Chamberblietchen

2004-2005

Chambre
des Députés
GRAND-DUCHÉ
DE LUXEMBOURG

Table des matières pour 2004-2005

Document	Contenu	Page
	Rapport Activite	3
CR n°1	Séances n°1, 2, 3, 4	35
CR n°2	Séances n°5, 6, 7	99
CR n°3	Séances n°8, 9, 10, 11	151
CR n°4	Séances n°12, 13, 14, 15	203
CR n°5	Séances n°16, 17, 18, 19, 20	267
CR n°6	Séances n°21, 22, 23, 24, 25	315
CR n°7	Séances n°26, 27, 28	379
CR n°8	Séances n°29, 30, 31	435
CR n°9	Séances n°32, 33, 34	495
CR n°10	Séances n°35, 36, 37, 38	555
CR n°11	Séances n°39, 40, 41, 42	619
CR n°12	Séances n°43, 44, 45	667
CR n°13	Séances n°46, 47, 48	719

Rapport d'activité de la session parlementaire 2004-2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG



L'année parlementaire 2004 / 2005

Le présent rapport d'activité fournit un compte rendu détaillé des travaux parlementaires depuis les élections législatives du 13 juin 2004 jusqu'à la clôture de la session 2004 / 2005 qui était la première session ordinaire du Parlement renouvelé. Une session ordinaire précédée de deux sessions extraordinaires convoquées d'une part pour valider les résultats des élections législatives et européennes et pour vérifier les pouvoirs des nouveaux membres de la Chambre des Députés et d'autre part pour entendre et débattre la déclaration gouvernementale de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre et Ministre d'État.
Le 12 octobre 2004, S.A.R. le Grand-Duc Henri a procédé personnellement à l'ouverture de la session ordinaire 2004/2005 qui a été clôturée en Son Nom le 11 octobre 2005
par M. le Premier Ministre.

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés

Session 2004-2005

CSV	24 députés
LSAP	14 députés
DP	10 députés
DÉI GRÉNG	7 députés
ADR	5 députés

Appartenance politique des membres de la Chambre des Députés par circonscription électorale



Députés de la Circonscription du Sud	Appartenance politique
ARENDT Nancy	CSV
BODRY Alex	LSAP
BRAZ Felix	Déi Gréng
CASTEGNARO John	LSAP
DALL'AGNOL Claudia	LSAP
DOERNER Christine	CSV
ERR Lydie	LSAP
GIBERYEN Gaston	ADR
GLESENER Marcel	CSV
GRETHEN Henri	DP
HAUPERT Norbert	CSV
HUSS Jean	Déi Gréng
JAERLING Aly	ADR
MAROLDT François	CSV
MEISCH Claude	DP
MUTSCH Lydia	LSAP
NEGRI Roger	LSAP
SCHREINER Roland	LSAP
SPAUTZ Marc	CSV
SPAUTZ Vera	LSAP
STEIN Nelly † (décédée le 12 août 2005)	CSV
SUNNEN Fred	CSV
WOLTER Michel	CSV
TOTAL: 23 députés	9 CSV 8 LSAP 2 Déi Gréng 2 DP 2 ADR

Députés de la circonscription du Centre	Appartenance politique
ADAM Claude	Déi Gréng
ANGEL Marc	LSAP
BAUSCH François	Déi Gréng
BETTEL Xavier	DP
BETTENDORF Niki	DP
BRASSEUR Anne	DP
DIEDERICH Fernand	LSAP
FAYOT Ben	LSAP
FLESCH Colette	DP
GANTENBEIN-KOULLEN Marie-Thérèse	CSV
HELMINGER Paul	DP
HENCKES Jacques-Yves	ADR
KLEIN Jean-Pierre	LSAP
LOSCHETTER Viviane	Déi Gréng
MEYERS Paul-Henri	CSV
MOSAR Laurent	CSV
OBERWEIS Marcel	CSV
SANTER Patrick	CSV
SAUBER Marcel	CSV
STEIN-MERGEN Martine	CSV
THIEL Lucien	CSV
TOTAL: 21 députés dont	8 CSV 5 DP 4 LSAP 3 Déi Gréng 1 ADR

Députés de la Circonscription du Nord	Appartenance politique
CALMES Emile	DP
GIRA Camille	Déi Gréng
GOERENS Charles	DP
KAES Ali	CSV
KOEPP Jean-Pierre	ADR
SCHAAF Jean-Paul	CSV
SCHANK Marco	CSV
SCHNEIDER Romain	LSAP
WEILER Lucien	CSV
TOTAL: 9 députés don	4 CSV 2 DP 1 Déi Gréng 1 LSAP 1 ADR

Députés de la Circonscription de l'Est	Appartenance politique
CLEMENT Lucien	CSV
FRANK Marie-Josée	CSV
HETTO-GAASCH Françoise	CSV
KOX Henri	Déi Gréng
MEHLEN Robert	ADR
SCHEUER Jos	LSAP
WAGNER Carlo	DP
TOTAL : 7 députés	3 CSV 1 Déi Gréng 1 DP 1 LSAP 1 ADR

	2001	2002	2003	2004	2005
Professions indépendantes	**24**	**25**	**28**	**28**	**23**
avocat / notaire	10	12	11	11	7
médecin / vétérinaire / pharmacien	3	3	2	2	1
commerçant / industriel / indépendant / artisan	5(2)	4(2)	4(2)	4(2)	11(1)
agriculteur / viticulteur	1	1	1	1	2
sans profession et autres (p.ex: TII)	5	5	10	10	2
Salariés secteur privé	**12**	**12**	**10**	**10**	**11**
ouvrier	0	0	0	0	0
syndicaliste	4(1)	4(1)	2(1)	2(1)	2
journaliste	2	2	1	1	0
ingénieur	0	0	0	0	0
autres employés	6	6	7(1)	7(1)	9(3)
Salariés secteur public	**24**	**23**	**22**	**22**	**26**
ouvrier de l'Etat	0	0	0	0	0
agent CFL	2	2	2	2	4
agent secteur parastatal	0	0	0	0	0
agent secteur communal	5	5	5	5	0
fonctionnaire	17(3)	16(2)	15(1)	15(1)	22(1)
TOTAL	**60**	**60**	**60**	**60**	**60**

(*) = nombre de retraités dans le total

L'organisation de la Chambre des Députés

Le fonctionnement de la Chambre est réglé par un certain nombre de dispositions contenues dans la Constitution et dans la loi électorale ainsi que par le Règlement intérieur, élaboré par la Chambre elle-même.

Une session ordinaire est la période d'un an pendant laquelle la Chambre des Députés se réunit. Elle débute le deuxième mardi du mois d'octobre et se clôture le deuxième mardi d'octobre de l'année suivante. Chaque législature comporte, en principe, cinq sessions ordinaires. Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet et qui est, en général, le Premier Ministre.

Au début de chaque législature, la Chambre institue, pour organiser ses travaux, son Bureau, une commission nommée Conférence des Présidents.

Le Président de la Chambre

Les fonctions du Président de la Chambre des Députés sont de représenter la Chambre, de maintenir l'ordre, de faire observer le règlement, de juger de la recevabilité en la forme des textes, des motions et autres propositions, d'accorder la parole, de poser les questions et de les mettre aux voix, d'annoncer le résultat des votes et des scrutins, de prononcer les décisions de la Chambre, de porter la parole en son nom et conformément à son vœu.

Les Vice-Présidents de la Chambre exercent les mêmes attributions que le Président, lorsqu'ils le remplacent. A défaut de Président et de Vice-Présidents, le député le plus âgé – le Doyen d'âge – préside la Chambre.

Le Bureau

Le Bureau de la Chambre est composé d'un Président, de trois Vice-Présidents et de 7 membres au plus. Le Greffier et le Greffier adjoint font partie du Bureau, sans toutefois pouvoir participer aux votes. Il représente la Chambre sur le plan national et international. Il règle les questions financières et d'organisation concernant les Députés, le Parlement et ses organes, à l'exception de l'ordre du jour de la Chambre qui est de la compétence de la Conférence des Présidents. Le Bureau s'occupe de la gestion des affaires de la Chambre et prend toutes les décisions relatives à l'organisation et à la discipline du personnel.

1ère session extraordinaire 2004

Après les élections législatives et européennes du 13 juin 2004, la Chambre des Députés, au cours de la séance d'ouverture en date du 13 juillet 2004, a formé son Bureau comme suit: M. Jean Asselborn, Président; MM. Lucien Weiler et Jos Scheuer, Vice-Présidents, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, MM. Xavier Bettel et Claude Meisch, Mme Octavie Modert, MM. Félix Braz et Jean-Louis Schiltz, Mme Vera Spautz et M. Marc Spautz, membres, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

2e session extraordinaire 2004

Lors de sa 1ère séance publique de la 2e session extraordinaire 2004 après les élections législatives et européennes du 13 juin 2004, la Chambre des Députés a consenti à la composition suivante du Bureau: M. Lucien Weiler, Président; MM. Jos Scheuer, Niki Bettendorf et Laurent Mosar, Vice-Présidents; MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Henri Grethen, François Bausch, Robert Mehlen, Lucien Clement et Alex Bodry, membres; M. Claude Frieseisen, Secrétaire général.

Le Bureau de la Chambre des Députés s'est réuni quatre fois au cours de la 2e session extraordinaire 2004.

En sa réunion du 6 août 2005, les membres du Bureau ont proposé de conférer le titre de Président d'honneur de la Chambre des Députés à Madame Erna Hennicot-Schoepges, femme politique ayant assuré avec dévouement la Présidence de la Chambre des Députés de 1989 à 1995.

Au cours de la même réunion le Bureau a décidé d'octroyer le titre honorifique de leur fonction aux anciens députés comptant au moins quatre ans de mandat parlementaire, à savoir: Madame Simone Beissel, Messieurs Jeannot Belling et Jean Colombera, Madame Agny Durdu, Messieurs Gusty Graas, Fernand Greisen et Nico Loes, Madame Ferny Nicklaus-Faber, Monsieur Alexandre Krieps, Madame Maggy Nagel, Messieurs Jacques F. Poos, Jean-Paul Rippinger, Jacques Santer, Marco Schroell, John Schummer, Théo Stendebach et Nicolas Strotz, Madame Renée Wagener et Monsieur Georges Wohlfart.



L'octroi du titre de Président d'honneur de la Chambre des Députés à Madame Erna Hennicot-Schoepges et du titre de député honoraire aux anciens parlementaires énumérés ci-dessus, ont trouvé l'assentiment de la Chambre des Députés réunie en séance plénière le mardi, 12 octobre 2004.

Dans le cadre de sa mission de représenter sur le plan national la Chambre des Députés, le Bureau a reçu le 28 septembre 2004 en visite officielle Son Excellence Monsieur Jorge Sampaio, Président de la République portugaise, accompagné d'une délégation parlementaire.

La Conférence des Présidents

La Conférence des Présidents de la Chambre se compose du Président de la Chambre ainsi que des Présidents de chaque groupe politique. Elle a pour mission de décider des questions relatives à l'organisation des travaux de la Chambre, de proposer l'ordre du jour de la Chambre et de donner son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son assentiment est requis en vertu d'une disposition légale.

La Conférence des Présidents se compose de: M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés et MM. Michel Wolter, Ben Fayot, Henri Grethen, François Bausch et Gast Gibéryen, Présidents des groupes politiques.

Au cours de la 1ère session extraordinaire 2004, la Conférence des Présidents s'est réunie pour discuter de la structure des organes de la Chambre, à savoir la composition du Bureau et des groupes politiques, le nombre et la dénomination des commissions, la représentation des groupes politiques au sein des commissions et le nombre de députés représentés dans les commissions. Au cours de cette même réunion elle a émis des propositions quant à la représentation de la Chambre des Députés au sein des assemblées parlementaires internationales.

C'est au cours de ses quatre réunions qu'elle a tenues au cours de la 2e session extraordinaire 2004 que la Conférence des Présidents s'est vouée aux travaux d'organisation de la vie parlementaire. En outre, elle a saisi la commission compétente d'une proposition de modification du règlement et rendu son avis au sujet de neuf projets de règlement grand-ducal.

Au cours de la session 2004-2005, les Présidents des groupes politiques se sont réunis 29 fois pour régler les questions administratives de la Chambre, pour décider des questions relatives à l'organisation de ses travaux et pour proposer l'ordre du jour des séances publiques.

L'organisation du référendum du 10 juillet 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe, indubitablement le point culminant de la vie politique de l'année 2005, a fait l'objet d'une concertation étroite entre la Conférence des Présidents et les instances gouvernementales, tant au niveau de la procédure législative que de la stratégie d'information.

Enfin, elle a émis un avis sur 17 projets de règlement grand-ducal dont elle était saisie.

Les commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

Pour faciliter et pour rationaliser ses travaux parlementaires, la Chambre institue des commissions réglementaires, des commissions permanentes et des commissions spéciales dont elle fixe le nombre, la dénomination et les attributions. Au sein des commissions il est tenu compte de la représentation proportionnelle des groupes politiques.

Les commissions sont chargées d'examiner les projets et propositions de loi, les amendements et motions que le Président de la Chambre leur renvoie. Elles ont le droit de présenter elles-mêmes des propositions et des amendements. Elles ont également pour mission de préparer des débats, d'organiser des auditions publiques et non publiques ainsi que des visites et de poursuivre toute activité rentrant dans le cadre de leurs attributions.

Les commissions s'occupent en outre des dossiers européens qui concernenet leur domaine de compétence.

Les travaux parlementaires en commission sont non public.



Liste alphabétique des Commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission des Pétitions

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Commission du Règlement

Commissions permanentes

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Commission de l'Environnement

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Commission des Finances et du Budget

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Commission des Transports

Commission des Travaux publics

Commission du Travail et de l'Emploi

Commission juridique

Commissions spéciales

Commission spéciale "Réorganisation territoriale du Luxembourg"

Synthèse des travaux des commissions parlementaires

Commissions réglementaires

Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

Président: Henri Grethen (DP)
Vice-Présidents: Michel Wolter (CSV), Alex Bodry (LSAP)
Membres:
CSV: Lucien Clement, Norbert Haupert, Laurent Mosar
LSAP: John Castegnaro, Ben Fayot
DP: Colette Flesch
Déi Gréng: François Bausch
ADR: Robert Mehlen

Au cours de la session parlementaire 2004-2005, la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes s'est réunie à 19 reprises.

Le Ministre des Travaux publics est venu présenter aux membres de la Commission le bilan financier des grands chantiers de l'Etat à deux reprises au cours de cette session parlementaire.

Les discussions liées à ces entrevues ont amené la Commission à consacrer plusieurs réunions à l'élaboration d'une nouvelle procédure à suivre en matière de préparation et de présentation de nouveaux projets d'infrastructure. Cette nouvelle procédure devrait permettre d'éviter à l'avenir les dépassements nombreux et systématiques des budgets alloués aux différents projets de construction d'infrastructures par l'Etat. Sa conception a tenu compte des propositions des différents groupes parlementaires. Le Ministre des Travaux publics a également participé à ces réunions. La nouvelle procédure a définitivement été arrêtée dans la réunion du 20 juin 2005 et le service juridique de la Chambre a été chargé de préparer les modifications réglementaires et légales qui en découlent.

Le rapport spécial de la Cour des Comptes sur la mise en application de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat a été présenté aux membres de la Commission en date du 25 novembre 2004. Suite à une entrevue avec le Ministre du Trésor et du Budget, le 7 décembre 2004, la Commission a décidé de ne pas procéder à la rédaction d'un rapport, mais d'attendre les modifications de la loi annoncées par le Gouvernement.

La Cour des Comptes a présenté à la Commission son rapport spécial sur le remboursement de la TVA en matière de logement le 25 novembre 2004. L'Administration de l'Enregistrement et des Domaines a donné ses explications au sujet des constatations de la Cour lors de la réunion du 28 février 2005. La Commission n'a pas encore décidé des suites à donner à ce rapport spécial.

La Cour des Comptes a présenté son rapport spécial relatif au programme eGovernment aux membres de la Commission le 28 février 2005. La Commission a ensuite entendu les explications du Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative le 4 juillet 2005. Compte tenu des changements et progrès rapportés par le Ministre, la Commission a décidé de ne pas procéder à la rédaction d'un rapport au sujet du programme eGovernment, mais a tout de même demandé que le Ministre présente tous les six mois l'évolution des travaux à la Commission.

Le rapport spécial portant sur le Fonds des routes a été présenté à la Commission au cours de la réunion du 10 janvier 2005 et les explications de l'Administration des Ponts et Chaussées ont été entendues au cours de la réunion du 21 mars 2005. La Commission doit encore décider de la suite qu'elle souhaite donner à ce rapport spécial.

La Cour des comptes a procédé à la présentation de son rapport spécial relatif à la mise en œuvre du contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire entre l'Etat et les CFL au cours de la réunion du 14 février 2005. Avant de décider des suites à donner à ce rapport spécial, la Commission a adressé plusieurs questions au Ministère des Transports afin de s'assurer que, comme il l'avait annoncé dans sa réponse à la Cour, les recommandations de cette dernière ont bien été mises en pratique.

Le rapport spécial relatif au Lycée Michel Rodange a été présenté à la Commission en date du 14 mars 2005. La Commission a ensuite entendu la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle ainsi que la Direction du Contrôle Financier en leurs explications au sujet des constatations de la Cour des Comptes. Elle a décidé au cours de sa réunion du 11 juillet 2005 de rédiger un rapport afin de soutenir les recommandations de la Cour et notamment de remédier au fait que le règlement grand-ducal prévu à l'article 3 de la loi du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire n'ait jamais été pris. Ce rapport a été présenté par le rapporteur M. Ben Fayot et adopté par la Commission dans la réunion du 19 septembre 2005.

La Commission, qui s'était vu présenter par la Cour des Comptes son rapport relatif au projet de loi 5171 portant règlement du compte général de l'exercice 2002 le 8 décembre 2003, a examiné l'avis du Conseil d'Etat en date du 14 février 2005 et elle a adopté le projet de rapport établi par le rapporteur M. Norbert Haupert le 14 mars 2005.

Le projet de loi 5350 portant règlement du compte général de l'exercice 2003 a été examiné, avec l'avis de la Cour des Comptes, le 13 décembre 2004 Le projet de loi dont Mme Colette Flesch est la rapportrice sera évacué dès que l'avis du Conseil d'Etat sera disponible. Au cours de cette session parlementaire, la Commission a également approuvé les comptes annuels 2003 et 2004 de la Cour des comptes.

Dans la réunion du 3 octobre 2005, la Commission a entendu la présentation par la Cour des Comptes de son rapport spécial concernant l'exécution des sixième et septième programmes quinquennaux d'équipement de l'infrastructure touristique.

Commission des Pétitions

Président: Camille Gira (Déi Gréng)
Vice-Présidents : Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (CSV), Lydie Err (LSAP)
Membres:
CSV: Christine Doerner, Patrick Santer, Marco Schank
LSAP: Fernand Diederich, Vera Spautz
DP: Xavier Bettel, Anne Brasseur
ADR: Jean-Pierre Koepp



Lors de la session parlementaire 2004-2005, la Commission des Pétitions s'est réunie à 11 occasions.

En date du 16 novembre 2004, elle a procédé à un échange de vues concernant son fonctionnement et l'organisation de ses travaux. Elle a ensuite examiné la pétition 251 contre la brevetabilité des logiciels, la pétition 258 contre le projet de loi 5156 et la pétition 259 pour le remboursement des médicaments homéopathiques.

Le 25 novembre 2004, la Commission a examiné la pétition 260 en vue de l'insertion de la protection des animaux dans la Constitution luxembourgeoise, la pétition 261 pour la réintroduction du régime spécial dans la Fonction publique, la pétition 262 pour l'obtention de contrats à durée indéterminée pour le personnel SREA, la pétition 263 concernant le projet d'organisation des Ecoles Européennes au Luxembourg, la pétition 264 pour la fermeture du Stafelter. Par ailleurs, elle a procédé à un échange de vues sur plusieurs dossiers qui lui ont été confiés et elle a décidé d'organiser une entrevue avec le M. le Médiateur.

Le 06 janvier 2005, dans le cadre de l'examen de la pétition 261 pour la réintroduction du régime spécial dans la fonction publique, la commission parlementaire s'est entretenue, d'une part, avec les pétitionnaires et, d'autre part, avec Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Puis, elle a examiné la pétition 265 contre le financement de la Mammerent sur la réserve des caisses de pension.

En date du 20 janvier 2005, la Commission des Pétitions a procédé à un échange de vues avec M. le Médiateur, Marc Fischbach.

Le 22 février 2005, elle a examiné la pétition 266 "Liberté pour les cinq". Elle a ensuite tiré ses conclusions à propos de la réunion avec le Médiateur. Enfin, les membres de la Commission ont décidé d'entamer une discussion approfondie sur le fonctionnement et le rôle de la commission.

Le 08 mars 2005, la Commission a reçu les pétitionnaires de la pétition 265 contre le financement de la Mammerent sur la réserve des caisses de pension, tandis que le 09 mars 2005, conjointement avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, la Commission des Pétitions a procédé à un échange de vues avec les pétitionnaires de la pétition 251 contre la brevetabilité des logiciels.

En date du 19 avril 2005, les membres de la Commission ont tiré leurs conclusions suite à leurs entrevues respectives avec les pétitionnaires des pétitions 251 contre la brevetabilité des logiciels et 265 contre le financement de la Mammerent sur la réserve des caisses de pension. Ils ont, ensuite, poursuivi leur échange de vues sur le rôle et le fonctionnement de la Commission des Pétitions.

Le 10 mai 2005, ils ont procédé à un échange de vues sur le rôle et le fonctionnement de la Commission des Pétitions avec M. Paul-Henri Meyers, Président de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle.

Le 21 juin 2005, la commission parlementaire a examiné la pétition 267 concernant la demande de réforme du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 et la pétition
268 concernant une modification éventuelle du régime des pensions.

Conjointement avec la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, la Commission des Pétitions a, en date du 14 juillet 2005 et dans le cadre de la pétition 267 concernant la demande de réforme du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998, organisé une entrevue avec les pétitionnaires et avec M. Daniel Miltgen, président du Fonds du Logement.

Commissions permanentes

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural



Président: Marcel Oberweis (CSV)
Vice-Présidents: Romain Schneider (LSAP), Charles Goerens (DP)
Membres:
CSV: Lucien Clement, Marie-Josée Frank, Jean-Paul Schaaf
LSAP: Jean-Pierre Klein, Jos Scheuer,
DP: Carlo Wagner
Déi Gréng: Henri Kox
ADR: Robert Mehlen

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a évacué, lors de la session 2004-2005, le projet de loi no. 5324 portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisé), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003 (voté en séance plénière le 22 février 2005). Elle a entamé les travaux liés au projet de loi no. 5380 portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et plants génétiquement modifiés.

La commission s'est régulièrement informée sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Elle a également suivi l'avancement de la mise en oeuvre de la réforme de la PAC (politique agricole commune).

Une entrevue a eu lieu avec les auteurs de l'étude "Bois et Energie", notamment en ce qui concerne le volet de la sylviculture. Dans le cadre des perspectives liées à la production d'énergies renouvelables, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural a effectué des visites d'une installation de biogaz à Redange et d'une installation de chauffage à copeaux de bois à Tandel.

La commission a, en outre, examiné les conditions minimales requises pour la détention d'animaux et a abordé d'autres sujets liés au bien-être des animaux et à la sécurité alimentaire.

Le président de la commission et un membre de l'opposition ont participé à la Conférence des Commissions de l'Agriculture des parlements des Etats membres de l'Union européenne qui a eu lieu du 25 au 27 novembre 2004 à La Haye.

Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports

Président: Alex Bodry (LSAP)
Vice-Présidents: Marcel Sauber (CSV), Colette Flesch (DP)
Membres:
CSV : Fançoise Hetto-Gaasch, Marc Spautz, Martine Stein-Mergen
LSAP : John Castegnaro, Jos Scheuer
DP: Anne Brasseur (pour le volet Sports), Henri Grethen (sauf pour le volet Sports)
Déi Gréng: Jean Huss (pour le volet Sports), Henri Kox (sauf pour le volet Sports)
ADR: Jean-Pierre Koepp (pour le volet Sports), Robert Mehlen (sauf pour le volet Sports)

1) Débats et sujets généraux

En date du 15 novembre 2004 la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports a procédé à un échange de vues avec le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur sur la Proposition de Directive du Parlement européen et du Conseil relative aux services dans le marché intérieur (dite «Bolkestein»).

Au cours de la réunion jointe avec la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du 13 décembre 2004, il a été procédé à un échange de vues avec le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur sur la Stratégie de Lisbonne.

En date du 16 février 2005, la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports a eu, ensemble avec d'autres commissions parlementaires, un échange de vues sur la Stratégie de Lisbonne.

Lors de la réunion du 22 février 2005, la commission parlementaire a eu un échange de vues sur la simplification administrative en faveur des entreprises.

La réunion jointe avec la Commission de l'Environnement du 24 février 2005 a été consacrée à la présentation, par le Gouvernement, des nouvelles mesures d'aide au financement en matière d'énergies renouvelables (projets de rgd 5467, 5481, 5482).

La Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports a analysé, au cours de sa réunion du 3 mars 2005, les dossiers européens et notamment celui des GOPE (Grandes Orientations de Politique Economique), comme par ailleurs lors de sa réunion du 27 avril 2005.

En date du 9 mars 2005 la commission parlementaire a eu, ensemble avec la Commission des Pétitions, un échange de vues avec les pétitionnaires sur la pétition n°251 «contre la brevetabilité des logiciels».

Au cours de sa réunion du 29 juin 2005, la commission a eu un échange de vues avec le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, d'une part, sur la relance de la Stratégie de Lisbonne et, d'autre part, sur trois projets de règlements grand-ducaux (5467, 5481 et 5482) concernant les énergies renouvelables.

La commission parlementaire a encore eu trois autres réunions au cours desquelles elle a procédé respectivement à un échange de vues sur le processus de Lisbonne (13 juillet 2005), organisé une entrevue avec des représentants de la DG Emploi de la Commission européenne (19 juillet 2005) et tiré les conclusions de cet échange de vues. A noter dans ce contexte que les Présidents des autres commissions parlementaires concernées ont été invités à participer activement auxdites réunions.

2) Travaux législatifs

5340 - Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications
Deux réunions ont été consacrées à l'instruction du projet de loi en octobre 2004 et en janvier 2005.

La nouvelle loi se propose de rétablir la compétence de la seule direction de l'entreprise des postes et télécommunications (EPT) en matière d'exécution interne du statut de la fonction publique applicable à la grande majorité des agents de l'EPT.

Deux objectifs sont particulièrement visés, à savoir:
- la mise à disposition des moyens indispensables à l'EPT pour assurer une gestion efficace et flexible de ses ressources humaines, notamment en ce qui concerne le recrutement par examen-concours, l'affectation, le début, la continuation ou l'arrêt du stage ainsi que la formation des stagiaires;
- l'attribution de compétences à l'EPT en matière disciplinaire qui ont été centralisées dans la fonction publique auprès du Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire et du Conseil de discipline par la loi du 19 mai 2003 susmentionnée.

4766 - Projet de loi - concernant le sport et portant
a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;
b) modification du code des assurances sociales;
c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Non moins de six réunions en commission ont encore été nécessaires pour finaliser ce projet de loi qui avait initialement été déposé en 2001. Elles se sont étalées du mois de mars au mois de juillet 2005.

Le texte a finalement été voté à la mi-juillet 2005. Par rapport à l'ancienne loi et au vu de la pratique des dernières années, la nouvelle loi apporte des plus-values dans plusieurs domaines:

1. La reconnaissance et la protection renforcée des fédérations agréées (article 2)
2. La consécration légale de l'autonomie du mouvement sportif et du rôle essentiellement subsidiaire et complémentaire des pouvoirs publics en matière de sport (article 3)
3. Le caractère obligatoire de l'organisation d'activités motrices dans l'éducation précoce et l'éducation préscolaire (article 4)
4. L'introduction de mesures spéciales relatives aux programmes et à l'organisation des études pour jeunes sportifs dans l'enseignement post-primaire (article 4)



5. La consécration légale de programmes de préservation de la santé par le sport (article 5)
6. La possibilité de créer des sites spéciaux et des installations appropriées dans la nature en vue de permettre la pratique de certaines activités sportives dans des conditions environnementales acceptables (article 7)
7. La priorité accordée au sport scolaire et au sport de compétition dans l'utilisation des infrastructures publiques (article 3)
8. La consécration légale de la contribution annuelle de l'Etat pour les activités sportives, l'encadrement technique et l'administration du sport (article 9)
9. L'extension de l'assurance responsabilité civile et de l'assurance contre les risques d'accident aux collaborateurs bénévoles occasionnels (article 12)
10. L'introduction d'un statut spécial dans l'intérêt de l'élite sportive qui se compose d'une panoplie de mesures d'appui particulières (article 13)
11. La possibilité d'un horaire aménagé pour sportifs d'élite dans le secteur public au sens large (article 14)
12. L'introduction d'un droit de priorité pour les sportifs d'élite pour des emplois non soumis à un examen-concours dans le secteur public (article 14)
13. La prise en charge par l'Etat des charges sociales pour sportifs d'élite sans revenu ou à faible revenu (article 15)
14. La reconnaissance d'un régime de faveur pour les sportifs d'élite et de ceux qui se sont engagés dans des modèles spéciaux de préparation dans le cadre de la réglementation du congé sportif (article 15)
15. La consécration légale de la lutte contre le dopage et l'introduction d'un nouveau délit comportant des sanctions sévères en relation avec le phénomène du dopage (article 16)
16. La fixation de l'objectif de régler les litiges sportifs par la voie de l'arbitrage (article 17)
17. L'engagement de lutter contre la violence et la xénophobie dans le sport (article 18)
18. La mise en place de règles légales particulières concernant les relations de travail des entraîneurs et des sportifs (article 19).

Le projet de loi 4673B porte modification de la loi du 20 juillet 1992 portant modification du régime des brevets d'invention, telle que modifiée par la loi du 24 mai 1998: la commission a discuté sur ce projet de loi au cours de quatre réunions au cours des mois de décembre 2004, janvier, février et mars 2005. Le projet a été amendé. Les travaux parlementaires reprendront quand l'avis complémentaire du Conseil d'Etat sera disponible.

Projet de loi 5307 relative à la sécurité générale des produits.
Cinq réunions avaient été consacrées à l'instruction du projet de loi 5307, au cours des mois de mars, avril, et mai 2005. Au vu des autres priorités législatives, la continuation des travaux parlementaires aura seulement lieu en automne 2005.

* * *

Volet Lisbonne

La Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports a eu un entretien avec une délégation de la DG Emploi de la Commission européenne sur le développement des travaux de la Stratégie de Lisbonne au niveau de la Chambre des Députés.

Dans le cadre des 24 lignes directrices intégrées servant de base à la préparation du premier plan national luxembourgeois, la commission a organisé la répartition des lignes directrices intégrées sur base d'un tableau de synthèse et a assuré la coordination des différentes prises de positions issues des commissions concernées. Dans sa réunion du 27 septembre 2005, un document de synthèse a été validé par la commission et transmis au Gouvernement.

Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle

Président: Jos Scheuer (LSAP)
Vice-Présidents: Anne Brasseur (DP), Nelly Stein (CSV)
Membres:
- CSV: Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, François Maroldt, Fred Sunnen
- LSAP: John Castegnaro, Fernand Diederich
- DP: Claude Meisch
- Déi Gréng : Claude Adam (sauf pour le volet Formation professionnelle), Viviane Loschetter (pour le volet Formation professionnelle)
- ADR : Jacques-Yves Henckes

1) Débats et sujets généraux

a) PISA – Programme for International Students' Assessment

Les travaux du début de la nouvelle session parlementaire se situaient déjà dans la perspective de l'étude PISA de l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques (Organisation for Economic Co-operation and Development: www.oecd.org). Cette étude est réalisée tous les trois ans et mesure le degré des compétences des élèves âgés de 15 ans dans de nombreux pays à travers le monde. Les 20 octobre 2004 et 9 novembre 2004, la commission parlementaire a eu un échange de vues avec Mme la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle pour discuter de l'opportunité pour le Luxembourg de participer à d'autres programmes d'évaluation internationaux.

Le 9 novembre 2004, les membres de la commission se sont en outre entretenus avec la Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle sur le programme gouvernemental en matière d'éducation nationale et de formation professionnelle (www.men.lu).

Suite à la publication des résultats de l'étude PISA 2003 le 7 décembre 2004, les chiffres concernant les jeunes fréquentant une école luxembourgeoise ont été présentés à la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle de la Chambre des Députés (our davantage de détails sur le Programme for International Student Assessment : https://www.pisa.oecd.org/pages/0,2966,en_32252351_32235731_1_1_1_1_1,00.html). La Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a procédé à l'analyse des résultats et statistiques de l'étude PISA 2003 (http://www.script.lu/activinno/pisa/) au cours de ses réunions des 6 et 11 janvier 2005. A noter que la réunion la réunion du 11 janvier 2005 a également servi à préparer l'entrevue avec MM. Baumert et Köller, experts allemands en matière de PISA. Lors de cette même réunion la commission parlementaire a également eu un échange de vues sur le document de réflexion intitulé «Les critères de promotion» du Ministère de l'Education nationale et de la Formation professionnelle. Le même document a également fait l'objet d'un échange de vues au cours de la réunion du 15 février 2005.

La réunion du 26 janvier 2004 a été consacrée à une entrevue avec les experts allemands Jürgen Baumert et Olaf Köller sur les résultats de l'étude PISA et plus spécifiquement sur les résultats des élèves luxembourgeois.

Lors de la réunion du 13 décembre 2004, les membres de la commission ont entendu le rapport pour 2004 de l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand (www.ork.lu). La présentation portait surtout sur les problèmes en milieu scolaire et a été suivie d'un échange de vues avec des membres de cette organisation.

En date du 16 février 2005, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a eu, ensemble avec d'autres commissions parlementaires, un échange de vues sur la Stratégie de Lisbonne.

La Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle a encore procédé, en date du 20 avril 2005, à un échange de vues sur les infrastructures scolaires.

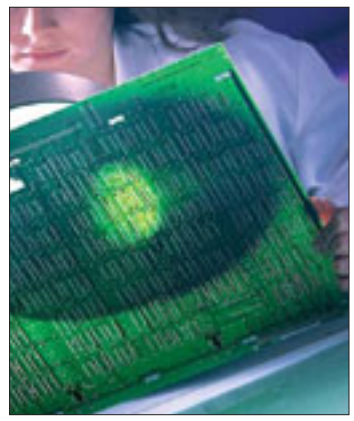
2) Travaux législatifs

Projet de loi 5275 portant
a) fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;
b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat;
c) modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;
d) abrogation de la loi du 25 août 1971 portant création de la fonction de professeur de sciences économiques et sociales aux établissements d'enseignement secondaire;
e) modification de la loi du 22 juin 1989 portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;
f) modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;
g) modification de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;
h) modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Entre le mois de février et le mois de mai 2005, la commission parlementaire a consacré quatre réunions à l'examen du projet de loi.

Le texte qui est entré en vigueur entretemps poursuit plusieurs buts, à savoir:

1. harmonier et fondre dans un texte cohérent les différentes dispositions concernant les cadres du personnel des lycées et des lycées techniques,
2. élargir les cadres du personnel par la création de nouvelles carrières dans l'administration,
3. intégrer dans les cadres du personnel des lycées et lycées techniques les fonctionnaires des services de psychologie et d'orientation scolaires,



4. permettre de résoudre un certain nombre de problèmes de carrière qui se sont présentés au courant des dernières années et qui ne peuvent être réglés de manière satisfaisante que par la modification d'autres lois.

Projet de loi 5434 portant création d'un lycée-pilote. Ce projet de loi constituait une des priorités du Gouvernement sorti des élections législatives de 2004. La commission y a consacré quatre réunions qui se sont étalées entre le mois de mars et le mois de juin 2005.

La loi a pour objet la création d'un lycée-pilote public. Elle doit permettre la mise en place d'une structure pédagogique disposant, par rapport aux établissements traditionnels, d'une autonomie accrue tant pour l'organisation de ses horaires que pour le regroupement des matières enseignées, les méthodes d'enseignement et d'évaluation et le mode de travail des enseignants. Elle élargit ainsi, au niveau d'un projet pilote, l'éventail de l'offre et des moyens d'innovation dont dispose l'école publique.

Projet de loi 5338 porte création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales. La commission l'a examiné et discuté au cours de trois réunions au mois de mai 2005 et a adopté le rapport au mois de juillet.

Le texte a pour objet la création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales. Suite à la création de l'Université du Luxembourg, il a été décidé que la formation de l'éducateur gradué correspond à une formation universitaire sanctionnée par le grade de bachelor professionnel.

La formation de l'éducateur sera dorénavant assurée désormais dans un nouveau lycée technique pour professions éducatives et sociales. Ceci permet à l'établissement scolaire de s'appuyer sur l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour l'enseignement postprimaire et plus particulièrement pour l'enseignement secondaire technique et de sauvegarder l'expérience pédagogique acquise pendant les dernières décennies, ainsi que d'optimiser les études actuelles.

Projet de loi 5395 portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service ré-éducatif ambulatoire (SREA)

Une seule réunion au mois de juin 2005 a suffi à la commission parlementaire pour évacuer ce projet de loi.

Le projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service ré-éducatif ambulatoire (SREA) a pour objectif:

1. d'instaurer des équipes stables et formées dans le domaine du handicap; les départs et les changements fréquents, provoqués par une situation de travail précaire, étant peu propices à un climat de travail serein,
2. de respecter la législation sur les contrats de travail,
3. de documenter la volonté politique de favoriser l'intégration d'enfants à besoins spéciaux, telle qu'elle est stipulée par la loi du 14 mars 1973 citée ci-dessus.

Pour atteindre ces buts, le projet propose donc de créer la base légale nécessaire pour convertir les contrats à durée déterminée de tous les agents temporaires du SREA actuellement en service en contrats à durée indéterminée.

Le projet de loi 5328 portant réorganisation du centre de psychologie et d'orientation scolaires (CPOS) a été instruit au cours de trois réunions au mois de mai et juin 2005. Les travaux parlementaires continueront en automne 2005.

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Président:	Fred Sunnen (CSV)	
Vice-Présidents:	Ben Fayot (LSAP), Colette Flesch(DP)	
Membres:	CSV:	Marcel Oberweis, Nelly Stein, Lucien Thiel
	LSAP:	Claudia Dall'Agnol, Lydia Mutsch
	DP:	Anne Brasseur
	Déi Gréng:	Claude Adam (sauf pour les volets Recherche et Culture), Jean Huss (pour le volet Recherche), Viviane Loschetter (pour le volet Culture)
	ADR:	Jacques-Yves Henckes (sauf pour le volet Culture), Robert Mehlen (pour le volet Culture)



I. Examen des projets de loi déposés par M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

a) projet de loi n° 5373 modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une Ecole de Musique avec Centre Culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach

Le présent projet a pour objet d'adapter les participations financières de l'Etat arrêtées par la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une Ecole de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et par la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach.

Les surcoûts se chiffrent finalement à une somme totale de 9.196.372,24 euros (Centre culturel d'Ettelbruck: 3.470.573,88 euros; Centre culturel et touristique régional à Echternach: 5.725.798,35 euros). Les participations financières de l'Etat s'élèvent respectivement à 9.667.912,- euros (Ettelbruck) et à 12.171.030,- euros (Echternach).

b) projet de loi n° 5287 portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003

Le projet de loi approuve l'Accord de coopération entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003. L'accord bilatéral s'inscrit dans le cadre d'une politique d'ouverture pratiquée par le Gouvernement vers les pays d'Asie et notamment le Vietnam, qui représente le plus important pays cible de la politique de coopération grand-ducale sur ce continent.

Cet accord avec un des pays de la zone commerciale du Pacifique tend à établir des relations culturelles étroites avec le Vietnam auxquelles vont s'ajouter des aspects économiques et touristiques existants. En outre, l'accord vise encore l'établissement de rapports dans des domaines tels que l'éducation et la recherche scientifique, les mass médias, les sports et la jeunesse.

c) projet de loi n° 5270 portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand- Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

Cet accord a pour objet d'approfondir les relations bilatérales entre les deux pays qui ont été amorcées en 1987 avec l'établissement d'une représentation turque au plus haut niveau diplomatique au Luxembourg. L'accord sous avis concerne plus particulièrement les domaines de l'éducation, de la culture, des sciences, des médias, de la jeunesse et des sports.

d) projet de loi n° 5042 portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992

La Charte prévoit la protection et la promotion des langues régionales et minoritaires historiques. Son élaboration est justifiée, d'une part, par le souci de maintenir et de développer les traditions et le patrimoine culturels européens et, d'autre part, par le respect du droit imprescriptible et universellement reconnu de pratiquer une langue régionale ou minoritaire dans la vie privée et publique.

Le Luxembourg a signé la Charte le 5 novembre 1992, qui, depuis, a été ratifiée au sein de l'Union européenne, par la Finlande, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, l'Autriche, la Slovénie, la Suède, le Royaume-Uni et la Slovaquie. Le Luxembourg n'est pas directement concerné par la Charte étant donné que la définition d'une langue régionale ou minoritaire énoncée à son article 1er ne s'applique pas à la langue luxembourgeoise. Comme expliqué dans l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique, le luxembourgeois n'est pas «une langue pratiquée traditionnellement sur un territoire d'un Etat», «dont les ressortissants constituent un groupe numériquement inférieur au reste de la population», et n'est non plus «différent de la langue officielle de notre pays.» D'autre part, les langues parlées par la population étrangère au Luxembourg ne sont pas non plus considérées comme langues régionales ou minoritaires, étant donné que l'article 1er de la Charte spécifie que ni les dialectes de la langue officielle, ni les langues des migrants ne sont englobés dans la définition.

C'est n'est que par pure solidarité, que le Luxembourg souscrit aux objectifs de la Charte.

e) projet de loi n° 4902 portant approbation du Deuxième Protocole relatif de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

En complément de ce qui est détaillé à l'exposé des motifs, il est encore précisé que ni les Etats-Unis, ni la Chine n'ont signé la Convention de La Haye. Le Luxembourg étant le 21e pays à ratifier le Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye, le seuil minimal de 20 pays signataires pour l'entrée en vigueur est ainsi atteint. Pour le Luxembourg, les biens culturels visés par la Convention ainsi que par le Deuxième Protocole sont ceux figurant sur la liste des monuments nationaux classés.

Les responsables du Ministère de la Culture ont précisé que la mise en place des instruments juridiques prévus par le Deuxième Protocole se fera successivement suite à la ratification. Le 27 mai 2004, le Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur en a été informé par le Ministère de la Culture et a été sollicité aux fins de clarifier cette question avec le Ministère de la Justice. Le Gouvernement est conscient du fait que la ratification du Deuxième Protocole impose des adaptations de certaines dispositions légales en matière judiciaire.

f) projet de loi n° 5407 modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures

Aux termes de l'article 2 de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures, sont admis à bénéficier d'une aide, les étudiants qui remplissent l'une des conditions suivantes: «a) être ressortissant luxembourgeois, ou b) être ressortissant d'un autre Etat membre de l'Union européenne, être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg et tomber sous le champ d'application des dispositions des articles 7 et 12 du règlement (CEE) No 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la communauté.» Le texte de loi distingue, en fonction de la nationalité des étudiants, entre les ressortissants luxembourgeois et les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne, seuls ces derniers sont soumis à des conditions additionnelles pour pouvoir bénéficier de l'aide financière étatique. Selon la jurisprudence de la Cour de justice des Communautés européennes, cette différenciation en fonction de la nationalité est contraire au droit communautaire.

En ce qui concerne la condition de résidence, le projet de loi sous rubrique propose d'imposer aux ressortissants luxembourgeois une condition de domicile au Luxembourg. Ne pourraient donc plus bénéficier de l'aide financière de l'Etat les étudiants de nationalité luxembourgeoise dont les parents ou eux-mêmes n'ont pas leur domicile sur le territoire du Grand-Duché.

Il est donc proposé de modifier l'article 2, point a) de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures en ajoutant la condition de domicile au Luxembourg pour les ressortissants luxembourgeois. Le point a) de l'article en question aura la teneur suivante:

«a) être ressortissant luxembourgeois et être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg, ou».

Le traitement discriminatoire en fonction de la nationalité entre les ressortissants luxembourgeois et les ressortissants des autres Etats membres de l'Union européenne sera ainsi éliminé.

g) projet de loi n° 5432 portant approbation

- de la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975 et du Règlement intérieur du Conseil de l'ASE
- de l'Accord entre les Etats parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et de l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002
- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence spatiale européenne relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne et des clauses et des conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975, ainsi que l'Accord entre les Etats parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002. Ce dernier texte répond au souci de garantir la sécurité des informations relatives aux technologies développées et mises en œuvre dans le cadre des programmes spatiaux. Ces informations peuvent relever du secret défense et sont considérées comme «information classifiée». Même si ces dernières n'ont jusqu'à présent pas posé de problème dans le cadre des activités spatiales au niveau national, elles peuvent néanmoins soulever des difficultés particulières dans l'exécution de programmes spatiaux civils par des organisations internationales, comme l'ESA, ayant recours à ces données faisant l'objet d'une protection particulière au niveau national. Les résultats du groupe de travail, instauré en juin 2001, ont mené à l'Accord précité qui a uniformisé les règles de sécurité relatives à la protection et à l'échange d'informations sensibles entre l'Agence et ses Etats membres.



S'y ajoute le règlement de sécurité adopté par le Conseil de l'ESA qui ne lie pas les Etats membres, mais qui vise à mettre en œuvre, au sein de l'ESA, les mesures concrètes et les différentes procédures lui permettant de respecter les termes de l'Accord de sécurité.

Finalement, le présent projet de loi approuve l'Accord entre le Gouvernement luxembourgeois et l'ESA relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'ESA et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004.

En ce qui concerne la contribution financière du Luxembourg, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche tient à préciser qu'il faut distinguer entre les programmes dits «obligatoires» et les programmes dits «facultatifs». Il y a lieu de souligner l'application du principe du juste retour géographique en vertu duquel une participation effective des acteurs nationaux aux différents programmes est assurée, sans préjudice toutefois du principe d'adjudication concurrentielle appliqué pour l'attribution des contrats. Une contribution unique («droit d'entrée») de l'ordre de 700.000 euros est due, tandis que la contribution annuelle s'élève à un taux de 0.21 % du budget des programmes obligatoires de l'ESA. S'y ajoutent les contributions financières relatives aux programmes optionnels (comme p.ex. ARTES), auxquels le Luxembourg entend souscrire. Dans ce contexte, il est précisé que le Luxembourg entend toujours participer au programme ARTES.

L'adhésion à l'ESA permet également la participation au programme GALILEO, système civil complet de navigation par satellite de la deuxième génération. Il échet de souligner que GALILEO représente une avancée technologique équivalente à celle engendrée par la téléphonie mobile. Le programme promet également le développement d'une nouvelle génération de services universels. GALILEO offrira en effet des avantages considérables dans de nombreux secteurs de l'économie. Dans le domaine des télécommunications, le programme GALILEO couplé à d'autres technologies nouvelles telles que le GSM ou l'UMTS, multipliera les possibilités de fournir des données de positionnement et d'offrir des services combinés de très haut niveau. Il est possible qu'un des deux centres de contrôle prévus en Europe sera installé sur notre territoire. Le programme se limite à sa vocation commerciale, la concession et l'exploitation se feront sur base d'un «Public-Private Partnership».

L'avis du Conseil d'Etat est partagé par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dans la mesure où une approbation parlementaire du Règlement intérieur du Conseil de l'ESA n'est pas requise.

h) projet de loi n° 5408 concernant la modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;
b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat

Le projet de loi 5408 a pour objet d'augmenter le plafond de l'autorisation du Gouvernement à participer au financement de l'enseignement musical à charge des communes et syndicats de communes. Le montant qui a été initialement fixé à 190.000.000.- LUF et inscrit dans l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal; b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail; c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat sera porté à 7.367.000.- euros à compter de l'exercice budgétaire 2005. Ce plafond est adapté annuellement dans le cadre du budget pour être relié à l'évolution de la masse salariale de l'Etat.

L'augmentation du plafond, en dehors des adaptations liées à l'évolution de la masse salariale de l'Etat, est devenue nécessaire du fait des conséquences financières résultant de la reconnaissance du statut de «conservatoire de musique» à l'enseignement musical organisé par le syndicat intercommunal des villes de Diekirch et d'Ettelbruck ainsi qu'à la reconnaissance du statut d'«école de musique» à l'enseignement musical organisé par la ville de Differdange.

II. 4715 projet de loi concernant la protection et la conservation du patrimoine archéologique, historique, architectural et paysagiste

La commission a dans sa réunion du 26 avril 2005 examiné les amendements gouvernementaux tenant compte de certaines réalités sur le terrain. Le projet de règlement grand-ducal fixant la composition, l'organisation et le fonctionnement de la Commission des sites et monuments, ainsi que le projet de règlement grand-ducal fixant, dans l'intérêt de la protection et de la conservation du patrimoine historique, architectural et paysager, les prescriptions dimensionnelles et autres en matière de publicité ont également été examiné lors de cette réunion.
Les amendements gouvernementaux tels que présentés ont été soumis pour avis au Conseil d'Etat en date du 11 mai 2005.

III. 5377 projet de loi portant approbation de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptés par la Conférence générale de l'UNESCO à sa seizième session, à Paris, le 14 novembre 1970

Le projet de loi sous rubrique, de même que l'avis du Conseil d'Etat y relatif, ont été examinés par les membres de la commission lors de la réunion du 12 mai 2005. Il a été décidé à l'unanimité des membres présents, vu la connexité du projet de loi sous analyse et du projet de loi n° 4715 concernant la protection et la conservation du patrimoine archéologique, historique, architectural et paysager, de soumettre et de présenter ensemble en séance plénière les deux projets de loi mentionnés ci-avant. Le projet de rapport de la commission relatif au projet de loi n° 5377 est en conséquent tenu en suspens.

IV. avis relatif au projet de loi n° 5353 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2005

Lors de la réunion du 23 novembre 2004, les membres présents de la commission ont décidé à l'unanimité, en ce qui concerne la projet de loi n° 5353, d'émettre un avis sur la partie relative au Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Ce projet d'avis a été adopté à l'unanimité lors de la réunion du 30 novembre 2004 et a été publié en tant que document parlementaire n° 5353 exposant cinq.

V. visites effectuées par les membres de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Dans le cadre de ses travaux concernant le projet de loi 5413 relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg et avant l'adoption du projet de rapport afférent, la Commission des Travaux publics a tenu à se rendre compte sur place de l'évolution du chantier -de concert avec la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture- et d'entendre en leurs explications les experts du Gouvernement au sujet des modifications apportées au projet initial, ainsi que des raisons à l'origine de ces changements.

VI. réunions jointes avec d'autres commissions parlementaires

1. Les membres de la Commission l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture ont participé au grand débat relative à l'analyse des volets afférents de la Stratégie de Lisbonne et du rapport du groupe de haut niveau présidé par M. Wim Kok en vue de la rencontre parlementaire sur la Stratégie de Lisbonne à Bruxelles, les 16 et 17 mars 2005 qui a eu lieu dans l'enceinte de l'Hôtel de la Chambre des Députés en date du 16 février 2005.

2. La Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture s'est réunie ensemble avec la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire en date du 30 juin 2005 en vue de la présentation et de l'examen du projet de loi n° 5408, ainsi que de l'avis du Conseil d'Etat y relatif.



Commission de l'Environnement

Président: Roger Negri (LSAP)
Vice-Présidents: Marcel Oberweis (CSV), Camille Gira (Déi Gréng)
Membres:
CSV: Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Martine Stein-Mergen
LSAP: Marc Angel, Romain Schneider
DP: Emile Calmes, Charles Goerens
ADR: Robert Mehlen



2e session extraordinaire 2004

Lors de la 2ème session extraordinaire 2004, la Commission de l'Environnement s'est réunie à une occasion, le 30 septembre 2004. Au cours de cette réunion, elle s'est entretenue avec M. le Ministre de l'Environnement au sujet des travaux parlementaires prioritaires.

Session 2004-2005

Lors de la session parlementaire 2004-2005, la Commission de l'Environnement s'est réunie à 25 occasions.

Lors de sa réunion du 26 octobre 2004, la commission parlementaire a entamé l'examen du projet de loi 5217 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement. Elle a désigné le rapporteur de ce projet en la personne de M. Roger Negri.

Le 27 octobre 2004, la Commission a continué l'examen du projet de loi 5217 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et de l'avis du Conseil d'Etat. Puis, elle a examiné le projet de loi 5096 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht et l'avis du Conseil d'Etat y afférent. Elle a désigné le rapporteur de ce projet en la personne de M. Marc Angel.

Lors de sa réunion du 09 novembre 2004, la commission parlementaire a continué l'examen du projet de loi 5096 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht et du projet de loi 5217 concernant l'accès au public à l'information en matière d'environnement.

La Commission de l'Environnement s'est réunie à deux reprises en date du 22 novembre 2004. Lors de la réunion du matin, elle s'est vue présenter, par M. le rapporteur, une première version du rapport du projet de loi 5096 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht. Concernant le projet de loi 5327 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, elle a désigné le rapporteur de ce projet en la personne de M. Roger Negri, puis s'est vue présenter le projet de loi par les services du Ministère de l'Environnement. Lors de la réunion de l'après-midi, elle a procédé à un échange de vues avec des représentants de la FLEA (Fédération luxembourgeoise des entreprises d'assainissement), au sujet du projet de loi 5096.

Le 23 novembre 2004, la Commission a tiré ses conclusions suite à l'échange de vues avec des représentants de la FLEA, puis elle a réexaminé et adopté le projet de rapport concernant le projet de loi 5096 relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht. Toujours dans le cadre de ce même projet de loi, la Commission de l'Environnement a effectué une visite du Centre de logistique de la SuperDrecksKëscht à Colmar-Berg, en date du 02 décembre 2004.

Le 09 décembre 2004, dans le cadre du projet de loi 5327 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre, elle a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat, puis adopté un projet de rapport.

Le 13 janvier 2005, M. le Ministre de l'Environnement a exposé, devant la commission parlementaire, les priorités de la Présidence européenne du Grand-Duché de Luxembourg en matière d'environnement.

Le 17 janvier 2005, la Commission de l'Environnement a poursuivi ses travaux concernant le projet de loi 5217 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement. Parallèlement à l'examen de ce projet, elle s'est également entretenue avec M. le Ministre de l'Environnement au sujet du projet de loi 4513 portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998. M. Roger Negri en a été désigné rapporteur, à la place de M. Emile Calmes, préalablement désigné au cours de la législature précédente. Pour finir, la commission parlementaire a procédé à un échange de vues concernant le phénomène du "Tanktourismus".

En date du 03 février 2005, la Commission a adopté des amendements parlementaires au projet de loi 5217 concernant l'accès au public à l'information en matière d'environnement. Puis, elle a analysé le volet environnemental de la Stratégie de Lisbonne.

En date du 16 février 2005, la Commission de l'Environnement s'est réunie conjointement avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, la Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, la Commission des Finances et du Budget et la Commission du Travail et de l'Emploi à propos de l'état actuel d'avancement de la Stratégie de Lisbonne et, en particulier, à propos des nouvelles orientations récemment présentées par la Commission européenne.

Conjointement avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, la Commission de l'Environnement a, en date du 24 février 2005, procédé à un échange de vues avec le Gouvernement, au sujet des nouvelles mesures d'aide au financement en matière d'énergies renouvelables.

Le 3 mars 2005, la Commission de l'Environnement a examiné le projet de loi 5355 concernant la promotion du partenariat entre l'Etat et les syndicats de communes ainsi que le renforcement de la démarche scientifique en matière de protection de la nature. Elle a désigné le rapporteur de ce projet en la personne de M. Roger Negri.

Le 24 mars 2005, elle a procédé à un échange de vues avec des représentants de la LNVL, de NATURA, de l'Association des Forestiers Luxembourgeois et du Mouvement écologique dans le cadre du projet de loi 5355 concernant la promotion du partenariat entre l'Etat et les syndicats de communes ainsi que le renforcement de la démarche scientifique en matière de protection de la nature.

Le 21 avril 2005, la Commission a réexaminé certains articles du projet de loi 5355 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles et pris une décision définitive quant à la teneur finale du texte législatif. Puis, elle a, d'une part, examiné le projet de loi 5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse et désigné M. Romain Schneider rapporteur de ce projet et, d'autre part, commencé ses travaux préparatoires en vue de l'organisation d'un débat d'orientation sur la chasse.

Le 10 mai 2005, la commission parlementaire a adopté un rapport concernant le projet de loi 5355 concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles. Ensuite, elle a examiné le texte du projet de loi 5466 portant approbation - de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et du Règlement, faits à Washington le 2 décembre 1946 - du Protocole, fait à Washington le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington, le 2 décembre 1946, ainsi que de l'avis du Conseil d'Etat y afférent. Elle a désigné le rapporteur de ce projet de loi en la personne de M. Marc Angel.

Toujours le 10 mai 2005 mais, cette fois, conjointement avec la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, la Commission de l'Environnement a effectué une visite technique de la Centrale de gaz biologique à Redange/Attert et du système de chauffage à copeaux de bois de l'école intercommunale de Tandel.

Le 02 juin 2005, elle a adopté le rapport relatif au projet de loi 5466 portant approbation - de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et du Règlement, faits à Washington le 2 décembre 1946 - du Protocole, fait à Washington le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington, le 2 décembre 1946.

Le 14 juin 2005, la Commission s'est entretenue avec M. le Ministre de l'Environnement au sujet des priorités de la Présidence luxembourgeoise pour le Conseil «Environnement» du 24 juin 2005.

Le 30 juin 2005, elle a procédé à un échange de vues avec M. le Ministre de l'Environnement au sujet du projet de règlement grand-ducal 5467 concernant la fourniture d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables, du projet de règlement grand-ducal 5481 instituant un régime d'aides pour les personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables et du projet de règlement grand-ducal 5482 instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, de la biomasse et du biogaz.

Le 07 juillet 2005, la Commission de l'Environnement a adopté le rapport relatif au projet de loi 4513 portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998. Elle a, par contre, décidé de reporter l'adoption du rapport relatif au projet de loi 5217 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement. Elle a ensuite poursuivi ses travaux de préparation et d'organisation du débat d'orientation sur la chasse.

Le 12 septembre 2005, elle a continué à préparer le débat d'orientation sur la chasse.

Le 20 septembre 2005, elle a procédé à un échange de vues sur la Stratégie de Lisbonne et plus particulièrement sur les lignes directrices intégrées qu'elle a jugé prioritaires.

Pour finir, en date du 27 septembre 2005, la commission parlementaire a réexaminé le projet de loi 5217 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement. Puis, elle a examiné les projets de loi et les avis du Conseil d'Etat y relatifs suivants :
- Projet de loi 5044 concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction ;
- Projet de loi 5445 portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003 ;
- Projet de loi 5446 portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1er au 4 juin 2004 ;
- Projet de loi 5459 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse

Présidente: Marie-Josée Frank (CSV)
Vice-Présidents : Claudia Dall'Agnol (LSAP), Claude Meisch (sauf pour le volet Egalité des chances) (DP)
Membres:
CSV: Nancy Arendt épouse Kemp, Françoise Hetto-Gaasch, Jean-Paul Schaaf
LSAP: Marc Angel (sauf pour le volet Egalité des chances), Fernand Diederich (pour les volets Famille et Jeunesse), Vera Spautz (pour le volet Egalité des chances)
DP: Xavier Bettel, Henri Grethen (pour le volet Egalité des chances)
Déi Gréng: Claude Adam (sauf pour le volet Egalité des chances), Viviane Loschetter (pour le volet Egalité des chances)
ADR: Aly Jaerling



La Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse a instruit les projets et proposition de loi suivants:

- projet de loi 5336 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange/Ettelbruck (Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank) (projet voté le 27 octobre 2004) ;

- projet de loi 5320 autorisant la participation de l'Etat à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville (Rapportrice: Mme Nancy Arendt ép. Kemp) (projet voté le 27 octobre 2004);

- projet de loi 5321 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Clervaux (Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf) (projet voté une première fois le 28 octobre 2004 et, suite à un rapport complémentaire, une seconde fois le 15 décembre 2004);

- projet de loi 5370 autorisant la participation de l'Etat à la transformation et à l'extension de la maison de soins St-Joseph à Pétange (Rapportrice: Mme Nancy Arendt ép. Kemp) (projet voté le 19 janvier 2005);

- projet de loi 5371 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen (Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank) (projet voté le 12 juillet 2005);

- projet de loi 5372 portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'Etat à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Agées à Mamer (Rapportrice: Mme Françoise Hetto-Gaasch) (projet voté le 19 janvier 2005);

- projet de loi 5369 autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Junglinster (Rapportrice: Mme Françoise Hetto-Gaasch) (projet voté le 19 janvier 2005);

- proposition de loi 5252 concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 (Auteure: Mme Dagmar Reuter-Angelsberg) (Rapportrice: Mme Viviane Loschetter) (Rapport de la commission du 29 juin 2005, présenté en séance publique du 12 juillet 2005).

Par ailleurs, la commission a eu plusieurs échanges de vues:

- échange de vues avec la Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de l'Egalité des chances sur la politique du Gouvernement en matière de famille, d'intégration et d'égalité des chances ;

- concernant la loi du 8 septembre 2003 sur la violence domestique portant modification 1) de la loi du 31 mai 1999 sur la police et l'inspection générale de la police; 2) du code pénal; 3) du code d'instruction criminelle; 4) du nouveau code de procédure civile: échange de vues avec des représentants du Ministère de la Famille et de l'Intégration, du Ministère de l'Egalité des chances, du Comité de coopération entre les professionnels dans le domaine de la lutte contre la violence, du SAMU social et du «Fraenhaus Lëtzebuerg»;

- dans le cadre d'une réunion jointe avec la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle: présentation du rapport et échange de vues avec des représentants de l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand»;

- à l'occasion du «Internationale Fraendag» le 8 mars 2005: échange de vues sur le thème «Pensiounsrechter vun de Fraen/ Splitting» avec M. Georges Schroeder, Directeur de l'Inspection Générale de la Sécurité Sociale, et Mme Ginette Jones, Membre du Conseil d'Administration du Conseil National des Femmes du Luxembourg, Présidente du Comité du Travail Féminin;

- dans la suite de cet échange de vues s'est tenue en juin 2005 une réunion jointe avec la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale ayant à l'ordre du jour la présentation par le Gouvernement du rapport du groupe de travail ad hoc concernant l'individualisation des droits à pension.

La commission s'est aussi vu exposer les priorités de la Présidence européenne du Grand-Duché de Luxembourg par Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de l'Egalité des chances.

Lors d'une réunion jointe de onze commissions parlementaires, la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse a reçu des explications du Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, du Ministre du Travail et de l'Emploi et de la Ministre de la Famille et de l'Intégration, et de l'Egalité des chances sur l'état d'avancement de la Stratégie de Lisbonne.

La Commission de la Famille a ainsi contribué à la prise de position des commissions parlementaires sur les priorités à accorder aux lignes directrices intégrées.

Plus particulièrement dans le domaine de l'égalité des chances, la commission s'est vu présenter le rapport de la Conférence «Pékin +10» et la Déclaration ministérielle adoptée lors de la conférence des ministres chargés de l'égalité entre femmes et hommes du 4 février 2005.

Elle s'est également vu présenter les actions positives par le Ministère de l'Egalité des chances.

Au sujet de la Directive «Refonte», la Proposition de directive du Parlement européen et du Conseil relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les femmes et les hommes a été présentée à la commission.

La Commission de la Famille a pris part à une réunion jointe de la Commission des Travaux publics et de la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle au sujet de l'examen d'une liste d'avant-projets de loi dans le cadre de la nouvelle procédure concernant l'optimisation du suivi financier des grands projets d'infrastructure réalisés par l'Etat.

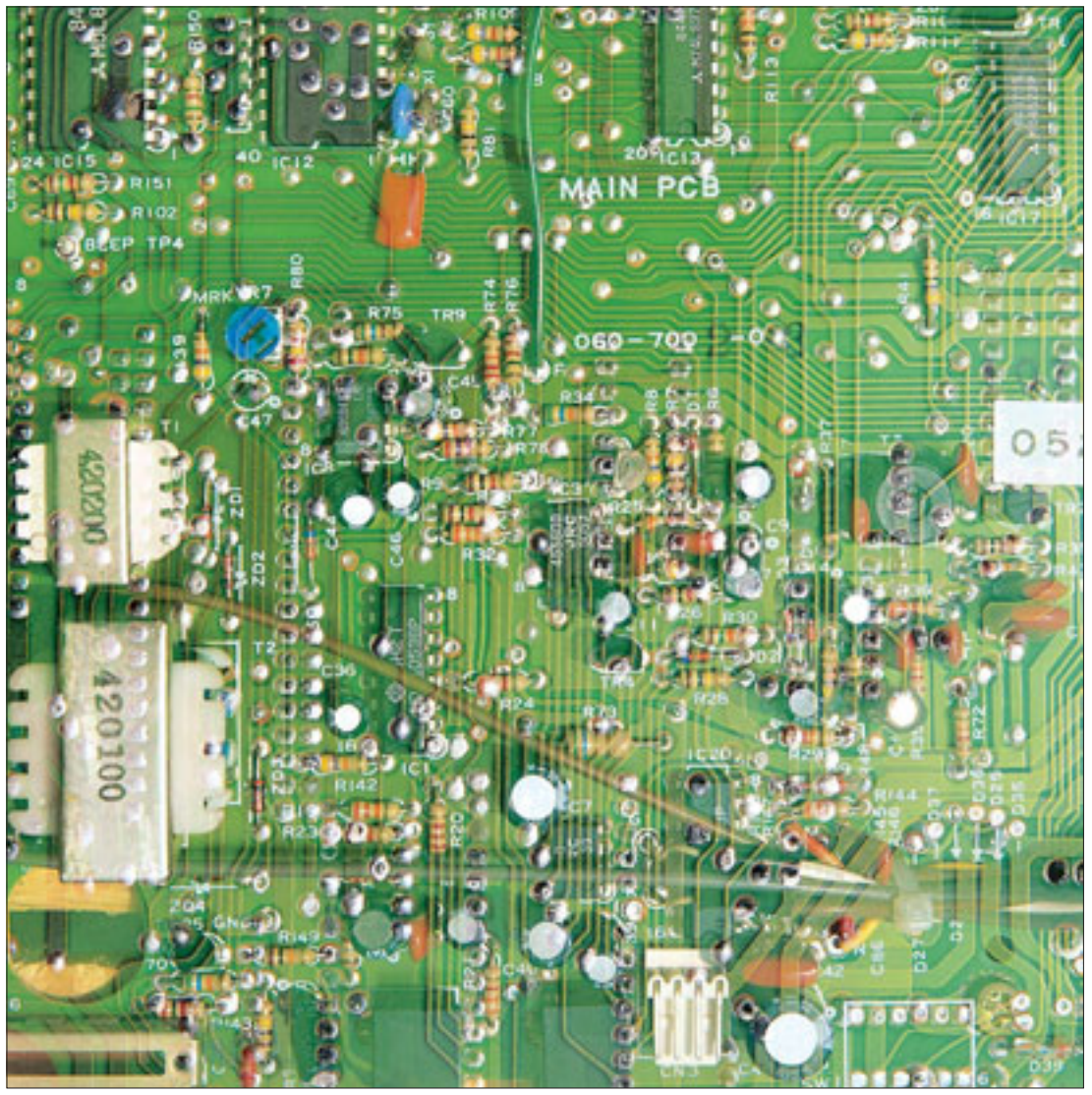
La commission a en outre effectué plusieurs visites:

- visite de la maison relais à Gasperich;
- visite du Centre de Médiation (Galerie Kons);
- visite de la Structure de Logement de la Ligue H.M.C. à Bonnevoie;
- visite de l'Hospice civil Pfaffenthal;
- visite du «Kannerland»;
- visite de l'Internat Sainte-Marie.



Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Président:	Lucien Thiel (CSV)	
Vice-Présidents:	Fernand Diederich (LSAP), Niki Bettendorf (DP)	
Membres:	CSV:	François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Patrick Santer
	LSAP:	Jean-Pierre Klein, Roland Schreiner
	DP:	Henri Grethen
	Déi Gréng:	Claude Adam (sauf pour le volet Media et Communications), Félix Braz (pour le volet Media et Communications)
	ADR:	Gaston Gibéryen



2e Session extraordinaire 2004

Lors de la 2e session extraordinaire 2004, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications s'est réunie à une occasion, le 07 octobre 2004. Au cours de cette réunion, elle s'est entretenue au sujet des travaux parlementaires prioritaires.

Session ordinaire 2004-2005

Lors de la session parlementaire 2004-2005, la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications s'est réunie à 17 occasions.

En ce qui concerne le volet «Fonction publique et Réforme administrative», la Commission a examiné le projet de loi 5149 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'Etat, ainsi que l'avis du Conseil d'Etat y relatif, au cours de sa réunion du 03 mai 2005. Elle a désigné le rapporteur de ce projet de loi en la personne de M. Patrick Santer. Lors de cette même réunion, la Commission a examiné le projet de loi 5257 portant création d'une réserve de suppléants assurant des remplacements temporaires dans les administrations et services de l'Etat. Pour finir, elle a procédé à un échange de vues avec Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative au sujet du statut des agents de la Banque Centrale du Luxembourg

Le 31 mai 2005, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a exposé devant la Commission le résultat des négociations avec la CGFP, relatives à l'accord salarial dans la Fonction publique. En date du 30 juin 2005, la commission parlementaire s'est vue présenter le résultat législatif de ces négociations, à savoir le projet de loi 5486 modifiant et complétant: a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2005, c) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'Etat, d) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat. Elle a désigné le rapporteur de ce projet de loi en la personne de M. Paul-Henri Meyers. En date du 7 juillet 2005, la Commission a réexaminé ce projet de loi et, suivant l'avis du Conseil d'Etat, a décidé de le renommer: projet de loi 5486 modifiant et complétant: a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2005. La commission parlementaire a ensuite adopté le projet de rapport y afférent.

Toujours en date du 07 juillet, Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a eu un échange de vues avec la Commission au sujet du projet e-Luxembourg. Cette discussion s'est poursuivie en date du 21 septembre 2005, en présence également de Monsieur le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur.

En ce qui concerne le volet «Media et Communications», la commission parlementaire s'est réunie en date du 19 octobre 2004, afin d'organiser ses travaux; elle s'est entretenue de la politique gouvernementale en ce qui concerne la communication et les media avec Monsieur le Ministre délégué aux Communications. Elle a par ailleurs désigné les rapporteurs de plusieurs projets de loi, à savoir:
- Projet de loi 5178 sur les réseaux et les services de communications électroniques: M. Lucien Thiel;
- Projet de loi 5179 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques: M. Lucien Thiel;
- Projet de loi 5180 portant réorganisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation: M. Patrick Santer;
- Projet de loi 5181 – relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques – portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle, et – portant modification de la loi du 2 août 2002 relative à la protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel: M. Patrick Santer;
- Projet de loi 5293 portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002: M. François Maroldt

La Commission a ensuite consacré de nombreuses réunions à l'étude du «Paquet Télécom», à savoir les projets de loi 5178, 5179, 5180, 5181. Ainsi, en date du 02 décembre 2004, elle a entamé l'examen du projet de loi 5178 sur les réseaux et les services de communications électroniques et de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat y relatif. Cet examen s'est poursuivi en date du 07 décembre 2004.

Lors de la réunion du 04 janvier 2005, la commission a examiné le projet de loi 5179 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques. En date du 06 janvier 2005, elle a examiné le projet de loi 5180 portant réorganisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, examen poursuivi le 24 janvier 2005.

Toujours en date du 24 janvier 2005, la commission a entamé l'examen du projet de loi 5181 - relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques, - portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle, et - portant modification de la loi du 2 août 2002 relative à la protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Cette analyse s'est poursuivie le 25 janvier 2005.

Au total, la Commission a adopté des amendements parlementaires au sujet des projets de loi 5178, 5180 et 5181.

En date du 17 février 2005, la Commission a procédé à un échange de vues à propos des suites à donner au courrier de Tango SA et de Tele2 Luxembourg SA concernant les projets de loi portant transposition du "Paquet Telecom". Elle a également adopté le rapport relatif au projet de loi 5179 portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques.

Le 14 mars 2005, la Commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat concernant les projets de loi 5178 et 5180. Elle a ensuite adopté les projets de rapports y afférents. Elle a procédé de même en date du 12 avril 2005 pour ce qui est du projet de loi 5181.

Le 09 juin 2005, la commission parlementaire a examiné le projet de loi 5293 portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002, ainsi que l'avis du Conseil d'Etat y relatif. De même, elle a examiné le projet de loi 5363 portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes et elle a désigné le rapporteur de ce projet de loi en la personne de M. Patrick Santer.

Le 30 juin 2005, la Commission a adopté le rapport relatif au projet de loi 5293 portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002. Le 07 juillet 2005, elle a adopté le rapport relatif au projet de loi 5363 portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes.

A noter que, par ailleurs, en date du 16 février 2005, la Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications s'est réunie conjointement avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, Commission de l'Environnement, la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, la Commission des Finances et du Budget et la Commission du Travail et de l'Emploi à propos de l'état actuel d'avancement de la Stratégie de Lisbonne et, en particulier, à propos des nouvelles orientations récemment présentées par la Commission européenne.

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale



Présidente: Lydia Mutsch (LSAP)
Vice-Présidents: Martine Stein-Mergen (CSV), Niki Bettendorf (DP)
Membres:
CSV: Nancy Arendt épouse Kemp, Marie-Josée Frank, Paul-Henri Meyers
LSAP: Claudia Dall'Agnol, Romain Schneider
DP: Carlo Wagner
Déi Gréng: François Bausch (pour le volet Sécurité sociale), Jean Huss (sauf pour le volet Sécurité sociale)
ADR: Aly Jaerling

Au cours de la session 2004/2005, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, sous la présidence de Mme Lydia Mutsch, a traité les points suivants:

Dans sa réunion du 28 octobre 2004, la commission a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi de loi 5312 modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal. Elle a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter dans sa réunion du 11 novembre 2004 le rapport.

Dans la réunion du 28 octobre 2004, la commission a également désigné M. Romain Schneider comme rapporteur des projets de loi
- 5308 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'Etat Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003,
- 5328 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1er décembre 2003 et
- 5341 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale.

La commission a examiné les projets de loi et les avis du Conseil d'Etat avant d'adopter les rapports respectifs dans sa réunion du 11 novembre 2004.

Dans la réunion du 28 octobre 2004, la commission a encore désigné la présidente Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5260 modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales et elle a examiné le projet de loi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport dans sa réunion du 11 novembre 2004.

Dans cette réunion du 28 octobre 2004, Mme Lydia Mutsch a été désignée comme rapportrice du projet de loi 5345 modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers. Dans sa réunion du 25 novembre 2004, la commission a examiné le projet avant d'adopter le rapport établi par la présidente-rapportrice Mme Lydia Mutsch dans sa réunion du 9 décembre 2004.

Dans cette réunion du 28 octobre 2004, M. Romain Schneider a été désigné comme rapporteur du projet de loi 5334 modifiant, entre autres, la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle. La commission a examiné ce projet de loi dans sa réunion du 3 février 2005. Le Ministre de la Sécurité sociale a présenté une série de propositions d'amendements au projet de loi 5334 dans la réunion du 17 mars 2005. La commission a adopté ces amendements dans la réunion du 22 mars 2005. La commission a procédé, dans sa réunion du 12 mai 2005, à l'examen de l'avis du Conseil d'Etat. Dans sa réunion du 1er juin 2005 elle a adopté le rapport établi par M. Romain Schneider.

Mme Claudia Dall'Agnol a été désignée comme rapportrice du projet de loi 5379 modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides. La commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat lors de sa réunion du 27 janvier 2005 avant d'adopter le rapport dans sa réunion du 17 mars 2005.

Mme Lydia Mutsch a été désignée comme rapportrice du projet de loi 5322 modifiant
1. le Code des assurances sociales
2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail.

Dans sa réunion du 30 novembre 2004, la commission a examiné le projet de loi et les avis du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport dans sa réunion du 9 décembre 2004.

Dans sa réunion du 25 novembre 2004, la commission a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5401 portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de 2003 et elle a examiné le projet de loi. La commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et elle a adopté le rapport dans sa réunion du 9 décembre 2004.

Dans cette dernière réunion, la commission a également désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du projet de loi 5387 modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique» et elle a examiné ce projet de loi. Dans sa réunion du 11 janvier 2005, la commission a adopté un amendement parlementaire avant d'examiner l'avis du Conseil d'Etat et d'adopter le rapport dans sa réunion du 17 mars 2005.

Dans la réunion du 25 novembre 2004, Mme Lydia Mutsch a été désignée comme rapportrice du projet de loi 5303 relatif aux soins palliatifs et à l'accompagnement en fin de vie.

Dans la réunion de la commission du 11 janvier 2005, M. Mars di Bartolomeo, Ministre de la Santé, a présenté le projet de création d'un Service national de médecine de l'environnement.

Dans la réunion du 27 janvier 2005, la commission a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du projet de loi 5403 modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension. La commission a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat dans la réunion du 17 mars 2005. Dans sa réunion du 26 avril, la commssion a adopté une série d'amendements parlementaires. Dans sa réunion du 21 juin 2005, elle a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport.



Dans une réunion jointe de plusieurs commissions parlementaires le 16 février 2005, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, M. François Biltgen, Ministre du Travail et d'Emploi, et Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre de l'Egalité des chances, ont donné des explications sur l'état actuel d'avancement de la Stratégie de Lisbonne et, en particulier, sur les nouvelles orientations récemment présentées par la Commission européenne.

Dans la réunion du 17 février 2005, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a entendu un exposé de M. le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale sur les principaux dossiers européens à traiter durant la présidence luxembourgeoise. Le Ministre a également présenté le deuxième plan pluriannuel de lutte contre les drogues et les toxicomanies.

Dans sa réunion du 17 mars 2005, la commission a désigné Mme Lydia Mutsch comme rapportrice du projet de loi 5419 portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, faite à Genève, le 21 mai 2003 et elle a examiné le projet de loi et l'avis du Conseil d'Etat.

Dans la réunion jointe du 9 juin 2005, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale et la Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse se sont vu présenter par le Gouvernement le rapport du groupe de travail ad hoc concernant l'individualisation des droits à pension.

Dans sa réunion du 21 juin 2005, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale a désigné M. Romain Schneider comme rapporteur du projet de loi 5447 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1er décembre 2004 et du projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004. La commission a examiné les projets de loi en question et l'avis du Conseil d'Etat avant d'adopter les rapports dans sa réunion du 28 juin 2005.

Dans sa réunion du 29 septembre 2005, la commission a entendu la présentation par le professeur Dr Prof. med. Wulf Rössler de son rapport sur l'état actuel de la réforme de la psychiatrie au Luxembourg. Elle a désigné Mme Claudia Dall' Agnol comme rapportrice du projet de loi 5490 concernant, entre autres, le placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés et elle a entendu la présentation générale de ce projet.

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Président: Marco Schank (CSV)
Vice-Présidents: Jean-Pierre Klein (LSAP), Paul Helminger (DP)
Membres:
CSV: Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, François Maroldt, Fred Sunnen
LSAP: Fernand Diederich, Lydia Mutsch
DP: Emile Calmes
Déi Gréng: Camille Gira
ADR: Aly Jaerling

La Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire a commencé la session 2004-2005 par le projet de loi 5343 portant fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren (Rapporteur : M. Marco Schank), voté à la Chambre le 17 novembre 2004.

Elle a eu un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur la politique du Gouvernement en matière d'affaires intérieures et d'aménagement du territoire.

Elle a examiné le volet des finances communales du projet de loi 5353 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2005, en présence de M. Laurent Mosar, Rapporteur du projet de loi.

Après avoir consacré une réunion à un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire sur la loi du 19 juillet 2004, la commission a instruit les propositions de loi 5438 portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (Auteure: Mme Colette Flesch) et 5441 ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain (Auteur: M. Aly Jaerling), ensemble avec le projet de loi 5449 portant modification:

1. de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;
2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
3. de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;
4. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (Rapporteur : M. Fred Sunnen). Le projet a été voté le 30 juin 2005.

Elle a eu un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et M. Marc Leonhard, Président du SEBES, au sujet du dossier de la contamination bactériologique des eaux du réseau SEBES en janvier 2005.

Elle a encore instruit le projet de loi 5455 portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz (Rapporteur: M. Marco Schank) (projet voté le 30 juin 2005).

Finalement, la commission s'est jointe à la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture pour examiner le projet de loi 5408 portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal; b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail; c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat.



Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président: Ben Fayot (LSAP)
Vice-Présidents: Marcel Glesener (CSV), Charles Goerens (DP)
Membres:
CSV: Nancy Arendt épouse Kemp, Norbert Haupert, Laurent Mosar
LSAP: Marc Angel, Lydie Err
DP: Xavier Bettel (pour les volets Défense, Coopération et Immigration), Paul Helminger (pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)
Déi Gréng: François Bausch (sauf pour les volets Coopération et Immigration), Félix Braz (pour le volet Immigration), Jean Huss (pour le volet Coopération)
ADR: Jacques-Yves Henckes (sauf pour le volet Défense), Jean-Pierre Koepp (pour le volet Défense)

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Au cours de la deuxième session extraordinaire 2004, sept réunions de la Commission ont été convoquées et lors de la session ordinaire 2004 - 2005, les membres de la Commission se sont réunis à soixante-trois reprises.

A noter que les membres luxembourgeois du Parlement européen sont invités aux réunions de la Commission. Les députés européens profitent régulièrement de ces réunions pour informer les parlementaires nationaux sur les travaux en cours au Parlement européen et pour apporter leurs points de vues aux discussions de la Commission.

Affaires étrangères

Dans le volet « Affaires étrangères », les membres de la Commission ont examiné en date du 8 novembre 2004 les parties du budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2005 qui concernent le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Plusieurs réunions étaient consacrées au suivi du Troisième sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Conseil de l'Europe, au cours desquelles les membres de la Commission ont notamment entendu le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ainsi que le Représentant permanent du Luxembourg auprès du Conseil de l'Europe en leurs explications.

Les membres de la Commission ont par ailleurs analysé les projets de loi suivants:

- projet de loi 5423 portant approbation du Protocole N° 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004 et prévoyant la publication de certains arrêts définitifs de la Cour européenne des Droits de l'Homme ;

- projet de loi 5424 portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Equateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003 ;

- projet de loi 5425 portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003.

En date du 18 octobre 2004, la Commission a procédé à un échange de vues sur les relations internationales bilatérales de la Chambre des Députés.

Le 21 mars 2005, les membres de la Commission ont discuté avec M. le Ministre délégué sur l'éventuelle levée de l'embargo sur les exportations d'armement vers la Chine et sur la loi «anti-sécession»

A noter enfin qu'une délégation de la Commission a rendu une visite au Conseil des Etats suisse en avril 2005.

Affaires européennes

En ce qui concerne le volet «Affaires européennes», les travaux de la Commission étaient largement dominés par trois dossiers: la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, la Stratégie de Lisbonne et l'approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe respectivement le référendum du 10 juillet 2005.



Les membres ont eu plusieurs échanges de vues avec M. le Ministre délégué sur la préparation et les priorités de la présidence de l'Union européenne du premier semestre 2005, que ce soient les réunions organisées par le Gouvernement ou celles organisées par la Chambre des Députés.

Concernant plus particulièrement les réunions parlementaires, la Commission a été largement impliquée dans l'organisation de la XXXIII[e] COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires), qui regroupe des délégations des commissions parlementaires en charge des affaires européennes des Parlements nationaux de l'Union européenne et des pays candidats ainsi qu'une délégation du Parlement européen ainsi que dans l'organisation de la réunion des Présidents des Commissions des Affaires étrangères.

Pour ce qui est de la Constitution européenne, les parlementaires ont discuté à plusieurs reprises sur la procédure à suivre. Les membres de la Commission ont également analysé le projet de loi 5442 portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004.

La Commission a organisé trois auditions publiques, à savoir:

- le 22 avril une audition consacrée à «La démocratie dans l'Union européenne»,
- le 29 avril une audition consacrée à «L'Europe sociale et écologique»,
- le 6 mai une audition consacrée à «L'engagement de l'Union européenne pour la paix».

De même, des membres de la Commission ont assisté aux treize réunions régionales organisées dans le cadre de la campagne d'information de la Chambre des Députés sur le référendum.

Ont également été discutées les conséquences des référendums négatifs en France et aux Pays-Bas ainsi que la situation au Luxembourg après le référendum luxembourgeois.

Un autre thème qui continuera de retenir l'attention des membres pendant les sessions à venir est la Stratégie de Lisbonne. Ainsi, les membres ont évoqué ce dossier à plusieurs reprises avec M. le Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration. En date du 16 février 2005, la Commission a figuré parmi les onze commissions qui ont procédé à un échange de vues avec M. le Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, avec Mme la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'avec M. le Ministre du Travail et de l'Emploi sur l'état d'avancement de la Stratégie de Lisbonne et en particulier sur les nouvelles orientations présentées par la Commission européenne. De même, les membres de la Commission ont pris position sur les lignes directrices pour les politiques d'emploi (LDE) qui tombent dans ses compétences, et plus particulièrement sur les volets «Suppression des obstacles à la mobilité des travailleurs dans toute l'Union européenne» et «Meilleure gérance de la migration économique».

M. le Ministre délégué a également informé la Commission sur les résultats des réunions du Conseil européen du 5 novembre et des 16 et 17 décembre 2004, des 22 et 23 mars et des 16 et 17 juin 2005.

Enfin, les membres de la Commission ont discuté en date du 11 octobre 2004 sur l'implication parlementaire dans les dossiers européens.

Défense

Les membres de la Commission ont analysé les projets de loi suivants:

- projet de loi 5392 portant approbation de l'Accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003 ;

- projet de loi 5393 portant approbation de l'Accord entre les Etats membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un Etat membre à l'encontre d'un autre Etat membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004;

- projet de loi 5394 portant sur l'acquisition d'un avion de transport militaire A 400 M;

- projet de loi 5417 portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA.

Les parlementaires ont par ailleurs commencé l'examen du projet de loi 5400 modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

En date du 6 décembre 2004, les membres de la Commission ont procédé à un échange de vues avec M. le Ministre sur l'avenir de l'armée luxembourgeoise.

De même, les parlementaires ont autorisé une participation luxembourgeoise à une opération de maintien de la paix en Afghanistan et à une mission de déminage en Bosnie-Herzégovine.

Coopération au développement

En date du 29 septembre 2004 M. le Ministre a présenté le rapport annuel de la Coopération (2003).

Lors de la réunion du 13 décembre 2004, M. le Ministre a donné des explications sur la destruction des installations d'un projet de la coopération luxembourgeoise dans la bande de Gaza.

Immigration

En matière d'asile et d'immigration, les travaux de la Commission ont été dominés par les discussions sur le projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, analysé ensemble avec la proposition de loi 5302 modifiant la loi du 3 avril 1996 portant création d'une procédure relative à l'examen d'une demande d'asile. Douze réunions ont été consacrées à ces discussions, au cours desquelles les parlementaires ont notamment procédé à un échange de vues avec le Collectif Réfugiés et avec des représentants de l'UNHCR. A noter que l'examen du projet de loi continuera au cours de la session ordinaire 2005-2006.

Les membres de la Commission ont par ailleurs analysé le projet de loi 4691 concernant les accords de réadmission avec la Roumanie, la Bulgarie, l'Estonie, la Lituanie, la Lettonie et la Croatie.

En date du 8 novembre 2004, la Commission a procédé à un échange de vues avec M. le Ministre délégué sur le Programme de La Haye (Espace de liberté, de sécurité et de justice) et le 19 septembre 2005, M. le Ministre délégué a présenté plusieurs communications de la Commission européenne du 1er septembre 2005 dans le cadre de la transposition dudit Programme de La Haye.

Entretiens dans le cadre des visites à la Chambre des Députés

En raison de la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne au cours du premier semestre de l'année 2005, la deuxième session extraordinaire 2004 et surtout la session ordinaire 2004 - 2005 étaient marquées par une augmentation importante du nombre de visites de délégations parlementaires et gouvernementales auprès de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, avec un total de plus de trente visites au cours desquelles les membres de la Commission ont rencontré les responsables politiques suivants:

Deuxième session extraordinaire 2004

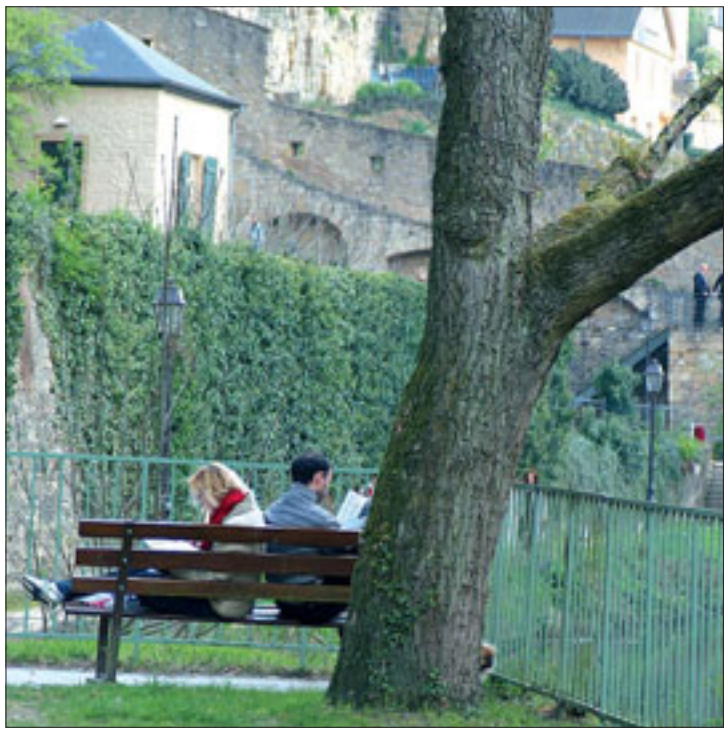
- 8 septembre 2004 - M. Kenji Manabe, Président du Groupe parlementaire d'amitié Japon – Luxembourg
- 28 septembre 2004 - délégation de parlementaires portugais (réunion jointe avec le Bureau)
- 12 octobre 2004 - Mme Claudie Haigneré, Ministre déléguée aux Affaires européennes de la République française

Session ordinaire 2004 - 2005

- 15 octobre 2004 - M. Likhatchev, Président du Groupe de coopération du Conseil de la Fédération de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie avec les Parlements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg
- 27 octobre 2004 - M. Indulis Emsis, Premier Ministre de la République de Lettonie
- 15 novembre 2004 - M. Huang Ju, Vice-Premier Ministre de la République Populaire de Chine (réunion jointe avec la Commission des Finances et du Budget)
- 17 novembre 2004 - M. Recep Tayyib Erdogan, Premier Ministre de la République de Turquie (réunion jointe avec le Bureau)
- 18 novembre 2004 - M. Josep Borrell Fontelles, Président du Parlement européen (réunion jointe avec le Bureau)
- 22 novembre 2004 - Mme Eveline Herfkens, Coordinatrice du Secrétaire général des Nations Unies pour la campagne de promotion des objectifs du Millénaire pour le développement
- 24 novembre 2004 - délégation de la Grande Commission de l'Eduskunta de Finlande
- 25 novembre 2004 - M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe (réunion jointe avec la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe)
- 6 décembre 2004 - délégation du « European Scrutiny Committee » du Parlement du Royaume-Uni
- 7 décembre 2004 - M. Kurt Bodewig, Vice-Président de la Commission des Affaires de l'Union européenne du Bundestag de la République Fédérale d'Allemagne, accompagné d'une délégation parlementaire (réunion jointe avec le Bureau)
- 8 décembre 2004 - M. Ruud Lubbers, Haut Commissaire pour les Réfugiés (UNHCR)
- 13 décembre 2004 - délégation parlementaire du Majlis Alshoura du Royaume d'Arabie Saoudite
- 17 janvier 2005 - délégation de la Commission des Affaires étrangères du House of Commons du Parlement du Royaume-Uni
- 31 janvier 2005 - M. Samuel Schmid, Président de la Confédération Suisse (réunion jointe avec le Bureau)
- 1er février 2005 - M. Vladimir Seks, Président du Parlement de la République de Croatie (réunion jointe avec le Bureau)
- 3 février 2005 - délégation de la Commission des Affaires européennes du Parlement de Suède
- 15 février 2005 - Mme Jadvyga Zinkeviciute, Vice-Présidente de la Commission des Affaires européennes du Parlement de la République de Lituanie
- 15 février 2005 - M. Kamal Kharrazi, Ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran
- 28 février 2005 - M. Tassos Papadopoulos, Président de la République de Chypre (réunion jointe avec le Bureau)
- 23 mars 2005 - M. René Van der Linden, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (réunion jointe avec la délégation auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe)
- 11 avril 2005 - M. Bülent Arinç, Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie (réunion jointe avec le Bureau)
- 20 avril 2005 - M. Andrey Klimov, membre de la Douma d'Etat russe, accompagné d'une délégation parlementaire
- 29 avril 2005 - M. Jo Leinen, Président de la Commission des Affaires constitutionnelles du Parlement européen
- 19 mai 2005 - M. Anton Kokalj, Président de la Commission des Affaires européennes de l'Assemblée nationale de Slovénie
- 20 mai 2005 - membres du Groupe Affaires générales
- 27 mai 2005 - M. Artur Baghdasaryan, Président de l'Assemblée nationale de la République d'Arménie (réunion jointe avec le Bureau)
- 16 juin 2005 - M. Yasar Yakis, Président de la Commission pour l'Harmonisation avec l'Union européenne de la Grande Assemblée nationale de Turquie
- 27 juin 2005 - Mme Karolina Ristova, Présidente de la Commission des Affaires européennes du Parlement macédonien

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Président:	Norbert Haupert (CSV)	
Vice-présidents:	Vera Spautz (LSAP), Henri Grethen (DP)	
Membres:	CSV:	Lucien Clement, Françoise Hetto-Gaasch, Marcel Sauber
	LSAP:	Claudia Dall'Agnoll, Jos Scheuer
	DP:	Emile Calmes
	Déi Gréng:	Henri Kox
	ADR:	Jacques-Yves Henckes (pour le volet Logement), Jean-Pierre Koepp (pour les volets Classes moyennes et Tourisme)



13.10.2004: Examen des articles du projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale.

20.10.2004: Examen des articles du projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale.

28.10.2004: Examen des articles du projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale.

8.11.2004: Examen des articles du projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale.

17.11.2004: Examen des articles du projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale.

16.2.2005: La Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement a eu un échange de vues sur la stratégie de Lisbonne, en réunion jointe avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, la Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture, la Commission de l'Environnement, la Commission de la Famille, de l'Egalité des Chances et de la Jeunesse, la Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Médias et des Communications, la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, la Commission des Finances et du Budget et la Commission du Travail et de l'Emploi.

22.2.2005: La Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, en réunion jointe avec la Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports, a eu un échange de vues avec le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement et le Ministre de l'Economie sur la simplification administrative en faveur des entreprises.

30.6.2005: Dans le cadre de l'examen du projet de loi 5216 sur le bail à usage d'habitation principale la Commission a eu un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur sur les dispositions concernant les communes (à savoir celles concernant les commissions des loyers notamment). Puis elle a examiné les avis de la magistrature ainsi que la demande du groupe parlementaire Déi Gréng relative à une étude sur les répercussions de la suppression des dispositions spécifiques concernant les logements construits avant 1944. Ensuite elle a analysé la demande du groupe parlementaire ADR en vue d'une discussion sur les problèmes des locataires du Fonds du Logement (réforme du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs).

14.7.2005: La Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, en réunion jointe avec la Commission des Pétitions, a examiné les problèmes des locataires du Fonds du Logement lors d'une discussion avec les pétitionnaires et M. Daniel Miltgen, Président du Fonds du Logement.

Commission des Finances et du Budget

Président:	Laurent Mosar (CSV)	
Vice-Présidents:	Lydia Mutsch (LSAP), Charles Goerens (DP)	
Membres:	CSV:	Norbert Haupert, Lucien Thiel, Michel Wolter
	LSAP:	Ben Fayot, Roger Negri
	DP:	Claude Meisch
	Déi Gréng:	François Bausch
	ADR:	Gaston Gibéryen (sauf pour le volet Place financière), Jacques-Yves Henckes (pour le volet Place financière)

Au cours de la session parlementaire 2004-2005, la Commission s'est réunie à 28 reprises.

Les travaux de la Commission des Finances et du Budget sont traditionnellement rythmés par le projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat.

Budget 2005:

Suite à une modification du règlement de la Chambre des Députés, appliquée pour la première fois au cours de cette session parlementaire:
- Le Ministre ayant dans ses attributions le budget de l'Etat saisit la Chambre des Députés, le Conseil d'Etat et les chambres professionnelles du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'année subséquente au cours de la 3e semaine d'octobre au plus tard.
- Les chambres professionnelles, le Conseil d'Etat et, le cas échéant, la Cour des Comptes, sont invités à rendre leur avis le 15 novembre au plus tard.
- Le rapport doit être adopté par la Commission au plus tard le vendredi précédant sa présentation en séance publique et au plus tard le 30 novembre.

L'examen du projet de budget pour 2005 (document parlementaire 5353, rapporteur: M. Laurent Mosar) a ainsi débuté en septembre 2005 et a duré jusqu'à l'adoption du rapport de la Commission en date du 26 novembre 2004.

En tout, la Commission a consacré 7 réunions à l'examen du budget au cours de la session 2004-2005 (elle y avait consacré pas moins de 12 réunions au cours de l'année précédente). Au cours de ces réunions, la Commission a entendu l'Administration des Contributions directes, l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et l'Administration des Douanes et Accises au sujet de l'évolution des recettes de l'Etat. Le STATEC a présenté les dernières prévisions économiques à la Commission le 27 octobre 2004 et la Commission a également entendu la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2005. M. le Ministre du Trésor et du Budget, ainsi que M. le Directeur de l'Inspection Générale des Finances ont présenté le programme pluriannuel des dépenses au cours de la réunion du 15 novembre 2004. La Commission a examiné l'avis de la Cour des Comptes au cours de sa réunion du 17 novembre 2005.

Visites et échanges de vues:

En date du 15 novembre 2004, la Commission des Finances et du Budget, ensemble avec la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, ont procédé à un échange de vues avec Son Excellence Monsieur Huang Ju, Vice-Premier Ministre de la République Populaire de Chine.

La Commission des Finances et du Budget a participé à une réunion rassemblant diverses Commissions de la Chambre des Députés au sujet de la Stratégie de Lisbonne en date du 16 février 2005.

Une délégation de la Commission des Finances du Bundestag a rencontré plusieurs membres de la Commission des Finances et du Budget en date du 4 avril 2005.

MM. Laurent Mosar, François Bausch, Gast Gibéryen et Roger Negri ont participé à la réunion des parlements nationaux de l'Union européenne qui a eu lieu à Bruxelles les 4 et 5 avril 2005 au sujet des perspectives financières 2007-2013 de l'Union élargie. Cette réunion a été précédée d'une entrevue avec M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration en date du 24 mars 2005.

La Commission a eu une entrevue avec une délégation de la Commission des Finances de l'Assemblée Nationale de la République slovaque le 11 avril 2005.

Le 16 juin 2005, M. Charles Goerens a participé à une réunion au Parlement européen au sujet du budget 2006 de l'Union européenne et d'une réforme du système des ressources propres de l'Union. Suite à cette réunion, il a été convenu que M. Alain Lamassoure du Parlement européen rencontrera les membres de la Commission des Finances et du Budget au cours du mois de septembre 2005 afin de leur exposer son point de vue au sujet des ressources propres.

Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a présenté à la Commission l'excédent budgétaire de l'exercice 2004, ainsi que les recettes encaissées par l'Etat au premier trimestre 2005 en date du 10 juin 2005.

Autres projets de loi traités:

Parmi les projets de loi les plus importants de cette session parlementaire figure le projet de loi 5297 transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts. La place financière luxembourgeoise s'est ralliée au contenu de la directive 2003/48/CE, dans la mesure où elle ne mettait pas en question, dans une première phase, le maintien du secret bancaire, et plaçait le Luxembourg à pied d'égalité avec les autres centres financiers d'envergure à l'intérieur de l'Europe ou au-delà de ses frontières. Cette directive a pour objet de permettre que les revenus de l'épargne, sous forme de paiement d'intérêts effectués dans un Etat membre de l'Union européenne en faveur des bénéficiaires résidents fiscaux d'un autre Etat membre, soient effectivement imposés conformément aux dispositions législatives de ce dernier Etat membre. Selon la directive, tous les États membres, sauf le Grand-Duché de Luxembourg, la Belgique et l'Autriche, appliqueront l'échange d'informations dès l'entrée en vigueur des dispositions de la directive. Afin de préserver l'anonymat des clients vis-à-vis des autorités fiscales, les trois pays précités appliqueront quant à eux une retenue à la source qui s'élèvera:
- à 15% pendant les trois premières années,
- à 20% pour les trois années suivantes, et
- à 35% par la suite.

Après avoir examiné le projet de loi au cours de trois réunions, la Commission des Finances et du Budget a adopté le projet de rapport (rapporteur : M. Lucien Thiel) en date du 23 mars 2005. L'entrée en vigueur de la loi est conditionnellement subordonnée à la conclusion d'accords avec les pays tiers ainsi qu'avec les territoires dépendants ou associés, afin d'éviter le risque d'une délocalisation de l'épargne dans les enclaves fiscales ou en dehors du territoire de l'Union européenne. La loi a ainsi pu entrer en vigueur le 1er juillet 2005, après l'adoption du projet de rapport du projet de loi 5472 portant approbation des accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'Etats membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts et portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (intitulé modifié par la suite; rapporteur : M. Lucien Thiel) en date du 26 mai 2005.

Le projet de rapport relatif au projet de loi 5409 portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances a été adopté le 22 juin 2005 (rapporteur: M. Lucien Thiel). Ce projet vise à transposer, dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, la directive 2002/92/CE du Parlement Européen et du Conseil du 9 décembre 2002 sur l'intermédiation en assurance. Cette directive a pour objet d'organiser le marché intérieur des intermédiaires d'assurances. Du fait que la législation luxembourgeoise reconnaisse, depuis 1853 déjà, les intermédiaires d'assurances, la transposition de la directive 2002/92/CE n'entraîne pas des changements profonds dans l'organisation des professions d'intermédiation d'assurance. Les changements envisagés portent entre autres sur la création d'une nouvelle catégorie d'intermédiaires, à savoir les sous-courtiers d'assurances, et la création d'un registre accessible

à distance renseignant tous les intermédiaires agréés. De plus, ces intermédiaires seront obligés de fournir aux clients certaines informations précontractuelles. Une autre modification concerne l'extension de la mission du Commissariat aux Assurances.

La Commission des Finances et du Budget a consacré quatre réunions à l'examen du projet de loi 5231 portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies). Le projet de rapport (nouveau rapporteur: M. Laurent Mosar) a été adopté le 15 avril 2005 après une entrevue avec M. le ministre du Trésor et du Budget en date du 10 mars 2005. Le présent projet de loi a pour objet de mettre le régime fiscal des holdings en ligne avec les conclusions et recommandations prises le 3 juin 2003 par le Conseil des Ministres de l'Union européenne en matière de fiscalité des entreprises. Il est utile de souligner que les sociétés holding constituées et bénéficiant du régime fiscal spécifique avant l'entrée en vigueur de la présente loi ne seront soumises à ses dispositions qu'à partir du 1er janvier 2011.

Le projet de rapport relatif au projet de loi 5166 modifiant la loi du 25 juillet 202 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 règlementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales a été adopté le 24 février 2005 (rapporteur: M. Norbert Haupert).

Le projet de rapport relatif au projet de loi 5398 relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003 a été adopté par les membres de la Commission en date du 12 mai 2005 (rapporteur: M. Lucien Thiel).

L'examen du projet de loi 5251 sur les contrats de garantie financière … a fait l'objet de trois réunions de la Commission qui a analysé l'avis de la Banque Centrale Européenne en date du 9 juin 2005. Le projet de rapport a été adopté le 7 juillet 2005 (rapporteur: M. Norbert Haupert) et le projet de loi a été soumis au vote de la Chambre des Députés le 12 juillet 2005. Ce projet de loi a pour objet la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2002/ 47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière. Tout en maintenant l'acquis de la législation luxembourgeoise lorsqu'elle présente un degré de modernité allant au-delà du minimum requis par la directive, le projet de loi vise à regrouper dans un seul acte juridique les aspects relatifs à l'efficacité des différents types de contrats de garantie financière et ce, quel que soit le type d'instrument financier qui en constitue l'assiette. Les auteurs du projet de loi ont ainsi poursuivi les trois objectifs suivants:
1. le regroupement de toute la législation en matière de contrats de garantie financière en un seul texte,
2. le maintien de l'acquis de la législation luxembourgeoise en ce qui concerne les dispositions qui vont au-delà du contenu de la directive et
3. la création d'un niveau de sécurité et de solidité juridiques largement similaires pour les différents types de contrats de garantie financière en éliminant certaines «inégalités» entre les différents types dues à leur introduction à des époques différentes.

Le projet de loi 5444 relative aux prospectus pour valeurs mobilières… a pour objet la transposition de la directive 2003/71/CE, appelée aussi directive prospectus, qui vise à compléter la codification entreprise par la directive 2001/ 34/ CE concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle du point de vue du prospectus. Un prospectus est un document d'information contenant toutes les données nécessaires pour permettre aux investisseurs de porter un jugement correct sur l'actif et le passif, la position financière, les profits et pertes et les perspectives de l'émetteur, ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts au public ou admis à la négociation sur un marché réglementé. La directive instaure un passeport européen unique pour les émetteurs, ce qui signifie qu'un prospectus, une fois approuvé pour l'offre publique ou l'admission à la négociation sur un marché réglementé par l'autorité compétente d'un Etat membre donné, devra être accepté partout dans l'Union européenne. La Bourse de Luxembourg est la deuxième place de cotation dans le monde en matière obligataire, après le New York Stock Exchange. La part de marché de la Bourse de Luxembourg est estimée à 60% en Europe en matière de cotation d'obligations internationales cotées et à 30% si l'on considère tous les types de cotation, y compris les obligations domestiques. Il est donc essentiel que la place financière luxembourgeoise soit opérationnelle. Le fonctionnement des institutions luxembourgeoises est fondamentalement bouleversé par ce projet de loi dont l'entrée en vigueur devait être assurée au 1er juillet 2005. La Commission des Finances et du Budget a adopté le projet de rapport le 22 juin 2005 (rapporteur: M. Lucien Thiel) et le projet de loi a été voté en séance publique fin juin 2005.



Les projets de loi 5360 concernant les activités de surveillance des institutions de retraite professionnelle et 5361 relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) ont pour objet la transposition de la directive 2003/41/CE, qui représente un grand pas vers la création d'un marché intérieur des retraites professionnelles. En soumettant les institutions de retraite professionnelle (IRP) à des conditions d'activité précises, la directive assure un degré élevé de protection des affiliés et des bénéficiaires des fonds de retraite tout en garantissant l'efficacité de l'investissement. Le projet de rapport, commun aux deux projets de loi, a été adopté au cours de la réunion du 22 juin 2005 (rapporteur: M. Lucien Thiel).

Au cours de chaque session parlementaire, la commission examine et adopte un certain nombre de projets de loi relatifs à la fiscalité. Parmi ces projets figure le projet de loi 5391 modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée dont le projet de rapport a été adopté le 9 décembre 2004, ainsi que le projet de loi 5416 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République d'Argentine en vue de l'exemption réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune dans le domaine de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, signée à Luxembourg le 24 juin 2004 et encore les projets de loi 5306 modifiant la loi du 4 juin 1981 concernant l'assistance administrative entre les Etats membres de la Communauté économique européenne en matière de taxe sur la valeur ajoutée. et 5298 autorisant l'adhésion du Luxembourg au protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers signé à Bruxelles le 26 juin 1999.

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président:	Paul-Henri Meyers (CSV)	
Vice-Présidents:	Alex Bodry (LSAP), Colette Flesch (DP)	
Membres:	CSV:	Christine Doerner, Patrick Santer, Marcel Sauber
	LSAP:	Lydie Err, Roger Negri
	DP:	Paul Helminger
	Déi Gréng:	Félix Braz
	ADR:	Jacques-Yves Henckes



Dans le cadre de la révision de la Constitution, la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle a instruit les projets et propositions de révision suivants:

- Proposition de loi 4754 portant 1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution; 2. création d'un article 108 bis nouveau de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers): après un premier vote constitutionnel en date du 12.05.2004, la Chambre a procédé au second vote constitutionnel le 26.10. 2004 selon la nouvelle procédure de révision prévue par l'article 114 révisé de la Constitution;

- Projet de révision 3923B de l'article 11 de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers), proposition de révision 4990 de l'article 11 de la Constitution concernant la protection des animaux (Auteure: Mme Renée Wagener) et proposition de révision 5292 de l'article 11 de la Constitution (Auteur: M. Jean-Paul Rippinger): la commission a réexaminé les textes en question;

- Proposition de loi 5414 portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers): 1er vote le 15.03.2005 – 2e vote le 16.06.2005;

- Projet de révision 5339 des articles 76 à 83 et 116 de la Constitution: la commission a continué l'examen du texte;

- Projet de révision 3906 de l'article 27 de la Constitution et projet de révision 3911 de l'article 67 de la Constitution: la commission a réexaminé les textes en question;

- Proposition de révision 5034 de l'article 37 de la Constitution (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers): la commission a réexaminé la proposition de révision sous rubrique.

La commission a également examiné:

-l'article 3 de la Constitution en vue de sa révision;
-l'article 16 de la Constitution en vue de sa révision;
-l'article 23 de la Constitution en vue de sa révision;
-l'article 28 de la Constitution en vue de sa révision.

La commission a cependant également réexaminé la problématique de l'insertion des partis politiques dans la Constitution et elle a discuté sur un nouvel ordonnancement de la Constitution.

*

En ce qui concerne les projets ou propositions de loi, la commission a instruit les dossiers suivants:

- Projet de loi 5348 portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé; b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé (Rapporteur: M. Lucien Weiler): projet voté le 3.03.2005;

- Projet de loi 5132 relative au référendum au niveau national (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers) et proposition de loi 3762 tendant à instituer un référendum d'initiative populaire (Auteur: M. Robert Mehlen): projet voté le 20.01.2005;

- Projet de loi 5443 portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004 (Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers): projet voté le 12.04.2005.

A côté des travaux ci-dessus, la commission a également eu une entrevue avec le Médiateur.

Elle a examiné une demande d'avis de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant la problématique des décisions individuelles de classement des employés de l'Etat.

Commission des Transports

Président:	Roland Schreiner (LSAP)	
Vice-Présidents	Marc Spautz (CSV), Félix Braz (Déi Gréng)	
Membres:	CSV:	Ali Kaes, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank
	LSAP:	Marc Angel, Roger Negri
	DP:	Henri Grethen, Paul Helminger
	ADR:	Jean-Pierre Koepp

La Commission des Transports a évacué, lors de la session 2004-2005, cinq projets de loi, à savoir:
- le projet de loi no. 5342 sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport, voté en séance plénière le 2 décembre 2004;
- le projet de loi no. 5385 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs, voté en séance plénière le 2 décembre 2004;
- le projet de loi no. 5376 portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «Eurocontrol» du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002, voté en séance plénière le 9 juin 2005;
- le projet de loi no. 5396 portant approbation – de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958 et approuvé par la loi du 1er août 1971, (Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions); – de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998, voté en séance plénière le 9 juin 2005;
- le projet de loi no. 5456 relative à la revalorisation du site de Höhenhof, voté en séance plénière le 9 juin 2005.

La Commission des Transports a, en outre, finalisé ses travaux entamés suite à l'accident d'un avion «Luxair» survenu le 6 novembre 2002, en proposant le vote d'une motion en séance plénière.

La Commission des Transports a participé au projet-pilote de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires) portant sur le troisième paquet ferroviaire, dans le cadre du contrôle parlementaire du respect du principe de subsidiarité. Elle s'est régulièrement informée sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne.

La Commission des Transports a recueilli en présence du Ministre des Transports des informations sur la sécurité aérienne au Luxembourg. Il a été retenu en général que certaines mesures ont été prises quant au domaine du fret, de l'accès du personnel et de la maintenance technique à l'aéroport du Findel.

En ce qui concerne l'établissement d'une «liste noire» nationale, la Commission des Transports a estimé qu'une solution au niveau communautaire était indispensable avec un accord entre le Parlement européen et le Conseil de l'UE lors du Conseil des Transports du 6 octobre 2005.



Commission des Travaux publics



Président:	Lucien Clement (CSV)	
Vice-Présidents:	Jos Scheuer (LSAP), Emile Calmes (DP)	
Membres:	CSV:	Ali Kaes, Marcel Sauber, Nelly Stein
	LSAP:	Fernand Diederich, Roland Schreiner
	DP:	Anne Brasseur
	Déi Gréng:	Viviane Loschetter
	ADR:	Robert Mehlen

19.10.2004: La Commission a examiné et adopté des projets de rapport concernant les projets de loi 5364 relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la «Croix de Gasperich» avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186 et 5365 relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A 4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies.

22.11.2004: La Commission a examiné les parties du projet de loi 5353 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2005 qui ont trait au département des travaux publics.

4.1.2005 La Commission a désigné un rapporteur pour le projet de loi 5413 relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg et elle a ensuite examiné le projet de loi ainsi que l'avis du Conseil d'Etat.

25.1.2005 La Commission a visité le Centre de Contrôle du Trafic et les ateliers de l'Administration des Ponts et Chaussées à Bertrange.

2.5.2005 La Commission a désigné un rapporteur pour les projets de loi 5457 relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange et 5464 relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville et elle a ensuite examiné les deux projets de loi.

24.5.2005 La Commission a analysé les avis du Conseil d'Etat relatifs aux projets de loi 5457 relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange et 5464 relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville.

1.6.2005 La Commission a adopté les projets de rapport concernant les projets de loi 5457 relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange et 5464 relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville. Elle a ensuite désigné un rapporteur pour les projets de loi 5476 modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et 5477 relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, projets de loi qu'elle a finalement également examinés.

29.6.2005 La Commission a analysé les avis du Conseil d'Etat concernant les projets de loi 5476 modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et 5477 relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck.

7.7.2005 La Commission a examiné et adopté les projets de rapport concernant les projets de loi 5476 modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et 5477 relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck. Elle a ensuite visité le chantier de la Cité Judiciaire.

Commission du Travail et de l'Emploi

Président:	Marcel Glesener (CSV)	
Vice-Présidents:	John Castegnaro (LSAP), Niki Bettendorf (DP)	
Membres:	CSV:	Ali Kaes, Marc Spautz, Michel Wolter
	LSAP:	Romain Schneider, Vera Spautz
	DP:	Emile Calmes
	Déi Gréng:	Viviane Loschetter
	ADR:	Aly Jaerling



Au cours de la session 2004/2005, la Commission du Travail et de l'Emploi, sous la présidence de M. Marcel Glesener, a traité les points suivants:

Dans sa réunion du 14 octobre 2004, M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi a présenté le programme législatif du département du Travail et de l'Emploi ainsi que les principaux dossiers européens.

Dans cette même réunion, la commission a désigné M. Ali Kaes comme rapporteur du projet de loi 5144 relative à la lutte contre le chômage social. Dans sa réunion du 10 décembre 2004, la commission a été informée que le ministère est en train d'élaborer une version amendée de ce projet.

M. Ali Kaes a également été désigné comme rapporteur du projet de loi 5254 relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses. La commission a examiné l'avis complémentaire du Conseil d'Etat dans sa réunion du 12 janvier 2005 et elle a adopté un amendement parlementaire. Dans la réunion du 6 juillet 2005, la commission a examiné le deuxième avis complémentaire du Conseil d'Etat avant d'adopter le rapport.

M. Marcel Glesener a été désigné comme rapporteur

- du projet de loi 5239 portant réforme de l'Inspection du travail et des mines;
- du projet de loi 5240 portant approbation des Conventions Internationales du Travail n° 115, 119, 120, 127, 129, 136, 139, 148, 149, 153, 161, 162, 167, 170, 171, 174, 176, 177, 178, 183 et 184 et des Protocoles relatifs aux Conventions 81 et 155;

- du projet de loi 5241 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant la sécurité et la santé des travailleurs au travail;

- du projet de loi 5242 portant création d'un comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de médiation tripartite.

M. Marc Spautz a été désigné, dans la réunion du 10 octobre 2004, comme rapporteur du projet de loi 5249 portant 1. transposition de la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail; 2. modification des articles 3 et 7 de la loi modifiée du 12 novembre 1991 sur les travailleurs handicapés; 3. abrogation de l'article 6 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum. La commission a examiné le projet de loi dans sa réunion du 17 novembre 2004.

Dans la réunion du 14 octobre 2004, la commission a désigné M. Marc Spautz comme rapporteur du projet de loi 5346 portant introduction d'un Code du Travail. Elle a examiné le projet de loi dans sa réunion du 17 novembre 2004.

Dans sa réunion du 17 novembre 2004, la commission a désigné M. Aly Kaes comme rapporteur du projet de loi 5386 1. complétant la transposition de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail; 2. modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés; 3. modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie; 4. modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail. Le projet de loi a été présenté à la commission le 17 novembre 2004. Dans sa réunion du 28 septembre 2005, la commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et elle a adopté une série d'amendements.

Dans sa réunion du 17 novembre 2004, la commission a désigné M. Marcel Glesener comme rapporteur du projet de loi 5399 modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum et elle a examiné le projet de loi avant d'examiner l'avis du Conseil d'Etat et d'adopter le rapport dans sa réunion du 10 décembre 2004.

Dans cette même réunion du 10 décembre 2004, la commission a eu un échange de vues relatif à la proposition de loi 4888 portant modification de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations de personnel.

Dans sa réunion du 12 janvier 2005, la commission a entendu un exposé de M. le Ministre du Travail et de l'Emploi sur les principaux dossiers européens à traiter durant la Présidence luxembourgeoise et des explications concernant les autorisations de travail délivrées à des ressortissantes de pays tiers.

Dans une réunion jointe de plusieurs commissions parlementaires le 16 février 2005, M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Economie et du Commerce extérieur, M. François Biltgen, Ministre du Travail et d'Emploi, et Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, Ministre de l'Egalité des chances, ont donné des explications sur l'état actuel d'avancement de la Stratégie de Lisbonne et, en particulier, sur les nouvelles orientations récemment présentées par la Commission européenne.

La commission a eu un échange de vues avec le Ministre du Travail et de l'Emploi sur les résultats du Conseil européen «Emploi et politique sociale» dans la réunion du 15 mars 2005.

Dans cette même réunion, elle a désigné son président M. Marcel Glesener comme rapporteur pour avis du projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. Une entrevue avec M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, au sujet des articles 14 et 22 concernant l'accès au travail des demandeurs d'asile a eu lieu le 20 avril 2005. La commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat et elle a préparé une prise de position en date du 11 mai 2005. Dans sa réunion du 4 juillet 2005, la commission a examiné le rapport pour avis avant de l'adopter dans sa réunion du 19 juillet 2005.

Dans sa réunion du 13 septembre 2005, la commission a examiné les lignes directrices sur l'Emploi de la Stratégie et elle a préparé sa prise de position y relative, qui a ensuite été adoptée définitivement à la suite d'une procédure écrite.



Commission juridique

Président: Patrick Santer (CSV)
Vice-Présidents: Lydie Err (LSAP), Xavier Bettel (DP)
Membres:
CSV: Christine Doerner, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar
LSAP: Alex Bodry, Jean-Pierre Klein
DP: Colette Flesch
Déi Gréng: Félix Braz
ADR: Jacques-Yves Henckes



La Commission juridique a instruit les projets de loi suivants:

- Projet de loi 5165 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant: 1. le code pénal; 2. le code d'instruction criminelle; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives; 12. la loi générale des impôts («Abgabenordnung») (Rapporteur: M. Laurent Mosar):
Suite au refus de la dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat en date du 8.06.2004, le projet de loi a dû passer par le second vote constitutionnel, vote qui a eu lieu le 27.10.2004;

- Projet de loi 5176 portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des Etats Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992 (Rapportrice: Mme Christine Doerner): projet voté le 28.10.2004;

- Projet de loi 5344 portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003 (Rapportrice: Mme Christine Doerner) : projet voté le 1.12.2004;

- Projet de loi 5362 portant: 1. transposition de la décision du conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, et 2. modification: – de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, – du code d'instruction criminelle (Rapporteur: M. Patrick Santer): projet voté le 22.02.2005;

- Projet de loi 5406 portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg , le 8 juin 2004 (Rapporteur: M. Patrick Santer): projet voté le 15.12.2004 ;

- Projet de loi 5262 portant approbation: a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997; b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997; c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999; d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal (Rapportrice : Mme Christine Doerner) : projet voté le 19.04.2005 ;

- Projet de loi 5405 portant approbation 1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles le 30 novembre 2000 2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles le 28 novembre 2002, et 3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles le 27 novembre 2003 (Rapporteur : M. Patrick Santer): la commission a examiné le projet en question ;

- Projet de loi 5412 sur les équipes communes d'enquête (Rapporteur : M. Patrick Santer): la commission a examiné l'avis du Conseil d'Etat;

- Projet de loi 5402 portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003 (Rapporteur: M. Patrick Santer): projet voté le 19.04.2005;

- Projet de loi 4843 relatif au nom patronymique des enfants (Rapporteur: M. Laurent Mosar) et Proposition de loi 3873 instaurant le libre choix du nom patronymique des enfants (Auteure: Mme Lydie Err): la commission a consacré plusieurs réunions à l'examen de propositions d'amendement parlementaires;

- Projet de loi 5384 portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard (Rapportrice: Mme Christine Doerner): projet voté le 26.04.2005;

- Projet de loi 5454 arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire (Rapporteur: M. Patrick Santer): projet voté le 8.06.2005 ;

- Projet de loi 5354 portant: 1. introduction notamment de l'instruction simplifiée, du contrôle judiciaire et réglementant les nullités de la procédure d'enquête, 2. modification de différents articles du Code d'instruction criminelle, et 3. abrogation de différentes lois spéciales (Rapportrice: Mme Christine Doerner): la commission a adopté une série d'amendements et elle a examiné l'avis du Conseil d'Etat.

*

A côté de l'instruction de ces nombreux projets de loi, la Commission juridique a également procédé à d'autres travaux.

Ainsi la commission a examiné une lettre du médiateur.

Plusieurs échanges de vues avec le Ministre de la Justice ont été consacrés à l'analyse de la problématique du Centre Pénitentiaire de Schrassig.

En dernier lieu il convient de remarquer que la Commission juridique a instruit un nombre important de demandes en naturalisation.



Commissions spéciales

Commission spéciale «Réorganisation territoriale de Luxembourg»

Président: Michel Wolter (CSV)
Vice-Présidents: Alex Bodry (LSAP), Claude Meisch (DP)
Membres:
CSV: Lucien Clement, Paul-Henri Meyers, Marco Schank
LSAP: Jean-Pierre Klein, Lydia Mutsch
DP: Emile Calmes
Déi Gréng: Camille Gira
ADR: Gaston Gibéryen

La commission a été instituée le 19 janvier 2005 sur base d'une résolution adoptée par la Chambre des Députés le 9 décembre 2004. Elle a commencé ses travaux en février 2005 par la constitution de son bureau et l'organisation de ses travaux.

Elle a eu un échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire suite à la présentation par celuici de son concept intégratif de la réorganisation territoriale du Luxembourg.

Les séances publiques

1. La procédure législative

La Chambre a, tout comme le Grand-Duc, le droit d'initiative en matière législative L'initiative de la Chambre – ou initiative parlementaire - s'appelle proposition de loi, alors que l'initiative du Grand-Duc – ou initiative gouverne¬mentale – s'appelle projet de loi. La Chambre instruit et discute les projets ou propositions de loi dont elle est saisie. Elle les approuve ou les rejette par voie de vote.

La procédure de confection d'une loi est réglée par le législateur et entourée par la Constitution d'une série de garanties. Aucun projet, aucune proposition ne peut faire l'objet d'un vote définitif avant que le Conseil d'Etat ait donné son avis. Pour certains projets de loi l'avis de la Chambre professionnelle compétente est également requis.

Chaque projet et proposition de loi est d'abord renvoyé par la Conférence des Présidents à la commission parlementaire compétente qui examine le document et fait rapport à la Chambre. Tout amendement introduit au projet de loi initial par le Gouvernement ou une commission parlementaire doit être soumis à nouveau à l'avis du Conseil d'Etat.

Le rapport de la commission est présenté en séance publique de la Chambre par le rapporteur de la commission. La présentation du rapport est suivie de la discussion générale dans laquelle peut intervenir chaque membre de la Chambre.

Après la discussion générale la Chambre des Députés se prononce, en règle générale, à quatre reprises sur les projets et propositions de loi.

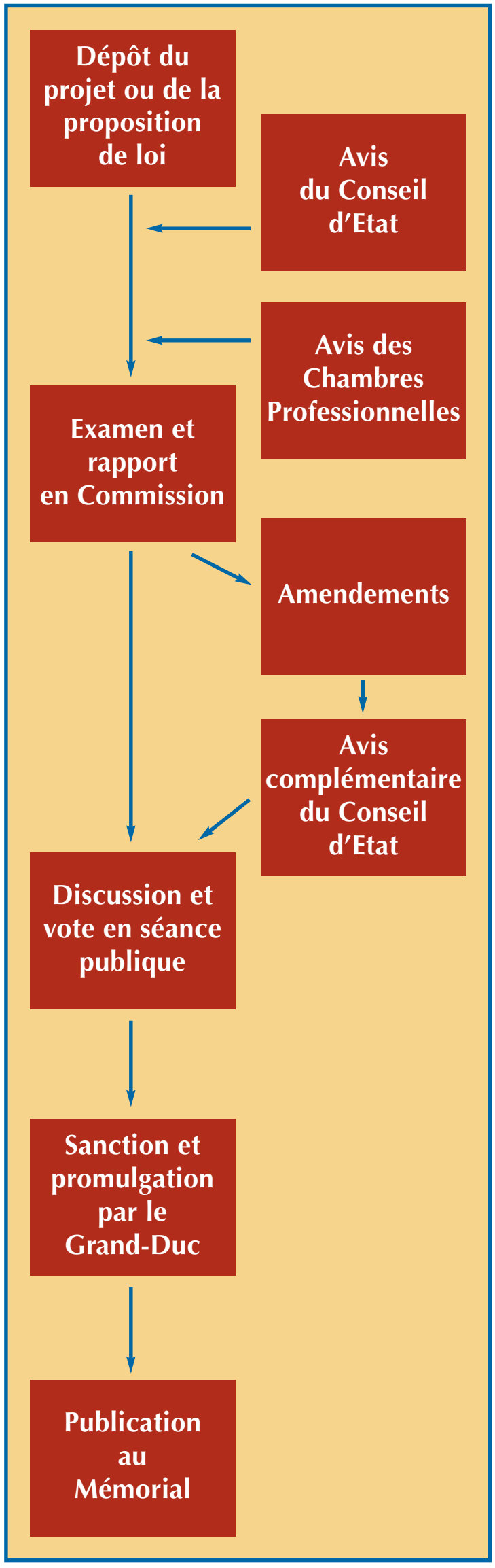
D'abord il y a lieu de relever le vote article par article. Si, au cours du vote article par article (premier vote réglementaire) des articles ont été rejetés ou des amendements approuvés sans avoir été examinés par le Conseil d'Etat, celui-ci devra de nouveau être entendu.

Après avoir obtenu l'avis du Conseil d'Etat, la Chambre se prononce une seconde fois (second vote réglementaire), après une nouvelle discussion relative aux modifications introduites lors de la discussion article par article.

Après le second vote réglementaire, la Chambre procède au vote sur l'ensemble du projet ou de la proposition de loi (premier vote constitutionnel).

Finalement, au moins trois mois après le vote sur l'ensemble, le second vote constitutionnel achève l'œuvre législative de la Chambre. Néanmoins, la Chambre, avec l'accord du Conseil d'Etat, peut décider de se dispenser de ce second vote constitutionnel. Au cas contraire, le second vote constitutionnel ne peut intervenir qu'après un délai de trois mois.

La loi entre en vigueur par la sanction et la promulgation du Grand-Duc qui y appose sa signature. Elle entre en vigueur trois jours francs après sa publication au Mémorial.



2. Le contrôle du gouvernement et l'orientation du débat politique

La Constitution réserve à la Chambre, organe du pouvoir législatif, une série de moyens d'action sur le Gouvernement, organe du pouvoir exécutif. Le contrôle de la Chambre s'exerce aussi bien en matière financière qu'en matière politique et administrative.

En matière financière, le contrôle du Gouvernement par la Chambre consiste dans le vote annuel du budget et des impôts, le droit d'arrêter chaque année les comptes de l'Etat et une certaine surveillance exercée sur la gestion du patrimoine public.

Aucun impôt ni aucune charge grevant le budget de l'Etat pour plus d'un exercice ne peuvent être établis que par la loi. La Chambre peut demander la présence des membres du Gouvernement à ses séances publiques. Elle a le droit de leur poser des questions et de leur adresser des interpellations au sujet de questions qui sont d'ordre public. Elle peut également mener des débats de consultation et d'orientation. Chaque député a en outre le droit de déposer des motions. Elle peuvent amener la Chambre à se prononcer sur une action gouvernementale déterminée, inviter le Gouvernement à prendre certaines initiatives, prononcer un blâme, manifester une opposition, exprimer ou retirer la confiance au Gouvernement, etc.

Les questions et les heures d'actualité

Chaque député a le droit de poser des questions au Gouvernement. Le Député qui désire poser une question au Gouvernement en remet le texte écrit au Président de la Chambre qui le remet au Ministre compétent. La recevabilité des questions est fonction de l'intérêt général, de l'importance ou de l'actualité de leur objet.

Les motions et résolutions

Chaque député a le droit de déposer des motions adressées au Gouvernement. Elles peuvent amener la Chambre à se prononcer sur une action gouvernementale déterminée, inviter le Gouvernement à prendre certaines initiatives, prononcer un blâme, manifester une approbation, exprimer ou retirer la confiance au Gouvernement.

Chaque député a le droit de déposer des résolutions qui s'adressent à la Chambre. Tout comme les motions, elles peuvent concerner de multiples sujets et inciter le Gouvernement à prendre certaines initiatives.

Les interpellations

Chaque député a le droit d'interpeller le Gouvernement au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de sa politique générale.

Les débats

La Chambre peut organiser des débats de consultation à l'initiative du Gouvernement et elle peut organiser des débats d'orientation sur des sujets d'intérêt général déterminés. A cette fin, elle peut charger une commission d'élaborer un rapport détaillé sur le sujet en question.



Les séances publiques

1ère session extraordinaire 2004
2e session extraordinaire 2004
Session ordinaire 2004-2005

Après les élections législatives et européennes du 13 juin 2004, la Chambre des Députés s'est réunie en première session extraordinaire en date du 13 juillet pour procéder à la validation des résultats des élections législatives et européennes et à la vérification des pouvoirs de ses nouveaux membres.

Au cours de la séance d'ouverture - présidée par M. Jean Asselborn, député le plus ancien en rang, assisté des deux plus jeunes élus, MM. Claude Meisch et Xavier Bettel - 49 députés ont prêté serment en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État».

Après la constitution du nouveau Gouvernement, la Chambre des Députés, convoquée en deuxième session extraordinaire le 3 août 2004, s'est vue complétée en nombre.

Elle a procédé à l'élection de son Bureau, composé de MM. Lucien Weiler, Président, Jos Scheuer, Niki Bettendorf et Laurent Mosar, Vice-Présidents, Michel Wolter, Ben Fayot, Henri Grethen, François Bausch, Robert Mehlen, Lucien Clement, Alex Bodry, membres, ainsi que du Secrétaire général de la Chambre des Députés M. Claude Frieseisen.

Finalement la nouvelle Chambre, regroupant cinq groupes politiques, à savoir les groupes CSV, LSAP, DP Déi Gréng et ADR, a institué sa Conférence des Présidents, trois commissions réglementaires et dix-sept commissions permanentes et désigné ses représentants dans neuf assemblées parlementaires internationales. Au cours de la session ordinaire 2004-2005 cette liste sera complétée par l'instauration d'une commission spéciale.

En date du 4 août 2004 la Chambre des Députés a entendu la déclaration gouvernementale de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre et Ministre d'État.

Pendant les deux séances du lendemain, la Chambre a tenu un débat au sujet de la déclaration gouvernementale, et c'est finalement par l'adoption d'une motion qu'elle a exprimé sa confiance à l'égard du nouveau gouvernement.

De par les pouvoirs qui Lui sont conférés par la Constitution, le Grand-Duc Henri a procédé personnellement à la clôture de la deuxième session extraordinaire et à l'ouverture de la session ordinaire 2004-2005 en date du 12 octobre 2004. Après le discours prononcé par le Souverain, la Chambre des Députés a confirmé la composition de ses organes.

Le projet de loi 5442 portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004, a particulièrement retenu l'attention du monde politique et des citoyens. Adopté en première lecture en date du 28 juin 2008, ce projet de loi sera soumis au second vote constitutionnel au cours de la prochaine session, en fonction du verdict des citoyens, appelés à se prononcer par référendum le du 10 juillet 2005 sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Ainsi la Chambre s'appuie sur une résolution adoptée le 8 juin 2005 par laquelle elle avait décidé de ne procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution pour l'Europe .

Parmi les 49 séances de la session écoulée, c'est sans doute celle du vendredi 14 janvier 2005 qui marquera profondément le pays. Au cours d'une séance solennelle la Chambre des Députés a rendu un dernier hommage à Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, décédée au Château de Fischbach le 10 janvier 2005.

Au cours des séances du 13 juillet 2004 et du 11 octobre 2005, la Chambre a eu le triste devoir d'honorer la mémoire de deux collègues estimés, celle de M. Marc Zanussi et de Mme Nelly Stein.

***

Depuis le 13 juillet 2004, 698 questions ont été posées au Gouvernement, dont 3 avec débat et 50 dans le cadre des heures de questions au Gouvernement.

Au cours de la session ordinaire 2004-2005, la Chambre des Députés a adopté 100 projets de loi, 2 propositions de révision de la constitution, 1 projet de loi en second vote constitutionnel et 349 demandes en naturalisation.

Par ailleurs elle a adopté 2 motions et 4 résolutions.

C'est dans le cadre de 9 heures d'actualité, 7 débats et 3 interpellations que furent traités des sujets d'actualité et formulées les prises de position du Parlement dans le cadre des grands problèmes de société.

Enfin, la Chambre a adopté les Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2003, et, au cours de la 2e session extraordinaire 2004, elle a procédé à une modification de son Règlement interne en ce qui concerne la procédure budgétaire.

Motions adoptées

1) 23.02.2005 Motion de la Commission des Transports au sujet de la mise en œuvre du rapport d'audit McKinsey & Company sur l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises

2) 23.02.2005 Motion de M. Camille Gira relative au phénomène dit «Tanktourismus»

Résolutions adoptées

1) 09.12.2004 Résolution de M. Michel Wolter relative à l'institution d'une commission spéciale chargée de mener un débat sur la structure administrative du pays

2) 24.02.2005 Résolution de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire portant approbation des comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes

3) 19.04.2005 Résolution de M. Ben Fayot relative au développement des relations de confiance entre l'Union européenne et la Chine

4) 08.06.2005 Résolution de M. Ben Fayot portant sur le second vote constitutionnel du projet de loi N°5442 portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

Heures d'actualité

1) 26.10.2004 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng relative à l'avenir de la société nationale des chemins de fer (SNCFL) (Décision de la Conférence des Présidents de transformer en heure d'actualité la question avec débat N° 1 de M. Félix Braz au sujet de l'avenir de la société nationale des chemins de fer (SNCFL), initialement introduite sous forme de demande d'interpellation)

2) 18.11.2004 Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la décision récente de la Commission européenne de recommander l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie

3) 14.12.2004 Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative aux problèmes rencontrés par les communes lors de l'application de la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain

4) 24.02.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le plan d'action 2000-2004 élaboré par le bureau du coordinateur national «Drogues»

5) 02.03.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur la politique de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la production d'énergie de sources renouvelables

6) 23.03.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe ADR concernant l'interprétation et l'application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

7) 23.03.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng sur le gender budgeting, c.-à-d. l'établissement du budget de l'Etat selon la perspective du genre

8) 12.04.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la politique d'expulsion du Gouvernement de demandeurs d'asile déboutés

9) 04.05.2005 Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le rapport d'activité 2004 du comité de surveillance du sida

Débats

1) 17.11.2004 Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

2) 26.04.2005 Débat sur l'application du principe de subsidiarité dans le cadre du troisième paquet ferroviaire

3) 21.06.2005 Débat sur la déclaration des chefs d'Etat ou de Gouvernement des Etats membres de l'Union européenne sur la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe (Conseil européen des 16 et 17 juin 2005)

4) 12.07.2005 Débat au sujet du résultat du référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe

Débats de consultation

1) 15.03.2005 Débat de consultation sur la mission de l'école luxembourgeoise et le renforcement de ses moyens d'action (PISA)

2) 31.05.2005 Débat de consultation sur l'évolution du chômage au Luxembourg

Débats d'orientation

02.06.2005 Débat d'orientation sur la revalorisation des friches industrielles de la région Sud

Interpellations vidées

1) 16.11.2004 Interpellation de M. Henri Kox relative à la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux

2) 03.05.2005 Interpellation de M. Lucien Clement au sujet de la politique de gestion des crues et des inondations

3) 29.06.2005 Interpellation de M. Jean Huss au sujet du projet de réglementation «Reach» proposé par la Commission européenne

Projet de loi adopté en première lecture

28.06.2004 **5442** Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004
Rapporteur: M. Ben Fayot
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration



Projet de loi adopté en second vote constitutionnel

27.10.2004 **5165** Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant: 1. le code pénal; 2. le code d'instruction criminelle; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financie ; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives; 12. la loi générale des impôts («Abgabenordnung»)
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.06.2003
Loi du 12 novembre 2004. Mémorial A, N°183, p.2766

Séances publiques – Heures de séances

Session ordinaire 1976-1977:
286,25 hrs (76 séances)

Session ordinaire 1977-1978:
328,40 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1978-1979:
423,35 hrs (85 séances)

1ère session extraordinaire 1979:
2,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1979:
16,20 hrs (3 séances)

Session ordinaire 1979-1980:
335,50 hrs (72 séances)

Session ordinaire 1980-1981:
346,45 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1981-1982:
332,50 hrs (73 séances)

Session ordinaire 1982-1983:
379,05 hrs (91 séances)

Session ordinaire 1983-1984:
311,35 hrs (71 séances)

1ères session extraordinaire 1984:
2 hrs (1 séance)

2ème session extraordinaire 1984
21,20 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1984-1985:
306,40 hrs (77 séances)

Session ordinaire 1985-1986:
349,20 hrs (87 séances)

Session ordinaire 1986-1987:
309,55 hrs (84 séances)

Session ordinaire 1987-1988:
341,30 hrs (82 séances)

Session ordinaire 1988-1989:
318,45 hrs (91 séances)

Session extraordinaire 1989:
27 hrs (7 séances)

Session ordinaire 1989-1990:
260 hrs (70 séances)

Session ordinaire 1990-1991:
335,45hrs (82 séances)

Session ordinaire 1991-1992:
344,05 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1992-1993:
300,15 hrs (88 séances)

Session ordinaire 1993-1994:
231,15 hrs (61 séances)

Session extraordinaire 1994:
19,55 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1994-1995:
211 hrs (64 séances)

Session ordinaire 1995-1996:
204,25 hrs (60 séances)

Session ordinaire 1996-1997:
240,35 hrs (61 séances)

Session ordinaire 1997-1998
221,40 hrs (63 séances)

Session ordinaire 1998-1999
195,20 hrs (58 séances)

1ère session extraordinaire 1999
1,35 hrs (1 séance)

2e session extraordinaire 1999
11 hrs (4 séances)

Session ordinaire 1999-2000
169,35 hrs (49 séances)

Session ordinaire 2000-2001
240,10 hrs (72 séances)

Session ordinaire 2001-2002
232,55 hrs (66 séances)

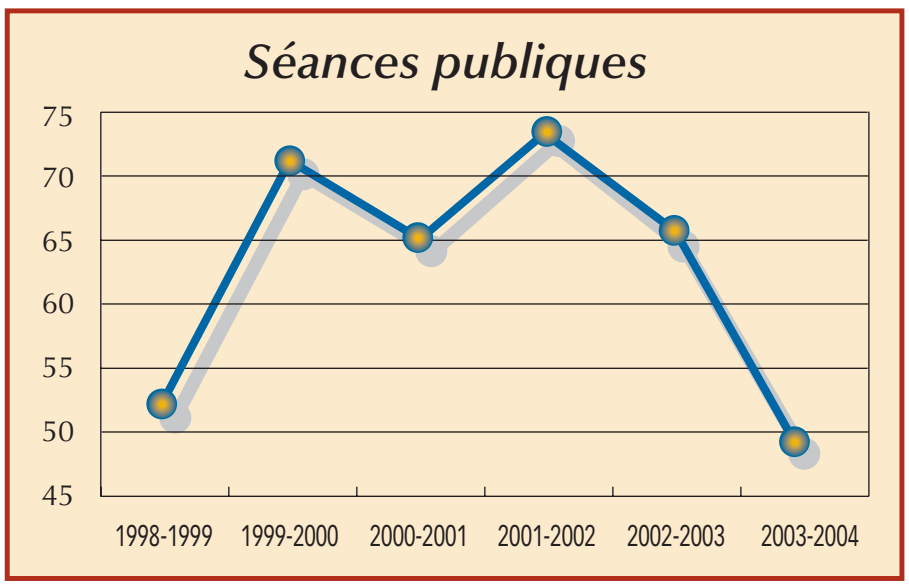
Session ordinaire 2002-2003
263,40 hrs (75 séances)

Session ordinaire 2003-2004
255,00 hrs (67 séances)

1ère session extraordinaire 2004:
57 min. (1 séance)

2e session extraordinaire 2004:
6,48 hrs (4 séances)

Session ordinaire 2004-2005:
153,58 hrs (49 séances)



Chambre des Députés **Rapport d'activité de la session parlementaire 2004-2005**

Supplément commun aux quotidiens: d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek.
Contenu rédactionnel: Services du Greffe de la Chambre des Députés. ***Photos:*** Chambre des Députés, Claude Piscitelli, Paulo Lobo/Polygraphic Communication. ***Conception et mise en page:*** Polygraphic Communication, Luxembourg.
Concept et coordination générale: BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Projets de loi adoptés

1) 27.10.2004 **4938** Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000
Rapporteur: Monsieur François Bausch
Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.04.2002
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°205, p.3282

2) 27.10.2004 **5236** Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 17.11.2003
Loi du 6 décembre 2004. Mémorial A, N°197, p.2929

3) 27.10.2004 **5320** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville
Rapporteur: Madame Nancy Arendt
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 31.03.2004
Loi du 13 décembre 2004. Mémorial A, N°202, p.2970

4) 27.10.2004 **5336** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange/Ettelbruck
Rapporteur: Madame Marie-Josée Frank
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 03.05.2004
Loi du 13 décembre 2004. Mémorial A, N°202, p.2969

5) 28.10.2004 **4691** Projet de loi portant approbation – de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II; – de l'Accord entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998; – de l'Accord entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999 ; – de l'Accord entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999; – de l'Accord entre les Gouvernements des Etats du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999; – de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 21.07.2000
Loi du 27 novembre 2004. Mémorial A, N°196, p.2884

6) 28.10.2004 **5176** Projet de loi portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des Etats Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 08.07.2003
Loi du 6 décembre 2004. Mémorial A, N°199, p.2953

7) 28.10.2004 **5364** Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la «Croix de Gasperich» avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186
Rapporteur: Monsieur Marcel Sauber
Commission des Travaux publics
Dépôt: Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 14.07.2004
Loi du 9 décembre 2004. Mémorial A, N°202, p.2969

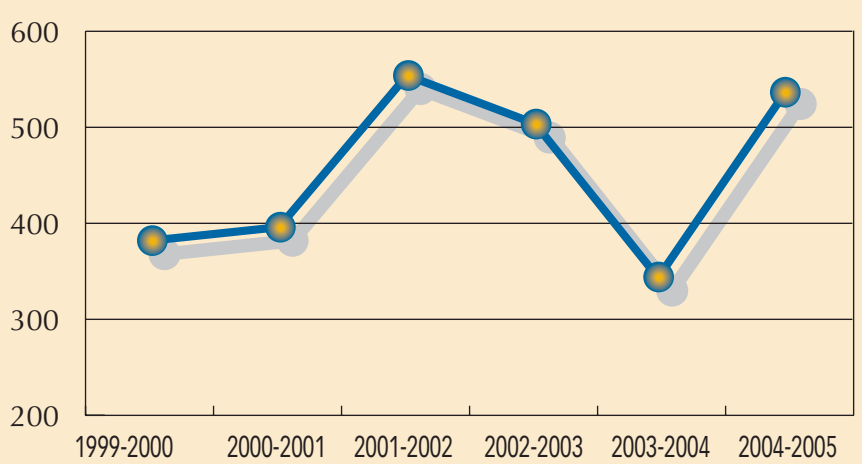
8) 28.10.2004 **5365** Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A 4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission des Travaux publics
Dépôt: Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 14.07.2004
Loi du 9 décembre 2004. Mémorial A, N°202, p.2968

9) 17.11.2004 **5343** Projet de loi portant fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren
Rapporteur: Monsieur Marco Schank
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 03.06.2004
Loi du 21 décembre 2004 Mémorial A, N°216, p.3924

10) 01.12.2004 **4965** Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 04.06.2002
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°206, p.3526

11) 01.12.2004 **5344** Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003
Rapporteur: Madame

Réunions de Commissions



Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur,
le 04.06.2004
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°215, p.3916

12) 02.12.2004 **5260** Projet de loi modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 16.12.2003
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°11, p.124

13) 02.12.2004 **5342** Projet de loi sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Henri Grethen, Ministre des Transports,
le 19.05.2004
Loi du 22 décembre 2004. Mémorial A, N°214, p.3911

14) 02.12.2004 **5373** Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une Ecole de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach
Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 05.08.2004
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°217, p.3928

15) 02.12.2004 **5385** Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports,
le 11.10.2004
Loi du 22 décembre 2004. Mémorial A, N°214, p.3911

16) 09.12.2004 **5353** Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2005
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget,
le 20.10.2004
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°204, p.2983

17) 15.12.2004 **5321** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'une maison de soins à Clervaux
Rapporteur: Monsieur Jean-Paul Schaaf
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 31.03.2004
Loi du 18 janvier 2005. Mémorial A, N°15, p.253

18) 15.12.2004 **5322** Projet de loi modifiant 1. le Code des assurances sociales 2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 01.04.2004
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°5, p.62

19) 15.12.2004 **5327** Projet de loi
1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;
2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;
3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 20.04.2004
Loi du 23 décembre 2004. Mémorial A, N°210, p.3792

20) 15.12.2004 **5345** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 04.06.2004
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°214, p.3911

21) 15.12.2004 **5391** Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances,
le 05.11.2004
Loi du 17 décembre 2004. Mémorial A, N°203, p.2979

22) 15.12.2004 **5399** Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum
Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi,
le 16.11.2004
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°209, p.3784

23) 15.12.2004 **5401** Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 18.11.2004
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°209, p.3784

24) 15.12.2004 **5406** Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg,
le 8 juin 2004
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.11.2004
Loi du 21 décembre 2004. Mémorial A, N°208, p.3764

25) 19.01.2005 **5369** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Junglinster
Rapporteur: Madame Françoise Hetto-Gaasch
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004
Loi du 16 mars 2005. Mémorial A, N°41, p.710

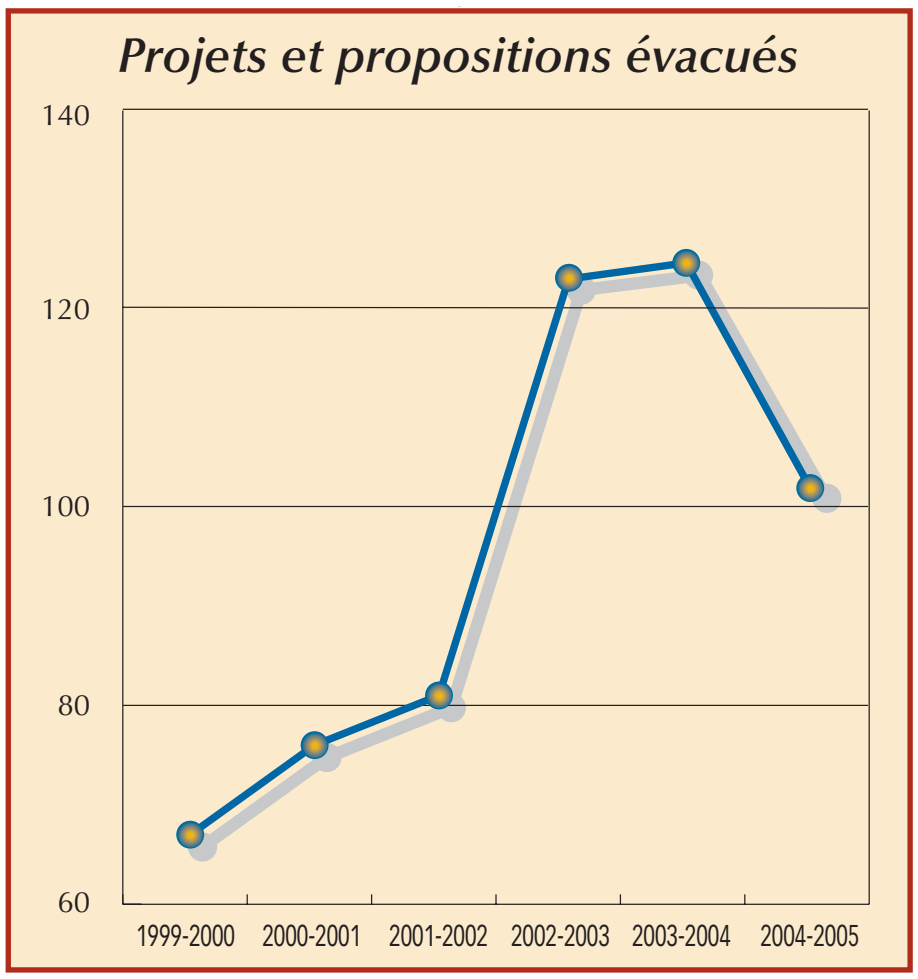
26) 19.01.2005 **5370** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la transformation et à l'extension de la maison de soins St-Joseph à Pétange
Rapporteur: Madame Nancy Arendt
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004
Loi du 16 mars 2005. Mémorial A, N°41, p.711

27) 19.01.2005 **5372** Projet de loi portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'Etat à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Agées à Mamer
Rapporteur: Madame Françoise Hetto-Gaasch
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004
Loi du 16 mars 2005. Mémorial A, N°41, p.711

28) 19.01.2005 **5413** Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg
Rapporteur: Monsieur Lucien Clement
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.12.2004
Loi du 19 février 2005. Mémorial A, N°28, p.567

29) 20.01.2005 **5132** Projet de loi relative au référendum au niveau national
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 20.05.2003
Loi du 4 février 2005. Mémorial A, N°27, p.548

30) 22.02.2005 **5324** Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le
6 novembre 2003



Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis
Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004
Loi du 25 mars 2005. Mémorial A, N°43, p.722

31) 22.02.2005 **5362** Projet de loi portant: 1. transposition de la décision du conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, et 2. modification: – de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire, – du code d'instruction criminelle
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 06.07.2004
Loi du 11 avril 2005. Mémorial A, N°42, p.718

32) 22.02.2005 **5394** Projet de loi autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M
Rapporteur: Monsieur Marcel Glesener
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Défense, le 10.11.2004
Loi du 21 mars 2005. Mémorial A, N°39, p.682

33) 23.02.2005 **5096** Projet de loi relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 05.02.2003
Loi du 25 mars 2005. Mémorial A, N°39, p.696

34) 23.02.2005 **5270** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 07.01.2004
Loi du 14 avril 2005. Mémorial A, N°58, p.902

35) 23.02.2005 **5287** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003
Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 27.01.2004
Loi du 14 avril 2005. Mémorial A, N°58, p.905

36) 24.02.2005 **5312** Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 18.03.2004
Loi du 25 mars 2005. Mémorial A, N°52, p.825

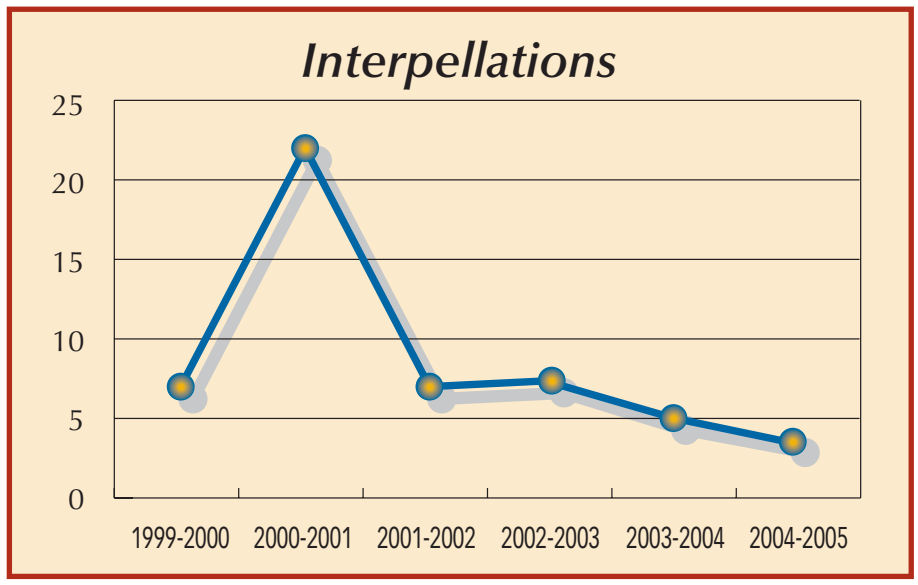
37) 02.03.2005 **5308** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'Etat Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09.03.2004
Loi du 8 avril 2005. Mémorial A, N°51, p.794

38) 02.03.2005 **5326** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1er décembre 2003
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004
Loi du 8 avril 2005 Mémorial A, N°51, p.816

39) 02.03.2005 **5341** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 14.05.2004
Loi du 8 avril 2005. Mémorial A, N°51, p.805

40) 02.03.2005 **5392** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des Etats membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.11.2004
Loi du 7 avril 2005. Mémorial A, N°54, p.852

41) 02.03.2005 **5393** Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les Etats membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un Etat membre à l'encontre d'un autre Etat membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration,



le 09.11.2004
Loi du 7 avril 2005.
Mémorial A, N°56,
p.884

42) 02.03.2005 **5397** Projet de loi portant approbation – de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001; – du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003
Rapporteur:
Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2004
Loi du 8 avril 2005.
Mémorial A, N°57,
p.890

43) 02.03.2005 **5417** Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des Etats membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA
Rapporteur:
Monsieur Ben Fayot
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2004
Loi du 7 avril 2005.
Mémorial A, N°52,
p.829

44) 03.03.2005 **5042** Projet de loi portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg,
le 5 novembre 1992
Rapporteur:
Monsieur Fred Sunnen
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur,
le 25.10.2002
Loi du 8 avril 2005.
Mémorial A, N°55,
p.872

45) 03.03.2005 **5340** Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications
Rapporteur:
Monsieur Alex Bodry
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Monsieur Henri Grethen, Ministre de l'Economie, le 07.05.2004
Loi du 25 avril 2005.
Mémorial A, N°59,
p.910

46) 03.03.2005 **5348** Projet de loi portant création a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;
b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé
Rapporteur: Monsieur Lucien Weiler
Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat, le 04.06.2004
Loi du 4 avril 2005.
Mémorial A, N°49,
p.782

47) 03.03.2005 **5407** Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures
Rapporteur:
Madame Nelly Stein
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche,
le 26.11.2004
Loi du 4 avril 2005.
Mémorial A, N°50,
p.786

48) 22.03.2005 **5379** Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides
Rapporteur: Madame Claudia Dall'Agnol
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 09.09.2004
Loi du 28 avril 2005.
Mémorial A, N°61,
p.923

49) 22.03.2005 **5387** Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, le 14.10.2004
Loi du 29 avril 2005.
Mémorial A, N°60,
p.914

50) 23.03.2005 **5166** Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.06.2003
Loi du 25 avril 2005.
Mémorial A, N°57,
p.898

51) 23.03.2005 **5171** Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 19.06.2003
Loi du 25 avril 2005.
Mémorial A, N°77,
p.1224

52) 23.03.2005 **5298** Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles,
le 26 juin 1999
Rapporteur: Monsieur Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.02.2004
Loi du 25 avril 2005.
Mémorial A, N°57,
p.899

53) 23.03.2005 **5306** Projet de loi concernant l'assistance administrative entre les Etats membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 05.03.2004
Loi du 25 avril 2005.
Mémorial A, N°57,
p.898

54) 12.04.2005 **5297** Projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts
Rapporteur:
Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.02.2004
Loi du 21 juin 2005.
Mémorial A, N°86,
p.1540

55) 12.04.2005 **5443** Projet de loi portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration,
le 18.02.2005
Loi du 14 avril 2005.
Mémorial A, N°48,
p.780

56) 19.04.2005 **5231** Projet de loi portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies)
Rapporteur: Monsieur

Laurent Mosar
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 06.11.2003
Loi du 21 juin.
Mémorial A, N°86, p.1635

57) 19.04.2005 **5262** Projet de loi portant approbation: a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des Etats membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997; b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997; c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999; d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 19.12.2003
Loi du 23 mai 2005.
Mémorial A, N°74, p.1176

58) 19.04.2005 **5402** Projet de loi portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.11.2004
Loi du 26 mai 2005.
Mémorial A, N°71, p.1084

59) 26.04.2005 **5277** Projet de loi modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 15.01.2004
Loi du 8 juin 2005.
Mémorial A, N°89, p.1655

60) 26.04.2005 **5384** Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard
Rapporteur: Madame Christine Doerner
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 30.09.2004
Loi du 10 juin 2005.
Mémorial A, N°93, p.1690

61) 28.04.2005 **4902** Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999
Rapporteur: Madame Nelly Stein
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 18.01.2002
Loi du 9 juin 2005.
Mémorial A, N°91, p.1664

62) 28.04.2005 **5178** Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre délégué aux Communications, le 11.07.2003
Loi du 30 mai 2005.
Mémorial A, N°73, p.1144

63) 28.04.2005 **5179** Projet de loi portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre délégué aux Communications, le 11.07.2003
Loi du 30 mai 2005.
Mémorial A, N°73, p.1159

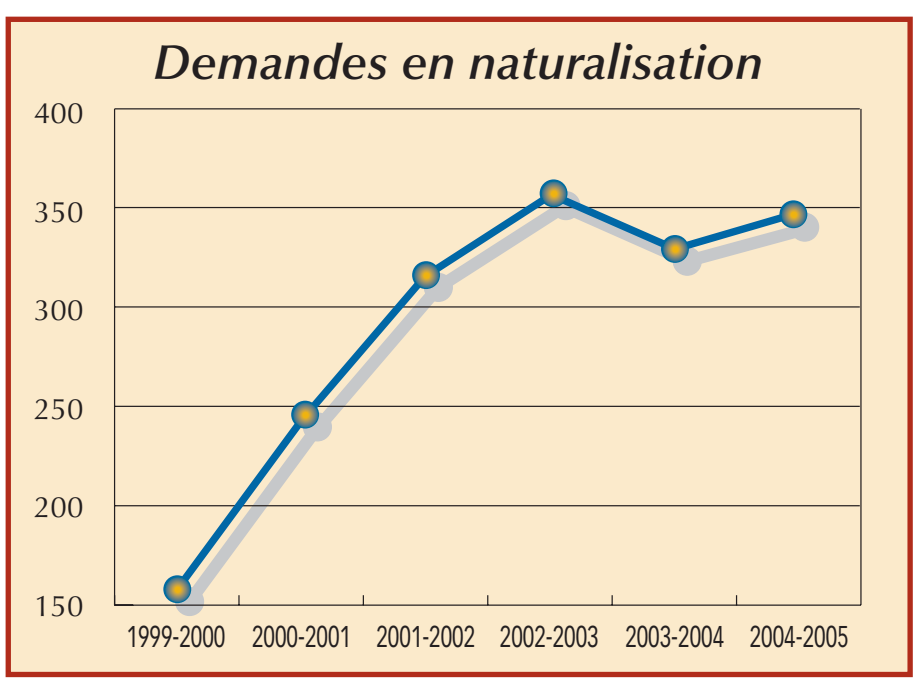
64) 28.04.2005 **5180** Projet de loi portant: 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;
2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre délégué aux Communications, le 11.07.2003
Loi du 30 mai 2005.
Mémorial A, N°73, p.1162

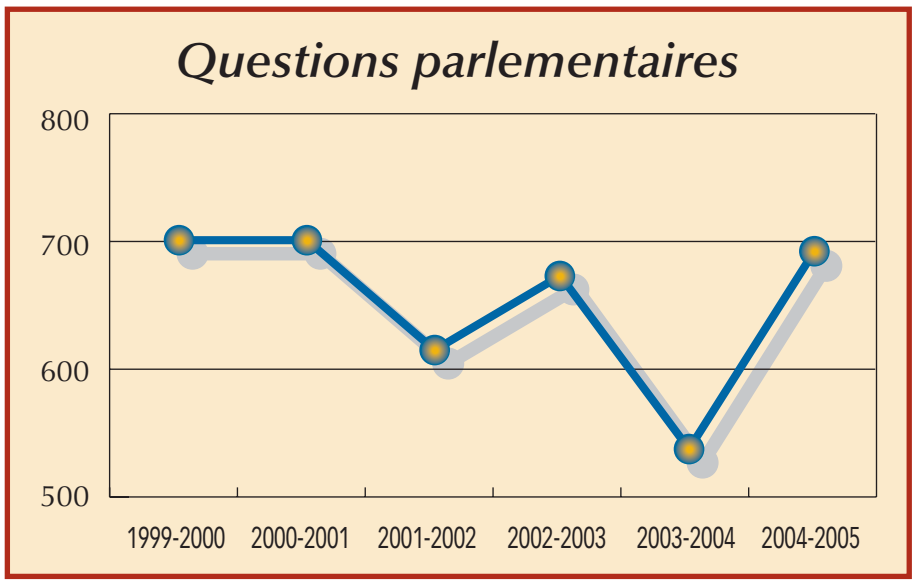
65) 28.04.2005 **5181** Projet de loi - relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et – portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre délégué aux Communications, le 11.07.2003
Loi du 30 mai 2005.
Mémorial A, N°73, p.1168

66) 04.05.2005 **5419** Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, faite à Genève, le 21 mai 2003
Rapporteur: Madame Lydia Mutsch
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.12.2004
Loi du 8 juin 2005.
Mémorial A, N°85, p.1524

67) 04.05.2005 **5432** Projet de loi portant approbation - de la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975 – de l'Accord entre les Etats parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002 – de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence spatiale européenne relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004
Rapporteur: Monsieur Marcel Oberweis
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005
Loi du 14 juin 2005.
Mémorial A, N°79, p.1464

68) 31.05.2005 **5472** Projet de loi portant 1. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles Néerlandaises des 13 mai 2004 et 27 août 2004;
2. approbation de





l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba des 13 mai 2004 et 9 novembre 2004;
3. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;
4. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004; 5. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Ile de Man des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004; 6. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Turks et Caïcos des 23 novembre 2004 et 1er avril 2005;
7. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Anguilla des 23 novembre 2004 et 21 janvier 2005;
8. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Cayman des 23 novembre 2004 et 31 mars 2005;
9. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le territoire d'outre-mer du Royaume-Uni, Montserrat des 23 novembre 2004 et 7 avril 2005;
10. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Vierges Britanniques des 23 novembre 2004 et 11 avril 2005;
11. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 09.05.2005
Loi du 21 juin 2005. Mémorial A, N°86, p.1547

69) 01.06.2005 5275 Projet de loi portant a) fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique; b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; c) modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement; d) abrogation de la loi du 25 août 1971 portant création de la fonction de professeur de sciences économiques et sociales aux établissements d'enseignement secondaire; e) modification de la loi du 22 juin 1989 portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement; f) modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue; g) modification de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques; h) modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
Rapporteur: Monsieur Fernand Diederich
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 14.01.2004
Loi du 29 juin 2005. Mémorial A, N°95, p.1702

70) 08.06.2005 **5334** Projet de loi modifiant 1. la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle 2. le Code des assurances sociales 3. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail 4. la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi 5. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet 6. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 28.04.2004
Loi du 1er juillet 2005. Mémorial A, N°97, p.1718

71) 08.06.2005 **5416** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine en vue de l'exemption réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune dans le domaine de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, signée à Luxembourg, le 24 juin 2004
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2004
Loi du 14 juillet 2005. Mémorial A, N°105, p.1847

72) 08.06.2005 5454 Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission juridique
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 25.03.2005
Loi du 1er juillet 2005. Mémorial A, N°100, p.1815

73) 09.06.2005 **5355** Projet de loi concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'Etat et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 10.06.2004
Loi du 3 août 2005. Mémorial A, N°135, p.2430

74) 09.06.2005 **5376** Projet de loi portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «EUROCONTROL» du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004
oi du 14 juillet 2005. Mémorial A, N°114, p.1942

75) 09.06.2005 **5396** Projet de loi portant approbation - de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur,

fait à Genève, le 20 mars 1958 et approuvé par la loi du 1er août 1971, (Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions); – de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2004
Loi du 14 juillet 2005. Mémorial A, N°113, p.1924

76) 09.06.2005 **5456** Projet de loi relative à la revalorisation du site de Höhenhof
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission des Transports
Dépôt: Monsieur Lucien Lux, Ministre des Transports, Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 05.04.2005
Loi du 14 juillet 2005. Mémorial A, N°105, p.1850

77) 09.06.2005 **5466** Projet de loi portant approbation - de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et du Règlement, faits à Washington le 2 décembre 1946 - du Protocole, fait à Washington le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington, le 2 décembre 1946
Rapporteur: Monsieur Marc Angel
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.04.2005
Loi du 14 juin 2005. Mémorial A, N°76, p.1216

78) 16.06.2005 **5457** Projet de loi relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange
Rapporteur: Madame Nelly Stein
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.04.2005
Loi du 3 août 2005. Mémorial A, N°140, p.2506

79) 16.06.2005 **5464** Projet de loi relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville
Rapporteur: Monsieur Ali Kaes
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 18.04.2005
Loi du 3 août 2005. Mémorial A, N°140, p.2506

80) 29.06.2005 **5360** Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.07.2004
Loi du 13 juillet 2005. Mémorial A, N°104, p.1840

81) 29.06.2005 **5361** Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.07.2004
Loi du 13 juillet 2005. Mémorial A, N°108, p.1860

82) 29.06.2005 **5409** Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 29.11.2004
Loi du 13 juillet 2005. Mémorial A, N°103, p.1832

83) 29.06.2005 **5444** Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et – portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE; – portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier; – portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers; – portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif; – portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif; – portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque; – portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
Rapporteur: Monsieur Lucien Thiel
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 22.02.2005
Loi du 10 juillet 2005. Mémorial A, N°98, p.1726

84) 30.06.2005 **5449** Projet de loi portant modification: 1. de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain; 2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988; 3. de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire; 4. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
Rapporteur: Monsieur Fred Sunnen
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.02.2005
Loi du 19 juillet 2005. Mémorial A, N°109, p.1888

85) 30.06.2005 **5455** Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz
Rapporteur: Monsieur Marco Schank
Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire
Dépôt: Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.03.2005
Loi du 14 juillet 2005. Mémorial A, N°116, p.1960

86) 05.07.2005 **5395** Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service ré-éducatif ambulatoire (SREA)
Rapporteur: Monsieur John Castegnaro
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 10.11.2004
Loi du 10 août 2005. Mémorial A, N°127, p.2209

87) 05.07.2005 **5403** Projet de loi modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'Etat et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension
Rapporteur: Monsieur Romain Schneider
Commission de la Santé et de la Sécurité sociale
Dépôt: Monsieur Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 24.11.2004
Loi du 25 juillet 2005. Mémorial A, N°120, p.2099

88) 05.07.2005 **5434** Projet de loi portant création d'un lycée-pilote
Rapporteur: Monsieur Jos Scheuer
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Education nationale et de la Formation professionnelle, le 20.01.2005
Loi du 25 juillet 2005. Mémorial A, N°124, p.2156
Commentaire: Texte republié avec le règlement grand-ducal du 10 août 2005 relatif au fonctionnment du lycée-pilote N° Mém. A 139 - 2005, page 2478

89) 12.07.2005 **5251** Projet de loi sur les contrats de garantie financière portant / transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière; /

modification du Code de commerce; / modification de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles; – modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier; – modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières; – abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension; – abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie
Rapporteur: Monsieur Norbert Haupert
Commission des Finances et du Budget
Dépôt: Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 25.11.2003
Loi du 5 août 2005. Mémorial A, N°128, p.2212

90) 12.07.2005 **5254** Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses
Rapporteur: Monsieur Ali Kaes
Commission du Travail et de l'Emploi
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 01.12.2003
Loi du 3 août 2005. Mémorial A, N°146, p.2556

91) 12.07.2005 **5293** Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002
Rapporteur: Monsieur François Maroldt
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 29.01.2004
Loi du 31 juillet 2005. Mémorial A, N°144, p.2542

92) 12.07.2005 **5363** Projet de loi portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes
Rapporteur: Monsieur Patrick Santer
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre délégué aux Communications, le 09.07.2004
Loi du 31 juillet 2005. Mémorial A, N°145, p.2550

93) 12.07.2005 **5371** Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen
Rapporteur: Madame Marie-Josée Frank
Commission de la Famille, de l'Egalité des chances et de la Jeunesse
Dépôt: Madame Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004
Loi du 19 août 2005. Mémorial A, N°151, p.2601

94) 13.07.2005 **4513** Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998
Rapporteur: Monsieur Roger Negri
Commission de l'Environnement
Dépôt: Monsieur Jacques F. Poos, Ministre des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de la Coopération, le 26.01.1999
Loi du 31 juillet 2005. Mémorial A, N°148, p.2568

95) 13.07.2005 **4766** Projet de loi concernant le sport et portant a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés; b) modification du code des assurances sociales; c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
Rapporteur: Monsieur Alex Bodry
Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Sports
Dépôt: Madame Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 13.02.2001
Loi du 3 août 2005. Mémorial A, N°131, p.2270

96) 14.07.2005 **5338** Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales
Rapporteur: Monsieur John Castegnaro
Commission de l'Education nationale et de la Formation professionnelle
Dépôt: Madame Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 04.05.2004
Loi du 10 août 2005. Mémorial A, N°132, p.2278

97) 14.07.2005 **5408** Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal; b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail; c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Rapporteur: Madame Nelly Stein
Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture
Dépôt: Monsieur François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Monsieur Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 29.11.2004
Loi du 19 août 2005. Mémorial A, N°149, p.2584

98) 14.07.2005 **5476** Projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg
Rapporteur: Monsieur Marcel Sauber
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 23.05.2005
Loi du 3 août 2005. Mémorial A, N°140, p.2507

99) 14.07.2005 **5477** Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck
Rapporteur: Monsieur Ali Kaes
Commission des Travaux publics
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 23.05.2005
Loi du 3 août 2005. Mémorial A, N°140, p.2507

100) 14.07.2005 **5486** Projet de loi modifiant et complétant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'Etat ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat, b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2005
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications
Dépôt: Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 30.06.2005
Loi du 21 août 2005. Mémorial A, N°138, p.2474

Propositions de révision de la Constitution

1) 26.10.2004 **4754** Proposition de loi portant 1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution; 2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution
Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 24.01.2001
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Loi du 19 novembre 2004 Mémorial A, N°186, p.2784

2) 16.06.2005 **5414** Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution
Dépôt: Monsieur Paul-Henri Meyers, le 09.12.2004
Rapporteur: Monsieur Paul-Henri Meyers
Loi du 21 juin 2005. Mémorial A, N°87, p.1638

Divers

1) 04.08.2004 **5368** Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés
Dépôt: Monsieur Michel Wolter, le 03.08.2004
Rapporteur: Monsieur Michel Wolter
Commission du Règlement

2) 01.06.2005 **5470** Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2003
Rapporteur: Monsieur Henri Grethen
Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes

La Salle des Séances – Session 2005-2006

Gouvernement


Angel
Marc


Diederich
Fernand


Castegnaro
John


Dall'Agnol
Claudia


Negri
Roger


Schreiner
Roland


Spautz
Vera


Bettel
Xavier


Goerens
Charles


Bettendorf
Niki


Helminger
Paul


Calmes
Emile


Henckes
Jacques-Yves


Jaerling
Aly


Scheuer
Jos


Schneider
Romain


Err
Lydie


Fayot Ben
Président du groupe parlementaire


Bodry
Alex


Mutsch
Lydia


Klein
Jean-Pierre


Wagner
Carlo


Meisch
Claude


Grethen Henri
Président du groupe parlementaire


Brasseur
Anne


Flesch
Colette


Koepp
Jean-Pierre


Gibéryen Gast
Président du groupe parlementaire


Mehlen
Robert


Sunnen
Fred


Glesener
Marcel


Meyers
Paul-Henri


Schank
Marco


Haupert
Norbert


Wolter Michel
Président du groupe parlementaire


Clement
Lucien


Santer
Patrick


Mosar
Laurent


Frank
Marie-Josée


Spautz
Marc

Arendt
Nancy

Bausch François
Président du groupe parlementaire

Loschetter
Viviane

Huss
Jean

Schaaf
Jean-Paul

Hetto-Gaasch
Françoise

Maroldt
François

Thiel
Lucien

Sauber
Marcel

Andrich-Duval
Sylvie

Gantenbein-Koullen
Marie-Thérèse

Kaes
Ali

Stein-Mergen
Martine

Oberweis
Marcel

Doerner
Christine

Braz
Felix

Adam
Claude

Kox
Henri

Gira
Camille

Orateur

Présidence

Reiter Benoît
Secrétaire Général adjoint

Weiler Lucien
Président

Frieseisen Claude
Secrétaire Général

Les moments forts de la session parlementaire 2004-2005



XXXIIIe COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires) organisée à Luxembourg dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE (17. & 18.05.2005)



À l'approche du référendum, trois auditions publiques avaient été organisées par la Chambre des Députés permettant à la société civile de s'exprimer sur le projet de Traité constitutionnel



Ouverture de la session ordinaire 2004-2005 par S.A.R. le Grand-Duc Henri (12.10.2004)



Séance solennelle de commémoration en l'honneur de S.A.R. Madame la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte (14.01.2005)



Visite du Premier Ministre de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan à la Chambre des Députés (17.11.2004)



Les treize réunions d'information dans les différentes régions du pays au sujet du projet de Traité constitutionnel ont attiré plus de 3.000 citoyen(ne)s intéressé(e)s



Première rencontre parlementaire sur la stratégie de Lisbonne, coprésidée par MM. Josep Borrell, Président du Parlement européen et Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés (16. & 17.03.2005 à Bruxelles)

Compte rendu des séances publiques
N° 1 – Session ordinaire 2004-2005

1re séance, mardi 12 octobre 2004
2e séance, mardi 26 octobre 2004
3e séance, mercredi 27 octobre 2004
4e séance, jeudi 28 octobre 2004

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Feierlech Ouverture vun der parlamentarescher Sessioun 2004-2005



(Photo: SIP)

Esou wéi eis Verfassung et virgesäit a virschreift, ass déi nei parlamentaresch Sessioun - also d'Aarbechtsjoer 2004-2005 vum Parlament - den zweeten Dënschdeg am Oktober opgemaach ginn. Well et sech ëm déi éischt ordinaire Sessioun vun där neier Chamber handelt, déi aus de Wahle vum 13. Juni ervirgaang ass, huet de Grand-Duc Henri drop gehal, dat neit Aarbechtsjoer perséinlech opzemaachen an d'Sessioun also net - wéi gewéinlech - duerch de Statsminister a Sengem Numm opmaachen ze loossen.

A Begleedung vun der Grande-Duchesse Maria Teresa koum eise Statschef den 12. Oktober an d'Chamber, fir déi parlamentaresch Aarbechten am Kader vun enger feierlecher Sëtzung offiziell anzelauden a fir den Deputéierten an engems e puer Gedanke mat op de Wee ze ginn. A Senger Ried - där hire Wuertlaut Der op der Säit 1 an dësem Compte rendu noliese kënnt - huet de Grand-Duc eng Rei Punkten opgezielt, déi - aus Senger Siicht - derwäert wären, fir an deenen nächste fënnef Joer ugepaakt ze ginn.

Mat Senger perséinlecher Presenz huet de Grand-Duc och dokumentéiert, datt Hien en Deel vum legislative Pouvoir ass: Kee Gesetz - souguer wann et eestëmmeg guttgeheescht ginn ass - kann a Kraaft trieden, ier et vum Groussherzog ënnerschriwwe ginn ass. D'Signature vun eisem Statschef an déi uschléissend Publicatioun vum Gesetz am Mémorial schléissen dee legislative Prozess also eréischt richteg of.

D'Sessioun 2004-2005 ass - no där vun 2001-2002 - schonn déi zweet, déi de Grand-Duc Henri perséinlech opgemaach huet. Déi feierlech Sëtzung vum 12. Oktober 2004 ass integral op Chamber-TV iwwerdroe ginn.



(Photo: SIP)



(Photo: SIP)

Visite d'une délégation parlementaire portugaise

Intégration et double nationalité



(Photo: Tom Wagner)

La délégation parlementaire accompagnant le Président de la République portugaise au cours de sa Visite d'État à Luxembourg a été reçue à la Chambre des Députés en date du 28 septembre 2004. Au cours d'un entretien avec la délégation luxembourgeoise - composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération - il a surtout été question de deux sujets: l'intégration de la communauté portugaise au Grand-Duché ainsi que l'introduction imminente du principe de la double nationalité dans la législation luxembourgeoise.

Les parlementaires luxembourgeois ont porté des jugements personnels très différenciés sur l'état d'intégration des citoyens portugais au pays. Très positif pour les uns, il l'est beaucoup moins pour d'autres qui estiment que la faute en incombe et à un manque de flexibilité du système scolaire luxembourgeois et au manque de ressources déployées par les instances portugaises afin de favoriser l'intégration de leurs concitoyens.

La double nationalité n'a pas donné lieu à des observations particulières du côté de la délégation portugaise. Les parlementaires luxembourgeois ont annoncé à leurs collègues que le projet de loi y relatif - annoncé dans le programme gouvernemental - sera probablement introduit peu après la Présidence luxembourgeoise de l'UE et qu'il pourrait compter sur un accord de principe de la part de quatre des cinq partis représentés au Parlement luxembourgeois. La classe politique portugaise ne semble pas y voir d'inconvénients, sachant que de toute façon - selon la Constitution - un Portugais ne peut jamais renoncer à sa nationalité d'origine.

Avant la réunion des deux délégations, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, avait été reçu en audience par le Président de la République portugaise, S.E. M. Jorge Sampaio au Palais Grand-Ducal (photo ci-dessus). Un sujet qui y a été abordé parmi d'autres fut celui des référendums sur la future Constitution européenne. Tandis que le Luxembourg a déjà annoncé son intention de soumettre le texte au vote des électeurs, le Portugal est apparemment sur le point d'en faire de même.

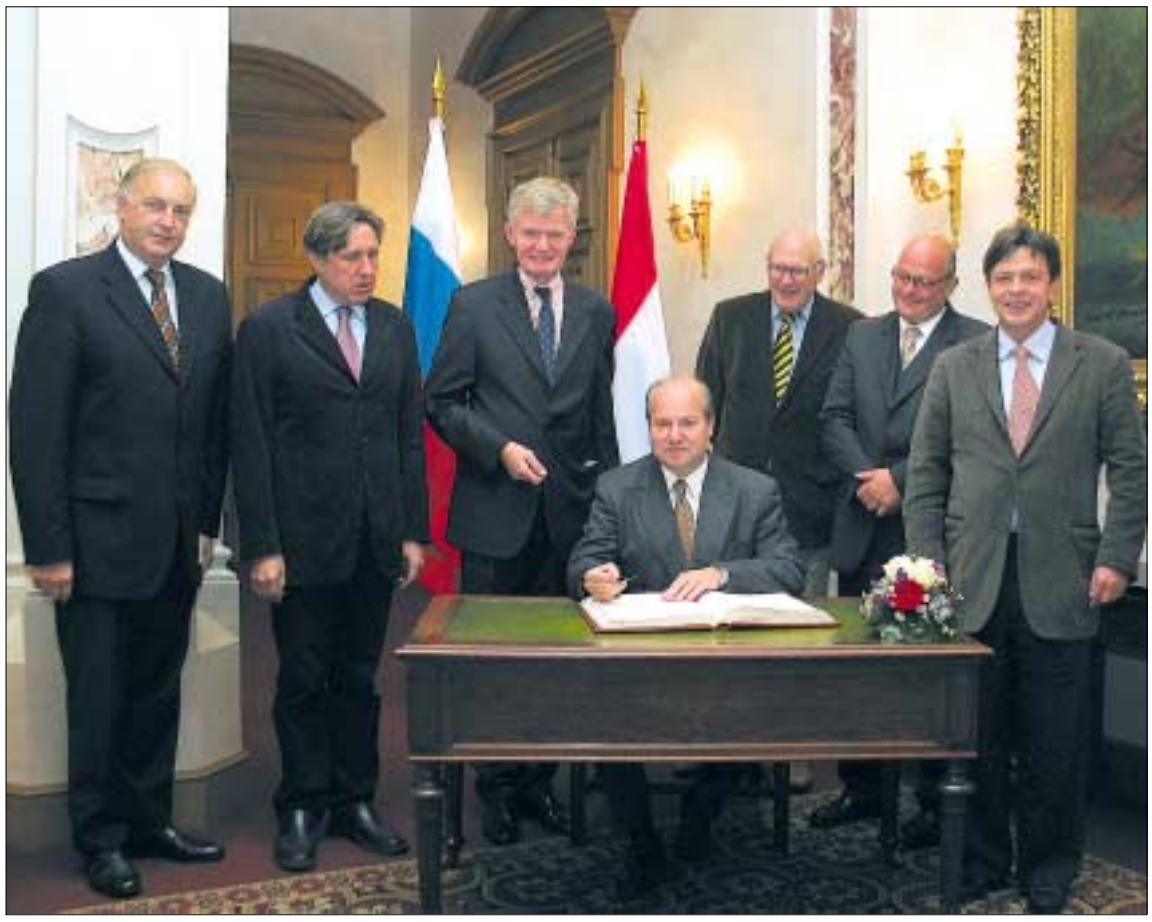
Pendant les entretiens, la délégation luxembourgeoise, présidée par M. Lucien Weiler, était composée de MM. Jos Scheuer et Laurent Mosar, vice-présidents, Henri Grethen, Marcel Glesener, Robert Mehlen, Jacques-Yves Henckes, Xavier Bettel et Felix Braz, membres de la Chambre des Députés (le dernier cité étant d'ailleurs le premier député luxembourgeois d'origine portugaise).



Les délégations portugaise et luxembourgeoise

Visite de M. Likhatchev

Renforcer l'échange parlementaire



Lors de la signature du Livre d'or, M. Vasily Likhatchev est entouré de MM. Charles Goerens, François Bausch, Ben Fayot, Norbert Haupert, Marc Angel et Jacques-Yves Henckes (de gauche à droite)

En visite à la Chambre des Députés en date du 15 octobre, le Président du Groupe de Coopération du Conseil de la Fédération de l'Assemblée Fédérale de la Fédération de Russie avec les Parlements de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg, M. Vasily Likhatchev, a plaidé pour une intensification des liens et échanges entre la Chambre haute russe et les parlements des pays du Benelux.

Au cours de ses entretiens avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Likhatchev a proposé le modèle d'une coopération certes régulière, mais sans être trop formalisée.

D'autres sujets abordés au cours de la réunion furent la situation en Tchétchénie et la menace du terrorisme international. Finalement il a été question des systèmes électoraux au Luxembourg et en Russie et des différentes cultures démocratiques qui en découlent.

La délégation luxembourgeoise présidée par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, se composait par ailleurs de MM. Charles Goerens, François Bausch, Jacques-Yves Henckes, Norbert Haupert et Marc Angel.

111e Assemblée de l'UIP à Genève

Iraq, non-prolifération des ADM, biodiversité et Beijing plus dix

Des parlementaires de 140 Parlements ont assisté à la 111e Assemblée de l'UIP (Union interparlementaire) qui s'est déroulée à Genève du 28 septembre au 1er octobre 2004. La délégation luxembourgeoise était composée de M. Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés, et de MM. Lucien Clement, François Bausch et Robert Mehlen, membres du Bureau.

Sur proposition de la délégation iranienne, avec l'appui du groupe géopolitique Asie-Pacifique, les quelque 500 parlementaires ont discuté de la situation alarmante en Iraq et de la nécessité d'une action parlementaire pour y restaurer la paix et la sécurité. Les représentants des différents Parlements ont plus particulièrement encouragé les Nations Unies à recourir à l'expertise de l'UIP lors des conférences internationales consacrées au rétablissement de la démocratie en Iraq. L'UIP propose d'ailleurs d'assister ledit pays dans l'établissement et la consolidation de l'institution parlementaire et d'aider le nouveau Parlement iraqien au cours de l'élaboration de la nouvelle Constitution.

Lors de leurs débats, les représentants parlementaires se sont aussi intéressés au rôle des parlements dans le renforcement des mécanismes multilatéraux de non-prolifération des armements et de désarmement à la lumière des nouveaux défis qui se posent en matière de sécurité ainsi qu'au rôle des parlements pour préserver la biodiversité. Les représentants des différents Parlements ont par ailleurs évalué les progrès réalisés depuis la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est déroulée en septembre 1995 à Beijing, et insistent notamment sur une présence renforcée des femmes au niveau des partis politiques grâce à l'introduction de quotas.

Les parlementaires ont également suivi une conférence sur le respect du droit international humanitaire et ont pu profiter de l'occasion pour discuter notamment avec le Président du Comité international de la Croix Rouge, M. Jakob Kellenberger.



(de gauche à droite) M. Robert Mehlen, M. François Bausch, M. Lucien Clement, M. Niki Bettendorf, M. Alphonse Berns, Représentant permanent du Luxembourg auprès de l'Office des Nations Unies, de l'Organisation Mondiale du Commerce et des Organisations Internationales à Genève, M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint de la Chambre des Députés

La COSAC s'intéresse au principe de subsidiarité

M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors d'une réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes), qui s'est déroulée le 13 septembre 2004 à La Haye.

Les parlementaires des États membres de l'Union européenne et des pays candidats ont préparé la XXXIIe COSAC qui se déroulera les 22 et 23 novembre 2004 à La Haye. Lors de ladite réunion, les représentants parlementaires discuteront entre autres sur leur nouveau rôle dans le contrôle du respect du principe de subsidiarité, en particulier le mécanisme d'alerte précoce introduit dans le Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé à la Constitution européenne. Aux termes du Protocole, tout Parlement national d'un État membre peut, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Dans le cas où un tiers des Parlements concluent au non-respect du principe de subsidiarité, le projet de la Commission européenne doit être réexaminé.



Les parlementaires profiteront également de la réunion de novembre pour échanger leurs points de vues sur le calendrier des ratifications de la Constitution et l'éventuel recours à un référendum dans les différents États membres de l'Union.

A noter que la XXXIIIe COSAC, ainsi que la réunion préparatoire des Présidents des délégations, seront organisées sous présidence luxembourgeoise.

Politique européenne de Sécurité et de Défense (PESD)

Plaidoyer pour un rôle renforcé des Parlements nationaux



M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la conférence des présidents des Commissions parlementaires des affaires étrangères des parlements de l'UE, du Parlement européen et des parlements de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Croatie et de la Turquie, qui s'est déroulée du 30 septembre au 1er octobre 2004 à La Haye.

Lors de leurs entretiens, les parlementaires ont procédé à un échange de vues avec M. Javier Solana, Haut Représentant de l'Union européenne pour la PESC et ont obtenu des explications de M. Bernard Bot, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, sur les progrès de la PESC et de la PESD sous présidence néerlandaise. Les Présidents se sont par ailleurs intéressés à la position des pays en voie de développement dans le cadre des négociations de l'OMC.

Les représentants des Parlements ont également décidé de poursuivre leurs efforts pour améliorer le contrôle parlementaire de la PESD en renforçant leur coopération et en mettant en place un mécanisme qui permettrait aux Parlements d'être mieux informés dans ce domaine.

A noter que la prochaine réunion des Présidents des Commissions des Affaires étrangères sera organisée sous présidence luxembourgeoise en 2005.

Le nonce apostolique à la Chambre des Députés



La situation de l'Église catholique en Afrique et ses défis à travers le monde ainsi que la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE au cours du premier semestre de 2005: voilà les deux grands sujets abordés le 19 octobre au cours d'un entretien du Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, avec le nonce apostolique, Monseigneur Karl-Josef Rauber.

L'«ambassadeur» du Vatican pour la Belgique et le Luxembourg, fin connaisseur de la situation en Afrique après y avoir passé huit ans de sa carrière diplomatique, a évoqué plus particulièrement les situations difficiles des Églises catholiques au Soudan et au Burundi.

Évidemment, à 73 jours du début de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE, il fut également question des grands sujets de l'actualité européenne. Le nonce apostolique a dit avoir «pleine confiance que la Présidence luxembourgeoise sera couronnée de succès».

Finalement, le Président Lucien Weiler a chargé le nonce apostolique de transmettre les meilleurs vœux du Parlement luxembourgeois à Sa Sainteté le Pape Jean Paul II.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

«Une nécessité absolue»

«La lutte contre le terrorisme est une nécessité absolue pour assurer la sécurité. Il est impossible de nier toutefois que le terrorisme ait aussi une dimension politique et les pays occidentaux doivent relever ce double défi de l'exclusion politique et sociale qui frappe non seulement des millions de défavorisés mais aussi des jeunes gens éduqués. Il faut répondre à l'attente de ceux qui veulent une société moins matérialiste et une distribution plus équitable du bien-être. Cette réponse ne saurait être imposée d'en haut, elle doit être construite par tous.»

Telles quelques-unes des phrases clés prononcées par Lord Judd lors du débat d'urgence sur le défi du terrorisme dans les États membres du Conseil de l'Europe, débat d'urgence qui figurait à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui a tenu la quatrième partie de sa session ordinaire de 2004 du 4 au 8 octobre à Strasbourg.

Étaient présents à cette session tous les membres de la nouvelle délégation luxembourgeoise constituée après les élections législatives du 13 juin 2004, à savoir: M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membre; M. Norbert Haupert, Mme Anne Brasseur et M. Jean Huss, suppléants.

Aussi M. Marcel Glesener continue-t-il son mandat de Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille, mandat qui a débuté en janvier 2004.

L'Assemblée a écouté les discours de Mme Gertrude Mongella, Présidente du Parlement panafricain, M. Terry Davis, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et M. Supachai Panitchpakdi, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

Les principaux sujets à l'ordre du jour des huit séances étaient le rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente; le programme de Doha pour le développement: le commerce mondial à la croisée des chemins; le fonctionnement des institutions démocratiques en Serbie-Monténégro; la mise en œuvre de la Résolution 1358 (2004) sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Azerbaïdjan; la stratégie européenne pour la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs; la participation des femmes aux élections; l'OCDE et l'économie mondiale avec une intervention de M. Herwig Schlögl, Secrétaire général adjoint de l'OCDE; la mise en œuvre des Résolutions 1361 et 1374 sur le respect des obligations et engagements de l'Arménie; le réchauffement climatique: au-delà de Kyoto; de nouveaux concepts pour évaluer l'état de développement démocratique; une campagne pour lutter contre la violence domestique à l'encontre des femmes en Europe; l'éducation à l'Europe et les tendances en matière de population en Europe et leur sensibilité aux mesures des pouvoirs publics.

La matinée du jeudi 7 octobre était réservée à la situation politique, humanitaire et des droits de l'homme en Tchétchénie, débats au cours desquels sont intervenus M. Alvaro Gil-Robles, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, et M. Alou Alkhanov, Président de la République tchétchène. Un débat d'actualité sur les relations entre la Géorgie et la Fédération de Russie figurait également à l'ordre du jour.

En dehors de la communication de M. Jan Petersen, Ministre des Affaires étrangères de la Norvège et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté l'allocution de S.A.S. le Prince Héréditaire Albert de Monaco dans le cadre de l'adhésion de Monaco comme 46e pays à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, l'allocution de M. Giovanni Di Stasi, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe et un discours de M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier Ministre de la Turquie.

Il faut retenir aussi qu'au titre de la Slovaquie, M. Jan Sikuta fut élu Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme à compter du 1er novembre 2004 jusqu'au 31 octobre 2010.

L'Assemblée a adopté une série de recommandations, de directives et de résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.



(de gauche à droite) M. Charles Goerens, Mme Lydie Err, M. Norbert Haupert, M. Marcel Glesener, M. Jean Huss, Mme Anne Brasseur

Prises de contact

Suite à son entrée en fonction, le nouveau Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a tenu à rencontrer des représentants des principales institutions du Grand-Duché.



Médiateur

La première prise de contact fut celle - en date du 1er septembre - avec le Médiateur M. Marc Fischbach au sujet des travaux de l'ombudsman rattaché à la Chambre des Députés.

M. Weiler s'est dit impressionné par le nombre important de réclamations soumises au Médiateur depuis le 1er mai 2004, date de la mise en place de la nouvelle institution. A ce jour, l'Ombudsman luxembourgeois - qui cherche à résoudre les litiges qui opposent les citoyen(ne)s à l'administration - a été saisi de 522 requêtes.

L'entrevue du Président de la Chambre avec le Médiateur a également porté sur un certain nombre de modalités d'exécution qui restent à être fixées dans un proche avenir par le Bureau de la Chambre des Députés.



Cour des Comptes

Le 16 septembre, M. Weiler s'est entretenu avec le Président de la Cour des Comptes, M. Norbert Hiltgen. Cinq ans après la mise en vigueur de la loi du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes, l'heure est à l'évaluation. Dans cet ordre d'idées les deux présidents ont discuté de l'opportunité d'éventuelles adaptations du texte législatif, notamment au niveau de la procédure de contrôle et d'une éventuelle extension des pouvoirs de contrôle de la Cour.

D'autres sujets abordés au cours de l'entrevue furent la question des locaux de la Cour ainsi que des questions procédurales en rapport avec les avis à émettre par la Cour des Comptes.



Conseil d'État

Le Président du Conseil d'État, M. Pierre Mores, fut le troisième et dernier interlocuteur du Président de la Chambre des Députés dans cette série d'entretiens avec des représentants des principales institutions luxembourgeoises. L'entrevue a eu lieu en date du 23 septembre 2004.

D'entrée, les deux présidents ont tenu à souligner la complémentarité qui caractérise le partenariat de leurs institutions dans le cadre de la procédure législative, sachant que la Chambre ne saurait procéder au vote d'un projet de loi sans que le Conseil d'État n'ait émis un avis. Sachant également que, bien avant, le Parlement tient souvent compte des remarques et observations dudit Conseil.

Un point abordé plus en détail a été celui de l'organisation des travaux du Conseil d'État face à une charge de travail croissante due et au volume et à la complexité des projets de textes normatifs dont il est saisi. Dans ce contexte, la volonté exprimée par le nouveau Gouvernement de doter le Conseil d'État de moyens supplémentaires a été saluée par les deux présidents. D'après le programme gouvernemental, le nombre de membres de la Haute Corporation devrait être porté de 21 à 27 au cours de cette législature.

MM. Weiler et Mores ont encore discuté du droit du Conseil d'État de formuler dans le contexte de ses avis des oppositions formelles. Le Président de la Chambre a estimé que l'économie des textes légaux ainsi que la vocation du Conseil d'État limiteraient ce droit aux questions de conformité des dispositions proposées avec la Constitution, les conventions et traités internationaux et avec les principes généraux de droit.

Finalement les deux présidents ont convenu de rester en dialogue régulier.

Assermentation de trois fonctionnaires de la Chambre des Députés



(de gauche à droite) M. Benoît Reiter, Mme Juliette Ludwig, M. Claude Frieseisen, Mme Tania Tennina, M. Carlo Linden

C'est en jurant «fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État» et en promettant de «remplir mes fonctions avec intégrité, exactitude et impartialité» que - conformément à l'article 5 du statut des fonctionnaires de la Chambre des Députés - trois nouveaux fonctionnaires du Greffe ont été assermentés le 14 octobre 2004 par le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen. L'assermentation de Mmes Juliette Ludwig (rédactrice), Tania Tennina (attachée) et de M. Carlo Linden (attaché) a eu lieu en présence du Secrétaire général adjoint M. Benoît Reiter.



www.avenir-europe.lu

de Lëtzebuerger Site
iwwert den EU-Konvent

Composition des Commissions réglementaires, permanentes et spéciales (28.10.2004)

COMMISSIONS RÉGLEMENTAIRES

Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire

Président:	Grethen Henri (DP)	
Vice-Présidents:	Wolter Michel (CSV)	
	Bodry Alex (LSAP)	
Membres:	CSV:	Clement Lucien, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP:	Castegnaro John, Fayot Ben
	DP:	Flesch Colette
	DÉI GRÉNG:	Bausch François
	ADR:	Mehlen Robert

Commission des Pétitions

Président:	Gira Camille (DÉI GRÉNG)	
Vice-Présidents:	Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse (CSV)	
	Err Lydie (LSAP)	
Membres:	CSV:	Doerner Christine, Santer Patrick, Schank Marco
	LSAP:	Diederich Fernand, Spautz Vera
	DP:	Bettel Xavier, Brasseur Anne
	ADR:	Koepp Jean-Pierre

Commission du Règlement

Président:	Gibéryen Gast (ADR)	
Vice-Présidents:	Santer Patrick (CSV)	
	Angel Marc (LSAP)	
Membres:	CSV:	Glesener Marcel, Stein Nelly, Wolter Michel
	LSAP:	Fayot Ben, Schreiner Roland
	DP:	Bettel Xavier, Flesch Colette
	DÉI GRÉNG:	Bausch François

COMMISSIONS PERMANENTES

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

Président:	Fayot Ben (LSAP)	
Vice-Présidents:	Glesener Marcel (CSV)	
	Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV:	Arendt Nancy, Haupert Norbert, Mosar Laurent
	LSAP:	Angel Marc, Err Lydie
	DP:	(remplaçants: Bettel Xavier pour les volets Défense et Coopération; Helminger Paul pour les volets Affaires étrangères et Affaires européennes)
	DÉI GRÉNG:	Bausch François (remplaçants: Braz Felix pour le volet Immigration, Huss Jean pour le volet Coopération)
	ADR:	Henckes Jacques-Yves (remplaçant: Koepp Jean-Pierre pour le volet Défense)

Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

Président:	Schank Marco (CSV)	
Vice-Présidents:	Klein Jean-Pierre (LSAP)	
	Helminger Paul (DP)	
Membres:	CSV:	Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Maroldt François, Sunnen Fred
	LSAP:	Diederich Fernand, Mutsch Lydia
	DP:	Calmes Emile
	DÉI GRÉNG:	Gira Camille
	ADR:	Jaerling Aly

Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Président:	Oberweis Marcel (CSV)	
Vice-Présidents:	Schneider Romain (LSAP)	
	Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV:	Clement Lucien, Frank Marie-Josée, Schaaf Jean-Paul
	LSAP:	Klein Jean-Pierre, Scheuer Jos
	DP:	Wagner Carlo
	DÉI GRÉNG:	Kox Henri
	ADR:	Mehlen Robert

Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Président:	Haupert Norbert (CSV)	
Vice-Présidents:	Spautz Vera (LSAP)	
	Grethen Henri (DP)	
Membres:	CSV:	Clement Lucien, Hetto-Gaasch Françoise, Sauber Marcel
	LSAP:	Dall'Agnol Claudia, Scheuer Jos
	DP:	Calmes Emile
	DÉI GRÉNG:	Kox Henri
	ADR:	Koepp Jean-Pierre (remplaçant: Henckes Jacques-Yves pour le volet Logement)

Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

Président:	Bodry Alex (LSAP)	
Vice-Présidents:	Sauber Marcel (CSV)	
	Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV:	Hetto-Gaasch Françoise, Spautz Marc, Stein-Mergen Martine
	LSAP:	Castegnaro John, Scheuer Jos
	DP:	Grethen Henri (remplaçant: Brasseur Anne pour le volet Sports)
	DÉI GRÉNG:	Kox Henri (remplaçant: Huss Jean pour le volet Sports)
	ADR:	Mehlen Robert (remplaçant: Koepp Jean-Pierre pour le volet Sports)

Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Président:	Scheuer Jos (LSAP)	
Vice-Présidents:	Stein Nelly (CSV)	
	Brasseur Anne (DP)	
Membres:	CSV:	Gantenbein-Koullen Marie-Thérèse, Maroldt François, Sunnen Fred
	LSAP:	Castegnaro John, Diederich Fernand
	DP:	Meisch Claude
	DÉI GRÉNG:	Adam Claude (remplaçante: Loschetter Viviane pour le volet Formation professionnelle)
	ADR:	Henckes Jacques-Yves

Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Président:	Sunnen Fred (CSV)	
Vice-Présidents:	Fayot Ben (LSAP)	
	Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV:	Oberweis Marcel, Stein Nelly, Thiel Lucien
	LSAP:	Dall'Agnol Claudia, Mutsch Lydia
	DP:	Brasseur Anne
	DÉI GRÉNG:	Adam Claude (remplaçants: Huss Jean pour le volet Recherche, Loschetter Viviane pour le volet Culture)
	ADR:	Henckes Jacques-Yves

Commission de l'Environnement

Président:	Negri Roger (LSAP)	
Vice-Présidents:	Oberweis Marcel (CSV)	
	Gira Camille (DÉI GRÉNG)	
Membres:	CSV:	Schaaf Jean-Paul, Schank Marco, Stein-Mergen Martine
	LSAP:	Angel Marc, Schneider Romain
	DP:	Calmes Emile, Goerens Charles
	ADR:	Mehlen Robert

Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Président:	Frank Marie-Josée (CSV)	
Vice-Présidents:	Dall'Agnol Claudia (LSAP)	
	Meisch Claude (DP)	
Membres:	CSV:	Arendt Nancy, Hetto-Gaasch Françoise, Schaaf Jean-Paul
	LSAP:	Angel Marc, Spautz Vera
	DP:	Bettel Xavier
	DÉI GRÉNG:	Adam Claude (remplaçante: Loschetter Viviane pour le volet Égalité des chances)
	ADR:	Jaerling Aly

Commission des Finances et du Budget

Président:	Mosar Laurent (CSV)	
Vice-Présidents:	Mutsch Lydia (LSAP)	
	Goerens Charles (DP)	
Membres:	CSV:	Haupert Norbert, Thiel Lucien, Wolter Michel
	LSAP:	Fayot Ben, Negri Roger
	DP:	Meisch Claude
	DÉI GRÉNG:	Bausch François
	ADR:	Gibéryen Gast (remplaçant: Henckes Jacques-Yves pour le volet Place financière)

Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications

Président:	Thiel Lucien (CSV)	
Vice-Présidents:	Diederich Fernand (LSAP)	
	Bettendorf Niki (DP)	
Membres:	CSV:	Maroldt François, Meyers Paul-Henri, Santer Patrick
	LSAP:	Klein Jean-Pierre, Schreiner Roland
	DP:	Grethen Henri
	DÉI GRÉNG:	Adam Claude (remplaçant: Braz Felix pour le volet Media et Communications)
	ADR:	Gibéryen Gast

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Président:	Meyers Paul-Henri (CSV)	
Vice-Présidents:	Bodry Alex (LSAP)	
	Flesch Colette (DP)	
Membres:	CSV:	Doerner Christine, Santer Patrick, Sauber Marcel
	LSAP:	Err Lydie, Negri Roger
	DP:	Helminger Paul
	DÉI GRÉNG:	Braz Felix
	ADR:	Henckes Jacques-Yves

Commission juridique

Président:	Santer Patrick (CSV)	
Vice-Présidents:	Err Lydie (LSAP)	
	Bettel Xavier (DP)	
Membres:	CSV:	Doerner Christine, Meyers Paul-Henri, Mosar Laurent
	LSAP:	Bodry Alex, Klein Jean-Pierre
	DP:	Flesch Colette
	DÉI GRÉNG:	Braz Felix
	ADR:	Henckes Jacques-Yves

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Présidente:	Mutsch Lydia (LSAP)	
Vice-Présidents:	Stein-Mergen Martine (CSV)	
	Bettendorf Niki (DP)	
Membres:	CSV:	Arendt Nancy, Frank Marie-Josée, Meyers Paul-Henri
	LSAP:	Dall'Agnol Claudia, Schneider Romain
	DP:	Wagner Carlo
	DÉI GRÉNG:	Huss Jean (remplaçant: Bausch François pour le volet Sécurité sociale)
	ADR:	Jaerling Aly

Commission des Transports

Président:	Schreiner Roland (LSAP)	
Vice-Présidents:	Spautz Marc (CSV)	
	Braz Felix (DÉI GRÉNG)	
Membres:	CSV:	Kaes Ali, Schaaf Jean-Paul, Schank Marco
	LSAP:	Angel Marc, Negri Roger
	DP:	Grethen Henri, Helminger Paul
	ADR:	Koepp Jean-Pierre

Commission du Travail et de l'Emploi

Président:	Glesener Marcel (CSV)	
Vice-Présidents:	Castegnaro John (LSAP)	
	Bettendorf Niki (DP)	
Membres:	CSV:	Kaes Ali, Spautz Marc, Wolter Michel
	LSAP:	Schneider Romain, Spautz Vera
	DP:	Calmes Emile
	DÉI GRÉNG:	Loschetter Viviane
	ADR:	Jaerling Aly

Commission des Travaux publics

Président:	Clement Lucien (CSV)	
Vice-Présidents:	Scheuer Jos (LSAP)	
	Calmes Emile (DP)	
Membres:	CSV:	Kaes Ali, Sauber Marcel, Stein Nelly
	LSAP:	Diederich Fernand, Schreiner Roland
	DP:	Brasseur Anne
	DÉI GRÉNG:	Loschetter Viviane
	ADR:	Mehlen Robert

Assemblées parlementaires internationales

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

Membres effectifs:
M. Marcel Glesener (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:
M. Norbert Haupert (CSV)
Mme Anne Brasseur (DP)
M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Gast Gibéryen (ADR) de 2007 à 2009

Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO)

Membres effectifs:
M. Marcel Glesener (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Charles Goerens (DP)

Membres suppléants:
M. Norbert Haupert (CSV)
Mme Anne Brasseur (DP)
M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Jacques-Yves Henckes (ADR) de 2007 à 2009

Assemblée parlementaire de l'OSCE

Membres effectifs:
M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office de l'OSCE
M. Patrick Santer (CSV)
M. Alex Bodry (LSAP)
M. Paul Helminger (DP)
M. Jean Huss (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Aly Jaerling (ADR) de 2007 à 2009

Membres suppléants:
M. Marcel Sauber (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Niki Bettendorf (DP)
Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG) de 2004 à 2007
M. Gast Gibéryen (ADR) de 2007 à 2009

Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO)

Membres effectifs:
M. Marc Spautz (CSV)
M. Marc Angel (LSAP)
Mme Colette Flesch (DP)

Membres suppléants:
M. Fred Sunnen (CSV)
Mme Lydia Mutsch (LSAP)
(DÉI GRÉNG) de 2006 à 2009 – à définir plus tard
M. Jean-Pierre Koepp (ADR) de 2004 à 2006

Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne (Euromed)

Membres effectifs:
Mme Martine Stein-Mergen (CSV)
Mme Lydie Err (LSAP)
M. Emile Calmes (DP)

Membres suppléants:
Mme Christine Doerner (CSV)
Mme Viviane Loschetter (DÉI GRÉNG)
M. Jacques-Yves Henckes (ADR)

Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF)

Membres effectifs:
M. Lucien Weiler (CSV), Président de la section luxembourgeoise
M. Jos Scheuer (LSAP)
M. Michel Wolter (CSV)
M. Henri Grethen (DP)

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

Membres effectifs:
Mme Marie-Josée Frank (CSV)
Mme Nelly Stein (CSV)
Mme Lydia Mutsch (LSAP)
M. Roger Negri (LSAP)
M. Xavier Bettel (DP)
M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)
M. Jean-Pierre Koepp (ADR)

Membres suppléants:
M. Marco Schank (CSV)
M. Jean-Paul Schaaf (CSV)
M. Marc Angel (LSAP)
M. Fernand Diederich (LSAP)
M. Emile Calmes (DP)
M. Felix Braz (DÉI GRÉNG)
M. Aly Jaerling (ADR)

Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

Membres effectifs:
M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI
M. François Maroldt (CSV)
M. Ali Kaes (CSV)
M. Romain Schneider (LSAP)
Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP)
M. Xavier Bettel (DP)
M. Aly Jaerling (ADR)

Membres suppléants:
M. Lucien Thiel (CSV)
M. Marcel Oberweis (CSV)
Mme Vera Spautz (LSAP)
M. Roland Schreiner (LSAP)
M. Henri Grethen (DP)
(DÉI GRÉNG) de 2006 à 2009 – à définir plus tard
M. Gast Gibéryen (ADR) de 2004 à 2006

Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

M. Laurent Mosar (CSV)
M. Ben Fayot (LSAP)
M. Paul Helminger (DP)
M. François Bausch (DÉI GRÉNG)
M. Gast Gibéryen (ADR)

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

NOUVELLES LOIS

Les textes votés n'auront force de loi qu'après avoir été promulgués et publiés au Mémorial.

4691 - Projet de loi

portant approbation

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II

Le présent projet de loi a pour objet l'approbation d'accords de réadmission de personnes en séjour irrégulier, conclus par les Gouvernements des pays du Benelux avec six États, à savoir la Bulgarie, la Croatie, l'Estonie, la Lettonie, la Lituanie et la Roumanie.

A noter qu'il est juridiquement impossible de renvoyer, de manière forcée, dans son pays d'origine un ressortissant d'un autre État en situation irrégulière au Luxembourg, sans avoir demandé au préalable l'accord du Gouvernement de l'autre pays. En l'absence d'un accord de réadmission ratifié, le Luxembourg a le droit de renvoyer dans son pays d'origine une personne en séjour irrégulier dans la mesure où les autorités luxembourgeoises et les autorités de l'autre État se sont préalablement mises d'accord sur le principe et les modalités du renvoi.

Les six accords facilitent ainsi les procédures de réadmission et renforcent la sécurité juridique, du fait que l'obligation de reprise ainsi que les conditions, modalités et délais de la réadmission sont fixés et connus dès le départ.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 21.07.2000

Rapporteur: M. Emile Calmes

Nouveau rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

27.11.2000	Désignation d'un rapporteur
02.02.2001	Renvoi de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense à la Commission juridique

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Paul Helminger, nouveau président: M. Ben Fayot):

20.11.2002	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et discussion du projet de loi
18.10.2004	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 28.10.2004

4754 - Proposition de loi

portant

1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;

2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution

La proposition de révision 4754 a pour objet de réviser différents articles de la Constitution à la suite d'une série d'arrêts de la Cour constitutionnelle concernant le pouvoir réglementaire et plus précisément

- la question de la conformité des règlements ministériels avec l'article 36 de la Constitution qui réserve au Grand-Duc le pouvoir de prendre des règlements pour l'exécution des lois;
- la question du champ d'action du pouvoir réglementaire du Grand-Duc dans les matières réservées à la loi par la Constitution;
- la question du pouvoir réglementaire d'un organe professionnel créé par la loi.

La proposition de révision sous rubrique vise à:

1) clarifier le pouvoir réglementaire du Grand-Duc dans les matières réservées à la loi par la Constitution: ainsi il est précisé à l'article 32 de la Constitution que «Dans les matières réservées à la loi par la Constitution, le Grand-Duc ne peut prendre des règlements et arrêtés qu'aux fins, dans les conditions et suivant les modalités spécifiées par la loi.»;

2) permettre au Grand-Duc de prendre les mesures qui s'imposent en cas de crise internationale: ainsi il est précisé au même article 32 que «Toutefois, en cas de crise internationale, le Grand-Duc peut, s'il y a urgence, prendre en toute matière des règlements, même dérogatoires à des dispositions légales existantes. La durée de validité de ces règlements est limitée à trois mois.»;

3) donner une base constitutionnelle au pouvoir réglementaire des membres du Gouvernement: ainsi il est précisé à l'article 76 de la Constitution que «Dans l'exercice du pouvoir lui attribué par les articles 36 et 37, alinéa 4 de la Constitution, le Grand-Duc peut, dans les cas qu'il détermine, charger les membres de son Gouvernement de prendre des mesures d'exécution.»;

4) donner une base constitutionnelle au pouvoir réglementaire des organes professionnels: ainsi il est précisé au paragraphe (6) de l'article 11 de la Constitution qu'«En matière d'exercice de la profession libérale elle (la loi) peut accorder à des organes professionnels dotés de la personnalité civile le pouvoir de prendre des règlements. La loi peut soumettre ces règlements à des procédures d'approbation, d'annulation ou de suspension, sans préjudice des attributions des tribunaux judiciaires ou administratifs.»;

5) donner une base constitutionnelle au pouvoir réglementaire des établissements publics créés par la loi: ainsi il est inséré dans la Constitution un article 108 bis nouveau prévoyant que «La loi peut créer des établissements publics, dotés de la personnalité civile, dont elle détermine l'organisation et l'objet. Dans la limite de leur spécialité le pouvoir de prendre des règlements peut leur être accordé par la loi qui peut en outre soumettre ces règlements à l'approbation de l'autorité de tutelle ou même en prévoir l'annulation ou la suspension en cas d'illégalité, sans préjudice des attributions des tribunaux judiciaires ou administratifs.».

A noter encore que l'article 36 de la Constitution qui réserve donc au Grand-Duc le pouvoir de prendre des règlements pour l'exécution des lois, est modifié en ce sens que la partie de phrase «sans pouvoir jamais ni suspendre les lois elles-mêmes, ni dispenser de leur exécution» est supprimée, de sorte que cet article se limitera dorénavant au texte suivant:

«Le Grand-Duc prend les règlements et arrêtés nécessaires pour l'exécution des lois.»

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 24.01.2001

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle (Président: M. Paul-Henri Meyers):

27.02.2002	Discussion
06.03.2002	Examen de l'avis du Conseil d'État (partie relative à l'article 37 de la Constitution)
20.03.2002	Continuation de l'examen de l'avis du Conseil d'État
17.04.2002	Continuation de l'examen du texte amendé par le Gouvernement
08.05.2002	Discussion, sur base du texte amendé proposé par le Gouvernement, des problèmes restant en suspens
29.05.2002	Examen d'une proposition de texte élaborée par le rapporteur
01.04.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
04.05.2004	Présentation et vote d'un projet de rapport
30.09.2004	Second vote constitutionnel selon la nouvelle procédure de révision prévue par l'article 114 révisé de la Constitution

Votes en séance publique:

1ère lecture: 12.05.2004

2nd vote constitutionnel: 26.10.2004

4938 - Projet de loi

portant règlement du compte général de l'exercice 2000

La loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État est entrée en vigueur en date du 1er janvier 2000. A l'article 99 de cette loi, il est toutefois prévu que les dispositions relatives à l'organisation et aux interventions de la Direction du contrôle financier ainsi que celles relatives aux nouvelles procédures d'engagement en matière de dépenses à respecter par l'ordonnateur n'entrent en vigueur qu'à partir du 1er janvier 2001. Par conséquent, le budget de l'État pour l'exercice 2000 a encore été exécuté sous le régime de la loi modifiée du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'État.

Les comptes généraux de l'exercice 2000 peuvent être résumés comme suit (en LUF):

A.– Recettes et dépenses ordinaires et extraordinaires

I. Recettes effectives du budget de l'exercice 2000
229.347.503.863

II. Dépenses effectives du budget de l'exercice 2000
229.259.602.466

III. Excédent de recettes du budget de l'exercice 2000
87.901.397

IV. Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 1999
20.212.406.083

V. Excédent de recettes à la clôture de l'exercice 2000
20.300.307.480

B.– Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre
111.564.810.991

II. Dépenses pour ordre
111.461.644.531

III. Excédent de recettes
103.166.460

C.– Recettes et dépenses sur les fonds spéciaux déposés à la trésorerie de l'État

I. Recettes, y compris une somme de 70.283.379.102 LUF restée disponible à la clôture de l'exercice 1999 207.421.627.544

II. Dépenses effectives
93.095.026.548

III. Excédent de recettes
114.326.600.996

Nombre d'observations de la Cour ont été formulées sur base de la législation relative aux marchés publics. Force est de constater que le pouvoir ordonnateur soumet certains marchés de gré à gré ex post pour approbation au Conseil de Gouvernement. Il s'agit là d'une procédure qui n'est pas prévue par la loi. Elle a été mise en place afin de débloquer les paiements mis en suspens par la Chambre des comptes faute d'une mise en adjudication préalable. Et, dans le passé, la presque totalité de ces ordonnances ont finalement été liquidées dans le souci de ne pas léser les intérêts des créanciers. Pour l'exercice 2000, la Cour des Comptes a dû constater que le nombre des marchés de gré à gré ex post a encore augmenté par rapport à l'exercice précédent. Le nombre de ces marchés est en effet passé de 41 en 1999 à 75 en 2000.

La commission rappelle son attachement au strict respect de la législation sur les marchés publics et du principe de la concurrence. La pratique des marchés ex post doit cesser à tout prix.

En référence à son rapport sur les comptes généraux de l'État de l'exercice 1999, la Cour des Comptes a souligné que la raison justificative fournie par l'ordonnateur pour effectuer un transfert avant le 1er novembre était souvent rédigée dans des termes assez généraux.

La commission demande au Gouvernement de motiver d'une façon exhaustive les transferts exceptionnels effectués avant le 1er novembre d'un exercice budgétaire.

L'article 16 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État prévoit toutefois que des articles budgétaires peuvent être dotés de la mention „crédit non limitatif" lorsqu'ils „concernent des dépenses obligatoires en vertu de dispositions légales, réglementaires ou conventionnelles ou à titre exceptionnel d'autres dépenses, résultant de facteurs externes indépendants de la volonté de l'ordonnateur". La Cour des Comptes et la commission accordent une importance particulière aux motifs invoqués pour justifier le dépassement d'un crédit non limitatif.

A la clôture de l'exercice 2000, fixée au 30 avril 2001, 42 comptables extraordinaires n'avaient pas encore présenté leurs comptes à la Cour des Comptes. Par conséquent, la Cour n'a pas pu statuer dans les délais sur 98 comptes pour un montant de 273.001.219 LUF, soit 4,3% du total des fonds alloués aux comptables extraordinaires en 2000. Entre 1990 et 2000, le Gouvernement luxembourgeois a alloué 563 crédits à des comptables extraordinaires pour un montant total de 390.444.392 LUF pour lesquels aucun compte n'a été présenté. Ce montant a pu être consommé sans que la moindre pièce justificative n'ait été présentée.

Dans le cadre de son rapport sur le compte général de l'exercice 2001, la commission entend revenir à la problématique des comptables extraordinaires, et notamment aux efforts entrepris par le Ministère des Affaires étrangères.

En ce qui concerne les frais de route et de séjour, le Ministre des Finances autorise des avances de fonds pour les frais de voyage à l'étranger. Les avances ainsi payées et se rapportant à un même exercice doivent être régularisées avant la clôture définitive de cet exercice. En date du 15 décembre 2001, la Cour des Comptes a dû constater qu'un montant total de 4.756.278 LUF avancé au cours de l'exercice 2000 n'avait pas encore été régularisé. La commission a pris connaissance des mesures plus contraignantes prises par le Trésor pour remédier à cette situation.

Dans le cadre d'une revalorisation politique du règlement des comptes généraux et de la situation économique actuelle plus difficile, la commission réitère sa demande au Gouvernement de procéder à une analyse économique des comptes généraux.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.04.2002

Rapporteur: M. John Schummer

Nouveau rapporteur: M. François Bausch

Travaux de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire (Président: M. Jeannot Krecké; nouveau président: M. Henri Grethen):

16.12.2002	Présentation du rapport de la Cour des Comptes
20.10.2003	Examen de l'avis du Conseil d'État
03.05.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport
11.10.2004	Désignation d'un nouveau rapporteur

Vote en séance publique: 27.10.2004

5165 - Projet de loi

relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant:

1. le code pénal;

2. le code d'instruction criminelle;

3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises;

10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable;

11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives;

12. la loi générale des impôts („ Abgabenordnung")

Le projet de loi 5165 vise à transposer en droit luxembourgeois la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux.

Cette directive impose à toute une série de professionnels des obligations professionnelles déterminées en vue de lutter contre le blanchiment de capitaux.

Le projet de loi ne se limite cependant pas au seul blanchiment de capitaux, mais vise également le financement du terrorisme.

Le projet de loi énumère les différents professionnels soumis aux obligations professionnelles en vue de lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Ces obligations professionnelles sont les suivantes: procéder à l'identification des clients, disposer d'une organisation interne adéquate en vue de prévenir la réalisation d'opérations liées au blanchiment ou au financement du terrorisme, coopérer avec les autorités et notamment avec le Procureur d'État auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Le projet de loi prévoit des dispositions particulières concernant les obligations professionnelles de certains professionnels.

Les personnes qui ont sciemment contrevenu aux dispositions de la présente loi sur les obligations professionnelles sont punies d'une amende de 1.250 à 125.000 euros.

Le champ d'application de l'article 506-1 du Code pénal ayant trait à l'infraction de blanchiment est étendu, quant aux infractions primaires qui sont à la base de l'infraction de blanchiment, à la fraude grave contre les intérêts financiers des Communautés européennes.

Il est rappelé que l'article 506-1 précité du Code pénal punit l'infraction de blanchiment d'un emprisonnement d'un à cinq ans et/ou d'une amende de 1.250 à 1.250.000 euros.

Le projet de loi reflète au niveau de l'organisation judiciaire le rôle que le Procureur d'État auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg détient depuis des années en tant que «cellule de renseignement financier». Ainsi il est assuré qu'au niveau de la section économique et financière du Parquet auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg différents substituts désignés par le Procureur d'État s'occupent des affaires de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.06.2003

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar; nouveau président: M. Patrick Santer):

31.03.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
08.04.2004	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.04.2004	Entrevue avec une délégation de l'Ordre des avocats du Barreau de Luxembourg
	Décisions sur les propositions d'amendement de l'Ordre des avocats
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État sur les amendements parlementaires du 13.04.2004
17.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport
15.09.2004	Examen du projet de loi en vue du second vote constitutionnel

Votes en séance publique:

1ère lecture: 19.05.2004

2nd vote constitutionnel: 27.10.2004

5176 - Projet de loi

portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992

Les amendements à la Convention des Nations Unies contre la torture que le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver prévoient une modification du système de financement du Comité contre la torture institué par ladite convention.

Tandis qu'actuellement ce sont les États parties qui prennent à leur charge le remboursement à l'Organisation des Nations Unies de tous frais de personnel et coûts d'installations matérielles, les amendements précités tendent au financement des activités du Comité contre la torture par voie de prélèvement sur le budget ordinaire de l'Organisation des Nations Unies.

Les amendements proposés permettront de rendre le mode de financement du Comité contre la torture encore plus transparent et partant plus efficace.

Les amendements permettront également une rationalisation et une coordination du financement d'autres instruments internationaux des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme.

A noter enfin qu'au niveau européen les frais de fonctionnement des divers comités de contrôle institués par les organes internationaux qui ont pris l'initiative en matière de lutte contre la torture sont également pris en charge par ces organes internationaux.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 08.07.2003

Rapporteur: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):

15.09.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
29.09.2004	Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.10.2004

5236 - Projet de loi

relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002

Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget a déposé le 19 juin 2003 le projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002 (doc. parl. 5171). D'après ces chiffres, le budget définitif de l'exercice 2002 se présente comme suit:

	Budget définitif 2002	Compte général 2002	Plus- ou moins-values	Variation en %
Budget courant				
Recettes	5.935,2	6.149,4	214,2	3,6%
Dépenses	5.145,8	5.217,3	71,5	1,4%
Excédents	*+789,4*	*+932,1*	*+142,7*	-
Budget en capital				
Recettes	42,0	51,0	9,0	+21,4%
Dépenses	853,3	923,9	70,6	+8,3%
Excédents	*-811,3*	*-872,9*	*-61,6*	-
Budget total				
Recettes	5.977,2	6.200,4	223,2	+3,7%
Dépenses	5.999,1	6.141,2	142,1	+2,4%
Excédents	*-21,9*	*+59,2*	*+81,1*	-

Du côté des recettes, le compte de 2002 accuse une augmentation des recettes de 223,2 millions d'euros, soit 3,7%, par rapport au budget définitif de l'exercice 2002.

Conformément à la déclaration gouvernementale du 12 août 1999, les excédents des recettes du compte général sont affectés aux fonds d'investissement par la voie législative. Ainsi, pour l'affectation des quelque 59 millions d'euros de plus-values de l'exercice budgétaire 2002, le projet de loi sous rubrique propose de procéder à des dotations supplémentaires des cinq fonds suivants:

Fonds pour l'emploi	+ 20 millions
Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales	+ 17 millions
Fonds de la coopération au développement	+ 10 millions
Fonds du rail	+ 9 millions
Fonds pour les monuments historiques	+ 3 millions

Dès que cette affectation à charge de l'exercice 2002 est votée, le compte général de l'exercice peut refléter intégralement la situation financière de cet exercice.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 17.11.2003

Rapporteur: M. Claude Wiseler

Nouveau rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler; nouveau président: M. Laurent Mosar):

03.05.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport
22.09.2004	Désignation d'un nouveau rapporteur

Vote en séance publique: 27.10.2004

5320 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la construction et de la transformation d'un centre intégré pour personnes âgées par l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» au Centre Rham à Luxembourg-Ville.

Ce projet rentre dans le cadre du programme national pour personnes âgées qui prévoit le développement intensif tant des mesures destinées à garantir aux personnes âgées le maintien à domicile que celles favorisant la rénovation, la modernisation et l'extension des diverses structures d'accueil pour personnes âgées.

La réalisation de ce projet permettra de répondre au besoin toujours plus pressant de structurer l'accueil des personnes âgées en raison du vieillissement de la population.

La transformation et la modernisation du Centre du Rham se feront d'après les conceptions modernes d'un centre intégré pour personnes âgées et l'infrastructure sera conçue de telle manière à ce que toute personne, nonobstant son état de dépendance, puisse y être admise.

Les travaux porteront aussi sur la transformation et l'aménagement d'un bâtiment du centre pour les besoins de l'administration générale de l'établissement public.

Par ailleurs, le Centre du Rham disposera d'une structure «Porte ouverte» destinée à accueillir des personnes âgées voulant profiter de certaines prestations offertes par le Centre dans ses structures, mais sans y résider.

Le bâtiment de la direction générale de SERVIOR, qui prend en charge la maintenance des bâtiments, sera intégré dans le Ravelin historique construit par Vauban en 1688 qui, vu son intérêt historique et touristique, sera mis en valeur notamment au moyen du dégagement d'une partie du mur Wenceslas de 1390.

Le coût de la construction et de la transformation projetées est estimé à 50.398.022,74 euros. Ce montant correspond au devis établi par l'architecte en mai 2002 tel qu'il a été adapté en tenant compte de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2004.

Conformément à l'article 17 de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création entre autres de l'établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées», l'État prend à 100% à sa charge le coût de construction et de rénovation du centre intégré, ainsi qu'une partie de la construction du bâtiment de la direction générale. À noter dans ce contexte que les fonds en provenance de la Fondation «Aide et assistance aux personnes âgées», fondation dissoute entre-temps, permettront de financer quelque 16 lits. Cet apport est à la base de la priorité d'admission accordée par le Gouvernement aux victimes de la Seconde Guerre mondiale. A noter encore que SERVIOR contribuera également par des apports propres au financement du coût du bâtiment de la direction générale.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 31.03.2004

Rapportrice: Mme Nancy Kemp-Arendt

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

21.09.2004	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation du rapporteur
05.10.2004	Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 27.10.2004

5321 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de revalidation gérontologique et de soins pour personnes âgées en fin de vie à Clervaux

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la construction d'une maison de soins à Clervaux.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs de la politique gouvernementale en faveur des personnes âgées qui prévoit le développement intensif tant des mesures destinées à garantir aux personnes âgées le maintien à domicile aussi longtemps que possible, que de celles favorisant la rénovation, la modernisation et l'extension des diverses structures d'accueil pour personnes âgées, comme les centres intégrés pour personnes âgées ou encore les maisons de soins. Le projet sous rubrique prévoit, en effet, la construction d'une maison de soins s'adressant à plusieurs catégories de seniors et offrant ainsi aux personnes âgées des services divers.

La maison de soins telle que projetée comprendra cinq unités, à savoir:

- une unité d'accueil de jour et de nuit de revalidation gérontologique;
- une unité ambulatoire de revalidation gérontologique;
- une unité de lits de vacances dont les usagers peuvent bénéficier également des mesures de revalidation;
- une unité d'accueil en urgence destinée à accueillir des personnes en situation de détresse;
- une unité de soins palliatifs.

Elle sera axée principalement sur la revalidation gérontologique.

À côté de la revalidation gérontologique, la maison de soins de Clervaux aura également vocation à se substituer temporairement aux aides informelles assurant en principe la prise en charge de l'usager au domicile familial, par exemple par le biais de l'unité d'accueil en urgence.

La maison de soins est orientée en dernier lieu autour des soins palliatifs avec la mise en place d'une unité de soins palliatifs destinée à l'accueil de seniors en fin de vie.

Le coût total de la construction de la maison de soins, premier équipement compris, est estimé à 12.317.373,69 euros, TVA et honoraires compris. Ce montant correspond à la valeur 588,92 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2004. L'État participe aux travaux de construction de la maison de soins sous examen à hauteur de 80%, en ce qui concerne les 15 lits de vacances et les 5 lits d'urgence, respectivement à hauteur de 100%, en ce qui concerne les lits et chaises des autres unités y compris de l'unité ambulatoire.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 31.03.2004

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

21.09.2004	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation du rapporteur
05.10.2004	Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 28.10.2004

5336 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange

Le projet de loi sous examen qui a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psychogériatriques à Erpeldange/Ettelbruck s'inscrit dans le cadre du programme national en faveur des personnes âgées qui englobe à la fois des mesures garantissant le maintien à domicile aussi longtemps que possible ou que désiré par les personnes concernées et des mesures favorisant la construction ou la modernisation de structures d'accueil pour personnes âgées.

La maison de soins projetée qui prendra la forme d'un ensemble pavillonnaire aura une capacité de 120 lits: 96 sont répartis en 8 unités de vie à 12 lits, 12 lits étant réservés pour les soins de revalidation après accident ou opération et 12 lits étant destinés à la station palliative qui comprend une chambre commune et 6 chambres individuelles permettant à un membre de la famille d'accompagner le mourant.

L'immeuble par ses volumes est composé de trois parties.

Le premier volume qui abritera une crèche pour enfants est un bâtiment isolé et complètement autonome par son entrée et n'est pas financé par le présent projet de loi.

Le deuxième volume constitué par le bâtiment central sera destiné au rez-de-chaussée à des locaux de service pour l'accueil, l'administration, la kinésithérapie et l'ergothérapie ainsi que l'infirmerie centrale. En sus, divers services tels qu'une supérette, un salon de coiffure et une cafétéria/restaurant seront gérés par des tiers et ouverts au grand public. Le premier étage sera destiné à la station des soins de revalidation et la station palliative.

Enfin, le troisième volume comprend 4 pavillons à un étage regroupant les 8 unités de vie disposant chacune d'une salle de séjour/salle à manger, et d'une cuisine où sont préparés tous les repas de l'unité.

Le coût total du projet est évalué à 26.874.278,90 euros à la valeur 588,92 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2004.

Le financement du projet est pris en charge par l'État et par l'association Luxembourg Alzheimer a.s.b.l.. Aux termes de la convention signée entre les deux parties le 16 février 2004 et approuvée par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 23 janvier 2004, il est prévu que l'État participera à raison de 70% pour les 120 lits, le solde étant à charge de l'association.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 03.05.2004

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

21.09.2004	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation du rapporteur
05.10.2004	Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 27.10.2004

5364 - Projet de loi

relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la „Croix de Gasperich" avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186

Par la loi du 14 décembre 2001, le Gouvernement avait été autorisé à faire procéder au réaménagement de la «Croix de Gasperich» avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur la A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186. L'article 2 de la loi précitée prévoit que les dépenses occasionnées ne peuvent dépasser la somme de 10.510.685,45 euros, sans préjudice des hausses légales pouvant intervenir jusqu'à achèvement des travaux.

Conformément aux dispositions de l'article 3, les dépenses sont imputables sur le Fonds des routes.

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser le Gouvernement à adapter l'enveloppe financière arrêtée par la loi précitée pour la porter de 10.510.685,45 euros à 15.115.185,45 euros TTC. La dépense supplémentaire de 4.605.000 euros est détaillée par l'exposé des motifs de la façon suivante:

Les dépenses de 600.000 euros pour les études n'avaient pas été prises en compte dans le devis à base du projet de loi;

Les lots 1 et 2 ont été adjugés à des montants supérieurs au devis de 15,79% respectivement de 26,89%. Avec le glissement entre l'A3, l'A6 et la bretelle Luxembourg/Sud-Trèves le dépassement pour ces lots se chiffre à 1.762.000 euros;

Le chantier de l'O.A. 216 présente un dépassement de 900.000 euros causé principalement par la déviation des câbles 65 kW de la Ville de Luxembourg sur une longueur beaucoup plus importante que prévue ainsi que de diverses positions non prévues au bordereau des prix;

Les frais pour le déplacement de la conduite SEBES accusent un dépassement de 870.000 euros par rapport à l'estimation de la convention avec le SEBES;

Les frais pour l'éclairage public d'un montant estimé à 300.000 euros n'étaient pas prévus.

La réserve pour imprévus s'élève à 172.500 euros.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 14.07.2004

Rapporteur: M. Marcel Sauber

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Nicolas Strotz; nouveau président: M. Lucien Clement):

05.10.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19.10.2004	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 28.10.2004

5365 - Projet de loi

relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A 4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies

Par la loi du 1er août 2001, le Gouvernement avait été autorisé «à faire procéder au réaménagement du carrefour formé par l'A4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant la construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies». Les dépenses occasionnées étaient fixées à une enveloppe globale de 11.427.841,49 euros sans préjudice de l'incidence des hausses légales des prix pouvant intervenir jusqu'à leur achèvement. La Commission rappelle que le carrefour formé par l'A4 et la rue de Merl avait été construit dans le cadre du programme général d'établissement d'une grande voirie de communication fixé par l'article 6 de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un Fonds des Routes et notamment du projet d'*«une nouvelle route d'Esch-Alzette à Luxembourg, entre Lallange et Hollerich (Place SS.-Pierre et Paul), et son raccordement à la ceinture de contournement de la ville de Luxembourg»*.

D'après l'exposé des motifs, les dépenses supplémentaires se résument comme suit:

Le montant pour l'ensemble de l'éclairage public de l'ouvrage a été sous-estimé, la variante retenue pour l'éclairage des parois de l'ouvrage par LED et le dédoublement de l'éclairage central des rampes présentent un supplément de 1.100.000 euros (TVA comprise).

Les plantations pour mesures compensatoires, aménagement du bac central du giratoire ainsi que l'aménagement de plantations côté Merl n'étaient pas prévues dans le devis et reviennent à 105.000 euros (TVA comprise).

Les travaux d'équipements de voirie non prévus (travaux de marquage, pose de glissières et de la signalisation verticale…) représentent un montant estimé à 575.000 euros (TVA comprise).

Réserve pour imprévus: 80.500 euros (TVA comprise).

A l'instar de ce qui précède, l'adaptation des dépenses autorisées par la loi du 1er août 2001 s'élève à un montant arrondi de 1.900.000 euros.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 14.07.2004

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

05.10.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
19.10.2004	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 28.10.2004

SÉANCE SOLENNELLE D'OUVERTURE DE LA SESSION PARLEMENTAIRE 2004-2005

M. le Président Lucien Weiler, accompagné par M. le Secrétaire général Claude Frieseisen, accueille à l'entrée du Palais grand-ducal S.A.R. le Grand-Duc Henri qui, accompagné par S.A.R. la Grande-Duchesse Maria Teresa, le Premier Ministre M. Jean-Claude Juncker et la suite grand-ducale, se rend à l'Hôtel de la Chambre des Députés pour clore la deuxième session extraordinaire 2004 et ouvrir la session ordinaire 2004-2005.

Une haie d'honneur de l'Armée et de la Police grand-ducale est postée le long du tapis rouge conduisant du Palais à la Chambre des Députés.

Au péristyle de l'Hôtel de la Chambre, LL.AA.RR. sont accueillies par les membres du Bureau et par M. Benoît Reiter, Secrétaire général adjoint.

Elles sont ensuite conduites à Leurs places dans la salle de séance où deux sièges sont installés sur une estrade au pied de la Présidence. La suite de LL.AA.RR., composée de M. Jean-Jacques Kasel, Maréchal de la Cour, et de M. Henri Chrisnach, Aide de Camp, prend place à droite de la Présidence.

Aux tribunes ont pris place: les membres du Corps diplomatique, les représentants du pouvoir judiciaire, le Président du Conseil d'État, le Président de la Cour des Comptes, le Médiateur, des membres luxembourgeois du Parlement européen et les représentants de la presse.

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'Etat.

La séance publique est ouverte à 15.02 heures

Ordre du jour

1. Paroles de bienvenue de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, entouré par M. le Vice-Président Jos Scheuer et M. le Vice-Président Niki Bettendorf
2. Clôture de la 2e session extraordinaire 2004 et ouverture de la session ordinaire 2004-2005 et discours de S.A.R. le Grand-Duc Henri
3. Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général
4. Composition des commissions parlementaires
5. Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
6. Présidence d'honneur et octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

1. Paroles de bienvenue de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, entouré par M. le Vice-Président Jos Scheuer et M. le Vice-Président Niki Bettendorf

Altesse royale,

et ass fir d'Lëtzebuerger Chamber eng grouss Éier, haut um éischten Dag vun där éischter uerdentlecher Sessioun vun där nei gewielter Chamber Iech an deem nei gewielte Parlament als Statschef kënnen ze begréissen an als Gaascht an eiser Mëtt wëllkomm ze heeschen. Erlaabt mer dofir, Monseigneur, Iech am Numm vun der Chamber an och vun der Regierung ganz häerzlech an dësem Haus ze begréissen.

Déiselwecht warem Gréiss ginn un d'Grande-Duchesse, déi, sou wéi dat an alle Monarchien an Europa de Gebrauch ass, Iech op dësem Dag a bei dëser spezieller Geleeënheet begleet. Dofir, Madame, häerzlech wëllkomm an eisem Parlament.

Monseigneur,

d'Relatiounen tëschent dem Statschef an dem Parlament sinn hei zu Lëtzebuerg besonnesch enk. Dat ass net eréischt esou, Monseigneur, zënter dem 9. Oktober 2001, wou de Lëtzebuerger Statschef, an der Persoun vun Iech, fir d'éischte Kéier eng nei Chambersessioun opgemaach huet, an dat opgrond vum Artikel 72(3) vun eiser Verfassung, dee seet: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet.»

D'Bezéiungen tëschent dem Haff an der Chamber ginn op d'Mëtt vum 19. Jorhonnert zréck, op d'Gebuertsstonn vun eiser Verfassung. Et war am Joer 1848, wéi Lëtzebuerg sech am eigentleche Sënn vum Wuert eng parlamentaresch Verfassung ginn huet. Eng gewielte Volleksvertriedung huet deemools d'Ständeversammlung ofgeléist.

Dësen Iwwergank huet sech ageschriwwen an déi gesellschaftlech Dynamik, déi 1848 iwwert eise Kontinent geschwappt ass, an déi eng nei Uerdnung an déi politesch Verhältnisser an Europa sollt brénge.

D'Europäer waren am Opbroch, an d'Lëtzebuerger si mat opgebrach an eng nei Zäit, an eng méi staatlech a konstitutionell Logik.

Mat senger Eedesleeschtung op d'Verfassung huet 1848 de Kinnek-Groussherzog Wëllem den II. d'Legitimitéit vun der Volleksvertriedung unerkannt an d'Ära vun der konstitutioneller Monarchie hei zu Lëtzebuerg agelaut. De Kinnek-Groussherzog an d'Chamber goufen déi zwou Branchë vun der gesetzgebender Gewalt.

Et sinn haut de Grand-Duc an d'Chamber, déi zesummen den éischte Pouvoir, de legislative Pouvoir, exercéieren. Kee Gesetzesprojet vun der Regierung kann an der Chamber déposéiert ginn ouni d'Autorisatioun vun Iech, Monseigneur, a virun allem ka kee Gesetz, wat mir hei diskutéiert hunn a wat mir hei ofgestëmmt hunn, a Kraaft trieden ouni Är „Sanktioun", dat heescht ouni Är Approbatioun.

Monseigneur,

et gëtt awer, iwwer all verfassungsrechtlech Considératiounen eraus, e puer aner Nuewelschnéier, déi eis matenee verbannen.

Et ass do zum Beispill eist gemeinsaamt Uleies, eis gemeinsam Suerg ëm dat Land an ëm déi Mënschen, fir déi mer Verantwortung droen. Déi Mënschen, déi hiert Vertrauen an Iech an an eis setzen, fir datt mer gemeinsam dat Bescht maachen, dat Bescht gi wat mer kënnen, fir eng besser, fir eng méi solidaresch a fir eng méi gerecht Gesellschaft ze schafen.

Villes hu mer hei erreecht, villes bleift nach ze maachen.

Mir wëssen, Monseigneur, datt Dir an d'Grande-Duchesse en oppent Ouer an e grousst Häerz hutt fir all déi aus eiser Gesellschaft, deenen et net esou gutt geet, an déi, déi Hëllef brauchen. Monseigneur, Madame, dat fënnt eisen déiwe Respekt.

An Ärer Trounried, Monseigneur, de 7. Oktober 2000, hat Dir ënnerstrach, datt Dir un der Säit vun alle Matbierger wëllt sinn a Freed a Leed mat hinnen deele wëllt. Dir hutt Wuert gehalen, an dat wëssen d'Mënschen dobaussen an dat wësse mir heibannen ze schätzen.

Monseigneur,

ech wëll ofschléissend op engem prezise Punkt d'Verbonnenheet vum Statschef mat der Chamber an der Praxis dokumentéieren.

An all deene groussen - an heiansdo och manner grousse - Momenter vun eiser Geschicht huet de Statschef ëmmer de Wee an d'Chamber fonnt.

Ech wëll nëmmen ee Beispill dofir ginn:

Wéi d'Grande-Duchesse Charlotte 1945 aus dem Exil heemkomm ass, huet si drop gehalen, als éischten offiziellen Akt an dëst Haus ze kommen, fir mat der provisoresch geschafener Assemblée consultative d'Momenter vun der definitiver Befreiung ze erliewen.

Monseigneur,

Respekt a Verbonnenheet sinn de mënschlechen Zement vun eise Relatiounen. E Respekt an eng Verbonnenheet, déi Zäiten iwwerdaueren, déi e Stéck Lëtzebuerg sinn, e wiesentlecht Stéck vun eiser staatlecher Identitéit a vun eiser institutioneller Wierklechkeet.

Dat ass gutt esou an dat soll och esou bleiwen.

Monseigneur,

et ass elo un Iech, fir Gebrauch ze maache vum Recht, dat den Artikel 72(3) vun eiser Constitutioun dem Grand-Duc reservéiert fir eng Parlamentssessioun „en personne" op- an zouzemaachen.

Monseigneur, Dir hutt d'Wuert.

2. Clôture de la 2e session extraordinaire 2004 et ouverture de la session ordinaire 2004-2005 et discours de S.A.R. le Grand-Duc Henri

S.A.R. le Grand-Duc.- Opgrond vum Artikel 72(3) vun der Constitutioun maachen ech déi zweet extraordinär Sessioun 2004 zou an déi ordinär Sessioun 2004-2005 op.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, et ass mir eng grouss Freed, déi éischt Sessioun vun der neier Legislaturperiod haut kënne feierlech an der Chamber opzemaachen. Wann dat schonns elo déi zweete Kéier ass, wou ech dës verfassungsrechtlech Prerogativ selwer ausüben, wëll ech domat de wichtege Stellewäert, deen eis direkt gewielte Chamber am politesche Liewe vun eisem Land huet, ënnersträichen.

Mat der Grande-Duchesse ass eis Presenz haut bei Iech och den Ausdrock vum Wëlle vun eiser Famill, all politesch Responsablen an hirer Verantwortung ze ënnerstëtzen.

Den Ufank vun dëser neier Legislatur ass de Moment fir e puer Gedanke mat Iech ze deelen iwwert dat wat ass, mä virun allem iwwert dat wat ons bevirsteet.

Duerch déi vill Gespréicher, déi ech an der Lescht mat de Leit, déi ech begéint hunn, hat, stellen ech gewëssen diffus Angschtgefiller fest wat eis Zukunft ubelaangt.

Dofir gëtt et effektiv gutt Grënn:

Déi markant Ideologien, déi d'19. Jorhonnert mat eriwwerbruecht huet, sinn iwwerholl;

dat traditionellt Bild vun der Famill gehéiert a ville Fäll zur Vergaangenheet;

d'Natioun steet ëmmer méi ënnert der Emprise vun der Europäescher Unioun;

den technologesche Fortschrëtt gëtt ëmmer méi gesinn als eng Gefor fir d'Aarbechtsplazen a fir d'Erhalung vun eiser Natur;

de Konkurrenzkampf mat den neien europäesche Partner gëtt identifizéiert mat Délocalisatioune vu Betriber;

onse Sozialmodell gëtt als net méi finanzéierbar beschriwwen.

An anere Wierder, vill Wäerter, déi waren, gi gäre pauschal als iwwerholl duergestallt.

Wat mer dann nach an der Welt haut gesinn, ass alles wéi net encourageant. Krich, Hongersnout an Terrorismus prägen all Dag d'Biller op der Televisioun.

D'Gefor ass da grouss, ëmmer méi nostalgesch ze ginn. Aussoe wéi „Mir sinn net méi op der Héicht" oder „Fréier war alles besser" kritt een ëmmer méi zu Ouren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, mir sollen eppes Wesentleches ni vergiessen: D'Zukunft, am Géigesaz vun der Vergaangenheet, ass nach net geschriwwen. D'Zukunft ass e kollektiivt Zesummespill, wou all Mënsch gefuerdert ass ënnert dem Impuls vun der Regierung. Et bleift, datt dat, wat op ons duerkënnt, sech progressiv an dësem Haus erausschielt.

Eent ass sécher: De Maart an d'Wirtschaft sinn oft blann. E gesonde Budget ass wichteg. Dat geet awer net duer fir eng Gesellschaft a Bewegung ze setzen. Hei ass d'Politik gefuerdert. Si entwéckelt Projeten, gefiddert mat Ambitiounen. All Gebidder sinn, wat d'Zukunft ubelaangt, betraff, sief dat d'Schoul, eist soziaalt Netz, d'Infrastrukturen, d'Wirtschaft, d'Sécherheet, d'Kultur, d'Gesondheetswiesen, de Sport an eis Plaz an Europa an an der Welt.

Dofir brauche mir net nëmme Suen, mä och Imaginatioun a kloer Zilsetzungen. Dat alles brauch och e Wëllen, deen hautdësdags vun alle Betraffene matgedroe gëtt: d'Verwaltungen, d'Gemengen, d'Zivilgesellschaft, den Handel an d'Betriber, eis nei geschafen Universitéit an eis Centres de recherche.

Et muss kloer sinn, datt de Stat net alles kann iwwerhuelen, wat eis Zukunft betrëfft. Lokal Initiative si sécher wënschenswäert, wéi mer dat viru kuerzem bei enger Gemengefusioun festgestallt haten.

Dat ass wouer hei am Land, mä och an der Groussregioun. D'Akzeptanz vun all deene Reformen, déi sech dës Regierung, wéi hir Virgänger, virgeholl huet, ass méi grouss wa vun der Basis d'Initiative gedeelt sinn.

Eis Entwécklungspolitik, op déi mer jo net nëmmen e bësse stolz kënne sinn, ass e gutt Beispill an dësem Zesummenhank. Ass et net duerch dat permanent Zesummespill vu Regierung, de sëllechen ONGen an deene ville Matbierger, déi sech am Benevolat betätegen, datt dëst Resultat zustane komm ass?

Erlaabt mer op dëser Plaz och meng Iwwerzeegung auszedrécken, datt de Civisme erëm méi e grousse Stellewäert am Kader vun eisem Schoulprogramm kréie muss. Eis Schüler musse wësse wéi eis demokratesch Institutioune fonctionnéieren. Fir responsabel Bierger schéngt dat mir essenziell ze sinn.

Loosse mer och Tribüne schafen, wou delikat gesellschaftlech Problemer, wéi déi héich Zuel vu Suiciden, déi mer hei am Land hunn, analyséiert ginn, an dat an engem Moment wou dës dramatesch Realitéit ons op eng besonnesch tragesch Manéier konfrontéiert huet.

Nëmmen esou kënne mer och nei Iddien an nei Weeër, wéi zum Beispill d'Aféierung vun der duebler Nationalitéit oder d'Adoptioun vun der europäescher Constitutioun duerchsetzen.

Wat d'Gläichberechtegung vu Mann a Frau betrëfft, wëll ech dës Geleeënheet benotzen, fir Iech ze proposéieren d'komplett Egalitéit an der Trounfolleg och bei ons anzeféieren.

Mir hunn dëser Deeg vill un déi erënnert, déi ons d'Fräiheet erëmbruecht hunn a virun allem un déi, déi dofir hiert Liewe gelooss hunn. Mir sinn hinnen dat schëlleg. Esou wëlle mer och ni déi vergiessen, deene mer eise Wuelstand verdanken.

Fir dat alles, datt och Lëtzebuerg muer am groussen Europa op Zack bleift, brauche mir just dee Geescht an dee Wëllen, deen déi Generatioune virun eis oft an ënner vill méi schwéieren Ëmstänn bewisen hunn.

Ech si sécher et feelt net un Enthusiasmus bei onser Jugend.

Erlaabt mer hei déi formidabel Leeschtunge vun eise jonke Sportler an deene leschte Wochen ervirzesträichen. Datselwecht kënne mer um Gebitt vun der Kultur feststellen. Mat deem Bëss an Engagement ass et mer net Angscht fir eis Zukunft.

An deem Geescht sinn ech iwwerzeegt, datt mir zesummen an den nächste fënnef Joer vill leeschte kënnen, an allem viraus e Land, wou et sech fir all Bierger gutt liewe léisst, ob Lëtzebuerger oder net; e Land, wou d'Visiounen zu Realitéite ginn; e Land, wou Freed, Toleranz a Solidaritéit grouss geschriwwe sinn.

Ech soen Iech Merci.

(Applaudissements)

M. le Président.- Monseigneur, ech denken, datt den Applaus vun der Chamber an der Regierung beweist, datt Är Ried an déi Froen, déi Der ugeschnidden hutt, den Zousproch an d'Unerken-

nung vun eis alleguer heibanne fonnt hunn, an ech sinn iwwerzeegt, dass déi vill Lëtzebuerger an auslännesch Matbierger, déi Är Ried iwwert d'Televisioun matverfollegt hunn, dat net anescht gesinn. Duerfir e ganz besonnesche Merci.

D'Sitzung ass domadder ënnerbrach.

(Interruption de la séance publique à 15.17 heures)

* * *

(Reprise de la séance publique à 15.32 heures)

Kolleeginnen a Kolleegen, déi öffentlech Sitzung geet weider.

3. Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général

Den éischte Paragraph vum Artikel 5-1 aus dem Chambersreglement gesäit Folgendes vir:

«Au début de chaque session, la Chambre nomme un Président, trois vice-présidents et sept membres au plus.»

Ech froen deemno d'Chamber, ob mer d'Zesummesetzung vum Chamberbureau, esou wéi mer se décidéiert haten, bäibehalen?

(Assentiment)

Ass d'Chamber och domat averstanen, d'Nominatioun vum Här Claude Frieseisen als Generalsekretär fir d'Sessioun 2004-2005 ze erneieren?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

De Bureau bleift deemno fir d'Sessioun 2004-2005 an där Form bäibehalen, wéi en an der Sitzung vum 3. August 2004 agesat gouf. Dat heescht:

ech selwer als President;

Vize-Presidenten:

1. den Här Jos Scheuer,
2. den Här Niki Bettendorf,
3. den Här Laurent Mosar;

Memberen:

déi Häre Michel Wolter,
Ben Fayot,
Henri Grethen,
François Bausch,
Robert Mehlen,
Lucien Clement
an Alex Bodry;

Generalsekretär:

den Här Claude Frieseisen.

De Grand-Duc Henri gëtt doriwwer a Kenntnis gesat.

4. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, kruten d'Deputéierten eng Lëscht ausgedeelt mat der Zesummesetzung vun de Kommissiounen.

Dozou ass een Ännerungsvirschlag säitens der Presidentekonferenz agaange wat d'Denominatioun vun der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération ubelaangt.

Fir hiert grousst Wierkungsfeld méi prezis ze beschreiwen, gouf folgend Benennung virgeschloen:

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Des Weidere wëllt ech op e Redressement op dëser Lëscht hiweisen. Deemno ass d'Madame Christine Doerner an der Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement duerch d'Madame Françoise Hetto-Gaasch ersat ginn, déi hirersäits an der Petitiounskommissioun duerch d'Madame Christine Doerner ersat gouf.

Gëtt et nach iergendwellech Ännerungsvirschléi?

(Assentiment)

Den Här Henri Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- D'Madame Brasseur ersetzt mech an der Commission de l'Économie fir de Volet „Sports", wat Der sécherlech verstitt.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech mengen, dass d'Chamber vollt Verständnis huet fir de Wonsch vun der Demokratescher Partei an deementspriechend deen Ännerungsvirschlag och unhëlt.

Ass d'Chamber mat der Lëscht vun deenen Ännerungsvirschléi, déi den Här Grethen an ech elo just proposéiert hunn, averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dës Lëscht dréit och Informatiounen iwwert d'Presidenten an d'Vize-Presidente vun de Kommissiounen.

Ass d'Chamber d'accord och déi Lëscht ze confirméieren?

(Assentiment)

Dann ass dat och esou décidéiert.

Déi gesamt Lëscht mat hiren Ännerunge gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

Den Här Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, meng Fraktioun biet lech an der Conférence des Présidents nach eng Kéier ze kucken, ob een net wierklech sollt eng Commission de l'Égalité des chances asetzen, well mer mengen, dass dee Sujet esou wichteg ass, dass eng Kommissioun sech sollt domadder beschäftegen.

(Interruption)

Här President, ech wëll d'Madame Jacobs berouegen. Déi zéng Membere vun eiser Fraktioun interesséiere sech fir dee Sujet brennendst.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dir wiert mäi Choix!

M. le Président.- Dee Wonsch bréngt jo dat zum Ausdrock, wat d'Demokratesch Fraktioun an der leschter Legislaturperiod ëmmer ënnerstrach huet, d'Noutwendegkeet vun esou enger Kommissioun.

Ech huelen dee Wonsch, Här Grethen, selbstverständlech mat an d'Presidentekonferenz, obschonn ech weess, datt schonn aner Décisioune gefall sinn, mais il n'est jamais trop tard pour bien faire. Mir kënnen ëmmerhin emol nach eng Kéier driwwer diskutéieren. Deementspriechend wäert ech Ärem Wonsch Rechnung droen.

5. Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Et ass ebenfalls eng Lëscht mat der Zesummesetzung vun eisen Delegatioune bei den internationale parlamentaresche Versammlungen ausgedeelt ginn.

Bis elo ass keen Ännerungsvirschlag agaangen.

Gëtt et dozou nach iergendwellech Ännerungsvirschléi? A wann dat net de Fall ass, da géif ech d'Chamber froen ob se mat där Lëscht, déi mer hunn, averstanen ass?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Och dës Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht.

6. Présidence d'honneur et octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés

Dir Dammen an Dir Hären, op Empfehlung vum Bureau a gemäss den d'Artikelen 180 bis 183 vun eisem Chamberreglement proposéieren ech der Madame Erna Hennicot-Schoepges den Titel vun der Éierepresidentin ze ginn.

Ass d'Chamber mat dësem Virschlag averstanen?

(Assentiment)

Deemno ass d'Madame Hennicot-Schoepges zur Éierepresidentin vun der Chamber ernannt. Am Numm vun lech alleguer an a mengem eegenen Numm presentéieren ech hir eis häerzlech Félicitatiounen!

Des Weideren huet de Bureau virgeschloen, enger Rei vu fréieren Deputéierten den Éierentitel vun hirer Funktioun ze ginn, an zwar der Mme Simone Beissel, den Häre Jeannot Belling a Jean Colombera, der Mme Agny Durdu, den Häre Gusty Graas, Fernand Greisen an Nico Loes, der Mme Ferny Nicklaus-Faber, dem Här Alexandre Krieps, der Mme Maggy Nagel, den Häre Jacques F. Poos, Jean-Paul Rippinger, Jacques Santer, Marco Schroell, John Schummer, Théo Stendebach an Nicolas Strotz, der Mme Renée Wagener an dem Här Georges Wohlfart.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert. Den neien Éierendeputéierten eis Félicitatiounen!

Dir Dammen an Dir Hären, déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 26., de 27. an den 28. Oktober.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 15.38 heures)

MARDI, 26 OCTOBRE 2004 — 2E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés
3. Ordre du jour
4. Heure de questions au Gouvernement
   - Question N° 1 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Marco Schank relative aux installations photovoltaïques en zone verte et l'établissement d'un plan sectoriel pour parcs éoliens, adressée au Ministre de l'Environnement
   - Question N° 3 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Henri Kox relative à la promotion et aux primes en faveur des énergies renouvelables, adressée au Ministre de l'Environnement
   - Question N° 2 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf relative à la lutte contre le tabagisme au niveau national, adressée au Ministre de la Santé
   - Question N° 4 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Anne Brasseur relative aux infrastructures sportives, adressée au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire
   - Question N° 5 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Robert Mehlen relative aux travaux de la route du Nord, adressée au Ministre des Travaux publics
   - Question N° 6 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Viviane Loschetter relative aux droits de pension en cas de divorce, adressée au Ministre de la Sécurité sociale
   - Question N° 7 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Gast Gibéryen relative à un rapport annuel sur les subventions de l'État, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
5. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng relative à l'avenir de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCFL)

(Discussion générale)

6. 4754 - Proposition de loi portant
   1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;
   2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution - Second vote constitutionnel

(Discussion générale - Second vote constitutionnel)

7. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Wann dat net de Fall ass, da wéilt ech zu folgende Kommunikatioune kommen.

1. Communications

1) Conformément à l'article 7, paragraphe 5 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 117 à 130 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée, 30 jours au moins après la présente communication, à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre démissionnaire.

Les intéressés posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard dans les 15 jours qui suivent la présente communication.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

a) être de nationalité luxembourgeoise,

b) jouir des droits civils et politiques,

c) offrir les garanties de moralité requises,

d) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction,

e) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: sciences économiques et sociales, études de réviseur d'entreprise, droit et science politique.

La présente information sera publiée sous forme de communiqué de presse par le Greffe.

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Depuis le 5 août 2004, les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. 5376 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne „EUROCONTROL" du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004

2. 5377 - Projet de loi portant approbation de la Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriété illicites des biens culturels, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à sa seizième session, à Paris, le 14 novembre 1970

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004

3. 5378 - Projet de loi portant approbation des amendements aux articles 25 et 26 de la Convention du 17 mars 1992 sur la protection et l'utilisation des cours d'eau transfrontières et des lacs internationaux, adoptés par les Parties à la Convention le 28 novembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004

4. 5379 - Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Dépôt: M. le Ministre de la Sécurité sociale, le 09.09.2004

5. 5380 - Projet de loi portant réglementation du commerce des semences et plants et concernant la mise en culture de semences et plants génétiquement modifiés

Dépôt: M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 10.09.2004

6. 5381 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission de l'Union européenne en Bosnie-Herzégovine

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de la Défense: le 27.09.2004

7. 5382 - Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission SFOR de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de la Défense: le 27.09.2004

8. 5383 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 9 mai 2003 concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de la Défense, le 27.09.2004

9. 5384 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 30.09.2004

10. 5385 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs

Dépôt: M. le Ministre des Transports, le 11.10.2004

11. 5386 - Projet de loi

1) complétant la transposition de la directive 2003/88/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant certains aspects de l'aménagement du temps de travail;

2) modifiant la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de services des employés privés;

3) modifiant la loi modifiée du 9 décembre 1970 portant réduction et réglementation de la durée de travail des ouvriers occupés dans les secteurs public et privé de l'économie;

4) modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 concernant les services de santé au travail

Dépôt: M. le Ministre du Travail et de l'Emploi, le 12.10.2004

12. 5387 - Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé „centre hospitalier neuropsychiatrique"

Dépôt: M. le Ministre de la Santé, le 14.10.2004

13. 5388 - Projet de règlement grand-ducal complétant le règlement grand-ducal du 3 février 1998 portant exécution de Directives des C.E. relatives à la réception des véhicules à moteur et de leurs remorques ainsi que de tracteurs agricoles et forestiers à roues

Dépôt: M. le Ministre des Transports, le 18.10.2004

14. 5389 - Projet de loi portant transposition de la directive 2002/65/CE concernant la commercialisation à distance de services financiers auprès des consommateurs et portant modification de:

- la loi du 27 juillet 1997 sur le contrat d'assurance;

- la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique;

- l'article 63 de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier

Dépôt: M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 18.10.2004

15. 5390 - Projet de règlement grand-ducal concernant la fixation des caractères et des conditions minimales pour l'examen des variétés de vigne

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 22.10.2004

4) Par lettre du 19 octobre 2004 Monsieur le Député Henri Kox a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement sur la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux.

5) M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors d'une réunion des Présidents des délégations auprès de la COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes), qui s'est déroulée le 13 septembre 2004 à La Haye.

Les parlementaires des États membres de l'Union européenne et des pays candidats ont préparé la XXXIIème COSAC qui se déroulera les 22 et 23 novembre 2004 à La Haye. Lors de ladite réunion, les représentants parlementaires discuteront entre autres sur leur nouveau rôle dans le contrôle du respect du principe de subsidiarité, en particulier le mécanisme d'alerte précoce introduit dans le Protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité annexé à la Constitution européenne.

Aux termes du Protocole, tout Parlement national d'un État membre peut, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Dans le cas où un tiers des Parlements concluent au non-respect du principe de subsidiarité, le projet de la Commission européenne doit être réexaminé.

Les parlementaires profiteront également de la réunion de novembre pour échanger leurs points de vue sur le calendrier des ratifications de la Constitution et l'éventuel recours à un référendum dans les différents États membres de l'Union.

6) Des parlementaires de 140 parlements ont assisté à la 111ème Assemblée de l'UIP (Union interparlementaire) qui s'est déroulée à Genève du 28 septembre au 1er octobre 2004. La délégation luxembourgeoise était composée par M. Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés, ainsi que par M. Lucien Clement, M. François Bausch et M. Robert Mehlen, membres du Bureau.

Sur proposition de la délégation iranienne, avec l'appui du groupe géopolitique Asie-Pacifique, les quelque 500 parlementaires ont discuté sur la situation alarmante en Iraq et la nécessité d'une action parlementaire pour y restaurer la paix et la sécurité. Les représentants des différents parlements ont plus particulièrement encouragé les Nations Unies à recourir à l'expertise de l'UIP lors des conférences internationales consacrées au rétablissement de la démocratie en Iraq. L'UIP propose d'ailleurs d'assister ledit pays dans l'établissement et la consolidation de l'institution parlementaire et d'aider le nouveau Parlement iraqien au cours de l'élaboration de la nouvelle Constitution.

Lors de leurs débats, les représentants parlementaires se sont aussi intéressés au rôle des parlements dans le renforcement des mécanismes multilatéraux de non-prolifération des armements et de désarmement à la lumière des nouveaux défis qui se posent en matière de sécurité ainsi qu'au rôle des parlements pour préserver la biodiversité. Les représentants des différents parlements ont par ailleurs évalué les progrès réalisés depuis la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est déroulée en septembre 1995 à Beijing, et insistent notamment sur une présence renforcée des femmes au niveau des partis politiques grâce à l'introduction de quotas.

Les parlementaires ont également suivi une conférence sur le respect du droit international humanitaire et ont pu profiter de l'occasion pour discuter notamment avec le Président du Comité international de la Croix-Rouge, M. Jakob Kellenberger.

7) M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense et de la Coopération de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois lors de la conférence des présidents des Commissions parlementaires des affaires étrangères des parlements de l'UE, du Parlement européen et des Parlements de la Bulgarie, de la Roumanie, de la Croatie et de la Turquie, qui s'est déroulée du 30 septembre au 1er octobre 2004 à La Haye.

Lors de leurs entretiens, les parlementaires ont procédé à un échange de vues avec M. Javier Solana, Haut Représentant de l'Union européenne pour la PESC et ont obtenu des explications de M. Bernard Bot, Ministre des Affaires étrangères des Pays-Bas, sur les progrès de la PESC et de la PESD sous présidence néerlandaise. Les Présidents se sont par ailleurs intéressés à la position des pays en voie de développement dans le cadre des négociations de l'OMC.

Les représentants des parlements ont également décidé de poursuivre leurs efforts pour améliorer le contrôle parlementaire de la PESD en renforçant leur coopération et en mettant en place un mécanisme qui permettrait aux parlements d'être mieux informés dans ce domaine.

8) «La lutte contre le terrorisme est une nécessité absolue pour assurer la sécurité» - «Il est impossible de nier toutefois que le terrorisme ait aussi une dimension politique et les pays occidentaux doivent relever ce double défi de l'exclusion politique et sociale qui frappe non seulement des millions de défavorisés mais aussi des jeunes gens éduqués. Il faut répondre à l'attente de ceux qui veulent une société moins matérialiste et une distribution plus équitable du bien-être. Cette réponse ne saurait être imposée d'en haut, elle doit être construite par tous.»

Telles quelques-unes des phrases clés prononcées par Lord Judd lors du débat d'urgence sur le défi du terrorisme dans les États membres du Conseil de l'Europe, débat d'urgence qui figurait à l'ordre du jour de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui a tenu la quatrième partie de sa session ordinaire de 2004 du 4 au 8 octobre à Strasbourg.

Étaient présents à cette session tous le membres de la nouvelle délégation constituée après les élections législatives du 13 juin 2004 à savoir: M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, représentants, M. Norbert Haupert, Mme Anne Brasseur et M. Jean Huss, suppléants.

Aussi Monsieur Marcel Glesener continue-t-il son mandat de Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille, mandat qui a débuté en janvier cette année-ci.

L'Assemblée a écouté les discours de:

- Mme Gertrude Mongella, Présidente du Parlement panafricain,

- M. Terry Davis, Secrétaire Général du Conseil de l'Europe et

- M. Supachai Panitchpakdi, Directeur général de l'Organisation mondiale du commerce.

Les principaux sujets à l'ordre du jour des huit séances étaient les suivants:

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente;

- le programme de Doha pour le développement: le commerce mondial à la croisée des chemins;

- fonctionnement des institutions démocratiques en Serbie-Monténégro;

- la mise en œuvre de la Résolution 1358 (2004) sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Azerbaïdjan;

- stratégie européenne pour la promotion de la santé et des droits sexuels et reproductifs;

- participation des femmes aux élections;

- l'OCDE et l'économie mondiale avec une intervention de M. Herwig Schlögl, Secrétaire général adjoint de l'OCDE;

- mise en œuvre des Résolutions 1361 et 1374 sur le respect des obligations et engagements de l'Arménie;

- réchauffement climatique: au-delà de Kyoto;

- nouveaux concepts pour évaluer l'état de développement démocratique;

- campagne pour lutter contre la violence domestique à l'encontre des femmes en Europe;

- éducation à l'Europe et

- les tendances en matière de population en Europe et leur sensibilité aux mesures des pouvoirs publics.

La matinée du jeudi 7 octobre était réservée à la Tchétchénie avec comme sujets pour les débats:

- la situation politique en République tchétchène: mesures visant à accroître la stabilité démocratique conformément aux normes du Conseil de l'Europe,

- la situation des droits de l'homme en République tchétchène et

- la situation humanitaire de la population tchétchène,

débats au cours desquels sont intervenus M. Alvaro Gil-Robles, Commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe, et M. Alou Alkhanov, Président de la République tchétchène.

Un débat d'actualité sur les relations entre la Géorgie et la Fédération de Russie figurait également à l'ordre du jour.

En dehors de la communication de M. Jan Petersen, Ministre des Affaires étrangères de la Norvège et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté:

- l'allocution de S.A.S. le Prince Héréditaire Albert de Monaco dans le cadre de l'adhésion de Monaco comme 46e pays à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe,

- l'allocution de M. Giovanni Di Stasi, Président du Congrès des pouvoirs locaux et régionaux de l'Europe et

- le discours de M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier Ministre de la Turquie.

Il faut retenir aussi qu'au titre de la Slovaquie, M. Jan Sikuta fut élu Juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme à compter du 1er novembre 2004 jusqu'au 31 octobre 2010.

L'Assemblée a adopté une série de recommandations, de directives et de résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

9) Par lettre du 20 octobre 2004 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre les positions et résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 septembre 2004:

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion du protocole fixant, pour la période du 3 décembre 2003 au 2 décembre 2007, les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et le Gouvernement de Maurice concernant la pêche dans les eaux de Maurice;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion du protocole relatif à la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche thonière et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et la République démocratique de Madagascar concernant la pêche au large de Madagascar, pour la période allant du 1er janvier 2004 au 31 décembre 2006;

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et la République du Cap-Vert concernant la pêche au large du Cap-Vert pour la période allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2005;

- résolution sur la situation au Bélarus;

- résolution sur la situation en Irak.

2. Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Virschlag vun der Presidentekonferenz froen ech d'Chamber, ob se domat averstanen ass ee Projet de loi an eng Proposition de loi vum Rôle ze sträichen, déi an der Tëschenzäit géigestandslos gi sinn. Et ass dat de Projet de loi 5076 iwwert d'Recht op Eegentum a Bewegungsfräiheet an zweetens d'Proposition de loi 5167 iwwert deen neien Artikel 940-1 am Code de procédure civile.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass dann esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Ordre du jour vun dëser Woch.

(Interruption)

Den Här Bausch freet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt Iech just kuerz ënnerbriechen. Zwou Kommunikatioune sinn nach vergiess ginn. Dat Éischt ass: Mir hunn e Bréif geschriwwen als Fraktioun, dass an der aussepolitescher Kommissioun den Här Felix Braz de Volet Immigratioun an Asyl iwwerhëlt. An dat Zweet ass: Ech hunn Iech gëschter e Bréif geschriwwen, wou ech den Dépôt gemaach hu vun enger Resolutioun iwwert d'Asetze vun engem Zukunftskonvent. Dat ass elo net virgedroe ginn, mä ech hunn dat gëschter schréftlech erageschéckt. Et war elo just fir dat ze rappeléieren.

M. le Président.- Très bien, Här Bausch. D'Chamber hëlt Akt vun Ären zwou Kommunikatiounen, déi normalerweis d'Presidentschaft hätt misse maachen, mä elo hutt Dir et selwer gemaach an domat, mengen ech, wier deem Rechnung gedroen.

3. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Chamber ubelaangt, denken ech, dass eng Ufro do ass fir eng Modifikatioun. Ech wëll awer fir d'éischt emol den Ordre du jour virdroen, a wann ech dee virgedroen hunn, da géife mer gegebenenfalls debattéieren, ob et zu enger Modifikatioun vum Ordre du jour kënnt oder net.

An hirer Réunioun vum 21. Oktober huet d'Presidentekonferenz fir dës Sitzungswoch folgenden Ordre du jour virgeschloen: Haut de Mëtteg hu mer éischtens eng Froestonn un d'Regierung, eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Zukunft vun der Eisebunnsgesellschaft, dann drëttens d'Diskussioun an den zweete Vote constitutionnel iwwert d'Verfassungsofännerung 4754 nom Modell 2. Bei dësem Punkt gëtt nom Artikel 114 vun der Verfassung ofgestëmmt, dat heescht dass eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert ass. An dësem Fall ass de Vote par procuration net erlaabt.

Dann hu mer mar um hallwer dräi:

1) de Projet de loi 5336 iwwert de Bau vun engem Fleegeheem zu Ierpeldeng bei Ettelbréck nom Modell 1;

2) de Projet de loi 5320 iwwert den Ëmbau vum Altersheim op der Rumm nom Modell 1;

3) d'Diskussioun an den zweete Vote constitutionnel vun dem Projet de loi 5165 iwwert de Blanchiment, och nom Modell 1;

4) de Projet de loi 5326 iwwert d'Affektatioun vum Resultat vum Compte général 2002, ebenfalls no dem Modell 1;

5) de Projet de loi 4938 iwwert de Compte général vum Joer 2000, och nom Modell 1.

Iwwermar, en Donneschden um hallwer dräi hu mer:

- de Projet de loi 5321 iwwert de Bau vun engem Fleegeheem zu Klierf nom Modell 1;

- de Projet de loi 5176, d'Ofännerung vun enger UNO-Konventioun géint d'Folter, nom Modell 1;

- de Projet de loi 4691, en Ofkommes tëscht de Benelux-Staten an anere Länner iwwert d'Zréckweisung vun illegalen Awanderer nom Modell 1;

- de Projet de loi 5364, eng budgetär Upassung vum Bau vum Gaasprecher Kräiz nom Modell 1 an

- de Projet de loi 5365, eng budgetär Upassung bei der Gestaltung vun der Kräizung Escher Strooss a Märeler Strooss nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Den Här Jaerling freet d'Wuert zum Ordre du jour. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, opgrond vum Artikel 76-5 vun eisem Chamberreglement erlaben ech mer eng Ännerung vum Ordre du jour hei ze froen.

Den 23. am Heemount 2004 hat ech dem Här Wirtschaftsminister eng schréftlech Fro gestallt, d'Fro 14, am Zesummenhang vun der Participatioun vum Lëtzebuerger Stat bei der Kapitalerhéijung vun der Arcelor. Den 11. am Karschnatz huet den Här Minister mech an engem Schreiwes op e Pressecommuniqué higewisen, deen den 30. am Heemount vum Wirtschaftsministère am Zesummenhang mat der Kapitalerhéijung vun der Arcelor publizéiert géif. De Pressecommuniqué - ech kann nach méi lëtzebuergesch schwätzen an da verstitt Dir guer näischt méi - sollt deem Courrier bäileeën, e louch awer net bäi.

Wéisou ass et méiglech, dass de Wirtschaftsminister den 30. am Heemount e Pressecommuniqué kann zu deem vu mir ugeschniddenen Thema publizéieren, awer net capabel ass mir den 11. am Karschnatz op meng Fro zum selwechten Thema ze äntweren?

Ech muss awer fairnesshalber zouginn, dass den Här Minister sech mëndlech bei mir entschëllegt huet, schréftlech awer op meng Fro bis haut nach ëmmer keng Äntwert virläit.

Ech fannen et e schlechte Stil vun engem Minister, wann en op eng kloer Fro keng Äntwert gëtt a mech einfach op e Communiqué verweist. Ech hunn der Madame Statssekretärin, déi fir d'Relatioune mam Parlament zoustänneg ass, meng Bedenken iwwert dee Stil matgedeelt an ech hunn och do keng Äntwert kritt, net emol en Accusé de réception.

Et besteet menger Usiicht no do e reelle Problem tëschent der Regierung am Moment an dem Parlament, wann dat mam Froebeäntwerten esou weidergeet. Well de 14. am Broochmount hat ech dem Här Statsminister a menger parlamentarescher Fro Nummer 3 eng konkret Fro gestallt iwwert d'Wirtschaftsspionage hei am Land. D'Äntwert war leedeglech en Exposé iwwer eis Legislatioun, ouni awer mol iwwerhaapt op meng Fro anzegoen.

De 16. am Karschnatz hunn ech a menger Question parlementaire Nummer 46 un den Här Justizminister verschidde Froe gestallt iwwert d'Vëlofuerer an d'Foussgänger, an d'Froen Nummer 5, 6, 7 an 8 aus deem Schreiwes goufen net beäntwert. De 24. am Karschnatz 2004 a menger Question parlementaire Nummer 53 hat ech dem Här Finanzminister eng Fro gestallt iwwert de Refus vun Euroschäiner a verschidde Geschäfter. Meng Froe 4, 5 a 6 aus deem Schreiwes goufen net beäntwert. De 26. am Karschnatz 2004 hat ech dem Här Finanzminister eng Fro gestallt, d'Fro Nummer 60 iwwert d'Eurocentmënzen. Hei ass an enger auswäichender Äntwert op d'Zentralbank verwise ginn.

Ech kann net domat d'accord sinn, wéi d'Parlament hei vun der Regierung behandelt gëtt. D'Parlament huet d'Recht d'Regierung ze kontrolléieren. Eent vun den Initiativrechter heivunner sinn d'Questions parlementaires an déi musse kloer beäntwert ginn, wann ee gären Transparenz hätt.

Här President, dofir halen ech drop, datt am Zesummenhank mam Artikel 76-5 vun eisem Chambersreglement meng Froen Nummer 3 vum 14. am Heemount, Nummer 14 vum 23. am Heemount, d'Nummer 46 vum 16. am Karschnatz, d'Nummer 53 vum 24. am Karschnatz an d'Nummer 60 vum 26. am Karschnatz op den Ordre du jour vun der Chamber kommen, fir integral beäntwert ze ginn an ech hoffen, datt mat menger Interventioun a mat der Äntwert op meng virzitéiert Froen hei am Parlament kloergestallt ass, dass eng besser Relatioun zwëschent der Regierung an dem Parlament muss vun Ufank un hei zustane kommen, an ech hoffen och, datt meng Froen, déi ech op Lëtzebuergesch hei am Lëtzebuerger Parlament stellen, och op Lëtzebuergesch beäntwert ginn, ausser wann et sech effektiv ëm héich technesch Froen handelt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Grethen vläicht direkt och dozou.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, et ass praktesch e Fait personnel. Mä am Heemount war ech nach Wirtschaftsminister.

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Et ass elo natierlech, wa mäi Successeur vläicht net mat där néideger Prezisioun - op déi am Karschnatz - duerno…

(Hilarité)

…op déi Fro geäntwert huet, da war et vläicht, well d'Transmissioun vun de Pouvoiren an domadder d'Informatiounen am Wirtschaftsministère net optimal funktionéiert hunn.

Ech sinn awer frou, dass mäin Nofolger op e Communiqué verwisen huet, deen ech nach am Heemount iwwert déi Operatioun publizéiere gelooss hat, an deem eigentlech alles drasteet an an deem een déi Informatioune misst kënne fannen. Et kann een näischt anescht op déi Fro äntweren, déi ech nach an der Erënnerung hunn, déi den Här Jaerling gestallt huet, wéi dat, wat dee Moment an deem Communiqué stoung.

M. le Président.- Wat dem Här Jaerling seng Remarque ubelaangt iwwert d'Relatiounen tëschent der Chamber an der Regierung, wat d'Beäntwerte vun de Froen ubelaangt, hunn ech mer erlaabt e Bréif un d'Regierung ze adresséieren, wou ech se op déi eenzel Dispositioune vun eisem Reglement opmierksam gemaach hunn an ech hunn dat bal gemengt kënnen ze soen, datt et eng Fro vu Respekt vis-à-vis vum Parlament ass, fir, wann et nëmme méiglech ass, an deenen Délaien, déi an eisem Reglement virgesi sinn, op d'Froen ze äntwerten.

Ech hunn awer zur selwechter Zäit och e Bréif un d'Deputéierte gemaach, fir och si drop opmierksam ze maachen, datt mer e Chambersreglement hunn an datt bei der Opstellung vun de Froen, an der Formuléierung vun de Froen, och d'Deputéierte sech mussen halen un dat, wat an eisem Reglement virgesinn ass.

(Interruption)

Wat elo d'Demande ubelaangt vum Här Jaerling, fir eng Modifikatioun vum Ordre du jour virzehuelen, esou ass et säi Recht, opgrond vum Artikel 76-5, wann e Minister net bannen engem Mount geäntwert huet, fir dës Froe kënnen hei en Séance publique duerzeleeën a gegebenefalls och d'Äntwerten ze kréien.

Ech muss allerdéngs soen, dass ech, an ech denken de Greffe och, elo liicht iwwerfuerdert si mat all deene Froen, déi hei opgeworf gi si vum Heemount bis zum Karschnatz…

(Hilarité)

…an ech weess net, wat nach derbäi war.

Ech mengen, mir missten elo mol kucke fir de Relevé vum Här Jaerling ze kréie vun all deene Froen, déi hien elo gäre beäntwert hätt an déi hie gären um Ordre du jour vun der Chamber hätt. Dat ass säi Recht. Mir kënnen dat och maachen. Mä mir mussen awer kucken, datt mer och déi zoustänneg Ministeren hei hunn, fir dann op d'Froen ze äntwerten.

Esou datt ech géif bieden, den Här Jaerling, dass mer eis elo mol kënnten a Rou déi Froen ukucken, déi hien hei gäre géif stellen a beäntwert kréien, da kucken, ob d'Regierungsmemberen dës Woch disponibel sinn. Ech géif den Här Jaerling froen, wann dat net de Fall ass: Hält hien dann awer drop fir se dës Woch ze huelen oder kënne mir se eng aner Woch huelen, wann d'Regierungsmembere kënnen do sinn?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Bon, Här President, et ass keng Geschicht vun Zäit. Et ass einfach eng Geschicht, dass ech déi Froe gäre beäntwert hätt, déi ech gestallt hunn. Ob déi elo dës Woch oder déi nächst Sessioun - also déi nächste Kéier, wou Chamber ass - beäntwert ginn, dat spillt u sech keng Roll.

M. le Président.- Très bien, ech géif also proposéieren, dass mer de Moment mol géifen den Ordre du jour, esou wéi ech e virgedroen hunn, bäibehalen. Mir géife kucken, wat hei néideg ass vun Äntwerten, a wa Regierungsmemberen disponibel wieren an Zäit hätte fir dës Woch nach an d'Chamber ze kommen, da géife mer mat deenen en Dag an eng Stonn ausmaachen, wou se heihinner kéime fir déi Froen ze beäntwerten. Mir kommen also dorobber zréck.

Voilà! Bon, ech denken, dass mer dann ënnert där Restriktioun den Ordre du jour vun dëser Chamber vun dëser Woch kënnen esou unhuelen, wéi ech e virgedroen hat. Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir hunn also haut de Mëtteg fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. Ech wëll bemierken, dass d'Presidentekonferenz mech gebieden huet an där Problematik hei, esou wéi och pour le reste, wat d'Riedezäit ubelaangt, opzepassen, datt mer och no eisem Reglement verfueren. Ech géif also esougutt d'Deputéierte wéi och d'Regierungsmembere bieden, fir sech un déi Zäit ze halen, déi virgesinn ass.

Mir hunn eng éischt Fro, d'Fro Nummer 1 vum Här Marco Schank un den Ëmweltminister iwwert d'Installatioun vu Sonnekollekteren a Wandmillen. An zur gläicher Zäit hu mer d'Fro Nummer 3 vum Här Henri Kox un den Ëmweltminister iwwert d'Prime fir erneierbar Energien.

Ech denken, dass et utile wier, wann een déi zwou Froe kéint mateneen huelen. Dat heescht, déi zwou Froe gi gestallt an de Minister huet seng Zäit fir op déi zwou Froen, eng no där aner, ze äntwerten. Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Voilà. Dann hätt den Här Schank elo d'Wuert fir seng Fro iwwert d'Installatioun vu Sonnekollekteren a Wandmillen ze stellen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 1 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Marco Schank relative aux installations photovoltaïques en zone verte et l'établissement d'un plan sectoriel pour parcs éoliens, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt eng Fro un eisen neien Ëmweltminister stellen, an zwar am Kontext vun den erneierbaren Energien. Dir wësst, datt erneierbar Energië jo e Pilier si vun der Nohaltegkeetspolitik vun der fréierer a vun dëser Regierung, an ech wollt am Fong zwou Saache wëssen, och am Zesummenhank mat der Akzeptanz vun den erneierbaren Energien, déi mir perséinlech ganz wichteg ass dobaussen.

Fir d'éischt mol déi éischt Fro am Kontext mat der Photovoltaik. Mengen Informatiounen no sinn eng Partie där Anlage genehmegt ginn an der Zone verte, an ech wollt wëssen, ob den Ëmweltminister och an Zukunft wëllt ähnlech verfueren am Kontext mat dem Naturschutzgesetz - éischtens -; zweetens ob hien der Meenung ass, datt déi Anlagen och musse vun der Gemeng, also an deem Fall vum Buergermeeschter, genehmegt ginn.

An zweetens wollt ech am Kontext vun der Wandenergie wëssen, ob et net sënnvoll wier e Plan sectoriel an deem Kontext ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Voilà, dann huet den Här Kox d'Wuert.

- Question N° 3 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Henri Kox relative à la promotion et aux primes en faveur des énergies renouvelables, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, se ass zwar e bëssen anescht - meng Froestellung. Et geet zwar wuel och ëm d'alternativ Energien, déi och fir mech e ganz wichtegen Apport sollten duerstellen. Et geet ganz speziell ëm déi zwee Reglementer; d'Reglement vum 17. Juli 2001 iwwert d'Promotioun vun erneierbaren Energien an dat zweet Reglement ass den 28. Dezember 2001 gestëmmt ginn, wou et ëm d'Prime d'encouragement geet. Mir wëssen alleguerten, déi zwee Reglementer lafen aus zum 31. Dezember.

Dobaussen am Secteur ass eng grouss Veronsécherung: Wat passéiert mat deene Gesetzer? Wéi gi se weider? Gëtt nach weider Ënnerstëtzung gewährt? Wéi héich sinn déi Ënnerstëtzungen? Et geet jo net nëmmen ëm de Rôle vun der Photovoltaik. Et ass d'Biomasse. Et ass d'Wandenergie. Et ass d'Waasserenergie. Et ass d'Solarthermie, déi och e ganz wichtegen Apport sollt duerstellen.

Meng Fro also: Wéi, wéini a wou triede se elo un, déi Diskussiounen, respektiv soll ee net elo schonn eng Verlängerung virgesi vun deenen zwee Reglementer, dass een eng Iwwergangszäit virgesäit, zumindest vun dräi bis

sechs Méint, géif ech mol mengen, bis mer déi Diskussiounen all kënnen anstänneg duerchgefouert hunn?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Den Här Ëmweltminister huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Déi zwee Kolleegen, d'Deputéierte Kox a Schank, werfen eng Fro op, déi effektiv eng gewëss Veronsécherung dobausse mat sech bréngt. Ech mengen do ass keen Zweiwel. Dat heescht souwuel bei deene Leit, déi amgaange sinn Anlagen ze décidéieren oder scho wäit fortgeschratt sinn an hire Preparatiounen, wéi och beim Secteur wat d'Aarbechtsplazen ubelaangt.

D'Tatsaach, dass déi zwee Reglementer - fir vläicht mat der Fro vum Här Kox unzefänken - den 31. Dezember 2004 auslafen, ass jo keng Décisioun gewiescht, déi elo eis, dës Regierung, implizéiert. Ech menge mir hunn eng Tatsaach virfonnt am August, et war virun allem am September, an d'Fro, déi sech stellt, ass fir d'éischt déi, dass dat eng Rei budgetär Implikatiounen huet, déi mer d'lescht Woch hei an dëser Chamber vum Budgetsminister nach eng Kéier erkläert kritt hunn.

Effektiv huet et sech erausgestallt an de Virbereedunge vum Budgetsprojet 2005, dass dat eng Diskussioun wäert ass ze kucken inwiewäit, an ech mengen dann net emol insgesamt d'Totalchifferen un Dépensen, déi dat bedeit, mä och d'Fro inwiewäit dass een eng Ausbalancéierung kritt par rapport zu budgetäre Kreditter, déi een implizéiert, oder awer och iwwert de Stroumpräis, ob een zum Beispill iwwert de Fonds de Compensation ka fueren. Dat ass jo eng ganz essenziell Fro och vun der Gestaltung vun deem wat mer an deenen nächste Joren op deem Plang wëlle maachen.

Ech wëll dofir soen, dass d'Regierung ganz staark drun interesséiert ass, an ech mengen dat ass jo awer scho ganz wichteg, dass de finanzielle Förderprogramm soll weidergefouert ginn iwwert den 1. Januar 2005 eraus, dass mer zweetens der Meenung sinn, dass ee vun der Geleeënheet an der Zäit, och wa se ganz knapp ass, soll profitéiere fir net nëmmen eng kleng Revisioun ze maachen, fir also eenzel Tauxen oder bei der Aspeisprime zum Beispill an d'Luucht oder erofzesetzen, mä dass ee wierklech eng Reform soll maache fir ze kucken: Ass et net noutwendeg eng Ausbalancéierung ze maache fir eenzel Saache manner ze förderen, awer dofir eng Rei vun anere Saache méi ze förderen? Zum Beispill am Zesummenhang mat enger méi staarker Energieeffizienz, déi verschidde Saache kënnen hu par rapport zu anere Saachen. Ech ginn net an den Detail. Ech mengen Dir verstitt wat ech domadder wëll soen.

An da mengen ech och déi Fro ze klären, déi de Budgetsminister an d'Regierung insgesamt interesséiert, ze kucken ob mer hei, bei eenzelne Subventionéierungen, och eng Ausbalancéierung musse maachen tëschent deem wat ee seet: Hei ass den Intérêt fir Geld ze verdénge méi grouss wéi den Intérêt eppes ze maache fir d'Ekologie. Och déi Soucien, mengen ech, solle mer kucken. Jiddefalls, d'Kreditter vum Ëmweltministère sinn dofir do fir eenzeg an eleng d'Leit ze ënnerstëtze fir eppes ze maache fir d'Ëmwelt, fir d'Ekologie, an net onbedéngt fir eppes ze maache fir derbäi Geld ze verdéngen. Och dee Souci, an ech mengen dozou sti mer, dass eis dee Souci interesséiert, musse mer considéréieren.

Da war et eng Fro am September: eng Revisioun oder eng Reform? Mir hunn eis dofir entscheet fir méi déif ze goen, d'Analys méi déif ze maachen. Mir si säit zwee Méint amgaangen intensiv mat alle Mataarbechter, souwuel an der Ekonomie wéi och am Environnement, well mer eis och verschriwwen hunn dat zesummen ze maachen, dorunner ze schaffen. Mir wäerten en éischten Entworf der Regierung an zwou Woche kënnen ënnerbreeden.

Ech hu mech an der Ëmweltkommissioun dozou verflicht fir déi zwee Reglementer - herno gëtt et vläicht nëmme méi eent, wa mer se zesummeleeën, ech mengen dat ass awer eng onwichteg Fro -, natierlech och dann an der zoustänneger Kommissioun, souwuel d'Ekonomie wéi den Environnement an enger Commission jointe, wann déi zwou Kommissiounen domat d'accord sinn natierlech, ze diskutéieren an dann esou schnell wéi méiglech an de Conseil d'État ze goe fir ze kucken d'Reglementer esou schnell wéi méiglech a Kraaft ze kréien, woubäi mengen ech den Datum net onbedéngt déi wichtegst Fro ass.

Éischtens kënne mer Facturë vun deem Regime, dee mer haut hunn, mathuele bis den 31. Mäerz 2005, an op där anerer Säit mengen ech ass et méiglech fir och herno Anlagen, déi op der Basis gemaach gi vun deem neie Regime, och ze considéréiere vum 1. Januar un. Esou dass den Zäitraffer zwar spillt, mä dass en net, mengen ech, elo esou wichteg ass.

Wat déi Fro ubelaangt vum Här Schank, ass dat eng Fro, déi eis effektiv ganz vill Suerge mécht. Et ass esou, dass mer am neien Naturschutzgesetz, ech mengen am Artikel 6, eng Bestëmmung am leschte Moment erageholl hu fir Anlagen am Beräich vun den erneierbaren Energien och iwwert d'Naturschutzgesetz kënnen an de Zones vertes ze bewëllegen op der Basis vun der Utilité publique. An ech si mam Kolleeg Marco Schank d'accord, dass mer hei wéinstens zwee Soucië mussen hunn.

Mir mussen de Souci hu vun der Utilité publique. Mir mussen awer och de Souci nach ëmmer hunn, géing ech soen, vun der Landschaft, vun deem wat mer eventuell u Landschaftsverschandelung maachen, an ech mengen, dass de Souci muss sinn an dass deen an der Zwëschenzäit bei der Regierung och ass, fir déi zwou Saachen ze kucken.

Mäi Virgänger, oder de fréiere Statssekretär, fir et richteg ze soen, huet eng Rei vun Anlagen op der Basis vun deem alen Naturschutzgesetz vun 1982 bewëllegt mat dem Argument vun der Utilité publique. Ech mengen, dass een an der Zwëschenzäit déi zwou Saache muss kucken, an ech wäert jiddefalls och an der Approche déi zwou Saache kucken. Well ech denken, dass mer awer mussen oppassen - an de Marco Schank huet Recht ze soen, dass effektiv ëmmer méi Leit sech d'Fro stellen, dass een engersäits zwar Anlage brauch fir eis Zilsetzung vun de 5,7% vun erneierbarem Stroum vun eiser Stroumconsommatioun bis zum Joer 2010 ze erreechen, da musse mer an der Förderung weiderfueren, soss kann dat Zil onméiglech erreecht ginn -, mä dass een op där anerer Säit awer muss oppassen, wann ech dat salopp ka soen, wat een dobaussen an der Landschaft effektiv och uriicht.

Ech mengen dee Souci schéngt mer wichteg ze sinn, souwuel bei de Photovoltaiksanlagen, wann et sech ëm grouss Megaanlagen handelt, wéi och bei de Wandmilleparken, wou een déi zwee Soucië muss hunn, esou dass ech also d'Attitüd wäert anhuelen an Zukunft fir mech mat deenen zwou Saachen ze beschäftegen. Utilité publique engersäits, ech mengen et ass unerkannt bei den erneierbaren Energien, dass et d'utilité publique ass. Mä op där anerer Säit awer och ze kucken: Wéi ass dat mam Naturschutz, mat der Ästhetik vun der Landschaft an esou virun, wéi ass dat domadder kompatibel?

An dann ass et richteg, dass d'Gemengen an de Buergermeeschter eng Responsabilitéit behalen. Mir si bei eenzelnen Anlagen, ech wëll elo keng hei nennen, am Kontakt mat de Buergermeeschtere fir ze kucke wéi d'Responsabilitéite vum Buergermeeschter a vum Ministère si fir gemeinsam eng Attitüd ze fanne par rapport zu der Décisioun, déi mer dann definitiv ze huelen hunn.

Ech hunn, dat éiert mech, d'Recht kritt vum Landesplanungsminister Jean-Marie Halsdorf, fir a sengem Numm ze soen, an hien huet dat op enger Aweiung, déi mer viru kuerzem zu Buerschent hate vun engem Wandmillepark, och nach eng Kéier däitlech gemaach, dass mer der Meenung sinn - den Dossier huet zwar schonn e bëssen e laange Baart -, dass e Plan sectoriel um Niveau vun de Wandmillen, mä och um Niveau vun esou Anlage vun erneierbaren Energien effektiv noutwendeg ass, an hien huet mer confirméiert, dass hien d'Regierung sous peu géif mat dem Prinzip vun esou engem Plan sectoriel an den éischten Aarbechte befaassen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet d'Wuert den Här Niki Bettendorf fir d'Fro Nummer 2 un de Gesondheetsminister iwwert den Tubak. Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Dir fëmmt jo esou gär.

M. le Président.- Maacht mer elo kee Misär!

- Question N° 2 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf relative à la lutte contre le tabagisme au niveau national, adressée au Ministre de la Santé

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Här President, aus engem Pressecommuniqué vun der Europäescher Kommissioun vum 22. Oktober, also déi lescht Woch, geet ervir, datt d'Europäesch Unioun hir Lutte géint den Tabagissem intensifiéiert. Et gouf eng grouss Campagne médiatique annoncéiert. Haut kenne mer verschidde geschriwwen Texter op den Zigarettepäck, wéi zum Beispill „fumer nuit gravement à la santé et à votre entourage". Elo solle Biller op de Päck ze gesi sinn, wéi zum Beispill krank Longen, e Kadaver an der Morgue, eng Tumeur am Hals, Zänn, déi erausfalen. Dat Ganzt wierklech ofstoussend. Ech wollt dofir vun eisen Autoritéite wëssen, ob hei zu Lëtzebuerg esou Biller op den Zigarettepäck virgesi sinn?

Här Minister, Dir hutt och duerchblécke gelooss, datt Der an der Tubaksbekämpfung nei Weeër wëllt goen. Kënnt Dir ons vläicht soen, wéi Dir dat an der Zukunft gesitt?

Merci am Viraus.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Den Här Gesondheetsminister huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir mech e bëssen en ongewinntent Gefill well d'Rolle sech ëmgedréint hunn. Ech ka mech ganz gutt un déi Zäit erënneren, wou ech op där anerer Säit stoung a Froen un d'Regierung gestallt hunn. Aus Respekt, deen ech ëmmer ageklot hunn, wéi ech nach op där anerer Säit stong, probéieren ech dann dofir esou gutt wéi méiglech op d'Froe vun de Kolleegen Deputéierten ze äntwerten an ech sinn dem Niki Bettendorf ganz dankbar fir seng Fro. Si erlaabt mer dem Oppositiounspolitiker de Spigel virzehalen an en drun ze erënneren, wat d'Approche an där doter Thematik vu senge Kolleegen an der Regierung war.

M. Henri Grethen *(DP).*- Do fir musst Dir mir net de Spigel virhalen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mä da muss ech méi e grousse Spigel huelen.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Här Minister, dat ass vum 22. Oktober, dat ass vun der leschter Woch.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- A gläichtzäiteg gëtt et mer dann d'Geleeënheet fir déi nei Weeër ze definéieren. Déi Approche vun der viregter Regierung an där heiter Fro war eng minimalistesch an de Carlo Wagner weess dat, well e voll gudder Intentioune wëlles hat zu senger Zäit d'OMS-Konventioun géint den Tabagismus duerch d'Regierung ze bréngen a ratifizéieren ze loosse vun der Chamber. En ass leider deemools net duerchkomm an d'Regierung huet sech Däitschland ugeschloss, fir e Recours géint déi nei Direktiv ze huelen. Dee Recours leeft nach ëmmer. Dofir also, d'Approche vun dem Här Bettendorf senge Kolleege war éischter méi eng minimalistesch. Wat elo d'Approche vun…

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, mir waren der Meenung, esou laang am Regierungsrot géif gefëmmt ginn, sollt een net ze vill helleg sinn!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech mengen, hei geet et awer net nëmmen drëm fir Regierungsmemberen ze schützen, mä et geet drëm fir eng richteg an eng courageiert Approche vis-à-vis vun engem vun den Haaptkrankmaacher ze huelen, an do soll een, wann ech gelift, net nëmmen no sech selwer kucken, mä do soll een och no deenen anere kucken. Well, an Dir hutt mer d'Stéchwuert ginn, de Longekriibs stellt bei de Männer 8,5% vu sämtlechen Doudesfäll duer, mat Tendenz no ënnen, well ëmmer méi Männer bereet sinn opzehale mat fëmmen. Bei de Frae stellt de Longekriibs ëmmerhin nach 2,5% vu sämtlechen Doudesfäll duer, mat steigender Tendenz, esou dass also en Handlungsbedarf do ass, besonnesch da wann een a säi Programm geschriwwen huet, dass ee méi gesond Liewensaart a -weise wëllt förderen, dass ee preventiv wëllt wierken an dann also och notoresche Krankmécher wëllt un de Pelz goen.

An der Regierungserklärung fannt Der dofir eng Rei vun Unhaltspunkten. Sensibiliséierungsaktioune géint den Tabagismus, verstäerkte Schutz vun Net-Raacher, Hëllef fir déi, déi bereet sinn opzehalen a Schutz vun deene ganz Jonke virum Tubakkonsum.

Den Här Bettendorf huet mech gefrot, wéi ech zu de Propositioune vum Här Byrne stinn. Déi sinn net nei, an och do kann ech soen, dass déi viregt Regierung zu de Propositioune vum David Byrne, déi enthale sinn an där viregter Direktiv, och eng minimalistesch Approche hat, well schonn deemools war et méiglech fir déi Pictogrammen op Tubaksverpackungen ze bréngen. Déi lescht Regierung war der Meenung, dass dat net dee richtege Wee war an huet fir déi minimalistesch Approche optéiert, fir nëmme schwaarz op wäiss Warnungen op Tubakspackungen ze schreiwen.

(Interruptions)

Ech muss Iech soen, Här President, den Här Lucien Lux huet seng Zäit net voll ausgenotzt.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, Dir wësst datt dat net geet.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen zur Konklusioun. Ech si selbstverständlech op fir nei Kennzeechnunge vun den Zigarettepäck an ech wëll lech soen, dass an der Lutte géint den Tabagismus ech e Freideg dem Regierungsrot proposéieren, dass d'Konventioun vun der OMS ratifizéiert gëtt an dësem Haus. Doniewent hu mer als Regierung schonn décidéiert, am Rahme vum Budget 2005, d'Zigarettepräisser ze héijen. Ech wäert och der Regierung proposéieren, de Mindestalter fir u Kanner oder u Jugendlicher Tubak ofzeginn op 16 Joer eropzehiewen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech stelle fest, Dir Dammen an Dir Hären, dass ech gesot hat, dass ech gären hätt dass mer eis Zäit géifen anhalen aus Fairness, déi eng vis-à-vis vun deenen aneren, d'Parlament vis-à-vis vun der Regierung. Här Minister, Dir hutt eng Minutt méi Zäit gebraucht fir eng Äntwert ze ginn. Ech wëll lech soen, wann Der sot, dass dat ganz kuerz gewiescht wär, Dir hutt eréischt bei dräi Minutten 29 ugefaangen op d'Fro ze äntweren.

(Brouhaha général)

Wann Der éischter ugefaangen hätt op d'Fro vum Här Bettendorf ze änweren, da wier et ganz einfach gewiescht fir Iech un d'Zäit ze halen. Ech wollt dat direkt bei där éischter Fro gesot hunn, fir datt déi aner sech och kënnen dorunner halen a wësse wéi et geet.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer un d'Fro Nummer 4 vun der Madame Brasseur un de Bauteminister an un den Innenminister iwwert d'Sportsinfrastrukturen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 4 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Anne Brasseur relative aux infrastructures sportives, adressée au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President. Ech probéieren da mech un d'Reglement ze halen, esou wéi Dir dat richteg maacht, an ons Ënnerstëtzung fannt Der mat Sécherheet dobäi, well d'Reglementer sinn nämlech do fir observéiert ze ginn.

Ech hunn eng Fro un den Travaux-publics-Minister an un den Innenminister iwwert d'Sportsinfrastrukturen.

Den Här Krecké a senger Qualitéit als Sportsminister huet d'lescht Woch op enger Table ronde iwwert de Sport gesot, an Zukunft dierfte keng Schoulgebaier méi gebaut ginn ouni adequat Sportsinfrastrukturen. Déi Fro, déi ech mer stellen: Sinn an der Vergaangenheet Schoule gebaut ginn ouni adequat Sportsinfrastrukturen? Wa jo, wellech? An dat ass eng Fro un de Bauteminister.

Den Innenminister wollt ech froen, ob d'Gemenge Schoulbaute realiséiert hätten ouni Sportsinfrastruktur? Wa jo, wellech?

An da wollt ech froen, wat d'Regierung da gedenkt fir do ze hëllefen, wou déi néideg Sportsinfrastruktur net do ass. Dat ass menges Wëssens bei ale Gebaier. Ob do elo en extrae Projet besteet fir deem nozekommen? A finalement wat d'Regierung da wëllt maache fir deem Appel vum Här Krecké Folleg ze leeschten?

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Déi zwee Ministeren hu véier Minutten Zäit. Si solle

sech déi deelen, wa mer no dem Reglement fueren. Der Madame Brasseur hir Froe ware kuerz a prezis. Ech denken, dass d'Äntwerte vun der Regierung dat och kënne sinn.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir direkt op d'Fro ze äntweren: Et ass esou, dass effektiv déi Projeten, déi mer an der leschter Zäit haten, alleguer Projete sinn, déi selbstverständlech déi Infrastrukture bëinhalt hunn, an dat ass zum Beispill de Lycée technique Josy Barthel zu Mamer, de Lycée Aline Mayrisch, de Jongelycée zu Esch, de Lycée classique vun Dikrech, wat alles Projete ware wou genügend Sportinfrastruktur derbäi war.

Bei den Infrastrukturen, déi elo en voie de réalisation sinn, gëllt fir e groussen Deel datselwecht. Dat ass de Lycée technique Mathias Adam zu Péiteng, wou ee muss soen, datt keng Piscine derbäi ass, mä dee Problem vun der Piscine ass awer mat der Gemeng zesumme geregelt ginn. Dat, denken ech, hutt Dir nach mat ausgehandelt. De Lycée technique vun Esch-Raemerech, de Lycée technique Nic Biver vun Diddeleng, de Lycée technique Joseph Bech Maacher an de Lycée technique du Nord, deen elo am Réibau ass, wou och déi noutwendeg Infrastrukture virgesi sinn.

Datselwecht gëllt fir déi Projeten, déi elo an der Etüd sinn. Esch-Lalleng, de Lycée technique vu Jonglënster, déi wierklech an der Préparatiounsphas sinn, grad esou wéi de Lycée technique Hubert Clement, deen op d'Terres Rouges soll kommen, souwäit dee scho preparéiert ass, gesi selbstverständlech alleguer déi Strukture vir.

Do wou Schwieregkeete sinn, dat ass bei zwee Projeten. Dat ass de Lycée technique du Centre an d'Extensioun zu Dummeldeng. Wéi gesot, dee Projet kennt Dir och ganz gutt, wou keng Plaz um Terrain war fir déi Sportinfrastrukturen derbäi ze setzen an dann och aner Schwieregkeeten am Dikrech-Ettelbrécker-Raum, wou et net duergeet mat deene Strukturen, déi mer momentan hunn, an datselwecht gëllt och fir de Lycée technique pour Professions de santé, woubäi awer bei den Neibauten, déi mer amgaange sinn ze maachen, notamment dee Projet, dee soll op Bouneweg kommen, selbstverständlech probéiert gëtt op deem Terrain, dee mer hunn, déi Strukturen derbäi ze setzen.

Dat heescht, et ass evident: Well de Sport um Programm steet, musse Sportinfrastrukture wa méiglech bei déi nei Gebaier kommen. Do wou dat schwiereg ass oder wou Terrainsschwieregkeete sinn, mussen aner Solutioune gesicht ginn, fir dass mer d'Schoulprogrammer kënne maachen.

M. le Président.- Merci, Här Bauteminister. Dat war kuerz, prezis an an der Zäit. D'Regierung gesäit also, datt et geet. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat de Volet ugeet vun de Gemengen, wollt ech der Madame Brasseur äntweren, dass am Fong geholl, wou Sportsinfrastrukture bei Schoule kommen, den Innenminister sech op déi Aart a Weis domat befaasst, andeem dass en eng Approbatioun gëtt. Déi Approbatioun orientéiert sech awer net u statisteschen Elementer, well wat d'Gemenge gären alleguerten hätten, dat ass eng Gemengenautonomie. Ech wëll och guer net an deem heite Kader iergendwéi eppes géint déi Gemengenautonomie ënnerhuelen. Ech fannen, si sollen en toute responsabilité décidéieren, wou wat kënnt.

Ech wëll Iech awer matdeelen als Landesplanungsminister, dass ech dem Ministère vun der Landesplanung mat op de Wee ginn hunn, dass mer en Inventaire wëlle maachen, wou mer all déi Equipementer an all Infrastrukturen hei am Land, ob dat sportlecher sinn, kultureller oder soss öffentlech Gebaier, fir ze kucke wou déi regional am Land sinn, fir dann am Kader vum Programme directeur de l'aménagement du déi Zonen, déi mer Zones à développement nennen, also do wou Entwécklunge solle geschéien, fir do kënne besser ze plangen, Infrastrukturen hinzesetzen, eben en fonction vun der regionaler Gewiichtung.

Dat huet och scho mäi Virgänger, den Här Wolter, esou gesinn an ech gesinn dat genau d'selwecht. Mir maachen elo deen Inventaire an da wäerte mer dann do Décisiounen huelen an deenen nächste Wochen. An da wäerte mer och esou d'Subsidepolitik - an dat ass eng Fro op déi ech herno dem Här Gibéryen äntwere wäert - och esou orientéieren, dass mer dat als Ganzt kënne gesinn, fir eist Land beschtméiglech an dësem Beräich auszestatten.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer un d'Fro 5 vum Här Robert Mehlen un de Bauteminister iwwert d'Nordstrooss. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 5 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Robert Mehlen relative aux travaux de la route du Nord, adressée au Ministre des Travaux publics

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e Chantier, deen eis de Moment vill Suerge mécht, ass d'Nordstrooss. Mir wëssen alleguer, datt e finanziell relativ wäit aus dem Rudder leeft. Dat Gesetz, wat de 27. Juli 1997 initialement gestëmmt gi war, huet eng Dépense vu 14,8 Milliarde Frang virgesinn. D'Previsioune sinn haut, ouni Adaptatioun un de Bauindex, ronn 22 Milliarden, fir bei de Frangen ze bleiwen. Dat si bal 50% méi. Wann een dat un den aktuelle Geldwäert adaptéiert, da kënnt een op ronn 25 Milliarden där aler Frangen.

Eng Ursaach dovun, dat wësse mer alleguer, sinn d'Tunnelen. Ech erënnere ganz kuerz un d'Schwieregkeeten am Tunnel Markusbierg, wat zwar eng aner Streck war, mä ganz besonnesch och am Gousselerbierg. An deem Trajet, deen elo nach ze baue bleift, hu mer zwee grousser Tunnelen. Den Tunnel Grouft vu ronn 3 Kilometer an den Tunnel Stafelter vu knapp 2 Kilometer. Mir wëssen, datt Tunnele schrecklech deier ginn, datt se komplizéiert sinn, datt se deier zousätzlech Infrastrukture brauche wéinst der néideger Sécherheet, an datt virun allem d'Lëtzebuerger Ekonomie net schrecklech vill dovu profitéiert, well mer keng Entreprisen hunn, déi doranner spezialiséiert sinn.
Dofir wollt ech den Här Minister froen:
1) Aus finanzielle Grënn, gëtt de Projet wéi geplangt realiséiert?
2) Gëtt en aus finanzielle Grënn eventuell zäitlech gestreckt?
3) Ass d'Regierung eventuell bereet, do wou et nach méiglech ass, an notamment den Tunnel Stafelter ze iwwerdenken, an eventuell op deen Tunnel ze verzichten, wat een Erofsetze vun de Käschte géing mat sech bréngen?
4) Ginn déi aner gréisser Projeten duerch de Käschtepunkt vun der Nordstrooss zréckgestallt, notamment bezitt déi Fro sech op d'Contournementen?
Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Den Här Bauteminister huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech wëll ufanks déi kuerz Remarque maachen, datt et awer net einfach ass op eng Fro ze äntweren, déi am Wuertlaut, deen ech um 11 Auer de Moie krut, heescht: „iwwert d'Aarbechten un der Nordstrooss". Dee Wuertlaut war extrem generell, an elo ginn ech dann eng ganz Rei prezis Saache gefrot, eenzel Punkte vum Projet, wou et awer am Résumé méi schwéier ass dorop ze äntweren.

Dofir soen ech effektiv: Dee Projet hei gëtt e gutt Stéck méi deier! Aus enger ganzer Rei Grënn gëtt e méi deier an deene verschiddene Sektiounen, déi mer hunn, well mer bei der Autobunn Tréier-Iechternacherstrooss, déi fäerdeg ass, eng Extensioun op eng drëtt Pist gemaach hunn, well beim Tunnel Stafelter, Tunnel Grouft haaptsächlech et esou ass - an dat ass an der Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire scho virun enger ganzer Zäit erkläert ginn -, dass eng ganz Rei Sécherheetsmoossnamen hu misse bäigesat ginn, notamment eng drëtt Pist, well och op där anerer Säit beim Tunnel Gousseldeng eng ganz Rei Schwieregkeeten dra waren, ass effektiv dee Projet mat enger ganzer Rei Zousazkäschte verbonnen.

Dofir hunn ech drop gehalen, esou fréi wéi méiglech an d'Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire ze kommen, fir dat nach eng Kéier ze exposéieren, fir och déi Zuelen op den Dësch ze leeën. An net méi spéit wéi gëschter hat ech och d'Méiglechkeet fir deene Leit an der Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire de ganzen Dossier mat deem ganzen Detail vun de Käschtepunkten op deenen eenzelne Punkten an deenen eenzelnen Deeler vun der Aarbecht virzeleeën. Ech mengen, dat ass déi Aart a Weis wéi ee muss zesummeschaffen, fir an deenen Dossieren esou kloer wéi méiglech ze sinn.

Wat elo déi prezis Froen ugeet, déi den Här Mehlen hei gestallt huet, do ass et esou, datt effektiv dee Projet, deen elo den Tunnel Grouft ass - wat déi nächst Phas ass, wa mer zu Luerenzweiler ukomm sinn -, 2003 ausgeschriwwe ginn ass. Do ass och elo d'Soumissioun ofgeschloss, esou datt deen Tunnel wäert an deenen nächste Wochen, denken ech, effektiv an déi praktesch Phas goen, also dann och gebaut gëtt.

Ech mengen, datt déi Froen, déi sech doranner résuméiert hu fir ze soen, wéi fuere mer elo weider, oder wéi geet dat, sech an engem Moment, an deem mer elo sinn, net méi stellen, well mer einfach mat der Pist, mat dem Tracé vun der Nordstrooss do sinn, wou mer sinn, a well mer musse weiderfueren do wou mer elo ukomm sinn. Ech gesinn net wéi mer et anescht kënne maachen an ech mengen och net, datt et sënnvoll wär ze soen, mir géingen deen elo dräi, véier, fënnef Joer zréckstellen, well et wierklech eppes ass, wat amgaangen ass gemaach ze ginn a wou ech mengen, datt een och soll doduerchkommen.

Dofir och mäi Wëllen esou schnell wéi méiglech mat engem Gesetzesprojet hei bei Iech an d'Chamber ze kommen, fir dann och iwwert déi nächst véier, fënnef Joer déi finanziell Ofsécherung vun deem Projet kënne mat Iech hei ze maachen.

Wat elo d'zäitlech Streckung vun deem Projet ass, denken ech, datt ee selbstverständlech muss op de Budget, op déi finanziell Lag kucken, déi an deenen nächste Joren zur Verfügung steet. Nach mengen ech, dass dat hei e Projet ass, wou, wann een en elo ufänkt, a mir fänken elo mam Tunnel Grouft un, et derwäert ass esou schnell wéi méiglech an deem weiderzekommen, well et kloer ass, datt een deen Deel vum Tunnel, wat de Grouft, den Tunnel Stafelter an dat Stéck am Gréngewald, wat derzwëschent ass, ugeet, net kann an eenzelnen Tranchë gebrauchen. Dat heescht, wann ee mat engem Tunnel ufänkt, kënnt een néierens anescht méi vun där Strooss erof. Et ass een also obligéiert bis op d'Iechternacherstrooss weiderzefueren, fir datt dat Ganzt e Sënn huet.

Esou datt ech mengen, mir hunn dat ugefaangen, mir sollen et och fäerdeg maachen, fir datt déi ganz Infrastruktur an dee groussen Investissement, déi mer do maachen, eng Utilitéit hunn.

Dann ass et esou, datt, wat déi aner Projeten ugeet, der eng ganz Rei um Regierungsprogramm sinn. Wat d'Contournementen ugeet, dat ass eng Diskussioun wou mer sécherlech wäerten an deenen nächste Wochen, wa mer iwwert déi eenzel Fongen am Kader vum Pluriannuel schwätzen, kucke mussen, wéi mer dat hikréien. Ech hoffen, datt mer dee Programm vu wichtege Contournementen, déi an der nächster Zäit ze maache sinn, och kënnen an deenen nächste Joren esou weiderféieren.

Voilà, ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann un d'Fro 6 vun der Madame Loschetter un de Minister fir sozial Sécherheet iwwert de Splitting. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 6 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Viviane Loschetter relative aux droits de pension en cas de divorce, adressée au Ministre de la Sécurité sociale

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, meng Fro wier och séier gestallt a si riicht sech effektiv un de Minister vun der Sécurité sociale.

Am Koalitiounsaccord betreffend d'Sécurité sociale, am Passage vun den Assurances pension, wëll ech zitéieren: «En tout état de cause, le Gouvernement remettra sur le chantier le projet visant le splitting en cas de divorce, quitte à revoir les différentes solutions possibles en l'occurrence.»

Meng Fro, Här Minister, an deem Kontext wier: Wat ass genee mat deem Passage gemengt a wat verstitt Dir, Här Minister, ënnert dem Term Splitting?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Gesondheetsminister a Minister vun der Sécurité sociale huet an dësem Fall d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, eng kuerz Fro, eng kuerz Äntwert, wat mer dann erlaabt fir déi Minutt ze récupéréieren, déi ech Iech virdru geklaut hunn.

Effektiv huet d'Madame Loschetter de Regierungsprogramm korrekt zitéiert. Ech wëll awer just ergänzend dozou soen, dass niewent deem Text och en Aarbechtsgrupp fonctionnéiert huet a fonctionnéiert, dee vum Rentendësch agesat ginn ass an dee soll préiwen, wéi een a Richtung Individualiséierung vun de Pensiounsrechter kéint goen. Dee Grupp huet seng Aarbechten esou gutt wéi ofgeschloss. Dir wësst an deem Grupp waren d'Sozialpartner, war de Conseil national des Femmes, waren déi betraffe Ministèren. Deen Aarbechtsgrupp schléisst also de Rapport of, iwwergëtt en der Regierung an da wäert dee Rapport öffentlech virgestallt ginn.

Dee Rapport setzt sech ausenaner mat den individualiséierte Rechter, mä och mam Prinzip vum Splitting, Splitting aus verschiddene Vuen: Splitting vu Pensiounsrechter insgesamt oder Splitting vu Pensiounsrechter limitéiert op de Scheedungsfall. Do gëtt et eng Rei vun Optiounen. Wann de Rapport da virläit, wäert ee kënne Stellung dozou bezéien an, wéi dat am Regierungsprogramm heescht, dee limitéierte Splittingsprojet - et sinn der eigentlech zwee, ee fir de Secteur privé an ee fir de Secteur public - erëm op de Métier huelen. Mir wäerten dann zesumme mussen déi Décisiounen huelen, déi sech opdrängen.

Dat gesot sinn ech mat menger Äntwert um Enn an hunn zwou Minutten an 20 Sekonnen erëm zréckgeholl.

Ech sinn also fir déi nächste Kéier, wann ech hei optrieden, eng Minutt am Bonus.

Villmools Merci.

(Interruptions)

M. le President.- Merci, Här Minister. Mir kommen un déi lescht Fro vun haut, d'Fro Nummer 7 vum Här Gast Gibéryen un den Innenminister betreffend d'Subventiounspolitik vum Stat. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 7 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Gast Gibéryen relative à un rapport annuel sur les subventions de l'État, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. An enger Interpellatioun de 5. Abrëll 2000 iwwert d'Gemengefinanzen hat ech hei opgeworf, datt et wichteg wier, fir an dem Kader vun der Transparenz e Rapport annuel opzestellen, wou niewent deene bekannten Transferten, déi iwwert de Budget lafen an d'Gemengebudgeten, och géifen all aner Participatiounen, déi vun deene verschiddene Ministèren a Form vu Participatiounen oder Subsidë vis-à-vis vun de Gemenge ginn, datt een déi an engem Rapport annuel sollt festhalen, wou dann och d'Kritären an d'Konditiounen, fir déi Subsiden ze kréien, géife festgehale ginn, d'Montanten, den Engagement respektiv, ob se scho liquidéiert wieren, bezuelt wieren oder net.

Och géif dat méi zur Transparenz bäidroen. Et géif och dozou déngen, datt d'Allgemengheet Kenntnis krit vun de Méiglechkeeten, déi et gëtt bei der Investitioun vu Projeten. Et wier also eng Gläichbehandlung vun de Gemengen an et wier och wichteg an der Diskussioun, wat d'Opdeelung vun de Kompetenzen zwësche Stat a Gemengen ubelaangt, wann déi Chifferen um Dësch géife leien, genausou gutt wéi et och fir d'Regionalplanung scho wichteg ass, wéi déi Transferte vun de verschiddene Ministèren un déi Gemenge ginn.

Meng Fro ass also, ob den Här Innenminister bereet wier, sou e Rapport annuel ze maachen, an deem sämtlech Transferte vu sämtleche Ministèren un déi eenzel Gemenge géife festgehale ginn.

M. le President.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zu dem Här Gibéryen senger Suggestioun an op seng Fro wollt ech Folgendes äntwerten.

Mir sinn derbäi e System auszeschaffen, wéi d'Gemenge kënne funktionéieren. Dee System, wéi d'Gemengen am Kader vum IVL oder vun deem Geescht, deen doduerch sech am Land breet gemaach huet, kënne funktionéieren, baséiert natierlech op engem Finanzement, an dee Finanzement

kann een nëmme global féieren. A wann een e global féiert, da muss een d'Dotation de l'État dobäihuelen. De Fong muss also derbäi sinn, et muss den ICC derbäi sinn, Impôt commercial, d'Recettë vun de Gemenge mussen derbäi sinn, Impôt foncier, an dat heescht och d'Subsiden. D'Subsidë sinn net vill diskutéiert gi bis elo am Kader vun dem Finanzement vun de Gemengen, mä dat muss mat an déi Diskussioun geféiert ginn.

Also Är Iwwerleeunge si richteg, an dat kënnt ee mat engem Beispill illustréieren, dat mir relativ net friem ass; dat Beispill vun enger Schwemm, déi zu Rodange gebaut gëtt, déi lo bal no neiesten Erkenntnisser 20 Milliounë kascht huet a fir déi iwwer 7 Milliounen u Subsiden ausbezuelt ginn. Dat ass also net näischt. Et muss een dat an d'Diskussioun aféieren a mir wäerten och kucken, sou gutt wéi méiglech déi Donnéeën ze kréien, wat d'Subsiden ugeet, fir do d'Flux financiers ze kréien.

Do brauch een natierlech den Accord vun deenen anere Ministeren. Ech mengen awer, dass do e gewëssene Konsensus ass, fir do eng gewëssen Transparenz ze kréien. Mir wäerten do e Groupe de travail interministériel maachen, an deem déi eenzel Ministeren da kucken, wéi déi ganz Fluxen do stattfannen, fir dann eng Grille auszeschaffen, wéi déi Subsidë sollen ausbezuelt ginn. Dat ass allzäit meng Visioun vun der Saach, well ech mengen, an deenen Diskussiounen, wat de Finanzement vun de Gemengen ugeet - et geet net anescht -, kann een dee Volet do net négligéieren.

Wann een d'ailleurs eise Regierungsprogramm liest, do steet och drageschriwwen: «Les mesures d'incitation financière, le cas échéant à trouver au Fonds de développement régional, comprennent les contrats de développement régionaux à conclure par référence aux plans régionaux ainsi que l'aide au logement et l'aide au développement économique. Les instruments existants dans ces deux derniers domaines d'intervention seront adaptés de manière à les rendre compatibles avec les objectifs de l'IVL.»

Dat heescht also, dass kënnen am Beräich zum Beispill vum Développement économique, also vun der wirtschaftlecher Entwécklung, oder och der Aide au logement, all deene Regionalpläng iwwert de Logement, do kënnen iwwer Fonds de développement régionaux, iwwer regional Fongen, Suen - géif ech soen - doriwwer lafen. Dat sinn natierlech keng duebel Subventiounen. Wa se iwwert dee Wee do lafen, da lafe se net iwwert de lokale Biais, mä dat ass eng vun de Pisten, déi also am Regierungsprogramm stinn. An hannendru steet dann och: «Les différents départements ministériels seront chargés de mettre au point une grille de lecture pour l'attribution de subsides aux collectivités locales. Il sera veillé à ce que la composante régionale soit dûment intégrée dans les systèmes de subvention existants.»

Also, dat ass dee Geescht fir regional ze denken a regional ze kucken. Ech weess och, datt eise Premierminister och eng ähnlech Lecture huet vun deem heite Problem, sou dass ech mengen, dass mir missten deemnächst sou e Groupe de travail interministériel op d'Bee setzen, an da kéint och eventuell dann esou ee Rapport, wéi Dir e suggéréiert, le moment venu - géif ech soen -, an der Chamber hei virgestallt ginn.

Also gesinn ech, hei si mir iergendwou op enger Wellelängt, an ech mengen, et ass am Interesse vun eisem Land an eise Gemengen, wa mir géifen an déi Richtung zesummeschaffen.

M. le President.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Heure de questions ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. De Punkt betrëfft d'Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Zukunft vun der Eisebunnsgesellschaft. Et handelt sech hei ëm eng Interpellatiounsufro vum Här Felix Braz, déi an eng Aktualitéitsstonn ëmgewandelt ginn ass.

D'Riedezäit ass nom Artikel 78-2 vum Chamberreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn 10 Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils 5 Minutten an der Regierung eng Véirelsstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Spautz, Grethen, Schreiner a Jaerling. D'Wuert huet lo den Här Felix Braz als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng relative à l'avenir de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCFL)

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger Eisebunn befënnt sech am Ëmbroch. Et ass wuel net deen éischten awer wuel dee gréisste vun hirer scho laanger Geschicht. Am Beräich vum Giddertransport ass den Ëmbroch schonn agelaut duerch d'Paquets ferroviaires 1 an 2, déi an enger éischter Phas den Transport fret deels liberaliséiert hunn, an an enger zweeter Phas - dat ass de Paquet ferroviaire 2 - bis Ufank 2006 den Transport fret wäerte vollstänneg liberaliséieren, mat e puer neie Rereguléierungselementer.

An der Diskussioun ass och e Paquet ferroviaire 3, deen de grenziwwerschreidende Persounentransport betrëfft. Dat ass dann déi éischte Kéier, dass de Persounentransport dovunner betraff ass, an dee Paquet ass fir 2008 ugesat.

Sollt de Paquet 3 duerchgoen, dierft et dann och nëmmen nach eng Fro vun der Zäit sinn, bis e Paquet 4 an d'Gespréich bruecht géif ginn, an dat heescht, dass dann och géing haart driwwer nogeduecht ginn, fir den nationale Persounentransport ze liberaliséieren. Dat heescht, datt den nationale Maart vum Persounentransport och géing fir Konkurrenz opgemaach ginn.

Op dësem Hannergrond, deen zu Lëtzebuerg och no der Regierungserklärung bis haut méi Froen opgeworf huet wéi datt en Äntwerte kritt hätt, huet déi gréng Fraktioun eng Interpellatioun vun der Regierung ugefrot. Op déi Demande ass leider net positiv geäntwert ginn, wat mir bedaueren, well dann hätt d'Parlament mat där néideger Zäit all déi wichteg Punkten, déi sech am Kontext vun den Erausfuerderunge fir d'Lëtzebuerger Eisebunn stellen, kënnen diskutéieren. Mä wat net ass, kann nach eng Kéier ginn, an déi gréng Fraktioun wäert mat dëser Heure d'actualité vun haut net déi lescht parlamentaresch Initiativ am Eisebunnsdossier geholl hunn.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, den Ëmbroch vun der Eisebunn huet nach en aneren Hannergrond, an zwar dee vum IVL, dat Integratiivt Verkéiers- a Landesplanungskonzept, dat vun der Noutwendegkeet schreift am Joer 2020 e „modal split" ze erreeche vu 25/75, woubäi der Bunn an deem Kontext déi mat Ofstand gréisste Bedeitung - net déi eenzeg, awer déi gréisste Bedeitung - bäigemooss gëtt.

Enk widder dësem zweete Punkt läit och deen drëtte relevanten Aspekt fir d'Zukunft vun der nationaler Eisebunn, nämlech de Kyoto-Protokoll, deen zanter der rezenter Ratifizéierung vu Russland a Kraaft getrueden ass a wou Lëtzebuerg sech engagéiert huet, fir bis 2010 seng CO_2-Emissiounen ëm 28% par rapport zum Referenzjoer 1990 ze reduzéieren.

Leschte Punkt, deen hei muss erwähnt ginn, ass deen, deen och muss an Aklang bruecht gi mat der Entwécklung vun der Eisebunn, dat ass deen dass hei zu Lëtzebuerg d'Ekonomie nach ëmmer wiisst, an - „bon an mal an" - netto e puer Dausend Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg dobäikommen, an déi Augmentatioun vum Volumen muss och capacitéitsméisseg vun der Eisebunn an den nächste Joere bewältegt ginn.

Dës véier Elementer - d'Paquets ferroviaires, den IVL, de Kyoto-Protokoll an déi wuessend Ekonomie - setzen am Wesentlechen de Kader, an deem sech Lëtzebuerg op der Fro vun der Zukunft vun der Eisebunn muss bewegen. Et ass also wäit méi wéi nëmmen tësche Gänseféisercher „den europäesche reglementaresche Kader" mat sengen ekonomeschen Aspekter. Et ass d'Sich no engem Equiliber tëschent reglementareschen, ekonomeschen an awer och gesellschaftspoliteschen Aspekter, d'Sich awer och no Clienten, déi net forcéiert kënne ginn; Clienten, déi wëllen iwwerzeegt ginn.

An dat ass fir eis Gréng an dëser Diskussioun ee vun den Haaptpunkten, wann net den Haaptpunkt selwer. Et geet schlussendlech drëms, duerch déi Mesuren, déi d'Regierung ergräift, duerfir ze suergen, dass eng rapid wuessend Zuel vu Leit Ursaache genuch fënnt fir op den Zuch ze klammen a sech bei den Déplacementer fir déi doten Optioun décidéiert.

D'Eisebunnsdirektioun huet an hirer Sëtzung vum 22. Mäerz 2004 e Strategiepabeier op den Dësch geluecht. E Pabeier, dee schonn hefteg kritiséiert ginn ass, deen awer zumindest de Mérite huet, dass en d'Debatt lancéiert huet, och op deene Punkten, déi manner agréabel sinn. En huet allerdéngs keng Vue d'ensemble, well e sech am Wesentlechen op déi reglementaresch, ekonomesch an och betriblech Aspekter beschränkt.

Här President, eisen Transportminister ass eng Stellungnahm wéi déi vun der Eisebunnsdirektioun nach schëlleg. En ass se schëlleg an der Regierungserklärung an en ass se schëlleg an den öffentlechen Deklaratiounen, déi den Transportminister zënter senger Vereedegung gemaach huet.

Fir de Sozialdialog bei der Bunn ze relancéieren, huet d'Regierung eng Tripartite Eisebunn virgesinn. Déi soll, dem Transportminister no, eréischt an engem gudde Joer agesat ginn. Woufir dee Verzuch noutwendeg ass, huet den Transportminister eis nach net erkläert. E kritt et och net erkläert! Well et eng falsch Décisioun ass. An engem Joer, Här Minister, sinn d'Fakten net anescht an och net besser wéi haut. Am Géigendeel!

D'Entwécklung geet hire Wee, och um europäesche Plang. D'Regierung seet an hirer Erklärung, dass se kenger weiderer Liberaliséierung zu Bréissel wäert zoustëmmen, ouni dass e seriöe Bilan vun de Paquets ferroviaires 1 an 2 gemaach gëtt. Dat ass wuel richteg, mä och d'Paquets ferroviaires 1 an 2 sinn zu Bréissel géint de Lëtzebuerger Vote geholl ginn, an dat wäert beim drëtte Paquet net anescht ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, bei den Diskussiounen ëm d'Zukunft vun der Eisebunn geet et och ëm Geld, ëm ganz vill Geld. Méi wéi 100 Milliarden al Frange stinn am Raum, wann ee sämtlech Investitiounen an den eenzelne Projeten, déi an der Lescht an der Diskussioun waren, zesummenzielt. Dat wär - fir lech eng Gréissenuerdnung ze ginn - ronn 40% vun den Dépensë vum Statsbudget 2005. Et ass also déi Gréissenuerdnung ëm déi et sech dréit, wann ee vun der Reform a vun der Moderniséierung vun der Eisebunn schwätzt. A wann d'Lëtzebuerger Regierung, d'gesamt Regierung, hir Virstellungen zu der Zukunft vun der Bunn op den Dësch wäert leeën, dann huet virdrun net nëmmen den Transportminister d'Wuert kritt. Dann hunn och de Finanz- an de Budgetsminister matgeschwat, an zwar e gewaltegt Wuert.

An den Transportminister, Dir Dammen an Dir Hären, mécht sech eiser Meenung no Illusiounen, wann e liichtfankeg e Joer verléiert fir den Dossier Eisebunn an aller Transparenz an enger Tripartite unzegoen. D'Illusioun nämlech, dass en déi Kreditter wäert kréien déi e brauch, da wann e mengt dass e se misst kréien, fir d'Zukunft vun der CFL ze bestreiden, wann en net virdrun d'Parlament direkt agebonnen huet a wann en net virdrun duerch Transparenz an der Saach, duerch Argumenter den néidegen Drock op de Finanz- an de Budgetsminister opgebaut huet.

Här President, de 27. September vun dësem Joer huet den Transportminister der CFL hir Transportlizenz iwwerreecht, fir dass se an der ganzer Europäescher Unioun Persounen a Gidder kann transportéieren. Dat ass en Dokument, dat elo nach mat vill Sënn muss gefëllt ginn. Dovun ofgesinn ass d'Regierung bis haut nach all Äntwert schëlleg bliwwen op déi grouss Erausfuerderungen, déi virun der CFL stinn.

Mir wëllen duerfir der Regierung e puer prezis Froe stellen:

Éischtens: Wat hält de Minister vum Strategiepabeier vun der Eisebunnsdirektioun vum 22. Mäerz 2004? E Pabeier, deen all de Fraktioune scho virun de Wahle vun der Direktioun virgestallt ginn ass, fir dass no de Wahle méiglechst wéineg Zäit géing verluer goen an deem wichtegen Dossier. Ass dee Strategiepabeier, Här Minister, éischter positiv oder éischter negativ?

Zweetens: Wëllt de Minister net awer léiwer d'Tripartite Eisebunn direkt aberuffen? Wou gëtt soss bei der Eisebunn an deenen nächste 15 Méint diskutéiert: am Comité mixte d'Entreprise, an der Délégation centrale, an der Commission paritaire oder awer an den neien Aarbechtsgruppe vum Verwaltungsrot? Och dat ass en Argument fir d'Tripartite méi séier anzeberuffe wéi den Transportminister dat wëlles huet.

Drëtt Fro: Wéi wëllt de Minister d'Parlament an d'Tripartite abannen?

Véiert Fro: Wéi steet de Minister zur noutwendeger Kapitalaugmentatioun bei der Bunn? Och eng wesentlech Fro, déi bis haut nach ouni eng éischt Äntwert bliwwen ass.

Fënneft Fro: Wéini ginn d'„contrats service public par rail et route" an d'„contrats de l'infrastructure" verlängert, an zwar esou an hirer Durée, dass se laangfristeg genuch ausgeluecht si fir déi héich Investitiounen, vun deene mer schwätzen, och kënnen ze amortiséieren?

Sechst Fro: Wéini a wéi wëllt de Minister d'Train-Tram-Konzept a säi Finanzement finaliséieren?

Siwent Fro: Wat ass dem Minister seng Strategie beim Giddervérkéier?

Aacht, an domadder zweetlescht Fro - Här Lux, Dir hutt fënnef Minutte méi wéi ech fir ze äntwerten, dat misst Iech et erlaben, op déi Saachen ze äntwerten.

(Interruption)

Une voix.- Dir wollt keng Interpellatioun!

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Mir haten Iech eng Interpellatioun proposéiert, dann hätte mer alleguerten eng Stonn gehat.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Wann Der e bësse méi lues géingt schwätzen, da kéint ech wéinstens Zäit hu fir se opzeschreiwen.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här Lux, ech hunn, well ech mat där do Remarque gerechent hunn, mer scho virgeholl, Iech eng Kopie vu menge Froen an de Grapp ze drécken.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Dat ass ganz léif.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Aachtens: Wéi stellt sech de Minister de Statut vum neie Personal bei der Eisebunn vir?

An néngt a lescht Fro: Wéi steet de Minister zur Filialisatioun vun der Bunn an der Unitéit vun de gewerkschaftleche Rechter, déi domadder zumindest deelweis a Gefor wären?

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Elo kënnt deen éischte Riedner, de Marc Spautz. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV stoung nach ëmmer zum öffentlechen Transport, an esou ass et och logesch an normal, dass mir un d'Eisebunn als ee vun den Haaptacteure vum öffentlechen Transport gleewen.

Une voix.- Très bien!

M. Marc Spautz *(CSV).*- Am Regierungsprogramm huet déi nei CSV-LSAP-Regierung sech kloer fir eng besser Mobilitéit ausgeschwat. Souwuel de Persoune- wéi de Gidderverkéier wäert a muss an Zukunft eng nach méi wichteg Roll spillen. Vill ze laang ass dem Schinneverkéier eng stéifmütterlech Roll zougestane ginn. Investissementer sinn an de Stroossenverkéier gefloss a weider näischt an de Schinnentransport.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Oh, Här Gira, Dir hat d'Chance nach net fir dran ze sinn!

An deene leschte Joren ass awer festgestallt ginn, dass dat de falsche Wee war. Ëmweltproblemer, Kyoto, Stauen op eise Stroossen, Accidenter an esou weider hunn dat Ëmdenke bewierkt, an et ass wichteg, dass dem Transportmëttel Eisebunn ëmmer méi Opmierksamkeet zougedeelt gëtt. Fir dass awer d'Schinn eng reell Chance huet, musse fair Wettbewerbsbedingunge geschafe ginn. Eis Schinneninfrastruktur muss ausgebaut an deenen neitsten Ufuerderunge gerecht ginn.

Duerfir ënnerstëtzt d'CSV och déi Efforten, déi vun der leschter Regierung am Rumm vum Projet „mobilitéit.lu" gemaach gi sinn a wou déi nei Regierung gewëllt ass, dee Wee virunzegoen. Vill Zäit ass verluer gaangen an duerfir ass et wichteg, dass déi Projete Lëtzebuerg-Kierchbierg vun der Nordstreck hier, awer och vun der Gare Lëtzebuerg aus, mat Ubannung un de Findel realiséiert ginn. Den Ausbau vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg, den Ausbau vum Fentenger Dräieck, de Bau vun engem neie Viadukt Polvermillen, fir nëmmen dës ze nennen, mussen an Ugréff geholl ginn, an déi sinn och Bestanddeel vun der Regierungserklärung.

Och weider Projeten am Kader vun der Rekonversioun vun den Industriebraachen Esch-Belval mat der Ubannung un d'Stad Lëtzebuerg si vu gréisster Wichtegkeet. Datselwecht gëllt fir d'Moderniséierung vun der Gare Lëtzebuerg mat Ubannung un de Stadzentrum, an

do hu mer jo déi lescht Zäit an der Öffentlechkeet matkritt, dass do d'Diskussiounen tëschent dem Minister mat der Stad Lëtzebuerg elo op där richteger Schinn stinn.

D'IVL-Etüd huet jo kloer an däitlech gewisen, dass d'Schinn d'Réckgrat vum öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg soll a muss duerstellen. Grad duerfir ass et wichteg, dass Investissementer an d'Infrastrukture gemaach ginn, fir dass d'CFL d'Méiglechkeet kritt, e schnellen, pünktlechen a komfortablen öffentlechen Transport op der Schinn unzebidden.

Duerfir félicitéiere mir d'Regierung, dass si am Budget 2005 zousätzlech finanziell Mëttelen am Fonds du Rail virgesinn huet. Zesumme mat dem neie Material, deenen zwielef neien elektresche Locomotricen, deene 85 neien duebelstäckege Voituren an deenen neien 20 elektresche Lokomotiven, déi d'CFL kaaft huet an déi deemnächst geliwwert solle ginn, wäert d'Eisebunn an deenen nächste Joren eng nach méi wichteg Roll am öffentlechen Transport kënne spillen.

Den öffentlechen Transport an och de Gidderverkéier fonctionnéieren awer och net ouni Personal, fonctionnéieren net ouni eis Eisebunner. Bei all deenen technesche Moderniséierungen däerf een de Mënsch och net vergiessen an de Mënsch däerf net ze kuerz kommen. Duerfir ass et noutwendeg, dass d'CFL och weiderhi genuch motivéiert a qualifizéiert Personal huet. Och den Accueil an den Encadrement vum Client ass wichteg. Ouni d'Presenz vun den Eisebunner an den Zich an op de Garë kënnt et bei de Reesenden zu Onsécherheetsgefiller, déi et ze behiewe gëllt.

Bedéngt duerch d'Liberaliséierung an Europa, déi am Gidderverkéier scho säit dem 15. Mäerz 2003 amgaang ass, kritt d'CFL ëmmer méi Schwieregkeeten am Fret fir sech um Marché ze behaapten. Als CSV si mir der Meenung dass et wichteg ass, dass eis Ekonomie eng gutt, kompetent national Schinnenan Transportgesellschaft huet a behält an dass duerfir alles gemaach gëtt, dass d'CFL och am Fret all Méiglechkeet kritt, fir an dësem Beräich ze bestoen.

Ech mengen, dass mat geziilte finanziellen an organisatoresche Mëttelen alles muss gemaach gi fir de Gidderverkéier ze moderniséieren, an alles soll a muss gemaach gi fir engersäits neien zousätzlechen Transport op d'Schinn ze kréien an anerersäits bestehenden op der Schinn ze behalen.

Och eis Eisebunnsgesellschaft selwer, d'CFL, muss Efforte maachen. Bekanntlech hunn déi Verantwortlech, zesumme mat engem Consultant, eng Strategie erstallt fir déi méiglech Pisten opzezeechnen, wéi de Betrib sech am Kader vun dëser europäescher Liberaliséierung ka positionéieren a weider entwéckelen. Dës Strategie fënnt net iwwerall groussen Applaus a si gëtt bekanntlech vun den Transportgewerkschafte SYPROLUX an FNCTTFEL ofgelehnt. Fir awer virunzekomme soll a muss am Sozialdialog mat alle Betraffenen dës Strategie analyséiert ginn. Dofir begréisse mir, dass déi vum SYPROLUX schonn 2003 gefuerdert Tripartite elo 2005 soll zesummegeruff ginn. An där Tripartite sollen a mussen all Elementer berücksichtegt ginn, d'gesamt Transportpolitik, de Gidderverkéier, d'Aufgab vun der CFL an der Transportpolitik, d'Personalpolitik.

Och de soziale Volet däerf net ze kuerz kommen. Wann et zu Ëmstrukturéierunge sollt kommen, da mussen déi mam Lëtzebuerger Modell gemaach ginn am Dialog tëschent der Regierung an de Sozialpartner, a mir sinn dovun iwwerzeegt, dass déi nei Regierung dat och esou wäert maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst war nëmmen eng Partie vun de Problemer vun der Eisebunn, awer déi musse schnellstens ugepaakt ginn, a mir sinn dovun iwwerzeegt, dass déi nei Regierung och dat wäert maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le President.- Merci, Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Grethen agedroen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, interessant wär et bei dëser Debatt gewiescht, wann een d'Äntwerte vum Transportminister op déi Froen, déi den Här Braz opgeworf huet, hätt kënnen elo schonn hunn, éier ee selwer muss intervenéieren. Well awer eis Organisatioun esou ass wéi se ass, musse mer da mat enger anerer Situatioun trotzdeem eens ginn.

Ech wëll fir d'Demokratesch Partei hei ënnersträichen, dass mir déi fest Iwwerzeegung hunn, dass dëst Land eng performant Eisebunn brauch, an ech maachen do eng Nuance, an déi, deene se net opgefall ass, et ass eng Nuance tëschent Eisebunn an Eisebunnsgesellschaft.

D'Land brauch eng Eisebunn, d'Leit am Land brauchen d'Eisebunn an d'Entreprisë brauchen d'Eisebunn. Mä wat fir eng Eisebunn brauche mer? Eng Eisebunn, déi am 19. Jorhonnert stoe bliwwen ass, oder awer eng Eisebunn, déi konsequent d'Défië vum 21. Jorhonnert ophëlt. Mir hunn an der viregter Regierung d'Weichen an déi richteg Richtung gestallt, andeem mer iwwert de Konzept IVL, awer ganz besonnesch iwwer „mobilitéit.lu" gesot hunn, mir brauchen hei zu Lëtzebuerg eng performant Eisebunn, déi eis et erlaabt, Bunn a Bus zesummen, e „modal split" vu 25% zu 75 ze erreechen.

Dofir hu mer eis d'Moyene ginn an der viregter Regierung. Mir hunn dat Material bestallt, wat elo no an no an den Asaz kënnt a wat eng wesentlech Qualitéitssteigerung ausmécht, déi den öffentlechen Transport iwwert d'Bunn méi attraktiv mécht. A gläichzäiteg si mir higaangen a mir hu grouss Infrastrukturprojeten initiéiert, an do kann een opzielen, ob dat d'Duebelgleisegkeet vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg ass, wou ech bedaueren, dass mer am Juli 2000 hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt hunn, an deen éischte Forage vun der Eisebunnsgesellschaft, déi mat der Duerchféierung vun den Aarbechte chargéiert ass, déi éischt Buerungen, Sondéierungen, ob den Terrain et géif hierginn, déi si kuerz virun de leschte Wahle gemaach ginn.

Ech hoffen, dass mäi Successeur e bësse méi Chance huet an der Zesummenaarbecht mat der Eisebunnsgesellschaft, an ech kënnt dann niewent der Duebelgleisegkeet Péiteng-Lëtzebuerg, Belval-Usine/Belval-Mairie, Tram an Eisebunn op de Kierchbierg an op de Findel, d'Ligne Esch-Lëtzebuerg, déi nei Ligne Beetebuerg-Lëtzebuerg, déi Périphériesgare um Houwald an zu Zéisseng, den Nordausgank vun der Gare Lëtzebuerg, déi zweet Bréck iwwert de Gronn, a schliesslech och d'Ubannung un d'TGV-Netz opzielen, déi definitiv Mériter vun der leschter Regierung sinn.

Mä d'Eisebunnsgesellschaft, déi déi Infrastrukturen notzt, muss sech awer an engem europäeschen Ëmfeld bewegen an do, wéi gesot, gëllt et net de Kapp an de Sand ze strecken. Do kann een nach „combat d'arrière-garde" maachen, do kann een nach hoffen, wéi eenzel Eisebunnsgewerkschaftler dat maachen, dass se sech an d'Pensioun gerett kréien, éier dann de Bewäis muss ugetruede ginn, wat fir eng Zukunft d'Eisebunn huet.

Mir musse wëssen, dass d'Lëtzebuerger Eisebunn an engem europäeschen, liberaliséierten Ëmfeld muss eens ginn. Dat ass eng Eisebunn, déi muss am Intérêt vum Land a vu sengen Entreprisë sinn. Et ass eng Eisebunn déi muss wëssen, dass se vun hire Konkurrenten näischt geschenkt kritt. Et ass eng Eisebunn déi muss wëssen, dass se hei zu Lëtzebuerg net an engem Secteur protégé ass, mä dass haut schonn am Wuerentransport de Konkurrenzkampf do ass. Muer wäert Arcelor, dee gréisste Client vun der Eisebunn, net wéinst de schéinen Ae vun Eisebunner an Eisebunnsgewerkschaftler dovun ofgesinn, enger Privatentreprise eventuell hir Transporter ze iwwerdroen.

Dat si Realitéiten. Et muss een als Deputéierten och de Courage hunn op der Chamberstribün déi Realitéiten ze soen, statt d'Leit an enger falscher Sécherheet ze weien, wéi wann näischt kënnt do passéieren. Dofir huet déi viregt Regierung am Oktober 1999 d'Eisebunnsdirektioun gefrot, wat fir eng Strategie si wëllt fueren. Mir hu leider eréischt kuerz virun de Wahlen am Mäerz hir Äntwerte kritt, hunn och der Eisebunnsdirektioun d'Autorisatioun ginn, deemools als Transportminister, fir deenen eenzelne Parteien dat virzedroen. Do ass elo jidderee gefuerdert, an et ass net eng Tripartite, déi déi Problemer wäert léisen, Här President, well et ass eng ganz drolech Tripartite. Et gëtt eng Tripartite wou d'Eisebunnsdirektioun - de Stat huet 98% vun den Aktien - muss dat maache wat d'Regierung seet. Et geet also duer wann d'Regierung den Dossier studéiert an da mat der Chamber zesummen hir Décisiounen hëlt.

M. le President.- Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Koalitiounsprogramm, an dat gëtt jo och duerch de Projet vum Budget 2005 dokumentéiert, bekenne sech d'Majoritéitsparteien zu engem leeschtungsfäegen öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg an zu enger Eisebunn, déi d'Réckgrat dovu soll duerstellen. An eigentlech misste mer eis jo och parteiiwwergräifend eens sinn, dass mer, wa mer den unzestriewenden Undeel um öffentleche Verkéier vu 25/75 „modal split" bis zum Joer 2020 wëllen erreechen, hei am Land eng Eisebunn brauchen, déi performant ass, dat ass richteg, déi e Service vu Qualitéit ubitt, déi sécher an attraktiv ass, déi an der Lag muss si fir d'Mobilitéitsbedürfnisser vun de Leit, déi hei wunnen an hei schaffen, ze befriddegen an déi hire Beitrag zur wirtschaftlecher an zur industrieller Entwécklung vum Land ka leeschten, an dat muss gëllen esouwuel fir den traditionelle Schinnentransport wéi fir d'Ubannung un déi modern Héichgeschwindegkeetsnetzer. Et muss awer och gëlle fir eng flächendeckend Beförderung vun de Gidder, well d'Verlagerung vun engem groussen Deel vum Giddertransport op d'Schinn haut eng absolut gesellschaftspolitesch Noutwendegkeet duerstellt.

D'Eisebunn spillt also hei zu Lëtzebuerg ganz kloer, vollekswirtschaftlech gesinn, eng ganz bedeitend Roll an de Stat ass a bleift gefuerdert fir déi entspriechend Moyenen zur Verfügung ze stellen an d'Rahmebedingungen ze schafen, fir dass si dës Roll och kann ausüben.

D'Liberaliséierungswell, déi zënter dem Ufank vun den 90er Joren och den Eisebunnsberäich iwwerrullt, mécht dëse Prozess awer sécher net méi einfach. Am Géigendeel, an en huet bis haut och nach net zu engem Qualitéitssprong am öffentlechen Transport a ganz Europa gefouert. Et ass awer wichteg, dass mer d'Eisebunn an d'CFL-Gesellschaft fit maache fir déi zukünfteg Erausfuerderungen.

Et sinn an der Vergaangenheet eng Rei vu positiven Akzenter gesat ginn. Déi Optiounen déi geholl gi sinn a puncto Uschafung vun neiem Material, e Programm vun ëmmerhin 572 Milliounen Euro, waren iwwerfälleg an déi nei Infrastrukturprojeten, déi zum Deel décidéiert an zum Deel nach an der Etüd sinn, sinn absolut noutwendeg wann d'Eisebunn an der Lag soll si fir an der Zukunft déi zousätzlech Transportopkommes am Gidder- an och am Persouneverkéier, ze bewältegen, a fir ze verhënneren, dass mer vun den Nopere mat den Traficer contournéiert ginn, esou wéi et och elo erëm leider nees ab dem 14. Dezember wäert de Fall sinn, wou Containerzich vun Antwerpen op Basel net méi iwwer eist Netz transitéieren, mä iwwert dat däitscht Netz wäerte geleet ginn. A just dofir ass et och wichteg, dass Partnerschaften ugestrieft gi mat den traditionellen Eisebunnsentreprisen aus den Nopeschregiounen, déi ähnlech Problemer hunn. An als Beispill wëll ech do eis Nordstreck zitéieren, déi fir eis vu kapitaler Bedeitung ass, déi awer hire Status als international Eisebunnsstreck ëmmer méi an ëmmer erëm a Fro gestallt kritt. A puncto Investitioune wëll ech och nach soen, dass et onbedéngt wichteg ass, fir esou séier wéi méiglech d'Bestellung vun Train-Trams-Material, op dat mir jo fir d'Zukunft wëlle setzen, an d'Wee ze leeden, an dass och de Bau vun engem neie Centre de maintenance fir d'Eisebunn endlech soll definitiv op d'Schinne gesat a finanziell ofgeséchert ginn.

A wa mir vun Neiinvestitioune schwätzen, dann däerfe mir och net den normalen Entretien vun dem bestoenden Netz vergiessen. Deen ass awer nëmme garantéiert, wéi et schonn hei gesot ginn ass, wann och genuch Personal do ass fir en auszeféieren. Dat ass awer de Moment net ëmmer de Fall. Mir wëssen, dass d'Eisebunn an deene leschte Jore massiv Personal ofgebaut huet, deels duerch Moderniséierungen, deels awer och duerch willkürlech Rationaliséierungen, déi reng betribswirtschaftlechen Iwwerleeungen zu Gronn loungen an déi sécher net dozou bäigedroen hu fir d'Qualitéit vun den ugebuedene Servicer unzehiewen. Dofir ass et wichteg, och am Hibléck op déi zukünfteg Strategiediskussiounen, dass et net zu engem weideren Ofbau vun der Sozial- a vun der Sécherheetskultur bei der Eisebunn kënnt.

Wann dann awer Rieds geet, an dat ass net de Kapp an de Sand stiechen, vum Ofschafe vum Statut, der Verschlechterung vun den Aarbechtsbedingungen, Lounkierzungen, dem Astelle vun net rentablen Traficer, déi dann op d'Strooss verlagert ginn, dem Zoumaache vu Guicheten, dem Ofschafe vun de Kontrollen an den Zich an esou weider, dann ass dat aus menger Siicht éischter kontraproduktiv a muss zumindest ganz eescht hannerfrot ginn.

An och duerch d'Opsplitterung vun der Gesellschaft an eegestänneg Filiale fir déi verschidden Aktivitéitsberäicher, géif d'Eisebunn als integréierte Betrib ophalen ze existéieren an därselwechter Logik verfalen, wéi aner Länner, déi an der Zwëschenzäit d'Erfahrung hu misse maachen, dass Privatiséierung a Liberaliséierung am Eisebunnsberäich méi Problemer geschafen hu wéi der geléist gi sinn. An entretemps misst awer och jiddfergem kloer gi sinn, dass just eng integréiert Eisebunnsgesellschaft de Garant ass fir e sécheren a qualitativ héichwäertegen Eisebunnstransport. Alles anescht géif d'Effizienz, d'Wirtschaftlechkeet an d'Sécherheet ganz eescht compromettéieren.

A grad dofir ass et wichteg, dass sech Zäit geholl gëtt - Här Grethen, ech si fäerdeg - fir d'Tripartite ze preparéieren, fir d'Virschléi vun der Direktioun, awer och déi vun de Gewerkschaften ze hannerfroen an ze analyséieren. Et versteet sech vum selwen, dass natierlech bis dohinner am Kader vun der Gestion journalière elo keng Décisiounen däerfe geholl ginn, oder héchstens am Sozialdialog, an de Gremien, déi herno all Strategiediskussiounen zur Makulatur maachen.

M. le Président.- Här Schreiner, Dir musst elo zum Schluss kommen.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Ech sinn elo direkt fäerdeg, Här President.

Als LSAP erwaarde mir eis vun der Tripartite kloer Perspektiven, fir eng integréiert CFL-Gesellschaft, déi och an Zukunft d'Aufgab muss hunn, eng flächendeckend Versuergung am Persounen- an am Giddertransport ze gewährleeschten. Ech mengen opgrond vun de steigende Mobilitéitsusprëch vun de Leit an der noutwenneger wirtschaftlecher Diversifizéierung hei am Land ass dat bestëmmt kee Luxus.

Merci an entschëllegt, dass ech meng Zäit iwwerschratt hunn.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, politesch muss am Transportwiesen dru geduecht ginn, datt dat Zil vun engem méi héije „modal split", dat offiziellt Zil ass 25/75, esou séier wéi méiglech erreecht gëtt. Dëst aus ëmweltpolitischen, landesplanereschen a wirtschaftlechen Iwwerleeungen eraus.

Dat ass nëmme mat enger performanter, käschtegënschteger a grenziwwerschreidender Offer un öffentlechem Persounentransport méiglech. D'Réckgrat vun esou enger Offer ass a bleift d'Bunn. Dofir muss eis national Eisebunnsgesellschaft an hirem Beméien, hir Capacitéit ëm 300% ze héijen, politesch massiv ënnerstëtzt ginn. D'Investitiounen an neit Material musse virugedriwwe ginn, fir datt d'CFL an Zukunft op enger gudder Ausgangsbasis mat anere Bedreiwer ka konkurréieren.

Leider ass de Koalitiounsprogramm vun der neier Regierung zimlech vag, wat d'Zukunft vun eiser nationaler Eisebunnsgesellschaft betrëfft. Den ADR fënnt dëse Programm souguer zimlech onverantwortlech, zumools wann een Décisiounen, déi musse geholl ginn, op 2005 opschubt, an och nach un eng Tripartite ferroviaire verweist, well d'Liberaliséierung vun der Bunn ass op EU-Niveau scho längst gekannt a längst décidéiert. Déi éischt Direktiv vum Conseil fir dee Beräich geet op den 29. Heemount 1991 zréck. Uganks 2006 muss de gesamte Gütertransport komplett liberaliséiert sinn, an 2008 och de Persounentransport.

(Coups de cloche de la Présidence)

Fir sech dorobber virzebereeden, huet d'CFL schonn e Strategiepabeier virgeluecht. Leider hëlt awer d'Politik net hir Responsabilitéit a riskéiert esou, datt fir d'CFL, bis et emol esou wäit ass, dann den Zuch fort ass. Eng vun den éischte Konsequenze wäert den Ofbau vun iwwer 330 Aarbechtsplaze bis 2009 op der CFL sinn. Eng aner Konsequenz wäert sinn, datt dat nei agestallte Personal mat däitlech manner Gehalt wäert auskomme mussen. Dat kann ee ganz kloer als Sozialofbau bezeechnen, an dat ass eppes virun deem mir am Hibléck op d'EU an hirer weiderer Verdéiwung ëmmer gewarnt hunn. Op ville Felder kann dës politesch

gewollten dramatesch verschäerft wirtschaftlech Konkurrenzsituatioun vu Lëtzebuerg nëmmen e sozialen Nivellement vers le bas bedeiten.

Wa mir och den Hierscht 2005 fir d'Tripartite ferroviaire als vill ze spéit ugesinn, esou kënne mir dach mat béiden Hänn de Passus am Regierungsprogramm ënnerschreiwen, dee verséchert, datt dat aktuellt Personal vun der CFL säi Statut awer och säi Rémunératiounsniveau behält. Hei misst, fir datt d'CFL konkurrenzfäeg bleift, de Stat d'Differenz an der Pai vum aktuelle Personal zu deenen am neie Statut agestallte Salariéë finanzéieren.

Mir insistéieren awer hei och drop, datt net un de Carrièrë vum aktuelle Personal gefréckelt gëtt, andeems se zum Beispill verkierzt ginn. Mä mir hunn awer net allze vill Vertrauen an dës Regierung; se ass nach keng dräi Méint am Amt an huet et scho fäerdeg bruecht, hir Wieler 2-mol massiv ze bedréien. Ech erënneren un de Wielerbedruch mam Finanzement vun der Mammerent. Dat stoung a kengem Wahlprogramm! Am CSV-Wahlprogramm stoung souguer just de Contraire am entspriechende Passus iwwert d'Pensiounskeesen.

An dunn d'Steiererhéijungen, wou den ADR virun de Wahle sot, d'finanziell Situatioun vum Stat wier miserabel, an no de Wahle géingen d'Steieren erhéicht ginn; deemools gouf Schwaarzmolerei virausgesot. Da gouf awer de Budget fir 2005 mat engem Defizit vun 89 Milliounen Euro presentéiert. Ah jo, wien hätt dat da geduecht, d'indirekt Steiere ginn erhéicht! Dowéinst fanne mir et esou verdächteg, datt dës Tripartite iwwert d'Eisebunn eréischt no de Gemengewahle soll stattfannen, also no den nächste Wahlen.

Dëst vergëft och dee ganze soziale Klima an der CFL. D'Personal an de Guichete fäert duerch Automaten ersat ze ginn. D'Zuchbegleitpersonal mécht sech och Gedanken iwwer seng berufflech Zukunft. Och héiert een, dass d'Carrièrë solle gekierzt ginn. Momentan gëtt een zum Beispill just Lokführer als Mécanicien am Grad A5. Et ass ze fäerten, dass op deem neie Material an an enger CFL ënner Wettbewerbsdrock een d'Leit schonn am Grad A3 op d'Maschinne léisst. Dat gëtt méi bëlleg schonns an der Ausbildung. Dat bedeit awer och eng allgemeng Entwäertung vun deem Job. Och wat den CFL-Busbetrib ugeet, besteet total Ongewëssheet. Dat ass einfach ontolerabel!

Doduerch datt d'Tripartite op sech waarde léisst vergeet wäertvoll Zäit; Zäit, déi ee kënnt notze fir de Surcoût ofzebauen. Och hei gi wéinst parteitaktëschem Calcul, fäerten ech, d'Zukunftschancë vum CFL-Busbetrib op d'Spill gesat. Wéi gëtt d'CFL international kompetitiv an iwwerliewensfäeg gemaach? Op kee Fall mat deene Propose vun der Regierung, déi gradesou raschteg si wéi d'Material vun der CFL. Dofir fuerdert den ADR vun der neier Regierung am Bunndossier Klorheet, an dat esou séier wéi méiglech.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domadder ass d'Lëscht vun de Riedner an dëser Debatt ausgeschöpft. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Transportminister.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt mat engem Zitat ufänke vu virun engem Joer hei bei enger ähnlecher Debatt iwwert d'Zukunft vun der Eisebunn. En Zitat, wat folgendermoosse gelaut huet: „Déi noutwenneg Reforme vun der Eisebunnsgesellschaft, déi mécht een net einfach bannent e puer Joer mam Briecheisen." Et ass d'Zitat vum Fraktiounschef vun deene Gréngen, vum Fränz Bausch, an ech ënnerschreiwen et absolut.

Dofir, well dat do richteg ass, mengen ech, misst ee vläicht awer d'Décence hunn, där neier Regierung, dem neien Transportminister a virun allem der Saach, ëm déi et hei geet, déi Zäit ze ginn - fir datt et esou gedeit wéi mir et fir d'Zukunft vun der Eisebunn, a virun allem d'Zukunft vun den Eisebunner, an deem, wat d'Noutwennegkeet vum öffentlechen Transport hei am Land ass -, fir dass dat gedeie kann.

Well ech stellen nämlech ëmmer erëm fest, och de Mëtten, déi, déi d'Regierung an den Transportminister froen: „Wéi haalt Der et da mam Strategiepabeier vun der Eisebunnsdirektioun?", déi si selwer bis elo ni an der Lag gewiescht fir ze soen, wat si da prezis dovunner halen. Et gi vill Froe gestallt, och de Mëtten, och vun deene Gréngen. Mä ech hunn Äntwerten, wéi si dann…

Une voix.- Wann Der d'Interpellatioun ugeholl hätt, dann hätte mer eng hallef Stonn Zäit gehat...

(Interruption)

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Dat heescht also, nëmmen de Fait, dass Der amplaz 30 Minutten 10 Minutten hutt, …

Une voix.- Dat ass eng grouss Differenz.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- …mécht Iech et onméiglech fir de Mëtteg hei ee Saz ze soen, nämlech: „Déi Gréng si mam Strategiepabeier vun der Direktioun d'accord." Dat wär an 10 Sekonnen ee Saz gewiescht, deen Der hätt kënne soen. Dofir mengen ech, Här Bausch…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mir wollte länger driwwer diskutéieren, mä Dir wollt dat net.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här Bausch, et ass e bëssen einfach, wann ee Problemer… Et ass eng berühmten Taktik, wann ee Problemer huet mam Fong, da geet een op Argumenter vun der Form. Ech mengen, et wier ganz einfach gewiescht…

(Interruption)

Et wier ganz einfach gewiescht…

M. le Président.- Loosst den Här Minister schwätzen, wann ech gelift!

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Et wier ganz einfach gewiescht de Mëtteg eng kloer Positioun ze huelen, wann een dann eng gehat hätt, well ech mierke bei allen Interlocuteuren, dass sech ëm déi Froen, wou et da wéi deet a wou et dann och an der Diskussioun, déi mer an der Tripartite ze féieren hunn, wäert wéi doen et ze diskutéieren, jiddferee sech laanschtschlängelt fir doriwwer eng Positioun ze huelen.

Ech denken och, dass et jo der Regierung an dem Transportminister - Här Bausch -, dass et der Regierung jo dorëm geet, wann ee seet, mir maachen eng Tripartite, da maache mer jo eng Tripartite fir dann deen Dialog do ze féieren op där Plaz a jiddfereen ze lauschteren an net 80 Deeg no der Regierungsbildung par la volonté du mufti dekretéieren erof, wéi et soll goen.

Neen, dës Regierung wëllt sech déi Zäit huelen, fir an enger festgefuerener Situatioun, an dat ass jo déi, déi mer feststellen, virunzekommen. Mir stelle fest am Joer 2004, dass mer e Strategiepabeier hu vun der Eisebunnsdirektioun, zu där déi fréier Regierung keng Positioun geholl huet an déi nei Regierung sech eng Positioun muss huelen, an op där anerer Säit eng festgefuere Situatioun, well d'Eisebunnsgewerkschaften, déi d'Belegschafte vertrieden, zu deem Strategiepabeier do e kloren, eendeitegen Neen soen.

Dat ass d'Situatioun, déi mer haut feststellen. A wann een net mam Briecheisen wëllt derduerchgoen, da muss ee sech déi Zäit huele fir déi Fiedem, déi do ausernee gefuer sinn, erëm zesummenzebréngen.

An Dir kënnt Iech eppes virhuelen, Här Bausch an Här Braz! Ech wäert an deenen nächste Wochen a Méint, wéi schonn an deene leschte Wochen, mer an deem do Dossier all Stonn, Dag an Nuecht, de Weekend an an der Woch huelen, fir mat jiddferengem ze diskutéieren, fir dass mer net blannemännerchers riicht an eng Mauer vun engem Sozialkonflikt rennen, deen der Eisebunn enorme Schued géing zouféieren, wa mer dat an den nächste Méint veranstalten.

Et geet drëm effektiv de ganz schwierege Spagat ze maachen, deen den Här Grethen hei richteg dohinnergeluecht huet. Et ass eng Gratwanderung déi mer musse färdeg bréngen, fir op där enger Säit dofir ze suergen, dass mer all déi Investitioune maachen, déi vum Här Braz richteg hei gesot gi sinn; alles dat wat mer brauchen um Niveau vun den Investitiounen, um Niveau vun aneren Dossieren, dem IVL, Kyoto, dem RGTP-Gesetz a sou virun; dass mer op där enger Säit dat Geld vun dëser Gesellschaft, vun dësem Land investéieren, fir déi Zukunftsfäegkeet do ze gestalten, an op där anerer Säit an där Gratwanderung et fäerdeg bréngt fir d'Eisebunn fit ze maachen, wéi den Här Schreiner et gesot huet, fir mat där Lizenz, déi se lo hunn, um europäesche Maart kënnen als Eisebunn, lo mol am Fret, spéider vläicht och um Niveau vum Voyageur, ze bestoen.

Dat ass dat, wat mer musse färdeg bréngen, an ech kann Iech nëmme soen, dass an deene leschte Wochen ech mat der Eisebunnsdirektioun, ech weess net, véier-, fënnefmol schonn zesummesouz, mat den Eisebunnsgewerkschaften zesummesouz, mat de Leit vum Verwaltungsrot vun der Eisebunn zesummesouz, fir ze versichen déi Fiedem do vun der Zukunftsfäegkeet vun der Eisebunn rëm zesummenzebréngen, fir dass mer et fäerdeg bréngt fir där Eisebunn all Chancen ze ginn déi se brauch fir an deenen nächste Joren ze bestoen.

An ech mengen och net, Här Grethen, dass dat e Combat d'arrière-garde ass. Ech mengen, et ass och Är Attitüd zu Bréissel an hei zu Lëtzebuerg an deenen eenzelne Conseilen, wéi iwwert den zweeten an iwwert den drëtte Paquet, wou Der jo all Kéiers eng Attitüd ageholl hutt fir Neen ze soen, zesumme mat der Belsch, mat de Fransousen, och dat wor jo kee Combat d'arrière-garde. Neen, och dat war kee Combat d'arrière-garde, wann een de Versuch soll maachen och um Niveau vun den europäeschen Diskussiounen heiansdo dach awer ze hannerfroen, wat um Niveau vun der Liberaliséierung alles geschitt.

Well vill vun deenen, déi an de leschte Jore ganz staark liberaliséiert hunn, déi, déi am Zuch vun der Liberaliséierung am éischte Peloton waren, hunn an der Tëschenzäit festgestallt, dass nach laang net alles wat se gemaach hu richteg war, a se hunn eenzel Saachen zréckgeholl, wéi et zum Beispill a Groussbritannien de Fall war.

Ech hu viru kuerzem d'Geleeënheet gehat, fir mam däitsche Verkéiersminister zesummenzesëtzen an him d'Fro ze stellen: „Mä wéi hutt Der dann déi Zilsetzunge vun der Liberaliséierung, déi Der Iech geholl hutt, Ufank der 90er Joren, wéi sidd Der dann haut zefridde mat deene Resultater?" D'Äntwert war ganz mitigéiert! Well effektiv net all Resultater, fir Parts de marché ze gewanne par rapport zu der Strooss, fir och um Niveau vun de soziale Besëtzstänn vun den Eisebunner alles dat fäerdeg ze bréngen, wat d'Liberaliséierung sech da virgeholl huet.

Dofir ass och déi Evaluatioun, déi am zweete Paquet jo virgesinn ass, fir den éischte Januar 2006, fir ze kucken: Mä wat huet dann déi ganz Liberaliséierungspolitik um Niveau vun den Zilsetzungen, och den ekologeschen, och deene vum Aménagement du Territoire, och de sozialen a sou virun, wat huet se da bruecht? Fir ze kucken, dass een net muss blannemännerchers an eng Richtung lafen, wann een d'Gefill huet, dass et och Lëtzebuerger Léisunge ka ginn. Dass et och hei zu Lëtzebuerg Méiglechkeeten a Methoden am Sozialdialog an am Modell ka ginn a sou virun, fir op dem Niveau vun der Eisebunn an deenen nächste Joren an eng Strategie ze goen, déi eisen Ziler gerecht gëtt.

Ech hunn - par rapport zu deem, Här Bausch an Här Braz, wat gesot ginn ass hei, dass ech keng Aussoe gemaach hunn -, ech mengen, dass an deem Discours virun dem Verwaltungsrot kloer déi Gratwanderung do ganz kloer am Discours dra war. Fir ze soen, mir mussen als Eisebunnsgesellschaft à partir vun 2006/2007 mat där Lizenz, déi mer hunn, eis an d'Lag versetzen, fir kompetitiv am Fret ze sinn. Dat heescht, mir hunn also effektiv Suerg ze hunn, ob mer déi Kompetitivitéit fäerdeg bréngen.

Ech wëll da mat enger Seechen awer nu wierklech opraumen, fir ze soen: Wann déi Tripartite do an engem Joer stattfënnt, dass da während dem ganze Joer do hei zu Lëtzebuerg um Niveau vun der Virbereedung vun der Liberaliséierung näischt däerf geschéien. De Géigendeel ass de Fall. De Géigendeel ass de Fall!

Et ass um Niveau vun deem Dialog, dee mer féieren, dass mer permanent doriwwer diskutéieren. De Fait ass deen, dass d'Direktioun vun der Eisebunnsgesellschaft am Moment mat mengem Aval an och a Kenntnis vun de Gewerkschaften amgaangen ass, Optioune ganz konkret ze diskutéiere mat Partneren, wéi dann an Zukunft eng Gesellschaft um Niveau vum Fret kënnt ausgesinn. Déi Diskussioune lafen a gi bewëllegt, fir dass se solle lafen, fir dass mer all Optiounen - an ech betounen all Optiounen -, déi méiglech sinn, do leien hunn, wa mer als Tripartite zesummekommen, fir dann ze kucke wat fir eng Décisioune mer huelen.

An dat gëllt och fir eng Rei vun anere Froen, déi de Kolleeg Braz gestallt huet. D'Fro: „Wéi ass et mat der Verlängerung vun de Kontrakter?" Verlängerung, déi jo an der Regierungserklärung prezis drasteet, dass mer dofir sinn, fir déi ze verlängeren. Dat ass jo eng Ausso par rapport zu dem, wat hei gesot ginn ass, de Regierungsprogramm wier onverantwortlech, wéi de Kolleeg Jaerling gesot huet. Ech mengen, dass an deem Programm eng Rei vu Saache ganz prezis sinn. Ech mengen, dass et och net irresponsabel ass fir an dee Koalitiounsprogramm dranzeschreiwen, dass par rapport zu deenen Eisebunner, déi haut am Statut sinn a sou virun, näischt geschitt, dass deenen hier Droits-acquisen an alle Fäll gewahrt sinn. Ech mengen, dass dat eng verantwortlech Ausso ass fir d'Motivatioun vun den Eisebunner an och d'Motivatioun vun der gesamter Gesellschaft ze halen.

Wann Der frot, um Niveau vun der Kapitalopstockung, wat eis Positioun ass: Ech mengen, dass dat eng Diskussioun ass, déi mer och an engem Paquet innerhalb vun der Tripartite dann ze diskutéieren hunn. Ech wollt Iech awer drop opmierksam maachen, dass am Projet vum Budgetsgesetz vun dësem Joer proposéiert gëtt, d'Garantie, déi de Stat iwwerhëlt par rapport zur Eisebunnsgesellschaft, vun 125 op 500 Milliounen an d'Luucht ze setzen, wat jo awer och, mengen ech, e Geste ass vu Vertrauen an déi Zukunftsfäegkeet vun deenen Investitiounen, déi mer um Niveau vun der Gesellschaft amgaange sinn ze maachen.

A wann d'Fro gestallt gëtt um Niveau vum Train-Tram-Konzept, da wëll ech soen, och par rapport zu deem, wat ech liesen an der Press, d'DP-Fraktioun no hirer Journée parlementaire: Ech si mat jiddferengem d'accord - an ech hunn dat oft genuch gesot - dee kloer mécht, dass déi nächst fënnef Joer hei an dësem Land net um Niveau vun den Investitiounen erëm däerfe vergeut ginn duerch nei Studien an duerch nei Etüden. Dat, mengen ech, ass eng Attitüd, déi een 100%eg muss ënnerstëtzen.

Mir hunn hei als Chamber am Juni an am Dezember d'lescht Joer eng Rei vu wichtegen Investitiounsprojeten um Niveau vun der Eisebunn décidéiert. Heiansdo a meeschtens, mengen ech, unanime oder bal unanime - ech mengen, et waren heiansdo Abstentiounen do gewiescht vun eenzelne Fraktiounen; mir zum Beispill, Déi Gréng och, well mer 100%eg an eenzelne Projeten net d'accord ware mat deenen Tracéën, déi proposéiert gi sinn. Mä iergendwou eng Kéier muss d'Diskussioun iwwert d'Tracéën an iwwert d'Konzept, an déi ee geet, eriwwer sinn, fir dass een Investitioune mécht.

Dofir mengen ech hu mer déi Ubannung vum Kierchbierg. Dat ass eng déi mer wäerte virundreiwen, mat deenen, déi de Kolleeg Grethen elo hei gesot huet, wat d'Duebelgleisegkeet vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg ubelaangt an anerer. Ech denken och dass et wichteg wär an engem gudde Gespréich mat dem Schäfferot, dem Buergermeeschter an dem Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg och ze diskutéieren a sech elo d'Moyenen ze ginn an d'Etüden ze maachen, fir dass mer dat Konzept, wat hannendru fir d'Stad Lëtzebuerg ze diskutéieren ass, weiderdreiwen. Ech war frou Interlocuteuren ze fannen déi bereet sinn, schnell zesumme mam Stat an där gedeelter Kompetenz, déi mer do hunn, weiderzekommen, fir dass mer deem Projet do och gerecht ginn.

Ech denke wat déi aner Froen ubelaangt, Här Braz, souwuel um Niveau vun der Fro vum Statut wéi um Niveau vun deem vun der Filialiséierung an anerer, wat jo dann Elementer si vum Strategiekonzept vun der Eisebunnsdirektioun sou wéi et haut virläit, dass dat Diskussioune sinn, déi effektiv an där Tripartite mat all deem wat mer eis u Method virdru musse ginn, fir dat ze preparéieren, déi lescht Ronn solle sinn.

An da wëll ech par rapport zu engem, dee jo oft hei um Riednerpult stoung an dofir gestridden huet, zum Beispill bei deene berühmte PAN-Gesetzer, dass d'Chamber hiert Recht muss behalen, fir an alle Fäll matzediskutéieren a mat gehéiert ze ginn, da wëll ech fir een, deen dat wéi gesot oft genuch gesot huet, hei mäin 100%egt Engagement huelen, fir zu all Moment hei an d'Chamber ze kommen, an d'Kommissioun oder hei an de Plenum, fir doriwwer ze diskutéieren. Eenzel Saache wäerte souwisou eventuell gesetzgeberesch Suitë kréien, deemno wat mer diskutéieren an décidéieren; sou dass dat souwisou verlaangt, dass um Niveau vun der Chamber dann och e Wuert muss heiriwwer geschwat ginn.

Ech hunn also keng Illusiounen, dass dat doten eng ganz schwéier Aarbecht wäert gi fir déi Kompetitivitéit vun der Eisebunnsgesellschaft elo um Fret hierzestellen an

och gläichzäiteg awer dofir ze suergen, an dat ass awer och eppes wat ech dem Parlament wëll soen, dass et dann och, mengen ech, fir d'Chamber als Ausdrock vun deem wat d'Souveränitéit hei am Land ass kloer muss sinn, dass dat doten an enger éischter Phas vill Investitiounen an déi Eisebunn an an déi Eisebunnsgesellschaft mat sech bréngt. Da muss, mengen ech, awer och jiddferee sech an de Spigel kucken a soen ob e bereet ass fir am Ufank wierklech dofir ze suergen, dass de Stat mat ganz ville Moyene wäert hëllefen, fir dat doten op d'Schinnen ze kréien. Dat ass nämlech de Corollaire zu der Kompetitivitéit, dass am Ufank déi Moyenen do mussen do sinn, um Niveau vun der Verlängerung vun de Kontrakter, um Niveau vun den Investitiounen a sou virun, dass dat geet.

An dann ënnerschreiwen ech total deen Ufank, deen hei gemaach ginn ass vum Interpellant fir ze soen, dass dat do jo u sech eng Aufgab ass, déi d'Eisebunn betrëfft; dass et eng Aufgab ass, mengen ech, déi awer virun allem d'ganzt Land betrëfft; well d'Mobilitéit, de „modal split" 25/75, d'Diskussiounen iwwert den IVL effektiv e besseren Aménagement du Territoire fäerdeg bréngen. A virun allem och - an dofir sinn ech dankbar dat gesot ze hunn hei -, dass mer et och am Kyoto-Protokoll nämlech fäerdeg bréngen, dass mer net nëmme Quota an Emissiounscapacitéiten an d'Ausland bilateral oder transnational akafen oder eis do fräikafe ginn, mä dass mer et och fäerdeg bréngen an engem nationale Reduktiounsplang dofir ze suergen, dass mer eisen nationalen Aufgaben esou wäit et nëmme méiglech ass gerecht ginn, fir CO_2-Emissioune selwer anzespueren.

Dass dat eng Politik ass, déi e Ganzt bilt, tout cela se tient, an ech wäert mat der Regierung, déi iwwregens déi Décisioun vun der Tripartite gemeinsam geholl huet, dat ass net eng unilateral vum Transportminister, dass mer eis elo an deene Méint um Niveau vun der Direktioun, vun de Gewerkschaften, vum Transportministère déi Zäit ginn, fir Pilonen ze leeën an d'Pilieren ze leeën, fir dass mer an der Tripartite da gutt Décisioune kënnen huelen an engem Joer, fir dass et der Eisebunn, den Eisebunner an dem Land domadder gerecht gemaach gëtt.

Merci.

M. le President.- Merci, Här Minister. Här Braz, frot Dir d'Wuert nach eng Kéier? Dir hutt nach 44 Sekonnen.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt déi lescht 40 Sekonnen, déi ech nach hunn, gebrauche fir dem Plenum awer ze soen, dass mir fannen, dass de Minister och no dëser Interventioun d'Äntwerten op déi Froen, déi sech stellen, nach ëmmer schëlleg bliwwen ass, a mir kënnen eis doriwwer nëmme wonneren, wann ee kuckt an der Regierungserklärung op wéi enge Punkten déi prezis Äntwerten deelweis a verschiddene Punkte stinn, a mir kënnen eis nëmme schwéier virstellen, dass d'Eisebunnsproblematik net méi am Detail soll während de Koalitiounsverhandlungen diskutéiert gi sinn, wéi dat wat de Minister haut hei gesot huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat Zweet ass, dass mir als Gréng Demandeur waren dofir, dass d'Parteien an d'Chamber direkt agebonne ginn an eng Tripartite, déi direkt ufänkt. Dann hätt Der ganz séier vun de Parteie méi Äntwerte kritt wéi dat doten. Ech mengen, dass Der do de Reproche lech selwer musst zouschreiwen.

An drëttens, dass Der d'Verantwortung dofir wäert missen iwwerhuelen, an engem Joer oder méi, wann Der herno awer zur Konklusioun kommt, dass e Joer verluer gaangen ass.

M. le President.- Merci, Här Braz. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, zur Diskussioun vun der Proposition de loi 4754 iwwert d'Ofänerung vun der Verfassung. Duerno stëmmt d'Chamber am zweete Vote constitutionnel doriwwer of.

Den 12. Mee 2004 hu mer eng éischte Kéier ofgestëmmt gehat. Mir kommen elo zur Diskussioun. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwen: den Här Meyers, d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Henckes. Den Här Meyers als Rapporteur huet als Éischten d'Wuert. Här Meyers!

6. 4754 - Proposition de loi portant

1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;

2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution - Second vote constitutionnel

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 12. Mee vun dësem Joer huet d'Chamber mat 46 Stëmmen ouni Enthalung an ouni Géigestëmm enger Revisioun vun den Artikelen 11, Paragraph (6), 32, 36 a 76 zougestëmmt. Gläichzäiteg war d'Chamber d'accord fir en neien Artikel 108bis an d'Verfassung anzeschreiwen.

Ech mengen, et ass haut net méi noutwendeg fir op den Historique vun där Reform anzegoen. Ech wëll mech dofir beschränken op e puer wesentlech Punkte vun där Reform an hiweisen op d'Wichtegkeet vun där heiter Reform, well déi fënnef Artikelen, déi zur Diskussioun stinn, betreffen ee Punkt vun der Verfassung, dat ass de Pouvoir, d'Regelung vum Pouvoir réglementaire, deen dann och an der Verfassung nei soll geregelt ginn.

Gemäss deene bestehende verfassungsrechtleche Bestëmmunge läit de Pouvoir réglementaire eenzeg an eleng beim Grand-Duc. De Groussherzog huet eleng d'Recht fir Ausféierungsbestëmmungen zu Gesetzer ze huelen, opgrond vun zwee Verfassungsartikelen: Den Artikel 36 dee virgesäit, dass de Grand-Duc déi Reglementer hélt, déi noutwendeg si fir d'Gesetzer auszeféieren, an den Artikel 32 deen der Chamber et erlaabt, fir dem Grand-Duc Pouvoiren ze gi fir Reglementer ze huelen. Déi Pouvoirë gëtt d'Chamber duerch e Gesetz, wou se dann och ka festhalen, ënner wéi enge Bedingungen déi Reglementer geholl ginn, ënner wéi enger Form déi Reglementer geholl ginn, a wou se och ka virschreiwen, dass d'Chamber notamment muss fir eenzel Reglementer ëm hiren Avis gefrot ginn.

Bei deem leschte Punkt, bei dem Artikel 32 kann een och soen, dass opgrond vun deenen Dispositiounen an der Vergaangenheet ëmmer déi sou genannt Habilitatiounsgesetzer geholl si ginn, déi jo och d'Bedingunge festgehalen hunn, ënner deenen d'Regierung déi noutwendeg Reglementer konnt huelen a wirtschaftlech schwierege Situatiounen a wann et noutwendeg war, fir am Intérêt vum Land eenzel Dispositiounen ze treffen, déi dann och konnten zu bestehende Gesetzer dérogéieren.

Virun 1996 konnt ee soen ass déi ganz Matière mat enger gewësser Flexibilitéit gehandhaabt ginn. Mir hunn 1996 e Verfassungsgeriicht geschaaft, wat sech a sengen Arrêten, déi et am Laf vun de Jore geholl huet, besonnesch mat där doter Matière ofginn huet, a well se och ëmmer befaasst gi si mat Froen, déi de Pouvoir réglementaire betraff hunn. An dofir huet sech och mat der Zäit d'Fro vun enger Reform vun deenen Artikele vun der Verfassung, déi de Pouvoir réglementaire betreffen, gestallt.

Ech gesinn haaptsächlech sechs Punkten, déi och an där heiter Reform zréckbehale si ginn, déi ech kuerz wëllt développéieren.

En éischte Punkt ass deen, dass an der Verfassung selwer eng Rei Artikele festhalen, dass eenzel Matièrë mussen engem Gesetz reservéiert sinn, dass also eenzel Matièren nëmmen duerch e Gesetz kënnen traitéiert ginn, also net duerch e Reglement, och net e Règlement grand-ducal kënnen ausgeféiert ginn. Déi Matière war ëmmer zur Diskussioun, wat muss dann am Gesetz stoen, well de Conseil d'État an der Vergaangenheet ëmmer gesot huet, wann déi grouss Prinzipien an dem Gesetz festgehale sinn, kënnen och duerch Règlement grand-ducal Ausféierungsbestëmmunge kommen. Allerdéngs war ëmmer eng ganz grouss Onsécherheet do, wat dann an d'Gesetz gehéiert huet a wat da wierklech an de Règlement grand-ducal gehéiert huet.

D'Verfassungskommissioun huet sech ausféierlech mat deem dote Punkt befaasst a si huet da proposéiert, fir den Artikel 32 duerch e Paragraph 3 ze ergänzen, dee virgesäit, dass an deene Matièren, déi duerch d'Verfassung engem Gesetz virbehale sinn, dass do kënnten och Reglementer an Arrêtéë geholl ginn, mat deene Bedingungen a mat deene Modalitéite wéi déi respektiv Gesetzer dat selwer virgesinn, dat heescht, da muss och d'Basis an deem Gesetz drastoen, an d'Gesetz kann dann och festleeën no wéi enge Modalitéiten esou ee Règlement grand-ducal ka geholl ginn.

En zweete Problem, deen eigentlech zënter 50 Joer ëmmer nees erëmkomm ass, ass dee vun deene sou genannten Habilitatiounsgesetzer. D'Chamber huet der Regierung an dem Grand-Duc d'Méiglechkeet ginn, fir a wierklech schwierege Situatiounen an am Intérêt vum Land, haaptsächlech a wirtschaftlechen a finanzielle Froen, Reglementer ze huelen, déi och konnten dérogéieren zu bestoende Gesetzer, awer net an deene Matièren, déi duerch d'Verfassung engem Gesetz virenthale waren.

Or, wann een hei vu wirtschaftlechen a finanzielle Moossname schwätzt, dann ass ee ganz séier am Beräich vun der Fräiheet vum Commerce, well et sinn och an der Vergaangenheet Mesurë geholl gi wou een der Meenung konnt sinn, dass se dee Prinzip eventuell violéiert hätten. Et ass och hei an der Chamber beim Vote vun deene Gesetzer ëmmer erëm op déi do Problematik higewise ginn. Och do war et net kloer, wou d'Grenz ze zéie war. D'Verfassungskommissioun huet festgehalen, dass an der Verfassung selwer de Prinzip vun der Habilitatioun soll zréckbehale ginn, an zwar duerch d'Aschreiwung vun engem neie Paragraph 4 am Artikel 32, wou allerdéngs de Grand-Duc habilitéiert gëtt, Reglementer ze huelen, nëmmen a Fäll vun enger internationaler Krisis, a wann et urgent ass, dass déi Mesurë musse geholl ginn. Et sinn also zwou Bedingungen, déi d'Verfassung virgesäit: d'Crise internationale an d'Urgence.

Allerdéngs geet den Artikel 32 iwwert dat eraus, wat virdru virgesi war, well den Artikel 32 erlaabt och elo dem Grand-Duc Reglementer ze huelen an deene Matièren, déi bis elo ausgeschloss waren, dat heescht wou d'Verfassung ee Gesetz virgesinn hat. Den neien Text seet elo, dass an alle Matièrë Reglementer kënne geholl ginn, wann eng international Krisis do ass, a wann Urgence besteet, da kann also e Reglement geholl ginn och fir déi Matièren, déi duerch d'Verfassung engem Gesetz virbehale sinn.

Allerdéngs huet d'Verfassungskommissioun proposéiert fir d'Durée vun deene Mesuren anzeschränken, an zwar hunn déi Reglementer nëmmen eng Validitéit vun 3 Méint. Duerno hu se keng Effete méi, se kënnen also nëmmen a wierklech urgentë Fäll geholl ginn. Wann d'Regierung oder d'Chamber der Meenung wär, dass déi Mesurë misste verlängert ginn, da misst d'Chamber mat engem Gesetz befaasst ginn, fir déi do Matièren an engem Gesetz ze reglementéieren. D'Regierung kann doropshi keng nei Réglementatioun huelen, well déi Durée vun 3 Méint limitativ festgeluecht ass.

En drëtte Problem, dee laang oder nach ëmmer bestanen huet, ass d'Problematik vun de Règlements ministériels. Och do sinn d'Meenunge ganz oft ausernee gaang. D'Regierung war natierlech ëmmer der Meenung, si kënnt Règlements ministériels huelen. Et sinn der och ëmmer agesat ginn an de Gesetzer. Et waren der och ëmmer am Budgetsgesetz. De Conseil d'État huet ganz oft drop higewisen, dass déi Reglementer net konform wären zu der Verfassung. Allerdéngs sinn och an den Diskussiounen d'Juriste sech oft net eens gewiescht, dass gemengt ginn ass, wann ee Règlement grand-ducal do wär, kënnt opgrond vun engem Règlement grand-ducal och nach e Règlement ministériel geholl ginn.

D'Verfassungsgeriicht huet där Diskussioun een Enn gemaach a kloer gesot, dass eleng de Grand-Duc Reglementer kann huelen, an dass d'Règlements ministériels net verfassungskonform wären. Allerdéngs muss een och soen, dass ganz vill Matièren do sinn, wou heiansdo séier muss reglementéiert ginn; datt och Matièren do sinn, wou ee sech muss froen, ob et da wierklech noutwenneg ass de Grand-Duc an deene Matièren ëmmer erëm ze beméien. Dofir huet och d'Verfassungskommissioun gemengt et wier gutt, wann een d'Méiglechkeet vum Règlement ministériel an d'Verfassung géif aschreiwen.

Déi éischt Propos, déi mir gemaach haten, war déi, fir dat an den Artikel 36 anzeschreiwen, dann hätt de Règlement ministériel déiselwecht juristesch Valeur gehat wéi e Règlement grand-ducal, e wier also an der Hierarchie vun de juristeschen Normen um selwechten Niveau gewiescht. De Conseil d'État huet domadder Problemer gehat, an ech mengen et war och richteg, dass en déi Problematik opgeworf huet. E war der Meenung, dass de Règlement ministériel eng juristesch Norm ass, déi eigentlech dem Règlement grand-ducal misst ënnergëuerdnet ginn, an dass de Minister Reglementer kënnt huelen opgrond vun enger Delegatioun, déi en eigentlech vum Grand-Duc géif kréien, an da gehéiert dee Pouvoir net an den Artikel 36, mä an den Artikel 76.

Schlussendlech huet dann och d'Kommissioun dat zréckbehalen, esou wéi de Conseil d'État et proposéiert huet, esou dass elo am Artikel 76 festgehalen ass, dass de Grand-Duc am Rahme vun deene reglementaresche Pouvoiren, déi en huet, och de Membere vun der Regierung Pouvoir de délégation ka ginn, fir Ausféierungsbestëmmungen ze huelen, déi dann allerdéngs musse konform sinn, net nëmmen zum Gesetz, mä och nach gegebenenfalls zu dem Règlement grand-ducal opgrond vun deem se geholl si ginn. Domat bleift dann och d'Hierarchie vun den Norme gewahrt.

E véierte Punkt, dee sech erginn huet opgrond vun engem Uerteel vum Verfassungsgeriicht, betrëfft Mesuren, déi geholl gi vu professionellen Organer, an zwar huet d'Fro sech gestallt beim Ordre vun den Affekoten, déi ëmmer d'Recht haten am Intérêt vun hire Membere Mesurë virzeschreiwen, wou och dann déi, déi zu deem Ordre géiert hunn, sech hu missen dorun halen. D'Verfassungsgeriicht, wat befaasst war mat enger Fro, huet do och kloer entscheet, dass dat net méiglech wär, dass opgrond vun den Artikele 36 an 32 de Pouvoir réglementaire eleng beim Grand-Duc léich, a wann een dat wëllt änneren, misst een natierlech deenen Organes professionnels déi Pouvoire ginn.

D'Kommissioun war der Meenung, dass et noutwendeg wär, dass och an engem moderne Stat déi Organes professionnels, déi e Beruff vertrieden, déi och duerch e Gesetz geschaf si ginn, déi eng Personnalité juridique hunn, kënnte Mesuren am Intérêt vun hirem Beruffsstand huelen, déi sech och dann de Membere vun deem Beruffsstand géifen imposéieren.

Dofir ass proposéiert ginn am Artikel 11(6) zwee nei Alineaen anzeschreiwen, déi dat do erlaben, wou allerdéngs duerch d'Gesetz muss festgehale ginn, wéi eng Reglementer dass dat kënne sinn, wéi d'Prozedure sinn, dass eventuell déi Reglementer kënnen approuvéiert gi vun der Autorité de tutelle, wann et net noutwenneg ass, dass se och kënnen annuléiert ginn, dass se kënnen opgehuewe ginn, a selbstverständlech kënnen d'Geriichter à tout moment d'Legalitéit vun deene Reglementer kontrolléieren.

E fënnefte Punkt, dee besonnesch an der leschter Legislaturperiod zu laangen Diskussiounen och an der Chamber, mä op engem aneren Niveau Ulass ginn huet, dat sinn d'Pouvoire vun den Établissements publics.

De Législateur huet an deene leschte Jorzéngten eng Abberzuel vun neien Établissements publics geschaf, an do sinn der och derbäi, déi Pouvoire kritt hunn, déi eigentlech der Regierung gehéieren an déi an den Exercice vun der Souveraineté nationale eraginn.

Et sinn eng Rei Etablissementer, déi Mesures d'exécution huelen, déi och a verschiddene Beräicher, besonnesch am Assurancëberäich an am Bankeberäich, mussen agehale gi vun deene Firmen oder Entreprisen, déi der Kontroll vun deenen Etablissementer do ënnerleien. Mä och do war d'Kommissioun der Meenung, obscho bis lo keen Uerteel vum Verfassungsgeriicht do war, dass een dat net kënnt esou bestoe loossen, ouni dass een de Prinzip géif an der Verfassung verankeren.

Dofir hu mer - an de Conseil d'État huet dat jo approuvéiert - an der Verfassung och bei der Reform festgehalen, een neien Artikel an d'Verfassung anzeschreiwen, den 108bis, dee fir d'éischt emol virgesäit, dass duerch Gesetz sou öffentlech Etablissementer kënne geschafe ginn, déi d'Personnalité juridique hunn, wou och festgehale gëtt, dass am Gesetz hir Organisatioun an hir Missiounen - hiren Objet - mussen definéiert ginn an dass se am Rumm vun där spezifescher Missioun, déi se kréien, och Mesuren huele kënnen am Beräich vun den Ausféierungsbestëmmungen, deenen dann awer och déi Entreprisen oder déi Particulieren ënnerleien, déi deem Contrôle ënnerleien, déi dann d'selwecht ze considéréiere sinn, eigentlech, wéi e Règlement grand-ducal oder e Règlement ministériel, och wa se gegebenenfalls an der Hierarchie vun den Normen ënnert d'Gesetz an ënnert de Règlement grand-ducal anzereie sinn.

Eng lescht Ännerung betrëfft den Artikel 36 selwer. Do stoung bis elo nach dran, dass de Grand-Duc d'Gesetzer misst ausféieren, dass en se net kënnt suspendéieren an dass en och net vun der Exécutioun kënnt dispenséieren. Do ware mir der Meenung, datt dat eng Dispositioun wär, déi haut eigentlech,

compte tenu vun de Pouvoire vum Groussherzog, net méi aktuell wär. De Conseil d'État war därselwechter Meenung, sou dass dee klengen Zousaz am Artikel 36 gestrach ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun an och d'Chamber am éischte Vote hu gemengt, duerch déi hei Mesuren an der Verfassung de Pouvoir réglementaire sou ze regelen, wéi et engem moderne Stat entsprécht. D'Chamber huet den 12. Mee mat all deenen Deputéierten, déi dee Moment am Sall waren, hiren Accord ginn, an ech géif och d'Chamber bieden, haut deenen hei Mesuren am selwechte Mooss zouzestëmmen.

Ech kann och elo soen, dass meng Partei d'accord ass fir déi do Mesuren am zweete Vote ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le President.- Merci, Här Meyers. Als éischt Riednerin ass ageschriwwen d'Madame Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, als Dinosaurier, wéi ons Kolleegin, d'Madame Lulling, géing soen, kann ech an dësem Haus sécher keen Usproch un e „maiden speech" erhiewen.

(Hilarité)

Erlaabt mer awer eng perséinlech Bemierkung. Vun 1969 bis 1989, also 20 Joer laang, war ech an dësem Haus an där enger oder där anerer Eegeschaft täteg. Du war ech vun 1989 bis 2004, also 15 Joer laang, an Europa engagéiert, sief et am Europaparlament, sief et bei der Kommissioun.

Et ass also net ouni Emotioun, dass ech haut dës Tribün erëmfannen. D'Haus ass entre-temps méi schéi ginn, et ass och méi modern ginn. Mir sinn alleguerten, wéi een an Amerika géing soen, „wired". De Greffier heescht net méi Greffier; mä de Greffe sou wéi och d'Fraktiounen hu méi Mataarbechter kritt. Grondsätzlech awer bleift d'parlamentaresch Aarbecht wat se ëmmer war: eng schéin a wichteg Aarbecht; an ech si frou, drun däerfen deelzehuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur vun der Proposition de loi, déi mir elo diskutéieren, ass am Detail nach eng Kéier op de Werdegang vun dëser Verfassungsännerung agaang, an iwwregens wonneren ech mech, dass… Bon, ech weess, hei handelt d'Chamber wierklech als Législateur, mir brauchen d'Regierung net. Mä nach wonneren ech mech, dass d'Regierung et net derwäert fënnt dobäi ze sinn, wann een iwwert de Pouvoir réglementaire schwätzt, dat heescht hir Pouvoiren an d'Exécutioun vun de Gesetzer. Mä et sief dann!

(Interruptions diverses)

Den 12. Mee 2004, wéi de Rapporteur gesot huet, huet sech beim éischte Vote constitutionnel d'Chamber kloer fir dës Modifikatiounen ausgeschwat. Mir hunn ons och alleguerten an där zoustänneger Kommissioun dofir ausgesprach, fir den Text an därselwechter Form, an där en am Mee gestëmmt ginn ass, dës Kéier beim zweete Vote unzehuelen.

Dës Verfassungsännerung ass eng vun deenen éischten, mengen ech, déi no der neier Prozedur vun der Verfassungsrevisioun duerchexercéiert gëtt. Fir d'DP ass dës nei Prozedur mat dem zweete Vote constitutionnel, deen dräi Méint muss vun deem éischten ewech sinn, e wichtege Garant, dass den demokratesche Grondsaz vun onsem Land garantéiert bleift.

D'Grondgesetz ass bien entendu den eigentlechen urlegislativen Text an onser Demokratie, a vun deem Text ginn all déi aner Texter aus. Et ass dofir wichteg, dass all Verfassungsännerung gewëssene Sécherheeten ënnerläit. Sou kann ech et nëmme begréissen, dass d'Verfassungsännerung, déi mir haut solle stëmmen, dem zweete Vote constitutionnel ënnerläit.

Och wär theoretesch d'Méiglechkeet vun engem Referendum gi gewiescht - awer nëmmen theoretesch. D'Chamber huet wuel den Artikel 114 vun der Verfassung geännert an d'Méiglechkeet vun engem Referendum virgesinn, mä d'Applikatioun dovun ass nach net méiglech, well d'Gesetz, wat de Referendum soll regelen, nach net ugeholl ass. Et besteet also do Handlungsbedarf. Mir begréissen et, dass déi institutionell Kommissioun sech de Moment domadder beschäftegt, a mir hoffen, dass mir do kënne schnell weiderkommen.

An den Debatte vum 12. Mee ass vun der deemoleger Oppositioun dorops higewise ginn, dass d'CSV-DP-Regierung et net fäerdeg bruecht hätt, eng vun hiren Ambitiounen aus dem Regierungsprogramm vun 1999 ze erfëllen, nämlech d'Moderniséierung vun der Lëtzebuerger Verfassung. Wann ech haut de Point maachen, gleewen ech awer kënne festzestellen, dass an der leschter Legislatur - an ech sinn net suspekt, well ech war net dobäi - an dëser Matière vill geleescht gouf. Ech mengen et war richteg, dass d'Chamber sech an hirer Aarbecht net duerch iergendwellech kuerzfristeg Wahlterminer ënnert Drock setze gelooss huet, well eng Verfassungsännerung muss gutt duerchduecht sinn a kann net iwwert de Knéi gebrach ginn.

Wat lo d'Proposition de révision vun haut ugeet, wëll ech kuerz e puer Punkten ervirhiewen. Et geet iwwert de Pouvoir réglementaire, an déi heiteg Ännerung soll dëse Pouvoir an alle Facetten definéieren an d'Regelen, ënnert deenen e kann exercéiert ginn, festleeën.

Wéi de Rapporteur et scho gesot huet, gëtt de Pouvoir réglementaire elo schonn duerch verschidden Artikele vun onser Verfassung geregelt. Wann ee sech déi Artikelen ukuckt, da stellt een effektiv fest, dass de Pouvoir réglementaire eng exklusiv Prerogativ vum Grand-Duc ass, deen dëse Pouvoir natierlech nëmmen no de Regelen an de Limitë vun onser Verfassung an onse Gesetzer ausübe kann.

Et ass an dësem Fall ervirzehiewen, dass ons Constitutioun d'Arrêtéën an d'Reglementer nëmmen zu engem Zil virgesäit, nämlech deem fir d'Exécutioun vun de Gesetzer ze assuréieren. Interessant ass et natierlech och, dass d'Verfassung et dem Grand-Duc bis elo net erlaabt huet, fir engem Minister oder engem aneren Organ eng Delegatioun ze ginn, fir Actes à caractère réglementaire ze huelen.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 19. Februar 2002 kloer déi zwou Quelle vum Pouvoir réglementaire ervirgestrach. Déi éischt ass déi vum Droit commun, déi hir legal Basis an den Artikele 36 a 37 Alinéa 4 fënnt, déi et dem Grand-Duc erméigleche fir déi zoustänneg Reglementer ze huelen an esou d'Gesetzer oder d'Traitéen ze exécutéieren.

Déi zweet Quell vum Pouvoir réglementaire ass duerch d'Artikelen 32, Alinéa 3, an 33 vun der Constitutioun virgesinn. Hei gëtt nämlech festgehalen, dass de Législatif dem Grand-Duc am Kader vun der Ausübung vu sengem Pouvoir exécutif ka verschidden Attributioune gi fir d'Matièren ze regelen, déi duerch d'Gesetz limitéiert sinn. Selbstverständlech wann een an dësem Zesummenhang Grand-Duc seet, da mengt ee Regierung, mä dat brauch jo hei net besonnesch ervirgehuewen ze ginn.

Mat där heiteger Verfassungsännerung gëtt dann och endlech de Problem vun de Lois habilitantes geregelt an, de Rapporteur huet schonn drop higewisen. Säit 1951 gouf alljährlech e Ritual hei exercéiert, wou d'Majoritéit fir d'Lois habilitantes gestëmmt huet an d'Oppositioun dergéint, fir dann dem Grand-Duc d'Recht ze ginn, a wirtschaftlechen a finanzielle Matièren ze handelen an esouguer zu bestehende Gesetzer ze derogéieren, wann Urgence gi war an am Fall vun enger internationaler Krisis. Selbstverständlech waren déi Lois habilitantes souwuel an hirem Objet wéi och an hirer Dauer begrenzt. Dat gëtt elo an der Verfassung geregelt, an ech fannen dat eng gutt Approche.

Och gëtt de Problem vun de Règlements ministériels geléist. Virun allem säit dem Zweete Weltkrich sinn eng Rei vu Mesures d'exécution entweder duerch e Règlement ministériel, duerch en Arrêté, duerch Arrêtéen a Reglementer vun der Regierung en conseil oder souguer duerch Instruction ministérielle geregelt ginn. Am jëtzegen Zoustand vun onser Verfassung sinn dës Mesuren natierlech net konform. Mä bis zur Schafung vum Verfassungsgeriicht ënnerlouche si kenger juristescher Kontroll an, wéi de Rapporteur esou schéi gesot huet, dat alles ass mat enger gewëssener Flexibilitéit gehandhaabt ginn.

Et ass also net erstaunlech, dass déi éischt Arrêté vum Verfassungsgeriicht virun allem de Pouvoir réglementaire viséiert hunn: Iwwerpréifung entweder vun der Conformitéit vun de Règlements ministériels mam Artikel 36 vun der Verfassung oder Arrêtën am Zesummenhang mat den „matières réservées à la loi". D'Verfassungsgeriicht huet - an et konnt net anescht sinn an deene Fäll - d'Onconstitutionnalitéit kloer ervirgestrach an et ass dunn héich Zäit ginn ze handelen.

D'Kommissioun vun der Chamber huet sech - an dat ass och hei scho vum Rapporteur gesot ginn - an hirer Aarbecht eigentlech dräi Ziler gesat: Éischtens d'Prerogativ vum Grand-Duc, vun der Regierung, en matière réglementaire bäizebehalen; zweetens an d'Verfassung anzeschreiwen, dass de Grand-Duc kann am Fall vun enger internationaler Krisis handelen, an dat iwwert de Pouvoir réglementaire souguer an deene Matièren, déi vun der Verfassung no dem Gesetz reservéiert ginn; an drëttens eng verfassungsrechtlech Basis schafe fir de Pouvoir réglementaire, déi de Membere vun der Regierung souwéi och den Organes professionnels des professions réglementées oder den Établissements publics d'Méiglechkeet gëtt, ze reglementéieren.

De Grand-Duc als Chef d'État exercéiert de Pouvoir exécutif am Aklang mat der Verfassung an onser Gesetzgebung an hie muss deemno och Pouvoiren hunn, fir all reglementär Mesuren ze huelen, fir d'Gesetzer ze exécutéieren. Deemno ass de Règlement grand-ducal - war et bis elo, ass a bleift och an Zukunft - déi normal a prinzipiell reglementär Mesure fir d'Gesetzer an d'Traitéen ze exécutéieren. Ech hu scho kuerz vun de Matièren, déi dem Gesetz reservéiert sinn, an de Pouvoirs exceptionnels geschwat: Et ass menger Usiicht no wichteg, dass de Grand-Duc am Fall vun enger internationaler Krisis an am Fall vun enger Urgence ka reglementär Mesuren huelen, déi och kënne bestehend Gesetzer abrogéieren.

Et gëtt wéineg Fäll vun där Natur an de leschte Jorzéngten, wou hei huet missen eng Loi habilitante applizéiert ginn, mä et sinn der awer e puer gewiescht wou mer frou waren, dass et méiglech war, schnell iwwert dee Wee ze handelen. Ech denken notamment un d'Pëtrolskrisis, un de Golfkrich an un d'Noeffekter, déi do entstane sinn.

De Rapporteur huet drun erënnert wéi komplizéiert et war an dësem Fall op e gemeinsamen Nenner ze kommen, mä ech mengen et wär ons gelongen hei en Text ze fannen, dee jiddferengem ka Satisfaktioun ginn. Ech géing dobäifügen, dass ech bei där leschter Regierung iwwerzeegt war, dass, wa si constitutionnell d'Recht hätt fir Reglementer am Fall vun enger Krisis schnell ze huelen, si dëst Recht mat Zréckhaltung a Besonnenheet géing ausüben. Bei dëser Regierung hunn ech natierlech manner Vertrauen, mä ech wëll hoffen a gleewen, dass si an och déi kommend Regierungen dat och wäerten an Zukunft esou gesinn.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat do ass e schlechte Schluss, Madame.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Elo ass dann also verfassungsrechtlech festgehalen, dass an deene Fäll vu Krisis an Urgence de Grand-Duc ka reglementär Mesuren huelen, souguer fir Matièren, déi dem Gesetz reservéiert sinn ze exécutéieren. Mir sinn also dëst Joer vun där Freed privéiert, um Enn vum Joer beim Budget eng Loi habilitante ze stëmmen.

Ministeriell Reglementer, leschte Punkt. De Statsrot hat wuel d'Fro opgeworf, ob dësen neie ministerielle Pouvoir réglementaire eng Konkurrenz kéint duerstelle fir de Pouvoir réglementaire vum Grand-Duc oder en esouguer kéint iwwerfligelen. E koum awer zur Konklusioun, dass et an engem moderne Stat wichteg ass, dass een an der Verfassung de Pouvoir réglementaire vun de Ministere festhält, mä dass deen awer muss streng ëmschriwwe sinn an den Normes hiérarchiques supérieures, wéi de Rapporteur gesot huet, ënnerworf sinn. Deemno ass de Pouvoir réglementaire vum Minister unzegesinn als eng Delegatioun vum Grand-Duc, an dat am Kader vun den Artikele 36 a 37, Alinéa 3 vun der Verfassung.

Schliesslech de Punkt vun de Reglementer vun den Organes professionnels des professions réglementées a vu verschiddenen Établissements publics. Et ass no engem Arrêt vun der Cour constitutionnelle, dass d'Problematik vum Pouvoir normatif vun de Professions réglementées opgegraff gouf, an de Statsrot huet proposéiert, fir och dëse Pouvoir an der Verfassung festzehalen. Hien huet dann d'Debatt nach erweidert op d'Établissements publics. Dat betrëfft natierlech nëmmen déi, déi Weisungsrechter hunn. D'Kommissioun ass mat op dee Wee gaangen, an ech mengen dat war och eng gutt Saach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dës Verfassungsännerung ass eng vun deenen éischten, déi den neie Mechanismus vun dem „double vote constitutionnel" duerchleeft. D'Chamber huet zwar bei der leschter Revisioun vum Artikel 114 vun onser Verfassung op d'Dissolutioun vun der Chamber verzicht, mä dee Mechanismus dann agesat, a mir mengen dass et wichteg wär, dass mer an onser Verfassung e Moyen hunn, esou eng Ännerung besonnesch formale Bedingungen ze ënnerleeën, fir dass de grondsätzleche Charakter vun onser Verfassung séchergestallt ass.

Dës Verfassungsännerung ass vu ganz grousser institutioneller Wichtegkeet. Heimat schafe mer endlech Uerdnung am Beräich vum Pouvoir réglementaire. Et geet hei drëm, dem Grand-Duc, dat heescht der Regierung d'Méiglechkeet ze ginn, effikass kënnen d'Gesetzer ze exécutéieren, an internationale Krisefäll schnell kënnen ze reagéieren, den Organismes professionnels an den Établissements publics d'Méiglechkeet ze ginn, an hirem Beräich geltend Regelen unzewenden. Nach muss dat alles an engem festgeluechte Kader an no genaue Regele geschéien. Mat dëser Verfassungsännerung definéiere mer déi Regelen, mir definéieren d'Pouvoire vun der Regierung a mir definéieren eng prezis Délimitatioun tëschent dem Législatif, der Chamber an dem Exécutif, der Regierung; wat ëmmer an an alle Länner a bei alle Verfassungen e schwieregen Exercice ass.

Als DP-Fraktioun menge mir, d'Kommissioun vun den Institutiounen an der Révision constitutionnelle hätt eng gutt iwwerluechte Propositioun virgeluecht. Mir soen hirem President a Rapporteur Merci a wäerten dës Propositioun stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le President.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll déi allgemeng positiv Stëmmung an Zefriddenheet hei net völleg op d'Kopp werfen, mä d'Wahlen hunn eigentlech un der Positioun vun eiser Partei näischt geännert. Mir wäerten déi Modifikatiounen hei stëmmen, mä mir maachen et awer mat enger Rei vu Reserven, déi mer och am Mee scho bei den Debatten hei an der Chamber ugemellt haten, well mer dach hei an engem ganz sensibele Beräich sinn, de sensibelste Beräich, deen an all parlamentarescher Demokratie vill diskutéiert gëtt, a wou vill Verfassungstexter och probéieren dat uerdentlech a propper ze regelen, dat heescht, den Domän vum Gesetz an den Domän vum Reglement op där enger Säit. An do ergëtt sech natierlech praktesch d'Fro: Firwat ass d'Reglement zoustänneg a firwat ass d'Regierung, respektiv firwat sinn eenzel Ministeren zoustänneg?

Mir sinn also hei wierklech am Kärberäich vum Fonctionnement vun den Institutiounen an och am rapport de force ënnert deenen Institutiounen. Et ass also eng ganz wichteg Modifikatioun vun der Verfassung, déi mer haut diskutéieren an dann och definitiv an eiser zweeter Lecture no der neier Prozedur décidéiere wäerten.

Et muss ee ganz kloer feststellen, dass wann een de Bilan zitt, wéi dat Kräftemesse Parlament-Regierung mat deenen heiten Texter ausgeet, d'Regierung eigentlech gagnant ass. Et ass keen Ongléck fir d'Land, dat muss een objektiv gesinn, dat muss d'Parlament och ganz kloer esou gesinn - ech soen dat virun allem och fir déi nei Memberen -, dass mer, wa mer deen heiten Text esou unhuele wéi mer en an der éischter Lecture gestëmmt hunn, da sécherlech par rapport zu där Ausso, déi eis d'Geriichter ginn hunn, wat d'Pouvoire vum Parlament a vun der Regierung sinn, ee Schrëtt méi wäit ginn an d'Regierung eigentlech iwwert déi nei Texter méi Flexibilitéit, méi Bewegungsfräiheet kritt, méi Méiglechkeete kritt fir ze reglementéieren, an den Domän, deen dem Gesetz an och der Chamber eleng virbehale gëtt, eigentlech duerch deen heiten Text méi kleng gëtt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Diskussioun iwwert d'Reform vum Artikel 36 geet eigentlech op d'Joer 1998 zréck. Et war nämlech an deem Joer wou eigentlech duerch eng ganz frappant Décisioun vun eiser Cour constitutionnelle erkläert ginn ass, dass all Règlement ministériel anticonstitutionnel ass. Dat war e klenge Schock an der Welt vun de Regierungskanzleien, well domadder awer eng jorzéngtelaang Traditioun, déi och eigentlech vun der Chamber an och virdru vun eisen anere Geriichter ëmmer akzeptéiert ginn ass, vun haut op mar duerch déi Décisioun vum Verfassungsgeriicht op d'Kopp geworf gi war.

Ech wëll awer hei vläicht aus deem Arrêt vun der Cour constitutionnelle vum 6. Mäerz 1998 zitéieren - well

dat wichteg ass -, deen zum Artikel 36 am Hibléck op d'Legalitéit vun de Règlements ministériels Folgendes seet: «Le texte de l'article 36 dont le caractère explicite est encore appuyé par le fait qu'il fait parti du paragraphe premier du chapître III de la loi fondamentale, paragraphe portant l'intitulé 'De la Prérogative du Grand-Duc', s'oppose à ce qu'une loi attribue l'exécution de ses propres dispositions à une autorité autre que le Grand-Duc. Il n'est pas contesté que le pouvoir législatif est en droit de disposer lui-même au sujet de l'exécution de la loi. Dans cette hypothèse le législateur est cependant tenu d'exercer lui-même son pouvoir et ne saurait le déléguer au mépris des termes de l'article 36 de la Constitution.»

Et ass also ganz kloer, souguer wann de Législateur e virgesäit, an dat ass zënter Jorzéngten an x Domäner gemaach ginn, dass esou ee Règlement ministériel no der Décisioun vun 1998 vun eiser Cour constitutionnelle als anticonstitutionnel ze betruechten ass. An dat huet dozou gefouert, dass an deene Joren duerno als Reaktioun d'Regierunge probéiert hunn déi falsch Règlements ministériels opzefänken, doduerjer dass se an deenen Domäner meeschtens e Règlement grand-ducal probéiert hunn ze huelen, fir dann d'Legalitéit vun deenen Disproportiounen a vun deenen Normen awer weider ze garantéieren.

Et ass also wichteg, dass déi Fro vum Règlement ministériel kloer gestallt gëtt. Mir ginn awer hei an deem Sënn méi wäit - an dat wor ni d'Positioun vun eiser Partei an deenen Diskussiounen -, andeem mer elo och e Règlement ministériel méiglech maachen, haaptsächlech souguer doduerjer, dass d'Regierung iwwer e Règlement grand-ducal seet: An deenen an an deene Matièrë kann dann och nach de Règlement grand-ducal preziséiert ginn duerch e Règlement ministériel. Dat heescht mir akzeptéieren hei duerch déi nei Formulatioun d'Méiglechkeet net nëmme Règlements ministériels iwwer Gesetz anzeféieren, wat problematesch bleift, mä mir ginn am Fong op déi aner Schinn a soen: D'Regierung, ouni d'Chamber ze consultéieren, kann décidéieren, obwuel an engem Texte de loi steet, dass dat iwwer e Règlement grand-ducal reglementéiert gëtt, an deem Règlement grand-ducal erëm eng Subdélégation op e Règlement ministériel ze maachen.

Dat ass awer relativ bedenklech, well dat geet relativ wäit. An duerfir och hei meng Opfuerderung un dës Regierung, egal wéi se zesummegesat ass, wéi och fir déi nächst Regierung hannendrun, fir awer nëmmen an Ausnahmefäll, wann et wierklech ëm ganz technesch Bestëmmunge geet, vun där dote Méiglechkeet Gebrauch ze maachen, well dat awer d'Parlament a wesentleche Froen eigentlech erausléisst aus der Diskussioun; an dat ass sécherlech net gutt esou.

Et muss een allerdéngs och hei soen oder preziséieren: Et ginn zwee Beräicher wou de Règlement ministériel eigentlech net däerf spillen - an do ware mer eis an der éischter Lecture zumindest eens. An deem gesote Beräich vun dem Domaine réservé à la loi par la Constitution kann an Zukunft e Règlement grand-ducal d'Detailer regelen déi néideg si fir d'Exécutioun vun engem Gesetz, mä an deem spezifesche Beräich do däerf eigentlech kee Règlement ministériel geholl ginn. An datselwecht gëllt och am Beräich vum Vollmachtegesetz, wou et och net méiglech ass, dass ee géif soen: Et gëtt en allgemenge Règlement grand-ducal geholl opgrond vun der Vollmachtebestëmmung. An da kann an deem Règlement grand-ducal och nach gesot ginn: Den Detail gëtt nach eng Kéier geregelt duerch e Règlement ministériel; dat geet no där gemeinsamer Interpretatioun, déi mer probéiert hunn erauszeschaffe bei den Debatte vum Mee; dat ass an Zukunft awer net méiglech.

Zweete wichtege Punkt, deen duerch déi Verfassungsännerung hei geregelt gëtt, dat ass dass mer effektiv déi leedeg Diskussioun, déi mer elo all Joer am Dezember zënter laange Joren Joer fir Joer gefouert hunn, iwwert dat sou genannte Vollmachtegesetz net méi dëst Joer brauchen ze féieren. Den Ordre du jour vum Dezember gëtt also e bësse méi kleng. Dat misst eigentlech mindestens zwou Parteie freeën. Et misst meng Partei freeën, well mir dann net méi mussen erklären, firwat dass mer dës Kéier wahrscheinlech als Regierung géifen d'Vollmachtegesetz stëmmen, well mer Vertrauen an dës Regierung hunn, an d'Demokratesch Partei bräicht net ze erklären, firwat dass se während fënnef Joer elo ëmmer d'Vollmachtegesetz gestëmmt huet an et elo dëst Joer net méi stëmmt. Et ass also e klengen Nieweneffekt, dee ganz positiv ass, dass mer déi Matière do ee fir allemol allgemeng geregelt hunn, op eng propper Aart a Weis geregelt hunn an awer och, géif ech soen, a Konditiounen agebett hunn, déi eigentlech méi restriktiv si wéi dei jährlech Bestëmmungen, jährlech Vollmachtegesetzer, déi mer bis elo ëmmer haten.

Well hei mussen effektiv kumulativ zwou Konditiounen erfëllt sinn: Et muss Drénglechkeet virleien an et muss eng international Kris virleien; nëmmen da kann déi Méiglechkeet vun engem Vollmachtegesetz spillen. A wat och nei ass par rapport zu deenen Texter, déi mer soss Joer fir Joer hei diskutéiert hunn, ass, dass och d'Regierung dru gehalen ass bannent dräi Méint no dem Huele vun där reglementarescher Moossnam e Gesetz eranzebréngen, fir déi Moossnam dann definitiv opzefänken. Wa se dat net mécht, da verfält dat Reglement no dräi Méint. Dat mengen ech ass propper, dat lehnt sech un un ähnlech Bestëmmungen, déi mer an aneren europäesche Verfassunge fonnt hunn, an ech mengen dass dat och eng ganz gutt Léisung ass.

Et bleift dann nach e ganz aneren Domän, deen och erëm eng Kéier muss nei gekuckt an nei formuléiert ginn, och rëm eng Kéier opgrond vun Décisioune vun eiser Cour constitutionnelle, dat ass d'Fro vun deem Domaine réservé a la loi par la Constitution. Wat heescht dat? An et ass d'Fro och, aweifern Ordren oder Établissements publics iwwerhaapt kënne Reglementer huelen; dat sinn och zwou Décisioune gewiescht vun der Cour constitutionnelle zu deem éischte Punkt.

Wat elo den Domaine réservé à la loi par la Constitution ugeet, do ass et eng Décisioun vum 3. Januar 2003, déi op déi dote Fro eng Äntwert gëtt. Ech zitéieren: «…l'effet des réserves de la loi énoncées par la Constitution consiste en ce que nul, sauf le pouvoir législatif, ne peut valablement disposer des matières érigées en réserve; qu'il est toutefois satisfait à la réserve constitutionnelle si la loi se borne à tracer les grands principes tout en abandonnant au pouvoir réglementaire la mise en œuvre du détail.»

Dat ass d'geltend Rechtsprechung, wat deen dote Punkt vum Domaine réservé à la loi ugeet. An hei hu mer eng Léisung, wou mer eigentlech och e bëssen iwwert déi Rechtsprechung erausginn, well hei an deem Text lo net d'Méiglechkeet besteet, dass, souguer an Domäner wou d'Constitutioun seet, dat do muss iwwer Gesetz geregelt sinn, d'Regierung ka Reglementer huelen, mä Reglementer, déi noutwendeg si fir d'Exécutioun vum Gesetz ze garantéieren. Dat geet e bësse méi wäit, wéi d'Jurisprudenz bis elo, déi ëmmer geschwat huet, dass eigentlech nëmmen technesch Detailer däerfen an esou enger Matière duerch Règlement grand-ducal geregelt ginn.

Hei maache mer also erëm e klenge Schratt a bewegen eis eigentlech op d'Regierung hin. D'Regierung kritt liicht méi Pouvoiren, wéi se der bis elo opgrond vun där gülteger Jurisprudenz hat; wat iwwregens keng nei war vun der Cour constitutionnelle, eng ähnlech Jurisprudenz ass et scho virdru beim Conseil d'État ginn, respektiv och bei eise Verwaltungsgeriichter.

An da schliesslech dee leschte Punkt, deen ech wollt ervirhiewen, dat ass dee vun den Ordren. Et huet sech gestallt bei den Affekoten, datselwecht ka sech stelle bei den Architekten, mar vläicht bei de Journalisten, haut och scho bei den Dokteren. Et ginn also verschidde liberal Beruffer, déi traditionell reglementéiert sinn a wou och jorzéngtelaang kee Problem war, bis dann op eemol eis Cour constitutionnelle erëm eng Kéier zougeschloen huet. An dat huet se an där Décisioun vum 7. Mäerz 2003 gemaach, wou se kloer gesot huet - dës Kéier ass et em den Ordre des Avocats gaangen -, dass eigentlech den Ordre des Avocats net d'Méiglechkeet huet, fir sou Réglementatiounen ze erloossen, déi e gewëssenen Deel normative Charakter hu fir hir Professioun, mä dass dat onméiglech ass, well et net konform wär zum Artikel 36 vun eiser Verfassung, dee seet, dass eleng de Grand-Duc de Pouvoir réglementaire hei zu Lëtzebuerg huet. Also och souguer wann e Gesetz den Ordren dat ausdrécklech zougemooss huet, ass et net méiglech, dass en Ordre dat do mécht, well et contraire ass zum Text vum Artikel 36 aus eiser Verfassung.

Do komme mer, mengen ech, op eng pragmatesch Léisung. Mir halen eigentlech un deem fest, wat eigentlech während Jorzéngten net contestéiert war, dass esou liberal Beruffer sech kënnen organiséieren, duerch de Législateur och esouguer d'Autorisatioun kritt hu fir dat ze maachen, an da muss een hinnen natierlech och d'Méiglechkeet gi sech selwer Regelen ze ginn an och d'Méiglechkeet gi fir dass se dofir kënne suergen, dass déi Regelen och bei hinnen an der Professioun agehale ginn. Mä den neien Text vun der Verfassung gesäit awer ausdrécklech vir, dass de Législateur natierlech vu Fall zu Fall kann décidéieren, fir dass déi Reglementer, déi déi Professioune sech ginn, awer mussen enger Procédure d'approbation ënnerworf ginn; do ass et also um Législateur fir dat ze décidéieren, ob oder ob net.

Et gesäit een also hei wierklech ganz kloer nei Regelen: D'Chamber gëtt formal gesinn e puer Pouvoiren of an d'Regierung kritt der bäi. Dat kann een institutionell bedaueren, zumools als Parlament, mä et muss een awer och realistesch sinn, et muss een och gesi wat d'Méiglechkeete vun der Chamber si fir am Detail eenzel Punkten ze behandelen. Mä dat wëllt awer net dovunner ofbréngen ëmmer erëm op eppes ze insistéieren; dat ass ze verhënneren, dass mer hei an der Chamber a wesentleche Matièrë just nach Kadergesetzer virgeluecht kréien a Kadergesetzer stëmmen, wou den eigentlechen Inhalt zu gewëssen Deeler onbekannt ass, wa mer hei an der Chamber driwwer debattéieren an ofstëmmen, an dann no an no drëpsechersweis d'Règlements d'exécution kommen, an da wonnere mer eis herno, wat an deenen Texter drasteet.

Ech géif hei vläicht ee rezent Beispill wëllen ufféieren: Dat neit Gesetz iwwert den Aménagement communal. Dat ass formal gesinn zënter Ufank August dëst Joer a Kraaft, et sinn aacht Règlements grand-ducaux d'exécution an deem Text virgesinn an net ee vun deenen ass bis elo am Mémorial veröffentlecht. Siwe sinn der anscheinend duerch de Conseil de Gouvernement gaangen. Ee wichtegt iwwert de Règlement des bâtisses läit nach ëmmer beim Conseil d'État.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech muss soen, et ass net seriö, dass esou verfuer gëtt. D'Gemengen an all déi Leit, déi musse mat deenen Texter schaffen, entdecken elo - si roden an dann entdecke se - wat an deene wichtegen Ausféierungsbestëmmunge steet. An dat ass eigentlech keng gutt Prozedur fir ze verfueren an dat sollt eis eigentlech als negatiivt Beispill déngen a mir sollten do vläicht e bësse méi Selbstvertrauen als Parlament hunn an och derfir suergen, dass wierklech all wichteg Detailbestëmmungen och da kënne virleien; dass d'Chamber awer och e klengt Wiertchen matzebestëmme kritt, och wann et ëm den Detail geet, deen och ganz wichteg ass bei esou Texter. Dat gesot wëllt ech Schluss maachen an nach eng Kéier den Accord, trotz all deene Reserven, vu menger Fraktioun hei abréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry, fir Är Interventioun. Dann huet elo den Här Braz d'Wuert. Här Braz.

Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, Här President.

Am Numm vun der grénger Fraktioun bréngen ech eisen Accord fir den zweete Vote vun dëser Proposition de loi. D'Regierung ass net hei, mä et ass jo och kee Regierungstext, et ass e Chamberstext, dee mer hei ofstëmmen. Ech wäert mer erspueren nach eng Kéier all déi pertinent Saachen, déi d'Virriedner gesot hunn, ze widderhuelen.

Mir hunn deen Text am Mee gestëmmt, mir wäerten en och elo stëmmen. Ech wëll just op ee Punkt agoe vu mengem Virriedner, dee seng Besuergnis zum Ausdrock bruecht huet, dass mer hei e bëssen der Regierung méi wäit entgéint kommen am Pouvoir réglementaire wéi mer vläicht missten.

Ech denken dat ass net falsch. Ech denken awer och, dass d'Parlament all d'Instrumenter am Grapp huet, fir sech do näischt virmaachen ze loossen, duerch zwou Mesuren. Éischtens doduerch dass mer - wéi den Här Bodry gesot huet - selbstbewosst genuch sinn, fir d'Gesetzer nëmmen dann ze stëmmen, wann all d'Reglementer virleien. An zweetens, wann duerno iwwert de Wee vu Reglementer éire géing méi wäit gaang ginn, wéi mer dat wollten, doduerch dass mer nees de parlamentaresche Ball opfänken an hei nees frësch spillen. An deem Sënn gi mer nach eng Kéier eis Zoustëmmung.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir säin detailléierte Bericht. Ech hat bei den Debatte bei der Geleeënheet vum éischte Vote hei schonn d'Begrënnung vun dem ADR gesot, firwat mer dës constitutionnel Ännerunge géinge guttheeschen an ech hunn deem och näischt bäizefügen. Den ADR wäert dës constitutionnell Ännerung och an zweeter Lecture stëmmen.

Dat gesot ass et awer wichteg op ee Punkt hinzeweisen, dee scho liicht kontrovers, mengen ech, soll diskutéiert ginn; dat ass fir ze wëssen, ob déi Règlements grand-ducaux an déi Règlements ministériels, déi elo e constitutionnelle Kader kréien, der Regierung, dem Grand-Duc, méi Pouvoire gi wéi bis elo.

Ech géing soen datt dat vun der Chamber ofhänkt, well déi constitutionnell Ännerung, déi mir hei virhuelen, gesäit vir, dass et un der Chamber ass fir de Kader ze stelle vun de Règlements grand-ducaux; fir och ze soen, ob Règlements ministériels kënne geholl ginn op Basis vun engem Règlement grand-ducal. Bref, de ganze Kader gëtt festgeluecht vun dëser Chamber an et ass un ons Responsabilitéiten ze huelen, ob mer der Regierung vill Pouvoire gi fir reglementaresch ze agéieren oder ob mer dat méi enk faassen.

Et kann nämlech net esou sinn, dass iwwert d'Règlements grand-ducaux, wéi dat a verschiddene Fäll schonn am Passé de Fall wor, d'Gesetzer deelweis oder partiellement an eng Richtung ginn, déi déi net wor vum Législateur, respektiv souguer gesetzlech Moossnamen iwwer e Règlement grand-ducal geholl ginn. Dat bedeit och, dass all déi bestoend Règlements grand-ducaux, déi net konform sinn zu dem neien Text vun der Verfassung, riskéieren an Zukunft virun de Geriichter contestéiert ze ginn, an et ass un der Regierung ze kucken, ob déi Reglementer nach haut deem neie Verfassungstext entspriechen. Dat gesot, nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dëser Proposition de loi.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. D'Chamber stëmmt elo am zweete Vote constitutionnel iwwert dës Verfassungsännerung of. Heibäi ass, wéi ech dat virdru gesot hunn, eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert. De Vote par procuration ass net erlaabt bei dësem Vote. Den Text steet am Document parlementaire 4754[6] Säit 10.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Resultat ass folgend: 57 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun. D'Proposition de loi ass also mat 57 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

7. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt nach eng Kéier kuerz zréckkommen op d'Demande vum honorabelen Här Jaerling, fir den Ordre du jour ze modifizéieren a fir eng Rei Froen op den Ordre du jour ze kréien, wou angeblech keng Äntwerte vun der Regierung do sinn.

Et ass esou - mir hunn dat kontrolléiert -, dass bei deene Froen, déi den Här Jaerling am Heemount gestallt hat, d'Äntwerten den 9. August respektiv den 11. August agaange sinn an dass bei deene Froen, déi am Karschnatz, sou wéi hie sech ausgedréckt huet, gestallt gi sinn, d'Äntwerten de 17. September, den 20. Oktober an den 21. September agaange sinn.

Elo ass d'Situatioun folgend: Den honorabelen Här Jaerling ass net zefridde mat deenen Äntwerten, déi hie kritt huet, an huet deementspriechend gemengt, e kéint déi Froen hei stellen. Ech muss natierlech soen, eng Äntwert ass eng Äntwert, och wann een net domat zefridden ass.

Et bleift awer e Problem iwwreg, an do denken ech géife mer eng Presidentekonferenz mat deem Problem saiséieren. Et ass eng vun de Froen nämlech, an zwar déi, déi den Här Jaerling den 23. am Heemount gestallt hat iwwert d'Arcelor. Do ass d'Äntwert vun der Regierung effektiv esou mickreg ausgefall, dass een déi Äntwert net kann als eng Äntwert, a mengen Aen, considéréieren. Ech versti schonn…

(Interruption)

Jo, ech kéint Iech se emol virliesen, fir déi, déi d'Äntwert net kennen. Et kann awer net esou sinn, well onst Reglement verbitt, wann eng Fro eemol gestallt ass, a se ass beäntwert, dann däerf ee se an där Sessioun net nach eng Kéier stellen. Or, wann awer hei d'Regierung manifestement net op Froe geäntwert huet, déi den Deputéierte gestallt huet, da kann et awer net sinn, dass iwwert deen do Wee d'Regierung d'Chamber court-circuitéiert, respektiv den Deputéierten an deem Sënn, dass en net d'Recht huet eng Äntwert ze kréien.

Deementspriechend, Här Jaerling, géif ech der Chamber proposéieren, dass mer déi Froen hei en Donneschdeg mat an d'Presidentekonferenz huelen an doriwwer délibéréieren, wéi d'Chamber et da praktesch soll handhaben; well eist Reglement näischt virgesäit, wann d'Regierung op déi Froen, déi beäntwert sinn, nu wierklech an décemment net geäntwert huet. Et sinn der hei derbäi wou ech mengen, dass d'Äntwert vun der Regierung an der Rei ass, mä et ass awer eng dobäi wou een net kann engem Deputéierten zoumudden, dass en dat als Äntwert kann akzeptéieren.

Bon, mir kucken dat an der Presidentekonferenz. An da géif ech proposéieren, dass mer en Donneschden, wann d'Presidentekonferenz délibéréiert huet, eng Décisioun geholl huet, dann op déi Froen zréckkommen.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Voilà, deementspriechend si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.46 heures)

MERCREDI, 27 OCTOBRE 2004

3E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président
Mme Anne Brasseur, Doyen

Ordre du jour

1. 5336 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange/Ettelbruck

   (Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. 5320 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville

   (Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5165 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant: 1. le code pénal; 2. le code d'instruction criminelle; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert-comptable; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives; 12. la loi générale des impôts ("Abgabenordnung") - Second vote constitutionnel

   (Discussion générale - Second vote constitutionnel)

4. 5236 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 4938 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000

   (Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung Kommunikatiounen ze maachen?

(Négation)

Merci, Madame Jacobs.

Mir kommen dann direkt zur Diskussioun vun dem éischte Projet, dee mer haut um Ordre du jour hunn. Dat ass de Projet de loi 5336 iwwert de Bau vun engem Fleegeheem zu Ierpeldeng bei Ettelbréck. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: de Rapporteur 10 Minutten, d'CSV 34, d'LSAP 24, d'DP 20, DÉI GRÉNG 17, den ADR 15 an d'Regierung 10 Minutten. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Calmes, den Här Schreiner, den Här Adam an den Här Gibéryen.

Une voix.- Et ass den Här Schneider. Den Här Schneider, net den Här Schreiner.

M. le Président.- Den Här Schneider.

(Brouhaha général)

Ech wollt direkt am Ufank folgend Bemierkung maachen: D'Familljeministesch huet an enger Stonn Verflichtungen um Kierchbierg, wou se un enger Konferenz muss deelhuelen, an deementspriechend wäert si bei hirer Interventioun zu dësem Projet och direkt zu deem nächste Projet Stellung huelen, dem Altersheim op der Rumm, ier mer deen hei débutéiert hunn.

Ech denken, datt d'Chamber Versteesdemech huet, datt d'Madame Ministesch fort muss. Wann awer herno an der Diskussioun nach sollte Froen opkommen, vu datt si och muer e Projet hei am Plenum huet, ass si bereet, wa sollte Froen opstoe bleiwen, fir muer op déi Froen ze äntwerten. Ech denken, datt d'Chamber domadder d'accord ass an da ginn ech elo dem Rapporteur vum Projet de loi, där honorabeler Madame Marie-Josée Frank, d'Wuert, fir eis de Rapport vun dësem Projet virzeleeën. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

1. 5336 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange/Ettelbruck

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann ee bedenkt, dass hei zu Lëtzebuerg 80% vun den 80-Jähregen un Demenz leiden, dass zurzäit schätzungsweis bei deenen iwwer 65-Jährege 5.000 Mënschen alzheimerkrank hei am Land sinn, dass bei de 65- bis 69-Jähregen et 1% vun der Populatioun ass a bei deenen iwwer 85-Jährege schonn 3%, dat ass, Dir Dammen an Dir Häre, sécherlech Bewäis genuch, dass et wichteg ass hei am Land eng Maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques ze schafen, wat scho laang e Wonsch vun der Alzheimer-Associatioun ass.

Wëssenschaftlech Studië ginn dovun aus, dass d'Zuel vun den Demente sech bis 2040 wäert verduebelen. A Westeuropa an an Nordamerika gëtt ugeholl, dass dës Krankheet d'Krankheet vum 21. Jorhonnert soll ginn. Wat d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ugeet, leide ronn 40% vun deene Leit, déi d'Fleegeversécherung an Usproch huelen, un Demenz oder ähnleche Pathologien an deem Beräich.

Dës Krankheet, Dir Dammen an Dir Häre, ass eng chronesch Gehirerkrankung mat stänneg zouhuelender Zerstéierung vun Nervenzellen an Nervenzellekontakten. D'Symptomer sinn individuell ënnerschiddlech an et ka jiddferee betraff ginn. Dës Krankheet ass bis haut nach net heelbar. Si ass e Sammelbegréff vu charakteristesche Symptomer, wéi zum Beispill d'Aschränkung vum Kuerz- a Laangzäitgedächtnis, der Sprooch, der Bewegung, dem emotionale Kontakt, mä och d'Orientéierung vum Uert, der Zäit an der Persoun gëtt ëmmer méi schwiereg. Lues a lues verléiert déi betraffe Persoun, déi sech hirer momentaner Situatioun ëmmer manner bewosst gëtt, hir physesch a psychesch Fäegkeeten. Vun engem gewëssene Moment un ass dëse Mënsch deelweis oder ganz op Hëllef ugewisen.

Erlaabt mer, Dir Dammen an Dir Hären, eng kleng Parenthèse ze maachen. Eng Rei vu Mënschen hu sech dëser Problematik schonn 1987 ugeholl an hunn d'Alzheimer-Associatioun gegrënnt. Si hu sech zum Zil gesat, d'Liewensqualitéit an d'Existenzbedéngungen ze verbesseren an e speziaalt Hëllefs- a Fleegenetz opzebauen an der Famill mat Berodung an Ënnerstëtzung zur Säit ze stoen. Och haut ass d'Alzheimer-Associatioun méi wéi jee gefuerdert, déi sech weiderhi soll fir d'Bedierfnisser vun deene Betraffenen asetzen an deene Bedierfnisser och nach méi gerecht soll ginn. Mäin Dank ass grouss fir dat wat si bis ewell gemaach hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Medezin ass eendeiteg gefuerdert, mä awer och d'Politik. D'Politik, déi sech virun allem fir d'Rechter vun eisen eelere Matbierger asetze muss. Dat setzt natierlech viraus, dass ee sech mat de Problemer an de Besoine muss ausernee setzen an no konkrete Léisunge sicht. Or, bis haut feelt et hei am Land u spezialiséierten Opfangstrukture fir eeler dement Leit. Bis dato sinn déi Leit entweder doheem oder an deem Foyer de jour, dee vun der Alzheimer-Associatioun géréiert gëtt, oder a Centre intégréen oder an allgemenge Fleegeheimer versuergt ginn.

Wéi gewosst brauchen dës Mënschen awer e spezifeschen Encadrement. Spezialiste si sech eens: D'Zesummeliewe vu Leit mat ënnerschiddleche Problemer ka sech als problematesch erweisen, wann iwwer 25% vun de Pensionäre psycho-geriatresch Problemer hunn. Wann et och nach am Prinzip méiglech ass, esou eng Persoun am éischte Stadium doheem mat engem ambulante Fleegedéngscht ze versuergen, da gëtt dat awer vun engem gewëssene Moment u bal onméiglech. Eng Iwwerweisung an eng spezialiséiert Institutioun mat néidegem Equipement ass noutwendeg.

Ech erënneren, dass et awer an de skandinavesche Länner, mä och an der Schwäiz an an Holland scho säit laangem esou Strukture gëtt; also sinn se eis nees e Schratt viraus. Zil ass et, déi therapeutesch, psychologesch a sozial Prise en charge vun deene Betraffenen an der Famill op de Verlaf vun hirer Krankheet an no hire Besoinen ze individualiséieren. Dat kann awer nëmme gutt fonctionnéieren am Kader vu klengen Unitéiten, déi speziell op dës Populatioun aginn.

Dëser ganzer Problematik ass sech eis Familljeministesch bewosst an ass op de Wee gaangen, op Wonsch vun der Alzheimer-Associatioun, eng Konventioun ze ënnerschreiwen, déi et erlaabt e spezialiséiert Fleegeheem hei am Land ze bauen. Den 3. Mee 2004 ass dee virleiende Gesetzesprojet deponéiert ginn. De 25. Mee huet de Statsrot de Projet aviséiert an huet e puer Bemierkunge gemaach. Zum Beispill hu se sech mam Uert Ierpeldeng ausernee gesat, an eis Familljeministesch huet den 21. September, wou mir an der Familljekommissioun dëse Projet analyséiert hunn, kloer ausgeschwat, dass et sech ëm Ierpeldeng bei Ettelbréck géing handelen.

(Interruptions diverses)

An dëser Sitzung sinn ech als Rapportrice genannt ginn, an de 5. Mee ass dëse Projet unanime an der Kommissioun ugeholl ginn.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et ass gutt, dass den Norden net verluer gaang ass.

(Interruptions diverses)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice.*- Dëst Baukonzept referéiert sech op positiv Erfahrenswäerter aus dem Ausland, beispillsweis der Schwäiz. Ervirzesträichen ass, dass hei an aacht klenge Liewensunitéite maximal zwielef Leit zesumme wunnen. Da sinn zwielef Better fir Fleegebedürfteger mat Kuerzzäitopenthalt virgesinn, wéi zum Beispill no engem Accident oder enger Operatioun, a weider zwielef Better fir eng Palliativstatioun. Zesumme kënnen an dësem Haus 120 Leit opgeholl ginn. D'Tatsaach, dass een ufänkt méi systematesch Palliativstatiounen och an Altersheemer ze schafen, ass e kloert Zeechen, dass sech am Beräich vun

der Palliativmedezin munches deet wat a mengen Ae jo vu gréisster Noutwendegkeet ass.

Da verfügt all Liewensunitéit iwwer eng kleng Kichen, eng Salle à manger an e Séjour. Et gëtt hei am Géigendeel zu de klassesche Centre-intégréë keng gemeinsam Kichen a kee gemeinsamen Iesssall. D'Iddi ass, dass do zesumme gelieft, gekacht a giess gëtt. D'Liewen an dësen Unitéite soll un eng méiglechst normal heemlech Wunngemeinschaft erënneren.

Ech wollt nach kuerz op den architektoneschen Aspekt vum Projet agoen, deen och vill Wäert drop geluecht huet, fir e grëndlech duerchduechtent Baukonzept zu Ierpeldeng ze schafen. D'Maison de soins läit um Site «Am Groif» op engem Terrain vun 1,6 ha. Do, wou d'Alzheimer-Associatioun Propriétaire ass, gëtt hei eng pavillonnaire Struktur opgeriicht. D'Gebailechkeet, déi den ekologeschen an den energetesche Kritäre Rechnung dréit, wäert sech beschtens am ländleche Raum integréieren. Dës Meenung deelt och de Statsrot.

Nieft deene verschiddene Liewens-, Revalidatiouns- a Palliativunitéite sinn an der Maison de soins ënner anerem souwuel Raim fir Kinésithérapie an Ergothérapie virgesinn. Eng Crèche, eng Supérette, e Coiffeur an e Café-Restaurant sinn an engem separate Gebai aménagéiert. Mat dësem Konzept ginn also d'Dieren och fir de Public opgemaach, wat ganz begréissenswäert ass.

De Bauhär ass also ganz kloer d'Associatioun Alzheimer. De Stat dréit 70% vun den Infrastrukturkäschten un der Maison des soins bäi, déi sech op 26,8 Milliounen - Bauindex vum 1. Abrëll 2004 - belafen, wat eng Participatioun vu ronn 18,8 Milliounen Euro ausmécht. De Sold gëtt vum Bauhär iwwerholl.

Et kann een nach ervirhiewen, dass de Regierungsrot déi staatlech Participatioun op Basis vum Artikel 13 vum ASFT-Gesetz décidéiert huet an dass de virleiende Bauprojet engem urgenten nationalen a regionale Besoin u spezifeschen Infrastrukture fir eeler Leit entsprécht. D'Käschte gi vum Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales imputéiert.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, dëse Projet de loi setzt e kloert Zeechen, dass mir déi Vergiesslech net vergiessen. Hei soll déi dement Persoun am Mëttelpunkt vun allen Décisioune stoen - iwwert dem Architektoneschen an der Betreiung. Hei soll e mënschewierdegt Liewe bis zum Dout garantéiert ginn.

Fir weider Detailer, Dir Dammen, Dir Hären, verweisen ech op mäi schréftleche Rapport an un de Projet de loi selwer. Sou wéi an der Familljekommissioun Unanimitéit zu dësem Projet war, hoffen ech, dass d'Kolleegen hei am Haus och unanime dëse Projet wäerten ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Als éischte Riedner ass ageschriwwen, net den Här Calmes, wéi ugekënnegt, mä den Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert hei keng ganz laang Ried halen; ech mengen eis Rapportrice, där ech Merci soen, huet hei op eng detailléiert Aart a Weis éischtens an hirem schréftleche Rapport an zweetens an hirem mëndleche Rapport de ganze Plang detailléiert. Dowéinst wier et nëmmen eng Redite, wann ech nach eng Kéier déi ganz Zuelen an dat Ganzt géif hei widderhuelen.

Duerfir erlaabt mer ganz kuerz drop ze insistéieren, dass mer haut e Projet stëmmen, op dee laang gewaart ginn ass. Dëse Projet ass vun der viregter Regierung décidéiert ginn an haut mam Aval vum Parlament gëtt e Realitéit. Et ass deen éischte vun enger ganzer Serie vu familljepolitesche Projeten, a speziell vu Projeten, déi Infrastrukture fir eis eeler Matbierger subventionéieren, déi nach ze stëmme sinn, haut a muer.

Här President, d'Madame Rapportrice huet d'Partikularitéit vum Ierpeldenger Projet schonn ënnerstrach. Mir kréien hei eng spezialiséiert Struktur, déi engersäits en optimalen Traitement vun Alzheimer- an Demenzpatienten erlaabt an anerersäits och d'Personal an d'Matbewunner an den normale CIPAen e bësse kann entlaaschten. D'Alzheimerkrankheet an d'Altersdemenz sinn zëmools bei eisen eelere Matbierger iwwer 80 Joer heefeg. Et gëtt dowéinst zu Lëtzebuerg ganz vill Familljen déi mussen domadder eens ginn, dass ee vun hire Memberen, deen hiert ganzt Liewe fir si do war, lues a lues ufänkt ze vergiessen an et schlussendlech net méi méiglech ass mat him ze kommunizéieren.

Et ass dowéinst besonnesch och fir d'Familljе wichteg, dass mir dëst spezialiséiert Haus kréien. Et soll en oppent Haus sinn, en Haus dat de stännege Kontakt mat gesonde Leit fuerdert. An dëse stännege Kontakt dréit och sécher dozou bäi, d'Flam vun der Erënnerung bei deene Patienten esou laang wéi méiglech lieweg ze halen an och sou eng länger Selbstbestëmmung ze erméiglechen.

Här President, dëse Projet ass sécherlech och e Gewënn fir den Nordbezierk, well hei entsti jo net zulescht och nei Aarbechtsplazen an, firwat net - Madame Ministesch! -: Wier net och d'Opportunitéit hei, fir e Fuerschungsprojet iwwer Alzheimer an Altersdemenz ze bedreiwen, op där Plaz, wou ee jo dann och déi Leit huet? D'Spezialiste kënne sou eppes organiséieren; dat wier och sécher e Plus fir den Nordbezierk a virun allem fir d'Recherche an där Matière.

Ech sinn iwwerzeegt, dass d'Association Luxembourg Alzheimer, déi jo de Maître d'ouvrage vun dëser Maison de soins ass, an där een och muss Merci soe fir de ganzen Engagement, dee si iwwert déi lescht Jore bewisen huet, dëst wäert weiderdreiwen. Déi Erfahrung mat Alzheimerpatienten, déi se zanter 1987 sammelt an alldeeglech an hire sechs Foyers de jour mécht, wäert wesentlech dozou bäidroen, dass dat neit Fleegeheem zu Ierpeldeng schnell an efficace wäert fonctionnéieren.

Merci muss een awer och all deenen anere Leit soen, déi sech an de Centres intégrés an an de Fleegeheemer dorëms beméien, dass déi eeler Leit, also déi eeler Matbierger, déi do ënnerbruecht sinn, hire Liewensowend an aller Dignitéit kënne verbréngen.

Et ass virdru gesot ginn: D'Situatioun huet sech geännert. Wann Der kuckt - dat steet am nächste Rapport vun der Madame Arendt -, an der Zäit, viru 50 Joer, hunn net déi zwou Persoune geschafft; et wore méi Méiglechkeeten do op jidde Fall fir kënnen op d'Elteren oder d'Grousselteren doheem opzepassen. Haut schaffe ganz vill Leit a malheureusement fënnt een ëmmer manner Familljen, wou ee bereet ass, sech och ëm déi eeler Leit ze bekëmmeren. Dofir ass et eng Obligatioun vum Stat och déi Responsabilitéit ze iwwerhuelen, obwuel ech et awer nach ëmmer wichteg fannen, dass een d'Leit net soll total déresponsabiliséieren an d'Leit et awer och musse wëssen an hir Verantwortung droen.

Op jidde Fall gëtt et eis Ënnerstëtzung fir déi eeler Leit; et ass se ginn, an et wäert se och an Zukunft ginn; dofir bréngen ech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Si hu mer Ären Numm zweemol hei falsch uginn. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, Madame Rapportrice, Kolleeginnen a Kolleegen, ech géing dann éischtens mol der Madame Rapportrice Merci soe fir déi flott ausféierlech Explikatiounen zu dësem Projet de loi. Ech mengen, si huet kompetent duergeluecht, wat dëse Projet de loi bëinhalt.

Statistike weisen et wéi gesot, dass 80% vun de Leit iwwer 80 Joer mat enger dementer Krankheet befale sinn. 5.000 Leit sinn et an eisem Land a bis 2040 wäerte sech dës Ziffere verduebelen. De Moment gi ganz vill vun dësen Alzheimerkranken, déi befale si mat dëser Krankheet, wéi gesot ënnerbruecht doheem entweder, oder an deene sou genannte Foyer-de-jouren, déi de Moment géréiert, finanzéiert a geleet gi vun der Association Lëtzebuerg Alzheimer. Et ass och de Moment, mengen ech, dofir grad dëser Associatioun e grousse Merci auszedrécke fir déi Aarbecht, déi si um Terrain iwwer all déi Jore gemaach huet, an ech mengen och dëse Projet ass fir si eng Belounung fir déi Aarbecht, déi se an deene leschte Jore geleescht huet.

De Moment hu mer, wat d'Foyer-de-jourë betrëfft, sechs esou Strukturen, déi an eisem Land bestinn. Dës Strukture befanne sech wéi gewosst zu Bierchem, zu Bouneweg, zu Dol, zu Dummeldeng, zu Esch an zu Rëmeleng. Dëst ass déi éischt fest spezialiséiert Struktur, déi mer erëmfannen, wou och erëm eng Kéier d'Association Alzheimer mat 30% un de Käschte wäert bedeelegt sinn. Dës nei Struktur mat 120 Better, dovun - virun allem begréissenswäert - sechs individuell Zëmmeren, wou d'Familljen de Kranken och op deem leschte Liewensofschnëtt ka begleeden, ass ee positive Projet an dës Direktioun.

Nodeem een sech dann endlech eens war, wou dann Ierpeldeng läit, muss ech soen - am Norde mat der Dezentralisatioun ass et net nëmmen Ierpeldeng bei Ettelbréck, et ass och nach Ierpeldeng bei Wolz, dat hätt kënnen an d'Spill kommen -, et ass dat richtegt Ierpeldeng erausgesicht ginn am Häerz vun der Nordstad. De Site ass flott erausgesicht. Et läit an engem flotte Gebitt, engem flotten Erholungsgebitt, wou mer direkt hannendrun och en Erholungspark hunn. Ech mengen, och d'Zesummenaarbecht mat der Gemeng Ierpeldeng gëtt eis neie Mutt fir vläicht an anere Richtungen, wat d'Schoulinfrastrukture betrëfft, nei Weeër ze goen, an och hei mengen ech ass zënter laangem de Site un de Schoulinfrastrukture vum Lycée vun Ettelbréck an der Diskussioun. An ech mengen, och dat hei gëtt eis jo d'Méiglechkeet ze weisen, datt d'Gemeng Ierpeldeng e Partner ass, mat deem ee kann zesummeschaffen.

Dëse Projet wäert doniewent och der Associatioun Alzheimer Lëtzebuerg neien Opdriff ginn. Ech mengen, et ass eng Unerkennung fir déi laang Aarbecht, déi si geleescht huet an ech ka vun eiser Plaz aus soen, dass dës 18,8 Milliounen, déi de Stat investéiert an dëse Projet, eis Fraktioun voll zefridde stellen an dass eis Fraktioun och wäert dëse Projet vollstens ënnerstëtzen an och stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider, fir Är Interventioun. Ech ginn dann dem Här Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun félicitéieren ech och der Rapportrice fir hire gudde Rapport, a well schonn esou vill Leit hei op dëser Plaz iwwert déi positiv Aspekter vun deem Projet de loi geschwat hunn, wëll ech dat net alles widderhuele wat hei gesot ginn ass.

Ech wëll mech kuerz drop beschränke fir eben ze soen, datt och déi gréng Fraktioun dee Projet de loi gutt fënnt an datt mir d'Iddi, fir zu Ierpeldeng bei Ettelbréck eng Maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques ze bauen, gutt fannen an och ënnerstëtzen duerch eise Vote.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Gast Gibéryen ageschriwwen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och vun eiser Säit aus fir d'éischt e Merci un d'Rapportrice, d'Madame Marie-Josée Frank, déi esouwuel an hirem schréftleche wéi och de Mëtteg an hirem mëndleche Rapport déi ganz Problematik, wat dement Persounen ubelaangt, ganz gutt virgedroen huet, esou dass een net méi brauch dorop anzegoen.

Ech wëll vun eiser Säit aus soen, datt mir wëllen déi Aarbecht unerkennen, déi d'Associatioun vun der Alzheimerkrankheet hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Jore gemaach huet. Si huet eng Pionéieraarbecht zu Lëtzebuerg geleescht an et ass wéi esou dacks, dass am Fong privat Associatioune Virreiderroll spillen a Besoinen, déi sech an eiser Gesellschaft stellen, an d'Politik dann, esou wéi dat och normal ass, op déi Besoinë reagéiert.

Hei ass ee vun deene Projeten, wou d'Familljeministesch mat der Associatioun eng Konventioun ënnerschriwwen huet, déi Konditiounen an de Finanzement festhält. Hei ginn et Infrastrukturen, déi spezialiséiert sinn op déi Leit a klengen Unitéiten, wat ganz positiv ass, mat engem spezifeschen Encadrement. Et ass vun der Madame Rapportrice gesot ginn, datt verschidde Länner aus der Unioun schonn esou Infrastrukturen hunn an et ass dofir och gutt, datt Lëtzebuerg doranner nozitt.

De Stat participéiert hei mat 70%. Dat ass e Chiffer vun 18,8 Milliounen Euro an déi aner 30% ginn, wéi scho gesot, vun der Associatioun Alzheimer iwwerholl.

Wat positiv ass, dat ass datt mer och schonn an der leschter Legislaturperiod vill esou ähnlech Projete gestëmmt hunn, datt mer et fäerdeg brénge quiesch duerch d'Land Terrainen ze fannen, datt och déi Infrastrukturen dezentral duerch d'Land kënnen erriicht ginn.

Och ass flott, datt hei versicht ginn ass eng Kombinatioun ze maache mat deene Leit, déi an deem Haus do liewen, a mat de Leit dobaussen, doduerch datt mer Infrastrukture schafe wou eng Cafeteria dran ass, wou e Coiffeurssalon dran ass, wou déi Leit kënnen och vu baussen erakommen a wou dann eben och e gewëssend gesellschaftlecht Liewen an deenen Haiser kann entstoen.

Flott fanne mer et och, datt d'Gemeng Ierpeldeng profitéiert, fir dann aus hirer Initiativ eng Crèche dobäi ze bauen, wou dann eng Kombinatioun ka geschéie mat deem Personal, dat do schafft, dat da seng Kanner kann an déi Crèche ginn, respektiv Leit aus der Gemeng an der Ëmgéigend.

Et ass also eng wichteg Investitioun, déi de Lëtzebuerger Stat am Interesse vun deene Leit mécht an ech mengen et sollt een och bei dëser Geleeënheet ernimmen, déi nobel, awer schwéier Aarbecht, déi déi Leit an deem Beruffszweig do hunn. Mir wëssen, datt et net liicht ass fir ëmmer Leit ze fannen, déi e Liewe laang mat demente Leit zesummeschaffen, an dofir kann een nëmmen deene Leit eise Luef an eise Merci ausschwätzen. Wéi gesot, et ass e gudden, e wichtege Projet an en huet och dofir d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. D'Wuert huet elo d'Madame Familljeministesch fir zum Projet Stellung ze huelen, grad wéi zum Projet de loi 5320.

D'Madame Minister Marie-Josée Jacobs huet d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou datt mer haut zwee wichteg Projeten hei um Ordre du jour hunn. Dat een ass deen iwwert d'Maison de soins fir alzheimerkrank Leit zu Ierpeldeng. Ech denken, datt awer elo dee leschten am Lëtzebuerger Land weess, wéi een Ierpeldeng domat gemengt ass, an dann deen zweeten, wat eben de Centre intégré an d'Fleegeheim vun der Rumm ass.

Ech géing fir d'éischt wëllen der Madame Presidentin, déi och Rapportrice vun dem Projet vun Ierpeldeng wor, e grousse Merci soe fir hir Aarbecht an der Kommissioun an och hei als Rapportrice, an och der Madame Nancy Arendt fir deen zweete Rapport iwwert d'Rumm.

Ech muss soen, esou wéi an der leschter Koalitioun, ass och an där heiter an der Familljekommissioun eng ganz frëndschaftlech an eng ganz gutt Zesummenaarbecht, wou et Freed mécht fir dran ze schaffen a wou alles gemaach gëtt fir datt déi Projeten, déi mer do hunn, séier op den Ordre du jour kommen, an dofir sinn ech och ganz dankbar.

Ech sinn och frou, Här President, datt ech zu deenen zwee Projeten, obschonns ech muss soen, datt wann et an där heiter Rapiditéit virugeet, ech nach mat Liichtegkeet fir véier Auer um Kierchbierg sinn, och wann ech gewaart hätt bis zum Enn vun deem zweete Projet, trotzdeem elo kann hei Stellung huelen.

Op där enger Säit kann ech soen, datt wann ech op Froen, déi nach iwwreg bleiwen, elo net kann äntwerten, ech dat gäre muer maache bei dem Projet vu Klierf.

Generell stelle mer fest, datt eis Bevölkerung ëmmer méi al gëtt a mir si frou doriwwer. Mir si virun allem och frou driwwer, datt d'Leit méi laang gesond bleiwen. Op där anerer Säit stellt sech ëmmer erëm d'Fro vun der Generatiounesolidaritéit. Ech denken, datt dat eng ass, déi an deenen nächste Joren ëmmer méi Wichtegkeet kritt. Besonnesch wann d'Leit wierklech al ginn an net méi doheem sinn, ass et dacks schwiereg, datt hir Urenkelen nach bei se an d'Altersheimer op Besuch ginn an domadder eigentlech net méi richteg wëssen, fir wien datt se dann elo sollen an Zukunft nach eppes bezuelen. Dofir ass et ëmsou méi luewenswäert, datt bei der Maison de soins zu Ierpeldeng eng Crèche gebaut gëtt, déi net, esou wéi et am Rapport drasteet, vun der Gemeng Ierpeldeng, mä awer vun der ALA selwer - Här Gibéryen, Dir hat dat hei ervirgestrach - gebaut gëtt.

(Interruption)

Esou steet et am Rapport, an dofir wëll ech awer hei preziséieren, datt et d'ALA selwer ass, déi dofir zoustänneg ass, an dofir d'Wichtegkeet ëmsou méi grouss ass, well eben dann och déi eeler Leit an och déi fleegebedürfteg Leit nach Kanner gesinn an och mat deene kënnen, esou wäit wéi dat méiglech ass, a Kontakt kommen.

En anere wichtege Punkt fir d'Zukunft ass ouni Zweifel, an net nëm-

men hei zu Lëtzebuerg, mä an de Länner alleguer, déi demographesch Entwécklung, an ech denken datt mer eis doriwwer net genuch Gedanke kënne maachen, well wa mer gesinn datt mer elo mat 1,5 Kanner pro Fra zu Lëtzebuerg sinn, da leie mer an der Moyenne vun Europa vun der demographescher Entwécklung. Mir bräichten awer 2,3 Kanner pro Fra, fir nëmmen eis selwer ze regeneréieren. Dat heescht, fir nëmme selwer eis ze ersetzen, esou datt mer gesinn, datt dat och an deenen nächste Joren eng vun deene grousse Schwieregkeeten an Erausfuerderunge gëtt, déi op d'Politik duerkommen, woubäi awer gewosst ass, datt déi net alles dofir ka maachen an net alles doranner kann änneren.

Mir stellen awer och op där anerer Säit fest, besonnesch opgrond vun der Fleegeversécherung, datt déi eeler Leit ëmmer méi laang doheem bleiwen, an dat, wéi gesot, doduerch datt d'Fleegeversécherung verstäerkt bezuelt duerch déi Servicer, déi dann ebe bei d'Leit heem kommen an dat méiglech mécht. Heiansdo wonneren ech mech, datt d'Leit soen, Dir hätt jo gäre wann d'Leit esou laang wéi méiglech géifen doheem bleiwen. Ech hunn eigentlech ëmmer gemengt, d'Leit hätte gären datt se esou laang wéi méiglech kënnten doheem bleiwen. Et wier net ech wat dat géing wëllen, mä et wiere méi déi Betraffen, mä d'Famillje gesinn dat vläicht heiansdo e bësselchen anescht. Mä ech mengen trotzdeem, datt dat awer fir deen Eenzelne vu grousser Wichtegkeet ass.

Et ass och ewell de Mëtteg hei gesot ginn a mir hunn och Changementer an eise Familljestrukturen, wat mat sech bréngt, datt méi Fraen um Aarbechtsmaart sinn, datt d'Famillje méi kleng sinn an och net méi ëmmer an deeneselwechten Uertschafte wunne wou d'Eltere wunnen. An dann däerf een awer eppes net vergiessen dobäi. Dat ass, datt d'Leit ganz dacks iwwerfuerdert si mat der Fleeg, déi déi eeler Leit brauchen. Et ass also net well se net wëllen. Et ass net well se ze liddereg sinn oder well se ze egoistesch sinn, mä ganz dacks si vill Leit derbäi, déi dat iwwerhaapt net méi packen. Wann ee bedenkt, datt Leit, déi an esou Haiser ginn, iwwer 80 Joer al sinn, da sinn hir Kanner ganz dacks 60 Joer al, deemno wéi al datt se sinn nach méi al, an da muss ee sech net wonneren, datt si net méi amstand si fir dat alles selwer kënnen ze maachen.

Wéi gesot, iwwer 80 Joer sinn d'Leit al wa se haut doranner kommen a si bleiwen am Duerchschnëtt ongefeier sechs Joer doran. Déi meescht Leit, déi dohinner kommen, si fleegebedürfteg wa se opgeholl ginn oder awer si kommen dohinner, well hire Partner oder hir Partnerin fleegebedürfteg ass oder well déi Persoun net méi eleng wëllt a kann an hirem eegenen Haus oder an hirem Appartement bleiwen.

An der Zäit goufe grouss Diskussioune gefouert ob et gutt wier wann een déi dement an déi net dement Leit géing beienee loossen oder ob ee besser hätt se ze trennen.

Déi Zuel iwwert Demenz an eiser Bevölkerung ass, mengen ech, och net iwwerall d'selwecht. Ech hunn Zuelen, déi soen datt 25% vun der Populatioun dement wier, 30% vun deene Leit iwwer 80 Joer a 50% vun deenen, déi iwwer 90 Joer al wieren. Perséinlech war ech laang der Meenung, datt een eigentlech éischter soll déi Leit gemëscht loossen, well een och esou am Eenzelne gesinn huet, datt wann an deenen Haiser wou d'Leit waren op eemol een dement ginn ass, datt dann awer déi, déi ronderëm waren, sech ëm se gekëmmert hunn, datt se do e Kontakt mateneen haten an datt dat deenen Demente meeschtens gehollef huet fir nach e bësselche méi hir Autonomie kënnen ze behalen.

Ech hu mech awer iwwerzeege gelooss, datt dat awer och fir aner Leit ganz schwiereg ass, an ech verstinn och, datt wann een 365 Deeg am Joer mat demente Leit zesummen ass, déi net méi wësse wat se maachen, datt dat eng schwéier Belaaschtung ka si fir anerer, déi bei hinnen an hirer Infrastruktur do dra sinn, an dofir hunn ech mech, wéi gesot, och bereet erklärt - esou gutt an deem heiten Haus selwer wéi awer och an aneren Haiser, wéi zum Beispill op der Rumm - fir dat separat ze maachen.

D'Madame Frank ass am Detail op d'Haus vun Ierpeldeng agaangen, dofir brauch ech dat net méi ze maachen. Ech wëll just nach eng Kéier soen, datt dat hei 120 Better sinn, déi geschafe ginn, wou de Stat 70% dovunner iwwerhëlt. Dir wësst, an deene leschte Joren hu mer ganz dacks och 80% bezuelt, mä opgrond vun de Keesen, déi beim Stat net méi esou déck do waren, hu mer elo nach 70% bezuelt. An et kommen an deenen nächste Wochen a Méint nach aner Projete wou et och 70% ginn, wat ëmmerhin awer bei engem Projet, dee ronn 27 Milliounen Euro kascht - wat 1,1 Milliard sinn, ech soen dat léiwer an deenen ale Frangen, well ee sech dat nach besser ka virstellen - a wouvunner de Stat da 770 Millioune Lëtzebuerger Frangen iwwerhëlt, dat fir eis en uerdentleche Chiffer ass, mä awer do och nach ëmmerhin 330 Millioune fir d'ALA bleiwen.

Ech géing mech och wëllen deene Mercië fir d'Gemeng Ierpeldeng uschléissen, fir hiert Entgéintkomme mam Terrain an och hiert Engagement, fir en Haus fir dement Leit opzehuelen. Och dat ass net onbedéngt iwwerall selbstverständlech an dofir wëll ech och dem Här Erny Rassel a senge Schäffen an der Gemeng mäi Respekt a meng Unerkennung dofir ausschwätzen.

Selbstverständlech och e grousse Merci der Alzheimer-Associatioun an hirem dynamesche President, dem Här Paul Diederich, net nëmme fir déi 30%, déi se do erbäibrénge mat deenen 337 Milliounen déi et ausmécht, mä awer och nach d'Crèche, déi do derbäi kënnt, déi och vun hinnen aus bezuelt gëtt; eng Fro, déi de Statsrot opgeworf huet an déi, denken ech, dann och elo heimadder beäntwert ass.

Ech wëll da soen, datt dat Haus selbstverständlech vu Konzeptioun deene Leit mat psycho-gériatresche Problemer ugepasst ass an dofir zu engem Deel aneschters ausgesäit wéi déi üblech Centres intégrés. D'Madame Frank huet well drop higewisen, datt et kee gemeintschaftleche Restaurant an och keng gemeintschaftlech Kichen doranner gëtt, mä datt 96 Better do si fir aacht Liewensgruppe mat jee zwielef Pensionären dran, an an dëse Gruppe fënnt dann och d'Gemeinschaftsliewen, wéi dann zum Beispill och d'Iesse statt. D'Zëmmere sinn och méi kleng wéi an anere Centres intégrés, mä dofir ass awer méi Plaz op de Gäng an an de Gemeinschaftsraim, wou déi Leit sech dann och méi ophalen.

Zwielef Zëmmere si virgesi fir d'Revalidatioun, wou et net drëm geet fir Rehabilitatioun ze maachen, mä wou besonnesch Leit dra solle kommen, déi entweder e Schlag kritt hunn oder déi no engem Kliniksopenthalt, enger Operatioun oder engem Accident fir eng Zäitchen dohinner kommen an do erëm fit gemaach ginn, fir kënne bei sech doheem ze liewen.

Zwielef Better si fir Palliativmedezin, an ech denken datt et och wichteg ass nach eng Kéier do ervirzehiewen, datt et eng eege Statioun gëtt vu sechs Better, dat heescht net en Dortoire, mä awer e Raum wou sechs Better beienee sinn, wou dann eben och Leit si fir Palliativmedezin, déi och Palliativmedezin gemaach kréien, an op där anerer Säit awer och sechs eenzel Zëmmeren, wou d'Famillje kënnen derbäi komme wann do eng Persoun am Stierwen ass, fir déi dann och kënnen ze begleeden.

Op deen architektoneschen an deen technesche Plang ginn ech wierklech net an, dat huet d'Madame Frank bestens gemaach. Dat wou ech denken, datt et wichteg ass a wat eis wahrscheinlech an der Kommissioun méi laang wäert beschäftegen, an net nëmmen an eiser Kommissioun, mä sécher och an där vun der Justiz, dat ass datt mer eis virgeholl hunn, d'Rechter vun de Leit mat enger Demenz an och d'Tutellen nei ze organiséieren an eis och der Zäit unzepassen. Wann ee gesäit datt et ëmmer méi eeler Leit ginn, déi och eleng sinn an déi dann op eemol dement sinn: Wien ass dann zoustänneg dofir, datt se an engem Haus opgeholl ginn? Wie këmmert sech dorëmmer? Net nëmme just ëm hir Suen an ëm d'Ierfschaft, mä och ëm dat, wat si selwer interesséiert? Vun dohier, wéi gesot, gëtt dat eng ganz schwiereg Aufgab, an op där anerer Säit eng komplizéiert, mä dofir awer och sécher ëmsou wichteg.

Deen zweete Projet wou ech e bëssselche wëll eppes driwwer soen a wou der Madame Nancy Arendt hire schréftlechen, exzellente Rapport well virläit, an dee mëndleche bestëmmt grad esou gutt wäert ginn, do wëll ech net op alles virgräifen. Déi generell Aussoen ziele selbstverständlech och fir d'Rumm wéi fir d'Haus vun den Alzheimerkranke wéi och de Projet muer zu Klierf.

D'Rumm war fréier e staatlecht Alters- a Kannerheem. Dat gëtt elo vu Servior als Établissement public géréiert an et ass hautdësdags exklusiv Altersheim, dat heescht et si keng Kanner méi do a mir hunn eben och virun enger Zäitchen hei an der Chamber déi Séparatioun vun de Kannerheemer gestëmmt.

D'Rumm läit op enge vun deene schéinste Plaze vun der Stad an ass dofir awer och eng vun deene komplizéierste Plazen, wann een et aus dem historesche Site gesäit, deem muss Rechnung gedroe ginn; a wann ee weess datt d'Rumm zu dem Site vun dem Patrimoine mondial de la Culture vun der Unesco gehéiert an dofir all Changement, deen do muss gemaach ginn oder gemaach gëtt, fir d'éischt och nach muss der Unesco virleien.

Ënnerierdesch Verbindunge si virgesi fir déi verschidden Haiser mateneen ze verbannen an ee grousse Problem kréie mer leider an deem heite Projet net geléist, dat ass dee vun dem souterrainë Parking, wou et awer wichteg wier, datt mer en och kënnten iergend eng Kéier maachen. Ech denken e wier wichteg fir d'Rumm, e wier wichteg fir d'Stad Lëtzebuerg an e wier och wichteg fir de Centre Neumünster, well mer och do Schwieregkeeten hu fir Parkplazen ze fannen, mä mir wëssen awer och - a besonnesch déi Stater wëssen dat ganz gutt -, datt dat dann och deier gëtt, well dat alles an de Fiels geet an et domadder wéi gesot niewent dem Präis och komplizéiert ass fir et ze realiséieren.

Ech soen dës Elementer an Argumenter fir och ze erklären, firwat dëse Projet awer och relativ deier gëtt. Derbäi ass well aus Käschtegrënn op eng ganz Rei vun Elementer verzicht ginn, déi ee sech an deem heite Projet nach duerchaus hätt kënne virstellen. Am Gesetzesprojet ass e Präis vu 50.398.000 Euro an e puer Zerquetschtener virgesinn, wat awer ëmmerhin 2,3 Milliarden där aller Lëtzebuerger Frangen ausmaachen. Ech mengen dat ass e stolze Präis, dee mer eis fir eis eeler Matbierger op där doter Plaz kaschte loossen.

Am Ganzen entstinn do 142 Better, déi op verschidde Servicer opgedeelt sinn, vun deene mer dann och elo grad gesinn hunn, datt et eng Séparatioun gëtt zwëschent deenen engen an deenen aneren.

104 Better hu mer - do sinn déi 34 derbäi gezielt, déi elo well an aneren Haiser op der Rumm renovéiert gi sinn -, 20 Better si virgesi fir Palliativmedezin, an ech denken dat ass och wichteg opgrond vun deem Gesetzesprojet, deen elo an där leschter Legislaturperiod déposéiert ginn ass a wou et besonnesch ëm d'Palliativmedezin geet, déi net nëmmen an de Spideeler an an de Soins à domicile soll ugebuede ginn, mä och an deenen doten Haiser, well déi eeler Leit grad esougutt e Recht op Palliativmedezin hu wéi déi aner dat hunn.

Da sinn 32 Better virgesi fir déi, hei an deem Text heescht dat sociogérontologique, an deem anere psycho-gériatrique, mä et sinn ëmmer déiselwecht Leit, dat heescht déi dement Leit, déi domadder gemengt sinn. Da gëtt et 20 Logements encadrés, wou da bis 24 Leit kënnen dra sinn; dat hänkt dovunner of ob eng Persoun doranner ass oder ob zwee Leit doranner wunnen.

Schliesslech hu mer am Projet selwer geschriwwen, datt et e Maximum vun 142 Better géife ginn. Mir wëssen de Moment awer nach net, opgrond och vun där schwiereger Bausituatioun, déi dat ass, an deem wéi dat do ausgesäit, ob dat der elo genau 142 ginn oder ob et eent méi oder eent manner gëtt. Op jidde Fall kann et net iwwert déi Suen erausgoe wou de Stat sech derbäi bedeelegt, wat ech elo grad genannt hunn; alles wat doriwwer erausgeet, dat ass dann den Établissement public selwer deen dat muss bezuelen.

Wichteg ass fir mech an deenen zwee Projeten och, datt et eng Ouverture no baussen ass. Mir hunn dat eng Kéier héieren iwwer Coiffeurssalonen, déi doranner virgesi sinn, iwwer Geschäfter, déi doranner funktionéieren, oder awer och op de Mëttesdëscher, wou jiddferee vun eis oder och vun de Famillje kann dohinner iesse goen, fir datt déi Leit, déi do liewen, awer och nach e bësselchen eppes matkréie vun deem, wat dobausse geschitt, an awer och Leit, déi an Dagesgruppe kënnen dohinner kommen.

Dir gesitt also, datt mer eis beméien, an d'Zoustëmmung hei vun der Chamber beweist mer dat och, datt mer domadder wierklech och probéiere jiddfer eeler Mënsch dat ze offréieren, wat sengen Usprécher gerecht gëtt, an dat och nach probéieren ze maachen op där Plaz an an där Géigend, wou en hierkënnt.

Den Här Bettel hat d'Iddi fir Forschung vun der Alzheimerkrankheet do ze maachen. Ech denken, datt dat eppes ass wat ouni Zweifel interessant wier. Leider gehéiert dat net zu menge Kompetenzen, mä ech kënnt mer awer virstellen datt et Leit gëtt, déi sech dofir interesséieren, an datt een och soll vun deene Kompetenzen, déi do sinn, profitéieren, well déi Krankheet ass wierklech eng ganz schwiereg an eng ganz schlëmm fir deen, dee betraff ass, an och fir d'Familljen. Duerfir soll ee vun deem Wësse profitéieren.

Dann huet den Här Angel mech gefrot - ouni datt mer dee Projet bis elo behandelt hunn, mä vu datt ech herno da vläicht net méi hei sinn, wëll ech dat awer nach maachen -, wéi et mam Matsproocherecht vun de Leit an deenen Institutiounen ass.

An do ass virgesinn, datt en Heimrot besteet, wou also och Pensionäre mat dra vertruede sinn. Allerdéngs muss ee soen, datt et heiansdo schwiereg ass fir Leit ze fanne vun de Pensionäre selwer, déi sech dofir interesséieren an déi sech dofir dann och do engagéieren. Mä déi, déi et maachen, déi maachen et mat ganz grousser Begeeschterung an och zur Zefriddenheet vun hiren anere Matbewunner.

Domadder géing ech wëllen ofschléissen an Iech Merci soe fir Är grouss Bereetschaft fir, denken ech, déi zwee Projeten haut ze stëmmen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5336. Den Text steet am Document parlementaire 5336[2] op der Säit 4.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si stëmme mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5336 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Här Grethen!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech mengen ech hat nach keng Nohëllefstonn kritt fir ze wëssen, wéi deen Apparat hei funktionéiert. Sollt ee vun de Kolleege vu menger Fraktioun net par procuration gestëmmt hunn, dann huele mer dat no.

M. le Président.- Mir huelen Akt dovunner a mir wäerten dat verifizéieren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir musst, Här President, deenen neie Kolleegen erkläre wéi d'Procuratioun geet, dass ee muss fest drop drécken, soss kënnt se net.

Une voix.- Dat ganzt Gewiicht drop.

Une autre voix.- Awer net ze fest.

M. Henri Grethen *(DP).*- Wann ech elo meng iwwer 130 Kilo hei op den Écran geheien, ne!

(Hilarité)

M. le Président.- Mat der Zäit léiert een et och ouni grouss Explikatiounen.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, zur Diskussioun vum Projet de loi 5320 iwwert de Bau vum Altersheim op der Rumm. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Angel, Adam an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, dat heescht d'Rapportrice, déi honorabel Madame Nancy Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

2. 5320 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet, bei deem et sech ëm d'Transformatioun an d'Extensioun vum Centre intégré vun der Rumm handelt, befënnt sech op engem Site, wou d'Spure sech bis an déi galloréimesch Zäit zréckverfolge loossen. Schonn deemools hu vill Leit zu deene verschiddensten Zäiten an der Geschicht vun dëser héich geleeëner Plaz profitéiert an déi berühmt Mauer Wenceslas, déi um Enn vum 14. Jorhonnert um Site vun der Rumm säin Ursprong hat, ass vum Vauban um Enn vum 17. Jorhonnert als Schutz gebraucht ginn. Doropshin sinn d'Maueren duerch de sou genannte Vabaunsravelin nach verstäerkt ginn.

De Site an déi verschidde Gemaier hunn esou e bedeitende geschichtleche Wäert, datt se bei dëser Transformatioun net sollen an och net däerfe vergiess ginn. An dësem Projet gëtt versicht, déi verschidden historesch Elementer ze erhalen, well de Projet gesäit effektiv vir, fir d'Direktioun vu Servior zum Beispill, déi sech ëm d'Maintenance vun de Gebaier wäert bekëmmeren, am Ravelin ënnerzebréngen. Dat erkläert och, wéi d'Ministesch et virdru schonn ugedeit huet, firwat d'Realisatiounskäschte relativ héich leien an ech wäert spéider nach eng Kéier hei op dëse spezifesche Punkt zréckkommen.

D'Propositioun vum provisoresche Plang vum Ensembel vun der Konstruktioun ass vun der Unesco approuvéiert ginn a Lëtzebuerger Autoritéite wéi zum Beispill de Familljeministère kontrolléiere regelméisseg esouwuel d'Conceptioun wéi och de Fortgang vun den Aarbechten um Chantier. Iwwert den historesche Wäert eraus erfëllt d'Rumm säit dem Enn vum 19. Jorhonnert eng sozial Roll. Weesekanner, Invaliden oder krank Leit sinn op der Rumm, fir méi genau ze sinn am Hospice civil opgeholl ginn. Ufanks vun den 80er Jore sinn d'Kanner vun den Erwuessene getrennt ginn a vun deem Dag un huet de Centre du Rham als Altersheim fonctionnéiert. Säit dem 1. Januar 1999 ass d'Rumm vum Établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées» ugeholl ginn.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, de virleiende Gesetzesprojet, deen de Stat autoriséiert den Opbau an d'Transformatioun vum Altersheim vun der Rumm matzefinanzéieren, ass e weidere Projet, dee sech am Kader vum nationale Programm fir eeler Leit integréiert a weist, datt d'Liewensqualitéit vun eisen eelere Matbierger weiderhin eng wichteg Prioritéit vun eiser Regierung war an och bleift.

De virleiende Gesetzesprojet weist och, datt eis Regierung sech den Erausfuerderunge vun der Zäit stellt. Déi demographesch Entwécklung huet eis Zäit gepréägt a wäert och d'Politik a ville Beräicher weiderhi beaflossen. D'Liewenserwaardung vun de Leit ass glécklecherweis duerch de medezineschen an hygienesche Fortschrëtt staark an d'Luucht gaangen. D'Zuel vun deenen iwwer 65-Jähregen hëlt bis elo op alle Fall emol stänneg zou an dës Tendenz wäert sech am Laf vun de Joren hoffentlech och fortsetzen. Et ass virun allem d'Kategorie vun deenen iwwer 80-Jähregen, déi déi héchste Steigerung wäert verzeechnen. An d'Schätzunge ginn dovunner aus, datt no 50 Joer dës Kategorie e Fënneftel vun den eelere Leit ausmaachen.

Wann hautdësdags 70% vun deenen iwwer 80-Jähregen autonom liewe kënnen, da bleiwen awer nach 30%, déi op eng Hëllef ugewise sinn. Wann dës Leit am Prinzip op hir Familljen ziele kënnen, kënnt et awer dach ëmmer méi dacks vir, datt se op en Altersheim oder e Centre mussen zréckgräifen, fir adequat ënnerbruecht ze ginn. D'Grënn si ganz verschidden. Vill eeler Leit ginn hautdësdags vu Familljemembere betreit, déi selwer al sinn a fir déi et iergendwann ze schwéier gëtt fir sech komplett eleng ëm eng eeler Persoun alldeeglech ze këmmeren. Déi familiär Strukturen hu sech och geännert. Et gëtt ëmmer méi Famillje wou déi zwee Partner schaffen an et ass dann och net einfach de Beruff an déi familiär Verflichtungen ënner een Hutt ze bréngen.

Och d'Servicer wéi «Hëllef doheem» kënnen eng Ënnerstëtzung sinn. Mä och dës Servicer stoussen eng Kéier op d'Limiten. Et ass virun allem net einfach, esouguer wann een d'Méiglechkeet hätt, fir Leit, déi op Hëllef ugewise sinn, wéi zum Beispill eeler dement Leit, adequat doheem ze versuergen. Dës Leit musse 24 Stonnen op 24 Stonne professionell encadréiert ginn. Et ass also net weider verwonnerlech, datt d'Nofro vun esou Opfaangstrukture fir eeler Leit an deenen nächste Joren nach weider wäert zouhuelen.

Zur Informatioun, den Établissement public «Centres, Foyers et Services pour personnes âgées», deen eng Dosë vu CIPAen a véier Maisons de soins géréiert, huet Méi fir der grousser Nofro vun Opfangstrukture fir eeler Leit kënne gerecht ze ginn. 3.000 Demandë louchen den 1. Januar vun dësem Joer vir, dovunner 1.300, déi drëngend, an 300, déi immens drëngend waren. De virleiende Projet entsprécht enger moderner Politik vum drëtten Alter, déi versicht op déi spezifesch Besoinë vun de verschiddene Kategorië vu Pensionären anzegoen.

De Centre ass souwuel fir valid wéi och fir manner valid Leit bestëmmt an den Ëmbau an d'Transformatioun vun de Gebailechkeeten entsprécht de modernsten Normen an dësem Domän. Wa fréier dee klineschen Aspekt bäi Wäitem dee wichtegste war, esou gëtt awer haut ëmmer méi Wäert op d'Form an d'Qualitéit vum Logement a vum Encadrement geluecht. D'Leit sollen esou wäit wéi méiglech en autonoomt Liewen am Centre intégré féiere kënnen.

Ee vun deene wichtegste Punkte bei dësem Projet ass deen, datt d'Leit, déi op d'Rumm kommen, d'Méiglechkeet kréien an dëser Struktur ze bleiwen, och wa sech hire gesondheetlechen Zoustand géif änneren. Esou vermeit een oft en onangenehmen Transfert an eng aner Institutioun; en Transfert, dee bei eelere Leit oft als Trauma emfonnt gëtt. De Projet gesäit och d'Schafung vun engem sou genannten „Espace senior" vir, dee sech aus verschidde spezialiséierte Pavillonen zesummesetzt.

Nieft dem klasseschen Altersheim gesäit de Projet d'Schafung vun Appartementer vir, déi sech u relativ autonom eeler Leit riichten, déi zwar theoretesch kéinten eleng liewen, mä déi sech awer an enger encadréierter Struktur méi wuel fillen. Si wëssen, datt, wa sech e Problem sollt stellen, professionell Leit zu hirer Verfügung stinn.

Et ass och virgesinn, zwou soziogerontologesch Liewensgruppen ze forméiere fir ofhängeg eeler Leit, déi musse 24 Stonnen op 24 gehollef kréien oder ënnerstëtzt ginn. Eeler Leit, déi wëllen a kënne weider doheem bleiwen, awer trotzdeem gäre vun deene verschiddene Prestatiounen a Servicer vum Centre profitéieren, kënnen dat iwwert d'Porte ouverte vum Centre maachen.

Zousätzlech ass och eng Praxis fir Kinésithérapie an Ergotherapie virgesinn, déi virun allem zum Erhale vu kierperlechen a geeschtege Fäegkeete bäidroe soll. Eng Aktivitéitszon soll et de Pensionären erméiglechen, en agréabelen Openthalt ze hunn. Alles no beieneen, mat engem klenge Café, Coiffer, Pédicure, Florist, an et ass och e klengen Animatiounssall virgesinn, wann emol kleng intern Festivitéite stattfannen.

Zum Schluss ass nach ervirzehiewen, datt d'Rumm och wäert iwwer en „Hospice de fin de vie" verfügen, wou eng spezialiséiert Equipe stierwenskrank Leit op hirem leschte Liewensabschnitt begleede kann. Den Akzent gëtt hei op d'Zesummenaarbecht mat der Famill geluecht, fir déi och d'Méiglechkeet besteet am Centre ze iwwernuechten, wa se dat wëllen.

De Projet gesäit um Niveau vum Centre intégré d'Schafung vu ronn 70 Better vir, déi bei déi bestehend 34 Better derbäikommen. Den „Hospice de fin de vie" wäert kënnen 20 Leit ophuelen. Et wäerten, wéi ech dat schonns virdrun ugedeit hunn, 26 encadréiert Appartementer am Kader vum Centre du Rham geschafe ginn, déi ronn 40 Better ausmaachen. Um Niveau vun deenen zwou soziogerontologeschen Unitéite si jeeweils 16 Better virgesinn, esou datt d'Capacitéit vum Centre am Ganzen op ronn 142 Better wäert eropgoen. Eréischt nom Ofschloss vun den Aarbechte steet awer déi ganz genau Zuel vun den neie Better fest.

Wat d'Finanzéierung vum Bau an dem Ëmbau vum Altersheim a Fleegeheim vun der Rumm ugeet, esou ass ervirzehiewen, datt de Stat bal 100% vun de Käschte wäert droen. De Stat wäert och en Deel vun de Käschten iwwerhuelen, déi fir de Bau vum Direktiounsgebai gebraucht ginn. Déi staatlech Participatioun wäert sech nom leschte bekanntenen „indice semestriel des prix à la construction" vum 1. Oktober 2004 op ronn 43,4 Milliounen Euro belafen. Zur Informatioun: D'Käschte fir de ganze Projet sinn op de Gesamtmontant vu ronn 50,3 Milliounen Euro geschat.

Dat sinn natierlech ganz héich Montanten, déi sech virun allem doduerch erkläre loossen, datt et haut einfach méi deier ass eppes ze renovéieren - et gëtt ronderëm e Plus vun 30% geschat - wéi wann een eppes komplett Neies géif bauen, speziell wann een och nach derbäi op den historesche Kader soll Rücksicht huelen. Ervirzehiewen ass vläicht nach, datt déi staatlech Participatioun sech natierlech op d'Käschten, déi mam Opbau a mat der Renovatioun vum Centre verbonne sinn, beschränkt. Personalkäschte souwéi d'Fonctionnementskäschte gi vum Gestionnaire iwwerholl.

De Statsrot hat dës Fro jo och a sengem éischten Avis opgeworf, wou d'Auteure vum virleiende Projet direkt reagéiert hunn an dëse Punkt no enger kuerzer, awer preziser Stellungnahm zur Befriddegung vum Statsrot gekläert hunn. Servior iwwerhëlt och en Deel vun de Käschte vum Bau vum Direktiounsgebai, déi sech op 0,9 Milliounen Euro belafen, a ronn 16 Better, déi den Affer vum Zweete Weltkrich prioritär zur Verfügung solle stoen, wäerten iwwert d'Fonge vun der Fondatioun „Aide et assistance aux personnes âgées" finanzéiert ginn, déi et haut net méi gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen ech konnt Iech déi grouss Linne vun dësem Projet méi no bréngen. Weider Detailer fannt Der a mengem schrëftleche Rapport an am Text vum Projet selwer. Ech géif mech natierlech freeë wann dëse Projet eestëmmeg kéint ugeholl ginn, e Projet, dee selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun bréngt.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Nach eng Kéier, d'selwecht wéi virdrun, wëll ech hei der Rapportrice Merci soe fir de schrëftlechen an de mëndleche Rapport, wou se ganz prezis an den Detail gaangen ass. Erlaabt mer just dës Kéier, éier ech Luef fir de Projet ervirhiewen, awer ee méi negative Punkt. Et ass eng Kritik, déi awer net vu mir kënnt, mä déi vum Statsrot kënnt.

An eng Kéier eng generell Kritik, déi och net mam Projet ze dinn huet, mä well et eben haut zwee Projete si wou mer fir eis eeler Matbierger eis jo ganz staark investéieren, wou ech och soen, dass et selbstverständlech ganz wichteg ass, a wou mer muer nach e Projet hunn, dass, wéi ech mat verschiddene Leit driwwer diskutéiert hunn, verschidde Leit mer gesot hunn: Jo, Xavier, mir maache ganz vill fir déi eeler Leit, mä fir jonk Leit op der Strooss feelt et nach ëmmer u Plazen.

An et ass d'FADEP, déi am Moment zwou Strukturen huet, d'Meederchershaus oder de St-Joseph Boulevard Patton, mä et heescht dass et do net duergeet, dass tëschent 17 an 18 Plazen do sinn am Ganzen, déi mer hu fir Mesures d'urgence, dass nach ëmmer jonk Leit mussen op Schraasseg goen am Moment oder op Dräibuer, well keng Plazen do sinn. Dat heescht, Madame Ministesch, sorry, dass ech dës Geleeënheet huelen, mä e viven Appel: Selbstverständlech ass et wichteg, dass mer fir eis Elteren, Grousselteren an eis eeler Leit Suen investéieren. Mä e waarmen Appel un Iech - an ech weess, dass Der en oppent Ouer dofir hutt -, och fir déi jonk Leit fir Urgence-Fäll Saachen ze plangen.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här Bettel, ech si ganz gäre bereet an ech maache vill Démarchen. Ech wier ganz frou wann Dir mer géingt hëllefe Gemenge sichen, déi gradsou frou wiere fir esou Haiser opzehuelen, wéi se frou si fir Maisons de soins a Centre-intégréen opzehuelen. Also ech sinn nëmmen Demandeur, Dir laaft bei mir offen Dieren an. Mä bréngt mir déi Gemengen, déi bereet sinn dat ze maachen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'Madame Mutsch seet scho si wier ganz bereet. Neen? Mä op jidde Fall, Madame Ministesch…

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Et ass net u mir wou et scheitert, Här Bettel!

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Madame Ministesch, fir mech ass et esou, et kann een net nëmme kucke wat ekonomesch Sue bréngt. Et ass eng Obligatioun, mir sinn hei Politiker fir d'ganzt Land an net nëmme fir eng Generatioun oder fir d'Finanzen. Et muss een och kucken, dass eng ganz Rëtsch vu jonke Leit op der Strooss sinn oder op jidde Fall wéinst dramatesche Situatioune musse placéiert ginn. E Kand wat doheem vergewaltegt gëtt oder esou. Mir schwätzen elo net nëmmen hei vun Délinquanten, mä vu jonke Leit déi doheem vergewaltegt ginn oder geschloe ginn, wou dann de Riichter se muss placéieren, a wa keng Plaze sinn an deenen zwee Foyeren, da musse se op Schraasseg oder op Dräibuer goen, wat awer wierklech net déi Plaz ass wou een d'Kanner soll placéieren. Dat war dann eng méi generell Invitatioun, Madame Ministesch.

Déi zweet ass eng Kritik, déi vum Statsrot kënnt. Dat ass déi, dass d'Konventioun jo am Juni 2001 ënnerschriwwe ginn ass an dass de Projet eréischt den 31. Mäerz 2004 déposéiert ginn ass, dat heescht bal dräi Joer duerno, an dass de Conseil d'État dat als Délai net ganz räsonnabel fënnt. Madame Ministesch!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, et deet mer Leed, dass ech elo den Här Bettel hei muss ënnerbriechen. Ech géing just eng Kéier wëlle soen, well de Conseil d'État dat elo ëmmer erëm beanstant, mat Ausnahm vun dem Projet vun Ierpeldeng, deen äusserst séier gaangen ass. Den Här Bettel hat do ewell gemengt et hätt och do laang gedauert. Ech mengen an engem Joer war dat alles iwwert d'Bühn.

Et dauert laang an och deen hei Projet huet laang gedauert, well da mussen déi komplett Pläng vun den Architekte virleien. Wann ee weess wéi komplizéiert dass dee Site op der Rumm ass, dann ass et evident dass dat doten net konnt an esou enger kuerzer Zäit gemaach ginn. Selwer hätt ech och léiwer wann et méi séier kënnt goe wéi wann dat all Kéiers esou laang dauert. Mä et muss een awer gesi wat fir eng Aarbecht domadder verbonnen ass. Wann et duergeet, dass mir heihinner kommen nodeems dass d'Konventioun ënnerschriwwen ass a mir loossen e sommairë Projet hei stëmmen, dann hunn ech domadder kee Problem. Dann dauert et vill manner laang. Et dauert dofir awer nach gradsou laang bis et gebaut ass, well da musse se duerno gemaach ginn. Ech wollt dat just als Explikatioun soen, well dat ëmmer eng Remarque ass, déi vum Conseil d'État kënnt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Selbstverständlech, mä et ass just well och nach d'Kommissioun - an Dir wësst jo, Madame Presidentin, dass d'DP net méi an der Majoritéit elo an der Regierung matwierkt…

(Brouhaha général)

… -, op jidde Fall dass d'Majoritéit dat fonnt huet.

Op jidde Fall wëll ech awer soen, dass dës Majoritéit, dat heescht d'CSV-LSAP-Majoritéit awer an hirem Rapport zréckbehalen huet, dass se déi Meenung vum Statsrot géif deelen, dass et ze laang gewiescht wär. Dowéinst erlaabt mer, Madame, et ass net a mengem Numm, mä als Majoritéit, ech weess net ob ee vun der CSV oder vun der LSAP dat gesot hätt, d'Rapportrice huet et och net gesot. Et steet am Rapport. Dofir erlaabt mer, Madame Ministesch, dass ech dat just zitéiere wat dës Majoritéit op jidde Fall wollt, mat eis, well mir hunn de Rapport jo awer och gestëmmt.

Also d'Avantagë vun deem Projet: Éischtens ass et e ganz flotte Projet an d'Palette…

(Interruption)

…vun deem Projet ass ganz interessant, wann ee kuckt dass et geet vu Leit, déi e puer Stonnen dohinner verbrénge kommen, déi aner Leit, déi do wunnen, bis en „Hospice de fin de vie".

Eppes wou ee muss drop pochen, ass, dass déi eeler Leit - wat se méi al ginn, wat normalerweis hir Gesondheet och net besser gëtt - op jidde Fall d'Méiglechkeet dann hunn, net mussen dann an aner Centres ze goen oder op eng aner Plaz fir soignéiert ze ginn, mä au contraire dass se d'Méiglechkeet hunn, an därselwechter Ëmgéigend mat deene Leit, déi se kennen, op jiddfer Fall op därselwechter Plaz kënne soignéiert ze ginn.

Et ass ekologesch gebaut ginn, hei muss een et och eng Kéier soen. D'Madame Ministesch pocht ëmmer drop, dass ekologesch gebaut gëtt, dat heescht dass Materialer benotzt ginn, déi ekologesch sinn. Et ass ekologesch, awer net ganz ekonomesch gebaut ginn, mä duerfir kann d'Ministesch och net; dat ass ebe wéinst deene Contrainten, déi mir haten, dass mir do net konnten alles ewechrappen. Ech si jo een, dee ganz oft mengt, et kéint een; et beweist jo och, dass ee soll ewechrappen, well et da méi bëlleg gëtt. Mä et muss een awer soen, dass et op der Rumm e Crime gewiescht wär, wann een do alles raséiert hätt. D'Rumm ass op jiddfer Fall eng Plaz wou muss preservéiert ginn an op jiddfer Fall muss dës Plaz verbessert ginn.

Ech hunn et virdru gesot, mir fannen, dass fir eis eeler Matbierger investéiert soll ginn; selbstverständlech nach eng Kéier mat där Bemierkung, dass et och nach aner Kategorië vu Leit gëtt, déi, sou wéi ech et a menger Introduktioun gesot hunn, mir och net solle vergiessen, an, wéi gesot, ech bréngen hei och den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

Merci.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Madame Rapportrice, Dir Dammen an Dir Hären, als Stater freet et mech natierlech wann dës Stad 33,8 Milliounen Euro investéiert hei op eisem Territoire fir d'Rumm ze renovéieren, fir se ze moderniséieren a fir do e Centre intégré fir eeler Leit opzemaachen.

D'Madame Rapportrice ass an hirer Interventioun jo agaang op d'Altersstruktur, d'Alterspyramid, déi mir jo kennen hei zu Lëtzebuerg, an ech mengen, déi ass hei an der Stad net aneschters. Dofir wéi gesot ass et wichteg, dass de Stat niewent der Gemeng hei Institutiounen opriicht fir déi eeler Leit ze versuergen.

Erlaabt mir dofir e puer Punkten erauszehiewen, déi mir besonnesch wichteg erschéngen. Se sinn deelweis och schonn eng Kéier hei gesot ginn. Ech mengen, wat wichteg ass, dat ass dass dee Projet Rumm hei e Gesamtkonzept ass, e baulecht Gesamtkonzept. Dir wësst vläicht, dass virun e puer Joer een Trakt eng Kéier renovéiert ginn ass, dat ass d'Gebai Feierwon. Elo hätt ee kéinte fäerten, dass all Joer en anert Gebai renovéiert gëtt. Dat wär e Problem mengen ech gewiescht, well da wär permanent e Chantier op der Rumm gewiescht. Et wär och architektonesch vläicht Problemer ginn. Dofir ass et gutt, dass elo de ganze Rescht an engem globale Konzept ëmgebaut a moderniséiert gëtt an dass dann dee sou genannten Espace Senior do kreéiert gëtt, wou, wéi virdru gesot ginn ass, e klassesche CIPA dran ass, Appartementer, also Altenwohnungen, eng Tagesstätt, Praxissen, Pédicure, Coiffeur, Florist a sou weider.

Wat mir ganz wichteg schéngt, ass och dat Konzept vun deem Office de fin de vie, wou palliativ Soinë kënne gemaach ginn un de Patienten. Et ass ebe wichteg, dass een, deen an d'Rumm kënnt, wann e vläicht nach relativ valid ass, wa säin Zoustand sech verschlechtert, net muss transferéiert ginn, well en Transfert vun Institutiounen - d'Rapportrice huet et och gesot - bedeit ëmmer en Trauma.

Wat mir och ganz gutt un deem Projet gefält, ass, dass de Site vun der Rumm weiderhin en oppene Site bleift, net nëmme fir déi Leit, déi am CIPA wunnen, oder fir déi, déi hir eeler Matbierger besiche kommen, mä dass et e Site bleift deen op aus fir aner Leit, fir Touristen. Dir wësst, de Circuit Wenzel geet duerch dee Site, dee Circuit Wenzel gëtt och deelweis revaloriséiert, well duerch déi Travailen och Deeler vun der Wenzelsmauer vun 1390 ausgegruewen a revaloriséiert ginn. Ech mengen, dat ass eng positiv Saach.

Et ass och wichteg, dass d'Unesco dësem Projet den Aval ginn huet, well mir leien hei mëtten am Unesco-Secteur, am Secteur protégé - och wat d'Stater Baureglementer ubelaangt. Och vun der Commission des bâtisses vun der Gemeng Lëtzebuerg ass den Accord ginn, an ech mengen, dat ass wichteg.

Wann een d'Dokumenter kuckt, geet och doraus eraus dass drop gepocht ginn ass, dass de Charme vun deem Site Rumm erhale gëtt, an do gi se ganz an d'Detailer, wou souguer gesot gëtt, dass d'Beem - Wann Dir de Site kennt: Wësst Der, déi schéi Bamallée mëtten an deem Site! - sollen extra geschützt ginn. Ech mengen, dat ass vu grousser Wichtegkeet.

De Site ass grouss genuch, fir dass ee vläicht spéiderhi ka kucken, wat een nach do ka maachen. Zum Beispill ass am Kader vun Ierpeldeng vun enger Crèche geschwat ginn: Firwat net hei och eng Crèche, firwat net hei eng Internetstuff? Ech mengen, eng Internetstuff, wou déi eeler Leit kéitne mat deene ville Jugendlechen, déi an deene Quartiere ronderëm Gronn, Clausen an Cents wunnen, zesummeschaffen.

An eng lescht Saach, do wollt ech vläicht en Ustouss un d'Presidentin vun eiser Familljekommissioun ginn, dass mir vläicht an Zukunft och mol iwwer eng aner Iddi nodenke kënnen, déi am Ausland scho vill gebraucht gëtt, dat heescht Wunngemeinschafte fir eeler Leit. Ech mengen, dat solle mir eng Kéier an der Kommissioun diskutéieren an dann och der Madame Minister do e puer Recommandatiounen dozou ginn.

Zum Schluss wollt ech soen, ech fannen et flott, dass dee Site Rumm, wat jo e militäresche Site war, lo scho säit iwwer honnert Joer fir sozial Zwecker gebraucht gëtt, an duerch dat heiten Investissement garantéiere mir och, dass an deenen nächste Jorzéngten do sozial Aktivitéite geschéien, an ech mengen d'LSAP-Fraktioun wäert dëse Projet och ënnerstëtzen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nodeems schonn eng ganz Rei Riedner hei op dëser Plaz de Projet sou positiv beliicht hunn, wëll ech mech dann och am Numm vun der grénger Fraktioun där Duerstellung uschléissen, besonnesch och dem Fait, datt den historesche Site op bleift an erhale bleift souwuel fir d'Stater Leit wéi fir d'Touristen.

Erlaabt mir awer och, dass ech e puer méi kritesch Wierder un lech riichten. Mir wëssen alleguer, datt ee mat Zuele bal alles ka beweisen. Wa mir also wëllen, datt een eis Zuelen a Statistike seriö hëlt, da musse mir eis hei un e puer Spillregelen halen. A mir sinn der Meenung, datt beim Exposé des motifs vun dësem Projet de loi dat net ëmmer de Fall ass. An enger Tabell gëtt wuel opgewisen, datt d'Zuel vun de Leit, déi ënner enger Démence sénile leiden, mam Alter zouhëlt. Eng Année de référence feelt awer. Et gëtt och opgelëscht, datt 35% vun alle Stéit Eepersounestéit, also Foyer d'une seule personne, sinn - wéini a wou dat rausfonnt ginn ass, gëtt net verroden.

Am Projet de loi gëtt vun 13% vun eiser Populatioun geschwat, déi méi al wéi 65 Joer sinn, an 3%, déi méi al wéi 80 Joer sinn, mä dës Zuele sinn awer vun 1989; hei hätt ee kéinte méi aktuell Zuelen huelen. Och wann dës Zuelen net direkt eppes mam CIPA op der Rumm ze dinn hunn, si mir an der grénger Fraktioun der Meenung, datt mir hei an der Chamber solle virsiichteg sinn, wa mir Zuele gebrauchen.

De Bau an d'Transformatioune kaschten iwwer 50 Milliounen Euro; de Stat participéiert mat iwwer 43 Milliounen Euro. Mir stelle fest, dass dëse Projet immens deier ass. Deen héije Präis léisst sech, an dat ass och schonn hei gemaach ginn, engersäits doduerch erklären, datt mir op engem historesche Site sinn. Renovéieren ënnert dëse Konditioune gëtt ëmmer méi deier ewéi nei bauen. Et huet awer och domat ze dinn, datt een e CIPA hei baut - dat ass net iergendee Verwaltungsgebai, mä dat ass e Gebai, wat eng ganz Rei spezifesch Usprécher stellt, déi de Fonctionnement fir déi Leit, déi dodra schaffen an dodranner wunnen, esou agréabel ewéi méiglech maache soll.

49 Parkplazen, déi an de Fiels gewullt ginn, kaschte richteg Suen. Véier Lifter an 13 Monte-lits kaschten net nëmme bei der Installatioun; mir kréien och nach ee Contrat d'entretien a schloen all Joer mat vill Onkäschten zu Buch.

Mir begréissen, datt am Projet de loi steet, datt all Awunner vum CIPA - wann nëmme méiglech - a sengem Zëmmer soll bleiwe kënnen, onofhängeg vun enger zäitlecher oder enger definitiver Verschlechterung vu sengem Gesondheetszoustand. Duerfir sinn och all Zëmmere mat engem Prééquipement ausgeriicht, fir op ee verännerte Gesondheetszoustand kënnen ze reagéieren. An deem Gedanke wier et och gutt, wann déi 16 Duebelzëmmer esou ugeluecht wieren, datt all Duebelzëmmer no Bedarf kéint an zwee Eenzelzëmmeren ëmgewandelt ginn.

Une voix.- Dat ass de Fall!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ass dat de Fall? Dat freet mech. Dat war aus dem Rapport net esou däitlech rausgaangen, an och op meng Nofro hat ech dat dann net richteg verstan. Ech soen dann awer, well ech et preparéiert hunn, dass een zu Miersch kéint esou ee Gebai kucke goen. Zu Miersch funktionéiert et nämlech och sou am neien Altersheim.

Et feelt eis awer och e bësselchen un enger Good-will-Erklärung, déi nei Gebaier no enger Niddregenergie- oder Passivbauweis ze bauen an déi al Gebaier no ekologesche Kritären ze renovéieren. An ech zitéieren do aus där Motioun: «…les bâtiments à caractère historique ne peuvent pour des raisons évidentes être isolées thermiquement selon les critères actuels.»

Och wann en historescht Gebai eng ganz Rei Contraintë liwwert, sou menge mir awer, datt eng Rei Mesurë méiglech an néideg sinn, fir och hei effizient mat der Energie ëmzegoen. Da ginn ech rëm eng Kéier op Miersch, wou d'Gemeng amgaangen ass en historescht Gebai ze renovéieren, an dat no de Kritäre vun der Niddregenergiebauweis; et ass e Gebai wou den technesche Service vun der Gemeng soll drakommen.

Mat all deenen Nodeeler, déi sou en historesche Bau mat sech bréngt, féiert awer kee Wee derlaanscht, sou e Bauwierk och ënner héijem Käschtenopwand unzegoen.

Déi Gréng begréissen et, datt de Site op der Rumm endlech a mat engem Gesamtkonzept renovéiert a vergréissert gëtt. Wéi am Exposé des motifs steet, waren den 1. Januar 2004 300 Demanden als ganz dréngend an 1.300 als dréngend agestuuft, fir an eent vun deene staatlechen Alters- oder Fleegeheimer ënnerdaach ze kommen. Et ass also eng grouss Nofro do an dofir wäert déi gréng Fraktioun, och bei där Kritik, déi mir ubruecht hunn, dësem Projet zoustëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als leschte Riedner ass den Här Henckes ageschriwwen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Madame Ministerin, Dir Dammen an Dir Hären, de Site vun der Rumm huet eng ganz grouss historesch Bedeitung, en huet eng touristesch Bedeitung, mä en huet bien entendu och an de leschte Joren eng ganz wichteg sozial Funktioun an deem Sënn gehat, datt en erlaabt huet fir eng etlech eeler Leit - genau 128 Pensionären - ze beherrbiergen.

Dee Projet de loi, deen elo virgeluecht gëtt, ass bluttnoutwendeg, well jiddereen, dee periodesch dohinner geet, a wann et nëmmen ass fir den Dag wou d'Kiermes op der Rumm ass, gesäit dass et noutwendeg ass, fir déi Gebailechkeeten ze renovéieren. Dat gesot muss een och feststellen, datt et och bei der Regierung de Fall war, well déi Konventioun scho virun iwwert dräi Joer ënnerzeechent ginn ass an dunn näischt geschitt ass.

Ech verstinn net, datt een en Accord mécht fir e Finanzement an dann héieren ech d'Madame Ministerin soen, datt dann eréischt d'Architekte beoptraagt gi fir de geneeën Devis ze etabléieren a genee Pläng ze maachen. Ech mengen, datt wann ee scho wëllt eppes ënnerhuelen, datt een dann déi zwou Saache matenaner mécht.

Wat den Devis selwer ugeet, sou muss ee sech awer hei nach eng Fro stellen. Wann d'Madame Rapportrice mir do kéint soen, ob eng Autorisatioun vu Sites et Monuments gefrot an accordéiert ginn ass, well et jo ganz evident ass, datt op deem Site do munnech historesch Baute sinn. A mir hu schonn an der Vergaangenheet gehéiert, datt wann déi Accorden hei méi spéit gefrot gi sinn, wou de Bau schonn amgaange war, dat meeschtens zu ganz héijen Dépassementer gefouert huet. Dofir meng Fro, ob déi Autorisatioun gefrot an accordéiert ass, respektiv ob se an nächster Zäit sollt gefrot ginn. Well ech mengen et ass gutt, datt mir net während dem Bau nach eng Kéier déi eng oder déi aner Surprise kréien.

(Interruption)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- …, datt et e Grupp war an e Jury war, wou ënner anerem Leit vu Sites et Monuments derbäi waren, sou datt een net dovu kann ausgoen, datt se op eemol géingen eng aner Décisioun huelen, wou se mat an der Ausaarbechtung vun deem Projet dobäi waren, besonnesch och well mir eis mussen un d'Virschréfte vun der Unesco halen, déi jo déiselwecht Aufgab do vertrëtt wéi och Sites et Monuments vu Lëtzebuerg.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà, ech wollt just nëmmen...

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Oh ma neen, ech wollt lech et awer nëmme just soen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech si ganz frou, Madame Ministerin, datt Der mir esou spontan drop äntwert. Ech loosse mech och dofir gären ënnerbriechen, mä woufir ech dat opwerfen, dat ass datt mir gesinn, datt dat awer ganz oft net de Fall ass an datt ee Surprisë kritt.

Dann hu mer de Käschtepunkt vu 50 Milliounen Euro fir déi 128 Better, déi do virgesi sinn. Wann ech dat an de Verglach stelle mat dem Käschtepunkt vum Musée Pei, an notamment wat en Tableau am Musée Pei kascht, da gesäit een, datt en Tableau am Musée Pei 5-mol méi deier kascht wéi e Bett an engem Gériatrieheim op der Rumm. Dat ass e bësselchen…

(Interruptions)

Une voix.- Neen, hie mengt den Emplacement.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Den Emplacement…

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech mengen, den Här Henckes weess net wat e Van Gogh zum Beispill kascht.

Une voix.- Voilà.

Une autre voix.- Do sidd Dir besser dran!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech schwätzen net vum Van Gogh, ech schwätze just nëmme vum Emplacement fir deen Tableau, wou een deen ophänkt.

(Interruptions)

De Krop, wou en drop unhänke kënnt. Do gesäit een, datt awer hei mat engem raisonnabelen Devis ka gerechent ginn, quitte datt déi Renovatioun op deem Site do natierlech och net grad esou einfach wäert sinn.

Dat gesot, muss een och begréissen, datt ee Problem an deem Projet geléist gëtt, an dat ass deen datt Parkplazen ënnerierdesch geschafe ginn. Well et ass ganz kloer, datt mer zwar an der Stad Lëtzebuerg iwwerall versiche fir keng Parkplaze méi ofzebauen, wat net onbedéngt dat allerbescht ass, mä datt et awer hei op dësem Site bluttnoutwendeg ass, datt ee Parkplaze virgesäit. Woufir? Ma well Visiteure soss keng aner Parkméiglechkeet hunn an net kënnen en Accès bei hir Familljemembere kréien. Dofir ass dat heiten eppes wat mir positiv ervirsträiche wëllen, datt hei vum Stat aus alles gemaach gëtt, fir datt déi Liaisoun tëschent de Pensionären an hire Familljen duerch justement en Accès de facilité hei erméiglecht gëtt. Dat gesot wollt ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Madame Minister huet op all d'Froe geäntwert, déi opgeworf gi sinn. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5320. Den Text steet am Document parlementaire 5320[5] Säit 5.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5320 ass unanime mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koul-

len, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Wann dat de Fall ass, dann ass dat esou décidéiert.

Ech wëll d'Kolleege biede vläicht nozekucken, ob de Vote par procuration gaangen ass. Dem Här Grethen seng Interventioun vu virdrun huet genotzt, mir hunn dat nogekuckt an ech hunn d'Freed Iech matzedeelen, datt de Vote iwwert d'Maison de soins fir Alzheimer elo eestëmmeg ugeholl ginn ass, well mir déi Procuratioune konnten hei androen, déi virdrun net funktionéiert hunn. Voilà.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi 5165 iwwert d'Bekämpfung vum Blanchiment. Duerno stëmmt d'Chamber am zweete Vote constitutionnel iwwert dëse Projet of; den 19. Mee hate mer eng éischte Kéier ofgestëmmt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et si schonn ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry, Braz an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

3. 5165 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant:

1. le code pénal;

2. le code d'instruction criminelle;

3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire;

4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier;

5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances;

7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat;

8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat;

9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises;

10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable;

11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives;

12. la loi générale des impôts („Abgabenordnung") - Second vote constitutionnel

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi iwwert d'Wäisswäsche vu Suen an de Finanzement vum Terrorismus kënnt also haut fir den zweete Vote constitutionnel erëm eng Kéier hei an de Plenum.

Wéi ech fir d'éischt zu dësem Projet geschwat hat, war a sech meng Konklusioun déi, fir en Appel un de Statsrot ze maachen, datt hien et sech nach Kéier sollt mat senger Opposition formelle iwwerleeën. Leider Gottes ass mäi Wonsch net an Erfëllung gaangen an de Statsrot huet seng Opposition formelle bäibehalen.

Ech wëll haut net méi am Detail op all eenzel Dispositioun vun deem relativ komplizéierte Projet de loi agoen; dat hat ech déi éischte Kéier souwuel a mengem schréftleche wéi a mengem mëndleche Rapport gemaach, sou datt ech dat haut net méi nach eng Kéier wëll widderhuelen.

Wann ech awer haut nach eng Kéier d'Wuert dozou wëllt huelen, ass dat fir nach eng Kéier op deen Amendement zréckzekommen, deen a sech am Ursprong vun der Opposition formelle vum Statsrot läit. Virausschécke wëllt ech nach eng Kéier, datt am urspréngleche Projet a sech net nëmmen d'Direktiv sollt transposéiert ginn, mä d'Regierung eigentlech och wollt méi wäit wéi d'reng Transpositioun vun där Direktiv goen. Deemools hat awer de Statsrot, wéi eng Rei aner Organismen, grouss Problemer domadder an och d'Commission juridique huet sech dee Moment där Positioun ugeschloss, fir ze soen, mir wären d'accord fir d'ganz Direktiv ze transposéieren, mä net méi wéi d'Direktiv.

A wat deemools richteg war ass bien entendu haut och nach ëmmer richteg. An ech wëll drun erënneren, datt a sech den Objektiv jo vun dëser Direktiv deen ass, fir datt d'Faiten, déi op e Blanchiment oder ob e Finanzement vun Terrorismus hiweisen, sollen direkt vun deene Professionelle beim Parquet dénoncéiert ginn. Mir wollten a sech och deemools an der Commission juridique évitéieren, datt duerch eng iwwerdriwwe Réglementatioun, déi ganz besonnesch exzessiv Bestrofunge virgesinn hat, sollt eng gewësse Panik am Bankesecteur bei deene betraffene Leit sech breet maachen an domadder a sech géif de Géigendeel erreecht gi vun deem wat nämlech bezweckt war, nämlech eng effizient Zesummenaarbecht tëschent de Justizautoritéiten an deene Leit, déi am Finanzsecteur schaffen.

Ëm wat geet et, nach eng Kéier, hei an deem Amendement? Et geet also ëm d'Dépénalisatioun vun der sou genannter Négligence, déi a sech am 93er Gesetz iwwert de Secteur financier strofrechtlech verankert gi war. Dës Dispositioun huet an deene vergaangene Jore fir vill Welle gesuergt, haaptsächlech wéinst der Interpretatioun, déi de Parquet économique dëser Dispositioun ginn huet.

Ech wëll nach eng Kéier hei an Erënnerung ruffen, datt et a sech en Ënnerscheed gëtt zwëschent enger Bedeelegung un engem Akt vu Wäisswäsche vu Suen, respektiv vu Finanzement vun Terrorismus, déi natierlech par nature bewosst ass, an dem einfache Verstouss géint eng Beruffsobligatioun, déi normalerweis net bewosst ass. Wichteg ass, datt een hei en Ënnerscheed mécht an net de Blanchisseur oder de Financier vun engem terroristeschen Akt an een Dëppe geheit mat deemjéinegen, deen eng Onopmierksamkeet an der Ausübung vu senger Aarbecht gemaach huet.

Heimadder soll net gesot ginn, an ech wëll dat nach eng Kéier betounen, dass dës Onopmierksamkeet keng juristesch Konsequenze soll mat sech zéien, mä dës Onopmierksamkeet soll do sanktionéiert ginn, wou se higehéiert, nämlech op den administrative Plang, wéi dat och an eisen Nopeschlänner de Fall ass.

Mat där neier Dispositioun, wéi mir se iwwer Amendement an de Gesetzestext ageschriwwen hunn, schafe mir also elo eng juristesch Onsécherheet aus der Welt, déi a sech hiren Ursprong - an ech hunn et virdru gesot - am 93er Gesetz iwwert de Secteur financier fonnt huet, an déi zu vill Onrou bei deene betraffene Leit am Bankesecteur gefouert huet. An Zukunft wäert also déi einfach Onopmierksamkeet keng strofrechtlech Suitë méi mat sech zéien, mä just nach Sanktiounen um reng administrative Plang mat sech bréngen.

Ofschléissend wëll ech soen, datt an engem konkurenziell ëmmer méi schwieregen Ëmfeld, wéi de Finanz- a Bankesecteur nun eemol een ass, all déi Leit, déi hei schaffen, sollen a musse streng Oplage kréien. Dës Oplagen dierfen op kee Fall hannert deene vun anere Länner hannendru goen, mä se dierfen awer och net iwwert déi Oplagen erausgoen.

Mir musse mat der leschter Konsequenz géint d'Wäisswäsche vu Suen an de Finanzement vum Terrorismus op eiser Bankeplaz virgoen, well dës Bankeplaz huet keen Interessi un esou enger Klientel. Mir sollen awer bei all dësen Efforten net vergiessen, datt déi iwwergrouss Majoritéit vun de Clientë vun dëser Bankeplaz keng Wäisswäscher an och keng Finanzéierer vun terroristeschen Aktivitéite sinn, mä dës propper Klientel, wann een et esou kann ausdrécken, riskéiert duerch een exzessive Formalismus an exzessiv Kontrollen hir Aktivitéiten op aner europäesch Bankeplazen ze verlageren.

An dësem Sënn ass den Text, dee mir an der Commission juridique zréckbehalen haten an dee mir haut solle fir d'zweet ofstëmmen, e gudden Equiliber zwëschent op där enger Säit der Noutwendegkeet fir aktiv géint d'Wäisswäsche vu Suen a géint de Finanzement vum Terrorismus virzegoen, an op där anerer Säit den Interessië vun enger attraktiver a gutt funktionéierender Finanz- a Bankeplaz.

Ech begréissen dofir, datt an der Commission juridique contrairement zum éischte Vote elo déi leschte Kéier e grousse Konsensus war, an all d'Fraktiounen, déi an der Commission juridique vertruede waren, hunn a sech hir Zoustëmmung zu dësem Text ginn. Ech wär dann och frou, wann dësen Text de Mëtten hei géif e grousse Konsensus fannen. Ech géif dann och domadder, fir unzefänken, direkt schonn den Accord vu menger Fraktioun dozou ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Bettel ageschriwwen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi den Här Mosar et scho gesot huet, si mir haut hei fir deen Text fir d'zweet ze stëmmen, dee mir schonn eng Kéier den 19. Mee 2004 an der Chamber diskutéiert haten.

Ech si mer och konsequent, ech hunn deemools d'Bemierkung gemaach, dass ech déi Onméiglechkeet fir Recours ze maache bedauert hunn, wou de Conseil d'État eis eng Opposition formelle gemaach hat a wou mir noginn hunn, an ech hat deemools gesot, well wa mir en zweete Vote jo mussen huelen, dass ee jo da kéint och en Amendement do maachen. Ech hat et deemools gesot, ech sinn nach ëmmer där Meenung. Erlaabt mir, dass ech dann nach ëmmer soen, dass et schued ass, dass et bei deem heiten Text keng Recoursméiglechkeet gëtt, op jidde Fall fir d'Leit, well fir mech muss e Recours ëmmer do si fir all Justiciablen.

Déi grouss Diskussioun, déi jo och wor, dat war iwwert dat Wuert «sciemment». Huet ee sciemment eppes gemaach, huet ee sciemment näischt gemaach, ass ee coupabel, ass een net coupabel, wéi wäit huet ee sech mat dru bedeelegt oder net. An ech si selbstverständlech ganz frou, an ech hunn dat och schonn an der Sitzung vum 19. Mee gesot, dass de Problem haut ass, dass wann Dir als Affekot e Client empfänkt oder an där Professioun e Client empfänkt, déi schaffe mat Tricken, an dat hunn ech och deemools gesot, do si vill Filouen, déi probéieren Iech Saache virzemaachen; Dir hutt d'Méiglechkeet emol net ze kucken, ob dat alles stëmmt oder net. Si bréngen Iech falsch Titrë mat, si bréngen Iech hei oder si bréngen Iech do mat. Et ass méi wéi eng Bankeplaz hei zu Lëtzebuerg…

(Interruption)

Oh, Här Santer, ech schaffe manner am Finanzberäich wéi Är Etude. Also ech weess et net, meng Clienten hu manner mat Finanzproblemer do ze di wéi Är Clienten.

(Interruptions)

Op jidde Fall, Här President, ass et hei wichteg, dass d'Wuert «sciemment» drakomm ass, well ee wéi gesot als Professionelle selbstverständlech all Diligence muss hu fir ze kucken, dass net e Blanchiment stattfënnt, mä dass et heiansdo onméiglech ass, en ze fannen.

Ech sinn awer méi gespaant op dat wat d'sozialistesch Aarbechterpartei elo wäert hei erzielen, well erlaabt mir just, datt ech hei eppes zitéieren. Den Här Krecké war Äre Riedner den 19. Mee 2004 an hie sot selwer, hie géif den Text net gutt fannen: „Ech hunn eng Rei vu Bedenken, ech soen Iech: Et sinn eng Rei Leit, déi hu Bedenken iwwert d'Aart a Weis wéi mir hei virginn, iwwert d'Aart a Weis wéi mir eenzelne Pressiounen noginn hunn an iwwert den Zweifel, deen trotzdeem bei där gudder Aarbecht bliwwen ass, wou mir eis zum Schluss iwwert d'Opposition formelle vum Statsrot ewech setzen."

Dat heescht den Här Krecké war ganz kritesch. Den Här Krecké sëtzt haut net méi hei fir ze soen, ob hien elo nach ëmmer déiselwecht Meenung verteidegt oder net, mä den Här Bodry, wann ech et richteg verstan hunn, ass de Riedner vun der sozialistescher Aarbechterpartei; da wäert ech jo da kucken, ob en och déiselwecht Douten huet an déi Aart a Weis, wéi den Text elo hei gestëmmt gëtt, an ob en nach ëmmer déiselwecht kritesch Meenung vis-à-vis zum Text huet. Dat ass déi éischt Saach.

Déi zweet Saach ass, den Här Krecké hat eng ganz Rei vu Fuerderunge gefrot wéi e beim Text gesot huet, se wieren zwar net all begeeschtert, an ausser der Madame Lydie Err hu se awer alleguerten dofir gestëmmt, an d'Madame Err hat sech enthal. Kucke mir och wéi der Madame Err hir Positioun haut ass. Ech si jo frou, datt dës Majoritéit eng breet Majoritéit huet, well soss wier se scho wackeleg, wa se nëmmen een Deputéierten als Majoritéit hätt haut bei deem éischten Dag, wou mir Projete stëmmen.

An dann, Här President, wëll ech och nach drun erënneren, dass den LSAP-Vertrieder, den Här Krecké, den 19. Mee 2004 gefrot hat, dass de Bilan sollt gemaach ginn an zwee Joer a réckbléckend kucke wéi d'Auswierkunge wären, souwuel um Pénal wéi um Administratif, an der Hoffnung dass dëst Gesetz no baussen dat wëllt vermëttelen an och dat vermëttelt wat mir wëllen. Ech sinn elo gespaant wat den Här Bodry seet.

Op jidde Fall, mir hunn den Text den 19. Mee 2004 gestëmmt a mir sinn eis selbstverständlech konsequent a wäerten de 27. Oktober 2004 den Text och nach eng Kéier stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert et net maache wéi den Här Bettel. Ech wäert mech net mat enger anerer Partei ofginn, mä ech wäert probéieren dat ze soen, wat meng Partei um Häerz huet, an ech géif der DP vläicht roden, och en ähnleche Wee ze goen, da steet se vläicht a 5 Joer besser do wéi se elo do steet.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also schwätzt Dir elo virum 13. Juni oder nom 13. Juni?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Meng Partei op jidde Fall wäert esou stëmme wéi se am Mee gestëmmt huet. Ech gesinn net wat do kann de Problem sinn. Mir bleiwen eiser Linn trei, mir wäerten, mat Ausnahm vun der Madame Err, déi all hir Bedenke behält an och dës Kéier wäert d'selwecht ofstëmme wéi virun e puer Méint, horgenau d'selwecht ofstëmme wéi viru véier Méint. Ech weess net wat den Här Bettel dorunner esou opreegt, wann eng Partei hir Meenung behält, déi se scho virun e puer Méint hat. Hie brauch net vill fir sech opzereegen, muss ech feststellen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech gesi just de Rapport, ech gesi just de Rapport!

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, eis Partei bleift kritesch zu deem Punkt, deen eis mam Conseil d'État beschäftegt huet. De Conseil d'État ass jo och net egal wat fir eng Institutioun hei am Land an de Conseil d'État huet, wat net oft virkënnt, an deem heite Fall ofgesi fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn, an do-

duerjer si mer als Chamber also nach eng Kéier mat deem heiten Text befaasst.

Mir sinn eis an de grousse Linnen eens, et geet jo och hei am Wesentlechen ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, wou mer awer eng gewësse Marge d'interprétation hunn a wou och vu Regierungssäit profitéiert ginn ass, fir deen een oder aneren zousätzleche Punkt hei mat eranzehuelen. Et ass jo och e sensibele Punkt fir e Land wéi Lëtzebuerg mat där grousser Finanzplaz, mat och engem Assurancësecteur, dee sech net onwesentlech hei entwéckelt huet an deene leschte Joren, an et ass also scho wichteg, dass mer hei handelen, an et ass wichteg, dass esou schnell wéi méiglech déi Direktiv hei a Lëtzebuerger Recht ëmgesat gëtt.

Zweck vun där Direktiv a vun deem Gesetz ass et jo eigentlech dofir ze suergen, dass een d'Wäisswäsche vu schwaarze Gelder respektiv d'Finanzéierung vun Terrorismus besser an de Gréff kritt, doduerjer dass een all Acteuren, déi am Virfeld mat implizéiert sinn, responsabiliséiert. Dat ass jo déi grouss Ausriichtung vun deem heiten Text, an duerfir kréien eng ganz Rëtsch vu professionelle Strukturen an deem heiten Text nei gesetzlech Verflichtunge bäi, mat Sanktioune wa se deene gesetzleche Verflichtungen net nokommen.

Dat betrëfft d'Banken, betrëfft d'Assurancen, d'Pensiounsfongen, betrëfft d'OPCen, betrëfft d'Réviseurs d'entreprise, d'Expert-comptablen, betrëfft d'Immobilienhändler, betrëfft d'Notären a betrëfft ënner anerem och d'Affekoten. Dat ass also ganz breet gestreet, wou elo effektiv d'Welt wäert e bëssen anescht ausgesinn an deenen eenzelne Sparten a wou schonn déi wesentlech Dispositiounen an deenen eenzelne Beräicher vun de Professionelle geholl gi sinn, fir sech kënnen hei konform ze setzen zu deenen neie gesetzleche Bestëmmungen, well se elo musse vigilant sinn, mussen eng Rei vu Virsiichtsmoossnamen huelen, fir esou am Virfeld kënnen Operatioune schonn ze detektéieren, déi a Richtung Geldwäsch oder a Richtung Finanzéierung vun dem Terrorismus géifen hireechen. Dat ass d'Grondausriichtung vun deem heiten Text, an déi stellt jo och - mengen ech - kee Mënsch heibannen a Fro.

Dee Punkt, deen elo haaptsächlech hei diskutéiert gëtt, dat ass net d'Geldwäsch selwer, net d'Finanzéierung vum Terrorismus selwer, well do si ganz streng Strofen hei am Text virgesinn, mä wéiwäit déi Professionell, déi eng gewëssen Obligatioun elo hei kréien, wann déi sech net an alle Punkten un déi Obligatioune gehalen hunn, ouni awer mat direkt implizéiert ze sinn an d'Geldwäschoperatioun selwer, mussen och penal sanktionéiert ginn, woubäi - an dat ass am Fong den Artikel 9 vun deem Gesetz, deen dat virschreift, do geet et ëm Geldstrofen, dat wëll ech och soen, et geet hei net ëm Prisongsstrofen, et geet ëm Geldstrofen an Héicht vun 1.250 Euro bis 125 Euro, déi géifen déijéineg Professionell kréien, déi sech net un déi nei gesetzlech Verflichtunge gehalen hunn.

An den Disput, deen dréit sech ëm ee Wuert, dat Wuert „sciemment". Et geet also am Fong drëm ob een hei wëllt en Délit non intentionnel praktesch kreéieren, wéi et der eng ganz Rëtsch am Lëtzebuerger Recht och gëtt, wéi zum Beispill Coups et blessures involontaires, fir e Beispill ze nennen, wat am oftste praktesch ugewannt gëtt vun eise Geriichter. Do geet et duer wann ee responsabel ass. Et muss net deejéinegen, deen engem fräiwëlleg Kierperverletzung zougefügt huet, och nach noweisen, dass en dat mat enger besonnescher béiser Absicht gemaach huet. Et geet duer, dass praktesch eng Kierperverletzung virläit bei engem Accident, zum Beispill.

Dat ass déi eng Méiglechkeet gewiescht. Déi zweet Méiglechkeet ass, et seet een: Neen, an esou engem Fall verlaange mer eigentlech en Dol spécial, verlaange mer also eng Absicht, eng Intention de nuire, eng béis Absicht, fir dat emol e bësse ganz einfach a salopp duerzeleeën, an natierlech muss u sech viru Geriicht d'Preuve bruecht ginn, dass een esou eng Absicht hei hat. Et ass intervenéiert gi vun de Professionellen, déi drop opmierksam gemaach hunn, dass deen heiten Text - an et gëtt jo och e Prezedenzfall, dee fir vill Opreegung a verschiddene Milieue gesuergt huet, wou eng ganz restriktiv Interpretatioun eigentlech vum Parquet gemaach ginn ass vun den Texter - ze wäit géif goen, dass et zwar emol kënnt Négligencë ginn, mä déi Négligencen däerften net zu enger strofrechtlecher Schold praktesch féieren.

Do kann ee gedeelter Meenung sinn. An eisen Aen ass deen Text hei korrekt par rapport zur Direktiv an à ce stade kann ee mat deem heiten Text d'accord sinn. Ech sinn awer nodréiglech och nach där Meenung, déi den Här Jeannot Krecké sengerzäit am Mee hei geäussert huet, dass een awer soll e Bilan zéien no enger Rei vu Joren, wat d'Applikatioun vun deem heiten neien Text ugeet, fir ze gesinn zu wat dass dat an der Praxis gefouert huet. Dat schéngt fir mech selbstverständlech ze sinn.

Wann dat do elo zu enger systematescher Négligence féiert a sämtleche Secteuren, da läit dee ganzen Text jo hei erëm op, an da muss ee selbstverständlech dohinner goen an déi strofrechtlech Bestëmmunge verschäerfen. A ce stade mengen ech soll een d'Bonne foi spille loosse fir déi professionell Secteuren. Et soll een hinnen eigentlech de Bénéfice du doute zouerkennen à ce stade, an et soll een hei soen: Loosse mer net direkt hei esou wäit zoudréinen a loosse mer effektiv verlaangen, dass en Dol spécial virläit, fir dass bei enger einfacher Netberücksichtegung vu verschiddenen administrative Prozeduren net iergendee Professionelle sollt a Schwieregkeete mat deem heiten Text kommen.

Et gëtt nach wie vor nach d'Méiglechkeet - dorop huet d'Kommissioun, wéi se den Amendement formuléiert huet, jo och higewisen -, dass dann an deenen eenzelnen Ordres professionnels zum Beispill disziplinaresch Strofe geholl gi géint déi Leit, déi Négligencegravë gemaach hunn. Et gëtt d'Méiglechkeet vun administrative Strofen. Et gëtt och nach déi, géif ech mengen, vun enger ziviler Responsabilitéit, déi sech kënnt stellen. Wat net besonnesch opgeworf ginn ass, mä et kënnt ee sech virstellen, dass eng Négligence awer zu engem Schued gefouert huet, an dass da selbstverständlech deejéinegen, deen de Responsabelen ass um deem Schued, och haftbar gemaach muss kënne ginn, och wann him strofrechtlech vläicht net kann nogewise ginn, dass e mat Absicht hei schlecht, net konform zum Gesetz gehandelt huet.

Sou dass mer also bei eiser Meenung bleiwe wéi am Mee. Mir bleiwe kritesch zu deem heiten Text, soen dat heite kann een esou akzeptéieren an enger éischter Phas; et muss awer e Bilan gezu ginn an zwee, dräi Joer an da komme mer op déi dote Fro zréck. An deem Sënn also kee Grond fir sech opzereegen. Mir bleiwe bei där Positioun, déi mer am Mee vun dësem Joer haten.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le President.- Jo, Här Bettel?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech wollt d'Fro stellen, ech hunn nämlech vu Bedenke geschwat. Dat ass dat grousst Wuert wat den Här Krecké zegmol a senger Ried hat. Haut hutt Der gesot, et misst ee just e Bilan zéien. Wou sinn dann Är Bedenken? Si keng méi do?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Also den Här Bettel kënnt aus senger Opreegung net méi eraus. Ech hoffen dat geet déi nächst fënnef Joer net esou an deem dote Rhythmus weider. Mir bleiwe bei eise Bedenken.

D'Bedenke sinn effektiv, dass et kënnt dozou féieren, dass ganz Deeler vun de Professionelle sech als négligent géife weisen, well se eventuell kënnen dovunner ausgoen, strofrechtlech geschitt der näischt an disziplinaresch an administrativ riskéiers de eigentlech och net ganz vill. Dat ass de Risiko, deen ee sécherlech mat engem Text huet, wann d'strofrechtlech Bestëmmungen net stramm sinn.

Mä, wéi gesot, et soll een hei net ganz Secteuren eigentlech an e schlecht Liicht brëngen. Mir ginn dovunner aus, dass déi Secteure gesond sinn, dass dat uerdentlech Professioneller sinn alleguerten. Mir ginn dovunner aus, dass se de Gesetzestext respektéieren, och wann net direkt eng ganz streng strofrechtlech Sanktioun drop läit, mä mir soen awer: Virsiicht, mir zéie Bilanen no zwee, dräi Joer. A wann et dann néideg ass, da musse mer den Text nach eng Kéier verschäerfen, an ech wär frou wann och d'DP kënnt mat op esou e Wee goen.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci fir seng Ausféierungen. Den nächste Riedner ass den Här Felix Braz.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dem Rapporteur als éischt Merci soe fir säi Bericht, deen ech och an der Kommissioun gestëmmt hunn. Déi gréng Fraktioun huet sech bei der éischter Lecture vun deem Projet de loi an der Chamber hei enthalen, an do muss ech de Rapporteur an elo President korrigéieren, se wäert sech och haut bei deem Projet enthalen, well mer fannen, dass en Deel vun de Kritiken, déi mer virbruecht hunn am Mee, iwwert dat erausgaange sinn, wat mer haut am Wesentlechen diskutéieren, nämlech de Punkt vun deem «sciemment» oder net «sciemment».

Déi Gréng hu bedauert, dass den initiale Projet vun der Regierung herno mat den eenzelnen Etappen an deenen diskutéiert ginn ass zréckgestutzt, wann een esou ka soen, ginn ass op d'Mooss vun der Direktiv. Mir hunn et deemools bedauert. Mir géingen et och haut nach ëmmer begréissen, wann dee Courage, deen d'Regierung ufänglech hat, am Text bliwwe wier. Aus deene Grënn, mat deene mer eis am Mee beim Vote enthalen hunn, wëlle mer eis och haut enthalen, obwuel mer selbstverständlech d'Absichten an d'Finalitéite vun der Direktiv a vum Gesetz fir am Beräich vum Blanchiment a vum Finanzement vun Terrorismusaktiounen eis géinge wënsche méiglechst wäit ze goen. Och dat ass am Intérêt vun der Bankeplaz, wa se op deenen dote Froen e klore Profil huet, an e Profil huet, dee se éischter net attaquabel mécht.

Dat gesot, wëll ech awer och menge Kolleegen aus der Fraktioun Merci soen, dass se mer erlaben eng Divergenz, déi ech mat hinnen op engem Punkt an dem Projet hunn, hei ze artikuléieren. Ech hunn dat och an der Kommissioun gesot, dass ech perséinlech der Meenung sinn, dass de Punkt vum «sciemment» och a mengen Ae berechtegt ass. Ech hu perséinlech d'Meenung, dass am penale Beräich d'Intentioun soll nach ëmmer d'Haaptelement sinn, an ech sinn der Meenung, dass ee sollt probéieren esou mann wéi méiglech där Ausnahmen ze hunn, wou am penale Beräich ouni e Moment d'intention géinge Strofe verhaange ginn.

Ech perséinlech fannen och, wat deen dote Punkt ugeet - an ech soen dofir wéi gesot de Kolleegen nach eng Kéier Merci -, hätt een de Projet esou kënne stëmmen, mä aus deenen anere Grënn, déi mer och schonn am Mee genannt hunn, wäerte mer eis alleguerte bei dësem Vote haut nach eng Kéier enthalen.

Den Här Bodry huet op d'Provokatiounen hi vum Här Bettel e puer Saache gesot, déi ech och deelen. Dëse Projet ass mat dem Vote vun haut jo net ofgeschloss. Dëse Projet wäert, wéi anerer och, an den nächste Méint a Joren enger Analys an enger Bewäertung mussen zougefouert ginn. Et si jo och Berichter an där Matière verlaangt, déi Lëtzebuerg muss, wéi déi aner Länner och, a regelméissegen Ofständ ofginn. An ech sinn der Meenung, wéi den Här Bodry och, dass et net nëmmen dorëms geet ze kucken, ob net aus all penalem Vergehen elo op eemol Négligencë ginn. Dat ass dat eent.

En zweet Element gëtt et awer och, dat hutt Der net erwähnt, dofir maachen ech dat gären, dat ass dee Punkt: Déi Négligencen, déi avéréiert sinn, wéi eng Sanktioune kréien déi um administrativen Niveau respektiv um Niveau vun deenen Organer, déi bei de Professiounen zoustänneg sinn? An dat fannen ech ass ee Bilan geneesou wäert, well wann dann dat wat als Négligence ka bewäert ginn, an et gëtt där schlëmmer an et gëtt där manner schlëmmer, wann dat vun deene Corpsen, vun deenen Organer, vun deenen Administratiounen net seriö sanktionéiert gëtt, da musse mir als Parlament dofir suergen, dass op deem doten Niveau do dat wat als Négligence ka qualifizéiert ginn eng Strof muss kréien, déi awer och adequat ass.

Da bewege mer eis wuel net méi am penale Beräich, well et eben dee Moment d'intention net huet, mir bewegen eis awer nach ëmmer an engem Beräich, wou ee wierklech da muss sech Gedanke maachen, wëssend am Respekt vun der Autonomie…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Dat ass ganz schwéier.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech weess dat, Här Bodry, et muss een ëmmer am Respekt vun der Autonomie vun deene Corpsë bleiwen, mä et muss een awer trotzdeem och dee Bilan als Chamber kucken. Well wa mer sollte feststellen, dass d'Immunsystemer vun deene Professiounen net fonctionnéieren, dann hu mer och Argumenter, fir eventuell ze soen: Wann dat d'Realitéit ass, da musse mer als Parlament eventuell higoen an dann trotzdeem dee «sciemment» dee Moment sträichen, also net nëmmen d'Quantitéit vu Vergehen, déi an de Beräich vun der Négligence geschobe ginn, mä och d'Suite, déi d'Négligence bei deene Professiounen da kritt, soss loosse mer eis als Parlament och vun deenen eppes virmaachen. Dat ass net d'Absicht vum Text, soss riskéiert e wierklech Lettre morte ze ginn an dann, mengen ech, misste mer als Parlament, an ech hätt dann och perséinlech keng Bedenken do derfir, dee Moment d'Wuert «sciemment» sträichen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech soen och dem Här Braz Merci fir seng Ausféierungen. Dee leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, mir wëllen oft hei zu Lëtzebuerg méi helleg si wéi de Poopst. Dat hei, mengen ech, ass e Gesetzesvirschlag, deen dem gesonde Mënscheverstand entsprécht.

An allen anere Länner ass d'Direktiv op déiselwecht Aart a Weis applizéiert ginn an et besteet guer kee Grond, dass mir sollten hei zu Lëtzebuerg op eng Kéier higoen an alleguerten déi Leit, déi an der Aktivitéit sinn: vun Affekot, vun Notär, Immobilienhändler oder Bijoutier, oder wat et ass, elo penaliséieren a priori. Well deen Ablack, wou een d'Wuert vun dem «sciemment» aus dem Gesetzestext eraushëlt, ass et jo natierlech esou, dass jiddereen, deen iergendwéi e Client huet, dee Client muss betruechte wéi wann et e potenzielle Kriminelle wier, an deen Ablack all méiglech Enquêtë maache misst, déi en oft souguer selwer net ka maachen, well en net de Pouvoir de police huet. E kann net iwwerall fuersche goen, e kann also just nëmmen eng normal Diligence maachen.

Par contre ass et ganz evident, dass wann e Beweiser huet, Aussoe gemaach gi si virun him, an dass hie sciemment deen Ablack gesot huet: „Hei ass eppes, wat illegal ass, wat ech misst dénonciéieren an ech maachen et awer", dass en deen Ablack strofrechtlech belaangt gëtt. Ech mengen, dat ass evident. Mä dat anert ass ganz oft ganz schwéier erauszefannen, well de Client, dee virun engem steet, jo net iergendwéi ausgesäit oder Aussoe mécht, déi iergendwéi kënnten drop hindeiten, dass e kriminell oder terroristesch Aktioune géing maachen. An et gesäit een och, dass am Ausland d'Gesetzgebung an deemselwechte Sënn interpretéiert an och niddergeschriwwe ginn ass wéi elo hei zu Lëtzebuerg.

Dofir verstinn ech och déi Bedenken heiansdo net, déi verschidde Parteien, verschidde Fraktioune wëllen ubréngen, andeem se soen: „Mir mussen hei oppassen, ob mer d'Gesetz net sollen änneren." Ech mengen, wann d'Gesetz misst geännert ginn, wann et géing wierklech drop hiweisen, dass jiddereen hei elo géing ganz grave Négligencen duerchzéien, déi scho bal kriminelle Charakter hätten, da kéint een nach eng Kéier doriwwer diskutéieren, mä dat ass awer eng Méiglechkeet, eng Hypothees, wou d'Vergaangenheet bewisen huet, déi sech ni hei zu Lëtzebuerg erwisen huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Par contre muss ee soen a festhalen, dass justement aner Länner, déi oft op Lëtzebuerg mam Fanger weisen, dass just déi Länner déi sinn, déi déi meeschten Négligencë bei hire Professionellen hunn. Ass dat Amerika, wou Konte kënnen iwwer Fax opgemaach ginn, ouni dass se de Client gesinn hunn an d'Pabeiere kënnen esou gemaach ginn. Ass dat an England, wou datselwecht geet, a Frankräich, wou et grave Négligencë gëtt, und, und, und.

Ech mengen, do muss och dofir gesuergt ginn, dass mer deen Image, dee mer hunn, deen heiansdo a verschiddene Länner nach negativ ass, verbesseren. An do mussen d'Regierung an och d'Bankenassociatioun an all d'Professioneller, déi iergendwéi mam Bankesecteur ze dinn hunn oder mat internationalen Aktivitéiten, dofir suergen, dass deen Image do sech verbessert.

Mä et ass net doduerjer, dass een iwwerspaante Gesetzer oder Texter géing duerchbréngen, dass doduerjer iergendwéi eng Verbesserung géing kommen. Au contraire menge mir, dass deen Text, esou wéi e virläit, gutt ass, an dofir wäert den ADR och dës Kéier an zweeter Lecture dësen Text stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet d'Regierung d'Wuert. De Justizminister, den Här Frieden, huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, léif Kolleegen, ech hunn déi Debatt hei nogelauschtert. Hei si keng nei Argumenter par rapport zu deene vum Mee vun dësem Joer komm, an dofir rapportéieren ech mech und dat wat ech am Mee an der Chamber zu dësem Projet gesot hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir kommen elo zum zweete Vote constitutionnel iwwert de Projet de loi 5165. Den Text ass un all Deputéierte verdeelt ginn.

Second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5165 ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen an 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Carlo Wagner), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: Mme Lydie Err;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

D'Madame Anne Brasseur huet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, et wor och dës Kéier e Problem bei der Ofstëmmung a mir géingen dat gäre vérifiéieren, fir eventuell ze redresséieren.

M. le Président.- Mir wäerten dat kontrolléieren a mir wäerten d'Techniker emol op ons Maschinn setzen, fir ze kucke wat dann d'Schwieregkeete sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5236 iwwert d'Affektatioun vum Resultat vun de Konten aus dem Joer 2002. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Goerens, Fayot, Bausch a Gibéryen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Norbert Haupert. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

4. 5236 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert de Projet 5236 schléit d'Regierung der Chamber d'Verdeelung vun de Plus-valuë vum Exercice 2002 vir. Déi Plus-valuë belafe sech op 59,2 Milliounen Euro. Ech wëll kuerz drun erënneren, datt mer am Joer 2000, wou den Här Bausch gläich duerno wäert de Rapport vun de Konte maachen, nach 28,1 Milliarde Plus-valuen haten - 28,1 Milliarde Lëtzebuerger Frang -, wat ëmmerhin awer 700 Milliounen Euro ausgemaach huet.

(Interruption)

Da musse mer kucke wou mer eis eens gi mat dene Milliarden.

Den Exercice 2002 charakteriséiert sech duerch zwee Phenomeener: Éischtens ass et den zweeten Exercice, wou mer hei zu Lëtzebuerg an a ganz Europa eng relativ schwaach Croissance économique ze verzeechnen haten no deenen décke Croissancen, déi mer an de Joren '98, '99 a besonnesch am Joer 2000 haten, wou mer e wirtschaftleche Wuesstem vun 9% ze verzeechnen haten.

Déi 1,1% vum Joer 2002 leien also wäit ënnert deem wat mer an deene Jore virdrun hei konnte virbréngen. Dat war besonnesch bedéngt duerch den Abroch, dee mer an der neier Ekonomie ze verzeechnen haten, mat alle Konsequenzen, déi dat op d'Bourse an natierlech dann och op d'Finanzplaz Lëtzebuerg hat, wat sech besonnesch erëm bei eis op den Taxes d'abonnement zréckgeschloen huet; d'Taxes d'abonnement, déi op de Wäert vun den Avoirë vun den Investmentfonge berechent ginn. Déi Tax hat am Joer 2002 en Abroch oder e Minus vun 106 Milliounen Euro ze verzeechne par rapport zu deem wat am Budget virgesi war.

Zweete Phenomeen, deen dësen Exercice charakteriséiert, ass, datt et dat éischt Joer ass, datt déi zwou Steierreformen, fir d'éischt d'Steierreform 2000 wat de Barème ubelaangt, a besonnesch déi grouss Steierreform vun 2001, déi am Joer 2002 a Kraaft getrueden ass, sech eng Kéier voll net op d'gesamt Steierrecetten, awer besonnesch op d'Steiere vun de Léin a Gehälter niddergeschloen huet, an dofir hu mer jo och an deem Joer, et war ausgerechent ginn, datt mer e Minus an där Steier vu 14 Milliarden hätten, a Wierklechkeet hu mer awer nëmmen am Budget e Minus vu 27 Milliounen Euro ze verzeechnen, wat am Fong de Bewäis erbréngt, datt déi Steierreform awer eng grouss Influenz op eis Wirtschaft hat, datt nei Aarbechtsplazen kreéiert gi sinn an datt am Fong geholl deen Abroch an der Loun- a Gehältersteier net esou haart war, wéi dat virgesi war.

Wat déi aner Steieren ubelaangt, do muss een awer feststellen, datt nach ëmmer an der Kierperschaftssteier mer 113 Milliounen Euro méi erakritt hu wéi dat am Budget virgesi wor, well d'Steierreform sech eben eréischt méi spéit op d'Kierperschaftssteier mat engem Retard vun zwee bis dräi Joer nidderschloe wäert.

De Budget 2002 hat en Defizit vun 21,9 Milliounen Euro virgesinn. Finalement konnte mer feststellen, datt d'Konte mat engem Boni vun 59,2 Milliounen Euro ofschléissen. Dëse Boni ass besonnesch bedéngt doduerch, datt mer an de Recetten e Surplus haten, dee méi grouss ass wéi dat wat mer op der Dépensëséit méi erausginn hunn.

An de Recettes ordinaires hu mer e Plus vun 214,2 Milliounen ze verzeechnen. Ech hu scho gesot, datt mer 113 Milliounen weider an de Kierperschaftssteieren erakritt hunn, datt mer awer och besonnesch 120 Milliounen Euro weider an der Verméigenssteier an 81 Milliounen Euro weider bei der Ëmverdeelung vun de gemeinsame Recetten, déi mer an der Union économique belgo-luxembourgeoise encaisséieren, erakritt hunn.

Op där anerer Säit hate mer awer och 141 Millioune weider Dépensen. Dës Méiausgabe sinn awer net an de Fonctionnement vum Stat getätegt ginn, mä mer fanne se besonnesch an den Acquisitioune vu Gebaier oder an de Versementer, déi an d'Fonge gefloss sinn, erëm.

De Budgetsminister schléit also vir, fir déi Plus-valuë vun 59 Millioune folgendermoossen ze verdeelen:

20 Milliounen an de Fonds pour l'Emploi, fir der Regierung am Fong geholl méi eng Marge de manoeuvre ze ginn, fir a schwieregen Zäiten, wou de Chômage wiisst, déi Leit weider kënnen ze indemniséieren, déi keng Schaff méi hunn.

Doniewent si 17 Millioune virgesi fir de Fonds de Financement des infrastructures sociofamiliales; also Infrastrukturen, déi am Interesse vum drëtten Alter réaliséiert ginn, wou mer de Mëtteg jo zwee Projeten hei virleien haten, fir déi och weider kënnen ze finanzéieren.

10 Millioune si fir de Fonds de Coopération virgesinn.

9 Millioune fir de Fonds du Rail an 3 Millioune fir d'Restauratioun vun historesche Monumenter.

De Conseil d'État huet am Fong geholl keng wesentlech Remarque zu dësem Projet ze maachen. Hien ernimmt besonnesch, datt am Fong geholl d'Recettë vum Budget sech ëmmer méi der Wierklechkeet upassen, an d'Kommissioun huet dat selbstverständlech och begréisst.

D'Commission des Finances et du Budget huet de Rapport, deen nach vum Här Wiseler gemaach ginn ass, ier en an d'Regierung komm ass, mehrheetlech ugeholl a si proposéiert der Chamber dëse Projet esou ze stëmmen, wéi en hei virläit, an ech géing och domat den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Haupert Merci fir seng Ausféierungen. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Charel Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt villes ze soen iwwert den Exercice 2002. Ech schécken direkt viraus, datt meng Fraktioun dee Projet hei wäert stëmmen. Mir sinn och direkt mat responsabel fir d'Exekutioun vun deem Budget.

Wéi gesot, et gëtt villes ze soen iwwert deen Exercice. Et ass dee wou d'Steierreform ugefaangen huet ze gräifen. Et ass och deen dee charakteriséiert ass duerch e ganz dramatesche Réckgank an der Croissance économique. Ëmsou méi erstaunlech ass et, datt awer nach à la fin du compte e Solde positif komm ass, iwwert deem seng Affektatioun mir och keng Problemer haten, soss hätte mer eisen Accord deemools net ginn an der Regierung, a mer och kee Problem hunn après coup fir deen ze approuvéieren.

Dat meescht huet de Rapporteur gesot. Et kéint een och laang iwwert d'Steierreform épiloguéieren oder iwwert déi Kassandrariff, déi deem Budget an deem Exercice do virausgaang sinn, mä mir wëlle jo wahrscheinlech hei keng virgezunne Budgetsdebatt maachen, dofir kréie mer an engem Mount Zäit. Dofir nach eng Kéier den Accord vu menger Fraktioun a Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Deen nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Merci, Här President.

No deene prägnanten Ausféierunge vun eisem Rapporteur an deene prezisen Explikatioune wëll ech just eng Remarque maachen. Mir stëmme jo eigentlech hei net e Rapport, mir stëmmen e Gesetz. Mir stëmmen also en Text vun engem Gesetz an an deem Gesetz ginn 59 Milliounen affektéiert un déi verschidde Fongen. Am Rapport gëtt gesot, dass déi Ausféierung vum Budget vun 2002, dee jo mat engem Iwwerschoss entgéint der Viraussiicht ofgeschloss huet, témoignéiere géif «de la rigueur de l'exécution budgétaire». Dir erlaabt, dass mer déi Rigueur net gesinn an där Ausféierung vum Budget vun 2002.

Et gëtt dann och gesot, dass déi Affektatioun vun de Plus-valuen un déi verschidde Fonge géif geschéien no de Priorités d'action vun der Majorité politique. Ech constatéiere just, dass déi Suen op folgend Manéier affektéiert ginn:

- 20 Milliounen an de Fonds de l'Emploi, dat ass natierlech eng weis Mesure wann ee gesäit, dass en Abroch an der Ekonomie vun 9 op 1,1% ass an dass een also Chômage virauszegesinn huet; et ass also net eng Priorité politique vun der deemoleger Majoritéit, mä et ass einfach e Fait, deem een ze begéinen huet;

- 10 Milliounen an de Fonds de la Coopération du Développement, dat ass eng laangjähreg mëttelfristeg Aktioun vun alle Regierungen, déi eben drop aus ware fir en héije Prozentsaz bis 0,8 respektiv 1% an d'Kooperatioun ze stiechen;

- 17 Milliounen an de Fonds fir Infrastructures sociofamilliales, also fir den Drëtten Alter; dat sinn déi Suen, déi gebraucht gi si fir dat, wat mer de Mëtteg alleguerten hei matgestëmmt hunn a wou mer wëssen, dass et och noutwendeg ass.

Also, ech mengen, eng Majoritéit kann dat am Rapport kommentéieren, wéi se e Budget ausgefouert huet, mä Dir erlaabt, dass mer ons deene Commentairen net uschléissen. Mir schléissen ons awer dem Projet de loi un, well mer och d'accord sinn, dass een déi Suen esou an d'Fonge gestach huet an dass dat sech aus där Situatioun erginn huet.

Dofir wäerte mir dëse Projet stëmmen, wéi gesot de Projet, mä net de Rapport. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech sinn e bëssen erstaunt doriwwer, dass mäi Virriedner, deen zu Recht hei drop higewisen huet, dass hei e gudden Deel vu Sue vun deene Plus-valuen affektéiert ginn en fonction vun de Priorités vun der Majorité politique tëschent 1999 an 2004, keng Problemer huet, fir dofir de Projet ze stëmmen. Mir hunn nämlech déi Problemer, well mer natierlech hei mat enger ganzer Rei Prioritéite vun der Majorité politique tëschent 1999 an 2004 net averstane waren, do hu mer hei och dogéint gestëmmt an dëser Chamber.

An aus deem Grond eraus, Här President, ass et och fir eis evident, dass mir dëst Gesetz net wäerte stëmmen, well soss géinge mer eis jo au contraire setzen zu där Logik, déi mer eis ginn hate bei all deene Projeten, déi iwwert déi Suen hei wäerten an deenen nächste Jore finanzéiert ginn. Och wann et der sinn, déi déi nächst Joren eréischt realiséiert ginn, si se décidéiert ginn an der leschter Legislaturperiod - deelweis sinn der zwar och derbäi, déi scho virdrun décidéiert gi sinn.

Et ass fir eis op alle Fall kloer, vu dass mir all déi Projeten do net matgedroen hunn, dass mer och déi Affektatioun an deem Sënn net wäerte stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de Projet haut iwwert d'Verdeele vun de Plus-valuen iwwert de Kont vun 2002 ass am Fong deen éischten, dee mer hunn no deem ekonomeschen Abroch an nodeem dass d'Steierreform, déi mer 2000/2001 gemaach hunn, voll gegraff huet, an déi zwou Saachen zesummen hunn natierlech och en Afloss op d'Resultat vun deem Exercice.

Mir kënnen haut hei Plus-valuen an der Héicht vun 59 Milliounen Euro verdeelen a wann een déi Jore virdru kuckt, 1999 hu mer 433 Milliounen Euro verdeelt, 2000 672 Milliounen, wat ëmmerhin 28 Milliarden aler Frang waren, an 2001 nach 152,4 Milliounen Euro, da muss een haut soen, dass deemools d'Oppositioun ëmmer bei de Konten der Majoritéit de Reproche gemaach huet, dass se de Budget, d'Recetten- an d'Dépensëséit, falsch ageschat huet, well de Budget jo ni déi Plus-valuen ausgewisen huet an herno bei de Konte ware se do.

Haut si mer an der Situatioun, dass mer déi Plus-valuen net méi hunn, an et wäert och an deenen nächste Jore méi schwéier ginn, fir op eise Budgete Plus-valuen ze kréien, well eis Budgeten ëmmer méi no bei d'Realitéit kommen, a mer wäerten dat méi am Detail an e puer Wochen hei am Kader vun de Budgetsdebatten diskutéieren.

Wat mer ebe méi no bei d'Realitéit kommen, well engersäits Retarden opgeschafft sinn déi ausstoungen an op där anerer Säit d'Steierverwaltung méi séier ofrechent an och d'Avancen, déi d'Betriber musse bezuelen, gehéicht gi sinn, wéi eis dëser Deeg an der Finanzkommissioun matgedeelt ginn ass. Sou dass een also kann an Zukunft dovun ausgoen, dass de Budget méi no bei der Realitéit ass an dass mer eis domat mussen offannen, dass mer keng Plus-valuen oder minimal Plus-valuë wäerten erreechen, wa mer et iwwerhaapt fäerdeg bréngen de Budget och an deenen nächste Joren an den Equiliber ze bréngen.

D'Fonge wäerten an deenen nächsten zwee bis dräi Joer, wann den Investitiounsprogramm sou géif realiséiert gi wéi e geplangt ass, relativ op de Schlusspunkt kommen, op Null erofgoen, quitte dass mer do dernieft nach mussen Emprunten ophuelen.

Iwwer eng Verdeelung vu Plus-valuë kann een ëmmer diskutéieren, an esou war et och an de vergaangene Joren, dass déi eng oder déi aner Fraktiounen, virun allem ob se an der Majoritéit oder an der Oppositioun waren, dat aus enger anerer Optik gekuckt hunn, wéi déi Plus-valuë géife verdeelt ginn.

Mir hunn zum Beispill gesot - an ech mengen déi Gréng Kolleegen hunn dat och ëmmer gemaach -, dass net genuch Suen an de Fonds du Rail géife goen, an haut wësse mer jo och mat deenen enorme Chifferen, déi mer an de Projeten, déi nach kuerz virun dem Schluss vun der leschter Legislaturperiod hei gestëmmt si ginn, wou mer, mengen ech, fir insgesamt a Frangen ausgerechent 50 Milliarde Projete fir Infrastrukturen an déi Richtung gestëmmt hunn, dass mer déi net an de Fongen hunn, nëmmen zu engem klengen

Deel, an dass mer iwwer aner Finanzéierungsméiglechkeeten an deenen nächste Joren déi Investitioune wäerte misse finanzéieren.

Mir hunn och zum Beispill ëmmer dovu geschwat, dass ee kéint vun engem Fong iwwer Rente schwätzen, mer wëssen awer, dass d'Rentekeesen aus dem Privatsecteur esou héich Reserven hunn, dass souguer aner Leit Gloscht a Loscht drop kréie periodesch un déi Reserven ze goen. Wann de Stat net méi genuch Suen huet, kéint een zum Beispill soen, et kéint een och e Fong maache fir de Forfait d'éducation ze finanzéieren.

En anere Fong, deen een hätt scho vläicht kéinten éischter maachen, wou et awer elo ze spéit ass fir en ze maachen, dat ass e Fong iwwert d'Nofolgekäschte vun enger ganzer Rei vu grousse Projeten, déi mer an deene leschte Jore gestëmmt hunn, realiséiert hunn oder amgaange sinn ze realiséieren an déi am Laf vun dësem oder vum nächste Joer ufänken; ech denken do un d'Philharmonie, un d'Coque-Hal, de Pei-Musée oder d'Rockhal, wou mer sécherlech wäerte grouss Nofolgekäschte kréien a wou mer och wäerte Problemer kréien, fir déi iwwer eise Budget kënnen ze finanzéieren. Mä et huet kee Wäert, dass een iwwer esou Fonge schwätzt, well einfach och elo déi Suen net do si fir esou Fongen ze maachen, mä d'Nofolgekäschte vun deene Projete wäerten eis schonn an deem nächste Joer um Budget schwéier ze schafe maachen.

Mir wäerten, wéi och an deene vergaangene Joren, dem Gesetz hei vun der Verdeelung vun de Plusvaluen net zoustëmmen. Mir sinn net an där Situatioun wéi meng zwee Virriedner, de Kolleeg Fayot an den Här Goerens, wou den Här Fayot respektiv d'Sozialisten och erëm an der Oppositioun am Fong géint dat Gesetz gestëmmt hunn. Bon, si sinn elo an der Majoritéit an elo musse se, obschonn de Rapport nach zu Oppositiounszäite gestëmmt ginn ass, dergéint stëmmen. An d'Kolleege vun der DP brauchen och nach eng Period bis se kënnen dergéint stëmmen - oder nach zwou, well och nach de Budget vun de Plus-valuen vun 2003, wann der kommen, musse se och nach eng Kéier matstëmmen - an da kréie se dann och eréischt d'Kéier fir kënne mat Neen ze stëmmen.

(Interruptions)

Dat ass nun eemol am politesche Spill esou, wann een d'Bänke wiesselt. Mir hu se net gewiesselt a kënnen duerfir eiser Ligne…

(Interruption)

…an déi Gréng…

(Interruption)

Mir si vun enger Säit op déi aner geréckelt, mä politesch, an der Oppositioun, hu mir se net gewiesselt, an duerfir kënne mir och eiser Ligne trei bleiwen a géint dëse Projet stëmmen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Et wollt keen lech mat an d'Regierung huelen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ma anscheinend lech och net, Madame Brasseur.

(Hilarité)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Mä mir waren awer schonn dran, am Contraire zu lech.

(Interruptions)

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss, mat Ausnahm, dass d'Regierung nach net Stellung geholl huet. Ech géif den Här Budgetsminister bieden zu deem heite Projet elo Stellung ze huelen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing gären dräi Remarquen zu dësem Projet maachen, a vläicht domat och dee Projet, deen duerno hei diskutéiert gëtt, op d'mannst wat dat Prozeduraalt ubelaangt, mat traitéieren.

Déi éischt Remarque, dat ass eng fir ze soen, datt wann dee Projet hei anescht ausgeséich, dat heescht wann de Budget, de Kont anescht ausgesinn hätt a mir hätten e groussen Defizit an deem Joer gemaach, dann hätt ech gäre gesinn déi Debatten, déi mir dann am Parlament geféiert hätten, da bräichte mer nämlech iwwerhaapt keng Debatt am Parlament iwwert d'Affektatioun vu Plus-valuen ze féieren; an ech soen dat virun allem dem Fraktiounspresident vun der LSAP, deem ech hei wëll an d'Buch schreiwen, fir ze soen, datt wann e Budget, e Kont en Iwwerschoss huet, dann ass dat schonn d'Resultat vun enger gudder Exekutioun vun engem Budget, well soss schléisst de Budget of mat engem Defizit. An duerfir, déi Sätz, déi den Här Fayot hei gesot huet, déi liesen ech lech déi nächst 5 Joer all Joer vir.

Egal op wat fir enger Bänk ee sëtzt, wann e Budget, an dorobber si mir stolz als Regierung, och wann dat déi viregt Regierung war, dat gëllt nämlech fir all Regierung, wann e Budget, e Kont ofschléisst mat engem Iwwerschoss, dann ass dat d'Resultat vun enger gudder Exekutioun vun engem Budget, well soss hätt ee méi Suen ausgi wéi déi, déi rakomm sinn. An dat reflektéiert och politesch Prioritéiten, wa mir hei déi Suen affektéieren, well alles wou een déi Suen hisetzt an déi Fongen ass fir domadder gewësse Projeten ze realiséieren, an duerfir ass dat schonn e Reflet vu politesche Prioritéiten.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech mengen, mir solle frou doriwwer sinn, datt mir de Kont 2002 mat engem Iwwerschoss konnten ofschléissen, an datt mir heimadder kënnen eng Rei Politikberäicher maachen, déi, mengen ech, heibannen iwwert d'Fraktiounsgesetz eraus net zu Contestatioune féieren.

Dat Zweet ass eng Observatioun iwwert de Kont vum Joer 2003, well och deen huet mat engem Iwwerschoss ofgeschloss, entgéint den Erwaardungen. Fir lech also ze soen, datt all déi Exercicë mat engem Iwwerschoss ofgeschloss hunn, trotz enger méi schwiereger ekonomescher Situatioun, op déi hei e puer Riedner agaange sinn. An och dat schéngt mir wichteg an och déi Sue musse mir affektéieren.

Den Iwwerschoss vum Joer 2003 beleeft sech op 79 Milliounen Euro an d'Regierung wäert der Chamber do proposéieren, 40 Milliounen Euro an de Fonds pour l'Emploi ze setzen an 39 Milliounen Euro an de Fonds de la Dette publique, well mir wëssen, datt mir virun allem d'nächst Joer erëm eng Kéier mussen e grousst Stéck vun deenen Obligations linéaires, deene berühmten OLUXen, déi viru Joren opgeholl gi sinn, rembourséieren. Duerfir ass et noutwenneg an duerfir wäert d'Regierung, well ee jo net wëllt an engem Budget en ze vill groussen Depensëpunkt hunn, den Excédent vun de Recettë vum Joer 2003 - Gott sei Dank hu mir och do en Excédent -, déi Affektatiounen un de Fonds pour l'Emploi an de Fonds de la Dette maachen.

Déi drëtt a lescht Remarque, déi ech wollt maachen, dat ass eng vun der Prozedur. Ech halen hei nach eng Kéier drop ze soen an der Chamber, datt déi Prozedur, déi mir hei ageféiert hunn an der leschter Legislaturperiod, eng ass, déi a mengen Aen, an den Ae vun der Regierung net zefriddestellend ass. Se kënnt un engem Moment, dee laang duerno ass vun der Realitéit a se forcéiert d'Regierung, nodeem d'Chamber dat heiten décidéiert huet, dann erëm eng Kéier de Kont ze änneren, well et ass esou, wann Dir haut d'Autorisatioun gitt, fir déi Suen do esou ze affektéieren, da musse mir mar ufänken de Kont vum Joer 2002 ofzeänneren, fir datt deen da kann an d'Chamber kommen an déi Suen do affektéiert sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech menge wierklech, datt mat Ausnahm vun eis heibanne kee Mënsch dobausse versteet, wat mir do amgaange sinn ze maachen, well dat einfach ze komplizéiert ass.

Ech wëll och nach eng Kéier d'Chamber drop hiweisen, ech hu gären all demokrateschen Débat an all parlamentareschen Débat, am Fong ass dat hei en Dépassement vun engem Kredit. Am Fong ass et ganz eleng an der Kompetenz vum Budgetsminister, fir en Dépassement de crédit ze maachen an déi Suen op déi Plazen ze iwwerweisen. Elo sinn ech d'accord, well déi Sommë grouss waren, datt een dofir an d'Chamber kënnt. Ech géing awer gären an der Finanzkommissioun oder am Plenum nach eng Kéier driwwer diskutéieren, ob déi Prozedur, déi mir virun 2 bis 3 Joer ageféiert hunn an duerfir e separat Gesetz ze maachen, wierklech eng gutt Prozedur ass. Also et kënnt ee sech och virstellen, datt een d'Affektatioun an engem Budgetsgesetz géing virgesinn.

Mir hu viru kuerzem e Budget déposéiert. Ech wollt dat dëst Joer net maachen, well ech gären énnerstallt kritt hätt, datt ech dat géing am Budgetsgesetz mat drënner setzen, datt keen et géing mierken. Ech si frou, wa mir iwwer en Excédent diskutéieren, ech mengen, dat ass d'Resultat vun enger Politik, mä trotzdeem ass d'Prozedur iwwerméisseg komplizéiert, et dauert laang an déi, déi eis observéieren, nämlech déi, déi mir vertrieden hei an dësem Parlament, déi kréien net mat wat mir hei maachen, well dat déphaséiert ass. Mir stëmmen haut de Kont vun 2000, mir stëmmen d'Plus-valuë vun 2002, da musse mir nach eng Kéier zréckkomme mam Kont 2002, c'est très compliqué. Duerfir wär ech dankbar, wann d'Chamber, d'Finanzkommissioun en premier lieu, nach eng Kéier géing doriwwer mat eis eng Diskussioun féieren, wéi mir dat kënnen an Zukunft besser maachen.

Fir haut sinn ech frou, wann d'Chamber géing dës Affektatiounen esou stëmmen, fir datt mir kënnen déi Suen, déi mir an der Trésorerie hunn, un déi Fongen affektéieren an de Kont 2002 fäerdeg maachen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Chamber huet Äre Message héieren. Ech huelen och un d'Finanzkommissioun, Äre President, deen hei ass. Ech géif proposéieren, datt d'Finanzkommissioun doriwwer délibéréiert an der Regierung da matdeelt, wat hir definitiv Positioun ass.

Voilà, d'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. Mir kommen elo zum Vote iwwert de Projet de loi, deen eis virläit.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5236 ass ugeholl mat 45 Jo-, 12 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Patrick Santer), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par Mme Lydie Err), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Anne Brasseur), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Projet fir haut de Mëtten, et ass dat d'Diskussioun vum Projet de loi 4938 iwwert d'Konte vum Exercice 2000. Et sinn ageschriwwen: déi Hären Haupert, Grethen, Fayot, Bausch a Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorable François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

5. 4938 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000

Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt dräi gutt Grënn, firwat mir an Zukunft net méi op déi do Aart a Weis d'Konte wäerten diskutéieren, wéi dat haut de Fall ass, et geet hei ëm den Exercice 2000, an déi dräi Grënn si folgend:

Dat Éischt ass, et ass dee leschte Budget, deen an ale Lëtzebuerger Frang libelléiert war.

Dat Zweet ass, et ass och déi leschte Kéier wou e Budget exekutéiert ginn ass laut de Regele vum ale Kontabilitéitsgesetz. Dir wësst, am Artikel 99 vum neie Kontabilitéitsgesetz ass et eng Iwwergangsbestëmmung ginn, déi gesot huet, datt bis den 1. Januar 2001 nach alles soll funktionéieren no den ale Regelen, bis datt déi nei Institutiounen, virun allem natierlech de Contrôle financier, en place wären. An et ass och esou gewiescht, datt jo eng Reform gemaach ginn ass vun der Chambre des Comptes, déi ëmgewandelt ginn ass an eng Cour des Comptes, an och déi huet eng Ëmstellungsphas gebraucht an huet duerfir fir den Exercice 2000 nach eigentlech de Rôle ageholl, wat d'Exekutioun oder de Contrôle vun der Exekutioun vum Budget ubelaangt vun där aler Chambre des Comptes. Dat heescht, si huet haaptsächlech d'Visae vun den Ordonnances de paiement kontrolléiert.

Deen drëtte Grond, Här President, ass schonn de Mëtteg hei ugesprach ginn, dat ass, datt mir d'Joer 2000 ofgeschloss hu mat engem enormen Excédent budgétaire op der Recettësäit. Ech wëll mech och entschëllegen, Här Haupert, mir haten eis e bësse falsch verstane virdrun, ech hunn den Excédent vun de Recettë verstan an Dir hutt d'Plus-valuen, insgesamt d'Nettoresultat gemengt. Dir hutt natierlech Recht, mä ech hunn och Recht, well ech mech verstanen hunn.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Also et ass wéi gesot déi leschte Kéier, op alle Fall bis op weideres, wou mer wahrscheinlech e Budgetsjoer konnten ofschléisse mat esou engem wahnsinneg héijen Excédent bei de Recetten. Ech wëll elo net am Detail op all déi Zuelen agoen, déi fannt Der jo am Rapport. Ech wëll och duerfir nëmmen déi eraushuelen, déi wichteg sinn, an dat ass nun eemol op der Recettësäit, well do d'Zuelen, d'Gesamtzuele staark variéiere par rapport zu deem wat am Budget definitiv festgeschriwwe war.

Mir hu bei de Recettes ordinaires een Excédent gehat vun 18,8% oder ëmgerechent 35.085.238.000 al Lëtzebuerger Frang, an am Budget extraordinaire en Excédent och vun 18,40%, wat 27.611.863 al Lëtzebuerger Frang ausgemaach huet. De Gros also kënnt bei deene Recettes extraordinaires oder supplémentaires. Déi si méi héich ausgefall natierlech duerch d'Recettes ordinaires an natierlech haaptsächlech um Niveau vun den direkten an den indirekte Steieren.

Bei den direkte Steieren hu mer iwwer 9 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang méi Recettë gehat a bei den indirekte Steiere bal 18 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang. Bei de Recettes extraordinaires resultéiert dee Supplément eigentlech op engem Produit de vente vu verschidde Gebaier, wou mer méi erakritt hu wéi dat geschätzt gi war an am Budget agedroe gi war.

Um Niveau vun der Dépensësäit - ech mengen op d'Recettësäit an déi héich Plus-valuen, déi mer gemaach hunn, kommen ech zum Schluss nach eng Kéier zréck bei eng vun de Kritiken, déi d'Kommissioun och festgehalen huet am Rapport. Déi baséiert och op enger Kritik, déi de Conseil d'État schonn 1996 gemaach huet, duerfir kommen ech dorobber zum Schluss nach eng Kéier ze schwätzen. Ech wëll fir d'éischt iwwert d'Dépensë schwätzen a virun allem natierlech déi Saachen eraussträichen, déi och e gréissere Stellewäert hunn.

Dir wësst et, de Contrôle financier interne huet nach net funktionéiert an, wéi gesot, d'Cour des Comptes huet d'Ordonnance des paiements, de Visa gemaach, dat heescht déi Liquidatioune kontrolléiert. Dat waren der 194.911 am Cours vum Exercice 2000. Bei 3.898 Stéck sinn Observatioune gemaach gi vun der Cour. Et ass awer esou, datt et sech bei deenen Haaptdéfaillancen, déi do festgestallt gi sinn, bei der absoluter, gréisster Unzuel vun deenen Observatiounen éischter ëm Erreurs matérielles gehandelt huet, déi duerno redresséiert gi sinn, dat heescht, déi eigentlech och net Ulass ginn zu gréissere politesche Kommentaren.

Et ass och esou, datt eng ganz Rei Ordonnance-de-paiementen eréischt no der Clôture vum Exercice, dat heescht nom 15. Mee 2001 virgeholl gi sinn, wat och ze kritiséieren ass. Dat waren der 2.410 un der Zuel, respektiv 165 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang. Virun allem ass och festzestellen, datt par rapport zu deenen Exercicë virdrun do d'Unzuel vun deene Clôturen, vun deenen Ordonnances de paiement staark zougeholl huet, dat heescht datt déi 49,56% an der Zuel zougeholl huet a virun allem och wat de Chiffer vun den Dépenses liquidées ubelaangt ëm 74,79% gestigen ass.

Speziell Bemierkunge muss ee maachen zu enger ganzer Rei Punkten. Deen éischten ass e leidegen, dee kenne mer, fir déi, déi scho méi laang an dëser Chamber sinn, zënter datt se an där Chamber hei sinn. Dat betrëfft d'Marchés-publics-Gesetz, dat op verschidden Niveauen net agehale

gëtt, speziell natierlech datt an der grousser Zomm op Marchés de gré à gré zréckgegraff gëtt, déi dann eréischt ex post vum Conseil de Gouvernement regulariséiert oder autoriséiert gi sinn, wat natierlech total contraire zum Gesetz ass.

An och do ass festzestellen, datt dat net nëmmen e leidege Problem ass, dee mer schonn zënter laangem kennen, mä datt deen an der Zuel och immens zougeholl huet. Zum Beispill wëll ech lech just drop hiweisen: 41 Stéck waren et nach 1999 an am Exercice 2000 sinn et der 75. Dat ass wierklech substanziell ëm wéi vill déi Autorisatioune fir Marchés de gré à gré ze maachen, déi ex post eréischt vum Conseil de Gouvernement geholl ginn, zougeholl hunn, an dat ass natierlech eng Situatioun, déi intolerabel ass. Et muss een awer derbäi soen, datt mer an der Budgetskontrollkommissioun an deene leschte Joren duerno bei eenzelne Spezialrapporte vun der Cour des Comptes och am Detail schonn doriwwer diskutéiert hunn an do och Besserung versprach kritt hunn.

Da kommen e puer eenzel Saachen, déi erausgestrach ginn. Déi Éischt betrëfft de Ministère de la Défense. Do sinn zwou Décisioune vum Conseil de Gouvernement geholl ginn, och ex post, fir Achaten ze regulariséieren, déi engersäits „vêtements de sport“ betraff hunn, an enger Héicht vun 886.750 ale Lëtzebuerger Frang - mat deenen ale Lëtzebuerger Frangen an Euroe kënnt een awer nach ëmmer duercherneen.

An dat Zweet ass e Material fir Kraafttrainingsmaschinnen, och an der Héicht vun 466.072 Frang, an do ass et esou, datt déi Argumentatioun, déi do ugefrot ginn ass vum Ministère de la Défense, nämlech datt eng gewëssen Urgence bestanen hätt, fir dat do Material ze kafen, an och datt dat eng gewësse Spezifissitéit hätt, natierlech net ka gëlle gelooss ginn, an d'Kommissioun ralliéiert sech och op déi Kritiken, déi do gemaach gi sinn.

Da kënnt e Poste vum Ministère de l'Éducation. Do ass e Marché de gré à gré mat méi Fournisseure gläichzäiteg ofgeschloss ginn, fir informatescht Material ze kafen an der Héicht vun 99.500.000 aler Lëtzebuerger Frang. Och do war d'Motivatioun, engersäits hätt eng gewëssen Urgence bestan an et wier och drëms gaange fir eng gewëssen Homogenitéit ze kréie bei deem Optrag, deen do vergi ginn ass, d'Giddergesetz. Och do seet d'Cour, datt déi Argumentatiounen net justifiéiert sinn, a si verweist dorop, datt och dee Ministère sech an Zukunft misst un d'Spill vun der Konkurrenz um Marché halen an do en anere Wee aschloe misst. An et ass och ze soen hei, deen éischte Ministère sougutt wéi deen heiten hu versprach, sech an Zukunft dorunner ze halen.

Da kënnt e Problem, deen den Ausseministère betrëfft. Do geet et ëm de Paiement vun Assurancëprimen, wou d'Cour des Comptes der Meenung ass, datt de Stat fir Mobilier, deen en huet, och am Ausland, eigentlech säin eegenen Assureur muss sinn, an datt se eigentlech a Fro stellt, ob dat legal ass, datt do privat Prime-d'assurancen ofgeschloss ginn. An da seet se, zumindest wann Assurances multirisque ofgeschloss ginn, fir Ambassaden zum Beispill am Ausland, fir Mobilier an Ambassaden am Ausland, datt déi nëmmen dierften dee Mobilier couvréieren, deen och wierklech dem Stat gehéiert, an net de perséinleche Mobilier vum Chef de poste.

Da kënnt dee Punkt vum Centre pénitentiaire. Do geet et ëm d'Bestellung vu Liewensmëttel, déi natierlech nëmmen eng gewësse Liewensdauer hunn, dat heescht, séier verfalen, an déi um Datum wou Alimentairë bestallt gi sinn, do wou de Seuil natierlech och e puermol iwwerschratt ginn ass, wou hätt missen e Marché public gemaach ginn, a wou an deem heite Fall den zoustännege Ministère argumentéiert, datt, well et eben hei sech ëm Liewensmëttel handelt, déi relativ séier verfalen, eng gewëssen Urgence do war an duerfir ee sech net ëmmer kënnt un d'Marché-publics-Gesetz halen. Do ass en Accord fonnt ginn tëschent der Cour des Comptes an deem zoustännege Ministère, datt natierlech dat kéint gemaach ginn, mä awer datt dee Seuil vun 100.000 Lëtzebuerger Frang misst agehale ginn, an et ass och gutt versprach gi vun deem Ministère fir an Zukunft sech dorunner ze halen.

Da kënnt ee Poste vum Ministère de la Promotion féminine, wou et drëms gaangen ass, eng Publicitéitscampagne ze maache fir d'Promotioun vun Action-positiven ze maachen, dorop hinzeweisen, datt een där soll maachen a wat fir eng Méiglechkeeten datt een do huet. Och do ass e Marché de gré à gré ofgeschloss gi mat enger Lëtzebuerger Agence de publicité an der Héicht vun 1.426.000 al Lëtzebuerger Frangen, an do ass d'Motivatioun och net akzeptéiert gi vun där Cour, well d'Motivatioun war déi, datt et sech hei géing ëm en Objet artistique handelen an duerfir kënnt een duerchweegs hei op de Marché de gré à gré zréckgräifen. D'Cour huet dat eiser Meenung no zu Recht awer esou gesinn, datt déi Motivatioun „artistique“, loosse mer emol esou soen, déi do ugewannt ginn ass, hei net kann ugewannt ginn. An och dee Ministère huet versprach, an Zukunft dann aneschters ze handeln.

Da kënnt een deen de Centre universitaire betrëfft. Dat ass e bësse méi eng problematesch Geschicht. Do geet et ëm e Montant vun 23.573.000 aler Lëtzebuerger Frangen. Et geet hei ëm eng Konventioun, déi „avec des établissements d'enseignement supérieur dans l'intérêt de l'exécution de projets pédagogiques“ ofgeschloss ginn ass. Dat betrëfft de ganzen Article budgétaire 03.033.011 vum Budget vun deem Joer. Wat virun allem do ze kritiséieren ass, dat ass datt d'Pièce-justificativë gefeelt hu beim Ofschloss an datt hei awer festgestallt ginn ass, datt trotz engem Rappel, also engem Bréif, deen d'Cour geschéckt huet un de Ministère, weder eng Äntwert op de Bréif komm ass nach d'Pièce-justificativen nogeliwwert gi sinn.

Dat ass eppes wat sécherlech méi wéi critiquable ass, an do misst ee vläicht kucken, och elo wann een iwwert d'Konte vun deene Joren duerno diskutéiert, ob een net nach eng Kéier dorobber kënnt zréckkommen, fir ze kucke wéi dat déi Joren duerno weidergaangen ass.

Da kënnt ee Problem, deen de Stroossebau betrëfft. De Stroossebau gëtt sécherlech an der Budgetkontrollkommissioun e gréisseren Objet vun Diskussiounen an deenen nächste Joren. Hei ass sou ee Beispill, wéi mer der wahrscheinlech nach vill wäerte kréien an deenen nächste Joren. Et geet hei ëm eng Association momentanée, déi 1991 gegrënnt ginn ass fir de Stroossenéchangeur zu Esch ze bauen, nämlech deen Echangeur, dee vun Diddeleng op Esch geet.

Do war e Budgetsmontant virgesinn, e Kredit virgesi vun 311 Milliounen aler Lëtzebuerger Frangen, respektiv 311.149.102 aler Lëtzebuerger Frangen. Zu där Association momentanée, zu där Konventioun do sinn 10 Avenanten duerno nach ofgeschloss ginn tëschen 1991 an 2000, an de Käschtepunkt vun deem Echangeur huet sech ëm iwwer 200 Milliounen erhéicht, fir dann herno op en Total ze komme vu 536.130.178 aler Lëtzebuerger Frangen, wat en Dépassant ausmécht vu 60% vum Käschtepunkt, dee virgesi war. Woubäi dann nach ze soen ass, dass heivunner 72 Milliounen nëmmen ex post vum Conseil de Gouvernement erlaabt gi sinn.

Dat sinn natierlech Zoustänn, déi iwwerhaapt net eiser Meenung no tolerabel sinn, a wou mer an der Kommissioun jo diskutéiert hunn, fir ze kucke lo an dësem Kader eppes ze maachen. Ech mengen, et muss ee wëssen, dat hei sinn natierlech alles Saachen, déi och nach baséieren op deem ale Kontabilitéitsgesetz, wou nach gewëssen Traditiounen, Transparenztraditiounen net sou bestanen hunn. Et wier, fir dat an d'Weeër ze leeden, mä ech mengen et ass awer gutt, dass am Rapport dat hei als Beispill och erausgestrach ginn ass.

Da kënnt nach als Ofschloss ee Kredit vun 12.516.417 aler Lëtzebuerger Frang; dee betrëfft Subventiounen déi gemaach gi sinn un 217 Lëtzebuerger Exploitanten, déi sech asetze fir d'Sauvegarde de la biodiversité dans le milieu rural. Virun allem ass do de Problem gewiescht, dass zu deem Zäitpunkt keng richteg Base légale do war. Déi Kreditter sinn ausbezuelt ginn no enger Décision ministérielle, an dann nach ex post. Do ass awer en Accord fonnt ginn tëschent der Cour an dem zoustännege Ministère. Do ass och dono légiféréiert ginn, fir dass do déi néideg gesetzlech Basis an Zukunft existéiert.

An der Konklusioun, Här President, ass et esou dass d'Kommissioun gär hätt, dass an Zukunft de Respekt vun der Législatioun vun dem Marché-publics-Gesetz a vum Prinzip vun der Libre concurrence applizéiert gëtt.

Zweetens, d'Kommissioun verlaangt, dass d'Regierung eng detailléiert Motivatioun virleet an Zukunft, wann Transferts exceptionnels virum 1. November vum Exercice budgétaire gemaach ginn.

Drëttens, an dem Gesetz ass ausdrécklech virgesinn, wann en Dépassement kënnt vun engem Budgetsartikel, deen e Crédit non limitatif ass, dass dann eng detailléiert Motivatioun misst virleien, dass dat an Zukunft soll agehale ginn.

Véierte Punkt, dat ass och en alen, leidege Problem, dee mer kennen - all déi zumindest, déi an der Finanzkommissioun zënter Jore sinn, kennen deen -; dat ass de Problem vun de Comptables extraordinaires. Do ass et jo sou, do ass de Gros vun deenen, wéi mer dat och an de leschte Joren ëmmer erëm erlieft hunn, déi hu beim Stéchdatum vum 30. Abrëll vum Exercice dono, dat heescht hei vum 30. Abrëll 2001 ni hir Comptes extraordinaires ofgeschloss an hir Konten eraginn. Beim Budgetsexercice vun 2000 waren et der vun deenen 116 och rëm eng Kéier 42.

Da kënnt een zweete Punkt, deen och deen do Ministère betrëfft, deen derbäikënnt, dee betrëfft d'Frais de route an d'Frais de séjour, wou Avancë gemaach ginn a wou eigentlech missten déi Avancen an dem Exercice selwer virun dem Ofschloss vum Exercice regulariséiert sinn, wat och net ëmmer gemaach gëtt. Mä och bei deenen do zwee Problemer - dat ass och en alen, do hate mer scho vill Diskussiounen an der Budgetskontrollkommissioun an der leschter Legislaturperiod - soll jo versicht gi mat deem zoustännege Ministère Léisungen ze fannen.

Leschte Punkt, Här President, ass d'Kritik, déi sougutt hei d'Kommissioun am Rapport iwwerholl huet, an dat ass déi, déi de Conseil d'État wéi gesot schonn 1996 gemaach huet, dat ass dass eigentlech, wann een e Budgetsexercice huet, wéi zum Beispill deen heiten, wou et enorm Plus-valuen ginn ass - also dat misst spille bei Moins-valuen, mä an deem heite Fall sinn et Plus-valuen an engem Exercice -, dass dann eng Analyse économique misst bäigeluecht gi bei de Konten, wouhier dass déi Plus-valuë kommen, respektiv duerch wat déi entstane sinn.

Ech fannen, dat ass eng ganz wichteg Saach, well et ass esou dass effektiv ee jo nëmmen da kann novollzéien, ob de Budget vu virera vun der Regierung a senger Wierklechkeet, also d'Recetten opgestallt gi si wéi se opgestallt gi sinn, oder ob et effektiv duerch äusser, net prévisibel Ëmstänn ekonomescher Aart de Fall war, firwat dass déi Excédent-budgétairen opgetratt sinn. Well wann een natierlech deen heite Fall kuckt, 28 Milliarde Plus-valuen an deem Joer, dat ass natierlech e gewaltege Chiffer. Do zumindest ass d'Kommissioun der Meenung, dass dat, wat de Conseil d'État 1996 verlaangt huet, nämlech eng Analyse économique iwwert d'Ursaache vun deene Plus-valuen, dass déi hei bei de Konten hätt misse bäigeluecht ginn.

Dat gesot, Här President, recommandéiert d'Kommissioun an hirer Majoritéit lech, dat Gesetz hei unzehuelen. Am Numm vu menger Fraktioun wäert ech duerno eréischt schwätzen, wann ech un den Tour kommen.

Ech soen lech Merci.

Mme le Président.- Den éischten agedroene Riedner ass den Här Haupert. Ech ginn dem Här Haupert d'Wuert.

Discussion générale

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Merci, Madame Presidentin. Ech mengen, den Här Bausch huet a sengem excellente Rapport, deem mëndleche souwuel wéi deem schréftlechen, all déi Doléancë virgedroen, déi d'Cour des Comptes un der Exekutioun vun dem Budget hei gemaach huet.

Et muss ee wëssen, dass déi Konten, wéi se hei virleien, oder villméi dee Projet hei aus zwee groussen Deeler besteet. Engersäits hu mer d'Exekutioun vum Budget vun der Regierung an op där anerer Säit awer, ech ging soen dee wichtegen Deel, d'Remarquen, déi d'Cour des Comptes oder déi fréier Chambre des Comptes zu der Exekutioun gemaach huet. Wat déi ganz Exekutioun ubelaangt an all déi Remarquen oder souguer Kritiken, déi d'Cour des Comptes un der Exekutioun gemaach huet, betreffen awer méi d'Ausféierung a sech wéi d'Beträg, déi bei der Exekutioun net sollen agehal gi sinn.

Dofir vläicht meng kuerz Remarquen zu dësem Projet. Mol éischtens eng kleng Äntwert op dat, wat den Här Bausch hei virgeworf huet, wat déi ekonomesch Justificatioun vun deene Plus-valuen ubelaangt. Wann ee kuckt, wou déi Plus-valuë besonnesch hierkommen, da gesäit een, dass dat haaptsächlech op dem Plang vun de Steiere geschitt ass.

Et ass eng Plus-value do, déi mech zwar och iwwerrascht, dat ass déi déi op den Zënse gemeet gouf op de Fongen, déi am Dépôt vun der Trésorerie de l'État stinn. Datt mer do eng Plus-value vun 1,1 Milliard haten iwwerrascht mech, wou ech awer géing mengen, dass een Zënsen, déi een an engem Joer kéint kréien, vläicht méi genau kéint ausrechnen.

Mä bei all deenen aneren handelt et sech jo ëm steierlech Einnahmen, a wann ee bedenkt, dass mer an deene leschte Jore vum leschte Jorhonnert ëmmer eng Croissance économique haten, déi relativ héich louch, da konnt ee sech menger Meenung no net virstellen, dass een op eemol am Joer 2000 nach eng Croissance vun 9% géing kréien. Déi ganz steierlech Plus-valuen, déi mer hei réaliséiert hunn, sinn a Wierklechkeet op eng ekonomesch Croissance zréckzeféieren, déi ee menger Meenung no an deem Ausmooss, dee Moment wou de Budget opgestallt gouf, net konnt virausgesinn. Mä ech iwwerloossen et do dem Budgetsminister vläicht, fir Är Fro méi am Detail ze beäntwerten.

Dat wat ech awer besonnesch wëll hei ervirhiewen, dat ass dass trotz deene grousse Plus-valuen op där anerer Säit, op der Dépensësäit, de Budget awer mat enger relativ staarker Rigueur ausgefouert ginn ass. Mir hunn nëmmen am Fong geholl 5,1 Milliarde Méiausgaben am ordinäre Budget, a vun deene 5,1 Milliarden ass nach iwwert d'Halschecht op Gesetzer zréckzeféieren, déi mer am Laf vun deem Joer gestëmmt hunn, also Dépensen, déi bei der Opstellung vum Budget net konnte berücksichtegt ginn. Ech denken do besonnesch un den Accord salarial an dem öffentleche Secteur. Alleguer déi aner Dépassementer si relativ minim, mat Ausnahm vun engem, dat sinn d'Ausgabe fir den Accueil vun de Réfugiéën, wou d'Exekutioun vum Budget 550 Millioune méi ausweist wéi am Budget virgesi waren, mä dat war och eng Dépense, déi een net an deem Mooss menger Meenung no konnt virausgesinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Am grousse Ganze géing ech awer mengen, dass mer mat der Ausféierung vun dësem Budget, mat deene Remarquen, déi d'Cour des Comptes gemaach huet, kënnen zefridde sinn. Ech géif och hei den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Deen nächste Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den Här Grethen, deen net hei ass, an hie gëtt remplacéiert duerch d'Madame Brasseur.

Dofir huet d'Madame Brasseur elo d'Wuert. Den Här Fayot kënnt direkt duerno.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Merci, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, den Exercice hei am Plenum ze maachen, fir d'Konten ze diskutéieren, déi e puer Joer zréckleien, ass e fastidieusen Exercice, an ech mengen den Här Bausch huet als Rapporteur dat ganz gutt gemaach, andeem en am Numm vun der Kommissioun déi Haaptpositiounen erausgegraff huet.

Wann een d'Chance hat, kënnen eng Aufgab an der Regierung ze iwwerhuelen, dann ass ee konfrontéiert mat där schwiereger Tâche dofir ze suergen, dass de Budget, esou wéi en hei votéiert gouf, och exekutéiert gëtt. A fir dat kënnen ze maachen, ass et awer relativ schwiereg, well engersäits, wann de Budget opgestallt ass, an ech mengen, dat kréie mer jo awer am Laf vun de Budgetsdiskussiounen, wann de Budget opgestallt gëtt, dat ass esou eng laang Zäit virdrun, dass een net schonn elo am Mäerz ka wëssen, wat ee bis Enn dës Jores drop am Dezember onbedéngt verbraucht, esou dass et schonn noutgedrongen zu Verschiebunge kënnt. Dofir ginn et jo d'Prozeduren, mä déi Prozedure mussen dann och agehale ginn, an do mierkt ee ganz oft, dass déi awer schwiereg sinn an dass et dann heiansdo un där néideger Rigueur happert.

Ech si ganz frou, dass mer elo lues a lues duerch déi Instrumenter, déi mer ons als Parlament ginn hunn duerch nei Gesetzgebungen, ëmmer méi no kommen, fir déi Exécution budgétaire méi genee ze suivéieren, an dass et dofir da manner zu Dérapagë kënnt. Et ass zwar heiansdo schwiereg d'Prozeduren unzewenden, well dat da mat der Realitéit net iwwereneeklappt. Mä dofir gëtt et jo dann och nach de passer-outre, deen e Minister ka maachen, andeem e muss einfach d'Responsabilitéit iwwerhuelen. Well mir kënnen net an d'Situatioun kommen, dass een, deen eppes geliwwert huet un de Stat, net bezuelt gëtt, well iergendwou e Prozedurfeeler ënnerlaf ass an der Administratioun, well do ass deen, deen d'Suen zegutt huet, jo bestëmmt net responsabel. Also muss de Minister da seng politesch Responsabilitéit huelen.

Duerch déi ganz Prozeduren, déi mer elo hu mam Contrôle financier, deen och gemaach gëtt an deene verschiddene Ministèren, hu mer et awer fäerdegbruecht vill méi Rigueur do eranzebréngen, an dat ass gutt, net nëmme fir de Législateur, et ass haaptsächlech gutt fir de Steierzueler, mä ech mengen et ass och gutt fir d'Membere vun der Regierung, well se domat kënnen an hire Ministèren dofir suergen, dass mat méi Rigueur all Prozedur ugewannt gëtt.

Meng Fraktioun, Här President, ass op jidde Fall ganz gäre bereet weider ze hëllefen an der Finanzkommissioun an an der Budgetkontrollkommissioun, fir ze kucke wéi mer nach weider kënnen dat verfeineren, ouni awer d'Effikassitéit a Fro ze stellen, well net dass d'Prozeduren esou laang ginn, dass et en fin de compte net méi fonctionnéiert.

Wat elo déi prezis Chiffere vun 2000 ubelaangt, do ass den Här Bausch am Detail drop agaangen. Do si verschidde Positiounen, dat soen ech och ganz kloer, an ech si selwer responsabel gewiescht fir eng vun deenen, dat ass kritikabel an et ass nëmmen ze wënschen, dass et an Zukunft där do Fäll manner gëtt. Ech wënschen op jidde Fall mengem Successeur an deem Amt, dass en net méi sech muss justifiéiere virun der Cour des Comptes, well ech muss soen, dat ass en Exercice deen net ganz flott ass an et ass een heiansdo à court d'arguments, mä dofir huet een dann d'politesch Responsabilitéit an déi muss een iwwerhuelen.

Ech wëll dann am Numm vu menger Fraktioun, Här President, den Accord bréngen zu dëse Konten a soen, dass wann ech den Här Grethen op dëser Tribün remplacéiert hunn, en huet mer Mandat dofir ginn, mä ech weess, wann hien déi Ried gehalen hätt, da wier dat bestëmmt am Toun anescht gewiescht, an och am Contenu, mä dat Wichtegst ass jo den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur, fir Är Ausféierungen. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hunn eigentlech deem wat de Rapporteur, den Här Bausch, hei virgedroen huet iwwert d'Konten, d'Aarbecht och vun der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire näischt bäizefügen. Hien huet dat ganz prezis an akribesch gemaach. Ech wëll hei wierklech och insistéieren op d'Wichtegkeet vun där Kommissioun.

Ech mengen de Fait, dass déi Kommissioun besteet, och am Kader vun deenen neie Prozeduren, déi mer ons ginn hunn, soll lues a lues awer zu méi Rigueur an der Exekutioun vum Budget féieren an och der Chamber d'Méiglechkeet ginn déi Rigueur ze iwwerwaachen. Et ass e wichtege Punkt an der Entwéckelung vun de parlamentaresche Geflogenheeten hei zu Lëtzebuerg, dass mer dës Kommissioun hunn. Ech hoffen och, dass mer déi Zesummenaarbecht, déi mer als Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire mat der Cour des Comptes hunn, weider esou hunn, wéi mer se an de leschte fënnef Joren haten, well d'Cour des Comptes ass fir ons e wichtegt Hëllefsinstrument. Hir Avisen, hir Rapporte si vun enger héijer Qualitéit an hëllefen der Chamber ganz bestëmmt ganz vill bei hirer Aarbecht. Ech wëll dat hei mat aller Däitlechkeet gesot hunn, well et am Intérêt vun der Parlamentsaarbecht u sech ass, dass déi Cour des Comptes mat ons zesummeschafft.

Eng zweet Remarque, déi ech wëll maachen, ass, dass mer et hei mat de Konte vun 2000 ze dinn hunn. Mir hunn déi Konten den 12. Abrëll 2002 a Form vun engem Projet de loi krut. Mir hunn de Rapport den 3. Mee 2004 ugeholl. Ech wëll hei kengem d'Schold zouschiebe fir dee laange Retard. Et kënnt ee bal mengen, si wär systemimmanent, well iwwerall hu mer hei oder do e puer Méint verluer. Mir hu ganz vill Méint verluer doduerch, dass mer op dem Conseil d'État säin Avis gewaart hunn, mä ech mengen awer trotzdeem, am Intérêt vun der politescher Aarbecht vum Parlament, am Intérêt och vun dem politeschen Interesse vun där Aarbecht wier et gutt, wann déi Aarbecht op de Konten esou no wéi méiglech bei dem Virleeë vun deene Konte wär, an ech mengen dat ass eppes wat mer an der Zukunft och nach musse verbesseren.

En drëtte Punkt, deen ech wollt maachen, mir hunn et, wéi scho gesot ginn ass, hei mat Konten ze dinn, déi wäit iwwert d'Zuele ginn, déi am Budget waren. Ech wollt dem Här Budgetsminister soen, no sengen Ausféierungen elo just, dass fir mech e gudde Budget een ass, deen esou wäit wéi méiglech och herno bei de Konten ass. Dat heescht, ech fannen et net extra als gutt Budgetspolitik, wann d'Konte wäit ewech si vun deem wat am Budget war. An dofir ware mer jo och als Chamber mat der Regierung d'accord, fir ons Datumen ze änneren, dat heescht fir vill méi no bei d'Joer ze komme fir dat wou de Budget soll gëllen, fir eben déi Prezisioun och an de Prévisioune vun den Ausgaben a besonnesch vun den Einnahmen ze kréien, fir dann eben och déi Rigueur eranzekréien, dat heescht de Budget an d'Konten esou no wéi méiglech beiëneen. Dat war natierlech am Joer 2000 net de Fall. Do kann ee vill driwwer diskutéieren.

Et ass ganz schwéier. Et ass hei gesot ginn: Well mer keng Analyse économique hunn, wéi dat konnt entstoen. Déi Diskrepanz tëschent dem Budget an dem Kont, mä dat ass awer eppes wat u sech, menger Ansicht no, net vun enger grousser Budgetsrigueur sprécht.

E véierten a leschte Punkt. Ech si selbstverständlech mat deenen Ausféierungen, déi am Rapport vun der Kommissioun stinn, a mat deene Remarquen, déi d'Kommissioun gemaach huet, d'accord. Mir hunn déi selwer matgedroen an där Budgetskontrollkommissioun. Mir wäerten ons bei dësem Vote iwwert de Projet, wat d'Konten ugeet, enthalen. Engersäits si mer net dergéint, well mer mengen, dass déi technesch Opstellung vun deene Konte kee Problem duerstellt. Mir erkennen déi technesch Aarbecht, déi do gemaach ginn ass, un. Selbstverständlech hu mer dee Budget net gestëmmt, kënnen also och déi Konten net stëmmen. Dat ass d'Explikatioun vun onser Abstentioun.

Mä, dat gesot, si mer selbstverständlech mat deene Remarquen, déi am Rapport vun der Kommissioun stinn, absolut d'accord, 100%eg d'accord. Mir hu se matgedroen, mä beim Projet de loi iwwert d'Exekutioun vun de Konten - et ass jo dat wou mer driwwer ofstëmmen - wäerte mer ons enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als leschte Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, am Numm vu menger Fraktioun wëll ech dorunner uknëppe wat den Här Fayot elo grad gesot huet, déi berühmte semantesch Fro do, ob een, wann een de Budget vun engem Joer net gestëmmt huet, dann herno och d'Exekutioun, also d'Konten, net ka stëmmen.

Ech muss dem Här Fayot soen, dass ech do anerer Meenung si wéi hien. Meng Fraktioun ass duerchaus der Meenung, datt dat wat mer haut diskutéieren an ofstëmmen net e Jugement iwwert d'Opportunitéit vun deene Saachen ass déi mer décidéiert hunn iwwert dee Budget, mä dat ass reng fir driwwer ze jugéieren, ob dee Budget, esou wéi e gestëmmt ginn ass an dëser Chamber, och exekutéiert ginn ass.

Dat heescht, wa mir als Gréng zu deem Gesetzesprojet haut géinge mat Jo stëmmen, da géinge mir net après coup dat zréckhuele wat mer gesot hu bei de Budgetsdebatten am Dezember 1999, wou mer géint de Budget vun 2000 gestëmmt hunn, da wiere mir nach ëmmer géint déi Décisioune gewiescht, déi 1999 geholl gi si fir d'Joer 2000, mä da géinge mer just wëlle feststellen, datt dat, wat deemools déi Chamber décidéiert huet, richteg, esou wéi d'Chamber dat hei décidéiert huet, exekutéiert ginn ass.

Et ass awer esou, dass mir eis enthale wäerten. Mir hätten hei duerchaus kënnen dofir stëmmen, mä mir wäerten eis enthalen, a ganz précisement wéinst deem Punkt, wou am Rapport och drop higewise gëtt, wou verlaangt gëtt, datt eigentlech hei bei dëse Konten hätt missen eng Anaylse économique bäigeluecht ginn iwwert d'Ursaache vun deenen héije Plusvaluen.

Elo seet den Här Haupert, et wier ganz schwéier fir déi opzestellen. Ech sinn der Meenung, datt, wann ee mol zréckbléckend kuckt ëm wat et sech do 1999-2000 gehandelt huet, wat fir eng Period dat war - an ech ka mech och erënneren am Kader vun de Budgetsdebatte fir d'Joer 2000 an och souguer fir d'Joer 2001, do hu mer vill do ronderëm diskutéiert -, da soen ech lech, dann hätt ee kënnen, wann een eng Analyse économique gemaach hätt, duerchaus erausfannen, wou déi Plus-valuen do hierkommen.

Mir wësse jo alleguerten, wann ech nëmmen dat als Beispill wëll eraushuelen, wat e groussen Deel ausmécht bei eise Recetten, datt bei den direkte Steieren de Gros vun de Recettë kommen duerch Steieren déi erakommen, déi ofhängeg sinn direkt an indirekt vum Finanzsecteur, zum Beispill. Bon, wann een elo kuckt wat 1999 lass war, wéi et op de Boursë geboomt huet, an ee gesinn huet, wat fir eng Resultater 1999 scho resultéiert hunn duerch d'Boome vun de Jore vun 1999, dann ass et relativ kloer, dann hätt een duerchaus kënne Chifferen, eiser Meenung no, virgesinn am Budget fir 2000, déi e bësse méi realistesch waren, wéi déi, déi bei de Recettë schlussendlech drastoungen; dat ass dat éischt.

Dat zweet ass, wéi gesot, ech fannen, wann een d'Recetten ëm 28 Milliarden, ech betounen, Milliarden aler Lëtzebuerger Frangen, ënnerschätzt, also iwwer 18% sinn d'Recetten ënnerschat ginn, dann ass dat net näischt, et geet hei net ëm kleng Prozentsätz. Wann dat dann de Fall ass, dann hätte mir op alle Fall gären, datt dat agehale gëtt, wat 1996 de Conseil d'État, och zu Recht menger Meenung no gesot huet, datt eng ganz prezis Analyse économique vun der Regierung maache gelooss gëtt, déi eis dann après coup, well do ass et jo duerchaus méiglech, beleet wouhier genau déi héich Feelaschätzung do bei de Recetten hierkomm ass.

M. le Président.- Här Bausch, erlaabt Der eng Fro vum Här Haupert?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

M. Norbert Haupert *(CSV).*- Här Bausch, ech hat net gesot, déi Analys wier schwéier ze maachen. Ech hat just gesot, et wier am Virfeld schwéier gewiescht d'Aussoss vun der Entwécklung richteg anzeschätzen. D'Analys ass ganz einfach. Ech mengen, wann ee kuckt wou déi Plus-valuen hierkommen, dat si jo lauter Steiere déi sech aus der onerwaarter Entwécklung vun der Wirtschaft erginn hunn. Ech hu gesot, datt et am Virfeld schwéier war, fir déi Recetten esou anzeschätzen, fir datt se méi no bei der Realitéit hätte kënne leien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, mä ech wëll awer soen, datt et och wichteg ass datt mer déi Anayls dann hei bei de Konte bäigeluecht kréien, well déi Exercicen hei maache mer jo net nëmme fir d'Vergaangenheetsbewältegung, mä och fir eventuell an der Zukunft Feeler, déi gemaach gi si bei der Opstellung vu verschiddene Budgeten, respektiv bei Aschätzunge vu Recetten, net nach eng Kéier ze maachen. A virun allem am Joer 2000, also während dem Laf vun dem Exercice 2000, sinn eng ganz Rei Décisioune geholl gi vun der vergaangener Regierung, wou mir zum Beispill der Meenung waren, dass déi op engem gewëssenen Hannergrond geholl gi sinn an déi net onbedéngt esou waren, wéi mir se fir richteg fonnt hunn. Mä ech wëll awer net haut op déi Detailer agoen, well do kréie mer am Dezember bei de Budgetsdebatte genuch Zäit fir dat ze maachen. Mä ech mengen, wann een déi Analys bei de Konten an après coup huet, da kann een och bei zukünftege Budgetsdiskussiounen zumindest anescht bei der Aschätzung vu Recetten diskutéieren, wann et drëm geet, fir en neie Budget opzestellen.

Duerfir, wéi gesot, mir hätte gäre gehat, datt deem hei Rechnung gedroe gi wier an datt déi Analys bäigeluecht gi wier, virun allem bei deem Joer 2000; an dat ass och de Grond, firwat datt mer eis hei bei deem Projet de loi wäerten enthalen. Fir de Rescht, wéi gesot, wann dat geschitt wier, dann hätte mir fir dëse Projet de loi gestëmmt.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Dee leschte Riedner ass den Här Robert Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President, an ech wëll direkt enchaînéieren, well et grad esou gutt passt.

Dat géing jo dann zur Iwwerleeung féieren, well mer am Joer 2000 esou héich Plus-valuen haten, datt mer eigentlech missten de Steierbarème ëm e gudde Krack erofsetzen, woubäi mer eis awer alleguerten eens sinn, datt dat eng irrealistesch Aschätzung wier.

Ech wollt awer mat enger allgemenger Iwwerleeung ufänken, Här President. Den Exercice budgétaire fänkt evidenterweis mat der Opstellung vum Budget un an en hält op mat de Konten; an dat ass och eng Obligatioun, déi souguer an der Verfassung verankert ass. Am Artikel 104 vun der Constitutioun steet textuell: «Chaque année la Chambre arrête la loi de comptes et vote le budget.»

Do gëtt kee Joer genannt, mä d'Formuléierung, wann een dat esou liest, léisst awer keen Zweifel dru wat gemengt ass a wat d'Absicht vun de Pappen a Mammen - wann der dann derbäi waren - vun der Constitutioun war, nämlech am Laf vun de Joren, huele mer als Beispill d'Joer 2004, d'Konten - well déi ginn als éischt genannt - vum Joer virdrun, an dësem Fall 2003, ze stëmmen an duerno de Budget vum Joer wat kënnt, a mengem Beispill d'Joer 2005, ze stëmmen.

D'Loi des comptes ass eiser Meenung no mat Absicht virum Budget genannt a wann een dat esou interpretéiert, da si mer ganz kloer an Infraktioun mat eiser Constitutioun a mir musse kucken, datt mer dat iergendwann awer eng Kéier geännert kréien.

Och den Artikel 5 vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes seet ganz däitlech: «En conformité avec le calendrier de la loi sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État, la Cour des Comptes établit chaque année un rapport général sur le projet de loi portant règlement des comptes généraux de l'État de l'exercice précédant.»

Ech mengen do weist sech och schonn de Wëllen, datt d'Chamber esou séier wéi méiglech soll iwwert déi Konte verfügen, och iwwert d'Commentairen an d'Objectioune vun der Cour des Comptes, fir deem kënne bei der Planung vun dem neie Budget Rechnung ze droen. Dat ass hei, soulaang wéi ech dësem sou genannten héijen Haus ugehéieren, nach ni de Fall gewiescht.

Et gëtt och an deemselwechte Gesetz am Artikel 1 gesot - an dat ass eppes wou ech méi am Detail wollt drop agoen: «La Cour des Comptes examine la légalité et la régularité des recettes et des dépenses ainsi que la bonne gestion financière des deniers publics.»

Ech mengen, dat wier eigentlech dat wou mer missten dee gréissten Accent drop leeën, «la bonne gestion financière». Do ass ganz vill Interpretatiounsspillraum dran. Schonn - an dat wësse mer -, wa mer duerch de Rapport vun der Cour des Comptes bliederen, bei der Legalitéit a Régularitéit fanne mer eng ganz Partie Problemer, déi regelméisseg optauchen a wou een och bis elo net konnt feststellen, datt et sollt vill besser gi sinn. Vläicht gëtt dat an deenen nächste Jore besser, wann d'Aktivitéit vun där neier Cour des Comptes sech - wat mer alleguerten hoffen - bemierkbar mécht.

An ech wollt - den Här Bausch huet dat schonn am Virfeld gemaach gehat - trotzdeem e puer Beispiller aus dem Rapport vun der Cour des Comptes erausgräifen, déi sech haaptsächlech op zwee Gebidder konzentréieren. Dat eent ass dat vun de Marchés publics, wou ëmmer an ëmmer erëm beklot gëtt - an et kann ee sech deem nëmmen uschléissen, och wa mer permanent Erklärunge kréien, woufir datt dat esou wier -, datt esou vill Marchés de gré à gré ofgeschloss ginn. Ech huelen déi lescht fënnef Joer: 1996 waren et 56, ech ronnen of, 56%, 1997 waren et der 63, du waren et der erëm 56 an 2000 sinn et der 59. Et kann ee soen, dat huet kee Wäert fir dat vill ze kommentéieren, et ass scho véier Joer hier, mä et gesäit een awer, datt an der Tendenz, wéinstens bis dohinner, keng Verbesserung dran ass.

An da virun allem déi lamentabel Geschicht vun de Marchés de gré à gré autorisés ex post, an dat ass nach eppes, wat een nu wierklech net kann akzeptéieren. De Minimum ass awer, datt déi Leit, déi dat wëlle maachen a mengen dat wier néideg, fir sech do iwwert d'Règles générales vun der Administration publique ewechzesetzen; et wier néideg, datt se dann awer an de Conseil de Gouvernement ginn a sech am Virfeld d'Autorisatioun froen, an net, wann alles gelaf ass, dann e Marché de gré à gré ex post autoriséiere loossen.

Ech wëll, Här President, well et mer uewe läit, soen: Mir kënnen hei iwwer Chifferen diskutéieren, kommentéieren an d'Ursaache sichen esou laang wéi mer wëllen, et fält eis ganz bestëmmt och vill dozou an. mir wëssen alleguer, datt mer net vill kënnen dorunner änneren. Wat eis um Häerz läit, dat ass, datt d'Gestioun vun den Deniers publics esou gutt wéi méiglech gemaach gëtt. Ech wëll un e puer Fäll awer nach eng Kéier hei däitlech maachen - ech hunn et jo gemaach -, datt d'Regierung et och un der néideger Konsequenz feele léisst wann et drëm geet fir d'Konsequenzen oder d'Konklusiounen aus esou Dérapagen ze zéien.

Dat Eent ass e Fall, deen iwwert d'Televisioun gaangen ass, dee bal all Mënsch am Lëtzebuerger Land konnt kucken, wou am Centre Neumünster Bürosdëscher ausgeschriwwe gi sinn, esou am Detail, an dat ass och op der Televisioun gewise ginn, datt jiddferee gesinn huet, datt do ee ganz bestëmmte Produit a soss guer näischt aneschters viséiert war. Op Interventioun vun der Televisioun, déi dat natierlech gefilmt huet a mat de Leit wollt schwätzen, ass dann du séier dee Marché annuléiert ginn.

Ech hu mer erlaabt eng Question parlementaire ze stellen, well ech gesot hunn: Dat ka jo net sinn, datt do einfach stillschweigend driwwer ewechgaange gëtt. Här Minister, ech géing lech wierklech un d'Häerz leeën, d'Äntwert op déi Question parlementaire ze liesen. Dat ass esou bëssen dat, wat mer gëschter hei diskutéiert hunn, wou wierklech de Geck mat den Deputéierte gemaach gëtt. Hei ass manifeste, datt probéiert ginn ass e bestëmmte Produit ze huelen. Et muss dee sinn, egal wéi. Ob e besser ass oder manner gutt wéi en aneren, dat kann ech net beuerteelen. Mä hei ass Favoritissem am Spill gewiescht, et ass eng Ongesetzlechkeet am Spill gewiescht, well do stoung ganz genau, do an do mussen esou vill Lächer sinn an d'Plaque, wou et ënnen opsteet, déi däerf keng sechs Millimeter déck sinn, mä muss siwe Millimeter déck sinn an esou weider.

Fait ass, datt den deemolege Minister vun den Travaux publics sech viru seng Verwaltung gestallt huet, an datt näischt geschitt ass. Dat, mengen ech, kënne mer net zouloossen!

En anere Fall ass e ganz gravë Fall ënnert der Tutelle vum Ministre de l'Agriculture, wou den Office du Remembrement zweemol eng Adjudication publique annuléiert huet, duerno awer refuséiert huet - wat d'Gesetz virschreift -, deenen, déi do ofgewise gi sinn, déi matgemaach haten an där Adjudication publique ze justifiéieren, wuerfir datt déi Adjudication publique annuléiert ginn ass. Et war nämlech gesot, d'Präisser wieren exzessiv gewiescht par rapport zu hirem Devis.

Déi Geschicht ass op d'Verwaltungsgeriicht komm: éischt Instanz, zweet Instanz. Dunn huet de Ministère eng nei Décisioun geholl. Du geet et erëm eng Kéier op d'Verwaltungsgeriicht, éischt Instanz, zweet Instanz. Véiermol huet de Lëtzebuerger Stat verluer. De ganze Prozess huet de Lëtzebuerger Stat Geld kascht a wann deen Entrepreneur, deen do zu Onrecht ofgewise ginn ass, Schuedenersatz freet, da kascht dat nach eng Kéier. Dee Fonctionnaire, deen däerf roueg virufueren. De Minister stellt sech virun hien. Dat si Saachen, wou öffentlech Gelder verschleidert ginn, wou mir och als Parlament, wat d'Kontroll huet, net méi dierften nokucken!

Eng aner Affär ass déi vun der Place de l'Europe, wou et och ëm e grousse Marché geet, wou Konditiounen an d'öffentlech Ausschreiwung geschriwwe gi waren, wou déi meescht Lëtzebuerger Entreprisen net grouss genuch ware fir iwwerhaapt däerfe matzemaachen, wat awer manifestement net justifiéiert war. Och do hunn ech op eng Question parlementaire eng Äntwert kritt, déi manifestement falsch ass, erëm eng Kéier fir déi Leit, déi dat gemaach hunn, ze schützen.

Här President, dat si Saachen, déi mussen engem ze denke ginn an déi schéngen eis méi wichteg ze sinn - de gudde bewosst sorgfältegen Ëmgank mat den öffentleche Gelder - wéi heiansdo ze kucken: Wéivill huet d'Regierung dann elo d'Recetten iwwerschat oder ënnerschat. Dat ass en Exercice, dee ganz sécher net einfach ze maachen ass.

Ee Wuert zu deem, wat den Här Bausch och nach hei ugesprach hat, wat d'Comptables extraordinaires ubelaangt. Dat ass och eppes, wat een eigentlech net versteet. Trotz allen Erklärungen, déi mer kréien, alle Versécherungen, datt et awer iergendwéi an Zukunft géing besser goen, do si Fongen, an zwar 1.555 Kreditter, déi deene Leit uvertraut sinn, mat engem Montant vu 6,340 Milliarden am Ganzen, déi iwwer Comptables extraordinaires gelaf sinn, an da gesi mer, datt 42 Comptables, mat enger Zuel vun 288 Kreditter, insgesamt 273 Milliounen net ofgerechent hunn. A mir liesen duerno, datt nach Konten zënter 1990 net ofgeschloss sinn; dat läit dann zéng Joer zréck. Et sinn 188 Konte mat engem Betrag vun 390 Milliounen, déi ëmmer nach net ofgeschloss sinn. Dat ass eppes, dat versteet een net.

Ech mengen, wa Leit, déi am Déngscht vum Stat stinn, öffentlech Gelder uvertraut kréien, da kann een dûment vun hinnen erwaarden, datt se an engem räsonnabelen Délai hir Ofrechnung presentéieren. Dat ass eppes, domadder kann een einfach net d'accord sinn a mir si jiddefalls der Meenung, datt do iergendwellech Sanktioune mussen ergraff ginn, fir déi Leit, déi sech wierklech hirer Aufgab do entzéien, zur Raison ze bréngen. Souwäit wat d'Legalitéit an d'Regularitéit ubelaangt.

Ech kommen op d'bonne gestion financière nach eng Kéier, op déi Notioun. Mir mengen, dat misst eng Gestion en bon père de famille si vun den öffentleche Gelder. Wat heescht dat? Wéi gesot, respektvoll mat de Steiergelder ëmgoen. Virun allem keng onnëtz Ausgaben an Investissementer. Wann investéiert gëtt, de But vun der Investitioun mat deem geréngstméigleche Käschtepunkt erreechen. Beim Investissement selwer dofir suergen, datt bei deem gewënschten Objet oder Service dee gënschtegste Präis den Zouschlag kritt. An do si mer derbäi. Wéi mer d'Chambre des Comptes deemools reforméiert hunn, hu mer ëmmer gesot kritt - bei esou Visiten am Ausland an et ass och eng europäesch Notioun, déi dräi Eën -: Effikassitéit, Ekonomissitéit an Effizienz. Ech mengen, wa mer et géinge fäerdeg bréngen e bëssen dat Denken an der Ofwécklung vum Budget beim Stat duerchzesetzen, da wiere mer vill méi wäit.

- Effikassitéit: Ech mengen et muss an Zukunft och der Cour des Comptes erlaabt sinn, fir hir Kontroll doriwwer auszeféieren, ob oder wéi wäit bei enger Moossnam dat viséiert Zil erreecht ginn ass.

- Ekonomissitéit: Ob an engem Projet oder enger Moossnam déi ekonomesch sënnvollst Solutioun oder Variant gesicht ginn ass.

- An Effizienz: Ob de Stat, fir e Problem ze léisen, déi Solutioun gesicht huet, wou de Rapport Käschten, engersäits, a Resultat, anersäits, dee beschtméiglechen ass.

Mir si jiddefalls der Meenung, datt een den Aktiounsradius vun der Cour des Comptes, wéi gesot, déi an hirem Artikel 1 stoen huet, datt se d'bonne gestion financière de l'État ze kontrolléieren huet, datt een den Aktiounsradius vun der Cour des Comptes misst ausweiden, wann dann do bei der Interpretatioun vun der Terminologie sollt e Problem bestoen. An do soll een och keng falsch politesch Angscht opbréngen. Ech mengen, et wier och am Intérêt vum Législateur emol eng Kéier vun der Cour des Comptes gesot ze kréien: Hei, Dir hutt do e Gesetz gestëmmt; Dir waart vläicht gudder Intentioun, mä d'Resultat, wat Der erreecht hutt, ass laang net dat, wat Dir lech vläicht ausgerechent hat.

Ech mengen, da soll een dat zur Kenntnis huelen. Dat ass jo awer positiv an et soll een net elo fäerten: Oh, elo kréie mer iergendwann e Fanger gemaach, wann dat da vläicht net esou just ausgeet wéi mer eis et geduecht haten. Et ass un der Politik fir ze definéieren, wat zum Beispill um infrastrukturelle Plang realiséiert soll ginn. Dobäi mussen d'Besoine respektiv d'Programmer vum Législateur kloer definéiert ginn. Mir mussen der Cour des Comptes awer d'Méiglechkeet gi legal a materiell, fir ze kontrolléieren, ob déi vun der Chamber décidéiert Moossnamen zu deem gënschtegste Käschtepunkt realiséiert gi sinn.

Mir sinn als ADR jiddefalls der Meenung, datt esou eng Approche och als Kontroll scho während der Realisatioun eis kënnt hëllefen, fir als Stat vill Geld ze spueren. Ofschreckend Beispiller gëtt et genuch, wéi mer dat just a leschter Zäit leider Gottes an der Comexbu, der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, ëmmer erëm erlieft hunn.

Eng Méiglechkeet, fir datt dës Zort vun Dérapagë wäitgehendst kënnten évitéiert ginn, wier d'Stäerkung vun der Cour des Comptes an deem Sënn. Natierlech bezitt dat sech net nëmmen op Investissementer, mä och op all aner Zorte vun Dépensen, bis an de Fonctionnement vum Statsapparat eran. Dat ass jiddefalls méi sënnvoll, si mir der Meenung, wéi fir hei ex post Zuele vun engem Exercice budgétaire zur Kenntnis ze huelen oder am beschte Fall ze kommentéieren.

Här President, ech hale meng Zäit an an ech halen elo op. Ech wëll lech just soen, datt mir dee Budget do net gestëmmt haten, datt mer mat de Konklusioune vum Rapport awer kënnen d'accord sinn, wéi anerer hei och, an datt mir eis aus deem Grond beim Vote wäerten enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. D'Wuert huet elo nach d'Regierung, den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, zwou, dräi Remarquë ganz kuerz, déi éischt fir ze soen, datt, wat déi éischt Remarquë vum Här Mehlen ubelaangt iwwert den Délai an d'Verfassung, géing ech just drop hiweisen, datt dëse Kont déposéiert ginn ass ënnert deem ale Kontabilitéitsgesetz, also virun 1999, an deemools gouf et keen Délai fir deen Dépôt vum Kontegesetz. Ech wëll drop hiweisen, datt mer an deem neie Kontabilitéitsgesetz vum Joer 1999 déi Délaie vum Dépôt vun de Konte ganz no, no der Clôture vun de Konte gemaach hunn.

Ech weisen drop hin, datt de Kont vum Joer 2002 am Juni 2003 déposéiert ginn ass an datt de Kont vum Joer 2003 am Juni 2004 gemaach ginn ass. Et läit also an den Hänn vun Ärem Parlament fir dee Kont ze stëmmen, souguer an éischter Lecture. Also dee vun 2002 an 2003 kënnt Dir stëmmen och virun dem Budget vum nächste Joer. Dir hutt all d'Elementer op Ärem Dësch, Dir kënnt en diskutéieren. Ech wëll also hei drop insistéieren, datt d'Regierung do hiren Aufgaben nokomm ass.

Zweetens, déi Remarquë vum Här Bausch iwwert d'Analyse économique: Also ech menge wierklech am Exercice 2000 brauch een net säitelaang Analyses économiques ze maachen. Do kann een natierlech nach Leit astellen, déi och nach déi Aarbecht maachen, mä et brauch een awer nëmmen ze kucke wou dann déi Excédentë vun de Recetten hierkommen.

Ech mengen, wann ech meng Budgetsrieden nach gutt am Kapp hu vun deene Joeren duerno, well et ass jo schonn eng gewëssen Zäit wou ech de Budget maachen, nämlech vum Februar 1998 un, dann hu mer à itérative reprise drop higewisen, datt d'Joer 2000 en extraordinäert Joer war, virun allem duerch zwee, dräi Facteuren. Dat eent ass nämlech d'Evolutioun vun de Bourssen, wat eng enorm Inzidenz hat op d'Taxe d'abonnement, déi doduerch ëm bal 8 Milliarde méi Recetten erabruecht huet. Hätte mer iwwregens - an dat ass fir wann een dat virdru vläicht nach méi analyséiert hätt - déi sou héich agesat, da soen ech lech, datt mer déi Joren duerno nach méi grouss Schwieregkeete gehat hätten, well mer hunn ëmmer gesot: Dat ass en extraordinäre Phenomeen an duerfir soll een déi Taxe d'abonnement net op deem Niveau aschreiwen.

Nach haut hu mer duerchaus manner an der Taxe d'abonnement wéi mer deemools haten. Deemools hate mer - et ass fir d'lescht wou mer an deenen ale Lëtzebuerger Frange schwätzen - 18 Milliarden; mir hunn am Budget vum leschte Joer mengen ech 350 Milliounen Euro agesat. Do gesitt Der, nach vill manner wéi am Joer 2000, also viru véier Joer.

Zweete Phenomeen war déi staark Croissance vun der Masse salariale, vun der Population active am Joer 2000. Déi ass deemools ëm ongefeier 6% eropgaangen, net exzeptionell staark, an duerfir war et normal, datt deemools den Impôt sur le revenu des personnes och esou eropgaang ass ëm eppes 5 Milliarden.

Deen drëtte Phenomeen, dat war d'Hausse vun de Pëtrolspräisser. Och deemools gouf et eng Hausse vun de Pëtrolspräisser an déi huet sech direkt op d'Accisë reflektéiert an déi ass och ëm ongefeier 5 Milliarden eropgaangen.

Wann een déi dräi Posten zesummesetzt, et kann een natierlech och nach fënnef Säiten driwwer schreiwen, mä do ass d'Analyse économique awer bei deem dote Joer relativ liicht gemaach, an ech insistéieren nach eng Kéier drop: dat waren exzeptionell Phenomeener. An duerfir soen ech drëttens, ech mengen et war gutt fir d'Land an et war gutt fir déi, déi fir de Budget zoustänneg waren, datt et esou vill Recettë gi sinn, an ech géing mir nach vill Konte wéi déi vum Joer 2000 wënschen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder wär d'Diskussioun definitiv ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 4938.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 4938 ass ugeholl mat 34 Jo-Stëmmen a 25 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Norbert Haupert), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Michel Wolter), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Emile Calmes), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

D'Abstentioune sinn zur Genüge begrënnt ginn hei uewen, sou datt mer domadder um Ofschloss wäre vun eiser Sitzung.

Erlaabt mer awer, léif Kolleegen, nach ee Wuert ze soen. Déi, déi d'lescht Legislaturperiod schonn hei waren, déi wëssen, dass mäi Virgänger e wéineg allergesch op d'Handyen hei am Haus war. Haut de Mëtteg ass relativ vill heibannen eran an eraus telefonéiert ginn. Ech géif drëm bieden, dat an Zukunft, esou wéi mäi Virgänger dat ëmmer gewënscht huet, op de Minimum ze beschränken, wann net ganz ze ënnerloossen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.48 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Composition des commissions parlementaires
2. Question parlementaire N° 14 de M. Aly Jaerling relative à l'augmentation de capital chez Arcelor
3. 5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux

   (Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. 5176 - Projet de loi portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992

   (Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
5. 4691 - Projet de loi portant approbation
   - de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II;
   - de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998;
   - de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999;
   - de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;
   - de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;
   - de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II

   (Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6. 5364 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la «Croix de Gasperich» avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186

   5365 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies

   (Rapports de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)
7. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Jeannot Krecké, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Ech kann d'Regierung net froen, ob si eis Kommunikatiounen ze maachen huet, well se de Moment nach net vertrueden ass.

(Interruptions)

Si ass vläicht am Haus, mä si ass awer kaum am Sall de Moment.

Une voix.- De Mikro.

M. le Président.- Also ech kann d'Regierung net froen, ob se eis Kommunikatioune wëllt maachen, well se de Moment nach hei am Sall net vertrueden ass. Mir huelen dat da spéider no.

1. Composition des commissions parlementaires

Ech wëll der Chamber matdeelen, wat d'Zesummesetzung vun de Kommissiounen ubelaangt, dass wat d'Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration ubelaangt, virgeschloe ginn ass, dass den Här Felix Braz fir de Volet Immigratioun zoustänneg gëtt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou décidéiert.

An der Zwëschenzäit ass och e Vertrieder vun der Regierung agelaf an dofir wëll ech d'Regierung froen, ob se der Chamber iergendwellech Kommunikatiounen ze maachen huet.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass keng Kommunikatioun ze maachen, ausser wann Der eng spezifesch Fro hätt, Här President.

M. le Président.- Et si spezifesch Froen do, Här Wirtschaftsminister, an dofir ginn ech och direkt d'Wuert un den honorabelen Här Jaerling, well mer an der Sitzung vu virgëschter festgehalen hunn, datt den Här Jaerling haut seng Fro 14 iwwert d'Kapitalerhéijung bei der Arcelor stelle wäert. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

2. Question parlementaire N° 14 de M. Aly Jaerling relative à l'augmentation de capital chez Arcelor

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll net elo nach eng Kéier op déi Argumentatioun vu gëschter agoen. Ech wëll just betounen, dass dës Fro den 23. am Heemount 2004 gestallt ginn ass, dat heescht also siwen Deeg virdrun ier de Wirtschaftsministère deen ominéise Communiqué publizéiert huet.

Meng Fro hat folgenden Inhalt: De Stat ass e bedeitenden Aktionär vun Arcelor. Dëse multinationale Stolkonzern plangt säin Afloss bei zwee brasilianesche Stolproduzenten ze erhéijen. Finanzéiert ginn dës Augmentatioune vun de Bedeelegungen iwwer eng Kapitalerhéijung, déi 1,17 Milliarden Euro abrénge soll. Bis Mëtt Heemount hu sech déi aktuell Aktionäre vum Grupp missen décidéieren, ob si hir Optiounen op déi nei Arcelor-Aktien exekutéiere wëllen. Haut ass ze liesen, dat heescht den 23. am Heemount, datt nëmmen 93,5% vun den Optiounsrechter genotzt gi sinn. De Rescht gëtt elo um internationale Finanzmaart ugebueden. De 27. am Heemount sollen déi nei Aktie verdeelt ginn.

Dofir dës Froen:

- Huet de Stat seng Optiounsrechter ausgeübt?

- Wat huet dës staatlech Décisioun motivéiert?

- Wéi héich war dem Stat seng Participatioun um Stolkonzern Arcelor a wéi héich wäert se no dëser Kapitalerhéijung sinn?

- Awéiwäit wäert oder kann dës Kapitalerhéijung en Afloss op d'Muechtverhältnisser am Verwaltungsrot vun der Arcelor hunn?

M. le Président.- Den Här Wirtschaftsminister wäert elo am Hierschtmount…

Une voix.- Mir sinn am Wäimount.

M. le Président.- …am Wäimount eng Äntwert wäert ginn op d'Fro, déi am Karschnatz gestallt ginn ass.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, ech wëllt et wier Karschnatz an där Affär hei.

(Interruption)

Wat gelift?

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech wollt einfach bemierken, dass et net nëmme Leit gi sinn, déi Bauer waren am Land an dass net alleng de Bauerekalenner d'Determinatioun vun den Nimm mécht.

M. le Président.- Très bien, mir huelen Akt dovunner. Ech géif och den Här Jaerling bieden Akt dovunner ze huelen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hu kee Problem, Här President, dem Här Jaerling hei drop ze äntweren, obschonn ech him mëndlech schonn eng Kéier gesot hunn, dass et mer Leed deet, dass déi Fro beäntwert ginn ass mat enger Annex, zu där ech nach ëmmer stinn, mä déi anscheinend net matgeliwwert ginn ass.

Meng Servicer soe mir: Si ass matgeliwwert ginn. Iergendwou ass se also zwëschent deem Moment, wou se aus dem Wirtschaftsministère erausgaangen ass a bei Iech ukomm ass, Här Jaerling, verluer gaangen. Ech wëll net méi dorobber agoen, mä ech wëll Iech just soen, dass bei mir nach eng Kéier ganz kloer d'Leit gesot hunn, an ech hu se och ënnerschriwwen, ech weess, dass dat do hannendru stoung. Ob Dir dat elo gutt fannt oder net, dass et e Communiqué war, dat sief dohigestallt, mä ech wëll Iech just soen, ech hunn Iech meng Entschëllegunge ginn, wann et net de Fall gewiescht wier, mä ech hu gesot, laut deem wat ech weess, ass et net bei mir geschitt, mä dat ass elo absolut a mengen Aen net wichteg.

Dir hutt mer déi Fro gestallt an Dir krut se beäntwert, an zwar, Här President, largement ier dee Mount ofgelaf war, deen engem als Minister normalerweis zousteet fir esou eppes. Firwat konnt ech dat net quasi deen Dag duerno maachen? Mäi Virgänger weess dat, dass et sech bei esou Operatiounen ëm eng Firma, déi coté en bourse ass, handelt an do gëtt et eng Rei Regelen. Do gëtt et dat, wat een nennt, e «closing» an dee muss ee respektéieren. Virdru kann een eng Rei vun Informatiounen do net hierginn an dat hu mer och net gemaach, mä Dir hutt déi Informatioun quasi zäitgläich kritt mam Schluss vun deem «closing».

Dir hutt déi Informatioun och kritt, déi haaptsächlech dat zréckhëlt, wat am Communiqué war. Och hei wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen: Wa mer am Kader vun enger Kommissioun gewiescht wieren an ech hätt kënnen do iwwert d'Strategie schwätzen, hätt ech kee Problem gehat, well dann hätt ech nämlech gefrot, dass mer de Secret des délibérations, deen eng Méiglechkeet ass, ausschwätzen an dann hätte mer doriwwer geschwat. Dat ass net de Fall, Dir hutt mer eng öffentlech Fro gestallt an öffentlech hunn ech net Wëlles méi ze äntwere wéi dat, wat am Communiqué steet.

An zwar, wëll ech Iech soen, dass mer gemengt hu mir solle méi oder wéineger kucken eis Bedeelegung am Kapital vun der Arcelor ze halen - dat war déi éischt Optioun. Dat heescht, déi Augmentation de capital, déi décidéiert ginn ass a wou 106 Milliounen nei Aktien erauskomm sinn - ronn 20% méi -, hate mer Wëlles ze begleeden, well mer d'Impressioun haten, mir sollen als Stat eis Positioun méi oder wéineger behalen. Mir wollten och domadder ënnersträichen - dat wëllt nämlech net heeschen, datt mer all Augmentation de capital an Zukunft wëlle matmaachen -, dass mer d'Démarche an d'Stratégie de croissance vun der Arcelor wëllte begleeden.

Dir hutt gefrot, ob mir eis Bons de souscription d'actions alleguerten ausgenotzt hätten: Dat ass de Fall, mir hu se alleguerten ausgenotzt a mir sinn op de Wee gaangen, fir OCAen, dat sinn Obligations convertibles en actions, op d'Joer 2017, déi vun der Arcelor erauskomm sinn am Joer 2002, ze gebrauchen an ëmzewandelen. Dat hu mer gemaach an erauskomm ass, dass mer 20,28 Milliounen hunn, déi de Bon de souscription geholl hu vun der Cessioun vun den OCAen; mir hunn déi gebraucht, fir Aktiounen ze huelen. A mir hunn nach eng Vente vun 9,95 Millioune vu BSAe gemaach, déi mer cédéiert hunn zu engem Präis vun 3,28 Milliounen Euro, déi et nach eng Kéier erlaabt hunn, ronn 298.000 Aktien ze kafen.

Dat huet d'Resultat, dass de Stat bei Arcelor mëttlerweil am Kapital mat 5,62% vertrueden ass. Au départ vun der Operatioun ware mer mat 5,93% vertrueden. Wa mer net matgemaach hätten, da wiere mer ënner 5% gaangen a mir hu gemengt dat wier e schlecht Zeechen zu deem Zäitpunkt an dofir hu mer eis entscheet fir eppes wat de Budget net deementspriechend zousätzlech belaascht - an Här Jaerling, ech gi jo dovunner aus, dass Der d'Zuelen aus dem Budget déi lescht Deeg matkritt hutt - an hunn déi Operatioun do mat deenen Obligations convertibles gemaach, déi also mat sech bréngt, dass mer nach wie vor mat méi wéi 5,5% - 5,62% genau - am Kapital vun Arcelor vertruede sinn, ouni dass mer de Budget hu misse belaaschten, mat enger voller Ausnotzung vu sämtleche Bons de souscription, déi eis zoustoungen op Grond vun deem, wat mer zegutt haten.

Ech hoffen, dass dat doten Iech Satisfaktioun gëtt, Här Jaerling, an dass mer domat eng laang Geschicht kënnen ofschléissen, wou ech awer schonn eng Kéier mat Iech geschwat hat a gesot hunn, ech wollt Iech telefonesch erreechen an ech hu mech entschëllegt, datt d'Annex net derbäi war, obschonn ech net schëlleg sinn.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Déi ech nach ëmmer net kritt hunn.

M. le Président.- Merci, Här Wirtschaftsminister fir Är Äntwert. Ech hunn Iech an Ären Ausféierungen net ënnerbrach, well Der déi lescht Deeg net esou vill hei am Parlament konnt si wéinst aneren Obligatiounen an Der deementspriechend och net kënnt wëssen, datt d'Chamber dat mécht, wat Der während laange Joren agefuerdert hutt wéi der nach Member vun dësem Haus waart, nämlech datt mer eis un d'Riedezäit halen, esougutt wat d'Deputéierten ubelaangt, wéi wat d'Regierung ubelaangt.

Ech hunn Iech dat haut zougestanen, well Der, wéi gesot, dat net

konnt wëssen, mä elo wësst Der et an déi nächste Kéiere wier ech frou wa jiddfer Regierungsmember sech un déi Zäit hält, déi an eisem Reglement festgehalen ass.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, wann Dir mech dat frot, da maachen ech dat, mä Dir hutt mir dat net gesot.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, ech hu geduecht, Här Krecké, Dir géift lech…

Une voix.- Dir musst d'Reglement kennen!

M. le Président.- Ech hat geduecht den Här Krecké géif sech d'office un d'Reglement halen, well hie wéi gesot a sengem fréiere Liewen ëmmer…

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Wa jiddereen nëmmen ëm eng Minutt iwwerschreit, dann ass et fir mech kee Problem hei an deem Haus.

M. le Président.- Merci, Här Wirtschaftsminister.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5321 iwwert de Bau vun engem Fleegeheem zu Klierf. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen bis elo déi Häre: Bettel, Schneider, Adam a Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

3. 5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

M. Jean-Paul Schaaf *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hunn d'Éier de Rapporteur vun dem Projet de loi 5321 ze sinn. Wéi et de President elo gesot huet, e Projet mat deem et der Regierung erlaabt gëtt sech finanziell um Neibau vun engem Fleegeheem zu Klierf ze bedeelegen.

Dëse Projet ass den 31. Mäerz 2004 vun der Madame Familljeminister an der Chamber deponéiert ginn an e fousst op enger Konventioun tëschent dem Stat an der Kongregatioun vun de Franziskanerinnen oder am ganze Wuertlaut der Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg. Eng Konventioun, déi den 21. Mäerz 2003 ënnerschriwwe ginn ass an den 10. Dezember vum selwechte Joer komplettéiert gouf. Mir hunn en Avis vum Statsrot vum 22. Juni an eng Äntwert a Stellungnahm vun der Regierung vum 12. Juli dëst Joer.

Mir haten hei gëschter an dësem Haus schonn zwee Projeten, déi aus deemselwechte gesellschaftlechen Aufgabegebitt sinn, een zu Ierpeldeng an een op der Rumm. Dee Projet, deen eis haut virläit, ass eragereecht gi mat enger ganz detailléierter Analys vun de Bedürfnisser am Beräich vun de sozialen Institutioune fir déi eeler Matbierger. Ech wëll am Résumé dovunner e puer Punkte gären hei festhalen a rapportéieren.

Dat éischt ass, dass déi institutionell Noutwendegkeeten am Beräich vum drëtten a véierten Alter sech net méi einfach op eng qualitativ a medezinesch gutt Ënnerbréngung reduzéieren, mä dass et eng vill méi differenzéiert Approche muss ginn. En eelere Mënsch ass net entweder valid oder invalid an ass domadder net anescht wéi d'Leit aus allen aneren Alterskategorien, mä en ass wéi si och an engem Liewensofschnëtt, deen eben och Momenter vun Ofhängegkeet a Momenter vu ganzer oder relativer Onofhängegkeet beinhalt. De Projet dréit deem Rechnung duerch eng ganz differenzéiert Offer.

Den zweete Punkt ass, dass de klassesche Centre intégré pour personnes âgées oder CIPA, wéi mer se nennen, als Philosophie huet fir eng gutt Ënnerbréngung, Fleeg a Verfleegung vun de Leit a Servicer fir d'Leit ze maachen. Dobäi ginn déi kierperlech a geeschteg Fäegkeete vun de Bewunner stabiliséiert an d'Leit gi beschtens encadréiert.

De virleiende Projet, dee mer haut diskutéieren, ass anescht a senger Ausriichtung an en ass complémentaire dozou. D'Maison de soins vu Klierf kritt als Haaptaufgabegebitt dat, wat een nennt, d'Revalidation gérontologique, een net ëmmer gutt verstanene Begréff aus deem een awer einfach kann esou definéieren, dass ee seet: Dorënner versti mer eng Rei vu multidisziplinären Démarchë ronderëm den eelere Mënsch mat enger, an do läit eben alles dran, de Mënsch als temporaire an als réversibel betruechtener Ofhängegkeet.

Vill Leit erleiden am Alter duerch, sief et eng Operatioun, en onerwaarten Spidolsopenthalt, en Accident, de Verloscht vum Partner oder awer och duerch méi oder wéineger onerklärlech Degradatioune vun de psychesche Fäegkeeten eng nei Liewenssituatioun, déi se quasi vun haut op mar net méi alleng meeschtere kënnen. An da gëtt Faute de mieux oft eng Demande an e CIPA gemaach, well d'Onofhängegkeet trotz Servicer doheem net méi garantéiert ass.

Elo ass et awer esou, dass hei d'Offer vum CIPA net onbedéngt déi richteg Äntwert op dës nei Situatioun ass, si ass nämlech dann net onbedéngt richteg wann déi momentan Ofhängegkeet vum eelere Mënsch net definitiv ass, mä wa se kann duerch eng intensiv a geziilt Hëllef zréckgefouert ginn. Also duerch déi Revalidation gérontologique soll et an der Maison de soins vu Klierf fir d'Leit aus der Regioun méiglech ginn duerch en individuelle Programm vun Déngschtleeschtungen an esou enger Krisesituatioun gehollef ze kréien, mat der Zilsetzung vun engem méigleche Retour à domicile respektiv mat der Aweisung an eng aner Institutioun, nodeems dass eben all Méiglechkeeten zur Maximiséierung vun der Autonomie vum eelere Mënsch erschöpft gi sinn.

Konkret ass et sech esou virzestellen, dass d'Demandë vu Säite vun de Spideeler, vu Säite vu Servicer vun Aide et soins à domicile, vun Dokteren, vu soziale Servicer, vu Familljen oder och vun enger Fleegeversécherung un dat Haus gestallt ginn. Dann ass et wichteg, dass eng séier Admissioun och en urgence méiglech ass. Un déi schléisst sech an deenen éischten dräi bis véier Deeg eng genee Analys vun der Situatioun vun der Persoun un, eng Analys, déi muss entscheeden, ob iwwerhaapt eng Revalidation gérontologique aus medezinescher, sozialer, psychosozialer Siicht méiglech ass an eben och de Profil muss se definéieren fir déi dote Prise en charge. Duerfir ginn dann extern Servicer, wéi d'Hausdokteren, d'Spideeler, déi zouweisend Servicer respektiv hausintern spezialiséiert Servicer erugezunn.

Fir all eenzelne Patient gëtt en individuellen Hëllefsplang vun Aktivitéiten, Zilsetzungen, vu Methoden vun där multidisziplinärer Equipe formuléiert. Fir seng Ziler vun der Reintegratioun vun der Persoun an hiert familiäert Ëmfeld ze erreeche respektiv eng Aweisung an eng aner Institutioun virzehuelen, nodeems all Méiglechkeeten zur Stäerkung vun der Autonomie vum eelere Mënsch ausgeschafft sinn, ass eng institutionell ganz individuell Prise en charge, e ganz individuellt Schaffe mat de Leit noutwenneg.

Dëse Projet ass deemno complémentaire zu de méi traditionelle CIPAen an e bitt eng ganz diversifizéiert Offer fir den eenzelne Mënsch. Dëse Projet kann Aweisungen an e Centre intégré erauszögeren oder souguer onnéideg maachen, wat dem Wëlle vun der Politik an ech menge vun eis alleguer an dësem Beräich an och virun allem dem Wonsch vun de betraffene Leit voll a ganz entsprécht.

Fir dës Ziler ze erreeche si 5 Unitéiten an där neier Maison de soins zu Klierf virgesinn.

Dat ass éischtens eng Statioun mat 15 Better fir Opnamen, déi och Dag an Nuecht kënne virgeholl gi mat der Zilsetzung vun där Revalidation gérontologique.

Un déi schléisst sech un eng Dagesstatioun vun zéng Plaze fir Patienten, déi also nuets nach kënnen doheem bleiwen, mä am Dag awer vun där Offer vun der Revalidatioun profitéieren.

Do dernieft 15 Better, déi als Vakanzebetter ausgewise sinn an déi och de Leit den Zougank zu deene méi rehabilitative Moossname méiglech maache mussen.

An da fënnef Better fir eng Opnam en urgence, eben aus där ganz einfacher Ursaach, well déi Situatioun vun enger Kris, vun enger momentaner Ofhängegkeet an déi d'Leit rutschen eng séier Prise en charge zwéngend néideg mécht.

A schliesslech, an dat ass déi zweet Vokatioun vun deem neien Haus, et kommen nach dobäi 15 Better an enger separater Statioun fir d'Soins palliatifs. Dës Moossnam entsprécht dem Regierungswëlle vum Ausbau vun de Better fir Soins palliatifs. D'Wichtegkeet dovunner, mengen ech, ass och gëschter hei schonn ënnerstrach ginn.

Alles an allem begräift de Projet deemno 50 Better an 10 Dagesplazen. Et handelt sech ëm en Neibau, deen nieft dem ablécklechen Altersheem, dem Home St François vun der Kongregatioun zu Klierf entsteet. Dat aalt Haus an deem haut en Altersheim nach funktionéiert a wat fréier eng Klinik war, soll no Fäerdegstellung vun deem neien ofgerappt ginn.

Zum Finanzement ass ze soen, dass geméiss der Konventioun tëschent dem Stat an der Kongregatioun vun de Franziskanerinnen dem Stat seng Partizipatioun bei 80% läit, wat déi 15 Vakanzebetter an déi 5 Urgencëbetter ubelaangt, a bei deenen anere Servicer, bei deene 15 Palliativbetter, bei de 15 Better an den zéng Dagesplaze fir d'Revalidation gérontologique läit déi Partzipatioun bei 100%. De Gesamtkäschtepunkt vum Projet bedréit maximal ronn 12,3 Milliounen Euro. Dovunner léich dann dem Stat seng Subventioun bei 11.421.561 Euro laut Bauindex vum 1. Abrëll 2004. Dat ass eng Dépense, déi vum Fonds spécial pour le Financement des Infrastructures sociofamiliales iwwerholl gëtt.

Ech wëll ofschléissend nach ënnersträichen, dass d'Moderniséierung an den Ausbau vun de Strukture fir eis eeler Matbierger am Allgemengen an dëse Projet, dee mer haut hei diskutéieren, den Accord vun der CSV-Fraktioun fannen. Dofir kann ech, Här President, den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet hei abrëngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Här Jean-Paul Schaaf félicitéiere fir säin éischte Rapport, deen en eis an der Chamber presentéiert huet, schrëftlech a mëndlech. Félicitatioun also.

Wéi scho gesot, gëschter hate mer zwee Projeten ugeholl iwwert d'Familljepolitik, fir nei Infrastrukture fir ons eeler Matbierger ze schafe respektiv auszebauen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Déi Komplimenter woren éierlech, dat wäert fir vill Onrou bei lech douewe suergen, mä et wor éierlech gemengt.

Une voix.- Dat war léif vun Ärer Säit.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, ech weess, emol eng Kéier, gesitt Der.

A mir wäerten an deenen nächste Wochen nach weider Projeten ofstëmmen, déi scho vun der viregter Regierung décidéiert goufen, justement fir Infrastrukture fir déi eeler Matbierger.

Wat mir an deem heite Projet gutt gefält, ass am Fong d'Hausphilosophie vun dësem Heem, déi op d'Revalidation gérontologique ausgeriicht ass. Dat heescht, dass et dorëms geet d'Leit nees fit ze maachen, fir dass se an e relativ onofhängegt Liewen doheem zréckfanne kënnen. Bei där Aarbecht geet et also net nëmmen dorëms fir d'Gesondheet ze erhalen, mä och fir deene Leit neie Mutt ze gi fir doheem hire Liewensowend kënnen ze verbréngen.

Et huet ee jo oft dramatesch Erliefnesser a virun allem traumatescher wéi de Verloscht vum Liewenspartner zum Beispill oder eng gréisser chirurgesch Operatioun, wou eng Persoun dann an d'Dépendance fält, wa se eleng gelooss ass, a wou dat déi dann nach ëmmer méi an d'Dépendance versenkt. Experienzen am Ausland hu bewisen, dass d'Revalidation gérontologique en Taux de réussite vu 65% huet. Dofir ass et wichteg Infrastrukturen an esou Servicer unzebidden.

Wichteg ass och, dass bei dësem Projekt direkt eng Palliativstatioun virgesinn ass fir eeler Matbierger an hirem leschte Liewensofschnëtt ze begleeden. Ech wollt awer och nees an dësem Kontext drop hiweisen, dass et wichteg wär, dass de Gesetzesprojet vu mengem Parteikolleeg Carlo Wagner ufanks des Jores justement iwwert d'Palliativmedezin nach eng Kéier soll hei am Plenum ofgestëmmt ginn, an esou séier wéi méiglech.

Une voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mir mussen och kucke fir et fäerdeg ze bréngen de staatleche Feu vert fir d'Sozial- a Gesondheetsinfrastrukturen éischter kënnen ze ginn. Pour mémoire: Et ass elo bal annerhalleft Joer tëschent der Signature vun der éischter Konventioun an der Ofstëmmung an der Chamber vergaangen.

Ech weess, Madame Ministesch, Dir kënnt net vill dofir, mä d'Saache sinn urgent.

Dir Dammen an Dir Hären, an eiser alternder Gesellschaft ass et immens wichteg fir eisen eelere Matbierger all Méiglechkeet ze ginn, sou laang wéi méiglech onofhängeg ze bleiwen, Erfahrungen ze vermëttelen, aktiv um Liewen deelhuelen ze kënnen an de Gedanken- an Erfahrungsaustausch tëschent de Generatiounen ze förderen. Wéi zum Beispill déi Iddi vun der Crèche. Gëschter hat ech et net gesot, mä ech fannen dat eng super Iddi! Op enger Plaz, wou eeler Leit sinn, oder Leit wou mer gesot hunn, dass se psychesch Problemer hätten, wou Kanner awer ronderëm sinn. Dat heescht et ass e Mélange vun de Generatiounen op där Plaz. Dat ass eppes wat mer op jidde Fall als Demokratesch Partei nëmme kënne luewen.

Op jidde Fall, esou wéi ech et scho virdru gesot hunn, d'Philosophie vun dësem Projet fanne mer och ganz gutt an dofir bréngen ech och den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel, fir Är Ausféierungen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Här Rapporteur, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Partizipatioun um Bau vun der Maison de soins op den Terrain vum Home St François zu Klierf ass e richtege Schrëtt vun eiser Politik bei der Schafung vun neie Fleegebetter. Dës Struktur ënnert der Hand vun de Franziskanerschwëstere bitt eis also d'Méiglechkeet, ronn 50 nei Fleegebetter ze schafe mat - wéi ugeschnidden - engem neien, innovative Konzept. Et ass dat och immens wichteg, wësse mer dach, dass vill fleegebedürfteg Leit, déi net méi doheem kënnen oder während enger Zäit net méi doheem kënne versuergt ginn, op e Bett an eisem Land waarden.

Generell gesinn ass dës Nofro grouss an ze dacks mussen eeler a krank Leit an d'Ausland a gréisstendeels an d'Belsch an e Fleegeheim goe fir do hire leschte Liewensofschnëtt ze erliewen. Et sinn dat Faiten, déi mir perséinlech ganz wéigedoen hunn an haut nach dinn. Mir mussen et dach als e Land, eent vun deene räichste Länner op dëser Welt, fäerdeg bréngen, deene Leit, déi zum Deel zum ganze Konzept vun eisem Land bäigedroen hunn, deels eist Land mat opgebaut hunn, eng Méiglechkeet ze ginn, op hirem Buedem a Würde ze stierwen. Hei zu Klierf ass dëse Schrëtt gemaach ginn, an dofir och meng Félicitatioun un all déi, déi dëse Projet virugedriwwen hunn an och a schwierege Momenter eng Hand mat ugepaakt hunn.

An dësem Kontext erlaabt mer, Madame Minister, awer ze hannerfroen, wéi et mat deem nationale Plang fir d'Schafung vun zousätzleche Fleegebetter an eisem Land ausgesäit. Meng dräi Froen an dësem Kontext:

1) Wéi vill Maisons de soins sinn am Bau oder geplangt an deenen nächste Joren?

2) Wou kommen se hin?

3) Wéini sinn se bezuchsfäeg?

Wat de Projet Maison de soins zu Klierf betrëfft si mir selbstverständlech als Fraktioun domat d'accord, félicitéieren och de Rapporteur fir deen iwwerzeegende Virtrag vum Projet a wäerten dëse Projet och stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun soen ech lech, dass mer och dee Projet gutt fannen, mir stëmmen ëm och zou. De Projet ass vum Rapporteur ganz gutt presentéiert ginn, souwuel de mëndleche wéi de schrëftleche Rapport. Alles wat meng Virriedner Positives gesot hunn ënnerstëtze mer och. De Projet géing net besser ginn, wann ech dat nach eng Kéier alles géing widderhuelen, dofir maachen ech dat och elo net.

(Hilarité)

Merci.

M. le Président.- Très bien, Här Adam. Merci fir Är Interventioun. Da géif ech dem leschten

ageschriwwene Riedner, dem honorabelen Här Jaerling, d'Wuert ginn. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Bon, merci, Här President. Ech wëll och dem honorabelen Här Rapporteur félicitéiere fir säin ausféierleche Rapport an ech wëll och ënnersträichen, dass et och fir den ADR e grousse Problem war, wa mer gesinn hunn, dass ëmmer méi Leit an d'Ausland hu missen a Fleegeheemer goen, well se hei am Land keng Plaz kritt hunn, well se net konnten an hirem eegene Land hire Liewensowend a Rou verbréngen, awer och well dat eng Rei ierfrechtlech Problemer souguer mat sech bruecht huet, wa se am Ausland ageschriwwe waren an dann do ewechgefall sinn, déi mer dann awer mat all neie Projet wou mer Fleegeheemer, Fleegebetter maache lues a lues och an de Gréff kréien.

Ech hoffen, dass mer iergendwann eng Kéier heihinner kënne kommen a soen: Esou, elo hu mer Fleegebetter genuch fir eis Leit all ënnerdaach ze kréien, an ech géif mengen, dass dat eisen Objektiv soll sinn, an do ass et selbstverständlech, dass mer dëse Projet och wäerten ënnerstëtzen.

Une voix.-Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung an der Persoun vun der Familljeministesch, der Madame Jacobs. Madame Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer all Dag nach esou e Projet huelen, da geet et nach ëmmer méi séier. Ech géing fir d'éischt wëllen dem honorabelen Här Schaaf awer och félicitéieren an em Merci soe fir säin excellentë schrëftlechen a mëndleche Rapport, besonnesch well et deen éischten och wor. Ech sinn dovun iwwerzeegt, datt d'Leit ganz frou si wa se gesinn, wéi gutt datt en dat hei gemaach huet.

De Mëtteg geet et ëm d'Spidol vu Klierf. Firwat soen ech „Spidol" vu Klierf? Well fréier wor e Spidol dodranner, an nodeem dann ewell an der Zäit Restrukturatioune gemaach goufen, ouni Spidolsplang, ass dat Haus dofir net méi gebraucht ginn, mä du gebraucht ginn als Altersheim a mëttlerweil entsprécht et awer haut net méi deene Konditiounen an deenen Usprëch, déi mer dorunner stellen, an dofir soll dat dann och neigebaut ginn, esou wéi de Jean-Paul Schaaf dat elo grad hei explizéiert huet.

De Projet huet am Fong zwee Objektiver, dat eent ass dee fir ze kucken, fir dass d'Leit esou wäit wéi et méiglech ass kënne soulaang wéi et méiglech ass doheem bleiwen, an dat zweet ass awer och d'Renovatioun, d'Modernisatioun an och d'Extensioun vu verschiddenen Infrastrukture fir eeler Leit ze maachen. An an deem Kontext denken ech och, datt et net onwichteg ass, datt mer domat a finanziell méi schwieregen Zäiten och der Baubranche hëllefen, wou jo awer e gewaltegen Investissement op finanzieller Säit an déi dote Branche vun deenen heite Projete kënnt.

De Jean-Paul Schaaf huet Iech gesot wat alles an deem neie Gebai als Servicer drakommen. Et si fënnef verschidden Unitéite virgesinn. Eng Kéier ee Service vun Dag- an Nuetsbetreiung fir Revalidatioun mat 15 Better, een ambulante Service fir zéng Still heescht dat, oder Chaisen an deem Fall, fir déi Leit, déi owes dann erëm heemgi fir d'Revalidatioun, eng Unitéit mat 15 Vakanzebetter, eng Unitéit mat fënnef Better, wou Leit urgent kënnen opgeholl ginn a schliesslech 15 Better an der Palliativstatioun.

D'Maison de soins vu Klierf setzt haaptsächlech op d'Revalidation gérontologique, déi ëmmer fest Ziler muss hunn. Dat heescht wou een ëmmer muss dovunner kënnen ausgoen, och déi Leit, déi dohinner geschéckt ginn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…datt se wierklech och erëm herno méi valid si wéi se virauser waren, datt och hir Chance, fir domat hir Autonomie entweder zréckzekréien oder jiddefalls déi Kompetenzen, déi se hunn, och kënnen ze behalen, a mat engem konkrete Programm och derbäi fir duerno, wie fir wat responsabel ass, virun allem och fir ze kucken, wat d'Famill ka maachen, d'Servicer à domicile kënne maachen, eventuell och eng Persoun, déi da während dem Dag kann an e Foyer goen oder eventuell och nuets kann an e Foyer goen, esou wéi dat och op verschiddene Plaze virgesinn ass.

Dann denken ech ass en anere wichtege Punkt dobäi, dat ass deen iwwert den Accueil urgent, wou mer ëmmer erëm festellen, dass et op eemol Leit gëtt, déi nach néierens gemellt woren an déi e Partner hunn, deen eigentlech gesond war an deen deen anere versuergt hat, op eemol krank gëtt oder stierft, an et dann natierlech ganz urgent gëtt, fir dass een déi Persoun ënnerdaach kritt, an dass een also dofir esou Better braucht. Op där anerer Säit gëtt et awer och heiansdo Leit, déi net wëssen: Solle mer dann elo wierklech an esou eppes goen oder net? Do ass et gutt, fir emol dohinner probéieren ze goen, ob dat engem dann elo gefält oder ob dat eppes ass, wat engem zouseet oder och net.

D'Soins palliatifs, dovunner hate mer gëschter méi laang Rieds, mä ech sinn och frou, dass mer 15 Better hei kréien an dat besonnesch och am Norde vum Land, fir dass d'Leit net brauchen duerch d'ganzt Lëtzebuerger Land do geschleeft ze ginn, an dass se wa méiglech esou no wéi et geet an hirer Heemecht kënne bleiwen.

Dann ass et och an dem Haus selwer esou orientéiert, dass déi Zëmmer, déi fir d'Palliativmedezin bestëmmt sinn, dass déi no hanne leien, an domat a méi engem rouegen Eck vum Haus sinn, wougéint dann alles, wat mat der Revalidatioun ze dinn huet, no bannen am Haus ass, fir dass déi Leit, déi do sinn, domat kënnen un dem Liewen am Haus deelhuelen.

Ech sinn och frou, dass eng Plaz oder en ergotherapeutesche Gaart dobäikënnt, deen natierlech ausser dem Haus ass an do de Pensionnairen zur Verfügung steet. Dat Ganzt beleeft sech natierlech da mat 50 Better plus dann déi zéng Chaisen op e Präis vun 12.317.000 Euro an nach e puer der dobäi, wou de Stat bei deenen enge Moossname mat 80% a bei deenen anere souguer mat 100% participéiert, an dat dann e Gesamtchiffer fir de Stat ausmécht vun 11.421.000 Euro.

Ech géif mengen, Här President, opgrond och vu verschiddenen Aussoen, déi ech dëser Deeg lo hei héieren hunn, wier et vläicht ganz utile, wa mer kéinten den Deputéierte proposéieren eng Kéier op eenzel Plaze kucken ze goen, fir och ze gesinn am Altenberäich, am Behënnerteberäich, bei de Kanner, bei de Jugendlechen, wat et alles zu Lëtzebuerg gëtt, wat mer alles maachen, a wat do geschafft gëtt. Ech wier gäre bereet och mat deenen eenzelnen Träger ze kucken, wann et de Stat net selwer ass, fir dat och kënnen op der Plaz ze gesinn. Ech mengen, dat géing ville Leit d'Saach méi einfach maache wéi wa se dat just an der Chamberskommissioun héieren an um Terrain awer ni d'Geleeënheet hate fir dat ze gesinn.

Zum Schluss géing ech wëlle mech entschëllegen, well ech gëschter eppes hei falsch gesot hunn, wat de Projet vun Ierpeldeng betrëfft. Den Här Gibéryen hat gesot, am Rapport stéing dran…

(Interruption et hilarité)

Hie sot, et géing drastoen, dass et d'Gemeng Ierpeldeng wier, déi géing d'Crèche bezuelen, dat steet net an dem Rapport dran, et steet an engem aneren Dokument dran, a fir dass awer keng schlecht Wierder op de Rapporteur oder op de Rapport solle falen, wëll ech da soen, dass dat falsch war - wéi gesot, et steet op enger anerer Plaz, mä an iergendengem vun den Dokumenter steet et awer dran. Dat also gesot, fir d'Wourecht hei hierzestellen.

Da géing ech wëllen dem Här Schneider soen, dass mer de Moment amgaange sinn ongeféier 2.000 nei zousätzlech Better ze maachen, déi amgaange si gebaut ze ginn, amgaange si geplangt ze ginn. Ech géing proposéieren, dass mer lech lo do géifen eng schrëftlech Note mat wa méiglech enger Landkaart ginn, op där Der och kéint gesinn, wou se situéiert sinn, déi eenzel Haiser an och eventuell wéi déi virgesinne Bauphase sinn.

Dobäi brauch ech dem Buergermeeschter vu Wolz net ze soe wéi laang Zäit, dass mer brauchen, wa mer eppes plangen, bis et dann definitiv esou wäit ass. Ech denken un d'Haus vu Wolz, wou ech mat dem Johny Lahure deemools op d'Plaz kucke gaange war, déi éischte Kéier, dat si mëttlerweil sécher eelef Joer hier an ier d'Haus wäert a Betrib goen dauert et nach eng Zäitchen. Dat läit net um Familljeministère, et läit och net un deene Leit, déi et bauen, mä et läit un anere Contrainten, déi domat verbonne sinn. Ech hätt och léiwer, et géing méi séier goen, mä domat mengen ech kéint een awer méi kloer gesinn, wat an deenen nächste Joren och hei zu Lëtzebuerg géing als Offer zousätzlech dobäikommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister, fir Är Ausféierungen. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5321.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Wie fir de Projet ass, dee stëmmt mat Jo, wien dergéint ass stëmmt mat Neen oder en enthält sech.

Ech kann Iech soen, dass de Projet ugeholl ass mat 58 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

(Interruption)

Da vérifiéiert Är Prokuratiounen. Wann eng net sollt iwwert de Computer gaange sinn, dann huele mer dat no.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5176 iwwert d'Ofännerung vun enger UNO-Konventioun géint d'Folter. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Klein an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

4. 5176 - Projet de loi portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'UNO-Konventioun vun 1984 géint d'Folter ass dat éischt internationaalt Dokument an Instrument, dat d'Folter an alle senge Formen an alle Situatioune condamnéiert. Lëtzebuerg huet dës Konventioun 1987 ratifizéiert.

Den Artikel 17 vun där nämlechter Konventioun gesäit d'Schafung vun engem Comité vir, deen d'Aufgab huet sech ëm déi tatsächlech Emsetzung vun deene mënscherechtleche Bestëmmungen ze bekëmmeren. Dëse Comité, och „Committee Against Torture", „CAT" genannt, huet säi Sëtz zu Genf, besteet aus zéng Experten an huet ënner anerem als Roll fir d'alleréischt déi periodesch Lännerberichter ze kontrolléieren, confidentiel Enquêten an deene Länner ofzehalen, wou d'Torture eventuell kéint sinn, a selbstverständlech der UNO-Generalversammlung hire jährleche Rapport ze ënnerbreeden.

D'Länner, déi dës Konventioun ënnerschriwwen hunn, wielen dës zéng Experten no équitabele geographesche Kritären. Den aktuelle Comité zielt a senge Reien zwee Memberen aus der EU an eng Fra.

Nom initialen Artikel 18 ginn dëse Comité a säi Sekretariat vun de Länner, déi Parties à la convention sinn, finanzéiert. 1992 huet awer Australien der UNO virgeschloen, d'Aktivitéite vum „CAT" an d'Émolumenter vun den Experten direkt duerch den ordinäre Budget vun der UNO ze finanzéieren. Dës Amendementer sinn dat nämlecht Joer an enger UNO-Resolutioun ugeholl ginn, awer si kënnen eréischt a Kraaft trieden, wann zwee Drëttel vun de Länner, déi Partie à la convention sinn, dës Ännerungen och an hirer interner, nationaler Gesetzgebung ratifizéiert hunn.

Wat eis elo betrëfft, esou wëll ech soen, dass eng Rei vun Argumenter fir d'Acceptatioun vun dësen Änneruge plädéieren. Fir d'alleréischt huet dëst Gesetz e symbolesche Wäert a réitéréiert de Lëtzebuerger politesche Wëllen, dës Konventioun, déi am Fong geholl de Kär vun de Mënscherechter duerstellt, ze respektéieren.

Finanztechnesch erlaabt et eng Transparenz an der Finanzéierung. Et verstäerkt och de gudde Fonctionnement vun den Instrumenter, an erlaabt och en Alignement zu deenen aneren internationale Mënscherechtskonventiounen, déi lues a lues och de Finanzementsmodus changéieren, zum Beispill d'CERD, d'Konventioun fir d'Eliminatioun vun all Form vu Rassendiskriminéierung - dee Comité gëtt och elo aus dem ordinäre Budget vun der UNO direkt finanzéiert. Och op europäeschem Niveau ginn d'Fonctionnementskäschte vum CPT, dem Comité Européen pour la Prévention de la Torture aus dem Budget vum Conseil de l'Europe direkt finanzéiert.

Do derniewent stelle mer awer och fest, dass scho viru Joren eng ganz Rei vun europäesche Länner dës Amendementer ratifizéiert hunn. Ech nennen Däitschland, Frankräich, Portugal, d'Schwäiz, England, Schweden an nach anerer. A schlussendlech recommandéiert de Statsrot op jidde Fall dëse budgetstechneschen Amendement unzehuelen. Dofir wëll ech d'Chamber bieden, dëst Gesetz ze stëmmen, an erklären och, dass ech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun hunn.

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Déi éischt ageschriwwe Riednerin ass d'Madame Colette Flesch. D'Madame Flesch huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech d'Madame Doerner fir hiren éischten ausféierlechen an excellente Rapport félicitéieren.

Wéi si et gesot huet, handelt et sech hei ëm d'Approbatioun vun Amendementer zu der UNO-Konventioun géint d'Tortur, grausam, onmënschlech an degradant Behandelungen, déi drop ausginn d'Aktivitéite vum Comité contre la torture net méi vun de Mitgliedsstaten, mä vum ordinäre Budget vun der UNO finanzéieren ze loossen. Domadder gëtt de Finanzement vun deem Comité alignéiert op dee vun aneren ähnlechen UNO- an europäesche Comitéen. E gëtt méi transparent a méi effikass.

Wa mir haut deen Text approuvéieren, komme mir éischtens onsen internationalen Obligatiounen no, an zweetens, wéi d'Madame Doerner et elo just gesot huet, schléisse mer ons deene meeschte Länner vun der Europäescher Unioun un, déi dësen Text schonn ugeholl hunn.

Ons Fraktioun wäert deen Text stëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner hu mir den honorablen Här Jean-Pierre Klein. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci der Rapportrice fir hir detailléiert Rapporten. Bei Geleeënheet vun der Ratifikatioun vun dësem Projet de loi wëll ech d'Importenz ënnersträichen, déi d'Chamber der Virbeugung an der Ofschafung vun der Tortur mat anere Strofen op der Welt bäimiesst. D'Tortur an déi aner Mësshandlungen, déi brutal, onmënschlech an degradant sinn, gehéieren ënnert déi grausaamst Kategorië vu Verletzunge vun de Mënscherechter an der mënschlecher Dignitéit. Bei eis ass dat net verständlech, mä dat geet nach op ville Plazen esou hier.

Dëst Gesetz offréiert selbstverständlech d'Méiglechkeet, fir nach méi effikass géint d'Tortur unzekämpfen, an och fir den Affer ze hëllefen, fir hiert physescht a psychescht Leed ze iwwerwannen.

Viru 17 Joer, 1987, ass d'UNO-Konventioun géint d'Tortur a Kraaft getrueden. Säithier hunn 132 Staten dës Konventioun ratifizéiert. Mä trotzdeem gëtt et nach ëmmer Fäll vun Tortur, déi onbestrooft bleiwen, esouguer a Länner, déi d'Konventioun ratifizéiert hunn. Dës Situatioun ënnersträicht d'Noutwendegkeet fir weider energesch a konzertéiert Aktiounen anzesetzen, dat op de regionalen, nationalen an internationale Pläng, am Sënn fir d'Verschwanne vun der Tortur iwwerall an der Welt ofzeschafen.

Dës Konventioun ass ganz wichteg, och wa mir schonn ähnlech Konventiounen am Kader vum Conseil de l'Europe ugeholl hunn. Um Niveau vun der UNO stellt si e wichtege Schrëtt duer. Dat ass eng Démarche, déi eise Wëlle bestätegt, fir iwwerall géint d'Folterei unzegoen an et ass och an där Optik wou d'Chamber soll dëse Projet de loi stëmmen. Se erlaabt net nëmme fir de Finanzmodus vum Comité géint d'Tortur méi transparent ze maachen, se viséiert och eng Rationalisatioun an eng Koordinatioun vum Finanzement vun aneren internationalen Instrumenter, déi d'Mënscherechter betreffen. Heimat ënnerstëtzt an ënnersträicht d'Chamber d'Aarbecht vun der UNO, dem Conseil de l'Europe an der Europäescher Unioun. Et ass wichteg, dass d'State mat deenen internationale Mechanismen zesummeschaffen, fir d'Effikassitéit vun eisem internationale System vu Protektioun a Promotioun vun de Mënscherechter ze garantéieren.

Duerch d'Schafe vum Poste vum Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme huet d'UNO ënner Bewäis gestallt wéi uewen d'Protektioun an d'Förderung vun de Mënscherechter läit.

De Conseil de l'Europe huet d'Beispill iwwerholl an de Commissaire aux droits de l'homme agesat. Fir d'éischt ass deen 1997 approuvéiert ginn. Den Här Gil-Robles, Commissaire aux droits de l'homme, huet den Optrag fir déi europäesch Zesummenaarbecht zu verstäerken, fir eis um Plang vun der Protektioun an der Promotioun vun de Mënscherechter weiderzebréngen.

Den Traité iwwert déi europäesch Verfassung hëlt och Stellung dozou an zwar am Artikel 3.4 seet se: «Nul ne peut être soumis à la torture, ni à des peines ou traitements inhumains ou dégradants». Den Artikel 2.19 fiert weider: «Nul ne peut être éloigné, expulsé ou extradé vers un État où il existe un risque sérieux, qu'il soit soumis à la peine de mort, à la torture ou à d'autres peines, traitements inhumains ou dégradants.»

Déi international Communautéit a besonnesch déi europäesch verfügt also iwwer eng grouss Zuel vun Instrumenter, fir géint d'Tortur unzetrieden, an dëse Projet de loi schreift sech an déi Serie an. Och wa mer zwar nëmme lues op dësem Gebitt avancéieren, kënne mer awer glécklecherweis feststellen, datt Fortschrëtter ze verzeechne sinn.

Den internationale Geriichtshaff déngt och der Cause vun de Mënscherechter. An dësem Beräich wëll ech d'Aarbecht vun den ONGen ervirsträichen, déi sech fir d'Verdeedegung vun de Mënscherechter asetzen. Si setze sech onentgeltlech an. Oft si si grousse Risiken ausgesat, wa se der internationaler Communautéit Fäll vun Tortur dénoncéieren a wa se versichen deen eventuellen Afferen entgéintzekommen.

Mir sollten alles an d'Wee leeden, fir de Kampf géint d'Tortur an der Welt weiderzefëieren, an dëse Projet de loi geet an déi richteg Richtung. Dofir géing ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Felix Braz ageschriwwen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Am Numm vun der grénger Fraktioun wollt ech der Madame Doerner just Merci soe fir e kuerzen awer prezisen a komplette Bericht, an och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deem do Projet de loi ginn.

M. le Président.- Merci, Här Braz. D'Regierung huet d'Wuert, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech géing wëllen an den Ae vun der Regierung a besonnesch och vun deenen zoustännege Ministeren der Madame Doerner Merci soe fir hiren explizite Rapport, wat mir et erméiglecht net méi brauchen op den Detail zréckzekommen. Ech géing just wëlle soen, datt et erstaunlech ass, datt et déi Konventioun ass, déi am mannste ratifizéiert gouf vun de Staten, déi an der UNO sinn, déi iwwert d'Folter ass an op där anerer Säit d'Folter awer eng vun deene gréisste Sënnen ass, déi ee ka géint d'Mënscherechter maachen.

Dofir sinn ech frou, wann de Mëtteg eis Chamber dëst Gesetz stëmmt an domadder eise Konditiounen op internationale Pläng nokënnt. Merci villmools!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass unanime mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Alex Bodry), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Jean Huss), Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Diskussioun vum Projet de loi 4691, een Ofkommes tëschent de Benelux-Staten a verschiddene Länner iwwert d'Zréckweisung vun illegalen Awanderer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

Et si schonn ageschriwwen déi Häre: Goerens, Fayot, Bausch an Henckes.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

5. 4691 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren an deen eng Rei vun Accords de réadmission tëschent de Benelux-Staten a verschiddenen Drëttlänner beinhalt, huet a sech schonn e laange parlamentaresche Wee hannert sech.

Am Joer 2001 si fir d'éischt eng Rei vun deenen Accorden an der aussepolitescher Kommissioun gewiescht. D'aussepolitesch Kommissioun huet awer mat der Conférence des Présidents deemools décidéiert gehat, all dës Accorden an d'juristesch Kommissioun ze iwerweisen, wou dann och en éischte Rapport deemools fäerdeg gemaach gi war.

Allerdéngs konnten dës Accorden net alleguerten den 12. Dezember 2002 ugeholl ginn, well an engem vun deenen Accorde sech e materielle Feeler ageschlach hat, an dat war an deem Accord mat Lettland. Doduerch huet missen deemools eng nei Notifikatioun gemaach ginn, an doduerch ass natierlech e gewësse Retard komm, an du konnten all déi Accorden, notamment mat de baltesche Länner, deemools net ugeholl ginn. Entretemps sinn elo erëm déi Accords de réadmission vun der juristescher Kommissioun an d'Commission des Affaires étrangères iwwerwise ginn, an do sinn se dann och diskutéiert an och ugeholl ginn.

Ëm wat geet et a sech hei? Et sinn also eng Rei vun Accorden, déi zwëschent de Benelux-Staten op där enger Säit ënnerschriwwe ginn an de baltesche Staten: Rumänien, Bulgarien a Kroatien op där anerer Säit. Hei geet et a sech drëm, d'Konditiounen an d'Modalitéite festzeleeën ënnert deenen Drëttlänner hir Statsbierger erëm mussen zréckhuelen, wann déi sech illegal um Territoire vun engem vun de Benelux-State befannen. Et geet op där anerer Säit awer och drëm d'Transitmodalitéite festzeleeë mat deene Länner, wou dës Leit mussen duerchreesen, well se jo net alleguerten iwwert de Flugwee erëm zréckbruecht ginn.

D'Fro hat sech an der aussepolitescher Kommissioun gestallt, ob besonnesch mat deene baltesche Staten iwwerhaapt nach esou Accorde missten ofgeschloss ginn, well déi jo och säit dem 1. Mee an der Europäescher Unioun sinn. Hei ass d'Äntwert awer ganz kloer jo, well si sech nach net am Schengener Raum befannen.

Ech géif nach eng Kéier wëllen op d'Wichtegkeet vun dësen Accorden hiweisen. Et geet nämlech hei drëm, datt all déi Leit, déi sech illegal um Territoire vun engem vun de Benelux-State befannen - et geet also och hei entre autres ëm déi déboutéiert Demandeurs d'asile -, net kënnen an hir Ursprongslänner zréckgeschéckt ginn, ouni formellen an expressen Accord vun dëse Länner. Well et awer elo schwéier ass ëmmer punktuell a konkret eng Autorisatioun vun deene Länner ze kréien, ginn also elo an Zukunft an och an der Vergaangenheet Accorde mat deene Länner ofgeschloss, déi et dann automatesch erméigleche Leit, déi sech illegal um Territoire vun de Benelux-State befannen, direkt an dës Ursprungslänner zréckzeschécken, ouni also do nach punktuell den Accord dofir anzehuelen.

Et geet awer och hei drëm, Leit heemzeschécken, déi a sech wëllen zréckgoen, mä déi an hirer Vergaangenheet alleguerten hir Pabeieren entweder ofgeholl kritt hunn oder verluer hunn an déi a sech keng Pabeiere méi hunn an déi am Prinzip net kënnen ouni esou Accorden an hir Pays d'origine erëm zréckgeschéckt ginn.

Wat sinn elo déi wesentlechst Punkten, déi an deene verschiddenen Accorde festgeluecht sinn an déi och ëmmer erëmkommen?

Fir d'éischt gëtt nach eng Kéier den allgemenge Prinzip widderholl, laut deem all Stat muss op säin Territoire seng eege Statsbierger zréckhuelen, déi sech illegal um Territoire vun engem vun deene State befannen, déi dës Accorde ratifizéiert hunn.

Zweetens ginn an dësen Accorden d'Konditiounen, d'Modalitéiten an d'Délaie festgeschriwwen, dëst fir d'Ausstelle vun de Reesdokumenter vun deene concernéierte Persounen.

Drëttens gesinn awer och dës Accorden Dispositioune vir fir all déi Leit, déi obschonn se net d'Nationalitéit vun engem vun deenen Drëttstaten hunn awer Openthaltsgenehmegungen oder gülteg Visaen hu respektiv mindestens sechs Méint an deem Land gelieft hunn iert d'Demande de réadmission gemaach ginn ass, an déi sech illegal an engem anere Land befannen.

A véiertens ginn dann awer och Regele festgeluecht, wat den Transit vun all deene Leit ubetrëfft, déi an hir Ursprongslänner zréckginn an déi wéi gesot net iwwert de Flugwee dohinner ginn.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier betounen, dass all déi Accorden eréischt a Kraaft trieden, wa se vun alle Länner ratifizéiert gi sinn, déi se och ënnerschriwwen hunn. Dir fannt a mengem schrëftleche Rapport eng genau Oplëschtung vun deene verschiddene Ratifikatiounsprozeduren an deenen eenzelne Länner, esou datt ech hei de Mëtten net méi op déi Situatioun muss am Detail agoen.

Als Konklusioun wëll ech nach eng Kéier festhalen, dass dës Accorden net nëmmen den Autoritéite vun deene verschiddene Länner, déi se ratifizéiert hunn, déi administrativ Ofwécklung vun der Réadmissioun wäerte vereinfachen, mä haaptsächlech och emol all deene betraffene Leit iwwerhaapt emol wäerten d'Heemrees an hir Heemechtslänner erméiglechen. An deem Sënn ass dat heiten e ganz wichtege Projet an ech géif dann och hoffen, datt en op e méiglech grousse Konsensus hei géif stoussen. Ech géif och direkt den Accord vun der CSV-Fraktioun dozou ginn.

Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Den éischten ageschriwwene Riedner ass den Här Goerens. Ech ginn dem Här Goerens d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Madame Presidentin, ech wollt den Accord vu menger Fraktioun ginn. Den Här Mosar huet d'Erklärung op eng excellent Manéier duerchbruecht an ech géif och mat mengem Accord d'Hoffnung verbannen, datt deen Accord de réadmission esou seele wéi méiglech gebraucht gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme le Président.- Da géing ech d'Wuert deem nächste Riedner ginn, dem Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Madame Presidentin. Meng Fraktioun wäert dësen Accord och stëmmen. Mir soen dem Rapporteur Merci fir déi laang Gedold, déi en hat bis en zum Enn vun dësem Projet komm ass.

Ech wëll soen, dass ech dat interessant fannen, mä et ass jo schonn e bëssen al a schonn e bëssen dépasséiert an ech géif d'Hoffnung ausdrécken, dass wat d'Accords de réadmission zwëschent der Europäescher Unioun an Auswanderländer ugeet, dass mir do eng europäesch Prozedur kréien an dass mir do en Netz vun Accords de réadmission kréien, dat wierklech effikass ass an net au coup par coup, wéi dëst, wat vläicht seng Utilitéit een Abléck hat, mä ech woen ze bezweifelen, dass déi Utilitéit haut nach ganz grouss ass.

Merci.

Mme le Président.- Da géif ech dem Här Bausch als nächste Riedner d'Wuert ginn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Madame Presidentin, et ass alles gesot, wat ze soen ass, a fir net weider Zäit ze verléieren, wëll ech just soen, dass meng Fraktioun dee Projet wäert stëmmen.

Mme le Président.- De leschte Riedner, dee fir haut agedroen ass zu dësem Projet ass den Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen et kann een awer net bei Geleeënheet vun der Debatt iwwert dëse Projet de loi iwwert d'Réadmissioune vu Leit, déi illegal an d'Land komm sinn, d'Problematik vum Asyl, esou wéi se sech elo stellt, nach eng Kéier an d'Debatt werfen, well d'Regierung ass gefuerdert, fir urgent ze handelen.

Ech wëll drun erënneren, datt mir am Joer 2000 628 Demandes d'asile haten, am Joer 2001 686, 2002 1.043, 2003 1.554 an am Joer 2004 déi éischt sechs Méint sinn et der 918 a viraussiichtlech Enn des Joers 1.800. Fréier koum de Gros aus Serbien-Montenegro, 2004 déi sechs éischt Méint gesäit een, datt Serbien-Montenegro 146 Demanden ausmaachen a leider Schwaarzafrika, haaptsächlech Leit aus dem Nigeria, 305. Fréier waren et Famillje ganz oft mat Kaner. Haut sinn et Célibatairen.

D'Dauer vun der administrativer Instruktioun läit bei engem Joer a méi, wou den Dossier vun all Demande instruéiert gëtt. Dat ass déi längsten Dauer a ganz Europa. Wann déi administrativ Recoursen eriwwer sinn, da kommen déi juristesch Recourse virun dem Tribunal administratif a virun der Cour administrative. Resultat: D'Leit bleiwen dräi, véier an heiansdo méi Joren hei am Land.

Vill Demandë sinn offensichtlech net recevabel, well d'Leit direkt, wann se rakommen, soen: Ma ech kommen heihinner fir eng Aarbecht ze sichen. Herno mussen se awer en Asyl ufroen, fir hei ze bleiwen, da froen se alt fir Asyl. Verschiddener ware schonn zwee-, dräimol hei. Verschiddener hunn Demanden a méi Länner gestallt. Verschiddener refuséieren all Kollaboratioun mat de Lëtzebuerger Autoritéiten, wat hir Identitéit ugeet, iwwer wat fir ee Land se erakomm sinn oder soss Informatiounen iergendwéi unzeginn.

Et gesäit een, datt de Justizminister, dee fréier fir déi Saachen do zoustänneg war, den Här Luc Frieden, 1 bis 5%, jee no Joer, vun de Leit, déi eng Demande gestallt haten, als Réfugiés unerkannt huet. 95% bis 99%, also dat sinn se bal all, kréien hir Demande refuséiert. Op de 16. August dëst Joer sollte 1.415 Persounen ausgewise ginn iwwert de Wee vun Accords de réadmission, dat sinn déi Donnéeën, déi den Här Immigratiounsminister mer op eng Question parlementaire ginn huet. Dovunner hu sech der awer nëmmen 43 d'accord erkläert, fir fräiwëlleg zréckzegoen. D'Rapatriementer, huet den Här Minister mer deen Ablack gesot, ginn de force duerchgeféiert am September. Ech froen d'Regierung, ass dat geschitt? Ech weess et net, ech hu keng Nouvelle kritt. De fréiere Minister huet meeschtens, wa Leit zréckgefouert ginn, d'Press informéiert. Hei gëtt een dat net méi esou gewuer. Et ass en anere Stil.

Ech hat de fréiere Responsable fir d'Immigratioun, den Här Justizminister, den 12. Februar dëst Joer ënnert der viregter Legislatur interpelléiert iwwert d'Tatsaach, datt an allen europäesche Länner d'Zuel vun den Demandeurs d'asile zréckgeet, sauf zu Lëtzebuerg, an datt näischt gemaach gëtt fir ähnlech Mesuren ze huele wéi am Ausland.

Mir hu pro Kapp vun der Bevölkerung, op 1.000 Leit gesinn, déi meescht Demandeurs d'asile am Joer 2003 gehat. Mir hu virgeschloen, fir méi Personal anzestellen, fir déi administrativ Dauer fir d'Dossieren ze instruéieren, d'Prozeduren ze verkierzen, doduerch datt den Appel ofgeschaaft gëtt an doduerch datt d'Demanden, déi manifestement irrecevabel sinn, a kierzester Zäit kënnen ofgewise ginn, datt d'Accords de réadmission, déi am Tirang leien - an Dir gesitt , datt mer der hei am Tirang leien haten, well Dir hutt dat héiere vun 99 - missten op den Instanzewee bruecht ginn, an datt d'Accorde mat aneren europäesche Länner sollte fonnt ginn, fir gemeinsam Réadmissiounen, dat heescht Réckféierungen, an d'Heemechtsland ze accéléréieren.

Do gesäit een, datt aner Länner ganz étroitement matenaner kollaboréieren. Wa si selwer keen Accord de réadmission hunn, da féieren zum Beispill d'Hollänner hir Leit aus dem Nigeria an England, an datt iwwert dee Wee déi Décisiounen, déi hei vun onse Geriichter geholl gi sinn a wou d'Regierung se muss ausféieren, och sollen ausgefouert ginn.

Et geet also drëm ze kucken, datt dee Rechtsstat, dee mir ons ginn hunn, wou déi Prozeduren, déi hei festgeluecht gi sinn, och solle respektéiert ginn.

Ech hunn deen Ablack och, fir ze weisen, datt et méiglech ass, fir verschidden Ännerungen duerchzezéien, eng Proposition de loi déposéiert, wou mir konkret Léisungen als ADR virgeschloen hunn. Den Här Justizminister deemools huet e puer Wochen duerno endlech reagéiert an och e Projet de loi déposéiert, fir d'Prozeduren ze beschleunegen. Säithier näischt méi.

Dobäi ass Urgenz gebueden, fir de Problem unzegoen. An et ass noutwendeg, datt mer reagéieren. Mir gesinn, datt d'Populatioun, notamment an der Stad Lëtzebuerg, net méi duerhält, wa se gesäit, datt manifestement den Drogenhandel op eng Kéier elo an der Hand vun e puer Schwaarzafrikaner ass. Ech wëll domat net generaliséieren, dat wëll ech ganz däitlech hei gesot hunn, mä et ass awer eng Tatsaach, datt déi Leit, déi elo nei an illegal am Land nach sinn, et fäerdeg bruecht hunn, fir den Drogenhandel u sech ze räissen, doduerch datt se d'Präisser bal halbéiert hu wat Heroin a Kokain ugeet, an datt mer gewuer gi sinn, datt d'Police am Laf vum leschte Joer 129 Arrestatiounen am Kader vum Drogenhandel gemaach huet, dovunner eleng 126 an der Stad Lëtzebuerg.

Doriwwer eraus muss een och festhalen, datt wann iwwer 1.400 Leit illegal am Land sinn, sech da Problemer stellen, an dat gëllt elo méi fir d'Familljeministesch, fir déi Leit en Ënnerdaach ze hunn a fir ze kucke wéi se solle geniert ginn; et muss een hinne jo och z'iesse ginn.

Deen anere Volet vun der Fro ass, datt mer och nach dee ganze Volet médical duerchzéien. Mir gesinn, datt d'Regierung ganz generéis ass an esouguer deene Fraen oder Männer, déi Problemer hu vu Fertilitéit, Traitementer zu Bréissel op der Universitéitsklinik verschreiwe léisst. Et gesäit een, datt de Käschtepunkt vun der ganzer Immigratioun, wouvunner e gudden Deel Immigratioun, ech schwätze vun der illegaler, ëmmer méi an d'Luucht geet an datt et dréngend ass, datt mer d'Gesetzgebung änneren.

An ech wollt d'Regierung froen: Firwat ass dee Projet de loi vum Här Minister Frieden elo nach net weiderbruecht ginn? Ons ass gesot ginn, datt anscheinend d'Regierung dee Projet de loi nees wëllt änneren, waarde wëllt bis et um europäeschen Niveau eppes gëtt. Déi Seechen do, déi hu mer scho laang héiere vu Säite vum Här Luc Frieden als Justizminister, mä mir wëssen, datt deen Accord um europäeschen Niveau net esou séier virugeet, an datt een also muss en attendant awer de Problem ugoen an eng Léisung sichen. Ech wollt froen, ob d'Regierung wëllt higoen a jiddereen, deen illegal am Land ass, régulariséieren. Oder ass et esou wéi d'Gesetzgebung et elo ausweist, datt déi Leit mussen zréckgefouert ginn? Mä do dertëschent geet et net. Et muss gesot ginn, et geet an déi eng Richtung oder et geet a déi aner.

Mir hu begréisst, datt d'Regierung an hirer Erklärung gesot huet, datt mer géingen déi Fäll nei iwwerdenken, wou Familljen do si mat Kanner a wou déi Kanner schonn am Schoulsystem integréiert sinn. Dat ass eppes wat mer begréissen. Mä alleguer déi aner Saache bleiwen am Tirang. Do menge mer, datt misst reagéiert ginn an et ginn awer nach Leit mat Kanner ausgewisen. Dofir verstinn ech net wou elo d'Linn ass. Firwat kommen déi Gesetzgebungen net? Wat wëllt d'Regierung op deem Gebitt?

Et ass wichteg, datt mer dee ganze Problem uginn. Ech bedaueren, datt mer dat bis elo net gemaach hunn, datt mer keng kloer Richtung hu vum Minister oder vun der Regierung insgesamt a wat fir eng Richtung et geet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir begréissen, datt déi Accords de réadmission hei zur Debatt stinn, datt mer se kënnen duerchzéien, mä mir wëssen awer alleguer, datt se just Länner betreffen, wou mer ganz wéineg Réfugiéen hierhunn.

An ech wëll och der Regierung soen, datt wa mer déi Texter hei stëmmen, dat net wëllt heeschen, datt mer net um Ball wäerte bleiwen. Ech wëll och der Regierung soen, datt mer ons d'accord erkläert haten als ADR, fir während der Présidence eng gewësse Retenue ze hu wat déi eenzel Aarbechten ugeet, déi an der Regierung sinn, fir net ze vill ze interpelléieren. Mä ech wëll awer och gradesou kloer soen, datt dat net gëllt fir d'Problemer vun der Immigratioun. Do muss reagéiert ginn, an do wäerte mer ganz staark drop pochen, fir datt dës Regierung endlech Neel mat Käpp mécht anstatt nëmmen ze schwätzen an d'Problemer viru sech hinzedrécken.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung. D'Madame Marie-Josée Jacobs hëlt Stellung zu deem Projet.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat effektiv net domat gerechent, datt mer de Mëtteg hei eng Debatt iwwert den Asyl kréien, mä et ass awer wëllkomm, besonnesch wann ee weess, datt och nach geschwë Wahle sinn, dann ass et jo kloer, datt dat eppes ass wat verschidde Leit hei gutt an de Krom passt.

(Interruption)

Iwwer esou eppes soll ee wierklech net polemiséieren, dofir ass deen Thema wahrhafteg ze vill eescht…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Madame Minister, da fänkt Dir och net un ze polemiséieren.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Gitt Dir zwee emol eens mateneen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir sinn eis eens!

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech wëll awer op déi verschidde Froen eng Äntwert ginn, déi den Här Henckes gestallt huet.

Éischtens ass dee Projet de loi, wou déi Prozedure sollte vereinfacht ginn, wuel eng Kéier déposéiert ginn an et wier vläicht gutt, wann Der Iech géingt drun erënneren, datt en net vun Iech déposéiert gouf, well Dir konnt jo kee Projet de loi, héchstens eng Proposition de loi, déposéieren. Mä Dir hat se awer duerno déposéiert, wou den Här Frieden se eng Kéier a senger Prozedur dran hat, a wou mer zréckgeschéckt goufe vun dem Conseil d'État. Et ass ewell esou laang hier, dofir wousst Der et vläicht net méi.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Madame Ministerin, dat dote stëmmt net, ech wëll…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Henckes, wann Der gären eng Fro un d'Madame Minister stellt, da mellt Iech zu Wuert an da kritt Der d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech weess, datt hei op dëser Plaz munnech Leit e bësselche méi spontan scho reagéiert hunn, mä ech hunn hei d'Procès-verbalë matgeholl vun der Chamber, an aus deene geet ganz kloer ervir, datt déi éischt Proposition de loi, déi erauskomm ass, vu mir a vum ADR koum, an dräi Woche méi spéit huet den Här Minister dunn eréischt säi Projet de loi virgestallt.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- A wat ass mat deem geschitt?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ma e läit hei.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, et wor ewell en Avis vum Conseil d'État do fir ze soen, datt een déi Prozeduren, an do ass jo virgesinn, datt déi zweet, wéi seet een dat do, Instanz sollt ewechkommen, datt een dat net däerf maachen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Voilà! Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- War dat esou oder war dat net esou?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Also ech wëll just nëmmen drop hiweisen, datt dat juristesch net de Fall ass, well dat an de meeschte Länner ofgeschaaft ass.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, ech wëll Iech nëmme wéinst der historescher Wourecht soen, datt dat do ewell virun Iech eng Kéier probéiert ginn ass an net duerchkomm ass.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Très bien!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech wëll awer soen, datt dat zousätzlecht Personal am Budget fir 2005 virgesinn ass, wat déi ganz Froe vun de Prozeduren dann domadder soll verkierzen. Et sinn am September keng Retour-forcéë gemaach ginn, mä et sinn awer Retour-assistéë gemaach ginn. An ech wëll och soen, dat ass net datselwecht, mä déi Leit, déi…

(Interruption)

Neen, do gëtt et och Ënnerscheeder, mä ech mengen net, datt et awer elo de Moment ass fir hei domadder unzefänken. Loosst eis eng Kéier eng Debatt doriwwer maachen, an dann diskutéiere mer wierklech iwwer alles wat mat Asyl ze dinn huet, vu vir bis hannen, mat Retouren an Netretouren, well elo dee Projet, deen de Mëtteg…

M. le Président.- Madame Minister, den Här Jaerling wëllt lech eng Fro stellen. Sidd Der d'accord?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Also, Madame Minister, géift Dir mer wann ech gelift erklären, wat den Ënnerscheed ass tëschent engem Retour forcé an engem Retour assisté, well ech hunn dat vum 18. am Hierschtmount ganz kloer matverfollegt, dat war e Samschdegmueren, an dat war eleng e Retour forcé. Ech hat mech fir ee spezifesche Fall interesséiert, wou nämlech eng Famill zréckgefouert ginn ass, déi dräi Kanner hei hat, wou ee Kand hei gebuer war, wou et hei an der Schoul war, an ech hunn dem Här Minister och eng Fro gestallt, wat dann an der Regierungserklärung wëllt heeschen, dass d'Regierung wëllt kucke fir fir déi Leit spezifesch Moossnamen anzeleeden.

Ech hunn d'ganz Woch mam Här Schmit tëlefonéiert an et war kee capabel an der ganzer Regierung mir ze soen, wat dann domadder gemengt ass, an et ass bis haut och nach net op déi Fro geäntwert ginn. Et wär awer net schlecht, wa mer doriwwer emol Kloerheet hätten, wat dann den Ënnerscheed ass tëschent engem Retour forcé an engem Retour assisté. De Retour assisté, dat ass just, dass d'Leit gesot kréien: Wann s de elo net ënnerschreifs fir fräiwëlleg heemzegoen, da féiere mer dech forcéiert heem.

Une voix.- Dat ass scho forcé.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Majo, dat ass Erpressung vu vireran.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Also ech wier awer elo frou, wa mer iergendeng Kéier géinge gewuer ginn, ech hat dat Gefill, datt den Här Henckes eigentlech hei wëllt, datt all Mënsch géing zréckgefouert ginn, den Här Gibéryen plädéiert, fir datt d'Leit kënnen hei bleiwen, also wéi gesot, mir wäerten eis iergendwou eng Kéier…

(Interruptions)

Net den Här Gibéryen, den Här Jaerling, entschëllegt.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Den ADR misst emol kloerstellen, wat seng eigentlech Positioun ass.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Jo, voilà, mä mir wäerten awer eng Kéier doriwwer eens ginn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Lauschtert emol, Dir Herrschaften, ech géif lech…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Si ënnerbrécht déi ganzen Zäit!

M. le Président.- Neen, neen, Här Henckes, et ass net esou. D'Madame Jacobs ënnerbrécht net, d'Madame Jacobs huet d'Wuert! Wann een hei ënnerbrécht, da kënnen et de Moment nëmmen Deputéierte sinn.

Ech hunn och elo iwwregens gemierkt, den Här Jaerling sollt eng Fro stellen. En huet zwar eng Fro gestallt, mä en huet och nach eng Ried dobäi gehalen. Also, mir sollen eis e wéineg hei un eis Regelen halen, eng Fro stellen an dann hätte mer och gären eng Äntwert vun der Regierung dozou. Madame Jacobs, Dir krut eng kloer Fro gestallt vum Här Jaerling. Den Här Jaerling huet och d'Recht op eng Äntwert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Ech wëll nach eng Kéier soen, datt et sécher eng Kéier eng Geleeënheet gëtt wou dann déi eenzel Fraktioune sech bis dohinner konzertéiert hunn, wat datt se wëllen a wat datt se net wëllen, an d'Regierung an och déi aner Parteien d'Méiglechkeet kréien, fir sech dozou ze äusseren.

Ech wëll just soen zu deem Projet de loi, wou et drëm geet fir Réadmissiounen ze maachen an déi eenzel Länner, datt dat net nëmmen eng Fro vun Demandeur-d'asilen ass. Et sinn och aner Leit, déi kënnen an e Land zréckgefouert ginn ausser Demandeur-d'asilen. Haut geet et besonnesch ëm sechs Länner, wéi Rumänien, Bulgarien, Kroatien an déi dräi baltesch Republiken, a wou een och gesäit, datt et wichteg ass, datt mer awer och nach där Accorden do behalen, quitte datt ech absolut domadder d'accord sinn, och mam Här Fayot, fir ze soen, et ass besser wann dat europäesch Accorde sinn, wou déi 25 Länner dat ënnerschriwwen hunn, well et da selbstverständlech e ganz aneren Impakt huet wéi wann dat déi eenzel Länner sinn, déi sech dorëmmer musse këmmeren.

Et bleift trotzdeem nach ze soen, datt et och nach duerno wäert méiglech sinn, individuell oder op zwëschestaatlechem Plang och nach kënnen där Accorden ze maachen. Ech fannen et och interessant, datt mer zum Beispill elo mat Frankräich an Däitschland an Éisträich esou Accorden hunn, an datt op europäeschem Plang déi Länner, déi elo amgaang sinn, wou Verhandlunge gefouert ginn, eng Kéier Marokko, Pakistan, d'Ukrain a Russland ass, datt mer Verhandlungen ofgeschloss hu mat Hongkong, Macau, Sri Lanka an Albanien, an um Programm zousätzlech stinn Algerien, Türkei a China. Dir gesitt also, datt dat Accorde sinn, déi queesch iwwert d'Welt ginn an déi hoffentlech - an do schléissen ech mech de Wierder vum Här Goerens un - esou mann wéi méiglech musse gebraucht ginn, well et ëmmer fir déi Leit e Schicksal ass, wat net schéin ass.

Op där anerer Säit wëll ech elo ofschléissen an dem Rapporteur, dem Här Mosar, Merci soe fir seng virbildlech Aarbecht, déi e gemaach huet an déi och net ëmmer einfach war a wou ee mierkt bis hei an d'Chamber, datt dat alles méi komplizéiert ass wéi ee sech dat vläicht virstellt.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 4691.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Wie fir de Projet ass stëmmt mat Jo, wien dergéint ass stëmmt mat Neen oder en enthält sech.

De Projet de loi 4691 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Emile Calmes), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5364, eng budgetär Upassung bei der Ëmgestaltung vum Gaasperecher Kräiz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Brasseur, den Här Diederich, d'Madame Loschetter an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Sauber. Här Sauber, Dir hutt d'Wuert.

6. 5364 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la «Croix de Gasperich» avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186

5365 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies

Rapport de la Commission des Travaux publics du projet de loi 5364

M. Marcel Sauber *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet, dee mer haut diskutéieren, ass am Fong eng Suite vun dem Gesetz wat mer gestëmmt hunn iwwert d'Gaasperecher Kräiz, verkierzt gesot. Haut hu mer allerdéngs d'Kräiz mam Dépassement, an dat bedeit, datt mer mussen en neit Gesetz stëmmen, fir d'Adaptation budgétaire ze maachen.

Historesch de 14. Dezember 2001 ass de Chantier décidéiert ginn. Den Devis war deemools 10,5 Milliounen Euro, ouni d'Hausses légales, an haut ergëtt et sech jo dann, datt deen Devis net kann agehale ginn. Dat bedéngt, datt en neit Gesetz muss kommen, fir eben d'Adaptation budgétaire ze maachen, fir datt d'Aarbechte kënne fäerdeg gestallt ginn an och kënne bezuelt ginn. De Projet, deen dann elo hei virläit, soll dann och de constitutionnellë Virschrëften an dësem Sënn Rechnung droen.

De 14. Juli vun dësem Joer huet déi deemoleg Travaux-publics-Ministerin de Gesetzesprojet an der Chamber déposéiert. De Conseil d'État ass de 25. Juni 2004 domat befaasst ginn an de 16. Juli huet e säin Avis ofginn. D'Kommissioun vun den Travaux publics war de 5. Oktober 2004 zesummen an huet mech als Rapporteur designéiert. An därselwechter Sëtzung huet se den Text vum Gesetz analyséiert an och den Avis vum Conseil d'État ënnert d'Lupp geholl. An der Sëtzung vum 19. Oktober 2004 huet se hire Rapport presentéiert, deen dann och majoritaire ugeholl ginn ass.

Zum Fong elo vum Projet selwer. Aus dem Exposé des motifs geet ervir, datt den Dépassement vu 4,6 Milliounen am Wesentlechen domat begrënnt gëtt

- éischtens, datt den Dépensë fir d'Etüde vun den Architekten an Ingenieuren net Rechnung gedroe gi war am éischten Devis, ronn 600.000 Euro;

- zweetens, datt d'Aarbechte vun de Lousen 1 an 2 ëm 15,7 respektiv 26,89% méi héich zougeschloe gi si wéi den Devis virgesi war, wat dann en Dépassement mat sech bréngt vun 1,7 Milliounen;

- drëttens, 900.000 Euro sinn domat erkläert, datt d'Elektrokabele vun der Stad Lëtzebuerg op méi eng laang Streck hu misse verluecht ginn;

- véiertens, d'SEBES-Waasserleitung huet och missen anescht verluecht ginn, wat e Supplément vun 870.000 Euro mat sech bréngt;

- fënneftens, déi öffentlech Beleuchtung war am Devis net virgesinn, 300.000 Euro

- a schlussendlech ass och nach eng Reserv dra fir Imprévuë vun 172.000 Euro.

Ofgeronnt ergëtt sech domat en Dépassement vu 4.605.000 Euro bei Bauindex 575,85 op den 1. Abrëll 2003.

De Conseil d'État, dee kuckt d'Argumenter an d'Erklärunge vum Dépassement ganz kritesch a bezeechent och Verschiddener dovun als «anomalies inacceptables et surtout contraires à une gestion en bon père de famille des deniers publics». Am Interesse vun der Transparenz vun de Statsfinanzen an am Interesse vun de Steierzueler wär et noutwendeg, seet de Conseil d'État, datt déi zoustänneg Autoritéite prompt reagéieren, fir datt däraarteg Fäll an Zukunft vermidde ginn, an datt ee sech déi noutwendeg Prozedure gëtt, fir kënnen de Gesetzer an de Reglementer respektiv dem Contrôle vun der Chamber gerecht ze ginn.

De Conseil d'État, trotz aller Kritik, gëtt dann awer säin Accord zum Projet «compte tenu de l'avancement du chantier et des problèmes de circulation routière y relatifs». E schléit dann allerdéngs nach am Artikel 2 eng Textännerung vir an e proposéiert och de Bauindex unzepassen un dee leschtbekannte Stand.

D'Kommissioun vun den Travaux publics deelt déi haart Kritik vum Conseil d'État um Projet. Verschidden Argumenter si schwéier, wann iwwerhaapt ze verstoen a mussen an Zukunft absolut vermidde ginn. Et schéngt mir kloer, datt bei engem gréissere Chantier ëmmer Imprévuën do sinn, deene muss kënne Rechnung gedroe ginn, mä hei handelt et sech bei verschiddene Positiounen net méi ëm Imprévuën, mä einfach emol ëm Oublien, fir et emol esou auszedrécken.

An do ass dann ebe wichteg, datt esou Saachen an Zukunft vermidde ginn, datt Dépassementer, wa se iergendwéi ustinn, duerch nei Prozeduren iergendwéi nei an de Gréff kënne geholl ginn, an datt de Ministère sech déi noutwendeg Moyenë gëtt, fir kënne prompt op esou Situatiounen ze reagéieren. Vläicht léisst sech deen een oder aneren Oubli och nach domat erklären, datt déi nei Interpretatioun vum Artikel 99 vun der Constitutioun deen een oder anere Verwaltungsmënsch awer iwwerrascht huet.

D'Membere vun der Kommissioun hunn och net mat Kritik gespuert um Projet, eng Kritik, déi awer och opbauend war an deem Sënn, datt de Minister eng ganz Partie Suggestiounen a Propositioune mat op de Wee kritt huet, fir ze kucken, wéi een dat do alles kënnt vermeiden. De Minister vun den öffentlechen Aarbechten huet dann och versprach, hie géing Mëttel a Weeër sichen, fir datt an Zukunft déi bestehend Lacunë kënnen ënnerbonne ginn, an en huet och nach eng Partie zousätzlech Erklärungen dann ofginn.

Schlussendlech markéiert dann d'Kommissioun majoritär hiren Accord zum Projet a follegt dem Conseil d'État wat d'Textännerungsvirschléi ubelaangt vum Artikel 2, an e passt dann och de Betrag vu 4,6 Milliounen Euro un deen neien Index un, woumat dann den definitive Betrag 4.709.534 wier. D'Kommissioun proposéiert dann och den Text ze akzeptéieren, wéi en elo am Rapport virläit. Ech bréngen da vun dëser Plaz aus och den Accord vun eiser Fraktioun zum Projet.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Sauber. Als éischte Riedner ass ageschriwwen d'Madame Anne Brasseur. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut zwee Projeten um Ordre du jour, déi am Fong deeselwechte But hunn, nämlech eng Adaptatioun vun dem urspréngleche Devis, esou wéi en am Gesetz gestëmmt ginn ass, dat eng Kéier zu Gaasperech, wou mir de Rapport héieren hunn, an dat anert ass de Giratoire vu Märel.

Vu dass et zweemol deeselwechten Objet ass, wollt ech just eng Interventioun maachen, Här President, wann et erlaabt ass, an zu deenen zwee Projete gläichzäiteg schwätzen, sou dass ech bei deem nächste Projet dann d'Wuert net méi wäert froen.

M. le Président.- Jo, Här Wolter?

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt eng Propos maachen, wann dat bei alle Fraktiounen de Fall wier, ob ee vläicht net den zweete Rapport kéint elo maachen an dann eng Diskussioun iwwert déi zwee Projete maachen, dans la mesure wou mer an enger Situatioun sinn, wou mer praktesch exakt déiselwecht Problemer op deenen zwee Projeten hunn. Wann d'Madame Brasseur domadder d'accord wier an och d'Chamber, da géif een deen zweete Rapport maachen an dann eng Diskussioun iwwert déi zwee. Ech mengen, dat géif jiddfereen an alle Fraktiounen och arrangéieren.

M. le Président.- Ech mengen, dat wier eng gutt Propos, d'autant plus wou den Här Bauteminister mir gesot hat, datt et hien och géif arrangéiere fir dat Ganzt an enger globaler Diskussioun ze maachen, well et all Kéiers déiselwecht Froe sinn.

Ass d'Chamber dann domat d'accord, dass mer fir d'éischt déi zwee Rapporte lauschteren?

(Assentiment)

Da muss ech lech bieden, Madame Brasseur, lech nach ee Moment ze gedëllegen, an ech géif dem Rapporteur vun deem zweete Projet, dem honorabelen Här Clement, d'Wuert ginn, fir dee Rapport virzedroen, an dann huelt Dir Stellung zu deenen zwee.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech si ganz frou, dass meng Virgoensweis dozou geféiert huet, dass mir elo méi rationell hei kënne schaffen.

M. le Président.- Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Travaux publics du projet de loi 5365

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Problem, deen deen heite Projet opwerft, ass, wéi mer elo grad héieren hunn, ähnlech gelagert wéi deen, iwwert dee mer elo just de Rapporteur héieren hunn, an et ass sécherlech och net, géif ech emol soen, haut fir d'éischt, mä mat Sécherheet och net fir d'lescht wou mer iwwer ähnlech Problemer an ëm Dépassementer an engem Bauteprojet heibanne wäerten diskutéieren.

Une voix.- Dir sot et!

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Dépassementer, déi allerdéngs aus verschiddenen Ursaachen awer kënnen entstoen. Déi eng kann ee mat Sécherheet zu deene vermeidbaren Ursaachen zielen, an anerer erëm sinn duerch äusserlech Ëmstänn oder duerch Konzeptännerungen entstanen a sinn als onévitabel oder op jiddfer Fall als net virauszegesinn anzestufen.

Och dëse Projet iwwert de Réaménagement vun der Kräizung vun der Autobunn A4 an der Märeler Strooss mam Bau vun engem Rond-point, dee véierspureg ënnertunnelt gëtt, befaasst sech mat enger budgetärer Upassung, déi sech op eng Gesamtzomm vun 1.943.000 Euro beleeft. Deen initiale Projet souwéi deen heite Projet iwwert déi budgetär Upassung waren a si Bestanddeel vum sou genannten «Programme général d'établissement d'une grande voirie de communication», deen am Artikel 6 vum Fonds-des-routes-Gesetz vum 16. August 1967 festgeschriwwen ass an deen ënner anerem virgesäit, an ech wëll hei aus deem modifizéierte Gesetz vum 29. August 1972 zitéieren: «une nouvelle route d'Esch-Alzette à Luxembourg, entre Lallange et Hollerich (Place SS-Pierre-et-Paul) et son raccordement à la ceinture de contournement de la ville de Luxembourg.»

Op den Detail vun den Dépassementer kommen ech spéider nach eng Kéier zréck, erlaabt mer fir d'éischt op d'Antécédentë vun dësem Text anzegoen. De Projet gouf de 14. Juli 2004 vun där deemoleger Bauteministesch, der Madame Hennicot, an der Chamber déposéiert. An der Kommissiounssitzung vum 5. Oktober 2004 huet d'Kommissioun mech als Rapporteur bestëmmt a souwuel den Text vum Projet wéi och den Avis vum Statsrot, deen op de 16. Juli datéiert ass, ënnert d'Lupp geholl. De schréftleche Rapport ass an der Kommissiounssitzung vum 19. Oktober analyséiert an och ugeholl ginn.

Dat initiaalt Gesetz vum 1. August 2001 hat en totale Käschtepunkt, deen op 11.427.841,49 Euro chiffréiert ass, en Total, deen awer vun den Exécutanten net oprechterhale konnt ginn. Wann een och net all Erklärung, déi mir dofir an der Kommissioun kruten, fir dës Augmentatioun vum totale Käschtepunkt ze rechtfertegen, akzeptéiere kann, sou gesäit dëse Projet véier Haaptfacteure vir, déi als Argument fir dës Augmentatioun vum Total ugefouert ginn.

Éischtens emol, d'Käschte fir den Éclairage public waren ze déif ugesat, an d'Variant, déi schlussendlech fir dëse Bau zréckbehale ginn

ass, generéiert och nach zousätzlech Käschten, déi sech dann op en Total vun 1,1 Millioun Euro belafen. All Plantatiounen «pour mesures compensatoires», Aménagement du bac central souwéi verschidden anerer nach derbäi waren am initialen Text iwwerhaapt net berücksichtegt ginn, sou datt sech och hei duerch dësen Oubli de Projet ëm 105.000 Euro verdeiert.

Des Weidere komme weider Käschten derbäi fir d'Leitplanken, de Marquage de signalisation, déi sech op 575.000 Euro belafen. Derbäi kënnt schlussendlech nach eng Reserv «pour imprévus», déi op 80.500 Euro chiffréiert ass. Ausgoend vum aktuelle Bauindex vum 1. Abrëll 2004 vu 588,92 Punkte maachen dës véier Postë summa summarum e Montant vun 1.943.130 Euro aus.

A sengem Avis vum 16. Juli 2004 huet de Statsrot, wéi och am Projet virdrun, déi budgetär Dépassementer als inakzeptabel qualifizéiert a gemengt, dass se enger «gestion en bon père de famille» vun de Statsfinanzen net géifen entspriechen. Déi héich Kierperschaft fuerdert dofir déi concernéiert Verwaltungen a Ministèren op, fir esou Démarchen an Zukunft ze ënnerbannen an déi entspriechend Prozeduren zur parlamentarescher Kontroll, d'Gesetzer an d'Reglementer an engem méi grousse Mooss ze respektéieren.

De Statsrot weist doriwwer eraus drop hin, dass et bei dësem Projet net fir d'éischt ass wou e sech zu Dépassementer esou kritesch äussert. Zu gudder Lescht bréngt en d'Hoffnung zum Ausdrock, dass d'Käschten net nach weider iwwerschratt ginn, a weist drop hin, dass all weider Iwwerschreidung nëmmen duerch de Législateur autoriséiert ka ginn.

D'Kommissioun huet sech zesumme mam zoustännege Minister, dem Här Wiseler, Gedanken driwwer gemaach, wéi een dës Problemer an Zukunft soll a mat Sécherheet och wëllt ugoen, virun allem awer wéi ee se gedenkt ze évitéieren. Den Här Minister wäert an nächster Zukunft zesumme mat der Bautekommissioun a mat der Comexbu Diskussioune féieren a Propositiounen op den Dësch leeën; mat der Comexbu ass et d'ailleurs scho leschte Méindeg iwwert dëse Sujet zu deem éischte Meenungsaustausch komm.

Et kéint ee sech virstellen, fir an dësem Fall Clignotanten an der Prozedur anzebauen, déi fréizäiteg op potenziell Dépassementer opmierksam géife maachen, fir am Idealfall éischter oder direkt reagéieren ze kënnen. Och dem Contrôle par corps de métier muss hei eng gréisser Opmierksamkeet zoukommen. Bei gréissere Bauprojete wier och d'Prozedur vun engem «double vote» hei eng Méiglechkeet. Eng Prozedur wou d'Chamber fir d'éischt d'Konzept vun engem Bau stëmmt, duerno sollen d'Architekten an d'Ingenieure rechnen oder hir Aarbecht maachen an dann, an enger zweeter Phas, géif d'Chamber hei d'Enveloppe financière stëmmen. Dës Prozedur hätt de Virdeel, dass een duerch dee méi spéide Vote vum finanzielle Volet, wat d'Zuelen ubelaangt, eigentlech méi no un der Realitéit léich wéi dat bis elo de Fall war.

Et gëtt, Här President, sécher nach weider Méiglechkeeten an ech denken, wann een de gudde Wëlle vun alle Bedeelegte gesäit, fir an dësem Domän eng vernünfteg Léisung ze fannen, dass eis dat dann och sécherlech gelénge wäert.

Den Här Minister huet eis awer och ze verstoe ginn, dass, egal wat fir eng Prozedur ee wielt oder wat fir eng Prozedur een hëlt, sech d'Dépassementer och an Zukunft net zu 100% ausschléisse loossen.

Wat elo déi spezifesch Dépassementer an dësem Projet ugeet, sou huet de Minister Claude Wiseler eis an der Kommissioun erkläert, dass et fir d'Administratioun vu Ponts & Chaussées en Novum war, fir iwwert de Wee vun engem Gesetz e Projet ze plangen. Den initiale Projet war deen éischten u sech, deen no deenen neie Kritäre vum Kontabilitéitsgesetz op den Instanzewee goung. Der Administratioun war zu deem Zäitpunkt wahrscheinlech net ausreechend kloer, dass een e Projet wesentlech méi prezis oder jiddefalls sou prezis wéi méiglech formuléieren an och ausschaffe muss. Wahrscheinlech - an den Här Bausch huet et gëschter bei eisem Rapport iwwert d'Konten 2000 schonn ugeschwat - well d'Traditioun oder d'Aart a Weis fir ze schaffe bis dohinner eng aner war wéi elo dat neit Kontabilitéitsgesetz et virgesäit.

Ech mengen awer och, dass een enger Verwaltung muss eng Ulafszäit zougestoen, fir mat neie Prozeduren ëmzegoen. Feeler sinn do fir gemaach ze ginn…

(Hilarité)

Jo, mä et muss een awer dovunner ausgoen, dass se sech dofir net onbedéngt musse widderhuelen, wa se bis eng Kéier gemaach gi sinn. Et soll een awer op jidde Fall, egal wien dat ass, probéieren aus deene Feeler ze léieren.

Ech wëll zu gudder Lescht nach eng Kéier op d'Propositioune vum Statsrot agoen, déi op där enger Säit redaktioneller Natur waren an zum aneren de Bauindex betraff hunn. De Statsrot réit an deem Kontext ëmmer deen aktuellen Index an d'Gesetz anzebauen, och wann et sech wéi an dësem Fall ëm Dépassementer, eng finanziell Upassung, handelt. Dëser Fuerderung ass d'Kommissioun nokomm an dat allerdéngs no enger längerer Diskussioun.

D'Diskussioun huet sech hei drëm gedréit ob de Chiffer, deen urspréinglech zum Arrondi vun der Gesamtzomm gefouert huet, mat oder net mat soll ugepasst ginn. Mir ware schlussendlech der Meenung, mir sollten der Propositioun vum Statsrot à la lettre nokommen an all d'Chifferen un deen neien Index upassen. Dës Upassung bréngt dann awer mat sech, dass deen zousätzleche Käschtepunkt vun urspréinglech 1,9 Milliounen Euro op eng net arrondéiert Zomm vun 1.943.130 Euro eropgesat gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, dass d'Vermeidung vun den Dépassementer bei Bauprojeten eng vun deene grousse Erausfuerderungen un eis all ass, déi eis an dëser Legislaturperiod betrëfft, eng Erausfuerderung, déi mer awer, denken ech, meeschtere kënnen. Op jidde Fall kënne mer se meeschteren, wa gemeinsam machbar a virun allem awer och an der Praxis gangbar machbar Propositiounen op dem Dësch leien, an déi mussen dann och esou duerchgezu ginn. All concernéiert Parteien, d'Chamber als Kontrollorgan op där enger Säit, d'Regierung, de Ministère an d'Administratioun als Exécutant, mussen hei hirem Rôle innerhalb dëse Prozedure kënne gerecht ginn.

Ech hoffen, Här President, dass ech mat mengen Ausféierungen an Erklärungen der Chamber dëse Projet u sech méi no konnt bréngen. Dat gesot, wier ech frou wann d'Chamber dann dëse Projet géing stëmmen. Ech jiddefalls sinn autoriséiert fir zu dësem Projet den Accord vun der CSV ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Da komme mer elo zur Diskussioun vun deenen zwee Projeten, déi virgedroe gi sinn, an d'Madame Brasseur huet da fir d'éischt d'Wuert.

Discussion générale (suite)

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, den neie Bauteminister ass wierklech net ze beneiden.

Une voix.- Gutt gesot!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- En ass eng Ierfschaft ugetrueden andeem en elo eng ganz Partie Projeten huet mat deenen e muss an d'Chamber komme fir ze froen, mir sollen dat wann ech gelift stëmmen, an dat souwuel am Déif- wéi am Héichbau wou et zu Dépassementer kënnt…

Une voix.- Dat ass der Madame Hennicot hir Schold.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- … an et si jo och nach Projeten, déi wäerten nokommen.

Den Här Wiseler ass sech dees jo och bewosst, well den Här Wiseler wor jo - an dat ass en Avantage - virdru Member vun der Commission de l'Exécution budgétaire, sou dass e weess, wéi de Législateur - a wéi mat Recht de Législateur - sensibel op deene Punkten ass, an esou ass den Här Wiseler och direkt an d'Bautekommissioun komm mat enger Rei Propositiounen an Iddien, fir dass et an Zukunft net méi zu esou Dérapagë soll kommen. A mir haten och uganks dëser Woch eng Diskussioun an der Commission de l'Exécution budgétaire. Ech hoffen, dass mer zesummen - an dat betounen ech - zesumme Léisunge fannen, fir dass mer an Zukunft déi Projete besser op d'Schinn setzen a besser ficeléiert kréien.

Als Oppositiounspartei kënne mir nëmmen dat ënnerstëtzen, wat de Minister virhuet ze maachen, nämlech dat Ganzt op e gutt Enn ze bréngen, well déi Situatioun, an där mer ons am Moment befannen, ass wierklech ongesond. An dat ass jo am Fong net nëmmen eng Ierleedung vum Parlament, mä et ass eng Ierleedung vum Steierzueler, fir dee mir awer och hei musse geruedstoen.

Déi zwee Projeten, déi mer haut sollen diskutéieren, sinn am Fong e gutt Beispill wéi een et net soll maachen. Et ass wouer - an d'Rapporteuren hunn et virdrun an hirem Rapport gesot -, dass et fir d'éischt wor, dass d'Stroossebauverwaltung Projet-de-loie gemaach huet bei méi klenge Projeten, mä et ass awer menger Meenung no net zoulässeg, dass een einfach Positioune vergësst an dass et esou zu Dépassementer kënnt.

Bei der Croix de Gasperich sinn et bal 50%, beim Giratoire vu Märel sinn et 17%, dat ass enorm, an de Conseil d'État huet jo och net mat senger Kritik gespuert. Déi zwee Rapporteuren hunn de Conseil d'État zitéiert an d'Kommissioun huet sech och deene Kritiken ugeschloss, dass et sech ëm „anomalies inacceptables" handelt oder wéi de Conseil d'État weider seet: «Or, il semble bien que, malgré ces rappels de la part du Conseil d'État, les autorités publiques responsables des travaux sous avis n'aient rien entrepris pour remédier à ces pratiques déplorables.» Well et ass jo net esou, dass mer fir d'éischt mat esou Projete konfrontéiert wieren. Dat sinn haart Wierder vum Conseil d'État, déi mer ons all sollen zu Häerz huelen, fir dass mer an Zukunft besser Prozedure kënnen an d'Wee leeden.

Ech hu virdru gesot, et kënne bei grousse Projeten Imprévuë virkommen a fir déi ass kee responsabel an da musse mer eng Prozedur hunn, wéi mer da reagéieren. Dat ass beispillsweis e Glissement vum Terrain. Esou eppes ass net prévisibel a wann esou eppes virkënnt, da muss een natierlech reagéieren, ouni dass ee fir d'éischt de Législateur muss aschalten ier ee mam Chantier ka virufueren.

Allerdéngs däerf et awer an Zukunft net méi virkommen, dass elementar Positioune vergiess gi wéi dat bei dëse Projete wor. D'Frais-

d'étudë vun den Ingenieure gehéieren zu all Projet. De Marquage au sol war vergiess ginn am Devis festzehalen. D'Signalisation verticale wor vergiess ginn, d'Leitplanke wore vergiess ginn, or dat sinn elementar Objeten, déi zum Stroossebau gehéieren, an dofir ass d'Iddi u sech och net schlecht, dass een eng Zort Standardisatioun opstellt no där ee géing fueren, well d'Projeten u sech, och wann et op anere Plazen ass, sinn awer ëmmer déiselwecht, fir dass et net méi zu deenen Oublië kënnt.

Mir gesinn elo, dass deen ee Projet, dee vu Märel, do ass de Weekend nach dru geschafft ginn, an eng Richtung op Esch kann een duerch de Souterrain fueren, an haut elo, wou d'Aarbechte bal ofgeschloss ginn, gëtt dann d'Parlament säin Aval, mä d'Parlament kann och näischt aneschters maache wéi elo säin Aval ze ginn. Mir hoffen op jidde Fall a mir wëssen och, dass dat dem Här Minister säi Wonsch ass, dass dat hei net méi virkënnt an dass bei deene Projeten, déi an Zukunft déposéiert ginn, dat mat méi Soin gemaach gëtt, fir dass mer Devien opstellen, déi der Realitéit entspriechen. Dat ass am Intérêt vum Objet, et ass am Intérêt vum Législateur, et ass awer virun allem am Intérêt vun der Transparenz an domat am Intérêt vum Steierzueler.

Ech fir mäin Deel wëll zu deenen zwee Projeten den Accord vun der DP-Fraktioun bréngen an dem Minister eng glécklech Hand wënsche fir déi zukünfteg Projeten, déi e selwer ufänkt, mä och eng glécklech Hand fir déi, déi en elo muss zu Enn féieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur, fir Är Ausféierungen. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich ageschriwwen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer ganz kuerz e grousse Merci ze soen den zwee Rapporteuren, déi elo grad geschwat hunn. Si hu ganz prezis an iwwerzeegend d'Situatioun duergeluecht. Ech wëll als Buergermeeschter am Numm vläicht vu Kolleegen heibannen och soen, dass mir als Buergermeeschtere ganz oft mat deenen dote Problemer ze dinn hunn an dass mer vläicht doduerjer méi direkt bei der Verwaltung sinn, oft op den Terrain geruff ginn an och bei der beschter Planung heiansdo mussen da Jo oder Nee soen zu Imprévuen, déi awer am Intérêt vun der Saach musse geholl ginn.

Et ass awer hei esou, dass mer, ech mengen et ass richteg gesot ginn, eng ganz Rei vu Punkte beieneen hunn, och d'Ausmooss ass gesot ginn iwwer 40%, bal 50% an deem Fall vu Gaasperech. Ech wëll dofir och soen, dass déi Kontrollmechanismen, déi Clignotanten, besser musse funktionéieren. Ech wëll och d'Fro opwerfen awéiwäit d'Zesummenaarbecht tëschent Stat/Gemengen an och Syndikater kéint besser sinn, wa mer hei héieren, dass Lëtzebuerg-Stad do mam Kabel involvéiert wor an och de SEBES.

Ech wollt besonnesch awer soen, dass d'Bild vun der Verwaltung a vun de Politiker net ëmmer dat bescht dobaussen ass bei Ëmfroen, déi mer an der leschter Zäit héieren hunn an den Zeitungen an dass dat hei op alle Fall net dozou bäidréit dat Bild ze verbesseren. Dofir wier et am Intérêt vun der Saach, dass mer géifen op alle Fall an déi Richtung schaffe wéi elo grad vu virera gesot ginn ass, well den Här Minister ass jo och hei fir eis dat ze soen awéiwäit en do wëllt an Zukunft Mesuren ergräifen, fir dass dat hei op alle Fall net méi virkënnt.

Ech wollt awer nach ee Wuert soe vläicht um Rand. Mir hunn och am Regierungsprogramm drastoen, dass mer solle méi bëlleg bauen ouni wëlle schlecht ze bauen. Hei ass och vläicht wichteg ze soen, wann esou vill Geld am Spill ass, aus Respekt virun den Décideuren, de Politiker heibannen, den Deputéierten, déi mussen d'Projete stëmmen, sollen déi Projete méiglechst genau sinn an och, wéi gesot ginn ass elo grad, aus Respekt virum Contribuable a virum Administré.

Ee lescht Wuert nach just. Ech mengen, och wann de Betrag elo grad gesot ginn ass, 190 Milliounen Dépassement, et ass elo e bësse spéit fir dat nach ze änneren, esou dass mir als Fraktioun vun der LSAP eisen Accord hei géife ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Als nächst Riednerin ass d'Madame Viviane Loschetter agedroen. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt och dann hei, wéi d'Madame Brasseur et virdru scho gesot hat, eng gemeinsam Stellungnahm maache vu menger Fraktioun zu deenen zwee Projeten, betreffend déi ominéis Dépassementer vum Gaasperecher Kräiz an dem Giratoire vu Märel. An zu deenen zwee Projeten oder plutôt Adaptation-budgétairë wëll ech dräi generell a prinzipiell Kritiken ausdrécken.

Éischtens, den Dépassement vum Gaasperecher Kräiz beleeft sech op 4.605.000 Euro an domadder klëmmt deen Dépassement vu sengem initiale Präis op e Plus vu 44,8%. Den Dépassement vum Giratoire de Merl beleeft sech op 1.910.000 Euro an domadder hu mer dann en Dépassement vu 17%.

An ech zitéieren et och nach eng Kéier, de Conseil d'État schreift dozou awer zweemol hoergenee datselwecht, e setzt just déi jeeweileg Zeilen dann och zu deene jeeweilege Projeten an. Ech zitéieren: «Le Conseil d'État trouve de telles anomalies inacceptables et par ailleurs contraires à une gestion en bon père de famille des deniers publics. Aussi la transparence des finances publiques et partant l'intérêt du contribuable exigent-ils que les ministères et administrations publiques compétentes et responsables» - wëll ech ënnersträichen - «agissent promptement pour éviter à l'avenir de telles déconvenues.»

De Conseil d'État mécht dann och weider eng Rei Opzielunge vu Projets de loi fir Dépassementer ze legitiméieren, wou hie schonn datselwecht ënnerstrach hat. Dozou gehéiert de Campus Geesseknäppchen, de Prisong, de Pei-Musée, d'Coque, den Aménagement vum Housener Park, de Centre touristique et écologique, d'Saarautobunn, de Centre de Recherche Henri Tudor, de Centre de Technologie de l'Éducation um Kierchberg.

Mir heibanne wëssen alleguerten, dass mir geschwënn - et ass schonn ugeklongen - zousätzlech budgetär Adaptatioune wäerte stëmme mussen, notamment déi iwwert d'Concertshal oder iwwert d'Nordstrooss, fir der nëmmen zwee ze nennen, mä d'Lëscht ass awer vill méi laang.

Déi Gréng kënne sech, Dir Dammen an Dir Hären, nëmmen dem Avis vum Statsrot uschléissen a betounen, dass et hei bei dësen zwee Projeten net ëm en onglécklechen Oubli geet. Hei, musse mir feststellen, ginn esou Dépassementer scho bal, an den Term ass scho gefall, zur Traditioun. Et gëtt vill ze vill Projeten, déi inakzeptabel budgetär Adaptatioune verlaangen. Wichteg Bauprojeten, déi hei an der Chamber presentéiert, diskutéiert an och gestëmmt ginn, ginn herno net esou ëmgesat. An do läit et op der Hand fir ze soen, dass hei

de Législateur iwwergaange gëtt, zumindest wann en an aller Seriositéit e Projet ofstëmmt an zwee Joer duerno mat enger Adaptatioun vu bal 50% konfrontéiert gëtt.

An dat féiert mech zum zweete Punkt.

Déi Dépassementer, mat deene mir hei an der Chamber konfrontéiert sinn, beanträchtege seriö eis politesch Aarbecht. Et ass praktesch an esou Konditiounen onméiglech ginn eng politesch Décisioun ze huelen, eng politesch Diskussioun ze féieren an engem Bauprojet eng politesch Dimensioun ze ginn, ganz einfach well d'Zuelen net stëmmen.

Beim Pei-Musée, wat jo e contestéierte Projet wor an och nach ëmmer ass, ass et eigentlech am offensichtlechsten, wa mer bis elo schonn zweemol hu misse ganz considérabel Budgetsadaptatiounen hei stëmmen. Mir hu vill ze vill oft mat Adaptatiounsbudgeten hei ze dinn, déi net méi op eng novollzéibar finanziell Augmentatioun zréckzeféiere sinn, mä déi haaptsächlech eng Programmännerung als Ursaach hunn, soll se dann och muttwëlleg sinn oder och net. An et si genee déi Programmännerungen, dat wësst Der alleguerten heibannen, déi am meeschten an d'Geld schloen.

Drëttens, ech géif awer och nach gäre kuerz op déi proposéiert méi adequat Prozeduren agoen, oder wéi de Conseil d'État seet noutwendeg Prozeduren. De Minister hat vun adequate Prozedure geschwat, fir eben esou Ausrutscher an Zukunft ze vermeiden an notamment den «double vote» hei an dësem Haus.

Als Éischt géif ech gär soen, dass de Minister eis total Ënnerstëtzung wäert fannen, wann da soll den «double vote» hei als Prozedur an dësem Haus agefouert ginn. Ech wëll awer och ënnersträichen, dass mer bei der Ausschaffung vun dëse Modalitéiten eigentlech d'Rad guer net mussen nei erfannen. Mir sollten eis dobäi un dem Schwäizer oder un dem däitsche Modell orientéieren an deen dann och op lëtzebuergesch Gegebenheeten adaptéieren.

Ech wëll awer och de Bauteminister an de Kommissiounspresident an lech alleguerten, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, drun erënneren, dass dës gutt Iddi vum «double vote» net nei ass. Schonns am Ufank vun där leschter Legislaturperiod, dunn huet déi Budgetskontrollkommissioun nach anescht geheescht, war d'Iddi vum «double vote» bei Bauteprojeten an d'A gefaasst ginn als eng valabel Méiglechkeet fir dëse katastrophalen Zoustänn vun Dépassementer, déi deemools schonn eng grouss Besuergnis waren, entgéintzewierken.

Den heitege Bauteminister, souwéi de Kommissiounspresident iwwregens och, kënne sech sécherlech drun erënneren, well se jo selwer Member ware vun där deemoleger Budgetskontrollkommissioun. Deemools waren esouwuel Är Virgängerin, Här Minister, wéi och deen deemolegen an heitege Budgetsminister der Iwwerzeegung, dass dee System vum «double vote» duerchaus eng gutt Léisung wier.

An do wëll ech Iech zitéieren aus dem Procès-verbal vun där deemoleger Budgetskontrollkommissioun vum 14. Mäerz 2000: «Madame la Ministre» - also Är Virgängerin - «déclare encore une fois qu'un système de double accord de la Chambre pourrait trouver son accord et qu'il serait dans l'intérêt du pouvoir législatif que ce dernier donne son accord définitif à un projet déjà élaboré avec précision.»

A well deen deemolegen an heitege Budgetsminister och an där Réunioun present war, wëll ech en Abschnitt méi wäit zum selwechten Thema zitéieren: «Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget pense également que deux votes successifs de la Chambre (d'abord sur le principe, ensuite sur des plans détaillés) peuvent constituer une solution satisfaisante.»

Mir mussen awer feststellen, dass trotz dëse gudden Intentioune fënnef Joer méi spéit d'Situatioun net nëmmen nach ëmmer déiselwecht ass, mä sech eigentlech verschlechtert huet. An dëse Bilan vum État des lieux no fënnef Joer an d'Propositioun vum heitege Bauteminister en «double vote» anzeféieren oder zumindest doriwwer nozedenken, beweist jo awer eendeiteg de Fiasko vu senger eegener Partei a Saache Bautepolitik a Budgetspolitik an deem Domän déi lescht fënnef Joer.

A well et net fir d'éischt ass, datt mir dës Propos héieren, a well bis elo an deem Kontext eigentlech „außer Spesen nix gewesen", wäert Dir verstoen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mir als gréng Fraktioun eis Zweifel hunn, wéi eis Bautepolitik dann an dësem Haus soll an deenen nächste Joren ugepaakt ginn.

Mir waarden op d'Ëmsetzung vu gudde Virsätz an erklären eis hei bereet konstruktiv matzeschaffen am Intérêt vum Lëtzebuerger Steierzueler, an dat éischtens fir eng effikass an ëmsetzbar Bautepolitik an zweetens fir eng transparent budgetär Virgehensweis.

Zu dësen zwee Projete vun haut kënne mir eis net averstanen erklären.

Zum Projet vum Gaasperecher Kräiz hat déi gréng Fraktioun scho beim Vote am Joer 2001 hir Bedenken ausgedréckt. Den Dépassement vun haut a seng Ursaache si fir eis inakzeptabel a mir wäerte géint dee Projet de loi 5364 stëmmen.

De Projet betreffend de Giratoire de Merl hat déi gréng Fraktioun am Joer 2001 matgestëmmt. Den Dépassement vun haut souwéi seng Ursaachen, awer och déi chaotesch a konzeptlos Evolutioun vun der Plaz selwer tëschent Märel an Hollerech kënnen haut eist Averständnis net méi fannen. Mir wäerten dann eben aus deene logesche Grënn an och trei zu där grénger Konsequenz hei an dësem Haus eis beim Projet 5365 enthalen.

Domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Robert Mehlen ageschriwwen. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och am Numm vun der ADR-Fraktioun dem Minister mäi Bäileed ausdrécke fir déi Charge, déi en iwwerholl huet. Mir wëssen alleguer, datt se net einfach ass, mä et erlichtert et der CSV awer fir mat all hire Verfeelunge vun der Vergaangenheet heihinner ze kommen, well hie leschten Enns als fréiere Parlamentarier net direkt d'Responsabilitéit dréit fir dat wat en elo Punkt fir Punkt a ganz ville Projete muss hei an der Chamber virdroen an dann e bësse wéi en aarme Sënner, obschonn en net dofir kann, heihinner kommen, fir zousätzlech Kreditter ze kréien.

Et ass eng bedauerlech Situatioun, besonnesch dofir, an do muss een drop hiweisen, well d'Situatioun vun den öffentleche Finanze sech dramatesch verschlechtert huet. Wann ee ganz optimistesch wier, géing ee soen, sech normaliséiert huet. Mir wëssen, datt d'Prévisioune virgesinn, datt d'Investitiounsfongen an deenen nächste Jore sech ganz séier wäerten eidel maachen, well bei wäitem net méi esou vill erakënnt wéi laut der Programmatioun wäert offléissen, esouguer da wann zousätzlech, wat anscheinend envisagéiert ass, massiv muss op Emprunten zréckgegraff ginn.

Eleng dofir wäert dat an deenen nächste Joren extrem wéidoen, datt Projeten, déi mer gestëmmt hunn, eisem Législateur an der Intentioun esou vill Geld fir e bestëmmten Objet zur Verfügung ze stellen, elo heiansdo bis un d'Grenz vu 50% iwwerschratt ginn. Dat ass dramatesch an dat ass och irresponsabel.

Am Artikel 78, Här Minister, vun der Constitutioun steet, «les ministres sont responsables». Wann een elo dat géing an der leschter Konsequenz zu Enn spannen, da misste mer lech eigentlech zur Responsabilitéit zéie fir eppes fir wat Der net kënnt.

Wann een déi zwee Projeten hei kuckt, an ech wëll net alles widderhuele wat meng Virriedner gesot hunn, well et ass eigentlech net méi vill dozou bäizeflécken, da stellt ee fest, datt et engersäits Oublië sinn, déi net ze erkläre sinn. Ech wëll dat hei am Numm vun eiser Fraktioun ganz däitlech soen. Et ass net ze erklären, datt eng Verwaltung, déi awer gewinnt ass ze bauen, Frais d'études vergësst, op enger Strooss wou ganz vill Verkéier ass, wéi mir gewinnt sinn ze bauen, den Éclairage vergësst. Et kënnt een natierlech och soen, leschtens Enns wär et un der Bautekommissioun gewiescht, fir ze froen, wéi ass dat dann elo domat? Mä ech mengen, et ass net d'Aufgab vun der Bautekommissioun fir d'Devien elo och nach am Detail ze kontrolléieren.

A Projete wou vill Déifbau ass kënnt et engem och louche vir wann Devien, déi jo awer seriö opgestallt si ginn, ëm 16 oder 27% am Gros oeuvre iwwerschratt ginn. Dat sinn 1,8 Milliounen Euro. Dat ass net wéineg. Och dat kënnt engem e bësselche komesch vir.

Dann hu mer nach d'Déviatioun vu Kabelen a vu Leitunge vum SEBES, déi schrecklech an d'Geld geschloe sinn, wou erkläert ginn ass, jo mä mir hunn awer dunn décidéiert, an da si mer bei de Changements de programme, wa mer do schonn de Rond-point dropleeën an et kënnt eng Kéier eppes do drun, da musse mer erëm oprappen. Ech mengen, dat hätt ee sech och bei enger seriöer Planung am Virfeld kënnen afale loossen an dann net im Nachhinein kommen an dat alles musse maachen. Do stellt sech menger Meenung no och d'Fro vun enger finanzieller Bedeelegung vun deenen, déi do betraff sinn, nämlech vun der Stad Lëtzebuerg a vum SEBES.

Beim Chantier vun der route d'Esch-Merl doënnen ass et zum Deel datselwecht. Saachen, déi vergiess gi sinn, déi normalerweis hätte missen dra sinn, wat onerkläerlech ass. Dat ass eng Erklärung, déi mir net kënnen akzeptéieren. Do huet ee bal d'Impressioun wéi wann de Geck géing mat der Chamber gemaach ginn. Et muss ee sech d'Fro stellen, engersäits wéi seriö datt verschidde Leit hir Aarbecht huelen oder anerersäits, ob net eis Verwaltunge generell heiansdo mat esou Projeten iwwerfuerdert sinn.

Wéi kann een et an Zukunft besser maachen? Dat ass déi grouss Fro, déi am Raum steet. Mir hunn och an eiser Fraktioun doriwwer geschwat. D'accord - awer dat wäert menger Meenung no och nach net schrecklech vill zum Bessere wenden - , datt ee fir d'éischt eng Wëllenserklärung hei stëmmt. En éischte Projet de loi sommaire an deem d'Grondsätz festgehale sinn. Den Objet vun deem wat ee wëllt realiséieren, den Emplacement, d'Gréisst, d'Envergure, wann et e Lycée ass, wéi vill Klassesäll, Ateliere an esou weider, oder wann et en aneren Objet ass, en Objet d'art, wann ech mech esou emol däerf ausdrécken, eng Enveloppe globale maximale, déi net däerf iwwerschratt ginn.

Dann hätt d'Verwaltung d'Sécherheet, datt de Projet realiséiert gëtt, a si huet och d'Planungssécherheet, dat heescht, si kann dann tatsächlech déi Dépensen, déi heiansdo ganz grouss sinn, mat rouegem Gewësse maachen, fir d'Detailplanung duerchzeféieren.

Da kéim den zweete Vote, am Detail, do muss dann awer wierklech alles dra sinn. Et kann net sinn, datt wéi bei der Coque douewen d'Alentouren einfach ewechgelooss ginn. Do ka jo keen engem erziele kommen, datt se vergiess gi wären. Déi sinn ewechgelooss gi mat der Absicht, da kréie mer de Projet gestëmmt an dann duerno kréie mer - natierlech, wat soll d'Chamber dann anescht maachen, wéi och an dësem Fall - dann d'Enveloppe supplémentaire gestëmmt.

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Mä ech wëll op en anere Punkt nach kommen an dat ass dee vun der Responsabilisatioun vun den Architekten a vun de Bureaux d'études. Et kann net sinn, datt a Projeten - ech denken do un e grousst Gebai, wat scho vill Gespréich gemaach huet douewen um Kierchbierg - sagenhaft Beträg bezuelt gi fir Architektenhonorairen, wou am éischten Ulaf ouni Projet de loi gesetzlech d'Barrière iwwerschratt gi war, wou d'Regierung eng schwéier Illegalitéit begaangen huet, eleng an den Honoraires d'architectes ouni gesetzlech Autorisatioun schonn iwwer 200 Millioune Frang deemools ausginn hat, ouni datt d'Chamber sech iwwerhaapt am Prinzip zur Saach geäussert hat, an datt dann déi Architekten oder Bureaux d'études eng un dër aner fléie loossen, déi dann herno fierchterlech deier ginn.

Mir sinn der Meenung, datt déi Leit sollen anstänneg bezuelt ginn, wéi dat sech gehéiert, mä datt se duerfir mussen an d'Responsabilitéit geholl ginn. Mir sinn der Meenung, datt se op kee Fall - an et wier interessant, Här Minister, wann Dir eis heizou vläicht géingt e Wuert soen - däerfen e Virdeel doraus hunn, wann esou e Projet finanziell aus dem Rudder leeft, well dann ass d'Incitatioun fir hei an do nach derbäi ze maachen an esou weider ganz grouss.

Et kann och net sinn, datt - dat huet meng Virriednerin jo och gesot, mir sinn eis och an der Kommissioun doriwwer eens - an Zukunft nach iergendwellech programmatesch Ännerungen un engem Projet gemaach ginn ouni datt d'Chamber gefrot gëtt, virun allem wahrscheinlech eiser Opfaassung no déi zoustänneg Kommissioun, déi da wierklech eppes dovu versteet, a jugéiere kann ob bei engem Lycée et ubruecht ass, fir do nach e puer Säll bäizesetzen oder net, fir dat nëmmen als Beispill ze huelen.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Wat den éischte Projet ubelaangt hat ech mech enthalen. Dat wäert och d'Haltung vun eiser Fraktioun sinn, well mer gesinn, datt et noutwendeg ass, datt dat fäerdeg gemaach gëtt. Mir kënne jo elo net déi Saach hänke loossen an och d'Entrepreneuren net bezuelen. Am Rapport, an duerfir wëll ech dem Rapporteur, dem Här Sauber, ausdrécklech félicitéieren, steet do, datt d'Chamberkommissioun sech déi haart Kritike vum Statsrot zu Eege mécht an datt domadder d'Chamber, wa se dann dee Projet hei stëmmt, de Projet de rapport an engems matstëmmt, wann ech dat esou däerf ausdrécken, och déi Kritike mat iwwerhëlt an déi Kritike mat un d'Regierung virureecht.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Den zweeten Rapporteur, den Här Clement, weess scho wat kënnt. Ech hu kritiséiert, datt a sengem Rapport dat net drasteet. Et kënnt ee mengen, wann een dat richteg liest, mir géingen zwar déi Erkenntnisser vun der Regierung, woufir datt dat esou gelaf ass, zur Kenntnis huelen an hoffen, datt dat an Zukunft net méi virkéim, sou steet et dran, mä datt mir dat kritiséieren, wéi et gelaf ass - an ech hat gefrot, ech hu gesot, ech kënnt dat net stëmmen, wann dat net géif drastoe kommen. Den Här Clement huet gemengt, et wär awer gutt esou. Duerfir hunn ech dee Rapport do net gestëmmt an duerfir wäerte mir dee Projet hei och net stëmmen.

M. le Président.- Här Mehlen, den Här Clement wëllt lech eng Fro stellen.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här Mehlen, ech wëll lech just virliesen aus mengem Rapport: «Le Conseil d'État estime que ces dépassements sont inacceptables.»

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Jo.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Dat steet a mengem Rapport!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dann däerf ech lech och virliesen, datt Dir geschriwwen hutt, mir géingen eis dem Conseil d'État ralliéieren.

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Da sot awer elo net hei op der Chamberstribün, a mengem Rapport géif et net stoen. Ech wollt lech dat just virliesen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ah neen!

Une voix.- Kommt mir maachen emol dräi Minutte Paus.

Une autre voix.- Neen, neen!

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- «Les travaux de la Commission», do steet…

Une voix.- Et wäert een déi erausgeholl hunn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Oh déi ass nach dran.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le President.- Loosst den Här Mehlen schwätzen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech zitéieren aus dem Här Clement sengem Rapport: «La Commission des Travaux publics décide de se rallier au Conseil d'État tant pour les modifications rédactionnelles proposées que pour la recommandation de retenir un prix rattaché à une valeur indiciaire aussi récente que possible.» Dat heescht, mir hunn décidéiert, eis just an deenen zwee Punkten, Index a Modifications rédactionnelles, dem Conseil d'État ze ralliéieren, awer net senge Kritiken. Den Här Sauber huet awer drop gehale fir an sengem Rapport ze soen, mir géingen eis deene «critiques sévères» vum Conseil d'État uschléissen. Dat ass an eisen Aen eng grouss Differenz an duerfir wäerte mir de Projet, wou den Här Clement Rapporteur war, net stëmmen.

M. le President.- D'Wuert huet elo den Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richteg, dass déi Diskussiounen, déi mer de Mëtte féieren, déi net déi éischt sinn an och net déi lescht wäerte sinn an deem doten Domän, net zu de Glanzstécker vun der politescher Aktivitéit gehéieren. Dorauser awer, wéi ech dat an de Riede vun der Vertriederin vun deene Gréngen an och elo vum ADR héieren hunn, eng Verfeelung vun der CSV oder en Échec vun der CSV erauszespieren, géif ech zum Deel akzeptéieren, wann et do net och schonn aner Ministere virdru gi wär, wou mer déiselwecht Diskussiounen haten…

Une voix.- Kee Gréngen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Jo, nach kee Gréngen, nach kee Gréngen!

…a wa mer dann net och an de Gemengen, déi mer jo och gutt kennen, zum Deel mat deeneselwechte Problematike beschäftegt wieren, an dat tous partis en toute majorité confondue iwwert d'ganz Land.

Dat heescht allerdéngs net, dass dat engem d'Recht géif ginn, fir d'Hänn an de Schouss ze leeën an déi dote Politiken nozekucken. An d'Chamberskommissioun huet viru fënnef Joer a viru véier Joer a virun dräi Joer eng ganz eingehend Diskussioun gefouert, wou se eng Rei vu Pisten opgezeechent huet, no deenen een déi Kontrollfunktioun, déi de Stat huet, iwwert d'Bauaktivitéite vum Stat an domadder och iwwert d'bonne Gestioun vun de Suen, déi vun der Chamber gestëmmt ginn, wou se sech eng Prozedur ginn huet, fir eng besser Kontroll ze kréie wéi dat virdrun de Fall war.

Or, mat deene Projete vun haut, déi mer kréien, an och mat anere Projeten, déi mer nach an nächster Zäit hei op den Ordre du jour kënne kréien, muss ee feststellen, no véier, fënnef Joer, dass deenen Intentiounen, déi deemools zréckbehale gi sinn an der Kommissioun, net honnertprozenteg Rechnung konnt gedroe ginn an dass also déi Prozeduren net dat Resultat bruecht hunn, wat sech vläicht viru véier a fënnef Joer erwaart ginn ass. Et ass jo net fir näischt, dass mer an deenen zoustännege Kommissiounen elo an deene leschte Wochen, well mer eben an enger neier Legislatur elo sinn, eis nees eng Kéier Gedanken doriwwer maache fir ze kucken, fir dat Zil wat mer alleguerten hu besser an de Gréff ze kréien.

Dobäi gëtt et eng Rei vu Voleten, déi ee muss betruechten. Perséinlech, dat muss ech der Madame Loschetter soen, Här President, gleewen ech net, dass et duergeet, fir en «double vote» an der Chamber anzeféiere fir de Problematiken, mat deene mer haut konfrontéiert sinn, Här ze ginn, well d'Problematiken, déi mer haut diskutéieren, précisément net aus der Fro erauskommen, op wat fir engem Moment e Projet de loi gestëmmt gëtt, mä sech en fin de compte ganz kloer aus der Exekutioun vu deem, wat an der Chamber gestëmmt ginn ass, erginn.

Mir kënnen eis enger Diskussioun uschléissen, déi an eng Richtung «double vote» geet, wëssend allerdéngs, dass een da riskéiert, jee no deem wéi een dat elo an Zukunft handhaabt, an dat a Kombinatioun och mat deem wat een dann an der Exekutioun vun de Projete kritt, dräi- bis véiermol an der Chamber iwwer ee Projet ze stëmmen. Dofir hu mir och Propose virgeluecht, a mir wäerten déi och nach wëllen an der zoustänneger Kommissioun diskutéieren, fir ze kucken ob een net mat engem Vote am Ufank an engem Vote zum Schluss och zu deene Resultater ka kommen, déi ee gären hätt.

Et ass vun e puer Leit de Mëtteg hei gesot ginn, de Minister wär responsabel. Nun hunn ech jo de Privileg, dass ech och bal zéng Joer an där Funktioun war - wéi den Här Grethen, deen an der Kontrollkommissioun ass, d'Madame Brasseur an anerer och an där Situatioun an engem Moment vun hirem Liewe waren - an dee Minister, dee mer elo hunn, bis virun dräi Méint op dëser Säit souz, sou dass mer ganz vill Verständnis fireneen hunn, wa mer iwwert déi Saachen diskutéieren, well net ëmmer alles esou kloer ass, wann et ëm «les ministres sont responsables» geet.

A besonnesch wann de Minister responsabel ass, mengen ech, däerft dat net derlaanscht féieren, dass och aner Leit Responsabilitéit droen, an dat hunn ech e bëssen an der Debatt vun de Mëtteg vermësst, dass et an där ganzer Prozedur aner Responsabilitéite gëtt, wann et ëm Dépassementer geet.

Do gëtt et Responsabilitéite vun der Verwaltung, déi ee muss diskutéieren, besonnesch da wann ee gesäit, dass eng Rei vun deenen Dépassementer, mat deene mer haut konfrontéiert sinn, sech op den Oubli vu Positioune baséieren, an zum Deel jo den Oubli vu Positiounen, déi nu wierklech net politesch kënne motivéiert sinn, zum Beispill déi, dass een den Éclairage vergësst an engem Tunnel. Do kann ee soen, «les ministres sont responsables». Jo, o.k., mä et kann ee sech natierlech och Froe stellen iwwert déi professionell Akkuranz vun deene Leit, déi dann esou een Dossier traitéiert hunn, dat souwuel um Niveau vun de Concepteure wéi och um Niveau vun deene Leit, déi an der Verwaltung esou Projete suivéieren.

Wa mer also iwwert d'Responsabilitéit diskutéieren, hätte mer gären, dass do d'Responsabilitéit dann awer och a Fonctioun vun deem wat kënnt op allen Niveaue gesicht gëtt. A wann ech kucken, wat mer dann haut hei gesinn, dann hu mer et en fin de compte bei den Dépassementer mat dräi Saachen, dräi verschidde Positiounen ze dinn. Mir hunn déi sou genannten Oublien, déi Punkten, déi ee bewosst oder onbewosst, wëll ech emol soen, vergiess huet, wann een e Projet ausschafft. Ech hunn doriwwer schonn elo diskutéiert, wann ech soen, wann een d'Konsequenzen dréit, da muss ee kucken, wou een déi siche geet.

Mä et sinn zwou aner Saachen, déi och haut hei zur Diskussioun kommen. Dat Éischt sinn déi sou genannten Imprévuën. Déi kënne virkommen, effektiv, wann en Terrain rutscht. Oder wann eng Législatioun ännert, wéi mer zum Beispill bei der Nordstrooss de Fall hunn, wann duerch Bränn am Tunnel am Ausland de ganzen Opbau vum Tunnelbau geännert gëtt, legislativ, well een eng drëtt Bunn muss maachen, well een an der Mëtt muss d'Sortie de secours maachen, well een am Fong d'ganz Konzeptioun vun engem Tunnel, déi bis Enn der 90er Joren europawäit geregelt war, op eemol op d'Kopp gehäit kritt, dann ass et kloer, dass do Dépassementer kommen an dass een déi aneschters muss gesinn.

Do wou ech vläicht méi streng si wéi d'Madame Brasseur, dat ass dat, dass ech soen, dass een an deem Moment selwer, wou een déi Imprévuë gesäit, de Législateur doriwwer muss informéieren, an dass och de Législateur sech am Parlament eng Prozedur muss ginn, an dat ass an eisen Aen net onbedéngt eng legislativ, net an alle Fäll eng legislativ Prodezur, fir driwwer ze diskutéieren an driwwer ze befannen an der Regierung och Recommandatioune mat op de Wee ze ginn, wéi een dann déi Imprévuë ka léisen a wéi een da mam Bau vum Projet virufuere kann.

Dat, wat fir eis inakzeptabel ass…

M. le Président.- Här Wolter, d'Madame Brasseur wëllt lech eng Fro stellen.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Dir hutt ugeschwat, wat ech gesot hunn, ech wär manner streng gewiescht. Wat ech wëll évitéieren, dat ass, dass wann en Imprévu op engem Chantier kënnt, an dat kann ëmmer virkommen, mir dann net eng Prozedur wielen, déi de Chantier sou laang stoppt, dass finalement d'Nuisancë sou grouss ginn, dass et dann nach vill méi deier gëtt. Dat kann net sinn, dass mir dann d'Prozedur iwwert d'Efficacitéit stellen. Mir mussen also eng Prozedur fannen, déi efficace ass.

Dofir sinn ech awer frou, dass Dir an Ärem zweeten Deel vun den Ausféierunge gesot hutt, dass dat net onbedéngt muss eng legislativ Prozedur sinn, well wa mer déi géife maachen, ech fäerte ganz dat wier net am Intérêt vun der Efficacitéit, an dofir hu mer awer och ze suergen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Genau dee Punkt ass eben deen, dee mer an der Kommissioun nach mussen diskutéieren, well mir gesinn tëschent de Parteien, dass do d'Meenungen nach vläicht e bëssen ausernee ginn an dass een dat nach weider soll studéieren.

Dee leschte Punkt, op deen ech nach wëll kuerz agoen an dee mech perséinlech awer zimlech rose gemaach huet, och an enger Kommissiounssitzung, opgrond vun Ausféierungen, déi mer do kruten, dat ass dann dee vum sou genannte Changement d'affectation. Dat heescht, wou nom Vote vun der Chamber am Kader vun der Exécutioun vun engem Projet eng komplett nei Orientatioun vun engem Projet geholl gëtt, wou décidéiert gëtt, fundamental Basisdonnéeë vun engem Projet, wéi en an der Chamber gestëmmt ginn ass, ze änneren - dat ze maachen, ënner sech, an dann après coup, wa praktesch alles eriwwer ass, bei d'Chamber ze kommen an ze soen: „Biisse, biisse laachen aus! Et ass gestëmmt, et ass gemaach, a wann ech gelift elo stëmmt Dir dat no!"

Och do menge mir, an dat haaptsächlech fir och aus där Geschicht erauszekommen, dass ëmmer nëmmen d'Responsabilitéit beim Minister gesicht an dann och einfacherweis fonnt gëtt, dass d'Chamber sech do eng aner Prozedur muss ginn, an zwar esou, dass Changements d'affectation net méi méiglech däerfe sinn ouni dass e formellen Accord vun der Chamber op eng Aart a Weis, déi mer och do musse fannen, mä eng formell Approbatioun vun der Chamber virläit.

A wann een op dee Wee géif goen - déi Kombinatioun vun deenen dräi Punkten -, menge mir, a mir si bereet doriwwer ze diskutéieren, dass een zu enger wesentlecher Verbesserung vun där Prozedur, déi d'Chamber sech selwer viru fënnef Joer ginn huet, géif kommen, dass een zu enger méi grousser Responsabiliséierung vun alle Parteie géif kommen.

Mir mengen, dass dat am Intérêt vun eis alleguerte wier, an duerfir wollt ech nach eng Kéier d'Bereetschaft vun eiser Fraktioun souwuel an der Bautekommissioun wéi och an der Kontrollkommissioun signaléieren, fir ze kucken - well dat hei ass jo eppes, wat am permanente Wandel ass an eppes, wat net nëmmen eng Legislatur oder eng Partei betrëfft -, dass een hei am Konsensus zu enger nach verbesserter Prozedur fënnt, déi souwuel am Intérêt ass vun der Regierung, wat d'Exécutioun vun hiren eegene Projeten ubelaangt, wéi och déi vum Respekt virun der Chamber, an domat dem Législateur.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo nach de François Bausch gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ganz kuerz, Här President, ech hu mer d'Wuert just gefrot, well eppes hei gesot ginn ass vum Här Wolter, wat an deem Mooss net esou stëmmt. Déi lescht Chamber, déi lescht Budgetskontrollkommissioun, déi huet eng Prozedur ausgeschafft, mat där mer haut och elo konfrontéiert sinn, fir eben op déi do Aart a Weis Dépassementer eng legal Basis ze ginn. Dat war eng Noutprozedur, an et ass ëmmer gesot ginn an der Budgetskontrollkommissioun, datt dat net der Weisheit letzter Schluss ka sinn. Dat soll just eng Iwwergangsphas sinn, datt mer iergendwéi eng legal Basis hu fir dat, wat do geschitt.

De Wonsch war ëmmer vun der Kommissioun an där leschter Legislaturperiod, fir mat der Regierung zesummen, mat där betraffener Bauteministesch deemools, zesummen dofir ze suergen, datt mer insgesamt eng ganz aner Prozedur kréien. Do gëtt et natierlech villfälteg Méiglechkeeten. Mir sinn och oppe fir alles ze diskutéieren. Dat Eenzegt, wat mer gär hätten, dat ass, datt mer eng honnertprozenteg Garantie hunn, datt herno eppes erauskënnt, wou éischtens d'Transparenz vu vir bis hanne garantéiert ass, an dat Zweet ass, datt dat, wat mer décidéiert hunn, eng honnertprozenteg sécher legal Basis ass.

Ech mengen, dat ass dat wat wichteg ass. Dofir musse mer eng ganz Fro kläre ronderëm den Artikel 99 vun der Constitutioun a sou weider a sou fort, an doriwwer eraus, wann Transparenz oder méi Transparenz nach garantéiert ass an Zukunft, si mer bereet op eng ganz Rei Weeër matzegoen. Ech mengen, dat wat

d'Madame Loschetter an hirer Ried opgezielt huet, dat ass jo nëmmen ee Beispill, wat sech och baséiert huet op en Extrait vum Rapport, wou déi Geschicht vum dueble Vote ugeschwat ginn ass.

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Bauteminister Claude Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosst mech ufänke fir d'éischt, andeem ech awer deenen zwee Rapporteure villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi se gemaach hunn. Si hunn dee ganzen Text hei gutt am Rapport resüméiert an och déi Diskussiounen, déi mer an der Chamberkommissioun haten.

Ech soen och all deene Leit aus der Chamberkommissioun Merci fir déi Diskussiounen, well ech fonnt hunn, a gradsou wéi haut, datt mer se konnten op eng korrekt an eng sachlech Aart a Weis féieren an eng ganz Rei Virschléi maachen, déi kënnen duerno an deenen nächste Jore regléieren, wéi d'Regierung mat deenen eenzelne Kommissiounen, déi zoustänneg sinn - ob dat elo d'Kommissioun vun den Travaux publics oder déi vum Contrôle de l'Exécution budgétaire ass -, kann zesummeschaffen.

Et ass iwwert den Detail vun deene Projeten elo bal schonn an deene verschiddene Rieden alles gesot ginn. Datt zu Gaasperech d'Etüden net dra waren, datt verschidde Lote méi deier ware wéi am Devis ausgeschriwwe ginn ass, datt Kabelen, SEBES-Leitungen hu missen anescht geluecht gi wéi et virgesi war, datt zu Märel den Éclairage net dra war, d'Plantatiounen net dra waren, de Marquage op de Stroossen net dra war - alles dat ass scho gesot ginn, dofir ginn ech net méi op déi Detailer an.

Ech wëll mech e wéineg an déi Diskussioun hei aschreiwen, déi elo hei zwëschent deenen eenzelne Fraktioune gefouert ginn ass, a wat fir mech, muss ech soen, fir déi nächst Joren eng wesentlech Diskussioun ass, well ech soen Iech ganz kloer an däitlech, et ass net immens agréabel heihinner ze kommen an all Kéiers Saachen nostëmmen ze loossen an Iech Explikatiounen ze ginn, firwat deen een oder deen anere Projet méi deier ass. Also, ech ka mer vill besser Projete virstellen, déi ech Iech hei ka virstelle kommen an iwwert déi mer hei kënnen diskutéieren.

Dofir ass et fir mech wesentlech, datt mir zesummen hei an der Regierung mat der Chamber eens ginn, wéi mer déi grouss Bauprojeten an Zukunft, éischtens, ier mer se ufänken, stëmmen, zesumme kucken, wéi mer an der Zukunft de Suivi vun deene Projete vun der Regierungssäit aus maachen, mä dann och d'Informatioun, déi mer der Chamber ginn, wéi mer dat maachen, zu wat fir engem Moment mer dat maachen.

Et ass mir gradsou wesentlech, datt mer eis och kloer ginn, wa Saache virkommen a Projeten - net déi, déi elo amgaang sinn, well do muss ech, an dat ass richteg gesot ginn, nach sécherlech an deenen nächste Méint mat méi wéi engem Projet fir d'Zousazstëmmen hei an d'Chamber kommen, mä mat deenen, déi mer elo ufänken.

Wann ech gesinn am Ministère, datt et net esou leeft, wéi et geplangt ass - an ech soen Iech ganz kloer, well am Bauwiesen ass dat esou, datt do Imprévuen a verschiddene Projete virkommen an datt et net ëmmer esou geet wéi mer eis dat am Ufank an am Idealfall virgestallt haten - , ass et fir mech wichteg, datt ech weess a wat fir engem Moment a wéi mer an a wat fir enger Prozedur mer sinn an ech hei ka mat Iech déi Problemer léisen, déi sech an der Realitéit stellen, wat net noutgedrongenerweis politesch Problemer sinn, mä wat technesch Problemer sinn, wat selbstverständlech legal Problemer sinn, datt ech weess wéi genau mer hei zesummespillen an zesummeschaffen, fir dat korrekt a responsabel - well deen Term ass oft gebraucht ginn - iwwert d'Bühn ze kréien. Dofir wëll ech e puer Minutten awer huelen, fir och mech an déi Diskussioun do anzeschreiwen, well et eng essenziell Diskussioun ass.

Et ass bal alles hei gesot ginn. Wann ech elo déi Saachen hei nach eng Kéier widderhuelen, wëll ech vläicht Verschiddener e wéineg anescht aschreiwen an nach e wéineg méi nuancéieren, well wann hei Iwwerschreidungen a verschiddene Budgetspunkte sinn, da sinn déi net alleguer vum selwechte Kaliber. Déi meescht hunn et gesot, den Här Wolter huet et nach eng Kéier am Detail hei beschriwwen, et konnt een net alles an deeselwechte Kuerf setzen.

Et ass ganz kloer, datt wann an dësem Text eng Rei Oublien dra waren, dann ass dat net verständlech, net richteg, an dat däerf och a deenen nächsten Texter net méi virkommen, déi solle komplett hei an d'Chamber kommen. Nach, muss ech soen, hu mer do och eng Diskussioun driwwer an et kënnt elo en Avis vun der Cour des Comptes, deen dann och bei Iech an d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire kënnt, wou se de Fonds des routes analyséieren a wou sech dann eng Rei Froe stellen. Zum Beispill d'Fro, ob Emprisen, déi gemaach gi wann een e Stroossebauprojet huet, mussen an de Gesetzestext kommen oder net.

D'Cour des Comptes mengt do an där éischter Versioun, dat wär wichteg. Ech kann dat jo och verstoen. Ech soe just, dat gëtt awer Problemer, well wéi soll een en Text aschätzen an eng Prévisioun maachen, wann Der d'Emprisen, wou Der net wësst, fir wéi vill Der den Terrain ze kafe kritt, direkt musst au préalable aschreiwen. Also alles dat sinn awer Diskussiounen, déi mer nach mussen do féieren, déi nach net esou kloer si wéi dat sech an enger éischter Etapp unhéiert, wann ee seet, et muss alles an de Projet kommen. An ech si mat där Ausso d'accord, mä mir mussen awer zesummen diskutéiere wat elo alles ass a wat da muss dran a wat net muss dra kommen.

Et kann een erklären, et ass och gemaach ginn, datt dat hei Texter waren, déi effektiv ënner enger anerer Prozedur gelaf sinn an dofir bal déi éischt Texter, déi d'Administratioun vun de Ponts et Chaussées hei als Gesetzestext eraginn huet, well et virdrun esou war, datt d'legal Basis vun deene Konstruktiounen, déi gemaach gi sinn, an dem Text vum Fonds des routes ass a sech dorobber baséiert ginn ass fir dann de Stroossebau ze maachen.

Et ass an deene leschte Joren décidéiert ginn, datt op Basis vun enger neier anerer Interpretatioun vum Artikel 99 vun der Constitutioun misst en eenzelne Projet gemaach ginn. Ech fannen déi Interpretatioun d'ailleurs och richteg. Dat musse mer och an Zukunft esou weiderféieren. Dat entschëllegt net, mä dat explizéiert awer déi Iertümmer, déi hei virkomm sinn, an ech hoffen, datt déi Erfahrungen, déi d'Konte vun der Administratioun elo op deenen heite Punkte gesammelt hunn, dann och zouloossen, datt mer an deenen nächsten Texter, déi mer do maachen, méi prezis solle gi wéi dat par le passé war.

Dann ass déi Geschicht vun den Imprévuen: d'Deviatioun Kabelen - fir elo net op d'Beispiller vun aneren Texter ze goen - oder d'Envergure vun den Déplacementer vun de SEBES-Leitungen, fir och dëse Projet ze brauchen. Och do muss een evidenterweis differenzéiere mat den Imprévuen. Et sinn natierlech Imprévuen, déi een hätt kënne virgesinn, wann ech mech sou däerf ausdrécken, wann een de Projet an enger anerer Etapp gestëmmt hätt, wann een also d'Etüde méi detailléiert hätt scho kënne pousséieren, éier gestëmmt gi wär, datt een duerch déi méi detailléiert Etüden hätt kënnen dat virgesinn, wat een an där Etapp wou een et awer an d'Chamber bruecht huet net konnt virgesinn, well een net wäit genuch an den Etüde war.

An ech mengen dofir ass deen «double vote» wichteg, well mer da méiglecherweis einfach an enger anerer Etapp kënnen hei an d'Chamber kommen. Enfin ech sinn net onbedéngt Demandeur fir en «double vote», ech gesinn net wéi een dat anescht soll maachen. Ech sinn Demandeur - an dat ass meng Haaptdemande - fir haaptsächlech de Finanzvote op enger anerer Etapp vun der Analys ze maachen, fir e méi spéit ze maache wéi elo.

Wann dann d'Chamber seet, mir brauchen dann en duebele Vote, well mer Iech wëllen eng Autorisatioun gi fir ze plangen, dat schéngt mer och absolut logesch ze sinn, well bei grousse Projeten - an et ass virdrun do ugeklongen - ass d'Planifikatioun schonn esou deier, datt mer an d'Barragë komme fir sou vill Suen auszeginn, datt mer schonn dofir eleng e Gesetz brauchen. Dofir si mer do an enger Situatioun, déi heiansdo ambiguë ass a wou ee muss Léisunge fannen.

Ech sinn also haaptsächlech Demandeur fir méi spéit kënnen an d'Chamber ze kommen, da wann ech e Projet hunn, deen ech méi genau ausgerechent kréien a wou ech mer ongeféier méi sécher ka sinn, datt de Präis, dee mer do uginn, och der Realitéit entsprécht, also net nëmmen um Metercubespräis, mä e Präis op den Devien, wann ech dat elo däerf graff emräissen.

Dat ass déi eng Saach. An dann hutt Der natierlech Imprévuen, déi Der net kënnt, och net mat méi enger ganz genauer Planung, virgesinn. D'Madame Brasseur, mengen ech, huet et virdru gesot, wann den Terrain Iech rëtscht oder den Tunnel rëtscht Iech, dat gesitt Der net am Devis vir. Dat kënnt dann an da musse mer kucke wéi mer reagéieren, da brauche mer eng Prozedur fir direkt ze reagéieren, fir weider kënnen ze schaffen, fir d'Méikäschten, déi den Arrêt vum Chantier hätt, kënnen ze évitéieren. Och do musse mer da genau Reaktiounen hunn.

Ech sinn an där Diskussioun do mat Iech fir alles bereet, ech wëll just wësse wéi et ass a wéi mer dat solle maachen an dat ass meng haaptsächlech Ufro. Ech wëll Transparenz, ech wëll Kloerheet, well wann ech Transparenz a Kloerheet hunn, kann ech och déi Responsabilitéit, op déi haut insistéiert ginn ass, besser exerzéieren, also wëll ech se.

Dat Drëtt, dat ass manner hei ugeschwat ginn.

M. le Président.- Den Här Grethen wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, Här President, ech wollt den Här Minister elo bei där Unterführung do zu Märel froen, wann ech mer déi ukucken, ech sinn elo e puermol doduerchgefuer fir op Esch ze kommen, an do hunn ech awer d'Impressioun, dass d'Ham an der Mëllech gekacht gouf. Wann een do ënnendra kuckt, wéi mat Hasteng d'Maueren ausgekleet gi sinn, wou praktesch eng Cour intérieure - déi op anere Plazen och esou beléift ass - ënnen an der Unterführung do dran ass, mengen ech, dass een d'Economissitéit och misst kucken a vläicht fir d'Zukunft - dat ass e Wonsch un Iech, Här Minister - misst kucken, dass mer heiansdo no der Devise „manner ass oft méi“ géife kucken, dass mer awer géifen e bësse méi präiswäert bauen, wéi mer elo an deene leschte Joren amgaange waren dat bei eenzelne Projeten ze maachen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Här Grethen, ech kann deem a sech nëmme bäistëmmen. Ech soe just, dat do ass elo eng zweet Fro, mä hei probéieren ech elo d'Fro ze behandelen: Wéi kucke mer an deenen Devien, déi mer opgesat hunn, ze bleiwen a wat fir eng Prozeduren hu mer, wa mer Schwieregkeeten hunn?

Déi zweet grouss Fro, dat ass: Wéi baue mer méi bëlleg? An do gëtt et och eng Rei Propositiounen, déi mer mussen op den Dësch leeën. Wann ech also bei de Schoulgebaier bleiwen: Ech baue léiwer mat deene Suen, déi ech hunn, véier Schoulgebaier, déi méi rationell da sinn, wou ech zwar Qualitéit assuréieren, mä ech hunn der awer véier fir sou vill méi Schüler ënnerzekréien, wéi dass ech der dräi bauen, wéi Dir elo géift soen, iwwerall mat Hasteng, wat der Pedagogie net ganz vill hëlleft.

Se musse gutt sinn, se musse qualitéitsméisseg sinn, mä se mussen esou sinn, datt mer an deem Finanzvolume, dee mer hunn, de Maximum erausschloen, fir déi Infrastrukturen ze kréien, déi mer an der Zukunft brauchen. Ech ginn Iech Recht, dat ass och eng Diskussioun, déi mer musse féieren, mä wéi gesot, ech mengen, datt dat awer eng zweet wesentlech Fro ass, déi mer eis musse stellen.

Mä da kënnt deen anere Punkt, deen haut bei deene verschiddene Rieden net esou ugeschwat ginn ass, an dat ass dee vun den Adjudikatiounen. Wann ech kucken, wéi verschidde Käschten oder wou verschidde Voleten och nach méi deier gi sinn, dann ass dat, datt mer Devien haten, datt dat ausgeschriwwe ginn ass, datt Soumission-publiquë gemaach gi sinn - normal nom Soumissiounsgesetz - an datt dann déi Offerten, déi mer erakritt hunn, e gutt Stéck méi deier waren.

A wann ech och kucke bei verschiddene Projeten, déi mer esou erakréien, déi elo net méi deier gi wéi dat virausgesinn ass, mä wann ech do awer eng Kéier den Ënnerscheed zwëschent deenen eenzelnen Offerte kucken, vum bëllegsten op dee mëttelsten an op dee méi deieren, da muss ech soen, dozwëschent sinn och ganz oft riseg Ënnerscheeder. An et kann nun einfach awer och virkommen, datt op eenzelne Punkten den Devis esou gerechent ginn ass, datt duerno an der Realitéit vun der Soumissioun dat net onbedéngt méi Realitéit ass an datt mer et do mat anere Präisser ze dinn hunn.

0An da stellt sech och d'Fro: Wéi reagéiere mer dann an deene Fäll? An et stellt sech natierlech och d'Fro, wéi mer dat da mat der Chamber an deem Moment uginn. Also ech soen, och do ass nach eng wesentlech Fro, mä vu datt den Här President mer d'Luucht ugeschalt huet, ginn ech méi schnell op déi Punkten eriwwer.

M. le Président.- Dir hutt nach zéng Minutten.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Ah, ech hunn deen zweete Projet, da kann ech erëm mäi Blat hei zréckhuelen, fir dann awer nach dat ze soen, wat ech dozou wollt soen.

Dat schéngt mer also och eng wichteg Saach ze sinn, wéi een op déi do wichteg Punkte reagéiert. An déi Leit, déi an der Gemeng sinn, wësse wéi esou Ausschreiwunge gemaach sinn - den Här Diederich huet et virdru gesot. Ech mengen et ass net eng Realitéit, déi just beim Stat ass. Déi Leit, déi doheem privat gebaut hunn, déi wëssen och, datt dat do Froe sinn, wann ee sech säin eenzelne Budget mécht a wann een dann déi eenzel Devisë bei de Leit freet, datt déi net ëmmer esou si wéi ee sech dat am Ufank virgestallt huet.

Elo hu mir natierlech déi technesch Moyene fir méi no ze kommen, elo hu mir natierlech d'Méiglechkeeten, fir dat méi prezis auszerechnen, mä et ass awer nach ëmmer sou, wann Dir - an dat ass bei der Nordstrooss e wesentleche Punkt gewiescht, elo hei manner an de Projeten - 1997 e Gesetz stëmmt an 2003 oder 2004 maacht Der d'Ausschreiwung, dann ass et awer ganz schwéier 1997 virauszegesinn, wéi d'Marchéen evoluéiert hunn, wéi d'Präisser evoluéiert hunn an ob dat nach sechs, aacht Joer duerno ongeféier an deem Devis kéint leien, deen Der am Fong Iech ausgerechent hat, wéi Der esou vill Joer virdrun d'Gesetz hei an d'Chamber bruecht hutt.

(Interruption)

Ech wëll elo wierklech net, datt dat do als Entschëllegung zielt. Ech wëll Iech just soen, wou sech an der Realitéit d'Problemer stellen an op wat fir eng Problemer, wa mer zesummen déi Diskussioun an deene Kommissioune féieren, mir mussen eng Äntwert ginn, well da wëll ech awer natierlech wësse wéi ech déi Saache soll mat Iech zesumme behandelen. Ech weess wéi ech se am Ministère soll behandelen, mä ech wëll awer an de Relatiounen, déi ech mat der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire korrekt wëll féieren an deenen nächste Joren, wësse wéi mer déi Saachen do upaken.

Ech hunn eng Rei Iddien. Ech hunn d'lescht Kéier och dem President, dem Här Grethen, versprach, mir géingen Iech dat schréftlech eragi wéi mer eis dat virstellen, an da kënne mer jo kucken, ob dat deem entsprécht, wat sech virgestallt gëtt.

An da sinn niewent deene ganze Prozeduren, déi mer jo an der Chamber hunn, och eng ganz Rei Prozeduren, déi ee sech regierungsintern muss gi fir déi Kontrollen esou ze maachen, wéi mer se gären hätten. Eng vun deene Prozeduren, do ass awer haut nach net dovu geschwat ginn, dat schéngt mer awer och wichteg, et geet Iech och direkt eppes un, dat ass, datt ech wierklech mengen, datt et fir de Ministère, fir mech eng extrem grouss Utilitéit huet, wann ech all sechs Méint déi grouss Projeten huelen an an d'Chamberkommissioun bei Iech kommen, fir dann eenzel Projet fir Projet duerchzekucken, da muss ee sech Zäit huele fir dat ze maachen, déi huelt Der Iech, fir ze soen, mir sinn hei drun, hei sinn d'Schwieregkeete vun deem Projet, esou geet et weider.

Dat gëtt fir de Ministère eng gewëssen Disziplin a fir d'Chamber, wou mer dann au fur et à mesure kucken déi Problemer, déi sech stellen, ze léisen. A wann zwëschent deene sechs Méint Problemer gréisserer Natur opkommen, datt ech dann d'Initiativrecht hunn, fir déi bei Iech kënnen duerchdiskutéieren ze kommen.

An da gëtt et nach eng ganz Rei Prozeduren, déi wéi gesot ministèreintern respektiv um Chantier selwer, mengen ech, mussen agefouert ginn, fir ze kucken, datt mer Dag fir Dag um Chantier eng besser Kontroll vun deenen eenzelne Chantiere maachen oder dat méi an de Gréff kréien. Mä och do soen ech just als Remarque hannendrun: Wa mer dat maachen, da kascht dat och, dat sinn alles Prozeduren, déi hire Präis hunn. Dir maacht net d'Kontroll, Dir maacht net d'Surveillance vum Chantier, egal op wat fir enge Punkten, ouni e Präis dofir ze bezuelen.

Sou, dat och gesot, wëll ech ofschléissen, andeem ech einfach nach eng Kéier Merci soe fir awer op schwierege Projeten eng Diskussioun, déi an deene ganz groussen Deeler extrem konstruktiv war. Ech hoffen, datt mer och d'Méiglechkeet hu mat alle Fraktiounen déi Diskussioun konstruktiv an deenen nächste Méint esou weiderzefëieren.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun vun deenen zwee Projeten ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung vun deene Projeten. Fir d'éischt d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5364 iwwert d'Ëmgestaltung vum Gaasperecher Kräiz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Laut dem Schierm ass de Projet ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, 5 Enthalungen a 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Paul-Henri Meyers), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Fernand Diederich), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roland Schreiner), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par Mme Lydia Mutsch), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Da kéime mer zum Vote iwwert de Projet 5365 iwwert d'Kräizung Escher Strooss/Märeler Strooss.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, 7 Abstentiounen a 5 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider (par Mme Lydia Mutsch), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

7. Ordre du jour

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 16., 17. an 18. November. An hirer Réunioun vun haut de Moien huet d'Presidentekonferenz folgenden Orde du jour virgeschloen:

En Dënschdeg, de 16. November um dräi Auer:

1. eng Froestonn un d'Regierung;

2. d'Interpellatioun vum Här Henri Cox iwwert d'Ackerbaupolitik, d'Sécherheet vun den Iesswueren an d'Liewensbedingunge vum Véi, nom Modell 1.

Dann e Mëttwoch, de 17. November um hallwer dräi:

1. d'Deklaratioun vun der Regierung iwwert d'Entwécklungshëllef mat uschléissender Debatt, nom Modell 1;

2. de Projet de loi 5343 iwwert d'Fusioun vun de Gemenge Baastenduerf a Furen, nom Modell 1.

An en Donneschdeg, den 18. November um hallwer dräi:

1. eng Aktualitéitsstonn, déi vun der Fraktioun vum ADR ugefrot gouf, iwwert d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei;

2. d'Visite an d'Deklaratioun hei bei eis am Parlament vum President vum Europaparlament.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass dann esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.09 heures)

Sommaire des séances publiques

Paroles de bienvenue de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, entouré par M. le Vice-Président Jos Scheuer et M. le Vice-Président Niki Bettendorf page 1

Clôture de la 2e session extraordinaire 2004 et ouverture de la session ordinaire 2004-2005 et discours de S.A.R le Grand-Duc Henri pages 1-2

Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général page 2

Composition des commissions parlementaires page 2

Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 2

Présidence d'honneur et octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés page 2

Communications pages 2-4

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 4

Ordre du jour page 4

Heure de questions au Gouvernement pages 4-7

- Question N° 1 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Marco Schank relative aux installations photovoltaïques en zone verte et l'établissement d'un plan sectoriel pour parcs éoliens, adressée au Ministre de l'Environnement

- Question N° 3 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Henri Kox relative à la promotion et aux primes en faveur des énergies renouvelables, adressée au Ministre de l'Environnement

- Question N° 2 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf relative à la lutte contre le tabagisme au niveau national, adressée au Ministre de la Santé

- Question N° 4 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Anne Brasseur relative aux infrastructures sportives, adressée au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire

- Question N° 5 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Robert Mehlen relative aux travaux de la route du Nord, adressée au Ministre des Travaux publics

- Question N° 6 du 26 octobre 2004 de Madame le Député Viviane Loschetter relative aux droits de pension en cas de divorce, adressée au Ministre de la Sécurité sociale

- Question N° 7 du 26 octobre 2004 de Monsieur le Député Gast Gibéryen relative à un rapport annuel sur les subventions de l'État, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire

Heure d'actualité demandée par le groupe Déi Gréng relative à l'avenir de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCFL) pages 7-10

4754 - Proposition de loi portant
1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;
2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution - Second vote constitutionnel pages 10-12

Ordre du jour pages 12-13

5336 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange/Ettelbruck pages 13-16

5320 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville pages 16-18

5165 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant : 1. le code pénal ; 2. le code d'instruction criminelle ; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances ; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat ; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat ; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises ; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable ; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives ; 12. la loi générale des impôts ("Abgabenordnung") - Second vote constitutionnel pages 18-20

5236 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002 pages 20-21

4938 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000 pages 21-24

Composition des commissions parlementaires page 25

Question parlementaire N° 14 de M. Aly Jaerling relative à l'augmentation de capital chez Arcelor pages 25-26

5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux pages 26-27

5176 - Projet de loi portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992 pages 27-28

4691 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II pages 28-30

5364 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la "Croix de Gasperich" avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186

5365 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies pages 30-35

Ordre du jour page 35

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 1 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2003-2004		
2690	M. Xavier Bettel	Mise sur le marché de terrains par l'État luxembourgeois
2710	M. Jacques-Yves Henckes	Retour volontaire des demandeurs d'asile
2737	M. Mars Di Bartolomeo	Uniformisation du remboursement des congés de maladie des salariés du secteur privé
2757	M. Jeannot Belling	Indemnité spéciale aux chefs de poste de l'Administration des Douanes et Accises
2758	M. Marco Schroell	Informatisation du dossier de la personne soignée
1re Session extraordinaire 2004		
0001	M. Gast Gibéryen	Autorisation d'établissement pour le parc résidentiel de camping à Mondorf-les-Bains
0002	M. Gast Gibéryen	Interdiction du canotage sur la Sûre
0003	M. Aly Jaerling	Espionnage économique
0004 cf. 0009	M. Xavier Bettel	Situation sanitaire dans une ferme à Frisange
0005	M. Aly Jaerling	Réduction des effectifs dans les hôpitaux
0006	M. Robert Mehlen	Chantier de la «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte»
0007	Mme Colette Flesch M. Xavier Bettel	Entrée en vigueur des dispositions de la loi relative aux effets légaux de certains partenariats
0008	M. Xavier Bettel	Lutte contre le Sida
0009 cf. 0004	M. Xavier Bettel	Contrôles effectués par les vétérinaires-inspecteurs et vétérinaires officiels dans les établissements agricoles
0010	M. Aly Jaerling	Détermination du besoin des unités en personnel dans les cliniques
0011	M. Xavier Bettel	Affaire disciplinaire au sein de la Bibliothèque nationale
0012	M. Xavier Bettel	Impact des travaux de construction de la Cité judiciaire au parking du Saint-Esprit
0013	M. Aly Jaerling	Forfait d'éducation
0014	M. Aly Jaerling	Augmentation de capital chez Arcelor
0015	M. Aly Jaerling	Interdiction de l'utilisation d'insecticides composés de fipronil
0016	M. Aly Jaerling	Mesures policières prises vis-à-vis des supporters utilisant des fumigènes lors des matchs de football
0017	M. Aly Jaerling	Menaces terroristes
2e Session extraordinaire 2004		
0018	M. Henri Kox	Promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables
0019	M. Henri Kox	Pratique du jet-ski sur la Moselle
0020	M. Robert Mehlen	Situation financière du groupe CEPAL
0021	M. Marco Schank	Construction d'un nouveau laboratoire
0022	M. Lucien Clement	Fonctionnement du clos d'équarrissage au Schwanenthal
0023	M. Xavier Bettel M. Claude Meisch	Restrictions de circulation pour les poids lourds
0024	M. Aly Jaerling	Protection nationale
0025	Mme Anne Brasseur	Mécanismes de contrôle de la gestion des crèches
0026	M. Xavier Bettel	Augmentation des prix pétroliers
0027	M. Xavier Bettel	Prévention de la tuberculose
0028	M. Xavier Bettel	Remboursement de la tonsillotomie
0029	M. Xavier Bettel	Forfait mensuel pour intolérants au gluten
0030	M. Xavier Bettel	Directive sur les produits du tabac
0031	M. Xavier Bettel	Dépenses des caisses de maladie
0032	M. Xavier Bettel	Mésentente au sein du Centre hospitalier neuropsychiatrique
0033	M. Xavier Bettel	Médecine scolaire dans l'éducation précoce
0034	M. Xavier Bettel	Organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU
0035	M. Xavier Bettel	Uniformisation du remboursement des congés de maladie
0036	M. Xavier Bettel	Vaccination des enfants contre la méningite
0037	M. Xavier Bettel	Prestations des caisses de maladie dans la médecine dentaire
0038	M. Xavier Bettel	Admission du nouveau médicament anti-Sida
0039	M. Xavier Bettel	Règles orthographiques allemandes
0041	M. Jean-Pierre Koepp	Nouvelle conception de l'échangeur "Biff"
0042	M. Aly Jaerling	Risques liés à l'utilisation d'appareils de bronzage
0043	M. Xavier Bettel	Nouvelles dispositions des stations de contrôle technique pour les véhicules à deux roues
0044	Mme Colette Flesch	Éducation sportive à l'école
0045	Mme Colette Flesch	Sport scolaire
0046	M. Aly Jaerling	Contrôle policier des cyclistes et des piétons
0047	M. Aly Jaerling	Suppléments première classe dans les hôpitaux
0048	M. Alex Bodry	Modalités de mise en oeuvre de la loi relative aux effets légaux de certains partenariats
0049	M. Aly Jaerling	Ratification de la Constitution européenne
0050	M. Aly Jaerling	Mesures de prévention contre la légionellose
0051	M. Aly Jaerling	Loque américaine des abeilles
0053	M. Aly Jaerling	Faux billets de banque
0054	M. Aly Jaerling	Budget de la Communauté européenne
0055	M. Laurent Mosar	Exécution de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel
0056	M. Aly Jaerling	Situation déficitaire des caisses de maladie
0057	M. Jean-Pierre Koepp	Etat de santé de plusieurs ouvriers du SIDEC
0058 cf. 0060	M. Xavier Bettel	Abandon des pièces de un et de deux cents
0059	M. Xavier Bettel	Création d'un poste de directeur de la Sécurité intérieure
0060 cf. 0058	M. Aly Jaerling	Abolition des pièces de un et de deux cents
0061	M. Aly Jaerling	Construction d'un centre national pour jeux de quilles et de bowling
0062	M. Aly Jaerling	Piercing et tatouage
0063	M. Robert Mehlen	Lutte contre la loque américaine des abeilles
0064	M. Aly Jaerling	Développement de l'échinococcose multiloculaire
0066	M. Jean-Pierre Koepp	Maladie du gibier
0068 cf. 0071	M. Aly Jaerling	Situation au Centre pénitentiaire de Schrassig
0070	M. Robert Mehlen	Volume des récoltes de céréales suite aux intempéries
0071 cf. 0068	M. Xavier Bettel	Sécurité des établissements scolaires
0073	M. Laurent Mosar	Droit à la vie privée des personnes publiques (arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 24 juin 2004)
0074	M. Henri Kox	Rapport sur les causes de la panne d'électricité du 2 septembre 2004
0075	M. Aly Jaerling	Éducation à la sécurité routière
0076	M. Marco Schank	Journée nationale du Sport à l'École
0077	M. Marco Schank	Problème d'adaptation des horaires scolaires de l'enseignement préscolaire et primaire
0078	M. Laurent Mosar	Réductions des nuisances sonores
0079	M. Jean-Pierre Koepp	Accusations du Syndicat des pilotes de ligne français quant aux licences de vol luxembourgeoises
0080	M. Xavier Bettel	Homologation des diplômes de fin d'études secondaires par la Communauté française de Belgique
0081	M. Lucien Clement	Organisation de l'éducation précoce
0083	M. Aly Jaerling	Apparition de la méningo-encéphalite à tiques (MET/FSME)
0084	Mme Anne Brasseur	Concurrence déloyale sur divers chantiers
0085	M. Jean-Pierre Koepp	Sentier touristique menant au Schiessentümpel
0086	M. Aly Jaerling	Réglementation de la pratique de l'escalade en milieu naturel
0092	M. Xavier Bettel	Logements de service pour les membres de la police grand-ducale
0093	M. Xavier Bettel	Création de nouveaux postes de conseillers à la Cour supérieure de Justice
0097	Mme Anne Brasseur	Construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée technique du Centre
0101	Mme Nancy Arendt	Le tabagisme chez les femmes enceintes
0109	M. Jean-Pierre Koepp	Cas de légionellose à l'Hôpital Intercommunal Steinfort
0112	M. Jean-Pierre Koepp	Assurance dépendance

Session ordinaire 2003-2004

Question 2690 (1.4.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la mise sur le marché de terrains par l'État luxembourgeois:

Monsieur le Premier Ministre avait annoncé le 7 mai 2002 lors de sa déclaration sur la situation économique, sociale et financière du pays que l'État allait mettre un certain nombre de ses terrains sur le marché afin de remédier à la pénurie de logement et pour promouvoir la construction de nouveaux logements.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre du Logement:

Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre de terrains qui ont depuis été mis sur le marché par l'État luxembourgeois?

À quelle procédure les terrains ont été soumis lors de leur mise sur le marché?

À quels prix ont-ils été vendus?

De combien de surface constructible dispose l'État?

Est-ce que d'autres terrains vont être mis sur le marché dans les mois à venir?

Réponse (5.10.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget:*

Dans le contexte de la question parlementaire, il y a lieu de relever qu'une révision détaillée de l'inventaire des propriétés de l'État a eu lieu ces dernières années. Chaque département ministériel a procédé à la vérification des parcelles lui affectées quant à la réalité du besoin. Des réunions régionales avec la participation des services étatiques concernés (Administration des Bâtiments publics, Administration des Ponts et Chaussées, Administration des Eaux et Forêts, Administration de l'Enregistrement et des Domaines) ont eu lieu afin de déterminer les terrains susceptibles à être cédés et les terrains disponibles à être utilisés dans des échanges dans l'intérêt de projets d'infrastructures.

La politique de l'État relative à la mise sur le marché de terrains domaniaux consiste à soumettre toute cession éventuelle à un examen approfondi du Comité d'Acquisition ou du Comité des Domaines afin d'évaluer l'opportunité de l'opération tant au niveau des besoins actuels que des besoins futurs de l'État.

À la suite de ces examens approfondis, l'État a effectué, depuis le début de l'année 2002, 27 opérations de cession, dont trois par adjudications publiques.

De ces 27 opérations, cinq ont été réalisées au profit de communes ou du Fonds pour le logement à coût modéré tandis que 14 opérations concernant des parties de terrains ont été effectuées au profit de propriétaires privés, voisins d'une propriété de l'État et où un tiers ne pouvait être intéressé. Ces cessions ont ainsi permis de réaliser des projets de logement.

D'autres transactions sont encore envisagées avec le Fonds pour le logement à coût modéré portant sur des terrains ou immeubles de l'État situés à Luxembourg-ville, Echternach et Niederanven.

Question 2710 (16.4.2004) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant le retour volontaire des demandeurs d'asile:

Il me revient qu'un certain nombre de demandeurs d'asile déboutés ont récemment marqué leur accord pour un retour volontaire dans leur pays d'origine. Or le Gouvernement ne serait pas à même de rapatrier ces personnes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1. Quel est actuellement le nombre de personnes en fin de procédure d'asile?
2. Parmi ces personnes quel est le nombre de personnes qui se sont déclarées d'accord avec un retour volontaire?
3. Quand ces personnes seront-elles rapatriées?
4. Quel est le montant alloué à chaque personne et quand est-il payé?

Réponse (6.9.2004) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

1. En date du 16 août 2004, 1.415 personnes étaient déboutées de leur demande d'asile, c'est-à-dire elles étaient venues à terme de la procédure d'asile.

Les principaux pays d'origine sont les suivants:

Serbie et Monténégro	1.027
dont Kosovo	345
Bosnie-Herzégovine	104
Albanie	99
«Macédoine»	52

2. Actuellement 27 personnes en provenance de la Serbie et du Monténégro se sont déclarées d'accord pour un retour assisté. Pour la Bosnie-Herzégovine il s'agit de 16 personnes.

3. Des rapatriements auront probablement lieu au mois de septembre, soit par vol régulier, soit par vol charter.

4. Lors d'un retour assisté, le montant alloué à un adulte est de 1.190 euros, celui alloué à un mineur est de 595 euros. La somme est remise par un agent du Ministère de la Famille et de l'Intégration à la personne concernée après son check-in à l'aéroport du Findel. À ce montant s'ajoute une aide à l'envoi de bagages et de petits meubles qui varie entre 150 et 400 euros.

Question 2737 (11.5.2004) de M. Mars Di Bartolomeo *(LSAP)* concernant l'uniformisation du remboursement des congés de maladie des salariés dans le secteur privé:

Dans le cadre d'une heure de questions à la Chambre des Députés en date du 9 mars 2004, Monsieur le Ministre s'est prononcé sur l'étude relative à l'uniformisation éventuelle du remboursement des congés de maladie de tous les salariés du secteur privé, donc employés et ouvriers.

Selon les informations reçues à cette date, un comité d'accompagnement composé de représentants des syndicats et du patronat devrait rencontrer des membres de l'IGSS et de l'Union des Caisses de Maladie et les résultats des analyses seraient disponibles pour la fin mars / début avril.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les conclusions de cette étude?
- Quelles sont les suites que le Gouvernement entend réserver à ces analyses?
- Est-ce que les partenaires sociaux ont pu trouver une position commune sur l'uniformisation en question?

Réponse (3.8.2004) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Dans sa réunion du 24 novembre 2003 le Comité de coordination tripartite a demandé d'être saisi jusqu'à la fin du mois de mars 2004 d'une étude examinant les incidences d'une modification structurelle ayant pour finalité d'uniformiser pour tous les salariés du secteur privé le système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie. Dans une telle solution l'employeur aurait l'obligation d'indemniser les six premières semaines d'incapacité de travail, l'assurance-maladie intervenant par la suite.

L'employeur serait donc partiellement déchargé de son obligation légale actuelle à l'égard des employés privés qui lui impose de prendre en charge le mois de la survenance de l'incapacité de travail et les trois mois subséquents; par contre il lui incomberait d'assumer la charge des indemnités pour les ouvriers pendant la période de six semaines. Le taux d'équilibre se situera sensiblement en dessous du taux actuel pour les ouvriers tandis qu'il dépassera celui actuellement appliqué aux employés privés.

Les effets de la solution examinée devront être globalement neutres et ne pourront pas comporter des charges supplémentaires pour l'économie.

L'étude, dont les travaux d'élaboration ont été suivis par un comité d'accompagnement composé des partenaires sociaux, a été réalisée par mes services dans les délais impartis. Il appartiendra au Comité de coordination tripartite, commanditaire de l'étude, d'en tirer le moment venu les conclusions qui s'indiquent.

Question 2757 (20.5.2004) de M. Jeannot Belling *(DP)* concernant l'indemnité spéciale aux chefs de poste de l'Administration des Douanes et Accises:

D'après l'article 23 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État et le règlement grand-ducal du 13 avril 1984 déterminant les conditions et les modalités de l'allocation de l'indemnité spéciale prévue par l'article précité, il revient au Ministre des Finances d'allouer des indemnités aux chefs de poste auprès de l'Administration des Douanes et Accises. Il me revient que les bénéficiaires de ces indemnités ont changé plusieurs fois ces dernières années en raison notamment de la mise en œuvre du Traité de Schengen et de la réorganisation des services qui s'en est suivie.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me dire pour quelles raisons les chefs de poste de la brigade canine ainsi que de la brigade motocycliste n'ont pas encore pu bénéficier d'une indemnité spéciale?

Réponse (11.8.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Au début du mois d'avril le Ministre des Finances a saisi la Direction des Douanes et Accises d'un courrier du syndicat LDG («Lëtzebuerger Douane's Gewerkschaft») à son adresse en la priant d'émettre son avis au sujet d'une éventuelle nouvelle désignation des bénéficiaires de l'indemnité de chef de poste sans que leur nombre ne puisse dépasser celui retenu en 2003.

Question 2758 (2.7.2004) de M. Marco Schroell *(DP)* concernant l'informatisation du dossier de la personne soignée:

La loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers dans son article 36 traite du dossier individuel du patient, avec ses volets médical, de soins et administratif.

Dans le cadre de l'informatisation du dossier de la personne soignée, la plupart des établissements hospitaliers préparent la reconversion du dossier archivé sous forme papier en dossier informatisé. Pour cela la numérisation «scanning» de certains documents devient nécessaire et les gestionnaires des hôpitaux se posent la question de la validité juridique d'un document du dossier patient reconverti sous forme numérique (ordonnance médicale, rapport d'opérations, compte rendu d'hospitalisation, diagramme de soins, etc.).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué aux Communications qui est à l'origine de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel:

- Un dossier papier peut-il être détruit après avoir été numérisé ou certains documents sur papier doivent-ils être conservés? En d'autres termes, un document scanné a-t-il la même valeur juridique qu'un document papier?
- Le cas échéant, quels sont les documents à conserver sous forme papier?

Réponse (30.7.2004) de M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications:*

La loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers tout comme la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel ne se prononcent pas sur la question spécifique de savoir si le dossier d'une personne soignée doit être tenu «sous forme papier» ou s'il peut l'être «sous forme informatisée».

Force est de constater que les dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel s'appliquent quel que soit le mode de tenue du dossier. En revanche la protection des données s'intéresse plus particulièrement à la question de la durée de conservation des données à caractère personnel sous l'angle de l'obligation du responsable du traitement de supprimer ces dernières ou de les rendre anonymes dès que les finalités pour lesquelles elles ont été collectées et traitées ont été atteintes ou ne justifient plus une conservation sous une forme permettant l'identification des personnes concernées qui comporte des risques d'atteinte à leurs libertés et droits fondamentaux, notamment à leur vie privée (article 4, paragraphe (1) lettre (d) de la loi).

Il y a lieu de noter que la loi modifiée du 14 août 2000 relative au commerce électronique a modifié les articles du code civil relatifs à l'acte sous seing privé. L'article 1322-2 du code civil prévoit ainsi que «l'acte sous seing privé électronique vaut comme original lorsqu'il présente des garanties fiables quant au maintien de son intégrité (...)». Cependant ces dispositions traitant de la force probante des actes de nature civile et commerciale ne doivent pas trouver application dans la présente matière, alors et surtout que le dossier médical n'a pas été introduit dans la loi hospitalière en vue de constituer des moyens de preuve pour ou contre les acteurs médicaux et hospitaliers, même s'il peut aussi servir à de telles fins.

Il en résulte que l'archivage de dossiers informatisés est acceptable. Les différentes pièces du dossier informatisé devraient cependant permettre d'identifier leur auteur et être protégées contre toute altération.

Néanmoins la question posée mérite réflexion et sans doute aussi concertation avec le milieu hospitalier. Cette réflexion ne peut être menée et terminée dans le bref délai imparti pour répondre à une question parlementaire.

1re Session extraordinaire 2004

Question 0001 (13.7.2004) de M. Gast Gibéryen *(ADR)* concernant l'autorisation d'établissement pour le „Parc résidentiel de camping" à Mondorf-les-Bains:

1982 gouf zu Munneref un de bestehende Camping en „Parc résidentiel de camping" annexéiert. Déi Gemengeverantwortlech vu Munneref hu säit 1981 Leit, déi an dësem Camping résidentiel wunnen, ouni Problem an der Gemeng ugemellt.

Elo ass zënter enger gewësser Zäit bekannt, datt de Camping zu Munneref soll zougemaach ginn. D'Leit, déi do um Camping méi oder wéineger hire feste Wunnsëtz hunn, ginn am Däischtere gelooss wat déi richteg Grënn fir d'Schléissung ugeet a wéi dës Leit sech an Zukunft sollen organiséieren. Alles an allem schéngt et sech awer ëm e renge Gestiounsproblem ze handelen.

An enger Gemengerotssëtzung am Juni dëst Joer huet d'Madame Buergermeeschter vu Munneref bestätegt, datt et de Minister fir de Mëttelstand an den Tourismus ass, dee keng Bedreiwergenehmegung méi fir de Camping ausstelle wäert.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un déi zwee Ministeren:

1) Stellen déi betraffe Ministèren an Zukunft keng Bedreiwergenehmegung méi fir de Camping vu Munneref aus?
2) Wa jo, aus wat fir enge geneeë Grënn, a wat bedeit dat fir d'Zukunft vum Camping a vun dem ugeschlossenen „Parc résidentiel"?
3) Sinn d'Ministeren iwwert déi Gesamtproblematik vum Camping résidentiel vu Munneref an d'Schicksal vun de Leit, déi do fest wunnen, informéiert, a gi Léisunge fir déi schwiereg Lag, an déi déi Leit Gefor lafen ze kommen, gesicht?

Réponse (11.8.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Laut Gesetz vum 11. Juli 1957 stellt den Tourismusminister d'Genehmegung fir Campinger aus, wa si d'Installatiounskonditioune vum Reglement vum 25. Mäerz 1967 erfëllen.

No enger Visite de 4. Mee 2004 um Camping ass d'Munnerefer Gemeng opgefuerdert ginn, verschidde Saachen an d'Rei ze setzen:

- Affichage vum Campingsplang
- Respektéiere vun den Norme vun de Plazen (100 m²)
- Agrenze vum Terrain
- Markéiere vun de Plazen
- Openthaltsraum zougänglech maachen
- Éischthëllefskëscht bereetstellen
- Schlecht ënnerhalenen Terrain verbesseren (et ass nëmme plazeweis geméit; Onkraut tëschent de Weeër)
- Schrott a Bauréckstänn um résidentiellen Deel vum Camping raumen.

De Munnerefer Camping hat eng Genehmegung, déi den 8. Mee 2004 ofgelaf ass. Déi Genehmegung gouf net erneiert, well no enger zweeter Visite, den 1. Juli 2004,

dës Messstänn net behuewe waren.

Ech wëll betounen, datt dës Konditiounen ouni grouss Investissementer kënnen erreecht ginn. Sinn dës Konditiounen erfëllt, kann d'Prozedur fir d'Ausstelle vun enger Autorisatioun nees opgeholl ginn.

Wat elo déi drëtt Fro betrëfft, wëll ech den honorablen Deputéierte Gast Gibéryen drop hiweisen, datt et engem Propriétaire/Exploitant vun engem Camping fräisteet, d'Exploitatioun vun deemselwechten oprechtzeerhalen oder net.

D'Décisioun vun enger Exploitatioun oder Netexploitatioun fält also net ënnert de Kompetenzberäich vum Tourismusminister. Op Basis vum Artikel 8 vum Reglement vum 25. Mäerz 1967 muss den zoustännege Minister innerhalb vun 8 Deeg iwwert d'Décisioun vun enger Cessatioun vun der Exploitatioun informéiert ginn.

Ze bemierken ass nach, datt d'Definitioun vum „camping résidentiel" mat Sécherheet net wëllt heeschen, datt déi Leit op dem Camping e feste Wunnsëtz hunn a regelrecht an der Gemeng ugemellt sinn, mee dëst sinn Touristen, déi zu bestëmmten Zäiten an hirem fir d'ganz Joer reservéierte Chalet/Roulotte hir Vakanz verbréngen.

Alles wat doriwwer erausgeet, fält weder ënnert d'Gesetz vun 1957 nach ënnert de Kompetenzberäich vum Tourismusminister.

Question 0002 (13.7.2004) de M. Gast Gibéryen *(ADR)* concernant l'interdiction du canotage sur la Sûre:

Zënter 15 Joer ass et an der ënneschter Sauer tëschent Dikrech a Waasserbëlleg op Grond vu bakterielle Belaaschtungen net erlaabt ze bueden. An deem Kontext besteet och op lëtzebuergescher Säit e Verbuet, fir mam Kanu oder anere Booter op der Sauer ze fueren.

Op der däitscher Säit awer ass dat net verbueden, esou datt eng ganz Rei vun Touristen op déi däitsch Säit auswäichen, fir do kënne mat de Booter ze fueren an deementspriechend och do hir Vakanz verbréngen, wat eng zolidd Perte fir de lëtzebuergeschen Tourismus bedeit.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Innenminister:

1) Aus wat fir enge geneeë Grënn ass et zu Lëtzebuerg verbueden op der ënneschter Sauer mat engem Boot ze fueren, a gëllt dëst Verbuet och nach an Zukunft?
2) Wier et an dëser Fro net ubruecht, sech mat den däitschen zoustännegen Autoritéiten ze concertéieren, fir datt och op der däitscher Säit vun der ënneschter Sauer am Sënn vum Naturschutz esou e Verbuet agefouert gëtt? Sinn do eventuell schonns Gespréicher gefouert ginn, a wann net, sinn esou Démarchë geplangt?

Réponse (16.8.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La pratique du canotage sur les cours d'eau luxembourgeois est actuellement réglée par l'article 15 de la loi du 19 janvier 1994 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles: «Dans la mesure où ils se déroulent en forêt, dans des habitats de l'annexe 1 ou dans des habitats d'espèces des annexes 2 et 3 et sur les cours d'eau, les activités sportives, l'emploi d'instruments sonores ainsi que les activités de loisirs susceptibles de nuire manifestement à l'environnement naturel sont réglés par des règlements grand-ducaux.» Ainsi, afin de réduire au maximum les effets négatifs du canotage sur le milieu aquatique, l'exercice d'activités sportives et de loisirs organisées au moyen d'embarcations de toute nature, avec ou sans moteur, est uniquement autorisé sur le tronçon de la Sûre entre l'embouchure de l'Alzette à Ettelbruck et la confluence de la Sûre et de la Moselle à Wasserbillig du 1er octobre au 15 juillet.

À l'heure actuelle une étude sur l'impact du canotage sur l'écosystème du cours d'eau frontalier de la Sûre, commanditée par les autorités de Rhénanie-Palatinat («Struktur- und Genehmigungsdirektion Nord, Regionalstelle Wasserwirtschaft, Abfallwirtschaft, Bodenschutz») est en cours de réalisation. Les résultats de cette étude serviront de base à l'élaboration d'une réglementation commune concernant la pratique du canotage sur la Sûre faisant frontière entre l'Allemagne et le Luxembourg. Dans ce contexte, plusieurs réunions ont déjà eu lieu entre les autorités allemandes et luxembourgeoises au printemps et en été 2004. La prochaine réunion de concertation commune où le rapport final de l'étude sera présenté est prévue pour début automne 2004.

Question 0003 (14.7.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'espionnage économique:

Ons Entreprisë sinn de Motor vun eisem wirtschaftleche Fortschrëtt a Wuelstand. Déi primär Fonctioun vun eisem Stat ass et seng Bierger a seng Entreprisen ze schützen.

Den internationale Kontext an deem eise Stat an eis Entreprisen operéieren huet awer, besonnesch zënter dem Zesummebroch vum sowjetesche Wirtschaftssystem, staark changéiert. Deelweis duerch eng bewosst entspriechend Politik ass eis Ekonomie enger dramatesch verschäerfter internationaler Konkurrenz ausgesat - an Europa an ëmmer méi och weltwäit.

Net nëmme Käschtevirdeeler, mä och Innovatioun a Wëssensvirspréng kënnen den Entreprisen et erlaben an esou engem Ëmfeld ze iwwerliewen. Know-how ze entwéckelen oder ze kafen ass awer alt erëm mat héije Käschte verbonnen. An esou engem Ëmfeld ass et evident, datt d'Industriespionnage, mä och d'Wirtschaftsspionnage bléit. Dëst besonnesch vu wirtschaftlech réckstännege Staten aus, wéi zum Beispill vu Staten aus dem Ex-Ostblock.

A Russland an an der Ukraine sinn d'Geheimdéngschter esouguer gesetzlech verflicht, hir Wirtschaft ze ënnerstëtzen. A Russland sinn dat den S.W.R., de G.R.U. an den F.S.B.

Déi Lëtzebuerger Wirtschaft huet - weltwäit gesinn - sécher net e grousse Käschtevirdeel. Hiren Avantage läit an éischter Linn an hirem héich entwéckelte Savoir-faire, wéi zum Beispill an der Satellitekommunikatioun. Aktivitéite vu frieme Geheimdéngschter an esou Beräicher kënnen eiser Ekonomie grousse Schued zoufügen a Konkurrenzvirdeeler nach ier se entstinn zerstéieren.

Dofir folgend Froen:

1) Ass dovunner auszegoen, datt och zu Lëtzebuerg auslännesch Geheimdéngschter Wirtschaftsspionnage bedreiwen?
2) Wat mécht de Lëtzebuerger Stat, fir eis Ekonomie virun esou Aktivitéiten ze schützen?
3) Huet de Lëtzebuerger Stat sech iwwerhaapt d'Moyenë ginn, fir an deem Beräich preventiv kënnen ze wierken?
4) Gëtt et Fäll vu Wirtschaftsspionnage, déi verhënnert respektiv opgedeckt konnte ginn?
5) Falls jo, ass d'Zuel vu Fäll vu Wirtschaftsspionnage am Klammen?
6) Wat roden déi zoustänneg staatlech Organer eise Betriber? Wéi kënnen déi sech selwer schützen, a virun allem, u wie kënne sech eis Betriber, déi de Verdacht hunn, Affer vu Spionnage ze sinn, wenden?

Réponse (9.8.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'honorable Député désire se renseigner sur l'espionnage industriel auquel pourraient se livrer les services de renseignement étrangers au Luxembourg.

Il souhaite plus particulièrement s'enquérir des instruments et moyens dont s'est doté le Luxembourg pour faire face à ces menaces.

Les autorités luxembourgeoises, et notamment le Gouvernement, sont très sensibles à cette menace. C'est pourquoi le Grand-Duché de Luxembourg s'est doté d'instruments légaux de nature à l'endiguer (1).

Il est évident ensuite que l'information et le renseignement constituent des vecteurs clé de la lutte contre l'espionnage industriel (2).

Enfin, et à titre complémentaire, les acteurs économiques doivent eux-mêmes être mis à contribution à travers une action de sensibilisation, d'information et de responsabilisation (3).

1) L'arsenal juridique de lutte contre l'espionnage industriel

a) La loi modifiée du 5 août 1963 concernant l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et de la technologie y afférente

En vertu de l'article 2 de la loi précitée, le Grand-Duc est habilité à réglementer l'importation, l'exportation et le transit des marchandises et de la technologie, notamment par un régime d'autorisations préalables, par des mesures de surveillance ou par des formalités telles que des certificats d'origine:

- soit en vue de sauvegarder les intérêts vitaux d'un secteur économique ou ceux de l'économie nationale prise dans son ensemble;
- soit pour sauvegarder la sécurité intérieure ou extérieure du pays;
- soit en vue d'assurer l'exécution des traités, conventions ou arrangements qui poursuivent des fins économiques ou qui ont trait à la sécurité, ainsi que des décisions ou recommandations d'organismes internationaux ou supranationaux.

b) La loi du 8 juillet 1967 concernant la divulgation et la mise en œuvre des inventions et des secrets de fabrique intéressant la défense ou la sûreté de l'État.

Aux termes de l'article 1 de la loi précitée est interdite la divulgation des inventions et des secrets de fabrique lorsqu'elle est contraire aux intérêts de la défense du territoire ou de la sûreté de l'État luxembourgeois ou d'un État avec lequel le Luxembourg est uni par un accord régional en vue d'une défense commune.

Lorsqu'ils l'estiment nécessaire, en vue d'assurer la défense du territoire ou de la sûreté de l'État, les ministres compétents agissant conjointement peuvent déterminer et contrôler temporairement les conditions d'exploitation d'inventions et de mise en œuvre de secrets de fabrique.

Ils peuvent ainsi:

- soit interdire temporairement l'exploitation d'inventions ou la mise en œuvre de secrets de fabrique;
- soit contraindre l'intéressé à céder des licences à des tiers autorisés par l'État;
- soit contraindre l'intéressé à lui céder la connaissance complète d'une invention non brevetée ou d'un secret de fabrique.

c) Les dispositions du code pénal

Dans ce contexte, et sans être exhaustif, il y a lieu de citer pour mémoire, à part les articles 119 à 120 à caractère général (crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'État), l'article 309 du code pénal (introduit par la loi du 15 juillet 1993) qui sanctionne notamment la divulgation, par un employé, un ouvrier ou un apprenti d'une entreprise commerciale ou industrielle, de secrets d'affaires ou de fabrication.

2) Le renseignement au service de la lutte contre l'espionnage industriel

a) La loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État (SRE)

Le Luxembourg a mis en place un organisme, à savoir le SRE, qui s'occupe de la collecte et de l'exploitation du renseignement de sécurité et qui le met à la disposition des instances chargées de définir les politiques de nature à faire face à des phénomènes comme le terrorisme ou encore l'espionnage qui, à terme, menacent dans leur substance les systèmes politiques, économiques et financiers qui forment une partie du soubassement de nos sociétés.

À cette fin, le législateur vient précisément d'ajuster les missions du nouveau SRE par le biais de la loi du 15 juin 2004 précitée qui abroge la loi modifiée du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'État.

Le législateur a redessiné le champ des missions du nouveau Service de Renseignement en l'étendant à la recherche, l'analyse et au traitement des renseignements concernant les activités qui menacent la sécurité tout court du Luxembourg et des États auxquels il est lié par un accord en vue d'une défense commune en y englobant plus particulièrement son potentiel scientifique et économique. Pour éviter les abus, les activités qui pourraient constituer une menace pour la sécurité y sont définies.

La menace qui porte atteinte au potentiel scientifique et économique peut être déployée à partir de l'étranger, mais elle peut aussi avoir son origine à l'intérieur du pays.

L'activité du service se développe exclusivement sur le plan de l'action préventive par la recherche du renseignement.

b) La loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité

Qui plus est, la loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité fait figurer la protection du patrimoine scientifique et économique du Grand-Duché de Luxembourg au nombre des intérêts, évoqués à l'article 3, jugés dignes de protection par le législateur.

En effet, toutes les «pièces» au sens de cette loi peuvent faire l'objet d'une classification (attribution d'un degré de confidentialité par ou en vertu de la loi ou par ou en vertu de traités ou conventions liant le Luxembourg), dès lors que leur utilisation inappropriée peut porter atteinte notamment au potentiel scientifique ou économique du Grand-Duché.

Afin d'assurer la protection des intérêts susvisés et donc du patrimoine scientifique et économique du Grand-Duché, les personnes exerçant un emploi, une fonction ou occupant un grade qui comportent l'utilisation de pièces classifiées, ou qui participent à l'exécution d'un contrat ou d'un marché public comportant l'utilisation de pièces classifiées, doivent être titulaires d'une habilitation de sécurité qui n'est délivrée qu'aux personnes qui ont fait l'objet d'une enquête de sécurité dont le but est de déterminer si elles présentent des garanties suffisantes quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité pour avoir accès à des informations classifiées.

Les personnes morales doivent à leur tour présenter des garanties suffisantes quant aux moyens matériels et techniques et aux méthodes à utiliser pour protéger les pièces classifiées et quant à la discrétion, la loyauté et l'intégrité des organes susceptibles d'avoir accès à ces pièces.

3) La sensibilisation des entreprises aux menaces d'ingérence

L'acteur économique doit enfin lui-même, et à titre complémentaire, être mis à contribution dans la lutte contre l'espionnage industriel à travers une action de sensibilisation et de responsabilisation.

Il faut ainsi sensibiliser et responsabiliser les acteurs eux-mêmes, car la sécurité civile industrielle ne peut être véritablement efficace si elle n'est pas prise en charge par la cible elle-même.

Dans cette action de sensibilisation et de responsabilisation, le SRE, bien que service secret, peut jouer un rôle en application des deux lois précitées du 15 juin 2004.

Une mission centrale du SRE consiste en effet à lutter, avec une visée préventive, contre l'ingérence d'une puissance étrangère.

Par ailleurs, et plus particulièrement, le SRE est désormais impliqué à travers les lois précitées dans la protection du potentiel scientifique et économique ce qui le met en contact direct avec les acteurs économiques des secteurs critiques, pour les sensibiliser à la menace à laquelle ils sont exposés et collaborer à la définition d'une véritable stratégie et d'un plan de sécurité propre à l'entreprise qui peut devenir la cible de l'espionnage industriel.

Question 0004 (16.7.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la situation sanitaire dans une ferme à Frisange:

La situation sanitaire déplorable dans une exploitation agricole de Frisange constatée fin juin suscite une série de questions sur lesquelles je souhaiterais obtenir des éclaircissements de la part de Monsieur le Ministre.

- Début juin de cette année, un contrôle aurait été effectué sur les lieux par un inspecteur vétérinaire, contrôle au cours duquel ce dernier n'aurait pas remarqué les cadavres d'animaux gisant dans la ferme. Monsieur le Ministre peut-il m'éclaircir sur le contenu du rapport dressé par ledit inspecteur vétérinaire?
- Ce sont des agents de l'Administration des Douanes qui ont constaté le spectacle désolant sur ladite ferme, suite à une plainte de riverains. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le mode d'échanges d'informations entre l'Inspection vétérinaire et les Douanes?
- Monsieur le Ministre a déclaré avoir demandé un rapport détaillé des manquements constatés à l'Administration des services vétérinaires. Monsieur le Ministre peut-il m'informer du détail des manquements constatés?
- En quoi ce rapport diffère-t-il du dernier rapport dressé par l'Administration des services vétérinaires concernant ladite ferme à Frisange?
- L'affaire de Frisange nuisant grandement à l'image de l'agriculture luxembourgeoise, qu'est-ce que Monsieur le Ministre compte entreprendre afin qu'une telle affaire ne se reproduise plus?

- Il a été annoncé que l'exploitation agricole concernée à Frisange subirait davantage de contrôles à l'avenir. Quelle sera la périodicité de ces contrôles et en quoi consisteront-elles?

Question 0009 (21.7.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant les contrôles effectués par les vétérinaires-inspecteurs et vétérinaires officiels dans les établissements agricoles:

Un contrôle avait été effectué par un inspecteur vétérinaire dans une ferme à Frisange le 3 juin dernier. Or, il semblerait que dans son rapport, selon plusieurs organes de presse, le vétérinaire n'ait rien remarqué d'anormal, alors que l'Administration des Douanes et Accises aurait trouvé une situation hygiénique abominable sur le terrain de la ferme.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les critères selon lesquels l'inspecteur vétérinaire a fait son analyse?
- Peut-il révéler ce qui a été noté sur le formulaire et attesté par la suite?
- Monsieur le Ministre peut-il m'éclaircir sur le nombre de contrôles effectués par les vétérinaires-inspecteurs et les vétérinaires officiels dans des établissements agricoles en 2003 et au premier semestre 2004?
- Combien d'établissements ont présenté des non-conformités aux normes d'hygiène générale, d'étiquetage, de traitement des animaux, etc. et quelles sanctions ont été prises pour que ces établissements retournent à la conformité?

Réponse (15.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé:*

Par deux questions parlementaires successives l'honorable Monsieur Xavier Bettel se réfère à chaque fois à la situation sanitaire déficiente constatée récemment dans une exploitation agricole sise à Frisange pour me poser un certain nombre de questions dont les unes concernent directement les faits constatés sur cette exploitation et les autres, plus générales, ont trait aux activités de contrôle des inspecteurs vétérinaires.

Comme ces deux questions parlementaires traitent du même sujet et sont complémentaires, il m'importe d'y répondre dans une seule et même réponse pour des raisons de cohérence et pour éviter des redites.

1. Des constats faits par le vétérinaire-inspecteur compétent lors de sa visite de contrôle à la ferme de Frisange en date du 3 juin 2004 il y a lieu de retenir les faits suivants:

Le seul interlocuteur sur place était un ouvrier polonais ne parlant que sa langue maternelle.

Le vétérinaire-inspecteur a constaté une identification incorrecte des bêtes détenues sur la ferme et une hygiène insuffisante. L'état d'embonpoint des animaux a été mis en doute du fait de la mauvaise qualité du fourrage donné en nourriture.

Les constats ne font état ni de la présence de cadavres d'animaux, ni d'un chien enchaîné à l'écart des bâtiments.

L'exploitant a été contacté le lendemain par téléphone avec l'ordre de la remise aux normes endéans 30 jours des carences en matière d'identification des animaux et de l'hygiène des locaux de stabulation.

2. En date du 25 juin 2004, le jour de la descente sur les lieux de l'Administration des Douanes et Accises, le vétérinaire-inspecteur compétent a constaté les manquements suivants:
   - mauvaise hygiène générale des locaux;
   - identification inconséquente du cheptel et absence d'un enregistrement;
   - non-respect du bien-être à l'égard d'un chien attaché à une chaîne;
   - enfouissement illégal de cadavres et infraction à la réglementation afférente en matière de collecte de cadavres;
   - manque de soins appropriés à l'égard de certains bovins;
   - présence sur la ferme d'un troupeau d'ovins introduits avec un certificat non conforme;
   - mauvaise gestion du registre des médicaments.

Les rapports d'épidémio-surveillance pour l'année 2003 du vétérinaire praticien ne donnent pas la même image des faits.

Suite à ces constatations, l'Administration des services vétérinaires a ordonné la remise aux normes immédiate des déficiences majeures consistant en:

- nettoyage à fond des locaux de stabulation et des locaux de traite;
- identification et enregistrement corrects et sans délai de tout le cheptel détenu;
- limitation du cheptel bovin à un maximum de 200 unités (une vingtaine d'animaux a été vendue depuis lors);
- élimination du troupeau d'ovins avec, en priorité, refoulement du troupeau des «Heidschnucken» importés d'Allemagne avec un certificat sanitaire non conforme.

3. Suite aux faits inacceptables constatés sur la ferme de Frisange, je n'ai pas manqué d'adresser aux services et aux acteurs concernés les recommandations suivantes:

aux vétérinaires praticiens:

- Concertation systématique et immédiate, en cas de problèmes d'hygiène, d'identification et de bien-être, avec les vétérinaires-inspecteurs compétents qui s'adressent directement aux détenteurs d'animaux concernés;

au Service «Sanitel»:

- Concertation et information réciproque plus conséquente avec l'Administration des services vétérinaires en cas de notifications défaillantes de la part des exploitations;

à l'Unité de contrôle:

- Concertation améliorée du contrôle des exploitations sur base d'une analyse du risque en matière d'hygiène, de bien-être et d'identification des animaux;

aux laiteries:

- Information de l'Administration des services vétérinaires non seulement en cas de mauvaises analyses concernant la qualité du lait mais également en cas de constat de déficiences au niveau de l'hygiène dans les salles de traite.

Dans ce même ordre d'idées il a été décidé que la périodicité des visites de contrôle dans les exploitations agricoles sera organisée davantage selon le principe de l'analyse du risque.

De plus, des discussions ont été entamées avec la Chambre d'Agriculture en vue d'une mise à disposition de 1 à 2 auxiliaires pour la remise aux normes de l'identification et de l'enregistrement dans les exploitations déficientes.

4. Sur un plan plus général, il importe de noter que dans le cadre de l'épidémio-surveillance toutes les exploitations agricoles détenant des bovins ou des porcins sont visitées au moins deux fois par an par les vétérinaires praticiens qui en font rapport à l'Administration des services vétérinaires. Les exploitations présentant des déficiences majeures, révélées par les rapports précités, sont revisitées par le vétérinaire-inspecteur compétent.

Ces mêmes vétérinaires-inspecteurs passent également sur les exploitations agricoles pour certifier les animaux destinés à l'exportation ainsi que pour le contrôle, par sondage, des animaux importés - passages qui permettent une surveillance vétérinaire supplémentaire des exploitations agricoles.

Ces visites multiples permettent de dénicher, en moyenne, une dizaine d'exploitations présentant des déficiences majeures, soit en matière d'hygiène générale, soit en matière d'identification et d'enregistrement, soit en matière de bien-être animal. Les carences constatées l'année passée ont conduit à une plainte auprès du Parquet, à des sanctions administratives et à des avertissements.

En matière de coordination, l'Administration des Douanes et Accises et l'Administration des services vétérinaires se sont concertées à plusieurs reprises sur les procédures d'actions à appliquer sur le terrain et sur les formes d'échange des informations. Dans le cas précis de Frisange, l'Administration des services vétérinaires a été contactée par téléphone de la part de l'Administration des Douanes et Accises suite aux constats faits sur la ferme précitée.

Question 0005 (16.7.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la réduction des effectifs dans les hôpitaux:

Laut eisen Informatiounen huet d'Krankekeesenunioun (UCM) d'Kierchbierger Spidol opgefuerdert, en „sureffectif" u Personal ofzebauen. Insgesamt sollen dat 23 Plaze sinn - 10 am „département des soins", 4 am Labo, 4 an der Verwaltung a 5 an der Botz- an Transportéquipe.

Virum Hannergrond vum wuessenden Defizit vun der UCM an deene bis haut hei feelende politeschen Décisioune struktureller Natur ass ze fäerten, datt mat dësem Personalofbau de Wee vu Leeschtungsverschlechterungen am Gesondheetswiese virgezeechent ass.

Dofir folgend Froen:

1) Aus wéi engem Grond sollen am neie Kierchbierger Spidol Plazen ofgebaut ginn?
2) Ass dat neit Spidol net ausgelaascht?
3) Gouf et Feelplanunge wat déi néideg Personaldecken ugeet?
4) Ass de Personalofbau am Kierchbierger Spidol eng definitiv décidéiert Saach?
5) Gëtt hei e generellen Trend agelaut - sinn/wäerten och aner Spideeler vu Personalofbau betraff sinn?
6) Féiert dee geplangte Personalofbau net och automatesch zu enger Leeschtungsverschlechterung an deem/deene betraffene Spideeler?

Réponse (20.7.2004) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Ech wëllt emol fir d'éischt a virun allem den éierewäerten Här Deputéierten drop opmierksam maachen, datt den alljährleche Budget fir Fonctionnementskäschten a Verhandlungen tëschent der UCM an dem jeeweilege Spidol festgeluecht gëtt. Op déi Verhandlungen huet an hëlt d'Regierung keen Afloss.

Normalerweis déngen de Budget an d'Aktivitéit vum Joer virdrun als Basis fir d'Opstelle vum neie Budget. Am Fall vum Kierchbierger Spidol kënnt den Exercice sech aus deem Grond als schwiereg erausstellen, well dat Spidol op enger neier Lokalisatioun Aktivitéite vu bestehenden Haiser iwwerholl huet an dann och nach zousätzlech Servicer, zum Beispill an der Psychiatrie, opgemaach huet. Dat kënnt d'Aschätzung vum Volume vun der Aktivitéit an also och dee vum néidege Personal méi schwéier maachen.

Ob oder ob net de Budget, deen d'UCM dem Spidol fir 2005 accordéiere wäert, duergeet fir d'Personal, wat dëse Moment agestallt ass, ze bezuelen, ass wéi schonn ugedeit ausserhalb vum Aflossberäich vun der Regierung. Wat den éierewäerten Deputéierte mat den „feelende politeschen Décisioune struktureller Natur" mengt, déi en eventuelle Personalofbau matbewierke kënnten, ass mir net kloer. Ech kann dozou dann och keng Stellung bezéien.

Jiddefalls ass et net richteg ze behaapten, d'UCM hätt d'Spidol opgefuerdert, Personal ofzebauen. Dee Pouvoir huet d'UCM net. E Spidol huet ëmmer d'Méiglechkeet, Aktivitéiten, déi d'UCM net matdréit, aus eegene Mëttelen ze finanzéieren.

Question 0006 (16.7.2004) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant le chantier de la „Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte":

Um Chantier vun der neier Concertshal („Philharmonie") um Kirchbierg sinn dëser Deeg Kontrollen iwwert de Respekt vun de legale Bestëmmungen duerchgefouert ginn. Dobäi sinn alt erëm eng Kéier eng Parti Verstéiss géint déi bestehend Gesetzer festgestallt ginn. Wéi ze erfuere war, wären zwee Betriber gestoppt ginn, well hir „autorisation d'établissement" net an der Rei gewiescht wär, a verschidden auslännesch Entreprisen hätten hir Immatrikulatioun fir d'TVA ënnerlooss, obschonn se dorop opmierksam gemaach gi wären. Dofir géif ech lech gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, datt de Stat Gebaier mat Firme realiséiert, deenen hir Zouloossung oder hir Affiliatioun un d'TVA net an der Rei ass?
2. Gëtt dëse Bau ganz oder deelweis duerch eng Generalentreprise opgeriicht, a wa jo, duerch wat fir eng?
3. Am Fall wou eng Generalentreprise de Projet realiséiert, wien ass préalablement fir d'Kontroll vun de Sous-traitantë verantwortlech, wat de Respekt vun hire legalen Obligatiounen ubelaangt?
4. Am anere Fall, wou de Projet ganz oder deelweis durch Marchéë mat eenzelnen Entreprisë realiséiert gëtt, misst de Bauhär, dat heescht de Ministère vun den öffentleche Bauten, dann net am Virfeld d'Erfëllung vun dëse Konditioune kontrolléieren?
5. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir an Zukunft ze verhënneren, datt esou penibel Saachen op staatleche Chantiere passéieren?
6. Zousätzlech, an onofhängeg vun dëse Froen, wollt ech wëssen ob et stëmmt, datt viraussiichtlech och bei der „Philharmonie" de gesetzlech autoriséierte Käschtepunkt wäit iwwerschratt gëtt?

Réponse (14.9.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

1) Bei deenen zwou Entreprisen handelt et sech ëm auslännesch Sous-traitantë vun enger Lëtzebuerger Firma, déi all administrativ Démarchen, fir kënnen hei ze schaffen, virum Chantiersufank entaméiert hat, ouni datt se komplett formaliséiert waren. An der Zwëschenzäit sinn all administrativ Punkte geregelt ginn. Déi zwou Entreprisë sinn och schonns an Däitschland etabléiert gewiescht. Et muss een ervirsträichen, datt et sech hei ëm e Schantje vun engem ganz groussen Ausmooss handelt: 600 Aarbechter, 100 Kadren a 70 mandatéiert Entreprisen, souwéi ganz vill Sous-traitanten an Interimsfirmen.

2) Et dréit sech hei ëm Marchéë mat verschiddenen Entreprisen.

3) De Punkt 3 eriwweregt sech.

4) All déi mandatéiert Entreprisen an hir Sous-traitantë gi vum Bauhär a vun der Gewerbeinspektioun kontrolléiert, éier se ufänke mat schaffen; doriwwer eraus huet de Bauhär e Beoptragte fir d'Sécherheet an d'Gesondheet um Schantjen, deen den „Avis préalable" virum Ufank vun den Aarbechten un d'Gewerbeinspektioun areecht an en och à jour hält.

5) Fir eng effikass Kontroll vun der Sécherheet ze garantéieren huet de Stat (Gewerbeinspektioun, Mëttelstandsministère, Enregistrement) en informatiséierte Kontrollsystem op d'Bee gesat, deen et erlaabt, all Autorisatiounen nozekucken. Virum Zouschlag vun der Soumissioun gi vun der Verwaltung verschidden administrativ Dokumenter, wéi zum Beispill rechtlech, finanziell a wirtschaftlech Situatioun, vun den Entreprisë kontrolléiert. Doriwwer eraus gëtt op de ganz grousse Chantieren all eenzel Entrée via individualiséierte Badge kontrolléiert.

6) Eng Iwwerschreidung vum gesetzlech autoriséierte Budget wäert leider net ze verhënnere sinn. Alles an allem reflektéiert de Gesamtkäschtepunkt déi architekturell an technesch Eenzegartegkeet vum Projet. Den Dépassement besteet aus dräi Deeler: d'Konjunktur vum Maart an d'Klamme vun de Präisser am Bauwiesen, d'Ënnerschätze vum Architekt a Saache Schwieregkeetsgrad vum Bau a Wichtegkeet vun der Akustik an zum Schluss déi zousätzlech Ufroe vu Bauhär a Benotzer. De Gesetzesprojet, deen d'Adaptation bugdétaire autoriséiere soll, ass amgaang op de Wee bruecht ze ginn.

Question 0007 (19.7.2004) de Mme Colette Flesch et de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'entrée en vigueur des dispositions de la loi relative aux effets légaux de certains partenariats:

À ce jour, le projet de loi relatif aux effets légaux de certains partenariats, voté le 12 mai 2004, n'a pas encore été publié au Mémorial.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelles sont les raisons de ce retard inhabituel?
- Quelle est la date prévisible de publication de cette loi?

Réponse (18.8.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

La loi relative aux effets légaux de certains partenariats datée du 9 juillet 2004 a été publiée au Mémorial A - N°143 du 6 août 2004 conformément aux délais prévus à la Constitution en matière de sanction et de promulgation des lois.

Question 0008 (21.7.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la lutte contre le Sida:

Les derniers chiffres concernant le nombre de nouvelles infections HIV sont alarmants. En à peine six mois ils sont déjà 32 hommes et femmes à avoir été infectés par le Sida.

C'est pourquoi je pense qu'il est très important de continuer à sub-

ventionner les associations qui luttent contre le développement de la maladie.

D'autre part, je pense qu'il est très important d'informer les jeunes des risques de l'infection et qu'actuellement les vaccins ne permettent pas à guérir la maladie mais juste à la stabiliser.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Santé et de Madame le Ministre de l'Éducation nationale:

- si Monsieur le Ministre peut m'informer du montant des différentes subventions accordées aux associations luttant contre le Sida et de l'évolution de ces subventions les dix dernières années au Luxembourg;
- si Madame et Monsieur le Ministre peuvent m'informer de l'information et de la prévention de la maladie dans les différents lycées du pays;
- si Madame le Ministre ne pense pas qu'il serait opportun d'installer des distributeurs de préservatifs dans les différents lycées du pays car pour certains l'achat de préservatifs dans une pharmacie pose un problème.

Réponse commune (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le premier volet de la question de l'honorable Parlementaire a trait aux fonds mis à la disposition des différentes associations luttant contre le Sida ainsi qu'à l'évolution de ces moyens financiers au cours de la dernière décennie.

S'il est facile de répondre à cette question pour autant que le service Aidsberodung de la Croix-Rouge est concerné, dont le subventionnement passe de 159.247 euros en 1994 à 527.797 euros en 2004, il est malaisé de faire la part des montants destinés à la lutte contre le Sida dans les subsides accordés aux associations engagées principalement dans la prévention de la toxicomanie. En effet ces associations s'emploient également à réduire le risque de maladies infectieuses, telles que le Sida et l'hépatite, dû à un partage de matériel d'injection. Les montants totaux affectés à ces associations sont passés d'environ 450.000 euros en 1994 à 3,3 millions d'euros en 2004.

Pour ce qui est des actions entreprises dans les différents lycées du pays, l'éducation sexuelle et la prévention du Sida font partie du rôle éducatif de l'école et sont réalisées dans le cadre général de la promotion de la santé, conformément à la Charte d'Ottawa.

La prévention du Sida à l'école porte sur plusieurs éléments:

- des campagnes de sensibilisation et des projets d'innovation dans les écoles;
- la formation continue du personnel enseignant et psycho-socio-éducatif;
- les curriculums officiels.

À ces fins le SCRIPT du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle coopère avec l'Aidsberodung de la Croix-Rouge, le Comité de Surveillance du Sida et le Ministère de la Santé.

- Quant aux campagnes de sensibilisation

Des actions d'accompagnement, d'animation, de formation et de documentation relatives aux différents domaines de la promotion de la santé, notamment la prévention du Sida sont organisées en fonction des demandes des écoles.

Festival du Film pour Jeunes „Hautnah"

Le quatrième festival du film pour jeunes „Hautnah" a été organisé en coopération avec la Cinémathèque de la ville de Luxembourg, Aidsberodung de la Croix-Rouge et Inter Actions Maison des Jeunes Grund.

1.135 élèves ont participé au festival du film qui s'est proposé de sensibiliser les jeunes aux différents problèmes les concernant. 130 élèves ont choisi le sujet du Sida et ont ainsi pu discuter après la projection du film avec des experts et un jeune témoin. L'évaluation du projet a montré que c'est particulièrement la rencontre avec le jeune témoin qui a incité les élèves à réfléchir sur le Sida.

Le cinquième festival va de nouveau proposer un film qui traite du Sida.

Semaine de prévention (Exposition interactive sur le Hiv/Sida)

Le SCRIPT a participé à l'organisation de la semaine de prévention de l'Aidsberodung qui a eu lieu du 4 novembre au 12 novembre 2003 dans le Hall Victor Hugo à Luxembourg-Limpertsberg.

Projet Roundabout Aids

Le projet Roundabout Aids, créé en 1997 par l'Aidsberodung de la Croix-Rouge, le Lycée technique du Centre et la maison des jeunes (Réidener Jugendtreff) est un programme de prévention mobile, dynamique et interactif sur le Sida, l'amour et la sexualité.

Il accueille chaque année des jeunes qui sont formés pour informer, sensibiliser et former à leur tour d'autres jeunes de leurs écoles respectives. Cette approche de prévention par des pairs rend compte d'une responsabilisation et une d'implication active des jeunes face à un problème qui les concerne.

- Quant à la formation continue du personnel enseignant et psycho-socio-éducatif

En coopération avec l'Aidsberodung de la Croix-Rouge, le SCRIPT formation continue prévoit semestriellement des activités de formation continue dans le domaine de la prévention du Sida.

- Quant aux curriculums officiels

Pour le volet explicite de l'éducation sexuelle et de la prévention du Sida, différents sujets y relatifs ont été intégrés dans les programmes scolaires, notamment au niveau des cours de l'éveil aux sciences et des sciences naturelles.

S'agissant enfin de l'installation de distributeurs de préservatifs dans les lycées, le Ministre de l'Éducation nationale a donné son feu vert il y a plus de dix ans, suite à une demande du comité de surveillance du Sida, sous réserve toutefois d'un accord du directeur de chaque établissement concerné.

Aujourd'hui 14 lycées disposent d'un total de 19 distributeurs mis à disposition par la Direction de la Santé et installés par l'Aidsberodung de la Croix-Rouge, qui en assure aussi la maintenance avec les responsables scolaires.

D'ailleurs, l'étude „Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg", réalisée par les Ministères de l'Éducation nationale et de la Santé en 2002, révèle que plus de 90% des jeunes n'ont pas de problèmes à se procurer des moyens de contraception.

À noter toutefois que si actuellement l'accès aux contraceptifs dans les lycées est fonction de la volonté des directeurs et payant, la déclaration gouvernementale de 2004 prévoit l'accès et la gratuité des contraceptifs aux adolescents dans le cadre d'institutions destinées aux jeunes, telles que les lycées et les maisons de jeunes.

Question 0010 (22.7.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le personnel du secteur hospitalier:

D'Qualitéit vun der Fleeg an de Spideeler ass enk mat der Personalfro verbonnen a virun allem mat der Zuel vun de Beschäftegten an deenen eenzelne Servicer. An de leschten Deeg ass dës Thematik - ënner anerem duerch d'Enthüllung vun engem geplangte staarke Postenofbau an engem Spidol - erëm an d'öffentlecht Bewosstsinn gedrongen.

An deem Kontext sinn eis och Kloen zougedroe ginn, datt den aktuelle Bemiessungssystem, no deem de Personalbedarf vun de Spideeler festgeluecht gëtt, net onbedéngt dat Gielt vum Ee wier. Dëse System wier retrospektiv a géing och retroaktiv ugewannt ginn, wat den Nodeel hätt, datt déi eigentlech Aarbechtslaascht, déi aktuell um Terrain ufält, net considéréiert géif ginn. Dëst kéint dramatesch Konsequenzen hunn, wann an engem Budgetsjoer manner Personal zougedeelt gëtt, amselwechte Joer awer d'Auslaaschtung vun deem betraffene Spidol zouhëlt.

Am Kontext vun der Diskussioun iwwer Personalbestand a Personalbedarfsmiessung an eisem Spidolswiese besteet e manifeste Klärungsbedarf:

1) Stëmmt et, datt d'Effektiver an de Spideeler permanent fluktuéieren an esouguer vu Joer zu Joer dramatesch erop- oder erofgoe kënnen?
2) Wat geschitt am Regelfall mat deem betraffene Personal?
3) Gëtt et Ausgläichsmechanismen, a wa jo wéi eng, déi et engem Spidol erméiglechen op eng wuessend Auslaaschtung ze reagéieren, andeems se nach an deemselwechte Budgetsjoer zousätzlecht Personal astelle kënnen?
4) Wie leet, an no wéi enge Kritären, - an der Fleeg soll et e kanadesche Bemiessungssystem (PRN) sinn, mat deem d'„Charge de travail", ofhängeg vun der Aktivitéit an der Aart vu Patiente vum jeeweilege Spidol, gemooss gëtt - de Personalbedarf an deene verschiddene Spidolsservicer fest?
5) Wéi evaluéiert de Minister déi aktuell Bemiessungssystemer? Gesäit hien hei Reformbedarf respektiv Optiméierungsméiglechkeeten?
6) Wéi héich war de Personalbestand am Spidolswiesen ufanks Juli 1999 a wéi héich war en am Juli 2004?
7) Wéi muss de Personalbestand am Spidolswiesen insgesamt, laut den entspriechende Berechnungen, an de kommende Méint evoluéieren?
8) Ass et méiglech eng Opstellung vum jeeweilege Personalbestand vun deenen eenzelne Spideeler am Juli 2004 ze kréien - ma och seng Evolutioun an deene leschte fënnef Joer?
9) Wéi muss de Personalbestand an deenen eenzelne Spideeler an deenen nächste Méint evoluéieren (laut de Virgaben aus den UCM-Budgetsverhandlungen)?
10) Wéi huet sech insgesamt d'Auslaaschtung respektiv d'Beleeung (Patientenzuelen) vun eisem Spidolswiesen an deene leschte fënnef bis zéng Joren entwéckelt a wéi eng Spideeler hu vun dëser Entwécklung méi oder manner profitéiert?

Réponse (11.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Eu égard à la complexité de la matière, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera une réponse en langue française.

La budgétisation des hôpitaux est régie par la convention-cadre conclue entre l'EHL et l'UCM sur base de l'article 75 du CAS. Les articles 29 et 30 de cette convention ont trait aux normes de personnel.

Les principes retenus sont les suivants:

- les normes de dotation en personnel doivent être établies selon une méthodologie uniforme pour tous les hôpitaux;
- les normes de dotation doivent reposer sur le temps requis pour le traitement diagnostique ou thérapeutique du malade;
- les normes en matière de personnel de soins sont établies en s'orientant sur la méthode PRN;
- la norme en matière de personnel des laboratoires doit être fonction du type d'appareil, du type et du nombre d'analyses à effectuer et de la qualification du personnel;
- pour les services de support, les normes sont établies en fonction du nombre d'unités de production à réaliser ou en fonction de la taille de l'hôpital exprimée en nombre de lits.

L'élaboration des normes de dotation en personnel est confiée à une commission paritaire EHL-UCM assistée par des experts et, le cas échéant, par des membres du personnel des hôpitaux. Cette commission se réunit mensuellement et rédige chaque année un document reprenant l'ensemble des normes à appliquer lors des négociations budgétaires entre les hôpitaux individuels et l'UCM. Ce document est avalisé par les conseils d'administration de l'EHL et de l'UCM.

Le document des normes pour 2004 décrit 18 normes de dotation différentes relatives aux fonctionnalités suivantes:

- la dotation des unités de soins normaux et de soins intensifs;
- la dotation des salles opératoires;
- la dotation des salles d'accouchement;
- l'hémodialyse;
- les cadres intermédiaires soins;
- les cadres intermédiaires médico-techniques;
- les cadres intermédiaires administratifs;
- les cadres intermédiaires logistiques;
- la gestion de la formation continue;
- l'hygiène hospitalière;
- l'assurance qualité;
- l'audit PRN;
- l'assistance sociale;
- la diététique;
- le transport patients;
- le préposé à la sécurité;
- la coordination des constructions;
- la délégation syndicale.

Dans les domaines où la normalisation n'est pas achevée, il est fait usage de moyennes sur base des dotations observées dans les hôpitaux. Cette approche est utilisée pour

- les services administratifs;
- les laboratoires;
- l'imagerie médicale;
- la kinésithérapie;
- les policliniques;
- les ateliers techniques;
- la cuisine.

En ce qui concerne les questions précises formulées par l'honorable Député, je tiens à l'informer que:

1) Toutes les règles de dotation à l'exception des ateliers techniques reposent sur l'activité prévisible de l'exercice budgétaire concerné. Comme cette activité varie d'année en année, les dotations en personnel devront changer également. Cependant, l'évolution de l'activité dans les hôpitaux étant globalement à la hausse, l'application des règles de dotation conduit normalement à une augmentation des effectifs.
2) Si un hôpital subit une baisse d'activité dans une fonctionnalité normée de commun accord entre l'EHL et l'UCM, le nombre d'effectifs est à réduire. Dans le cas où cette réduction s'avère importante, la diminution du nombre d'effectifs peut être étalée sur plusieurs exercices. Comme le secteur hospitalier se trouve en expansion, le personnel en surnombre dans un hôpital pourra le plus souvent trouver un emploi dans un autre hôpital.
3) Un hôpital qui subit une augmentation imprévisible et considérable de son activité en cours d'exercice pourra demander une rectification de son budget. Cette rectification est effectuée au cours de l'exercice.
4) La dotation en personnel des hôpitaux suit les règles de dotation fixées par la commission des normes, arrêtées dans le rapport annuel de la commission. La dotation des unités de soins est calculée selon la méthode canadienne du PRN. Dans ce calcul, le nombre de journées prévisible est multiplié avec la charge en soins requis du patient moyen de l'unité. La charge en soins requis est mesurée en continu par des infirmiers auditeurs sur base de sondages. Les charges en soins mesurées sont encore validées par l'institut canadien qui a développé la méthode PRN. Enfin, en vue d'éviter des fluctuations annuelles trop importantes de la charge en soins requis, celle-ci est calculée comme moyenne mobile sur trois ans.
5) Le système actuel de dotation en personnel des hôpitaux présente l'avantage d'être élaboré de façon commune entre l'EHL et l'UCM. Ce système d'élaboration évite d'édicter des règles rigides non adaptées aux hôpitaux luxembourgeois ou de créer des problèmes d'efficience.
6) Le nombre d'équivalents-temps plein budgétisés était de 4.405 en 1998 et de 5.470 en 2003. Parallèlement, la sous-traitance dans les services logistiques (cuisine, buanderie, nettoyage) s'est développée au cours des dernières années.
7) Les dotations en personnel dans les hôpitaux sont négociées annuellement sur base des activités prévisibles. Celles-ci sont déterminées par l'offre et la demande ainsi que par les exigences du plan hospitalier. Ainsi, par exemple, la réforme de la psychiatrie nécessitera des changements au niveau de la prise en charge des patients qui se traduiront par des modifications des dotations en personnel des établissements concernés.
8) L'évolution du nombre d'effectifs dans les hôpitaux budgétisés est fournie dans le tableau 1 annexé. Le nombre d'effectifs budgétisés a augmenté de 1.065 unités entre 1998 et 2003. Une partie de cette augmentation provient de l'ouverture d'établissements hospitaliers nouveaux (INCCI, Baclesse) et de l'extension du système de la budgétisation au CHNP et à Hamm. Les six hôpitaux généraux du pays montrent néanmoins une progression de 546 équivalents-temps plein sur cinq ans.
9) Le tableau présenté au point 8) indique le nombre d'effectifs en 2004 pour les hôpitaux ayant signé l'accord budgétaire pour 2004.
10) Le tableau 2 montre l'évolution du nombre de journées dans les hôpitaux budgétisés. Entre 1998 et 2003, le nombre de journées d'hospitalisation est resté à peu près stable dans le secteur aigu. Par contre, le

nombre de journées budgétisées a fortement augmenté dans le moyen séjour, en raison de l'extension du système de la budgétisation au CHNP et à Hamm. Au total, le nombre de journées budgétisées a augmenté de 11,2% entre 1998 et 2003.

Comme indiqué dans le tableau 3b, le taux d'occupation des lits autorisés et budgétisés dans le secteur aigu est passé de 72,1% en 1998 à 71,3% en 2003. Le taux d'occupation des lits est nettement plus élevé dans le moyen séjour où il atteint 90,7% en 2003. Pour l'ensemble du secteur hospitalier, on peut observer un taux d'occupation à peu près stable de 74% *(tableaux à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Question 0011 (22.7.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant une affaire disciplinaire à la Bibliothèque nationale:

Il me revient que suite à une affaire disciplinaire au sein de la Bibliothèque nationale dans laquelle le Conseil de discipline n'a pas donné de suite en raison d'un vice de forme le fonctionnaire en question serait toujours suspendu tout en jouissant du traitement prévu pour sa carrière.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que Messieurs les Ministres ont connaissance de cet état de fait?
- Dans l'affirmative, est-ce que Messieurs les Ministres peuvent me renseigner sur la nature du vice de forme étant à l'origine de la non-recevabilité de la procédure disciplinaire engagée?
- Enfin, est-ce que Messieurs les Ministres peuvent m'informer sur l'avenir que l'on réserve au fonctionnaire en question?

Réponse commune (8.10.2004) de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

Dans sa décision du 22 février 2000, le Conseil de discipline avait retenu à propos de l'affaire disciplinaire engagée à l'encontre du fonctionnaire concerné ce qui suit:

«Or, il ne résulte d'aucun élément du dossier soumis à l'appréciation du Conseil de discipline que (...) a été informé dès l'origine et encore moins par la suite par le chef hiérarchique des manquements lui reprochés et du déclenchement d'une enquête préalable.

Dans la mesure où l'information donnée au fonctionnaire des faits faisant présumer qu'il a manqué à ses devoirs au sens du statut général n'a été faite par le délégué chargé de l'instruction disciplinaire qu'après la convocation en vue de son audition, elle ne suffit pas aux exigences de l'article 56 point 3 précité, disposition d'ordre public comme touchant aux droits de la défense de la personne contre laquelle une procédure disciplinaire est ouverte.

Dès lors le Conseil de discipline doit constater que la procédure disciplinaire est viciée pour inobservation d'une formalité substantielle.»

Monsieur le Député notera que la disposition de l'article 56 point 3 en cause prévoyait que «le chef hiérarchique informe le fonctionnaire présumé fautif des faits qui lui sont reprochés avec indication si une instruction disciplinaire est ordonnée ou non». Dans la mesure où le chef hiérarchique visé, à savoir le directeur de la Bibliothèque nationale, avait lui-même fait l'objet d'une instruction disciplinaire à l'époque, Monsieur le Député peut s'imaginer les difficultés auxquelles l'application de ce texte avait donné lieu en l'espèce. À relever que même si les raisons du non-respect de la disposition de l'article 56 point 3 étaient tout à fait particulières dans l'affaire mentionnée par Monsieur le Député, il n'en demeure pas moins que le texte avait fréquemment soulevé d'autres contestations auxquelles il a été mis fin avec l'institution du commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire aux termes de la réforme du statut général des fonctionnaires de l'État opérée par la loi du 19 mai 2003.

Comme l'intéressé avait fait l'objet d'une procédure viciée et au vu du laps de temps qui s'est écoulé depuis les faits poursuivis, il a été décidé de ne plus poursuivre la procédure.

Enfin, la réforme de la procédure disciplinaire mentionnée ci-dessus, et notamment des dispositions relatives à l'instruction, devrait à l'avenir contribuer à éviter de telles situations.

Question 0012 (22.7.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'impact des travaux de construction de la Cité judiciaire au parking du Saint-Esprit:

J'ai pu lire dans l'hebdomadaire «Le Jeudi» que dans le cadre des travaux relatifs à la Cité judiciaire l'on aurait constaté que les constructions souterraines du parking ne supporteraient pas les immeubles qu'il est prévu d'ériger sur la place du Saint-Esprit. Afin de renforcer les cavités souterraines en question l'on serait contraint de fermer le parking souterrain susmentionné.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les informations relevées ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur la durée de fermeture du parking du Saint-Esprit engendrée par les travaux en question?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si un échange d'informations concernant ce problème a déjà eu lieu entre le Ministère des Travaux publics et l'Administration communale de la Ville de Luxembourg pour parer au manque de places de stationnement que provoquerait une telle fermeture?
- Enfin, est-il prévu d'indemniser l'exploitant du parking en cas de fermeture?

Réponse (23.8.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

En premier lieu la problématique concernant la charge admissible de la dalle du parking Saint-Esprit était connue avant le début des travaux.

En effet, la capacité portante de la structure du parking ne permet pas une fondation des bâtiments de la future Cité judiciaire sur la dalle de celui-ci sans qu'il soit procédé à un renforcement de la structure verticale ainsi que des fondations.

C'est la raison pour laquelle plusieurs solutions statiques ont été élaborées et analysées avec les bureaux d'études mandatés afin d'assurer à la base la stabilité des constructions projetées.

La solution finalement retenue prévoit la construction d'une nouvelle structure de colonnes à travers les différents étages du parking existant qui supportera une nouvelle dalle de répartition au niveau de la place du Saint-Esprit afin de reprendre les charges des nouveaux bâtiments. Cette nouvelle structure sera tout à fait indépendante des structures en béton existantes du parking qui ne nécessitent pas d'être renforcées.

Ces travaux de restructuration à l'intérieur du parking sont réalisés par phases et par zones de travail afin de garantir en permanence l'exploitation du parking et d'assurer un maximum d'emplacements disponibles. Le planning actuel prévoit que ces travaux de restructuration exécutés par intermittence et ayant débuté au mois de juin 2004 s'étaleront sur une durée approximative de 18 mois. Par conséquent, une fermeture du parking n'est pas envisagée.

Par ailleurs, une convention entre l'État luxembourgeois et la Société pour l'Aménagement du Plateau du Saint-Esprit s.àr.l. exploitante du parking souterrain Saint-Esprit règle les modalités d'indemnisation pour les emplacements non disponibles pendant les travaux de restructuration.

Question 0013 (23.7.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le forfait d'éducation:

Mam Gesetz vum 28. Juni 2002 ass de „forfait d'éducation" agefouert ginn. Déi deemoleg Regierung an hir parlamentaresch Fraktiounen hunn dës Zoulag, wat d'Fiskalitéit an d'Sozialversécherungen ugeet, enger Rent gläichgestallt.

Am Kader vun den aktuellen Diskussiounen ëm dës am Volleksmond „Mammerent" genannte Mesure, déi an engem Ëmfeld vun engem net méi esou üppege Staatsakommes stattfannen, stelle sech konsequenterweis folgend Froen:

1) Wat gouf bis haut am Joer brutto vum Stat un Zomme fir d'Ausbezuelung vun der Mammerent iwwerwisen?
2) Wat ass vun dësen Zommen aus Steiergeld erëm erakomm - falls de Ministère net à même ass hei mat geneeë Chifferen ze déngen: Op wéi e Montant kann een dat entspriechend Steieropkommes estiméieren (zum Beispill iwwert de Wee vun deenen Zommen, déi d'office vun de Keesen ofgehale goufen)?
3) Wat ass vun dësen Zommen an déi gesetzlech Sozialversécherungen (Fleege- a Krankeversécherung) gefloss - falls de Ministère net à même ass hei mat geneeë Chifferen ze déngen: Op wéi e Montant kann een dat entspriechend Cotisatiounsopkommes estiméieren (zum Beispill iwwert de Wee vun deenen Zommen, déi d'office vun de Keesen ofgehale goufen)?

Réponse commune (5.10.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances* et de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

1. Fir d'Joer 2003 sinn am Ganzen 84.920.298,67 Euro fir „d'Mammerent" bezuelt ginn; fir d'Joer 2004 (I-VII) sinn et bis elo 51.658.000,95 Euro.

2. Beim Ausbezuelen vun der Mammerent sinn am Joer 2003 7.997.751,33 Euro abehale ginn op Basis vun der Retenue à la source, an am Joer 2004 goufen an deenen éischte siwe Méint, och op Basis vun der Retenue à la source, 4.859.718,92 Euro abehalen.

3. Un d'Krankekeese si fir d'Joer 2003 4.162.705,02 Euro a fir déi éischt siwe Méint vum Joer 2004 2.567.815,65 Euro gefloss. Während därselwechter Period huet d'Fleegeversécherung 50.879,85 Euro respektiv 30.916,41 Euro u Bäitreeg vun der „Mammerent" kritt.

Déi héich réckwierkend Eenzelausbezuelungen sinn an deene genannten Zuelen enthalen.

Question 0014 (23.7.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'augmentation de capital chez Arcelor:

De Stat ass e bedeitenden Aktionär vun Arcelor. Dëse multinationale Stolkonzern plangt säin Afloss bei zwee brasilianesche Stolproduzenten ze erhéijen. Finanzéiert ginn dës Augmentatioune vun de Bedeelegungen iwwert eng Kapitalerhéijung, déi 1,17 Milliarden Euro abrénge soll. Bis Mëtt Juli hu sech déi aktuell Aktionäre vum Grupp missen décidéieren, ob se hir Optiounen op déi nei Arcelor-Aktien exekutéiere wëllen. Haut ass ze liesen, datt nëmmen 93,5% vun den Optiounsrechter genotzt goufen. De Rescht gëtt elo um internationale Finanzmaart ugebueden. De 27. Juli sollen déi nei Aktie verdeelt ginn.

Dofir dës Froen:

1) Huet de Stat seng Optiounsrechter ausgeübt?
2) Wat huet dës staatlech Décisioun motivéiert?
3) Wéi héich war dem Stat seng Participatioun um Stolkonzern Arcelor - a wéi héich wäert se no dëser Kapitalerhéijung sinn?
4) Awéiwäit wäert/kann dës Kapitalerhéijung en Afloss op d'Muechtverhältnisser am Verwaltungsrot vun der Arcelor hunn?

Réponse (11.8.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Den 30. Juli 2004 huet de Wirtschaftsministère iwwer ee Pressecommuniqué, deen annexéiert ass, der Regierung hir Décisioun am Kontext vun der Kapitalerhéijung vun der Arcelor public gemaach.

Am Verwaltungsrot vun der Arcelor si keng Ännerungen ze erwaarden.

Question 0015 (26.7.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'interdiction de l'utilisation d'insecticides composés de fipronil:

Am Spierkel huet de franséische Landwirtschaftsminister d'Verkafserlaabnis fir den Insektizid „Regent TS" suspendéiert. Dës Preventivmoossnam gouf elo - wéi haut ze liesen ass - duerch eng Expertis bestätegt, déi deen ëmstriddenen Insektizid an der Mëllech vu Kéi nogewisen huet, déi mat Mais gefiddert goufen, dee mat dësem Produit traitéiert gouf. Déi genannt Expertis gouf vun engem franséischen Untersuchungsriichter ugefrot a vum CNRS vu Lyon duerchgefouert. Domadder schéngt de Beweis erbruecht ze sinn, datt dëst Gëft och an d'mënschlech Nahrungsketten andrénge kann. De President vum „Conseil général" vun der Vendée, de Philippe de Villiers, huet de leschte Freideg eng „Réaction immédiate" vum franséische Landwirtschaftsminister gefrot.

Schonns laang féiere Beienziichter déi extrem staark geklomme Stierflechkeet vun hire Beiepopulatiounen op d'Aféierung vun dëser neier Zort vun Insektizider, wéi och dem „Gaucho", zréck. Dobäi handelt et sech ëm Insektegëfter, déi net versprëtzt, mä direkt op d'Sotgut opgedroe ginn a sech mam Wuesstem vun der Planz an hir verdeelen.

An Däitschland gëtt „Regent TS" ënnert dem Numm „Fipronil" vermaarkt.

Dofir dës Froen:

1) Ginn déi genannt Insektizider och zu Lëtzebuerg vermaart an applizéiert?
2) Wéi stellt sech de Landwirtschaftsminister zur aktueller Entwécklung a Frankräich?
3) Wier et net ubruecht, direkt - a sief et nëmmen aus dem Précautiounsprinzip eraus - d'Vermaarktung an d'Verwendung vun dësen Insektizider bis op weideres och zu Lëtzebuerg ze verbidden?

Réponse (24.9.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire concerne le produit phytopharmaceutique «Regent TS» et elle appelle les réponses suivantes:

Le produit phytopharmaceutique «Regent TS» n'est pas agréé au Luxembourg. Ainsi, la mise sur le marché et l'utilisation de ce produit sont donc interdites dans notre pays.

Un autre produit phytopharmaceutique, le «Vasco», qui contient la même substance active, est agréé au Luxembourg. Ce produit est autorisé pour lutter contre les insectes du sol dans les cultures de maïs et de betteraves. Le produit est appliqué sur le sol nu avant le semis et doit être incorporé dans la terre immédiatement après la pulvérisation. Ce mode d'utilisation présente peu de risques pour les abeilles, vu l'absence de plantes en fleur sur les champs traités.

L'autorisation de ce produit a été nécessaire pour remplacer les produits à base de Lindane qui ont été retirés du marché. Suite à l'interdiction du Lindane, il n'existait plus de produit phytopharmaceutique pour lutter contre les taupins (un insecte du sol qui peut causer des pertes considérables dans les cultures). Pour éviter tout impact sur les abeilles, l'agrément du produit a été limité aux cultures de maïs et de betteraves.

Concernant les produits à base d'imidaclopride, les produits «Gaucho orge» et «Gaucho blé» sont autorisés au Luxembourg pour le traitement des semences d'orge et de blé respectivement. D'autres utilisations sur des plantes mellifères comme le tournesol ou le colza n'ont jamais été homologuées.

Les deux substances actives en question, le fipronil et l'imidaclopride, sont actuellement en cours d'évaluation par l'Agence communautaire pour la Sécurité alimentaire. Les études concernant la toxicité pour l'homme et pour les abeilles sont des éléments de cette évaluation.

Une décision par la Commission européenne concernant l'autorisation ou l'interdiction de ces substances est prévue pour l'année 2005.

En ce qui concerne la mortalité des abeilles au Luxembourg, le Service de la Protection des Végétaux de l'Administration des services techniques de l'Agriculture n'a pas encore eu d'informations concernant des ruches qui ont péri suite à l'application d'un des produits phytopharmaceutiques en discussion.

Lors de l'agrément des produits phytopharmaceutiques des études concernant l'impact sur les abeilles font partie des dossiers de demande. Les autorisations sont refusées, si suite à l'utilisation normale des produits des effets négatifs pour les abeilles sont à prévoir.

Question 0016 (27.7.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les mesures policières prises vis-à-vis des supporters utilisant des fumigènes lors des matchs de football:

Wéi am „Le Quotidien" (vum 26. am Heemount) ze liese war, huet d'Police eng ganz Saison laang Supportere vun der Etzella Ettelbréck während de Matcher suivéiert a photographéiert, fir du verschiddener vun hinnen ze convoquéieren an ze verhéieren. Repro-

chéiert gouf deenen, déi identifizéiert konnte ginn, de regelméissege Gebrauch vu Fumigènen, an den Dossier gouf un de Parquet weidergeleet.

Dës Methode werfen eng Rei Froen op:

1) Wat ass déi gesetzlech Grondlag op där d'Visiteure vun enger Sportsveranstaltung photographéiert a fichéiert dierfe ginn?
2) Firwat gouf deene Betraffenen net direkt, souzesoen in flagranti, vun de Responsable respektiv der Police gesot, datt de Gebrauch vu Fumigènë verbueden ass (falls deem tatsächlech esou ass) an an Zukunft ze ënnerbleiwen huet - esou hätt dee grousse polizeilechen Opwand ewéi och d'Beusproochung vum Geriicht an dëser Affär vun Ufank u vermidde kënne ginn?
3) Wat geschitt mat deene reschtleche gesammelten Daten a Photoen?
4) Gëtt et antëschent Norme fir e juristesch korrekt Feieren an Ufeiere vu Sportséquipen?
5) Mussen onbescholte Bierger elo fäerten, photographéiert a verhéiert ze ginn, wa se hir Équipe e bësse méi ausgeloossen ufeieren?
6) Wie gëtt d'Uerder fir sportsbegeeschtert Leit ze filmen oder ze photographéieren a wéi wäit ginn esou Mesurë mat de Sportsfederatiounen ofgeschwat?

Réponse (17.9.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Il est faux de prétendre que la Police aurait suivi et photographié des supporters du club de football de l'Etzella d'Ettelbruck tout au long de la saison 2003-2004. Par contre il est vrai que des photos ont été prises lors de la dernière finale de la Coupe de Luxembourg lorsque la Police constatait que certains supporters de l'Etzella allumaient des feux de Bengale. Sur ordre du responsable du dispositif policier, des clichés ont été pris afin de pouvoir identifier les contrevenants. Les photos documentant ces infractions ont été transmises au Parquet de Luxembourg, les autres photos ont été détruites.

Le concept opérationnel de la Police pour ce match a été élaboré en étroite collaboration avec la Fédération Luxembourgeoise de Football (FLF). La FLF tout comme les deux clubs concernés avaient été informés au préalable que toute infraction entraînerait des poursuites judiciaires.

En effet, un stade de football ne constitue pas une zone de non-dit. Des personnes allumant du matériel pyrotechnique mettent en péril les autres spectateurs alors que de tels produits phosphorescents peuvent causer des blessures très graves. Un tel acte est répréhensible notamment selon la Convention européenne sur la violence et les débordements de spectateurs lors de manifestations sportives.

Le règlement d'urgence pris par les autorités communales en date du 18 mai 2004 a interdit par ailleurs aux visiteurs d'apporter des produits inflammables, des pièces d'artifice, des articles pyrotechniques, des fusées éclairantes ou autres. Ce règlement était affiché visiblement aux différentes entrées du stage, de sorte que tous les spectateurs en avaient parfaitement connaissance.

Question 0017 (28.7.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les menaces terroristes:

De 15. dëses Mounts ass de sou genannten „Waffestëllstand" tëschent der islamescher Terrororganisatioun „Al Qaida" an Europa ausgelaf. Bis zu dësem Datum sollten déi europäesch Staten hir Truppen aus dem Irak ofzéien. Vun do u misst sech Westeuropa, falls dat net geschitt, op nei Attentater gefaasst maachen. Zu all Moment kéint also elo en Attentat stattfannen.

Dei britesch Regierung huet antëschent mat enger Publikatioun reagéiert, déi an den nächste Wochen un all Stéit - 25 Milliounen - geschéckt soll ginn, fir d'Populatioun op eventuell Terroruschléi virzebereeden. Op 22 Säite ginn d'Briten informéiert, wéi se sech a verschiddenen Terrorsituatioune solle verhalen.

Lëtzebuerg ass eng vun den EU-Haaptstied mam Sëtz vun enger Rëtsch EU-Institutiounen, mä och vu bedeitenden Ambassadë vun am Irak Krich féierenden Natiounen. D'US-Ambassade befënnt sech esouguer an der Géigend (Nähe) vun engem Lycée. Och US-Militärlager fanne sech op eisem Territoire.

Dës Terrorgefor an déi bis elo, vu Säite vun der Regierung, feelend Preventiv-Informatiounen un d'Populatioun werfen eng Rëtsch Froen op:

1) Wéi grouss ass, nom Oflaf vum genannten Ultimatum, d'Gefor vun Uschléi fir Lëtzebuerg a besonnesch eis Haaptstad anzeschätzen?
2) Wier et net héich un der Zäit, d'Bevölkerung preventiv iwwer Risiken a virun allem iwwer eng ugepasste Verhalensweis am Fall vun diversen Uschléi ze informéieren, esou wéi et och fir de Fall vun enger Nuklearkatastroph (Cattenom) geschitt ass an déi britesch Regierung et elo mécht?
3) Wéi kënnen eis Bierger aktiv zur Preventioun bäidroen an u wie kënne se sech bei Verdacht (zum Beispill ongewinnten Aktivitéiten an der Noperschaft oder Verhalensweisen am Ëmfeld vu potenziellen Uschlagsziler, etc.) wenden?
4) Besteet e regelméissegen Informatiounsaustausch tëschent den US-Geheimdéngschter an de Lëtzebuerger Instanzen, wat d'Protektioun vun amerikaneschen Intérêten zu Lëtzebuerg an dee jeeweilege Risikopotenzial ugeet?
5) Gëtt déi islamesch Communautéit hei am Land an dësem Kontext weider/erëm observéiert?

Réponse (26.8.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'honorable Député voudrait être renseigné sur l'état de la menace terroriste au Grand-Duché de Luxembourg et sur les mesures prises pour contrer cette menace.

Monsieur le Député comprendra d'abord que je ne saurais lui fournir, dans le cadre d'une question parlementaire, des détails sur les opérations menées par les services compétents dans le domaine visé par sa question.

Je me permets cependant de le renvoyer aux nombreuses mesures qui ont été prises par le Gouvernement dans un passé récent pour répondre aux menaces, et notamment les menaces terroristes, qui pèsent sur la sécurité de notre pays: loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de Renseignement de l'État (SRE), loi du 15 juin 2004 relative à la classification des pièces et aux habilitations de sécurité. Sur base de la nouvelle loi sur le SRE, le renforcement des cadres du personnel de ce service vient d'être entamé. Il est par ailleurs évident que la menace terroriste fait l'objet d'un échange d'informations régulier avec les services de Renseignement étrangers.

Enfin, Monsieur le Député notera que le Conseil supérieur de la Protection nationale élabore actuellement un plan de vigilance nationale qui instaurera un système de niveaux de sécurité et de degrés d'alerte combiné à un ensemble de mesures, essentiellement préventives, destinées à protéger les cibles d'une éventuelle menace. Le moment venu, la population sera évidemment informée de la mise en place de ce plan.

2e Session extraordinaire 2004

Question 0018 (3.8.2004) de M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)* concernant la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables:

Dans la publication du recueil de législation du 28 juillet 2004 concernant les énergies renouvelables, une contradiction quant à la date de l'application des nouvelles réglementations des aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables s'est produite. Ainsi les règlements grand-ducaux du 20 juillet 2004 modifiant les règlements grand-ducaux du 17 juillet 2001 et 28 décembre 2001 stipulent la date du 1er août 2004 comme dernier délai sur l'application des anciennes aides. Or, dans les textes coordonnés des règlements grand-ducaux du 17 juillet 2001 et du 28 décembre 2001 la date du 26 janvier 2004 est inscrite. De même on a pu constater un recul énorme des investissements dans ces technologies écologiques. La durée entre l'annonce d'une modification des réglementations et la publication effective des nouvelles dispositions a provoqué de grandes insécurités tant chez les clients que dans le secteur professionnel des énergies renouvelables encore tout jeune.

C'est pourquoi je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et de l'Énergie.

1. Ne faudrait-il pas rectifier les dates dans les textes coordonnés des règlements grand-ducaux respectifs pour clarifier la situation?
2. Vu la limitation de la période d'éligibilité des règlements ci-dessus jusqu'au 31 décembre 2004 et la nécessité d'une planification durable pour les clients que pour le secteur professionnel, n'est-il pas opportun d'organiser une table ronde avec tous les acteurs du domaine des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle des énergies dès la rentrée en septembre pour discuter et préparer les nouvelles dispositions pour la période au-delà du 31 décembre 2004?
3. Quel est le nombre de dossiers traités depuis l'introduction des aides et quelle est la somme des aides déjà liquidées?

Réponse (18.8.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député me pose certaines questions sur les aides en matière d'économies d'énergie et de l'utilisation des énergies renouvelables et tout particulièrement le nouveau régime d'aides pour les installations photovoltaïques en vigueur depuis le 1er août 2004.

Mes services ont constaté qu'une erreur s'est glissée dans les textes coordonnés des deux règlements grand-ducaux modifiés du 17 juillet 2001 respectivement du 28 décembre 2001. Or, les règlements grand-ducaux du 20 juillet 2004 modifiant les règlements grand-ducaux ci-dessus indiquent la date du 1er août 2004 à partir de laquelle le nouveau régime d'aides s'applique aux installations photovoltaïques. L'erreur dans les textes coordonnés sera corrigée dans les meilleurs délais.

Q 7

En ce qui concerne les dossiers introduits auprès de l'Administration de l'Environnement, cette dernière n'a pas pu constater un recul énorme des investissements, comme l'indique l'honorable Député. Rien que pendant la semaine de travail du 2 au 6 août 2004, 156 dossiers ont été introduits, dont 75 concernent des installations photovoltaïques et 67 des chaudières à condensation.

Depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 plus de 6.400 dossiers ont déjà pu être traités et plus de 22 millions d'euros ont pu être liquidés (situation fin juin 2004).

En ce qui concerne d'éventuelles nouvelles dispositions au-delà du 31 décembre 2004, je tiens à souligner que l'accord de coalition prévoit que le Gouvernement poursuivra la promotion des énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie. Je ne manquerai pas de consulter à ce sujet les différents acteurs impliqués au courant de l'automne.

Question 0019 (3.8.2004) de M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)* concernant la pratique du jet-ski sur la Moselle:

La pratique du jet-ski sur la Moselle entre Remich et Bech-Kleinmacher est en constante augmentation les dernières années. Surtout pendant les week-ends et vacances d'été le nombre de jet-skis atteint une vingtaine d'engins en une seule journée. Ainsi les riverains et les touristes se plaignent du bruit insupportable que causent ces jet-skis par les manoeuvres de contournement et les allées et venues près des agglomérations de Remich et de Bech-Kleinmacher. De même la sécurité sur la Moselle n'est plus assurée vu les vitesses dangereuses de ces bateaux de plaisance.

C'est pourquoi je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

1. Qu'en est-il des pourparlers avec les autorités allemandes concernant la pratique du jet-ski sur la Moselle?
2. Eu égard aux considérations qui précèdent, ne serait-il pas opportun d'interdire la circulation pure et simple des jet-skis sur la Moselle comme c'est notamment le cas sur de nombreux fleuves de la Grande Région?
3. Tant qu'il n'y a pas de solutions définitives, ne faudrait-il pas réglementer provisoirement voire interdire l'accès à la Moselle entre Remich et Bech-Kleinmacher surtout pour les week-ends comme c'était déjà le cas l'année passée?

Réponse (23.8.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

1) La situation réglementaire des jet-skis sur la Moselle est la suivante:

La Commission internationale de la Moselle avait décidé en juin 1995 que toutes les menues embarcations motorisées doivent, au droit des baignades et des campings, réduire leur vitesse pour éviter de mettre en danger les autres personnes; toute manœuvre de contournement d'autres bâtiments de nature à les gêner ou les importuner ou toute allée et venue près des agglomérations sont interdites. Par ailleurs, la vitesse maximale sur la Moselle a été fixée à 30 km/h par rapport à la rive, à moins que la visibilité ne permette une vitesse supérieure, qui ne doit en aucun cas dépasser la limite de 60 km/h.

Par règlement grand-ducal du 29 avril 2002 concernant les sports nautiques sur la Moselle, la pratique de la moto aquatique ou jet-ski a été interdite avant 7.00 heures et après 20.00 heures, avant le lever et le coucher du soleil et en cas de visibilité inférieure à 1.000 m.

La Commission internationale de la Moselle a, après consultation de plusieurs de ses Comités, décidé le 4 juin 2003 de compléter les dispositions de l'article 6.02 bis, chiffre 6 du règlement de police pour la navigation de la Moselle (R.P.N.M.) arrêtées en 1995 par les dispositions suivantes:

«Les menues embarcations ne doivent pas, par leur conduite, mettre les autres en danger ou encore les gêner ou les importuner plus que ne l'imposent les circonstances. Sans préjudice des prescriptions nationales complémentaires des États riverains de la Moselle et en dehors des plans d'eau signalés par le panneau E.22 où la pratique de la moto aquatique est autorisée, les motos aquatiques doivent suivre une route droite clairement reconnaissable.»

2) Le Ministère des Transports avait déjà suggéré en 1996 une interdiction pure et simple de circulation des jet-skis au regard du nombre croissant des doléances. Cette proposition n'a cependant pas trouvé l'aval des autorités allemandes, le secteur germano-luxembourgeois de la Moselle constituant un condominium en vertu du Traité entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérale d'Allemagne sur le tracé de la frontière commune entre les deux États, signé à Luxembourg le 19 décembre 1984.

3) Il est un fait que certains conducteurs de jet-skis, immatriculés souvent hors Luxembourg, se moquent en pratique de toute réglementation de sécurité ou d'environnement jetant ainsi un doute sur le grand nombre de conducteurs sérieux de jet-skis.

La constatation des infractions incombe aux agents assermentés du Service de la Navigation et aux fonctionnaires de la Police grand-ducale.

Les agissements de certains conducteurs de jet-skis peuvent éventuellement être considérés comme compétition sportive au sens de l'article 15 du règlement grand-ducal du 29 avril 2002 portant réglementation de la police et de la sécurité sur les cours et plans d'eau et nécessiteraient de ce fait une autorisation spéciale.

4) Les interdictions d'accès temporaires et provisoires à la Moselle de l'année 2003 étaient décrétées pour des raisons de sécurité en raison d'une affluence touristique soutenue. Les interdictions d'accès ne concernaient cependant pas la circulation des jet-skis.

Question 0020 (4.8.2004) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant la situation financière du groupe CEPAL:

An de leschten Deeg ass bekannt ginn, datt d'CEPAL-Direktioun weidere 40 Aarbechter an Employéë gekënnegt huet, wéi et heescht, ouni déi getraffen Ofmaachungen ze respektéieren. Duerfir meng Froen un déi zoustänneg Ministeren:

1. Wat fir enger Natur sinn dës Ofmaachungen a wat ass den aktuelle Stand wat den Dossier „Mierscher Schluechthaus" ubelaangt?
2. Wat fir Engagementer huet de Lëtzebuerger Stat am Zesummenhang mat der CEPAL-Kris geholl? Stëmmt et, datt de Stat Garantië bei enger oder méi Banke ginn hätt, fir d'Liquiditéit vun der CEPAL weider ze garantéieren? Wa jo, wéi héich sinn dës Garantien?
3. Wat ass generell den aktuelle Stand wat d'Sanéierung/ d'Restrukturéierung vun der CEPAL ubelaangt a wéi wäit ass de Stat an dëse Beméiungen engagéiert?
4. Wéi wäit sinn d'Eegentumsverhältnisser bei der CEPAL gekläert a wéi wäit huet d'Re-

gierung den Iwwerbléck iwwer déi finanziell Situatioun vum Groupe CEPAL?

5. Well et hei ëm déi kollektiv Ariichtunge vun de Lëtzebuerger Bauere geet, misst net ënnert der Kontroll vum Stat en exakten Inventaire iwwer sämtlech Aktiva a Passiva gemaach ginn, fir eng zolidd Basis fir eng Restrukturatioun ze hunn? Ass d'Regierung bereet, esou en Inventaire maachen ze loossen?

Réponse commune (27.8.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Ad questions 1 et 3

À titre liminaire il m'importe de souligner qu'à l'instar du Gouvernement précédent, le nouveau Gouvernement issu des récentes élections est convaincu qu'un secteur agroalimentaire dynamique et compétitif est essentiel pour garantir et améliorer la performance économique des exploitations agricoles. Il soutiendra, en conséquence, les indispensables efforts de coopération et de restructuration qui s'imposent dans la situation actuelle de ce secteur.

Concernant plus particulièrement la restructuration des sociétés opérant dans le giron de la S.A. CEPAL, les évolutions récentes, qui ont conduit à la création de VERSIS, par suite d'une fusion entre DE VERBAND et SILOCENTRALE, et à une reprise des sociétés MERSCHER BÄCKEREI et PETIT FOUR par PANELUX, constituent sans aucun doute les premiers aboutissements positifs, cela d'autant plus qu'ils n'ont pas eu des répercussions sensibles sur le plan social.

Quant à l'abattoir de Mersch, il m'importe de relever que des démarches sont en cours pour fusionner les activités avec un autre groupe au niveau de la production dans la filière viande.

Par ailleurs, je voudrais rappeler que le Gouvernement précédent avait, dans le cadre de sa mission de conciliation entre le Herdbook et le SEG, confié à des experts étrangers la réalisation d'un audit technique et économique au niveau des élevages bovin et porcin avec mission d'esquisser les possibilités de coopération ou de fusion entre ces deux entités.

Compte tenu de l'avancement des travaux de ces experts il est prévu que les résultats de leur mission feront l'objet d'une présentation et d'une discussion bilatérales avec les responsables de chacune des deux entités concernées au courant du mois de septembre prochain et que les conclusions générales seront tirées au mois d'octobre.

Quant aux accords visés par l'honorable Député, il s'agit du plan social conclu entre les employeurs et les syndicats et qui a été prorogé jusqu'au 31 juillet par un avenant du 29 juin 2004. Il n'est pas de la compétence du Ministre du Travail d'appliquer des sanctions au cas où des dispositions contractuelles n'auraient pas été respectées; seuls les tribunaux ont compétence à cet égard.

Ad question 2

L'honorable Monsieur Mehlen se réfère probablement à un article paru début juin, juste avant les récentes élections législatives, au journal «De Lëtzebuerger Ziichter» pour s'enquérir si l'État a fourni des garanties bancaires pour assurer la liquidité financière de CEPAL.

Dans cet article manifestement malveillant, qui n'est pas à l'honneur de son auteur, il est notamment dit: «Die angeblich ebenfalls von Minister Boden initiierte, beispiellose Geldleihe der Staatsbank an die CEPAL S.A. über 15 Mio. Euro erklärte die Tatsache, dass CEPAL S.A. seit Januar 2004 mehr als 400 Lohnempfänger zahlen konnte...» Cette insinuation est dénouée de tout fondement et constitue un mensonge répugnant. Le Gouvernement n'a ni influencé une quelconque banque à octroyer un tel prêt à la CEPAL S.A. ni fourni de garantie bancaire pour assurer la liquidité financière de cette société.

Ad questions 4 et 5

Comme l'objet de ces questions se couvre avec la question parlementaire N°2553 posée également par l'honorable Monsieur Mehlen en date du 2 janvier 2004, je voudrais me limiter à renvoyer à ma réponse que j'ai donnée jadis à cette question parlementaire *(cf. compte rendu N°9/2003-2004)*.

Question 0021 (4.8.2004) de M. Marco Schank *(CSV)* concernant la planification de futurs parcs à éoliennes:

La planification de futurs parcs à éoliennes dépend de l'orientation que le nouveau Gouvernement veut donner au développement de la production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables. Dans ce contexte trois questions essentielles se posent, qui ont une très forte influence sur la rentabilité des projets.

1. Prime d'encouragement écologique.

Le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 stipule à l'article 2 que la prime de 0,025 euro concerne les installations qui sont opérationnelles avant le 31 décembre 2004. Cette prime représente plus de 25% de la rémunération perçue pour le courant produit par les éoliennes. Si cette prime n'est plus accordée aux parcs à éoliennes qui seront mis en service après la date d'échéance mentionnée, la rentabilité des projets futurs n'est plus assurée.

2. Régime d'aide à la production d'énergie de sources renouvelables.

La loi du 22 février 2004 instaure un régime d'aide à la production d'énergie de sources renouvelables. Cette aide est limitée à 40% de l'investissement ou à 50% pour les PME. Le calcul de l'aide à l'investissement doit tenir compte des autres aides accordées à l'exploitant. Selon les informations reçues du Ministère de l'Économie on considère la différence entre le tarif accordé aux éoliennes et le prix d'un approvisionnement traditionnel sur le marché comme aide. Les paramètres de ce calcul, comme le niveau de prix de la fourniture de référence et la durée pendant laquelle la différence est à considérer, ne sont pas définis. En appliquant des hypothèses plus restrictives dans ce calcul, la limite des 40 ou 50% de l'investissement est dépassée ce qui aurait comme effet qu'aucune aide à l'investissement ne pourrait être accordée.

Dans le passé l'aide accordée aux parcs à éoliennes sur base de la loi cadre qui a expirée le 31 décembre 2001 se situait à au moins 10% de l'investissement.

3. Tarification de l'énergie électrique produite par les éoliennes.

Le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 prévoit pour la rémunération de l'électricité résultant d'une production basée sur les énergies renouvelables deux catégories de tarification, une pour les installations à puissances unitaires de 1 à 500 kW et une deuxième allant de 501 à 1.500 kW. Pour la catégorie 2, la rémunération de la puissance est fonction de la contribution de l'installation à la couverture de la pointe du réseau public.

Étant donné que les nouvelles éoliennes à Heinerscheid et celles de Kehmen-Heiderscheid ont des puissances unitaires de 1.800 kW, elles ne tombent plus dans le champ d'application du règlement précité. Actuellement, l'énergie produite par les trois éoliennes de Heinerscheid est rémunérée en fonction du tarif du règlement de 1994 si elles fonctionnent dans la plage de puissance inférieure à 1.500 kW et pour l'énergie produite dans la plage de puissance entre 1.501 et 1.800 kW, le prix d'un approvisionnement traditionnel sur le marché est appliqué.

Depuis la libéralisation du marché de l'électricité la tarification de l'approvisionnement en énergie électrique a fortement changé. La puissance momentanée ne constitue plus un élément de la rémunération mais seulement les quantités d'énergie. Avec ce nouveau mode de tarification l'effet aléatoire de la contribution de l'installation à la pointe du réseau public disparaîtrait.

La Wandpark Gemeng Hengischt S.A. avait soulevé ces problèmes déjà dans une lettre au Ministre de l'Énergie en février 1999. En date du 1er mars 1999 le Ministre de l'Énergie avait présenté une proposition d'une nouvelle tarification et il avait prévu de la mettre en vigueur au plus tard le 1er janvier 2001. Depuis lors nous attendons une tarification appropriée.

Compte tenu de l'incertitude qui existe quant à l'aboutissement des questions précitées, aucun promoteur de parcs à éoliennes n'est prêt a investir des sommes importantes dans des installations de production sans connaître le cadre légal nécessaire pour pouvoir évaluer si la rentabilité de son investissement est assurée à long terme.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante au Ministre de l'Environnement:

- Quelle serait l'orientation générale du nouveau Gouvernement en la matière et par rapport aux questions et craintes précitées en particulier?

Réponse (23.8.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question posée par l'honorable Député concernant l'orientation générale du nouveau Gouvernement en matière de régime d'aide à la production d'énergie de sources renouvelables, j'aimerais me référer à l'accord de coalition, bien connu par l'honorable Député. Cet accord prévoit que le Gouvernement poursuivra la promotion d'énergies renouvelables et de l'utilisation rationnelle de l'énergie.

Il est évident qu'à ce stade je ne peux pas donner d'indications précises quant au détail de la prime d'encouragement écologique et/ou de la rémunération de l'électricité résultant d'une production basée sur les énergies renouvelables.

Je ne manquerai pas de me concerter avec les différents acteurs impliqués au courant de l'automne pour pouvoir soumettre des propositions au Gouvernement.

Quant à la loi du 23 février 2004 instaurant un régime d'aide à la production d'énergie de sources renouvelables et au règlement grand-ducal du 30 mai 1994, mentionnés dans la question parlementaire, j'aimerais souligner que ces instruments sont de la compétence du Ministre de l'Économie. Ce dernier doit évidemment respecter les dispositions communautaires en la matière et tout particulièrement l'encadrement communautaire des aides de l'État pour la protection de l'environnement.

J'ai l'intention de me concerter avec le Ministre de l'Économie pour envisager une modification du règlement grand-ducal du 30 mai 1994. Ceci devrait toutefois se faire dans le cadre des discussions à mener sur le futur régime d'aides pour l'électricité produite à partir des sources d'énergies renouvelables en général.

Finalement je tiens à préciser que les nouvelles éoliennes à Heinerscheid peuvent bénéficier de la prime d'encouragement écologique de 2,5 c/kwh introduite par le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001.

Question 0022 (5.8.2004) de M. Lucien Clement *(CSV)* concernant le fonctionnement du clos d'équarrissage au Schwanenthal:

Dans les années 60, un clos d'équarrissage central a été construit au lieu-dit Schwanenthal (commune de Lorentzweiler), afin d'utiliser et de détruire les cadavres d'animaux, les viandes confisquées et les déchets de viandes d'une façon appropriée du point de vue de la police sanitaire du bétail que de la santé publique. En effet un grand nombre de cadavres proviennent d'animaux morts d'une maladie contagieuse. Or, parmi ces maladies contagieuses, il y a un grand nombre qui sont transmissibles à l'homme telles que la tuberculose, le charbon bactérien, le rouget du porc, la morve, la rage, etc.

Depuis 1984 un accord interministériel du Luxembourg avec la Belgique prévoit que le centre de collecte du clos d'équarrissage au Schwanenthal est géré par la firme Rendac C.E.S. Cette entreprise s'occupe à la fois du ramassage des cadavres dans les fermes et des déchets d'animaux provenant des abattoirs, des boucheries et des ventes à la ferme.

Actuellement, le contrat avec cette entreprise stipule que le ramassage peut avoir lieu du lundi au vendredi. Ceci implique qu'un animal décédé le vendredi n'est souvent ramassé que le lundi et que le cadavre est ainsi parfois exposé aux regards de la population avoisinante durant tout le week-end ce qui présente une publicité négative pour l'ensemble du secteur agricole. De plus il faut considérer que le thermomètre peut atteindre les 30 degrés et même plus dans les mois de l'été et que les cadavres sont envahis en été par des milliers de mouches, par des rats et autres animaux sauvages.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

- Est-ce qu'il n'est pas nécessaire d'amender d'urgence le contrat liant le Gouvernement à la firme Rendac C.E.S. afin que le ramassage dans les fermes ait lieu tous les jours, au moins durant les mois d'été?

Réponse (16.9.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La question parlementaire a trait au centre de collecte du clos d'équarrissage au Schwanenthal, centre qui est géré par la société anonyme Rendac C.E.S. Elle appelle la réponse suivante:

La société anonyme Rendac C.E.S. avec siège social à Lorentzweiler vient de signer en date du 25 juin 2004 une nouvelle convention avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg concernant la collecte des cadavres d'animaux pour une durée qui a pris effet le 1er juillet 2004 et qui va se terminer le 31 décembre 2007.

Cette convention stipule entre autres que le ramassage des cadavres doit se faire en conformité avec les dispositions législatives et réglementaires en vigueur en la matière.

À ce sujet, l'article 4 de la loi du 6 septembre 1962 sur la destruction et l'utilisation des cadavres d'animaux, des viandes confisquées et des déchets de viandes prévoit que: «Le propriétaire de cadavres, de viandes confisquées et de déchets de viandes ou la personne qui en a la garde sont obligés de faire, dans les douze heures qui suivent respectivement la mort, la naissance, l'abattage, la déclaration ou la constatation d'insalubrité, une information afférente au clos d'équarrissage central ….», et l'article 2 du règlement grand-ducal du 4 juillet 1973 fixant les modalités d'exécution de la loi du 6 septembre 1962 précitée stipule que: «L'exploitant du clos doit faire la collecte des cadavres d'animaux au plus tard le lendemain de l'information qui lui a été faite par les personnes visées à l'article 4 de la loi du 6 septembre 1962 précitée. Ce délai est prolongé de vingt-quatre heures si le dernier jour est un dimanche ou un jour férié légal…».

Outre ces dispositions législatives et réglementaires, un accord tacite a été convenu entre l'Administration des services vétérinaires et la société anonyme Rendac C.E.S. qui prévoit une collecte exceptionnelle durant les samedis:

- pour le cas où il y a une notification d'un nombre élevé d'appels de ramassage de cadavres dans l'après-midi du vendredi;
- pour le cas de températures élevées pendant la saison estivale et
- pour le cas où le lundi est un jour férié légal.

L'Administration des services vétérinaires s'engage à veiller à ce que les dispositions retenues dans la convention signée entre la société anonyme Rendac C.E.S. avec l'État du Grand-Duché de Luxembourg et l'accord arrêté entre cette même société avec l'Administration des services vétérinaires soient respectées, tout en faisant en même temps appel aux propriétaires de cadavres afin qu'ils transmettent leurs demandes de collecte des cadavres dans les meilleurs délais aux services administratifs du centre du clos d'équarrissage.

Question 0023 (5.8.2004) de MM. Xavier Bettel et Claude Meisch *(DP)* concernant les restrictions de circulation pour les poids lourds:

En date du 11 juin 1996, les députés Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux avaient déposé une proposition de loi concernant la circulation des poids lourds.

Cette proposition de loi prévoyait: «l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds en transit durant les week-ends, de même que l'interdiction de dépassement pour ces mêmes véhicules, non seulement sur les autoroutes luxembourgeoises mais sur tout le réseau routier national, constituent les premières mesures d'une panoplie d'autres mesures possibles afin de réaliser l'objectif que l'on s'efforce d'atteindre».

Dans ce contexte nous aimerions savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports:

- Si Monsieur le Ministre défend toujours son idée d'interdire le dépassement aux poids lourds?
- Dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre compte transformer sa proposition de loi en projet de loi?
- Dans la négative, quelles sont les raisons de son changement d'avis?

Réponse (23.8.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

La question des honorables Députés a trait à une proposition de loi que j'avais déposée le 11 juin 1996 avec Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo et qui prévoit, d'une part, d'interdire le trafic lourd pendant les fins de semaine ainsi que les jours fériés et veilles de jours fériés et, d'autre part, de défendre aux poids lourds le dépassement sur autoroute.

Je note d'abord que le Gouvernement de l'époque a édicté un rè-

glement grand-ducal daté au 19 juillet 1997 qui interdit pendant les dimanches et jours fériés la circulation des poids lourds en direction de la France et de l'Allemagne et qui s'aligne à cet effet très étroitement sur les conditions de la même interdiction en vigueur dans ces deux pays. Le premier point de ma proposition de loi a donc connu les suites souhaitées.

Quant au deuxième volet de la proposition de loi, la prise de position y relative du Gouvernement d'avril 2000 s'est référée à un avis de la Commission de circulation de l'État qui a examiné l'opportunité d'interdire aux poids lourds des manœuvres de dépassement sur autoroute *(cf. avis du 4 mai 1998 sur la sécurité de la circulation sur autoroute)*.

Tout en préconisant la voie réglementaire plutôt qu'une initiative législative pour introduire pareille interdiction, la Commission s'est prononcée contre une interdiction généralisée. Elle a par contre proposé de prévoir en lieu et place des interdictions limitées à certains tronçons autoroutiers, avec la possibilité de compléter ces interdictions, en cas de besoin, par les injonctions du CITA entre-temps opérationnel sur le réseau autoroutier.

La solution proposée par la Commission de circulation de l'État me paraît à bien des égards plus flexible que la proposition de loi et dès lors mieux adaptée aux circonstances changeantes du trafic, d'autant plus que le Conseil d'État s'y est rallié dans son avis du 13 mars 2001.

Je pense néanmoins que j'ai obtenu satisfaction en ce que le dépassement peut entre-temps être interdit aux poids lourds sur l'axe autoroutier formé par les autoroutes A3 et A6 entre les échangeurs de Livange et de Mamer grâce à la signalisation à message variable du CITA qui peut être activée en fonction des conditions de trafic du moment.

Question 0024 (6.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la protection nationale:

Vergaangene Freideg ass an enger Industriezon bei Ath an der Belsch eng Äerdgaspipeline vun engem Meter Duerchmiesser explodéiert. Bei Bauaarbechte war déi Leitung beschiedegt ginn. Bis elo huet et geheescht, esou Iwwerlandleitungen aus Spezialstol wieren extrem sécher. Och huet et geheescht, austriedenden Äerdgas kéint a fräier Loft bal net Feier fänken - dofir wier de Gasundeel an der Loft dann ze kleng.

Dem leschte Bilan no huet dës Katastroph 18 Liewen ausgelëscht an iwwer 130 Mënschen deelweis schwéier blesséiert.

An deem Kontext hunn d'Bierger e Recht op Opklärung iwwert déi entspriechend Situatioun hei am Land:

1) Gesinn eis national Katastrophepläng Szenarie fir esou Accidenter vir?
2) Sinn eis Zivilschutzkräfte preparéiert, fir esou eng Katastroph ze prevenéieren, esoubal eng Gasfuite gemellt gëtt?
3) Lafen och duerch eisen Territoire Iwwerlandgasleitungen?
4) Lafen esou grouss Gasleitungen och duerch Wunn- oder Schaffquartiere respektiv Gewerbe- an Industriezonen?
5) Wéi déif mussen dës Leitungen hei am Land verluecht ginn - an der Belsch gëtt vun engem Meter ënnert dem Buedem geschwat?
6) Wat sinn déi gesetzlech Bestëmmunge wat Bauaarbechten am Beräich vun esou Gaspipelinen ugeet, a wéi a wou gëtt en Entrepreneur gewuer, wou a wéi déif esou eng Leitung läit?
7) Wier esou en Ausmooss vun enger Katastroph - duerch eng net rechtzäiteg Evakuatioun vun den ëmleiende Betriber - och zu Lëtzebuerg méiglech?

Réponse (17.9.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le Luxembourg dispose de trois réseaux différents de canalisation de gaz:

- un réseau à haute pression, 70 bars au maximum;
- un réseau à moyenne pression, 3-4 bars;
- un réseau à faible pression, 50 mbars.

Les questions de l'honorable Député Aly Jaerling semblent viser plus particulièrement le réseau à haute pression.

Ce réseau est exploité par la Société Soteg, qui gère 403 km de conduites à gaz, dont 213 km fonctionnant sous une pression de 70 bars. Ce réseau est exclusivement entretenu par l'exploitant.

En cas d'incident, seul l'exploitant a l'expertise technique nécessaire permettant d'intervenir au niveau des conduites et des vannes. À cet effet il existe des procédures internes d'intervention et l'exploitant, qui assure une permanence 24/24 heures, est alerté par le central des secours d'urgence 112 de l'Administration des services de secours. Ni la Protection civile, ni les corps de sapeurs-pompiers ne sont donc habilités à intervenir directement au niveau des conduites à haute pression.

En cas d'alerte à la fuite de gaz, les services de secours sont chargés de l'évacuation des lieux, du contrôle de l'accès et de l'évaluation du danger d'explosibilité. Il n'existe pas de plan particulier qui viserait spécifiquement les interventions au niveau du réseau de transport de gaz à haute pression, de sorte que les interventions ainsi que les procédures à suivre par les services de secours s'inscrivent dans le cadre des interventions à caractère général.

5% des infrastructures - qui sont toutes souterraines - se trouvent dans des zones d'habitation ou dans des zones industrielles. La profondeur d'enfouissement des canalisations de gaz varie de un à trois mètres. La gestion et l'entretien de ces canalisations sont assurés selon les règles du DVGW («Deutsche Vereinigung des Gas- und Wasserfaches»).

Tout entrepreneur qui envisage des travaux d'excavation doit solliciter au préalable un traçage auprès des exploitants des réseaux à gaz pour éviter tout dégât au niveau des canalisations. Ces chantiers sont contrôlés par l'exploitant du réseau; d'autre part une surveillance est garantie par le survol régulier des tracés des réseaux.

Enfin, d'autres mesures prises, comme l'odorisation du gaz aux points nodaux frontaliers ainsi que les procédures d'alerte et d'intervention des exploitants et des services de secours contribuent à minimiser les risques qu'entraîneraient de telles fuites.

Question 0025 (6.8.2004) de Mme Anne Brasseur *(DP)* concernant les mécanismes de contrôle de la gestion des crèches:

Récemment plusieurs crèches appartenant à la société Familienservice S.A. ont dû fermer leurs portes suite à la cessation des activités de cette société.

D'après mes informations, cette fermeture semble être le résultat d'une gestion défaillante.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Si Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration peut m'indiquer quels sont les mécanismes de contrôle dans ce domaine?
- Est-ce que dans ce dossier précis des irrégularités ont été constatées et, le cas échéant, lesquelles et à quelle date?
- Est-ce qu'il existe des propositions concrètes pour aider les familles à trouver une solution pour placer leurs enfants dans une autre crèche dans les meilleurs délais?
- Est-ce que le personnel peut être repris par d'autres institutions?
- Est-ce qu'il est envisagé d'élaborer des procédures permettant d'éviter de telles situations à l'avenir?

Réponse (21.9.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Les activités entreprises par la société Familienservice S.A., à savoir celles de «crèche», sont soumises à un agrément préalable du Ministre de la Famille.

Un tel agrément est établi pour chaque crèche séparément sur base d'un examen de documents et de visites des infrastructures. Par la suite, les visites d'inspection menées par les agents du Ministère de la Famille et de l'Intégration, assermentés comme officiers de police judiciaire, auprès des crèches agréées se limitent au contrôle de la conformité de la crèche avec les dispositions légales et réglementaires en vigueur. Ces visites d'inspection ne concernent pas la gestion financière de la crèche puisque, comme toute autre entreprise, l'organisme gestionnaire d'une crèche est libre de mener sa gestion comme il l'entend, dans les limites prévues par la loi et les règlements.

Dans le cas de Familienservice S.A., les services du Ministère de la Famille et de l'Intégration ont réagi dès début août en louant des places dans d'autres crèches et en relogeant ainsi tous les enfants occupant une des places que l'État avait louée dans les crèches de Familienservice S.A.

En vue de faciliter la reprise d'une crèche fermée par un autre organisme gestionnaire, ces services ont collaboré activement avec les repreneurs potentiels et mis en place des procédures accélérées permettant d'éviter que les clients actuels ne partent par faute d'une période de fermeture trop longue.

Question 0026 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la vente par correspondance de certains médicaments:

En date du 15 décembre 2003 Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant l'impact de l'arrêt rendu le 11 décembre 2003 par la Cour de Justice des Communautés européennes concernant la vente par correspondance de certains médicaments.

À l'époque, Monsieur le Député souhaitait savoir si de telles ventes ont eu lieu au Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- si depuis la réponse de Monsieur le Ministre de telles ventes ont eu lieu;
- si les pharmaciens luxembourgeois exerçant au Luxembourg ont soulevé des arguments pareils à ceux du «Deutscher Apothekenverband»;
- quelles sont les répercussions qu'a provoquées cet arrêt au Luxembourg.

Réponse (27.8.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mes services n'ont pas connaissance d'un cas de vente par correspondance d'un médicament en provenance d'un autre État membre depuis l'arrêt de la Cour de Justice des Communautés du 11 décembre 2003, comportant une certaine libéralisation dans ce secteur.

De toute manière, compte tenu du principe de la libre circulation des biens entre États membres, il n'est pas aisé pour les autorités de veiller à ce que la vente par correspondance de médicaments reste dans le cadre tracé par l'arrêt de la Cour, c'est-à-dire se limite aux médicaments non soumis à prescription.

L'arrêt de la Cour n'a pas donné lieu à une prise de position de l'association représentative des pharmaciens au Luxembourg.

Question 0027 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la prévention de la tuberculose:

En date du 17 janvier 2001 et du 3 avril 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé une question parlementaire au Ministre de la Santé relative aux tests à la tuberculine et la tuberculose en général.

En effet, à cette époque le Monovacc-test ne disposait plus d'autorisation de mise sur le marché, ce système devait être abandonné au profit de tests tuberculiniques intradermiques.

Le Ministre de la Santé avait répondu que le groupe de travail sur le dépistage ciblé de la tuberculose devait se réunir une troisième fois.

D'autre part, un protocole avait été élaboré pour la chimioprophylaxie en cas de primo-infection tuberculeuse.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Si Monsieur le Ministre peut m'informer du nombre de cas de tuberculose qu'il y a eu au Luxembourg en 2003 et en 2004?
- S'il peut m'informer si ces nouvelles mesures ont permis de réduire le nombre de cas de tuberculose?

Réponse (21.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La tuberculose étant une maladie à déclaration obligatoire, mes services ont enregistré pour 2003 ainsi que pour l'année en cours les notifications suivantes.

Pour 2003:

- 42 cas de tuberculose pulmonaire,
- 3 cas de tuberculose autres organes,
- 2 cas de tuberculose pleurale,
- 3 primo-infections.

Pour 2004 les chiffres disponibles (du 1er janvier au 31 juillet) sont les suivants:

- 15 cas de tuberculose pulmonaire,
- 1 cas de tuberculose autres organes,
- 3 primo-infections.

Le projet de chimioprophylaxie dont question dans la réponse de mon prédécesseur à une précédente question parlementaire a entre-temps été approuvé par le Conseil supérieur d'hygiène, section des maladies transmissibles. Il est appliqué en pratique.

Quant au Monovacc-test, qui a également été abordé dans la précédente question que j'avais moi-même posée à l'époque en tant que député, le fabricant en a arrêté la production. Entre-temps ce test a été remplacé par un test intradermique, plus fiable, mais d'application plus difficile surtout chez les jeunes enfants. Mes services sont en train de se renseigner sur la disponibilité de tests alternatifs sur le marché européen.

Il est trop tôt pour juger de l'incidence des diverses mesures préventives engagées par mes services dans la lutte contre la tuberculose. Compte tenu du nombre assez peu élevé en chiffres absolus de nouveaux cas il faut procéder par comparaison de périodes quinquennales pour pouvoir apprécier l'incidence de mesures récentes pour l'évolution de la tuberculose au Luxembourg.

Question 0028 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la tonsillotomie au laser des amygdales:

En date du 18 décembre 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant le remboursement de la tonsillotomie au laser des amygdales. À cette époque, Monsieur le Député Di Bartolomeo s'était interrogé pourquoi cette intervention n'était pas remboursée par la Caisse de Maladie.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé, si Monsieur le Ministre compte intervenir afin que la tonsillotomie soit à l'avenir remboursée par la Caisse de maladie?

Réponse (7.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'après les renseignements que mes services ont recueillis auprès du Contrôle médical de la Sécurité sociale, la littérature spécialisée connaît une indication assez restreinte pour la tonsillotomie. Il s'agit principalement d'une indication existant chez des enfants âgés de moins de six ans présentant une hypertrophie des amygdales et pouvant souffrir de rhonchopathie avec phases d'apnée au sommeil.

Néanmoins je puis informer l'honorable Député que je saisirai le Cercle des médecins spécialistes en ORL d'une demande sur l'opportunité d'une introduction de cet acte dans la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie.

Question 0029 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant le forfait mensuel pour intolérants au gluten:

En date du 17 juin 2003 Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait fait part au Ministre de la Santé de la critique de l'Association Luxembourgeoise des Intolérants au Gluten du fait que le forfait mensuel de 85 €, attribué aux personnes concernées pour l'acquisition d'aliments sans gluten avait été réduit à 45 €.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut me faire part de la volonté du nouveau Gouvernement d'intervenir auprès de l'Union des Caisses de Maladie pour augmenter le forfait mensuel actuel?

Réponse (12.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En me référant à la réponse de mon prédécesseur à la question parlementaire N°2224 du 17 juin 2003 *(cf. compte rendu N°19/2002-2003)*, j'informe l'honorable Député que les mesures y annoncées ont été réalisées entre-temps par l'Union des Caisses de Maladie. En effet, pour empêcher qu'une personne protégée, pour un mois spécifique, ne puisse pas épuiser tous ses droits, l'appréciation de l'atteinte de la limite du forfait se fait

désormais par périodes de six mois.

Les statuts de l'UCM ont été modifiés en conséquence et les dispositions afférentes qui sont contenues dans le fichier B5 réservé aux aliments médicaux, se lisent comme suit:

«Art. 3 Les produits d'alimentation médicale inscrits à la rubrique Z99B Produits d'alimentation médicale par forfait prescrits et délivrés aux personnes … visées à l'article 1er sous 2 (c.-à-d. les personnes atteintes d'une entéropathie par intolérance au gluten ou maladie coeliaque) sont pris en charge jusqu'à concurrence d'un montant maximal semestriel de 270 €, …»

Je puis informer l'honorable Député que des renseignements fournis par les responsables de «l'Association Luxembourgeoise des Intolérants au Gluten (ALIG)», il ressort que la solution décrite ci-dessus semble satisfaire les concernés. Je ne manquerai cependant pas de rencontrer les responsables de l'association pour assurer le suivi du dossier.

Question 0030 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la directive sur les produits du tabac:

En date du 8 juin 2001, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait demandé au Ministre de la Santé de lui faire part de la transposition de la directive sur les produits du tabac. D'autre part de nombreux citoyens se posent la question concernant l'application des espaces non fumeurs dans les restaurants et l'interdiction de fumer dans les établissements publics.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut me faire part de la volonté politique du nouveau Gouvernement dans ce domaine.

Réponse (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je voudrais tout d'abord rendre l'honorable Parlementaire attentif au fait que la directive communautaire, qui faisait l'objet de la question parlementaire N°1173 *(cf. compte rendu N°19/2000-2001)* que j'avais moi-même en ma qualité de député posée à mon prédécesseur, a entre-temps été transposée en droit national, et cela par un règlement grand-ducal daté au 16 septembre 2003. Ladite directive prévoit notamment une réduction des teneurs en substances nocives des cigarettes ainsi qu'un renforcement des avertissements sanitaires sur l'étiquetage.

Le Ministère de la Santé est pleinement conscient du danger que le tabagisme représente pour la santé des citoyens.

J'entends sensibiliser la population pour des modes de vie plus sains et en particulier pour une vie sans tabac.

S'agissant de la protection des non-fumeurs, je rappelle que la législation en vigueur prévoit une interdiction de fumer dans certains lieux, notamment dans les hôpitaux, les pharmacies, les écoles et tous autres lieux destinés à accueillir des personnes de moins de seize ans. Je me propose de susciter et d'encourager toutes initiatives allant dans le sens de la protection des non-fumeurs.

Dans le même ordre d'idées je mettrai en œuvre le processus de ratification de la Convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, signée par le Luxembourg. L'article 8 de cette Convention est consacré à la «protection contre l'exposition à la fumée du tabac». Dans le contexte de la ratification de cette Convention le Gouvernement examinera la question de nouvelles mesures législatives susceptibles d'assurer la protection des non-fumeurs.

Mais puisque l'honorable Parlementaire semble attacher du prix à une prompte transposition des directives communautaires antitabac, je ne résiste pas à la tentation de le rendre attentif au fait que sur initiative du précédent Ministre de l'Économie, Monsieur Henri Grethen, le Luxembourg a soutenu un recours introduit par l'Allemagne devant la Cour de Justice des Communautés contre une autre directive communautaire, à savoir la directive 2003/33, qui interdit la publicité en faveur du tabac dans les médias imprimés et dans les émissions radiodiffusées, ainsi que le parrainage de manifestations transfrontalières par des fabricants de produits du tabac. Ledit recours tend à l'annulation de la directive. Cette affaire est actuellement pendante devant la Cour.

Question 0031 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant les dépenses des caisses de maladie:

En date du 2 décembre 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant une question parlementaire que Monsieur le Député Carlo Wagner avait posé à Madame le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale Mady Delvaux en date du 6 novembre 1997.

Cette question concernait le fait «que la majeure partie des déficits des caisses de maladie provient du secteur hospitalier dont les relations avec les caisses de maladie sont réglées par les articles 74 et suivants du Code des assurances sociales. Quelles sont les conséquences des investissements hospitaliers futurs projetés sur le plan national par le Ministère de la Santé sur le budget des caisses de maladie sans droit d'intervention au niveau des coûts y relatifs?»

Monsieur le Député Di Bartolomeo affirmait que certains des établissements hospitaliers visés par Monsieur le Député Carlo Wagner étaient déjà en service et que d'autres étaient projetés, j'aimerais que Monsieur le Ministre Di Bartolomeo réponde à la question de l'honorable Député portant le même nom.

Enfin, je désire compléter la présente question parlementaire par la même interrogation que celle que se posait le 2 décembre 2003 l'honorable Député Di Bartolomeo, c'est à dire de connaître les perspectives pour les années 2005-2006 en matière de dépenses en nature des caisses de maladie *(cf. compte rendu N°8/2003-2004)*.

Réponse (20.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Député me rappelle la question parlementaire que j'avais posée le 2 décembre 2003 au Ministre de la Sécurité sociale de l'époque, concernant les répercussions du coût des investissements dans le domaine hospitalier sur le budget de l'assurance maladie.

Si la répercussion globale et théorique du volume des investissements sur le budget de l'assurance maladie est connue depuis le vote respectivement les amendements de la loi du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers, il est évident que les effets concrets de cette répercussion sont fonction des échéances de la réalisation des différents projets.

Préalablement à toute autorisation du Ministre, les différents projets de modernisation sont avisés par la Commission permanente pour le secteur hospitalier, à laquelle l'Union des Caisses de Maladie est représentée, notamment sous les aspects de forme (coûts et échéances), de contenu et d'opportunité dont notamment:

- la priorité des réponses utiles et nécessaires par rapport aux besoins nationaux,
- l'évitement des redondances, l'amélioration des collaborations et la mise en place de synergies,
- par rapport aux critères et prémisses pour la meilleure qualité des prestations et à l'impact sur les coûts d'exploitation.

L'UCM est par ailleurs régulièrement tenue au courant des autorisations et des développements en rapport avec la réalisation concrète des différents projets.

À ce stade sont achevées les constructions des établissements Centre national de Radiothérapie François Baclesse (2000), Institut national de Chirurgie cardiaque et de Cardiologie interventionnelle (2001), Hôpital du Kirchberg et Hôpital St Louis à Ettelbrück (2003), tandis que les modernisations des infrastructures existantes sont toujours en cours et, en général, conformes aux échéanciers afférents prévus.

La mise en service des reconstructions des établissements Clinique Dr Bohler et Centre national de Rééducation fonctionnelle et de Réadaptation de Kirchberg est prévue pour 2006.

Pour 2005, le seul élément générateur de frais nouveaux sera la mise en service de l'annexe 1 de l'Hôpital municipal et, partielle, de la modernisation de la Clinique pédiatrique du Centre Hospitalier de Luxembourg. Sans préjudice de la poursuite des modernisations précitées et de l'implantation d'une installation IRM à l'Hôpital Princesse Marie-Astrid à Differdange, il n'y a pas d'investissement prévu.

En ce qui concerne le deuxième volet de la question, il faut s'attendre à ce que la gestion des prestations en nature affichera fin 2004 un déficit dans les opérations courantes qui s'élèverait à 94 millions Euro. Pour l'année en cours le déficit pourra être compensé par les réserves existantes.

L'estimation du résultat global pour 2005 (toutes gestions confondues) fait apparaître un solde cumulé négatif avoisinant les 100 millions Euro.

Quant à la gestion des prestations en nature, la situation financière devrait se détériorer davantage en 2005 si l'on ne s'engage pas résolument dans une nouvelle démarche axée sur la responsabilisation de tous les acteurs.

Ces estimations reflètent la situation en été 2004 et une étude financière plus approfondie, notamment en vue de la réunion du comité quadripartite le 13 octobre prochain, est en voie d'élaboration.

Question 0032 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la mésentente au sein du Centre hospitalier neuropsychiatrique:

En date du 23 septembre 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant une mésentente entre le personnel, la direction et le conseil d'administration du Centre hospitalier neuropsychiatrique.

À l'époque Monsieur le Député avait demandé à Monsieur le Ministre s'il allait prendre des initiatives par l'intermédiaire des représentants du Ministère dans le conseil d'administration pour rétablir le bon fonctionnement au sein du CHNP.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut m'informer des mesures qui ont été prises pour remédier à la situation;
- si Monsieur le Ministre peut me faire part de la composition du conseil d'administration actuel du CHNP;
- quelles sont les mesures que l'actuel Ministre compte prendre.

Réponse (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La présente question parlementaire fait partie d'une série de sept questions (treize si j'y ajoute celles adressées au Ministère de la Sécurité sociale) posées par l'honorable Député Monsieur Xavier Bettel et qui ont ceci de particulier qu'elles reprennent pour l'essentiel des questions que j'ai moi-même posées en tant que député à mon prédécesseur.

Je suis à me demander si l'honorable Parlementaire repose les mêmes questions parce qu'il estime peu satisfaisantes les réponses fournies par mon prédécesseur. Je me satisferais cependant volontiers d'une autre explication, à savoir que la démarche de l'honorable Parlementaire s'interprète comme une reconnaissance de la pertinence des questions soulevées qui touchent à des domaines sensibles de la santé publique.

Cette remarque étant faite, je suis volontiers disposé à informer l'honorable Parlementaire sur la composition du conseil d'administration du Centre hospitalier neuropsychiatrique, nommé par arrêté grand-ducal du 12 juin 2004, qui porte le contreseing de mon prédécesseur.

Ledit conseil comprend:

- comme représentants de l'État:
  - Monsieur Alphonse Mangen, réviseur d'entreprises,
  - Monsieur le docteur Jean Scharle, directeur médical d'hôpital e.r.,
  - Madame Suzette Everling, institutrice d'enseignement différencié,
  - Monsieur Norbert Ewen, professeur psychologue,
  - Madame Marlyse Lair, infirmière,
  - Monsieur André Manderscheid, commissaire de Gouvernement;
- comme représentant du personnel:
  - Madame Simone Peters, infirmière psychiatrique;
- comme représentant du corps médical de l'établissement:
  - Monsieur le docteur Jean-Jacques Wirtz, médecin-chef de division.

Pour le surplus je rappelle l'attitude de mon prédécesseur consistant à dire que d'éventuels conflits doivent être résolus au sein du CHNP, établissement autonome, et je la partage.

Je profite de l'occasion pour dire que l'exécution de l'étude Haeffner sera remise sur le métier et que la décentralisation de la psychiatrie sera résolument poursuivie.

S'agissant plus particulièrement du CHNP, le nouveau Gouvernement confirme et fait siens les objectifs poursuivis par le projet de loi déposé en avril, consistant principalement à doter l'établissement d'une nouvelle entité, à savoir de services intégrés de soins pour seniors, ainsi qu'à assurer la prise en charge par l'État pendant une période de dix ans du coût de la mise en sécurité des bâtiments existants, investissements qui s'imposent d'urgence.

Question 0033 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la médecine scolaire dans l'éducation précoce:

En date du 11 décembre 2002, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant l'introduction de la médecine scolaire dans l'éducation précoce.

Le Ministre de l'époque avait répondu qu'il «n'était pas prévu d'introduire la médecine scolaire dans l'éducation précoce étant donné que les mesures et examens de médecine scolaire sont obligatoires pour les élèves et qu'il est impossible d'imposer une telle mesure obligatoire dans le cadre de l'enseignement facultatif».

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- Si sa position reste identique à celle du Ministre Carlo Wagner?
- Dans la négative si Monsieur le Ministre compte légiférer pour introduire la médecine scolaire dans l'éducation précoce?

Réponse (14.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il y a sans doute d'excellents arguments qui militent en faveur d'une extension de la médecine scolaire au secteur de l'éducation précoce.

Je compte dans un premier temps mener une réflexion y relative avec les services de la Direction de la Santé. Cette réflexion portera entre autres sur la question de savoir dans quelle mesure pareille extension ferait double emploi avec les examens prévus à la loi du 15 mai 1984 introduisant des examens médicaux systématiques pour les enfants âgés de deux à quatre ans.

Dans la suite j'engagerai une concertation avec les autres Ministères concernés, à savoir ceux de l'Éducation nationale et de l'Intérieur.

Question 0034 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU:

En date du 3 décembre 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant l'organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU.

En effet, à l'époque Monsieur le Député avait pensé que les projets de grande voirie relatifs à la route du Nord et des autoroutes de la Sarre pouvaient entraîner des changements dans l'organisation des régions sanitaires et des services d'urgences SAMU.

Le Ministre de la Santé avait répondu qu'il estimait qu'aucun changement n'aurait lieu et que les projets de grande voirie ne devaient pas avoir d'impact sur l'organisation des régions sanitaires et des services du SAMU.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- si Monsieur le Ministre partage l'avis de l'ancien Ministre de la Santé.
- Dans la négative, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre compte prendre?

Réponse (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

J'ai pris bonne note de la réponse donnée par mon prédécesseur à la question parlementaire que j'avais moi-même posée l'année passée, et notamment de la distinction y opérée entre les activités normales des hôpitaux et celles liées au service d'urgence.

S'agissant de l'incidence que les projets de grande voirie pourraient avoir sur les habitudes de la population en matière d'activités hospitalières programmées, un réexamen aura lieu à l'occasion d'une révision du plan hospitalier actuellement en vigueur.

Quant à l'incidence de ces mêmes projets sur le choix de l'hôpital de destination des urgences relevant du SAMU, mes services examineront l'opportunité d'une révision des instructions données au préposé du service d'urgence de l'Administration des services de secours avec ladite administration.

Question 0035 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'uniformisation du remboursement des congés de maladie:

En date du 11 mai 2004, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant l'analyse relative à l'uniformisation éventuelle du remboursement des congés de maladie de tous les salariés du secteur privé, donc employés et ouvriers.

Le ministre de l'époque avait répondu que cette étude, dont les travaux d'élaboration ont été suivis par un comité d'accompagnement avait été réalisée dans les délais impartis et qu'il appartenait au Comité de coordination tripartite, commanditaire de l'étude, d'en tirer le moment venu les conclusions qui s'indiquent.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé;

- si Monsieur le Ministre peut m'informer si des conclusions ont été tirées et dans l'affirmative me les faire connaître.

Réponse (11.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Lors de sa réunion du 24 novembre 2003 concernant les mesures envisagées pour redresser la situation financière de l'assurance maladie, le Comité de coordination tripartite a demandé d'être saisi jusqu'à la fin du mois de mars 2004 d'une étude examinant les incidences d'une modification structurelle ayant pour finalité d'uniformiser pour tous les salariés du secteur privé le système d'indemnisation en cas d'incapacité de travail pour cause de maladie.

Dans une telle solution l'employeur aurait l'obligation d'indemniser les six premières semaines d'incapacité de travail, l'assurance maladie intervenant par la suite. L'employeur serait donc partiellement déchargé de son obligation légale actuelle à l'égard des employés privés, qui lui impose de prendre en charge le mois de la survenance de l'incapacité de travail et les trois mois subséquents; par contre il lui incomberait d'assumer la charge des indemnités pour les ouvriers pendant la période de six semaines. Le taux d'équilibre se situera sensiblement en dessous du taux actuel pour les ouvriers, tandis qu'il dépassera celui actuellement appliqué aux employés privés.

L'élaboration de l'étude par l'Inspection générale de la Sécurité sociale et par l'Union des Caisses de Maladie était suivie par un comité d'accompagnement, composé des partenaires sociaux.

«L'étude concernant l'introduction d'un régime unique en matière de prestations en espèces pour ouvriers et employés privés» portant date du 31 mars 2004 a été transmise par mon prédécesseur au Premier Ministre, Ministre d'État, le 6 avril 2004.

Il appartiendra au Comité de coordination tripartite, commanditaire de l'étude, d'en tirer à sa meilleure convenance les conclusions qui s'indiquent.

Question 0036 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la vaccination des enfants contre la méningite:

En date du 11 décembre 2002, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire à Monsieur le Ministre de la Santé concernant les vaccinations des enfants contre la méningite. À l'époque Monsieur le Ministre de la Santé avait informé Monsieur le Député Di Bartolomeo que le Gouvernement voulait poursuivre la vaccination systématique des enfants.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut m'informer des coûts pour les vaccinations contre la méningite en 2003;
- si Monsieur le Ministre compte suivre la même direction que l'ancien Ministre de la Santé.

Réponse (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Gouvernement entend poursuivre la vaccination contre la méningite des enfants au cours de la première année de vie. À cet effet le vaccin continuera à être mis à la disposition des médecins pédiatres, sur demande, par la Direction de la Santé.

Le nombre des vaccins distribués en 2003 était d'environ 10.000.

Le coût de l'opération s'est élevé à 178.200 euros.

Question 0037 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant les prestations des caisses de maladie dans la médecine dentaire:

En date du 11 mars 2003, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant les prestations des caisses de maladie dans le domaine de la médecine dentaire et surtout dans le domaine des prothèses dentaires. À l'époque, le Député Di Bartolomeo avait affirmé que ces prestations ne correspondaient plus au coût réel de ces prothèses.

Le Ministre de la Santé avait informé Monsieur le Député qu'un expert avait été nommé pour faire des propositions.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut m'informer s'il compte intervenir afin que les prestations soient adaptées à ce qu'à l'époque Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo qualifiait de coût réel;
- si Monsieur le Ministre peut me donner des informations concernant le rapport de l'expert.

Réponse (7.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les partenaires sociaux faisant partie du conseil d'administration de l'Union des Caisses de Maladie avaient décidé d'un commun accord de réaliser l'étude évoquée par l'honorable Député.

L'étude devait comporter un examen exhaustif de l'adéquation de la nomenclature luxembourgeoise des actes et services des médecins dentistes par rapport à la pratique et aux standards d'aujourd'hui ainsi qu'une analyse de l'hiérarchie des coefficients en fonction de la durée, de la complexité et des coûts de réalisation des actes et services. Elle devait en outre répondre à la question si l'étendue de la prise en charge par l'assurance maladie des soins dentaires suffit aux critères de l'utile et du nécessaire ou si des améliorations de la prise en charge s'imposent. L'analyse devait s'étendre également aux actes prévoyant un «dépassement sur devis».

L'expert chargé par l'Union des Caisses de Maladie de cette étude a finalisé entre-temps son projet et vient de le remettre à l'Union des Caisses de Maladie.

Dans les meilleurs délais, ces propositions seront examinées par les partenaires sociaux, les représentants du Contrôle médical de la sécurité sociale et l'Administration de l'UCM qui, au besoin, inviteront l'expert en vue de consultations supplémentaires éventuellement indiquées à ce sujet.

Au vu des conclusions retenues, les instances compétentes de l'UCM saisiront la Commission de Nomenclature du projet.

Question 0038 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'admission du nouveau médicament anti-Sida:

En date du 9 juillet 2002, Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo avait posé la question parlementaire au Ministre de la Santé concernant l'admission du nouveau médicament anti-Sida, le T-20 (Enfuvirtide).

En effet d'après Monsieur le Député ce médicament empêcherait le virus HIV d'envahir les cellules de l'organisme constituant dès lors une sorte de barrière de protection contre le Sida.

Le Ministre avait répondu qu'un patient luxembourgeois était traité avec ce médicament mais qu'il était trop tôt pour pouvoir donner une date pour l'admission de ce médicament au Grand-Duché.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- s'il peut me faire part de l'évolution de la situation médicale du patient qui a été traité avec ce médicament;
- si ce médicament existe sur le marché luxembourgeois.
- Dans l'affirmative, quelles sont les prescriptions pour pouvoir l'obtenir?

Réponse (16.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le médicament qui fait l'objet de la question parlementaire, dont le principe actif est le T-20 Enfuvirtide, a effectivement obtenu une autorisation de mise sur le marché en mai 2003 sous la dénomination de Fuzeon, à la suite d'une procédure centralisée menée au niveau du service à ce compétent de la Commission européenne.

Ce médicament est disponible au Luxembourg sur ordonnance médicale.

Quant à l'état de santé du patient inclu en 2002 au Luxembourg dans une étude multicentrique, suivant réponse fournie par mon prédécesseur à une question parlementaire relative au même médicament, je ne dispose pas d'informations et je n'ai pas demandé à mes services de s'informer. S'agissant en effet d'une seule personne comprise à l'époque au Luxembourg dans une étude multicentrique internationale, elle est le cas échéant identifiable. Son médecin traitant est dès lors de toute manière tenu au secret.

Question 0039 (9.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant les règles orthographiques allemandes:

Q 11

Récemment, plusieurs importantes maisons d'édition allemandes ont déclaré vouloir abandonner les nouvelles règles orthographiques allemandes et utiliser dorénavant les anciennes règles dans leurs publications. Cette décision a réinitié les débats dans le milieu politique et le milieu éducatif sur la validité de la «Rechtschreibreform» allemande. En effet se pose maintenant la question de savoir si l'éducation devrait également retourner à l'ancien système.

Vu l'importance de la langue allemande dans notre système scolaire, tout changement de la pratique orthographique aura des conséquences importantes.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- si Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle estime qu'il faudrait éventuellement réintroduire l'ancienne orthographe allemande dans notre système scolaire.
- Dans l'affirmative, faudrait-il alors changer les manuels scolaires?
- Quels seraient les éventuels coûts de cette modification?

Réponse (18.8.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

L'allemand n'est pas la langue nationale des Luxembourgeois. Il n'appartient donc pas au Gouvernement luxembourgeois de prendre une décision au sujet de l'orthographe allemande avant que les pays germanophones, à savoir l'Allemagne, l'Autriche, la Suisse et le Liechtenstein n'aient modifié leur position officielle.

Comme la langue allemande est langue d'enseignement et d'alphabétisation à l'école, je suivrai de près le débat sur l'orthographe allemande.

La deuxième question est donc sans objet.

Question 0041 (10.8.2004) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant la nouvelle conception de l'échangeur «Biff»:

De 15. am Spierkel 2002 hat déi deemoleg Bauteministesch an enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro e Plädoyer geliwwert fir d'Ubannung vun der Collectrice du Sud vum Kreesverkéier «Biff» aus un de belschen Autobunnsréseau (jonction de Sélange).

Den 12. am Lenzmount 2003 koum an der Volleksvertriederkummer eng Motioun zur Ofstëmmung, déi d'Regierung opgefuerdert huet, vun de vir genannte Pläng Ofstand ze huelen.

Dës Motioun gouf och vun der sozialistescher Fraktioun ënnerstëtzt, mä vun den deemolege Regierungsparteien ofgelehnt.

Zënter dem 31. am Heemount 2004 huet eist Land eng nei Regierung mat Membere vun der deemoleger sozialistescher Oppositiounspartei. Elo stellt sech folgend Fro:

- Wéi ass d'Positioun vun der neier Regierung zum Plang vun enger Ubannung vun der Collectrice du Sud vum Rondpoint «Biff» aus un de belschen Autobunnsréseau (jonction de Sélange)?

Réponse (28.9.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op d'Fro vum Deputeierten Aly Jaerling kann ech Folgendes soen:

D'Deklaratioun vun eiser Regierung preziséiert, datt sech hir Schrëtt um integréierte Verkehrs- a Landesentwicklungskonzept orientéieren.

Wat d'«Liaison Sélange» betrëfft, hält den IVL fest, datt de Bau vun dëser aus verkéierstechnescher Siicht am Bléckfeld vum IVL net dréngend erfuerderlech ass.

Grondsätzlech ass d'«Liaison Sélange» awer eng weider Méiglechkeet fir den Transitverkéier ofzewéckelen. An där Hinsicht, ass am IVL preziseiert, sollt ee sech d'Option fir de Bau vun der «Liaison Sélange» ophalen, an am Kader vun der Weiderentwécklung vum IVL a vun där recommandéierter dräi- bis fënnefjähreger Iwwerpréiwung an Erfollegskontroll sollt d'Noutwendegkeet vum Bau vun der «Liaison Sélange» iwwerkuckt ginn.

Des Weidere gesäit de pluriannuelle Programm vum «Fonds des routes» de Projet vum Ubanne vun der Collectrice du Sud un de belschen Autobunnsréseau net vir.

Question 0042 (11.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les risques liés à l'utilisation d'appareils de bronzage:

Am Spierkel 2002 hat den honorabelen Deputéierte Jean Colombera op déi wuessend Zuel vu Sonnestudioen higewisen a kritiséiert, datt kee legale Kader besteet, deen de Betrib vun esou Studioe regelt. Hien huet an deem Kontext op déi wuessend Zuel vun diagnostizéierten Hauttumeuren higewisen an op de Risiko, deen eng iwwerméisseg UV-Bestrahlung duerstellt. Déi bestehend technesch Kontrollen op fräiwëlleger Basis huet hien als ongenügend duergestallt - si géifen dat eigentlecht Zil verfeelen *(cf. compte rendu N°6/2001-2002)*.

A senger Äntwert huet den deemolege Gesondheetsminister gesot, säi Ministère géif net a Betruecht zéien, e legale Kader fir Solariebedreiwer auszeschaffen.

Zënter dem 31. am Heemount 2004 huet eist Land e neie Gesondheetsminister. Elo stelle sech folgend Froen:

- Ass den neie Gesondheetsminister sech de gesondheetleche Risike vun engem onbeduechte Besuch vu Sonnestudioe bewosst - besonnesch fir Kanner a Jugendlecher oder Leit mat besonnesch empfindlecher Haut?
- Ass den neie Gesondheetsminister bereet, am Sënn vun enger preventiver Gesondheetspolitik, e legale Kader fir de kommerzielle Betrib vu Solarien auszeschaffen?

Réponse (14.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

De Gesondheetsministère wäert sech an enger éischter Etapp ëmkucken, ob an den Nopeschlänner de kommerzielle Betrib vu Solarie geregelt ass, a wa jo, wéi. An enger zweeter Etapp ass et dann un der Regierung fir eng Décisioun iwwer eng eventuell Regelung vun där Aktivitéit ze huelen. Wa meng Servicer d'Aufgab kréien, dës oder ähnlech Aktivitéiten ze iwwerwaachen, musse se och mat deem néidege Personal ausgestatt gi fir där Aufgab gerecht ze ginn.

Onofhängeg vun enger eventueller Reglementatioun wäerte meng Servicer Direktiven erausginn iwwert den Ënnerhalt vun de Solarien, de virsiichtegen Ëmgang domat an d'Risiken, déi mat der Benotzung vun deenen Apparate verbonne sinn.

Question 0043 (17.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant les nouvelles dispositions des stations de contrôle technique pour les véhicules à deux roues:

Dans une lettre à la rédaction signée de la Motor-Union Luxemburg, cette association se plaint des nouvelles dispositions concernant les stations de contrôle technique de Sandweiler, Esch/Alzette et Wilwerwiltz.

En effet, ces nouvelles dispositions prévoient que les motards doivent attendre dans la même file que les voitures pour pouvoir accéder à l'intérieur des bâtiments du contrôle technique.

Il est évident qu'en cas de pluie, de neige ou de froid les motards ne disposent pas du même confort que les automobilistes.

Avant que ces nouvelles dispositions trouvent application, les motards pouvaient attendre dans une file à l'intérieur de la station de contrôle technique.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- si Monsieur le Ministre peut me confirmer cette nouvelle situation;
- dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre peut me faire connaître les raisons de ce changement;
- et enfin si Monsieur le Ministre compte remédier à la situation.

Réponse (16.9.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

La question de l'honorable Député a trait aux conditions d'accès des motocycles aux stations de contrôle technique de Sandweiler, Esch/Alzette et Wilwerwiltz.

Dans le passé, les motocycles et les remorques accédaient aux stations de contrôle par les pistes d'attente réservées aux poids lourds.

Or, la forte augmentation au cours des années dernières du nombre de véhicules admis à accéder au hall de contrôle par ces pistes a amené les responsables de la Société Nationale de Contrôle Technique à revoir les critères d'organisation en place.

C'est ainsi qu'ils appliquent, après une phase d'essai d'environ huit semaines, depuis le mois de mai dernier un nouveau concept d'accès faisant que tant les motocycles que les remorques doivent emprunter les mêmes files que les voitures particulières pour accéder au hall de contrôle.

Cette nouvelle situation concerne notamment le site de Sandweiler et partiellement le site de Wilwerwiltz tandis qu'à Esch/Alzette ce système a prévalu depuis l'ouverture en 1993 de cette station.

L'agrandissement projeté de la station de contrôle technique à Sandweiler et le réaménagement concomitant des aires d'attente comportent la création d'une infrastructure de contrôle spéciale pour les motocycles de sorte que leur passage au hall d'inspection deviendra superflu.

À ma demande et en attendant la finalisation de ce projet les responsables de la Société Nationale de Contrôle Technique sont en train de trouver une solution à court terme conciliant les différents intérêts en présence.

Afin de réduire au minimum le temps d'attente et les inconvénients qui en résultent pour les intéressés je me permets de rappeler à l'adresse des motocyclistes comme à tous les autres clients du contrôle technique l'intérêt de respecter les rendez-vous leur attribués pour bénéficier d'un service rapide.

Question 0044 (11.8.2004) de Mme Colette Flesch *(DP)* concer-nant l'éducation sportive à l'école:

Dans un entretien avec un organe de presse publié le 4 août 2004, le Ministre a indiqué être heureux si un changement de cap «Tendenzwende» pouvait intervenir en matière de sport scolaire.

- Le Ministre peut-il définir la nature de ce changement de cap?
- Peut-il indiquer quelles initiatives il entend prendre à ce sujet?
- Peut-il préciser par quels moyens politiques, administratifs, réglementaires et législatifs il entend susciter ce changement de cap?
- Peut-il enfin donner une indication quant à la date à laquelle un tel changement de cap peut être attendu?

Réponse (26.10.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports:*

L'entretien en ma qualité de Ministre des Sports publié par un quotidien luxembourgeois aurait en principe dû permettre à l'honorable Députée d'en dégager non seulement l'énoncé de la question parlementaire, mais également la réponse concernant le revirement de cap.

Ainsi, dans le contexte du sport à l'école, il s'agit en tout premier lieu de mettre un terme à des pratiques courantes si elles révèlent un certain laisser-aller, de définir les problèmes qui se posent, et d'aller à la recherche de solutions vivables. En guise d'exemple, il y a lieu de citer l'urgente nécessité de consolider les heures actuelles d'éducation sportive dans tous les ordres et degrés d'enseignement et d'en garantir une efficacité accrue, non dernièrement au moyen d'une meilleure exploitation du temps imparti. Le concours d'installations sportives disponibles et adéquates y est tout aussi crucial.

Le fait que le sport ne fait désormais plus partie des compétences directes du Ministre de l'Éducation nationale rend inéluctable un dialogue permanent et une relation de complicité avec la Ministre de l'Éducation nationale. Dans cette optique, le projet pilote «Ganztagesschule» devra concéder sans aucun doute des plages horaires importantes pour l'éducation et la pratique sportive. Si toutefois des réformes étaient prévues pour l'un ou l'autre ordre ou degré d'enseignement, la question des horaires réservés à l'éducation sportive ferait certainement l'objet de mon attention.

En se référant au contenant de l'éducation des jeunes, il est tout aussi utile et nécessaire de renvoyer et même de mettre en exergue dans toutes les actions et contenus en relation avec la santé et le bien-être la mission d'initiation et d'orientation du sport à l'école. À l'heure actuelle, une enquête sur le niveau de la motricité et de la santé de nos jeunes et adolescents est en cours, et les résultats permettront certainement d'identifier diverses déficiences et nécessités dans l'éducation sportive qu'il s'agira dès lors de redresser ou de combler.

En renvoyant au fait que le sport à l'école fait partie du monde sportif tout court, il y a encore lieu d'informer dans le contexte présent que divers services du département ministériel des sports sont actuellement occupés à mener des consultations avec tous les partenaires impliqués dans le but d'identifier des pistes à suivre, notamment au profit du sport scolaire.

Au préalable de toute synthèse des actions précitées, des consultations et dialogues à mener, il est évidemment trop tôt d'envisager dès maintenant des mesures réglementaires. Le changement de cap deviendra apparent avec l'aboutissement convergent des actions en cours et à démarrer.

Question 0045 (12.8.2004) de Mme Colette Flesch *(DP)* concernant le sport scolaire:

- La Ministre estime-t-elle, comme son collègue le Ministre des Sports, qu'il serait souhaitable qu'un changement de cap intervienne en matière de sport scolaire?
- Entend-elle prendre des initiatives à ce sujet?
- Dans l'affirmative, quelles seraient ces initiatives?

Réponse (14.9.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

À ce stade, le Ministre des Sports ne m'a pas encore soumis le détail de ses propositions, ce qui ne me permet pas de prendre position sur un sujet qui à mes yeux revêt une grande importance et qui, compte tenu de la répartition des ressorts ministériels, implique une concertation et une coopération nouvelles.

La santé de nos élèves est à considérer comme un tout dans lequel l'activité sportive est un élément incontournable et important. Cette activité est largement dépendante des attitudes et mentalités des jeunes et les cours d'éducation sportive dispensés à l'école peuvent utilement contribuer à influencer celles-ci de façon positive.

Je me prononcerai en temps utile sur les initiatives à prendre, notamment lorsque je serai en possession des conclusions de l'étude portant sur la mobilité des jeunes au Luxembourg. En coopération avec l'Université de Karlsruhe, mon département a procédé, avec des représentants du Ministère de la Santé, de l'association des enseignants en éducation physique et sportive, de la LASEL, de l'ENEPS et de la LASEP, en 2003/2004, à une analyse exhaustive de l'état de santé des élèves à l'école primaire et au lycée. Les analyses sont en cours et il est prévu de publier les résultats dans le courant de l'année 2005.

Question 0046 (17.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le contrôle policier des cyclistes et des piétons:

D'Kontrolle vun eiser Police schénge sech virun allem op Autos respektiv Motosfuerer ze konzentréieren. Vëlosfuerer a Foussgänger stellen awer och eng wichteg Komponent vum Stroosseverkéier duer. An de Berichter iwwert d'Polizeiaarbecht an och an de Preventiouns- a Sensibiliséierungscampagnë schéngen dës béid genannte Verkéiersacteuren awer keng Roll ze spillen.

Dofir folgend Froen:

1. Wéi vill Vëlosfuerer goufen am vergaangene Joer kontrolléiert an eventuell och protokolléiert a wéint wéi enge Verkéiersdelikter?
2. U wéi villen Accidenter waren amselwechten Zäitraum Vëlosfuerer bedeelegt an a wéi ville vun deenen Accidenter hu se deelweis oder ganz d'Responsabilitéit gedroen?
3. Hu scho Leit Punkten op hirem Führerschäi verluer, duerch um Vëlo respektiv als Foussgänger begaange Verkéiersdelikter?
4. Stellt sech am virgefrote Kontext net och d'Fro vun der Gerechtegkeet par rapport zu Leit ouni Führerschäin, déi wéint esou Delikter keng Punkten ofgezu kréien?
5. Wéi vill Plaintë gouf et am vergaangene Joer (oder gëtt et am Schnëtt) schonns géint Vëlosfuerer respektiv Foussgänger wéint iergendwellechen Delikter am Verkéier?
6. Ka bei dëse Plainten de vermeintlechen Auteur vum Delikt och ëmmer identifizéiert ginn oder stellt déi feelend Identifikatiounsnummer (Nummerschëld) en Hënnernes fir d'Identifikatioun vum eventuellen Auteur duer?
7. Wat gëtt an de Schoule gemaach, fir de Kanner, déi jo och als Foussgänger a Vëlosfuerer um Stroosseverkéier participéieren, de Code de la route bezéiungsweis déi fir si relevant Elementer bäizebréngen a misst eng Verkéierserzéiung am fréien Alter net integrale Bestanddeel vum Schoulprogramm ginn?

Réponse (20.10.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

La police contribue depuis longue date à la sécurité routière des enfants en mettant l'accent sur la prévention des accidents. Ainsi, les forces de l'ordre sont régulièrement présentes dans les établissements scolaires en initiant les plus jeunes aux règles inhérentes à la sécurité routière. De telles activités sont élaborées en collaboration étroite avec le corps enseignant et les autorités communales.

Pour ce qui est du contrôle des cyclistes et piétons, il y a lieu de signaler que la police grand-ducale a réprimé en 2003 26 cyclistes, essentiellement pour n'avoir pas respecté les feux rouges ou les accès interdits, tandis que 54 piétons ont été sanctionnés, notamment pour avoir traversé la chaussée en dehors des passages protégés.

Des cyclistes ont été impliqués en 2003 dans 62 accidents, 23 d'entre eux ont été blessés. Quatre cyclistes ont dû être verbalisés. Durant cette même période 130 piétons ont subi des blessures; 45 procès-verbaux ont été dressés à leur encontre.

Question 0047 (17.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les suppléments première classe dans les hôpitaux:

Wann e Patient am Spidol fir en „1.-Klass-Zëmmer" optéiert, da muss en net nëmmen e Supplément um Zëmmerpräis bezuelen. Laut enger entspriechender Konventioun tëscht der Krankekeesenunioun (UCM) an der Doktersvereenegung (AMMD) kënnen d'Dokteren op allen hiren Déngschtleeschtungen den 1.-Klass-Patienten en Opschlag vu 66% froen.

Datt de Patient fir de Confort vun engem Ee-Bett-Zëmmer en Opschlag muss bezuelen, ass verständlech.

Net ze verstoen ass awer dee Supplément vu 66% op allen Dokteschkäschten - esouguer deenen am Operatiounssall.

Dëse Supplément ass ëmsou méi onverständlech ewéi d'Tariffer iwwert déi vergaange Jore konstant ugepasst goufen, fir den tatsächleche Käschte vun den Dokteschleeschtungen ze entspriechen - mä och nodeems d'Chamber d'lescht Joer (de 17. am Heemount) e Gesetz gestëmmt huet, dat den Dokteren eng duerchschnëttlech Augmentatioun vun hirem Verdéngscht vu 6,62% bruecht huet.

Dofir folgend Froen:

1. Ass de Gesondheetsminister nach ëmmer der Meenung, wéi e se als Deputéierten den 29. am Haartmount 2002 a senger Aktualitéitsstonn iwwert de Konventionement vun den Dokteren geäussert huet: „Et gëtt och elo scho Beispiller, wou d'Dokteren op méi staark Leeschtunge kënnen zréckgräifen oder méi eng staark Tarifikatioun (…) och, an dat ass vläicht net dat bescht Beispill op dat mer solle goen, d'éischt Klass an de Spideeler wou mer éischter sollen dervun ewechkommen."

2. Wat ass d'Existenzberechtegung vun deem genannte Supplément op de Leeschtunge vun de Medeziner - wat gëtt et méi bei zum Beispill enger „1.-Klass-Blinddarmoperatioun" par rapport zu enger „2.-Klass-Blinddarmoperatioun"?

3. Ass dëse Supplément vu 66% hautdësdags net iwwerlieft, a falls jo, wéini gëtt en ofegeschaaft?

4. Gëtt dëse Supplément och konsequent vun den Doktere gefrot a wéi vill u Méikäschte bedeit dat fir d'Patienten - schätzungsweis - um nationale Plang?

5. Ass de Gesondheetsminister net och der Meenung, datt d'Méiglechkeet bei „1.-Klass-Patienten" méi ze verdéngen, net automatesch an eng Zweeklassemedizin féiert, andeems dës Patienten allgemeng bevirdeelegt behandelt ginn an déi net esou finanzkräfteg Krankeversécher dowéinst zum Ofschloss vun Zousazversécherunge souzesoe gezwonge ginn?

6. Wéi huet sech d'Relatioun vun Ee-Bett-Zëmmere par rapport zu Méibettzëmmeren an deene vergaangene fënnef Joer entwéckelt?

Réponse (12.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question parlementaire de l'honorable Député porte sur le bienfondé de l'augmentation des tarifs médicaux de 66% pour les patients ayant opté pour une chambre de première classe lors d'un traitement hospitalier.

Il est clair qu'une telle augmentation ne peut se justifier par un traitement médical différent des patients de première classe par rapport aux autres. En effet notre système de santé et d'assurance maladie-maternité est à juste titre fier de pouvoir garantir un même traitement médical à tous les patients, indépendamment de leurs conditions de ressources financières.

Ceci étant dit, les majorations des tarifs lors d'une hospitalisation de première classe ne peuvent être supprimées sans discussions et négociations préalables. En effet l'article 66 du Code des assurances sociales stipule de manière explicite que les conventions pour les médecins et pour les médecins dentistes prévoient obligatoirement les modalités du dépassement, à charge des assurés, des tarifs fixés pour l'hospitalisation en première classe.

Bien évidemment les augmentations des tarifs en cas d'hospitalisation de première classe constituent une part importante du revenu des médecins spécialistes exerçant en milieu hospitalier, montant qui en 2002 dépassait les trois millions d'euros. Il est indéniable qu'il s'agit d'une somme importante, ce qui constitue une incitation pour les assurés de s'affilier à une assurance complémentaire de maladie.

Le nombre des journées facturées en première classe par rapport au total des journées hospitalières est resté relativement constant au cours des dernières années. Pour l'ensemble des hôpitaux aigus budgétisés on compte +/-14% de journées en première classe. Ce taux monte à environ 17% si on exclue le CHNP qui ne dispose pas de chambre de première classe. Il faut signaler également que le nombre de chambres de première classe - et donc des journées en première classe - varie fortement d'un hôpital à un autre.

Comme l'abolition des majorations de tarifs pour la première classe mènera à une discussion sur d'éventuelles compensations pour les médecins concernés et comme la question du financement de telles mesures aurait des répercussions non négligeables pour les caisses de maladie, je ne manquerai pas de charger le comité quadripartite de ce dossier.

Question 0048 (18.8.2004) de M. Alex Bodry *(LSAP)* concernant les modalités de mise en oeuvre de la loi relative aux effets légaux de certains partenariats:

La loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats qui vient d'être publiée au Mémorial entrera en vigueur le 1er septembre 2004.

La mise en pratique de cette nouvelle loi pose un certain nombre de problèmes qu'il est préférable de résoudre préalablement en assurant, si possible, une application uniforme des textes sur le plan national.

Est-ce que le Gouvernement entend informer les communes sur les modalités pratiques de la mise en œuvre de la législation sur les partenariats déclarés?

Le Gouvernement entend-t-il faire usage de la faculté lui réservée par la loi de «déterminer le contenu et les formalités de la déclaration (de partenariat) et des documents à joindre» par voie de règlement grand-ducal?

Réponse commune (30.9.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice* et de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Le Gouvernement informe l'honorable Député que préalablement à l'entrée en vigueur de la loi du 9 juillet 2004, qui aura lieu le 1er novembre 2004, une circulaire concernant les aspects pratiques sera adressée aux communes au cours du mois de septembre 2004.

Question 0049 (18.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la ratification de la Constitution européenne:

Laut dem Artikel IV-8 vum EU-Verfassungstraité trëtt dësen Traité eréischt a Kraaft, wann e vun alle 25 EU-State ratifizéiert gouf.

Eng ganz Rëtsch vun Uniounsstaten hu schonns décidéiert, hiert Vollek iwwert dësen Traité ofstëmmen ze loossen, an och déi Lëtzebuerger Volleksvertrieder hunn den 1. am Heemount 2004 ouni Géigestëmm décidéiert, dat ganzt Statsvollek an d'Entscheedung iwwert dëse folgeräiche Schratt anzebezéien.

Wann d'Lëtzebuerger dës iwwernational „Verfassung" oflehne géifen, géing net nëmmen dee Verfassungstraité EU-wäit net a Kraaft trieden - wat keen Drama wier, et gëllt weider de Vertragsstand vu Nizza -, mä et kéint sech och d'Fro vun engem EU-Austrëtt stellen, wann den EU-Rot, dee sech da mat dëser Problematik misst befaassen, zu kenger zefridde stellender Léisung kéim.

Eng seriö a virauskuckend Politik ass op all méiglech Szenarie virbereet an huet Handlungsalternativen och fir de Fall, wann et net esou geet, ewéi ee sech dat erwaart.

Op jidde Fall besteet am Virfeld vun dësem Referendum e massive Klärungsbedarf iwwert déi méiglech Konsequenze vun engem „negativen" Ausgang vum Vote.

Dofir dës Froen:

1. Falls d'Lëtzebuerger géingen „Neen" stëmmen, géing et dann zu engem neie Referendum kommen, a wéi eng Konsequenze géinge sech dorauser fir d'Lëtzebuerger Diplomatie erginn, a virun allem op wéi enge Punkte vun der „EU-Verfassung" géif Lëtzebuerg dann am EU-Rot noverhandelen?
2. Falls aner Staten e Verbleif an enger „Nizza-EU" virzéie géifen (no gescheiterte Ratifizéierungen) a Lëtzebuerg an aner EU-Staten hätten de Verfassungstraité ratifizéiert, géing de Bausseministère da proposéieren, mat op de Wee vun engem Käreuropa ze goen, andeems Lëtzebuerg aus der „Nizza-EU" géing austrieden an an déi nei „Verfassungs-EU" géing antrieden?
3. Bestinn am Bausseministère méiglech Szenarie fir en EU-Austrëtt vu Lëtzebuerg?
4. Bestinn „Verhandlungsszenarien" fir de Fall vun engem kompletten EU-Austrëtt, fir zum Beispill eng méi enk politesch a wirtschaftlech Zesummenaarbecht mat anere fräie Staten an Europa (zum Beispill Norwegen, Schwäiz, Island, Liechtenstein) oder esouguer am Rescht vun der Welt ze realiséieren, wat jo hautdësdags, am Zäitalter vun der Satellitekommunikatioun an den Iwwerschallflich, kee grondsätzleche Problem méi dierft duerstellen?
5. Wat wier, wann en EU-Austrëtt vu Lëtzebuerg net vun den EU-Instanzen (EU-Parlament) oder deenen aneren EU-Staten akzeptéiert géif ginn (Ministerrot)? Kéint dat zu Strofmesuren, ewéi schonn am Fall vun ongenehme Wahlresultater (Éisterräich) geschitt, féieren oder zu méi drastesche Mesuren? Besteet och fir esou e Fall een oder verschidden Handlungsszenarien?
6. Hätt en EU-Austrëtt vun iergendengem vun de Benelux-Staten iergendwellech konkret Auswierkungen op déi existéierend Benelux-Wirtschaftsunioun?
7. Wat wieren d'Konsequenze vun engem EU-Austrëtt vu Lëtzebuerg op eis Memberschaft am Euro-Währungssystem?

Réponse (21.9.2004) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

1. Den Artikel IV-447 vum europäesche Verfassungstraité gesäit en effet vir, dass den Traité an den EU-Memberstaten entspriechend hiren nationale Verfassungsregele ratifizéiert gëtt. Dementspriechend hu bis dato 10 vu 25 Memberstaten, ënnert hinnen och Lëtzebuerg, ugekënnegt, am Kader vun de Ratifikatiounsprozeduren e Referendum ofzehalen.
2. Zu Lëtzebuerg bestätegt den neie Koalitiounsaccord d'Décisioun vum Regierungsrot vum 27. Juni 2003, sou dass déi europäesch Verfassung, no engem Vote an der Chamber, engem Referendum ënnerluecht gëtt. Gemäss dem Regierungsprogramm iwwert d'Europapolitik gëtt d'Regierungsaarbecht en vue vum Referendum beim Ausseminister koordinéiert.
3. Eng Deklaratioun zum europäesche Verfassungstraité gesäit vir, dass am Fall wou zwee Joer no der Signature vum Traité nëmme 4/5 vun den EU-Memberstate ratifizéiert hunn, den Europäesche Rot vun de Stats- a Regierungschefe sech mat dëser Fro befaast.
4. D'Regierung wäert sech an den nächste Méint resolut dofir asetzen, dass Lëtzebuerg den europäesche Verfassungstraité ratifizéiert. An dësem Sënn gëtt eng Informatiounscampagne souwéi en Débat organiséiert, déi sech als Zil setzen, all Froen am Dialog mam Bierger an ënnert der Bedeelegung vun alle politeschen Akteuren an interesséierten Organisatiounen am Land ze klären.
5. An dësem Kontext ass et fir déi Länner, déi den europäesche Verfassungstraité per Referendum ratifizéieren, nëtzlech, sech mat hire Partneren an der EU ze beroden, fir hir Informatiounspolitik ze koordinéieren.
6. Et läit an eiser konstitutioneller Logik, dass d'Regierung sech mam Parlament konzertéiert, wann et heescht, e Referendum ze organiséieren. Dobäi ass et zu Lëtzebuerg eng Traditioun, dass déi demokratesch Parteien am Parlament bei wichtegen europäesche Froen de Konsens sichen.

De 5. August huet d'Chamber eng Motioun gestëmmt an där d'Regierung an hiren Efforte fir e Referendum ze organiséieren ënnerstëtzt gëtt. D'Chamber invitéiert d'Regierung des Weideren, sech d'Moyenen ze ginn, fir zesumme mat all de Parteien an „forces vives" den Débat iwwert déi europäesch Verfassung ze organiséieren an den Délai fir de Referendum gemeinsam mat der Chamber ze arrêtéieren. D'Regierung hëlt dës Invitatioun un.

Question 0050 (20.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les mesures de prévention contre la légionellose:

D'Wochenzeitung „Le Jeudi" beschäftegt sech an hirer aktueller Editioun ënner anerem mat der sou genannter Legionärskrankheet, eng Krankheet, déi duerch Bakterien (legionella pneumophila) ervirgeruff gëtt, déi ideal Liewensbedéngungen a stehendem waarme Waasser fannen. D'Virkomme vu Legionellen a Klimatisatiounsanlage kann zu regelrechten Epidemië féieren.

Kritiséiert gëtt, datt zu Lëtzebuerg keng speziell Législatioun fir d'Preventioun vun der Legionärskrankheet géing existéieren.

Den Expert, deen d'Wochenzeitung zu Wuert komme léisst, schléisst eng méiglech Epidemie zu Lëtzebuerg net aus. Dëst well a sengen Aen einfach Recommandatiounen duerch de Gesondheetsministère un d'Entreprisen an öffentlech Institutiounen oder öffentlech zougänglech Ariichtunge fir d'Verbreedung vun dësem Krankheetserreger ze ënnerbannen net géingen duergoen. Dat eenzegt probat Mëttel géint dee Krankheetserreger wieren obligatoresch a regelméisseg preventiv Analysë vun de potenzielle Propagatiounsanlagen.

Am August 2002 war eng ze héich Konzentratioun vu Legionellen a Sanitäranlagen um Campus Geesseknäppche Géigestand vun enger parlamentarescher Ufro *(cf. compte rendu N°3/2002-2003)*. Den deemolege Gesondheetsminister hat sech a senger Äntwert éischter reservéiert par rapport zu gesetzleche Mesuren an Obligatiounen an deem Beräich gewisen.

Dofir dës Froen:

1. Ass den Här Gesondheetsminister der Meenung, datt déi aktuell Recommandatiounen duerginn oder datt een am Interessi vun enger preventiver Gesondheetspolitik a Saache Legionellos gesetzlech Mesuren ergräife muss?
2. Wéi beuerteelt de Gesondheetsministère d'Entwécklung am Beräich vun der Preventioun vun der Legionärskrankheet an eisen Nopeschstaten a besonnesch a Frankräich?

Réponse (17.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

D'Direktioun vun der Santé huet am Zesummenhang mat der Virbeugung vun der Legionellos eng Rei Strategien entwéckelt, déi an enger Annex zu dëser Äntwert opgelëscht ginn (annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).

Meng Déngschter wäerte Kontakt mat deem oder deene Länner ophuelen, déi eng Gesetzgebung an dëser Saach hunn; Holland ass an deem Fall. Wichteg ass et net nëmme fir Kenntnis vun de gesetzleche Bestëmmungen ze kréien, mä och fir ze gesinn, wéi d' Anhale vun esou enger Reglementatioun ze iwwerwaachen ass.

Duerno wäert da gepréift ginn ob et sënnvoll ass, eng Reglementatioun ze huelen, a wa jo, wéi se ausgesi soll.

Question 0051 (20.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la loque américaine des abeilles:

Am Oste vum Land sinn d'Beie vu sechs Imkere vun der amerikanescher Faulbrut betraff. Well et sech heibäi ëm eng geféierlech béisarteg Erkrankung vum Beievollek handelt an dës Erkrankung an den allermeeschte Fäll zur Zerstéierung vum betraffene Beievollek féiert an de betraffenen Imkeren e grousse wirtschaftleche Schued mécht, muss hei rigoros intervenéiert ginn.

An Däitschland hunn an de leschte Jore preventiv Reienënnersichungen („Faulbrutmonitoring"), bei deene Fudderkranzprouwen op Faulbrutsporen ënnersicht gi sinn, gehollef vill Infektiounen zu engem ganz fréien Zäitpunkt ze erkennen. An deene meeschte Fäll war et esou méiglech den Ausbroch vun der Krankheet ze verhënneren. D'Vernichtung vum betraffene Beievollek war oft net néideg. Esou konnt och verhënnert ginn, datt déi Krankheet sech onbemierkt ausbreede konnt.

Duerch d'Entwécklung vu mikrobiologeschen Diagnoseverfuere konnt den Erreger vun der amerikanescher Faulbrut virum Optriede vu klinesche Symptomer am Kader vun engem prophylakteschen Ënnersichungsprogramm entdeckt ginn.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ginn zu Lëtzebuerg am Kader vun der Bekämpfung vun der amerikanescher Faulbrut bei de Beie vorbeugend Reienënnersichungen (Faulbrutmonitoring) gemaach?
2) Wann neen, ass am Landwirtschaftsministère schonns dru geduecht ginn, esou prophylaktesch Ënnersichungen duerchféieren ze loossen?
3) Wéini ass och zu Lëtzebuerg mat der Aféierung vun esou engem prophylakteschen Ënnersichungsprogramm ze rechnen?

Réponse (15.9.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La loque américaine est une maladie cosmopolite grave et fortement contagieuse pour les larves des abeilles causant d'importantes pertes économiques aux apiculteurs.

La loque américaine a été définie par le législateur comme maladie à déclaration obligatoire aux fins d'assurer la notification de sa détection dans les meilleurs délais et d'endiguer de cette manière sa propagation.

Dès la détection de la loque américaine sur le territoire luxembourgeois, les services vétérinaires, en collaboration étroite avec les experts de la Fédération de l'Union apicole de Luxembourg, ont mis en œuvre des mesures sanitaires telles la destruction des ruches atteintes, l'élimination respectivement la désinfection des objets apicoles contaminés et la délimitation d'une zone interdite de 3 km de rayon et d'une zone d'observation de 5 km de rayon autour des foyers.

Toutes les ruches de ces zones à restrictions sanitaires ont été visitées et contrôlées permettant de détecter, sur base des signes cliniques et sur base des analyses de laboratoire, six foyers de loque américaine dans l'est du pays dans la région frontalière avec l'Allemagne. Ces visites de contrôle, effectuées par les services vétérinaires et les experts apicoles, sont en train de s'élargir le long de la frontière avec l'Allemagne, étant donné que les enquêtes épidémiologiques permettent de conclure à une contamination venant de la Rhénanie-Palatinat où cette maladie ravage les ruches depuis un certain moment, à l'insu des autorités compétentes luxembourgeoises.

À ces contrôles sur place viendront s'ajouter début octobre des échantillonnages systématiques des réserves de nourrissement des larves d'abeilles pour une mise en évidence éventuelle des spores infectantes du bacille de la loque américaine. C'est en effet à cette période que la concentration des spores, s'il y en a, est généralement la plus forte dans le matériel de nourrissement et de ce fait plus facile à détecter au laboratoire.

Ce monitoring ne se limitera pas aux ruches des zones à restrictions sanitaires, mais devra permettre d'avoir une vue globale sur l'état sanitaire des colonies d'abeilles sur tout le territoire.

À noter que le Luxembourg ne pourra récupérer son statut de pays indemne de la loque américaine qu'après au moins deux examens bactériologiques négatifs effectués dans un intervalle minimal de six mois.

Question 0053 (24.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les faux billets de banque:

An der Lescht gëtt mer méi dacks zougedroen, datt d'Keessepersonal a verschiddene Geschäfter sech weigert gréisser Euro-Schäiner - ab 100 Euro bis 500 Euro - als Bezuelung unzehuelen. De Client gëtt an deem Fall opgefuerdert mat senger Bankkaart oder mat méi klenge Schäiner ze bezuelen. Als Grond gëtt uginn, datt sech an der Lescht d'Fäll vu Falschgeld massiv geheeft hätten an déi zur Verfügung stehend Kontrollapparater dës nei falsch Euro-Schäiner net erkenne géifen.

Och héiert een an deem Kontext ëmmer erëm, datt de Vendeusen/Vendeure vun hire Virgesetzte gedroht gëtt, Falschgeld, dat se géingen encaisséieren, géif hinne vun der Pai ofgezunn.

Dofir dës Froen:

1. Stëmmt et, datt a leschter Zäit hei am Land geheeft Falschgeld an den Ëmlaf komm ass oder kënnt - a wa jo, wéi gedenkt de Minister deem entgéintzewierken?
2. Ass de Refus vum Commerce eng Währung unzehuelen - ënnert wéi enger Form och ëmmer -, déi „cours légal" hei am Land huet, net illegal?
3. Dierfen d'Geschäfter de Client opfuerderen an enger anerer Form wéi mat Borgeld ze bezuelen, dierfe se de Client och dozou „zwéngen"?
4. Wat sinn d'Rechter/d'Méiglechkeete vum Client, falls hie keng Kreditkaart huet oder d'Geld net méi kleng huet, d'Wuer awer och net wëllt leie loossen, d'Keessepersonal sech awer weigert, säi Borgeld unzehuelen?
5. Wier de Minister bereet, den Handel bei der Uschafung vun (gëeegenteren) Apparater fir d'Falschgelderkennung finanziell ze ënnerstëtzen?
6. Kann e Betrib higoen a säi Keessepersonal finanziell haftbar maache fir encaisséiert Falschgeld?

Réponse (21.9.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

En application de l'article 10 du règlement (CE) N°974/98 du Conseil

du 3 mai 1998 concernant l'introduction de l'euro, les billets libellés en euros ont cours légal au Luxembourg.

L'article 11 du règlement précité précise en ce qui concerne les pièces que celles-ci ont également cours légal, mais que nul n'est tenu d'accepter plus de cinquante pièces lors d'un seul paiement à l'exception de l'autorité émettrice et des personnes spécifiquement désignées par la législation nationale de l'État membre émetteur.

L'euro ayant cours légal, il n'est pas possible pour un commerçant de refuser le paiement à l'aide de billets et de pièces libellés en euros, c'est-à-dire qu'un commerçant ne peut refuser le paiement à l'aide de billets de 100, 200 ou 500 euros pour autant que le montant de la transaction est égal ou supérieur au montant des billets présentés. Par contre, il n'existe pour un commerçant aucune obligation de disposer dans sa caisse de liquidités pour rendre la monnaie au cas où un client ne peut pas faire l'appoint. Ainsi un commerçant serait dans son droit de refuser p. ex. un billet de 500 euros pour le paiement d'une marchandise ne coûtant que quelques euros.

D'après les renseignements du Parquet général, il y a eu deux jugements de condamnation en matière de fausse monnaie en 2003, l'un à Luxembourg et l'autre à Diekirch.

Question 0054 (24.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le budget de la Communauté européenne:

Et war ze liesen an ze héieren, datt den neien EU-Kommissiounspresident méi Geld vun de Memberstate gefuerdert huet a sech och kloer géint eng strikt Begrenzung vun den EU-Dépensen ausgeschwat huet. Déi däitsch Regierung huet prompt reagéiert an all weider finanziell Belaaschtung kategoresch ofgelehnt.

Däitschland ass mat aneren Nettobezueler an der EU, wéi Holland, Frankräich, England, Schweden an Éisterräich, fir eng Begrenzung vum EU-Budget op maximal 1% vum EU-Bruttonationalakommes. Den neie Kommissiounspresident bekennt sech awer zu engem Virschlag vun der viregter Kommissioun deen däitlech iwwert deem genannte Grenzwäert läit.

Lëtzebuerg befënnt sech an engem Kontext an deem iwwer national budgetär Beschränkungen nogeduecht gëtt an Aschränkungen esouguer um soziale Plang ze befäerte sinn. D'Kommissiounspläng kéinte bedeiten, datt an dësem schwieregen nationale Kontext zousätzlech Finanzmëttele missten un d'EU ofgetruede ginn. D'Lëtzebuerger Regierung huet sech bis elo net offiziell zu deene genannte Bestriewunge vun der neier Kommissioun geäussert.

Dofir des Fro:

- Lëtzebuerg ass och en „EU-Nettobezueler" - pro Kapp gekuckt esouguer dee gréissten. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zur Fuerderung respektiv den Äusserunge vum neien EU-Kommissiounspresident?

Réponse (17.9.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

D'Lëtzebuerger Regierung huet sech ganz zefridde gewise mat de Virschléi vum Kommissiounspresident Romano Prodi zu der zukünfteger Gestaltung vun den EU-Finanzen a si begréisst et och, dass deen neie Kommissiounspresident un deene Virschléi wëllt festhalen.

Obwuel Lëtzebuerg zu den Nettobezueler zielt, hu mir am Dezember vum leschte Joer de Bréif vun deene sou genannten „Sechs", déi sech fir e Plafonnement vun den EU-Ausgaben op 1% ausgeschwat hunn, bewosst net mat ënnerschriwwen. An engem Europa dat den 1. Mee gewuess ass, dat och nach an Zukunft wäert weider wuessen a sech ëmmer nei Aufgaben an Zilsetzungen unhëlt, mussen och déi néideg Finanzmëttelen zur Verfügung stoen.

D'Regierung ass der Meenung, dass 1% net kann duergoen. Och géif d'Regierung sech net weigere fir der Unioun méi Mëttelen zur Verfügung ze stellen, als Zeeche vun der Solidaritéit vun de Lëtzebuerger mat de manner entwéckelte Regiounen an Europa.

Question 0055 (25.8.2004) de M. Laurent Mosar *(CSV)* concernant l'exécution de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel:

En vertu de l'article 17 de la loi susmentionnée, certains traitements de données doivent être autorisés par règlement grand-ducal. Il en est ainsi des traitements d'ordre général nécessaires à la prévention, à la recherche et à la constatation des infractions pénales qui sont réservés, conformément à leurs missions légales et réglementaires respectives, aux organes du corps de la police grand-ducale, de l'Inspection générale de la Police et de l'Administration des Douanes et Accises. Il en va de même des traitements relatifs à la sûreté de l'État, à la défense et à la sécurité publique ou encore de ceux effectués dans le domaine pénal en vertu de conventions internationales, d'accords intergouvernementaux ou dans le cadre de la coopération avec l'Organisation Internationale de Police Criminelle (OPIC-Interpol). Toujours d'après l'article 17 de la loi de 2002, le règlement grand-ducal doit entre autres déterminer le responsable du traitement, la condition de légitimité du traitement ou encore sa ou ses finalités.

Or, sauf erreur de ma part, aucun règlement grand-ducal d'application n'a été pris jusqu'à présent.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir si le Gouvernement entend y remédier dans un proche avenir, alors qu'il s'agit d'un domaine particulièrement sensible.

Réponse conjointe (22.10.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice* et de M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications:*

En date du 7 juin 2004, le Conseil d'État a été saisi pour aviser un projet de règlement grand-ducal portant création et exploitation d'un fichier des personnes ayant subi un avertissement taxé en matière de circulation routière, projet dont l'article 17 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel constitue une des bases légales.

Ledit projet a pour objet d'autoriser la police grand-ducale à créer et à exploiter un fichier des personnes ayant subi un avertissement taxé en matière de circulation routière. En application des dispositions de la loi du 2 août 2002 précitée et notamment de son article 17, le projet de règlement visé traite des aspects liés à la protection des personnes à l'égard des traitements des données, en particulier en ce qui concerne la finalité du traitement, le responsable du traitement, les catégories de données collectées et traitées, les tiers pouvant obtenir communication des données, de la durée de conservation des données et l'autorité de contrôle chargée de la surveillance de la mise en œuvre du traitement.

Le projet vise à mettre en concordance

- la loi du 2 août 2002 modifiant la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques (introduisant le permis à points) et
- la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Par ailleurs, un avant-projet de règlement, pris sur base de l'article 17 de la loi précitée, qui a pour objet d'autoriser la police grand-ducale à créer et à exploiter un fichier de données à caractère personnel de police générale dénommé POLISS INFORMATIONS SYSTEM (en abrégé POLISS) aux seules fins de la prévention, de la recherche et de la constatation d'infractions pénales, est actuellement en cours d'élaboration.

L'avant-projet de règlement tiendra compte de l'évolution du système informatique de la police dans le respect des dispositions de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel. Il remplacera ainsi l'actuel règlement modifié «INGEPOL» du 2 octobre 1992.

Question 0056 (25.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la situation déficitaire des caisses de maladie:

Virgëschter huet den Här Gesondheetsminister op der Tëlee d'Noutwendegkeet vu néidege Reformen am Krankekeesewiese betount a versicht d'Lëtzebuerger schonns emol mental op méiglech Aschnëtt anzestellen.

Ënner anerem gouf gesot, datt mer mat engem „seriöe Problem an de Krankekeese konfrontéiert" sinn an datt mer „op zolidd Defiziter" histeieren. Dowéinst misste mer „net nëmme kleng Plooschtere fannen, fir drop ze pechen, mä mer musse Solutiounen am Dialog fannen, déi et eis erlaben net all Joers erëm iwwer Krankekeesendefiziter ze schwätzen." Dëst ass u sech näischt Neies, well scho virun de Wahle bekannt; nei ass, datt méiglech Leeschtungskierzungen oppen ugeschwat ginn: „(...) meng Approche net déi ass, fir elo bei deene Problemer an de Krankekeese just mat der Schéier dorëmmer ze lafen, fir Leeschtungen ze kierzen…" - also och - „…mä eng Bestandsopnahm ze maachen (...)".

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass déi zitéiert Ausso vun „net nëmme kleng Plooschtere fannen» ze verstoen - heescht dat, datt den neie Gesondheetsminister och bereet ass strukturell Reformen unzegoen, fir Geld ze spueren - zum Beispill eng Fusioun vun de Krankekeesen?
2. Wéi steet den Här Minister zu enger Fusioun vun de Krankekeesen - doranner géing e gewaltegen Aspuerpotenzial bestoen?
3. Ass den Här Minister bereet, nei Weeër anzeschloen, wat d'Alimentatioun vun de Krankekeesen ugeet, fir esou Leeschtungskierzungen ze vermeiden - zum Beispill iwwert d'Aféierung vun enger «Cotisation-Santé», op erwisenermoosse gesondheetsschiedleche Produkter, déi integral de Krankekeesen zoukomme géing a wéi steet den Här Minister zu dëser Iddi?
4. Wéi bewäert den Här Minister de Virschlag, den „tiers payant" ze generaliséieren - esou kéinte Verwaltungskäschten agespuert ginn?
5. Wéi steet den Här Minister zu enger méiglecher Aféierung vun engem „Gesondheetspass" - esou kéinten iwwerflësseg Méifachënnersichungen an Analyse vermidde ginn an d'Behandelungen allgemeng méi zilorientéiert oflafen?
6. Wéi ass d'Positioun vum Här Minister, wat déi méiglech Schafung vun engem zentralen Akafsservice fir eist Spidolswiesen ugeet - Aspuerungen, duerch méi bëlleg Akafspräisser, wieren och do méiglech?

Réponse (12.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Fir de Moment ass en Aarbechtsgrupp amgaang, fir am Hibléck op d'Quadripartite vum 13. Oktober Pisten ze exploréieren, mat deenen een de Budget an eise Krankekeesen an d'Gläichgewiicht brénge kann. Dobäi beweege mer eis am Kader vum Krankekeesegesetz vun 1992.

D'Diskussioun iwwert d'Struktur vun de Krankekeesen ass keen Tabu, setzt awer e Konsens mat de Sozialpartner viraus.

D'Taxatioun vu gesondheetsschiedleche Gidder ass eng Diskussioun, där ech mech gär stellen. Wat d'Generaliséierung vum tiers payant ugeet, esou ass se net am Regierungsprogramm virgesinn.

De Prinzip vun engem Gesondheetspass ass mir sympathesch an éischt Schrëtter an déi Richtung lafe schonn.

Selbstverständlech ënnerstëtze mer all verbessert Zesummenaarbecht tëscht de Spideeler, also och eng gemeinsam Akafsstrategie.

Question 0057 (25.8.2004) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant l'état de santé de plusieurs ouvriers du SIDEC:

Am Kontext vun der Deponie Sidec hat den deemolege Gesondheetsminister op meng parlamentaresch Fro N°1430 Folgendes geäntwert: «Meng Servicer sinn op ee méigleche Problem opmierksam gemaach ginn duerch den aarbechtsmedizinesche Service, dee fir de SIDEC zoustänneg ass, dee bei verschidden Aarbechter Longenan Hautproblemer festgestallt huet» *(cf. compte rendu N°3/2001-2002)*.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi ass den aktuelle Gesondheetszoustand vun dësen Aarbechter a wéi hat sech hir Krankheet entwéckelt respektiv verännert?
2. Wéi eng Schlussfolgerunge si bis elo heierausser gezu ginn?

Réponse (24.9.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den aktuelle Gesondheetszoustand vun den Aarbechter vun der SIDEC a speziell vun deenen aus der Kompostanlag ass no den Aussoe vum zoustännegen Aarbechtsmedeziner klinesch zefriddestellend; et wiere keng nei Longenan Hautproblemer festgestallt ginn. Konzentratioune vu chemesche Substanzen a Schimmelpilze sinn op der Aarbechtsplaz gemooss ginn a verännere sech mat dem Gärungsprozess; si erreeche keng gesondheetlech akut Schiedegungsniveauen.

No de Moossungen op der Kompostéierungsanlag si vun der Inspection du Travail et des Mines a vun der Divisioun vun der Aarbechtsmedezin vun der Direktioun vun der Santé nei Aarbechtsprozedure proposéiert ginn:

An der Kompostanlag sollen d'Aarbechter sech sou kuerz wéi méiglech ophalen; si mussen dobäi Otemschutzmasken a Vollkierperschutzkleedung droen.

Dës Aarbechter kréien all Joer eng grouss Bluttanalys gemaach a si gi periodesch vum Aarbechtsdokter ënnersicht.

Question 0058 (25.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'abandon des pièces de un et de deux cents:

Après la décision de la Finlande en 2002 et plus récemment des Pays-Bas d'abandonner les pièces de un et de deux cents et d'introduire une règle pour l'arrondissement des prix, d'autres pays de l'Union européenne, dont l'Allemagne et la Belgique, sont en train d'analyser cette question. Par ailleurs, certaines associations commerciales se sont exprimées en faveur de l'abandon des pièces de un et de deux cents. Ainsi, suivant un sondage de la Confédération luxembourgeoise du Commerce, 71% de ses membres souhaiteraient-ils abandonner lesdites pièces.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois face à cette problématique?
- Existe-t-il un groupe de travail susceptible d'étudier la question de l'abandon des pièces de un et de deux cents, une règle d'arrondissement ainsi que les conséquences qui en découlent?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'avancement des travaux de ce groupe de travail?

Question 0060 (26.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'abolition des pièces de un et de deux cents:

Alt erëm sinn déi kleng Cent-Mënzen an der Diskussioun. Et ass ze liesen, datt elo och d'Hollänner, iwwer eng Of- an Oprënnregel, déi kleng Mënzen iwwerflësseg maache wëllen. Den Handel an d'Banken hoffen aus Käschtegrënn, datt dës Mënzen esou lues a lues aus der Zuelpraxis verschwannen, an de Finanzministère, datt en dann d'Produktioun vun de klenge Mënze reduzéieren oder esouguer astelle kann. A Finnland gëllt esou e Rënngesetz scho länger, do goufen Een- an Zwee-Cent-Mënzen eréischt guer net agefouert.

An der Belsch - ass ze liesen - géif eng Aarbechtsgrupp ënnert dem Zentralbankgouverneur préiwen ob d'Verwennung vun Cent-Mënzen iwwerhaapt wirtschaftlech ass.

Laut enger Ëmfro vun der „Confédération luxembourgeoise du Commerce" ënnert hire Membere wieren 71% fir eng Ofschafung vun den Een- an Zwee-Cent-Mënzen.

Bedenke bestinn am Kader vun dëser Diskussioun haaptsächlech wat d'Auswierkunge vum Of- an Oprënnen op d'Deirecht ugeet.

Dofir dës Froen:

1. Wat kascht d'Produktioun vun de Lëtzebuerger Een- an Zwee-Cent-Mënzen de Lëtzebuerger Stat a wat ass d'Differenz zu hirem gesetzlechen „Wäert"?
2. Wat ass d'Positioun vum Finanzminister wat déi méiglech Ofschafung (de jure oder de facto) vun de klengen Cent-Mënzen ugeet - a besonnesch par rapport zur Aféierung vun enger gesetzlecher Präisrënnregel?
3. Wier d'Aféierung vun esou enger Rënnregel neutral a puncto Deirecht - besti schonns Etüden zur Influenz vun engem entspriechenden Of- an Oprënnen op d'Inflatioun?

Réponse (17.9.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget:*

L'expérience acquise au fil du temps avec les pièces de monnaie métalliques en euros pose avec une acuité croissante la question de l'utilité des pièces de 1 et de 2

cents. Je me permets de rappeler à cet égard que dans ma réponse à la question parlementaire N°2462 du 6 novembre 2003 de l'honorable Député Marc Zanussi *(cf. compte rendu N°7/2003-2004)*, j'avais déjà clairement écrit que «pour des raisons pratiques, le Gouvernement n'est pas favorable au maintien, à moyen terme, des pièces de 1 ou 2 cents».

L'introduction de ces petites pièces et la multiplicité des pièces en euros qui en a résulté se sont faites à l'époque sur demande des États membres qui disposaient de pièces de très petite valeur dans leurs anciennes monnaies nationales. Cela n'était pas le cas pour le Luxembourg où les pièces en centimes étaient devenues désuètes par commun usage de la part des commerçants et des consommateurs, sans avoir été démonétisées jusqu'à l'avènement de l'euro.

Le Gouvernement luxembourgeois estime qu'il serait regrettable si chaque État de la zone euro se mettait à imaginer des règles différentes en matière d'utilisation des moyens de paiement en euros. Le Gouvernement luxembourgeois préconise dès lors une approche européenne commune à l'égard du traitement à réserver aux pièces de 1 et de 2 cents. La solution européenne n'en devrait pas moins tenir compte de certaines expériences nationales, notamment de la législation finlandaise. Elle devrait utilement aboutir à un consensus avant que la zone euro ne soit élargie à de nouveaux États membres.

L'enceinte adéquate pour traiter cette question existe. Il s'agit du Comité économique et financier de l'Union européenne, qui a un sous-comité chargé de toutes les questions relatives aux pièces en euros. Ce sous-comité, qui est d'ailleurs présidé par le directeur du Trésor luxembourgeois, a déjà mis la question des petites pièces à son ordre du jour.

Le Gouvernement luxembourgeois prend note que nombreux semblent être à la fois les consommateurs et les commerçants qui trouvent les petites pièces encombrantes; il tient cependant à souligner que la solution à trouver au niveau européen devra soigneusement éviter toute hausse des prix, réelle ou perçue, grâce notamment à des règles appropriées en matière d'arrondi et en tenant compte des possibilités de paiement autres qu'en espèces.

Enfin il reste à préciser que, dans le cadre des arrangements trouvés entre l'État et la Banque centrale en vue de la mise en circulation par cette dernière des pièces émises par le Trésor, la production des pièces n'émarge pas au budget de l'État.

Question 0059 (16.8.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la création d'un poste de directeur de la Sécurité intérieure:

Dans un article publié ce matin dans le «Lëtzebuerger Journal» il me revient que Monsieur le Ministre compte créer un poste de directeur de la Sécurité intérieure. D'après cet article ce poste sera occupé par un membre de la direction de la police.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il me dire de quelle manière cette personne sera choisie?
- Quelles seront les compétences de ce fonctionnaire?

Réponse (17.9.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Dans le cadre des attributions qui m'ont été confiées lors de la constitution du Gouvernement, je compte renforcer mon équipe de conseillers au Ministère de la Justice par un expert en questions de sécurité et de police. À cet effet, à l'instar de ce qui se fait dans la plupart des pays européens, un cadre supérieur de la police sera détaché au Ministère de la Justice.

Question 0061 (27.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la construction d'un centre national pour jeux de quilles et de bowling:

Den 9. am Wäimount 2002 hat den honorabelen Deputéierten Aly Jaerling eng Motioun zur Ofstëmmung bruecht, déi d'Integratioun an de Fënnefjoresplang vun de Sportsequipementer vum Bau vun engem nationale Keelen- a Bowlingsportszenter virgesinn hätt. Vun den deemolege Majoritéitsparteie gouf deen Antrag ofgelehnt.

Bei der Ofstëmmung hat sech d'sozialistesch Fraktioun, a mat hir den heitegen Här Sportsminister, enthalen.

Beim Keelen- a Bowlingsport handelt et sech ëm eng vun deenen erfollegräichste Sportaarten, déi eist Land an deene leschten 20 Joer hat - zweemol huet Lëtzebuerg am Keelen de Weltmeeschter par équipe a verschiddentlech de Weltmeeschter am Eenzel an am Tandem gestallt.

Et ass bedauerlech, datt de Weltmeeschter am Keelesport net déi néideg Infrastrukturen huet, fir kënnen eng Weltmeeschterschaft ze organiséieren.

Momentan ass an der Diskussioun, fir de Bowling als olympesch Disziplin unzeerkennen. Et besteet esou hei d'Méiglechkeet, datt bei der nächster Olympiad Lëtzebuerg erfollegräich un olympesche Spiller deelhuele kann.

Enn 2007 leeft den aktuelle Fënnefjoresprogramm fir de Subventionnement vu Sportsinfrastrukturen aus.

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass déi deemoleg Enthalung vum heitegen Här Sportsminister zur Schafung vun engem nationale Keelen- a Bowlingsportszenter haut ze deiten?
2. Ass den Här Sportsminister bereet am nächste Fënnefjoresprogramm vun de Sportsequipementer de Bau vun esou engem Zenter virzegesinn?
3. Wier den Här Sportsminister bereet - am Bléck op déi nächst olympesch Spiller an déi méiglech Participatioun vun eise Bowler - den aktuelle Sportsinfrastrukturprogramm ze amendéieren an elo schonns de Projet vun engem Keelen- a Bowlingzenter ze lancéieren, dëst fir eng optimal Preparatioun vun eise Sportler ze garantéieren?

Réponse (8.10.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports:*

1. Wann de fréieren Deputéierten an heitege Sportsminister sech enthalen huet beim Vote iwwert d'Motioun vum Här Jaerling zum 8. Fënnefjoresplang, da well d'Gesetz vum 8. Fënnefjoresplang zur Diskussioun stoung, dat eng Finanzenveloppe bewëllege sollt a net eenzel Projeten. Souwäit déi eenzel Installatioune sproochräif sinn an an d'Phas vun der Exekutioun kommen, ginn dofir Lëschten a Form vu groussherzogleche Reglementer opgestallt. Wann awer am Kommentar zum Gesetz gewëssen national Zentren opgezielt goufen, da nëmme well konkret Projeten a Pläng virlouchen. Zum jëtzegen Zäitpunkt si fir den 8. Fënnefjoresplang zwou sou Lëschten opgestallt: Déi éischt ass veröffentlecht als «Règlement grand-ducal du 4 avril 2003 établissant une première partie de projets à subventionner dans le cadre du 8e programme quinquennal d'équipements sportifs» an déi zweet läit dem Regierungsrot zur Diskussioun vir.

2. Wann de Bowling tatsächlech sollt an den olympesche Programm opgeholl ginn - eisen Informatioune vum COSL no ass dat awer nach net fir haut a muer - da fanne mer Méiglechkeeten, datt eis Sportler sech kënnen uerdentlech preparéieren. Och da brauche mer d'Gesetz vum 8. Fënnefjoresplang nach net ze amendéieren, well all Dieren opbleiwen.

3. Am Aklang an op Wonsch vum zoustännege Verband gouf dem Keelesport fir seng Trainingen a Competitioune mat staatleche Mëttel e «Pied-à-terre» am CK Sportszenter gelount.

Dat verhënnert net, datt eis bekannt ass, datt den Erfolleg am Keelesport eng Agëengtheet mat sech bruecht huet an datt mer zesumme mam Verband no Méiglechkeete sichen, fir méi ugepasste Raimlechkeeten ze schafen, zesumme fir Keelen a Bowling. Éier mer awer d'Finanzmëttel vum Fënnefjoresplang a Betruecht zéien, muss emol fir d'éischt e Bauhär, e «Maître d'ouvrage» fonnt ginn, dee bereet ass, säin Deel ze finanzéieren an ze exploitéieren. Beispiller gëtt et an anere Sportsdisziplinnen a sécherlech gëtt och fir de Keelen- a Bowlingsport eng Kéier eng zefriddestellend Léisung fonnt.

Sollt de Verband sengersäits Virschléi maachen, da ginn déi selbstverständlech op hir Maachbarkeet gepréift. Ee gemeinsame Projet fir zwou oder méi Sportaarten ass och net auszeschléissen.

Question 0062 (31.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le piercing et le tatouage:

Déi hollännesch Regierung plangt e Gesetz auszeschaffen, dat d'Piercer- an d'Tattoohandwierk soll reglementéieren. Grond dofir ass d'Ausmooss, deen de Moudetrend, de plakesche Kierper mat Piercingen an Tattooen ze «verschéineren», ugeholl huet. En Trend, deen net ze ënnerschätzend gesondheetlech Konsequenzen huet. Esou hunn d'hollännesch Gesondheetsverwaltungen op déi heefeg Komplikatiounen a besonnesch d'Infektiounen, déi mat Piercingen an Tattooe verbonne sinn, higewisen an d'Zänndoktere bekloen, datt Zongepiercinge mëttlerweil d'Haaptursaach fir gebrachen Zänn a beschiedegten Zännschmelz sinn.

Och hei am Land si Piercingen an Tattooen «in» - besonnesch bei jonke Leit.

Dofir dës Froen:

1. Bestinn hei am Land spezifesch gesetzlech Virschrëfte fir d'Bedreiwer vu Pierce- an Tattoostudioen?
2. Gëtt d'Anhale vun elementaren Hygienesregelen an esou Studioe gepréift - a falls jo wéi?
3. Huet de Gesondheetsministère iergendwellech Donnéeën, déi schätzungsweis d'Ausmooss vun de gesondheetleche Schied an d'Folgekäschte fir d'Krankekeesen, déi duerch Piercingen (Gebëssschied, Infektiounen) oder Tattooen (Infektiounen, allergesch Reaktiounen) entstinn?
4. Wéi bewäert den Här Gesondheetsminister de preventiven Usaz vun der hollännescher Regierung, fir an Zukunft d'Piercen an d'Tättowéiere vu Mannerjähregen just nach a Presenz vun den Erzéiungsberechtegten a mat deenen hirer schréftlecher Averständniserklärung ze erlaben?
5. Wier et net un der Zäit och hei am Land, am Sénn vun enger preventiver Gesondheetspolitik an am besonneschen Interessi vun eiser Jugend, legislativ täteg ze ginn oder ass de Gesondheetsministère schonns amgaang eng entspriechend Gesetzgebung auszeschaffen - a wa jo, wéini kéint een domadder rechnen, datt esou e Projet der Volleksvertriederkummer virgeluecht gëtt?

Réponse (5.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Et bestinn hei am Land keng spezifesch gesetzlech Virschrëfte fir d'Bedreiwer vu Pierce- an Tattoostudioen.

D'Direktioun vun der Santé huet ufanks 2003 am Zesummenhang mat der Hygiène an de Pierce- an Tattoostudioen Rekommandatiounen ausgeschafft, speziell aus dem Grond well se sech bewosst ass, dass duerch Piercing- an Tattooaktivitéite bakteriell oder viral Infektiounen iwwerdroe kënne ginn. Dës Rekommandatioune leie bäi *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Well Piercing- an Tattoosaktivitéiten am Moment kenger Autorisatioun ënnerluecht sinn an dofir net iwwerall Kontrollen ausgeféiert kënne ginn, verftügt de Gesondheetsministère net iwwert Donnéeën, déi d'Ausmooss vun de gesondheetleche Schied an d'Folgekäschte fir d'Krankekeesen, déi duerch dës Aktivitéiten entstinn, beleeën.

Meng Servicer verfollegen d'Entwécklungen an den Nopeschlänner, wat gesetzgeberesch Moossnamen ubelaangt, dat en vue vun enger eventueller Initiativ an deem Sënn hei zu Lëtzebuerg. Dat gëllt och fir déi hollännesch Initiativ fir de Schutz vu Mannerjähregen.

Question 0063 (1.9.2004) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant la lutte contre la loque américaine des abeilles:

Den Ausbroch vun der amerikanescher Faulbrut op Beiestänn am Oste vum Land huet déi Lëtzebuerger Beienzuucht, déi souwisou scho mat grousse Schwieregkeete konfrontéiert ass, béiss getraff. Aus der Lëtzebuerger Beien-Zeitung vum September 2004 ass gewuer ze ginn, datt dësen Ausbroch vun där ustiechender Kränkt op e Manktem un Zesummenaarbecht tëschent Däitschen a Lëtzebuerger Instanzen zréckzeféieren ass. Ech zitéieren: «Da die deutschen Behörden es versäumt hatten die luxemburgische Veterinärverwaltung vom Ausbruch der Krankheit in Irrel direkt an der Landesgrenze in Kenntnis zu setzen, obwohl der betreffende Imker ... auch einen Stand mit sechs schwer erkrankten Völkern aut der luxemburgischen Seite nahe am Echternacher See unterhält…»

Duerfir géif ech gäre folgend Froen un den Här Landwirtschaftsminister riichten:

1. Besteet eng gesetzlech Obligatioun, fir esou e Seuchefall am Grenzgebitt direkt un d'Nopeschland ze mellen a wa jo, wéisou huet dat an dësem Fall net funktionéiert?
2. Wann dat esou ofgelaf ass, wat fir Konklusiounen ginn doraus fir d'Zukunft gezunn?
3. Wéi gëtt esou e Seuchefall an eisen Nopeschregioune bekämpft, fir seng Ausbreedung ze verhënneren? Ginn och do déiselwecht rigoréis Mesuren ergraff, fir eng Ausbreedung am Keim ze erstécken? Wat schreift déi europäesch Reglementatioun an dëser Problematik vir?
4. Ass d'Reglementatioun iwwert d'Entschiedegung vun deene betraffene Beienziichter ausräichend, fir eng Weiderféierung vun der Beienhaltung an deene betraffene Regioune sou wäit wéi méiglech sécherzestellen?

Réponse (7.10.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

La loque américaine est une maladie cosmopolite grave et fortement contagieuse pour les larves des abeilles causant d'importantes pertes économiques aux apiculteurs.

Elle est considérée comme maladie à déclaration obligatoire, au sens du règlement grand-ducal modifié du 8 août 1985 concernant l'exécution de la loi modifiée du 29 juillet 1912 sur la police sanitaire du bétail, afin d'assurer la notification de sa détection dans les meilleurs délais et d'endiguer de cette manière sa propagation.

La loque américaine est cependant une maladie non inscrite sur la liste A des maladies transmissibles à l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et de ce fait non immédiatement notifiable aux organismes sanitaires internationaux.

Dans sa réponse, suite à une intervention écrite de la part de l'Administration des services vétérinaires, les responsables du «Landesuntersuchungsamt-Veterinärwesen Koblenz» expliquent la communication transfrontalière tardive en matière de loque américaine par le fait qu'en Rhénanie-Palatinat cette maladie est gérée par le secteur même des apiculteurs peu versés dans le domaine des notifications transnationales.

Pour éviter à l'avenir de pareils incidents d'échanges d'informations sanitaires entre les deux territoires avoisinants les autorités vétérinaires de la Rhénanie-Palatinat ont proposé de transmettre à l'Administration des services vétérinaires dorénavant un rapport sanitaire mensuel.

En l'absence de toute réglementation communautaire en la matière, les autorités vétérinaires nationales sont responsables des mesures et des méthodes d'éradication de cette maladie. En vue des mesures de lutte peu concluantes mises en application par les experts apicoles de la Rhénanie-Palatinat, l'Administration des services vétérinaires s'est décidée sur base des expériences faites dans d'autres pays, notamment en Australie et en France, pour la destruction des ruches présentant des symptômes cliniques aux fins d'écarter pour autant que possible une recontamination des colonies d'abeilles par le biais de la manipulation de matériel infecté.

Vu le nombre réduit d'apiculteurs concernés, qui sont au nombre de six avec un total de 89 colonies d'abeilles infectées, l'application d'une stratégie de lutte plus conséquente a pour objectif à éliminer cette épidémie à plus ou moins court terme.

Finalement, en ce qui concerne l'évaluation des indemnisations des ruches détruites, elle se fait en application du règlement grand-ducal du 14 avril 1992 fixant les modalités d'indemnisation des détenteurs d'animaux éliminés pour cause de maladies contagieuses et soumises à déclaration obligatoire. En tenant compte des ruches détruites et de l'élimination du matériel apicole contaminé par incinération au centre de traitement SIDOR à Leudelange, l'indemnisation globale se chiffre à quelques 30.000 euros.

Question 0064 (1.9.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le développement de l'échinococcose alvéolaire:

Aus eisen däitschen Nopeschregioune gëtt gemellt, datt d'Presenz vum „Fuchsbandwurm" an

der natierlecher Ëmwelt extrem staark geklommen ass. Ee vun de Grënn soll déi, dank de Vaccinatioune géint d'„Tollwut", vill méi dicht Populatioun u Fiiss sinn, déi den Erreger iwwer hir Alimentatioun (Mais, Raten) ophuelen a verbreeden. Hëlt de Mënsch dee Parasit op, andeems en zum Beispill Bëschfriichten ësst, verwëldert Kazen heemelt oder dout Fiiss upéckt, da kann dat beim Betraffenen zu onheelbare Krankheete féieren, ass ze liesen.

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass d'Situatioun, wat de „Fuchsbandwurm" ugeet, zu Lëtzebuerg?
2. Wat réit de Ministère der Populatioun?

Réponse (15.10.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'échinococcose alvéolaire est une maladie parasitaire qui se rencontre essentiellement chez les prédateurs des campagnols, en premier lieu chez le renard et dans une moindre proportion chez le chien et le chat.

Un monitoring de la population vulpine mise en place au Luxembourg en août 2001, grâce à une collaboration intensive entre le Laboratoire de Médicine Vétérinaire de l'État et le «Untersuchungsinstitut für Veterinärmedizin, Lebensmittelhygiene und Molekularbiologie in Saarbrücken» a mis en évidence une prévalence du parasite «echinococcus alveolaris» de l'ordre de grandeur de 25%.

Ce taux de dépistage positif était de 26% en 2002 et de 27,5% en 2003 où le nombre de renards analysés n'était que de 29 unités et donc peu représentatif au point de vue statistique.

L'homme, hôte accidentel de l'échinococcose, se contamine soit par contact direct avec un renard et dans une moindre mesure avec un chien ou un chat infestés soit par contact indirect, par ingestion d'eau ou d'aliments souillés par les déjections de ces animaux, tels que les fruits sauvages et les légumes susceptibles d'être contaminés par les œufs du parasite jusqu' à une hauteur de quelques 25 cm du sol.

Parmi les mesures préventives à l'égard de l'échinococcose alvéolaire figure en premier lieu l'hygiène, à savoir une hygiène scrupuleuse des mains chez les personnes amenées à manipuler des renards ou leurs déjections, un lavage poussé à l'eau courante des fruits ou légumes potentiellement contaminés et une vermifugation régulière des chiens et chats.

Des communiqués périodiques de la part du Ministère de la Santé sont un moyen mis en œuvre pour informer et sensibiliser la population à l'égard du risque d'infection par le parasite «echinococcus alveolaris».

Question 0066 (1.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant la maladie du gibier:

An dësem Summer heefe sech d'Meldungen, datt am Norde vum Land verschidde Réi solle krank sinn. Dëst geet och aus engem Bericht vum Comité central vun der FSHCL ervir. Des Weideren hunn eng Rei vu Jeeër misste feststellen, datt an dëser Regioun och Kitzen net konnten opgezillt ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Goufen ewell méi genee Analyse gemaach, wat de Gesondheetszoustand vun dësen erkrankte Réi ubelaangt an ass eng Réikrankheet och an anere Regioune vum Land festzestellen?
2. Falls schonns méi genee Analyse gemaach goufen - handelt et sech tatsächlech ëm eng Krankheet, a wa jo vu wéi enger Natur oder sinn dës Réi vu Parasite befall?
3. Wellech Schlussfolgerunge könne bis elo an dëser Problematik gezu ginn?

Réponse (24.9.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

En date du 3 août 2004 une autorisation a été délivrée par Monsieur le Ministre de l'Environnement au président de la section de Troisvierges de la Fédération St. Hubert des Chasseurs du Grand-Duché de Luxembourg aux conditions suivantes:

- après le tir du chevreuil présentant des signes d'amaigrissement anormal, il y a lieu d'avertir au plus vite l'Entité mobile de l'Administration des Eaux et Forêts;
- le chevreuil entier non vidé sera muni d'un dispositif de marquage GA et transporté par un membre de l'Entité mobile au laboratoire vétérinaire aux fins d'analyse;
- le tir d'un deuxième ou troisième chevreuil sera seulement autorisé au vu des résultats d'analyse et après concertation entre l'Administration des Eaux et Forêts, l'Administration des services vétérinaires et les locataires de chasse concernés.

Toutefois, selon les informations parvenues à l'administration, il n'a pas encore été possible de tirer un chevreuil présentant les symptômes décrits.

De même, aucun résultat d'analyse émanant d'un chevreuil abattu ou trouvé mort dans la région n'a été transmis à l'administration.

En outre, il y a lieu de signaler que la lutte contre les épizooties est de la compétence de l'Administration des services vétérinaires.

Question 0068 (2.9.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la situation au Centre pénitentiaire de Schrassig:

Gëschter huet den Direkter vum Prisong vu Schraasseg iwwer RTL matgedeelt, datt d'Situatioun am Zesummenhang mat de Prisonnéier ëmmer méi dramatesch gëtt wéint Mangel u Plaz a Betreiung. D'Gefor besteet, datt sech schlëmm Konflikter hei kënnen erubilde mat dramatesche Follegen. Des Weideren huet den Direkter matgedeelt, datt déi auslännesch Prisonnéier ëm 75% vun den Inhaftéierten am Prisong zu Schraasseg ausmaachen. Et schéngt also, datt mer ëmmer méi mat importéierter Kriminalitéit konfrontéiert ginn an datt dëst sech nach weider zouspëtzt.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir déi dramatesch Situatioun am Prisong vu Schraasseg ze entschäerfen?
2. Stëmmt et, datt den Direkter vum Prisong schonns 1997 op déi dramatesch Situatioun higewisen huet an den Ausbau vum Prisong virgeschloen huet, sou wéi och d'Asetze vun elektroneschen Handschelle fir inlännesch Prisonnéier, sou wéi dat an anere Länner scho praktizéiert gëtt?
3. Wat sinn d'Ursaachen, fir datt de Prozentsaz vun auslännesche Prisonnéier klëmmt?
4. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Prisonnéier wéinst Drogendelikter inhaftéiert sinn, wéi vill duerch aner Delikter a wat fir eng?
5. Kann den Här Minister matdeelen, wéi vill Inhaftéierter Asylbewerber sinn, déi sech illegal verhalen hunn?
6. Wat gedenkt den Här Minister géint déi importéiert Kriminalitéit ze ënnerhuelen, besonnesch am Zesummenhang mat deenen, déi d'Asylrecht mëssbrauche fir illegal Akten ze vollbréngen?

Question 0071 (3.9.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la sécurité des établissements scolaires:

Un reportage de RTL télévision a informé le public luxembourgeois d'un certain nombre de problèmes qui existent actuellement au CPL de Schrassig. Selon ce reportage il y existerait un problème de surpopulation carcérale. De plus, certains détenus auraient leurs matelas installés au sol et se trouvent à trois ou quatre personnes dans des cellules prévues pour seulement deux personnes.

- Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:
- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer de la capacité d'incarcération du CPL de Schrassig?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer si cette capacité a été atteinte? Dans l'affirmative, s'agit-il plutôt d'un problème de manque de personnel ou de manque de cellules?
- Comment Monsieur le Ministre entend-t-il remédier à cette situation?

Réponse (7.10.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

La population carcérale a connu une forte augmentation imprévisible ces dernières années. Ainsi au CPL de Schrassig elle est passée de 285 personnes début 2002 à 391 en 2003, à 455 au début de 2004 et à 580 vers le 20 septembre 2004. Parmi les détenus au CPL il y a environ 75% d'étrangers, 50% des détenus résident au Luxembourg. Parmi les détenus n'ayant pas de résidence au pays il faut compter aussi une cinquantaine d'étrangers entrés illégalement au Luxembourg et placés au centre de séjour pour étrangers en situation irrégulière.

Avant la fin de l'année 2004 le bloc D, actuellement désaffecté et comprenant quelque 90 lits, sera de nouveau ouvert pour accueillir des détenus. Au même moment 14 nouveaux gardiens commenceront leur travail ce qui portera leur nombre à 228, contre p.ex. 139 début 1995 et 192 début 2000.

Par ailleurs, une unité de sécurité pour mineurs sera construite dans l'enceinte de la maison d'éducation de Dreiborn de même qu'un centre de séjour pour étrangers en situation irrégulière en dehors de l'enceinte du CPL.

En ce qui concerne la répartition des détenus selon la nature des infractions, je me permets de renvoyer au rapport d'activités du Ministère de la Justice pour l'année 2003.

Une phase d'essai de placement sous surveillance électronique (bracelet électronique) pour certains petits délinquants ou détenus en fin de peine résidant à Luxembourg sera lancée ou début 2005 après livraison du matériel nécessaire.

Question 0070 (3.9.2004) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant le volume des récoltes de céréales suite aux intempéries:

Och wann d'Wieder sech an deene leschten Deeg gebessert huet, sinn déi grouss Schied, déi duerch déi laang Reenperiod an der Käreproduktioun entstane sinn, net méi gutt ze maachen. Duerfir géif ech gäre folgend Froen un Iech riichten:

1. Wéi héich estiméiert Är Verwaltung de ganze Schued an der Käreproduktioun?
2. Sidd Dir bereet fir déi Betriber, déi besonnesch haart getraff sinn, d'Prozedur vun enger öffentlecher Entschiedegung an d'Wee ze leeden?
3. Wéi gesitt Dir dës Problematik am Zesummenhank mat der neier «Mehrgefahrenversicherung»?

Réponse (20.10.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1. Il est un fait que la période de pluies abondantes et répétées d'environ trois semaines au mois d'août a affecté la récolte de céréales qui s'annonçait pourtant très bonne. Des dégâts ont été enregistrés au niveau des quantités récoltées et surtout au niveau de la qualité des céréales récoltées. Grâce à un effort très important des organisations de collecte et de stockage de céréales et des agriculteurs, les parties de céréales récoltées avec des taux d'humidité trop élevés ont pu être séchées à temps de sorte que leur conservation dans des conditions acceptables n'est pas mise en péril.

   À l'heure actuelle, l'ampleur des dégâts ne peut pas encore être chiffrée exactement. Pour ce faire, il importe de disposer d'informations non seulement sur les quantités récoltées, mais également sur la qualité moyenne des céréales récoltées après la période de pluie et sur les prix offerts aux producteurs. Les principaux facteurs de qualité pour lesquels un impact négatif du mauvais temps a été constaté sont le taux d'humidité, le pourcentage de grains germés (entraînant p.ex. un déclassement de l'orge brassicole en orge fourragère) et l'indice de chute selon Hagberg pour le froment et le seigle panifiable (indicateur de la qualité boulangère de ces céréales). Des informations précises sur la qualité des céréales récoltées sont attendues tout prochainement de la part des principaux collecteurs de céréales.
2. Actuellement la constitution d'un dossier en vue d'une demande d'autorisation pour l'allocation d'une aide d'État en faveur des agriculteurs affectés au delà du seuil de dommage de 20% d'une récolte normale (pourcentage applicable en zone défavorisée), à adresser à la Commission européenne, est en cours. À noter que la constatation des dégâts subis et une éventuelle indemnisation de ces pertes ne pourra se faire qu'individuellement au niveau des exploitations touchées au-delà du seuil de dommage précité étant donné que les mauvaises conditions météorologiques du mois d'août n'ont pas affecté la récolte de céréales dans toutes les exploitations agricoles.
3. Pour l'année culturale 2003/2004 une assurance multirisques des cultures arables a été proposée aux agriculteurs pour la première fois par une compagnie d'assurances en partenariat avec le cercle d'échange et d'entraide de machines agricoles MBR-services et moyennant une prise en charge à raison de 50% des primes d'assurance par le Ministère de l'Agriculture. Environ 90 exploitations ont souscrit une telle assurance multirisques pour une surface de 3.700 ha de céréales. L'assurance multirisques couvre pratiquement tous les dégâts aux cultures suite à des mauvaises conditions météorologiques et notamment ceux dus à des périodes de pluies prolongées au moment de la maturation des récoltes.

   S'il est vrai que le Gouvernement s'est donné comme principe de ne plus prendre en charge des pertes de récolte subies à la suite de calamités naturelles dans la mesure où de telles pertes sont susceptibles d'être couvertes par une assurance subventionnée par l'État, il échet de constater que, dans le cas d'espèce, la possibilité de souscrire à une telle assurance a été offerte pour la première fois et à un moment relativement tard au cours de la campagne culturale. Ces constatations m'amènent à ne pas exclure la possibilité d'un dédommagement direct des agriculteurs sinistrés n'ayant pas souscrit de contrat d'assurance, possibilité qui devra cependant tenir compte de la conclusion d'un contrat d'assurance par certains agriculteurs.

Question 0073 (7.9.2004) de M. Laurent Mosar *(CSV)* concernant le droit à la vie privée des personnes publiques (arrêt de la Cour européenne des Droits de l'Homme du 24 juin 2004):

L'arrêt rendu le 24 juin dernier par la Cour européenne des Droits de l'Homme «Arrêt Von Hannover c/Allemagne» fixe des conditions pour la publication de photographies de célébrités. À l'origine de cette affaire se trouve la requête de la princesse Caroline de Hannovre. Aux termes de l'arrêt susmentionné, la publication de photographies sur la vie privée de personnes publiques requiert le consentement préalable des intéressés. Les reportages illustrés sans consentement préalable restent permis dès lors qu'ils représentent une personne publique dans l'exercice de sa fonction, par exemple au cours d'un évènement officiel, ou si les photographies apportent une «contribution au débat d'intérêt général». L'arrêt en question a donné une priorité à la protection de la vie privée par rapport à la liberté d'expression.

L'arrêt a suscité diverses commentaires et réactions dans la presse étrangère, et dans la presse allemande en particulier, où il a donné lieu à la levée de boucliers de la part des éditeurs et des journalistes. C'est surtout la décision du Gouvernement allemand de ne pas introduire de recours contre l'arrêt rendu qui a nourri les craintes d'une éventuelle attaque cachée contre le principe de la liberté de la presse. Le Gouvernement allemand a justifié sa décision en estimant que l'arrêt de la Cour renforce le droit de la personnalité, et en particulier le droit à la vie privée des personnes publiques qui n'exercent pas de fonction officielle ou autres fonctions représentatives et ne sont pas obligées de tolérer n'importe quel type de reportage les concernant. De plus, l'arrêt de la CEDH ne porterait pas atteinte aux reportages sur les personnes qui assument une fonction dans la société, notamment une fonction officielle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre délégué aux Communications:

- Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'arrêt susmentionné? Est-ce qu'une éven-

tuelle adaptation de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias s'impose?

Réponse (22.10.2004) de M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications:*

L'honorable Député aimerait connaître la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à l'arrêt rendu par la Cour européenne des Droits de l'Homme en date du 24 juin 2004 dans l'affaire Von Hannover c/Allemagne et pose la question de savoir si cette décision doit entraîner une modification de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias.

Dans cette affaire, la Cour de Strasbourg était appelée à se prononcer sur la question de savoir si la décision des juridictions allemandes de considérer la publication des photos de la requérante comme ne constituant pas une violation des dispositions légales pertinentes était conforme à l'article 8 de la Convention européenne des Droits de l'Homme. La Cour devait analyser en l'espèce si le droit à la liberté d'expression garanti par l'article 10 (qui était invoqué en vue de justifier la publication dans les médias de photos représentant des actes de la vie privée prises sans le consentement de la requérante) devait l'emporter sur le droit prévu à l'article 8 de la Convention posant le principe que tout un chacun a droit au respect de sa vie privée et familiale.

Les droits garantis par les deux dispositions précitées n'étant ni absolus ni hiérarchisés entre eux, il était partant nécessaire de procéder à une mise en balance afin de trouver le juste équilibre entre les deux droits fondamentaux.

La Cour de Strasbourg arrive à la conclusion qu'au vu des circonstances de l'espèce la publication de photos, prises sans le consentement de la requérante et montrant des actes relevant de la vie privée d'une personne jouissant certes d'une certaine notoriété mais n'exerçant pas de fonctions officielles, n'apporte aucune contribution au débat d'intérêt général.

En d'autres termes la question essentielle à trancher pour la Cour de Strasbourg était celle de savoir si les publications litigieuses contribuaient à un débat d'intérêt général ou alors s'il fallait faire prévaloir le droit à la protection de la vie privée. Dans l'affaire visée, la Cour a fait prévaloir cette seconde notion de la protection à la vie privée.

La question est dès lors de savoir comment le droit national aborde ces questions.

En droit national, le droit au respect de la vie privée se trouve réaffirmé en l'article 14.1. de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias. L'article 15, par contre, apporte un certain nombre de dérogations au principe et parmi celles-ci figure la disposition de l'article 15.3. qui dispose en substance que la protection ne s'applique pas, lorsque les faits visés sont «en rapport direct avec la vie publique de la personne concernée». Même si cette expression ne fait pas expressément référence à la notion de «débat d'intérêt général», la formulation retenue par la loi précitée permet de tenir compte de cette exigence et de prendre en considération l'intérêt du public à connaître l'information en question.

L'article 15.3. de la loi de 2004 permet ainsi de procéder, dans les cas où les circonstances de l'espèce l'exigeraient, à une pondération des libertés en cause, et ainsi de tenir compte de l'intérêt général, de l'intérêt du public à commenter une certaine information.

Ceci étant dit, il appartiendra en fin de compte aux juridictions nationales de rechercher et de déterminer le point d'équilibre entre les droits en cause et de dessiner les contours d'application de la notion consacrée par l'article 15.3. et partant de celle d'intérêt du public.

Au vu de ce qui précède, je suis d'avis qu'une modification de la loi du 8 juin 2004 sur la liberté d'expression dans les médias ne s'impose pas.

Enfin, je tiens à souligner que l'exigence de procéder à une mise en balance des intérêts en cause s'impose non seulement dans le cadre du conflit opposant la liberté d'expression au droit à la protection de la vie privée, mais existe également dans les hypothèses où l'exercice de la liberté d'expression se trouve en concours avec la protection de la présomption d'innocence et de l'honneur et de la réputation d'autrui. Les articles 13 et 17 de la loi du 8 juin 2004 répondent ainsi aussi à la volonté du législateur de traduire en droit national cette exigence de pondération des intérêts conflictuels en cause.

Question 0074 (7.9.2004) de Henri Kox *(DÉI GRÉNG)* concernant le rapport sur les causes de la panne d'électricité du 2 septembre 2004:

Le ministre en charge de la politique énergétique est en train d'établir un rapport sur la panne d'électricité du 2 septembre 2004. Par conséquent, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Quand est-ce que le Ministre prévoit de finaliser son rapport?
- Quand est-ce que ce rapport sera transmis à la Chambre des Députés?

Réponse (8.10.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Dans le contexte de la panne d'électricité survenue le 2 septembre 2004, les deux aspects soulevés dans la question parlementaire de Monsieur le Député Henri Kox sont devenus pour ainsi dire caducs.

En effet, un premier rapport préliminaire mais pourtant déjà fort circonstancié a été présenté et remis par mes soins à la Commission parlementaire de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports en date du jeudi 9 septembre 2004.

Ce rapport sera étoffé dans les semaines à venir à la lumière des contributions écrites qui ont été requises auprès des ministères, administrations et autres services étatiques voire auprès de certaines entreprises du secteur privé plus particulièrement touchées et concernées par la panne d'électricité en question.

Une fois ce rapport complété des nouveaux renseignements obtenus le cas échéant, je ne manquerai pas de le transmettre sans autre délai à la Chambre des Députés.

Question 0075 (8.9.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'éducation à la sécurité routière:

Sécher Stroosse fir Kanner ass de Schwéierpunkt vun der europäescher Woch vun der Mobilitéit vum 16. bis den 22. am Hierschtmount 2004. Den Objektiv ass d'Gestaltung vun de Stied, an där d'Kanner sécher mobil si kënnen. Donieft spillt awer och eng zeideg Verkéierserzéiung eng wichteg Roll an der Onfallpreventioun, besonnesch virum Hannergronn vu steigendem Verkéiersopkommes.

A ville Länner ass d'Verkéierserzéiung e feste Bestanddeel vum Stonneplang an de Primärschoulen. An eisem primäre Schoulsystem gëtt et awer anscheinend keng adequat Ausbildung iwwert d'Verkéiersregelen ausser periodeschen Opklärungscampagnë vun der Police, déi och ausdrécklech ze begréisse sinn. Wann een awer wierklech Sécherheet fir eis Kanner am Strosseverkéier schafe wëllt, wier et menger Meenung no ubruecht, d'Opklärung iwwert de Code de la route an d'Verkéierserzéiung an eise Schoulen ze intensivéieren, well d'Sécherheet geet ëmmer fir d'éischt beim eegene Verhalen un.

Kann d'Madame Éducatiounsminister mer duerfir dës Froen beäntwerten:

1. Sinn d'Primärschoule verflicht eng adequat a kontinuéierlech Verkéierserzéiung unzebidden?
2. Wa jo, gëtt an all Primärschoul d'Verkéierserzéiung ugebueden an a welcher Form?
3. Wann neen, ass d'Regierung net och der Meenung, datt d'Verkéierserzéiung misst e Bestanddeel vun der Schoulausbildung ginn?
4. Gedenkt d'Regierung, am Zesummenhang mat der europäescher Initiativ fir d'Stied fir d'Kanner méi sécher ze gestalten, eng Informatiouns- a Motivatiounscampagne ze organiséieren?

Réponse (18.10.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Äntwert op d'Froen 1 an 2:

D'Verkéierserzéiung war ëmmer feste Bestanddeel vum obligatoreschen Horaire vun der Primärschoul, an zwar am Kader vun den «Options et sujets divers». Nom Ofschafe vun dësen Optiounsstonnen am Schouljoer 2000/2001 ass d'Verkéierserzéiung virun allem an de Cours vum «Éveil aux sciences» esou wéi an de Sproochenunterricht verlagert ginn.

Ech verweisen an dem Kontext op de «Plan d'études» vun der Primärschoul, wou d'Verkéierserzéiung am Programm vum «Éveil aux sciences» fir den Ënnergrad explizit am Beräich «Raum und Zeit» ernimmt gëtt. Weiderhin ass fir den Ënnergrad d'Buch «Wir und die Straße» um Programm, wou d'Kanner fir de «Code de la route» sensibiliséiert ginn.

Am Mëttelgrad gëtt d'Verkéierserzéiung op eng transversal Manéier an de Fächer «Éveil aux sciences», besonnesch an den Unitéiten «Unser Viertel», «Unser Dorf», «Unsere Gemeinde» souwéi an de Sproochen Däitsch a Fransëisch behandelt. Hei gëtt et eng ganz Rei vun Texter an Diskussionsthemen, déi sech mat der Problematik vun der Sécherheet op der Strooss beschäftegen.

Och am Uewergrad fanne sech am Sprachbuch vum Däitschcours Texter, déi d'Méiglechkeet bidden, sech intensiv mat der Thematik auserneen ze setzen.

Wat de Préscolaire ugeet, weisen ech drop hin, datt en Aarbechtsgrupp am Ableck domat beschäftegt ass, didaktesch Materialien zum Thema «Sécherheet op der Strooss» an Zesummenaarbecht mat der Sécurité routière auszeschaffen, woubäi d'Haaptzil d'Preventioun vun Accidenter ass.

Amselwechten Zesummenhang verweisen ech op déi vill Sensibilisatiouns- an Informatiounscampagnen, déi vun enger Rei Organisatiounen an Zesummenaarbecht mam Ministère de Schoulen ugebuede ginn a vun deenen ech der hei e puer wëll ernimmen:

- fir déi Kleng gëtt et de «Verkéierskasperl», organiséiert vun der Sécurité routière an der Police grand-ducale, wou si op eng flott Manéier gewise kréien, wéi si sech um Trottoir an op der Strooss verhale sollen;
- bei der Aktioun «Blinki», organiséiert vun der Sécurité routière, kréien d'Kanner Reflektoren ausgedeelt. Dës Aktioun ass fir d'passiv Sécherheet vun de Kanner geduecht;
- d'Aktioun «Kuck a klick», organiséiert vum Centre de Formation pour Conducteurs weist de Kanner d'Geforen, deene si op der Strooss an als Passagéier begéinen;
- d'Coupe Scolaire preparéiert d'Kanner aus dem Uewergrad op de Code de la route.

Da wëll ech nach op d'Entwécklung vun transversale Kompetenzen an der Primärschoul hiweisen, wou Wäerter wéi Héiflechkeet, Respekt, Uerdnung, Disziplin an de Responsabilitéitssënn entwéckelt ginn. Dës Wäerter spillen och am Verkéier eng wichteg Roll.

Des Weidere wëll ech op d'Circulaire vum 17. Mee 1985 hiweisen, wou passiv Mesuren an der direkter Ëmgéigend vun der Schoul sollen ergraff gi fir Accidenter ze vermeiden, an zwar an Zesummenaarbecht mat de Responsabelen vum Nationale Service vun der Sécuritéit an de Schoulen.

Zum Schluss wëll ech awer betounen, datt eng grouss Verantwortung fir d'Verkéierserzéiung bei den Eltere läit, déi d'Kanner op d'Gefore vun hirem individuelle Schoulwee opmierksam maache mussen, esou wéi bei allen Erwuessenen, déi de Kanner ëmmer e gutt Virbild am Verkéier solle sinn.

Wat déi lescht Fro betrëfft sief drop higewisen, dass d'Aktioun «Semaine européenne de la mobilité et du transport public» sech net un d'staatlech Instanzen adresséiert, mä haaptsächlech un d'Stied, d'Gemengen an un d'Transportentreprisen.

Question 0076 (8.9.2004) de M. Marco Schank *(CSV)* concernant la journée nationale du Sport à l'École:

Le «Schoulsportdag» fait aujourd'hui partie intégrante de l'année scolaire et se déroule normalement le jeudi avant les vacances de pâques. Cette date me semble trop tôt dans l'année. Pour 2005, la journée sera programmée au 24 mars, date où les conditions météorologiques seront mauvaises. Ceci entraînera que les activités de plein air ne pourront pas être organisées.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir si vous voyez la possibilité d'organiser le «Schoulsportdag» à une date ultérieure plus proche des vacances d'été afin de pouvoir élargir l'offre des activités de sport?

Réponse (23.9.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En réponse à votre demande portant sur un report de la prochaine édition du «Schoulsportdag» dans les écoles primaires, je vous transmets ci-après quelques arguments qui m'ont amenée à maintenir la date du 24 mars pour l'année scolaire en cours.

Le jeudi avant les vacances de Pâques a été retenu afin de ne pas concurrencer les nombreuses manifestations de fin d'année dans les différentes écoles du pays. Par ailleurs, au terme de chaque année scolaire, une autre manifestation nationale de sensibilisation sportive s'étalant sur toute une semaine, à savoir le «Wibbel an Dribbel», est organisée par le département ministériel des sports en collaboration avec les fédérations sportives nationales.

La date du 24 mars a aussi été choisie parce qu'à la veille des vacances de Pâques les classes des lycées et lycées techniques chômeront. Les installations sportives peuvent alors être utilisées par la communauté scolaire de l'enseignement primaire.

Enfin, cette date précède de deux jours les vacances de Pâques et ne perturbe guère les cours de classe réguliers. Ensemble avec le Ministre des Sports, je suivrai l'édition 2005 de très près pour le cas échéant procéder à des modifications.

Question 0077 (8.9.2004) de M. Marco Schank *(CSV)* concernant le problème d'adaptation des horaires scolaires de l'enseignement préscolaire et primaire:

Les communes sont actuellement confrontées à un problème d'adaptation des horaires scolaires de l'enseignement préscolaire et primaire. À l'instar de l'enseignement préscolaire, les communes tentent d'introduire le samedi libre dans l'enseignement primaire, ce qui oblige les communes de répartir ces heures de cours sur les autres jours, tout en maintenant les cours lundi, mercredi et vendredi après-midi. Ceci implique que les horaires du primaire et du préscolaire ne concordent plus. Cette situation contraint les communes, soit d'organiser une surveillance pour les enfants du préscolaire, soit d'assurer un deuxième transport scolaire. Il va sans dire que les deux mesures engendrent des coûts supplémentaires notamment pour les communes rurales nécessitant un transport scolaire.

Une solution présenterait l'abandon d'un après-midi du préscolaire, afin de faire concorder les heures de cours avec l'enseignement primaire, en intégrant les deux heures de cours dans les cinq matins de la semaine scolaire. La lettre circulaire de mai 2004 invite les communes désirant adopter un autre modèle d'horaire journalier ou hebdomadaire à faire une proposition qui tient compte des spécificités locales.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois par rapport à la solution préconisée?

En cas d'attitude négative, est-ce que Madame la Ministre voit des alternatives au problème décrit ci-dessus?

Réponse (12.10.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

La grille horaire de l'enseignement primaire comprend 28 unités et celle de l'éducation préscolaire en comporte 26. Le temps de présence des enfants à l'éducation préscolaire est donc de deux heures inférieur à celui des enfants de l'enseignement primaire. Voilà pourquoi l'éducation préscolaire ne comprend pas de cours le samedi alors qu'à l'enseignement primaire, l'horaire comprend deux leçons d'enseignement le samedi. Les communes qui optent pour le samedi libre récupèrent ces deux leçons soit en ajoutant 25 minutes à chaque matinée, soit en ajoutant une leçon supplémentaire à la matinée du mardi et jeudi. Ceci entraîne que le début et la fin des cours de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire ne coïncident plus.

La proposition de réduire d'un côté le temps de présence des enfants de l'éducation préscolaire de huit à sept demi-journées et d'augmenter de l'autre leur temps de présence pendant ces demi-journées ne me paraît pas constituer une bonne solution.

On risquerait d'exposer beaucoup d'enfants à un stress scolaire dès leur plus jeune âge. En effet, un tel horaire demanderait aux enfants d'assimiler les contenus scolaires dans un temps scolaire plus condensé et exigerait d'eux un effort de concentration à produire sur un laps de temps de plus de quatre heures par matinée.

Cependant, une certaine flexibilité peut être apportée à l'organisation scolaire sans pour autant modifier ni la tâche des enseignants, ni le

temps de présence des enfants. Ainsi, dans certaines communes, l'horaire de l'éducation préscolaire est décalé, de sorte que la fin ou le début des cours coïncident avec l'horaire de l'enseignement primaire. L'organisation scolaire s'en trouve facilitée, surtout en rapport avec les transports scolaires; les enfants des classes préscolaires peuvent avoir recours au même transport scolaire que les élèves de l'enseignement primaire si un service d'accueil est organisé avant ou après les cours.

Question 0078 (9.9.2004) de M. Laurent Mosar *(CSV)* concernant la réduction des nuisances sonores:

Le bruit est aujourd'hui une des premières nuisances ressenties par les habitants des zones urbaines. Les nuisances sonores majeures auxquelles les citoyens sont exposés, sont le bruit du trafic routier, notamment des autoroutes, ainsi que le bruit des avions décollant et atterrissant à l'aéroport de Luxembourg. Il existe des moyens permettant de réduire dans la mesure du possible ces nuisances tel que par exemple le double vitrage. Or, ces mesures ont souvent un coût non négligeable. Pour reprendre l'exemple du double vitrage, il est un fait que le coût d'acquisition de vitrages spéciaux est supérieur à celui d'un vitrage ordinaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Existe-t-il des subventions destinées à des mesures permettant de réduire les nuisances sonores dues au trafic ou plus généralement pour préserver la qualité de vie des riverains?
- Si non, est-il envisageable d'instaurer un tel programme d'aides destiné à soulager d'un point de vue financier les riverains concernés?

Réponse (20.10.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

En réponse aux questions de l'honorable Député, je dispose des informations suivantes:

Il n'existe actuellement pas de subventions destinées à des mesures permettant de réduire les nuisances sonores dues au trafic ou plus généralement pour préserver la qualité de vue des riverains.

La directive européenne 2002/49/CE du 25 juin 2002 relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement a fait l'objet du projet de loi N°5206 déposé le 8 septembre 2003 à la Chambre des Députés et qui sera traitée par la Commission de l'Environnement. Une cartographie acoustique des infrastructures d'une certaine envergure (axes routiers et ferroviaires, aéroport) sera réalisée et présentée à la Commission européenne pour le 30 juin 2007 au plus tard. Dans ce même contexte un plan d'action approprié sera établi pour mi-2008, dans lequel des mesures concrètes seront élaborées pour améliorer le cas échéant les nuisances sonores dans les alentours immédiats des infrastructures en question. L'élaboration du plan d'action se fera en étroite collaboration avec la population avoisinant des sources de bruit en question. Dans ce cadre des aides étatiques seront éventuellement envisageables pour améliorer la situation acoustique dans les immeubles se trouvant dans les alentours immédiats des infrastructures visées.

Question 0079 (9.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant les accusations du Syndicat des Pilotes de ligne français quant aux licences de vol luxembourgeoises:

De President vun der SNPL (Syndicat national des Pilotes en ligne français) huet Lëtzebuerg an enger Pressekonferenz schwéier Virwërf am Bezuch op d'Konversioun vu Pilotelizenze gemaach: «Le Luxembourg se livre à un véritable blanchiment des licences de pilotes en mettant en place un marché noir du travail.»

Hie bezitt sech op e Reglement vum 2. Februar 2004 iwwer «les licences et qualifications du personnel de conduite d'avions», deen ënner anerem seet: «(...) une licence délivrée par un État membre de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) peut être convertie en licence luxembourgeoise par l'Autorité. (...) les conversions de licences non JAA effectuées au titre du présent article doivent être achevées dans un délai de six mois à compter de la date d'application du présent règlement.»

No Aussoe vum Vizepresident vun der SNPL mussen d'Pilote just eng theoretesch Prüfung vun 2 Stonne bestoen, fir dass hir Lizenz konvertéiert gëtt. Eng praktesch Prüfung, op engem Simulator, ass net virgesinn, wat anscheinend e grousse Risiko am Bezuch op Fluchsécherheet duerstellt, well zum Beispill d'Piloten aus dem deemolegen Ostblock eng Formatioun kruten, déi sech vun der Formatioun an den EU-Länner ënnerscheed.

Kann den Här Transportminister mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1. Stëmmt et, datt just eng theoretesch Prüfung fir d'Konversioun vun der Lizenz noutwendeg ass, a besteet do net d'Gefor, datt „mannerwäerteg" Lizenzen ze vill an ze einfach opgewäert ginn?

2. Wa jo, a well et sech bei der Fluchsécherheet ëm e ganz sensibele Beräich handelt, wou d'Liewen vu ville Mensche op dem Spill steet, wier et net ubruecht, méi streng Prüfungen anzeféieren?

Réponse (12.10.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

D'Fro vum honorabelen Deputéierte bezitt sech op Virwërf, déi kierzlech vu Säite vun dem franséische Pilotesyndicat géint déi nei lëtzebuergesch Reglementatioun iwwert d'Ausstelle vu Pilotelizenze geriicht goufen.

Heizou si folgend Bemierkungen ubruecht:

1) Et stëmmt net, dass just eng theoretesch Prüfung duergeet, fir eng auslännesch Lizenz an eng lëtzebuergesch ze iwwerschreiwen. Fir op dës Manéier kënnen eng lëtzebuergesch Lizenz ze kréien, sinn zousätzlech zu där erwähnter Prüfung eng ganz Rei Konditiounen ze erfëllen, déi ganz genau am «Règlement grand-ducal du 6 février 2004 règlementant les licences et qualifications du personnel de conduite d'avions» definéiert sinn. Déi Konversioun, an dat contrairement zu dem Communiqué vun dem SNPL (Syndicat national des Pilotes de ligne français), steet nëmmen deene Piloten zou, déi scho virun dem A-Kraaft-Triede vun dësem Règlement grand-ducal bei lëtzebuergeschen Fluggesellschafte geflu sinn. Derbäi kënnt, datt déi konvertéiert Lizenz limitéiert ass op Avionen, déi zu Lëtzebuerg immatrikuléiert sinn.

2) Wat déi zweet Fro ugeet, an obschonn ech déi éischt Fro mat Nee beäntwert hunn, kann ech versécheren, dass dëse Règlement grand-ducal Lëtzebuerg et erlaabt, an Zukunft ganz strikt international Kritären ze applizéieren bei der Ausstellung souwéi bei der Unerkennung vu Lizenzen.

Fir weider Detailer zu deenen opgeworfene Froen, leeën ech informatiounshalber e Communiqué bäi, deen ech als Reaktioun op déi falsch Indikatioune vum franséische Pilotesyndicat den 9. September 2004 publizéiere gelooss hunn.

Question 0080 (10.9.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'homologation des diplômes de fin d'études secondaires par la Communauté française de Belgique:

De nombreux étudiants se plaignent des problèmes liés à leurs inscriptions à l'Université Libre de Bruxelles. En effet, selon le règlement en vigueur, les étudiants luxembourgeois doivent, avant de pouvoir s'inscrire en 1er cycle, être en possession d'une équivalence au Certificat d'enseignement secondaire supérieur délivré par le Service des Équivalences de l'enseignement secondaire de la Communauté française de Belgique.

Ce même règlement prévoit que cette demande doit être arrivée avant le 14 juillet 2004 et qu'elle doit être accompagnée de la preuve originale du paiement (123,9 €) ainsi que d'une copie conforme du diplôme luxembourgeois. Apparemment ce ne serait pas la date du paiement qui compte, mais plutôt la date de l'arrivée effective de la somme sur le compte bancaire du service.

La remise des diplômes de fin d'études secondaires au Luxembourg ayant lieu plus ou moins à cette même date, il est partant presque impossible pour les étudiants luxembourgeois de se conformer aux différentes conditions requises par l'Administration belge.

Ainsi, un grand nombre d'étudiants luxembourgeois se sont vu refuser leur demande d'inscription pour cette rentrée universitaire et se trouvent dans une situation des plus délicates.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les informations dont je dispose?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès de ses collègues belges pour permettre aux étudiants luxembourgeois de commencer leur cursus universitaire à la rentrée du 15 septembre 2004?
- Dans la négative, comment Monsieur le Ministre entend-t-il remédier à la situation?

Réponse conjointe (20.10.2004) de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Depuis l'année 2003, les étudiants luxembourgeois qui veulent s'inscrire dans une université de la Communauté française de Belgique sont obligés de demander une équivalence de leur diplôme luxembourgeois de fin d'études secondaires auprès du Service des Équivalences de l'Enseignement secondaire de la Communauté française de Belgique.

Le dossier de demande d'équivalence doit être envoyé au Service des Équivalences pour le 15 juillet au plus tard, le cachet de la poste faisant foi. Parmi les pièces qui doivent être jointes au dossier de demande figure une preuve originale de paiement de la somme de 124 €. Ce n'est donc pas la date d'arrivée effective de l'argent sur le compte bancaire du service qui est prise en compte, mais la date du 15 juillet pour la réception du dossier contenant toutes les pièces requises.

Étant donné que les cérémonies de remise des diplômes de fin d'études secondaires luxembourgeois ont toujours lieu dans le courant de la première quinzaine du mois de juillet, et afin de permettre aux lycéens luxembourgeois de faire leur demande d'équivalence dans les délais, il a été convenu avec les autorités belges que, faute de diplôme, les luxembourgeois pouvaient envoyer une attestation provisoire de réussite à l'examen de fin d'études secondaires, attestation qui leur est délivrée par leur lycée dès la publication des résultats. Il est évident que par la suite une copie certifiée conforme et dûment légalisée du diplôme de fin d'études secondaires devra être envoyée au Service des Équivalences dans les meilleurs délais.

Les informations quant à la procédure et aux délais de la demande d'équivalence auprès des autorités belges ont été largement diffusées par nos services, de sorte que tout lycéen se destinant à des études universitaires en Communauté française de Belgique dispose du temps nécessaire pour faire sa demande en bonne et due forme.

Finalement nous tenons à signaler que la nécessité de voir le diplôme de fin d'études secondaires luxembourgeois homologué découle du droit communautaire et ne s'inscrit donc pas dans les relations bilatérales entre le Luxembourg et le Belgique.

Question 0081 (13.9.2004) de M. Lucien Clement *(CSV)* concernant l'organisation de l'éducation précoce:

L'éducation précoce deviendra obligatoire pour toutes les communes pour l'année scolaire 2004/2005. Les effectifs des classes ainsi que le cadre personnel sont définis comme suit:

- 10 enfants au maximum par enseignant;
- entre 10 et 20 enfants, l'enseignant est assisté par un éducateur;
- au-delà de 20 enfants, une troisième personne est engagée (par exemple femme au foyer).

À titre d'illustration, une commune compte 42 enfants qui peuvent, selon leur âge, fréquenter l'éducation précoce, alors que les demandes d'admission introduites pour l'enseignement précoce se chiffrent à 24. Ceci signifierait une classe précoce une salle et trois personnes enseignantes. Il se peut toutefois que des nouveaux venus dans la commune ou même des résidents décident au cours de l'année scolaire que leur enfant doit également fréquenter l'enseignement précoce, ce qui changerait l'encadrement des enfants du fait que le nombre d'enfants atteint un effectif au-delà des 25 enfants. Ceci aura un impact financier et organisationnel (salle et enseignants diplômés) supplémentaire pour les communes.

Durant les mois de vacances d'été, les autorités communales doivent finaliser l'organisation scolaire et introduire leurs devis financiers pour avoir les subventions de la part du Ministère. Cette organisation ne tient compte que des demandes introduites avant le 1er juin de chaque année et ne comprend ni les enfants des nouveaux venus de la commune, ni ceux des résidents n'ayant pas introduit leur demande avant l'échéance du 1er juin.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

Comment est-ce que les communes peuvent organiser leur éducation précoce, tout en tenant compte des nouvelles admissions au cours de l'année scolaire ayant des implications substantielles pour les finances communales ainsi que pour l'organisation scolaire?

Réponse (18.10.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le Courrier de l'Éducation nationale N°A5/2000 «Lettre circulaire de printemps aux administrations communales et au personnel enseignant concernant l'organisation scolaire 2000/2001» renseigne sur les modalités d'organisation et le fonctionnement de l'éducation précoce.

Ces dispositions sont toujours en vigueur: En vue d'établir une organisation scolaire efficace et performante, les communes contactent au mois d'avril ou de mai au plus tard tous les parents des enfants susceptibles de fréquenter l'éducation précoce au courant de l'année scolaire à venir. Les parents ou tuteurs doivent inscrire leur enfant à l'Administration communale au plus tard le premier juin pour l'année scolaire suivante, même si l'enfant atteint l'âge de trois ans seulement au courant de l'année scolaire et qu'il n'est admis, par exemple, à l'éducation précoce qu'à partir du deuxième trimestre. En conséquence, une légère augmentation des effectifs au cours de l'année est prévisible.

La plupart des enfants qui sont inscrits ne fréquentent pas l'éducation précoce pendant les huit demi-journées (plages) de la semaine, mais en principe entre trois et cinq demi-journées. Le nombre d'enfants inscrits par salle de classe peut donc largement dépasser le nombre de vingt enfants sans qu'il faille faire fonctionner un deuxième groupe classe.

Le financement de l'équipe pédagogique et éducative se fait comme suit (point 4.2.9. du Courrier de l'Éducation nationale N°A5/2000):

«La première personne intervenante (responsable du groupe) est, en tant qu'institutrice ou instituteur de l'éducation préscolaire, payée selon les modalités en vigueur pour le personnel enseignant de l'éducation préscolaire, à savoir deux tiers à charge du budget de l'État et un tiers à charge de la commune.

Le deuxième intervenant permanent est employé par la commune et subventionné par l'État à raison d'une subvention fixée à 743.68 Euro (30.000 francs) par an et par enfant.

Le financement d'intervenants spéciaux, notamment ceux du Service de Guidance de l'Enfance et du Service Rééducatif Ambulatoire, est assuré entièrement par l'État.

Question 0083 (14.9.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'apparition de la méningo-encéphalite à tiques (MET/FSME):

Grad am Fréijoer an am Summer stellen d'Zecken eng Gefor fir d'Gesondheet vun de Mënschen duer. Een Deel vun den Zecke ka Bakterien iwwerdroen, déi dann zu enger Borreliose kënne féieren. Awer och Vire kënnen iwwerdroe ginn, déi dann zu enger «Frühsommer-Meningo-Enzephalitis (FSME)» féiere kënnen.

Och wa Lëtzebuerg bis elo net zu den gefährdete Regiounen, wat d'FSME betrëfft, gehéiert huet, esou konnt awer an de leschte Jore festgestallt ginn, datt d'Regiounen, déi vun der FSME betraff sinn, sech ausdehnen an d'Erkrankungsfäll zouhuelen. Allgemeng gouf festgestallt, datt duerch d'Klimaerwärmung déi infizéiert Zecke sech no Norden ausbreeden. D'Borreliose dogéint ass anscheinend a ganz Europa verbreet.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Gëtt e Hiweiser, datt déi infizéiert Zecken, déi d'Frühsommer-Meningo-Enzephalitis (FSME) kënnen iwwerdroen, sech schonns bis Lëtzebuerg ausgebreet hunn?
2) Sinn hei zu Lëtzebuerg schonns Fäll vun FSME opgetrueden a besteet eng Meldeflicht fir d'Dokteren an esou Fäll? Wann neen, misst esou eng Meldeflicht net agefouert ginn?
3) Wéi grouss ass d'Verbreedung vun der Borreliose zu Lëtzebuerg an huet de Minister Donnéeën iwwert d'Zuel vun de Borreliosefäll hei am Land?
4) Wéi eng Regiounen am Land si besonnesch vun Zecke befall a kann ee vu regionalen Ënnerscheeder schwätzen?

Réponse (20.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Aucun cas de transmission de l'encéphalite à tiques (FSME) sur le territoire luxembourgeois ne nous est connu.

Cette maladie n'est pas une maladie à déclaration obligatoire. Le Luxembourg ne se situe pas dans une zone à haut risque. La maladie est endémique dans les zones forestières d'Europe centrale et de l'Est. Le Conseil supérieur d'Hygiène est surtout en faveur de mesures de protection (port de vêtements protecteurs, de couleur claire; produits répulsifs) lorsqu'on envisage un voyage aventureux (campeurs, randonneurs, trekkeurs, naturalistes etc.) vers des régions à haut risque, et ne recommande pas systématiquement la vaccination.

La maladie de Lyme ou borréliose est la plus fréquente des affections transmises par les tiques. L'agent infectieux est un spirochète (borrelia burgdorferi), qui est transmis par la morsure d'une tique de l'espèce Ixodes. On estime qu'en Europe, environ 10% de ces tiques sont contaminées par le spirochète.

Le nombre de cas de borréliose survenus au Luxembourg n'est pas connu avec précision, mais nous pouvons raisonnablement nous baser sur les estimations émises par notre voisin belge. Sur base des cas y diagnostiqués entre 1993 et 2000 par les laboratoires de référence on a pu constater que la maladie survient partout dans le pays, avec une incidence plus élevée en zones boisées, riches en plantations basses (herbes hautes, fougères, buissons), en pâtures et en parcs. La maladie se contracte principalement entre les mois de juin et d'octobre, et touche, selon les études, entre 1,1 et 3,4% des personnes mordues par une tique.

Outre les mesures de prévention précitées, il est recommandé de vérifier chaque fois l'absence de tiques après une exposition potentielle. Les tiques détectées doivent être aussi tôt que possible enlevées.

Une antibiothérapie est indiquée dès que possible en présence de signes cliniques d'infection.

Question 0084 (14.9.2004) de Anne Brasseur *(DP)* concernant la concurrence déloyale sur divers chantiers:

Il me revient, par voie de presse, que l'Administration des Douanes et Accises ainsi que l'Inspection du Travail et des Mines auraient découvert des pratiques de concurrence déloyale sur le chantier du bâtiment «Cube» à Luxembourg-Kirchberg. Par ailleurs, l'on aurait noté que des mesures insuffisantes de sécurité et de santé auraient été prises sur ledit chantier. Ces mêmes administrations auraient également constaté des irrégularités sur le site du «Tunnel Gousselerbierg». Ainsi, elles auraient notamment dressé procès-verbal contre l'un des employeurs présents sur le site du chef du travail clandestin.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur la nature exacte des infractions constatées?
- Étant donné que l'État est le maître d'ouvrage des chantiers précités, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quelles mesures il entend prendre afin d'éviter de telles pratiques à l'avenir?

Réponse (26.10.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

En ce qui concerne la démolition du bâtiment «Cube» dans le cadre de la 4e extension de la Cour de justice des Communautés européennes à Luxembourg-Kirchberg l'Inspection du Travail et des Mines a constaté lors de la visite du 8 septembre 2004 que l'entreprise sous-traitante allemande ne disposait pas de l'autorisation d'établissement au Luxembourg. L'entreprise adjudicataire luxembourgeoise a par la suite embauché les trois machinistes de son sous-traitant pour reprendre le chantier une semaine plus tard après la régularisation de la situation.

Le chantier a été libéré par l'Inspection du Travail et des Mines en date du 15 septembre 2004, après aplanissement de toutes les irrégularités relevées lors de la visite du 8 septembre 2004.

Le prix de l'entreprise adjudicataire, affiché à moitié prix des autres concurrents a été justifié par une méthodologie adaptée au travail demandé et par le fait de pouvoir vendre la structure en acier du bâtiment au meilleur prix, justificatif qui a été avisé positivement par la Commission des Soumissions.

En ce qui concerne le chantier «Tunnel Gousselerbierg», une entreprise française chargée de la mise en place d'un échafaudage n'avait pas envoyé «l'avis préalable» à l'Inspection du Travail et des Mines.

Une société luxembourgeoise, sous-traitant de l'association momentanée du tunnel, a renforcé son équipe avec quatre ouvriers de sa filiale française, sans que ces ouvriers aient été détachés en bonne et due forme. Les ouvriers étaient en règle en France.

L'entrepreneur principal de l'association momentanée, chargé du gros œuvre du tunnel, n'a pas respecté la législation afférente au travail intérimaire.

Pour éviter des problèmes similaires à l'avenir, le maître d'ouvrage se propose d'étendre la mission du coordinateur sécurité-santé au-delà de la surveillance de la mise en œuvre des mesures de sécurité et d'y inclure également le volet du détachement de travailleurs et du contrôle de l'application du droit de travail.

Par ailleurs est-il envisagé, pour ce qui concerne les grands chantiers, d'installer dorénavant un système de contrôle avec badges pour toutes les personnes qui entrent au chantier.

Question 0085 (14.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant le sentier touristique menant au Schiessentümpel:

An der lëtzebuergescher Press war rezent ze liesen, datt den «Schiessentümpel» am Mëllerdall, eng vun de gréissten touristeschen Attraktiounen am Oste vum Land, zënter dräi Joer net méi fir d'Leit zougänglech ass. Grond heifir soll de Wanderwee sinn, dee bei den «Schiessentümpel» féiert an deen net méi begéihbar ass a bis elo och nach ëmmer net an d'Rei gesat gouf. Anscheinend feelt et awer net un de néidege Gelder, déi zur Verfügung solle stoen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Bauteminister an den Här Tourismusminister:

1) Ëm wat fir Instandsetzungsaarbechten um Wanderwee, deen zum «Schiessentümpel» féiert, handelt et sech hei an desem Fall?
2) Firwat hunn déi néideg Aarbechten, elo schonns zënter dräi Joer, nach ëmmer net ugefaangen a wou leien d'Schwieregkeeren?
3) Wéini gedenken déi Häre Ministeren dëse Mëssel, deen dem Tourismus am Mëllerdall vill Schued mécht, aus der Welt ze schafen?

Réponse (5.10.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

De Wee, ëm deen et hei geet, ass en Deel vum Circuit auto-pédestre, deen uewe laanscht de Schéissendëmpel féiert. Dëse klengen Deel vum Trëppelwee - et sinn 100 bis 200 Meter - huet aus Sécherheetsgrënn Enn 2001 missten zougemaach ginn.

Hei war, no engem liichten Erdrutsch, en Deel vum Wee mat an d'Déift gerappt ginn. Mat konventionelle Mëttel war hei de Wee net méi an d'Rei ze setzen.

Fir den Trëppeltour awer net ze ënnerbriechen, ass de Wee ënne laanscht de Schéissendëmpel verluecht ginn.

Zesumme mat de lokalen Autoritéiten, wéi och mat aner staatlechen Instanzen, hu mer versicht, eng Léisung ze fannen. No villem Hin an Hir ass beschloss ginn, e Spezialist mat enger Etüd ze beoptragen, fir ze kucken ob a wéi een dëse Wee nees a Stand kéint setzen.

Den Tourismusministère huet sech jiddefalls direkt bereet erklärt, e groussen Deel vun de Käschten vun dëser Etüd ze droen. D'Resultater vun der Etüd misste spéitstens Enn dëses Joers virleien.

Op Grond vun dëse Resultater gëtt da gekuckt, wéi een an dësem Dossier viru ka fueren.

Et däerf een awer net vergiessen, dass an dësem sensibelen natierlechen Ëmfeld eng Léisung sécherlech net esou einfach wäert sinn. Dobäi heescht et, souwuel d'Oplage vum Ëmweltministère respektéieren, wéi och déi schwiereg Lag vum Wee a Betruecht zéien. Hei kann een duerch e falschen Agréff méi zerstéiere wéi gudd maachen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass d'Schléisse vun dësem Wee Touristen net drun hënnert, fir de Schéissendëmpel ze besichen. Den Zougang zou dëser touristescher Attraktioun war an ass all Moment garantéiert.

Ervirzehiewe bleift och, dass den Tourismusministère d'Uleeë vun engem Trottoir laanscht d'Strooss, déi bei de Schéissendëmpel féiert, ënnerstetzt. Visiteuren, déi net esou gudd zu Fouss sinn an den Trëppelpad duerch de Bësch net wëllen huelen, kënnen hei an aller Sécherheet bis op dës Plaz spazéieren.

Zum Schluss wëll ech awer nach drop hiweisen, dass den Tourismusministère vu jee hir e besonneschen Akzent op dës touristesch Attraktioun geluecht huet. Et ass och esou, dass bei Projeten an dëser Regioun den Tourismusministère ëmmer eng féirend Roll gespillt huet an och an Zukunft wäert spillen.

Esou wëll ech an dësem Kontext zum Beispill ervirhiewen, dass déi al Millen am Mëllerdall mat der finanzieller Hëllef vum Tourismusministère restauréiert an als Touristenzenter ausgebaut gëtt.

Question 0086 (15.9.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la réglementation de la pratique de l'escalade en milieu naturel:

Duerch e Règlement grand-ducal vum 14. am Lenzmount 2002 «concernant la pratique de l'escalade en milieu naturel» gouf d'Klammen zu Bäerdref, der eenzeger Regioun vu Lëtzebuerg, wou dat praktizéiert gëtt, geregelt. Dëst war noutwendeg ginn, well ëmmer méi Biergsteiger d'Natur an dëser eemoleger Landschaft staark belaascht hunn an eng ganz Rei vu seelene Planzen an d'Fielsen, déi zu der europäescher «Habitat»-Zon gehéieren, hu misse geschützt ginn. Am Kader vun dem Règlement grand-ducal ass e «Permis d'Escalade» agefouert ginn fir d'Zuel vun de Biergsteiger kënnen ze reguléieren.

Doriwwer eraus gesäit dëse Règlement grand-ducal awer och vir, datt d'Klammen aus Grënn vum Ëmweltschutz ganz verbuede ka ginn. Am Ufank vun all Joer leet de Ministère d'Zuel vun de Permisë fest, déi dann op d'Joer oder fir e puer Deeg kënne verdeelt ginn.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi héich ass d'Zuel vun de «Permis d'escalade», déi all Joer vum Ministère festgeluecht gëtt? Wéi vill Permisë si säit A-Kraaft-Triede vum Règlement grand-ducal ugefrot an accordéiert ginn?
2) Si Verstéiss géint d'Bestëmmunge vum Règlement grand-ducal vum 14. am Lenzmount 2002 festgestallt ginn a wa jo, wat fir eng a wéi vill?
3) Hunn dës Moossnamen et erlaabt dës eemoleg Regioun besser ze schützen oder gëtt sech iwwerluecht, fir an dëser Regioun d'Klamme ganz ze verbidden oder nach méi anzeschränken? Oder awer huet sech d'Natur schonns esou wäit erholl, datt an Zukunft méi Permis d'escalade kënne verdeelt ginn, net zulescht fir den Tourismus an dëser Regioun ze förderen.
4) Konnten d'Schied un der Natur, déi de Ministère zum Handele gezwongen huet an der Tëschent alleguerte behuewe ginn? Wann neen, wat bleift nach ze maachen?

Réponse (15.10.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

Éischt Fro: An der Saison 2004 huet de Ministère 760 Jorespermisen erausginn a 584 Dagespermisen.

Zweet Fro: Jo, et sinn eng Rei Verstéiss zënter dem A-Kraaft-Triede vum Reglement am Lenzmount 2002 bei de Kontrolle festgestallt ginn. De Rapportë vun onse Beamte no waren dat zënter 2002 bis haut ronn 310 Verstéiss. Et huet sech all Kéier ëm Leit gehandelt, déi net am Besëtz vun engem perséinleche Klamm-Permis waren. Vun enger oder der anerer Ausnahm ofgesinn, hunn déi Leit ëmmer direkt den Uweisunge vun de Kontrolleure vun der Forstverwaltung gefollegt an hunn opgehal mat Klammen oder hunn esouguer direkt de Site verlooss. Et ass a kengem Fall ee Protokoll erstallt ginn, och net an deene puer Fäll, wou et Geprotestéiers a Gegrommels gouf. An engem Fall huet awer d'Police missen zu Hëllef geruff ginn, mä och do hu schlussendlech déi Leit dann awer gefollegt an hunn de Klotersite verlooss.

Drëtt Fro: Mat definitiver Sécherheet kann ee soen, datt d'Aféiere vum Klamm-Permis wesentlech derzou bäigedroen huet déi onkontrolléiert an deelweis chaotesch Zoustänn an der Wanterbaach zu Bäerdref ze verbesseren an domat natierlech déi empfindlech Biotopen ze schounen an ze schützen.

Wann déi aktuell Situatioun vun de Klammaktivitéite ka bäibehale ginn, ass kee Gronn a keng direkt Noutwendegkeet ginn, fir d'Klammen zu Bäerdref ze verbidden oder weider anzeschränken. Den Här Deputéierte schwätzt vun der Regioun, ech wëll drop opmierksam maachen, datt der aktueller Reglementatioun no, et esouwéisou nëmmen an der Wanterbaach erlaabt ass ze klammen, a soss an der Regioun néierens.

Bis d'Natur sech esou wäit erholl hätt, datt ee kéint drun denken, déi Permisen erëm ofzeschafen, ass et awer nach ee ganz laange Wee. Et ass esouguer bal méi wéi sécher, datt déi geschiedegt Biotope sech net an enger, mä vill méi eréischt no e puer Mënschegeneratioune kënnen oder wäerten erhuelen. Duerfir sinn déi entstane Schied a besonnesch d'Erosioun vill ze vill grouss. Et muss ee bedenken, datt d'Vegetatioun an d'Buedembildung op de Fielse Jorhonnerte brauch, fir sech ze bilden.

Déi véiert Fro ass schonns zum Deel an der drëtter Fro beäntwert ginn. Wat bleift nach ze maachen? Op alle Fall ass déi prekär Situatioun ganz genee am A ze behalen an dat net schonns zulescht, well de Site vun de Kloterfielsen an engem NATURA-2000-Gebitt läit. Ech erënneren un d'»Habitat-Directive 92/43 CEE» an d'Verflichtungen, déi sech dorauser erginn. Weider Kontrolle sinn also och nach an Zukunft noutwendeg, wat d'Permisen ugeet. D'Klammaktivitéite mussen ëmmer a geregelte Bunne lafen, alles muss ze iwwerblécke sinn, a bei geréngsten Unzeeche vun enger weiderer Degradatioun vun der Natur, muss de Minister esouguer kënnen de Site zäitweileg oder ganz spären. D'Reglement, wat a Kraaft ass, gëtt dem Minister dës Méiglechkeeten.

Question 0092 (16.9.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant les logements de service pour les membres de la police grand-ducale:

Il me revient qu'il existe de nombreux problèmes au niveau des membres de la police grand-ducale sur l'interprétation des articles 28 et 29 du règlement du 20 juin 2001 concernant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel du cadre de la police et les conditions d'admission à des services particuliers.

En effet, si l'on se réfère à ces articles, les membres de la police grand-ducale doivent habiter dans un certain périmètre pour pouvoir exercer leur fonction.

Cependant il me revient qu'un très grand nombre ne remplit actuellement pas ce périmètre et que ces membres de la police grand-ducale ne savent pas s'ils vont pouvoir continuer à exercer leur affectation actuelle.

Ce même article prévoit que le Ministre peut accepter des dérogations en l'espèce.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et de la Sécurité intérieure:

- Si Monsieur le Ministre peut me confirmer cette situation?
- De quelles manières Monsieur le Ministre compte accepter les dérogations concernant le périmètre d'habitation?
- Si Monsieur le Ministre peut me faire part du nombre de logements de service dont dispose la police grand-ducale?
- Si Monsieur le Ministre estime que ce nombre est suffisant ou s'il compte créer de nouveaux logements de service?
- Quelles sont les sanctions en cas de non-respect du périmètre d'habitation?
- Si Monsieur le Ministre ne pense pas qu'il serait opportun d'abandonner cette règle du périmètre d'habitation?

Réponse (15.10.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Le périmètre d'habitation poursuit deux objectifs que le Gouvernement actuel estime utile à maintenir:

- Assurer une disponibilité maximale pour le personnel assurant des permanences et éviter des délais importants en cas de mobilisation.
- Dans le cadre d'une police de proximité assurer que le personnel des commissariats de proximité soit intégré au sein de la population locale pour créer les liens et rapprochements nécessaires avec la population et les autorités locales. Cet objectif ne vise donc pas une disponibilité accrue mais une meilleure connaissance de la communauté et des problèmes locaux pour permettre une réaction adaptée des services policiers en cas de problème.

Les règles applicables en matière de périmètre d'habitation sont d'ailleurs respectées par la très grande majorité du personnel de la police et des dérogations ne peuvent être acceptées que dans des cas très exceptionnels.

En ce qui concerne les logements de service, la police grand-ducale dispose actuellement de 210 logements répartis sur tout le territoire national. Pour des raisons budgétaires il n'est pas envisagé d'augmenter ce nombre.

Question 0093 (17.9.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la création de nouveaux postes de conseillers à la Cour supérieure de Justice:

Dans un article paru aujourd'hui dans le «Tageblatt», le Vice-Président du syndicat national de la magistrature souligne le manque de conseillers à la Cour supérieure de Justice. En effet, le dernier plan pluriannuel a renforcé de manière considérable le nombre de juges au Tribunal d'arrondissement.

Comme le souligne, Monsieur Gehlen dans cet article, si on n'augmente pas le nombre de conseillers à la Cour, les délais pour pouvoir juger les appels des décisions de première instance ne peuvent avoir lieu plus rapidement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice et de la Sécurité intérieure:

- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun de créer de nouveaux postes de conseillers auprès de la Cour supérieure de Justice?
- Dans l'affirmative Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de postes de conseillers qu'il compte créer?

Réponse (28.9.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Par une loi du 24 juillet 2001 un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire, s'échelonnant sur les années judiciaires 2001 - 2002 à 2004 - 2005, a été arrêté. À l'époque aucune augmentation du nombre des conseillers près la Cour supérieure de Justice n'a été demandée.

Par courrier du 31 août 2004 Monsieur le Procureur général d'État a été invité à me faire tenir pour fin octobre 2004 ses propositions de renforcement des cadres de la magistrature, de l'Administration judiciaire et du SCAS pour la période de la présente législature, ceci après consultation des chefs de corps et des greffiers en chef. Conformément à l'accord de coalition, une nouvelle loi de programmation sera élaborée suite aux propositions de Monsieur le Procureur général d'État.

Question 0097 (21.9.2004) de Mme Anne Brasseur *(DP)* concernant la construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée technique du Centre:

L'extension du Lycée technique du Centre est prévue par la loi du 20 janvier 2003 relative à la construction d'un bâtiment annexe pour le Lycée technique du Centre à Luxembourg-Dommeldange.

Or, les travaux de construction n'ont toujours pas débuté, alors que le Lycée technique du Centre a besoin d'espace supplémentaire dans les meilleurs délais. D'après les renseignements du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle les travaux commenceraient début 2005 pour s'achever en 2007.

- Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons du délai important entre le vote du projet de loi afférent et le début effectif de la construction de l'annexe pour le Lycée technique du Centre à Luxembourg-Dommeldange?

Réponse (26.10.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

Après le vote de la loi du 20 janvier 2003 l'avant-projet détaillé avait été entamé par les architectes et bureaux d'études en charge. Ces études étant nécessaires avant de lancer la procédure d'autorisation commodo/incommodo, le dossier afférent a été introduit en date du 14 août 2003. Cette autorisation a été délivrée le 26 juillet 2004. Parallèlement, l'étude d'exécution a été faite, suivie de l'établissement des plans d'exécution et du cahier des charges pour la construction en entreprise générale à prix forfaitaire non révisable.

Il s'avère que cette forme de mise en adjudication, qui prévoit un descriptif jusqu'au dernier détail de la construction, a imposé un délai plus important pour les études qu'une adjudication par corps de métiers séparés. Voilà pourquoi les travaux de terrassement ont fait l'objet d'une soumission à part, ce qui a permis à l'Administration des Bâtiments publics de passer la commande en date du 9 septembre 2004 pour débuter ces travaux fin octobre 2004.

Les travaux de construction en entreprise générale ont été mis en adjudication moyennant une soumission publique en date du 15 septembre 2004, dont l'ouverture aura lieu le 25 novembre 2004.

L'achèvement de la construction est prévu pour la rentrée scolaire 2007/2008.

Question 0101 (22.9.2004) de Mme Nancy Arendt *(CSV)* concernant le tabagisme chez les femmes enceintes:

Selon des statistiques internationales, le niveau du tabagisme chez les femmes jeunes a rejoint celui observé chez l'homme. À part les nuisances causées par le tabagisme à la santé publique en général, le tabagisme d'une femme enceinte a des conséquences néfastes sur le bien-être du fœtus et du nouveau-né.

Ainsi, en cas de tabagisme maternel, le bébé peut avoir un poids inférieur de 350 à 400 grammes comparé aux trois kilogrammes qu'un enfant pèse en moyenne à la naissance. Il s'y ajoute le risque d'un accouchement prématuré (avant la 37e semaine) deux fois plus fréquent. Autres méfaits du tabac sont des métrorragies, un placenta bas inséré, un hématome rétro placentaire et la rupture prématurée des membranes. L'intoxication chronique due au monoxyde de carbone peut entraîner un retard de croissance intra-utérin dans le troisième trimestre de la grossesse.

Considérant ces risques, beaucoup de femmes enceintes arrêtent de fumer pendant la grossesse. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Combien de femmes fument au Luxembourg?
2. Est-ce qu'il existe des statistiques qui indiquent combien de femmes arrêtent la consommation de tabac pendant la grossesse et combien recommencent à fumer après l'accouchement?
3. Quels moyens sont déjà déployés par le Ministère afin d'encourager les femmes enceintes à arrêter le tabagisme?
4. Est-ce que Monsieur le Ministre envisage de lancer d'autres campagnes d'informations à cet égard?

Réponse (20.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les femmes fument toujours significativement moins que les hommes. Les chiffres de la dernière enquête (2003) effectuée par la Fondation luxembourgeoise contre le Cancer montrent que le tabagisme chez les femmes est resté constant ces dernières années. Actuellement 26% des femmes fument régulièrement, contre 39% des hommes. Il faut cependant remarquer que parmi les jeunes filles de 15-17 ans, autant de filles fument que de garçons (28%).

Nous ne disposons pas de données indiquant combien de femmes enceintes fument, combien d'entre elles arrêtent la consommation de tabac pendant la grossesse, et combien recommencent à fumer après l'accouchement.

Cependant, le fait que le tabagisme chute significativement chez les femmes du groupe d'âge 25-34 ans par rapport à celles du groupe d'âge 18-24 ans (33% contre 47%), et continue de chuter encore après (32% chez les femmes de 35-44 ans; 26% chez celles de 45-54 ans) peut être imputable en grande partie à une prise de conscience durant leur grossesse.

Tous les ans le Ministère de la Santé (Division de la Médecine préventive de la Direction de la Santé) lance une campagne multimédias et tout public, à l'occasion de la «Journée mondiale contre le tabac», proclamée par l'OMS le 31 mai.

Le thème proposé par l'OMS, et d'après lequel nos campagnes s'orientent, change chaque année. Ainsi, en 2005, il s'intitulera «les professionnels de la santé et le tabac». Antérieurement, les femmes avaient déjà été choisies comme public cible. Généralement la campagne annuelle comporte un dossier de presse avec communiqué du Ministre de la Santé à toute la presse écrite et parlée, un affichage abribus dans tout le pays, une diffusion large d'affiches DinA2 dans toutes les écoles, les lieux publics (ministères, autres), auprès des médecins, pharmaciens, centres médico-sociaux, laboratoires, hôpitaux, la diffusion de spots radio et TV/cinémas, la participation à des interviews et à des rédactions d'articles de presse sur le sujet, la publication d'annonces de presse, l'élaboration de brochures ou de dépliants d'information, ainsi que l'impression d'autocollants et de cartes pour «tables non fumeurs» destinées aux restaurants, bistrots, cafés.

Ces actions «généralistes» sont relayées par des actions de terrain, organisées par les ONG, en particulier la «Ligue médico-sociale» et la «Fondation luxembourgeoise contre le Cancer». Dans le cadre de ces actions de terrain, nous savons notamment que le personnel de la Ligue médico-sociale démarche systématiquement chaque femme nouvellement accouchée dans les maternités, pour la sensibiliser à l'importance de l'arrêt tabagique, dans le but de préserver sa santé et celle du nouveau-né. Différents matériels d'information et de sensibilisation sont distribués à cette occasion. Le même type de démarche est effectué auprès des gynécologues, afin de les stimuler à sensibiliser particulièrement leurs patientes enceintes. Une collaboration fructueuse existe également dans cette optique avec les associations de promotion de l'allaitement maternel (p.ex.: l'Initiativ Liewensufank).

Question 0109 (27.9.2007) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant le cas de légionellose à l'Hôpital Intercommunal Steinfort:

Et ass mer zougedroe ginn, datt am Spidol vu Stengefort ëmmer erëm Fäll vun der geféierlecher Krankheet Legionellose optrieden.

Kann den Här Gesondheetsminister mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1. Sinn dem Här Minister dës Fäll vu Legionellose bekannt a wa jo, wat sinn d'Grënn fir d'Optriede vun dëser geféierlecher Krankheet am Stengeforter Spidol?
2. Gouf et schonns Doudesfäll am Zesummenhank mat der Legionellose an dësem Spidol?
3. Wéi eng Moossname si bis elo ergraff ginn, fir d'Legionellose am Stengeforter Spidol ze bekämpfen?

Réponse (20.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Menge Servicer ass kee Fall vu Legionellose am Stengeforter Spidol gemellt ginn. An deenen néng éischte Méint vum lafende Joer ass an deem Haus och keng anormal Stierflechkeet festgestallt ginn am Verglach zu de Jore virdrun, mat Ausnahm vum Mount August, wou véier Leit gestuerwe sinn. Meng Déngschter hunn déi véier Doudesfäll op Grond vun den ausgestallten Doudeschäiner iwwerpréift. An deene véier Fäll scheed Longenentzündung, also och Longenentzündung als Folleg vun enger Legionellose, als Doudesursaach aus.

Allerdéngs hate se an deem Spidol e Problem vu Legionellen am Waasser. Fir deem entgéintzetriede sinn eng Rei Moossname getraff ginn, ënner anerem:

- Erhéijung vun der Temperatur vum Waarmwaasser,
- Eliminatioun vun doudege Sträng,
- Neiausstattung mat Krinn op sensibele Plazen (Duschen, Buedbidden asw.),
- Botzen an Desinfektioun vum ganze Réseau.

Question 0112 (28.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant l'assurance dépendance:

Nom Gesetz vum 19. Juni 1998, musse laut Artikel 365 vun der Fleegeversécherung all d'Geldleeschtungen am nofolgende Mount ausbezuelt gi wou se geschëllt sinn. Mengen Informatiounen no ass dëst am Prinzip ëmmer geschitt bis de 15. spéitstens vum jeeweilege Mount. Déi lescht Zäit heefe sech d'Meldungen, datt dësen Zäitpunkt net méi géif agehale ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi ass déi genee Prozedur an den Zäitraum fir dës Geldleeschtungen auszebezuelen?
2. Ass effektiv e Retard bei den Ausbezuelungen a wat sinn déi genee Ursaachen?
3. Wat sinn d'Konklusiounen, déi aus dësen Ursaache musse gezu ginn, fir datt dës verspéiten Ausbezuelungen net méi virkommen, well déi Betraffe si finanziell ganz oft net esou gutt gestallt ?

Réponse (20.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1) D'Gesetz iwwert d'Fleegeversécherung gesäit vir, datt Geldleeschtungen no deem Mount ausbezuelt ginn, fir dee se geschëllt sinn, eng Virbezuelung wéi bei de Pensiounen gëtt et also hei net. D'Gesetz gesäit allerdéngs net vir, datt déi Geldleeschtungen obligatorescherweis während deem Mount bezuelt musse ginn, deen no deem kënnt fir dee se geschëllt sinn, wéi een dat aus dem Här Deputéierte senger Fro kéint erausliesen.

D'Prozeduren an de Kalenner fir d'Liquidatioun, déi tëschent der UCM an dem CCSS festgehale goufen, gesi vir, datt d'Leeschtungen, déi fir ee bestëmmte Mount geschëllt sinn, während der Period vum 25. bis den 30. vun deem Mount gerechent ginn. Si ginn an der Period vum 10. bis de 15. de Mount drop, dënschdes oder freides, ausbezuelt. Den Intervall tëschent deenen zwou Perioden ass néideg, fir verschidden Donnéeën nach ze berücksichtegen, wéi zum Beispill Dout, Aliwwerung an e Spidol, Ännerungen um Behandlungsplang, Wiessele vum Réseau asw.. Normalerweis ginn d'Suen tëschent dem 15. an dem 20. vun all Mount op d'Konte vun den Interesséierten iwwerwisen.

All Ausbezuelunge vum Januar bis de Juli 2004 sinn no dësem Schema ofgelaf.

2) Fir déi fir den August 2004 geschëllte Leeschtungen ass e Retard opgetratt. D'Sue sinn eréischt den 30. September, also mat zéng Deeg Verspéidung iwwerwise ginn. Et schéngt och, wéi wann an eenzelne Fäll d'Suen den 1. oder den 2. Oktober op de Konte stoungen, woufir ech mech bei deene Betraffenen entschëllegen.

D'Ursaach vun dëser Verspéidung war en technesche Problem um Computer, deen no enger Coupure nei gestart huet misse ginn. Sämtlech Donnéeën hunn do missen iwwerpréift a verschiddener souguer manuell nei agesat ginn. Déi ganz Operatioun war eréischt de 24. September färdeg.

3) Et kann ee kee Computer honnertprozenteg géint eng méiglech Pann ofsécheren. An dësem spezielle Fall konnten d'Ursaache vum Feeler awer idendifizéiert an an Zesummenaarbecht mam Centre commun séier behuewe ginn.

Compte rendu des séances publiques
N° 2 – Session ordinaire 2004-2005

5e séance, mardi 16 novembre 2004
6e séance, mercredi 17 novembre 2004
7e séance, jeudi 18 novembre 2004

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Discours du Président Borrell à la Chambre des Députés

Commission, Turquie et siège du PE

En visite officielle à Luxembourg en date du 18 novembre 2004, le Président du Parlement européen M. Josep Borrell Fontelles s'est adressé aux député(e)s luxembourgeois(es) réuni(e)s en séance publique. Quatre sujets ont dominé son discours. M. Borrell a tout d'abord commenté les discussions précédant l'investiture de la nouvelle Commission Barroso intervenue le même jour grâce au vote largement favorable de son assemblée: «À aucun moment je considérais qu'il s'agissait d'une crise institutionnelle. Ce qui s'est passé s'inscrit tout à fait dans les normalités du débat démocratique», a-t-il dit avant de conclure: «Nous avons donc une Commission plus forte, un Parlement plus crédible, et c'est l'Europe toute entière qui y gagne.»

Autres sujets: l'éventuelle ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie et le débat sur la future Constitution européenne. M. Borrell a fait l'appel d'éviter tout amalgame entre ces deux sujets: «Le hasard de l'histoire a voulu que la question de la Turquie ait lieu au moment de la question de la Constitution. Et j'ai bien peur, et vous aussi, je pense, que la question turque ne contamine le débat constitutionnel. On court le risque que les citoyens répondent «en turc» à la question sur la Constitution européenne. Ces questions n'ont rien à voir l'une avec l'autre. Chaque chose en son temps.»

Finalement le Président du Parlement s'est clairement prononcé en faveur de Luxembourg comme un des trois lieux de travail de son institution: «J'ai toujours dit et je le répète ici et pas seulement parce que je suis à Luxembourg aujourd'hui, que nous avons trois lieux de travail, que ça fait partie de l'histoire de l'Europe, que c'est comme ça que les traités définissent le travail de nos institutions et que c'est inutile d'en discuter plus, parce que c'est comme ça et pour très longtemps.» La politique immobilière du Parlement serait d'ailleurs la meilleure preuve de la volonté du PE de pérenniser sa situation à Luxembourg (cf. verbatim du discours aux pages 70 à 71 de ce compte-rendu).



(Photo: Luxemburger Wort)



(Photo: Luxemburger Wort)

Le Premier Ministre turc à la Chambre des Députés

Erdoğan revendique une chance équitable



«Il n'y a aucune raison que l'islam empêche mon pays de se développer en véritable démocratie à l'occidentale!» Selon le Premier Ministre de la République de Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan, les doutes existants à cet égard ne peuvent être liés qu'à une mauvaise compréhension et interprétation de la croyance prédominante dans son pays. Mais malgré cette prédominance de l'islam «la Turquie est un État laïque désireux d'adhérer à une Union laïque, et non pas à un club chrétien» a-t-il dit le 17 novembre 2004 devant une délégation parlementaire luxembourgeoise composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Pour le Premier Ministre turc, «il est clair que les négociations devront aboutir un jour à l'adhésion de la Turquie». Quand? M. Erdoğan s'est refusé à tout pronostic: «Nous n'accordons aucune importance à cette question. Mais je puis vous assurer que nous travaillons jour et nuit pour y arriver dans les meilleurs délais.»

En contrepartie, le Premier Ministre espère que la demande d'adhésion soit traitée de la même manière que les demandes d'autres pays. «L'UE a énoncé des règles de jeu claires et nettes: Il serait inacceptable qu'elle les change en cours de route.» Dans un même ordre d'idées, M. Erdoğan verrait d'un mauvais œil l'organisation de référendums sur l'adhésion de son pays dans un ou plusieurs États membres de l'Union européenne. «Jamais dans l'histoire de l'UE une demande d'adhésion n'a été soumise au vote populaire. Nous considérerions une telle démarche comme discrimination.»

Avant son entrevue avec la délégation élargie, M. Recep Tayyip Erdoğan s'était entretenu en tête-à-tête avec le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Le Président de la Chambre a reçu MM. John Castegnaro et Robert Weber



A quelques jours de son départ de la présidence de l'OGB-L, M. John Castegnaro a été reçu par le Président de la Chambre des Députés. M. Lucien Weiler a fait part au président de l'OGB-L de tout le respect qu'il porte à son engagement exemplaire pour la cause sociale. Le Président de la Chambre a remercié M. Castegnaro de son action durant un quart de siècle. «La fin de mon mandat syndical ne met pas un terme à mon engagement» a dit M. Castegnaro, qui a souligné son intention de le poursuivre e.a. au niveau politique en tant que membre de la Chambre des Députés.

Au cours de l'entretien, M. Castegnaro a réitéré son opposition au projet du Gouvernement de faire financer le forfait d'éducation (dit «Mammerent») par le biais des caisses de pension. «Je comprends vos arguments, mais désamorçons la polémique!» a dit M. Weiler. Le Premier Ministre ayant proposé un dialogue sur ce sujet controversé, le Président de la Chambre préconise d'attendre les conclusions de ce dialogue avant de continuer le débat public.

***

Quelques jours après sa reconduction à la tête du LCGB, M. Robert Weber a été reçu à la Chambre des Députés par le Président M. Lucien Weiler. Le Président a félicité M. Weber d'avoir été plébiscité au récent congrès national de son syndicat. Après avoir fait un tour d'horizon des principaux sujets de l'actualité sociale - déficit des caisses de maladie, chômage, financement du forfait d'éducation (dit «Mammerent») - les deux présidents se sont penchés sur une réflexion lancée récemment par M. Weber.

Dans un article de presse, le président du LCGB s'était interrogé sur le rôle des syndicats dans un monde en mutation. Il avait notamment soulevé la question si les syndicats ne s'étaient pas trop éloignés des soucis et problèmes de celles et ceux qu'ils étaient censés représenter. Les deux présidents ont eu à un échange de vues approfondi sur cette remise en question. «Une réflexion nécessaire et utile» selon M. Weiler «afin que les syndicats puissent continuer à jouer un rôle de première importance en ces temps difficiles.» Aux yeux des deux présidents, la Tripartite est et devra rester l'instrument privilégié du modèle social luxembourgeois.



Visite officielle de M. Terry Davis

Recentrer les activités



M. Terry Davis signe le Livre d'or de la Chambre des Députés, entouré de Mme Anne Brasseur, M. Marcel Glesener, M. Niki Bettendorf, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, Mme Nancy Arendt et M. Xavier Bettel (de gauche à droite).

Dans le souci d'éviter un trop de double emploi avec d'autres institutions européennes et internationales, le nouveau Secrétaire général du Conseil de l'Europe M. Terry Davis entend recentrer les activités de son organisation. «Je souhaite qu'à l'avenir le Conseil de l'Europe joue un rôle primordial dans quelques domaines bien définis» a-t-il dit le 25 novembre 2004 au cours d'un entretien à la Chambre des Députés, en citant notamment la promotion de la culture ou encore la lutte contre le racisme et la torture.

Le Secrétaire général déplore le manque de visibilité du Conseil de l'Europe dans l'opinion publique. Une nouvelle stratégie de communication qui commencera à être élaborée dès le début de l'année prochaine devrait y remédier.

M. Davis n'a pas caché que, sans la Cour des Droits de l'Homme, le manque de visibilité du Conseil de l'Europe serait encore plus éclatant. Or, cette Cour, «victime de son propre succès», risque d'être paralysée par le nombre énorme d'affaires dont elle est saisie. Rien qu'en 2004 elle a été saisie de plus de 45.000 doléances. «Nous réfléchissons actuellement aux moyens à mettre en œuvre pour permettre à la Cour de continuer à rendre ses jugements dans des délais raisonnables.» Non sans un brin d'ironie, le Secrétaire général a ajouté qu'une chose était sûre: «De meilleurs jugements des juridictions nationales déchargeraient la Cour de beaucoup de soucis …».

Sans rentrer dans le détail des récents événements autour des élections présidentielles en Ukraine, M. Terry Davis a préconisé devant la délégation luxembourgeoise une éducation à la démocratie à l'intention des pays toujours fragiles: «Montrons à eux le fonctionnement de nos systèmes démocratiques. Je pense qu'une telle démarche est plus utile que d'aller dans ces pays pour leur donner des leçons».

M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe depuis le 1er septembre dernier, a été reçu à la Chambre des Députés par le Vice-Président M. Niki Bettendorf. Il s'est ensuite entretenu avec une délégation composée de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la délégation luxembourgeoise à l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, à savoir: MM. Ben Fayot et Marcel Glesener, Mmes Lydie Err, Anne Brasseur et Nancy Arendt ainsi que M. Xavier Bettel.

XVIIe Assemblée régionale Europe de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie a représenté le Grand-Duché lors de l'Assemblée régionale Europe de l'APF qui s'est tenue à Saint-Vincent (Vallée d'Aoste) du 26 au 30 octobre 2004. 17 sections européennes de l'APF avaient répondu à l'invitation de la section valdôtaine.

Dans le cadre des travaux, M. Scheuer présidait la commission analysant la place de la francophonie dans l'Europe élargie et qui se penchait en outre sur l'avenir des minorités linguistiques. Autre sujet des discussions: La coopération décentralisée, un puissant facteur de démocratie locale et de rapprochement des peuples. C'est à travers la réalisation d'actions concrètes au profit des populations locales, comme par exemple des jumelages ou des échanges au niveau scolaire et professionnel, que la coopération décentralisée peut établir un véritable partenariat entre les peuples. La francophonie n'est pas une fin en soi, mais permet de s'enrichir des différences de l'autre et de partager, à travers cette diversité, certaines valeurs communes telles le respect des minorités et celui des droits de l'homme.

La solidarité francophone est un principe qui trouve sa place dans le préambule de la Charte de la Francophonie et qui fait du partage d'une langue commune un facteur d'action communautaire au service de la paix, de la coopération et du développement. «La solidarité des peuples apparaît comme une solution face au risque d'isolement et de marginalisation et dans la lutte contre la pauvreté», telle était la position du gouvernement burkinabé en vue du Sommet de la Francophonie qui s'est tenu les 26 et 27 novembre au Burkina Faso et qui a eu comme thème «La francophonie, un espace solidaire pour un développement durable».



Mme Sonja Benassutti, secrétaire administrative de la délégation luxembourgeoise, et M. Jos Scheuer, Trésorier de l'APF

Subsidiarité, semaine européenne et échange d'informations entre Parlements

Les représentants des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des États membres, des pays candidats et du Parlement européen se sont réunis les 22 et 23 novembre 2004 à La Haye dans le cadre de la XXXIIème COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes). La délégation de la Chambre des Députés se composait de M. Laurent Mosar, Président de la délégation, ainsi que de M. François Bausch, M. Ben Fayot et M. Gast Gibéryen.

Les parlementaires ont étudié les systèmes de contrôle du respect du principe de subsidiarité que les Parlements sont en train de mettre en place dans le contexte du mécanisme d'alerte précoce. Introduit par la Constitution européenne, ce mécanisme permettra à tout Parlement national d'un État membre, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, d'adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Dans le cas où un tiers des Parlements concluent au non-respect du principe de subsidiarité, le projet de la Commission européenne doit être réexaminé.

La délégation luxembourgeoise a plaidé en faveur de l'implication de toutes les Commissions parlementaires concernées dans les dossiers européens, de manière à ne pas en réserver l'examen aux Commissions des Affaires européennes.

Les représentants parlementaires ont conclu dans ce contexte qu'ils ont un intérêt certain à échanger leurs conclusions en matière du contrôle du respect du principe de subsidiarité.

Donnant suite à un document intitulé «Declaration on the role of national parliaments to raise national European awareness», établi par deux membres néerlandais de la Convention sur l'avenir de l'Europe, les parlementaires ont lancé un appel à la Conférence des Présidents des Parlements afin de déterminer une semaine pour débattre sur le programme législatif annuel de la Commission européenne.



(de gauche à droite) M. François Bausch, M. Laurent Mosar, M. Ben Fayot, M. Gast Gibéryen

50ème session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN



(de gauche à droite) M. Fred Sunnen, Mme Lydia Mutsch, M. Marc Angel, Mme Colette Flesch, M. Jean-Pierre Koepp

M. Marc Angel, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch, Mme Lydia Mutsch et M. Jean-Pierre Koepp ont représenté la Chambre des Députés à la 50ème session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée du 12 au 16 novembre 2004 à Venise.

L'Assemblée a adopté des résolutions concernant les moyens pour faire face à la prolifération nucléaire, la reconstruction et le développement en Iraq et en Afghanistan après les conflits, les opérations de l'OTAN en Afghanistan, la relance du dialogue transatlantique en matière de sécurité ainsi que la traite des enfants.

Les 300 parlementaires des 26 pays membres de l'OTAN et des 13 délégations associées ont également discuté sur la lutte contre le terrorisme, les capacités et les nouveaux partenariats de l'OTAN.

Dans le cadre de la réunion conjointe de l'Assemblée de l'OTAN et du Conseil de l'Atlantique Nord, M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN a expliqué que «Le renforcement du rôle politique de l'OTAN requiert (…) une culture du débat». Une culture où les discussions sur l'avenir du Kosovo, de l'Afghanistan et même de l'Iraq, ne sont pas des exceptions, mais la règle. Une culture où les Alliés n'abordent pas les aspects fondamentaux de la sécurité dans le seul but de parvenir à un consensus ou de prendre une décision, mais aussi pour échanger des points de vue, même si cela n'aboutit qu'à un «accord sur l'existence d'un désaccord». Nous ne devons pas nous accrocher à l'idée qu'une discussion au Conseil de l'Atlantique Nord doit toujours se conclure par un consensus sur une opération militaire.

Un autre orateur, à savoir le Général James Jones, Commandant Suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), a déclaré que «L'OTAN se transforme. Elle est toujours considérée comme une institution utile et son action peut influer sur le cours des événements. Elle deviendra ce que l'on veut qu'elle soit, et je suis persuadé que, comme au XXe siècle, elle représente un des meilleurs espoirs de sécurité et de stabilité pour l'avenir.»

Site internet de l'AP-OTAN: www.nato-pa.int

Visite de la Grande Commission de l'Eduskunta en vue de la présidence luxembourgeoise en 2005

Une délégation de la Grande Commission de l'Eduskunta, le Parlement de la Finlande, a rencontré en date du 24 novembre 2004 les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés. La délégation luxembourgeoise était composée par Mme Nancy Arendt, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, M. Charles Goerens, M. Jean-Pierre Koepp et M. Michel Wolter.

Lors de leur entrevue, les parlementaires ont discuté des relations entre le Parlement européen et les Parlements nationaux, de l'examen parlementaire des dossiers européens, de la future présidence luxembourgeoise de l'Union européenne ainsi que de la ratification de la Constitution européenne. Les députés ont en outre profité de l'occasion pour informer leurs homologues finlandais sur le référendum qui se déroulera le 10 juillet 2005.

À noter que la Chambre des Députés organisera notamment en mars 2005 une réunion des Présidents des Commissions des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne, des pays candidats et du Parlement européen et au mois de mai 2005 une réunion de délégations des Commissions des Affaires européennes, regroupées dans la Conférence des Organes spécialisés dans les Affaires communautaires et européennes (COSAC).



Les délégations finlandaise et luxembourgeoise

Die OSZE-Sonderbeauftragte für Menschenhandel in Luxemburg

„Der Worte sind genug gewechselt …“

„… lasst mich auch endlich Taten sehen!“. Helga Konrad, die Sonderbeauftragte für Menschenhandel der Organisation für Sicherheit und Zusammenarbeit in Europa (OSZE), hält die bestehenden Bestimmungen zur Bekämpfung des Menschenhandels in internationalen Erklärungen und nationalen Gesetzgebungen für ausreichend. Die Defizite lägen vielmehr an der Anwendung der bestehenden Maßnahmen, sagte sie am 15. November 2004 im Rahmen einer Unterredung mit einer Delegation der „Chambre des Députés“.

Im Gegensatz zur luxemburgischen Abgeordneten Lydie Err, die eine engere Verknüpfung des Begriffs Menschenhandel mit dem Thema Prostitution verlangt, plädiert die Sonderbeauftragte der OSZE für eine weitere Ausdehnung des Begriffs: Eine wirksame und globale Bekämpfung des Menschenhandels müsse auch Phänomene wie Zwangsarbeit, Schuldknechtschaft, Kinderhandel oder Zwangsheirat berücksichtigen.

Vorrangig gehe es darum, die Opfer von Menschenhandel zur Aussage zu ermutigen. In diesem Zusammenhang seien Auffangstrukturen für aussagewillige Opfer und besondere Maßnahmen im Bereich Zeugen- und Opferschutz unabdingbare Voraussetzungen.

Frau Konrad wurde von Lucien Weiler, dem Präsidenten der „Chambre des Députés“ empfangen. Neben Lydie Err nahmen auch die Abgeordneten Alex Bodry und Niki Bettendorf an der Unterredung teil.



(von links nach rechts) Herr Alex Bodry, Frau Lydie Err, Frau Helga Konrad, Herr Lucien Weiler, Herr Niki Bettendorf

Visite à Luxembourg du Vice-Premier Ministre chinois

«Relations exemplaires»



(de gauche à droite) M. Huang Ju, M. Alex Bodry, M. Lucien Weiler

Malgré toutes les différences qui séparent la République Populaire de Chine et le Grand-Duché de Luxembourg - du système politique à la taille du pays -, les relations sino-luxembourgeoises sont au beau fixe. Au cours d'un entretien avec une délégation de la Chambre des Députés le 15 novembre 2004, le Vice-Premier Ministre chinois M. Huang Ju les a qualifiées d'«amicales et globales» et leur a promis un «bel avenir».

Même si la coopération bilatérale ne se limite pas aux échanges commerciaux, c'est bel et bien le domaine économique qui offre les plus belles opportunités de développement. Dans le secteur de la sidérurgie par exemple, où l'expérience luxembourgeoise serait - d'après M. Huang Ju - «sans doute d'une grande utilité pour les efforts de restructuration de notre industrie métallurgique». Ou encore dans le domaine financier, où la Chine espère pouvoir compter sur le know-how de la place financière luxembourgeoise et dans la formation du personnel et dans les projets de privatisation des banques nationales chinoises. Finalement, le Vice-Premier Ministre a esquissé une troisième piste permettant d'approfondir les liens: des investissements d'entreprises luxembourgeoises venant s'installer sur un marché de 1,3 milliards de personnes dont les régions de l'ouest et du centre seraient particulièrement intéressantes, selon M. Huang Ju, vu qu'au niveau du développement économique elles étaient restées quelque peu arriérées. «Nous avons discuté toutes ces options la semaine dernière durant la visite officielle de votre Premier Ministre en Chine» a-t-il dit: «Maintenant il s'agit de les concrétiser rapidement!»

La délégation luxembourgeoise, présidée par M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, se composait par ailleurs de Mme Lydie Err et de MM. Ben Fayot, Niki Bettendorf, Laurent Mosar, Henri Grethen, Alex Bodry, François Bausch, Charles Goerens, Robert Mehlen, Roger Negri, Lucien Thiel et Norbert Haupert.

Eveline Herfkens à la Chambre des Députés

C'est dans la perspective de la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne au cours du premier semestre 2005 que la coordinatrice exécutive du Secrétaire général des Nations Unies pour la Campagne de promotion des objectifs du millénaire pour le développement, Mme Eveline Herfkens, a placé ses différents entretiens à Luxembourg, dont l'entrevue avec une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés.



Madame Herfkens entourée des membres de la délégation luxembourgeoise

Mme Herfkens s'est dite «soulagée et contente» du fait que le Gouvernement luxembourgeois assumera la Présidence du Conseil à un moment crucial dans la préparation de la réunion de haut niveau prévue à New York en septembre 2005. Cette réunion est appelée à faire un premier bilan de la réalisation des différents objectifs du millénaire, adoptés en septembre 2000 et visant une réduction substantielle de la pauvreté au niveau mondial jusqu'en 2015. Elle espère que le Luxembourg - lui-même très bon élève en matière de politique de développement - pourra pousser les autres pays membres de l'Union à augmenter leur contribution à la lutte contre la pauvreté. «Mais pour cela il faudra que le sujet soit discuté non seulement à l'échelle des ministres compétents, mais également au niveau du Conseil ECOFIN», a-t-elle ajouté.

La délégation luxembourgeoise était présidée par M. Charles Goerens, Vice-Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, et se composait par ailleurs de Mmes Lydie Err et Nancy Arendt ainsi que de MM. Michel Wolter, Jean Huss, Jacques-Yves Henckes et Marc Angel.

Visite à Strasbourg

Sur invitation de M. Jean Spautz, Président honoraire de la Chambre des Députés qui - depuis les élections européennes du 13 juin 2004 - siège au Parlement européen, une délégation du Greffe de la Chambre des Députés et des groupes parlementaires s'est rendue à Strasbourg en date du 15 novembre 2004 pour y visiter l'assemblée parlementaire de l'Union européenne. Au cours de la visite, M. Spautz a été rejoint par trois autres eurodéputés luxembourgeois, à savoir Mme Astrid Lulling, MM. Robert Goebbels et Claude Turmes, pour répondre aux questions de leurs hôtes.

L'assistance aux tribunes à une séance plénière du Parlement européen a clôturé cette visite.



Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Communications
3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés
4. Heure de questions au Gouvernement
   - Question N° 8 du 15 novembre 2004 de Madame la Députée Martine Stein-Mergen au sujet de l'information des parents en matière des infections au molluscum contagiosum, adressée au Ministre de la Santé
   - Question N° 9 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Xavier Bettel au sujet de la mise en œuvre pratique de la loi sur le partenariat, adressée au Ministre de la Justice
   - Question N° 10 du 12 novembre 2004 de Monsieur le Député Roger Negri au sujet des conditions à respecter et des mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (route du Nord) prévues par la loi du 27 juillet 1997, adressée au Ministre de l'Environnement et au Ministre des Travaux publics
   - Question N° 11 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Aly Jaerling au sujet des pensions dans le secteur privé, adressée au Ministre de la Sécurité sociale
   - Question N° 12 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Marcel Glesener au sujet de la professionnalisation accrue de l'armée luxembourgeoise, adressée au Ministre de la Défense
   - Question N° 13 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf au sujet du réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck, adressée au Ministre des Travaux publics
   - Question N° 14 du 12 novembre 2004 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol concernant les démarches futures du Gouvernement au sujet des décisions prises par l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre de la Sécurité sociale
   - Question N° 15 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Emile Calmes concernant l'adhésion de la commune de Bastendorf au Syndicat du Crématoire de Luxembourg, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des Caisses de Maladie, adressée au Ministre du Trésor et du Budget
   - Question N° 16 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet des répercussions budgétaires des récentes décisions de l'Assemblée générale de l'Union
   - Question N° 17 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet d'une introduction éventuelle d'une taxe sur l'occupation de logements destinés à l'habitation et utilisés à des fins commerciales, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
   - Question N° 18 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet des mesures de sécurité au bâtiment scolaire "Jenker" du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange, adressée au Ministre des Travaux publics
5. Interpellation de M. Henri Kox relative à la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux

   (Discussion générale - Motions et résolution - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

Une autre voix.- Dach.

(Interruption et hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dach, Här President.

(Hilarité)

M. le Président.- Dir musst lech eens ginn.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- D'Regierung déposéiert de Projet de loi iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun.

- Projet de loi 5399 modifiant 1. l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum 2. l'article 45 de la loi du 12 septembre 2003 relative au revenu des personnes handicapées

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vum Här Aarbechtsminister vum Projet de loi iwwert d'Erhéijung vum Mindestloun. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommissioun verwisen.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. 5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Dépôt: M. le Ministre des Finances, le 05.11.2004

2. 5392 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.11.2004

3. 5393 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.11.2004

4. 5394 - Projet de loi portant sur l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

Dépôt: M. le Ministre de la Défense, le 10.11.2004

5. 5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service ré-éducatif ambulatoire (SREA)

Dépôt: Mme le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 10.11.2004

6. 5396 - Projet de loi portant approbation - de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958 et approuvé par la loi du 1er août 1971 (Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions); - de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2004

7. 5397 - Projet de loi portant approbation - de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001; - du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2004

8. 5398 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2003

Dépôt: M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 15.11.2004

3) M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés et Trésorier international de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie, a représenté le Grand-Duché lors de l'Assemblée régionale Europe de l'APF qui s'est tenue à Saint-Vincent (Vallée d'Aoste) du 26 au 30 octobre 2004. 17 sections européennes de l'APF avaient répondu à l'invitation de la section valdôtaine.

Dans le cadre des travaux, M. Scheuer présidait la commission analysant la place de la francophonie dans l'Europe élargie et qui se penchait en outre sur l'avenir des minorités linguistiques.

La coopération décentralisée, un puissant facteur de démocratie locale et de rapprochement des peuples

C'est à travers la réalisation d'actions concrètes au profit des populations locales, comme par exemple des jumelages ou des échanges au niveau scolaire et professionnel, que la coopération décentralisée peut établir un véritable partenariat entre les peuples. La francophonie n'est pas une fin en soi, mais permet de s'enrichir des différences de l'autre et de partager, à travers cette diversité, certaines valeurs communes telles le respect des minorités et celui des droits de l'homme.

La solidarité francophone

Il s'agit là d'un principe qui trouve sa place dans le préambule de la Charte de la Francophonie et qui fait du partage d'une langue commune un facteur d'action communautaire au service de la paix, de la coopération et du développement. „La solidarité des peuples apparaît comme une solution face au risque d'isolement et de marginalisation et dans la lutte contre la pauvreté": Telle est la position du Gouvernement burkinabé en vue du prochain Sommet de la Francophonie qui se tiendra les 26 et 27 novembre au Burkina Faso et qui aura comme thème „La Francophonie, un espace solidaire pour un développement durable".

4) Par lettre du 10 novembre 2004, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte de la résolution et de la recommandation adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 14 octobre 2004:

- résolution sur la Géorgie;

- recommandation sur le futur de l'Espace de liberté, de sécurité et de justice ainsi que sur les conditions pour en renforcer la légitimité et l'efficacité.

3. Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés

Op Virschlag vun der Presidentekonferenz froen ech d'Chamber, ob si domat averstanen ass de Projet de loi 4546 iwwert d'Structures de long séjour vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtten hu mer eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Oppositioun.

Als Éischt hu mer d'Fro N° 8 vun der Madame Martine Stein-Mergen un de Gesondheetsminister iwwert d'Informatioun un d'Eltere bei verschiddenen Infektiounskrankheeten. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 8 du 15 novembre 2004 de Madame la Députée Martine Stein-Mergen au sujet de l'information des parents en matière des infections au molluscum contagiosum, adressée au Ministre de la Santé

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President.

Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Molluscum contagiosum ass eng Hautkrankheet mat engem Pouke-Virus; de Koseng vum Variola-Virus, dee jo ausgerott ass. Hie gëtt bis fënnef Millimeter grouss, gläicht enger décker Waasserpouk a wann een drop dréckt, da kënnt dee Bräi eraus, deen en esou ustiechend mécht; souwuel fir den eegene Kierper wéi och a Kontakt mat anere Leit.

Dës Krankheet ass weder gefèierlech nach huet se e groussen Impakt op d'öffentlech Gesondheet. D'Ursaach, firwat dass ech déi Fro awer wollt stellen, ass, dass se an de leschte Joren ëmmer méi heefeg gëtt. Fréier war dës Krankheet nämlech sielen. Se war ze fanne bei immuninkompetenten, also schwéier kranke Leit, oder si war als geschlechtlech iwwerdroe Krankheet bekannt.

Eng Ursaach fir d'Progredienz ass wahrscheinlech déi, dass mer net méi géint d'Pouke gëimpft ginn an dass onsere Kierper keng Immunkompetenz géint dës Famillje vu Viren huet.

Eng aner Ursaach ass awer sécher och den nidderege Bekanntheetsgrad vun der Krankheet, deen da bei deene Betraffenen zu zwou ënnerschiddleche Reaktioune féiert. Déi éischt ass Panik bei deene Leit an Elteren, déi an engem medizineschen Dictionnaire liesen, dass

et sech eben ëm eng geschlechtlech iwwerdroe Krankheet handelt oder eng Krankheet vu schwéier kranke Leit; an déi zweet Reaktioun ass einfach ignoréieren, wat dann erëm dozou féiert, dass d'Krankheet ëmmer méi heefeg gëtt. Mir begéine Patienten, déi 50, alt bis 100 verschidde Lésiounen um Kierper hunn.

Meng Fro ass also déi: Gesat d'Heefegkeet vun der Krankheet an den Onbekanntheetsgrad, froen ech mech, ob et net wichteg wier eng Informatiounscampagne ze starte fir d'Leit ze informéieren, fir op där enger Säit ze verhënneren, dass se ze vill Angscht virdrun hunn, an op där anerer Säit dass se sech esou fréi behandele loossen, dass se d'Krankheet net kënne viruginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech muss lech gestoen, dass ech de Moien, wéi ech d'Fro kritt hunn, eppes bäigeléiert hunn, well wéi déi meescht vun lech hunn ech bis de Moien de Molluscum contagiosum nach net kannt. Ech hu mech du bei eise Servicer klug gemaach, wéi et lech net wäert iwwerraschen. Si hunn deen Erreeger mat komeschem Numm kannt a si huelen en och, wann en u sech harmlos ass, ganz eescht. Preventioun an de Piscinen an Informatioun duerch d'schoulmedezinesch Servicer gi gemaach. Wann dee Virus optaucht, wann déi Knippercher op den Hänn oder op den Äerm oder op anere Plazen optauchen, reagéieren eis schoulmedezinesch Servicer an informéieren d'Elteren, dass et Methode gëtt, déi net ganz komplizéiert sinn, fir dee Mollusque lass ze ginn.

Et ass effektiv esou, dass en ustiechend, awer harmlos ass. Dat heescht, et brauch ee sech keng Suergen ze maachen, dass elo eppes Schlëmmeres géif geschéien, an et ass och net esou, wei d'Madame Stein richteg gesot huet, dass d'Ustiechung iwwer Geschlechtsrelatioune géif geschéien. Et ass am Contraire esou, dass dat dote meeschtens duerch einfachen Hautkontakt entsteet.

Wéi gesot duebel Aktioun, preventiv doduerch, dass mer systematesch haaptsächlech an de Piscinë seriö Preventioun maachen, zweetens dass mer d'schoulmedezinesch Servicer unhalen, fir dat seriö ze huelen.

An dann drëttens zur Fro vun der Madame Stein-Mergen, ob mer géife wëllen eng Informatiounscampagne doriwwer maachen. Do muss ech lech soen, dass ee mat Informatiounscampagnen a mat Campagnen insgesamt sollt spuersam ëmgoen, well mer hunn e ganze Koup Campagnen déi sech joen. Wann een d'Wierksamkeet vun de Campagnë wëllt halen, da muss een net nëmmen informéieren, mä et muss ee kucken, dass no der Informatioun, no der Sensibiliséierung och eng Aktioun kënnt; sou dass ech d'Fro am Raum gestallt loossen, ob et noutwendeg ass hei eng grouss Informatiounscampagne ze maachen.

Ech géif et éischter punktuell maache wa systematesch a Schoulen déi dote Krankheet optaucht, dass een dann iwwer anstännegt Informatiounsmaterial, wou d'Santé driwwer verfügt, d'Elteren informéiert, dass se sech keng gréisser Suerge brauchen ze maachen, dass se bei hiren Dokter solle goen an dass et gutt Methode gëtt, fir de Molluscum contagiosum schnell lass ze ginn a fir de Molluscum net méi contagiéis ze maachen, well wann e fort ass, da stécht en och net méi un.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Ech stelle fest, dass den Här Di Bartolomeo excellent Äntwerte ka ginn, och an dräi Minutten, obschonns der Regierung véier Minutten als Zäit zur Verfügung stinn.

(Brouhaha général)

Déi nächst Fro ass déi vum Här Xavier Bettel un de Justizminister iwwert d'Ëmsetzung vum Partenariatsgesetz. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 9 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Xavier Bettel au sujet de la mise en œuvre pratique de la loi sur le partenariat, adressée au Ministre de la Justice

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi Dir wësst ass d'Entrée en vigueur vum Gesetz iwwert d'Partenariat elo zwou Wochen ongefeier al, obwuel verschidde Buergermeeschteren, verschidde Gemenge grouss ugekënnegt hunn, se hätten déi éischt gemaach, wëll ech hei den Här Bodry net enttäuschen a virun allem net erofmaachen, well en net hei ass, mä ech muss em awer leider soen, dass d'Gemeng Lëtzebuerg an d'Gemeng Wëntger virun him der scho célébréiert haten. Mä bon.

Wéi gesot, et si scho verschidde Koppelen, Här Minister, déi sech presentéiert hunn op de Gemengen, déi am Ausland bestuet waren, wat jo an der Belsch elo zum Beispill méiglech ass, an déi dann hei zu Lëtzebuerg gefrot hu fir kënnen ee Partenariat anzegoen, an déi du gesot kritt hunn: Neen, dat geet net, well d'Konditioun hei zu Lëtzebuerg ass déi vum Célibat. De Problem ass: D'Hochzäit vun deene gläichgeschlechtleche Koppele gëtt awer hei zu Lëtzebuerg net unerkannt. Wat heescht dat? Wa mir jo awer da soen, se kéinten net e Partenariat agoen, well se bestuet sinn, heescht dat implicitement, dass hinnen awer dann d'Rechter vum Mariage, déi se an der Belsch jo da kritt hunn, hei missten unerkannt ginn?

Et geet méi wäit. Leit, déi an der Belsch bestuet gi si mat enger Persoun aus engem Pays tiers an déi dann hei op Lëtzebuerg kommen, déi da gesot kréien dass d'Openthaltsgenehmegung vun hirem Partner, obwuel se bestuet sinn, hei zu Lëtzebuerg net géif gëllen a se wa méiglech d'Land sollte verloossen, wa se net regulariséiert géife ginn, obwuel se bestuet gi sinn.

An dann, Här President, gëtt et och nach eng ganz Rëtsch vu Froen, en point de vue Applikatioun a verschiddenen Administratiounen, wéi zum Beispill am Enregistrement, wou d'Notairë keng Circulaire kritt hu wou se wësse géife wéi se ganz genau sollen d'Partenariatsgesetz elo upassen.

Wier et net opportun, Här Minister, fir elo justement, dass all Instanz, déi an deem Partenariatsgesetz op jidde Fall matzeschaffen huet, gutt informéiert wär, fir dann och kënnen deene concernéierte Leit déi bescht Informatioune kënnen ze ginn?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Justizminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt d'Gesetz iwwert d'Partenariat en vigueur ass. Ech mengen, dat war e Gesetz an dat mer vill Energie verwennt hunn, an ech war am Fong erstaunt, well an der Pressekonferenz vun der Demokratescher Partei d'lescht Woch gesot ginn ass, datt géif gemengt ginn, dass déi, déi fir dat Gesetz zoustänneg wären, net hannert deem Gesetz géinge stoen.

Et ass ee Gesetz vun der CSV-DP-Regierung, dat de Justizminister vun där Regierung, wat deeselwechten ass vun dëser Regierung, nämlech ech selwer, abruecht huet, an datt ech frou sinn, datt dat Gesetz a Kraaft getrueden ass, grad esou wéi vill Leit, déi an deenen éischte 14 Deeg, wou dat Gesetz a Kraaft ass, vun deem Gesetz profitéiert hunn.

(Interruption)

Vill ass ëmmer relativ an deem dote Beräich. Et sinn der och ganz vill, déi mir matgedeelt hunn, datt an deenen nächste Wochen a verschiddene Gemengen där Partenariaten nach hannerluecht ginn an domadder, mengen ech, ass eng zousätzlech Possibilitéit, déi eis Gesetzgebung bis elo net hat, geschafe ginn.

Duerfir, mengen ech, solle mir eis doriwwer freeën, datt dat den 1. November eréischt geschitt ass, an net den 1. Oktober, den 1. September. Dat kann ee selbstverständlech bedaueren, mä wësst Dir, wann een e Partenariat ageet, ob een dat am September, am Oktober oder am November mécht, dat ännert schlussendlech ganz wéineg. Déi lescht 20 Joer, déi lescht zéng Joer, déi lescht fënnef Joer gouf et déi Méiglechkeet iwwerhaapt net.

De Summer huet et effektiv e bëssen an d'Verlängerung gezunn, well mir hunn eng Instruktioun un d'Gemenge wollte maachen. An zweetens steet am Gesetz selwer, datt d'Entrée en vigueur dräi Méint no dem Vote an der Chamber ass. Ech wollt dat hei soe fir all deenen entgéintzetrieden, déi ebe gemengt hunn, mir hätten dat absichtlech am Tirang leie gelooss. D'Gesetz ass elo en vigueur, très bien, an all déi, déi wëllen dovunner profitéieren, kënnen dat maachen, wéi gesot. Ech mengen net, datt deenen hiert Liewe geännert huet, ob een dat am Oktober oder am November mécht.

Da gëtt et eng Rei Konditiounen an deem Gesetz, an eng vun deene Konditiounen ass, datt een e Certificat muss bréngen datt ee Célibataire ass, dat heescht net am Lien vun engem Mariage ass. An déi Leit, déi den Här Bettel a sengem Beispill ugeschnidden huet, kënnen esou ee Certificat net bréngen an dofir mengen ech, datt dat kee Problem vun der Lëtzebuerger Gesetzgebung ass, mä datt dat e Problem ass vun deene Länner, wou déi Leit an engem Mariage sinn, datt déi esou ee Certificat musse bréngen, esou wéi mir haut och wa Leit aus ganz anere Situatiounen, aus anere Länner kommen, eis och eng Rei Certificate musse bréngen. Mir hu regelméisseg Problemer bei Mariagen tëschent heterosexuelle Leit, Mariagen no eisem Gesetz, wou déi bei enger Rei Dokumenter Schwieregkeeten hunn, déi ze bréngen, well et déi an hirem Pays d'origine net gëtt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat heescht si musse gescheet ginn, fir kënnen hei e Partenariat anzegoen?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Neen, se mussen net gescheet sinn. Wann se an der Belsch bestuet sinn, da kënne se jo ganz glécklech no hirem belsche Mariage liewen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, mä hei zu Lëtzebuerg kréie se jo keng Rechter, Här Minister.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Si brauche jo net onbedéngt, wa se an der Belsch glécklech bestuet sinn, dann och nach zu Lëtzebuerg e Partenariat ze maachen. Ech mengen, dat ass de Choix.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, mä wa se hei wunnen!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Huet een eppes géint d'Belsch? Loosst den Här Minister elo schwätzen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Mir hunn also eng Rei Konditiounen an deem Gesetz, an déi Konditiounen, déi si vu jiddereengem ze respektéieren!

Dat Zweet, wat ech wollt soen, dat ass: Ech sinn der Meenung, datt d'Verwaltungen alleguerten iwwert d'Mise en vigueur vun deem Gesetz vun der Regierung a vum Parlament adequat informéiert sinn. Et ass mir net bewosst, datt nach zousätzlech Circulairë misste kommen. Et ass also net esou, dass all Gesetz wat kënnt och eng Circulaire muss hannendrun hunn. Wann also nach praktesch Froen do sinn, dann ass d'Regierung gäre bereet, déi ze klären.

Dat drëtt, wat ech wollt soen: Dat Gesetz ass ganz genee 15 Deeg en vigueur. Ech hu mat enger Rei Buergermeeschtere geschwat, ech hunn dat virdru gesot, déi och an deenen nächsten Deeg a Wochen esou Partenariaten unhuelen an hire Gemengen, an duerfir mengen ech wier et gutt, wann een op d'mannst deem Gesetz géif dräi oder sechs Méint ginn, dat ass jo wierklech net laang, bis dohinner sinn eng ganz Rei Partenariate gemaach, an da kuckt een, mat de Buergermeeschteren, wat fir eng praktesch Froe sech do stellen. An da si mir bereet op déi praktesch Froen, insofern se keng Gesetzesännerung mat sech zéien, déi Clarificatioun ze bréngen.

Op jidde Fall soen d'Verwaltunge mir, datt si bis elo vun de Gemengen net vill Problemer matgedeelt kritt hätten, an déi puer Problemer, déi komm sinn, déi kënne mer op eng einfach Aart a Weis héchstwahrscheinlech léisen. Dat gëllt fir all Verwaltunge mat deenen ech geschwat hunn, dat si se vläicht net all, mä duerfir, esou Problemer soll een dann eis matdeelen, dem Justizministère, a mir kucken dann, mat deenen zoustännege Verwaltungen eng Solutioun ze fannen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Fro 10 vum Här Roger Negri un den Ëmweltminister an un de Bauteminister iwwert de Respekt vum Naturschutz beim Bau vun der Nordstrooss. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 10 du 12 novembre 2004 de Monsieur le Député Roger Negri au sujet des conditions à respecter et des mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (route du Nord) prévues par la loi du 27 juillet 1997, adressée au Ministre de l'Environnement et au Ministre des Travaux publics

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Realisatioun vun der Nordstrooss vu Miersch op de Kierchbierg duerch de Mamerdall, den Uelzechtdall an duerch de Grénge-wald waren am respektive Gesetz an am Règlement grand-ducal vun 1997 eng ganz Rei vu Kompenséierungsmoossnamen am Beräich Naturschutz virgesinn, bedéngt virun allem duerch d'Ofholze vun engem groussen Deel vu Beem fir Bëschschneise vun der Nordstrooss ze realiséieren.

An dësem Kontext hunn ech folgend dräi Froen un déi Häre Bauten- an Ëmweltministeren:

1. Am Gesetz an am Règlement grand-ducal vun 1997 iwwert de Bau vun der Nordstrooss si Kompenséierungsmoossnamen am Naturschutz virgesinn, déi an engem Zäitraum vun zéng Joer sollte realiséiert sinn. Dës betreffe virun allem Neiuplanzunge vu Beem, Aménagementer vu Fiichtgebidder, Wëldbrécken an esou weider. Wéi wäit sidd Dir grondsätzlech mat der Ëmsetzung vun dëse Kompenséierungsmoossnamen?

2. An der Regierungserklärung steet op der Säit 49: «Le Gouvernement comblera le retard pris dans la mise en oeuvre des mesures de compensation relatives à la route du Nord.» Aus enger Emissioun vum 11. November 2004 op „RTL Radio“ kéint een awer verstoen, datt dëst Gesetz, beziehungsweis dëse Règlement grand-ducal soll geännert ginn. Kënnt Dir eis vläicht do informéieren?

3. Falls et effektiv Problemer gëtt mat dëse Kompenséierungsmoossnamen: Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir datt bei zukünftege Projete vun Naturschutzkompenséierungsmoosnamen, déi solle realiséiert ginn, net méi déiselwecht Situatioun wéi bei der Nordstrooss entsteet?

Ech soen lech am Viraus Merci fir Är Äntwerten.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Minister Lux äntwert dorobber. Wëllt den Här Wiseler och d'Wuert kréien?

(Interruption)

Neen, den Här Lux äntwert. Très bien.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn de 17. September am Regierungsrot de Point gemaach bei der Nordstrooss a mir hunn en natierlech och gemaach wat déi Kompensatiounsmoossnamen ubelaangt, déi am Gesetz vum Juli 1997 virgesi sinn, a mir hunn, wéi den Här Negri, festgestallt, dass et en evidente Retard gëtt an der Ëmsetzung vun deene Kompensatiounsmoossnamen.

Elo wëll ech virausschécken, emol a mengen an am Numm vum Här Wiseler, dass et fir eis keen Zweifel däerf dru ginn, dass mir an der Ëmsetzung, souwuel wat d'Qualitéit wéi och Quantitéit vun deene Moosnamen ubelaangt, dass et do keng Kompromisser ka ginn, dass dat e feste Bestanddeel ass vum Gesetz wat d'Chamber hei gestëmmt huet an dass et eis Flicht ass dofir ze suergen, dass mir déi Moosnamen an hirer Integralitéit och ëmgesat kréien. Dat sollte mir virun allem och versichen ze maachen, zesumme mat der Landwirtschaft, well mir hei an engem Spannungsfeld sinn, wou et net ëmmer sou einfach ass. Ech mengen eise Souci sollt sinn och ze versichen, dat mat hinnen zesummen ëmzesetzen.

Lo geet et haaptsächlech ëm zwou Saachen: Dat eent ass d'Kompensatioun vun allen Hektare genau op d'Zuel, déi gebraucht gi si fir d'Nordstrooss ze bauen. Et geet hei ëm ronn 56 Hektaren, wouvun an der Tëschenzäit eréischt 21 Hektaren iwwer Compromis konnten nach net ganz an d'Propriétéit vum Stat bruecht ginn, mä wou awer mol en Akt gesat ass.

Et geet schlussendlech och ëm den Aménagement vun der Zone humide an dem Uelzechtdall, wou et ëm 64 Hektar geet, wouvun ee kann ausgoen, dass am Moment ronn en Drëttel vun deene Flächen do och iwwer Compromis an der

Propriétéit vum Stat ass, wou also déi Ëmsetzung ka stattfannen. Déi Zuele weisen, dass mir also do nach eng Aarbecht virun eis hunn, fir wierklech op déi Integralitéit ze kommen.

Da gëtt et eng Rei vu Saachen, déi am Gesetz stinn - Aménagement vu Passagen, Brécken -, wou et effektiv grouss technesch Schwieregkeete gëtt, wann net souguer Onméiglechkeeten, fir déi Projeten esou ze realiséieren, wéi dat am Gesetz de Fall ass. Lo ass et gewosst, dass et zu enger Revisioun vun deem Gesetz wäert kommen an dass mir also am Kader vun där Prozedur, déi jo dann och hei stattzefannen huet an ze diskutéieren ass, wäerten dofir suerge fir nei Propositiounen ze maachen, déi also déi ersetzen, déi am Gesetz virgesi waren, an déi sech als onméiglech erweisen.

An da gëtt et eng Fro, déi Dir gestallt hutt: Wéini si mir da fäerdeg? Zéng Joer ware virgesinn, dat wär 2007; vun där Deadline ass net méi auszegoen, eleng wat d'Ëmsetzung vum gesamte Projet ubelaangt, sou dass mir also och do en neie Virschlag an där Revisioun vum Gesetz wäerte maachen, déi mir wéi gesot dann ze diskutéieren hunn.

Schlussendlech wëll ech soen, dass et evidenterweis Schwieregkeete gëtt fir an de Besëtz vun deenen Terrainen all ze kommen, déi hei virgesi sinn. Hei hu mir also eis ze iwwerleeën, ob mir en Effort maachen um Niveau vum Präis, dee mir hei ubidden. Mir leien am Moment bei 7.500 aler Lëtzebuerger Frang den Ar. Et ass sech also ze iwwerleeën, ob mir hei en Effort musse maache fir weiderzekommen; an et ass sech zweetens a vläicht graduell ze iwwerleeën, wa mir iwwer e bessere Präis net weiderkommen, dass mir eis dann och mussen iwwerleeën awéiwäit dass mir dat, wat am Gesetz jo och virgesinn ass, nämlech dass déi Kompensatiounsmoossnamen d'utilité publique sinn, an deementspriechend vun der Regierung ass sech dann ze iwwerleeën, ob se iwwert de Wee vun der Expropriatioun versicht deem ganzen Dossier Been ze maachen, fir effektiv weiderzekommen.

Schlussendlech dann nach doriwwer eraus ass et sech ze iwwerleeën, fir och iwwer aner Flächen zu engem Resultat ze kommen, mä alles dat si mir amgaangen eis ze iwwerleeën. Mä nach eng Kéier, wat déi Kompensatiounsmoossnamen ubelaangt, souwuel vun hirer Qualitéit wéi vun hirer Quantitéit, däerf et keng Kompromësser ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zu Fro Nummer 11 vum Här Aly Jaerling un de Minister fir d'sozial Sécherheet iwwert d'Pensiounen am Privatsecteur. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 11 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Aly Jaerling au sujet des pensions dans le secteur privé, adressée au Ministre de la Sécurité sociale

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, den 1. am Wäimount 2004 war eng Indextranche fälleg; d'Rentner an d'Unfallrentner aus dem Privatsecteur hunn dës Tranche awer net mat hirer Pensioun vum Wäimount 2004 ausbezuelt kritt. Aus der Press war gewuer ze ginn, dass dës géif mat der Joresofrechnung vum Chrëschtmount dëst Joer geschéien, dëst, well d'Informatioun iwwert dës Indextranche ze spéit matgedeelt gi wier.

Gutt, dat ka jo mol virkommen. Gewuer ze gi war awer och aus verschiddene Quellen, dass d'Indextranchen a verschiddene Beräicher awer am Wäimount ausbezuelt gi sinn, dëst zum Beispill an der Fonction publique, wou och d'Gehälter an d'Pensiounen am viraus bezuelt ginn, wéi grad bei de Pensiounen aus dem Privatsecteur.

Dofir meng Fro un den Här Minister: Firwat konnt déi Indextranche un d'Rentner an d'Unfallrentner aus dem Privatsecteur net am Wäimount ausbezuelt ginn? Firwat gëtt d'Nozuelung eréischt am Chrëschtmount mat der Joresofrechnung ausbezuelt anstatt am Wantermount 2004, sou wéi dat hätt kënne sinn?

Sinn d'Indexupassungen op Pensioune respektiv Gehälter, déi och am Viraus bezuelt ginn, effektiv am Wäimount ausbezuelt ginn? Wa jo, wisou konnt dat méiglech sinn, an net méiglech sinn, dat och op d'Pensioune vum Privatsecteur auszedehnen, wou jo awer praktesch déiselwecht Servicer zoustänneg si fir de Berechnungsmodus an och fir d'Berechnung vun deene Pensiounen?

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Mars Di Bartolomeo, Minister fir d'sozial Sécherheet, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Effektiv, wéi den Här Jaerling richteg gesot huet, konnten d'Pensiounen am Privatsecteur net am Oktober un den Index ugepasst ginn, well d'Informatioun relativ spéit komm ass an trotz enger Rei vun Nofroen et ëmmer nach um Wackele war. Bis déi definitiv Informatioun komm ass, dass den Index géif erfalen, war de System lancéiert, fir d'Pensioune fir den Oktober auszebezuelen.

Dir wësst, dass déi Pensioune virbezuelt ginn an dass bei deene verschiddene Servicer déi Operatiounen zu verschiddenen Deeg lancéiert ginn. Wa mir déi Informatioun een oder zwee Deeg éischter kritt hätten, oder mir mat definitiver Sécherheet bestätegt kritt hätten, dass den Index erfält, dann hätt dat nach am Oktober kënne geschéien. Souwäit ech als Sozialminister d'Responsabilitéit dofir hunn, entschëllegen ech mech selbstverständlech och bei deene Leit, déi net wéi anerer zu deem Zäitpunkt den Index kritt hunn.

Et ass och richteg, dass et beim Stat insgesamt geklappt huet, well eben de System do méiglecherweis een oder zwee Deeg méi spéit lancéiert ginn ass. Richteg ass och, dass déi Differenz, déi de Pensionären nach geschëllt ass, am Dezember ausbezuelt gëtt, zesumme mat der Joresendzoulag. Ech muss Iech soen, dass ech do net am Detail verstanen hunn, firwat dass dat net hätt kënne beim Novembermount geschéien. Et ass esou, dass technesch Argumenter virbruecht ginn, an och an eenzelne Fäll zousätzlech Viremenskäschten hätte kënnen entstoen.

Ech muss Iech awer soen, fir dass an Zukunft sou Retardë verhënnert kënne ginn - iwwregens ass dat net déi éischte Kéier passéiert -, mir wäerte probéiere verlässlech Informatiounen iwwert d'Indexupassung mat Zäit ze kréien, fir dann och d'Pensiounen am Privatsecteur zu deemselwechten Zäitpunkt unzepasse wéi an anere Secteuren. Wéi gesot, et ass geschitt an et soll een da kucken, dass mir an Zukunft an alle Secteuren dat gläichzäiteg kënne maachen. Fir d'Assuréen entsteet allerdéngs kee Schued, well selbstverständlech dat, wat net am Oktober ausbezuelt ginn ass, nobezuelt wäert ginn, also am Dezember.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir Är detailléiert Äntwert. Als nächst hu mir d'Fro Nummer 12 vum Här Marcel Glesener un de Verdeedegungsminister iwwer eng méi grouss Professionnalisatioun vun eiser Arméi. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 12 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Marcel Glesener au sujet de la professionnalisation accrue de l'armée luxembourgeoise, adressée au Ministre de la Défense

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, geleeëntlech vum Patronatsfest vun eiser Arméi, déi lescht Woch, huet den Här Frieden, den Arméiminister, a senger Usprooch zum Ausdrock bruecht, hie géif sech Gedanke maachen iwwer eng verstäerkte Professionaliséierung vun eiser Arméi. Déi Ausso vum Här Frieden huet Ulass gi fir divers Spekulatiounen, net nëmmen an Arméikreeser, mä och doriwwer eraus, an dofir war ech och der Meenung, et wier gutt wann den Här Frieden d'Geleeënheet géif kréien, fir hei an der Chamber an der Öffentlechkeet déi noutwendeg Erklärungen ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Den Här Verdeedegungsminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Défense.*- Här President, d'Welt huet geännert an d'Aufgaben, déi op d'Lëtzebuerger Arméi zoukommen, hunn och geännert. Dofir war ech am Fong erstaunt, datt eng ganz Rei Leit erstaunt waren iwwert déi Aussoen, déi ech bei Geleeënheet vum Patronatsfest vun der Lëtzebuerger Arméi gemaach hunn. Während deene leschte 50 Joer huet sech d'Lëtzebuerger Arméi op ee Scénario virbereet, sou wéi déi aner Arméien an Europa, dee wou een ëmmer gehofft huet, datt en net géing antrieden, dat war den Ost-West-Konflikt, a Gott sei Dank ass d'Mauer gefall an dee Scénario besteet haut net méi.

Déi nei Erausfuerderung ass elo, fir datt d'europäesch Arméien am Kader vun der NATO an am Kader vun der Europäescher Unioun d'Krisemanagement maachen op deene Plaze wou Onstabilitéit herrscht an duerno friddenserhalend Missioune maachen. Duerfir ass souguer d'NATO wéi d'Europäesch Unioun amgaang sech total ze transforméieren am Kontext vun der Sécherheetspolitik an duerfir kënnt d'Iddi op an Europa an an der NATO fir kleng Equipen ze hu vun Zaldoten, déi schnell kënnen op enger Plaz agesat ginn; „NATO Response Force" a „groupement tactique" heescht dat bei der NATO respektiv bei der Europäescher Unioun. An d'Konzept ass esou, datt innerhalb vu fënnef Deeg muss esou eng Equipe vun Zaldote kënnen agesat ginn a spéitstens no zéng Deeg operationell sinn.

Am nämlechte Kontext verlaangt d'NATO, datt wann ee Member ass vun der NATO, Lëtzebuerg ass Member vun der NATO, datt ee muss 8% vu sengen Zaldote permanent am Ausland hunn a 40% vu sengen Zaldoten déployabel hunn, also prett hu fir kënnen an d'Ausland ze goen.

Wa mir Member vun der NATO wëlle bleiwen, wa mir Member wëlle si vun der europäescher Verdeedegungspolitik, da kënne mir net virufuere mat deem aktuelle System vum duebele Volontariat; et ass ee Volontaire fir an d'Arméi ze goen an et ass ee Volontaire fir iergendswou am Ausland an den Asaz ze goen. Mir kënnen op kenger vun deene Missiounen deelhuelen, well mer ni wëssen, wien da schlussendlech bereet ass an eng gewëssen Operatioun ze goen, an duerfir hu mer fir de Moment déi gréisste Schwieregkeeten an der NATO an an der Unioun, déi eis soen: Dir profitéiert gäre vun der internationaler Stabilitéit, mä Dir bréngt et net fäerdeg Äre Bäitrag ze leeschten.

Et ass duerfir wou mer amgaang sinn eng Reflexioun ze féieren, fir ze kucke fir héchstwahrscheinlech nieft dem Statut vum Volontaire, dee seng Utilitéit huet notamment an der Formatioun vu verschiddene Beruffer, déi mer am Lëtzebuerger Stat hunn, derniewent en Element ze hu vun enger Beruffsarméi, vun Zaldoten, déi fir eng länger Zäit sech engagéieren an déi op Uerder vun der Regierung am internationale Kontext an der NATO an an der Europäescher Unioun kënnen op deene Plazen agesat ginn, wou d'international Stabilitéit a Gefor ass, well extern Sécherheet an intern Sécherheet hänke ganz enk zesummen.

Dat Konzept iwwert d'Arméi vum Joer 2010 wëll ech an deenen nächsten dräi Méint finaliséiere fir och eng Niche ze fannen, déi kënnt vun der Lëtzebuerger Arméi am internationalen Asaz erfëllt ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. Den honorabelen Här Bettendorf wëllt mat der Fro Nummer 13 un de Bauteminister verschidden Opklärunge kréien iwwert den Echangeur Helfenterbréck. Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 13 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf au sujet du réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck, adressée au Ministre des Travaux publics

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Merci, Här President. Et sinn am Fong geholl zwou Froen an enger, déi ech wollt un de Minister vun den Travaux publics stellen.

De 5. Mee 2004 hu mer hei an der Chamber d'Gesetz gestëmmt fir d'Autobunnopfaart op der Helfenterbréck méi sécher ze maachen. Dat ass e Gesetz wat fir d'Sécurité routière op dëser Plaz vun extrem grousser Wichtegkeet ass. Accidenter sinn op där Plaz un der Dagesuerdnung, et sinn och schonn Doudeger ginn. D'Situatioun ass einfach katastrophal an et ass net auszedenken, wann eng Kéier do e Bensinscamion, deen aus der Zone pétrolière do erop kënnt, wann do eng Kéier géif nach méi e groussen Accident geschéien.

Dofir ass meng Fro un den Här Minister, datt dat Gesetz, wat mer 2004 gestëmmt hunn, wat een excellent Gesetz ass; dofir wéisst ech gären, wéi et an der Praxis wier, wéini dass dat Gesetz kënnt ëmgesat ginn a wéini mat deenen Aarbechte kënnt ugefange ginn.

Do derniewent, an deem Zesummenhang, hu mer d'Route nationale 34, déi vun Helfent, vun der Lonkecherstrooss op d'Areler Strooss geet, déi ass zu 2/3 fäerdeg. Dat Stéck an der Mëtt tëschent der Route de Strassen, de Rondpoint Route de Strassen an de Rondpoint an der Rue de l'Industrie, dat Stéck feelt, a just dat Stéck ass extrem wichteg zum Beispill fir d'Autobunnpolizei oder fir d'Streedéngschter vun de Ponts et Chaussées, fir do a kuerzer Zäit op d'Autobunn kënnen eropzekommen. Or, ech weess dass den Tracé vun der Strooss op Dränge vun der ITM eng Kéier liicht geännert ginn ass, mä et si lo zwee, dräi Joer hier dass déi Strooss am Bau ass an nach ëmmer net fäerdeg ass. Si ass och vun extrem grousser Wichtegkeet, an dofir hätt ech gäre vum Här Minister gewosst, wéini dass et mat deenen Aufgabe kënnt ugoen.

Ech soen Iech Merci am Viraus.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Op d'Fro vum Här Bettendorf, wat am Fong zwou verschidde Froe sinn, wëll ech ganz kuerz äntweren.

Wat déi éischt Fro ugeet, dat ass den Ufank vun de Bauten, wat den Echangeur Helfenterbréck ugeet, dee jo gestëmmt ginn ass nach virun der Vakanz, ass effektiv, seet en, e ganz wichtege Projet, well e bëuechtlech d'Sécuritéit op deem Punkt, op där Ausfaart do vun der Autobunn wäert verbesseren.

Et muss een awer och wëssen, op där anerer Säit, datt dee Projet an zwee Stécker ass, an ee wiesentlecht Stéck dovunner ass och de Giratoire, dee sech op der N5 op der Lonkecherstrooss befënnt an deen och Partie prenante vun deem Gesetzestext do ass. Och do muss ee soen, datt d'Totalitéit vun den Emprisë momentan nach net gemaach gi sinn, déi engem et géifen erlaben, fir op déi Partie op jidde Fall unzefänken; dat engersäits.

An et muss een och wëssen, datt mer jo am Kader vun deene Recommandatiounen, déi mer am Avis vun der Cour des Comptes kritt hunn, éier mer esou Projeten ufänken, kloer an däitlech gesot kréien, datt all Emprisë mussen am Besëtz vum Stat sinn éier ee soll mat den Texter ufänken; dat ass dat éischt.

Dat zweet, wat ech do wëll soen, dat ass datt momentan amgaang ass mat de SEBES-Leitungen, déi nach musse verluecht ginn, wann een Deel vum Echangeur selwer, also hei elo net de Giratoire, den Echangeur selwer, gebaut gëtt, do den Dossier bei d'Ponts et Chaussées momentan a Preparatioun ass an datt dat Ofkommen amgaang ass definitiv gemaach ze ginn an duerno muss genehmegt ginn, éier dann d'Aarbechte vum Echangeur selwer vun der Helfenterbréck kënne lass goen.

Ech hu mer ofgewinnt prezis Datumen ze nennen, well ech mat prezisen Datumen an dësen Domäner normalerweis gesinn, datt ech se net esou agehale kréie wéi ech se wëll anhalen. Ech si mer awer bewosst, Här Bettendorf, datt dat hei e wichtege Projet ass, aus Sécherheetsgrënn e wichtege Projet, an datt mer op alle Fall sou schnell wéi méiglech wäerten och déi noutwendeg administrativ Schrëtter maachen, fir prett ze si fir unzefänken.

Deen zweeten Deel vun Ärer Fro, do hutt Der d'Äntwerten zu engem Deel jo scho selwer ginn. De Projet ass zu engem Deel retardéiert ginn, aus deene Sécherheetsgrënn, déi doranner bestanen hunn, datt deen éischten Tracé, dee gezeechent war, no bei de Bensinsréservoire war an doduerch den Tracé huet misse liicht ëmgeännert ginn. An Zwëschenzäit ass dann och deen Tracé fixéiert a mer wëssen och vun ITM, datt mer e genehmegt kréien, esou wéi e lo läit. Do sinn awer, souwäit meng Servicer mer deen Dossier erklärt hunn, och nach eng Rei Froe vun Emprisen déi ze kläre sinn an déi einstweilen den Ufank vun deenen Aarbechten do blockéieren. An eng drëtt Saach wëll ech dann hannendru soen, well se mer och an all deenen Diskussiounen, déi mer an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire haten an der leschter Zäit, wichteg waren, dat ass datt ech de Servicer gesot hunn, notamment wat deen zweeten Deel vun Ärer Fro ugeet, datt ech gär vérifiéiert hätt, wéi wäit mer elo fir dës Etapp e separate Gesetzestext bräichten oder net, fir sécher ze goen datt ech do och an alle Pro-

zedure richteg leien, an zwar vun Ufank u richteg leien. Dat ass dann nach eng zousätzlech Fro derbäi.

Mä och hei wëll ech Iech just soen, datt ech mer bewosst sinn, datt et e Projet ass, wou mer solle schnell maachen, well mer déi zwee Deeler nach hannen a vir vum Projet jo scho gemaach hunn, an datt déi am Fong geholl hire ganze Wäert eréischt kréien, wann deen Deel an der Mëtt fäerdeg ass. Voilà.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Als nächst hu mer d'Fro Nummer 14 vun der Madame Claudia Dall'Agnol un de Minister fir d'sozial Sécherheet iwwert d'Décisioune vun der Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 14 du 12 novembre 2004 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol concernant les démarches futures du Gouvernement au sujet des décisions prises par l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Hären aus der Regierung, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, d'Generalversammlung vun der UCM ass eriwwer, an dëst mat deene bekanntene Resultater.

Meng Fro un den Här Minister wär lo déi fir gewuer ze ginn, wéi geet et weider a wéi sinn notamment déi nächst Démarchen. Konkret: Wéini kënnt d'Quadripartite erëm zesummen? Well an engem éischten Austausch mat der Quadripartite si jo schonns nohalteg Moossnamen diskutéiert ginn. Wéi soll et domat weider goen? Oder ass et no den Décisioune vun der Generalversammlung gedoen? Ass lo keen Defizit méi do? Si mat deene Moossnamen d'Keesen erëm am Gläichgewiicht oder wat kënnt nach no? A wéi sinn eben hei déi verschidden Etappen?

Et gëtt och vill vum utile a vum nécessaire geschwat: Gëtt och dat nach méi kloer definéiert? Och d'Responsabiliséierung vun deene verschiddenen Acteuren ass schonns ugeschwat ginn, och thematiséiert ginn, an och hei: Wat kann ee sech méi konkret dodrënner virstellen? An zum Schluss vläicht nach: Wat ass nach vu weidere Spuermoossnamen an der Diskussioun?

Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den Här Mars Di Bartolomeo, Minister fir Gesondheet a sozial Sécherheet, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech huele mech léiwer direkt selwer an d'Gitt, well dat do ass e Sujet, iwwert deen ee méi laang wéi véier Minutte ka schwätzen; ech wäert mech awer drun halen.

(Interruptions)

Effektiv ass et net esou, dass elo mat de Moossname vun der Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie d'Problemer geléist sinn. Dir wësst, dass mer ouni den Transfert vun de Pensiounskeese vum leschte Joer am Joer 2005 eigentlech mat engem Découvert vun 150 Milliounen Euro konfrontéiert wären. Dat, wat d'Union des Caisses de Maladie elo décidéiert huet, ass en anstännege Mix, deen eis Zäit gëtt fir ze iwwerleeën, fir méi nohalteg Mesuren nokommen ze loossen.

Dat heescht, et ass eigentlech eng Schounfrist, déi mir eis ginn hunn, wou Moossnamen décidéiert gi sinn, déi kengem ze vill wéi dinn. An ech ënnersträichen dat, well wann een dee ganzen Defizit hätt wëllen épongéieren an net de Spuerdrock hätt wëllen halen, dann hätt een d'Bäiträg net missen ëm 0,3%, mä ëm 0,5% erhéijen. Mir wollten dat awer net maachen, well mir der Meenung sinn, dass iwwer eng Rei vun anere Moossnamen e Spuerpotenzial do ass.

Déi einfach Mëttelen, déi einfach Léisungen, déi louchen och um Dësch, déi wollte mir net, déi hätte geheescht, méi eng héich Participatioun vun den Assuréen a Senkung vun de Leeschtungen. Mir sinn der Meenung, dass d'Zäit do fir net komm ass an dass d'Zäit do ass, fir méi Responsabilitéit ze iwwerhuelen.

Dir wësst, dass an der Santéspolitik wäert an deenen nächste Jore vill méi op Preventioun gesat ginn, op méi gesond Liewensaart a -weis, mä mir maachen eis net d'Illusioun, dass ee kuerzfristeg domat Defiziter gesenkt kritt, mä jiddefalls awer d'Liewensqualitéit verbessert kritt a laangfristeg och d'Liewensqualitéit vun de Keesen.

Dat, wat mir wëlle maachen a wäerte maachen, dat ass Sensibiliséierung, Informatioun, Responsabilisatioun, Kontroll. A Kontroll ass näischt Negatives, well deen, dee sech un d'Spillregelen hält, brauch keng Kontroll ze fäerten. Dee sech allerdéngs net un d'Spillregelen hält, an dat gëllt souwuel fir den Assuré wéi fir de Prestataire oder de Prescripteur, dee muss domat rechnen, dass méi wéi an der Vergaangenheet gekuckt gëtt, ob ee responsabel mat de Mëttelen ëmgeet. Wie fuddelt gëtt gestrooft!

Konkret ass et esou, dass vu gëschter un en Aarbechtsgrupp funktionéiert um Niveau Sécurité sociale, fir déi Propositiounen, déi vun der Quadripartite definéiert gi sinn, a Musek ëmzesetzen. Konkret ass et esou, dass d'Quadripartite schonn erëm Enn Februar, uganks Mäerz wäert zesummekommen. Konkret ass et esou, dass de Comité scientifique, deen den utile an den nécessaire soll definéieren, amgaang ass opgestallt ze ginn. Konkret ass et esou, dass mir an der Diskussioun mat de Spideeler och d'Spideeler wëllen an d'Spuerpotenzial an an d'Spuerbestriewunge mat abannen, an och do: Spueren ass näischt Negatives, well wann ee seng Mëttele gutt asetzt, da behält een dee Sputt fir dat ze investéieren, wat een zu Verbesserunge vun der Qualitéit brauch. Da wäerte mir den 2. Dezember och Verbesserunge brëngen, zum Beispill iwwert de Projet de loi fir de Re-remboursement vun den homöopathesche Mëttelen, dee virun d'Chamber kënnt, a spéitstens am Januar kënnt de Projet 5322, do wou et drëm geet fir d'Décisioune vun dem Comité de coordination tripartite betreffend d'Krankeschäiner a Musek ëmzesetzen.

Konklusioun: Mir hunn eis eng Schounfrist geséchert, mir wäerten déi nächste Kéier net brauchen iwwer Bäitragserhéijungen ze diskutéieren, wa jiddferee seng Responsabilitéit iwwerhëlt. Mir all hunn et also an der Hand.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Di Bartolomeo. Da komme mer zur Fro Nummer 15 vum Här Emile Calmes un den Innenminister iwwert de Bäitrëtt vun der Gemeng Baastenduerf an de Syndicat du Crématoire de Luxembourg. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 15 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Emile Calmes concernant l'adhésion de la commune de Bastendorf au Syndicat du Crématoire de Luxembourg, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Virfeld vun deem Gesetz, iwwert dat mir muer den Owend dann hei wäerten diskutéieren, an nodeems iwwert de Rapport an der zoustänneger Kommissioun ofgestëmmt ginn ass, sinn ech op e Problem opmierksam gemaach ginn, dee sech ënner Ëmstänn kéint stellen no der Fusioun da vun deenen zwou Gemenge Baastenduerf a Furen.

De Fall ass esou, datt am Syndicat intercommunal du Crématoire eng vun deenen zwou Gemengen dran ass, dat ass d'Gemeng Furen, an d'Gemeng Baastenduerf ass et net. Op där anerer Säit ass et jo dann esou, datt, fir an dee Syndicat ze kommen, en Apport au capital, e Bäitrag huet misse bezuelt ginn, deen da vun der Gemeng Furen bezuelt ginn ass, awer nach net vun der Gemeng Baastenduerf.

D'Fro, déi sech am Fong geholl stellt, ass, ob een dat net am Gesetz hätt misse virgesinn, fir dee Problem hei ze regelen, well dat soss néierens virgesinn ass. A vu datt dat net de Fall ass, wollt ech d'Fro stellen, wéi dat da lo vir sech geet, fir déi Gemeng Baastenduerf, déi da bleift, an dee Syndicat hei eranzekréien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den Här Minister Jean-Marie Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, a sech werft den Här Calmes eng Fro op, et schéngt him hei, wéi wa keng Indikatiounen do wären a Modalitéiten, wéi dat hei kënnt iwwert d'Bühn goen.

Ech muss awer soen, dass hei am Fong geholl dëse Projet oder dës Démarche ganz kloer ass. Hei spillt d'Autonomie communale, a wann d'Autonomie communale spillt, dann ass et esou, dass all Gemeng fräi kann entscheeden, an dësem Fall all Gemengerot fräi kann entscheeden, wéi engem Syndicat en zoutrëtt. Dat ass am Syndicatsgesetz vum 23. Februar 2001 esou festgehalen an d'Gemeng Baastenduerf, déi muss elo kucken ob se do zoutrieden oder net zoutriede wëllt. Wëllt se dat net maachen, da muss deen neie Gemengerot, dee vum 1. Januar 2006 un ass, dat décidéieren, ob en dat wëllt oder ob en dat net wëllt, ob e sech wëllt zréckzéien. Dat ass ganz kloer, do wëlle mir eis och guer net amëschen.

Dofir hutt Dir déi Fro gestallt, ob mir do sollten, fir esou Situatiounen an Zukunft ze évitéieren. Mir wëllen d'Autonomie communale spille loossen, mir mëschen eis also net an an déi Prozeduren, wëll se sou kloer sinn, wéi ech Iech se lo hei virgedroen hunn. Déi mussen dann och sou iwwert d'Bühn goen, wéi et ass. Ech weess och, dass déi Gemengepäpp, déi hei concernéiert sinn, sech conscient sinn, also bewosst sinn, datt hei musse Solutioune gesicht ginn. Dat hei ass net deen eenzege Problem, deen am Kader vun dëser Fusioun muss harmoniséiert ginn, mä, wéi gesot, si hu bis den 1. Januar 2006 Zäit fir praktesch Léisungen ze fannen, an dësem Fall wéi gesot entweder Baastenduerf jo oder Baastenduerf neen, a wann net, dann déi nei Gemeng jo oder neen. Voilà.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Halsdorf. Als nächst Fro hu mer d'Fro Nummer 16 vum honorabelen Här Mosar un de Budgetsminister iwwert den Néierschlag vun der Erhéijung vun de Krankekeesebeiträg op eise Budget. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 16 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet des répercussions budgétaires des récentes décisions de l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre du Trésor et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Meng Fro, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng ganz kuerz. D'lescht Woch sinn am Kader vun der Generalversammlung vun de Krankekeesen eng ganz Rei vu Moossnamen ugeholl ginn, ënnert deenen och eng Erhéijung vun de Cotisatiounen ass. Ech wëll vum Budgetsminister wëssen, wat dës Moossname fir en Impakt op de Budget 2005 wäerten hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den Här Budgetsminister Luc Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, et ass effektiv esou, datt déi Décisiounen, déi geholl gi sinn am Kontext vun der Assemblée vun de Krankekeesen, datt déi net nëmmen d'Leit betreffen an d'Betriber betreffen, mä datt déi selbstverständlech och eng Inzidenz hunn op de Stat.

Déi Augmentatioun vun de Cotisatiounen, déi do beschloss ginn ass, kascht de Lëtzebuerger Stat, an domadder de Steierzueler - well de Stat géréiert d'Sue vun de Steierzueler -, am nächste Joer ronn 26,5 Milliounen Euro. 26,5 Milliounen Euro, dat ass eng ganz considérabel Zomm, an ech muss d'Chamber och doriwwer informéieren, an dofir héchstwahrscheinlech d'Fro vun dem Kolleeg Mosar, dee jo Budgetsrapporteur ass, datt mir selbstverständlech där do Décisioun am Projet de budget fir d'nächst Joer net konnte Rechnung droen, well dee Budgetsprojet jo schonn dee Moment déposéiert war.

Am Budget ass virgesinn als Contributioun vum Stat un d'Krankekeesen déi Gesamtzomm vu 437 Milliounen Euro. 437 Milliounen Euro, dat baséiert natierlech op enger Estimatioun, an dofir kann een dat ni mat 100%eger Prezisioun festleeën, wéi vill déi Contributioun vum Stat ass. Mir mussen also héchstwahrscheinlech am Laf vum nächste Joer dee Kredit upassen, iwwer en Dépassement; elo upasse geet net. Ech gesinn och net, wéi mer dat, well mer dat op Hypotheese baséiert hunn, maachen. Mä et muss ee wëssen, dass déi 26,5 Milliounen Euro, déi mer heifir ausginn, net fir aner Saachen do sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Frieden, fir Är Äntwert. Als nächst hu mer d'Fro Nummer 17 vum honorabelen Här Fayot un den Här Innenminister iwwert d'Aféierung vun enger Taxe sur l'occupation de logements. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 17 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet d'une introduction éventuelle d'une taxe sur l'occupation de logements destinés à l'habitation et utilisés à des fins commerciales, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, et ass gewosst, dass an de Stiet vun onsem Land, besonnesch an der Haaptstad, ganz vill Wunnenge mat der Zäit ënnert dem Drock vun der Immobiliespekulatioun zu Bureauen transforméiert gi sinn. Dat ass natierlech besonnesch frappant an engem zentrale Quartier an awer och an der Périphérie vun deem zentrale Quartier, an déi Evolutioun dauert scho ganz laang, op d'mannst schonn 20, 30 Joer; op jidde Fall wat d'Stad Lëtzebuerg ugeet.

D'Gemengenautoritéiten hunn hire Bebauungsplang an hir Dispositiounen iwwert d'Utilisatioun vun deenen eenzelne Quartieren, an do gëtt et Quartieren, déi sollen dem Bebauungsplang no exklusiv dem Habitat reservéiert sinn, anerer, wou Utilisations mixtes sinn, mä nach constatéiert een, dass et géint de Bebauungsplang esou Transformatioune vu Wunnengen a Bureauen, respektiv an aner Zorten Aktivitéite geschitt sinn.

D'Autoritéite soen, dass se keng Méiglechkeet hätte fir dogéint unzegoen, an ech hu viru kuerzem an engem Gespréich zwëschent dem Här Innenminister an dem Här Helminger, Buergermeeschter vun der Stat Lëtzebuerg, héieren, wéi Rieds gaangen ass fir dee Problem duerch eng Tax an de Gréff ze kréien.

An ech wollt dofir den Här Innenminister froen, wéi hie sech dat virstellt a wéi d'Modalitéiten dofir kéinte sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Fro vum Här Fayot kann ech sécherlech ganz gutt verstoen, well ech selwer mol d'Kap vun engem Buergermeeschter un hat an ech weess, dass dat e Problem ass. Et ass och richteg, dass mer an engem Gespréich mam Paul Helminger, dem Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, am Kader vun deem Masterplan „Ban de Gasperich", déi Fro opgeworf hunn, well jo do am Fong geholl am ganzen 30.000 Bürosplaze geschafe ginn, an op där anerer Säit awer gewosst ass, dass an der Stad Lëtzebuerg selwer 80.000 m² si vu Flächen, wat Wunnfläche sinn, déi als Bureau benotzt ginn, an dass et also net evident ass, wann een op där enger Säit esou eppes kreéiert, dass op där anerer Säit dann och eng Äntwert dorop kënnt.

An do musse mer eis Moyenë ginn, mä d'Moyenen u sech, déi si virgezeechent, an zwar iwwert d'Gesetz vum Aménagement communal. Wann een och do de Règlement grand-ducal kuckt, d'Exekutiounsgesetz vum Contenu vum PAG, dee jo d'Urbanisatioun definéiert, dee seet am Artikel 11 an de Zones d'habitation: «Les zones d'habitation englobent les terrains réservés à titre principal aux habitations.» Et ass also à titre principal aux habitations. An da seet en: «Y sont également admises des activités de commerce, de service artisanal et de loisirs...» an esou weider, dat heescht des professions libérales, des établissements socio-culturels.

Also déi Mixitéit ass eppes wat normal ass u sech an de Wee ass dann och kloer virgezeechent iwwert d'Gesetz, respektiv den Artikel 107, dee seet heizou: «...enfreigne de quelque manière que ce soit...» Do kënnen dann de Buergermeeschter, respektiv d'Gemen-

genautoritéite virgoen. Dat ass de Wee à titre principal.

Wann een elo à titre subsidiaire géif eng Tax aféieren, déi dann och géif vun der Gemeng ageféiert ginn, dat schéngt mer e bësse komesch an diskutabel, mä et schéngt mer awer derwäert fir driwwer nozedenken an ech mengen et sollt een déi Diskussiounen an déi Weeër hei elo kucken, wann een déi Etüde vun deenen neie PAGe mécht. Do musse jo Études préparatoires gemaach ginn an do kann ee jo vläicht d'Konditiounen drasetzen oder Elementer afléisse loossen, déi engem Méiglechkeete ginn, déi nach vläicht anerer si wéi déi, déi d'Gesetz virgesäit.

Mä esou sympathesch wéi d'Iddi vun der Tax och ass, fir se einfach esou iwwert d'Bühn ze zéien, dat schéngt mer juristesch gesi ganz komplizéiert a ganz schwiereg, esou dass mer kucke fir iwwert de Wee - wou ech Iech elo gesot hunn - vun den Études préparatoires vun de PAGen ze goen; dat schéngt mer eng Pist ze sinn.

An déi zweet, déi mer nach hunn, déi stécht net ëmmer eraus, dat ass déi wou ech och mam Här Boden am Kader vum Logement ofgeschwat hunn, do kënnt en neit Mietgesetz an do sollen och Peinë virgesi ginn, wann am Loyersgesetz Affektatiounen net esou respektéiert gi wéi et ass.

Dat ass eng aner Pist, déi huet natierlech näischt mat deem heiten an deem Sënn vun der Urbanisatioun ze dinn, mä et ass awer och eng Méiglechkeet oder e Moyen fir och do Drock ze maachen. Kloer ass et, mir mussen eis alleguerten dru gi fir de Problem an de Grëff ze kréien, an dofir fannen ech Är Fro och richteg an déi Diskussioun soll een och féieren.

M. le Président.- Merci, Här Innenminister. Mir kommen dann elo un déi lescht Fro fir haut, an dat ass d'Fro Nummer 18 vum honorabelen Här Scheuer un de Bauteminister iwwert d'Sécherheetsbestëmmungen an dem Lycée technique Mathias Adam zu Déifferdeng. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

- Question N° 18 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet des mesures de sécurité au bâtiment scolaire «Jenker» du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange, adressée au Ministre des Travaux publics

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Joer 2003 ass en Avantprojet de loi entstanen, dee folgenden Titel huet: „Transformation et extension du Lycée technique Mathias Adam annexe Jenker à Differdange", a fir d'Rentrée scolaire 2004-2005 ass eng Lëscht publizéiert ginn, wat fir eng Bauprojeten an der Educatioun a fir den Educatiounsministère solle realiséiert ginn: Dat si 14 nei Infrastrukturen, déi relativ fäerdeg sinn oder ganz fäerdeg sinn, déi op den Instanzewee kënne goen, a fënnef Projeten, déi nach an der Préparatioun sinn.

Elo ass et esou, datt just déi Annexe Jenker zu ganz vill Diskussioune féiert. An där Annexe Jenker ass de Préparatoire ënnerbruecht an d'Leit hunn esou bësse d'Impressioun - dat gëllt fir d'Direktioun, fir d'Elèven an och fir d'Professeren -, wéi wann de Préparatoire och um Niveau vun den Infrastrukturen e bëssen „Parent pauvre" vun der Lëtzebuerger Educatioun an och an dësem Fall vun den Travaux publics wier, déi jo exekutéieren.

Ech wollt éischtens froen: Wéi gesäit et mat deem Projet de loi aus, wou ass en drun a wéi ass den Timing? An déi zweet Fro, déi sech stellt, déi schléisst sech logesch dorun un, vu datt jo awer eng gewëssen Zäit gebraucht gëtt, dat ass dass mer eis Gedanke maache mussen, wéi mer d'Konditioune vun der Hygiène a vun der Salubritéit an deem bestoende Gebai kënnen esou an d'Rei setzen, datt ënner anstännege Konditioune Schoul gehale gi kann.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech soen dem Här Scheuer och Merci fir seng Fro, well et gëtt mer d'Geleeënheet hei eng Kéier de Point vun deem Dossier ze maachen. En Dossier, dee fir mech e wichtegen Dossier ass, well eng vun de Prioritéiten evidenterweis vun dëser Regierung och déi muss sinn, datt mer och weider kommen am Schoulbau, datt mer déi Projeten, déi mer fir déi nächst Jore brauchen, déi deelweis och scho vun der leschter Regierung ugefaange gi sinn, esou schnell wéi méiglech an eng Phas kréien, wou mer se kënne fir de Schoulgebrauch gebrauchen.

Hei geet et ëm e Projet, deen u sech no der Integratioun vum Régime préparatoire an d'Lycée-techniquen doraus entstanen ass, datt 1998 de Jenker vun der Déifferdenger Gemeng ofkaaft ginn ass. Déi Zäit, wéi e vum Stat kaaft ginn ass, war e schonn an engem Zoustand, deen net ganz gutt war. Et sinn eng Rei Moossnamen, Aarbechte geholl ginn, wat Basisaarbechte waren, fir d'Sécuritéit, zum Beispill d'Mise en conformité vun de Läschsystemer, d'Mise en conformité vum Beliichtungssystem, d'Elaboratioun vun de Plans d'évacuation, de Renforcement vun Dieren, vun Accèsen vu Grillagë vu Fënsteren, fir einfach ze kucke fir d'Gebai e wéineg ofzesécheren.

Elo ass et awer ganz kloer datt et noutwendeg ass, datt eng gréisser Revisioun vum Gebai gemaach gëtt an datt e groussen Deel dovunner ganz einfach nei gebaut gëtt. An dat ass och e Projet, deen an der leschter Regierung scho relativ wäit virbereet ginn ass, well en Avant-projet de loi en tant que tel fäerdeg ass. Ech hunn deen Avantprojet elo nach eng Kéier an deene leschte Wochen aus zwee Grënn vu menge Servicer duerchkucke gelooss, och well mer nach eng Kéier wollten assuréiere wéi de Phasage géing geschéien, fir de Schoulgebrauch esou ze maachen, datt en och méiglech wier an ofgeséchert kënnt gi während de Bauaarbechten, déi da mussen do stattfannen, well mir kënnen déi Schoul net eidel maachen; et muss also an engem Phasage geschafft ginn, dat op där enger Säit.

An zweetens dann, och fir nach eng Kéier ofzesécheren, a wat fir enger Prozedur dat leeft, just fir nach eng Kéier ganz kuerz ze erklären, wat den Avant-projet elo virgesäit. Den Avant-projet gesäit vir, datt fir d'éischt en neie Fligel gebaut gëtt an der Rue Frieden, datt dann d'Démolitioun an den Neibau vun de Sportssäll gemaach gëtt an da schlussendlech d'Rénovatioun vun dem zentrale Fligel, deen aktuell schonn existéiert.

Et muss een och wëssen, datt duerch de Fait, datt dee Phasage esou entsteet, erheblech Méikäschten do sinn, déi awer einfach noutwenneg sinn, wann ee wëllt de Fonctionnement vun der Schoul während där ganzer Zäit assuréieren; an déi bedroe ronn 1.850.000 Euro.

Stellt sech dann zum allerleschten nach d'Fro, a wat fir eng Prozedur mer hei ginn, well hei ass elo e Projet, dee quasiment prett ass fir déposéiert ze ginn. D'Educatioun kuckt en elo kuerzfristeg nach eng Kéier no an da wäerte mer en och hei an der Chamber déposéieren. Da stellt sech fir mech d'Fro, ob mer en an déi Prozedur bréngen esou wéi mer et elo bei alle Bauteprojeten an der lescht gemaach hunn oder ob mer deen hei an eng nei Prozedur bréngen, eventuell an e Second vote.

Dat ass eppes, wat mer nach mat der Chamberkommissioun mussen duerchdiskutéieren, wéi och ëmmer. Mä ech géing proposéieren, datt mer hei dee schnellste Wee huelen. Well ech si mer och bewosst, datt dat hei e prioritäert Gebai ass an datt dee Projet och scho vun der leschter Regierung fäerdeg gemaach ginn ass a prett ass fir an d'Aarbechten ze goen. Voilà.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bauteminister. Domat ass dëse Punkt, nämlech d'Froestonn un d'Regierung, ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten.

Do hu mer d'Interpellatioun vum Här Henri Kox iwwert d'Akerbaupolitik, d'Sécherheet vun den Iesswueren an d'Liewensbedingunge vum Véi. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deementspriechend opgedeelt. Den Interpellant huet 20 Minutten, d'CSV 34, d'LSAP 24, d'DP 20, DÉI GRÉNG 17 an den ADR 15, währenddeems d'Regierung 20 Minutten Zäit huet.

Eist Reglement gesäit vir, wann den Auteur vun der Interpellatioun déi Zäit, déi him laut Reglement zur Verfügung steet, iwwerschreit, dass dann déi Zäit imputéiert gëtt op d'Riedezäit vu sengem Grupp. Étant donné dass déi Gréng kee Riedner ageschriwwen hunn, mat Ausnahm vum Interpellant, kéimen deementspriechend fir den Interpellant 37 Minutten a Fro.

Här Kox, ech ginn Iech d'Wuert an Dir hutt d'Recht déi Zäit voll auszeschöpfen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

5. Interpellation de M. Henri Kox relative à la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wéi sécher sinn eis Liewensmëttel? Maachen eis Liewensmëttel krank? Mat wat a wéi ginn eis Liewensmëttel hiergestallt? Wou kommen eis Liewensmëttel hier a wéi gi se transportéiert? Wéi gëtt d'Ëmwelt an d'Landschaft bei der Hierstellung vun de Liewensmëttel belaascht? Wéi eng Belaaschtung a Quale mussen d'Déieren erleiden? Wéi ee Stellewäert huet eis Landwirtschaft nach an der Gesellschaft? Huet d'Landwirtschaft iwwerhaapt nach eng Zukunft an engem Héichlohnland wéi Lëtzebuerg?

Dat sinn alles Froen, déi nach virun net allze laanger Zäit hei op dëser Tribün gestallt goufen. Froen, do sinn ech éierlech, déi net einfach nëmme mat enger Äntwert gekläert kënne ginn, déi awer, wa se bis beäntwert sinn, nei Froen nees opwerfen, déi hirersäits erëm no neie Léisunge verlaangen. E Prozess also, dee stänneg a Bewegung ass, eng Bewegung, déi wichteg ass, well si all Prozess no vir bréngt. Si ass de Garant fir d'Ännerung. Keng Bewegung ass Stëllstand a Stëllstand ass jo bekanntlech Réckstand. Dës Bewegung kann ee selwer steieren, domat och selwer beaflossen an domat och hir Vitesse bestëmmen an och kontrolléieren. Oder eng Bewegung, déi ee vu baussen erageluecht kritt an déi dann oft en onkontrolléiert Eegeliewe kritt. Eng Bewegung also, wa se emol ausser Kontroll ass, déi zu villen onnéidege Schied, Leed a Réckschléi féiert.

Dëst war sécherlech de Fall bei der BSE-Kris, wou d'Landwirtschaft an net nëmmen d'Landwirtschaft an eng déif gräifend Existenzkris gefouert gouf. Dobäi gouf vill onnéidege Parzeläin zerbrach. No esou turbulenten an onkontrolléierte Bewegunge stellt sech ëmmer nees d'Fro, ob mer dorauser geléiert hunn. Si mer haut besser drop virbereet, wann d'Vitesse am Prozess nees méi grouss gëtt? Behale mer bei esou Vitessen den Tram nach op de Schinnen?

D'Chamber hat sech an dëser turbulenter Zäit vill Gedanke gemaach an och eng ganz Rei vun Iwwerleeungen ugestallt. Et gouf en Hearing organiséiert wou sämtlech Organisatiounen an Associatiounen, déi mam Liewensmëttel iergendwéi a Kontakt waren, gelauschtert goufen. Vum Stéck bis op den Dësch an nees zréck. Sämtlech Prozesser goufen dobäi beliicht. En décke Rapport gouf verfaasst an e groussen Débat hei an der Chamber och ofgehalen. Vill Motioune goufen dobäi eestëmmeg hei ugeholl - op déi wäert ech am Laf vu menger Interpellatioun nach zréckkommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Summer 2004 zu Lëtzebuerg, schrecklech Biller vun engem Bauerenhaff vu Fréiseng. Déieren, déi net aartgerecht gehale goufen, hygienesch Zoustänn, déi alles anescht wéi e gutt Bild vun enger nohalteger Landwirtschaft hannerlooss hunn. Et kann dach net sinn, mir hunn dach e performante System op d'Bee gestallt, deen esou Situatiounen net méi zouléisst, eng Cellule de concertation agriculture-santé, déi all Aspekter vun enger sécherer Liewensmëttelproduktioun begleet. D'Gesondheet vum Produkt, aartgerechten Ëmgank mat Déieren a villes méi gëtt dach kontrolléiert. En trauregen Eenzelfall also?

„99% vun eise Bauere schaffe korrekt a maachen hiren Job anstänneg", esou emol d'Ausso vun offizieller Stell. Oktober 2004, erëm e Bild vun net aartgerecht gehalenen Déiere kursëieren an de Medien. Och nëmmen Eenzelfäll? Éischt Reaktioune vun der Veterinärsinspektioun weisen awer op strukturell Problemer am Secteur hin. Also dach keng Eenzelfäll?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dräi Joer no dem Débat iwwert d'Landwirtschaft am Allgemengen an d'Liewensmëttelsécherheet am Speziellen, stellt sech haut d'Fro wou mir stinn. Sinn déi Motiounen, déi deemools eestëmmeg ugeholl goufen, haut ëmgesat? Sti mer haut besser do wat d'Liewensmëttelsécherheet am Allgemenge betrëfft? Ass d'Agrarpolitik hei vu Lëtzebuerg ausgerüst op dat wat vum europäeschen Niveau nach alles op Lëtzebuerg kënnt?

Dräi grouss Achse wëll ech dofir développéieren. En éischte Punkt méi allgemeng iwwert d'Produktioun, d'Promotioun an d'Commercialisatioun vu Produitë vun héijer Qualitéit, dat besonnesch wat de Biolandbau ubelaangt. Hei interesséiert mech och speziell den Dialog, oder ob en Dialog gefouert ginn ass tëschent all den Intervenanten, siefen dat d'Produzenten, d'Distributeuren an d'Restaurateuren. Zum Schluss an deem Punkt nach eng Kéier d'Qualitéitslabelen, wou eng ganz Rei an der leschter Zäit entstane sinn.

Beim zweete Punkt wëll ech op d'Liewensmëttelsécherheet am Allgemengen an d'Gesondheet an de Bien-être vun deenen Déieren agoen.

A schlussendlech am drëtte Punkt wëll ech nach iwwert d'Agrarreform schwätzen, déi jo bekanntlech 2005 uleeft.

Zum éischte Punkt. Ass eng Bereetschaft do d'Qualitéit vun de Liewensmëttel, d'Sécherheet vun de Konsumenten an de Schutz vun der Ëmwelt iwwer all aner Ziler ze setzen? Ass de Wëllen do d'Biolandwirtschaft, déi zu Lëtzebuerg nach ëmmer nëmme marginal ass, an déi emol kaum 1% vun der gesamter Landwirtschaft ausmécht - am Wäibau ass se souguer nëmmen homöopathesch -, méi staark ze ënnerstëtzen?

Ech zitéieren aus dem Débat virun dräi Joer: „D'Tendenz weist däitlech no uewen. Lëtzebuerg hinkt, wat de Stellewäert vum biologesche Landbau ugeet, am Vergläich zu deene verschiddenen europäesche Partnerstaten, awer nach e gutt Stéck hannendrun. Ekonomesch, agronomesch, ethesch a gesellschaftlech Aspekter si fir en ökologesch ausgeriichte Bewirtschaftungssystem wichteg. Si striewe virun allem d'Erhalen, d'Verbesseren an d'Schoune vun den natierleche Ressourcen un, an d'Erhale vun der Natur mat hiren Eegewäerter wéi Buedem, Waasser, Loft, Planzen, Déieren a villsäiteg Ökosystemer a Landschaften.

Et ass wichteg, dass Lëtzebuerg dem biologesche Landbau eng stabil Basis gëtt. Déi konventionell Landwirtschaft ka vun der biologescher Landwirtschaft profitéieren an d'Vertraue vum Konsument zréckgewannen, andeems si sech novollzéibar ekologesch Kritäre setzt a respektéiert."

A weider: „Fir d'Nofro nach weider ze stimuléieren, musse breet ugeluechten, cibléiert Informatiouns- a Sensibiliséierungscampagnë lancéiert ginn. Och sollen eis Kantinnen a Grousskichen hir Moolzechte mat regionalen an nationalen a mat Bioproduiten zoubereeden."

Dat war, wéi Der vläicht héiere konnt, net onbedéngt eng Interpellatioun oder eng Ried vun deene Gréngen, neen, dat war e Passage aus enger Ried vun enger fréierer an neier Majoritéitsdeputéiert, nämlech aus der Ried vun der Madame Marie-Josée Frank. Ech kann nëmme soen, dass ech dat, wat deemools gesot ginn ass, zu 100% ënnerschreiwe kann.

Leider stellen ech awer fest, dass an deem Beräich op Regierungssäit, wat de Biolandbau ugeet, net allze vill an deene leschte Jore passéiert ass. Sou wéi a ville Beräicher, speziell an der Ëmweltpolitik, stellt een ëmmer nees fest, datt mir eis nëmme bewegen, wann eppes vu Bréissel erofdiktéiert gëtt. Esou ass dat och erëm hei am Beräich vun der Biolandwirtschaft.

Sou stinn an engem Bericht vun der europäescher Kommissioun ënnert dem Titel «Plan d'action européen en matière d'alimentation et d'agriculture biologiques», deen den 10. Juni 2004 publizéiert gouf, folgend Sätz: «L'exploitation des terres selon les principes de l'agriculture biologique assure, on le sait, des services publics, en apportant des avantages non seulement et surtout au bénéfice de l'environnement mais aussi du développement rural, ainsi qu'une amélioration du bien-être des animaux. Considéré sous cet angle, le développement de l'agriculture biologique doit avoir la société pour moteur.» - a weider - «Un des objectifs de la réforme de la PAC de 2003 était de promouvoir une production axée sur des produits de qualité, respectueux de l'environnement. L'agriculture biologique constitue un outil précieux pour atteindre cet objectif.»

Am Ganze ginn an deem Bericht vum 10. Juli 2004 21 Aktioune beschriwwen, déi am europäesche Kader solle weidergedriwwe ginn. Ech weess, datt sech neierdéngs e Grupp am Ministère konzipéiert huet fir endlech och hei am Land den ekologesche Landbau ze propagéieren.

Här Minister, Dir kënnt sécher sinn, dass mer do aktiv wäerte mathëllefe fir deen Aktiounsplang mat Liewen ze fëllen. Dofir hei vläicht speziell dräi Froen. Wéi eng Zilsetzung huet dee Grupp, dee sech mat

dem ekologesche Landbau befaasst, dass et net iergendwann am Kaffiskränzchen ausleeft?

Am Kader vun der Présidence ass et wichteg, dass Lëtzebuerg eng aktiv Roll an dësem Dossier iwwerhëlt. Gedenkt d'Regierung déi 21 Aktioune fir den ekologesche Landbau um europäeschen Niveau weiderzedreiwen?

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Drëttens, och am Kader vum Ausbau vun der ekologescher Landwirtschaft ass eng Fro, ob eng Initiativ geplangt ass fir esou Produkter verstäerkt an d'öffentlech Kantinnen ze propagéieren, sou wéi dat och an dësem Bericht ze fannen ass.

Do gouf et jo och eng Gesetzespropos vu mengem Kolleeg Garcia oder nach eng Gesetzespropos vun den Häre Loes a Schank, déi an déiselwecht Richtung gaange sinn. Dofir erlaabt mer, dass ech dem Här President e Bréif hannerloosse fir vläicht erëm déi zwee Gesetzesproposen erauszehuelen an déi da weiderzeleeden an d'Kommissioun vun der Agrikultur, fir vläicht do nach eng Kéier nei diskutéiert ze ginn. Wa mer wierklech den ekologesche Landbau hei am Land wëlle weiderféieren, dann ass dat e wonnerbare Moyen fir dat ze proposéieren.

Am Kader vum Hearing an dem folgenden Débat an der Chamber gouf och vill iwwer eng nei Ausriichtung vun de Labelen zu Lëtzebuerg vu Lëtzebuerger Produkter geschwat. D'Traçabilitéit vun de Liewensmëttel ass bekanntlech e wichtege Kritär fir d'Vertraue bei de Konsumenten oprechtzëerhalen. Säit Jore geet awer d'Zuel vun de Labelen hei zu Lëtzebuerg ëmmer méi an d'Luucht. Dëst ass net ëmmer am Interesse vum Konsument, dee sech net méi an deem Labelsbësch zréckfënnt. Dëse Labelsbësch kann domat och net am Interesse vum Produzent sinn. Do ass eng Iwwerschaffung méi wéi sënnvoll. Eng éischt Approche war sécherlech d'Initiativ vun der Bauerenallianz, déi déi Zäit vun engem roude Punkt geschwat huet. Och dozou meng Fro: Gëtt et e Koordinatiounsgrupp iwwert d'Ausschaffen, respektiv d'Zesummeleeë vu Labelen? Wa jo, mat wéi enger Zilsetzung?

E weideren, ganz wichtege Punkt ass net nëmmen d'Informatioun iwwert d'Liewensmëttel selwer, mä och iwwer hir Herkunft, hiren Traitement an och d'Transformatioun. Hei gouf am Kader vun deem Débat eng Motioun gestëmmt, déi d'Regierung opfuerdert en Dialog tëschent dem Produzent vun de Liewensmëttel engersäits, den Distributeuren an de Restaurateuren op där anerer Säit ze féieren, dëst am Sënn vun enger besserer Traçabilitéit vun de Produiten, wat dem Vertraue vum Konsument vis-à-vis vun de Liewensmëttel zegutt kënnt. Ech mengen, jiddferee kennt d'Initiativ vun enger grousser Distributiounschaîne zesumme mat enger Zuuchtorganisatioun an den entspriechende Baueren. Ech mengen, déi Initiativ huet en immensen Erfolleg, wat jiddefalls dat Produkt ubelaangt.

Dofir meng Fro, Här Minister: Ass en Aarbechtsgrupp gegrënnt ginn, deen den Dialog tëschent de Produzenten engersäits, den Distributeuren an och de Restaurateuren anerersäits iwwert d'Kommunikatioun vu sämtlechen Aspekter vun der Chaîne alimentaire fördert - dat heescht, alles wat sech dorëms dréint, dass och déi Traçabilitéit zréckzefannen ass bis an de Restaurant?

Zum zweete Punkt iwwert d'Sécurité alimentaire mat all senge Strukturen an Ënnerstrukture stelle sech och eng ganz Rei vu Froen. Dass déi Strukture weider ausgebaut a stänneg verbessert musse ginn, huet d'Beispill vu mat Dioxin verseuchte Fuddermëttel an Holland viru knapps zwou Wochen erëm bewisen. Ouni performant Laboen an eng gutt Koordinatioun tëschent den eenzelne Kontroll- an Iwwerpréifungsorganer wier et och hei erëm zu gesondheetlech schiedleche Stoffer an der Liewensmëttelkett komm. Hei weist et sech erëm, wéi wichteg eng Iwwerpréifung vu sämtleche Prozesser, déi bei der Hierstellung vu Liewensmëttele bedeelegt sinn, ass. Et ass net fir näischt, dass d'europäescht Parlament säit Joren eng Positivlëscht fuerdert, déi festleet wat alles als Fuddermëttel däerf a wat als Fuddermëttel net däerf verkaaft ginn. Dëst ass sécherlech och en Dossier, deen ee mat an d'Présidence kann huelen.

Hei stellt sech natierlech d'Fro, ob Lëtzebuerg och an därselwechter Efficacitéit déi Iwwerpréifung hätt kënnen duerchféieren. Ech wëll den Däiwel net op d'Wand molen, mä ech bezweifelen et staark. Heifir gëtt et eng Rei ganz konkret Ursaachen. Mir hunn nach ëmmer e schrecklechen Defizit, dee souwuel déi personell wéi déi materiell Ausstattung vun eise Laboe betrëfft. Vun enger Akkreditéierung vun enger Rei vu Laboen ass och nach näischt ze gesinn. Des Weidere weess ech net, ob dee Labo iwwerhaapt a leschter Zäit geschafft huet, well wéi ech de Rapport 2003 vun där Cellule de coordination gelies hunn, ass grad iwwert dee Labo näischt méi opzefanne gewiescht, well do war eng Kopie vum Rapport vun 2002 dran. Eréischt haut de Moien ass déi Kopie Gott sei Dank awer zréckfonnt ginn. Vläicht kann een och do déi Kopie erëm op den Internet setzen, well säit Joren, wann een do op déi Plaz klickt - an do si mer wäit ewech vun engem eLuxembourg oder eGovernment -, kënnt bei der Sécurité alimentaire ëmmer nëmmen e schéine Männchen, deen nach ëmmer um Buedem do kappt, mä absolut keng aner Informatioune sinn ze fannen iwwert d'Sécurité alimentaire. Hei wier e schéint éischt Beispill fir kënnen deen Text zumindest dann op den Internet ze setzen. Dat wier en éischte Start an déi Richtung.

Dozou hunn ech zwou Froen. Wéi steet et speziell dann elo mat de Regroupementer an der Akkreditéierung vun de Laboen hei zu Lëtzebuerg? Hu mir dat néidegt Personal an déi materiell Ausstattung fir performant Analysen an de Laboë kënnen duerchzeféieren? Wéi steet et iwwerhaapt mat den Analysen, fir GMO-Produiten hei zu Lëtzebuerg och efficace kënnen ze iwwerpréiwen? Ech mengen, dat ass e Beräich, deen d'Leit insbesondere dobausse ganz vill interesséiert.

Wat de Service vun de Veterinären ubelaangt, sou schéngt et mer, datt mer dem Defizit vu Veterinären an Inspektere wuel vläicht mat Leit kënnen entgéintgoen. Awer wéi sot schonn den Direkter, den Här Besch: Dat wäert an nächster Zäit och nach laang op sech waarde loossen.

Mir schéngt et, dass de Problem éischter um strukturelle Plang ze sichen ass. No mengem Verständnis kann et net sinn, datt de Veterinär, deem säin éischte Rôle u sech d'Hëllefstellung an d'Berodung vum Bauer bei Problemer mat der Gesondheet oder dem Bien-être vum Béischt um Terrain sollt sinn, gläichzäiteg och eng efficace Kontroll vun der Hygiène an dem Bien-être vum Déier ka maachen. Hei ass vu vireran eng Vermëschung, en Interessekonflikt virprogrammëiert. D'Gefor, dass Gefällegkeetsberichter hei kënnen entstinn, ass ginn.

Wann een engersäits muss Berichter verfaassen iwwert d'Kontroll, wat dee Bauer do alles mécht, an anerersäits och Hëllefstellung mécht, dann ass legitim dass do mol en Interessekonflikt kann entstoen. Hei muss aus Siicht vun deene Gréngen eng kloer Trennung vu Berodung, Hëllefstellung an och Kontroll virleien.

Dës Propos kënnt jo net eleng vläicht vun deene Gréngen. D'Associatioun vun de Lëtzebuerger Médecins vétérinaires ruraux oder, wéi géif och hei am Eck gesot ginn, d'Groussdéierepraktiker, wéi dat op Lëtzebuergesch heescht, hu schonn nom Fréisenger Problem eng Rei vu Virschléi gemaach. Proposen déi a sech an déi Richtung ginn, fir deen Interessekonflikt zumindest e bëssen ofzeschwächen. Menges Wëssens jiddefalls sinn nach do keng informell oder offiziell Gespréicher tëschent dem Ministère an deene Vertrieder gefouert ginn.

Dofir eng Rei vu Froen, Här Minister. Gëtt d'Veterinärskontroll reforméiert? Wa jo, wéi? Sinn oder gi Gespréicher mat der zoustänneger Associatioun gefouert? Wéi kommt Der dem Personalmangel an der Veterinärsinspektioun entgéint? An da vläicht och e ganz wichtege Punkt: Misst een net eng cibléiert Campagne féieren, fir dass de Beruff vum Groussdéierepraktiker och erëm e bësse méi attraktiv gëtt?

Am Secteur ass e grousse Manktum an et muss oft laang op e Veterinär gewaart ginn, wa mol effektiv e Problem um Haff besteet, sief et bei der Gebuert oder bei anere Problemer. Do misst och d'Regierung, respektiv eng Campagne um Terrain fir dee Beruff gemaach ginn.

Eppes steet jiddefalls fest: Datt esou Zoustänn wéi zu Fréiseng schonns laang bekannt waren, an dat seet Iech jiddfereen am Milieu.

De groussen Deel vun eise Baueren hei am Land, an dat wëll ech awer och hei betounen, brauche sech, wat d'Hygiène an de Bien-être vun hiren Déieren ubelaangt, awer näischt virzewerfen.

De Problem vun deene Bauerebetriber ass och net eleng mat enger Veterinärskontroll gedoen. Hei ass de Problem op engem aneren Niveau ze sichen. Oft sinn déi Leit hoffnungslos iwwerfuerdert fir e moderne Bauerebetrib vun haut ze féieren, dat besonnesch um administrative Plang.

D'Koordinatioun tëschent deenen eenzelnen Instanzen am Beräich vun der Sécurité alimentaire mag vläicht um ieweschten Niveau mëttlerweil e bësse besser klappen; um Terrain schéngt et mir awer, dass do nach villes muss reforméiert ginn.

Firwat net och do eng Aart, wéi a villen anere Beräicher, vun engem Guichet unique fir de Bauer anzeféieren, wou all Aspekter vun enger moderner Gestioun vun engem Bauerenhaff beliicht kënne ginn? Dëst gëtt ëmsou méi wichteg, wann d'nächst Joer oder an deenen nächste Joren déi nei Reform a Musek ëmgesat gëtt, an do kommen nach eng ganz Rei vun neie Paperassen op se duer.

Fir d'éischt wëll ech awer nach op ee Punkt zréckkommen, dee vun der Sécurité alimentaire, a méi speziell iwwert d'Agences de sécurité alimentaire. Do gouf et och e Gesetzestext vum Här Fayot aus dem Joer 2001, dee seet, fir déi Agence do och kënnen anzeféieren. Aus dem Regierungsaccord geet och ervir, dass d'Kreatioun vun esou enger Agence sollt studéiert ginn. Wann déi Agence elo de Volet och kritt wéi déi a Frankräich, esou kënne mir jiddefalls vun deene Grénge ganz averstane sinn. Wann de Rôle sech nëmmen op eng Veille an d'Iwwerpréiwung vun de Liewensmëttel a respektiv d'Berodung an d'Alerte versteet, a kee Pouvoir de contrôle, wéi dat a Frankräich de Fall ass, da kënne mir duerchaus domadder averstane sinn.

Dofir meng Fro heiriwwer: Wéini lafen d'Etüden, fir d'Kreatioun vun enger Agence de sécurité alimentaire ze studéieren, un? Wéi e Rôle kritt déi Agence? Dëst betrëfft vläicht och den Här Santésminister, hien ass leider net méi do, awer dat ass u sech e Beräich, deen ech a sengem Ministère fonnt hunn.

(Interruption)

Une voix.- Wou steet dat dann?

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Dat weess ech net.

Da musst der do vläicht innerhalb der Regierung nach eng Kéier driwwer diskutéieren.

E leschte Punkt: Ech wëll nach en Ausbléck iwwert déi Agrarreform, déi jo bekanntlech d'nächst Joer uleeft, verléieren. Gläichzäiteg wëll ech awer och profitéieren, nach eng Kéier dee Guichet unique fir d'Baueren e bësse méi ze explizéieren.

Bon, déi nei europäesch Agrarpolitik, déi ab dem 1. Januar och hei zu Lëtzebuerg uleeft, gesäit jo bekanntlech eng Entkopplung vun der Produktioun vun de staatlechen Hëllefe vir. Dëst fir engersäits d'Iwwerproduktioun vu Liewensmëttel ze vermeiden an op där anerer Säit vläicht méi verstäerkt Natur-, Ëmweltschutz-, respektiv Déiereschutzoplage méi gerecht kënnen ze ginn, wat mir an deem Sënn nëmme kënnen ënnerstëtzen dann. Dës Bäihëllef, déi als Aart Jeton ausbezuelt gëtt an un d'Fläch vum Bauerebetrib gekoppelt ass, ass awer u gewëssen Oplage gekoppelt. An dës Oplagen, an dat mécht d'Saach elo vläicht komplizéiert fir de Bauer um Terrain, déi ënnert dem Numm vum Öko-Conditionnement bekannt sinn, gesinn eng Rei vun Iwwerpréiwungen, ech mengen an 18 Fäll vir, déi lues a lues ab 2005 ulafen, déi och deels schonn an deene leschte Jore kontrolléiert ginn. Do ass eng Unité de contrôle.

(Interruption)

Wat gelift?

Une voix.- Gréisstendeels!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Gréisstendeels. Mä gréisstendeels ass nach net schlussendlech, well iwwert déi Kontrolle kann ee sech jo nach ëmmer ënnerhalen, an och de Kritär, no wéi enge Prinzipie mer dee Contrôle duerchféieren.

Dës Felder ginn iwwert den Ëmweltschutz an natierlech och iwwert den Déiereschutz. Bei Verstéiss, an dat ass nei, ginn déi, natierlech prozentual wéi grouss dann dee Verstouss ass, elo réckwierkend op de Beitrag zréckgespillt. Dat heescht, d'Bäihëllef gëtt entspriechend gekierzt.

Dir gesitt, datt hei eng weider Etapp trotzdeem vun administrativer Aarbecht op de Bauer zoukënnt, déi d'Loscht um Beruff u sech net grad fördert.

Mir mussen also vläicht besser Instrumenter schafen, déi éischtens de Bauer a senger administrativer Aarbecht entlaascht, an op där anerer Säit Hëllefstellung a Form vu Berodung zum Beispill ubitt, fir sech deenen neien Erausfuerderunge vun enger moderner an nohalteger Landwirtschaft entgéint ze stellen.

Ech denken hei besonnesch och un eng Berodung, an dat ass virdrun an deem klengen Zitat erauskomm, wat ech gesot hunn, dass d'Biolandwirtschaft, och fir déi konventionell Landwirtschaft, an dat gëtt ëmmer verkannt, ganz vill Virdeeler mat sech bréngt. Well firwat d'Biolandwirtschaft hei zu Lëtzebuerg net an deem Sënn ëmgesat gëtt, berout a groussen Deeler op der Onwëssenheet an einfach op engem Wëssensdefizit, deen an der konventioneller Landwirtschaft besteet.

Wa mer op dee Wee ginn, dass mer déi biologesch Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg méi verstäerkt ausbauen, da kommen do och eng ganz Rei vun neien Erkenntnisser eraus, déi mer duerchaus mussen de konventionelle Bauere mat op de Wee ginn.

Wat ass d'Iddi, déi hannert deem Guichet unique u sech stécht? Mir schwätze souwuel am Handwierk wéi bei anere Firmae vun enger Regruppéierung vun allen administrative Chargen. Mir wëssen duerch den Öko-Conditionnement an där Unité de contrôle, dass do eng ganz Rei vun anere Ministèren, et ass d'Ëmweltverwaltung oder den Innenministère mam Waasserwirtschaftsamt, verschidde Reie vu Moossnamen, oder wat d'Waasserqualitéit ubelaangt, iwwerpréift. Sou mécht et duerchaus Sënn eng Cellule ze schafen, déi u sech dat alles regruppéiert, dass de Bauer net, nodeem en d'Unité de contrôle schonn eng Kéier laanscht gehat huet an immens vill Defizitter festgestallt goufen, dass am Virfeld zu deene Kontrollen u sech eng Unitéit wier, déi dat alles regruppéiert.

Dat heescht, et si jo eng ganz Rei vu Moossnamen, déi scho lafen. Ech mengen d'ASTA mécht seng Berodung. Et ass de Veterinär dee selwer an deem Beräich eng Berodung mécht.

De Fall Fréiseng huet bewisen, dass et jo net nëmmen e Fall vun Déiereproblematik war, mä och e Fall vu Sozialproblematik. Dass een an där Cellule do praktesch och Elementer erabréngt, wann et muss de Fall sinn, och op sozialem Plang kënnen Hëllef ze stellen.

Dat ass e Beräich, deen och bei de Baueren e groussen Defizit opweist, well eng ganz Rei vun administrativen Hürden d'Loscht u sech an och d'Zukunftsperspektiv vun dem Bauerestand behënnert. Dofir déposéieren ech eng Motioun, déi all déi Punkten opwerft, fir ze soen dass sollen Ënnersichunge gemaach gi fir an déi Richtung vun engem Guichet unique ze goen, och fir de Bauer, dee sech do kéint eng Hëllefstellung an deem Beräich virstellen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'agriculture se trouve face à un nombre croissant de règlements techniques, hygiéniques et sanitaires;

- que la réforme de la politique agricole commune implique le respect de nouvelles exigences en matière de protection de l'environnement, de la nature et des animaux;

- que l'agriculture a souvent des difficultés à assumer ce travail «administratif» sans cesse croissant à côté de son travail «pratique» sur le terrain;

- que les formalités administratives et les procédures de contrôle devraient être facilitées pour permettre à l'agriculture de se consacrer davantage à sa fonction essentielle: la production de denrées alimentaires;

- qu'une transparence et une meilleure communication sur les formalités administratives et les contrôles sanitaires profiteront aussi bien à l'agriculture qu'aux consommateurs;

- que toutes ces formalités visent finalement à garantir la qualité des produits;

- que les consommateurs sont en droit d'exiger toutes les garanties de qualité;

- que le Gouvernement a annoncé l'élaboration d'un Code des consommateurs;

invite le Gouvernement

- à mettre en place une structure pluridisciplinaire et interministérielle de type «guichet unique» rassemblant tous les services concernés et ayant au moins les trois objectifs suivants:

1. améliorer l'information et les connaissances de l'agriculture luxembourgeoise;

2. fournir une assistance administrative et technique à l'agriculture luxembourgeoise;

3. viser une simplification de l'ensemble des formalités administratives auxquelles l'agriculture luxembourgeoise doit faire face.

(s.) Henri Kox, François Bausch.

Bon, ech gesinn dass ech schonn e bësse méi wäit iwwert déi 20 Minutten eraus sinn.

Zum Schluss vu menger Interpellatioun wëll ech awer nach e puer perséinlech Remarquen oder Bemierkungen iwwert d'Landwirtschaft am Allgemenge maachen, wat och eis heibannen all misst ugoen.

D'Produktioun, den Ëmgank an de Gebrauch vu sécheren a gesonde Liewensmëttel - ech mengen dat ënnerschreift jiddfereen - ass e ganz wichtege Beräich vun eiser Gesellschaft ginn, an dofir musse mir als Politiker dëst och prioritär behandelen. Heibäi spillt d'Landwirtschaft e ganz wichtege Rôle, och an engem Land wéi Lëtzebuerg, wann net déi zentral Roll.

Et ass dofir en Optrag un d'Gesellschaft déi Mëttel a Ressourcë fräizestellen, datt d'Landwirtschaft erëm méi selbstbewosst dee Rôle kann iwwerhuelen. D'Landwirtschaft däerf net nach weider, wéi dat de Moment de Fall ass, an den Eck gedréckt ginn an als lescht Glidd vun enger industrieller Ketten, als Handlanger vu multinationale Gesellschaften. Ech froen Iech: Ass et dann normal wa mer dem Bauer Mais verkafen, dee sech net méi selwer ka reproduzéieren, dee Mais just dann nach gutt wiisst wa mer och nach déi Sprëtzmëttel an Düngermëttel vun därselwechter Firma mussen asetzen? Wat ass dat fir eng Zukunftsperspektiv fir e Bauer? Dat kann u sech keen heibanne kal loossen. Do musse mir u sech vill méi staark dorobber reagéieren. Do heescht et u sech, wéi ech am Virfeld gesot hunn, net stëll ze sinn, mä sech ze bewegen.

Bei esou enger Landwirtschaft, an dat kann ech Iech hei versécheren, maachen ech, maachen déi Gréng jiddefalls net mat. Mir däerfen d'Gesetz vun der Natur net op d'Kopp setzen.

Villes ass bei der Landschaft duerch déi industriell Logik och verluer gaangen. Aus eegener Erfahrung, an dat ass meng ganz perséinlech Vue vun deene Joren, déi ech do matgemaach hunn, ass d'Ëmstellung aus deem Sens unique, dee mer de Moment hunn, immens schwéier.

Säit fënnef Joer schaffen ech aktiv un enger Ëmstrukturéierung vun engem Wënzerbetrib op Biowäin mat, fir aus dem Sens unique eraus a gläichzäiteg erëm zréck an en natierleche Kreeslaf ze kommen, d'Ofhängegkeet vun industriellen a kënschtleche Mëttelen ze reduzéieren, souguer deels, wat d'Liewensmëttel Wäin, a fir mech ass et e Liewensmëttel, komplett ze verbannen. Haut kann ech jiddefalls soen, dass et geet, an et geet souguer gutt. De Problem awer ass, dat verlaangt Wëssen, dat verlaangt Iwwerzeegung, dat verlaangt Kooperatioun, dat verlaangt Vertrauen an d'Natur an dat verlaangt Loscht an dat verlaangt Visiounen, déi jo och oft verpöhnt waren.

D'Kompetenze kommen awer net vum selwen. D'Kompetenzen an d'Motivatioun fir an déi Richtung ze goen, déi musse mir, déi mussen d'Politik, déi mussen d'Gewerkschaften, déi an deem Beräich schaffen, och erëm vermëttelen. Hei huet déi industriell Logik jiddefalls bei de Bauere komplett Aarbecht gemaach. Et muss immens vill Iwwerzeegungsleeschtung nach do erageluecht ginn, fir dat effektiv ze duerchbriechen, well de meeschte Widderstand par rapport zu dem Biolandbau kënnt aus den eegene Reien. An dat mécht mech ëmsou méi rosen, dass dat esou de Fall ass.

Dir Dammen an Dir Häre, do kënne vill Leit dovunner profitéieren. Jidderee vun deem Wandel huet do seng Part, déi en dovu ka profitéieren. Ech nennen do nëmmen ee Beispill, dat ass dat vun de Kanner, well et sinn d'Kanner, déi an der Zukunft wäerten ënnert deem Sens unique vun enger Landwirtschaft, wéi se de Moment bedriwwe gëtt, leiden. Leider feelt mer d'Zäit e bësse méi wäit dorobber anzegoen, awer just een Aspekt, well deen och an der leschter Zäit an der Diskussioun ass, dat ass den Aspekt vum Iwwergewiicht.

Dir wësst alleguerten, wa mir samschdes owes emol feieren doheem, mir maachen eis et gemittlech mat de Frënn, mir maachen e regelrechte Kult wat d'Iesskultur ubelaangt, mä firwat maache mer dat dann net mat eise Kanner? Firwat vermëttele mer net erëm de richtegen ëmweltbewossten Ëmgank mat de Liewensmëttel? Firwat loosse mer se eleng an deem Domän, wat dozou féiert, dass mer haut all véiert oder all fënneft Kand hei a Lëtzebuerg scho mat Iwwergewiicht hunn.

D'Erzéiung zum Liewen heescht och eng Erzéiung zu enger gesonder an ausgeglachener Iesskultur. Hei sinn net nëmmen d'Elteren oder d'Gesellschaft, mä do mengen ech speziell d'Schoule gefuerdert, déi, an do ass dat wat virdrun och schonn ugeschwat ginn ass, dat vun de Kantinnen, e ganz wichtegen Apport erëm iwwert d'Kantinnen de Wee an d'Loscht op gesond Iesse kënnen ze vermëttelen. Dëst geet awer net vum selwen. Do sinn Initiative gefrot an net d'Ofwaarde bis d'Kand erëm am Pëtz läit. De Stëllstand ass also out, d'Bewegung ass in. Wat mir brauchen ass eng regelrecht Bewegungsrevolutioun an net nëmmen an dësem Beräich, mä a ville Beräicher.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement ageschriwwen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt just eng Remarque maachen. Bei der Motioun, déi den Här Kox déposéiert huet, sinn nëmmen zwou Ënnerschréften drop. Dat ass, well mer deenen anere Fraktiounen d'Chance wëlle gi mat drop ze ënnerschreiwen, wa se d'accord wieren. Ansonste brénge mir eis Ënnerschréft natierlech.

M. le Président.- Merci, Här Bausch.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn et haut, wéi mer héieren hunn, mat enger Interpellatioun vun der Regierung ze dinn iwwer verschidden Aspekter vun der Agrarpolitik. Ufanks 2004 hat den Här Georges Wohlfart schonn dës Iddi, mä him seng Demande fir eng Interpellatioun vun der Regierung gouf zu deem Zäitpunkt an eng Question avec débat ëmgewandelt, déi dann och de 5. Mee 2004 heibanne stattfonnt huet an diskutéiert gouf.

Den Interpellant, den Här Kox, vun der grénger Fraktioun gëtt als Diskussiounssujeten dräi Haaptthemeberäicher un:

1. d'Répercussioun an de Contrôle vun der Réforme communautaire,

2. d'Sécurité alimentaire an

3. de Bien-être des animaux.

Här President, ech fänke mat deem un, mat deem den Här Kox opgehalen huet, d'Entkopplung vun den direkte Bäihëllefen, déi zu bal 100% u sech Produktiounsbäihëllefe sinn, ass e Schrëtt, deen ee bei der Mise en oeuvre vun der Agenda 2000 nach net virausgesi konnt. Et war du bei der sou genanntener „midterm review" 2003, wou den Här Fischler dunn d'Kaz aus dem Sak gelooss huet. Et koum 2003, nodeems en nach majoritär déi europäesch Agrarministere vu sengen Iddien iwwerzeegt hat, net zu der Zéiung vun enger renger Zwëschebilanz, neen, et koum ganz schnell zu enger kompletter Ëmorientéierung vun der europäescher Subventiounspolitik, wat déi direkt Bäihëllefen ugeet.

Et ass u sech eng Reform vun der europäescher Machtordnung. Et ass keng Reform u sech vum Agrargesetz. Ouni elo wëllen an den Detail ze goe wéi oder no welche Modellen déi eenzel Memberstaten dës Entkopplung vun direkte Bäihëllefe realiséiere wëllen, bleift awer festzehalen, datt et an all Memberstat zu komplett neien Orientéierunge komme wäert. Och wann am Ufank, soen ech emol, net jidderee sech séier mam Här Fischler senge Gedankegäng konnt ufrënnen, esou muss een awer agestoen, wann een éierlech mat sech selwer ass, a wann een dat wat geschitt net ze vill duerch de Brëll vun dem eegene Betrib gesäit, datt ënnert dem Strëch bei dëser Reform dach awer dat Positiivt dat Negatiivt iwwerweit.

Wichteg fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft ass, datt déi Gelder, déi bis elo direkt als Produktiounshëllefen der aktiver Landwirtschaft zegutt komm sinn, an ech betounen, Här President, datt der aktiver Landwirtschaft déi Gelder och erhale bleiwen. Firwat dréine mer elo schonns op hallwem Parcours deem ale Bäihëllefesystem de Réck? Et gëtt verständlech Grënn an och verständlech Erklärungen dofir an och dozou.

Mir hunn an Europa, och hei zu Lëtzebuerg, sief et am Fleeschsecteur oder an anere Secteuren, wou et zu Produktiounsbäihëllefe koum, et och ganz dacks mat enger Iwwerproduktioun ze dinn. Et ass an deem Kontext, wann een éierlech mat sech selwer ass, en Onsënn sonnergläiche fir verschidde Produkter esou staark ze subventionéieren an iwwert de Wee vu Subventiounen dann d'Iwwerproduktioun och nach ze förderen. Well eent ass kloer, wann d'Politik wéi bis elo der Meenung war, duerch direkt Bäihëllefen d'Produktioun ze förderen, dann ass d'Iwwerproduktioun eng logesch Konsequenz dovunner.

Den Här Friedrich-Wilhelm Graefe zu Baringdorf huet, wéi en hei bei eis am Hearing iwwert d'Sécurité alimentaire war, Folgendes gesot: „Überschüsse hat es überall da gegeben, wo diese staatliche Intervention griff, weil sie wie ein Staubsauger gewirkt hat. Die Betriebe haben nicht mehr für den Absatz sorgen müssen und in diese staatlichen Interventionen hinein produziert. Und die Preise waren so angesetzt, dass die rationalisierte Produktion gerade ihre Kosten deckte. Das ist ungefähr so als wenn Sie VW für den Golf eine Abnahmegarantie geben, legen 20.000 Mark drauf auf jeden und tun ihn auf den Weltmarkt. Die hören nie auf Golfe zu produzieren. Wir haben Golfberge mit Sicherheit", huet deen Här hei gesot.

Une voix.- Dat ass ganz richteg.

M. Lucien Clement *(CSV).*- An der Nokrichszäit, soen ech emol, huet ee Stot praktesch d'Halschent, 50% vu sengem Akommes fir Liewensmëttel ausginn. Net jiddereen hei zu Lëtzebuerg an och net sosswou an Europa konnt sech zu där Zäit dat um Dësch leeschten zu deem e Loscht hat. D'Politik huet zu där Zäit gemengt, se misst do reagéieren an huet versicht iwwert de Wee vu Subventiounen un d'Agrarwirtschaft d'Liewensmëttele méi bëlleg ze maachen. Dat war zu deem Zäitpunkt sécher net falsch, an d'Operatioun war bis zu den 90er Joren, dat kann ee roueg soen, e risege Succès. De Bifdeck blouf fir de Konsument bëlleg, während all déi aner Saachen deem normalen Zyklus vun der Deierecht ënnerleeë waren.

Dunn ufanks den 90er Jore gouf den Zäitpunkt awer verpasst fir der Landwirtschaft en neit Konzept ze verschreiwen. D'Landwirtschaft huet ausganks den 80er, ufanks den 90er Joren duerch nei, méi performant Produktiounsmethoden an ëmmer méi op Produktioun ausgeriichte Bäihëllefen ëmmer méi produzéiert, wat dunn zum Resultat hat, datt déi bis dohinner nach eenegermoossen annehmbar Präisser ëmmer méi déif an de Keller gerutscht sinn.

De Succès vun dëser Politik ass an deem Sënn - soen ech mol iwwerspëtzt - esou grouss, datt haut an der Europäescher Unioun de Botter méi bëlleg ass wéi Schongwichs an d'Mëllech bëlleger wéi de Vittel, datt eng Tonn Weess, déi de Bauer verkeeft, manner wäert ass wéi ee muss ausgi fir eng Tonn Müll fortzeféieren an ze entsuergen.

Dem neie Modell soll een dofir - soen ech emol - och net allze pessimistesch entgéintkucken. Et ass schonns bal eng radikal Ëmännerung. Et wäert eng Neiausriichtung ginn. De Bauer kann an Zukunft mat deem neie Primëmodell méi maartgerecht produzéieren an doduerch och méi laangfristeg plangen. E kann, ouni sich missen u Produktiounsprimen ze orientéieren, dat produzéieren, wat e fir richteg hält a wouvun e mengt, wat am beschten zu sengem Betrib passe géif.

Och wann, wéi schonns ufanks gesot, net jiddferee mat deem zréckbehalene Modell, oder deem Modell, dee wäert zréckbehale ginn, zefridden ass, sou ass en fin de compte dach wichteg, dass an hirer Gesamtheet der Landwirtschaft keng Gelder verluer ginn.

Mä ee Volet vun dëser kompletter Ëmorientéiereung vun de Primë léisst awer nach Froen op. Et ass nämlech virgesinn, datt bei den zukünftege Verkeef oder Verpachtungen d'Prime à l'hectar op den Terrainë bleiwe kann. Verpacht kann nëmmen den Terrain mat der Prime ginn. Beim Verkaf dogéint ass et méiglech den Terrain oder d'Prime eenzel ze veräusseren. Bleift et bei dëse Virschléi, wäerten elei allerdéngs der aktiver Landwirtschaft zugonschte vun deenen, déi ophalen, massiv Gelder verluer goen. Mir wäerten elei e System kréien oder heiduercher kreéieren, deen ähnlech wäert si wéi deen, dee mer vun de Mëllechquoten hier kennen. Duerch de Verkaf oder d'Verpachtung vu Mëllechquoten huet en fin de compte de sou genannte „Sofamelker" netto méi Geld verdéngt wéi deen, deen an der Realitéit Kéi gestrach huet.

Ech mengen, Här Minister, et soll ee versichen dëse Volet vun der Neiorientéierung nach eng Kéier opzemaachen a mat deene Responsabele probéieren ze diskutéieren an och no neie Solutiounen ze sichen.

Ass awer elo - soen ech emol - op europäeschem Niveau keng Solutioun méiglech an d'Kommissioun bleift stur bei hire Virstellungen, wëll ech awer einfach emol vun dëser Plaz aus en Appel un all Bauer maachen, un deen, deen en Terrain pachten oder kafe geet, an och un déi, déi verpachten oder verkafen, fir korrekt mat dëse Präisser, wat de Volet Primen ugeet, déi op den Terrainë sinn, ëmzegoen. Et bréngt der aktiver Landwirtschaft näischt, wa Gelder, déi hinne vu Rechts wegen zoustinn, herno zu engem groussen Deel an de Pensioune verschwannen.

Mir brauchen, Här President, hei zu Lëtzebuerg performant Agrarbetriber. D'Fro stellt sech dofir net, wéi vill Betriber Joer fir Joer ophalen, mä d'Fro déi sech stellt, oder déi ee sech stelle muss, ass déi, ob déi Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg bleiwen, performant genuch sinn, fir och kënnen ze bestoen. Fir performant Betriber zu hunn, muss an der Landwirtschaft grad wéi an anere Secteure vum Handwierk oder vum Commerce d'Ausbildung a virun allem awer d'Weiderbildung eng richteg Prioritéit kréien.

Dofir ass et nëmmen ze begréissen, dass d'Regierungserklärung d'Kreatioun vun engem Centre de compétence virgesäit. Nëmmen e gebündelt Wëssen, dat un déi Aktiv aus dem Secteur weidervermëttelt gi kann, bréngt eis elei no vir. Allerdéngs - an dat ass séier wichteg - muss och d'Bereetschaft vun all eenzelnen do sinn, fir sech dat Wëssen och wëllen unzëeegnen. E moderne Bauer ass wirtschaftlech gesinn en Entrepreneur, dofir ass et wichteg dass de Bauer och anere Betribsleederen aus dem Artisanat gläichgestallt gëtt. D'Aféierung vun engem Brevet de maîtrise pour le secteur agricole, wéi et an der Koalitiounserklärung steet, ass nëmmen ze begréissen. Eng Meeschterprüfung dréit nieft der Wëssensvermëttlung, déi ee souwisou doduerjer kritt, mat Sécherheet awer och zum Image vun deem ganze landwirtschaftleche Stand bäi.

Entrepreneur sinn - a gleeft mer es, de Bauer vun der Zukunft wäert Entrepreneur sinn - heescht ënner anerem och, dass een innovativ muss sinn; eng Eegeschaft, déi zwar och an anere Secteuren ëmmer méi rar gëtt. De Lëtzebuerger huet eben d'Tendenz an zéit et ëmmer méi vir, fir an deem sou genannte Secteur protégé säi Geld wëllen ze verdéngen.

Dovun ofgesinn hunn d'Lëtzebuerger Landwirtschaft an de Wäibau hei zu Lëtzebuerg och dank deem neien Agrargesetz an deene leschte Jore ganz vill awer investéiert. 210 Milliioune goufen an deene leschte véier Joer am Secteur fir de Secteur investéiert. Dat Ganzt ass dunn och mat ronn 95 Milliounen Euro vum Stat begleet ginn. Ech mengen net, dass eis Baueren a Wënzer sou domm si fir vill, an hei kann ee scho soe ganz vill Geld an hir Betriber ze investéieren, ouni dass se un d'Zukunft vun hire Betriber gleewen. Déi bestoend oder déi verbleiwend Betriber wäerten duerch sou héich Investitioune wesentlech méi performant ginn a wäerten och en fin de compte wesentlech méi rationell schaffe kënnen.

De Biolandbau muss a soll weider gefördert ginn, dat huet den Här Kox gesot. Ech ënnerstëtzen dat och, mä ech sinn awer trotzdeem net iwwerall senger Meenung, wat dat betrëfft, wat en do gesot huet, an ech explizéiere mech och. Falsch wier et menger Meenung no awer fir sech haut festzeleeën, wéi vill Prozent Biolandbau et solle sinn. Dat soll menger Meenung no de fräie Maart, de fräie Marché, d'Angebot an d'Nofro, déi mussen dat selwer regelen. Gëtt et nämlech ze séier en Uwuesse vum Biolandbau duerch staatlech Ënnerstëtzungen oder aner Mesuren, gëtt dat Uwuessen ze séier an de fräie Maart dobausse verschafft dat net an deem Mooss a verkraaft dat net an deem Mooss, rëtscht et ganz séier wéi an deem anere Secteur och am Biolandbau mat Sécherheet an eng Iwwerproduktioun eran. Eng Iwwerproduktioun, déi dann, wéi ech et scho virdru gesot hunn, als logesch Folleg och negativ sech op d'Präisser vun de Bioprodukter nidderschloe wäert.

Et gëtt, Här President, nach Agrarnischen hei zu Lëtzebuerg. Ech denken do speziell un d'Gefligel an un d'Kanéngercherszuucht. Och e Schluechthaus fir Gefligel a Kanéngercher a méi enger reduzéierter Planung misst hei zu Lëtzebuerg menger Meenung no machbar sinn. D'Argument, wat een héiert, nëmmen ab enger gewëssener

Gréisst wier sou e Schluechthaus rentabel, loossen ech a sech perséinlech awer guer net gëllen, well ech kucke mol eng Kéier déi Schluechthaiser, déi mer hei zu Lëtzebuerg fir Ranner a Schwäin hunn, a gesinn, dass déi och net déi Risecapacitéiten hu wéi mer se am Ausland kennen. Hei kënnt et menger Meenung no éischter op d'Gestioun vun dem Schluechthaus selwer, op den Know-how un, anstatt dass d'Gréisst vum Gebai ausschlaggebend ass, ob et ka rentabel sinn oder ob et net soll rentabel sinn.

Ech sinn iwwerzeegt, wa mer e Label, wéi mer en am Rëndfleeschsecteur kennen - zu Lëtzebuerg gebuer, gefiddert a geschluecht -, maachen, dass esou e Label och bei der Gefligel- a Kanéngercherszuucht Succès hätt.

Zu den Nischen an Nieweprodukter sinn och, soen ech emol, d'Biogasanlagen ze zielen. Se ginn iwwert d'Agrargesetz bis zu 60% subventionéiert. Den Investitiounsplaffong gëtt pro Bauer ëm sechs Milliounen al Frangen doduerch eropgesat. D'Biogasanlage sinn ëmweltfrëndlech a stelle sécherlech eng alternativ an zousätzlech Akommesquell fir de Bauer duer.

Fir gesond a performant Betriber, wéi ech gesot hunn, zu Lëtzebuerg ze hunn, muss och de Remembrement, do wou e méiglech ass, weidergedriwwen an och weidergefouert ginn. Och wann et hei heiansdo am Virfeld vun deem Remembrement zu verschiddenen Onstëmmegkeete kënnt, sou héiert een awer, nodeem dass de Remembrement fäerdeg gestallt ass, ganz selten nach Reklamatiounen. De Remembrement ass mat Sécherheet e wichtegen Atout fir déi kommend Generatioun vu Betriber. En erméiglecht op eng efficace Aart a Weis méi e rationellt Schaffen, wat mat Sécherheet en Ofsenke vun de Käschte mat sech bréngt. Datselwecht gëllt selbstverständlech och fir de Remembrement vun de Wéngerten.

Liewensmëttelsécherheet ass a bleift eng vun deene ganz groussen Erausfuerderungen, net nëmme fir de Secteur eleng, mä fir eis alleguerten. No deene ville Liewensmëttelskandaler aus den 90er Joren hunn d'Bauere selwer immens vill Effortë gemaach fir d'Transparenz am Fleeschsecteur ze garantéieren. Ech denken do un d'Aféiere vum Sanitel-System, en Erkennungssystem, deen et erlaabt all Statiounen, déi e Béischt a sengem Liewen hat oder huet, nozevollzéien. Esouguer geet d'Traçabilitéit esou wäit, dass och d'Ouermark vun der Mamm um Pass vum Béischt steet.

Zur Zäit, soen ech emol, wou dëse System agefouert gouf, war och net grad jiddfereen aus dem Secteur dovunner begeeschtert, mä haut soen ech einfach gehéiert dat zum Alldag an et gëtt och als normal ëmfonnt.

Hei wëll ech vun dëser Plaz aus awer och e Luef allerdéngs un déi Leit riichten, déi an dësem Service Sanitel schaffen. Dass et haut zu Lëtzebuerg bal, oder ech soe mol méi Leit gëtt, déi kee Pass hunn, wéi Béischten, déi kee Pass hunn, ass ganz bestëmmt och zum Deel hire Mérite.

Eng Fro wëll ech dem Här Minister an dësem Kontext awer och stellen, an den Här Kox hat dat schonn ugeschwat, vun där Motioun, wou mer d'Regierung dran opgefuerdert hunn, fir mat der Restauratioun déi Gespréicher do ze féieren, fir eventuell och d'Traçabilitéit an d'Transparenz vun den Originen op hire Menüskaarten opzeféieren a wéi déi Gespréicher gediege sinn an ob do iwwerhaapt eng Kéier eppes zustane komm ass. Ech weess aus Erfahrung, datt et verschidde Restaurante ginn, déi dat fräiwëlleg maachen, déi och ganz gutt domadder fueren, mä ech wier awer trotzdeem frou, wann den Här Minister eis do kéint eng Äntwert drop ginn.

Nom Hearing iwwert d'Sécurité alimentaire stounge verschidde Fuerderungen a Suggestiounen am Raum. Vill, géif ech soen, sinn der ewell ëmgesat ginn an et ass an deem Kontext eng Cellule de concertation tëschent dem Landwirtschaftsministère an dem Santésministère op d'Bee gesat ginn. Do sinn Experten aus deene verschiddene Verwaltungen dran, déi sech mat Liewensmëttelsécherheet ausernee setzen. Se maachen esouwuel eng Gestioun eléi eng Kommunikatioun vum Risiko. Net méi spéit eléi d'lescht Woch krute mer e Rapport d'activité vun 2003 zougestallt. Ouni elo wëllen an den Detail vun dësem Rapport ze goen, konnt een awer feststellen, datt hei vill, souguer ganz vill geschafft ginn ass.

Des Weidere sinn d'Effektiver vun der Veterinärsverwaltung zolidd augmentéiert ginn. Mir hunn en neit Gesetz gestëmmt. Et si sechs Leit zousätzlech dobäi komm. Et ass e Poste vum Coordinateur fir Liewensmëttelsécherheet am Landwirtschaftsminisère geschafe ginn. D'Gesetz iwwert de Laboratoire de Santé zu Diddeleng ass gestëmmt ginn. Ech hoffen, datt de Projet de loi fir de Bau vum Veterinärslaboratoire och geschwë ka realiséiert ginn, sou wéi d'Chamber dat elo schonns an zwou Motioune gefuerdert huet. Et steet iwwrigens och esou am Koalitiounsaccord, an ech zitéierten: «La réalisation d'un laboratoire vétérinaire moderne et performant constituera un corollaire indispensable.»

Obschonns et zwee verschidde Laboe sinn, dierft et awer hei, eiser Meenung no, tëschtent deene zwee zu Synergië kommen. Mir hunn deemools am Rapport iwwert d'Sécurité alimentaire vun deem Labocampus geschwat. Et dierft dann, wann dës Projete bis realiséiert sinn, och keen Thema méi sinn, Här President, fir datt déi zwee Laboen och akkreditéiert ginn.

D'Liewensmëttelsécherheet gëtt och an de Schlachthaiser grouss geschriwwen. Nieft deenen äusserst strengen hygienesche Virschréften, wat d'Botzen, den Aarbechtsoflaf, d'Gezei vum Personal ugeet, gëtt och nach ëmmer sämtlecht Risikomaterial entsuergt. Des Weidere gëtt ëmmer nach all Stéck Véi, wat méi wéi 30 Méint al ass, op BSE getest. Och hei kascht dat - soen ech emol zurecht, déi vum Konsument gefuedert Liewensmëttelsécherheet - de Bauer an d'Schluechthaiser eng schéi Staang Geld. Richteg wier et jo a sech, ekonomesch gesinn, wann dëse Surplus vu Käschten op de Verbraucher iergendwéi iwwerdro gi kënnt, mä dee ganze Marché steet ëmmer nach finanziell esou ënner Drock, datt dat bis elo nach net gelongen ass.

Ech woen ze behaapten, dass d'Liewensmëttel haut esou sécher sinn eléi se nach ni virdru waren. Mir hunn allerdéngs en Defizit bei der Aart a Weis fir et duerzestellen. Et gëtt och keen Nullrisiko bei der Liewensmëttelsécherheet; haut net an och net an Zukunft. Et soll kee mengen, datt et dat kéint ginn; et gëtt dat net. Dofir solle mer d'Leit dobaussen dat och net an där Form gleewen dinn. Bei alle Skandaler, déi mer an deene leschte Jore kannt hunn, sinn déi wéinegst - well mer hei iwwert d'Landwirtschaft schwätzen - um Bauerenhaff selwer ugaangen. Den Ursprong vun de Skanaler loung net bei de Baueren, et louch bei anere Leit wéi bei der Landwirtschaft.

Wat elo d'OGMen ugeet, huet d'Lëtzebuerger Regierung, oder besser gesot den Här Boden, ëmmer eng äusserst restriktiv Haltung gehat, ëmmer nom Principe de précaution. Den Här Boden wäert och an Zukunft, mengen ech, dës Meenung weider vertrieden.

Als leschte Punkt vu menger Interventioun wëll ech dann op den Déiereschutz agoen. De Bien-être des animaux, wéi en ëmmer erëm am Agrargesetz opgefouert gëtt an och an de Lastenhefter vun deenen eenzelne Labelen, ass eng Saach an absichtlech Déierequälerei duerch Mënschenhand ass eng aner Saach.

Fir d'éischt dann zum Bien-être des animaux.

Dat bedeit, an d'Wuert seet et schonn, wéi en Deier gehale gëtt, wéi et gefleegt gëtt, wéi et gefiddert gëtt, wéi vill Plaz ëm zur Verfügung steet fir sech ze bewegen, wéi sinn déi hygienesch Begleitëmstänn, wéi ass et mat der Propretéit a sengem Stall, wéi ass et mat der medezinescher Betreiung am Fall vu Krankheet.

Mir hunn a leschter Zäit - an et ass jo och schonns gesot ginn - ëmmer erëm a méi oder manner regelméissegen Ofstänn misse feststellen, dass et Bauerebetriber gëtt - fir et dann emol galant auszedrécken - wou d'Véi net no deenen elementaarste Regele gehale gëtt. Schrecklech Biller sinn dann och déi Deeg drop duerch d'Dagespress gegeeschtert an hunn domat e ganz Beruffsstand souzesoen op d'Uklobänk gesat.

Vill Bauerefraen a vill Baueremänner, déi hiert Véi wierklech gären hunn, hu mat dëse Biller selwer gelidden. Et ass mat Sécherheet nëmmen e klenge Prozentsaz, wann et iwwerhaapt e Prozent ass, vun alle Baueren, déi hiert Véi net uerdnungsgeméiss halen. Dëser klenger Minderheet, dëser handvoll Baueren, déi all deenen aneren, all deenen, déi hiert Véi, soen ech emol, uerdnungsgeméiss halen, ganz vill Schued zoufügen, muss ohne wenn und aber d'Handwierk geluecht ginn.

Et ass um zoustännege Veterinär - an do sinn ech net der Meenung wéi den Här Kox -, deen op den Haff kënnt, deen och iwwert d'Reglement gehalen ass fir zweemol am Joer e Rapport un d'Veterinärsverwaltung ze schécken, fir op éischt Onregelméissegkeeten hinzeweisen. Kënnt de Bauer awer dëser éischter preventiver Opfuerderung net no, muss als logesch Konsequenz d'Veterinärsinspektioun ageschalt ginn.

Ech sinn net där Meenung - an dat als Beispill -, datt eng Kou, déi nëmmen op engem Ouer gemarkt ass anstatt op zwee, oder an enger Wiss ronderëm den Trach steet, wou sech - well et vill gereent huet - Bulli ugesammelt huet, datt dat Verstéiss si géint de Bien-être des animaux. Et muss ee wëssen, e Koustall ass nun emol keng Salle à manger an et ass och net déi beschte Stuff; dat einfach emol gesot un d'Adress vun all deenen, déi net grad all Dag mat deenen Déieren ze dinn hunn.

Awer Kadaveren um Bauerenhaff, aus wellecher Ursaach och ëmmer, Honn oder Béischter, déi d'Ketten agewuess hunn, Béischter déi hallef erhéngert oder erdiichtert sinn, Béischter déi net gemëscht sinn a bal an hirem eegenen Dreck erstécken, dat sinn Tatsaachen, déi gehéiere bestrooft.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech hat viru kuerzem eng Question parlementaire un den Här Boden gestallt iwwert de Ramassage vun de Kadavere während de Summerméint. Ech krut als Äntwert, datt de Ramassage an der Regel misst bannent 24 Stonne geschéien. En Délai, dee mir u sech och räsonnabel erschéngt, wann deen Délai vun der Firma Rendac och agehale gëtt a wann net zoufällegerweis e Sonndeg oder e Feierdag dertëschent läit.

Am Wanter ass dat, Här President, manner schlëmm, mä am Summer bei héijen Temperaturen, wann een eng doudeg Kou oder Schwäin no 48 Stonne gesinn huet, ass dat net grad ästhetesch fir ze kucken. Dofir nach eng Kéier meng Demande, Här Minster, bei dëser Firma nozehacken, dass se op d'mannst an de Summerméint, och wann et net an hirer Konventioun steet, samsdes d'Véi um Haff ewech huelen. Ech soen och an deem Kontext, wa mer esou vill Kontrolle maache wéi mer der maachen, da wier et och net schlecht wann een déi Firma dann och eng Kéier an deem Kontext géif kontrolléieren, ob dat dann och an de Summerméint esou geschitt; och dat wier da sécherlech net onbedéngt vu Muttwëll.

Am Kontext vun der produktiver Landwirtschaft nach e Wuert zu de Leegebatterië fir Hénger. Lëtzebuerg huet elei eng Virreiderroll ageholl, andeems se als eenzege Memberstat vun der EU dës Leegebatterien ab 2007 ganz verbitt. An deene meeschten anere Länner gëllt eng Iwwerganksfrist bis 2012. Och op dës Manéier huet d'Regierung däitlech gemaach - an dat ënnert dem Impuls vum Landwirtschaftsminister Fernand Boden -, datt se Eescht mécht mam Ofschafe vun onwürdege Praktiken, déi kengem liewege Wiesen, kengem Déier kënnen an däerfen zougemutt ginn.

Ech ginn dann zum Déierentransport selwer. Den Déierentransport ass mat Sécherheet e sensibelt Thema, well grad am Ubléck vun total iwwerfëllte Camione vu Schwäin a vu Gefligel däitlech gëtt, wéi onwierdeg mer am Fong geholl d'Déiere behandelen. Mä dat ass éischter en europäeschen, en internationale Problem, net grad esou séier e lëtzebueresche Problem. Mir hunn elei am Land streng Regelen, déi sech op den Déierentransport applizéieren. Mir hu virun allem hei zu Lëtzebuerg och keen Transportproblem, well mer hei zu Lëtzebuerg u sech nëmme minimal Distanze mat Déiere fueren, se nëmmen iwwer minimal Distanzen transportéieren. Och an Europa hu sech am Laf vun der Zäit d'Regele verschäerft, déi op den Déierentransport zoutreffen.

De Lëtzebuerger Agrarminister Fernand Boden huet sech ëmmer an der Unioun dofir agesat - an dat och esou heiheem praktizéiert -, datt d'Déieren esou no wéi méiglech op där Plaz solle geschlacht gi wou se hierkommen an datt domat d'Zäit vum Transport vum Schlachtvéi op en néidege Minimum reduzéiert géif ginn. Dat ass bis haut net ganz gelongen oder guer net gelongen, kann ee soen, mä d'Europäesch Unioun ass, a speziell och ënner eisem Drock, op deem richtege Wee.

Mir hunn och ëmmer d'Iwwerzeegung gehat, datt d'Fuerzäite beim Déierentransport aacht Stonnen a sech net dierfen iwwerschreiden. An Europa gëllt am Moment awer en anere Maximum u Fuerstonnen. Ech soen Iech dat emol - mir hunn de Moien an der Kommissioun doriwwer diskutéiert, an deen à la rigueur och ze akzeptéiere wier, wann d'Contrepartie dovunner d'Garantie vum Bien-être des animaux während dem Transport wier.

Wa scho laang Fuerzäiten net ze vermeiden oder net ze reduzéiere sinn, musse Virschréften, wéi ee Camion équipéiert ass, ob d'Béischten ze saufe kréien, ob se Plaz genuch hu fir sech ze leeën, an d'Kontroll vun deeneselwechten d'absolut Contrepartie si vun de laange Fuerzäiten.

De Projet de loi 5324, dee mer deemnächst heibannen diskutéiere wäerten, dréit dëse Suggestiounen zu engem groussen Deel och Rechnung. Et geet an dësem Gesetz ëm d'Ëmsetze vun enger europäescher Konventioun iwwert d'Protection des animaux en transport international.

Op där kuerzer Transitstreck duerch Lëtzebuerg maache mir ganz streng Kontrolle vun den Déierentransporter. Dat huet och dozou gefouert, dass an deene leschte Joren déi kontrolléiert Camione méi a méi d'Regelen anhalen, wat ouni Kontroll wuel kaum an deem Mooss de Fall gewiescht wär. Kontrolle sinn eben noutwendeg an enger Branche, déi dacks och wéinst dem finanziellen Drock, deen op deem ganze Fleeschsecteur läit, mat äusserst haarde Bandagë schafft. Mä dat, Här President, wat mer hei am Land, hei zu Lëtzebuerg maache kënnen, wäerte mir och maachen, fir dass den Déierentransport, esouwäit wéi en iwwer eisen Territoire geet, op eng propper an op eng anstänneg Manéier iwwert d'Bühn geet.

Mir als CSV sinn der Meenung, den Déiereschutz - dat hate mer schonn eng Kéier hei an engem Débat - an d'Verfassung anzeschreiwen, an dat wäert och geschéien. De legislativen Text läit mengen Informatiounen no beim Consei d'État. Mir erhéijen domadder mat Sécherheet de Stellewäert vum Déier an eiser Gesellschaft. Mä domadder, Här President, muss ech awer soen, ass awer nach kengem Déier gehollef, och wann et an der Verfassung steet. Et ka jo keen Déier säi Recht akloe goen, duerfir, mengen ech…

(Interruption)

Wat mengt Der, Här Gira?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech mengen, et si genuch Leit do, déi…

M. Lucien Clement *(CSV).*- Maja, ech wollt soen, duerfir si mir do, fir dat fir si ze maachen.

Tierquälerei ass nun eemol kee Kavaléiersdelikt a gehéiert och deementspriechend bestrooft. D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass een effikassen Déiereschutz an éischter Linn eng Affär vun deem Seriö ass, deen all Eenzelnen him och zougesteet. Leit, déi menge si missten hir Roserei oder hir Schlechtegkeet un engem Déier ausloossen, well dat sech jo, ausser et wier vläicht en Tiger oder Léiw, net wiere kann, déi musse wëssen dass se an Zukunft och richteg zolidd bestrooft ginn. Déierequälerei, dat muttwëllegt Doutmaache vun Déieren, d'Mësshandele vun Déieren, dat sinn eeschthaft Delikter, déi och esou musse behandelt ginn.

Wie sech un engem Déier vergeet, vergeet sech un engem liewege Wiesen, engem Wiese wat Gefiller, wat Angscht huet, an ee Wiese wat säi Wéi genausou spiert wéi mir Mënschen och. Dat ass net, wann een eng Kéier an der Roserei mat engem Tëlefonsbuch dorëmmer geheit. Mä wann ee mengt et misst ee seng Roserei awer mat Tëlefonsbicher oder anere Géigestänn un den Déieren ausloossen, da muss ee wëssen…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- …schwätzt Dir aus Ärer Fraktioun?

M. Lucien Clement *(CSV).*- Also, Här Gira!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- E bësse Spaass.

(Hilarité)

M. Lucien Clement *(CSV).*- Da maache mer de Spaass herno.

Wann een awer mengt et misst ee seng Roserei op déi do Aart a Weis un den Déieren ausloossen, da muss ee wëssen dass een dann och zolidd bestrooft duerfir gëtt.

Als Konklusioun bleift da festzehalen: Déiereschutz ass néideg, richteg a gutt, mä et däerf een en awer och net falsch verstoen a virun allen Dénger däerf een en och net falsch interpretéieren. Et gëtt Aktivitéiten, an ech hat esou ee Beruff als Metzler, ier ech hei an d'Chamber koum, do kann een net just zesumme maache mam Déier, dat wat d'Déier wëllt.

(Interruption et hilarité)

(Brouhaha général)

Domadder mengen ech elo awer net nëmmen d'Schluechte vun

Déieren. Dat ass nun emol noutwendeg an enger Gesellschaft…

(Coups de cloche de la Présidence)

Neen, dat ass noutwendeg, Här Grethen.

M. le Président.- Interpretéiert den Här Clement net falsch.

(Hilarité)

M. Lucien Clement *(CSV).*- Jo, dat ass noutwendeg an enger Gesellschaft, Här Grethen, wou mer menge mir missten e gudde Bifdeck um Dësch, an ech mengen, dat ass och esou gewënscht an op iergendeng Aart a Weis dann och akzeptéiert. Mä ech mengen zum Beispill, dass een enger Kou oder engem Schwäin, wann een dat soll an den Unhänger lueden, net esou laang fléiwe ka bis et vum selwe wëlles huet dran ze klammen.

(Interruption)

Jo, mä ech wëll nëmme soen, dass een duerfir dat och net soll falsch interpretéieren, Här Mehlen. Et gëtt nun ebe Momenter, do muss een nohëllefen, nohëllefen awer esou wéi ee Beruff oder eng Situatioun et verlaangt, net iwwert d'Mooss vun deem Noutwendegen eraus.

Dës Approche hu mer och am neien Agrargesetz verankert, andeems mer d'Konditionalitéit vu verschiddene Primen agefouert hunn. Ënnert de Konditiounen, déi fir d'Bezéie vu bestëmmte Bäihëllefe mussen erfëllt ginn, ass och den Déiereschutz an den adequaten Ëmgank mat den Notzdéieren. Esou gëtt den Déiereschutz och iwwert dëse Wee gefördert.

Ech kéim dann zum Schluss vu menger Interventioun a wéilt als Konklusioun dann dat heiten nach awer festhalen.

Mat der Entkopplung vun de Produktiounsbäihëllefe si mer menger Meenung no op deem richtege Wee.

Bedenken hu mer awer bei der Prime à l'hectare am Fall vu Verpachtung oder Vente vun Terrainen. Hei gi spéider ze vill Gelder eiser Meenung no aus der aktiver Landwirtschaft erausgeholl.

De Bien-être des animaux an den Ëmweltschutz sinn u Bäihëllefe gekoppelt an zéie sech wéi e roude Fuedem duerch d'Bestëmmungen an d'Reglementer vum Agrargesetz.

Den Déiereschutz gëtt an d'Verfassung ageschriwwen, d'Gesetz an d'Reglementer regelen d'Modalitéiten dovunner.

Absichtlecht Quäle vun Déieren ass kee Kavaléiersdelikt a gehéiert deementspriechend, jee no Gravitéit, och bestrooft. Dofir muss och d'Déiereschutzgesetz op verschiddene Punkten iwwerschafft ginn.

Mir mussen och weiderhin der Sécurité alimentaire all eis Opmierksamkeet zoukomme loossen, ënner anerem mam Bau vun deenen zwee Laboen a mat Kontrollen do, wou Kontrollen néideg an och noutwendeg sinn.

Et gëllt alles ze maachen, fir d'Vertraue vum Konsument dauerhaft erëmzegewannen, duerch Transparenz an duerch Promotioun vun eise landwirtschaftleche Produkter, an och fir eis landwirtschaftlech Produkter.

Dat gesot, Här President, denken ech wier mäi Bäitrag am Numm vun der CSV-Fraktioun eriwwer an ech soen Iech Merci, dass Dir mer nogelauschtert hutt.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir hutt vergiess d'Regierung ze luewen, Här Clement.

M. Lucien Clement *(CSV).*- Dann hutt Dir mir net richteg nogelauschtert, well ech hu se dauernd gelueft.

M. Henri Grethen *(DP).*- Et war een eenzege Luefgesang.

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Clement, fir Är Interventioun. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Schneider ageschriwwen. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Pardon, dat ass ganz richteg. Här Schneider, wann Dir Iech nach wëllt ongeféier 20 Minutte gedëllegen. Den Här Goerens ass fir 20 Minutten ageschriwwen an hie kënnt selbstverständlech virun der sozialistescher Fraktioun un d'Rei.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dem Accord iwwert d'Reform vun der gemeinsamer Agrarpolitik vum 26. Juni 2003 seng Haaptmerkmaler sinn:

1. d'Ofännerung vun den Direkthëllefen, déi bis dohinner un d'Produktioun gekoppelt waren. An zwar ass eng Ofkopplung virgesinn, dat heescht de Produktiounsniveau ass an Zukunft net méi ausschlaggebend oder jiddefalls net méi eleng ausschlaggebend, fir déi Hëllefe virun ze accordéieren;

2. „cross compliance", dat heescht Vereinbarkeet vun de Produktiounsmethode mat de Virschrëften, wéi d'Anhale vun déieregerechter Haltung, der Ëmweltverträglechkeet an esou weider;

3. eng gewësse Gestaltungsfräiheet vun de Memberstaten an der Uwendung vun der Reform bei sech doheem.

Lëtzebuerg huet bis elo folgend Entscheedung geholl. Lëtzebuerg huet optéiert, fir den Entkopplungsmodell 35/15/15. Hale mer fest, dass no 1992 an 1997 dat hei déi drëtt fundamental Reform vun der gemeinsamer Agrarpolitik an engem Zäitraum vu gutt zwielef Joer ass.

Déi lescht Reform, also déi, iwwert déi mer haut hei schwätzen, ass erëm eng Kéier am Virfeld vun enger neier Verhandlung iwwert de Welthandel beschloss ginn, och bekannt ënnert dem Numm OMC-Verhandlung, a gëtt als Virleeschtung vun der Europäescher Unioun verstanen, fir déi Verhandlungen ze erméiglechen oder villméi fir se zu engem méi schnellen Ofschloss ze bréngen. An ob et engem gefält oder net, keen Accord an deene Verhandlunge bedeit och net onbedéngt eng Verbesserung fir d'europäesch Landwirtschaft, an dat aus engem ganz einfache Grond.

Fir am leschten Accord - deem vu Marrakesch aus den 90er Joren - déi fundamental Divergenzen tëschent Amerika an Europa, besonnesch an Agrarhandelsfroen, ze iwwerspillen, gouf sech op eng Netugrëffsklausel gëeenegt, och la clause de paix genannt. Dat heescht, d'Vereenegt Staaten hu sech engagéiert, d'Europäer net ze verkloe beim internationalen Handelsgeriicht, an ëmgekéiert. An der Praxis bedeit dat, dass déi méi kriddelech Froen, déi sech am Zesummenhang mat der Produktioun gestallt hunn, net direkt virun d'Handelsgeriichter bruecht ginn.

Dës Netugrëffsklausel oder Friddensklausel ass elo awer Enn 2003 ausgelaf, an ass nach net verlängert ginn, sou dass elo just en „Gentlemen's agreement" besteet, fir dass net deen een deen aneren op d'Handelsgeriicht hëlt, wann et Divergenzen iwwert d'Héicht oder iwwert d'Natur vun den Agrarsubventioune geet. Mengen Informatiounen no gëtt et awer scho Sträitfäll, besonnesch am Zocker an um Kottengsmarché, an et riskéiert der och wahrscheinlech nach méi ze ginn, well en Accord de renouvellement schéngt nach a weiter Ferne ze sinn.

Well awer lo déi Aiden, déi d'Landwirtschaft vun der Europäescher Unioun kritt, wesentlech manner respektiv bal net méi un d'Produktioun gebonne sinn, gesäit déi reforméiert Agrarpolitik méi OMC-Compatibilitéit vir. An deem Zesummenhang soten och de Franz Fischler an de Pascal Lamy, déi jo bekanntlech Mandat krute vum Conseil vun der Europäescher Unioun, am Juli zu Genève, dass elo virun allem d'Amerikaner och an der Bringpflicht stinn an och hir eegen Agrarpolitik mussen adaptéieren.

Här President, déi Reform bedeit awer och e Broch mat der aktueller Agrarpolitik. Broch heescht, en anere Wee goen, eng aner Approche wielen, aner Zilsetzungen ustriewen, eng nei Ausriichtung riskéieren. Broch bedeit awer och Ongewëssheet, Angscht an Onkloerheet. D'Interpellatioun vum Här Kox ka vläicht dozou bäidroen, dass mer an deem Broch och nei Méiglechkeete respektiv nei Chancë gesinn. Dofir musse mer ufänken e kloert Bild ze hunn iwwert den nationale Gestaltungsrahmen, d'Roll vun allen Acteuren erkennen, hir Méiglechkeeten ausloten an doraus eng politesch Äntwert versichen ze formuléieren. De Bauer selwer ass bestëmmt dee wichtegsten Acteur, awer net deen eenzegen. Hien ass awer deen, deen als Fräiberuffler zwar an engem agëengte Spillraum, awer ëmmerhin nach d'Enddécisioun a sengem eegene Betrib hëlt. Wat e produzéiert, wéi en och no bausse seng Produkter ubitt, hänkt awer och vum Ëmfeld of - vun deem administrativen, vun deem politeschen, vun deem fiskaleschen, vun deem europäeschen an och vun deem internationalen.

De Bauer ka bestëmmt villes, awer net alles, wat zur Rahmegestaltung gehéiert, maachen. Dofir kënnt dann deen zweeten Acteur an d'Spill, dee politesch-administrativen, kuerz: de Stat. Grenzen a Méiglechkeeten am Agrarsecteur, wéi iwwregens och an anere Beräicher, hänke staark of vun deem, wat de Stat kann a wëllt maachen.

Den drëtten Acteur ass dem Bauer säi wichtegste Partner: de Konsument, oder méi breet gesinn d'Gesellschaft.

Ech géing dann ufänke mat engem Commentaire zu de Rahmebedingungen oder zur Roll, déi d'Politik och an deem do Zesummenhang ze spillen huet. Hei gëllt et virun allem klärend an erklärend ze wierken, besonnesch do wou nach Froen opstinn; zum Beispill bei der nohalteger Finanzéierung vun der reforméierter, gemeinsamer Agrarpolitik bis an d'Halschent vum nächste Jorzéngt. Allgemeng gëtt déi Finanzéierung jo als garantéiert ugesinn. Der Vollständegkeet halber sief awer kuerz gesot, dass den zoustännege Kommissär Fischler laut der Agence Europe vum Februar 2004 um Agrarconseil zu Bréissel, bei der Presentatioun vun enger detailléierter Analys iwwert d'finanziell Perspektiven vun 2007 bis 2013, gewarnt huet viru budgetäre Sakgaassen.

En huet op d'Noutwendegkeet insistéiert, fir sech an der europäescher Finanzéierung op 1,14% Beitrag vum Revenu national brut ze eenegen. Géif et beim aktuelle Beitragsstand bleiwen, also bei 1%, wéi Däitschland, Frankräich, Holland, Schweden, Éisträich a Groussbritannien dat verlaangen, da géif laut dem Franz Fischler Folgendes passéieren, an ech zitéieren: «…le gel du budget à 1% du RNB, défendu par six États membres, conduiront à des réductions drastiques à partir de 2007.»

Lëtzebuerg läit do doudsécher richteg, andeem et als Nettozueler net de Bréif vun deene sechs virgenannte Staten ënnerschriwwen huet, déi de Budget op 1% vum RNB afréiere wëllen. Déi Verhandlungen, déi 2005 ënnert dem Lëtzebuerger Virsëtz gefouert ginn iwwert deen doten Aspekt, si vun enger enormer Bedeitung fir d'Landwirtschaft an och fir d'nohalteg Garantien a puncto Finanzéierung.

Meng Fro un de Minister - an dat wier meng éischt - ass, ob hien dat och sou gesäit oder ob déi Montante vu 55,3 Milliounen Euro fir 2007, vu 55,9 fir 2010 a 55,5 fir 2013 garantéiert sinn. Oder ob se a Fro gestallt sinn, wa keng Eenegung op 1,14% budgetär Contributioune fir d'Europäesch Unioun géif fonnt ginn.

Meng zweet Fro un hie bezitt sech op déi weider Ausbezuelung vun der Indemnité compensatoire, där hir Originen op 1976 zréckginn, an iwwert déi mer och an der leschter Sëtzung vun der Agrarkommissioun Rieds haten. An zwar ass d'Fro déi, wéi sécher de Minister d'Bäibehale vun der Indemnité compensatoire gesäit.

De Corollaire vun deenen zwou éischte Froen ass deen, ob de Landwirtschaftsminister generell op e Maximum vun de Förderungsméiglechkeeten ze goe bereet ass, déi de Kader an der Europäescher Unioun him erméiglechen. Dat wär also meng drëtt Fro.

Iwwert d'Sécherheet vum finanzielle Kader eraus bleift den Acteur „Politik" awer och staark gefuerdert an de Beräicher administrativ Chargen a Prozeduren. Am Regierungsprogramm ënnert dem Kapitel „Classes moyennes" gëtt - ech zitéieren - d'«simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des petites et moyennes entreprises» als Prioritéit ervirgestrach. Absolut zu Recht!

A meng véiert Fro ass zugläich eng Suggestioun: Wëllt Der dem Commissaire à la simplification administrative säi Mandat net ausdehnen op d'landwirtschaftlech Betriber? Den administrativen Opwand an der Landwirtschaft ass nu mol eng Realitéit; dat gesi mer bei de Flächenanträg oder bei den Anträg fir Primen allgemeng. Dëst gëllt awer och fir administrativ Chargen, fir déi aner Departementer an Administratiounen zoustänneg sinn, an ech sinn net sou laang aus dem Geschäft eraus fir net kënnen do déi eng oder déi aner Schwieregkeeten nach ganz prezis an Erënnerung ze hunn.

Här President, heizou wollt ech eng Motioun erabréngen an ech géif dann och nach eng zweet Motioun iwwert d'„cross compliance" hei déposéieren. Ech wëll Iech och de Contenu vun deenen zwou net virenthalen, an ech wollt Iech se direkt matdeelen, fir och Kolleegen, déi sech nach wëllen deem uschléissen, Geleeënheet ginn, se ze ënnerschreiwen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'accord de coalition du présent Gouvernement accorde une priorité à la simplification des formalités administratives qui freinent le rendement et l'esprit d'initiative des PME;

- considérant que l'accord de coalition prévoit également la création d'une fonction d'un «commissaire à la simplification administrative» qui évaluera les frais générés par les formalités administratives et qui s'occupera à réduire de façon substantielle les charges administratives pesant sur les PME;

- considérant que les agriculteurs sont également soumis à des charges administratives importantes;

invite le Gouvernement

- à étudier l'ampleur de la charge administrative pour les exploitants agricoles et viticoles;

- à en tirer les conclusions et à préciser le cas échéant les réductions de la charge administrative pour lesdites exploitations.

(s.) Charles Goerens, Camille Gira, Henri Grethen, Henri Kox, Carlo Wagner.

Déi zweet Motioun huet Bezuch op d'„cross compliance", an déi gesäit vir:

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que la réforme 2003 de la politique agricole commune de l'Union européenne crée une relation directe («cross compliance») entre les aides directes accordées au secteur agricole et les responsabilités incombant à ce dernier notamment en matière de protection de l'environnement et de respect du bien-être des animaux;

- considérant que des contrôles sont nécessaires à cette fin;

invite le Gouvernement

- à informer les milieux agricoles dans les meilleurs délais sur les obligations de «cross compliance»;

- à déterminer de manière précise les administrations en charge desdits contrôles;

- à organiser les contrôles de manière à limiter au strict minimum le poids administratif pour l'exploitant agricole;

- à encourager l'échange d'informations continu entre les administrations chargées des contrôles.

(s.) Charles Goerens, Niki Bettendorf, Lucien Clement, Henri Grethen, Carlo Wagner.

Här President, heizou wéi gesot den Dépôt vun deenen zwou Motiounen, an nëmme just niewebäi, dat neit Naturschutzgesetz ass nach ëmmer am Rodage, zum Beispill beim Entretien vun den Hecken huet d'Forstverwaltung e Positiounspabeier ausgeschafft iwwert deen d'Regierung sech menges Wëssens no nach net ausgeschwat huet.

Et war sech am Fréijor nach drop gëeenegt gi mat de Vertrieder vun de Bauereverbänn an der Beruffschamber, an enger Testphas vun zwee Joer prozedural verstänneg an an der Praxis gangbar Léisungen unzestriewen.

A Bezuch op den agro-environnementale Beräich wier et net vu Muttwëll wa mer d'Kommissiounen, zoustänneg fir Landwirtschaft an Ëmwëlt, a Presenz vun de Ministere Boden a Lux aberuffe géifen a beroden, wéi eng Virgehensweise mir privilégiéieren, fir dem Bauer ze erméigleche konform zu de bestehende Gesetzgebungen ze handelen, ouni excessiv Délaien a Prozedure mussen a Kaf ze huelen, an dat an de Beräicher Constructions agricoles en zone verte, wou zwar schonns valabel Kompromësser fonnt goufen, awer nach oft excessiv Délaie beklot ginn.

An deem Zesummenhang presentéieren ech och eng Resolutioun, déi och den Ënnerschrëfte vu Kolleegen aus anere Fraktiounen opläit.

Résolution 1

La Chambre des députés charge ses commissions

- de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ainsi que de l'Environnement d'avoir un échange de vues exhaustif sur la mise en oeuvre de la réforme de la PAC et notamment sur les aspects environnementaux plus directement liés à la «cross compliance» en présence des deux ministres de tutelle;

- de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ainsi que de l'Intérieur d'en faire de même pour ce qui est des aspects liés à la transposition de la directive «nitrates»;

- de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ainsi que de la Santé d'examiner les aspects plus particulièrement liés à la sécurité alimentaire.

(s.) Charles Goerens, Camille Gira, Henri Grethen, Henri Kox, Carlo Wagner.

Ech mengen et wier gutt, wa mer déi Débaten an deene Commissions conjointes, déi ech hei erwähnt hunn, kréichen.

Mir musse Schwieregkeeten, déi sech à propos vun Autorisatiounen an Uwendung vun den einschlägege Gesetzestexter, Reglementer an Direktive stellen, einfach pragmatesch ugoen.

Déi staatlech Administratioune sinn natierlech och gefuerdert a puncto Kontrollen. Zum Beispill am Beräich Déiereschutz - an et ass schonn déi eng oder déi aner Referenz dorobber gemaach gi vu menge Virriedener. D'BSE-Kris an d'Fréisenger Affär hunn zwou Saache gemeinsam: engersäits wei kritesch a skeptesch de Verbraucher ass, soubal déi éischt Biller iwwert de Schierm kommen, an anerersäits wéi vulnérabel d'Landwirtschaft an esou Fäll gëtt oder, anescht ausgedréckt, wéi all déi, déi absolut irréprochabel handelen, awer mussen de Kapp hinhale fir den diskutabelen Eenzelfall.

Ass et awer hei gedoe mat dem Ruff no mei Leit an den Administratiounen, fir méi grëndlech Kontrolle kënnen duerchzeféieren? Wann d'polizeilesch Moossnamen och indispensabel sinn - an ech wëll dorobber insitéieren, de Minister Boden ka jo nach eng Keier de Point maachen duerno iwwert de Rôle vun deene Veterinärsinspektiounen, déi him ënnerstinn -, dann ass et awer domat eleng net gedoen.

Wann en Déierekadaver op engem Haff läit an en huet keng Ouermark, dann hëlt d'Société́it, déi fir d'Entsuergung responsabel ass, de Kadaver net ewech. Hei gouf oder gëtt menger Meenung no net gekuckt, ob d'Feele vun Ouermarken duerch de Bauer verschëllt ass oder net; eleng hiert Feele geet der Société́it duer fir de Béischt net ewechzehuelen. Déi Haltung ass net länger ze vertrieden, an dat aus hygienische Grënn an indirekt och duerch den negativen Image fir dee betreffende Bauer, respektiv fir dee ganze Beruffsstand. Ob de Bauer responsabel ass oder och net fir d'Feele vun Ouermarken, d'Kadavere missten am Fong ofgeholl ginn a méi gescheit Sanktioune missten applizéiert ginn, wei dat de Fall war.

Une voix.- Très juste.

M. Charles Goerens *(DP).*- Datt et domat eleng net gedoen ass, ass kloer, mä ouni déi do Moossname geet et nun awer och mol net.

Elo gëtt et Zäit, datt mir eis mat deem zweeten Acteur senger Roll befaassen, nämlech de Bauer selwer, well et, wéi gesot, mat polizeileche Moossnamen eleng net gedoen ass.

D'Landwirtschaft muss d'Initiativ erëm méi u sech räissen an duerch méi Selbstdisziplinéierung an enger proaktiver Duerstellung no baussen hirer Roll als zentralen Acteur voll a ganz gerecht ginn. An dobäi ginn et scho vill a gutt Usätz, déi eng flächendeckend Uwendung géinge verdéngen.

De Qualitymanagement an Däitschland, och hei bekannt bei de Lëtzebuerger Mëllechproduzenten, déi hir Produktioun un däitsch Molkereie verkafen, ass esou eng Initiativ.

E weidert Beispill, wat mëttlerweil eng breet Uwendung hei am Land fënnt, ass den Accord vun enger Rei vu Fleeschproduzente mat engem Lëtzebuerger Supermarché, wou d'Bauere sech engagéieren eng Rei vu Konditiounen ze erfëllen, déi Bezuch hunn op d'Qualitéit an d'aartgerecht Déierenhaltung an anerersäits och e bessere Präis kënne kreie fir hiert Produkt.

D'Erfahrung an dësem prezise Fall léiert eis, datt de Präis net nëmme bei méi engem knappen Ugebuet iwwert dem übleche läit, mä och a méi schwieregen Ofsazmomenter.

Hei beweist et sech, dass d'Traçabilitéit, dat heescht en transparent Novollzéie vum Bifdeck bis zréck an de Stall, wou e produzéiert ginn ass, an allen Hinsichten (präislech an och imageméisseg) sech net nëmme bezuelt mécht, mä och nach vill méi efficace ass wei déi allengeg Kontrollen. Et ass dat eent oder dat anert. Eiser Meenung no ass et dat eent an dat anert, mä ouni déi zwee matenee geet et net.

No dem Stat an dem Bauer trëtt dann deen drëtte wichtegen Acteur op de Plang, de Verbraucher oder, fir et méi breet ze gesinn, d'Gesellschaft, well am Verbraucher sech, iwwert de Konsum eraus, alles erëmfënnt, wat et un Erwaardungen un d'Landwirtschaft, awer och u Verständis fir de Bauer gëtt.

D'Zäite vun der Masseproduktioun ginn definitiv verdrängt duerch d'Qualitéitsproduktioun, an do läit och déi eenzeg Chance fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft.

Souwuel de Bauer wéi de Verbraucher an de Stat hunn en Intérêt, fir den eigentleche Produktiounsprozess vu Liewensmëttel getrennt ze gesi vun deenen anere Prozesser. De Produktiounsprozess ass eng typesch Déngschtleeschtung vum Bauer un der Natur a wann dat esou ass - jiddefalls gëtt dat ëmmer méi vun ëmmer méi Leit esou gesinn -, da kann een déi Déngschtleeschtung vun der Natur och bezeechnen als eng Virleeschtung fir d'Gesellschaft.

De schounenden Ëmgank mat den natierleche Ressourcen - dem Buedem an dem Waasser - wierkt sech zum Deel aus wéi eng Aschränkung vun der Produktivitéit, also en Deelverzicht op Rentabilitéit. Den Erhalt vun der Biodiversitéit ass e Verzicht op Produktivitéit. Eng aartgerecht Déierenhaltung bedéngt méi Plaz pro Déier a méi Fleeg, also och e Verzicht op eng maximal Rentabilitéit.

Dee Produktiounsprozess, dee Rücksicht hëlt op déi vir genannte Facteuren, ass also reng ekonomesch gesinn en Handicap, deen nëmmen da ka laangfristeg oder nohalteg iwwerwonne ginn, wann déi Virleeschtung, souwuel vum Stat wéi och vun der Gesellschaft, gesinn, verstanen an honoréiert gëtt.

Nohaltegkeet ass eng Chance, huet awer och hire Präis. De Maart huet eng wichteg Funktioun. Et kann een awer net verlaangen, datt de Maart alles regelt, a wa seng reguléierend Funktioun net méi spillt, dann hu mer e Problem. A wa vum Maart verlaangt gëtt, e soll alles regelen, dann hu mir och e Problem.

Un der Politik an un der Gesellschaft ass et deemno fir do anzegräifen, wou et mat Maartimpulser eleng net méi duergeet. Dat ass de Fall an der Promotioun vun enger multifunktioneller Landwirtschaft. Dat ass och de Fall zum Beispill an der Promotioun vun alternativen Energien, iwwert déi vill geschwat gëtt, mä wou awer oft ënnerschloe gëtt, datt dat notamment och eng Chance wär fir den Agrarsecteur. Ouni voluntaristesch Démarche, wann een do de Marché eleng gewäerde léisst - dat soen ech och ganz kloer als Liberalen, deen och bereet ass d'Grenze vun deemselwechten unzëerkeennen -, komme mer an där Hinsicht net schrecklech wäit.

Den Undeel vun der Landwirtschaft an dësem Beräich ass ganz wesentlech a mir sollen dat och net an eisen Diskussiounen ënnerschloen.

Här President, an deene Froen, déi eis de Mëtteg hei beschäftegt hunn, si vill Acteure gefuerdert, och mir als Chamber. Mir wëllen als eenzel Deputéierten - an hei schwätzen ech virun allem am Numm vu menger eegener Fraktioun - eis Contributioun leeschten, fir de Spillraum, dee mer hunn, voll a ganz auszereizen, fir eiser Landwirtschaft ze hëllefen, déi schwéier Erausfuerderung, déi op se duer kënnt, ze packen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Dann ass et elo um Här Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Interpellatioun vum Kolleeg Kox geet natierlech a verschidde Beräicher eran. Ech wäert mech op Eenzelner konzentréieren, gewosst datt en Deel Punkten nëmme kënne gestäift ginn.

Fir eis Fraktioun hunn d'Landwirtschaft an de Wäibau dräi wichteg Funktiounen:

1. op dem Gebitt vun der Liewensmëttelproduktioun,

2. bei der Landschaftsfleeg,

3. bei der nohalteger Gestaltung vum ländleche Raum.

Grondleeënd ass no der europäescher Agrarreform keng wäitgehend Ännerung dran:

De Secteur agricole gëtt konfrontéiert mat engem Découplage vun den Hëllefe fir d'Agriculture engersäits an anerersäits der Produktioun. Et ass och kloer, dass an deem Mooss, wou europäesch Bäihëllefe fir d'Landwirtschaft ofgebaut ginn, de Stat muss dofir suergen, d'Baueren, d'Gäertner, d'Wënzer an d'Bëschleit fir hir öffentlech Aufgaben am Beräich vum Naturschutz an der Landschaftsfleeg ze entgelten. Déi konventionell Landwirtschaft wäert hei zu Lëtzebuerg an och an Europa dominant bleiwen. Well de Verbraucher awer d'Recht op déi Liewensmëttel huet, déi hie wëllt, muss eng duebel Politik bedriwwe ginn.

D'Biolandwirtschaft an déi konventionell Landwirtschaft musse weider gefördert ginn. Si alle béid mussen esou liewensmëttelsécher wéi méiglech gemaach ginn. Eng eesäiteg Landwirtschaft, nëmme baséiert op biologesche Kritären, ass och menger Meenung no net am Sënn vun de Biobaueren hei zu Lëtzebuerg.

De Biolandbau soll weider gefördert ginn an erhéicht ginn. De Maartundeel, deen de Moment besteet, läit bei 1%. Dat beweist awer och, dass nach en immenst Potenzial hei besteet. Déi öffentlech Instanze wéi virun allem och d'Gemengesyndikater sinn an dësem Zesummenhang gefuerdert fir dofir ze suergen, dass och an de Crèchen, den Altersheimer an an den öffentleche Kantinnen de Bioproduit an de Produit du terroir gefördert ginn an eng nei Chance kréien. An dësem Zesummenhang läit jo eng Gesetzespropositioun vun dem Marco Schank an dem Nico Loes vir.

Gesond liewen ass och gesond iessen. Et ass schonn ugeschwat gi vum Kolleeg Kox, d'Unzuel vun den iwwergewiichtege Leit hëlt stänneg zou. Et gëtt ëmmer méi Häerz- a Gefässkrankheeten, Altersdiabetes...

M. Henri Grethen *(DP).*- Dat huet näischt mat guddem a schlechtem Iessen ze dinn. Dat huet nëmmen eppes mat ze vill oder net genuch iessen ze dinn.

(Hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Dat huet zum Deel och mam gudden Iessen ze dinn, Här Grethen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass bei Iech esou, Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech si ganz sensibel op deem Sujet, Här President.

M. le Président.- Dat ass och ganz gutt esou. Da fuert elo weider, Här Schneider.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Et huet mat béidem ze dinn, géif ech emol soen.

Der gesonder Ernährung muss héchst Prioritéit bäigemooss ginn. D'Wirtschaft, de Konsument an de Stat mussen hei mobiliséiert ginn. An der Wirtschaft soll d'Liewensmëtteloffer verännert ginn. Och de Produzent soll ëmdenken. Esou soll eng Landwirtschaft entstoen, déi sech als Zil gesat huet den negativen Impakt vun der Agrarwirtschaft op de Mënsch an d'Natur esou kleng wéi méiglech ze halen, andeem op iwwerméisseg vill Pestiziden, Fungiziden an Herbizide verzicht gëtt.

Anerersäits awer och een Ëmdenke beim Konsument. Ëmdenken ass net nëmmen néideg beim Produzent, wéi gesot, mä och beim Konsument. Dëse muss och eng méi gesond Auswiel treffen, fir datt mëttel- a laangfristeg eng Kulturverännerung erreecht gëtt. Och de Stat kann hei säin Deel dozou bäidroen. Hie soll d'Rahmebedingunge schafen, falls erfuerderlech souguer erzwéngen.

Am Joer 2001 gouf hei an der Chamber och eng Initiativ geholl vum roude Punkt. Dës Iddi koum vun enger Gewerkschaft, der Baueren-Allianz. Et ass fir d'éischt, dass vum Beruff aus de ganze Betrib an net nëmmen Deeler vu senger Produktioun sech solle Qualitéitskritären an enger fräiwëlleger Kontroll vun der Gesamtproduktioun ënnerwerfen. Dëst ass am Sënn vum Produzent a vum Konsument, well et ass esou méiglech genau d'Traçabilitéit vun der Gesamtproduktioun nozevollzéien.

D'Propositioun vun der Schafung vun engem roude Punkt, deen d'Kritäre festleet fir deen integrale Produktiounswerdegang, an zwar fir déi ganz Gamme vun de Produiten, déi an engem Betrib produzéiert ginn, war am Joer 2001 op eng allgemeng Akzeptanz an deenen zwou zoustännege Kommissiounen, der Agrar- an der Santéskommissioun, gestouss. Et sollt elo endlech an dësem Dossier eppes geschéien.

De Konsument muss sech senger Saach sécher sinn.

(Interruptions)

Ech mengen, et ass scho ganz kloer een Optrag gemaach ginn an deem Moment, dass de roude Punkt soll agefouert ginn. 2001 louch dat do, an ech mengen an de Kommissioune vun der Agriculture an och vun der Santé ass et positiv bewäert ginn, an ech menge säitens dem Gesetzgeber soll ganz einfach an deem Sënn reforméiert ginn.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- ...wou ee Cahier des charges géif gemaach ginn. Si géife sech dorunner halen an et géif vun anere kontrolléiert ginn. Ech hunn also net verstanen, dass do e Gesetz soll gemaach ginn, fir e roude Punkt ze schafen. Ech ka mer net virstelle wéi dat géif fonctionnéieren, muss ech ganz éierlech soen.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Ech mengen, da muss ee sech nach eng Kéier zesummesëtze mat deenen, déi deemools d'Iddi haten, an et ëmsetzen.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Et schéngt mer och esou.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- De Konsument muss sech senger Saach awer sécher sinn, wann en ee Liewensmëttel keeft an ësst, iwwert d'Herkunft vu sengem Liewensmëttel, an hie muss all eenzel Etapp vun der Chaîne alimentaire novollzéie kënnen. Transparenz muss dofir garantéiert sinn.

Dëst ass souwuel vu wirtschaftlechem Interesse wéi vun Interesse vum Konsument. Op professionellem Plang erlaabt et dem Produzent geziilt Informatiounen ze ginn an iwwert dëse Wee e bestëmmt Produkt dem Konsument schmackhaft ze maachen.

Wat d'Liewensmëttel ubelaangt, solle mer awer och d'Oprechterhale vun de Preventiounsmoossname garantéieren. Beispiller, déi de Moien nach zitéiert goufen an der Kommissioun, vu Liewensmëttelskandaler: MKS, BSE, Schwéngspescht an Dioxin, kenne mer.

Dann e wichtege Punkt awer och an deem Ganzen, ech mengen, et ass schonn ugeschwat ginn, dat ass d'Formatioun vun de Baueren. An hei, mengen ech, läit zënter laangem och de Projet vum Lycée technique agricole zu Ettelbréck do. Wat déi schoulesch Infrastrukturen also ugeet, muss d'Ackerbauschoul zu Ettelbréck esou séier wéi méiglech erweidert ginn. Den Dossier gëtt e bëssen am Pingpong-Stil hin- an hiergespillt. Ech mengen, hei wier et wichteg fir dee ganze Secteur an och fir d'Regioun, dass endlech Neel mat Käpp géife gemaach ginn.

D'Formatioune fir de Gaardebau an d'Landwirtschaft mussen ausgebaut a verbessert ginn. Dobäi kënnt, dass d'Equipementer mussen deem neisten technesche Stand ugepasst ginn. Och mussen d'Formatiounen, déi iwwert dat Normaalt erausginn, verstäerkt ugebuede ginn. Ech denken hei un d'Formation continue an un d'Berodung fir d'Betriber.

Ervirhiewe muss een, dass wa mer wëllen op de Wee goe vu méi Biolandwirtschaft, dann ass et kloer dass mer virun allem an der Formatioun mussen ëmdenken. An der heiteger Zäit, déi et dem Bauer ëmmer méi komplizéiert mécht seng Kontabilitéit ze maachen a säi ganze Betrib ze féieren, ass et wichteg, dass de Bauer eng Formatioun huet an eng Formation continue méiglech ass. Do si mer eis alleguer eens.

Deen nächste Punkt ass och wichteg, an en ass och schonn hei ugeklongen, d'Agence luxembourgeoise de sécurité alimentaire.

D'Iddi vun enger regionaler Zuucht, novollzéibar vun der Gebuert bis zum Schluechte vum Béischt, huet de Konsument an deene leschte Joren iwwerzeegt, well een d'Filière genau ka retracéieren. Et soll een awer virun enger absoluter Sécherheet warnen, déi gëtt et net. Dofir ass et fir eis Partei eng wichteg Fuerderung, nämlech déi vun enger besserer Kontroll. Dat heescht eng besser Kontroll duerch d'Schafung vun där sou genannter nationaler Agence de sécurité alimentaire.

De Ben Fayot huet 2001 eng Proposition de loi agereecht, fir eng modern Struktur hei zu Lëtzebuerg ze schafen, där hiert Objektiv deen héchstméiglechen Niveau vun Nahrungsmëttelsécherheet ass, wou also engersäits an där Struktur eng Agence de sécurité alimentaire ass, eng onofhängeg Agence, déi d'Evaluatioun vun de Risquen an och d'Informatioun iwwert de Risque weidergëtt, an anerersäits natierlech d'Kontroll, déi an der Haaptsaach jo an de Ministèren ass, fir déi verschidden Aspekter vun dëser Kontroll.

Am Juli 2001 ass och eng Motioun vun der sozialistescher Fraktioun eestëmmeg ugeholl ginn, wou d'Chamber d'Regierung invitéiert huet fir d'Schafe vun esou enger Agence ze studéieren. Hei bleift d'Fro op, wéi wäit d'Regierung mat dësem Studéieren ass.

Ouni d'Landwirtschaft wier et ëm d'Kulturlandschaft an hir Fleeg schlecht bestallt. Eng grouss Zuel u Fläche géifen onbeackert bleiwen an einfach verwalden. D'Landschaftsfleeg geet net ouni d'Aarbecht vun eise Baueren. Eis Gesellschaft verlaangt net nëmmen no gesonde Liewensmëttel, mä

och no schéine Landschaften, propperer Loft a propperem Waasser. Dofir muss d'Agrarpolitik versichen den Natur- an Ëmweltschutz fir d'Landwirtschaft méi interessant ze gestalten.

Zum Ofschloss da kommen ech och wéi déi eenzel Riedner viru mir zum Déiereschutz, wou eis Fraktioun jo den 20. Oktober an engem Bréif un de Chamberpresident den zoustännege Minister gefrot huet, an der nächster Agrarkommissioun Stellung ze huelen iwwert déi aktuell Konditiounen a Minimalkonditiounen, déi mussen erfëllt si bei der Déierenhalung. Eis Partei huet zum Déiereschutz an hirem Positiounspabeier Stellung bezunn. Et goufe fënnef Saile fir e modernen Déiereschutz opgestallt, ganz am Sënn vum Sproch vum Mahatma Gandhi, dee seet: „Der Wert einer Kultur ist daran zu ersehen, wie sie sich den Tieren gegenüber verhält".

Déi éischt Sail vun dësem Positiounspabeier: D'LSAP ass, an et ass schonn ugeschwat ginn, fir d'Verankerung vum Déiereschutz an der Verfassung. Et gëtt mëttlerweil jo och en Accord politique, deen op der Propos vun der sozialistescher Fraktioun baséiert.

Zweetens e kloert Neen zu net aartgerechter Hondshalung.

Drëttens d'Reform vum Juegdgesetz.

Véiertens würdeg Déierentransporter, wéi et de Moien och an der Kommissioun ugeschnidde ginn ass, a wou ech mengen, dass mer och deels e Konsens dozou haten.

A fënneftens Preventivmoossname géint d'Schwéngspescht.

Ech kann am Eenzelnen net op déi eenzel Sailen agoen, dat verstitt Der, wéinst der fortgeschrëttener Zäit, mä Dir kënnt se all op eisem Positiounspabeier noliesen. Derniewent muss een awer an deem ganze Kontext vun der Déierenhalung soen, dass virun allem am Klengdéiereberäich ganz gutt Efforte gemaach ginn an hei eng excellent Arbeecht geleescht gëtt, wat een all Kéiers erëm och bei deenen eenzelne Klengdéierenausstellunge gesäit, an hei ass eng wichteg Aarbecht, déi och hei am Bénévolat geleescht gëtt.

Wat déi rezent Diskussiounen um Niveau vun de landwirtschaftleche Strukturen am Lëtzebuerger agroalimentairë Secteur betrëfft, kann een nëmme soen, datt mir nees op deem richtege Wee sinn. No der Kreatioun vum „Versis" am Käresecteur, also d'Zesummeschaffe vun der Mierscher Silozentral mam Verband, weist de rezenten Audit iwwert d'Herdbuch an den SEG (Kuelbecherhaff) a senge Konklusiounen op, datt et och an dësem Secteur nëmme kann zesumme weidergoen an net, wéi et soss ëmmer de Fall war, géinteneen.

Zum Ofschloss géing ech op de Regierungsprogramm verweisen, wou eng ganz Rei vun den opgezielte Forderunge berücksichtegt goufen. Ech sinn iwwerzeegt, datt de Wëllen um zoustännege Ministère do ass, fir deen definéierte Plang duerchzesetzen. Dat am Sënn…

Une voix.- D'Regierung!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- D'Regierung, jo, jo! Ech hat Iech lo direkt ugeschwat, well Dir als Regierungsvertrieder lo de mëtteg hei sëtzt.

(Interruptions)

Ech gesinn Iech als Regierung; et ass soss kee méi do, Här Boden.

(Interruptions)

Also, ech sinn iwwerzeegt, datt d'Regierung et mécht, mä ech sinn och iwwerzeegt, datt den Här Boden et mécht. Dat war eigentlech eng Blumm, déi ech Iech wollt geheien, an deem Sënn.

Ech mengen dat am Sënn vun enger lieweger, nohalteger an zefridestellender Landwirtschaft an och Wäibau - dat fir Déier, Mënsch an Natur.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Robert Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert. Et ass iwwregens och dee leschte Riedner.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech denken, d'Regierung wäert och nach e Pefferkäerche bäileeën.

M. le Président.- Et ass de leschte Riedner vun der Chamber.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn haut haaptsächlech mat dräi Voleten hei befaasst. Deen een, dat ass déi neist Reform vun der europäescher Agrarpolitik, den Aspekt vun der Gesondheet a vun der Sécherheet vun eise Liewensmëttelen, an dann e bëssen, mengen ech, ënnert dem Androck vun der Fréisenger Affär, de Bien-être des animaux - d'Wuelbefannen an d'Behandle vun den Déieren.

Ech wëll dofir mat der europäischer Agrarpolitik ufänken, well dat dat ass, wat d'Baueren de Moment dobaussen am meeschte beschäftegt an och Suerge mécht. Obschonn ech net ganz vill Zäit hunn, wëll ech de Bléck e bëssen zréckwerfen. Wann ee wëllt verstoen, wat de Moment passéiert, muss ee wëssen, datt d'europäesch Agrarpolitik am Ufank drop ausgeriicht war, fir mol iwwerhaapt d'Ernährung vun der europäescher Populatioun nom Krich ze garantéieren, well déi Produktioun haaptsächlech defizitär war. Dat ass awer du sou gutt gefördert ginn, datt mir an de 70er Joren dat, wat zur Selbstversuergung gebraucht ginn ass, dépasséiert hunn, an do sinn déi Problemer komm mat deene mir eis haut nach erëmschloen.

D'europäesch Kommissioun an natierlech de Ministerrot hu permanent probéiert déi iwwerschëssteg Produktioun an de Grëff ze kréien. Am Ufank ware garantéiert Präisser fir d'Produkter. Dat war natierlech flott fir d'Baueren, se haten eng Sécherheet, se konnte produzéieren, dat huet och natierlech d'Produktioun stimuléiert.

Dunn ass gesot ginn, dat do geet net, well an de GATT-Verhandlunge war jo dowéinst permanent Sträit. Dunn ass eng éischt Reform komm, déi grosso modo drop rausgelaf ass fir d'Garantiepräisser erofzesetzen, awer de Leit, déi an der Landwirtschaft schaffen, en Ausgläich dofir ze ginn. Dat huet zu enger Vielfalt vu Primen, zu engem komplizéierte System gefouert, wéi ee sech en eigentlech virdrun net hätt kënne virstellen, deen och elo de loin dat dépasséiert, wat déi meescht Leit sech dobaussen iwwerhaapt kënne virstellen.

Dunn ass ëmmer rëm - an do huet d'europäesch Communautéit ni dobaussen e gutt Bild ofginn - ënnert dem extremen Drock vun den USA gesot ginn: „Dat do, dat geet net, Dir subventionéiert awer Är Exporter, Dir maacht dobaussen um Weltmaart eng unlauter Konkurrenz, an dofir musst Dir och dat do erëm reforméieren." A lo si mir dann, obscho mir eigentlech eréischt an der Halschent vun där Period vun der leschter Agrarreform wären, schonn amgaangen erëm ze reforméieren, an zwar sou datt da lo déi Primen och solle vun der Produktioun découpléiert ginn.

Mä et liest een elo schonn erëm, datt dat awer net géing duergoen, datt vu Säiten vun der WTO gesot gëtt: „Dir subventionéiert Är Landwirtschaft jo."

Ech mengen, dat muss eis derzou féieren, datt een net verschidde Systemer, verschidde Liewensniveauen dobaussen um fräie Maart einfach sou matenee ka konfrontéieren, ouni datt ee Katastrophen ausléist, souwuel op där enger Säit wéi op där anerer. Et feelt mir leider d'Zäit fir am Detail dorobber anzegoen.

Wat ech awer wëll soen, dat ass datt villes schif gelaf ass an all deene Systemer, déi do installéiert si ginn. Et si Mëllechquoten agefouert ginn. Och d'Lëtzebuerger Regierung huet dobäi nach laang net ëmmer gutt do gestanen. Et ass hei eng Form vu Kommunismus praktizéiert ginn, an deem Sënn datt déi gutt Betriber hir Produktiounsrechter an engem Mooss ewechgeholl kritt hunn zu Gonschte vun aneren, déi et net fäerdeg bruecht haten esou gutt ze produzéieren, wéi et a kengem aneren europäesche Land praktizéiert ginn ass.

Et ass hei eng Mellëchquotestrof agefouert gi fir déi Betriber, déi vun enger Molkerei zur anerer wollte wiesselen - eppes, wat géint eis Constitutioun a géint d'Mënscherechter souguer verstouss huet. Dat awer nëmmen am Rande vermerkt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dat Onglécklechst an deem ganze System war awer, datt sech ganz séier gewisen huet, datt do Rechter entstane si fir déijéineg, déi opgehalen hu mat Sträichen an déi aus deene Rechter, sou wéi mir dat bei de Wiertsconcessioune gesinn hunn, konnte Kapital schloen.

Ech war déi Zäit selwer President vun enger Bauerenorganisatioun, déi direkt dorop higewisen huet a gefuerdert huet, datt een do misst dergéint steieren, mä et war op eng Kéier Jurisprudenz do, an dat war net méi ze réckelen. D'Katastroph ass awer lo déi, datt déi Jetonen, déi lo geschafe ginn, jeeweils op en Hektar Land drop grefféiert ginn, dat heescht d'Rechter fir déi Primen ze kréien un en Hektar Land gebonne ginn, an datt mir an deem Mooss, wéi Hektare verluer ginn, an dat geschitt jo permanent, net Hektare genuch méi hunn, fir datt jiddferee seng Jetonë kann zéien. Wat am Endeffekt erëm eng Kéier dozou féiere wäert, wa sech näischt ännert, datt déijéineg, déi d'Land verpachten, ënner Ëmstänn méi e groussen Avantage aus där ganzer Reform hei zéie wéi déi, déi um Land schaffen.

Ech weess, datt ëmmer gesot gëtt, jo do sinn d'Bauere selwer dru schold, dat war och scho fréier sou. Do wou der vill beienee waren, déi gäre Land gehat hätten, do war d'Pacht ëmmer méi héich wéi op Plazen, wou der net vill waren an d'Land vëlleg war. Dat wäerte mer och ni ganz aus der Welt geschaaft kréien, mä dat hei ass einfach eng onglécklech Entwécklung an et muss ee sech froen, wéi Leit, déi zu Bréissel dofir héich bezuelt ginn, fir doriwwer nozedenke fir Reformen ze maachen, iwwerhaapt sou eppes kënne vum Stapel loossen.

Ech géif hoffen, Här Minister, mir géingen de Wee fanne fir aus där Fal do erauszekommen. Perséinlech sinn ech der Meenung, datt mir en nationale Spillraum missten hunn, an et wär an deem Zesummenhank mol interessant eng Kéier iwwert de Subsidiaritéitsprinzip an der europäescher Communautéit ze diskutéieren.

Mir soen, mir découpléieren, d'Primmen däerfen net méi un d'Produkt oder un eng Produktioun gebonne sinn. 100%eg d'accord! Mir respektéieren dee Prinzip, mä mir ginn dem Betrib Nummer souwisou - d'Betriber si jo alleguerten enregistréiert -, op senger historescher Referenzbasis, säi Betribsjeton, seng Betribsprimen, ouni datt si un d'Land gebonne sinn, an da wäre mir aus där Fal do eraus.

Ech weess, datt ëmmer gesot gëtt, dat geet net, d'europäesch Reglementatioun léisst dat net zou, mir kënnen eis och net erlaben do dergéint ze goen. Ech wier awer op jidde Fall net onglécklech, wann ee mol eng Kéier den Effort géif maache fir ze kucken, wat dann do am Endeffekt géing geschéien. Et kann dach net sou sinn, datt mir ëmmer de Subsidiaritéitsprinzip héich an helleg halen, an da wann et driwwer hiergeet, dann hu mir awer kee Spillraum fir et bei eis selwer sou ze aménagéieren, wéi et eigentlech misst gemaach ginn.

Här President, lo sinn ech scho bal an der Halschent, mä ech mengen dat do huet awer misse gesot ginn.

Nächste Punkt ass d'Sécurité alimentaire. Ech wëll awer hei soen, allen Unkenrufen zum Trotz, datt d'Liewensmëttel nach ni sou propper a sou sécher ware wéi an eiser Zäit, datt de Konsument nach ni sou vill a sou gutt Liewensmëttel konnt kafe fir seng Suen, wéi dat haut de Fall ass. Ech wëll nëmme kuerz drun erënneren - déi meescht vun Iech, déi Eeler, kënne sech nach vläicht erënneren -, wat fréier Problemer ware mat Déierekrankheeten, mat Tb, mat Bang, déi op de Mënsch iwwerdrobar waren, wou mir wierklech laang gekämpft hunn, bis datt dat alles ewech war. Et war hygienesch laang net alles sou an der Rei, wéi et haut ass. Et ass zwar seelen een dru gestuerwen, mä trotzdeem, et muss ee soen, datt eis Liewensmëttel haut an där Bezéiung vill méi sécher sinn.

Et bleiwen d'Problemer, déi soll een net minimiséieren, mir schaffen haut an der Landwirtschaft ëmmer nach mat vill Chemikalien - dat ass ze bedaueren -, et gëtt Réckstänn am Waasser, et gëtt der och - et brauch ee se nëmme sichen ze goen, och wann et heiansdo nëmme Spure sinn - an de Liewensmëttel, déi een net ewech kritt a wat dat dann alles an der Kumulatioun bewierkt, dat kënne mer net ëmmer novollzéien.

Dat anert sinn Antibiotiken an der Fidderung, déi och nach erlaabt sinn; wat een eigentlech net versteet. Wat awer d'Folleg ass vun der europäescher Agrarpolitik, nämlech d'Konzentratioun vun de Betriber, wou et einfach keen anere Wee méi gouf. Aus der Massentierhaltung ass natierlech eng bëlleg Produktioun entstanen an op där anerer Säit ass dat awer de Präis, dee mir dofir bezuelen.

Ech wëll och nach soen, datt d'Ziichtung laang Zäit an déi falsch Richtung dirigéiert ginn ass. D'Planzenziichtung ass op Leeschtung dirigéiert ginn, a wann der d'Ziichtung op Leeschtung dirigéiert, da geet et op d'Käschte vun de Resistenzen, a wann d'Resistenzen ofgebaut gi bei där falscher Selektioun, da musst der natierlech mat Chemikalien dergéint halen; et gëtt awer an der Ziichtung lo ëmmer méi dorop gëuecht.

Datselwecht ass bei den Déieren, wou och an der Berodung d'Leeschtung um Béischt ëmmer nëmmen ervirgestallt ginn ass. Wa fréier eng Kou 5.000 bis 6.000 kg Mëllech am Joer ginn huet, da war et eng gutt, haut sinn déi bescht scho bei 15.000. Et freet ee sech heiansdo, wéi déi Béischten dat packen. Den Däitsche seet: „Wir haben" - entschëllegt, mä ech mengen et kann een dat awer an enger Landwirtschaftsdebatt esou soen – „die Kuh zur Sau gemacht"; dat heescht mir fidderen d'Kéi haut méi mat Aliments concentrés, wéi datt se eigentlech e Raufutterverwäerter ass, wéi se et vun Natur aus normalerweis misst sinn. Och do misst en Ëmdenke kommen: eng Réckziichtung op manner Leeschtung a méi Resistenz, wat och dann zu manner Asaz vu Medikamenter géif féieren.

E Wuert zum Bien-être des animaux. Ech kann dat nëmmen ënnersträichen, wat och anerer hei scho gesot hunn: Wann ee Betrib aus der Rei danzt, da mécht dat natierlech méi Gedäisch am Land, wéi wann der 1.500 hir Aarbecht all Dag uerdentlech maachen. An dat ass eppes wat an eiser médiatiséierter Welt zwar iergendwou verständlech ass, an trotzdeem deet et engem Leed, well all déi aner doduerjer an e schlecht Liicht geroden.

Et muss een awer och wëssen - an do hunn ech heiansdo e bëssen Onverständnis fir dat, wat dobausse leeft -, datt meeschtens an deene Fäll - an ech hunn der en etlech kannt, dat do ass jo net deen éischten - eng mënschlech Katastroph deene Virgäng do viraus geet. Do si Leit, déi aus iergendengem Grond aus de Schinne sprangen, an da kënnt dat do hannen drun.

Richteg ass, datt mir et musse fäerdeg brëngen d'Kontroll, déi etabléiert ass an déi do ass, datt déi Kontroll funktionéiert. Ech sinn domat d'accord, datt et net um Hausveterinär ass fir deen dann do dénoncéieren ze goen an datt dann direkt d'Police an d'Douane an ech weess net wat nach alles dohinner kënnt, mä e ka fir d'éischt déi Leit drop opmierksam maachen, dat an dat ass net wéi et soll sinn, a wann dat dann net hëlleft, einfach den Tuyau un d'Veterinärsinspektioun weider ginn. An dann ass et un där fir dohinner kucken ze goen a fir Uerdnung ze suergen. Et ass net um Veterinär selwer, mä hien huet den Iwwerbléck an hie kann an e muss och den éischten Ustouss, den éischten Impuls dozou ginn, well se ginn dofir bezuelt.

Ech deelen och voll déi Meenung, datt et op kee Fall geet, datt e Schwunnendall - wéi mir e fréier genannt hunn, déi déi d'Véi ewech huele wat futti ass - d'Kadavere kënne leie loossen, wa keng Ouermark drun ass. Dat Wichtegst ass, dass de Béischt aus hygienesche Grënn fort kënnt, egal wat dann hannendrop erfollegt. Dat ass eppes, wat net ze toleréieren ass.

Sou, Här President, elo nach ganz séier zu mengem véierte Punkt, an dat ass deen dee mir am meeschten uewe läit, dee war zwar net haut um Programm, mä ech fannen et wär heiansdo néideg, datt mir och dovunner géife schwätzen: De Bien-être des agriculteurs. Mir gesinn, datt all Joer 100 bis 120 Betriber manner op der Lëscht sinn, dann dauert et net méi ganz laang bis datt mir kee méi hunn. Een Drëttel ongefeier, gëtt gesot, hätten nach e Successeur, vill Jonker fanne keng Fra, a wa se eng hunn, dann hale se - an zu Recht - meeschtens drop, datt déi soll op hir Plaz schaffe goen - heiansdo sinn et Léierinnen, déi sinn natierlech vläicht dann e bësse privilégiéiert.

(Interruption)

Déi Betriber déi ech kenne funktionéieren excellent.

Et ass Aarbechtsiwwerlaaschtung do a mir wëssen - oder déi, déi der kennen -, datt an engem Véibetrib 24 op 24 Stonnen Déngscht ass. Dat heescht net, datt een all Nuet op ass, mä awer dack genuch. D'administrativ Belaaschtung kann een nëmmen ënnersträichen, munches muss sinn haut, et geet net anescht, mir wëssen dat, opgrond vun der Traçabilitéit, der Sécurité alimentaire a sou weider, mä et gëtt och villes iwwerdriwwen.

An, Här Minister, ech wëll Iech eent un d'Häerz leeën, ech héieren et ganz vill aus dem beruffleche Secteur eraus: D'Grondastellung vun eise Verwaltunge vis-à-vis vun de Betriber, do huet sech eppes breet gemaach, contrairement zu de Fransousen, well ech weess et vu Baueren, déi och Terrainen am Frankräich hunn, wann de Bauer eppes falsch gemaach huet, da war et direkt Absicht. Ech mengen, dat misste mer mol aus de Käpp eraus kréien, datt net jiddereen, dee Primë bezéit, e potenzielle Fraudeur oder Kriminellen ass; datt een och Verständnis dofir huet, wa mol eng Ouermark oder eng Ka-

dasternummer verwiesselt gëtt. Hei ass et awer anscheinend esou, datt direkt op déi éischt Erreur matérielle eng Sanktioun gesat gëtt, während d'europäesch Reglementatioun mol fir d'éischt eng einfach Verwarnung virgesäit an dann am Widderhuelungsfall eréischt wierklech eng Sanktioun kënnt.

Här President, ech gesi meng Zäit leeft of. D'Regierung huet eng Initiativ ergraff fir Jonker, se solle sech selbststänneg maachen: „Trau dech." Dat kann een natierlech nëmmen ënnersträichen. Hei kann een zu deene jonke Bauere soen, trau dech e Beruff ze ergräife wou et sou schwéier ass, wou permanent Aarbechtsiwwerlaschtung ass, en héije beruffleche Risiko ass, Investissementer a sou weider. An et ass dofir noutwenneg, datt mir eisen nationale Spillraum voll ausnotzen, dat ass virun allem d'Ausbildung an d'Berodung - et ass schonn hei vun der Akerbauschoul gesot ginn -, dat ass déterminant fir den Erfolleg am Betrib.

Ech begréissen et, datt d'Regierung wëlles huet endlech op de Wee ze goen, datt mir de Meeschterdiplom afëieren. Mir schwätze well 20 Joer driwwer, datt mer et eise Jonken attraktiv maachen, eng Meeschterprüfung ofzeleeën, op aner Betriber ze goen, net doheem beim Papp d'Léier ze maachen, mä op aner gutt Betriber virun allem ze goen, an d'Ausland ze goen, fir dee Bagage ze kréien, dee se brauchen. D'Simplification administrative, dat däerf kee Schlagwuert bleiwen, do muss ee wierklech permanent dru schaffen an do muss och seriö eppes derbäi erauskommen.

An ech mengen dobaussen, vu Säite vun der Politik a vun der Öffentlechkeet, brauch de Baueresstand och méi Respekt a Verständnis. Wann net e kollektiven Effort gemaach gëtt fir d'Opwäertung vum Image vum Bauereberuff dobaussen, da musse mir fäerten datt mir an enger bis zwou Generatiounen dee Minimum un Acteuren, dee mir an der Landwirtschaft brauchen, net méi hunn, dee se fir hiert Iwwerliewe brauch, an dat wier eng Katastroph, net nëmme fir eisen Agrarsecteur, mä leschten Enns fir d'ganzt Land.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung, de Landwirtschaftsminister Här Fernand Boden.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wäert selwer gemierkt hunn, dass ech keng liicht Aufgab hei hunn. Ech soll an 20 Minutten op e ganz wäite Fächer vu Problemer agoen. Wann ech vläicht eng Suggestioun däerft maachen, ech hunn dat zwar net ze maachen, mä trotz allem, wa mir Interpellatioune maachen a mir hätte gären, et soll dobäi eppes Konkretes eraus kommen, géif ech vläicht wënschen a froen, ob een net kënnt dann de Sujet sou limitéieren, datt ee kann e bëssen an de Fong vun der Saach goen, dass een herno och kann eppes do erauszéien, wat och eppes bewege kann.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Well hei si sou vill Punkten ugeschwat ginn, et ass wierklech schwéier op dat alles anzegoen an heirauser grouss Konklusiounen ze zéien. Ech weess och net wat de wichtegste Problem lo ass. Den Här Kox ass am Fong manner op d'PAC-Reform agaangen, wat am Fong awer lo dee Problem ass, deen de meeschte Baueren, géif ech soen, direkt um Häerz läit. Dofir sinn anerer méi dorobber agaangen. Ech versiche mol fir domadder unzefänken, a wa meng Zäit eriwwer ass, Här President, da sot mir et, da versichen ech déi aner Punkten e bësse méi schnell ze maachen. Ech versichen op dat anzegoen, wat gesot ginn ass, souwäit wéi et geet.

(Interruption)

Mä ech maachen och sou schnell wéi méiglech.

Et ass hei ganz kloer gesot ginn, datt déi nei Reform vun der Agrarpolitik am Fong e ganz wäite Schratt no vir ass, datt et e Broch ass mat der Vergaangenheet an datt et am Fong d'Bauere virun nei Erausfuerderunge stellt.

Deelweis waren déi Reformen néideg. Den Här Goerens huet drop higewisen, datt duerch déi Reform am Fong déi europäesch Agrarpolitik méi WTO-kompatibel ginn ass, datt se green-box-fäeg ginn ass, dat heescht datt mir op dem Welthandelsniveau vill méi Méiglechkeeten hu fir och aner Wënsch, déi mir hunn, wéi Liewensmëttelsécherheet, Déiereschutz, sozial Moossnamen, Ëmweltschutz, datt mir déi och kënne mat an d'Gespréich bréngen. Also ech mengen et ass scho versicht ginn, fir an där Optik déi Reform ze maachen.

Mir haten en Elargissement, an et ass och versicht ginn fir iwwert déi Reformen am Fong den Elargissement ze preparéieren, ze kucken datt och déi nei Länner kënnen an d'europäesch Landwirtschaftspolitik mat agebonne ginn.

Wichteg a wesentlech, dat ass jo gesot ginn, ass am Fong d'Entkopplung vun de Primë vun der Produktioun. En éischte Schrëtt war 1992 gemaach ginn. Elo ass, a mir hunn dat hei am Land jo vollstänneg gemaach, versicht ginn, de Bauer derzou ze bewegen fir méi maartorientéiert ze produzéieren, an datt en net soll kucken, wat fir eng Kultur oder wat muss ech maachen, fir déi meeschte Primen ze kréien. Ech mengen, dat ass dat grondleeënd Neit, an do ware mir och der Meenung, no laangem Gespréich mat de Lëtzebuerger Bauerenorganisatiounen, datt mir sollen hei komplett an d'Entkopplung goen. Déi Suen, déi d'Bauere kréien, déi Jetonen, loosse mir se emol esou nennen, déi kréie se awer net einfach esou, déi si gebonnen un eng Rei vu Kritären a Konditiounen, déi se mussen anhalen. Déi sou genannte Konditionalitéit vun där jo hei oft geschwat ginn ass.

Konditionalitéit, dat heescht se musse „gute bäuerliche Praxis" maachen, se musse mat der Ëmwelt a mat den Déieren uerdentlech ëmgoen, se mussen derfir suergen, datt d'Liewensmëttelsécherheet assuréiert ass bei deem wat se produzéieren. Dat sinn déi Kritären a Konditiounen déi se mussen erfëllen, soss kréie se déi Primen do net méi.

Dat ass am Fong dat fundamentaalt Neit, an et ass och schonn hei e puermol gesot ginn, am Fong leeschten d'Baueren e grousse Bäitrag zur Liewensqualitéit vun eis alleguer. Si mussen eng Rei vu Kritären, Konditiounen erfëllen, a wa se dat maachen, dann ass d'Gesellschaft bereet och dofir ze bezuelen. Et war ëmmer mäin Objektiv, derfir ze suergen, datt déi Suen, déi d'Landwirtschaft kritt, fir déi do Kritären ze erfëllen, datt déi och sollen erhale bleiwen. An ech mengen dem Här Fischler säi Mérite ass et, datt am Fong d'europäesch Landwirtschaft konnt plus ou moins déi Suen halen, déi se an der Vergaangenheet hat, wa se dës Kritären erfëllt.

An och zu Lëtzebuerg, et ass jo gesot ginn, ass de Finanzement ofgeséchert, op jidde Fall an deenen nächste Joren, bis 2007, kritt Lëtzebuerg méi Sue wéi et der bis elo kritt huet. Fir 2005 hate mir ausgerechent, datt mir, mengen ech, 31 Milliounen Euro zegutt hätten, en fait kréie mir der awer eppes méi wéi 33, dat heescht mir kréie pro Joer zwou Milliounen Euro méi wéi mir am Fong op Grond vun der historescher Referenz, déi jo festgehale gëtt, zegutt haten. Dat ass well mir net schlecht verhandelt hunn a well och, wéi gesot, den Här Fischler a gewëssene Punkten der Lëtzebuerger Landwirtschaft entgéintkomm ass.

Mä lues a lues wäerten awer ouni Zweiwel déi direkt Bäihëllefe liicht erofgoen, et ass jo eng sou genannte Modulatioun virgesinn, dat heescht déi Bäihëllefe ginn 2005 ëm 3% erof, 2006 ëm 4%, 2007 ëm 5%, an da bleift et bei 5%. An déi Suen, déi sollen eriwwergoen an d'Entwécklung vum ländleche Raum, an den zweete Pfeiler vun der Agrarpolitik, deen ëmmer méi wichteg gëtt a wou jo déi multifunktionell Roll vun der Landwirtschaft soll voll a ganz zum Droe kommen.

An domadder waren och d'Stats- a Regierungschefen d'accord. Den Här Goerens huet gefrot: Ass déi Finanzéierung vun där EU-Agrarpolitik ofgeséchert? Jo, si misst et sinn, well d'Stats- an d'Regierungschefen am Oktober 2002 an de Finanzperspektiven 2007-2013 e Montant festgehalen hunn, deem d'Kommissioun Rechnung gedroen huet. Et ass jo och virgesinn, datt eng Discipline financière muss agehale ginn. Wann dee Montant géif iwwerschratt ginn, géifen d'Bäihëllefen deementspriechend gekierzt ginn.

A wann d'Stats- a Regierungschefen, an ech zweiwelen net dorunner, Wuert halen, da misst also och bis 2013 déi europäesch Agrarpolitik finanziell ofgeséchert sinn. Et sinn der awer eng Partie, déi wëllen aus der Rei danzen, se schwätzen zwar net iwwert d'Agrarpolitik, mä se soen: De Bäitrag zum europäesche Budget dierft net méi wéi 1% vum PIB sinn. Wann dat géif geschéien, huet den Här Fischler Recht mat deem wat hie gesot huet, da missten Aschnëtter kommen, net nëmmen an der Agrarpolitik, mä a ganze Fächer vu Beräicher vun der europäescher Politik, mä awer och an der Agrarpolitik. Da wär also dat, wat elo an der europäescher Agrarpolitik beschloss ass, deemno net méi machbar.

Dofir huet Lëtzebuerg och net do mat ënnerschriwwen, an ech denken an ech hoffen, datt ënner eiser Presidentschaft ofgeséchert gëtt, datt d'Finanzperspektiven esou gemaach ginn, datt net ze vill drastesch Aschnëtter mussen an déi verschidde Politikberäicher kommen, déi mir als wichteg, als prioritär betruechten, also och net an d'europäesch Agrarpolitik.

Dir wësst, datt mir, wéi gesot, amgaange sinn déi Konditionalitéitsbestëmmunge festzehalen. Ech hunn drop higewisen a wat fir enge Beräicher datt dat muss geschéien. Et sinn effektiv 18 Kritären a Konditiounen, déi musse progressiv vun 2005 un erfëllt ginn, mä ech wëll och hei soen, datt dat keng zousätzlech Belaaschtung fir d'Bauere gëtt, well déi Konditiounen a Kritären déi mussen agehale ginn, déi sinn haut schonn anzehalen am Kader vun der Landschaftsfleegeprime a vun der Indemnité compensatoire. Dat heescht d'Bauere kennen déi Konditioune schonn, et muss vläicht déi eng oder aner liicht adaptéiert ginn, mä am Prinzip kenne se se, erfëlle se haut schonn, mä et ass awer wichteg, dass se och weider berode ginn, dass se gehollef kréien, well an Zukunft gëtt de finanziellen Aschnëtt bei Verstéiss méi grouss. Wa gewësse Kritären net agehale ginn, da ginn esou vill Prozent vun dem Gesamtjeton, deen een zegutt huet, also vum Gesamtpaiement, deen een zegutt huet, ewechgeholl.

Et ass och net esou, datt d'Baueren direkt bei där éischter Verwarnung alles ewechgeholl kréien. Ech mengen, do ass d'Administratioun flexibel genuch fir ze hëllefen, ze beroden. A wat mir virgesinn, dat ass net ee Guichet unique ze maachen, dat géif och kee Sënn maachen, muss ech soen, mä mir wëllen e Conseil agricole aféieren, dat steet d'ailleurs an der Regierungserklärung, an et ass souguer vun der europäescher Réglementatioun virgeschriwwen, datt een dee muss offréieren. Wann also Servicer - dat kënne Bauerenorganisatioune sinn, et kënnen och aner Organisme sinn, et kann och eng Chambre d'agriculture sinn - bereet si sech agrééieren ze loossen, a si ginn agrééiert wa se kënnen noweisen, datt se d'Bauere kënne beroden iwwer all déi Kritären, déi am Kader vun der Eko-Konditionalitéit mussen agehale ginn, wa se also kënne beweisen, datt se Experten hunn, datt se fäeg si fir déi Berodung do gutt ze maachen, da kënne se vum Bauer erausgewielt ginn a mir ginn dem Bauer Suen, och e Montant, deen am Reglement festgehalen ass, fir dass e sech kann déi Berodung do zoukomme loossen.

Dat heescht, mir ginn ee ganz anere Wee. Mir ginn dem Bauer d'Fräiheet, fir ënner verschiddenen Déngschtleeschter, vläicht gëtt et der vill, vläicht gëtt et och nëmmen een, et weess een dat net, dat hänkt dovun of wie sech dorëmmer bekëmmert, wie seng Organisatioun esou organiséiert, fir déi do Berodung kënnen ze maachen. De Bauer kann also sech deen eraussiche wou e mengt, datt en am beschte géif berode ginn, an da kritt hie Suen an hie kann och doriwwer dee bezuelen. Ech mengen, dat wär bei Wäitem dee beschte Wee fir dat ze maachen.

An iwwerhaapt, dee Guichet unique, vun deem hei geschwat gëtt, schéngt mir e bësse komplizéiert ze sinn, well dee misst jo administrativ Berodunge ginn, e misst technesch Berodunge ginn, de Bauer, wann dee gären e Stall baut, weess en, ech gi bei deen, wann hie Problemer a sengem Stall huet weess en, ech gi bei déi Administratioun, wann en e Problem huet fir Primëformulairen auszefëllen, da weess en den SER mécht dat, an et gëtt keng eenzeg Organisatioun déi fäeg wier, fir all déi Saachen do ze maachen. Ech mengen, do hu mir Transparenz a Kenntnisser genuch vun de Baueren hei, fir ze wësse fir déi Problematik ginn ech dohinner.

Liewensmëttelsécherheet, do sinn op d'mannst zwee Ministèren déi zoustänneg sinn. Dofir hu mir jo versicht eng Cellule agri-santé ze maachen, déi am Fong soll déi Kompetenze bündelen a wou soll eng Uspriechstell sinn. Ech mengen also net datt et néideg wär fir ee Guichet unique ze maachen an do allgemeng Informatiounen ze ginn, ëmsou méi wéi d'Berodung jo wesentlech ass an d'Berodung hei am Land am Agrarsecteur ganz anescht organiséiert ass. Déi gëtt vum Secteur aus selwer gemaach, an ech mengen dat wier bei Wäitem dee bessere Wee.

Da gëtt och an där Motioun vun deene Gréngen nach gesot, et misst eng komplett Reform gemaach gi vun den administrativen Oplagen. Also mir sinn hei an enger Gemeinschaftspolitik, dat wëll ech lech soen, do schreiwen déi Bréisseler vir wat fir eng administrativ Oplage wéi, wou a wéini auszefëlle sinn. Do hu mir also net déi Handhab, wéi dat an anere Secteuren de Fall ass, bei de Classes moyennes zum Beispill.

Dofir mengen ech och net, datt et sënnvoll a richteg wär - fir elo op d'Motioun vun der DP, d'Motioun 2, anzegoen -, datt een de Commissaire à la simplification administrative bei de PMEen och nach soll betraue mat deem heite Secteur.

Éischtens verlaangt dat hei e ganz anert Wëssen, wou ee muss wierklech Kenntnis hu vun der kompletter gemeinschaftlecher Agrarpolitik, vun de ganze Réglementatiounen an Direktiven iwwert d'Liewensmëttelsécherheet. Ech mengen do wär et scho wichteg, datt ee versicht fir eben de Baueren et esou einfach wéi méiglech ze maachen, andeem datt een déi Berodungsservicer do, déi hie sech kann eraussichen an déi agrééiert sinn, beoptraagt, fir him déi néideg Informatiounen ze ginn. Pour le reste kann ech soen, datt mir versiche bei der Ëmsetzung vun all deene Kritären a Konditioune vun der Agrarreform, do wou mer Sputt hunn, et esou liicht an esou einfach wéi méiglech ze maachen.

Mä ech soen, an enger gemeinschaftlecher Agrarpolitik gëtt et net immens vill Sputt. Do sinn ech d'accord mat Leit déi heiansdo reprochéieren, dass de Prinzip vun der Subsidiaritéit net genuch géing zum Droe kommen. Dat ass esou! Mä Dir wësst och, dass hei ganz vill Suen am Spill sinn an dass och muss d'Sécherheet bestoen, dass déi Suen an déi richteg Kanäl ginn, dass se fir déi richteg Saachen ausgedeelt ginn, an dat bréngt eben eng Rei vun Oplage mat sech, déi wahrscheinlech heiansdo iwwerdriwwe sinn - do si mer d'accord domat.

Ech muss och soen, dass och am europäeschen Agrarministerrot d'Kommissioun ëmmer nees opgefuerdert gëtt, fir hei an do Ofstrécher ze maachen, ze vereinfachen. Si versprécht et och ëmmer; et sinn och Usätz gemaach ginn, dat wëll ech soen, eng Rei vun Usätz, wat den Ëmweltschutz ubelaangt, si gemaach ginn. Beim Heckeschutz zum Beispill si Vereinfachunge gemaach ginn, fir net ëmmer dës Flächen dat erauszezéien. Mä et ass awer d'Kommissioun déi do muss matspillen an déi do muss d'Initiativ ergräifen, do hu mer leider Gottes net allze vill Spillraum.

Ech menge schonn, dass mer déi zwou Motiounen net kéinten akzeptéieren.

D'Motioun Nummer 3 vun der DP, do geet also Rieds dovun, dass ee soll bei der Eko-Konditionalitéit d'Bauere beroden, hinnen hëllefen - do hunn ech kee Problem domat fir déi ze akzeptéieren, wann nach zwou weider Ënnerschréften dorënner kommen. Ech menge schonn dass mer do Efforte maachen, fir de Baueren entgéintzekommen, dass se gehollef kréien a berode ginn, fir déi Kritäre vun der Eko-Konditionalitéit sou gutt wéi méiglech anzehalen.

Ech wëll och soen…

(Interruption)

M. le Président.- Zu der Motioun oder zu der Interventioun vum Här Minister?

Une voix.- Jo, zur Interventioun.

M. le Président.- Ech denken, dass mer d'Motioune sollten herno, no der Interventioun vum Minister, diskutéieren an debattéieren. Ech weess zwar…

Une voix.- Wéi Dir wëllt. Ech hu kee Problem domat.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Also, wéi gesot, d'Regierung huet kee Problem mat där drëtter Motioun. Et si just nëmmen dräi Ënnerschréften do oder zwou. Et ass gesot ginn, wann aner Fraktioune wéilte mat ënnerschreiwen, also d'Regierung wär bereet fir déi Motioun ze akzeptéieren.

Ech wëll och soen, et gëtt jo heiansdo gesot, wéi wa mer net géife kontrolléieren an net sanktionéieren, well mer jo haut och iwwer Déiereschutz a Bien-être des animaux schwätzen. Dozou wëll ech soen, dass am Kader vun deene Kritären, déi haut scho bestinn, fir d'Indemnité compensatoire a fir d'Landschaftsfleegeprime ze kréien, dass mer do zum Beispill am Joer 2004 fënnef Betriber sanktionéiert hunn, déi Infractioune gemaach hunn, wat de Bien-être animal ubelaangt. Also et gëtt scho kontrolléiert a sanktionéiert. Natier-

lech ginn déi Sanktioune vill méi gravéierend, wann dat op der ganzer Prime gemaach gëtt, déi d'Bauere kréien, wéi wann et elo op der Indemnité compensatoire oder soss enger gemaach gëtt.

Ech wëll och soen, dass mer am Moment amgaange si fir d'Bauere sou gutt a wäit wéi méiglech ze informéieren, wat jo och eng Ufro ass, wat d'Eko-Konditionalitéit mat sech bréngt. Mir wäerten och eng Broschür doriwwer erausginn an, wéi gesot, well dat mat relativ vill Sue verbonnen ass, si mer eis bewosst, dass een do muss Efforte maache fir hinne sou gutt wéi méiglech ze hëllefen, fir datt se kënnen déi Konditiounen a Kritären erfëllen.

Mir hunn dofir och eng GAP-Info agefouert, déi hutt Der jo vläicht och zougestallt kritt. Et sinn dräi Nummere rauskomm, wou ganz konkret a kloer de leschte Stand vun der Ausaarbechtung vun eise Réglementatiounen a Kritären a Konditiounen ëmmer nees duergeluecht gëtt.

Mir hunn och eng Infoline agefouert. Wann d'Baueren also opgrond vun deenen Informatiounen, déi se kréien, Froen hunn, kënne se télefonéieren op enger Telefonsnummer, déi uginn ass, an da kréie se och déi Äntwerten, déi do sinn.

Ech muss just soen, de Problem ass, dass d'Kommissiounsreglementer nach bis de leschte Mount komm sinn, an de leschte Mount sinn der nach ofgeännert ginn, dat heescht et ass schwiereg scho lo definitiv Reglementer erauszeginn, well permanent nach där Changementer komm sinn. Mä mir sinn amgaange lo festzehalen, wéi déi Jetonë solle berechent ginn, an do war de Wonsch mengen ech hei vun der Chamber, an och vun der Bauerewelt, dass ee géif soen, mir mussen der Entwécklung vun de Betriber Rechnung droen. An déi war hei am Land relativ grouss. D'Betriber sinn ëm zwee bis dräi Hektar pro Joer gewuess. Dat heescht an deene fënnef Joer vun 2000 bis 2005 sinn et zéng bis 15 Hektar, déi d'Betriber méi grouss gi sinn. Dofir wëlle mer kucken, bei deene Jetonen där Entwécklung do Rechnung ze droen.

Déi Betriber, déi opgebaut hunn, déi investéiert hunn, déi kréien dat deelweis guttgerechent iwwer Suen oder Jetonen, déi se aus der Réserve nationale kréien, an anerer, déi ofgebaut hunn, deene kënne mer de gréissten Deel ewechhuelen, wa se ofgebaut hunn, fir ebe lues a lues opzehalen, dass se net den historesche Jeton kréien, mä dass se dee kréien, deen hirer Situatioun vun 2004 entsprécht. Also, dat mécht d'Saach net méi einfach, mä ech mengen et mécht se vill méi gerecht. Dat war mengen ech och de Wonsch allgemeng vun der Chamber.

Dann ass gefrot ginn, vum Här Goerens mengen ech, no der Indemnité compensatoire. Also, wat mer bis elo gemaach hunn, déi Reform, dat ass d'Reform vun der Maartuerdnung, dat huet net betraff bis elo d'Entwécklung vum ländleche Raum, wat am Fong eist Agrargesetz duerstellt. Déi Reform ass elo um europäesche Plang an der Diskussioun. Do ass och e Reglement vun der Kommissioun virgeluecht ginn, an do ass de grousse Problem, dass déi sou genannte Régions défavorisées, wou zu Lëtzebuerg jo praktesch d'ganzt Land begräift, mat Ausnahm vun der Muselgéigend, dass déi a Fro gestallt sinn, dass déi mussen nei definéiert ginn, dass also dee politeschen Acquis, dee mer haten, net méi sou acquis ass.

Do ass effektiv déi Fro berechtegt, ech hunn dat och scho gesot. Mir musse gutt argumentéieren a versichen, fir souwäit wéi mir et kënne Kritären anzebannen, déi et erlaben Lëtzebuerg als Région défavorisée zréckzebehalen. Den Här Fischler war do ëmmer verstänneg - ech hoffen, dass deen nächste Kommissär dat och ass -, wa mer gesot hunn, mä Lëtzebuerg huet eng speziell Situatioun.

Mir sinn e Land, wou d'Léin ganz héich sinn, an d'Lëtzebuerger Bauere vergläiche sech mat de Léin, déi déi aner Beruffer hei am Land kréien, an net mat dem Loun oder mat dem Akommes, wat e Bauer a Portugal, a Spuenien, a Griicheland oder an Däitschland kritt. Dofir hu mer ëmmer gesot, och där Situatioun muss ee Rechnung droen. Dat steet de Moment net am Reglement, wëll ech soen. Dat heescht, et muss ee kucken, d'Kommissioun an och d'Kolleegen ze iwwerzeegen, dass se bereet sinn och där do Situatioun plus ou moins Rechnung ze droen. Also, och do wäerte mer zesummen nach Mëttel a Weeër fanne mussen, fir ze argumentéieren an eis sou wäit wéi méiglech duerchzesetzen, well d'Indemnité compensatoire mécht en héije Montant aus fir d'Akommes vun de Baueren. Et gëtt des Weideren eng ganz Rei vu Begënschtegungen, déi mat der Région défavorisée verbonne sinn.

Also, et ass scho wichteg, dass mer kucke fir do net ze vill Plommen ze loossen, mä datt mer versichen eis do sou gutt wéi méiglech ze verdeedegen, mat Argumenter a mat Iwwerzeegungskraaft, souwäit déi dann och kënnen duerchdréngen.

Am Kader vun der Entwécklung vum ländleche Raum hu mer mat eisem Agrargesetz e gutt Instrument fir de Strukturwandel ze begleeden. Et ass och scho vum Här Clement gesot ginn, dass d'Baueren zwëschent 2000 an 2004 210 Milliounen Euro investéiert hunn, dovunner si 95 Milliounen Euro ongeféier Bäihëllefen. Dat war nach ni de Fall. Dat heescht, et ass an der Landwirtschaft e gewëssent Vertrauen an d'Zukunft do, net wéi ëmmer sou gemaach gëtt, dat wär net do. Dat ass do, an ech begréissen dat och.

Ech maache mer heiansdo Suergen, ob se net iwwerdriwwen investéieren. Mir maachen och deen Appel u se! Mä ech mengen, et ass besser, et gleeft een un d'Zukunft, et investéiert een, wéi wann een einfach mol ofwaart, wat soll lo kommen, wéi soll an Zukunft eise Beruff ausgesinn. Also, ech menge schonn, dass dat encourageant ass. Et muss ee just drop opmierksam maachen, dass d'Investitioune sech och musse rentabiliséieren, an do hunn ech heiansdo meng Bedenken.

Mä op jidde Fall hu mer och ganz klar d'Lëtzebuerger Landwirtschaft orientéiert an eng Qualitéitsproduktioun. Mir hu keng industriell Landwirtschaft hei am Land. Gott sei Dank! Mir wëllen och versichen, an déi Richtung virunzegoen. Méi wéi 90% vun de Betriber maache mat bei der Landschaftsfleegeprime, dat beweist dass dat, wat mer gär gehat hätten - d'grouss Mass vun de Betriber an déi richteg Richtung ze kréien -, zum gréissten Deel erreecht ass. Et gëtt der ëmmer, déi aus der Rei danzen. Dat bedauere mer. Dat muss och sanktionéiert ginn. Dat wëll ech ganz kloer soen. Och wat den Déiereschutz an de Bien-être des animaux ubelaangt. Mä mir hunn et fäerdeg bruecht, eng Orientatioun ze kréien a méi eng ëmweltschounend, déiereregerecht Landwirtschaft. Dat gëtt ënnerstëtzt.

An och déijéineg, déi an d'Qualitéit investéieren, kréie méi héich Subside wéi déi, déi dat net maachen. D'Agrargesetz mécht ganz kloer eng Distinctioun tëschent normalen Investitiounen an Investitiounen an d'Qualitéit. An d'Qualitéitsproduktioun, regional Qualitéitsprodukter ass dat, wat mer mussen an Zukunft hei nach weider förderen.

Ech sinn och frou dass hei gesot ginn ass, dass mer alles solle maache fir den agroalimentairë Secteur zu Lëtzebuerg ze stäerken, dass mer en ënnerhalen, dass mer hei regional Qualitéitsprodukter kënnen am Land schafen, déi och d'Vertraue vum Konsument kréien, wou d'Traçabilitéit ofgesécher ass, an dass de Konsument just vläicht misst bereet sinn, fir heiansdo e Frang weider ze gi fir déi Qualitéitsprodukter, déi hei gemaach ginn, well déi hu méi en héije Produktiounskäschtepunkt wéi Produkter, déi net deene Kritären a Konditiounen entspriechen.

Dann zur Biolandwirtschaft, wou den Här Kox jo domat ugefaangen hat, wëll ech ganz kloer soen: Am Kader vun dem Agrargesetz gëtt d'Biolandwirtschaft gefördert, a se gëtt souguer staark gefördert. Ech kann lech souguer…

(Interruption)

Ganz staark gefördert! An ech kann lech souguer soen, wéi d'Agrarproduktioun sech do entwéckelt huet. 1994, virun zéng Joer also, hate mer zwielef Betriber, an déi zwielef Betriber, déi hu 567,56 Hektar bewirtschaft. Haut - dat heescht souguer schonns uganks 2004 - hu mer 59 Betriber an 3.001 Hektar, also fënnefmol méi Betriber a bal sechsmol méi Hektare wéi dat virun zéng Joer de Fall war. Et kann een also net soen, datt näischt geschitt wär, am Contraire.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Wéi vill Prozent sinn dat dann?

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Oh, ech weess dat elo net genee, ech ka just nëmme soen, et ass bal sechsmol méi wéi et virun zéng Joer war.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Wéi ass et op der Musel mat dem Wäibau? Dat pake mir net un!

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Jo, dat ass e ganz anere Problem, Här Kox, dee kënne mer gär verdéiwen. Also och wann Dir versicht Biowäibau ze maachen…

(Interruption)

…ech mengen den Helikopter flitt awer och bei lech laanscht, hunn ech e bëssen d'Impressioun.

(Interruption)

Also dat ass schonn e bësse méi differenzéiert ze gesinn. A wa mir mat Experte schwätzen am Wäibau, déi soen datt et net esou einfach wär, fir am Wäibau ouni Sprëtzmëttel a gewësse Saachen auszekommen, an ech mengen dat soll ee verdéiwen. Ech sinn d'accord domat, wou Wënzer bereet si fir dat ze maachen, datt se et solle maachen. Mä ech géif awer och oppassen, datt een elo net de Leit en X fir en U virmécht, well ech wëll eppes soen: Mir si bereet fir den Aktiounsprogramm Biolandwirtschaft op EU-Plang weider ze dreiwen. Mir hunn do ganz kloer Positioun bezunn. Mir hu souguer mat e puer anere Länner gesot, et misst och an deen Aktiounsprogramm eng weider Aktioun kommen, déi d'Kommissioun net esou virgesäit, datt d'Koexistenz tësche Biolandwirtschafts- an OGMen-Saatgut misst assuréiert ginn.

Also mir ginn eis do net, ech soen dat ganz offen, mä d'Kommissioun muss emol dee Plang virleeën. Si huet elo mol e Rapport gemaach wou Moossnamen opgelëscht ginn, elo muss se e Programm virleeën. Wa se dee virleet, da si mir gäre bereet fir deen esou wäit ewéi méiglech ze pousséieren. Mä och do ass et menger Meenung no wichteg, datt en EU-Logo kënnt fir d'Biolandwirtschaft, well leider Gottes, soen ech, gesäit ee vill Saache wou Bio drop steet, wou vill Leit awer Douten hunn, datt och Bio dran ass. A wa mir do och Skandaler kréien, an déi kommen och eng Kéier wa systematesch Analyse gemaach ginn, dann ass dat ganz schlecht fir d'Biolandwirtschaft. Dofir mengen ech schonn, datt mir alleguer Intérêt drun hu fir och d'Biolandwirtschaft ze förderen, kloer Kritären ze maachen, datt en EU-Logo…

(Interruption)

Mä den EU-Logo ass awer nach net obligatoresch.

…datt en EU-Logo drop kënnt, datt de Konsument gesäit, hei, dat do ass aus der Biolandwirtschaft, déi no europäesche Kritäre gemaach ginn ass. Well d'Kritären, wat de Bio ubelaangt, sinn heiansdo ganz ënnerschiddlech vu Land zu Land - ech wëll lech dat just soen: Do si Länner, déi haten am Ufank ganz héich Prozentsätz an der Biolandwirtschaft, an déi sinn erofgaange wéi se mol déi richteg Biolandwirtschaft hu misse méi considéréieren. Mä dat ass och e Problem, deen ee méi laang kann diskutéieren.

Ech gesinn hei, de President mécht mer d'rout an d'giel Luucht alt schonn un. Et wär vläicht elo nach e puer Wuert awer ze soen zu der Liewensmëttelsécherheet an dem Déiereschutz.

Ech wollt soen, no der leschter Interpellatioun sinn, wat d'Liewensmëttelsécherheet ubelaangt, immens vill Saache gemaach ginn. Ech wëll nëmmen déi Cellule agrisanté nennen, déi sech ëm eng Rei vu Problemer soll bekëmmeren, och ëm dat wat lech um Häerz läit, datt Qualitéitsprodukter sollen an den öffentleche Kantinnen, sief dat Spideeler, Schoulen oder Altersheimer méi genotzt ginn, an déi do Kommissioun huet den Optrag kritt, e Groupe de travail soll kucke wat fir eng Kritären och d'Ubidder mussen erfëllen, fir datt d'Kantinnen dat och kënne maachen. Do musse si sech och e bëssen ëmstellen, et muss jo eng kontinuéierlech Sécherheet do sinn, datt déi Produkter och a genügendem Mooss an zur richteger Zäit dann och do sinn. Déi Kommissioun déi huet deen Optrag also kritt an an der Regierungserklärung steet et nach eng Kéier, datt mir sollen alles maache fir an der Restauration collective Lëtzebuerger Qualitéitsproduktioun ze förderen oder Qualitéitsproduktioun ze förderen - mir kënnen net soen, et muss Lëtzebuerger Qualitéitsproduktioun sinn, mä Qualitéitsproduktioun.

Et kann och menger Meenung no net sinn, datt bei Leit, déi krank oder al sinn, soll drop gespuert gi wat se sollen z'iesse kréien. Ech mengen dat wier net dee richtege Wee, do si mir alleguer d'accord domat, an dofir mengen ech och datt mer musse kucken, datt mer dat duerchgesat kréien an do gescheit Cahiers de charges ausschaffen, datt mer EU-konform sinn a méi Qualitéit ofsécheren.

Mä wat d'Liewensmëttelsécherheet ubelaangt, mengen ech, si vun der EU-Kommissioun a vun dem EU-Conseil aus 80 Direktiven a Reglementer ëmgeännert ginn. A wat d'Traçabilitéit ubelaangt, sief dat beim Rëndfleesch oder elo bei den Eeër, wou eng nei gemaach ginn ass, iwwerhaapt bei allen Etiquetagen ass komplett reforméiert ginn. D'Transparenz fir de Konsument ass wesentlech an de leschte Joren an d'Luucht gaangen. Wat d'Hygiène ubelaangt, ech mengen do sinn eng 15 Direktive gebündelt ginn op dräi, do ass och versicht ginn, wat jo ganz wichteg ass fir d'Liewensmëttelsécherheet, fir déi ze verbesseren, méi transparent ze maachen an d'Kontrollen ze verbesseren. An och d'Problematik vum Etiquetage vun den OGMen ass jo kloer geregelt ginn a wat mer do nach musse kréien, dat ass d'Direktiv iwwert d'OGMe-Saatgut.

An do kann ech lech och soen, datt mir méi restriktiv si wéi vill aner Regierungen - ech hunn dem Här Gira dat schonn d'lescht Kéier gesot -, wou och Ärer Kolleegen dra sinn. Dat heescht, mir sollen alleguer gemeinsam kucken, wa mir gären hätten, datt d'OGMen net sollen iwwerhand huelen, datt mir all Regierungen iwwerzeegt kréien, fir do Neel mat Käpp ze maachen…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

…a versiche fir do virun ze goen.

Wat elo dee Problem vu Fréiseng ubelaangt, wëll ech och soen, datt dat eppes ass, wat keen houfreg gemaach huet, mä ech géif awer och soen, et soll een net generaliséieren, an et si jo duerno Enquêtë gemaach ginn iwwert d'Land, wéi vill problematesch Fäll datt dorëmmer sinn; dat sinn der net esou vill. Ech hunn d'éinescht vu fënnef Fäll geschwat, déi am Laf vum Joer 2004 sanktionéiert gi sinn.

Mä ech mengen, datt een Efforte muss maachen, fir d'Bauere selwer ze iwwerzeegen, datt se sollen an déi Richtung goen. A mir hunn hei e System opgebaut, dee misst gutt funktionéieren. Ech si frou, datt och zwee oder dräi Leit hei dee Wee begréisst hunn, datt mer e Système d'épidémio-surveillance am ganze Land opgebaut hunn, wou de Veterinär op d'mannst zweemol muss e Rapport maachen un d'Veterinärsinspektioun, ob déi Kritäre vun dem Bien-être des animaux an d'Protection des animaux ofgeséchert sinn. A mir hunn elo och de Veterinären nach eng Kéier e Bréif geschriwwen, fir se drop opmierksam ze maachen, dass se do eng Responsabilitéit hunn.

Ech sinn d'accord domadder, datt e Veterinär heiansdo e bëssen zéckt fir mam décken Hummer dropzeschloen, mä da solle se dee Wee aschloen, dee gesot ginn ass, da solle se - a mir hunn hinnen och e Bréif geschriwwen - periodesch mat der Veterinärsinspektioun zesumme kommen, wou déi Problemer do diskutéiert ginn, an d'Veterinärsinspektioun, déi kann dann déi Démarchë maachen déi néideg sinn.

Mir hunn och drop opmierksam gemaach, datt Inspektioune vun de Contrôleure vun der Veterinärsinspektioun et net eleng fäerdeg bréngen, fir do iwwerall déi schwaarz Schof erauszesichen; do muss jidderee matmaachen. Ech soen e Beispill: Wann ee Mëllech op en Haff siche geet an e gesäit, datt d'Mëllechkummer hygienesch guer net an der Rei ass, souguer wann d'Qualitéit vun der Mëllech gutt ass, da soll en dat matdeelen. Dat ass een Unzeechen, datt do eppes net méi ganz richteg ass. Wann de Sanitel feststellt, datt e Betrib Problemer mat den Ouermarken huet, dann ass et wichteg, datt de Sanitel der Veterinärsinspektioun dat matdeelt, dass se mol dohinner kucke ginn. Datt een also eng Analys mécht vun deene Betriber, déi Risiken duerstellen an een déi méi renforcéiert kontrolléiert.

Dat ass de Wee, dee mir wëllen aschloen, an ech mengen dat wär och dee richtege Wee. An da wëll ech soen, datt mer och bereet si fir den Déiereschutz an d'Verfassung anzeschreiwen. Mir hunn eng Propositioun gemaach, a mir sinn och bereet fir d'Déiereschutzgesetz ze renforcéieren. Mir hunn nämlech ee Problem. Mir hu ganz vill Reglementer, déi villes ofsécheren, well déi Leit, déi op den Terrain kontrolléiere kommen, déi kënnen am Fong geholl net direkt intervenéieren, si mussen da bei de Parquet goen an de Parquet kann dann eréischt eppes maachen. Et gi vill Leit, déi soen, dat dauert ze laang, an do misst d'Veterinärsinspektioun gewëssen Handhabsméiglechkeete kréien, déi huet se haut awer net.

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt, Dir hutt elo 50% vun Ärer Zäit iwwerschratt, et sinn de Mëtte vill pertinent Froen hei gestallt ginn, mä awer och net esou vill.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Gitt mer nach eng Minutt.

(Hilarité)

M. le Président.- Also ech mengen elo misste mer zum Schluss kommen.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Mä wann een dobausse mat de Leit schwätzt, da menge se, de Veterinärsinspekter kënnt direkt soen, elo ginn d'Béischter emol ewech geholl an iergendwou aneschters ënnerbruecht. Dat geet leider oder Gott sei Dank net, mä dofir muss ee kucken, datt am Kader vun der Ännerung vun eisem Déiereschutzgesetz d'Veterinärsinspektioun gewësse Méigelechkeete kritt fir kënnen ze intervenéieren, datt dem Déiereschutz méi schnell ka Rechnung gedroe gi wéi et haut de Fall ass. Dat ass ee vun de Problemer, dee mer musse gemeinsam upaken.

Voilà, ech soen Iech awer Merci fir déi konstruktiv Diskussiounen. Hei sinn eng ganz Rei vu Problemer an déi Diskussioune wäerte mir an der Zukunft nach verdéiwen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann direkt zur Ofstëmmung vun de Motiounen a vun der Resolutioun. Den Här Bausch huet fir d'éischt nach d'Wuert gefrot. Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech si séier fäerdeg. Ech wollt just dem Här Minister soen, datt ech erstaunt war iwwer seng Ausso ganz am Ufank, datt e frou wär doriwwer, wa bei Interpellatioune prezis Froe géinge gestallt ginn, da kënnt ee sech bësser drop virbereeden als Regierung. Mir hu quasi annerhallef Säit nëmme Froen eraginn, ech weess net wéi prezis een d'Froen nach ka stellen, mä se waren op alle Fall ganz prezis an duerfir hätt et och kënne méiglech sinn aneschters ze äntwerten.

M. le Président.- Also et stëmmt, datt den Här Kox sech hei vill Méi ginn hat fir seng Formulatioun vu senger Interpellatioun esou prezis ewéi méiglech ze stellen, dat ass richteg.

Da komme mir lo zu de Motiounen an zu enger Resolutioun, déi während der Generaldiskussioun hei déposéiert goufen. Fir d'éischt d'Motioun 1 vum Här Henri Kox iwwert d'Schafung vun engem Guichet unique. Déi Motioun ass nach vun den Häre Gira, Goerens a Mehlen ënnerschriwwe ginn.

Motion 1

Mir stëmmen elo of iwwert déi Motioun.

Vote

E Vote par main levée ass gefrot.

(Interruption)

Neen. Dann huele mer de Vote électronique.

Wien dofir ass stëmmt mat Jo, wien dogéint ass mat Neen oder en enthält sech.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 36 Nee-, 22 Jo-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri).

Da komme mer zur Motioun 2 vum Här Charel Goerens iwwert de Verwaltungsopwand bei de Baueren an de Wënzer. Den Här Fayot dozou.

Motion 2

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech hunn dem Här Minister opmierksam nogelauschtert, dat ass déi Motioun wou et ëm d'Simplification administrative geet, an ech hat d'Impressioun wéi wann e verstan hätt, wéi wann an dëser Motioun dee Commissaire à la simplification administrative, dee jo am Regierungsprogramm virgesinn ass, d'Charge soll kréien, dat och hei fir de Bauerestand ze maachen.

Ech liesen awer hei an der Motioun, dass am Fong geholl d'Regierung invitéiert gëtt just d'Ampleur de la charge administrative vun de Baueren ze studéieren an doraus Konklusiounen ze zéien. Dat heescht, ech mengen net dass een hei ka liesen, dass dee Commissaire à la simplification administrative dat soll maachen, dass dat spezifesch fir de Baueren…

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Esou hat den Här Goerens dat gesot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ah bon, d'accord. Mä ech hunn elo hei gelies, an ech hu geduecht dat wär anescht gemengt, mä wann dat d'Meenung vum Här Goerens ass, da sinn ech mat lech d'accord…

Une voix.- Dann hat e Pech.

(Hilarité)

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- …, dass dat vläicht fir dee Commissaire do e bëssen ze vill däers Gudden ass.

M. le Président.- Den Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech hunn eng Motioun, déi huet Bezuch op d'„cross compliance" an eng aner iwwer aner Charges administratives. An et war am Fong iwwert déi aner Charges administratives, déi Problemer, déi den eenzelne Bauer begéint mat de Verwaltungen iwwert d'Tatbestänn, déi elo net direkt eppes mat der reforméierter Agrarpolitik ze dinn hunn. Do hunn ech a menger Ried d'Beispill vum Commissaire beméit, fir ze soen, de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Classes moyennes, procédéiert do ganz resolut, e geet ganz determinéiert vir an e soll sech dovun inspiréieren am Fong fir och an der Landwirtschaft datselwecht ze maachen.

Mir ass et esou laang wéi breet, ob dat deeselwechte Commissaire ass oder een aneren. Mir geet et hei ëm d'Saach. Här President, an dofir géing ech mengen, den Här Fayot huet absolut Recht, en huet meng Motioun richteg gelies an och richteg interpretéiert. Ech kann him nëmmen zoustëmmen.

M. le Président.- Jo, mä ech hunn awer, mengen ech, erausgelies aus der Interventioun vum Här Fayot, dass en net domat d'accord ass.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Neen, neen. Den Här Fayot, deen e ganz nuancéierte Mënsch ass, huet mir am Fong…

(Hilarité)

M. le Président.- Mir kommen elo zur Ofstëmmung, da gesi mer jo wéi d'Resultat ass.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech hunn, Här President, mech och un de Minister gewant, well ech am Fong geholl seng Interpretatioun net am Text gelies hunn. Dat heescht dass ech der Meenung sinn, dass mer näischt vergi wa mer soen, mir wëllen d'Charge administrative dans la limite des possibilités vun de Baueren diminuéieren, à condition selbstverständlech dass et net dee Commissaire ass, dee sécher da surchargéiert wier. Ech hunn hei just wëlle kloer soen, wat ech dra gelies hunn. Ech si gewinnt Texter prezis ze liesen an ech hunn dat dra gelies.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Jo.

M. le Président.- Kënne mer par main levée ofstëmmen oder muss et e Vote électronique sinn?

(Interruption)

De Vote électronique ass gefrot. Da komme mer zum Vote.

Vote

Wien dofir ass stëmmt mat Jo, wien dogéint ass mat Neen oder en enthält sech.

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 23 Nee-, 22 Jo-Stëmmen an 13 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Sauber), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marcel Glesener), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Marie-Josée Frank), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter.

Se sont abstenus: Mme Françoise Hetto-Gaasch;

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider et Roland Schreiner.

Motion 3

Da komme mer zur Motioun 3 vum Här Charel Goerens, dat ass d'Motioun vun der „cross compliance". Dës Motioun dréit véier Ënnerschrëften. Wien ass nach bereet dës Motioun ze ënnerschreiwen?

(Interruption)

Den Här Kox freet d'Wuert zu dëser Motioun.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG, interpellateur.*- Majo, mir géifen déi Motioun mat droen, wa mer dee leschten Tiret géifen ewechloossen, well mir mengen dass meng Motioun do eng Iddi méi wäit gaange wär mat deem Guichet unique. An ech géif och do nach ëmmer dem Här Minister widderspriechen, well et ass jo ebe just grad, en huet virdrun opgezielt: SER, ASTA, GAP-Info, deen net ze entschlësselen ass, d'Veterinären, d'Ëmweltverwaltung, alles déi op de Bauer zoukommen. Also et ass dat wou eng Réforme administrative oder e Guichet unique misst onbedéngt kommen. Also mir géifen déi Motioun da mat droen, wa mer dee leschten Tiret géifen ewechloossen.

M. le Président.- Jo, et ass eng Motioun vum Här Goerens. Här Goerens, sidd Der d'accord fir hei Ären Text ze modifizéieren?

M. Charles Goerens *(DP)*.- Ech kann domat liewen, well ech e Kompromëss-Mënsch sinn, an dofir kommen ech dem Här Henri Kox do entgéint.

M. le Président.- Wéi ass dann elo deen neien Text, deen Der proposéiert? Den Text ouni dee leschten Tiret?

M. Charles Goerens *(DP)*.- Jo.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President!

M. le Président.- Jo.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Ech hunn d'Motioun ënnerschriwwe mam leschten Tiret an ech wëll drop hiweisen, dass ech da meng Ënnerschrëft zréckzéien.

(Hilarité)

M. le Président.- Très bien.

Une voix.- Elo gëtt et komplizéiert.

M. le Président.- D'Motioun, huet se elo nach fënnef Ënnerschrëften? Huet den Här Clement seng zréckgezunn?

(Interruptions)

Da stëmme mer elo of.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, an deem Fall halen ech se bäi. Eis zwou Motioune si complémentaires, wann dat der CSV d'Adhésioun zu där Motioun hei erliichtert, da sinn ech bereet dem Här Clement do entgéintzekommen.

M. le Président.- Très bien. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun 3, esou wéi se virläit?

Ech gesinn, dat ass eng écrasant Majoritéit. Domat ass dës Motioun ugeholl.

Da komme mer nach zur Resolutioun vum Här Goerens iwwert d'Aarbecht innerhalb vun der Agrarkommissioun a vun der Ëmweltkommissioun. Den Här Wolter freet d'Wuert dozou.

Résolution 1

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech fannen einfach prinzipiell dëst kee ganz gudde Stil wa mer géifen ufänken a regelméissegen Ofstänn hei eise Kommissiounen ze soen, wat se da gebiede sinn ze maachen. Ech mengen, dass d'Leit an de Kommissioune grouss an al genuch si fir ze gesi wat se op den Ordre du jour sollen huelen. A wa vun der demokratescher Fraktioun aus e Wonsch ass fir an där enger oder anerer Kommissioun iwwer eppes ze diskutéieren, dat ass den Usus, da mellt se dat an enger Kommissiounssitzung, an dann ass et och normalerweis esou, dass dat dann an enger nächster Réunioun vun där Kommissioun behandelt gëtt.

Une voix.- Très bien.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Mir gesinn am Fong net de Sënn an, dass mer eis ufänke selwer ze invitéieren an eise Kommissiounen iwwert dat eent oder dat anert ze diskutéieren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Goerens freet d'Wuert dozou.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, meng Suerg ass et fir hei eng kohärent Démarche ze kréien an ech mengen et wier gutt wa mer géife Réunions jointes maachen an der Chamber, fir eng Kéier iwwer verschidde Saachen ze diskutéieren. Ech sinn, ech hunn dat och éineschters gesot a menger Interventioun, nach net esou laang aus dem Regierungsgeschäft eraus, fir net ze wëssen dass et absolut indispensabel ass, dass déi concernéiert Ministeren eng Kéier a Presenz vun deenen dräi Kommissiounen, déi hei concernéiert sinn, zesummekommen.

Doriwwer eraus wëll ech dem Här Wolter rappeléieren, dass d'Chamberreglement souwéisou virgesäit, dass d'Fraktiounen dat do kënne maachen. Da gesinn ech net an, firwat dass mer dat net kënnen hei am Kader vun enger öffentlecher Debatt maachen, dat ëmsou méi wéi mer do a puncto Kohärenz an all eisen Aarbechten an deem doten Domän nëmme kënne gewannen.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Resolutioun.

Opgrond vun den Interventiounen denken ech, dass mer zu engem Vote électronique musse kommen.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Da maache mer herno 3 Bréiwer.

Vote

M. le Président.- Wien dofir ass stëmmt mat Jo, wien dogéint ass mat Neen oder en enthält sech.

D'Resolutioun ass verworf mat 35 Nee-Stëmme géint 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp (par M. Jacques-Yves Henckes) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt,

Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Marie-Josée Frank), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Martine Stein-Mergen), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Roland Schreiner), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Romain Schneider), Romain Schneider et Roland Schreiner.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst öffentlech Sitzung ass mar de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.40 heures)

MERCREDI, 17 NOVEMBRE 2004 — 6E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

   Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

   (Discussion générale - Motions - Votes)
3. 5343 - Projet de loi portant fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren

   (Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jean-Marie Halsdorf et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Neen.

M. le Président.- Gutt, mir huelen dann Akt dovunner, dass d'Regierung keng Kommunikatioun ze maachen huet.

1. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour ubelaangt, wollt ech d'Chamber uganks vun der Sitzung mat enger Fro befaassen, ob d'Chamber domat averstanen ass nom Vote vum Projet de loi 5343 iwwert d'Demandes en naturalisation ofzestëmmen, déi d'Commission juridique an hirer Réunioun vun haut de Mëtteg behandelt huet.

Sidd Der d'accord domat, dass mer dat um Enn vun der Sitzung maachen?

(Assentiment)

Voilà, dann ass dat also esou décidéiert.

Mir héieren haut de Mëtteg dem Här Minister Jean-Louis Schiltz seng Deklaratioun iwwert d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef. Uschléissend féiert d'Chamber direkt den Débat iwwert déi Deklaratioun.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

2. Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Monsieur le Président, Mesdames, Messieurs les Députés,

«La persistance de la pauvreté extrême et de la faim est économiquement non nécessaire et politiquement inacceptable.»

C'est en ces termes que le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, s'est exprimé le 30 septembre dernier devant le Groupe des 77 qui est au niveau mondial la première organisation qui regroupe les pays en développement.

Quelque deux semaines plus tôt, le même Kofi Annan a rappelé dans le contexte des Objectifs du Millénaire que «pour réduire la pauvreté, les pays en développement ont besoin chaque année de 100 milliards de dollars d'aide publique au développement». À la même occasion, il a expressément salué les efforts du Luxembourg, du Danemark, de la Norvège, de la Suède et des Pays-Bas qui destinent chaque année plus de 0,7% de leur revenu national brut aux pays les plus pauvres.

La persistance de la pauvreté est politiquement inacceptable.

Le Luxembourg a fait sienne cette maxime depuis de nombreuses années. La lutte contre la pauvreté constitue l'un des principaux objectifs sinon le principal objectif de la politique de coopération luxembourgeoise.

Nous savons qu'un sixième de la population mondiale vit en dessous du seuil de pauvreté avec moins d'un dollar par jour.

Nous le savons, mais nous ne l'acceptons pas.

La lutte contre la pauvreté a de multiples facettes. Il s'agit d'abord d'une question de contribution budgétaire. Le Luxembourg et les personnes qui vivent dans notre pays, faisant partie du sixième de la population mondiale qui possède plus de 80% de la richesse mondiale, l'ont compris depuis longtemps et c'est ainsi que le Luxembourg consacre chaque année plus de 0,7% de son revenu national brut à l'aide publique au développement.

La volonté du Gouvernement actuel de poursuivre l'effort en matière de coopération en vue d'atteindre le montant de 1% ressort des termes même du Programme gouvernemental du 4 août 2004.

En 2003, l'aide publique au développement luxembourgeoise atteint un montant total de 171 millions d'euros. Exprimée en pourcentage du revenu national brut, l'APD s'est élevée en 2003 à 0,81%. En termes de déboursements par tête d'habitant, le Luxembourg a, avec 318 dollars, occupé le premier rang mondial devant le Danemark avec 305 dollars et la Norvège avec 298 dollars.

Notons encore que pour 2004, compte tenu du budget voté, l'objectif en matière d'APD a été fixé à 0,84% du RNB, ce qui correspond à un volume financier de l'ordre de 183 millions d'euros.

Pour l'année 2005 et sous réserve de la décision que la Chambre prendra le mois prochain sur le projet de budget, le taux de l'APD s'élèvera à 0,85% du dernier RNB.

Les efforts en vue d'atteindre le chiffre de 1% se poursuivent dès lors en dépit de la révision à la baisse de la croissance de l'économie luxembourgeoise depuis quelques années.

La lutte contre la pauvreté a de multiples facettes.

Les chiffres en eux-mêmes, Mesdames, Messieurs, ne disent rien, ou pas grand-chose, s'il n y a pas autre chose derrière. Et cette autre chose est en premier lieu une forte volonté politique de lutter contre la pauvreté, une forte volonté politique de mettre la coopération au développement tout en haut de l'agenda politique, une forte volonté d'en faire une priorité, sans tergiverser, sans chercher des excuses et sans recours à des faux-fuyants.

Le Gouvernement l'a, cette forte volonté politique. La Chambre des Députés l'a également, cette forte volonté politique.

J'en veux pour preuve le large consensus qui existe sur tous les bancs de la Chambre quant aux grands principes de la politique de coopération, même s'il y a toujours des discussions quant à certaines modalités de mise en œuvre, quant à certaines priorités thématiques, quant à la priorité à accorder à tel ou tel pays cible.

Quoi qu'il en soit, il m'importe de citer ici le texte de la motion que la Chambre a adopté à l'unanimité le 18 février 2004 et par laquelle elle demande au Gouvernement de continuer dans la voie choisie et de mener l'effort de l'aide publique au moins jusqu'à 1%.

Mesdames, Messieurs, nous allons le faire. Nous continuons notre marche vers le 1%. Nous continuerons ainsi à montrer, tous, que le Luxembourg sait partager avec les plus démunis, que le Luxembourg lutte résolument contre la pauvreté dans les pays en développement, qu'il continu de faire de la lutte contre la pauvreté une priorité et qu'il inscrit cette lutte aussi dans le long terme.

Il m'importe de relever ici que le consensus qui existe en la matière est particulièrement important à une époque où les chiffres de la croissance luxembourgeoise ne sont plus ceux que nous avons connus notamment à la fin des années 90.

La croissance économique permet certes d'augmenter l'APD comme conséquence directe de l'augmentation du revenu national brut - et cela est important.

Mais il y a plus: Le pourcentage de l'aide - 0,84, 0,85, voire 1% à terme - montre aussi quel est le degré de priorité qu'un pays accorde au développement et à la coopération. Il est un fort indicateur de l'importance qu'un pays accorde à des valeurs aussi fondamentales que la solidarité et la citoyenneté mondiales.

Mesdames, Messieurs, la politique de coopération est une question de chiffres, elle est aussi une question de volonté politique. Je viens de l'exposer.

Ces éléments - un effort substantiel et une forte volonté politique - sont les fondements indispensables de notre action. Sans cela, il n'y a point de politique de coopération efficace.

Ceci étant dit, l'efficacité de la politique de coopération se mesure aussi par rapport à un certain nombre d'autres paramètres.

Parmi ces autres paramètres, je me permets d'emblée d'insister sur le critère de la qualité - j'aurais l'occasion d'y revenir.

Mesdames, Messieurs, la persistance de la pauvreté est aussi économiquement non nécessaire.

La «non nécessité économique» de la pauvreté, tel est le deuxième constat fait par Kofi Annan.

Selon les derniers chiffres des Nations Unies, la tendance à la baisse de l'aide s'est inversée avec les engagements formulés lors de la conférence de Monterrey en 2000. Lors de cette conférence, les pays présents ont promis quelque 16 milliards de dollars supplémentaires, chaque année, à l'horizon 2006.

Pourtant, cette majoration ne porterait le total qu'à 0,26% à peine du revenu national brut des 22 membres du Comité d'aide au développement.

C'est encore loin des 0,7% vers lesquels les pays riches ont promis de tendre à Monterrey et à Johannesburg. C'est aussi nettement moins que le besoin estimé, qui a été chiffré sur une base prudente à environ 100 milliards de dollars par an. Si on veut atteindre ce chiffre, cela suppose que l'on arrive à multiplier par deux l'aide pour la porter à environ 0,5% du revenu national brut des pays que je viens de citer.

Le Président de la Banque Mondiale, James Wolfensohn, a récemment dit respectivement rappelé que les pays riches réunissent à peine 60 milliards chaque année pour l'aide au développement, alors qu'en même temps ils dépensent aussi chaque année, sans grand problème, 900 milliards de dollars pour des dépenses en armement. Il a rajouté que le terrorisme et l'Irak ont chassé le développement de l'agenda mondial.

Ces chiffres, cette comparaison nous interpelle. Ils doivent nous inciter à agir et nous le faisons. Nous avons redoublé d'efforts ces dernières années et nous allons continuer à augmenter nos efforts.

Mais il y a plus: Nous devons aussi faire en sorte que d'autres contribuent mieux et plus.

Ensemble avec les autres membres du Club informel des 0,7, il nous revient à cet égard un rôle particulier et le moment me semble a priori propice pour donner un coup d'accélérateur à la machine.

Au sein des Nations Unies, nous serons amenés au mois de septembre à faire le point sur la première phase des Objectifs du Millénaire. Cet exercice absolument crucial a essentiellement pour objet de situer la communauté internationale par rapport aux objectifs fixés pour 2015, dont le premier est celui de réduire la pauvreté de moitié d'ici-là.

Une augmentation substantielle des efforts de la communauté internationale est essentielle, si nous voulons atteindre les Objectifs du Millénaire et si nous voulons efficacement lutter contre la pauvreté.

Cependant, ni cette augmentation à elle seule, ni les projets et programmes - que différentes coopérations européennes et autres réalisent - ne sauraient à eux seuls résoudre le problème de la pauvreté.

Pour mettre en œuvre le concept de la «non nécessité économique» de la pauvreté, la coopération devra se concentrer également sur un certain nombre d'autres éléments-clés. Parmi ces éléments-clés, il y en a au moins deux qui revêtent une importance particulière. Je vise ici la cohérence des politiques et le développement durable.

D'abord la cohérence des politiques. Les progrès dans les relations Nord-Sud sont aussi fonction de la cohérence des politiques.

Cette cohérence permet d'introduire dans le processus de la globalisation une dimension sociale et humaine, laquelle est absolument essentielle. Cela veut dire en particulier que l'objectif de la lutte contre la pauvreté doit être pris en compte par les différentes politiques menées aux niveaux national, européen et mondial, qu'il s'agisse des politiques agricole, commerciale, environnementale, financière et autres. Il est impératif dans ce contexte que la personne humaine soit placée au centre de nos préoccupations.

L'action du Luxembourg dans les pays en développement s'inscrit dans un environnement qui est façonné en premier lieu par la politique menée par les gouvernements de ces pays, mais également par les politiques qui sont définies notamment au sein de l'Union européenne et qui sont défendues ensuite à l'OMC, à l'ONU ou encore dans les institutions de Bretton Woods.

Je voudrais ici illustrer l'importance de la cohérence des politiques par la problématique de l'agriculture. Qu'il soit cependant clair que si je prends aujourd'hui l'exemple de l'agriculture, je ne veux - ce faisant - en rien diminuer la gravité d'autres problèmes, comme celui de la dette dont nous savons qu'il réduit la marge de manœuvre des

pays en développement de façon singulière.

Quels sont les constats que nous faisons en matière d'agriculture?

Nous constatons le développement d'une agriculture à productivité élevée dans les pays du Nord et dans certains pays en développement comme le Brésil, l'Argentine, la Chine et la Thaïlande.

Nous constatons cependant que dans la grande majorité des pays en développement, l'agriculture est une agriculture familiale à très basse productivité.

Nous constatons l'ouverture des marchés, y compris agricoles des pays en développement.

Nous constatons encore la suppression de certains mécanismes de régulation des marchés agricoles notamment aux États-Unis, mais aussi, dans une moindre mesure, dans l'Union européenne.

Nous constatons une baisse des prix agricoles dans tous les pays et plus particulièrement dans les pays en développement.

Nous constatons des déficits alimentaires croissants dans les pays en développement les plus pauvres et une poursuite de l'exode rural qui conduit chaque année quelque 100 millions de ruraux à aller s'entasser dans les bidonvilles.

Les prix mondiaux des principaux produits d'exportation agricoles - maïs, blé, coton et riz - ont chuté de plus de 40% depuis 1996. Un phénomène similaire s'observe en ce qui concerne les produits d'exportation qui occupent une place importante, surtout auprès de certains des pays les moins avancés. Ainsi, en 20 ans, les prix du café, du cacao, du sucre et de l'huile de palme ont diminué de plus de 60%.

Nous constatons par ailleurs que les conditions de marché sont dans bien des cas telles que par exemple dans les pays ouest-africains les produits importés, souvent subventionnés au départ, se vendent moins chers que les produits locaux.

Au Mali, au Burkina Faso et au Niger, qui sont des pays cibles de notre coopération, le riz importé se vend à des prix inférieurs à celui du riz local.

Au Sénégal, autre pays cible, le poulet importé se vend à des prix inférieurs au prix de production et donc inférieurs à celui du poulet sénégalais. Plus de la moitié des producteurs sénégalais ont entretemps arrêté leurs activités.

Au Ghana, le riz importé est vendu à des prix inférieurs à celui des producteurs locaux. Les produits de concentré de tomate importés faits sur base de produits subventionnés concurrencent les tomates ghanéennes sur le même marché.

Haïti a été presque autosuffisant en production de riz en 1990. Aujourd'hui, la production locale s'est effondrée et elle n'est plus que de l'ordre de 50% de celle de 1990. L'autre moitié est couverte par des importations à bon marché.

L'Inde se développe depuis quelques années. Elle se développe même très vite et substantiellement. Parallèlement, la situation de la paysannerie indienne, qui compte quelque 600 millions de personnes, se dégrade rapidement. Les prix agricoles ont chuté de façon vertigineuse. Cette chute a même atteint pour certains produits, comme la canne à sucre et les oléagineux, entre 40 et 80%. La faim et la malnutrition se développent. Madame Patniak, professeur à l'université de New Delhi, parle même d'une réémergence de la famine qui devient dans certaines régions un véritable phénomène de masse.

Que peuvent faire l'Union européenne et la communauté internationale?

Nous ne saurions sous-estimer ni la gravité ni la complexité de ces questions mettant en jeu des intérêts souvent contradictoires et impliquant des États souvent inégaux de même que plusieurs organisations régionales et internationales. Il n'y a pas de réponse simple à des questions et problèmes qui sont, par définition, complexes.

Le Conseil des Ministres de l'Union européenne a adopté en avril dernier un plan d'action concernant les chaînes de produits de base agricoles et un partenariat avec l'Afrique pour le coton.

Parmi les stratégies que prévoit ledit plan d'action, on peut citer la diversification de la production, l'incitation de tous les pays développés d'ouvrir leurs marchés aux produits en provenance des pays les moins avancés conformément à l'initiative européenne «tout sauf les armes», l'investissement durable, la mise en œuvre de mécanismes visant à stabiliser les prix des produits de base.

L'intégration régionale des pays en développement - que préconise également la Convention de Cotonou - ne manquera par ailleurs pas d'avoir des effets bénéfiques sur leurs possibilités, d'une part, de développer les relations commerciales et économiques entre eux et, d'autre part, d'accroître leur accès au marché mondial. J'ai pu m'en rendre compte en particulier la semaine dernière à Accra au Ghana lors de la Troïka avec les États membres de la Communauté Économique de l'Afrique de l'Ouest.

L'Union européenne a procédé l'année passée à une révision de sa Politique Agricole Commune (PAC) en découplant partiellement les aides agricoles de la production. La réforme est en cours et la discussion se poursuit pour évaluer la portée exacte de cette réforme sur le commerce agricole international.

Pour ce qui est des travaux à l'OMC dans le cadre du Doha Round, nous nous félicitons de l'adoption par le Conseil général le 1er août 2004 d'un important accord-cadre dans le contexte des négociations du cycle de Doha.

Parmi les éléments les plus importants des dispositions agricoles de cet accord-cadre qui intéressent les pays en développement, on peut signaler l'engagement d'arrêter les restitutions à l'exportation et l'assistance technique liée au commerce et le renforcement des capacités. Dans le chapitre 'traitement spécial et différencié', les préoccupations particulières des pays en développement sont reconnues notamment au niveau de la sécurité alimentaire et du développement rural. Ces pays pourront présenter une liste de produits spéciaux et disposer d'un mécanisme de sauvegarde spéciale.

En ce qui concerne la question du coton, le Luxembourg reste sensible à l'initiative que quatre pays de l'Afrique de l'Ouest - le Burkina, le Bénin, le Mali et le Tchad - ont lancée à l'OMC. Il s'agit d'une question vitale pour ces pays et les 147 membres de l'OMC ont reconnu l'importance de la question du coton et décidé qu'elle sera traitée de manière ambitieuse, rapide et spécifique dans le cadre des négociations sur l'agriculture.

Lors de l'élaboration des modalités de l'accord-cadre à l'OMC, l'Union européenne devrait à l'avenir prendre en compte davantage encore l'évolution des marchés des pays en développement, notamment les moins avancés. Il s'agira également de concilier les intérêts de ces pays avec ceux de l'Union européenne, soucieuse de maintenir une agriculture multifonctionnelle. Il s'agira, en fin de compte, de faire du Doha Round un véritable cycle de développement.

Mesdames, Messieurs, je suis en train de parler de la «non nécessité économique» de la pauvreté. Je voudrais l'analyser maintenant sous l'aspect du développement durable.

Le développement durable constitue, selon la loi même sur le développement, un objectif majeur de notre politique de coopération. Le principe est ancré dans la législation luxembourgeoise, il s'inscrit dans le droit fil des principes arrêtés au Sommet de Rio en 1992.

Dans la plupart des pays en développement, la question du développement durable concerne surtout les aspects de l'accès équitable aux ressources naturelles, de la gestion et de la préservation à long terme de ces mêmes ressources naturelles.

La destruction des ressources naturelles - telle le déboisement, la destruction d'habitats naturels, la surexploitation de certaines espèces animales et végétales, la pollution des eaux et la dégradation des terres due en particulier à des formes de production agricole non adaptées - accélère la croissance de la pauvreté, qui elle a, à son tour, pour conséquence que les ressources restantes sont exploitées plus vite encore, suivant le principe «premier venu, premier servi» et c'est ainsi que la dramatique mécanique du cercle vicieux s'enclenche.

L'exemple d'Haïti avec pratiquement la totalité des ses forêts déboisées, une grande partie de ses terres largement dégradées et 80% de sa population vivant sous le seuil de pauvreté illustre bien l'envergure de ce cercle vicieux.

Haïti nous montre en plus la grande vulnérabilité dune telle société face à une crise extérieure. Je vise ici le hurricane qui a récemment frappé l'île.

Le développement durable constitue aussi un thème transversal de la coopération luxembourgeoise. Il y a ainsi une référence à la notion de développement durable dans tous les Programmes Indicatifs de Coopération.

La notion de développement durable trouve encore concrètement son reflet dans les projets de gestion des ressources en eau et d'accès à l'assainissement initié par la coopération luxembourgeoise.

Ainsi en Namibie, un projet financé par la coopération luxembourgeoise soutient dans les régions les plus pauvres la stratégie nationale qui vise à réaliser un accès durable à l'eau. Des points d'eau sont aménagés au sein des communautés qui sont responsables elles-mêmes de la gestion et du maintien en bon état de ceux-ci. Pour cela, ces communautés ont créé des comités de gestion et un code qui règle l'accès à la ressource.

Dans la région des Hauts-Bassins du Burkina, le projet d'aménagement participatif des forêts classées vise à accompagner le gouvernement burkinabé dans la mise en œuvre de son Programme National d'Aménagement des Forêts.

Le projet luxembourgeois concerne deux forêts de la province du Houet.

Dans ces deux forêts - dont l'une se trouve dans un état particulièrement dégradé -, des plans d'aménagements ont été élaborés avec les populations locales. Ils sont en cours d'exécution par des groupements de gestion forestière, élus par les populations et chargés d'opérer un suivi quotidien des différentes portions de forêt. Afin d'accélérer la régénération de ces forêts, 35.000 plants pour le reboisement ont également été mis en terre.

Dans le cas de notre coopération multilatérale, nous soutenons en autre le Water and Sanitation Program.

Il s'agit d'un partenariat international dont la mission est d'alléger la pauvreté en aidant les pauvres à obtenir un accès durable au service de l'eau et de l'assainissement.

La contribution du Luxembourg à ce projet va de pair avec son engagement pour les thèmes de l'accès à l'eau, l'assainissement et les habitations humaines dans le cadre de la Commission des Nations Unies pour le Développement Durable (CDD). Le Luxembourg est actuellement membre du Conseil de cette Commission et il assurera une fonction de coordination au cours du premier semestre de l'année prochaine, lors de la Présidence luxembourgeoise.

J'ai mentionné tout à l'heure la question de la qualité et de l'efficacité de la coopération. J'attache beaucoup d'importance à ces aspects de qualité et d'efficacité. Lorsque nous parlons de qualité et d'efficacité, nous visons en fait des facettes aussi diverses que la concentration géographique, la concentration sectorielle et la dimension stratégique, le suivi et l'évaluation, de même que le rapprochement vers le terrain.

D'abord la concentration géographique. S'agissant de la concentration géographique, le Luxembourg a choisi de coopérer avec 10 pays cibles. Vous les connaissez.

Le choix a été fait sur base de toute une série de critères, parfois variables d'ailleurs. Il se base cependant pour l'essentiel sur le classement de l'Indice de Développement Humain (IDH). Tous les pays cibles se trouvent dans la deuxième partie de ce classement, donc parmi les pays les plus pauvres.

L'accord de coalition prévoit que les critères en vue de la détermination des pays cibles seront soumis à une révision. J'ai déjà eu l'occasion de m'exprimer à différentes reprises sur la manière de mettre en œuvre ce texte.

Le choix des dix pays cibles de la coopération luxembourgeoise ne correspond pas à des critères strictement scientifiques, qui n'existent d'ailleurs pas dans la matière.

L'Indice du Développement Humain devra rester le principal critère en la matière.

J'ajoute que le texte de l'accord de coalition emploie le terme «révision», et non pas le terme «changement». J'en conclus que lorsque l'exercice de révision aura été mené à terme, il n'est pas certain qu'il y ait des changements. Cela peut être le cas, mais cela peut tout aussi bien ne pas être le cas. On verra bien.

L'exercice de révision est un exercice que je vois sur le moyen et le long terme. Il ne faut rien précipiter en la matière.

Tout comme l'on ne commence pas à coopérer avec un pays partenaire d'un jour à l'autre, on ne se retire pas d'un jour à l'autre.

Quant à la situation actuelle de nos dix pays cibles, mon analyse est qu'à ce stade, aucun des pays cibles n'a in globo atteint un stade de développement qui lui permettrait de voler de ses propres ailes et qui permettrait ainsi à la Coopération luxembourgeoise de se retirer.

Ceci ne veut pas dire que nous n'allons pas procéder à une réorientation ou une adaptation dans certains cas. Au contraire.

Je voudrais aujourd'hui illustrer mon propos par l'exemple de deux pays cibles. Le premier que j'ai visité en octobre, le Cap-Vert. Et le second que je me prête à visiter la semaine prochaine, le Vietnam.

Tout d'abord le Cap-Vert. Le Cap-Vert est classé à la place 105 de la liste du développement humain. Il est en train de réussir ce que l'on appelle la graduation au niveau des instances internationales, ce qui lui permettra de sortir à terme de la liste des pays les moins avancés et il faut se réjouir ensemble avec nos amis cap-verdiens.

Est-ce pour autant un pays qui peut voler de ses propres ailes? Est-ce pour autant un pays duquel le Luxembourg pourrait se retirer?

La réponse à ces deux questions est pour moi assurément négative et je pense pouvoir dire que les deux membres de la Chambre des Députés, Messieurs Bausch et Angel, qui m'ont accompagné au Cap-Vert, partagent largement ce sentiment; ils ont - comme moi - eu l'occasion de se rendre compte de visu de la situation dans l'archipel, à savoir:

Même si des progrès ont été faits, l'économie du Cap-Vert reste une économie très vulnérable qui certes se développe, mais qui se développe non sans difficultés et les secteurs réellement porteurs ne sont pas légion, loin s'en faut.

Pour ses ressources, le Cap-Vert dépend très largement d'apports provenant de l'étranger. Ces fonds représentent approximativement les deux tiers du budget. Il proviennent essentiellement des coopérations européennes et la diaspora cap-verdienne. Je vise ici en particulier la communauté cap-verdienne que nous accueillons au Luxembourg.

Plusieurs coopérations européennes se sont retirées ou s'apprêtent à opérer un retrait du Cap-Vert. Ca vient d'avoir un effet négatif sur les ressources du pays, le Luxembourg étant ensemble avec l'Union européenne et le Portugal le principal contributeur au Cap-Vert. Il reste à voir si ces retraits pourront être compensés par des initiatives émanant d'autres contributeurs.

En dépit des progrès qui sont faits et qui continuent d'être faits, des inégalités sociales persistent au Cap-Vert. Et même, la pauvreté et la pauvreté extrême continuent de progresser. Nous avons pu nous en rendre compte sur place, notamment dans les quartiers pauvres de la capitale Praia, et les chiffres des dernières enquêtes l'attestent également. Ainsi la pauvreté a augmenté de 30 à 36% entre 1999 et 2002, la pauvreté extrême augmentant dans la même période de 14 à 20%.

Tous ces éléments illustrent, avec d'autres encore, la vulnérabilité du Cap-Vert.

Ils sont pour nous non pas un motif de renonciation, mais ils constituent au contraire un défi de faire mieux encore dans les années à venir, ensemble avec nos partenaires cap-verdiens.

Abstraction faite des longues relations de partenariat et d'amitié qui lient le Cap-Vert au Luxembourg et vice versa, il nous incitent à continuer à répondre présent au Cap-Vert. Ceci étant dit, notre coopération pour les années à venir va sans doute, dans certains de ces aspects, prendre une dimension différente de la dimension du passé.

Pour ne prendre que le seul exemple du secteur de l'éducation, la Coopération luxembourgeoise était durant ces dernières années essentiellement active dans le domaine de la mise en place des infrastructures, comme la construction d'écoles. Le Luxembourg continuera de financer des infrastructures d'éducation au Cap-Vert, là où c'est encore nécessaire.

Ceci étant dit, nous constatons à l'heure actuelle que ce qui fait le plus défaut au Cap-Vert, ce sont les investissements „soft" dans le domaine de l'éducation et de la formation. Ce constat que notre partenaire cap-verdien a fait ensemble avec nous signifie qu'à l'avenir, nous serons amenés davantage encore que par le passé à investir dans la formation, dans le „soft".

Les discussions sont en cours et s'orientent en tout cas dans cette direction.

Je signale au passage que nous avons dans cet ordre d'idées déjà signé un important accord pour la formation des formateurs à Praia en octobre dernier.

En définitive, ces quelques éléments de réflexion concernant le secteur de l'éducation au Cap-Vert permettent, je pense, d'illustrer que plutôt que de se retirer, une réorientation des programmes est parfois nécessaire et utile, de façon à répondre au plus près aux besoins de nos partenaires, respectant au mieux le principe de l'approbation qui doit présider à toute initiative en la matière.

Venons-en maintenant au Vietnam.

Le Vietnam est cité bien souvent comme un pays en plein essor. Le taux de pauvreté a pu être réduit de moitié entre 1993 et 2002. Le Vietnam fait preuve d'une croissance soutenue de son économie avec un taux de croissance moyen de l'ordre de 7%.

Face à ces indicateurs, d'aucuns pourraient se demander pourquoi le Vietnam compte parmi les dix pays cibles de la coopération.

En réalité, ces indicateurs positifs sont largement compensés, d'une façon négative, par un certain nombre d'autres facteurs. Ainsi, malgré les ressources naturelles substantielles comme le riz, le café, le pétrole ou le gaz, le Vietnam reste un pays pauvre avec un PIB par habitant de 436 dollars par an seulement.

Dans le rapport sur le développement humain, le Vietnam se situe à la 112e place.

Environ 65% des 80 millions d'habitants vivent encore de l'agriculture, qui ne compte pourtant que pour 23% du PIB. Ces gens, qui vivent de l'agriculture, font bien souvent partie des plus pauvres parmi les plus pauvres.

Les inégalités tendent à se creuser entre la ville et la campagne. La pauvreté extrême se concentre au Vietnam pour l'essentiel dans les provinces rurales, alors que le taux de pauvreté reste en dessous de 5% dans les principales villes. Les provinces du nord, quant à elles, affichent un taux de pauvreté supérieur à 70%.

Environ 29% de la population, c'est-à-dire plus de 23 millions de Vietnamiens, vivent ou survivent avec moins d'un dollar par jour.

Au niveau national, le développement du secteur privé est ralenti par des difficultés liées à l'accès au crédit et à la terre. Environ la moitié des crédits bancaires vont aux entreprises d'État et le secteur public ne saura pas créer les emplois nécessaires pour les 1,4 millions de jeunes qui entrent chaque année sur le marché de l'emploi.

J'estime que la persistance d'une pauvreté extrême et la nécessité d'offrir des débouchés aux jeunes - que je viens d'illustrer - doivent nous conduire à concentrer à l'avenir nos activités surtout dans ces deux domaines.

Nous allons en parler la semaine prochaine avec nos partenaires vietnamiens, lorsque nous visiterons des projets sur place dans les deux domaines visés et surtout lorsque nous ferons le point sur notre coopération jeudi prochain.

Nous devons également voir ensemble avec nos partenaires vietnamiens si nous pouvons initier de nouveaux projets-pilotes à propos desquels le Luxembourg dispose d'une certaine expérience; je vise ici en particulier celle acquise par le programme des écoles hôtelières.

Mesdames, Messieurs, le passage de l'accord de coalition sur la révision des critères a relancé les discussions sur le choix d'un nouveau pays cible, notamment sur base du critère de proximité ou de voisinage.

Je voudrais dire à cet égard que pour ce qui est du principe, je ne suis pas opposé à une telle discussion. Au contraire, le processus de coopération doit être un processus évolutif et dynamique.

Je voudrais aujourd'hui simplement nourrir ce débat en me limitant à trois ou quatre remarques d'un ordre plus général:

1. Notre objectif principal devra rester celui de lutter contre la pauvreté.

2. Le Comité d'Aide au Développement de l'OCDE a incité le Luxembourg non pas à augmenter le nombre des pays cibles, mais plutôt à le réduire, ceci dans une optique de concentration en vue de plus d'efficacité encore.

3. Le Luxembourg dédie chaque année plus ou moins six millions d'euros aux Balkans. Et même si la région des Balkans n'est pas un pays ou une région cible proprement parlé, la contribution financière annuelle dans les Balkans correspond bien à une enveloppe de pays cibles.

En termes de déboursements du moins, nous avons d'ores et déjà dans les faits une douzième région cible. La même remarque vaut pour les territoires palestiniens.

4. En fonction de leur degré de développement et dans un souci d'efficacité de la coopération, je compte voir la Coopération luxembourgeoise se retirer d'un certain nombre de pays non cibles dans les années à venir, respectivement entamer le processus y relatif.

Deuxième élément ayant trait à l'efficacité et la qualité de l'aide: la concentration sectorielle et la dimension stratégique.

Tout d'abord la concentration sectorielle.

La concentration sectorielle a conduit le Luxembourg à se focaliser sur les secteurs sociaux, à savoir l'éducation et la formation, l'eau et l'assainissement, la santé et le développement rural intégré.

À l'intérieur de ces différents secteurs, nous allons encore tenter dans les prochaines années de procéder à une nouvelle concentration à l'intérieur de chaque secteur, en nous concentrant par exemple dans le domaine de l'éducation, plus encore sur le sous-secteur de la formation professionnelle.

Il ne faut pas non plus négliger la dimension stratégique de la Coopération luxembourgeoise qui est passée d'une approche projet à une approche programme dans le cadre des Programmes Indicatifs de Coopération.

Ces programmes permettent aussi de s'assurer qu'un certain nombre de grands principes soient pris en compte dans le cadre de la coopération entre le pays cible et le pays partenaire, comme par exemple la bonne gouvernance, le respect des principes démocratiques et les droits de l'Homme, l'égalité entre les hommes et les femmes, de même que le principe de la cohérence des actions envisagées par rapport à la politique du pays partenaire, c'est-à-dire sa stratégie nationale de développement et de lutte contre la pauvreté ainsi que ses politiques sectorielles.

Le PIC est en fait et surtout un instrument de planification à long terme. Il permet un véritable suivi et une évaluation des projets et programmes, notamment par les revues et examens qui sont effectués à la moitié du parcours de chaque programme et par l'institutionnalisation des Commissions de Partenariat au sein de laquelle les responsables des deux pays se réunissent chaque année pour faire le point sur leur coopération.

La dimension stratégique de la coopération et les PIC permettent aussi de renforcer le concept de partenariat avec nos pays cibles. Cela aussi ou plus précisément surtout cela contribue à améliorer l'efficacité de la coopération, alors qu'il ne faut jamais oublier que l'objectif final doit toujours être celui de l'appropriation, et c'est pour cela qu'une priorité absolue doit être accordée à ce principe.

«Partenariat» et «appropriation» mériteraient que l'on y consacre aussi de substantiels développements. Faute de temps, je le ferai à une autre occasion.

L'évaluation et le suivi.

La politique de coopération luxembourgeoise se veut une politique de qualité.

J'ai déjà abordé l'aspect de l'évaluation et du suivi sous l'angle des différents PIC. Je n'ai donc plus besoin de revenir à cet aspect.

Durant ces dernières années, une importance accrue a été accordée à l'évaluation et au suivi des projets. Je voudrais ici citer à titre d'exemple le programme d'évaluation externe annuel de la Coopération luxembourgeoise qui couvre soit des projets spécifiques, soit des programmes sectoriels ou bien encore des programmes pays.

Ainsi, la coopération a procédé à une évaluation pays en Namibie, et à celle du programme eau et assainissement au Nicaragua. L'évaluation du secteur éducation au Cap-Vert est en cours, celle du secteur santé au Laos est en préparation. S'y ajoutent les révisions à mi-parcours des PIC dans six de nos pays cibles, dont j'ai déjà fait état.

Ces évaluations externes sont réalisées selon une méthode standardisée qui se base sur des travaux techniques internationalement reconnus et développés au sein du Comité d'Aide au Développement.

Ces évaluations externes nous permettront - je l'espère - d'améliorer les modes de gestion et de suivi et, partant, l'efficacité de l'aide.

Il est bien entendu que nos pays partenaires tirent également de grands bénéfices de ces évaluations externes.

Ces mécanismes d'évaluation externes s'ajoutent bien entendu aux systèmes de contrôle institutionnalisés comme le contrôle financier de la Coopération par la Cour des Comptes.

Mesdames, Messieurs, oui, la politique de coopération luxembourgeoise se veut une politique de qualité. Des efforts en ce sens ont déjà été entrepris. Je viens d'en décrire un certain nombre. Des efforts continueront d'être faits dans les années à venir.

Tous les efforts faits par la Coopération luxembourgeoise en matière de qualité, comme l'évaluation et le suivi, ne signifient pas pour autant que la coopération ne risque pas de temps en temps de connaître des avatars ou qu'elle risque de se trouver exposée à des contrecoups.

L'évaluation, le suivi et le contrôle permettent de minimiser les risques pour la coopération. Ils ne sauront jamais les éliminer à 100%.

Parfois, la coopération subit aussi de véritables coups durs. Je vise ici aujourd'hui la destruction par l'armée israélienne d'un de nos projets dans la bande de Gaza il y quelques trois semaines.

Je compte faire un rapport détaillé à ce sujet à la Commission des Affaires étrangères dans les semaines à venir.

Je voudrais cependant aujourd'hui à nouveau vous faire part de ma profonde consternation face à cette destruction, tout en exprimant le souhait que dans les mois à venir, des progrès substantiels puissent être faits dans le processus de paix au Proche-Orient.

Une chose est certaine aujourd'hui: Les habitants des territoires palestiniens ont aujourd'hui plus que jamais besoin de l'aide internationale, sans laquelle ils peuvent au mieux survivre ou vivoter, l'agence de l'ONU en charge de l'humanitaire dans les territoires fait par exemple pour la seule année 2004 à ce jour état de besoins non couverts de 120 millions d'euros. Et lorsque je dis seulement, lorsque je dis que les Palestiniens continuent d'avoir besoin de notre soutien, je ne sous-estime en rien les questions de détournement alléguées qui se trouvent au centre de l'actualité ces derniers jours. Ces éléments, s'ils sont avérés, comportent des risques substantiels pour toutes les coopérations et nous sommes très vigilants dans ce contexte.

J'étais en train de parler de la qualité de la politique de coopération.

Dans ce contexte de la qualité et de l'efficacité, j'ai le plaisir de vous annoncer aujourd'hui que j'ai la ferme intention de procéder, de concert avec le Secrétariat général du Ministère des Affaires étrangères, à une réorganisation des services de la coopération après la Présidence luxembourgeoise. J'ai d'ailleurs déjà pris une première série de mesures dans ce contexte.

Parmi les principes qui présideront à cette réorganisation qui sera véritablement mise en œuvre dès le second semestre de l'année prochaine, je retiens d'ores et déjà les principes suivants:

concentration des ressources humaines là où il y a des besoins, là où les besoins sont les plus pressants;

redéfinition de certaines tâches;

mise en place d'une véritable structure pyramidale;

mise en place d'un véritable desk «juridique et financier»;

en fonction des disponibilités en termes de personnel, renforcement notamment du desk «Humanitaire» et du desk «ONG».

J'ajoute que je serais personnellement également favorable à la création d'un poste d'auditeur interne au sein de la Direction de la Coopération. Cet auditeur interne pourrait d'ailleurs également être mis à la disposition des ONG.

Toujours dans ce même contexte, je me prononcerai, le moment venu, sur l'opportunité ou non de procéder à une révision de la loi de 1996 sur la coopération.

Le rapprochement vers le terrain.

Le rapprochement vers le terrain vise aussi à améliorer la qualité.

Cette présence sur place permet d'assurer au mieux le suivi des projets et programmes au jour le jour. Elle permet de tenir mieux compte de la stratégie des partenaires avec pour objectif de favoriser l'appropriation.

Des bureaux sont d'ores et déjà ouverts à Dakar, Hanoi et Praia. L'expérience est concluante.

Nous allons poursuivre cette politique de rapprochement vers le terrain dans un souci d'efficacité de notre politique, sans pour autant démultiplier les missions - une mission peut parfaitement couvrir plusieurs pays cibles. L'ouverture d'une mission à Managua est prévue dans les deux années à venir. Par après, nous allons probablement établir une présence supplémentaire en Afrique de l'Ouest, vraisemblablement à Ouagadougou.

Je voudrais finalement encore, dans le contexte de la qualité de l'aide, mentionner les effets de synergie que produisent les différentes interventions de la Coopération luxembourgeoise entre elles et aussi avec les autres coopérations bilatérales de même qu'avec la coopération multilatérale.

En définitive, le processus d'évaluation et de suivi est un processus de qualité, mais aussi un processus d'apprentissage pour tous les partenaires impliqués, un processus leur permettant de tirer des enseignements pour améliorer leur travail dans le futur. C'est de cette façon que je vois les choses.

Je voudrais maintenant consacrer quelques développements, parce que je les considère comme deux des piliers de la coopération: les ONG et l'Humanitaire.

D'abord les ONG.

Je considère la coopération mise en œuvre par les ONG comme l'un des piliers de la Coopération luxembourgeoise. Leur action constitue un complément indispensable à l'action gouvernementale proprement dite et ma porte sera toujours ouverte pour toutes les ONG pour échanger des vues, des idées, des expériences pour discuter de tel ou tel projet, pour discuter de tel ou tel problème et contribuer à sa solution.

Les 79 ONG agréées auprès du Ministère représentent un vivier de compétences aussi diverses que spécialisées.

Grâce à des instruments de coopération adaptés, nous pouvons soutenir les activités des ONG tout en tenant compte des spécificités de la société civile luxembourgeoise.

15 ONG bénéficient d'un accord-cadre, qui inscrit leur collaboration avec le Ministère dans une optique programmatique et pluriannuelle selon une orientation stratégique bien définie. Actuellement, le Ministère soutient les programmes de ces ONG à hauteur de 80% de leur budget total.

À côté de l'accord-cadre, la plupart des autres ONG agréées sont soutenues par le Ministère par le biais du cofinancement. Les taux de cofinancement varient entre 2/3 et 3/4.

Les relations de coopération entre le Ministère et les ONG sont gouvernées par le principe de l'autonomie des ONG et cela malgré le soutien financier conséquent du Gouvernement. Ainsi, le Ministère n'interfère pas dans les choix stratégiques opérés par les ONG.

Cependant autonomie ne veut pas dire autarcie.

Les échanges entre le Ministère et les ONG sont fréquents et francs et permettent de jeter ensemble les bases de ce que la coopération avec les ONG sera dans les années à venir.

Dans le cadre de ces échanges, le Cercle des ONG, qui regroupe la très large majorité des ONG, assume une fonction de coordination extrêmement utile tant pour les ONG que pour le Ministère.

Les ONG en général et le Cercle des ONG en particulier ont aussi un rôle d'impulsion à remplir. Elles ne cessent de dénoncer les situations intenables ou d'attirer l'attention, à leur manière, sur de telles situations. Il s'agit d'ailleurs là de l'une de leurs forces.

Aussi nos échanges avec les ONG ne se limitent-ils pas à des échanges sur les projets et réalisations des ONG, mais ces échanges s'inscrivent dans un cadre plus vaste englobant notamment des questions ayant trait à notre coopération surtout bilatérale, voire des questions franchement politiques, telle que par exemple la cohérence des politiques dont j'ai parlé tout à l'heure.

Ces échanges, ce débat avec les ONG permet de faire avancer les choses, il permet aux idées-forces de la coopération de percer mieux encore.

Même si la politique ne peut et ne doit pas dans tout suivre les ONG, je voudrais mentionner ici le rôle particulier que les ONG auront à jouer pendant la Présidence. Je suis sûr qu'ils assumeront pleinement ce rôle.

Lors de deux rencontres avec les ONG européennes à Prague en septembre et à Maastricht en octobre, j'ai pu me rendre compte des impulsions largement positives que les ONG européennes sont capables de donner. Je suis certain que nos ONG luxembourgeoises et le Cercle des ONG seront également à la hauteur. J'en veux pour preuve la première initiative concrète qu'ils ont d'ores et déjà prise d'organiser au mois de décembre un forum avec des ONG de deux des dix nouveaux États membres afin d'échanger idées et expériences et de relancer le concept de la coopération Nord-Nord-Sud, qui peine actuellement à devenir réalité. Je me ferai bien entendu un plaisir d'assister à ce forum.

Mesdames, Messieurs, il ne suffit pas de faire, encore faut-il faire savoir que l'on fait.

Le Gouvernement se doit aussi d'informer le public des enjeux et des résultats de la coopération. Il ne peut le faire seul, il doit le faire ensemble avec la société civile en général et avec les ONG en particulier, et le Gouvernement appuie dès lors chaque année les ONG dans leurs efforts de sensibilisation.

Soucieux de tenir compte de la motion que votre Chambre a adoptée en février dernier ainsi que de l'intérêt croissant que les ONG montrent pour la question de la sensibilisation, j'ai proposé dans le cadre du projet de budget qui vous est soumis une augmentation substantielle de la ligne budgétaire permettant de cofinancer les activités de sensibilisation des ONG.

«Investissons de manière conséquente dans la sensibilisation et l'éducation au développement - les résultats seront au rendez-vous», tel doit être le mot d'ordre en la matière.

Je termine sur ce point en disant que j'accorde personnellement une importance capitale à l'éducation au développement. J'aurai l'occasion de me pencher plus en détail sur cette question lors de l'une de mes prochaines déclarations.

Ensuite l'action humanitaire.

Les besoins en aide humanitaire vont sans cesse en croissant. Les chiffres sont inquiétants. Je partage à ce sujet l'analyse du Président de la Croix-Rouge Internationale qui a déclaré lors de sa récente visite à Luxembourg qu'il n'y avait guère d'évolution positive en vue et que le nombre et l'intensité des conflits ne vont sans doute pas diminuer dans les années à venir.

La reprise de la flambée de la violence en Côte d'Ivoire et la situation des territoires palestiniens ne sont que deux exemples d'une longue liste de situations qui risquent de nous occuper au cours des mois à venir. Je pourrais citer à titre d'exemple encore l'Irak, l'Afghanistan ou les Grands Lacs.

Les interventions du Gouvernement sont multiples et variées, tant en ce qui concerne le type d'intervention que les régions dans lesquelles le Luxembourg est amené à agir; qu'il s'agisse de conflits armés, civils ou militaires - ECHO, le bureau d'aide humanitaire de la commission, en a compté plus d'une cinquantaine en 2003 - ou des crises humanitaires suite à des catastrophes naturelles; qu'il s'agisse du continent africain, de l'Asie, du Proche- et Moyen-Orient, des Caraïbes ou de l'Amérique du Sud, mais aussi des pays et régions qui se trouvent aux frontières de l'Europe.

Les inondations qui ont affecté les populations en Haïti et au Bangladesh ont conduit le Gouvernement au cours des derniers mois à fournir des aides humanitaires importantes à travers les différents bras du mouvement de la Croix-Rouge et quelques agences de l'ONU.

En réponse à l'invasion de criquets pèlerins, mettant en péril de grandes parties des récoltes de plusieurs pays de la zone du Sahel et constituant ainsi un risque important de crise alimentaire au cours de la première moitié de 2005, le Gouvernement a contribué au programme de lutte anti-acridienne mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'agriculture et l'alimentation. Sachez du reste qu'une entreprise luxembourgeoise a été engagée par la FAO pour exécuter une partie de ce programme.

Dans le contexte de la crise au Darfour qui touche le Soudan, mais aussi le Tchad, le Luxembourg est parmi les principaux contributeurs de l'aide humanitaire avec plus de 1,2 millions d'euros alloués à ses différents partenaires. D'ici à la fin de l'année, j'entends prendre les décisions nécessaires pour doubler ce montant, afin de venir en aide à plusieurs millions de réfugiés et à quelques centaines de milliers de personnes déplacées à l'intérieur du Soudan.

Tout autant que les réfugiés, ces personnes déplacées à l'intérieur de leur pays méritent notre attention et notre soutien.

Ceux-ci se trouvent tous dans une situation d'insécurité totale, sans abris ou au mieux logés tant bien que mal dans des camps de réfugiés et dépendant presque intégralement de l'aide alimentaire. Par son action, le Luxembourg entend contribuer à cette aide alimentaire et à la gestion et au fonctionnement de ces camps, mais il entend également par ce biais garantir un retour des personnes déplacées et des réfugiés qui soit volontaire et qui se fasse dans des conditions acceptables d'un point de vue humanitaire et sécuritaire.

Parmi les défis particuliers qui nous occuperons au cours de l'année 2005, je voudrais consacrer quelques développements à la micro-finance et au SIDA.

Les Nations Unies ont proclamé l'année 2005 «Année du micro-crédit». L'année du micro-crédit sera officiellement lancée à New York demain par Kofi Annan. Elle devra permettre à la communauté internationale de prendre conscience de l'importance de la micro-finance dans l'élimination de la pauvreté. Il s'agira de même de développer les programmes déjà en place et qui favorisent tous la création de secteurs financiers intégrants et durables.

Les demandes de micro-crédits qui restent à pourvoir concernent approximativement 400 à 500 millions de personnes pauvres ou à faible revenu dans le monde. Ce secteur a donc encore un long chemin à parcourir avant de réaliser pleinement son potentiel. Le fait qu'à l'heure actuelle déjà, des dizaines de millions de clients font appel à des micro-crédits ne peut que nous inciter à être optimiste pour l'avenir. Ceci dit et bien que le secteur ait connu une expansion et une diffusion significatives au cours des trente dernières années, la demande excède encore de loin l'offre et les moyens nécessaires pour y répondre.

Le Luxembourg n'a cependant pas attendu l'initiative des Nations Unies afin de donner à la micro-finance la place qu'elle mérite au sein d'une politique de développement cohérente. Les ONG jouent dans ce contexte un rôle moteur. Elles sont les principaux animateurs de la table ronde luxembourgeoise de la micro-finance qui regroupe les principaux acteurs de la société civile et les administrations qui s'occupent de micro-finance.

Les trois axes d'interventions prioritaires que la table ronde a identifiés - et que j'ai validés - sont (1) la création d'un espace de concertation européen, (2) la sensibilisation de la place financière en vue de pouvoir mieux accueillir les acteurs potentiels comme les fonds d'investissement en micro-finance et (3) la finance rurale.

Nous allons nous attacher à faire du concret ensemble avec les ONG en 2005 dans le domaine de la micro-finance.

Nous sommes en train de préparer en particulier une semaine de la micro-finance qui aura vraisemblablement lieu en novembre 2005.

Parmi les autres défis particuliers pour l'année 2005, je voudrais dire quelques mots sur le SIDA.

Plus de 42 millions de personnes vivent dans le monde avec le SIDA. Parmi ces 42 millions, 39 vivent dans les pays en développement. Le SIDA est, avec la guerre, le pire fléau auquel le monde ait eu à faire face durant les 15 à 20 dernières années du 20ème siècle. Il s'agit aussi d'un des principaux défis auxquels nous auront à faire face durant les années à venir, aucun vaccin susceptible d'être disponible à court terme, à prix modéré et grande échelle n'étant en vue dans un avenir proche.

Le SIDA détruit des vies. Il détruit des espérances. Il frappe invariablement jeunes et moins jeunes. Il n'épargne pas les nouveaux-nés. Il freine voire anéantit tout développement.

Il frappe partout dans le monde, mais plus encore dans les pays en développement - 39 millions - je viens de citer le chiffre - et sous peine de rater totalement ses objectifs, la coopération se doit d'en faire une de ses priorités tant dans le cadre de la coopération bilatérale que dans le cadre de la coopération multilatérale.

Le Luxembourg l'a fait durant ces dernières années et la Présidence nous donnera l'occasion d'accentuer davantage encore cette priorité durant les six premiers mois de l'année prochaine.

Dans le cadre du programme stratégique qu'il a adopté en décembre 2003, le Conseil européen a clairement fait de la lutte contre le SIDA l'une de ses priorités. La Présidence néerlandaise a examiné le problème sous l'angle de vue de la santé reproductive et des droits de la femme.

Le Luxembourg basera, durant sa Présidence, son action sur la globalité de la stratégie. Cette action mettra l'accent sur l'équilibre entre la prévention et le traitement des malades du SIDA. Nous allons nous efforcer dans ce contexte de valoriser pleinement l'expérience que nous sommes en train de gagner, ensemble avec d'autres acteurs européens, sur le terrain à travers le projet ESTHER au Rwanda et qui associe deux hôpitaux de notre pays à ceux du Rwanda.

J'aurai l'occasion d'en dire plus sur notre programme «Présidence - SIDA» dans les semaines à venir et je voudrais dès lors simplement conclure ici sur ce point en rappelant avec force que pour l'heure nous perdons le combat contre le SIDA. Incontestablement.

Mesdames et Messieurs, j'aurais dû aborder bien d'autres points encore ici aujourd'hui.

J'aurais ainsi par exemple dû parler de notre coopération multilatérale qui représente 25% de notre aide au développement et qui est donc aussi un pilier essentiel de celle-ci.

J'aurais aussi dû parler de l'éducation au développement.

J'aurais dû parler des modes de financement alternatifs de l'aide au développement mis en avant sur la scène internationale, telle l'initiative dite «Lula-Chirac» ou l'«International Finance Facility» à l'initiative du Royaume-Uni, ces initiatives étant certes des initiatives intéressantes voire porteuses d'espoirs, mais elles suscitent tout autant des interrogations et des doutes.

J'aurais dû parler des initiatives visant à étendre la définition internationale de l'aide publique au développement pour y inclure des initiatives en matière de désarmement, démobilisation, réintégration - il y a là, à mon sens, un risque réel que l'on donne des mauvaises réponses à de vraies questions.

J'aurais dû vous parler aussi de la Banque asiatique pour le développement.

J'aurais dû vous parler encore davantage de l'interrelation entre commerce et développement.

Je pourrais multiplier les exemples, mais on ne peut pas tout faire en une seule fois et le temps est maintenant venu de conclure.

Le Luxembourg assumera la Présidence de l'Union européenne lors du premier semestre 2005.

J'ai déjà abordé trois des priorités de cette Présidence, à savoir - dans le désordre - le SIDA, la cohérence des politiques et les Objectifs du Millénaire.

Dans le contexte international, l'année 2005 sera marquée par la tenue, à New York, en septembre d'un sommet appelé à évaluer le suivi qui a été réservé jusqu'à présent à la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire et à se mettre d'accord sur les efforts qui restent à consentir pour que ces objectifs soient atteints d'ici 2015.

Le Luxembourg aura, en tant que future Présidence, un rôle-clé à jouer dans le contexte des travaux de préparation.

Pour l'heure, les différents États membres sont en train de finaliser leurs rapports nationaux. Le rapport luxembourgeois a été finalisé la semaine dernière.

D'ici le mois de septembre 2005, l'Union européenne aura en particulier à convenir du montant qu'elle sera disposée à mettre à disposition après 2006.

Au niveau international, les relations avec les pays ACP revêtiront également une importance particulière à la fin de cette année 2004, mais également en 2005.

Les négociations en cours sur la révision de la Convention de Cotonou seront finalisées dans les prochains mois - espérons-le avant la fin de l'année.

L'enveloppe budgétaire à mettre à la disposition de la coopération de l'Union européenne avec les pays tiers et notamment les pays ACP durant la période 2007 à 2013 sera décidée dans le cadre des travaux sur les perspectives financières. Cette décision devra manifester concrètement la volonté politique de l'Union européenne de contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire.

Nous aurons aussi à trouver une solution à la question de la budgétisation du FED sur base des propositions de la Commission et des travaux menés jusqu'à présent au sein du Conseil.

Le Luxembourg compte en tout cas, durant sa Présidence, intensifier les relations entre l'Union européenne et les pays ACP, régies par la Convention de Cotonou, ceci notamment à l'occasion du Conseil ministériel conjoint ACP-UE prévu au mois de mai.

Mesdames, Messieurs, lors de la présentation annuelle du rapport du Fonds des Nations Unies pour les Populations le 15 septembre dernier, j'ai dit que tant le Fonds pour les Populations que la Coopération luxembourgeoise avaient pour priorité d'améliorer la situation de la femme dans les pays de développement.

J'ai rajouté que j'étais personnellement persuadé que surtout en Afrique nous ne pouvions pas réussir grand-chose sans les femmes, que - par contre - avec les femmes, avec leur soutien, leur dynamisme, leur savoir-faire et leurs initiatives, nous pouvons réussir de grandes choses.

Un long entretien que j'ai eu avec Madame Thoraya Obaid, directrice du Fonds pour les Populations, au mois d'octobre m'a conforté, si besoin en était encore, dans cette conviction.

Je note au passage que le Luxembourg est le 17ème plus grand contributeur du Fonds pour les Populations au niveau mondial.

Dans les pays en développement, les femmes sont, d'un côté, des acteurs très importants et très fiables pour un développement durable, alors qu'elles n'ont, de l'autre côté, trop souvent pas les mêmes droits dans la société.

Les jeunes filles, quant à elles, ne disposent bien souvent pas d'un accès équitable à l'éducation.

Ayant pour but de changer cette injustice envers les femmes et les jeunes filles, la Coopération luxembourgeoise s'engage résolument pour l'égalité des chances, notamment en ce qui concerne l'accès à l'éducation.

Elle s'engage par ailleurs tout aussi résolument dans le domaine de la santé reproductive et de l'accès des femmes aux soins de santé.

Madame Angela Cardoso de l'Organisation des Femmes du Cap-Vert a bien résumé le drame de bon nombre de femmes dans les pays en développement. Elle dit: «Quand une femme a une expérience avec un homme, elle en sort avec des enfants. Et à chaque fois qu'elle rencontre un nouvel homme en pensant qu'elle va enfin s'en sortir, elle alourdit son cas.»

Madame Cardoso a rajouté que «si une femme a un enfant de deux ans qui n'est pas pris en charge par une structure, ça fait un gosse de deux ans qui est dans la rue du matin au soir, sans rien avoir à manger».

Mesdames, Messieurs, qu'y a-t-il de pire qu'un enfant qui a faim, un enfant qui se retrouve dans la rue, un enfant qui n'a pas accès aux soins de base, un enfant qui n'a pas accès à l'éducation?

Mesdames, Messieurs, ensemble donnons une chance à ces enfants. Ensemble donnons un avenir à ces enfants. La coopération peut le faire, nous pouvons tous le faire, alors, ensemble, faisons-le.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Minister Jean-Louis Schiltz. Deene Kolleegen, déi heibanne gemengt hunn, d'Regierung géif sech ze vill laang hei ausdehnen, wëll ech soen, dass mir en Accord mat der Regierung hunn, wat dräi Debatten ubelaangt, nämlech déi iwwert d'Entwécklungspolitik, iwwert d'Aussepolitik an déi iwwert den État de la nation, wou mir eist Reglement net uwenden.

Mir kommen elo zur Debatt iwwert dem Här Minister seng Deklaratioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: d'CSV 34 Minutten, d'LSAP 24 Minutten, d'DP 20 Minutten, DÉI GRÉNG 17 Minutten an den ADR 15 Minutten.

(Interruption)

Et sinn ageschriwwen: d'Madame Arendt, den Här Goerens, d'Madame Err, den Här Huss an den Här Henckes. D'Madame Arendt huet d'Wuert.

(Interruptions)

Den Här Fayot, den Här Angel, très bien, ech notéieren dat. Voilà, elo huet d'Madame Arendt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, all dräi Minutte stierft e Kand un Honger oder un enger

Krankheet an der Drëtter Welt. D'Halschent vun der Mënschheet lieft mat manner wéi Dollar den Dag an et si ronderëm 1,2 Milliarde Mënschen, déi mat manner wéi engem Dollar den Dag sech musse begnüge fir ze iwwerliewen.

An enger Welt, déi sech ëmmer méi fragmentéiert, déi ëmmer méi an eenzel Deeler zerbrécht, a wou de Gruef sech tëschent deenen aarmen a räiche Länner ëmmer méi vergréissert, ass et bluttnoutwendeg, datt och ëmmer méi Solidaritéit gefrot ass, virun allem vun deene Länner, deenen et besser geet, an zu deene gehéiere mir.

De Kooperatiounsminister huet elo grad an enger engagéierter Ried iwwer eis Entwécklungspolitik gewisen, datt hien net fir näischt zoustänneg ass fir dëse Beräich an der Regierung. Ech wëll him am Numm vu menger ganzer Fraktioun Merci soe fir déi Détermination, mat där hien d'Saach vun der Kooperatioun weiderdreift. Grad an Zäiten, wou déi budgetär Mëttelen net méi esou räichhalteg zur Verfügung stinn, ass den Asaz fir d'Entwécklung an der Welt eng nobel Saach, eng déi dat Land, wat pro Kapp weltwäit deen héchste PIB ze verzeechnen huet, och muss verfollegen, well et sech einfach selwer an deenen Aarmen an der Welt dat schëlleg ass.

Eis Kooperatiounspolitik zeechent sech duerch e puer Konstanten aus, déi ech nach eng Kéier wëll ënnersträichen, an d'Haaptelementer vu menger Ried dréine sech och ëm dës Konstanten.

Éischtens besteet praktesch queesch duerch all d'Parteien an der Chamber Eenegkeet iwwert d'Zilsetzung, d'Héicht an d'Ausriichtung vun der Kooperatiounspolitik. Grad well se dach awer eng gréisser Zomm ausmécht, ass dat fundamental wichteg. Fir d'Duerstellung vun eiser Entwécklungspolitik bei de Leit ass et néideg, datt d'Parteien all derhannert stinn an datt et hei keng Trennungslinnen zwëschent Oppositioun a Majoritéit gëtt, op d'mannst net wat d'Prinzipien ugeet. D'Entwécklungspolitik huet nëmmen, och bei de Leit dobaussen, eng Chance wa se verstanen, akzeptéiert, matgedroe gëtt, an dëst selbstverständlech och mat Hëllef vun der Press.

Zweetens ass eis Kooperatiounspolitik virun allem op déi sou genannten Zillänner achséiert, där mer der eng zéng hunn a bei deenen déi Lëtzebuerger Kooperatioun och gespuert an appréciéiert gëtt. D'Zil an d'Politik huet sech bewährt, well mir eis Mëttelen net uechtert d'Welt verspreeën, mä op e puer Plaze konzentréieren, wou eis Politik dann och déi entspriechend Wierkung an Erfolleg kann hunn. Iwwregens ass och dës Konzentratioun op déi zéng Zillänner eng wichteg Viraussetzung fir eng kohärent vernetzten Entwécklungspolitik, vun där de Kooperatiounsminister a senger Deklaratioun geschwat huet.

Drëttens schaffen déi offiziell Instanzen, virun allem de Kooperatiounsministère, mä och den Ausseministère, Finanz-, Gesondheets- a Familljeministère, mat dem Departement vun der Chancëgläichheet, ganz enk mat enger Rei vun net Regierungsorganisatiounen zesummen, déi eis Entwécklungsefforten op ville Plaze verlängeren a verdéiwen. D'Aarbecht vun dësen ONGen ass onheemlech wäertvoll, well duerch si a mat hinnen eis Kooperatioun méi déif gräift a méi breet ka wierken.

Här President, dee gréisstendeels iwwerparteileche Konsens, dee bei der Kooperatiounspolitik ze fannen ass, erlaabt et, datt Lëtzebuerg op sengem Wee weiderfiert, fir seng Entwécklungshëllef lues a lues op e ganze Prozent vun eisem nationale Räichtum eropzeféieren. Ech géif an deem Sënn eng Motioun ofginn, Här President, déi och ënnerschriwwen ass.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le relèvement graduel des moyens budgétaires affectés à la coopération au développement, qui a permis au Luxembourg de dépasser le pourcentage de 0,7 pour cent de son RNB consacrés à l'aide publique au développement fixé comme objectif par l'Organisation des Nations Unies;

- considérant que le pourcentage du RNB luxembourgeois affecté à l'aide publique au développement devra atteindre 0,85 selon le projet de budget pour l'exercice 2005, et que le Gouvernement s'est fixé comme objectif de continuer d'augmenter la part du RNB consacrée à la coopération;

- considérant que l'aide publique au développement luxembourgeoise est concentrée surtout dans dix pays cibles de coopération situés en Amérique centrale, en Afrique et en Asie du Sud-Est;

- considérant que le principe de la concentration géographique a fait ses preuves dans les pays cibles de la coopération luxembourgeoise, permettant à la contribution luxembourgeoise au développement des pays concernés d'être particulièrement efficaces;

invite le Gouvernement

- à continuer ses efforts budgétaires en vue de relever la part du RNB luxembourgeois affectée à l'aide publique au développement à un pour cent au cours des années à venir;

- à renforcer les efforts de concentration géographique de la coopération luxembourgeoise.

(s.) Nancy Arendt, Marc Angel, Lydie Err, Charles Goerens, Jean Huss.

Am Joer 2004 sti mir elo bei 0,84% vum PIB. Fir 2005 geet dëse Saz liicht erop a wäert bei 0,85% leien. An absoluten Zuelen ausgedréckt, sinn dat ronderëm 200 Milliounen Euro oder 8 Milliarden al Frang. Lëtzebuerg ass weltwäit féierend bei der Pro-Kapp-Ausgab fir d'Kooperatioun. 2004 leie mir hei bei 318 Dollar oder besser gesot bei 246 Euro op all Awunner vu Lëtzebuerg. Global gekuckt si mir eent vu fënnef Länner weltwäit, déi d'UNO-Zil vun 0,7% vum PIB fir d'Entwécklungshëllef erreechen a souguer iwwerschreiden.

Wann een déi rezent Entwécklung an dësem Spëtzepeloton kuckt, da spille mir mat Norwegen zesumme souguer eng gewësse Virbildroll dëst Joer, well mir déi eenzeg sinn, déi de Kooperatiounsbudget trotz der ekonomesch schwiereger Situatioun nach eng Kéier opbesseren. Weltwäit si mir also bei deene Länner fir déi d'Entwécklungshëllef net nëmmen eng nobel Absicht, mä e konkreten Engagement ass, deen all Joer mat genügend budgetäre Mëttelen ëmgesat gëtt.

Déi Lëtzebuerger Kooperatioun ass doriwwer eraus eng sou genannten Nettokooperatioun, dat heescht datt mir fir eis Efforten an den Zillänner näischt en retour verlaangen, ausser der Erfëllung vun enger Partie politische Kritären, déi mat bonne gouvernance ze dinn hunn. Aner Geberlänner, och där am Spëtzepeloton, wéi zum Beispill Schweden, verbannen hiert Engagement konsequent mat der Förderung vun nationale Wirtschaftsinteressen. Dat bedeit, datt d'Zillänner vun der Bruttoentwécklungshëllef sech och an de Geberstaten approvisionnéieren an doduerch en Deel vun der Hëllef nees an dat Land, wat hëlleft, zréckfléisst.

Lëtzebuerg huet dat bis haut nach net gemaach, d'Fro stellt sech allerdéngs, ob et net gutt Grënn kéinte ginn, fir eng gewësse Bruttodimensioun an eis Kooperatioun afléissen ze loossen, do wou dat natierlech méiglech ass, well och eis Wueren an Déngschtleeschtungen op ville Plaze kéinte gebraucht ginn a Lëtzebuerg och déi liwwere kéint. Ech muss awer fundamental soen, an ech fannen dat och richteg a wichteg, an enger Zäit déi esou vill vun Egoismus gepräegt ass, grad just dann eng engagéiert an eng déif gräifend Kooperatiounspolitik ze bedreiwen, déi net nëmmen op Retour kuckt, oder net ëmmer op Retour kuckt oder Géigeleeschtunge verlaangt.

D'Laache vun zum Beispill kapverdianesche Kanner, déi duerch eis Ënnerstëtzung eng anstänneg Ausbildung kënne kréien an eng korrekt Gesondheetsversuergung kënnen an Usproch huelen, ass souwisou net mat iergendenger Géigeleeschtung oder mat enger Geldleeschtung ze bezuelen. An ech ka mir och net beim beschte Wëlle virstellen, datt et méi e schéint Geschenk ampaz gëtt wéi Kanner, déi Freed ausdrécken. Eng Liewensperspektiv huet einfach kee Präis a si kann och net an Euroen oder Dollaren ausgedréckt ginn.

Déi Perspektiven, déi d'Lëtzebuerger Kooperatioun uechtert d'Welt dausende vu Leit gëtt, déi sollen a mussen eis freeën, stolz an houfreg maachen, zëmools well se dach awer eng Hëllef ass, déi mir eis nach gutt kënne leeschten. Dat, mengen ech, gesinn alleguer d'Parteien am Haus esou an dat ass och gutt esou. Et weist, datt mir hei zu Lëtzebuerg, datt mir an der Lëtzebuerger Politik kënne Wichteges a Richteges zesumme maachen, ouni nom Feedback oder Geldintérêt ze kucken.

Här President, d'Zillänner vun der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef sinn am Regelfall kleng Länner, wou de Lëtzebuerger Engagement och entspriechende Néierschlag ka fannen. Et ass dat erklärtent Zil vun der Regierungspolitik, an d'CSV-Fraktioun ënnerstëtzt dat integral, datt mir virun allem op Plazen aktiv solle ginn, wou eis Kooperatioun en Ënnerscheed mécht. Am Klortext bedeit dat, datt Lëtzebuerg sech net mar esou riseg Länner wéi Indien, Nigeria, Pakistan als Zilland allze gären eraussicht, wou den absolute Montant vun eiser Entwécklungshëllef kaum an d'Gewiicht géif falen, also kaum sech géif bemierkbar maachen. Dat verhënnert selbstverständlech awer elo net, datt Projeten och a gréissere Länner ënnerstëtzt ginn an och musse konkret Bedierfnisser befriddegen, an dat passéiert jo och zum Beispill an Indien, China a Brasilien.

Wéi scho virdru gesot, ass d'Politik vun den Zillänner eng, déi et erlaabt op der Plaz eng kohärent Politik ze erméiglechen a mat där een erkläerten Entwécklungsziler optimal uviséieren an erreeche kann. Dëst Zesummespill ass e wichtegt Element an der internationaler Kooperatiounspolitik ginn, well et ëmmer méi als néideg fir den erhofften Erfolleg vun der öffentlecher Entwécklungshëllef ëmfonnt gëtt.

Entwécklungspolitik ass aus engem Goss, an deem d'Efforte vun deenen, déi ginn, mat den Ustrengunge vun deenen, déi kréien, intelligent vernetzt musse ginn. Genee dës Leitlinne ginn och vun der Lëtzebuerger Kooperatioun verfollegt. Iwwerall do, wou mir aktiv sinn, gëtt un éischter Stell d'Reduktioun an am Idealfall d'Vernichtung vun der schlëmmster Aarmut viséiert. An dat geet nëmmen am Zesummespill vun e puer sektorielle Politiken, déi am Empfängerland vun eiser Hëllef mussen esou ausgeriicht sinn, datt eis Ënnerstëtzung op der Plaz dee beschtméiglechen Effet huet.

Här President, d'Kärelementer vun der Aarmutsbekämpfung sinn d'Entwécklung vum ländleche Raum, d'Sécherung vun der Ernährung, d'Stäerkung vun der Fra sou wéi d'Bildung an d'Gesondheetsversuergung. Am Zesummespill vun dëse Faktoren entstinn d'Grondlage vun enger eegener dynamescher Entwécklung vun deene Gesellschaften, deene mir hëllefe wëllen.

Dës Entwécklung ass och nohalteg orientéiert, an d'Virgoensweis vun der Lëtzebuerger Kooperatioun berücksichtegt och ëmmer ekologesch Aspekter, déi op deene verschiddene Plazen, wou se gräift, relevant sinn.

Mat der Entwécklungshëllef ass et also wéi mat der Politik am Allgemengen, et hänkt villes zesumme mateneen. A wann den Effort vun engem Geberland dozou féiert, datt d'Rad vun der autonomer Entwécklung an engem Zilland un d'Dréie kënnt, dann ass dat d'Grondlag vum Erfolleg. Dësen Erfolleg kann awer nëmmen erziilt ginn, wann am Land, wat gehollef kritt, en éierlecht an e gerecht Verstoe vun der Entwécklungshëllef besteet; e Bewosstsinn, datt d'Entwécklung an d'Weiderentwécklung vun dësem betraffene Land d'éischt Zil vun hirer eegener Politik muss sinn.

An deem Kontext däerfen et keng Extravaganze ginn, an dofir wëll ech just un engem Beispill verdäitlechen, wat d'Cohérence des politiques net ass. Vun deene fënnef Länner, déi iwwer 0,7% vun hirem nationale Räichtum fir d'Kooperatioun opbréngen, sinn der véier, déi erhieflech Beträg an Tansania investéieren. Fir Schweden an Dänemark ass Tansania éischt Empfängerland vun hirer Entwécklungshëllef. Bei Holland an Norwegen steet dëst Land un drëtter Plaz vun de Länner, déi vun hinnen Hëllef kréien.

Virun e puer Woche konnte mir an den Zeitunge liesen, datt d'Regierung vun Tansania awer lo décidéiert huet, fir dem Statspresident e Fliger ze kafe vu 40 Milliounen Dollar. Esou Décisiounen hu selbstverständlech vill Opreegung an och zimlech Roserei ervirgeruff. Et däerf een da wierklech och bezweifelen, datt dëse President sou dringend e Fliger vu 40 Milliounen Dollar - dat sinn eng al Véirels Milliard Frang - braucht. Wann een dës Sue sënnvoll an d'Entwécklung am Land gestach hätt, oder se a Projeten investéiert gi wären, wär der Zukunft vum Land besser gedingt ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Hei gesi mir, datt Geberlänner sech kënnen déi gréisste Méi ginn, fir hir Politik zu Gonschte vun der Entwécklung vun engem Empfängerland zesummefléissen ze loossen, ouni datt d'Regierung vun deem Land sech esou behëlt, wéi et am Kontext vun engem éierlechen Entwécklungseffort misst verlaangt ginn.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, dat, wat ausmécht, fir vun der Lëtzebuerger Kooperatioun als Zilland betruecht ze ginn, oder considéréiert ze ginn, entsprécht net onbedéngt - de Minister huet et virdru scho gesot - enger strikter akademescher Definitioun. Et sinn normalerweis keng allze grouss Länner, mä déi vun der Gréisst hier ongeféier mat Lëtzebuerg vergläichbar sinn an an deene mir mat eiser Kooperatioun och wierklech en Ënnerscheed kënne maachen. Dëst ass ganz däitlech d'Beispill vum Cap-Vert, wou Lëtzebuerg dat éischt Geberland ass a wou iwwerall op hiren Inselen och d'Bewosstsinn herrscht, datt Lëtzebuerg hëlleft, datt Lëtzebuerg, obwuel et wäit ewech ass, eng Hand mat upéckt.

De Cap-Vert huet eng Populatioun, déi ähnlech grouss ass wéi Lëtzebuerg, ronn 420.000 Leit, an och d'Fläch vum Land ass mat 4.000 qkm mat eiser vergläichbar, op alle Fall wat d'Gréisst an d'Bevölkerung ugeet. Eis Kooperationsrelatioun mam Cap-Vert ass am Fong en idealtypescht Beispill vu wierksamer Hëllef an engem klenge Land, wou eis Ënnerstëtzung deen Impakt huet, deen eng wesentlech Verbesserung bréngt, an da spiert ee selbstverständlech och d'Dankbarkeet vun dëse Leit.

Ech konnt zwar net mat op de Cap-Vert virun e puer Woche goen, fir mir en eegent Bild vun der Evolutioun vun eiser Entwécklungspolitik do ze maachen, mä ech hu mir awer vun e puer Kolleege soe gelooss, datt eis Kooperatioun do wierklech vill beweegt huet a se och onheemlech appréciéiert gëtt vun de Leit dohannen. Den Här Bausch huet gesot, mir wäre souguer richteg Staren dohannen, an et géife Stroossen no Lëtzebuerger Leit benannt ginn. Ech mengen, dat ass wierklech e schéine Retour.

Anerer vun eisen Zillänner sinn zwar e Stéck méi grouss, mä am weltwäite Verglach nach ëmmer zimlech kleng. Dat ass de Fall zum Beispill fir El Salvador, Nicaragua, Laos, Senegal oder Burkina Faso. Och hei wierkt déi Lëtzebuerger Kooperatioun gutt a spillt an der Gesamtzouwendung, déi dës Länner aus öffentlecher Entwécklungshëllef kréien, eng grouss Roll.

Doraus ënner anerem ergëtt sech och de Sënn fir an den Haaptstied vun dësen Zillänner Kooperatiounsbüroen ze ënnerhalen, an esou Büroe gi viraussiichtlech 2006 zu Ouagadougou am Burkina Faso an zu Managua, der Haaptstad vun Nicaragua, opgemaach. Mat deene Strukture verdäitleche mir nach weider eise Wonsch fir genee ze sinn, wou d'Lëtzebuerger Entwécklungshëllef higeet, wie se erreecht a wéi se wierkt.

Eent vun deenen aktuellen Zillänner, wat vläicht net esou 100%eg richteg an dëst Konzept passt, ass dat vum Vietnam - wann ech dat mol däerf woen ze soen -, vläicht net mol sou onbedéngt wéinst senger Fläch, obwuel et sou grouss ass wéi Däitschland oder Polen, mä virun allem well et 80 Milliounen Awunner huet. Am Vietnam ass selbstverständlech wéi iwwerall eis Ënnerstëtzung schrecklech wëllkomm. An a sou engem grousse Land, wat sech einfach net mam Cap-Vert oder mat El Salvador vergläiche léisst, kënne mir just ni deen nämlechten erstriewenswäerten Impakt erméiglechen, dee bei klenge Länner vill méi schnell ze erméiglechen ass.

Ech wëll dëse Sujet lo net verdéiwen, well ech selwer a meng Fraktioun wëssen, datt eisen Engagement am Vietnam net zur Debatt soll stoen. Ëmmerhi si mir do mat engem Programme indicatif engagéiert, dee mir wëllen honoréieren, andeem mir e spezifesche Büro fir d'Kooperatioun zu Hanoi ageriicht hunn.

Elo sinn eis vill méi Méiglechkeeten do ginn, fir ze jugéieren, wou ee sech vläicht an der Zukunft méi zréckzéie kéint a bei welche Regiounen nach méi e groussen Nohuelbedarf besteet. Ech denken do virun allem un déi méi nördlech biergeg Géigenden, an den Här Minister huet jo och virdru gesot, datt et do effektiv nach Géigende gëtt, wou d'Leit mat manner wéi mat engem Dollar den Dag mussen iwwerliewen.

Här President, jiddferee vun eis kennt bestëmmt Géigenden, wou en et géif wichteg a gutt fannen, fir méi oder manner Engagement ze bréngen, a mir schwieft en eventuellt europäescht Zilland vun eiser Kooperatioun vir. E Land, wat an déi klassesch Definitioun géif passen. Et ass och haut schonn eng gewësse Presenz vun eiser Kooperatioun am Montenegro an op anere Plazen um Balkan, mä net am Kader vun enger eigentlecher Zillandpolitik.

Wa mir tatsächlech eise Kooperatiounsbudget am Verlaf vun de Joren nach weider wëllen no uewen upassen, da wëll ech just mol d'Iddi opbréngen, fir en europäescht Land profitéieren ze loossen, wat och Gemeinsamkeete mat der Lëtzebuerger Gréisst a Populatioun opweist a wat mir vläicht an der Zu-

kunft kéinte méi ënnerstëtzen. Dat kéint zum Beispill Albanien sinn, Moldawien oder Armenien.

Besonnesch an deem leschte Fall ass et jo sou, datt déi verheerend Konsequenze vun deem groussen Äerdbiewen 1987, wat een Drëttel vum Land verwüst hat, nach ëmmer net behuewe sinn. Armenien, mat enger Fläch ongefeier esou grouss wéi d'Belsch, mat ronn dräi Milliounen Awunner, huet als Land e Budget, deen ongefeier esou grouss ass wéi dee vun der Stad Lëtzebuerg.

Et wier e Land, an deem d'Kooperatioun am klassesche Sënn vum Wuert - Ernährungssécherung, Entwécklung vum ländleche Raum, Rehabilitatioun vun der Drénkwaasserversuergung an dem Spidolwiesen - kéint verbonne gi mat humanitärem Engagement, an zwar fir déi Zéngdausende vu Leit, déi nach haut 15 Joer méi spéit wéinst deem Äerdbiewe kee richtegen Daach iwwert dem Kapp hunn a keng adequat medezinesch Versuergung kënnen an Usproch huelen, an dat alles mol net ganz schrecklech wäit ewech vun eis, mä op eisem Kontinent.

Armenien ass och allen offiziellen Definitiounen no en Entwécklungsland, an ech wär frou wann eng Kéier kéint doriwwer nogeduecht ginn, fir och hei ze hëllefen.

En drëtte Volet, dee fir eis Kooperatioun grondleeënd ass, sinn d'ONGen, déi eis offiziell öffentlech Entwécklungshëllef verlängeren a verdéiwen. Et gëtt där Organisatiounen, déi en Agrément vum Kooperatiounsminister hunn. Ech mengen, 79 huet de Minister virdru gesot, a si si bal iwwerall aktiv op der Welt. Hiren Engagement ass zum gudden Deel e benevolen, een, deen also net mat Geld bezuelt gëtt. Hir alldeeglech Aarbechte sinn esou wäertvoll an nobel, dass keng Suen op der Welt hinnen dat zréck kënnte gi wat dës Leit un Zefriddenheet fir sech kënne gewannen duerch hir permanent Leeschtungen, an déi déi nobelst Tâche op der Welt hunn, nämlech déi, de Leit an de Kanner hëllefen ze iwwerliewen.

Ouni deen Engagement vun honnerte vun dëse Leit an de Lëtzebuerger ONGe wier eis Kooperatioun net déi nämlecht an et kënnt vill manner Leit gehollef ginn. Dofir wëll ech hinnen de Merci an d'Unerkennung vu menger ganzer Fraktioun ausdrécken, well dës Leit sinn einfach wonnerbar Botschafter fir eist Land.

D'ONGen hu ganz verschiddenaarteg Hannergrënn. Si kommen aus dem kierchleche Milieu, aus de Gewerkschaften, et sinn Zesummeschlëss vu Medeziner an Ingenieuren asw., a si hunn eng Struktur: de Cercle des ONG de développement, an deem se sech koordonéieren an zesummeschaffen. D'Zesummenaarbecht tëschent den ONGen ass enorm wichteg fir eng koordonéiert Politik kënnen ëmzesetzen. Och wa se selbstverständlech autonom a projektbaséiert operéieren, esou si se dach en Deel vun der gesamter Lëtzebuerger Entwécklungshëllef, déi bestëmmten Ziler verfollegt, bestëmmte Prioritéiten huet a bestëmmte Prinzipie respektéiert. Dat mussen also och esou Organisatioune maachen, wann hir Kontributioun sech kohärent an harmonesch soll an d'Gesamtkooperatioun afügen.

Här President, déi offiziell Lëtzebuerger Kooperatioun iwwert d'Agence „Lux-Development", déi mat hirer konkreter Ëmsetzung befaasst ass, an d'ONGe schaffen all zesummen un der Verwierklechung vun de sou genannte Millenniumsziler fir d'Entwécklung. Et sinn dës Ziler, déi der UNO hir Efforten am Beräich vun der Entwécklung leeden. Aacht Ziler sollen esou weltwäit bis 2015 erreecht ginn. Et sinn dëst d'Reduktioun vun der extremer Aarmut an Honger, d'Sécherung vun enger primärer Ausbildung fir all Mënsch, d'Fuerderung vun der Fra an der Gläichstellung vu Fra a Mann, d'Reduktioun vun der Kannerstierflechkeet, d'Reduktioun vun der Mammestierflechkeet, d'Bekämpfung vun AIDS an aner grousse Krankheeten, d'Ofsécherung vun enger nohalteger Ëmwelt an d'Schafe vun enger globaler Partnerschaft fir d'Entwécklung.

Dat éischt vun dësen Ziler, d'Halbéierung vun der batterer Aarmut bis 2015, kënnt Schätzungen no, seet de Mark Malloch Brown, Administrateur vum Programm vun de Vereenten Natioune fir d'Entwécklungshëllef, dann erreecht ginn, wa pro Joer 100 Milliarden US-Dollar der Entwécklungshëllef zur Verfügung sténgen. Et sinn der awer nëmme ronderëm 50, also ongefeier d'Halschent vun deem wat d'UNO mengt wat fir d'Erreeche vum éischte Millenniumszil gebraucht géif ginn.

Wéi wéineg am Fong méi gebraucht géif gi fir weider ze komme verdäitlecht d'Tatsaach, dass de Moment pro Joer de weltwäite Waffenhandel e Volume vun 950 Milliarden Dollar erreecht, bal 10-mol méi also wéi néideg wär fir honnerte vu Millioune Mënschen op der Welt e liewenswäert Liewen ze erméiglechen.

Wa Länner wéi Amerika, Kanada, Australien, Neuseeland, Japan an anerer, déi der OECD ugehéieren, sech géife Méi maachen, konsequent déi 0,7% vun hirem nationale Räichtum un öffentlecher Entwécklung erunzeschaffen, da wär d'Aarmut an enger eenzeger Generatioun net méi dee brennenden Thema, deen en haut nach weltwäit ass.

Déi Lëtzebuerger Kooperatioun schreift sech an dee globalen Effort zum Erreeche vun dësen Ziler an. Eent ass awer sécher, ouni eng gemeinsam Ustrengung vun alle Länner, deenen Entwéckelten an deene manner Entwéckelten, si se net ze erreechen. Dofir ass am Fong dat aachtent Zil, déi global Partnerschaft fir Entwécklung, déi wichtegst, a si gëtt och de Kader fir déi siwen aner an där se musse realiséiert ginn.

Här President, a ville Länner, och d'Zillänner vun der Lëtzebuerger Kooperatioun, virun allem a Schwaarzafrika, sinn d'Krankheeten e grousst Hemmnis fir all Zort vu gesellschaftlecher Entwécklung. An et kann esouguer esou e schlëmme Faktor sinn, dee ganz Populatioune bedrot. Besonnesch schlëmm sinn hei d'Ravagë vun AIDS an Afrika.

Zënter 1985 sinn an Afrika, südlech vun der Sahara, 15 Millioune Leit un AIDS gestuerwen. 2003 eleng waren et 2,2 Milliounen, an dat sinn der méi wéi Slowenien Awunner huet.

A Botswana zum Beispill sinn haut iwwer 38% vun der Populatioun HIV-infizéiert. A Swasiland sinn et der grad esou vill. Botswana huet eng Liewenserwaardung vun nëmmen 39 Joer. Dat ass e Wäert, dee mir hei an Europa am Mëttelalter haten. Ouni AIDS wär d'Liewenserwaardung am Botswana 72 Joer, an dat ass e Wäert, deen am Moment an Ost-Europa besteet.

De President vu Botswana huet ugesiichts der ongeheier héijer Infektiounsquot vun der Méiglechkeet vun der Ausläschung vun der Natioun geschwat. An d'Infektiounstauxë ginn nach ëmmer net erof. A Swasiland huet sech 2002 an 2004 de Prozentsaz vu gutt 34 op bal 39% erhéicht. Dëst ass eng immens grouss Erausfuerderung fir d'Politik op allen Niveauen, virun allem wann et ëm d'Versuergung vun Infizéierte mat antiretrovirale Medikamenter geet. Duerch esou Medezin kéint de Virus a senger Entwécklung gestoppt ginn an den Ausbroch vun AIDS selbstverständlech och, en Ausbroch, dee bal ëmmer déidlech ennt. Dës Medikamenter kaschten awer Geld, Geld, wat vill afrikanesch Staten dacks net hunn. An trotzdeem muss eppes ënnerholl ginn, fir d'AIDS-Epidemie an Afrika ze stoppen, wann net e ganze Kontinent soll an d'Nuecht vum Liewen antrieden.

Selbstverständlech ass dëst eent vun de Millenniumsziler an dobäi soll eist Land hëllefe wou et kann. An ech si wierklech frou, dass de Minister a senger Ried ugedeit huet an och nach an deenen nächste Woche weider wëllt an den Detail goe wéi en dat wëllt maachen.

Ech wëll net am Detail op all eenzelt vun deenen anere Millenniumsziler agoen. Si si grouss a si sinn déi brennend Erausfuerderunge vun der Entwécklung an eiser Zäit. Mä eppes läit mer schonn déi ganz Zäitchen um Mo, an och wann et a sengen Dimensioune vläicht net grad richteg hei an de Kader passt, wëll ech trotzdeem e puer Wierder an deem Kontext erwähnen.

Als Fra an och als Mamm fannen ech et einfach schrecklech, dass et ënner eise Kooperatiounslänner nach Länner gëtt, wou d'Beschneidung vun de Meedercher massiv weidergefouert gëtt, virun allem am Mali. Wann tatsächlech nach dräi vu véier Mammen et fir néideg fannen hir Meedercher ze verstümmelen op eng medezinesch an hygienesch Aart a Weis, déi net mënschewierdeg ass, da kënne mir dat einfach net méi esou akzeptéieren. Hei wënschen ech mer wierklech, dass d'Efforten ënnerstëtzt gi fir weider ze sensibiliséieren an ze informéieren, wat fir een absoluten Onsënn dëse Ritual ass, deen hei nach bei iwwer 90% vun de Meedercher duerchgefouert gëtt. An ech hoffen, dass eis Leit um Terrain net midd ginn, dës onméiglech Prozeduren esou gutt et nëmme geet ze ënnerbannen.

Selbstverständlech sinn do déi aner Millenniumsziler wéi d'Kannerstierflechkeet, d'Stierflechkeet vun der Mamm während der Schwangerschaft a kuerz no der Gebuert, ustiechend Krankheeten, d'Zerstéierung vun eiser Ëmwelt; déi grouss Géigner vun de Mënschen am 21. Jorhonnert. Hinne musse mer eis zesumme stellen, well et geet ëm eis Welt, ëm déi ganz Welt, ëm déi eenzeg Welt.

Entwécklung am ganze Sënn vum Wuert ass net nëmmen eng Affär vun deenen aarme Populatiounen a Schwaarzafrika, Asien oder Latäinamerika. Et ass eng Affär vun eis alleguerten. Virun allem d'Beispill vun der nohalteger Ëmwelt verdäitlecht dat op eng dramatesch Manéier.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann déi global Erwäermung esou weidergeet, da verschwanne ganz State vum Globus. D'Mieresspigele steige stänneg, well d'Pole schmëlzen, Inselstate wéi d'Malediven an anerer, virun allem am Pazifik, ginn an deenen nächsten 20 Joer, wa sech näischt un der Evolutioun ännert, einfach esou ënner. Si verschwannen ënnert dem Waasser, si halen op ze existéieren, an dorunner si mir Mënsche schold, genee wéi um Verschwanne vun den Alpengletscher. Aacht vun néng Stéck sinn amgaangen zréckzegoen, an an der Schwäiz, hunn ech virgëschter um Radio héieren, hunn d'Gletschere schonn e Punkt erreecht, wéi en eréischt fir 2025 virgesot gi war.

Dobäi kënnt dat bedrolecht Zouhuele vun den Naturkatastrophen, dat mir an deene leschte Joren ze verzeechnen hunn. A wa mer all wëllen zesummen iwwerliewen, wa mir net wëllen tëschent Stierm an Iwwerschwemmungen an Äerdbiewen eist Liewen ofschléissen, da brauche mir e globaalt Bewosstsinn a mir musse Verännerungen akzeptéieren, déi néideg sinn. Net nëmmen am tropesche Bësch, mä och an eisem, net nëmmen am Energieverbrauch vun den asiatesche Entwécklungslänner, mä och an eisem.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Déi Lëtzebuerger Kooperatioun ass eng Saach, déi eis all an der Chamber um Häerz läit, déi grouss Erfolleger ze verzeechnen huet an déi mir zesumme wëlle weiderféieren, verdéiwen a verbesseren. Si brauch entspriechend budgetär Mëttelen an um Wëlle vun der Regierung - hu mer jo virdrun héieren -, déi zur Verfügung ze stellen, huet sech näischt geännert. Dat begréisse mir mengen ech alleguerten heibannen. Mir sinn a mir bleiwen am Spëtzepeloton vun de Geberlänner an der internationaler Kooperatioun. Dat ass e staarkt Zeeche vu Solidaritéit mat deenen déi näischt oder guer net vill hunn an deene mir e bësse weider wëlle ginn. Et ass déi konsequent Politik vun engem Land, wat et mat der Solidaritéit eescht mengt, wat no bannen an no baussen e Sënn dofir huet, dass et Ongerechtegkeete ginn a wat dobäi hëlleft se ze behiewen.

Mir brauchen och an dëser Zäit de Sënn dofir, dass d'Entwécklung eppes ass wat eis all, direkt a permanent ugeet. Et gëtt net eis Welt, déi räich an déi schéin, an dann nach eng aner, eng aarm an eng ellen, et gëtt nëmmen eng an an där liewe mir all zesummen a mir musse se zesumme verbesseren an dauerhaft liewenswäert maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. Den nächste Riedner ass den Här Charles Goerens. Dir hutt d'Wuert, Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech wëll am Ufank vu menger Interventioun dem Här Schiltz Merci soe fir seng éischt Ried als Minister vun der Kooperatioun an och félicitéiere fir déi Akzenter, déi e gesat huet, an ech well em och versécheren, dass e kann op déi 100% Kontributioune vu menger Fraktioun zielen. Mir wäerten en an deenen Zilsetzungen, déi en de Mëtteg hei exposéiert huet, voll a ganz ënnerstëtzen, well ech mengen déi Zilsetzungen halen d'Strooss. A wéi en zu Recht gesot huet, et kann ee wierklech net alles a sou enger Deklaratioun soen, obschonn Der der ganz vill gesot hutt, an ech wëll och kuerz déi eenzel Elementer, déi Der ervirgestrach hutt, kommentéieren.

Éischtens, wat d'Zillänner ubelaangt, mengen ech, kënnt een, wann ee sech mat der Problematik befaasst, net dolaanscht, fir déi Saach virsiichteg unzegoen, fir de pour an de contre ze évaluéieren, vun engem eventuellen Ausklammen aus engem Zilland, mir hunn déi Diskussioun nach all Joer gehat. All Joer goufe kritesch Téin ugemellt, ob mer nach sollen an eenzelne Länner bleiwen, wéi zum Beispill an Namibien oder am Nicaragua, a mir sinn ëmmer erëm zur Konklusioun komm, dass et net evident ass fir e Land vun haut op muer falen ze loossen, an ech ënnerstëtzen och déi Nuance, déi Der fonnt hutt, fir déi do Problematik ze beschreiwen.

De Cap-Vert zum Beispill ass eent vun de Länner, dat ënnert dem Impuls vun der Lëtzebuerger Kooperatioun enorm Fortschrëtter gemaach huet. Et muss een awer och wëssen, wann déi Fortschrëtter reell sinn, da kann een awer och eng Inversioun vun der Situatioun erbäiféieren, andeems dass net nëmmen ee Land, mä dass all Land mateneen erausginn, an et ass précisément dat wat d'Lëtzebuerger musse versichen ze verhënneren, well et wier net gutt wann de Cap-Vert an eng Situatioun kéim, wou déi Vulnérabilitéit, déi am Rapport vun der Krichszäit iwwert dat Land stoung, voll a ganz zum droe kéim. Et ass nämlech e Land wat ganz staark vun Auslandszouwennungen ofhänkt. 25% vum Bruttoinlandprodukt vun deem Land gi generéiert vun deem wat d'Diaspora plus ou moins regelméisseg dohinnerschéckt, dat Land hänkt nach ëmmer ganz staark of vun der Kooperatiounspolitik an et wier also falsch wann een déi Progrèsen, déi an deem Land gemaach goufen, net géing konsolidéieren, duerch eng virun enk Kooperatioun mat deem Land.

An anere Länner, wou d'Situatioun e bëssen anescht ass, wéi zum Beispill an Namibien, gëtt jo och probéiert fir an engem intelligenten „phasing out" eng intern Redistributioun vun de Richessen mat ze förderen, wat och normal ass, well wann e Land d'Moyenen huet fir sech selwer ze entwéckelen, da soll et och déi bei sech doheem selwer asetzen, an da kann déi Entwécklungshëllef, déi gemaach gëtt mat deem Land, complémentaire zu där éischter wierken. Well jiddfereen ass jo awer och responsabel fir déi Situatioun, déi e bei sech doheem fënnt.

Och d'accord si mer mat der strategescher Dimensioun, déi e wëllt senger Kooperatiounspolitik ginn, respektiv weiderginn. Déi Programmes Indicatifs de Coopération halen d'Strooss an et ass gutt fir déi periodesch ze adaptéieren, déi eenzel Secteuren ze identifizéieren, an deenen ee wëllt intervenéieren, an deementspriechend eis Gelder sënnvoll ubréngen, déi dann och periodesch évaluéiert ginn, wat absolut indispensabel ass fir ze kucken, ob dat, wat ee gemeet huet, net muss - wann net ganz, wéinstens zum Deel - a Fro gestallt ginn.

Och do mengen ech sinn déi Efforten an déi Gelder, déi an d'Evaluatioun gestach ginn, absolut gutt ubruecht, an den Här Schiltz huet och nach iwwert eng ganz Partie aner Aspekter geschwat, déi ech net weider brauch ze kommentéieren, well ech absolut d'accord si mat em.

De groussen Défi, an dat huet och meng Virriednerin gesot, dat ass natierlech déi vun der Kohärenz vun de Politiken. D'Kohärenz vun de Politiken, dat heescht mol fir unzefänken, datt dat, wat mer haut soen, net an deenen 364 Deeg, déi duerno kommen, widdersprach gëtt. D'Kohärenz vun de Politiken, dat heescht awer och eng Kohärenz tëschent deenen eenzelne Secteuren. Et kann och net sinn, datt dat, wat an deem enge Politikberäich gemeet gëtt, widdersprach gëtt vun Initiativen oder Aktiounen, déi an anere Beräicher gemeet ginn. Wann een an der Agrarpolitik een anere Kurs fiert wéi an der Entwécklungspolitik, dann neutraliséiert dat sech. Dann ass et tout au plus un jeu à somme nulle. Wann ee Land net kohärent ass mat deem wat déi aner maachen an engem Zilland, da verstéisst een och géint d'Kohärenz.

Et ass elo net un der Europäescher Unioun, déi jo laut Vertrag den Optrag huet fir déi eenzel Politikberäicher an der Kooperatioun ze koordinéieren, eng grouss Verantwortung huet, fir e Maximum vu Kohärenz an hirer Aktioun ze erreechen, an déi selwecht Europäesch Unioun muss och kucke wéi se vis-à-vis vun internationalen Acteure wéi Weltbank, Fonds Monétaire International, eng ganz Parti UNO-Agenturen agéiert, fir deem Impératif vun der Kohärenz gerecht ze ginn.

D'Kohärenz vun der Politik, dat heescht natierlech och datt een d'Situatioun an deenen eenzelne Länner richteg erfaasst, datt ee weess wat déi reell Besoinë sinn. An Dir hutt zu Recht op d'Question agraire higewisen, wou een et mat där absurder Situatioun ze dinn huet, datt 3/4 vun de Leit, déi op der Welt Honger leiden, net Keefer si vu Liewensmëttel, mä Produzen-

ten. A firwat si mer an déi absurd Situatioun komm? Mä précisément well d'Präisser effektiv sou bradéiert ginn, datt et sech och net méi rentéiert fir an Entwécklungslänner nach seng Produiten hierzestellen. A wann et fréier - ech menge mir hu schonn eng Kéier doriwwer geschwat hei am Haus - méiglech war, datt een am Sahel mat enger Tonn Céréalë konnt liewen, pro Famill, da musse e wëssen, datt d'Rendementen haut net méi héich sinn, mä den Ënnerscheed, dat ass datt bei gläichgrousse Familljen, bei gläichgrousse Rendementen haut eng Tonn Céréalë net méi duergeet fir eng Famill ze ernähren; obschonn d'Konsumgewunnechte sech net geännert hunn.

Et ass drop zréckzeféieren, datt haut musse vun deenen 1.000 Kilo, déi récoltéiert gi pro Famill, der 400 musse verkaaft gi fir d'Schold ze bezuelen, 200 gi gebraucht fir den Outil de Travail ze renouveléieren, an da bleiwen der nach 400 vun deenen 1.000 Kilo, dat ka leider net méi duergoen. Do ass also eppes wat net gutt ass.

Eppes anescht. A puncto Kohärenz wëll ech soen: Et geet net, dass een hei an eise Länner jäitzt no nidderegen Zënse soubal wéi de Wirtschaftswuesstum ufänkt lues ze déclinéieren. Wann et hei ënner 2% oder 1% kënnt, da seet jiddfereen, obscho mer net der Europäescher Zentralbank dranzeschwätzen hunn, d'Zënse mussen onbedingt op engem nidderegen Niveau bleiwen, respektiv erofgefouert ginn. Wann dat do passéiert an engem Land wéi a Mali, oder am Burkina Faso, oder a Südafrika, da si ganz séier déi ganz grouss Experten do fir ze soen, et muss eng Rosskur an deem Land administréiert ginn. An eent vun den Elementer, fir aus deem Déif do erauszekommen, sinn normalerweis, an och fir d'Inflatioun Meeschter ze ginn, de Ruff no méi héijen Zënssätz. Déi Inégalitéiten, soulaang wéi déi bestinn, sinn e groussen Obstacle fir déi Kohärenz ze erreechen, an der Démarche déi mer alleguer ustriewen.

Här President, de Kofi Annan huet emol eng Kéier gesot, an ech mengen et war 2001, bei senger Ried bei Geleeënheet vun der Réceptioun vum Friddensnobelpräis: „Haut ass e Meedchen am Afghanistan gebuer." - sot en - „Wann een als Meedchen am Afghanistan op d'Welt kënnt, da wunnt ee Liichtjoeren ewech vun der Prosperitéit, a wann een als Meedchen op d'Welt kënnt am Afghanistan, dann huet een eng Chance vu véier fir fënnef Joer al ze ginn."

Dat ass d'Situatioun an et ass en einfachen technesche Kritär, deen dat och kann erëmginn. Fir déi arithmetesch Dimensioun vum Problem emol eng Kéier ervirzeträichen: Den Afghanistan, gradwéi den Niger, hunn en TMM5, dat heescht en Taux de mortalité des moins de cinq ans, vun 250 pro dausend, dat heescht all véiert Kand gëtt net méi wéi 5 Joer al. Wann een esou een TMM5 huet, da weess een, an deem dote Land ass alles nach ze maachen.

Do kann et keng Infrastructure hospitalière ginn digne de ce nom. Do kënnen et net Dispensairë ginn an der Héicht wéi se gebraucht géife ginn. Do kann d'Fra nëmme just behandelt gi wéi dat Allerlescht, well soss géifen et Assistancë gi bei den Accouchementer; den Accouchement non assisté an deene Länner ass net d'Ausnahm, mä ass do carrément d'Regel. Do gëtt et kee Versuch fir d'Demographie ze maîtriséieren. An esou Länner fonctionnéiert am Fong guer näischt. E Land wéi den Afghanistan, do ass de President, tout au plus, Buergermeeschter vun der Haaptstad, vu Kabul, an et gëtt duerch international Efforte probéiert fir him d'Méiglechkeet ze ginn, fir déi grouss Défien ze bekämpfen an ze relevéieren.

Mir kënne mat eiser Kooperatiounspolitik, Gott weess, net alles maachen. Mir kënnen enorm vill maachen. Et ass mir am Fong och egal, ob mir zéng oder eelef Zilländer hunn, wichteg ass dat wat mir maachen, och wa mir der nëmme sechs hätten - dat wier vläicht e bëssen ze mann, well mir da keng Risikostréiung hätten an eiser ganzer Exekutioun vun der Entwécklungspolitik -, datt dat wat gemaach gëtt gutt gemaach gëtt, datt et richteg verstane gëtt, datt et pertinent ass, datt et op eng efficace Manéier realiséiert gëtt an datt et sech och an der Dauer aschreift. Och dat ass e Bäitrag zu der Kohärenz, déi den Här Schiltz a sengem Discours erbäigewënscht huet.

Kohärenz, dat heescht och besonnesch do Efforten entwéckelen, wou et net esou einfach ass fir se ze verstoen. Wann elo den Owend en Äerdbiewe géing passéieren a mar den Owend géifen op de Bildschiermer d'Postscheckkonte vun deenen Haapt-ONG-humanitaires publizéiert ginn, da wiere wéineg Leit, déi insensibel géife bleiwen, vis-à-vis vun där Situation en détresse. Do sinn d'Leit relativ séier prett fir ze investéieren, fir de Portefeuille opzemaachen, respektiv fir e Virement ze maachen.

Scho méi schwéier gëtt et wann ee muss en Entwécklungsprojet erklären, wann een 2004 an eng Schoul investéiert an engem Zilland am Kader vun engem Programme Indicatif de Coopération, an dee kënnt 2006 an d'Phas vun der Realisatioun, an et muss een och nach Proffen ausbilden, an et muss ee kucken datt een Accordë fënnt mat der Regierung, fir datt, wann de Projet eng Kéier fäerdeg ass, och déi Schoul weidergefouert gëtt, dann ass dee Projet 2010 fäerdeg. Bis dohin ass eng Partie Geld gefloss a bis dohinner ass a sech näischt Spektakuläres geschitt, au contraire. Dat, wat geschitt ass, ass indispensabel, mä et ass keen, deen dat entgéinthëlt. Fir dat ze erklären, dat ass net esou evident.

A wa mir wëlle kohärent bleiwe mat deem Effort, dee mir wëlle weiderféieren, da musse mir en och an der Dauer installéiert a konsolidéiert kréien, an ech menge mir hunn eng grouss Chance, dat ass déi datt hei am Haus, an dëser Chamber praktesch all Parteie mat der Zilsetzung d'accord sinn. Mir sinn d'accord mat der Héicht vum Involvement vun de budgetäre Mëttelen, 1%, dat ass net näischt, dat geet awer duer. 1% ass enorm vill, loosse mir also dorunner hänke bleiwen, a loosse mir och besonnesch soen, wat mir maachen, a besonnesch firwat datt mir dat maachen. A loosse mer virun allem drop insistéieren, do aktiv ze ginn, wou d'Saache sech net vum selwen erklären an eis do d'Wuert ginn, datt mir dat duerchstinn. A mir sollen och - erlaabt mer den Ausdrock, Här President - bei d'Comptoire goen an eis wiere géint all déi Stereotypen, déi mir do héieren.

An zur Kohärenz vun de Politike gehéiert och, datt een ophält de Mond ze halen, wann een esou Dommheeten héiert wéi: Am SIDA musse mir haaptsächlech an der Preventioun aktiv ginn, awer net an der Therapie. Loosse mir ophale mat där absurder Juxtapositioun vun deenen zwou Positiounen.

D'Experienz - et brauch ee jo net vill Experienz an deem Domän ze hunn - léiert eis, datt an engem Land, egal a wat fir engem Land, ob et an engem Land ass aus eise Breitengraden oder an engem Entwécklungsland, et ass kee bereet, wann net emol dee gerëngsten Espoir de thérapie besteet, sech testen ze loossen, ob en HIV-positiv ass oder net. Et kann also nëmme just een eng sënnvoll Preventioun maachen, wann och en Espoir de thérapie do besteet. An dat ass ee vun de groussen Défie mat deenen d'Kooperatioun weltwäit konfrontéiert ass, de Beräich SIDA, a mir wäerten och nach net esou bal, à moins datt et eis geléngt e Vaccin ze fannen, vun där doter Plo befreit sinn. A mir sollen alleguer déi Démarchen erklären, déi noutwendeg si fir dohinner ze kommen. Do gëtt et villes ze erklären, vill komplex Démarchen, och villes wat net verstane gëtt.

Dir hutt iwwert d'Evaluatioun geschwat an och iwwert d'Sensibilisatioun an ech begréissen och, datt Dir den ONGen d'Moyenë gitt, fir précisément an där doter Richtung aktiv ze ginn. An déi Suen, déi doranner investéiert ginn, wann d'Sensibilisatioun intelligent gemaach gëtt - dat ass bal ëmmer, am Regelfall kann ee soen, ass dat esou -, da sinn déi Suen net ewechgehäit. Dat si Suen, déi wuel hei zum gréissten Deel ausgi ginn, mä dat musse mir awer eis selwer schëlleg sinn, wa mir wëllen hunn datt den Effort, dee mer alleguer ustriewen, sech an der Dauer aschreift.

De Sensibilisatiounsberäich setzt menger Meenung no och viraus, datt mer net nëmmen um Niveau vun den ONGen aktiv ginn, mä et schéngt mir, an ech hat och schonn eng Kéier e Gespréich mam Minister selwer doriwwer, noutwendeg ze sinn, fir vläicht an een, zwee Joer, no der Lëtzebuerger Présidence, sech ze iwwerleeën, ob een net soll nach eng Kéier eng grouss ugeluechte Campagne de sensibilisation hei am Land maachen, well et mierkt een, déi lescht ass ongefeier annerhalleft Joer eriwwer, déiselwecht Stereotypen iwwert d'Entwécklungspolitik: „Wat maachen" - an ech wëll elo hei wierklech net dat erëmginn, wat ech heiansdo héieren - „all déi mat eise Suen?"; déi fänkt een u schonn erëm méi oft ze héieren. Déiselwecht domm Gespréicher, déi total dernieft sinn an déi oft vu gescheite Leit, oder déi mengen se wiere gescheit, gesot ginn, déi musse mer awer duerch en zolitten Argumentaire contréieren, a vläicht an der nächster Campagne de sensibilisation méi an d'Déift goen a méi an d'Zesummenhäng vun der Kooperatiounspolitik.

Mir mussen an däerfen net midd gi virun drop ze insistéieren an ze soen: Et ass machbar. Wat ass machbar? Ma datt ee kann d'Aarmut erfollegräich bekämpfen, net nëmme mat 0,7% zu Lëtzebuerg, mä mat 0,7% bei all deene Länner, déi an enger Situatioun sinn, déi ee kann als confortabel bezeechnen, an déi Länner si jo och an der OCDE garantéiert.

Wann een nämlech dohinner kéim an et kéim een op deen Niveau zu deem d'Länner sech schonn alleguer engagéiert haten am Ufank vun de 70er Joren, dann hätt een net nëmme genuch fir d'Aarmut ëm d'Halschent ze reduzéieren, mä dann hätt ee genuch fir d'Aarmut ganz ze éradiquéieren. A wann ee sech och nëmmen ee Moment ausdenkt, wat een do en termes de rendement, en termes de stabilité, Sécherheet an och de retour économique à la longue géing récoltéieren, dann hätt een eng Erfolleg verspriechend an och räsonnéiert a räsonnabel Sensibilisatioun eriwwerkritt.

Loosse mer och ophale mat deenen Approches malthusiennes laut deene vill Leit anerer gleewen dinn, wann een eppes gëtt, dat wier definitiv verluer. Dat ass net de Fall, wann een d'Suen an d'Efforten intelligent déployéiert.

Dat gesi mir am Kader vun dem europäeschen Integratiounsprozess, wou och nach ëmmer virun déiselwecht Milchmädchenrechnunge gemaach gi bei den Nettozahler, déi menge si géifen definitiv méi aarm ginn, wa se an eppes investéieren. Si iwwersinn awer dobäi, datt se en retour net nëmmen en termes de rendement budgétaire, mä virun allem en termes de rendement économique enorm vill gewannen. A wa se dat opweie mat deem wat se abezuelen, dann ass jiddferee gagnant. An ech mengen d'Entwécklungspolitik ass eng Win-Win-Strategie, a se schreift sech an an déi grouss kollektiv Ambitioune vun der Europäescher Unioun, awer och vu Lëtzebuerg.

Et ass eng Politik, déi et verdéngt fir ënnerstëtzt ze ginn. An ech mengen de Wäert vun der Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik, dee miesst sech selbstverständlech un deem wat an deenen zéng Zilländer gemaach gëtt an och un deem, wat iwwert déi multilateral Kanäl iwwert de Fonds des Nations Unies pour les populations, zum Beispill, an de Länner ukënnt. Dat kann een alles moossen, dat kann een alles évaluéieren. Mä wat vill méi wichteg ass, dat ass datt Lëtzebuerg et fäerdeg bruecht huet an de leschte 25 Joer, als eenzegt Land an der internationaler Communautéit, de Spronk op 0,7% öffentlech Zouwendunge par rapport zum Bruttoinlandprodukt ze packen. An domat ass de Beweis erbruecht, datt et méiglech ass dohinner ze kommen, ouni datt ee Land doduerch bankrott geet.

An ech si relativ optimistesch, jiddefalls wat den europäesche Raum ubelaangt. Frankräich wëll op deen Niveau kommen an 2012, Belgien 2010, Irland 2007, Schweden ass schonn drop, Norwegen och, Finnland huet et a seng Objektiver ageschriwwen. Mir hunn also nach während dräi, véier Joer déi enorm Chance, datt mir dat eenzegt sinn, wat dee Sprong geschafft huet, an ech mengen dat solle mir voll a ganz exploitéieren, a mir kënnen do eis Impulsgeberfunktioun als Lëtzebuerger Land voll a ganz spille loossen.

Ech mengen do, an där Hiewelwierkung, déi mir duerch deen do Acquis hunn, kënne mir enorm vill erreechen, besonnesch an der Présidence vun der Europäescher Unioun, wou et wuel drëm geet fir d'„midterm review" ze maache vun de Cotonou-Accorden - dat ass eng Aarbecht, déi gëtt d'nächst Joer fälleg, déi ass enorm wichteg, an déi wäert och zäitraubend si fir déi, déi mam Dossier befaasst sinn -, nieft dem SIDA an nieft der Fortschreiwung vun all deenen Efforten, déi déi aner Présidencë gemaach hunn a mat deenen Dir lech och koordinéiert. Do géing ech och der Lëtzebuerger Regierung wënschen, datt se déi Hiewelfunktioun, vun där ech elo geschwat hunn, voll a ganz zum Droe bréngt.

An dann ofschléissend, Här President, mir ginn, an dat wëlle mir jo alleguer erreechen, à moyen terme, 1% aus vum nationale Räichtum fir d'Kooperatioun a fir deenen, deenen et wierklech net flott geet, eng Chance ze ginn. Deen ee Prozent soll een erklären, hunn ech gesot; et muss een awer och net alles erklären. Wann een am Gruef läit - passez-moi l'expression - futtizegoen, muss ech net nach eng Erklärung ginn, do hëlleft een - Punkt! Do ass een och beim Comptoir kengem eng Erklärung schëlleg. Mä wat een awer och kann hannendrop soen: Dat ass keng Negatioun vun de sozialen Härten oder vun de Situations de détresse, déi sech hei am Land stellen, dofir bleiwe jo och nach 99%, an iwwert déi solle mir och schwätzen, awer net am Kader vun der Kooperatiounspolitik.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. D'nächst Riednerin ass d'Madame Err. Dir hutt d'Wuert, Madame Err.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net fir d'éischt wou ech op dëser Tribün sti fir iwwer Entwécklungszesummenaarbecht ze schwätzen, mä et ass ëmmer rëm aneschters. Mä gleeft mir awer, dass trotz engem Aller retour - Chamber, Regierung a Majoritéit an Oppositioun - meng fundamental Meenung zu deene Froen, déi hei diskutéiert ginn, sech net geännert huet. Dat wäerten och déi, déi scho virdrun hei waren, mierke bei där Motioun, déi ech herno wëll proposéieren, an déi ech probéieren zënter Joren an dësem Haus schonn eng Kéier duerchzekréien.

Ech bedaueren eppes Klenges, Här Minister: Trotz Ärer interessanter Ried ass et e bësse frustrant, well eigentlech hat ech mir jiddefalls e Rapport erwaart iwwert de Bericht. Dir sidd interessanterweis largement iwwert de Bericht erausgaangen. Dir hutt doduerjer och Ären Zäitkreditt largement ausgeschöpft, während mir hei am Fong no 20 Minutten, wat mäi Grupp betrëfft, d'rout Luucht ugemaach kréien, sou dass et e bësse schwiereg ass fir op Saachen anzegoen, déi Dir gesot hutt, besonnesch wann ee se eréischt während Ärer Ried entdeckt huet, mä Dir hutt gesot, Dir géift deemnächst eng Kéier an der Kommissioun erkläre kommen, wat mat eisem Projet ënner anerem am Gaza passéiert ass. Ech hoffen, dass mir dann d'Geleeënheet kréien aner Saachen auszetauschen, déi Dir haut ugeschwat hutt, an op déi een an dësem Kader keng Zäit huet anzegoen.

Am Koalitiounsprogramm, Dir Dammen an Dir Hären, sti genau véier Sätz iwwert d'Entwécklungszesummenaarbecht. Dat wëllt awer net vill soen. Ech mengen, datt dat en Zeechen ass, datt et éischtens op deene Froen hei zu Lëtzebuerg e Konsens gëtt iwwert d'Parteien an dësem Haus ewech. Et ass net kontestéiert, dass Lëtzebuerg am internationale Vergläich excellent do steet an eent vun deene wéinege Länner ass, déi hire Must bis lo erfëllt hunn, an doriwwer eraus et och ganz kloer ass, dass d'Lëtzebuerger Entwécklungszesummenaarbecht e wichtegt Element ass vun eiser Aussepolitik.

An der Déclaration universelle des Droits de l'Homme steet folgende Saz: «Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son bien-être et ceux de sa famille, notamment pour l'alimentation, l'habillement, le logement, les soins médicaux ainsi que pour les services sociaux nécessaires.»

Vun dësem Text, Dir Dammen an Dir Hären - et ass evident -, si mir nach meilewäit ewech an trotz grousse Wierder wéi Cohérence des politiques, Développement durable, Codéveloppement an Décroissance, a wat alles nach kreucht und fleucht vun interessanten Ausdréck op dësem Gebitt, ass et kloer, dass mir och an deenen nächste Joren dat Zil do net erreeche wäerten. Mir hoffen awer wéinstens op den Input vun der Lëtzebuerger Présidence, fir de Midterm vun de Millenium Goals do weiderzebréngen, a mir rechnen och domadder, dass déi Prioritéiten, déi haut ugeschwat gi sinn, och um Niveau vun Europa während eiser Présidence, wou eisen Afloss jo vläicht e bësse méi grouss ass, duerchgesat ginn.

Ech wëll e puer Zuelen nennen, eigentlech huet de Minister der scho genannt, déi fir sech schwätzen, notamment dass 60 Milliarden Euro - dat steet lo net dran, mä ech huelen un, dass et Euro oder Dollare sinn, dat mécht esou een enormen Ënnerscheed net onbedéngt aus - op der Welt Entwécklungshëllef gespent gëtt vun de räiche Länner, an dass 900 Milliarden Dollar an den Armement ginn. Domadder huet een am Fong scho bal alles gesot. Et bleift nach vläicht ze kucken, wou dann déi Länner mat där Aarmut do sinn, wou dann déi Budgeten aus de räiche Länner higinn.

Et ass hei gesot gi vun der Madame Arendt, dass bal d'Halschent vun der Bevölkerung op der Welt haut mat manner wéi zwee Dollar den Dag iwwert d'Ronne komme muss. Ech wëll do e bësselche virundenken a soen, dass vun där bal Halschent vun der Weltbevölkerung 70% Frae sinn. Mol eng

Kéier sinn d'Fraen iwwerrepresentéiert, awer net nëmmen do: Si sinn och iwwerrepresentéiert wann et ëm Analphabetismus geet, wann et ëm Réfugiéë geet, wann et bei de Kanner ëm Schoulausbildung geet.

Dofir kann een also soen, dass et haut ganz kloer sou ass, dass d'Aarmut net nëmme schwaarz ass - well déi gréisst Aarmut ass an Afrika -, mä si ass och weiblech. Dofir, Här Minister, sinn ech Iech besonnesch dankbar fir déi Remarquen, déi Dir ganz zum Schluss vun Ären Ausféierunge gemaach hutt, wou Dir Iech engagéiert hutt, net nëmmen hei zu Lëtzebuerg op d'Fraen an der Kooperatioun ze setzen, mä och ze probéieren, déi Prioritéite während der Présidence duerchzesetzen.

Fir dorunner vläicht eng Fro unzehänken: Mir hunn elo héieren, dass mir mat grousser Wahrscheinlechkeet deemnächst e Kommissär hunn, deen zoustänneg ass fir d'Entwécklungszesummenaarbecht. Ass et an deem Kontext och virgesinn, dass de Conseil de coopération erëm agefouert gëtt? A wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung op deem prezise Punkt dozou?

Ech wëll iwwregens a Klammere soen, dass ech net weider op dee Punkt vun der Accentuatioun vun der Entwécklungszesummenaarbecht op Fraen aginn, well ech dat schonn esou oft gesot hunn, a mech eigentlech selwer net méi driwwer héiere kann. Ech hunn dofir mengem Fraktiounskolleeg hei déi wichteg Aufgab iwwerdroen, dee grad esou iwwerzeegt ass wéi ech, dass dat eng vun de Prioritéite muss sinn. Hie fënnt vläicht aner Wierder an nei Begeeschterung fir iwwer en aalt Thema an eng al Prioritéit vun de Sozialisten ze schwätzen.

An deemselwechte Kontext wollt ech nach - mir hu gesot, d'Aarmut ass weiblech, an dat behandelt de Marc Angel, wann ech lo hei deemnächst fäerdeg sinn - ee Wuert soen zu „Aarmut ass schwaarz". Mir hu mat groussem Interesse gesinn, datt en neit Partenariat fir d'Entwécklung an Afrika passéiert, an dat mécht een a priori optimistesch. Strukturell awer a fundamental, mengen ech, sinn do relativ grouss Problemer. Mech mécht zum Beispill ganz stutzeg, dass an der Autokontroll, déi den NEPAD agesat huet, vun 53 Länner nëmme 15 d'accord waren, sech géigesäiteg ze kontrolléieren, wat d'Korruptioun, wat Investissement an Armement, wat d'Mënscherechter, wat d'Demokratisatiounen, wat institutionell Reformen ubelaangt.

An eng Fro an deem Kontext: Wier et net logesch, datt eis Zillänner, déi an deem Partenariat fir d'Entwécklung vun Afrika dobäi sinn, e bëssen incitéiert géife ginn, wann et net de Fall ass, sech un deen Autokontrollgremium aus dem NEPAD do unzeschléissen?

Vu datt et ëmmer méi problematesch gëtt, déi néideg Fonge fir eng efficace Entwécklungszesummenaarbecht zesummenzekréien, trotz Efforten, déi op internationale Konferenze lo mat 16 Milliarden, wann ech mech richteg erënneren, Supplément ugekënnegt gi sinn, ass et mir a sécherlech Iech och ganz kloer, dass mir net domadder kënne rechnen, d'Millenium Goals oder soss iergend nach eppes Besseres ze erreechen, wa mir et net fäerdeg bréngen zousätzlech Ressourcen ze mobiliséieren.

Dofir hunn ech mat groussem Interesse dee Rapport gelies deen Dir ugeschwat hutt, Här Minister, an op deen ech wëll ganz kuerz agoen an ech hoffen och, dass mir wéinegstens an der Kommissioun eng Kéier op déi Konklusiounen aus dem Landau-Rapport vum President Chirac géifen zréckkommen. Et ass ganz kloer, an ech wëll dat aganks ënnersträichen, dass dat Dokument fir eis nëmmen dann interessant ass, wann déi Ressourcen, ëm déi et do geet, supplementar zu den nationale Ressourcen dobäikommen. Mä wann een déi Montantë kuckt, déi hei méiglech sinn, da mengen ech kënnt een net derlaanscht fir ze probéiere sech anzesetzen, niewent eisem nationalen Effort, och op internationalem Plang, déi Iddien hei aus dësem Rapport ze ënnerstëtzen.

Déi éischt Iddi ass déi vun der Tobin-Tax. Ech kommen net weider dorobber zréck. Et ass bekannt an ech hunn och eng vu menge leschte Rieden hei praktesch exklusiv op dëse Mechanismus achséiert gehat. Interessant ass a mengen Aen, dass zënterhier an der Belsch an och am Frankräich Gesetzer gestëmmt gi sinn, mat Conditions suspensives esou ze soen iwwert déi Tax an och Budgetë virgesi gi sinn. Fir de Fall wou 25 europäesch Memberstate sech géife bereet erklären, wieren also zwee vun eisen Nopeschlänner bereet mat op dee Wee ze goen. Dat wier, mengen ech, eng gutt Ursaach fir wéinegstens d'Iddi emol ze verbreeden an an där Hinsicht weider ze kucken.

Laut Experten, an dat si keng nei Chifferen, géif e Prozentsaz vun 0,01% op allen internationale Finanztransaktiounen 20 bis 30 Milliarden Euro jährlech méi abréngen. Dat géif duergoen, fir dem Kofi Annan senge Chifferen no beispillsweis déi ganz Éducation primaire vun de Kanner an den Entwécklungslänner ze finanzéieren, an eleng dofir wier et derwäert, mengen ech, nei Weeër ze goen.

Déi zweet Propositioun aus deem Landau-Bericht ass de Rapport iwwer eng Steier um Kerosin, dee bis elo steierfräi ass. Dat ass eng interessant Iddi, et géif d'Flugbilljeeën e bësse méi deier maachen, mä et huet virun allem och nach een Nodeel, dass et vill manner, nämlech nëmmen aacht Milliarde géing bréngen, de Rechnunge vun den Experten no, par rapport zu der Tobin-Tax, wéi ech dat virdru gesot hunn.

Déi drëtt Méiglechkeet ass eng ganz interessant, besonnesch fir d'Kolleege vun der Grénger Fraktioun, huelen ech emol un, d'Méiglechkeet vun enger Steier op den Ofgase vum Kuelendioxid, déi jo gläichzäiteg och nach d'Ëmwelt ruinéieren an déi am Fong éischtens eng Incitatioun wier, fir besser op eis Ëmwelt opzepassen, an eng zousätzlech Ressource vun ongeféier 25 Milliarde jährlech.

De véierte Punkt, dee vun den Experte proposéiert gëtt, ass eng Steier um Waffeverkaf. Déi ass natierlech ganz interessant, mä do mécht ee sech ganz wéineg Illusiounen an et ass ee sech och bewosst, dass wann een dat do géing maachen, da géife wahrscheinlech nach méi inoffiziell Geschäfter am Waffecommerce ofgewéckelt ginn.

E fënnefte Punkt ass eppes ganz Interessantes. Dat wier e minimale Prélèvement op all Transaktiounen, déi mat Kreditkaarte gemaach ginn. Do steet elo leider an deem Landau-Bericht net genau derbäi wat dat géif bréngen, mä dat hätt menger Meenung no den Avantage, dass et nëmmen déi Leit géing treffen, déi mat Kreditkaarten hantéieren an déi sech a priori, géing een emol unhuelen, kënnten dee klenge Surplus do erlaben.

Während déi lescht Propositioun, déi d'Experte maachen, e Prozentsaz op dem Waasser- an op elektreschen Taxen, déi ass natierlech a mengen Aen op jidde Fall sozial ganz ongerecht, well et gläichermoossen déi Wuelhabend an déi Leit, déi méi schlecht dru sinn, géing treffen.

Jiddefalls hu mer hei eng Palette vu Méiglechkeete fir d'Ressourcen an der Entwécklungszesummenaarbecht ze hiewen an ech hoffen, dass mer dorobber zréckkommen an eis déi eng oder déi aner prinzipiell Iwwerleeung zu dëse Propositioune maache kënnen.

Mä ech kommen dann nach eng Kéier zu enger Motioun, déi ech elo beim drëtten Asaz hei probéieren an hoffen, dass se dann dës Kéier duerchgeet. Ech hunn et schonn öfters hei gesot, mä fir déi Leit, déi nei hei sinn, ass bis elo an der Entwécklungszesummenaarbecht alles auditéiert ginn, ugefaange bei de Projeten iwwert d'ONGen, iwwert d'Lux-Development, déi en plus och nach all Joer en internen Audit huet, iwwregens eng Iddi, déi mer ganz gutt gefält, déi Dir hei ugekënnegt hutt, och de Ministère, mä wou ee sech och muss eens gi wat déi Chargë wieren, an och dorobber géing ech gären eng Kéier zréckkommen.

Mir hunn also bis elo alles wat säugt und fleugt an der Entwécklungszesummenaarbecht zu Lëtzebuerg schonn auditéiert, just d'Maschinn net wou am Fong all Décisioune geholl ginn, an dofir denken ech dass et wierklech logesch wier an am Intérêt vun der Saach, fir och ze kucken ob déi Maschinn, déi ëmmer méi Sue verschafft, wierklech beschtméiglech funktionéiert, fir se virun esou gutt an der Qualitéit ze verschaffe wéi dat nëmme méiglech ass, an dofir hunn ech eng Motioun hei, wou ech d'Regierung dann eng Kéier opfuerderen.

D'leschte Kéier ass mer gesot ginn, mir hunn den Exame vum CAD, an elo hu mer d'Présidence. Dann no der Présidence. Mir kënnten eis dann entre-temps drop virbereeden, deen Audit organisationell ze maachen.

Selbstverständlech ass et evident, dass eventuell nei Organiséierungen oder nei Orientéierungen, déi hei ugeschwat gi sinn, do misste materafléisse kënnen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'augmentation constante de l'aide publique au développement;

- considérant que la charge de travail du Ministère des Affaires étrangères en matière de coopération au développement augmente substantiellement d'année en année, sans que le personnel concerné ne soit renforcé en conséquence;

- considérant les initiatives prises en matière d'évaluation et de suivi ces dernières années;

- considérant les efforts substantiels qui continuent d'être faits en la matière;

- considérant que la politique de coopération se doit d'être une politique de qualité;

- soucieuse d'une efficacité optimale de l'organisation de la Direction de la Coopération, ainsi que de la qualité de son action, étant entendu que ces deux éléments sont tributaires non seulement de la qualité, mais aussi de la quantité des ressources humaines tant au ministère que sur le terrain;

invite le Gouvernement

- à entreprendre après la Présidence luxembourgeoise un audit organisationnel du Ministère de la Coopération et de l'Action humanitaire;

- à prendre dans ce contexte en compte les mesures de réorganisation d'ores et déjà entreprises d'ici là par le ministre compétent.

(s.) Lydie Err, Marc Angel, Nancy Arendt, Ben Fayot, Jean Huss.

Ofschléissend nach ee Wuert. Ech hunn déi Deklaratioun wierklech interesséiert nogelauschtert. Ech sinn awer der Meenung, an dat adresséiert sech éischter un eise President an un d'Presidente vun eise Fraktiounen, dass wann et esou ass, dass d'Regierung „open end" hei schwätze kann, dass de Modell vun der d'Zäit, déi de Fraktiounen zousteet, misst a Relatioun stoen. Et ass relativ onfair, wann een op vill interessant Saachen, déi een héiert, keng Zäit huet anzegoen an ech wier dankbar wa mer dorobber kënnten zréckkommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Eng lescht Iddi wollt ech nach mat op dee Wee ginn, an zwar déi vun enger Plateforme vun allen Acteuren, déi an der Kooperatioun zu Lëtzebuerg aktiv sinn. Dat heescht net nëmmen déi institutionell ONGen, de BAT, mä och beispillsweis Gemengen, déi jo awer entretemps an ëmmer méi grousser Zuel Initiativen huelen.

D'Leit aus der Chamber, aus den ONGen an net nëmmen d'Leit aus dem Cercle vun den ONGen, fir eben esou prinzipiell Froe wéi déi, déi ustinn, wéi zum Beispill eng eventuell Revisioun vun den Indicateure fir d'Definitioun vun der Zuel vun eisen Zillänner, d'Natur vun de Projeten an Ähnleches, emol e bëssen zesummen ze diskutéieren.

Menger Meenung no hate mer elo dee richtege Moment geroden, well mer jo och Chercheuren op eiser Uni hunn, déi eis kënnten zur Säit stoe mat engem Bléck aus engem anere Wénkel wéi deen, deen op anere Plaze bei den Acteuren ass, an dass mer am Fong et misste fäerdeg bréngen och iwwert dee Wee méi eng grouss Sensibilisatioun vun eiser Bevölkerung fir déi Entwécklungszesummenaarbecht ervir ze kréien, déi, dovunner sinn ech iwwerzeegt, alle Leit, déi heibanne sëtzen, um Häerz läit.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Jean Huss ageschriwwen. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun wëll ech hei och eng Partie Iwwerleeungen ustellen zu dësem Bericht iwwert déi Lëtzebuerger Kooperatiounspolitik.

Well vum Minister a vu menge Virriedner jo scho villes gesot gouf iwwer eis sou genannte Pays cibles an iwwer konkret Projeten a verschiddene Beräicher, an och well meng Riedezäit nach méi kuerz ass wéi déi vun der Madame Err, kann ech hei net länger eng Detailanalys vun de Projeten an de Pays cibles virhuelen an ech wëll mech dofir haaptsächlech beschränken op e puer méi prinzipiell Iwwerleeungen dozou.

Dir Dammen an Dir Hären, ufanks vun de 70er Jore war bekanntlech vun den deemolege westlechen Industriestate feierlech beschloss a versprach ginn, d'Entwécklungshëllef schrëttweis op 0,7% vum jeeweilege Bruttoinlandprodukt an d'Luucht ze hiewen, fir doriwwer den aarme Länner aus dem sou genannten Tiers-Monde ënnert d'Äerm ze gräifen, fir se esou méi schnell erunzeféieren un déi wirtschaftlech a sozial Standardë vun den Industriestaten.

Déi feierlech an Aussicht gestallten 0,7% vun den nationale PIBen hunn natierlech deemools ganz gutt geklongen. Dat ware vun der Gréissenuerdnung hier net just Peanuts oder Almosen, au contraire. Dëst Verspriechen huet bei de Regierungen aus dem Tiers-Monde nei Hoffnungen, eng nei Opbrochstëmmung provozéiert a si sinn am Kader vun dëser neier Opbrochstëmmung higaangen an hunn, fir de Retard op d'Industrielänner méiglechst schnell opzehuelen, dunn zousätzlech Kreditter zu relativ gënschtegen Zënssätz opgeholl, fir wéi gesot hir Länner am Eiltempo un d'Entwécklung vum räiche Westen erunzeféieren.

Déi nei Euphorie war dunn awer spéitstens Mëtt vun den 80er Jore schonn eriwwer, an dat aus zwee Grënn.

Éischtens well déi feierlech Versprieche vun 0,7% Entwécklungshëllef, vun éierbaren Ausnahmen ofgesinn, leider de Pabeier net wäert waren ob deem se geschriwwe gi waren; an zweetens well et op den internationale Finanzmarchéen ufanks den 80er Jore schonn zu engem abrupten an drameteschen Ustieg vun den Tauxë vun den Zënse komm ass an all Drëttweltlänner, déi Kreditter opgeholl haten, elo op eng Kéier an eng dramatesch Scholdefal an an eng nach méi dramatesch Ofhängegkeet vu Banken, vum internationale Währungsfong a vun der Weltbank gerode waren. Vun deem Moment u war et eriwwer mat der Illusioun vu schneller wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung. Den internationale Währungsfong an d'Weltbank hunn dunn den Tiers-Monde-Länner drastesch Austéritéitspolitiken diktéiert a bis haut geet an deene meeschten Tiers-Monde-Länner, virun allem an Afrika, a Mëttel- a Südamerika, de Groussdeel vun allen Exportrecettë vun dësen aarme Länner drop, just fir d'Zënsen an d'Zënseszënsen u westlech Banken a Finanzinstituter zréckzebezuelen.

Huelt d'Chifferen, Dir Dammen an Dir Hären, déi dës Entwécklung illustréieren. Just e puer wéineg Länner wéi Dänemark, Holland, Schweden a Lëtzebuerg hunn dat 0,7%-Verspriechen agehalen oder esouguer dépasséiert. Dat ass éierewäert, mä insgesamt awer net vill méi wéi eng Drëps op dee berühmte gliddege Steen, well déi meeschten aner Länner, virun allem déi grouss Industriestate wéi d'USA, Frankräich, Däitschland an esou virun, ganz wäit hannert de Versprieche vun 1972 zréckbliwwe sinn. Sou ginn zum Beispill d'USA all Joer 15 Milliarden Dollar fir Entwécklungshëllef aus, mä dat si just 0,14% an domadder den niddregsten Taux vun den 22 räichsten Industriestaten, während déiselwecht USA ëmgekéiert awer all Joer dat 30facht, nämlech 450 Milliarden Dollar, fir Arméi, Krichsrüstung a Krich ausginn.

D'Europäesch Unioun an hir Länner steet do natierlech mat ronn 0,39% vum PIB, déi bis 2006 sollen ugepeilt ginn, e bësse besser do. Allerdéngs nëmmen e bësse besser, well mir als Europäer insgesamt och nach ganz wäit vun deenen 1972 versprachenen 0,7% ewech bleiwen, an dat sinn ëmmerhin 33 Joer hier.

E puer Zuelen och just fir den Drama vun der Verscholdungssituatioun vun de Länner vum Tiers-Monde zënter ufanks vun den 80er Jore bis haut ze illustréieren: Laut glafwierdegen internationale Berechnungen hätten d'Tiers-Monde-Länner, wéinst deenen onmoralesch héijen Zënslaaschten op hiren Emprunten, déi Enn vun de 70er Jore geléinte Sue praktesch scho siwemol rembourséiert an trotzdeem bleiwe si och haut nach héich verscholt a mussen all Joer nach ronn 300 Milliarden Dollar u Scholdendéngscht leeschten.

Wann een dobäi just Afrika kuckt, esou huet, laut Berechnunge vum CNUCED, der UNO-Institutioun fir Handel an Entwécklung, Afrika tëschent 1970 an 2002 ronn 540 Milliarden Dollar Kreditter kritt. An obwuel Afrika bis haut méi wéi 550 Milliarden Dollar zréckbezuelt huet, bleiwen Enn 2002 nach 295 Milliarden Dollar Scholden iwwreg, wat bedeit datt all déi verschélte Länner an hirer wirtschaftlecher a sozialer Entwécklung hoffnungslos zréckbleiwen, well déi gréissten Deeler vun hire Recetten aus dem Export oder déi ganz Recettë bei eenzelne Länner fir de Scholdendéngscht drop ginn. Am Résumé: Déi aarm Tiers-Monde-Länner, deenen hätt solle gehollef ginn, leeschten a Wierklechkeet Entwécklung fir déi räich Banken a Finanzinstituter.

E weideren Aspekt, deen d'Länner vum Tiers-Monde a virun allem déi aarm Länner ënnert hinnen net décolléiere léisst, dat ass déi bisherege krass Ongerechtegkeet an den internationalen Handelsbezéiun-

gen, op déi mer scho méi wéi eng Kéier heibannen higewisen haten, zum Beispill bei den Debatten ëm d'OMC-Konferenzen, also d'Welthandelskonferenze vun Doha a vu Cancún. Soulaang déi räich Industriestaten, d'USA, d'Europäesch Unioun, Japan an esou virun, vun den Tiers-Monde-Länner eng total Ouverture vun hire Marchéë verlaangen an deelweis erzwongen hunn, awer ëmgekéiert hir eegen Agrar- an aner Marchéen net bereet sinn opzemaachen, soulaang bleiwen déi Handelsbezéiungen net gerecht an erlaben et den Drëttweltlänner net eng eegestänneg Wirtschafts- a Sozialentwécklung an Ugréff ze huelen.

Déi nächst Woch taagt erëm eng Kéier d'OMC-Konferenz zu Bréissel - an dës Kéier wäerten den Här Goerens an ech dobäi sinn, fir ze kucken ob et dann do zu Fortschrëtter kënnt. Op jidde Fall kann een nëmmen hoffen, datt et Fortschrëtter do wäert ginn, fir déi sou genannten Entwécklungsronn vun Doha mat Succès op en Enn ze bréngen; mat Succès heescht fir eis Gréng awer ganz kloer Entwécklung am Intérêt vun den aarme Länner an net am Profitintérêt vu grousse Multinationalen.

Nach eng lescht Zuel iwwert d'Problematik vun der Verscholdung am Kontext vum sou genannte Millenniumround vun de Vereenten Natiounen, wou bekanntlech d'UNO am Joer 2000 feierlech déclaréiert hat, bis 2015 misst d'Zuel vun deene ganzen Aarmen, déi mat manner wéi engem Dollar pro Dag mussen auskommen, ëm d'Halschent reduzéiert ginn. Elo si mer gläich am Joer 2005 an et gesäit ganz düster aus, wat d'Erreeche vun dëser Zilsetzung betrëfft. Dat Zil wäert net nëmmen net kënnen erreecht ginn, de Risiko ass souguer an eisen Aen ëmgekéiert grouss, wann et net zu fundamentalen Ännerungen an zu méi gerechten Handels- a Finanbezéiungen an deenen nächste Jore kënnt, datt d'Situatioun a villen Tiers-Monde-Länner a virun allem an Afrika nach ëmmer méi katastrophal wäert ginn.

Zënter Jore fuerderen dofir net nëmmen d'Tiers-Monde-Länner selwer, mä och d'Entwécklungs-ONGe weltwäit an och hei zu Lëtzebuerg, an och déi Gréng an och anerer, datt endlech déi ongerecht Scholdelaaschte missten drastesch reduzéiert oder ganz gestrach ginn, souwuel am bilaterale Kader wéi och d'Scholde vum Tiers-Monde beim internationale Währungsfonds a bei der Weltbank. Zum Beispill schëlden eleng déi 41 äermste Länner dem internationale Währungsfonds an der Weltbank méi wéi 33 Milliarden Dollar. De Gordon Brown, de Chef vum Trésor an der englescher Regierung, hat dofir viru kuerzem gemengt, wann näischt Fundamentales géif un der Scholdesituatioun geschéien, da wieren d'Ziler vum Millenniumsround, fir d'Aarmut ëm d'Halschent ze reduzéieren, och an 150 Joer nach net ze erreechen.

Aus deem Grond hat d'englesch Regierung dee positive Virschlag gemaach, d'Industrielänner, den internationale Währungsfonds an d'Weltbank sollten d'Schold vun den 41 äermsten a verschouldste Länner bis 2015 etappeweis op Null zréckféieren; wat sécherlech ee positive Schrëtt gewiescht wier.

Leider ass dunn awer beim Jorestreffe vum internationale Währungsfonds a vun der Weltbank vum 3. bis de 6. Oktober dëst Joer dëse Virschlag um Widderstand vun den Haaptmemberstate beim internationale Währungsfonds a bei der Weltbank gescheitert, wat méi wéi dramatesch ass, a mir géifen dofir gären an dësem Kontext och vun der Lëtzebuerger Regierung wëssen, wéi da bei dëser Versammlung, bei dësem Jorestreffen déi Lëtzebuerger Haltung war. Wéi huet d'Lëtzebuerger Regierung sech da verhale par rapport zu dësem Virschlag vun Entscholdung, wéi et vun der britescher Regierung gemaach ginn ass?

Mir géifen och gären an dësem Kontext, well dat jo eng wesentlech an eng wichteg Fro ass, d'Fro opwerfen, ob et bei esou décisivë Saachen net sënnvoll wier, fir datt een am Virfeld, ier d'Lëtzebuerger Regierung dann do eventuell Stellung bezitt, an der parlamentarescher Kommissioun zumindest iwwer esou Saach kéint schwätzen, dat heescht datt och d'Parlament e Matbestëmmungsrecht doriwwer hätt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir Gréng begréissen, datt mer bei der Entwécklungshëllef scho bei 0,84% vum PIB ukomm sinn an dass d'Regierung esouguer an den nächste Jore wëllt op 1% histeieren. Dat éiert sécherlech eist Land an et kann dofir och net eis Absicht sinn, op eng klenglech Aart a Weis elo eenzel Projete vun eiser Entwécklungshëllef a Fro ze stellen. Mir sinn insgesamt mat der Ausrichtung vun dëser Entwécklungspolitik mat averstanen, souwuel wat de Choix vun eisen Zilländer, eis États cibles betrëfft, wéi och mat der allgemenger Ausrichtung vun de Projeten a Richtung Educatioun, Drénkwaasserversuergung, Santé an aner sozial Infrastrukturen. Mir mengen och, datt global gesi souwuel vun eiser offizieller Entwécklungsagence hier wéi och vun den ONGen um Terrain insgesamt eng positiv Entwécklungsaarbecht geleescht gëtt. An trotzdeem menge mer, datt dat op eenzelnen Aspekter nach weider kéint verbessert ginn, an zwar op folgende Punkten:

1. Wat eng méi wëssenschaftlech Evaluatioun vun der Qualitéit vun eiser Entwécklungsaarbecht betrëfft - dat huet och d'Madame Err hei schonn ugeschwat -, wou et misst drëm goen ze kucken, awéiwäit eist Gesamtkonzept, wat mer haten, richteg bleift, beziehungsweis wou ee misst kucken, awéiwäit eenzel Aspekter dovunner missten iwwerschafft ginn, wat hir mëttel- a längerfristeg Konsequenzen an den Empfängerlänner betrëfft. Fir esou eng méi wëssenschaftlech Evaluatioun bräicht een eventuell en Audit, mä et bräicht een awer och eng permanent Struktur, e Gremium, deen iwwer Joren eraus esou eng Begleedung an der Zesummenaarbecht mat den ONGe géif leeschten. Eng Méiglechkeet, fir esou eng méi permanent Begleedung, wier zum Beispill virzegesinn am Kader vun engem ze schafende Conseil supérieur du Développement durable.

2. En zweete Beräich, dee misst verstäerkt ginn, ass de Beräich vun der Sensibiliséierung vun der Bevölkerung iwwert d'Problematik vum Tiers-Monde. Ech hu grouss Zweifelen, datt et do mat relativ clichéhafte Plakataktiounen a Bushaisercher oder Ähnleches duer geet. Mir mengen, datt et do virun allem zu enger Opstockung vun de Mëttele misst kommen, fir dës Sensibiliséierung nach méi staark wéi bis elo, an Zesummenaarbecht mat den ONGen, an Zesummenaarbecht mat de Gemengen, mat Schoulen oder soziale Bewegungen, kënnen ze maachen. Grad haut a relative Krisenzäiten, och hei an Europa an och hei zu Lëtzebuerg, bleift et an eisen Ae wichteg, fir weiderhin op d'Tiers-Monde-Problematik hinzeweisen a fir d'Leit op déi wierklech Hannergrënn vun der Aarmut a vun de Problemen hinzeweisen.

3. E leschten Haaptpunkt vun noutwendeger Weiderentwécklung besteet doran, dass eis Entwécklungspolitik an engem méi kohärente Gesamtkonzept vun nohalteger Entwécklung misst organiséiert ginn. 0,84% Entwécklungsgelder si schéin, mä grad esou wichteg wier et, datt eist Land och op anere Felder méi staark wéi bis elo seng Stëmm géif hiewen. Fir de Länner vum Tiers-Monde wierklech ze hëllefen, misst d'Lëtzebuerger Regierung sech op allen internationalen Tribünen, ob UNO, Europäesch Unioun, Weltbank oder internationale Währungsfonds, a virun allem och bei der OMC iwwert de Wee vum europäesche Vertrieder, offensiv dofir staark maachen, fir engersäits d'Scholdesituatioun vun de Länner vum Tiers-Monde schnellst méiglech ofzebauen a fir anerersäits d'EU-Vertrieder bei der Welthandelskonferenz ze mandatéieren, fir do fir méi e gerechte Welthandel zu Gonschte vun de Länner vum Tiers-Monde anzetrieden.

Dir Dammen an Dir Hären, eng gutt Entwécklungspolitik ass wichteg, mä si ass net alles, wann net gläichzäiteg op sämtleche Politikfelder - an der Aussepolitik, an der Finanzpolitik, an der Wirtschafts- an Aussewirtschaftspolitik an an der Agrarpolitik an esou virun - an déiselwechte Richtung geschafft gëtt. Do vermësse mir nach e wéineg d'Kohärenz vun der Lëtzebuerger Politik, grad esou wéi mer nach ëmmer e wéineg vermëssen, datt d'Parlament an dann och d'ONGen, bis elo jiddefalls, net genuch am Virfeld implizéiert gi sinn an déi ganz Aarbechten an an déi ganz Diskussioun. Ech betounen: Am Virfeld vun Décisiounen. Ënnert der viregter Regierung sinn an Usätz eenzel positiv Saache geschitt, mä dat geet an eisen Aen net duer. Grad déi Décisiounen am Virfeld, do mussen d'ONGen an do muss d'Parlament an eisen Ae vill méi staark agebonne ginn.

Nach ee leschte Punkt, ganz kuerz, Här Minister, nämlech eng Fro, eng Fro un Iech par rapport zu engem Incident virun e puer Wochen, wou och an der Press driwwer bericht ginn ass, wou d'israelesch Arméi am Palästinensergebitt e lëtzebuergeschen Entwécklungsprojet zerstéiert huet. Wat ass do genau zerstéiert ginn? Wéi vill finanziell Wäerter a wéi vill Lëtzebuerger Steiergelder sinn do vun der israelescher Arméi an de Koup gestampft ginn a wat huet d'Lëtzebuerger Regierung vis-à-vis vun dësem israelesche Gewaltakt ënnerholl, oder wat gedenkt se nach do ze ënnerhuelen?

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Hei a Lëtzebuerg, hei an Europa gouf an de vergaangene Méint zimlech vill iwwert d'Asylpolitik, iwwert déi zounehmend Zuele vun Asylbewerber, grad och aus afrikanesche Länner, geschriwwen a geschwat. Datselwecht gëllt fir de Problem, datt et dem internationalen Terrorismus anscheinend net schwéier schéngt ze fale bei jonken a verzweifelte Mënschen am Tiers-Monde ëmmer erëm op en Neits Unhänger ze gewannen. Duerfir gëtt et sécherlech eng Rei vun Ursaachen an d'Aarmut ass sécherlech net déi eenzeg Ursaach fir d'Flucht aus dem Tiers-Monde, fir Asyl ze sichen oder och souguer fir Terrorismus. Aarmut a Verzweiflung sinn awer wichteg, Haaptursaache vun deene Saachen, och wann et net déi eenzeg sinn.

Ech wéilt duerfir an dësem Kontext ophale mat e puer Sätz vum Här Jeffrey Sachs, dem Sonderberoder vum UNO-Generalsekretär Kofi Annan, deen déi Sätz virun e puer Deeg gesot huet: „Wir können Sicherheitsprobleme nicht mit militärischen Mitteln lösen und keinesfalls mit militärischen Mitteln allein." Domat huet hie sech haaptsächlech un d'USA adresséiert. „Niemandem sei dies je gelungen, denn hungrige und verzweifelte Menschen werden stets verzweifelte Dinge tun. Der beste Weg zum Frieden sei das Problem zu lösen wie Menschen auf dem Planeten überleben können." An e leschte Saz: „Die Welt wäre sicherer, wenn mehr Menschen genug zu essen hätten, sowie Zugang zu medizinischer Versorgung, sauberem Trinkwasser und die Aussicht auf eine bessere Zukunft."

Dir Dammen an Dir Hären, als Gréng kënne mir esou Wierder nëmmen ënnerstëtzen. Mir waren a mir bleiwen Unhänger vun enger staarker, vun enger kohärenter a solidarescher Aussen- an Entwécklungspolitik, esou wéi ech se virdru versicht hunn ze skizzéieren. Mir wäerte jiddefalls d'Aktioune vun dëser Regierung an de kommende Joren och an dësem Sënn kritesch, mä konstruktiv begleeden.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Als nächste Riedner ass den Här Henckes ageschriwwen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbecht vun onsen ONGen an d'Aarbecht vun onse Coopéranten ass bewonnerenswäert a si huet och ganz gutt Resultater bruecht an de leschte Joren. Si déngt och onsem Land zu Éier, an iwwerall wou mer higinn, wou mer d'Méiglechkeet hunn déi Aarbechten ze gesinn, déi gemaach gi vun der Entwécklungshëllef, esou héiere mer nëmme Luef. An ech mengen, dat ass eppes wat een hei muss positiv ervirsträichen.

Ech wëll och dem neie Minister soen, datt mir als ADR bien entendu, grad ewéi an der Vergaangenheet, d'accord si mat den Objektiver, déi d'lëtzebuergesch Kooperatioun huet, an och domadder datt mer progressiv op 1% vum PIB als Kontributioun wäerten eropgoen. Mä et ass awer och ganz kloer datt et wichteg ass, datt déi Aide au développement, déi mer maachen, richteg akzeptéiert gëtt an der Bevölkerung, datt d'Bevölkerung informéiert gëtt iwwert dat wat gemaach gëtt a woufir et gemaach gëtt.

Eent vun de Problemkanner, déi mer hunn, ass deen Investissement, dee mer gemaach haten a Palästina. Mir gesinn, datt mer an de leschten zwee Joer eng ronn siwe Milliounen Euro a verschidde Projeten do investéiert hunn an dann héiert een, datt op eng Kéier d'israelesch Arméi eng Schoul, déi mer gebaut hunn, zerstéiert huet. Et muss ee sech froe firwat esou eng Schoul zerstéiert gëtt, dat ka jo nëmmen aus der israelescher Siicht eraus esou sinn, wann terroristesch Aktivitéiten dodra stattfonnt hätten. Ech gleewen awer net, datt dat de Fall war. Dofir ass do Klärungsbedarf noutwendeg an ech hätt och gären, datt d'Regierung mat der israelescher Regierung schwätzt fir do Opklärung ze ginn an och vis-à-vis vum Land déi néideg Informatiounen ze ginn, wat da genau geschitt ass a woufir et geschitt ass.

Dann hu mer gelies an och héiere virdrun aus Ärem Bericht, datt d'UNO virgesäit, datt eng 120 Milliounen Euro missten an nächster Zäit an déi palästinensesch Gebidder investéiert ginn, fir do de Leit ze hëllefen. Deeselwechten Ablack liest awer och ons Populatioun, ons Leit dobaussen, héieren se iwwer Radio an Televisioun, datt de verstuerwene President, den Här Arafat, zwëschent 400 a 700 Milliounen Euro anscheinend op de Konten hat an datt seng Fra, fir hiren Train de vie ze féieren, méi Sue kritt huet wéi mir als Entwécklungshëllef d'lescht Joer ginn hunn. Ech mengen esou Informatioune schockéieren.

Et hélt een un, datt wann d'Press dat esou seet, datt et och esou stëmmt, mä nach ass hei Klärungsbedarf noutwendeg. Ech wier och frou, wann d'Regierung mat deem neie palästinensesche President a mat där neier Equipe, déi am Januar anscheinend soll d'Geschécker vun de Palästinenser iwwerhuelen, datt do awer och e Klärungsbedarf besteet, well dat do si Saachen, déi awer ganz schwéier och bei onser Populatioun ze vermëttele sinn.

Deen anere Punkt op deen ech wollt agoen ass deen, datt een d'Geleeënheet soll notze vun der Présidence européenne, déi mer am nächste Semester wäerten exerzéieren, fir ze plädéieren, fir nees e Conseil des ministres chargés de l'aide au développement anzeféieren. Ech mengen et ass wichteg, datt um europäesche Plang d'Aktivitéite koordinéiert ginn, datt een informéiert gëtt wou déi eenzel Prioritéite sinn an datt een deen Ablack och ons Kooperatiounsaarbecht besser kann an dee Kader stellen. Dat zemools, Här Minister, wann ech Iech richteg verstanen hunn, well Der envisagéiert en neie Pays cible auszesichen an datt et also gutt wier fir dat och am Aklang ze maache mat deenen aneren europäesche Partner, déi vläicht och nei Ziler sichen, datt mer eventuell dohinner ginn, wou aner Länner net ginn. Ech wier frou, Här Minister, wann Der ons do kéint an der zoustänneger Kommissioun Opklärung ginn, ier datt eng Décisioun vun der Regierung gefällt gëtt, wann et géing op de Wee goe vun engem neie Pays cible.

Dann hunn ech och gelies, datt Der wëlles hutt, wann et en neie Pays cible géing ginn, fir e Programme de coopération, e PIC, ze négociéieren. Och do wier ech frou wann Der géingt d'Geleeënheet notze fir bei därselwechter Geleeënheet, wou mat engem Land esou e PIC négociéiert gëtt, datt do och en Accord de réadmission soll mat an d'Diskussioun gefouert ginn. Well et ass jo verständlech, datt wa mer mat engem Land wëllen zesummeschaffen, wa mer do wëllen Entwécklungshëllef bedreiwen, datt deen Ablack, wou si Réfugiéen hei zu Lëtzebuerg hunn, déi de Statut vum Réfugié politique net hunn, datt se dann awer wéinstens domat d'accord si fir hir eege Leit nees erëm an d'Land zréckzeféieren.

Wichteg ass och d'Iddi, déi elo 2005 soll lancéiert ginn, vun de Mikrokreditter. Et gesäit een um Terrain wéi wichteg déi Zort vun Aktivitéit fir d'Leit ass. Ech hunn och mat Intérêt ee Projet suivéiert, deen am Laos gemaach ginn ass, wat ee kënnt als eng Aart Banque agricole oder e Maschinnerénggmodell bezeechnen, wou ons Coopéranten higaange sinn a si hunn de Bauere verschidden Déieren oder Leit zur Verfügung gestallt, deen Ablack wou Nout un der Persoun an deem Betrib war. Dat ass op jiddfer Fall an deene ganz aarme Länner eng ganz wichteg Hëllef an et soll ee kucken, fir dat op aner Länner, op aner Pays cibles notamment och auszeweiden.

Méi generell gesi muss een och vun dëser Regierung erwaarden, an och vun der Europäescher Unioun, datt mer ons Agrarpolitik iwwerdenken.

Mir gesinn, datt d'Populatioun speziell an den aarme Länner permanent zouhëlt. Mä d'Produktioun, d'Agrarproduktioun ass awer an Afrika an de leschte Joren ëm 20% zréckgaangen. Mir wëssen, datt d'Agriculture 60 bis 90% vum PIB ausmécht vu munchen aarme Länner. An da geet d'Europäesch Unioun hin, mä och Amerika an aner Länner, a si exportéiere Gidder an déi Länner an déi verkafe se duerch d'Subsiden, déi mer ginn, zu engem Präis, deen ënnert dem Gestehungspräis ass vun den Zillänner - vun deenen aarme Länner. Doduerjer maache mir hir Agriculture futti. Ech mengen, dat ass eng ganz schlecht Politik, vun där mer mussen Ofstand huelen. Éischtens kascht et d'Europäesch Unioun ganz deier an zweetens mécht et d'Existence vun de Bauere futti.

Deen anere Problem, mat deem d'Agriculture an den aarme Länner ze kämpfen huet, oder a ville Länner wéinstens, dat ass d'Heesprén-

gerplo, an dofir mengen ech och datt dës Regierung soll en Akzent sëtzen och an der Lutte antiacridienne. Well den éischte Problem, dee muss geléist ginn, dat ass datt d'Leit genuch ze iessen hunn an datt se dat kënne selwer erwirtschaften. Domadder kënne mer, mengen ech, deen effikasseste Bäitrag leeschten an do ass eng Globalpolitik gefuerdert, mä och spezifesch Hëllefen. Ech wëll nëmmen un déi Problemer erënneren, déi mer am Niger hunn an an anere Länner, wou d'Heespréngerplo wierklech Devastatioune gemaach huet a ganz Streecher vu Länner an d'Aarmut gedriwwen huet.

Dat gesot, Här Minister, an deene puer Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, wëll ech nach eng Kéier soen, datt mir als ADR mat där Solidaritéitsaktioun vis-à-vis vun den aarme Länner d'accord sinn. Mir sinn ons, als ee vun deene räichste Länner op der Welt, dat schëlleg, ënnert där Konditioun datt déi Sue gutt ubruecht ginn an datt mer och deene Leit efficace kënnen hëllefen, déi nach an der Aarmut sinn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virewech wëll ech drop opmierksam maachen, dass ech als siwenten oder aachte Riedner hei um Pult net méi brauch op all déi Zuelen anzegoen, déi am Rapport stinn.

Zum Rapport wëll ech awer soen, dass e grad fir en neien Deputéierten, dee sech an dat Thema hei wëll aschaffen, eng wichteg Informatiounsquell an och e wichtegt Aarbechtsinstrument ass. Dofir wëll ech dem Minister a senge Mataarbechter villmools Merci soen; och Iech, Här Minister, fir Är Presentatioun.

Erlaabt mer awer och e puer kritesch Wierder zu deem Rapport ze soen, Saachen, déi mir, als een, deen dee Rapport elo nei kuckt, opgefall sinn a wou ech mech froen, ob et net besser wier d'nächst Joer do vläicht méi Detailer ze ginn oder Informatiounen.

De Rapport ass wonnerbar faarweg, mat ville Fotoen dran. Mä hien ass a mengen Aen awer net ëmmer honnert Prozent transparent, well et ass schwéier, wann een net grad mat enger Rechemaschinn do sëtzt, verschidden Zuelen nozevollzéien. Et muss een d'Zuelen a verschiddene Kapitelen zesummesichen, wann ee wëllt Vergläicher maachen, an op den éischte Bléck ass dat net ëmmer ganz einfach.

Ech bedaueren och, dass nëmmen d'Zuele fir 2003 opgelëscht sinn. An der Entwécklungshëllef investéiere mer jo awer meeschtens a Projeten, déi pluriannuel sinn, also iwwer e puer Joer ginn. Dofir mengen ech wier et wichteg, wann een an all den Tabellen am Rapport och d'Zuele vun den zwee Joer virdrun a vläicht eng Projektioun an déi zwee nächst Joer kéint derbäimaachen. Dat géing eng Analys wierklech vereinfachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech si frou an och ech begréissen, datt Lëtzebuerg entretemps zu deene véier Länner op der Welt gehéiert, déi proportional zu hirem Räichtum am meeschten an d'Entwécklungshëllef investéieren. Duerfir ënnerstëtzen ech och a begréissen d'Motioun vun der Kolleegin Nancy Arendt, déi gesot huet, mir mussen och elo weider bis op ee Prozent eropgoen. Ech hat uganks Oktober d'Chance zesumme mam Minister Schiltz an nach mat anere Leit mat op de Cap-Vert ze goen, fir mer do eis Lëtzebuerger Entwécklungshëllef op der Plaz unzekucken, an ech muss soen, ech war beandrockt vun deem wat ech do gesinn hunn, a wéi eis Lëtzebuerger Gelder do investéiert ginn a wat mer do erreeche kënnen.

Ech hu gesinn, dass eng ganz Rei Leit duerch ons Hëllef an de Genoss vu propperem Drénkwaasser komm sinn. Ech hunn och gesinn, dass eng ganz Rei Leit duerch eis Hëllef u medezinesch Versuergung kommen. Ech hunn och gesinn, duerch déi Lycéeën, déi mer do bauen, dass vill Kanner no der Primärschoul weiderléiere kënnen. A wann Dir mer zwou perséinlech Remarquen hei erlaabt, muss ech soen - wann ech vun Emotioun däerf schwätzen -, ech war am August hei ému, wéi ech mäi Schwuer ofginn hunn, mä déi Emotioun, déi ech um Cap-Vert verspiert hunn, wéi mer déi Schoulen ageweit hunn, a wéi déi Honnerte Kanner do stoungen, déi war honnertmol méi staark an dat huet mech wierklech immens beandrockt.

Ech war och frappéiert vum Engagement vun deene Leit, déi ech do kenne geléiert hunn, déi Leit vum Ministère, déi Leit vu Lux-Development, déi Lëtzebuerger, déi um Cap-Vert schaffen, awer och déi Kapverdianer, hir Leit, hir Politiker, déi sech ëm Entwécklungshëllef këmmeren - do war en enormen Engagement. Mir kennen all Leit, déi hir Aarbecht mat Engagement a Satisfaktioun maachen, mä bei deene Leit do hunn ech gespiert, dass dat Engagement nach vill méi staark war.

E puer allgemeng Bemierkungen nach: Et ass och scho gesot ginn, dass d'Halschent vun der Mënschheet muss mat manner wéi zwee Dollar den Dag zefridde sinn an e Véierel vun der Mënschheet mat manner wéi engem Dollar. Am Joer 2000 um Sommet du Millénaire hu jo 189 Natioune festgehalen, dass mer solle bis 2015 d'Aarmut ëm 50% reduzéieren. Ech mengen, et braucht ee kee Prophet ze si fir ze wëssen, datt d'Weltgemeinschaft dat Zil mengen ech net wäert erreechen. Par contre, wa mer et géife fäerdeg brénge fir nëmmen an de Grenzberäich dovunner ze kommen, da wier scho vill erreecht.

Mä soulaang wéi 35.000 Kanner - ech mengen d'Madame Arendt hat dat och scho gesot - Dag fir Dag u Krankheeten an Ënnerernährung stierwen, dierfe mir keng Zäit méi verléieren. De globalen Aarmutsproblem huet sech verschlëmmert. Et ass net nëmmen e Problem fir Lëtzebuerg, mä et ass e Problem fir Europa. Et ass de Schlësselproblem fir déi ganz Nord-Süd-Bezéiungen an heidra läit och de Keim an d'Wuerzel fir vill global Risiken, déi de Fridden op der Welt a Fro stellen an och d'Ursaache sinn, mengen ech, vu ville Kricher a Konflikter.

De Wuesstum vun der Weltbevölkerung gëtt nëmmen nach duerch déi wahnsinneg Ënnerscheeder tësche räich an aarm verschäerft. Dëst huet erëm eng erhieflech Influenz op den Immigratiounsdrock, dee mir hei an Europa an och hei zu Lëtzebuerg verspieren. Keen Deel vun der Welt, weder den Norden an de Süden, nach de Westen an den Osten, kann ouni deen aneren Deel seng Zukunft sécher gestalten. Mir sinn also alleguer een op deen aneren ugewisen.

Niewent der extremer Aarmut, déi scho vun all menge Virriedner hei ugeschwat ginn ass, sinn awer och nach e puer aner Themen, mengen ech, déi wichteg sinn. Een Thema ass d'Demokratie. Ech mengen duerch Entwécklungshëllef kann een a muss ee souguer och op dësem Gebitt Verschiddenes virubréngen. Et gi Länner, déi a Projeten investéieren, déi sech mat dem Opbau vu Parteien an demokratesche Strukturen an och Justizapparaten an den Entwécklungsländer ofginn.

En zweet Thema, wou ech och frou sinn, dass de Minister dat ugeschnidden huet, ass d'Thema vum AIDS, wou mer déi schrecklech Zuele kennen a wou mer och wëssen, dass haaptsächlech de südafrikanesche Kontinent staark betraff ass.

En drëtt Thema ass eben déi inakzeptabel Situatioun vu ville Fraen a Meedecher an den Entwécklungsländer. Dräi Fënneftel vun den 115 Millioune Kanner, déi net an enger Schoul sinn, si Meedecher. Zwee Drëttel vun deene bal 900 Millioune Mënschen, déi net liesen a schreiwe kënnen, si Fraen. An derbäi kënnt dann nach, dass iwwer 500.000 Frae Joer fir Joer un hirer Schwangerschaft stierwen. Dat ass eng Fra pro Minutt. An anere Wierder, währenddeem ech hei schwätzen, stierwen zirka zéng Fraen, well si keng medezinesch Ënnerstëtzung hunn an och keng Informatioun haten iwwer Verhütung.

Déi Zuelen, déi ech nennen hei, stammen aus engem Rapport vun der Chancëgläichheetskommissioun vum Europarot, wou eng hollännesch Parlamentarierin, d'Madame Zwerver, e Rapport geschriwwen huet iwwert d'Incidencë vun der Politik vu Mexiko iwwert de libre Choix vun der Verhütung. Et ass e ganz interessante Rapport. D'Politik vu Mexiko - dat war 1984 op enger Konferenz vun der Weltbevölkerung, do huet de Ronald Reagan all d'Gelder gestrach fir ONGen, déi an der Familljeplanung aktiv waren an déi vläicht och mol Projeten ënnerstëtzt hunn, wou et ëm Ofdreiwung gaangen ass am legale Kader.

Dobäi muss ee wëssen, dass all Joer 40 Milliounen Avortementer gemaach ginn an deelweis ënner ganz, ganz schreckleche Konditiounen. Et ass och gewosst, dass dobäi all Joer 70.000 Frae stierwen, an och nach ganz vill Fraen dono vill gesondheetlech Problemer hunn; Infektiounen a sou weider. Also, an den Entwécklungsländer bleift d'Grossesse an och den Accouchement am Fong déi Haaptbedroung fir déi Fraen, déi am Alter si fir Kanner ze kréien.

Dofir wollt ech Iech eng Motioun hei ofginn, Här President, an där ech op déi Zuelen hei aginn, a wou mer awer och nach als Chamber feststellen, dass d'Besoine vu Millioune Fraen, wat éischtens d'Familljeplanung an zweetens d'Santé en matière de reproduction ugeet, net erfëllt ginn. An där Motioun begréisse mir awer och schonn d'Efforten déi gemaach gi si vum Ministère um multilaterale Plang fir ONGen ze ënnerstëtzen, déi hei an deem Kader aktiv sinn.

Wat wëll ech soen? Ech wëll hei net soen, dass Lëtzebuerg nach näischt do gemaach huet. Mir sinn do schonn aktiv, mä ech menge mir mussen an Zukunft nach verstäerkt dorop agoen. Wann Dir mer et erlaabt, däerf ech déi dräi Punkte beim Invité op franséisch virliesen: «…invite le Gouvernement à continuer à développer les liens internationaux dans ce domaine; à développer ses relations dans le même domaine également avec les ONG agréées actives dans ce domaine; à encourager, dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise, tous les gouvernements de l'UE à n'épargner aucun effort pour assurer d'ici l'an 2015 l'accès universel aux services et produits de santé en matière de reproduction.»

Voilà, Här President, wann ech gelift.

M. le Président.- Merci.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- déplorant que 1,2 milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar par jour dont plus de la moitié sont des femmes;

- regrettant que chaque année plus de 500.000 femmes meurent durant la grossesse et l'accouchement dont 7 millions de plus souffrent d'infections ou de lésions;

- considérant que 350 millions de femmes n'ont à ce jour pas accès à un éventail de moyens de contraception sans danger et efficaces; chaque année, près de 175 millions de grossesses ne sont pas désirées ou se placent à un moment inopportun;

- considérant que les besoins de millions de femmes sur le plan de la planification familiale et de la santé en matière de reproduction ne sont pas couverts;

salue

- l'action menée par le Luxembourg dans le domaine de la santé reproductive et notamment le renforcement de ses relations avec l'UNFPA à travers la signature d'un accord-programme ainsi que par l'augmentation substantielle des ressources mises à la disposition de cette organisation;

invite le Gouvernement

- à continuer à développer les liens internationaux dans ce domaine;

- à développer ses relations dans le même domaine également avec les ONG agréées actives dans ce domaine;

- à encourager, dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise, tous les gouvernements de l'UE à n'épargner aucun effort pour assurer d'ici l'an 2015 l'accès universel aux services et produits de santé en matière de reproduction.

(s.) Marc Angel, Nancy Arendt, Lydie Err, Ben Fayot, Charles Goerens, Jean Huss.

M. Marc Angel *(LSAP).*- An dann erlaabt mer zum Schluss nach e puer Punkten.

Här Minister, mir hu jo d'Présidence déi sechs éischt Méint vum nächste Joer. D'Madame Err huet jo ugeschwat, dass mat deem neie Kommissär Louis Michel, dee fir Entwécklungshëllef zoustänneg ass - si huet d'Fro gestallt an ech sinn dovunner iwwerzeegt -, bestëmmt erëm e Conseil agesat gëtt vun den Entwécklungsministeren. Ech mengen, do kënnt Dir nei Impulser, nei Orientatioune ginn. Do kënnt Dir d'Europäer iwwerzeegen, déi Mexikopolitik, déi de Ronald Reagan, wéi ech virdru gesot hunn, ageféiert huet, déi de Bill Clinton dunn erëm gestoppt huet - dat hat ech vergiess ze soen - an déi vum President Bush viru véier Joer, et war eng vu sengen éischten Aktiounen, erëm ageféiert ginn ass, dass Dir do kënnt hëllefen, dass mer als Europäer kënne suergen, dass d'Fraen do méi Hëllef kréien.

M. le Président.- Här Angel, ech hat och vergiess ze soen, dass Är Zäit esou lues op en Enn kënnt.

M. Marc Angel *(LSAP).*- Voilà, dann halen ech op a soe just nach eng Anekdot, déi mer gëschter zu Venedeg geschitt ass. Ech war do mat der Assemblée vun der NATO. Do hu mer herno op d'Schëff gewaart an do huet ee mäin Nummschëld gesinn, an do stoung da Luxembourg drop, do seet en: „Ah, Dir kommt aus deem Land, dat jo bal näischt gëtt fir d'Arméi a fir de Fridden op der Welt." An do hunn ech meng Broscht erausgestreckt a gesot: „Jo, ech kommen awer aus engem Land, dat scho laang déi 0,7% an der Entwécklungshëllef erreecht huet an dat elo op 1% histeiert. Ech mengen, och dat ass e Beitrag fir de Fridden op dëser Welt." Ech mengen, dofir brauche mer eis net ze schummen an dorop kënne mer all heibanne ganz stolz sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Angel, fir Är Interventioun. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Regierung huet d'Wuert fir nach kuerz Stellung ze huelen. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Här President, ech wëll d'Madame Err net nach eng Kéier enttäuschen a fir ze beweisen, dass ech dat och seriö mengen, bleiwen ech hei stoe fir ze weisen, dass ech kuerz wäert schwätzen. Ech wëll also just op e puer spezifesch Punkten agoen.

Den Här Goerens huet vun der Sensibilisatioun geschwat, den Här Huss huet och vun der Sensibilisatioun geschwat. Ech mengen, dass mer do op enger Wellelängt sinn. Ech géif gäre bei d'Sensibilisatioun och nach d'Iddi vun der Éducation au développement dobäisetzen, well déi zwou Saache ginn zesummen. Wat mer lo mol gemaach hunn, dat ass déi Sensibilisatiounslinn vun den ONGe konsequent an deem Projet de budget, dee virläit, eropzesetzen, an ech stelle mer och konkret Initiative vir, wat d'Éducation au développement ubelaangt.

Fir och nach op e puer Punkten anzegoen. Ee Punkt ass mengen ech vu jiddferengem ervirgehuewe ginn: Ech mengen, et ass wichteg um internationalen Niveau, dass Lëtzebuerg seng Experienz an och déi Roll, déi et ze spillen huet an der Kooperatioun, elo notzt am Kader vun der Présidence. Ech gesinn, dass den Terrain do alt net ze vill onfavorabel ass, well mer nämlech no den Hollänner kommen an och eng gutt Zesummenaarbecht mat deenen hunn. Et geet drëm, ech hunn dat och virdrun a menger Ried gesot, fir dass mer zu neien, konkreten Objektiver kommen, wat d'Objectifs du Millénaire ubelaangt, zum Beispill um Horizont 2009 oder 2010. Dir erlaabt, dass ech haut net méi dozou soen, well dat alles am Fong geholl nach an der Maach ass.

Wat de Conseil vun der Kooperatioun ubelaangt, wollt ech Folgendes dozou soen: Ech weess net vun Initiative vum Louis Michel, fir deen erëm anzeféieren. Dat ass och normal, well d'Kommissioun jo réischt a Fonctioun trëtt.

Et geet mir haaptsächlech drëm fir um Fong eppes ze maachen; et geet mer drëm fir ze kucken, dass déi Länner, déi à la traîne sinn, och no uewe bäikommen. Et geet mir och drëm an der Présidence zesumme mat deene Présidencen, déi virun eis waren an no eis sinn, déi och op där Linn sinn, ze erreechen, dass d'Kooperatiounsiddi an deenen zéng neie Länner och méi zum Droe kënnt, wat natierlech och au vu vun der ekonomescher Situatioun oft schwiereg ass.

Ech mengen, dass d'Kooperatiounsministeren zwee Foren hunn. Dat eent, dat ass d'Informell, dat fënnt normalerweis statt ënnert der Lëtzebuerger Présidence am Februar, plus, dat anert, de Conseil des Affaires générales. Ech ginn d'nächst Woch dohinner a wäert lech dann do Bericht maachen.

D'Madame Err huet geschwat ënner anerem vun deenen alternative Finanzementssourcë vun der Entwécklungspolitik. Ech hunn déi an engem Saz ugeschwat gehat, andeem ech gesot hunn, dass dat Hoffnunge weckt, mä dass et mir awer och Suerge mécht - abstraction faite vun der Fro vun de Modalitéiten.

Madame Err, ech deelen absolut Är Suerg, dass et onbedéngt muss eng supplementar Initiativ sinn. Wat ech fäerten, dat ass dass, wa mer op dee Wee ginn - an do kënnt de Lien mam éischte Punkt vun der Augmentatioun vun der Aide an anere Länner -, fir d'éischt geschitt, dass dat eng alternativ Source gëtt, an dass all Mënsch sech zréckleet, an dass mer dann op deem éischte Punkt vun der Augmentatioun vun der Aide net weiderkommen.

Wat déi englesch Initiativ ubelaangt, mengen ech, hunn ech de Problem vun der Dette an engem Saz ernimmt am Kader vun der Cohérence des politiques. Ech géing virschloen, Här Huss, mir géifen an der Kommissioun doriwwer diskutéieren. Ech wëll Iech dobäi soen, dass dat alles, wat déi englesch

Initiativ ass, vläicht net grad sou einfach ass, well d'Engländer och nach mat der „International Finance Facility" kommen, déi dorop hinziilt, dass elo déi europäesch Länner solle léine goe fir den Développement ze finanzéieren, wat den nämlechte Risiko huet wéi déi alternativ Sourcen, nämlech dass mer eis dann zréckleeën, wat de Rescht ubelaangt an eise prozentualen Effort vum RNB ubelaangt, a wat och Froe sécherlech opwerft, par rapport zum Prinzip, dass mer d'Welt nëmme vun eise Kanner geléint hunn. Ech mengen, dat wär eng Discussioun à part wäert.

De Conseil supérieur du Développement durable géif ech gär gesinn am Kader vun engem eventuellen neie Gesetz.

Zu Palästina géif ech gären haut dat hei soen: De Fait selwer ass jo bekannt. Ech hunn och deemools eng Zuel genannt. Mir hunn dat sou séier wéi mer et wosste public gemaach. Déi Zuel, déi war dee Moment eng Millioun Euro, dat bestätegt sech elo oder et bestätegt sech net. Mir hunn do eng ganz Serie Kontakter geholl. Ech wëll soen, dass Lëtzebuerg net dat eenzegt Land ass, deem dat geschitt. Mir ware wahrscheinlech déi Eenzeg, deenen et nach net geschitt war.

Ech géif gären, plutôt wéi do Salamitaktik ze maachen, wann ech e komplett Bild hunn a wann all déi Kontakter, déi mer geholl hunn, zu Resultater oder och net zu Resultater gefouert hunn - dat muss ee kucken -, dat eng Kéier komplett presentéieren an dodriwwer diskutéieren. Den Här Henckes huet dat och soulevéiert.

Här President, just nach zwee Wierder, déi d'Remarquë vum Här Henckes ubelaangen. Ech hunn net gesot, dass mer nécessairement op de Wee gi vun engem neien Zil. Ech wollt am Fong just do véier generell Iddië lancéieren. Ech mengen, dat solle mer diskutéieren.

Wat d'Heespréngер ubelaangt, wëll ech drop opmierksam maachen, dass mer do direkt intervenéiert sinn iwwert d'FAO, an der FAO gesot hunn, mir hätte gär, dass déi Suen, déi mer der Heespréngerplo dédiéiert hunn, haaptsächlech oder exklusiv an eisen Zillänner géifen agesat ginn. Ech si frou, dass dee Projet hei percéiert, well ech muss Iech soen, am Ufank wou ech hei de Leit vun Heesprénger geschwat hunn zu Lëtzebuerg, an dass dat e seriöe Problem wär, sinn déi meescht Leit mer mat engem midde Laache begéint.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Dat ass problematesch, Här Minister.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Wat sot Der?

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Dat ass e ganz komplizéierten ökologesche Problem.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.*- Den Dossier, Här Scheuer, ass ëmsou méi problematesch, dass mer virun dräi, véier Joer preventiv Projeten ofgebrach hunn - net nëmme mir, mä och anerer -, well mer lauter Avisë vun Experten do leie gehat hunn, dass de Problem definitiv geléist wär. An de Problem ass ëmsou méi problematesch, dass, nodeem se no Süde gaang sinn, se elo no Norde ginn, a sou weider a sou fort, an dass se dat effektiv net an de Grëff kréien. Ech soen Iech awer, datt de senegaleseschen Ausseminister mir gesot huet, dass am Senegal d'Situatioun souwäit ënner Kontroll wär.

Voilà, Här President, et géifen nach eng ganz Rei Saachen ze soe bleiwen. Ech wëll just nach soen: Wat d'Présidence ubelaangt hunn ech geschwat vun deenen Efforten, déi mer wëlle maachen op internationalem Niveau. D'Cohérence des politiques an de SIDA wäerten och um Ordre du jour sinn. Ech kréien d'Geleeënheet nach, dozou méi ze soen.

Wann Der wëllt, huelen ech och direkt Positioun zu deenen dräi Motiounen. Ech géif mengen, dass déi éischt Motioun deen Engagement vun der Chamber réitéréiert, dee se an der leschter Legislatur geholl huet, och a Richtung vun der Concentration géographique, wat eng gutt Saach ass. Dofir géif ech d'Chamber bieden déi Motioun ze stëmmen.

Wat déi zweet Motioun ubelaangt, mam Audit organisationnel vum Ministère de la Coopération, do wëll ech d'Madame Err net nach eng Kéier enttäuschen an ech géif dann och d'Chamber bieden déi Motioun ze stëmmen. Ech wollt awer zwou Remarquen dozou maachen, dat ass dass ech schonn amgaange sinn eng ganz Rei Reorganisatiounsmesuren do ze huelen an dass ech Iech elo scho ka soe wat bei deem Audit erauskënnt, nämlech dass mer méi Leit brauchen an d'Prozedure solle straffen, an all déi aner Saachen, déi ech a menger Ried gesot hunn. Mä wann den Audit mer dann och nach dat seet, da kann ech dat vläicht méi einfach ëmsetzen. Dofir géif ech d'Chamber och bieden déi Motioun ze stëmmen, dass deen Audit organisationnel soll stattfannen.

Wat déi drëtt Motioun ubelaangt, wëll ech Folgendes soen: Mir sinn de 17. Contributeur mondial, ënner anerem beim Fonds pour les Populations, ech weess also net, wou mer do nach vläicht kënne méi wäit goen, mä ech sinn awer gäre bereet dat eng Kéier ze kucken an ech géing d'Chamber also och bieden déi Motioun ze stëmmen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun de Motiounen, déi am Kader vun dëser Debatt abruecht gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt zur Motioun 1, déi d'Madame Nancy Arendt abruecht huet. All Fraktiounen hunn déi Motioun ënnerschriwwen an deementspriechend denken ech, dass mer par main levée kënnen doriwwer ofstëmmen.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Ech gesinn Unanimitéit. Domat ass déi Motioun ugeholl.

Motion 2

D'Motioun 2 vun der Madame Lydie Err ass ënnerschriwwe vun dräi Fraktiounen, wann ech dat richteg gesinn. Kënne mer trotzdeem do par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun 2?

D'Motioun 2 ass à l'unanimité ugeholl.

Motion 3

D'Motioun 3 vum Här Marc Angel ass och vun alle Fraktiounen ënnerschriwwen. Mir stëmmen iwwert d'Motioun 3 och par main levée of.

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun 3?

D'Motioun 3 ass och eestëmmeg ugeholl.

Domadder si mer um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour a kommen zum nächste Punkt, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5343 iwwert d'Gemengefusioun vu Baastenduerf a Furen. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Kaes, den Här Calmes, den Här Klein, den Här Gira an den Här Jaerling. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

3. 5343 - Projet de loi portant fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dee Projet, dee mer haut an der Chamber virleien hunn, huet als Objet d'Fusioun vun zwou ländleche Gemengen, nämlech Baastenduerf a Furen, d'Fusioun an eng nei Gemeng, déi sech dann an Zukunft wäert Tandel nennen. Dës nei Gemeng Tandel wäert ongeféier, wann et se da bis gëtt, 1.600 Awunnerinnen an Awunner hunn an eppes iwwer 4.000 Hektar grouss sinn.

Och wann dëse Projet vläicht elo keng enorm national Portée huet, esou ass e fir de Gemengesecteur awer bal historesch, well et zënter 1978 keng Fusioun méi gouf hei am Land. Deemno kënnt ee soen, dass dëse Projet eng gewëss Signalwierkung huet, well op där enger, op där anerer Plaz - Dir wësst dat - och u Fusioune geduecht gëtt, notamment Kautebaach, Wëlwerwolz an och Hengescht respektiv mat Klierf a Munzen.

Den 3. Juni 2004 huet den deemolegen Innenminister de Projet 5343 an der Chamber déposéiert an de leschten 21. Oktober huet déi zoustänneg Kommissioun sech mat deem Projet befaasst. D'Fusioun vun de Gemenge Baastenduerf a Furen ass d'Resultat vun enger laanger Kooperatioun, also net vun haut op muer geschitt, eng laang Concertatioun, eng enk Kooperatioun op interkommunalem Niveau, dat heescht schonn 1996 ass et richteg ugaangen, doduerch dass déi zwou Gemengen e Syndicat intercommunal gegrënnt hu fir de Bau an d'Fonctionnéiere vun enger regionaler Schoul, d'Schoul zu Tandel.

Duerno hunn dann déi zwou Gemengen décidéiert sech méi no ze kommen en vue vun enger eventueller Fusioun, an den 21. Dezember 2001 hunn dunn déi zwee Buergermeeschter e Bréif un den Innenminister adresséiert, fir hire Wëllen ze manifestéiere mateneen ze fusionéieren. Et si Verhandlungen opgeholl ginn an dës Verhandlungen haten als Zil eben e Projet de fusion, an doropshin hunn och déi zwee Gemengeréit dëse Projet adoptéiert. Dat war am Juli 2003.

Den 1. Oktober 2003 gouf dunn eng Informatiounsversammlung organiséiert mat de Biergerinnen a Bierger vun deenen zwou Gemengen, wou den deemolegen Innenminister dobäi war, deen d'Avantagë vun esou enger Fusioun och explizéiert huet. An dann e bësse méi spéit war dann och, am Oktober 2003, e Referendum, wou dann d'Bevölkerung d'Méiglechkeet hat sech auszedrécken, d'Bevölkerung vun deenen zwou Gemengen, ze soen, ob si fir déi Fusioun sinn oder net, an ëmmerhin hunn zwee Drëttel vun de Leit gesot, dass se dat eng gutt Initiativ géife fannen.

Op dat positiivt Resultat hin hunn dann déi zwee Gemengeréit sech definitiv en faveur vun där Fusioun ausgedréckt a si hu gréngt Liicht ginn iwwer Délibérations concordantes fir eng Konventioun mat der Regierung ze ënnerschreiwen en vue vun där Fusioun. Dat ass dann net méi spéit wéi den 23. Abrëll 2004 geschitt. Dir gesitt, dat ass alles relativ séier virugaangen.

Am Avis vum Conseil d'État steet, dass de Conseil d'État d'accord ass mat deem Projet, sauf enger klenger Remarque am Artikel 12 - ech soen nach herno eppes dozou. D'Aarbechte vun der Kommissioun si relativ séier résuméiert. Den 21. Oktober, a Presenz vum Innenminister, huet d'Kommissioun och nach eng Kéier iwwert d'Fusiounen am Allgemenge geschwat an och de Minister huet gesot dass hien der Meenung ass, dass Fusiounen e ganz wichtegen Atout sinn, déi een awer net soll forcéieren, mä dass et awer näischtdestotrotz wichteg ass, dass ee mat der Zäit vläicht aner Masse-critiquë kritt fir eis Gemengen hei am Land an dass och solle Gemenge gestäipt ginn, wa se da wëlle fusionéieren.

Et ass och gesot ginn, dass déi zwou Gemenge vu jeeweils 800 Awunner do optimal virgaange sinn en vue vun enger Aarbecht, déi ee kann no an no rationaliséieren. Doduerch kënne se herno Sue spueren an insgesamt Déngschtleeschtungen ubidden, déi se als kleng Gemeng net hätte kënnen ubidden.

Ech wollt eppes zum Artikel 9 soen. Et ass esou, dass déi zwou Gemengen oder déi zukünfteg Gemeng Tandel dann och 2.500 Euro par habitant zougesot krut, dat étaléiert iwwer 10 Joer. Mat deene Suen däerf een awer net grad egal wat maachen. Et steet am Gesetz dran, dass déi Suen am Fong fir dräi Objete geduecht sinn:

1. fir en neit administratiivt Gebai, dat zu Tandel soll gebaut ginn,

2. fir den Ausbau vun der Schoul zu Tandel an

3. fir den Uschloss vun der Uertschaft Longsdref un d'Kläranlag vun der Bleesbréck.

Déi Fusioun mécht sech net beieneen, dat mécht sech no an no. Esou ass virgesinn, dass de Schäfferot aus véier Leit besteet, engem Buergermeeschter an dräi Schäffen, an aus insgesamt eelef Conseilleren, bis d'Gemengewahle vun 2017.

(Coups de cloche de la Présidence)

Déi zwee Gemengesekretäre wäerte sech hir Tâchen deele bis dee Moment, wou dann ee vun deenen zwee Poste vakant gëtt, respektiv gëtt de Receveur vum Gemengerot désignéiert, also ee vun deenen zwee, déi den Ament do sinn, gëtt dann definitiv Receveur. Dat kann nëmmen ee si laut dem Gemengegesetz.

Dann ass och an der Kommissioun nach kuerz driwwer geschwat ginn, wéi et mat de Gemengefinanze steet an Zukunft. Et ass gesot ginn, eng Dotatioun fält jo ewech, well mer nëmmen nach eng Gemeng hunn, also eng Dotation de base, déi jo ongeféier 100.000 Euro ausmécht bei enger Gemeng vu siwe Conseilleren. An do ass awer och da gesot ginn, dass zumindest deelweis dat kompenséiert gëtt doduerch, dass jo de Gemengerot vu siwen, respektiv zweemol siwen, vu siwen op eelef dann eropgeet. An et ass natierlech nach eng Kéier gesot ginn, dass op ville Punkte wäert méi rationell geschafft kënne ginn, esou dass d'Gemeng insgesamt och Sue wäert spueren.

Vläicht zum Schluss nach zwee, dräi Sätz zu verschiddenen Artikelen. An zwar am Artikel 4 steet, dass den éischte Gemengerot vun der neier Gemeng Tandel den 9. Oktober 2005 definitiv da gestëmmt gëtt.

Am Artikel 5, wat och nach wichteg ass, steet, datt d'Gemengereglementer gëlle vun deenen zwou Gemengen op deem jeeweilegen Territoire, bis se da vun der neier Gemeng, vum neie Gemengerot ersat ginn.

Den Artikel 12, vun deem ech virdru scho kuerz geschwat hat, wou de Conseil d'État recommandéiert hat e Passus ewechzeloossen - dat ass deen Artikel dee seet, dass d'Gesetz den 1. Januar 2006 a Kraaft trëtt, an do ass awer an der Kommissioun gemengt ginn, mir solle weider beim Regierungstext bleiwen, datt et däitlech ass, dass et keen Zweifel gëtt, wat d'Entrée en fonction vun deem neie Gemengerot ubelaangt.

A last but not least, am Artikel 13 steet dann och nach, ier en neit Gemengenhaus zu Tandel gebaut gëtt, ass de Siège vun der neier Gemeng zu Furen, an där jëtzeger Märei zu Furen selwer.

Dat ass dat, wat ech wollt als Rapport viruginn. Um Enn wollt ech am Numm vun der Kommissioun déi zwou Gemenge félicitéiere fir déi richteg Initiativ, déi sënnvoll Initiativ an deem Kontext, an ech wollt och méiglechst vill Kolleeginnen a Kolleege bieden dësem Projet zouzestëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Als éischte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Kaes, zur selwechter Zäit Buergermeeschter vun enger vun de Fusiounsgemengen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Loosse mer mol a Rou nolauschteren.

Une voix.- Dir kënnt jo ënnerbriechen, wa Froen ze stelle sinn.

(Interruptions)

M. le Président.- Loosst elo den Här Kaes schwätzen! Loosst Iech elo net hei ënnerbriechen a kommt zu Ärem Discours.

(Interruptions)

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mer fir d'éischt dem honorabelen Här Marco Schank Merci ze soen an ze félicitéiere fir säin excellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Bon, et ass fir mech natierlech e ganz besonnesche Moment, well ech meng éischt Interventioun hei an der Chamber zu engem Gesetzesprojet ka maachen, deem säin Ursprong méi wéi zéng Joer zréckläit a wou ech d'Éier hat och e bëssen zum Inhalt vum deem Gesetzesprojet bäizedroen.

Ech wëll net nach eng Kéier déi eenzel Etappe bis zur Fusioun hei opzielen. Ech wëll Iech soen, datt déi zwee Schäfferéit sech schonn den 18. Mäerz 1994, wat iwwregens e ganz besonneschen Datum fir déi zwou Gemengen ass, fir d'éischte Kéier getraff hunn, an dat mam Zil iwwer eng gemeinsam Schoulorganisatioun respektiv iwwert de Bau vun enger gemeinsamer Schoul- a Sportinfrastruktur nozedenken.

No e puer Startschwieregkeeten an nodeem déi zwee Gemengeréit definitiv festgestallt haten, datt se nëmmen zesummen de Kanner optimal Schoulkonditioune kënnte bidden, ass d'Décisioun u sech gefall fir en interkommunale Syndikat ze grënnen an dee mam Bau vun engem neie Schoul- a Sportkomplex ze beoptragen.

Deemools huet a sech nach keen un eng Fusioun vun deenen zwou Gemenge geduecht. Mat der Schoulrentrée 1999, do wou d'Kanner vun deenen zwou Gemenge fir d'éischte Kéier an déi nei Schoul gaange sinn - virdrun hate mer schonn déi eenzel Klassen an deene bestoenden Infrastrukturen zesummegeluecht fir den Eeklassesystem iwwerhaapt ze erméiglechen -, do hunn d'Leit u sech aus deenen zwou Gemengen eréischt esou richteg festgestallt, wat fir eng Virdeeler esou en Zesummeschaffe géif mat sech bréngen.

Jo, iwwert de Wee vun de Kanner koume sech d'Leit aus deenen zwou Gemenge Baastenduerf a Furen ëmmer méi no. Am associative Beräich ass ëmmer méi zesummegeschafft ginn, nei Veräiner sinn entstanen. Um Gemengenni-

veau ass déi al Tandeler Schoul ëmgebaut a vergréissert ginn, fir de Précoce, e Spillgrupp an e Krabbelgrupp vun deenen zwou Gemengen opzehuelen, an och de Préscolaire ass ebenfalls vum Schoulsyndikat iwwerholl ginn.

Zënter 2000 gëtt et e gemeinsame modernen Informatikzenter, wou d'Leit kënnen e breet Ugebuet un Informatikscoursë besichen. Dësen Zenter ass och gläichzäiteg eng Internetstuff fir d'Leit aus der Regioun. Déi zwou Gemenge gehéieren iwwregens och zënter ganz laangem schonn dem Triage forestier vu Baastenduerf un. Dat heescht, deeselwechte Fierschter ass u sech och zoustänneg fir déi zwou Gemengen.

D'Zesummewuesse vun de Leit aus deenen zwou Gemengen an déi ëmmer méi heefeg a villsäiteg Zesummenaarbecht op Gemengenniveau hunn eis u sech, nëmmen zwee Joer nodeem déi nei Schoul hir Bestëmmung iwwerholl huet, op de Gedanke bruecht iwwer eng Fusioun vun deenen zwou Gemengen nozedenken. Dat besonnesch och, well mer déi Ënnerstëtzung, déi voll Ënnerstëtzung vum deemolegen Innenminister an heitege Fraktiounspresident vun der CSV haten.

Ech wëll mer erlaben op dëser Plaz, Iech, Här Wolter, e ganz grousse Merci ze soe fir Är konstruktiv Begleedung während där gesamter Préparatiounsphas.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Bon, et war den Här Wolter, deen zu deem Zäitpunkt eng ganz Rei vu Kontakter mat de Gemengen aus der Region Nord, esou wéi se am Plan directeur genannt gëtt, hat, fir iwwer eng nach besser regional Zesummenaarbecht engersäits, mä awer och iwwer eng Neiuerdnung vun der Gemengelandschaft anererséits ze schwätzen.

Vun ënnen no uewe muss dat geschéien. D'Bierger musse mat agebonne ginn. Dat waren d'Wierder vum deemolegen Innenminister. Och den heitegen Innenminister hält un dësem Prinzip fest a wëll all déi Gemengen ënnerstëtzen, déi de Wee vun der Fusioun wëlle goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nëmmen zwee Méint ware vergaange vum éischte Gedanken iwwer eng Fusioun bis déi zwee Buergermeeschteren den 21. Dezember 2001 dem Innenminister an engem Bréif matgedeelt hunn, datt d'Gemenge Baastenduerf a Furen bereet wiere Verhandlungen opzehuelen, fir eventuell mateneen ze fusionéieren.

D'Zouhuele vun der Zesummenaarbecht huet och bewisen, datt et souwuel administrativ wéi finanziell net vu Virdeel wier, wann d'Décisiounen op dräi Niveauen oder an dräi verschiddene Strukture géife geholl ginn, nämlech an zwee Gemengeréit an an engem Comité vum interkommunale Schoulsyndikat, an dat zum groussen Deel och nach vun deeneselwechte Leit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „In keiner der beiden Gemeinden ist das Thema Fusion ein Aufreger." Sou konnt een 2003 am Télécran liesen. Mä firwat war dat esou? Bon, vum éischten Dag un hunn déi Verantwortlech vun deenen zwou Gemengen de Bierger mat agebonnen a keng Geleeënheet verpasst de leschte Stand vun den Diskussioune matzedeelen. Et war ganz sécher de Wee vun ënnen no uewen, de Wee mam Bierger fir de Bierger.

Den 1. Oktober 2003 huet den deemolegen Innenminister Michel Wolter un enger Informatiounsversammlung fir all Bierger...

(Interruptions diverses)

…vun deenen zwou Gemenge Baastenduerf a Furen deelgeholl, fir nach eng Kéier kontrovers iwwert d'Vir- an Nodeeler vun enger Fusioun ze schwätzen.

Hei gouf konstruktiv a sachlech diskutéiert an, Dir Dammen an Dir Hären, den aneren Dag gouf et och keng Karikatur am Lëtzebuerger Wort, wéi dat 1975 de Fall war, wéi een e Geessebock konnt gesinn, deen hannert dem deemolegen Innenminister hiergelaf ass, fir hien aus dem Duerf ze dreiwen.

(Hilarité)

Och de Referendum huet mat enger Zweedréttelmajoritéit bewisen, datt d'Bierger hannert dëser Fusioun géife stoen. Den 1. Abrëll dëst Joer hunn déi zwee Gemengeréit dunn d'Préparatiounsaarbechte fir d'Fusioun tëschent deenen zwou Gemenge Baastenduerf a Furen zum würdegen Ofschloss bruecht, wéi jidder Gemengerot fir sech unanime décidéiert huet, ab dem 1. Januar 2006 där neier Fusiounsgemeng Tandel unzegehéieren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Dëst ass also domadder déi éischt Gemengefusioun am 21. Jorhonnert, wa se hanneno hei da wäert gestëmmt ginn.

Ech wëll op dëser Plaz och kuerz op d'Lëtzebuerger Gemengelandschaft an deene leschte gutt honnert Joer agoen. 1890 hate mer hei an deem Land 129 Gemengen. 1891 hu mer eng Gemeng bäikritt; nämlech deemools ass Rëmeleng vun der Gemeng Keel ofgetrennt ginn. Vun do un huet u sech d'Zuel vun eise Gemengen ofgeholl. Esou hunn 1920 déi deemoleg Gemengen Hamm, Hollerech, Rollénger-gronn an Eech mat der Stad Lëtzebuerg fusionéiert.

Et huet dunn awer bis an d'70er Jore gedauert, ier sech erëm iergendeppes an der Gemengelandschaft beweegt huet. Vum Innenministère ass am Abrëll 1971 dunn eng Kommissioun agesat gi vu Leit aus deem Ministère mat folgender Aufgab: «d'étudier l'ensemble des problèmes relatifs au regroupement et à la coopération des communes». De 15. Oktober 1971 huet den deemolegen Innenminister dem Regierungsrot d'Konklusiounen ënnerbreet. D'Kommissioun ass zur Schlussfolgerung komm, datt d'Fusioun vun de Gemengen deen Objektiv wier, deen onbedéngt misst erreecht ginn.

Eng weider Kommissioun ass agesat ginn, dës Kéier aus Regierungsexperten. Laut dëser Kommissioun sollte 34 Gemengen no engem Schema A, respektiv 30 Gemengen no engem Schema B bleiwen. Aus dem Rapport konnt een zum Beispill eraushuelen, datt d'Mindestzuel vun Awunner pro Gemeng 2.500 bis 3.000 sollt sinn, an datt eng Gemeng sollt mindestens 5.000 Hektar grouss sinn. Ma och wann déi nei Gemeng Tandel net grad un dës Gréisst erukënnt, esou ziele mir ëmmerhin 4.172 Hektar a 1.600 Awunner, eng Zuel, déi awer sécher wäert ganz schnell uwuessen, well an deenen aacht Dierfer geschéien de Moment ganz vill Projeten, an et besteet och de Moment en immensen Drock, fir iwerhaapt e Bauterrain an deenen Dierfer ze kréien.

Doriwwer eraus gëtt et och deen een oder anere Projet, wou relativ vill nei Bauplaze geschafe ginn, an et muss ee wëssen, datt déi nei Gemeng wierklech um Rand vun der Nordstad läit, an also och domadder den Drock ganz besonnesch grouss ass, well an der Regioun Nordstad net onbegrenzt Méiglechkeete si fir ze bauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Rapport vun der Kommissioun huet deemools awer och schonn d'Zuel vun de Kanner, déi de Primaire, respektiv de Préscolaire géife besichen, eng ganz wichteg Roll gespillt. Bon, dee Rapport vun där Kommissioun ass dann deenen 126 Gemengen deemools zougestallt ginn. Dat war Enn 1972 pour avis, a wat ganz interessant ass ass, datt deemools wäit iwwert d'Halschent vun de Gemenge mam Prinzip vun engem Gemengeregroupement schonn d'accord waren. Et haten 114 vun deenen 126 Gemengen en Avis ofginn. Dovunner waren der 74 positiv, an nëmme 40 Gemenge ware géint all Regroupement.

De Conseil économique et social, deen ebenfalls mat dësem Dossier befaasst war, huet a sengem Avis, dee Mëtt 1974 unanime an der Plénière vun dëser Institutioun ugeholl ginn ass, ënner anerem Folgendes festgehalen: «Le CES estime qu'une fusion des communes s'impose à brève échéance. Le CES se doit toutefois de constater qu'une fusion des communes visant une organisation plus rationnelle et plus efficace des institutions existantes est uniquement possible si elle se situe dans un cadre général prévoyant la possibilité de la réaliser par voix coercitive.»

Dës Iwwerleeungen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beweisen, datt et deemools gewollt war méi wäit ze goen, wéi mir a sech haut bereet sinn ze goen. Mir si géint all Zwang, mä fir den Dialog an d'Abanne vun dem Bierger. Keng Fusioun soll géint de Wëlle vum Bierger geschéien. Datt de Bierger awer ganz dacks eng vill méi grouss Bereetschaft beweist an déi Richtung matzegoe wéi esou munche Gemengepolitiker, beweist ganz einfach dee positive Referendum vum 12. Oktober an de Gemenge Baastenduerf a Furen.

A wann ech haut en Artikel am Lëtzebuerger Wort liesen, wou esouguer Leit op eng Ëmfro hin an den Dierfer vun deenen zwou Gemengen offe gesot hunn, ech war nach net iwwerzeegt wéi de Referendum war, dofir hunn ech dergéint gestëmmt, mä ech fannen et awer haut eng ganz gutt Saach an et ass de richtege Wee, a wou aner Leit soen, si sinn nach net wäit genuch gaangen, si hätten dat Ganzt nach méi grouss solle maachen, dat beweist u sech, datt d'Bierger an deene Saache ganz ganz dacks méi konstruktiv sinn, wéi dat d'Politiker heiansdo selwer sinn.

Datselwecht gëllt awer och fir d'Gemenge Wëlwerwolz a Kautebaach, wou de Referendum den 13. Juni mat de Landes- an Europawahle stattfonnt huet, a wou esouguer 93,19% zu Wëlwerwolz an 71,5% vun de Wieler zu Kautebaach sech fir eng Fusioun ausgeschwat hunn. Déi nei Gemeng do wäert jo bekanntlecherweis Kiischpelt heeschen.

Ech wëll och dës Geleeënheet benotze fir alle Bierger, awer och alle Politiker aus deene véier Gemengen ze félicitéieren, fir hire Courage a fir hir Wäitsiicht bei hiren Décisiounen.

Mä zréck an d'70er Joren. Deemools si schlussendlech net 39 Gemengen entstanen, esou wéi d'Regierung et virgesinn hat, mä no laangen an deels heftegen Diskussioune sinn nëmme véier Fusiounsgemengen 1978 realiséiert ginn, an zwar am Norde Rammerech, d'Stauseegemeng a Wëntger, an am Osten déi heiteg Gemeng Jonglënster. 25 Joer sinn et elo hier, datt u sech näischt méi un der Gemengelandschaft geschitt ass. Mir zielen haut, wéi viru 25 Joer, 118 Gemengen, wou déi klengsten, an dat muss een einfach kucken, emol net esou vill Awunner huet wéi anerer Personal, a wou d'Forschett vun 250 bis 20.000 Awunner geet, ouni vun der Stad Esch a vun der Haaptstad iwwerhaapt ze schwätzen.

Eis Gemengen hunn an deene leschte Joren ëmmer méi Aufgabe bäikritt, an dat am administrativen, am techneschen, am sozialen, am kulturellen, am sportlechen an a villen anere Beräicher. De Bierger gëtt ëmmer méi exigent an hi besteet op e gudden an e komplette Service vu senger Gemeng. Wéi soll eng kleng Gemeng dat awer fäerdeg bréngen, wa se sech zum Beispill emol net am technesche Beräich en Techniker ka leeschten, ouni vun enger ganzer Rei vun techneschen Infrastrukturen ze schwätzen?

Et ass nun eemol net d'Aufgab vum Schäfferot déi technesch Begleedung an Iwwerwaachung vun de Schantercher ze assuréieren, respektiv e gudde Fonctionnement vun deenen ëmmer méi héich technologeschen Infrastrukturen ze garantéieren. Hei brauch eng Gemeng geschoulte Fachpersonal, anerefalls riskéiert se op déi eng oder aner Manéier iwwert den Dësch gezunn ze ginn.

Am Hibléck op d'Fusioun hunn déi zwou Gemenge Furen a Baastenduerf den 1. Abrëll 2003 en Ingénieur technicien agestallt an domadder méi e kompletten technesche Service opgebaut. D'Virdeeler vun dëser Décisioun leien haut, annerhalleft Joer duerno, op der Hand an dës Ëmstrukturéierung huet deenen zwou Gemengen an hire Bierger schonn esou munches bruecht.

Datselwecht gëllt fir den administrative Beräich, wou et nach wie vor Gemenge gëtt, déi nëmmen e Sekretär Deelzäit kënne beschäftegen. An dësem Beräich kann een duerch d'Zesummeleeën an duerch Bündele vu Kräften dem Bierger e bessere Service ubidden an d'Aarbechtskonditioune vum administrative Personal sécherlech nach verbesseren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Och am urbanistesche Beräich ginn d'Ufuerderungen un eis Gemengen ëmmer méi grouss. A wa mer am Kader vun IVL eist Land besser organiséieren, da fänkt dat an der Haaptsaach an de Gemengen un. Des Weidere gëllt et och an Zukunft nach méi spuersam mat eisem Bauland ëmzegoen an eis Uertschafte gutt an nohalteg ze strukturéieren. Dofir brauchen d'Schäfferéit eng gutt Begleedung a Berodung an hirer Gemeng.

Eng Gemeng brauch also e Mindeststaff u Personal an et gëllt hei eis Gemengen un d'Ufuerderungen an un d'Realitéite vun haut unzepassen.

Vill kleng Gemenge kréien et an Zukunft ëmmer méi schwéier hire Bierger op Dauer déiselwecht Liewensqualitéit ze bidden, wéi dat a méi grousse Gemengen de Fall ass.

Wëlle mer eng zweet an eng drëtt Klassegesellschaft um Gemengenniveau verhënneren, da muss grad bei dëse Gemengen d'Bereetschaft do sinn aner Weeër ze goen a sech enger Neiuerdnung vun eise Gemengen net ze verschléissen.

Wëlle mer déi geplangte Regionaliséierung vun eisem Land optimal ëmsetzen, da brauche mer an deene respektive Regioune gutt organiséiert a strukturéiert Gemengen. Si sinn de Garant, dass mat Hëllef vun Entwécklungspläng eng eegen Dynamik entsteet an datt déi eenzel Regioun sech zu engem groussen Deel onofhängeg géréiere kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schwätzt ee mat enger Rei vu Gemengemammen, respektiv vu Gemengepäpp, gëtt oft den interkommunale Syndikat als Alternativ zur Fusioun genannt.

Vill vun deene méi wéi 70 Gemengesyndikater sinn aus enger Noutléisung entstanen, well d'Fusiounspläng an de 70er Jore ganz einfach net de gewënschten Erfolleg haten. Eng Rei vu Syndikater sinn awer och ganz sécher onbedéngt néideg gewiescht, fir bestëmmte Gemengenaufgabe gemengeniwwergräifend ze géréieren. Ech denken hei ënner anerem un Offall.

Mä loosse mer dach awer éierlech sinn, wann een eng elementar Aufgab vun der Gemeng, wéi d'Schoulorganisatioun, respektiv d'Schoulinfrastruktur net méi optimal eleng organiséiert kritt, respektiv als Gemeng a méi wéi zéng interkommunale Syndikater ass, ma da muss ee sech dach eng Rei Froe stellen. Wou bleift dann nach déi sou genannte Selbstständegkeet vun der Gemeng, déi sou genannten Autonomie communale, déi jo esou immens héich geschätzt gëtt?

Also fir awer just nach däerfen ze décidéieren, ob de Pavé um Trottoir gro oder brong ass, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass e bësse wéineg. Respektiv wa bei de Budgetsdiskussioune festgestallt gëtt, dass zwee Drëttel a méi vum ordinäre Budget un d'Syndikater geet, ma dat beweist dach, datt déi Gemengen iwwer e groussen Deel vun hirem Budget net méi verfügen. Derbäi kënnt och nach, datt et vill méi schwéier fir deen eenzelne Gemengepolitiker ass d'Iwwersiicht ze behalen an datt an der Gemeng eng demokratesch Kontroll vill méi einfach ass.

Dir Dammen an Dir Hären, am Zäitalter vun engem Europa vun de 25 muss et och méiglech sinn an deem klenge Lëtzebuerg iwwert de Rand vun eisem Teller erauszekucken an eist Land och um Gemengeplang nach méi professionell an efficace ze organiséieren. Heiru musse mer an der Zukunft schaffen. Gutt ass, datt weider Gemengen zur Zäit iwwer eng eventuell Zesummeleeung diskutéieren. D'Zukunft wäert beweisen, dass dat de richtege Wee ass.

Erlaabt mer zum Schluss ervirzehiewen, dass Seng Altesse Royale, de Grand-Duc Henri, bei der Ouverture vun der Chambersessioun 2004-2005 den 12. Oktober d'Wichtegkeet vun der Gemengefusioun ervirgestrach huet. Dëst éiert déi zwou Gemengen an hir Bierger ganz besonnesch.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Partei steet voll a ganz hannert dëser Fusioun. Ech bréngen heimadder den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Als nächste Riedner ass agedroen den Här Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun eiser Fraktioun wëll ech selbstverständlech och dem Rapporteur félicitéiere fir dat seltend Evénement, wat mer haut hei hunn. Effektiv ass dat ee Rapport, deen et net all Dag gëtt. Et ass deen éischten, net nëmmen an dësem Jorhonnert, mä souguer an dësem Jordausend vun enger Gemengefusioun.

(Interruptions et hilarité)

Et muss een awer och soen, datt et elo laang ëm d'Gemengefusioune roueg war; nämlech zanter 1978 - a mäi Virriedner huet dat hei gesot - ass et net méi an deem Land hei zu enger Fusioun komm. Firwat datt dat elo esou ass, weess ech net an ech mengen et géif och ze wäit féieren, fir dat haut hei ze diskutéieren. Mä ech mengen, et huet ganz einfach eppes domat ze dinn, datt d'Gemenge kënne selwer décidéieren, wéini datt se wëlle fusionéieren an net. Mir hunn dat Thema d'lescht Joer hei in extenso diskutéiert a wäerten deemnächst nach d'Geleeënheet kréien dat hei ze diskutéieren.

Bon, fir déi, déi mat dësem Gesetz hei awer wollte fusionéieren, dat heescht, de Buergermeeschter, d'Buergermeeschterin, d'Schäffen, d'Conseilleren a selbstverständlech och zwee Drëttel vun der Bevölkerung vun deenen zwou Gemenge Baastenduerf a Furen, freeën ech mech selbstverständlech, datt si dëse Schrëtt hei ge-

maach hunn. Firwat datt si dat wollte maachen a firwat datt si dat gutt fannen, sou wéi den Här Kaes eis dat hei presentéiert huet, wësse si ganz bestëmmt am beschten an et ass och ganz sécher net un eis dat hei ze jugéieren, well si hu jo dat Ganzt aus fräie Stécker hei gemaach.

Si gi selbstverständlech och vum Innenministère dofir belount, well se fir all Awunner - an et sinn der 1.600 un der Zuel - 2.500 Euro kréien, wat bal dräi Milliounen Euro ginn. Déi wäerte si an deenen nächsten zéng Joer kréien, fir da gewësse Projeten ze maachen. Ënner anerem éischtens fir eng nei Gemeng ze bauen, zweetens fir d'Schoul ëm- an auszebauen, fir den Accueil an de Précoce ze schafen, a fir d'Uertschaft Longsdref, net déi vu Bëttel, mä déi vu Longsdref un d'Kläranlag vun der Bleesbréck unzeschléissen. Domat si jo dann och d'Prioritéite vun dësem Gesetz hei genannt. Wéi gesot, Techniker haten déi zwou Gemenge schonn zesummen agestallt, fir déi Aarbecht ze maachen, ier se fusionéiert haten, dofir hu si net brauchen ze fusionéieren.

Fir de Rescht wäert et awer esou sinn, datt fir ganz vill Problemer an esou Gemengen ewéi déi hei alles beim Ale wäert bleiwen, well aus zwou méi klenge Gemengen elo eng manner kleng Gemeng gëtt an d'Problemer wäerten déi ebe sinn, déi Gemenge vu 1.500 Leit hunn. Ech erënneren drun, datt mer am Land hei 30 kleng Gemengen hunn. Et bleiwen also elo nach 28 kleng Gemengen an d'Zuel vun deene mëttelklengen oder manner grousse Gemengen, egal wéi een déi nennt, mä déi net an dem Proporzsystem sinn, awer iwwer 1.000 Leit leien, geet jo dann elo vun enger erop, also dann op 51. Dat nächst Joer kënnt jo dann nach eng nei Fusioun derbäi - hunn ech elo an der Zeitung gelies -, do ass jo scho méi laang driwwer diskutéiert ginn, wou d'Gemenge Wëlwerwolz a Kautebaach wëllen zesummegoen. Déi packen et net fir iwwer 1.000 Leit ze kommen - hunn ech gelies - an dofir wäert d'Zuel da vun de klenge Gemengen an deem Fall do nëmmen ëm eng Unitéit erofgoen.

Well d'Problemer also net alleguerte kënne geléist gi mat enger Fusioun, ass d'Fusioun also och nëmmen eng Léisung vun de Problemer. Et gëtt dann och ëmmer hei ervirgestrach, datt d'Fusiounen eng Garantie si fir méi Liewensqualitéit an deenen Uertschaften, wou dat geschitt. Wann ech duerch d'Uertschaften aus der Gemeng Baastenduerf an och duerch d'Uertschaften aus der Gemeng Furen fueren an héieren, wat déi Gemengen deene Leit do alles ubidden, da froen ech mech wat nach do praktesch u méi Liewensqualitéit ze bidden ass, wéi haut schonn do ass. Ech sinn der Meenung, datt et keng Garantie ass. Ech mengen et läit schonn zu engem ganz groussen Deel un deene Leit, déi un der Féierung an deene Gemengen do sinn. Mä egal wéi, ob d'Gemengen 1.000 Leit hunn oder manner wéi 1.000 Leit hunn oder ob se der 1.000 bis 3.000 hunn, ech menge keng vun deene Gemengen, déi fusionéiert oder net, wäert derlaanscht kommen, fir zesumme mat deenen anere Gemengen um interkommunale Plang oder um regionale Plang zesummen ze schaffen. An ech mengen dat bescht Beispill hei ass d'Gemeng Tandel, déi alles in allem aus engem Gemengesyndikat erauskënnt, an dat ass dee vun hirer eegener Schoul. Fir de Rescht wäerte si an deene Syndikater bleiwen, déi haut do sinn. Ausser d'Gemeng Furen géif décidéieren, si géifen elo aus dem Syndikat vum Crématoire erausgoen, mä ech hat éischter d'Gefill gëschter, dass d'Gemeng Baastenduerf géif décidéiere fir och an de Syndikat eranzegoen, esou datt se zesummen an deem Syndikat wäerte sinn.

Mir wäerten also och an Zukunft gehale sinn, nieft de Fusiounen, déi ee Mëttel sinn, zesummen ënnert de Gemengen op engem aneren Niveau ze schaffen. Momentan hu mer eng Méiglechkeet et ze maachen - an Dir wësst wéi dat ass -, iwwer interkommunal Syndikater. Mir hu praktesch keng aner Méiglechkeet zesummen ze schaffen an et versteet een u sech net, datt eng Fusioun - och wann ech dat ka begréissen an deem Fall hei - extra belount gëtt, fir datt se fusionéiert an och fir eng Partie Projeten da speziell Gelder kritt. Do dergéint aner kleng Gemengen an där Gréisstenuerdnung, wéi Dir elo eng sidd, déi zesumme schaffen, awer net ëmmer extra belount gi fir déi Aktivitéiten an déi Initiativen, déi se maachen. Ech mengen, och do muss den Intérieur sech Gedanke maache fir déi interkommunal Zesummenaarbecht méi ze ënnerstëtzen, wéi se dat an der Vergaangenheet gemaach huet.

Wa mer gären hätten, datt d'Gemenge sollen zesummeschaffen, da muss een awer och ënnersträichen, datt déi eenzeg Méiglechkeet, déi mer haut hunn, nämlech déi vun den interkommunale Syndikater, dach awer eng relativ komplizéiert ass an engem dach awer net genuch Sputt gëtt fir einfach emol normal Saachen ze erleedegen. Ech denken do un d'Syndicats à vocations multiples, wéi se an der Vergaangenheet sollte geschafe ginn, wat awer beileiwen alles net esou einfach war. Ech mengen awer, fir d'Autonomie communale ze erhalen an de Subsidiaritéitsprinzip och héich ze halen, wier et wichteg sech Gedanken doriwwer ze maachen, wéi datt d'Gemengen och nach op aner Manéiere kënnen zesummeschaffen.

Ech sinn nach wie vor der Meenung, datt et besser ass datt dat, wat bei de Gemenge ka gemaach ginn, soll bei de Gemenge gemaach ginn, a wat besser zesummegemaach gëtt, datt dat soll zesummegemaach ginn. Ech mengen et soll een awer, an do adresséieren ech mech un den Innenminister, deemnächst de Bilan zéie vun deem wat dat Syndikatsgesetz an de leschte Joren hei erginn huet, gläichzäiteg awer net drop waarden nei Pisten auszeschaffe fir de Gemengen d'Méiglechkeet ze ginn ze schaffen.

Dir braucht nëmmen an déi Länner ronderëm ze goen, obschonn dat méi grouss Länner si wéi eist, mä Frankräich huet jo awer nach ëmmer méi kleng Gemenge wéi mir, déi musse sech jo och Gedanken an déi Richtung gemaach hunn. Eng Fédération des communes, eng Communauté des communes, eng Communauté urbaine gëtt et do. Eng Société d'économie mixte wier och ganz wichteg fir de Gemengen d'Méiglechkeet ze ginn, och am private Beräich kënnen zesummenzeschaffen. An Däitschland sinn et d'Stadtwerke.

Also, do gëtt et eng Partie Iddien, an ech mengen et soll een awer drop hischaffen déi Méiglechkeeten duerchzekucken an déi erauszeschielen, déi hei zu Lëtzebuerg passen. Dat soll een och gläichzäiteg maache mat der Ausschaffung vun deene Regionalpläng, déi mer elo an enger Partie Géigenden dann hei wëlle maachen.

Dëst gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech zum Schluss awer selbstverständlech am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu dësem Gesetz hei bréngen an hoffen, datt et de Leit aus de Gemenge Baastenduerf a Furen, deenen et elo scho ganz gutt geet, och an Zukunft an der Gemeng Tandel nach gutt wäert goen.

An deem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Klein agedroen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, merci och dem Rapporteur fir säi Rapport zu dëser grousser Operatioun.

(Hilarité)

Ech géing och de Conseil, besonnesch vun deenen zwou Gemengen, besonnesch d'Buergermeeschteren an d'Schäfferéit félicitéiere fir de Succès an dësem Projet. An dee soll och als Beispill déngen an Zukunft, fir dass aner Gemenge sollen op deeselwechte Wee goen, well d'Fusioune sinn effektiv eng gutt Saach am Intérêt vun der Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Bierger an de Gemengen, an dorëms geet et jo ganz besonnesch.

Säit ausganks de 70er Joren ass et hei zu Lëtzebuerg ëm d'Fusioun vun de Gemenge ganz roueg ginn. Mir hunn näischt méi dovunner héieren, ausser dass mer eng Gemeng haten, d'Gemeng Wëntger, déi jo hire 25. Gebuertsdag viru kuerzem, an zwar am Joer 2003 gefeiert huet, an domadder och zum Ausdrock bruecht huet, dass déi Fusioun och bei hinne gelonge war an dass se frou sinn dass d'Leit, d'Bevölkerung ganz besonnesch frou ass, dass dat zustane komm ass an dass se et haut net bedaueren, dass se dovunner komm ass.

Et ass am Fong eng Iddi, déi ausganks de 60er Jore scho vum deemolegen Innenminister Cravatte an d'Welt geruff ginn ass. Deen hat méi op d'Zentralisatioun vun de Gemengesekretariater oder vun de Gemengerecetten an den technesche Déngschter gesat, och aus Grënn vun der Effikassitéit, bis dann dunn am Joer 1972 de liberale Minister Eugène Schaus déi Fusiounsoperatiounen do ganz konkret an d'Hand geholl huet an e Schema gemaach huet wéi een d'Land kënnt andeelen, fir eng reduzéiert Zuel vu Gemengen hei zu Lëtzebuerg ze kréien. Dem deemolegen Innenminister Wohlfart ass et du gelonge fir véier Fusiounen ze maachen, wouduerjer dann dunn d'Zuel vun de Gemenge vun 126 op 118 erofgesat ginn ass.

D'Gemenge Furen a Baastenduerf hunn dat gemaach, nodeem dass se eng gutt Erfahrung gemaach haten um Plang vun der Zesummenaarbecht am Schoulwiesen an och am Sport. Si hu Schoulinfrastrukturen a Sportinfrastrukturen iwwert de Wee vun engem Syndicat intercommunal opgeriicht an hunn dunn awer fonnt, dass et besser wier fir ze fusionéieren. D'Fusioun huet dunn d'Effeten, huet dunn d'Aarbechte vun deem Syndikat do absorbéiert.

Et ass och vill méi Transparenz do, wann déi Schoulinfrastrukturen, d'Schoulorganisatiounen um Plang vun de Gemenge geschéien, well d'Syndikater, dat wësse mer jo, och wa mer 2001 en neit Gesetz geschafen hunn, fonctionnéieren net optimal. Mir hunn d'Erfahrung gemaach mat deem neie Gesetz, an déi Leit, déi an de Syndikater sinn, fannen ech, schaffen net esou professionell wéi dat an de Gemenge geschitt.

Dofir nach eng Kéier Félicitatiounen un déi zwou Gemengen an et soll och weider esou goen.

Ech mengen, et wier och gutt am Sënn vun der Ëmsetzung vum Programme directeur d'aménagement du territoire - Här Scheuer, hutt Dir eng Fro?

M. Henri Grethen *(DP).*- Den Här Scheuer wëllt Iech eng Fro stellen.

(Hilarité)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här Scheuer, Dir wäert jo net ee Problem mat der Fusioun hunn, well Dir braucht dat zu Iechternach jo net - souwisou wier keen d'accord fir mat Iech ze fusionéieren.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här Klein, däerf ech trotzdeem eng Fro stellen? Ech brauch dem Här Klein jo net ze soe wéi gutt d'Gemeng Iechternach fonctionnéiert.

(Brouhaha général)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Dat héiert een iwwerall, jo.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech wollt den Här Klein och a senger Qualitéit als President vum Syvicol froen, ob wierklech net eng Initiativ noutwendeg ass fir dat Syndikatsgesetz ze reforméieren, wat jo awer elo grad vum Här Klein ganz kritesch an d'Luucht gestallt ginn ass.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Ech sinn der Meenung, dass dat misst reforméiert ginn opgrond vun deenen Erfahrungen, déi mer déi lescht Joren do gemaach hunn. Mir wäerten och dofir suerge fir dat an d'Wee ze leeden, fir do eng Korrektur drun ze maachen.

M. le Président.- Ech gesinn d'Harmonie an der sozialistescher…

(Brouhaha général)

Här Klein, ech wollt Iech biede virunzefueren.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Ech géing soe méi grouss Unitéite passe besser an d'Exekutioun, an d'Ëmsetzung vum Programme directeur d'aménagement du territoire an an d'Theorië vum IVL, an dofir géing ech en Appel un alleguerten déi kleng Gemenge maache si sollten Effortë maachen…

Une voix.- Hutt Dir eng kleng?

M. Emile Calmes *(DP).*- Den Här Klein mengt Walfer a Steesel.

(Hilarité)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- …fir méi iwwert d'Fusiounen nozedenken an dat ze realiséieren.

Iwwregens, Här Innenminister, dat wäert Iech et och méiglech maache fir Är Iddi fir de bezueltene Buergermeeschter, de Beruffsbuergermeeschter anzeféieren, fir dee Projet méi einfach ëmzesetzen, woubäi ech Iech och vill Succès wënschen. Mä ier mer do sinn, ier mer de Beruffsbuergermeeschter agefouert hunn, géif ech awer elo vun der Geleeënheet profitéieren, fir och nach eng Kéier en Effort ze maachen, well et ass jo dat wat Der nach virun e puer Méint matgefuerdert hutt, fir deene Leit, déi an de Gemenge schaffen, déi do vill beschäftegt sinn, d'Buergermeeschteren, d'Schäffen, fir deenen hire Congé politique eropzesetzen.

Merci am Viraus an, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn den Accord zu dësem Projet de loi vun eiser Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Als leschte Riedner ass den Här Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sécherlech ass d'Fusioun vu Baastenduerf a Furen am Prinzip eng gutt Saach, an dofir bréngen ech och direkt am Ufank vu menger Interventioun d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun. Erlaabt mer awer an dëser allgemenger Atmosphär vu Weirauch an Euphorie e puer méi kritesch Gedanken oder Froen ze stellen zu dëser Fusioun am Speziellen an zu de Gemengefusiounen am Allgemengen.

Zu dëser Fusioun am Speziellen. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi Fro, déi mer eis jo musse stellen ass: Léist d'Gemeng Tandel d'Problemer vun de Gemenge Baastenduerf a Furen? An ech mengen, wann een eng Äntwert wëllt op dës Fro fannen, da muss ee realistesch sinn a soen: Nëmmen zum Deel. Well mat 1.500 Awunner, do si mer eis eens, ass et sécherlech méi einfach ze schaffe wéi zu zweemol zu 750. Mä mer sinn eis awer och eens, dass domat nach laang net all Problemer geléist sinn.

Déi finanziell Problemer si sécherlech net geléist, well déi nei Gemeng huet zumindest fir hir Fonctionnementskäschten net méi Suen, neen, si huet der souguer liicht manner. Wouduerch? Déi Leit, déi sech e bëssen an der Verdeelung vun de Gemengefinanzen auskennen, wëssen, dass all Gemeng eng Dotation de base kritt vu ronn 100.000 Euro an déi zwou Gemengen hu selbstverständlech bis elo zweemol déi Dotation de base kritt, kréie se awer elo nëmme méi eemol. Si maachen dat zwar deelweis wett, doduerch dass se amplaz fir siwe Conseilleren och elo e Bäitrag kréie fir eelef, mä dat mécht dat net ganz wett; dat heescht fir hir Fonctionnementskäschten huet déi nei Gemeng manner Sue wéi déi al.

Dat wëll ech awer mol opwerfen, dat ass klipp a kloer. Dir hutt virdrun 200.000 Euro kritt, Dir kritt der lo ongeféier zesummen 173.000 Euro. Dat ass zwar net vill manner; dat si ronn 25.000 Euro; dat ass 1 Millioun Lëtzebuerger Frang d'Joer manner. Dat ass schwaarz op wäiss nozeliesen, dat ass ganz einfach esou. Mir sinn eis eens, datt dat lo net d'Welt ausmécht, mä ech wëll awer betounen, datt scho mol fir mech e Schwaachpunkt vun der aktueller Fusiounsmanéier ass, dass eng nei Gemeng finanziell…

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här Gira, dat ass net ganz richteg.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Et ass ganz richteg.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Neen, et ass net ganz richteg. Är Rechnung ass richteg, mä dat ass nëmmen en Deel vun der Rechnung. Et gëtt awer och eng ganz Rei Käschten, déi manner ginn. De ganze Fonctionnement vun engem Syndikat fält ewech. Ech ginn nëmmen ee Beispill: Mir hunn eng Schoul ëmgebaut, déi mir dem Syndikat iwwerginn hunn; dat war d'Schoul vun Tandel; dat huet dozou gefouert, datt, well mir se jo enger anerer Struktur iwwerginn hunn, dat Ganzt enorm Käschte mat sech bruecht huet. Alles dat hätte mir net gehat, wa mir du schonn eng Gemeng gewiescht wären. Dann dee ganze Fonctionnement vum Syndikat als solchen, wou am interkommunale Gesetz steet, datt ee misst e Sekretär zu 25% an e Receveur zu 25% astellen a sou weider. Wann ech déi Käschten alleguerten huelen, da weit dat dat, wat Dir lo gesot hutt, Här Gira, absolut op.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här Kaes, wann Dir mech fäerdeg schwätze gelooss hätt, dann hätt Dir héieren dass ech gesot hunn, dass een natierlech bei de Servicer, déi een ubitt, ka rationaliséieren. Ech bleiwen awer bei menger Meenung, datt d'Gronddotatioun, déi ech hunn, fir meng Gemeng ze organiséieren, op jiddfer Fall net substanziell an d'Luucht geet, neen. Ech stelle souguer fest, dass mol déi primär Revenuen, déi ech hunn, héchstens gläich bleiwen, wann net esouguer liicht erofginn. Ech kann natierlech deelweis bei de Servicer rationaliséieren, do si

mir eis eens, mä ech stellen awer och fest, dass zumindest an enger Iwwergankszäit dat net méiglech ginn ass, mat deem Personal wat muss iwwerholl ginn. Ech weess net wéi al déi Leit sinn, déi do iwwerholl ginn, mä substanziell ginn Är Käschten am alldeegleche Verbrauch net erof.

Ech sinn d'accord, dass déi nei Gemeng mat hire 1.500 Awunner an deem Beamtestaff, dee se huet, méi Servicer kann ubidden. Ech wëll awer bleiwe bei menger Meenung, wann d'Evolutioun vun de Gemengefinanzen eventuell sou dramatesch méi schlecht gëtt, wéi een et ka virausgesinn, wann ee gewëssen Donnéeën huet, da steet eng Kéier d'Gemeng Tandel net wesentlech besser do wéi déi zwou Eenzelgemenge virdun. Déi Meenung hunn ech, an där bleiwen ech och trei, an ech sinn och iwwerzeegt, dass dat sech wäert weisen.

Mä och am Beräich vun de Servicer muss ee feststellen, eng Gemeng vu 1.500 Awunner kann nach vläicht sou just eng Structure d'accueil fir sech ubidden. Dat geet vläicht just eraus. Fir eng Crèche ass sou eng Gemeng scho bal ze kleng, vun enger Schwemm net ze schwätzen, och e Jugendhaus, en Altersheim, e Chancëgläichheetsservice a sou weider a sou fort si sécherlech och nach net an där Gréissenuerdnung méiglech.

Dofir muss een d'Fro stellen: Wat ass dann awer d'Masse critique vun enger Gemeng, wa se wëllt am 21. Jorhonnert selbstständeg iwwerliewen? Do si scho Chiffere genannt ginn, deelweis och scho vum fréieren Innenminister, dee war, wann ech mech net ieren, bei 5.000 gelant.

(Interruption)

3.000? 3.000, dat heescht, dat wier nach eng Kéier dat Duebelt vun deem heiten. Dovunner si mir op jiddfer Fall heimat nach wäit ewech, dofir muss een déi Fro awer kritesch stellen, ob mir hei bei der Masse critique sinn, fir och an 20, 30 Joer iwwerliewensfäeg ze sinn.

Dann zu e puer méi kritesche Froen am Allgemengen. Ech hunn dat Gefill, datt mir eis eens hei sinn, am Prinzip Fusiounen – jo, mir schéngen eis och eens ze sinn, wa Fusiounen, da fräiwëlleg. Ech mengen, et ass e Konsens heibannen. Mä ech fannen, dass mir awer lo mussen oppassen. Ech fannen et och positiv, dass iwwerhaapt déi Thematik erëm um Ordre du jour ass. Ech fannen et och gutt, dass eng Rei Leit virginn, dass anerer noginn, mä ech fannen, ier awer lo eng gréisser Dynamik entsteet, wier et awer gutt, dass mir eng grondsätzlech Diskussioun géinge féieren, dass mir awer minimal Kritären aféiere fir déi Fusiounen, déi nach solle kommen, an zwar haaptsächlech iwwert d'Masse critique.

Ech hunn dann och matkritt, eben, dass déi nächst Fusioun déi vu Kautebaach a Wëlwerwolz ass. Do fusionéieren zwou Gemenge vu ronn 500 jeeweils, da si mir herno bei 1.000. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Dir sidd jo awer mat mir eens, do ass d'Plus-value vun där Fusioun awer relativ kleng, well ech mengen, mir sinn eis och eens heibannen, datt eng Gemeng vun 1.000 Leit nach laang net duergeet. Do si mir awer wierklech ganz wäit ewech vun enger Masse critique, an do muss ee sech awer wierklech froen: Ass dat dee ganzen Opwand wäert? Well ech ka mir virstellen, datt dat vill Opwand ass, och fir déi Responsabel an deene Gemengen. Sou eppes mécht een net vun haut op muer, sou eppes huet een net vun haut op muer an de Käpp vu senge Bierger a Biergerinnen. Dofir muss ee sech awer d'Fro stellen, ob et Sënn mécht esou kleng Fusiounen ze maachen.

An och wa mir eis eens sinn, Här President, dass mir fräiwëlleg Fusioune maachen, fannen ech, dass mir awer eng Kéier missten driwwer schwätzen, fir zumindest e potenziellt Schema, eng Kaart iwwer Lëtzebuerg ze leeën, well wa mir dat do lo sou gewäerde loossen, a mir kréien - wat ze hoffen ass, a wat ech och hoffen - eng gewëssen Dynamik dran, dann ass et awer riskant jiddfereen total maachen ze loosse wat e wëllt a mat grad deem ze fusionéieren, deem säi Buergermeeschter seng Nues vläicht de Moment him am beschte geet, oder wou en dat Gefill huet, an där Gemeng hirer Keess wieren de Moment awer méi Sue wéi anzwousch anescht. Da riskéiere mir awer kontraproduktiv ze ginn an da riskéiere mir herno op der Landschaft eng Rei wäiss Flecken ze hunn, wou vläicht déi eng oder aner ganz kleng Gemeng herno kee Partner méi fënnt, an da weess ech awer net, ob mir schlussendlech gutt geschafft hunn, oder ob mir deelweis d'Ongläichgewiichter iwwer Lëtzebuerg net méi grouss maachen, wéi mir se lo deelweis hunn.

Dofir nach eng Kéier fir dat ze résuméieren: Fusioune jo, mä awer trotzdeem an engem gewësse Kader, well soss fäerten ech kann et kontraproduktiv ginn.

Da musse mir an där Diskussioun awer och d'Fro stellen, ob mir déi Ziler, déi mir mat enger Fusioun oder mat Fusioune wëllen erreechen, net iwwer aner Moyenë kënnen erreechen. Ech perséinlech sinn a bleiwen der Meenung, dass do déi besser Organisatioun vun der regionaler Zesummenaarbecht zu engem gudden Deel kann datselwecht erreechen. Ech hunn e Beispill, wat ech ganz gutt kennen, dat ass d'Beispill vum Kanton Réiden, wou haut ronn 14.000 Awunner an Awunnerinne wunnen. Do sinn zéng Gemengen. Do fënnt een elo d'Servicer; wann een an déi Regioun wunne geet, kritt ee seng Basisservicer an deene jeeweilege Gemengen ugebueden: Populatioun, État civil, Schoul, Drénkwaasser an Ofwaasser ass deelweis schonn um lokale Plang. Dann ass et awer esou, dass een de Rescht um regionalen Niveau fënnt, an zwar eng ganz Rei Servicer: Mir hunn eng regional Crèche, mir hunn e regionaalt Jugendhaus, mir hunn eng ganz flott regional Schwemm, mir hunn en Genderhaus, mir hunn en Altersheim, mir hunn eng Energieberodung, mir hunn e Waasserhaus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, do si ganz vill Servicer dobäi, déi een haut souguer a ville gréissere Gemengen nach net fënnt. Wann ech elo mol héichrechnen an ech géif mir virstellen, datt de ganze Kanton Réiden géing vläicht aplaz aus zéng Gemengen nach aus fënnef bestoen, dann hätt dee ganze Kanton jo 35 Milliounen Euro zegutt, wann ech dat héichrechne mat 2.500 Euro pro Awunner.

Abee ech soen Iech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech de Choix hätt fir dës 35 Milliounen ze kréie fir Investissementer a Bëton ze maachen, wéi et lo bei de Fusiounen ass, dass déi Sue geholl gi fir eng nei Gemeng ze bauen, eng nei Schoul, eng Crèche a sou weider a sou fort, an d'Alternativ wier, datt een déi Fusiounen am Réidener Kanton net géif maachen an de Réidener Kanton krit vun der Regierung während 40 Joer deeselwechte Montant - dat ginn ongefeier ronn 40 Millioune Lëtzebuerger Frang pro Joer -, dann ass mäi Choix, Dir Dammen an Dir Hären, ganz séier gemaach als Buergermeeschter vun enger vun deene Gemengen. Da verzichten ech ganz gär op d'Fusioun an ech géif déi Suen huelen, fir e multidisziplinäert Team vun enger Dose Leit zu Réiden anzestellen, déi dofir géife suergen datt déi puer Servicer, déi eis am Eck, wann iwwerhaapt, nach feelen, datt mer déi kéinten héich qualifizéiert ubidden. Ech mengen, da kéinte mir eise Leit am Eck méi eng héich Liewensqualitéit bidde wéi se haut schonn ass, an deelweis vläicht méi eng héich Liewensqualitéit wéi se soss doruechter ass.

Dofir, mengen ech, sollte mir eis et wierklech gutt iwwerleeën, mat wéi enge Moyenë mir wat wëllen erreechen an net lo eng Dynamik, déi prinzipiell positiv ass, awer einfach lafe loossen, ouni dass mir eis Gedanke maachen.

Wa mir bei de Sue sinn, sinn ech net iwwerrascht, mä ech stellen awer fest, dass hei fir d'Fusioun e ganz klore politische Wëlle schéngt do ze sinn, deen awer och substanziell ënnerstëtzt ginn ass - ech mengen 2.500 Euro pro Awunner ass net näischt. Ech stellen awer fest, dass bis elo déi regional Zesummenaarbecht, mat Ausnahm vun den Naturparken, awer net déiselwecht politesch Ënnerstëtzung um Regierungsniveau kritt huet. Et gëtt kee Kredit fir prinzipiell kommunal, regional Zesummenaarbecht ze ënnerstëtzen, a wann ech d'Beispill vum Réidener Kanton däerf zielen, esou hu mer zwar punktuell fir gewësse Projeten, déi mer gemaach hunn, sécherlech staatlech Hëllef kritt. Mir hunn awer bis haut, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis Kooperatioun iwwer 15 Joer nach kee Su, kee Frang a keen Euro Geld kritt, spezifesch fir déi regional Zesummenaarbecht.

Ech wier frou, wa mer endlech dee laang gefuerderte Plan régional géinge kréien, dass et endlech méiglech wier, dass Gemengen, déi regional Zesummenaarbecht maachen, net méi aarm sinn a manner Suen an hirem Budget hu wéi déi, déi d'Zeeche vun der Zäit erkannt hunn a plädéiere fir eng regional Zesummenaarbecht, an dass mer endlech Kreditter kréien, net fir a Bëton ze investéieren, mä fir Leit anzestellen um regionalen Niveau, fir dass mer eng uerdentlech regional Entwécklung konform zu engem IVL kënnte maachen. Dofir, Här President, meng Konklusioun.

An eisen Ae si Fusiounen an Zesummenaarbecht kee Selbstzweck. Mir mussen och dofir eng Evaluatioun no gewëssenen Zäite maachen, a wann den Här Kaes aus engem Artikel aus dem Lëtzebuerger Wort zitéiert huet, da kann ech Iech e ganz aneren an dësem Kontext weisen. Deen ass zwar nëmmen am Norde verdeelt ginn. Do geet et iwwert d'Gemeng Rammerech: „Die d'Fusionsgemeinde Rambrouch, von der Traufe in den Regen". Net all Fusioun ass och gelongen an deem Land hei. Et kann een net - an dat huet schonn e Virriedner gesot - dovun ausgoen, dass all Fusioun e Succès gëtt. Ech mengen, mir mussen emol eng Evaluatioun maachen iwwert déi puer Gemengen, déi se gemaach hunn. Ech weess, dass zumindest an enger eng ganz zolidd Katerstëmmung ass. Dofir gëtt et eng ganz Rei Ursaachen, mä zumindest muss een awer och erkennen, dass dat net de Schlëssel zum Gléck ass fir all Gemeng a fir all Regioun. Dofir, wann ech gelift, e bësse méi Skepsis virun deem ganze Prozess. Mir mussen dat évaluéieren, mir mussen et weider entwéckelen.

Eng Fusioun an de 70er Jore vum 20. Jorhonnert ass eppes anescht wéi eng Fusioun am Ufank vum 21. Jorhonnert. Dat sinn net déiselwecht Problemer, déi mer dobaussen hunn. Et sinn net déiselwecht Argumenter. Et sinn net déiselwecht Besoinë vun de Leit. Dofir musse mer dat upassen.

Ech mengen, d'Zil vu Fusiounen oder vun Zesummenaarbecht muss sinn, d'Verbesserung vun der Liewensqualitéit vun de Leit, en effikassen Asaz vun den öffentleche Gelder, eng nohalteg Gestioun vum öffentlechen Territoire a schlussendlech d'Stäerkung vun der Demokratie an der Participatioun, a mir sollen intensiv a laang driwwer diskutéiere mat wéi enge Moyenen dass mer déi Ziler do am beschten erreechen.

Dofir ganz zum Schluss, Här President, fir déi Gréng ass et kloer, Fusioune si keen Zil u sech, mä héchstens e Mëttel zum Zweck. Fusioune jo, mä net egal wéi an net egal wou. A schlussendlech ob Fusiounen oder net, mir brauchen doniewent awer e Fonds régional fir regional Zesummenaarbecht flächendeckend ze kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Domat ass d'Generaldiskussioun vun dësem Projet ofgeschloss. Mir héieren elo nach d'Stellungnahm vun der Regierung an duerno komme mer zum Vote vum Projet de loi. Den Här Innenminister Halsdorf huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet zéng Minutte bei esou engem wichtege Projet an ech wëll mech och gréisstendeels un déi Zäit halen. Ech mengen, et wier haut och net de Moment fir e groussen Débat ze féieren iwwert d'Organisatioun an d'Aufgabe vun de Gemengen. En Débat iwwert d'Fusioun eleng ze féiere wier awer och falsch.

Ech stelle mat Zefriddenheet fest, dass mer am Fong geholl mat dësem Gesetz en natierleche Prozess op en Enn bréngen. Den Här Klein huet dat virdrun als grouss Operatioun duergestallt. Ech géif soen, am Fong geholl hëllefe mer hei e Kand op d'Welt ze setze wat en anere Minister, mäi Virgänger, de Michel Wolter gezeugt huet, an esou ass dat nun emol...

(Hilarité)

Mä et ass esou an dat Kand ass sécherlech bei gudder Gesondheet, well et ass jo nom Prinzip vun der Autonomie communale an der Autonomie locale gezeugt ginn an dofir sinn ech iwwerzeegt, dass dës Story - de Buergermeeschter, den Här Kaes, vu Baastenduerf huet se jo als „success story" dohinner gestallt - a mengen Aen och eng - en anert flott Wuert wat haut och vill gebraucht gëtt - „win-win-situatioun" ass, wou jiddereen dobäi gewënnt, well eben d'Fusioun fräiwëlleg war.

D'Fusioun ass vun de Bierger gedroen. Et war e Referendum vun de Leit. Den Här Kaes huet dat virdrun ugeschwat. D'Charte européenne de l'autonomie communale gesäit dat jo vir an dat ass och gemaach ginn an et ass e Wëllen do fir dës natierlech Fusioun ze maachen. Well natierlech ass se, well si huet jo laut dem Här Kaes zéng Joer gedauert. Et ass 1994 ugaangen. Vun 1996 un ass dee Syndikat gegrënnt gi fir d'Schoul, wat also beweist, dass am Fong geholl déi zwou Gemenge sech iergendwéi unënee gewinnt hunn.

Et ass eng laang Kooperatioun komm an d'Kanner stinn am Mëttelpunkt, an dat fannen ech och wichteg. Dat soll een ervirsträichen, well et si jo d'Kanner déi d'Gesellschaft vu muer maachen, déi eis Gemenge vu muer maachen an et ass ganz kloer, egal wéi een dat kuckt, eng Fusioun gëtt sécherlech deenen heiten zwou Gemenge besser Méiglechkeeten, well mat 1.600 Leit hu se aner Perspektive wéi mat 800 Leit, esou dass et kloer ass, dass d'Fusioun e gutt Mëttel ass ënnert ville Mëttelen, an dat Mëttel sollt een och, à fur et à mesure wéi een am Beräich vun der Organisatioun vun eise Gemenge virukënnt, ëmmer évaluéieren.

D'Regierung ass sech ganz kloer bewosst, dass e Problem do ass, dass verschidde Gemengen un hire finanzielle Capacitéiten heiansdo bal scheiteren an dass een do muss Léisunge fannen, awer déi Léisunge musse fräiwëlleg sinn. Et kann net einfach mat Briecheisen hei geschafft ginn.

Wat ee muss ervirsträiche bei Fusiounen, well dat jo ëmmer global esou gesot gëtt, et gëtt dozou e gewëssene Programm. Et gëtt éischtens emol e Programme de fusion, wou alles drasteet wat geschitt. Dat sinn d'Invester, déi getätegt ginn. Et ass eng positiv Saach, a parallell dozou gëtt et jo an dësem Fall och eng Konventioun téschent deenen zwou Gemengen, wou nach aner méi kleng Aarbechte festgehale ginn. Et ass also eng positiv, horizontal Zesummenaarbecht téschent Ministère an téschent der Gemeng. Ech mengen, aus deem Bléckwénkel eraus ass et eppes ganz Positives an ech fannen et net onbedéngt déi beschten Aart a Weis, wann een dat wëllt zerrieden, esou wéi den Här Gira dat wollt maachen, loosst mer soen, net total zerrieden.

(Interruption)

Dir hutt gesot, e Schwaachpunkt vun dëser Fusioun wier déi Dotation de base. Et ass richteg, dass d'Dotation de base e bësse fält. Mä ech wëll Iech déi Chifferen awer nennen, fir dass d'Leit dobaussen och wësse vu wat mer hei schwätzen.

Virun der Fusioun hunn déi zwou Gemengen 198.304 Euro kritt. No der Fusioun kréie se 24.779 Euro manner. Mä d'Avantagen - si si virdru schonn deelweis ugeklongen -, nëmme méi eng Gemeng anstatt vun zwou. Et ass manner Aarbecht do. D'Aarbecht kann anescht opgedeelt ginn, méi effizient opgedeelt ginn. Si brauche manner Raimlechkeeten. D'Infrastrukture si méi kleng. Et gëtt nëmme méi ee Sekretär bezuelt, wou der virdrun zwee bezuelt gi sinn.

(Interruption)

Neen, laangfristeg gëtt nëmme méi ee Sekretär bezuelt. D'technesch Equipementer vun der Gemeng kann een anescht organiséieren. D'Syndikat gëtt et net méi. Et gëtt also do am Fong geholl och kee Sekretär méi a kee Receveur méi fir de Syndikat, wou och Sue kënne gespuert ginn. Et sinn also Aspuerungspotenzialer do, mä wat ech wichteg fannen, dat ass dass eng grouss Symbolik dran ass an doriwwer eraus, hunn ech jo gesot, kann een den Invest besser guidéieren an et kann een dee besser maache wéi virdrun, esou dass ech mengen, dës Fusioun wier eng gutt Äntwert fir Gemengen déi zesumme musse schaffen, a mir wäerten och an Zukunft dës Prozesser begleeden. Mir wäerte se net forcéieren, well si entstinn ëmmer natierlech. Wéi deen hei natierlech entstanen ass, wäerten och anerer entstoen.

Wann ech déi kleng Gemenge wéi Wëlwerwolz a Kautebaach huelen, wann déi fusionéieren, do kréie mer sécherlech e positive Geescht, mä do kënnt och ënnert dem Strëch, wann een dat mat Geld oder mat soss Instrumenter wëllt moossen, net esouvill dobäi eraus, mä et ass einfach de Wëlle fir eng optimal Leeschtung ze maachen an der Gemeng. Déi fannen ech gutt.

Op där anerer Säit ass jo virdrun dat Wuert Wëntger gefall. D'Gemeng Wëntger ass zum Beispill zéngmol méi grouss am Territoire wéi d'Gemeng Péiteng. Et wunnen awer vill manner Leit do. Dat gëtt och Méiglechkeete fir d'Zukunft an der Gemeng. Dat ass jo e Phenomeen, deen iwwert d'Zäit weidergeet, an d'Gemenge musse sech fit maachen, wéi Dir et och gesot hutt, Här Gira, fir an den nächsten 20 oder 50 Joer optimal ze schaffen. An ech wëll gär déi Diskussioun eng Kéier hei féieren, wéi mer dat sollen organiséieren, an ech sinn iwwerzeegt dass mer vill Punkte fannen, wou mer eis erëmfannen, notamment zum Beispill an der Regionaliséierung, an do sinn ech d'accord mat deem wat Dir gesot hutt, Här Gira, dass een an Zu-

kunft soll eng regional Zesummenaarbecht mat Kreditter féieren. Dat ass eng kloer Ausso, déi ech hei wollt maachen. De Fonds régional ass e Moyen fir zesummen ze schaffen ënner Gemengen. Ob et dee beschte Moyen ass, dat musse mer nach kucken.

Eng grondsätzlech Diskussioun wëll ech gären nach eng Kéier hei an der Chamber féieren, dat ass dat wat der och virdrun ugeschwat hutt, fir eng Evaluatioun ze maache vun de Fusiounen, ob do vill derbäi erauskënnt. Dat ass schwiereg, well all Gemeng ass anescht. Mir hunn 118 Gemengen, si sinn all verschidden an et kann ee se net all an een Dëppe geheien. Mä kloer ass, eng Diskussioun iwwert d'Masse critique wëll ech gären nach eng Kéier féieren, wou ech weess, dass den Här Wolter zwëschent 3.000 a 5.000 ëmmer tendéiert huet. Dat muss ee kucken. Well dat ass och e Phenomeen dee weidergeet an ech wëll och eréischt déi Diskussioun vum Congé politique, déi den Här Klein ugeschwat huet, da féieren, wa mer e globaalt Konzept hunn. Datselwecht gëllt och fir de bezueltene Buergermeeschter, wou ech mengen dass dat eng Issue wier déi gutt wär, mä déi kann een net eleng diskutéieren, déi muss een am ganz Kontext diskutéiere vun der Organisatioun vun eise Gemengen, wat hir Leeschtunge sinn, wat hir Servicer sinn. Et gi grouss Gemengen an et gi kleng Gemengen an et muss ee kucke wat déi eng a wat déi aner kënne maachen.

Ech sinn och der Meenung, dass eng Gemeng, doriwwer eraus dass se Service-Provider ass, am Fong geholl och d'Territorialitéit representéiert. Mir hunn zwee Niveauen - mir hunn d'Gemengen an de Stat - a sinn e Stéck vun der Identitéit vun de Bierger, déi do wunnen. Dofir muss een och ëmmer iwwerleeën, wann ee Gemengen ofschaaft, da geet e Stéck Proximitéit fort, da muss ee kucke wat dat eis bréngt oder eis net bréngt.

Kloer ass awer - an dat huet den Här Klein ugeschwat a richteg gesot -, d'Weiche fir d'Zukunft sinn op d'mannst gestallt wat d'Landesplanung ugeet. Do hu mer en neit Gesetz, den Aménagement communal, an do gëtt verlaangt eng gewësse Leeschtung an de Gemengen ze bréngen; notamment wat den Techniker ugeet, wat den Urbanist ugeet. Do mussen d'Gemenge sech prett maachen an dat zielt och fir de Programme directeur de l'aménagement du territoire. Dat si Schinnen, déi leie fest, an do mussen déi eenzel Gemenge kucke wéi eng Äntwert si dorop fannen, fir dann eben hei an dësem Beräich kënne matzehalen.

Kloer ass et also, dass mer mat dësem Gesetz, dat mer dann haut hei an der Chamber verabschiden, eng Symbolik maachen déi gutt ass. Mir hunn am Fong geholl hei en Idealfall fäerdeg bruecht an der Form an am Fong. Mir ginn elo da vun 118 op 117 Gemengen erof an d'Masse critique - an dësem Fall war dat d'Schoul, dat huet och eng gewësse Symbolik, well d'Kanner domat associéiert sinn - wäert gutt sinn an déi musse mer nach an Zukunft diskutéieren.

Ech hunn et gesot, wann zwou kleng Gemenge fusionéieren, da behale mer eng kleng Gemeng. Dat ass richteg. Mä wat wichteg ass ass, dass dee Schrëtt awer an déi richteg Richtung geet. Dat heescht dass ee seet, mir wëlle méi effizient ginn, mir wëlle besser schaffen. An ech si ganz kloer fir eng step by step - géif ech soen - Approche dozou, well hei kann een och bereien - an dat muss een och soen -, dass Veianen sech net associéiert huet, an ech weess dass Veianen hei och an der Diskussioun war, dass si erausgeklomme sinn. Et wier och vläicht besser gi wa Veianen sech och nach associéiert hätt.

Mä net ëmmer dee schnelle Wee ass dee beschte Wee an d'Effizienz vum Resultat däerf een net nëmmen dorunner moossen, mä et muss een dovunner ausgoen dass mat dësen Diskussiounen, déi mer hei féieren, eng gewësse Bewusstseinserweiterung an eise Gemenge kënnt, dass een am Fong geholl agesäit, dass et net méi kann esou weidergoe wéi et bis elo geet an dass ee gesäit wou d'Limitë si vun eise Gemengen. Well eis Bierger verlaangen ëmmer méi a mir sinn do gefuerdert hinnen eng Äntwert ze ginn.

D'Servicer sinn natierlech nëmme méiglech ënner verschiddene Konditiounen an do ass déi finanziell Approche déi wichtegst. A wann ee Saz richteg ass, dann ass et deen, dass eng Leeschtung säi Präis huet an et kann een net all Leeschtung zu all Präis maachen, an dat wäerte mer och gesinn an Zukunft an deenen nächste Méint oder am nächste Joer, wa mer iwwert d'Kaderdirektiv vum Waasser zum Beispill schwätzen, wou mer wäerte feststellen dass mer de reelle Präis musse beim Waasser rechnen, an da gesäit ee wat dat eent an dat anert bréngt. An da wäerte mer déi Diskussioun, déi hei virdrun ugeklongen ass vun de Syndikater, kréien. Well et ass kloer, dass eng Multitude vu Syndikater déi ganz Saach net méi einfach mécht, mä nach méi komplex an och nach méi deier. A besonnesch am Waasserberäich kéint ech mer virstellen, dass een do misst kucken ze homogeniséieren an och do Fusiounen an d'Aen ze faassen oder Méiglechkeeten do méi doduerch ze gesinn.

An am selwechten Otemzuch wëll ech och soen, dass ech et, géif ech bal soen, scho keck fannen - ech mengen dat wier dat richtegt Wuert -, dass et Gemenge ginn hei an eisem Land, déi a 14 Syndikater sinn; an déi Kaart si mer amgaangen ze dresséieren. Do muss ee sech iwwerleeën, wat do nach bleift an Eegeregie a wat do alles iwwer eng Tëschenetapp verabschit gëtt. Dat sinn Diskussiounen, déi ech gäre wëll féieren, an déi wäerten eis och weise wéi eng Leeschtunge fir wéi eng Gemenge méiglech sinn a wéi eng net méiglech sinn.

Eppes soen ech Iech just, d'Bierger, déi sinn Demandeur a si moossen d'Politiker un de Resultater, an dat wäerte si och bei deenen nächste Gemengewahle maachen. An ech sinn och bereet eng Diskussioun am Kader vun dëse Gemengewahlen ze féieren, fir dass déi Gemengen, déi e Wëllen hu sech méi performant ze gestalten, dass déi solle beim Bierger dobausse méi e grousst Ouer kréien. Well net all Gemeng kann all Leeschtung bréngen a si musse sech eben esou outilléieren, dass dat méiglech ass.

An déi regional Elementer, déi do mussen afléissen, do wëlle mer och - dat ass ganz kloer - diskutéieren iwwert déi Modeller, déi et ginn. Ech wëll se nach eng Kéier nennen: Modell 1, d'Struktur ass d'Fusioun. Fir mech ass dat déi Effizientst, si optimiséiert a mécht déi ganz Zesummenaarbecht transparent a si ass och ganz no beim Bierger. Déi zweet Méiglechkeet, déi mer hunn, ass entstanen iwwert d'Syndikater, an déi ass an de 70er Joren entstanen an dat war d'Äntwert op déi Zäit vun de 70er Joren, wou kee wollt fusionéieren, wou gemengt ginn ass, et wier eng Äntwert iwwert déi Syndikater. Dat ass déi zweet an déi läit am Fong geholl net esou no bei de Bierger, do gëtt ganz vill indirekt décidéiert. Et sinn Décisiounen, déi falen net direkt am Gemengerot, oder schonn direkt, mä aner Décisioune falen indirekt. Et ass manner Transparenz do an et ass en Zwëschenniveau an engem gewësse Sënn, well mir hunn de Stat a mir hunn d'Gemengen a wa mer Syndikater hunn, dann hu mer en Niveau derzwëschent. En ass zwar net am Sënn vun der Constitutioun, mä trotzdem ass een Zwëschenniveau do wou décidéiert gëtt an et ass manner Transparenz do. An dëst soll ee sech bewosst sinn, wa mer déi Diskussioune féieren.

An dann d'Diskussioun vun den neie Modellen, déi den Här Calmes ugeschwat huet an déi ech och gären nach eng Kéier wëll féieren, déi ganz Diskussioun mat de Communités de communes an esou weider, dat ass en Débat, deen ass wichteg an dee muss geféiert ginn.

Mä et muss awer och elo gläich gehandelt ginn. Mir kënnen net ëmmer nëmmen diskutéieren. Well ech sinn der Meenung, dass d'Marge de manoeuvre net déi gréisst ass, mä relativ kleng ass, an dass mer, wëssend dass esou en Zyklus, wéi en elo amgaangen ass ze dréinen, all 30 Joer erëm kënnt, all Intérêt hunn eis an eiser Groussregioun ze positionéieren duerch effizient Gemengen.

Fusiounen, dat hat ech gesot, wier eng Äntwert, mä doudsécher net déi bescht. Et muss ee kucke wat se wäert ass a wat se net wäert ass. D'Limiten hu mer virun Aen. Ech menge wa mer zesummen an deenen nächste Méint konstruktiv wäerten diskutéieren, wa mer keng Politique politicienne wäerte maachen, Här President, da sinn ech iwwerzeegt dass d'Interesse vun de Bierger an eiser Gesellschaft an de Gemenge gutt wäerte vertruede sinn.

Dofir sinn ech och iwwerzeegt, dass dëse Projet, net nëmmen eleng doduerch dass en eng Unanimitéit hei an der Chamber fënnt, awer och eng symbolesch an eng Signalwierkung huet fir déi aner Gemengen, fir och an déi Richtung ze denke wéi et an dësem Projet geschitt ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Här Minister, erlaabt Der nach eng Fro vum Här Gira?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt keng Fro méi stellen, Här President. Ech wollt dem Här Innenminister just op seng Interventioun u mäin Numm preziséieren, dass ech déi Fusioun absolut net zerriede wollt a se och net zerriet hunn, well soss géife mer de Projet net stëmmen, wa mer där Meenung wieren.

Ech wollt just viru Blauäugigkeet, souwuel an dësem spezifesche Fall, wéi virdrun, am generelle Kontext vun de Fusiounen, hiweisen an hu preziséiert mat mengen Zuelen, dass déi prinzipiell finanziell Problemer, déi kleng Landgemengen hu mat Fusiounen an dëser Gréisstenuerdnung, zumol wann d'Zäiten elo méi schlecht géinge ginn, net geléist ginn. Net méi an net manner wollt ech soen an dozou stinn ech.

M. le Président.- Mir huelen Akt, Här Gira, vun Ärer Deklaratioun. Här Minister, ech mengen et ass deem näischt méi zouzefügen.

(Hilarité)

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Dir hutt do een Term benotzt, Här Gira, dee mer net esou gefält, dat ass Blauäugigkeet. Ech hunn net dat Gefill, dass ënnert dem Innenminister Michel Wolter, oder menger Persoun, d'Gemenge géifen dohinner gestallt ginn, dass se sollte blauäugig ginn oder wieren. Ech sinn der Meenung…

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Ech sinn houfreg op meng blo Aen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech sinn der Iwwerzeegung, dass jidderee verstanen huet wéi eescht déi Situatioun hei ass an dass mer nach flott a wichteg Diskussiounen hei wäerte féieren.

M. le Président.- Voilà, mir sinn dann definitiv um Enn vun der Diskussioun ukomm. Ech hunn eng grouss Unanimitéit hei festgestallt fir de Projet vun der Fusioun vun de Gemenge Baastenduerf a Furen a mir wäerten déi grouss Zoustëmmung och elo gläich beim Vote mierken; e Vote zu deem mer och elo kommen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen of iwwert de Projet de loi 5343. Den Text steet an deemselwechten Document parlementaire.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5343 ass, esou wéi ech dat virdrun ugedeit hat an och erhofft hat, mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Ali Kaes), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber) , Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par Mme Nelly Stein), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mmes Claudia Dall'Agnol, Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, gëtt d'Chamber Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Wann dat esou ass, dann ass dat esou décidéiert.

4. Demandes en naturalisation

Als leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 18.45 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 18.49 heures.)

Domat ass de Huis clos opgehuewen. Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 45 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl an eng Demande am zweete Vote constitutionnel.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 17 novembre 2004

1. ALLIOT Philippe René Gabriel, né le 27 juillet 1953 à Voves (France), demeurant à Strassen
2. ASSEBANE Ali, né le 15 décembre 1963 à Casablanca (Maroc), demeurant à Hesperange
3. AUBERTOT Lionel, né le 26 juin 1972 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à Esch-sur-Alzette
4. BAHREHVAR Reza, né le 23 septembre 1972 à Téhéran (Iran), demeurant à Hagen
5. BARBARO Antonio, né le 17 juin 1962 à Mammola (Italie), demeurant à Niederkorn
6. BENALLEGUE Linda, née le 18 janvier 1964 à Setif (Algérie), demeurant à Luxembourg
7. BLAKAJ Bashkim, né le 22 février 1965 à Vrellë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange
8. BLATT Konrad Raimund, né le 27 avril 1964 à Saarburg (Allemagne), demeurant à Bech-Kleinmacher
9. BORMANN Wilfried Johann Fritz, né le 8 mai 1947 à Beppen (Allemagne), demeurant à Ehlerange
10. BOUGUATTAYA Halima, née le 16 août 1973 à Casablanca (Maroc), demeurant à Esch-sur-Alzette
11. BRANICKA Anna Katarzyna, née le 12 décembre 1983 à Varsovie (Pologne), demeurant à Luxembourg
12. BRKIC Bernarda, née le 15 février 1962 à Janjevo (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
13. CHAMMAS Henriette, née le 00.00.1926 à Lattaquie (Liban), demeurant à Strassen
14. CIKOTIC Adela, née le 4 juin 1981 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette
15. CIKOTIC Asmir, né le 8 décembre 1982 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Rumelange
16. CORNUT Jean-Marc, né le 2 mai 1960 à Sorengo/Tessin (Suisse), demeurant à Kehlen
17. CORREIA Vanda Maria, née le 20 janvier 1976 à Ribeira Grande/Santo Antao (Cap-Vert), demeurant à Ehnen
18. DA CRUZ Maria de Fatima, née le 19 octobre 1963 à Santo Crucifixo/Ribeira Brava (Cap-Vert), demeurant à Differdange
19. DA SILVA PINTO Célia de Fatima, née le 8 juillet 1979 à Fornos/Marco de Canaveses (Portugal), demeurant à Mamer
20. DE BACKER Roger Louis Ivo, né le 21 mars 1948 à Anvers (Belgique), demeurant à Junglinster
21. DE CARVALHO RODRIGUES Maria José, née le 14 janvier 1965 à Vrea de Jales/Vila Pouva de Aguiar (Portugal), demeurant à Bertrange
22. DE GROOT Joanna Diana Nicolasina, née le 7 novembre 1943 à Venlo (Pays-Bas) demeurant à Mersch
23. DE TOMMASO Gianni, né le 22 septembre 1972 à Luxembourg, demeurant à Bergem
24. DESCAMPS Jacques Gaston Cornelius, né le 8 mai 1943 à Ieper (Belgique), demeurant à Luxembourg
25. FADINA Viktoriya, née le 15 novembre 1976 à Sébastopol (Ukraine), demeurant à Hautcharage

26. FAYMONVILLE Gabriele Agnes, née le 7 décembre 1961 à St. Vith (Belgique), demeurant à Weiswampach
27. FERREIRA LOPES Salvador, né le 22 septembre 1978 à Dakar (Sénégal), demeurant à Differdange
28. FILIPOVIC Ksenija, née le 8 janvier 1972 à Siegburg (Allemagne), demeurant à Strassen
29. FORTES BARROS Ana Paula, née le 18 juin 1973 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette
30. FUCHER Marie Joséphine, née le 2 juillet 1954 à Dudelange, demeurant à Fennange
31. GAMALIEL Azra Florence, née le 15 juillet 1957 à Faisalabad (Pakistan), demeurant à Esch-sur-Alzette
32. GARCIA Valérie, née le 19 mai 1966 à Lyon (France), demeurant à Ernzen
33. GARCIA CACERES Yanilda Altagracia, née le 14 novembre 1964 à La Vega (République Dominicaine), demeurant à Esch-sur-Alzette
34. GOMES ROCHA Filomena, née le 25 août 1969 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Dudelange
35. GORGIZADEH Sakinéh, née le 22 février 1959 à Guénavéh (Iran), demeurant à Bech-Kleinmacher
36. HARIS Andrea, née le 24 juillet 1978 à Budapest (Hongrie), demeurant à Sandweiler
37. HÉGAZY Ramadan, né le 13 novembre 1969 à Le Caire (Egypte), demeurant à Luxembourg
38. HIRTZ Olivia Josée Eliane, née le 10 janvier 1967 à Arlon (Belgique), demeurant à Luxembourg
39. HORSBURGH Karl-Heinz, né le 29 novembre 1957 à Minden (Allemagne), demeurant à Septfontaines
40. HOSCH Sylvia Patricia Geneviève, née le 4 octobre 1983 à Messancy (Belgique), demeurant à Esch-sur-Alzette
41. KNEBL Tanja, née le 2 février 1966 à Brcko (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Ettelbruck
42. KOHNEN Olivier Jean Ghislain Lucie, né le 11 mai 1970 à Vielsalm (Belgique), demeurant à Doncols
43. KRASNIQI Dervish, né le 21 janvier 1969 à Prapaqan (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Howald
44. LAPORTA Frédéric Marie-Louise Philippe, né le 20 décembre 1976 à Wilrijk (Belgique), demeurant à Mamer
45. ZEEB Christophe Tommy, né le 7 décembre 1978 à Nassau (Allemagne), demeurant à Strassen

Naturalisation en vue du second vote constitutionnel, demande de naturalisation basée sur l'article 7, pénultième alinéa de la loi modifiée du 22 février 1968 (circonstances exceptionnelles)

MEDIOUNI Raphaël, né le 21 janvier 1979 à Rehovot (Israël), demeurant à Luxembourg

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.50 heures)

JEUDI, 18 NOVEMBRE 2004 — 7E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Communication
3. Dépôt d'une motion
4. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la récente décision de la Commission européenne de recommander l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie

   (Discussion générale - Motions - Votes)
5. Discours de M. le Président de la Chambre des Députés
6. Discours de M. Josep Borrell, Président du Parlement européen

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Den Här Gesondheetsminister a Minister vun der sozialer Sécherheet freet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. De Grand-Duc huet mech autoriséiert am Numm vun der Regierung de Projet de loi 5401 ze deponéieren, deen d'Renten an d'Pensiounen aus dem öffentlechen a private Regime an d'Onfallrenten un d'Lounentwécklung ab 1. Januar soll erlaben. Et ass eng Upassung vun 2%.

- Projet de loi N° 5401 portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommissioun verwisen, fir analyséiert ze ginn.

2. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Défense, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 17 novembre 2004, le projet de loi N° 5400 modifiant la loi modifiée du 27 juillet 1992 relative à la participation du Grand-Duché de Luxembourg à des opérations pour le maintien de la paix (OMP) dans le cadre d'organisations internationales.

Den Här Jaerling huet d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Motioun. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

3. Dépôt d'une motion

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, am Hibléck op déi kommend Kommunalwahlen nächst Joer géif ech hei eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung opfuerdert, fir fir all neie Wieler e Wielerpass anzeféieren.

Motion

D'Volleksvertriederkummer,

- sech der Wichtegkeet vun de Kommunalwahlen an doriwwer eraus vun alle Wahle bewosst;

- beméit all neiem Wieler eng komplett Informatioun iwwer eise Wahlsystem zoukommen ze loossen, an iwwert dee Wee aus hinne gutt virbereet Wieler ze maachen;

- iwwerzeegt, datt eng Unerkennung vum Aschreiwen a Wielerlëschten an déi éischt Bedeelegung u Wahlen eng wichteg Etapp ass am Liewe vun engem Bierger, déi eng besonnesch Opmierksamkeet awer och eng Unerkennung verdéngt;

- datt dës Opmierksamkeet an Unerkennung unhand vum Ausstelle vun engem Wielerpass kann demonstréiert ginn,

fuerdert d'Regierung op

- e Wielerpass fir all neie Wieler anzeféieren, dat begleet vun enger optimaler Informatioun vun all neiem Wieler iwwer eise Wahlsystem.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- Ech ginn Iech Akt vum Dépôt vun der Motioun, déi mer an der Presidentekonferenz kucken an dann en Datum fixéiere wäerten, wéini dass mer déi hei am Plenum debattéiere wäerten.

Fir haut de Mëtteg huet den Här Gast Gibéryen am Numm vun der Fraktioun vum ADR eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei ugefrot. D'Riedezäit ass folgendermoosse vun der Presidentekonferenz festgeluecht ginn: 15 Minutte fir d'Fraktioun vum ADR, jeeweils zéng Minutte fir déi aner Fraktiounen a 15 Minutte fir d'Regierung. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Wolter, den Här Goerens, den Här Fayot an den Här Bausch.

Vu dass mer kuerz viru véier Auer de President vum Europaparlament hei wäerten empfänken, géif ech jiddferee bieden sech strikt un d'Riedezäit ze halen, an da musse mer kucken, wéi wäit dass mer kommen, an och, wa Motioune kommen, ob mer déi haut nach diskutéieren oder ob mer déi gegebenenfalls spéider musse kucken.

D'Wuert huet elo den Här Jacques-Yves Henckes als Vertrieder vun der Fraktioun vum ADR. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la récente décision de la Commission européenne de recommander l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et kann ee fir oder géint, enthusiastesch oder skeptesch stoen zu der Iddi, dass d'Tierkei Member gëtt an der Europäescher Unioun, mä eent ass sécher, hei geet et ëm eng kapital Entscheedung fir d'Zukunft vun der Europäescher Unioun.

Eng Adhésioun vun der Tierkei an d'EU implizéiert e Choix, eng Äntwert op d'Fro: „Wat fir een Europa wëlle mir?" Esou ass et iwwert dëse Choix, datt ech wëll schwätzen.

Den Artikel 49 vum Europäeschen Traité seet: „Tout État européen peut demander à devenir membre de l'Union Européenne". D'Tierkei ass net Europa! D'Tierkei ass keen europäesche Stat. Dat ass wouer, geopolitesch gesinn. 5% vum nationalen Territoire vun der Tierkei sinn an Europa a 95% sinn am Mëttleren Orient. Wann d'Tierkei Member gëtt vun der EU, da sinn d'Grenzen vun Europa Syrien, den Irak an den Iran. Dat ass net Europa, dat ass de Mëttleren Orient.

D'Fro vun de geopolitesche Grenze vun Europa ass awer eng wichteg Fro. Wa mer d'Tierkei mat an d'EU eranhuelen, da gi mer de Prinzip vun der europäescher Territorialitéit op, an dat war bis elo awer ee vun de Grondprinzipië bei der Konstruktioun vun der Europäescher Unioun. Da wësse mer net méi, wou mer mat der Erweiderung ophalen. Da gëtt et extrem schwéier fir aner net europäesch Länner glaubwürdeg zréckzeweisen.

Jiddferee kennt d'Konflikter an d'Dramen, déi sech an dësem Deel vun der Welt ofspillen. D'Analyse vun der NATO weisen aus, dass zwielef vun deene geféierlechste Konflikter an der Welt sech am immédiaten Ëmfeld vun der Tierkei ofspillen. Europa soll do matschwätzen. Europa spillt an dëser Regioun net déi Roll, déi et soll. Mä Europa kann dat nëmme maachen, wann et neutral ass. Dëst wäert vill méi schwiereg sinn, wann Europa Deel vum Problem gëtt, wann Europa interesséiert an engagéiert ass an all dëse Konflikter iwwer ee vu senge Memberstaten, der Tierkei.

D'Tierkei ass net Europa. Dat ass och wouer, wat d'Demokratie ugeet. An de leschten zéng Joer sinn am Kurdistan dausende vun Dierfer zerstéiert an d'Bevölkerung verdriwwe ginn. Déi kurdesch Fro ass en deeglechen Drama an dëser Regioun. D'Fro vun der Unerkennung an der Veraarbechtung vum Völkermord um armenesche Vollek bleift. D'Fro vun Zypern an der militärescher Besetzung vun engem Deel vun dëser Insel bleift.

Wann d'Tierkei bis Vollmember an der EU ass, kann d'EU net méi als onparteiesche Vermëttler an all dëse Froen a Konflikter optrieden, well ee vun hire Memberstaten direkt implizéiert ass.

Et gouf viru kuerzem vill iwwert dat neit tierkescht Strofgesetzbuch debattéiert. Et ass vill geschwat ginn iwwert deen Artikel an dësem Code pénal, deen den Adultère kriminaliséiere wollt. Generell gouf sech gefreet doriwwer, dass d'EU et fäerdeg bruecht huet, fir d'tierkesch Regierung ze béien, fir dësen Artikel aus dem Strofgesetzbuch falen ze loossen. Mä keen huet gefrot, firwat dann déi tierkesch Regierung esou eng Propositioun gemaach huet. Wéi war an engem Land, wat sech als modern Demokratie versteet, esou eng Propositioun iwwerhaapt méiglech?

Hei weisen sech esou fundamental Ënnerscheeder an der Mentalitéit, dass se mat eisem Verständnis vun der Fräiheet an der Dignitéit vum eenzelne Mënsch net ze vereinbare sinn. A kee soll mengen, dass dës fundamental Ënnerscheeder an de Grondiwwerzeegungen tëschent eisem Mënschebild an deem vun der islamescher Welt sech duerch Gesetzestexter iwwerwanne loossen. D'Geschicht léiert eis ëmmer erëm, dass dat net geréit a besonnesch an esou grousse Populatiounen e Changement de mentalité praktesch net méiglech ass - ganz besonnesch, wann d'Reliioun och nach do mat erapillt.

Ech wëll hei ganz däitlech soen, dass dësen Aspekt wäit iwwert dat erausgeet, wat mir gewéinlech ënner kultureller Vielfalt an Europa verstinn a souguer als ee vun den Atoute vun der europäescher Communautéit ugesinn.

Mat der kultureller Vielfalt hu mir kee Problem, mä wann et ëm grondsätzlech Wäerter an Iwwerzeegunge geet, déi den Zement vun der EU duerstelle mussen, dann ass d'Diversitéit keen Atout, mä e geféierleche Sprengstoff, deen een net toleréiere kann.

Dëser Deeg gouf an enger héichkaräteg besatener Diskussiounsronn festgestallt, dass de fundamentalen Ënnerscheed tëschent eisem Demokratieverständnis an der islamescher Mentalitéit doranner besteet, dass mir all aner Glawensbekenntnisser an Iwwerzeegungen toleréieren, an dat am Islam net de Fall ass. Do knuppen zwou Welten openeen, déi sech net matenee verdroen, an dat léisst sech och net um gesetzleche Wee aus der Welt schafen.

D'Tierkei, dat ass och de Choix vun engem Europa, dat keng Roll méi an der Weltpolitik spillt. An alle Sondagë soen déi meeschte Bierger an Europa - bis zu zwee Drëttel -, dass si en Europa wëllen, dat Amerika a China riicht an d'Ae kucke kann an hinne soe kann: „Dir hutt Äre Modell, mir respektéieren deen, mä mir hunn onsen, a mir wëllen net op dee verzichten."

An elo versteet een och, firwat d'amerikanesch Administratioun alles mécht, fir ons d'Erweiderung vun der EU op d'Tierkei ze imposéieren. Et gesäit ee gutt, wéi wichteg et fir d'Amerikaner ass, dass Europa eng einfach Fassad vun der NATO gëtt, garantéiert duerch d'Gewiicht vum tierkesche Militär, deen der tierkescher Regierung d'politesch Richtung weist.

D'Tierkei an Europa, dat bedeit eng finanziell Belaaschtung, déi d'Capacitéite vun der EU iwwerfuerdert. Dat bedeit nämlech, dass Europa all Joer 28 Milliarden Euro an d'Tierkei wäert iwwerweise mussen. Et däerf ee mat Recht unhuelen, dass d'Tierkei nëmme wéinst de finanzielle Virdeeler an d'EU komme wëllt. 28 Milliarden Euro, dat ass méi wéi dat Duebelt, wat haut Spuenien kritt. Et ass sechs Mol méi wéi dat, wat Portugal kritt. Et ass een Drëttel vum ablécklechen EU-Budget.

Fir den Tierkei-Bäitrëtt ze finanzéiere mussen d'Memberstaten an haaptsächlech d'Nettozahler ënner hinne méi an d'EU–Budgetë bezuelen, an dat an engem Moment, wou den Haaptnettozueler, nämlech Däitschland, net méi weess, wéi en d'Enner soll beienaner kréien.

Et ass seriö ze fäerten, dass aus dëser finanzieller Belaaschtung eraus an der EU sech eng negativ Stëmmung bei den EU-Bierger breet mécht, déi de Fonctionnement an de weidere Bestand vun der EU a Gefor bréngt, a wat dozou féiere wäert, dass déi national Reflexer an den Egoismus erëm vill méi staark zur Geltung kommen.

An deem Fall wär de Bäitrëtt vun der Tierkei net e Gewënn, mä den Ufank vum Enn vun der EU. D'Tierkei an Europa, dat sinn haut 80 a muer 100 Millioune Leit aus dem Mëttleren Orient, déi mat décidéieren. D'Tierkei an Europa, dat ass och eng important Migratioun no Europa. D'Kommissioun schwätzt vun iwwer véier Milliounen Tierken.

Ech wëll awer elo op dräi Awänn agoen.

Éischtens d'Tierkei géif eng Bréck tëschent Orient an Okzident ginn, eng Bréck tëschent der islamescher Welt an eiser judeochrëschtlecher an humanistesch geprägter Gesellschaft.

Ech si méi wéi skeptesch iwwer esou naiv euphoresch Zukunftsvisiounen. Grënn fir meng Skepsis fannen ech méi wéi genuch an de bizarre Virstellunge vu munche Spëtzepolitiker selwer. Esou sot an engem rezenten Interview am «Le Monde» den neien EU-Kommissiounspresident José Manuel Barroso: «Ce n'est pas à l'Europe de se plier à la Turquie, c'est à la Turquie de se plier à l'Europe.» Éischtens gëtt hei zouginn, dass zwee géigesetzlech Modeller openeeprallen, an zweetens, dass ee vu béide muss noginn, ee sech upasse muss, jo ee sech verbéie muss, an dësem Fall d'Tierkei.

Mir als ADR sinn der Meenung, dass een net dauerhaft e Vollek, seng Traditiounen a seng Kultur kann ënnerdrécken. Am Géigendeel, dat wat ënnerdréckt gëtt steet ënner Spannung, wéi e Ressort brécht et nees ervir soubal d'Emstänn dono sinn. Mä dann ensteet dat wat repriméiert gouf op a senger radikaalster Form, a Form vun Integrismus, Fanatismus a Gewalt.

An hei wëll ech op deen zweeten Awand agoen, en Awand, deen zu engem gudden Deel eng Erpressung ass. Esou heescht et: „Wann der d'Tierkei net Vollmember maacht, dann hu se all hir Reformen ëmsoss gemaach a si verfalen erëm dem Islamismus."

Fir eis si Reformen a Richtung Demokratie a Respekt vun de Mënscherechter kee Mëttel zum Zweck. Fir den ADR sinn dat Wäerter u sech: Demokratie a Mënscherechter si gutt fir d'Leit an de friddleche Fortschrëtt vun hire Gesellschaften. Dës Reforme mussen aus Iwwerzeegung kommen an net fir iergendenger EU-Kommissioun ze gefalen an den Entréesbilljee an iergendee politesche Klub ze kréien. Et ass keng Formalitéit fir kënne vu finanzielle Bäihellefen aus dem EU-Budget ze profitéieren.

An da gëtt et en drëtten Awand, dee seet, dass d'Tierkei an d'EU musse virdemonstréieren, dass d'Unioun kee chrëschtleche Klub ass. Dat brauch een net eréischt ze demonstréieren, dat ass scho laang d'Realitéit. 15 Milliounen EU-Bierger si scho muslimescher Relioun, an et ass och net d'Chrëschtentum eleng, dat d'europäesch Kultur a Wäerter geprägt huet. D'Wuerzele vun eisem Droit, vun eise politesche Strukturen, eis Philosophie, d'Meenungs- an d'Iwwerzeegungsfräiheet, Chrëschtentum, libre pensée, Juddentum, dat sinn Athen, Roum a Jerusalem. Eliminéiert een ee vun deenen dräi, an et zerstéiert een Europa wéi mir et kennen.

Wéi komme mer elo aus deem Schlamassel eraus an deen déi verschidde Regierungen, ouni Mandat duerch hiert jeeweilegt Vollek, Europa eramanövréiert hunn?

Hei wat mir virschloen: D'Chamber fuerdert d'Regierung an enger Motioun op, den EU-Bäitrëtt vun der Tierkei ofzelehnen. D'Regierung soll de Vertrieder vun der Tierkei onmëssverständlech soen, dass falls verhandelt géif ginn, d'Resultat nëmmen eng privilegéiert Partnerschaft mat der EU ka sinn. Deen Automatismus, deen elo als zwangsleefeg an als onwidderruffbar duergestallt gëtt an an enger EU-Vollmemberschaft soll resultéieren, ass inakzeptabel. Dësen Automatismus ass ondemokratesch. Ni haten déi europäesch Bierger hei hiert Wuert matzeschwätzen. Et goufe sou genannte Faits accomplis geschaf, ouni dass jee eng transparent a breet öffentlech Debatt iwwert d'Grenze vun der Europäescher Unioun stattfonnt huet. Haut ass deen historesche Moment fir dëse Mechanismus ze stoppen.

Bis elo gouf mat enger Salamitaktik verfuer, fir eis kënnen ze soen, Dir hutt net Onrecht, mä et ass elo leider ze spéit, et ass versprach, mir hu kee Choix méi. D'Entscheedung ass schonn 1963 gefall, soen déi eng. Déi aner soen, et wier eréischt 1999 zu Helsinki gewiescht, a fir Drëtter wor et 2002 zu Kopenhagen.

All dës Décisiounen hu keng demokratesch Legitimatioun. Mat dësem ondemokrateschen Taktéiere muss elo Schluss sinn. Mir wëlle kloer Verhältnisser. Et ass dat wat mir an onser Motioun proposéieren.

Mir schloen awer och eng wierklech Alternativ vir. Den Opbau, zesumme mat deene Länner vum Mëttelmierraum, déi et wëllen, vun enger méi breeder Gemeinschaft vu Wuelstand a Fridden, eng Gemeinschaft vu géigesäiteger Ënnerstëtzung a Verflichtung, d'Euro-Méditerranée; d'EU op där enger Säit, mat hirer op gemeinsame Wäertvirstellunge berouender Identitéit an op där anerer Säit d'Länner vum Mëttelmierraum mat hirer Identitéit, awer mat eis verbonnen an enger enker privilegéierter Partnerschaft.

Dat ass e politeschen Zukunftsprojet, dee vill méi gerecht an équilibréiert ass wéi eng Zwangsgemeinschaft an där déi eng sech fir déi aner verbéie mussen. Eis Propos ass eng vill méi positiv Approche, den tierkeschen Dilemma am Intérêt vun der Europäescher Unioun ze léisen. Wann dës Regierung, Här Ausseminister, de 17. Dezember Jo seet zu Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei, da gëtt d'Tierkei EU-Member, well et ass sécher, dass d'Europäesch Unioun der Tierkei net seet: „Mir hunn elo fënnef Joer verhandelt, et ass domm gaangen, Dir gitt awer net Member." Et heescht also haut an elo eng historesch Décisioun huelen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que l'adhésion de la Turquie constituerait une décision d'une dimension historique pour l'avenir de l'Union européenne, donc aussi pour l'avenir du Luxembourg;

- que l'article 49 du traité sur l'Union européenne dit «Tout État européen (...) peut demander à devenir membre de l'Union européenne»;

- que la Turquie n'est pas un État européen alors que 95% de son territoire national se trouvent au Moyen-Orient;

- que l'Europe n'a pas vocation à s'élargir indéfiniment et, a fortiori, à des pays non européens;

- que la Turquie présente toujours des problèmes d'application des droits de l'homme, en particulier vis-à-vis des femmes et de la minorité kurde;

- la négation continue du génocide infligé au peuple arménien;

- la charge financière exorbitante qu'entraînerait l'adhésion de la Turquie pour le budget européen au détriment des autres membres de l'Union;

- la position géopolitique de la Turquie et ses relations tendues avec la plupart de ses États voisins;

- que l'Union européenne en intégrant la Turquie deviendrait partie prenante dans la plupart des conflits du Caucase et du Proche et Moyen-Orient;

- la forte immigration à laquelle l'Union européenne devrait faire face suite à une pleine intégration de la Turquie;

- le contexte actuel marqué par le terrorisme et la poussée de l'islamisme;

- la forte croissance démographique de la Turquie et son important poids politique future dans une Union européenne envisageant d'introduire, via le traité constitutionnel, un critère de population dans son processus décisionnel;

- l'article 56 du traité établissant une «Constitution pour l'Europe» prévoyant la conclusion d'accords spécifiques de relations privilégiées de l'Union avec ses États voisins;

- que si des négociations ont lieu avec la Turquie elles ne doivent pas viser une adhésion, mais la possibilité d'aboutir à un accord de partenariat privilégié auquel d'autres pays de la Méditerranée pourraient également être associés;

- que l'unanimité est requise pour toute décision au Conseil européen et donc qu'aucune décision ne peut se prendre sans l'accord du Luxembourg;

demande au Gouvernement

- de s'opposer, lors du Conseil européen du 17 décembre 2004, à toutes négociations en vue d'une adhésion de la Turquie à l'Union européenne;

- de proposer, lors du Conseil européen du 17 décembre 2004, que les négociations avec la Turquie visent à conclure un accord de partenariat privilégié.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als éischte Riedner ass den Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Bäitrëtt vun der Tierkei ass e Sujet, dee mat vill Passioun diskutéiert gëtt. D'Kenntnis respektiv d'Onkenntnis iwwer Geschicht, Kultur a Leit vun engem Land, dat um Rand vum europäesche Kontinent läit, d'Relioun vu senger Populatioun, an dat wat vill Leit haut mat där Relioun a Verbindung bréngen, nämlech islamesche Fundamentalismus an Terrorismus uechtert d'Welt, droen dozou bäi, dass déi allgemeng Perceptioun vun der Tierkei an der Europäescher Unioun eng ass, déi d'Opnam vu Bäitrëttsverhandlungen net zu engem Fait divers vun der europäescher Agenda maachen.

D'Tierkei ass zënter fënnef Jorzéngte mat Europa enk verbonnen. Si ass Grënnungsmember vun der NATO, Member vum Europarot zënter 1950, mat der EG associéiert zënter 1963. D'Tierkei huet hir Bäitrëttsdemande zur europäescher Gemeinschaft 1987 gestallt an d'Zollunioun tëschent der EU an hir ass zënter 1995 a Kraaft.

1999 hunn déi europäesch Stats- a Regierungschefen um Sommet vun Helsinki d'Tierkei als Kandidatestat confirméiert an hir Adhésiounsvokatioun ënnerstrach. Schlussendlech läit säit dem 6. Oktober 2004 déi nuancéiert positiv Recommandatioun vun der Kommissioun vir, déi dem Europäesche Conseil un d'Häerz leet, d'Opnam vu Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei am Dezember ze beschléissen. D'Entwécklung vun de Relatioune vun der Tierkei mat der EU sinn deemno am Laf vun de Joren a Jorzéngte lues a lues a Richtung Bäitrëttsverhandlungen erausgelaf.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Opnam vu Bäitrëttsverhandlunge rifft déi enorm Erausfuerderungen an Erënnerung, déi mat enger tierkescher EU-Memberschaft verbonne wieren. Dës Erausfuerderungen ergi sech aus der Gréisst vum Land, et ass anerhallef Mol esou grouss wéi Frankräich; aus senger geographescher Situatioun tëschent Europa an Asien; aus de Relatioune mat sengen Nopeschlänner wéi dem Irak, dem Iran, Syrien an Armenien; aus senger Populatioun vun haut 70 an an 20 Joer tëschent 90 an 100 Milliounen Awunner.

Erausfuerderungen ergi sech awer och aus dem Zoustand vun der tierkescher Wirtschaft, déi zwar déi 21. Ekonomie weltwäit ass, mä awer nëmmen e PIB pro Kapp vun och 21% vun der aktueller Uniounsmoyenne erbréngt. Dobäi soll een allerdéngs net ënnerschloen, dass dat zimlech genee den Niveau ass vu Rumänien a Bulgarien, déi 2007 sollen der Unioun bäitrieden.

En tierkesche Bäitrëtt géif ouni all Zweiwel eng spierbar Belaaschtung vum europäesche Budget um Niveau vun der Landwirtschaft an de Strukturfonge bedeiten. Esou e Bäitrëtt kann deemno eréischt erfollegen, nodeem déi finanziell Perspektive fir d'Unioun iwwer 2014 eraus virleien. Och d'EU muss an der Perspektiv vun engem Bäitrëtt vun der Tierkei Efforte maachen. Dat ka keen unilateralen tierkeschen Exercice sinn, wa mer dem tierkesche Bäitrëttswonsch wëllen op fair Manéier begéinen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Opnam vu Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei ass net gläichbedeitend mat dem Bäitrëtt vun der Tierkei. De Bäitrëtt u sech gëtt konditionéiert duerch en erfollegräichen Ofschloss vun engem Prozess, deen d'Wiese vum tierkesche Stat beréiert an net wäert onverännert loossen. D'Tierkei ass zu esou engem Prozess bereet, a mir hunn et gëschter nach aus dem Mond vun hirem Premierminister hei an der Chamber héieren; an dës Bereetschaft verlaangt eise Respekt.

D'Opnam vu Bäitrëttsverhandlunge selwer ass nëmme méiglech ginn op Grond vun deene konsequente Changementer, déi an deene leschte fënnef Joer an der Tierkei stattfonnt hunn. Ech mengen domat ongezielt Verfassungs- a Gesetzesännerungen, d'Ofschafe vun der Doudesstrof, d'Erlaabnis vum Gebrauch vun der kurdescher Sprooch, d'Stäerkung vun der ziviler Administratioun an déi faktesch Aschränkung vun der Roll vun der Arméi. Am Résumé bedeit dëst, dass déi wesentlech politesch Kritären, déi e Bäitrëttskandidat muss erfëllen, haut vun der Tierkei erfëllt ginn.

Mä wéi scho gesot, d'Opnam vu Verhandlungen ass eng Saach, de Bäitrëtt ass eng aner. Et si ronn 30 Verhandlungskapitelen ofzeschléissen ier et zu engem Bäitrëtt ka kommen. All eenzelt vun dëse Kapitele muss mat Succès ofgeschloss ginn, Ausnahme ginn a goufen et fir kee Kandidat, et kann och keng fir d'Tierkei ginn. D'Europäesch Unioun muss der Tierkei am Laf vun dësem Prozess schounungslos bäibréngen, wat et heescht zu Europa ze gehéieren an Deel vum politeschen Europa wëllen ze sinn. Dat bedeit net nëmmen Demokratie a Mënscherechter, wirtschaftlech Stäerkt a Währungsstabilitéit, et bedeit och eng bestëmmte Kultur vu Sozialpolitik vu Familljepolitik, vum Respekt an der Förderung vun der Roll vun der Fra an et bedeit kulturell, reliéis, gesellschaftlech a mënschlech Toleranz.

Donieft gëtt et weider Elementer, déi een direkten tierkesche Bäitrëtt zum heitegen Zäitpunkt onméiglech géife maachen. All Joer ginn nach ëmmer honnerte vun individuelle Folterfäll aus der Tierkei gemellt, och wann net méi sou genannt systematesch gefoltert gëtt. Ob eng Persoun allerdéngs Affer vun enger Systematik oder vun individuellem Feelverhaale gouf, ass hir zimlech egal.

All Joer ginn nach ëmmer ronn 2.000 Asylanten aus der Tierkei an der Gemeinschaft opgeholl, dat kann net esou bleiwen. E Land, wat als EU-Member soll potentiell um System vum sécheren Drëttstat deelhuelen, ka kee Land sinn aus deem nach ëmmer Leit fortlafen an an der Unioun Asyl sichen. D'Relatioune mat Zypern an Armenien sinn net gekläert an och dat kann net esou bleiwen. Et ass ondenkbar, dass e Memberstat vun der EU en anere Memberstat net unerkennt, an et ass ondenkbar, datt e Memberstat vun der EU seng Grenz mat engem friddlechen Nopeschland zou léisst. All dës Froe musse beäntwert ginn, ier een un en tierkesche Bäitrëtt denke kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, op där anerer Säit, an dat muss een och soen, kann een e Land a seng Leit net éiweg hinhalen. D'Tierkei huet an deene leschte Jore vill versprach kritt. Déi europäesch Vokatioun ass op ville Plazen ënnerstrach ginn. Elo no immensen tierkesche Virleeschtungen ass eng europäesch Géigeleeschtung néideg. D'Opnam vu kontrolléierten a regelméisseg evaluéierte Bäitrëttsverhandlungen ass haut eng europäesch Verflichtung géigeniwwer engem Land, dat iterativ widderholl huet, dass et Member vun der Unioun wëllt ginn, awer och géigeniwwer engem treien Alliéierten, dee sécherheetspolitesch ëmmer fest op eiser Säit stoung.

D'Tierkei ass e Stabilitéitsfaktor am Balkan, deem seng Staten och d'Vokatioun hunn der EU unzegehéieren, an doriwwer eraus. D'Tierkei ass Deel vun enger europäescher Friddensuerdnung a vun der Friddensuerdnung ronderëm Europa. Europa u sech ass nach ëmmer a besonnesch eng friddenspolitesch Entreprise, déi fir Stabilitéit a Sécherheet op eisem Kontinent suergt. Hei kann d'Tierkei an a mat Europa eng Roll spillen, déi soss kee vun den europäesche Partner kéint iwwerhuelen. D'Tierkei ass deen eenzege wierklech demokratesch konstituéierten a laizistesche Stat mat enger moslemescher Populatioun.

Si ass d'Paart op dat turksproochegt Zentralasien, e Raum, dee sech bis China erstreckt an 150 Millioune Leit zielt. Si ass Member vun der Konferenz vun den islamesche Staten an ënnerhält gläichzäiteg besonnesch privilegéiert Relatioune mam Stat Israel. A schliesslech liewen zu dësem Zäitpunkt schonn iwwer dräi Milliounen Tierken an der Europäescher Unioun, deenen hir Integratioun e wichtege Faktor vun der Kohesioun vun de Gesellschaften a Länner, wéi Däitschland, Frankräich, Éisträich an Holland ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Evaluatioun vum Inhalt a vun den Etapperesultater vu Bäitrëttsverhandlungen ass e béidsäitege Prozess. Et sëtzen zwee Partner um Dësch, déi kënnen zur Konklusioun kommen eenzel oder zesumme weiderzefueren, d'Négociatiounen auszesetzen oder ofze-

briechen. D'Verhandlunge musse mam Zil vum Bäitrëtt opgemaach ginn, well dat de Sënn vu Bäitrëttsverhandlungen ass. Mä de Bäitrëtt ass net d'office d'Resultat vun de Verhandlungen. Wouhinner dee laange Wee féiert, dee mat engem Beschloss fir d'Opnam vu Verhandlungen elo soll ugoen, dat wäert den Inhalt, d'Atmosphär an de Fortschrëtt vun dëse Verhandlunge weise mussen.

Loosse mer deemno déi legitim Erwaardunge vun de Partner an déi objektiv Fortschrëtter vun deene Verhandlungen, déi elo sollen ugefaange ginn, éierlech a fair begleeden an evaluéieren. En tierkesche Bäitrëtt an d'Unioun ass dann, awer nëmmen dann, wann e gutt preparéiert gëtt, wann en aus deene richtege Grënn stattfënnt a wann en de Leit an deenen nächste Jore begräiflech gemaach ka ginn, eng Beräicherung fir Europa.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den Här Goerens ageschriwwen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet haut am Fong drëm fir Stellung ze huelen zu enger Äntwert, déi d'Lëtzebuerger Regierung de 17. Dezember soll zu Bréissel am Kader vum Conseil européen mat ginn.

Mir wäerten iwwer eng Äntwert schwätzen, wou et awer net esou sécher ass, ob mir iwwerhaapt wësse wéi d'Fro ass, déi gestallt gëtt, well wann ee sech dobaussen ëmfreet bei de Leit an et freet een, wouriwwer gëtt dann effektiv de Mëtteg an der Chamber diskutéiert, da mengen der ganz vill, et géif iwwert de Bäitrëtt vun der Tierkei an d'Europäesch Unioun diskutéiert ginn, an dat ass guer net de Fall. Et gëtt haut de Mëtteg hei driwwer diskutéiert, ob mer der Regierung sollen e Mandat ginn oder ob mer d'Regierung sollen ënnerstëtzen, datt de 17. Dezember zu Bréissel si kann hiren Accord ginn zum Ufank vu Bäitrëttsverhandlunge vun der Tierkei an d'Europäesch Unioun. Dat ass d'Fro iwwert déi mir haut de Mëtteg hei solle befannen.

Am Virfeld vun där ganzer Debatt ass enorm vill polemiséiert ginn an ech menge mir hätten Intérêt drun, fir d'Fro erëm op e sachleche Plang zréckzekréien. D'Tierkei, an et ass grad vu mengem Virriedner rappeléiert ginn, huet 1963 en Associatiounsvertrag mat der Europäescher Gemeinschaft gemaach an domat war schonn d'Vokatioun zu engem spéidere Bäitrëtt mat verbonnen. 1963 ass also schonn eng wichteg Weichestellung gemaach ginn, et ass duerno och nach zu Rapprochementer komm, ofgesi vun deenen enken transatlantesche Bezéiungen, déi mir mat deem Land hunn.

Virun e puer Joer waren den Här Fayot an ech zesummen am Europaparlament wéi mir doriwwer diskutéiert an och ofgestëmmt hunn, ob d'Europäesch Unioun soll d'Tierkei an eng Zollunioun ophuelen. Ech hunn deemools am Europaparlament dergéint gestëmmt, well ech der Meenung war, datt eng ganz Partie Acquisen notamment en matière de droits de l'homme an en matière de respect des minorités, net erfëllt waren. Ech hat awer kee Problem, datt aner Kolleegen e positive Vote ofginn hunn, well am Fong wollte mer alleguerten datselwecht.

Déi eng wollten duerch de Bäitrëtt vun der Tierkei an d'Zollunioun dozou bäidroen, datt dat Land kënnt Progrèsë maachen, an duerno si jo eng Partie Konditiounen nach nogeschoss ginn un déi d'Tierkei sech huet missen halen. An ech mengen et kann een och soen, datt déi Konditiounen, déi deemools vun europäescher Säit un d'Tierkei gestallt goufen, hiert Zil erfëllt hunn, well et sinn enorm vill Progrèsë gemaach ginn.

1999 ass um Sommet zu Helsinki am Fong beschloss gi fir de Statut vum Kandidat vun der Tierkei ze akzeptéieren, awer net zu egal wat fir enge Konditiounen, an et ass ganz kloer rappeléiert ginn, datt wann d'Tierkei eng Kéier wëllt sech der Europäescher Unioun unnäheren au point fir selwer Member ze ginn, da misste Konditiounen erfëllt ginn, an déi Konditiounen, déi sinn och festgeluecht an de sou genannte Kopenhagener Kritären.

Just ee Wuert zu de Kopenhagener Kritären, si hunn dräi Kategorien. Déi éischt Kategorie geet nämlech iwwert de Respekt vun den Droits des minorités, de Respect vun den Droits politiques, also dat wat mir Critères politiques nennen, muss an engem zefriddestellende Mooss erfëllt ginn, fir iwwerhaapt kënnen der Kommissioun ze erlabe Feu vert ze ginn, fir déi Négociatiounen ulafen ze loossen, respektiv dem Conseil européen ze proposéiere mat deene Bäitrëttsverhandlungen unzefänken.

An där éischter Kategorie vun de Kritäre vu Kopenhagen steet also ganz kloer, datt ee muss d'Mënscherechter, d'Minoritéiterechter respektéieren. Elo kann ee soen, dat huet och schonn d'Tierkei ënnerschriwwe vun deem Moment un, wéi se Member gouf vum Conseil d'Europe. Mir wëssen awer och, datt dat en Upassungsprozess war, deen am Chef vun der Tierkei net ganz einfach war, an duerch den Drock, dee progressiv exercéiert ginn ass op dat Land, an och duerch déi verschidden Ouvertüren, déi der Tierkei opgemaach goufen, war et méiglech, do Fortschrëtter ze erzilen.

Ech wëll nach eng Kéier ganz kloer soen: Mir décidéieren haut net, ob d'Tierkei Member gëtt vun der Europäescher Unioun; mir décidéiere just, ob mir déi sukzessiv Perspektiven, déi d'Tierkei vun 1963 kritt huet bis haut, weider opliewe loossen oder net - wëssend datt am Endeffekt d'Fro sech eng Kéier stellt, ob d'Tierkei däerf Member ginn, jo oder nee. Dat kann net a fënnef Joer de Fall sinn, well souguer den Här Erdoğan huet gëschter zouginn, datt déi Négociatioune schwiereg ginn, an datt laang Zäit gebraucht gëtt bis d'Tierkei och do ka sech esou der Europäescher Unioun rapprochéieren, datt ee kann déi Fro mat Jo beäntwerten.

Elo gëtt et e puer Manéiere fir déi Fro unzegoen. Ech ginn dovun aus, datt déi Kolleegen, déi hei intervenéieren, sech och Zäit geholl hunn, fir der Kommissioun vu Bréissel hire Rapport duerchzeliesen. Wann een zum Beispill kuckt, wat um wirtschaftleche Plang muss erfëllt si vu Konditiounen: Dat ass net esou ohne. D'Tierkei muss den Acquis vun der Europäescher Unioun akzeptéieren, an d'Tierkei muss och duerno wirtschaftlech prett sinn, fir kënnen d'Kompetitivitéitsregele vum Marché unique zum Beispill bei sech unzewenden. Dat sinn zwou Kategorië vu Kritären, déi mussen erfëllt sinn nieft där éischter Kategorie vu Kritären, nämlech dem Respekt vun de Mënscherechter an dem Respekt vun de Minoritéiten.

Wann een elo d'Rapporte liest vun Amnesty international zum Beispill, da gesäit een, datt do nach Fortschrëtter musse gemaach ginn. Dat gëtt och souguer den Här Erdoğan zou; dat huet en och gëschter zouginn an deem Gespréich, dat e mat eis hat. Et muss een awer en Ënnerscheed maachen tëschent der Folter, déi nach op verschiddene Plaze praktizéiert gëtt ouni den Assentiment vun den Autorités centrales oder vun den Administratiounen oder vun de Policeautoritéiten; et muss een en Ënnerscheed maachen tëschent esou enger Haltung an där Haltung, wéi se nach bis virun e puer Joer an der Tierkei d'Regel war. Et gëtt haut net méi mat der Complaisance oder dem Assentiment vun der Regierung respektiv vun de politeschen Autoritéiten an der Tierkei gefoltert. Dat weisen och d'Rapporten, déi vun deenen zoustännege Kontrollinstanzen agesat ginn.

Also, fir déi Bäitrëttsverhandlungen, zu deenen et eiser Meenung no muss kommen, well se sech an der Logik bewege vun deem, wat vun 1963 bis elo gemaach ginn ass, mussen duerno vun der Tierkei enorm vill Progrèsë gemaach ginn an deene verschiddenste Beräicher.

Dat geet iwwert den Transport, dat geet iwwert d'Frais de circulation vun de Produiten, iwwert d'Frais de circulation vun de Persounen, iwwert d'Nidderloossungsrecht, iwwert d'Wettbewerbsregelen, iwwert den Acquis en matière d'environnement, iwwert de Respekt vun de Libertés publiques, all de Regelen an den Acquisen, déi am Beräich Justice et affaires intérieures gemaach goufen, bis hin zu deenen anere Politiken, ob dat d'Agrarpolitik ass oder d'Handelspolitik, an esou weider. Do läit en enorm weites Feld virun eis.

Ech géif mer wënschen, datt déi Négociatioune fair gefouert ginn, dat heescht, datt d'Tierkei eng fair Chance kritt, an och gëschter huet de Premierminister vun der Tierkei hei net gesot, mir misste jo soen; en huet gesot: „Gitt eis eng fair Chance." An da jugéiere mir den Ausgang vun deene Verhandlungen op seng Mériten.

Fir et am Résumé ze soen, Här President, ass d'Haltung vun der Demokratescher Partei an där doter Fro déi, datt een engem Land, wat bis elo eng Serie vu Perspektiven opgemaach krut, och dës Perspektive soll weiderginn. Et soll een op kee Fall dës Perspektive verspären.

Eis Haltung ass ganz kloer: Neen zum Amalgam. Et däerf een dës Fro net vermësche mat anere Froen; et däerf een dës Fro net vermësche mat der Fro iwwert d'Konstitutioun jo oder neen, well se huet näischt domadder ze dinn. Et däerf een och net eng Exklusiv ausspriechen. Also, mir sinn och géint all Exklusiv, well soss muss een direkt nee soen, da brauch ee keng Verhandlungen unzefänken. Also keng Exklusiv a keen Amalgam, och keen Automatismus, well wann ee Bäitrëttsverhandlungen opmécht, heescht dat net automatesch, datt een dozou scho jo gesot huet, datt ee schonn eng definitiv Ausso mécht iwwer hiren Ausgang, soss brauch een net ze négociéieren.

Eis Haltung ass och ganz kloer déi, datt ee soll op eng korrekt Manéier jo an nee soen. Et gëtt eng Manéier fir jo ze soen, dat ass, wann een um Enn vum Prozess bei all deenen Etappe virdu jo gesot huet zu de Perspektiven. An de Jo kann nëmme just kommen, wa sämtlech Konditioune vun der Tierkei erfëllt sinn, an nëmmen dann, wann d'Kommissioun au préalable de Rapport gemaach huet, deen dem Conseil européen an dem Europaparlament, déi an där doter Fro mussen tranchéieren, dat och suggeréiert. Eréischt da kann een um nationale Plang eng Décisioun huelen.

Elo gëtt et awer och Manéiere fir neen ze soen. Eng Manéier fir neen ze soen, dat ass jo ze soen zu de Verhandlungen a sech dann hannert engem eventuelle Referendum ze verstoppen, wëssend datt d'Opinion publique majoritairement dergéint ass. Dat ass ongeféier déi hannerhältegst Manéier fir neen ze soen. Een, deen ze feig ass fir carrément neen ze soen, dee ka jo soen zu de Bäitrëttserklärungen a jo zum Referendum. Et ass kee Fall bekannt - an ech hat gëschter och dem Här Erdoğan d'Fro hei gestallt - et ass mir kee Fall bekannt an him och net, datt bei iergendengem anere Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun am net Bäitrëttsland e Referendum iwwert déi dote Fro ofgehal gi wier.

Ech géing et och onfair fannen. Ech woen nëmme just ee Moment drun ze denken, wat passéiert wier, wa mir deemools iwwert de Bäitrëtt vun dem Grënnungsstat Bundesrepublik an der Europäescher Gemeinschaft ofgestëmmt hätten hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen net, datt mir majoritär dofir gewiescht wieren. Ech fannen, dat do ass eng Fro, déi muss tranchéiert ginn au niveau parlementaire. Mir kënnen net déi Fro do dem Populismus präisginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Charles Goerens *(DP).*- Eis Haltung ass awer ganz kloer déi: Keng Exklusiv, keen Automatismus, keen Amalgam an och keen Instrumentaliséiere vun den demokratesche Meenungsprozesser an Décisiounsstrukturen.

Här President, déi Fro hei ass vill ze vill eescht, fir se an e puer Minutten ze tranchéieren. Ech mengen, dat haut ass e gudden Usaz, et ass och gutt, datt mir doriwwer geschwat hunn. Mir wëssen d'Haltung vun der Regierung. Haut kënne mir och d'Haltung vun deenen aneren Oppositiounsparteien hei zur Kenntnis huelen. Meng Partei ënnerstëtzt also d'Regierung, och an deem, wat den Här Juncker gëschter dem Här Erdoğan gesot huet am Bäisein vu sengem Ausseminister.

Mir mengen, et soll een der Tierkei déi Chance ginn, déi se verdéngt huet - net méi an net manner. Mir sollen d'Tierkei esou behandele wéi mir déi aner Länner behandelt hunn, hir eng fair Chance ginn, an au vu vun hire propre Mériten eis Décisioun à la fin du compte huelen. Dat kann ënner Ëmstänn eréischt am Joer 2020 de Fall sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Als nächste Riedner ass den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, „D'Tierke kommen.", seet de Volleksmond, an denkt domat u Masse Leit, déi ons iwwerschwemmen, ons nei Gewunnechte bréngen, Aarbechtsplaze besetzen. Kommen d'Tierke wierklech? Neen, se kommen net, oder nëmmen, wa mir se ruffen, wéi an Däitschland an de 60er Joren.

D'Tierke bleiwe gradesou gär doheem ewéi mir, wa se doheem ze schaffen hunn, fräi sinn a sech wuel fillen. Mir wëllen hinnen dobäi hëllefen. Mir maachen dat iwwregens schonn an der Stratégie de préadhésion. Mir hunn 1995 eng Zollunioun mat hinnen ofgeschloss, fir dass si hir Wirtschaft entwéckele kënnen an hir Leit bei sech Aarbecht fannen. Mir maachen dat och aus eegenem Interesse, fir de Fridden an där Géigend, fir d'Rou an d'Stabilitéit vun Europa, fir eng roueg an tolerant Relatioun mam Islam, well Islam an Demokratie zesummeginn an zesummegoe mussen.

Mir wëllen d'Tierken och net ouni weideres ophuelen. Mir stellen hinne kloer Konditiounen. Si mussen se erfëllen, wa se Member vun der Europäescher Unioun wëlle ginn. Mir kënnen dobäi net een oder zwee Aen iwwert d'Problemer vun der Tierkei zoudrécken, mir mussen se grouss opdoen.

D'Tierkei war an ass nach ëmmer keen einfacht Land. D'Tierkei ass net d'Schwäiz oder Lëtzebuerg. Déi modern Tierkei hat dräi Militärputschen - 1960, 1970 an 1980 - kannt. Si huet e fofzéngjährege Biergerkrich mat de Kurde kannt, dee 35.000 Doudecher mat sech bruecht huet. Si huet eng chronesch onstabel Regierung a se huet haut eng islamesch Regierung, déi déi traditionell kemalistesch Majoritéit ofgeléist huet a Modernitéit an Demokratie duerstellt. Wéi laang déi politesch Stabilitéit dauert, weess haut keen.

Fundamental Problemer fir d'Zukunft vum tierkesche Statswiese wéi vun der Gesellschaft sinn d'Relatiounen tëschent dem politeschen an dem militäresche Pouvoir, tëschent dem Stat an der Relioun, tëschent dem Zentralstat an de kurdeschen an armenesche Minoritéiten, alles Problemer, déi net geléist sinn, héchstens um Wee vun der Léisung sinn.

Säit 2001 huet d'Tierkei, fir de Kopenhagener Kritären ze entspriechen, déif gräifend Reforme vun der Verfassung an der Gesetzgebung virgeholl. Si bréngen dat Land op de Wee vun enger moderner a fräier Demokratie. Zwou Froe vun enger ganzer Partie ginn allerdéngs ëmmer nach hefteg an Europa diskutéiert wann iwwert d'Tierkei rieds ass, an ech wëll se hei kuerz évoquéieren.

Déi éischt ass: Besteet d'Tortur an der Tierkei weider an ass se systematesch? D'Fro vun der Tortur stellt kloer Froen op d'Funktionéiere vun engem Rechtsstat an dobäi och vun der Effikassitéit vun de Reformen, déi d'Politik an der Tierkei duerchgesat huet.

D'Mënscherechtsvereenegung vun der Tierkei, déi sech ëm d'Torturkloe bekëmmert, mëllt fir 2003 925 Kloen an hiren Zentren, fir 2004 597, wouvun der 297 Torturen aus dem Joer 2004 concernéieren. 90% vun deenen Demandë betreffe politesch Fäll.

Dogéint gëtt et wéineg Fäll vu Geriichtsplaintë géint d'Tortionnairen, awer vill Pressioune géint d'Mënscherechtsorganisatiounen. Déi Donnéeën erlaben ze konstatéieren, datt d'Tortur an der Tierkei nach ëmmer besteet, dass se net vereenzelt ass, dass se besonnesch um Land an an der Militärzon grasséiert, an dass et nach ëmmer net evident ass, ob de politesche Pouvoir staark genuch ass, fir sech géint d'Militär duerchzesetzen. Wann och an de grousse Stied manifestement Verbesserungen agetratt sinn, kann een datselwecht net fir aner Géigende behaapten.

Déi zweet Fro ass d'Fro no der Stellung vun der Fra an der tierkescher Gesellschaft. Si gëtt vun den Tierke mat Kultur a Mentalitéiten erkläert. Dofir ass d'Législatioun sécher en avance op d'Mentalitéit, déi sech natierlech immens lues ännert. Bei der Schoulrentrée zum Beispill am September 2004, ware 650.000 Meedercher net scolariséiert. Et ginn, wéi de Premierminister Erdoğan ons gëschter hei erkläert huet, grouss Efforte gemaach fir d'Aschoulung vun de Meedercher erbäizebréngen, mä déi Efforten hunn net aboutisséiert fir den Ableck.

Besonnesch och um Land ass d'Gewalt géint d'Fraen an de Familje grouss. Et gëtt nach ëmmer sou genannt Verbrieche wéinst der Éier a sou genannte Crimes d'honneur, besonnesch bei de Kurden. Och déi ganz Affär ronderëm d'Penalisatioun vun dem Adultère weist d'Problemer vun enger Gesellschaft, déi sech schwéier deet mat der Moderniséierung no westleche Kritäre weiderzekommen.

Déi Feststellunge weisen, dass d'Tierkei haut net zeideg ass fir an d'EU anzetrieden an dass nach vill dovunner ofhänkt, wéi dat Land sech an deenen nächste Joren entwéckelt. Dat gëllt och fir verschidde Reaktioune vun den Tierken Zypern a Griichenland géintiwwer, dat gëllt fir Minnefelder tëschent der Tierkei a Griichenland, déi nach ëmmer dat ugespaante Verhältnis tëschent engem Land vun der EU an der Tierkei belaaschten.

Mir mussen déi grouss Problemer gesinn, déi sech an deem Land an och duerch dat Land stellen. Mir

mussen awer och déi grouss Opportunitéite vun der Tierkei gesinn. D'Tierkei huet säi Wee an Europa zu Europa hin 1923 ugefaangen, wéi dat Land sech zu enger demokratescher a laizistescher Republik ënnert dem Kemal Atatürk ëmgewandelt huet.

Nom Zweete Weltkrich ass d'Tierkei 1949 schonn direkt, also bei der Grënnung, Member vum Europarot ginn, 1951 Member vun der NATO, da vun der OCDE. Och huet d'Tierkei seng Kandidatur, fir Membre associé vun der europäescher Wirtschaftsgemeinschaft ze ginn, ganz fréi déposéiert, an 1963 ass den Accord d'association ënnerschriwwe ginn, an 1987 huet d'Tierkei seng Kandidatur agereecht, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn.

Ech hu schonn op d'Union douanière vun 1995 higewisen, an iwwer verschidden Etappen ass et dunn zur Décisioun vum Europäesche Rot komm zu Helsinki 1999, fir d'Tierkei als Kandidat festzehalen.

De Conseil européen vum 17. Dezember dëst Joer soll also festleeën, ob de Respekt vun de politesche Kritäre vu Kopenhagen d'Ophuele vu Bäitrëttsverhandlungen erméiglecht, an et ass gutt, dass den Här Goerens kloer drop higewisen huet, dass et sech nëmmen ëm d'Ophuele vu Verhandlungen handelt an net ëm iergendeen Ofschloss. Et ass also en Ufank mat deem mir hei befaasst sinn.

Deen Ufank vu Verhandlungen iwwert de Bäitrëtt vun der Tierkei an d'Europäesch Unioun ass also eng logesch Konsequenz vum Wee vun der Tierkei no Europa. A wa mer vun Europa schwätzen, schwätze mer net nëmme vun enger geographescher Entitéit, mir schwätze vun enger demokratescher Entitéit, enger politescher an och enger kulturreller Entitéit, well déi Géigend vun der Tierkei ass och d'Wéi vum kulturellen Europa. Dat Land spillt eng grouss Roll am Mëttelmier an am Noen Osten. Mir kënnen net einfach d'Lueden erofloossen a maache wéi wann dat ons näischt u géif goen.

Dofir soe mir Jo zu Verhandlunge mat der Tierkei, ënnert deene strikte Konditiounen, déi d'Kommissioun an hirem Bericht proposéiert. Et geet ons net nëmmen ëm en nach méi grousse Maart wéi mer e schonn hunn, et geet ons ëm eng Chance fir de Fortschrëtt an d'Besserstellung vun de Mënschen an der Tierkei an ëm de Fridden an der Géigend. Ob a wéi dat geschitt, muss d'Zukunft ons weisen. Dofir kënne mir haut net soen, ob d'Tierkei a fënnef, an zéng oder a 15 Joer Member vun der Europäescher Unioun gëtt. Mir wëllen dofir de 17. Dezember 2004 eng Dier opmaachen, an net méi, just eng Dier opmaachen. Also net an d'EU erakommen, mä d'Dier fir an d'EU eranzekommen opmaachen. D'Dier zu enger Chance fir de Fridden, fir d'Stabilitéit an der Tierkei an och selbstverständlech an där Géigend an dofir och a ganz Europa.

Ech soen Iech Merci.

Här President, ech wollt awer bei där Geleeënheet eng Motioun virleeën, déi ënnerzeechent ass vun dem Här Wolter, dem Här Goerens, dem Här Bausch, der Madame Err a mir selwer, déi eben dat confirméiert, wat déi viregt Riedner scho gesot hunn an héchstwahrscheinlech och weider nach wäerten ausféieren.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'accord d'association entre la CECA et la Turquie de 1964, prévoyant la perspective d'une adhésion future de la Turquie à la Communauté;

- considérant l'entrée en vigueur de l'union douanière entre l'Union européenne et la Turquie le 31 décembre 1995, ultime étape prévue par l'accord d'association;

- considérant les conclusions du Conseil européen d'Helsinki du 10 et 13 décembre 1999, qui réaffirment «le caractère inclusif du processus d'adhésion, qui regroupe (...) treize pays candidats dans un cadre unique» et qui confirment que « la Turquie est un pays candidat, qui a vocation à rejoindre l'Union sur la base des mêmes critères que ceux qui s'appliquent aux autres pays candidats»;

- considérant les conclusions du Conseil européen de Copenhague des 12 et 13 décembre 2002, stipulant que «si, en décembre 2004, le Conseil européen décide, sur la base d'un rapport et d'une recommandation de la Commission, que la Turquie satisfait aux critères politiques de Copenhague, l'Union européenne ouvrira sans délai des négociations d'adhésion avec ce pays»;

- considérant la recommandation de la Commission du 6 octobre 2004 invitant le Conseil européen du 17 décembre 2004 à décider l'ouverture de négociations d'adhésions avec la Turquie, en conditionnant le déroulement des négociations par une stratégie de trois piliers (processus de réformes, cadre de négociation, dialogue politique et culturel);

invite le Gouvernement

- à se prononcer en faveur de l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Turquie en 2005 lors de la réunion du Conseil européen du 17 décembre 2004, en insistant sur le respect des critères formulés dans la recommandation de la Commission du 6 octobre 2004 tout au long du processus de négociation, qui sera dès lors un processus ouvert, sujet à évaluation régulière sur base de rapports établis par la Commission.

(s.) Ben Fayot, François Bausch, Lydie Err, Charles Goerens, Michel Wolter.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als leschten Diskussiounsriedner ass den Här François Bausch ageschriwwen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro ass schonn e puermol de Mëtteg hei gestallt ginn, mä ech mengen, et drängt sech op, datt ee se nach eng Kéier stellt. Wat steet eigentlech haut de Mëtteg hei am Zesummenhank mat der Tierkei zur Debatt?

Verschidde politesch Kräfte spille mat der Bevölkerung andeem se virtäusche wéi wa schonn ënner Lëtzebuerger Présidence en Datum fir d'Ophuele vun der Tierkei als vollwäertegen EU-Member géif ustoen. Dat ass natierlech net de Fall. An deenen nächste Méint muss oder soll eng wichteg Tëschenetapp am Zesummenhank mat de Beméiunge vun der Tierkei, fir sech zu enger vollwäerteger Demokratie zum europäesche Modell ze entwéckelen, ofgeschloss ginn. Fir dës Beméiungen ze honoréieren an ze stäerke sollen dofir definitiv Verhandlunge mat deem Land opgeholl ginn, en vue vun enger eventueller zukünfteger Adhésioun.

Et ass schonn erstaunlech, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dass zënter ee bis zwee Joer op eemol esou vill politesch Kräften d'Tierkei entdeckt hunn. Ech stelle fest, datt déi Problemer, déi vun deene Kräften do opgeworf ginn, nämlech d'Verletzung vun de Mënscherechter oder de Kurdeproblem, am aktuellste waren net an deene leschten zwee Joer, mä laang virdrun, a si se do net entdeckt haten.

Déi Gréng haten dëst Land mat all senge Problemer schonn an den 80er an 90er Joren entdeckt, zu deem Zäitpunkt also, wou d'Verletzung vun de Mënscherechter oder d'Ënnerdréckung vu Minoritéiten, wéi dem kurdesche Vollek, besonnesch schlëmm waren. Dofir ware mir bis Enn den 90er Joren extrem zréckhalend am Zesummenhank mat der Opnam vu Verhandlunge mat der Tierkei a mir hunn um europäeschen Niveau méi wéi eng Kéier gehollef op d'Brems ze trëppelen.

Déi, déi zënter ee bis zwee Joer awer d'Tierkei eréischt entdeckt hunn, do hunn ech de staarke Verdacht, déi hu se virun allem entdeckt, well se mengen, si kënnten um Bockel vum tierkesche Vollek populistescht Kapital an hire Länner erausschloen. Si erhoffe sech politescht Kapital erauszeschloen doduerch, datt d'Bevölkerungen an Europa aus verständleche Grënn, wëll ech hei betounen, sech Froe stellen oder veronséchert sinn. Dës Virgoensweis ass bei deene politesche Kräften zwar net iwwerraschend, mä ugesiichts dem demokrateschen a friddenspolitesche Enjeu, dee sech mat der Tierkei-Fro verbënnt, duebel bedauerlech an och geféierlech. Ech wëll an dëser Debatt zu véier wichtege Punkte kuerz Stellung bezéien.

Éischt Fro, déi och schonn e puermol gestallt ginn ass haut de Mëtteg: Gehéiert d'Tierkei iwwerhaapt an d'Europäesch Unioun? Dës Fro ass eiser Meenung no historesch scho laang virun 1999 entscheet ginn, wou d'Land an der EU eestëmmeg den Titel als Bäitrëttskandidat kritt huet. D'Tierkei ass historesch ganz enk zënter laangem mat Europa verbonnen. Schonn d'Osmanescht Räich huet seng Spuren an Europa hannerlooss an ëmgedréint hunn déi al europäesch Muechten och ganz staark den osmaneschen Territoire politesch a kulturell, fir et emol esou gelinde auszedrécken, markéiert.

D'Tierkei ass net nëmme Member vun der NATO, mä och vun enger ganzer Rei vun europäeschen Institutiounen. Schonn haut gëtt et privilegéiert Bezéiungen tëschent der EU an der Tierkei am Rahme vun der Zollunioun. Oft gëtt jo d'Fro gestallt, ob déi absolut prioritär muslimesch Bevölkerung dann och wierklech interesséiert ass, der kulturell staark geprägter chrëschtkathoulescher EU bäizetrieden.

Dozou wëll ech e gréngen Europa-Deputéierte mat engem éischter net europäeschen Numm, duerfir en awer net manner interessanten Numm, zitéieren, den Cem Özdemir. Wéi den Numm Iech verréit kënnt Der Iech jo virstellen aus wat fir engem kulturellen Hannergrond, dass en hierkënnt. Hien huet kierzlech an enger däitscher Dageszeitung dozou Folgendes bemierkt, an ech zitéieren: „Ginge es nach der Europa-Begeisterung der Bürger und Bürgerinnen in der Türkei, so müsste die Türkei sofort Mitglied werden“ an dann huet en a Klammeren hannendru gesat „und etwa Großbritannien sofort austreten.“

Zweete Punkt: Wat ass säit 1999 an deem Land alles geschitt? Bannent dräi Joer huet an deem Land eng politesch Revolutioun stattfonnt. Néng grouss Gesetzespaquete si verofschiet ginn, fir d'Tierkei un d'EU-Recht erunzebréngen. Doranner goufen ënner anerem décidéiert: d'Ofschafung vun der Doudesstrof, d'Gläichstellung vu Mann a Fra, Respekt vun de Minderheeterechter, Pressefräiheet, Fräigab an Aglidderung an de Schoulsystem vun anere Sproochen, déi vu Minoritéiten an der Regioun geschwat ginn, dorënner och kurdesch, d'Reform vum gesamte Justiz- a Strofvollzuch, an doriwwer eraus ass den Afloss vum Militär a vum nationale Sécherheetsrot an der Tierkei op d'Politik däitlech beschnidde ginn.

All dës Reforme wären ni geschitt, wann net eng Perspektiv bestanen hätt an der Tierkei fir e Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun, an déi Regierung, déi de Moment um Pouvoir ass, konnt se nëmmen duerchsetzen, well dës Perspektiv bestanen huet.

Une voix.- Très bien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Drëtte Punkt: Wou gëtt et nach Mängel a wat bleift nach ze maachen an der Tierkei? Och wann dës Ustrengunge méi wéi begréissenswäert sinn, esou sinn awer nach vill Mängel festzestellen, virun allem bei der Ëmsetzung vu Gesetzestexter an d'Praxis happert et nach ganz staark.

Zum Beispill - an dat ass och schonn de Mëtteg ugeschwat ginn - gëtt et nach ëmmer keng konsequent Ënnerbannung vu Folter oder vum net Anhale vun de Mënscherechter an der Tierkei. Do muss een awer dobäi soen, et wär jo erstaunlech, wann an engem Land, dat eréischt zënter e puer Joer aus enger Militärdiktatur erauskënnt, wann do géing esou rapid um Terrain, och vun deenejéinegen, déi virdru gewinnt waren d'Mënscherechter net ze applizéieren an net ze akzeptéieren, déi elo an der Praxis kënnen einfach esou akzeptéiert ginn. Do hannendru verstoppt sech natierlech eng ganz komplizéiert Reform fir d'Tierkei, nämlech déi vum gesamte Polizei-, Justiz- a Militärapparat. A wann ee weess natierlech, dass deen d'Soen absolut hat während laange Joren, da weess een, dass dat net esou einfach ass.

Weider Theme sinn d'Sécherstellung vun der Schoulausbildung fir Meedercher a Fraen. Ech wëll awer nëmmen e puer Sujeten opnennen - et gëtt der nach eng ganz Rei anerer och am ekonomesche Beräich, déi scho vu ville vu menge Virriedner hei ugeschwat gi sinn. Mir mengen als Gréng, dass eng réckwäertsgewandte Politik, wéi zum Beispill de Versuch fir den Ehebroch ënner Strof ze stellen, d'Tierkei sech net ka leeschten, wa se déi geréngste Chance wëllt hunn iergendwann eng Kéier an d'EU ze kommen.

A ville gesellschaftleche Beräicher wäerten an deenen nächste Jore weider staark Ustrengunge vun der Tierkei verlaangt ginn. Mä wann een awer déi dräi Recommandatioune kuckt, déi dräi Haaptpiliere kuckt, déi d'EU-Kommissioun an hirem Ofschlossrapport festgehalen huet am Kader vun enger eventueller Opnam vu Verhandlungen, da gesäit een, dass grad déi dräi Pilieren - an ech hu leider net genuch Zäit fir se am Detail elo hei opzezielen - wäerten dozou bäidroen, dass deen néidegen Drock entsteet, fir dass an deenen do Beräicher och eppes geschitt.

Mä virun allem muss ech awer och hei soen, dass et net stëmmt wa behaapt gëtt den Tierkei-Prozess, dat wier schonn alles décidéiert, do wär kaum nach eppes drun ze rüttelen. Grad an deenen dräi Pilieren ass am Detail beschriwwe wéi dee Prozess soll oflafen, dass en oppen ass. Virun allem sinn och all déi laang Iwwergankszäiten an och zousätzlech Sonderregelungen, zum Beispill an de Beräicher Strukturpolitik, Landwirtschaft, Fräizügegkeet vun den Arbeitnehmer, also Schutzklauselen, do virgesi fir onbehellegt op den europäesche Marché ze kommen. All déi Saache sinn dora virgesi.

A virun allem déi drëtt Sail, an dat géing ech soen ass nach bal déi wichtegst fir déi nächst Joren, niewent de Reformprozesser, déi domat ënnerstëtzt ginn an der Tierkei selwer, dat ass, dass virgesinn ass fir de politeschen a kulturellen Dialog tëschent de Mënschen an der Tierkei an der Europäescher Unioun méi ze förderen, d'Leit méi zesummenzebréngen an an deem Kontext virun allem e staarkt Gewiicht op d'Zivilgesellschaft ze setzen.

Als Konklusioun, Här President, déi gréng Fraktioun ass der Meenung, dass d'Opnam vu Verhandlungen aus folgenden Iwwerleeunge richteg an och wichteg ass.

Éischtens fir den demokratesche Prozess an dësem grousse muslimesche Land ze stäerken. Zweetens well d'Tierkei als Grenz zum Noen Oste fir d'EU vu besonneger Bedeitung ass a schlussendlech well d'Gelénge vun engem sozialen an demokratesche Reformprozess an der Tierkei e wichtegt Zeechen an eng nei Hoffnung fir eng ganz Regioun ka sinn.

Mir hunn dofir och déi gemeinsam Motioun vun der CSV, der LSAP an der DP mat ënnerschriwwen, well se déi am Moment wichtegst Fuerderung am Zesummenhang mat der Tierkei-Fro fir d'EU an domadder och fir Lëtzebuerg kläert, nämlech d'Opmaache vun engem Verhandlungsprozess mat engem oppenen Enn, dat heescht wou net vu vireran e positiivt Resultat muss onbedéngt erauskommen.

A schlussendlech, Här President, déi Gréng sinn der Meenung, ob d'Endresultat positiv wäert sinn hänkt virun allem vun der Tierkei herno selwer of, nämlech ob dëst Land bereet ass oder fäeg ass europäesch Standarden an Normen ze erfëllen. Mir wëllen deem Land déi Chance ginn a mir mengen, dass et net nëmme fir dat Land eng Chance ka sinn, mä doriwwer eraus fir d'gesamteuropäesch Unioun an och wäit doriwwer eraus.

An deem Sënn wäerte mir selbstverständlech och déi Motioun vun haut mat stëmmen an aus deemselwechte Grond evidenterweis ënnerstëtze mer och d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. D'Wuert huet elo den Här Ausseminister Jean Asselborn. Här Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schwätzen effektiv de Mëtteg jo iwwer ee vun deene wichtegste Sujeten, déi d'Zukunft vun der Europäescher Unioun uginn, nämlech d'Türkei. Ech wéilt vläicht am Numm vun der Regierung och hei ganz kuerz véier Aspekter uschneiden, déi d'Relatioun mat der Türkei versichen erëmzespigelen.

Fir d'éischt, an de François Bausch huet schonn ugesat gehat: Huet d'Türkei eng europäesch Vokatioun? Déi zweet Fro: Huet d'EU Interessen un enger Memberschaft vun der Türkei? An déi drëtt Fro: Ass d'Türkei prett? Wat sinn déi grouss Erausfuerderungen an dësem Prozess? An da véiertens: Wou sti mer, wat sinn d'Décisiounen, déi ze huele sinn?

Bei der Fro, ob d'Türkei eng europäesch Vokatioun huet, wëll ech awer vläicht virewech hei festhalen, dass d'Europäesch Unioun - an ech mengen do sidd Der alleguerte mat mer d'accord - eng Communautéit vun demokrateschen an humanistesche Wäerter ass, eng Communautéit, déi verbënnt an déi Gemeinsamkeeten erschléisst, net ausschléisst.

D'Türkei ass historesch gesinn ee vun de Foyere vun der europäescher Entwécklung. D'Stied Ephesus, Bodrum, Myra a Klengasien un der Ägäis weisen et. Dat si Stied, déi virun 2.000 Joer am beschte Sënn vum Wuert schonn europäesch waren. Konstantinopel, Istanbul huet laang als zweet Roum gegollen an der Zäit vun de byzantinesche Keeser. Eis europäesch Jurisprudenz geet op de Kodex vum Justinian am 5. Jorhonnert zréck, all seriöen Affekot weess dat. Op de Fundamenter da vun der Antik an dem byzantinesche Räich rout zum Deel déi ottomanesch Zivilisatioun, déi et notamment an der Architektur an am Art décoratif zu enger grousser Bléi bruecht huet.

Et kann ee soen, dass ausser Roum keng aner Stad esou vill an esou déif gräifend Wuerzelen an Europa huet. D'Geschicht ass en zolidd Fundament op dat mer eis gemeinsam Zukunft opbaue kënnen. D'Tierkei huet sécherlech eng ganz aner Kultur wéi mir hei zu Lëtzebuerg. Mä och d'Griichen hunn eng ganz aner Kultur wéi d'Iren, an d'Portugisen hunn eng ganz aner Kultur wéi d'Dänen. An dach sinn dës Länner ënner engem Daach, dee mer Europäesch Unioun nennen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Tierkei ass - dat ass och schonn dacks hei gesot ginn de Mëtteg - ee musulmanesche Stat, dee laïque ass, an dat - dat muss een ënnersträichen - zënter 80 Joer. Eleng d'Erausfuerderung fir iwwert d'Reliounen ewech, iwwert d'Gebräicher ewech, iwwer d'Mentalitéitstabuen ewech der europäescher Wäertegemeinschaft eng Dimensioun vun engem neien Ausmooss ze ginn, engem Ausmooss vun Toleranz, vu Respekt a vu Versteesdemech, ass jo eng formidabel Aufgab fir béid Säiten.

Bei der Fro da vun den Interesse vun der Europäescher Unioun un engem Bäitrëtt vun der Tierkei ass un éischter Plaz eng Schinn ze fueren, déi a mengen Ae manner philosophesch wéi och strategesch natierlech ass. D'Bréck tëschent der westlech geprägter Kultur an dem Orient ass ouni d'Tierkei net esou ze intensivéieren. Mat der Tierkei kritt awer dës Konstruktioun eng ganz aner Bedeitung. De Fridden an der Europäescher Unioun, dat musse mer hei wëssen, d'Stabilitéit, den Impakt vun der Europäescher Unioun op der Weltbühn steet an dëser Fro mat um Agenda.

Also, eleng aus dëser Siicht gesinn huet net d'Tierkei eleng en Intérêt an d'Europäesch Unioun ze kommen, och d'EU huet Avantagen ze erwaarden, also ass dëser Optik och vill Gewiicht bäizemoossen.

De Rapprochement vun de Kulturen, strategesch wéi politesch Perspektive si vu groussem Wäert, mä och terre à terre, dat muss ee gesinn. Et däerf een deen ekonomesche Plang net ënnerschätzen. D'Tierkei ass e Maart mat Zukunft. En Abannen an d'Europäesch Unioun dréit dozou bäi dës Relatiounen ze stäerken. Den Intérêt fir d'Europäesch Unioun un enger Memberschaft vun der Tierkei ass also evident.

Wat sinn d'Erausfuerderungen? An der Tierkei liewen elo 65 Millioune Leit. Am Joer 2020 wäerten et 80 Millioune sinn, esou vill wéi der haut am gréisste Land vun der Europäescher Unioun liewen, an Däitschland.

Angscht an der EU mécht ee méiglechen Awanderungsdrock op eis Länner. Dëse Phenomeen stellt sech iwwregens bei all Erweiderung. Am Fall vun der Tierkei ass dëse Punkt, wéi mer wëssen, vu primärer Wichtegkeet. Dass also laang Periode vun Transitioun bei der Zirkulatiounsfräiheet agebaut musse ginn, ass onëmgänglech. Hei ass vun zéng a méi Joren als Iwwerganksperiod auszegoen.

Aus finanzieller Siicht gëtt, oder dat ass de Mëtteg versicht ginn ze maachen, eng méiglech Adhésioun vun der Tierkei als Gouffre financier duergestallt, mä loosse mer dat emol schéi realistesch a roueg maachen. Hei gëllt et virewech am Agrarsecteur selbstverständlech och eng Iwwerganksperiod anzebauen. Et kann een op der Basis vun där heiteger Politique Agricole Commune, der PAC, mat enger EU-Ausgab vun iwwer fënnef Milliarde pro Joer fir d'Tierkei rechnen. Loosse mer emol eng Relatioun hierstellen, dat wiere 50% vun deem, wat haut Frankräich kritt.

An der Strukturpolitik ginn d'Zouwendunge ganz kloer geschat vun der Kommissioun a vun aneren Organismen an der EU op zéng Milliarden Euro. Mat fënnef Milliarde Contributioun vun der Tierkei ass awer och am Géigesaz ze rechnen. Also ronn zéng Milliarden Euro géif dat den EU-Budget kaschten am Joer; graff betruecht. Wann een dat rechent op d'Awunnerzuel vun den Europäer: 20 Euro pro Joer. Also ass et kee Gouffre.

Déi gréissten Erausfuerderung, an do sinn ech mat all deene Leit d'accord, déi dat hei ugeschnidden hunn - déi véier lescht Riedner -, ass de Reformprozess a Saache Mënscherechter an Demokratie. Ech hunn och hei net d'Zäit am Detail op d'Evolutioun anzegoen. Festhale muss een awer, dass zënter dem Conseil européen vum Dezember 1997 zu Lëtzebuerg enorm Fortschrëtter gemaach gi sinn.

D'Doudesstrof ass stufeweis, elo 100% ofgeschaaft an deem Land. D'Expressiounsfräiheet, d'Manifestatiounsfräiheet, d'Rechter vun de Minoritéiten, d'kulturell Rechter, d'zivil Kontroll iwwert d'Arméi an a Saachen Tortur ass d'Nulltoleranz am Gesetz - ech soen: am Gesetz - verankert, an déi türkesch Autoritéiten hu selbstverständlech all Zewidderhandlungen opzedecken an ze sanktionéieren.

All dës positiv Développementer hunn d'EU-Kommissioun dozou gefouert ze schlussfolgeren, dass d'Kopenhagener Kritären zefriddestellend, ech betounen zefriddestellend, op franséisch suffisamment, erfëllt sinn. D'Mise en oeuvre vun all dëse Reforme muss selbstverständlech mat Determinatioun weidergefouert ginn.

Eleng um Gebitt - an dat muss ee mengen ech de Kolleege vum ADR soen - vun den individuelle Fräiheete sinn an de leschte Jore fir 65 Millioune Leit entscheedend Verbesserungen an der Tierkei Realitéit ginn, an dat duerch d'Tatsaach, dass de Wëlle besteet, eng EU-Memberschaft unzestriewen. Dës Dynamik däerf net gebrach ginn, un éischter Plaz am Intérêt, ech soen et nach eng Kéier, vun de Mënscherechter.

Leschte Punkt dann: Wou sti mer haut, wat sinn d'Décisiounen, déi ze huele sinn? Zënter dem Associatiounsaccord tëschent der CECA an der Tierkei 1964, sinn dräi Etappen ze ënnersträichen:

- Dezember 1999 zu Helsinki: De Conseil européen seet, dass d'Tierkei Kandidat ass, wou sech déiselwecht Kritären ze applizéieren hu wéi fir déi aner Länner;

- Dezember 2002 zu Kopenhagen: De Conseil européen hält fest, dass d'Kommissioun am Joer 2004 ee Rapport mécht - mir wëssen, dass dat jo geschitt ass am Oktober - mat enger Recommandatioun, an dass dann de Conseil européen décidéiert, ob d'Négociatiounen ouni Délai mat der Tierkei opgeholl ginn;

- déi drëtt Etapp, de Rapport vun der Kommissioun gëtt Feu vert, e formuléiert awer engersäits wéi d'Verhandlunge solle gefouert ginn an anerersäits hält e fest, dass dëse Prozess en oppene Prozess bleiwe muss, dat heescht ënner anerem, dass d'Négociatiounen zu all Moment opgrond vun engem Kommissiounsrapport ënnerbrach kënne ginn.

D'Lëtzebuerger Regierung ass dofir, dass d'Décisioun vu Kopenhagen respektéiert gëtt. Dass folglech keng nei, zousätzlech Etappen elo definéiert ginn. Dofir ass d'Motioun, déi hei ënnerschriwwe ginn ass vu véier Parteien, an déi den Här Fayot abruecht huet, ganz am Sënn vun der Démarche vun der Regierung.

Ech wéilt hei ënnersträichen, dass d'Lëtzebuerger Regierung net mat enger Formel wéi se erfonnt ginn ass déi Säit der Musel, déi heescht „privilegierte Partnerschaft", d'accord ass.

D'Tierkei ass elo schonn, Dir Dammen an Dir Hären, e privilegéierte Partner vun der Europäescher Unioun duerch d'Zollunioun, déi jo ënnerschriwwe ginn ass 1995, an och duerch „Berlin Plus". Aus menger Siicht, dat soen ech hei ganz kloer, huet d'EU all Interesse, et mat enger Tierkei ze dinn ze hunn, déi Member vun der Europäescher Unioun wëllt ginn, anstatt mat enger Tierkei, déi näischt vun der Europäescher Unioun wësse wëllt, dëst och am Interesse vun der Stabilitéit vun der Europäescher Unioun.

Nun, Här President, fir ofzeschléissen, ech sinn eigentlech ganz houfrech Politiker vun engem Land ze sinn, an deem déi véier gréisst Parteien aus dësem Land, vu fënnef vertruedenen hei am Parlament, d'accord sinn, fir der Tierkei hir Chance ze ginn, an also Verhandlungen opzehuelen.

Den ADR huet eigentlech hei a senger Interventioun d'Thees fir d'Antithees selwer geliwwert. Den ADR sot, et knuppen zwee Wäerter openeen hei, Europa mat senger Kultur, d'Tierkei mat der Kultur vum Mëttleren Osten. Esou Theese baséieren op - a mengen Aen - engem kloren Antagonismus-Fetischismus. Wa se wierklech géifen enges Dags openaner knuppen, da froen ech mech, wat d'Konsequenze wieren, och fir eis hei an Europa. D'EU-Politik huet d'Aufgab, dee Knuppert ze verhënneren. Dee Knuppert däerf net stattfannen. Den Antagonismus duerch Integratioun ofbauen ass eist Zil, net duerch Isolatioun opbauen.

Politik mécht een net mat Angschtgefiller, Politik mécht ee mat Courage, mat engem Friddensmessage an och mat engem Solidaritéitsugebuet. Sollt d'Tierkei enges Dags EU-Member ginn, wat ech hoffen - mir hunn d'Dier fir Verhandlungen opzemaachen de 17. Dezember -, dann hunn déi, déi dëse Wee wëlle goen an der Europäescher Unioun dee Courage gewisen, deen ee braucht fir Europa als wierkleche Player mat Gewiicht um Planéit méi staark a Positioun ze bréngen.

D'Chamber gëtt mat dëser Motioun, déi mat honnertprozenteger Sécherheet gestëmmt gëtt, der Regierung e kloert Mandat, fir de 17. Dezember der Tierkei eng Chance ze ginn um Conseil européen, an ech soen Iech alleguerten dofir Merci.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister.

Ech denken, dass mer da kéinten direkt zum Vote vun deenen zwou Motioune kommen. Déi zwou Motioune si kloer an däitlech, an ech mengen duerch d'Interventiounen och vun deenen eenzelne Fraktiounsspriecher ass kloer duergeluecht ginn, wat dann an deenen zwou Motiounen ass, respektiv wat d'Differenz ass.

Dofir géif ech proposéieren, dass mer direkt zum Vote kéime vun der éischter Motioun, déi vum Här Jacques-Yves Henckes déposéiert ginn ass.

Motion 1

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass mat 5 Jo-Stëmmen a 55 Nee-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Da komme mer zur Motioun 2, déi den honorablen Här Ben Fayot déposéiert huet.

Motion 2

Vote

Déi fir d'Motioun 2 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 2 ass mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer fir de Moment um Enn vun der Sitzung ukomm. Mir ënnerbriechen elo d'Sitzung. An e puer Minutte wäert de President vum Europaparlament antreffen, an da wäerte mer säi Message héieren.

D'Sitzung ass kuerz ënnerbrach.

(La séance publique est interrompue entre 15.43 heures et 15.53 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung nees op.

5. Discours de Monsieur le Président de la Chambre des Députés

Monsieur le Président, c'est pour moi un grand honneur et un réel plaisir de vous souhaiter au nom de tous les membres de la Chambre des Députés une très cordiale bienvenue dans notre Parlement et dans le cadre d'une séance publique, souhaits de bienvenue que je voudrais étendre à votre délégation et en particulier à Monsieur Julian Priestley, secrétaire général du Parlement européen, voire à Madame Christine Verger, directrice de votre cabinet.

Je tiens par ailleurs à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir trouvé le temps de vous adresser aux élus luxembourgeois et par le biais de notre retransmission télévisée en direct au peuple luxembourgeois malgré votre calendrier particulièrement chargé ces derniers jours et surtout aujourd'hui.

Nous savons tous que vous venez tout droit de Strasbourg où, il y a quelques heures, la nouvelle équipe de commissaires européens a été investie. Je suis sûr qu'une grande majorité de notre Parlement se réjouit du vote intervenu.

Nous sommes convaincus que la nouvelle commission tâchera d'œuvrer au mieux dans l'intérêt de l'Union européenne et de ses citoyens.

Vous me permettez, Monsieur le Président, de réfléchir un instant sur les événements de ces dernières semaines relatifs à l'investiture de la nouvelle Commission européenne.

Tout d'abord je pense que ce qui s'est passé démontre bien qu'il existe au niveau européen un débat politique et un discours démocratique.

Monsieur Barroso lui-même a bien su évaluer la portée du comportement du Parlement européen lorsqu'il a déclaré que: «Ces derniers jours ont démontré que l'Union européenne est une construction éminemment politique et que ce Parlement élu par les votes populaires dans tous nos États membres, a un rôle vital à jouer dans la gouvernance de l'Europe.»

Le Parlement européen a montré qu'il sait faire usage des instruments qui lui sont attribués par les traités en vigueur et qu'il est prêt à assumer les nouvelles responsabilités que lui confère le traité constitutionnel.

Lors d'un discours au Conseil européen du 4 novembre 2004 vous avez bien fait de mentionner, Monsieur le Président, «qu'il ne s'agissait à aucun moment d'une crise institutionnelle ou d'un bras de fer entre les institutions», mais que «ce qui s'est passé s'inscrit dans la normalité du débat démocratique».

Je me félicite que l'Union européenne puisse se valoir d'un équilibre institutionnel capable de défendre au mieux les valeurs qui en sont le fondement même.

Nous nous félicitons par ailleurs que le traité constitutionnel prévoit que les parlements nationaux seront davantage associés à la politique européenne.

La Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg, fermement déterminée à utiliser pleinement le moment venu ces nouvelles prérogatives, vient de discuter tout récemment sur sa stratégie européenne afin d'améliorer davantage la fonction européenne dans son enceinte. Ceci se traduit notamment par la création d'une cellule spécialement chargée du suivi intense des affaires européennes.

Nous avons sensibilisé les présidents des différentes commissions parlementaires de prévoir pour chaque réunion de commission un point à l'ordre du jour pour les dossiers européens. Nous sommes déterminés de nous concerter avec tous les acteurs de la procédure législative en vue d'une réduction des retards de transposition des directives européennes sans oublier que nous avons convenu de réserver une place plus importante à la politique européenne dans nos différents instruments de communication.

La semaine passée, nous avons fixé, ensemble avec le Gouvernement, la date du référendum sur la ratification de la Constitution européenne au 10 juillet 2005. Une place primordiale dans la vie politique et démocratique de notre pays reviendra à ce référendum, car le dernier référendum ici au Luxembourg, Monsieur le Président, remonte à l'année 1937.

J'ose prédire que la majorité des partis représentés dans cette enceinte s'exprimeront en faveur de la ratification et je suis persuadé que les citoyens luxembourgeois ne failliront pas à leur réputation de peuple pro-européen bien que nous ne prenions pas à la légère ce rendez-vous politique avec les électeurs luxembourgeois voire avec ceux en provenance des pays de l'Union européenne que nous avons tenu à associer à cette consultation populaire.

Monsieur le Président, l'année 2004 a été marquée par un événement capital dans l'histoire de l'Union européenne: son élargissement à 25 membres.

Cependant cette étape ne constitue pas la fin du mouvement d'adhérence à l'Union européenne. D'autres pays sont demandeurs: la Bulgarie, la Roumanie, la Croatie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine sans oublier évidemment la question de l'adhésion éventuelle de la Turquie, une question sur laquelle le Parlement vient de débattre juste avant votre arrivée et qui s'est soldée par le vote d'une motion, qui a été très largement appuyée, invitant le Gouvernement à donner son accord le 17 décembre à Bruxelles en vue de commencer les négociations avec la Turquie.

Monsieur le Président, le traité constitutionnel, l'élargissement de l'Union, la sécurité en Europe et dans le monde et bien d'autres sujets suscitent des questions voire des angoisses auprès des citoyens.

Le remède, vous l'avez si bien décrit dans votre discours du 29 octobre 2004 à Rome lorsque vous disiez: «Faisons le nécessaire pour gagner la confiance des citoyens européens. Parlons-leur des défis à relever. À nous de parler de l'Europe, de son identité, de ses valeurs, de ce qu'elle signifie, de sa raison d'être.

Expliquons-leur que ce traité constitue un cadre dont l'évolution repose entre leurs mains afin de rendre notre Europe capable de relever les défis du troisième millénaire. En commun, nous le ferons mieux qu'aucun pays ne saurait le faire seul. Faisons un effort pédagogique et motivons les citoyens européens afin de vaincre les deux grands ennemis de notre démocratie, c'est-à-dire l'ignorance et l'indifférence.»

Monsieur le Président, la stratégie de Lisbonne, le pacte de stabilité, les ressources financières de l'Union, la question de la sécurité de nos citoyens, de l'asile, de l'immigration et bien d'autres sujets mériteraient d'être relevés. Je dois m'en passer au vu de votre programme chargé.

Je voudrais terminer en vous disant à quel point nous apprécions tous votre geste envers le Parlement luxembourgeois d'avoir accepté de prendre la parole en sa séance plénière d'aujourd'hui et j'ose espérer qu'il préfigure une coopération riche et fructueuse entre notre Parlement et le Parlement que vous présidez.

M. Josep Borrell, *Président du Parlement européen.*- Merci, M. le Président.

M. le Président.- Monsieur le Président, si vous permettez je vous passe la parole, et je vous invite à prendre la parole à la tribune.

6. Discours de M. Josep Borrell, Président du Parlement européen

M. Josep Borrell, *Président du Parlement européen.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten. Je dois avouer que ma connaissance du luxembourgeois s'arrête ici et je vais continuer en français, si vous le permettez.

(Hilarité)

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, c'est un grand honneur et un grand plaisir pour moi de pouvoir m'adresser à vous aujourd'hui à l'occasion de ma visite officielle à Luxembourg.

Au cours des travaux de la Convention sur le futur Traité constitutionnel, qui a été signé à Rome le 29 octobre dernier, j'ai eu la chance de rencontrer des Luxembourgeois, dont l'amitié m'honore. Je connais toute l'activité déployée par les membres de ce Parlement au sein de la Convention. Je me souviens en particulier des documents de M. Helminger sur les autorités locales en Europe et de ceux de M. Ben Fayot sur le système institutionnel. Je suis ravi de vous revoir aujourd'hui.

L'étroite collaboration qui existe entre vous et le Parlement européen à travers la COSAC, dont j'ai fait partie pendant de longues années, a toujours été enrichissante. C'est d'ailleurs au cours de la dernière présidence luxembourgeoise, en 1997, qu'il a été décidé d'inviter les nouveaux Etats membres - candidats à l'époque - comme observateurs aux réunions de la COSAC. Cela a été très positif pour notre collaboration à l'époque et je suis sûr qu'elle continuera à être fructueuse dans le futur.

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, permettez-moi d'aborder quelques-uns des points que le Président a traités dans sa présentation; quelques points de travail qui nous sont communs et qui affectent la vie quotidienne de tous les Européens.

Permettez-moi de commencer par les événements qui ont jalonné la procédure d'investiture de la Commission, qui vous ont sans doute intéressés - comme tous les Européens d'ailleurs -, peut-être préoccupés, mais qui aujourd'hui avec les événements qui viennent de se produire à Strasbourg, nous donnent à tous l'assurance que la démocratie en Europe a bien fonctionné. Elle a même un peu grandi.

En effet, le 27 octobre dernier, le Président Barroso a eu la sagesse de demander au Parlement européen de ne pas se prononcer; il n'a pas demandé le report du vote mais il a demandé que l'horloge s'arrête. Et il a bien fait, je pense, parce qu'il n'aurait pas reçu l'appui nécessaire. Il aurait peut-être réussi à faire passer la majorité plus un, mais sans doute ça n'aurait pas été suffisant. Et je pense qu'il a eu raison de demander un délai supplémentaire pour remanier sa proposition de Collège des Commissaires.

Aujourd'hui, et seulement trois semaines plus tard, d'une façon très diligente et très active et avec le concours du Conseil, le Parlement a montré une grande flexibilité pour que les nouvelles auditions se produisent vite. Nous avons pu investir la Commission Barroso par pratiquement deux tiers des voix: 449 voix pour, 149 voix contre et 82 abstentions. C'est même plus que ce que Monsieur Barroso avait eu pour lui tout seul quand il a été investi Président de la Commission.

Je pense qu'il faut en tirer un certain nombre de leçons, car cela a été un moment fort de la démocratie parlementaire européenne. Quelles leçons? Tout d'abord je tiens à exprimer ma conviction que ce qui s'est passé a fortifié la démocratie au sein de l'Union européenne, a renforcé nos institutions - toutes! - et a favorisé l'intérêt des citoyens pour le débat politique européen. Parfois on se plaint que ce qui se passe au Parlement européen n'intéresse personne. Mais cette fois-ci on peut dire que les Européens s'y sont intéressés. Et finalement ce qui s'est passé a rendu aussi plus effectif le respect des droits fondamentaux des Européens.

En deuxième lieu, j'ai toujours dit - Monsieur le Président a bien voulu le rappeler - qu'à aucun moment je considérais qu'il s'agissait d'une crise institutionnelle, d'un bras de fer - vous l'aviez bien dit! Ce qui s'est passé s'inscrit tout à fait dans les normalités du débat démocratique. Le Parlement européen n'a pas fait autre chose que d'utiliser les pouvoirs que les traités lui confèrent. Ce serait vraiment bizarre qu'on nous octroie des pouvoirs à la condition que nous ne les employions jamais. Ce serait vraiment bizarre qu'un examen doive automatiquement et toujours se terminer par la réussite de l'examiné. Ce ne serait pas un examen, ce serait un chèque en blanc.

Non, je pense qu'on a traité des questions très importantes: l'asile, l'immigration, le rôle des femmes dans la famille et le travail, la non-discrimination des personnes en raison de leur préférence sexuelle, la relation entre éthique et politique... . Et parce que c'étaient des choses importantes, et surtout parce que c'étaient des choses appréhendables, les gens pouvaient comprendre; ce débat-là les a intéressés et ils y ont participé.

Il est normal que l'Europe, qui vient de se doter d'une Charte des droits fondamentaux, débatte de ces sujets et il est normal que ce soit au sein du Parlement européen - la grande agora - qu'ils y soient discutés.

Par contre je ne pense pas que le Parlement européen ait discriminé quiconque en fonction de ses croyances religieuses. Vraiment je ne le pense pas! Ce serait une erreur de croire que ce qui s'est passé était un refus d'une personne en raison de ses croyances religieuses. Et si Monsieur Erdoğan, qui a été hier ici chez vous, avait tenu les mêmes propos qu'on a entendus au Parlement européen, croyez-vous que ça aurait augmenté la chance de la Turquie de devenir membre de l'Union européenne? Sans doute pas! Et que je sache Monsieur Erdoğan n'est pas catholique.

En troisième lieu, il faut dire aussi que le Parlement a démontré qu'il n'est pas un «tigre de papier». On a très souvent lu cela dans les journaux: «Oh oui, le Parlement européen, c'est du „gossip", c'est un „talk show", c'est du „baratin"; finalement ils feront ce que leurs gouvernements vont leur ordonner de faire. Cela ne mérite pas beaucoup d'attention car c'est une simple formalité.»

Eh bien, non et on ne pourra plus jamais le dire. Le Parlement européen existe, il devient visible et c'est une bonne nouvelle pour la démocratie européenne. Je vous répète, nous n'avons rien fait d'autre que d'exercer nos compétences. Nous avons recommencé les auditions, d'une façon - comme je vous l'ai dit - rapide et flexible. Nous avons renoncé par exemple au régime linguistique pour réaliser la procédure écrite avec seulement deux ou trois langues pour aller plus vite. Mais ça n'a pas été une procédure „soldée", les nouvelles auditions ont été aussi exigeantes que celles qui ont été tenues auparavant.

Nous avons donc une Commission plus forte, un Parlement plus crédible, et c'est l'Europe toute entière qui y gagne.

Pour notre part, et je l'ai réaffirmé au Président Barroso aujourd'hui, nous sommes maintenant prêts - et il est prêt aussi - à commencer un nouveau partenariat entre nos deux institutions, un partenariat fondé sur le respect et la confiance mutuelles, guidé par la volonté de faire de l'Europe un monde où nos institutions contribuent à la démocratie, à la légitimité et à l'efficacité du système.

Maintenant, permettez-moi de dire quelques mots sur la Turquie. Monsieur Erdoğan était chez vous hier, de même qu'il est venu au Parlement européen. Et pour ma part, je vais lui rendre visite en Turquie en décembre.

La Turquie est une grande question. De votre côté, vous demandez à votre Gouvernement de commencer les négociations. Du côté du Conseil, on ne sait pas ce qu'ils vont décider. Et pour ce qui est du Parlement européen, nous allons également nous prononcer, même si personne ne nous le demande. Pour le moment, le Parlement européen n'a pas son mot à dire. Et c'est tout de même bizarre qu'il n'ait pas son mot à dire au début puisque, à la fin du chemin des négociations - on ne sait pas quand -, le Parlement européen aura in fine le dernier mot. Sans son accord, il ne pourra y avoir d'élargissement, que ce soit à la Turquie ou à qui que ce soit d'autre.

Je pense qu'il est important que le Parlement donne son avis dès le début. Cet avis n'aura pas de conséquence juridique, il ne sera pas contraignant, mais du point de vue politique, il est primordial que nous disions ce que nous en pensons au cours d'un débat qui sera un peu le débat de tous les Européens.

La Turquie est déjà un pays candidat. Que cela plaise ou non, c'est son statut. On peut dire: «Oui, mais ils ont été trop vite à Helsinki.» Peut-être! Mais c'est un pays candidat à l'adhésion. La Turquie pose beaucoup de questions, la plus importante n'est peut-être pas la religion et son appartenance au monde islamique, mais peut-être plus le fait que c'est un pays très grand et très pauvre.

Mais il faudra leur dire que quelle que soit la décision qu'on prenne, le problème le plus important pour l'Europe aujourd'hui, à mon avis, c'est son rapport avec le monde islamique. C'est sans doute le problème le plus important pour notre futur, et ce problème passe par - sans doute - l'Iraq, l'Afghanistan, la Palestine - ce que l'on n'a pas été capable de résoudre ou d'empêcher de se produire. Il passe aussi par le partenariat euro-méditerranéen, qui n'a pas beaucoup avancé depuis Barcelone en 1995.

Et il passe également par l'intégration des immigrants musulmans dans nos sociétés. Nous avons déjà 14 millions de musulmans en Europe. Il y en a 1.000 millions dans le monde et nous devons faire notre possible pour montrer au monde musulman que nous ne traçons pas nos frontières en fonction de ce choc des civilisations que certains s'obstinent à provoquer.

Nous avons tout intérêt, nous les Européens, à consolider l'islamisme démocratique en Turquie et les perspectives de l'adhésion peuvent sans aucun doute énormément contribuer à ce processus.

Le hasard de l'histoire a voulu que la question de la Turquie ait lieu au moment de la question de la Constitution. Et j'ai bien peur, et vous aussi, je pense, que la question turque ne contamine le débat constitutionnel. On court le risque que les citoyens répondent „en turc" à la question sur la Constitution européenne. Ces questions n'ont rien à voir l'une avec l'autre. Chaque chose en son temps. Mais nous savons que dans la psychologie collective, on pourrait donner une réponse préventive à la question sur la Turquie et il faut faire un effort pédagogique pour éviter le mélange.

Le Parlement européen va se prononcer. Le débat sera sans doute très fort et très intéressant mais je ne peux pour le moment préjuger de la réponse que donnera le Parlement.

Pour ce qui concerne la Constitution, votre pays va faire un référendum le 10 juillet prochain. Mon pays, l'Espagne, le fera le 20 février, et ce sera le premier pays où il y aura un référendum. La Lituanie l'a déjà ratifiée par une procédure parlementaire. Pour vous c'est très important puisque vous n'avez pas fait de référendum depuis 1937 et encore, que je sache, le résultat n'a pas été celui qu'on attendait. C'est peut-être heureux. Mais je ne vais pas entrer dans le détail de votre histoire car, vous le savez bien, les référendums c'est „le diable qui s'en charge". Parfois la réponse n'est pas celle qu'on attend. Il faut faire un grand effort de pédagogie pour que les gens sachent au moins quelle est la question, qu'ils répondent au texte de la question, et non pas au contexte dans lequel la question se pose.

De notre côté, nous allons dynamiser les débats. Nous aurons un rapport, élaboré par deux députés très distingués, Messieurs Corbett et Méndez de Vigo, qui ont aussi fait partie de la Convention. Vous vous rappelez sans doute, Monsieur Helminger et Monsieur Ben Fayot, de leur travail, mais là on peut espérer que le Parlement européen aura une forte majorité, je pense, en faveur de la Constitution.

Mais qui sait, peut-être l'histoire va-t-elle s'écrire le 1er décembre en France, avec le référendum du Parti socialiste, qui aura sans doute une énorme importance pour ce processus.

Vous savez que le Parlement européen sera beaucoup plus important avec la Constitution en vigueur, il aura plus de pouvoir et les parlements nationaux auront aussi un rôle beaucoup plus important à jouer. Ils participeront plus à la construction de l'Europe, rendant ainsi l'Europe un peu plus parlementaire, un peu plus démocratique et plus participative. Et je pense que c'est très important étant donné que les gouvernements ont déjà fait beaucoup. Et je crois que beaucoup de gouvernements en Europe n'ont pas trop envie d'en faire plus. C'est l'heure des citoyens, c'est l'heure des gens. Si l'Europe doit avancer, ce sera parce qu'il y aura dans la citoyenneté européenne la volonté qu'elle le fasse.

Finalement, on verra bien comment toutes ces questions vont se dérouler.

Je souhaiterais aussi traiter une question, je dirais plus domestique, entre vous et nous: le rapport entre le Luxembourg et les institutions européennes.

Depuis que je suis Président du Parlement, et même avant, on m'a demandé maintes fois: «Qu'est-ce que vous croyez: trois sièges, c'est cher, c'est compliqué, c'est complexe?» J'ai toujours dit et je le répète ici, et pas seulement parce que je suis à Luxembourg aujourd'hui, que nous avons trois lieux de travail, que ça fait partie de l'histoire de l'Europe, que c'est comme ça que les traités définissent le travail de nos institutions et que c'est inutile d'en discuter plus parce que c'est comme ça et pour très longtemps.

D'accord c'est cher et complexe mais l'Europe est complexe et la

guerre, par exemple, coûte beaucoup plus cher. Je pense que l'Europe, qui a fait son unité à travers cette volonté de vivre ensemble, ne pourra pas être dans un seul lieu. Cela serait - et je le répète - en effet beaucoup plus pratique. Mais Strasbourg et Luxembourg sont des villes qui ont une histoire en Europe et l'écho de ce qu'on ne peut oublier.

Alors croyez-moi, le Parlement européen est à Luxembourg et il va y rester. Lorsque quelqu'un achète des maisons, ce qui est notre cas; lorsque l'on fait de très importants investissements immobiliers - Monsieur le Secrétaire général m'a très bien mis au courant des achats que nous sommes en train de faire pour nous installer dans un seul grand, moderne et confortable bâtiment -, lorsqu'on sait que le nombre de fonctionnaires va augmenter - nous avons ici au Luxembourg la plus grande partie de nos fonctionnaires et même beaucoup plus ici qu'à Bruxelles et Strasbourg réunis; lorsque l'on sait que la charge de travail en terme de traductions va encore augmenter et que la traduction va continuer à siéger ici à Luxembourg, alors vous avez là toutes les preuves de la volonté de rester à Luxembourg.

Pour conclure, je voudrais aborder un sujet où le Gouvernement luxembourgeois va devoir faire de grands efforts pour le résoudre: je parle des perspectives financières. J'ai eu la chance de siéger avec le Président du Gouvernement luxembourgeois, Monsieur Juncker, pendant de longues années au Conseil «budget» de l'Union européenne. Nous étions tous les deux alors Ministres du Budget, c'est toujours une référence, et nous avons travaillé ensemble sur les budgets européens, à l'époque, avec beaucoup d'amitié. Je suis très confiant sur le rôle que vous allez jouer sur cette difficile question. Si ce n'est pas vous, si ce n'est pas le Luxembourg, ça sera beaucoup plus difficile pour les Britanniques de le résoudre. Vous, finalement, vous n'avez pas signé la lettre 18, celle qu'on appelle „la lettre de riches", tout au moins la lettre des gens qui financent le budget communautaire, et c'est bien, ça vous donne une position plus équilibrée pour faire face aux problèmes.

Et là, il faut voir quelle est la volonté européenne, quelle est la volonté de l'Europe pour être à la hauteur de ses ambitions. Car il est bien de proclamer de grands objectifs mais il faut regarder les ressources financières de manière prosaïque pour vérifier si nous sommes vraiment prêts à y faire face.

Nous verrons aussi ce que donne le droit de veto car - et vous le savez certainement - les perspectives financières relèvent de l'unanimité. Et quand on écoute les Espagnols qui demandent des fonds régionaux, les Polonais aussi, les Anglais, les Tchèques, les Allemands moins d'investissements financiers, d'autres plus d'investissements, et encore d'autres moins pour l'agriculture, on se rend compte que si on additionne tout ça, c'est l'ensemble vide. Il n'y a pas un point qui soit compatible avec toutes ces exigences. Donc il faudra faire preuve de beaucoup de volonté pour aboutir.

Et finalement là aussi, le Parlement européen aura le dernier mot. Car sans son accord, il n'y aura pas de perspectives financières. Il faut que les gouvernements le sachent, parce que parfois ils ont une certaine tendance à l'oublier. Nous avons institué une sorte de commission ad hoc et je la préside personnellemnt, pour me rappeler mon bon vieux temps budgétaire mais aussi pour rendre compte de l'importance politique de ce sujet aux yeux du Parlement européen. Nous allons travailler ensemble avec Monsieur Juncker et le Gouvernement luxembourgeois et nous allons réunir les parlements nationaux au mois de janvier, février pour discuter ensemble de la stratégie de Lisbonne car, à mon avis, il y a encore beaucoup de politiques européennes qui manquent d'une certaine âme démocratique.

Le pacte de stabilité, les perspectives financières, la stratégie de Lisbonne sont des choses très importantes, mais dans les parlements nationaux elles ne le sont pas, ou tout au moins pas assez et donc c'est au Parlement européen de convoquer les parlements nationaux pour anticiper un peu ce que la Constitution prône, de façon à donner à ces politiques-là un peu plus d'âme démocratique et à les rendre au moins aussi intéressantes pour les Européens que l'investiture de la Commission de ces dernières semaines.

Merci beaucoup de votre attention.

(Applaudissements)

M. le Président.- Monsieur le Président, je tiens à vous remercier vivement de votre message clair, aussi en ce qui concerne la question du siège des institutions, un message aussi engagé qui me fait conclure qu'à la tête du Parlement européen se trouve un Président qui a des visions et qui n'hésite pas à dire ce qu'il pense.

Merci aussi pour les compliments à l'adresse du Luxembourg. Nous espérons être à la hauteur dans les dossiers difficiles qui attendent la présidence luxembourgeoise.

Conformément au programme établi, je déclare close la réunion d'aujourd'hui et j'invite les membres de la Commission des Affaires étrangères et les membres du Bureau à passer dans la salle des pas perdus pour un échange de vues avec Monsieur le Président.

Voilà. La séance est clôturée.

(Fin de la séance publique à 16.23 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi page 36

Communications page 36

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 36

Heure de questions au Gouvernement

- Question N° 8 du 15 novembre 2004 de Madame la Députée Martine Stein-Mergen au sujet de l'information des parents en matière des infections au molluscum contagiosum, adressée au Ministre de la Santé pages 36-37

- Question N° 9 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Xavier Bettel au sujet de la mise en œuvre pratique de la loi sur le partenariat, adressée au Ministre de la Justice page 37

- Question N° 10 du 12 novembre 2004 de Monsieur le Député Roger Negri au sujet des conditions à respecter et des mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (route du Nord) prévues par la loi du 27 juillet 1997, adressée au Ministre de l'Environnement et au Ministre des Travaux publics pages 37-38

- Question N° 11 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Aly Jaerling au sujet des pensions dans le secteur privé, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 38

- Question N° 12 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Marcel Glesener au sujet de la professionnalisation accrue de l'armée luxembourgeoise, adressée au Ministre de la Défense page 38

- Question N° 13 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Niki Bettendorf au sujet du réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck, adressée au Ministre des Travaux publics pages 38-39

- Question N° 14 du 12 novembre 2004 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol concernant les démarches futures du Gouvernement au sujet des décisions prises par l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 39

- Question N° 15 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Emile Calmes concernant l'adhésion de la commune de Bastendorf au Syndicat du Crématoire de Luxembourg, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire des Caisses de Maladie, adressée au Ministre du Trésor et du Budget page 39

- Question N° 16 du 16 novembre 2004 de Monsieur le Député Laurent Mosar au sujet des répercussions budgétaires des récentes décisions de l'Assemblée générale de l'Union page 39

- Question N° 17 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Ben Fayot au sujet d'une introduction éventuelle d'une taxe sur l'occupation de logements destinés à l'habitation et utilisés à des fins commerciales, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 39-40

- Question N° 18 du 15 novembre 2004 de Monsieur le Député Jos Scheuer au sujet des mesures de sécurité au bâtiment scolaire "Jenker" du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange, adressée au Ministre des Travaux publics page 40

Interpellation de M. Henri Kox relative à la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux pages 40-50

Ordre du jour page 50

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire

pages 50-60

5343 - Projet de loi portant fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren pages 60-64

Demandes en naturalisation pages 64-65

Dépôt d'un projet de loi page 65

Communication page 65

Dépôt d'une motion page 65

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la récente décision de la Commission européenne de recommander l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie pages 65-69

Discours de M. le Président de la Chambre des Députés pages 69-70

Discours de M. Josep Borrell, Président du Parlement européen pages 70-71

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op

www.chd.lu

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 2 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2003-2004		
2708	M. Ben Fayot	Recherche clinique au CHL
2741	Mme Renée Wagener	Recherche en sciences humaines à l'Université du Luxembourg
2e Session extraordinaire 2004		
0052	M. Aly Jaerling	Jeux de hasard
0067	M. Xavier Bettel	Organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution européenne
0069	M. Robert Mehlen	Taxation des tracteurs agricoles
0072	M. Xavier Bettel	Panne d'électricité du 2 septembre 2004
0082	M. Romain Schneider	Statut général des fonctionnaires communaux
0087	M. Jean-Pierre Koepp	Mesures de sécurité au chantier "Tunnel autoroutier Markusbierg"
0088	M. Aly Jaerling	Trajets à la demande en zone rurale (voir initiative belge "Telbus")
0090	M. Marc Angel	Lutte contre le Sida
0091	M. Marc Angel	Réglementation de l'indemnisation des personnes touchées par des accidents ferroviaires
0094	M. Robert Mehlen	Station d'essence sur l'autoroute de la Sarre
0095	M. Jean-Pierre Koepp	La promotion de plantations de peupliers et de saules
0096	M. Aly Jaerling	Situation des jeunes demandeurs d'asile en voie d'accomplissement de leur formation post-primaire
0098	M. Aly Jaerling	Importance de rendre les glissières de sécurité plus sûres pour les motocyclistes
0100	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Contournement de Junglinster
0102	M. Claude Adam	Vote par correspondance aux élections législatives et européennes 2004
0103	M. Niki Bettendorf	Formation des cadres de la nouvelle armée irakienne
0104	M. Aly Jaerling	Plan sectoriel zones d'activités économiques
0105	M. Xavier Bettel	Bulletin conjoncturel de la Banque Centrale du Luxembourg
0106	M. Laurent Mosar	Indemnisation des pertes financières suite à la panne d'électricité du 2 septembre 2004
0107	M. Camille Gira	Aménagement d'une voie d'autobus entre Steinfort et le rond-point de Windhof
0108	M. Xavier Bettel	Introduction d'une carte d'identité électronique
0110	M. Claude Meisch	Octroi du permis unique par les instances gouvernementales wallonnes au magasin d'ameublement IKEA
0111	M. Jean-Pierre Koepp	Conditions de logement des élèves du Lycée technique hôtelier "Alexis Heck"
0113	M. Jos Scheuer	Services de restauration dans les établissements hospitaliers
0117	M. Aly Jaerling	Indemnité d'attente
0119	M. Jean-Pierre Koepp	Recettes provenant de la vente des billets des transports publics
0120	M. Jacques-Yves Henckes	Dispositions du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 (réduction du loyer pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans)
0121	M. Ali Kaes	Heures d'ouvertures des guichets de gare
0122	M. Gast Gibéryen	Contribution financière du Luxembourg au Bureau européen des Radiocommunications
0123	M. Jacques-Yves Henckes	Centre pénitentiaire Givenich
0124	M. Marcel Oberweis	Réaménagement du site du Fort Lambert
0125	M. Jean-Pierre Klein	Stratégies de lutte contre l'influenza aviaire
Session ordinaire 2004-2005		
0127 urgente	M. Aly Jaerling	Plan de vigilance national
0128	M. Aly Jaerling	Propos racistes d'un policier dans le cadre d'une interview au sujet du trafic de drogues
0130	M. Xavier Bettel	Autorisation de desserte d'une compagnie aérienne immatriculée au Ghana
0131	M. Aly Jaerling	Évolution des statistiques de criminalité
0133	M. Xavier Bettel	Amélioration de la relation ferroviaire à haute vitesse entre les trois villes-sièges européennes
0134	M. Aly Jaerling	Recommandations pour les sacs à dos des écoliers
0139	M. Marcel Oberweis	Fonctionnement du Conseil national de l'Énergie
0140	M. Gast Gibéryen	Autorisation d'établissement pour les activités réglementées
0144	M. Marco Schank	Travaux de rénovation au Château de Clervaux et le 50e anniversaire de l'exposition photographique "The Family of Man"
0147	M. Jean Huss	Demande le retrait du marché de deux détergents multi-usages en France
0152	M. Jacques-Yves Henckes	Passeport d'énergie
0178	M. Xavier Bettel	Devoirs des communes face aux problématiques des drogues, de la violence et de la délinquance scolaire
0187 urgente	M. Xavier Bettel	Mesures préventives contre la transmission de la tuberculose en milieu carcéral

Session ordinaire 2003-2004

Question 2708 (16.4.2004) de M. Ben Fayot *(LSAP)* concernant la recherche clinique au CHL:

Il me revient que suite aux injonctions du Ministère de la Recherche, le CRP-Santé a adopté une nouvelle structure de fonctionnement, en particulier en définissant des faisceaux ou des thèmes de recherche qui détermine de façon précise les activités du CRP.

Pour chaque faisceau est alors conclue une convention entre le Ministère de la Recherche et le CRP-Santé. Il en résulte que toute recherche non couverte par ces faisceaux est désormais exclue puisque non finançable. Comme la recherche clinique au CHL n'est pas incluse dans le programme de recherche du CRP-Santé et que le Fonds national de la recherche rejette par ailleurs les propositions de recherche clinique du CHL, ce dernier est dans la situation de ne pouvoir financer sa recherche clinique par des moyens publics.

Cette situation est difficile à comprendre puisque le CHL a, d'après sa loi organique et celle de l'Université du Luxembourg, vocation à la recherche et à l'enseignement et participe d'ailleurs à des réunions avec les autres acteurs dans le cadre de la mise en place de l'Université du Luxembourg.

Voilà pourquoi j'aimerais que Madame le Ministre m'indique si la recherche clinique au CHL est considérée par le Gouvernement comme une activité souhaitable et importante, si elle a bien une chance d'être financée par des moyens budgétaires publics, et dans l'affirmative lesquels.

Réponse (27.10.2004) de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur l'avenir de la recherche clinique au Centre Hospitalier de Luxembourg à la lumière des efforts entrepris par les centres de recherche publics, et en particulier le CRP-Santé, en vue de définir des axes stratégiques de développement dans le cadre de programmes d'activités pluriannuels. Selon l'honorable Député, la recherche clinique au CHL ne serait pas incluse dans le programme de recherche du CRP-Santé, ce qui risquerait de mettre le CHL «dans la situation de ne pouvoir financer sa recherche clinique par des moyens publics».

La question de l'honorable Député suscite plusieurs observations.

Il s'agira en premier lieu de définir ce qu'est entendu par «recherche clinique». S'agit-il d'une recherche biomédicale entreprise en milieu clinique ou plutôt d'essais cliniques ou thérapeutiques? La recherche biomédicale concerne l'accumulation de connaissances dans le domaine de la santé humaine. Les essais cliniques ou thérapeutiques concernent l'étude des effets médicaux de nouvelles molécules ou traitements thérapeutiques sur différentes populations d'individus. Pour simplifier on pourra dire que la recherche biomédicale se fait sur des tissus humains (in vitro), alors que les essais cliniques se font sur l'homme vivant (in vivo). Il est donc évident que ce dernier type d'essais doit être strictement encadré. Les deux types de recherche obéissent aussi à d'autres logiques de financement: alors que la recherche biomédicale est, en règle générale, financée sur fonds publics, le secteur privé, et en particulier l'industrie pharmaceutique, intervient dans le financement des essais cliniques.

Au-delà de la nécessité de préciser la visée de la recherche concernée, il importe que le Centre hospitalier définisse ses priorités et programmes de recherche, mettant en exergue la valeur ajoutée de ces activités de recherche pour les soins médicaux. À l'heure actuelle, je n'ai pas connaissance de tels programmes.

Au vu de tels programmes, il serait possible par la suite, en concertation avec Monsieur le Ministre de la Santé, de déterminer la meilleure manière de mise en œuvre et les possibilités éventuelles de financement, dont notamment le financement public.

Finalement, je remarquerais que, à ma connaissance, le programme d'activités pluriannuel du CRP-Santé n'est pas encore définitivement établi. Ainsi la possibilité d'une mise en œuvre éventuelle d'activités de coopération entre les équipes du CRP-Santé et du CHL est toujours donnée.

Question 2741 (13.5.2004) de Mme Renée Wagener *(DÉI GRÉNG)* concernant la Recherche en sciences humaines à l'Université du Luxembourg:

Actuellement, dans le cadre du développement des structures de l'Université du Luxembourg, les centres de recherche publics sont en train de connaître des évolutions importantes. Le domaine des sciences humaines, souvent défavorisé par rapport aux autres domaines dont l'impact économique est jugé plus important et plus concret, pourrait profiter de ces développements.

- Quelle est l'importance des budgets du département des lettres et sciences humaines, et notamment de la section d'histoire, par rapport à ceux des autres facultés respectivement départements de l'Université du Luxembourg?
- Quels sont les développements en matière de la création éventuelle d'un Centre Interdisciplinaire d'Études sur le Luxembourg (CIEL) prévu au sein de l'unité de recherche STADE, intégrée à l'Université du Luxembourg?
- Quelles sont les dotations de la „Cellule de Sciences humaines et sociales" du Centre de Recherche public Gabriel Lippmann? Pourquoi, selon le rapport d'activité 2002 du même centre, cette cellule ne dispose pas de chef de cellule, ni d'équipe de recherche, contrairement aux autres cellules de recherche?
- Le programme de recherche „Vivre demain au Luxembourg", qui avait été lancé dans le cadre du Fonds national de la Recherche, n'ayant pas connu jusqu'ici le succès escompté, quelles sont les mesures qui ont été prises afin de mieux promouvoir ce programme?
- Quels sont les développements en matière de la création éventuelle d'un centre de recherche interdisciplinaire sur la société multiculturelle?
- Quels sont les développements en matière d'étude des „possibilités d'intégrer dans le concept de la nouvelle Université du Luxembourg le domaine de la recherche historique sur la 2e Guerre mondiale et plus généralement sur l'histoire du 20e siècle", à laquelle le Gouvernement avait été invité par une motion de la Chambre adoptée le 11 février 2003?

Réponse (15.11.2004) de Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

S'agissant du budget relatif de la faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg, il faut noter que la masse salariale de cette faculté équivaut à 55% de la masse salariale de celle des en-

seignants chercheurs de l'Université. Pour ce qui est des vacations, celles-ci représentent 45% du volume total des prestations des vacataires.

S'agissant des études sur le Luxembourg, le Gouvernement a pris l'engagement de faire de ces études un axe fort de l'université. „Parmi les grands axes, le Gouvernement encouragera également la recherche sur l'identité du pays, sur la société luxembourgeoise, les flux migratoires, l'intégration ainsi que sur la langue et le système de langues pratiqué au Luxembourg, ceci pour disposer d'instruments permettant de promouvoir la cohésion sociale.» (programme gouvernemental)

L'élaboration du plan pluriannuel de l'Université et le contrat qui en résultera constituent le cadre dans lequel la définition des objectifs se fera. Il convient de rappeler, dans ce contexte, la reprise par l'Université de la cellule Stade du Centre de Recherche public Gabriel Lippmann, qui de ce fait, se spécialise surtout dans les domaines des sciences naturelles et de l'informatique.

Le recentrage des activités de recherche en sciences humaines et sociales à l'Université a comme objectif de promouvoir les initiatives dans ces domaines et de les faire profiter, dans le respect des exigences scientifiques, des moyens prévus par le Fonds national de la Recherche.

2e Session extraordinaire 2004

Question 0052 (24.8.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les jeux de hasard:

De viregte Gesondheetsminister hat, sech op d'Meenung vum „Centre de Prévention des Toxicomanies" beruffend, a senger Äntwert op meng Fro vum 20. am Karschnatz 2003 *(cf. compte rendu N°1/2003-2004)* bestätegt, datt d'Spillsucht „e reelle Problem zu Lëtzebuerg ass".

Op meng Fro vum 29. am Haartmount 2004 hin hat de viregte Gesondheetsminister da matgedeelt, datt eng Selwerhëllefgrupp vu/fir Geldspillsüchtege(n)r („Anonym Glécksspiller") am Gesondheetsan am Familljeministère e Subsid ugefrot huet. D'Fro, ob hie bereet wier, esou eng Associatioun ze ënnerstëtzen, hat hie mam Verweis op am Virfeld néideg Iwwerpréiwungen „beäntwert".

Vun der genannter Associatioun, a net nëmme vun hir, gëtt ënner anerem dat am Wäimount 2002 agefouert Lotteriesspill fir d'Caféen (Zubito) als eng reell Gefor bezeechent, souzesoen als eng Astigsdrog an d'Geldspillsucht fir normal Cafésbesicher.

Dofir dës Froen:

1. Ass d'Iwwerpréifung, „ob déi Organisatioun op Grond vum sou genannten ASFT-Gesetz vum 8. September 1998 genehmegungspflichteg ass" an „wat fir ee Ministère dofir zoustänneg ass" ofgeschloss?
2. Gëtt a Betruecht gezunn, déi genannt Organisatioun ze ënnerstëtzen a wa jo, wéi?
3. Bei sengem Amtsuntrëtt huet den neie Gesondheetsminister betount, „virrangeg Wäert op Preventioun" wëllen ze leeën - wéi wäert sech dëse Wëlle konkret am Beräich vun der Geldspillsucht auswierken?
4. Ass de Gesondheetsminister net och der Meenung, datt d'Aféierung vun engem neie Geldglécksspill an de Caféen, nodeems d'Glécksspillautomaten an de Caféë mam Gesetz vum 20. am Fréileng 1977 verbuede goufen, d'Geldspillsucht éischter fördert wéi se ze prevenéieren?

Réponse commune (3.11.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Den éierewäerten Deputéierte kënnt zréck op eng parlamentaresch Ufro iwwert d'Geldspillsucht, déi hien dat lescht Joer gestallt huet an déi Äntwert, déi en dorophi kritt huet, an hie wëllt wësse wat zënterhier geschitt ass.

Am Mäerz 2004 huet d'Madame Familljeminister der Gesellschaft «Anonym Glécksspiller», déi bei hir eng finanziell Hëllef ugefrot hat, matgedeelt, si wier der Meenung, datt et sech bei der Geldspillsucht ëm eng «maladie de la dépendance» géif handelen an déi Demande domat an den Zoustänneg-keetsberäich vum Gesondheetsministère géif falen.

Tatsächlech huet déi genannten Associatioun och bei mengem Ministère ugeklappt, fir eng Ënnerstëtzung ze kréien. Meng Servicer hunn dorophin am Abrëll dëst Joer där Gesellschaft zréckgeschriwwen, fir d'Statuten ze kréien an och fir eppes méi gewuer ze ginn a wat fir engem Mooss an op wat fir eng Aart a Weis déi Gesellschaft sech konkret um Terrain fir déi Leit an hir Familljen asetzt, déi vun der Spillsucht betraff sinn. Eng Äntwert op déi Nofro ass a mengem Service nach net eragaang.

Ech sinn awer prinzipiell bereet där Gesellschaft entgéintzekommen, soubal déi nogefroten Informatiounen erakomm sinn a souwäit déi Informatiounen den Asaz vun där Gesellschaft fir déi betraffe Persounen dokumentéieren.

Wat d'Fro vun engem neie Geldglécksspill an de Caféen am Zesummenhang mam Gesetz vum 20. Abrëll1977 iwwert d'«jeux de hasard» ubelaangt, sou wëll ech drop hiweisen, datt déi Problematik am Kompetenzberäich vum Justizministère läit. Perséinlech wier ech fir eng ganz restriktiv Gesetzgebung vun all deene Glécksspiller, bei deenen d'Leit iwwerméisseg vill Suen aus der Täsch gezu kënne kréien.

Question 0067 (2.9.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'organisation d'un référendum sur la nouvelle Constitution européenne:

Il me revient par un article paru au «Lëtzebuerger Journal» que le Gouvernement aurait l'intention d'organiser le référendum concernant la nouvelle Constitution européenne le même jour que les prochaines élections communales de 2005. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre d'État:

Monsieur le Ministre peut-il confirmer que le Gouvernement discute l'opportunité, voire qu'il a l'intention d'organiser le susdit référendum le même jour que les élections communales de 2005? Dans l'affirmative, quelle en est la motivation?

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que le Luxembourg devrait figurer parmi le peloton de tête des États membres de l'Union européenne ratifiant la nouvelle Constitution européenne? Dans l'affirmative, ne serait-il pas plus opportun d'organiser le référendum au début de l'année 2005?

Réponse commune (15.11.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Le Gouvernement issu des élections législatives du 13 juin dernier a convenu de soumettre le texte du traité instituant une Constitution pour l'Europe à un référendum suite à sa ratification par la Chambre des Députés. L'organisation d'un tel référendum d'approbation devrait en effet permettre de souligner que la construction de l'Union européenne est l'affaire des citoyens de l'Europe.

En vue de la ratification du traité par la Chambre des Députés, le texte de la Constitution sera soumis, suite à sa signature par les États membres le 29 octobre prochain à Rome, à l'examen de la Chambre des Députés et du Conseil d'État.

Étant donné que la préparation de la Présidence ne laissera pas suffisamment de temps pour organiser une vaste campagne de communication et considérant la nécessité de donner aux organes du pouvoir législatif la possibilité d'étudier de manière approfondie le projet de loi qui leur sera soumis, la tenue d'un référendum jusqu'à la fin de l'année en cours n'est pas envisageable.

L'organisation du référendum au premier semestre de l'année 2005 semble contre indiquée au vu du calendrier chargé de la Présidence de l'Union européenne que le Luxembourg assurera à ce moment, ce qui empêcherait les membres du Gouvernement de s'engager à fond dans le large débat avec les citoyens sur la Constitution et l'avenir de l'Europe qui précédera leur verdict.

Le référendum serait dès lors organisé après le 30 juin 2005, la date exacte sera déterminée après une concertation avec les autres États membres de l'Union européenne qui ont décidé de soumettre la Constitution à un référendum national afin d'analyser les possibilités d'une éventuelle harmonisation de la date du référendum avec nos partenaires européens et notamment avec nos pays voisins.

Question 0069 (2.9.2004) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant la taxation des tracteurs agricoles:

Mengen Informatiounen no hunn dëser Deeg eng Partie Bauere vu Säite vun der Douane e Schreiwes zougestallt kritt andeem se opgefuerdert ginn, Verkéierstaxe fir hir landwirtschaftlech Trakteuren ze bezuelen. Well d'landwirtschaftlech Gefierer bis elo vun der „taxe sur les véhicules automoteurs" befreit waren, géif ech gäre folgend Froen un den Här Finanzminister riichten:

1. Wourop ass dëse Changement an der Taxatioun zréckzeféieren?
2. Sinn dës Taxatiounen net contraire zur aktueller Réglementatioun an ass d'Regierung bereet, dëst Virgoe vun der zoustänneger Administratioun ze stoppen?
3. Wat huet d'Regierung an Zukunft a punkto Applikatioun vun der „taxe sur les véhicules automoteurs" op landwirtschaftlech Gefierer wëlles?

Réponse (8.11.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

L'exemption fiscale prévue par la loi à l'égard des tracteurs agricoles (par opposition aux tracteurs industriels pour lesquels cette exonération fiscale n'est pas applicable), relève de la catégorie des «exemptions d'office». Lors de l'immatriculation des tracteurs agricoles, le Ministère des Transports leur attribuait usuellement un code spécifique.

Toutefois, une modification de la terminologie officielle relative à l'identification des véhicules routiers, introduite par règlement grand-ducal du 6 juillet 2004 (Mémorial A N°134 en date du 28 juillet 2004) a entraîné que la notion de «tracteur agricole» ne figure plus, sauf dispositions transitoires, parmi les catégories de véhicules définies en matière de réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques. Il s'en suit que le critère informatique utilisé jusqu'ici en vue de l'attribution de l'exonération fiscale en faveur de «tracteurs agricoles» fait défaut depuis lors. En conséquence des avis d'échéance en matière de paiement de la taxe sur les véhicules automoteurs avaient été envoyés automatiquement à un certain nombre de propriétaires de «tracteurs agricoles», pour lesquels cette terminologie n'avait plus été reprise en raison des dispositions nouvelles en matière de réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques.

Étant donné toutefois que les dispositions nouvelles en matière de réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques précitées ne font pas état d'une éventuelle abrogation de l'exonération fiscale en vigueur au profit des tracteurs agricoles et en considération d'un certain nombre de réclamations de particuliers les services concernés des douanes, du service d'immatriculation de la Société nationale de Contrôle technique et du Centre informatique de l'État se sont concertés à brève échéance en vue de trouver une solution au problème (la forme de carrosserie du tracteur respectivement l'indication d'utilisation du propriétaire ont été retenues en l'espèce comme critères alternatifs en vue de l'attribution du code relatif à l'octroi de l'exonération).

Toutefois, ceci est sans préjudice d'éventuelles mesures de contrôle ultérieures sur base des données du fichier informatique. Il faut préciser toutefois, qu'un courrier rectificatif avait été adressé aux propriétaires de «tracteur agricole» (selon l'ancienne nomenclature) auxquels un avis d'échéance de paiement de la «taxe sur les véhicules automoteurs» avait été adressé erronément sur base du seul changement de terminologie intervenu à la suite de la mise en vigueur des modifications législatives et réglementaires précitées concernant la «circulation sur toutes les voies publiques» en date du 6 juillet 2004.

Question 0072 (3.9.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la panne d'électricité du 2 septembre 2004:

Dans le courant du 2 septembre 2004, une panne d'électricité majeure a affecté une grande partie du Grand-Duché, mettant à l'arrêt de nombreuses installations électriques (ascenseurs, feux de signalisation, ordinateurs, systèmes de sécurité etc.). L'incident a engendré des situations inconfortables, voire dangereuses pour de nombreuses personnes.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Messieurs les Ministres peuvent-il me renseigner sur les causes exactes de la panne de courant et le détail des mesures prises pour rétablir l'alimentation en électricité? De quelles alternatives le Grand-Duché dispose-t-il en cas de panne majeure sur les réseaux électriques dont il dépend?
- Existe-t-il un plan d'intervention des forces de l'ordre pour garantir la sécurité des lieux publics et des axes de circulation en cas d'une panne d'électricité généralisée et prolongée?
- L'alimentation électrique de toutes les cliniques, hôpitaux et installations de santé du pays est-elle garantie même en cas d'une panne de courant généralisée et prolongée?
- Messieurs les Ministres comptent-ils procéder à une évaluation détaillée des conséquences de cette panne de courant afin de mieux pouvoir parer à un incident de cette ampleur dans le futur?
- Monsieur le Ministre de l'Économie est-il d'avis que la politique de communication entre les distributeurs d'électricité et son Ministère a été satisfaisante pour permettre un échange d'informations rapide sur la situation?

Réponse (15.11.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Les causes exactes de la panne d'électricité du 2 septembre 2004 ainsi que le détail des mesures prises pour rétablir l'alimentation en électricité ont été décrites dans le rapport préliminaire établi par la Direction de l'Énergie et des Communications du Ministère de l'Économie et présenté à la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports en date du 9 septembre 2004. Ce rapport est également disponible sur le site Internet du Ministère de l'Économie (www.eco.public.lu).

Comme le précise le rapport susmentionné, l'alimentation en électricité des cliniques et hôpitaux n'était nullement compromise dans la mesure où ces institutions sont obligées par la loi de disposer d'un groupe électrogène de secours qui doit être en mesure de garantir l'alimentation des services vitaux d'une clinique en cas de défaillance du réseau électrique. L'autonomie de ces alimentations de secours dépend uniquement de la capacité des réservoirs de combustibles respectivement de la disponibilité d'une fourniture supplémentaire de carburant. Durant le Black-out du 2 septembre, aucune défaillance des équipements de secours précités n'a pu être constatée.

Jusqu'au 2 septembre dernier, le Luxembourg a été épargné d'une panne d'électricité générale de cette ampleur. Des mesures immédiates ont été prises tant au niveau des Ministères concernés qu'au niveau des entreprises du secteur électrique y inclus RWE.

Ensemble avec le Haut Commissariat de la Protection nationale un plan d'intervention en cas de crise qui toucherait l'alimentation en électricité sera élaboré dans les mois prochains.

Eu égard aux nombreuses défaillances des différents réseaux de communications, la communication entre Cegedel et le Ministère de l'Économie a été satisfaisante pour permettre un échange rapide d'informations sur l'évolution de la situation.

Réponse (15.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Défense:*

La Police grand-ducale dispose d'une grande panoplie de plans d'intervention pour réagir à différentes situations conformément aux différentes missions légales. Aucun plan d'intervention n'est basé sur le seul fait d'une panne de courant généralisée. Toutefois les effets que peut produire une telle panne comme par exemple des bouchons de circulation, des accidents ou incidents pouvant causer de nombreuses victimes etc., sont à la base des différents scénarios pour lesquels des plans d'intervention ont été élaborés.

Question 0082 (14.9.2004) de M. Romain Schneider *(LSAP)* concernant le statut général des fonctionnaires communaux:

Le projet de loi N°5111 datant du 28 mars 2003 et ayant comme objet de transposer dans le secteur communal les modifications apportées au statut des fonctionnaires de l'État dans le cadre de la réforme des pensions des fonctionnaires, opérée par la loi du 3 août 1998 ainsi que par la loi du 28 juillet 2000 ayant trait à l'accord salarial dans la fonction publique, a connu certains contretemps dans son parcours législatif de sorte que jusqu'à ce jour il n'a pas encore pu être soumis au vote.

Lors de la réunion de la Commission des Affaires intérieures de la Chambre des Députés datant du 25 mars 2004, les députés ont été informés que étant donné que le statut du fonctionnaire a évolué depuis le dépôt du projet de loi en question, une partie de ce projet de loi est caduque et que dès lors un nouveau projet de loi d'envergure est en élaboration. Le dépôt du nouveau projet de loi avait été annoncé pour dans quatre à six semaines à compter de la fin du mois de mars 2004. Or, à ma connaissance, un tel projet de loi n'a toujours pas été déposé à la Chambre des Députés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

Monsieur le Ministre peut-il m'informer de l'état d'avancement du nouveau projet de loi mentionné ci-dessus concernant la fonction communale? Pour quand le nouveau texte sera-t-il finalisé?

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faille éviter toutes sortes de nouveaux contretemps en cette matière, étant donné que des mesures bénéficiant le secteur communal ne peuvent pas se faire attendre éternellement?

Réponse (28.10.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Comme il est exposé à juste titre par Monsieur le Député Schneider dans sa question parlementaire, le projet de loi N°5111, qui a comme objet la transposition dans le secteur communal des modifications apportées au statut général des fonctionnaires de l'État dans le cadre de la réforme des pensions respectivement de l'accord salarial dans la fonction publique du 28 juillet 2000, a dû être reconsidéré par le Ministère de l'Intérieur dans la mesure où différentes dispositions y contenues sont devenues désuètes en raison de plusieurs modifications introduites par la loi du 19 mai 2003 concernant la réforme du Statut général des fonctionnaires de l'État.

Au moment de la réunion du 25 mars 2004 de la Commission des Affaires intérieures de la Chambre des Députés, le Ministère de l'Intérieur s'apprêtait à finaliser le projet de loi introduisant toutes les dispositions susmentionnées dans la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux, en tenant compte des conclusions arrêtées par un groupe de travail institué au sein de la commission centrale, groupe qui avait procédé à l'examen d'un projet de loi soumis à la commission centrale par le Ministre de l'Intérieur au mois de septembre 2003.

À ce moment il a été prévu de saisir incessamment la commission centrale du projet de loi remanié et de soumettre le document en question dans les meilleurs délais au Gouvernement en Conseil.

Suite à la publication au Mémorial en date du 11 mars 2004 des différents règlements d'exécution de la réforme du statut général des fonctionnaires de l'État, adoptée en 2003, le département de l'Intérieur a estimé qu'il serait opportun de compléter dans l'immédiat le projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux par les dispositions d'exécution afférentes, de sorte que la commission s'est vu soumettre par la suite pour avis outre le projet de loi modifiant le statut général des fonctionnaires communaux également dix projets de règlement grand-ducal. Afin de permettre aux membres de la commission centrale de procéder à un examen approfondi du dossier leur soumis pour avis et notamment en vue de mettre les organisations syndicales représentées au sein de la commission centrale en mesure de s'entourer de l'avis de leurs différentes sous-organisations professionnelles, il a été décidé de discuter les documents visés au sein de la commission centrale, siégeant en plénière, au début du mois d'octobre 2004. Une première réunion de la commission centrale a été organisée à cette fin en date du 11 octobre courant et la commission terminera son travail lors d'une deuxième réunion qui aura lieu le 25 octobre 2004.

Par la suite les différents documents seront incessamment soumis au Gouvernement en Conseil et les procédures législative et réglementaire seront entamées dès que le Gouvernement aura adopté les textes en question.

Question 0087 (15.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant les mesures de sécurité au chantier „Tunnel autoroutier Markusbierg“:

An engem Artikel, deen haut an enger lëtzebuergescher Dageszeitung veröffentlecht gouf, bekloe sech d'Mataarbechter vun der Protection civile ënner anerem iwwert déi katastrophal Zoustänn am sécherheetstechnesche Beräich vum Tunnel Markusbierg. Et gi verschidde gravéierend Mängel opgezielt (kee Waasser am Waasserreservoir, kee Kontakt tëschent den Noutruffsailen an der Rettungszentral, d'Frequenz fir d'Funkgeräter vun de Pompjeeën am Tunnel funktionéiert net...), déi, wann se net reparéiert ginn, bäi engem Onfall am Tunnel zu enger Katastroph féiere kënnen.

Och ass ze liesen, datt d'Uschafung vu Material, dat dréngend gebraucht gëtt, vum zoustännege Ministère refuséiert gëtt.

Kann den zoustännege Minister mer duerfir folgend Froe beäntwerten:

1. Wéi ass et méiglech, datt ee Joer no der Eröffnung vum Tunnel Markusbierg eng ganz Rei vu Sécherheetsariichtungen nach ëmmer net funktionéieren?
2. Wien ass zoustänneg fir d'technesch Iwwerpréifung a Wartung vun den Noutruffsailen op den Autobunnen an am Tunnel Markusbierg, a ginn dës Iwwerpréiwunge regelméisseg duerchgefouert?
3. Ass et richteg, datt de Ministère d'Uschafung vun dréngend benéidegtem Material refuséiert huet, a wa jo, mat wat fir enger Begrënnung?
4. Steet d'Regierung nach zu hirem Wonsch, „datt deene fräiwëllege Mataarbechter (also och fräiwëllege Pompjeeën) dat beschtméiglecht Material zur Verfügung gestallt gëtt“, wéi den deemolegen Innenminister op meng parlamentaresch Ufro N°2408 geäntwert huet? *(cf. compte rendu N°4/2002-2003)*

Réponse commune (23.11.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics* et M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierten Jean-Pierre Koepp kënne mir Folgendes soen:

1. D'Sécherheetsariichtunge sinn zënter Oktober 2003, wou se vum TÜV Rheinland ofgeholl si ginn, voll funktiounsfäeg. Wann Entretiensaarbechten am Tunnel gemaach ginn, kann et virkommen, dass verschidde vun dësen Ariichtunge kuerzzäiteg ausser Betrib musse geholl ginn.

2. D'Noutruffsaile gi regelméisseg an den Tunnele kontrolléiert an op der fräier Autobunnsstreck all Dag automatesch iwwert den 112 getest. Den Entretien gëtt vun enger spezialiséierter Privatfirma gemaach.

3. A Gespréicher mam Réimecher Kantonalinspekter an de Responsabele vum Biermerenger Pompjeescorps huet d'Stroossebauverwaltung deene matgedeelt, dass d'Uschafe vun zousätzlechem Signalisatiounsmaterial fir hire Fuhrpark net ka vun de Ponts et Chaussées finanzéiert ginn.

Ganz generell muss gesot ginn, dass eenzeg an eleng d'Gemengen zoustänneg sinn, fir hire Pompjeescorpsë Material ze kafen. Den Innenministère kann also d'Uschafung vu Material guer net refuséieren. Richteg ass vill méi, datt den Innenministère kann décidéieren, de Gemengen kee Subside (50% vum Uschafungspräis) ze bewëllegen, dat virun allem bei net standardiséiertem Material oder fir Gefirer, déi net am Fënnefjoresplang stinn.

Et muss awer ervirgestrach ginn, dass am Kontext vun der Sécherheet vum Tunnel Markusbierg d'Mondorfer Pompjeeë vun de Ponts et Chaussées Verkéiershittercher mat zum Deel integréierte Blénkluuchten a Läschschaum kruten. Donieft krute se e Signalisatiounsweenchen zur Verfügung gestallt, fir hir Interventiounen op der Saarstrooss am Däischtere besser ofzesécheren.

4. Et ass nach wie vor der Regierung hire Wonsch, datt deene fräiwëllege Pompjeeën dat beschtméiglecht Material vun de Gemengen zur Verfügung gestallt gëtt.

Question 0088 (15.9.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les trajets à la demande en zone rurale (voir initiative belge „Telbus“):

An „ofgeleeëne Géigenden“ vum Land gëtt ëmmer erëm iwwer eng mangelnd Ubannung un de Réseau vum öffentlechen Transport geklot, an ëmgekéiert, wann entspriechend Linne bestinn, iwwer hir mangelnd Ausnotzung („all déi eidel Bussen, déi uechtert Land klunschen“).

An der Belsch (Wallonie) hu se fir esou Géigenden e Busservice op Ufro ageriicht - den „Telbus“. Als „expérience pilote“ gouf dee Service fir d'éischt 1993 fir Dierfer an der Ëmgéigend vu Baaschtnech gestart a kierzlech, opgrond vu sengem Succès, massiv ausgedehnt. Och zu Lëtzebuerg gouf schonns an engem Wahlprogramm bei de rezenten Nationalwahlen eng entspriechend Fuerderung gestallt.

Dofir dës Froen:

1. Kéint déi positiv Experienz an eiser Nopeschregioun net e Modell fir ähnlech Géigenden zu Lëtzebuerg sinn?
2. Kéint et net eng käschtegënschteg Alternativ sinn, esou e Service iwwer Konventioune mat bestoende privaten Taxisentreprisen opzebauen?

Réponse (28.10.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

Den Här Députéierten Aly Jaerling beklot d'mangelhaft Ubannung vun ofgeleene Géigenden am Land un d'Netz vum öffentlechen Transport, ouni awer dës Géigende méi prezis opzezielen.

Den öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg, a besonnech d'Busnetz vum RGTR, bidd haut deene bal 560 Uertschaften am Land regelméisseg Verbindungen an dat de ganzen Dag iwwer meeschtens no Taktfahrpläng.

D'Efforte vun deene leschten 20 Joer vu Säite vum Transportministère hu bewierkt, dass net nëmmen d'Angebot, mä och d'Qualitéit vum öffentlechen Transport zu Lëtzebuerg en héijen Niveau erreecht hunn.

Dës Offer brauch de Vergläich mat der Organisatioun vum öffentlechen Transport a kengem vun eisen direkten Nopeschlänner ze scheien.

Duerch den héijen Asaz vu Material an de Spëtzestonne gëtt et genügend Bussen, déi an deene méi doudegen Dageszäite praktesch ouni weider Käschte kënnen hir Déngschter an den Dierfer ubidden.

Dëst ass fir Lëtzebuerger Verhältnisser déi käschtegënschtegst Léisung an dobäi wesentlech méi attraktiv wéi e System „Ruffbus“, deen an eisem Land schonn diskutéiert an och scho bei verschiddene Geleeënheeten probéiert gouf, ouni awer bis elo iwwerzeegt ze hunn.

Question 0090 (15.9.2004) de M. Marc Angel *(LSAP)* concernant la lutte contre le Sida:

Selon mes informations, nous constatons depuis des années un relèvement du nombre des nouvelles infections par le virus HIV. Cette augmentation ressort des chiffres publiés par les différentes organisations oeuvrant au niveau de la lutte contre le Sida, telles que «Stop Aids now».

La prise en charge thérapeutique par ces services des personnes atteintes du virus se déroule de manière exemplaire. Or, la prévention, l'information et la sensibilisation de la population sont des éléments indispensables pour réagir contre la situation alarmante.

Est-ce que Monsieur le Ministre partage l'avis qu'une amélioration des efforts de prévention et de sensibilisation s'impose?

Le cas échéant j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre, s'il n'est pas d'avis que le subside de 2.500 € pour l'exercice 2004 à l'association susmentionnée devrait être adapté dans le but de garantir une continuation efficace et une extension de ses travaux?

Réponse (28.10.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La prévention continue à constituer un des moyens les plus indiqués pour lutter contre la propagation des maladies infectieuses telles que le HIV. Les efforts investis dans ce domaine au niveau national au cours des dernières années sont considérables et de nature fort diversifiée. En effet, la prévention du Sida inclut des mesures telles que la distribution de préservatifs, l'échange de seringues aux personnes toxicomanes, l'accès à des moyens diagnostiques précoces et les campagnes d'information générales et ciblées. Il s'agit là de mesures qui sont largement promues par mon ministère et leur financement est assuré par le biais de différents crédits budgétaires.

Le subside accordé à l'association «Stop Aids now» ne constitue dès lors qu'une partie des investissements entrepris dans le cadre de la prévention du Sida et se conçoit dans sa complémentarité avec d'autres mesures financées par mon ministère. C'est ainsi que mon ministère a conclu une convention avec la Aidsberodung/Croix-rouge qui couvre les activités de prise en charge tout comme les mesures de prévention. L'association «Stop Aids now» est en quelque sorte une filiale de la Aidsberodung/Croix-rouge. L'État participe aux activités, notamment de prise en charge de cette dernière pour un montant dépassant les 500.000 €. En 2003 elle a touché en plus une aide de 58.500 €, exclusivement destinée au financement d'une campagne de sensibilisation.

Cependant je suis très inquiet des nouvelles données que le Comité de Surveillance du Sida vient de me présenter. Celles-ci démontrent que, après une stabilisation à environ 30 nouvelles infections par an dans les années 90, l'épidémie reprend de plus belle depuis quelques années. En 2004 et jusqu'au 15 septembre seulement on déplore déjà 47 nouveaux cas d'infection au Luxembourg.

C'est pourquoi il est essentiel d'intensifier nos efforts d'information et de sensibilisation par tous les canaux possibles. Une nouvelle campagne multimédia est prévue pour le 1er décembre et j'essayerai de trouver les moyens d'augmenter substantiellement le subside destiné à «Stop Aids now», une association qui fait un excellent travail sur le terrain en matière de prévention du Sida.

Question 0091 (15.9.2004) de M. Marc Angel *(LSAP)* concernant la réglementation de l'indemnisation des personnes touchées par des accidents ferroviaires:

Lors des deux derniers accidents ferroviaires sur le réseau des Chemins de Fer Luxembourgeois (CFL) il y a eu un mort et plusieurs blessés. Les personnes concernées ont dû être indemnisées. Il me revient qu'au moins une personne n'aurait pas accepté la proposition des CFL, jugée trop modeste, et qu'elle aurait reçu une indemnité largement plus importante suite à des procédures judiciaires.

Dans ce contexte j'aimerais poser à Monsieur le Ministre des Transports les questions suivantes:

- Combien de personnes ont été indemnisées?
- Quel est le montant total des indemnisations?
- Combien de personnes ont opté pour la voie judiciaire et de combien de pourcents l'indemnisation accordée par les tribunaux a-t-elle dépassé l'offre initiale faite par les CFL?
- Y a-t-il opportunité de réfléchir sur le règlement actuel des indemnisations?

Réponse (12.11.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

L'honorable Député souhaite être informé sur l'indemnisation des victimes suite aux accidents du 6 avril 1997 à Howald et du 1er décembre 1997 à Hollerich.

Dans les deux cas, les CFL ont décidé d'indemniser immédiatement tous les voyageurs blessés, et ce sans que la cause exacte des accidents n'ait encore été établie. À cette fin, les CFL ont demandé à leur assureur de s'arranger à l'amiable avec les victimes.

Dans le détail, la situation se présente actuellement comme suit:

Accident du 6 avril 1997 à Howald

Nombre de voyageurs répertoriés comme blessés: 28

Nombre de victimes qui ne se sont pas ou plus manifestées: 2

Nombre de victimes indemnisées à l'amiable: 24

- dont victimes ayant introduit un référé ou ayant présenté une partie civile sans jugement sur le fond: 1

Nombre de victimes indemnisées en exécution d'un jugement: 0

Nombre de dossiers restant en cours de traitement: 2

- dont victimes ayant assigné au fond: 1

Total des indemnisations pour les dossiers clôturés: 293.311,79 €

Total des avances payées pour les dossiers en cours: 458.762,65 €

Accident du 1er décembre 1997 à Hollerich

Nombre de voyageurs répertoriés comme blessés: 97

Nombre de victimes qui ne se sont pas ou plus manifestées: 7

Nombre de victimes indemnisées à l'amiable: 87

- dont victimes ayant introduit un référé ou ayant présenté une partie civile sans jugement sur le fond: 9

Nombre de victimes indemnisées en exécution d'un jugement: 1

Nombre de dossiers restant en cours: 2

- dont victimes ayant assigné au fond: 2

Total des indemnisations pour les dossiers clôturés: 807.683,71 €

Total des avances payées pour les dossiers en cours: 362.852,20 €

Il résulte de ce tableau que presque toutes les victimes ont été dédommagées à l'amiable, et que seulement trois cas restent à être tranchés par les juridictions.

D'une matière générale, la procédure d'indemnisation a fonctionné de manière normale voire expéditive, conformément aux dispositions légales. Il n'y a pas lieu de la changer pour le cas d'un hypothétique accident grave futur.

Question 0094 (20.9.2004) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant la station d'essence sur l'autoroute de la Sarre:

Am Zesummenhank mat der Diskussioun ëm de Bau vun enger Tankstell op der Saarautobunn géif ech Iech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wat ass déi grondsätzlech Positioun vun der neier Regierung an dëser Fro?
2. Wann dës Tankstell soll gebaut ginn, sinn dann déi betreffend Etüden ofgeschloss? Wat ass gegebenenfalls d'Resultat vun dësen Etüden?
3. Fir wéini ass mat dem Ufank vun den Aarbechten ze rechnen?

Réponse (15.11.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

1. D'Regierung ass der Meenung, datt de Bau vun enger Tankstell op der Saarautobunn noutwendeg ass, well et um ganzen Tracé vun der Autobunn op Lëtzebuerger Territoire keng Tankstell gëtt. Déi nächst ass an Däitschland a 45 km vun der Grenz ewech.

D'Regierung ass sech och bewosst, datt den 22. Mee 2003 d'Deputéiertechamber eng Motioun ugeholl huet, mat där se déi vieregt Regierung invitéiert d'Installatioun vun enger Tankstell op dem Tracé vun der Saarautobunn virzegesinn, fir doduerch sécher ze stellen, dass déi Gefierer, déi am Transit duerch Lëtzebuerg no Däitschland fueren, ausschliesslech dës Autobunn benotzen.

2. An der Tëschenzäit sinn déi technesch Etüden souwäit ausgeschafft, wéi et fir d'Opstellung vun engem Avant-projet de loi noutwendeg ass. Allerdéngs ass de Volet vun den Ëmweltaspeker, déi och an der Motioun vun der Chamber festgehale gi sinn, nach net ofgeschloss.

Ech wäert deemnächst de Regierungsrot nach eng Kéier am Detail mat dem Projet an all senge Komponente befaassen.

3. Aus de Punkten 1 an 2 ergëtt sech, datt ech op de Punkt 3 nach keng genau Äntwert ka ginn.

Question 0095 (20.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant la promotion de plantations de peupliers et de saules:

Nodeems an de leschte Joren déi ökologesch wäertvoll Aspekter vun de Pëppelen an de Weiden, wéi z.B. d'Erhéijung vun der Aartevielfalt, d'Förderung vun de vertikalen an horizontale Strukturéierungen, d'Stabiliséiere vu jonken Nolebeem, asw. unerkannt gi sinn, spillen dës zwou Zorte Beem ëmmer méi och eng wichteg Roll am Ofwaasserrengegen, dem Rengege vu verschmotzte Biedem an dem Broochleeë vu landwirtschaftlech genotzte Flächen. Dës Beem spillen also an der Forstwirtschaft eng ganz wichteg Roll an d'Tendenz besteet, datt déi Roll an Zukunft duerch déi ganz Diskussioun ëm méiglech Weeër fir CO_2-Reduzéierungen nach méi wichteg ka ginn.

Fir déi wëssenschaftlech, ekonomesch a sozial Aspekter vun de Pëppelen an de Weiden an hirem Notzen ze analyséieren ass um internationalen Niveau schonns Ufank de 60er Joren d'Commission internationale du Peuplier gegrënnt ginn, déi dunn 1977 an de Kader vun der Organisatioun vun de Vereenten Natioune fir d'Alimentatioun an d'Agriculture (FAO) placéiert ginn ass. Lëtzebuerg ass am Géigesaz zu eisen Nopeschlänner awer net Member vun dëser Commission internationale du Peuplier vun der FAO.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un déi Häre Ministeren:

1) Ass zu Lëtzebuerg an de leschte Joren den Asaz vu Pëppelen a Weide fir d'Rengege vum Ofwaasser a Biedem an d'A gefaasst ginn, a wa jo am Kader vu wéi enge Projeten?

2) Sinn zu Lëtzebuerg am Kader vun dem Broochleeë vu landwirtschaftlech genotzte Fläche Pëppelen a Weiden ugeplanzt ginn, a wa jo besteet do eng Tendenz, datt dës Praxis an den nächste Joren nach zouhëlt?

3) Wier et am Kontext vun der Zounahm vun der Wichtegkeet vun de Pëppelen an de Weiden net ubruecht fir der betreffender Konventioun vun de Vereenten Natioune bäizetrieden, Member vun der Commission internationale du Peuplier vun der FAO ze ginn a konform zu dësem Traité dann och eng Commission nationale du Peuplier ze schafen?

Réponse commune (15.11.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

Les peupliers et les saules sont des essences à croissance rapide qui à l'étranger sont essentiellement destinées à la production de bois d'industrie sur d'anciennes surfaces agricoles. Leur culture demande des surfaces importantes et une intervention technique lourde (drainage, fertilisation, emploi de pesticides, etc.).

En 1995, une étude sur la potentialité de la culture de peupliers dans notre pays a conclu à un potentiel très réduit pour le territoire national.

L'Administration des Eaux et Forêts participe activement à un projet à caractère écologique dans le cadre d'un programme européen Euforgen avec le but de réintroduire le peuplier noir (populus nigra).

Ad 1.- Au Luxembourg des cultures de peupliers et de saules à des fins d'épuration d'eaux usées et de sols contaminés n'ont pas été installées.

Ad 2.- L'intérêt et les besoins du secteur agricole pour des sites convenant à la culture de peupliers et de saules (fonds de vallées) sont tels que des plantations de ces deux essences n'ont pas été installées sur des surfaces importantes. Comme cette situation n'est guère susceptible de se modifier au cours des prochaines années, il n'y a pas lieu de s'attendre à un nombre important de dossiers de plantations de peupliers et de saules sur ces surfaces à vocation essentiellement agricole.

Ad 3.- Étant donné que la culture de peupliers et de saules revête davantage un caractère de ligniculture que de sylviculture et sachant que les surfaces propices à la culture de peupliers et de saules resteront minimales, une participation de notre pays à la Commission des peupliers de la FAO ne constitue pas une priorité de l'Administration des Eaux et Forêts.

Question 0096 (20.9.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la situation des jeunes demandeurs d'asile en voie d'accomplissement de leur formation post-primaire:

„Le Gouvernement continuera à régler les cas exceptionnels de familles de demandeurs d'asile en portant une attention particulière à la situation des jeunes en voie d'accomplissement de leur formation post-primaire" heescht et am Koalitiounsprogramm vun där neier Regierung.

De leschte Samschdeg koum et erëm zu Ausweisungen. Dobäi gouf och eng Famill ausgewisen, déi schonns fënnef Joer hei am Land gelieft huet. Eent vun hire Kanner gouf hei am Land gebuer, déi aner ware schoulesch a sozial schonns voll hei integréiert.

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass deen uewen zitéierte Passage am Koalitiounsaccord an deem Kontext ze verstoen?
2. Wat sinn déi genee Kritären, op déi sech Familljen, déi ausgewise solle ginn, kéinte beruffen - deen uewen zitéierten Text ass nämlech méi wéi vague an et schéngt wéi wann hei momentan „à la tête du client" virgaange gëtt?
3. Falls keng esou schréftlech Kritären existéieren, wéini gedenkt de Ministère esouer erauszeginn - dat fir den Arbiträr, dee momentan an deem Beräich ze existéiere schéngt, esou séier ewéi méiglech aus der Welt ze schafen?

Réponse (23.11.2004) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

À l'heure actuelle, le Gouvernement est en train de finaliser les critères en vertu desquels certains demandeurs d'asile se verront exceptionnellement délivrer une autorisation de séjour.

La situation des personnes susceptibles d'obtenir une autorisation de séjour fera l'objet d'une analyse individuelle au cas par cas, notamment au vu de la durée de leur séjour au pays et de leur possibilité d'intégration. De même, comme annoncé au programme gouvernemental, une attention particulière sera portée à la situation des jeunes en voie d'accomplissement de leur formation post-primaire. Ces autorisations de séjour devraient être émises avant la fin de l'année.

Le Gouvernement prend soin de ne pas rapatrier des personnes susceptibles de bénéficier de cette mesure exceptionnelle.

Question 0098 (21.9.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'importance de rendre les glissières de sécurité plus sûres pour les motocyclistes:

Net méi spéit wéi gëschter hunn ech erëm vun engem déidleche Motorradsaccident misse liesen. Iergerlech war aus deem Bericht missen erauszeliesen, datt deen Accident op der Giischterklaus net hätt missen esou tragesch ausgoen, wann op der Ongléckesplaz net nach eng vun deenen ale Leitplanke gestanen hätt: „Übrigens stehen an der Unfallstelle noch die klassischen Leitplanken, die einmal mehr ihrem traurigen Ruf als Todesfalle für den Motorradfahrer alle Ehre gemacht haben."

Schonns an der Vergaangenheet hu Volleksvertrieder d'Regierung iwwer Ufroen op dës Problematik opmierksam gemaach an zum Handele gedrängt. An enger entspriechender Äntwert hunn 1995 déi deemoleg Ministere Goebbels an Delvaux ugekënnegt, bei all nei Pose vu Leitplanken en entspriechende Sécherheetsdispositif virzegesinn. Am Joer 2000 hat déi deemoleg Bauteministesch hiersäits esou eng Mesure fir géféierlech Plazen op eisen Autobunnen ugekënnegt.

Dofir dës Froen:

1. Sinn antëscht all Risikoplazen op eisen Autobunnen, sou wéi de 25. am Mee 2000 vun der Bauteministesch ugekënnegt, mat Sécherheetselementer fir Motosfuerer équipéiert?
2. Hätt dee fatalen Ausgang vun deem Ausrutscher vun engem Motosfuerer op der uewe genannter Plaz net duerch eng modern Leitplank verhënnert kënne ginn?
3. Wéi héich ass den Undeel vu Leitplanken hei am Land, déi schonns modernste Sécherheetsusprech gerecht ginn?
4. Wier et net esou lues un der Zäit, an enger volontaristescher Aktioun fir méi Verkéierssécherheet, all Leitplanken op eisem Stroosseréseau modernste Sécherheetsstandarden unzepassen, fir datt déi uewe genannt „Todesfallen" schnellstméiglech der Vergaangenheet ugehéieren?

Réponse (23.11.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierten Aly Jaerling muss ech fir d'eischt feststellen, datt d'Risikoplaze fir Motorradsaccidenter op den Autobunnen A1, A3, A4, A6 an A13 (Péiteng-Helleng) alleguer ofgeséchert gi sinn an dat säit Oktober 2001 an Zesummenarbecht mat der „Lëtzebuerger Moto-Initiativ". En neien Dossier fir d'A7 (Miersch-Angelduerf) an d'A13 (Helleng-Schengen) ass a Virbereedung.

Wat d'Landstroossen ugeet, muss ech bemierken, datt an der Vergaangenheet scho vill schaarfkanteg Pottoe vu Leitplanken op géféierleche Plazen mat enger Art Puffer aus Polystyrol agekleed goufen. Souwisou sinn déi nei Leitplankepottoen net méi schaarfkanteg an all déi al wäerte lues a lues verschwannen.

Fir och op de Landstroossen moderne Sécherheetsusprech gerecht ze ginn, ginn zanter geraumer Zäit op deene besonnesch géféierleche Plazen déi bestoend Leitplanke folgendermoossen nogerüst: Ënnert der Leitplank gëtt e spezielle Blech ubruecht, deen déi grouss Lück ënnert der Leitplank zoumécht an esou verhënnert, datt de Motorradchauffer, wann e fält, heidrënner rutscht a sech doduerch nach méi schwéier blesséiert.

Ginn nei Leitplanken un enger géféierlecher Plaz fir d'Motorradchaufferen ubruecht, ginn déi natierlech direkt mat dësem efficacen Dispositif versinn.

Esou goufen a leschter Zäit um Gebitt vun der Division des Services régionaux Lëtzebuerg zirka 4.000 m Leitplanke mat deem genannte Blech equipéiert an um Gebitt vun der Division des Services régionaux Diekirch zirka 5.000 m, sief am Ganzen 9.000 m. Weiderhin ass eng Ausschreiwung um Instanzewee, fir weider 10.000 m Schutzblecher unzemaachen.

D'Installatioun vun de Leitplanken gëtt am Allgemengen ëmmer no de leschte Sécherheetskritären an Norme gemaach.

Question 0100 (22.9.2004) de Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)* concernant le contournement de Junglinster:

La localité de Junglinster se trouve sur l'axe routier Luxembourg-Echternach (N11) qui est quotidiennement traversé par 14.000 voitures en moyenne, tendance croissante. Les habitants de Junglinster, notamment ceux avoisinant les routes de Luxembourg et d'Echternach, ne peuvent plus parler de qualité de vie, du fait que le niveau sonore ainsi que les émissions nuisibles des voitures dépassent depuis des années les seuils tolérables. Il s'y ajoute que le plan sectoriel «Lycées» prévoit entre autres la construction d'un lycée à Junglinster ce qui aura comme conséquence un trafic supplémentaire dans la localité. Il va sans dire que les élèves fréquentant ce lycée se trouveront exposés à une situation intenable au niveau de la sécurité routière.

Les discussions autour d'un contournement à Junglinster datent depuis une décennie. Rappelons dans ce contexte que l'Administration des Ponts et Chaussées a coopéré dès 1995 au sein d'un groupe de travail réunissant des experts de plusieurs ministères à l'élaboration d'un plan directeur des contournements de localités. Un objectif d'antan d'un tel plan était entre autres d'établir des critères pour juger de la nécessité, de l'opportunité et de la priorité des projets de contournement. Une attention particulière a été apportée à ceux des projets qui se trouvent sur les itinéraires des routes européennes qui ne sont pas prévues d'être doublées par des autoroutes, dont le contournement de Junglinster. Le plan directeur a été approuvé par le Conseil des ministres en date du 3 octobre 1997 et les principes y retenus ont été repris dans le plan directeur de l'aménagement du territoire de mai 1999.

La transcription en droit national de la directive européenne 97/11/CE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement est actuellement en cours de procédure législative et va changer les procédures d'instruction des projets de contournement inscrites dans le plan directeur des contour-

nements de localités. Afin de ne pas se trouver dans un vide juridique, les contournements de localités ont été provisoirement repris sur le relevé des établissements classés. D'après le rapport d'activités du Ministère des Travaux publics de mars 2004, ces dispositions ont amené les responsables des Ponts et Chaussées à ne poursuivre que ceux des projets dont les travaux étaient sur le point de démarrer. Le contournement de Junglinster ne figure pas dans cette énumération.

La Division des Services régionaux de la Voirie - Luxembourg par contre a entamé ou continué l'étude de 76 routiers et d'ouvrages d'art lesquels ont été présentés, soit pour approbation de l'avant-projet, soit pour approbation du projet sous forme de dossier d'exécution. Une partie des projets a déjà été mise en adjudication et les chantiers devraient commencer en 2004, dont le contournement de Junglinster.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que le contournement de Junglinster figure parmi les priorités du Ministère des Travaux publics?
- Quel est le stade actuel du projet de construction relatif au contournement de Junglinster?
- Est-ce que le dépôt d'un projet de loi dans les mois prochains est imminent?
- Est-il prévu de réaliser un „Park and Ride" à l'entrée de Junglinster afin de récupérer le trafic en provenance d'Echternach?

Réponse (11.11.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

Depuis la décision du Gouvernement arrêtant l'implantation définitive du nouveau lycée entre Gonderange et Junglinster y compris le raccordement direct à la nouvelle route par l'intermédiaire d'un giratoire, le contournement de Junglinster figure parmi les projets prioritaires et le programme pluriannuel du Fonds des routes en tient compte pour l'exercice en cours et pour les exercices ultérieurs.

Pour le moment l'élaboration du dossier de l'étude d'impact détaillée sur l'environnement est en phase d'achèvement et sur base de ce dossier, le projet de route sera adapté si nécessaire et sera ensuite présenté aux autorités compétentes.

Le dépôt du projet de loi correspondant se fera en fonction de cette procédure mais au plus tôt à partir de 2005.

Du point de vue technique rien ne s'oppose à l'implantation d'un „Park and Ride" à la hauteur du croisement entre la route d'Echternach et le chemin repris en direction de Blumenthal/Larochette, mais la décision définitive quant au choix du site est de la compétence du Ministre des Transports.

Question 0102 (22.9.2004) de M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)* concernant le vote par correspondance aux élections législatives et européennes 2004:

Par la réforme de la loi électorale, de nouvelles dispositions ont été introduites facilitant l'accès au vote par correspondance et simplifiant les modalités pratiques du déroulement de ce vote. Ces dispositions ont été appliquées une première fois aux élections législatives et européennes de juin dernier.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Combien de personnes ont participé au vote par correspondance aux élections de cette année-ci?
- Lors des élections de 1999, un nombre assez important de bulletins de vote par correspondance ont été déclarés nuls. Quel est le nombre de bulletins de vote par correspondance déclarés nuls pour les élections de l'année 2004?
- Combien de bulletins de vote ont dû être refusés suite à leur arrivée tardive au bureau de poste du bureau de vote destinataire?

Réponse (27.10.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'honorable Député s'intéresse à l'importance du vote par correspondance à l'occasion des élections législatives et européennes du 13 juin 2004.

Ad 1)

Le nombre d'électeurs bénéficiant du vote par correspondance se présente comme suit pour les quatre circonscriptions:

	Elections législatives	Elections européennes
Circonscription Sud	4568	4697
Circonscription Centre	4088	4172
Circonscription Nord	1668	1682
Circonscription Est	1259	1311

Ad 2) et 3)

Contrairement aux élections antérieures où tous les bulletins de vote par correspondance d'une circonscription étaient recueillis dans un bureau de vote central par circonscription, la loi électorale du 18 février 2003 a modifié la législation en ce sens que les bulletins de vote par correspondance proviennent de la commune dans laquelle sont domiciliés les électeurs en question. Ainsi, il y a au moins autant de bureaux électoraux compétents qu'il existe de communes, à savoir 118. Or, comme dans la grande majorité des communes les bulletins de vote par correspondance ont été partagés entre les différents bureaux de vote, et que les bulletins en question ont été mélangés aux autres bulletins de vote, il est impossible de connaître le nombre de bulletins de vote par correspondance déclarés nuls pour les deux élections du 13 juin 2004. On dispose uniquement du nombre total de bulletins de vote déclarés nuls dans les différents bureaux de vote.

De même, il n'existe pas de données totales qui renseignent sur le nombre de bulletins de vote refusés suite à leur arrivée tardive au bureau de poste du bureau de vote destinataire.

Néanmoins, à titre d'indication, les données relatives à la ville de Luxembourg peuvent être fournies. En effet, la ville de Luxembourg a regroupé tous les bulletins de vote par correspondance dans cinq bureaux électoraux (bureaux 112 à 116).

	Elections législatives	Elections européennes
Demandes	1856	1885
Enveloppes retournées dans les délais	1762	1762
Enveloppes hors délais	94	123
Bulletins non valables (dont nuls)	101 (15)	82 (34)

Question 0103 (22.9.2004) de M. Niki Bettendorf *(DP)* concernant la formation des cadres de la nouvelle armée irakienne:

Les pays membres de l'OTAN discutent actuellement des modalités d'une mission de formation des cadres de l'armée que l'Alliance atlantique devrait mener en Irak, notamment en ce qui concerne la portée précise de la mission confiée à l'OTAN et son financement.

La France et l'Allemagne se sont opposées à l'idée de créer un „centre d'excellence" chargé de former les cadres d'une nouvelle armée en Irak même, alors que l'Espagne et la Belgique se seraient montrées réticentes à ce projet.

Ces quatre États ont à plusieurs reprises déclaré ne pas envisager l'envoi de soldats en Irak.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Quelle est la position du Grand-Duché de Luxembourg sur la mission des Nations Unies visant à former les cadres d'une nouvelle armée irakienne?
- Le Luxembourg envisage-t-il l'envoi de soldats en Irak?

Réponse commune (27.10.2004) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de M. Luc Frieden, *Ministre de la Défense:*

1. L'adoption de la résolution 1546 par le Conseil de Sécurité, le 8 juin 2004, a ouvert la voie à un processus de reconstruction politique, économique et sociale de l'Irak. Dans ce contexte, les autorités intérimaires irakiennes ont demandé à l'OTAN de les assister dans le rétablissement d'un environnement sécurisé en Irak, en prenant en charge l'entraînement et l'équipement des nouvelles forces de sécurité irakiennes et en fournissant une assistance technique aux instances irakiennes compétentes.

L'accord de principe pour l'envoi d'une mission de formation de l'OTAN en Irak a été donné par les États membres de l'Alliance à l'occasion du Sommet d'Istanbul (28 à 29 juin 2004).

Sur ce, une première mission exploratoire a été envoyée en Irak au mois d'août. Plusieurs domaines d'action ont été identifiés, la formation devant s'effectuer en Irak ou hors de l'Irak, selon le choix des nations contributrices. Ainsi, d'une part, un centre de formation et de doctrine militaire sera établi en Irak par le Gouvernement intérimaire avec le soutien de l'OTAN, et d'autre part, des programmes de formation seront mis en place dans les académies et quartiers généraux de l'OTAN en Europe ainsi que dans l'Académie de police et militaire en Jordanie.

La mission de l'OTAN, qui est distincte de celle de la coalition multinationale, se fait donc à la demande explicite des autorités irakiennes. Elle se limitera à assister les Irakiens et doit permettre de donner une base démocratique à la nouvelle armée irakienne.

Le Gouvernement examine actuellement la forme que pourrait prendre son soutien à la mission de formation de l'OTAN. À l'instar d'autres États membres, il est notamment envisagé de fournir une contribution financière à l'Académie de police et militaire en Jordanie.

2. Le Gouvernement luxembourgeois n'envisage pas d'envoyer de soldats en Irak.

Question 0104 (22.9.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le plan sectoriel zones d'activités économiques:

De Miwwelkonzern IKEA huet gëschter annoncéiert, mat den Aarbechte fir de Bau vun enger Nidderloossung un der belsch-lëtzebuergescher Grenz zu Sterpenich (B) an den nächsten Deeg wëllen unzefänken an dat obschonns de Géigner vum Projet - ënner anerem dem Lëtzebuerger Ëmweltministère - nach e Recoursrecht virum belsche Statsrot zousteet.

Gläichzäiteg huet, mengen Informatiounen no, déi belsch Entwécklungsgesellschaft Idelux zwou Ëtuden an Optrag ginn, fir kuerzfristeg weider grouss Betriber a Geschäfter um selwechte Site unzesidelen. D'Recoursë géint de „permis unique", deen, nieft dem „permis socio-économique", d'Installatioun op dëser Plaz vum genannte Miwwelkonzern erlaabt, schéngen also all gescheitert ze sinn. Eng ganz Rëtsch Suerge schénge sech deemno ze bestätegen: Dem Opbau vun enger gréisserer zesummenhängender Gewerbezon an direkter Noperschaft zu engem op Lëtzebuerger Säit offiziell ausgewisenen Naturschutzgebitt an där dann onvermeidbarer Zerstéierung vun der ländlecher Duerfstruktur vu Grass schéngt näischt méi am Wee ze stoen.

D'Verlockung fir och op der Lëtzebuerger Säit bei Grass eng entspriechend Gewerbezon unzeschléissen, ass elo manifest. Dobäi géif wäertvollt Wisen- an Akerland zerstéiert ginn, ier iwwerhaapt - wéi am Regierungsprogramm virgesinn - en Inventaire an dorunner uschléissend de „Plan sectoriel zones d'activités économiques" opgestallt ginn ass. Konkret Pläng fir esou eng reng kommunal Gewerbezon hat schonns den deemolege Stengeforter Buergermeeschter, deen antëscht Member vun der neier Regierung ass.

Dofir dës Froen:

1. Wier et net dréngend ubruecht, déi esouwuel am „Plan directeur" vun der Landesplanung, ewéi och am IVL-Konzept an am Regierungsprogramm ugeduechten „Zone verte interurbaine" tëschent dem Zentrum an dem Süde vum Land - also och bei Grass - als erhalens- a schützenswäert ze klasséieren?

2. Wier et net sënnvoll, am Interesse vun enger wierklech nohalteg a regional geplangter Landesentwécklung, och d'Erstellung vun engem „Plan sectoriel zones d'activités économiques" prioritär virunzedreiwen an deemno grondsätzlech keng eenzel, vu Gemenge geplangten Aktivitéitszonen ouni eng gutt Ubannung un den öffentlechen Transport, ze autoriséieren?

Réponse (15.11.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Den Här Deputéierte Jaerling freet am Zesummenhank mat dem Bau vun engem IKEA an der Belsch no un der Grenz bei Stengefort an der „Verlockung", och op lëtzebuergescher Säit eng Gewerbezon unzeleeën, ob et net ubruecht wir, eng „zone verte interurbaine" tëschent dem Zentrum an dem Süde vum Land als erhalens- a schützenswäert ze klasséieren an en „plan sectoriel zones d'activités économiques" virunzedreiwen.

Den Här Deputéierte rennt mat deene Froe bei mir oppen Dieren an. Déi zwee Plans sectoriels „zones d'activités économiques" a „grands ensembles paysagers", vun deem d'Zone verte interurbaine en Deel ass, si sënnvoll - si si jo och am Koalitiounsofkomme virgesinn -, awer och nach aner Planungsinstrumenter, ewéi am Transport- an am Wunnengswiesen, an och d'Regionalpläng, an am Moment gëtt am Ministère gekuckt, wéi mer un déi Problematik eruginn, wat als éischt muss gemaach ginn a wéi eng Approche gewielt gëtt.

An dësem Moment ass et nach ze fréi, fir sech schonns op d'Ofgrenzung vun der Zone verte interurbaine an op hir Prescriptiounen, an och op d'Prescriptioune vun engem Plan sectoriel „zones d'activités économiques" festzeleeën.

Et muss een och drop hiweisen, datt déi Pläng jo, wann se eng Kéier bis ausgeschafft sinn, enger Enquête publique ënnerleien, esou datt een zu dësem Moment net ka soe wat um Schluss erauskënnt.

Question 0105 (23.9.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant le bulletin conjoncturel de la Banque Centrale du Luxembourg:

Lors de la présentation du plus récent bulletin conjoncturel de la Banque Centrale du Luxembourg, Monsieur le Président Yves Mersch a affirmé que le taux de chômage dans notre pays a dépassé son plafond. Toutefois, selon les estimations du Statec, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi devrait croître jusqu'à la mi-2005 au moins, en dépit de la croissance du nombre de postes nouvellement créés.

Monsieur le Ministre partage-t-il l'analyse du président de la BCL quant au chômage?

Vu les analyses du Statec et de la BCL, Monsieur le Ministre est-il d'avis que le chômage au Luxembourg est actuellement de nature plutôt conjoncturelle ou structurelle?

Réponse (11.11.2004) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Il y a d'abord nécessité de rappeler que le marché du travail luxembourgeois évolue dans un environnement économique et social très particulier caractérisé par une forte concurrence en matière d'emploi.

La Grande Région, avec comme plaque tournante le Grand-Duché de Luxembourg, est l'espace transfrontalier qui connaît les mouvements transfrontaliers de travailleurs les plus importants de l'Union européenne.

Dans cet espace, on compte plus de 500.000 chômeurs, pour une population totale de l'ordre de 11 millions d'individus. Au 30 juin 2004, le taux de chômage dans ces régions varie, selon les données de celles-ci, de 7,3 % en Rhénanie-Palatinat à 20% dans certaines provinces wallonnes.

Autrement dit, la Grande Région compte trois fois plus de chômeurs que le Luxembourg compte de travailleurs salariés résidents.

En 2001, la population des salariés frontaliers a augmenté d'environ 10.500 personnes. En 2002 et 2003, bien que moindre, la croissance a été d'environ 4.500 à 5.200.

Au 30 juin 2004, l'effectif des salariés résidant dans les régions limitrophes et ayant un emploi au Grand-Duché dépasse le nombre impressionnant de 112.000 unités. Le taux de participation des non résidents à l'emploi salarié est de l'ordre de 40%, dépassant ainsi depuis deux ans la proportion de salariés de nationalité luxembour-

geoise (35%). Il y a lieu d'ajouter qu'environ trois quarts des nouveaux emplois sont occupés par les travailleurs frontaliers et que les travailleurs non luxembourgeois constituent quelque 65% de la main-d'œuvre occupée sur le territoire national.

Le recours aux réservoirs importants de main-d'œuvre de la Grande Région - et à préciser que l'aire de recrutement va bien au-delà de ces régions - a permis de répondre à la demande supplémentaire de travail et d'éviter les tensions excessives sur le marché du travail.

Le ralentissement très marqué de l'activité économique constaté en 2000 a freiné l'expansion de l'emploi. Cet ajustement de l'emploi s'est cependant produit avec un certain retard et a été nettement de moindre envergure. À rappeler que la croissance du PIB est passée de 9% en 2000 à 1,5% en 2001, alors que l'emploi a augmenté de 6% en variation annuelle.

Les ajustements du marché du travail se sont mis en place progressivement, les entreprises préférant dans un premier temps appliquer une stratégie de rétention de main-d'œuvre. Ainsi tout au long des dernières années, l'économie luxembourgeoise a continué à créer des emplois (+ 3,3% en 2002 et + 2,0% en 2003).

Toutefois, cette création nette d'emplois a été insuffisante pour enrayer l'évolution à la hausse du chômage.

Par le passé, en période de croissance économique élevée, l'économie luxembourgeoise a su ajuster l'emploi à l'essor économique en faisant appel à la main-d'œuvre étrangère. En revanche, la décélération par rapport aux années antérieures risque d'amoindrir le rôle amortisseur joué par la main-d'oeuvre frontalière sur le marché du travail national. Ainsi, un développement économique médiocre pourrait, en cas de persistance, influer négativement sur le niveau de l'emploi intérieur et entraîner une hausse du chômage de type structurel, l'ajustement ne se faisant pas prioritairement par un ralentissement de la croissance du nombre des travailleurs frontaliers.

Selon les estimations récentes des comptes nationaux du Statec, la conjoncture économique annonce des signes de reprise très nets: après une croissance exceptionnelle de 9% en 2000, chute du taux à 1,5% en 2001, puis confirmation d'une tendance très positive, les taux passant de respectivement 2,5 à 2,9% en 2002 et 2003. Pour 2004, le Statec table sur un taux de croissance légèrement supérieur à 4%.

Dans la foulée de cette revigoration, on constate sur les derniers mois une accélération au niveau de l'emploi. Même si les taux d'augmentation ne sont pas comparables à ceux constatés au début de cette décennie (6% en 2001), on retient que la croissance de l'emploi salarié qui s'était stabilisée à environ 2% en 2003 passe à 2,5% depuis le mois de mars 2004.

Toujours selon le Service central de la Statistique, un taux de croissance de l'emploi d'au moins 2,5% est nécessaire afin de pouvoir arrêter la progression du chômage. À l'heure actuelle, la reprise de la conjoncture est insuffisante pour envisager une résorption du chômage et les experts n'attendent pas d'amélioration sensible dans les deux années à venir.

Dans ce contexte, il y a lieu de renvoyer à l'étude présentée dans la note de conjoncture N°2-2004 portant sur la relation qui existe entre croissance et chômage. On constate une sensibilité diminuée du chômage au Luxembourg par rapport à la croissance. Une croissance économique de 5% en volume semble nécessaire afin d'obtenir une baisse du chômage.

Question 0106 (23.9.2004) de M. Laurent Mosar *(CSV)* concernant l'indemnisation des pertes financières suite à la panne d'électricité du 2 septembre 2004:

La panne d'électricité du 2 septembre a surpris le pays qui n'était en toute probabilité pas conscient de ce qu'une panne pouvait encore se produire à cette échelle. L'absence de courant électrique pendant plus d'une demi-heure a causé un préjudice financier certain à l'économie nationale. La Fedil vient d'annoncer à cet égard que les pertes subies par l'industrie productive se chiffreraient certainement par millions d'euros.

Au-delà de l'étude indispensable devant permettre d'élucider les raisons précises du „Black-out" du 2 septembre et mettre en place un dispositif par lequel des événements comparables peuvent être évités à l'avenir, sinon au moins combattus de manière plus efficace et plus rapide, il reste que des pannes d'électricité ne peuvent probablement pas être exclues à jamais.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres si le Gouvernement a engagé une réflexion portant sur un mécanisme d'assurance pouvant couvrir les pertes financières subies par l'économie en des situations de „Black-out", respectivement si une telle réflexion va être engagée par le Gouvernement.

Je voudrais également savoir de quelle manière le Gouvernement prévoit d'indemniser les pertes subies le 2 septembre par l'industrie productive notamment.

Réponse commune (12.11.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Dans sa question parlementaire, Monsieur le Député Laurent Mosar demande dans un premier volet si le Gouvernement a engagé une réflexion portant sur un mécanisme d'assurance pouvant couvrir les pertes financières subies par l'économie en des situations de „Black-out", respectivement si une telle réflexion va être engagée par le Gouvernement.

Le Gouvernement n'entend pas entamer de telles réflexions, étant donné que les entreprises sont libres de conclure des contrats d'assurance couvrant les dommages directs et/ou indirects résultant d'une panne d'électricité, respectivement d'envisager d'investir dans des installations techniques adéquates permettant de pallier à une éventuelle défaillance du réseau électrique.

D'autre part, il est rappelé que d'éventuels dégâts causés directement par une interruption accidentelle de la fourniture d'électricité sont couverts par une assurance responsabilité civile au niveau de la société Cegedel. Il faut cependant que le plaignant apporte la preuve qu'une faute a été commise au niveau de Cegedel.

Dans un deuxième volet, Monsieur le Député Laurent Mosar voudrait savoir de quelle manière le Gouvernement prévoit d'indemniser les pertes subies le 2 septembre par l'industrie productive notamment.

Le Gouvernement n'indemnisera pas les pertes subies au niveau de l'industrie, parce qu'il n'appartient pas à l'État de prendre à sa charge le risque inhérent à l'exercice d'une activité industrielle ou commerciale.

Question 0107 (24.9.2004) de M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)* concernant l'aménagement d'une voie d'autobus entre Steinfort et le rond-point de Windhof:

L'amplification quasi journalière du trafic routier durant les heures de pointe a pour conséquence, d'une part, d'accroître les embouteillages et, d'autre part, de ralentir les usagers des autobus. Sachant que l'aménagement d'une bande exclusivement réservée aux autobus sur la route d'Arlon (N6) entre Steinfort et le rond-point de Windhof rendrait la circulation des bus beaucoup plus fluide, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre des Transports.

- Est-ce que Monsieur le Ministre serait d'accord d'aménager une voie réservée aux autobus sur ce tronçon de route?
- Dans l'affirmative, quel sera le délai prévu pour sa réalisation?

Réponse (27.10.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

La question de Monsieur le Député Camille Gira traite l'aménagement et l'utilité de couloirs d'autobus, notamment sur la route d'Arlon entre Steinfort et Luxembourg-ville.

Les couloirs d'autobus aménagés en dehors de la ville de Luxembourg sont tous dus à des initiatives du Ministère des Transports qui soutient fermement aussi le projet d'une voie réservée aux transports en commun sur toute la longueur de la N6 de Steinfort jusqu'à la place de l'Étoile à Luxembourg-ville.

Dans ce contexte, un groupe de travail interministériel a été créé en vue de promouvoir la constitution d'un ensemble de couloirs d'autobus sur les axes principaux du réseau routier national.

Quant au couloir à aménager sur la N6, il convient de renvoyer à la compétence partagée dans ce domaine entre le Ministère des Travaux publics (Ponts & Chaussées) et les autorités communales, qui doivent encore marquer leur accord pour faire aboutir le projet.

Question 0108 (24.9.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'introduction d'une carte d'identité électronique:

En 2002 l'honorable Député Gusty Graas avait posé une question parlementaire au Ministre de l'Intérieur de l'époque concernant la carte d'identité électronique *(cf. compte rendu N°/2003-2004)*.

À cette époque Monsieur le Ministre avait répondu que ce projet se limitait à onze communes en Belgique. Il avait estimé qu'il n'était pas possible à l'époque de tirer les conclusions quant aux répercussions positives d'une telle introduction au Luxembourg.

En outre, il avait précisé qu'une fois l'utilité et la fiabilité d'une telle carte à puce établies il s'agirait de voir comment et sous quelles conditions un système de carte d'identité électronique pourrait être étendu au Luxembourg.

Il me revient maintenant dans un article paru dans la nouvelle édition du magazine Paperjam que la carte d'identité électronique va être généralisée en Belgique d'ici 2009. Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information de la généralisation de la carte d'identité électronique en Belgique pour 2009?
- Monsieur le Ministre partage-t-il le même avis que son prédécesseur?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre compte introduire la carte d'identité électronique au Luxembourg?

Réponse (3.11.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1) D'après les informations dont je dispose, il est effectivement envisagé de généraliser l'introduction de la carte d'identité électronique en Belgique. Selon les prévisions actuelles la généralisation devrait être réalisée fin 2009.
2) Il est bien entendu que je partage le même avis que mon prédécesseur quant à la fiabilité et surtout l'utilité d'une telle carte d'identité électronique au vu du contexte international plus que fluctuant sur le marché des documents d'identité. Sans être spécialiste en la matière (le Ministre de l'Intérieur n'officiant que comme intermédiaire entre les 118 communes et la société productrice des documents en ce qui concerne l'acheminement du courrier de et vers Bruxelles), je crois pouvoir affirmer qu'une introduction de la carte d'identité électronique pour la seule et unique raison que nos voisins belges l'ont également introduite peut être considérée comme une démarche contre-productive tant pour le citoyen qui n'en retire aucun avantage que pour l'administration qui s'engagerait dans un processus coûteux en dehors de tout cadre réglementaire communautaire voire international.
3) Il est loisible à l'honorable Député de faire une proposition de loi allant dans le sens voulu tout en étant conscient que l'introduction d'une carte d'identité électronique nécessite au préalable la mise en place de toute une série d'infrastructures pour le stockage des données personnelles des citoyens, ainsi que la généralisation de la signature électronique sans laquelle une telle carte n'est d'aucune utilité.

Question 0110 (27.9.2004) de M. Claude Meisch *(DP)* concernant l'octroi du permis unique par les instances gouvernementales wallonnes au magasin d'ameublement IKEA:

Le 25 mai 2004 le Ministère de l'Environnement avait introduit - auprès des instances gouvernementales wallonnes - un recours contre le permis unique délivré le 12 mai 2004 par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la ville d'Arlon à IKEA Belgium S.A. pour la construction et l'exploitation d'un magasin à Sterpenich (commune d'Arlon).

Cette démarche était précédée d'une étude technique sommaire élaborée par l'Administration de l'Environnement. Les résultats de cette étude avaient été transmis le 15 mars 2004 par Monsieur Eugène Berger, Secrétaire d'État à l'Environnement, au Ministre de l'Environnement de la Région wallonne.

Par voie de presse j'ai pris connaissance que les instances gouvernementales wallonnes se sont prononcées et que l'octroi du permis unique à IKEA Belgium S.A. a été confirmé.

Ceci m'amène à poser les questions suivantes:

1. Monsieur le Ministre partage-t-il, d'une façon générale, l'avis de son prédécesseur dans l'affaire IKEA-Sterpenich?
2. Le Ministère de l'Environnement a-t-il été dûment informé par les instances belges du rejet de son recours?
3. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons ayant amené le ministre wallon à rejeter l'argumentaire pourtant bien étoffé du Ministère de l'Environnement luxembourgeois?

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

4. Monsieur le Ministre est-il d'avis que tous les arguments avancés par son ministère aient été analysés à fond dans le cadre de la procédure de recours?
5. L'argumentation du ministre wallon telle qu'elle est déclinée dans l'arrêté ministériel du 8 septembre 2004 est-elle correcte et incontestable?
6. Monsieur le Ministre entend-il réserver une suite dans cette affaire en introduisant un recours motivé auprès du Conseil d'État belge?

Réponse (28.10.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député je suis en mesure de fournir les éléments suivants:

La position critique du département de l'Environnement concernant le dossier IKEA-Sterpenich reste maintenue.

Le Vice-président du Gouvernement wallon, Ministre du Logement, des Transports et du Développement Territorial a informé en date du 9 septembre 2004 le département de l'Environnement du Grand-Duché de l'arrêté du 8 septembre 2004 confirmant l'arrêté délivré par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la ville d'Arlon du 12 mai 2004 accordant à IKEA BELGIUM S.A. l'autorisation de construire et d'exploiter un magasin à Arlon, 1, rue de Grass. Un courrier identique a été transmis en date du 9 septembre 2004 à l'Ambassade du Grand-Duché à Bruxelles. D'ailleurs, le Bourgmestre de la ville d'Arlon a signalé au Ministère de l'Environnement la confirmation du permis unique par un courrier daté au 10 septembre 2004.

L'arrêté du 8 septembre 2004 du Vice-président du Gouvernement wallon, Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial, énonce sur une dizaine de pages les motifs qui sont à la base de la confirmation du permis unique délivré par le Collège des Bourgmestre et Échevins de la ville d'Arlon en date du 12 mai 2004. Une copie de l'arrêté du 8 septembre 2004, comprenant les motifs pour lesquels le Ministre wallon a rejeté l'argumentaire bien étoffé du département de l'Environnement luxembourgeois, est annexée à toutes fins utiles. Il convient de noter que l'appréciation de la validité de l'autorisation se fait par rapport au droit belge *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

L'arrêté du 8 septembre 2004 précité prend position par rapport aux critiques, craintes et doléances exposées par le Grand-Duché lors de la procédure d'autorisation. Au fond il est conclu à l'application correcte du droit belge.

Seul le Conseil d'État, juridiction administrative suprême en Belgique, est compétente pour juger si l'argumentation du Ministre wallon est correcte et incontestable.

A l'instar de la position du Gouvernement dans d'autres dossiers ayant une dimension internationale le département de l'Environnement n'intentera pas un recours contentieux devant le Conseil d'État belge et ce notamment pour les raisons suivantes:

- En droit international public il n'est pas d'usage qu'un État se dirige contre un acte administratif individuel délivré par une autorité publique étrangère.
- Au cours de la procédure d'instruction de la demande les critiques, craintes et doléances du département de Environnement ont été exprimées de manière détaillée aux autorités belges et ce aux niveaux juridique, diplomatique et politique.
- Il n'est pas certain qu'un recours contentieux intenté par le Grand-Duché soit reconnu comme recevable par le Conseil d'Etat belge. Il s'agit de la question de l'intérêt national qui est apprécié par rapport à l'atteinte à l'environnement à craindre.
- Il suffit qu'un seul recours soit considéré comme recevable et fondé pour que l'autorisation attaquée soit réformée voire annulée.

Question 0111 (27.9.2004) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant les conditions de logement des élèves du Lycée technique hôtelier „Alexis Heck":

Alt erëm ass d'Hotelsschoul vun Dikrech wéinst onwürdege Logementer fir hir Schüler an der Diskussioun - iwwer ee Sechstel vun hire Schüler sinn zwéngend op eng Internatsplaz ugewisen.

Een Deel vun de Schüler hunn elo kuerzfristeg („praktisch eine Nacht- und Nebelaktion", seet den Direkter am L.W. de 25. September 2004) missen an en délabréierten Hotel ëmquartéiert ginn.

Schonns am November 2001 hat ech mech gezwonge gesinn, wéinst skandaléisen Zoustänn a Saachen Hygiène a Liewensqualitéit fir d'Internatsschüler vun der Hotelsschoul, iwwer eng parlamentaresch Fro ze intervenéieren.

Dowéinst dës Froen:

1. Wéi konnt et virkommen, datt déi betraffe Schüler esou kuerzfristeg hu missen ëmquartéiert ginn?
2. Ass et am konkrete Fall iwwerhaapt legal gewiescht, fir der Hotelsschoul - sou kuerzfristeg wéi behaapt gëtt - de Loyer fir déi concernéiert Schülerlogementer eropzesetzen?
3. Firwat waren d'Raimlechkeeten am „Hôtel Beau Séjour" net alleguer gebotzt, opgeraumt a gerengegt, ier se de Schüler zur Verfügung gestallt goufen?
4. Wéini ass domadder ze rechnen, datt dat neit Internat zu Dikrech, dat d'Chamber de 24. Mäerz 1999 gestëmmt huet, fäerdeg gestallt ass - a wéi wäit sinn d'Bauaarbechten antëscht fortgeschratt?

Réponse commune (23.11.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

Ad 1

D'Hotelschoul vun Dikrech huet während dräi Joer iwwer en Deel vum „Hôtel du Parc" verfügt an de Besëtzer vum Hotel war averstanen, d'Schüler fir en zousätzlecht Joer bei sech ënnerzebréngen. Zwou Woche virun der Schoulrentrée huet de Besëtzer vun dësem Hotel décidéiert, de Loyer ëm 33% ze erheijen. Aus der Siicht vun der finanzieller Verfügbarkeet war dëse Virschlag onzoulässeg.

Den 9. September 2004 konnt mam Gérant vum „Hôtel Beau Séjour" en Accord fonnt ginn. Dësen Hotel bidd déiselwecht Konditioune wéi den „Hôtel du Parc" zu der Konditioun, datt alles grëndlech gebotzt gouf. Am Verglach zum „Hôtel du Parc" huet en net onbedeitend Virdeeler, nämlech:

- e verfügt iwwer 32 Zëmmeren amplaz vun 30;
- e verfügt iwwer eng Kichen, déi den Normen HACCP entsprécht an en huet en lessall;
- d'Gebäi entsprécht de Sécherheetsnormen, wat d'Presenz vun de Betonsdallen an déi vun engem zweeten Trapenhaus betrëfft;
- am Verglach zu dem Virschlag vum „Hôtel du Parc" ass de Loyer hei 45% méi bëlleg.

De Gérant war averstanen, fir der Hotelschoul d'Gebailechkeete mat all dem Mobiliar a Material vum 20. September un zur Verfügung ze stellen.

Ad 2

Et war kee Vertrag mat dem Besëtzer vum „Hôtel du Parc" ofgeschloss ginn, hie konnt all Moment de Loyer änneren.

Ad 3

Eng spezialiséiert Firma huet all d'Zëmmeren am Fong gebotzt, während d'Gemeinschaftsraim vun de Botzfraen aus dem Lycée gebotzt gi sinn. D'Bettwäsch an d'Bettdecken, déi knaschteg an ofgenotzt waren, sinn ewechgeholl ginn.

D'Produktiounsatelieren (Kichen, Killschaf...) ware vum technesche Service aus dem Lycée virgebotzt ginn. Als Ofschloss hunn d'Enseignanten an d'Schüler d'Geschier an d'Maschinnen definitiv gebotzt. Dass d'Schüler hiert Schouljoer mat enger Botzaktioun hu missen ufänken ass net agréabel an deet eis Leed. Mä d'Botzen ass awer an där Beruffsausbildung näischt Ongewéinleches. Zum Schluss vun all Trimester ginn d'Klassen hin a maachen dës Aarbecht an all Atelier vun der Schoul. Botze gehéiert nämlech zu engem Deel vun hirer Formatioun an d'Schüler musse fäeg sinn, den Hygiène-Zoustand vum Geschier an de Maschinnen ze iwwerpréifen.

Am Ufank vum „Exercice budgétaire 2005" schéckt de Ministère eng „Soumission publique" eraus, fir d'Zëmmere frësch anzeriichten.

Ad 4

D'Fäerdegstellung vum „Internat public" zu Dikrech ass virgesi fir de Schoulufank 2005-2006. D'Réibauaarbechte sinn um Punkt fir ofgeschloss ze ginn an d'Parachèvementaarbechte sinn och schonns um Lafen.

Dat bedeit, datt d'Ofdichte vun de Flaachdiech amgaang ass ausgefouert ze ginn an d'Chassisë vun de Fënstere virum Collektivcongé vum kommende Wanter poséiert ginn. Parallell duerzou ginn d'Aarbechte vun den elektreschen, sanitären an thermeschen Installatioune realiséiert.

Fir d'Beheize vun de Raim während der kaler Saison ze garantéieren, ginn am Virfeld zur Ausféierung vun de Baussenanlagen déi néideg Amenagementer fir den Zougank zum ënnerierdege Parking sou wéi fir den Uschloss un de Stadshëtzréseau (chauffage urbain) virgeholl. Wat d'Gipsaarbechten, d'falsch Plafongen sou wéi d'Chappen an d'Buedembeleeg betrëfft, wäerten déi entspriechend Opträg an deenen nächsten Deeg erausgoen. Öffentlech auszeschreiwe bleiwen nach d'Fassad an d'Schräinerei bannen. Wat d'Miwwele betrëfft, sinn déi entspriechend Lastenhefter zur Zäit an der Phas vun der Fäerdegstellung.

Question 0113 (28.9.2004) de M. Jos Scheuer *(LSAP)* concernant les services de restauration dans les établissements hospitaliers:

Si l'hôpital est bien entendu un lieu médical où priment les prestations médicales, idéalement accompagnées d'une prise en charge psychologique, il convient également de souligner l'importance des services périphériques et notamment du service de restauration. Une alimentation adaptée aux besoins spécifiques des malades tout en préservant le plaisir de la table, le plaisir de manger, est un facteur non négligeable, apte à favoriser le processus de convalescence.

Dans ce contexte, et compte tenu des expériences positives faites dans les cantines scolaires, les CIPA et autres institutions avec la cuisine de proximité qui privilégie les produits du terroir, Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir:

Quel est le nombre d'établissements hospitaliers où les repas sont entièrement cuisinés sur place?

Dans combien d'établissements hospitaliers, les repas proviennent-ils d'autres producteurs et distributeurs?

Combien d'établissements utilisent le système de la liaison froide?

Quel est le coût par repas à l'achat et, dans les établissements où les repas sont préparés sur place, au niveau des matières premières?

Compte tenu aussi bien des exigences médicales en matière d'alimentation que de l'importance des fonctions nutritionnelle et psychologique des repas, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il serait souhaitable de mettre en place une plate-forme de discussion pour discuter des meilleures pratiques en la matière?

Réponse (8.11.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'administration ne détient pas tous les éléments de réponse aux questions formulées par l'honorable député. Les informations fournies ci-après proviennent en partie de l'Union des Caisses de Maladie.

Sur les quatorze hôpitaux qui existent actuellement, cinq assurent les services de cuisine eux-mêmes, huit établissements ont recours à un fournisseur externe tandis que pour un établissement, à savoir le Centre François Baclesse, il n'existe pas de cuisine dans la mesure où tous les patients viennent en traitement ambulatoire.

Le système de la liaison froide est assez utilisé le week-end, où se pratique alors la remise en température.

Quant au coût de la restauration, il diffère quelque peu suivant les différents hôpitaux. D'après les renseignements fournis par les hôpitaux à l'UCM pour l'année 2002, et en prenant une valeur médiane, ce coût serait de 23,96 Euro par jour.

Quant à la question de «la meilleure pratique en la matière» soulevée par l'honorable Parlementaire, il faut savoir que dans la très grande majorité des établissements hospitaliers une diététicienne surveille la composition et la qualité des menus. Les établissements ne disposant pas d'une diététicienne en permanence (établissements de faible taille à séjour prolongé) ont néanmoins le souci de fournir une alimentation de qualité indiscutable.

Favoriser la prise d'alimentation en analysant les éventuels problèmes du patient individuel en créant un climat psychologique positif, en aidant pour autant que nécessaire tout en stimulant l'autonomie constitue une des missions des personnels soignants qui s'y appliquent avec engagement.

Je signalerai encore que du point de vue hygiène alimentaire le guide de bonnes pratiques concernant la démarche HACCP dans les cuisines du secteur hospitalier, éla-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

boré par l'Entente des Hôpitaux luxembourgeois, a été validé le 7 octobre 2004 par le soussigné pour une période de 5 années.

Question 0117 (4.10.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'indémnité d'attente:

D'Gesetz vum 25. Juli 2002 «concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle» huet a sengem Artikel 5-2 eng Indemnitéit «d'attente» agefouert fir déi Persounen, déi um normalen Aarbechtsmaart net reklasséiert kënne ginn, mä bei der ADEM ageschriwwe sinn. Dës Indemnitéit «d'attente» gëtt vun de Pensiounskeesen un d'ADEM iwwerwisen.

Kann den Här Sozialminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wéi vill ass vun der Pensiounskeess an de Joren 2003 an 2004 un d'ADEM respektiv un déi betraffe Leit iwwerwise ginn, fir dës Indemnitéit «d'attente» ze finanzéieren?
2. Wéi vill Leit si schonns an de Genoss vun där Indemnitéit «d'attente» komm?

Réponse (5.11.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Den Här Deputéierte wëllt a senger Ufro wëssen, wéi vill «Indemnités d'attente» gemäss dem Gesetz vum 25. Juli 2002 bis elo ausbezuelt goufen.

Fir d'éischt wëll ech festhalen, datt déi Indemnitéite vun de Pensiounskeesen net un d'ADEM iwwerwise ginn, mä direkt un déi betraffe Leit, an zwar eréischt dann, wann déi hir sämtlech Rechter op Chômageindemnitéiten erschöpft hunn. Dat erkläert zum Deel och firwat am Joer 2003 keng esou eng Indemnitéit ausbezuelt gouf.

Fir d'Joer 2004 huet d'Alters- an Invalidekeess, déi bis elo iwwregens déi eenzeg Pensiounskeess ass, déi ausbezuelt huet, mer déi nofolgend Zuele matgedeelt. Virausgeschéckt sief awer eng Informatioun technescher Natur: Wann d'Pensiounskeese Suen ausbezuelen, geschitt dat op zwou Manéieren; wann et sech zum Beispill ëm eng Nobezuelung handelt, ginn dës Suen iwwer e sou genannten «Paiement unique» bezuelt; wann et Sue sinn, déi all Mount déiselwecht sinn (zum Beispill eng normal Pensioun), gi se iwwer en «Mandat courant» bezuelt. Am Tableau hei ënnendrënner bedeit PU «Paiement unique» an MC «Mandat courant».

iwwert d'Einnahmen aus dem Billjeesverkaf opgefouert sinn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wat sinn déi genee Einnahmen aus dem Verkaf vun de gemeinsame Billjeeë vun CFL, AVL, TICE an RGTR?
2. Wat kascht déi ganz Gestioun vum kostenpflichtegen öffentlechen Transport, den Drock, d'Bedreiwe vu Guicheten, d'Opstelle vun Automaten an hiren Entretien, d'Kontroll vun de Billjeeën asw. mat abegraff?
3. A wéi enger Relatioun sinn d'Einnahmen aus dem Billjeesverkaf zum Gesamtkäschtepunkt vum öffentlechen Transport; CFL, AVL, TICE an RGTR?
4. Wéi vill Leit profitéieren zu Lëtzebuerg vun engem gratis Abonnement fir den öffentlechen Transport?

Réponse (22.11.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Jemp Koepp stellt véier Froen am Kontext vum Käschtepunkt vum öffentlechen Transport, déi folgendermoosse beäntwert kënne ginn:

1) D'Einnahmen aus dem Verkaf vu Billjeeën an Abonnementer am öffentlechen Transport belafe sech zesumme fir CFL, AVL, TICE an RGTR op 25.908.000 (2003).

2) D'Gestioun fir den RGTR:
Ministère: 8 Beamtinnen/ Beamten

Contrat CFL: (5 Beamten)	345.000 €
TICE:	223.653 €
AVL:	onbekannt
CFL:	onbekannt

3) Am Vergläich zu de Betribskäschte vum nationalen öffentlechen Transport, déi de staatleche Veträg no berechent ginn, stellen d'Einnahmen 18% duer.

4) Zu Lëtzebuerg ginn et 38.000 gratis Schülerkaarte fir de post-primären Unterrecht.

48.000 Kaarte si vum Innenministère u Leit mat enger Invaliditéit ausgestallt.

8.500 Sozialkaarte si vun den dofir zoustännegen Institutiounen u lëtzebuergesch an auslännesch Matbierger ausgestallt.

Mount	Fäll	Betrag
PU VII	1	4.650,54 €
PU VIII	1	4.293,55 €
PU IX	3	14.577,57 €
PU X	1	3.145,59 €
MC VIII	1	949,09 €
MC IX	4	3.941,13 €
MC X	7	7.539,66 €
Total:		39.097,13 €

Question 0119 (5.10.2004) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant les recettes provenant de la vente des billets des transports publics:

Den ADR huet schonns 1999 d'Diskussioun iwwert de gratis öffentlechen Transport lancéiert. Hannergrond vun dëser Fuerderung wor d'Opfaassung, datt déi administrativ Käschte bei wäitem méi héich si wéi dat, wat duerch de Verkaf vu Billjeeën era kënnt.

Leider hu mer misse feststellen, datt an de Rapporte vum Transportministère keng genee Zuelen

Question 0120 (7.10.2004) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant les dispositions du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 (réduction du loyer pour les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans):

Le règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixe dans son article 2 l'âge d'une „personne âgée" à 65 ans et le chapitre 3 définit notamment les modalités de calcul du loyer d'un logement adapté aux personnes âgées et aux personnes handicapées. Ainsi le revenu net disponible (RND) est multiplié par 0,25 pour les locataires personnes âgées au lieu de 0,75 pour les locataires ordinaires.

Normalement une personne âgée devrait dès lors payer, sous les mêmes conditions de revenu et de logement, un loyer annuel jusqu'à 20% moins élevé qu'un locataire ordinaire.

Or, selon mes informations de nombreux locataires qualifiés personnes âgées continuent à payer des loyers dits ordinaires malgré le fait que le Fonds du logement soit parfaitement informé de leur situation et qu'en sa qualité de bailleur social il lui incombe de recalculer d'office les loyers des personnes âgées de plus de 65 ans.

Quelques personnes âgées, locataires du Fonds, après consultation des dispositions légales, se sont adressées au Fonds du logement pour demander le bénéfice du régime du loyer réduit prévu par la loi.

Le Fonds refuse apparemment de faire droit à leur demande et renvoie la question au Ministre de tutelle arguant d'un vide juridique.

Dans ces conditions je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Logement:

1) Le Fonds du logement est-il en son bon droit s'il n'applique pas d'office les réductions de loyer pour ses locataires âgés? Si oui, pourquoi et sur base de quels textes?
2) Pour quelles raisons le Fonds doit-il demander l'avis du Ministre pour accorder un loyer réduit prévu pourtant par un texte légal?
3) Quelle réponse Monsieur le Ministre entend-il donner à la question posée par le Fonds du logement respectivement par les locataires dont question?
4) Combien de personnes âgées et de personnes handicapées bénéficient-elles d'un logement locatif? Combien de ces personnes bénéficient d'un loyer réduit?

Réponse (12.11.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le Fonds pour le développement du logement et de l'habitat procède au calcul des loyers de ses logements en parfaite conformité au règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement.

Dans ces conditions, le Fonds veille à ce que les deux conditions prescrites par le règlement précité et soulignées par l'auteur de la question parlementaire soient remplies, à savoir l'âge du locataire ainsi que la configuration du logement au sens de l'article 22 du règlement.

Il y a lieu de noter que tous les loyers des personnes âgées et des personnes handicapées habitant un logement répondant aux caractéristiques imposées par la réglementation en vigueur sont calculés aux termes du chapitre 3 du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998.

Question 0121 (7.10.2004) de M. Ali Kaes *(CSV)* concernant les heures d'ouverture des guichets de gare:

Les heures d'ouverture du guichet de la gare de Diekirch se situent du lundi au vendredi entre 7:30 et 12:10 heures du matin et entre 13:50 et 17:10 heures de l'après-midi. Cependant, et selon mes informations, le guichet était fermé à plusieurs reprises au cours des dernières semaines, ce dont se plaignaient de nombreux voyageurs qui ne pouvaient plus acheter leurs billets de train sur place. Cette situation va sûrement à l'encontre du but visé par le Gouvernement d'améliorer la qualité du transport public et de le rendre plus attrayant aux yeux du grand public.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces allégations?
- Dans l'affirmative, pour quelles raisons le guichet de la gare de Diekirch n'était-il pas accessible aux voyageurs des transports publics aux heures d'ouverture habituelles?
- Quelles sont les mesures que le Ministre entend prendre afin de remédier à cette situation dans le futur?

Réponse (8.11.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

L'honorable Député souhaite être informé sur l'occupation du guichet de la gare de Diekirch.

Vu le nombre limité d'agents pouvant assumer la fonction d'agent de guichet en gare de Diekirch, il est vrai que le guichet en question a été fermé en dates des 1er et 4 octobre 2004 et ce pour cause de maladie de plusieurs agents pendant la même période.

Afin que les CFL puissent satisfaire au mieux les besoins de la clientèle des transports publics, des adaptations aux heures d'ouverture des guichets ne manqueront pas d'être décidées dans le cadre de la stratégie des CFL.

Question 0122 (7.10.2004) de M. Gast Gibéryen *(ADR)* concernant la contribution financière du Luxembourg au Bureau européen des Radiocommunications:

Am Kader vum Projet de loi N°5293 „portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 12 décembre 2002" iwwerhëlt Lëtzebuerg zéng „quotes-parts devant servir de base à la définition des contributions financières et des votes pondérés". Am Verglach dozou iwwerhëlt Irland nëmme fënnef an zum Beispill Polen, d'Slowakei an aner gréisser Länner souguer nëmmen eng „quote-part".

Am Virgängergesetz vum 27. November 1996 „portant approbation de la Convention pour la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER) conclue à La Haye, le 23 juin 1993" war déi nämlecht Regelung schonns virgesinn. Doriwwer eraus huet dat anert Virgängergesetz vum 8. Abrëll 1999 „portant approbation de la Convention instituant le Bureau Européen des Télécommunications (ETO), faite à Copenhague, le 1er septembre 1996" virgesinn, datt „les coûts sont partagés sur la base des unités contributives conformément à la contribution de leurs administrations à la CEPT".

Dës „Conférence européenne des Administrations des Postes et Télécommunications" (CEPT) gouf 1959 gegrënnt a Lëtzebuerg war ënnert de Grënnungsmemberen. Zënter 1959 huet also dëse Finanzéierungssystem net méi geännert.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi héich chiffréiert sech déi genee finanziell Bedeelegung vu Lëtzebuerg un der CEPT an un dem BER?
2) Firwat iwwerhëlt Lëtzebuerg a béide Fäll eng relativ héich finanziell Bedeelegung?
3) Wier et am Kader vun der Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER) fait à Copenhague le 17 décembre 2002 oder och elo nach duerno net ubruecht dës finanziell Bedeelegung vu Lëtzebuerg ze iwwerdenken an no ënnen ze revidéieren?

Réponse (27.10.2004) de M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications:*

1. Vun 1959 un, dem Grënnungsjoer vun der „Conférence Européenne des administrations des Postes et Télécommunications" (CEPT), bis 1992 ass déi finanziell Bedeelegung vun der deemoleger Postverwaltung gedroe ginn.

1992 ass aus der CEPT en Zesummeschloss vun de Ministèrë ginn, déi an deene jeeweilegen europäesche Länner fir d'Post an d'Telekommunikatioun zoustänneg sinn. Vun 1993 bis 1997 ass d'Lëtzebuerger Bedeelegung iwwer ee Budgetsartikel vum Kommunikatiounsministère gelaf.

Déi genau Zuele fir déi zwou Periode stinn an de Statskonten.

1998 huet den deemolegen Telekommunikatiounsinstitut (ILT), haut Regulatiounsinstitut (ILR), d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg an d'CEPT iwwerhol, och déi fir den ERO an den ETO.

Den ILR huet 2001 (déi lescht Ofrechnungsperiod) NOK 7.255.- un d'CEPT bezuelt. Dat sinn 886.-

D'Contributioun ETO 2004 sinn DKK 112.200.- (15.086.-)

D'Contributioun BER 2004 sinn DKK 436.760.- (58.724.-)

2. 1959 haten déi 19 Grënnungsmembere vun der CEPT ofgemaach, d'Présidence vun der CEPT à tour de rôle ze iwwerhuelen. D'Lëtzebuerger Délégatioun vun deemools huet awer gemengt, Lëtzebuerg hätt net genuch „ressources humaines" fir esou eng Présidence ze assuméieren. Durfir huet se ugebueden, méi en héije Beitrag ze bezuelen. Als Konterpartie war se vun der Présidencëflicht entbonnen.

Wéi 1985 d'Société Européenne des Satellites (SES) an d'Liewe geruff ginn ass, ass de Lëtzebuerger Intérêt an der CEPT, a besonnesch am Radiosekteur vun der CEPT, iwwerproportional gewues. Dëse Gremium, de spéideren BER, ass ee vun de Grondsteng vum SES-Succès. Hei sinn d'Landerechter vun den Astra-Satelliten ausgehandelt ginn. A well d'Stëmmrecht am direkte Lien mat der finanzieller Bedeelegung steet (eng Part ass eng Stëmm, zéng Parte sinn zéng Stëmmen), war et scho wichteg an dësem Sekteur e gewëssent Gewiicht ze hunn.

3. D'Iwwerleeungen sinn éischter an déi ëmgedréite Richtung gaangen. Mëttlerweil huet d'CEPT 46 Memberen an et war dru geduecht ginn d'Lëtzebuerger Participatioun ze heijen, fir awer nach déiselwecht Roll an deem erweiderte Gremium kënnen ze spillen. Mir hu stattdesse verstärkt op Réuniounen hei zu Lëtzebuerg gesat, wat am Endeffekt nach méi effikass ass.

Question 0123 (8.10.2004) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant le Centre pénitentiaire Givenich:

Den „Centre pénitentiaire Givenich" (CPG) ass en hallef oppene Prisong, wou d'Détenuen den Dag iwwer a verschiddenen Ateliere schaffen, sief et am CPG oder aus-

serhalb, an owes an hirer Zell agespaart sinn. D'Ophuelcapacitéit vun dem CPG läit bei 99 Plazen. Leider muss awer festgestallt ginn, datt den CPG, deen e wichtege Schrëtt a Richtung Resozialiséierung vu Prisonnéier duerstellt, am Schnëtt nëmme vu 50 Persoune beluecht ass.

Doriwwer eraus kënnen am CPG och mannerjähreg Prisonnéier opgeholl a betreit ginn an esouguer Leit ouni Dach iwwert dem Kapp kënnen do op fräiwëlleger Basis opgeholl ginn („Reclus volontaires").

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill Détenuë vum CPG sinn aus disziplinaresche Grënn an de leschten zéng Joer erëm an de Centre pénitentiaire de Luxembourg (CPL) zréckgeschéckt ginn a wéi vill Détenuen aus dem CPG si fräiwëlleg an den CPL zréckgaangen?
2) Wéi vill Prisonnéier hunn hir Strof am CPG ugefaangen ouni als éischt iwwert den CPL ze goen?
3) Wéi vill Mannerjähreger sinn an de leschten zéng Joer am CPG betreit ginn a mat wéi engem Erfolleg?
4) Wéi vill Leit ouni Daach iwwert dem Kapp sinn als „Reclus volontaires" an de leschten zéng Joer am CPG opgeholl ginn a mat wéi engem Erfolleg?

Réponse (5.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Déi gefrote Chiffere gesi folgendermoossen aus:

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
1a) zréckgeschéckt an den CPL aus disziplinaresche Grënn	37	33	24	36	37	29	17	18	13	5
1b) fräiwëlleg an den CPL zréckgaangen	1	0	0	0	1	0	1	1	0	1
2) direkt Agäng an den CPG				31	16	24	26	14	28	29
3) Mannerjähreger	0	0	0	1	0	0	0	0	0	0
4) „Reclus volontaires"	2	2	1	2	0	3	1	3	2	2

Question 0124 (12.10.2004) de M. Marcel Oberweis *(CSV)* concernant le réaménagement du site du Fort Lambert:

Depuis octobre 2001, le parking de l'avenue Monterey est accessible au public. En juillet 1993, la ville de Luxembourg a lancé un concours portant sur la construction et l'exploitation d'un parc de stationnement souterrain. Des analyses avaient prouvé que le tronçon de l'avenue Monterey compris entre le boulevard Prince Henri et la synagogue se prêtait bien pour la réalisation d'un parking souterrain, eu égard à l'absence de réseaux souterrains et de constructions riveraines. Les études géologiques sur le site étaient favorables. Le seul problème se trouvait au niveau de la présence de galeries du Fort Lambert dans l'emprise prévue pour le parking.

Le réduit Lambert, construit en 1685, faisait partie du fort du même nom. Il appartenait à la ligne médiane du front de la plaine. Le réduit fut rénové en 1835-1836 et doté d'une toiture. Aménagé en forme pentagonale, il renfermait deux étages et était entouré d'un réseau de casemates se présentant encore aujourd'hui dans un excellent état. Il était parsemé de nombreux fourneaux de mines. Les travaux de démantèlement des années 1868-1874 rasèrent la totalité du fort. Le récent aménagement du parking souterrain Monterey a mis au jour les restes du réduit Lambert.

Or, je me dois de constater que le site du Fort Lambert se trouve actuellement dans un état vétuste et que les travaux de réaménagement sont loin d'être achevés. Dans ce contexte, j'aimerais connaître les raisons du retard qu'ont pris les travaux, ainsi que le point de vue du Ministère concernant un achèvement rapide des travaux de réaménagement du site en question.

Réponse (16.11.2004) de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le Service des Sites et Monuments nationaux avait investi en 2002 la somme de 40 millions flux dans la mise à jour et la conservation du Fort Lambert, lors de la construction du parking Monterey.

Au début de l'an 2004, la Commission des Sites et Monuments nationaux avait été contactée à cause de l'aspect délabré du site. L'avis, formulé à cette occasion, préconisait qu'il était inadmissible qu'on le laisse tomber en ruine, mais qu'il revenait à la ville de Luxembourg de s'en occuper. La remarque avait été faite que celle-ci, en tant que propriétaire des lieux, avait d'ailleurs déjà des plans concrets pour lui donner une nouvelle affectation.

En effet, l'administration de l'architecte de la ville a nommé un groupe de travail en vue des travaux de restauration du fort; dans ce groupe sont représentés la ville de Luxembourg, le Service des Sites et Monuments nationaux et le Musée national d'Histoire et d'Art.

Le bureau d'architecture „Becker Architecture & Urbanisme" a été chargé d'établir un descriptif des travaux à réaliser ainsi qu'un devis estimatif y relatif.

Cependant, même si l'architecte du Service des Sites et Monuments nationaux fait partie du groupe de travail ad hoc, il faut préciser que la décision du „comment" et „quand" n'incombe pas au Ministère de la Culture. Pour le moment, le budget du Service des Sites et Monuments nationaux ne prévoit plus de dépenses pour la sauvegarde de ces fortifications.

Question 0125 (12.10.2004) de M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)* concernant les stratégies de lutte contre l'influenza aviaire:

La suspicion d'une transmission non encore confirmée de la grippe aviaire d'homme à homme, suite à un cas possible dans une famille, pourrait faire craindre qu'une pandémie se développe dans un prochain temps.

J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé si un plan de lutte contre la pandémie a été ou sera mis en place au Grand-Duché de Luxembourg.

Dans l'affirmative, quels sont les moyens de prévention, d'accueil hospitalier et plus généralement les initiatives à prendre pour informer le public des précautions à prendre?

Réponse (24.11.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Actuellement l'OMS n'a pas encore confirmé que la transmission interhumaine est possible. Une seule et unique suspicion d'une transmission d'homme à homme a été évoquée lors d'une infection confirmée d'une jeune fille de 11 ans en Thaïlande qui avait été en contact avec de la volaille et qui est décédée d'une pneumonie le 8 septembre dernier. La mère de la jeune fille qui était en contact avec elle a développé une infection qui s'est confirmée être une grippe aviaire et elle est décédée le 20 septembre dernier.

Les autorités thaïlandaises ont conclu que la mère a pu être infectée soit par sa fille, soit d'une source environnementale. La première hypothèse, non encore validée par les scientifiques, affirmerait la transmission interhumaine.

En attendant d'avoir une preuve scientifique évidente, l'OMS a estimé qu'une transmission locale au sein d'une famille serait possible, mais qu'en l'absence d'autres personnes infectées dans l'entourage proche, il ne serait pas possible de parler à l'heure actuelle d'une pandémie interhumaine possible. Des analyses génétiques et antigéniques sont en cours pour savoir si les gènes responsables de ladite infection ont acquis un pouvoir potentiel de transmissibilité interhumaine.

Il est vrai que tous les dix à quarante ans une pandémie de grippe avec un nouveau virus peut se déclarer, la dernière grande épidémie ayant été la grippe de Hongkong en 1968. L'impact de chaque type de pandémie dépend de la virulence, de la transmissibilité et de l'état de préparation du pays.

Même avant l'apparition de ces cas de grippe aviaire, le Conseil supérieur d'Hygiène, section maladies transmissibles, s'est penché sur le problème d'une nouvelle pandémie de grippe et a élaboré un plan qui se finalisera prochainement.

En ce qui concerne les moyens de prévention en cas d'apparition d'un nouveau virus de grippe, il faut préciser que la mise en place d'un nouveau vaccin met en moyenne six mois.

Par contre, il existe sur le marché des antiviraux qui pourraient être efficaces contre un nouveau virus.

Il va de soi que le plan de prévention contient un large chapitre pour l'information du public et les précautions sanitaires à prendre. De même il porte sur l'accueil hospitalier pour les personnes qui pourraient présenter des complications.

Enfin, il faut préciser que depuis 2003 un système de médecins „sentinelles" a été mis en place au pays pour dépister ensemble avec le laboratoire national l'apparition de cas de grippe.

Session ordinaire 2004-2005

Question urgente 0127 (14.10.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le plan de vigilance nationale:

Haut gëtt gemellt, datt eng Grupp Islamisten Attentater op EU-Institutiounen zu Lëtzebuerg geplangt hätten. Den 28. am Heemount dëses Joers hat ech, gläichfalls an enger dréngender parlamentarescher Fro, op dëse Risiko higewisen *(cf. ci-avant question N°0017)*.

A senger Äntwert (26. August 2004) huet den Här Statsminister e „Plan de vigilance nationale" ugekënnegt, dee vum „Conseil supérieur de la Protection nationale" ausgeschafft géing ginn, deen „un système de niveaux de sécurité et de degrés d'alerte combiné à un ensemble de mesures, essentiellement préventives, destinées à protéger les cibles d'une éventuelle menace" instauréiere géing. Et huet och geheescht, datt d'Populatioun iwwert dëse Plang „le moment venu" informéiert géing ginn.

Bis haut ass vun dësem Plang näischt méi ze héiere gewiescht. Leider huet sech haut awer d'Realitéit vun der islamistescher Terrorgefor och fir Lëtzebuerg bestätegt. De „Moment venu" fir d'Populatioun iwwert d'Preventivmesuren ze informéiere kéint een antëscht als iwwerfälleg bezeechnen.

Dofir dës Froen:

1) Wéini ass de „Plan de vigilance nationale" fäerdeg gestallt - wéi wäit ass den zoustännege Conseil mat senger Aarbecht?
2) Wéini ginn d'Bierger iwwert dëse Plang informéiert?
3) Ass d'Opdecke vun deem méiglechen Uschlag op d'Iwwerwaachung vun der islamescher Communautéit hei am Land zréckzefëieren (Razziae vum vergaangene Joer)?

Réponse (21.10.2004) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Les différents services de sécurité travaillent en étroite coopération depuis les événements dramatiques du 11 septembre 2001 sur toutes les questions ayant trait à la lutte contre le terrorisme.

Dans ce contexte, des plans d'intervention ont été élaborés qui, en raison de leur nature, ne peuvent évidemment pas être publiés.

Au niveau opérationnel, l'accent essentiel depuis 2001 a été mis sur la prévention des attentats terroristes, notamment ceux à l'origine desquels se trouve le terrorisme international qui se nourrit du fondamentalisme islamiste.

Les opérations menées depuis lors par les différents services de sécurité permettent d'affirmer que certaines activités terroristes ont pu être déjouées. Ce travail judiciaire, policier et de renseignement continue évidemment.

Les travaux relatifs à un plan de vigilance qui a une vocation plus générale ne sont pas encore terminés, mais les éléments essentiels existent depuis deux ans.

Question 0128 (18.10.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les propos racistes d'un policier dans le cadre d'une interview au sujet du trafic de drogues:

An enger Lëtzebuerger Wochenzeitung war d'Iescht Woch Folgendes ze liesen:

„Die Mehrzahl der Afrikaner, die wir hier antreffen, hat Dreck am Stecken. Dies aber nachzuweisen, ist schwierig."

Dës Aussoe sollen anscheinend vu Polizeibeamte gemaach gi sinn am Kader vun engem Interview mat de Journaliste vun der virzitéierter Wochenzeitung. Ech fannen et net nëmme schlëmm, datt esou Aussoe vu Beamten am Déngscht solle gemaach gi sinn, mä gradeou schlëmm, wann esou Aussoen och nach publizéiert ginn. Dat kann derzou féieren, datt op eemol all Afrikaner marginaliséiert an ewéi e Verbriecher ugekuckt gëtt. Et kéint awer och virkommen, datt de Lëtzebuerger Stat wéinst esou Behaaptunge vun engem vu senge Beamte kéint verklot ginn, wéinst rassisteschen Aussoen (Gesetz vum 19. am Heemount 1997).

Den Här Statsminister huet am Zesummenhank mat engem rezenten traurege Virfall gesot, datt et hei zu Lëtzebuerg kee Rassismus gëtt, geleeëntlech rassistesch Ausrutscher awer kënnte virkommen.

Wann et och Problemer mat enger Rei vun Afrikaner am Zesummenhank mam Drogenhandel gëtt, muss awer opgepasst ginn, datt net ganz Natiounen dofir a Verruff bruecht ginn.

Kann den Här Justizminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, fir datt zumindest Beamten aus dem öffentlechen Déngscht esou Aussoen ënnerloossen?
2. Gedenkt den Här Minister ënnersichen ze loossen, ob dës Aussoen effektiv vu Polizeibeamten an deem am Artikel zitéierten Zesummenhank gemaach goufen?
3. Gëtt et iwwerproportional grouss Problemer mat Afrikaner am Zesummenhank mat illegalen Akten? Wa jo, a wat fir engem Beräich, a wat sinn d'Méiglechkeeten, fir dat an de Grëff ze kréien, ouni datt all Afrikaner als potenziellen Delinquent ugesi gëtt?

Réponse (5.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Les propos anonymes relatés sont identiques à ceux de plusieurs autorités politiques, judiciaires et policières et concernaient, dans un cadre géographique déterminé («die wir hier antreffen…»), le trafic de la drogue.

Ces propos décrivent une triste et nouvelle réalité en matière de trafic de la drogue.

Les autorités continueront à lutter avec fermeté contre le trafic des drogues auquel, depuis 2003, de nombreux demandeurs d'asile africains sont mêlés. Dans ce contexte, plus de cent arrestations ont été opérées à ce jour.

Le Gouvernement estime qu'il ne sert à rien de cacher aux citoyens la réalité quant à certains types de criminalité; par ailleurs, le Gouvernement a toujours rappelé que ni tous les demandeurs d'asile ni toutes les personnes de couleur ne sont mêlés au trafic de drogue.

Question 0130 (19.10.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'autorisation de desserte d'une compagnie aérienne immatriculée au Ghana:

Il me revient qu'un avion de la compagnie aérienne MK (Michael Kruger) immatriculée au Ghana s'est écrasé le 14 octobre dernier à Halifax au Canada. L'avion avait quitté la veille le Luxembourg. L'accident a eu lieu à l'approche de l'aéroport. De 1992 à aujourd'hui trois autres avions de la même compagnie se sont également écrasés soit au décollage ou à l'atterrissage (dont deux provenaient du Luxembourg). Il semblerait qu'à chaque fois des problèmes techniques en aient été la cause. D'après mes informations la flotte de 747 de la compagnie MK a en moyenne 20 ans d'âge. Certains pays auraient retiré l'autorisation de desserte à la compagnie aérienne en question. La compagnie de fret MK dessert quotidiennement l'aéroport de Luxembourg.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas que le fait d'autoriser ladite compagnie à desservir notre aéroport ne comporte des risques?
- Au vu de la fréquence des accidents de la compagnie aé-

rienne MK, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner si l'aviation civile a intensifié les contrôles relatifs aux engins de cette compagnie?

- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur les démarches qu'il entend entreprendre dans ce dossier?

Réponse (12.11.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

Les vérifications effectuées par mes services dans la banque de données européenne SAFA (banque de données regroupant les résultats de contrôles techniques inopinés sur des avions de pays tiers) n'ont jusqu'à présent fait ressortir aucun manquement grave de la compagnie aérienne MK Airlines aux normes de sécurité aérienne. Il n'y est fait état d'aucun cas d'immobilisation d'un appareil de ladite compagnie ni d'une interdiction de survol ou de desserte de la part d'aucune autorité aéronautique. Les appareils exploités par MK Airlines du type B747 et DC8 ont subi cinq contrôles à l'initiative des autorités d'États membres de l'Union européenne en 2003 et quatre contrôles jusqu'à présent en 2004.

Les derniers contrôles techniques diligentés par les services de la Direction de l'Aviation civile sur des avions MK Airlines n'ont par ailleurs pas révélé de déficiences techniques particulières.

Les autorités canadiennes ont associé le bureau en charge de la sécurité aérienne auprès de notre Direction de l'Aviation civile à l'enquête technique à effectuer en vue de déterminer les causes exactes du crash survenu le 14 octobre dernier à Halifax.

Les services de la Direction de l'Aviation civile ont été instruits de réserver dans le cadre des contrôles SAFA une attention particulière aux vérifications à effectuer sur des appareils de la compagnie précitée.

Question 0131 (19.10.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'évolution des statistiques de criminalité:

A senger heiteger Usprooch beim Patronatsfest vun der Police huet den Här Justizminister zouginn, datt d'Abréch hei am Land dëst Joer ëm 17,5% geklomme sinn.

Dës Entwécklung beweist net nëmmen, datt d'Police net iwwerall present ka sinn, wat deelweis och verständlech ass, mä virun allem, datt eise Stat senger primärer Funktioun, d'Sécherheet vu senge Bierger ze garantéieren, ëmmer manner gerecht gëtt. D'Versoe vun dësem Stat zwéngt esou ëmmer méi Bierger, selwer an hir Sécherheet ze investéieren.

Seriö Investitiounen a privat Sécherungsmesuren zéien awer e Käschtepunkt mat sech, dee vu ville Matbierger net aus eegener Kraaft ze leeschten ass. Dofir wier et sënnvoll, wann de Stat - dee jo mat sengem Versoen hei an der Flicht steet - senge Steierzueler géif finanziell entgéintkommen. Dëst géif sécher och dozou bäidroen d'Police ze entlaaschten.

An deem Kontext sief un déi Motioun erënnert, déi ech den 10. am Chrëschtmount 2003 an der Volleksvertriederkummer zur Ofstëmmung bruecht hunn an déi d'Regierung opgefuerdert hat „d'Méiglechkeeten ze analyséieren, anhand vun deenen d'Uschafe vu Sécherheetsanlage vu Privatpersoune ka staatlech ënnerstëtzt ginn, iwwer Subsiden oder steierlech Ofschreiwungen."

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass d'Entwécklung vun den Abrochszuelen an de leschten zéng Joer an absoluten, a wéi a relativen Zuelen?
2. Wéi ass gläichzäiteg d'Entwécklung vum „taux d'élucidation" wat dës Abréch ugeet?
3. Wat gedenkt den Här Minister konkret ze ënnerhuelen, fir d'Sécherheet vun eise Matbierger virun Abréch, déi all Kéiers och eng Gefor fir d'kierperlech Onversiertheet duerstellen, an Zukunft besser ze garantéieren, ouni datt doduerch d'Polizeieffektiver mussen erweidert ginn?
4. Gedenkt den Här Minister der Regierung virzeschloen, privat Sécherheetsinvestitiounen (Alarmanlagen, abrochshemmend Fënsteren/Dieren,...) staatlech subventionéieren ze loossen, wann neen, firwat net?
5. Falls d'Bierger an hirem Beméien an hirer Privatinitiativ hir Sécherheet ze verbesseren staatlechersäits net ënnerstëtzt solle ginn, wéi gedenkt den Här Minister dann de Bierger ze hëllefen, hiert Hab a Gutt besser kënnen ze schützen?

Réponse (17.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

L'évolution des cambriolages depuis quelques années se présente de la manière suivante:

Année	Nombre de faits
1998	2.649
1999	2.092
2000	2.081
2001	1.947
2002	1.992
2003	2.206

De manière générale les cambriolages représentent environ 12,5% du total des infractions relevées par la police grand-ducale.

Le taux d'élucidation pour cette catégorie se situe aux alentours de 5%.

L'augmentation évoquée lors de la fête patronale repose sur une comparaison des chiffres des huit premiers mois de 2003 et 2004 et il convient de réexaminer cette tendance après consolidation des chiffres de l'année 2004. Il faut également souligner que pour la période comparée on constate une diminution sensible pour les catégories d'infractions „vols liés aux véhicules et autres vols", tendance qui reste également à être confirmée.

Afin d'assurer la sécurité des citoyens dans ce domaine, le Gouvernement maintient le niveau de recrutement de la police à un rythme élevé. La mise en place des cellules régionales de police technique en vue de relever systématiquement les traces sur les lieux de cambriolage constitue un élément vital dans l'efficacité des enquêtes. Une deuxième priorité constituent les efforts en matière de prévention et notamment de sensibilisation dans le cadre de projets locaux ou régionaux, tel que c'est le cas pour le plan régional de sécurité de Capellen.

Le Gouvernement n'entend pas subventionner les investissements en matière de sécurité privée.

Question 0133 (20.10.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'amélioration de la relation ferroviaire à haute vitesse entre les trois villes sièges européennes:

Il me revient, par voie de presse, que la rigueur budgétaire préconisée par le Gouvemement belge pour l'exercice 2005 aurait pour conséquence de réduire considérablement l'enveloppe budgétaire destinée aux investissements de la SNCB. Ainsi, les travaux prévus sur l'axe Namur-Luxembourg seraient reportés et ne seraient donc pas réalisés en 2005 comme cela a été prévu initialement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre ne pense pas que cet état de fait met en danger la volonté affichée par les Gouvernements luxembourgeois et belge d'améliorer le temps de parcours de la liaison Luxembourg-Bruxelles?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire dans quelle mesure cette décision affecte le projet „Eurocap-Rail" retenu comme prioritaire par la Commission européenne et ayant pour objectif de relier les trois villes sièges de l'Union européenne à savoir Strasbourg-Luxembourg-Bruxelles par une ligne à grande vitesse?

Réponse (12.11.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

Comme Monsieur le Député le relève à juste titre, l'amélioration de la relation de chemin de fer Luxembourg-Bruxelles fait partie intégrante du projet Euocap-Rail qu'ensemble avec la Belgique et avec l'appui de la France, le Luxembourg a pu faire inscrire sur le relevé des grands projets d'infrastructure de transports transeuropéens arrêté le 12 octobre 2003 par la Commission européenne comme devant être réalisés prioritairement.

Ces projets sont susceptibles de bénéficier des soutiens financiers prévus à ces fins dans les budgets futurs de l'Union européenne.

Le projet Euocap-Rail comporte deux tronçons, le premier reliant Luxembourg via Metz à Strasbourg, le second étant formé par la ligne de chemin de fer Luxembourg-Bruxelles.

Quant au premier tronçon, il sera réalisé dans le contexte du TGV est-européen grâce à l'amélioration de la ligne existante entre Metz et Luxembourg d'ici 2007 pour permettre une circulation confortable des TGV. Au sud de Metz, les trains à destination de Strasbourg emprunteront la ligne nouvelle qui sera réalisée en première phase jusqu'à Baudrecourt à l'échéance précitée et qui sera prolongée en deuxième phase jusqu'au nord de Strasbourg selon un échéancier qui reste à être déterminé par les autorités françaises mais qu'il est dores et déjà envisagé d'entamer dès l'ouverture du premier tronçon.

Parallèlement, les Gouvernements luxembourgeois et belge ont, tout en se félicitant de l'inscription du projet Eurocap-Rail sur la liste des projets transeuropéens prioritaires, convenu le 28 avril 2004 de faire réaliser par la SNCB et les CFL une étude de marché sur le potentiel de trafic sur la relation ferroviaire Luxembourg-Bruxelles et d'analyser le volet financier du projet.

Le scénario d'amélioration de la ligne qui retient plus particulièrement l'attention dans le cadre de cette étude consiste

- à effectuer dans le cadre du plan pluriannuel d'investissements de la SNCB 2001-2012 des investissements sur l'ensemble de la ligne d'un ordre de grandeur de 366 millions d'euros notamment pour améliorer la qualité de circulation des trains et pour augmenter la vitesse à respectivement 160 km/h entre Ottignies et Ciney et 140-150 km/h entre Ciney et la frontière luxembourgeoise;
- à réaliser entre Ciney et Libramont un nouveau tronçon de ligne conçu pour la grande vitesse et permettant de raccourcir le trajet d'une trentaine de kilomètres requérant un investissement supplémentaire de 664 millions d'euros;
- à viser une réduction du temps de parcours de 2 heures 15 minutes actuellement à 1 heure 30 minutes.

Hormis l'accord de principe du Gouvernement luxembourgeois pour envisager une participation financière en vue des investissements en territoire belge, il convient d'ajouter que côté luxembourgeois le projet Eurocap-Rail requiert en sus les investissements suivants:

- le renouvellement de voies et d'appareils de voie;
- le renouvellement d'ouvrages d'art;
- le remplacement du poste de signalisation;
- la réélectrification à 25 kV;
- le relèvement de la vitesse de 130 à 140 km/h;
- la création d'une nouvelle gare internationale, régionale et intermodale à Cessange.

La fonction internationale dédiée à la Gare de Cessange permettra d'éviter le rebroussement en gare de Luxembourg des trains circulant sur la relation Bruxelles-Luxembourg-Strasbourg avec un gain de temps de parcours des trains internationaux de plus de dix minutes.

Il convient de préciser à cet égard que de toute façon quelque 75 millions d'euros devront être prévus à moyen terme pour la modernisation et le renouvellement de l'infrastructure en place.

Je compte mettre à profit la prochaine entrevue des Gouvernements belge et luxembourgeois pour évoquer le dossier en vue de faire avancer le projet dans le sens souhaité.

Question 0134 (20.10.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les recommandations pour les sacs à dos des écoliers:

Wann ee Primärschoulkanner op hirem Schoulwee gesäit, muss een ëmmer erëm mat Erschrecke feststellen, datt hir Schoulmappe respektiv Rucksäck, ëmmer méi schwéier ze gi schéngen. Ech hu mer soe gelooss, datt dës Kanner heiansdo bis zéng Kilo Gewiicht um Bockel matschleefen. Dësen Ëmstand ass ëmsou méi bedenklech, ewéi grad fir Kanner an deem Alter d'Gefor fir bleiwend gesondheetlech Schied (Haltungsschied) manifest ass.

An Däitschland gëtt et Länner, wou den Éducatiounsministère d'Schouldirektiounen opfuerdert, d'Kanner an och d'Elteren iwwert d'gesondheetlech Risike vun ze schwéiere Schoulsäck ze informéieren an hinne Mesuren un d'Häerz ze leeën, fir onnéideg schwéier Schoulsäck ze vermeiden (zum Beispill de Schoulsak all Dag nei a just mat deem wierklech Noutwendege bepaken). De Schoule gëtt a sou Länner (Beispill Rheinland-Pfalz) och recommandéiert de Schüler Schléissfächer zur Verfügung ze stellen, esou datt se nëmmen dat néidegt Schoulmaterial mat heem ze huele brauchen.

Offiziell Recommandatiounen an Däitschland soen, datt e Schoulsak nëmmen 10% vum Kierpergewiicht vun engem Kand dierf weien. Geet ee vun engem Duerchschnëttsgewiicht vun engem Kand am 1. Schouljoer vu 25 kg aus, dann dierft de Schoulsak maximal 2,5 kg weien, zitt een dovunner d'Gewiicht vun engem handelsübleche Schoulrucksak of (1-1,5 kg), dann dierft een net méi allvill zoulueden.

Dofir dës Froen:

1. Ginn et och hei am Land Reglementer oder Recommandatiounen, wéi vill e Primärschoulkand maximal u Gewiicht a sengem Schoulsak dierf/soll mat sech droen?
2. Wa jo, wellech sinn dat a virun allem, wéi ginn d'Schüler, d'Schoulpersonal a virun allem d'Elteren doriwwer informéiert/sensibiliséiert?
3. Wann neen, gedenkt d'Madame Ministesch dëse Problem ze analyséieren a konkret Mesuren/Instruktiounen ze erloossen, fir datt an Zukunft de Primärschoulkanner hir Gesondheet net duerch iwwermëisseg schwéier Schoulsäck op d'Spill gesat gëtt?
4. Wier et net sënnvoll, an alle Schoulgebaier, verschléissbar Casieren zur Verfügung ze stellen, fir datt d'Schoulkanner nëmmen dat néidegst Schoulmaterial hin an hier musse schleefen?

Réponse (22.11.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Et existéiere keng Reglementer oder Recommandatiounen doriwwer, wéi vill e Schoulsak vun engem Primärschoulskand weien dierf.

Mir hunn awer Är Informatioun, datt d'Kanner bis zu 10 kg Gewiicht misste schleefen, iwwerpréife gelooss a konnte glécklecherweis feststellen, datt zum Beispill am sechste Schouljoer d'Bicher fir d'Haaptfächer ronn 2,7 kg an déi fir d'Niewefächer ongeféier 1,5 kg weien. Rechent een d'Gewiicht vun den Hefter dobäi, da si mer nach e gutt Stéck vun 10 kg ewech.

De gesonde Mënscheverstand seet och, datt d'Kanner net all Dag sämtlech Bicher an all Hefter mat heem schleefe mussen, well normalerweis all Kand a sengem Klassesall e Schaf oder eng Case huet, wou et déi Saachen ofleeë kann, déi et net brauch fir seng Hausaufgaben ze maachen.

Den Éducatiounsministère ass sech der Problematik awer bewosst an huet schonns am Schouljoer 2001/2002 Mesurë geholl, fir d'Gewiicht vun de Schoulbicher ze reduzéieren. Esou konnt duerch de Gebrauch vu méi liichtem Pabeier a vu méi dënnen Deckelen d'Gewiicht vun de Bicher ëm ronn 10% reduzéiert ginn.

Ech sinn dës Weideren der Meenung, datt d'Enseignanten an d'Elteren zesummen, wann et si muss, eng zefriddestellend Léisung am Interessi vun de Kanner fannen, ouni datt den Éducatiounsministère dofir en neit Reglement ausschaffe muss.

Question 0139 (25.10.2004) de M. Marcel Oberweis *(CSV)* concernant le fonctionnement du Conseil national de l'Énergie:

Le Conseil national de l'Énergie, créé par la loi du 5 août 1993 concernant l'utilisation rationnelle de l'énergie, est un organe consultatif réunissant des acteurs de tous les secteurs de l'énergie qui assiste le ministre dans l'exécution de sa politique énergétique. Cet organe dispose par ailleurs d'un droit d'initiative pour émettre des avis sur des points jugés importants par ses membres en matière de politique énergétique comme par exemple la problématique relative à la réduction des émissions de CO_2. Le règlement grand-ducal du 11 août 1996 concernant la constitution d'un Conseil national de l'Énergie stipule à l'article 4 que „Le Conseil se réunit au moins une

fois par an. Il est convoqué par son président ou par le ministre au moins sept jour ouvrables avant la date de la réunion." Au cours de l'année 2001, de même qu'en 2002, le Conseil national de l'Énergie s'est réuni à quatre reprises alors qu'au cours de l'année 2003, il n'a pas siégé. Selon mes informations, aucune réunion n'est prévue pour l'année 2004 et le nouveau plan national d'allocation CO_2 n'a pas été soumis à l'avis du Conseil national de l'Énergie.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Pour quelles raisons le Conseil national de l'Énergie n'a pas siégé en 2003, ni en 2004?
- N'y a-t-il pas en l'espèce violation des dispositions du règlement grand-ducal du 11 août 1996 concernant la constitution d'un Conseil national de l'Énergie?
- Pourquoi le nouveau plan d'allocation CO_2 n'a pas été soumis à l'avis du Conseil national de l'Énergie?

Réponse (17.11.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Conseil national de l'Énergie n'a effectivement pas siégé en 2003 et ne pourra probablement pas siéger en 2004. Cette situation déplorable est pour une large part causée par une surcharge croissante des deux fonctionnaires responsables, entre autres, de la Présidence (Ministère de l'Environnement) et du secrétariat (assuré par la Direction de l'Énergie et des Communications) du Conseil national de l'Énergie. Afin de remédier à cet état des choses, j'ai décidé d'augmenter les ressources humaines à la disposition de la Direction de l'Énergie et des Communications.

La question de savoir si oui ou non les dispositions du règlement grand-ducal du 11 août 1996 concernant la constitution d'un Conseil national de l'Énergie ont été violées est de nature théorique étant donné qu'aucun intérêt d'un tiers n'a été lésé et qu'aucune demande de convocation n'a été émise ni de la part d'un de ses membres ni de la part de mon prédécesseur.

Selon mes informations, le plan d'allocation national en matière d'émissions de gaz à effet de serre a dû être élaboré sous une forte contrainte de temps qui n'a malheureusement pas laissé de temps à une consultation préalable du Conseil national de l'Énergie. Il s'y ajoute que le plan d'allocation a été intensivement discuté avec la Fédil et les industries et les ministères concernés. À noter que tant Fédil que les autres ministères concernés sont également représentés au Conseil national de l'Énergie. Au lieu de cette consultation, un hearing public au niveau de la Chambre des Députés a été organisé pour pouvoir entendre toutes les opinions exprimées par les forces vives de la nation concernant le plan d'allocation national.

Question 0140 (26.10.2004) de M. Gast Gibéryen *(ADR)* concernant l'autorisation d'établissement pour les activités réglementées:

Geschäftsleit, déi de Gros vun hirem Akommes iwwert d'Participatioun u Foiren a Mäert verdéngen, hu séier mat finanzielle Problemer ze kämpfen, wa se aus gesondheetleche Grënn e puer Mol net un deene respektive Mäert participéiere kënnen.

Fir dëse Beruffsstand wier et e Segen, wa Familljememberen oder Frënn an esou enger Situatioun dierften asprangen a se op deem entspriechende Maart kéinte vertrieden. Momentan ass et esou, datt bei Kontrollen et an esou engem Fall, heiansdo verbuede gëtt, heiansdo awer toleréiert gëtt.

A mengen Ae schéngt hei d'Gesetz vum 28. Dezember 1988 ze spillen, dat den Zougank zu verschiddenen „fräie" Beruffer regelt an do besonnesch den Artikel 5: „L'autorisation d'établissement est strictement personnelle (...)". Dësen Artikel muss awer net heeschen, datt deen, deen déi entspriechend Autorisatioun huet, net engem aneren zum Beispill eng schrëftlech Permissioun dierf gi fir hien op sengem Verkafsstand un engem bestëmmten Dag ze remplacéieren.

Doweint dës Froen:

1. Dierf e Maarthändler sech op engem Maart remplacéiere loossen?
2. Wa jo, wéi eng Pabeiere muss de Remplaçant eventuell bei sech droen?

Réponse (15.11.2004) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°0140 vum 26. Oktober 2004 vum Här Gast Giberyen iwwert d'Remplacéiere vun engem Maarthändler wëll ech Folgendes soen:

Ee Maarthändler mat enger Handelsgenehmegung ka sech während enger kuerzer Zäit, zum Beispill fir iessen ze goen, ersetze loossen, an deem Fall muss de Remplaçant awer d'Handelsgenehmegung vum Maarthändler virweise kënnen.

Ee regelméissegen oder laangfristege Remplacement ass awer net doduercher ofgedeckt. An esou engem Fall muss deen, deen um Maart steet, selwer eng Handelsgenehmegung hunn.

Question 0144 (27.10.2004) de M. Marco Schank *(CSV)* concernant les travaux de rénovation au Château de Clervaux et le 50e anniversaire de l'exposition photographique „The Family of Man":

„The Family of Man" est une exposition de photographies créée en 1955 par Edward J. Steichen, artiste-photographe américain d'origine luxembourgeoise, qui a marqué la photographie du 20e siècle. Récemment la légendaire exposition photographique, installée en permanence au Château de Clervaux, a été inscrite dans le registre „Mémoire des collections documentaires" de l'UNESCO. Inutile de mentionner que l'exposition constitue une attraction touristique connaissant un attrait populaire remarquable. Le 24 janvier 2005, la collection photographique fêtera donc ses 50 ans. Par ailleurs, le 27 mars 2004 marque le 125e anniversaire de la naissance d'Edward Steichen.

D'après mes informations le Château de Clervaux fermera ses portes en 2005 pour effectuer des travaux de rénovation.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre concerné:

1. Quelles sont les festivités planifiées par le Gouvernement luxembourgeois pour rendre hommage à cet artiste incomparable et à l'exposition photographique?
2. Est-ce que les travaux de rénovation au château de Clervaux affecteront les festivités programmées?

Réponse (15.11.2004) de Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche:*

Les hommages luxembourgeois à Edward Steichen ont depuis des années trouvé des expressions diverses dans le cadre de très nombreuses manifestations, organisées par le Gouvernement, des communes et des particuliers. L'année Steichen 2004 a vu ainsi le dévoilement de la „stèle UNESCO" devant l'entrée de l'exposition au Château de Clervaux, rappelant son inscription dans le registre Mémoire du Monde de l'UNESCO. Je renvoie également à l'édition en mai 2004 du livre „Humanismus und Postmoderne, eine Revision von Edward Steichens Fotoaustellung", édité par Jean Back et Madame Viktoria Schmit-Linsenhof de l'Université de Trèves. Je rappelle la récente campagne publicitaire du CNA ainsi que le projet „Jardins à suivre", qui a renforcé la promotion de l'exposition sur le site luimême et ceci d'une manière très solide. Finalement, le Ministère de la Famille a contribué en 2004 par une belle initiative consacrée aux familles aux festivités de cette année d'anniversaire.

Les projets pour continuer les hommages à Steichen et pour mettre en valeur son patrimoine au Luxembourg, et en particulier l'exposition de Clervaux dans le cadre de son 50e anniversaire, ne s'arrêtent pas pour autant et seront développés dans le rythme nécessaire pour exécuter les projets dans les règles de l'art:

À court terme:

- La récente création d'une a.s.b.l. pour porter l'idée d'un Prix international Edward Steichen est ainsi une initiative prometteuse, garantissant un rayonnement international de l'artiste et de son œuvre. Les travaux de l'a.s.b.l. commenceront en 2005.

- Le musée de Clervaux sera équipé à partir de 2005 d'un système d'audio guidage mettant en lumière les nombreux paramètres de l'exposition. De même, les films vidéo dans l'exposition seront remplacés et mis à jour.

- Le projet Jardins à suivre trouvera une suite dans la mesure où le CNA, en collaboration avec la commune de Clervaux et Leader, cherchera à continuer à mettre en valeur l'exposition à travers des travaux photographiques contemporains présentés en plein air au pied du Château.

- L'intérêt pour des visites guidées est grandissant et l'accueil de plus de 1.000 jeunes dans le cadre des journées de diocèse et en provenance de l'Europe entière est d'ores et déjà préparé par mes services pour août 2005.

À moyen terme:

- Le projet d'aménagement du Château d'eau à Dudelange pour y installer de manière définitive la collection The Bitter Years reste d'actualité. Le musée pourrait voir le jour en l'année culturelle 2007 et sera une très forte initiative phare, tant pour l'exposition de Clervaux que pour le nouveau site du CNA. Les travaux pourraient de ce fait commencer en 2005.

- La médiathèque/bibliothèque dans le nouveau bâtiment du CNA verra la création d'un point de recherche international, offrant au visiteur tous les documents (articles de presse, publications etc.) par rapport à The Family of Man gardés au CNA.

Les initiatives pour rendre hommage à Edward Steichen et à son œuvre ne cessent donc de prendre de l'ampleur et je me réjouis de l'intérêt que ces manifestations continuent à rencontrer auprès d'un public international.

Les travaux de rénovation dans les salles à Clervaux seront reportés à une date ultérieure. La fermeture de l'exposition est donc prévue, comme au cours des années précédentes, du 31 décembre au 1er mars afin de permettre d'effectuer les analyses nécessaires et les interventions de la restauratrice sur les panneaux photographiques.

Question 0147 (27.10.2004) de M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)* concernant la demande le retrait du marché de deux détergents multi-usages en France:

Selon des articles parus dans la presse luxembourgeoise, l'association française de défense des consommateurs „UFC - Que Choisir" a annoncé hier son intention de saisir le Ministère de la Santé à Paris pour demander le retrait de deux nettoyants ménagers multiusages des marques Ajax et Saint-Marc susceptibles de présenter des risques pour la santé selon des tests qu'elle a réalisés elle-même.

Elle précise que „ces deux détergents liquides émettent en effet du formaldéhyde, un gaz très irritant pour le système respiratoire et classé 'cancérigène certain' par le Centre International de Recherche sur le Cancer".

Les mesures effectuées „révèlent des teneurs de 30 microgrammes (pour Ajax au savon de Marseille multi-usages) et 26 microgrammes (pour Saint-Marc au savon de Marseille) par mètre cube d'air quatre heures après l'application des produits alors que l'Organisation mondiale de la Santé recommande de ne pas dépasser dix microgrammes par mètre cube pendant une demi-heure pour les personnes sensibles".

Ces produits étant également en vente au Luxembourg, j'aimerais connaître l'attitude du Gouvernement luxembourgeois face à ces révélations de l'association française de défense des consommateurs.

Réponse (17.11.2004) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mes services, mis au courant du problème soulevé par l'honorable Parlementaire avant que celui-ci en ait fait l'objet de la présente question parlementaire, ont immédiatement contacté les autorités françaises compétentes. À ce jour celles-ci n'ont cependant pas fait part de quelconques actions entreprises à l'égard des produits visés.

Il est certes bien vrai que le Centre International de Recherche sur le Cancer a classé le formaldéhyde comme cancérigène pour l'homme, sans cependant se prononcer sur des concentrations seuils à partir desquelles cet effet aurait lieu.

En revanche l'OMS a bien fixé une valeur limite. Cette limite est de 100 microgrammes pendant trente minutes d'exposition. Une limite particulière pour personnes sensibles n'est pas fixée. Dès lors la limite de dix microgrammes, indiquée par l'association française de défense des consommateurs, et reprise par l'honorable Parlementaire, doit être le résultat d'une erreur de lecture ou de transmission. En toute hypothèse la valeur limite de 100 microgrammes a été confirmée sur demande à mes services tant par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) que par l'Institut national de l'Environnement industriel et des Risques en France.

Du reste le CIRC constate des concentrations habituelles à l'intérieur des habitations variant entre 20 et 60 microgrammes et des teneurs de l'air extérieur en milieu urbain de l'ordre de 20 microgrammes. Ces valeurs rejoignent celles constatées par le Service de Médecine de l'Environnement de la Direction de la Santé lors de ses enquêtes.

Même s'il n'y a dès lors pas lieu à une action dans le présent dossier, mes services ne manqueront pas de suivre l'évolution.

Question 0152 (29.10.2004) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant le passeport d'énergie:

Wann et no de Pläng vun der EU geet, da muss vun 2006 un all Haus en Energiepass hunn. Sënn an Zweck vun dësem obligatoreschen Energiepass soll et sinn, datt Keefer a Locatairë vu Wunnengen e gesteigerte Wäert op den Energieverbrauch vun der Immobilie solle leeën. Vu Januar 2006 u soll dëse Pass bei all Besëtzerwiessel vun engem Haus oder engem neie Locataire obligatoresch sinn. An dëse Päss soll dann zum Beispill stoe komme wéi gutt d'Gebai isoléiert ass a wéi effizient d'Heizung schafft. D'Skala reecht vun engem gréngen „A" fir e vollgedämmten neit Haus bis zu engem donkelrouden „I" fir e schlecht sanéiert aalt Haus.

Hannergrond vun dëser Regelung ass, datt d'Locatairë respektiv d'Keefer eng transparent Informatioun solle kréien iwwert d'Hëtz- an d'Waarmwaasserkäschten. Doduerch soll dann den Drock op de Propriétaire wuessen, fir méi energiebewosst ze bauen oder ze renovéieren. Verschidde Modeller vun esou engem Pass, deen da vun Ingenieuren oder Architekten erstallt soll ginn, ginn de Moment analyséiert. Esou e Pass kann den Hausbesëtzer dann eventuell bis zu 1.000 Euro kaschten, jee nodeems wéi ausféierlech dëse Pass soll sinn.

Wann een esou en Energiepass beim Verkaf vun Haiser nach kéint verstoen, esou schéngt awer esou ee Pass bei all Locatioun oder Locatairëwiessel, besonnesch um bürokratesche Plang, iwwerdriwwen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi steet déi lëtzebuergesch Regierung zu de Pläng vun der EU en Energiepass auzeféieren? Wéini soll dëse Pass och zu Lëtzebuerg ageféiert ginn? Gëtt esou e Pass nëmme bei engem Hausbesëtzerwiessel agefouert oder och bei all Locatairëwiessel?
2) Gedenkt d'Regierung deene ville Kritiken (zum Beispill héich Käschten, grousse bürokratesche Opwand asw.), déi un dës Initiativ adresséiert ginn, Rechnung ze droen, a wa jo, wéi?
3) Läit dat entscheedend Energiespuerpotential zu Lëtzebuerg haaptsächlech am Isoléiere vun den Haiser?
4) Wéi deier kënnt d'Erstelle vun esou engem Energiepass den Hausbesëtzer zu Lëtzebuerg?

Réponse (22.11.2004) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Den Här Deputéierten Jacques-Yves Henckes bezitt sech bei senger Fro sécher op d'Directiv 2002/91/CE vum 16. Dezember 2002 iwwert d'"performance énergétique des bâtiments".

Den Artikel 7 vun dëser Directiv handelt vun dem „certificat de performance énergétique" op lëtzebuergesch géif een dat wuel „Energiepass" oder „Gebäudepass" nennen.

Deen ugeschwaten Artikel seet ganz kloer, dass esou een Energiepass och bei der Lokatioun (Verlounen) gëllt. Et muss awer net bei all Locatairëwiessel esou e Pass erstallt ginn, well de Pass eng Gëlltegkeet vun zéng Joer huet. Wann en Haus eng Zentralheizung huet,

geet e Gesamt-Zertifikat(pass) fir dat ganzt Haus duer. Den Artikel 15, zweete Paragraph iwwert d'Transpositioun gëtt d'Méigelechkeet fir den Energiepass méi spéit anzeféieren, wann een net genuch Experten huet, fir déi Aarbecht ze maachen.

Lëtzebuerg wäert sécher vun där Regelung profitéieren. Et ass also éischter mat enger méi spéider an och nëmmen étappeweis Aféierung vum Energiepass ze rechnen.

D'Erstelle vun esou engem Energiepass ass net mat enger Energieetüd ze verwiesselen. Et geet just dorëms graff festzestellen, ob en Haus vill oder net vill Energie verbraucht, wat een normalerweis ganz einfach feststelle kann, wann een e Bléck op d'Fënsteren, d'Fassad, den Daach an och an den Heizungskeller werft.

Wéi vill schlussendlech esou een Energiepass kascht, hängt vun der Gréisst vum Haus of. Fir een Eefamillienhaus gëtt et sécher méi bëlleg, wéi fir eng grouss Residenz. Dobai dierft och net vergiess ginn, datt den Energiepass zéng Joer laang gutt ass.

Ob d'Aféierung vun engem Energiepass vill wäert brénge fir den Energiespuerpotential an de bestehenden Haiser, dee bei ronn 30% läit, ze notzen, sief dohinner gestallt. Insgesamt kéinte bei den Haiser, duerch eng besser Isolatioun, ronn 17.000 Tonnen CO_2 pro Joer gespuert ginn. D'Gesamtpotential fir CO_2 am Albau anzespuere gëtt vun Experten op 850.000 Tonnen CO_2 geschätzt.

Question 0178 (17.11.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant les devoirs des communes face aux problématiques des drogues, de la violence et de la délinquance scolaire:

Il me revient par voie de presse que lors d'une manifestation du Syvicol le Ministre de la Justice aurait affirmé que les communes devraient se consacrer davantage aux problématiques des drogues, de la violence et de la délinquance scolaire. Par ailleurs, Monsieur le Ministre aurait qualifié la peur de surveillance par les caméras comme - je cite - „grossen Blödsinn" (LW, 17.11. 2004).

Dans ce contexte, j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- S'il peut confirmer ses propos?
- Dans l'affirmative, le Ministre de la Justice estime-t-il que les communes soient bien équipées pour s'occuper davantage de ces problèmes? Aussi, j'aimerais savoir quelles démarches concrètes Monsieur le Ministre estime-t-il que les communes devraient entreprendre dans ce domaine?
- En ce qui concerne la surveillance au moyen de caméras et à la vue des propos tenus par le Ministre estime-t-il vraiment que toutes les craintes autour de la protection des données individuelles qui se posent lors d'une surveillance par caméras soient injustifiées?

Réponse (19.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Les propos relatés ne reflètent que la moitié des propos effectivement tenus.

1. En ce qui concerne le rôle des communes dans la lutte contre la délinquance, j'estime que les communes peuvent utilement participer à la prévention de la petite délinquance, notamment par des informations à la population ou à la police ou encore par des aménagements urbains. C'est toute l'utilité du partenariat État-communes, notamment dans le cadre des plans locaux de sécurité. Par contre, j'ai souligné que pour certains types de criminalité grave (ex. terrorisme, attaques contre les transports de fonds) ou encore pour la répression, l'État a un rôle exclusif à jouer.

2. À propos des caméras de surveillance, j'ai dit qu'il était bête de critiquer par principe toute vidéo surveillance en insinuant que les pouvoirs publics voudraient ainsi contrôler les gens (référence a été faite au reproche du „Big Brother"), mais que je considère que les caméras de surveillance à certains endroits sensibles, et à condition que le traitement des données ainsi collectées réponde aux règles existantes, est un instrument utile pour la prévention de certains types de criminalité.

Question urgente 0187 (23.11.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant les mesures préventives contre la transmission de la tuberculose en milieu carcéral:

Il me revient qu'un détenu a été incarcéré récemment au Centre pénitentiaire de Schrassig et que l'on craint qu'il n'ait contracté la tuberculose.

Cependant, il semble que peu de précautions pour éviter un contact avec le personnel du CPL ainsi qu'avec les autres détenus n'aient été prises.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cette information?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il décidé d'en informer le personnel du CPL, les membres de la police grand-ducale ainsi que les magistrats et greffiers qui sont entrés en contact avec cette personne?
- Quels sont les mesures et traitements qui vont devoir être appliqués?
- Quelles sont les mesures préventives que le Ministre préconise pour tester les prévenus à la tuberculose?

Réponse (29.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Il est vrai qu'un détenu étranger, actuellement hospitalisé, est atteint de tuberculose.

Sitôt la direction et le service médical du CPL informés, il a été fait appel aux membres du personnel et aux détenus qui ont été en contact avec le détenu malade de faire subir un test à la tuberculine. Les noms des personnes extra pénitentiaires éventuellement entrées en contact avec le malade ont été recensés par le service médical du CPL et transmis aux services compétents du Ministère de la Santé qui décideront des suites à donner.

À ajouter encore qu'au CPL les mesures préventives pour le dépistage systématique d'une tuberculose sont prises selon les directives du Ministère de la Santé.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Compte rendu des séances publiques
N° 3 – Session ordinaire 2004-2005

8e séance, mardi 30 novembre 2004
9e séance, mercredi 1er décembre 2004
10e séance, jeudi 2 décembre 2004
11e séance, mardi 7 décembre 2004

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

A quelques jours de la présidence luxembourgeoise

La Chambre sollicitée

Une délégation de la Commission des Affaires de l'Union européenne du Bundestag allemand en fin de matinée, une délégation du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF) en début d'après-midi: à l'approche de la présidence luxembourgeoise de l'Union européenne, la Chambre des Députés est sollicitée de plus en plus par des rendez-vous européens.

Les réunions se suivent à un rythme croissant - et se ressemblent: En date du 7 décembre, et une délégation parlementaire allemande (sous la conduite du Vice-Président de la Commission des Affaires de l'UE M. Kurt Bodewig), et une délégation patronale française (présidée par le directeur général du MEDEF M. Jacques Creyssel) se sont intéressées aux priorités de la Présidence luxembourgeoise. Suivait - au cours des deux réunions - un échange de vues approfondi sur des sujets tels que les perspectives financières, le pacte de stabilité et la stratégie de Lisbonne qui - selon l'appréciation des parlementaires luxembourgeois - devraient marquer le premier semestre de 2005.



M. Jacques Creyssel (à droite) lors de son entretien avec le Président de la Chambre des Députés M. Lucien Weiler



M. Kurt Bodewig (3e de gauche) et la délégation parlementaire allemande reçus par une délégation de la Chambre des Députés

M. Dennis Hastert à la Chambre des Députés



M. Dennis Hastert signe le Livre d'or sous les yeux du Président et du Secrétaire général de la Chambre des Députés.

En date du 15 décembre, le «Speaker» du «House of Representatives» des États-Unis d'Amérique, M. Dennis Hastert, a été reçu à la Chambre des Députés par son homologue luxembourgeois M. Lucien Weiler. Après avoir signé le Livre d'or du Parlement du pays de ses origines - les ancêtres de M. Hastert étaient originaires d'Osweiler, avant d'émigrer aux États-Unis au 19e siècle -, et suite à un entretien «amical» en tête-à-tête avec M. Weiler, son programme était entièrement dédié aux festivités de commémoration du 60e anniversaire du début de la Bataille des Ardennes («Battle of the Bulge»).

Commerce mondial



M. Goerens et M. Huss lors de la conférence de presse

Au cours d'une conférence de presse en date du 2 décembre 2004, MM. les Députés Charles Goerens et Jean Huss ont informé les représentants des media luxembourgeois du déroulement d'une conférence parlementaire de l'OMC (Organisation Mondiale du Commerce) qui s'est déroulée du 24 au 26 novembre 2004 à Bruxelles. La conférence a discuté de l'état d'avancement des négociations sur un nouvel accord sur le commerce mondial, plus particulièrement dans les domaines de l'agriculture et de la libéralisation des services.

Les 3 et 4 décembre à Bruxelles

Réunion du Parlement Benelux

Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux s'est réuni sous la présidence de M. Jean-Marie Happart en séance plénière au Sénat belge les 3 et 4 décembre 2004. Étaient présents du côté luxembourgeois: Mme Nelly Stein, présidente, Mme Marie-Josée Frank, MM. Xavier Bettel, Emile Calmes, Félix Braz, Jean-Pierre Koepp, Roger Negri et Marc Angel, membres de la délégation.

Dans une recommandation relative au transport en ambulance transfrontalier, le Parlement Benelux invite les gouvernements des trois pays à procéder dans les meilleurs délais à la signature du projet de convention en la matière.

Le Conseil recommande également aux gouvernements du Benelux d'entreprendre des démarches en vue de promouvoir la coopération opérationnelle des services de renseignements et de sécurité dans l'Union européenne et en vue de mettre en place et de renforcer dans les différents États membres de l'Union européenne un contrôle externe légal des services de sécurité et de renseignements. Ce contrôle devra satisfaire à certaines conditions:

• un contrôle parlementaire spécifique des services de renseignements et de sécurité,

• toute personne directement concernée par l'action d'un service de sécurité ou de renseignements peut porter plainte selon une procédure définie,

• un juste équilibre entre la transparence et le caractère confidentiel du contrôle externe,

• l'obligation pour les organes de contrôle interne de transmettre des résultats de leurs investigations de manière à permettre aux organes de contrôle externe d'avoir une vue globale de l'état des services de sécurité et de renseignements.

Le Parlement Benelux a également élu à l'unanimité son Bureau pour les sessions à venir qui se tiendront en 2005 et 2006 à La Haye aux Pays-Bas. Président: M. De Neree tot Babberich (NL), Vice-Présidents: MM. Tommelein (B) et Negri (L). Mme Lydia Mutsch a été reconduite dans ses fonctions de réviseur des comptes de l'Assemblée.

Dans le cadre d'une réception offerte par le Président de la Chambre des Représentants de Belgique, plusieurs anciens membres, dont M. John Schummer, ancien Président et Vice-Président du Parlement Benelux, ont été à l'honneur.



(1re rangée) Mme Marie-Josée Frank, Mme Nelly Stein, M. Roger Negri, M. Jean-Pierre Koepp (2e rangée) M. Pierre Dillenburg, M. Claude Frieseisen, M. Xavier Bettel, M. Felix Braz

Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise a.s.b.l.

La délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie en collaboration avec la Conférence Générale de la Jeunesse Luxembourgeoise a.s.b.l.

recherche des participants à la

IIIe Session du Parlement Francophone des Jeunes (PFJ)

qui se tiendra à Bruxelles du 3 au 10 juillet 2005 dans le cadre de la XXXIe Session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF). Étant donné que le Chambre des Députés du Grand-Duché de Luxembourg joue un rôle très actif au sein de l'APF, elle tient absolument à ce que deux jeunes étudiants (une fille et un garçon) représentent notre pays à cette IIIe session du PFJ.

Objectifs du PFJ:

- faire connaître les mécanismes d'une assemblée parlementaire en général;
- développer la formation civique en initiant les jeunes à l'activité parlementaire;
- renforcer la solidarité entre jeunes venant de tous les horizons de la Francophonie;
- rencontrer d'autres jeunes afin de partager et d'échanger des idées et des opinions;
- susciter la création ou le renforcement de parlements de jeunes dans les États et gouvernements membres de l'APF.

Conditions de participation:

- être âgé de 18 à 23 ans;
- être de nationalité luxembourgeoise;
- suivre un cursus scolaire ou universitaire ou provenir de l'enseignement professionnel ou de l'apprentissage;
- rédiger un texte de quatre pages dactylographiées sur un des thèmes suivants:
  1. Le rôle de la Francophonie et des parlements dans la promotion de la démocratie et de droits de l'Homme dans l'espace francophone.
  2. Les enjeux pour les jeunes de la lutte contre le VIH/Sida.
  3. La participation des jeunes à la vie politique.
  4. Jeunesse, pauvreté et développement durable.

Projet de programme

Dimanche 3 juillet	arrivée
Lundi 4 juillet	réunion
Mardi 5 juillet	réunion ou journée découverte
Mercredi 6 juillet	réunion ou journée découverte
Jeudi 7 juillet	commissions
Vendredi 8 juillet	réunion
Samedi 9 juillet	réunion
Dimanche 10 juillet	départ

Le PFJ fonctionnera comme un vrai parlement. Son objectif sera l'adoption d'un Livre Blanc qui sera ensuite présenté à l'Assemblée plénière de l'APF puis au Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernements.

Hébergement:

Auberge de jeunesse «Sleep well Youth Hôtel»

Rue du Damier, 23 • B-1000 Bruxelles

Tous les frais d'hébergement et de transport sont pris en charge par l'APF.

* * *

Les personnes intéressées de participer au PFJ et d'y représenter le Grand-Duché de Luxembourg sont priées d'envoyer leur candidature à la Chambre des Députés, 9, rue du St-Esprit, L- 1475 Luxembourg à l'attention de Mme Sonja Benassutti pour le lundi, 3 janvier 2005 au plus tard en joignant:

1. une photo récente,
2. une copie de la carte d'identité,
3. une preuve d'inscription dans un établissement d'enseignement secondaire supérieur, professionnel ou d'apprentissage,
4. un descriptif du cursus universitaire ou scolaire avec mention éventuelle des diplômes obtenus,
5. le texte demandé.

Conférence parlementaire à La Haye

«Vers une lutte socialement responsable contre les maladies animales»

M. Marcel Oberweis, président, et M. Henri Kox, membre de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de la Chambre des Députés ont participé, du 25 au 27 novembre 2004, à la conférence «Vers une lutte socialement responsable contre les maladies animales» organisée par les États Généraux des Pays-Bas à La Haye, dans le cadre de la présidence néerlandaise de l'Union européenne.

La conférence réunissait les délégués des Parlements des 25 pays membres de l'Union européenne, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Croatie et de la Turquie. Elle a offert l'occasion de procéder à un échange d'expériences sur la prévention et la lutte contre les maladies vétérinaires et sur les conséquences des épizooties. Les aspects suivants ont notamment été discutés: la mise au point d'une politique européenne en matière de maladies vétérinaires, la répartition des responsabilités, la politique de non vaccination et la commercialisation des animaux vaccinés, le transport des animaux, la sécurité alimentaire et la santé publique ainsi que les effets sociaux des épizooties.



M. Marcel Oberweis et M. Henri Kox

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

Examen minutieux des textes européens



Les délégations britannique et luxembourgeoise

Une délégation du «European Scrutiny Committee» du Parlement du Royaume-Uni sous la conduite de son Président M. James Hood, en visite officielle à Luxembourg, a rencontré en date du 6 décembre 2004 la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés. Les deux délégations ont discuté du fonctionnement de ladite commission du «House of Commons», de l'euro-scepticisme croissant en Grande-Bretagne et des conséquences d'un éventuel «non» britannique à la Constitution européenne à l'occasion d'un référendum prévu pour le premier semestre 2006.

Le «Scrutiny Committee» examine tous les documents politiques et légaux provenant de la Commission européenne de Bruxelles. Il décide des suites à donner (ou non) aux différents textes, en les faisant suivre à la commission européenne du «House of Commons» ou - plus rarement - en les faisant débattre en séance plénière du Parlement britannique. La commission se compose de 16 membres qui bénéficient du soutien d'un staff important de secrétaires et de conseillers.

La séance de travail a été présidée par M. Ben Fayot, président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration du Parlement luxembourgeois.

Changements climatiques et législation européenne en matière d'environnement

MM. Roger Negri et Marcel Oberweis, respectivement président et vice-président de la Commission de l'Environnement, ont représenté la Chambre des Députés à l'occasion d'une réunion conjointe des commissions de l'environnement du Parlement européen et des Parlements nationaux, le lundi 29 novembre 2004 à Bruxelles.

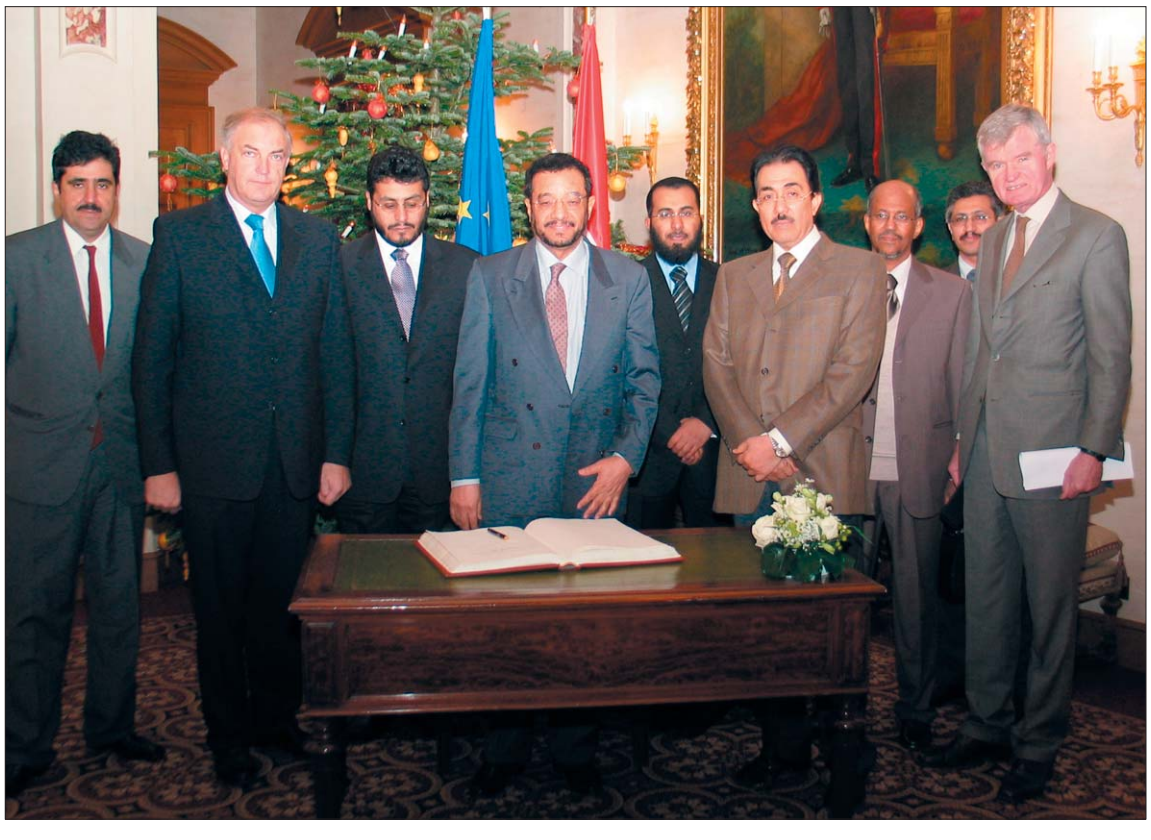
Cette réunion était co-présidée par M. Karl-Heinz Florenz, président de la commission de l'environnement, de la santé publique et de la sécurité alimentaire du Parlement européen, et par Mme Liesbeth Spies du Parlement néerlandais, deuxième chambre, membre de la commission du logement et de l'environnement et présidente de la commission temporaire sur le changement climatique.

Le programme de la réunion comprenait en premier lieu un exposé de M. Klaus Töpfer, directeur général du programme des Nations Unies pour l'environnement, sur les changements climatiques. Une seconde allocution, par M. Georges Kremlis, chef de l'unité «Affaires juridiques, activités législatives et application du droit communautaire» de la DG Environnement a été consacrée à la mise en œuvre et la transposition en droit national de la législation européenne en matière d'environnement. Les deux interventions ont été suivies de débats.

Visite d'une délégation parlementaire du Majlis Alshoura du Royaume d'Arabie Saoudite

Le président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, M. Ben Fayot, a reçu le 13 décembre 2004 à la Chambre des Députés une délégation du Majlis Alshoura, le Parlement du Royaume d'Arabie Saoudite. Pendant les entretiens, il fut entouré de MM. Charles Goerens, Michel Wolter, François Bausch, Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp, membres de la commission.

Les parlementaires saoudiens ont répondu aux questions de leurs collègues luxembourgeois concernant notamment l'impact de l'islam sur la gestion politique du pays et la position de la femme dans la société saoudienne. Par ailleurs les députés luxembourgeois se sont intéressés à l'appréciation de leurs hôtes du conflit israélo-palestinien et de la situation en Iraq, aujourd'hui et après les élections prévues en janvier.



La délégation saoudienne autour de M. Charles Goerens (2e de gauche) et M. Ben Fayot (à droite)

NOUVELLES LOIS

Les textes votés n'auront force de loi qu'après avoir été promulgués et publiés au Mémorial.

4965 - Projet de loi

portant règlement du compte général de l'exercice 2001

Le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2001 a été le premier à être exécuté dans son intégralité sous le nouveau régime mis en place par la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et celle sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. A partir du 1er janvier 2001, la Direction du contrôle financier (DCF) a pris ses fonctions au sein du Ministère des Finances en tant qu'instance de contrôle a priori du pouvoir ordonnateur.

Les **comptes généraux** de l'exercice 2001 peuvent être résumés comme suit (en LUF):

A.- Recettes et dépenses courantes et en capital

I.	Recettes	5.709.344.957,25
II.	Dépenses	5.706.960.117,91
III.	Excédent de recettes	2.384.839,34
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	505.616.316,86

B.- Recettes et dépenses pour ordre

I.	Recettes pour ordre	2.789.724.910,61
II.	Dépenses pour ordre	2.816.326.482,11
III.	Excédent de dépenses pour ordre	26.601.571,50
IV.	Report du solde des recettes et dépenses pour ordre	-14.271.500,35

C.- Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I.	Recettes	2.600.788.399,09
II.	Dépenses	2.182.687.853,26
III.	Excédent de recettes	418.100.545,83
IV.	Report du solde des recettes et dépenses	3.252.182.955,38

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2001, Les **variations** sont les suivantes:

	Budget définitif 2001	*Compte général 2001*	*Variations*	
			en valeur	*en %*
Recettes - courantes - en capital	5.412.818.171,00 33.890.954,00	5.676.935.105,46 32.409.851,79	264.116.934,46 -1.481.102,21	+ 4,9 - 4,4
Total recettes (1)	5.446.709.125,00	5.709.344.957,25	262.635.832,25	+ 4,8
Dépenses - courantes - en capital	4.636.934.015,00 808.475.345,00	4.785.845.902,84 921.114.215,07	148.911.887,84 112.638.870,07	+ 3,2 + 13,9
Total dépenses (2)	5.445.409.360,00	5.706.960.117,91	261.550.757,91	+ 4,8
Excédent de recettes (1) - (2)	1.299.765,00	2.384.839,34	1.085.074,34	+ 83,5

Les **plus-values de recettes** se présentent comme suit:

Impôts directs	187.352.673,88
Impôts indirects	148.006.128,86
Droits de douane et accises	-97.032.600,37
Recettes d'exploitation, redevances et autres (Sections 64.2 et 64.8)	20.470.056,12
Recettes de participations ou avances de l'État	-52.141,76
Remboursements de dépenses	-429.275,41
Recettes domaniales	5.802.093,14
Total	264.116.934,46

En ce qui concerne le contrôle de la légalité et de la régularité des dépenses, la Cour des Comptes constate que les résultats obtenus lors de ces contrôles sont de manière générale satisfaisants.

Les délais pour engager les dépenses n'ont parfois pas été respectés. De plus, le classement et l'archivage des pièces justificatives en relation avec les dépenses effectuées ne sont pas organisés de manière homogène et uniforme.

La Cour a effectué un contrôle relatif à la réalité des dépenses. Ce contrôle a également connu un résultat globalement satisfaisant.

Quelques irrégularités ont tout de même été examinées par la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire (voir le rapport de la Commission).

La Cour des Comptes remarque qu'il est difficile, voire impossible de veiller à ce que les actifs de l'État soient correctement utilisés et conservés sans que des inventaires exacts soient établis et mis à jour régulièrement.

La Commission estime que les délais observés par certains comptables extraordinaires pour présenter leurs comptes sont inadmissibles. La Commission demande aux différents comptables extraordinaires de présenter leurs comptes sans délai.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 04.06.2002

Rapporteur:
M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire (Président: M. Henri Grethen):

28.04.2003	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du rapport de la Cour des Comptes
05.05.2003	Suite de la présentation
20.10.2003	Examen des courriers en réponse à différents ministères
11.10.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.10.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et
25.10.2004	Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2004

5260 - Projet de loi

modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales

Par l'introduction à l'article 22 du CAS d'un alinéa 2 nouveau par la loi du 31 mai 2002 portant introduction d'une liste positive de médicaments pris en charge par l'assurance maladie, a été introduit le principe que, pour être éligible au remboursement par la sécurité sociale, un médicament doit répondre aux données acquises par la science et à la déontologie médicale. Les médicaments remboursables doivent donc avoir fourni la preuve de leur efficacité thérapeutique.

C'est ce nouveau texte qui avait amené l'assemblée générale de l'UCM à décider le déremboursement des médicaments homéopathiques, étant donné que ces derniers n'ont toujours pas apporté la preuve scientifique d'un effet au-delà du simple effet placebo.

Le présent projet a précisément pour objet de permettre à nouveau le remboursement par la Sécurité sociale des médicaments homéopathiques en ajoutant à l'article 22 un alinéa nouveau disposant que les médicaments homéopathiques unitaires peuvent être inscrits sur la liste positive.

Il convient de préciser que ne sont visés que les médicaments homéopathiques ne contenant qu'un seul principe et, parmi ces derniers, que ceux fabriqués à partir de substances végétales, minérales ou chimiques et administrés par voie orale sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes.

La finalité du projet est donc de rétablir, en matière de prise en charge par l'UCM des médicaments homéopathiques, exactement la situation antérieure à la loi précitée sur la liste positive.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 16.12.2003

Rapportrice:
Mme Lydia Mutsch

	de l'avis du Conseil d'État
11.11.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2004

5342 - Projet de loi

sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport

Le projet de loi sous rubrique vise à autoriser les travaux nécessaires à l'assainissement des eaux de l'aéroport afin d'assurer la gestion des eaux usées de l'aéroport, de permettre la protection des sources d'eau potable et d'adapter l'alimentation en eau potable au développement de l'enceinte aéroportuaire proprement dite.

Les investissements s'élèvent à un total de 58 millions d'euros, correspondant à la valeur 579,98 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2003. Ce budget comprend notamment les travaux repris ci-après:

la réhabilitation complète du réseau de canalisation garantissant solidité et étanchéité, vu la vétusté du réseau actuel;

la déconnexion des eaux des tarmacs des autres zones, vu le caractère particulièrement polluant des eaux de dégivrage qui, grâce à la construction d'un bassin tampon, seront envoyées de façon contrôlée vers la station d'épuration du syndicat intercommunal SIAS;

la construction d'une série de bassins de rétention permettant une retenue contrôlée en cas de pollution accidentelle sur tarmacs, pistes et taxiway;

la transition du réseau unitaire mixte exploité actuellement par l'aéroport en réseau séparatif vers le réseau de la Ville de Luxembourg, avec rétention des eaux pluviales;

la création de nouvelles «prises rapides» le long de la piste pour mieux pouvoir lutter contre les incendies et le renforcement du réseau d'eau potable de l'aéroport.

Les dépenses sont à charge des crédits du budget du Ministère des Transports.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre des Transports, le 19.05.2004

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

09.11.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.11.2004	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2004

5343 - Projet de loi

portant fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser la fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren en une nouvelle commune de Tandel, conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale. Ladite fusion, qui est la première depuis 1978, est le résultat d'une longue concertation et d'une étroite coopération au niveau intercommunal, qui a pris son décollage en 1996 avec la création d'un syndicat intercommunal pour la construction, l'entretien et le fonctionnement d'une école centrale avec centre sportif à Tandel.

La fusion se fera graduellement. Ainsi, il est prévu que la nouvelle commune disposera de trois échevins et de onze conseillers communaux jusqu'aux élections communales de 2017. De même, les deux secrétaires communaux partageront leurs tâches jusqu'au moment où un des deux postes devient vacant. Le conseil communal désignera un receveur communal, parmi les deux actuellement en fonction. Le conseil communal de Tandel, issu des élections du 9 octobre 2005, entrera en fonction dès que les nominations et les assermentations du bourgmestre et des échevins et les assermentations de la majorité des conseillers auront été opérées.

La nouvelle commune bénéficiera d'une aide étatique de 2.500 euros par habitant qui sera étendue sur une période de dix ans. Ce montant sera essentiellement dépensé pour la construction d'un bâtiment administratif pour la nouvelle commune de Tandel, l'extension de l'école de Tandel, ainsi que le raccordement de la localité de Longsdorf à la station d'épuration de Bleesbruck par la construction d'un nouveau collecteur.

Dépôt par M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur, le 03.06.2004

Rapporteur:
M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank)

21.10.2004	Désignation du rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.11.2004	Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 17.11.2004

5344 - Projet de loi

portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver le Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003.

La Convention européenne pour la répression du terrorisme, qui date du 27 janvier 1977, a pour objectif de renforcer la collaboration internationale en matière de prévention et de lutte contre le terrorisme. Cet instrument vise à empêcher que des auteurs d'actes de terrorisme échappent aux poursuites pénales et aux sanctions prévues pour de

tels actes. Considérant l'extradition comme un moyen particulièrement efficace pour parvenir à ce résultat, la Convention a «dépolitisé» les questions d'extradition et d'entraide judiciaire en établissant une liste d'infractions qui ne peuvent plus être considérées comme des infractions politiques et pour lesquelles l'extradition ou l'entraide judiciaire ne saurait dès lors plus être refusée.

Suite aux attentats de New York et de Washington, il a été jugé nécessaire de renforcer la lutte contre le terrorisme, d'où l'élaboration du Protocole d'amendement à la Convention

Les points principaux du Protocole sont les suivants:

1. Le Protocole étend considérablement la liste des infractions «dépolitisées» au sens décrit ci-dessus. La liste des conventions internationales prévue à l'article 1er de la Convention européenne pour la répression du terrorisme a été complétée et englobe actuellement tous les instruments juridiques pertinents des Nations Unies concernant la lutte contre le terrorisme.

Le Protocole précise en outre que sont incluses dans le champ d'application de la Convention de 1977 les infractions connexes aux infractions principales citées au paragraphe (1) de la Convention incluant de ce fait la tentative de commettre une de ces infractions principales, la participation en tant que coauteur ou complice à sa perpétration ou à la tentative de perpétration ou encore le fait d'organiser la commission d'une de ces infractions ou le fait de donner l'ordre à d'autres de commettre ou de tenter de commettre une de ces infractions.

2. Afin d'assurer une plus grande portée à la Convention, le Protocole modifie le régime des réserves à la Convention en renforçant les conditions qui permettent de formuler une réserve par rapport au texte de 1977.

3. Le Protocole renforce également le suivi de la mise en œuvre de la Convention européenne pour la répression du terrorisme, d'une part, en complétant et développant les attributions du Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) qui se voit reconnaître des tâches additionnelles, et, d'autre part, en créant un comité conventionnel, le COSTER («Conference of Contracting States against Terrorism»: Conférence des États contractants contre le terrorisme) chargé du suivi de la Convention.

4. L'ouverture à la signature de la Convention aux États non membres du Conseil de l'Europe constitue une autre innovation majeure du Protocole. Les États membres du Conseil de l'Europe, mais aussi les États non membres mais dotés du statut d'observateurs ont automatiquement la possibilité d'adhérer à la Convention.

5. A noter enfin qu'une procédure d'amendement simplifiée, permettant d'ajouter à l'avenir de nouvelles infractions à la liste des infractions «dépolitisées», a été instaurée. Par ailleurs une procédure d'amendement général, permettant des révisions futures sans devoir passer par l'adoption d'un protocole d'amendement, a également été élaborée.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 04.06.2004

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):

06.10.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
27.10.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.12.2004

5373 - Projet de loi

modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach

Le présent projet a pour objet d'adapter les participations financières de l'État arrêtées par la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et par la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach. Ces textes avaient initialement retenu une participation financière étatique respectivement de 6.250.000,- euros et de 6.500.000,- euros. Les auteurs du projet de loi sous rubrique ont avant tout fait valoir des raisons liées aux évolutions techniques et à la nécessité de disposer d'infrastructures modernes et répondant à leurs vocations nationale, régionale et internationale. Les surcoûts se chiffrent finalement à une somme totale de 9.196.372,24 euros (Centre culturel d'Ettelbruck: 3.470.573,88 euros; Centre culturel et touristique régional à Echternach: 5.725.798,35 euros). Les participations financières de l'État s'élèvent respectivement à 9.667.912,- euros (Ettelbruck) et à 12.171.030,- euros (Echternach).

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 05.08.2004

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):

13.10.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
11.11.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2004

5385 - Projet de loi

autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques correspondants, ainsi que les aménagements extérieurs

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs. La construction d'une nouvelle tour-radar s'impose pour plusieurs raisons. D'une part, les installations techniques actuelles ne répondent plus aux nouvelles normes techniques définies par Eurocontrol à partir de la deuxième moitié de l'année 2005 et aux obligations internationales à assumer en matière de circulation aérienne. Dans une phase transitoire, le respect de ces conditions est assuré par une mise à jour des logiciels concernés. D'autre part, le maintien du site actuel de la tour-radar pénaliserait de futurs projets de construction d'infrastructures dans l'enceinte aéroportuaire. Finalement, l'effort architectonique lié à ce projet se justifie par le souhait de rendre à l'aéroport un aspect plus adapté à son importance économique.

Pour le détail du coût, il est renvoyé à la fiche financière jointe à l'exposé des motifs du projet de loi. Le montant total arrondi du devis estimatif se chiffre à 11,6 millions d'euros correspondant à la valeur 579,98 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2003.

La durée totale de réalisation est projetée à 28 mois.

Dépôt par M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 11.10.2004

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

09.11.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.11.2004	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.12.2004

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Aus legale Grënn, déi mat der Prozedur zesummen hänken, widderhuelen ech meng Kommunikatioun vum 26. Oktober 2004, datt de Poste vun engem Conseiller an der Cour des Comptes fräi ginn ass.

1) Conformément à l'article 7, paragraphe 5 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 117 à 130 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée, 30 jours au moins après la présente communication, à établir une liste de trois candidats pour le poste de conseiller à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre démissionnaire.

Les intéressés posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas, ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard dans les 15 jours qui suivent la présente communication.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

a) être de nationalité luxembourgeoise,

b) jouir des droits civils et politiques,

c) offrir les garanties de moralité requises,

d) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction,

e) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès dans l'une des matières suivantes: sciences économiques et sociales, études de réviseur d'entreprise, droit et science politique.

La présente information sera publiée sous forme de communiqué de presse par le Greffe.

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Depuis le 18 novembre 2004, les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5402** - Projet de loi portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.11.2004

2. **5403** - Projet de loi modifiant 1) le Code des assurances sociales; 2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois; 3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Dépôt: M. le Ministre de la Sécurité sociale, le 24.11.2004

3. **5404** - Projet de loi portant approbation des amendements, adoptés par le Comité des Ministres, à Strasbourg, le 15 juin 1999, à la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (STE n°108) permettant l'adhésion des Communautés européennes

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004

4. **5405** - Projet de loi portant approbation 1. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et modifiant l'article 2 et l'annexe de ladite convention, signé à Bruxelles le 30 novembre 2000, 2. du Protocole modifiant la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol) et le protocole sur les privilèges et immunités d'Europol, des membres de ses organes, de ses directeurs adjoints et de ses agents, signé à Bruxelles le 28 novembre 2002, et 3. du Protocole établi sur la base de l'article 43, paragraphe 1, de la convention portant création d'un Office européen de police (convention Europol), modifiant ladite convention, signé à Bruxelles le 27 novembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.11.2004

5. **5406** - Projet de loi portant 1. approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg le 8 juin 2004, 2. approbation de la Décision 2003/725/JAI du Conseil du 2 octobre 2003 modifiant les dispositions de l'article 40, paragraphes 1 et 7, de la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 14 juin 1985 relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières communes, et 3. modification: a) de la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police, b) du Code d'instruction criminelle, c) de la loi modifiée du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte par les membres de la force publique dans la lutte contre la criminalité, d) de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 26.11.2004

6. **5407** - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Dépôt: M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 26.11.2004

7. **5408** - Projet de loi concernant la modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal; b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail; c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Dépôt: M. le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 29.11.2004

8. **5409** - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Dépôt: M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 29.11.2004

4) La Chambre des Députés a été saisie de deux pétitions:

- la pétition N° 264 du 15 mai 2004 pour la fermeture du Stafelter et

- la pétition N° 265 du 23 novembre contre le financement de la Mammerent sur la réserve des caisses de pension.

5) Les représentants des Commissions spécialisées en affaires communautaires et européennes des États membres, des pays candidats et du Parlement européen se sont réunis les 22 et 23 novembre 2004 à La Haye dans le cadre de la XXXIIème COSAC (Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes). La délégation de la Chambre des Députés se composait de M. Laurent Mosar, Président de la délégation, ainsi que de M. François Bausch, M. Ben Fayot et M. Gast Gibéryen.

Les parlementaires ont étudié les systèmes de contrôle du respect du principe de subsidiarité que les Parlements sont en train de mettre en place dans le contexte du mécanisme d'alerte précoce. Introduit par la Constitution européenne, ce mécanisme permet à tout Parlement national d'un État membre, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, d'adresser aux Présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité. Dans le cas où un tiers des Parlements concluent au non-respect du principe de subsidiarité, le projet de la Commission européenne doit être réexaminé.

La délégation luxembourgeoise a plaidé en faveur de l'implication de toutes les Commissions parlementaires concernées dans les dossiers européens, de manière à ne pas en réserver l'examen aux Commissions des Affaires européennes.

Les représentants parlementaires ont conclu dans ce contexte qu'ils ont un intérêt certain à échanger leurs conclusions en matière du contrôle du respect du principe de subsidiarité.

Donnant suite à un document intitulé «Declaration on the role of national parliaments to raise national European awareness», établi par deux membres néerlandais de la Convention sur l'avenir de l'Europe, les parlementaires ont lancé un appel à la Conférence des Présidents des Parlements afin de déterminer une semaine pour débattre sur le programme législatif annuel de la Commission européenne.

6) M. Marc Angel, M. Fred Sunnen, Mme Colette Flesch, Mme Lydia Mutsch et M. Jean-Pierre Koepp ont représenté la Chambre des Députés à la 50e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée du 12 au 16 novembre 2004 à Venise.

L'Assemblée a adopté des résolutions concernant les moyens pour faire face à la prolifération nucléaire, la reconstruction et le développement en Irak et en Afghanistan après les conflits, les opérations de l'OTAN en Afghanistan, la relance du dialogue transatlantique en matière de sécurité ainsi que la traite des enfants.

Les 300 parlementaires des 26 pays membres de l'OTAN et des 13 délégations associées ont également discuté sur la lutte contre le terrorisme, les capacités et les nouveaux partenariats de l'OTAN.

Dans le cadre de la réunion conjointe de l'Assemblée de l'OTAN et du Conseil de l'Atlantique Nord, M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN, a expliqué que «Le renforcement du rôle politique de l'OTAN requiert (…) une culture du débat». Une culture où les discussions sur l'avenir du Kosovo, de l'Afghanistan et même de l'Irak, ne sont pas des exceptions, mais la règle. Une culture où les Alliés n'abordent pas les aspects fondamentaux de la sécurité dans le seul but de parvenir à un consensus ou de prendre une décision, mais aussi pour échanger des points de vue, même si cela n'aboutit qu'à un «accord sur l'existence d'un désaccord». Nous ne devons pas nous accrocher à l'idée qu'une discussion au Conseil de l'Atlantique Nord doit toujours se conclure par un consensus sur une opération militaire.

Un autre orateur, à savoir le Général James Jones, Commandant Suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), a déclaré que «L'OTAN se transforme. Elle est toujours considérée comme une institution utile et son action peut influer sur le cours des événements. Elle deviendra ce que l'on veut qu'elle soit, et je suis persuadé que, comme au XXème siècle, elle représente un des meilleurs espoirs de sécurité et de stabilité pour l'avenir».

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Reunioun vum 25. November Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer

d'Presentatioun vum Budgetsrapport vun der Finanzkommissioun duerch de Rapporteur, den honorabelen Här Laurent Mosar.

Mar, um hallwer dräi

1) den Exposé vum Budgetsminister Luc Frieden iwwert de Statshaushalt vum Joer 2005,

2) de Projet de loi 4965 iwwert de Compte général vum Joer 2001, nom Modell 1, an

3) de Projet de loi 5344, eng Konventioun iwwert d'Bekämpfung vum Terrorismus, nom Modell 1.

Iwwermar, en Donneschdeg, och um hallwer dräi

1) de Projet de loi 5260 iwwert den Artikel 22 vum Code des assurances sociales, zesumme mat der Proposition de loi 5173, nom Modell 1,

2) de Projet de loi 5373 iwwert d'Kulturzentren zu Ettelbréck an zu Iechternach, nom Modell 1,

3) de Projet de loi 5342 iwwert d'Ausbesserung vum Flughafen, nom Modell 1,

4) de Projet de loi 5385 iwwert de Bau vun engem Radartuerm um Findel, nom Modell 1, an

5) d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Haut de Mëtteg, léif Kolleeginnen a Kolleegen, presentéiert eis den Här Budgetsrapporteur, Laurent Mosar, de Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Budget vum Joer 2005.

Här Rapporteur, Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

3. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann een als Budgetsrapporteur vun der Finanz- a Budgetskommissioun bestëmmt gëtt, sou ass dat eng grouss Éier, awer och eng riseg Erausfuerderung fir jiddfer Politiker, deem dës Éier an deenen allermeeschte Fäll nëmmen eemol a senger Carrière zoufält.

Dëst Joer ass dann d'Erausfuerderung besonnesch grouss gewiescht, well ech fir déi éischte Kéier ënnert där neier Prozedur der Chamber de Budgetsrapport dierf presentéieren. Aneschters wéi an de vergaangene Jore kënnt et net zu engem Rapport complémentaire, sou datt de Rapporteur nëmme méi een Optrëtt op der Chambertribün mécht an de Budget och zum Ofschloss vun den Debatten den Donneschdeg d'nächst Woch direkt hei ka gestëmmt ginn.

Déi nei Budgetsprozedur, déi d'Koalitiounspartner während de Verhandlunge fir d'Regierungsbildung am Summer beschloss hunn, bleift net ouni Auswierkungen op d'Aarbechte vum Budgetsrapporteur a vun der Chamber. De Budgetsprojet gouf dëst Joer eréischt an der zweeter Oktoberhalschent presentéiert an d'Acteure vun der Prozedur haten duerno just nach fënnef Woche fir hir Avisë respektiv hire Rapport auszeschaffen. Perséinlech fannen ech, datt sech dëse méi gerafftene Kalenner positiv op déi gesamt budgetär Aarbechten ausgewierkt huet. Net nëmmen ass de Budgetsprojet, esou wéi d'Regierung en am Oktober déposéiert huet, komplett gewiescht an huet net méi mussen amendéiert ginn, mä déi méi enk zäitlech Fënster duerno huet de Rapporteur och derzou incitéiert, säi Rapport géigeniwwer de leschte Joren erhieflech ze beschneiden. Et ass nees méi e reng budgetären, e geziilt finanzielle Rapport, deen drop verzicht, eng politesch Gesamtiwwersiicht ze liwweren, wat jo am Fong och net säi Sënn war an ass.

Här President, den Dépôt vum Budget am Oktober ass virun allem vun der Suerg inspiréiert, sech kënne bei der Ausaarbechtung vum Projet op méi realistesch wirtschaftlech Daten ze baséieren. Mir hunn tatsächlech an de leschte Jo-

ren ëmmer nees erlieft, datt déi Prévisiounen, déi am éischten Hallefjoer konnte gemaach ginn, am zweete Semester méi oder manner drastesch revidéiert goufen. Duerch dee méi spéiden Dépôt vum Budgetsprojet gëtt dëse Problem geléist. D'Acteure vun der Budgetsprozedur, vum Statec iwwert de Budgetsdepartement an d'Beruffschamberen, d'Zentralbank, d'Cour des Comptes bis hin zur Finanz- a Budgetskommissioun an hirem Rapporteur, schaffen direkt op deenen Donnéeën, déi um Enn vun engem Kalennerjoer kënne mat zimlecher Sécherheet fir dat nächst Budgetsjoer zu Gronn geluecht ginn. Ech perséinlech hu fonnt, datt déi nei Prozedur och d'Aarbecht vum Rapporteur an deem Sënn erliichtert huet.

Während fënnef Wochen hat ech elo Geleeënheet, mech am Detail mat de staatleche Finanzen, mat der Struktur vun de Steierrecetten a mat der allgemenger wirtschaftlecher Situatioun vum Land auseneenzesetzen. Meng Virgänger als Budgetsrapporteur wëssen, datt esou een Exercice genausou spannend wéi opschlussräich ass an datt een als Rapporteur vum Budget en Iwwerbléck iwwer finanzpolitesch Zesummenhäng kritt, déi engem an där Form an an deem Mooss virdrun dacks net esou bewosst waren. Et kritt een awer och d'Geleeënheet mat deene sou genanntene Forces vives de la nation ze diskutéieren iwwert d'Finanzsituatioun vun eisem Land. Ech muss lech soen, datt ech dës Diskussiounen, mat all de Beruffschamberen, de Gewerkschaften, de Patronatsorganisatiounen an all aneren Associatiounen appréciéiert hunn a si mir och alleguerte wäertvoll Informatioune geliwwert hunn, vun deenen ech och versicht hunn a mengem Rapport eng Rei ze verschaffen.

Ech wëll dann awer och déi excellent Zesummenaarbecht mam Budgetsminister, mat deene verschiddenen Direktioune vun der Steierverwaltung, der Administration de l'Enregistrement, der Douane an den Accisen, der Finanzinspektion, dem Trésor, dem Statec, dem Administrateur général, der Direktioun vun der Cour des Comptes a vun der Zentralbank ervirsträichen, déi der Finanzkommissioun eng äusserst grouss Disponibilitéit entgéint bruecht hunn, an ouni deenen hir aviséiert Avisen och dëse Rapport net an där Form hätt kënnen ofgeschloss ginn. Déi héich Qualitéit vun hiren Avisë beweist dann och, dass een an engem begrenzten Zäitraum eng excellent Aarbecht ka maachen.

Ech wëll dann och hei vun der Geleeënheet profitéieren, hinnen alleguerten e ganz groussen an oprichtege Merci auszedrécken. E ganz spezielle Merci wëll ech awer och un all Kolleeginnen a Kolleege vun der Finanz- a Budgetskommissioun riichten, fir hiert Verständnis an hir aktiv Zesummenaarbecht. Och e besonnesche Merci un d'Sekretärin vun der Kommissioun, d'Madame Caroline Guezennec. E leschten, ganz besonnesch déiwen a spezielle Merci geet u mäi Fraktiounssekretär Frank Engel, ouni deem seng wäertvoll Mataarbecht dëse Rapport sécherlech net am Délai hätt kënne fäerdeg gestallt ginn, sou wéi un all déi aner Mataarbechter aus der CSV-Fraktioun.

Här President, ech sinn duerfir dankbar, dëst Joer den Exercice vun engem Budgetsrapport kënne gemaach ze hunn, zu engem Moment wou sech wesentlech Froen am Zesummenhang mat der Zukunft vun de Statsfinanzen an domat mat dem politesche Spillraum an deene kommende Jore stellen.

Ech hunn dann och meng Roll als Rapporteur net limitéiert gesinn op eng Bestandopnahm vun der finanzieller Situatioun vun eisem Land, mä wollt och op eng Rei vu Schwaachpunkten hiweisen. Ech sinn der Iwwerzeegung, datt dem Budgetsrapporteur seng Missioun sech net kann an däerf drop beschränken, mat der Wäirauchschossel ronderëmmer ze goen, mä hien och d'Flicht huet hannert den Zuelen ze krazen, se ze hannerfroen an och emol eng Rei méi kritesch Iwwerleeungen unzestellen.

Ech géif dann och wëlle behaapten, datt ech mat där Approche an der Traditioun vu ville vu menge Virgänger als Budgetsrapporteur mech bewegen, déi och ëmmer erëm an hiren Ausféierunge versicht hunn, de Budgetsprojet méi kritesch ze hannerfroen.

Ech hunn dann awer och gemengt et géif net duergoen, nëmme Kritike par rapport zu gewëssene Schwaachpunkten ze maachen, mä ech wollt och eng Rei vu Weeër opweisen, ganz besonnesch an de Kapitele Finanzplaz a Gemengefinanzen, wéi een aus Schwächten erëm kéint versiche Stäerkten ze maachen.

An dësen Iwwerleeungen huet fir mech ëmmer d'Kompetitivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg am Vierdergrond gestanen, ouni dee mer de Wuelstand vun dësem Land net kënne mëttel- a laangfristeg garantéieren.

Ech géif dann och nach eng Kéier wëlle betounen, datt dës Léisungsvirschléi perséinlech Iwwerleeunge vum Rapporteur sinn an domadder natierlech net d'Budgets- an d'Finanzkommissioun an hirer Gesamtheet engagéiert. Dëst gesot, wëll ech dann zu mengem eegentleche mëndleche Budgetsrapport iwwergoen.

Här President, Dir Dammen an dir Hären, de Budgetsrapport fir 2005 konnt op enger wirtschaftlecher Ausgangsbasis opgestallt ginn, déi nees besser ass, wéi mer se tëschent 2001 an 2003 kannt hunn. Fir dat lafend Joer rechent de Statec mat engem ekonomesche Wuesstum vun iwwer 4%, a fir 2005 kënne mer och nees vun enger Wuesstumsfourchette tëschent 4% a 4,5% ausgoen. Domat situéiert sech déi Lëtzebuerger Ekonomie nees e gutt Stéck méi no un hirer mëttlerer Wuesstumskurv an enger laangfristeger Perspektiv, wéi dat an deenen éischte Jore vun dësem Jorzéngt war.

De Budgetsprojet selwer baséiert op enger Wuesstumsprognos vu liicht ënner 4% am Joer 2005. D'Finanzkommissioun ass der Meenung, datt d'Regierung mat dëser méi virsiichteger Projektioun Recht huet, virun allem well mer schonn ze dacks déi wirtschaftlech Dynamik am Land iwwerschat hunn, wann e Budget ficeléiert gouf. An nodeems nach eng ganz Rei Onsécherheetsfacteuren op den internationale wirtschaftleche Perspektive laaschten - virun allem deen onberechenbaren, awer konstant héije Präis vum Pëtrol an d'Evolutioun vum Wiesselcours tëschent dem Euro an dem Dollar -, schéngt et fir de Stat richteg, am Joer 2005 nach eng liicht méi moderat Croissance virauszesetzen, wéi d'Prognose vun den Instituter dat de Moment maachen.

De Budgetsprojet selwer wiisst allerdéngs méi staark par rapport zum aktuelle Joer, wéi eis Ekonomie dat mécht. Ronn 8% Gesamtwuesstum vum Budget si fir 2005 geplangt, wat dëse Volume an d'Géigend vu 7 Milliarden Euro bréngt. Virun allem déi lafend Ausgaben affichéieren dëst Joer eng Progressioun vun iwwer 8%, wat muss ze denke ginn.

Nu muss een awer de Budgetswuesstum relativéieren. D'Exekutioun vum Budget vun dësem Joer weist nämlech, datt souwuel op der Säit vun de Recettë wéi och bei den Dépensë ronn 200 Milliounen Euro méi wäerte verbucht ginn, wéi d'Chamber am Dezember 2003 gestëmmt huet. Bei den Dépensë schloe virun allem déi steigend Sozialtransferten am lafende Joer mat enger Plus-value vun ëm 150 Milliounen zu Buch - ech wäert op dësen Ëmstand nach méi am Detail agoen. Tatsaach ass awer, datt wann een de Budgetsprojet fir 2005 mat den tatsächleche Statsausgaben am lafende Joer vergläicht, da kënnt ee bei den Dépenses courantes op eng Progressioun, déi méi no bei 4% läit - an dat ass konkordant mat deem viraussiichtleche Wirtschaftswuesstum am nächste Joer.

De Budgetsprojet gesäit en Defizit vu ronn 90 Milliounen Euro vir, déi aus der Budgetsreserv kënne finanzéiert ginn. Fir dëse Feelbetrag auszegläichen, kann de Stat sech also bei sengen eegenen Erspuernisser zerwéieren. Doriwwer eraus gëtt awer am nächste Joer en Emprunt néideg: De Stat wëllt 200 Milliounen Euro léinen, déi direkt an zu gläichen Deeler sollen dem Fonds des Routes an dem Fonds du Rail zougefouert ginn. Dës Zomm transitéiert also net duerch den eigentleche Statsbudget a gëtt deemno och net als Recette kontabiliséiert. 2004 war dat esou virgesinn a gouf vun enger ganzer Partie Kritiker contestéiert, déi geléintent Geld net wollten als Statsrecette betruechten. Ech wëll mech net mat deenen techneschen Detailer vun esou engem Virgank ophalen, mä just fannen datt et e bëssen eegenaarteg ass eng Recette, egal wéi eng et ass a vu wou se kënnt, net als Recette ze considéréieren. Mä esou oder esou stellt déi Fro sech fir den Exercice 2005 net méi.

Insgesamt feelen dem Stat 2005 dann 300 Milliounen Euro, fir esouwuel säi Budget wéi säin Investitiounsprogramm iwwert d'Fongen ze finanzéieren. An der europäescher Berechnungsmethod SEC95 musse jo d'Dépensë vun de Fonge bei der Ermëttlung vum Budgetsdefizit berücksichtegt ginn. Dat ass am Fong eng total Häresie, well d'Avoirë vun de Fonge Finanzreserve vum Stat duerstellen, déi iwwer Jore constituéiert goufen, an déi Dépensen, déi mat dëse Gelder gemaach ginn, hunn deemno iwwerhaapt näischt mat engem Defizit ze dinn. Well awer ausser Lëtzebuerg kee Land an der Europäescher Unioun esou Reserven huet an och keen ausser eis sech ka virstellen esou Reserven ze hunn, si mir esou gutt a kontabiliséieren d'Ausgabe vun de Fonge mat, wa mer den Defizit fir dat kommend Joer berechnen. An da komme mer am Total op e Feelbetrag vun 843 Milliounen Euro.

De Gesamtsolde vun den öffentleche Verwaltungen zu Lëtzebuerg, an deem de Stat, d'Gemengen an d'Sozialkeese berücksichtegt ginn, ass fir 2005 zimlech genee am Equiliber. Dat erkläert sech doduerch, datt d'Sozialkeesen een nach ëmmer kräftegen, iwwerschëssege Solde virweisen, deen déi vun der Zentralverwaltung an de Gemengen ausgläicht.

Am Résumé stellt d'Finanzsituatioun vum Stat sech esou duer, datt se souwuel équilibréiert wéi gesond ass. E Wuert nach zur Schold vum Lëtzebuerger Stat, fir dës Appréciatioun ofzeronnen.

D'Statsschold ass vun 1997 bis 2003 stänneg erofgaangen, well de Stat an deene Jore keng nei Verschëldung opgeholl huet. 2004 louche mer du bei enger Bruttoschold vu just 435 Milliounen Euro, wat 1,8% vum PIB ausgemaach huet. Mat den Empruntë vun 2004 an 2005 - insgesamt 320 Milliounen Euro Neiverscholdung am lafenden an am kommende Joer - geet eis Bruttoschold nees op 569 Milliounen Euro erop. Par rapport zum PIB ass dat keng weider bedenklech Entwécklung. Mir situéieren eis d'nächst Joer bei enger Schold vun 2,1%, wat am europäesche Verglach nach wie vor absolut konkurrenzlos ass.

Här President, ech wëll dann iwwergoen zu mengem Commentaire vum Budget vun de Recetten, esou wéi de Projet fir 2005 se virgesäit. Dobäi wéilt ech mech op e puer grouss Poste konzentréieren, déi och d'Eckdate vun de staatleche Recetten ausmaachen, an zwar d'Akommessteier, d'Kollektivitéitssteier, d'TVA, d'Taxe d'abonnement an de Lëtzebuerger Undeel un deene gemeinsame Recettë vun der UEBL.

Bei der Akommessteier féiert deen duerchaus dynameschen Aarbechtsmaart, dee mer ëmmer nach hunn, derzou, datt dës Recettë kënne substanziell klammen, an zwar vun ëm déi 1.250 Milliounen Euro am lafende Joer op 1.400 Milliounen am Joer 2005. Natierlech ass d'Croissance vum Aarbechtsmaart net nëmme mat steigende Steierrecettë verbonnen, mä op där anerer Säit och mat Sozialausgaben, déi enger eegener Entwécklung follegen a stänneg an d'Luucht ginn - dorop kommen ech nach zréck.

Bei der TVA ass et esou, datt 2005 soll e Rekordjoer gi mat Recettë vu 1.588 Milliounen Euro, 218 Millioune weider wéi am gestëmmte Budget fir 2004. E wesentlechen Deel vun dësen zousätzlechen Einnahme resultéiert aus der Presenz zu Lëtzebuerg vun e puer Internetgesellschaften, déi de Standuert Lëtzebuerg gewielt hunn, well mir deen niddregsten TVA-Saz an der Unioun hunn, a si deen am Land bezuelen, wou hire Verrechnungssiège ass.

Esou dankbar a frou mer iwwert dës zousätzlech TVA-Recettë sinn - déi eis am Iwwregen iwwerhaapt net einfach esou an de Schouss gefall sinn, wéi dat verschiddentlech op dëser Tribün behaapt gouf -, esou séier musse mer eis awer bewosst bleiwen, datt se net op éiweg geséchert sinn. De Prinzip vum Land vum Dingschtleeschter, deen de Moment nämlech an Europa bei der TVA-Erhiewung zu Gronn geluecht gëtt, ass schwéier ënner Beschoss.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass net ausgeschloss, datt en an enger mëttelfristeger Perspektiv net iwwerlieft an datt domat d'Attraktivitéit vum Standuert Lëtzebuerg fir Internethandelsfirme géif kräfteg relativéiert ginn. Dëst ass eng Méiglechkeet an der Evolutioun, et ass keng Sécherheet. Mä et soll eis derzou bréngen, d'TVA-Recetten aus dem Internethandel net als gottgegeben hinzehuelen. Si sinn éischter fragile.

Bei der Taxe d'abonnement dann ass och en Erhuelungsprozess ze verzeechnen, deen derzou féiert datt nees iwwer 400 Milliounen Euro am Budgetsprojet opgefouert sinn. Tatsächlech ass d'Industrie vun den Investmentfongen, déi dës Tax zu quasi 100% bezilt, gesond an hir Aktiva entwéckele sech positiv. Enn September 2004 louchen déi bei 1.059 Milliarden Euro, wat eng reell Progressioun vu ronn 150 Milliarden Euro während engem Joer erëmgëtt. D'Taxe d'abonnement ass deemno amgaang sech ze erkrabbelen a soll 2005 ronn 50 Milliounen Euro méi erabréngen, wéi dat nach 2003 de Fall war.

Allerdéngs muss ee wëssen, datt Lëtzebuerg weltwäit deen zweete bis drëtten - mir liwweren eis do e permanent Fänkesspill mat Frankräich fir déi zweete Plaz - Standuert fir Investmentfongen ass, just hannert de Vereenegte Staten. An op all deenen anere Plazen, wou esou Fonge sech wuel fillen - an Amerika, a Frankräich, an Australien, an Italien - gëtt et keng Taxe d'abonnement. Dat bedeit, datt mer bei der Standuertpromotioun regelméisseg mussen erklären, wat dann déi speziell Tax do eigentlech ass, déi just zu Lëtzebuerg muss entriicht ginn. An dat mécht d'Promotioun net ëmmer einfach. Duerfir ass et och rotsam, datt mer den Taux vun dëser Tax lues no ënnen upassen, au fur et à mesure wou de Volume vun deenen hei lokaliséierte Fongen zouhëlt. Domat kënne mer d'Recettë stabiliséieren an de Standuert gläichzäiteg nach méi attraktiv maachen. Vill méi ass natierlech an esou enger Logik net aus der Taxe d'abonnement erauszehuelen. Och däers musse mer eis bewosst sinn.

D'Recetten, déi Lëtzebuerg am Kontext vun der UEBL virun allem aus den Accisen zoustinn, dierfte sech 2005 op iwwer 900 Milliounen Euro situéieren. Dat beweist d'Vitalitéit vum Tanktourismus a sengen ugeschlossene Phenomeenen, wéi zum Beispill dem Grenzverkaf vun Tubaksprodukter. Mä och d'Entwécklung vun dëse Recettë wërft Froen op, déi mer net einfach kënne vum Dësch wëschen.

Den Tanktourismus ass eng wichteg Finanzquell vum Lëtzebuerger Stat, mä mer liewen nun emol am Zäitalter vum Protokoll vu Kyoto, ënnert deem Lëtzebuerg sech dozou engagéiert huet, bis zum Horizont 2008-2012 seng CO_2-Emissiounen ëm 28% par rapport zu 1990 zréckzeschrauwen. A problematescherweis gëtt eisem Land dee ganze Pëtrol, dee mer do un de Grenze verkafen, als Quell vu Lëtzebuerger Emissiounen zougeschriwwen.

De Budgetsprojet fir 2005 gesäit dann och schonn d'Schafung vun engem spezielle Fong vir, deen eng éischte Kéier mat 5 Milliounen Euro dotéiert gëtt, fir datt Lëtzebuerg kann um internationale Maart zousätzlech Emissiounsrechter kafen. Mä kee Mënsch weess genee wéi eisen Emissiounsbilan sech riskéiert iwwert déi nächst Joren ze entwéckelen; d'Emissiounsquote sinn elo schonn deier a riskéieren och vill méi rar ze ginn. An da kann et eis geschéien, datt mer Pénalitéiten ze bezuele kréien, wa mer d'Emissiounen, déi eisen nationalen Allocatiounsplang virgesäit, iwwerschreiden. Net mar, mä an e puer Joer wäert eng exzessiv Tonn CO_2 mat 100 Euro zu Buch schloen. Wat dat am Kontext vun honnertdausenden Tonnen, déi aus dem Tanktourismus resultéieren, kéint als Belaaschtung fir de Statshaushalt bedeiten, brauch ech net weider ze detailléieren.

Tatsaach ass: Den Tanktourismus riskéiert am Kyoto-Zäitalter méi zu enger Belaaschtung ze ginn, wéi en dat bis haut war. A mer wiere gutt beroden, e Gesamtbilan ze erstellen, an deem eisen Energiehaushalt ausenaner geholl a par rapport zu de Kyoto-Verflichtunge berechent gëtt. Wa sech dann ergéif, datt am schlëmmste Fall enges Dags méi Pénalitéiten ze bezuele wiere wéi mer Recetten aus dem Tanktourismus kéinten zéien, dann dränge sech och fir d'Regierung neiaarteg Iwwerleeungen iwwert de Präis vu Bensin an Diesel op.

(Coups de cloche de la Présidence)

Bleift schlussendlech, Här President, d'Kollektivitéitssteier, déi eis Betriber bezuelen. Do gesäit d'Perspektiv fir 2005 net esou roseg aus. Déi Zäiten, wou 1.400 Milliounen Euro konnte budgétiséiert ginn, sinn eriwwer. Fir 2005 rechent d'Regierung mat 1.125 Millioune Recetten aus dëser Steier, 25 méi wéi am lafende Joer. Dat sinn Zuelen, déi eis mussen ze denke ginn.

D'Kollektivitéitssteier - esou gëtt engem gesot, mä ni richteg offiziell - gëtt zu ronn 80% vum Finanzsecteur bezuelt. Dat bedeit éischtens, datt eis Industrie an de gesamte Mëttelstand nëmmen nach ganz wéineg Kollektivitéitssteiere bezuelen. Et bedeit anerersäits awer - an dat ass méi wichteg -, datt dës Steier quasi ganz vun engem Wirtschaftssecteur ofhänkt, deen ëmmer méi duerch Fusiounen, Acquisitiounen a Rationaliséierungen opfält an deen och versicht seng Steierlaascht zu Lëtzebuerg permanent ze drécken. Wann een dann nach weess, datt an de Joren zënter 2002 zimlech massiv de Banken hir Steierscholden agedriwwe goufen, fir d'Recetten aus der Kollektivitéitssteier héich ze ha-

len, an datt dës Solden haut weitgehend opgebraucht sinn, dann zeechent sech fir d'Kollektivitéitssteier e Bild, wat net kann optimistesch stëmmen.

Dës Steier ass an hirem Produkt faktesch réckleefeg. Un deem Ëmstand wäert sech an deenen nächste Jore kaum eppes Fundamentales änneren; d'Acteure vun der Finanzplaz, awer och déi Industriebetriber, déi nach Kollektivitéitssteier bezuelen, setze vill drun, fir duerch steierlech Ingénierie déi Beträg, déi se un de Lëtzebuerger Stat ofzeféieren hunn, erofzedrécken. Aus de Récklage fir d'Besteierung op der Finanzplaz ass net méi vill erauszehuelen an d'Zuel vun deene Betriber, déi iwerhaapt Kollektivitéitssteier bezuelen, hëlt net méi zou, an d'Effekter vun der Steierreform vun 2002 weise sech elo eréischt an hirem ganzen Ausmooss.

Dobäi muss ee jo soen, datt mer mëttlerweil am europäesche Verglach mat eisem Taux vun 22% Kollektivitéitssteier guer net méi sonnerlech gutt do stinn. Mir leie just nach op der aachter Plaz an der Europäescher Unioun an Irland, e wichtege Konkurrent vun eiser Finanzplaz, féiert den Tableau mat 12,5% un.

Zousätzlech ass et dann esou, datt et fir e Betrib zu Lëtzebuerg mat der Kollektivitéitssteier jo net gedoen ass. Derbäi kommen nach Gewerbe- a Solidaritéitssteier, esou datt e Betrib am Schnëtt hei 30,38% bezilt. Mat deem Taux leie mer am europäesche Verglach nach just op der 18. Plaz. Dat ass wuel net déi Positioun, déi mer ustriewen, an en Taux vun iwwer 30% gëtt an der erweiderter Unioun, wou vill Memberstaten Tauxë vun ënner 20% applizéieren, ëmmer méi schwéier ze vermaarten. Datselwecht gëllt d'ailleurs och um Niveau vun der OECD.

Et geet also och hei ëm d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg an och ëm déi Kritären, déi an der Lissabonner Strategie virgesi sinn an déi jo eigentlech sollen d'Kompetitivitéit vun der gesamter europäescher Wirtschaft verbesseren.

Ech kommen dann och net ëmhin nach eng Kéier festzestellen, datt hautdësdaags een net derlaanscht kënnt ëmmer erëm kuerzfristeg ze reagéieren, well ware mir no der Steierreform mat eisem Taux vun der Kollektivitéitssteier ee Moment an der europäescher Hitparad op den Topplazen, esou si mer innerhalb vun zwee, respektiv dräi Joer an dat hënnescht Mëttelfeld zréckgefall.

Wa mer hei net definitiv wëllen den Uschloss verpassen, och ganz besonnesch par rapport zu deenen neien EU-Memberlänner, schéngt et mer onerlässlech ze sinn an deenen nächste Méint eng Diskussioun iwwert den Taux vun eiser Kollektivitéitssteier ze féieren. Et geet hei allerdéngs net nëmmen ëm d'Erofsetzung vun deem Taux, mä et geet virun allem och ëm eng Vereinfachung vun dëser Steier, déi am Handling einfach ze komplizéiert ass an domadder sécherlech eng Rei vu potenziellen Investisseure vum Standuert Lëtzebuerg ewechhält.

All dës Iwwerleeungen hu mech dozou bruecht, a mengem schréftleche Rapport eng Reform vun der Betribsbesteierung virzeschloen, déi eis nees un d'Spëtzt vum europäesche Peloton géif bréngen an déi d'Promotioun vu Lëtzebuerg als Wirtschaftsstanduert wuel géif vereinfachen. Et muss ee wëssen, datt opgrond vu ganz villen Aménagementer vun der Assiette vun der Kollektivitéitssteier déi tatsächlech Belaaschtung méi no bei 20% wéi bei 30% läit. Wann dat esou ass, da gëtt et kaum e Grond fir den theoreteschen Taux net deem fakteschen unzepassen. A Verbindung mat enger méiglecher Reform vun der Gewerbesteier, op déi ech nach wäert agoen, sollt et méiglech sinn, d'Gesamtbesteierung vun de Betriber ënner 20% ze drécken. Wann also den Taux vum IRC, der Kollektivitéitssteier, op 15% erofgefuer géif, an d'Gewerbesteier halbéiert, da léiche mer, Solidaritéitssteier abegraff, bei 19% an eppes. Esou e Saz léisst sech verkafen. An doduerch datt ee parallell géif d'Assiette vun der Betribsbesteierung méi breet maachen, bléif d'Recette aus dem IRC wuel méi oder manner konstant.

Esou eng Verbreederung vun der Assiette ass souwisou op der Dagesuerdnung, wann et zu där europäescher Harmoniséierung vun der Grondlag vun der Betribsbesteierung kënnt, déi de Code de conduite virgesäit. A wann een déi Reflexioun, déi bei all Steiererliichterung gemaach gëtt, dann nach an de Räsonnement abaut, datt sech nämlech aus esou enger Operatioun eng wirtschaftlech Dynamiséierung ergëtt, da kann een dovun ausgoen, datt sech aus engem Ëmbau vun der Betribsbesteierung, wéi ech e proposéieren, éischter méi wéi manner Steierrecettë géifen erginn.

Här President, wéi gesot, ech maachen herno nach eng Parti Aussoen zu de Perspektive vun der Gewerbesteier. Elo wëllt ech mech den Ausgabe vum Stat fir 2005 zouwenden, wéi de Budgetsprojet se virgesäit, an dobäi mat den Investissementer vum Stat ufänken.

Mat iwwer 800 Milliounen Euro gëtt 2005 an de Proportiounen esou vill investéiert wéi nach ni. 10,8% vun de gesamte Statsausgabe fléissen an öffentlech Investissementer. Dat si ronn 3% vun eisem PIB. Dës Investissementer sinn néideg a fir d'Moderniséirung vum Land onverzichtbar. Duerch si adaptéiere mer eis Infrastrukturen un d'Bedürfnisser vun der Zäit, an enger Populatioun, déi bestänneg wiisst. Mä Investissementer, déi dauerhaft de Volume vun 2005 erreechen, hunn natierlech Auswierkungen op de Stand vun de Statsfinanzen, a besonnesch op d'Avoirë vun deene grousse Fongen, iwwert déi déi meescht Investitioune getätegt ginn.

Zënter 2003 ginn d'Finanzreserve vun de Fonge bestänneg erof. Dat läit dorun, datt mer zënterhier keng staatlech Plus-valuë méi kënnen zousätzlech un d'Fongen affektéieren, well et där keng méi gëtt. A mat den uerdentleche budgetären Dotatiounen ass et kloer, datt zënter dem leschte Joer a bis op weideres d'Ausgabe vun de Fonge méi héich wäerte si wéi hir Recetten. Domat schmëlzen d'Reserve lues awer sécher ewech.

Et kann een haut dovun ausgoen, datt bei engem konstanten Investitiounsvolumen iwwert de gesamten Horizont vun der pluriannueller Planung bis 2008 spéitstens an deem Joer e Besoin de financement bei de Fongen optaucht. Si sinn dann eidel. Allerdéngs setzt dat viraus, datt bis 2008 all Joer weiderhin 200 Milliounen an d'Fonge fléissen, wéi se 2005 aus engem staatlechen Emprunt resultéieren. Wier dat net de Fall, kriten d'Fongen also all Joer bis 2008 just esou vill Dotatiounen, wéi reng aus dem Budget kann u si fléissen. Da wier de Besoin de financement schonn am Laf vum Joer 2006 erreecht. 2008 léich de Geldbedarf vun de Fongen, fir am Equiliber kënnen ze funktionéieren, ouni déi 200 Milliounen zousätzlech Dotatioune pro Joer, bei enger ronner Milliard Euro.

Natierlech geet och d'Exekutioun vun den Aarbechten am Verlaf vun de Jore virun an d'Bedürfnisser vum Land un öffentlechen Investissementer huele graduell of. Si verschwannen natierlech net, si verschwannen ni ganz, esou datt e bestëmmten Handlungsspillraum fir öffentlech Investitioune muss erhale bleiwen. Ugesiichts der wahrscheinlecher Entwécklung vun de Kontostänn vun de Fongen ass et awer esou, datt ee sech scho muss d'Fro stellen, ob mer dee ganzen, haut geplangten Investitiounsvolumen op Dauer packen, ouni op anere Plazen am Budget Aschränkunge virzehuelen.

Et schéngt mer evident ze sinn, datt mer deen héijen Investitiounsniveau, dee liewenswichteg fir eis Wirtschaft ass, nëmme mëttel- a laangfristeg kënnen halen, wa mer erëm esou Progressiounen an eisem PIB kréie wéi Enn den 90er Joren - an hei muss een emol einfach dovun ausgoen, datt dat kaum wäert de Fall sinn -, oder ob ee muss op anere Plazen am Budget aspueren.

Ech wäert am Laf vu mengen Ausféierungen nach méi oft op dës, wat ech géif nennen, Réorientatioun vun dëse Prioritéiten zréckkommen.

Besonnesch interessant ass ganz sécher d'Evolutioun vum Beschäftegungsfong, iwwert deen de Chômage an déi vill Moosnamen zu Gonschte vun der Beschäftegung finanzéiert ginn. Ech erënneren drun, datt déi Erhéijung vun der Sozialcontributioun um Diesel, déi 2005 passéiert, dozou déngt, deem Fong 20 Milliounen zousätzlech Recetten ze verschafen. 145 Millioune vun deenen 285, déi en d'nächst Joer erakritt, stamen iwwregens aus dëser Contributioun, weider 90 Milliounen aus der Solidaritéitssteier. De Fong gëtt 2005 338 Milliounen Euro aus. Dat si bal 30% méi wéi nach 2003.

Well mer wëssen, datt de Chômage och d'nächst Joer kaum wäert substanziell erofgoen - Dir kennt déi ekonomesch Theorie, déi beseet, datt mer hei am Land iwwer 5% Wirtschaftswuesstum bräichten, fir datt et zu engem Réckgank vum Chômage kéim, an deen hu mer eben net -, kënne mer unhuelen, datt och d'Ausgabe vum Beschäftegungsfong net wäerte gebremst ginn. Ech weess och, datt et eng Rei Erklärunge fir dës sou genannten Okun-Theorie gëtt, déi ganz besonnesch och mat eisem Statut als Arbeitgeber um Niveau vun der Groussregioun ze dinn huet. Nach mengen ech awer, datt dës Erklärungen net duer ginn, fir dës enorm Differenz an der Relatioun tëschent Wirtschaftswuesstum an Ofhuele vum Chômage par rapport zu eisen Nopeschlänner ze explizéieren.

Déi ongenügend Qualifikatioun vu ville Chômeuren hei zu Lëtzebuerg ass sécherlech an deem Kontext eng scho wesentlech méi iwwerzeegend Explikatioun.

Ech sinn der Meenung an der Iwwerzeegung, datt sech ugesiichts vun dësen enormen Zuelen en Audit vum Beschäftegungsfong opdrängt. Déi immens Zuel vu Moossnamen an Initiativen, déi vun him finanzéiert ginn, an déi objektiv Entwécklung vun de Mouvementer op de Konte vum Fong loossen dat néideg erschéngen. Wa mer de Chômage net an de Grëff kréien, da riskéiert de Beschäftegungsfong op Dauer zu engem Faass ouni Buedem ze ginn. A fir d'Ausgaben net duerch e gréissert Lach, mä duerch en iwwersiichtlechen Ausgank aus dem Fong erausfléissen ze loossen, sollt am Detail gepréift ginn, wat e fir wéi eng Zwecker an a wéi enge Beträg ausgëtt. Hei schéngt et mer onbedéngt noutwendeg ze sinn, am Interessi par ailleurs vun allen interesséierte Parteien, méi Transparenz eranzekréien.

Här President, wéi all Joer ass och fir 2005 de sou genannte Sozialbudget eng wierklech Erausfuerderung, net nëmme well e 44% vun alle geplangte Statsausgabe fir d'nächst Joer ausmécht - dat ass nämlech eng Proportioun, déi net méi héich ass wéi an aneren europäesche Länner mam Sozialstatsmodell och -, mä well de Sozialbudget zënter Joren eng Eegendynamik un den Dag leet, déi riskéiert en aus dem Rad lafen ze loossen, wa mer en net méi prezis gefaasst kréien. Ech explizéiere mech.

De Sozialbudget fir 2004 gouf ëm ronn 150 Milliounen Euro depasséiert, ouni datt d'Politik duerfir iergendeng Décisioun geholl hätt. D'Expansioun vum Aarbechtsmaart a vun der residenter Populatioun eleng huet dës Méiausgabe bewierkt, op déi d'Politik am Fong och keen Afloss huet. Natierlech affektéieren d'politesch Décisiounen d'Sozialausgabe vum Stat - ech erënneren hei drun, datt déi Cotisatiounserhéijung fir d'Krankekeesen, déi d'Generalversammlung vun der UCM virun zwou Woche beschloss huet, fir de Stat mat zousätzlechen Dépensë vun iwwer 26 Milliounen Euro zu Buch schléit -, mä och ouni esou Décisioune wiisst de Sozialbudget iwwert dat vun der Chamber gestëmmtent Mooss, an zwar all eenzelt Joer.

Krankekeesen- a Pensiounscotisatiounen esouwéi Kannergeld sinn déi gréisste Posten, déi ënnert dem Unzéie vum Aarbechtsmaart an d'Luucht ginn. Op där anerer Säit, an dat gesi mer jo och am Recettëbudget fir d'nächst Joer, bréngen zousätzlech Aarbechtsplazen och zousätzlech Recetten aus der Akommessteier, an déi Leit, déi bei eis am Land wunnen, ginn och hiert Geld hei aus. Deemno sinn och steigend TVA-Recetten zum Beispill dermat verbonnen, datt mer netto all Joer e puer Dausend Leit zu Lëtzebuerg bäikréien, déi hei consomméieren.

Mä eng aner Entwécklung wéi déi objektiv Croissance vun de Sozialausgabe muss eis an deem Kontext dach Suerge maachen, well se déi Logik, no där méi Dépensen duerch e Wuesse vum Aarbechtsmaart och méi Recettë fir de Stat an enger bestëmmter Proportioun no sech zéien, relativéiert. Dës Entwécklung ass déi vun den Exportatioune vun de sozialen Transferten, déi ëmmer méi staark an eis Nopeschlänner ginn. Dat ass virun allem op dat drastescht Usteige vun der Zuel vun de Frontalieren zréckzeféieren.

Fir deenen hire stänneg wuessenden Undeel um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze verdäitlechen, wëll ech e puer Zuelen nennen. Vum Januar 2001 bis September 2004 ass den Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg ëm 12% gewuess, dat heescht, et hunn um Enn vun där Period 30.000 Aarbechtsplaze méi zu Lëtzebuerg existéiert wéi un hirem Ufank. An därselwechter Period ass awer d'Zuel vun de Frontalieren ëm 20.000 geklommen, vun 93.000 op 113.000, wat enger Augmentatioun vun 21% entsprécht. Zwee Drëttel vun deene geschafenen Aarbechtsplaze goufen an där Zäit mat Frontaliere besat. Dëst an d'lescht Joer si mer méi no bei enger Proportioun vun dräi Véirel. An d'Tendenz hält un - d'Frontaliere si méi disponibel an huelen éischter Plaze mat manner interessante Léin a Konditiounen un, wéi déi Leit dat maachen, déi bei der ADEM ageschriwwe sinn.

De Frontalieren hir Dépensë ginn awer virun allem do gemaach, wou déi Leit wunnen, also net hei zu Lëtzebuerg. Vun hirem Logement iwwer hir Liewensmëttel an aner Konsumausgabe bis zu der Visite beim Coiffeur an am Kino kann a muss een dervun ausgoen, datt déi méi attraktiv Präislandschaft ronderëm Lëtzebuerg d'Frontalieren derzou bréngt, och do hiert Geld auszeginn. Déi Recettë ginn deemno der Lëtzebuerger Ekonomie an dem Lëtzebuerger Stat verluer, an d'Relatioun tëschent méi Dépensen a méi Recettë fir Lëtzebuerg gëtt verzunn: Bei de Frontalieren ergi sech Recetten nach aus der Akommessteier an aus dem Konsum op de Lëtzebuerger Tankstellen, awer soss keng an därselwechter Proportioun wéi dat bei de Résidenten de Fall ass. Am Kloertext: D'Explosioun vun der Zuel vun de Frontalieren, déi ronn 40% vum privaten Aarbechtsmaart zu Lëtzebuerg ewell ausmaachen, kascht de Stat nettement méi, wéi se him zréckbréngt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Um Niveau vun den Exportatioune vun de Sozialtransferten, déi jo och am Konsum vun de Bénéficiairen hiren Néierschlag fannen, wëll ech och e puer Zuelen nennen, well déi absolut fir sech selwer schwätzen.

Zënter 1990 hu sech d'Transferten an d'Ausland vun deene grousse soziale Prestatioune folgendermoossen entwéckelt: Krankekeesen a Pensiounskeese bezuelen haut zéngmol méi an d'Ausland wéi nach 1990. Beim Kannergeld - déi Steigerung ass bal net nozevollzéien - ass et 275-mol méi wéi viru 14 Joer. An d'Tendenz vun der Kurv, déi dës Entwécklung beschreift, dauert un. 1990 goufe sozial Leeschtunge fir 70 Milliounen Euro an d'Ausland transferéiert. 2003 sinn et Leeschtunge fir bal 900 Milliounen, an d'Milliard dierft am Joer 2005 erreecht an depasséiert ginn. Den Undeel vun den Exportatiounen an de Gesamtprestatioune steigt an där ganzer Period vun 9% op iwwer 21%.

Dës Zuele schwätzen, wéi ech fannen, eng méi ewéi däitlech Sprooch. An et ass nach net eriwwer. Et ass eng Fro vun der Zäit, bis Lëtzebuerg ënnert dem Drock vun europäesche Regelen a Geriichtsuerteeler nach weider Deeler vu senge Sozialleeschtunge muss fir den Export fräiginn. Do kéint een zum Beispill un d'Mammerent denken, deenen hir Bénéficiairen esou definéiert sinn, datt et musse Mamme vu Kanner sinn, déi zu Lëtzebuerg op d'Welt koumen. Dës Bestëmmung kéint liicht enger Décisioun vum europäesche Geriichtshaff zum Affer falen, no där dann d'Exportatioun vu Mammerenten de Käschtepunkt vun där Moossnam ëm e gudden Drëttel, wann net méi, kéint an d'Luucht dreiwen, ouni Retombéeë fir d'Lëtzebuerger Ekonomie an de Budget, well pensionéiert Fraen an der Grenzregioun ganz sécher net vill zu Lëtzebuerg consomméieren.

Et heescht deemno opzepassen op de Sozialbudget, deen enger Dynamik follegt, déi sech dem politeschen Zougréff entzitt. Ech hunn et scho gesot, an ech widderhuelen et: Bei deenen Erausfuerderungen, déi sech beispillsweis dem Investissementsbudget an deenen nächste véier oder fënnef Joer stellen, kënne mer net parallell och nach massiv steigend Sozialausgaben op d'Schëller huelen. Duerfir geet de kuerz- bis mëttelfristege budgetäre Spillraum wuel ganz einfach net duer.

E geet iwwregens och net duer, fir dauerhaft an ëmmer méi Sozialpolitik op Felder ze bedreiwen, déi sech eigentlech fir Ëmverdeelung net eegnen. Mir wäerten eis mussen d'Fro stellen, ob mer zum Beispill op Dauer den Usagerë vum öffentlechen Transport net méi wéi déi 12% u Participatioun mussen ofverlaangen, déi se de Moment zum Finanzement vum öffentlechen Transport bäidroen. D'Fro stellt sech ganz eendäiteg, ob et gerechtfäerdegt ass, datt quasi all déi Leit, déi exklusiv den öffentlechen Transport benotzen, dat fir näischt oder fir e ganz symbolesche Bäitrag kënne maachen.

(Brouhaha général)

Den öffentlechen Transport kascht 2005 alles an allem bal 550 Milliounen Euro.

M. Henri Grethen *(DP).*- E sollt dach gratis ginn!

(Interruptions)

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Do sinn 200 Millioune fir Investissementer an d'Streckennetz abegraff. Dat ass e gewaltege Montant, deen op d'mannst an deem Deel, deen d'Fonctionnement betrëfft, misst op méi équitabel Manéier tëschent Benotzer a Stat opgedeelt sinn.

Et kënnt dobäi, dass no der Liberaliséierung am Wuerentransport spéitstens 2008 respektiv 2009 och eng Liberaliséierung am Persouneverkéier kënnt, déi riskéiert déi verschidden öffentlech Bedreiwer an en äusserst schwieregt konkurrenziellt Ëmfeld ze drécken.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Lauschtert dem Rapporteur no!

(Interruptions diverses)

Une voix.- E seet awer Saachen, déi bal net ze gleewe sinn!

(Interruptions diverses)

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- An all Iwwerleeungen, déi zum öffentlechen Transport artikuléiert ginn, soll een dëst Element net vergiessen, ganz besonnesch an der Diskussion ëm d'Zukunft vum Persouneverkéier.

(Interruptions)

Här President, fir datt ech net falsch verstane ginn: Ech sinn iwwerzeegt, dass um Niveau souwuel vun den Infrastrukture wéi och vum Matériel roulant e groussen Nohuelbedarf hei am Land besteet, a mir kommen och net ëmhin en vue vun der Mise en musique vum IVL dës gewalteg Efforten um Niveau vum öffentlechen Transport ze maachen. Nach muss et awer erlaabt si sech d'Fro ze stellen, wéi mer mëttel- a laangfristeg dës enorm finanziell Laascht kënne packen, wann ee gläichzäiteg heiansdo d'Gefill huet, all dës Mesurë géifen nach net duergoen, fir vill méi Leit op den öffentlechen Transport ze kréien.

Mir mussen eis vläicht alleguerten, Dir Dammen an Dir Hären, froen, ob et net hei virun allem mol zu engem Mentalitéitswiessel an de Käpp vun de Leit misst kommen, ier se hiren Auto an der Garage loossen an op den öffentlechen Transport ëmklammen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de finanzielle Spillraum, iwwert dee mer verfügen, geet och net duer, fir op Dauer eng Subventiounspolitik vun den alternativen Energien, virun allem der Fotovoltaik, ze bedreiwen, esou wéi mer dat bis den 31. Dezember dëst Joer maachen. Déi Subsiden, déi mer fir fotovoltaesch Anlagen ausginn, chiffréiere sech bis elo an deene verschiddene Budgeten op iwwer 65 Milliounen Euro, mä domat wäert et wahrscheinlech nach net gedoe sinn. D'Aspeiseprämië wäerten nach eng Kéier spierbar zu Buch schloen, sou datt mer kënnen dervun ausgoen, datt méi oder wéineger 100 Milliounen Dépensen an dëser Saach erreecht an iwwerschratt ginn.

Dat Ganzt, fir zum Deel eng quasi industriell Stroumproduktioun vun eenzelne Solarparkbedreiwer matzefinanzéieren, déi domat Geld verdéngen, ouni datt et eiser nationaler Energieversuergung eppes bréngt: Mat allen haut genehmegten Anlagen - jo nach laang net all sinn se a Betrib - géif d'Fotovoltaik just e Véirels bis en hallwe Prozent vun der nationaler Stroumversuergung ausmaachen. Dat bréngt eis am Kyoto-Bilan praktesch näischt, mä et huet iwwer dräi bis véier Budgetsexercicë substanziell Geld kascht. Esou generéis Usätz vum Lëtzebuerger Stat wäert et an Zukunft net méi kënne ginn. Et soll se och net méi ginn, well hei Reglementer hiert eigentlech gutt gemengtent Zil verfeelt hunn an et erlaben, datt sech eenzel Persounen un enger staatlecher Politik beräicheren. D'Fotovoltaik ass eigentlech e gutt Beispill, wéi eng Iddi, déi am Usaz sécherlech richteg ass an déi d'Produktioun vun alternativen Energien ënnerstëtzt, duerch en onkohärent Exekutiounsreglement zu engem finanzielle Faass ouni Buedem riskéiert ze ginn.

Och hei, Här President, wëll ech net falsch verstane ginn, d'Entwécklung vun alternativen Energië muss och an eisem Land weider gedriwwe ginn, dëst allerdéngs an engem kloer definéierte juristeschen a finanzielle Kader. Bei all deenen Iwwerleeunge soll een och aner, vläicht manner kostspieleg energiespuerend Moossnamen net aus den Ae verléieren, wéi zum Beispill d'thermesch Isolatiounen an d'Sanéierung vun alen Haiser, déi sécherlech och kënne Resultater um Niveau vum Energiespuere bréngen, dëst zu engem wesentlech méi gerénge Käschtepunkt.

(Brouhaha général)

Här President, ier ech dann zu de Volete Finanzplaz a Gemengefinanze kommen, nach e puer Wuert zu de Bauten. Mir bauen zu Lëtzebuerg ze deier an ze lues. Dat ass eng Tatsaach, där mer eis musse bewosst sinn, wa mer wëllen eppes drun änneren. Déi endemesch Dépassementer vun de Bautekreditter, déi d'Chamber stëmmt, sinn an där Hinsicht genee esou problematesch wéi d'Käschte vum Bau selwer an d'Héicht vun den Ënnerhaltskäschten, déi bis haut eng völleg ongenügend Berücksichtegung an den initiale Projete fonnt hunn.

Ech wëll an deem Kontext explizit begréissen, datt d'Finanzkontrollkommissioun, zesumme mam Bauteminister Claude Wiseler, derbäi ass nei Prozeduren ze definéieren, déi et sollen erlabe manner deier a méi séier ze bauen. An Zukunft soll et zwee Voten zu engem Bauprojet ginn, woubäi en éischten e Planungsvote ass, nodeems eréischt den detailléierten Devis opgrond vun engem prezise Projet soll etabléiert ginn. Dësen Devis muss menger Menung no och d'Honorairë vun Ingénieuren an Architekte verflichtend festhalen. Déi dierfen net am Kader vun Dépassementer mat wuessen. Et ass net ze toleréieren, datt sech aus deels heftegen Dépassementer och nach Méiannahme fir Leit erginn, déi am Fong hir Aarbecht net vollkomme gemaach hunn, well soss wier et net zu den Dépassementer komm - op d'mannst net a vergläichbarem Mooss.

An engem zweete Vote gëtt dann den definitive Projet mat sengem viraussiichtleche Käschtepunkt gestëmmt. Sollt deen iwwerschratt ginn, muss d'Finanzkontrollkommissioun befaasst ginn a sech d'accord erklären.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Op eng aner Manéier ass dat permanent Iwwerschreide vu Baukreditter, dat och der Öffentlechkeet kaum nach ze rechtfäerdegen ass, net anzedämmen. A mir kënnen eis et ganz einfach och objektiv net méi leeschten, Dépassementer einfach esou hinzehuelen. Eis Mëttele sinn net onbegrenzt an doraus ergëtt sech noutwendegerweis e vill méi prononcéiert Moosshale bei deene staatlechen Ausgaben, déi eis mëttelfristeg am meeschte wäerte belaaschten, nämlech deene vun den öffentleche Bauten an Investitiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn a mengem schréftleche Rapport der Finanzplaz Lëtzebuerg e Kapitel gewidmet, well an eisem Land villes vun der Gesondheet an der Leeschtungsfäegkeet vum Finanzzentrum ofhänkt. Ech si schonn op déi grouss Dépendancen agaangen, déi eise Budget a Saache Kollektivitéitssteier - an also och a Saache Gewerbesteier - vun der Finanzplaz huet. Fakt ass allerdéngs, datt Lëtzebuerg nach a méi Hisiichten dovun ofhänkt, ob et eiser Finanzplaz gutt geet. Grond genuch, sech e bësse méi agoend mat hir ze befaassen.

D'Finanzplaz erwirtschaft ronn e Véirel vun eisem nationale Räichtum. Si beschäftegt 10% vun de Leit, déi zu Lëtzebuerg am Privatsecteur schaffen, a si ass zoustänneg fir bal 80% vun de Betribssteieren, déi mer anzéien.

De Lëtzebuerger Finanzzentrum ass weltwäit d'Nummer aacht. Bei der Fongenindustrie ass de Ranking souguer nach e gudde Krack besser, do steet Lëtzebuerg ëmmer op zweeter oder drëtter Plaz weltwäit - hannert de Vereenegte Staten. Op esou enger Plaz laascht natierlech e gewëssen Drock. Erfollegsdrock fir d'Acteure vun der Plaz, Erhalungsdrock fir déi, déi de politeschen Encadrement dervun ze besuergen hunn. Alles an allem ass e weltwäit féierende Finanzzentrum eng Chance an eng Belaaschtung - an et ass d'Aufgab vun der Politik, d'Chancen esou auszegestalten, datt d'Belaaschtung net problematesch gëtt. Genee do läit och déi grouss Erausfuerderung fir d'Zukunft.

Als Steiergenerator ass d'Finanzplaz net ze schloen, 80% vun der Kollektivitéitssteier - dat sinn ëm déi 850 Milliounen Euro - ginn an de Betriber vun der Lëtzebuerger Finanzwelt erschafft. Genee esou 400 Milliounen Euro Taxe d'abonnement an e gudden Deel vun der Verméigens- an der Enregistrementsteier, soe mer mol nach eng Kéier 300 bis 350 Milliounen Euro. Selbstverständlech kënnt d'Akommessteier vun de Beschäftegten derbäi - reng statistesch kéint ee vun engem Zéngtel vun der Gesamtrecette an deem Beräich ausgoen, also ronn 140 Milliounen Euro. Dobäi hu mer keng Retenue à la source, keng Tantièmësteier a keng TVA berücksichtegt a landen dach bei 1,7 Milliarden Euro, bal e Véirel vun de Steierrecettë vun eisem Land, déi reng aus der Aktivitéit vun der Finanzplaz resultéieren. Esou e Secteur muss der Politik deemno ganz besonnesch intensiv um Häerz leien. An et ass net falsch ze behaapten, datt d'Finanzplaz dat zënter de 60er Joren, wou se hir éischt Prouessen op de Parquet geluecht huet, och ëmmer gemaach huet.

Well d'Finanzplaz Lëtzebuerg awer an Europa an doriwwer eraus engem gewëssenen Drock ausgesat ass, dee sech aus ville Facteuren ergëtt, kënnt der Promotioun vun dësem Zentrum eng ganz speziell Bedeitung zou. Net nëmmen hu mer et regelméisseg mat europäeschen Harmoniséirungsbestriewungen ze dinn, déi net ëmmer an déi Richtung lafen, déi fir d'Vitalitéit vun der Lëtzebuerger Finanzplaz déi bescht ass, mä eis Plaz befënnt sech doriwwer eraus an direkter Konkurrenz mat anere Finanzzentren, wéi zum Beispill Dublin, London oder de Kanalinselen - fir der just e puer ze nennen, déi no bäi sinn -, a muss sech also an deem Kontext behaapten. Doraus ergëtt sech eng permanent Noutwendegkeet, fir d'Attraktivitéit vun der Finanzplaz a vun deenen hire Rahmebedingungen, an deene se funktionéiert, ze verbesseren.

Elo kënne mer zu dësem Zäitpunkt vum Joer 2004 feststellen, datt et souwuel de Banken, wéi der Fongenindustrie, wéi och deenen anderen Deeler vum Finanzsecteur zu Lëtzebuerg nees ufänkt besser ze goen. D'Beschäftegung hëlt zënter dësem Hierscht nees liicht zou, d'Bilanszommen ënnerleie kengem Negativtrend an d'Aktive vun de Fonge ginn nach weider an d'Luucht. Mä net alles, wat hei schéngt ze blénken, ass och aus Edelmetall.

Esou konnt zum Beispill bei der Beschäftegung am Finanzsecteur den Trend no ënnen ëmgedréit ginn, mä d'Beschäftegungszuele leien haut no wéi vir ënnert dem Rekordniveau vum Ufank vun dësem Jorzéngt. D'Zuel vun de Banken op der Plaz situéiert sech awer just nach liicht iwwer 160, wat virun allem op Fusiounen an Acquisitiounen an deem Beräich zréckzeféieren ass, mä et bleift, datt keng nei Banke méi heihinner kommen. Och bei de Fongen, deenen hir Aktiven en Total vun 1.059 Milliarden Euro Enn September 2004 ausgemaach hunn, ass et esou, datt de Spillraum no uewen net méi onbegrenzt ass. D'Finanzplaz, déi e grousse Räifegrad erreecht huet, beweegt sech op d'Grenze vun hirer Expansiounsfäegkeet zou.

Nun ass et awer esou, datt an engem dynameschen, international ënner groussem Kompetitiounsdrock stoende Secteur eng Stagnatioun keng Optioun ass. Stagnatioun ass faktesch gläichbedeitend mat Regressioun. Wann et net méi no vir geet, wa keng attraktiv Zukunftsperspektive méi kënne vermëttelt ginn, wann de Standuert Lëtzebuerg net iwwerzeegend an d'Welt erausstrahlt als eng Plaz, wou d'Zukunft stattfënnt, dann evoluéiert eise Finanzzentrum éischter no ënnen eméi bis elo. Mir brauchen deemno eng Wuesstumsperspektiv. A wann déi net aus méi Banken a méi Milliarden an de Fonge ka gestréckt ginn, da musse mer op Terrainen auswäichen, wou qualitative Wuesstum méiglech ass a konsequent kann ugestrieft ginn.

Ech gesinn hei virun allem zwee Felder, déi ze bestelle sinn. Dat ass zum engem dat vun der Regulatioun vun den Aktivitéite vum Finanzzentrum, wou mer net dierfen de Feeler maachen an an en totalen Excès falen, well deen Aktivitéiten ofwiergt, amplaz se ze förderen. An anererséits ass et den europäesche Standuert vu relevanter an international beuechter Recherche am Finanzberäich, duerch déi eis Finanzplaz den néidegen akademesche Réckgrat kritt an déi e stännege Bäitrag zur Entwécklung vun neien, zukunftsträchtege Finanzproduite leescht.

Et ass zu Lëtzebuerg mëttlerweil méi schwéier fir e Kont opzemaachen, wéi op der Kreissparkasse zu Wittlech oder beim Crédit agricole zu Diddenuewen. Esou eppes ass op Dauer der Attraktivitéit vun der Finanzplaz ofträglech. Datt mer eis zu Lëtzebuerg konsequent drëm beméien, eng propper Finanzplaz ze hunn, op där de Blanchiment bekämpft gëtt, an déi duerfir och net fir Finanzbewegunge ronderëm all méiglech kriminell Machenschaften zur Verfügung steet, muss mat enger verstänneger Reguléirung kompatibel bleiwen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et geet einfach drëms, fir net an Exzesser ze verfalen, déi aktuell a potenziell Clientë sou wéi och nei Acteure vun eiser Finanzplaz ewechhalen. Et ass net normal, Dir Dammen an Dir Hären, datt ee Client, deen aus engem vun deenen eemolegen Ostblocklänner kënnt, et praktesch onméiglech gemaach kritt e Kont op enger lëtzebuergescher Bank opzemaachen. Et ass net normal, datt dës Leit, déi jo awer net alleguerte Wäisswäscher an Terroriste sinn, awer quasi esou vu ville vun eisen Acteure vun der Bankeplaz behandelt ginn.

Et ass och net normal, datt een neierdéngs muss uginn, ob een en Deputéierten oder ee Gemengerot perséinlech kennt, wann een e Kont wëllt opmaachen, just well iergendeen d'Konzept vun der sou genanntener „politically exposed person" erfonnt huet, dat mir nees eng Kéier vill méi äerdeg ëmsetze wéi déi aner Finanzzentren.

(Brouhaha général)

Am Résumé: Wann d'Politik ronderëm de Finanzzentrum méi helleg wëllt…

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, mir sinn opgereegt, well de Rapporteur ass amgaangen de Budgetsminister ze attackéieren.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Neen, Här Grethen, reegt lech net op, well et war d'Europäesch Unioun an den Ecofin, an deem Dir och soutzt.

M. Henri Grethen *(DP).*- Mä wie setzt et ëm? Wie setzt et hei ëm, wann et zu Wittlech net ëmgesat gëtt an zu Arel?

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Här President, wann den Här Grethen sech berouegt huet, da kann ech vläicht virufueren.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ma Dir kënnt roueg virufueren, mä Dir reegt mech schrecklech op.

(Hilarité)

An ech hu schonn héije Bluttdrock.

M. le Président.- Wann Der dem Rapporteur eng Fro wëllt stellen, da stellt se.

(Brouhaha général)

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Am Résumé: Wann d'Politik ronderëm de Finanzzentrum wëllt méi helleg si wéi de Poopst, da schuede mer eis just. Dat hu mer rezenterweis beim Gesetz iwwert de Blanchiment gesinn, wou sollt eng quasi generell Infraktioun geschafe ginn, déi just mat Onwësse vu Bankbeschäftegten ze di gehat hätt. D'Chamber huet dat gekippt, mä et bleift, datt ëmmer nees esou Initiative geholl ginn, vun deene kee Mënsch zu Lëtzebuerg eppes huet - déi aner Finanzzentren an Europa awer séier wuel!

Dobäi kënnt, dass eng Iwwerreglementatioun och zu Panik bei deene betraffene Leit am Finanz- a Bankesecteur féiert, déi musse befäerten, bei all Ouverture de compte mat engem Fouss am Prisong ze stoen. Och dëst dréit sécherlech net zu deem Vertrauensverhältnis bäi, wat misst zwëschent den Acteure vun der Finanz- a Bankeplaz par rapport zu hire Clientë bestoen.

Mir brauchen deemno eng „better regulation" am Sënn vu méi realistescher, méi pragmatescher Regulatioun, wéi mer se ëmmer haten. Nëmmen esou kann de Finanzzentrum kompetitiv bleiwen, an nëmmen esou kënne mer an der Finanzwelt eescht geholl ginn. All Acteuren, d'Politik, d'Verwaltungen, d'CSSF, d'Banke selwer, sinn hei gefuerdert, fir zesummen dee Grad vu Regulatioun ze schafen, deen eng propper Finanzplaz garantéiert, déi international awer konkurrenzfäeg bleift.

Mäin zweete Punkt ass dann dee vun der Luxembourg School of Finance als akademescht Réckgrat vun engem héich entwéckelten, mat komplexe Mechanisme funktionéierende Finanzzentrum. Et ass schonn dacks gesot ginn an et stëmmt: Eng weltwäit méi matféierend Finanzplaz kann net nëmmen op Basis vu prakteschen Impulser aus Politik a Wirtschaft funktionéieren. Esou eng Plaz brauch en Iddiëlaboratoire, an deem Recherche bedriwwen, iwwer Produkter nogeduecht, neier entwéckelt an aler verbessert ginn. An dësem Iddiëlaboratoire musse Chercheuren aus der Finanzwelt regelméisseg transitéieren an duerch hir Presenz zu Lëtzebuerg eiser Plaz hir international Unerkennung verstäerken.

Ech hunn a mengem schréftleche Rapport op d'Initiativ vu Liechtenstein higewisen, déi all Joer eng héichkaräteg besate Konferenz organiséieren, wou d'Décideuren aus der Finanzwelt zesumme kommen, wat zu der internationaler Réputatioun vun dësem Land sécherlech wesentlech bäidréit.

Et ass esou e Laboratoire vun der internationaler Finanz, deen e qualitative Wuesstum vun eiser Plaz ka förderen an ukuerbelen. Vun do kann ee sech nei Impulser erwaarden a vun do kënnen Uregungen ausgoen, déi der Politik an der Bankewelt als solcher net afalen. Mä dëse Laboratoire ass d'Luxembourg School of Finance nach net.

D'Luxembourg School of Finance huet en Optrag, deen aus Enseignement a Recherche besteet. Elo muss op deen zweete Pilier, op dee vun der Recherche, déi Prioritéit geluecht ginn, déi an Terme vu Ressourcen a vun erwënschtem Output néideg ass. Dat ass e Prozess, deen nees eng Kéier muss vu verschiddener Säit an d'Gäng bruecht an zum Zil gefouert ginn. D'Politik, notamment d'Héichschoulpolitik ass hei gefuerdert, awer och d'Welt vun de Banken an deenen anere Professionelle vun der Finanzplaz; déi mussen derzou bäidroen, datt eng Missioun fir d'Luxembourg School of Finance kann definéiert an e Statement formuléiert ginn, un deem sech hir zukünfteg Aktivitéit dann orientéiert.

Et bleift mer, Här President, och nach eng Kéier am spezifesche Kontext vun der Finanzplaz, op d'Noutwendegkeet hinzeweisen, eis Betribssteieren esou ze gestalten, datt se an e verstäerkten internationale Promotiounseffort erapassen. Et kritt een haut kengem potenziellen Invester méi erklärt, Lëtzebuerg wier en europäeschen Dramstanduert, wann een ëm da muss soen, mir hätten awer eng Betribsbesteierung vun iwwer 30%. Bis een deem Mënsch erklärt huet, datt awer un der Assiette ka gebastelt ginn an datt et Regele ginn an datt een och déi Saach ka méi favorabel aménagéieren, huet deen opgehal mat nolauschteren. Doweinst drängt sech séier eng Reflexioun iwwer eng Reduktioun vum Taux vum IRC a sengen ugeschlossenen Instrumenter op.

An dee Kontext gehéiert och d'Ofschafung vun der Verméigenssteier an d'Aféiere vun enger befreiender Retenue à la source vun 10% op Kapitalerträg fir Résidenten, déi Lëtzebuerg als Residenzland fir Leit mat gréissere Fortunen interessant mécht. Wann där sou genanntener „high net worth individuals" sech zu Lëtzebuerg néierloossen - mir däerfen allerdéngs déi Facilitéit net op EU-Bierger beschränken -, da kënnen dat duerchaus och Décideuren aus Finanz an Industrie sinn, deenen hir Presenz zu Lëtzebuerg och d'Bedeitung vun hirem Lëtzebuerger Wirtschaftsstanduert nees géif bekräftegen.

(Interruptions)

Ech kéim dann, Här President, zu mengem leschte Kapitel, an zwar zu deem vun de Gemengefinanzen. Well dat jo e Sujet ass, dee méi oder manner opgereegt a ville Gemengen diskutéiert gëtt, wëll ech versiche mat enger gerafftener Argumentatioun an esou vill Optioune virzegoen, datt kee mer kann ënnerstellen, nëmmen een Deel vun der Realitéit berücksichtegt ze hunn. Eng Saach ass a bleift awer kloer, ob se elo gär gehéiert gëtt oder net: Eng Reform vun de Gemengefinanzen drängt sech op a si ass mat der aktueller Gemengelandschaft net méiglech. Wat sech dorauser fir Konsequenzen erginn, misst eigentlech jiddferengem kloer sinn.

Am Résumé stellt sech d'Situatioun vun de Gemengefinanze folgendermoossen duer. D'Recetten aus der Gewerbesteier si grad esou réckleefeg wéi déi aus der Kollektivitéitssteier, wat net anescht ka sinn, well zënter der Reform vun 2002 déi zwou Steieren déiselwecht Assiette bei de Kapitalgesellschaften hunn. D'Dotatiounen iwwert de Fonds communal de dotation financière huelen zou, wat doru läit, datt de Stat signifikant Progressioune bei de Recetten aus der Akommessteier an der TVA ka verbuchen. An den Undeel vun der Grondsteier un de Gemengerecetten - knapps 2% vun den net affektéierte Ressourcen - ass verschwannend kleng, sou datt dës Steier an hirem aktuellen Zouschnëtt kee Bäitrag zu enger finanzieller Besserstellung vun de Gemenge kann duerstellen.

D'Gewerbesteier mécht tëschent 40% a 50% vun de Recettë vun de Lëtzebuerger Gemengen aus. De Rescht ass, um Niveau vun den net affektéierte Ressourcen, praktesch eleng d'Dotatioun aus dem Fonds communal de dotation financière. E puer Zuelen zur Illustratioun: D'Gewerbesteier erbréngt landeswäit iwwer 400 Milliounen Euro, de Fonds communal de dotation financière gëtt mat iwwer 500 Millioune gespeist, déi dann un d'Gemenge fléissen. D'Grondsteier mécht e landeswäit Produkt vu ronn 25 Milliounen Euro aus. 900 géint 25 - dës Relatioun ass kloer. Zum Verglach: A Groussbritannien ass d'Grondsteier déi eenzeg Steier, aus där d'Gemengen autonom Recetten zéien. An Däitschland mécht se ëmmerhin 6% aus, a Frankräich an an der Belsch si mer schon iwwer 15%. Zu Lëtzebuerg sinn et 2%. Souvill zur autonomer Gestaltung vun enger Steier, déi integral an den Hänn vun de Gemengen ass.

Aus där heier Duerstellung ergëtt sech eng grouss Ofhängegkeet vun de Gemenge vun enger Steier, där hir Zukunft net noutwendegerweis roseg ass. Dat ass d'Gewerbesteier. An der Logik vun enger méi wirtschaftsfrëndlecher Besteierung wéilt ech da folgend Reflexioune maachen. D'Gemengen hänken an engem ze vill grousse Mooss vun dëser Steier of, där hir Zukunftsperspektiven, wéi ech et schonn e puermol gesot hunn, net schrecklech sécher sinn. Wann d'Gewerbesteier och nach net richteg méi no uewe kann évoluéieren, well ëmmer manner Betriber ëmmer manner dovu bezuelen a se parallell derzou en Deel vun där steierlecher Gesamtbelaaschtung vun de Betriber ausmécht, déi mer esou schwéier no bausse verkaaft kréien - mat der Gewerbesteier an der Solidaritéitssteier am Taux dra leie mer an der Europäescher Unioun mëttlerweil just nach op der 18. Plaz -, da misste mer se reformëieren.

Ech proposéieren an där Hinsicht a mengem schréftleche Rapport, datt d'Gewerbesteier soll, graff gesinn, op d'Halschent vun hirem aktuelle Saz reduzéiert ginn. Dat geet entweder iwwer en national eenheetlechen Taux vu véier Prozentpunkten, dee sech op den IRC grefféiert, oder awer iwwert d'Reduktioun vum heitegen Taux d'assiette vun 3% op dann nach 1,5%. An där zweeter Logik léich se da bei 3,75 Prozentpunkte mat engem Hebesaz vun 250%.

De Produit vum Impôt commercial communal misst dann natierlech verdeelt ginn. Do gesinn ech dräi Optiounen. Entweder d'Gemengen, an deenen dësen Impôt erwirtschaft gëtt, behalen e ganz - dat ass déi Variant vum maximale kommunalen Intéressement un der wirtschaftlecher Aktivitéit op hirem Territoire. Oder awer e gëtt un d'Regionalfonge verséiert mat deenen d'Investissementer am Intérêt vu méi Gemenge finanzéiert ginn - dat ass eng méi planeresch konsequent Variant. Oder awer et bleift alles beim Alen, also bei der aktueller Péréquatioun, an et geschéich eng Ëmverdeelung, wéi mer se och haut kennen, no deeneselwechte Regelen. Ech perséinlech - ech verstoppen dat net - hunn eng Preferenz fir déi éischt Variant, déi allerdéngs och eng aner Gemengelandschaft viraussetzt. Dozou kommen ech nach.

Wann dat esou géing, dann entstéing - ouni elo eng verbessert Steiermoral a méi wirtschaftlech Aktivitéit viraus wëllen ze soen, déi sech prinzipiell aus enger spierbarer Reduktioun vun der Betribsbesteierung misst erginn - en Déchet fiscal vu ronn 225 Milliounen Euro um Stand vun 2005. An déi missten éirens anescht erakommen, fir datt d'Gemengen op hirem aktuelle Recettenniveau kéinte bleiwen. Meng Preferenz zum Zweck vun der Kompensatioun geet eendeiteg a Richtung vun där Reform vun der Grondsteier, déi ech elo gläich wëll skizzéieren. Ech behaapten och, datt do genuch Spillraum besteet, fir de substanziellen Deel vun der Gewerbesteier ze kompenséieren. Mä do virdru maachen ech, fir komplett ze sinn, eng Iwwerleeung zu engem reforméierte Fonds communal de dotation financière, wou och Kompensatiounsmëttele kéinten hierkommen.

(Coups de cloche de la Présidence)

De Fonds communal de dotation financière gëtt haut alimentéiert vun der Akommessteier, der TVA, der Autossteier an engem forfaitairen Zousazbetrag. Wann een d'Participatiounssätz - 18% fir d'Akommessteier, 10% fir d'TVA, 20% fir d'Autossteier - géif unhiewen, da bestéing d'Méiglechkeet, fir eng Rei Milliounen Euro zousätzlech eranzehuelen. Datselwecht wier wouer, wann ee géif en Deel vun den Accisen - och zum Beispill 10% oder 15% - an de Fonds communal de dotation financière fléisse loossen. Dobäi géif een dann dovun ausgoen, datt deene Gemengen en Deel vum Produkt vun där Steier zousteet, déi am Wesentlechen aus dem Tanktourismus resultéiert, dee sengersäits déi Auswierkungen op d'Liewensqualitéit an deene betraffene Gemengen huet, déi mer kennen.

Mä am sënnvollste wier et nach, fir eng weider Alimentatioun vum Fonds communal de dotation financière duerch eng Participatioun un neie Steiere sécherzestellen, u Steieren, déi et haut nach net gëtt. Domat mengen ech d'Retenue à la source souwuel fir EU-Bierger, vun där hirem Produkt eis e Véirel zousteet, an déiselwecht Retenue fir Résidenten zu Lëtzebuerg, déi soll geschafe ginn. Op déi Manéier entstéing dem Stat trotz enger méi héijer Dotatioun vum Fonds communal de dotation financière keng Moins-value par rapport zur Situatioun vun haut, well jo keng bestoend Steier déviéiert géif ginn.

Da bleift also eng méiglech Reform vun der Grondsteier. Wann déi verdräi- oder vervéierfacht géif ginn, dann hätt nach kee Stot am Land e reelle Problem mat er,…

(Brouhaha général)

…mä amplaz 25 Milliounen Euro kéime schonn emol 100 Milliounen Euro eran. Da géifen zur Kompensatioun vun engem ICC-Feelbetrag vun 225 Milliounen der just nach 100 feelen. A wann een dann nach géif d'öffentlech Gebaier der Grondsteier ënnerwerfen, a se als Steierinstrument um Logementsmaart spekulatiounshemmend asetzen, da géif sech nach en nenneswäert méi héije Produit erginn. Ech sinn der Iwwerzeegung, datt et muss séier zu enger Reform vun der Grondsteier kommen. Hir Berechnungsgrondlag muss de Realitéite vun haut ugepasst ginn, d'Valeur unitaire muss no uewe gezu ginn. Bien entendu muss och den Ënnerscheed tëschent bebautem oder bebaubarem an net bebaubarem Terrain an deem Kontext erhale bleiwen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mä d'Dréinen un der Schrauf vun der Grondsteier ass eng Moossnam, déi integral der Gemengenautonomie Rechnung dréit, well et eng reng kommunal Steier ass, an zousätzlech och nach e Feelbetrag aus enger wirtschaftsfrëndlecher Reform vum Impôt commercial communal kéint wäitgoend kompenséieren. Dat soll deemno geschéien, an zwar zimlech zügeg. Et géif och dem Text vum Koalitiounsaccord entspriechen - sief emol niewebäi bemierkt.

Natierlech, ech hunn et scho gesot, mécht eng Reform vun de kommunale Finanzen, wéi ech se skizzéiert hunn, kee Sënn mat 118 oder 116 Gemenge mat 3.400 Awunner am Schnëtt. Déi 40 Gemengen ënner 1.000 Awunner, déi 70 ënner 2.000, déi hunn déi kritesch Masse net, fir sënnvoll kënnen op ekonomeschem Plang ze wierken, a se hunn och net déi Gréisst fir eng méi relevant Roll ze spillen.

Wann een eng Reform vun de Gemengefinanzen uviséiert, muss ee parallell wëllen d'Ausgesi vun der administrativer Kaart vu Lëtzebuerg änneren. Eng kommunal Finanzreform, déi vun autonome Gemengen ausgeet, muss als Basis ekonomesch viabel Gemengen hunn. Déi, déi sech haut net finanzéiert kréien, kréie sech och no enger Reform vun de Gemengefinanzen net finanzéiert. Kommunal Autonomie fänkt bei de Finanzen un. Déi Gemengen, déi keng finanziell Autonomie hunn, hunn am Fong guer keng Autonomie. Dat weess all Buergermeeschter, dee mat sengem jährleche Budget e Sekretär an e Receveur bezuelt kritt an nach kann 200 Meter Strooss frësch maachen. Eng Reform vun de Gemengefinanze setzt Gemenge viraus, déi finanziell kënnen autonom sinn. Ënner 3.000 Awunner am ländleche Raum, an duebel esou vill am méi urbane Raum, do ass dat net dran.

Eng Diskussioun, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Gemengefinanze kann een awer net lassgeléist gesi vun der Ëmsetzung vum IVL, déi jo och eng Reorganisatioun vun de Gemenge virgesäit. Nach mengen ech awer, dass zum Beispill um Niveau vun der Grondsteier eng Reform elo scho kann op d'Schinne gesat ginn, an ech erënneren do och un déi Motioun, déi an der leschter Legislaturperiod scho vun dëser Chamber ugeholl ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. De Budgetsprojet fir 2005, wéi d'Regierung e virgeluecht huet, a wéi d'Finanzkommissioun an hire Rapporteur e konnte fir dëse Rapport analyséieren a verschaffen, ass een, dee vill Froen opwërft, mä gläichzäiteg awer eng ganz Partie bekannten a vertrauten Äntwerte liwwert.

An der Rubrik vun den Äntwerte kënne mer nees eng Kéier feststellen, datt déi grouss Equilibrë vun den öffentleche Finanze sech halen. Dat geet net vum selwen, mä ass d'Resultat vun enger iwwer Jore systematesch gefouerter Budgets- a Finanzpolitik, déi op Virsiicht a Wäitbléck opgebaut war. Dat ass se och haut nach.

No de Jore vu séier gehemmtem Wuesstum tëschent 2001 an 2003 komme mer am lafende Joer an 2005 nees an eng Phas vu gréisserer wirtschaftlecher Dynamik. Déi Dallsuel, déi do huet missen duerchschratt ginn, hu mer ouni Aschnëtter an de grousse budgetären Aggregater gepackt, well an deene bessere Jore konsequent Reserven ugeluecht a budgetär Mëttelen op d'Säit geluecht goufen, fir an enger méi dréchener Zäit d'Handlungsfäegkeet vun der Politik ze erhalen.

Dës Handlungsfäegkeet ass tatsächlech erhale bliwwen, och wa sech haut Froen iwwer zukünfteg Choixen opdrängen. D'Budgete konnten tëschent 2001 an 2004 kontinuéierlech am Volumen zouhuelen, wat d'Ofsécherung vum Investitiounsprogramm vum Stat gradesou erlaabt huet wéi e konstant ganz héije Grad vu sozialer Sécherheet a Versuergung.

Souguer mat der neier Schold, déi 2005 wäert opgeholl ginn, also mat deenen 200 Milliounen Euro fir Investissementer an d'Schinnen an an d'Stroossen, situéiert sech eis Statsschold nach wie vor op engem niddregen Niveau. Mat just liicht iwwer 2% vum PIB ass eis Schold quasi négligeabel an d'Verscholdungscapacitéit vum Stat fir d'Zukunft intakt.

De Budgetsprojet fir 2005 selwer weist en Defizit op, dee sech mat ronn 300 Milliounen Euro - ouni d'Ausgabe vun de Fongen anzerechnen - bei 1,2% vum PIB usiedelt, wat integral konform ass mam europäesche Stabilitéitspakt. Souguer mat den Ausgabe vun de Fonge läit eisen Defizit bei 3% - an déi Gelder, déi do ausgi ginn, si bekanntlech Reserven an net geléinte Suen, wat déi 3-Prozent-Betruechtungsweis muss relativéieren.

Allerdéngs stelle sech trotzdeem fir 2005 an doriwwer eraus Froen zu de mëttel- a laangfristege Budgetsperspektive bei gläichbleiwenden Ausgaben an enger net gebremster Dynamik vun den Dépensen. D'Fongen, ech hunn et gesot, falen 2006 schonn an e Finanzéierungsbedürfnis, wann net weiderhin all Joer 200 Milliounen Euro geléint ginn. Dann hätte se Enn 2008 e Lach vun enger Milliard Euro. Bei gläichbleiwende budgetären Dotatiounen un d'Fongen, déi schonn immens héich leien, musse mer deemno 2006, 2007 an 2008 jeeweils 200 Millioune léinen, fir d'Fongen ze speisen an den Investitiounsprogramm weiderlafen ze loossen.

Zwar hunn ech gesot, eis Verscholdungscapacitéit wier intakt, an dat stëmmt och. Allerdéngs ass et keen Zil Scholden ze maachen. Wa se fir Investissementer néideg sinn, da muss ee se op sech huelen, awer gläichzäiteg e schaarfe Bléck op de gesamte Budget werfen, fir erauszefannen, wou kënnt gespuert ginn. Well ech wëllt trotz alle Méiglechkeete virun enger Verscholdungslogik, déi sech mëttel- a laangfristeg géif verfestegen, warnen.

Den amerikanesche President Franklin Delano Roosevelt huet zu deem Thema gesot: „Any government, like any family, can for a year spend a little more than it earns. But you and I know that a continuation of that habit means the poorhouse."

Eng längerfristeg Verscholdungsdynamik ass geféierlech. Si féiert zu engem héije Scholdestand an zu entspriechende Réckzuelungen. A wann een, wéi eis Nopeschlänner, 10, 20, oder esouguer 30% vun de jährleche Budgetsrecetten op eemol an de Scholdendéngscht muss investéieren, da verléiert ee seng politesch Handlungsfäegkeet. Do si mer nach net, mä mir sollten et vermeiden dohinner ze kommen.

Eis Recettë klammen zwar weider, mä hir Struktur seet eis, datt mer un d'Grenze vum Wuesstum op deem Niveau stoussen. Méi Recetten ergi sech nach aus der Croissance vum Aarbechtsmaart, um Niveau vun der Lounsteier an der TVA, wéinst deem bestänneg wuessende Konsum, an aus der Presenz zu Lëtzebuerg vun e puer groussen Internethändler, déi substanziell Zommen un TVA bezuelen, an déi net vum selwen heihinner komm sinn, wat een op dëser Tribün emol nach eng Kéier soll ënnersträichen.

Déi aner steigend Recettë sinn zum Deel verbonne mat steigenden Dépensen. Ech erënneren hei un d'Relatioun tëschent de Recetten aus den Accisen an de Verflichtungen ënnert dem Protokoll vu Kyoto. A schliesslech bewierkt d'Struktur vum Wuesstum vum Aarbechtsmaart eng ëmmer méi ëmfangräich Exportatioun vu sozialen Transferten an domat d'Offléisse vu Geldmëttelen, déi net oder net genuch an de Konsum zu Lëtzebuerg investéiert ginn.

Déi eegen Dynamik vun de Sozialausgaben, déi aus dem Wuesstum vum Aarbechtsmaart zwanghaft resultéiert, ass e weidere Facteur, dee mer an der budgetärer Prioritéitestellung an de kommende Joren am A ze behalen hunn.

Alles an allem hu mer eng Situatioun erreecht, Dir Dammen an Dir Hären, an där däitlech gëtt, datt

Lëtzebuerg net méi alles kann, well och eis Ressourcen net onbegrenzt sinn. An deem Zesummenhank muss de Stat sech d'Fro stellen, musse mer eis all zesummen am politesche Raum d'Fro stellen, wéi mer an Zukunft eis Recettë wëllen esou géréieren, datt dat, wat mer musse maachen, ka finanzéiert ginn, an dat op Plazen, wou mer net onbedéngt musse weider Dépensen a Kaf huelen, oder ufänken ze spueren.

Ech hunn d'Beispill vum Subventionnement vum öffentlechen Transport ugefouert, wou mer de Betrib vu Bus a Bunn mat honnerte Milliounen Euro sponseren, fir datt schrecklech vill Benotzer gratis den öffentlechen Transport kënne profitéieren. Ech hunn och d'Zouschëss am Beräich vun der Fotovoltaik genannt, an d'Praxis vum ze deiere Bauen. Mir kënnen net méi alles. Mir sollten och net esou maache wéi wa mer alles kënnten.

En éierlechen, onverkläerten a schounungslose Bléck op de Budget fir 2005 weist eis, datt d'Choixë bei de staatlechen Ausgaben ustinn an datt mer déi besser hätten ze preparéieren, esou laang mer net ënner absolutem Zuchzwang stinn.

De Bertolt Brecht huet emol op seng onvergläichlech Aart a Weis folgende Saz formuléiert: „Ist das nötige Geld vorhanden, ist das Ende meistens gut." Bis haut war bei eis ëmmer dat néidegt Geld do, mä mir hunn zu dësem Moment keng Garantie, datt dat éiweg esou bleift. Dofir musse mer eis an Zukunft verstäerkt froen, wat wierklech néideg ass, fir och an deene kommende Joren ëmmer e gutt Enn ze fannen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Ech ginn dem honorablen Här Mosar, Budgetsrapporteur fir de Budget vun 2005, Akt vu sengem Rapport.

Muer de Mëtteg um hallwer dräi héiere mer d'Ausféierunge vum Budgetsminister Luc Frieden zu deemselwechte Projet.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.26 heures)

MERCREDI, 1ER DÉCEMBRE 2004 — 9E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

(Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden)

2. 4965 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001

(Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5344 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Neen, Här President.

M. le Président.- Mir hunn haut de Mëtteg um Ordre du jour d'Interventioun vum Här Budgetsminister Luc Frieden zum Projet iwwert de Budget vum Joer 2005.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

1. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Statsbudget fir 2005, dee siwente Statsbudget hannerenee fir deen ech als Budgetsminister zoustänneg sinn, deen éischte vun der Regierung, déi aus de Wahle vun dësem Summer ervirgaangen ass.

Dëse Statsbudget, zesumme mat der Finanzpolitik vun deenen nächste Joren, sinn déi Instrumenter déi mer brauchen, fir eist Land vu mar verantwortungsvoll virzebereeden.

E Land dat an Europa an an der Welt respektéiert muss ginn a wëllt ginn, well et Verantwortung iwwerhëlt. Verantwortung am Intérêt vu Fridden, Entwécklung a Stabilitéit.

E Land wat Europa villes politesch an ekonomesch verdankt an dofir och grad an deenen nächste Méint säi vollen Asaz gëtt fir Europa ze verdéiwen, andeem mer eis ausschwätze fir déi europäesch Verfassung an andeem mer an der Présidence eist bescht wäerte fir Europa maachen.

E Land wat heiheem dofir suergt, dass mer eng konkurrenzfäeg Wirtschaft hunn, déi Aarbechtsplaze schaaft, an eng Schoul, déi op déi Aarbechtsplaze virbereet.

E Land wat weess, dass Finanz- a Wirtschaftspolitk muss Hand an Hand goe mat enger staarker, mä finanzéierbarer Sozialpolitk, déi d'sozial Gerechtegkeet an d'sozial Kohesioun als Zil muss hunn.

E Land, wat senge Bierger versicht Liewensqualitéit ze garantéieren; Gesondheet, Fleeg am Alter, Erzéiung, Transportinfrastrukturen a Sécherheet mussen dofir Finanzprioritéite bleiwen.

E Land awer och, wat bereet ass Changementer unzegoen, fir och an Zukunft kënnen eng zolidd Sozialwirtschaft an eng gesond Finanzpolitik kënnen ze halen.

Dës sechs Objektiver, dat sinn eis Aufgaben. Ech mengen et sinn eis Flichten, fir Lëtzebuerg op eng responsabel Aart a Weis, grad via de Budget, grad via d'Finanzpolitik op mar ze préparéieren. Dat ass net einfach. Do ginn et eng Rei Pisten, an de Budgetsrapporteur, den honorabelen Här Laurent Mosar huet am Numm vun ärer Finanzkommissioun, an zum Deel do, wou en et preziséiert huet, a sengem perséinlechen Numm eng Rei Observatioune gemaach, déi an deenen nächste Wochen an dësem Haus a ronderëm dëst Haus diskussiounswäert sinn a mussen zu Iwwerleeunge féieren.

6.902.000.000 Recetten, 6.991.000.000 Dépensen; dat sinn déi impressionant Chiffrë vum Statsbudget vun 2005. Iwwert dës Chiffrë muss dëst Haus déi nächst Woch ofstëmmen. Si sinn d'Grondlag vu ville Politiken an Aktivitéiten, déi an dësem Land d'nächst Joer gemaach ginn. Mä ech mengen, dass dës einfach Chiffren net d'Komplexitéit vun der Finanzpolitk duerstellen an och net d'Komplexitéit vun all deene politesche Beräicher, déi de Statsbudget versicht ze encouragéieren an ze dirigéieren.

Fir d'Regierung ass de Budget vun 2005 e wichtege Motor vun der Ekonomie a vun den Aarbechtsplazen, et ass en Instrument vun der sozialer Gerechtegkeet an et ass eng Garantie, fir zolidd Statsfinanzen ze halen. Dat sinn dräi Facteuren, déi bei eis bei allen Iwwerleeunge bei dësem Statsbudget wichteg waren.

Mir stinn awer viru groussen Erausfuerderungen, wa mer dës dräi Ziler - Motor vun der Ekonomie, d'sozial Gerechtegkeet an zolidd Statsfinanzen - wëlle mateneen erreechen. Grouss Schwieregkeeten an Erausfuerderungen, well mer mierken, dass den Niveau vun eisen Investissementer héich ass a muss héich bleiwen, fir eis Ekonomie ze ënnerstëtzen, datt mer sozial Dépensen hunn, déi héich sinn, well mer wëllen e staarke Sozialstat hunn, mä op där anerer Säit eng Fiskalitéit, Recetten, déi net esou schnell klamme wéi d'wirtschaftlech Entwécklung, respektiv sech mat enger ënnerschiddlecher Evolutioun entwéckelen, an eng wirtschaftlech Situatioun, déi schwiereg ass an déi eis op d'mannst zu Virsiicht oprifft.

Wa mer d'Statsbudgete schreiwen, dann hu mer an der Vergaangenheet an och an der Zukunft dofir gesuergt, dass se sech um mëttelfristege Wirtschaftswuesstem orientéieren. Mir sinn der Meenung, dass ee keen Zickzackscours an der Budgetspolitik dierf fueren. Dat wier schlecht fir d'Ekonomie an et féiert zu Onstabilitéit an der Wirtschaft a bei de Leit.

Mir stellen awer fest, dass d'wirtschaftlech Evolutioun eng ass, déi am Zickzackscours fiert, an dofir musse mer de mëttelfristege Wirtschaftswuesstem kucken, fir d'Croissance vun eisem Budget festzeleeën. Zickzackscours an der wirtschaftlecher Entwécklung ass besonnesch ausgepräegt zu Lëtzebuerg.

Ech erënneren drun, dass mer am Joer 2000 e wirtschaftleche Wuesstem vun 9% haten, deen ass 2001 op nëmmen 1,3% gefall, en ass 2003 liicht erop gaangen op 2,1% a fir dëst Joer elo op eemol mengen déi, déi d'wirtschaftlech Situatioun analyséieren, datt mer kënnten op e Wirtschaftswuesstem vun iwwer 4% kommen. Iwwer 4%, woubäi mer d'lescht Joer vun deenen nämlechte gesot kritt hu wéi mer de Budget opgestallt hunn, datt fir dëst Joer héchstwahrscheinlech de Wirtschaftswuesstem bei 1,2% läit. Déi Zickzackscoursë sinn an der Zäit. Déi Zickzackscoursë sinn awer och an de wirtschafleche Prognosen, déi mer vun heiheem a vun dobaussen era gemellt kréien.

Fir de Budget vum Joer 2005 hu mer eis op eng wirtschaftlech Croissancehypothes vun 3,5% baséiert. De Statec hat a senge leschte Prognose gemengt: 3,8%. A wann ech kucken, wat d'OCDE gëschter fir Lëtzebuerg matgedeelt huet fir d'Joer 2005, da stellen ech mat Erstaunen - muss ech soen - fest, dass d'OCDE mengt, d'wirtschaftlech Entwécklung géif d'nächst Joer ëm 4,5% wuessen; 4,5% fir d'nächst Joer - wat e ganz staarke Wuesstem wär. Wat ëmsou méi erstaunlech ass, wann ee kuckt, wat fir e Wirtschaftswuesstem déi nämlecht OCDE fir d'nächst Joer virausgesäit, nämlech fir Däitschland vun nëmmen 1,4% - or, mir wësse wéi déi eng Ekonomie mat där anerer zesummenhänkt -, fir Frankräich 2% a fir d'Eurozon 1,9%, also quasi dat nämlecht. Eise Wirtschaftswuesstem wär also dixit OCDE duebel esou héich wéi dee vun der Eurozon. Ech mengen, dass mer gutt dru gedoen hunn, eng virsiichteg wirtschaftlech Croissancehypothes fir de Budget vum Joer 2005 virzegesinn. 3,5%, dat ass optimistesch, mä awer zugläich virsiichteg, well et awer eng ganz Rei Inconnuë ginn.

Éischtens d'Evolutioun vun der Eurozon - vun där ech elo grad geschwat hunn.

Zweetens de Pëtrolspräis, deen op engem Niveau ass, dass eng Brems fir d'wirtschaftlech Entwécklung an Europa weider besteet. D'Héicht vum Euro, déi och ganz sécher der Exportindustrie d'Liewen net wäert einfach maachen.

Et bleift Onstabilitéit an der Welt. En Evénement, wat mer net hoffen, mä wat zu all Moment kënnt antrieden, wéi en terroristescht Attentat, géif eng zousätzlech an immediat Brems op d'wirtschaftlech Entwécklung an Europa an an der Welt hunn, an d'Kompetitvitéit vun der europäescher Ekonomie ass, dat beweisen all déi Rapporten, déi zu Bréissel oder soss entzwousch eraus kommen, net déi déi se misst sinn, fir dass mer eng staark Croissance hunn. Duerfir mengen ech, dass mer géinge gutt drun doen, an eiser Analys vun der wirtschaftlecher Situatioun virsiichteg ze sinn.

Et si ganz vill Inconnuen, och wann een dierf moderéiert optimistesch an dat nächst Joer, wat d'wirtschaftlech Entwécklung ugeet, erakucken. Mä souguer wann een d'wirtschaftlech Entwécklung relativ optimistesch ka kucken, da bleift, datt mer konfrontéiert si mat enger Situatioun bei der Betribsbesteierung, déi net direkt, traditionell net direkt, der wirtschaftlecher Entwécklung Rechnung dréit.

D'Steiere vun de Betriber hänken dovun of, wéi vill déi Betriber investéieren; d'Steiere vun de Betriber hänken dovun of, wou e Grupp an engem gewëssene Moment besteiert gëtt, an dofir kann een och net automatesch, wéi Verschiddener dat maachen, d'Bilanë vun de Banke liesen a kucken, wat se als Provisioun fir Steiere virgesinn hunn, well en Deel, e groussen Deel heiansdo, vun deene Steieren am Ausland bezuelt gëtt. Dat sinn also net Suen, déi direkt an de Statsbudget fléissen. An, et ass ganz kloer, datt d'Kierperschaftssteier mat engem gewësse Retard sech bemierkbar mécht an dem Statsbudget. Dofir huet eng méi staark wirtschaftlech Croissance, déi mer fir d'nächst Joer gesot kréien a vun där mer och hoffen datt se kënnt, net direkt déi Incidenz op de Statsbudget. An dofir plädéiere mer fir Prudenz an der Budgetspolitik a mer plädéieren zugläich dofir, datt mer bei deem Prinzip bleiwen, datt mer eis um mëttelfristege Wirtschaftswuesstem orientéieren, a wa mer dat ronderëm 4% usiedelen, ech mengen dann hätte mer enger ganzer Rei vun Incertitudë Rechnung gedroen.

De Budget vum Joer 2004, dat ass deen dee mer amgaange sinn ze exécutéieren, beweist, datt d'wirtschaftlech Situatioun e bësse besser ass wéi déi vun 2001, 2002 an 2003, an deem Sënn datt mer mierken, datt mer Enn Oktober scho 85% vun deene virgesinnene Recetten eran haten, datt mer op der Dépensësäit ganz rigoros waren an datt mer dofir héchstwahrscheinlech an enger reng nationaler - ech preziséieren - an enger reng nationaler Budgetsoptik dervu kënnen ausgoen, datt mer de Budget 2004 wäerten am Equiliber opkréien. Et ass kloer, dass no enger Maastrichtanalys, wou mer also d'Dépensë vun de Fonge mat berücksichtegen a just nëmmen déi Recetten, déi an deem Joer erakommen, datt mer do och am Joer 2004 mat engem Defizit, allerdéngs engem ganz klengen Defizit wäerten ofschléissen. Dat gesi mer awer eréischt an deenen nächste Méint, well déi lescht Méint vum Joer traditionell an der Steierpolitik ontypescher sinn, well verschidde Steierofrechnungen Enn des Joers engem méi Kloerheet iwwert déi richteg Situatioun vun de Steiere bréngen.

Ech géif gären e puer Wuert zu de Recettë soen an duerno eng Analys maache vun der Croissance vun den Dépensen an dem Inhalt vun deenen Dépensen. Et kann ee selbstverständlech fir d'éischt - an dat ass eng philosophesch Diskussioun bei all Budgetsopstellung - kucken, wéi vill Recetten een huet an da fixéiert een d'Dépensen. Et kann een awer och kucken, wat fir eng Ausgaben de Stat maache soll, an en fonction dovunner fixéiert een dann d'Steierlaascht.

Am Fong hunn ech eng Preferenz fir déi zweeten Theorie, nämlech fir d'éischt kucken, wat de Stat finanzéiere soll, an dann d'Steiere fixéieren. An dëser Situatioun mengen ech awer, datt mer deen ëmgedréintene Wee musse goen, nämlech well et fir d'Wirtschaft schlecht wär, wa mer an dësem Moment géifen d'Steieren héijen. Dofir si mer gezwongen, eis un d'Situatioun vun de Steiere fir d'éischt erunzetaaschten, ier mer kucke wat mer mat deene Suen, an nëm-

men deene Suen déi do erakommen, kënne finanzéieren.

D'Recetten am Budget 2005 - Dir hutt dat gesinn an deene Chifferen, déi Der an deene leschte Méint besonnesch an der Finanzkommissioun studéiert hutt - klammen d'nächst Joer ëm 8%. Dat ass eng staark Progressioun, mä et ass wichteg, datt ee se am Detail analyséiert. Mir hunn en chiffres absolus dräi grouss Steierkategorien: d'Kierperschaftssteier, déi vun de Betriber bezuelt gëtt, d'Gehältersteier an d'TVA. Wann een déi Steiere kuckt fir d'nächst Joer, da gesäit een, datt mer am Budget vum nächste Joer d'TVA als déi héchste Steierkategorie en chiffres absolus vun deenen dräi Steieren agesat hunn. Dat huet mat enger ganzer Rei vu Phenomeenen ze dinn - och der Usiedelung zu Lëtzebuerg vu Betriber am elektronesche Commerce, mä et ass awer virun allem och well d'Kierperschaftssteier erofgaangen ass, well d'Kierperschaftssteier par rapport zu deem nämlechte Montant vun der Kierperschaftssteier vun deene leschte Joren elo eréischt op deem Niveau ass, vun deem mer viru fënnef Joer waren. Dat heescht, contrairement zu anere Steierkategorië stagnéiert d'Kierperschaftssteier.

Wann ee kuckt zum Beispill - an dat ass net oninteressant -, wéi d'Kierperschaftssteier an der Period 1995 bis 1999 évaluéiert huet, do ass déi Steier geklommen ëm 44% iwwert déi ganz Period. An der Period 2000 bis 2004 ass se nëmmen ëm 9% geklommen. Doranner läit eng ganz grouss Schwieregkeet vun der Lëtzebuerger Finanzpolitik, nämlech déi, datt d'Kierperschaftssteier aus Grënn vun Ofschreiwungsméiglechkeeten, aus Grënn vu Besteierung, déi am Ausland gemaach gëtt, aus Grënn awer och vun der nebulöser wirtschaftlecher Entwécklung, aus villen anere Grënn och nach, net méi dat erabréngt, wat se an deene Jore virdrun erabruecht huet.

Wann een awer iwwert déi fënnef Joer kuckt, da gesäit een, datt déi lescht fënnef Joer déi dräi Steierkategorien - d'Kierperschaftssteier, d'Gehältersteier an d'TVA - en chiffres absolus fir déi ganz Period quasi déi nämlecht Zomm erabruecht hunn: ronn sechs Milliarden Euro jee fir déi dräi Kategorië vu Steieren. Et sinn also déi dräi Steieren do, déi mer ganz enk am A behale mussen. D'Fro ass dofir, ob een den Niveau vun der Fiskalitéit vun den Entreprisë kann oder soll änneren. Et ass wichteg an der Analys vun der Konkurrenzfäegkeet vun de Betriber, datt d'Betriebsbesteierung, déi mer an deene leschte Jore substanziell erofgesat hunn, an dësen Zäiten net eropgeet.

D'Lëtzebuerger Regierung ass net der Meenung, datt et gutt wier, wann et an Europa zu enger Course no ënnen an der Betriebsbesteierung géif kommen, well Länner och eng ganz Rei vun Infrastrukture an och eng Sozialpolitik finanzéiere mussen. Dofir muss een, wann een iwwert d'Betriebsbesteierung schwätzt, selbstverständlech och ëmmer déi aner Contraintë vun engem héich entwéckelte Stat, déi och noutwendeg sinn fir d'Konkurrenzfäegkeet vun der Ekonomie, berücksichtegen.

Et geet jo net duer, datt een an engem Land de Steiersaz op e gewëssenen Niveau fixéiert, fir datt all d'Betriber an dat Land kommen. D'Betriber kucken och Facteure wéi d'Steiersécherheet - Ännert all Méindeg Moien de Steiersaz? Et gëtt gekuckt, wéi d'Stabilitéit ass, och déi sozial Stabilitéit an engem Land. Et gëtt gekuckt, wéi d'Infrastruktur - Stroossen, Schoulen, Kultur- a Sportsinfrastrukturen - ass. Wat ass den Know-how, deen op enger gewëssener Plaz besteet? An et ass d'Gesamtanalys vun all deene Facteuren, déi mat sech zitt, wou e Betrib sech usiedelt. Mä et ass och richteg, datt de Steiersaz doranner eng Roll spillt, an et ass duerfir, datt déi viregt Regierung de Kierperschaftssteiersaz op 22% gesenkt hat, woumat een zu enger Gesamtbesteierung vun 30%, wann ee lokal an aner Steieren dobäirechent, kënnt.

De Budgetsrapporter huet gëschter hei eng Reflexioun gemaach, ob een net d'Kierperschaftssteier erofsetze soll, zugläich awer - e Saz, dee gären iwwerhéiert gëtt - d'Assiette, d'Basis, déi besteiert gëtt, verbreeden an d'Abattementen, d'Bonificatiounen an aner Ofschreiwungen ofschafen. Dat ass eng Debatt, déi ee sécher ka féieren an déi och am Ausland oft geféiert ginn ass. Wann een dat allerdéngs mécht, da gëtt ee sech e wichtegt Steierlenkungsinstrument aus der Hand. Déi viregt Regierung hat probéiert dat bei de Privatpersounen ze maachen, mat der Steier erofzegoen a sämtlech Abattementen ofzeschafen. Bei deem éischten Abattement, dee mer wollten ofschafen, hu mer gemierkt, datt dat net nëmmen zu groussem Zodi géif féieren, mä datt mer virun allem domadder e wichtegt Instrument vun der Politik aus der Hand géife ginn, wat nämlech wëllt, datt d'Betriber oder d'Leit duerch steierlech Elementer zu engem gewëssene Comportement féieren.

D'Fro zum Beispill bei de Privatpersoune war, ob een d'Abattementë sollt ofschafen, déi d'Leit encouragéieren ze spueren; ob ee soll d'Ofschreiwungsméiglechkeeten ofschafen, déi d'Leit hunn, wa se Sue léine gi fir en Haus ze bauen; ob ee soll d'Abattementen ofschafen, déi Méiglechkeeten, déi d'Leit hunn, wa se Donë maachen u gewëssen Netregierungsorganisatiounen. A mir si séier zur Konklusioun komm, datt an der Theorie et gutt wär, wann ee kënnt e ganz niddrege Steiersaz hunn an absolut keng Abattementen, mä datt dat steierpolitesch net dee Wee wär, dee mer wéilte goen.

An datselwecht gëllt fir déi Diskussioun ronderëm d'Betribsbesteierung. Et kann een dat sécher analyséieren, et kann een dat studéieren an et wär interessant ze héieren, wat d'Betriber dozou soen, well eng ganz Rei vu Banke si ganz Demandeur fir grad déi Ofschreiwungsméiglechkeeten do ze hunn, an déi wären net frou wann duerch eng generell Ofschafung, notamment vun enger ganzer Rei vu Bonifikatiounen, hir Steierlaascht héchstwahrscheinlech géif eropgoen.

Déi meescht Betriber fannen, datt déi aktuell Situatioun vun eisem Steiersaz mat deene Méiglechkeete vun den Ofschreiwungen an de Bonifikatiounen, wann een alles analyséiert an net nëmmen an der Zeitung d'Tafel kuckt vun de Steiersätz, en fait eng positiv Situatioun ass, an duerfir misst een, wann een op esou ee Wee wëllt goen, ganz am Detail mat de Betriber kucken, wat dat a puncto Steierbelaaschtung géing änneren. Eis Impressioun ass et, datt dat fir eng ganz Rei Betriber zu enger méi héijer Steierbelaaschtung géing féieren.

Eist Haaptargument ass, datt mir gären d'Steierlenkungselement vun der Politik géinge behalen an duerfir Betriber encouragéieren ze investéieren an duerfir kënne manner Steieren ze bezuelen, datt mer gären hätten, datt mer iwwert d'Steierpolitik verschidde Saachen erreechen.

D'Géigenargument, an dat schwätzt fir e méi nidderege Steiersaz mat Ofschafung vun den Abattementen an aneren Ofschreiwungsméiglechkeeten, ass selbstverständlech d'Visibilitéit, déi en nidderege Steiersaz huet, wann ee vereinfacht d'Tableaue kuckt, wéi vill de Steiersaz a verschiddene Länner ass.

Dir wësst, datt e Land wéi d'Slowakei op 19% seng Steiere fixéiert huet, zugläich awer elo ganz grouss Finanzéierungsschwieregkeeten huet fir Infrastrukturen op den Niveau vu Westeuropa ze maachen an och d'Betriber net richteg zum Investéiere kritt. Mir mengen, datt ee scho muss nom Aspekt vun der Visibilitéit vun de Steiersätz kucken, an duerfir hat d'Regierung an der Regierungserklärung gesot, wéi se déi Fro wëllt klären. An déi Fro ass och haut nach am Liicht vun deem ze gesinn, wat de Statsminister hei am Numm vun der Regierung zur Betribsbesteierung gesot huet, ech zitéieren: „D'Steiersätz hirersäits maache keng grouss Spréng", sot de Statsminister, „guer keng no uewen, klenger no ënnen. D'Steierlaascht vun de Privatpersoune ka periodesch un d'Inflatioun ugepasst ginn, déi vun de Betriber ka liicht ofgesenkt ginn, fir datt mer op der europäescher Steierskala wettbewerbsfäeg bleiwen."

Ech mengen duerfir, datt déi Propositiounen, déi hei gemaach gi sinn, sécher zu enger Reflexioun an zu enger Debatt mat allen Acteur-économiquë soll a ka féieren; iwwregens gëtt et jo och eng Debatt an Europa, wat iwwerhaapt d'Assiette soll sinn, déi besteiert gëtt, fir emol d'Comparabilitéit vun deenen eenzelne Steieren an Europa méiglech ze maachen, mä et misst ee virun allem emol vun de Betriber och dann héieren op wat fir eng Bonifikatiounen an Abattementen an anerer si bereet wären ze verzichten. Well et muss ganz kloer sinn - an dat huet Äre Rapporteur och gëschter hei gesot -, datt en fin de compte net manner Steieren dierfte fir de Stat erakommen.

An ech mengen och, an dat ass déi Gefor vun där Propositioun, datt eng ganz Rei Betriber géingen en fin de compte méi Steiere musse bezuelen an domadder manner konkurrenzfäeg wären. D'Regierung wäert also bei deem bleiwen, wat mer an der Regierungserklärung gesot hunn an, le cas échéant, no Analys vun de Steieren an alle Länner vun der Europäescher Unioun, eng punktuell Adaptatioun maache fir vläicht liicht ënner 30% an der Gesamtbesteierung ze kommen.

Ech hunn d'Privatpersounen elo grad kuerz ugeschnidden an deem Saz, deen ech aus der Regierungserklärung zitéiert hunn. Och do gëllt dat, datt mer bei der Steierbelaaschtung, déi mer fir de Moment hunn, wëlle bleiwen, well mer mengen, datt se sozial gerecht ass. Ganz vill Leit an dësem Land bezuele keng Steieren. Si ass och konsumfördernd an deem Sënn, datt d'Leit hei zu Lëtzebuerg contrairement zu alle Länner ronderëm vill méi netto erauskréien an domadder kënne consomméieren. Mir mengen och, datt an dësem Moment et duerfir net gutt wär, wann ee géing déi Steieren erhéijen.

Mir hunn am Kontext vun der Privatpersounebesteierung gesot, datt mer wëllen an dëser Legislaturperiod no der europäescher Quellesteier eng national Quellesteier aféieren, och dat fir d'Besteierung vun de Leit erofzesetzen, fir d'Spueren ze förderen, well haut wësst Der, datt d'Zënsbesteierung zesumme mam Akommes vun de Leit global besteiert gëtt mat deem do applicable Saz. Mir wëllen an Zukunft, fir d'Spueren ze encouragéieren, erofkomme vun deem allgemenge Saz, dee sech fir d'Leit applizéiert, an op eng Ofgeltungssteier vun 10% kommen. Ofgeltungssteier, dat heescht datt d'Leit déi Suen net méi brauchen ze deklaréieren, datt vun der Bank 10% ofgeféiert ginn, an duerfir bleift och fir d'Résidenten d'Bankgeheimnis bei esou enger Moossnam ganz bestoen.

Dës Quellesteier gëtt net 2005 ageféiert, fréistens 2006, well mir hunn ëmmer gesot, datt dat no der europäescher Quellesteier kënnt, déi méi héich ass. An et ass logesch, datt wann d'Leit näischt méi brauchen ze deklaréieren, wann een also d'Bankgeheimnis wëllt voll a ganz bäibehalen, datt dann och en contrepartie muss d'Verméigenssteier fir d'Privatleit ofgeschaaft ginn.

Och do géing ech gären nach eng Kéier d'Regierungserklärung, déi de Statsminister am Numm vun der Regierung gemaach huet, zitéieren: „Fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, bleift d'Bankgeheimnis bestoen an et gëtt eng Quellesteier vun 10% op de Spuerzënsen agefouert. Dës Quellesteier ass libératoire. Am Géigenzuch entfält d'Verméigenssteier fir d'Privatleit."

D'Zil vun dëser steierlecher Moossnam, déi wéi gesot héchstwahrscheinlech no 2006 oder 2006 kënnt, ass fir d'Steieren zu Lëtzebuerg esou ze gestalten, datt d'Spueren encouragéiert gëtt; duerfir wäerten och héich Abattementen ageféiert ginn. Wann dat als Nieweprodukt och nei Aktivitéiten am „private banking" zu Lëtzebuerg unzitt, da begréisse mer dat, mä dat ass net d'Haaptzil vun dëser Moossnam, mä selbstverständlech begréisse mer all Diversifikatiounseffekt, deen op der Finanzplaz duerch esou Moossname ka kommen.

Et ass wichteg, datt mer, wéi gesot, an deenen nächste Méint, an deenen nächste Joren an enger onsécherer Finanzsituatioun, an enger onsécherer wirtschaftlecher Situatioun d'Steierlaascht zu Lëtzebuerg net erhéijen. Dat wär konterproduktiv, esou tentéiert een och wär als Budgetsminister fir dat ze maachen, wann ee fir d'zweete Kéier hannereneen e Budget am Defizit dëser Chamber muss presentéieren.

Mä ech hu gesot e Budget ass ee Ganzt an ech hu sechs Ziler am Ufank vu menger Budgetsried genannt, an d'Wirtschaftspolitik muss ee Ganzt sinn, muss gekuckt ginn zesumme mat der Finanzpolitik, zesumme mat der Sozialpolitik, wann een e Budget mécht. A mir hätte gären, datt hei zu Lëtzebuerg d'Betriber sech weider kënnen ausdehnen, weider kënnen investéieren an d'Privatleit kënne weider consomméieren. An duerfir kënnt eng Steiererhéijung 2005 an 2006 bei den direkte Steieren net a Fro.

Mir hunn 2005, an dat hu mer bei der Budgetspresentatioun gesot, d'TVA um Bensin an op den Zigarette vun 12 op 15% gehéicht, gradesou wéi mer d'Contributions sociales um Diesel och mam Budgetsgesetz vun 2005 erhéijen.

Sécher sinn dat keng agréabel Moossnamen, an ech versti ganz gutt, datt wann e Micro-trottoir doriwwer gemaach gëtt, datt d'Leit doriwwer net frou sinn. Do bräicht een iwwerhaapt kee Micro-trottoir ze maachen, well dat wëssen och déi, déi esou Moossname proposéieren. Mä mir hu gemengt, datt an engem Moment, wou d'Gesondheetskäschte klammen, wou nei Obligatiounen am Ëmweltberäich op eis zoukommen, datt et net abwegeg wär grad op deenen dote Produkter, wou mer wäit ënnert deenen anere Länner leien, wat souwuel d'Besteierung wéi den Endpräis ubelaangt, géingen eng liicht Adaptatioun maachen, well Dir wësst, datt den TVA-Saz vun 12% am Fong net deen normale Mindestsaz an der Europäescher Unioun ass, deen ass 15%, dat wësse mer jo och bei all deenen anere Produkter. Hei hätte mer also nach ëmmer en Taux parking vun 12%.

Et bleift och dobäi, datt trotz där Augmentatioun Lëtzebuerg wäitaus méi bëlleg an deenen dote Produkter ass wéi eis Nopeschlänner. Wéi mer déi Augmentatioun do gemaach hunn, deemools huet de Bensin zu Lëtzebuerg 0,94 Euro kascht an zum Beispill an Däitschland 1,20 Euro, a Frankräich 1,10 Euro, an der Belsch 1,16 Euro. Et gesäit een also, datt do nach e ganz groussen Différentiel bleift.

Ech soen lech och, datt mir zum Beispill mat der TVA vun 12% op 15% eropginn, datt d'Belsch en TVA-Taux vun 21% um Bensin huet. Mir hei ginn op 15%. Wann een also mat där Moossnam net total zefridden ass, wann ee se kritiséiert, da muss een och kucke wéi d'Situatioun an deem dote Beräich an den Nopeschlänner ass.

Déi Moossnam do bréngt dem Statsbudget awer 40 Milliouen Euro eran an de Fonds pour l'Emploi, dee selbstverständlech an enger schlechter ekonomescher Situatioun och vill Ausgaben ze tätegen huet, a mir mussen dofir suergen, datt dës Augmentatiounen, do wou dat iwwert de gesetzgeberesche Wee nach net geschitt ass, indexneutral sinn. Bei der Contribution sociale, déi um Diesel opgehuewe gëtt, ass dat souwisou schonn de Fall. Bei deenen aneren duerch ëmwelt- a gesondheetbedéngten Erhéijunge musse mer déi diesbezüglech gesetzlech Schrëtter nach ënnerhuelen.

An deem Kontext géing ech och gären e Wuert soen zu deem wat generell ënnert Tanktourismus gesot gëtt, op dat och gëschter de Budgetsrapporteur, den Här Mosar, agaangen ass.

Éischtens rappeléieren ech nach eng Kéier, datt mer et hei mat enger harmoniséierter europäescher Steier ze dinn hunn. D'TVA ass zënter 1991 harmoniséiert. De Mindestsaz ass 15%. Mir bleiwen also beim Mindestsaz. Mir gi just vum Taux vun 12% fort, fir op 15% ze kommen.

Zweetens, an dat huet den Ecofin-Conseil virun engem Joer décidéiert, datt mer am Accisëberäich eis mussen iwwert déi nächst zéng Joer openeen zoubewegen an datt mer am Accisëberäich beim Bensin och mussen eis Präisser no uewen unhéijen. Et gëtt keng total Harmonisatioun, mä et gëtt eng Unhéijung.

D'Fro ass gëschter an dësem Kontext gestallt ginn, ob deen Tanktourismus dem Land eppes géif bréngen, wëssend datt mer och grad am Beräich vun der Ëmwelt - Kyoto ass do d'Stéchwuert - mussen eng ganz Rei Dépensen tätegen.

Ech wëll lech soen, datt fir mech aus enger finanzieller Siicht an och esouguer aus enger Ëmweltsiicht d'Fro liicht ze beäntwerten ass.

De Pëtrolsverkaf zu Lëtzebuerg bréngt eis pro Joer u Steiere ronn 600 Milliounen Euro an. Den Zigaretteverkaf, deen domat zesummen hänkt, well ganz vill bekanntlech op den Tankstelle verkaaft gëtt, bréngt eis pro Joer ronn 400 Milliounen Euro eran. Dat ass also eng gesamt Recette pro Joer vu ronn enger Milliard Euro.

Kyoto wäert eis, quitte datt dat nach muss am Detail iwwert déi nächst Jore méi prezis gerechent ginn, eng 30 Milliounen Euro kaschten. Wann een also déi eng Milliard par rapport zu deenen 30 Millioune kuckt, ech mengen dann ass déi Fro, déi hei opgeworf ginn ass, mat de Chiffere schnell beäntwert.

An ech soen dobäi, wann ech dat als Budgetsminister dierf, datt den Tanktourismus an d'Ofschafung, dat heescht, wa mer géingen eise Präis d'selwecht maache wéi d'Nopeschlänner, net dozou géing féieren, datt da kee méi géing tanke goen. Et wier da just esou, datt déi belsch, däitsch an hollännesch Camionen, déi hei zu Lëtzebuerg tanken, bei sech am Land géingen tanken. Mir hätten also domat net dofir gesuergt, datt op eemol kee Camion méi géif iwwert d'Autobunn fueren, mä e géing just op enger anerer Plaz tanken, an dofir mengen ech muss een dat an der Siicht vun engem europäesche Maart kucken an nët nëmmen an der Siicht vum Lëtzebuerger Maart.

Sécher musse mer Energie spueren, mä datt mir just zu Lëtzebuerg géingen d'Präisser erhéijen an domadder mengen, datt mer dann an

Europa géinge manner Bensin verkafen, ech mengen datt dat net richteg wär.

Eis Steiersituatioun ass charakteriséiert duerch eng stagnéiert Kierperschaftssteier. Et ass eng déi charakteriséiert ass duerch méi e staarkt Uklamme vun der TVA, wou mer deen niddregste Saz hunn an Europa an och dee wëllen halen, mä d'TVA gëtt d'nächst Joer eis haapt Einnahm, an ech soen et nach eng Kéier, de Fait, datt mer eng Rei Betriber am elektronesche Commerce konnten usiedelen, dréit wesentlech, voire ausschliesslech dozou bäi, datt déi Steier sech esou positiv entwéckelt huet, grad esou wéi vläicht och de Fait, datt d'Lëtzebuerger vill méi consomméiere wéi an deenen anere Länner, an dat ass well mer eng Politik gemaach hunn, esouwuel am Sozialberäich wéi am Steierberäich, déi de Leit netto méi léisst, wéi dat an den Nopeschlänner de Fall ass. An deem Kontext muss een och aner sozial Mesurë gesinn, déi an deene leschte Woche presentéiert gi sinn. Et ass ganz kloer, datt d'Leit zu Lëtzebuerg méi Revenu disponibel hunn, doduerch méi ausginn, an dat mierkt een am Konsum an d'TVA ass eng Indikatioun dofir.

Mä mir musse wëssen, datt mer mat enger Situatioun konfrontéiert sinn, déi net der wirtschaftlecher Entwécklung direkt Rechnung dréit. Ech hunn dat uganks scho gesot. Ech wëll dat hei nach eng Kéier am Kontext vun de Steiere rappeléieren. D'Steiere wuessen net mat därselwechter Vitesse wéi d'Croissance économique, an op där anerer Säit kréie mer héchstwahrscheinlech mat der Kierperschaftssteier net méi dat erëm, wat mer an de Boomjoren hate vun der Finanzplaz, duerch Ofschreiwungsméiglechkeeten, duerch europäesch Gruppen, Steierstrukturen an däersgläiche méi.

Mat deem Wësse géing ech gär e puer Wuert iwwert d'Dépensësäit soen, well ech hu virdru gesot, et kann een net méi Suen ausgi wéi déi, déi een erakritt, plus déi, déi een a Reserven ugeluecht huet.

De Wuesstum vun den Dépensen ass substanziell. Doriwwer ass gëschter hei och geschwat ginn. Dat erkläert sech duerch eng Rei vu Phenomeener, dorënner datt mer d'Hypothèse de croissance, déi mer agesat hate fir de Budget vun 2004, vill méi niddreg agesat hate wéi se sech elo im Nachhinein schéngt ze entwéckelen, wat zur direkter Konsequenz huet, datt wann d'wirtschaftlech Evolutioun méi schnell ass, notamment wa méi Aarbechtsplaze geschaaft ginn, datt alles dat wat mir an d'Pensiounskeessen an an d'Krankekeessen contribuéieren, automatesch zu enger vill méi héijer Belaaschtung vum Stat féiert, andeem wat mer an d'Pensiounskeessen, d'Krankekeessen an och d'Familljenzoulage contribuéieren, an déi Croissance hate mer am Budget vun 2004 net an deem Mooss agesinn.

Wa mer also elo vergläichen de Projet de budget vun 2004 mam Projet de budget vun 2005, dann hu mer eng Croissance vu bal 9%. Wa mer awer de Budget, esou wéi mer een elo wäerten ausféieren, trotz dem Fait, datt e wäert am Equiliber sinn, mam Projet de budget vun 2005 kucken, dann hu mer eng Croissance vun eppes méi wéi 4%, an ech mengen dat wär der wirtschaftlecher Entwécklung Rechnung gedroen.

Mir hunn an deem Budget ganz héich Investitiounsausgaben, 803 Milliounen, esouwuel Fongenausgabe wéi direkt Budgetskapitalausgaben, 803 Millioune fir Infrastrukturen ze bauen. Dat sinn 11% vun de Gesamtausgabe vum Stat oder 3% vum PIB. Ech mengen, dat ass fir d'Wirtschaft ganz wichteg a mir wëllen op deem héijen uniquen Taux an Europa bleiwen.

Mir hunn doniewent selbstverständlech och courant Ausgaben, an et gehéiert bal zum gudden Toun, datt jidderee seet, et ass jo tipptopp datt se héich Investitiounsausgaben hunn, mä d'courant Ausgabe vum Stat mussen awer niddreg sinn.

A wann een dat dann hannerfreet, da kënnt meeschtens net méi vill, well dat hannerfroen heescht ze kucken, wat sinn dann déi courant Ausgabe vum Stat.

An dofir mengen ech datt et gutt wär, datt een déi emol e bëssen am Detail kuckt. Aus wat setzt sech eise Budget courant zesummen? A wann een dat emol vergläicht mat der Situatioun, déi mer virun 10 Joer haten, do ass zum Beispill d'Fro vun de Gehälter beim Stat. Wivill hunn d'Gehälter an d'Pensioune beim Stat fréier am Budget representéiert a wivill representéieren déi haut am Budget?

Ech huelen 1995, well dat einfach op zéng Joer gekuckt ass.

1995 hunn d'Gehälter an d'Pensioune vum Stat 23% vun de Gesamtdépensë vum Budget ausgemaach, elo 20%. Iwwregens ass et déi lescht Joren ëmmer bei 20% bliwwen. Dee Posten ass also net geklommen. Dobäi soen ech awer, och déi, déi dee Montant ze héich fannen, sinn awer ganz oft déiselwecht, déi bei alles reklaméiere wat beim Stat net gutt fonctionnéiert. Mir wëssen, datt mer an enger Rei staatleche Servicer méi Leit mussen astellen: Enseignement, Police. Esoubal iergendeng Affär verjährt, kréien ech als Justizminister eng Question parlementaire wou gesot gëtt, et géifen net genuch Leit an der Police judiciaire schaffen. An esou ginn et x Servicer, déi mer nach musse weider ausbauen. Dat kascht natierlech Suen. Dat si courant Dépensë vum Stat. Wann een awer seet, d'courant Dépensë mussen erofgeschrauft ginn, da muss ee soe wou een dat mécht. Mir mengen, dass mir bei de Salairen a Pensioune mat 20% vum Gesamtbudget besser leie wéi Nopeschlänner an dass dat adequat ass. D'Dépenses de consommation ausserhalb vun de Salairen; dat ass also dat, wat de Stat brauch fir ze fonctionnéieren. Déi sinn och iwwer 10 Joer stabel bliwwen. Déi louche bei eppes 7% a sinn och haut nach bei 7%.

D'Salairen also sinn an der Gesamtmasse vun den Dépensen erofgaangen, d'Dépenses de consommation hors salaire si bliwwen an et sinn dräi Kategorien eropgaangen, dat sinn d'Transferten un d'Entreprisen, d'Transferten un d'Ménagen an d'Transferten an d'Investissementer. D'Transferten un d'Entreprisë si vu 7% op 8% geklommen, déi un d'Ménagë si vun 10% op 11% geklommen an d'Investissementer si vun 8% op 9,5% geklommen; do gesäit een also wou d'Dépensë gemaach gi sinn. Déi Transferte sinn also virun allem där, déi un d'Haushalter gaang sinn, dat sinn zum Beispill d'Kannergeld, dat sinn all déi Aiden, déi mer am Beräich vum Logement gemaach hunn. Alles dat schléit am courante Budget zu Buch an dofir, wann ee seet, déi courant Ausgabe vum Stat mussen erofgoen, da muss ee ganz genau wësse wat dat heescht.

Mir mengen net, dass een an deem dote Beräich sollt erof goen, well dat erëm eng Kéier d'Ekonomie ukuerbelt an de Leit hire Liewensniveau verbessert. Dat heescht net, dass een automatesch ka sou weiderfueren, wéi mer et bis elo gemaach hunn. Mir stelle fest - an dat erkläert zum Deel och déi staark Croissance fir d'nächst Joer -, dass déi Automatismen, déi mer hunn an der Sécurité sociale, eis Contributioun bei de Pensiounen, bei de Krankekeesen, am nächste Budget eng Croissance vu 7% mat sech zéien. Sécher ass dat e Facteur vu sozialer Gerechtegkeet, sécher huet dat en ekonomeschen Impakt, well wann d'Leit Sozialleeschtunge kréien, hu se méi Netto-Verdéngscht a kënnen domat méi consomméieren.

Mä mir mussen eng Debatt driwwer féieren, wie wéi vill bezilt fir wat eraus ze kréien; en tenant compte vun deem, wat ech virdru gesot hunn. Well et ass ganz kloer, dass wa mer dat op engem Kuch kucken, wat mer als Dépensen hunn, da gesäit een - dat gesidd der héchstwahrscheinlech am Sall net -, dass dee gielen Deel hei vun deem Tableau ganz kloer weist, dat sinn eis Dépensen un d'Sécurité sociale, an dass dat mat 28,7% dee gréisste Block ass vun den Dépensen, déi mer hunn. Mir hunn 28,7% Dépensen un d'Sécurité sociale a wann een de gesamte Sozialbudget hélt, da komme mer op 44%. Dat ass natierlech gewalteg. Wéi gesot, mir mengen dass dat net falsch wär, mä dass een awer muss en Fonctioun vun deem, wat ech och bei de Steiere gesot hunn, verschidde Réorientatioune maachen, well et stinn eng Rei Erausfuerderunge virun der Dier.

Elo ginn et der, déi wëllen déi, déi d'Budgetspolitik maachen, tëscht deenen dividéieren, déi fir d'Wirtschaftspolitik wären, an déi, déi fir d'Sozialpolitik wären. Wann een nämlech eng Reflektioun mécht iwwert de Sozialbudget, da gëtt direkt gesot, gemengt, vermutet, dass ee géing wëllen d'Sozialausgabe kierzen. Mir sinn net der Meenung, dass wann een esou Reflektioune mécht, dass een de Sozialstat soll ofbauen, mä dass een nach muss iwwert e Rééquilibrage no soziale Kritären kënnen haart nodenken. Et muss ee kënnen nodenken, ob een net en Ëmtässelen am Sozialbudget mécht, wëssend zum Beispill, dass och an deenen nächste Joren d'Finanzlaascht, déi op der öffentlecher Hand läit am Beräich vun der Gesondheet, wäert klammen.

D'Gesondheet kascht ëmmer méi an d'Gesondheet gëtt ëmmer méi sophistikéiert. Wann een also dee Sozialbudget huet, muss ee kucke wat fir engen Elementer een absolut Prioritéit gëtt. Ech menge mir kommen net derlaanscht, fir an deenen nächste Joren och weiderhin d'Gesondheetspolitik, Infrastrukturen a Fonctionnementer, sou wéi an deene vergaangene Joren, weider finanziell ze encouragéieren. An do muss och d'Fro ëmmer erëm gestallt ginn, sou wéi se och bei der Quadripartite undiskutéiert ginn ass, wéi se weider wäert diskutéiert ginn, vun eege Bedeelegungen.

A bei den Investitiounen - an dofir soen ech et - kann een dat soziaalt vun deem ekonomeschen net trennen, well et muss een, fir Sozialpolitik kënnen ze finanzéieren, Betriber hunn, déi fonctionnéieren. Déi Betriber mussen eppes erwirtschaften, déi Betriber musse Steiere bezuelen. Ech hunn iech gesot, dass mer net d'Steiere wëllen eropsetzen, mä mir musse kucken, dass déi Betriber konkurrenzfäeg bleiwen, a mir mussen och kucken, dass déi Betriber Optreeg hunn. An dofir wëlle mer d'Investitiounen op engem héijen Niveau halen. An dofir musse mer kucken, wa mer keen Ofbau vum Sozialstat wëllen hunn, mä e Rééquilibrage, dee mer mussen diskutéieren, an d'Investitiounen op engem héijen Niveau halen, wëssend awer dass d'Steieren deem net esou permanent nokommen an dass eis Reserve lues a lues ofhuelen, wéi mer domat eens ginn.

Eis Meenung ass an deem dote ganze Kontext, dass mer mussen dofir suergen, dass mer d'Investitiounsausgabe par rapport zum Gesamtbudget net klamme loossen, mä plafonéiere mussen, an dass mer och am Sozialbudget musse versichen déi Gesamtausgaben ze stabiliséieren. Stabiliséiere vun de Sozialausgaben a Stabiliséiere vum Investitiounsvolumen, wa mer dat géingen erreechen, hätte mer scho Wesentleches geschafft, dann hätte mer näischt ofgebaut, mä mer géifen op deem Niveau stoe bleiwe wou mer waren.

Firwat brauche mer dat, och wa mer eng Croissance kréien? Mir brauchen dat, well nei Obligatiounen op de Stat zoukommen, well mer Margë brauchen, fir kënnen nei Aufgaben ze finanzéieren, an déi Margen hu mer fir de Moment net, wa mer weider d'Sozialausgaben a weider d'Investitiounsausgabe klamme loossen.

Wat sinn där couranter Ausgaben, déi nei op eis zoukommen - an ech soen dat grad all deenen, déi plädéieren, dass courant Ausgabe missten erofgoen? Mir hunn nei courant Ausgaben am Beräich vum öffentlechen Transport; wat ee méi Schinnen a méi Zich fuere léisst, wat dat och d'öffentlech Hand méi kascht. Mir hunn nei Ausgaben am Beräich vun dem Encadrement vun de Kanner no der Schoul; dat sinn Aufgaben, déi de Stat fréier net hat. Dat kascht de Stat, d'öffentlech Hand, well d'Gemengen hunn och do eng Responsabilitéit, enorm vill nei Suen. Mir hunn, ech hunn dat lo grad ugeschwat, beim Numerus clausus bei der Zuel vun de Statsbeamten a verschiddene Secteure sécher nach Nohuelbedarf. Mir hunn de ganze Beräich vun der Informatisatioun vum Stat vun eLëtzebuerg, vun eGovernment, wou mer an deenen nächste Joren nach mussen e ganze grousse Schrack no vir kommen; dat kascht enorm Zomme Suen.

An ech soen Iech, Dir Dammen an Dir Häre Deputéierten, ech weess net wou mer déi Suen hierhuelen, wa mer net an deenen zwee anere Beräicher net ofbauen, mä stabiliséieren. Ech hätt also gären, och an dëse Wochen, dass mer eng Diskussioun iwwer all d'Elementer vum Sozialstat hunn, fir de Käschtepunkt ze stabiliséieren - d'Gesondheet, d'Familljenzoulagen, d'Fleeg, d'Pensiounen -, fir dass mer plafonéieren, net ofbauen, an domadder, wéi gesot, nei Margë kréien.

Ech hu geschwat vun neie Beräicher a géing och gären nach eng Kéier op d'Ëmweltpolitik zréckkommen, op déi ech scho virdrun am Beräich vun den Tankeinnahme geschwat hunn. Et ass ganz kloer, dass mir eng Responsabilitéit an der Welt hunn an dass mir och eng Responsabilitéit heiheem an dobaussen am Beräich vun der Ëmwelt hunn. Jo, déi ganz Kyotomechanismë kaschte Suen. A wa se am Budget vum nächste Joer, souwuel dat nationaalt wéi dat internationaalt, wat mer do maachen, eréischt mat 7 Milliounen zu Buch schloen, da wäert dat dat Joer duerno oder déi Joren duerno bis op 30 Milliounen eropgoen. Mir denken, dass dee Finanzéierungsfong fir Mechanismë vu Kyoto eppes 20 Milliounen Euro pro Joer wäert kaschten an dass dat, wat mer am Kader vun den nationale Moossname vum Stat aus maachen, eng 10 Milliounen Euro wäert kaschten. Do sinn also grouss Zomme Suen, déi mer mussen zur Verfügung hunn an deenen nächste Joren, fir déi doten Obligatiounen, déi mer och fräiwëlleg als Land agaange sinn, och kënnen ze respektéieren.

Et muss een also iwwer sou Dépensë kënne schwätzen, grad sou wéi een an engem konstruktive Geescht muss kënnen, och aus der Siicht vun Ëmweltpolitiker an aus der Siicht vu Finanzpolitiker, iwwer Moossname schwätzen, wéi déi am Beräich vun der Fotovoltaik, déi och de Budgetsrapporteur gëschter hei ugeschwat huet.

Deen aktuelle System huet aus der Siicht vun der Finanzpolitik zu engem iwwerhéichte Käschtepunkt gefëiert, deen et zugläich net - an dat ass am Fong dat, wat een als Finanzpolitiker bedauert - zu engem massiven Uwuesse vun eisem Undeel un den alternativen Energië bruecht huet. De Moment leien - an eis Chiffere si méi héich wéi déi vum Budgetsrapporteur -, de Schätzungen no vum zoustännege Ministère, déi Hëllefen, déi bis elo accordéiert gi sinn, bei 80 Milliounen Euro, a mir musse wëssen, datt déi Aspeisprimen och iwwert déi nächst Jore während enger längerer Zäit de Stat nach eppes kascht. Souguer wa mir de Regime elo op eng nei Bunn musse brëngen, well dat Reglement souwisou expiréiert, dann ass et esou datt mir bis d'Joer 2022, wa mir bis de Rythme de croisière erreecht hunn, eng Dépense vun eppes iwwer 9 Milliounen Euro Aspeisprimen an deenen nächste Budgeten hunn.

An et ass genau dat de Punkt, deen ech virdru gemaach hunn. Wann een also seet d'Dépenses courantes mussen erofgoen, da muss een iwwer all déi do Saache schwätzen, sech Margë ginn am Budget fir och am Ëmweltberäich kënnen an Zukunft, gemäss deem, wat mir international engagéiert hunn, a gemäss deem, wat finanzéierbar ass a wat ëmweltpolitesch Sënn mécht, fir dat kënnen ze finanzéieren.

Do ass eng Debatt, déi bevirsteet, mä déi musse mir ugoen, an déi muss een ugoen ouni ideologesch Scheiklappen, a kucken, wat d'Nopeschlänner maachen a wat d'Resultat muss sinn, wat mir gären erreechen, oder ob een et och anescht erreeche kann. Et hätt een zum Beispill kënnen déi 80 Milliounen vläicht huelen a selwer Anlage maachen - mä et ass net um Budgetsminister fir doriwwer kompetent ze schwätzen. Et ass ganz kloer, datt mer mat dësem Käschtepunkt an Zukunft net méi kënne virufueren. Ech mengen, dat gëtt vun alle Säiten agesinn, à moins datt een d'accord wär, d'Steiere massiv ze héijen, an ech hunn lech virdru gesot datt d'Regierung net bereet ass, op dee Wee ze goen.

Ech hu gesot, mir mussen an der Sozialpolitik kënnen iwwer alles diskutéiere fir ze plafonéieren, d'Investissementer net weider klamme loossen, mä och net erofgoe loossen, well mir Margë brauchen. Mir brauchen och Margen, well mir op d'mannst dräi Gebidder hunn, wou mir d'Dépensë par rapport zum PIB automatesch évoluéiere loossen, no internationalen Engagementer och do, an dat ass de Beräich vun der Recherche, dat ass de Beräich vun der Entwécklungshëllef an dat ass de Beräich vun der europäescher Sécherheetspolitik.

Bei der Recherche gëtt et een Zil, dat heescht, datt mir mussen 1% öffentlech Recherche maachen. Onofhängeg vum Prozentsaz liicht et jiddferengem an, an dat soen och all d'Rapporten och am Kontext vu Lissabon, fir eis Ekonomie méi kompetitiv ze maachen, datt déi Ekonomien, déi vill fuerschen, nei Produkter fannen, méi modern ginn, méi konkurrenzfäeg ginn an domadder mëttelfristeg de Match vun der Konkurrenz packen.

Mir ginn an dësem Budget op 0,22% vum PIB öffentlech Recherche hin. Mir klammen also do, mä mir hunn nach ee Wee ze goen, fir datt och eis Recherche zu Lëtzebuerg, déi öffentlech Recherche, weider gefuerdert ka ginn. Et ass ganz kloer, datt do och eng grouss Responsabilitéit op d'Betriber zoukënnt, well zesumme wëlle mir 3% erreechen - zwee Drëttel vun deenen Obligatioune leien op de Privatbetriber. Mä d'Recherche ass e Motor vun der ekonomescher Entwécklung an d'Lëtzebuerger Regierung braucht Sue fir kënnen deen dote Beräich ze finanzéieren. Et sinn nämlech iwwregens erëm Dépense-couranten.

D'Entwécklungshëllef muss och weidergoen, well et huet mat ganz villes ze doen. Net nëmmen, mä och mat eisem moraleschen Engagement vis-à-vis vun deenen, deenen et vill méi schlecht op der Welt geet. Mä et gëtt och ganz gutt eegen Ursaache fir datt mir weider eng staark Entwécklungspolitik maachen. D'Aarmut ass eng vun

den Haaptursaache vun der Immigratiounswell a Richtung Europa. Et ass ee vun de Facteuren niewe politeschen Ongerechtegkeeten, deen den Terrorismus stimuléiert, an all déi Ursaachen zesummegeluecht, bréngen et dozou, datt mir och weider mussen dofir suergen, datt mir déi UNO-Obligatioun am Beräich vun der Entwécklungspolitik kënne berücksichtegen. Mir wäerten am Budget vun 2005 0,85% vun eisem Bruttoinlandprodukt, vun eisem national geschafene Räichtum, fir d'Entwécklungshëllef ginn. Mir sinn domadder iwwert deene 0,7%, déi d'UNO sech als Zil ginn huet. Mir sinn um Wee op deen 1%, deen am Konsensus vun dësem Haus déi sukzessiv Regierungen ugestrieft hunn. Mir ginn op deem Wee weider.

Enk mat der Entwécklungshëllef hänkt och d'Sécherheets- an d'Défensepolitik zesummen. Do wou mir dat eent net gemaach hunn, muss dat anert intervenéieren. Et ass falsch ze mengen, datt mir kéinten nom Enn vum kale Krich keng Verdeedegungspolitik méi maachen a keng Arméie méi an Europa hunn. Et gëtt haut Krisen an der Welt; et gëtt der ëmmer méi an der Welt, wou et eng Flicht vun Europa ass - am eegenen Intérêt och erëm eng Kéier, well et eppes mat eiser Sécherheet heiheem ze doen huet -, fir datt Europa intervenéiert. Dat wat am Balkan geschitt; dat wat an Afghanistan geschitt; dat wat an der Ukraine geschitt, huet en Effet op dat wat eis Situatioun heiheem ass. Ech mengen, datt een haut ka schwätze vun der Globalisatioun vun der Onstabilitéit; dat wat op enger Plaz geschitt, huet een Effet op enger anerer Plaz. Dofir geet et net, datt mir wéi an der Vergaangenheet - an dat soen eis Partner eis och - just vun deenen aneren hire Sécherheetsprogrammer profitéieren.

Mir sinn dat Land, wat proportional zu sengem PIB an der Europäescher Unioun an an der NATO bäi wäitem am mannste gëtt. Déi aner soen eis, datt dat net ka sou weider goen. Wann ee Member ass an deenen Organisatiounen, a wann ee wëll Responsabilitéit an der Welt hunn, da muss ee sech un deenen Efforte bedeelegen, déi déi Länner maachen. Mécht een dat net, da muss ee sech net wonneren, wann déi aner Länner soen, datt si och an anere Beräicher net bereet sinn, eis weider europäesch Avantagen, déi mir brauchen an der Wirtschaft an an der Politik, ze ginn.

Et ass och dofir, dass déi viregt Regierung an dës Regierung zum Beispill sech un den europäeschen Transportcapacitéiten am militäresche Beräich bedeelegen. Et ass dofir, dass déi viregt Regierung en Accord ënnerschriwwen huet mat der Belsch, an dass dës Regierung de Projet de loi déposéiert huet iwwert d'Acquisitioun hisiichtlech dem Joer 2017 vun engem Militärfliger. Dat ass net, well Lëtzebuerg och gären e Fliger hätt. Et ass en europäesche Programm, deen drop ausziilt, fir datt d'europäesch Arméi schnell an eng Kriseregioun ka geféiert ginn, an an deem Sënn musse mir an deenen nächste Jore vun haut 0,4% vum PIB och op 1% vum PIB eropkommen. Dat ass am Intérêt vun eiser Sécherheet a mir mussen och kucken, datt mir bei der Reorientatioun vun eiser Verdeedegungspolitik och vläicht Elementer fannen, déi der Lëtzebuerger Ekonomie Rechnung droen, der Lëtzebuerger Ekonomie profitéieren. Ech deelen do d'Aschätzung, déi d'Chambre de Commerce an hirem Avis zum Statsbudget gemaach huet.

Mä wa mir an der Recherche, an der Entwécklungspolitik an an der europäescher Sécherheetspolitik méi wëlle maachen, well mir méi musse maachen, well mir méi wëlle maachen, da musse mir dofir Marge-de-manœuvren hunn, an déi hu mir am bestoende Budget net. Dofir soen ech, wann eise Budget klëmmt, musse mir kucken, datt mir e staarke Sozialstat halen, staark Investitioune versichen ze stabiliséiere bei de Gesamtausgaben, an déi nei Margen, déi mir hunn, déi brauche mir an deene Beräicher, déi ech ugeschnidden hunn: öffentlech Transporter, Encadrement, Ëmweltberäich, Recherche, Entwécklung, Défense; et gëtt der vill méi - eLëtzebuerg hat ech och mentionnéiert.

A mir mussen och op der Dépensëséit kucken, wou mir nach Aspuerunge kënne maachen. Och de Budgetsrapporteur ass gëschter drop agaangen, datt mir am Beräich vun den öffentleche Baute musse kucken, wéi mir méi bëlleg a méi schnell kënne bauen. Mir wëssen, datt dat liicht gesot ass a schwéier gemaach ass, mä ech mengen déi Propositiounen, déi de Bauteminister gemaach huet, si Propositiounen an déi richteg Richtung, un deene musse mir weiderschaffen, fir hei am Haus besser Prozeduren ze hunn a fir duerno méi bëlleg kënnen ze plangen a méi bëlleg kënnen ze exécutéieren, ouni domadder manner Qualitéit ze hunn, mä vläicht och heiansdo méi funktionell ze bauen.

Mir mussen net iwwerall noutwendegerweis deier Tunnele bauen do, wou och normal breet Stroossen duerginn. Mir mussen net all al Mauer erhalen, déi Milliounе kascht, wéi ech mir soen, wann ech moies iwwert déi nei Cité judiciaire fueren, wou mat Ach und Krach versicht gëtt eng Mauer richt ze halen, déi an dee Komplex integréiert gëtt. Och do mengen ech hunn ech sou wéi am Ëmweltberäich sécher net d'Kompetenz fir all Elementer mat un den Dësch ze bréngen, mä als Budgetsminister, deen de Garant ass vun enger gudder Gestioun vun de Steiersuen - de Leit hir Sue géréiere mir beim Statsbudget -, denken ech muss déi Diskussioun geféiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären Deputéierten, Dir waart dat Gebai kucken, wat der Chamber wäert déngen, wat hei vir gebaut gëtt, wou Büroe vun der Chamber drakommen. Dee Käschtepunkt ass x-mol méi héich, well et muss an enger bestoender Mauer gehale ginn a bannendra muss alles geännert ginn. Och dat sinn Diskussiounen, déi mir mussen an deenen nächste Jore féieren. Et geet net duer, datt mir soen, mir wëllen…

(Interruption)

Et geet net duer, datt mir soen, mir musse méi bëlleg bauen, mir mussen dann och iwwer esou Saachen Diskussioune féieren. Wéi gesot, d'Regierung, de Bauteminister, als Éischten, an de Budgetsminister, deen dat aus engem ganz kloren Intérêt am Numm vu senge Kolleegen och selbstverständlech ënnerstëtzt, geet op dee Wee, a mir hoffen datt dat bei deenen nächste Projeten, wann déi Prozeduren dann hei am Haus och den Accord fanne wäerten, säin Nidderschlag fanne wäert.

Gradesou muss dierfen d'Diskussioun erlaabt sinn, an enger schwiereger Budgetszäit, wat d'staatlech Déngschtleeschtungen dierfe kaschten. D'Fro ass jo net ëmmer, ob eppes gratis oder net gratis ass, d'Fro ass och wéi vill de Bierger vum Stat bei sengen Déngschtleeschtunge muss kënne gefrot kréien. Am Privatsecteur froe mer eis dat iwwregens ni oder bal ni. Mir mussen also kucken, wéi wäit wëlle mer duerch e Präis e gewëssent Comportement encouragéieren.

Gëschter ass hei relativ mouvementéiert iwwert de Beräich vun der Eegebedeelegung beim öffentlechen Transport geschwat ginn. Ech mengen, datt dat eng Diskussioun ass. Sécher ass et net esou, datt de Stat muss onbedéngt bei alles d'Gestehungskäschten dem Bierger iwwerdroen, mä d'Fro muss erlaabt sinn, net nëmmen an deem dote Beräich, wéi vill de Stat muss bäileeë bei gewëssenen Déngschtleeschtunge vun deenen de Bierger profitéiert. Ech mengen de Stat huet eng Contrainte, déi d'Privatindustrie net huet, dat ass de soziale Kritär, an do wéi bei der Steierpolitik muss en och heiansdo e Lenkungsinstrument sinn, wann e wëllt dat eent oder dat anert encouragéieren.

Mä d'Fro muss erlaabt si wéi vill ee bei Medikamenter muss bäileeën - ech hunn dat virdru gesot am Kontext vun eise Käschte bei de Sozialversécherungen. D'Fro muss erlaabt si wéi vill kann den Encadrement am périscolairë Beräich d'Eltere kaschten oder d'Participatioun vun de Leit, déi an eng Kantinn vun de Schoulen iesse ginn. Dem Stat säi Präis ass véiermol méi héich wéi dat wat d'Leit bezuelen. Doriwwer muss ee kënnen an engem Parlament bei Budgetsdebatten diskutéieren, selbstverständlech och bei Saache wéi den Transport oder bei villen aneren Déngschtleeschtungen, déi och am Beräich vun eLëtzebuerg mussen diskutéiert ginn.

eLëtzebuerg kascht de Stat vill, wann de Bierger gäre schnell Certificaten oder aner Dokumenter vum Stat hätt. Den Timber, deen do gefrot gëtt, deckt emol net e Brochdeel vun deem Käschtepunkt, dee persounen- an informatiksméisseg dohannert steet. Da muss een och doriwwer kënne schwätzen.

Dat heescht net, datt vu mar un alles muss méi deier ginn, mä et geet net, datt wa mer wëllen d'Dépenses courantes am Gréff behalen, datt mer net iwwert déi dote Saachen och diskutéieren. Mir wëllen op jidde Fall verschidde vun deenen dote Moossname maachen an der Reduktioun vun den Dépensen a wat verschidde Bedeelegungen ubelaangt; global gekuckt, fir datt mer de Budget och an deenen nächste Joren am Gréff behalen.

Ech hunn Iech geschwat, Dir Dammen an Dir Hären, vun de Recetten. Ech hunn Iech eng ganz Rei Iwwerleeunge gemaach zu engem staark uwuessende Prozentsaz vun den Dépensen. Alles dat verlaangt, dass mer virsiichteg bleiwen, mä mir kënnen déi Dépensen haut nach gestalten, well eis Statsfinanze gesond sinn, ech géing souguer woen ze soen extrem gesond sinn. Dat ass d'Resultat vun enger konsequenter Budgetspolitik vun deene leschte Joren, voire Jorzéngten.

Mir hunn haut eng Statsschold, déi ass 1,5% vum PIB oder en chiffres absolus 392 Milliounen Euro. Dat ass extrem niddereg an Dir fannt kee Land an Europa, wat esou eng Scholdesituatioun huet. Duerfir kënne mer, wann noutwendeg, an deenen nächste Joren nei Schold maachen, mä mir wäerte keng Schold maache fir courant Ausgaben ze tätegen, mä nëmme Schold maache fir Ausgaben, déi ville Generatiounen zegutt kommen. Duerfir hu mer gesot, mir limitéieren eis am Scholdeberäich op Infrastrukturen am Stroossen- an am Schinnennetz. Mir proposéieren duerfir am Budget, deen hei zur Diskussioun steet, 200 Milliounen Euro d'nächst Joer duerfir opzehuelen.

Och déi viregt Chamber hat der Regierung eng Autorisatioun ginn, fir Emprunten am Joer 2004 opzehuelen. Ech wëll hei d'Chamber driwwer informéieren, datt ech dat am lafende Joer nach net gemaach hunn a wäert versichen op déi Autorisatioun net zréckzegräifen, fir domadder eng gutt Finanzsituatioun, eng grouss Capacité d'endettement ze halen, mä dat wäerte mer an deenen nächste Méint eréischt definitiv décidéieren, wa mer d'Steiersituatioun Enn des Joers definitiv kennen. Mä wa mer bei déi 392 Milliоune géingen zousätzlech Schold maachen, da wär dat absolut ze justifizéieren.

Mir hunn och nach ëmmer Reserven. Mir hu Reserven ugeluecht an deene leschte Joren, besonnesch an deenen extrem gudde Jore vun der Finanzplaz, fir eng ganz Rei Infrastrukturdépensen ze tätegen. Eis Reserve waren uganks dës Joers, Reserven an de Fongen an d'Réserve budgétaire, 2,7 Milliarden Euro an eis Reserv ass Enn dës Joers ronn 2 Milliarden Euro. Dat sinn nach ganz kolossal Ziffere, mä mer wëssen och, an dat gëtt jo och an dësem Haus ëmmer gesot, datt mer och ganz kolossal Investitiounsausgabe schonn décidéiert hunn.

Mir hunn also an deenen nächste Joren, an dat gesitt Der wann Der de pluriannuellen Investitiounsprogramm kuckt, da wäerte mer an deenen nächste Jore Gesamtausgabe vun de Fonge vun eppes ronn 4,5 bis 5 Milliarden Euro hunn. Vun deene 4,5 bis 5 Milliarden Euro hu mer 2 Milliarden op der Säit als Reserven. Ronn 2 Milliarde gi mer pro Joer iwwert de Budget un déi eenzel Fongen, soudatt mer deen Ënnerscheed, dee mer tëschent deene 4 Milliarden an deene 4,5 a 5 Milliarde kënnen an deenen nächste Jore bis 2008 iwwer Empruntë finanzéieren. An et ass och kloer, datt mer dann 2008, wann deen Investitiounsprogramm esou géing exekutéiert ginn, selbstverständlech déi Reserven, déi mer ugeluecht hunn, opgebraucht hunn.

Et kann een natierlech, wann déi Croissance elo steigt, och an deenen nächste Jore vläicht erëm nei Reserven uleeën, mä mir hunn ëmmer gesot: Déi Keese sinn net, wann déi nei Regierung untrëtt, eidel, déi sinn et och net d'nächst Joer, déi sinn ett och net d'iwwernächst Joer. Wa mer deen Investitiounsprogramm esou tätegen, da sinn d'Reserven 2008 - Reserven, déi déi aner Länner guer net hunn - dann opgebraucht. Dat hunn ech virun de Wahle gesot, ech soen dat no de Wahlen, do ass also keen neit Element, mä vill hu virun de Wahle gesot: No de Wahle gesitt Der, datt d'Keesen eidel sinn. Ech soen haut an der Continuitéit vun der Budgetspolitik, datt dat net de Fall ass. A mir mussen och dofir suergen, datt mer eis Investitiounsplanunge fir déi nächst Joren esou gestalten, datt mer no 2008 net an ee Lach falen, mä datt mer den Investitiounsprogramm nëmmen do adaptéieren, wou et absolut noutwendeg ass, fir datt mer net an eng Iwwerverscholdung no 2008 musse falen.

An duerfir musse mer och an deenen nächste Joren eis verstäerkt duerfir asetzen, datt eis Ekonomie sech kann développéieren. An deem Sënn begréissen ech d'Aussoen, déi Är Finanz- a Budgetskommissioun gemaach huet wat den Développement vun der Finanzplaz esou wéi den Développement vun der Ekonomie en général ugeet.

Ech mengen et ass richteg, datt vill vun dem Exposé vum Budgetsrapporteur iwwert d'Finanzplaz gaangen ass, well et muss een ëmmerhi bedenken, datt déi Kierperschaftssteier, iwwert déi ech de Mëtteg vill hei geschwat hunn, zu 80% aus dem Finanzsecteur kënnt. A wann een also wëllt, datt mer och an Zukunft déi Kierperschaftssteier op engem Niveau halen, mat alle Schwieregkeeten, déi ech beschriwwen hunn, dann ass et normal datt ee muss alles maache fir eng zolidd, propper, diversifiéiert Finanzplaz ze hunn.

Dat hu mer an deene leschte Jore mat neie Gesetzer gemaach, déi Är Chamber gestëmmt huet, wéi d'Titrisatioun, d'Sicaren, alles ganz technesch Gesetzer, mä déi et ëmmer erëm erlaabt hunn, nieft dem „private banking", nieft dem Kreditgeschäft, nieft dem Fongegeschäft nei Secteuren ze développéieren, an dës Regierung wäert dat weider maachen, gradesou wéi dës Regierung wäert souwuel fir d'Finanzplaz wéi fir déi aner Secteure vun der Ekonomie verstäerkt op d'Promotioun vun eisem Land setzen; verkafen, erkläre wat eist Land ass, wat seng Atoutë sinn an ech mengen an deem ganze Beräich vun der Infrastruktur, vun der Steiersécherheet, vun dem Know-how - ech hunn et am Ufank gesot -, dat sinn eng ganz Rei Atouten, déi inhärent sinn zur Gréisst vun eisem Land an zum politesche Wëllen, deen d'Regierung an dësem Beräich huet.

Mir wäerten eng aktiv Politik maache fir d'Industrie, eng aktiv Politik am Beräich vun de Servicer, dem elektronesche Commerce an der Finanzplaz.

Ech hu selbstverständlech och hei déi Kritiken héieren, déi plädéieren - et ass iwwregens e generellen europäeschen Appel -, fir eng besser Regulatioun oder eng Iwwerregulatioun vun dem Secteur, notamment financier, ze évitéieren. Mä keng vun deene Propositiounen, déi mer gemaach hunn, Här President, haten zum Zil eng Iwwerréglementatioun ze maachen. Si haten ausschliesslech zum Zil, an duerfir sti mer an an duerfir wäerte mer och an dësem Haus weiderkämpfen, datt och am Beräich vun dem Encadrement vun der Finanzplaz mer eisen internationalen Obligatiounen nokommen.

Wann d'Chamber am Beräich vum Gesetz iwwert d'Geldwäsch verschidden Ännerunge gemaach huet, dann hu mir deem Rechnung ze droen, mä mir mussen och Rechnung droen, datt den FMI a sengem rezentste Rapport iwwert d'Législatioun ronderëm d'Finanzplaz der Meenung ass, datt dat Gesetz net den Obligatioune vum Groupe d'action financière internationale ganz Rechnung dréit op engem spezifesche Punkt, nämlech d'Infraction de base vun der Geldwäsch, do wou de Regierungsprojet méi wäit gaange wär, a mir mussen also elo am Kader vun der Transpositioun vun der drëtter Direktiv iwwert de Blanchiment mam Parlament doriwwer e Gespréich féieren.

Et bleift de Souci vun der Regierung, an dat hu mer och dem FMI an dem GAFI gesot, déi sech ëm déi Froe bekëmmeren, datt Lëtzebuerg wëllt - an ech hunn domat d'Parlament respektvoll mat abezunn - all déi international Obligatioune berücksichtegen. Mir mussen also Ännerungen zu deem Gesetz maachen op deem dote Punkt, wa mer net wëlle weider an d'Kritik kommen, mä ech menge grondsätzlech, an och dat seet den FMI, datt eisen Encadrement vun der Finanzplaz an der Surveillance excellent ass an et ass en ausdréckleche Luef fir dat wat d'Regierung an deene leschte Joren an deem dote Beräich gemaach huet. Op deem Wee wäerte mer mam Parlament zesumme weider fueren.

Wie seet Ekonomie, dee seet och Aarbechtsplazen. Ech hu gesot, de Fonds pour l'Emploi brauch nei Suen, an dofir hu mer d'Contribution sociale um Diesel geheicht. Mir hunn dat net gemaach well mir wëllen datt d'Leit méi bezuele wa se Auto fueren, mä well mer Sue brauchen am Fonds pour l'Emploi. An dee Fonds pour l'Emploi huet en enorme Besoin, trotz dem Fait, an dat ass jo dat wat een awer inquiétéiert, datt d'Zuel vun den Aarbechtsplaze massiv an deene leschte Jore geklommen ass.

2004 ass d'Zuel vun den Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg ëm 7.000 Plaze geklommen, an de Statec geet dovun aus, datt och d'nächst Joer d'Zuel vun den Aarbechtsplazen ëm 2,5%, dat sinn 7.500 Aarbechtsplazen, wäert klammen. Ech mengen, datt dat déi gréissten Erausfuerderung fir eis Gesellschaft an deenen nächste Jore wäert sinn. Wéi bréngе mer et fäerdeg, déi Leit, déi hei wunnen, déi hei aus der Schoul kommen, déi hei keng Schaff hunn, op déi Aarbechtsplazen ze kréien oder musse forcéieren, déi mir hunn, déi eis Gesellschaft, eis Ekonomie awer schaaft, well soss komme mer och do a substanziell Finanzschwieregkeeten an deenen nächste Joren, niewent alle

mënschleche Misären, déi dat mat sech zitt, wa Leit net eng Schaff fannen an net enger geregelter Schaff kënnen all Dag nogoen.

Ech mengen, datt mer och mussen dofir e Mentalitéitswandel zu Lëtzebuerg kréien. D'Leit mussen nees gäre schaffen. Mir mussen och bereet si moies fréi ze schaffen, mir musse bereet sinn zu méi ongeregelten Zäiten ze schaffen, well grad an deene Secteuren, déi déi ongeregelste Schaffzäiten hunn, do fanne mer um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart keng Leit. Do fanne mer Leit an der Grenzregioun, e Problem, deen och gëschter hei ugeschwat ginn ass, an dofir musse mer och déi Beruffer revaloriséieren a mir mussen den Effort revaloriséieren. Dat kann een net an der Regierung dekretéieren, mä dat muss och an der Mentalitéit an am Discours politique encouragéiert ginn. Deen aneren Discours vu manner schaffen, deen dierf net d'Iwwerhand hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wär nach vill ze soen zu dësem Budget, mä ech mierken, datt hei quasi all d'Liichtercher u sinn, déi op dësem Riednerpult kënnen u sinn. Déi gesitt Dir net, mä hei ass rout an orange un, woubäi et evident awer ass, datt d'Regierung opgrond vun hire verfassungsrechtleche Prerogativen an dësem Haus ka schwätzen esou laang se wëllt, mä ech wëll Är Gedold net iwwerstrapazéieren an ech wëll och net, datt de Chamberspresident mech hei aus dem Gebai eraussetzt. Dofir maachen ech nëmmen eng kuerz Konklusioun an hoffen, datt mer an den Debatte vun deenen nächste Woche kënnen intensiv iwwert eng Rei vun deene Punkten hei diskutéieren.

Dat gehéiert zu dem Héichpunkt vun der parlamentarescher Debatt, vum parlamentaresche Liewen, datt mer ronderëm de Statsbudget debattéieren, well et d'Grondlag ass vun all de Politikberäicher. An dofir dierf och d'Opstellung, d'Debatt an de Vote iwwert de Budget, och wann ee weess wéi de Vote ausgeet, ni zu enger Routine ginn, well et ass do wou entscheet gëtt wat de Stat wëllt, wat de Stat soll a wat de Stat ka maachen.

Ech hunn Iech op enger Rei vu Punkten haut gesot, datt ech mengen, datt de Stat Verschiddenes muss maachen, wëllt maachen, mä datt en net alles ka maachen. An dofir hoffen ech op gutt Debatten an dësem Parlament an deenen nächste Wochen, mä och an der Zivilgesellschaft, déi eis observéiert an déi d'Parlament vertrëtt, well d'Parlament ass vum Vollek gewielt fir d'Steiersuen ze géréieren.

De Budget vun 2005 ass, mengen ech, en utilë Motor vun der Ekonomie a vum wirtschaftleche Wuesstem duerch héich Investitiounen. En assuréiert de Lëtzebuerger an deene Leit, déi hei am Land wunnen, en héije Liewensniveau a sozial Stabilitéit, an ech mengen dorobber kënne mer als Regierung stolz sinn. D'Statsfinanze mam Budget 2005 sinn a bleiwe gesond. Si bleiwen och gesond dat Joer duerno. Dat war en Zil, wat mer eis ginn hunn. Dat ass en Zil, wat mer halen.

Kuckt op eis Schold, kuckt op eis Reserven, kuckt op eis Recettë par rapport zu den Dépensen, an dofir, an och dat soen ech hei mat Satisfaktioun, respektéiere mer voll a ganz den europäesche Stabilitéitspakt, dat wat vill Länner an Europa net packen. Mir respektéieren et wat d'Schold ubelaangt, mir respektéieren et wat de Budgetsdefizit ubelaangt, an d'Regierung huet de leschte Freideg de Stabilitéitsprogramm fir d'nächst Joer ugeholl. Deen hu mer gëschter op Bréissel geschéckt, an dee Stabilitéitsprogramm ass voll en ligne mat deem wat Bréissel, wat déi aner Länner an der Eurozon vun eis verlaangen. Dat war en haart Stéck Aarbecht, mä dee Stabilitéitsprogramm wär gutt, wann deen och géing mat diskutéiert ginn am Parlament, well d'Budgetspolitik ass haut och eng Politik wou déi aner Länner engem iwwert d'Schëller kucken, wann ee säi Budget mécht.

Ech plädéieren awer bei aller Satisfaktioun iwwert d'Gesondheet vun de Statsfinanzen nach eng Kéier fir Virsiicht, Virsiicht bei der Aschätzung vun de Recetten, Virsiicht bei der Revolutioun vun den Dépensen, well mir hunn eng Rei Automatismen, déi eis keng Margë ginn an der Zukunft, mir hunn eng Rei Onsécherheeten op der Recettësäit a mir brauche Margen, fir nei Politikberäicher ze bedéngen.

D'Regierung wäert hir Responsabilitéit am Intérêt vun dem Land och no dësem Budget iwwerhuelen. Mir wäerten dat déterminéiert maachen, mä ech soen et nach eng Kéier, ouni Zickzack, well mir wëllen déi sechs Objektiver erreechen, déi ech am Ufank vu menger Ried gesot hunn. An an deem Sënn freeë mer eis iwwert déi Budgetsdebatten, déi hei am Haus stattfannen. Ech bieden Iech elo schonn am Numm vun der Regierung dem Budget fir 2005 seng Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Budgetsminister Akt vu senger Deklaratioun. Den nächsten Dënschdeg fänkt d'Chamber u mat den Debatten iwwert de Budget vum nächste Joer.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4965 iwwert de Compte général vum Joer 2001. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Fayot an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

2. 4965 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001

Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Gesetz 4965 iwwert d'Konte vun 2001 stellt eng Neierung duer par rapport zu de Gesetzer iwwert d'Konte vun deene Jore virdrun, an dat, géif ech soen, emol gläich an dräifacher Hisiicht.

1. 2001 war deen éischte Budget, deen an Euro opgestallt gouf;

2. de Budget 2001 war och deen éischten, deen no de Regele vun deem neie Kontabilitéitsgesetz ze kontrolléiere war;

3. d'Chambre des Comptes, déi duerch Gesetz an eng Cour des Comptes ëmgewandelt gouf, huet hire Rapport als Instance de contrôle externe des finances publiques no deenen neie Kritäre verfaasst.

De Projet de loi portant règlement du compte général 2001 ass de 4. Juni 2002 hei an der Chamber déposéiert ginn. D'Amendementer zum Projet goufen de 5. September 2002 erabruecht. Zousätzlech Annexen zum Projet krute mer den 19. September 2002 an de 5. Mee 2003. De Rapport vun der Cour des Comptes koum den 13. Januar 2003. An deem Rapport vun de Cour des Comptes waren och d'Äntwerte vun der Regierung iwwer verschidde Kritikpunkten, déi net kloer waren, an déi deemno och vun der Cour opgeworf gi sinn.

Nei Amendementer vu Regierungssäit koumen dunn nach eng Kéier den 30. Januar 2004.

De Conseil d'État huet säin Avis den 28. September 2004 presentéiert. D'Comexbu huet mech zum Rapporteur bestëmmt an de President vun der Cour des Comptes huet de Rapport vun der Cour mëndlech an de Sitzunge vum 28. Abrëll a vum 5. Mee 2003 virgedroen. Den Avis vum Conseil d'État gouf dunn an der Sitzung vum 11. Oktober 2003 aviséiert a schlussendlech gouf de schréftleche Rapport vun der Comexbu de 25. Oktober 2003 ugeholl.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Här President, ech hunn elo all déi Datumen an eenzel Dépôten hei, déi verschidde Leit vläicht e bësse generft hunn, ganz explizit opgezielt, an dat net ouni Grond. Ech wollt domadder beweisen, datt bis elo nach keen, net ee vun den Intervenanten, weder d'Regierung nach d'Cour des Comptes nach de Conseil d'État nach mir als Chamber selwer, sech un den Timing konnten halen, deen dat neit d'Kontabilitéitsgesetz u sech virschreift. D'Cour des Comptes weist och an hirem Rapport op dëse Problem hin, mä et gëtt allerdéngs och Erklärungen an et gëtt och Ursaache fir dëse Retard, déi all am schréftleche Rapport nozeliese sinn.

Et muss een elo an dësem an och am nächste Joer kucken, wou mer mat der Datumsvirgab aus dem 99er Gesetz hikommen. Et muss ee kucken, ob dës d'Datumsvirgaben an der Praxis och anzehale sinn oder ob se net anzehale sinn. Bei der Année de démarrage vun deenen neie Prozedure konnt een op jiddfer Fall kengem vun den Acteuren ënnerstellen, se wieren net gudde Wëllens gewiescht, fir sech bescht méiglechst un déi eenzel Délaien ze halen.

Zu de Konte selwer, wëll ech mech op e puer Chifferë beschränken; den Detail dovunner ass och am schréftleche Rapport an och am Rapport vun der Cour des Comptes nozeliesen. D'Recettë steigen um Kont par rapport zum Budget definitiv ëm 4,8%, déi ronn 262,635 Milliounen Euro ausmaachen. D'Dépensen hirersäits klammen och ëm 4,8%, wat ronn 261,550 Milliounen Euro ausmécht. Et bleift dann deemno e Boni, deen 83,5% méi héich ass wéi deen, dee virgesinn ass.

A reellen Zuelen ass dat awer e bëssen anescht, do schléisst de Kont of mat engem Boni vun 2,384 Milliounen Euro. Abstention faite vun der Affektatioun vum Excédent vun de Recettë vun engem Montant vun 150 Milliounen Euro an déi eenzel Fongen, sinn Dépenses courantes en capital, wéi se am Budget virgesi sinn oder virgesi waren, nëmmen ëm 2% iwwerschratt ginn, wat en valeur absolue 111,55 Milliounen Euro ausmécht. Bei dëse supplementaren Dépensë stinn d'Transferten un d'Sécurité sociale mat 97,7 Milliounen Euro zu Buch.

Wat d'Restrictioun bei der Ausgabepolitik ugeet, huet sech d'Regierung an dësem Fall, dat heescht also d'Regierung vum Budgetsjoer 2001, mat Sécherheet eng Bonnenote verdéngt. Déi genee Chifferë vun de Plus-valuë vun de Recettë kënnt dir och am schréftleche Rapport noliesen.

À titre indicatif ginn ech do just dräi Zuelen: d'Impôts directs verzeechnen e Plus vun 187,352 Milliounen Euro, d'Impôts indirects e Plus vun 148,006 Euro, d'Droits de Douanes et Accises hunn e Minus vu 97,032 Euro. Déi eenzel Fongen, déi mat 150 Milliounen Euro gespeist goufen, sinn déi heiten: Fonds de la coopération et du développement mat 25 Milliounen, Fonds pour le financement des infrastructures socio-familiales mat 20 Milliounen, Fonds spécial des investissements hospitaliers mat 40 Milliounen, de Fonds d'investissement public scolaire och mat 40 Milliounen, de Fonds pour la loi de garantie mat 15 Milliounen an de Fonds du rail schlussendlech mat 10 Milliounen Euro.

Well de System nei ass, wëll ech awer nach ervirhiewen, datt de Contrôle financier während dem Exercice 2001 236.834 Operatioune validéiert huet, dovunner 44.342 Engagementer an 192.492 Ordonnancen. 16-mol hu verschidde Ministèren nom Refus de Visa vum Contrôle financier e Passer-outre missen ordonnéieren. Selbstverständlech louch bei dëse verschiddene Passer-outren ëmmer en Arrêté motivé vir.

Beim Contrôle intensifié de certaines dépenses d'acquisition schreift d'Cour des Comptes an hirem Rapport: «En ce qui concerne le contrôle de la légalité et la régularité des dépenses, la Cour des Comptes constate que les résultats obtenus lors de ces contrôles sont de manière générale satisfaisants, pour la plupart des dépenses les procédures prévues par la loi ont été respectées.»

D'Cour bemängelt allerdéngs, datt den Archivage an de Classement vun de Pièces justificatives vun den Dépensen nach ëmmer net geregelt ass. Am Moment archivéiert nach all Ministère no senge Regelen an no senge Méiglechkeeten. Et gouf allerdéngs heizou e Reglement vun der Direction du contrôle financier ausgeschafft, an dat schonn 2001; e Reglement wat awer bis haut nach net den Accord vum Conseil de Gouvernement fonnt huet. Fir hei en eenheetleche Modell ze hunn, wéi an no wat fir enge Kritären déi eenzel Piècë schlussendlech sollen archivéiert ginn, wier et schonns wichteg, datt dat Reglement hei vun der Regierung trotz all deem géif schnellstméiglech geholl ginn.

Verschidden Irregularitéiten, déi d'Regularitéit vun den Dépensen uginn, huet d'Cour och no hiren Interventiounen dann awer dach nach festgestallt - ech wëll hei net an den Detail agoen, och déi kënnt der alleguerten am Rapport vun der Kommissioun an och am Rapport vun der Cour liesen.

Déi concernéiert Ministèren, wëll ech allerdéngs hei soen, waren de Ministère du Travail et de l'Emploi, den Educationsministère, de Ministère de l'Environnement an de Ministère des Affaires étrangères en ce qui concerne les comptables extraordinaires. Comptables extraordinaires, déi hiren Dekont ze spéit oder déi guer keen Dekont vun hiren Aktivitéiten eraginn; sinn u sech awer näischt Neies - et kann een do scho bal soen, alle Jahre wieder - a bedeiten deemno, net eréischt säit haut, och e Problem.

Déi laang Lëscht mat den Nimm an och mat den Datumen, déi mir virgeluecht kruten, bedeit, datt wann de Contrôle vun de Statsfinanzen an dësem Domän soll eescht geholl ginn, datt hei akuten Handlungsbedarf besteet an datt do och schnellstméiglech eppes muss geschéien. Et ass u sech net ze akzeptéieren, datt elo no den neie Kritären hei am Land all Ministèren, all Verwaltunge sech an der Regel - muss een awer soen - vill Méi ginn, fir no deenen neie Kritären do ze funktionéieren, an op där anerer Säit maachen do verschidde Comptables extraordinaires, wéi wann et kee Contrôle géif ginn oder wéi wann d'Gesetz iwwerhaapt nach net bei hinnen ukomm wier a wéi wann d'Gesetz net néideg wär.

Et ass haut, Här President, guer kee Problem, fir mat moderne Kommunikatiounsweeër eng Kontabilitéit à jour ze halen. Ech weess och, datt de Ministère des Affaires étrangères do un neie Modeller schafft, fir dës Onregelméissegkeeten ze bannen, mä wéi gesot et gëtt héich Zäit, datt mir dat an de Griff kréien. Et ass net eréischt säit haut, datt dat besteet. De Conseil d'État mécht a sengem Avis d'Remarque - an dat och dëst Joer net fir d'éischt -, datt keng Analyse économique virläit wat déi eenzel Plus-valuen oder Moins-valuen ugeet.

Dat gesot, Här President, bleift festzehalen:

1. Dat neit Kontabilitéitsgesetz, och wann et net 100%eg applicabel ass, verstäerkt op jiddfer Fall der Chamber hire Rôle wat de Contrôle vun der Exécutive ugeet - et verstäerkt dee Contrôle enorm.

2. Verschidde Ministèren oder Verwaltunge ginn u sech, wa se gefrot ginn, déi néideg Erklärungen zu verschiddene Problemer, anerer doe sech natierlech e bësselche méi schwéier, mä ech gi mol dovunner aus, datt dat sech och apendele wäert.

3. An der Regel ass awer eng gutt Zesummenaarbecht, voire Explikatioun, bei Problemer tëschent de Ministèren an de Verwaltungen op där enger Säit an dem Contrôle an der Cour op där anerer Säit festzestellen.

4. D'Praxis huet eis gewisen a wäert eis och an Zukunft nach weisen, datt mir net derlaanscht komme wäerten, fir dat 99er Kontabilitéitsgesetz op verschiddene Punkten ofzeänneren, ënner anerem och fir et e bësselche méi praktikabel a méi flexibel ze gestalten.

Dat gesot, Här President, bleift mir als Rapporteur just nach der Chamber ze recommandéieren, dëse Projet de loi iwwert d'Konten 2001 an där virleiender Versioun ze stëmmen. Ech fir mäin Deel, wëll deene Leit Merci soen, déi nogelauschtert hunn, an ech wëll den Accord brénge vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le President.- Merci, Här Clement. Als éischte Riedner ass d'Madame Flesch ageschriwwen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci villmools. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporteur, dem Kolleeg Lucien Clement, fir säi Rapport Merci soen. Ech wëll och net alles dat widderhuelen, wat en a senger detailléierter Analys souwuel am schréftleche wéi am mëndleche Rapport gesot huet. Ech wëll awer dat eent oder dat anert besonnesch ënnersträichen. Sou zum Beispill, dass de Budget 2001 deen éischte war, deen ënnert deenen neie Regele souwuel fir d'Cour des Comptes wéi och fir d'Comptabilité de l'État ofgewéckelt ginn ass. Also, säit dem 1. Januar 2001 ass och d'Direction du Contrôle financier agesat ginn am Ministère des Finances als Instance de contrôle a priori vum Pouvoir ordonnateur.

Wann de Finanzminister hei wier, da géing ech hie froen, e soll ons wann ech glift soen, wat fir en Impakt dës nei Moossnam hat fir de Budget 2001 an - wann en dat och scho soe kéint - fir déi Budgeten 2002, 2003 zum Beispill. Vu dass e sécher d'Oueren huet alles ze héieren, och wann en net an der Chamber ass, sinn ech iwwerzeegt, dass e mer duerno a sengen Äntwerten op déi Fro wäert äntwerten - Big Brother, as you know, is watching us.

(Hilarité)

De Rapport iwwert de Compte général vum Stat ass also deen éischten, deen d'Cour des Comptes finaliséiert huet als Instance de contrôle externe des finances publiques. Or, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, hat d'Cour des Comptes Schwieregkeete fir hiren Avis an der festgesetzter Zäitlimite ofzeginn, dat heescht fir den 30. Dezember 2001. An dat net well d'Cour des Comptes net séier genuch geschafft huet, mä well d'Trésorerie de l'État déi komplett an definitiv Versioun vum Projet de loi iw-

wert de Règlement vun de Konten 2001 eréischt den 11. Oktober 2002 agereecht huet. Och d'Trésorerie de l'État hat Grënn, woufir se d'Délaien net konnt anhalen: Si hätte mat engem neien Informatikssystem ze meeschteren, wéi schwéier et ass en neien Informatikssystem ze meeschteren, esou dass ech also all Verständnis hu fir d'Schwieregkeeten, deenen d'Trésorerie de l'État begéint ass.

Quoi qu'il en soit, de Rapport général vun der Cour des Comptes ass also eréischt am Januar 2003 virgeluecht ginn. Et sinn also, wéi de Rapporteur och schonn ënnerstrach huet, Ursaachen do, wisou déi eenzel Institutiounen oder Administratiounen net konnten am Délai hir Contributiounen ofliwweren. Mir géinge fir onsen Deel hoffen, dass dat Kannerkrankheete ware bei der éischter Mise en œuvre vun deene Gesetzer an dass dat an Zukunft net méi wäert antrieden, an net méi spéit wéi bei de Konten 2002 wäerte mer jo dann d'Geleeënheet hunn ze kucken, wéi dat verlaf ass.

An deem Zesummenhank wëll ech ënnersträichen, dass mer d'accord si mat der Cour des Comptes, wa se seet, et soll ee ganz besonnesch deem Rechnung droen, dass Inventaires uniformes téschent allen Départementer an Administratiounen a Servicer kënnen opgestallt ginn, dass een also eng gewësse Kohärenz huet an deenen Dokumenter, déi sech mat deene Froe beschäftegen.

ëst Joer ware mer mat enger neier Budgetsprozedur konfrontéiert - fir de Budget 2005. De Rapporteur vum Budget huet gëschter jo och ënnerstrach, dass senger Meenung no déi nei Prozedur dozou bäidréit, dass een eng méi prezis Iwwersiicht huet vun den Dépensen a vun de Recetten, déi de Stat am kommende Joer muss maachen a kréien, dass d'Administratioune méi Zäit hu fir d'Préparatioun vum Budget sécherzestellen an dass selbstverständlech och déi lescht Statistiken dann disponibel sinn. Dat misst alles also dozou féieren, dass mer mam Budget méi no un de Konte leien. Et misst een och kënnen hoffen, dass déi nei Prozedur dozou wäert bäidroen, dass d'Administratiounen an Zukunft manner oft Gebrauch musse maache vun der Institutioun vun de Comptables extraordinaires.

Compte tenu vun dëse Remarquen, Här President, approuvéiert meng Fraktioun de Compte général vum Excercice 2001 an ënnerstréicht an erënnert drun, dass déi allergréissten Exactitude an der Elaboratioun vum Budget muss versicht ginn a muss gesicht ginn an dass selbstverständlech bei där Elaboratioun een och muss de wirtschaftleche Perspektive Rechnung droen. Mä zu där Fro komme mer an den Debatte vun där nächster Woch.

Ofschléissend also, Här President, mir wäerten dëse Projet stëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, selbstverständlech fanne mer de Rapport vum Här Clement ausgezeechent, wéi en och an der Kommissioun ofgestëmmt ginn ass. Mir hunn ons iwwert dee Rapport enthalen an der Kommissioun, wäerten ons och hei an der Plénière enthalen, aus där Ursaach, déi ech schonn hei uginn hunn iwwert de Kont vun 2000, well dat e Budget war vun der viregter Regierung. Mir sinn net mat deem Budget d'accord gewiescht. Mir sinn awer mat der Manéier, wéi dee Budget exécutéiert ginn ass, an och wéi en an de Konten technesch zum Virschäi kënnt, d'accord, dofir enthale mer ons.

Ech wollt awer nach derbäi soen, dass ech déi Aarbecht vun der Comexbu eng wichteg Aarbecht fanne fir déi parlamentaresch Dimensioun vun der Lëtzebuerger Chamber. Dir wësst, dass mer ganz vill Saachen an der Logik vun der Oppositioun an der Majoritéit maachen an am Fong geholl ze mann Saachen an der Logik vun der Exekutiv par rapport zu der Legislativ. Ech mengen, mir hunn duerch dës Kommissioun an och duerch d'Schafung vun der Cour des Comptes an iwwerhaapt duerch déi Mechanismen, déi am Gesetz vun 1999 dra sinn, och de Contrôle parlementaire iwwert d'Ausféierung vum Budget verstäerkt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat ass och dokumentéiert doduerch, dass ee Member vun der Oppositioun President vun där Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire ass. Dat alles ass selbstverständlech wichteg. Ech mengen och, wéi d'Madame Flesch gesot huet, dass een eng Kéier kënnt dat Gesetz vun 1999 a sengen Effeten évaluéieren. D'Cour des Comptes huet scho gewësse Remarquen doriwwer gemaach. Mä dat kann een nach eng Kéier méi am Detail maachen.

Dat hei, déi Konte vun 2001 sinn déi éischt, déi eigentlech no där neier Prozedur duerchgezu sinn. Et ass natierlech e bësse bedauerlech, dass mer dat um Enn vun 2004, bal am Ufank vun 2005 maachen. Dat ass e bësse wäit ewech vun deene Konte vun 2001. Dat huet sech jo verbessert an deene Joren duerno, 2002 an 2003, déi mer och scho vrun der Kommissioun hunn.

Dat gesot, also nach eng Kéier, meng Fraktioun wäert sech bei dem Vote iwwert dëse Rapport enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech mengen dat meescht hätt de Rapporteur gesot, deem ech och fir seng Interventioun hei wëll Merci soen. En hat eng ondankbar Aufgab an enger Budgetsatmosphär, enger Krichs- oder Ausernanersetzungsatmosphär vun deem Budget, dee kënnt, deen d'Leit natierlech wesentlech méi interesséiert wéi e Kont vun engem Joer, wat elo schonn dräi Joer zréckläit.

Et muss een d'Cour des Comptes ëmmer erëm félicitéiere fir déi Aarbecht, déi se mécht. Si huet och dës Kéier erëm eng ganz Partie Kapitelen am Detail opgeschafft, wou ee vill wichteg Informatioune kritt. Esou gesäit een, datt 593 Refus de visa awer komm sinn am Kader vun där neier Prozedur, wou déi allermeescht da berengegt si ginn, mä wou trotzdeem eng Partie Passer-outre nach waren. Et ass zum Beispill och e Contrôle de la réalité gemaach ginn. Et ass op d'Plaz kucke gaange ginn, ob dann Acquisitiounen, déi bezuelt gi sinn, effektiv duerchgefouert si ginn, an et ass op Plaze festgestallt ginn, datt dat net ëmmer esou war, wéi et presentéiert ginn ass. Sief et, datt aner Saachen ugeschaf gi waren; sief et, datt och deelweis mat falsche Rechnunge geschafft ginn ass, wat eigentlech net dierft virkommen. Mir hunn d'Explikatiounen dofir geliwwert kritt.

Mir denken awer, datt deen Exercice heilsam ass fir déi Leit, déi all Dag doranner schaffen, déi et och sécher an deem legislative Kader, dee mer hunn, net ëmmer liicht hunn de Budget ze exécutéieren, an da probéieren alt vläicht op déi eng oder déi aner Manéier hir Problemer geléist ze kréien. Mä et muss een awer ëmmer erëm op de Respekt vun der Legalitéit pochen. Et ass festgestallt ginn, datt plazeweis keng Inventairen existéiert hunn. Dat schéngt eis och wichteg ze sinn, datt dat, do wou et bis elo nach net besteet, gemaach gëtt, fir datt een d'Iwwersiicht iwwert dat behält, wat de Stat géréiert.

Mir hunn e Kapitel dra vun de Crédits non limitatifs. Ech gräifen do ee Punkt eraus, well en interessant ass, well do ass net vill driwwer geschwat ginn. Do gëtt et esou e flotten Artikel, deen heescht „dépenses diverses jugées opportunes par le Gouvernement". Dat ass esou eng Virwëztut, wou d'Regierung e bësse sech e Spillraum gëtt fir verschidde Saachen ze regléieren, déi net am Budget virgesi waren.

Da gesi mer dann hei, datt 10.000 Euro virgesi waren an datt 3,2 Milliounen Euro ausgi sinn an eng vun den Haaptursaache sinn oder d'Haaptursaach ass, datt déi Gesellschaft Gedelux - jiddereen erënnert sech nach un dee berühmten Industrietipp -, datt d'Regierung do 50% bäigesteiert huet fir de Passiv do ewech ze kréien, dat sinn 3,1 Milliounen Euro gewiescht. Do gëtt natierlech im Nachhinein net vill driwwer geschwat. Ech fannen et och komesch, muss ech soen, datt et iwwert deen Artikel do regléiert ginn ass.

Mir hunn e Kapitel erëm dran iwwert d'Comptables extraordinaires. Ech mengen de Rapporteur huet dat gesot, do muss effektiv eppes geschéien. Mir kënnen net all Kéiers heihinner jéimere kommen, datt do esou grouss Retardë sinn.

Et ass och e Kapitel dran iwwert d'Montants non régularisés, dat regelméisseg do ass, wou et ëm Litigë geet besonnesch bei Gehälter, déi einfach nach net definitiv gekläert sinn a wou och schrecklech vill mat virugeschleeft gëtt iwwer laang Joren, wat engem eigentlech och ze denke gëtt, well ee géing mengen déi Litigë missten awer definitiv berengegt sinn an dat misst dann och endlech an de Konte berengegt ginn. Do schleefe mer 5,8 Milliarde Frang awer dës Kéier mat virun, déi net definitiv regulariséiert sinn.

Et feelt dës Kéier ausnahmsweis d'Kapitel iwwert d'Marchéen, besonnesch iwwert d'Marchés de gré à gré ex post, déi eis och heiansdo Kappwéi maachen. Mir sinn der Meenung, Här President, datt een der Cour des Comptes, besonnesch an där Zäit wou mer haut sinn, iwwert dat eraus wat hir duerch d'Gesetzer bis elo zousteet, an dat ass de Contrôle vun der Legalitéit, der Regularitéit an der Bonne gestion financière, iwwert déi ee sech natierlech stonnelaang kann ënnerhale wéi wäit d'Kontrollrecht vun der Cour des Comptes do geet, datt ee soll probéieren dat Kontrollrecht iwwer just déi Bonne gestion financière weider auszedehnen.

Däitschland beispillsweis huet a senger Gesetzgebung stoen, datt de Rechnungshaff ka kucken, ob e bestëmmtent Zil net och mat anere Moyenë wesentlech bëlleger hätt kënnen erreecht ginn. Do läit wierklech eng bedeitend Nuance dran. Hei gëtt méi oder wéineger dat respektéiert, wat décidéiert ginn ass. Et gëtt bal nëmmen d'Legalitéit an d'Regularitéit gekuckt. Do muss eiser Meenung no nach en Effort gemaach ginn.

D'Comexbu, ech wëll dat och ënnersträichen, déi eng ganz nëtzlech Aarbecht mécht, ass amgaangen och d'Kontabilitéitsgesetz, wou elo d'Erfahrunge virleien, ze réexaminéieren. Dat ass en Exercice, deen en cours ass, a wou ganz sécher och en etlech Konklusiounen erauskommen, déi et méiglech maachen, datt dat Gesetz och fir déi Leit, déi domat ëmginn, besser ze applizéieren ass an Zukunft.

Et huet sech zum Beispill bei engem vun deene berühmte Schantercher, wou mer elo déi lescht Zäit déck Kreditter hu missen nostëmmen, an der Diskussioun erausgestallt, datt an engem Fall de Kredit, deen d'Chamber accordéiert hat, an den Engagementer scho relativ wäit dépasséiert war. Op eng Fro hin ass gesot ginn, dat wär ganz schwéier fir déi Leit, déi do opereieren, fir dat kënnen ze kontrolléieren. Ech mengen, do weist sech eng Lacune, déi onbedéngt muss ausgewëscht ginn. Et ass och e Problem, wou ee sech freet: Wéini muss dann de Contrôleur financier d'Schell zéien? Wéini gesäit den Ordonnateur, dass et Zäit ass fir ze soen: „Et geet wahrscheinlech net duer mat deem autoriséierte Kredit; mir musse kucken, datt mer e Gesetz maachen"? Musse mer bei klengen Dépassementer iwwerhaapt e Gesetz maachen? Dat sinn alles Froen, déi am Raum stinn, déi mer deemnächst oder an deenen nächste Méint wäerten diskutéieren a wou mer och hoffentlech eng Léisung wäerte fannen.

Här President, ech sinn domadder mat menge Remarquë fäerdeg. Mir haten de Budget 2001 net gestëmmt. Mir wëssen alleguer, datt mer och näischt um Kont kënnen änneren, ob mer e stëmmen oder net. Mir wäerten eis bei der Ofstëmmung enthalen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Regierung huet elo d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, meng Kolleege soe mer ech hätt de Mëtte schonn esou vill geschwat, datt ech am Fong wollt mech deem ralliéieren, wat hei de Rapporteur zu dësem Projet gesot huet, deem ech dofir och Merci soen. Ech si frou, datt déi Konten hei gestëmmt ginn, woubäi ech just géing um Uschloss un dat, wat den honorabelen Här Fayot gesot huet, dee bedauert huet, datt ze oft hei géing an der Logik vu Majoritéit an Oppositioun geschwat ginn an net genuch an der Logik vun Exekutiv a Legislativ, géing ech just dann och d'LSAP-Kolleegen invitéiere fir och dëse Projet an der Perspektiv vun Exekutiv a Legislativ ze stëmmen, well hien huet jo selwer gesot, et wär e gudde Projet.

Merci.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dofir stëmme mer jo net dergéint.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mer sinn elo…

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President!

M. le Président.- D'Madame Flesch freet nach d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Jo, Här President, ech hat dem Minister eng prezis Fro am Zesummenhank mat dem Exercice 2001 gestallt. Ech wier frou, wann hie mer dorobber eng Äntwert kéint ginn.

M. le Président.- Här Minister.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech bieden d'Madame Flesch mech ze entschëllegen, datt ech déi Fro vergiess hat. Ech mengen, et war d'Fro vun dem Effet vun deene Kontrollmechanismen, ob een dee ka mesuréieren op d'Dépensen an d'Exekutioun vum Budget.

Mme Colette Flesch *(DP).*- D'Fro goung iwwert d'Effikassitéit vun der Direction du Contrôle financier, déi an deem Exercice jo fir d'éischt agesat ginn ass.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Voilà, et ass also déi Fro. Ech mengen, datt een dat net mat aller Prezisioun ka moossen.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Ouni Prezisioun.

(Hilarité)

Impression générale.

M. le Président.- D'Madame Flesch hätt gären eng Evaluatioun.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Et hänkt dovunner of, Här President, wien Der frot. Dat Gesetz ass jo e Resultat vun enger laanger an dësem Haus geféierter Debatt, no de Problemer, déi viru Joren am Gesondheetsministère bestanen hunn, an dunn ass e Kontrollmechanismus agefouert ginn duerch d'Gesetz iwwert d'Reform vun der Kontabilitéit vun 1999, datt déi, déi deemools fir dat Gesetz plädéiert hunn a wéi se et hu missen exekutéieren, ech schwätze vun alle Kolleegen aus der viregter Regierung, sech schrecklech beklot hunn iwwert déi Kontrollmechanismen, déi do agefëiert gi sinn.

Duerfir, wann Der mech frot, Här President, da soen ech, datt dee Kontrollmechanismus gutt ass, well en erlaabt d'Legalitéit vun den Dépensen ze kontrolléieren an duerfir mengen ech, datt eng ganz Rei Saachen - ech soen emol Saachen - net méi gemaach ginn, egal ob se virdrun aus Inadvertance virkomm sinn oder wëllentlech falsch gemaach gi sinn. An deem Sënn mengen ech, datt et eng Protektioun ass vun de Steiergelder.

Déi, déi all Dag domadder ze liewen hunn, verstinn ech och, datt déi sech oft driwwer bekloen, datt dat eppes relativ Komplizéiertes ass, datt dat zu villen zousätzlechen Ënnerschréften a Kontrollen an zu Diskussioune mat deem Contrôleur financier féiert.

(Interruption)

Och wat d'Zäit ugeet, wéi d'Madame Jacobs komplettéiert wat ech hei soen.

Nach eng Kéier, ech mengen, datt déi Mechanismen, gradesou wéi d'Commission des Finances et du Budget, déi ech net ka jugéieren, mä déi Dir kënnt jugéieren, ech mengen, datt all déi Mechanisme bei engem Budget vu 7 Milliarden, iwwert dee mer elo grad geschwat hunn, scho Sënn maachen; wat net heescht, datt een déi och le cas échéant kann no fënnef Joer oder no méi Joren nach eng Kéier iwwerkucken. Mä grondsätzlech war dat dee richtege Wee.

Et ass iwwregens dee Wee, deen och all déi aner Länner ginn, well et am Fong e Contrôle interne ass, dee mer fréier an där doter Form beim Stat net haten, wou mer nëmmen e Contrôle externe a posteriori haten, deen net am Ministère war. Woubäi ech awer och nach eng Kéier soen, wat d'Leit nach ëmmer net wëssen, datt, obschonns d'Direction du Contrôle financier mir hierarchesch ënnerstallt ass, deen eenzelne Contrôleur financier vum Tresors- a Budgetsminister keng Instruktiounen ze kréien huet. Dee kuckt also selwer a sengem Ermiessen, ob déi Dépense der Legalitéit entsprécht oder net, fir datt en ebe keng Influenz, politescher oder soss Natur, ka subisséieren. An ech mengen, wéi gesot, ënnert dem Stréch, datt dee Mechanismus sech bewährt huet.

Merci.

M. le Président.- Ech denken, dass dat eng detailléiert Äntwert ass, Madame Flesch, op Är Fro. Domat wär d'Debatt definitiv ofgeschloss a mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert d'Konte vum Joer 2001.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Wie fir de Projet ass stëmmt mat Jo, wien dergéint ass mat Neen oder en enthält sech.

De Projet de loi 4965 ass mat 41 Jo-Stëmme bei 19 Enthalungen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Felix Braz), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5344, eng europäesch Konventioun fir d'Bekämpfung vum Terrorismus. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Bettel, Bodry a Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner, Dir hutt d'Wuert.

3. 5344 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Veronsécherung vun der Zäit vum kale Krich ass entre-temps vergiess, läit wäit zréck. Den Terrorismus bedeit haut fir vill Leit d'Plo vum 21. Jorhonnert. Déi apokalyptesch Attacken op New York a Madrid hunn d'Öffentlechkeet an der ganzer Welt an Otem gehalen.

Den Terrorismusphenomeen u sech ass net nei. De Cliché vum traditionellen Terrorismus ass d'Saach vun identifizéierbare Gruppen, déi selektiv virginn, mat kloer politesch sozial oder wirtschaftlechen Ziler, wéi zum Beispill d'Organisatioun Abu Nidal am mëttleren Orient, wéi déi rout Arméifraktioun an Däitschland, wéi awer och aner ethno-nationalistesch Terrorbewegungen, wéi d'IRA oder d'ETA. Dat heescht, och scho virum September 2001 huet d'Antiterrorbekämpfung eng wichteg Roll an der Sécuritéitspolitik an Europa gespillt.

Nom Attentat op d'olympescht Duerf vun 1972 zu München, hu mir den internationale Charakter vum Terrorismus realiséiert. Dofir huet 1975 den Aarbechtsgrupp TREVI d'Grondlage vun enger europäescher Antiterrorgesetzgebung ausgeschafft an hir Aktivitéite sinn an der drëtter Sail vum Maastrechter Traité iwwerholl ginn.

An esou ass 1977 déi europäesch Convention pour la répression du terrorisme a Kraaft getrueden, déi Lëtzebuerg ouni Reserven 1981 ratifizéiert huet. Dës Konventioun gesäit d'Vereinfachung vun Ausliwerungsverfahren an d'Dépolitisatioun vun enger ganzer Rei vun Infractiounen vir, awer och dass d'Antiterrorgesetzgebung net duerf d'Gläichgewiicht zwëschent der Sécherheet op där enger Säit an de Mënscherechter op där anerer Säit a Gefor bréngen.

Nom 11. September huet dës Konventioun vu 1977 nei Impulser kritt. Firwat? Well den Terrorismus vun haut eng weltwäit a global Dimensioun huet, politesch a reliéis motivéiert ass an d'Terroriste mat katastrophal destruktiver Gewalt virun allem versichen d'Opmierksamkeet an den internationale Medien op sech ze zéien. Terrorakte vu klengen, schwéier erfaassbare Gruppen hunn eng richteg Sabotagewierkung op eis Infrastrukturen, op eis Ekonomie a ganz oft och op eis Liewenszefriddenheet. Dofir hunn d'europäesch Ministere beschloss grouss Ustrengungen ze maachen, fir dësem Phenomeen wierksam ze begéinen, an e multi-disciplinairen Aarbechtsgrupp beoptraagt, fir d'alleréischt déi international juristesch Instrumenter vum Europarot a puncto Terrorbekämpfung op hir Wierksamkeet ze iwwerpréifen an d'Konventioun vun 1977 géint den Terror à jour ze setzen. An esou ass de Projet de protocole ausgeschafft ginn, dee Lëtzebuerg den 11. Juli 2003 ënnerschriwwen huet, an iwwert dëse Gesetzesprojet, deen nach d'Madame Lydie Polfer signéiert huet, wëlle mer haut ofstëmmen.

Wat gesäit dee Protokoll vir? Fir d'alleréischt eng Lëscht, d'Lëscht vun den internationale Konventiounen, déi eng ganz Rei vu Gewalttate virgesinn, déi gëtt vun zwou op zéng erweidert. Mir fannen elo an där Lëscht och déi UNO-Konventioun iwwert d'Finanzéierung vum Terrorismus. Dat heescht an der Praxis, dass bei dësen Delikten eng Extraditioun oder eng Aide judiciaire net méi kënne verweigert ginn, dat wëllt soen, den Haaptschëllegen oder seng Komplizen, och wann et nëmmen eng Tentative war, gi verfollegt a bestrooft.

De Protokoll gesäit och eng Restrictioun vir, wat d'Reserve betrëfft. An dat war deen delikaatste Punkt bei de Verhandlungen, well mir wëssen all, dass e Stat net gär op seng Souveränitéit en matière de compétence pénale nationale verzicht. D'Länner behalen no dësem Protokoll awer hir Reserven. Just, si hu kee generelle Charakter méi a wann e Land net Wëlles huet enger Extraditiounsdemande nozegoen, muss se dës Décisioun motivéieren, a wann et sech ëm ganz staark Delikten handelt, musse se och déi Deliktgravitéit berücksichtegen.

Ausserdeem gesäit de Protokoll vir, dass zwee Comitéë sech sollen ëm déi gutt Exekutioun vun der Konventioun bekëmmeren. Dat ass fir d'éischt de Comité européen pour les problèmes criminels, dee schonn ëmmer existéiert huet, seng Kompetenz gëtt erweidert, an do derniewent gëtt de COSTER (Conférence des États contractants contre le terrorisme) gegrënnt.

Bis elo konnte just d'Membere vum Europarot d'Konventioun vun 1977 ënnerschreiwen, no dësem Protokoll ass dës Konventioun och opgemaach fir aner Länner. An der Zukunft soll och dës Konventioun kënnen duerch eng vereinfacht Prozedur geännert ginn, déi Änneronge brauchen net méi duerch e Protokoll gemaach ze ginn.

Nom 11. September war et dem Ministerrot kloer, datt Europa eng verstäerkt polizeilech a justiziell Zesummenaarbecht a Koordinatioun brauch. Et soll en Espace européen pénal geschafe gi mat Instrumenter wéi Eurojust, wéi Europol an och wéi de Mandat d'arrêt européen. Dat bedeit, wat de Mandant d'arrêt européen betrëfft, deen, wéi der wësst, de 17. Mäerz dëst Joer a Kraaft getrueden ass, dass am Kader vun de Relatiounen zwëschent Länner aus der EU d'Gesetz vum Mandant d'arrêt européen dës Konventioun vun 1977 ersetzt; ersetzt, selbstverständlech ënnert der Bedingung, dass dës Kader-Décisioun vum europäeschen Haftbefeel och transposéiert gouf.

Ech wëll awer nach kuerz op den Avis vum Statsrot zréckkommen. De Statsrot stellt sech d'Fro, ob d'Tatsaach, datt Lëtzebuerg déi eng oder déi aner Konventioun, déi am Artikel 1 vun der Konventioun vun 1977 opgelëscht sinn, net ënnerschriwwen huet, eng Incidenz hat op de Prinzip vun der double incrimination. Ech mengen net, well ech erënneren drun, dass de Prinzip vun der Extraditioun nëmmen da kann erfollegen, wann d'Faiten, fir déi eng Ausliwwerung gefrot gëtt, strofbar sinn, souwuel an deem Land dat d'Extraditioun freet wéi an deem Land dat d'Extraditioun soll exekutéieren. Dat wëllt soen, et stellt sech en plus iwwerhaapt kee Problem méi, säit d'Gesetz vum 12. August 2003 iwwert d'Repressioun vum Terrorismus a Kraaft getrueden ass, well mir wëssen all, dass den Terrorismus als solches als eng spezifesch Infractioun am Artikel 135-1 vum Code pénal virgesinn ass.

Da mengt de d'Statsrot och nach, dass ee misst kucken ob eis Gesetzer et erlaben, den internationalen Engagementer nozekommen, och wann eng ganz Rei vun internationale Konventiounen, déi erëm eng Kéier an der Konventioun vun 1977 opgelëscht sinn, net ratifizéiert gi sinn. D'Äntwert op dës Fro läit erëm eng Kéier an der Applikatioun vum Gesetz vum 12. August 2003, deen den Artikel 7-4 vum Code d'instruction criminelle ofgeännert huet. Well no dësem Artikel ka jiddfereen, dee sech am Ausland en terroristeschen Akt zu Schold komme gelooss huet, hei zu Lëtzebuerg veruerteelt ginn, selbstverständlech wann eng Extraditiounsdemande virläit. Dat ass nom klassesche Prinzip aut dedere aut judicare, entweder et geet een eraus oder et muss ee Justiz vollzéien.

Zum Schluss wëll ech awer soen, datt et net duer geet bei dësem Protokoll, dass een nëmmen iwwer polizeilech a sécherheetstechnesch Kollaboratioun schwätzt, mä doriwwer eraus brauche mir eng gemeinsam Ustrengung vun alle Staten, alle Gesellschaften, a Reliounen, wa mir wëlle géint den Terrorismus goen. Mir mussen d'Ursaache vun der Gewalt erkennen an an d'Préventioun vum Terror mat Vernunft an Entschlossenheet investéieren, well mir wëssen all, d'Philosophie vum Conseil de l'Europe ass déi: Fir der Logik vum Terrorisme op laang Dauer ze begéinen, brauche mer eng gefestegt Kultur vun de Mënscherechter.

Op all dësen Ursaachen hin, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wollt ech Iech froen, ob mer dëse Projet de protocole kënne stëmmen, mat der Bemierkung, dass ech den Accord vu menger Fraktioun hunn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Als éischte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Maacht den Handy aus!

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt hei der honorabeler Madame Doerner Merci soe fir dee komplette Rapport, dee se hei gemaach huet; de ganzen Historique vun der Kollaboratioun fir den Terrorismus ze bekämpfen an den Detail vun deem Protokoll, dee mer haut solle stëmmen. Wéi d'Madame Doerner hei gesot huet, ass et ganz wichteg, dass - egal wou en terroristeschen Akt virbereet gëtt, exécutéiert gëtt, Leit zesummekomme fir e virzebereeden - en do ze bekämpfen ass.

Et hätt kee geduecht, dass a Spuenien op eng Kéier en Attentat net vun der ETA, esou wéi et jo am Ufank gesot ginn ass vun der Regierung, mä au contraire vun enger islamescher Grupp kéint organiséiert ginn a mat deenen Al-Qaidas-Linken, déi dohanner fonnt gi sinn. Hei zu Lëtzebuerg ware mer jo awer och ganz paff, wéi mer op där däitscher Televisioun gehéiert hunn, dass en Attentat hei zu Lëtzebuerg op jidde Fall an der Preparatioun war. Vill Leit hunn ëmmer geduecht, zu Lëtzebuerg kéint ni esou eppes geschéien.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Mir waren och paff, wéi de Bommeleeër komm ass.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, Här Jaerling, Är Bemierkung ass Är Bemierkung. Mä tëschen engem Attentat wéi an Amerika oder a Spuenien an dem Bommeleeër géif ech awer eng Nuance maachen. Et gëtt och Terroristen an Terroristen. Fir verschidde Leit kéint een…

(Interruptions)

Une voix.- Mir wëssen nach ëmmer net, wien et war.

M. le Président.- Här Bettel, loosst Iech net duerchernee bréngen.

(Hilarité)

An déi aner lauschteren no!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Vun enger Attack vum ADR oder wéi?

(Interruptions)

Neen. Also…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Den Här Bettel huet d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi gesot ass et fir eis, fir d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei selbstverständlech ganz wichteg. Wéi d'Madame Doerner et schonn hei gesot huet, hat d'Madame Polfer jo de Projet de loi do erabruecht mam Här Frieden. Fir eis ass et selbstverständlech och ganz wichteg, dass dat gemaach gëtt.

Firwat? Éischtens soll net d'Excuse vun enger politescher Ursaach eng Ursaach sinn, fir datt d'Demande net poursuivéiert ka ginn a fir eng Extraditioun kënnen ze refuséieren. Ech wëll net soen, dass et total eraus ass, mä hei hu mer op jidde Fall eng Dépolitisatioun vu verschiddenen Infractiounen erabruecht. Et sinn aner Kontrollorganer do. Et sinn nei Infrastrukturen och elo do erakomm fir dat Ganzt ze maachen. Mä selbstverständlech ass et ëmmer ganz schwéier den Equiliber ze fannen, esou wéi de Rapporteur et och scho gesot huet, tëschent der Préservatioun vun den Droits de l'Homme, vun de Garantië vun de Mënscherechter, an op där anerer Säit dem Combat vum Terrorismus.

Op jidde Fall ass dat heiten eng weider Etapp fir den Terrorismus ze bekämpfen. Ech mengen, et soll een net…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

Jo, Här President, all Mënsch schwätzt heibannen.

M. le Président.- Jo, mä dofir hunn ech versicht Uerdnung heibannen ze kréien.

M. Henri Grethen *(DP).*- Well ech den Här Bettel mat am beschte kennen heibannen, weess ech, dass hie sech doduerch net duerchernee bréngt léisst. Well hien ass ee vun deenen, déi och hëllefen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech probéieren dann elo zur Konklusioun ze kommen.

(Hilarité)

Ech hunn de Message verstanen, obwuel ech awer nach ganz vill Zäit hunn.

Mä wéi gesot, d'Rapportrice huet schonn dat meescht gesot. Mä wéi gesot, an ech widderhuelen, och wann dat elo fir verschidde Leit eng Redite ass: Do wou een Terrorismus ka bekämpfen, muss een e bekämpfen. Mat deem heite Projet de loi gi mer méi wäit fir den Terrorismus ze bekämpfen, an egal wou et ass, den Terrorismus kann iwwerall zouschloen, egal wéini. Dofir ass et och wichteg, méi adequat Moyenen ze hunn, fir géint den Terrorismus ze kämpfen, an dofir wäert selbstverständlech och eis Fraktioun dëse Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Als nächste Riedner ass agedroen den honorabelen Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert; an déi aner, déi lauschteren no.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen heite Projet kann…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif Iech ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden!

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …déi richteg Manéier ugoen. Ech mengen, dass et awer en eeschte Sujet wier an och e seriöen Text wier, an ech mengen och, och eng Chamber sollt sech e puer Froe stelle bei esou Texter, och wann et international Konventioune sinn oder Protokollen zu internationale Konventiounen, déi mer hei guttheeschen, déi tësche Länner verhandelt gi sinn a wou eng Lëtzebuerger Regierung sech schonn engagéiert huet, mä wou d'Chamber mengen ech hir Ratifikatiounsfonctioun sollt seriö maachen.

Ech mengen, kee stellt a Fro hei, dass den Terrorismus muss bekämpft ginn an och praktesch nëmme kann international bekämpft ginn an dass een dofir natierlech och sech muss juristesch Instrumenter ginn, fir dat kënnen ze maachen.

Dofir ass et mengen ech wichteg, dass de Conseil de l'Europe - an duerno och d'Europäesch Unioun - iwwer Traitéë probéiert huet, Deelaspekter vun där Terrorismusbekämpfung tëschent de Länner ze regelen, fir och ze verhënneren dass Nischen entstinn op internationalem Plang, wou Terroriste sech kënnte verstoppen an net méi eigentlech gräifbar wiere fir d'Justiz. Et ass also wichteg, dass esou Instrumenter bestinn. Nach muss ee kucken, wat dat genau heescht a wat dat dote ka vu Konsequenze mat sech zéien.

Ech mengen, mir hunn haut eng aner Vue vläicht iwwert den Terrorismus wéi nach virun zéng, fofzéng Joer, wou, notamment wat déi politesch Konfrontatioun ugeet, sech d'Fro gestallt ginn ass, ob et net awer bei esou Akte vill Grenzfäll gëtt, déi méi an de politesche Beräich erakommen an déi eigentlech keng kriminell Hannergrënn hunn. Dat ass haut zu engem groussen Deel net méi de Fall. Haut kann ee soen, dass den internationalen Terrorismus an d'inter-

national organiséiert Kriminalitéit matenee verkoppelt sinn. Déi zwee Elementer sinn eigentlech net méi vuneneen ze trennen. Internationalen Terrorismus an international organiséiert Bande schaffen zesummen, sinn oft déiselwecht. Duerfir mengen ech ass et och haut sécherlech net méi esou entscheedend fir do eng Differenz ze maachen.

Nach ass et jo awer net aus Liichtfankegkeet eraus, firwat an deene meeschten demokratesche Länner, wann et ëm d'Extraditioun geet, ganz kloer eng Differenz gemaach gëtt tësche reng kriminellen Akten an Akten, déi e politeschen Hannergrond, eng politesch Motivatioun hunn. An eis Lëtzebuerger Nationalitéit mécht dat jo och. An eisem Gesetz vum 20. Juli 2001, dat war zwar virun den Attentater zu New York, mä ëmmerhin, an deem Gesetz steet dran am Artikel 4, dass d'Ausliwwerung net wäert stattfannen, wann déi Infractioun, fir déi se gefrot ass, eng politesch Infractioun ass oder eng connexe Infractioun zu enger politescher ass, respektiv eng Infractioun ass, déi op politesche Motiver opgebaut ass. Dat ass nach ëmmer geltend Recht hei zu Lëtzebuerg - nationaalt Recht.

International ass d'Bewegung ganz schnell gaangen an deene leschte Joren ënnert deem Schock an deem Androck vum 11. September a wou dann eng Reaktioun komm ass, och besonnesch op europäeschem Plang, déi dozou gefouert huet, dass mer - sécherlech eng gutt Saach - och den europäeschen Haftbefehl kennen an och hei zu Lëtzebuerg jo iwwer Gesetz guttgeheescht hunn.

Mir brauchen esou Instrumenter fir wierksam kënne virzegoen. Nach muss ee sech d'Fro stellen, ob een all Garde-fouen ewechrappt a just nach op d'Collaboration policière an d'Kollaboratioun tëschent de Justicë setzt, oder ob net nach gewësse Kontrollmechanisme musse bestoe bleiwen, fir gewësse Mëssbräich an Iwwerwéchs och ze verhënneren, déi kënne bestoen, wann ee reng nëmmen op onageschränkten Austausch vun Informatiounen an Zesummenaarbecht tëschent de Polizeiinstanzen iwwert d'Grenzen eraus setzt.

Et ass wichteg, mir mussen eng wierksam, méi eng wierksam Kollaboratioun tëschent de Policen, tëschent de Justicen an den europäesche Länner kréien. Nach wéi gesot ass et wichteg, dass ee gläichzäiteg ëmmer erëm betount, dass de Respekt vun de Fräiheeten, vun de Mënscherechter muss och an deem Ganzen e wichtegt Element vu Betruechtung bleiwen. Déi zwou Saache mengen ech, d'Wierksamkeet vun der Polizeiaarbecht, d'Wierksamkeet vun der Aarbecht vun der Justiz, mä do niewendrun awer och Kontrollmechanisme fir ze garantéieren, dass och fundamental Mënscherechter garantéiert bleiwen, dass fundamental Fräiheete vum Eenzelnen net ënnert d'Rieder kommen hannert där Noutwendegkeet fir repressiv kënnen an deem Beräich vun der Bekämpfung vun der internationaler Kriminalitéit virzegoen.

Eng Fro, déi ee sech awer muss stellen, ass, wa mir iwwert de Kader vun elo der Europäescher Unioun erausginn, wou mir eis jo eens sinn, dass dat Memberstate sinn, wou déi demokratesch Prinzipie respektéiert ginn a wou Rechtsstaatlechkeet nach sécherlech en héije Stellewäert huet. Hei si mer elo am Beräich vum Conseil de l'Europe. De Conseil de l'Europe, do ass de Fächer vun de Memberstate scho liicht méi breet, wann ee Länner kuckt wéi Albanien, Aserbaidschan, Russland. Kënnt ee sech do net virstellen, datt do emol Grenzfäll opdauchen, wou ee seet, dat do ass en Akt vun Terrorismus, mä den Haaptgrond war e politesche vläicht?

Déi Iwwerleeungen, déi an den 80er an an den 90er Joren nach gefouert gi sinn an deem doten Zesummenhank vun Extraditiounen, hunn déi haut guer keng Bedeitung? Ech menge scho mat aller Noutwendegkeet, fir eng kloer Sprooch ze schwätzen, wann et ëm d'Verdeedegung vun de Fräiheete geet, déi den Terrorismus jo futti mécht, datt een niewendrun nach ëmmer am Hannerkapp muss behalen, dass ee bei aller Begeeschterung fir elo international do unzepaken an zesummenzeschaffen, dass et awer och am breeden Europa nach ëmmer Grenzfäll ka ginn, wou vläicht dat Politescht awer méi staark ass wéi dat Kriminellt. An dat muss ee jo wëssen, dass mat där heiter Konventioun déi dote Bedenken eigentlech awer ewech sinn, well elo festgeluecht gëtt, dass wann esou Infractioune spezifizéiert waren an aneren internationalen Traitéen, dass dann automatesch déi Infractiounen dann och hei betruecht ginn als terroristesch Infractiounen an da kann eigentlech dat Land, wat dat heite guttgeheescht huet, d'Extraditioun net méi refuséieren opgrond vun nationale Bestëmmungen. Dat muss een also wëssen, wann een iwwert dat heiten diskutéiert.

Wéi gesot, um europäesche Plang gëtt et scho Grenzfäll, mä wann dat heiten elo eng weltwäit Konventioun wier, géife sech sécherlech nach munch aner Grenzfäll stellen, well mir hunn nach vill Diktaturen a bluddeg Diktaturen op der Welt an do kënne sech also och ganz kloer Froe stelle vun der Begrenzung, déi besteet tëschent engem terroristeschen Akt an engem Fräiheetskampf, dee mat militäresche Mëttele gefouert gëtt. Alles dat sinn also Distinctiounen, déi net komplett ewech sinn, och nom 11. September. Ech mengen och dat sollt ee bei där Diskussioun hei net ausser Acht loossen.

Et bleift, mengen ech, dass dat heiten e wesentleche weidere Schratt ass an der internationaler Bekämpfung vun der Kriminalitéit an och a senger Form vum Terrorismus. Dass Lëtzebuerg do scho laang keng Insel méi ass, ass entretemps och hei duerchgesickert. Et ass also net nëmmen e Pro-forma-Akt, dee mer hei maachen. Mä wa mer deen heiten Text stëmmen, wéi mer och aner Texter vun internationalem Recht guttgeheescht hunn, wat d'Bekämpfung vun der Kriminalitéit ugeet, da maache mer dat och duerfir, well mer e Member vum internationale Statebond sinn, mä awer och well mer gläichzäiteg kënnte Victime gi vun esou Akten. Dofir ass et wichteg esou Akzenter ze setzen.

Et ass awer och wichteg, dass mer op europäeschem Plang weiderkommen an eiser Politik, an do ass d'Europäesch Unioun e ganz wichtegt Element. Et si jo och Versich do vun der Lëtzebuerger Regierung an engem klenge Grupp fir eigentlech ganz Europa e bësse matzezéien an där internationaler Zesummenaarbecht. Et gëtt Sënn en europäesche Casier ze hunn. Et gëtt Sënn, mengen ech, och dofir ze suergen, wat d'Ausféierung vu Justizdécisiounen ugeet, dass do eigentlech keng Barrièren an der Europäescher Unioun däerfte weider bestoen.

Déi Diskussioune sinn net einfach. Déi gräifen an an déi prinzipiell Froe vun de Souveränitéitsrechter vun deenen eenzelne Länner. Mä ech mengen et féiert an där Situatioun, wou mer sinn, näischt derlaanscht, fir do d'Grenze méi opzemaachen an d'international Kollaboratioun sichen ze goen, well mer soss keng zerguttste Léisung fanne fir dee ganze Problem.

Wéi gesot, mat deenen e bësse méi nodenklechen, och e bësse kritesche Remarquen, wëll ech awer den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text abréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Braz agedroen.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat hei ass ee vu villen Texter, déi mam 11. September a Verbindung sinn oder zumindest mam 11. September a Verbindung bruecht ginn.

Dat ass hei keng nei Konventioun iwwert déi mer diskutéieren, et ass eigentlech nëmmen e Protocole additionnel zu enger bestehender Konventioun vum Conseil de l'Europe iwwert d'Repressioun vum Terrorissem aus dem Joer 1977. E Protokoll, deen am Wesentlechen, wann och net eleng, als Zil huet, d'Lëscht vun de Konventiounen ze verlängeren, am Kader vun deenen d'États signataires net méi oder nëmme méi ënner méi schwierege Konditiounen Extraditiounen aus politesche Grënn kënne refuséieren.

Et geet also ëm déi Clause politique, déi zënter dem 19. Jorhonnert a ganz villen, fir net ze soe praktesch allen internationale Konventiounen iwwert d'Entraide judiciaire drasteet an hirer Bedeitung zréckzedrängen. D'Lëscht vun de Konventiounen, fir déi keng Clause politique méi gëllt, ass also verlängert ginn.

Mir Gréng hunn trotzdeem gezéckt, ob mer d'Gesetz sollte stëmmen oder eis sollten enthalen, well dëst Gesetz, wat de Protokoll soll ëmsetzen, net déi Portée huet, déi och vun eenzelne vu menge Virriedner menger Meenung no an de Raum gestallt ginn ass.

Éischtens ënnerstëtze mir Gréng awer grondsätzlech all déi Bestriewungen, déi drop erauslafen d'Justiz am Beräich vun den Eenzeldécisiounen aus dem Aflossberäich vun der Politik erauszehalen. D'Gewaltentrennung an d'Fräiheet vun den Instances judiciaires sinn héich Wäerter an enger Demokratie an déi soll een och am internationale Beräich stäerken. Dat besonnesch wa se am Kader vum Respekt vun de Mënscherechter kënne stattfannen.

Et soll een awer dëse Protokoll trotzdeem net iwwerbewäerten, well mat dësem Protokoll wäerten och weiderhi State kënnen eng Clause politique invoquéieren. Si ass also net vum Dësch. Si ass just, wa se invoquéiert gëtt, an enger anerer Prozedur ze invoquéieren. Si muss mat aneren Argumenter invoquéiert ginn. Et gëtt och e Comité agesat, de COSTER, deen e Suivi wäert maache vun deenen Invocatioune vu Clause politique, deen och herno préift, inwieweit dass dee seriö ze huele war. Mä et ännert näischt drun, dass et vläicht elo méi schwiereg ginn ass, mä trotzdeem wäerte Länner weiderhi kënnen eng Clause politique bei Extraditioune wouerhuelen, notamment déi Länner oder haaptsächlech déi Länner, déi net aus der Europäescher Unioun sinn.

En zweet Argument, firwat dass een dëse Protokoll net sollt iwwerbewäerten, dat ass dass dëse Protokoll an de Relatiounen tëschent den EU-State praktesch ouni Géigestand ass. Mir hunn duerch aner Gesetzgebungen, notamment duerch de Mandat d'arrêt européen eng Gesetzgebung tëschent den EU-Staten, déi wäit iwwert dat erausgeet wat alles am Protocole additionnel drasteet, esou dass mer tëschent den EU-Staten hei e Protokoll stëmmen, dee wéi gesot praktesch ouni juristesche Géigestand ass.

D'Konventioun vu Stroossburg aus dem Joer 1977 war deemools schonn eng Äntwert op terroristesch Evénementer an och zënter den Evénementer vum 11. September 2001 ass leider déi heefegst Äntwert op déi opgeworfe Froen eng repressiv, fir net ze soen eng reng repressiv. Am grousse Stil war dat e juristesch net legitiméierten a preventiven Invasiounskrich am Irak. Am méi klenge Stil sinn dat Gesetzer, wéi dat aus dem Joer 2003, iwwert d'Repressioun vum Terrorismus a sengem Finanzement, oder och dat aus dem Joer 2004 iwwert de Mandat d'arrêt européen, wou déi Gréng deemools dergéint gestëmmt hu mat enger ganzer Partie vu richtegen Argumenter.

Vermëssen doe mir Gréng politesch Effortë fir den Terrorismus och doduerch ze évitéieren, dass ee seng Ursaache wéinstens esou vill bekämpft wéi seng Auswierkungen a seng Auteuren. Den Terrorismus ass keng Naturgewalt, deen iwwert eis erabrécht. Den Terrorismus ass ursächlech net nëmmen d'Resultat vu rücksichtlosem Handele vu Verschiddenen, mä Terrorismus ass och d'Konsequenz vu joren- a jorzéngtelaange politeschen an ekonomeschen Entwécklungen an och Feelentwécklungen, wou da fir d'Mënscherechter ganz oft keng Plaz méi bleift. Dat gesot a mat deene Remarquë wäerte mer dëse Projet awer stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech géing just gären der Rapportrice, der Madame Doerner, Merci soe fir déi Explikatiounen, och vu Regierungssäit. Ech begréissen déi breet Zoustëmmung, déi ech aus deenen Interventiounen héieren hunn zu der Approbatioun vun dësem Protokoll. Ech wëll och ausdrécklech begréissen déi Reflexiounen, déi den honorablen Här Bodry gemaach huet iwwert déi Weeër, déi mer an Europa musse beschreiden, fir eng besser Kooperatioun am Beräich vun der Justiz an de Polizeiautoritéiten och an der Bekämpfung vum Terrorismus a vun der Kriminalitéit ze kréien, wëssend och déi Schwieregkeeten an och déi Grenzen, déi ee sech selwer muss setzen, well et geet ëm villes, ëm Fräiheeten, d'Demokratie an d'Mënscherechter, an dofir kann ech déi Aussoen, déi do gemaach si ginn, nëmme voll a ganz ënnerstëtzen an dofir wäert och d'Lëtzebuerger Présidence an deem Sënn weiderfueren, esou wéi déi hollännesch dat ugefaangen huet.

Muer ass de Justizministerconseil, wou och erëm eng Kéier grad iwwert deen dote Volet zu Bréissel geschwat gëtt, an dofir ginn ech also mat der Ënnerstëtzung vum Parlament an déi Sitzung op Bréissel.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass domat ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Den Text steet am Document parlementaire 5344[2].

Vote sur l'ensemble du projet deloi et dispense du second vote constitutionnel

Wie fir de Projet ass stëmmt mat Jo, wien dergéint ass mat Neen oder en enthält sech.

De Projet de loi 5344 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nelly Stein), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur (par M. Emile Calmes), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Jean Huss), François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Felix Braz, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.55 heures)

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*
zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

Ordre du jour

1. Communication

2. 5260 - Projet de loi modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales

5173 - Proposition de loi portant modification de l'article 22 du Code des assurances sociales

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

3. 5373 - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

4. 5342 - Projet de loi sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport

5385 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs

(Rapports de la Commission des Transports - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

5. Demandes en naturalisation

6. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

1. Communication

Ech hunn un d'Chamber folgend Kommunikatioun ze maachen:

Monsieur le Député Gast Gibéryen a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 1er décembre 2004, la

- Proposition de révision de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution - N° 5410.

Mir kommen dann elo zu eisem éischte Punkt vum Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5260 iwwert den Artikel 22 vum Code des assurances sociales. Gläichzäiteg gëtt d'Proposition de loi 5173 iwwert datselwecht Thema behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

Fir d'alleréischt huet elo d'Rapportrice d'Wuert, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

2. 5260 - Projet de loi modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales

5173 - Proposition de loi portant modification de l'article 22 du Code des assurances sociales

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, zënter elo geschwë méi wéi 200 Joer ass d'Homeopathie als alternativ Heelmedezin ganz ëmstridden an och geneesou kontroverséiert gëtt se diskutéiert, och haut nach.

Fir déi eng ass et eng däitlech Alternativ zur Schoulmedezin, wou de Mënsch als Ganzt gesi gëtt a wou de Kierper soll gehollef kréie sech selwer ze hëllefen a mat de Krankheeten eens ze ginn. Fir déi aner, an et ass am Fong just de Contraire, ass et eppes Irrationales ouni iergendwellech wëssenschaftlech Grondlag, wou hir héchstens e Placeboeffekt als positiv Wierkung zougeschriwwe gëtt. Et gëtt ganz vill Verständnislosegkeet téschent de Vertrieder vun dësen zwou extreme Positiounen, ob dat elo am Milieu médical ass oder ob et och einfach an eiser Gesellschaft ass, wou dee Problem haart a gär diskutéiert gëtt.

Zwou Tatsaache gëtt et awer. Déi éischt Tatsaach ass déi, datt eng grouss Begréffsverwirrung ass ronderëm d'Wuert Homeopathie. Mëttlerweil gëtt et gebraucht fir de ganzen Themeberäich ronderëm d'Alternativmedezin, d'Médecine douce, onkonventionell Medezin, Ganzheitstherapie, Planzemedezin oder Medezin op Basis vun Naturprodukter, an dat natierlech am krasse Géigesaz zur Schoulmedezin. Dat obwuel d'Homeopathie eigentlech hiren eegene System huet, dat ass jo - a keng Angscht, ech ginn net drop an - déi héichgradeg Verdënnung vun Ursubstanzen, obwuel d'Homeopathie mat deem dote System net nëmme ganz oft am krasse Géigesaz zur Schoulmedezin ass, mä och bal geneesou oft am Géigesaz zu de Prinzipie vun der eigentlecher Alternativmedezin ass, dat heescht och zu hinnen am Widdersproch steet. Dofir wier emol eng vun deene ganz wichtege Saachen, fir manner Confusioun bei der Begréfflechkeet ze kréien.

Eng zweet Tatsaach ass: D'Homeopathie, an ech beloossen et dann elo emol beim allgemenge Begréff, kritt ëmmer méi Zoulaf. Ech wëll lech just e puer Chifferen nennen. Allgemeng gëtt geschat, internationalen Erhiewungen no, datt, jee nodeem ob ee méi am däitschsproochegen oder am franséischsproochege Raum ass, tëschent 25 a 50% vun alle Leit aus de Populatioune vun den europäesche Länner heiansdo oder och scho méi oft op homeopathesch Mëttelen zréckgräifen.

A Frankräich - fir nëmme Frankräich an Däitschland ze huelen, eis zwee Nopeschlänner - ass et esou, datt ufanks vun den 80er Joren ongeféier 15 bis 16% vun de Leit Aussoe gemaach hunn, datt se heiansdo, awer wéinstens e puer Mol am Joer géingen op homeopathesch Mëttelen zréckgräifen. 20 Joer dono sinn et der elo scho 40%. Dat heescht 40% vun de Leit, déi gefrot ginn a Frankräich, an et si representativ Ëmfroen, déi soe se kéime regelméisseg a Verbindung mat homeopathesche Medikamenter a géinge se och selwer kafe goen. Dat ass net näischt, géing ech soen. Et muss een och wëssen, datt iwwer 1.000 eenzel homeopathesch Mëttele bei eisem Nopeschland am Verkaf sinn an datt se mëttlerweil iwwer 10% vun der Gesamtvente ausmaachen.

Bei esou Ëmfroen, déi awer elo e manner wëssenschaftleche Charakter hunn, ech hunn dat nach rezent nogelies, wou franséisch Radiosenderen Ëmfroe gemaach hu bei hiren Nolauschterer, sinn et bis zu 70% vun de Fransousen déi soen, si géingen zwar net ëmmer gäre Mëttele kafen, mä insgesamt géinge se der Saach awer éischter positiv géigeniwwer stoen.

An eisem däitschen Nopeschland geet dat souguer bis op 90% erop, déi soen dat wär awer iergendeppes, wat, wa se dovunner héieren, esou eppes wéi Sympathiegefiller an hinne géing erbäiruffen. 90%, dat ass onheemlech vill. Wat elo e Fait ass, dat ass datt 1975 an Däitschland all sechsten Dokter gesot huet, datt e regelméisseg homeopathesch Medikamenter géing verschreiwen. Haut sinn et 75% vun den däitschen Dokteren, déi soe si géinge regelméisseg homeopathesch Medikamenter hire Patiente verschreiwen an hätte grosso modo ënnert dem Stréch gutt Erfahrungen domadder gemaach. 75%! Dat ass onheemlech vill.

Mir schéngen an deem doten Themekomplex méi esou zum franséischsproochege Raum ze gehéieren, well bei eis gëtt geschat - dat ass awer eng Etüd, déi elo schonn e puer Joer zréckläit, dat kann also an der Tëschenzäit no uewe sech nach geännert hunn -, datt mindestens 25% vun alle Lëtzebuerger regelméisseg homeopathesch Mëttelen an d'Apdikte kafe ginn. Dat heescht, Fazit: Et ass eng medezinesch an och eng gesellschaftlech Realitéit, egal wéi een elo domadder ëmgeet.

Wann also alternativ medezinesch Methoden, déi, wéi et an dësem Fall ass, net op wëssenschaftlechen Erkenntnisser berouen, trotzdeem esou eng héich Nofro mat sech zéien, dann ass einfach en noweisleche Besoin do bei de Leit an dee kann een net ignoréieren, ob een dat wëllt oder net. Do gëtt et eng ganz Rëtsch vun Ursaachen. Ech wëll elo net eng grouss Ursaachefuerschung maachen, mä et sinn der e puer déi op der Hand leien an déi mer an den Diskussiounen, déi mer all Dag féieren, och hei am Haus selwer matkréien.

Dat ass, datt während déi klassesch Medezin ëmmer méi performant, ëmmer méi héich techniséiert gëtt, ëmmer méi informatiséiert gëtt, se awer vun ëmmer méi Leit als bedrohlech, als anonym oder onmënschlech emfonnt gëtt, wat eigentlech eent am krasse Widdersproch zu deem anere läit, well wann eng Medezin sech esou évoluéiert wéi bei eis am Land, da geet natierlech och de Käschtepunkt an déi Richtung an d'Akzeptanz geet awer erof. Et misst eigentlech genee ëmgedréint sinn.

Dann d'Ännerung vun der Bezéiung tëschent dem Dokter an de Patienten. Dat ass net méi datselwecht wéi nach virun e puer Jorzéngten. Dee sou genanntenen „Gott in Weiß" gehéiert definitiv der Vergaangenheet un. Et ass elo eng aner, vill méi opgeklärte Relatioun tëschent dem Dokter an dem Patient.

Et ass och eng ganz aner Erwaardungshaltung bei de Patienten do. Mir liewen an enger schneller Welt, also hätte mer och gären eng schnell Äntwert op komplex Froen a mir hätte virun allem gären eng schnell Heelung, och wann dat an der Praxis net ëmmer esou einfach ass. De Patient entwéckelt e ganz anert Bewosstsinn an e wëllt och eng ganz aner Vertrauensbasis opbauen, wat haut an dem Verständnis vun der Medezin net ëmmer esou evident ass, well och d'Zäit heiansdo knapps bemooss ass a well dann dat Vertrauensverhältnis guer net kann opgebaut ginn.

Dann ass och esou eng diffus Angscht viru schiedleche Substanzen, viru Chemie allgemeng do. Esou wéi mer feststellen, datt den Ëmgank mat der Ëmweltproblematik eng aner ginn ass an deene leschte Jorzéngten, esou ass och den Ëmgank mat Medikamenter en anere ginn. Dat heescht et ass méi eng kritesch Approche dozou do. A virun allem hätt de Patient gären, datt dat respektéiert gëtt, wat eng iewescht Prémisse ass, dat ass einfach de libre choix zu där Medezin, déi hie gären hätt, an zu deene Produiten, déi e gären hätt, an och zu där Therapie, déi e gären hätt. Dobäi kënnt, datt d'Homeopathie an déi ganz Diskussioun ronderëm d'Homeopathie net gefouert gëtt wéi ronderëm eng Method, mä si gëtt gefouert wéi eng Ideologie, eng Weltanschauung, wéi eis Nopere soen.

Elo kéint een natierlech mengen, alles wat a Richtung Ideologie, Weltanschauung geet, dat wär eng Glawensgeschicht an da kéint ee jo och soen, eppes ze gleewen ass Privatsaach an da solle mer eis gefällegst do eraushalen. Dat wier jo de Fall, wann et net awer an de Gesamtberäich vun der Santé publique géing eragoen. Dora befanne mer eis. A wann ee vu Santé publique schwätzt, da schwätzt een automatesch och vu Protektioun, et schwätzt ee vu Garantië fir de Patient, et schwätzt ee vu Kontrollmechanismen, déi asetze fir de Patient ze protégéieren, et schwätzt ee vun Aufgaben, déi de Stat huet fir deen Encadrement ze maache legislativ an och medezinesch. Also geet et drëm, an dat ass eigentlech de sprangende Punkt, fir en Equiliber ze fannen tëschent der Schoulmedezin an dem Gesamtkomplex Parallellmedezin.

Wéi kann dat sinn? Majo ganz einfach andeem een déi Besoinen erkennt vun de Leit - si sinn do, d'Chiffere weisen et, d'Leit soen et - a se och genee definéiert, andeem een d'Responsabilitéiten definéiert an andeem een niewent allen Diskussioune ronderëm alternativ oder komplementar Heelungsmethoden d'Erkenntnisser vun der Wëssenschaft, déi jo e kollektive Besëtz sinn, deen haart erkämpft huet misse ginn an der Vergaangenheet - mir dierfe jo net vergiesse wéi oft d'Thesen op d'Kopp gehäit gi sinn, déi d'Medezin zu deem gemaach hunn, wat se haut ass -, dass ebe grad déi Erkenntnisser vun der Wëssenschaft zum Wuel vun der Allgemengheet weider agesat kënne ginn an net op d'Spill gesat ginn an trotzdeem et zouloossen, datt d'Instrumenter vun eben där klassescher op der Wëssenschaft berouender Medezin kritesch kënnen hannerfrot ginn, virun allem wann et ëm d'Erkenntnisser geet, déi um Terrain sollen ëmgesat ginn.

An da komme mer bei dee berühmt berüchtegten «utile et nécessaire». Wat ass «utile et nécessaire»? Fir mech kléngt dat ëmmer wéi schéin a gerecht, et kléngt gutt, mä et ass awer schwéier ze beschreiwen an et ass och schwéier nozevollzéien.

An engem ganz rezenten Artikel, wou de President vun der UCM Positioun bezunn huet, do huet den Här Kieffer gesot: „In Luxemburg wissen weder die Versicherten noch die Ärzte was utile und nécessaire ist. Was wir bräuchten wären Leitlinien für die verschiedenen Krankheitsbilder damit wir objektiv beurteilen können was nützlich und was notwendig ist. Genau das fehlt."

Bal genau dës Diskussioun gouf jo och gefouert am Débat d'orientation am Januar 2004 iwwert d'Médecine complémentaire, och awer net nëmmen am Zesummenhank mat der Homeopathie. Wann de Minister elo hei wier, da géing hie mer bestëmmt Recht ginn, wann ech géing hei soen, datt mat deem Gesetz, dat mer…

(Brouhaha général)

Gellt, Här Minister, Dir gitt mer bestëmmt Recht, wann ech…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Madame Rapportrice, ech ka mech do uschléissen.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Dir schléisst lech direkt un, ier Der wësst wat ech soen?

(Interruption)

…, datt mer mat deem Gesetz, wat mer haut, dat jo de Redressement beziehungsweis de Rétablissement vun enger Situatioun virun 2002 erméiglecht, eis Aarbecht nach laang net ofgeschloss hunn, am Contraire. Net wat d'Definitioun an d'Ëmsetzung vum «utile et nécessaire» ubelaangt, an och wat d'Interpretatioun do ubelaangt, net wat d'Äntwerte vun der klassescher Medezin op d'Besoinë vun haut ubelaangt, net wat d'Informatioun ubelaangt, wat d'Homeopathie kann a wat se net dierf sinn. Ech wéilt vläicht e kuerze Réckbléck maache wéi d'Prozedur war.

Mam Gesetz vum 31. Mee 2002, dat duerch d'Referenz op den Artikel 23 vum Code des assurances sociales «preuve de l'efficacité thérapeutique», also de wëssenschaftleche Beweis vun e verlaangt huet, fir kënnen op d'Liste positive des médicaments ze kommen, déi dann och remboursabel sinn, huet jo dozou gefouert, datt zënterdeem déi Medikamenter, iwwert déi mer haut schwätzen, net méi konnte rembourséiert ginn. Dat huet jo och zu engem Déremboursement vun der Union des Caisses de Maladie gefouert.

Dir selwer, Här Minister - wann den Här President mer dat erlaabt fir mech un lech ee Moment ze adresséieren -, hat eng Proposition de loi gemaach, an zwar am Juli 2003, wou Der notamment dee Redressement gefrot hat. An de Projet de loi, deen ee Joer drop koum, ass och an déi Richtung gaangen an et ass genee deen, dee mer haut virleien hunn.

Dir hutt eis et confirméiert an eiser Santéskommissioun, datt et och haut, esou wéi mer dat scho virun e puer Joer haten, och wann d'Aarbechtsëmfeld vläicht en anert ginn ass, datt Dir e Gremium agesat hutt, an dat ass staark noutwendeg, deen zu Konklusioune soll féieren, fir datt mer net nëmmen Opschloss kréien iwwert déi verschidde Méiglechkeeten, déi d'Patienten an der Zukunft hunn, awer virun allem och Opschloss kréien iwwert déi eenzel Forme vun der Médecine complémentaire an déi, déi ronderëm deen Themekomplex schaffen.

Ech denken haaptsächlech do un d'Homeopathen, awer och un d'Chiropraktiker, un d'Osteopathen an un déi, déi Akupunktur maachen, dat heescht an anere Wierder, dat Gesetz haut, dat also an Zukunft nees e Remboursement vun den homeopathesche Mëttelen erlaabt, souwäit se der Definitioun entsprieche wéi se am Gesetz elo gi sinn, an dat och de libre choix vum Patient fir Medezin an Therapie dann erméiglecht, ass eng zolidd Basis, déi der medezinescher a gesellschaftlecher Realitéit Rechnung dréit an trotzdeem eréischt den Ufank ass vun enger breet ugeluechtener Diskussioun, déi mer nach weider féiere mussen.

Éischtens op europäeschem Plang. Mir kënnen eis net erlaben eis an där heiter Fro ze isoléieren. Mir mussen also kontinuéierlech kucke wéi um europäesche Plang d'Diskussioun weidergeet. Dat ass och eng vun de Remarquen, déi de Statsrot a sengem Avis mécht.

Ech wëll Iech just drun erënneren, datt am Moment an Europa eréischt zwee Länner légiféréiert hunn an där heiter Matière, dat ass d'Belsch an dat ass Schweden. An der Belsch ass dat Gesetz scho virun engem Joer gestëmmt ginn, mä et ass awer nach ëmmer net en vigueur, well eng Rei vu Problemer opgetaucht si bei der Mise en oeuvre oder Mise en vigueur vun deem Gesetz. Do mussen nach eng Rei vu Modalitéite gekläert ginn. An och a Schweden ass et net esou, datt déi Législatioun zu engem automatesche Remboursement vun den homeopathesche Mëttele féiert. Deen Automatismus besteet net an et gëtt och eng ganz Rëtsch Diskussioune ronderëm d'Ëmsetzung vun deem Gesetz, soudass et net schéngt eng einfach Affär ze sinn.

Duerfir ass et nëmme recommandéiert, an duerfir hu mer jo och eis informéiert, also ass et nëmme recommandéiert, datt mer weiderhi kucke wéi op europäeschem Plang deen doten Themekomplex gehandhaabt gëtt. Dann insistéieren, wéi mer dat och gemaach hunn an der Kommissioun a wéi och d'Avisë vun de Beruffskummeren et maachen, datt all d'Modalitéite gekläert gi ronderëm d'Prise en charge vun de Patienten.

Dann drëttens d'Kritären, an dat ass, wa mer dat richteg verstanen hunn, jo een Haaptinhalt vun engem Gesetz wat no deem heite soll kommen, genee Kritären opstelle wat d'Formatioun an d'Qualifikatioun vun all deenen ubelaangt, déi ronderëm déi Gesondheetsberuffer kreesen an deen Themekomplex, dee mer haut behandelen. A wéi eng Kritäre musse virun allem erfëllt sinn, datt genee déi Persoune kënnen op d'Liste des professions de santé kommen, mat allem wat dorunner hänkt.

Da véiertens d'Fro stellen: Gi mer op de Wee, wéi beispillsweis d'AMMD et verlaangt, vun enger Autorisation scientifique oder einfach engem Gremium am Kader vun der Quadripartite, wéi et do verlaangt ginn ass, wat sech genee mat deenen dote Froe befaasst, och am Zesummenhank mat deem wat nécessaire et utile soll sinn an als solcht soll definéiert ginn? De Fazit ass awer an deem Ganzen: Egal wéi de Gremium herno heescht, datt et muss drëm goe fir den Dialog ze féieren, souwuel mat de Patiente wéi och mat den Dokteren, wéi och mat den Interessevertriedunge vun deenen engen oder vun deenen aneren.

Da fënneftens, Informatioun an ëmmer nees Informatioun, zum engen, wat d'Chancë vun der klassescher Medezin sinn, déi en enorme Fortschrëtt bruecht huet fir eis Gesellschaft, wat eis alleguerten erlaabt méi eng héich Liewenserwaardung ze kréien an nei Medikamenter ze kréien, déi Krankheete bekämpfe fir déi et bis virun e puer Joer nach keng Léisung gouf, also op d'Chancë vun der klassescher Medezin hiweisen.

Och op d'Risiken an d'Geforen, an zwar vun deenen zwee Themekomplexer, déi mer diskutéieren, zum engen d'klassesch Medezin, an och dat ass mat Risiken a Gefore behaft.

ir wëssen zum Beispill, datt elo eng Campagne soll kommen, wou den Ëmgank mat Antibiotiquë kritesch hannerfrot gëtt. Et brauch een net fir all kleng Erkältung en Antibiotique ze huelen. Ech weess och, datt dee ganzen Ëmgank mat Berouegungsmëttelen, mat Schlofmëttelen, mat Beliewungsmëttelen, mat Relaxatiounsmëttelen an esou weider, déi ganz Psychopharmaka, datt dat och soll kritesch hannerfrot ginn. Dat sinn d'Risiken an d'Chancen am ganzen Themefeld klassesch Medezin oder Schoulmedezin.

An dann och d'Risiken an d'Geforen am Ëmgank mat homeopathesche Mëttelen oder alternativen Heelmethoden, well genee sou gutt wéi d'Homeopathie et net fäerdeg bruecht huet, fir viru ronn 180 Joer d'Cholera ze heelen, bréngt se et och haut net fäerdeg, fir eng Kriibserkrankung ze heelen, an och hei muss een op Chancen a Risiken hiweisen an op de kriteschen Ëmgank mat deene Medikamenter. Op alle Fall kënnt Der do op eis zielen, Här Minister, dass mir Iech begleede bei där doten Informatiounspolitik, a wa mir do kënnen eng Hand mat upaken, da maache mir dat.

Sechstens, déi gesetzlech Lücke fëllen, déi awer nach bestinn, wann et drëm geet fir d'Santé publique ze garantéieren a wann et drëm geet fir de Patient, de Mënsch ze protégéieren.

Siwentens a leschte Punkt: Weider diskutéieren, och hei am Haus, dee ganzen Themekomplex zu engem gesellschaftspoliteschen Thema maachen an en och esou diskutéieren. Haut ass jo eng Geleeënheet fir dat ze maachen; an et ginn nach aner ganz gudder.

Dem Minister e grousse Merci, dass en esou schnell mat dësem Projet de loi an d'Chamber komm ass. Et ass e wichtege Projet iwwert dee mer haut schwätzen. Der Kommissioun Merci fir déi flott Diskussioun déi mer haten an zum wierklechen Ofschloss dann den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi an Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Als éischt Riednerin ass d'Madame Marie-Josée Frank ageschriwwen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi soll der Union des Caisses de Maladie, also der UCM, et erlaben, déi homeopathesch Medikamenter ënner bestëmmte Bedéngungen de Patienten erëm zréckzebezuelen. Domadder soll eng fréier rechtlech Situatioun erëm hiergestallt ginn.

Dëse Projet ass am Kader vun der net konventioneller Medezin ze gesinn. Dëst ass keen neit Thema hei am Haus, well schonn den 28. Juni 2001 ass eng Resolutioun gestëmmt ginn, wou d'Santéskommissioun, ënnert der deemoleger Presidentschaft vum Här Niki Bettendorf, beoptraagt ginn ass, d'Méiglechkeete vun der Réglementatioun vu bestëmmte Forme vun net konventioneller Medezin ze studéieren. Mir haten an der Santéskommissioun verschidden Experten invitéiert fir méi Informatiounen ze sammelen an hunn den 20. Januar 2004 e Rapport ugeholl, dee kuerz drop hei an der Chamber diskutéiert ginn ass.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An enger Motioun gouf deemools d'Regierung ënner anerem opgefuerdert, an ech erënneren:

„- à réglementer en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle, notamment en ce qui concerne les formations et les qualifications des prestataires;

- à entamer des démarches nécessaires en vue du remboursement de ces actes sur base d'une prescription médicale (…)"

Dës Motioun gouf deemools bal eestëmmeg hei ugeholl, nëmmen zwee Kolleegen haten dogéint gestëmmt, an dat woren déi zwee Doktere vun der Demokratescher Partei.

(Hilarité)

Une voix.- Dofir si se net méi gewielt ginn!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- D'Demokratesch Partei hat keng Doktere mä Deputéierten, déi Dokter an hirem privaten Engagement woren, an hirem Privatliewen. Dat wollt ech awer preziséieren.

(Interruption)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Ok, mä et waren awer déi zwee Dokteren, déi deemools dogéint gestëmmt haten.

Une voix.- Jo.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Mä dëse Vote ass eigentlech symptomatesch fir d'Diskussioun iwwert d'net konventionell Medezin. D'Majoritéit vun den Dokteren - an d'Madame Mutsch huet et scho gesot - préféréieren d'Schoulmedezin eendeiteg a stelle ganz oft d'Alternativmedezin als Scharlatan duer.

Ech géif awer gäre behaapten, dass e groussen Deel vun der Populatioun d'alternativ Medezin ënnerstëtzt an och dru gleeft. Dëst koum sécher an enger Petitioun zum Ausdrock, déi virun e puer Méint hei am Haus deponéiert ginn ass, mat enger Ënnerschréftenzuel vu bal 8.000 Leit. Ech fannen et schued, dass vill Dokteren déi complémentaire Medezin einfach verdäiwelen. Si refuséieren, wat se net moosse kënnen.

Ëmmer méi gewënnt een awer den Androck, dass déi konventionell Medezin oft net méi de Wënsch an de Besoinë vun der Populatioun vun haut entsprécht, well ëmmer méi Kranker sichen Dokteren op, déi eng complémentaire Medezin ubidden an och domat hire Gesondheetszoustand an och hir Liewensqualitéit verbesseren.

D'Madame Mutsch huet elo éinescht Ëmfroen aus Frankräich an aus Däitschland zitéiert, ech géif hei eng aus Amerika ervirhiewen. An do ass eng Ëmfro, déi huet bei 831 amerikaneschen Erwuessene ganz interessant Resultater geliwwert. 70% vun de Befrote ginn éischter zu hirem Hausdokter, wéi zu engem Dokter, deen alternativ Medezin ubitt. 63 bis 72% vun de Patienten deelen awer hirem Hausdokter net mat, wa si parallell Medezin an Usproch huelen. Da goufe si gefrot: Firwat? Dunn hunn 31% geäntwert, si géifen hiren Dokter net als kompetent am Beräich vun der Alternativmedezin halen a 14% waren der Meenung, dass hiren Hausdokter net géif akzeptéieren, wa si dës Medezin an Usproch huelen.

An, contrairement zur konventioneller Medezin, ass déi complémentaire Medezin op den éischte Bléck fir vill Patiente vu grousser Attraktivitéit, well se scheinbar méi einfach ass a méi eng verständlech Philosophie huet.

Här President, am CSV-Wahlprogramm stoung: „Krank werden ist schlimm genug! Niemand soll auch noch um die Finanzierung seiner Gesundheitsausgaben sorgen müssen. Doch unsere Gesundheit hat einen hohen Preis, den wir solidarisch zahlen müssen."

Une voix.- Gutt.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Jo, ech fannen dat och gutt.

Dann erënneren ech un de Koalitiounsprogramm, wou d'Réintroductioun vum Remboursement vun homeopathesche Medikamenter ugekënnegt ginn ass. An do steet, wat d'alternativ Medezin ubelaangt, nach vill méi. Ech zitéieren: «À côté de la réintroduction du remboursement des médicaments homéopathiques, le Gouvernement déposera un projet de loi portant reconnaissance et réglementation de différentes formes de médecine complémentaire (homéopathie, chiropraxie, ostéopathie, acupuncture etc.) tout en maintenant un lien et une collaboration étroite entre les nouvelles formes de médecines et les médecines traditionnelles.

Par ailleurs, le Gouvernement entend introduire le remboursement pour certains actes effectués par les professionnels exerçant des médecines complémentaires, parallèlement à celui qui existe pour les kinésithérapeutes.»

Dës puer Sätz aus dem Programm beweisen de Wëllen, d'Motioun aus där leschter Legislatur a konkrete Gesetzer ëmzesetzen.

Här President, am Kader vun där deemoleger Orientéierungsdebatt hat ech mech mat engem Spezialberäich vun der complémentairer Medezin befaasst, nämlech dee vun der Psychothérapie. Dëse Beräich war a mengen Aen deemools ze kuerz komm.

D'Psychotherapie ass net, wéi dacks behaapt gëtt, nëmmen eppes fir psychesch schwéier gestéiert Mënschen. Och wann d'Akzeptanz vun der Psychotherapie an der Gesellschaft wiisst, sou fäerten dach ganz oft nach vill Leit, déi haut dovunner profitéieren, fir dat dobausse matzedeelen, well se da vu ville Leit als verréckt erkläert ginn; an dat ass e staarkt Stéck! Ech mengen och do hu mer nach e grousse Klärungsbedarf.

1991 hat déi däitsch Bundesregierung eng Expertise am Kader vum Débat vun der Réglementatioun vun dem Psychotherapeutegesetz an Optrag ginn. Et huet sech erausgestallt, dass d'Allgemeinmedeziner en héije Prozentsaz u Patiente behandelen, déi séilesch Problemer hunn - och dat huet éineschters d'Madame Mutsch scho gesot. Vill vun deene gi falsch behandelt andeems hinnen dacks Medikamenter verschriwwe ginn, déi fir si inefficace sinn. D'Expertise huet gewisen, dass bei Patiente mat psychescher Stéierung et oft siwe bis zéng Joer dauert, bis si beim Psychotherapeut ukommen an dann eréischt eng hellefräich Therapie kréien, wou se dann och punktuell op hir Problematik behandelt ginn. Während deene Jore ginn dës Patiente vun engem Dokter zum aneren; dass dat mat héije Käschte verbonnen ass, wësse mer alleguer.

Et stellt sech awer d'Fro vum Käschtepunkt vun der Psychotherapie. Dacks gëtt gesot: Dat gëtt ze deier. Ech mengen, datt just de Contraire wouer ass. Eng psychotherapeutesch Behandlung zur richteger Zäit géif net nëmmen de betraffene Patienten hir psychesch Souffrance erspueren, mä géif der ganzer Gesellschaft enorm Käschten, also der Krankekeess, erspueren. Käschten-Notzen-Analyse fir den Asaz vu psychotherapeutesche Behandlungsmethoden hunn erginn, dass d'Intensitéit vum Zréckgräifen op d'medezinesch Déngstleeschtungen no psychotherapeutesche Behandlunge laangfristeg manner kascht wéi bei Patienten, déi keng esou eng Therapie an Usproch geholl hunn. Déi laangfristeg duerch eng Psychotherapie agespuerte Suen decke sécher bei wäitem d'Käschte vun dëser Behandlung.

Ech erënneren drun, datt d'Sozialpartner an de Krankekeesegremien och schonn des Öfteren de Wonsch vun engem Finanzéierungsmodus vun dësen Akte vun de Psychologen iwwert d'Krankekeess ausgedréckt hunn. Ech invitéieren de Minister dës Iwwerleeungen net onberéiert ze loossen, well wann ee bedenkt, datt haut…

(Interruption)

…Temesta dat heefegst gebraucht Schlof- a Berouegungsmëttel ass, wat d'Leit hei am Land benotzen, da muss ee soen, datt dat vill Froen opwerft, well haut mat där Liewensaart vill Mënschen einfach net méi eens ginn an dann eben op esou Mëttel zréckgräifen.

Här President, d'homeopathesch Medikamenter ginn um gesonde Mënsch getest, fir déi fir jiddfer Planz a jiddfer Substanz charakteristesch Wierkung op de gesonde Kierper festzestellen, déi a sou genannten „Arzneimittelbilder" erfaasst ginn. Op der Verpakung vun dëse Medikamenter fënnt een dofir och keng Uwendungsgebidder an och dacks keng Gebrauchsanweisung. Dës Medikamenter, déi remboursëiert solle ginn, sinn awer wéi déi aner Medikamenter och nëmmen an enger Apdikt ze kréien.

Wéi ass et elo mat der Praxis vun der Verschreiwung vun dëse Medikamenter an eisen Nopeschlänner? A Frankräich gëtt hautdësdaags den Undeel vun den Hausdokteren, déi homeopathesch Medikamenter regelméisseg verschreiwen, op 12% geschat. Méi wéi 50% vu franséischen Hausdokteren verschreiwe vun Zäit zu Zäit dës Medikamenter. An der Belsch sollen et ongefëier 2.000 Doktere sinn, a wéi et haut hei am Land ass, wier interessant ze wëssen.

Här President, munchereen doheem virun der Télevisioun wonnert sech sécher iwwert déi heiteg Diskussioun, well wa mir bedenken, datt an deene leschte Méint a Wochen ëmmer erëm iwwert d'Krankekeesendefiziter diskutéiert ginn ass, déi mir besser an de Gréff musse kréien, a mat deem heitege Projet de loi mir jo awer zu enger Méibelaaschtung vun de Krankekeese kommen, si sécherlech vill Leit, déi dat bal net kënne verstoen.

Et gëtt gesot, datt dës Méibelaaschtung minimal, marginal ausfält, mä trotzdeem, Här Minister, ech wier frou, wann Dir eis herno heiriwwer kënnt Opklärung ginn. Ech perséinlech an och eng grouss Majoritéit vun der CSV-Fraktioun sinn der Meenung, datt dës Medikamenter hautdësdaags déi néideg Garantien a puncto Qualitéit bidden. Vis-à-vis vun eise Patiente gëtt dës Garantie doduerch verstäerkt, datt d'Gesetz net einfach jiddfer homeopathescht Medikament duerch d'Krankekeess remboursëiere léisst, mä datt dëse Remboursement op datjéinegt beschränkt ass, dat, wéi et op franséisch heescht, hiergestallt ass «à partir d'une fiche végétale minérale, voire chimique et commercialisé sous forme de globules, granulés, comprimés ou gouttes».

Ier ech zum Schluss kommen, wëll ech der Rapportrice Merci soe fir de Rapport. Dëse Projet, deen de Patienten eng gewëss Garantie gëtt an zugläich hinnen eng gewëss Fräiheet bitt, fënnt den Accord vun der grousser Majoritéit vun eiser CSV-Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Den Här Wagner wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo, ech wollt der honorabeler Madame Meyers-Frank just d'Fro stellen…

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Madame Frank!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Madame Meyers oder Madame Frank, wéi Dir et gären hätt.

(Hilarité)

Ech wollt d'Fro stellen, ob d'honorabel Dokter Martine Stein-Mergen, d'Doktesch vun der CSV-Fraktioun, deen heite Projet och mat dréit an ob se en och mat stëmmt?

(Interruptions diverses)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Also, zurzäit ass…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Si ass Doktesch bei Iech an der Fraktioun.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Zurzäit ass d'Madame Mergen nach net hei, an dat gesi mir herno beim Vote.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ah, ech hätt alt gemengt, Dir géift dat wëssen, a vu dass Dir vun aneren Doktere vun anere Parteie schwätzt, Dir hätt Iech besser renseignéiert!

(Hilarité)

M. le Président.- Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mir fir d'alleréischt der Rapportrice vun dësem Gesetzesprojet Merci ze soe fir hiren ausféierleche Bericht.

Ech wollt vläicht kuerz op eppes agoen, wat d'Madame Frank gesot huet, dat ass dass mir an deem Débat d'orientation net allze vill iwwert d'Psychotherapie geschwat hunn. Ech muss Iech soen, dass mir deemools ënner 200 - 200! - verschiddene komplementare Medizinen oder alternative Medezinen effektiv nëmme véier erausgesicht hunn, d'Ostéopathie, d'Chiropraxie, d'Akupunktur an d'Homeopathie; an do hu mir eréischt en cours de route iwwert d'Psychotherapie geschwat.

Ech si ganz frou haut hei ze héieren, dass Dir dat opgräift, an ech sinn och frou, dass de Minister gesot huet, hie wier ganz beréiert iwwert déi Ausso. Da kann ee jo och dovun ausgoen, dass an Zukunft de Psychotherapeut och als Gesondheetsberuff géif unerkannt ginn.

Mir haten hei an der Chamber eng Motioun geholl, an där mir effektiv d'Regierung opgefuerdert hunn, fir déi véier verschidde Gesondheetsberuffer wéi d'Homeophatie, d'Ostéopathie, d'Chiropraxie an d'Akupunktur als Gesondheetsberuff unzëerkennen, dofir direkt un den Här Minister d'Fro, dass en eis herno seet, wéi wäit dass hie mat sengen Aarbechten ass, fir déi Gesondheetsberuffer dann och unzëerkennen, sou wéi d'Chamber d'Regierung am Débat d'orientation opgefuerdert huet.

Här President, mat dësem Projet de loi gëtt déi sou genannte Liste positive vun de Medikamenter, dat heescht d'Lëscht vun deene Medikamenter, déi vun der Krankekeess rembourséiert ginn, erweidert. Homeopathesch Mëttelen oder besser gesot verschidden homeopathesch Mëttele wäerten an der Zukunft nees an de Genoss vun der Prise en charge vun de Krankekeese kommen. Ech ënnersträichen „nees", well effektiv virum Gesetz vum 31. Mee 2002 d'Union des Caisses de Maladie homeopathesch Mëttele rembourséiert huet.

Dat heescht awer net, datt dat Gesetz vum 31. Mee 2002 elo géif iwwer Bord geheit ginn. D'Zil vun deem Gesetz war jo och net, d'homeopathesch Mëttele vun der Liste positive erofzehuelen. Neen, mat deem Gesetz huet déi viregt Regierung an der Persoun vum deemolege Gesondheetsminister Carlo Wagner déi europäesch Direktiv 89/105 aus dem Joer 1988 endlech vollständneg an eis national Gesetzgebung ëmgesat. Dat och hätt ee vläicht kënnen am Rapport vun dësem Projet de loi ernimmen.

Et muss ee soen, dass dat do a Lëtzebuerger Législatioun ëmgesat ginn ass, an dat mat dräizéng Joer Verspéidung. Ech brauch Iech net hei eng Zeechnung ze maachen, wien un dësem Retard schold war. Et war doudsécher net de Minister Carlo Wagner, deen de Projet de loi mat Zäiten op den Instanzewee ginn huet, mä dat ware seng Virfaren.

D'Gesetz vun 2002 huet awer en Ausschloss vun homeopathesche Mëttele mat sech bruecht, an dat op Basis vun den Artikele 17 an 23 vum CAS, déi d'Kritäre vun der Liste positive preziséieren. Ee vun deene Kritären ass nämlech deen, datt d'Efficacitéit vun de Medikamenter muss wëssenschaftlech erbruecht ginn, woumadder déi homeopathesch Mëttelen disqualifizéiert goufen.

Här President, fir dësen onerwënschten Nieweneffet ze redresséieren, huet de viregte Gesondheetsminister an elo mäi Fraktiounskolleeg Carlo Wagner dëse Projet de loi op den Instanzewee bruecht, an zwar de 16. Dezember 2003, nodeems e Groupe de travail, zesummegesat vun der Division de la Pharmacie et des Médicaments vum Ministère de la Santé vum Contrôle médical de la Sécurité sociale a vun der UCM, seng Aarbecht ofgeschloss hat. Den Dépôt vun dësem Gesetzesprojet koum deemno méi spéit wéi dee vun der Proposition de loi Di Bartolomeo. Dat ass normal. Déi Aarbechten, déi waren nämlech vum 2. Juli 2003, mä d'Aarbechten hu missen ofgeschloss sinn, ier de Projet de loi konnt vun der Regierung déposéiert ginn.

De 16. Januar 2003, also virdrun, hat de Minister Wagner allerdéngs schonn an der Gesondheetskommissioun ugekënnegt, hie géif déi néideg gesetzlech Mesuren huele fir d'Prise en charge vun enger Partie vun homeopathesche Mëttelen erëm ze erméiglechen.

A senger Ongedold huet den deemolegen Oppositiounspolitiker vun Diddeleng an der Sitzung vun der Santéskommissioun den 11. Juli 2003 nach eng Kéier nogehaakt a beim Minister nofroe gelooss, wou dee Gesetzesprojet da géif hänken. Elo annerhalleft Joer méi spéit fënnt den Här Di Bartolomeo sech do ënnen op der Regierungsbänk erëm an e wäert wuel kaum enttäuscht sinn, wann haut seng Proposition de loi virum Regierungstext de kierzeren zitt, dass mir am Fong geholl um Regierungstext schaffen. De Conseil d'État…

(Interruption)

Une voix.- Très bien.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Et geet ëm d'Saach.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et geet ëm d'Saach. Ech gi jiddferengem déi Tranche vu Mériten, déi e verdéngt, selbstverständlech och mengem Virgänger.

(Interruption)

Ganz gär, Här President. Ech komme jo och nach drun.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Merci, Här President. De Conseil d'État stellt a sengem Avis vum 12. Oktober 2004 fest, datt den Avis vum Collège médical - Avis, deen annoncéiert war - géif feelen. Bis haut schéngt deen nach net do ze sinn, ass awer menger Meenung no och net legal noutwendeg. Wouer ass awer och, datt de Collège médical an deem Groupe de travail souz, deen d'Gesetz mat virbereet huet. De Collège médical weess also wat an deem Gesetz drasteet.

Här President, erlaabt mer nach allgemeng e puer Wuert iwwert d'homeopathesch Mëttelen ze soen, meng Virgänger hu scho versicht dat ze maachen. Am Kader vun de Preparatioune fir den Débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles vum 29. Januar dëst Joer, a wou ech d'Éier hat de Rapporteur ze sinn, ass sech och intensiv mam Thema Homeopathie an homeopathesche Mëttele beschäftegt ginn, mat esou kontradiktoreschen Aussoe vun allen Zorten Experten, Experten engersäits, déi sech vläicht selwer genannt hunn, anerersäits Experten, déi déi schoulesch Prémissen haten; egal. et war eng terribel kontradiktoresch Diskussioun.

Esou hate mer den 11. Juni 2003 an der Santéskommissioun eng Entrevue mat Vertrieder vum Syndicat des pharmaciens luxembourgeois. Mir kruten erkläert wat en homeopathescht Mëttel genau ass a wat et net ass. Homeopathie däerf net mat Phytotherapie verwiesselt ginn. Ech hunn d'Impressioun, datt d'Leit dobaussen oft homeopathesch Mëttele mat reng planzleche Mëttele gläichstellen.

Or, e Planzenextrakt oder en Téi ass keen homeopathescht Mëttel. Ouni wëllen an den Detail ze goen, kann ee soen, dass homeopathesch Mëttelen aus toxeschen, aus planzlechen, mineraleschen oder chemesche Substanze kënne bestoen, déi extrem staark verdënnt goufen. Et däerf ee sech och net der Illusioun higinn a mengen en homeopathescht Mëttel wär de facto harmlos an onschiedlech. Och esou Produkter kënne schiedlech sinn. Et ass kloer, datt all dës Mëttelen eng Autorisation de mise sur le marché mussen opweisen.

Dëse Gesetzesprojet gesäit vir folgend Mëttelen op d'Positivlëscht ze setzen: «Les médicaments homéopathiques unitaires», an ech preziséieren unitaires, «fabriqués à partir d'une souche végétale, minérale voire chimique et commercialisés sous forme de globules, granules, comprimés ou gouttes.» Homeopathesch Cocktailen, wou méi Substanzen dra sinn, sinn also net erlaabt, a Salefe sinn hei och ausgeschloss.

Här President, d'Homeopathie huet hir Verfechter an och hir Géigner. Vill Schoulmedeziner gesinn an den homeopathesche Mëttelen héchstens e Placebo, trauen hinnen awer kee wierklech heelenden Effekt zou. Ech wëll mech elo hei net an den Débat pro a kontra, oder kontra, aloossen; dat ass in extenso während dem Débat d'orientation hei an der Chamber ervirbruecht ginn. Sécher ass awer, datt homeopathesch Mëttelen déi klassesch Medikamenter net kënnen ersetzen. Ech mengen, do si mir eis heibannen eens.

Wat elo de Remboursement betrëfft, esou gëtt et och do verschidde Meenungen. Déi eng soen, vu datt keng wëssenschaftlech Preuve no alle Regele vun der Konscht, wéi zum Beispill „evidence based medicine", Randomisatioun, double aveugle, wann deen net besteet, dierfte se och net vun der UCM finanziell gedroe ginn au même titre wéi planzlech oder aner Produkter.

E weidert Argument fir d'Géigner vum automatesche Remboursement huet d'Pharmaindustrie selwer geliwwert, wéi se nom Ausschloss vun den homeopathesche Mëttele vun der Liste positive ganz einfach europawäit d'Präisser erofgesat huet. Richteg ass awer och, datt virum Gesetz vum 31. Mee 2002 de finanziellen Impakt vun homeopathesche Mëttelen am Gesamtbudget vun eiser Union des Caisses de Maladie sech nëmmen op plus/minus 60.000 Euro belaf huet, wat wierklech net terribel war, an do huet doudsécher d'Union des Caisses de Maladie sech net gesond geschrumpft, wou déi net méi rembourséiert gi sinn.

Wéi och ëmmer, fir datt d'homeopathesch Mëttele grad wéi all aner Medikamenter vun der UCM finanziell iwwerholl kënne ginn, musse se vum Dokter verschriwwe ginn. Am Kloertext heescht dat, datt de finanziellen Impakt vum Remboursement vun homeopathesche Mëttele vun den Dokteren ofhänkt. Et sinn eis Dokteren op déi mir musse vertraue kënnen, datt dat, wat si eis opschreiwen, eis an eiser Gesondheet beschtméiglech hëlleft.

Et ass awer och eng Tatsaach, dass vill Dokteren - an et sinn der, et ass d'éinescht scho gesot ginn, manner heibannen, wéi an der Chamber vu virdrun, déi dat kënnte bestätegen - vun enger staarker Pharmalobby gefléift kréien, wann net souguer harceléiert gi vu Reesender, déi an der Praxis opdauchen, fir se vun der Efficacitéit vun hirem Produkt ze iwwerzeegen. Et bleift ze hoffen, datt d'Dokteren déi néideg Objektivitéit an deem Spill do behalen an datt un éischter Stell d'Wuel vum Patient steet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Fraktioun wäert dëse Projet de loi selbstverständlech stëmmen, an ech soen Iech alleguerten häerzlech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass kloer, datt déi Gréng och dëse Projet wäerte stëmmen. Dat heiten ass e Remboursementsprojet vun homeopathesche Mëttelen. Mir hate verlaangt, datt esou Mëttelen och musse kënne rembourséiert ginn. Mir ware scho virun '99 eng Kéier an d'Öffentlechkeet getrueden, mam Wonsch datt verschidde sou genannten alternativ, komplementar oder net konventionell Medezine sollen endlech unerkannt ginn. Mer haten och dem deemolege Minister am Joer 2000 e Pabeier iwwerdroen, wou mir virun allem vun deene Medizine geschwat hunn, déi finalement an d'Diskussioun komm sinn: Homeopathie, Akupunktur, Ostéopathie a Chiropraxie. Mir haten och nach vun der Ernährungsmedezin deemools geschwat, doriwwer ass awer net diskutéiert ginn, a vun der Psychotherapie.

(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)

Et ass elo esou, datt mir déi Debatt jo laang an der Kommissioun gefouert hunn, esou wéi den Här Bettendorf dat hei erkläert hat. Ech wëll net nach eng Kéier am Detail op déi Debatten agoen, déi do gefouert gi sinn iwwert d'Wëssenschaftlechkeet, beziehungsweis d'net Wëssenschaftlechkeet oder d'manner Wëssenschaftlechkeet vun deenen eenzelne medezineschen Therapien. Ech wëll dat elo hei net nach eng Kéier jugéieren.

Just vläicht eng kleng Saach, well et mer awer witzeg erschéngt: Eng nei Etüd, déi viru ronn dräi Wochen, engem Mount an Däitschland erschéngt ass, net am Bezuch op d'Homeopathie, mä op d'Akupunktur; eng Etüd, déi awer Verschiddenes a Fro stellt, well jo op där enger Säit gesot gëtt d'Schoulmedezin, dat ass déi eenzeg wëssenschaftlech, „evidence based medicine", déi also déi eenzeg ass, wou ee ka Kritären uwenden, déi herno och zu engem Succès féieren. Dat gëllt anscheinend fir déi ganz klassesch Medezin par rapport dann zur Akupunktur.

Do sinn dann Etüde gemaach gi vu verschiddenen däitsche Krankekeesen, dat ass déi sou genannt Gerac-Etüd, déi um leschten Orthopädekongress zu Berlin presentéiert ginn ass, an do ass et ëm Patiente gaangen, déi entweder Réckwéi haten oder déi de Knéi wéi haten. An do sinn da verschidde Methoden ugewant gi fir déi Leit ze kontrolléieren. Hei ass dann engersäits déi klassesch chinesesch Akupunktur ugewant ginn, an där Schmerztherapie vun deenen doten zwee Malaisen. Op där anerer Säit ass Schäinakupunktur gemaach ginn an drëttens ass och klassesch Medezin ugewant ginn. Dat heescht klassesch Medikamenter, verbonne mat hanneno Massagen, Gymnastik an esou virun. Or, d'Resultater vun där Etüd sinn opschlussräich, zumol wat op där enger Säit déi klassesch Schoulmedezin ass, déi anscheinend déi eenzeg wëssenschaftlech Wäertegkeet huet.

Bon, d'Resultater sinn déi heiten. Bei Kreuzschmerzen, wéi se dat genannt hunn, ass et esou, datt déi richteg Akupunktur a 47,6% gehollef huet. Schäinakupunktur huet awer och gehollef, an zwar a 44,2%, an da kënnt den absoluten Hummer, d'schoulmedezinesch Therapie mat Pëllen a mat uschléissende Massagen huet do derbäi just a 27,4% gehollef. An där dote Logik géif een net diskutéieren iwwert de Remboursement vun der Akupunktur, mä da misst een diskutéieren iwwert de Remboursement vun der Schoulmedezin an deenen dote Beräicher.

(Hilarité)

Wat d'Knéien ubelaangt, ass an där Etüd erauskomm, dass echt Akupunktur an 51% genëtzt huet, Schäinakupunktur huet gehollef an 48% an d'standard schoulmedezinesch Therapie huet gehollef an 28% vun de Fäll; also hei déiselwecht Konklusioun. Wat ech mat deem Beispill hei just wollt weisen, dat ass datt ech der Meenung sinn, datt ee muss ganz virsiichteg sinn, wann een dat eent géint dat anert wëllt auspillen.

Fir eis Gréng ass et ganz kloer, datt d'Schoulmedezin immens Mériter huet. Ech wëll dat hei nach eng Kéier däitlech soen, ech hunn et ëmmer hei betount. Op där anerer Säit ass et awer esou, datt et eng Rei vu sou genannten, egal wéi ee se nennt, parallell, alternativ, complémentaire an esou viru Medezine gëtt, déi an der Praxis an deene leschten 20, 30 oder 50 Joer awer och schonn Heelerfolleger bruecht hunn a ville Leit gehollef hunn. An da muss een a mengen Aen eng Iddi méi offe sinn an unerkennen, datt do och Méiglechkeete vun Therapien an deem dote Beräich bestinn an et däerf een do net einseiteg soen, „evidence based medicine", well wann ee seet, „evidence based medicine", da muss ech soen, wann een d'Kritäre vun der „evidence based medicine" op d'Schoulmedezin selwer géif uwenden, dann dierften 80% vun de schoulmedezinesche Medikamenter net rembourséiert ginn, well déi sinn net „evidence based" an et wäert och ni méiglech sinn, fir déi ganz klassesch Medikamenter „evidence based" ze iwwerpréifen. Dat wäert ni méiglech sinn, ganz einfach well d'Medezin permanent an och mat ëmmer neie Medikamenter an enger Evolutioun ass an et wäert also ni méiglech sinn eng total 100%eg wëssenschaftlech Method ze fannen, déi dann no sou genannten doppelblinde randomiséierte Konditiounen duerchgefouert gëtt; dat wäert ni méiglech sinn.

Et soll ee Wëssenschaftlechkeet an der Medezin ustriewen - deen Usproch ass ganz gutt a richteg -, mä et soll awer eng gewësse Bescheidenheet do sinn. Fir mech ass d'Medezin keng Wëssenschaft. Fir mech bleift d'Medezin nach ëmmer eng Heilkunst an et wäert och ëmmer eng Heilkunst bleiwen, och wann ee wëssenschaftlech Methode ka siche fir se ze iwwerpréifen - dat just méi allgemeng dozou gesot.

Et wier och falsch a mengen Aen, wann een elo nach géif just d'Alternativmedezin ënnerstëtzen, well och do ginn et Limiten an och an der Alternativmedezin ass et esou, datt et vill Scharlatanismus effektiv gëtt. Do gëtt et Scharlatanismus an et muss een, wann een als Chamberskommissioun iwwer esou Saachen diskutéiert, scho ganz virsiichteg virgoen. Meng Virgänger

hei op dem Pult, den Här Bettendorf an och d'Madame Frank, hunn dovunner geschwat, datt ee misst zum Beispill schwätzen iwwert d'Psychotherapie, där Meenung sinn ech och, mä datt een awer och schwätze muss, dat ass eis Meenung, iwwer Ernährungsmedezin op där enger Säit a virun allem och iwwer Ëmweltmedezin, an net nëmmen doriwwer schwätzen, mä dann och iwwert e Remboursement dovunner schwätzen. Ech wäert dat elo eng Iddi méi am Detail erklären.

Fir d'éischt mol zur Psychotherapie, wou mer kuerz ugefaangen haten driwwer ze diskutéieren; an et ass effektiv esou, wéi den Här Bettendorf gesot huet, datt mer do net méi virukomm sinn. Et wier och falsch gewiescht do eppes iwwert de Knéi ze briechen, mä ech mengen elo an der Santéskommissioun solle mer eis de Problem vun der Psychotherapie, vun der Ernährungsmedezin a vun der Ëmweltmedezin virhuelen an an der Chamberskommissioun dës dräi Disciplinë seriö diskutéieren.

Firwat Psychotherapie? Ech mengen et ass ganz kloer an et ass richteg, datt besonnesch bei de Generalisten och ëmmer méi Leit optauchen, bei deenen et kloer ass, datt och psychesch Problemer eng Ursaach spillen. Wou kënnen déi psychesch Problemer hierkommen? Dat kënne Sozialproblemer sinn. Dat kënne Problemer sinn, wéi d'Angscht virum Chômage oder wierklech am Chômage. Dat kënne Familljeproblemer sinn, wou et net méi geet. Dat kënne bei Kanner oder bei Schüler oder och bei Adolescentë Problemer si vum Eruwuessen oder mat der Schoul an esou virun. Et gi vill Ursaachen, déi kënnen zu psychesche Problemer vun de Leit féieren. Ech mengen dat muss een effektiv esou gesinn.

An dann ass natierlech d'Reaktioun ganz heefeg déi, déi och hei, ech menge vun der Madame Frank - oder war et den Här Bettendorf - scho gesot ginn ass, datt et als Äntwert, wann esou Patiente mat esou Problemer beim Generalist oder beim Psychiater optauchen - an net nëmmen hei am Land, mä och vu Länner ronderëm eis - ëmmer méi heefeg zu enger Médicaliséierung vun deene Problemer kënnt, dat heescht et gëtt Psychopharmaka agesat; an zwar vu Psychiateren a vu Generalisten. Ob dat elo Anti-depressiva sinn oder Calmantë sinn oder angschtléisend Mëttele sinn an esou virun, déi ginn dann agesat an dann ass den Dokter de Problem mol lass. Dat geet de Patient heem, hien hëlt seng Pëllercher an esou virun, bis et erëm net méi geet, da kënnt en erëm zréck an et ginn erëm nei Pëllercher oder et ginn aner Pëllercher probéiert.

De Problem do derbäi ass, engersäits ass et eng Médicaliséierung vu sozialen oder vu mënschleche Problemer, déi dozou féiert - an dat ass nogewisen -, datt a munche Fäll Niewewierkungen optrieden an a munche Fäll, an dat sinn net wéineg Fäll, Ofhängegkeeten optrieden. An zwar och bei deenen neiste Kategorië vun deene sou genannten Anti-depressiva, déi um Marché sinn; ob dat de Prozac ass, ob dat de Soloft ass oder op dat Temesta ass an esou virun, déi hei schonn zitéiert gi sinn. A kuckt emol - dat ass hei virdru richteg gesot ginn - bei de Krankekeese wat fir eng Medikamenter am meeschten iwwert den Dësch vum Apdikter ginn. Ënnert deenen 20 meescht verkaafte Medikamenter si mindestens fënnef Anti-depressiva.

Une voix.- Souguer méi!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Oder méi souguer. Ech hu gesot mindestens. Souguer méi, sot Der!

Dat heescht also, do ass e Problem dee besteet an dat kann esou net sinn, besonnesch och well Dépendanceproblemer doduerjer geschafe ginn. An dann ass et, a mengen Aen oder an eisen Aen, vill méi sënnvoll mol ze kucken, wat sinn d'Ursaachen, wat fir eng Mëssbräich ginn do gemaach. An op där anerer Säit ze kucken, wat sinn aner Méiglechkeete fir deene Problemer entgéint ze kommen. Da si mer am Beräich vun der Préventioun an eiser Gesellschaft - déi allerdéngs iwwert d'Gesondheetswiesen erausgeet, et ass och eng sozial Préventioun déi da muss gemaach ginn - a mir sinn am Beräich vun der Psychotherapie. Dofir ass et also och wichteg, fir iwwer Psychotherapie ze diskutéieren, fir ze kucke wat fir eng Forme vu Psychotherapie - mir mussen eis dat virstelle loossen - do sollen unerkannt ginn, an Unerkennen ass och verbonnen dann an eisen Ae ganz kloer mam Remboursement vun esou Therapien.

E weidere Beräich, deen ech virdru kuerz ugeschwat hunn a wou ech mengen, dee misste mer diskutéieren, dat ass de Beräich vun der Ernährungsmedezin a wat de Remboursement ubelaangt.

Här Minister, wat de Remboursement ubelaangt. Well et jo hei e Remboursementsgesetz ass an d''Homeopathie jo zu engem Deel erëm rembourséiert gëtt, mengen ech, datt een och misst ganz schnell agéieren um Niveau vun der Zännmedezin. An zwar am Beräich vu Krounen, Brécken, Prothesen an esou virun. Vun deem Material wat am Moment op eng Aart a Weis rembourséiert gëtt, déi eng Schan ass fir e räicht Land wéi Lëtzebuerg. Mir sinn an enger Situatioun wou Leit, déi net vill Suen hunn, sech iwwerleeën ob se sech kënnen eng Bréck abaue loossen oder net, wann et muss gemaach ginn. Ganz einfach well déi Produkter immens deier sinn an den Taux de remboursement, deen ass katastrophal niddereg. Dee läit net vill méi héich wéi dee vun enger normaler Fëllung. An dat kann net sinn. An dofir ass et dréngend noutwenneg am Beräich vun dem Zännmaterial d'Rembourséments-fro endlech och mol méi sozial ze léisen.

An e weidere Punkt - dat wësst Der, Här Minister, well ech scho laang an där doten Affär aktiv sinn - ass och am Beräich vun der Ëmweltmedezin, wou eng ähnlech Situatioun ass. Dat heescht wou een da Leit huet, déi duerch d'Ëmwelt krank gi sinn, mengetwegen an hirer Wunneng krank gi sinn, déi also scho gezwonge gi sinn no Moossungen, déi an hiren Haiser gemaach gi sinn, Saachen ze ersetzen, Holztäfelungen erauszerappen aus hiren Haiser oder Tapis plain, wouduerch se krank gi sinn, erauszerappen. Zousätzlech si se krank a si wandere vun Dokter zu Dokter a si kréien ëmweltmedezinesch Diagnostik an Ëmwelttherapie entweder nëmmen deelweis oder guer net rembourséiert. Och do kënne sozial Fäll entstoen. An ech mengen och do muss also gekuckt ginn, fir ëmweltmedezinesch Diagnostik an Therapie hei am Land endlech zu engem seriöe sozialen Taux ze rembourséieren.

Dat gesot mengen ech sinn dat just d'Iddien, déi mer sollen an der nächster Santéskommissioun diskutéieren, wou ech awer och hoffen, datt d'Regierung awer och selwer méiglech schnell aktiv gëtt, fir deenen dote soziale Problemer entgéint ze kommen, a wa mer dat dote maachen, mengen ech, da si mer als Kommissioun fir déi nächsten een, zwee Joer op engem ganz gudde Wee an da kënne relativ kuerzfristeg eng Rei vu wichtege Problemer am Beräich vun engem soziale Remboursement vun esou Saache geléist ginn.

Nach e Wuert zu de Krankekeesen. Also wann et eng Kategorie vu Medikamenter gëtt, déi mat Sécherheet d'Krankekeesen net belaaschten oder héchstens minim belaaschten oder absolut minim belaaschten, da sinn et wierklech d'homeopathesch Medikamenter, well se absolut bëlleg sinn, vill méi bëlleg wéi klassesch Medikamenter. Well wann all déi Patienten, déi homeopathesch Medikamenter rembourséiert kréien, géife klassesch Medikamenter kréien, da géif et d'Krankekeesen ouni Zweifel vill méi deier ginn. An ech mengen och, datt wann een higeet an et mécht een eng seriö Préventiounspolitik, zum Beispill a Saachen Ëmweltmedezin, da kann dat och, mindestens mëttelfristeg, fir d'Krankekeesen Aspuerpotenzialer matsechbréngen. Mir mussen also kucken eng Santéspolitik ze bedreiwen, déi de Leit hëlleft, déi ouni Dogma fonctionnéiert, déi oppen ass, déi no vir kuckt, déi innovativ ass an déi awer och probéiert, fir d'Leit e sozialen Ausgläich ze hunn, dat heescht, datt net d'Leit mussen alles aus hirer Täsch bezuelen. Dohinner däerfe mer op jidde Fall net kommen an dofir, wéi gesot, den Opruff un Iech, no der Homeopathie och schnell an anere Saachen ze handelen, déi ech hei opgezielt hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Als leschte Riedner ass den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och der Madame Rapportrice an der Presidentin vun der Sozialkommissioun Merci soe fir hiren ausféierleche Rapport, awer besonnesch Iech Merci och fir d'Zousécherung, dass dëst Gesetz nëmmen en Ufank ass an den Diskussiounen, déi mir iwwert d'alternativ Medezin féieren, an dass déi Diskussiounen och an Zukunft solle weidergefouert ginn.

Och wann dëse Gesetzesprojet textuell net vill ausseet an inhaltlech kleng ass, esou huet en awer dach eng déif gräifend Bedeitung. Eng déif gräifend Bedeitung an deem Sënn, datt mir lues a lues vun deem traditionelle medezinesche Denken an Handelen ewechkommen an de Wee awer och lues a lues opmaache fir alternativ Medezin an déi unerkennen.

Fir den ADR huet dëse Projet awer eng weider besonnesch grouss Bedeitung, an zwar eng grouss demokratesch Bedeitung. Ech mengen, doriwwer ass hei nach net geschwat ginn, well peinlechst versicht ginn ass, verschidden Elementer aus der Vergaangenheet doriwwer ze verstoppen. Well dëse Projet ass de Beweis dofir, dass, wa Bierger sech manifestéieren, d'Politik och muss reagéieren.

Dofir, Här President, erlaben ech mir e klenge Réckbléck ze maachen iwwert d'Grënn, firwat dass mir dee Gesetzesprojet haut iwwerhaapt hei virleien hunn. Ech mengen, dat ass net eleng doduerch, datt de Minister oder den Här Di Bartolomeo e Projet hei virgeluecht huet.

De 15. am Haartmount 2002 sinn op der Lëscht vun de positive Medikamenter d'homeopathesch Medikamenter vum Remboursement ausgeschloss ginn. D'Haaptinitiatore vun dëser Mesure schénge mir Medeziner aus de Reie vun CSV, LSAP an DP gewiescht ze sinn, well besonnesch déi zwee Medeziner vun der DP - an dat kann ee roueg noliesen -, déi hei am Parlament vertruede waren, sinn ës net midd ginn, d'alternativ Medezin als Scharlatanismus an d'Lächerlechkeet ze zéien.

Doropshin ass deemools awer eng grouss Protestwell duerch d'ganzt Land gaangen. Eng Protestwell, déi sech an enger Petitiounslëscht mat 8.537 Ënnerschrëften niddergeschloen huet an deelweis zum politeschen Ëmdenken iwwert d'alternativ Medezin an d'homeopathesch Medikamenter gefouert huet.

Här President, haut kënne mir als ADR mat Houfert drop hiweisen, dass et den ADR-Deputéierten Dokter Jean Colombera war, dee sech konsequent agesat huet, dass d'homeopathesch Medikamenter erëm op d'Positivlëscht vun de Medikamenter haut kommen.

(Interruption)

Dir hutt hei éineschters gesot, et wär eng Tranche vu Mériten auszeschwätzen hei, an ech mengen do géif awer och den Dokter Jean Colombera dozou gehéieren, well et war och den Dokter Jean Colombera, deen an enger Rekordzäit déi 8.537 Ënnerschrëfte gesammelt huet an dem Chamberspresident iwwerreecht huet. Och wann d'Madame Frank hei peinlechst versicht huet, den Numm vum Autor vun dëser Petitiounslëscht net ze nennen, sou ass et awer eng Evidenz, et war den Dokter Jean Colombera, deen och de 4. am Heemount 2000 am Optrag vum ADR eng Gesetzespropositioun iwwert d'alternativ Medezin hei deponéiert huet, mat der Recommandatioun fir d'Homeopathie, d'Chiropraxie, d'Akupunktur an d'Phytotherapie unzëerkennen.

De 27. am Heemount 2001, also e Joer duerno, war awer nach ëmmer näischt geschitt. An et war och do erëm eng Kéier den ADR-Deputéierten Dokter Jean Colombera, deen eng Interpellatioun agereecht huet iwwert d'alternativ Medezin. Et war awer einfach deemools erbäermlech nozelauschteren, an dat wëll ech awer net hei verfeele virzebréngen, wat am Zesummenhang vun der alternativer Medezin Verschiddener vu sech ginn hunn, a mat wat fir enge klengkaréierten an aarmséilegen Ausdréck verschidden Traditiounsmedeziner versicht hunn, ëmmer erëm d'alternativ Medezin lächerlech ze maachen.

Här President, fest steet awer haut, datt dank Idealiste wéi dem Dokter Jean Colombera an awer och nach anere Verfechter vun der alternativer Medezin hei an der Chamber dës Medezin endlech um Wee ass, eng effektiv Unerkennung ze kréien. Bemierkungen, datt déi homeopathesch Medikamenter just deier wieren an näischt géifen notzen, sinn einfach lächerlech. Ech mengen, dat huet den Här Huss och scho gesot, an och wann do lo am Zesummenhang mam Budget vun de Krankekeese geschwat gëtt, sou kann ech mir virstellen, dass et nach ganz aner Saache gëtt, déi de Budget vun de Krankekeese méi belaaschte wéi déi puer homeopathesch Medikamenter, déi hei am Land elo wäerte verschriwwe ginn. Ech denken do erëm un d'Ënnerscheeder vun der éischter an zweeter Klass, wat do fir e gëllene Skalpell bezuelt gëtt - dat gëtt méi deier wéi homeopathesch Medikamenter.

Wann deem esou sollt sinn, wann dat soll sou deier sinn, da stellen ech mir d'Fro, wisou dann zum Beispill nach Medikamenter mat Placeboeffet vun den traditionelle Medeziner verschriwwe ginn, wou dach ganz genau gewosst ass, dass déi medezinesch guer näischt notzen, an trotzdeem hu se bei verschidde Patienten awer e positiven Effet - an et ass dat, wat mir wichteg erschéngt, an och wichteg ze sinn huet.

Mat deem Gesetzesprojet vun haut maache mir de Wee weider op a Richtung Unerkennung vun der alternativer Medezin, eben duerch d'Erëmaschreiwe vun homeopathesche Medikamenter an déi Positivlëscht vun de Medikamenter. Dëst ass e weideren Erfolleg vum ADR, well ouni eisen Drock an ouni onermiddlechen Asaz vum ADR-Deputéierten Dokter Jean Colombera wär dat net méiglech gewiescht.

(Interruption)

Här Huss, dat ass net wouer. Ech hunn hei och all déi Leit ervirgehuewen an der Chamber - an ech hunn och kee Problem Ären Numm do mat ze nennen -, déi sech hei agesat hu fir d'alternativ Medezin. Ech hunn dat virdru gesot, an et fält mir och keng Zack aus der Kroun, wann ech hei zouginn, dass Är Partei och Virreider war vun där Medezin. Ech mengen, dat stéiert mech absolut guer net. La fin justifie les moyens.

Ech hoffen, datt de Wee, dee mir ageschloen hunn, endlech d'Méiglechkeete schaaft fir d'alternativ Medezin an engem legale Kader weider auszebauen, an dat am Respekt vum Patient, deem d'Wiel vu sengem medezinesche Betreier an de Choix vun ofgesécherte Medikamenter muss garantéiert ginn, an dat ouni finanziell, awer och soss Contrainten.

D'Erweiderung vun der Lëscht vun de positive Medikamenter dréit och dozou bäi, dem Patient sécher Medikamenter unzebidden, déi e vun der Sécurité sociale no deem normalen Tarif zréckbezuelt kritt. Et verhënnert zudeem och nach, datt de Patient déi Mëttelen, déi en net hei kritt, oder fir déi en ze deier muss bezuelen, iwwert den Internet bestellt oder se an d'Ausland kafe geet, ouni datt awer do eng Garantie ass, datt se dat halen, wat op publizisteschem Glanzpabeier versprach gëtt.

Legal registréiert Medikamenter ginn dem Patient Vertrauen an dës Substanzen, an et ass och eng Kontroll doriwwer do, an de Remboursement ass eng weider Motivatioun, nëmme sou Medikamenter méi ze benotzen. D'Unerkennung vun der alternativer Medezin an den homeopathesche Medikamenter hëlleft effektiv d'Wuelbefanne vun eiser Populatioun ze verbesseren.

D'Gesondheet an d'Wuelbefanne vum Mënsch ass dat wichtegst Kapital, wat mir iwwerhaapt hunn. Besonnesch wat d'Gesondheet vum Mënsch ubelaangt, soe mir ganz kloer, „la fin justifie les moyens". Wann de Mënsch sech duerch dëst oder dat traditionellt oder alternatiivt Medikament wuelfillt an et em besser geet, ech géif mengen, da solle mir him dat Medikament oder dat Mëttel ginn, awer ëmmer an engem legale Kader an an engem Kader, deen nëmme Substanzen zouléisst, wou dem Mënsch kee Schued kann entstoen. An esou ee Kader ass eben déi Positivlëscht vun de Medikamenter an dofir kënne mir als ADR och dësem Gesetzesprojet ouni Bedenken eis Zoustëmmung ginn, awer och mat der Zousécherung, datt mir zesumme mam Dokter Colombera eis weider wäerte fir d'alternativ Medezin an déi domadder verbonnen Heelmëttelen asetzen. Dat awer ëmmer an engem legale Kader ouni de Wee opzemaache fir doutéis Heilpraktiken.

Här President, ofschléissend wëll ech awer nach mäi Bedaueren ausdrécken, dass am Zesummenhang mat där positiver Lëscht vun de Medikamenter ëmmer nach d'Dokteren net kënne bei der Opstellung vun dëser Lëscht mat bedeelegt ginn. Et ass de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, deen dru bedeelegt ass, deen awer ganz oft eng aner Approche huet wéi d'Dokteren, déi an der Praxis schaffen an déi all Dag mat de Patienten ze dinn hunn a mat de Patienten e ganz anert Vertrauensverhältnis hu wéi de Contrôle médical vun der Sécurité sociale. Dofir bedauere mir dat.

Ech wëll dann nach eng Kéier hei, nodeem dass awer lo eng Rei Joren erëmgaange sinn an en Ëmdenken hei stattfonnt huet iwwert d'homeopathesch Medezin an och iwwert déi Positivlëscht vun de Medikamenter, dann nach eng Kéier eng Motioun hei areechen, déi den Här Colombera hei agereecht hat, an zwar déi, dass och d'Doktere solle bedeelegt ginn un der Opstellung vun der Lëscht vun de positive Medikamenter.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'article 22 du Code des Assurances sociales prévoit que la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie est établie par les statuts, la Direction de la Santé - Division de la Pharmacie et des Médicaments - et le Contrôle médical de la Sécurité sociale, demandés en leurs avis;

- considérant que dans l'article 22 aucun représentant de médecins travaillant sur le terrain n'est prévu;

demande au Gouvernement

- de faire participer des représentants des médecins travaillant sur le terrain à l'établissement de la liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Elo huet d'Regierung d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech ergräifen d'Wuert mat enger gewësser Emotioun, well et deen éischte Projet ass, deen ech am Numm vun der Regierung däerf verdeedegen,…

(Interruption)

Voilà, et ass e gutt Omen!

…a well ech doriwwer eraus selwer bedeelegt sinn iwwert d'Proposition de loi. Dofir brauch ech Iech dann och meng Proposition de loi net ze presentéieren.

Ech wollt nach eng Kéier kuerz drun erënneren, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass den Déremboursement vun homeopathesche Medikamenter viru gutt annerhallwem Joer net aus prioritär politeschen Iwwerleeungen oder aus ideologeschen Iwwerleeungen oder finanziellen Iwwerleeunge geschitt ass, mä doduerch entstanen ass, dass mer eng Direktiv transposéiert hunn, déi mat der Definitioun vun de Medikamenter d'homeopathesch Medikamenter net méi zougelooss huet. Ech wëll och ënnersträichen, dass bei den Diskussiounen iwwert dat Gesetz deemools, mat der Ausnahm vun Dokteren, déi fréier op der DP-Säit soutzen, an déi dann haut op der CSV-Säit sëtzen, eng grouss Unanimitéit do war, fir de Remboursement vun engem Deel vun den homeopathesche Medikamenter, an ech ënnersträichen, net vun allen homeopathesche Medikamenter, erëm hierzestellen. Well och virum 1. Januar 2003 sinn net all homeopathesch Medikamenter zréckbezuelt ginn, nëmmen déi sou genannten Unitären, déi aus enger Substanz hiergestallt sinn.

Et soll een also net de Leit ze verstoe ginn, dass elo alles géif remboursëiert ginn. Dat wär eng falsch Informatioun an dat wëlle mer net maachen. Net aus finanziellen Ursaache sinn deemools d'homeopathesch Medikamenter net méi remboursëiert ginn, well effektiv de Remboursement eng kleng Drëps an deem grousse Gewässer vun der Assurance-maladie duergestallt huet, wéi richteg gesot, 2001 waren et genee 60.000 Euro, a wann een och net 60.000 Euro däerf als näischt duerstellen, esou compromettéiere se awer net den Equiliber vun de Krankekeesen.

Den deemolege Gesondheets- a Sozialminister - dorunner huet sech näischt geännert - war direkt d'accord, och scho bei den Debatten, fir de Remboursement erëm hierzestellen. Et ass doropshin no dem Deelremboursement zu enger Petitioun komm, wou net nëmmen een dru bedeelegt war, mä wou ganz vill Leit dru bedeelegt waren, fir déi 8.000 Ënnerschrëften zesummen ze droen. Et ass eng Proposition de loi komm. Et ass e Projet de loi komm an, wéi scho virdru gesot, hei soll een, mengen ech, wann ee vun engem Mérite ka schwätzen, nodeem den Déremboursement geschitt war, sech dat ganz équilibréiert deelen. Hei gëtt et keng haart Stëmmen an der Chamber, jiddefalls net bei deenen, déi do sinn, déi géint de Remboursement géife plädéieren.

Ech si ganz frou, dass mer et fäerdeg bruecht hunn elo nom Regierungswiessel ganz schnell de Projet virun d'Chamber ze bréngen. Et ass effektiv e klenge Projet, wann ee kuckt wéi vill Artikelen dass en huet. Mä et ass awer e Projet, dee vill an animéiert Diskussioune ka suscitéieren.

Ech wëll och ënnersträichen, dass d'Regierung net déi Terminologie an dee Begréff vun alternativer Medezin gëlle léisst, well et ganz kloer ass, dass Homeopathie an och déi aner complémentaire Medezinen net eng Alternativ, en Ersatz fir klassesch Medezin sinn, mä héchstens als Complément dozou kënne gëllen, also déi klassesch Medezin kënnen ergänzen. Wann déi complémentaire Medezinen op hir Grenzen treffen, dann ass et noutwendeg, datt een op déi klassesch Medezin zréckgräift.

Ech wëll och ganz kloer soen, dass ee muss drop hiweisen, dass homeopathesch Mëttele sécher bei enger Rei vu Krankheete kënne wierken, bei enger Rei vun anere Krankheeten awer sécher net, an een et och dann net soll prioritär versichen, well dat kann Zäit kaschten, an Zäit ass bei schlëmme Krankheeten e Facteur, deen een net däerf ënnerschätzen.

De Choix fir d'homeopathesch Medikamenter ze remboursëieren ass net e Choix géint déi klassesch Medezin. Et soll héchstens e Choix erméigleche vun de Leit bei verschiddene Krankheeten, besonnesch bei méi liichten a méi lästege Krankheeten dorop zréckzegräifen.

Ech deelen och net déi Meenung, dass dat hei e falsche Schrëtt wär, zu engem Zäitpunkt wou een iwwer Krankekeesendefiziter schwätzt, dass et e falsche Schrëtt doduerch wär, dass ee Saachen erëm remboursëiert, déi een net méi remboursëiert huet. Dat ass net richteg. Et stellt den Equiliber vun de Krankekeesen net a Fro. Et ass och net esou, dass no dem 1. Januar 2003 de Konsum vun den homeopathesche Medikamenter erof gaange wär. De Konsum ass stabil bliwwen, mä et geet hei och ëm e Signal, dat ee setzt, dass een a verschiddene Pathologien de Choix vum Patient respektéiert, an et muss ee soen dass et net déi Patiente sinn, déi op homeopathesch Medikamenter zréckgräife bei méi klenge Krankheeten, déi den Déséquilibre vun de Krankekeese géifen hierstellen, well se ganz gefillvoll mat deene Medikamenter ëmginn.

(Interruptions)

De Fraktiounspresident vun der CSV bréngt mech aus dem Konzept, mä ech fannen, Här Fraktiounspresident, an do si mer enger Meenung, „das Kind im Manne" ass dat beschte Medikament wat ee kann hunn, an een deen net méi…

(Hilarité)

…ka laachen, bon, mat deem senger Gesondheet ass et net zum Beschte gehalen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Minister, fuert weider, well mir hunn nach vill um Ordre du jour fir haut.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech geheien dann dee méi séiere Gank an, Här President.

Leit, déi also homeopathesch Medikamenter gebrauchen, gi virsiichteg mat dem Konsum vun de Medikamenter ëm, sinn also meeschtens net verdächteg, dass se en Iwwerkonsum vu Medikamenter gebrauchen.

Ech wëll awer och drop hiweisen, dass d'Diskussioun iwwert d'homeopathesch Medikamenter net eleng eng Diskussioun ass iwwert deen een Typ vu Medikamenter oder iwwert deen aneren Typ vu Medikamenter, mä ganz oft och eng Diskussioun iwwer eng Astellung, déi d'Leit mat homeopathesche Medikamenter verbannen. A ganz oft gëtt mat Homeopathie, mat homeopathesche Medikamenter och d'Gefill, den Androck vermëttelt, dass wann ee bei en Dokter geet, dee sech op Homeopathie spezialiséiert huet, ee méi Zäit kritt, dass ee méi Attentioun kritt. An dofir wëll ech soen dass déi Diskussioun iwwer homeopathesch Medikamenter, oder déi Gefiller, déi domat verbonne sinn, sech net sollen op d'Diskussioun iwwert deen heite Beräich beschränken, mä déi doten Diskussioun insgesamt eropbeschwieren, wivill Zäit een an der Medezin dem Patient ka widmen, net nëmmen an der Homeopathie, net nëmmen an der complémentairer Medezin, mä an der Medezin schlechthin. An dat ass eng Diskussioun déi mer bereet sinn ze féieren, och bei méi komplizéierte Pathologien, wou den Dokter méi Zäit brauch, déi een och muss kënnen honoréieren.

Dat gëllt ënner anerem och elo fir deen neie Projet, dee mer amgaange sinn unzepaken, d'Gestioun vum Dossier duerch de Generalist, wou de Generalist eng Supervisioun iwwert de Werdegank vum Patient mécht a wou een dem Generalist och dofir muss a soll entgéint kommen.

Niewent der Attitüd vun dem Medeziner, alle Medeziner, egal op klassesch oder vun der complémentairer Medezin, werft déi heiten Diskussioun awer och d'Fro vun der Attitüd zu de Medikamenter insgesamt op, d'Fro vum gudde Gebrauch, vum richtegen Asaz vun de Medikamenter an och d'Fro vun enger gewëssener Banaliséierung vum Medikament an eiser Gesellschaft. Et ass wichteg d'Medikamenter richteg doséiert bei deene passende Krankheeten anzesetzen an et ass och richteg, datt de falsche Gebrauch vu Medikamenter net méi Gesondheet, mä héchstens méi Krankheet ka bréngen. Dofir ass et wichteg, dass mir dat doten thematiséieren.

Ech mengen, dass wa mir déi Diskussioun hei féieren, da féiere mir se net prioritär am Rumm vun dem Assainissement vun de Krankekeesen, mä am Geescht vun enger efficacer Santé publique. An enger Iwwerleeung iwwert d'öffentlech Gesondheet ass d'Fro vum Iwwerkonsum, dem falsche Konsum vu Medikamenter eng ganz essenziell Fro.

Well mir der Meenung sinn, dass dat esou essenziell ass, hu mir relativ schnell och mat de Generalisten de Projet vum richtege Gebrauch vun den Antibiotiquen ugepaakt. Antibiotiquen, wéi Dir wësst, an aus der Campagne och héieren hutt, gi leider oft gebraucht géint Krankheeten, déi keng Antibiotiquë brauchen. Den Antibiotique ass e wichtegt Medikament, mä nëmmen dann, wann en agesat gëtt bei deene Krankheeten, déi domat ze heele sinn. Wann e falsch agesat gëtt, entsti Resistenzen an dann ass den Antibiotique net méi esou efficace oder iwwerhaapt net méi efficace.

Mir sinn doniewent amgaangen eng Bestandsopnahm iwwert de Konsum oder den Iwwerkonsum vu Psychotropen ze maachen. D'Psychotropen, dat sinn déi Medikamenter, déi de Schlof solle bréngen, oder erëm waakrech solle maachen, Angscht sollen huelen, an Antidépresseuren. Och do muss ee soen, dass een net ka soen, dass all Psychotrope net gutt oder verwerflech wär, mä richteg anzesetzen ass.

An da mengen ech, wann ee vu Medikamenter schwätzt, da muss een drop hiweisen, dass mir amgaange sinn eis méi seriö och op de gudde Gebrauch vu Génériquen anzestellen, déi hei zu Lëtzebuerg ganz wéineg gebraucht ginn.

Richteg ass schliesslech, datt dat beschte Medikament dat ass, wat een net brauch ze huelen; dofir ass e ganz grousst Gewiicht op d'Preventioun, op de Mode de vie sain ze leeën.

Iwwert d'Efficacitéit vun de Medikamenter léisst sech ganz vill streiden, ob iwwer klassesch Medikamenter oder homeopathescher. Ech kann Iech just soen, dass bei klengen, méi liichte Krankheete sécher dat bescht Medikament dat ass, wat een net asetzt. Et gëtt nun emol Krankheeten, do brauch ee mam Medikament siwen Deeg fir dass ee gesond gëtt, an ouni Medikamenter eng Woch.

(Hilarité)

Dir gesitt also, wéi grouss dass d'Differenz ass.

Froen, déi opgeworf gi sinn, betreffen d'A-Kraaft-Triede vum Projet de loi. Et ass esou, dass vill Aarbecht domat verbonne war fir déi 4.000 homeopathesch Medikamenter opzehuelen, déi heivu viséiert sinn, sou dass ee muss dovunner ausgoen, dass et bis den 1. Februar wäert daueren, bis d'Gesetz kann applizéiert ginn. Et kënnt nach e Règlement grand-ducal, deen awer och deemnächst wäert fäerdeg sinn. Ech wëll soen, dass eng excellent Aarbecht vun der UCM a vun der Divisioun vun de Pharmacieën an der Direktioun vun der Santé geleescht ginn ass.

Zu deene Froen, déi nach opgeworf gi sinn, wéi et mat de Konklusiounen ass vun der Chamber hirem Débat iwwert d'Médecines complémentaires: Den Aarbechtsgrupp, deen ënnert dem Carlo Wagner agesat ginn ass, funktionéiert gutt a wäert deemnächst seng Konklusioune virleeën. Ech hunn him och gesot, e soll d'Diskussiounen iwwert d'Psychotherapie mat abannen, wat net déi einfachst sinn, well et eng ganz Rei vu verschiddene Formatiounen a vu verschiddenen Divisiounen an deem dote Beräich gëtt. Dat heescht, et muss een eng ganz seriö Aarbecht dozou maachen.

Dann ee Wuert nach zum Conseil scientifique, dee mir wäerten asetzen, fir dat Nëtzlecht an Noutwendegt an der Medezin méi kloer ze definéieren. Dee Conseil scientifique ass amgaang op d'Bee gesat ze ginn, an e wäert virun der Quadripartite am Februar, Mäerz operationell sinn.

Mir wäerten e ganze Koup Efforte maache souwuel an der Sécurité sociale wéi an der Santé fir eng concernéiert Aktioun fir de Bon usage, dee gudde Gebrauch vun der öffentlecher Gesondheet kënnen duerchzesetzen. Dofir brauche mir och d'Ënnerstëtzung vun den Assuréën a vun den Acteuren insgesamt, well mer kënnen net einfach alles lafe loossen.

M. le Président.- Här Minister, ech muss Iech bieden zum Schluss ze kommen. Dir sidd scho fënnef Minutten iwwert d'Zäit.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech si beim Schluss, Här President, et ass dee leschte Saz.

Et ass virdrun och zu Recht vum honorabelen Här Huss drop higewise ginn, dass bei der Zännmedezin en Nohuelbedarf do ass. Dat ass ganz richteg, dofir ass och dee franséischen Expert agesat ginn, dee seng Etüd virgeluecht huet. Mä Dir wësst dass wann een nei Leeschtunge mécht oder besser remboursëiert, ee Moyenen dofir brauch. Mir sinn dofir der Meenung, dass ee keng Suen an der Sécurité sociale an an der Assurance-maladie däerf verbëtzen, mä se richteg soll asetzen, fir sech deen noutwendege Spillraum ze verschafe fir weider Verbesserunge kënnen an dem Remboursement vun der Santé ze maachen.

Dofir e ganz waarmen Appell u jiddfereen, deen dat betrëfft, fir matzemaachen, fir d'Suen an der Sécurité sociale richteg an efficace auszeginn, well all Euro, deen een ze vill ausgëtt oder verbëtzt, dee feelt engem fir wichteg an noutwendeg Investitiounen am Beräich vun der Santé ze maachen.

Ech soen Iech Merci, datt Dir mir sou laang nogelauschtert hutt.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5260. Den Text steet am Document parlementaire 5260[8].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

(Interruptions)

De Projet de loi 5260 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an enger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marc Spautz) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Felix Braz), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

A voté non: Mme Martine Stein-Mergen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dann hu mir nach eng Motioun kritt vum Här Jaerling vum ADR. Wëllt een zu där Motioun Stellung huelen? D'Madame Mutsch an den Här Huss.

Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Motion 1

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, aus den Ufëierungen, wéi se hei gemaach gi sinn, ass jo ervirgaangen, dass mir an der Zukunft de Projet de loi wäerte kréien, dee sech mat der Formatioun an der Qualifikatioun ronderëm déi Professioune beschäftegt, déi a Saachen Homeopathie, Akupunktur a sou weider aktiv sinn, a vu dass mir dee Projet de loi of-

waarden, och wat d'Definitioun vun deene Gesondheetsberuffer ubelaangt, si mir och net der Meenung, dass een am Moment eng Modifikatioun vun deenen entspriechenden Artikele maachen an op en anere Wee goe soll wéi deen, deen am Moment ass. Mir sinn also der Meenung, dass mir déi Motioun hei net unhuelen.

M. le Président.- Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, ech muss soen, datt ech och Problemer mat där Motioun hunn, obschonn dat natierlech sympathesch kléngt, wat verlaangt gëtt, nämlech datt och „des médecins travaillant sur le terrain" missten abezu ginn, fir déi Liste positive vu Medikamenter opzestellen.

Dat kléngt ganz sympathesch. Et wär awer d'Fro, wien déi „médecins traitants travaillant sur le terrain" iwwerhaapt sinn. Ass dat d'AMMD, sinn dat Vertrieder vun der AMMD oder ween ass dat? Dat schéngt mir am Moment nach onkloer ze sinn an där Motioun.

Wann een dat hei fuerdert, sinn ech der Meenung, datt, sou wéi am Ausland - zum Beispill a Frankräich - d'Diskussioun am Moment leeft, dann awer och Vertrieder vun de Patientevertriedungen do mat erakomme sollen. Dat gëtt au moins a Frankräich konkret sou diskutéiert, fir och Vertrieder do ze hunn.

An dëser Form wéi se lo hei virläit kann ech déi Motioun och net akzeptéieren.

Ech mengen awer, datt mir sollen an der Kommissioun dee Problem, deen hei ass, diskutéieren, awéiwäit ee ka goe fir Vertrieder vun den Dokteren a Vertrieder vun de Patienten do och mat un deenen Diskussiounen deelhuelen ze loossen, well dat schéngt mer wichteg ze sinn an och demokratesch, wann eng Participatioun vun de Patienten do mat derbäi wier. Also, esou an dëser Form wëll ech se elo net unhuelen, mä ech wier awer bereet an der Kommissioun dat méi genau a méi breet ze diskutéieren.

M. le Président.- Madame Stein-Mergen.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci. Ech wollt och am Numm vu menger Fraktioun Stellung huelen zu där Motioun. En fait ass, den Här Minister huet ons erkläert, dass dee Comité scientifique, dee soll iwwert dat Néidegt an dat Wichtegt an der Medezin statuéieren, op allen Niveauen, net nëmmen an den Traitements médicamenteux, um gudde Wee, an ech sinn iwwerzeegt, dass deen och säi Soe wäert hunn an dësem Punkt, esou dass et mer de Moment net wichteg schéngt ze sinn, dass een dat do parallell zu engem Comité scientifique géif fuerderen.

Merci.

M. le Président.- Den Här Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Jo, Här President, och mir sinn der Meenung, dass déi heite Motioun effectivement de Kader vun deem heite Projet de loi sprengt. Mir sinn awer op där anerer Säit och der Meenung, dass een dat dote muss gesinn am Kader justement vum Unerkenne vun deene verschiddene Médecines complémentaires. Dofir mengen ech sollt déi heite Saach och, wéi den Här Huss et richteg proposéiert huet, am Kader vun der Kommissioun traitéiert ginn.

Et muss ee jo emol och effectivement décidéieren, wie soll mat bäigezu ginn a ganz besonnesch, wat absolut an der Motioun hei net ervirgeet, ween déi Leit chargéiert fir drun deelzehuelen. Wéi hei steet: Wie géif déi Leit vum Terrain nominéieren, déi do sollten deel huelen? Dofir, mengen ech, sollt een am Kader vun der Evolutioun vun de Gespréicher iwwert d'Médecines complémentaires e Renvoi un d'Kommissioun maachen.

M. le Président.- Ech wëll dann den ADR froen, ob se bereet sinn oder ob se mat op de Wee wëlle goen, d'Motioun an d'Kommissioun ze verweisen, oder ob de Vote électronique oder de Vote par main levée gefrot gëtt.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Bon, ech géif mengen, dat ass eng Propositioun, déi mer kënnen akzeptéieren. Wichteg ass, dass eng Diskussioun doriwwer stattfënnt. Ech mengen dat schéngt mer de richtege Wee ze sinn an ech sinn och iwwerzeegt, dass mer dann an deem Zesummenhank e Konsens wäerte fannen. Dofir zéie mer déi Motioun dann zréck.

M. le Président.- Da verweise mer déi Motioun an d'Kommissioun Santé a Sécurité sociale.

Da gi mer an eisem Ordre du jour vun haut weider a mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5373 iwwert d'Kulturzentre vun Ettelbréck an Iechternach. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. De Rapporteur vum Projet de loi ass den Här Fred Sunnen. Den Här Sunnen huet elo d'Wuert.

3. 5373 - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Legislaturperiod ass nach net al a mir schwätzen an der Chamber elo scho fir d'drëtt iwwer budgetär Dépassementer bei Bauprojeten. Et ass an dësem Haus schonn des Öfteren ugeklong, datt mer Reformen an de Prozedure brauche fir dës Problematik ze meeschteren. Et ass awer net esou wéi wann de Stat eleng seng Responsabilitéiten huele misst. Och um Gemengenan um regionale Plang muss méi prezis a méi prospektiv verfuer ginn, fir béis Iwwerraschunge bei der Planifikatioun, der Ausféierung vu Bauprojeten a bei der Gestioun an der Exploitatioun ze ënnerbannen.

Den Text, dee mer haut de Mëtteg stëmme wëllen, ass de 5. August 2004 vum Kulturminister François Biltgen an der Chamber abruecht ginn. De Statsrot huet säin Avis den 28. September ginn, wat et der Kulturkommissioun erméiglecht huet fir hir Aarbechten den 13. Oktober unzegoen, andeems se de Rapporteur désignéiert an den Text vum Projet grad wéi den Avis vum Statsrot analyséiert huet. De schréftleche Rapport konnt an der Sitzung vum 11. November ugeholl ginn.

Här President, den Detail iwwert déi eenzel Iwwerschreidungen ass am Gesetzesprojet erkläert. Ech wëllt mech duerfir nëmmen op e puer Aspekter limitéieren, déi sech vläicht e bësse méi kritesch mam Gesetzestext ausernee setzen.

Ech wëllt fir d'éischt drun erënneren, dass d'Gesetz vum 27. Juli 1994 iwwert déi staatlech Participatioun beim Bau vun der Museksschoul a vum Centre culturel zu Ettelbréck, sou wéi d'Gesetz vum 25. September 1997 iwwert de staatlechen Undeel um Bau vun engem Kultur- an Tourismuszenter zu Iechternach eng Zomm vu 6,25 Milliounne respektiv 6,5 Milliounen Euro virgesinn haten. De Bäitrag vun de staatleche Gelder konnt net oprecht erhale ginn, well et sech en cours de route erausgestallt huet, datt sech eng Rei Upassungen um Konstruktiounsprogramm a bei den Equipementer vun den Infrastrukturen imposéiert hunn, déi den techneschen Ufuerderunge vun enger moderner Kulturinfrastruktur mat nationaler, regionaler an internationaler Ausriichtung entspriechen.

D'Auteure vum Projet ginn awer och nach aner Ursaachen un, déi d'Käschte vun dësem Bauprojet an d'Luucht gedriwwen hunn. D'Evolutioun am Bausecteur sou wéi d'Verschäerfung vun der Législatioun iwwert d'Sécherheet, iwwert d'Gestioun an iwwert d'Energie oder déi schlecht Bausubstanz vun de Gebailechkeete selwer, wéi zum Beispill zu Iechternach, déi enger kompletter Sanéierung ënnerzu solle ginn.

D'Bauprojete selwer si substanziell évoluéiert; virun allem deen zu Iechternach. Speziell hei war et absolut noutwendeg um architektonesche Plang, fir déi al Bausubstanz ze erhalen. Dobäi kënnt, datt de Volume op 3.000 m³ erugewuess ass. Aner technesch Adaptatiounen um Niveau vun der Akustik, der Beliichtung an dem Bühnebild si virgeholl ginn, fir enger moderner a virun allem multifunktioneller Infrastruktur besser gerecht ze ginn.

De Surcoût vun deenen zwee Projete beleeft sech schlussendlech op eng Gesamtzomm vun 9,17 Milliounen Euro, déi sech op 3,47 Millioune fir Ettelbréck a 5,73 Millioune fir Iechternach opdeelen. Déi gesamt staatlech Zouwendung beleeft sech summa sumarum op 9,667 Millioune fir Ettelbréck an 12,171 Millioune fir Iechternach.

Kolleeginnen a Kolleegen, de Statsrot ass betount kritesch zu dësem Text, deen, senger Meenung no, enger gudder Gestioun vun den öffentleche Gelder an enger seriöer Planifikatioun an Ausféierung net entsprécht. De Statsrot stellt doriwwer eraus d'Fro, ob d'Regierung en Interventiounsrecht an dësem Projet hat, fir hirer Iwwerwaachungs- a Kontrollfunktioun nozekommen. Déi héich Kierperschaft gesäit d'Inexistenz vun esou engem Interventiounsrecht als inadmissible un, well de Stat domadder viru vollendet Tatsaache gestallt gëtt.

Zum aneren ass de Statsrot der Meenung, dass de Stat och an Zukunft Ofstand huele muss vun iwwerambitiéisen an ze prestigiéise Bauprojeten, déi iwwert déi technesch, finanziell a personell Capacitéite vun de Gemengen erausginn. Déi kulturell Aktivitéiten, op lokalem a regionalem Plang, si mëttelfristeg a Fro gestallt, wann d'Käschte vun den Infrastrukture selwer, wéi och déi fir de Fonctionnement an d'Gestioun, exponentiell an d'Luucht ginn.

An der Kommissioun krute mer nach weider Prezisiounen, déi net am Gesetzesprojet enthale sinn. Deemno ass nach festgehale ginn, datt de Stat den Undeel vu 50% iwwerhélt. Eis Statssekretärin an der Kultur, d'Madame Octavie Modert, huet doriwwer eraus preziséiert, dass d'Regierung weiderhi bestrieft ass fir sech u lokalen a regionale Kulturinfrastrukturen ze bedeelegen. Op legislativem Plang wäert sech deemnächst och nach eppes doen. Esou ass e Projet an der Ausaarbechtung, deen e „Service d'animation culturelle" an e Fënnefjoresplang iwwer regional Kulturinfrastrukture virgesäit. Vläicht kann eis d'Statssekretärin nach déi eng oder aner Zousazinformatioun liwweren.

Et ass des Weidere preziséiert ginn, datt de Volume vun 3.000 m³ fir de Centre culturel de Virgabe vum Iechternacher Festival entsprécht. D'Ausgestaltung vun engem Concertssall brauch e Volume vun 10 m³ pro Auditeur; eng Virgab, déi den initiale Gesetzestext vun 1997 net mat agerechent hat. Des Weideren hat d'Erhéije vum Plaffong ëm 2 Meter eng Partie technesch wéi och ästhetesch Problemer matsechbruecht, déi zesumme mat der Sanéierung vun der aler Bausubstanz de Käschtepunkt nach weider an d'Luucht gedréckt hunn.

D'Kommissioun huet och eng Partie Konklusioune festgehalen, déi ech Iech net virenthale wëll. Esou gëtt beispillsweis proposéiert an Zukunft déi staatlech Zouwendung bei engem Infrastrukturprojet un d'Konditioun ze bannen, datt de Bauhär op lokalem wéi regionalem Niveau assuréiere muss, datt en à même ass fir d'Gestioun an d'Exploitatioun anzestoen.

Déi staatlech Participatioun muss no engem prezisen an aktualiséierten Devis definéiert sinn, deen de getätegten Aarbechte vum Projet Rechnung dréit. De Stat muss doriwwer eraus och iwwert de Fortgang vun den Aarbechte regelméisseg informéiert ginn, esou wéi dat vum Statsrot gefuerdert gouf.

Här President, ech hoffen, ech konnt Iech genuch iwwert dëse Projet opklären, dee sech net onbedéngt mat engem kulturpoliteschen Inhalt befaasst, mä mat engem budgetspolitesche Problem, deen nei, verbessert an transparent Prozedure brauch. Et ass net ausgeschloss, datt d'Kulturkommissioun an der Zukunft nach weider mat esou Gesetzesprojete befaasst gëtt.

De Bauteminister Claude Wiseler huet schonn an der Budgetskontrollkommissioun eng Partie Pisten opgezeechent, wéi de Stat Dépassementer bei Bauprojete minimiséieren oder ganz ënnerbanne kann. Mir wäerten d'Diskussioun an dëser Kommissioun weider suivéieren. Mä och d'Acteuren op Gemengeplang musse besser mam Stat zesummeschaffen a musse bestrieft sinn d'Käschten ze maîtriséieren.

E Kolleeg hei aus der Chamber recommandéiert jo andeems en op dëse Projet de loi hiweist, wann der an der Gemeng net mat de Suen duerkommt, da gitt bei d'Regierung, da frot der Iech der nach.

(Hilarité)

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Däerf ech Iech eng Fro stellen? Wat fir eng Schreifweis proposéiert den Här Rapporteur?

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Wann een Iechternach unenee schreift!

(Hilarité)

Am Numm vun der Kulturkommissioun géif ech Iech bieden dëse Projet ze stëmmen an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt awer wëll ech dem Kolleeg, dem honorable Fred Sunnen, Merci soe fir dee mëndlechen a schréftleche Rapport.

De Gesetzesprojet, dee mer haut diskutéieren, ass e weidert Element vum kulturelle Liewe vun eiser Gesellschaft. Et geet awer hei am Speziellen iwwer Dépassementer vun der staatlecher Participatioun bei deenen zwee regionale Bauprojeten, engersäits d'Museksschoul an de Centre culturel zu Ettelbréck, dem sou genannte „Centre des Arts pluriels Ed Juncker", an anerersäits dem regionale Centre culturel et touristique vun Iechternach.

De Rapporteur war esou fräi an huet schonn e puer interessant Bemierkungen opgezielt, notamment déi Interventiounen am Avis vum Statsrot. Beim éischte Bauprojet, de Bauprojet vun der Museksschoul an dem Centre culturel zu Ettelbréck, mat 450 Sëtzplazen, hu mir et mat engem Dépassement ze dinn vun ëmmerhin 54,7%.

Woren ursprünglech 6,25 Milliounen Euro virgesinn, esou goufen duerch dräi supplementar Devisë fir nei Aarbechten duerchzezéien nach zousätzlech 3,47 Milliounen Euro gefrot. Domat beleeft sech de Projet dann elo op 9,667 Milliounen Euro.

Duerch ënner anerem d'Verbesserung vun der Bühnentechnik an der Bühnemolerei, duerch d'Mesurë vun der Akustikverbesserung an d'Erhéijung vun dem Baukierper selwer, huet et jo verlaangt, dass d'Inspection des Mines et du Travail öfters intervenéiert huet. Och den Aménagement vum Extérieur ass an d'Diskussioun erageholl ginn, an déi legal Haussen am Bau ewéi Extrafuerderungen an Honorairen hunn et mat sech bruecht, dass dës massiv Zousazbelaaschtung komm ass.

Doriwwer eraus muss ech awer soen, och wann een de regionale Charakter vun dem kulturellen Ugebuet net a Fro stellt, esou muss awer hannerfrot ginn, an dat ass jo ganz speziell am Avis vum Statsrot gesot ginn, wéisou an deem ursprünglechen Devis all déi Aarbechten net konnte virgesi ginn.

Bei deem zweete Bauprojet hu mer et dann ze di mat dem regionale "Centre régional et culturel touristique" zu Iechternach. Do hu mer et esouguer mat enger Iwwerschreidung vun ëmmerhi 87,2% ze dinn. De Projet awer, e wichtege Peiler vun dem traditionellen Iechternacher Festival, huet am Ufank 6,5 Milliounen Euro ausgewisen, ass awer iwwert Zousazaarbechten op elo 12,1 Milliounen Euro geklommen. Och do hu mer gesot kritt, an dat huet d'Madame Statssekretärin och ganz kloer erwähnt, hu mer et mat e puer wichtegen Ännerungen ze dinn.

Fir d'alleréischt muss festgestallt ginn, wéi de Bau ugefaange ginn ass, dass déi Bausubstanz relativ brécheg an al war, esou dass vun enger Renovatioun net méi konnt geschwat ginn, sondern enger Neikonstruktioun. Et ass och festgestallt ginn, dass d'„Salle multifonctionnelle" keng gutt Akustik hätt an si huet, no Expertenaussoen, mussen erhéicht ginn an domat ass de Volumen op 3.000 m³ eropgaangen.

Och d'Dréibühn an eng verbessert Bühnentechnik hu mat sech bruecht, dass d'Käschte gewuess sinn. Speziell ass awer drop opmierksam gemaach ginn, an dat beweist och schonn de Gedanke vun deene Leit, déi dat ausgeféiert hunn, dass se sech mat der Energieversuergung ausernee gesat hunn an si hunn e speziellen Energiemanagementssystem agesat. Wieren all déi Aarbechten awer net duerchgefouert ginn, da wier a Fro gestallt ginn, ob dëse Centre seng lokal, regional an och national Roll hätt kënne spillen. Dëse Bau soll jo och eng wichteg Roll an der Rumm vun den touristeschen Aktivitéiten an dëser flotter Regioun vun eisem Land spillen.

Grad wéi bei deem anere Projet muss awer hannerfrot ginn, wéisou an deem ursprünglechen Devis eng Rei vun dëse Moossnamen an Detailer net konnte berücksichtegt ginn?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Misste bei esou wichtegen Ännerungen, an de Projeten, déi an der Chamber gestëmmt si ginn a wou dem Stat seng Participatioun gefrot ginn ass, net all déi implizéiert Partenairen dach heiansdo

beienee kommen, wann Ännerunge mussen duerchgeféiert ginn, zumools wann déi finanziell Envergure eng grouss finanziell Suite kritt?

Am selwechten Otemzuch wëll ech awer hei ënnersträichen, dass dës zwee Beispiller weisen, dass et net nëmmen de Stat ass, deen Dépassements de crédit bei senge Bauprojete muss agestoen an dofir och kritiséiert gëtt. Erënneren däerf ech kuerz un déi zwee rezent Stroossebauprojeten. Dat war de Réaménagement vun der Autobunn-Tunnelënnerféierung zu Märel. Do hate mer en Dépassement vun 19%, a beim Réaménagement vun der Croix de Gasperich waren et esouguer 44%.

Mir gesinn also, et huet kee Wäert dass een deem anere Scholdzouweisungen zouféiert; hei ass jidderee gefuerdert, d'Gemengen an de Stat. Aus de Beispiller sollte mer léieren, dass an der Zukunft all Bauprojete méi genau ënnert d'Lupp ze huele sinn. Mir sollen eis hannerfroen, ob de Projet d'Strooss hält an et zu kengem Dérapage en cours de route könnt.

Well awer dat kulturellt Liewen an eiser Gesellschaft e grousse Stellewäert huet an dat am Speziellen och an eise Regiounen, solle mir dësem Projet onsen Aval ginn. Ech bréngen heimat dee vun der CSV-Fraktioun eran a soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'alleréischt wëll ech de Rapporteur félicitéieren an em Merci soen, dass e sech där schwiereger Saach hei ugeholl huet. Ech ka mer virstellen, dass e léiwer iwwer manner kontestéiert a kontestabel Projeten hei hätt misse Bericht erstatten.

Déi zwee Projete sinn nämlech wierklech e Bewäis oder eng Illustratioun wéi een et net soll maachen. Mir hunn och, mengen ech, rar esou e kriteschen an ech géing esouguer soen dévastateuren Avis gesi wéi deen, deen de Conseil d'État bei dësem Projet de loi ofginn huet.

Déi zwee Projeten, déi 1994 hei an der Chamber votéiert gi waren iwwert d'Participatioun vum Stat an deenen zwee Kulturzentren, ginn einfach, wéi den Här Oberweis et elo nach eng Kéier illustréiert huet, du simple au double, geet esouwuel de Käschtepunkt vum Bau wéi d'Participatioun vum Stat a jidderengem vun deenen zwou Bauten.

De Conseil d'État stellt dann och déi richteg Froen, an e mécht och déi richteg Recommandatiounen, déi iwwregens vun der Kommissioun iwwerholl si ginn. Wann de Stat esou massiv an e Projet eraklëmmt, deen eng Gemeng initiéiert, da muss déi Participatioun op engem aktualiséierten Devis berouen, op engem prezisen Devis, an de Projet muss selbstverständlech den Aarbechten entspriechen, déi effektiv duerchgeféiert ginn.

Zweetens, d'Gemeng muss en mesure sinn, d'Gestioun an d'Exploitatioun vun esou engem Projet ze assuréieren, oder ech géing soen, et muss eng räsonnabel Expectative sinn, datt se en mesure ass et ze maachen.

An drëttens, wann Ännerunge kommen, dat kann ee jo ni ausschléissen, da muss awer d'Regierung iwwert déi Ännerungen informéiert ginn. D'Regierung schéngt och déi do Iwwerleeunge gedeelt ze hunn, well wann ech richteg verstanen hunn, huet de Conseil de Gouvernement den 13. Januar 1995 Folgendes festgehalen iwwert de Projet Iechternach: «Le Conseil se déclare d'accord avec le projet réaménagé et souligne avec fermeté d'une part que la contribution de l'État aux frais de construction sera de toute façon plafonnée à 260 millions de francs, et d'autre part que l'État ne participe en aucun cas dans les frais de gestion du nouveau centre. Il appartiendra au Ministère de l'Intérieur en collaboration avec l'IGF de veiller à ce que l'administration communale ne préjuge pas de ses propres moyens, et qu'elle ne compromette pas la situation financière future de la ville». D'sukzessiv Regierungen hunn et leider net fäerdeg bruecht, dat duerchzesetzen.

Wat nun Iechternach betrëfft, do hunn ech mer d'Méi ginn, e bësse méi gewuer ze ginn, wéi dat wat mir an der Kommissioun gesot kruten, well ech e speziellen Intérêt un Iechternach hunn. Ech si Member vum Conseil d'Administration vum Festival; ech wëll dat hei an aller Klorheet soen an dann och en Intérêt deklaréieren.

Wéi ech awer dunn der Affär e bëssen op d'Spur gaange sinn, sinn ech zur Asiicht komm, dass mer an de Formulatiounen, déi een am Rapport erëmfënnt, vläicht e bëssen ze schnell virgaange sinn oder d'Saachen op eng ze vill elliptique Aart a Weis ausgedréckt hunn. Esou zum Beispill gëtt am Rapport gesot, «le devis utilisé était la transposition d'un devis plus ancien et qui prévoyait la nouvelle construction d'un centre culturel et non pas la consolidation d'un bâtiment historique». Dat stëmmt nëmmen ongefeier, well de Projet, deen de Gemengerot vun Iechternach den 28. Dezember 1994 gestëmmt huet, huet effektiv d'Pateregebai betraff an huet eng Rallonge virgesi vun 80 Milliounë Lëtzebuerger Frang deemools, par rapport zum Originalprojet „A Kack", deen den 21. Juni 1993 gestëmmt gi wor, an de Montant ass du vu 460 op 540 Milliounen erop gaangen. Dee Projet ass also reaménagéiert an ass, dat wëll ech ënnersträichen, an där Form der Regierung ënnerbreet ginn, an d'Regierung huet hiren Aval zu deem Réaménagement ginn, mat där Mise en garde, déi ech virdru virgelies hunn.

Et kënnt een aus dem Rapport och verstoen oder mëssverstoen, dass en Deel vun deenen héije Käschten, déi dobäi komm sinn, dem Service des Sites et Monuments kënnt zugeschoustert ginn. Ech hunn och do Vérificatioune gemaach an ech sinn zur Konklusioun komm, dass dat awer net esou ass. De Projet vu '94 ass effektiv dem Service des Sites et Monuments virgeluecht ginn. E wor méi modest, obschonn en, wéinegstens dee vum Pateregebai, e Bâtiment historique betraff huet, mä ganz besonnesch wor den Daach vun dem zentralen Deel, also deen Deel, dee verschidde Leit d'Concertshal nennen, an aner Leit de Sall fir d'Balen, net iwwert d'Diecher vun deene Gebaier niewendrun erausgaangen.

Bei der neier Versioun, déi no 2000 approuvéiert ginn ass vun der Gemeng an déi dunn net dem Service des Sites et Monuments virgeluecht ginn ass, ass de Plaffong ëm zwee Meter eropgesat ginn, an domadder war den Daach vum Gebai natierlech zwee Meter méi héich wéi all déi Gebaier ronderëm. Dat war natierlech vum ästheteschen an urbanistesche Plang an enger historescher Stad oder am historeschen Deel vun Iechternach net vun de Sites et Monuments ze akzeptéieren, an dunn hu misse Kompromëssер gemaach ginn, fir dass een op e Resultat komm ass, wat méi oder wéineger d'Silhouette vun der Stad an deem Deel respektéiert huet.

Et bestinn zu där Froestellung ganz prezis Dokumenter am Ministère vun der Kultur, a vläicht wëllt d'Madame Statssekretärin dozou eppes soen, och am Intérêt vum gudden Numm vun hire Servicer.

Alles dat gesot, Här President, schéngt et ons als Fraktioun evident, dass dat Gebai vun Ettelbréck, de Centre des Arts pluriels an d'Musekksschoul, wat scho laang do steet, muss finanzéiert ginn, an dass de Centre culturel zu Iechternach muss fäerdeg gestallt ginn an dann och finanzéiert ginn. Dat eenzegt wat mir bedaueren zu Iechternach, dat ass dass anscheinend dat net soll kënne geschéie bis zum Joer 2007, mat enger Deelouverture am Joer 2006. Mir sinn also e laange Wee zesumme bei deem Projet gaangen, vun 1993, oder loosse mer soen 1994, bis elo 2004.

Mä mir wäerten als Fraktioun den Text hei approuvéieren, mat selbstverständlech de Recommandatioune vum Conseil d'État a vun der Chamberskommissioun.

Här President, fir ofzeschléisse géing ech gären um Exempel vun den Theatere vun der Stad Lëtzebuerg drop hiweisen, inwiefern de Ministère de la Culture zwee Moossen a Gewiichter applizéiert, wann et ëm dFinanzparticipatioun vum Stat bei kulturelle Projeten geet, déi regional oder esouguer national Bedeitung hunn. Hei deklaréieren ech och en Intérêt, Här President, ech si Schäffe vun der Stad Lëtzebuerg - et ass evident dass ech do en Intérêt hunn -, esouguer Kulturschäffen.

Sécher participéiert de Stat bei de Produktioune vun onsen zwee Theateren an der Stad, de Kapuzinertheater an de groussen Theater, an ech soen der Regierung Merci, dass d'Zouwendung, déi mer am Joer 2005 wäerte kréien, 50.000 Euro méi héich läit, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall wor. Mir ginn also vun 300.000 op 350.000 Euro. Ech bemierken awer en passant, dass d'Stad Esch, där ech och méi wënschen, deeselwechte Montant kritt vun 300.000 respektiv 350.000 Euro fir een Theater. Bei ons sinn et der zwee. An ech bemierken, dass den Théatre national fir säin Deel 1.102.500 Euro am Joer 2005 soll kréien. Mä et ass emol net esou vill vun deene Subsiden, wou ech wëll schwätzen, mä vun der Renovatioun vum groussen Theater vun der Stad Lëtzebuerg.

Während bei deenen zwee Projeten, déi mer elo stëmmen, mer gesinn, dass d'staatlech Interventioun du simple au double geet, huet de Kulturministère bis elo iwerhaapt keng Suite ginn deem Verspriechen, wat den deemolege Kulturminister Jacques Santer der Virgängerin vum jëtzege Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg ginn huet, dass de Stat géing um Finanzement vun der Renovatioun vum groussen Theater vun der Stad Lëtzebuerg participéieren. Säithier, an dat geet op d'Enn vun den 90er Joren zréck, huet d'Stad Lëtzebuerg verschiddentlech bei der Regierung intervenéiert, bei Entrevuë mam Stat, duerch Bréif, an dat ass ëmmer erëm gemaach ginn. Op Wonsch vun der viregter Kulturministerin, der Madame Hennicot, hu mer esouguer eng ganz Camionnette vu Plangen, Devisën a Gott weess wat nach als Ënnerlagen an de Kulturministère geschéckt.

Madame Minister, wann ech verstinn, dass et net méi méiglech ass eng Interventioun am Budget 2005 virzegesinn, géing ech ower mat Insistance den Här Kulturminister Biltgen an Iech, Madame Statssekretärin, froen, Är Positioun do ze revidéiere fir de Budget 2006; mä mam Budget geet et net duer. Dir misst och e Projet de loi preparéieren, deen da géing dësem Haus virgeluecht ginn.

An ech sinn iwwerzeegt, Här President, dass trotz aller Rigueur a Suerg fir Spueren, déi den Här Budgetsrapporteur Mosar un den Dag geluecht huet a sengem Rapport leschten Dënschdeg, hien doudsécher mat menger Propositioun d'accord ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Nächste Riedner ass den Här Scheuer, den Här Jos Scheuer vun Iechternach. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech hu virun enger gewëssener Zäit eng Réceptioun zu Iechternach gehale viru Leit, déi am kulturelle Liewen zu Lëtzebuerg zoustänneg sinn, net nëmme fir Infrastrukturen, mä awer och fir d'Kulturliewen um Goen ze halen. Ech wollt mech direkt u si adresséieren, un d'Melomanen, an do ass mer een typesche Lapsus freudien ënnerlaf: ech hu mech verschwat a Megalomanen gesot.

(Hilarité)

Dat ass kee Witz, dat war fuerchtbar penibel, mä et léisst sech erklären aus deene Cauchemaren, deenen een ausgesat ass, wann ee probéiert fir d'Gemengefinanze fir déi nächst Joren an d'Rei ze bréngen.

Ech wollt zu deem Projet och fir d'éischt nëmmen e puer Mercië lassginn, awer ech beschäftege mech trotzdeem e bësselche mam Fong, net ganz intensiv, mä als een, deen an deem Moment, wou d'Décisioun gefall war, mat dem Stroum geschwomm ass an elo probéiert, de Kapp iwwer Waasser ze halen bei dem Finanzproblem, deen eis iwwerschwemmt.

Fir d'éischt d'Ursaache vun der Verdeierung ganz kuerz zesummegefaasst - an ech sinn iwwerzeegt, dass fir Ettelbréck munches gëllt wat och fir Iechternach gëllt. Et gëtt fënnef Haaptursaache fir déi Verdeierung.

Éischtens si bestoend Gebailechkeete rehabilitéiert ginn. An déi bestoend Gebailechkeete sinn an engem ganz, ganz schlechten Zoustand gewiescht. D'Analys vun deene Gebailechkeeten ass relativ spéit gemaach ginn. Doraus huet sech erginn, dass vill, vill méi Geld huet missen investéiert ginn, fir dass déi Maueren, déi solle gehale ginn, och stoe bleiwen.

Dat zweet ass dann, dass vun 1994 bis haut eng remarquabel Hausse vum Bauindex stattfonnt huet; dat dierfte méi wéi 2% pro Joer sinn; och dat ass chiffréiert.

Drëttens si Contrainten am Laf vun deene leschten zéng Joer um Niveau vun der Législatioun a Réglementatioun komm, déi d'Sécherheet, d'Hygiène an och de Respekt vun der Émwelt betreffen; och dat konnt 1994-1995 net mat agerechent ginn.

Véiertens waren an deem urspréngleche Devis d'Alentouren net mat abegraff, or, déi gehéieren awer mat an de Projet.

A fënneftens sinn déi technesch Equipementer de Besoinen an de Funktiounen, déi an deene Gebaier ënner Daach bruecht sinn, ugepasst ginn. Dat si modern Techniken, dat allerbescht wat fir de Moment um Maart ass: Et war e Choix ze treffen: entweder et tabléiert een op manuell Handhabung vun enger Bühn oder vun de Kulissen, oder et setzt een eng performant Technik an. Da brauch een herno net esou vill Leit an deen Zenter ze setzen an en ass méi liicht ze benotze wéi dat soss de Fall wier. Dann ass virun allem un enger gudder Akustik geschafft ginn. Déi Aarbechte waren ursprénglech net mat aberechent. Dëst ass geschitt opgrond och vun deene Wënsch, déi de Festival vun Iechternach ugemellt huet - a mat Recht ugemellt huet -, an dës Technik huet eng Envergure an eng Perfektioun kritt, déi et elo erlaben, dass an deem grousse Concertssall net nëmme Concertë stattfannen, mä dass duerch eng variabel Akustik de Sall ka benotzt gi fir Kongresser ofzehalen, well deen Zentrum heescht jo net nëmme Centre culturel, mä en heescht Centre culturel et touristique. Dann ass den Eclairage ugepasst ginn un déi verschidde Besoinen, an och dat war net perfekt geléist gewiescht am urspréngleche Projet.

Dee Kulturzentrum, deen Iechternacher souwuel wéi deen Ettelbrécker, huet eng dräifach Missioun; dat soll een net vergiessen.

Éischtens geet et ëm lokal Besoinen, déi grouss sinn an esou enger Stiedchen, déi awer och den Zentrum ass vun enger Regioun an déi och d'Flicht huet, fir der Regioun eppes - an dësem Fall kulturell Infrastrukturen - zur Verfügung ze stellen. Dozou gehéiert och eng Musekschoul. An déi Musekschoul, déi zu Ettelbréck am Centre culturel ass, kënnt och zu Iechternach an de Centre culturel an si huet tëschent 900 an 1.000 Elèven. Da gëllt fir Iechternach och de Wonsch, dass de Festival vun Iechternach, de Festival vu klassescher Musek en architektonesch wäertvolle Pendant kritt zu der Abtei, zu der Basilika an zu der Pierre-et-Paul a Form vun engem regelrechte Concertssall.

Dat sinn d'Ursaachen, firwat de Bau sou vill méi deier ginn ass. Mä, ech well e puer Konklusiounen aus deem Dossier zéien, déi sech einfach opdrängen.

Éischt Konklusioun: Projete vun dëser Envergure, déi realiséiert gi mat oder och ouni Engagement vum Stat - mä ech froe mech, wat fir ee Projet ouni Engagement vum Stat nach ofgewéckelt gëtt -, déi musse virun hirer Ëmsetzung a virum Vote, deen an enger Gemeng geholl gëtt, gepréift ginn.

An zwar éischtens duerch de Ministère de Tutelle, duerch den Innenministère an dësem Fall, dee Ministère, deen och den Aménagement du Territoire als Ressort huet. Et ass och de Ministère de Tutelle, deen d'Flicht huet fir ze soen: Dir gitt op eng Pist, déi Der net bis zu Enn goe kënnt.

Zweetens - do sinn ech formell dran -, sou Projete wéi déi hei zwee, déi musse vun enger onofhängeger Administratioun gekuckt ginn an dat ass an dësem Fall d'Finanzinspektioun, dat ass d'IGF. Si muss kucken, ob dee Projet sech am Kader vun de Gemengefinanzen, am Kader vun den Engagementer, déi och de Stat derbäi hëlt, bewegt. Si muss och kucke wat d'Folgekäschte vum Projet sinn. D'Autonomie communale, op déi mer alleguerten esou vill halen, huet hir Grenzen duerch de Budget vun enger Gemeng a si kritt se do gesat. An anere Wierder, all Concernéiert musse préifen, ob esou e Projet nohalteg ass oder ob en net nohalteg ass. An dësem Fall kritt dee Begréff Nohaltegkeet säin eigentleche Sënn eréischt. An ech soen dem Rapporteur och Merci fir den Hiwäis, dass e Suivi muss kommen an deem Sënn, datt Stat a Gemeng sech zesummesetzen, fir déi Projeten da regelméisseg ze kontrolléieren. Mir waarden op deen entspriechende Projet de loi, deen d'Madame Statssekretärin sécher elo virstellt.

Zweet Konklusioun: D'Gemenge brauche Berodung a si brauche Berodung an dësem Fall duerch de Stat. Si kënne sech déi Berodung net an de Privatsecteur siche goen. De Ministère de l'Intérieur ass an dësem Fall e Partner an net nëmme Ministère de tutelle. An zwar brauche mer déi Berodung an deem Moment, wou een nodenkt iwwer e Projet - et spillen nämlech ganz oft Velléités politiques, déi e Projet op d'Schinn setzen , an deen dann nëmme schwéier oder och net ze stoppe respektiv ëmzeänneren ass. Mir brauche Berodung wann nogeduecht gëtt, wa geplangt gëtt, wann décidéiert gëtt, wann exekutéiert gëtt a virun allem awer och wa géréiert gëtt.

Drëttens: Bei all Projet, wou de Stat sech mat dran engagéiert, misst gläichzäiteg en Dossier ausgeschafft ginn iwwert d'Gestioun, iw-

wert d'Gérance vun deem Ganzen. Wat sinn d'Folgekäschten, wann een esou e monstergrousse Projet dohinnersetzt vun enger Milliard Frangen, vu 25 Milliounen Euro? Wéi eng Répercussiounen huet dat op eng Gemeng kuerzfristeg, mëttelfristeg a laangfristeg, an deem Moment zum Beispill, wa Reparaturen ufalen? Deen Dossier de gérance huet jo och Implikatiounen - an dat ass dat Graavt drun - op den uerdentlechen Haushalt vun enger Gemeng. Et féiert zu enger Belaaschtung fir de Budget ordinaire. A wann dee Budget ordinaire duerch esou ee Projet gesprengt gëtt, da wierkt dat sech aus op d'Liewensqualitéit vun de Leit, da wierkt dat sech aus op déi Aart a Weis wéi eng Gemeng mat den noutwendege Leeschtungen ëmgeet, déi eng Gemeng de Bierger schëlleg ass. Dat heescht, deen Dossier de gestion muss ee scho kënne virum Bau ficeléieren a mat an d'Diskussioun era bréngen.

Véiert Konklusioun: Stat a Gemenge mussen e Verwaltungsmodell erschafen, fir sou komplex Infrastrukturen ze géréieren; Etablissements publics fir eng Gemeng, dat gëtt et anscheinend net, oder eng Fondatioun, oder…, oder… . Also ech wär wierklech gespaant op eng Propositioun, wéi eng Gemeng ënner wat fir enger Form esou e Bau géréiere kann a géréiere muss, ouni dass si direkt dozou iwwergeet, fir ze privatiséieren, an ech froe mech, wie wieklech Intérêt drun hätt fir an esou e Projet eranzeklammen.

An zu deem Verwaltungsmodell gehéiert dann och e Finanzéierungsmodell, wéi ech scho gesot hunn, e Finanzéierungsmodell vun de Frais de fonctionnement, vun de Käschte fir den uerdentlechen Haushalt. Spéider komme jo nach ëmmer Investissementer dobäi, déi iwwert den ausseruerdentlechen Haushalt ofgewéckelt ginn. Wann een do déi Fonctionnementskäschte vum zukünftege Kulturzentrum iwwerdréit op den uerdentlechen Haushalt vun der Stad Iechternach, da bleift näischt méi Rescht an deenen nächste Joren, sou wéi et ausgesäit.

Fënneft Propositioun dann: De Kulturministère misst onbedéngt als Koordinator vum Lëtzebuerger Kulturliewen an deenen nächste Jore funktionéieren. Kuckt emol wat mer am Laf vun deene leschte puer Jore vun Infrastrukture geschafen hunn. Kuckt emol wat sech am Zentrum ewell schonn ubitt, wéi räich den Zentrum ginn ass u formidabele kulturellen Infrastrukturen. Kuckt wat nach aussteet, de Pei Musée, plus de ganzen Aménagement vum Kirchbierg, dat gëtt fir mech eng vun deene schéinste Plazen, déi et an Europa gëtt, dat gëtt déi grouss Attraktioun an do kristalliséiert sech eppes eraus, wat net dierf op d'Käschte vun deenen eenzelne Regioune goen. Wa mir de Kulturzentrum vun Ettelbréck, vun Iechternach an och déi aus dem Süden net „miwwléiert" kréie mat Manifestatiounen, da riskéiere munch herrlech Gebaier eidel ze stoen. A wa se doudeg sinn, da kaschte se awer Geld, an Dir wäert och kee Privatkapital a kee Privatmann fannen, dee bereet ass doranner als Gérant ze goen. Kuckt emol déi Onmass vu lokalen Initiativen, déi am Laf vun deene leschte Joren dohier entstane sinn, ob dat de Festival vu Maarnech ass oder deen aus dem Syrdall, et cetera, et cetera, si ginn alleguerten opgezielt am Exposé des motifs, wéi mer de Concertsall fir d'Philharmonie gestëmmt hunn.

Dës Koordinatioun vum kulturelle Liewen zu Lëtzebuerg muss gemaach gi vun engem Ministère, deen iwwert deem Ganze steet, an dat kann nëmmen de Ministère de la Culture sinn, soss ka keen et maachen. An ech wär frou, wa sech dorausser géif eng Cellule erginn, iergend e Gremium, dee géif koordinéieren a Propositioune maachen.

Dann trotzdeem eppes zu Iechternach, wat mer wichteg schéngt. Deen Zenter heescht jo Centre culturel et touristique, a wann een Tourismus seet, da seet een Ekonomie, da seet ee Wirtschaft an da seet een och nationalen Impakt, deen awer null Implikatiounen oder bal keng Implikatiounen op d'Finanze vun enger Uertschaft huet. Eng Uertschaft, de Receveur vun enger Gemeng, dee lieft net vun de Revenuen, déi iwwert den Tourismus erakommen. Déi kommen duerchweegs dem Stat zegutt a se ginn dann nees ëmverdeelt.

De wirtschaftlechen Impakt vun deem Kulturzentrum oder deem Tourismuszentrum, deen huet Répercussiounen op d'Uertschaft, op den Aarbechtsmaart zum Beispill, en huet Répercussiounen op d'Regioun an en huet Répercussiounen op d'Ekonomie. Dat heescht, dass zousätzlech Investissementer musse gemaach ginn, fir zum Beispill Kongresser do ze organiséieren. Ween awer weess, wéi Kongresser zu Lëtzebuerg organiséiert ginn a wéi komplex dat ofleeft a wéi schwéier et ass fir vu baussen an dëse Créneau eranzekommen, dee ka sech schonn ausmolen, dass dee Kongresstourismus zu Iechternach nach eréischt organiséiert muss ginn an et kann een nëmmen alle Leit, déi et maache wëllen, vill Chance a Courage dobäi wënschen.

Dat Ganzt soll also Ënnerstëtzung brénge fir e Secteur, de Secteur vun de Classes moyennes, de Secteur vun de PMEen. Zu Iechternach ginn et ronn 150 Betriber, déi een als PMEen an esou enger Stiedche vu 5.000 Leit erëmfënnt, an dee Secteur soll gestäerkt ginn duerch dësen Investissement. D'Verwaltung vun dësem Zentrum huet also eng wirtschafltech Missioun an déi kann net nëmme geschéien, andeem een e Kulturdezernent drasetzt. Hei gehéiert e Manager dran, deen niewent där kultureller Missioun och nach eng aner eminent wichteg Missioun huet, well soss brécht dat Ganzt zesummen. Et geet drëm fir een ze fannen, deen en Equiliber hierstellt am hausinterne Budget an deen dofir suergt, dass den Apport vun där Institutioun fir d'Stad a fir d'Regioun e groussen ass. An zu deem positiven Apport gehéiert ouni Zweifel de Museksfestival an d'Gestioun vum Museksfestival, vun deem d'Madame Flesch geschwat huet.

Dat waren e puer Konklusiounen zu engem Dossier, dee seng Geheimnisser huet an dee seng Geheimnisser och behält; méi wéi d'Madame Flesch der détectéiert huet. Geheimnisser, déi an den Ambitioune vu verschiddene Leit leien, Geheimnisser, déi an de mënschlechen a politeschen Ambitioune vu Leit a vu Parteie leien.

Elo gëtt e gebaut, 2007 misst e ganz fäerdeg sinn, 2006 deelweis. Ettelbréck an Iechternach hunn ouni Zweifel Modellcharakter an et muss ee se och esou betruechten an et muss een déi richteg Konklusiounen doraus zéien, net nëmmen am Intérêt vun de Gemengen, mä am Intérêt vun enger nohalteger Entwécklung an der Kultur.

Ech wollt zum Schluss nach e puer Mercië lassginn. Mäin éischte Merci geet un de Rapporteur, deen et fäerdeg bruecht huet fir et op den Ordre du jour ze kréien an deen terribel séier geschafft huet. Ech versécheren him, dass e scho bei där nächster Sprangprëssessioun eng Éiereplaz huet an der éischter Rei…

Une voix.- Très bien.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- …tëschent dem Minister Boden a mir. Hie muss just e wäisst Nueschnappech matbréngen, dann duerf e matsprangen.

(Interruption)

Ech soen deene Leit an der Kommissioun Merci, déi de Rapport gestëmmt hunn, an ech soen all deene Merci, déi enger laanger Finanzéierungsgeschicht haut en Enn setzen. Dee Projet ass elo um gudde Wee a mir wäerten dann am Joer 2007 dee Projet aweien. Ech wënschen him eng gutt Zukunft. Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Dir hutt d'Wuert, Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Madame Statssekretärin, léif Kolleegen a Kolleeginnen, de Projet de loi 5373, iwwert dee mer haut diskutéieren an iwwert dee scho vill gesot ginn ass, kann een och ganz kontrovers kucken. Mir deelen och déi Konklusiounen an déi Iwwerleeungen, déi den Här Scheuer hei mat Häerz a mat Séil virgedroen huet. Ech wëll net alles widderhuele wat schonn hei gesot ginn ass, ech wëll just an dräi Punkten dëse Projet aus eiser Siicht kommentéieren.

1. Et sinn zwee Projeten, déi fir eng regional Kulturpolitik sinn. Déi Gréng si frou, dass et de Centre des Arts pluriels Ed Junker zu Ettelbréck gëtt. Zënter dem Hierscht 2000 gëtt et zu Ettelbréck en Haus, wou an engem flotte Kader all Joers eng 60 bis 80 Manifestatiounen ugebuede ginn, déi vun engem héije kënstlereschen Niveau sinn an och op eng gutt Resonanz bei engem ganz gemëschte Publikum stoussen.

Mir sinn der Meenung, dass et richteg ass an dass et gutt ass, dezentral gutt équipéiert Kulturhaiser anzeriichten. Et muss och méiglech sinn hei zu Lëtzebuerg qualitativ anspruchsvoll Concerten an Ausstellungen ausserhalb vun der Stad Lëtzebuerg ze organiséieren.

De CAPe zu Ettelbréck huet sech no kuerzer Zäit, et ass ëmmerhin eréischt seng 5. Saison, als wichteg kulturell Institutioun fir den Norde vun eisem Land a wäit doriwwer eraus etabléiert. Dat ass gutt esou. Datt am CAPe och de Conservatoire de Musique du Nord ënnerbruecht ginn ass, wou 75 Enseignanten eng 1.600 Schüler ënnerriichten, och dat fanne mir gutt. Besonnesch wichteg ass et, datt do déi zwou Stied Ettelbréck an Dikrech sech zesummefonnt hunn, fir hir Museksschoul iwwer en interkommunale Syndicat ze organiséieren an ze géréieren. A wa mir wëssen, datt d'Gemenge Baastenduerf a Furen iwwert de Wee vun engem Schoulsyndicat zu enger Gemeng Tandel sech zesummefonnt hunn, da léisst déi interkommunal Museksschoul hoffen. - Ass hei e weidere Schrëtt a Richtung Nordstad gemaach ginn?

2. Et sinn zwee Projeten, déi wäit iwwert den urspréngleche Käschtepunkt eraus ginn; Ettelbréck ëm 50%, Iechternach ëm 90%. Dobäi wësse mir jo och nach net, ob zu Iechternach dat da lo dobäi bleift. De Statsrot seet zu Recht, datt et hei Anomalien an Oublië ginn ass, déi eigentlech net ze veräntwerte sinn. Mir ginn hei an der Chamber viru Fait-accomplië gesat, déi näischt méi mat enger transparenter Planung a Finanzpolitik ze dinn hunn.

Mir ginn awer net onbedéngt mam Statsrot mat op de Wee fir ze soen, datt mir et hei mat iwwerdriwwe groussen a généréise Projeten ze dinn hätten an datt an de Regiounen nëmme misste kleng Bréidercher gebak ginn. Datt mir frou si fir de CAPe ze hunn, dat hunn ech jo schonn a mengem éischte Punkt gesot. Well mir dës gewalteg Ënnerscheeder am Präis en cours de route vum Bau kréien, kann dat da jo nëmmen d'Resultat vun enger schlechter Berodung an der Planungsphas sinn. Wann d'Gemengen da bis virun der Décisioun stinn, e Meter méi héich ze bauen oder op eng gutt Akustik mussen ze verzichten, eng professionell Bühn ze installéiere fir flexibel ze sinn an der Organisatioun vu Spektakelen, wann op eemol vun techneschen Installatioune geschwat gëtt, déi immens deier ginn an op déi een awer besser net verzichte soll, da muss d'Entscheedung geholl ginn entweder ee schlechte Bau ze realiséieren, fir am Kader vum Devis ze bleiwen, oder awer wäit iwwert den Devis erauszegoen.

Datt net nëmme mir an der Chamber mat deene Käschtenexplosioune schlecht dru sinn, mä och déi Gemengeverantwortlech an hire Gemengen, schéngt mir evident. Iwwerhaapt ass d'Planung vun engem Kulturhaus awer och vun anere grousse Projete fir eng Gemeng ëmmer eng riskant Entreprise.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Et ass am Moment nach meeschtens net méiglech eng verbindlech Zouso ze kréien, wéi héich déi staatlech Subventioun bei engem Projet ausfält, an nach manner wéini datt ee mat där staatlecher Hëllef rechne kann, wéini datt déi Hëllef kënnt.

3. Ech wëll a mengem drëtten a leschte Punkt kuerz drop agoen, wéi mir eis virstellen, esou Mëssstänn an Zukunft ze verhënneren. Ech wollt och dann op dëser Plaz un déi zwou Motioune vum ADR vum Abrëll 2000 erënneren, déi hei an der Chamber unanime ugeholl gi sinn. Do gëtt d'Regierung ënner anerem opgefuerdert fir kloer Richtlinnen opzestellen, wéini eng Gemeng oder e Gemengesyndikat ee Subside kritt. Mir begréissen och de Wëlle vun der Regierung fir en Inventar vun alle kulturellen Infrastrukture wëllen ze maachen an ee Plan quinquennal fir déi kulturell Infrastrukturen opzestellen - ähnlech wéi et zum Beispill bei der Planung vun de Sportsinfrastrukture scho besteet. Mir weisen drop hin, datt et och ganz wichteg ass, d'Folgekäschte vun de Kulturhaiser vu virera mat ze plangen.

An deem Sënn wëll ech dann och hei eng Motioun déposéieren, wou mir d'Regierung invitéieren, de System vun de staatleche Subside fir d'Gemenge méi transparent ze maachen, andeem d'Regele fir esou Subsiden an engem Dokument publik gemaach ginn, dass de Subsidësystem méi transparent a gerecht gemaach gëtt, doduerch datt e Plan sectoriel «centres culturels» opgestallt gëtt, an ee Fong geschaaft gëtt fir dëse Plang ze realiséieren, dass méiglechst schnell eng Struktur geschaaft gëtt, déi d'Gemenge beim Plangen, Bauen a Beliewe vun esou Infrastrukture beroden.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les autorités communales ne seront pas à même d'assurer seules les frais de construction, de gestion, de fonctionnement et l'exploitation des centres culturels au niveau local et régional;

- considérant que les autorités communales doivent disposer d'informations précises concernant la participation financière de l'État avant de se lancer dans la réalisation de leurs projets;

- considérant qu'actuellement l'application égalitaire des critères de subventionnement étatiques fait toujours défaut;

- considérant l'adoption des motions 1 et 2 lors des interpellations du 5 avril 2000 au sujet des finances communales;

- considérant que l'intervention financière de l'État pour la construction d'un centre culturel ne doit pas hypothéquer la réalisation d'autres infrastructures culturelles;

- considérant que le Gouvernement a déclaré son intention de faire l'inventaire de toutes les infrastructures culturelles, locales et régionales actuellement en place ou en planification pour garantir une utilisation optimale des ressources et un financement adéquat;

invite le Gouvernement

- à rendre le système de subventionnement étatique plus transparent en publiant les règles de subventionnement dans un document unique et accessible pour les communes;

- à rendre le système de subventionnement étatique plus égalitaire en élaborant un plan sectoriel «centres culturels» pouvant garantir une répartition équitable de centres culturels sur le territoire luxembourgeois et à introduire un fonds régional permettant la réalisation de ce plan sectoriel;

- à mettre en place dans les meilleurs délais une structure pouvant accompagner les administrations communales dans la planification, la construction et l'exploitation d'infrastructures culturelles régionales et/ou locales.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Déi gréng Fraktioun wäert dëse Projet de loi awer trotz aller Kritik mat stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Mir sinn haut eng Kéier méi befaasst Kreditter nozestëmme fir Projeten, déi amgaange sinn. Ech wollt, well et schonn derwäert ass, déi Chifferen nach eng Kéier rappeléieren. De Projet zu Ettelbréck war geplangt a Frangen, déi Zäit nach - dofir wäert ech och wéint der Vergläichbarkeet bei de Frange bleiwen -, mat 565 Milliounen, e soll der elo 850 kaschten, dat heescht 285 Milliounen méi oder ronn 50% Iwwerschreidung. Iechternach sollt 540 Milliounen kaschten, et gëtt elo mat ronn enger Milliard gerechent, dat si 460 Millioune méi oder ronn 85% Iwwerschreidung.

Ongefeier amselwechte Mooss - eppes méi - geet d'Participatioun vum Stat erop. Dat waren zu Ettelbréck 250 Milliounen, et geet elo erop op 390 Milliounen, dat sinn 140 Millioune méi oder e Plus vu 56%; zu Iechternach geet d'Participatioun erop vun 260 Milliounen op 490 Milliounen, et si ronn 230 Millioune méi oder 88%. Mir stëmmen haut e Projet, deen de Statsbudget mat ronn 370 Milliounen ale Lëtzebuerger Frang wäert belaaschten.

D'Ursaache vun deene Präissteigerunge kann ee regruppéieren, se si jo och opgezielt - net all, mäi Virriedner huet vu Geheimnisser geschwat, déi vläicht ni esou un d'Oberfläch kéimen. Et sinn déi normal Präissteigerungen, mat deene mir alleguer liewen, wou jo och virgesinn ass an de Statsprojeten, datt déi automatesch adaptéiert ginn. Dat mengen ech ass näischt Aussergewéinleches. Da gëtt gesot d'Sécherheetsnorme wären évoluéiert, déi wäre méi streng ginn. An deem Mooss wéi dat sech net évitéiere léisst a wéi dat sënnvoll ass, mengen ech, kann och do keen eppes dergéint hunn. Mä da komme mir an dee Beräich, wou et zu Contestatiounen awer ka kommen. Dat sinn déi baulech an technesch Ännerungen, wou de Statsrot zu Recht freet, wéiwäit de Stat, dee jo do mat finanzéiert, dann och ëm säin Accord gefrot gi wär.

Mir komme bei d'Oubliën, eppes wat eigentlech net ze verzeien ass, wat mir och an de staatleche Projete regelméisseg erëmfannen, a wou de Statsrot, wéi Dir alleguer wësst, ganz haart Wierder gebraucht - ech zitéiere just ee Saz: «Il estime que de telles anomalies

ou oublis sont inacceptables et surtout contraires à une gestion responsable des deniers publics. » An e seet op enger anerer Plaz: «Une telle situation est inadmissible pour le Conseil d'État dans la mesure où elle aboutit à des faits accomplis entraînant une majoration automatique de l'aide financière de l'État.»

(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)

An - last but not least - d'Honorairen an d'Frais-d'étuden, déi meeschtens an deem Mooss mat klammen, wéi och den Investissement an d'Luucht geet: Dat ass e Problem, dee mir och beim Stat bei enger ganzer Partie staatlecher Baute begéinen. Ech hat et scho bei engem anere Projet hei gesot, et gëtt wierklech Zäit datt mir ufänken eis do aner Regelen ze ginn, déi net och bei den Architekten iergendwéi de Reflex ausléisen, fir alt mol ze kucken, de Projet vläicht awer e bësselchen an d'Luucht goen ze loossen.

Ech wëll zu deem Ganzen e puer Remarquë maachen. Déi éischt bezitt sech haaptsächlech op lechternach an déi Diskussioun - ech mengen, et huet scho gëscht oder virgëscht een et hei ugesprach gehat - iwwert déi al Maueren. Mir wëssen, et geet zum Beispill ëm de Prëntz-Rischard hei niewendrun. Ech war selwer zwee-, dräimol dohinner kucke gaangen, wéi mir amgaange waren do ze bauen.

Mir waren eis am Büro eigentlech eens, datt et e Seege wär, wann eng Kéier e gudde Moien de ganze Buttek géif am Koup leien, well effektiv plazeweis, wéi et fäerdeg war, wann een d'Verstäerkunge vum Bëton iwwerall gesinn huet vun deenen ale Maueren tëschent de Fënsteren a sou weider, da konnt ee feststellen, dass praktesch näischt méi gestanen huet.

Näischt dogéint datt een déi eng oder déi aner Bausubstanz, déi et wierklech wäert ass erhalen ze ginn, erhält. Awer wann et wéi an deem Fall hei zu minimum 50% Verdeierung féiert, an een herno vun där aler Substanz souwisou praktesch näischt méi gesäit, da muss ee sech awer seriö Froe stellen. Ech mengen, et kann een iwwer alles diskutéieren, mä wann een an enger Zäit ass, wou et awer wierklech drëm geet fir Prioritéiten ze setzen, fir Akzenter ze setzen a fir sou verantwortungsvoll mat de Steiersuen ëmzegoe wéi et nëmme méiglech ass, da muss een och esou Saache kënnen a Fro stellen.

Souwäit zum Prëntz-Rischard. Ech ka mir virstellen - ech kennen den lechternacher Projet net sou am Detail, mä a ville Fäll gëtt et méi bëlleg, an da kann een et jo awer herno, wat den Aspect extérieur ubelaangt, esou maachen, datt et esou ausgesäit wéi et a fréieren Zäiten ausgesinn huet. Wann ech nach eng Kéier däerf op d'Gebai niewendrun zréckkommen: Dat gesäit jo och elo net méi esou aus wéi et effektiv virun 200 oder 300 Joer do stoung. Dat ass ee Punkt.

Dat zweet ass, datt mir an Zäiten, wou d'Lëtzebuerger Land vill Geld hat, op ville Plazen, de Stat esou gutt wéi d'Gemengen, Kulturpaläst, wann ech mech esou däerf ausdrécken, Concertshalen, Kulturgebaier opgeriicht hunn an nach amgaange sinn opzeriichten, datt ee sech wierklech d'Fro muss stellen, an et si vill Leit dobaussen, déi sech d'Fro stellen, ob mer dann net awer ferme iwwerdriwwen hunn, an iwwerdreiwen, well een och muss fäerten, datt eng Partie vun deene Gebaier, éischtens herno zuëneen a Konkurrenz stinn, datt d'Auslaaschtung bei wäitem net déi ass, déi et misst sinn, fir datt een et ka rentabel bedreiwen.

Dat ass vläicht ze erklären aus enger Zäit eraus wou mer jorelaang Plus-valuen haten a jidderee gemengt huet, dat géing sech ni änneren, mä et huet ee wierklech d'Gefill, datt, och wat d'Gréisst, d'Envergure vun deene Gebaier, vun deenen Ëmännerungen a vun deenen neie Gebaier ubelaangt, einfach ze grouss gesi ginn ass, fir dat wat eist Land duerstellt.

E weidere Punkt ass, datt mer d'Tendenz hu vill ze deier ze baue fir dat wat eigentlech den Objet ass, datt mer ze vill Wäert op e gewëssene Luxus leeën, deen een ënner Ëmstänn awer hätt kënne vermeiden, an trotzdeem dat Resultat hätte kënnen erreeche wat ugepeilt ass.

Véierte Punkt ass dee vun der Planung, an ech mengen do ass all Mënsch mat mer d'accord, et ass jo eng vun de Konklusiounen aus all deene Projeten, déi mer déi lescht Zäit haten, datt mer méi Wäert an Zukunft mussen drop leeën, datt anstänneg geplangt gëtt.

An, Här President, ech hu mer erlaabt e Wuert mat deem zoustännegen Architekt ze schwätzen, deen der jo eng ganz Rëtsch heibanne kennen, an ech mengen ech trieden him och net ze no, wann ech dat erëm ginn, an dat erklläert munches, datt deemools gesot ginn ass, esou, elo muss et geschwënn hei lassgoen, ganz séier plangen, datt mer kënnen ufänken, datt de Projet ka gestëmmt ginn, datt d'Participatioun vum Stat an esou weider, datt et den Hommes de l'art awer vun Ufank u kloer war, datt déi Enveloppe financière fir dat wat geplangt war net géif duergoen. An do ass ganz kloer d'Irresponsabilitéit vun deene Leit am Spill, déi dat esou an d'Wee geleet hunn, wohlwissend datt et net géif duergoen an datt mir an déi Situatioun géinge kommen, an där mer haut sinn. Vläicht net an där Gréissenuerdnung, wéi et elo ass, mä awer vun Ufank u wëssend datt et esou wär, mä wéi et dann heiansdo ass, Drock gemaach, et muss virugoen, mir mussen ukommen an da kucke mer wéi et hannen ausgeet, an da si mir als Deputéierten ëmmer erëm an där Situatioun, datt mer soen: Jo wat solle mer da maachen? Mir mussen et stëmmen, fir datt et fäerdeg gemaach gëtt.

E weidere Punkt sinn d'Folgekäschten. Ech hat dat scho kuerz ugeschnidden. Et gëtt wierklech Zäit, datt näischt méi esou ugefaange gëtt, ouni datt d'Folgekäschte seriö berechent sinn. Ech mengen, Dir sidd all mat mer d'accord, datt mer Villes an d'Wee geleet hunn, wat de Moment nach net leeft, wat awer an deenen nächste Jore fuerchtbar deier wäert ginn, wat esouwuel verschidde Gemengebudgete wéi och de Statsbudget enorm belaaschte wäert. De Statsrot huet jo och ganz kloer an däitlech dorop higewisen.

Här President, ech wollt zum Ofschloss vu menger Interventioun mäi Bedaueren driwwer ausdrécken, datt mer erëm eng Kéier musse Kreditter nostëmmen. Dat hei si keng staatlech Projeten, dat hei ass fir eng Participatioun vum Stat u Projete vu Gemengen. Ech wollt awer an deem Zesummenhank mäin Onmutt driwwer ausdrécken, a bal mäin Onverständnis, fir dat wat sech regelméisseg hei widderhélt, a wou mer och an nächster Zäit méi wéi eng Kéier nach wäerten hei stoen a musse Kreditter nostëmmen.

D'Coque, de Centre sportif et culturel, do uewen, ass mat 32% iwerschratt ginn, deelweis einfach well Saachen ewech gelooss gi waren oder well grouss technesch Ännerunge gemaach si ginn.

Beim Pei Musée hu mer eng Dokumentatioun virgeluecht kritt, aus där ervirgeet, datt mer méi oder wéineger elo an deem neie Kader géinge bleiwen, nodeem datt jo awer schonn eng stramm Rallonge gestëmmt ginn ass. D'Experten an där Matière soe mer, datt e wéinegstens 50-100% iwwert den initialen, den éischte Projet géing erausschéissen.

Bei der Philharmonie si mer de Moment - dat sinn d'Chiffere vum Stat - bei 36% Iwwerschreidung.

Et gëtt elo scho gesot, datt d'Cité judiciaire 22% méi deier géif gi wéi geplangt.

(Interruption)

Dat huet mat der Kultur näischt ze dinn, mä et si Projeten, déi alleguer de Statsbudget belaaschten.

D'Saarstrooss huet eis 20% méi kascht, d'Nordstrooss gëtt elo scho previsionell 50% méi deier, an dee berühmten CITA, fir dee kee Mënsch gefrot gi war, ass elo scho bei 300%.

Ech wëll nëmme soen, esou kann een à la longue kee Stat féieren a keng responsabel Finanzplanung maachen. Et gëtt héich Zäit, datt aner Säiten opgezu ginn. D'Politiker hunn d'Tendenz fir gäre grouss a schéin ze bauen. Dat ass jo och alles schéin a gutt, esou laang wéi d'Finanzen do sinn. Mir sollen awer net aus den Ae verléieren, datt et net eis Gelder sinn, mä datt et d'Gelder vum Steierzueler sinn, an eis, a mir si jo och an der Commission du Contrôle de l'exécution budgetaire amgaange mam Minister vun den öffentleche Bauten an dësem Fall ze diskutéieren, datt mer eis wierklech aner Regele ginn, fir datt esou Dérapagen, déi kee Privatmann sech normalerweis kënnt leeschten, an Zukunft net méi virkommen.

Här President, mir ginn eise Jo zu dësem Projet, dat awer mat schwéierem Häerzen, well et soll kee falscht Signal no bausse sinn, datt ëmmer an ëmmer erëm datselwecht soll kënne virkommen. Et wär vläicht net schlecht gewiescht, wa mer hei eng Motioun oder eng Résolutioun gestëmmt hätten, wou mer eis selwer esouguer opgefuerdert hätten nei Regelen anzefëieren, wou mer wierklech mat alle Mëttele verhënneren, datt dat do an deem Mooss weider geet, wéi ech dat elo grad opgezielt hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Madame Statssekretärin, wann ech gelift.

Ier d'Madame Statssekretärin hei ënnen ass, wollt ech nach en Opruff un d'Kolleege maachen. Déi, déi aus- an aginn, si gebieden d'Dier zouzemaachen, well d'Madame Statssekretärin huet et selwer missen e puermol maachen. Ech mengen, jidderee soll kënnen d'Dier och zoumaachen, wann en erausgeet.

Madame Statssekretärin.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci, Här President, datt Dir esou léif u mech denkt, net datt ech nach fortgeblose ginn dohannen.

Dir Dammen an Dir Häre, mir sinn hei amgaangen iwwer e Gesetzesprojet ze diskutéieren, dee mer viru kuerzem déposéiert hunn, wou de Stat eng Subventioun ausbezuelt un d'Gemengen, fir de Bau vu kulturellen an deelweis touristesche Gemenge-Centres culturels. De Stat gëtt also hei eng Subventioun bäi fir Projeten, déi vu Gemenge geplangt sinn a vu Gemengen initiéiert sinn an déi och ënner Gemengeverantwortung gebaut gi sinn. Mir ginn do nëmmen eng Subventioun, wat ganz am Respekt vun der Autonomie communale ass.

Elo sinn déi hei zwee Projeten - Ettelbréck an lechternach - virun e puer Joer schonn eng Kéier an der Chamber gewiescht, a si sinn deemools gestëmmt gi fir e gewëssene Betrag, an tatsächlech ass dee Betrag iwwerschratt ginn, deelweis zimlech wäit iwwerschratt ginn. Mir hunn awer gemengt a fonnt an der Regierung, datt mir déi zwou Gemengen an dësem Fall net sollen am Ree stoe loossen, mä hinnen nach eng zousätzlech Tranche noschéissen. Et hätt ee selbstverständlech kënnen iwwerleeën, wéi och bei anere Saachen, ob ee géif e Plaffong asetzen, an dee Plaffong strikt respektéieren an net iwwerschreide loossen. Trotzdeem hu mer fonnt, datt éischtens déi zwee Centres culturels eng regional Vocatioun hunn an datt mer dofir an enger Optik vu kultureller Dezentralisatioun, wou mer Infrastrukturen net nëmmen an oder ronderëm dem Zentrum vum Land oder an der Haaptstad solle setzen, mä zweetens och doriwwer eraus an déi eenzel Regiounen eppes erlaben hinzebauen, wou kulturell Aktivitéite kënne stattfannen; an dowéinst war d'Regierung der Meenung, datt mer hei sollten nach eng zweet Tranche noschéissen, a mer wollten nach eng zweete Kéier an d'Chamber kommen, fir hiren Accord dozou ze kréien.

Vocation régionale: Se war ganz wichteg an deem Kontext a wéi gesot, d'Dezentralisatioun louch eis um Häerz an dat wollte mer dann dee Moment och hei nach eng Kéier berücksichtegen, fir eppes mat bäizeginn, obschonn et Projete sinn, déi ganz ënnert der Gemengeverantwortlechkeet gemaach gi sinn. Mir kënnen do derzou soen, obschonn et héich Beträg sinn, déi hei nach ees derbäikommen, dass mer och, wat den lechternacher Projet ubelaangt, nach eng Kéier 20% vun enger Tranche kënnen iwwert de FEDER bäikréien, déi dann deenen lechternacher selwer zegutt kënnt.

(Interruption)

Jo, an dat kënnt nach dobäi.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Et muss ee jo awer och soen, dass de Stat sech jo och säin Deel vun där FEDERs-Tranche hëlt.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Jo, dee kritt dat, an do kënnt nach en Deel an d'Statsdëppen zréck.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Se ass net integral fir d'Gemeng.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Jo, dat hunn ech jo gesot. Mä se kënnt lech awer zegutt.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- …an et ass och ëmmer esou gewiescht.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Dat ass jo och normal, dat ass jo an engem Kontext gewiescht, wou dat jo och gepasst huet an de Kritären eran; d'Halschent ass fir d'Gemengepartizipatioun, d'Halschent fir dem Stat seng.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- De Stat profitéiert jo och vun Europa.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Fir awer an der Zukunft e bëssen aneschters vläicht virgoen ze kënnen, wat esou Projeten ubelaangt a virun allem wat esou Planungen ubelaangt, zwou Bemierkungen.

Éischtens, sou wéi elo an och an Zukunft wëllt de Stat weiderhin de Gemenge Sue bäileeën, wa si infrastrukturell Planunge maachen um lokale respektiv - nach besser - um regionalen Niveau.

Zweetens awer, fir do e bëssen ze kucken, éischtens wat mer hunn an zweetens wou mer higinn, hu mer virgesi fir an nächster Zäit eng Programmatioun auszeschaffen iwwert déi regional an déi dezentraliséiert kulturell Animatioun. An zwar wäerte mer do vum Kulturministère aus en Inventaire opstellen, fir ze kucke wat mer hu vu Strukturen, wou mer dru sinn, wat an deene Strukture leeft, wéi se bedéngt ginn an da wäerte mer elo relativ geschwënn e Questionnaire erausschécken un d'Gemengen, wou mir se froen, fir eis matzedeelen, wéi si selwer déi Saachen opgedeelt hunn a wat vu Méiglechkeeten an hiren Haiser besteet fir Aktivitéiten ze maachen. No deem Questionnaire an no deem Inventaire, wa mer dann d'Iwwersiicht hunn dovunner wat do ass, da wäerte mer e Projet de loi iwwert d'Animation culturelle régionale erabréngen, wou mer och souwéisou wëlles hunn, d'Procédure d'éligibilité ze iwwerkucken an eventuell dat Ganzt an enger pluriannueller Planung opzestellen, fir et dee Moment aneschters hinzekréien, wéi mer dat bis elo de Moment an der Planung, e bësse méi vu Joer zu Joer, maachen.

Dat heescht éischtens, dass mir am Fong geholl - wann ech dat däerf soen - déi Motioun, déi mer elo virdru kritt haten an déi den Här Adam eraginn huet, eigentlech souwéisou iwwert dee Projet de loi do regele wäerten. Wat Dir gefrot hutt, fir dorënner kënnen dran ze maachen, hu mir wëlles an deem Projet de loi ze maachen an do ginn och dann nach eng Kéier, wéi gesot, d'Kritäre gekuckt, sou dass ech denken, dass dat, wat Dir eis do frot, souwéisou dat ass wat mir bréngen a sech dann an deem Kontext do géif dran erafannen, sou dass an deem Sënn net nach eng Kéier eng zousätzlech Prozedur muss gemaach ginn, fir eventuell do d'Saachen opzedroen; et deet mer Leed, ech hat geduecht ech hätt se an der Hand an ech hu se awer scheinbar elo hei net dobäi. Dach, hei ass se.

M. le Président.- Madame Minister, hei ass se.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci, ech hat se awer hei.

An dann, wat d'Strukture fir déi Administrations communales ze begleeden ubelaangt, an der Planifikatioun, an dem Bauen an an der Exploitatioun vun Infrastructures culturelles régionales, do muss ee sech iwwerleeën a wéi engem Kontext een dat mécht - a wéi engem groussen -, an do muss ee sech och iwwerleeën a wéi engem grousse Mooss dat eventuell an eng kommunal Autonomie erageet oder eben net. Sou dass ech mengen, dass déi Saachen, wou Dir hei proposéiert, richteg sinn an deem Sënn, a souwéisou kënne mer dat analyséiere wa mer de Projet de loi hunn, an an deem Sënn hu mer souwéisou wëlles eppes virzeschloen.

Ech wëll just nach e puer Saache soen. Wou ech da vun de Gemengeverantwortlechen hei gutt héieren hunn, wéi eng Wënsch un d'Regierung erugedroe gi sinn, just zwou ganz kuerz Bemierkungen, ouni hei wëllen op alles anzegoen a souwéisou ouni wëllen iergendeng Polemik ze maachen: nämlech datt mer héieren hunn, wa mer soen, dass mer all d'Projeten ënnerstëtzen, dat selbstverständlech och fir déi aus der Haaptstad gëllt, déi tatsächlech bei hirem Theater näischt bis elo bäikritt haten a mer och gesot hunn - dat hat ech der Madame Flesch viru kuerzer Zäit gesot -, fir 2005 kënne mer do näischt maachen, mä mir kucken awer do och eppes bäizeginn an deene Budgeten duerno; dat wier déi Saach.

Dovunner ofgesinn, dass och deen Theater natierlech Dépassementer erlieft hat, sou wéi dat bei deenen zwee Projeten, déi haut hei um Ordre du jour sinn, och ass. An dann, denken ech, kann een eventuell och nach aner Konklusiounen aus aneren Diskussiounen zéien, wann déi sech imposéieren, an déi op Projeten transposéieren, déi op de regionale respektiv kommuna-

len Niveau passen. Wann der dat wëllt a wann dat gewënscht ass, dann denken ech schonn, dass mer do eppes géife fannen, fir och dat kënnen ze maachen; wéi gesot, wann Dir wëllt, dass de Stat an deene Projete méi agräift, déi u sech Gemengeprojete sinn.

An ech géif awer nach soen, dass ech ganz frou sinn, dass sech hei an der Chamber eng grouss Majoritéit fënnt, sou wéi ech dat bis elo héiere konnt, fir wann de Stat d'Gemengen ënnerstëtzt, sou wéi en dat hei mat dësen zwee Projete mécht, an ech well Iech dofir Merci soen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5373. Den Text steet am Document parlementaire 5373[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5373 ass unanime mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Paul Helminger), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Deem ass esou.

Duerf ech der Chamber folgend Propositioun maachen?

Une voix.- Mir mussen nach fir d'éischt iwwert d'Motioun ofstëmmen.

Motion 1

M. le Président.- Ah jo, mir mussen nach elo fir d'éischt iwwert d'Motioun ofstëmmen. No den Aussoe vun der Madame Statssekretärin, wëllt Dir, dass mir iwwert d'Motioun ofstëmmen?

Une voix.- Ah jo!

Une autre voix.- Méi wéi jee!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Dat dierft guer kee Problem si fir se unzehuelen.

M. le Président.- Et ass gutt. Här Scheuer, wann ech gelift.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Also déi Motioun ass ouni Zweifel sympathesch, mir hu jo awer héieren, dass d'Regierung gewëllt ass en neie Projet ze deponéieren am Kader vun der Diskussioun vun deem dote Projet, et soll een och déi Motioun an der Kommissioun examinéieren, et wär jo schued, wa se lo géif ofgelehnt ginn.

M. le Président.- Jo, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, also déi Motioun do ass vun den Aussoen hier sou kloer wéi - op gutt lëtzebuergesch gesot - Bullettszopp, well si ass schonn honnertmol virdrun ugeholl ginn, an ech mengen dass et kee Wäert méi huet se an eng Kommissioun ze vertagen. Et ass eendeiteg a kloer wat hei verlaangt gëtt a mir hätten déi gären haut hei zum Vote wann ech gelift.

M. le Président.- Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, ech wollt soen, dass d'DP-Fraktioun déi Motioun hei ënnerstëtzt an och wäert stëmmen, well dat si just déi Fuerderungen, déi d'Madame Flesch och elo grad als mandatéierte Spriecher ënnerstrach huet. Tant mieux, wann d'Regierung relativ séier domat kënnt, dann huet se och séier dem Wonsch vun der Chamber Rechnung gedroen an dann ass dat eng Motioun, déi e Suivi kritt. Dofir géing ech dann en Appel un d'Majoritéitsdeputéierte maache se ze stëmmen, an net, wéi den Här Scheuer gesot huet, dass se géing ofgelehnt ginn. Ech fannen et soll een de Vote net préjugéieren, dat hei ass eng verstänneg Propositioun a mir wäerten déi dann ënnerstëtzen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Da komme mer zur Ofstëmmung vun der Motioun.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee- géint 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox (par M. Claude Adam) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Plusieurs voix.- Oh!

M. le Président.- Et waren 22 Jo-Stëmmen an 38 Nee-Stëmmen a keng Abstentioun. Domadder ass d'Motioun ofgelehnt.

(Interruption et hilarité)

Da wollt ech der Chamber folgend Propositioun maachen: Mir hunn de Projet de loi 5342 iwwert d'Mise en conformité vum Assainissement de l'aéroport, an de 5385, an deem et och ëm de Flughafe geet, an zwar eng Tour-radar. Ech wollt der Chamber proposéieren, dass mer déi zwee Projet-de-loien an enger Kéier diskutéieren, well et och déiselwecht Orateurë sinn, déi ageschriwwe sinn. Ech hätt folgendermoosse proposéiert: Mir huelen deen ee Rapporteur an duerno deen zweete Rapporteur an da kéime mer op d'Riednerpult esou wéi mer ageschriwwe sinn.

Sidd Der domadder d'accord?

(Assentiment)

Da ginn ech dem Rapporteur vum Projet de loi 5342, dem honorabelen Här Roger Negri, d'Wuert. Ech wëll just betounen, dass den Här Negri och Spriecher ass vu senger Fraktioun. Hie géif also och déi Zäit direkt u säi Rapport drunhänken.

Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

4. 5342 - Projet de loi sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport

5385 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs

Rapports de la Commission des Transports

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Madame Statssekretärin, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wann een um Findel steet a schwätzt, dann denkt een net direkt un d'Biereler Baach. Et ass mer eng Éier als Rapporteur vun der Transportkommissioun de Projet de loi 5342 virzestellen iwwert d'Mise en conformité vum Assainissement vum Flughafen, wou et ganz kloer drëm geet eng ëmweltkonform, global Sanéierung vum gesamten Ofwaassersystem um Flughafenareal ze realiséieren, an dofir net zulëscht d'ëmweltkonform Sanéierung vun der Biereler Baach am sou genannte Fransousegronn an och Biereler Gronn genannt, am Dall vun der Syrëbaach Richtung Mënsbech.

Bei menger Aarbecht als Rapporteur vun dësem Projet hunn ech mech perséinlech vum schlechten ekologeschen Zoustand vum Réckhaltebaseng am Biereler Gronn am Bëreng vum Flughafen iwwerzeegt, dëst zesumme mam Flughafepersonal, wou och RTL opgeholl huet, a wou jiddfereen op der Plaz bedauert huet, dass een dee schlechte Geroch - fir elo mol hei net méi ze soen - leider net filme kann.

Dass mir dobäi och bal all festgeholl goufe wéinst deem parallellen Offlug vum Kinnek vu Jordanien duerch iergendwellech Koordinatiounsëmstänn, déi sech awer an aller Frëndlechkeet a Selbstverständlechkeet opgeléist hunn...

Une voix.- Schued, dass se lech lafe gelooss hunn.

(Hilarité)

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- …, wäert en nohaltegen Androck, a wahrscheinlech net nëmme bei mir, hannerloossen.

Ech wéilt drun erënneren, dass de Flughafenareal eng Gesamtfläch vu 451 Hektar huet an dass all Aktivitéite ronderëm de Flughafe ronn 4.700 Aarbechtsplazen ausmaachen an zu 2,7% vun eisem PIB bäidroen.

Dëse Projet vum Assainissement vum Findel huet e groussen ëmweltpolitesche Charakter. Dës Realisatioun vun insgesamt 58 Milliounen Euro erméiglecht d'Ëmwelt wesentlech manner ze belaaschten duerch Schmotzwaasser, wéi dat haut nach de Fall ass. Fir den Assainissement vum Flughafen an de Kontext ze setzen, wëll ech déi spezifesch geographesch Lag vum Findel uschwätzen.

Een Deel vum Gebitt vum Findel läit a Quelleschutzgewässer, ganz no also bei den Drénkwaasserquellen, der Quell vum Biereler Gronn an der Quell vun der Polfermillen, déi vun der Stad Lëtzebuerg exploitéiert ginn. D'Ofwaasser vum Site um Findel fléissen engersäits no Westen duerch d'Kanalisatiounsnetz vun der Stad Lëtzebuerg an d'Uelzecht an anerersäits a Richtung Osten, wéi gesot, duerch d'Biereler Baach an d'Syre.

D'Reewaasser- an d'Schmotzwaasserofféierung um Findel ass säit laange Jore problematesch, well d'Kanalisatiounsnetz iwwereelst ass. Dozou kënnt nach, dass d'chemesch Mëttelen, déi fir d'Entäisung vun de Fligere benotzt ginn, net méi weider an d'Biereler Baach an Zukunft däerfen ofgeféiert ginn.

Fir dat Ganzt elo adequat an de Gréff ze kréien, ginn déi aktuell hydraulesch Capacitéite vun de Kanalisatiounen an och déi bestoend Réckhaltebasengen net duer. Dëst wäert an Zukunft nach vill méi wichteg gi bei der Realisatioun vum Plan d'occupation du sol, oder POS ofgekierzt, oder dem Bued-emnotzungsplang, wou jo nach weider zousätzlech Flächen erschloss ginn. Aus all deene genannte Grënn besteet offensichtlech Handlungsbedarf. An dofir ass och e Plan directeur d'assainissement vum Transportministère an Zesummenaarbecht mat anere Ministèren a mat deene betraffene Servicer vun der Gemeng Lëtzebuerg opgestallt ginn.

Dëse Plan directeur ass den Objet vun dësem Gesetzesprojet. Et sinn dës insgesamt 13 verschidden Deelprojeten. Aacht dovu betreffen de Waasseroflaf a Richtung Syre an déi aner fënnef de Waasseroflaf a Richtung Uelzecht. Wat de Syre-dall betrëfft ass Folgendes virgesin: den Ëmbau vum bestoende Réckhaltebaseng vun engem Opfangvolumen vun 19.000 op 29.000 m³; de Bau vun engem Réckhaltebaseng fir d'Tarmacslandepist mat enger Capacitéit vun 8.500 m³; de Bau vun engem Kanaltrennsystem laanscht den Tarmac vun der Aerogare op enger Längt vun 330 m; d'Verstäerkung vum Ofwaasserréseau um Findel vum Tronçon Neihaischen-Schraasseg op enger Längt vun 1.800 m; de Bau vun zwee Réckhaltebasenge fir Piste mat engem Globalvolumen vun 870 m³; déi deelweis Astandsetzung an Ofdichtung vum bestoende Kanalisatiounsnetz; den Ausbau vum Drénkwaasserréseau am Beräich vum Cargocenter an eng Provisioun fir eng finanziell Bedeelegung vum Flughafen am Hibléck op eng weider spéider Extensioun vun der interkommunaler Kläranlag vum SIAS vun Iwwersiren op eng Equivalenz vu 15.000 Awunner gläichwäertend.

Wat den Uelzechtdall betrëfft ass Folgendes virgesinn: de Bau vun engem Réckhaltebaseng mat enger Capacitéit vu 650 m³ op der Tréierer Strooss; de Bau vun engem oppene Réckhaltebaseng mat enger Capacitéit vun 13.100 um westlechen Enn vun der Pist; de Bau vun engem Réckhaltebaseng mat enger Capacitéit vun 8.500 m³ fir déi nei Zon vun den Hangaren op der Sandweiler Säit; déi deelweis Astandsetzung an Ofdichtung vum bestoende Kanalisatiounsnetz en général an - zum Schluss - den Ausbau vum Drénkwaasserréseau.

De Gesamtkäschtepunkt vun dësem Projet de loi ass wéi gesot 58 Milliounen Euro, déi sech op sechs Joer verdeelen. Dësen zolitten Invest ass gerechtfäerdegt, wann een den ekologeschen, de sozialen, den ekonomeschen an net zulescht de Sécherheetsaspekt a Betruecht zitt.

Dëse Projet de loi ass den 19. Mee 2004 an der Chamber deponéiert ginn. De Statsrot sengersäits huet a sengem Avis vum 12. Oktober 2004 de Projet guttgeheescht, well déi geplangten Aarbechte fir den Ëmweltschutz a fir d'Entwécklung vum Flughafen dringend noutwendeg sinn. An där zoustänneger Chamberkommissioun vum Transport wëll ech déi konstruktiv Diskussiounen ervirsträichen, déi mir haten. Et ass preziséiert ginn, dass d'Facturatioun vun den Ofwaasser, déi un d'Kläranlagen vum SIAS zu Iwwersiren a vun der Stad Lëtzebuerg fléissen, nom Prinzip vum Pollueur-payeur gemaach gëtt. Et ass och festgehale ginn, nodeem dass verschidde Froen diskutéiert waren, dass d'Infrastrukturen um Flughafen dem Lëtzebuerger Stat gehéieren, an dass doduerch d'Käschte vun dësem Assainissementsprojet vum Statsprojet gedroe ginn.

Als Rapporteur vun dësem Projet hunn ech awer feststelle missen, dass de Budget, deen am Planning vum Projet de loi fir d'Joer 2005 festgehalen ass, 16 Milliounen Euro virgesäit an domat net mat den Zuelen, déi am Projet vum Statsbudget vun 2005, wou 2 Millioune stinn, iwwerenee stëmmt.

Ech hunn an der Kommissioun meng Bedenken iwwert d'Anhale vum Planning vun net méi wéi sechs Joer ugemellt, wéinst der Dréinglechkeet vum Projet. Mir wäerten all zesummen deen noutwendegen Equiliber sichen a fannen, tëschent deene finanziellen an deenen ekologesche Contrainten.

Vun deenen 13 eenzelne Projeten, déi de Plan directeur bëinhalt, ginn der véier co-finanzéiert, an zwar een zesumme mat der Kläranlag vum SIAS, ee mat der Gemeng Sandweiler an déi zwee aner mat der Cargolux. De Käschtepunkt vun deene véier verschiddene Projeten, déi co-finanzéiert ginn, sinn am Gesamtbudget vun deenen 58 Milliounen Euro mat abegraff.

Et wär gutt gewiescht, wann déi entspriechend Konventioune mat deene betraffene Partner elo scho bekannt wieren. An dësem finanzielle Volet wëll ech nach eng Kéier erwähnen, dass an dësem Projet eng Provisioun virgesinn ass, fir eng zukünfteg finanziell Bedeelegung vum Flughafen un de spéideren Ausbau vun der Kläranlag vum SIAS bei Iwwersiren. Dëse Projet ass an der Transportkommissioun unanime ugeholl ginn, an dofir wëll ech hei all deene Leit, déi dozou bäigedroen hunn, wierklech Merci soen.

Als Spriecher vun der LSAP-Fraktioun wëll ech nach eng Kéier ganz kloer soen, d'Realisatioun vun deene geplangten Investitiounen um Flughafe verhënnert, dass beschmotztend Waasser an d'Grondwaasser komme kann. An der Wanterzäit wéi elo gëtt d'Iwwerflächewaasser besonnesch belaascht, wann d'Tarmacpiste mat Entdeeungsmëttelen an d'Fligere mat Entäisungsproduitë behandelt ginn. Déi staark belaaschten Iwwerflächewaasser, déi bis elo zum Deel duerch de Fransouse Gronn an d'Biereler Baach gefloss sinn, ginn an Zukunft duerch d'Realisatioun vun deenen zwee geplangte

Projeten, engersäits Réckhaltebasengen an anerersäits Trennsystem fir de ganze Flughafen, separat opgefaangen an ausschliesslech an der Kläranlag vum SIAS zu Iwwersiren behandelt. Dës Mesurë si vun enormer Wichtegkeet, well doduerch verhënnert gëtt, dass Schmotzwaasser an déi ganz sensibel Drénkwaasserquelle vum Biereler Gronn a vun der Polvermille komme kann.

Ech wëll och nach op eng Verbesserung a puncto Sécherheet hiweisen, notamment duerch déi nei sou genannte „prises rapides" an duerch d'Verstäerkung vum Drénkwaassernetz, fir an engem Brandfall direkt an efficace kënnen ze reagéieren.

Eise leider vill ze fréi verstuerwene Kolleeg Marc Zanussi huet den 30. Mäerz vun dësem Joer eng parlamentaresch Ufro gestallt, fir op déi gravéierend Problemer hinzeweisen, déi et um Findel gëtt am Kader vun der Veerschmotzung vum Waasser an op de katastrophalen Zoustand vun den Infrastrukturen. Dëse politesche Verstand vum Marc verdéngt et hei ënnermauert ze ginn.

Här President, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, all dëst ënnersträicht déi enorm Wichtegkeet um ekonomeschen an um soziale Plang, deen de Flughafe fir eist Land huet. Fir dass d'Entwécklung vum Flughafen um Findel am Aklang mam Ëmweltschutz an Zukunft ka bestoen, ass d'Realisatioun vun dësem Projet dringend noutwendeg. An deem Sënn wëll ech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Mir géifen dann elo de Rapporteur héiere vum Projet de loi 5385, den Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Kolleeg Negri huet virdu scho gesot, wéi wichteg de Flughafe Findel fir eis Wirtschaft a fir eisen Aarbechtsmaart ass. Ech wëll nach dobäi fügen, datt et och ganz wichteg fir eisen Tourismus ass, besonnesch de Geschäftstourismus, wann ee weess datt bal 80% vun de Volen, déi um Findel sinn, kommerziell Volë sinn, a 16% vun de Volen nëmme Cargosvolë sinn.

De Projet 5385, dee mir elo hei zur Ofstëmmung hunn, betrëfft, wéi säin Intitulé et seet, de Bau vun engem neie Radartuerm um Flughafen, an dozou gehéiert natierlech och d'Uschafung vun enger Rëtsch techneschen Equipementer, an och déi baussegt Aménagementer. Dat heescht bausse vum Radartuerm kënnt eng Sécherheetszon vun 38 op 35 Meter, wou nëmmen autoriséiert Persounen däerfen eran.

Fir d'Sécherheet an der Loftfahrt a méi spezifesch fir d'Sécherheet vun eisem Loftraum ze garantéieren, muss eise Flughafen um neitste Stand vun der Technik sinn, an e muss natierlech och déi nei international Norme vun Eurocontrol anhalen. De Bau vun engem neie Radar um Findel ass also onëmgänglech, well mer eben déi nei Norme vun Eurocontrol virgeschriwwe kruten.

Zousätzlech Fakte vläicht, firwat mer deen neien Tuerm bauen, erkläre sech doduerch, datt d'Bäibehale vun deem alen Tuerm géing verhënneren, datt verschidde baulech Moossnamen nach kënnen um Site vum Flughafen duerchgeféiert ginn, zum Beispill wa mer endlech eng Hal kréien, wou déi grouss Fligere kënne ganz era geparkt ginn, fir reparéiert ze ginn; well et muss ee wëssen, datt hautdësdaags nach déi Fligeren do gefléckt ginn, datt d'Halschent vum Fliger baussen ass, a bei dësen Temperaturen, mengen ech, ass dat net ëmmer esou einfach.

De Site, wou deen neie Radartuerm gebaut soll ginn, ass dee wou am Fong e ganz ale Radar fréier stong, wéi deen aktuelle Radar 1992 a Betrib komm ass. D'Lag vun dësem Site ass iwwregens vum Büro NAVCOM a senger Etüd mam Titel „Repositioning of Luxembourg Radar" vum Februar 2002 als optimal agestuuft ginn.

Här President, wat de baulechen Aspekt vun dësem neien Tuerm ugeet, ass ze soen, datt d'Gebai aus dräi Deeler besteet. Am ënneschten Niveau an enger Héicht vu 4,5 Meter mat engem Volume vun 1.450 m³ ass d'Entrée dran, den Accès zum Trapenhaus, zum Lift, technesch Raim, an och nach Lagerraim, an d'Raimlechkeete fir d'Transformatoren.

De mëttleren Niveau, dat ass am Fong deen Deel, deen herno den Tuermkapp dréit. Do ass nëmmen d'Trapenhaus an de Lift dran.

Da gëtt et nach den ieweschten Niveau. Dat ass am Fong dee wichtegsten. Den technesche Stack, kënnt een deen nennen. Deen ass op enger Héicht vu 37 an 42 Meter an do ginn dann och all déi technesch Radarinstallatiounen ubruecht.

De Käschtepunkt vun dësem Projet betrëfft 11,6 Milliounen Euro an d'Bauzäit 28 Méint. Vläicht zwou Prezisiounen zum Käschtepunkt. De Bau vum Gebai selwer, déi dräi Deeler, déi ech elo genannt hunn, sinn ouni TVA 1,8 Milliounen Euro an dee groussen Deel vun dësem Invest, 8,2 Milliounen Euro ofgerënnt, geet an technesch Equipementer.

Här President, erlaabt mer nach e puer Wuert ze verléieren iwwert déi konstruktiv Diskussiounen, déi mer an der Transportkommissioun haten. D'Dérogatioun zum Artikel 12b vum Marchés-publics-Gesetz, déi am Artikel 3 vum Projet virgesinn ass, erkläert sech doduerch, datt de maximalen Délai vun dräi Joer, deen am Artikel 12b steet, méiglecherweis net agehale ka ginn, well zu deenen 28 Méint Bauzäit vum Radartuerm kommen och nach ongeféier sechs Méint dobäi fir d'Mise en fonction vun deenen neien Ariichtungen.

An der Kommissioun ass och ee Moment Rieds gaang, fir de Gesetzestext ze amendéieren, an zwar hu mer iwwert d'Installatioun vun engem neie Buedemradarsystem diskutéiert, an zwar net an deem neien Tuerm, mä an deem aktuellen Tuerm. Well et awer esou wichteg ass, dass mer schnell virukommen an dass mer esou séier wéi méiglech en neie Radar kréien, huet d'Kommissioun verzicht, well dat hätt eis an där ganzer Prozedur verzögert.

Wat den héije Käschtepunkt ubelaangt vun dësem neie Radar, huet d'Kommissioun ënnerstrach, dass et noutwenneg ass eis Equipementer ze moderniséieren, an eng Ursaach, firwat dat relativ deier ass, hu mir erkläert kritt, ass doduerch entstanen, dass op deem Marché vu Radaren net vill Konkurrenz ass, dass et nëmmen e puer Ubidder ginn, an dofir déi héich Präisser, voilà.

Här President, ech hunn elo puer Grënn opgelëscht, firwat et wichteg ass, mengen ech, dëse Projet ze stëmmen. Ech wollt Iech an och der Audienz hei soen, dass meng Fraktioun dëse Projet selbstverständlech stëmme wëllt.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Als éischte Riedner zu deenen zwee Projeten ass den Här Marco Schank ageschriwwen. Dir hutt d'Wuert, Här Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt dann e puer Sätz zum Projet 5342 iwwert den Assainissement vum Flughafen, vum Findel. Fir d'éischt wollt ech mengem Kolleeg Roger Negri Merci soe fir deen ausféierleche schréftlechen a virun allem och mëndleche Rapport, dat mécht mir d'Saach e bësselche méi einfach.

Mir hunn dee Projet haut um Ordre du jour fir gréng Luucht ze ginn, fir den Assainissement vum Flughafen duerchzezéien, dat heescht d'Sanéierung vum Ofwaassernetz, wat net esou einfach ass, well déi Ofwaasserproblematik um Flughafen eng duebel ass, engersäits insgesamt d'Infrastrukture fir d'Ofwässer ze evakuéiere verbesseren an anerersäits och d'Drénkwaasserversuergung optiméieren.

Vum Käschtepunkt ass scho geschwat ginn. Den héije Käschtepunkt ass bedéngt duerch déi ausserge wéinlech Konfiguratioun vun deem Ofwaassersystem um Findel. Et handelt sech net nëmmen ëm een eenzege Réseau, et si gläich zwee Réseauen oder zwee eegestänneg Leitungsnetzer, engersäits am Osten d'Ofwaasser via Biereler Baach a wou se an d'Syre geleet ginn, an am Westen, wou dann den Ofwaasserréseau dee vun der Stad Lëtzebuerg benotzt an d'Uelzecht.

Do kann een dobäi soen - dat ass och schonn deelweis ernimmt ginn -, datt d'Stad Lëtzebuerg amgaangen ass hire Système séparatif ze renforcéieren op zwou Plazen, notamment direkt un der N1 Richtung Neiduerf a virun allem och am Val de Hamm. Déi Ofwaasser ginn dann an de Kläranlage laanscht d'Uelzecht respektiv an der Kläranlag vun Uewersiren sanéiert; op déi verschidden technesch Baumoossname ginn ech net weider an, dat huet de Rapporteur detailléiert gemaach.

Vläicht eppes zur Fro, firwat déi Sanéierung effektiv esou noutwendeg ass wéi de Rapporteur dat ënnerstrach huet. Dat huet verschidde Grënn, virun allem zwee Grënn. Den aktuellen Zoustand vum Kanalisatiounsréseau um Flughafen ass schlecht, ëmsou méi well déi éischt Ofwaasserkanäl schonn an de 50er Joren, respektiv Ufank der 80er Jore gebaut goufen, also Infrastrukturen, déi selbstverständlech net éiweg halen. Dann den héijen Alter, de Gros vun de Kanalisatiounsleitungen ass nun ebe baufälleg an dat bréngt da mat sech, datt nëmmen een Drëttel am Fong vun deenen Ofwässer iwwert d'Réseauen ofgeleet ginn, also am Kloertext zwee Drëttel vum Ofwaasser sickeren dann duerch Lächer, duerch Rëss an der Kanalisatioun direkt ongerengegt an de Buedem respektiv verdonsten deelweis duerch d'Hëtzt am Summer.

A vu datt et sech net nëmmen ëm onbelaaschtent Ofwaasser hei handelt, besteet d'Gefor, eng reell Gefor vun der Belaaschtung vun der Ëmwelt ronderëm de Flughafen, domat d'Gefor fir d'Gesondheet vun de Leit insgesamt, déi do schaffen, déi do wunnen, an dat ass also alles keen idealen Zoustand. Et ass och scho vum Rapporteur gesot ginn, datt dobäi kënnt, datt ronderëm de Flughafen ee Quelleschutzgebitt ass, wou d'Stad Lëtzebuerg notamment am Biereler Gronn, respektiv op der Polfermillen Drénkwaasser bezitt.

Dann ass och drop higewise ginn, datt d'hydraulesch Capacitéit vun där separater Kanalisatioun vun der Stad Lëtzebuerg limitéiert ass, well déi och eng Partie vum Reewaasser opfänkt, an d'Problematik gëtt däitlech duerch dëse Projet entschäerft. Dat ass de Grond, firwat datt mer dee Projet um Ordre du jour hunn. Dobäi kënnt eben, datt dee komplette Kanalisatiounsréseau um an och ronderëm de Flughafen an d'Rei gesat gëtt.

Deen zweete Grond vun där Problematik ass deen, datt d'Evakuatioun vum Iwwerflächewaasser am Wanter, an dat ass och schonn ugedeit ginn, de Problem vun dem Wanterdéngscht um Tarmac selwer, awer och vum Entäise vun de Fligeren, vun den Tragfläche virun allem, och do leeft dat Waasser quasi onbehandelt bis elo an d'Biereler Baach a Richtung Syre, zumindest dee gréissten Deel. An Dir kennt dat, datt d'Pisten, d'Fligere mussen eben aus Sécherheetsgrënn entäist ginn, an ech hunn nogefrot, d'Ponts et Chaussées maachen dat jo um Findel fir d'Luxair, fir de Flughafen, a viru kuerzem si se awer vu Glykol an Harnstoff erof gaangen, déi sinn ersat ginn duerch Produiten, déi éischter biodégradabel sinn. Dobäi kënnt, datt awer nach wie vor fir d'Fligere selwer eng Mëschung vu Glykol a waarmem Waasser gebraucht gëtt.

Bäi Glykol, do gëtt gesot, dat wier biologesch ofbaubar. Dat ass wuel zum Deel esou, selbstverständlech ginn awer ganz grouss Quantitéite Sauerstoff gebraucht, wann deen Ofbauprozess leeft, dat ass also fir eng Baach, wou dat eraleeft, selbstverständlech net gutt. Da kënnt dobäi, datt vill Flëssegkeet gebraucht gëtt. Et gëtt gesot, datt fir e grousse Fliger bis zu 1.000 Liter däers Gemësch do gebraucht gëtt, wat jo eng enorm héich Quantitéit ass.

Gutt, fir all deem entgéintzewierken, ginn dann och Réckhaltebecke gebaut, wou dat Uewerflächewaasser vun de Piste ka gesammelt ginn an da kontrolléiert a Richtung Syre ofgeleet ka ginn, respektiv an de Kläranlage fach- an ëmweltgerecht entsuergt gëtt.

Da sollen och Réckhaltebecke gebaut gi fir Problemer, déi um Site selwer entstinn, zum Beispill wann Uelech oder Kerosin ausleeft, fir deene Geforen entgéintzewierken, oder och wann et eng Kéier zu engem Accident géif kommen, wat mer net wënschen, datt Läschwaasser kann opgefaang ginn. An de Kontext vun der Sanéierung vum Flughafen, dat hunn ech virdru gesot, gehéiert och d'Drénkwaasserverbesserung, dat heescht d'Verleeë vun neie Waasserleitunge laanscht d'Start- an d'Landepiste fir d'Méiglechkeet vun der Brandbekämpfung effektiv ze hunn.

Et ass och scho vum Rapporteur gesot ginn, datt déi problematesch Situatioun do am Fong verstäerkt gëtt duerch dat, wat duerch de POS nach soll dobäikommen. Dir wësst, datt eng Zone à caractère tertiaire geplangt ass, datt eng Zone différée nach geplangt ass, datt geplangt ass en neien Hangar fir d'Cargolux ze bauen, eng nei Plattform fir d'Fligeren ze stationéieren. An do ass dann och meng Fro un de Minister, deen eventuell weess vu sengem Kolleeg Landesplanungsminister, wou den Dossier drun ass - ech weess, datt en den Ament am Ministère läit zur Begutachtung. An déi zweet Fro an deem Kontext, wou de Kommodo drun ass an deemselwechten Zesummenhank.

Mir hunn e Projet de loi virleien, et ass gesot ginn, e Plan directeur d'assainissement ass ausgeschafft gi mat alle Partner, wat ech och begréissen, wou d'Stad Lëtzebuerg hir Responsabilitéit iwwerholl huet, den Transportministère an aner concernéiert Acteuren. Vum Käschtepunkt ass och geschwat ginn, ech wollt kuerz dozou soen: De Stat iwwerhëlt 100% vun deenen 58 Milliounen Euro. De Grond dofir ass, datt de Flughafen e ganz wichtegen ekonomesche Facteur fir Lëtzebuerg bedeit. Et ass net virgesinn, datt d'Utilisateure vum Flughafen sech direkt un den Investissementer, elo un den Infrastrukture bedeelegen, mä et ass awer och ganz kloer esou, datt déi Utilisateure Loyer bezuelen, respektiv Redevancë bezuele fir entspriechend Servicer an Infrastrukturen.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun der Importenz, der Noutwendegkeet vun deem Projet, déi de Rapporteur och nach eng Kéier däitlech gemaach huet, am Kontext Ekologie, am Kontext Entwécklung och vum Flughafen, och vun der Gesondheet vun de Leit, déi do wunnen a schaffen, stëmme mer selbstverständlech als Fraktioun dee Projet an ech ginn och eisen Accord fir deeselwechte Projet.

Dann nach e puer Sätz zum Projet de loi 5385, de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Radartuerm um Flughafen. Do wollt ech dann och dem Kolleeg Marc Angel Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Dir wësst, an do brauch ech net wäit auszehuelen, datt net nëmmen op de Stroossen de Verkéier zouhëlt vun Dag zu Dag, mä datt en eben och iwwer eise Käpp zouhëlt. Wann een déi lescht Zuelen aus dem Aktivitéitsbericht vun dem Transportministère kuckt, da gesäit een och däitlech, datt an engem Zäitraum vun zéng Joer, vun 1994 bis 2003, d'Zuel vun de Mouvementer um, an et kann een deelweis och soe ronderëm de Flughafen zu Lëtzebuerg ëm méi wéi 20.000 Unitéiten eropgaangen ass, bis haut 91.800 Bewegungen.

Dat ass an deene leschten zéng Joer eng Steigerung vun 22% an et ass kloer, dass et sech net nëmmen ëm Mouvementer handelt, wou gestart a wou gelant gëtt, mä datt eben och kleng Fligeren an Helikopteren an esou weider do ronderëm fléien an eben och déi lokal an international Flugbewegungen insgesamt. Et kënnt derbäi, datt d'Fligerflott souwuel vun der Cargolux wéi och vun der Luxair wiisst a mir wëssen alleguerte ganz genau, datt d'Flugbewegungen an Zukunft net wäerten ofhuelen, mä au contraire zouhuelen.

Da gëllt et natierlech dee Verkéier, deen et elo scho gëtt an der Loft an deen nach zouhëlt, a sécher Bunnen ze leeden, an dofir brauch de Flughafen nun eemol e performanten, e modernen Iwwerwaachungssystem, a mir hu schonn héieren, de jëtzege Radar um Findel ass zënter 1992 operationell an huet seng maximal Capacitéiten däitlech erreecht an entsprécht eben och net méi deenen neien technesche Normen, déi gefuerdert ginn, déi virun allem ab der zweeter Halschent 2005 vun Eurocontrol verlaangt ginn.

Dee Projet, dee mer also haut de Mëtteg wäerte stëmmen, gesäit vir e ganz neie Radartuerm um Findel ze bauen, équipéiert mat performanten, héich sensibele Geräter, déi um leschte Stand vun der Technik sinn. Deen neie Radar dréit sécher dozou bäi, fir eben d'Sécherheet am Flugverkéier ze assuréieren, fir d'éischt emol, a virun allem och insgesamt ze verbesseren.

De Rapporteur huet et gesot, deen aktuelle Site vum Tuerm konnt eigentlech net bäibehale ginn, dat wier wuel e gutt Stéck méi bëlleg ginn, dat war awer net méiglech, well en dann déi zukünfteg Infrastrukturprojeten an der Enceinte vum Findel hypothekéiert hätt. De Bau vun deem neie Radartuerm ass net nëmmen noutwendeg fir d'Sécherheet an eisem nationale Loftraum, en dréit och eben anere verschidde Missioune Rechnung, wéi mer se vun der internationaler Organisatioun fir déi zivil Loftfahrt, der OACI, operluecht kruten.

De Service du Contrôle de la Circulation aérienne huet deemno net nëmmen als Missioun eisen nationale Loftraum ze iwwerwaachen, dat heescht also ënner anerem d'Starter an d'Landungen um Findel, mä en ass och verflicht d'Sécherheet vum ganzen Transitverkéier an eisem Loftraum bis 4.500 Meter ze assuréieren. Wann d'Flughéicht méi grouss gëtt, also vu 4.500 Meter u bis 8.000 Meter, gëtt d'Iwwerwaachung vu Belgocontrol assuréiert, an all Vol doriwwer eraus, iwwer 8.000 Meter, do ass et dann Eurocontrol, déi fir d'Iwwer-

waachung responsabel sinn. A fir datt eben d'Koordinatioun och klappt zwëschent deene verschiddenen Unitéiten do, ass deen neien Tuerm wichteg, dat heescht sinn déi nei standardiséiert technesch Norme wichteg, an déi ginn eben duerch deen neien Equipement dann och geleescht.

Ab 2005 mussen all Programmer, all Installatioune geännert ginn, well wéi gesot Eurocontrol nei technesch Normen definéiert huet, an dësem Ëmstand gëtt selbstverständlech duerch de Bau vun deem neien Tuerm Rechnung gedroen. Dat neit Material, eleng dat technescht Material, muss an enger Héicht vun 8,2 Milliounen Euro ugeschafe ginn an de Gesamtkäschtepunkt vum Projet, et ass gesot gi vum Rapporteur, beleeft sech domat op 11,6 Milliarden Euro, wou dann de Bau vum Tuerm selwer vläicht dee méi klengen Deel ass.

Elo kann een driwwer streiden a soen, datt dat awer deier Equipementer sinn, mä ech mengen et ass müsseg do ze streiden, well d'Sécherheet vun de Flugpassagéier a virun allem och d'Sécherheet vun de Leit um Buedem sinn dee Präis do definitiv wäert. Dofir wollt ech ofschléissend, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, soen, datt mir als CSV-Fraktioun deem Projet selbstverständlech wäerten eis Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den nächste Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den Här Paul Helminger. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert.

M. Paul Helminger *(DP)*.- Jo, Här President, Kolleegen, wann ee méi spéit schwätzt, da brauch een net méi gradesou vill ze soen, besonnesch wann et ëm Projete geet, déi jo mat grousser Wahrscheinlechkeet hei mat enger ganz grousser Majoritéit wäerte gestëmmt ginn.

Och ech freeë mech, datt déi Projeten elo hei zur Diskussioun an zum Vote ustinn. Et si Projeten, déi nach vum Virgänger vum jëtzegen Transportminister op den Instanzewee geschéckt gi sinn an op déi mer eng ganz Zäitche gewaart hunn. Mir si frou - wann ech elo meng Stater Kap ee Moment däerf undoen -, datt, grad just wat elo d'Ofwässer ubelaangt, mer do net nëmmen eis Quellen am Biereler Gronn an an der Polfermille besser géint d'Pollutioun geschützt kréien, mä datt mer och déi Ofwässer, déi soss nach vum Flughafen an eise Réseau vum Kanal eralafen, e bësse méi propper kënnen iwwerhuelen an dofir och manner Problemer domat hu fir se dann ze entsuergen.

Ech géing just an deem Zesummenhank op eppes opmierksam maachen, wat de Rapporteur, den Här Negri, deem ech iwwregens fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport och wéilt villmools Merci soen, schonn ugerass huet, dat ass d'Fro vun de Suen. Hei hu mer et jo mat engem Projet ze dinn, deen 58 Milliounen Euro insgesamt soll sinn, dee wuel sech bis 2010 soll erstrecken, mä wou mer awer da feststellen, datt vun deene 16 Milliounen, déi eigentlech virgesi ware fir d'nächst Joer, sech der am Budget nëmmen nach zwou Milliounen erëmfannen, an do ass och eng kleng Onkloerheet, well am Commentaire des articles zum Budget geet awer nach ëmmer vun 12 Millioune Rieds. Do géing ech nawell gäre vum Transportminister wëssen, wat dann elo déi Ziffer ass, déi effektiv am Budget fir 2005 virgesinn ass; wéi vill Sue mer fir dee Projet, op dee mer alleguerte gamsen, dann elo ausgi kënnen.

Deen zweete Projet, do soen ech dem Här Angel Merci fir säi Rapport, dat ass deen neie Radartuerm. Och do brauch ech net ze widderhuele wourëmmer et geet. Ech muss allerdéngs och do feststellen, datt jo laut Eurocontrol mer fir déi zweet Halschent 2005 eigentlech misste fäerdeg sinn. Bon, et ass scho gesot ginn, datt mer deen Délai an aller Wahrscheinlechkeet net kënnen anhalen, mat där Zäit déi et nun ebe brauch fir deen neien Tuerm ze bauen, mä da verwonnert een trotzdeem, wa fir d'nächst Joer awer och do nëmmen 1,5 Milliounen am Budget stinn, woubäi de Gesamtkäschtepunkt sech jo awer op iwwer 11 Milliounen Euro beleeft. Och do hätt ech nawell gären, datt den Transportminister eis kënnt e Wuert Erklärung ginn, wéi en da gedenkt awer einegermoossen an deem Zäitraum ze bleiwen, dee mer eis do virgeholl hunn.

Ech soen Iech Merci. Bien entendu wäert eis Fraktioun déi zwee Projeten do stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Helminger. Den nächste Riedner ass den Här Felix Braz. Dir hutt d'Wuert, Här Braz.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Déi lescht Joren ass vill iwwert de Findel geschwat ginn, och vill kontrovers, notamment am Kader vum Ausbau. Et ass och oft vill Zäit an Energie domadder verwennt ginn, fir sech Gedanken ze maachen iwwert den Aspect extérieur vum Findel, iwwert d'Gebailechkeeten, déi nei Aérogare. Dat wier eng Visitëkaart vum Land, den éischte Kontakt fir vill Leit, wa se op Lëtzebuerg kommen. Dat ass déi eng Diskussioun.

Mir hunn awer eng zweet Diskussioun, déi während Joren a Jorzéngten offenbar net vill Leit interesséiert huet a mat Momenter scho bal skandaléis Proportiounen ugeholl hat, dat ass d'Aart a Weis vun der Behandlung vun dem Uewerflächewaasser um Findel, wat do während Joren a Jorzéngten an d'Baachen, an d'Biereler Baach an erof bei d'Polfermille gelaf ass; dat ass eigentlech komplett inakzeptabel. An dëse Projet, deen haut endlech an der Chamber ass, dee wäerte mir och dofir stëmmen. Do si Leitungen, déi am Buedem leien, déi nach zréckginn op d'Ouverture vum Findel viru Jorzéngten. Den Zoustand, an deem et deelweis ënnert dem Tarmac ausgesäit, dat ass „oben hui, unten pfui", wann Der mer deen Ausdrock géingt erlaben.

Mir wäerten also dee Projet do stëmmen, well en déi Problematik do endlech enger Léisung wäert zouféieren, och wa verschidde Froen am Moment awer nach am Raum stinn; déi sinn och schonn deelweis gestallt ginn. Den Här Minister wäert, huelen ech un, drop kënnen äntwerten, wéi et beispillsweis mam Respekt vun den Délaien ass.

Am Gesetz ass virgesinn, dass dee Projet mat engem bestëmmtene Rhythmus soll kënne weidergoen, mä d'Finanzementer an d'Kreditter sinn am Moment nach net assuréiert. Do gëtt et widderspréchlech Zuelen, déi eng, déi am Budget stinn, an déi, déi awer laut Planning vum Projet misste fir 2005 do sinn. Ech hoffen, dass den Här Minister eis do kann Auskunft driwwer ginn, mat wéi enger Vitesse dann dëse Projet och elo nom Vote wäert kënnen exekutéiert ginn. E kritt jo elo duerch de Vote gutt Argumenter fir nach eng Kéier bei de Finanzminister ze goen an ze streiden; eppes wat en och bei der Eisebunn nach méi wéi eng Kéier wäert brauchen, mä doriwwer hu mer scho geschwat.

Eng zweet Remarque, déi ech wollt maachen, ass, dass dëse Projet net nëmmen der Ëmwelt wäert zegutt kommen, mä e wäert och de Sécherheetsaspekt verbesseren. Dat ass scho vum Rapporteur gesot ginn, dem Här Negri, deem ech och Merci soe fir säi bal ganz komplette Bericht, bal ganz komplett, well hien huet eng, zwou Saachen net erwähnt, wou ech mir dann d'Freed draus maache fir se dann a senger Plaz nozehuelen. Dat ass dee Punkt vun de Waasserplaze laanscht d'Pist. Och dat ass eppes, wat eigentlech internationalem Standard entsprécht, wou mer also eng besser Alimentatioun mat frëschem Waasser hunn, fir och kënnen am Fall vun enger Noutsituatioun méi séier, méi rapid iwwert déi Waasserquantitéite verfügen, déi laanscht d'Pist noutwendeg sinn.

En drëtte Punkt ass dee vun de Käschten. Et ass kee bëllege Projet. Dat ass och kloer, well et e grousse Projet ass. Et ass e Projet, deen net iwwerdeiert ass par rapport zu deem, wat gemaach gëtt. Déi Aarbechten, déi ustinn, sinn deier Aarbechten, an et ass och esou, dass de Stat dat net ganz bezilt. Den Här Schank huet virdru gesot, dass de Stat dat géing bezuelen. Dat ass nëmmen en Deel vun der Wourecht. De Stat mécht zu 100% de Préfinancement. Et gëtt awer duerno Partner, déi sech un de Käschte bedeelegen. An zwar ass dat deelweis nach an de Gespréicher. Do ginn d'Gemenge Sandweiler a Lëtzebuerg erwähnt. Mä do gëtt et nach keng ofschléissend Diskussiounen. Och de Syndikat SIAS wäert sech un de Käschte bedeelegen. D'Cargolux wäert sech un de Käschte bedeelegen. Och do gëtt et zumindest an der Kommissioun en däitlechen a klore Wëllen, dass dat ze geschéien huet.

Et gëtt och duerno un de Käschten, un deene Fraisen, déi all Joers entsti bei der Kläranlag, eng Participatioun vun de Sociétéiten, déi de Findel benotzen, duerch d'Charge polluante vum Waasser, wat erof bei d'Kläranlag geet. Do gëtt et eng Participatioun nom Prinzip vum Polluant-payeur. Och dat ass esouwäit en Acquis.

Wou mer an der Kommissioun awer och driwwer diskutéiert hunn - an op deem Punkt géing ech gären dem Här Negri säi Bericht complétéieren -, dat ass dee Punkt och, ob déi Sociétéiten, déi de Findel benotzen an do hir kommerziell Aktivitéite maachen, u méi misste bedeelegt gi wéi nëmmen un de lafende Käschte vun der Kläranlag, ob se net och misste participéieren un den Infrastrukturkäschten, déi mer elo hei vum Stat virfinanzéiert kréien, wat déi Gréng och haut wäerte stëmmen. Et ass kloer, dass de Stat et soll virfinanzéieren. Dat steet ausser Diskussioun. Ee muss et maachen.

Wat awer opgrond vun der Waasserdirektiv zumindest als Fro hei muss opgeworf ginn, dat ass inwieweit de Käschtendeckungsprinzip - an dee betrëfft net nëmmen déi Entretiens- an déi lafend Käschten, mä dee betrëfft dee ganzen Investissement -, inwieweit also d'Benotzer vum Findel net och wäerte musse bedeelegt ginn, wann déi Aarbechten ofgeschloss sinn. Mir hunn also nach e bëssen Zäit fir déi Fro ze beäntwerten. De Chantier zitt sech iwwer e puer Joer. Mä spéitstens wann e fäerdeg ass, musse mer déi Fro och beäntwert hunn, ob net och d'Infrastrukturkäschten, déi hei occasionnéiert ginn, vun de Bedreiwerfirmae vum Site Findel musse gedroe ginn.

Déi Fro ass zumindest gestallt an et huet och dofir kee Wäert, dass een d'Fro évitéiert - och net hei am Gespréich, och net an der Kommissioun. D'Fro ass gestallt an d'Direktiv, déi existéiert an ass prezis. Déi bëinhalt de Käschtendeckungsprinzip fir all Waasserleeschtungen. Dozou gehéieren och déi wirtschaftlech Aspekter. An et ass och net tolerabel, datt mer an de Gemengen, wann eppes an de Buedem geluecht gëtt, praktesch jiddfereen zur Keess bieden, fir un deene Käschten ze participéieren, an dass da beim Findel, wat och nach no bausse praktesch ee vun deene visibelste Projeten hei vu Lëtzebuerg ass, mer dat net wéilte maachen. Dat géing och net laang goen. Dat géing Bréissel relativ séier an d'Ae stiechen. Dat wier och richteg. Esou dass déi Fro zumindest gestallt ass, inwieweit dat mat der Direktiv 2000/60 vum Parlament a vum Conseil vum 23. Oktober 2000 esou kann oprechterhale ginn.

Sécher ass kloer, dass de Findel en enormen Apport huet. Dat gëtt jo dann och als Argument invoquéiert. Säin ekonomeschen Apport ass enorm an der Wirtschaft vum Land. Mä en ass awer och substanziell bedeelegt un enger Partie vun Nuisancen a vun Emissiounen hei am Land. An dat soll een awer dann och erëm an d'Woschuel geheien, ier ee sech wëll schützend vläicht do virdru stellen, wat vu vireran e verluerene Match ass. Mir sollen dat also méi sachlech diskutéieren, wéi nëmme mam Verweis op den Apport vum Findel. Dee steet net zur Diskussioun. Mä et steet zur Diskussioun, dass déi Reglementer, déi Europa eis matdeelt, och hei musse kënnen applizéiert ginn.

Dann och nach zwee Wuert zum Projet vum Findel, wou ech och dem Här Angel wëll fir säi Bericht Merci soen. Och do brauch ech net alles ze widderhuelen, wat scho gesot ginn ass. Et ass kloer, dass dee Projet noutwendeg ass. Et ass och richteg, datt en op déi Plaz stoe kënnt, wou en elo stoe kënnt. Et ass och richteg, datt en esou équipéiert gëtt, wéi en équipéiert gëtt. Dat kënne mer an zwee Sätz ofhaken.

Just eng, zwou Remarquen awer och zu deem dote Projet. Déi éischt ass, dass de Coût vill méi héich ausgefall ass wéi dat ufänglech geplangt war. Vum Coût vun 11,6 Millioune muss ee wëssen, datt do knapps 2,1 Milliounen den eigentlechen Tuerm duerstellen an 9,5 Millioune fir d'Elektronik sinn, déi an deem Tuerm installéiert gëtt. Et ass also dat den Haaptkäschtepunkt. Dat si selbstverständlech ganz komplizéiert Apparater. Mä dat war um Niveau vun der Verwaltung mat, ech géing bal soen, praktesch der Halschent vun deem veranschlagt ginn, wat d'Elektronik géing kaschten. Op den Appel d'offre krute mer dann déi doten Zuelen eraus, déi sou si wéi se gi sinn, déi mer elo mussen akzeptéieren.

Mä et schéngt awer wéi wann do och e Problem wier vu Konkurrenz op deem dote Marché, dass do praktesch een Anbieter méi oder wéineger eleng kéint op deem Marché operéieren. Dat ass zumindest ee Problem, well hei si mer doduerch vu fënnef Milliounen opgesprong, nëmmen duerch d'Käschte fir d'Elektronik. Dat ass also wierklech net de Bau, mä dat, wat un Apparater installéiert gëtt. Do misst zumindest vu Regierungssäit och zu Bréissel mol eng Kéier kënnen opgeworf ginn, ob op deem Marché do alles esou en règle ass wéi et misst sinn, well déi Ecarten do musse mir zwar akzeptéieren, mä se sinn awer zumindest bedenklech - och wann een net all Joers déi do Apparater keeft.

Mä ech wëll awer just fir d'Gréisstenuerdnung trotzdeem opzedecke soen, datt déi aktuell Elektronik um Findel nëmmen aus dem Joer 1992 ass. Méi al ass dat och net. Dat si knapps zwielef Joer hier. Déi Elektronik ass entre-temps och scho verlängert ginn duerch deier Investitioune fir se ze erneieren, en attendant dass mer deen neie Radar hunn. Dat sinn also massiv Posten, déi a relativ kuerzen Ofstänn musse frësch investéiert ginn, an do ass zumindest ee Punkt ze verdéiwen, nämlech ob dee Marché do wierklech esou käschteneffizient funktionéiert wéi de Keefer, an dësem Fall de Lëtzebuerger Stat, an domat och de Steierzueler et eigentlech misste kënnen erwaarden.

Eng zweet Remarque. Et ass ugeduecht fir den aktuelle Radar stoen ze loossen, well deen eventuell eng Kéier spéiderhi kéint benotzt gi fir méiglecherweis e Buedemradar op deem ze installéieren. Mir géingen dat éischter kënnen ënnerstëtzen. Zumindest hätt et dee Mérite, dass een da vläicht Wëllschwäin éischter géing op der Pist entdecke wéi dat an der Vergaangenheet war, an dann hätt e scho wéinstens een Zweck erfëllt.

(Hilarité)

Eng drëtt Remarque, Här Minister, déi awer vläicht erëm méi seriö ass, obschonn och déi aner, wann een driwwer ka schmunzelen, muss seriö geholl ginn, well do hätt och kënne méi derbäi erauskomme wéi nëmmen e puer Schlagzeilen iwwer Schwäin, déi sech verrannt hunn. Do ass mat Sécherheetsaspekter um héchsten Niveau gespillt ginn an dat ass zumindest och eng Enquête wäert, déi lückenlos misst opdecken, wat genee do passéiert ass. Well och wann ee kann driwwer laachen, ass do awer och Dramatesches ënner Ëmstänn duerch méi Justesse évitéiert ginn, wéi mer vläicht haut alleguerte vermudden.

Dann drëtt an zweetlescht Remarque. Eng Fro, déi sech awer och stellt - den Här Transportminister ass jo och Ëmweltminister an e wäert och am Kader vum Radar eng Kommodo-Genehmegung auszestelle kréien -, ass déi vun de Strahlen, déi vum Radar ausginn. Dat ass eng Maschinn, déi ganz staark ausstrahlt. Dat ass am Verglach mat GSM-Antennen e ganz anere Kaliber. Do gëtt mat ganz héijer Frequenz a staarke Leeschtunge gesent, a wann och do manner d'Problematik ass fir déi Leit, déi ronderëm wunnen, stelle sech awer zumindest Froe fir déi Leit, déi an deem Site schaffen, datt d'Leeschtungen och nach eng Kéier wäerten eropgesat ginn.

Do wëlle mir Iech mat op de Wee ginn, dass een haut awer mëttlerweil esou wäit ass, dass ee weess, dass bei där doter Zort vu Strahlung déi Grenzwäerter, déi gëllen an déi sech eigentlech eleng op déi thermesch Effekter bezéien, et haut communément praktesch en Acquis ass, dass déi thermesch Effekter net méi duergi fir kënnen déi ganz Problematik ze ëmräissen.

Do wiere mer och frou, wann de Minister eis géing soen, a senger Qualitéit als Ëmweltminister, op wat hien do wäert beim Ausstelle vun der Kommodo-Genehmegung speziell oppassen, notamment am Bezuch op déi Leit, déi ënnert deem Radar do schaffen. Do si Froen, déi och gestallt sinn an déi hoffentlech eng aner, eng seriö Äntwert kréien, fir déi Leit do och esou, wéi se et an hirer Aarbecht an hirem Daueraufenthaltsort - esou heescht dat an deene Reglementer - brauchen, och kënnen ze schützen.

Déi lescht Remarque ass: Et war laut eisen Informatiounen de Leit, de Gemenge ronderëm versprach ginn, dass am Kader vum gesamten Développement vum Site Findel - dozou gehéiert och de Radar - déi Gemenge géingen an enger Zort Aarbechtsgrupp regelméisseg informéiert ginn iwwert d'Entwécklunge vum Site. Dat ass eisen Informatiounen no an deem heite Fall net geschitt, a mir géinge gäre wëssen, firwat dass dat bis elo net geschitt ass, och op deem Projet Radar hei, respektiv wéi Der gedenkt an Zukunft de Kontakt mat de Gemengen, mat de Leit, déi do ronderëm wunnen, am Kader vum weideren Ausbau vum Findel oprechtzëerhalen.

Mä mat deene Remarquë bréngen ech och d'Zoustëmmung vun de Gréngen zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Aly Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir

Hären, a sengem ausféierleche Rapport ass den Här Negri als Rapporteur op d'Noutwendegkeet vun dësem Projet an och op déi eenzel Investitiounen agaangen, déi mer um Flughafen ze realiséieren hunn. Mir ënnerstëtzen dëse Projet haaptsächlech aus ëmweltpolitesche Gesiichtspunkten. Et geet jo drëms d'Uewerflächegewässer wéi d'Biereler Baach, d'Uelzecht an d'Syre, mä och d'Drénkwaasserquelle Biereler Gronn a Polfermille vun der Stad Lëtzebuerg ze schützen. Virun allem am Wanter sinn d'Ofwaasser vum Findel duerch d'Entdeewaasser vun de Fligeren an domat duerch deen héije Gehalt vu Glykol staark polluéiert.

Ech maachen awer drop opmierksam, datt mer eleng haut mat dësem Projet an deem fir deen neie Radartuerm insgesamt 69.600.000 Euro an de Findel investéieren. Dat si ronn 2.808.000.000 aler Frang. Dobäi kënnt nach - ech wëll just drun erënneren - den Ausbau vun der Aérogare, déi mer den 10. am Heemount 2002 gestëmmt hu fir iwwer 324 Milliounen Euro. Dat sinn iwwer 13.070.000.000 aler Frangen. Bannent zwee Joer huet d'Chamber deemno décidéiert, iwwer 16,5 Milliarden aler Frang an de Flughafen ze investéieren. Ech ginn herno a menger Interventioun iwwert de Projet iwwert de Radartuerm méi op dee Punkt an.

Am Rapport gëtt higewisen op d'Diskrepanz tëschent dem Planning vun dësem Projet an deene Mëttelen, déi dofir am Statsbudget 2005 virgesi sinn. Laut deem haut virleiende Projet missten 2005 Aarbechten an der Héicht vu 16 Milliounen Euro realiséiert ginn. De Budgetsminister huet awer nëmmen zwou Milliounen Euro am Budget dofir virgesinn.

Dofir stellen ech mer d'Fro: Huet de Budgetsminister vläicht iergendeppes géint dësen aus ëmweltpolitescher Siicht dréngenden a wichtege Projet? Wat ech net ka gleewen. Also mussen aner Grënn am Spill sinn. Et kann natierlech och sinn, dass dës Regierung finanziell guer net méi à même ass dës batter néideg Investitioune wéi geplangt duerchzezéien.

Ass et vläicht esou, datt déi ëmmer erëm proklaméiert gesond Statsfinanze guer net esou gesond sinn, wéi et eis Verschiddener, déi haut nach um Pouvoir sinn, virun de Wahle wollte gleewe loossen? Et schéngt mer éischter esou, datt mir als ADR Recht haten, an zwar wéi mer soten, déi batter Wourecht iwwert d'Finanze vum Stat kéim eréischt no de Wahle lues a lues un d'Liicht…

(Interruption)

…, an datt ëmmer méi Projete musse gestreckt ginn an hirer Ausféierung, well déi néideg finanziell Moyenë feelen - Här Glesener, Dir verstitt jo wat ech mengen, gellt?

(Interruption)

An datt d'Regierung an hirer Investitiounspolitik éischter populistesche Projeten d'Prioritéit gëtt, anstatt déi bluttnoutwendeg Investitiounen, besonnesch am Ëmweltberäich, virunzedreiwen.

Här President, wat dat gëftegt Ofwaasser vum Flughafen ugeet, si mir als ADR der Meenung, datt de Prinzip vum Pollueur-payeur méi konsequent spille misst wéi bis elo. Dat heescht, dem reelle Käschtepunkt vun der Ofwaasserentsuergung muss méi Rechnung gedroe ginn. Dat heescht, datt och den Amortissement vun deenen deieren Infrastrukturen, déi mer haut zum Beispill stëmmen, an d'Definitioun vun deene Käschte misst afléissen. Dat géif bedeiten, datt d'Benotzer vum Flughafen an Zukunft méi staark un dësen Infrastrukturkäschte bedeelegt ginn. Dat ass eng vun deene wéinege Méiglechkeeten, fir esou opwändeg Infrastrukturen an Zäite vu knappen öffentleche Keese laangfristeg finanzéieren an ofsécheren ze kënnen, wat awer net nëmme fir de Flughafe soll gëllen, mä och am Gesamtkontext vun der Ofwaasserproblematik an am Ëmweltschutz iwwerhaapt.

Dat gesot, géif ech awer den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Projet Radartuerm, erlaabt mer do och fir d'éischt dem Här Angel als Rapporteur Merci ze soe fir säin detailléierte Rapport. Et gouf héich Zäit fir an eng nei Radarinstallatioun um Findel ze investéieren. Ab der zweeter Halschent vum nächste Joer entsprécht déi aktuell Installatioun net méi deenen techneschen Normen, wéi se vun Eurocontrol definéiert goufen. D'Radarinstallatioun entsprécht och net méi den internationale Verflichtungen, déi mer am internationale Flugverkéier ze assuméieren hunn. Dowéint muss ee sech an enger Iwwergangsphas domadder zefridde ginn, de Respekt vun dësen Norme méi oder wéineger iwwer eng Mise à jour vun deenen entspriechende Logicielen ze assuréieren.

Eis als ADR stéiert e bëssen dat Hauruckverfahren, mat deem dëse Projet elo huet missen duerchgezu ginn. Déposéiert gouf de Projet eréischt den 11. am Wäimount. Den Dag drop schonns war de positiven Avis vum Statsrot do. Den 9. am Wantermount gouf de Rapporteur bestëmmt an de 25. am Wantermount de Rapport eestëmmeg ugeholl - en neie Weltrekord!

E bësse sauer stéisst eis och de Käschtepunkt vun dësem Projet op: 11,6 Milliounen Euro, a fir ze verdäitlechen: An ale Frang sinn dat 468 Milliounen, dëst nom Stand vum Präisindex am Bausecteur zum 1. am Wäimount 2003, wou mer bedaueren, datt net de Präisindex vum 1. am Wäimount 2004 zréckbehale ginn ass, esou wéi mer dat schonn och bei anere Projete gemaach hunn.

De Gros vun dëse Käschte si selbstverständlech déi technesch Equipementer. Mä de Projet gouf sécherlech verdeiert duerch déi recherchéiert Architektur vun dësem Bau. Eng Ästhetik, déi dem Wonsch entsprécht eisem Flughafen en Ausgesinn ze verpassen, dee senger sou genannter wirtschaftlecher Wichtegkeet, der sou genannter Importance économique soll entspriechen.

Mä wat ass d'Importance économique vun engem Cityflughafe wéi mir en ustriewen? Et wier gutt genau ze wëssen, wéi a wou dës Importance hiren ekonomeschen Impakt huet. Ass et an éischter Linn de Cargoberäich? Grad am Cargoberäich musse mer och eis d'Fro ëm déi zukünfteg Ausriichtung vun eisem Flughafe stellen. Well d'Konkurrenz, déi schléift net. Ech weisen op déi rezent Nouvellë vum Flughafen Hahn am Honsréck hin. Net nëmmen, datt dee 24 Stonnen op 24 Stonnen op ass. Do gëtt elo eng Startbunn vun 800 Meter op 4.000 Meter verlängert. Dat bedeit, datt zu Hahn an noer Zukunft voll mat Sprit a Fret belueden Boeing-Jumboe fir Non-Stop-Laangstreckeflich ofhiewen a lande kënnen.

Mir wëllen awer net, datt de Findel der Entwécklung vun Hahn nostrieft, mä de Cargobetrib ass awer ee vun deene Grënn, woufir esou vill Suen an d'Infrastrukture vum Findel gestach goufen an nach weider investéiert wäerte ginn. Wat déi méi staark Konkurrenz fir de Cargotransport via Findel bedeite kann, brauch mengen ech hei net extra ausgemoolt ze ginn. Wat dat awer wirtschaftlech fir d'Land an d'Stad Lëtzebuerg am Besonnesche bedeite géing, dat wësse mer net esou genau. Dowéinst wier ech frou eng Kéier eng ëmfaassend Etüd iwwert den ekonomeschen Impakt vum Findel ze gesinn, a virun allem d'Käschtennotzerelatioun fir eise Stat besonnesch am Cargoberäich.

Wat ee weess, ass, datt d'Cargolux, déi gréisste Loftfrachtlinn, déi hei operéiert zu Lëtzebuerg, am Joer 2003 1.034 Leit beschäftegt huet. Dat geet aus dem Rapport vum Transportministère ervir. Mir wëssen och, datt de Fret, deen iwwert de Findel transitéiert, vu Joer zu Joer klëmmt. 2003 waren et 656.638 Tonnen. Gläichzäiteg awer falen zënter dem Joer 2000 konstant d'Passagéierzuelen. Vun 1.669.484 am Joer 2000 op 1.461.140 am Joer 2003. An do ass sécherlech net nëmmen den 11. September dru schold. Do spillt sécher och d'Konkurrenz vun anere regionale Flughäfen. Wa sech am Kader vun esou enger Etüd erausstelle géing, datt et ekonomesch net esou dramatesch wier, wann de Fret sech net weider esou staark um Findel géing entwéckelen, da kéint een där genanntener Menace méi berouegt entgéintkucken an d'Investissementer méi op de Passagéiertrafic konzentréieren, wou d'Entwécklung, ech sot et elo grad, negativ ass.

Mä fir d'Liewensqualitéit vun de Leit am Ëmfeld vum Findel wier dergéint e méi e luese Wuesstem vum Fret sécher e Plus. Dowéinst wéilt ech ugesiichts deene massiven Investissementer, déi mer haut fir de Findel stëmmen, och en Appel un déi nei Regierung riichten: Investéiert endlech och an d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi am Ëmfeld vum Flughafe wunnen! Dat muss net onbedéngt vill kaschten. Ech denken do net nëmmen u Subside fir Lärmschutzinvestitiounen an Haiser vun den Uwunner, an an deem Zesummenhank ass mer do zoufälleg de Programm vun der LSAP an d'Hand gefall, deen ech dann elo ganz zaghaft hei wëll nach eng Kéier ervirhiewen. Do steet dran: „Entsprechende Beihilfen zur Anpassung der Häuser wie Mehrfachverglasungen oder schalldichte Isolierungen müssen vom Staat vorgesehen werden." Sou huet et nach bei der LSAP virum 13. am Broochmount geheescht, an ech hoffen, dass se jo dann haut och nach zu hire Wierder stinn.

Näischt kaschte géing et méi strikt drop ze uechten, dass d'Nuetsflugverbot vun 23 Auer bis 6 Auer vill méi konsequent agehale gëtt, wéi dat elo de Fall ass. Déi Zäit tëschent 6 Auer a 6 Auer 30 gëtt da vu villen Urainer als besonnesch nuisant ëmfonnt, well moies ëm déi Zäit besonnesch vill Flich a Richtung vun de Vakanzendestinatioune starten.

Ech hu mer och soe gelooss, dass och dëse Problem relativ einfach ze léise wier. Déi Responsabel vun de Fluggesellschafte wieren duerchaus bereet, mat den Destinatiounsflughäfen a Reessveranstalter aner Flughorairen auszehandelen.

Et géing näischt kaschten e Landeverbuet fir all Frachtmaschinnen, déi ze vill Kaméidi maachen, duerchzesetzen. Ech denken hei un déi al Antonoven oder „Schrottfligere" vun enger MK Airlines, déi eleng an deene leschte puer Jore véier Crashen haten.

Et géing och näischt kaschten, sou genannt „refitted engines" duerchzesetzen, wat och manner Pollutioun mat sech brénge géing, dat heescht manner Kaméidi a manner Spritverbrauch.

Ech denken hei awer zum Beispill och un d'Awunner vun der rue Kohner oder iwwerhaapt der Cité Carmel um Zens. Hinnen hätt scho laang kënne gehollef ginn duerch e Lärmschutz oder en Écran antibruit. Wien do kënneg ass, weess, wat fir e Kaméidi d'Maschinnen entwéckelen, wa se déi géi Pist 06 op d'Startbunn eropfueren.

Wat elo d'Radarstrahlen ubelaangt, déi den Här Braz ugeschnidden huet, sou sinn ech do ganz mat him d'accord, dass een do och muss versichen iergendeppes ze maachen, mä ech hoffen dass dann déi Gréng, wa se iergendwou do wou se an der Majoritéit sëtzen, dann awer och dat konsequent esou duerchzéien, wéi se dat elo hei um Flughafe verlaangen, an ech mengen ech brauch den Här Huss do net drun ze erënnere wat ech mengen.

Här President, wa Geld fir d'Ästhetik vun engem Radartuerm do ass, da muss och Geld fir de Kaméidischutz do sinn! Et geet net duer ëmmer nëmmen déi wirtschaftlech Aspekter an de Vierdergrond ze stellen an d'Liewensqualitéit als eng Niewesächlechkeet ze behandelen, an ech hoffen dass dee Message bei eiser neier Regierung ukënnt an dass si sech an Zukunft wäert besseren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Ech géif den Här Minister Lux bieden un d'Pult ze kommen.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt och am Ufank deenen zwee Rapporteuren, de Kolleegen Negri an Angel, Merci soe fir déi Aarbecht, déi mer an der Kommissioun haten, fir déi Acribie mat där se sech - hu mer de Mëtten héieren - nach a munches, wat mer nach net woussten, um Terrain investéiert hunn, fir sech an de Projet anzeschaffen an all Facettë vun der Problematik, déi déi zwee Projeten Assainissement engersäits an de Radar anerersäits bedéngen.

Hinnen also e grousse Merci, grad sou wéi där Diskussioun, déi hei vun alle Riedner konstruktiv genannt ginn ass an et och an der Kommissioun war, och wann den Här Jaerling elo grad bemängelt huet, dass mer elo op eemol ze schnell waren. Ech mengen, dass hei Projete sinn, déi zum Deel säit 2000 an 2001 an der Diskussioun an an der Virbereedung sinn, an ech denken dass et dofir eng gutt parlamentaresch Aarbecht war, vu dass et e grousse Konsens an der Kommissioun gouf, fir net nach laang Méint a Méint ze verléieren, mä wierklech dann direkt zur Saach ze kommen an eis d'Geleeënheet ze ginn, fir 2005 dann och kënne mat deenen Aarbechten un deenen zwee Projeten unzefänken.

Ech wëllt och bei där Geleeënheet de Mérite vu mengem Virgänger, dem Kolleeg Henri Grethen, net ausser Uecht loossen, deen d'Virbereedung vun deenen zwee Projeten hei an d'Wee geleet huet, mat de Mataarbechter am Ministère engersäits, virun allem och mat der Gemeng Lëtzebuerg an anere Gemengen, wéi der Gemeng Sandweiler, dem SIAS an aneren, an ech mengen dee Mérite sollt een also och haut de Mëtten hei ervirsträichen. Et sinn, wat virun allem de Projet vum Assainissement ubelaangt, eng ganz Rei vu Saachen hei de Mëtte gesot ginn, déi alleguerte richteg waren an déi eis och d'Geleeënheet ginn, se matzehuelen a matzeverschaffen.

Ech hunn et a 15 Joer als Deputéierten oft agacéiert zur Kenntnis geholl, dass Ministeren um Enn vun enger Diskussioun nach eng Kéier hir virbereete Riede geholl hunn an nach eng Kéier de ganze Projet vun A bis Z duerchgeholl hunn. Ech wäert Iech dat net undoen.

(Interruption)

Iech net a mir selwer net an dofir wierklech just op déi Froen agoen, déi hei de Mëtte gestallt gi sinn, iwwert de Projet a seng Importenz, an do spillt dann, wann dem Här Helminger seng Kap als Deputéierten an als Buergermeeschter gespillt huet, bei mir déi als Transportminister, awer virun allem och als Ëmweltminister, well dat hei ass a viller Hinsicht en ëmweltpolitesche Projet, en ekologesche Projet, e Gesondheetsprojet, en Naturschutzprojet.

An et huet mech gewonnert, dass den Här Jaerling sech gefrot huet: Wou sinn dann hei déi Milliounen Euro, déi mer investéiere fir d'Mënschen? Mä hei sinn 58 Milliounen Assainissement, 58 Milliounen Investitioune fir d'Mënschen, well et schlussendlech do ëm hir Gesondheet geet, ëm d'Propretéit vum Waasser, dat ass en dréngend primäert Bedierfnis vun der Gesondheet vun de Mënschen. Dofir sinn dat hei net Projeten, déi mer iergendwou an d'Gewan verschéissen, mä et si Projeten, déi de Mënschen, virun allem deenen, déi an der Ëmgéigend als Anrainer vum Findel liewen, zegutt kommen. An ech mengen iwwert déi aner Importenz, déi ekonomesch Importenz, déi de Findel fir eis Wirtschaft hei zu Lëtzebuerg huet, brauch een net extra op eng Rei vun Zuelen anzegoen, déi meng Virriedner hei ervirgestrach hunn.

Ech wëllt dofir e puer Froen eraushuelen, déi de Mëtte wichteg waren. Engersäits déi, dass nach eng Kéier ze betounen ass, dass déi 58 Milliounen e Bruttoinvest ass, deen de Stat elo préfinancéiert, an dass duerno mat enger Rei, mam SIAS, mat Gemengen, mat der Cargolux, Diskussiounen ze féiere sinn. Dass déi haut nach net stattfonnt hunn, huet virun allem och domadder ze dinn, dass déi gemaach ginn op der Basis vu prezisen Devisën, déi mer herno hunn, wann d'Ausschreiwunge gemaach sinn, an ech mengen da kënnen déi Diskussiounen an Négociatiounen ugoen.

An dass mer dann och iergendeng Kéier - fir dem Här Braz seng Suerg, wat d'Waasserdirektiv ugeet, déi ech mengen 2009 a Kraaft trëtt - an d'Diskussioun kommen iwwert eng Neiverdeelung vun de Coûten; dat ass evident an dat ass net nëmmen um Findel esou. Ech mengen dat wäert eng lëschteg Diskussioun ginn, wa mer déi hei am Land ëmsetzen, och am Zesummenhank mat der Gemengenautonomie, wa mer déi dann ze féiere kréien, an och am Zesummenhank mat de sozialen Implikatiounen, déi eng Verdeierlechung vum Waasser fir d'Leit wäert matbréngen an eng Augmentatioun vun der indirekter Taxéierung vun der Kafkraaft vun de Leit wäert bedeiten. Ech mengen dat gëtt eng Diskussioun, déi dann um Findel ze féieren ass, mä déi sécherlech och doriwwer eraus hei am Land ze féieren ass.

Dann ass déi Fro gestallt gi vun de wichtegste Mëttelen, déi mat de Kreditter, déi am Budget stinn, déi de Rapporteur jo schonn ervirgedoen huet, mä déi vun alle Riedner nach eng Kéier ervirgestrach gi sinn. Ech mengen ech ka jidderee berouegen, mir wäerte fir déi zwee Projeten do sinn déi prett sinn a wou een am Prinzip just nach muss waarden, dass se allenzwee hei am Mémorial erschéngen, fir dass mer de Go kënne ginn. Ech menge mir hunn en Accord mam Budgetsminister, dass mer hei jo an engem Artikel sinn, deen e Crédit non-limitatif ass, sou dass mer also déi Investitiounen direkt ufänken, an ech menge mir hunn eis elo hei an der Chamber net getommelt, fir dann de Projet elo nach e puer Méint leien ze loossen.

Derniewent, mengen ech, muss ech drop opmierksam maachen, dass de Budget, deen déi nächst Woch hei gestëmmt gëtt, net den Detail stëmmt; dat heescht net déi zwou Milliounen an déi 1,5 Millioun fir de Radar; den Detail ass am Prinzip just eng Explikatioun, wat hei vun der Chamber gestëmmt gëtt; et ass dee leschten Artikel, dee vun 10,4 Milliounen, dee gestëmmt gëtt. Mir sinn also hei am Beräich vun engem Crédit non-limitatif an hunn och kloer gemaach, dass mer, wéi gesot, net wäerte waarden, well mir si prett fir unzefänken a souwuel deen ee wéi deen anere Projet wäerte mer also direkt démarréieren.

Dann ass d'Fro gestallt gi vum POS. Ech mengen och dat ass eng Geschicht, déi schonn ufänkt e bëssen e Baart ze kréien. Wichteg ass mengen ech ze soen, mir hate gëschter eng Réunioun um Niveau vum Ministère vum Aménagement du Territoire, wou mer och doriwwer geschwat hunn, an déi Informatioun, déi ech haut ka ginn am Numm vum Minister vum Aménagement du Territoire, ass, dass de Projet vum POS Enn Januar, ufanks Februar d'nächst Joer wäert um Niveau vum Ministère fäerdeg sinn, dann an de Regierungsrot kënnt, fir dann als Règlement grand-ducal kënnen an de Conseil d'État ze goen.

An ech mengen, de Conseil d'État kënne mer net dirigéieren, mä wann een eng Hoffnung kann ausdrécken, dass deen da seng Aarbecht och schëtzeg mécht, da kann een hoffen dass virum Summer d'nächst Joer de POS fäerdeg ass. An do hannendru ralliéiert sech jo dann och déi Fro vum Kommodo-Inkommodo am Zesummenhank hei mam Flughafen, well mer jo de POS mussen ofwaarden, fir dann och d'Kommodosprozedur - ech mengen, eng Demande, déi scho vun 2002 datéiert - am Environnementsministère kënne weiderzedreiwen, mat all deenen Diskussiounen, déi mer jo do haten, och um Niveau vun de Geriichtsbarkeeten an deenen Informatiounen, déi mer do weider gereecht hunn an dësen Deeg, fir dass mer dann och do kënne weiderkommen.

Och eng Fro ass gestallt ginn am Zesummenhank mam Kommodo - an da sinn ech scho beim Radar -, mä wann ech beim Kommodo sinn, da bleiwen ech do och mol nach beim Radar. Wat d'Strahleproblematik ubelaangt, muss ech einfach just soen, dass d'Kommodosautorisatioun fir de Radar schonn am Summer - ech weess elo den Datum net genau - ausgestallt ginn ass. Dat heescht also ech ginn dovunner aus, dass all deenen Elementer Rechnung gedroe ginn ass. Ech wäert dat awer déi nächst Woch och nach eng Kéier nokucken, mä d'Kommodosautorisatioun ass ginn, dat ass also näischt méi wat amgaangen ass, datt een also haut nach kënnt soe wat ech kënnt beaflossen, well déi Autorisatioun ass ausgestallt ginn am Summer iergendwou Juni/Juli 2004 an deementspriechend scho prett fir dann och kënnen zur Kenntnis geholl ze ginn.

Mir sinn also bei deenen zwee Projeten, esouwuel dee vum Assainissement, an der Lag fir 2005 ze démarréieren. Ech menge mir hunn eng Prozedur, déi bis 2010 soll goen, fir dee Projet dann endlech fäerdeg ze maachen, deen eis, wéi gesot, vill Guddes bréngt um Niveau infrastructurel, um Niveau Moderniséierung vum Flughafen, am Zesummenhank iwwerhaapt mat deenen Investitiounen, och wat deen neien Aéroport ubelaangt, wat dann déi ganz Diskussiounen iwwert de gesamte Plateau, déi mer herno nach eng Kéier hei an dësem Haus wäerten ze féiere kréien.

Wat de Radar méi prezis ubelaangt, wëll ech mech elo net hei nach eng Kéier a Supputatiounen erginn, déi mer an der Kommissioun laang diskutéiert hunn, firwat dass an engem gewësse Moment vu 6 Milliounen an e Grapp op eemol bei der Soumissioun ee festgestallt huet, dass mer bei iwwer 11 Millioune waren. Mir hunn eng Rei Explikatioune vun den Experten an der Kommissioun kritt.

Ech mengen, et war am Ufank net geduecht, fir dat als Projet de loi iwwerhaapt heihinner ze bréngen, well geduecht war, dass dat ënnert der Limite vu 7,5 Milliounen, Artikel 99 vun der Constitutioun, am Kontabilitéitsgesetz géing bleiwen. Dat war awer net de Fall. Dofir si mer de Mëtteg hei, an dofir sinn ech och wierklech frou, dass et net nach laang gedauert huet, well wann den Devis ënner 7,5 oder d'Ausschreiwung ënner 7,5 Millioune bliwwe wier, dann hätte mer an der Tëschenzäit schonn héchstwahrscheinlech eng Vergab gehat an da wäre mer schonn amgaang ze schaffen. Dofir war et scho gutt, dass mer schnell gemaach hunn an deementspriechend konnten eng Ëmsetzung maachen.

Ech wëll elo nach eng Explikatioun ginn, déi vläicht wichteg ass aus Sécherheetsgrënn, fir ze soen dass wann ee gesäit, dass mer Enn 2005 scho konfrontéiert si mat neien Normen um Niveau vun Eurocontrol wat d'Sécherheet ubelaangt, an ee weess, dass mer dee Radar awer net bis Enn 2005 stoen hunn, mä dass mer ongeféier dräi Joer brauchen, net well dat esou laang dauert, och net well dat en ästhetesch architektonescht Wonnerwierk wäert ginn, wann ee weess, an ech mengen den Här Braz huet dat gesot, dass de groussen Deel vun deem Invest do technesch Anlage sinn an net d'Tour selwer. Mä dräi Joer och well an der Tëschenzäit, wann d'Technik opgeriicht gëtt, muss ëmmer eng Rei vun Testphase gemaach ginn. Dat heescht, déi ginn da kontrolléiert, da gëtt sechs Méint getest, da ginn d'Resultater vun den Tester gekuckt an da geet et weider. Et ass also net, dass déi dräi Joer wierklech netto Aarbechtszäit brauchen, mä et ass duerch déi Testzäiten, déi gebraucht ginn, fir intermédiaire ze kucken ob alles an der Rei ass, dass een effektiv op dräi Joer kënnt, soss géif dat héchstwahrscheinlech méi schëtzeg goen, mä och dat nëmmen als Explikatioun.

An och als Explikatioun um Niveau vun der Sécherheetsproblematik, dass natierlech dann um Niveau vun deenen alen Installatiounen en Update gemaach gëtt vun der Software, fir dass mer um Niveau vun den Normen an der Lag sinn, fir Enn 2005 kompatibel ze si mat deenen neie Reglementatioune vun Eurocontrol. Dat ass och mat Eurocontrol esou ofgemaach, esou dass also kee sech elo Suerge brauch ze maachen, dass 2006 an 2007 e Lach wier, wou mer net konform wieren. Och dorunner ass also geduecht ginn an déi Käschten dovunner sinn och am Projet mat dran.

Eng lescht Fro vläicht nach. Ech mengen dann hätt ech déi Wichtegst jiddefalls beäntwert. Eng lescht Äntwert nach op déi Fro vun der Commission consultative. Ech mengen, engersäits ass et kloer, an dat hu mer och an eisem Koalitiounsprogramm kloer gemaach, dass mer dee konsultative Gremium erëm wëllen un d'Liewe kréien, fir mat de Gemengen zesummen dat ze maachen.

Um Niveau vun deenen heiten zwee Projeten, mengen ech, war et net onbedéngt néideg, well alleguer déi Gemengen hei direkt an indirekt, wéinegstens op jidde Fall beim Assainissement, am Projet mat dra sinn. Dat heescht, bei deenen aneren net, mä ech mengen, bei deem Assainissement ass et kloer, do jäitze se duerno, do danze se duerno, dass se déi Projeten endlech un d'Rulle kréien, mä ech ginn hei déi fest Assurance, dass mer déi konsultativ Gremien am Ufank vum neie Joer wäerten zesummeruffen an dofir suergen, dass mer da periodesch déi Transparenz kréien an déi Informatioun weiderginn, déi déi eenzeg Basis an déi eenzeg Konditioun ass, fir dass effektiv d'Anrainer eng gewësse Satisfaktioun kréien, dass se eescht geholl ginn, dass se transparent Informatioune kréien. Dass e Flughafen ëmmer mat Nuisancë wäert verbonne sinn, hunn eng Rei vu Riedner hei gesot. Ech mengen, dat ass evident, an dass mir en Intérêt hunn, e ganz groussen Intérêt hunn, dass eise Flughafe gedeit, dass deen ekonomesch och fir déi Opérateuren, déi do sinn, ass, déi eis ganz staark als Stat interesséieren. Ech mengen heibanne gëtt et doriwwer Konsens, an dofir sollte mer suergen, dass mer vis-à-vis vun de Leit näischt ze verstoppen hunn, mä kloer maachen iwwert all déi Informatiounen, déi mer hunn, an déi konsultativ Gremien zesummeruffen an dru schaffen, fir dass och do eng gewesse Sérénitéit zréckkënnt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen da fir d'éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5342. Den Text steet am Document parlementaire 5342[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5342 et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5342 ass unanime mat 57 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. François Maroldt), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nelly Stein), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marco Schank) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Carlo Wagner), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Charles Goerens, Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Felix Braz) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5385. Den Text steet am Document parlementaire 5385[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5385 et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5385 ass unanime mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. François Maroldt), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nelly Stein), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marco Schank) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Charles Goerens), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Paul Helminger), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox (par M. Jean Huss) et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber och hei d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da loossen ech lech awer nach net heemgoen.

5. Demandes en naturalisation

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech elo de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 18.40 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 18.42 heures.)

De Huis clos ass also elo opgehuewen. Déi öffentlech Sëtzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sëtzung 41 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl.

Si mer all domadder d'accord?

(Assentiment)

Ech soen lech villmools Merci.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 2 décembre 2004

1. LEBEAU Patric Udo, né le 20 février 1964 à Düren (Allemagne), demeurant à Strassen
2. LIPPENS Patricia Elisa Bernadette Marie, née le 19 septembre 1960 à Bruxelles (Belgique), demeurant à Pétange
3. LOMEIKO Anna, née le 13 août 1949 à Mogilev (Belarus), demeurant à Helmsange
4. LOPES MOREIRA Julia, née le 4 avril 1949 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette
5. LUCAS Marc Rachid, né le 7 janvier 1970 à Luxembourg, demeurant à Luxembourg
6. LÜBBERS Brunhilde Susanne, née le 1er août 1946 à Bremen (Allemagne), demeurant à Wasserbillig
7. MAI HUY Khoi, né le 11 août 1983 à Ho Chi Minh (Vietnam), demeurant à Diekirch
8. MANSOLAS Nikolaos, né le 21 décembre 1975 à Athènes (Grèce), demeurant à Wecker
9. MARTINS VARELA Maria Odete, née le 22 mars 1964 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Differdange
10. MAURO Luisa, née le 15 juin 1966 à Taranto (Italie), demeurant à Bertrange
11. MEDINA EVORA Eloisa, née le 14 août 1968 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette
12. MEHTA Minaxi Mayabhai, née le 29 novembre 1943 à Vadnagar (Inde), demeurant à Niederanven
13. MENDES SEQUEIRA Antonio Abel, né le 23 février 1964 à Bissau (Guinée-Bissau), demeurant à Howald
14. MILAK Alen, né le 23 mai 1984 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg
15. MOGHADDAM Maziyar, né le 25 février 1979 à Téhéran (Iran), demeurant à Olm
16. MOKHLESS Nadia, née le 19 juillet 1967 à Larache (Maroc), demeurant à Luxembourg
17. MONTEIRO Antonia Maria, née le 17 février 1952 à Nossa Senhora do Rosario/Ribeira Grande (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette
18. MONTEIRO GOMES Cecilio, né le 18 janvier 1964 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Bettembourg
19. MONTEIRO HENRIQUES José Carlos, né le 27 janvier 1965 à Lisboa (Portugal), demeurant à Rodange
20. MOURGUES Mireille, née le 14 décembre 1956 à Vals-près-Le Puy (France), demeurant à Pettingen
21. MÜLLEN Gisela Eleonore, née le 13 novembre 1960 à Lutzerath (Allemagne), demeurant à Warken
22. NERIS DOS SANTOS Ilda, née le 14 novembre 1975 à Vargem Grande Paulista/Sao Paulo (Brésil), demeurant à Luxembourg
23. NGUYEN Thi Ngoc Hue, née le 9 avril 1979 à Ho Chi Minh (Vietnam), demeurant à Rodange
24. NGUYEN Thi Ngoc Quy, née le 13 janvier 1983 à Ho Chi Minh (Vietnam), demeurant à Bascharage
25. OLOMANI Ilber, né le 18 novembre 1964 à Debar (Macédoine), demeurant à Bissen
26. PARULIS Steponas, né le 6 octobre 1982 à Vilnius (Lituanie), demeurant à Mamer
27. PECIREP Mario, né le 27 octobre 1973 à Fojnica (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Pétange
28. PFORTE Ulrich, né le 24 avril 1981 à Trier (Allemagne), demeurant à Grevenmacher
29. PIRAS Antonietta, née le 6 décembre 1942 à Sassari (Italie), demeurant à Belvaux
30. QUÁCH Thanh Lieu, née le 15 mars 1954 à Truong Binh (Vietnam), demeurant à Schifflange
31. RASTODER Enes, né le 2 janvier 1979 à Savin Bor (Yougoslavie), demeurant à Dudelange
32. RASTODER Ernad, né le 10 juillet 1977 à Zlopek/Pec (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange
33. ROCHA MONTEIRO Aurora, née le 18 mars 1968 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Steinsel
34. SABOTIC Ernad, né le 23 octobre 1979 à Rozaje (Yougoslavie), demeurant à Esch-sur-Alzette
35. SABOTIC Irfan, né le 24 septembre 1970 à Tucanje (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Rumelange

36. SAFAVI Zhamila, née le 25 avril 1962 à Esfahan (Iran), demeurant à Kehlen
37. SANTIN Manuela, née le 1er mai 1979 à Salvador da Bahia (Brésil), demeurant à Diekirch
38. SIMION Daniel, né le 7 juin 1967 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Esch-sur-Alzette
39. GEORGESCU Mihaela Diana, née le 13 mars 1969 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Esch-sur-Alzette
40. STUCCHI Jonathan Michel Pascal, né le 24 avril 1983 à Charleroi (Belgique), demeurant à Wintrange
41. TOMASIC Marina, née le 20 décembre 1966 à Zagreb (Croatie), demeurant à Mullendorf

6. Ordre du jour

Ech droen nach den Ordre du jour vun där anerer Woch vir. Déi nächst Sëtzunge si virgesinn: en Dënschden, de 7. Dezember, mëttes um dräi Auer; e Mëttwoch, den 8., an en Donneschden, den 9. Dezember, jeeweils um hallwer dräi. Um Ordre du jour vun deenen dräi Deeg stinn d'Budgetsdebatten nom Modell 7, mat uschléissenden Ofstëmmungen.

Déi fënnef Fraktiounspresidenten ergräifen dënschdes d'Wuert. Am Kader vun dëser Debatt behandelt d'Chamber ebenfalls d'Résolutioun vum Här François Bausch iwwer eng Konventioun fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg an d'Motioun vum Här Aly Jaerling iwwert de Wielerpass.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.43 heures)

MARDI, 7 DÉCEMBRE 2004 — 11E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

(Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, da komme mer zum Ordre du jour. Dës Woch féiert d'Chamber Debatten iwwert de Statsbudget vum Joer 2005. D'Riedezäit ass nom Modell 7 festgeluecht. D'Wuert huet elo direkt de Fraktiounspresident vun der CSV, den honorabelen Här Michel Wolter.

(Interruption)

1. Communications

Här Wolter, éier ech Iech d'Wuert ginn, erlaabt mer nach eng Rei Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen, déi mir hei gereecht ginn.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5411** - Projet de loi 1. portant modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat, et transposant certaines dispositions de la Directive 2003/8/CE du Conseil du 27 janvier 2003 visant à améliorer l'accès à la justice dans les affaires transfrontalières par l'établissement de règles minimales communes relatives à l'aide judiciaire accordée dans le cadre de telles affaires, 2. portant approbation du Protocole additionnel à l'Accord européen du 27 janvier 1977 sur la transmission des demandes d'assistance judiciaire, signé à Moscou, le 4 octobre 2001

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 02.12.2004

2. **5412** - Projet de loi sur les équipes communes d'enquête

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 03.12.2004

3. **5413** - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction Salle de Concert à Luxembourg-Kirchberg

Dépôt: M. le Ministre des Travaux publics, le 06.12.2004.

Voilà dat waren d'Kommunikatiounen an elo huet den Här Michel Wolter d'Wuert. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

2. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif als Alleréischt, a well ech selwer d'Geleeënheet hat, zweemol - an de Joren 1994 an 1995 - Budgetsrapporteur ze sinn, dem Budgetsrapporteur vun dësem Joer, dem honorabelen Här Laurent Mosar, félicitéiere fir déi Aarbecht, déi hie gemaach huet.

Hien hat dëst Joer keng liicht Aufgab, well en den éischte Budgetsrapporteur ass, deen am Kader vun enger neier Prozedur säi Rapport huet missen ofginn. D'Prozedure sinn dëst Joer méi rapprochéiert ginn, wat zum engen d'Délaie selbstverständlech reduzéiert huet, zum aneren awer och méi Kloerheet am Verlaf vun der Debatt mat sech bruecht huet; sou hu mir zum Beispill kee Rapport complémentaire méi virgeluecht kritt. Et ass eng Fro vun Ëmstellung, et ass och eng Fro vun Astellung vun deem Eenzelnen, ob en et fäerdeg bréngt an deem Délai de Budgetsrapport ze kommentéieren a seng Konklusiounen doraus ze zéien.

Ech géif deemno dem Rapporteur Merci soen. Hien huet de Mérite, a sengem Rapport eng ganz Rei Froen opgeworf ze hunn an en huet, wat net alldeeglech ass, och probéiert eng Rei Äntwerten ze formuléieren, wat him direkt déi eng oder aner opgereegte Kritik abruecht huet. Et ass fir mech e bëssen erstaunlech, an engem Moment wou ëmmer gesot gëtt, de Politiker soll net nëmme kritiséieren, mä hie soll och Virschléi maachen, dass, wann dann de Budgetsrapporteur eng Rei vu Virschléi mécht, hien dann dowéinst kritiséiert gëtt, dass e Virschléi mécht.

Um Fong muss een net mat allem d'accord si wat den Här Mosar gesot huet. Hien huet eng Rei perséinlech Iwwerleeungen gemaach, déi zum Deel aus senger Geschicht kommen an och do wou et ëm d'Gemengepolitik geet, ganz staark den Hauch vun där Gemeng droen, déi hie representéiert an och a säin Häerz geschloss huet.

De Budget fir d'nächst Joer, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, respektéiert déi grouss Finanzéquiliberen, wéi mir se kennen. Eise Budgetsminister, den Här Frieden, ass als e virsiichtege Mënsch bekannt. Hien ass - an dat ass eppes wat e konsequent duerchzitt - een, dee léiwer op der gewonnener Säit ass, am Sënn vu Plusvaluën, déi um Enn vun engem Budgetsexercice de Budget verbesseren, wéi een, dee Loscht huet am November an am Dezember vum Joer de Steiereinnahmen nozelafen, fir op en Total ze kommen, deen et him géif erlaben, fir de Budget um Enn vum Joer opzekréien.

Hien ass an enger ganzer Rei vun Exercicë ganz staark dowéinst kritiséiert ginn, ech erënneren un d'Exercicer 2000 an 2001, wou gesot ginn ass, de Budgetsminister géif de Leit hir wuelverdéngte Sue virenthalen. Abee, wann een de Budget vum Joer 2005 an och héchstwahrscheinlech déi vun deene Joren hannendru kuckt, kënne mir frou sinn, dass mir an de Joren 1999, 2000 an 2001 net alles ewechginn hunn, net alles a Konsumausgabe gestach hunn, mä dass mir d'Plus-valuën zum Deel an d'Reserv gesat hunn, fir déi Zäite wou et méi schlecht geet, an zum Deel an Investissementspolitike gestach hunn, déi eng laangfristeg Optik hannert sech droen.

De Budget vun dësem Joer weist en Defizit vun 90 Milliounen aus, dee gedeckt gëtt duerch d'Budgetsreserv. Eis Statsschold ass mat 2% vum PIB eng vun deenen niddregsten, wann net déi niddregst an Europa. Eis Verscholdungscapacitéit ass intakt, de Scholdendénscht stellt keng Belaaschtung fir de Budget duer.

Dat ass séier an engem Saz gesot, ass awer net evident an engem Moment wou ee ronderëm eis lauter Länner gesäit, déi schonn déif an de Scholde sinn, déi fir Relancepolitiken ze maachen, scho ganz déif an hir Täsch hu misste gräifen. Mir hu fir déi nächst Joren, wann et dann noutwendeg wier, déi néideg Mëttele parat, fir eng concertéiert zukunftsorientéiert Politik ze maachen.

En Emprunt vun 200 Milliounen ass fir d'Joer 2005 virgesinn. Et war schonn en Emprunt fir d'Joer 2004 virgesinn, dee bis elo net gezu ginn ass, sou dass mer net wëssen ob d'Noutwendegkeet wäert bestoen, fir en ze zéien. Wann e gezu gëtt, dann ass en destinéiert fir de Fonds des routes an de Fonds du rail, also fir Investissementer an d'Zukunft ze maachen. A mir begréissen dat, wéi mir och begréissen, dass erstmoleg - op jiddfer Fall datt ech Politik maachen - d'Dotatioune fir den öffentlechen Transport am Budget vum Joer 2005 méi héich si wéi déi, déi an de Fonds des routes, dat heescht an de Stroossebau wäerte goen. Och do gesäit ee lues a lues eng Ëmkéierung vun enger Rei vun Tendenzen.

De Budgetsvolume hëlt ëm 8% zou; dat mécht eis Suergen. 8% vun engem Joer op dat anert, 13% wann een e mat de Konte vum Joer 2003 vergläicht, dat si relativ heftig Spréng. Si erkläre sech zum Deel aus dem Fait, dass am Kader vun engem dynamesche Wirtschaftswuesstum am Laf vum Joer 2004 souwuel op der Einnahmesäit wéi op der Ausgabesäit an eisem Budget 200 Milliounen Euro bäikomm sinn. Wann een also de Budget exécuté vum Joer 2004 mam Budget vum Joer 2005 vergläicht, da si mir op enger Steigerung vu 4%. Déi 4% entspriechen der Budgetsnorm, insofern een an deem héijen Haus hei d'Budgetsnorm iwwerhaapt nach däerf zitéieren. An den 80er an am Ufank vun den 90er Jore war dat ee vun de Kritäre bei all Budgetsried wann et drëm gaangen ass ze bewäerten, ob d'Dépensen an d'Einnahmen an engem verstännege Mooss klammen.

Als Konklusioun kann een also eng grondsätzlech positiv Appréciatioun vun der Finanzlag vun eisem Land a vun dem budgetäre Gesamtéquiliber vun eise Statsfinanze ginn. Eise Budget, och fir d'Joer 2005, léist sech weisen, souwuel am nationale wéi am internationale Kontext. Dat war nëmme méiglech, well an deene sou genannte gudde Joren d'Grondlage geschafe si ginn, fir dass mir an deene Joren, wou et méi lues geet a vun deene mir nach net wësse wéi laang datt se daueren, Reserven hunn, fir déi Politiken, déi mir wëlle maachen, och kënnen an engem méi schwieregen Ëmfeld virun ze féieren. Alles dat verdéngt de Respekt, deen ech och eisem Budgetsminister, am Numm vun eiser Fraktioun, wëll domadder ausdrécken.

An dach - an och hien huet et a senger Ried gesot - gesäit een eng Rei vu Changementer, déi amgaange sinn ze kommen, weltwäit, europawäit, an déi halen och net viru Lëtzebuerg stall. An de Commentairen, déi ee lénks a riets héiert, mécht sech en diffust Gefill breet, wéi wann net méi alles esou am Gréff wär, wéi wann déi fett Joren eriwwer wären. Et muss een op dat Gefill agoen, ouni awer direkt a Katastrophestëmmung wëllen ze falen. Mir haten an der Vergaangenheet wäit méi schwéier politesch Situatiounen ze meeschteren, wéi dat haut de Fall ass. Ech erënneren un den Ufank an un d'Mëtt vun den 80er Joren, wou souwuel eis Budgetspolitik wéi iwwerhaapt eis Politik sech an engem ganz aneren Ëmfeld beweegt hunn.

Mir hunn et fäerdeg bruecht ëmmer erëm als Lëtzebuerger aus Situatiounen erauszekommen, déi komplizéiert waren. Zum Éischten duerch d'Bereetschaft vun eise Leit, fir de Rimm méi enk ze zéie wann et noutwendeg war, zum Zweeten duerch politesch Initiativen, déi hir Friichte gedroen hunn an déi nees zu engem Rééquilibrage gefouert hunn, an zum Drëtten och duerch eng Rei vun Evénementer mat deene mir selwer net ganz vill ze dinn hunn. Ech erënneren un déi extrem Plus-valuën, déi mir um Ufank vun dësem Jorzéngt an um Enn vum leschte Jorzéngt aus enger Bourssenaktivitéit erauskritt hunn, déi wäit iwwert deem loug, wat am Fong eng normal Aktivitéit ass.

Wat sinn déi Punkten, déi lo aneschters sinn an op déi et eng Äntwert ze fanne gëtt? Ech géif sechs Froe wëllen uschneiden.

1. Fir d'éischt gesäit ee ganz kloer, dass mir eis an engem geännerte geopolitesche Kontext bewegen. Weltwäit si mir an engem globale Marché. Et kommen nei Konkurrenten. Et komme Konkurrente méi séier wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war. Wien haut uewen ass, ka muer ënne sinn. Et muss ee sech also permanent an deem Marché a Fro stellen. Et muss ee bereet sinn, sech ze adaptéieren, wann een op deem Niveau wëllt weiderfueren, deen ee kennt.

Och aner Länner reagéieren, och aner Länner spille mat de Steiersouveränitéiten. A villen anere Länner gëtt et entre-temps eng generaliséiert Sproochevielfalt vun zwou, dräi a véier Sproochen. Vill Atouten, déi mir also an der Vergaangenheet haten, a wou mir allein auf weiter Flur waren, ginn haut vun anere Géigenden a vun anere Länner an Europa an doriwwer eraus kopéiert.

2. Dat Zweet - an dat ass eppes, wat mech perséinlech extrem frappéiert, wat vill méi ausgeprägt ass wéi aner Joren -, dat ass déi Onsécherheet, wat de wirtschaftleche Kontext ubelaangt. Jee nodeem vu wou d'Analyse kënnt, ob dat vun der EU ass, ob dat vun der OECD ass, ob dat vum FMI ass, ob dat vun eisem Statec ass - wien och ëmmer do an deem Prognosekrees probéiert fir d'Joren 2005, 2006, 2007 Aussoen ze maachen -, et fält engem op, dass ee ganz verschiddenaarteg Äntwerte kritt. Sou dass et schwiereg ass, mëttelfristeg ze wëssen, a wat fir eng Richtung dass et geet.

3. Wann et an eng gutt Richtung geet, wat mir hoffen, eng Richtung vu Relance économique, eng Richtung vu wirtschaftlechem Opschwonk, da stellt sech déi drëtt Fro, an dat ass déi, wat fir eng Répercussiounen dass dat Ganzt op eise Statsbudget kritt. Fréier huet d'Equatioun doranner bestanen, fir ze soen: Relance économique bedeit och méi Recetten um Niveau vun de Steieren. Or, déi Equatioun besteet haut net méi eent zu eent. Et sinn eng Rei vun Ännerunge virkomm. Ech hunn et virdru gesot, aner Länner probéieren an de Souveränitéitsnischen hire Match ze maachen. Et gesäit een europawäit en Drock op d'Steieren, an zwar en Drock fir d'Baisse vun de Steieren.

Mir hunn eng Wirtschaft zu Lëtzebuerg, déi wäit méi produzéiert wéi dat 450.000 Leit géife maachen. Mir profitéiere vun der „grande région" en plein. Mir entwéckelen e PIB, deen a vergläichbare Regiounen am Ausland eng bis annerhallef Millioune Leit produzéieren. Alles dat - wéi och de Phenomeen vun der Ingénierie financière a fiscale - bréngt mat sech, dass souguer grouss Steierzueler vun der Vergaangenheet hei zu Lëtzebuerg net méi sécher grouss Steierzueler vun der Zukunft hei zu Lëtzebuerg sinn, och wa se um Lëtzebuerger Marché bleiwen, och wa se hir Aktivitéiten hei zu Lëtzebuerg weider

développéieren, an och wa se nei Leit astelle fir hei ze schaffen.

4. Wann - an dat ass déi véiert Fro - sech dann déi wirtschaftlech Relance net mat méi Steiereinnahme kompenséiert, wat ass dann d'Budgetspolitik, déi mir mussen a wëlle maachen? Gräife mir op den Emprunt zréck, well mir gären eng konsequent Investissementspolitik weiderféieren, an déi mir als zukunftsorientéiert gesinn? Wéi laang kann een esou eng Empruntspolitik maachen, ouni an deem Domän an d'Mëttelfeld ofzegleiden? A wann een déi net méi ka maachen, wéi ass et um Niveau vun den Dépensësäiten am Budget besonnesch vun deenen décke Bléck, déi awer eng relativ Dynamik hunn am Wuessen?

5. Déi fënneft Fro ass déi, ob eng Rei vu Souveränitéitsnischen, déi mir eis am Laf vun deene leschte Joren a Jorzéngte geschaf hunn, an Zukunft weider wäerte bestoen; d'Fro, ob de Bensin an den Tubak an enger verännerter Kyotoswelt an och an enger Welt vun Harmonisatioun vun den Accisë weider kënne bestoen, an ob eis Finanzplaz déi Recetten nach weider wäert generéieren, déi se an der Vergaangenheet generéiert hunn. Dat si Froen, déi ee sech muss stellen, déi ee sech besonnesch da muss stellen, wann een de Rapport Fontagné, deen d'lescht Woch presentéiert ginn ass, dee vun der Regierung commanditéiert ginn ass, wann een dee liest, wou méi wéi eng skeptesch Äusserung an déi Richtung gemaach gëtt.

6. A sechst Fro: Wéi laang kënne mir déi héich Fiskaliséierung vun de Sozialausgaben, déi mir hei zu Lëtzebuerg hunn, weider droen, wann d'Ausgaben net méi weider kënne klammen, iwwer e gewëssen Niveau eraus, well d'Einnahmen net nozéien? Dat ass eng Fro, déi sech selbstverständlech stellt. Et gëtt een also d'Impressioun net lass, wéi wa mir lues a lues déi reell wirtschaftlech, weltwäit an europäesch Situatioun och bei eis an eise Budget eran transportéiert kréien, an dass d'Joren 1999, 2000, 2001 duerch hir massiv Plusvaluën eis de Bléck vläicht nach verspaart hunn zu enger neier Realitéit.

All dës Phenomeener sinn och dem Budgetsminister net entgaangen. Dat erkläert och vläicht deen dach nach méi virsiichtegen Toun vu senger Budgetsried par rapport zu anere Joren. Dat erkläert och vläicht seng diskret Hiweiser op eventuell néideg Korrekturen, déi sech kéinten als néideg erweisen, jee nodeem wéi d'Situatioun vun eise Statsfinanze sech weiderentwéckelt.

Dat Ganzt allerdéngs, an dat däerf een net vergiessen, op engem extrem héijen Niveau: Lëtzebuerg gëtt och haut nach ëmmer am Ausland beneit wéinst senger Situatioun. Wann een also op d'Problematiken hiweist, dann däerf een net alles matenee vermëschen; et muss een ëmmer nach gesinn, dass dat op engem Niveau ass, dee ganz uspriechend ass.

Et gëtt da gesot: „Dir sot de Leit d'Wouerecht net; dat déckt Enn kënnt no de Gemengewahlen." Abee, ech hat net d'Impressioun, dass mir de Leit net géifen d'Wouerecht soen. Et ass d'ailleurs net an der CSV hirer Traditioun fir de Leit net d'Wouerecht ze soen. Dat erkläert och vläicht zum Deel deen dach relativ konstanten iwwer Jorzéngte laang fortschreidende Succès vun eiser Partei, well mir de Leit dat soen, wat ze soen ass.

Mir spieren, dass déi wirtschaftlech Situatioun méi lues geet, a mir wëllen dofir an engem Moment, wou dat nach machbar ass, e Gespréich kréie fir ze kucken, ob een dann déi noutwendeg Reorganisatiounen a Reformen hikritt, a wann ee se géif hikréien, wéi se da géifen ausgesinn.

Et bleift, Dir Dammen an Dir Hären, dass am Budget sech éischt Zeeche vum Duerchschloe vun enger Rei vu Phenomeener op eis Statsfinanze weisen:

1. Do ass zum Beispill déi konträr Evolutioun vu Recetten an Dépensen. Eis Recetten, wann ee se méi genau analyséiert, steigen nach ënnert dem Impuls vun dräi Phenomeener: Zum engen deem dach weiderhi ganz dynameschen Aarbechtsmarché, sou dass d'Akommessteier prévisibel am Joer 2005 op 1.400 Milliounen Euro wäert klammen, zweetens enger neier Nisch, déi mir fonnt hunn, den Internethandel, deen sech am Budget mat ronn 180 Millioune wäert nidderschloen. Dobäi profitéiere mir vun engem TVA-Saz, deen esou attraktiv ass, dass déi Betriber sech hei zu Lëtzebuerg niddergelooss hunn. Woubäi een och deenen, déi, wéi ech de Moien am Lëtzebuerger „Wort" gelies hunn, gesot hunn: „Wann et net méi geet, da kann d'Regierung jo kucken, datt se nei Einnahme schaaft.", muss äntwerten, dass fir déi doten Aktivitéit op Lëtzebuerg ze kréien, dat net esou einfach am Handumdrehen gaangen ass, mä dass déi viregt Regierung extrem vill dru geschafft huet, fir déi doten Nisch ze erspähen, an net nëmmen ze erspähen, mä och sécherzestellen, dass déi Betriber op Lëtzebuerg an net iergendwou anescht gaange sinn. Drëttens steigt och nach ëmmer den Undeel vun den Accisen um Niveau vun der UEBL, wat d'Tanken hei zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Et muss een allerdéngs gesinn, wann een déi dräi Phenomeener do kuckt, déi dräi Haaptimpulser also vun der Augmentatioun vun der Recette vum Budget vum Joer 2005, dass ee sech mëttelfristeg Gedanken iwwert déi eenzel Punkten muss maachen.

Op där anerer Säit steigen eis Ausgaben zimlech intensiv. Ouni also Astrécher an aner Politike wëllen ze maachen, musse mir, fir eis Investissementspolitik op héijem Niveau ze halen, an deenen nächste Jore Geld léine goen. Dat ass net dramatesch, mä et bedeit ëmmerhin eng Kurskorrektur par rapport zu deem, wat mir an deene leschte Jore kannt hunn, wou mir d'Investissementspolitik aus de Plusvaluën, aus de Reserve vun de Fonge konnte bestreiden, ouni dass mir also u soss iergendee Posten am Budget hu misse goen.

Dat riskéiert sech bei Fortschreidung iwwer e puer Joer vun dëser Situatioun anescht auszegesinn. Dat d'autant plus dass déi Ausgaben, déi iwwert den IVL budgetiséiert gi sinn, wat eis fit a flott maachen um Niveau vum öffentlechen Transport fir déi nächst 15 Joer ubelaangt, mat ronn 100 Milliarde Lëtzebuerger Frang veranschlagt sinn. All déi nei Schinneweeër, déi do musse gebaut ginn, an déi sinn zum groussen Deel nach an den Investissementsprognosen, déi dann iwwert d'Joer 2008 erausginn, net dran, brénge mat sech, dass mer fréier oder spéider an d'Situatioun wäerte kommen, dass mer doriwwer da musse par rapport zu aneren och interessanten Ambitiounen diskutéieren.

2. Den zweete Punkt, deen ee gesäit am Budget, dat ass, dass mer eis ambitiös Ziler gesat hunn a gewëssene Gebidder, déi eise Budget staark an deenen nächste Jore wäerte belaaschten.

- Zum engen huet d'Regierung wëlles d'Entwécklungshëllef vun 0,85 op 1% vum PIB ze héijen.

- Zum Zweete wëllt d'Regierung an der Verdeedegungspolitik, well mer an enger NATO sinn a well mer eis do den Obligatiounen net kënnen dérobéieren, vun 0,3 respektiv 0,5% - jee nodeem wéi een d'Lecture mécht -, déi mer haut hunn, op 1,2% PIB eropgoen. Dat ass d'Contributioun, déi mer musse leeschte wa mer wëllen, och als klenge Partner, an engem Verteidegungsbündnis dobäi sinn.

- Zum Drëtte soll de Budget vun dem öffentlechen Deel vun der Recherche vun haut 0,25 op 1% PIB ugehuewe ginn, plus nach 2%, déi aus dem Privatsecteur sollen erakommen, fir am Kader vun der Lissabon-Strategie op 3% Recherche ze kommen, wat noutwendeg ass, fir dass mer an der Wëssensgesellschaft vu muer dobäi sinn.

A wann ech dat alles zesummerechnen, da kommen ech op Mehrausgabe vun 350 bis 400, respektiv 450 bis 500 - jee nodeem wéi een et rechent -, Milliounen, wat tëschent 5 a 7% vum Gesamtbudget sinn, eleng op deenen doten dräi Posten. Entweder déi do Sue kommen iwwer Recettë weider eran, oder si mussen opgedriwwe ginn an anere Politikfelder, déi mer haut maachen.

3. D'Uni Lëtzebuerg, haut vu jidderengem akzeptéiert, ass am Budget vun dësem Joer mat 35 Millioune veranschlagt. Et muss een dovun ausgoen, dass dat en Astiegkredit ass, en Ufankskredit an dass dat net dee Kredit ass op dee mer wäerte kommen, wann déi Uni an hirem Ordre de croisière ukomm ass. Et ass also e weidere Punkt wou de Budget op 50, 70, 100 Milliounen Euro an deenen nächste Jore wäert klammen, déi mer iergendwou mussen opdreiwen.

4. Kyoto. De Budget vun 2005 bedeit dann och den Astieg an de Kyoto-Prozess. Dee Fong gëtt fir d'Joer 2005 mat 5 Milliounen dotéiert. Mä déi Zäite wou mer eis Mëtt den 90er Joren nach op d'Schëller klappe gelooss hunn an Europa, well mer 29% Reduktioun versprach hu par rapport zu 1990, déi wäerten eis an deenen nächste Joren nach ganz vill wéi dinn, wann ee gesäit, dass sech europawäit eng Moyenne vun 8% gi ginn ass. Mir ware jo och alleguerte frou, dass dat dee Moment ganz gutt gaangen ass, well d'Stolindustrie op d'Filière électronique iwwergewiesselt ass, dass do ganz vill fräi ginn ass un CO_2–Emissiounen. A wa mer haut de Bilan maachen a mir gi mat der Realitéit konfrontéiert, da stelle mer fest, dass mer op Grond vun denen Engagementer, déi mer agaange sinn, eppes méi wéi 10 Milliounen Tonnen CO_2-Ausstouss zegutt hunn, dass mer a Richtung 12, 13 Milliounen zur Zäit ënnerwee sinn an dass vum Joer 2008 un eng Millioun Tonnen CO_2 eis 100 Milliounen Euro pro Joer wäerte kaschten am Budget. Ausser mir géifen et fäerdeg bréngen, um internationale Marché Quoten dee Moment kafen ze goen, d'Tendenz iwwer 2008, 2012 steigend, an da stellt ee sech d'Fro, wéi mer dann op déi 10 Millioune sollen erofkommen, wa mer feststellen, dass mer an der Industrie kaum Sputt hunn, déi eppes méi wéi 4 Milliounen Tonnen huet, eng Reserv vun 180.000 Tonnen, wat mat sech brénge, dass mer kaum nach e Betrib kënnen an deem Kader op Lëtzebuerg bréngen.

Bei den Haushalter leie mer bei ronn zwou Milliounen Tonnen, a wann een do wëllt Aspuerunge virhuelen, weess een, dass dat Programmer sinn, déi iwwer 10, 15, 20 Joer ginn, déi och net an de Milliouneberäich wäerten eragoen. D'Gefor besteet esouguer, dass dës Reduktioune wäerten absorbéiert ginn, well contrairement zu der Logik an der Kyoto-Logik, d'Zouhuele vun der Populatioun iwwerhaapt net mat agerechent gëtt, dass also héchstwahrscheinlech déi Erspuernisser, déi mer do maachen, absorbéiert wäerte ginn duerch d'Erheije vun der Populatioun hei zu Lëtzebuerg.

An da bleift dee grousse Batz, un dee mer net däerfe goen, dee vum Tanken. 5,5 Milliounen Tonnen, dat si 55% vum gesamten Allocatiounsplang, déi eis ganz vill Recetten an de Budget erabréngen a wou ee sech awer muss d'Fro stellen, wat fir eng Ausgaben dass dat dann an der Zukunft wäert mat sech bréngen.

Dat wat ech u Kyoto gutt fannen - den Här Oberweis wäert am Numm vun eiser Fraktioun d'nächst Woch am Detail eis Positioun duerleeën -, dat ass, dass mer iwwerhaapt elo mol an der Diskussioun sinn. Et muss hei zu Lëtzebuerg bekanntlech richteg gutt wéi doen, fir dass een iwwerhaapt ufänkt iwwer verschidde Saachen ze diskutéieren. Ech muss allerdéngs soen, dass et e relativ deiere Präis wäert ginn, dass et richteg gutt deier gëtt a richteg gutt wéi deet.

Esou wéi een och muss bedaueren, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Geschicht vun der Fotovoltaik net esou gelaf ass wéi een dat gäre gesinn hätt. Mir hunn eis d'Zil gesat, op 5,7% erneierbar Energien ze kommen. Et ass probéiert gi Weeër a Moyenen ze fanne fir d'Leit ze incitéieren an déi Richtung ze goen, an um Enn vun der Fahnenstange hu mer elo eng budgetär Diskussioun, an ech fannen, dass déi Diskussioun méi breet ass, dass, wann een eng Nécessitéit a gewëssenen Domäner gesäit, da muss een de Courage hunn dat duerchzezéien. Allerdéngs ass et net um Stat fir d'Beräicherung vun de Leit mat ze subventionéieren an et ass e bëssen an déi Richtung wou déi ganz Politik do ofgedrift ass. Do kann een der Regierung, an där ech selwer war, de Reproche maachen, dass vun Ufank un dee Reglement net esou war wéi en hätt misse sinn, fir dat kënnen ze verhënneren.

Et bleift, dass den Astieg an en Domän, dee mer an Zukunft méi staark musse berücksichtegen an dee mer och mussen ënnerstëtzen, riskéiert an e Kanal ze kommen, dee kee gudde Kanal ass. Et bleift dann, esouguer wa mer eng Politik géifen definéieren, wou mer kucken, wat fir eng Moyenë mer kënnen zur Verfügung stelle fir eis an déi Richtung 5,7% ze bewegen, dass dat Geld kascht. Och dat ass e Posten, deen net budgetsneutral ass, och dat ass e Posten, dee weider Sue wäert kaschten.

Mëttelfristeg muss ee sech froen, an dolaanscht komme mer net, och wa mer do heiansdo d'Ae wëlle schléisse virun der Pérennitéit vum Tanktourismus an deem wat domadder ze dinn huet. Net, dass mir déi sinn, déi elo der Meenung sinn, dass een dat vun engem Dag op deen anere soll ofschafen, mä et muss een awer mëttelfristeg gesinn, dass eng Rei vun Tendenzen sech an Europa breet maachen, déi et ëmmer méi schwéier wäerte maachen an där Politik virunzefueren. Do ass zum engen den Drock op d'Harmoniséierung vun den Accisen, déi sech iergendwann eng Kéier wäert duerchschloen, wou mer a gewësse Forschettë gesat ginn, wou mer zum Deel jo schonn a Forschettë sinn, déi awer riskéieren nach méi enk ze ginn. Et ass d'Certitude, déi all Expert huet, dass de Barrels-Präis an deenen nächsten zéng Joer wäert steigen. D'Expertë ginn dovunner aus, dass mer bei 70, 80 Dollar pro Barrel wäerte landen, wat dann zum Deel nees eng Rei vu Politiken an deenen erneierbaren Energien an en anert Liicht stellt, zum Deel awer och um Niveau vum Tanktourismus eng Rei vu Froe wäert stellen, well de Präis sech jo automatesch och wäert op der Pompel adaptéieren an d'Leit dann noutgedrongen iergendwann eng Kéier an d'Situatioun kommen, dass se och méi op den öffentlechen Transport zréckgräifen. Wat eis an d'Obligatioun bréngt, deen öffentlechen Transport esou ze gestalten, dass mer dann, wa mer do sinn, och d'Moyenen hu flächendeckend iwwert d'Land, do wou et geet an do wou et sënnvoll ass, deen öffentlechen Transport kënnen unzebidden.

Och Kyoto wäert eng Belaaschtung ginn, wa mer dee Block net wëlle reduzéieren, mä au contraire, wa mer der Meenung sinn, dass dee Block nach weider soll an d'Luucht goen, ech weess et net, vu 5,5 op 6 oder op 6,5 oder op 7 Milliounen. Da musse mer also kucken entweder an aneren Domänen ze reduzéieren oder mir kommen iwwert den Allocatiounsplang an da musse mer bezuele fir eis Ersatzquoten ze schafen.

Elo kënne mer laang doriwwer kräischen, dass dee Bensin, deen hei zu Lëtzebuerg getankt gëtt, net hei zu Lëtzebuerg verfuer gëtt, an dass, wa mer dat net a Kyoto dobannen hätten, dass dann awer géing getankt ginn, well da géif dee Bensin am Ausland getankt ginn. Mä anscheinend ass jo un deene Spillregelen näischt méi ze änneren; da musse mer also domadder liewen.

Et muss ee sech also de Gefore bewosst sinn, déi sech mëttelfristeg op deem dote Punkt vun eisem Budget, deen de Budgetsminister mat 600 Milliounen um Niveau vum Bensin a 400 Milliounen um Tubak a Gedrénks, dat heescht 15% vun eisem Gesamtbudget ugesiedelt huet, wäerte stellen.

5. Mäi Fraktiounskolleeg, de Lucien Thiel, wäert a senger Interventioun op de Rôle vun der Finanzplaz agoen, esou datt ech doriwwer ka sprangen, just mam Hiweis fir komplett ze sinn, dass, jee nodeem wéi een et rechent, d'Finanzplaz och tëschent 1,5 an 3,5 Milliarden an engem Budget vu 7 Milliarden, dat heescht tëschent 40 a 50% zu de Gesamtrecettë bäidréit fir déi Ausgabe kënnen ze tätegen, déi mer tätegen. Dass mer also gutt drun di fir do déi richteg Décisiounen ze huelen.

6. Um Niveau vun den Dépensë steigen d'Transferten un d'Sécurité sociale kräfteg weider, an zwar ouni Rücksicht op d'Recetten. Ech kommen op eng Remarque zréck, déi ech virdru gemaach hunn: Wa mer dee Wuelstand, dee mer eis opgebaut hunn, wa mer déi héich Fiskaliséierung, déi mer eis ginn hunn um Niveau vun de Sozialleeschtungen, wa mer déi wëlle weiderfueren, da musse mer à même si fir zousätzlech nei Steierrecetten ze generéieren, soss komme mer fréier oder spéider an d'Situatioun, dass mer net méi kënnen nokommen.

Et kann een also soen, dass déi 200 Milliounen, déi mer zum Beispill eleng an dësem Joer weider an de Budget setzen op véier Posten: Allocations familiales, Fleegeversécherung, Krankekeesen a Pensiounskeesen, dass déi fir d'éischt musse verdéngt ginn, dass d'Wirtschaft déi muss erabréngen an dass d'Steiere musse bezuelt ginn. Ech maachen do de Verweis, an ech kommen an enger Minutt dorop zréck, op dee Rapport, dee mer d'lescht Woch kritt hunn, wou déi dote Remarquen an eng Rei vun anere Remarquen an enger ganz grousser Däitlechkeet drastinn.

Mir begréissen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz ausdrécklech déi nei Initiativen, déi geholl si gi fir d'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft virunzedreiwen. Zum engen d'Internet-Branche, déi zwar net mat ganz ville Leit schafft, mä déi awer ganz vill Steierrecetten erabréngt. 180 Milliounen Euro an engem Joer ass extrem vill fir en Domän, deen en neien Domän ass a wou mer hoffen, dass mer dee méiglechst laang och kënnen oprechterhalen. An och d'Initiativ, déi d'Regierung ugekënnegt huet, fir um Niveau vun der Kapitalertragssteier a vum Ofschafe vum Impôt sur la fortune eiser Finanzplaz eng nei Nisch sichen ze goen, fënnt ausdrécklech d'Ënnerstëtzung vun eiser Partei.

7. Mir sinn dann d'lescht Woch mat engem Rapport beschäftegt ginn, deen eis esou séier net wäert lassloossen, dat ass de Rapport vum Professer Fontagné iwwert d'Kom-

petitivitéit zu Lëtzebuerg. Mir hu vill där Rapporten, déi mer kréien, Joer fir Joer kréie mer se eran an dann dickse mer déi ëmmer of, well se vu baussen erakommen. Si gi ganz oft no engem generelle Schema gemaach, vun der FMI, OECD, wou een d'Impressioun huet, ob se elo Lëtzebuerg bewäerten oder ob se den Niger kucken, dat leeft esou zimlech nom selwechte Schema of. An da soe mir Lëtzebuerger: Mat deene wëlle mer näischt ze dinn hunn, dat ass net seriö, déi kennen eis net an do-fir gi mer da gären eriwwer op den Ordre du jour.

Deen heite Rapport schéngt eis e bëssen anescht ze sinn, well de Rapport vun der Regierung bestallt ginn ass. Et ass e Rapport, deen aus enger Initiativ vun der Tripartite ervirgeet an et ass e Rapport, an dat gesäit ee ganz gutt, wann een e liest, wou de Mann, deen dee gemaach huet, sech extrem vill Méi ginn huet fir mat de Sozialpartner a ganz ville Sitzungen doriwwer ze diskutéieren. Et ass also net eppes, wat einfach esou vu baussen eraus komm ass, mä et ass e Produkt, dee sech aus enger ganzer Rei vun Entrevuen ergëtt, wou d'Meenunge vun deenen engen a vun deenen anere gefrot gi sinn.

Perséinlech huet mech ee Saz frappéiert, an dat ass deen, wou de Professer a sengem Rapport schreift: «Le Luxembourg est spécifique à bien des égards, mais pas au point que les lois économiques ne s'y appliquent pas». Ech mengen, fir esou ee Saz an e Rapport ze schreiwen, muss een dach zimlech markéiert gewiescht sinn iwwert dat wat déi eenzel Interlocuteuren engem gesot hunn, well vum selwe fält engem esou ee Saz net an. Dat d'autant plus dass de Mann ganz richtegerweis seet, dass mer an engem Environnement sinn, dee ganz staark changéiert. Huet d'ARBED nach fir véier Generatiounen Aarbecht a Brout bruecht, d'Bankeplaz fir zwou Generatiounen, esou stellt ee fest, dass déi nei Produkter, déi gesicht ginn, déi nei Aktivitéiten, déi op Lëtzebuerg solle kommen, dass déi méi eng kuerz Liewenszäit hunn, dass een also a vill méi engem séiere Mooss seng Suen a seng Plaz op der internationaler Plaz verdénge muss.

De Rapport stellt dann d'Fro, ob dee System, deen doranner besteet fir spezialiséiert Aktivitéiten an e Land ze zéie wat mat senger Souveränitéit spillt, speziell a spezifesch steierlech Avantagen ubitt, vu senger Plaz an der Groussregioun profitéiert an domat sech e gewëssene Sozialsystem opgebaut huet, ob dee System net u Limitë stéisst. E freet sech, ob an engem méi schwéieren Émfeld net mussen zousätzlech Belaaschtungen duerch méi Produktivitéit kompenséiert ginn.

Dat ass ee Punkt op deen ee ganz gutt muss oppassen, ech weisen dat un engem Beispill. Mir hunn elo an deene leschten dräi Méint duerch eng Rei vun Décisiounen: Index, Mindestloun, Cotisations sociales de Betriber eng zousätzlech Laascht an der Gréisstenuerdnung vu 4,5 bis 5% vun der Masse salariale operluecht. Déi 4,5 bis 5% mussen d'Betriber fir d'éischt emol erawirtschaften d'nächst Joer als Surplus fir op datselwecht Resultat ze kommen, op deem se haut sinn.

An de Professer mécht och eng Rei Proposen an déi Richtung, warnt virun deem wat ech nennen d'Kuwaitiséierung vun eiser Gesellschaft, nämlech de Fait, dass de Lëtzebuerger d'Tendenz huet sech an den öffentlechen Déngscht ofzesetzen a senger breetster Form an also op der gewonnener Säit vun der Welt ze sinn, wat ee kengem individuell ka verdenken, an den Ausländer deen ass, deen an der konkurrenzéierter wirtschaftlecher Situatioun de Match fir eis mécht.

80% vun den Aarbechtsplazen am Privatsecteur ginn haut duerch Auslänner zu Lëtzebuerg besat: Frontalieren, respektiv Auslänner, déi zu Lëtzebuerg wunnen. Also nëmmen nach 20% vun den Aarbechtsplaze sinn duerch Lëtzebuerger besat. Dat ass eppes, wat him zu enger ganzer Rei vu Propositiounen Ulass ginn huet iwwert de Wahlsystem, iwwert d'Integratioun vun deene Leit, iwwer eng zukünfteg Immigratioun, déi hei zu Lëtzebuerg soll kommen, an op wat fir eng Aart a Weis datt se soll kommen.

A mir mengen, dass deen dote Rapport et verdéngt huet, dass een e politesch diskutéiert, dass en net nëmmen an der Tripartite diskutéiert gëtt, mä dass en och hei am Plenum vun der Chamber, wa méiglech och virdrun an den zoustännege Chamberskommissiounen analyséiert gëtt. Well wat engem opfält, dat ass, dass an deem Rapport e ganz kritesche Bléck och geworf gëtt op d'Reformfreedegkeet, déi hei zu Lëtzebuerg soll virherrschen.

Zum enge gëtt d'Fro gestallt, ob mer et fäerdeg brénge sozialverträglech Reformen ze maachen an zu Zäiten, wou et nach méiglech ass Reformen ze maachen, fir dann direkt drop hinzeweisen, dass do eng Rei vun Zweifele géife bestoen. Ech zitéieren do de «Contexte sociopolitique peu enclin aux réformes», deen hei zu Lëtzebuerg géif virherrschen. Wann ech e bësse méi Zäit hätt, déi ech awer net méi hunn, da géif ech kuerz drop agoen - mir maachen dat dann eng aner Kéier - wat da geschitt wann ee Reforme wëllt maachen. Ech kennen der, déi eng Kéier eng Reform hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, eng wesentlech Reform gemaach hunn, nämlech d'Pensiounsreform am öffentlechen Déngscht, an ech kann lech do eng Rei Lidder sangen, wat mat deene passéiert.

Mir hunn, Dir Dammen an Dir Häre, eng Rei vu Méiglechkeeten, déi mer mussen ergräifen, wa mer d'Erausfuerderunge vun der Zukunft wëlle packen. Ech mengen, dass mer och d'Fäegkeeten an d'Moyenen hunn an och d'Kompetenz hu fir dat ze maachen.

Zum engem ass do d'Fro vun der Moderniséierung vun eisem Land: Réforme administrative, eLëtzebuerg. Wéi brénge mer et fäerdeg deen Avantage, dee mer ëmmer haten, dee mer zum Deel nach hunn, awer net méi esou hu wéi mer en an der Vergaangenheet haten, nees hierzestellen, nämlech dee vum Lëtzebuerg vun de kuerze Weeër, wou d'Décisioune relativ séier geholl ginn? Kënne mer oder kënne mer net duerch eng nei administrativ Andeelung dozou bäidroen och do Käschten a Ressourcen ze spueren? Mäi Fraktiounskolleeg, de Marco Schank, wäert a senger Ried iwwert de Volet vun de Gemengen a besonnesch iwwert de Volet vun de Gemengefinanzen, déi an deem Feld natierlech eng ganz grouss Roll spillen, a sengem Beitrag agoen.

Mir hunn den IVL, dee mer als eng ganz grouss Chance fir d'Zukunft vu Lëtzebuerg gesinn, um Dësch leien a mer hätte gären, dass e géif diskutéiert ginn. Ech géif am Kontext Landesplanung, IVL, mëttelfristeg Entwécklung vun eisem Land, wëllen eng Resolutioun déposéieren, Här President, wou ech frou wier, wa mer se kéinten zesumme mat där vun deene Grénge en Donneschden iwwert den Zukunftskonvent diskutéieren. An ech géif mer dann erlaben en Donneschden op deen Deel vum Exposé anzegoen, well ech gesinn, dass ech elo bei 40 Minutten ukomm sinn, wat ech mer als Limite fir meng Ried gesat hat.

Résolution

La Chambre des Députés,

- rappelant les débats parlementaires concernant l'institution d'une Convention pour l'avenir du Luxembourg;

- rappelant les débats d'orientation concernant le logement, le développement durable, l'immigration ainsi que la future répartition des compétences entre l'État et les communes; les rapports élaborés par les commissions parlementaires concernées en vue de ces débats; et les conclusions tirées à la tribune parlementaire à l'issue de ces débats, tant par les membres de la Chambre que par le Gouvernement;

- rappelant en outre que l'IVL a été présenté en mars 2004 par le Ministre de l'Intérieur, responsable de l'Aménagement du territoire, et que ce document contient des recommandations et orientations qui constituent autant d'éléments de réponse aux questions concernant l'aménagement du pays;

- considérant qu'un des principaux défis est la structure administrative du pays, et qu'une réforme en profondeur de celle-ci devra constituer l'arrière-fond de la mise en œuvre des instruments existants en matière d'aménagement du territoire, notamment le programme directeur et l'IVL;

- se fondant sur l'accord de coalition qui, concernant la politique de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, prévoit entre autres que

«Le Gouvernement entamera les démarches nécessaires pour doter le pays d'un service public et de structures territoriales répondant aux défis du 21e siècle.

À cet effet, il (fera) élaborer un concept pour redéfinir la répartition des compétences entre l'État et les communes, préparer une réforme territoriale répondant aux dispositions du programme directeur de l'aménagement du territoire et au concept IVL et proposer(a) une réorganisation des relations entre l'État et les communes. Le cas échéant une nouvelle structure territoriale sera soumise à un référendum national. (...)»,

décide

- d'instituer une Commission spéciale chargée de mener un débat approfondi sur la structure administrative du pays;

- de faire débuter les travaux de cette Commission au printemps de 2005, après avoir pris connaissance des orientations fournies par le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire sur base de l'accord de coalition;

- d'associer le Gouvernement aux travaux de la Commission spéciale, et de prendre en considération les contributions des acteurs économiques et sociaux et des associations de la société civile;

- de charger cette Commission de dégager, en étroite collaboration avec le Ministère de l'Intérieur, les grandes lignes de la réforme territoriale pour moderniser les structures administratives du Luxembourg, et notamment le paysage communal et la définition des compétences communales;

- d'organiser à la fin du mandat de la Commission, fixée à l'été de l'année 2006, un débat parlementaire aboutissant au vote d'une motion comportant des conclusions précises quant aux mesures concrètes à mettre en œuvre.

(s.) Michel Wolter, Alex Bodry, Lucien Clement, Ben Fayot, Marco Schank.

Mir hu Méiglechkeeten, Erausfuerderungen a Chancen, an dat ass dass mer op déi Warnungen, op déi Leit, déi et gutt mat eis mengen, héieren, dass mer eis adaptéieren, ouni eis alles gefalen ze loossen, ouni den totale sozialen Noutstand auszeruffen, ouni alles a Fro ze stelle wat a Jorzéngten opgebaut ginn ass, un eng Situatioun, déi een objektiv als méi eng delikat muss ugesi wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Ech wëll ganz kloer am Numm vun eiser Fraktioun soen, dass mir net de Generalugréff op eis sozial Errungenschaften hei wäerte matmaachen. Och wa Rapporte kommen, och wa se kritesch sinn, soll ee se diskutéieren, mä et kann een net d'Konklusioune scho gezunn hunn ier een iwwerhaapt d'Diskussioun gefouert huet. Och déi muss een, wéi mer dat hei zu Lëtzebuerg gewinnt sinn, esou féieren, dass een dat eent an dat anert herno an enger konstruktiver Diskussioun beienee féiert.

Ech kommen zum Schluss. Et sinn eng Rei vun Impondérablen, déi op eis leien; ech hu se ernimmt. Mir sinn an engem méi schwierege wirtschaftlechen, internationale Kontext. Mir hunn eng Witschaftsentwécklung, vun där mer mëttelfristeg net wëssen a wat fir eng Richtung datt se geet. Mir sinn net sécher ob eng positiv Wirtschaftsentwécklung och positiv Konsequenzen op de Budget vun eisem Land, dat heescht op d'Steiereinnahmen, wäert kréien. Mir hunn Efforten ze maachen um Niveau vun der Produktivitéit am internationale Verglach. Mir sinn an enger Situatioun wou Nichepolitik, wéi mer se bedriwwen hunn zu Lëtzebuerg, net onméiglech ass, mä awer méi schwéier gëtt wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Deem géigeniwwer hu mer eng ganz Rei vun Atouten a mir hunn eng ganz Rei vu Kompetenzen. Mir hunn eng héich Kompetenz bei eise Leit. Mir wëllen eis dat net falsch riede loossen. Mir hu gutt Performancen an enger ganz Rei vu wirtschaftlechen Domäner, déi et ervirzesträiche gëtt. Mir hunn eng Budgetspolitik, eng Finanzpolitik, eng Verschëldungspolitik aus de leschte Jore mat op de Wee kritt, déi eng gutt Ausganksbasis fir méi schwéier Zäiten ass a mir hunn d'Facultéit, fir déi Ajustementer ze maachen, déi noutwendeg sinn, fir dass mer déi gutt Aart a Weis, wéi mer hei zu Lëtzebuerg matenee liewen a matenee wunnen, kënne behalen. Mir mussen also de Leit soe was Sache ist. Mir hunn als Politiker eng Responsabilitéit. Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass Politik maachen an Zukunft ganz interessant zu Lëtzebuerg wäert sinn a ginn domadder den Accord vun eiser Fraktioun zum Budget. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Claude Meisch vun der DP-Fraktioun.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, éier ech zum Budget schwätzen, op e Sujet anzegoen, deen eis net nëmmen déi kommend Méint wäert beschäftegen, mä mat deem sech eist Land an eis Gesellschaft an déi kommend Generatiounen ëmmer erëm mussen ausernanersetzen. Ech schwätze vun der Europapolitik. Ech schwätze vun enger nohalteger Friddenspolitik an Europa, fir Europa a mat Europa. Ech schwätze vun enger europäescher Gesellschaft an Oppositioun zu enger nationalistesch gesënntener Gesellschaft. Ech schwätze vu Visiounen, déi iwwer e fräit an e gëeentent Europa erausginn.

Europa brauch Visioune fir virunzekommen. Europa brauch keng Leit déi fäerten a sech just fir hiren eegenen Intérêt an de Vierdergrond stellen. Europa brauch Leit, déi Courage hunn an déi sech fir e méi gerecht a liewenswäert Europa asetzen. Als Jonken huet een déi Lektioune vun Europa aus enger Geschicht net nëmmen ze kennen an ze respektéieren, als Jonken huet ee grad d'Flicht an d'Aufgab fir op dem Wee vum Fridden, vun der Fräiheet, der Demokratie an de Mënscherechter weiderzegoen. Als Jonken huet een dofir d'Flicht, fir um europäesche Wee weiderzegoen.

Aus dësem Grond, Här President, sinn ech der Meenung, datt eist Haus sech soll ganz schnell Gedanke maachen, wéi mir besonnesch déi jonk Generatioune méi a besser fir Europa begeeschtere kënnen? D'Présidence an de Referendum iwwert d'EU-Verfassung sinn eng formidabel Chance, fir hei nei Akzenter ze setzen.

D'Demokratesch Partei huet eng ganz Rei vun Iddien, déi mir un dëser Stell wëllen an d'Diskussioun bréngen. D'Jugend kritt een net beweegt mat engem Internetsite an e puer Héichglanzbroschüren. Mir schloen duerfir vir, all Joer eng Europaparad ze maachen, wou alleguer d'Schoulen, d'Jugendorganisatiounen an d'Veräiner solle kreativ mathëllefen, wou déi verschidde Kulturen an déi verschidden Themen, déi Europa ausmaachen, duergestallt ginn. Esou eng Europaparad géing ganz sécher och am Ausland e gudden Uklang fannen an et wier eng Reklamm net zulescht fir eist Land.

Donieft schléit d'Demokratesch Partei vir, datt all Schoul am Land d'Moyenë kritt, fir en Austauschprogramm mat anere Schoulkanner an Europa ze maachen. Mir géingen och virschloen, datt mat de Schoulen e Concours gemaach gëtt, wou jee no Altersstuf d'Geschicht an d'Ziler vun Europa opgeschafft ginn. Déi beschte Projete sollen national ausgezeechent ginn a verbonne si mat engem Präis, deen eng europäesch Komponent huet. Eis Gemengen, eis Universitéit, d'Medien, eis Bibliothéiken a Kulturinstitutioune kënne bei esou engem Projet matmaachen.

Wa mer et haut net fäerdeg brénge grad déi Jonk vun deem Zukunftsprojet Europa ze begeeschteren, da riskéiere mer, datt muer de Geescht vum Nationalismus erëm opkënnt. Mir sinn op alle Fall der Meenung, datt mir sollten am Budget Kreditter virgesinn, fir esou Aktiounen ze erméiglechen an ze förderen. Mir mengen nämlech, datt besonnesch déi Jonk de wichtegste Vecteur an eiser Gesellschaft sinn, fir déi europäesch Wäerter ze vermëttelen. Well si méi mobil sinn, well se virwëtzeg sinn, well se haut duerch nei Kommunikatiounsmoyenen och méi interkulturell an international ausgeriicht sinn, well si et sinn, déi sech muer mussen an engem neien Europa zurecht fannen.

Loosst eis déi formidabel Chance vun der Présidence an dem Referendum notzen, fir och bei eis am Land mat neiem Elan d'Leit vum Projet Europa ze begeeschteren. D'Sondagen hunn eis jo gewisen, datt do nach vill nozehuele bleift. Loosst eis déi Chance do net laanscht d'Nues goen. Loosst eis net just duerno kucken, datt d'Présidence gutt fir Lëtzebuerg gëtt, mä datt déi Présidence och gutt fir Europa a seng Bierger gëtt.

Här President, an deem Sënn wollt ech eng Motioun erabréngen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la signature du Traité établissant une constitution pour l'Europe en date du 29 octobre 2004;

- se réjouissant que l'Union européenne et l'esprit d'intégration européen ont atteint un stade où 450 millions de citoyens et 25 États auront l'opportunité historique de s'unir pour la première fois autour d'un texte fondateur définissant les valeurs et les principes de l'Union européenne;

- notant que le Traité établissant une constitution pour l'Europe poursuit à la fois l'objectif d'améliorer le fonctionnement des institutions et de les rapprocher des citoyens européens;

- soulignant que le 10 juillet 2005 les citoyens luxembourgeois et européens vivant au Luxembourg se-

ront appelés à se prononcer par référendum sur le Traité établissant une constitution pour l'Europe;

- relevant que le Luxembourg assurera du 1er janvier au 30 juin 2005 la Présidence du Conseil de l'Union européenne;

invite le Gouvernement

- à profiter de la dynamique développée par ses deux événements majeurs pour le Luxembourg et l'Europe afin de susciter davantage l'intérêt des jeunes pour la cause européenne;

- à organiser une fête de l'Europe à laquelle participerait la jeunesse européenne;

- à associer toutes les écoles, organisations de jeunesse et autres associations à cette manifestation afin de célébrer ainsi la diversité et la richesse culturelle ainsi que les valeurs communes qui font l'Europe;

- à organiser cette fête de l'Europe en date du 8 mai 2005 (le 9 mai étant un lundi) à l'occasion du cinquante-cinquième anniversaire de la déclaration Schuman pour célébrer ce moment historique représentant le berceau de la réunification des peuples européens;

- à donner à toutes les écoles de l'enseignement secondaire les moyens pour mettre en place des programmes d'échanges avec d'autres écoles au niveau européen;

- à organiser entre les établissements scolaires des concours dans le cadre des cours d'histoire, de géographie et d'éducation artistique pour animer l'enseignement de l'histoire européenne;

- à faire en sorte que toutes les tranches d'âge puissent participer à ces concours;

- à associer aux initiatives évoquées ci-dessus les communes, l'Université de Luxembourg, les médias, les bibliothèques ainsi que les différentes institutions culturelles.

(s.) Claude Meisch, Xavier Bettel, Anne Brasseur; Charles Goerens, Paul Helminger.

Här President, vill ass iwwert de Referendum hei zu Lëtzebuerg geschwat ginn, manner iwwert d'Tatsaach, datt esou e Referendum soll stattfannen, wéi iwwert den Datum, wéini e soll stattfannen. D'Demokratesch Partei war dobäi vun Ufank un der Meenung, datt dee Referendum net un d'Gemengewahlen d'nächst Joer gekoppelt sollt sinn. Mir brauche kommunalpolitesch Diskussiounen an eise Gemengen, grad wéi eng eegestänneg Debatt iwwert de Sënn an d'Zukunft vun Europa. Europa däerf fir eis keen Niewenthema sinn, mä Europa muss vill méi am Zentrum vun eiser Opmierksamkeet stoen.

Mir si frou, datt d'Regierung dat elo och esou gesäit an de Referendum den 10. Juli soll stattfannen. Mir wieren nach méi frou, wann et eis gelénge kéint, fir datt déi an den Europalëschten ageschriwwe Wieler do kéinte matmaachen.

Et ass, wéi gesot, eis Flicht op d'Leit duerzegoen, mat hinnen ze schwätzen an hinnen ze soen, firwat d'Europäesch Unioun an déi Verfassung wichteg sinn. Hei am Haus ass jo schonn eng Propositioun gemaach ginn, fir iwwerparteilech eng Campagne vum Joer fir d'Europäesch Verfassung ze maachen.

Nodeems den Här Barroso a seng Equipe vun dem Europäesche Parlament de feu vert kritt hunn, huet den neie Kommissiounspresident op France-Info déclaréiert, datt hie bereet wier fir an all Memberland vun der Europäescher Unioun ze goen, fir sech un deem Débat iwwert d'EU-Verfassung ze bedeelegen. Aus deem Grond proposéiert meng Fraktioun den Här Barroso ze invitéiere fir op Lëtzebuerg ze kommen, fir datt hie sech dëser Campagne vum Joer kann uschléissen.

Här President, d'Europäesch Agenda ass déi nächste Méint fir Lëtzebuerg voll gepaakt. Den 1. Januar 2005 iwwerhëlt Lëtzebuerg d'Présidence vun der Europäescher Unioun. Ganz Europa, jo d'ganz Welt wäert op eist Ländche kucken. Lëtzebuerg wäert fir déi leschte Kéier ënnert där Form, wéi mer se haut kennen, d'Présidence vum Conseil européen iwwerhuelen. Et ass dat eng grouss Éier an eng grouss Verantwortung zugläich.

Wichteg Dossierë stinn un, déi ënnert der Lëtzebuerger Présidence mussen neien Elan kréien, ugepaakt ginn a virugedriwwe ginn. Am Budget fir d'Joer 2005 si fir d'Présidence vun der Europäescher Unioun 55 Milliounen Euro virgesinn. Et ass schued, datt de Budgetsrapporteur, deem ech op dëser Stell fir seng zolidd Aarbecht wëll félicitéieren, virum Hannergrond vun der Présidence net de Choix gemaach huet, dee Sujet e bësse méi ze beliichten.

Wat déi finanziell Perspektive vun der Europäescher Unioun ubelaangt fir d'Joren 2007 bis 2013, déi um Ordre du jour vun der Lëtzebuerger Présidence stinn, esou sot d'DP dozou ënner anerem an hirem Europawahlprogramm: «Le DP est d'avis qu'il convient d'allier une ambition raisonnable à la nécessaire rigueur financière et adapter le cadre financier aux objectifs que l'Union entend réaliser dans les années à venir.»

D'Demokratesch Partei ass op alle Fall der Meenung, datt d'Europäesch Unioun sech fir d'éischt eens mécht iwwert déi Ziler an déi Aufgaben, déi se sech setzt an déi se erfëlle wëllt. Europa ass um falsche Wee, wann et seng Ziler eenzeg an eleng de Finanzen no ausriicht. Och wa mer alleguerte wëssen, datt dës Approche net an allen europäeschen Haaptstied gedeelt gëtt, esou sollte mer eis dovunner net ofhale loossen.

Här President, et muss ee feststellen, dass d'Lissabon-Strategie am Budgetsrapport kaum erwähnt gëtt. Dës Strategie, déi eng vun den ambitiéisten Zilsetzunge vun Europa ass an déi eng vun de gréisste Prioritéite vun dëser Regierung soll sinn, fënnt kaum Agank an de Budgetsrapport, an dat ass ze bedaueren. Dofir sollte mir schnellstens hei am Parlament eng Debatt doriwwer féieren, wéi mir un déi Lissabon-Strategie solle konkret erugoen, dat d'autant plus well eise Kalenner jo scho voll gespickt ass.

Kompetitiv ze bleiwen ass den A an den O vun all Wirtschafts- a Finanzpolitik. E Wirtschaftswuesstum ze favoriséieren ouni dofir den Niveau vun eiser sozialer Protectioun erofzesetzen, dës Zilsetzung vum Professer Lionel Fontagné, deen d'lescht Woch seng déif gräifend Analys iwwert d'Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg virgeluecht huet, gëtt vun eis gedeelt.

Et kann net dee Wee sinn, op e Stéck vun eiser sozialer Protectioun ze verzichten, fir kuerzfristeg mat engem Konkurrent an Osteuropa an an Asien kënne matzehalen. Eng gutt Formatioun a Weiderbildung, eng Universitéit, déi den Usprëch vun eisem Land a sengem Aarbechtsmaart gerecht gëtt, virbäi leie wat d'Kommunikatioun an déi nei Technologien ubelaangt, eng schnell an efficace Administratioun, en Ëmfeld wou et net als eng Strof ugesi gëtt, wann ee sech selbststänneg mécht. Mat dëse Punkte musse mer eis beschäftegen, wa mer de Liewensstandard hei am Land wëllen halen an och nach muer genuch Recetten an de Statsbudget wëllen aschreiwen.

D'Richtung ass kloer. Et ass net andeems mir manner gutt an doduerch vläicht méi bëlleg ginn, datt mir eist Land weiderbréngen. Mir musse besser gi fir eise Wuelstand ze sécheren. Dat kréie mir net fir näischt. Dofir musse mer eis ustrengen an et fält eis elo méi schwéier wéi an Zäiten, wou nach esou munches vum selwe gerullt ass. Op alle Fall sollte mer dem Professer Fontagné säi Rapport als Basis fir eng national Lissabon-Strategie huelen.

Während dem Fréijorssommet ënner Lëtzebuerger Présidence soll a Saache Lissabon-Strategie d'Halbzeitbilanz gezu ginn an et soll opgrond vum Rapport vum Wim Kok d'Weiche gestallt ginn. Dobäi gëtt notamment dovunner geschwat, datt alleguerten d'Memberlänner bis spéitstens Enn 2005 e Programme d'action nationale presentéiere sollen, deen opzeechent wéi se d'Objektiver vun der Lissabon-Strategie erreeche wëllen.

Dee Groupe de haut niveau seet och an enger vu senge Recommandations clés, dass bis Enn 2005 eng Léisung muss fonnt gi fir d'Libre circulation des services. Domadder si mer beim Sujet vun der Bolkestein-Direktiv. Och wann den Här Biltgen schonns op dem OGB-L-Kongress gesot huet, datt déi Direktiv net ënnert „Lëtzebuerger Regie" soll ugeholl ginn, esou musse mer awer wësse wouhinner mer steieren, well bis Enn 2005 ass et net méi laang.

Här President, erlaabt mir, datt ech hei nach e Wuert verléieren iwwert der DP hir Haltung während der EU-Présidence. Mir wäerten d'Regierung während der EU-Présidence ënnerstëtze wou mer kënnen, fir datt déi Présidence zu engem Succès gëtt fir eist Land. Mir wäerte besonnesch déi Ministeren ënnerstëtzen, déi besonnesch gefuerdert si während dëser Présidence.

Mir wäerten et awer net zouloossen, an och dat soen ech kloer an däitlech, datt et während sechs Méint zum politesche Stëllstand hei am Land kënnt. Mat der DP ass dat net ze maachen. Mir wëllen, datt wichteg Dossieren hei am Land weiderginn an datt sech derbäi net hannert der Présidence verstoppt gëtt.

Här President, erlaabt mer dann op den eigentleche Statsbudget ze schwätzen ze kommen. Déi statistesch Donnéeën, déi d'Opstelle vum Budget beaflossen, si gutt. Wa mir déi budgetär Situatioun an eisen Nopeschlänner kucken, da kann ee schonn d'Impression kréien, datt mer op enger Insel géinge liewen. Mä trotzdeem laueren op de Statsbudget eng Rei vu Geforen an de Minister Frieden huet et jo de leschte Mëttwoch kloer an däitlech gesot. En huet gewarnt an hien huet virun ze vill Optimismus gewarnt a gesot, mir misste virsiichteg sinn. Dëst war de Kredo vu senger Interventioun.

De Minister Frieden huet op d'Entwécklung vun de verschiddene grousse Recettë beim Stat higewisen. Hien huet d'Forcen an d'Contraintë vun der heiteger an zukünfteger Budgetspolitik opgezeechent. Allerdéngs wëll ech do virop eng Bemierkung maachen, déi allgemeng fir déi zukünfteg Regierungspolitik Bestand huet. Wann ee sech net eens ass an engem Dossier, wann zwou Parteien zwou verschidde Richtunge wëllen zéien, da kënnt ee weder an der Budgetspolitik nach an anere wichtege politeschen Dossierë weider.

D'Dissonanzen tëschent deenen eenzelne Leit aus der Majoritéit waren déi lescht Wochen net ze iwwerhéieren. Wann ee liest, wat am Regierungsprogramm am August veröffentlecht ginn ass, an elo héieren huet, wat de Budgetsrapporteur elo am November presentéiert huet, an dann een erëm déi lescht Woch dem Budgetsminister nogelauschtert huet, da weess een net méi richteg, wou een drun ass. Jo, et kann ee schonn duerchernee ginn.

Wann een dann och nach héiert, wat eenzel Mandatairë vun de Majoritéitsparteien a Saache Steier- a Sozialpolitik zum Beschte ginn, da ka vu kohärenter Politik keng Rieds méi sinn.

Ech ginn lech e puer Beispiller. Den Här Mosar, deem seng Propos eis sympathesch ass, wëll d'Betribsbesteierung erofsetzen, fir esou méi e kompetitiivt Ëmfeld fir d'Betriber ze schafen, respektiv mat der Entwécklung op anere Standuerter Schratt ze halen. D'Steiersätz sollen erof andeems d'Abattementen ofgeschaaft an d'Base d'assiette verbreedert gëtt. Den Här Frieden par contre huet domadder seng Problemer a läit dann och éischter erëm op der Linn vun der Regierungserklärung, dee kee grousse Spillraum fir Steiererliichterungen zouléisst.

Den Här Frieden kënnegt d'Ofschafung vun der Verméigenssteier un. Ëmmerhi gouf dat esou am Regierungsaccord festgehalen. Trotzdeem geheit den Här Bodry, Parteipresident vun der LSAP, him vir, dat wier en Alleingang. Den Här Frieden „fait cavalier seul", soll den Här Bodry am „Jeudi" gesot hunn.

Datselwecht Gedeessems gëtt et jo schonn, zanter dës Koalitioun ugetrueden ass, ëm d'Finanzéierung vum Forfait d'éducation, der sou genannter Mammerent. Och wa virun de Wahle kee Wuert dovunner ze héiere war, setzt sech de Statsminister an de Koalitiounsverhandlungen duerch. D'Mammerent soll deemnächst iwwert d'Rentekeese finanzéiert ginn. Gewëssen Deputéierten aus der Majoritéit hu sech domadder, wéi mir fannen zu Recht, net offonnt a wëlle grad an dësem Punkt eng konstruktiv Oppositioun maachen. Ech kann lech verspriechen, déi zéng Deputéierte vun der Demokratescher Partei maachen dat säitdeem de Koalitiounsaccord veröffentlecht ass a wäerten an hire Beméiungen net noloossen.

Da gëtt et eng Regierungspartei, déi ugetruede war, fir den öffentlechen Transport gratis unzebidden.

(Interruption)

Elo, an dat ass wahrscheinlech nëmme fir d'LSAP baschten ze dinn, wëll de Laurent Mosar, datt d'Präisser bei Bus a bei Bunn eropginn. Den Här Mosar an den Här Frieden hu sech alle béid mat der Eegendynamik vum Sozialbudget ausenaner gesat. Si wëllen d'Ausgaben an dësem Beräich stabiliséieren. Dat heescht d'Ausgabe vum Sozialbudget wäerte plafonéiert ginn. Esou hunn ech dat mol interpretéiert. Wann d'Regierung dat wëll maachen, a si huet et jo och schonn déi lescht Woch hei ugekënnegt, da sinn ech mol gespaant wat net nëmmen hei am Haus, mä och dobaussen am Land lass ass. Da wäert sech weisen, awéiwäit d'Gemeinsamkeeten tëschent de Koalitiounsparteien nach droen.

Den Tanktourismus géing dem Land dausend Milliounen Euro, eng Milliard Euro also, d'Joer erabréngen. Kyoto kéint bis zu 30 Millioune kaschten. Trotzdeem wëll de Parteipresident vun der LSAP an engem Interview mat der Revue den Tanktourismus stoppen. Mir si gespaant, wéi d'LSAP de Verloscht vun 970 Milliounen Euro wëll géigefinanzéieren.

Dëst Tohuwabohu huet natierlech néfaste Konsequenze fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg. D'Betriber brauche kloer Virgaben. Si musse wëssen, wou se dru sinn, wa se wëllen investéieren. Si musse wëssen, wat op se duerkënnt, wa se wichteg Décisiounen ze huelen hunn. Dat ass mat dëser Regierung net méiglech. An och d'Bierger vun dësem Land wëlle wëssen, wat fir eng Regierung se dann elo gewielt hunn. Virun de Wahle wollt een net kloer soen, wou et géing higoe mat CSV an LSAP. Elo, sechs Méint no de Wahlen, ass dat nach ëmmer net ganz kloer. D'Mammerent, d'Betribsbesteierung, de Sozialbudget, den Tanktourismus, den öffentlechen Transport: D'Demokratesch Partei huet zu all dëse Punkten eng kloer Positioun.

Jo, och mir wëllen eng Diskussioun iwwert d'Betribsbesteierung. Eng Analys, wat fir e Mix aus Steiersaz, Base d'assiette an Abattementen eise Betriber am internationale Wettbewerb am Beschten déngt. Jo, mir sinn, wéi et an eisem Wahlprogramm nozeliesen ass, fir d'Ofschafung vun der Verméigenssteier bei gläichzäiteger Aféierung vun enger Retenue à la source délibératoire vun 10% op d'Akommes aus dem Kapital vun de Résidenten. Mir mengen, datt dat d'Leit dozou ka bewegen hire Wunnsëtz op Lëtzebuerg ze verleeën, hiert Verméigen hei unzeleeën an d'Akommes doraus hei ze versteieren, nei Clientë fir eis Bankplaz an nei Recettë fir de Stat. Mir stinn, an ech hunn et gesot, zu deem Accord, deen um Rentendësch 2002 getraff gouf, a wëlle weiderhin de Forfait d'éducation aus dem Statsbudget bezuelen.

Mat där vum Rapporteur a vum Budgetsminister lassgetréppelter Diskussioun iwwert d'Stabiliséierung vum Sozialbudget soll eiser Meenung no dann nach just den Terrain preparéiert ginn, fir d'Mammerent an Zukunft net iwwert de Statsbudget, mä iwwert d'Rentekeesen ze finanzéieren.

Mä mat eis gëtt den öffentlechen Transport och net gratis. Villméi si mer der Meenung, datt prioritär soll an d'Offerte investéiert ginn, a wa sech eng Käschtefro stellt, da fir d'éischt déi, wéi mat beschränkte finanzielle Mëttel déi beschten Offerte fir de Passagéier kann erreecht ginn. An d'Demokratesch Partei ass net bereet mir näischt dir näischt op d'Recetten aus dem Tanktourismus ze verzichten. Mir brauchen eng national Kyoto-Strategie, e Mix aus verschiddene Mesuren, wéi der Förderung vun alternativen Energien, dem Aspuere vun Energie, dem Akafe vun Emissiounszertifikater; eng Strategie, déi mir trotz der Schafung vun engem Kyoto-Fong bei dëser Regierung net erkenne kënnen.

An der Steierfro hu mer eis kloer festgeluecht. Keng Erhéijung vun der Gesamtsteierlaascht. Mir hätten d'Steiertabell un denIndex ugepasst an der Erhéijung vun der TVA um Spritt an op den Zigaretten nëmmen zougestëmmt, wann op där anerer Säit eng kloer Entlaaschtung vun de Bierger domadder finanzéiert gi wär.

Mir sinn elo sechs Méint no de Chamberwahlen an et verwonnert mech, datt all déi Propose vun den Häre Mosar a Frieden virun de Wahlen net ze héiere waren. Obschonn d'Tënt ënnert dem Koalitiounsaccord nach net dréchen ass, si gutt Deeler nach just Schnéi vu gëschter. Wat ass dann zanter dem Juni an dem Dezember 2004 hei zu Lëtzebuerg geschitt, datt op eemol esou villes a Fro gestallt gëtt? Ech hat ëmmer gemengt an enger Demokratie géing et drëms goe fir d'Problemer an d'Léisungsvirschléi virun de Wahle kontrovers ze diskutéieren, dann opgrond vum Wahlresultat a vun de Wahlprogrammer e Regierungsprogramm opzestellen. Dat war emol. Haut ass de Wahlkampf nach eng Show. Déi eng sinn op Tour, déi aner wëllen alles besser maachen. Et gëtt gewielt an da stelle mer fest, datt d'Land dach eng Rei vun déif gräifende Problemer huet, déi sech net mat e puer Plakater iwwerpeche loossen.

D'Demokratesch Partei wäert alles dru setzen, fir datt et bei de Gemengewahlen anescht geet. An dofir huele mer den Här Mosar beim Wuert. Mat der CSV ginn et also manner Gemengen, Fusioune solle vun uewen erof diktéiert ginn a wann dat näischt hëlleft, da geet et un dat liewegt, nämlech un d'Finanzen.

(Interruption)

Här President, ech hunn dat awer zimlech exakt esou gelies.

(Interruption)

Dat wäert der och nach eng Kéier mat Zäite gewuer ginn. An dat wäerte mer wéineger hei an der Chamber diskutéieren, Här Wolter.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Här Grethen, loosst den Här Meisch schwätzen!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ganz genau, well ech wollt nämlech nach op en anere Spëtzekandidat an der Stad Lëtzebuerg ze schwätze kommen, Här President.

(Interruptions diverses)

Ech froe mech ob den Här Mosar wierklech ausgerechent huet, wat en hei proposéiert? D'Demokratesch Partei ass gewëllt iwwert d'Gemengefinanzen ze diskutéieren, mä trotzdeem musse mer e puer méi déif gräifend Iwwerleeunge maachen; Iwwerleeungen, déi ech am Här Mosar sengem Rapport net fonnt hunn. Déi ekonomesch Aktivitéit ass an eisem Land jo net gläich verdeelt. Och gi Gewerbesteieren do bezuelt wou d'Leit schaffen an net do wou se wunnen. E gudden Deel vun de kommunale Laaschten, fir zum Beispill Schoulen, sozial, sportlech, kulturell Infrastrukturen ze bauen an ze bedreiwen, falen allerdéngs do u wou d'Leit wunnen an net do wou se schaffen.

Och muss ee gesinn, datt et mëttlerweil jo net méi esou ass, datt d'Belaaschtung duerch d'Betriber do ufält wou déi Betriber sinn, déi héich Plus-valuë schafen. Eng Industrie, déi Kaméidi a Knascht mécht, bezilt wéineg Gewerbesteier. En Déngschtleeschtungsbetrib allerdéngs vill méi, wou net vill Nuisancen ze erwaarde sinn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

All dës Iwwerleeunge kommen ze kuerz. Dofir ass et net ze verstoe wann den Här Mosar an d'CSV mengen, d'Gewerbesteier sollt nach just där Gemeng zegutt komme wou se erwirtschaft gëtt.

(Interruptions diverses)

Dat hunn ech awer kloer gelies a kloer hei héieren d'lescht Woch. Dann hunn ech engem aneren Här Mosar hei nogelauschtert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Den Här Mosar huet esou schlëmm Saachen hei gesot. Mäi Bluttdrock ass bal iwwert de Plaffong gaangen.

(Hilarité)

M. le Président.- Da berouegt lech elo alleguerten an da loosst Der den Här Meisch schwätzen.

M. Claude Meisch *(DP)*.- An ech kann, och wann d'CSV-Fraktioun sech net méi kann dorunner erënneren, mech allerdéngs nëmme wonneren, datt nach keen LSAP-Buergermeeschter op d'Barrikade geklommen ass. Virun e puer Méint wiere bei esou Virschléi nach schwéier Geschützer vun Esch a vun Diddeleng a vun anere Plazen aus dem Land ofgefeiert ginn. Elo hu mer näischt héieren. D'LSAP huet also net nëmmen op nationalem Plang kapituléiert, an och de Syvicol war bis elo ganz roueg an där doter Diskussioun.

(Interruptions diverses)

Och deem huet et d'Sprooch verschloen.

Här President, d'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt dem Här Mosar seng Propositioune riskéieren d'Gemengefinanzen aus dem Equiliber ze bréngen. Mat enger Eropsetzung vun den Taxen an den Tariffer an enger Verdräirespektiv Vervéierfachung vun der Grondsteier, wéi hie se virschléit, wäert d'Belaaschtung vun de Bierger drastesch zouhuelen, dat nodeems d'Steiertabell net ugepasst gouf, nodeems d'TVA eropgesat gouf.

Här President, d'Demokratesch Partei ass nach wie vor der Meenung, datt mir eis méi sollten an éischter Linn ëm d'Recettësäit vum Statsbudget këmmeren. Ech mengen net, datt de Stat dierf beim Constat vum Här Frieden stoe bleiwen, dee seet, et kann een net méi ausgi wéi een erakritt. Méi wäit sollte mer denken an hei plädéieren ech op d'mannst mat därselwechter Vehemenz ze kucken, wat mer fir wat erakréien a wéi mer vläicht an Zukunft nach kënne méi erakréien. Well mir sollten derbäi och emol kucke wien hei am Land de Räichtum schaaft a firwat en dat mécht. Kommt mir kucken emol d'Finanzplaz, déi jo ëmmer gären an engem Otemzuch mam Term Räichtum genannt gëtt. Eis Meenung ass, datt mir eng komplett aner Finanzplaz am Moment hu wéi dat nach virun zéng bis zwanzeg Joer de Fall war; eng Finanzplaz, déi net méi grad esou duerch perséinlech Lienen zu Lëtzebuerg bestécht, mä wou Leit, déi wéineg mat Lëtzebuerg um Hutt hunn, wëlle Geld verdéngen. Wa si dat net hei zu Lëtzebuerg kënne maachen, da maache si et anzwousch anescht, zu London, zu Dublin oder zu Singapur.

Eis Impressioun ass awer och, datt d'Politik mat därselwechter Mentalitéit wéi virun zéng bis zwanzeg Joer mat der Finanzplaz zesummeschafft; eng Mentalitéit, déi a mengen Aen iwwerholl ass. Et ass wéi gesot net méi den ale Copain vun der Bank mat deem mer zesummeschaffen a Gesetzer a Reglementer maachen, mä et si Geschäftsleit, déi knallhaart no geschäftleche Kritären uerteelen.

Eis Meenung ass, datt déi gutt Zuele vun der Finanzplaz, déi a leschter Zäit bekannt si ginn, net solle genotzt gi fir déi wierklech Problemer vun der Finanzplaz ze iwwertuschen. Eis Meenung ass, datt mir amgaange si méi lues ze gi par rapport zu eisen Haaptkonkurrenten. Eis Meenung ass, datt mir mussen dréngend versichen erëm méi schnell a besser ze gi wéi déi aner. Eis Meenung ass, datt dat onnéidegt an iwwerflëssegt Kompetenzgerangel tëschent verschiddenen Acteure ronderëm d'Finanzplaz net onbedéngt noutwendeg ass, well mir eis géigesäiteg behënneren an op Dauer der Finanzplaz schueden.

Eis Meenung ass, an do ënnerstëtze mir d'Regierung, datt d'Duerstellung an d'Promotioun vun der Finanzplaz vill méi cibléiert, efficace a besser tëschent den Acteure vun der Finanzplaz ofgestëmmt muss ginn. Eis Meenung ass, datt mat der Kompetenz vun de Mataarbechter an dem Handelsvolumen e formidabelt Potenzial an eiser Finanzplaz stécht, wat mir notze sollte fir eng zousätzlech Dynamik ze entwéckelen. Eis Meenung ass, datt mir direkt sollten ophalen eis dobausse schonns emol ze entschëllege fir eis Finanzplaz, mä datt mir au contraire sollten offensiv dobaussen optrieden an eis net vu Länner e schlecht Gewësse solle maache loossen, déi besser hätte virun der eegener Dier ze kieren.

Dofir schléit d'Demokratesch Partei Folgendes vir: Mir brauche méi Kompetenz um europäesche Plang, fir datt d'Interessië vun der Finanzplaz scho bei der Ausaarbechtung vun enger Direktiv berücksichtegt ginn, an net eréischt wa se schonn um Dësch läit. Mir brauche méi Kompetenzen um nationale Plang, fir datt och bei eise staatleche Servicer déi legislativ Aarbecht kann zesumme mat den Acteure vun der Finanzplaz besser a méi schnell gemaach ginn.

Mir brauche Kontrollorganer, déi mat Know-how hir Aufgab efficace, seriö a schnell kënnen erfëllen. Mir brauchen d'Ham net an der Mëllech ze kachen, wann et drëms geet Direktiven ëmzesetzen a Gesetzer ze maachen.

Mir brauchen eng weider Entwécklung vun de Kompetenzen an eng Verbesserung vun der Formatioun vun deene Leit, déi op der Finanzplaz täteg sinn. Do solle mer vill méi offensiv virgoe wéi dat bis elo de Fall ass. D'Luxembourg School of Finance ass e gudden Usaz, deen allerdéngs konkret éischter op d'Léier a manner op d'Fuerschung ausgeriicht ass. Grad hei kéint eisen Know-how duerch eng geziilten Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg nach verbessert ginn. An da brauche mer eng Promotiounsagence, déi den Numm am Ausland och verdéngt. A loosse mer et kloer an däitlech soen: Dat doten, dat kascht Geld, mä et ass an eisen Ae gutt ugeluechtent Geld.

Duerfir fuerdere mer d'Regierung op am Kader vun enger Motioun d'Viraussetzung, fir déi vu mir genannte Punkten ze schafen, dat och virum Hannergrond vum Här Mosar sengem Rapport, dee sech jo och mat der Finanzplaz beschäftegt huet. Wann ech gelift, Här President.

M. le Président.- Merci.

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant que la place financière représente un pilier important de notre économie;

- relevant qu'il est primordial de donner à la place financière les moyens nécessaires afin qu'elle puisse maintenir et développer sa compétitivité au niveau européen et international;

- notant que l'excellence et le savoir-faire des banques ainsi qu'une législation propice au développement de nouvelles activités sont des atouts indispensables pour la place financière;

invite le Gouvernement

- à donner aux administrations de l'État les moyens nécessaires afin de traiter les dossiers financiers sur le plan européen et national de manière encore plus efficace;

- à soutenir les organes de contrôle du secteur financier de façon à leur permettre de mettre en place un contrôle qui se distingue par la rapidité et l'efficacité;

- à construire sur les bases qui ont été jetées grâce à la Luxembourg School of Finance un réseau de recherche propre dans le secteur des finances au sein d'une collaboration étroite et ciblée avec l'Université de Luxembourg;

- à veiller à ce que la promotion de la place financière permette de se mettre en évidence par rapport à d'autres places tant au niveau européen que mondial;

- à informer régulièrement la Chambre des Députés des progrès faits en la matière.

(s.) Claude Meisch, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Henri Grethen, Carlo Wagner.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Um Beispill vun der Finanzplaz gesäit een, datt d'Recetten am Statsbudget ze beaflosse sinn. En anert Beispill: Et ass keen Zoufall, wa mer haut däitlech méi TVA erakréie wéi nach virun e puer Joer. Dat huet domadder ze dinn, datt eng Rei vun Internetfirmen op Lëtzebuerg komm sinn a vun hei aus Commerce électronique bedreiwen. Déi sinn net komm, well et hei zu Lëtzebuerg esou schéin ass, mä déi si komm aus zwou ganz konkreten Ursaachen:

1. gouf mam Gesetz vum 14. August 2000, dat de fréiere Wirtschaftsminister Henri Grethen an d'Chamber erabruecht huet, e legislative Kader fir den Internethandel geschafen, dee sécher an attraktiv ass;

2. hu mer hei am Land mat 15% deen niddregsten TVA-Saz an der Unioun a momentan ass et nach ëmmer esou, dass d'TVA am Land bezuelt gëtt, wou d'Entreprise hire Sëtz huet. Dat weist, datt mat niddrege Steieren an engem attraktive Kader ënnert dem Strëch méi an d'Statskeess ka kommen. Dësen Usaz ass a mengen Ae bei den Ausféierunge vun den Häre Mosar a Frieden ze kuerz komm.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, grad wann d'Regierungsparteien sech net eens sinn iwwert d'Steierfro, fanne mir et wichteg, datt d'Parlament doriwwer eng Diskussioun féiert. D'Demokratesch Partei ass bereet dës Diskussioun mat konkrete Propositiounen ze animéieren. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass an dësem Land nei Visioune vun der Steierpolitik entwéckelt musse ginn, well eist Steierwiesen eng Erfindung aus de vergaangene Jorhonnerten ass. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass Steierpolitik eppes mat den dräi Beräicher ze dinn huet, déi am Prinzip vun der Nohaltegkeet zesummefléissen. Eis Steierpolitik muss mar déi dräi Beräicher net lassgeléist vunenee gesinn, mä d'Steierpolitik muss grad d'Verbindung, d'Schnëttstell tëschent deenen dräi Beräicher beréieren a förderen.

Aus dësem Grond sinn ech weder mat der Analys vum Här Mosar nach mat där vum Här Frieden d'accord. Ech denken, datt mer sollte folgende Wee aschloen: Kuerzfristeg sollte mer d'Vermëigenssteier ofschafen an duerch eng libératoire Quellesteier ersetzen, mat engem Abattement, deen d'Bierger zu Lëtzebuerg encouragéiert ze spueren, an ouni d'Aféierung vun enger lerfschaftssteier en ligne directe. Mer sollten d'Barèmen an der Steiertabell un d'Inflatioun upassen, fir där verstoppter Erhéijung vun der Steierlaascht ze begéinen. Mer sollte mat den Entreprisë kucken, wou een hinne ka steierpolitisch entgéintkommen, sief et iwwert den Taux, sief et iwwer verschidden Aménagementer, wéi zum Beispill d'Ausdehnung vun der Bonification d'impôt à l'investissement op immatériel Bienen, soufern déi noweislech zu Lëtzebuerg entwéckelt a bezuelt gi sinn.

Mëttel- a laangfristeg musse mer awer vill méi eng fundamental Diskussioun féieren, déi folgend Punkte beliichte muss: Wéi kréie mer eng Steierpolitik, déi net just op déi klassesch Famill zougeschnidden ass, mä déi déi nei Familljeformen: Singlen, eleng Erzéiend an esou weider berücksichtegt? Déi lescht Regierung hat ugekënnegt, d'Individualiséierung vum Steiersystem fir 2006 unzestriewen. Här President, 2006 steet elo gläich virun der Dier.

Wéi kréie mer eng Steierpolitik, déi déi enorm Ëmverdeelungsmaschinnerië vum Stat méi efficace maachen? Wéi kréie mer eng Steierpolitik, déi op d'Nohaltegkeet ofziilt, dat heescht wou een net op där enger Säit Aktivitéiten a Verhalen iwwert d'Steiere fördert, déi op där anerer Säit negativ zu Buch schloen? Ech denken hei net nëmmen un den Tanktourismus, mä zum Beispill och un CO_2-gebonnen Autosteieren am Géigesaz zu enger hubraumgebonnener Steier, wéi mer se haut kennen. Wéi kréie mer eng Steierpolitik, déi och mar nach Bestand huet an Europa an déi eis op där anerer Säit genuch Recetten assuréiert fir déi öffentlech Aufgabe vum Stat a vun de Gemengen ze finanzéieren?

Fir déi Saachen hei ze diskutéieren denken ech sollte mer schnellstens folgend Décisiounen huelen:

- d'Regierung soll dee Fiskalgrupp zesummesetzen ënnert dem Finanzministère, deen am Koalitiounsaccord virgesinn ass an deen d'Regierung jo fiskalesch soll beroden;

- d'Regierung soll och d'Steierverwaltungen endlech esou outilléieren, datt si besser Prévisioune kënne maache fir déi fiskalesch Rentréeën anzeschätzen a fir esou prezis wéi méiglech Berechnungen a Planspiller opzestellen;

- um Niveau vun der Chamber sollte mer eng Ënnerkommissioun vun der Commission des Finances et du Budget an d'Liewe ruffen, wou mer spezifesch iwwert d'Fiskalitéit diskutéieren a wou dee Finanzgrupp aus dem Finanzministère soll regelméisseg ugehéiert ginn.

Fir datt mer op dee Wee kënne goen, Här President, hunn ech eng Resolutioun an eng Motioun preparéiert.

M. le Président.- Merci.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 qui stipule: «Toujours dans le souci de disposer d'un environnement fiscal attractif, et sans préjudice de la nécessité de maintenir des finances publiques saines et du respect de la fonction sociale des impôts, le Gouvernement mettra en place au sein du Ministère des Finances un groupe d'analyse fiscale. La mission de ce groupe qui se composera de représentants du Ministère des Finances et des administrations fiscales ainsi que de représentants du secteur privé disposant de compétences prononcées en matière fiscale, sera de suivre l'environnement fiscal et international et, le cas échéant, d'élaborer des propositions ciblées»;

- notant l'évolution de notre société et des mutations qui ont eu lieu au niveau de la conception de la vie en famille et des adaptations de notre régime fiscal qui s'imposent;

- soulignant le besoin de revoir notre système fiscal dans le sens d'une redistribution plus adéquate des recettes par exemple au niveau des allocations familiales;

- relevant la nécessité de mettre en place un régime fiscal poursuivant non seulement l'objectif de générer des recettes mais qui obéit également aux préceptes du développement durable;

décide

- d'instituer au sein de la Chambre des Députés une sous-commission de la Commission des Finances et du Budget qui sera en charge du dossier fiscal et qui se concertera régulièrement avec le groupe d'analyse fiscale du Ministère des Finances.

(s.) Claude Meisch, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Charles Goerens, Henri Grethen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- vu la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 qui stipule: «Toujours dans le souci de disposer d'un environnement fiscal attractif, et sans préjudice de la nécessité de maintenir des finances publiques saines et du respect de la fonction sociale des impôts, le Gouvernement mettra en place au sein du Ministère des Finances un groupe d'analyse fiscale. La mission de ce groupe qui se composera de représentants du Ministère des Finances et des administrations fiscales ainsi que de représentants du secteur privé disposant de compétences prononcées en matière fiscale, sera de suivre l'environnement fiscal et international et, le cas échéant, d'élaborer des propositions ciblées»;

- notant l'évolution de notre société et des mutations qui ont eu lieu au niveau de la conception de la vie en famille et des adaptations de notre régime fiscal qui s'imposent;

- soulignant le besoin de revoir notre système fiscal dans le sens d'une redistribution plus adéquate des recettes par exemple au niveau des allocations familiales;

- relevant la nécessité de mettre en place un régime fiscal poursuivant non seulement l'objectif de générer des recettes mais qui obéit également aux préceptes du développement durable;

- estimant que toute administration se doit de disposer des moyens nécessaires pour être en mesure de se baser lors de l'établissement d'un budget de l'État sur des prévisions fiables;

invite le Gouvernement

- à mettre en place au sein du Ministère des Finances un groupe d'analyse fiscale;

- à outiller l'administration des Contributions directes et l'administration de l'Enregistrement de façon à être mieux en mesure de prévoir les rentrées fiscales;

- à engager une réflexion sur des réformes fiscales sur la toile de fond d'une meilleure redistribution des recettes, des changements ayant lieu au niveau de la conception de la vie en famille et obéissant aux préceptes du développement durable.

(s.) Claude Meisch, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Charles Goerens, Henri Grethen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, ech mengen awer och, datt d'Regierung op där anerer Säit e weidert grousst Potenzial huet, wou si usetze kann a muss, an zwar op der Dépensesäit vum Budget; an ech schwätzen hei emol bewosst net vun Dépensen, déi ee sträiche sollt, mä ganz einfach vun der Wirtschaftlechkeet vun esou munchen Dépensen.

Déi viregt Regierung huet jo e gudden Usaz gemaach mat der Etüd iwwert de konventionéierte Secteur, bezéiungsweis de Perimeter vum Stat, wou si en Aarbechtsgrupp agesat hat, dee sech mat deem Thema befaasst huet. Ech wier frou, wa mer déi Etüd emol eng Kéier hei kéinten duerchdiskutéieren a kucke wou double emploi gemaach gëtt, wou de Stat méi bëlleg schafft wéi de privaten oder semi-private Secteur, oder ëmgedréint.

Ech erënneren och drun, datt d'Demokratesch Partei schonn e puermol déi Idee vum „zero base budgeting" opgeworf huet, déi et engem eventuell kéint erlaben de Sënn an Zweck vun där enger oder anerer Dépense ze iwwerdenken.

Ech wëll awer och an dësem Kontext besonnesch op zwou Remarquen ze sprieche kommen, déi vum Rapporteur a vum Budgetsminister gemaach goufen. Déi eng betrëfft d'Ausgabe fir d'Fotovoltaik an déi aner Ausso, datt staatlech Servicer sollte käschtendeckend ugebuede ginn. Bei deenen zwou Aussoen hunn ech d'Gefill, datt hei parteipolitesch Intérêtë priméieren an datt et vill manner ëm d'Saach geet.

Wëllt d'CSV ieren der LSAP soen, datt si käschtendeckend Servicer wëllt ubidden an datt dofir net nëmmen der LSAP hir Idee vum gratis öffentlechen Transport gestuerwen ass? Wëllt d'CSV iere matdeelen, datt esou Syndikater wéi zum Beispill den TICE geschwënn opgeléist ginn an datt den Timber beim Enregistrement geschwënn honnertmol méi kascht wéi bis ewell?

Här President, ech ginn dat Gefill net lass, datt d'CSV hei e ganz iwwelt Spill mat der LSAP dreift. Ech ginn dem Gefill net lass, datt d'CSV hei d'Land wëllt op Décisioune virbereeden, déi si vläicht wëllt, mä wou et guer net esou sécher ass, ob nach soss am Land ee se wëllt. De Budgetsminister hat a sengen Ausféierungen dovunner geschwat, datt d'Land sech misst am Budget Margen erhalen, fir och an Zukunft aktiv Politik kënnen ze maachen. Nu schéngt et esou ze sinn, datt mer fir d'Fotovoltaik keng Margen hunn, also kritt den Här Lux de Krunn zougedréint mam Argument d'Käschtennotzerelatioun géing net stëmmen.

Den Notze vun der Fotovoltaik ass jo net haut ze moossen, mä et geet drëm enger neier Technologie eventuell zu engem Duerchbroch ze verhëllefen. Mat esou enger Approche géif et haut keng Raumfahrt a keen Internet ginn, vill Medikamenter wären ni entwéckelt ginn, jo vläicht wär Amerika ni entdeckt ginn, wann et net viru méi wéi 500 Joer Leit ginn hätt, déi bereet gewiescht wäre Geld an eng Iddi ze investéieren.

(Brouhaha général)

Ech gi gären zou, Här President, datt de Succès bei der Fotovoltaik méi grouss war wéi geduecht an de fréieren Ëmweltminister Charel Goerens huet selwer drop higewisen an zum Alenken opgefuerdert. Wat ech awer net akzeptéieren ass, datt grad bei dëser Dépense gekuckt soll gi wéi d'Verhältnis tëschent Käschten an Notzen ass. Da kommt, mer kucken emol wéi d'Relatioun tëschent Käschten an Notze bei der Concertshal ass, den Agrarsubventiounen, de Subsidie fir Biogasanlagen oder de Subsidien un eng grouss soi-disant Institutioun, déi virun e puer Jorzéngten nach däitlech méi Leit ugeschwat huet.

(Brouhaha général)

Wa mer schonn nom Käschten-Notze-Prinzip fueren, da gëtt et eng Hällewull vu Beispiller a vu Beräicher, déi mer ganz genee kënnen ënnert d'Lupp huelen. Ech hu kee Problem domadder, mä da wann ech gelift schwätze mer och iwwert déi Beräicher, déi der CSV vläicht méi no stinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, de Budgetsrapporteur huet eng ganz Rei vu wichtege Froen opgeworf, et kënnt elo drops un déi richteg Äntwerten ze fannen. Mer begréissen, datt d'Regierung e weideren Ulaf hëlt, fir an Zukunft d'Käschtenexplosioun bei den öffentleche Bauprojeten am Gréff ze behalen; e Punkt iwwregens, wouriwwer déi al wéi déi nei Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire, d'Bautekommissioune wéi och déi sukzessiv Budgetsrapporteuren - se waarden op alle Fall mat Spannung op der Regierung hir Propositiounen an op dat, wat se da konkret bewierke sollen.

Eng aner Prozedur fir grouss Bauprojeten ze autoriséiere mécht sécherlech Sënn, mä d'Fro muss erlaabt sinn, ob d'öffentlech Hand ëmmer an alle Fäll e gudde Bauhär ass. Et kann net grad an dësem Domän verstäerkt op d'Zesummenaarbecht mam Privatsecteur zréckgegraff ginn.

Och kënne mir d'Propose vum Här Mosar nëmmen ënnerstëtzen, fir en Audit iwwert de Fonds pour l'emploi ze maachen, net mam Zil fir deene Leit, déi op enger Sich no enger Aarbecht sinn, manner ënnert d'Äerm ze gräifen, mä fir mol am Detail ze kucken, wat déi séllege Mesurë wierklech bréngen, wou se e Sprangbriet si fir eng fest Ustellung anzwousch ze kréien a wou dat net erreecht gëtt. Och sollt gekuckt ginn, wou dës Mesurë just dozou féieren, datt d'Patronë vum sou genannte Mitnahme-Effekt profitéieren oder vun de Beschäftegungsinitiative Konkurrenz gemaach kréien, a fir déi Propositioun vum Här Mosar ze ënnerstëtzen, hunn ech och do nach eng Kéier eng Motioun preparéiert. Här President, wann ech gelift.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant que l'augmentation du taux de chômage demande à ce que des mesures soient prises pour contrecarrer cette tendance;

- estimant qu'il est nécessaire de cibler davantage les programmes mis en œuvre dans le cadre du fonds pour l'emploi sur les personnes rencontrant le plus de difficultés à retrouver un emploi;

- relevant qu'il est indiqué de procéder à une analyse des différentes initiatives prises au niveau du fonds pour l'emploi pour déterminer l'efficacité de ces dernières;

- vu le rapport de la Commission des Finances et du Budget relatif au projet de loi concernant le budget des recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2005;

invite le Gouvernement

- à faire procéder à un audit du fonds pour l'emploi.

(s.) Claude Meisch, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Charles Goerens, Henri Grethen.

Aspuerungspotenzial gëtt et op ville Plazen. Wéi kënne mir mat deene selwechte Mëttele méi erreechen? Beispill öffentlechen Transport: Gëtt net heiansdo iwwert d'Zil eraus geschoss? Beispill Reglementatioun fir eis Structures d'accueil, déi net ëmmer adaptéiert ass an de Bau wéi och d'Gestioun vun esou Structurë verdeiert. Kënnt d'Geld och ëmmer do un, wou et wierklech gebraucht gëtt? Beispill Fonds pour l'emploi.

D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass dëst eis éischt Prioritéit soll sinn, éier mir dem Bierger méi eng héich Belaaschtung zoumudden. Et ass dann och dat dee fundamentalen Ënnerscheed, tëschent eiser Approche an dem Här Mosar sengen Iwwerleeungen.

Här President, nei an zousätzlech Belaaschtunge fir d'Bierger ass, an eisen Aen, mëttel- a laangfristeg de falsche Wee. Lëtzebuerg huet net déi ekonomesch Talfahrt déi lescht Joren esou gutt gemeeschtert, well d'Leit an d'Betriber Geld aus den Täsche gezu kritt hunn. Neen, et waren déi bedeitend Steiererliichterunge vun 2001 an 2002 fir d'Privatpersounen eweí fir d'Betriber, déi eis Ekonomie um Lafe gehalen hunn. De Leit d'Suen aus dem Porte-monnaie ze zéien ass dee falsche Wee, dat bréngt héchstens kuerzfristeg méi an d'Keess, laangfristeg geet dës Rechnung net op.

Firwat allerdéngs beim Här Mosar sengem Steierkonzept grad d'Gemengen am schlechtesten ewech kommen, liicht engem an, wann een e bësse méi wäit liest.

Une voix.- Net all!

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP).*- Tëschent 30 a 40 Gemengen am Land géingen duer goen, wann et der CSV nogeet. D'Demokratesch Partei verschléisst sech bestëmmt net enger Debatt iwwert de Fonctionnement vun eise Gemengen, och d'Fusioun vun där enger oder anerer Gemeng soll fir eis keen Tabuthema sinn. Wat eis an dëser Fro allerdéngs vun der Regierung ënnerscheet, ass, datt mir dës Diskussioun mat deene betraffene Gemenge wëlle féieren, net vun uewen erof, mä vun ënnen erop; dat ass eis Approche. Wann et sou ass, datt eng Rei vu Gemengen net méi funktiounsfäeg sinn, dann hunn ech vollt Vertrauen an d'Bierger an an déi betraffe Gemengeréit, datt si déi richteg Décisioune wäerten huelen; dëst Vertraue schéngt der Regierung ze feelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee wëll wëssen, wat den Ënnerscheed tëschent enger Regierung mat an enger Regierung ouni DP ass, dann ass dat elo e puer Méint no dem Regierungswiessel besonnesch däitlech ze gesinn. Mir si manner dirigistesch, well mir dem eenzelne Mënsch vertrauen; hie weess am Beschten, wéi hie säi Liewe wëll féieren a wat e mat senge Sue wëll maachen. Mat eis sinn d'Steieren erof gaangen, schonn d'nächst Joer wäert jidderee méi Steiere bezuelen, an et ass jo eréischt den Ufank, wéi mir den Här Mosar d'lescht Woch héieren hunn. Duerch eng niddereg Belaaschtung, den néidege Fräiraum an engem zäitgeméisse legale Kader hu mir et fäerdeg bruecht, trotz engem schlechten internationalen Ëmfeld, d'Ekonomie um Lafen ze halen; jo, se wiisst dëst Joer mat 4,2%. Och dat ass e Stéck zolidd Budgets- a Finanzpolitik: Kucken datt et de Betriber an de Leit am Land gutt geet, da sinn och d'Keese vum Stat gefëllt.

Et ass dëse Message, deen eis an den Ausféierunge vum Budgetsminister gefeelt huet. Jo, de Rimm méi enk schnallen, do wou et Sënn mécht, mä virun allem e Kader fir eng wirtschaftlech Dynamik schafen, sou wäre mir un dëse Budget erugaangen, wa mir d'Geleeënheet dozou gehat hätten. Et sinn dann och dës Iwwerleeungen déi eis dozou féieren, dëse Budget net ze stëmmen. Kuerzfristeg ginn déi falsch, vläicht méi einfach, Décisioune geholl; laangfristeg feelt et eis u Perspektiven, wéi mir hei am Land de Wuelstand kënnen halen.

An ofschléissend, Här President, wëll ech nach eng lescht Motioun era bréngen, fir d'Regierung trotzdeem vläicht nach dovunner ze iwwerzeegen, fir d'Steiertabell un d'Inflatioun unzepassen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant la deuxième étape de la réforme du tarif sur le revenu des personnes physiques du 1er janvier 2002;

- notant une augmentation du taux d'inflation qui se situe actuellement à 2,44% ayant connu une progression de (0,39%) au mois d'octobre 2004;

- relevant que cette augmentation a pour corollaire d'accroître la charge fiscale;

invite le Gouvernement

- à adapter le barème de l'impôt sur le revenu des personnes physiques à l'évolution de l'inflation.

(s.) Claude Meisch, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Henri Grethen, Paul Helminger.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Als nächste Riedner ass de Fraktiounspresident vun der LSAP, den honorabelen Här Ben Fayot, ageschriwwen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, dës Budgetsdebatt ass déi éischt vun der CSV/LSAP-Koalitioun a si schreift sech dann och an dee Reform- a Moderniséierungsprozess an, deen am Koalitiounsprogramm vun der Regierung virgesinn ass.

Erlaabt mir fir unzefänke selbstverständlech dem Rapporteur ons Unerkennung auszedrécke fir seng schnell a grëndlech Aarbecht, déi mir och mat gedroen hunn an der Kommissioun, sachant bien - dat hu mir och an der Kommissioun gesot -, dass mir zu eenzelne Punkten, déi déi perséinlech Meenung vum Rapporteur erëmginn, ons Reserven hunn, an ech wäert nach op déi Punkten zréckkommen.

Här President, mir däerfe bäi der Lëtzebuerger Moderniséierungsdebatt net vergiessen, dass mir en nationaalt, en europäescht an e globaalt Ëmfeld hunn an dat mir eis aschreiwen. Um nationale Plang wäert deen interessanten a wichtege Bericht vum Professeur Fontagné iwwert d'Kompetitivitéit vun eisem Land fir vill Diskussioun suergen. Dat geschitt jo fir d'éischt an der Tripartite, also an deem Modell vu Sozialdialog, wat mir ons hei zu Lëtzebuerg ginn hunn. Et schreift sech och par rapport zu där neier PISA-Etüd an, déi sécher fir vill Diskussioun Ulass wäert ginn, an doniewent ass natierlech um europäesche Plang d'Strategie vu Lissabon ze kucken, als den europäesche Kader fir déi wirtschaftlech, sozial an ekologesch Moderniséierung. An dann um Weltplang gëtt et verschidde Versich vun ekologeschen, sozialen a wirtschaftleche Regulatiounen an d'Ëmsetzung vun de Beschléss vu Kyoto an eisem Budget dëst Joer ass jo een Element dovunner.

Här President, et geet ons bei dëser Debatt drëm onse Bäitrag zu där Moderniséierungsdebatt ze maachen. A fir datt et am Ufank direkt kloer ass, fir d'LSAP ass déi Moderniséierung nëmmen an engem Gläichgewiicht zwëschent wirtschaftlecher Kompetitivitéit, engem héich entwéckelte Sozialstat an engem héijen ekologeschen Niveau ze gesinn. Skandinavesch Länner zum Beispill weisen ons, wéi wirtschaftlech Dynamik, bescht Resultater an den CO_2-Emissiounen an alternativen Energien, gutt Resultater bei PISA an eng dynamesch Demographie zesummegoe kënnen. An dat ass och déi Orientatioun, déi mir als LSAP an eiser Regierungstätegkeet verfollegen, dat ass déi Gesellschaft, déi mir och fir Lëtzebuerg wëllen.

Dass dobäi schwiereg Décisiounen ze huele sinn, muss jiddferee wëssen. Dass mir dat an engem breeden Dialog mat der Gesellschaft, mat den Acteure vun der Zivilgesellschaft, mat de Gewerkschaften an dem Patronat, mat de Beruffschamberen an dem Conseil économique et social maache wëllen a mussen, ass och sécher. D'Stäerkt an den Zesummenhalt vun dëser Koalitioun miesst sech dorun, dass um Enn Décisiounen erauskommen, déi wirtschaftlech richteg, sozial gerecht an ekologesch acceptabel sinn.

Här President, d'Budgetsdebatt ass fir d'éischt eng Appréciatioun vun der Aschätzung vun Einnahmen an Ausgabe fir dat kommend Joer, also vun de Mëttelen, déi fir déi Moderniséierung zur Verfügung stinn.

Zum Budget 2005 ass scho vill Verschiddenes an och oft Widderspriechleches gesot a geschriwwe ginn. D'Analyse ginn oft duerch de Brëll bedéngt mat deem een de Budget kuckt. Déi eng maachen eng éischter pessimistesch Lektür vun den Zuelen, déi aner eng éischter optimistesch. Déi eng hunn dobäi am Hannerkapp zum Beispill manner Sozialstat, déi aner méi Sozialstat, mä op jidde Fall keen Ofbau.

De Budget 2005 entspréngt fir d'éischt der Situatioun, déi déi nei Regierung am August/September 2004 virfonnt huet. Si huet eng Ierfschaft ze assuméieren an zugläich en neie Koalitiounsprogramm ëmzesetzen. Erfreelech un dësem Budgetsentworf ass, dass en esou gutt wéi am Gläichgewiicht ass an de Stabilitéitspakt respektéiert. Erfreelech ass och, dass de Sozialbudget gradewéi d'Investitioune vum Stat sech weiderentwéckelen. An erfreelech sinn och eng Partie nei Akzenter an der Regierungspolitik.

Et gëtt awer och eng etlech Fragezeechen. Et gëtt Onsécheres, wat de Wirtschaftswuesstum an d'finanziell Zukunft vum Land ugeet. Wat ass dann elo als sécher unzegesi fir 2004 an 2005? Vu wat kann een ausgoe fir Politik ze maachen? Sécher ass, dass mat de Joren d'Rigiditéite vum Budget méi grouss ginn an also de politeschen Handlungsspillraum vun der Regierung fir nei Initiative méi kleng.

Sécher ass, dass d'Schold vum Stat selwer nach ëmmer ganz niddreg ass, dass et awer an de kommende Jore wuel net ouni weider Verscholdung wäert goen. Sécher ass, dass d'Engagementer vum Stat zwëschen 1999 an 2004 enorm geklomme sinn. D'Cour des Comptes huet dëst akribesch an ouni Zweiwel an hirem Avis nogewisen. De Roger Negri, onse Spriecher zu den Investissementer,

wäert am Detail nach dorobber zréckkommen.

D'Cour des Comptes zum Beispill huet nogewisen, dass d'Avoirë vun de Fongen zwar nach ëmmer héich sinn, dass d'Engagementer awer säit 2002 massiv an d'Luucht gaange sinn. Spéitstens Enn 2009, wann net éischter, ass trotz den Emprunten en negative Sold vun 175 Millioune bei den 12 Haaptfonge vum Stat ze erwaarden. An zu deene Fonge kënnt en neie Fong, de Fonds de financement des mécanismes de Kyoto mat fënnef Milliounen Euro. Kyoto wäert à terme, huet de Budgetsminister eis gesot, 30 Millioune kaschten. Fir 2005 sinn et 200 Milliounen, wat den Emprunt ugeet, dee mer mussen huelen, an dat wäert iwwert d'Legislatur esou weidergoen.

D'Cour des Comptes verlaangt dofir richtegerweis eiser Meenung no eng Gesamtdokumentatioun iwwer all finanziell Engagementer a finanziell Encoursen. Dozou gehéieren och d'Annuitéite vun der Loi de garantie an d'Engagementer vum Fonds Belval, déi net bei de Fonds spéciaux ugefouert ginn.

Fir dass et ganz kloer ass: Mir ënnerstëtzen d'Regierung bei hirem Beméie fir déi öffentlech Infrastrukturen ze moderniséieren an ze erneieren. Dat gëllt ganz besonnesch fir d'Schoulen am Secondaire, fir Kliniken an Alters- a Fleegeheimer, fir den öffentlechen Transport an d'Telekommunikatiounen. Mir sinn och net géint eng räsonnabel Verschëldung, wann et ëm Zukunftsinvestitioune fir déi kommend Generatioune geet. Besonnesch am Schoulwiesen hu mer massiv Besoinen nozehuelen.

Mä et ass gradesou kloer, dass Prioritéite musse gesat ginn, dass manner deier a manner opwändeg gebaut muss ginn, dass also méi strikt geplangt muss ginn, dass d'Kosten-Nutzen-Rechnung stëmme muss an dass déi katastrophal Dépassementer an déi laang Chantieren ënnerbleiwe mussen. Mir kéinten eis et eigentlech net leeschte fir fir d'Présidence net mam Centre de conférences um Kierchbierg fäerdeg ze sinn an all Devisë vun der Philharmonie ze sprengen. Mir kéinten eis et och net leeschten, dass d'Cité judiciaire mat 114 Milliounen Euro ugesat, viraussiichtlech iwwer en Drëttel méi kaschte wäert. A mir kënnen eis et net leeschten, dass esou Dépassementer onkloer an net novollzéibar sinn.

Här President, wat déi uerdentlech Ausgaben ugeet, ass sécher, dass déi 2005 ëm 8,2% par rapport zum Budget voté 2004, awer nëmme 4% zum Budget exécuté steige wäerten - d'selwecht also wéi déi ongeféier véierprozenteg Steigerung vum Wuesstum.

Manner sécher sinn allerdéngs d'Viraussoen iwwert d'Héicht vun de Steieren. D'Reserven am Steierberäich si souzesoen all opgebraucht. Dat heescht, d'Provisioune vun der Kierperschaftssteier sinn agedriwwen. 2002 an 2003 sinn déi Solde vu Steieren agedriwwe ginn, déi nach aus de Boomjore gestaamt hunn. Nei Reserve si säit 2001 souzesoe keng méi oder nëmme wéineg ugeluecht ginn. Fragezeeche stinn iwwregens och iwwert dem wirtschaftleche Wuesstum vun 2005, gradewéi iwwert der Evolutioun vun den Haaptakommessteieren. Ech kommen nach drop zréck.

Dat alles weist, Här President, dass dës nei Regierung eng schwéier Ierfschaft ze iwwerhuelen huet. Grouss Aarbechte si fäerdeg ze maachen, ier nei Prioritéiten attackéiert kënne ginn. Grouss nei Infrastrukture sinn un d'Fonctionnéieren ze kréien. Grouss Engagementer vum Stat zu Belval an iwwert d'Loi de garantie sinn ze finanzéieren.

Dës Ierfschaft ass net nëmmen enk no Legislaturen a Regierungen ze gesinn. Dës Ierfschaft ass och déi vun de vergaangene Jorzéngten a vun enger gewëssener Kammouditéit, déi duerch de Wuelstand entstanen ass. An do wëll ech de Professer Fontagné a sengem Bericht zitéieren: «(…) les années 1990 ont laissé se développer une vision erronée de la position luxembourgeoise, mésestimant les questions de long terme et laissant se mettre en place les conditions sociales rendant l'économie politique des réformes particulièrement ardue. L'exploitation des éléments de souveraineté nationale a été à l'origine de rentes qui bloquent aujourd'hui le processus de réforme.»

Här President, de Budget 2005 setzt eng Partie nei Akzenter. Selbstverständlech begréisse mer dobäi, dass zum Beispill d'Uni elo endlech op Orbit gesat gëtt an dass dofir 36,2 Millioune virgesi sinn. Och fir d'CRPen, also fir d'Centres de recherche publics sinn 22% méi Suen do, nämlech insgesamt 25 Milliounen Euro. Mir begréissen och, dass d'Préfiguratioun vun der neier Unisbibliothéik, Unis- an Nationalbibliothéik, nach ëmmer en Objektiv vun der Regierung bleift.

An der Éducation nationale kréie mer op Grond vum Gesetz vum 25. Juni 2004 18 Lycéeën an de Centre de Logopédie vum 1. Januar 2005 un d'Gestion séparée mat erweiderte Kompetenze bei den Ausgaben. Domat kënnen se méi flexibel an also besser op d'Bedierfnisser vun de Schüler agoen. Des Weidere gëtt de Lycée-pilote am ënneschten Zyklus vum Secondaire preparéiert gradewéi en anere Projet-pilote am Préparatoire.

Wéi schonns ugedeit, gëllt et ganz besonnesch Efforte fir de Bau vun neie Lycéeën ze maachen. Bis d'Joer 2010 sinn 11.000 Schüler méi an de Lycéeën ze erwaarden. Den augenbléckleche Bauprogramm geet fir 3.000 nei Schüler duer, well Container a gelounte Raim mussen ersat ginn. De Préparatoire zu Dummeldeng, d'Lycéeë vu Jonglënster, Réiden an Esch-Belval, den neie Lycée Hubert Clement op Terres Rouges musse fir d'éischt gebaut ginn. Dräi weider Lycéeën an déi zweet Europaschoul kommen derbäi. Also e risege Bauprogramm, dee fir d'Zukunft vun eise Kanner onëmgänglech ass. Dofir gëtt de Fonds d'investissements publics scolaires ëm 40% am Joer 2005 eropgesat, virausgesat d'Viraarbechte vum Plan sectoriel „lycées" ginn zügeg virun.

Firwat dat alles oft esou laang dauert, ass net ëmmer nozevollzéien. Do ass wierklech, mengen ech, emol eng Analys ze maache vun de Prozeduren, fir d'Décisiounsprozesser ze verkierzen.

Dozou kënnt deen ëmmer méi grousse Besoin an de Gemenge fir de soziokulturellen Encadrement vun de Kanner am Préscolaire an am Primaire. Och am Secondaire sinn Internater a Sportsinfrastruktur gefrot, ob zu Dikrech an der Hotelschoul, zu Iechternach oder an der Stad. Vun 2001 bis 2004 ass de Kredit vum Stat fir d'Gemengen, déi deen Encadrement socioculturel ubidden, vun zwee op aacht Milliounen eropgaangen. 2005 kommen nach eng Kéier dräi Milliounen dobäi, woubäi een natierlech och muss bedenken, dass d'Gemenge selwer do en enormen Effort maachen.

Här President, vill gëtt iwwert d'Zukunft vun eiser Wirtschaft diskutéiert. Ech war a bleiwen der Meenung, dass d'Nischepolitik keen Ersatz fir eng Wirtschaftspolitik ass, déi de Monolithismus ofbauen, d'Wirtschaft diversifizéieren an op eng zouverlässeg an dauerhaft Basis setze wëllt. Et ass och keen Ersatz fir eng Politik, déi d'Ofhängegkeet vun auslänneschen Décisiounen a Betriber, déi hei implantéiert sinn, ofbaue wëllt. Et gëtt sécher eng intelligent Nischepolitik, wéi zum Beispill ons Satellittegesellschaft se duerstellt. Et gëtt eng fragwürdeg Nischepolitik, wéi zum Beispill Lëtzebuerg zu engem zweete Monaco ëmfonctionnéieren ze wëllen.

Ech weess och, dass mer kuerzfristeg net laanscht déi eng oder aner nei Nisch kommen, wéi zum Beispill déi vum elektroneschen Handel. Déi Nische si meeschtens fragile a kënne vun engem Dag zum aneren ewechbréckelen.

Ech sinn awer iwwerzeegt, dass mer kuerz- a mëttelfristeg eng nei modern Déngschtleeschtungs- an Industriebasis mat Fuerschung, Technologietransfert an Héichschoulbildung schafe mussen, wa mer eis dann endlech eens sinn, dass dat de Wee ass. Nu steet d'öffentlech Fuerschung nach ëmmer nëmme bei 0,22% - dat ass e Fortschrëtt, mä nach ëmmer net genuch. Et soll jo 1% sinn niewent 2% fir d'Privatfuerschung.

Mir hunn als LSAP an där Optik alles, heiansdo wuel kritesch, mä alles mat gedroen, wat déi sukzessiv Regierunge realiséiert hunn, vum Gesetz vun 1987 iwwert d'Centres de Recherche publics bis zum Gesetz vun 2003 iwwert d'Uni. Mir hunn als LSAP ëmmer erëm géint Retizenzen a Skeptizismus grad op deem Gebitt vu villen Acteuren zu Lëtzebuerg ugekämpft. Och haut gëtt vu villen nach net agesinn, dass Uni a Fuerschung liewenswichteg fir eist Land sinn. Et geet ëm d'Innovatioun schlechthin an engem Land, wat nëmmen dat huet fir sech wirtschaftlech a sozial selwer ze bestëmmen.

Mir hunn de Projet vun Esch-Belval mat gedroen, iwwert deen eis Kolleegin Lydia Mutsch nach wäert schwätzen, well do an der Cité des Sciences d'Aneneegräife vu Wirtschaft a Fuerschung, vu Bildung a Schaffen eng nei Dynamik schafe kann. Ons Centres de Recherche publics hu säit 1987 gewisen, dass esou Instrumenter néideg si fir nei Betriber ervirzeruffe respektiv bestoender weiderzebréngen.

Mir hunn an der Vergaangenheet oft genuch op d'Noutwendegkeet vun enger dynamescher Approche vun der Informatiounsgesellschaft higewisen. Och do kréie mer vum Här Fontagné gesot mir wären hannendran, wann et ëm eis Kompetitivitéit geet. Mir hoffen a wënschen, dass dës Regierung eis e risege Schrëtt dobäi weiderbréngt.

Mir wëssen awer och, dass Fuerschung an Héichschoulbildung net exklusiv an direkt profitorientéiert kënnen a solle sinn. Et gëtt en direkten Zesummenhank mat dem allgemenge Bildungsstand vun engem Land a senger Fäegkeet an der Wirtschaft adaptabel a flexibel ze sinn. Et gëtt en direkten Zesummenhank zwëschent der Ufanksausbildung an dem liewelaange Léiere fir de Beruff engersäits an der geeschteger a kultureller Entwécklung vun engem Land. Dofir ass d'Schoulpolitik d'Grondlag fir ons wirtschaftlech Zukunft, gradewéi déi sozial Gerechtegkeet a Kohesioun. Nach ëmmer hu mer déi Gerechtegkeet an der Schoul net fäerdeg bruecht.

An de 60er Joren, et ass scho laang hier, hu mer den Defizit vun Aarbechterkanner am klassesche Secondaire an am Supérieur bedauert an ugeprangert. Haut si mer net vill méi wäit, mat der Ausnahm, dass déi Aarbechterkanner meeschtens friem Originen hunn. Dofir gëtt et fir mech en direkten Zesummenhank zwëschent enger besserer Ausbildung vu Léierpersonal am Primaire an am Secondaire an dem Vermeide vun Echecen, dem Verloscht vu Matière grise a Kompetenzen, dem Kampf géint de Chômage an der sozialer Gerechtegkeet zu Lëtzebuerg.

Dofir hänken d'Dynamik vun eiser Wirtschaft an hire Betriber, d'Chancë vun eise jonke Leit bei der Sich no Aarbecht an d'Zukunft vun eisem Land an der moderner Zäit vun all deenen Elementer of. Dat ass alles, wéi een haut esou schéi seet, vernetzt. Fortschrëtter dobäi däerfen net direkt dovunner ofhänken, ob dann elo déi eng oder déi aner Statsbeamten esou oder esou klasséiert sinn. Fortschrëtt entsteet, wa mer eis eens sinn, dass dëst fir d'Zukunft vum Land noutwendeg ass an dass mer och dono handelen.

Här President, de Professer Fontagné mécht och dozou eng Partie Virschléi, och besonnesch wat d'Formation continue vun deene Leit zu Lëtzebuerg ugeet, déi mam Mindestloun schaffen, respektiv mat wéineg Formatioun an de Beruff eraginn. Et ass scho ganz richteg, dass et op deem Plang de sprangende Punkt ass fir déi Plazen, déi mer zu Lëtzebuerg schafen, och vu Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, besetzen ze loossen. Dobäi kommen och nach aner Aspekter, wéi zum Beispill d'Déréglementatioun vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, d'Opmaachen och vun der Fonction publique op auslännesch Kompetenzen, d'Aféiere vun der duebeler Nationalitéit, déi interessant sinn an zur Moderniséierung vum Land bäidroen.

Här President, e puer Wuert zu de Steieren. Wat d'Steieren ugeet ginn d'Diskussioune fir de Budget 2005 iwwert d'Zukunft vun der Kollektivitéitssteier, d'Ofschafe vun der Verméigenssteier am Zesummenhank mat der Steier vun 10% op e Kapitalakommes, an den Undeel vun den direkten an indirekte Steieren am Gesamtsteieropkommes. Méi allgemeng geet et sécher ëm d'Adéquatioun vun Ausgaben an Einnahmen.

Wat d'Kollektivitéitssteier ugeet, do schéngt eis dem Budgetsminister seng Analys richteg, dass déi Steier strukturell erofgoe wäert, well déi Betriber, déi se bezuelen, mat legale Mëttelen hir Steierlaascht minimiséiere respektiv d'Perten, déi se am Ausland maachen, zu Lëtzebuerg konsolidéieren. Dofir gëtt jo versicht en europäesche Rapprochement unzestriewen, fir wéinstens en Deel vun der Steiersubstanz vun de Memberlänner ze erhalen. Dat muss d'Zil vun héich entwéckelte Länner sinn, si kënnen ouni eng zolidd Steierbasis iwwwerhaapt net méi dat Zesummeliewe garantéieren, finanzéiere wat mer fir eisen Zesummenhalt a fir eis Liewensqualitéit brauchen.

Déi Europäesch Kommissioun hat 2001 an 2003 festgestallt, dass d'Betriber am Bannemaart eng gemeinsam Betribssteier misste kënnen applizéieren. Ouni déi Steierbasis behalen d'USA a Japan e wichtege Konkurrenzvirdeel op Europa. Dofir hat déi vergaangen Europäesch Kommissioun dem Conseil Ecofin vum 10. an 11. September 2004 zwee Non-papere virgeluecht, deen een iwwer eng gemeinsam konsolidéiert Assiette vun der Betribssteier, deen aneren iwwert d'Besteierung am Pays d'origine fir Kleng- a Mëttelbetriber.

D'Kommissioun analyséiert richteg, dass d'Länner d'Impressioun hunn eegene politesche Spillraum a Steierfroen ze hunn, wou se a Wierklechkeet andauernd op d'Tauxë vun aneren EU-Länner kucken a sech dono riichten. Dobäi kënnt, dass de System vun no Länner separate Steiere souwuel fir d'Betriber wéi fir d'Steierverwaltungen extrem opwändeg ass.

Et soll jo beim erwähntene Rapprochement, wann ëmmer dee kënnt - a mir si jo hei wierklech nëmmen an enger Ufanksphas vun Iwwerleeungen -, net ëm d'Tauxë goen, mä ëm d'Assiette. Déi Bestriewunge gi sécherlech och vun de wirtschaftleche Milieuen an der Industrie an eisem Land mat Interesse gekuckt. Ech mengen, dass esou eng Démarche och als Instrument soll gekuckt gi fir géint d'Délocalisatioun vu Betriber an Niddregsteierlänner unzekämpfen.

Dofir hunn ech, natierlech gradewéi de Budgetsminister, meng Bedenken iwwert de Virschlag vum Rapporteur fir bei der Betribssteier en insgesamten Taux vun 19% anzeféieren esou wéi dat an der Slowakei gemaach ginn ass an domat voll an d'Steierkompetitioun eranzeklammen. Den Här Mosar mengt duerch d'Erofsetze vum Taux géifen nei Betriber ugezu ginn an de Steierausfall wettgemaach ginn. Ech hätt awer do gäre méi genee Berechnunge gehat iwwert den Ausfall vu Steieren an deem wat un neie Betriber misst kommen, fir dëst wettzemaachen.

Bei engem Saz vun 19% fale jo all aner steierlech Méiglechkeete fir d'Betriber ewech an déi Méiglechkeeten, dat huet jo den Här Minister eis gesot, si sécher och e wichtegt Element vu fiskaler Flexibilitéit vis-à-vis vun de Betriber. Et ass eis jo hei duergeluecht ginn, dass duerch d'Bank déi meescht Betriber déi Flexibilitéit an déi Provisiounsméiglechkeeten appréciéieren an dass et net sécher ass, dass duerch deen Taux vun 19% zesumme mat dem kompletten Ofbau vun den Abattementen d'Fiskalitéit fir d'Betriber besser géif ginn, dat heescht méi attraktiv géif ginn.

Et muss een och gesinn, dass esou een Astieg an en Dumping fiscal op laang Siicht zwangsleefeg zu Reaktioune vun deenen anere Länner féiert. Iwwregens kann deen Avantage séier verschwannen, sief et duerch eng ze schaarf Kompetitioun, sief et duerch eng europäesch Harmonisatioun fir wéinstens en Deel vun der Steiersubstanz ze erhalen. Niddreg Betribssteiere kënne sécher ee Mëttel si fir auslännesch Betriber unzezéien, et ass awer net dat eenzegt an et gëtt eiser Meenung no anerer, déi méi wichteg sinn.

En intelligent Ëmfeld ass zum Beispill méi wichteg. Dat gëllt sécher fir d'Finanzplaz, op déi de Rapporteur sech konzentréiert huet. Zum Beispill musse mer d'Iwwerreglementéierung vermeiden, an ech mengen den Här Meisch huet och schonn dovunner geschwat, wa mer zum Beispill d'Fongen zu Lëtzebuerg auditéiere loossen, da musse mer natierlech och d'Méiglechkeete gi fir déi Auditë kontrolléieren ze loossen, dat heescht mir mussen och der CSSF genuch Leit ginn, fir wichteg Kontrollen duerchzefëieren an och méi schnell op d'Demandes d'agrément vun der Fongenindustrie dann zum Beispill ze reagéieren.

Dëse Service ass, wann e gutt a schnell ass, och e Standuertvirdeel. A wa mer keng Lëtzebuerger fir dës Tâchen an der CSSF fannen, da musse mer dës Spart ebe fir Auslänner opmaachen, well niewent der steierlecher Situatioun ass d'Qualitéit vun de Servicer fir d'Finanzplaz wichteg.

D'Taxe d'abonnement ass eigentlech och eng wichteg Rent fir de Stat a sécher wäert déi och wuel soubal net ofgeschaaft ginn, obschonns dat jo vun deenen zoustännege Kreesser verlaangt gëtt, mä et soll ee sech iwwerleeën als Ciblage vun der Befreiung vun där Steier zum Beispill nei Créneauen opzemaachen, zum Beispill eng Befreiung fir Fonge mat ethescher Ausriichtung, zum Beispill vu Micro-finance.

D'Luxembourg School of Finance soll jo duerch Fuerschung, Enseignement an och Formatioun nei Perspektive fir d'Finanzplaz opmaachen. Fir den Ableck ass net ze erkennen, ob dat geléngt. Vill Froe stellen sech dobäi: Sollen zum Beispill dann elo hei Kadere forméiert ginn oder Fuerschung bedriwwe ginn oder eng Konkurrenz zu aneren héich spezialiséierten Instituter am Ausland geschaf ginn? Alles zesumme kann ee sécher net maachen. Et muss een also do e Choix maachen.

Et gëtt och - et ass schonn hei gesot ginn - e reelle Besoin vu Promotioun vun der Finanzplaz an och vun der Verdeedegung vun der Fi-

nanzplaz vis-à-vis vun europäesche Bestriewungen a vun der Verdeedegung vun Interesse vun der Lëtzebuerger Finanzplaz vis-à-vis vun europäeschen Direktiven.

Här President, déi eenzeg Steiermoossnam, déi am Koalitiounsprogramm festgehale gouf, ass eng Taxe libératoire vun 10% op Akommes vu Kapital fir Residenten an d'Ofschafung vun der Verméigenssteier; dëst soll 2006 antrieden. Den Ertrag vun der Verméigenssteier vum Particulier zu Lëtzebuerg ass jo relativ niddereg, si gëtt an der Haaptsaach vu klenge Spuerer bezuelt, déi net wësse wéi dolaanscht kommen.

Soll domat - esou de Rapporteur - Lëtzebuerg zu engem zweete Monaco opgebaut ginn? Ass dat eng nei Nisch fir d'Finanzplaz? Dat heescht, soll d'Finanzplaz déck Fortunen aus aller Welt unzéien a mat hinnen d'Besëtzer, déi jo solle Residente ginn, also d'Besëtzer vun deene Fortunen heihinner unzéien? Sollen hinnen dobäi speziell Faveure gemaach ginn, fir dass se op Lëtzebuerg kommen? Mir sinn dobäi méi wéi skeptesch.

(Interruption)

Ech wëll net an engem Monaco liewen, souguer wann d'Wieder besser wär. Ech wëll an engem Land liewen, dat säi Wuelstand aus eegener Kraaft erschafft, vun de Leit, déi hei wunnen an dat Land prägen.

Une voix.- Très bien.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Vergiesse mer net, dass d'Manéier wéi ee räich gëtt, och bestëmmt, wéi ee räich ass. Vill éischter, Här President, solle mer probéiere Spezialisten, héich kompetent Fuerscher zu Lëtzebuerg ze formëieren oder op Lëtzebuerg fir d'Uni an d'Fuerschung unzezéien, hinnen d'Arees an de Séjour vereinfachen an domat d'Grondlag fir nei Betriber am Déngschtleeschtungs- an Industrieberäich ze schafen.

Här President, op d'Gemengefinanzen am Zesummenhank mat der Gewerbesteier kënnt eise Kolleeg, den Här Klein, nach zréck.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech wollt awer ee Wuert iwwert d'Grondsteier soen. Mir sinn do sécher d'accord, wéi et och am Regierungsprogramm steet, dass een eng Reflexioun soll ufänken - allerdéngs huet jo hei nach keen, och de Rapporteur net, gesot, dass déi Grondsteier ëm dat Véierfacht eropgesat soll ginn, wéi ech dat an engem Interview vun engem Oppositiounssprecher gelies hunn. Mir mengen allerdéngs, dass dës Reflexioun sech et net ze einfach maache soll, zum Beispill, dass ee beim Eefamilljenhaus méi géif ofzocken.

Eng intelligent Grondsteier soll wuel dozou féieren, dass Bauland an de Bauperimeteren op de Maart kënnt, si soll och de Gemengen en Instrument ginn, fir géint Spekulatiounen unzekämpfen a géint d'Bureautisatioun an de Stied an doduerch géint d'Verloosse vun de Stadkäre virzegoen. Den Här Innenminister huet ons hei viru kuerzem gesot, e géif iwwer eng Tax nodenken, fir dëse Phenomeen ze bekämpfen.

An der Haaptstad, déi ech e bësse kennen, schwätzen se ëmmer nach a säit enger Partie Jorzéngten - bal 30 Joer - vun enger neier legaler Basis, fir dëst ze verhënneren, fir endlech géint d'Bürospekulatioun an de Wunnquartiere virzegoen. Ech sinn der Meenung, en neit Gesetz iwwert d'Grondsteier misst géint déi Abusën nei Instrumenter schafen. D'Regierung seet och déi direkt Steierlaascht vun de Persoune géif net eropgesat ginn, déi indirekt Steierlaascht gëtt wuel eropgesat - Eropsetze vun der TVA um Bensin an op den Zigaretten - vun 12 op 15% a soll 40 Milliounе méi fir Gesondheet an Ëmwelt abréngen. D'Contribution sociale op den Diesel, dee jo indexneutraliséiert gëtt, soll dem Beschäftegungsfong hëllefen.

Wat d'Ëmverdeelung an eisem Land ugeet ass et wichteg, dass den Index bleift. En ass noutwendeg fir eng regelméisseg Entwécklung an Upassung vun der Kafkraaft, niewent deene kollektivvertragleche Mechanismen, déi mir fir d'Leit hunn, déi schaffen. D'Ëmverdeelung ass noutwendeg fir e wäitgespreete Konsum a sozial Gerechtegkeet. Si ass virun allem noutwendeg fir de sozialen Zesummenhalt a fir de soziale Fridden; an dëst ass jo eng vun de wesentlechen Trëmp fir Lëtzebuerg, déi mir net däerfen op d'Spill setzen.

De Rapporteur huet an der Haaptsaach no der Héicht vun de sozialen Ausgabe vum Budget gekuckt; 44% vun den uerdentlechen Ausgabe sinn d'Transferts sociaux vum Stat. Och de Budgetsminister huet gesot, hei misst doriwwer nogeduecht ginn. D'LSAP ass iwwerzeegt, dass d'sozial Kohesioun an de soziale Fridden zu engem héijen Niveau vu sozialem Schutz an och zu engem héijen Niveau vu Wuesstum a Beschäftegung féieren. Länner wéi Schweden hu 50% Sozialausgaben a gehéieren zu deenen dynameschste Wirtschafte vun der Welt. Sécher féiert an eisem System d'Erhéijung vun der Zuel vun den Aarbechtsplazen automatesch zu méi Dépensë vum Stat, mä gradesou sécher steigt doduerch de Räichtum vum Land an domat och de Räichtum vum Stat.

Den Här Mosar monéiert dann och, dass déi héich Unzuel vun net Résidenten zum Export vun engem gudden Deel vu Sozialleeschtunge féiert. Dës Situatioun huet jo vill Ursaachen. Et ass fir d'éischt eng Konsequenz vum Pendlerzeenario, dee mir de préférence vun Awunnerzeenario gewielt hunn an deen eis ganz vill Avantagë brëngt, zum Beispill héich qualifizéiert Leit, fir deenen hir Formatioun mir net opkomme mussen, déi mir net logéiere mussen, deenen hir Lounsteier mir anzéien. Et ass och eng Konsequenz vun engem relativ niddereгen Taux d'emploi a vun enger niddereger Lëtzebuerger Demographie, déi d'Immigratioun noutwendeg mécht an och an Zukunft wäert noutwendeg maachen; dat gëtt jo net méi spéit wéi och erëm eng Kéier an deem vill zitéierte Fontagné-Bericht ënnerstrach.

Et kann een och dobäifügen, dass onse Schoulsystem vill Echece produzéiert, domat generéiert e Chômage am Land an zugläich d'Immigratioun gradewéi d'Auswanderung vu Kanner an auslännesch Schoulen. Ech kann also net novollzéien, wat de Rapporteur mat senger Klo iwwert den Export vu Sozialleeschtunge soe wëllt. En zitt jo eigentlech och keng Konklusiounen doraus; an Analysen ouni politesch Konklusioun bréngen awer op dësem Niveau net ganz vill.

Ech sinn iwwerzeegt, Här President, dass esou laang mir net un d'Wuerzele ginn, wäert sech och an enger héich entwéckelter Ekonomie wéi eiser näischt änneren. D'Wuerzelen, dat ass méi en héijen Taux d'emploi vu Männer a Fraen, dofir besser Opfaangstrukture fir Kanner an all Alter, besser Schoulen, eng besser Demographie wéi eng intelligent a sozial selektiv Hëllef fir Famillje mat Kanner an eng intelligent Immigratiounspolitik. Doriwwer eraus sinn ech fir mäin Deel net esou rabiat an der Beuerteelung vun der Entwécklung vun der Groussregioun.

Eise Kolleeg, den Här Mosar, mengt d'Frontalierë géifen hei schaffen an doiwwer consomméieren. Ech mengen, dass dës Groussregioun mat der Zäit zesummewiisst, dass d'Betriber an d'Konsumenten aus der ganzer Géigend, ob Lëtzebuerger oder Friemer, do e breede Maart fannen an domat och e Retour vun de Geldexporter no Lëtzebuerg stattfanne kann; a Geld zirkuléiert an der Groussregioun, och fir de Konsum, wéi eng rezent Etüd vum Ceps awer wéinstens deelweis gewisen huet.

En anere Punkt, dee mech am Rapporteur sengem Rapport frappéiert huet, ech muss soen et reegt mech eigentlech manner op wéi hien, dass eng Partie öffentlech Déngschter nëmmen e geréngen Taux de couverture hunn. Ech hunn de Stater Finanzschäffe Laurent Mosar, gradewéi seng DP-Kolleegen am Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg schonn x-mol kloen héieren, dass de Busdéngscht vun der Stad nëmme bis zu 12% duerch Recettë gedeckt géif. Elo weess den Här Mosar, wéi och de Buergermeeschter, den Här Helminger, dass mir de Problem mat dem öffentlechen Transport léise wëllen, dee soss eis Stad an eis Ëmwelt an eis Liewensqualitéit futti mécht.

D'LSAP hat sécher, dat ass richteg, an hirem Wahlprogramm de Gratistransport gefrot, well mir duerch e verstäerkte Gebrauch vum öffentlechen Transport den individuelle Verkéier schnell erofdrécke wollten. Dëst gouf jo vum Koalitiounspartner net ugeholl. De Problem bleift awer. De Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg huet d'virlescht Woch am Stater Gemengerot rappeléiert, dass d'Stad dagsiwwer 200.000 Awunner huet an nuets nëmmen 85.000.

Mir hunn also e Problem, nämlech de Problem vun de Pendler an der Stad an an der Agglomeratioun vun der Stad. De berühmte „modal split" vu 25 zu 75, wéi solle mir en dann erreechen? Mir stinn haut national bei 11 bis 12% Undeel um öffentlechen Transport. Wa mir 25% erreechen…

(Interruption)

An der Stad! Mä d'Stad ass eng Saach an d'Agglomeratioun a ronderëm ass eng aner Saach.

Wa mir 25% landeswäit erreeche wëllen, da kascht dat eppes. Wa mir d'CO_2-Emissiounen an den Emission trading erofsetze wëllen, da kascht dat och erëm eppes op engem anere Plang.

Dofir, Här President, d'Leit, déi iwwerall an der Welt, vu méi wäit oder wéiniger wäit, hier an d'Stied schaffe kommen, bezuelen néierens an der Welt en Tarif, deen den öffentlechen Transport och nëmmen zu engem Drëttel deckt. An iwwregens huet d'CSV/DP-Majoritéit, dat muss ech awer hei soen - ech hunn dat jo scho laang materlieft -, nach ni eng konkret Propositioun op deem Gebitt virbruecht, héchstens Léisungen an deene leschte Jore verhënnert.

An da muss ee sech froen, ob dann elo zum Beispill, wa mir iwwert d'Couverture vum öffentlechen Transport schwätzen, ob da soll d'Gratuitéit vum Behënnertentransport ofgeschaaft ginn, déi jo awer néideg ass, fir déi Leit an déi verschidden Institutiounen ze bréngen, déi de Familljeministère uechtert d'Land opmécht.

Et gëtt sech och op där anerer Säit opgereegt iwwert déi héich Ausgabe fir d'Fotovoltaik. Nu wësse mir aus der Opstellung vun der europäescher…

(Interruptions)

Une voix.- Den Här Mosar hat d'Eisebunn gemengt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, jo, okay.

(Interruption)

Plusieurs voix.- Oh, oh!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech hat geduecht, mir géifen hei wierklech e wichtegen Débat féieren iwwert d'Zukunft vun eisem Land. Ech hu probéiert dat ze maachen, an ech hunn net wëlles iergendeng Aart bëlleg Polemik mam Här Gibéryen hei unzefänken.

Et gëtt och geschwat vun den héijen Ausgabe fir d'Fotovoltaik. Dat musse mir awer als Grondiddi behalen. Nu wësse mir aus der Opstellung vun der Europäescher Kommissioun, dass mir mat 2,7% Stroum aus erneierbaren Energien zu Lëtzebuerg d'Schlussliicht an Europa sinn. An ech mengen amplaz sech iwwert de globale Käschtepunkt opzereegen, soll een ufänken no intelligente Léisungen ze sichen, a sécher huet kee vun haut op mar déi honnertprozenteg richteg Léisung, mä wichteg ass et, datt mir awer net d'Kand mam Bad ausschëdden, an dass mir gesinn, dass mir do mussen aktiv ginn.

Här President, den Här Budgetsminister huet och d'lescht Woch hei iwwert déi uerdentlech Ausgabe vum Stat geschwat, déi jo substanziell an d'Luucht ginn. En huet drop higewisen, dass duerch d'Automatismes vun der Sécurité sociale d'Sozialausgaben 2005 ëm 7% wuesse wäerten, also méi wéi de Wuesstum vu 4% vun den Ausgaben.

Den Här Budgetsminister wëllt doriwwer en Débat, dat ass ganz richteg. En denkt, wéi e seet, un e Réequilibrage vun de sozialen Ausgaben. Et misst een zum Beispill an der Gesondheet vun de Bedeelegunge schwätzen; et misst een d'Ausgabe stabiliséieren, dat heescht plafonnéieren awer net ofbauen, fir dass de Stat Loft kritt fir nei Aufgaben unzegoen. De Rapporteur sengersäits schwätzt vun engem Audit iwwert de Beschäftegungsfong.

Plafonnéieren heescht jo eigentlech, den Deckel drop, dass näischt méi bougéiert. Ech mengen, esou kann een dat net gesinn. Den Här Frieden huet selwer gesot, dass och am soziale Beräich nei Besoinen entstinn, deene muss Rechnung gedroe ginn, wéi zum Beispill dem Encadrement vun de Kanner an der Schoul, den Tagesstätten, der Schoulhëllef, der Fleeg an dem Versuerge vun eelere Leit, dem Encadrement vu sozial schwierege Mënschen, hir Reintegratioun an en Aarbechtsprozess, zum Beispill duerch d'Économie sociale a sou weider.

Wat ass zum Beispill den Intérêt vun engem Audit iwwert de Beschäftegungsfong? Ech mengen, de Problem ass de Chômage - net de Fonds. Et ass de Chômage, dee mir bekämpfe mussen. Ech si mat alle Leit heibannen d'accord, datt dëst eng schwiereg Diskussioun ass, besonnesch dann, wa mir décidéiert sinn, uerdentlech Ausgaben nëmmen iwwer Einnahmen an net iwwer Verscholdung ze finanzéieren.

Wa mir déi Diskussioun och net scheien, da wësse mir, dass mir se nëmmen an engem breede soziale Konsens mat de Sozialpartnere féiere kënnen, an och zu engem gudden Enn féiere kënnen. D'Solidaritéit ass dobäi keen eidelt Wuert. Sozialofbau gëtt et mat ons net.

Nach e Punkt ass mir beim Här Mosar opgefall, nämlech de Gebrauch vun der Strenz, Arrosoir op franséisch. Vill sozial Avantagë géife mat der Strenz verdeelt. E schwätzt dobäi vun de Wunnengsbäihëllefen, vum gratis Transport a sou weider. Dëst ass en oft erhuewene Virworf géint de Sozialstat. Och hei muss een entgéinthalen, dass jo d'sozial Kohesioun zu Lëtzebuerg duerch en anstännegt Wunnen am Eegenheem entstan ass. Et ass jo och vun de verschiddene Regierungen, dass dat ëmmer erëm gefuerdert ginn ass. Ëmmer méi schwiereg gëtt et fir kleng a mëttel Akommessen sech en Eegenheem ze erschaffen. Dofir muss déi Strenz, deen Arrosoir, méi grouss opgoen, fir all déi Schichten ze erreechen, déi ouni staatlech Hëllefen ni zu engem Terrain oder zu enger eegener Wunneng kéimen.

Och hei kann een natierlech och aner Weeër aschloen, wéi zum Beispill öffentlech Terrainë mat Bail emphytéotique zur Verfügung stellen. Loosse mir dat maachen, amplaz nëmmen dovunner ze schwätzen!

A schliesslech gëtt jo och bei der Strenz ni gesot wéi prezis se dann elo cibléiere soll, mat anere Wierder, wann ee vu Selektivitéit schwätzt, da muss een esou ee Konzept bis zu Enn denken.

Här President, fir ofzeschléissen an zesummenzefaassen: De Budget 2005 entsteet an engem schwieregen Ëmfeld, d'Enn vun de Reserven aus de Boomjoren ass no, d'Engagementer si grouss an d'Fongen huelen of, ouni Verschëlddung geet et an deenen nächste Joren net.

Zweetens, et ass dofir noutwendeg ze spueren, zum Beispill beim Bauen. Prioritéite musse gesat ginn: Schoule viru Stroossen, Informatiounstechnologie viru Prestige, sozial Selektivitéit amplaz déi ganz breet Strenz.

Drëttens, nei Ustrengunge brauche mir, fir de Wuelstand vum Land a seng Entwécklung als héich modernt Land an enger komplizéierter Welt weiderzebréngen.

A véiertens a leschtens: Fir d'LSAP gëtt et kee Géintenee vun engem gerechte Sozialstat, engem héijen ekologeschen Niveau, enger moderner a kompetitiver Wirtschaft, mä nëmmen ee Mateneen, dofir setze mir eis an, an dat ass fir eis de Schlëssel zur Moderniséierung vu Lëtzebuerg.

Merci.

(Interruptions)

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet elo de Fraktiounspresident vun deene Gréngen, den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Den éischte Budget an där neier Legislaturperiod fënnt an Diskussioune statt, déi, wat d'Chifferen ubelaangt vun der Entwécklung vun eiser Ekonomie, vun eisem PIB, sech sécherlech geännert hunn.

Wann een d'Chiffere kuckt vun 2003 an 2004, mä virun allem vun 2003 par rapport zu 2004 zum Beispill, da stellt ee fest, datt eise PIB erëm staark ugewuess ass. 2003 hate mir nach e Wuesstem vun 2,9%, 2004 si mir op 4,2% oder wäerte mir op 4,2% do ukommen, aller Viraussiicht no, an 2005 gëtt ee Wuesstem vum Statec prognostizéiert vun och nach eng Kéier 4,2%. Wann een d'Period nach kuckt vu virdrun, tëschent 2001 an 2003, do huet et nach vill méi schlecht ausgesinn, do louche mir tëschent 1,5% an 2,9%.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

An och wann de Statec 4,2% Wuesstem vum PIB prognostizéiert, esou bleift et bei dësem Budget, deen opgestallt ginn ass vun dëser Regierung bei enger virsiichteger Aschätzung vun engem Wuesstem vum PIB vun 3,8%.

Ech hunn dat scho méi wéi eng Kéier hei gesot: Mir wäerten och an dësem Land erëm eng Kéier op d'Normalitéit zréckkommen. Fir mech si Wuesstumszuelen, oder fir eis si Wuesstumszuele vun 3 oder respektiv tëschen 3 a 4% ganz gutt Wuesstumszuelen, an et ass och dofir, dass mir frou sinn, datt mir zumindest déi gutt Wuesstumszuelen, déi mir dëst Joer erreechen, hoffentlech dann och wahrscheinlech d'nächst Joer wäerten erreechen.

Mä ech mengen awer, datt et net vu Muttwëll ass, datt an dësem Budget éischter vu virsiichtege Chifferen ausgaange gëtt, vun engem PIB-Wuesstum vun 3,8%, well ech si perséinlech der Iwwerzeegung, datt et alles anescht wéi garantéiert ass, datt mir zu Lëtzebuerg an doriwwer eraus an der Europäescher Unioun esou e wonnerbaart ekonomescht Ëmfeld wäerten hunn.

Et gëtt een eenzege grousse Sujet, deen de Moment international diskutéiert gëtt, a bei deem net wéineg Ekonomisten dovunner ausginn, datt dee Problem am Laf vum Joer 2005 eréischt voll wäert aschloen, dat ass deen astronomesche Budgetsdefizit vun de Vereenegte Staten, a virun allem de Fait, datt et net méi esou wäert sinn, wéi et awer an deene leschte Joren de Fall war, datt d'Ausland eigentlech dem Här Bush seng Scholde bezuelt huet, duerch gewëssen Investissementer. Dat heescht et wäert esou sinn, datt deen astronomeschen amerikanesche Budgetsdefizit ganz staark wäert do riskéieren op d'international Konjunktur ze drécken, an dofir et net evident ass, ob mer dee Wuesstem Enn 2005 wäerten erreechen, deen am Moment déi Chifferen, iwwert déi de Statec haut verfügt, fir 2005 virausgesinn.

Wat awer méi erschreckend ass, dat ass wann ech kucken, obscho mer e Wuesstum hunn, deen ëm déi 4% dann eventuell d'nächst Joer läit, wat dat bedeit fir d'Chiffere vum Budget, virun allem fir d'Recettë vum Budget. Ech mengen d'Chiffres-clés vum Budget sinn entre-temps bekannt. Bei de Recettë leie mir bei 6,9 an eppes Milliarden Euro, bei den Dépensen bei 6,991 Milliarden Euro. Mir schléissen also de Budget, wann en esou exekutéiert gëtt, wéi et hei virgesinn ass, mat engem liichten Defizit of, deen zwar dann iwwer eng Réserve budgétaire, déi mer hunn, soll gedeckt ginn.

Dat ass elo kee Grond fir a Panik ze verfalen, mä wat awer e Grond ass, fir a Panik ze verfalen, dat si ganz aner Saachen, oder net fir a Panik ze verfalen, mä loosse mer soen, éischter a Suergen ze verfalen, dat sinn eng ganz Rei aner Zuelen, déi aus dem Budget hei ervirginn.

Mir wäerten och, esou wéi et ausgesäit, et ass jo nach net 100%eg sécher, mä ech ginn awer emol fest dovunner aus, am Laf vum Joer 2005 en Emprunt ophuelen an der Héicht vun 200 Milliounen Euro, dee gläichméisseg opgedeelt gëtt un de Fonds des Routes an un de Fonds du Rail. Eis Dette brute wäert dofir klammen op 2,1% vum PIB. Dat ass natierlech, wann een dat vergläicht, wat mir an aneren europäesche Länner hunn, absolut näischt, an et ass och richteg, wat elo scho vu Virriedner gesot ginn ass, och vun der Majoritéit, datt mer natierlech um Niveau vun der Verscholdung nach e grousse Spillraum zu Lëtzebuerg hunn, mä och do gëtt et eng Rei Saachen ze soen, an ech wäert nach zum Schluss vu menger Ried, wann ech op deem Punkt ukommen, nämlech op dee Punkt vun de Fonds d'Investissement, deen an enke Relatioune steet mat der Ophuelung vun den Emprunten, gëtt et eng Rei Zuelen an eng Rei Donnéeën, déi eis mussen nodenklech stëmmen.

Mir hunn och 2005 eng staark Steigerungsrat bei de Recetten, plus 7,98%. Mir leien eigentlech do erëm um Niveau vu Joren, déi zu Recht bezeechent gi sinn als ganz gutt Jore fir Lëtzebuerg, mä den Ennerscheed ass awer deen, datt déi staark Steigerungsrat bei de Recetten net méi dohier kënnt, wou se fréier emol hierkomm ass. Mir wëssen, datt an deene ganz gudde Joren 1999-2000 déi héich Steigerungsraten engem gudden Deel der Kierperschaftssteier unzerechne waren, vun dohier komm sinn. An der Tëschenzäit hu mer eng staark Verschiebung kritt bei de Recetten a Richtung vun anere Steieren, déi ech erkläre wëll.

Fir d'éischt ass natierlech, wann ech bei den direkte Steieren ufänken, den Impôt sur le revenu et les salaires. 2004 hate mer 1.245 Milliounen Euro an 2005 erwaarde mer 1.400 Milliounen Euro. Dat mécht am Verhältnis gesinn zu der gesamter Recette fiscale beim Lëtzebuerger Stat 16,2% aus. Dat ass eng zolidd Steigerung, déi drop zréckzeféieren ass, oder déi wäert drop zréckzeféiere sinn op engersäits eng dynamesch Entwécklung vun de Léin zu Lëtzebuerg, haaptsächlech déi erwaarten Indextranche d'nächst Joer, mä awer och esou Saache wéi d'Unhiewe vum soziale Mindestloun oder den Ajustement vun de Pensiounen. Mä et ass awer och zréckzeféieren op dat erwaartend Usteige vun dem Emploi insgesamt zu Lëtzebuerg.

Wat interessant ass festzestellen, dat ass, datt déi fiskal Recettë vun där dote Steier definitiv elo d'zweet Plaz ageholl hu bei sämtleche fiskale Recettë vum Stat, dat heescht déi Steier gëtt eigentlech just nach vun der TVA dépasséiert, a firwat datt se vun der TVA dépasséiert gëtt, dorobber kommen ech och nach ze schwätzen. Dat huet Grënn, déi mer eigentlech alleguerten och misste wëssen.

En zweete grousse Block ass natierlech d'Kierperschaftssteier. 2005 gëtt sech do eng Recette vun 1.125 Milliounen Euro erwaart. Dat ass e Plus vu 25% par rapport zu 2004. Et mécht par rapport zu de gesamte Recettes fiscales 20% aus, an et ass esou, datt natierlech an der Diskussioun iwwert de Fait, firwat datt d'Kierperschaftssteier net méi esou eropgeet par rapport zu de Jore virdrun, gesot ginn ass, datt mer eigentlech jo an deene Jore virdrun en iwwerméisseg héijen Niveau konnten halen duerch verschidde Retarden, déi kumuléiert gi sinn, datt mer eigentlech eréischt 2005 de kumuléierten Effekt géinge spieren, natierlech vun där Steierreform vun 2002, wou mer d'Kierperschaftssteier op 22% gesat hunn, kombinéiert mat engem Ralentissement vun der Croissance insgesamt.

Et ass awer allerdéngs esou, wann een d'Chifferen am Detail kuckt an et ass interessant, fir dat festzestellen, am Zesummenhank mat Suggestiounen, déi de Rapporteur gemaach huet, Denkustéiss, fir eventuell zukünftege Reforme vun der Kierperschaftssteier, datt 2001 an 2002 mer eigentlech ni dat erreecht hu bei der Kierperschaftssteier wat mer eis am Budget erwaart hunn, dat trotzdeem, datt an deene Jore virun 2004 verstäerkte Steierréckstänn agedriwwe gi si vun de gudde Joren 1999-2000.

Dat heescht am Klortext, datt dat wat de Rapporteur mengt, oder wat e sech erwaart, an ech kommen herno nach dorobber zréck, duerch déi Reform, déi e proposéiert bei der Kierperschaftssteier, nämlech duerch de Fait, datt een esou staark géing erofgoen, nach eng Kéier bei der Kierperschaftssteier, datt dat am Endeffekt als Resultat hätt, datt dann de Stat méi Suen an der Keess hätt, schonn eleng widderluecht ass duerch déi Steierreform vun 2002, well 2002 si genau déiselwecht Argumenter gebraucht ginn, fir d'Erofsetze vun de Kierperschaftssteieren vun 30 op 22%.

Mir stellen also fest, datt dat a kengem Mooss réusséiert ass. Mir hunn zwar en Urappe kritt vun der Croissance, mä d'Recetten um Niveau vun der Kierperschaftssteier hunn op alle Fall net méi ugezunn. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck. Et muss ee sech awer souwisou d'Fro stellen iwwert de Stellewäert vun enger Steier insgesamt a virun allem vun esou enger wichteger Steier wéi der Steier op d'Gewënner vun de Betriber.

Mir als Gréng sinn net der Meenung, datt mer sollen an eng Richtung lasssteieren, fir datt d'Kapitalgesellschaften, wat den Undeel vum Finanzement um Stat insgesamt ubelaangt, kënnen nach e Bäitrag leeschten, datt mer an eng Richtung solle goen, datt mer d'Steierspiral esou wäit no ënnen dreiwen, datt effektiv en totaalt Mëssverhältnis entsteet bei den direkte Steieren, tëschent deem wat zum Beispill bei de Salairen akasséiert gëtt am Verhältnis am Budget an deem wat vun de Gewënner vun de Betriber um Niveau vun den direkte Steieren akasséiert gëtt.

An och wann hei drop verwise gëtt, datt den Undeel vun der Kierperschaftssteier an der Europäescher Unioun an der Moyenne bei 8,6% géing leien, an zu Lëtzebuerg bei 20%, an dat eleng géing beweisen, datt do nach Sputt oder Spillraum wär, esou muss een dat relativéieren. Dat huet natierlech domadder ze dinn, datt mer zu Lëtzebuerg effektiv e klenge Marché hunn, an datt duerch de Fait, datt mer déi Finanzplaz hunn, wat de gréissten Nettozueler natierlech ass bei de Betribssteieren, datt dowéinst eleng d'Verhältnis vill méi héich ass, wéi dat a grousse Länner ronderëm eis ass, wou esou eng krass Monopolsituatioun vun engem Secteur net besteet.

Et ass natierlech kloer, an d'Steierverwaltung huet eis déi Chiffere jo och ginn, datt zum Beispill 2003, wou mer déi definitiv Chiffere schonn hunn, 76% vun där dote Steier direkt aus dem Secteur financier koumen, mä dat si jo alles keng nei Elementer a keng nei Donnéeën. Déi hu mer schonn an den 90er Jore kannt, an och wann een den Tableau kuckt iwwert d'Fiskalitéit an Europa, déi de Rapporteur jo bäigefügt huet an de Rapport, da muss een zwar effektiv feststellen, datt dat wat 2002 décidéiert ginn ass, nämlech d'Erofhuelen op 22%, schonn zum Deel erëm opgeholl ginn ass vun enger Rei haaptsächlech neien EU-Staten, déi bäikomm sinn.

Mä och do muss ee wëssen, datt déi nei Länner, déi bäikomm sinn, déi eigentlech, loosse mer emol esou soen, déi sou genannte Fräimaartwirtschaft nach net esou laang kennen, wäerte séier schnell mierken an deenen nächste Joren, wa se wëllen eng Rei Saachen an hiren eegene Länner finanzéieren, datt dat net geet, wann een d'Steiersätz alleguerten op Null reduzéiert.

Wann een awer déi Tabelle kuckt, dann ass et virun allem dat wat eis am meeschten interesséiert par rapport zu eisen direkten Noperen, sti mer wierklech relativ gutt do, an et besteet op alle Fall eiser Meenung no keen Drock, fir elo direkt an eng aner Richtung erëm nach weider ze denken.

Ech sinn och der Iwwerzeegung, datt déi zukünfteg Evolutioun wäert weisen, datt mer an der Europäescher Unioun éischter eng Diskussioun wäerte kréien, am Kader vun enger EU-Harmoniséierung, déi an d'Richtung geet, fir Minimalsätz festzeleeën, datt dee Steierdumping relativ séier wäert eng Kéier oder hoffentlech eng Kéier en Enn wäert gesat kréien, well wéi den Här Fayot et richteg gesot huet, et kann een d'Steieren natierlech esou wäit erofsetze wéi ee wëllt - ausser et kënnt een iergendwann eng Kéier bei Null un, mä dann ass ee Stat iwwerhaapt net méi funktiounsfäeg, dat ass evident -, mä iergendwann eng Kéier féiert déi Steierdumping-Spiral do eis an der Europäescher Unioun an eng ganz fatal Richtung.

Doriwwer eraus, mengen ech och, datt ee muss d'Steierethik an d'Steiermoral insgesamt emol erëm e bësselchen an d'Luucht hiewen an och de Courage hunn no baussen ze soen, datt d'Steieren net nëmmen erhuewe gi fir d'Leit ze schikanéieren oder d'Betriber ze emmerdéieren, mä datt d'Steieren erhuewe gi fir verschidde Saache vum Stat ze finanzéieren, wouvu jidderee profitéiert, och d'Betriber - an ech kommen herno nach dorop zréck -, respektiv, a fir eis ass dat een onheemlech wichtegt Element, fir Verdeelungsgerechtegkeet ze schafen, well an enger Gesellschaft wéi eiser gëtt et ongerecht Verdeelungen. An dofir, mengen ech, ass dat effektiv e wichtegt Element.

An et ass esou, datt mir dofir och relativ skeptesch si par rapport zu deene Propositiounen, déi de Rapporteur hei an deem dote Kontext gemaach huet. Ech kommen och nach eng Kéier dorop zréck.

Mir hunn 2005 Recette-fiscalë beim IRC, déi natierlech nettement zréckgi par rapport zu 2003. 2003 huet et nach 1,31 Milliarden ausgemaach vun engem Total vu Recettë vu 6,56 Milliarden, dat heescht 20%. Mir ginn an de Previsiounen 2005 op 1,12 zréck, dat heescht et mécht do nëmme méi 16,4% aus. Dat sinn alarméierend Zuelen, déi engem mussen ze denke ginn.

Et muss een nach derbäi soen, datt et och nach ënnerschiddlech Aschätzunge gëtt iwwert déi erwaarte Recetten do. Zum Beispill seet den Avis vun der Cour des Comptes, datt déi Previsiounen do «s'avèrent être très favorables». Dat heescht d'Cour des Comptes geet éischter dovun aus, datt d'«recettes escomptées paraissent surestimées». Bon, dat kann een natierlech elo haut nach net vérifiéieren, mä op alle Fall angesichts deem, wat ech och am Ufank gesot hu vun eventuelle Schwieregkeeten um ekonomesche Plang, ass dat sécherlech net ganz falsch. Och d'Steierverwaltung huet eis an der Kommissioun éischter ze verstoe ginn, datt souguer d'Tendenz iwwer 2005 eraus an d'Richtung wäert goe vu weidere Verschlechterungen an deem dote Beräich.

Mir hunn, an dorobber kommen ech och nach eng Kéier herno zréck, entre-temps e Mëssverhältnis tëschent den direkten an den indirekte Steieren. Fir eis ass och dofir kloer, datt déi Propositioun vum Rapporteur, déi zwar vläicht a priori gutt kléngt, fir ze soen engersäits mir hunn eng Situatioun de Moment: IRC 22%, ICC derbäigeschloen an d'Solidaritéitssteier derbäi, da komme mer op 30,38% global Belaaschtung fir d'Betriber, an datt hien da seet, datt duerch déi vill Ofschreiwungsméiglechkeeten oder Bonifications d'impôt, déi et haut scho gëtt, kaum nach e Betrib op déi 30,38% kënnt an datt déi meescht éischter haut schonn ënner 20% géingen dovu leien.

An da proposéiert hien ebe fir ze soen: Ma komm mir schafe méiglechst vill Bonificatiounen oder Abattementen of a mir ginn insgesamt op eng Belaaschtung ënner 20% an da léisst dat sech méi einfach no bausse verkafen, wann een auslännesch nei Betriber op Lëtzebuerg wëllt unzéien oder déi, déi hei sinn, wëllt behalen.

Ech mengen awer, datt dat e bësse simplistesch ass, well et entre-temps - an dorobber kommen ech och nach ze schwätzen - eng ganz Rei aner Facteure gëtt, déi wichteg sinn, wann een iwwert d'Kompetitivitéit vum Standuert Lëtzebuerg diskutéiert, wéi nëmmen sech ëmmer erëm ze focaliséieren op den Aspekt vun de Steieren.

Et gëtt awer en anert Argument, wat fir eis nach vill méi wichteg ass, an dat ass dat wat de Budgetsminister selwer och hei bruecht huet, wéi e gesot huet, datt wann een déi Bonifications d'impôt oder d'Abattementen an déi Saache bei de Betriber ofschaaft, dann hëlt ee sech en Element vu Gestaltungspolitik ewech.

Déi Aschätzung deele mir op alle Fall. Mir sinn der Meenung, wann et an Zukunft nach zu weideren Upassungen um Niveau vun de Steiere fir d'Betriber ka kommen oder kënnt, dann éischter an deenen dote Beräicher, fir ganz geziilt verschidde Saachen ze förderen. Duerfir si mer der Meenung, datt zum Beispill Bonifications d'impôt, déi gebonne sinn un Investissements à des fins écologiques, an Zukunft eng gréisser Bedeitung kënnen an och wäerte kréien, an dat Instrumenter sinn, déi fir eis ganz wichteg sinn.

Mir wëssen natierlech och, datt d'Steiere vill mat Psychologie ze dinn hunn, mä et kann een natierlech och déi dote psychologesch Momenter esou iwwerdreiwen an iwwerspëtzen an einfach wéi gesot mengen et kënnt een all Aspekter vu Kompetitivitéit oder all Argumenter fir Kompetitivitéit fir d'Industriesecteuren zu Lëtzebuerg reduzéieren op dat dote psychologesche Moment.

Da kënnt nach en anere Punkt derbäi, dat ass mir sinn de Moment an enger Diskussioun fir am Lissabon-Prozess Neel mat Käpp ze maachen. Den Här Fayot huet eng Rei Saachen opgezielt, déi ganz richteg sinn. Hien huet geschwat, datt d'Forschung misst méi eng grouss Bedeitung kréien, d'Bildung, effikass Strukturen an esou weider an esou fort, mä ech mengen och, an dat gëtt jo haaptsächlech och vun allen ekonomeschen Acteure verlaangt, datt do sollen Neel mat Käpp gemaach ginn, da musse mer eis awer bewosst sinn, datt mer all déi dote Saachen net zum Nulltarif kréien, déi kaschten de Stat Geld.

Da muss een awer engem herno soen, wa mer natierlech un de Steieren dauernd schrauwe ginn no ënnen, wéi mer dat alles solle bezuelen. Selbstverständlech ass et wichteg, datt mer nach méi an d'Forschung investéieren, an dat kascht net wéineg Geld fir méi an d'Forschung ze investéieren, mä da muss een awer och bereet sinn op där anerer Säit, da muss jiddfereen säi Bäitrag dozou leeschten um Steierniveau fir dem Stat déi Méiglechkeeten ze ginn, fir déi Saachen do zum Beispill weiderzedreiwen.

Iwwert d'Gewerbesteier wëll ech kee Wuert verléieren, well mäi Kolleeg Camille Gira dat mar wäert am Detail maachen. Duerfir kommen ech dann direkt zum Punkt vun dem Impôt sur la fortune, haaptsächlech déi Propositiounen, déi do gemaach gi si vum Rapporteur.

Et kann een natierlech soen 100 Milliounen Euro am Budget sinn am Moment virgesi fir 2005, déi méi oder manner, dat mécht elo net onbedéngt de grousse Worf aus fir d'Recetten insgesamt vum Statsbudget. Mä ech mengen awer, datt ee muss oppassen, datt een duerch esou Fuerderunge wéi déi doten onofhängeg vun der Recette, déi et ausmécht fir de Stat, net falsch Signaler setzt. Ech muss soen, ech ginn dem Här Fayot honnertprozenteg Recht a sengen Iwwerleeungen, déi e virdrun hei ugestallt huet: Mir mussen oppassen, datt mer net do a gefëierlech Richtunge ginn, an d'autant plus, an do sinn ech och mat him d'accord, wat hie virdrun hei gesot huet, datt meng Fraktioun an ech äusserst Zweifel hunn iwwert d'Resultater, déi mer dovu wäerte kréien.

Ech gleewen zum Beispill net drun, datt duerch esou Artificen, wéi déi doten, mer et géinge fäerdeg brénge elo ganz grouss Fortunen hei op Lëtzebuerg unzezéien, datt déi och nach géingen hei Résidentë ginn an dann och dat nach géinge maachen, wat de Rapporteur sech natierlech wënscht, gläichzäiteg ekonomesch Aktivitéite géingen entwéckelen hei zu Lëtzebuerg, wa se dann hir Fortune hei placéiert hätten. Ech gleewen déi Saachen alleguerten net. Ech si souguer der Meenung, datt et ganz gefëierlech ass, well wahrscheinlech dat, wat mer als Land vun där dote Steier hunn, eis riskéiert erëm an eng negativ Diskussioun eranzebréngen; Stéchwuert Steierparadies.

Mir wëssen alleguerten, datt mer frou sinn doriwwer, datt mer endlech aus dem Scheinwerferliicht do erausgerode sinn, wat déi Diskus-

sioun ubelaangt. Duerch esou eng Diskussioun wéi dat heiten oder duerch esou Mesurë wéi déi heiten, wou et äusserst fragwürdeg ass wat se eis bréngen, riskéiere mer éischter do e Rebondissement ze kréie vun där Diskussioun vun eisem negativen Image fir Lëtzebuerg an och virun allem fir d'Finanzplaz.

Amplaz datt een eiser Meenung no e bëssen abenteuerlech Iwwerleeungen ustellt iwwer Steiervirschléi, zum Beispill fir déi Superräich, déi da wahrscheinlech awer nach net op Lëtzebuerg kommen, ass et méi intellligent fir iwwer eng Steierpolitik nozedenken, déi eise wierklechen Tissu économique diversifiéiert, an dat och emol e bësse fir eis onofhängeg ze maache vun all méigleche fragwürdegen Nischen. Do gëtt et eng Rei Pisten a Méiglechkeeten op déi ech nach wäert ze schwätze kommen.

Ech wëll awer, Här President, et ass jo elo vill diskutéiert ginn de part et d'autre iwwert déi Propositiounen, sougutt bei der Kierperschaftssteier wéi beim Impôt sur la fortune an den Här Fayot huet gesot seng Fraktioun géing deene Virstellungen negativ géigeniwwerstoen, Gott sei Dank géing ech soen. Och de Budgetsminister huet gesot, hie wär net do mat den Iwwerleeunge vum Rapporteur averstanen, mä dat ass alles ëmmer hei am Raum schéi gesot.

Eis ass et wichteg, datt mer dann direkt Neel mat Käpp maachen an duerfir hu mer eng Motioun preparéiert, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou mer eigentlech e bësse résuméhaft dat oplëschten a wou d'Fuerderung näischt anescht ers ass wéi «invite le Gouvernement à ne pas suivre les recommandations du rapporteur du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 en matière de réformes de l'IRC et de l'impôt sur la fortune». Ech gi jo dovunner aus, esou wéi et ausgesäit, datt d'Chancë grouss sinn, datt dës Motioun eng breet Majoritéit wäert fannen.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant les déclarations du rapporteur du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005, proposant notamment:

• de réviser à la baisse l'imposition frappant les bénéfices de sociétés et de la situer en dessous des 20 pour cent, impôt de solidarité inclus;

• de proposer l'abolition de l'impôt sur la fortune des personnes physiques rendant ainsi le Luxembourg d'autant plus attrayant pour les propriétaires de fortunes importantes;

- considérant que ces mesures constituent une perte de recettes non négligeable pour les finances publiques;

- considérant que ces décisions vont ternir l'image du Luxembourg en alimentant ainsi le reproche du «paradis fiscal»;

- considérant dans ce contexte les déclarations de Monsieur le Ministre du Budget;

invite le Gouvernement

- à ne pas suivre les recommandations du rapporteur du projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 en matière de réformes de l'IRC et de l'impôt sur la fortune.

(s.) François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

Ech kommen dann zu den indirekte Steieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt d'TVA. D'Recettë vum Budget 2005 1,588 Milliarden. Wann een d'Gesamtrecettë kuckt, dat heescht mat abegraff dat wat an de Fonds communal de dotation financière geet oder an de Budget vun der EU geet, da kënnt ee souguer op zwou Milliarden. Dat heescht déi Recettë bei der TVA sinn enorm staark ugeklommen. Mir wëssen awer allerdéngs, datt do natierlech e gudden Deel vun deenen zousätzleche Recetten zréckzefëiere sinn op AOL an Amazon - fir nëmmen déi Stéchwierder ze nennen - an datt dat Recettë sinn, déi ganz volatile sinn, datt déi erëm méi séier kënne verschwanne wéi et eis léif ass.

En aneren Deel ass natierlech de Relèvement vun der TVA um Bensin an op den Zigaretten. Bon, dat sinn esou Artificen, déi kann een och maachen. Mä och do, mengen ech, virun allem deen éischte Punkt, deen ech opgezielt hunn, solle mir net drop zielen, datt et eng Normalitéit ass oder eng Garantie, datt mer déi nächst zéng, 15 oder 20 Joer kënnen op déi Recetten zielen.

En zweete Punkt: D'Taxe d'abonnement. Och déi huet e Redresssement; 2005 mécht dat 405 Milliounen Euro aus. An et gëtt och vill am Rapport vum Rapporteur iwwert déi Taxe d'abonnement diskutéiert.

Et ass jo relativ kloer, déi Recette kënnt natierlech quasi total haaptsächlech vum Finanzsecteur a vun den Investmentfongen. An do muss ech soen, deelt eis Fraktioun éischter d'Iwwerleeunge vum Rapporteur, well dat ass eng spezifesch Steier, wou ee spezifesch engem ganz wichtegen ekonomesche Secteur zu Lëtzebuerg kënnt hëllefen. Do si mir bereet mat driwwer nozedenken, ob ee bei där Taxe d'abonnement gewësse Modulatiounen, jee nodeem wéi d'Situatioun sech entwéckelt, kënnt virhuelen. Well et ass richteg, wéi de Rapporteur hei oplëscht, datt dat eng Steier ass, déi et natierlech just zu Lëtzebuerg gëtt an déi natierlech och ëmmer vum Ausland hier vun de Banken an d'Woschuel gehäit gëtt, wann driwwer diskutéiert gëtt, ob se zu Lëtzebuerg weider bleift wann ee wëllt investéieren.

En drëtte Punkt. D'Recetten, déi aus der UEBL hierkommen a virun allem den Zesummenhank vun deene Recettë mam Kyoto-Protokoll. Ech mengen, an dat hunn ech och an enger Ausso an enger éischter Reaktioun par rapport zu dem Rapporteur sengem Rapport op der Televisioun gesot, datt ech déi Aussoen, déi e gemaach huet, couragéiert fannen, well ech mengen, datt hien do déi richteg Saachen détectéiert huet, eng richteg Analys gemaach huet an datt en d'Auswierkunge vun de Recettë vum Tanktourismus, ech wëll net soe richteg ageschat huet, mä op alle Fall d'Froestellung ganz richteg gestallt huet. An ech muss och soen, déi Réplique, déi de Budgetsminister hei ginn huet, huet eis absolut net iwwerzeegt an déi ass och relativ einfach ze widderleeën - an ech wëll hei e bësse méi laang probéiere fir dat ze maachen.

Fir d'éischt emol muss ee jo soen, datt ëmmer erëm, wann iwwert déi Recettë vum Tanktourismus geschwat gëtt, de Feeler gemaach gëtt, datt dann nëmme gekuckt gëtt, wéi vill mécht dat aus. An elo, wou mer eben déi éischte Kéier iwwerhaapt eng Dépense hunn, déi direkt bekannt ass, déi a Relatioun steet - dat ass datt, wat et am Kader vu Kyoto do gëtt - a Kyoto als Géigepart kuckt. Mä domadder geet et jo net duer bei den Dépensen, well wann een iwwert den Tanktourismus diskutéiert, da muss een éischtens diskutéieren iwwert d'Ausgaben, déi den Tanktourismus bewierkt hei zu Lëtzebuerg duerch de Bau vu neien Infrastrukturen, déi mer permanent musse schafen, d'Méi-breet-Maache vun eise Stroossen, respektiv zum Beispill Megatankstellen, déi mer mussen installéieren an esou weider an esou fort, alles dat ass jo e Käschtepunkt an deem dote Kontext. Och d'Instandstetzung vun de Stroossen duerch de Verkéier ass e Käschtepunkt - a mir wëssen, datt am Stroosseberäich de Camionsverkéier mat den Haaptverursaacher ass bei de Schied un de Stroosse selwer.

En zweete Punkt. Mir hunn Ausgabe vum Tanktourismus am Beräich vun der Loftbelaaschtung. Dat ass natierlech schwéier ze chiffréieren, dat wësse mer. Et gëtt zwar entretemps am Ausland, a Kanada huet sech déi Méi gemaach, fir eng Kéier ze versichen esou Saache budgetär ze chiffréieren. Mir hunn dat och schonn oft verlaangt, datt dat emol eng Kéier hei zu Lëtzebuerg soll gemaach gi fir propper Loft erëm hierzestellen an all déi ëmweltbedéngte Krankheeten, déi domat zesummenhänken. An do brauch een nëmmen déi alarméierend Berichter ze kucken, déi am Ausland an deene leschte Jore komm sinn, virun allem am leschte Joer a Frankräich, wou ee vun de renomméiertste franséische Professeren eng Etüd fir déi franséisch Regierung fäerdeg gestallt huet, wou alarméierendst Zuelen erauskomm sinn iwwert den Zesummenhank vun ëmweltbedéngte Krankheeten, déi zum Beispill duerch schlecht Loft entstinn. Dat alles si Käschtepunkten.

Drëttens. Ausgabe vum Tanktourismus duerch zousätzlech Verkéiersaccidenter, déi mer op de Stroossen hunn. Mä mir wësse jo awer alleguer wéi vill Verkéiersaccidenter mer hunn, wou zum Beispill Camionen dra verwéckelt sinn, wat alles gréisstendeels Camionë sinn, déi duerch den Tanktourismus op Lëtzebuerg kommen.

Véierte Punkt - an dat ass een, deen elo an Zukunft vill méi substanziell gëtt - dat sinn déi zukünfteg Direktausgaben, déi mer duerch d'Fräikafen am Statsbudget hunn, well mer iwwert den Tanktourismus de Kyoto-Protokoll net kënnen anhalen. An do muss ech soen, war ech awer erstaunt iwwert dee schlecht informéierte Budgetsminister, deen hei emol net wosst, wat am Lëtzebuerger Allocatiounsplang virgesinn ass, wat et eigentlech ab 2012 wäert kaschten. Also de Rapporteur huet jo gesot, datt am Budget 2005 - an dat steet jo och am Budget dran - fënnef Milliounen Euro do virgesi sinn, mä - an dat seet jo och de Budgetsminister selwer - dat ass emol einfach dragesat ginn, well de Moment keen esou richteg weess wat et kascht.

Am Kader vum Plan d'investissement pluriannuel stinn ab 2006 schonn 20 Milliounen Euro pro Joer dran, mä - an nun haalt Iech un - laut dem Lëtzebuerger nationalen Allocatiounsplang, wa sech näischt un eiser CO_2-Reduktiounspolitik ännert, da wäert et ab 2012 e bëssel chen aneschters ausgesinn, well mir hunn dann 2012 eng Situatioun, datt mer eis musse fir dräi Milliounen Tonnen CO_2 fräikafen. An haut ass et esou, datt geschat gëtt, datt 2012 de Präis vun der Tonn CO_2 100 Euro wäert sinn. Dat heescht 2012 wäerte mer net an enger Situatioun sinn, wéi de Budgetsminister d'lescht Woch hei gesot huet, datt dat eis 30 Milliounen Euro pro Joer am Budget kascht, mä 300 Milliounen Euro pro Joer am Budget.

(Interruption)

An ech wëll awer nach derbäi soen, datt ee muss bedenken, datt mer 2012 mat grousser Sécherheet scho wäerten am Post-Kyoto-Prozess dra sinn. Dat heescht, 2012 ass de Risiko ganz reell, datt schonn nächst Stufen décidéiert sinn, dat heescht datt de Käschtepunkt vun der Tonn CO_2, deen haut eben op 100 Euro pro Tonn CO_2 geschat gëtt, riskéiert oder mat grousser Wahrscheinlechkeet 2012 scho vill méi héicht wäert sinn, esou datt d'Strofen an d'Fräikafe sécherlech nach vill méi deier wäerte ginn, wéi dat wat hei bis elo geschat ginn ass.

An da muss ech soe kënnt jo nach derbäi, datt mer souwisou eng Situatioun hunn, datt mer mussen domadder rechnen, datt déi Recettë vum Tanktourismus riskéieren anzebriechen, well mer an der Europäescher Unioun eng Tendenz hu vun Harmoniséierung vun den Accisen. An do muss ech soen, war ech desto nach méi erstaunt, wéi wéineg datt eigentlech ee Budgetsminister sech Gedanke gemaach huet iwwert deen dote Problem, well hien huet hei gesot, dat wier jo souwisou egal, ob hei géing getankt ginn oder soss iergendzwousch an Europa, well dee Bensin géing egal wéi jo souwisou vertankt ginn.

Mä dat ass awer nëmmen e klengen Deel vun der Wourecht, well Dir Dammen an Dir Hären, duerch de Fait, datt mer zu Lëtzebuerg deen Tanktourismus esou gefördert hunn an d'Präisser esou si wéi se sinn, gëtt et entre-temps e gudden Undeel vu Camionen, déi Détoure maache vun 200 Kilometer fir op Lëtzebuerg ze kommen, just fir hei ze tanken. Ech wëll Iech just op dee klengen Detail hiweisen, datt e Camion 1.000 Liter a säin Tank kritt. An do gëtt et entre-temps net wéineg Camionen, déi maachen Détoure vun 200 Kilometer; natierlech och fir derbäi nach Zigaretten an Alkohol ze kafen. Dat heescht, mir sinn als Lëtzebuerger mat schëlleg un dem Fait, datt mer…

(Interruption)

Wat gelift?

Une voix.- Wéi kënnt een un déi doten Zuelen?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Déi Zuele si bekannt, déi kënnt Der a Rapporten…

La même voix.- Wéi vill Camionë sinn dat?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wéi vill Camionen dat sinn, dat hunn ech elo net erausgekuckt, mä dat kënnt Der awer alles norechne loossen.

Also et muss ee jo wëssen, datt mir als Lëtzebuerg duerch déi Nischepolitik do och zousätzleche Verkéier en masse generéieren, haaptsächlech natierlech vun de Camionen. Dat heescht den Tanktourismus, dee mer eis zu Lëtzebuerg leeschten, dee provozéiert och e massiven Zouwuess u Verkéier zousätzlech zum normale Verkéier, dee mer souwisou schonn hunn. An dat sinn awer alles Argumenter, déi total an d'Richtung schwätze vun den Iwwerleeunge vum Rapporteur an och vum Fraktiounsspriecher vun der CSV, fir ze iwwerleeën, wéi dat do soll weidergoen.

An och mir als Gréng sinn net der Meenung, datt ee soll higoen an en Zeenario entwéckele fir ze soen: Mir kucken, datt déi Differenzen do vun haut op muer verschwannen. Dat ass net de Problem. Dat eenzegt wat mer soen: Mir sinn elo nach an enger Situatioun, wou mer Zäit hunn e luesen Ausstiegszeenario ze entwéckelen an och ëmzesetzen. Wa mer et net maachen, dann ass et relativ kloer, datt mer an deenen nächsten zéng, 15 an 20 Joer iergendwann eng Kéier een nächste Budgetsminister dann a grouss Schwieregkeete bréngen an datt dat eigentlech eng Politik ass, déi op Käschte gemaach gëtt vun deenen nächste Generatiounen, esou e bëssen nom Motto «après nous le déluge», et ass eis zimlech egal, d'Haaptsaach ass et spruddelt elo an der Keess an déi nächst Generatioun ka kucken, datt se mam Problem eens gëtt.

An dann, soen ech Iech, wa mer eis da blannemännerchers op eng Recette verlooss hunn, wou et aus deene verschiddenste Facteure manifest ass, datt se keng 20 Joer wäert iwwerliewen, wäerte mer domm aus der Wäsch kucken, wéi mer da verschidde Saachen hei zu Lëtzebuerg wäerte finanzéieren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech muss och soen, leider huet d'Regierung aner innovatiounsfördernd Pisten am Steierberäich jo total ofgeschriwwen. Iwwert d'ekologesch Steierreform, do schwätzt jo insgesamt kee méi dovunner. Déi gutt Etüd, déi vum Professer Ewringmann an der leschter Legislaturperiod am Optrag vun der leschter Regierung vum Mouvement écologique ausschaffe gelooss ginn ass, wou eng ganz Rei interessant Pisten a Saachen drastinn, déi ass jo emol net méi an engem Tirang verschwonnen, mä déi ass carrément iergendwou an e Feldwee gehäit ginn, vun där wëllt kee méi eppes wëssen, wat relativ dramatesch ass…

Une voix.- Biomass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, déi ass Biomass ginn, wat dramatesch ass, well do eng Rei Pisten dran opgewise ginn, déi eis och an anere Beräicher kéinte weiderhëllefen, op déi ech nach ze schwätze kommen.

Dat, wat dës Regierung hei mécht am Kader vum Budget 2005, déi Accisenerhéijung beim Bensin zum Beispill, dat gëtt jo nëmme gemaach einfach fir d'Budgetslächer ze stoppen, fir de Budgetsdefizit niddreg ze halen, dat huet strictement näischt mat enger ekologescher Steierreform ze dinn, well de Lenkungscharakter vun esou eppes ass strictement null. Et ass keng Zilsetzung fixéiert doranner, an et ass och guer näischt doranner enthalen, wat an iergendengem Sënn d'Relatioun géing herstellen - wat mir mengen, wat ee misst diskutéieren - dat schlecht Verhältnis, dat mer haut hunn an eiser Ekonomie tëschent dem Käschtepunkt vum Facteur Aarbecht par rapport zum Käschtepunkt vum Facteur Kapital. Ech kommen, wann et ëm d'Finanzéierung vum Sozialstat geet, nach eng Kéier drop zréck.

D'Konklusiounen also bei de Recetten, Dir Dammen an Dir Hären: Éischtens stelle mer fest, dass den Undeel vun den indirekte Steieren - an dat ass en Novum an dësem Budget 2005 - fir d'éischte Kéier méi héich ass bei de Recettë wéi dee vun den direkte Steieren. Mir hu bei den direkte Steiere Recettë vun 3,20 Milliarden Euro a bei den indirekte Steiere Recettë vun 3,31 Milliarden Euro.

Mir mussen eis däers awer och bewosst sinn an dat emol eng Kéier soen, dass mer hei ganz definitiv iwwergaange sinn zu enger Verschiebung vun deene sozial méi gerechten, well progressiven direkte Steieren zu de sozial méi ongerechten, well prozentualen indirekte Steieren. Dat ass och eng Feststellung, déi een an deem Kontext vun dësem Budget hei, wéi gesot, muss soen, wou mer fir d'éischte Kéier déi Barrière iwwerschreide vun deem Verhältnis do.

Zweetens, mëttel- a laangfristeg menge mir, dass d'Finanzcapacitéit vum Stat net ofgeséchert ass. Dat aus e puer Grënn. Éischtens, well d'Kierperschaftssteier trotz besserem Wuesstem, laut alle Prognosen, déi mer hei gemaach kritt hunn, esou gutt vun der Steierverwaltung wéi och vun aneren Instanzen, net wäert weider steigen. Zweetens, well déi Recettes supplémentaires bei der TVA, déi duerch de Commerce électronique erakommen, mëttelfristeg alles anescht wéi ofgeséchert sinn. Drëttens, well d'Recetten duerch fragwürdeg Nischen ewéi den Tanktourismus mëttel- a laangfristeg duerch eng ganz Rei Facteuren a Fro gestallt ginn. Véiertens, well d'Aussoen an d'Wierder, déi vu verschiddenen Acteure vun dëser Majoritéit am Steierberäich an d'A gefaasst ginn, fragwürdeg - eiser Meenung no - an och riskant sinn.

Zu den Dépensen, Dir Dammen an Dir Hären, éischtens emol eng

Feststellung: D'Dépensë wuessen ze séier par rapport zu eiser reeller wirtschaftlecher Entwécklung. Dat ass eng Feststellung laanscht déi een net kënnt. D'Dépense-courantë ginn ëm 8,2% am Budget 2005 an d'Luucht. Et ass zwar natierlech esou, dass mer nach ëmmer déi Regel akzeptéieren, dass vu que bei den Dépense-courantë jo och d'Investissements en capital, also d'Empruntë vun 2004, oder elo fir de Budget 2005 natierlech, mat dran enthale sinn, nach richteg leien, wa mer d'Nettoberechnung vun den Dépensë maachen, da leie mer net iwwert deem, wat d'Regel ass, wou een net soll driwwer goen, nämlech net iwwert der Croissance économique vu 4% ongeféier, déi berechent ginn ass.

Mä eppes ass wichteg, an haaptsächlech d'Banque centrale huet staark drop higewisen, nämlech dass mer e Risiko hunn, en inhärente Risiko am Budget hu vun engem Endettement structurel an dass een dofir op verschiddenen Niveauen an deenen nächste Jore muss gewëss politesch Choixe maachen.

Do muss ech soen, deelen ech awer - et ass e bësse cocasse - dem Här Fayot seng Meenung, dofir weess ech net esou richteg, wat dann elo wéi an der Majoritéit nach ass, wien do d'Soen huet, oder wou et soll higoe wat d'Choixen ubelaangt. Den Här Rapporteur huet eng ganz Rei Saachen hei beschriwwen, awer en huet net gesot, wat d'Choixe sinn, déi ee muss treffen.

Ech hu vum Budgetsminister vläicht net gradesou krass Aussoen héieren, mä ech hunn der awer och héieren, ënner anerem wéi de Budget hei virgestallt ginn ass, an och deen huet net gesot, wou d'Choixen da vun der Regierung wären, wou mer géingen higoen an där dote Richtung. Ech hoffen, dass mer dat vläicht an dëser Debatt preziséiert kréien; ech hunn awer meng Zweiwel, dass dat de Fall wäert sinn.

Éischte Punkt ass natierlech de Sozialbudget. De Sozialbudget mécht 44% vun den Dépenses budgétaires totales aus. De Rapporteur wërft hei eng ganz Rei Froen op, e schwätzt vun dräi grousse Bléck virun allem.

Fir d'éischt stellt en d'Relatioun vun de Frontalieren an der aktiver Populatioun op a seet, dass d'Relatioun vun de Frontalierë bei der aktiver Populatioun fir Lëtzebuerg e Problem géing duerstellen. Dat Zweet ass, dass mer e Budget social occulte hätten, deen net méi selektiv genuch wär, an dat Drëtt ass, dass mer e grousse Problem hätte generell vun der Exportabilitéit vun de Prestations sociales.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat heescht am Kloertext beschreift en hei eng Problematik, wann ech elo emol dat ewechloosse vum Budget social occulte, déi dra besteet fir ze soen: Mir hunn eng ganz Rei sozial Dépensen, also sozial Leeschtungen, déi mer ausbezuelen, déi awer fir de Lëtzebuerger Stat a kenger Hinsicht méi récupérabel gi sinn, well se der Consommation intérieure jo verluer ginn.

Zum éischte Punkt, zu de Frontalieren an zum Recours op Frontalierë muss een emol éischtens soen - och wann et richteg ass, an ech déi Aschätzung deelen, dass en Deel natierlech vun deene Gelder do, déi Sozialleeschtungen, déi ausbezuelt ginn, net méi an der Consommation intérieure zréckzefanne sinn -, dass een awer do bedenke muss, dass wa mer géingen déi 100.000 Frontalieren ersetzen duerch 100.000 Travailleur-résidenten, dann hätte mer jo erëm eng Kéier e Käschtepunkt op där anerer Säit, deen deementspriechend méi héich wär. Da géinge mer natierlech duerch déi enorm Immigratiounsfäll, déi mer do géinge schafen, e méi héije Käschtepunkt kréien am Beräich Logement, Educatioun, Sozial- a Santésinfrastrukture an esou weider.

Dofir sinn ech do e bësse skeptesch, ob dat alles esou ass an ob, wat de Käschtepunkt ubelaangt, insgesamt dat anert méi gënschteg oder manner gënschteg fir de Stat wär.

Den zweete Punkt ass dee vun der Exportatioun vun de Prestations sociales. Mir hunn natierlech keen Afloss op dee Prinzip, well dat eng allgemeng communautaire Regel ass, an déi muss applizéiert ginn, mä mir hunn awer en Afloss op d'Schafung vu Prestations sociales. An ech muss awer soen, an do muss een hei zu Lëtzebuerg ufänken eng Rei Saachen ze diskutéieren, an da kommen ech op dat Beispill vun der Mammerent ze schwätzen um Rentendësch zum Beispill.

D'Mammerent hu mer jo eréischt agefouert am Joer 2000, haaptsächlech op Drock vun der Partei vum Här Mosar, net op deenen aneren hiren Drock hin, well all déi aner waren am Prinzip net immens waarm fir déi Mesure. Do hu mer um Rentendësch vu sämtleche Beamte vun der Sécurité sociale virgerechent kritt, dass dat e grousse Problem géing duerstellen, well de Finanzement a sech wär schonn net esou evident, mä dass mer mat Sécherheet géinge verklot ginn, well mer spéitstens an dräi, véier, fënnef Joer déi Mesure do missten exportéieren, an da spéitstens géing de Käschtepunkt esou explodéieren, da wär et net méi ze bezuelen.

Dat heescht, et ka jo awer net esou sinn, dass de Rapporteur vun enger Partei hei op d'Tribün kënnt a sech opreegt iwwert de Prinzip vun der Exportabilitéit vun de Prestations sociales, an da vu Selektivitéit schwätzt um Niveau vum Sozialstat, a seng Partei den Haaptauteur war vun enger Prestation sociale, wou de ganze Rescht net waarm dofir war, a wou all Mënsch wosst, dass mer dee Problem do kriten.

Ech muss soen, dat ass eng Logik, déi muss awer emol ee mer nach e bësse méi am Detail erklären, déi hunn ech nach net esou richteg verstanen.

Dat ännert awer näischt drun, dass mer mussen eis eng Rei Froe stellen iwwert déi laangfristeg finanziell Ofsécherung vun eiser sozialer Sécherheet, well d'Problematik vun der Exportabilitéit ass jo keng aner, do bäisst d'Kaz sech an de Schwanz oder de System sech selwer an de Schwanz. Mir wësse schonn iwwer Joren duerch verschidden Etüden an Texter, déi mer virleien hunn, dass dee gudde finanziellen Niveau zum Beispill vun eiser Sécurité sociale zu Lëtzebuerg, dee mer do hunn, zu engem groussen Deel drop zréckzeféieren ass, dass mer op Teufel komm raus Aarbechtsplaze geschafen hunn, an dass déi Aarbechtsplazen do natierlech ëmmer erëm dozou bäigedroen hunn, dass déi Keese gutt gefëllt gi sinn, an dass mer do eigentlech Leeschtungen eréischt musse bezuelen zu engem vill spéideren Zäitpunkt.

Et gëtt zwar hei och geschriwwen natierlech vun deenen direkte soziale Leeschtungen, wéi d'Kannergeld, déi direkt ufalen, mä wat jo interessant ass, an de Chifferen zumindest am Budget 2005, dat ass, dass mer entre-temps och 10% vun de Pensiounsleeschtungen exportéieren. An ech soen Iech, Dir wäert Iech jo alleguer hoffentlech bewosst sinn, dass mer do eréischt um Ufank sti vun enger Situatioun, déi an där nächster Generatioun eis vill Problemer wäert maachen, well mir wësse jo, dass vun deenen 10.000 neien Aarbechtsplazen, déi mer an de leschte Jore geschafen hunn, 90% ongeféier net vu Résidentë besat gi sinn, mä gréisstendeels vu Frontalieren oder awer da vun Immigratioun. A bei der Immigratioun, do ass et esou, dass oft déi éischt Generatioun, déi kënnt, iergendwann eng Kéier zréckgeet.

Dofir muss ee sech awer natierlech iwwert déi dote Froen ënnerhalen. Fir d'éischt muss een awer emol klären, wat eiser Meenung no een ënnert dem Sozialstat versteet, wéi een de Sozialstat gesäit, wat d'Fonctioune solle si vun engem Sozialstat. Ech hunn net am geréngste Loscht mech un den Dësch setzen ze goen, fir hei ze diskutéieren an engem Sënn wéi den Här Fayot et richteg hei opgeworf huet, ouni dass clarifiéiert ass wéi déi eenzel Leit heibanne politesch de Sozialstat gesinn.

Mir hunn eng Visioun vum Sozialstat. Fir eis huet de Sozialstat d'Funktioun, datt all Bierger am Land am Alter, respektiv am Krankheetsfall uerdentlech ofgeséchert ass an datt all Bierger a Biergerinnen am Land Zougank hunn zu mënschewürdegem Wunnraum, zu iwwerliewenswichtege Ressourcë wéi propper Loft oder proppert Waasser, zu Déngschtleeschtungen, déi an enger moderner Gesellschaft zur allgemenger Verbesserung vum Wuelstand bäidroen, wéi zum Beispill d'Energieversuergung, d'Kommunikatioun an och d'Mobilitéit.

Alles dat si fir eis Elementer, deenen de Stat muss Rechnung droen, datt jiddereen an de Genoss dovu kënnt. Ech mengen awer allerdéngs - an do, Här Fayot, muss ech lech e bësse widderspriechen -, datt mer hei zu Lëtzebuerg e bëssen de Sënn fir d'Realitéit verluer hu wat d'Selektivitéit ubelaangt am Kader vun enger Gesellschaft. An ech mengen et muss erlaabt sinn dat ze diskutéieren. sous condition natierlech, datt ee fir d'éischt clarifiéiert huet zu wat ee steet, wat een ënner engem État social, an alles wat dorunner hänkt, versteet. Wann een dat gekläert huet, mengen ech, muss et méiglech sinn iwwer eng ganz Rei Saachen ze diskutéieren, iwwer méi Selektivitéit ze diskutéieren. Dat huet guer näischt ze di mat deene Sloganen, déi de Moment an Europa geeschteren, wou dann appeléiert gëtt un d'Eegeverantwortung vun de Leit, wat gréisstendeels ridicule Phrasë sinn, déi do gedrescht ginn.

Dat huet eppes domadder ze dinn, datt een de Sozialstat muss esou ausgestalten, datt en effektiv net riskéiert eng Kéier fir e Stat e Problem ze ginn, well en einfach iwwerfracht ass mat Mesuren, déi sozial esou ausgestalt ginn, datt Leit dovu profitéieren, déi eigentlech eiser Meenung no awer de Sozialstat net néideg hunn.

An och do muss ech soen, Här Mosar, wann ech de Forfait d'éducation kucken, wat wéi gesot eng Mesure war, déi Är Partei jo haaptsächlech proposéiert huet, do kéint een awer laang driwwer diskutéieren, ob do de Ciblage richteg war, wann een dat Wuert sozial Selektivitéit richteg hélt.

Mir sinn awer der Iwwerzeegung, datt ee muss driwwer schwätzen, well alleguer déi, déi mat wëllen hëllefe fir Tabuen dropzeleeën, oder respektiv déi, déi esou diffus driwwer schwätzen ouni ze clarifiéieren, déi wëllen de Sozialstat verfaule loossen, an dat huet zur Konsequenz, datt en herno massiv privatiséiert gëtt an datt déi eigentlech Leeschtunge ratzekahl einfach ofgeschaaft ginn. An dat ass och dat wat eis Suerg ass am Moment, well näischt clarifiéiert ass, well nëmmen esou diffus Saachen ugedeit ginn am Moment. Mir hunn d'Suerg als Gréng, datt deen décken Hummer no de Gemengewahle kënnt, wou da verschidde Leit mat der Faarf eraus wäerte geréckelt kommen, wat si dorënner verstinn.

Ech muss och soen, wann een am Kontext vum Sozialstat virun allem den Aspekt Sécurité sociale diskutéiert an deementspriechend iwwert den Aspekt vun de sou genannte Lounniewekäschten, obschonn ech dat gräisslecht Wuert net gär hunn, dat ass eng Bezeechnung, déi an de leschten 30 Joer op eemol fir eppes opkomm ass, wat eigentlech viru laanger Zäit gegrënnt ginn a geschafe ginn ass an engem Sënn vu Solidargemeinschaft a wou jidderee géing mat dozou bäidroen an enger Gesellschaft, datt eng gewësse sozial Gerechtegkeet a Solidaritéit géing bestoen.

Mä trotzdeem muss ee wëssen, datt am Kontext vun der Kompetitivitéit vun engem Wirtschaftsstanduert vun haut den Aspekt vum Käschtepunkt vum Lounfaktor eiser Meenung no dee wesentlechsten ass an net wéineg Ekonomiste beschreiwen dat entre-temps. Ech wëll nëmmen een erauszitéieren, virun allem een och, deen „über jeden Verdacht erhaben" ass, datt e fir den Ofbau vum Sozialstat einfach tout court géing stoen, nämlech de jonke franséischen Ekonomist Thomas Piketty, dee ganz vill unerkannte Saache geschriwwen huet iwwert d'Ëmverdeelung vu Räichtum, am Frankräich haaptsächlech, mä entre-temps och an Europa, an deen an deem Kontext och, haaptsächlech a Frankräich, oft warnend Wierder schreift un d'Sozialisten, wann et ëm déi do Diskussioune geet, wou e seet, mir mussen oppassen, datt mer net iwwer falsch Saachen diskutéieren, datt mer eis ze vill fokaliséieren op de Steiersystem, mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt, déi ech virdru gesot hunn, an eigentlech aus den Ae verléieren, datt de wesentleche Punkt de Käschtepunkt vum Facteur Aarbecht ass. An an deem Kontext si mir der Meenung, wann een d'ekologesch Steierreform eescht géing huelen an emol eng Kéier am Detail géing diskutéieren iwwert d'Ausstattung dovunner, datt ee ganz interessant Saache kënnt maachen, déi engersäits d'ekologesch Dimensioun ganz flott mat där sozialer kënnte kombinéieren.

Ech sinn och perséinlech der Iwwerzeegung, datt d'Diversifikatioun vun der Lëtzebuerger Ekonomie haaptsächlech muss an d'Richtung goen, net der Illusioun nozelafen, mir krite riseg grouss Industriebetriber nach op Lëtzebuerg, mä datt mer musse kucken op héichtechnologesch, innovativ Kleng- a Mëttelbetriber, an datt grad bei deenen den Aspekt Käschtepunkt vum Facteur Aarbecht niewent Infrastrukturen an dat Gesamtëmfeld e ganz wichtegen ass.

Dann, Här President, ganz kuerz, well ech gesi meng Zäit ass scho wäit fortgeschratt, déi Fro vun de sou genanntene Subventiounen oder Aides sociales occultes. D'Beispill ass hei erausgeholl gi vum öffentlechen Transport a vum Deckungsgrad vun 12%. Ech mengen, et kann net d'Zil sinn, an ech mengen och net, datt de Rapporteur dat gemengt huet fir elo ze soen, mir schafen einfach all d'Gratuitéiten of am öffentlechen Transport. Mä ech mengen awer och do, datt ee muss kënnen driwwer diskutéieren, wie vu wat profitéiert, an ech sinn der fester Iwwerzeegung, datt mer entre-temps zum Deel och um Holzwee si bei verschiddenen Déngschtleeschtungen, datt Leit entre-temps vu gratis Servicer profitéieren, déi awer eigentlech net onbedéngt misste gratis dovu profitéieren, an datt een do och muss dierfen iwwert den Deckungsgrad diskutéieren, ouni datt een direkt an de Verdacht geréit, et wëllt een elo d'Déngschtleeschtunge privatiséieren oder ofschafen oder wat och ëmmer.

Soit, datt ech den Här Fayot verstinn, angesichts der Entwécklung an Europa am Moment, datt een natierlech ëmmer direkt d'Antennen erausstreckt, wann déi do Diskussioune lassginn. Mä ech mengen awer, datt an deem heite Rapport et richteg ass fir déi Froen opzewerfen. Souwéisou si mir och net der Iwwerzeegung, datt d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport der Weisheit letzter Schluss de Präis ass vum öffentlechen Transport, deen ee bezilt, mä ganz aner Saachen. Do spillen d'Offer, d'Qualitéit vum öffentlechen Transport, d'Pünktlechkeet an esou weider vill méi eng grouss Roll wéi onbedéngt de Präis als solchen. Ech soe jo net, et soll een elo de Präis onméiglech deier maachen, mä op alle Fall sinn dat Argumenter, déi méi wichteg si beim Ausbau.

Dann dee Cas particulier Fotovoltaik. Ech muss soen, ech war frou den Här Meisch hei ze héieren, deen do eigentlech d'Saachen emol erëm an e richtegt Liicht bruecht huet. Effektiv, wa mer iwwert d'Fotovoltaik diskutéieren a wa mer déi Subventionnementer analyséieren, déi mer haut zu Lëtzebuerg hunn. Mir hunn déi Subventionnementer jo net gemaach wéinst dem Kyoto-Protokoll. Dat ass dach ridicule. Dat war ni d'Diskussioun deemools wéi se agefouert goufe fir ze soen, dat ass elo de groussen Challenge, fir doriwwer eise Bilan am Zesummenhank mat Kyoto staark ze verbesseren. Déi Zuelen, déi am Rapport stinn, sinn och richteg, an all Mënsch wor et kloer, datt dat net d'Haaptzilsetzung war. D'Haaptzilsetzung war, datt mer gesot hunn, Solartechniken a Fotovoltaik, dat sinn Zukunftstechnologien. An duerch de Fait, wann een esou Zukunftstechnologië fördert, eng Sensibilitéit entfacht, an dat hu mer fäerdeg bruecht duerch déi Reglementer, da schaaft een niewebäi gesinn och alt schonn emol e puer honnert Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. Dat hu mer gemaach, woubäi de Risiko reell ass, datt der en Deel wäerten ewechfalen, deemno wat mer elo maachen déi nächste Joren.

Mä de groussen Enjeu, dee sech hannendru verstoppt, dat ass jo och datt een iwwer esou e Wee hëlleft eng nei Technologie éischtens an der Effizienz ze verbesseren, well dat bedeit jo eppes, wann déi Technologie um Maart e gréisseren Ofsaz fënnt um Niveau vun der Fuerschung an esou weider.

An den Här Meisch huet Recht wann en hei gesot huet virdrun, datt all modern Techniken, déi mer haut kennen, an hirem Ufanksstadium mat risege Subventioune vum Stat geschafe gi sinn. Mir hätten haut keen Telefon doheem, wann net déi éischt grouss Investissementer a Milliardenhéicht weltwäit gemaach gi wäre mat staatleche Gelder déi Zäit. Wann déi Zäit net de Courage gewiescht wär fir déi Risiken anzegoen, fir esou Techniken ze ënnerstëtzen, dann hätte mer haut vläicht en Telefon nach wou mer d'Kierb géingen dréinen. Also e ganze Koup Technike wären net vum Fleck komm, wann déi net iwwer öffentlech Subventionnementer ënnerstëtzt gi wieren.

An doriwwer eraus muss ech soen, et geet engem wierklech op de Geescht, datt ëmmer erëm, wann et ëm Fotovoltaik geet oder ëm alternativ Energien, geschwat gëtt vum Rentabilitéitsgrad an ech weess net wat nach alles, an aner Dinosauriertechniken, déi mer nach hei am Land an och am Ausland finanzéieren, wou Milliarden drafléissen, do schwätzt kee Mënsch driwwer.

Mir subventionéieren zu Lëtzebuerg jo nach ëmmer déi ominös grouss Technologie oder grouss Ressource Erdgas zum Beispill. Mir wëssen awer alleguer, datt den Erdgas e fossilen Energieträger ass, deen eis engersäits Problemer schaaft an iergendwann eng Kéier fäerdeg ass. Mir subventionéieren deen de Moment nach vill méi massiv wéi d'Fotovoltaik. Doriwwer schwätze mer kee Wuert.

Atomenergie, do kann ee bis elo soen zu Lëtzebuerg: „on a échappé bel", well d'ganz Atombewegungen…

(Interruption)

Jo, mir sinn nach net ganz iwwert de Bierg, mä bis elo hu mer emol e gudde Match gemaach, a wann ech kucke wat am Ausland elo erëm fir Diskussioune si fir déi Dinosauriertechnik, wou mer ganz genau wëssen, datt se iwwerhaapt näischt zum CO_2-Problem wäert bäidroen, well am Moment mécht se 6% vun der weltwäiter Energieproduktiouun aus, a wann ech kucke wat fir Problemer, datt mer haut schonn domadder hunn a wat de Käschtepunkt haut reell dovunner ass, da kann ech nëmme laachen, wann ech déi Leit erëm gesinn an Europa oder an der Welt, déi ufänken ze diskutéieren an deem Kontext misst een déi Technik op eemol förderen.

Une voix.- Très bien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- A wann een et an den Zesummenhank och stellt mat aneren, ech well net soe geckegen, awer zumindest fragwürdegen Investissementer, déi mer gemaach hunn, wou nach de Rentabilitéitsgrad ze beweise bleift; mir hunn en Tunnel duerch de Gréngewald gebaut, wou mer nach haut net wëssen, ob en iwwerhaapt jeemools wäert eng Kéier opgoen, duerch Sécherheetsgrënn. Wou war dann d'Berechnung vum Rentabilitéitsgrad vun der Ostvariant vun der Nordstrooss zum Beispill, wou mer entre-temps bei engem Käschtepunkt sinn, dee scho bei 25 Milliarden aler Lëtzebuerger Frange läit a kee Mënsch weess, wou mer herno wäerten eng Kéier landen?

Dat heescht, wann et ëm eng Zukunftstechnologie geet vum 21. Jorhonnert, da stelle mer eis all méiglech Froen iwwert de Käschtepunkt vun de Budgeten, mä wann et ëm aner Saache geet, do kucke mer driwwer ewech.

Dat wëllt natierlech net bedeiten, datt mir net mengen, datt een net soll driwwer schwätzen, ob dee Subventionnement, dee geschafe ginn ass, ob deen net adaptabel ass. Dat huet näischt domat ze dinn. Mä wat eis stéiert prinzipiell, dat ass d'Approche, déi mer hu fir dorunner erunzegoen, a wat eis stéiert dat ass, datt awer iergendwou esou e bësselchen dat an d'Lächerlecht gezu gëtt an et éischter an eng Richtung geet fir ze soen: Bon, dat ass souwisou nëmmen eng Niewespillwiss, déi mer deene Gréngen iergendwann eng Kéier zougestanen hunn, am beschte wär et, et géing een se erëm ofschafen. Et huet ganz kloer och hei ze di mam Opbau vun neie Secteuren an déi gesamt Investissementspolitik vum Stat op déi ech da wëll nach séier ze schwätze kommen, déi beweist eis, datt mer et néideg hunn och nei Secteuren opzebauen.

Ech kommen dann zum leschte Punkt, Här President. Dee Plan pluriannuel d'investissement ass deen éischte vun där neier Regierung, an ee Plan pluriannuel d'investissement, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, deen ass jo net onwichteg, well dee gëtt jo en Ausbléck op déi nächst fënnef Joer, dat heescht eigentlech misst een am pluriannuelen Investitiounsprogramm gewëssermoosse Kloerheet kréien iwwer Saachen, déi am Koalitiounsprogramm ugeschnidde gi sinn...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Lauschtert no, et ass ganz interessant, wat den Här Bausch seet.

Une voix.- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

…a relativ vag gehale sinn. Wéi gesot, et misst een hei méi Prezisioune kréien, wat dann d'Regierung wierklech an deenen nächste Jore wëlles huet. An ech hunn eigentlech e puer Froe gestallt an der Kommissiouun un de Budgetsminister en rapport mam pluriannuelen Investitiounsprogramm, déi mer do awer e gewëssent Schmunzeln op d'Gesiicht bruecht hunn.

Ech hunn eng éischt Fro gestallt, do hunn ech gesot: Wat ass an deem Plan pluriannuel d'investissement, deen éischte vun dëser Regierung, anescht par rapport zu deem alen? Do hunn ech gesot kritt: „Näischt", et wier näischt geännert un deem wat déi lescht Regierung geplangt an décidéiert hätt.

Meng zweet Fro war: Wat sinn dann déi nei Projeten, déi an deen Investitiounsprogramm do agefloss sinn, dat heescht nei visionär Elementer, déi elo, well mer jo eng nei Regierung hunn, do agefloss sinn? Do krut ech gesot: „Näischt". Hien huet niewebäi gesot, och well mer anscheinend jo net genuch Geld hätte fir nach neier ze décidéieren, mä dat ass jo an deem heite Kontext relevant, well et geet jo och ëm e Jugement, ob sech déi CSV-LSAP-Regierung an hirer Politikgestaltung wesentlech verännert huet par rapport zu där aler. Also, wéi gesot, deen alen ass iwwerholl ginn, et huet sech näischt geännert, et ass och näischt Neies bäikomm.

A meng drëtt Fro war: Gëtt et eng Prioritéitesetzung vun dëser Regierung am Fall vun enger méi enker budgetärer Rumm? Do krut ech esou e bësse vag Äntwerten. Ech krut emol eng, déi mech och éischter skeptesch gestëmmt huet, déi éischter mer d'Gefill ginn huet, datt beim pluriannuelen Investissement vun der fréierer Regierung näischt verbessert ginn ass, mä éischter Saache wäerte verschlechtert ginn. Ech krut do Undeitungen, déi éischter an d'Richtung ginn, datt zum Beispill de BTB-Projet wahrscheinlech an der Zäit wäert gestreckt ginn an net an deenen Délaie wäert ëmgesat gi wéi e virgesi war.

Ech krut zum Beispill gesot, datt elo Iwwerleeunge lafe fir net en Tram, ech soen elo e Beispill, vun Esch op de Kierchbierg fueren ze loossen, mä dat klassescht Netz Esch-Lëtzebuerg sinn ze loossen an da misst een do ëmsteigen an do géing dann e sou genannten Hybridtram vun der Gare op de Kierchbierg fuere gelooss ginn.

Sollt dat de Fall sinn, dat wëll ech lech just soen, dann ass den Haaptacquis vum BTB schonn emol direkt iwwert d'Schëller, nämlech datt een, ech hu virdru gesot beim öffentlechen Transport spillt d'Qualitéit an d'Pünktlechkeet an d'Vitesse eng Roll, an duerfir wann een esou mann wéi méiglech muss ëmsteigen, dat ass natierlech e wichtegen Atout beim öffentlechen Transport. Dat heescht am Kloertext ass et esou, datt bei deem pluriannuellen Investitiounsprogramm d'Prioritéiten éischter negativ gelagert si wéi positiv. Virun allem och do muss ech soen, hunn ech net gesot kritt, wann et ganz enk kéint ginn am Budget, wou dann do géing d'Prioritéit gesat ginn.

Et kann ee sech sécherlech vill Gedanke maachen iwwer méi effikasst Plangen a Bauen, an do ënnerstëtze mer zu 100% dat wat de Rapporteur a sengem Rapport als Pisten opgewisen huet, mä dat eleng geet jo awer net duer, well eng Concertshal huet nach ëmmer hire Präis, eng Autobunn huet nach ëmmer hire Präis, eng Zuchverbindung huet nach ëmmer hire Präis an et ass relativ kloer, wann et enk am Budget gëtt an am pluriannuellen donc och enk gëtt, da muss ee sech d'Fro stellen: Wat ass elo d'Prioritéit vun dëser Regierung? An do hu mer bis elo keng Äntwert kritt.

Ech wëll nëmmen ee Beispill eraushuelen, wou mir der Meenung sinn, datt mir eng Prioritéit wéissten ze setzen. Mir mengen dann zum Beispill, datt déi Duebelstrategie d'Schinnen engersäits auszebauen a weider nach zousätzlech Autobunnen ze décidéieren zu deenen, déi mer schonn décidéiert hunn, misst ewechfalen, datt een do misst d'Prioritéit op den öffentlechen Transport setzen. Dat ass eng Ausso vun eis, déi hunn ech hei gemaach. Jidderee ka se nohéieren. Ech hunn an där Hinsicht weder vum Rapporteur nach vun iergendengem Vertrieder vun der Majoritéit iergendeng prezis Ausso héieren.

Et ass awer wichteg, datt mer déi Ausso kréien, well d'Cour des Comptes beschreift, datt bis 2008-2009, wann net iwwer Emprunten d'Fonge wäerten alimentéiert ginn, datt déi da relativ eidel wäerte sinn an an deem Kontext ass et fir eis relativ kloer, Här President, de Budget 2005 ass en Transitiounsbudget.

Ech muss soen, de Rapporteur an och eng Rei aner Vertrieder vun der Majoritéit hunn de Mérite, datt se Denkustéiss hei lancéiert hunn, mä Denkustéiss, déi relativ an der Nebulös hänke bleiwen a wou et eis als Gréng net kloer ass, wat dann de Schwéierpunkt oder d'Ausriichtung vun dëser Regelung fir d'Zukunft ass. Mir sinn der Meenung, Här President, datt déi grouss Diskussioune fir de Budget 2006 wäerte lassgoen, an dat ass nun eemol no de Gemengewahlen. An ech si fest der Iwwerzeegung politesch, datt dat keen Zoufall ass, mä datt dat ganz kloer och e bësselche gewollt ass. Et huet zwar och mat der Présidence e bëssen ze dinn, mä d'Gemengewahlen, mengen ech, sinn do en anert grousst Zil, well soss wär scho méi prezis dëst Joer diskutéiert ginn iwwer eng ganz Rei Saachen.

A mir mengen, Här President, datt et zwëschent dëser Majoritéit an där virdru keng wesentlech Changementer gëtt par rapport zu deene Schwéierpunkten, déi mir als wichteg ugesinn. Et gëtt keng nei Impulser iwwert déi zentral gesellschaftspolitesch Froen. Et gëtt keng nei Impulser a Richtung vun nohalteger Entwécklung, a Richtung vun enger Politik deemno am Interesse vun deenen nächste Generatiounen, an duerfir, Här President, genau op d'Stonn halen ech op a soen lech, datt mir dëse Budget net wäerte stëmmen.

Ech soen lech Merci.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Als leschte Riedner fir haut ass de Fraktiounspresident vum ADR agedroen, den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Budgetsdebatte sinn ëmmer e spannende Moment hei am Parlament, well eben do iwwert d'Ausriichtung vun der Politik fir dat nächst Joer an och mëttel- oder laangfristeg festgeluecht gëtt. Et ass ëmsou méi spannend, well et deen éischte Budget vun enger neier Regierung no de Wahlen ass, well ee sech da jo och erwaart, datt een an deem Budget eng nei Politik kann identifizéieren, datt et an eng aner Richtung geet, datt Korrekture kommen, an dofir ass et scho gutt datt mer elo déi Diskussioun hei féieren.

Ech wëll dofir am Ufank och vun eise Säiten dem Kolleeg Laurent Mosar Merci soe fir säi Rapport. E Rapport, dee mer als Oppositioun selbstverständlech net gestëmmt hunn, well mer - dat kann ech virausschécken - mat deem Budget hei net wäerten averstane sinn an en och net wäerte stëmmen, deen awer eng Majoritéit fonnt huet, wat awer och eng Majoritéit ass, wou ech am Laf vun dëser Diskussioun nach wäert déi eng oder aner Kéier drop zréckkommen.

Hien huet zwee Haaptpunkten a sengem Rapport, seng perséinlech Meenung abruecht iwwert d'Zukunft vun der Finanzplaz an d'Perspektiven iwwert d'Gemengefinanzen. Et ass och deen éischte Budget, deen no enger neier Prozedur ofgelaf ass, wou mer direkt um Ufank vun der neier Legislaturperiod hei d'Chambersreglement geännert hunn, wou mer eis méi kuerz Délaie ginn hunn, wat dozou gefouert huet, datt mer elo keng Amendementer brauchen ze maachen an och d'Debatt hei an der Chamber iwwert dee Wee da verkierzt gëtt, well mer keen zweete Rapport kréien, mä mir hunn awer festgestallt, datt verschidde Chambres professionnelles, an dat war dat och wat mir als ADR bei der Ännerung vum Reglement hei gesot hunn, wahrscheinlech Problemer kréie fir an Zäit kënnen hir Avisën zu dësem voluminéisen Dokument ofzeginn, an esou hunn et der och Verschiddener geschriwwen a si hu gesot, wann an Zukunft mer wëllen op där schneller Prozedur bleiwen, datt se da missten am Virfeld méi Dokumenter kréien, wat de Budget ubelaangt.

Dëse Budget befënnt sech an engem wirtschaftlechen Ëmfeld, wou Gott sei Dank erëm d'Wirtschaft eng liicht Tendenz no uewe weist, wou mer nëmmen hoffen, datt déi Chifferen, déi mer ugekënnegt kréien, och an Erfëllung ginn, wat awer net onbedéngt, bei deem Wuesstem, och eng staark Répercussioun op d'Finanzen, d'Recettë vum Stat bedeit.

Bei der Inflatioun leie mer als Lëtzebuerg net esou gutt do. Mir leien iwwert der europäescher Moyenne a mir leien och méi héich wéi eis dräi Nopeschlänner; an dat ass elo schonn an dem véierte Joer hannereneen, datt mer méi eng héich Inflatioun hunn.

Mir mussen och wëssen, datt de Chômage an deene leschte Jore permanent geklommen ass, méi wéi an eisen Nopeschlänner a wéi an der Europäescher Unioun. Ech wëll just un zwee Chifferen erënneren: Am Oktober 2000 louche mer bei 6.889 Leit am Chômage, dat waren déi, déi souwuel an de Beschäftegungsmoossname wéi an der ADEM als Demandeurs d'emploi ageschriwwe waren. Déi Zuel ass vun Oktober 2000 op Oktober 2004 vu 6.889 op 12.388 an d'Luucht gaangen, also bal eng Verdueblung. A wa mer dee Chiffer huele fir den Taux de chômage ze rechnen, komme mer och elo hei zu Lëtzebuerg op bal 6% wat mer als Chômage hunn.

Mir hunn iwwregens - an dat léisst sech an den Debatten 2000 an 2001 noliesen -, virun allem wéi dee wirtschaftlechen Abroch komm ass, déi negativ Entwécklung vun de Chômagechiffrë virausgesinn. Dat zu engem Zäitpunkt wou eise Statsminister, den Här Juncker, den 10. Mee 2000 hei an der Chamber déclaréiert huet, de Chômage wäert weider falen. D'Realitéit ass, datt de Chômage sech a véier Joer bal verduebelt huet.

Ee Wuert wat an dësen Debatte ganz vill gefall ass, dat ass de Sozialbudget. De Budget social, wou virun allem eise Budgetsminister, den Här Frieden, vun Ufank u ganz dacks op deen héije Prozentsaz vu 44% drop higewisen huet, deen de Sozialbudget an eisem Budget ausmécht, an hien huet och geschwat, datt ee misst doriwwer diskutéieren. Et kann een ëmmer iwwer alles diskutéieren an et sollen och an der Politik keng Tabuthemae sinn. Mir warnen awer dovir wa gesot gëtt, et misst een dee Chiffer oder dee Prozentsaz afréieren. Dat kënnt enger sozial-politescher negativer Tendenz gläich. Dat heescht, wa mer d'Chifferen afréieren, da musse mer och gläichzäiteg soen, datt mer sozialen Ofbau maachen. A mir fäerten, datt dës Regierung - an de Kolleeg Bausch huet et elo grad och gesot -, wann d'Gemengerotswahle bis hannerun eis sinn, am Fong eréischt dat richtegt Gesiicht weist an datt mer dann och sozialen Ofbau hei zu Lëtzebuerg kréien, dee schonn an dësem Budget éischt Tendenze kritt, well déi Moossnamen, déi getraff si ginn, och wat d'Steieren ubelaangt, si fir verschidde Leit scho sozial-politesch negativ Tendenzen.

D'Krankekeese ginn och an déi Richtung, datt mer d'Steiertabell net un d'Inflatioun upasse ginn an déi liicht Erhéijung vun der TVA an d'Iwwerleeungen, déi am Zesummenhank mat der Mammerent ugestallt ginn, ginn alleguer an déi dote Richtung. Mäi Kolleeg Aly Jaerling wäert méi am Detail op dee Volet vum soziale Budget an dësen Debatten nach agoen.

Chamber TV

an der Stad: um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens) zu Esch: um Kanal S40 (455.25 MHz)
zu Déifferdeng: um Kanal S 29 zu Diddeleng: um Kanal S 32 an der Gemeng Nidderaanven: um Kanal S 29

Dëse Budget schléisst och scho mat engem Defizit vun 89 Milliounen Euro of, deen iwwert d'Réserve budgétaire gedeckt gëtt. Net berücksichtegt bei dësem Budget sinn zum Beispill en zousätzlechen Defizit, deen duerch Décisioune kënnt, déi op der Generalversammlung vun de Krankekeese geholl ginn, wou de Stat och duerch déi Décisiounen eng zousätzlech Belaaschtung vu 26,2 Milliounen Euro kritt. Vu datt mer hei déi nei Prozedur gemaach hunn a keng Amendementer méi gemaach hunn an et e Crédit non limitatif am Budget ass, ass do keng Ännerung gemaach ginn. Mä et weess een awer, datt dat den Defizit dann automatesch erhéicht an de Budgetsdefizit domadder schonn am Ufank iwwer 100 Millioune geet.

A wann een den Avis vun der Cour des Comptes kuckt, soen déi eis och, datt déi Réserve budgétaire, wéi se am Dokument steet, nämlech mat 506 Milliounen Euro, an der Realitéit net méi esou héich ass, well wann een d'Engagementer, déi op d'Réserve budgétaire scho geholl si ginn, déi awer nach net exekutéiert sinn, mä geholl si ginn, ewech hélt, da bleiwen nach ganz genau, seet d'Cour des Comptes, 138 Milliounen Euro an der Réserve budgétaire. A wa mer dann dat kucken, wat mer elo schonn hei als Defizit am Budget hunn, da wësse mer also och, datt d'Réserve budgétaire am Ausgank vum Joer 2005 u sengem Ennzil, nämlech um Nullpunkt ukomm ass.

Iwwert d'Steieren ass haut de Mëtte ganz vill diskutéiert ginn an ech wäert mech och méi laang mat dem Volet vun de Steieren ophalen, well ech virun allem och d'Fro muss stellen: Wie bezilt dann elo nach Steieren a wie soll an Zukunft nach Steiere bezuelen? Et ass en neie Phenomeen, datt dës Kéier d'Lounsteier déi zweet gréisst Steier hei am Land ginn ass an datt d'TVA déi héchste Steier momentan an de Statsrecetten ass.

Duerch d'Kollektivitéitssteier huet d'Steierverwaltung vun 2002 u massiv akasséiert. Et muss een also wëssen, datt am Prinzip d'Kollektivitéitssteier zréckgaangen ass, mä doduerch, datt mer ebe méi massiv akasséiert hunn, datt mer Retarden opgefaangen hunn an och vun dësem Joer un d'Avancë gehéicht hunn, konnte mer d'Kollektivitéitssteier nach op dem Niveau vun deem Joer virdrun halen, wëssend awer domadder, datt an deene Joren, déi duerno op eis zoukommen, déi Seuilen do net méi kënne gehale ginn, wéi se sinn. 80% vun där Steier komme praktesch vun de Banken eran a Kleng- a Mëttelbetriber bezuelen hei am Land praktesch keng Kollektivitéitssteier. Et soll een awer duerfir net frou sinn oder rose sinn, datt Kleng- a Mëttelbetriber praktesch keng Kierperschafts- a Gewerbesteier méi bezuelen, mä et ass éischter de Beweis, datt et de Kleng- a Mëttelbetriber net ze gutt geet, well soss géife si Steiere bezuelen.

Et muss een och wëssen, datt mer och an Zukunft duerch Fusiounen op der Bankeplaz an de Fiscal Engineering mussen domat rechnen - an dat gëtt eis och vun der Steierverwaltung confirméiert -, datt een an Zukunft nach manner Kierperschaftssteier an domadder och automatesch manner Impôt commercial, Gewerbesteier wäert erakréien. Mir wëssen also, datt déi Steier eng Tendenz no ënnen huet a mir wëssen, datt mer déi Retarden, déi Provisiounen, déi mer elo do nach haten - eleng op der Bankeplaz hate mer Provisioune vun enger Milliard Euro - mat der Zäit opgeschafft hunn an datt mer dann den Niveau net méi kënnen halen, mä nëmme méi kënnen higoen a vum renge Produit vum Joer encaisséieren. Woubäi mer dovun ausgoen, datt an Zukunft bei den Dekonten net méi vill kann nokommen.

Mir hu mat der Steierreform den Taux vun 30 op 22% gesenkt. Lëtzebuerg war domadder am europäesche Verglach op déi zweet Plaz virgeréckelt, mä nodeem datt mer déi nei Staten an d'Unioun opgeholl hunn, läit Lëtzebuerg, wéi den Här Rapporteur dat gesot huet, am Abléck op der aachter Plaz wat den Taux ubelaangt. Insgesamt bezuelen d'Betriber 30,38%, wa mer déi dräi Steieren zesummenzielen, d'Kierperschaftssteier, d'Gewerbesteier an d'Solidaritéitssteier. An de Rapporteur huet och duerfir proposéiert, fir eben do op 15 a 4% Gewerbesteier zréckzeschrauwen, fir datt mer duerch manner Steieren hei sollte méi Steiere kréien.

An domadder wëll ech mech och e bësse befaassen, well déi Ausso ass am Fong och bei der Steierreform 2001 gemaach ginn, a wa mer manner Steiere froen, da gëtt d'Steiermoral besser an da kréie mer um Schluss méi Steieren eran. Mat dem Resultat, datt mer awer elo wëssen, datt mer manner Steieren op der Kierperschaftssteier an op der Gewerbesteier erakréien, an dofir wier ech och net ze vill euphoresch fir elo ze mengen, wa mer se nach eng Kéier senken, krite mer der méi eran. Dat ass eis, wéi gesot, virun dräi Joer gesot ginn, a wann déi Logik jo richteg wier, dann hätte mir jo Intérêt fir ëmmer nach méi ze senken. Wat mer méi senken, wat mer méi erakréien an an där Logik krite mer am meeschten eran, well mer da guer keng Steiere méi géifen ophiewen.

(Interruption)

Mir wëssen awer, datt dat an der Realitéit net esou geet, mä datt jidderee muss Steiere bezuelen an datt de Stat och muss Steieren erakréie fir senge Verflichtungen nozegoen, an dofir ware mer och frou datt den Här Budgetsminister am Fong net an déi Richtung gaangen ass an datt en deenen Iwwerleeungen eng Ofso gemaach huet. Mir mengen, datt een och muss op europäeschem Niveau méi staark doranner diskutéieren. Dat ass och vläicht Neiland fir Lëtzebuerg, well normalerweis hu mer bis elo eng Politik gemaach, wou mer ëmmer gesot hunn: Bei de Steiere wëlle mer eis net drariede loossen.

Mä mir stellen awer elo fest, datt mat där doter Politik e sozialen Dumping net nëmmen um ekologeschen, net nëmmen um sozialen, mä och um fiskale Beräich kënnt - an et ass de Mëtten och hei ugeschnidde ginn -, wou ee Land géint dat anert ausgespillt gëtt. An deen Dumping fiscal deen do kënnt, mengen ech, misst een och op europäeschem Niveau diskutéieren, fir europäesch Mindestsätz anzeféieren, souwuel am fiskalen, wéi am sozialen, wéi am ekologesche Beräich.

Fir awer och déi ganz Diskussioun do, wat d'Steieren ubelaangt, objektiv an a voller Transparenz kënnen ze féieren, brauche mer selbstverständlech déi néideg Donnéeën, an déi - muss ee mat Bedauere feststellen - krute mer zumindest vun enger vun deene grousse Verwaltungen, der Steierverwaltung, net. An ech mengen all d'Memberen, wa se éierlech sinn, déi an der Kommissioun waren, waren am Fong enttäuscht, wéi schwéierfälleg déi Verwaltung sech gedoen huet. Se huet op déi meescht Froen, wat statistescht Material ubelaangt, iwwerhaapt keng Äntwerten, geschweig nach Material konnten zur Verfügung stellen; wat awer eng vun den Haaptviraussetzungen ass. Wann een zum Beispill d'Fro gestallt huet, wéi vill Prozent vun de Kleng- oder Mëttelbetriber oder wat fir eng Gruppen an deene Secteure bezuele Steieren oder bezuele keng Steieren, konnte mer keng Äntwert kréien. Opgrond vun der Diskussioun huet d'Steierverwaltung eng Tabell nogereecht, déi allerdéngs da vun 1998 datéiert ass, also dono, a virun allem no der Steierreform vun 2001 gëtt et do keng nei Statistiken.

Mir mengen also, dass d'Regierung och gutt berode wier, fir an deem Beräich ze innovéieren an ze kucken, dass een do méi kurant a méi realistesch a virun allem rezent Dokumentatiounen iwwert d'Entwécklung vun de Steieren, wat d'Steierverwaltung ubelaangt, misst kréien.

D'Vermëigenssteier ass och en Thema, wat hei diskutéiert ginn ass, wou zum Beispill mir wëssen, dass déi Vermëigenssteier 100 Milliounen Euro Steierrecetten d'Joer erabréngt. Den Här Rapporteur huet proposéiert och déi ofzeschafe fir Propriétaires de fortunes importantes a Résidents fiscaux op Lëtzebuerg ze kréien. De Rapporteur weist mat Recht drop hin, dass een dann awer misst wëssen, dass een d'Fro vum Logement a vun der Politique d'immigration misst léisen, wann déi Situatioun géif kommen.

Mir wëllen awer drop hiweisen, dass grad an deenen zwou Politiken, déi de Logement an d'Immigration ubelaangen, mer eng total Faillite an deene leschte Joren hei am Land erlieft hunn, well mer weder déi eng nach déi aner konnte léisen, mä mir sinn an deenen zwou Politiken an eng Situatioun eragedrongen, déi praktesch net méi vertrietbar ass.

Eis Wunnengspräisser hei am Land sinn astronomesch Zommen, an et sinn haut geschwë méi Lëtzebuerger, déi an d'Grenzregioun baue ginn, fir iwwerhaapt nach kënnen ze bauen, dat heescht d'Lëtzebuerger kënne mer elo geschwënn an der Statistik vun de Frontaliere mat arechnen, well ëmmer méi Leit mussen an d'Grenzregioun goen, well se hei am Land net méi déi Präisser kënne bezuelen. Op jidde Fall eng Kategorie vu Leit kann haut hei am Land scho keng Bauplaz méi bezuelen. D'Immigratiouns- an d'Integratiounspolitik, déi war quasi inexistent bis haut hei am Land.

Mir hunn och net geduecht, dass esou eng Iddi kéint an engem Regierungsprogramm en Nidderschlag fannen, well mer eis nach alleguer konnte relativ gutt erënneren, wéi virun de Wahlen d'Demokratesch Partei am Fong mat där Iddi komm ass fir d'Vermëigenssteier ofzeschafen, wat fir een Opwand dass dat virun allem bei de sozialistesche Kolleege mat sech bruecht huet. Hiren deemolege Generalsekretär, de Lucien Lux, huet vun der Monaco-DP geschwat an en huet an engem Artikel de 27. Mäerz dëst Joer - also dass d'Leit elo net mengen do géife Generatiounen dertëschent leien, dat ass also alles dëst Joer…

(Interruption)

…geschitt - huet e geschriwwen: „So richtig konkret werden die programmatischen Vorstellungen der DP allerdings immer dann, wenn die ureigene Klientel, die Reichen und Schönen,…" - woubäi ech do mat deem Schönen, dat ass elo eng perséinlech Bemierkung, awer och meng Bedenken hunn - „bedient werden soll, weil Monaco so schön, sauber und teuer ist und dort die Superreichen nur Superreichen begegnen, tritt die DP allen Ernstes für die Monacosierung Luxemburgs ein. Sie schlägt vor, die Verlegung des Wohnsitzes und des Kapitalvermögens von Privatpersonen mit hohem Nettovermögen nach Luxemburg zu fördern. Damit dieses Unterfangen gelingen kann, plant die DP die Vermögenssteuer abzuschaffen." Da stoung drënner: „Der Autor ist Abgeordneter und Generalsekretär der LSAP." Haut kéint een nach dobäi schreiwen, e wier neierdéngs och Minister.

Dat sinn d'Kolleege vun der…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Sinn d'Sozialisten haut domadder averstanen?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …sozialistescher Aarbechterpartei.

Ech kommen do drop, Här Bettel. Dir verléiert guer näischt mam Waarden.

Den Här Bodry huet souguer geschriwwe vun engem „fait cavalier seul", deen de Minister géif maachen. Dofir ass dat, wat mech hei esou stéiert, d'Doppelzüngegkeet, déi ee bei de Genossen hei fënnt, well wann een do gesäit, wat se virun de Wahle geschriwwen hunn, an et gesäit een, wat den Här Fayot haut de Mëtteg hei zur Diskussioun ginn huet, wat an der Kommissioun doriwwer gesot ginn ass, an een awer weess, dass am Regierungsprogramm et virgesinn ass, da muss ee froen: Wat wëlle se dann elo, si se domat averstan?

Et ka jo awer net sinn, dass een engem Regierungsprogramm zoustëmmt, dass een och engem Rapport vun der Kommissioun zu dësem Budget zoustëmmt an dann awer heihinner kënnt a seet: „Mä domat si mir awer net d'accord, dat huet just eppes mat der CSV ze dinn." Also d'Steierpolitik hei zu Lëtzebuerg fir „die Reichen und Schönen", déi kann ech mer just virstellen, dass dat momentan och vun de Sozialisten elo gedroe gëtt, well se hu schliesslech dee Rapport, deen haut hei zur Diskussioun steet, och an der Kommissioun matgestëmmt a se hu wéi gesot och dem Koalitiounsprogramm zougestëmmt, wou dat drastoung.

M. Xavier Bettel *(DP).*- D'CSV huet diktéiert, d'LSAP notéiert.

(Interruptions)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dem Här Bettel, Här President, gleewen ech dat, well si hunn dat elo fënnef Joer selwer matgemaach.

(Hilarité)

Hie weess vu wat e schwätzt.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da fannt eppes, wat géint eise Programm war, Här Gibéryen. Gitt mer een eenzege Punkt! Gitt mer een eenzege Punkt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do wou Der Recht hutt, hutt Der Recht, loosse mer eis do näischt virmaachen.

D'TVA geet vun 12 op 15% erop, dat bréngt eis zousätzlech Recettë vun 42 Milliounen Euro d'nächst Joer. D'Regierung mécht déi heite wuel indexneutral, wat mir och gesot hunn.

Mir hunn och d'Propos gemaach am Kader vun der Sanéierung vun de Krankekeesen, dass ee kéint um Tubak an um Alkohol eropsetzen an dass een déi Sue soll un d'Krankekeesen transferéieren. Dat ass och eng Iddi, déi mir bruecht hunn, mä hei maache mer eis et awer relativ einfach fir de Budget an den Equiliber ze bréngen, wa mer higinn a mir hiewen einfach d'TVA vun 12 op 15% fir do 42 Milliounen eranzekréien.

An de Rapportë vun der Verwaltung vun dem Enregistrement hunn déi eis zum Beispill matgedeelt, dass eleng duerch de Fait vun de Failliten den Enregistrement tëschent 5 a 7% vu senge jährleche Recetten net erakritt opgrond vu Faillites frauduleuses - wéi se schreiwen.

Wann Der wësst, dass mer hei virun dräi Joer, als ADR, eng Interpellatioun hei ugefrot haten, wou praktesch all Parteien heibannen dorobber sech eens waren, dass do eppes misst geschéien, da muss ech awer dann erëm op d'DP zréckkommen. Hire Wirtschaftsminister, den Här Grethen, huet an de leschten dräi Joer awer absolut kee Fanger kromm gemaach fir eppes ze änneren, fir d'Faillites frauduleuses geännert ze kréien. Jiddferee ka sech seng Gedanke maachen, firwat dass dat esou de Fall war, mä mir musse feststellen, dass do näischt geschitt ass, an eleng…

Une voix.- Wie war Mëttelstandsminister?

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An eleng, Här President, duerch dee Minus, dee mer erakréie wéinst de Faillite-frauduleusen, dat mécht 120 Milliounen Euro TVA d'Joer; also een Drëttel vun deem, wat mer am Fong elo duerch déi Augmentatioun hei erakréien. Dat heescht an anere Wierder, wann ee géif higoen an et géif ee versichen déi Faillitë méi an de Gréff ze kréien, d'Faillite-frauduleusen, dann hätt ee keng Steiererhéijung bräichten ze maachen, mä dann hätt een d'Geld do geholl wou et duerch illegal Prozeduren entzu gëtt a wou de Stat se net kritt an d'Sécurité sociale se net kritt, an déi Leit, déi do schaffen, och alleguer betraff sinn, mä do ass an deene leschte Joren näischt gemaach ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, den Här Bettel wëllt lech eng Fro stellen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn ëmmer frou, wann den Här Bettel eppes wëllt soen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech wollt just d'Fro stellen, den Här Gibéryen huet hei vum Här Grethen geschwat a senger Fonctioun als Ekonomieminister. Kann den Här Gibéryen mer da just soen, wien d'Autorisations de commerce gëtt, wien déi Procédure do huet a wien duerno selbstverständlech sanktionéiert, wann dat net leeft? Well wa mäi Wëssen awer nach richteg ass, dann ass dat net den Här Grethen gewiescht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Do ass d'Äntwert op déi Fro, déi Der mer do stellt, de Mëttelstandsminister. Mä, Här Bettel, Dir wësst awer ganz genau, wann Dir lech kënnt gutt erënneren, wien hei an der Debatt iwwert d'Failliten den haarde Mann markéiert huet an deen och duerchgesat huet, dass näischt geschitt, dat war allgemeng bekannt, dat war net den Här Scheuer dohannen, deen de Fanger elo an d'Luucht streckt, mä dat war den…

(Hilarité)

…Här Grethen.

M. le Président.- Also, eng kloer Fro, eng kloer Äntwert. Elo ass et um Här Scheuer.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech hat zwar net geduecht, dass mer an enger Froestonn hei wieren, mä wann dat awer gewënscht ass.

(Hilarité)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech wollt dem Här Gibéryen dann awer och eng kloer Fro stellen. Wou waart Dir wéi mer d'Gesetz iwwert den Droit d'établissement diskutéiert hunn? Wou waart Dir dunn?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéi, wou soll ech dann du gewiescht sinn? Ech war hei.

M. le Président.- D'Fro ass kuerz an däitlech, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech war hei. D'Äntwert ass genausou kloer.

(Hilarité)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Hutt Dir dat Gesetz suivéiert? Ech mengen, Dir waart net do!

(Interruptions diverses)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …vun Defiziter vun 3,6%, mir wëssen awer duerch d'Sécurité sociale an duerch d'Gemengen, dass mer se do global gesinn hei zu Lëtzebuerg ënnert déi 3% da kréien.

D'Banque centrale huet awer och eng interessant Grafik an hirem Rapport gemaach, wou se am Fong seet, dass hei zu Lëtzebuerg vun 2001 un ëmmer méi Geld ausgi ginn ass, wéi mer als Land an deem Joer verdéngt hunn. A se weist drop hin, dass dat eng ganz geféierlech Entwécklung ass, quitte dass ee Reserven huet an dat iwwer eng Zäitspan dann do kann ausgläichen, mä et ass ëmmer eng geféierlech Tendenz wann ee méi Suen ausgëtt, wéi een der huet. An dat ass, wéi gesot, elo am véierte Joer, wou mer domadder amgaange sinn. An dat kann och dozou féieren, datt mer geschwënn net méi mussen Emprunten ophuelen fir déi extraordinaire Dépensen, an de Rapporteur huet et och geschriwwen, dass e seet, wann dat esou weidergeet, da musse mer och geschwë fir déi normal Dépensen Emprunten ophuelen. E schreift: «Si les emprunts contractés en 2004 et à contracter en 2005 sont encore comparativement modestes en capital, ceux auxquels l'État devrait procéder afin de couvrir également des dépenses budgétaires courantes deviendraient franchement dangereux.» Dat ass den Zitat vun dem Rapporteur hei, wou mer scho méi laang drop hiweisen, dass ee muss wëssen, dass een net kann als Stat iwwer eng laang Zäit all Joer méi Suen ausgi wéi een der huet.

An hei musse mer oppasse bei den Dépenses courantes, an elo komme mer och an eng Situatioun wou mer en neien Accord salarial fir d'Fonction publique aushandelen. Do ass et dann och un der Regierung ze beweisen, ob se déi Situatioun hei am Land richteg aschätzt oder ob se mengt se misst d'Dépenses courantes nach weider an d'Luucht setzen. Déiselwecht Fro stellt sech op dem Gebitt vun der Réforme administrative, wou mer jo och schonn an der leschter Regierungsperiod en zoustännege Minister haten, dee souguer den Numm vun der Réforme administrative gedroen hat, mä et hat kee Mënsch erausfonnt zum Schluss, ob do eppes geschitt war. Och do war näischt geschitt. Ech fäerte ganz, dass mer och dës Kéier erëm net op deem Domän weiderkommen.

Och bei den Neiastellungen, do geet de Stat hin, mir stellen d'nächst Joer relativ vill Leit nei a beim Stat, mä mer bréngen et net fäerdeg parallell dozou eng Réforme administrative ze maachen, quitte dass mer op enger Rei vu Posten am Enseignement a bei der Polizei nei Leit brauchen. Mä esou eng grouss Verwaltung wéi de Stat misst och eng Reform kënne maachen, wou an anere Verwaltungen eventuell kéinte Leit gespuert ginn, mä deen Exercice hu mer bis haut nach ëmmer hei strikt vermieden an dat geet menger Meenung no och eng Kéier net méi op.

Och déi Diskussioun, déi hei gefouert gëtt, datt ee seet: Ma d'Gehältermass oder d'Pensiounsmass, dat entsprécht 20% vum Budget, et ass souguer liicht erofgaangen, virun e puer Joer ware mer op 23%. Mä et muss een awer och wëssen, wat fir eng enorm Plus-valuën dass mer an deene leschte Jore kritt hunn, virun allem vun der Bankeplaz. An da kann een net soen, wa mer elo, doduerch dass mer par hasard an engem Secteur vill Geld verdéngen, de Stat kritt vill Geld, da kënne mer automatesch och erëm dovunner esou vill Prozent weider verdeelen.

Well an där Logik misst jo dann och sinn, wann d'nächst Joer d'Steieren erofginn, dass een da muss soen: Bon, da mussen d'Gehälter och erofgoen, well 20% sinn 20%. Mä da wäert kee méi eppes vun deem Prozentsaz wëssen. Dofir si mer also och gutt berode fir déi Masse salariale, déi et an der Fonction publique gëtt, dass een, mat enger Réforme administrative, mat Neiastellunge beim Accord salarial, dat alles gutt iwwerleet, well mer wësse wéi d'Situatioun vum Stat wäert an deenen nächste Méint a Jore ginn.

Här President, de Programme pluriannuel hu mer virgeluecht kritt an och d'Fonds spéciaux, an do muss een awer feststellen, well dat en Exercice ass, deen eng Regierung all Joers beim Budget mécht, a mir hunn dofir emol gekuckt wat mer d'lescht Joer virgeluecht kritt hunn, dat heescht also virun de Wahle virgeluecht kritt hunn a wat mer no de Wahle virgeluecht kritt hunn, a wa mer eis kënnen erënneren, dass puer Woche virun de Wahlen och vu Regierungssäit gesot ginn ass, et wär nach méi Geld do wéi mer ugeholl hunn, an et kuckt een awer elo déi nei Chifferen, déi mer virgeluecht kritt hunn, da gesäit een dass et awer eng grouss Differenz gëtt vun deenen Dokumenter vu virun de Wahlen an deenen Dokumenter no de Wahlen.

Fir 2004 stoung virun de Wahlen, do hätte mer 1.637 Milliounen Euro op de Fongen, dat war also uganks vun dësem Joer. Elo steet op eemol dran, mir hätte fir 2004 nëmme méi 1.262 Milliounen. Dat sinn also 375 Milliounen Euro oder 15 Milliarde Frang manner an de Fongen, wéi dat eis virun de Wahlen ugekënnegt gouf. An da kann ech dat bei 2005, 2006, 2007 an 2008 kucken. Et war souguer nach 2000 do e Plus, elo stelle mer fest dass mer 2008 mat engem Minus vun 195,6 Milliounen Euro, also bal 8 Milliarde Frang am Keller sinn, wou mer virun de Wahlen opgrond vun den Dokumenter, déi den Här Budgetsminister an den Här Finanzminister eis zoukomme gelooss hunn, nach grouss Reserven haten.

Also do ass eis d'Wourecht net gesot ginn, well et ka keen eis hei soen, dass een uganks des Joers komplett aner Chifferen, dat ware jo lauter Suen, déi engagéiert waren an déi jo och schonn zu deem Zäitpunkt hätte missen do sinn, well mir hu jo dëst Joer keng esou enorm Plus-valuën oder manner Plus-valueë gemaach, fir dass déi grouss Schwankungen do komm sinn, mä déi Chiffere vum leschte Joer op dëst Joer differenzéiere ganz grouss, dat heescht, dass de Budgetsminister virun de Wahlen dem Land an eis aner Chiffere gesot huet wéi dat elo no de Wahlen de Fall ass.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- An da muss een och nach wëssen…

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der eng Fro vum Här Frieden?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, selbstverständlech.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, dat ass keng Fro. Alles wat sech bis elo ofgespillt huet war am Kontext vun de politesche Statements, déi all Fraktiouns ka maachen. Fir hei ze soen et wäre falsch Chiffere matgedeelt ginn, dat contestéieren ech formell, well et ass evident dass déi Chifferen, an dat engagéiert och all déi Beamten, déi déi Chiffere schreiwen, selbstverständlech virun de Wahlen, dat heescht déi vum leschte Joer, well Wahle si bäi der Budgetspolitik irrelevant, déi nämlecht ware wéi duerno. Ech géing gären déi Chiffere Pièce à l'appui mar hei virun der Sitzung nach eng Kéier mam Här Gibéryen kucken, an dann och an der öffentlecher Sitzung dat erklären, well et gëtt keng Chifferen déi falsch si virun de Wahlen an anerer no de Wahlen.

Pluriannuel Programmer an och Reserven, dat si Chifferen déi iwwregens während 30 Joer zréckgerechent sinn an déi ee kann an enger Tabell nokucken. Déi sinn opgrond vun den Dépensen, déi gemaach ginn, déi ginn op den 1. Januar vun all Joer fixéiert, an déi kann een also net änneren. Fir 2008 ass et eppes anescht, well et si méi Dépensen iwwert déi ganz pluriannuel Zäit dobäikomm, mä ech contestéieren hei formell, wann ee seet d'Regierung hätt falsch Chifferen dohinner geluecht.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech huelen dat zur Kenntnis, ech respektéieren dat och, wat den Här Minister seet, mä dat ännert meng Meenung awer och net dee Punkt, well et ass ganz kloer, mir hunn an der Finanzkommissioun déi Chifferen do kritt vun Iech, Här Minister, vu kengem aneren. Vun Iech hu mer se kritt an Dir kënnt Iech erënneren, Dir hutt fir d'éischt den Dossier vun de Plans pluriannuels ausgedeelt, wou all eenzel Fongen opgelëscht waren. Do hunn ech d'Fro gestallt: „Gëtt et keen Tableau, deen d'Fonge global zesummenzielt?" An dunn hutt Der zesumme mat Ärem Conseiller niewendru gesot: „Dach, deen hu mer och hei", an dunn ass deen an der Sitzung kopéiert ginn, an do hu mer en ausgedeelt kritt. An dunn hu mer gefrot: „Ma hei sinn d'Zommen, déi an de Fonge sinn, wat sinn déi Chifferen, déi an de Klameren" - ech hunn en hei bäi mer leien, wann Der e gären hätt, da kann ech en Iech herno ginn - „drënner stinn?" Ma dunn hutt Der gesot: „Ma dat ass dat, wat d'lescht Joer drastoung." An dat ass net méi an net manner wéi dat wat ech gesot hunn. D'lescht Joer stounge fir 2004 an de Fongen 1.637 Milliounen Euro an elo sot Der et géifen nëmmen 1.262 Milliounen Euro drastoen. Ech stellen also fest, dass virun de Wahlen 375 Milliounen Euro méi am Fong ware wéi dëst Joer, wéi se elo dra sinn. Dir braucht Iech elo net hei hanner Fonctionnairen ze verstoppen, ech hunn näischt mat deenen…

M. le Président.- Här Gibéryen, et war vläicht doduerch, dass d'Tableauen e bësse komplizéiert waren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, déi ware guer net komplizéiert, si waren esou einfach, Här President…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Et si jo awer och Dépensë während dem Joer gemaach ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …, dass ech et awer och verstanen hunn; dass ech et souguer verstanen hunn. Den Här Minister huet eis déi Tableaue ginn, an ech wëll just soen, Här Minister…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ma dat eent sinn d'Chiffere vum Ufank vum Joer an dat anert sinn d'Chifferen, nodeem d'Exekutioun vun de Fonge gemaach ginn ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, mä et ass awer gelungen, datt mer…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- An duerfir stinn déi a Klameren, fir dass een ebe gesäit, wat…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass awer gelungen, datt virun de Wahlen an engem Joer bal 400 Milliounen Euro weider am Fong waren…

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Mir hu jo och Saache gebaut.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …wéi der no de Wahlen dra waren. Net méi an net manner wëll ech soen. An dofir soen ech, well d'Regierung jo och seet déi Chifferen, déi se eis dëst Joer beim Budget gëtt, da ginn ech dann dovunner aus, dass déi Chifferen, déi se eis d'lescht Joer beim Budget ginn huet, genausou richteg ware laut hirer Impressioun wéi se dës Kéier sinn. A mir stellen awer fest, dass eng Differenz vu 400 Milliounen do ass. Dat wëlle mer mol esou stoe loossen. Wéi gesot, dat ass en Dokument, wat mer vun Iech perséinlech kritt hunn.

D'Fonge ginn also op en Enn. 2008 si mer an engem Minus vu bal 200 Milliounen Euro oder 8 Milliarden ale Frang, sous condition dass mer all Joer 200 Milliounen Euro léinen.

An ech wëll nach ee Punkt soen, wat dann drasteet am Plan pluriannuel, do steet dran, dass eng Dotatioun géif all Joers gemaach gi vum Budget op d'Fongen, woubäi 274 Milliounen 2004 gaange sinn, fir 2005 sinn der 373 virgesinn, fir 2006 461 a fir 2007 507 Milliounen Dotatioune vum Budget an d'Fongen. Woubäi ee sech dann d'Fro muss stellen: Wéi ass et méiglech, wann d'Steiere stagnéieren oder vläicht souguer erofginn, dass dann d'Regierung an hirem Plan pluriannuel praktesch eng Verdueblung vun de Speise vum Budget mécht?

Ech hunn och déi Fro an der Kommissioun gestallt an ech hu keng Äntwert kritt. Ech huelen un, dass am Kader vum séchere Wee, deen d'CSV eis virausgezeechent huet, dass mer am Kader vun dësen Debatte vum Budgetsminister déi Äntwert kréie wéi et méiglech ass, dass se d'Dotatioun an zwee Joer verduebelen, well dat sinn ëmmerhin iwwer 200 Milliounen zousätzlech zu deenen 373 Milliounen, déi mer scho virgesinn hunn, déi da sollen an d'Fonge fléissen, ouni dass mer gesot kréien, wou déi Suen da géifen higoen.

E weidere Punkt an der Steierpolitik, dat sinn d'Nofolgekäschten, wou mir ëmmer drop higewisen hunn, datt mir hei Projeten an der Chamber stëmmen, ouni datt mir mat virgeluecht kréie wat d'Nofolgekäschte vun deene Projete sinn. An haut mécht am Fong da jidderee sech Gedanken, et gëtt souguer geschwat fir speziell Fongen ze maachen, fir eben d'Nofolgekäschten ze decken. An ech menge mir hu jo och lo schonn eng Rei vu Chiffere genannt - ech hu se eigentlech do, mä ech iwwersprangen dat -, genau sou gutt wéi d'Dépassementer vun de Projeten a wéi mir do nei Prozedure kënne maachen, wou mäi Kolleeg Roby Mehlen mar hei wäert driwwer goen.

Mä wa mir wëlle Steieren erhéijen, da musse mir och doriwwer diskutéieren, ob eis Steieren, déi mir zegutt hunn als Stat, och alleguer agezu ginn. An et ass nach net laang hir, datt een Direkter vun enger Verwaltung dat an engem oppene Bréif un d'Parlamentarier bekannt gemaach huet, wou en am Fong seet, datt, wat Steierhannerzéiung, Steierbedruch, Qualitéit vun der Steiererhiewung ubelaangt, do enorm Beträg sinn, déi ënnert d'Steiererhiewung falen an iwwerhaapt net erfaasst ginn an datt net géif hei am Land dogéint reagéiert ginn, datt déi zwou Verwaltungen net géifen à même gesat ginn, den Enregistrement an d'Steierverwaltung, fir deem op d'Spuer ze goen, an datt do enorm Zomme vu Steieren iwwerhaapt net bezuelt ginn - da muss ee sech awer Froe stellen.

Mir ginn hin, maachen hei Steiererhéijungen, mir fäerten, datt mir e sozialen Ofbau kréien a mir sinn net à même d'Steieren dohinner sichen ze goen, nämlech bei déi Leit wou d'Steiere geschëllt sinn, well dat hei zu Lëtzebuerg einfach net richteg ka kontrolléiert ginn. A wa schonn een Direkter vun enger Verwaltung vum Enregistrement higeet an e seet, datt si net en mesure gesat gi fir dat dote kënnen ze maachen, ech mengen dann ass dat schonn en Hëllefschräi, géif ech bal soen, vun enger Verwaltung. Datt déi seet, mir ginn net en mesure gesat fir eiser Missioun nozekomme fir d'Steieren ze encaisséieren, sou datt dat net kann hei am Land respektéiert gi wéi mir dat vis-à-vis vum Bierger, dee jo och eng Gläichbehandlung vun der Steier vis-à-vis vu jidderengem verlaangt, misste maachen.

Datselwecht hu mir mat der Chômageentwécklung, déi vu Joer zu Joer lo an d'Luucht geet a wou mir och wëssen, datt mir lo iwwert déi Augmentatioun um Diesel Plus-valuë kréie vun 20 Milliounen, déi mir dann op dee Fong do schécken.

De Kolleeg Mosar huet hei d'Problematik vun de Frontalieren opgeworf an huet gesot, wat och aus dem Statec sengem Rapport eraus geet, datt mir am Fong vun 254.000 op 284.000 Plazen hei am Land an d'Luucht gaange sinn, dat heescht mir hunn an engem Zäitraum vun dräi Joer, vun 2001 bis 2004, 30.000 nei Aarbechtsplazen hei am Land geschaaft, d'Zuel vun de Frontalieren ass vun 93.000 op 113.000 erop gaangen an dräivéierels vun den neie Plaze gi vun de Frontalierë besat.

Et ass du geschwat gi vun den Transferten, déi an d'Grenzregioun ginn, de Montant vun de Pensiounen hätt sech vun 1990 bis haut verzéngfacht, datselwecht wier bei de Krankekeeseleeschtungen de Fall an d'Prestations familiales hätte sech souguer an deem Zäitraum 275-mol vergréissert; dobäi ass d'Masse salariale vergiess ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Et muss een awer wëssen, datt wa mir dohinner ginn a mir diskutéieren iwwert déi Situatioun vun de Frontalieren, da musse mir awer och wëssen, dass si hir direkt Steieren hei bezuelen, datt mir awer net brauche fir déi Leit de Wunnengsraum ze schafen. Stellt Iech mol vir, déi 113.000 wieren och nach hei am Land a se géifen och nach heihinner wunne kommen, wat fir eng Situatioun datt mer dann um Wunnengsmaart hätten, déi wär net méi ze erdroen.

Mir brauchen awer déi Aarbechtskräften an et muss een awer och wëssen, datt mir fir deenen hir Kanner keng Crèchen, keng Schoulen, keng Structures d'accueil brauchen ze bauen an och brauche mer keng sportlech a keng kulturell Infrastrukturen ze bauen, sou dass ech géif mengen, ënnert dem Strich gesinn, weess ech net ob et en negatiivt Geschäft ass. Ech géif souguer mengen et wier fir eis e positiivt Geschäft, datt mir am Fong e bësse luussen, wa mer hi ginn a soen, ma mir hunn do e Réservoir vun Aarbechtspotenzial an der Grenzregioun sëtzen op dat mer zréckgräifen a fir déi mer am Fong hei nëmmen een Deel mat hire Steieren hinnen entgéint brénge, wat mir am Fong engem Résident brénge. Dofir géif ech mengen, et sollt een och déi Aussoen do e bësse méi objektivéieren an et sollt ee méi virsiichteg mat esou Aussoen ëmgoen.

Am Kader vun dem Chômage vum Fonds pour l'emploi, huet de Rapporteur och hei recommandéiert: „…recommande au Gouvernement (…) une appréciation critique de certaines dépenses du fonds quant à leur effet." E schwätzt zwar net direkt aus, wat en dovunner mengt. Et weess een net, wëllt en do de Chômage kierzen oder wëllt en d'Beschäftegungsmoossname vu Gewerkschaften domadder mengen. Do huet e sech net esou direkt geäussert, mä e seet, et misst een eng kritesch maachen.

Mir soen awer, datt en déi Beschäftegungsmoossname muss eng Kéier kritesch ënnert d'Lupp huelen. An ech mengen och, datt mir net eleng do stinn, ech hunn hei en Zitat aus dem Rapport vun der Chambre de Commerce, déi do seet: «Dans le budget de l'État pour 2005, les initiatives sociales en faveur de l'emploi via différents organismes, syndicaux et autres sont dotées de quelque 30 millions d'euros, un montant en progression de 30% depuis 2003. Il n'existe aucune transparence de la gestion de ces fonds, ni au plan financier, ni au plan des résultats, sans compter que le nombre de ces initiatives constitue souvent une concurrence déloyale dans le secteur.»

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Dat stëmmt jo net, Här Gibéryen. Dir wësst dat ganz genee, dass et net stëmmt an dass de Contraire bewise ginn ass. Dir kënnt dat dach net einfach esou do eraus liesen, well dat lech arrangéiert. Et wier besser, Dir géift dann Är eege Meenung dozou soen, wéi een aneren ze huelen, deen eppes schreift, ouni och de Beweis kënnen ze liwweren. Et sinn Auditë gemaach gi bei eenzelne Beschäftegungsinitiativen, déi kloer de Géigendeel vun deem beweisen, wat Dir lo hei widderhuelt am Numm vun engem aneren, deen et geschriwwen huet. Et deet mir Leed.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, den Här Castegnaro stéisst eigentlech oppen Dieren an, well ech wollt op meng Meenung kommen an ech wollt am Fong soen, datt wa Leit dat dote schreiwen - dat ass jo awer net egal ween, et ass en offiziellt Budgetsdokument - a wa sou eppes awer do steet, da mengen ech ass et awer schonn derwäert datt d'Chamber sech eng Kéier domadder befaasst an datt een da kuckt, sinn déi Ukloen do berechtegt oder net - et ass iwwregens de Mëtten och vun aneren hei gesot ginn. Well wa mir do vun 30 Millioune schwätzen, dat ass jo dann nach nëmmen déi Part, déi de Stat doranner bréngt, do bréngen d'Gemengen och nach eng Part.

A wann den Här Castegnaro hei seet, ech soll meng Meenung dozou soen, da wëll ech se vläicht just mat eppes résuméieren, da ka jiddferee sech seng Meenung maachen. Ech selwer war President vun esou enger Organisatioun, vun engem CIGL, an ech sinn déi éischten Organisatioun, déi de CIGL erëm opgeléist hunn, well ech éierlech muss soen, e ganze Koup vun deenen Ukloen, déi hei dra sinn, hunn ech um eegene Läif mat erlieft an déi sinn net falsch gewiescht. An dofir ass an eiser Gemeng déi Décisioun geholl ginn an de CIGL ass d'lescht Joer den 31. Dezember opgeléist ginn, well mir et och net méi konnte veräntwerten, datt sou vill Geld…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Dee Beweis do wëllt ech och prezis kréien, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, Här President, wann Der erlaabt, ech kann dem Här Castegnaro hei eng Lektioun erdeelen, wéi dat an der Praxis geet, mä ech wëll awer am Respekt vun deene Leit, déi do geschafft hunn, dat net hei op der öffentlecher Bühn maachen.

(Hilarité et interruption)

Ech wëll Iech just soen, datt mir en opgeléist hunn, well mir et net méi konnte vis-à-vis vum Steierzueler veräntwerten…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Jee, jee, jee!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …, wéi do Gelder investéiert si ginn, déi als Resultat net ganz vill haten.

Ee weidere Punkt, Här President, ass deen, datt mir musse kucke wou mir mengen, datt een déi Beschäftegungsmoossname kéint besser asetzen; déi Masse vun de Suen. Mir wëssen, datt mir fréier zum Beispill op der ARBED 30.000 Leit beschäftegt haten, wou eng ganz grouss Zomm vun onqualifizéierte Leit waren, déi mir haut elo net méi plazéiert kréien. Mir hunn et awer net fäerdeg bruecht, déi an aner Secteuren ënnerdaach ze kréien. Mir hu ganz Secteuren, wou mir haut praktesch keng Lëtzebuerger méi dra fannen, mä déi mir lo ganz vill a Moossnamen an um Arbeitsamt fannen. A mir trieden dofir an, datt een och sollt déi Subventiounspolitik vis-à-vis vun de Betriber maachen an deene Leit ginn an hëllefe Lounausgläicher ze maachen, fir se eben an d'Betriber eran ze kréien, wou se encadréiert ginn, wou se a Servicer kommen, wou se gewuer ginn, datt d'Aarbecht moies um 6 Auer ugeet, wou se geléiert ginn an engem System ze funktionéieren…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Egal wat.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass net egal wat, Här Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Dach, dat do ass egal wat. Dat do ass populistesch.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Neen, dat do ass net populistesch.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Dach.

(Hilarité et brouhaha général)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Also, Här Castegnaro, fuerdert mech net eraus, well soss schwätzen ech hei iwwert de CIGL…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Dir kënnt esou vill schwätze wéi Dir wëllt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an da sidd Dir ganz séier roueg, wann ech mat Beispiller kommen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Adresséiert Iech ëmmer un d'Chamber wann ech gelift.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Well wann e CIGL dräi Méint ausmoosst, fir op enger Spillplaz fënnef Geräter opzeriichten, da kann ech net soe se hätten en Encadrement, wann en Techniker vun engem Betrib et a fënnef Minutte gemaach hätt. Dräi Méint hu se geschafft. Et ass näischt geschitt.

(Interruption)

Ma dach! Da wëll ech just soen, dofir ass et wichteg, datt mir Leit a Betriber erakréien, wou se encadréiert ginn, wou d'Aarbecht seriö gemaach gëtt, wou se gewuer ginn, et geet moies um sechs Auer un an et hält um zwou Auer op, wou se encadréiert sinn, a wann do d'Betriber…

Une voix.- Se sinn encadréiert!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, jo! Wann d'Betriber gehollef kréien a finanziell ënnerstëtzt ginn, dann huelen déi och där Leit, a wa se sech gutt an d'Betriber integréieren, da behale se se och an de Betriber, an dann hu mir Aarbechtsplaze geschaaft.

(Interruption)

M. le Président.- Wann ech glift, alleguerte keng Zwëscheriff méi doriwwer! Jiddfereen huet nach d'Recht fir muer op d'Tribün ze kommen. Loosst den Här Gibéryen seng Ausféierunge maachen! Jiddferee kann him dorobber äntwerten. Wann ech glift, adresséiert Iech just un d'Chamber.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Et ass net schlëmm, Här President, et geet op eis Riedezäit.

Ech wëll dann nach op d'Statsscholde kommen, Här President. Ech wëll ganz kuerz op d'Statsscholde kommen. Ech mengen, mir léinen d'nächst Joer 200 Milliounen Euro, déi fir de Fonds du Rail a fir d'Grande voirie sinn. Och do gëtt a verschiddene Rapporten a virun allem och vun der Cour des Comptes drop opmierksam gemaach, datt een net däerf vergiessen, datt mir nach eng Dette sociale cachée hunn iwwert de Système public vun de Pensiounen, déi mir am Fong net chiffréieren, mä wat awer en Engagement vum Stat ass, deen een net däerf vergiessen.

Ech kommen zu de Gemengefinanzen. Ech ginn e bësse méi séier, well meng Zäit fortleeft. D'Gemenge spillen eng wichteg Roll an den Investitiounspolitiken. D'Liewensqualitéit vun de Leit spillt sech un éischter Stell bei de Gemengen of. Dat ass d'Zell, wou d'Leit wunnen, an do mussen de Problem vum Wunnengsbau geléist ginn an dee vun de Structure-d'accueilën.

Déi Diskussioun iwwert d'Opdeelung vun de Finanzen tësche Stat a Gemeng féiere mir elo schonn iwwer Joren, ouni datt mir e konkret Resultat kritt hunn. Virun e puer Joer bei der Reform vun der Gewerbesteier sinn d'Gemenge leider ugeschmiert ginn, mä do huet eis Gemengevertriedung, de Syvicol, leider matgespillt. De Kolleeg Gira, deen elo net hei ass, an ech, mir hunn deemools ganz kloer drop opmierksam gemaach, datt d'Gemengen do géifen negativ derbäi ewechkommen; et huet leider herno d'Realitéit eis Recht ginn.

Mir waren och dofir elo e bëssen iwwerrascht, wéi mir an der Kommissioun vum Rapporteur gewuer si gi vun engem Geheimdokument, wat de Syvicol dem Rapporteur ginn hätt…

(Interruption)

Jo, wat de Rapporteur vum Syvicol…. De Rapporteur huet dat gesot!

(Interruption)

Dach, dach, dach, an der Kommissioun vun de Gemengen, an der Kommissioun vun de Gemengen!

Une voix.- Den Här Bausch bestätegt dat.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Vun engem Geheimdokument, an et war och e Geheimdokument, well et wosst nach keen eppes dovun. Mëttlerweil hunn d'Gemengen dat elo virun e puer Deeg zougestallt kritt.

Och do hu mir erëm e schlecht Gefill. Mir hunn esou ëmmer méi d'Gefill am Land, wéi wann de Syvicol net onbedéngt déi Vertriedung wier, déi d'Interesse vun de Gemengen - Här President Klein - vertrëtt, mä datt dat éischter eppes wéi de Service de renseignements…

(Interruptions et hilarité)

…vum Stat vis-à-vis vun de Gemenge wier.

Mir wieren op jiddfer Fall frou, wa mir hei an Zukunft direkt mat abezu géife ginn a gewuer géife ginn, wat de Syvicol am Numm vun de Gemengen do ausverhandelt, an net herno viru Fait-accomplië gesat ginn.

Iwwert d'Fotovoltaik wëll ech mech lo méi kuerz faassen, dorop wäert den…

(Hilarité)

…Roby Mehlen muer och nach agoen. Ech wëll just och do soen, datt eis Kolleege vun de Sozialisten dozou virun de Wahlen aner Aussoe gemaach hunn.

Beim Sozialbudget mécht den Aly Jaerling muer nach eng Kéier eng Interventioun an de Jacques-Yves Henckes geet op den Enseignement an.

Den öffentlechen Transport, Här President, ass awer nach ee Punkt, deen ech wëll hei uschneiden, wéinst den Investitioune vum Plan pluriannuel. Den Här Lux, eisen neien Ëmweltminister, huet an der leschter Legislaturperiod hei ganz dacks dem Transportminister Henri Grethen virgeworf, en hätt keng Projete réaliséiert. Et muss een awer soen, datt, wéi den Här Grethen - an ech si jo elo net grad deen, deen onbedéngt dem Här Grethen seng Partie hei hält - an dee Ministère komm ass, wou 15 Joer virdrun e sozialisteschen Transportminister war, hien am Fong kee Projet virfonnt huet.

Mir hunn awer an der leschter Legislaturperiod an ale Frange fir 55 Milliarde Frang Projeten an den öffentlechen Transport hei gestëmmt. Dat heescht am Fong, datt elo deen neien Transportminister an eng Phas kënnt, wou en d'Projete fäerdeg do leien huet. E kann also elo net méi higoen a soen, et ass näischt do, mir mussen nach kucken, mä en huet alles do leie vu fäerdege Projeten, e brauch se nëmme méi ze réaliséieren.

Ech wëll just soe vun eiser Säit, datt mir nach eng Kéier wëllen ervirhiewen, datt mir déi Iddi vum Ingenieur Schummer ënnerstëtze fir ënnert der Stad erduerchzefueren, well mir nach ëmmer der Meenung sinn, datt dat de Problem géif maximal léisen. Wat geschitt awer elo? Mir gi lo gewuer, datt prioritär d'Linn Lëtzebuerg/Kirchbierg gebaut gëtt. An da steet och am Rapport ze liesen, datt déi aner Projeten „décalés dans le temps" wäerte ginn. Dat heescht an anere Wierder, et gëtt elo ee Projet prioritär behandelt, wou mir awer nach keng Terrainen hunn, de Projet nach net ausgeschafft ass, an déi aner Projete komme laut dem Rapport hannendrun.

Dat heescht, obscho mir elo déi Projeten do hunn, datt an dëser Legislaturperiod net allze vill Projete wäerte réaliséiert ginn. Et ass genau dat, wat mir och gesot hunn: Wann d'Finanze méi knapp ginn, da kënnt d'Regierung net derlaanscht - egal wat fir eng datt do ass - fir d'Projeten ze strecken. An et gesäit een, dat gëtt och hei gemaach.

En anere Punkt ass dann dee vum Nulltarif am öffentlechen Transport. Mir hunn zënter 1999 den Nulltarif gefrot a ware frou, wéi d'LSAP och an hirem Wahlprogramm den Nulltarif gemaach huet. De Rapporteur proposéiert hei eppes anescht a seet dann, datt d'Käschten nëmme géife minimal vun de Käschte vun de Billjeeë bezuelt ginn, an e verlaangt do eng Upassung. Och do hu mir erëm déi Doppelzüngegkeet vun eise sozialistesche Kolleegen, déi wuel en Nulltarif proposéiert hunn, mä déi awer hei erëm e Rapport gestëmmt hunn, an deem de Contraire steet. Ech mengen d'Leit am Land, déi wéisste gären, wat dann elo geschitt. Huet de Rapporteur Recht, stëmmt de Regierungsprogramm oder stëmmen déi eenzel Aussoen, déi déi eenzel Ministeren an d'Députéierte maachen?

Op jiddfer Fall huet den Här Lux hei och Aussoe gemaach, déi een drop hifféieren, datt een net onbedéngt ka soen, datt déi Iwwerleeungen, déi de Rapporteur gemaach huet, net esou stëmmen. Well am sozialistesche Wahlprogramm stoung zum Beispill och, datt een e Gratisruffbus misst kënnen aféieren.

Den Aly Jaerling huet eng Question parlementaire elo gestallt, wou de Minister dann äntwert, déi aktuell Situatioun ass fir Lëtzebuerg am Verhältnis zu de Käschte gënschteg, dat heescht wéi et elo ass, ass et gënschteg an dobäi wesentlech méi attraktiv wéi e System Ruffbus. Dat heescht virun de Wahlen ass e Ruffbus versprach ginn, an elo no de Wahlen, op déi éischt Question parlementaire, déi e gestallt kritt, seet den Transportminister, dat kënnt net a Fro.

(Interruption)

D'Sozialisten haten am Wahlprogramm den Nulltarif stoen. Op eng Question parlementaire, déi elo eréischt dëser Deeg beäntwert ginn ass, seet en, iwwert dat Gedankespill, fir eng Ausweidung vum Gratistransport ze maachen, wier iwwerhaapt net nozedenken. Dat ass jo elo net de Rapporteur gewiescht, mä dat ass den Transportminister, deen dat dëser Deeg op eng Question parlementaire geäntwert huet.

Dofir, wann also hei elo d'Sozialisten an der Chamber optrieden a soen, ma dat ass dem Rapporteur seng Meenung, domadder hu mir näischt ze dinn, da kann ee just feststellen, datt hiren Transportminister dat aneschters gesäit.

Awer ech hunn esou d'Gefill, Här President, wéi wann d'Genossen aus der Sozialistescher Fraktioun hei net onbedéngt wëssen, wat d'Oberbosse vun de Genossen an der Regierung schonn alles mat ausgehandelt hunn. Ech fäerte ganz, d'Kolleegen do an de sozialistesche Reien, déi sinn nach gudde Glawens, mä se wëssen net wat hir Kolleegen an der Regierung schonn alles ausgehandelt hunn un Engagementer…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Gibéryen, kann ech Iech…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …an Engagementer agaange sinn, well soss géife se dach net déi Doppelzüngegkeet, déi Doppelzüngegkeet…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Kann ech, Här President?

M. le Président.- Här Gibéryen, den Här Ben Fayot wëllt lech eppes froen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech sinn an dräi Minutte fäerdeg! Ech wollt…

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här Gibéryen, ech hu kloer a menger Ried gesot, dass mir de Gratistransport an eisem Programm haten, dass mir bei de Koalitiounsverhandlungen dee Gratistransport net duerchkrut hunn an dass mir also an engem aneren Zeenario si vun Transport, dass mir awer och der Meenung sinn, dass een net den öffentlechen Transport, sou wéi dat am Rapport vum Här Rapporteur ugedeit ass, iwwer ze vill en héije Prozentsaz vu Recettë soll decken, dass den öffentlechen Transport och en öffentleche Problem soll léisen. Dat ass, wat ech gesot hunn, an dat ass och dat…

M. le Président.- Fuert Dir weider, Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech stelle just fest, wann ech déi Debatten hei verfollegt hunn, dass e Rapport gestëmmt ginn ass an enger Finanzkommissioun vun enger CSV-LSAP-Majoritéit. Dat hei ass elo de 16. Rapport, deen ech matmaachen. Et war nach ëmmer, datt e Rapporteur seng eege Meenung erabruecht huet, mä ech hunn an deene 16 Joer nach ni erlieft, datt herno jidderee gesot huet, ech sinn awer domat net d'accord.

Wann ech dat elo e bëssen esou zréckkucken, Här Fayot, Dir hutt de Mëtteg d'Meenung net gedeelt mam Rapporteur wat d'Analys iwwert d'Frontalieren ubelaangt. Dir hutt net gedeelt wat den Audit iwwert de Beschäftegungsfong ubelaangt, Dir hutt se net gedeelt wat de sozialpoliteschen Deel ubelaangt. Dir hutt se net gedeelt wat de steierpoliteschen Deel, wat d'Vermëigenssteier ubelaangt. Dir hutt se net gedeelt wat d'Grondsteier ubelaangt um éischte Familljenhaus. Dir deelt se net wat d'Tariffer bei Bus an Zuch ubelaangen.

Den Här Frieden deelt se net wat d'Erofsetzung vun der Kierperschaftssteier an der Gewerbesteier ubelaangt. Den Här Frieden deelt se net wat d'Iwwerleeunge vum Tanktourismus an d'Engagementer vis-à-vis vu Kyoto ubelaangt.

Ech froe mech, dee Rapport, dee mir an der Chamber gestëmmt hunn, wat fir eng Deeler vun deem Rapport hunn - ausser dem Datum, Här President - dann elo nach eng Majoritéit?

(Hilarité)

Ausser dem Datum fannen ech näischt méi eraus, wat elo nach eng Majoritéit an deem Rapport do hätt. Dat hunn ech nach net matgemaach, datt ech an deem Parlament sinn, datt e Rapport gestëmmt gëtt an duerno kënnt dann een nom anere getréppelt a seet, jo domat si mir net mat d'accord, domat si mer net d'accord. Mat wat sidd Der d'accord an deem Rapport? Dat ass en Aarmutzeugnis an doraus schléissen ech, Här President, datt et an enger Famill oder an enger Regierung emol eng Kéier Sträit gëtt, dat versteet een, awer datt ee scho Rapp a Klapp an de Flitterwoche kritt, dat ass schonn eng Exceptioun, déi et bei dëser Regierung gëtt, déi dat exemplaresch virféiert.

An esou eng Regierung an an esou e Budget, hätten déi da gär, solle mir Vertrauen hunn a mir sollen eppes stëmmen. Ech mengen, de leschten am Land versteet, datt mir dësem Budget mam beschte Wëllen net kënnen zoustëmmen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Hutt Dir keng Stonn gebraucht, Här Gibéryen?

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Muer de Mëtteg um hallwer dräi fuere mer mat eisen Debatten iwwert de Budget weider.

D'Sitzung ass elo opgehuewen. Ech soen Iech Merci.

(Fin de la séance publique à 19.05 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 72

Ordre du jour page 72

5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 72-77
- Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden pages 77-81
- Discussion générale pages 99-114

4965 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001 pages 81-83

5344 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003 pages 83-84

Communication page 85

5260 - Projet de loi modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales

et

5173 - Proposition de loi portant modification de l'article 22 du Code des assurances sociales pages 85-90

5373 - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach pages 90-94

5342 - Projet de loi sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport

et

5385 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs pages 94-98

Demandes en naturalisation pages 98-99

Ordre du jour page 99

Communications page 99

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 3 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
		2e Session extraordinaire 2004
0040		
cf. 0157	M. Aly Jaerling	Financement des mesures "préretraite-ajustement"
0065	M. Aly Jaerling	Abattement pour locataires
0089	M. Aly Jaerling	Friche sidérurgique de Belval
0099	Mme Viviane Loschetter	Travaux d'amélioration de la sonorisation fixe du Centre national sportif et culturel "Coque"
0115	M. Aly Jaerling	Optimisation du transport public de Hayange à Luxembourg
0116	M. Aly Jaerling	Projet d'introduction nationale de la carte électronique de paiement des transports publics "e-go"
0118	M. Xavier Bettel	Lenteurs administratives
		Session ordinaire 2004-2005
0129	M. Aly Jaerling	Transformation des parkings P&R en parkings payants
0132	M. Romain Schneider	Cadre légal du travail posté dans la fonction publique
0135	Mme Viviane Loschetter	Projet de route reliant le lieu-dit Biergerkräiz à Walferdange
0137	M. Camille Gira	Interdiction de la commercialisation et la dissémination de variétés transgéniques sur le territoire luxembourgeois
0138	M. Xavier Bettel	Prise en charge du médicament «Concerta»
0141	M. Paul Helminger	Sensibilisation de l'électorat étranger
0148	M. Claude Meisch	Remboursement de la TVA aux entreprises agréées
0154	M. Jacques-Yves Henckes	Prise en charge des frais médicaux des demandeurs d'asile
0157		
cf. 0040	M. Aly Jaerling	Continuation des accords sur la préretraite ajustement et sur la reclassement Arcelor
0158	M. Aly Jaerling	Mutations de personnel après la fermeture de STUL (Société train universel de Longwy) sur les sites luxembourgeois d'Arcelor

2e Session extraordinaire 2004

Question 0040 (10.8.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **financement des mesures „préretraite-ajustement“:**

De 14. am Broochmount 2004 huet de Koordinatiounscomité vun der Tripartite opgrond vun dem Arcelor-Strategiepabeier „Lux 2006“ déi wirtschaftlech Situatioun vun dëser Gesellschaft analyséiert an eng Weiderféierung vun der Préretraite-ajustement guttgeheescht bis de Jorgang 1951.

D'lescht Woch huet d'Arcelor e positive Bilan virgeluecht mat enger Verdueblung vun hirem Gewënn.

D'Bedingungen, fir kënnen als Betrib vun der Préretraite-ajustement ze profitéieren, sinn am Gesetz vum 24. am Chrëschtmount 1990 festgehalen. Wat d'Finanzéierung ubelaangt, seet den Artikel 12 vum virzitéierte Gesetz am zweeten Ofsaz: „Wann e Betrib an enger ekonomesch a finanziell équilibréierter Situatioun ass, kann d'Regierung op Avis vum Konjunkturcomité, eng finanziell Participatioun vum betraffene Betrib verlaangen, déi, wéi am Ofsaz 3 vum selwechten Artikel festgehale gëtt, 50% vun der Héicht vun der Préretraite-ajustement net duerf iwwerschreiden.

Kënnen den Här Finanzminister an den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Bedeelegt sech d'Arcelor un der Finanzéierung vun de Chargen, déi sech aus der Préretraite-Indemnitéit erginn?

2. Falls neen, gedenkt d'Regierung oder huet d'Regierung dru geduecht, ugesiichts der gudder wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vun der Arcelor, d'Arcelor (verstäerkt) an d'Finanzéierung vun der Préretraite-ajustement anzebannen?

3. Ass de Konjunkturcomité mat der effektiver wirtschaftlecher Situatioun vun der Arcelor befaasst ginn, esou wéi dat den Artikel 12, Ofsätz 2 an 3 vum Gesetz vum 24. am Chrëschtmount et erméiglecht, ier d'Regierung an der Tripartite hir Zoustëmmung fir d'Weiderféierung vun der Préretraite-ajustement ginn huet?

4. Wéi héich soll d'Participatioun vun der Arcelor bei der Préretraite-ajustement fir d'Jorgäng 1948 bis 1951 ginn a wéi héich ass se elo?

5. Gëtt de Konjunkturcomité mat der wirtschaftlecher a finanzieller Situatioun vun Arcelor befaasst, ier d'Regierung definitiv Stellung bezitt zu der Demande vun der Weiderfinanzéierung vun der Préretraite duerch de Steierzueler respektiv d'Rentekeesen?

6. Gedenkt dës Regierung och d'Préretraite-ajustement, wat eng reng Beschäftegungsmesure ass, weiderhin duerch d'Rentekeese finanzéieren ze loossen oder, wéi dat eigentlech misst sinn, duerch de Beschäftegungsfong?

Question 0157 (4.11.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **continuation des accords sur la préretraite-ajustement et sur la cellule de reclassement Arcelor:**

Bekanntlech leeft souwuel den Accord iwwert d'Préretraite-ajustement wéi och den Accord iwwert d'CDR (Cellule de reclassement) vun Arcelor mam Stat den 31. am Chrëschtmount 2004 aus.

An der leschter Stoltripartite waren eng Rei Accorde festgehale gi wat esouwuel d'Weiderféiere vun der Préretraite-ajustement wéi och d'CDR ubelaangt. Dëst am Kader vum Arcelor-Strategiepabeier Lux 2006.

Kann den Här Aarbechtsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Läit am Zesummenhang mat der Weiderféierung vun der Préretraite-ajustement schonn eng definitiv Propos vir?

2. Läit am Zesummenhang mat der Weiderféierung vun der CDR schonn eng definitiv Propos vir?

3. A wat fir enger Form gëtt d'Préretraite-ajustement weidergefouert, wat ass d'Participatioun vun Arcelor a wat ass d'Participatioun vum Stat?

4. A wat fir enger Form gëtt d'CDR weidergefouert, wat ass d'Participatioun vun Arcelor a wat ass d'Participatioun vum Stat?

5. Gedenkt d'Regierung d'Préretraite-ajustement weider vun de Pensiounskeese finanzéieren ze loossen, andeem se den Undeel, deen de Versécherten als Pre-pensioun zegutt hätt, un de Beschäftegungsfong iwwerweise léisst?

Réponse (29.11.2004) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Ech beäntworten déi zwou Froe gläichzäiteg, well den Thema an d'Froen exakt deeselweschte Sujet hunn.

Et läit eng Propositioun respektiv eng prinzipiell Entscheedung vun der Stoltripartite iwwer souwuel d'Weiderféierung vun der Préretraite-ajustement, wéi vun der CDR um Dësch. D'Préretraite gëllt fir d'Jorgäng 1948, 1949, 1950 an 1951, während d'CDR soll bis an d'Joer 2011 lafen.

D'zukünfteg Participatioun vun der Arcelor, déi bis ewell iwwer verschidde Weeër sech an der jéngster Vergangenheet indirekt op ronn 30% belaf huet, gëtt am Detail geregelt op Grond vun den Tripartitesbeschlëss vum Fréijoer.

De Konjunkturcomité gëtt selbstverständlech mat der Situatioun bei der Arcelor befaasst, wann e säin Avis iwwert d'Ufro fir d'Préretraite respektiv den Taux de participation vum Betrib ofgëtt.

Déi Bestëmmung iwwert den deelweise Finanzement vun der Préretraite iwwert d'Pensiounskeese muss Enn 2005 verlängert ginn. Ouni d'Entscheedung vun der Regierung virauszehuelen, sou muss dach ënnerstrach ginn, datt dësen deelweise Finanzement aus den Pensiounskeesen iwwerhapt net aussergewéinlech oder net berechtegt wier. Schliesslech geet et ëm déi Montanten, déi d'Leit souwisou dee Moment, wou si an d'Préretraite ginn, als normal Renteleeschtung vun hirer Pensiounskees zegutt hätten. Wat d'Remboursementer vun de Pensiounskeesen ubelaangt, kann ee vläicht nach, fir komplett ze si wat d'Erklärung vum System ugeet, preziséieren, dass de Beschäftegungsfong näischt vun de Pensiounskeesen erëmkritt fir déi Leit, déi an enger „Préretraite-solidarité“ respektiv an enger „Préretraite progressive“ sinn; dat si 15% vun alle Préretraitéierten, mä d'Sidérurgie ass hei net betraff.

Question 0065 (1.9.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**abattement pour locataires:**

Den Ofstand tëschen Nofro an Offer ass um nationale Wunnengsmarché weider gewalteg an déi ze zuelend Loyerë sinn entspriechend héich. Vill Matbierger wäerten et esou wuel e Liewe laang net zum Statut vun engem Wunnengspropriétaire packen a nach méi Leit hunn et Mount fir Mount net liicht, duerch déi héich Wunnkäschten, finanziell iwwert d'Ronnen ze kommen.

Kierzlech huet de CEPS/INSTEAD eng Etüd iwwert d'Wunnen zu Lëtzebuerg fäerdeg gestallt, dëst am Optrag vum Wunnengsbauministère. Enner anerem - sou war an der Press ze liesen - hätt dës Etüd déi manifest Avantagë vu Wunnengspropriétairë par rapport zu Locatairë méi wéi kloer bestätegt. Eng vun den zentralen Ursaache fir dëse Virdeel géif an eisem Steiersystem mat senger ganzer Rëtsch vun Ofschreiwungsméiglechkeete leien, während de Loyer, dee fir e privat genotztent Immeubel ze zuelen ass, steierlech net considéréiert gëtt.

Dofir dës Froen:

1. Wéi steet den Här Minister - a mat him déi nei Regierung - zur Aféierung vun engem Abattement fir Locatairen; dëst am Sënn vu méi sozialer Gerechtegkeet?

2. Vill Matbierger verdéngen net genuch, fir kënnen direkt Steieren ze bezuelen, wéi ass d'Positioun vun der neier Regierung zur Aféierung vun engem Subsid als Conterpartie zum uewegenannten Abattement (eng Aart punktuell Negativsteier, déi der besonnescher Situatioun vum Lëtzebuerger Wunnengsmarché géing Rechnung droen)?

Réponse (30.11.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Monsieur le Député Aly Jaerling aimerait connaître l'avis du Gouvernement sur l'introduction éventuelle d'un abattement fiscal pour locataires et d'une subvention au loyer pour les locataires non soumis à l'impôt.

Monsieur Jaerling cite dans sa question une étude du CEPS/-INSTEAD ayant mis en évidence les avantages financiers des propriétaires vis-à-vis des locataires. Dans la revue Population & Emploi N°2 de mai 2004, éditée par CEPS/INSTEAD, il est exposé que les 80% des ménages qui sont soit propriétaires de leur logement, soit logés gratuitement ou à un loyer inférieur au prix du marché, bénéficient d'un avantage non monétaire important, se situant à 14% du volume du revenu disponible monétaire net de l'ensemble des ménages, entraînant ainsi une nette augmentation du niveau de vie. Cet avantage pour les propriétaires est d'autant plus grand que les charges financières en relation avec l'acquisition du logement s'amenuisent, de sorte que «ce sont les personnes âgées, propriétaires et libérées des coûts importants liés au logement, qui bénéficient du gain le plus important».

Cette étude fortifie évidemment le Gouvernement dans ses efforts déjà entrepris et à entreprendre, pour faciliter aux ménages l'accès à la propriété de leur logement. Un abattement fiscal pour locataires inciterait par contre les ménages à ne pas investir dans une habitation personnelle.

Par ailleurs, les abattements fiscaux ne se prêtent guère comme mesures sociales ciblées. Pourquoi avantager un locataire à revenu moyen ou élevé par rapport à un propriétaire pensionné qui durant toute sa vie a renoncé à beaucoup de choses pour investir son revenu ainsi que son temps libre dans un logement pour sa famille, et qui doit éventuellement faire face à d'importants travaux de réparation? D'autre part, le tarif de l'impôt sur le revenu étant un tarif progressif, tout abattement fiscal bénéficie bien plus largement aux contribuables à revenu élevé qu'à faible revenu.

Monsieur le Député Jaerling en est bien conscient, aussi demande-t-il également la création d'une subvention de loyer pour les personnes ne pouvant bénéficier d'un abattement fiscal, parce qu'elles ne paient pas d'impôt.

Le Gouvernement n'entend pas non plus introduire une subvention généralisée du loyer qui ne tiendrait pas compte du revenu tant imposable que non imposable des locataires. Par contre, afin d'endiguer tant les prix d'acquisition que les loyers des logements, le Gouvernement entend mener avec détermination une politique incitant, ceteris paribus, à une augmentation de l'offre de logements.

Afin de dynamiser le marché du logement locatif, les pouvoirs publics entendent investir dans les logements destinés à la location. L'objectif du Gouvernement est d'augmenter l'offre de logements locatifs à loyer abordable. Il est prévu par ailleurs que le Fonds du logement va se porter acquéreur et gestionnaire de logements locatifs, assumant ainsi le rôle d'une agence immobilière sociale.

Le Gouvernement poursuit une politique de logement très active ayant pour but de faire augmenter l'offre afin de diminuer les prix. L'introduction d'un abattement fiscal ou d'une subvention généralisée pour locataires serait par contre une mesure défensive et passive. Une telle mesure, en diminuant la charge financière réelle auprès des locataires, aurait comme effet contraire d'entraîner une hausse des loyers demandés par les propriétaires.

Question 0089 (15.9.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **friche sidérurgique de Belval:**

Enn Spierkel dëses Joers huet de President vum „Conseil régional“ vu Loutrengen am Kader vun enger offizieller Visite hei am Land eng originell Propositioun gemaach, déi net nëmmen d'Attraktivitéit vun der Lëtzebuerger Fiskal- a Sozialgesetzgebung géintiwwer der franséischer ënnersträicht, mä och de Wëlle vun eiser franséischer Nopeschregioun méi enk mat eisem Stat zesummenzeschaffen.

Den Här Gérard Longuet huet am Här Statsminister en Alliéierte gesicht - a fonnt - fir d'Iddi, d'Lëtzebuerger Recht och um franséische Territoire vun de Brooche vun Esch-Belval kënnen ze applizéieren, beim franséische Wirtschaftsminister ze promouvéieren. Op der Ofschlosspressekonferenz hat den Här Statsminister gesot: „l'essor d'Esch-Belval en Cité des Sciences, en site de l'Université du Luxembourg et en zone d'activités économiques doit être vu dans un contexte grand-régional et ne sau-

rait de ce fait profiter aux seuls Luxembourgeois, ne laissant à la partie française que l'aménagement du parking principal du site." Dee Virschlag géing also op d'Ënnerstëtzung vum Här Statsminister stoussen an hie géing bei senger uschléissender offizieller Visite zu Paräis beim franséische Wirtschaftsminister an dëser Hisiicht intervenéieren.

Dofir dës Fro:

1. Wéi war d'Reaktioun vum franséische Wirtschaftsminister op dem Här Statsminister seng Lobbyaarbecht an der uewegenannter Saach, si sech hei nach iergendwellech positiv Suiten ze erwaarden oder gëtt et eventuell schonns konkret Fortschrëtter?

Réponse (29.11.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

De 25. Februar 2004 war den Här Gérard Longuet, President vum loutrengesche Regionalrot, op offizieller Visite zu Lëtzebuerg. Hien huet d'Propositioun gemaach, fir ze préiwen, ob Entreprisë mat Lëtzebuerger Recht sech kënnen op der franséischer Säit vun Esch-Belval etabléieren.

Ech hunn dem Här Longuet geäntwert, datt Esch-Belval e grenziwwerschreidende Projet ass, vun deem souwuel d'Lëtzebuerger wéi och d'Fransouse sollte profitéieren.

An deem Sënn hunn ech dem Här Longuet senger Propositioun och mäi prinzipiellen Accord ginn.

Wéi Der wësst, huet an der Tëschenzäit déi politesch Majoritéit am Conseil régional zu Metz changéiert.

Et ass un de kompetente nationale franséischen Autoritéiten, fir ze préiwen, ob d'Iddi vum Här Longuet, bei där et sech ëm eng komplex Matière handelt, ka realiséiert ginn.

Réponse (29.11.2004) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Mat Bezuch op d'parlamentaresch Ufro N°0089, déi vum Députéierten Aly Jaerling de 15. September gestallt ginn ass, wollt ech lech matdeelen, dass ech mech dem Här Statsminister senger Äntwert vum 8. November uschléissen an näischt Zousätzleches ze soen hunn.

Question 0099 (21.9.2004) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **travaux d'amélioration de la sonorisation fixe du Centre national sportif et culturel „Coque":**

Une étude concernant la sonorisation du Centre national sportif et culturel d'Coque a clairement montré les défaillances générales de la sonorisation fixe de cette salle. Jusqu'à présent, seuls les locataires des grands évènements musicaux pouvaient y faire face en amenant leur propre installation sonore. D'après mes informations les travaux d'amélioration de la sonorisation pourraient s'élever entre 80.000 et 100.000 €.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics.

- Sachant que des études concernant l'acoustique de cette salle, encore toute neuve, avaient été effectuées bien avant sa réalisation, comment peut-on expliquer une telle erreur?

- Qui peut-on tenir pour responsable?

- Qui financera le coût supplémentaire pour les modifications prévues afin d'améliorer la sonorisation de cette salle?

Réponse (8.12.2004) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Les études menées sur base de modèles informatiques dans le cadre de la maîtrise d'œuvre par un acousticien spécialiste dès le début du projet ont montré lors des tests après l'achèvement du Centre que les caractéristiques acoustiques de la salle peuvent être considérées comme bonnes.

Ce point a d'ailleurs été confirmé par l'acousticien de l'Orchestre Philharmonique du Luxembourg, venu tester les lieux en vue de leur inauguration.

Aussi faut-il relever que le système de sonorisation installé n'a pas été prévu pour se substituer à la sonorisation d'un concert de variété ou autre. Il est bien normal que ces artistes amènent et installent leur propre sonorisation sur tous les lieux d'activité, qui est alors réglée par l'équipe technique professionnelle de l'artiste, lequel désire toujours maîtriser en totalité les éléments susceptibles d'influencer la qualité de son spectacle.

De façon générale, les organisateurs de spectacles se sont familiarisés avec le fait que ces artistes ne prennent jamais recours à l'équipement pré installé et inconnu à leurs propres techniciens.

Partant, l'installation de sonorisation en place a été réceptionnée après maints tests avant l'ouverture du Centre et le système a été exposé par les spécialistes lors des réunions de programmes et ainsi retenu d'un commun accord le 3 juin 1996 par le Ministère des Sports et le Ministère des Travaux publics.

Suite aux expériences qui ont pu être faites jusqu'à présent, le Conseil d'administration de l'établissement public Centre national sportif et culturel a estimé que la sonorisation fixe pour des messages et communications à l'adresse du public dans les gradins posait certains problèmes.

Depuis la mise en place de ce premier équipement qui date de la fin des années 90, le matériel de sonorisation a pu être miniaturisé avec l'évolution rapide de la technologie. De ce fait le Conseil d'administration de l'établissement public Centre national sportif et culturel a estimé que des améliorations économiquement justifiables pouvaient aujourd'hui être apportées dans l'intérêt de l'intelligibilité des informations transmises au public assis dans les gradins. Ceci se fera par un démantèlement partiel de l'équipement en place et un rapprochement des enceintes acoustiques en direction et au-dessus des gradins. Lors de cette modification il sera encore possible de subdiviser l'ensemble de la salle principale en différentes zones de balayage lesquelles pourront être gérées selon les besoins particuliers de chaque événement.

Le coût de l'opération n'est pas financé moyennant le budget de l'État, mais par des recettes propres que la Coque a générées et mises en réserve pour des travaux voire des équipements afin de perfectionner, compléter ou restaurer les diverses enceintes dans l'intérêt du plein emploi, du meilleur rendement et du confort des utilisateurs.

Question 0115 (1.10.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**optimisation du transport public de Hayange à Luxembourg:**

Ufanks Hierschtmount sinn op franséischer Säit zwou nei Buslinnen a Betrib geholl ginn (d'Linn 39 an d'Linn 96). Dës nei Linne sollen den öffentlechen Transport a Richtung Lëtzebuerg optiméieren. Allebéid starte se zu „Hayange". Während d'Endstatioun vun der Linn 39 „Volmerange-les-Mines" ass, fiert d'Linn 96 vun „Ottange" aus awer weider iwwert d'Grenz no Rëmeleng, Téiteng a Keel bis op d'Gare vun Näerzeng.

Dëst gëtt ze denken, wann ee weess, datt vun „Ottange - Place de Montcontour" aus, eng RGTR-Linn, déi vun der CFL gefuer gëtt, besteet: d'Buslinn 307 „Ottange-Rumelange-Bettembourg". Och d'Linn 307 hält virun der Gare vun Näerzeng.

Dofir dës Froen:

1. Firwat gouf eng zum RGTR konkurrent Linn op der genannter Streck zougelooss?

2. Ass d'Zouloossung vun dëser neier franséischer Buslinn d'Virspill zur Ofschafung vun der genannter, duerch d'CFL exploitéiert, Buslinn?

Réponse (22.11.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Députéierten Aly Jaerling weist op zwou nei franséisch Buslinnen hin, wouvunner eng d'Linn 96 iwwert d'Lëtzebuerger Grenz zu Rëmeleng bis op Näertzeng/Gare fiert. Dës Linn besteet aus véier Hin- an sechs Réck-Faarte pro Dag a garantéiert den interesséierten Awunner aus der franséischer Grenzregioun eng Korrespondenz op d'Zich an d'Stad Lëtzebuerg.

Säit zéng Joer fiert d'RGTR-Linn 307 vu Rëmeleng op Beetebuerg am Stonnentakt tëschent 5.00 an 23.00 Auer a bidd Korrespondenzen op d'Zich no Lëtzebuerg op der Beetebuerger Gare un. Säit engem Joer fiert dës Linn iwwert d'franséisch Grenz eraus bis op Oetteng an dat zur Zäit nach provisoresch, wéinst Bauaarbechten zu Rëmeleng op der Place de France.

Eng definitiv Genehmegung fir op Oetteng ze fueren ass nach net ugefrot.

Béid Linnen hunn deemno hir eege Clientèle.

Zu de Froe vum Här Jaerling, firwat déi franséisch Linn zougelooss gouf iwwert d'Grenz ze fueren, weisen ech op d'europäescht Reglement 684/92 hin, wat den internationale Persounentransport op der Strooss regelt.

Den Artikel 7 vun dësem Reglement schreift vir, datt all regelméisseg Persounentransporter op der Strooss musse mam Averständnis vun de betraffene Länner eng Genehmegung hunn.

Dëst Averständnis muss bannent zwee Méint deem aneren Land matgedeelt ginn.

Net d'accord si kann e Land nëmmen ënner festgesate Bedingungen a Grënn. Op kee Fall kann d'Bestoe vun enger anerer Linn op därselwechter Streck als Ursaach gëlle fir als Land seng Zoustëmmung net ze ginn.

D'Genehmegung un d'Firma Transfensch gouf ënner Berücksichtegung vum Reglement (CE) 684/92 den 9. Juli 2004 vun de franséischen Autoritéiten ausgestallt, an dat fir eng Dauer vu fënnef Joer.

Question 0116 (1.10.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **projet d'introduction nationale de la carte électronique de paiement des transports publics „e-go":**

Dee viregten Transportminister, deen d'Ticketspräisser am öffentleche Persounentransport substanziell gehéicht hat, huet och en Experiment (Testphas) mat engem elektroneschen Transportticket gestart: „e-go". De Ministère wollt, mengen Informatiounen no, dëse System ab 2005 flächendeckend a Betrib gesinn.

D'Installatioun vun dësem System wäert mat gewaltege Käschte verbonne sinn. An alle Bussen an op alle Garë missten nei Entwäertapparater installéiert ginn. D'Kontrollere missten all mat portabele Kaarteliesgeräter a Kaartendrucker ausgestatt ginn. Landeswäit misste Kaartewäertinformatiounsan Opluedgeräter installéiert ginn - vun der ganzer informatescher an elektronescher Infrastruktur, déi fir d'éischt opgebaut muss ginn, guer net ze schwätzen.

Mat dësem automatesche Bezuelsystem ass ze fäerten, datt d'politesch Hemmschwell fir Transportpräiserhéijungen duerchzedrécke méi kleng gëtt - mä och a virun allem de politesche Wonsch, fir eng Gratisoffer vum öffentleche Persounentransport duerchzesetzen, definitiv an de Beräich vun der politescher Utopie réckelt.

Dofir dës Froen:

1. Wéi eng Konklusioune goufen aus der Testphas vum „e-go"-Ticketsystem gezunn?

2. Wat ass de Käschtepunkt vun enger flächendeckender Installatioun vun dësem System?

3. Wéi héich wier den zousätzleche Käschtepunkt vun de Standleitungen an de GSM-Iwwerdroungen (Frais d'exploitation)?

4. Wéi héich ass de Käschtepunkt vun der Gestioun vun deem System duerch déi ausgewielte Privatfirma?

5. Gouf/gëtt dëse Projet och EU-wäit ausgeschriwwen?

6. Wéi ass d'Positioun vum neien Transportminister zur flächendeckender Aféierung vum genannten elektronesche Bezuelsystem?

7. Falls den neien Transportminister deiselwecht Positioun wéi säi Virgänger huet, bis wéini gedenkt hien, deen neie Kaartesystem agefouert ze hunn?

8. Falls deen neie Plastiktransportkaartesystem agefouert gëtt - bedeit dat dann, datt domadder d'Iddi vun enger Gratisoffer un öffentlechem Persounentransport zu Lëtzebuerg definitiv ad acta geluecht ass?

9. Firwat ass „e-go" nëmmen als Check-In System fonctionnel - bei engem Check-In/Check-Out-System wier et méiglech, de Floss vun de Reesende statistesch ze erfaassen an och kënnen entspriechend ze reagéieren?

10. Mussen d'Passagéier sech ënnert deem neie System - och wa se eng Kaart fir e Mount hunn - bei all Fahrt umellen?

11. Stëmmt et, datt bei dësem System, dat eréischt an der Testphas ass, schonns gefälschte Kuerzstrecken- a Réseausbilljeeën opgetaucht sinn?

Réponse (3.12.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling befaasst sech a senger Ufro mat dem geplangten elektroneschen Tarifsystem e-go.

D'Testphas vun deem System gouf am Februar 2003 ugefaang. Am Hierscht 2003 gouf e Bilan gemaach, souwuel iwwert den technesche Deel wéi och iwwert de prakteschen Deel, woubäi d'Akzeptanz bei den Testkandidate gepréift gouf.

Béid Beräicher hu positiv ofgeschnidden, wourop als Konklusioun d'Regierung entscheed huet, den elektroneschen System landeswäit anzeféieren.

Déi flächendeckend Installatioun heifir huet e Gesamtkäschtepunkt vu 7.397.700 €, déi op d'Budgetsjoren 2003, 2004 an 2005 opgedeelt sinn.

En zousätzlechen zum e-go-Projet gezielte Käschtepunkt duerch Funk oder Télefonsverbindungen entsteet net. Hei gëlle beim Ofruffe vun engem Entwäerter (am Bus oder op enger Gare) déi normal Tariffer.

Zur Zäit si keng Gestiounskäschte berechent. Den Transportministère beabsichtegt awer e Kontrakt, fir den Ënnerhalt vun alle Geräter mat der entsprechender Firma ze proposéieren.

No laangem Sichen an Europa gouf de System, dee vu Motorola entwéckelt gouf, zréckbehalen. Deen eenzege Fournisseur zu Lëtzebuerg gouf doropshi beoptraagt, de Projet unzegoen.

Zur Zäit, wou den e-go-Projet zu 50% installéiert ass (sämtlech TICE-, CFL- an RGTR-Bussen, souwéi eng Rei (CFL-) Garen am Süden an am Zentrum), sinn ech un der Aféierung vum neie System interesséiert an hoffe bis Enn 2005, den e-go landeswäit funktionéieren ze gesinn.

Bei Joreseinnahmen duerch de Verkaf vu Billjeeë vu 25.908.000 € a gläichzäiteg steigende Käschten duerch eng verbessert Offer am öffentlechen Transport, ass et zur Zäit net ubruecht, de Gratistransport, dee fir Schüler, Invaliden an all manner bemëttelt Matbierger gëllt, weider auszedehnen.

Zur Fro vun engem systemateschen Check-In an Check-Out ass ze bemierken, datt de System nëmmen Check-In virgesäit, wat fir gesamt Zielunge vun de Passagéier wichteg ass an och duergeet.

Op en Check-Out gëtt aus praktesche Grënn verzicht, och wann e méi Prezisioun bei Statistike géing bréngen. Et besti berechtegt Zweifelen, ob een dat dem Reesende kéint zoumudden.

Op seng 11. Fro kann ech zur gudder Lescht mat „neen" äntwerten. De responsabele Leit vum Projet ass kee Fall vu gefälschte Billjeeë bekannt. Op d'Fälschungssécherheet ass iwwregens beim e-go-Projet e spezielle Wäert geluecht ginn.

Question 0118 (5.10.2004) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **lenteurs administratives:**

Il me revient par voie de presse que lors de la «Journée des élus locaux», organisée par le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises (Syvicol), le Médiateur en fonction depuis le 1er mai dernier, Monsieur Marc Fischbach, aurait affirmé que de manière générale les administrations mettaient trop de temps pour s'acquitter des tâches qui leurs étaient confiées.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ainsi qu'à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

Est-ce que Messieurs les Ministres partagent les vues relatées ci-dessus?

Dans l'affirmative, de quelle façon Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à la situation?

Réponse commune (8.12.2004) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

En date du 21 octobre 2004, le Médiateur Marc Fischbach a présenté à la Chambre des Députés le rapport intermédiaire de son bureau, couvrant la période du 1er mai 2004 au 30 septembre 2004.

Célérité et transparence sont les mots maîtres de ce rapport d'activité, dans lequel le Médiateur précise entre autres que:

«Les expériences accumulées au cours des cinq premiers mois de son activité ne suffisent certainement pas pour permettre au Médiateur de porter un premier jugement concluant sur la conformité de l'action et des pratiques administratives avec tous les principes inhérents à une bonne gouvernance. Il observe cependant que sur les 587 saisines dont il avait l'objet dans la période du 1er mai au 30 septembre, quelque 102 affaires font apparaître une pratique

qui n'est pas compatible avec le bon fonctionnement de l'administration publique.

Il s'agit, en l'occurrence, des lenteurs excessives avec lesquelles nombre d'affaires sont traitées et surtout du temps que mettent les administrations concernées pour répondre aux demandes des citoyens.

L'obligation de répondre rapidement à toute demande du citoyen et de lui fournir rapidement les informations requises comme, en général, l'exigence de traiter toute demande dans des délais raisonnables sont d'autant de principes que sous-entend le bon fonctionnement de l'administration.»

Conclure de ce rapport et de l'intervention du Médiateur à l'occasion de la « Journée des élus locaux» organisée par le Syvicol que «d'une manière générale les administrations mettent trop de temps pour s'acquitter des tâches qui leur sont confiées» ne reflète certainement pas la réalité.

En effet, une étude réalisée dans le cadre de la Présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne et publiée récemment par le Bureau néerlandais SCP fait apparaître qu'en matière de qualité de l'administration publique (bureaucratie, transparence, efficacité et corruption), le Luxembourg figure à la troisième place au niveau communautaire, derrière la Finlande et le Danemark!

Cependant, et afin d'améliorer progressivement la qualité de l'administration luxembourgeoise, le Gouvernement continuera à prendre des mesures, mener des actions et réaliser des projets surtout dans les trois domaines de l'accueil par l'écrit, du traitement des dossiers par les administrations et du suivi en ligne de l'état des dossiers par les agents respectifs.

Une sensibilisation accrue, une formation adéquate, des procédures claires et précises documentées et des traitements guidés par des systèmes informatisés performants devraient permettre dans les années à venir d'éviter des retards dans le traitement des dossiers et d'accélérer encore les tâches confiées aux administrations.

Session ordinaire 2004-2005

Question 0129 (18.10.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **transformation des parkings P&R en parkings payants:**

Déi viregt Regierung hat en Transportkonzept „mobilitéit.lu" ausschaffe gelooss. An deem Konzept gouf ugereegt, d'P&R-Opfangsparkinge ronderëm d'Stad käschteflichteg ze maachen:

„Da zum Teil schon heute Engpässe bei den bestehenden P&R-Anlagen am Stadtrand auftreten, bleibt zu überlegen, ob diese P&R-Anlagen auch längerfristig (d.h. bei einem generell verbesserten ÖV-Angebot) für Ganztagsparker gebührenfrei zugänglich bleiben sollen."

Meng Fraktioun huet dës Ureegung den 12. Mäerz 2003 an der Chamber kritiséiert an eng entspriechend oflehnend Motioun zur Ofstëmmung bruecht. Dës Motioun gouf mat 39 zu 21 Stëmme verworf - ënnerstëtzt gouf se awer vum heitegen neie Regierungskoalitiounspartner.

Dofir dës Fro:

Wéi steet déi nei Regierung zur uewen zitéierter Iddi, d'P&R Opfangsparkinge ronderëm d'Stad käschteflichteg ze maachen?

Réponse (15.11.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

An der Iddi, fir d'Leit derzou ze beweege sou fréi wéi méiglech op den öffentlechen Transport ëmzesteigen, gesäit d'Stratégie „mobilitéit.lu" eng Serie vu Moossnamen an Investitioune fir d'Verbesserung vum öffentlechen Transport vir.

Dobäi ass festzestellen, datt et a siedlungsaarme Regiounen aus Käschten- a Rentabilitéitsgrënn net ëmmer méiglech ass iwwerall e gudden an attraktiven öffentlechen Transport unzebidden. Dofir d'Iddi fir P&Ren ze schafen, déi et erméiglechen d'Verkéiersströim ze bündelen a soumat de Grondsteen fir e performanten öffentlechen Transport ze leeën.

An dëser Iddi gesäit d'Stratégie „mobilitéit.lu" zwou Ceinturë vu P&R-Anlagen vir, déi un déi grouss Achse vum Stroossennetz ugebonne sinn.

Eng éischt Ceinture ass laanscht d'Landesgrenz ugesiedelt, fir de Pendler méiglechst fréi, dat heescht op der Grenz, d'Méiglechkeet ze bidde fir op den öffentlechen Transport ëmzesteigen.

Eng zweet Ceinture vu P&R-Anlagen ass am Ëmland vun der Stad Lëtzebuerg geplangt a soll d'virgelagert Anzugsgebitt vun der Stad erschléissen. Dat sinn haaptsächlech déi Gebidder zwëschent der Haaptstad an de groussen Siedlungen am Süden an am Weste vum Land.

De Problem bei engem P&R-Konzept besteet awer doran, datt och den direkten individuellen Zilverkéier op d'P&R-Plazen zréckgräife kann a soumat deenen, fir déi de P&R geduecht ass, nämlech d'Leit, déi op den öffentlechen Transport ëmklammen, d'Parkplazen ewechhëlt. Dowéinst muss ee steirend an d'Benotzung vun de P&Ren agräifen, wéi dat och elo scho mat deene verschiddene Parkplazen an der Stad an zu Esch/Uelzecht gemaach gëtt.

Question 0132 (20.10.2004) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **cadre légal du travail posté dans la fonction publique:**

En ce qui concerne le travail posté dans la fonction publique, force est de constater qu'il ne dispose pas de cadre légal spécifique actuellement. Néanmoins, un avant-projet de règlement grand-ducal fixant le régime du travail par équipes successives à prester dans les administrations et services de l'État avait trouvé l'accord du Gouvernement réuni en conseil vers la fin de l'année 2003. Il avait été décidé à cette occasion de transmettre pour avis ledit avant-projet de règlement grand-ducal aux différents chefs d'administration. Jusqu'à ce jour, il n'y a plus eu de nouvelles concernant les suites à donner à cet avant-projet.

Dès lors, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Monsieur le Ministre peut-il me préciser où en est l'avant-projet de règlement grand-ducal mentionné cidessus?

Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les prochaines démarches que le Gouvernement va entreprendre dans ce domaine? Dans quels délais peut-on espérer qu'un tel règlement puisse entrer en vigueur?

Réponse (3.12.2004) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Il est exact que le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative avait préparé un avant-projet de règlement grand-ducal fixant le régime du travail par équipes successives à prester dans les administrations et services de l'État. Cet avant-projet de règlement grand-ducal avait été soumis au Conseil de Gouvernement en date du 7 novembre 2003. Lors de sa séance du 7 novembre 2003, le Conseil n'avait cependant pas donné son approbation au texte en question, mais il avait invité les services du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative de requérir l'avis des différentes administrations concernées par cette nouvelle réglementation. L'avis des différents services étatiques a été sollicité par courrier du 26 novembre 2003 adressé à tous les départements ministériels.

Or, les réponses qui sont parvenues au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative ont fait apparaître qu'il y a de fortes divergences tant en ce qui concerne les modalités du travail par roulement telles qu'elles sont pratiquées à l'heure actuelle dans les différentes administrations, qu'en ce qui concerne les vues sur la teneur d'une réglementation uniforme à appliquer à tous les services concernés.

Il reste que le statut ne prévoit actuellement pas de dispositions réglant spécifiquement et en détail le travail par équipes successives. L'article 3, paragraphe 2, du règlement grand-ducal modifié du 13 avril 1984 portant fixation de la durée normale de travail et des modalités de l'horaire de travail mobile dans les services de l'État laisse une large autonomie au chef d'administration à ce titre en disposant que «Toutefois, le chef d'administration peut modifier l'horaire normal de travail journalier si l'intérêt du service l'exige.»

Enfin, je me propose de ressaisir le Gouvernement en conseil prochainement pour décider de la marche à suivre dans ce dossier.

Question 0135 (20.10.2004) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **projet de route reliant le lieu-dit Biergerkräiz à Walferdange:**

- Dans quel concept global d'aménagement des routes et du territoire ce projet s'intègre-t-il?

- Comment peut-on garantir le maintien des ceintures vertes, barrières évitant l'extension des zones urbaines, dans ce projet?

- Quels sont les objectifs visés pour améliorer la qualité de vie des habitants des lieux concernés?

- Dans quelle mesure les communes concernées ont-elles été impliquées dans l'élaboration dudit projet?

Réponse (8.12.2004) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le concept IVL (Integratives Verkehrs- und Landesplanungskonzept für Luxemburg) prévoit au chapitre 6.3.2. un développement conséquent de la vallée de l'Alzette entre Mersch et Luxembourg avec une augmentation de la population résidente. Il est dans ce contexte prévu d'aménager de nouvelles zones d'habitation dans les zones tributaires de la ligne ferroviaire du Nord tout en évitant les zones d'inondation. L'offre du transport public est à compléter par des bus circulant sur la N7.

Bien que la vallée de l'Alzette entre Mersch et Luxembourg sera libérée d'une partie du trafic y circulant en transit grâce à la route du Nord (A7) qui traverse la vallée au nord de Lorentzweiler et s'y raccorde à la N7 par un échangeur, les trafics propres générés par les résidents vont engendrer, toujours suivant l'IVL, une charge supplémentaire de trafic individuel dans la région de Walferdange/Bereldange.

L'Administration des Ponts et Chaussées a proposé comme solution la réalisation d'une nouvelle descente du plateau Biergerkräiz vers la vallée avec raccordement à la N7 et offre à ce trafic un exutoire par une liaison directe via le contournement sud de Bridel vers l'autoroute A6, assurant entre autres la desserte des quartiers ouest et sud-ouest de la capitale.

Cette nouvelle route se substituerait aux deux liaisons suivantes affectées toutes les deux de graves problèmes de sécurité:

1. Le chemin repris CR181 entre le giratoire Biergerkräiz et Bereldange; cette route à très forte pente longitudinale (12%) traverse les quartiers résidentiels de Bereldange. Elle supporte actuellement un trafic de 13.000 véhicules/jour, dont 5% de poids lourds.

2. Le chemin vicinal Steinsel-Bridel qui traverse les quartiers résidentiels du plateau de Bridel avec une charge de trafic dépassant les 5.000 véhicules/jour.

Les avantages de la nouvelle descente devraient donc être les suivants:

- augmentation sensible de la sécurité entre autres par l'élimination des poids lourds dans la descente dangereuse aboutissant en pleine zone résidentielle;

- raccordement de la zone d'activités de Steinsel au réseau routier d'ordre supérieur;

- gain en qualité de vie des résidents de Bereldange et de Walferdange ainsi que de Bridel et de Steinsel, et particulièrement de ceux habitant à proximité des deux routes qu'il s'agit de délester.

Si le concept IVL confirme l'opportunité de cette route, il juge comme problématique son intégration dans le paysage et recommande de soumettre ce projet à une étude spécifique analysant son impact sur l'environnement.

Il va de soi que le projet devra être instruit en conformité avec les principes de la directive européenne 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement. Cela signifie qu'à côté de ces procédures officielles, les communes directement concernées seront continuellement informées de l'évolution du projet. En date du 2 juillet 2003, Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, a exposé le projet aux deux communes. La participation active des communes a été poursuivie par la remise pour avis de l'avant-projet sommaire accompagné d'une notice d'impact sur l'environnement naturel.

En cas d'élaboration définitive et détaillée du projet, il est évident qu'il faudra veiller à ce que les ceintures vertes et zones de récréation proches des quartiers résidentiels ne soient pas touchées par le tracé de cette route et à ce que la nouvelle route soit réalisée de manière à s'intégrer au mieux dans le paysage.

Question 0137 (21.10.2004) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**interdiction de la commercialisation et la dissémination de variétés transgéniques sur le territoire luxembourgeois:**

Le 8 septembre 2004, la Commission européenne a inscrit 17 variétés de maïs transgéniques dans le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles. Cette inscription autorise maintenant d'un coup la commercialisation et la dissémination commerciale de ces OGM à grande échelle et sur tout le territoire de l'UE!

La Commission a pu prendre cette décision grâce à la levée du moratoire européen et parce que ces 17 variétés de la société Monsanto (MON 810) furent déjà autorisées pour la dissémination en 1998, avant le moratoire européen. Or, depuis 1998 plusieurs études scientifiques ont révélé les conséquences néfastes de MON 810 sur la biodiversité.

Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a utilisé les moyens légaux prévus par la directive EC/2002/53 pour interdire la commercialisation et la dissémination de ces variétés transgéniques sur le territoire luxembourgeois?

Réponse (3.12.2004) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Le 8 septembre 2004 la Commission européenne a procédé à l'inscription de 17 variétés transgéniques de maïs au catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles. Ces variétés comportent toutes la même modification génétique, dénommée MON 810 qui, en produisant une toxine, rend le maïs résistant à son principal ravageur, la pyrale.

Si par le fait de leur inscription au catalogue commun, ces 17 variétés transgénétiques peuvent être librement commercialisées dans toute l'Union européenne, y compris au Luxembourg, force est cependant de constater qu'il s'agit de variétés de maïs très tardives qui ne sont absolument pas adaptées pour être cultivées dans les régions de l'Europe du Nord, mais qu'elles conviennent uniquement pour la culture dans les régions du pourtour méditerranéen (Espagne, Portugal, Sud de la France, Italie, Grèce etc…). En dehors de ces régions, ces variétés ne peuvent atteindre leur maturité et y sont en conséquence inaptes à la mise en culture. En clair, ces 17 variétés transgéniques de maïs ne risquent pas d'être cultivées au Luxembourg.

Ceci dit l'honorable Monsieur Camille Gira souhaite savoir si le Gouvernement a utilisé les procédures prévues par la directive 2002/53/CE pour interdire dans notre pays la commercialisation des 17 variétés transgéniques de maïs.

La directive 2002/53/CE du Conseil du 13 juin 2002 concernant le catalogue commun des variétés des espèces de plantes agricoles prévoit des procédures selon lesquelles la Commission européenne peut autoriser certains États membres à interdire sur leur territoire national la commercialisation d'une variété donnée, s'il y a par exemple des raisons valables pour considérer que la variété présente un risque pour la santé humaine ou l'environnement.

La modification génétique MON 810 a été évaluée et autorisée par la Commission et les États membres en 1998. L'évaluation du dossier de MON 810 n'a relevé aucun danger pour la santé humaine ou pour l'environnement. Depuis 1998 aucun nouvel élément pertinent n'a permis de contredire ces conclusions. Jusqu'à preuve du contraire, la Commission considère donc que l'événement MON 810 ne présente pas de dangers, ni pour l'homme, ni pour l'environnement.

Comme les 17 variétés transgéniques ne seront pas cultivées au Luxembourg, je ne vois pas l'utilité pour le Gouvernement luxembourgeois d'engager une épreuve de force avec la Commission européenne, en déclenchant les procédures prévues par la directive 2002/53/CE, pour interdire la commercialisation de ces 17 variétés sur notre territoire, d'autant plus que de nouveaux arguments scientifiques pour justifier cette démarche font défaut.

D'ailleurs aucun autre État membre n'a engagé une telle procédure

pour interdire la commercialisation des 17 variétés comportant MON 810, soit parce que les 17 variétés en question sont inappropriées pour la culture sur son territoire national respectif, soit parce qu'il ne dispose pas d'arguments scientifiques nouveaux plaidant contre l'événement MON 810, soit en raison du cumul de ces deux motifs.

Question 0138 (21.10.2004) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **prise en charge du médicament «Concerta»:**

L'ADHD (Attention-Deficit/Hyperactivity Disorder) est une affection complexe et variée qui consiste en un trouble de l'hyperactivité avec déficit de l'attention. Dans les pays germanophones on parle généralement de ADS (Aufmerksamkeitsdefizitsyndrom). L'ADHD se caractérise par l'hyperactivité, l'impulsivité, le manque de patience et la faible capacité à se concentrer. Au niveau européen on estime que jusqu'à 5% des enfants en âge scolaire sont affectés.

Un des traitements consiste en l'administration du médicament „Ritalin"; celui-ci agit pendant environ quatre heures. Le 25 mai 2004, en réponse à la question parlementaire N°2726 de Monsieur le Député Jean Colombera *(cf. compte rendu N°16/2003-2004)*, le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale de l'époque rendait attentif au fait que le médicament „Ritalin" et les médicaments à indication thérapeutique similaire ne sont pris en charge par l'assurance-maladie qu'à la double condition d'un protocole thérapeutique et d'un accord préalable du contrôle médical.

Un des nouveaux médicaments vient d'être mis sur le marché. Il s'agit du médicament „Concerta", comprimé à libération prolongée, qui lui agirait pendant douze heures. Or, il s'avère que ce médicament (200 € pour trois mois) n'est pas pris en charge par l'assurance-maladie.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre ne considère-t-il pas que le médicament „Concerta", apparemment plus efficace que le „Ritalin" devrait également être pris en charge par l'assurance-maladie?

Réponse (30.11.2004) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les différentes demandes d'admission sur la liste positive prévue à l'article 22 du code des assurances sociales du médicament „Concerta", dans les présentations 30 comprimés à 18 mg, 30 comprimés à 36 mg ainsi qu'en emballage clinique de 30 comprimés à 54 mg, ont été introduites par le titulaire détenteur de l'autorisation de mise sur le marché dudit médicament.

Ces demandes suivent actuellement le cours de l'instruction prévue aux articles 22 et 50 du code des assurances sociales et du règlement grand-ducal d'exécution correspondant.

Avant de se prononcer sur une prise en charge, au vu des dossiers introduits par le titulaire, l'Union des Caisses de Maladie doit attendre les avis des instances obligatoirement saisies dans le cadre de ces demandes.

Conformément aux délais impartis, il est à prévoir que les questions relatives à la prise en charge des différents conditionnements du médicament „Concerta" seront tranchées en décembre 2004 ou en janvier 2005.

Question 0141 (27.10.2004) de **M. Paul Helminger** *(DP)* concernant la **sensibilisation de l'électorat étranger:**

L'année 2005 sera marquée par des élections auxquelles pourront participer de nombreux résidents étrangers vivant sur le territoire national (participation aux élections communales et éventuellement au référendum relatif à la Constitution européenne).

Vu l'importance des deux échéances pour notre démocratie une large campagne d'informations s'impose pour permettre à nos concitoyens étrangers de se familiariser davantage avec nos institutions démocratiques, de les sensibiliser ainsi aux enjeux de leur participation et de leur permettre d'exercer dans les meilleures conditions le droit de vote qui leur est ou leur sera encore accordé.

Je voudrais donc savoir de Monsieur le Ministre:

Comment le Gouvernement entend-il informer et sensibiliser l'électorat étranger sur les importantes échéances électorales qui les attendent?

Le Gouvernement compte-t-il lancer un programme d'instruction civique destiné à familiariser les électeurs non luxembourgeois avec les modalités du système électoral luxembourgeois?

Réponse (8.12.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

L'honorable Député se préoccupe de l'information des électeurs communautaires appelés à participer tant aux élections communales d'octobre 2005 qu'au référendum relatif à la Constitution européenne.

Le Gouvernement n'entend pas lancer un programme d'instruction civique étant donné qu'un tel programme, dispensé nécessairement hors du milieu scolaire, afin d'atteindre le public cible, nécessite des structures dont la mise en place s'avère impossible jusqu'aux échéances électorales de 2005.

Par contre, une campagne de sensibilisation a déjà eu lieu pour inciter les résidents étrangers à s'inscrire sur les listes électorales afin de pouvoir participer aux élections communales de 2005.

En ce qui concerne l'information en relation avec le référendum sur la Constitution européenne, il est clair que la population toute entière devra être informée sur les enjeux. Une information spéciale de l'électorat étranger ne semble pas opportune. Une campagne de sensibilisation et d'information générale sera dès lors organisée au cours des six premiers mois de 2005. L'agencement exact de cette campagne d'information sera décidé dans les prochaines semaines.

Question 0148 (28.10.2004) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **remboursement de la TVA aux entreprises agréées:**

Les dispositions légales du 30 juillet 2002 ont ouvert la possibilité aux entreprises oeuvrant dans le domaine de la construction d'appliquer directement un taux super-réduit de TVA à certains travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt d'un logement affecté à des fins d'une habitation principale. Cette mesure connaît un grand succès vu le nombre croissant de demandes d'agrément de la part d'entreprises auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Toutefois, il semble que par cette mesure l'AED devient très vite redevable de montants importants de TVA à rembourser aux promoteurs, ce qui, partant, risque de causer de grands problèmes de trésorerie à ceux-ci.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du nombre d'agréments émis jusqu'ici par l'AED?

- Combien d'entreprises ayant obtenu un tel agrément attendent le remboursement de la TVA et quels sont en moyenne les délais de remboursement?

- Est-il exact qu'il existe des entreprises dont la TVA due pour l'exercice 2003 n'a pas encore été remboursée par l'AED?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que ces délais sont raisonnables? Dans la négative, quelles sont les mesures que Monsieur le Ministre entend prendre pour remédier à la situation?

Réponse (3.12.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Renseignements pris auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines, la question comporte de ma part la réponse suivante:

Ad. 1er tiret:

À la date du 31 octobre 2004, 58.908 agréments ont été émis par le bureau d'imposition XII.

Ad. 2e tiret:

L'administration ne dispose pas de données statistiques distinctes des entreprises oeuvrant dans le domaine de la construction ayant obtenu un agrément et attendant le remboursement de la taxe.

Il est évident qu'avant tout remboursement, l'administration doit procéder au contrôle, même sommaire, des déclarations déposées afin d'assurer la perception exacte de l'impôt et d'empêcher des remboursements de TVA non justifiés. Pour des raisons tenant au principe de l'égalité devant l'impôt, elle doit veiller à traiter d'une manière uniforme les personnes assujetties à la taxe. Elle ne peut dès lors réserver un traitement de faveur aux entreprises dont la déclaration fait ressortir un solde remboursable au détriment de celles qui déclarent un excédent de taxe à verser au Trésor et qui n'ont pas un moindre droit de se voir renseigner sur le sort réservé à leur déclaration, ceci d'autant moins qu'une telle façon d'agir irait aux dépens du Trésor et, partant, de la collectivité.

Il découle de ce qui précède que les délais de remboursement varient en fonction du régime de déclaration (mensuel, trimestriel ou annuel) auquel l'entreprise se trouve soumise, de la date de remise des déclarations, et finalement de la rapidité avec laquelle les vérifications indispensables peuvent être effectuées.

Ad. 3e tiret:

Il existe pour le moment des entreprises auxquelles les excédents de taxe en amont de l'exercice 2003 n'ont pas encore été remboursés. La raison de cet état de choses est un certain retard accumulé par la Recette centrale de l'administration dans la saisie des déclarations et les répercussions qui s'en suivent sur le travail des bureaux d'imposition chargés du contrôle des déclarations.

Toujours est-il que l'administration s'efforce de combler le retard et de rembourser dans les meilleurs délais les excédents de taxe en amont aux entreprises concernées.

Question 0154 (3.11.2004) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **prise en charge des frais médicaux des demandeurs d'asile:**

Tout demandeur d'asile, qu'il soit en cours de procédure ou débouté, a droit à une couverture médicale durant la durée de son séjour sur le territoire national. Ne pouvant pas être affiliés à une caisse de maladie, c'est l'État luxembourgeois qui, par le biais du Ministère de la Famille, prend en charge la totalité des frais médicaux; les demandeurs d'asile n'ayant pas de revenus, ils ne peuvent ni cotiser ni participer aux frais.

Ni le rapport annuel du Ministère de la Famille ni le rapport de l'Inspection générale de la sécurité sociale renseignent sur le nombre des personnes bénéficiaires, sur les coûts qui résultent de cette prise en charge des frais et sur l'étendue de la couverture.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quel est le montant annuel des dépenses médicales au profit des demandeurs d'asile en cours de procédure et les demandeurs d'asile déboutés pour la période de 1998 à 2004?

- Est-ce que ce sont les caisses de maladie qui supportent les dépenses médicales en totalité et est ce que l'État rembourse ces frais aux caisses de maladie? Si oui, par quel crédit budgétaire?

- Les demandeurs d'asile sont-ils assimilés à 100% à des assurés luxembourgeois? Y a-t-il une différence entre les demandeurs d'asile en cours d'instruction et les demandeurs d'asile déboutés?

Réponse (8.12.2004) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Quant à la première question:

Les dépenses pour soins de santé sont couvertes soit par l'assurance maladie facultative soit par le budget du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers/Ministère de la Famille et de l'Intégration:

1. Les informations n'ont pas pu être recueillies faute de temps. Elles pourront être fournies ultérieurement.

2. En ce qui concerne les dépenses couvertes directement par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers les comptes renseignent les montants suivants:

2001:	2.155.575,36 €
2002:	1.681.718,43 €
2003:	1.466.629,94 €
les premiers six mois de 2004:	637.683,87 €.

Les chiffres sur les années 1998 à 2000 ne sont plus disponibles en raison du changement du système de comptabilisation des dépenses de l'État.

Réponse à la deuxième question:

La Caisse de Maladie des ouvriers supporte les frais de santé (excepté la part patient) pour les assurés, par le biais de l'assurance facultative. Le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers paye la cotisation mensuelle par ménage pendant toute la durée du séjour des personnes au Luxembourg, comprenant tant la phase de la procédure d'asile que la phase suivante ainsi que les soins reçus par le demandeur d'asile pendant les trois à quatre premiers mois de leur séjour étant donné qu'en matière d'assurance facultative le droit aux prestations n'est ouvert qu'après un stage d'assurance de trois mois à partir de la demande au Centre commun de la Sécurité sociale.

Réponse à la troisième question:

Aux termes de l'assurance maladie facultative auprès de la Caisse de Maladie des ouvriers il n'y a pas de différence entre assurés luxembourgeois, ni entre assurés «demandeurs d'asile en cours de procédure» et assurés «demandeurs déboutés».

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

Question 0158 (4.11.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **mutations de personnel après la fermeture de STUL (Société train universel de Longwy) sur les sites luxembourgeois d'Arcelor:**

Aus de Medie war gewuer ze ginn, datt de STUL (Société train universel de Longwy) zu Lonkesch géif éischter zougemaach gi wéi geplangt. Mengen Informatiounen no wor d'Schléissung vum STUL fir den 1. am Lenz 2005 geplangt, ouni datt awer een entlooss géif ginn.

Déi nei Mëtteleisestrooss op Profil ARBED Belval soll viraussiichtlech den 1. am Chrëschtmount 2004 mat enger Tournee a Betrib goen, ab dem Haartmount 2005 mat zwou Tourneeën. Et war virgesinn, datt Personal vum STUL soll op de Lëtzebuerger Arcelor-Wierker integréiert ginn, dëst mat enger Prioritéit op der neier Mëtteleisestrooss op Profil ARBED Belval. Et wor och vun Arcelor an de Lëtzebuerger Wierker en Aushang gemaach ginn, fir Mataarbechter aus de Lëtzebuerger Wierker fir déi nei Mëtteleisetrooss ze rekrutéieren.

Kann den Här Wirtschaftsminister mer duerfir dës Froe beäntwerten:

1. Gëtt de STUL éischter zougemaach wéi den 1. am Lenz 2005, wa jo, wéini?

2. Wéi vill Leit vum STUL gi vu de Lëtzebuerger Arcelor-Wierker iwwerholl?

3. Wéi vill dovunner gi rekrutéiert fir déi nei Mëtteleisestrooss op Profil ARBED Belval?

4. Wéi vill Leit aus de Lëtzebuerger Arcelor-Wierker si virgesinn, fir op der neier Mëtteleisestrooss ze schaffen?

Réponse (3.12.2004) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Aus heiteger Siicht ass Folgendes zur Fro vum Här Deputéierte Jaerling ze bemierken.

Den Arrêt vun den Installatioune vum STUL zu Lonkesch hängt vum Verlaf vum Ufuere vun där neier Mëtteleisestrooss zu Belval an vun de Kommanten of. De Moment ass den Arrêt zwëschent dem 28. Februar an dem 31. Mäerz virgesinn.

Op Grond vun den Dispositiounen vum „Plan de sauvegarde de l'emploi" an den Engagementer, déi vun der Arcelor geholl goufen, sollen 213 Leit vum STUL an déi Lëtzebuerger Wierker iwwerholl ginn.

Et ass haut nach ze fréi fir prezis Aussoen iwwert d'Zuel vun den Transferte vum STUL op den NTM ze maachen, well d'Prozedur vun der Affektatioun an dem Recrutement nach net ofgeschloss ass.

Zum heitegen Zäitpunkt (mëtt-November) si vun deenen 220 Posten, déi Mëtt 2005 um NTM solle besat sinn, der 119 verginn: 60 Posten u Mataarbechter vum STUL an 59 Posten u Mataarbechter aus Lëtzebuerger Wierker vun der Arcelor.

Compte rendu des séances publiques
N° 4 – Session ordinaire 2004-2005

12e séance, mercredi 8 décembre 2004
13e séance, jeudi 9 décembre 2004
14e séance, mardi 14 décembre 2004
15e séance, mercredi 15 décembre 2004

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Décès de S.A.R. la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte



Son Altesse Royale la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte
(Photo: SIP)

Message vum Chamberpresident Lucien Weiler

Lëtzebuerg trauert ëm d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte. D'Nouvelle vun Hirem Doud huet eis alleguer déif beréiert.

Mir traueren net nëmmen ëm eis veréiert Grande-Duchesse, mä mir traueren och ëm ee Mënsch, dee mir héich respektéiert hunn an dee mir gären haten.

Eist Land huet haut déi Fra verluer, déi während Jorzéngten un der Säit vum Grand-Duc Jean d'Aufgaben, déi Hir ugedroe waren, grad esou diskret wéi gewëssenhaft erfëllt huet. Doriwwer eraus ass eng Fra vun eis gaangen, där Hiren Asaz fir déi sozial an humanitär Cause eis gewisen huet, wéi wichteg déi Uleies fir Si waren a fir eis sollte sinn.

D'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte war eng grouss Dame, déi eis heiheem villes ginn huet an déi eis no bausse würdeg representéiert huet. Si huet Sech ëm eist Land a seng Leit verdéngt gemaach.

A Gedanke si mir op dësem schwéieren Dag natierlech ganz besonnesch beim Grand-Duc Jean. Hien trauert ëm Seng Fra, déi Him méi wéi fofzeg Joer laang trei zur Säit stung, déi Hien ënnerstëtzt huet an op déi Hie sech ëmmer verloosse konnt.

Et ass mer wichteg Him – grad wéi Senger ganzer Famill – ze versécheren, datt mir d'Grande-Duchesse a beschter an an dankbarer Erënnerung wäerte behalen.

Mir kënnen dem Grand-Duc Jean, dem Grand-Duc Henri an der ganzer groussherzoglecher Famill Hir Trauer net ewech huelen. Mir versécheren Hinnen awer, datt mir Hir Trauer deelen.

Den Doud vun der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte ass ee grousse Verloscht fir eis alleguer. Lëtzebuerg wäert d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte ni vergiessen.

* * *

Télégramme de condoléance adressé par le Président de la Chambre des Députés à S.A.R. le Grand-Duc Jean

Son Altesse Royale
le Grand-Duc Jean
Château de Fischbach
Fischbach

À l'occasion du décès de Votre auguste et bien-aimée épouse, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, je vous exprime mes plus sincères et profondes condoléances et je vous assure au nom de la Chambre des Députés des vifs regrets qu'éprouve le peuple luxembourgeois de voir disparaître celle qui, pendant de longues années, a partagé avec vous vos lourdes tâches.

Lucien Weiler
Président de la
Chambre des Députés

* * *

Télégramme de condoléance adressé par le Président de la Chambre des Députés à LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse

Leurs Altesses Royales
le Grand-Duc et la
Grande-Duchesse
Palais de Luxembourg
Luxembourg

Au nom des membres de la Chambre des Députés et en mon nom personnel, j'exprime à Vos Altesses Royales, ainsi qu'à Vos enfants et à Vos frères et soeurs, mes très sincères condoléances et ma sympathie émue à l'occasion du décès de Votre auguste et bien-aimée mère, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte.

Le Peuple luxembourgeois gardera de la vénérée défunte un souvenir inaltérable.

Lucien Weiler
Président de la
Chambre des Députés

Trois minutes de silence



(Photo: Christophe Karaba / La Voix du Luxembourg)

Comme suite à un appel du Président du Conseil de l'UE en exercice, le Premier Ministre luxembourgeois M. Jean-Claude Juncker, les citoyens européens ont observé le 5 janvier 2005 à midi trois minutes de silence en mémoire des victimes des tsunamis en Asie. Quelque 500 personnes - parmi elles le Couple grand-ducal - s'étaient rassemblées à la Place Clairefontaine pour exprimer leur deuil et marquer leur solidarité. La Chambre des Députés était représentée par son Président, M. Lucien Weiler et par un bon nombre de député(e)s.

Assemblée parlementaire de l'UEO

Plus nécessaire que jamais

«Un forum parlementaire pour la politique européenne de sécurité et de défense est plus que jamais nécessaire, puisqu'il faut une plateforme à travers laquelle les représentants de nos parlements puissent s'exprimer, s'informer et dialoguer avec les décideurs au niveau européen. Or, ils n'ont pas cette possibilité au sein de l'Union européenne.» Tels sont les propos formulés par le Président de l'Assemblée de l'UEO, M. Marcel Glesener, qui occupe cette fonction depuis juillet 2004, lors de son discours d'ouverture de la 2e partie de la 50e session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe Occidentale qui s'est récemment tenue à Paris.

Le premier jour de la session était surtout marqué par le discours de M. Luc Frieden, Ministre luxembourgeois de la Justice, du Trésor et du Budget, représentant la présidence entrante de l'UEO/UE, qui a défendu qu'«il faut éviter d'éliminer dans la précipitation quelque chose qui fonctionne bien. Lorsque le Traité constitutionnel sera en vigueur, on pourra réfléchir à nouveau au devenir du Traité de Bruxelles modifié. Mais aujourd'hui, c'est prématuré. (...) Dès lors que certaines clauses du Traité de Bruxelles modifié ne figurent pas dans le Traité constitutionnel, il est logique de garder les dispositions liées à ce Traité dans l'enceinte interparlementaire que constitue cette assemblée.»

Le Luxembourg était représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, M. le Député Marcel Glesener, et M. le Député Charles Goerens, Membres effectifs ainsi que les Députés Mme Anne Brasseur et M. Norbert Haupert, Membres suppléants.



(de gauche à droite) M. Marcel Glesener, M. Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert

NOUVELLES LOIS

Les textes votés n'auront force de loi qu'après avoir été promulgués et publiés au Mémorial.

5321 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre de revalidation gérontologique et de soins pour personnes âgées en fin de vie à Clervaux

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement de la construction d'une maison de soins à Clervaux.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs de la politique gouvernementale en faveur des personnes âgées qui prévoit le développement intensif tant des mesures destinées à garantir aux personnes âgées le maintien à domicile aussi longtemps que possible, que de celles favorisant la rénovation, la modernisation et l'extension des diverses structures d'accueil pour personnes âgées, comme les centres intégrés pour personnes âgées ou encore les maisons de soins. Le projet sous rubrique prévoit, en effet, la construction d'une maison de soins s'adressant à plusieurs catégories de seniors et offrant ainsi aux personnes âgées des services divers.

La maison de soins telle que projetée comprendra cinq unités, à savoir:

- une unité d'accueil de jour et de nuit de revalidation gérontologique;
- une unité ambulatoire de revalidation gérontologique;
- une unité de lits de vacances dont les usagers peuvent bénéficier également des mesures de revalidation;
- une unité d'accueil en urgence destinée à accueillir des personnes en situation de détresse;
- une unité de soins palliatifs.

Elle sera axée principalement sur la revalidation gérontologique.

À côté de la revalidation gérontologique, la maison de soins de Clervaux aura également vocation à se substituer temporairement aux aides informelles assurant en principe la prise en charge de l'usager au domicile familial, par exemple par le biais de l'unité d'accueil en urgence.

La maison de soins est orientée en dernier lieu autour des soins palliatifs avec la mise en place d'une unité de soins palliatifs destinée à l'accueil de seniors en fin de vie.

Le coût total de la construction de la maison de soins, premier équipement compris, est estimé à 12.317.373,69 euros, TVA et honoraires compris. Ce montant correspond à la valeur 588,92 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er avril 2004. L'État participe aux travaux de construction de la maison de soins sous examen à hauteur de 80%, en ce qui concerne les 15 lits de vacances et les 5 lits d'urgence, respectivement à hauteur de 100%, en ce qui concerne les lits et chaises des autres unités y compris de l'unité ambulatoire.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 31.03.2004

Rapporteur:
M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse (Présidente:
Mme Marie-Josée Frank):

21.09.2004	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation du rapporteur
05.10.2004	Adoption du projet de rapport
14.12.2004	Adoption du projet de rapport complémentaire

Vote en séance publique:
28.10.2004

Nouveau vote en séance publique: 15.12.2004

5322 - Projet de loi

modifiant

1. le Code des assurances sociales

2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Le projet de loi a pour objet de traduire certaines mesures retenues par le Comité de coordination tripartite visant à redresser durablement la tendance budgétaire déficitaire de l'Union des caisses de maladie.

Pour ce faire, le projet de loi exige, au plus tard pour la dixième semaine d'incapacité de travail sur une période de référence de vingt semaines, un rapport médical circonstancié, établi par le médecin traitant, justifiant le maintien du droit à l'indemnité pécuniaire de maladie. Ce rapport doit être présenté par l'assuré endéans les délais prévus sous peine de retrait de l'indemnité pécuniaire de maladie. Ce document doit permettre d'orienter l'assuré vers le système de prise en charge approprié, respectivement vers la reprise du travail et d'écarter ainsi les demandes abusives.

Tout comme l'employeur a une obligation d'information, l'assuré est tenu de déclarer à la caisse de maladie ses incapacités de travail.

Le projet de loi limite par ailleurs la durée maximale d'indemnisation au titre de l'assurance maladie à 52 semaines au cours d'une période de référence de 104 semaines. Sont prises en compte toutes les périodes d'incapacité de travail - qu'elles soient dues à une maladie, un accident, une maladie professionnelle ou un accident de travail - survenues au cours de la période de référence.

Le projet de loi propose encore d'introduire une période de stage de six mois, de sorte qu'en cas de cessation de l'affiliation, le droit à l'indemnité pécuniaire est maintenu, à condition que l'assuré ait été affilié pendant une période continue de six mois précédant immédiatement la désaffiliation.

Le projet de loi opère également une harmonisation du régime de l'assurance accident avec celui de l'assurance maladie.

Cette harmonisation concerne tant la durée totale des absences pour cause de maladie, respectivement d'accidents, que les modalités d'indemnisation et les conséquences sur la couverture sociale et le contrat de travail des assurés.

Ainsi le régime de l'indemnité pécuniaire de maladie est entièrement transposé à l'indemnisation pour l'assurance accident.

Alors que le texte actuel limite le bénéfice de l'indemnité pécuniaire en matière d'assurance accident aux 13 semaines consécutives à l'accident, le nouveau projet étend cette période par analogie au régime de l'assurance maladie à une durée totale de 52 semaines.

Ainsi le projet instituera une situation plus avantageuse pour le salarié entre la 13e et la 52e semaine, consécutives à l'accident. Durant cette période il bénéficiera dorénavant d'une indemnité pécuniaire cotisable pour l'assurance pension, ce qui n'était pas le cas jusqu'à présent pour la rente accident.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 01.04.2004

Rapporteur:
M. Niki Bettendorf

Nouvelle rapportrice:
Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente:
Mme Lydia Mutsch):

03.05.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
28.10.2004	Désignation d'un nouveau rapporteur
30.11.2004	Présentation et examen du projet de loi et des avis du Conseil d'État
09.12.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
15.12.2004

5327 - Projet de loi

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Le présent projet de loi transpose la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil du 13 octobre 2003 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté et modifiant la directive 96/61 du Conseil.

Le système d'échange de quotas d'émission fait partie de la stratégie de l'UE en vue de réduire les émissions de gaz à effet de serre et de respecter les obligations qui lui incombent en vertu de la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto. Ce système repose sur deux concepts:

- celui d'autorisation d'émettre des gaz à effet de serre, autorisation dont devront disposer toutes les installations couvertes par le système;
- celui de quota d'émission de gaz à effet de serre, qui donne à son détenteur le droit d'émettre une quantité correspondante de gaz à effet de serre.

Les États membres octroient une autorisation d'émettre des gaz à effet de serre, prévoyant l'obligation de détenir des quotas équivalents aux émissions et exigeant une surveillance et une déclaration des émissions. Outre les autorisations, les États délivrent des quotas. Ceux-ci pourront être échangés entre les entreprises. Chaque année, les entreprises devront faire annuler le nombre de quotas correspondant à leurs émissions effectives. Des sanctions seront prises à leur encontre si elles ne disposent pas de quotas suffisants. Les quotas sont transférables, alors que l'autorisation elle-même est liée à un site spécifique. Un registre électronique permettra de comptabiliser et d'assurer le suivi des quotas.

Le système d'échange de quotas d'émission constitue un instrument politique pour la protection de l'environnement, tout en portant le moins possible atteinte à la compétitivité et à l'emploi. En outre, ce système aura pour effet de réduire les distorsions de la concurrence et les entraves potentielles au fonctionnement du marché intérieur.

Le Protocole de Kyoto: L'objectif principal du Protocole de Kyoto est la réduction des gaz à effet de serre. L'objectif global se présente sous la forme d'engagements différenciés selon les pays signataires. Les pays industrialisés sont tenus de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 5,2% sur la période 2008-2012 par rapport à l'année 1990. Les instruments de mise en œuvre du Protocole se basent d'un côté sur les mesures nationales et d'un autre côté sur les mécanismes dits flexibles, mettant plusieurs États en association. Les actions domestiques devraient fournir les moyens principaux pour atteindre les objectifs auxquels les pays industrialisés se sont engagés, le recours aux mécanismes du Protocole ne venant qu'en supplément.

Pour ce qui est des mesures nationales proprement dites, le Protocole mentionne par exemple la consolidation des puits et réservoirs de gaz à effet de serre, l'utilisation accrue de sources d'énergie renouvelables, le renoncement progressif des défauts du marché tendant à favoriser des secteurs émettant des gaz à effet de serre par des incitations fiscales et des subventions, la réduction des émissions provenant du transport,…

Les mécanismes flexibles sont constitués, outre l'échange de droits d'émission, par les projets de mise en œuvre conjointe (MOC) et par les projets de mécanisme de développement propre (MDP).

L'échange de droits d'émission permet à des pays n'ayant pas atteint leur objectif de réduction de racheter des permis d'émission à des pays qui ont fait mieux que leur engagement.

Les MOC sont entrepris dans des pays développés ou des pays à économie de transition et qui ont accepté un objectif d'émission dans le cadre du Protocole de Kyoto. Les réductions d'émissions résultant des projets MOC sont dénommées „unités de réduction" des émissions et sont délivrées par le pays dans lequel le projet est mis en œuvre. Ces unités peuvent ensuite être converties en quotas d'émission de CO_2 à prendre en compte au titre de l'échange de droits d'émission.

Les MDP sont mis en œuvre dans des pays en développement et qui n'ont donc pas souscrit à des objectifs quantitatifs de réduction dans le cadre du Protocole de Kyoto. Les réductions d'émissions résultant de projets MDP sont dénommées „réductions d'émissions certifiées".

La situation atypique du Luxembourg: L'UE et ses États membres se sont engagés à réduire leurs émissions de 8%. La contribution du Luxembourg dans cet accord global est, avec une réduction de 28% de ses émissions la plus importante de tous les pays de la Communauté européenne. La situation atypique du Luxembourg est due principalement aux facteurs suivants:

- compte tenu de la situation centrale du Luxembourg et du réseau routier international traversant le pays, la consommation de carburants a une influence disproportionnée sur les émissions nationales;
- le Luxembourg dispose d'une économie disproportionnée par rapport à sa situation démographique;
- l'exiguïté du territoire national et le poids disproportionné d'une source émettrice nationale de type industriel sont un autre facteur influent.

De plus, la méthodologie IPCC (International Panel on Climate Change) qui sert à comptabiliser les émissions dans le cadre du Protocole de Kyoto présente des inconvénients pour le Luxembourg. Les émissions de gaz à effet de serre sont mesurées au niveau des sources d'émissions. La seule exception est constituée par le secteur des transports (y sont retenues les émissions résultant de l'ensemble des ventes de carburants au Luxembourg, malgré le fait qu'une grande partie des émissions liées à ses ventes n'a pas lieu à l'intérieur du pays). Par contre, les émissions liées à la production de l'électricité ne sont pas imputées aux consommateurs mais aux centrales de production (elles sont donc comptabilisées au bilan du pays producteur): étant donné que le Luxembourg importe la majeure partie de son électricité, la consommation d'électricité est relativement neutre pour le Luxembourg au niveau des émissions de CO_2.

Ainsi, la méthodologie IPCC implique que:

- les émissions nationales sont gonflées par le secteur des transports et plus particulièrement par le facteur „exportation de carburants";
- les efforts faits en matière de promotion d'énergies renouvelables restent quasiment sans effets sur les émissions nationales de CO_2, étant donné que l'utilisation d'énergies renouvelables vise à se substituer à l'électricité importée;
- les installations de cogénération fonctionnant au gaz font augmenter les émissions nationales de CO_2.

Au Luxembourg, une douzaine d'entreprises sont concernées par la directive 2003/87/CE. Il y a lieu de noter que la majorité d'entre elles n'existait pas encore en 1990, année de référence pour le Protocole de Kyoto. En outre, la moitié d'entre elles comportent des installations de cogénération et une centrale électrique à cycle combiné gaz vapeur, qui sont réputées pour leur efficacité énergétique, mais ne présentent aucun potentiel de réduction des émissions de CO_2. Finalement, le potentiel de réduction des entreprises restantes est limité dans la mesure où une augmentation de l'efficacité énergétique de leur production n'est souvent possible qu'à l'occasion d'une remise à neuf de l'outil de production.

Dépôt par M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 20.04.2004

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement
(Président: M. Roger Negri):

22.11.2004 Désignation d'un rapporteur

Présentation du projet de loi

09.12.2004 Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État

Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2004

Loi du 23 décembre 2004

Mémorial A, N° 210, page 3792

5345 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

Le présent projet deviendra la troisième loi modificative de la loi de financement initiale du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers.

Le projet a pour objet d'étendre le bénéfice de cette loi au Centre de convalescence Fondation Emile Mayrisch de Colpach. Cet établissement relève également de l'empire de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers et, à ce titre, le Centre de Colpach est inscrit au plan hospitalier arrêté par règlement grand-ducal du 18 avril 2001 avec 100 lits de convalescence.

Le projet autorise l'État à participer au financement de cet ouvrage dont le coût total est estimé à 23.428.304 euros (indice de la construction 503,26). De ce coût total, 18.742.643 (soit 80% du montant total) euros seront à charge de l'État.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 04.06.2004

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.10.2004 Désignation d'un rapporteur

25.11.2004 Présentation et examen du projet de loi

09.12.2004 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2004

Loi du 21 décembre 2004

Mémorial A, N° 214, page 3911

5353 - Projet de loi

concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Le projet de budget pour 2005 se caractérise par les chiffres-clefs suivants:

	Compte 2003	Budget définitif 2004	Projet de budget 2005	Variation en euros	Variation en %
Budget courant					
Recettes	6.504.666,7	6.242.721,9	6.828.678,0	585.956,1	9,4%
Dépenses	5.656.432,1	5.809.762,6	6.285.355,7	475.593,1	8,2%
Excédents	848.234,6	432.959,3	543.322,3	110.363,0	-
Budget en capital					
Recettes	58.877,7	149.846,6	73.788,7	-76.057,9	-50,8%
Dépenses	906.778,8	671.142,2	706.123,6	34.981,4	5,2%
Excédents	-847.901,1	-521.295,6	-632.334,9	-111.039,3	-
Budget total					
Recettes	6.563.544,4	6.392.568,5	6.902.466,7	509.898,2	8,0%
Dépenses	6.563.210,9	6.480.904,8	6.991.479,3	510.574,5	7,9%
Excédents	333,5	-88.336,3	-89.012,6	-676,3	-

Notes: Les montants sont indiqués en milliers d'euros. Les pourcentages représentent les taux de variation du projet de budget pour 2005 en comparaison avec le budget définitif pour 2004.

L'on constate que l'évolution budgétaire en 2005 est avant tout marquée par une croissance importante des dépenses courantes. La plupart des crédits supplémentaires prévus au titre des dépenses courantes relèvent de transferts à la sécurité sociale.

Le projet de budget pour 2005 se solde par un déficit de 89 millions d'euros. Celui-ci sera couvert par un prélèvement sur la réserve budgétaire. Toutefois, l'emprunt de 200 millions d'euros et qui sera affecté à raison de 100 millions respectivement au Fonds des routes et au Fonds du rail n'a pas, pour l'exercice 2005, été comptabilisé au titre des recettes de l'État. Ces montants sont portés sur le compte des recettes des deux Fonds par le truchement d'un article de la loi budgétaire. Ces emprunts nouveaux ont interrompu la logique de diminution de la dette globale de l'État à partir de 2004. Pour 2005, sa part dans le PIB est de 2,1 pour cent. Ce chiffre traduit une capacité d'endettement du Luxembourg qui n'est pratiquement pas entamée et reste intacte.

Les recettes:

Le budget des recettes devra connaître l'évolution suivante en 2005:

	Compte provisoire 2003	Budget définitif 2004	Projet de budget 2005	Variation en milliers	Variation en %
Recettes courantes	6.504.666,7	6.242.722,0	6.828.678,0	585.956,0	9,39%
Recettes en capital	58.877,7	149.846,6	73.788,7	-76.057,9	-50,76%
Recettes totales	6.563.544,4	6.392.568,5	6.902.466,7	+509.898,2	+7,98%

Notes: Les chiffres sont exprimés en milliers d'euros.

Les recettes projetées pour l'exercice 2005 dépassent sensiblement celles notées pour l'année en cours.

Les dépenses:

Comme il a déjà été souligné, en incluant dans les chiffres budgétaires pour l'exercice en cours les 140 millions de dépenses supplémentaires résultant du dynamisme propre des transferts à la sécurité sociale respectivement des allocations familiales, la croissance effective des dépenses courantes ne devrait être que de quelque 4 pour cent pour 2005, au lieu de 8,2.

Le dépassement structurel de la croissance économique par les dépenses budgétaires courantes, très souvent incompressibles, mène cependant à terme vers une logique déficitaire tout aussi structurelle.

Quelques défis budgétaires particuliers en 2005:

- La présidence de l'Union européenne
- L'Université du Luxembourg
- Coopération, sécurité et défense
- Les transports publics

Le budget social:

La notion du budget social recouvre une panoplie de transferts budgétaires représentant au total 44 pour cent des dépenses budgétaires totales. La progression du budget social est extrêmement difficile à prédire avec quelque degré de précision.

Le budget social proprement dit ne comprend logiquement que des crédits budgétaires identifiables individuellement et portant un libellé clair de transfert social. La Commission des Finances et du Budget est d'avis que plus de transparence serait de rigueur dans le domaine du budget social caché.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 20.10.2004

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

22.09.2004 Désignation d'un rapporteur

Organisation des travaux

25.10.2004 Échange de vues au sujet de l'évolution des recettes de l'État (Administration des Contribution directes, Administration de l'Enregistrement et des Domaines, Administration des Douanes et Accises)

27.10.2004 Échange de vues:

- avec le Statec au sujet des dernières prévisions économiques,
- avec la Banque Centrale au sujet des dispositions de la loi budgétaire pour l'exercice 2005

15.11.2004 Entrevue avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget

Présentation du programme pluriannuel des dépenses en capital

17.11.2004 Examen de l'avis de la Cour des Comptes

18.11.2004 Examen de l'avis du Conseil d'État et d'autres avis

26.11.2004 Adoption du projet de rapport

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture (Président: M. Fred Sunnen):

11.11.2004 Examen des parties concernant l'Enseignement supérieur, la Recherche et la Culture

Désignation d'un rapporteur pour avis

23.11.2004 Discussion sur le budget au niveau des parties concernant l'Enseignement supérieur, la Recherche et la Culture

Désignation d'un rapporteur pour avis

30.11.2004 Présentation et adoption d'un rapport pour avis

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural (Président: M. Marcel Oberweis):

16.11.2004 Examen des parties concernant l'Agriculture, la Viticulture et le Développement rural

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

22.11.2004 Présentation et examen des parties concernant le département des travaux publics

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

08.11.2004 Examen des parties du budget concernant le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire (Président: M. Marco Schank):

16.11.2004 Désignation d'un rapporteur pour avis

Examen du volet des finances communales en présence du rapporteur du projet de loi sous rubrique

Vote en séance publique: 09.12.2004

Loi du 21 décembre 2004

Mémorial A, N° 204, page 2983

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

Ordre du jour

1. Communications
2. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

   (Discussion générale - suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dann huele mer Akt dovun, datt d'Regierung eis näischt matzedeelen huet.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

1) Par lettre du 7 décembre 2004, Monsieur le Député Jean Huss a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet du projet de réglementation „Reach" proposé par la Commission européenne.

2) Par lettre du 30 novembre 2004 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des positions et résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 25 au 28 octobre 2004:

- position sur les propositions de décisions du Conseil et de la Commission concernant la conclusion des protocoles aux accords de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Arménie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne;
- position sur les propositions de décisions du Conseil et de la Commission concernant la conclusion des protocoles aux accords de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République azerbaïdjanaise, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne;
- position sur les propositions de décisions du Conseil et de la Commission concernant la conclusion des protocoles aux accords de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Géorgie, d'autre part, afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne;
- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République du Kazakhstan, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne;
- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République kirghize, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne;
- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Moldova, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne;
- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Fédération de Russie, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne;
- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'Ukraine, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne;
- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission concernant la conclusion du protocole à l'accord de partenariat et de coopération entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République d'Ouzbékistan, d'autre part afin de tenir compte de l'adhésion de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque à l'Union européenne;
- résolution sur la situation politique au Belarus après les élections législatives et le référendum du 17 octobre 2004;
- résolution sur les armes à sous-munitions;
- résolution sur l'Iran;
- résolution sur Guantanamo.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg fiert d'Chamber weider mat hiren Debatten iwwert de Budget fir d'Joer 2005. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Grethen, den Här Klein, den Här Gira, den Här Mehlen, déi Hären Thiel, Calmes, Negri, Jaerling, d'Madame Mutsch, den Här Henckes an den Här Bodry. Als éischte Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

2. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Discussion générale (suite)

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e wichtegt Kapitel, wéi Dir wësst, am Rapport vum Budget dëst Joer war d'Kapitel vun de Gemengefinanzen. Ech wollt e puer Wuert doriwwer verléieren, ënner anerem och dowéinst well mer virun engem Joer am Kader vum Débat „Kompetenze Stat-Gemengen" schonn emol iwwert dee Sujet geschwat hunn a jo eng vun de Konklusiounen och war, datt mer definitiv eng Reform vun de Gemengefinanze bräichten.

Mir hunn deemools iwwert d'Moyenen diskutéiert; Moyenen, déi d'Gemengen zur Verfügung hu fir hiren Aufgabe gerecht ze ginn. Dat si selbstverständlech engersäits Ressources humaines, mä virun allem awer déi finanziell Moyenen.

Dir wësst, datt d'Lëtzebuerger Gemengen all Joer ganz vill Suen ewechginn. 2004 hu se am ordinären 1,3 Milliarden Euro ewechginn, 800 Milliounen am extraordinären, also ronn zwou Milliarden Euro hunn d'Gemengen ewechginn, dat maachen dann 1/3 bis 1/4 vun den Dépensen insgesamt vum Stat. A mir sinn eis, mengen ech, och alleguerten eens fir ze soen, datt eng Reform vun de Gemengefinanze selbstverständlech als Objektiv muss hu fir gläichwäerteg Liewenskonditiounen iwwert dat ganzt Land fir all Awunnerinnen an Awunner ze garantéieren.

De Syvicol huet beispillsweis deemools och an deem Kontext gesot, et wier illusoresch fir eng strikt Egalitéit vun de Servicer wëllen ze erreeche fir d'Awunner alleguerten, ech kommen nach dorop zréck. Tatsaach ass, dass net all 118 Gemengen zu Lëtzebuerg gläich sinn, datt net all Gemengen zu Lëtzebuerg déiselwecht Déngschtleeschtungen an Infrastrukturen ubidde kënnen. Mir hunn ebe ganz kleng Gemenge vun 250 Awunner aufwärts; mir hu grouss Gemenge mat grousse Gewerbezonen, wou dann och entspriechend vill Gewerbesteier erakënnt, mä net all Gemeng huet déiselwecht Taille, déiselwecht geographesch Situatioun an och nach laang net datselwecht Akommes.

Et ass definitiv esou, datt d'Grenze vun de Missions obligatoires an de Missions facultatives an de Gemenge méi wéi fléissend sinn, dat hu mer och festgestallt gehat. Deem begéine mer an de Gemengen als Responsabel all Dag, zum Beispill d'Structures d'accueil, den Enseignement musical oder och d'Crèchen, dat si längst Missiounen, déi ee kaum nach als fakultativ ka bezeechnen. Genau doweinst ass meng Fraktioun der Meenung, datt zu enger Reform vun de Gemengefinanzen ebe munches gehéiert, virun allem awer d'Definéiere vun de Missions de base vun eise Gemengen, also Mindeststandarden, Mindestaktivitéite vu Confort an Déngschtleeschtungen, déi een definéiere muss, déi all Biergerin an all Bierger an all Gemeng ka revendiquéieren.

An dës Missions de base géifen an engem Code communal niddergeschriwwe ginn, dat war deemools eng vun deene 14 Konklusioune vum deemolegen Innenminister. Dat heescht, dee Code communal, deen dann och deen heitegen Innenminister am Fong scho gesot huet, datt hien e wéilt maachen, datt am Fong schonn dru geschafft gëtt, do géifen dann déi Missions de base definitiv verankert ginn.

Eng weider Konklusioun vun deem Débat vun de Kompetenze war - do war d'Kommissioun sech eens -, datt et keng Alternativ gëtt zu Kooperatiounen an och deelweis zu Fusioune vu Gemengen. Et gëtt also keng Alternativ zur Virgehensweis vun der Landesplanung mat de Plans régionaux, mat deem proposéierten Découpage wéi en ebe virgesinn ass, fir datt och duerno Syndicats régionaux an deene sechs Planungsregiounen entstinn; an dann natierlech och doru gekoppelt déi entspriechend Finanzéierung.

Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech och ganz däitlech soen, datt eng Reform vun de Gemengefinanzen ouni eng Reorganisatioun vun de Gemenge kaum denkbar ass, well Gemengefinanzen definitiv eben och eppes mat der Gréisst, wéi ech virdru gesot hunn, vun de Gemengen ze dinn hunn. Am Koalitiounsofkomme steet, datt d'Regierung déi néideg Démarchen entaméiert fir d'Land mat engem Service public, wou mer jo och vill driwwer geschwat hu virun engem Joer, an territoriale Struktur wëllt équipéieren, déi an d'21. Jorhonnert passen, deemno eng territorial Reform preparéieren, déi dem Programme directeur an dem IVL entspriechen.

Mir wäerte ganz sécher mar am Kader vun där Resolutioun oder deenen zwou Resolutiounen op deen Thema zréckkommen; eng Resolutioun vun de Majoritéitsfraktioune fir eng Spezialkommissioun ze chargéiere fir eben iwwer ënner anerem d'administrativ Struktur vun eisem Land ze debattéieren. Fir mech ass dat déi logesch Konsequenz aus deem wat mer als Konklusioun d'lescht Joer am Débat „Kompetenze Stat-Gemengen" gezunn hunn.

ler ech elo vun eenzelne kommunale Finanzinstrumenter kuerz schwätze wëll, wollt ech genau dee Lien do maachen, nämlech den Zesummenhank Gemengefinanzen an territorial Strukturen, also d'Gréisst vun de Gemengen an d'Kooperatioun tëschent de Gemengen am Sënn vun enger effikasser Raumuerdnung a selbstverständlech och enger effikasser Regionalentwécklung.

D'Intérieurskommissioun huet scho virun engem Joer gefuerdert, datt ee méiglechst séier soll dat Gesetz vum 21. Mee '99 ëmsetzen, mat deene véier Instrumenter, ech erënneren dorunner, selbstverständlech de Programme directeur, da virun allem déi sechs Plans directeurs régionaux, d'sektoriell Pläng, wou den Innenminister jo eng Partie och ugekënnegt huet, an d'POSen. Fir eis ass dat deen eenzege Wee zu enger integréierter Landesplanungspolitik, déi dat Wuert och verdéngt, fir d'21. Jorhonnert.

Ech selwer hat och am Numm vu menger Fraktioun eng Motioun déposéiert, fir ze soen, datt d'Regierung soll hëllefen d'Viraussetzungen ze schafen, fir datt déi Syndicats régionaux kënne geschaf ginn ier d'Pläng fäerdeg sinn - am Gesetz steet dat jo e bëssen anescht -, fir datt een d'Ausschaffe vun deene Pläng méiglechst séier ka maachen, dat heescht d'Démarche aus dem Süde géif gewëssermoosse generaliséiert ginn, wou et de Pro-Sud jo gëtt, fir datt de Plang no an no entsteet, well esou laang wéi mer et net mat engem Groupe mixte ze dinn hunn, ass et eben esou, dass d'Gemenge méi individuell argumentéieren an dat bremst éischter de Prozess wéi datt et e beschleunegt.

Här President, et ass immens wichteg, datt dee Prozess vun der Ausaarbechtung vun deene Pläng séier virugeet, mat enger éischtens personaliséierter Démarche fir all Regioun, mat enger Politik vu staatlecher Ënnerstëtzung, dat ass enorm wichteg, soss ass et schwéier d'Gemengen dozou ze bewegen. An drëttens d'Gemengen awer och ze encouragéieren Entwécklungspläng zesummen opzestellen en fonction vun hiren Eegenaarten, en fonction vun de Prioritéite fir déi jeeweileg Regioun, well net all Regioun d'selwecht ass; mir hu méi ländlech Regiounen a mir hu méi urban Regiounen.

De Minister fir Landesplanung huet also gesot, datt hien eng Partie Plans sectoriels ausschaffe wëllt, donieft parallell zum Regionalplang Süden de Regionalplang Westen, en éischte Plang am ländleche Raum am Réidener Kanton, den Naturpark Öewersauer, d'Gemenge Wolz a Géisdref. An ech muss soen, ech hunn och Versteesdemech, datt de Ministère net déi personell Ressourcen huet, déi mënschlech Ressourcen huet fir se alleguerte beiëneen ze maachen, an trotzdeem wier et awer wichteg, datt all déi Pläng méiglechst séier géife realiséiert ginn.

Ech sinn och där Meenung, datt grad am Laf vun der Realiséierung vun esou engem Regionalplang déi beschte Geleeënheet ass an déi gréisste Chance ass, fir innerhalb vun enger Regioun d'Kooperatioun an och d'Fusioune virunzedreiwen, an déi Chance soll een dann notzen, fir ebe genau dat doten, d'Kooperatiounen an d'Fusiounen an eenzelne Gemengen unzekierbelen an och schmackhaft ze maachen. D'Fusioun ass dobäi keen Zil, huet de fréieren Innenminister eng Kéier gesot, mä d'Fusioun wier ënner Ëmstänn d'Resultat vun enger Démarche, fir ee moderne Secteur communal ze schafen an eben dat grad am Kader vun deene Missiounen, wat ech virdru gesot hunn, wou ëmmer rëm neier op d'Gemengen duerkommen.

Här President, wa mer iwwert d'Gemengefinanze schwätzen, da fält engem natierlech direkt emol d'Gewerbesteier an. An de Budgetsrapporteur huet gesot, dass d'Recetten aus der Gewerbesteier grad sou réckleefeg si wéi déi aus der Kollektivitéitssteier. D'Dotatiounen iwwert de Fonds communal huelen zou, wat doru läit, dass de Stat signifikant Progressioune bei de Recetten aus der Akommessteier an aus der TVA ka verbuchen. Op där anerer Säit awer ass den Undeel vun der Grondsteier - do wäert ech nach drop zréckkommen - un de Gemengerecetten, mat ronn 2% vun deenen net affektéierte Ressourcen, also verschwannent kleng, sou dass dës Steier de Gemengen, sou wéi se lo fonctionnéiert, näischt bréngt. Ech mengen, dass souguer den Opwand méi grouss ass fir déi 25 Milliounen eranzekréien, wéi dat wat se schlussendlech da bréngen.

D'Intérieurskommissioun huet och virun engem Joer majoritaire gesot, dass een iwwert d'Gewerbesteier eng grondleeënd Iwwerleeung ustelle soll an de Budgetsrapporteur huet och seng Meenung dozou gesot. Ech wollt lo net hei op d'Propositioun vu mengem Fraktiounskolleeg Laurent Mosar agoen, fir zum Beispill beim Impôt commercial d'Halschent vun hirem Saz ze reduzéieren an deen dann ze verdeelen. Ech muss soen, bei deenen dräi Optiounen, déi am Rapport stoungen, gefält mir déi mat de Regionalfongen am beschten, well domat d'Investissementer gemengeniwwergräifend finanzéiert géife ginn. Dobäi kënnt, dass dës Variant quasi optimal och an den Démarchage vun de Plans régionaux an dem IVL géif erapassen.

Op d'Méiglechkeeten, fir zousätzlech Suen an de Gemengefong erafléissen ze loossen, wëll ech op dëser Plaz net agoen. Och hei stinn eng Rei Saachen am Budgetsrapport, zum Beispill d'Unhiewe vun de Participatiounssätz vu bestoende Steieren, wéi d'Akommesteier, d'TVA oder och nei Steieren, wéi d'Retenue à la source. Ech mengen, dass et eng Partie Modeller ginn, déi een ëmmer muss kucken a Relatioun mat der ekonomescher Entwécklung vun eisem Land an eben der Wettbewerbsfäegkeet insgesamt. Ech wëll och net do den Diskussioune virgräifen, engersäits an engem Conseil supérieur des finances communales an och net enger Spezialkommissioun, déi mer ënner Ëmstänn mar géifen asetzen.

D'Kommissioun hat och mat dem FCDF, also mat dem Fonds communal, am Kader vun der Debatt iwwert d'Kompetenzen eigentlech e gutt Fonctionnement beschäinegt. Op där anerer Säit hat se awer och gesot, dass et wichteg ass, dass een op eng Vereinfachung an eng Beschleunegung vun de Prozeduren drängt, fir dass d'Versementë méiglechst séier an de Gemengen ukommen, respektiv och méi op Transparenz, wat d'Verdeelungskritären ubelaangt.

An hei sinn ech där Meenung - ech soen dat nach eng Kéier -, dass déi Gemengen, déi eng grouss Fläch hu par rapport zu hirer Bevölkerungsdicht, also éischter eng kleng Populatioun hunn, also ganz dacks ländlech Gemengen, eigentlech do misste besser duerch de Fonds communal ënnerstëtzt ginn, well et si virun allem déi Gemengen, déi am mannsten dicht besiedelt sinn, mat villen Uertschaften, déi also laang Réseaue musse bauen an och op laange Réseaue wéineg Abnehm hunn, also eigentlech insgesamt méi schlecht ewechkommen. An aus dësem Grond wollt ech nach eng Kéier plädéieren - ech hunn dat virun engem Joer gemaach - fir d'Aféierung vun engem weidere Répartitiounskritär, dee sech eben aus dem Volume vun den infrastrukturellen Investissementer par rapport zur Awunnerzuel géif erginn.

Da kommen ech zu mengem Lieblingsthema am Kontext vun der Reform vu Gemengefinanzen, an dat ass d'Reform vun der Grondsteier. De Rapporteur huet eng Rei Saachen dozou gesot: 400 Milliounen Euro Gewerbesteier, 500 Milliounen Euro Fonds de dotation a 25 Milliounen Euro Grondsteier, also éischter lächerlech 2% Grondsteier, wann een de ganze Kuch kuckt vis-à-vis vun enger Belsch oder de Fransousen, déi iwwer 15% Undeel hunn, wat d'Grondsteier ubelaangt, oder och vun England, wou den Impôt foncier déi eenzeg Steier ass, aus där d'Gemengen autonom Recetten zéien.

A mir waren eis och an der Kommissioun - iwwregens mat der DP zesummen - eens, dat heescht d'Intérieurskommissioun hat also am Kader vun dem Débat „Kompetenz Stat-Gemengen" däitlech gefuerdert, datt ee soll dës Grondsteier enger déif gräifender Reform ënnerzéien.

A mir hunn deemools och dës Reform net ausschliesslech an där Optik gesinn, dass dat zousätzlech Sue si fir d'Gemengen, mä och als ee Mëttel fir d'Spekulationen op Bauterrainen ze ënnerbannen. Dat ass gëschter vum Här Fayot och nach eng Kéier ganz däitlech gesot ginn an dat ass och gesot ginn am Kader vun enger Orientéierungsdebatt iwwert de Logement am Fréijoer 2003, wou eng Partie vu Moossnamen an d'A gefaasst goufe fir d'Spekulatioun ze reduzéieren.

An déiselwecht Meenung wéi d'Intérieurskommissioun huet iwwregens och d'Associatioun vun de Gemengereceveure scho puermol vertrueden, ebe fir deen déplacéierte Mechanismus vun där Steier ferme op de Leescht ze huelen an e modernt Instrument draus ze maachen. Mir hu proposéiert den Taux de base un der reeller Valeur vum Terrain oder dem Gebai ze orientéieren.

An ech wollt och dem Kolleeg Meisch soen, dass d'DP-Fraktioun déi Motioun matgestëmmt a matënnerschriwwen hat. An am Kader vun där Motioun vum 27. November 2003 ass d'Regierung opgefuerdert ginn, direkt den Artikel 1 aus dem Arrêté grand-ducal vum 27. Juni 1967 aus dem Code fiscal ze sträichen, deen ebe virgesäit, dass den Taux A an den Taux B liéiert sinn, an dës Moossnam géif de Gemengen erlaben, den Taux B ze erhéijen - an ech mengen dat kéint een direkt maachen.

Une voix.- Wou si mer dann do drun?

M. Marco Schank *(CSV)*.- Majo, wann ech den neien Innenminister richteg verstanen hunn, da wëllt en an déi Richtung goen.

La même voix.- Très bien.

M. Marco Schank *(CSV)*.- De Stat misst, am Fall wou dës Moossnam lo géif a Kraaft trieden, natierlech e Plaffong fir den Taux B fixéieren. D'Gemenge kéinten dann hir Tauxe fir d'Ënnerkategorien vum Taux B staffelen; an ech mengen och dass gëschter den Här Helminger sech nach staark gemaach huet an deem Kontext vun der Erhéijung vun enger Grondsteier, an do sinn och eng Partie Beispiller gesot ginn.

Ech wollt vläicht eent hei erausgräifen - an d'Stad Lëtzebuerg huet jo par rapport zu de ländleche Gemengen éischter en héijen Taux - an zwar fir en Appartement vun 80 m² um Cents, rue des Muguets, also eng excellent Lag, maachen dat 33 Euro op d'Joer. Ech mengen, dass dat awer lächerlech Montantë sinn an do kënnt ee sech awer liicht eng Verdräifachung oder nach méi virstellen. Ech kéint elo aner Beispiller nach soen, mä wéi gesot, do leie mer par rapport zum Ausland enorm niddereg. Déi Recettë wieren also sënnvoll a géifen engersäits de Gemenge gutt dinn an ech wollt och dobäi soen, dass d'Gemengen iwwert déi Manéier och hir Terraine besser géréiert kréichen an d'Spekulanten och méi héich kéinte besteieren.

Nach ee Wuert dann zum Regionalfong. Fir déi regional Zesummenaarbecht - do hate mer och virun engem Joer driwwer geschwat - wollt ech drun erënneren, dass d'lescht Joer d'Kommissioun proposéiert hat, sou Fongen an d'Liewen ze ruffen. Mir haten och all zesummen eng Motioun gestëmmt fir ee Regionalfong, dee sech virun allem un déi Gemengen orientéiert, déi eben zesummeschaffen an déi am Kader vu Syndikater - Syndicats à vocations multiples - kooperéieren. Mä ech gesinn et virun allem och am Kader vun dem Gesetz vun 1999, datt d'Gemengen, déi sech zesummen dinn als Syndicats régionaux, vun esou engem Regionalfong kéinte profitéieren.

An ech wollt der Vollständegkeet halber och nach eng Kéier un dee Modell erënnere vun de Contrats de développement, déi zumindest Agang fonnt haten an de Programme directeur. Et ass en ähnlecht Instrument, e Modell deen aus Frankräich kënnt, dee seet, dass Gemengen, déi a spezifesche Politikberäicher zesummeschaffen, finanziell ënnerstëtzt ginn. Ech wëll lo net weider op dee Modell agoen. Ech wëll just soen, dass den Avantage vun deem Modell deen ass, dass et ee ganz flexibelt Instrument gëtt fir Regiounen ze stäipen, dat heescht esou eng Aart Dispositif, dass dee regionale Partner, dat heescht déi regional Gemengesyndikater, hir ureege regional Politik kéinten ëmsetzen; de Regionalfong kéint awer a mengen Aen ähnlech agesat ginn.

An et wier dann de Gemengesyndikater virbehalen, d'Initiativ ze huele fir déi Aktiounen an déi Projeten, déi si wëllen, no Négociatioune mam Stat, eben entspriechend finanziell gestäipt kréien.

Da wollt ech nach eng Saach soen, dat der aktueller Logik, wat lo d'Gemengefinanzen ubelaangt, also der aktueller Logik, dass all eenzelne Ministère seng spezifesch Kreditter alouéiert, dass een där och eng Logik vu méi globaliséierte Kreditter kéint entgéintsetzen an dass fir all Regioun en fonction vun de Projeten an de Besoinen, déi ufanks eng Kéier festgeluecht goufen, géif gehollef ginn. Ähnlech fonctionnéiert dat schonn oder huet dat scho fonctionnéiert bei Leader-Programmer oder och den europäesche Strukturfongen. Perséinlech ass et mir egal, ob een d'regional Entwécklung also besser op engem Regionalfong opbaut oder enger Aart Contrat de développement. De Prinzip ass deeselwechten. Wichteg ass awer, datt keen Arbitraire entsteet, datt d'Regiounen insgesamt d'selwecht behandelt ginn - dat mengen ech ass enorm wichteg -, datt een also ee fir allemol festgeluechte Kritären huet, datt d'Transparenz an och d'Fairness do gewährleescht ginn.

Här President, ech kommen zu menger Konklusioun oder zu menge Konklusiounen. Déi 118 Gemengen, ech hunn dat scho gesot, déi mer de Moment nach am Land hunn, hunn nach laang net déiselwecht Interessen, hunn net déiselwecht Erausfuerderungen an och net déiselwecht Moyenen, schwätz déiselwecht finanziell Méiglechkeeten. Mir kommen also definitiv net laanscht d'Fro vun der Masse critique. Déi Fro stelle mer eis net nëmmen an de Gemengen. Déi stelle mer eis och an de Regiounen, wou regional Syndikater scho fonctionnéieren, ob dat Naturparke sinn oder aner Syndikater, a genau dowéinst ass meng Fraktioun der Meenung, datt zu enger Reform vun de Gemengefinanze munches gehéiert, virun allem - ech soen et nach eng Kéier - d'Missions de base, also d'Mindeststandarden, d'Mindestaktivitéite vun eise Gemengen definéieren; dann zweetens een déif gräifenden Débat, dee mer brauchen iwwert d'territorial Strukture vun eisem Land, Strukturen, déi den Erausfuerderunge vun dem 21. Jorhonnert entspriechen, mä déi awer och mat de Moyenen dotéiert ginn, déi dem 21. Jorhonnert entspriechen, an dat am Kontext vun der Landesplanung, wéi ech gesot hunn, vun engem Programme directeur an dem IVL.

Ech gleewen och hei un eng politesch Démarche, wou gläichzäiteg a parallell „bottom up" an „top down" geschafft gëtt. Hei mengen ech passt och perfekt d'Initiativ dra vun der Resolutioun, iwwert déi mer muer schwätzen, vun de Majoritéitsfraktiounen, fir den Débat do iwwert d'Zukunft vun eisem Land ze féieren, dat mat der Regierung, dat mat den Acteurs économiques, dat mat de Gewerkschaften, mat der Société civile, virun allem mat de Gemengen, an dat Ganzt - dat ass och wichteg - an engem kloer ëmrassenen Zäitkader.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Grethen agedroen. Den Här Grethen huet d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Budget ze schwätzen ass fir mech eigentlech en delikaten Exercice. Et ass en delikaten Exercice, well ech virun e puer Méint nach zu deene gehéiert hunn, déi dëse Budget op d'mannst zum Deel ausgeschafft hunn. Well dat, wat mer haut virgeluecht kréien, geet jo op déi Propositiounen zum Deel zréck, déi am Abrëll vun dësem Joer vun der deemoleger Regierung agereecht goufen, a wann ech fir déi Departementer, fir déi ech d'Verantwortung hat, wann ech dat nokucken, wat sech do sollt geännert hu par rapport zu deene Propositiounen, déi am Abrëll gemaach gi sinn an déi meng Ënnerschréft droen, dann huet dat sech net der Däiwel vill geännert. Do muss ee schonn e ganz grousst Vergréisserungsglas huelen, fir iwwerhaapt en Ënnerscheed ze gesinn. Dat erkläert, firwat et delikat ass.

Et erkläert och, firwat et delikat ass, wann ee bei de Recettë kuckt, wann ech mech erënneren, Här President, wat virun engem Joer Eenzelner, déi elo an der Regierung sëtzen, deemools gesot hunn. Ech denken nëmmen un dat Stéchwuert AOL. Si wëssen haut nach net, wien de Joe Ripp ass - dat ass den Chief financial officer vun AOL weltwäit. Dat wier eis alles esou an de Schouss gefall, dem Land, ass jo hei op der Tribün behaapt ginn. Haut hëlt een dat dankend entgéint. Den Här Wolter, mengen ech, huet a senger Ried ënnerstrach, datt dat 180 Milliounen Euro pro Joer sinn, déi een entgéinthëlt, an et ass ee frou, dass een déi huet, fir kënnen dann déi Politik ze maache fir d'Land, déi ee mengt dass noutwendeg wier. Dat nëmme fir ze ënnersträichen, wéi delikat den Exercice fir mech ass.

Et ass en Exercice, deen an enger neier Form ofleeft. Mir hunn d'Budgetsprozedur geännert. Och dat hate mer scho viru Méint ofgemaach, dass mer géife versichen dëst Joer d'Budgetsprozedur ze verkierzen. Et ass dat eppes, wat och an deene Jorzéngte virdrun ëmmer erëm gemaach ginn ass. Déi Wéinegst heibannen oder keen heibannen, den Här Spautz huet jo elo leider d'Chamber verlooss - Den Här Jean Spautz, entschëllegt! -, …

(Hilarité)

…mä zu senger Zäit, wéi hie fir d'éischt vereedegt gouf, huet d'Budgetsprozedur Wochen a Méint gedauert. Wéi den Här Goerens oder d'Madame Brasseur fir d'éischt hei an der Chamber vereedegt goufen, do huet se och Wochen nach gedauert an Département fir Département ass diskutéiert ginn. An ënner eis schwätze mer nach heiansdo driwwer, wéi een als jonken Deputéierten huet missen hei den Héichgesang op deen een oder deen anere Regierungsmember an enger Nokrichsperiod halen…

(Hilarité)

…fir ze weisen, wat fir eng gutt Wierker dee Minister gemaach hat a wat hien och nach an der Zukunft wëlles hätt, a wat och nach ze maache géif bleiwen.

Duerno hu mer déi Budgetsprozedur gestrafft a mir sinn elo bei enger Prozedur ukomm, mengen ech, wou eng Straffung kaum nach méiglech ass.

Parallell dozou, Här President - an ech fannen, dass dat eng ganz gutt Saach war -, hu mer awer de Contrôle vun der Chamber op d'Exécutioun vum Budget verstäerkt, an do ass nach dat eent oder dat anert ze maachen. Mir sinn och do amgaangen dofir ze suergen, dass dee Contrôle sech an deenen nächste Joren nach verbessert - net fir iergendee Minister ze pisacken, mä haaptsächlech fir dofir ze suergen, dass dat, wat d'Chamber autoriséiert huet, och an deem Geescht an awer och an deene Limiten nëmmen exécutéiert gëtt, an dass et net esou ass, dass deen een oder deen aneren, dee keng politesch Verantwortung dréit an och keng brauch ze droen, sech iwwert d'Chamber, iwwert d'Politik kann ewechsetzen.

Mä, Här President, fir mech wier et eigentlech interessant gewiescht, wann ech haut deen een oder deen anere Member vun der sozialistescher Regierungséquipe géif hei héieren zum Budget schwätzen. Well ech hu mol eng Kéier nogelies, wat d'lescht Joer hei besonnesch den Här Krecké an och den Här Di Bartolomeo esou alles gesot hunn - den Här Di Bartolomeo koum e bësse méi spéit an d'Spill eran -, mä wat den Här Krecké als Fraktiounssprecher alles zu deem Budget 2004 gesot hat an huet, do wier et interessant, wéi hien haut 2005 sech da géif zu deem Budget stellen.

Et wier interessant, mä ech mengen esou vill Spaut hätt hien net, Här President, well e misst sech esou oft op de Kënn späitzen, dass Der hei e Fudder Waasser misst histellen, fir dass hie géif eens ginn.

(Interruptions et hilarité)

Här President, d'Wahle sinn nach esou laang hier, dass ee sech net géif erënneren, wat si versprach haten. Erlaabt mer duerfir, well et esou schéin ass, op eenzel Saachen zréckzekommen. Et dierft ee jo dovunner ausgoen, datt op d'mannst déi wichtegst Versprieche géingen agehale ginn.

Duerfir fänken ech u mat deem Slogan: „Mir paken et un!" Op de Wahlplakater vun der LSAP stoung op där schwaarzer Säit 70% méi Chômage an op där rouder Säit stoung: „Mir paken et un!" - Si paken et un! De Chômage geet nach weider an d'Luucht. Ech muss lech soen, datt esou e Saz „Mir paken et un." jiddferengem, dee keng Aarbecht huet, Hoffnung gëtt, dass jiddfereen, dee keng Aarbecht huet, seet: „Ma déi Leit do, déi maachen eppes fir mech." - Déi wäerten an der Zwëschenzäit op d'mannst liicht enttäuscht sinn, wa se gesinn, wéi d'LSAP dat bis elo ugepaakt huet. Well et däerf ee sech froen: „Wou sinn déi nei Akzenter, déi gesat gi sinn, fir de Chômage ze bekämpfen?" D'Rezepter mussen net enorm gewiescht sinn a wéi grouss den Drock vun der LSAP ass a war, fir de Chômageproblem unzegoen, kann ee gutt am Kommentar vun deenen eenzelnen Départementer am Projet de Budget vun 2005 liesen. A fir lech ze weisen, wéi vill d'LSAP

ugepaakt huet, liesen ech lech dee Paragraph mol vir. Ech zitéieren: «La politique de l'emploi du Gouvernement a été définie, dans les grandes lignes, dans le Plan d'action en faveur de l'emploi 2003, arrêté par le comité de coordination tripartite. Rappelons que l'essentiel de cette politique de l'emploi est financé par le fonds pour l'emploi dont les dépenses pour 2004 sont estimées à quelque 311 millions d'euros.

À l'image des exercices budgétaires précédents, la politique de l'emploi reste dans une certaine mesure basée sur les options prises par le Luxembourg dans le cadre de la stratégie européenne pour l'emploi.»

Dat nennt ee wuel am politesche Fachjargon Kontinuitéit. Dat huet net vill mat „Mir paken et un." ze dinn. Am Klortext: Dat huet net vill mat de Wahlversprieche vun der LSAP ze dinn. An d'Kiischt um Kuch, dat ass jo d'Propositioun vum Budgetsrapporteur, fir dann och nach de Fonds pour l'Emploi engem Audit ze ënnerwerfen, mat allen, huelen ech un, Här President; dass de Rapporteur och mengt, dass all Ënnerglidderung do da genau ënnert d'Lupp geholl ginn ass; a wéi dat kënnt ausgoen, hu mer jo scho gëschter - ech war zwar leider net derbäi - vum Här Gibéryen e Virgeschmaach kritt an och déi Reaktiounen, déi esou e Contrôle eventuell kënnt provozéieren.

A wann ech schonn, Här President, bei de Wahlversprieche sinn, kommen ech nach op eng aner Episod zréck, déi virun de Wahle stattfonnt huet. Erënnert der lech un d'Warnunge vun der Banque centrale an, an hirem Fahrwasser vun der LSAP, dass de Wirtschaftswuesstum net esou héich wier wéi ech deemools als Wirtschaftsminister opgrond vun den Donnéeë vum Statec virausgesot hat an op deenen och de Budget vun dësem Joer baséiert huet. A wéi ech dunn och nach de Culot hat a menger Neijorsried ze behaapten, mir géifen esouguer e Wirtschaftswuesstum mengem Gefill no vun 2,5, jo esouguer vläicht 3% kréie fir 2004, dunn ass jo e Gedäisch ugaangen, dass senges gläiche gesicht huet. Do ass jo gesot ginn, ech géif elektoralen Zweckoptimismus bedreiwen. Elo ass esouguer d'Banque centrale a mat un hirer Spëtzt - deem zwar no mat e bësse Krämp erneierte President, et war net esou einfach, e puer Deeg war en et net.

(Hilarité)

An ech hat och ëmmer d'Gefill, Här President, dass ofgewaart ginn ass bis ech eng Kéier net am Regierungsrot war fir de Mandat ze erneieren.

(Hilarité)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- An dat hutt Dir lech bidde gelooss?

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech hätt jo missen do sinn! Les absents ont tort.

Här President, elo ass och d'Banque centrale vun deem Wuesstum iwwerzeegt a kënnt zur Konklusioun, dass e wäit iwwer 4% wäert leien. Mir gesinn also wéi schnell d'Welt sech an e puer Wochen, voire an e puer Méint ännere kann.

A well et esou schéin ass, Här President, kommen ech op en anere Sujet ze schwätzen, dee genau datselwecht ënnermauert. Virun de Wahlen hunn den Här Krecké an d'LSAP eis wëlle par tous les moyens dovun iwwerzeegen, dass et absolut noutwendeg wier Entreprisen op Lëtzebuerg ze lackelen, déi vill Aarbechtsplaze géife schafen. Vill Aarbechtsplaze schafe war deemools in, well d'Arcelor verschidde Restrukturatiounen a besonnesch d'Schléissung vun engem Wierk zu Diddeleng beschloss hat. Domadder konnt ee ganz schéi Politik bedreiwen. „Mir paken et un", huet awer am Endeffekt och hei zum Contraire gefouert. Well oh Wonner, an der Wochenzeitung „Woxx" vum 24. September liese mer da wéi den Här Krecké an engem Interview seet: „Dass aber morgen eine Fabrik mit 5.000 Arbeitsplätzen nach Luxemburg kommt, das ist illusorisch."

Här President, wann een da weider zréckkuckt, dann erënnert ee sech och un déi Wahlplakater vun der LSAP, déi sech fir de Logement agesat hunn. An hire 15 konkrete Grënn fir d'LSAP ze wielen - hirer Meenung no ze wielen -, stong ënner anerem Folgendes: „Zur Schaffung von genügend bezahlbarem Wohnraum wird die LSAP unter anderem einen Mietzuschuss einführen, die Baulandspekulation eindämmen und den Mietkauf ermöglichen."

Här President, ech gesi keen Akzent, deen a Richtung vun engem Mietzuschuss geet oder a Richtung vun engem Mietkauf. Ech gesinn och keng Virstéiss, déi an déi Richtung ginn an der zoustänneger Chamberskommissiouun, déi momentan iwwert de Projet de loi iwwert de Bail à usage d'habitation principal debattéiert. Dat wat ech gesinn, dat ass dass d'Dispositioune vum Gesetz iwwert de steierlechen Avantage beim Verkaf vu Bauland, dat vun der viregter Regierung abruecht ginn ass, bis op den 31. Dezember 2007 soll verlängert ginn.

Och hei huet d'LSAP also guer näischt ugepaakt. D'Wahlversprieche ginn iwwer Bord gehäit. Dat ass dat eent. Mä elo sicht d'LSAP och schonn Excusë fir ze soen, firwat si an Zukunft keng politesch Akzenter ka setzen. Erlaabt mer dofir op eng aner Ausso ze spriechen ze kommen, mat deenen d'Sozialisten elo hauséiere ginn. D'Keesse vum Stat wieren eidel. Dofir kënnt ee keng Politik méi maachen.

Nun, den Här Budgetsminister Frieden huet eis d'lescht Woch genau de Contraire gewisen. Hien huet gesot, dass d'Finanzsituatioun vum Stat stabil wier. D'Reserve vum Stat wieren Enn 2004 méi héich wéi virun 1999. D'Schold vum Stat wier Enn 2004 méi niddreg wéi virun 1999. D'Steierlaascht ass Enn 2004 méi niddreg wéi virun 1999. D'Investitioune vum Stat sinn Enn 2004 méi héich wéi virun 1999.

Dat sinn Tatsaachen an déi kann och kee Sozialist falsch maachen. Dofir froen ech mech, wéi een op déi drolech Iddi ka kommen dass d'Keessen eidel sinn, wann den Här Frieden selwer seet, d'finanziell Situatioun vum Stat wier gutt an et misst ee just, an dat ass jo normal, prudent si fir d'Zukunft.

Firwat excuséiert d'LSAP sech elo schonn éier Bilan gezu gëtt? Ass et vläicht well se fäert, dass si mat dëser CSV keng politesch Akzenter ka setzen? D'Fro ass awer och berechtegt, firwat den Här Budgetsminister gesot huet, d'finanziell Situatioun wier gutt, mä dann awer lauter Geforen um Horizont mengt ze erkennen, déi dann awer net mussen onbedéngt antreffen.

Huet d'CSV éieren Angscht virun de Sozialisten hirer Ausgabepolitik, déi déi wëlles hunn? Gratis öffentlechen Transport, op deen nach zréckzekommen ass zum Beispill. Egal wie mat wiem an der Regierung e Spillche spillt, d'CSV mat der LSAP oder ëmgedréint, mir mengen, an de Claude Meisch ass schonn dorobber a senger Ried agaangen, dass mir déi zukünfteg finanziell Enkpäss, déi vläicht emol kommen, mat anere Moyenë sollen ugoe wéi d'Regierung dat wëlles huet oder wëllt gleewen dinn. Mir hu genuch Zäit fir dat ze maachen. Der DP hir Virschléi leien um Dësch. De Claude Meisch huet a senger Interventioun verschidde Pisten opgezeechent. Un de Majoritéitsparteien ass et fir sech eens ze ginn, wéi si d'Budgetspolitik an Zukunft gesinn.

Bei deem ganzen Hin an Hier hunn ech allerdéngs den Androck, dass hei bewosst versicht soll ginn d'Sozialiste kleng ze halen. Berouegt lech, si di mer dofir net Leed. Mä ech wëllt awer, wa se selwer nach net op d'Iddi komm wieren, hinnen e bëssen op d'Spréng hëllefen. Ech hunn den Androck, dass d'CSV weess dass nach esou vill Aarbecht ze maachen ass, dass si emol vu vireran de Sozialisten hir Fuerderunge wëllt ofwiergen. Ech hunn och den Androck, dass virun de Gemengewahle soll d'Bild vermëttelt ginn, wéi wann d'Situatioun schwiereg wier, mä dass d'Situatioun mat vill chrëschtlech-sozialem Kënnen am Gréff kënnt gehale ginn. An ech hunn den Androck, wéi wann d'LSAP dat verstanen hätt an dass se elo schonns no enger Excuse sicht.

Dës Majoritéit, Här President, ass eng Majoritéit, déi ënnereneen net eens ass. Et ass eng wou d'CSV dominéiert, diktéiert a wou d'LSAP kee Fouss op de Buedem kritt, fir och nëmmen ee wesentleche Punkt vun hirem Wahlprogramm ëmzesetzen. Wat mech och net gehäit, mä och dat wëll ech hinne soen.

(Hilarité)

Dat ass esou an dat bleift esou, wann et der CSV no geet. Heiansdo muckt dann d'LSAP mol op, fir dann direkt gesot ze kréien, „wo es lang geet" - wou et higeet. D'Sozialiste sinn net d'accord mat der Ofschafung vun der Vermëigenssteier an der gläichzäiteger Aféierung vun enger libératoirer Steier op de Kapitalerträg fir déi Leit, déi hei am Land wunnen. Den Här Bodry huet am „Jeudi" opgemuckt. Den Här Asselborn huet den Dag duerno gesot, et wier alles an der Rei. „De séchere Wee" léisst gréissen.

D'Sozialiste sinn net d'accord mat den Aussoe vum Budgetsrapporteur, wat eng Bedeelegung vun den Usageren um öffentlechen Transport ubelaangt. Dat ass jo och kloer, war dach de gratis öffentlechen Transport eng vun hiren Haaptfuerderungen a schléit mat 25 Milliounen Euro d'Joer zu Buch, elo op d'mannst mol.

D'Sozialiste sinn och net d'accord, datt der CSV hir Iddi, fir öffentlech Déngschtleeschtunge käschtendeckend unzebidden, verwierklecht gëtt.

D'CSV, Här President, wäert sech awer och an dëse Froen duerchsetzen, zum gréisste Leidwese vun hirem Koalitiounspartner. Här President, ech kéint mat menger Lëscht hei weiderfueren, mam Risiko lech ze langweilen, respektiv de Kolleege vun der Sozialistescher Partei ze vill wéi ze dinn.

(Hilarité)

Eent ass awer kloer, Här President, et ass net ganz berouegend, wann déi zwou Majoritéitsparteie sech ënnereneen net eens ginn. An deenen nächste Méint a Jore musse wichteg Décisioune fir eist Land getraff ginn, an da kann et net sinn, datt mir mat enger Kakophonie op Regierungssäit konfrontéiert ginn, déi hiresgläiche sicht.

Eppes wat mech allerdéngs ganz vill bei dëse Budgetsdebatte gestéiert huet, dat ass de Fait datt de Budgetsrapporteur, deen offensichtlech schonn an der Wahlcampagne ass, wäit iwwert déi engem Budgetsrapporteur zougestane Fräiheeten erausgaangen ass. Elo kann ee soen, et ass säi gutt Recht fir sech Gedanken ze maachen. Dat kann een, Gedanke kann ee sech ëmmer maachen. Mä et misst ee se net onbedéngt esou an de Budgetsrapport eraschreiwen, an domadder een, deen dat Dokument net opmierksam liest, gleewen dinn, et wier d'Meenung vun der Majoritéit, voire vun alle Membere vun der Budgetskommissiouun.

De Budgetsrapporteur mécht Propositiounen, wéi een eis Kierperschaftssteier kéint gestalten. De Budgetsminister ass jo schonn op déi Fuerderung oder op déi Iddien agaangen an huet deenen Iddien hei e Kuerf ginn. Et ass effektiv - Wéi soll ech soen? - tentant, wann ee seet, mir maachen elo eng Kierperschaftssteier, eng „flat tax" a mir schafen am Géigenzuch sämtlech Gestaltungsméiglechkeeten of an hunn dann en Taux, dee sech an Europa gutt vergläiche léisst mat aneren Tauxen. Mir kommen Estland souwisou ni no. Déi leie bei null. Mir wäerten och Irland kaum erëmkréien, déi si bei 12,5%.

Mä wann een op dee Wee geet, an do sinn ech mam Budgetsminister nodrécklech d'accord, wann een op deen dote Wee geet, da schuet een der Attraktivitéit vun der Finanzplaz Lëtzebuerg. Mengt net, wann een am Ausland Lëtzebuerg verkeeft, dass déi nëmmen den Taux moyen kucken! Déi hunn hir Experten an déi kucken, wat effektiv ënnert dem Stréch no alle Gestaltungsméiglechkeeten erauskënnt.

Elo gëtt et natierlech Tendenzen an Europa fir d'Base d'assiette ze harmoniséieren à défaut vun enger Harmoniséierung vun den Tauxen. Ech kennen déi Diskussioun an et ass eng Diskussioun, Här President, wou ech der Meenung sinn, dass Lëtzebuerg se muss mat ganz vill Opmierksamkeet suivéieren, ganz virsiichteg sinn an ëmmer erëm ofweien, wou den Intérêt vum Land an dësem Dossier ass. Mä einfach esou aus der Hëft heihinner ze kommen an ze soen, mir schloen elo esou e Saz X vir an d'Ofschafung vun alle Gestaltungsméiglechkeeten, schéngt mir op alle Fall aus menger Erfahrung e gefäierleche Wee ze sinn.

De Budgetsrapporteur - an e gëtt jo ralliéiert, en ass also do net eleng, e gëtt ralliéiert vu ville vu senge Fraktiounskolleegen - mécht och Propositioune wat d'Reform vun de Gemengefinanzen ugeet.

Här President, ech war och ee vun deenen déi der Meenung waren, mir sollten 2001 d'Gemengefinanze reforméieren. Mir sollten déi Basis, op där d'Gemengen un de Revenuë vum Stat participéieren, op méi breet Féiss stellen. Ech war duerfir schrecklech traureg, wéi deemools am Summer 2001 am Hôtel de Bourgogne d'Delegatioun vum Syvicol an alle Sproochen ze verstoe ginn huet, dass d'Gemengen - zu deem Moment wéinstens - net an der Lag wieren en Accord ze ginn, dass si net wéissten op wat fir engem Fouss se sollten danzen.

Här President, et huet mer och duerfir gefall, dat muss ech soen! Ech war erschreckt engersäits iwwert d'Tatsaach, dass d'Delegatioun vum Syvicol net optimal virbereet an déi Diskussioun erakomm ass. Fir net méi ze soen! Et huet mech och gefreet…

(Interruption)

Oh, Här President, mir hate ganz kloer Vueën. Mir hate ganz kloer Vueën. Mir haten esou kloer Vueën, Här President, dass souguer net opgefall ass…

(Interruption)

…, wat dat fir d'Gemenge géif bedeiten, wéi vun enger Harmoniséierung vun der Assiette geschwat ginn ass, wéi se direkt jo gesot hunn.

(Interruption)

Jo, de Syvicol. Déi gesammelt Mannschaft, déi do war, huet Jo gesot. Den Innenminister war ganz roueg deen Dag, deen huet net vill do gesot. Hei war eng Diskussioun zwëschent der Regierung an dem Syvicol. Ech kann lech soen, et war fir mech e Schlësselerliefnis, Gemengevertrieder ze gesinn, déi net wousste wat se eigentlech wéilten.

Hei kréie mer elo och erëm Propositioune gemaach, déi interessant sinn. Ech kann lech soen, wann net deemools d'Regierung d'Sagesse gehat hätt fir d'Gemenge wéinstens dozou ze kréien, dass se un hiren Hiewesätz net méi géife vill erëmfummele goen - dat war jo eis Ofmaachung!

Une voix.- Hu mer jo och gemaach!

M. Henri Grethen *(DP).*- Mä, dat war eis Ofmaachung. Mä et war awer d'Regierung, déi dat gefrot huet. Well wann d'Stad Lëtzebuerg - den Här Mosar huet jo ëmmer bei sengen Iddië seng Stad, wou e Schäffen ass, am Hannerkapp - den Hiewesaz op null gesat hätt, oder wann d'Stad Lëtzebuerg elo nach géif hiren Hiewesaz erofsetzen, a parallell dozou…

(Interruption)

Ech wunnen an der Stad!

…dozou eng Tax agefouert hätt zum Beispill op d'Surfacë vu Bürosgebaier - dat ass jo déi Iddi, déi Der mat der Grondsteier e bësse wëllt akkreditéieren -, da sinn all déi aner 117 Gemenge Faillite.

(Interruptions)

Et sinn nach vläicht Hesper, Bartreng a Stroossen iwwreg.

(Interruptions)

Fréiseng net!

Une voix.- 114, déi bleiwen. 114!

M. Henri Grethen *(DP).*- A Betzdorf. Da si mer schonn um Enn ukomm, Här President.

(Interruption)

Ech sinn nodrécklech der Meenung, dass mer eng Reform vun de Gemengefinanze brauchen. Mä et ass eng Reform vun de Gemengefinanzen, déi mat de Gemengeverantwortleche muss diskutéiert ginn, an et ka keng Reform sinn, déi vun uewen erof diktéiert gëtt.

Mä déi Leit, déi mat an d'Diskussioun kommen, Här President, ech géif mer wënschen, déi Leit, déi mat an d'Diskussioun ginn an déi Vertrieder si fir déi eng a fir déi aner, besonnesch op der Säit vun de Gemengen, dass déi de Mechanissem vun de Gemengefinanzen total intus hunn, ier se sech an déi Debatt do erawoen, well soss geet et hinnen nach eng Kéier ganz schlecht.

(Interruptions)

Net nëmmen do!

Mä, Här President, ech wëll hei ënnersträichen, dass mir als Partei esou enger Diskussioun net aus de Féiss ginn, mä dass et muss eng Debatt sinn, déi éierlech gefouert gëtt, wou net mat gezénkte Kaarte gespillt gëtt, déi net imposéiert gëtt, mä déi zesummen ausgeschafft gëtt. Da kënne mer och eppes maache fir déi finanziell Zukunft vun de Gemengen am Geescht vun der Solidaritéit an déi Diskussioun féieren.

An duerfir, Här President, wann ech all déi Propositioune gesinn, da wëll ech hei elo net engem de Prozess maachen. Ech wëll nach just eng Kéier ënnersträichen, dass ech léiwer gehat hätt, dass een esou eng Diskussioun en dehors vum Kontext vun de Budgetsdebatte gefouert hätt.

Här President, ech kéint dann och nach laang op de Sujet vun der Mammerent agoen.

(Interruption)

Do wäerte mer nach vill Geleeënheete kréien an ech wëll mer duerfir d'Méi spueren, fir lech elo do nach eng Kéier alles ze rappeléieren, wat ech schonn am August hei gesot hunn.

Ech wëll just eppes soen, Här President, och do - an Dir wäert mech do kee Ligener nennen - sinn ech iwwerzeegt, dass d'CSV, neen iwwert d'CSV, well d'CSV ass jo ei-

gentlech nëmme schmückendes Bäiwerk, dass de Jean-Claude Juncker sech wäert duerchsetzen, well d'CSV, Här President - entschëllegt dass ech Iech dat muss soen - steet a fält mam Jean-Claude Juncker.

(Hilarité et interruptions)

Was sein starker Arm will, dat ass bei Iech Gesetz an dat ass och gutt esou, well da ginn Iech déi gréissten Dommheeten évitéiert.

(Hilarité)

Wësst Der, Här President, bei mir brauch kee sech méi vill Gedanken ze maachen. Ech hu fir mech privat, wat meng politesch Carrière ugeet, déi Décisioune geholl, déi ech fir richteg fannen. Also do brauch kee sech Gedanken ze maachen. Ech hunn nach just eng Ambitioun.

(Interruptions)

M. Marc Spautz *(CSV).*- Fir de Buergermeeschter an der Haaptstad ze ginn!

M. Henri Grethen *(DP).*- Neen, neen, neen, neen, absolut net. Do hutt Der Onrecht. Mir hunn esou vill Kandidaten, Här Spautz, …

(Hilarité)

…mir kéinten aus dem Stand eraus eng Dose Kandidate fir Buergermeeschter stellen; wat net bei jiderengem de Fall ass.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Kennt een ee vun Iech?

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, a wann den Här Kaes mengt, dat wier e Problem. Iert Iech net, iert Iech net, dat ass guer kee Problem. Déi Froe si scho längst geléist. Mä mir loossen Iech awer nach e bëssen zappelen, fir dass Der eppes hutt fir ze schwätzen.

(Hilarité)

Här President, méi eescht, e Lëtzebuerger Budget kann een nëmmen am Kontext och vun den europäesche Contraintë gesinn. E Lëtzebuerger Budget muss ee betruechten am Liicht vum Pacte de stabilité et de croissance; e Pacte de stabilité et de croissance, deen ënnert der Lëtzebuerger Presidentschaft wäert mussen oder eventuell kënne reforméiert ginn. Et gëtt do ganz vill Iddien. Déi eng mengen, et misst een déi aktuell Regelen de fond en comble änneren. Ech gehéieren net zu deenen an ech hoffen, dass d'Lëtzebuerger Regierung net op de Wee matgeet fir d'Regele vum Stabilitéitspakt de fond en comble ze änneren.

Mir waren als Land virun e puer Méint, wéi Däitschland a Frankräich sollten en Defizitverfahre kréien, déi, déi mat eiser Stëmm ausschlaggebend waren, fir dass dat net geschitt ass. An dat war keng einfach Décisioun, Här President. Wann der zu zwee an engem Conseil européen sëtzt an dir musst ofstëmmen, an dir wësst dass ënnert deene 15 är zwou Stëmmen déi sinn, déi den Ausschlag ginn, a wann een da weess wéi d'Situatioun vu Lëtzebuerg ass, dass eis wichtegst Handelspartner Däitschland a Frankräich sinn, a wann een da wëllt iwwer ze vill staark Contraintë vum Stabilitéitspakt de wirtschaftlechen Opschwong an Däitschland nach weider ofwiergen an a Frankräich ebenfalls, da muss ee verstoen dass eng Lëtzebuerger Regierung do am Intérêt vun deem Ganze gutt berode war, dass se net mat op dee Wee gaangen ass. Dat huet jo herno zu eenzelnen Diskussiounen Ulass ginn. Et huet souguer esouwäit gefouert, dass d'Kommissioun e Verfahre virun der Cour européenne hei um Kierchbierg ageleet huet, mat deem Resultat wat mer kennen.

Mä ech gehéieren zu deenen, déi der Meenung sinn, dass et kéint zu Adaptatioune vun de Regele kommen, wëssend dass déi Regelen awer och Garde-fouë sinn. Gardefouen am Intérêt vun eis all, well mir hunn, besonnesch déi zwielef Länner déi den Euro gemeinsam hunn, eng gemeinsam Währung. An et kann net sinn, dass do egal ween egal wat mécht op Käschte vun deenen aneren.

Ech fannen et schockant, muss ech Iech soen, wann dat richteg ass, wat een an der Press liest, op wat fir enger Aart a Weis Griicheland sech an den Euro erageschmuggelt huet an haut ze behaapten, Däitschland a Frankräich wieren net besser wéi si. Dat ass falsch. Däitschland a Frankräich hunn net getrickst bei hiren Zuelen, mä Griicheland huet massiv getrickst. An de Schued ass ëmmer deen, och national, dass aner déi Zopp ausläffelen, déi vun engem anere Grupp vun enger anerer Bluttgrupp agebrockt gi war.

Mä dat ass e griichesche Problem. Eise Problem ass, dass mer e Land an der Eurozon hunn, wat sech mat Tricken an den Euro erageschmuggelt huet. An dat ass eng grave Saach an ech hoffen, Här President, dass d'Kommissioun där Saach nogeet, d'selwecht wéi wann dat fir Italien de Fall wier, dass och do missten nei Regele kommen, an dat zum Beispill am Zesummenhank mam Eurostat; den Eurostat deen all dat soll kontrolléiere respektiv moossen an dee muss méi eng grouss Indépendance kréien a méi Moyenë kréien, wéi dat elo de Fall ass; ähnlech wéi d'Banque centrale.

Et kann een dann iwwert d'Redefinitioun vun de Kritäre vum Defizit schwätzen an et misst een och do iwwert d'Soldes structurels diskutéieren - eng Diskussioun, déi dës Budgetsdebatt ganz sécher dépasséiert. Et misst een och iwwert d'Critères de circonstances exceptionnelles schwätzen. Am Moment ass et esou, dass Circonstances exceptionnelles gi sinn - graff gesot -, wann de PIB vun engem Land iwwer 2% zréckgeet. Et misst een awer deene Länner, wéi Däitschland zum Beispill, déi elo schonn dräi Joer hannerenee praktesch eng Stagnatioun vun hirem Wuesstem hunn, iwwert de Stabilitéitspakt méi Méiglechkeete ginn, ënner gewësse Bedingungen, dat heescht dass déi Investissementer, déi en plus gemaach ginn - an Däitschland ass eent vun deene wéinege Länner wat national Regelen huet, déi an der Verfassung verankert sinn -, mä dass een Däitschland géif dee Spillraum ginn dee se bräichten, fir hir Ekonomie dauerhaft ze relancéieren. Et misst een dann och vläicht kënnen driwwer schwätzen, dass een en autoriséierten Defizit vun deene mageschen 3% kéint méi eropdrécken, quitte natierlech dass een do awer och kuckt, wat mat deene Sue géif ugefaange ginn.

Lëtzebuerg zum Beispill ass an enger Situatioun, Här President, wou mir jo nach Reserven aus der Vergaangenheet hunn. An dësem Budget ginn déi dann och zum Deel opgebraucht an duerfir komme mer da méi no un déi Defizitkritären erun. Dat war eppes, wat kee Mënsch sech konnt virstellen, dass e Land e Budget hätt, deen am Excédent wier, wéi de Stabilitéitspakt ausgeschafft ginn ass. Mä et misst een, wann een de Stabilitéitspakt ännert, och eng Récompense maache fir déi virsiichteg Politik, déi eng Regierung eventuell gemaach huet.

Här President, ech wëll dann déi Gedanken zum Stabilitéitspakt net weiderdreiwen. Ech wier just Demandeur dass mer kéinten, in tempore non suspecto a wann et muss sinn och nach während der Présidence, mat der Regierung den Dossier vum Stabilitéitspakt diskutéieren, fir gewuer ze ginn a wat fir eng Richtung d'Regierung an där Fro wëllt goen. Well et ass eng Fro, déi d'Marge de manœuvre vun der Lëtzebuerger Budgetspolitik och an deenen nächste Jorzéngte wäert beaflossen.

Här President, erlaabt mer dann, dass ech kuerz nach op déi sechst Aktualisatioun vum Programme de stabilité et de croissance aginn, sou wéi Lëtzebuerg déi Enn November agereecht huet. Dat ass en Dokument wat, obschonn et öffentlech ass - et ass um Site vum Ministère des Finances - praktesch nëmmen an Insiderkreeser behandelt gëtt. An deem Dokument sinn eng Rei vun interessante Saachen dran. Et sinn och eng Rei Saachen dran, wou ee gesäit, dass - wéi sou oft - dat Dokument huet missen an der Hetz zesummegestallt ginn, dass do, wéi soll ech soen, kleng Inkohärenze sinn. Zum Beispill steet op der Säit 5, mir hätten zwëschen 1997 an 2000 grouss Iwwerschëss gehat, déi mer zréckgeluecht hätten, an op der Säit 10 ass da vun 1997 bis 2001 zitéiert. Dat sinn esou Klengegkeeten. Do muss ee sech eng Kéier eens ginn, wat fir eng Zuelen, wat fir eng Joren een do wëllt zitéieren.

Wat ech och aus deem Stabilitéitspakt eraushuelen, Här President, a wat interessant ass, a wat derwäert ass dass een et ënnersträicht, well et zu eisem Bilan gehéiert, dat ass dass tëschent 1999 an 2004 de Lëtzebuerger Stat keen Emprunt opgeholl huet. Ech géif mer wënschen, dass dat och an deenen nächste Joren de Fall wier, well mir hunn eng Marge, déi nach net entaméiert ass, mä ech géif jidderee virdru warnen, fir déi Marge auszereizen. Ech sinn der Meenung, dass mir sollten als klengt Land, wou d'Changementer vill méi grouss sinn, ganz, ganz virsiichteg sinn.

Mir schaffen, Här President, an deem Aktualisatiounspabeier mat enger Rei vun Hypothesen. Mir ginn zum Beispill dovun aus, dass d'Zënsen à court terme géife vun der Zentralbank op 3% erop gesat ginn. Ech muss Iech soen, dass dat eng Hypothes ass, déi mech beonrouegt, well et ass eigentlech de Contraire vun deem wat een dierft maachen.

Här President, am Moment ass jo ee vun de grousse Problemer, déi mer weltwäit an der Ekonomie hunn, d'Tatsaach, dass den Dollar méi wéi e Schwächeanfall vis-à-vis vun all anere Währungen huet. A wann een dann an deem Moment seet, elo gi mer mat den Zënsen um Euro an d'Luucht, da mécht een dem Euro et nach méi schwéier, well da gi jo nach méi Euroë kaaft. Da ginn nach méi Leit aus dem Dollar, an et ass wéi am Commerce, Angebot und Nachfrage, wa gäre vill Leit Euroen hätten, da gëtt den Euro méi deier, a wa gär vill Leit den Dollar verkafen, da gëtt den Dollar méi bëlleg. Et dass net vill méi komplizéiert wéi dat do, mat Nuancen, mä et ass ongeféier dat do. A wa mer wëssen, dass eisen Handlungsspillraum quasi null ass, well déi, déi missten eppes maachen, ass d'chinesesch Regierung. Déi mécht awer näischt. Déi denkt net drun eppes ze maachen, déi huet aus hirem wuelverstanenen Intérêt eraus d'chinesesch Währung un den Dollar gekoppelt, an doduerch gi si, wat den Dollar méi schwach gëtt, méi kompetitiv bei hiren Exporter. An d'Amerikaner, am Géigesaz zu der Situatioun an den 80er Joren, kënnen d'chinesesch Regierung jo net zwéngen, wéi se an den 80er Joren d'japanesch an déi däitsch Regierung gezwongen hunn, massiv ze intervenéieren.

An ass et d'Léisung, dass d'europäesch Zentralbank, mat deenen hiren ugeschlossenen nationalen Zentralbanken, elo géint den Dollar intervenéiert mat de Japaner zesummen? Dat kann nëmmen eng Léisung sinn, déi à court terme ass, an ech fäerten, dass déi Talfahrt vum Dollar weider wäert unhalen, an dofir sinn ech och net der Meenung, dass deen Taux de change, dee mir an eisem Pabeier uginn, vun 1,23 vum Euro zum Dollar, realistesch ass. Ech mengen éischter, dass mer op 1,40 kommen, wéi op 1,23, dat alles mat engem Pëtrolspräis, deen an deem Dokument bei 41,5 Dollar de Barrel als Moyenne ugesi ginn ass, wou ech och mengen, dass en net wäert der Däiwel drënner goen, éischter dass en do driwwer geet.

Dat alles bréngt mech zur Konklusioun, dass dat Dokument mat enger Rei vu Fragezeichen ze behaften ass, d'selwecht wéi den Taux d'intérêt à long terme, deen do mat 4,5% ugi gëtt. Wat ass den Taux d'intérêt à long terme? Dat ass eigentlech d'Visioun vun de Marchéën op d'Inflatioun vu muer, well wann ech engem fir zéng Joer Sue léinen, dann hätt ech och gären eng Rémunératioun, déi mer erlaabt dass ech an zéng Joer dee Montant vu Geld erëm kréien, inflatiounsberengegt, déi ech deem deemools geléint hat, plus eng gewësse Marge. Bei 4,5%, wat en ligne ass a kohärent ass mam court terme vun 3%, deen ech uginn hunn, fäerten ech awer, dass dat eng Hypothes ass, déi net realistesch ass. Ech wier perséinlech éischter op en Taux gaangen, deen e bësse méi niddreg ass.

An deem Dokument sinn dann zwou Iddiën dran, déi mech awer liicht betraff gemaach hunn an déi ech hei wëll diskutéieren, ganz kuerz just, Här President. Dat eent ass déi wou gesot gëtt, wéi d'Ausgabe fir d'Fonction publique sollen évoluéieren, an do steet dran - dat kann een noliesen an deem Dokument -, dass fir d'Fonction publique, wou jo keen Accord salarial, am Moment wéinegstens, fir d'nächst Joer an d'iwwernächst Joer besteet, do geet d'Regierung vun engem Accroissement réel vun de Salairen an den Traitementer vun 0,5% aus. Dat ass also den Accord salarial esou wéi d'Regierung e virschléit, 0,5%. An anere Betriber géife se do op d'Barrikade goen. Do wäert de Minister vun der Fonction publique jo dann nach spannend Momenter erliewen, wann en emol mat där eenzeger representativer Gewerkschaft an der Fonction publique doriwwer ze verhandelen huet. Mä an deem Dokument steet schonn dran, a wat fir eng Richtung de Stat mat senge Mataarbechter wëllt goen.

An eng zweet Iddi, déi déi drasteet, Här President, dat ass a Bezuch op d'Sécurité sociale. Do gi sech eng Rei Gedanke gemaach, an do gëtt da proposéiert, fir déi Reserv, déi mir elo hunn, an déi jo per Gesetz net däerf e Minimum vu Joresausgaben ënnerschreiden, an déi elo sensiblement méi héich ass, iwwert den Export vun eise Prestatiounen, dass ëmmer méi Bénéficiairen am Ausland wunnen, an et gëtt dann d'Iddi opgeworf, fir d'Reserv un déi aktualiséiert Valeur vun de Pensioune vun de Bénéficiairen, déi am Ausland wunnen, unzepassen, wann ech dat richteg verstanen hunn.

Wann zum Beispill géif gesot ginn, mä mir exportéieren elo 200 Milliounen Euro pro Joer Pensiounen an d'Ausland, do muss dann e Multiple dovunner d'Reserv duerstellen. Et ass eng interessant Iddi. Ech wier just frou, wann d'Regierung à même wier fir déi Iddi e bësse méi ze verdäitlechen, och mat Zuelen ze ënnermaueren, eis ze soen, wat hannert där Iddi stécht.

Här President, dëse Budget, an ech hunn et aganks gesot, dee verschiddener vu menge Kolleegen an ech selwer och zum Deel matgestalt hunn, huet Liicht, awer och vill Schiet. Wann - an dat ass d'Fro, déi ee muss beäntweren - d'Demokratesch Partei an der Regierung gewiescht wier, hätt dann dee Budget hei anescht ausgesinn? An do, Här President, ass d'Äntwert kloer: Jo. Dee Budget hätt anescht ausgesinn, et wier nämlech éischtens emol e Budget, dee vun der ganzer Regierung géif gedroe ginn, mat deenen hir ugeschlossene Fraktiounen, a wou keen États d'âme hätt, wéi dat elo de Fall ass.

Här President, a fënnef Joer, je vous prends à témoin, Dir waart jo Fraktiounschef, huet déi viregt Majoritéit keen esou e Spektakel opgefouert, wéi dës Regierung elo schonn no e puer Méint. Et wier och e Budget fir de Bierger, e Budget, deen dem Bierger géif e Maximum an der Täsch loossen, well de Bierger ass jo deen, deen am Beschte weess, wat e mat senge Suen ufänkt. Et wier also dofir och e Budget, wou am Budgetsgesetz géif stoen, dass de Steierbarême un d'Deirecht géif ugepasst ginn. Et wier e Budget, wou mer schonn dofir gesuergt hätten, dass mer en Einstieg hätten an d'Moderniséierung vun eiser Fiskalitéit.

Et wier e Budget, deen net géif eng Baisse vum Pouvoir d'achat implizéieren. Et wier e Budget, wou net onbedéngt d'TVA, d'Accisen an d'Cotisations sociales géifen an d'Luucht goen. Et wier e Budget am Intérêt vum Bierger an dofir verstitt Der, Här President, trotz eenzelne gudden Usätz, déi mir mat beaflosst haten, kënne mer dësem Budget eis Zoustëmmung net ginn.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Jean-Pierre Klein ageschriwwen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn erfuer, an et ass och schonn e puermol hei widderholl ginn, dass de Budgetsrapporteur vun dësem Joer de Gemengefinanzen en extrat Kapitel reservéiert huet.

(Interruption)

Majo, als deen, deen ech heihinner geruff gi sinn elo.

(Interruption)

Jo, ech hunn awer haut keng op.

(Hilarité)

De Rapporteur huet dozou seng perséinlech Meenung gesot. En huet och ënnerstrach, dass en do net am Numm vun der Kommissioun geschwat huet. En huet engersäits iwwert déi kommunal Landschaft geschwat, déi en da kombinéiert huet mat de Gemengefinanzen. Mat der Analys, déi de Rapporteur gemaach huet, kann een d'accord sinn, mam Räsonnement, jo, mä et muss een awer net onbedéngt d'accord si mat de Konklusiounen, déi en aus sengen Duerstellunge gezunn huet.

Et muss een och net onbedéngt déiselwecht Vue hunn. Et ass natierlech eng Base de discussion, wéi och - do kommen ech herno nach drop zréck - de Syvicol eng proposéiert huet, wat déi kommunal Strukturen ubelaangt. Den aktuelle Stand, esou wéi et ausgesäit, hu mer ab dem 01.01.2006 117 Gemengen hei zu Lëtzebuerg, à moins dass nach déi eng oder aner Fusioun dobäi kënnt, wat ech kaum unhuelen. Et sinn der zwar nach an der Maach, mä bis dohinner wäerten déi nach net fäerdeg sinn.

Fir eis Verhältnisser hu mer eng grouss Gemeng hei zu Lëtzebuerg, d'Stad Lëtzebuerg, e puer grousser iwwer 10.000 Awunner, mëttelgrousser tëschent 3.000 bis 10.000, manner grousser vun 1.000 bis 3.000 a kleng Gemengen ënner 1.000 Awunner, eng grouss Zuel, an déi Zuel schéngt mer vill ze grouss ze ginn, fir datt an deene Gemengen de Leit eng optimal Liewensqualitéit kann ugebuede ginn.

Et heescht fir Servicer, Strukturen an Infrastrukturen op e Mindeststandard ze bréngen, fir de Bierger eng akzeptabel Liewensqualitéit ze offréieren. Et brauch een nëmmen am Annuaire vun de Gemengen ze kucken, da gesäit een zum Beispill, wéi do d'Sekretariater oder d'Recettë besat sinn. Et kann een och feststellen, dass do keng technesch Déngschter sinn, déi de Leit kënnen entgéint kommen. Do muss

déi Aarbecht entweder vun de Buergermeeschteren oder vun de Schäffe gemaach ginn, wat jo net onbedéngt déi beschte Léisung ass.

Scho laang ass d'Iddi vun der Fusioun an de Käpp vun de Politiker gewiescht. Ech hunn dat schonn d'leschte Kéier gesot bei Geleeënheet vun der Fusioun Furen/Baastenduerf, an de 70er Joren, an d'Grondiddi war déi fir Unitéite vu Gemengen ze schafen, déi besser équipéiert an outilléiert si fir de Bierger eng besser Liewensqualitéit ze garantéieren, an dorëms geet et jo ganz besonnesch.

D'Regierungserklärung vun 1974, déi den Här Thorn hei virgestallt huet, hat e preziist Kapitel dran iwwert d'Gemengen, „regroupement et coopération". Et ass deemools erkannt ginn, datt fir d'Problemer, déi d'Entwécklung vun der moderner Gesellschaft stellt, ze léisen, d'Fusioun vun de Gemenge misst gefördert ginn, fir also méi grouss Unitéiten ze schafen, déi amstand sinn d'Problemer beschtméiglechst ze léisen.

Deemools ass gesot ginn, an der éischter Phas fräiwëlleg Fusioun, an et ass awer och näischt ënnerstrach ginn an der zweeter Phas, „elle pourra être imposée". Vun där Maassgab si mer jo erëm a mir soen, dass dat muss eng Moossnam sinn, déi vun ënnen erop kënnt, dass de Bierger do muss mat erugezu ginn, dass dat net kann diktéiert ginn an net kann imposéiert ginn, mä mir bleiwe bei de fräiwëllege Fusiounen, esou wéi dat jo och elo kierzlech an deenen zwou fusionéierte Gemenge gemaach ginn ass.

Deemools ass och e Kadergesetz geschafe ginn, an dat ass déposéiert ginn de 26. August 1976 fir e Rahmen ze schafen, fir dass déi méiglech Fusiounen net sollen am Duercherneen entstoen. Et si Regele festgeluecht gi wat déi lokal Representatioun ubelaangt, wat den zukünftege Wahlsystem géing ubelaangen. Iwwer e Referendum si Bestëmmunge festgehale ginn an et ass och fixéiert ginn, wéi de Reklassement an d'Droits acquis vum Personal sollen ausgesinn, a besonnesch iwwert déi finanziell Hëllefen, déi de Stat sollt deene fusionéierte Gemenge ginn. Dee Projet de loi ass natierlech net weider gaangen. En ass leider am Tirang verschwonnen, an dat Kadergesetz kënnt een iwwregens haut emol erëm eng Kéier eraushuelen a kucke wat dovunner nach gutt wär. Et si bestëmmt Elementer dran, déi een nach haut kënnt gebrauchen a se un déi jëtzeg Gegebenheeten upassen.

Et ass och deemools e Schema fir Lëtzebuerg ausgeschafft ginn, dee selbstverständlech och elo net méi aktuell wier, opgrond vun deene Gesetzer, déi mer elo nach geschafen hunn 1999 iwwert den Aménagement du Territoire, wou Regioune virgesi sinn, mä och dat wier nach derwäert fir eng Kéier gekuckt ze ginn an un déi jëtzeg Konditiounen ugepasst ze ginn.

Den Här Thorn huet deemools och wäit viraus gesinn. E war senger Zäit wäit viraus. En huet deemools geschwat vun enger Reform vum Gesetz vun 1937, wat dunn awer nach 30 Joer gedauert huet ier déi Reform zustane komm ass. En huet och ugekënnegt, dass d'organescht Gesetz vun 1843 deemools sollt ugepasst ginn, wat dunn och 1988, 14 Joer méi spéit, geschitt ass.

Wéi gesot, Bestriewunge vu Fusioune sinn et deemools scho ginn, mä et ass laang net méi zur Diskussioun komm, bis de Syvicol erëm eng Kéier d'Iddi opgegraff huet an och driwwer geschwat huet. Mir hunn awer geschwënn erëm nees gebëndelt domat, well d'Begeeschterung bei de Gemenge war net grouss. Mir haten eng Tentative do gemaach virun annerhallwem Joer, déi net zum Droe komm ass, mä et däerf ee sech awer net ginn an ëmmer weider sensibiliséieren an Appel maachen un d'Gemengen, fir an déi Richtung ze schaffen, fir ze fusionéieren, wat enger moderner Gesellschaft géing entspriechen, méi grouss Unitéiten, wéi gesot, nach eng Kéier am Intérêt vun de Bierger.

Eng nei Dimensioun ass bäikomm. Dat ass déi vun der Regioun a si ass zréckgehale ginn am Gesetz vun 1999, a wann een d'Géigeniwwerstellung géing maachen, Regioun-gréisser Gemengen, wat fir eng Missiounen dass d'Regioun, wat fir eng Missiounen dass d'Gemeng kritt, da kënnte mer eng nei kommunal Landschaft schafen an da soe wat fir eng Missiounen an nei Funktiounen déi eng an déi aner kriten, wat de Stat behält, wat en opgëtt, oder erëm kritt, dat am Aklang mam Programme directeur an dem IVL.

Doraus misst sech da selbstverständlech en neien équitable Finanzéierungsmodus vun deenen Institutiounen erginn, an déi interessant Diskussioun, déi säit dem 27. November entaméiert ginn ass bei Geleeënheet vun der Diskussioun iwwert d'Kompetenzen tëschent Gemengen a Stat, muss an deem Sënn weider gefouert ginn an et ass jo och ugekënnegt, dass mer wäerte geschwënn domadder intensiv virufueren.

Mä esou wäit si mir nach net. Mir hunn nach keng Léisungen op deem Plang. Dofir musse mer dofir suergen, dass d'Gemengen, esou wéi se bis elo funktionéieren, och kënne weiderhi schaffen, dass se kënne weider investéieren, dass se hire Verflichtungen an hirer Responsabilitéit kënnen nokommen, an dofir musse mer versiche fir se elo mat deenen néidege Finanzen ze équipéieren, dass si déi néideg Outilen an Instrumenter kréien, fir hir Aarbecht am Intérêt vun de Bierger ze maachen.

D'Perspektive fir d'Gemengefinanzen no 2005 sinn net roseg, an zu där Konklusioun ass och de Rapporteur komm, dee gesot huet, „il y a péril en la demeure". Ech géif soen, d'Ofhängegkeet vun de Gemenge vis-à-vis vun der Gewerbesteier ass ze grouss, plus/minus 45%, vun den net affektéierte Recetten, dat sinn d'Gewerbesteieren, a well d'Gewerbesteier op de Benefisser vun den Entreprisen opgehuewe gëtt, ass se grousse Schwankungen ausgesat. D'Gemenge kënne keng laangfristeg Politik maache wéinst dëser Ongewëssheet. 2002 war zum Beispill d'Gewerbesteier 546 Milliounen an 2005 450 Milliounen Euro. Dat ass eng Differenz vu 96 Milliounen. Dat ass gewalteg fir d'Gemengen alleguerten, an dobäi ass och nach net gesot, wann een d'Gemengen elo individuell kuckt, dass wann d'Masse vun de Gewerbesteieren eropgaangen ass, da kann déi eng oder aner Gemeng net onbedéngt behaapten, elo geet eis Gewerbesteier och an d'Luucht, well dat hänkt vun deenen einheimesche Betriber of, wéi déi geschafft hunn, esou dass do keng Prévisioune kënne gemaach ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Recettë vun de Gewerbesteiere wäerten an deenen nächste Jore wahrscheinlech stagnéieren, wann net esouguer zréckgoen, de Budgetsminister huet dësen Zeenario fir d'Kierperschaftssteier virausgesot. Well d'Base d'assiette quasi déiselwecht ass fir d'Gewerbesteier, muss een also déi logesch Schlussfolgerung zéien, dass den Trend fir Gewerbesteier deeselwechte wäert sinn. D'Recettë vun de Gemenge sinn an deene leschte Jore manner staark geklomme wéi déi vum Stat. D'Fixatioun vun de staatleche Subsiden un d'Gemengen ass alles anescht wéi transparent.

Ee Punkt, deen de Rapporteur och ugeschnidden huet, op deen ech méi speziell wëllt agoen, dat ass d'Evolutioun vun de Missioune vun de Gemengen. Nei Ufuerderunge vun der Gesellschaft, zum Beispill an de Schoulen, Structures d'accueil fir d'professionellt Liewe mam Familljeliewen ze vereinbaren, wou d'Gemenge musse vill Investissementer maachen an d'Fräizäitinfrastrukturen, besonnesch och an d'Sportinfrastrukturen, déi mat der Schoul zesummenhänken, nei Missioune si vum Stat operluecht ginn ouni finanziell Kompensatioun, wéi zum Beispill d'Éducation précoce. Och sinn an de Schoule ganz gewalteg Dépensen op d'Gemengen duerkomm duerch d'Erofsetze vun den Effektiver, et si méi Klasse komm, duerch d'Integratioun vun den Auslännerkanner, och duerch d'Integratioun vun den handicapéierte Kanner, déi an de Schoule sinn, sinn d'Effektiver erofgaangen a ganz besonnesch duerch d'Zouhuele vun de Chargé-de-coursen, déi sech opgedrängt hunn, duerch d'Erofsetzung vun der Charge vun de Stonne fir d'Léierpersonal, vu 27 op 23, dat si lauter Chargen, déi op d'Gemengen duerkomm sinn, déi net kompenséiert gi sinn. Och denken ech do un d'Informatiséierung vun de Schoulen, d'Infrastrukturen an de Gebaier fir handicapéiert Leit, dat eng Selbstverständlechkeet ass, mä do ass awer ni dru geduecht ginn, wa sou Moossnamen agefëiert gi sinn, dass d'Gemengen zousätzlech Dépensë kritt hunn. Ech denken och un d'Moossnamen, déi d'Gemenge mathuelen, an der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet, och dat bedeit zousätzlech Dépensë fir d'Gemengen, no deenen net gekuckt gëtt.

Et schéngt mir also evident, dass een d'Konklusioun muss zéien, dass et néideg ass de System vun de Gemengefinanzen ze reformëieren, an dat laut Kritären, wéi zum Beispill Stabilitéit a Prévisibilitéit. D'Gemengeverantwortlech musse kënne mëttel- a laangfristeg Décisiounen huelen. D'Gemenge sinn e wichtegen Acteur an der Ekonomie fir mëttel a kleng Betriber. D'Gemengen investéiere vill am Intérêt vun deene Betriber an am Intérêt vun der Ekonomie en général. De System vun der Berechnung vun de Gemengen hire Revenue muss och gekennzeechent ginn duerch Vereinfachung an Transparenz, de System soll verständlech an novollzéibar fir all d'Gemengevertrieder sinn.

Wat elo Gewerbesteier ubelaangt. Ech hunn et virdru scho gesot, et deit alles drop hin, datt d'Gewerbesteier an deenen nächste Jore stagnéieren oder souguer fale wäert. De Stat huet zwar deeselwechte Problem um Niveau vun der Kollektivitéitssteier, mä seng Palette vu Steieren ass méi diversifizéiert an d'Gewiicht vun der Kollektivitéitssteier an de gesamte Recettë vum Stat mécht net dat aus, wat d'Gewerbesteier bei de Gemengen ausmécht.

Am Joer 2003 waren zum Beispill d'Recettes courantes vum Stat 6 Milliarden 504 Milliounen Euro géintiwwer 1 Milliard 311 Millioune Kierperschaftssteier; dat si plus/minus 20%. Bei de Gemenge waren d'Recettes ordinaires 1 Milliard 445 Milliounen, an dobäi Gewerbesteiere vu 540 Milliounen, dat si 37%. Dës Entwécklung trëfft d'Gemengen also méi haart wéi de Stat. Parallell dozou sinn d'Gesamtrecettë vum Stat iwwert déi lescht Jore geklommen; en Trend dee sech an Zukunft allem Uschäin no op en neits confirméiere wäert.

Aus dësen zwou Iwwerleeungen eraus: Et wär am Intérêt vun de Gemengen, d'Gewiicht vun der Gewerbesteier un de Gemengerecetten ze reduzéieren an deen Undeel, deen esou verluer geet, duerch e fest Ubannen un d'Gesamtrecettë vum Stat ze ersetzen; e Mechanismus, dee jo och an der Regierungserklärung virgesinn ass. An déi néi Regierung gesäit vir, dass ee soll d'Gemengerecettë méi fest un d'Recettë vum Stat ubannen. Ech mengen, dass dëst am Intérêt vun alle Gemenge vum Land ass, ob se vill wirtschaftlech Aktivitéit op hirem Territoire hunn oder net.

Mir sinn natierlech der Meenung, dass een awer nach sollt de Gemengen eng gewëssen Autonomie financière op deem Plang vun der Gewerbesteier loossen, dass en Deel vun de Gewerbesteieren awer nach an de Gemenge bleift an dass se dorunner kënnen dréien, duerch d'Fixatioun vun den Taux-multiplicateuren, an och fir d'Attraktivitéit, fir nach ee Gewerbe anzeplanzen, fir dat ze beloossen.

De Comité vum Syvicol huet d'Propositioun - an ech spriechen elo de Syvicol un, well en och ugesprach ginn ass am Rapport vum Rapporteur - an deem Sënn ausgeschafft, déi eng Diskussiounsbasis am Conseil supérieur des Finances communales duerstelle sollt. An ech sinn net d'accord mat deem, wat den Här Gibéryen gëschter gesot huet, dass dat sollt e Geheimdokument sinn. Dat ass guer kee Geheimdokument. Déi Propositioun do ass den 12. Juli 2004 an enger öffentlecher Sitzung vum Comité vum Syvicol gewiescht, se ass do diskutéiert ginn an d'Press war geruff - et war zwar keen do…

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Wéini war dat?

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Dat war den 12. Juli vun dësem Joer, wou déi Propos do diskutéiert ginn ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- A wéini hunn d'Gemenge se kritt?

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- D'Gemengen hu se jo d'lescht Woch kritt.

(Interruption)

Mä et wäert awer och nach ëmmer dem Comité iwwerlooss sinn, fir eng Propositioun ze maachen an eng Diskussiounsbasis ze schafen, déi herno selbstverständlech, ier eng definitiv Décisioun geholl gëtt, vun de Gemenge muss ratifizéiert ginn.

(Interruptions)

Wat den Här Grethen lo grad gesot huet vum Joer 2001, do wollt d'Regierung deemools d'Gewerbesteier ganz ofschafen. Si huet eis geruff, fir eis dat matzedeelen, a mir hu gefrot: Wou ass dann den Ersatz? Mä dee war net do, mä et war awer net un eis, fir en Ersatz ze proposéieren, well mir haten d'Ofschafung vun der Gewerbesteier net gefrot. Also hu mir keng Propostioun brauchen ze maachen. Dofir brauch en haut net heihinner ze kommen a lo den Dichtegen ze markéieren.

(Interruptions)

Et ass schued dass en net hei ass.

An esou war et. Deemools ass proposéiert gi fir d'Gewerbesteier ofzeschafen, mä et war keen Ersatz do. Mir haten déi Propositioun net ze maachen, well mir haten dat net gefrot.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

An elo wëlle mir weider diskutéieren am Sënn vun der der Stabilitéit a vun der Prévisibilitéit vun de Gemengefinanzen, fir do Léisungen ze fannen, an dofir hu mir och eng Diskussiounsbasis geschafen.

Une voix.- Pssst!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Dëse Modell kéint de Gemengefinanzen déi néideg Stabilitéit ginn an niewebäi och eng Vereinfachung par rapport zum aktuelle komplette System vun der Berechnung vun der Gewerbesteier bréngen. D'Iwwerleeunge sinn also anescht wéi déi vum Budgetsrapporteur, deen zwar och d'Gewerbesteier reduzéiere wëllt, mä dat virun allem duerch en Eropsetze vun der Grondsteier kompenséiere wëll.

Wat d'Gondsteier ubelaangt, do huet den Här Schank scho seng Remarquen dozou gemaach. Hien huet de Sujet ugesprach an eng Analys, déi vun der Grondsteier gemaach ginn ass, huet gewisen, dass d'Gewiicht vun der Grondsteier iwwert d'Joren ëmmer méi zréckgaangen ass, sou dass se haut manner wéi 2% vun de Gemengerecetten duerstellt.

Ech sinn och där Meenung, dass dës Steier reformëiert soll ginn, an zwar aus folgende Grënn:

Éischtens mol muss ee feststellen, dass den administrativen Opwand, fir dës Steier anzezéien, a kenger Relatioun méi steet zu deem wat se effektiv finanziell duerstellt. Vill Zäit an Energie ginn an de Gemengeverwaltunge verluer - an d'Receveure wëssen dat am beschten -, fir heiansdo ganz négligeabel Zommen anzedreiwen. Et misst de Prinzip vun der Proportionalitéit applizéiert ginn. Oft huet e Receveur am Restanten-État e Chiffer stoe vun 1 Euro, dee muss agedriwwe ginn, wou en Débiteur net bezuelt huet, an dat ass den Opwand an den Asaz iwwerhaapt net wäert. Do gëtt vill Zäit, Energie a Sue verluer. Do ass den Opwand méi grouss wéi dat, wat erakënnt, mä de Receveur muss ebe seng Aarbecht maachen an e muss déi Aktiounen do ënnerhuelen.

Wou déi grouss Ongerechtegkeet ass, dat ass bei de Valeurs unitaires, déi d'Grondsteier bestëmmen - déi sinn 1941 no Kritären agefouert ginn -, déi den heitege Realitéiten net méi entspriechen. Doduerch entstinn Diskrepanzen, Ongerechtegkeeten an der Besteierung, déi haut dacks net méi berechtegt sinn. Eng gerecht Steier ass d'Grondsteier duerfir haut net méi. Wann ech gesinn, dass wann en Terrain 50.000 Euro den Ar wäert ass, ee vu 6 Ar 300.000 Euro wäert ass am Ganzen, de Propriétaire vun deem Terrain dann 10 bis 15 Euro Grondsteiere bezuelt, dann entsprécht dat net méi de Moossen, wéi dat misst sinn.

Och d'Ukoppelen zënter 1967 vun den Tauxen A (Propriétés agricoles et forestières) a B (Immeubles bâtis et non bâtis) ass ugesprach ginn an ass net méi zäitgemëiss a misst den Entwécklungen an eisem Land Rechnung droen. Ech mengen, mir missten d'Méiglechkeet hunn eleng den Taux B ze hiewen an dann och an de Sous-catégorië verschidden Tauxen ze applizéieren an esou zum Beispill Terrainen nach méi staark ze besteieren. Esou kënnt dann d'Grondsteier och instrumentaliséiert ginn, fir am Kader vun enger Logementspolitik d'Spekulatioun op den Terrainen ze ënnerbannen.

Do kréie mer natierlech direkt gesot, fir déi nei Valeuren intern ze korrigéieren an d'Steieren, dat ass en immensen Opwand an dofir hu mer net Leit genuch. Dofir hu mer net Zäit genuch fir dat ze maachen. Mä ech géing mengen, et wier awer derwäert fir eng Kéier dee Problem do unzepaken, fir den Niveau vun de Grondsteieren dohinner ze bréngen, wou en effektiv misst sinn.

Allerdéngs deelen ech net d'Meenung vum Rapporteur, dass d'Eropsetze vun der Grondsteier gréisstendeels d'Reduktioun vun der Gewerbesteier kompenséiere soll, an dat mam Zil fir d'Steierlaascht vun de Betriber ze reduzéieren. Dëst gesäit jo bal aus, wéi wann een d'Steierlaascht vun de Betriber op d'Particulieren déplacéiere wéilt. D'Grondsteier soll vill méi eng zousätzlech Akommesquell fir d'Gemengen duerstellen, an zwar eng bei där se hir Autonomie duerch d'Fixatioun vun hiren Tauxen och reell spille loosse kënnen.

De Fonds communal de dotation financière. Iwwert de Fonds communal de dotation financière sinn d'Gemengen un dräi staatleche Steiere bedeelegt. De Fong gëtt dotéiert duerch 18% vun der

Akommessteier, 10% vun der TVA, 20% vun der Automobilsteier, an dobäi kënnt nach e Montant forfaitaire.

Et kann ee jo soen, d'Gemenge misste frou sinn, dass de Fonds communal de dotation financière par rapport zum leschte Joer esou staark geklommen ass - ëm 10%. Sécher ass, datt dat natierlech eng gutt Nouvelle ass, wa mer gesinn, dass parallell dozou d'Gewerbesteier stagnéiert. Allerdéngs ass dës positiv Evolutioun fir d'Gemengen éischter eng Iwwerraschung wéi eng Evolutioun, déi se hätte kënne virausgesinn. Si haten also dëst Joer Chance. Mä wie weess, wat an deenen nächste Joren domadder geschitt? Hei ass et ebe grad, wou déi Stabilitéit a Prévisibilitéit bei de Recettë feelen, déi d'Gemengen esou brauche géifen.

Et besteet also eng Korrelatioun tëschent de reelle finanzielle Besoinë vun de Gemengen an deem, wat se effektiv iwwert de Fonds communal de dotation financière ausbezuelt kréien. D'Tauxen, mat deenen d'Gemengen un deenen dräi staatleche Steiere bedeelegt sinn, goufen 1967 festgeluecht an och zënterhier net méi adaptéiert. An dat dierft net sinn.

Ech kommen erëm op d'Evolutioun vun de Missioune vun de Gemengen zréck. Ech sinn der Meenung, dass, wann nei Aufgaben op d'Gemengen zoukommen, besonnesch wann et der sinn, déi vum Stat imposéiert ginn, wéi dat bei der Aféierung vun der Éducation précoce zum Beispill de Fall war, dësem muss Rechnung gedroe ginn iwwert de Fonds communal de dotation financière.

An enger ganzer Rei aneren europäesche Länner ass dëst scho längst de Fall. Do gëtt all Joer a Verhandlungen tëschent der Regierung an de Gemengen de Chiffer vun de staatlechen Transferten un d'Gemenge festgeluecht, an dat ënner Berücksichtegung vun deenen neien Aufgaben, déi op d'Gemengen zoukomm sinn. Ech sinn der Meenung, esou en Exercice sollte mer och zu Lëtzebuerg maachen. Quitte dass een dës Diskussioun och am Kader vun engem gréisseren Débat iwwert d'Neiorientéierung vun de Gemengefinanzen am Kontext vun der Neiopdeelung vun de Kompetenzen tësche Stat a Gemenge mécht.

Ech wëll awer och nach e puer Wuert zum Montant forfaitaire soen, deen iwwert de Fonds communal de dotation financière all Joers ausbezuelt gëtt. Ech stellen nämlech fest, dass fir d'Joer 2005, och wann de Fonds communal de dotation financière allgemeng an d'Luucht geet, de Montant forfaitaire vun 19.307.000 op 14.821.000 Euro fält. Grond genuch mol fir eng Kéier ze kucken, ze analyséiere wéi dëse Chiffer berechtegt gëtt.

Mir gesinn do zum Beispill, dass d'Gemengen iwwert de Montant forfaitaire fir d'Ewechfale vun der Lounsummesteier, dem Impôt sur le total des salaires, kompenséiert ginn. Allerdéngs musse mer feststellen, dass d'Berechnung vum Niveau vun dëser Kompensatioun op der Evolutioun vun der Masse salariale vum Personnel actif de l'État baséiert. Et wier mol ze ënnersichen, ob et net besser wier, wa mer dat géinge baséieren op d'Gesamtmass vun de Salairen, y compris op de Secteur privé.

En anert Beispill: Wann d'TVA an duerfir och d'Recettë vum Fonds communal de dotation financière an d'Luucht ginn, hëlt de Stat sech en Deel dovunner nees iwwert de Montant forfaitaire zréck. Dëst geet op eng Décisioun zréck, déi an de 70er Jore während der Stolkris geholl ginn ass. D'Regierung hat deemools d'TVA gehéicht fir der Eisenindustrie ënnert d'Äerm ze gräifen, wollt awer net hunn, dass d'Gemengen iwwert de Fonds communal de dotation financière vun dëser Hausse géife profitéieren. Si huet also décidéiert fir dës Zomm iwwert den Abattement nees zréckzehuelen.

Dës Moossnam war sécher gerechtfäerdegt virun 30 Joer. Haut awer profitéiert de Stat nach ëmmer vun de Plus-valuen, déi en iwwert dës Hausse vun der TVA erakritt, obschonn d'Stolkris scho längst iwwerbréckt ass. D'Gemengen awer net! Esou Décisiounen, déi an engem bestëmmten historesche Kontext geholl gi sinn, an déi och justifiéiert sinn, misst een elo kënnen a Fro stellen, muss een elo a Fro stellen an et muss ee kucken, ob se sech iwwerhaapt nach rechtfäerdege loossen.

Nach en drëtt Beispill. Zënter 1995 sinn d'Gemengen offiziell net méi en charge vum Enseignement complémentaire. Ween awer gemengt hat, de Stat hätt d'Gemengen hei entlaascht, dee gëtt eppes Besseres beléiert, wann een do d'Opstellung vum Montant forfaitaire kuckt. De Stat hëlt sech nämlech iwwert de Montant forfaitaire déi Suen nees eran, déi den Enseignement complémentaire haut d'Gemenge kaschte géif. D'Gemenge bezuelen also haut nach ëmmer dem Stat eng Kompensatioun fir de Complémentaire, déi en fonctioun vun der Masse salariale vun de Gehälter vum Stat evoluéiert.

Datselwecht gëllt fir den Enseignement musical. Do gëtt och en Deel iwwert de Montant forfaitaire erëm ofgeholl, an d'Gemenge ginn do och erëm nees geschiedegt, doduerjer dass de Montant forfaitaire ofhëlt.

Ech mengen dës Beispiller weisen, dass déi Elementer, déi dëse Montant forfaitaire - deen ech och léiwer géing bezeechne mat Montant arbitraire - bestëmmen, eng Kéier a Fro gestallt misste ginn. D'Berechnung ass esou onduerchsiichteg a baséiert op esou vill verschiddenen Décisiounen, dass se quasi net méi novollzéibar ass.

Et war notamment an dësem Kontext, wou ech virdru gesot hunn, dass méi Transparenz an eisem System noutwendeg ass. D'Konklusioun ass also déi, dass een do déi ganz Berechnung vum Montant forfaitaire erëm nei muss nokucken.

Wat déi aussergewéinlech Subsiden ubelaangt, ass et iwwerfälleg, dass novollzéibar, transparent Modalitéite geschafe ginn, wéi héich an ënner wéi enge Konditiounen an a wéi engem Zäitraum de Stat u gréissere Projete vun de Gemengen, zum Beispill bei Schoulen, participéiert. Et gëtt Gemengen, déi kréien zënter Jorzéngten näischt oder e minimale Subsid, an anerer e ganz héije Pourcentage. An deem Zesummenhank bleiwen och d'Modalitéiten ze klären, wéini a wéi de Ministère du Logement, also de Stat mat eraklëmmt fir bei engem Unhiewe vun der Bevölkerung un der Schafung vun zousätzlechem Schoulraum, zum Beispill, sech misst dorunner bedeelegen. Do missten, fir iwwerhaapt déi Subsiden ze kréien, fir dass d'Gemenge wësse wou se dru sinn, préétabléiert Kritäre bestoen, fir dass jiddferee sech kann e Bild maachen a rechnen am Virfeld, ier eppes décidéiert gëtt, wat se vum Stat kënne kréien.

Aus deem, wat ech gesot hunn, misst een d'Konklusioun also zéien, dass bei jiddferenger vun den Haaptakommesquelle vun de Gemengen eng Reform misst ugepeilt ginn. De System vun de Gemengefinanzen, wéi mer en haut kennen, ass iwwert d'Joren ëmmer nees punktuell adaptéiert a modifizéiert ginn. Notamment wéinst Steierreformen, déi déi verschidde Regierungen duerchgezunn hunn, ouni dass ee sech der Problematik vun de Gemengefinanzen a senger Gesamtheet ugeholl hätt. D'Resultat ass, dass mer elo en immens komplexen an zum Deel onduerchsiichtege System hunn, deen awer eigentlech net zefridde stellend ass, well en net de Realitéiten an de Besoinë vun de Gemengen am Ufank vum 21. Jorhonnert entsprécht.

Dofir musse mer no deene Gemengefinanzen onbedéngt kucken a mir hu jo elo Propositiounen um Dësch leien. Dat sinn Diskussiounsbasë vum Rapporteur. Mir hunn eng aner, déi ech elo gezielt hunnt, vum Syvicol, an dofir géing ech soen: Mir paken et un.

Merci, Dir Dammen an Dir Hären.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann d'Investissementsausgabe vun de Gemengen 1,8% vum PIB zu Lëtzebuerg ausmaachen, dann ass et erlaabt sech an engem Rapport iwwert de Statsbudget Gedanken iwwert d'Gemengefinanzen ze maachen. Wann d'Gesamtausgabe vun de Gemenge 5,8% esouguer vum PIB duerstellen, dann ass et net verbuede sech Froen ze stellen iwwert déi finanziell Zukunft vun esou engem wichtegen ekonomeschen Acteur. De Laurent Mosar huet dat a sengem Rapport gemaach an déi Gréng begréissen dat.

Well awer eis Meenung, esouwuel bei der Analys vun der Situatioun, wéi awer och bei de Virschléi, déi e gemaach huet, zumindest deelweis eng aner ass wéi seng, wëll ech probéieren an där kuerzer Zäit, déi mer zousteet, Differenzen opzeweisen tëschent senge Vuen an eisen, an awer och kuerz déi gréng Virstellunge fir eng Reform vun de Gemengefinanzen ze skizzéieren.

Zur Analys. Et besteet tëschent de Vuë vum Här Mosar an eisen eng wesentlech Differenz. Wann en d'Analys vun der Situatioun allgemeng, mä och besonnesch bei der Gewerbesteier mécht, ass et eiser Meenung no net esou, dass dës relativ schwiereg Situatioun konjunkturell bedéngt ass. Jo, mir sinn och net der Meenung, dass se esouguer vun de Strukture vum ganzen Akommes bedéngt ass. Mir si ganz kloer der Meenung, dass wa mer déi kritesch Situatioun hei hunn, dann ass et virun allem komm duerch déi eenzel Reformen, déi déi zwou viregt Regierungen um Niveau vun der Gewerbesteier gemaach hunn.

Ech erënnere vläicht nach eng Kéier ganz kuerz drun. Déi éischt war d'Ofschafung vun der Gewerbekapitalsteier, an do geet et net nëmmen ëm dee Montant, deen do manner erakënnt fir d'Gemengen, mä domat ass dee konjunkturonofhängegen Deel vun der Gewerbesteier ewech gefall. D'Gewerbekapitalsteier hat bekanntlech näischt mam Ëmsaz oder mam Benefiss vun enger Firma ze dinn, mä déi hat eben, wéi den Numm et scho gesot huet, mam Kapital, deen an der Firma stouch, ze dinn, an deen Deel vun der Steier, dee war relativ konstant, well d'Kapital vun enger Firma natierlech vill manner variéiert wéi den Ëmsaz oder de Benefiss. Domat war schonn emol ee stabile Facteur an deem ganze Beräich ofgeschafen.

Zousätzlech ass dunn nach eng Reduzéierung vum Taux vun der Gewerbesteier selwer komm an deen ass zesummegefall mat dem Konjunkturabroch, an ech mengen, dofir hu mer haut de Fait, dass mer vun engem Joer op dat anert, nodeem d'Arriéréë vun der Gewerbesteier eis nach een, zwee Joer einegermoossen iwwert d'Ronne gehollef hunn, elo feststellen, dass mer praktesch 25% manner Revenu vun der Gewerbesteier hunn, a wann ee 25% manner vun engem Drëttel vu senge Revenuen huet, dann ass et logesch, dass mer op eemol Schwieregkeete kréien an da geet eben och dat, wat glécklecherweis, muss ee soen, nach besonnesch iwwert d'TVA, de Fonds communal an d'Luucht geet, ganz einfach net méi duer, fir dat auszegläichen.

Ech sinn net d'accord mat deenen, déi do soen - weder mam Rapporteur, nach mat Leit vum Syvicol -, den ICC wier net prévisibel. Dat ass falsch. Wann een d'Kurv vun der Gewerbesteier déi lescht 20, 25 Joer kuckt, dann ass déi konstant eropgaangen, a wann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Spréng dra sinn, da ware se all Kéiers d'Nofolleg vu Gefummels, wann een esou däerf soen, déi déi jeeweileg Regierungen un där Steier gemaach hunn, ouni dass mer awer dann all Kéiers op där anerer Säit dës Abéissen duerch Kompenséierunge kritt hunn.

Dofir, mengen ech, soll een awer éierlech sinn a soen, déi Situatioun, déi mer elo hunn, hu mer deenen zwou viregte Regierungen ze verdanken. Ech wëll net leegnen, dass bei eenzelne Gemengen heiansdo, wéi de Ministère de l'Intérieur a senger Circulaire ëmmer esou schéi schreift, „endéans ceci", d'Akommes kommen. Dat huet awer ganz oft domat ze dinn, dass d'Steierverwaltung jo anscheinend net kapabel ass fir Avancen an Dekonte relativ regelméisseg ze maachen, an d'Steierverwaltung anscheinend bis 2004 gebraucht hätt, ier se gewuer gi wär, dass 2001 eng Reform vun de Steiere war, an och vun der Gewerbesteier, an eng ganz Rei Betriber nach ganz héich Avancë bezuelt hunn, bis hiren Dekont gemaach war, an eenzel Betriber dunn zum Beispill 2003 iwwerhaapt keng Gewerbesteier bezuelt hunn, weder Avancen nach Dekonten, an da brauch ee sech net ze wonneren, wann een an enger Gemeng nëmmen een oder zwee gréisser Betriber huet, dass dann e schrecklecht Lach kënnt. Dat ass richteg. Dat war um Niveau vun deenen eenzelne Gemengen, mä nach eng Kéier, et konnt een an der Gewerbesteier eng regelméisseg Progressioun gesinn. A wann, wéi elo, en allgemenge konjunkturellen Abroch komm ass, da war et jo och normal, dass d'Gemengeverantwortlech woussten, dass si selwer och e bësse méi lues missten trëppelen, dass dann eng gewësse Stagnatioun vun der Gewerbesteier wär. Ech mengen, esou vill solidaresch si mer alleguerten an de Gemengen. Wann et dem ganze Land schlecht geet, da si mir och bereet de Rimm méi enk ze schnallen. Mä et kann awer net sinn, an dat ass ebe geschitt, dass, wéi et dem Land gutt gaangen ass, mer zweemol hu misse bludden an awer keng Kompenséierunge kritt hunn. Dat musse mer leider haut ausdrénken.

An ech mengen, ouni dësen Ugréff an dësen Agréff an d'Gemengefinanzen, bräichte mer elo net esou vill driwwer ze diskutéieren.

Ech hunn zwar och verstanen deemools, dat war jo déi gewollte Politik vum Stat, fir d'Gesamtsteierlaascht vun de Betriber ze reduzéieren. Gutt, wann dat de politesche Wëlle vun enger Majoritéit an engem Land ass, dann ass dat hiert gutt Recht. Ech fannen, dann hätten awer missen deemools déi Ausfäll fir d'Gemengen op aner Weeër kompenséiert ginn, an ech kann hei dem Här Grethen nëmme Recht ginn, wat d'Roll vum Syvicol deemools ubelaangt. Ech war an deenen dote Réuniounen net derbäi. Ech weess net wat tëschent Regierung a Syvicol geschwat ginn ass. Ech ka mech awer nach ganz gutt, an ech mengen den Här Gibéryen mat mer, erënneren un zwou relativ houleuse, wann ech esou däerf soen, extraordinär Generalversammlunge vum Syvicol, wou mer gewësse Resolutioune virgeluecht kritt hunn. Ech ka mech just erënneren, dass ech do als zimlech einsame Rufer an der kommunaler Wüste opgetruede sinn an dofir gewarnt hunn, dass mer amgaange wieren iwwert den Dësch gezunn ze ginn a wann dat wat d'Regierung eis deemools wollt wäismaachen duerch d'Steiererliichterung d'Konjunktur net géing usprangen, dass et da ganz elle géing ginn. Dat ass an der Tëschenzäit agetratt an ech bedaueren, dass deemools am Comité vum Syvicol déi responsabel Leit net e bësse méi opgepasst hunn an awer wierklech méi kloer dofir gesuergt hunn, dass zumindest eist Akommes misst parallell zu de Revenuë vum Stat virugoen. Dat wier mindestens dat gewiescht wat een hätt misse maachen. Domat hätt ee sech gäre kënnen zefridde ginn.

Wat ass awer elo geschitt? Vun engem Pourcentage vu 4 bis 26%, deen d'Gemengen ëmmer hate par rapport zu de Statseinnahmen, si mer ofgerutscht op 1 bis 22%. Dat héiert sech um Niveau vu Prozenter vläicht wéineg un, mä wann een dat awer a Milliounen Euro ëmsetzt, dann ass dat scho ganz zolidd, a wann een dat duerch 450.000 Awunner an Awunnerinnen dividéiert, da spiert all Gemeng dat do ganz zolidd an hirer Keess. An ech fannen et wierklech net normal, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt dann trotz relativ schlechter Konjunktur d'Statseinnahmen tëschent 2003 an 2005 ëm 5,2% wuessen an d'Gemengeneinnahmen awer 0% wuessen, also praktesch stagnéieren, an een awer éischter kann noweisen, dass de Stat nei Aufgabe bei d'Gemenge gedréckt huet, fir dass se selwer nei Aufgabe kritt huet. Da fannen ech et einfach net gerecht wat do geschitt ass an ech wollt dat bei dëser Geleeënheet awer nach eng Kéier kloer an däitlech soen an och betounen, dass déi Analys awer differenzéiert vun där, déi hei de Rapporteur gemaach huet.

Et sinn eng ganz Rei aner Punkten, déi mer absolut deele mat dem Rapporteur. Mir mengen och, dass den Impakt vun der Grondsteier ze niddreg ass. Entweder soll een déi Steier ofschafen. Mat zwee Frang um Waasser hätt een datselwecht eran ouni iergend en Opwand. Et géing een och méi oder wéineger déiselwecht Leit treffen. Also entweder mir schafe se of oder mir maache wierklech eng seriö Reform.

Ech deelen och seng Vuë wat d'Applikatioun vun der Käschtendeckung vun den Taxen ugeet - ech kommen herno nach dorop zréck - a mir deelen och absolut seng Vue dass keng Transparenz an de Gemengefinanzen ass, besonnesch iwwert déi Subsiden, fir extraordinär Projete virun allem, déi ee kritt als Gemeng. Bei den ordinären Iwwerweisungen, géing ech mengen, geet et nach relativ transparent a korrekt. Obschonn ginn ech awer ëmmer erëm dat Gefill net lass, dass bei den extraordinäre Subsiden d'Parteikaart vum jeeweilige Buergermeeschter oder vun der Majoritéit awer deen een oder anere Pourcentage vu Subsiden an d'Luucht goen oder erofgoe léisst. Dofir si mir Demandeur, als Gréng, dass do Transparenz erakënnt. Ech sinn dann awer verwonnert, dass d'Motioun vum Kolleeg Adam d'lescht Woch, déi hien hei erabruecht hat bei deenen zwee Centres culturels vum kommunalen Niveau, hei keng Majoritéit fonnt huet.

Dat stellen ech ëmmer erëm fest, mir sinn zu ganz ville Gemengepolitiker, déi wa mer hei op der Tribün stinn an och éischter d'Kap vum Gemengepolitiker hunn, da si mir eis eens, wann et awer da gëllt um Niveau vun der Chamber Ännerungen erbäizeféieren, andeem mer emol vläicht eng Kéier de Courage an de Grapp huelen an emol eng harmlos Motioun hei stëmmen, dann di mer awer anscheinend erëm ganz séier d'Kap vum Majoritéitsdeputéierten un. Ech bedaueren dat. Ech mengen net, dass eng Regierungskris géing entstoen, wann hei eng Kéier eng Majoritéit och eng Motioun géif stëmmen, déi vläicht net esou vu Majoritéitsministere gedeelt ass; mä dat schéngt bis op weideres an dëser Chamber net méiglech ze sinn.

Zu eise Virschléi dann, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Zur Gewerbesteier wëll ech vläicht dat nach eng Kéier widderhuelen, wat de François Bausch gëschter an eiser allgemenger Positioun zum Budget gesot huet. Mir gehéieren zu deenen, déi mengen, dass een d'Steierschrauf fir d'Betriber besonnesch net däerf endlos no ënnen dreiwen, éischtens well een da geschwë keng Revenuë méi huet, mä zweetens well awer och d'Betriber mussen, mengen ech, solidaresch si fir dofir ze suergen, dass mir dee Sozialstat, dee mer hunn, nach kënnen erhalen.

A wat fir eis um staatlechen Niveau gëllt, gëllt fir eis och um kommunalen Niveau. Mir kënnen eis net virstellen, eng Finanzlandschaft op kommunalem Niveau ze hunn, déi exklusiv vun de Particulierë gedroe géing ginn. Dat wier, mengen ech, net tragbar. Domat géing d'Solidaritéit an der Gesellschaft um kommunalen Niveau net méi spillen. Et hätt och nach deen zweeten Nodeel, dass wierklech keng Gemeng méi bereet wier iergendee Betrib, deen iergendwellech negativ Répercussiounen op d'Liewensqualitéit hätt, bei sech ze huelen. Do musse mir ganz gutt oppassen. An deem Sënn, mengen ech, kann een d'Belaaschtung vun de Betriber och um kommunalen Niveau net op Null erofsetzen.

Ech wëll soen, dass mir awer prinzipiell bereet sinn iwwer eng Reduzéierung vun der Gewerbesteier ze diskutéieren. Éischtens si mir och der Meenung, dass et keng intelligent Steier ass. Si huet wäit a breet keen ekologeschen Touch. Et ass kloer, si kënnt aus enger Zäit wou nach kee vun Ekologie geschwat huet, a si erfëllt och hiren Zweck net méi ganz.

Ech mengen, datt se soll deene Gemengen, déi wierklech Betriber huelen, déi negativ Auswierkunge maachen - et gëtt x Fäll, an ech mengen d'Gemeng Betzder ass e gutt Beispill: Et ass haut déi räichste Gemeng aus dem Land, mä, ouni der Buergermeeschtesch ze no ze trieden, mä ech mengen do sinn d'Méritë vun där Gemeng net ganz grouss. Et ass éischter Zoufall, dass d'SES op Betzder komm ass. An ech menge mat Ausnahm vun deene puer Autoen, vun deene Leit, déi bei d'SES schaffe ginn, huet d'Gemeng Betzder och net schrecklech vill Répercussiounen op hir Liewensqualitéit. Doru gesi mer schonn, dass eppes un där Steier net méi ganz richteg ass, well si erfëllt an deem do Fall op jidde Fall net hiren Zweck.

Mir sinn awer, Här President, als Gréng op kee Fall d'accord, dass mer déi intern Péréquatioun tëschent de Gemenge wéilten ofschafen. Dofir kënne mer och mat deem Virschlag oder där Pist, déi den Här Mosar opgewisen huet, dass d'Recht op d'Gewerbesteier praktesch exklusiv an där Gemeng géing bleiwen, wou de Betrib zoufälleg deelweis ass, wierklech net liewen.

Ech war elo e bëssen iwwerrascht iwwert dee Pabeier oder dee Fax, deen de Syvicol elo nach fënnef vir zwielef de Gemengen zoukomme gelooss huet, wou dann anscheinend déi Haaptiddie vun dem Syvicol dra sinn, awer eng ähnlech Propos ze liesen. Ech weess net, ob ech do eppes falsch verstanen hunn oder am Eifer vum Gefecht elo dat do e bësse falsch interpretéiert ginn ass, mä da géing ech awer wierklech definitiv de Rôle vum Syvicol als Gewerkschaft vun alle Gemengen unzweiwelen.

Well wann de Syvicol net méi drop hält, dass mer innerhalb vu klengen a groussen, aarmen a räiche Gemengen eng gewësse Solidaritéit un den Dag leeën a fir eng Péréquatioun suergen, esou wéi mer och bei de Bierger a Biergerinnen, mengen ech, musse fir Péréquatioun suergen, dann zweiwelen ech awer dee Rôle un. Dann iwwerleeën ech mer awer esou lues, ob ech net mengem Gemengerot soll proposéieren aus deem Veräin auszetrieden an déi Suen da vläicht méi gescheit unzeleeën. Wann dat do wierklech déi lescht Positioun vum Syvicol ass, da musse mer an der nächster Generalversammlung awer eng Kéier ganz kloer mateneen diskutéieren. Do ass dann enormen Diskussiounsbedarf.

Ech hat souwisou dat Gefill wéi wann dee Conseil supérieur des finances communales, deen no der Ofschafung oder der Reduzéierung vun der Gewerbesteier agefouert ginn ass, zur Geheimloge degeneréiert ass, wou opgrond vu Geheimpabeieren diskutéiert gëtt, déi een emol net als Vertrieder vum Vollek hei zougestane kritt.

Ech hunn e puermol insistéiert an der Intérieurskommissioun, mir sollten en Avis zum Budget maachen, a wéi wëllt een en Avis maachen, wann een emol d'Meenung vum Syvicol net kennt; et war awer trotz mehrmalegem Insistéieren net méiglech dee Pabeier ze kréien. Mech stellt dee Fax, deen dës Woch komm ass, op jidde Fall net zefridden, an ech mengen do sinn awer eng Rei Saache fälleg. Ech sinn och gespaant: Wéini produzéiert déi Geheimloge dann iergendwann eng Kéier Resultater op déi mer da kënnen diskutéieren?

(Interruption)

Bon, ech stelle fest, do gëtt zënter dräi wann net souguer zënter véier Joer geschwënn diskutéiert, a wann dee Fax, deen dës Woch komm ass, alles ass wat do a véier Joer produzéiert ginn ass…

(Interruption)

Wat mengt Der, Här President vum Syvicol?

(Coups de cloche de la Présidence)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, hien huet elo eng aner Kap un.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ah pardon, entschëllegt.

M. le Président.- Fuert Dir weider, Här Gira.

(Interruptions)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Wa mer wëllen eng uerdentlech Diskussioun iwwer esou eng wichteg an esou eng héich politesch Reform wéi d'Gemengefinanze féieren, da kann et net esou lafen, dass do en „inner circle" dräi, véier Joer laang op Geheimdokumenter diskutéiert an d'Basis gëtt net gefrot. Ech mengen an Tëschenzäit, no dräi Joer Diskussiounen, wier et awer scho méiglech gewiescht mat enger éischter Versioun vun Iddie bei d'Basis ze kommen, an enger Generalversammlung mat de Gemengen ze diskutéieren, fir da weider Verhandlungen anzegoen.

Une voix.- Très bien.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech hoffen, Här President, dass mer dat an där nächster Generalversammlung vum Syvicol kënne maachen.

Wat nei Recetten ubelaangt hu mir kee Problem, wann een Deel vun der Quellesteier géing eriwwergoen. Mir kënnen eis och virstelle méi een héije Prozentsaz vun TVA an Akommessteier ze kréien. Wou mer awer radikal dergéint sinn, Här President, dat ass wa mer och elo nach géingen d'Gemengen an d'Ofhängegkeet vum Tanktourismus féieren. Mir fannen et keng gutt Iddi, dass d'Gemengen och elo nach solle méi vun den Accisë kréien. Ech weess net, ob dat e Coup eventuell ass vun deenen, déi mordicus un deem Tanktourismus wëlle festhalen, fir och nach d'Gemenge mat an d'Boot ze kréien an domat definitiv all Diskussioun iwwert dat Thema ze erdrécken. Dat wier wierklech keng gutt Richtung. Ech mengen och net, datt der vill heibanne sinn, déi mengen, dass een déi Richtung do soll suivéieren.

Zur Positioun vum Här Mosar iwwert d'Fusiounen, do sinn ech net mat him d'accord, wann e seet: «plus les communes sont de taille, plus elles sont efficaces dans la décharge de leurs missions». Ech mengen et gëtt genuch Beispiller zu Lëtzebuerg, mä och am Ausland, déi weisen a beweisen, dass dës Ausso awer nach laang net ëmmer richteg ass. Sécherlech si mer eis eens, datt et eng minimal Gréisst gëtt, wou een efficace ka schaffen. Et gëtt awer och op där anerer Säit, Här President, eng Gréisst vun där un d'Bürokratie an de Verloscht un Demokratie nëmme kënnen zouhuelen.

A wann een och feststellt, dass et an Europa vläicht eng generell Tendenz gëtt fir Gemengefusiounen, esou gëtt et awer och Länner, déi an déi entgéigegesate Richtung ginn. Ech wëll lech soen, dass a Litauen eng Bestriewung amgaang ass, fir méi Gemengen ze maachen, well déi dat Gefill hunn, dass hir Gemengen ze grouss sinn. Grad an engem Land wou vläicht déi demokratesch Traditioun nach net fest verankert ass an och nach net ganz al ass, schéngen do Leit awer ze sinn, déi mengen, dass ee muss oppassen, dass een zumindest op där ënneschter demokratescher Zell awer nach eng gewëssen Transparenz huet an e gewëssenen Demokratie-Versteesdemech. Duerfir gëtt et a Litauen eng Géigentendenz, déi seet: Komm mer maachen erëm méi Gemengen!

Ech wëll net an den Detail nach eng Kéier goen. Ech hunn eis Meenung als Gréng bei den Diskussiounen iwwert d'Kreatioun vun der Gemeng Tandel gesot. Mir sinn der Meenung: Fusioune jo, fräiwëlleg jo, mä awer trotzdeem eng gewësse Masse critique. Ech widderhuelen nach eng Kéier, dass déi nächst Fusioun, déi usteet, wou herno 1.000 Leit erauskommen, do mengen ech hu mer net vill geschafft, do komme mer kee Millimeter weider. Mir sinn awer dofir, dass mer scho solle fräiwëlleg virgoen, mä awer no engem gewësse Schéma directeur, well soss kréie mer awer den organiséierte Chaos am Land an dann hu mer net vill geschafft.

Et wonnert mech, dass de Rapporteur doropshin awer net nach eppes anescht opgegraff huet. Et geet awer net duer Gemengefusiounen ze maachen, manner Gemengen ze hunn an da soss keng Kritären ze änneren. Wa mer gäre méi efficace Gemengen hätten, da musse mer awer och iwwert d'Professionaliséirung vun de politesch Responsabele schwätzen. Wa mir gären aus de Gemengen am 21. Jorhonnert efficace Déngschtleeschtungsbetriber schafen, da muss dee Chef d'entreprise, deen do un der Spëtzt steet, dat och anescht kënne maache wéi zwielef Stonnen d'Woch mat engem Congé politique; wann een A seet, da muss een och B soen. An ech sinn op jidde Fall dofir, wa mir dës Woch jo anscheinend nach Resolutioune solle stëmmen, déi an eng gewësse Richtung gi fir Réformes administratives, fir nei Strukturen am Land. Da musse mir awer och doriwwer diskutéieren, wéi mir op deenen eenzelnen Niveauen déi politesch Verantwortlech outilléieren, fir dass se hiren Job uerdentlech kënne maachen. Schonn haut ass een an enger mëttler Gemeng, wéi menger, mat 2.100 Awunner e Chef d'entreprise mat 45 Salariéen, mat e puer honnert Millioune Frang Ëmsaz a mat 2.000 Clienten. Ech géing gären dee private Chef d'entreprise gesinn, deen dat an zwielef Stonnen nieft sengem normale Beruff géing maachen, scho guer net vun der Pai ze schwätzen; also wa mir A soe fir Reformen um Niveau Geographie, da musse mir och B soe fir Reformen um Niveau responsabel Politik.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et scho gesot, d'Gemengefinanzen ass e komplext Thema an och en héich politescht an dofir schéngt et mir och ze sinn, dass vill sech schwéier dinn, Positioun ze bezéien. De fréieren Innenminister Michel Wolter hat schonn 1996 en Appel un d'Parteie gemaach fir Positioun ze bezéien. Ech stelle fest, dass bis haut déi Gréng nach ëmmer déi eenzeg Partei ass a bleift, déi kloer an däitlech Positioun bezunn huet. Déi Broschür hei, déi mir 1997 eraus ginn hunn „Fir méi staark Gemengen", ass menges Wëssens bis lo deen eenzege Pabeier, deen no bausse vun enger politescher Partei zu Lëtzebuerg do ass, wéi se sech Gemengefinanzen um Schluss vum 20. oder am Ufank vum 21. Jorhonnert virstellt, an Dir kënnt se roueg gären eng Kéier studéieren, si ass haut nach ëmmer aktuell; déi Haaptrichtungen, déi Haaptiddiën, déi do dra sinn, déi stëmmen nach wie vor.

Ech wëll nach eng Kéier kuerz dës Iddië skizzéieren. An eisen Ae muss eng Reform vun de Gemengefinanze sech u folgend fënnef Kritären orientéieren. D'Gemengefinanze mussen éischtens Regionaliséierung förderen, zweetens musse se d'Gemengenautonomie stäerken, awer och gläichzäiteg d'eege Verantwortung vun de Gemengen erhéijen, si mussen drëttens transparent a prévisibel sinn, si musse véiertens den heitege virun allem ekologeschen Erausfuerderunge gerecht ginn a fënneftens, si mussen aus den Administratiounen aus der Postkutschenzäit modern Déngschtleeschtungsbetriber maachen. Ech géif kuerz op déi 5 Punkten agoen.

Éischtens, d'Regionaliséierung förderen. Dir wësst et, mir verlaangen et scho laang, fir eis bleift d'Schafung vun engem Fonds régional eng vun de fundamentaalsten, och kuerzfristege Reformen, déi mir misste maachen. Mir bleiwen als Gréng iwwerzeegt, ouni Fonds régional wäert den IVL eng nichtssagend Ofkierzung bleiwen an d'Landesplanungsgesetz vun 1999 eng eidel Schuel. Wéi wëllt Dir dann, léif Majoritéit, de Programme directeur ëmsetzen, wéi wëllt Dir regional Zentre schafen, wéi wëllt Dir d'Iddi vum IVL konkret ëmsetzen, wann dës Politik net mat deem néidege Geld ënnerstëtzt gëtt?

Mir hunn och deemools scho Virschléi gemaach, wéi dëse Fonds régional kéint gespeist ginn, och déi hale mir haut nach fir gutt; 20% aus dem Fonds communal, déi de Moment fir sou genannte regional Aufgabe virgesi sinn, kéint een dohin huelen. Ech wëll lech drun erënneren, dass dat fir 2003 ëmmerhin 83 Milliarden Euro sinn, dat ass schonn eng Masse critique. Stellt lech fir, Dir hutt mar 83 Milliarden Euro zur Verfügung fir regional Politik zu Lëtzebuerg ze maachen. Domat kënnt Dir schrecklech vill maachen, wann een do derbäi nach déi Subsides à l'investissement zum Beispill aus de Plans quinquennaux Sport, Tourismus, Kultur a sou weider tässelt, dann hutt Dir e Finanzvolume wou ganz vill Leit, mengen ech, sech op eemol géingen un en Dësch setzen, déi bis lo nach net dru geduecht hunn iwwerhaapt mat der Nopeschgemeng ze diskutéieren. Wa mir déi do Muert an d'Luucht hänken, mengen ech, brauch de Béngel manner staark ze sinn, fir och dee leschte Kierchtuermpolitiker dozou ze bewegen, sech un e ronnen Dësch ze setzen.

Wéi kéint d'Verdeelung virgoen? Mir kéinten eis virstellen, dass déi Sue proportionell an déi sechs Syndicats mixtes, déi mir jo virgesinn hunn am Programme directeur, verdeelt ginn an do no zesummen ausgeschafftene Kritären a baséierend op deene Plans régionaux, déi da virdru gemaach si ginn, solle verdeelt ginn. Virun allem misste sou Suen awer vill méi zilorientéiert agesat ginn. An engem Plan régional solle jo Entwécklungsziler fir eng Regioun festgeluecht ginn, a mir sinn der Meenung, dass een duerno déi Suen aus dem Fonds régional ganz geziilt muss asetzen, fir och op déi Ziler duerzefueren. Mir hunn dat Gefill, dass bei de Statssubsiden un d'Gemengen, ähnlech wéi bei anere Politiken, vill ze vill mat der Strenz operéiert gëtt. Ech wëll net soen, dass déi Suen alleguerte schlecht investéiert sinn, mä grad an Zäiten, wa mir manner Suen hunn, da musse mir déi Suen, déi eis verbleiwen, vill méi efficace asetzen. A mir sinn der Meenung, wann een do deen Triichter iwwert de Fonds régional géing fueren, da géing mat deeneselwechte Suen, déi mir haut hunn, ënnen um Terrain fir d'Leit an de Leit hir Liewensqualitéit vill méi geschéien.

Zweetens mussen d'Gemengefinanzen d'Autonomie stäerken an eege Verantwortung erhéijen. Fir eis wier och do eng Pièce maîtresse den Impôt foncier. Mir deelen déi Meenung, dass een dorausser ka mëttelfristeg eng wichteg Akommesquell maachen, net nëmmen eng Akommesquell, mä och e wichtegt Instrument fir Urbaniséierungspolitik ze bedreiwen. Och do hate mir schonn 1997 kloer Virstellungen an eis Broschür geschriwwen, déi decke sech och zu engem gudden Deel mat deene vum Rapporteur, a mir kéinten aus där Quell, déi lo 2% vun den Akommes duerstellt, eng Kéier 10 bis 15% vun de Gemengenakommes maachen. Ech menge scho grad déi Steier kéint een och absolut sozial gerecht gestalten, schonn haut sinn et net déi Leit, déi iergendwou loune ginn, déi mussen Impôts fonciers bezuelen, an och mar wieren et net déi. Ech menge schonns, dass een déi Steier do absolut esou kéint gestalten, dass ee se substanziell kéint erhéijen, ouni dass een domadder déi sozial schwaach géing treffen.

Ech géing mir awer och wënschen, dass de Ministère de l'Intérieur, am Beräich vun anere Steieren, méi Fräiheete géing loossen. Ech wollt mol eng Kéier zu Biekerech eng Päerdstax aféieren, fir dass déi Stater Leit, déi op d'Land kommen a mat hire Päerd eis Feldweeër futti maachen, sollen hiren Obolus och leeschten. Deemools krut ech net erlaabt, déi Steier ze maachen. Ech hat deemools aner Saachen ze dinn, mä ech sinn zwar relativ optimistesch, dass wann ech virun d'Verwaltungsgeriicht géing goen, dass vläicht eng Chance do wier. Mä firwat ëmmer déi defensiv Haltung vum Ministère de l'Intérieur wann d'Gemenge sech Iddiën afale loossen, fir nei Akommesquellen ze schafen? Ma da komm, mir loosse se gewäerden, dass mir endlech mol erëm Politik kënne maachen.

Drëtte Punkt. D'Gemengefinanze mussen transparent a prévisibel sinn, dozou ass haut hei scho villes gesot ginn. Et ass éischtens net einfach den Duerchbléck ze kréien, iwwert d'Transparenz vun de Subsiden hu mir scho geschwat a mir géingen eng allgemeng Vereinfachung proposéieren. Bei der Gewerbesteier si mir der Meenung, dass een ophale soll mat där Salariésgeschicht. Firwat ass e Statsbeamte manner wäert wéi een, dee bei der Arcelor schafft, a puncto Gewerbesteier? Dat ass nämlech haut esou. Well eng Gemeng kritt fir een, deen an enger Firma schafft, déi déi Gewerbesteier net onbedéngt bezilt, mä se misst bezuelen, drënner fält, eppes, a fir een, dee beim Stat schafft, oder fir Fräiberuffler, kritt se näischt. Dat ass och en Anachronismus, wéi där esou vill, och deelweis vum Jempy Klein, hei opgeluecht si ginn, also einfach d'Habitantë geholl an da si mir fäerdeg.

Bei dem Fong géife mir proposéieren, dass mir och net d'Valeur vun den Terrainë géingen huelen, mä einfach d'Surface vun der Ge-

meng; an do wiere mir dann och schonn doduerch. An dann hu mir an der Intérieurskommissioun déi Dosende vun Eenzelsubsiden un d'Gemengen, déi laut Code 43 an 63 iwwerwise ginn - dat sinn der Dosenden -, déi misst ee mol eng Kéier duerchforsten, vläicht regruppéieren an och vläicht an de Fonds communal afléisse loossen, an da wär scho vill geschitt.

Véiertens sollen d'Gemengefinanzen eiser Meenung no den heitegen ekologeschen Erausfuerderungen ugepasst sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi kommunal Finanzlandschaft huet de Moment grad esou wéineg en ekologeschen Touch wéi déi staatlech a mir sinn der Meenung, dass den Handlungsbedarf fir eng ekologesch Steierreform um kommunalen Niveau grad esou grouss ass, wéi um staatlechen Niveau.

Och a menger kuerzer Zäit just e puer Pisten. Mir deelen dem Rapporteur seng Meenung, dass ee muss dozou komme fir Taxen en pollueur-payeur ze bezuelen, besonnesch déi, déi mat Ekologie ze dinn hunn, wéi Waasser, Ofwaasser an Offall. Ech hu mir mol d'Méi gemaach hei duerch d'Circulaire vum Ministère de l'Intérieur, déi all Joer kënnt, doduerch ze bliederen an ze kucke wat dann e Fudder Ofwaasser a sou eenzelne Gemengen iwwer Land kascht. Do kann ee sech nëmme wonneren, wa mir gesot kréien, dass de Minimum ongefeier 1 Euro ass, wat den Traitement kascht. Ouni den Amortissement vun deenen 90% Subsid ass et da sécherlech erstaunlech, wann hei Gemenge sinn, déi nach bei 30 Cent sinn a sou weider a sou fort.

Ech maachen Iech eng kleng Rechnung. Wann eng Gemeng vun 3.000 Awunner eng Kanaltax nëmme mat 30 Cent huet amplaz vläicht 1 Euro 30, da feelen hir um Enn vum Joer ëmmerhin 300.000 Euro an der Keess. Eng Gemeng vun 3.000 Awunner, déi Joer fir Joer 300.000 Euro bei den Ofwaassertaxe bäileet, déi muss sech mat där eegener Nues huelen, wa se zéng, fofzéng Joer kee Su vir a kee méi hannen huet. Also, och do gehéiere mir net zu deenen, déi alles wëllen op de Stat tässelen. D'Gemenge musse fir d'éischt hiren eegene Budget an d'Rei bréngen. Si mussen hir eegen Taxe käschtendeckend verrechnen, ier se mat der Hand an d'Stad pilgeren a soen, se bräichte méi Geld. Do ass sécherlech nach vill Aarbecht ze maachen.

Déi zweet Pist, déi huet den Här Ewringmann och a sengem Pabeier iwwer eng ekologesch Steierreform opgemaach. Hie seet och, dass den Impôt foncier kann eng interessant Tax gi fir eng rationell Gestioun vun den Terrainen ze maachen. Vläicht kann ee se nach koppelen un eng Versigelungstax. Dat sinn alles Pisten, deenen ee soll nogoen.

Eng drëtt Iddi, déi aus dem IVL staamt, ass, dass mer eng landeswäit integréiert Parkraumgestioun kréien. Do déngt et och näischt, wann d'Stad Lëtzebuerg eng gewësse Politik mécht, wann d'Nopeschgemengen eng aner maachen. Dat gëtt da kontraproduktiv an da vertässele mer de Problem just vun der Stad Lëtzebuerg op d'Nopeschgemengen. Dat kann awer och verbonne si mat Taxen, déi och en zousätzleche Revenu kënne sinn.

A véiertens - eppes wat eis ganz vill um Häerz läit - missten déi staatlech Subsiden och méi nom Prinzip orientéiert sinn, a Leit ze investéieren, amplaz a Bëton. Ech stellen an 23-jähreger Erfahrung als Member vun engem Schäfferot fest, dass et vill méi einfach ass vum Stat och 1 Millioun Euro Subsiden ze kréie fir a Bëton ze investéieren, wéi 10.000 Euro fir a Mënschen ze investéieren. Ech mengen, och dat si Säiten, déi mer mussen änneren. Mir mussen an d'Mënschen investéieren. Mir wëllen eng Wëssensgesellschaft opbauen, da bréngt et näischt ëmmer erëm nei Infrastrukturen ze bauen an a Bëton ze investéieren. Mir sollen eis Sue wierklech an déi mënschlesch Ressourcë stiechen, an do muss och en Ëmdenke vu staatlecher Säit kommen.

Fënneftens a leschte Punkt, d'Gemengefinanze mussen esou orientéiert sinn, dass modern Déngschtleechtungsbetriber machbar sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann déi juristesch Basis nach ëmmer esou ass, esou sinn awer d'Missioune vun de Gemengen net méi déi wéi se an der franséischer Revolutioun definéiert si ginn. D'Leit dobaussen erwaarde vun de Gemengen haut Servicer, déi se vergläiche mat privaten Déngschtleeschtungsbetriber, a si bëuerteelen d'Gemengen och esou wéi se privat Déngschtleeschtungsbetriber, mengen ech, géinge bëuerteelen. Mä da muss een och als Regierung, als Ministère de l'Intérieur och de Gemengen d'Méiglechkeet ginn dës Roll am Ufank vum 21. Jorhonnert ze erfëllen an et soll een och schwätzen iwwer kommerziell an hallef kommerziell Aktivitéite vun de Gemengen.

Wann ee weess, dass eng ganz Rei Gemengen an der Vergaangenheet an och nach haut awer ganz gutt liewen a ganz vill Benefiss maachen op deene kommerziellen Aktivitéiten an déi kënnen huelen, fir op enger anerer Säit sozial Servicer unzebidden, da verstinn ech net, firwat dës Diskussioun och am Ministère de l'Intérieur ofgewiergt gëtt, dass de Gemengen net gehollef gëtt och an Zäite vun der Liberaliséierung, fir dës Betriber kënnen ze halen, fir do e Profit erauszehuelen a fir deen anzwousch anescht ze investéieren.

Ech mengen, dass do eng ganz Rei Betriber derbäi sinn, déi net méi schlecht schaffe wéi e Privatbetrib. Wat hu mer dovun, wann dee Benefiss total privatiséiert gëtt a mir mussen, wat weess ech, Sue léine goen oder de Rimm esou enk maachen, fir eis normal Servicer nach ze maachen? Ech denken do un elektresch Servicer an der Stad, zu Esch, op anere Plazen, déi, wann ech richteg informéiert sinn, awer iwwer Jore substanziell Benefisser ofgeworf hunn.

Ech gesinn ein weites Feld, wann ech esou däerf soen, am Beräich vun den alternativen Energien. Wa mer gäre bei Kyoto weiderkommen, da musse mer an de Beräich vun der Wäermt goen. Mir däerfen eis net nëmmen op de Stroum konzentréieren. Ech gesi keen de Moment, kee privaten Acteur, deen dobaussen d'Roll kéint iwwerhuele fir flächendeckend Nahwärmenetzer ze leeën. Dat ass fir mech an Zukunft an deenen nächste Jorzéngten eng fundamental Aufgab, déi d'Gemenge mussen, kënnen a sollen iwwerhuelen. Mä da muss een hinnen d'Moyenë ginn, da muss een hinnen dee Fräiraum loossen!

A schlussendlech, fir dat alles ze maachen, musse mer dozou komme vill méi innovativ, kreativ „private-public partnership" ze organiséieren. Ech hu mat Freed gesinn, dass dat zu Esch jo anscheinend dann awer machbar ass, am Beräich Ubidde vun Internet zum Beispill. Ech ka selwer vun enger interessanter Initiativ schwätzen, wou de Moien nach de Conseil d'administration war: Nämlech de Fait, dass d'Gemeng Biekerech an der Société des Eaux minérales de Beckerich ass, erlaabt et eng gemeinsam Gestioun vun där Ressource Eau zu Biekerech ze maachen. Wann een dann och nach de Moie matgedeelt kritt, dass een als Dividend 250.000 Euro als Gemeng ausbezuelt kritt, dann ass dat och net ellen an Zäite wéi dësen. Dir kënnt Iech virstellen, wat dat an eisem Budget...

(Interruption)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Wat gelift?

Une voix.- Ech hunn hei eng Gemeng fir ze fusionéieren.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- De Buergermeeschter vu Sëll mengen ech steet awer schonn an der Rei. Ech weess net, ob der nach e puer hannendru kommen.

(Interruptions et hilarité)

Här President, ech mengen déi klassesch Trennung vu Public a Privé ass iwwerlieft am 21. Jorhonnert. Et ass net méi esou, dass de Public Infrastrukturen zur Verfügung stellt an dass déi Aktivitéiten, déi an deenen Infrastrukturen oder Strukture stattfannen, privat sinn. Ech widderhuele mech, awer an enger Wëssensgesellschaft fonctionnéieren déi do Schemaen net méi. Do kann ee keng klassesch Strukturpolitik méi maachen an hoffen, dass, wa mer mol eng Autobunn géingen an de Réidener Kanton bauen, da Betriber dohinner kéimen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann haut Betriber a Leit an de Kanton Réiden kommen, da komme se wéinst aneren Ursaachen. Net well mer eng Autobunn hätten, mä well mer Structures d'accueil hunn, well mer e grousst kulturellt Ugebuet hunn, well mer Weiderbildung ubidden an esou weider. Déi sou genannt douce Standortfacteure sinn haut wesentlech méi wichteg fir d'Décisioun vu Betriber, iergendwou hinzegoen, wéi déi klassesch Infrastrukturpolitik.

Ech mengen awer och, dass grad am Beräich vun den doucë Standortfacteuren eng Zesummenaarbecht tëschent dem Privat a dem Public muss sinn, souwuel um staatlechen Niveau wéi um kommunalen Niveau. Dofir brauche mer Initiative vun de Gemengen, zesumme mat ONGen, zesumme mat kommerzielle Gesellschaften. Där Beispiller hunn ech elo grad genannt, déi ganz vill Succès hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann déi ekonomesch Situatioun schlecht ass, probéieren all Regierungen op Käschte vun de Gemengen hire Budget ze entlaaschten. Déi jeeweileg Regierungen zu Lëtzebuerg sinn do net besser wéi déi an den Nopeschlänner. Dat ass verständlech. Ech mengen awer, dass et net gescheit ass - och souguer politesch net gescheit ass. D'Gemenge si vläicht manner fir de Porte-monnaie vun de Leit responsabel, mä awer ganz kloer responsabel fir d'Organisatioun vu ville Servicer, déi wesentlech an ëmmer méi wesentlech zur Liewensqualitéit vun de Leit bäidroen.

Dofir si mer der Meenung, grad a schlechten Zäite brauche mer staark Gemengen. Mir brauche staark Gemengen, déi Méiglechkeeten hunn, grad a schlechten Zäiten déi opzefänken, déi duerch dat soziaalt Netz gefall sinn - dat staatlecht soziaalt Netz, an där Leit gëtt et och nach zu Lëtzebuerg. Déi, déi an de Gemengen aktiv sinn, déi wëssen dat, déi erliewen dat all Dag méi.

Mir brauche staark Gemengen, Här President, fir de Begréff Nohaltegkeet endlech mat konkreten Inhalter ze fëllen. Mir brauche staark Gemenge fir eis Engagementer am Kyoto-Protokoll wéinstens usazweis ëmzesetzen an ze erfëllen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, genuch Sue maachen nach keng staark Gemengen, mä ouni Sue gëtt et keng staark Gemengen. Dofir kommt, mir maachen endlech déi laang fälleg Gemengefinanzreform, fir dass mer d'Basis leeë fir staark Gemengen, déi mer méi wéi jee an deenen nächste Jorzéngte brauchen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als nächste Riedner ass agedroen den honorabelen Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir et mat engem ale Spréchwuert auszedrécken: D'Zäiten, wou d'Ochsen um Späicher gekaleft hunn, sinn eriwwer. Oder vläicht e bësse méi dezent ausgedréckt: No enger laanger Period vu finanziellem Iwwerfloss hei am Land, ass Lëtzebuerg definitiv an der Normalitéit ukomm.

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

D'Recettë ginn tendenziell zréck. Mir gesinn, datt mer weiderhin eng extrem Ofhängegkeet hunn, wat d'Recetten ubelaangt, vun der Finanzplaz a vum Tank- an Tubakstourismus, deen eleng fir sech - dat hu mer elo eréischt héieren - 15% vun de Recetten ausmécht. Dat ass keng normal a scho guer net eng gesond Situatioun.

Mir gesinn, datt eng ganz Partie Dépensen am Budget ordinaire klammen, ob mer wëllen oder net. Et sinn d'Personalkäschten, well mer eng ganz Partie Segmenter hunn, wou zousätzlech Personal muss engagéiert ginn. Et ass de Sozialbudget, wou gewëss Automatisme spillen, déi mer ganz schwéier ofgestallt kréien an och net wëllen. Et ass de Chômage, deen an Zukunft och nach weider wäert klammen a wou mer mussen intervenéieren. Et wäert d'Universitéit sinn, déi mer wëllen opbauen a wat och sécher e richtege Wee ass. Et ass d'Kooperatioun, wou de Wëlle besteet, de gemeinsame Wëlle mengen ech, fir och do nach den Undeel eropgoen ze loossen. Et ass d'Arméi, wou d'Regierung sech engagéiert huet, allerdéngs ouni eisen Accord, fir dee Fliger do ze kafen, deen eis iwwer vill Jore wäert am Budget belaaschten.

Dat ass Kyoto, wou mer dëst Joer den Einstieg maachen, wou och an deenen nächste Joren deen entspriechende Poste wäert eropgoen an et sinn, ouni datt ech awer dofir wëll vollstänneg sinn, d'Folgekäschte vun enger ganzer Partie groussen, haaptsächlech kulturelle Projeten, déi mer an deene leschte Jore realiséiert hunn an nach amgaange sinn ze realiséieren.

Am Extraordinaire ass e ganz héijen Investitiounsbedarf. Et brauch ee sech nëmmen d'Lëscht unzekucke vun deem wat de Moment nach amgaangen ass realiséiert ze ginn a vun deem wat mer an deene leschte Méint gestëmmt hunn. Da gesi mer, datt eleng dat wat d'Regierung wëlles huet ze investéieren an deenen nächste Joren, datt mer et héchstens, ouni Geld léinen ze goen, zwee Joer laang packen, an da sinn déi schéi Reserven, mat deene sech hei ëmmer gemengt ginn ass, hin.

Et ass dat de Stroossebau, wou mer nach e ganz décke Chantier hunn, dee 50% iwwert dat erausgeet wat geplangt war, nämlech d'Nordstrooss, niewent all deenen anere Chantieren, déi geplangt sinn a schonn deelweis ugefaange sinn. Esou ass et virun allem d'Eisebunn, de Schinnentransport. Et sinn dat d'Schoulen, eng ganz Rëtsch administrativ Gebaier. Dëser Deeg hu mer eis eréischt mat groussem Schrecke missten unhéiere wou de Projet vun der Cité judiciaire, vun eisen neie Geriichtsgebaier hin évoluéiert. Et sinn Alters- a Fleegeheimer. Et sinn d'Kläranlagen an esou weider.

Dëse budgetären Déséquiliber ass net konjunkturell bedéngt, wéi ëmmer gemengt gëtt. En ass strukturell. Dat heescht, mir sinn an normalen Zäiten net an der Lag aus de Recetten de Fonctionnement vum Stat an déi néideg Investitioune fir d'Zukunft ze bezuelen. Déi zukünfteg Budgete wäerten iwwer ganz laang Zäit defizitär sinn a mussen duerch geléintent Geld ausgeglach ginn. Dat ass eng Situatioun, déi een akzeptéiere kann, fir en temporäre konjunkturellen Abroch ze verhënneren, awer nimools fir dauerhaft a kontinuéierlech Defizitter auszegläichen, well een d'Situatioun net am Gréff huet. Wou dat hiféiert, gesi mer am beschte bei eisen däitschen Noperen, wou eleng 20% vum Budget op d'Zënslaascht dropgeet a 37% am ganze fir d'Schold zréckzebezuelen an Zënsen.

D'Regierung huet d'Situatioun net am Gréff. Si huet se finanziell net méi am Gréff an do wäerte mer d'Wourecht eréischt richteg - an ech deele wat anerer gesot hunn - no de Gemengewahle gewuer ginn. Si huet déi entscheedend Zukunftsberäicher net am Gréff.

D'Versoe vun eisem Schoulsystem ass eng Bomm mat Laangzäitwierkung, eng eenzeg Katastroph fir d'Zukunft vun eisem Land a vu sengen Awunner, a mir gesinn et an den Aarbechtsbeschafungsmoossnamen. Dat ass den eklatante Bewäis vum laangjährege Versoe vun eiser Schoulpolitik.

D'lescht Joer 7.000 nei Aarbechtsplazen hei am Land geschafen an de Chômage klëmmt weider. Ech froe mech wat déi Leit denken, déi soen, mir missten nach massiv Betriber fir manner qualifizéiert Leit an d'Land eranhuelen, zousätzlech Aarbechtsplaze schafen, wa mer net kapabel sinn déi onqualifizéiert, déi mer hunn, op deenen Aarbechtsplazen ënnerzebréngen, déi souwisou lafend geschafe ginn.

An déi déif gräifend strukturell Reformen, déi néideg si fir séier ze reagéieren, ginn net gemaach, well der Regierung dozou de Courage feelt. Well déi meescht nach ëmmer net wëlle gesi wéi schlëmm et ass. Well de Lobbyismus bal alles blockéiert wat Sënn mécht a well endlos diskutéiert gëtt amplaz Décisiounen ze huelen.

D'Fro ass net: Musse mer nach méi Geld an d'Schoul investéieren? D'Fro ass: Hu mer de Courage fir fundamental Reformen ze maachen?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Polen huet gewisen datt dat, an ech hunn elo grad an der Zeitung gelies, datt déi jëtzeg Unterrichtsministerin seet, d'Schoulreform ass eng Saach wou een e laangen Otem muss hunn. Si mir bereet nach jorelaang jonk Leit en masse ze produzéieren, déi den Aarbechtsmaart net gebrauche kann, déi net apte si fir den Aarbechtsmaart? Oder hu mer de Courage déi Décisiounen ze huele fir d'Schoul esou ze reforméieren, wéi d'Polen et fäerdeg bruecht hunn? D'Polen hunn den OECD-Recommandatiounen direkt Folleg geleescht an hunn hir Resultater bannen dräi Joer wesentlech verbessert. Et ass méiglech, mä et muss een de Courage hunn, an der Déift Reformen ze maachen, an net nëmmen un der Oberfläch ze piddelen.

Lëtzebuerg, Här President, ass de Moment, och wa mer finanziell mat eise Reserve besser do stinn an eng minimal Statsverscholdung hunn, strukturell an därselwechter Situatioun wéi Däitschland. Et gëllt ëmmer méi Geld a sozial Moossnamen, fir déi Schied, déi aus der Vergaangenheet resultéieren um soziale Plang, um Aarbechtsmaart an esou weider, auszebalancéieren, awer als Folleg dovu geet ëmmer manner Geld an d'Zukunftsinvestitiounen, an d'Ausbildung, an d'Weiderbildung, an d'Fuerschung an an d'Investitiounen.

Dat ass d'Faillite vun der politescher Féierung vun engem Land. Dat ass de programméierten Ënnergank vun enger Natioun an et ass de séchere Wee - fir emol e Slogan, deen nach virun e puer

Méint hei gängeg war, ze gebrauchen - et ass de séchere Wee an d'Katastroph. D'Fro ass net: Musse mir d'Kéier huelen? Mä: Kréie mir d'Kéier nach zur Zäit? Si mir kapabel déi Reformen an der Erzéiung, am Unterrichtswiesen, an der Justiz, an der Astellung vum Statsapparat vis-à-vis vun de Betriber, besonnesch virun de Kleng- a Mëttelbetriber, a bei der Investitiouns- an Ausgabepolitik vum Stat séier an efficace duerchzezéien, déi onëmgänglech noutwendeg sinn?

Ech kommen domat zur Bautepolitik, zur Investitiounspolitik. Här President. Et jäitzt zum Himmel wann ee gesäit, wéi Dépassementer um lafende Band kommen, net vun 2, 3 oder 5%, mä 20, 30, 50% driwwer ginn, an et gëtt grenzenlosen Unfug gemaach. Och dat muss een emol eng Kéier soen.

Ech huelen d'Saarautobunn als ee vun de Stéchwierder. Do ass contre vents et marées déi deier Südvariant mat engem Tunnel gebaut ginn, dee ganz schwiereg war, deen eis vill Geld kascht huet an eis och weiderhin nach vill Geld wäert kaschten, obschonn een déi aner Variant hätt kënnen huelen an den Tunnel évitéieren.

D'Nordstrooss gëtt 50% méi deier wéi geplangt a mir wësse wéi deier se ass. Dräi fuerchtbar deier Tunnellen, déi mer eis hätte kënne spueren, wann ee méi héich iwwert den Uelzechtdall gefuer wier.

Um Kierchbierg si Milliarden investéiert gi fir eng excellent Verkéiersféierung futti ze maachen, wou konfortabel Rond-pointen ënnert der Autobunn duerchgelaf sinn, wou eng wonnerbar Desserte war fir de ganze Kierchbierg, fir se elo duerch Kräizunge mat roude Luuchten ze ersetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, do ënnen op der Escher Autobunn, wou déi ufänkt, ass just de Contraire gemaach ginn. Do hate mer rout Luuchte stoen, déi waren net gutt. Do ass elo mat der Autobunn ënnen drënner erduerchgefuer ginn, mir hunn e Rond-point uewen driwwer geluecht. Dat ass datselwecht am ëmgekéierten, wat mer uewen um Kierchbierg haten an elo fir Milliarden zerstéiert hunn.

Um Kierchbierg ass mat dem Ëmbau d'Méiglechkeet, de Rank ronderëm d'Stad iwwert d'Avenue Kennedy, dat heescht déi fréier Kierchbierger Autobunn op eng verstänneg Aart a Weis zouzemaachen wéi et geplangt war, futti gemaach ginn. Wat ass d'Folleg dovun? Wann d'Nordstrooss fäerdeg ass an op der Tréierer Autobunn erauskënnt, da gëtt et esou e Blockage do uewen an et gëtt jo elo schonn dovunner geschwat, ob de Contournement soll op dräi Bunnen ausgebaut ginn. Mir wëssen, wann et iwwerhaapt machbar ass, mat all deene Brécken an och mam Tunnel zu Hesper, wat et un Opwand kaschte wäert fir dat fäerdeg ze kréien.

An um Kierchbierg, ech wëll och dat hei nach ernimmen, wou de Stat Leit enteegent huet fir öffentlech Bauten a fir europäesch Bauten, sinn deier Terrainë verschleidert ginn zu engem Präis, dee wäit ënnert hirem reelle Wäert louch, an haut jéimere mer datt kee Geld do ass fir verschidde Saachen do ze realiséieren.

An ech wëll zum Schluss zu deem ganze Kapitel do de CITA-Projet ernimmen, deen haut schonn dräimol méi deier ass wéi den Här Goebbels deemools ugekënnegt huet, wéi en dat Kand do an d'Welt gesat huet, an iwwerhaapt näischt bréngt. Do ginn ech dem Här Gira Recht.

Wann een d'Leit hätt gutt a schnell wëllen informéieren, dann hätte mer vläicht mat engem klenge Verkéiersfunk, deen zu all Moment accessibel wier fir d'Autofuerer, méi erreecht.

Wat d'Gebaier ubelaangt, wëll ech just de Pei-Musée erausgräifen, wou Dépassementer vis-à-vis vum éischten Devis wäerte menger Schätzung no - an no Schätzung vu Leit, déi dat observéieren - ëm déi 100% erauslafen. Et kann ee sech d'Fro stellen: Brauche mir als Europahaaptstad e Musée fir modern Konscht? Ech wëll mech dozou net äusseren. Mir wëssen, datt nëmmen eng bestëmmte Kategorie Leit esou Saache kucke ginn.

Déi zweet Fro ass: Musse mir esou e Prunkbau opriichten? Do soe mir ganz kloer neen.

Déi drëtt Fro ass: Däerfen esou fierchterlech Panne geschéien - ech wëll emol net vun de Steng schwätzen, wou d'Geriichter deemnächst hiert Uerteel wäerte schwätzen?

Wann ee kuckt wéi et ugaangen ass mat de Pläng, wou jo illegal schonn 200 Milliounen un den Architekt gaange sinn an dunn huet missen alles erëm ëmgeännert ginn, well iwwerhaapt keng politesch Vorgaben do ware fir dee Bau opzeriichten. Wann ee gesäit, datt nodréiglech hu missen Etüde gemaach gi fir an där Verrière do d'Thermik an de Gréff ze kréien an esou weider, da muss ee sech froen: Wéi gi mir vir, wa mer Gebaier bauen? Ech kéint jo nach eng ganz Partie aner Beispiller opféieren, mä d'Zäit feelt mer dofir.

Déi meescht Dommheeten, déi déi viregt Regierunge gemaach hunn, Här President, sinn net méi gutt ze maachen. Mir kënnen nach just aus de Feeler vun der Vergaangenheet léieren an déi néideg Konsequenzen zéien. Mir musse laangfristeg a vernetzt plangen an d'Prioritéite richteg setzen. Ech huelen do als Beispill - de Kolleeg Gast Gibéryen huet et gëschter scho kuerz ugesprach - de Schinnentransport, wou déi nächst Jore ganz vill wäert missen dran investéiert ginn. Mir sti ganz kloer fir de Projet Schummer, dat heescht fir d'Ënnertunnelung vun der Haaptstad mat enger Partie Arrêten, wou d'Leit kënnen an der Stad erausklammen. Dat ass e sënnvolle Projet an do kritt ee mat deemselwechte Käschtepunkt dee ganze Problem geléist, wou elo eng Deeléisung gemaach gëtt an de Problem fir d'Leit iwwert d'Schinn direkt an d'Stad eranzebréngen, an der Stad ze verdeelen, domadder nach ëmmer net geléist ass.

Ech komme ganz kuerz, well d'Zäit mer fortleeft, op d'Kapitel Environnement. Kyoto ass schonn ugesprach ginn, d'Fotovoltaik, déi vill kritiséiert ginn ass, well se vill Geld kascht huet a leschten Enns an der CO_2-Bilanz net vill bréngt. Mir soen: Mer mussen an Zukunft weider an déi Richtung investéieren, et muss awer net d'Fotovoltaik sinn. Här President, do wou mer am meeschte kënne wannen an där CO_2-Bilanz, ass wa mer emol ufänken eng sënnvoll Energiespuerpolitik ze maachen, e Konzept wéi mir kënnen Energie aspueren. Do ass dat gréisste Potenzial an da kommen eréischt d'erneierbar Energien.

A wa mer vun erneierbaren Energië schwätzen, da musse mer d'Akzenter richteg setzen, da musse mer dat Geld, wat mer hunn, do asetzen, wou et am effizientesten ass, wou et am meeschte bréngt. An ech géing och un d'Häerz leeë fir dat, wat als Biomass, wat eis Bëscher produzéieren, wat d'Landwirtschaft kapabel ass ze produzéieren, datt mer e Konzept kréien, wou dat maximal ausgenotzt gëtt. Dat wierkt sech direkt op eis CO_2-Bilanz aus a mer wëssen, datt dat och herno an der Keess gutt deet.

Ech muss leider e bëssen d'Landwirtschaft, de Wäibau an esou iwwersprangen, fir un de Schluss ze kommen, well ech de Kolleegen hir Zäit net wëll stielen.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da loosst den Här Mehlen elo schwätzen, wann hie schonn net méi vill Zäit huet.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, ech bezéien d'Landwirtschaft an de Mëttelstand mat an. D'Regierung huet eng Campagne gestart, wou se deene jonke Leit am Land seet: Trau dech, hief Courage, maach dech selbststänneg. Dat betrëfft och déi jonk Baueren an déi jonk Wënzer am Land. Esou laang wéi mer - a gëschter ass dat hei ugesprach ginn - esou eng Zweeklassegesellschaft hei zu Lëtzebuerg hunn, wéi se bis elo favoriséiert ginn ass, wou 80% vun de Leit, déi am Privatsecteur schaffen, Auslänner sinn a bal alles an den öffentlechen Déngscht drängt, aus evidente Grënn, wäert déi Campagne do keen Erfolleg hunn.

Mir brauchen eng aner Astellung am Stat, och vun de Verwaltunge vis-à-vis vun eise jonke Leit, déi wëllen an d'Betriber goen. An dofir muss een net deene jonke Leit hei am Land soen „Trau dech", mä et muss een de Regierungsmembere soen: Traut Iech de Verwaltungen déi Impulser ze ginn, déi se brauchen, datt se emol eng aner Astellung vis-à-vis vun deene Leit kréien, déi an de Betriber schaffen, déi sech all Dag mussen ofrackeren, fir datt et dréint! An der Schoul, do ass et d'selwecht, den Opruff un d'Schoulministesch: Traut Iech de Problem unzepaken an déi Reformen duerchzezéien, déi noutwenneg sinn, fir datt dat Schëff séier d'Kéier kritt, well wann et se lues hëlt, da fuere mer an d'Katastroph!

Här President, ech halen domadder op. De Wand huet definitiv gedréint. Déi gutt Jore si leider net genotzt ginn, mir hu vill Geld hei am Land verbëtzt, mir hunn déi meescht Problemer net geléist, si sinn op ville Gebidder nach méi grouss gi wéi se scho waren. Et ass och an dësem Budget keen Ëmdenken ze erkennen. Mir ginn zwar de séchere Wee, mä de séchere Wee biergof, an dofir wäerte mir dëse Budget net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Deen nächste Riedner, deen agedroen ass, ass den honorabelen Här Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een déi 150 Joer Geschicht vun eiser Ekonomie sech esou ukuckt, da kënnt een den Androck kréien, den Härgott wär e Lëtzebuerger. Ech wëll net domat soen, datt mer eis ëmmer esou behuele wéi wann en e Lëtzebuerger wär, mä et ass eng Tatsaach, datt mer et fäerdeg bruecht hu besser do ze stoe wéi vill Länner ronderëm eis, well mer 100 Joer laang Stol haten, well mer elo 40 Joer laang Banken haten. Wëllt dat heeschen, datt dat elo eriwwer ass mat deene Banken? D'Leit stellen sech Froen: Wéi geet et weider, packe mer et méi wéi 40 Joer mat de Banken? D'Fro ass berechtegt an ech mengen de Rapporteur hat ganz Recht, wéi en ee vu sengen Haaptsujeten ebe just erausgeholl huet, fir iwwert dee Secteur ze schwätzen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass oft genuch gesot gi wéi wichteg en ass an eiser Ekonomie, datt en 10% vum Emploi duerstellt, datt e 25% vum PIB duerstellt, datt e 40% vun de Steierrecetten duerstellt; dat ass iwwregens e Pourcentage, deen iwwert den Domm gepeilt ass. Et hunn emol eng Kéier Analysen erginn, datt do nach all Kéiers missten zéng Prozentpunkten drop kommen, da wäre mer scho bei 50%. Den Här Fontagné, dee jo oft hei zitéiert ginn ass, an ech mengen zu Recht, seet op alle Fall, datt all Fënneften hei zu Lëtzebuerg direkt vun der Bankeplaz lieft. Ech weess net wéi vill déi indirekt nach ausmaachen, mä et ass scho bëuechtlech.

Dat huet eis arrangéiert an der Vergaangenheet, besonnesch an den 90er Joren. An den 90er Joren ass déi Finanzplaz ëm 16% all Joer gewuess, dat ass enorm. Et huet eis arrangéiert, mä et huet awer och eng aner Säit vun der Medail; an dat ass déi, datt mer eis do an eng nei Ofhängegkeet beginn hunn, datt mer dragerutscht sinn. D'Schwäizer kréie jo ëmmer gesot si wären déi grouss Spezialisten an dem Finanzberäich, an der Bankewelt, mä dobäi hunn d'Schwäizer genau d'Halschent vun hirer Wäertschöpfung aus de Banke par rapport zu eis, an zwar 14%, wou mir der 28% hunn. Dat ass emol déi éischt Ofhängegkeet.

Dann zweetens hänke mer an deem Secteur total, ob et eis gefält oder net, vum Ausland of, net nëmme well mer 70% Auslänner do schaffen hunn - mat deene si mir jo nach frou, well se eis hëllefen déi Aarbecht maachen, déi mer selwer net méi fäerdeg bréngen -, mä well d'Kapital, wat do agesat ass, zu 98% auslännescht Kapital ass. Mir hunn nëmmen zwou wierklech Lëtzebuerger Banken, wa mer et genau huelen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Dräi.

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Jo, dräi, okay, mä mir si mat 2%...

M. Henri Grethen *(DP)*.- D'Fortuna.

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Ech hunn un d'Fortuna geduecht, Här Grethen.

(Interruption)

Jo, d'Raiffeisen an d'Spuerkëscht, voilà. Där Tatsaach muss ee sech, mengen ech, ëmmer bewosst sinn, wann een iwwert d'Finanzplaz schwätzt, datt mer hei iwwer e Secteur schwätzen, deen iwwergewiichteg ass an eiser Ekonomie an an deem mer genau geholl net ganz vill ze soen hunn.

Déiselwecht Ofhängegkeet vum Ausland hu mer natierlech och bei der Konjunktur. Wa mer elo vun der Konjunktur vun der Finanzplaz schwätzen, da musse mer feststellen, de Rapporteur huet et gesot, dass et de Banken net allze schlecht geet am Moment. Et ass déi üblech Diskussioun: Geet et e gutt, geet et e manner gutt, ass d'Glas voll, ass et hallef voll, ass et hallef eidel? Et schéngt de Banquieren net allze schlecht ze goen. Et wäert deemnächst eng Etüd erauskommen, wou se e relativen Optimismus zum Ausdrock bréngen.

Wann een awer op där anerer Säit déi ganz faktuell Chiffere kuckt, an dat sinn déi vun deenen néng éischte Méint, da gesäit een datt an de Banken dat, wat ee géif soss enzwousch den Ëmsaz nennen, de Produit bancaire, ëm 3% zréckgaangen ass, an datt ënnert dem Strëch dat, wat Rescht bleift, ëm 6% zréckgaangen ass vis-à-vis vun deenen néng éischte Méint vum Joer virdrun.

Dat hänkt domat zesummen, datt dat klassescht Bankgeschäft ëm 7% agesackt ass, dat ass déi sou genannten Zënsmarge, dat ass dat wat d'Banke Rescht hunn, wa se déi Zënsen, déi se bezuelt hunn an déi se erakritt hunn, géinteneen oprechnen. Dat Geschäft huet ganz staark gelidden, ass Gott sei Dank awer zum Deel opgefaange ginn duerch d'Kommissiounsgeschäft. D'Kommissiounsgeschäft ass dat wat d'Banken touchéieren op deene Servicer, déi si hire Clientë leeschten, an déi hänken zu engem gudden Deel dovun of wéi d'Bourssë sech entwéckelen. Elo hunn d'Bourssë sech Gott sei Dank déi lescht Zäit e bësse besser entwéckelt an doduerch kéinte mer eventuell vläicht dëst Joer mat engem bloen A dovukommen a mat plus ou moins null Wuesstem am Secteur ofschléissen. Dat nennt een dann eng Stagnatioun op héijem Niveau, woubäi ech awer gär hätt, dass ee vläicht d'Betounung méi op „Stagnatioun" leet wéi op „héijem Niveau". An da wësse mer jo och, Stagnatioun, dat ass wann een op der Plaz trëppelt, a ganz oft wann een op der Plaz trëppelt, geet ee schonn zréck.

Konjunktur ass een Aspekt. Deen zweeten Aspekt an der Diskussioun ass d'Struktur, déi strukturell Problemer, déi strukturell Schwieregkeete mat deenen d'Bankeplaz ze kämpfen huet an déi ganz oft verdeckt ginn duerch dee konjunkturellen Op an Of, déi Achterbahnfahrt, déi mer an der Konjunktur maachen.

Engersäits, mengen ech, muss een dem Professer Fontagné Recht ginn, wann e seet: «Les bénéfices de la forte spécialisation financière ont déjà été engrangés.». E seet, et ass lech immens gutt gaangen an den 90er Jore mat Ärer Finanzplaz an Dir hutt d'Benefisser schonn agefuer. Dat heescht an anere Wierder: Erwaart Iech net méi ze vill fir d'Zukunft.

An a Wierklechkeet ass et och esou, dass mer ëmmer méi ënner Drock gerode mat eiser Finanzplaz. Global, géif ech gär soen, doduerch dass d'Geldwäschbekämpfung eis ëmmer méi Contrainten operleet, dass den Terrorismus mat an d'Spill bruecht gëtt an dass ëmmer méi Transparenz verlaangt gëtt; a mir wësse jo wat mat Transparenz gemengt ass. An doduerch komme mer an eng Situatioun, wou mer engem permanenten Drock ausgesat si duerch esou prominent international Organisatiounen, wéi OCDE, FMI a sou weider, wou ee sech zwar heiansdo freet, wat déi do dran ze sichen hunn, well déi hu keng Kompetenz a scho guer keng Legitimitéit. Mä si prangeren eis un a mir kënnen net méi deem net Rechnung droen.

Mir sinn elo just - den Här Minister huet et d'lescht Woch gesot - erëm eng Kéier kontrolléiert gi vum FMI an do krute mer alt erëm eng Kéier, net onbedéngt d'Levitë gelies, mä do ass gesot gi mir wiere ganz gutt, mä mir missten awer nach villes maachen. A wann een dat villes emol analyséiert, da ginn engem awer d'Dronkenellen aus an dann huet een eigentlech d'Tendenz deenen ze soen: Sot këmmert Iech ëm Är Saachen. Mä wéi gesot, dat ass politically net méi korrekt an dofir muss een deem Rechnung droen.

Dat ass um globale Plang. Um europäesche Plang, do ass den Environnement bestëmmt duerch dat, wat der alleguer kennt, nämlech d'Harmoniséierung. D'Harmoniséierung oder anescht ausgedréckt d'Upassung vun eisen nationale Spillregelen un europäesch Spillregelen. Wat heescht dat? Dat heescht, do wou mir bis elo selwer décidéiert hu wéi gespillt gëtt, décidéieren elo anerer. An dat bréngt mat sech, dass de Fräiraum oder d'Fräiraim fir eis Souveränitéitsnischen, op deene mer bis elo eis Sue verdéngt hu bis elo, ëmmer méi schrompt.

Dat heescht, dass eis grouss Attraktivitéit, nämlech déi, en Offshore-Zenter ze sinn, fort ass. Dat heescht, dass déi traditionell Standuertvirdeeler, déi mer bis elo haten, ëmmer méi verschwannen. An dat bréngt dann och esou Saache mat sech, wéi am Moment en zimlech massiven Offloss vu Sue vu Lëtzebuerg. Mir hu laang gemengt, déi Belsch kéinten eis mol mat hirer DLU, mat hirer Steieramnestie, an et huet och laang esou ausgesi wéi wann et eis net géing allze wéidoen, mä säit e puer Wochen deet et wéi. An et deet deene Banken, déi vill belsch Clienten haten, ganz besonnesch wéi. Den Offloss ass - kann ee scho bal soen - massiv.

Mä op all déi Ännerungen, op dee Géigewand, deen eis do an d'Gesiicht bléist, ware mer agestallt. Mir wosste säit den 90er Joren, dass et géing kommen, an d'Bankplaz huet probéiert hirem eegene Begriefnes aus de Féiss ze goen, doduerch dass se reagéiert huet, a Gott sei Dank reagéiert huet. Wéi huet se reagéiert? Majo si hat eng duebel Strategie, déi eng war déi - an dat ass eng gutt Lëtzebuerger -, dat Aalt ze halen, an déi aner war déi, eppes Neies do drop ze praffen. Esou bëssen nom Motto, dat Aalt esou laang erhale wéi nëmme méiglech an dat Neit esou séier wéi méiglech drop praffen.

Wéi huet se reagéiert? Si hat eng duebel Strategie, déi eng war déi - an dat ass eng gutt Lëtzebuerger -, dat Aalt ze halen, an déi aner war déi, eppes Neies do drop ze praffen. Esou bëssen nom Motto, dat Aalt esou laang erhale wéi nëmme méiglech an dat Neit esou séier wéi méiglech drop praffen.

Dat Aalt erhalen, wat hu mer domat gemengt? Majo virun allem hu mer eisen Avantage, eise Standuertvirdeel gemengt, deen am Bankgeheimnis besteet, a mir hunn deen anere Virdeel gemengt, deen an eise Steiere besteet. D'Bankgeheimnis, Dir wësst, dat war e laangen, laange Kampf, déi berühmt Harmoniséierungsdiskussioun, déi 13 Joer gedauert huet, déi d'Regierung fäerdeg bruecht huet dach an iergendwéi annehmbar Bunnen ze lotsen, doduerch dass mer elo eng Solutioun hunn, déi eis den Atout vum Bankgeheimnis - fir eng Zäit op d'mannst - nach erhält. An dofir féiere mer dann eng Quellesteier an. Domat hätte mer op d'mannst op deem Plang emol eng Zäit laang Rou. An ech menge mir hunn esou laang Rou, wéi d'Schwäiz dat Spill matmécht. Dir wësst, dass mer eis do un d'Schwäiz ugehaangen hunn, an déi Kopplung un d'Schwäiz war net domm, well déi huet eis finalement erlaabt dem Drock vun eisen europäesche Partner de Bass ze bidden.

Dat Aalt erhalen, wat hu mer domat gemengt? Majo virun allem hu mer eisen Avantage, eise Standuertvirdeel gemengt, deen am Bankgeheimnis besteet, a mir hunn deen anere Virdeel gemengt, deen an eiser Steierbelaaschtung besteet. D'Bankgeheimnis, Dir wësst, dat war e laangen, laange Kampf, déi berühmt Harmoniséierungsdiskussioun, déi 13 Joer gedauert huet, déi d'Regierung fäerdeg bruecht huet, dach an iergendwéi akzeptabel Bunnen ze bréngen, sou dass mer elo eng Solutioun hunn, déi eis den Atout vum Bankgeheimnis - fir eng Zäit op d'mannst - nach erhält. An dofir féiere mer dann eng Quellesteier an. Domat hätte mer op d'mannst op deem Plang emol eng Zäit laang Rou. An ech menge mir hunn esou laang Rou, wéi d'Schwäiz dat Spill matmécht. Dir wësst, dass mer eis do un d'Schwäiz ugehaangen hunn, an déi Kopplung un d'Schwäiz war net domm, well déi huet eis finalement erlaabt dem Drock vun eisen europäesche Partner ze widderstoen.

Da bei de Steieren. Do hu mer Reduzéierunge gemaach - dat ass bekannt -, mir hunn d'Haushalter entlaascht, mir hunn d'Betriber entlaascht a mir hu souguer e Projet, fir nach eng Schëpp nozeleeë mat deem, wat déi eng „Monegassiséierung" oder d'„Monte-Carloiséierung", oder wéi mer et och ëmmer nennen. Et gëtt domat gerechent - ob et realistesch ass, dat muss sech nach weisen -, dass mer do eventuell en neie Créneau kéinten opmaachen, doduerch dass mer d'Steierkaart nach eng Kéier géife spillen, dans la mesure wou mer se iwwerhaapt nach kënne spillen.

Mä souwuel d'Bankgeheimnis wéi och d'Steieren, dies muss ee sech bewosst sinn, halen net éiweg. D'Bankgeheimnis gëtt ëmmer méi attackéiert - zu Recht oder zu Onrecht - vu bal all Mënsch a virun allem vun deenen, déi e Problem mat deene klenge lästege Konkurrenten hunn, déi se mat hiren niddrege Steiere rose maachen, an déi dofir soen: Also do muss Transparenz erakommen an dat muss ophéieren!

Et ass kee ganz fairt Spill, wat do gespillt gëtt, well et gëtt erëm eng Kéier gesot: Wéinst dem Terrorismus a wéinst der Geldwäsch muss Transparenz kommen. Neen, Transparenz muss kommen, fir dass déi steierlech Avantagë vun deene Finanzplazen, déi nach e Secret bancaire hunn, kënnen ofgeschaaft ginn. An net méi spéit wéi gëschter oder virgëschter kruten eis Frënn zu Monaco alt nach eng Kéier eng dropgesat vun de Fransousen, also deene geet et net vill besser wéi eis mat verschiddenen aneren Noperen.

Mir hunn elo déi lescht Deeg, wann Der d'Zeitung gelies hutt, en neien Zoulaf kritt. Et sinn eenzel Banken, an zwar däitsch Banken, déi op eemol erausfonnt hunn, dass de ganze „private banking" misst zu Lëtzebuerg geschéien. Firwat dat op eemol geschitt ass? Majo, dat ass ganz einfach: An Däitschland hu se eppes gemaach, wat vill Leit entgeeschtert, nämlech dem Geschnoffels d'Dier ganz wäit opgemaach. Bis elo konnt just d'Bundeskriminalamt kucken, wat een op engem Konto hat; elo ka Jänni a Männi an Däitschland dat kucken. D'Reaktioun war déi, dass eis däitsch Noperen erëm masseweis op Lëtzebuerg kommen.

Doriwwer kënne mer eis freeën, mä mir wëssen awer och, dass dat eis erëm eng Kéier nach méi ënner Drock bréngt. A schonn an där leschter G20-Sitzung - ech gi mat deene sëlleche „G"en net ëmmer eens - huet den Här Eichel jo schonn erëm ganz déck dragefacht a gesot: „Also elo geet et awer geschwënn duer, elo kënnt méi Transparenz." Also alles, dass en net gesot huet, mir schafe Lëtzebuerg of, fir näischt méi Schlëmmes ze soen. Also, wéi gesot, eist Spill mat de Schwäizer fonctionnéiert vläicht nach eng Zäit, mä et fonctionnéiert net op éiweg. Also dorop kënne mer net d'Zukunft vun eiser Finanzplaz opbauen.

Dann d'Steieren. D'Steieren ass nach ëmmer e ganz wichtege Faktor, wann et drëm geet fir Standuerter ze bestëmmen, besonnesch am Finanzberäich. Mä Steieren, dat ass och kee Faass ouni Buedem. Ech mengen eise Finanzminister an och eise Budgetsminister kënnen net permanent an där Spiral do mathalen, well déi Spiral tendéiert no Null. A wann ee keng Steiere méi erakritt, da kann een och keng Sue méi ausginn. Dofir weess een, dass dee Spaass iergendwann eng Kéier en Enn huet, an och deen Dumping net esou wäit gedriwwe ka ginn, dass een nach ëmmer d'Nues kënnt virhalen. Dofir musse mer deem Rechnung droen.

Mir mussen och deem Rechnung droen, dass d'Konkurrenz ëmmer méi uerg gëtt an ëmmer méi schaarf gëtt. Den Här Grethen mengen ech huet éinescht Irland zitéiert. D'Iren hu mer am Ufank e bësse belächelt a gesot, déi kleng Iren do, déi kënnen net vill, och mat hirem Steieravantage, mir hu jo nach aner Avantagen, also mir si vill besser wéi déi. Entre-temps ginn d'Iren eis ganz kräfteg op de Geescht. Dat si ganz seriö Konkurrente ginn, zum Deel duerch hiren niddrege Kierperschaftssteiersaz, dee - wéi den Här Grethen richteg gesot huet - elo bei 12,5% läit.

An da kënnt als lescht d'Steierharmoniséierung, déi ass amgaang, déi ass ënnerwee. An déi kritt ëmmer méi Envergure.

(Interruption)

Majo, do kënnen engem d'Tréine scho kommen, wann een sech wierklech Suergen ëm Lëtzebuerg mécht. Da kënne se lech och heiansdo kommen, wann Der iwwert déi do Saachen nodenkt.

Déi Steierharmoniséierung...

(Interruption)

Neen, neen, et war eng Rëtsch hannendrun.

Une voix.- Dir schoulmeeschtert zwar gär…

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- Den Här Grethen huet dat och ugesprach an et war am Zesummenhang och mat deem, wat de Rapporteur gesot huet, wéi e vun…

(Interruption)

M. le Président.- Lauschtert no!

M. Lucien Thiel *(CSV)*.- …den Tauxe geschwat huet. Ech mengen, déi Iwwerleeung, déi de Rapporteur gemaach huet, ass guer net sou domm gewiescht. Den Här Grethen huet et selwer gesot.

Ech schwätzen elo vun enger ganz bestëmmter Iwwerleeung vum Rapporteur, Madame Flesch, dat ass déi fir den Taux vun der Kierperschaftssteier erofzesetzen.

Den Här Grethen huet mat Recht gesot, et gëtt iwwert d'Steierharmoniséierung diskutéiert, dass ee se wëllt upaken iwwert d'Assiette. Et gëtt jo ganz oft vergiess, dass e Steierensemble aus zwee Elementer besteet. Dat eent ass d'Bemiessungsgrondlag, d'Assiette, op där gerechent gëtt wéi vill Steiere ee muss bezuelen, an dat anert ass den Taux. Den Taux gesinn d'Leit ëmmer, mä vun der Assiette gëtt net vill geschwat.

Or, d'Assiette ass bis elo eng vun eisen Trompkaarte gewiescht, besonnesch am Finanzsecteur. Bei där leschter Steierreform, déi mer gemaach hunn - doru kann ech mech erënneren -, ass drop gehale gi vun de Banken, dass op deenen zwee Pläng gespillt ginn ass, souwuel bei der Assiette wéi beim Taux. Wann awer lo d'Assiette harmoniséiert gëtt, da gëtt se bestëmmt net an eis Direktioun harmoniséiert, da gëtt se no uewen harmoniséiert. An dann ass et vläicht net domm, wa mer scho bis dohinner ugefaang hunn um Taux ze fréckelen, fir dann awer duerch méi en niddregen Taux déi Perte vun Attraktivitéit ze kompenséieren, déi eben entsteet, wann no uewen d'Assiette harmoniséiert gëtt.

Der langen Rede kurzer Sinn: mir sollen d'Zukunft vun der Finanzplaz net op Saache wéi déi niddreg Besteierung an op d'Bankgeheimnis eleng opbauen. Mir musse kucken, dass mer nei Standuertvirdeeler kréien. Dat hu mer, géif ech soen - a wann ech soe „mir", da mengen ech virun allem déi politesch Responsabel an d'Acteure vun der Plaz -, an d'Wee geleet. Dat ass vläicht net sou vill gemierkt ginn, et ass awer op d'mannst an dësem Haus gemierkt ginn, well hei sinn déi Gesetzer gestëmmt ginn.

Mir hunn e Gesetz gemaach iwwert d'Pensiounsfonge scho virun enger Zäit. Mir hunn e Gesetz gemaach iwwert d'Sicaren zum Beispill. Mir hunn e Gesetz gemaach iwwert d'Titrisatioun a mir stellen elo op eemol fest, dass d'Titrisatioun ufänkt e Schlager ze ginn, dass se ufänkt gutt ze zéien an dass ganz vill Geschäfter kéinten domat gemaach ginn. Also, et ass schonn eppes geschitt, an domat si mer da schonn ënnerwee an eng nei Nischepolitik.

An da sinn ech bei deem schéine Wuert vun der Nischepolitik. Ech mengen, dat gëtt och e bësse falsch verstanen, wann ëmmer gesot gëtt wéi wann d'Nischepolitik eppes Schlechtes wär, eppes Béises wär, eppes wat ee soll vu sech drängen. Neen, e klengt Land wéi Lëtzebuerg, dat kann net, wéi een haut sou schéi seet, e „global player" sinn. Dat ass net dran, dat muss sech op Nische spezialiséieren, dat kann net alles maachen.

Mir kënnen net am grousse Stil schaffe wéi d'City vu London, well do schaffe 500.000 Leit am Finanzsecteur. Hei zu Lëtzebuerg sinn et der 35.000, wa mer se alleguer zielen, also wa mer ganz déck rechnen. Also musse mer eis weider op Nische spezialiséieren, a mir solle kucke wéi eng Nischen déi richteg sinn, fir d'Zukunft vun eiser Finanzplaz ze assuréieren.

Mir leien do net schlecht, well mir hunn eng ganz gutt Ausgangsbasis. Mir sinn a gewësse Gebidder Spezialisten. Do si mer unerkannt, och wa mer ganz oft geschleeft ginn am Ausland als Finanzplaz. An de Fachkreeser ass d'Meenung eng aner, do wësse se wat fir eng Kompetenz hei op dëser Plaz ass, ob dat elo am internationale Kreditgeschäft ass, ob dat an der Vermëigensverwaltung ass, ob dat an der Fongegestioun ass - wou mer jo schliesslech Nummer 2 weltwäit sinn. Mir hu schonn eppes opzeweisen, mir hunn eng gewëssen Avance, an et geet dodrëm fir déi Avance bäizebehalen.

Dat ass net einfach, well déi Spezialitéiten, déi mer hunn an déi ech elo genannt hunn, dat ass kee Monopol, dat kënnen déi aner och, wa se sech e bëssen druginn, se brauche just e bëssen Zäit, mä dat kënne se och. Si schlofen net.

An op där anerer Säit sinn déi Produkter, mat deene mer haut eis Sue verdéngen, muer näischt méi wäert, well besonnesch am Finanzberäich geet et ganz séier mat de Produkter, se ginn ëmmer méi komplizéiert, ëmmer méi sophistiquéiert, a se verlaangen ëmmer méi Wëssen, wann ee se wëllt géréieren. An dofir musse mir dofir suergen op eiser Finanzplaz, dass eis Produkter an eis Servicer ëmmer e Stéck besser si wéi deenen aneren hir, an dass mer als éischt um Maart si mat neie Produkter, dat heescht virun deenen aneren. Nëmmen dann, wa mer déi Innovatiounskraaft op d'Bee kréien, da kënne mer weiderhi mat deene groussen Hënn an esou weider….

(Hilarité)

Dofir mengen ech misst eigentlech elo d'Parole heeschen: Mir mussen eraus aus eiser Wierkstatt an eran an de Laboratoire. Mir kënnen eis net méi domat begnügen, dass mer Fachwëssen ganz einfach aféieren. Dat hu mer bis elo gemaach. Ech hu gesot, mir hu 70% Auslänner am Secteur. Mir hu ganz vill Fachwëssen einfach importéiert. Dat geet esou laang, wéi dat Fachwëssen net ze deier gëtt. Mir hunn awer entre-temps en Niveau hei zu Lëtzebuerg erreecht, wou d'Spezialisten ufänke rar ze ginn, a wa se rar sinn, da gi se deier. A wa se deier ginn, da kritt ee Problemer mat senger Kompetitivitéit.

Dofir mengen ech drängt sech op, dass mer d'Gestioun vun eisem Wësse selwer an d'Hand huelen. An dofir brauche mer eng Uni, an dofir brauche mer eng Luxembourg School of Finance.

D'Zukunft vun der Finanzplaz berout op enger Rei vun Dugenden a Stäerkten; dozou gehéieren eis Upassungsfäegkeet, gehéieren eis kuerz Décisiounsweeër - déi heiansdo awer net esou kuerz sinn. Dozou gehéiert dat gutt Zesummespill vu Politik a Wirtschaft an natierlech eis Entschlossenheet, eis Déterminatioun d'Finanzplaz ebe faute de mieux um Rullen ze halen.

Et gehéiert awer och dozou - dat soll een net vergiessen, an de Rapporteur huet et ënnerstrach -, datt mer bei der Reglementéierung net onbedingt d'Ham an der Mëllech kache sollen, an dat nëmme fir eisen direkten an och méi wäitleefegen Noperen ze gefalen. Déi soen eis ni Merci dofir, mä déi profitéieren dovun, wa mir méi helleg si wéi de Poopst.

Mä déi zwee Pilieren, op déi et lo ukënnt an op déi mer lo virrangeg baue mussen, dat sinn engersäits d'Fuerschung, also d'Sich no ëmmer bessere Produkter, an anersäits d'Duerstellung vun eiser Finanzplaz am Ausland.

D'Regierung huet sech an dësem Budget kloer zu deenen zwee Ziler bekannt. De Budgetsminister, deen och zoustänneg fir d'Finanzplaz ass, huet de Mëttwoch nach eng Kéier ënnerstrach, wéi wichteg den Image vun der Plaz a seng Promotioun am Ausland ginn ass. Mir mussen dat falscht a schiedlecht Bild redresséieren, dat mir mat der Zäit ugehaang kritt hunn an ënnert deem mir bis haut leiden.

Zweetens de Wëlle vun der Regierung, deen anere Pilier, nämlech d'Fuerschung, sou zolidd wéi méiglech ze maachen, schléit sech an der Verdueblung vun de Kreditter fir d'Uni néier. Wuel sinn déi Suen net all fir de Finanzberäich, wuelgemierkt. D'Luxembourg School of Finance kritt nëmmen e klengen Deel vun deene sëlleche Millioune, well si ass just ee vun dräi Departementer an enger vun deenen dräi Fakultéite vun der Uni. Awer de Wëllen, endlech eescht mat der Wëssensgesellschaft ze maachen, schéngt elo definitiv do ze sinn.

Mä gradesou wichteg wéi d'Suen aus dem Budget ass awer och d'Abanne vun allen Acteuren an deem iwwerliewenswichtege Projet Uni Lëtzebuerg. Do musse se all matzéien, an zwar un engem Strang, an net hott an har. Op d'mannst an deene Fächer, an déi d'Ekonomie méi oder wéiniger direkt eraspillt, soll d'Privatwirtschaft hir Verantwortung iwwerhuelen a mat upaken. Et muss dach méiglech sinn an eiser Uni e Modell vu „private-public-partnership" ze entwéckelen, deen op eng optimal Zesummenaarbecht vun allen Interesséierten histeiert. Dat net de Leit zuléift, mä wéinst der Saach.

Ech weess, datt munchen Akademiker vu Beréierungsängscht mat der proseiescher Privatwirtschaft geplot gëtt. Ech weess och, datt op eisem Uni-Olymp nach ëmmer Eenzelner vun enger kompletter, globaler, „fully-fledged" Universitéit mat allem Drëm an Drun dreemen. Mä mir musse mat de Féiss um Buedem bleiwen. Et huet weder e Wäert fir hei zu Lëtzebuerg d'Universitéitsrad nei ze erfannen, nach mécht et e Sënn coûte que coûte mat de groussen Hënn wëllen d'Been ze hiewen. Wat mir brauchen ass eng Uni, déi op eis direkt Besoinen zougeschnidden ass. Dat sinn net nëmme wirtschaftlech Besoinen, mä et sinn awer wäitgehend oder op d'mannst ënner anerem wirtschaftlech Besoinen.

Déi Besoinë stellen zwou Ufuerderungen un d'Uni duer. Mir brauchen en héije Grad u Spezialisatioun a mir mussen d'Gewiicht op d'Recherche, op d'Fuerschung leeën.

Et kann een net genuch virun enger Feelentwécklung vun eiser Uni warnen, scho guer net méi nodeem datt eis den Här Fontagné e considérabelen Defizit am Héichschoulberäich an an der Recherche certifiéiert huet. Wann d'Uni dës Kéier an d'Box geet, da riskéiere mer net nëmmen definitiv den Uschloss un d'Wëssensgesellschaft ze verpassen, da gi mer och fréier oder spéider an deene Wirtschaftsberäicher, aus deene mer bis elo eise beneidenswäerte Wuelstand geschäfft hunn, onweigerlech vun der Konkurrenz iwwerdubbert. An dann ass et Feierowend mat eise grousse Spréng a mat eisen héich gestachenen Usprécher, déi souwéisou esou lues ufänken eiser wirtschaftlecher Realitéit fortzelafen.

Eise Kanner a Kandskanner zuléift, déi et jo sollen op d'mannst esou gutt kréie wéi mir et haut hunn, musse mir eis deenen Erausfuerderunge vun engem verschäerfte Konkurrenzkampf an engem integréierten an harmoniséierte Wirtschaftsraum stellen. Dat gëllt net nëmme fir de Finanzsecteur, dat gëllt allgemeng fir eis Ekonomie.

Mir mussen de Courage opbréngen, eis eege Bequemlechkeet a Fro ze stellen, a mir mussen och emol d'Nues iwwert de Bord vun eisem waarmen Nascht erausstrecken, fir eis der Realitéit ronderëm bewosst ze ginn.

Mir sinn net méi déi Zort apaart, déi mer dank eisem Stol an eise Banken esou laang waren. Mir ginn ëmmer méi wéi all déi aner. Domat musse mir alleguer eis offannen. Dorop musse mir eis ariichten, mat allem wat dat mat sech brénge wäert, och an der Budgetspolitik. An ech mengen den Ufank ass gemaach. Mir hu ganz einfach, ob et eis gefält oder net, keen anere Choix.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Budgetsrapporteur vun dësem Joer, den honorabelen Här Mosar, huet a sengem mëndlechen a schréftleche Bericht d'Problematik ënner anerem vun de Gemengefinanzen thematiséiert, ënner anerem huet hien an deem Kontext eng Partie Pisten hei opgezeechent. Dobäi huet den Här Mosar net gezéckt fir, mengen ech, dach eng Rei gewoten Aussoen ze maachen, a sollten dem Rapporteur seng Visioune sech géifen deemnächst realiséieren, da géif dat bedeiten, datt d'Gemengelandschaft hei zu Lëtzebuerg sech dach awer géif staark veränneren.

Zu Recht gëtt am Rapport, wat iwwregens och scho während dem Débat d'orientation iwwert d'Verdeelung vun de Kompetenzen zwëschent dem Stat an de Gemenge gemaach gouf, op d'Verschiddenaartegkeet vun deenen haut nach 118 Gemengen higewisen. Eng kleng Landgemeng kann ee sécherlech net mat engem regionalen Zentrum wéi Esch oder eiser Haaptstad gläichstellen. D'Gestioun ass eng aner, d'Missiounen och, an och wann dës kleng Gemengen oft keng Einnahme generéieren, ass dat awer keng Ursaach fir se wëllen ze fusionéieren.

Wann een dat esou liest, wéi de Rapporteur dat hei geschriwwen huet, kéint ee mengen, datt wann ee keng Suen hätt oder een aarm wier een och kee Recht hätt dann ze existéieren. A wann nëmmen déi Gemengen dierften existéieren, déi Gewerbesteier anzéien, da géif dat ganzt Land sech finalement praktesch, an dat ass scho virdrun hei gesot ginn, op d'Stad Lëtzebuerg reduzéieren.

D'Tatsaach awer, datt de Rapporteur aus der Stad Lëtzebuerg kënnt, erlaabt him et dann och vläicht eng Formule erauszefannen, déi fir hie gënschteg ass an déi hie sech dann och um Volet vun de Gemengefinanzen hei ausgeduecht huet. Ouni de Rôle vun der Haaptstad wëllen a Fro ze stellen, mengen ech, ass dat Ganzt awer net esou einfach, well et och net ëmmer esou ass, datt an deene Gemengen, wou keng Aktivitéite bestinn a wou och keng Gewerbesteier agezu gëtt, keng Nuisancen duerch d'Aktivitéiten aus den Nopeschgemengen ze spiere wieren.

Et ass och kloer, datt eng kleng Landgemeng net déi Investissementer brauch, déi fir eng gréisser Stad indispensabel sinn, a wa se se brauch, da ka se dat mat enger oder méi Gemengen zesumme maachen. Si muss fir dat ze maache jo awer net fusionéieren.

An deem Kontext wëll ech natierlech och d'Fro stellen, wou hei de Rapporteur un déi Zuel vun 30 bis 40 Gemenge kënnt. Ech froe mech eigentlech, wou dee Chiffer hierkënnt, ob dee wëssenschaftlech beluecht ginn ass oder huet déi ëmmer méi opdränglech un den Dag geluechte Fusionitis haaptsächlech säitens der CSV eppes mam IVL ze dinn; de Rapporteur schreift dat och esou hei a sengem Rapport, ech zitéieren dee Saz: «Sur base d'un tel redécoupage administratif le pays acquerrait les structures régionales et locales nécessaires à l'implémentation de l'IVL.» Mä wann ech da viruliesen am IVL, da fannen ech do awer néierens eppes wou vu Fusioune Rieds geet. Oder wëllt dat elo op eemol am Kloertext heeschen, datt, wann et net zu enger Fusiounswell an deenen nächste Joren hei géif kommen, dann den IVL a sech e Konzept um Pabeier géif bleiwen a sech net kéint realiséieren?

Dobäi wëll ech elo guer net soen, datt mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei hei d'Gemengefusioune géifen a Fro stellen. Mir hu guer näischt prinzipiell do dergéint, mä mir wäre virun allem frou, wann dat op fräiwëlleger Basis géif geschéien, a virun allem aus Kooperatiounen, aus dem Zesummeschaffe vun enger Rei Jore géif geschéien an net vun uewen erof géif diktéiert ginn, respektiv och net géif erbäikaaft ginn. Ech mengen, dat wier eng falsch verstanen Autonomie communale.

Souwisou muss een dem Rapporteur soen, datt, wa Gemenge fusionéieren, an dat haaptsächlech ländlech Gemengen oder Landgemenge sinn, a se bis op 3.000 Leit eropkommen, dat si souwisou net fräistellt dach awer nach mat anere Gemengen ze kooperéieren, well nach ëmmer eng ganz Partie Projete bleiwen, déi dach awer iwwer hir Käpp eraus ginn.

Ech verstinn a sech och net déi Politik, déi an deene leschte Jore bedriwwe gëtt, nämlech déi wann zwou Gemenge fusionéieren, déi jee 500 Leit hunn, déi dann zesummen 1.000 Leit zesummebréngen, dass deen Akt da mat 100 Millioune belount gëtt.

Une voix.- Ale Frangen.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Dat ass nach vill. De Rapporteur huet a sengem Rapport hei drop higewisen, datt et nach 40 Gemenge ginn, déi manner wéi 1.000 Leit hunn. Et brauch een déi Rechnung awer nëmmen einfach ze maachen, wann déi 40 Gemengen zu zwou géife fusionéieren, da géif dat eis zwou Milliarde kaschten an da géifen déi Gemenge maximal op eng 1.500 Leit kommen an da muss emol ee mir explizéieren, wat datt dat am Kader vum IVL bäidréit.

Ech mengen, et muss ee sech awer heiansdo d'Fro stellen, wou datt den Innenminister un déi Politik do kënnt, ob déi iwwerhaapt duerchdiskutéiert ginn ass, ob ee Konzept iwwert dat Ganzt besteet, wou datt d'Argumenter leien, oder et muss ee sech einfach d'Fro stellen, ob dat alles esou ontransparent gemaach gëtt, och wéi dee ganze Subsidiësystem, wéi en am Intérieur virzefannen ass an esou wéi en a sech richteg hei vum Rapporteur beschriwwe ginn ass.

Ech mengen, datt et awer par contre am Land eng ganz Partie Beispiller gi vu Gemengen, déi scho laang verstan hunn, datt fir si déi berühmt Kierchtuermspolitik absolut näischt bréngt, déi awer och wëssen, datt d'Fusioun d'Léisung net fir si ass, mä mengen, datt den nohaltegste Wee dee vun der regionaler Zesummenaarbecht ass. Ech verstinn u sech och net, firwat datt net dee Wee an der Vergaangenheet vill méi vum Innenministère ënnerstëtzt ginn ass, anstatt datt déi hire Wee hu musse selwer fannen. Ech deelen an deem Kontext och net dem Rapporteur seng Meenung, wann e schreift: «(…) les communes qui ne comptent pas 3.000 habitants ne sont tout simplement pas en mesure d'assumer, de manière responsable, efficace et efficiente, les obligations et missions qui leur incombent dans le cadre d'une autonomie digne de ce nom.»

Mir hunn, a meng Virriedner hunn dat och schonn hei gemaach, eng ganz Partie Beispiller vu regionaler Zesummenaarbecht opgezielt, déi allerdéngs an der Vergaangenheet alleguer op Eegeninitiativ entstane sinn. Wann den Innenministère an de vergaangene Joren dat do méi ënnerstëtzt hätt, mengen ech, da wieren och nach méi där regionaler Kooperatiounen zustane komm, mä bien - de Contraire war de Fall. An der Vergaangenheet huet den Intérieur ganz oft duerch diffus Interpretatioune vun der Gemengegesetzgebung grad ewéi och duerch dat net glänzend Syndicatsgesetz dëse Kooperatiounen allze oft méi ee Steen an de Wee geluecht, wéi hinne virugehollef.

De Rapporteur huet sech och ganz laang mat de Gemengefinanzen hei ënnerhal. Ech mengen, och do ass dat meescht jo virdru gesot ginn. Ech wëll awer dovir warnen, hei grouss Hoffnungen eropzebeschwieren, doduerch datt ee wëllt de Problem vun de Gemengefinanzen duerch eng Reform vun der Grondsteier hei léisen. Ech mengen net, datt dat esou ass. Och wa mir bereet sinn iwwer eng Reform vun der Grondsteier ze diskutéieren, wäert d'Reform vun der Grondsteier awer nëmmen eppes bréngen duerch e massiivt Eropsetze vun der Grondsteier, an déi géif natierlech all d'Wunnenge betreffen, well d'Mass et jo an deem Fall hei géif ausmaachen, an domat géife mir natierlech awer och déi Leit mat méi klengem Akommes hei treffen. An all aner Besteierung op deem Niveau, ob et d'Spekulatioun ass oder och déi méi grouss Haiser, wat och ëmmer, géif deen erwënschten Erfolleg ganz sécher net mat sech bréngen.

Duerfir wollt ech dem Rapporteur ganz einfach d'Bemierkung maachen, datt déi Propositiounen, déi hien hei mécht mat sengen Aschränkungen - ech mengen et sinn der fënnef an der Zuel -, d'Zomm vun der Grondsteier hei vervéierfachen. Mir op d'mannst bleift dat e Rätsel, mä ech mengen, datt mir an Zukunft jo nach Geleeënheet kréien, och am Kader vun der Intérieurskommissioun, doriwwer ze diskutéieren.

Een zweete Sujet, deen ech hei wëll uspriechen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass dee vum Kyoto-Protokoll. Am Regierungsprogramm vun 2004 steet, datt dës d'CSV-LSAP-Regierung déi erneierbar Energië wëllt fuerderen - dat steet bal iwwerall, dat ass och näischt Neies. Dat war ëmsou méi wouer, mengen ech, an der leschter Regierungsperiod, an ech erënneren dach awer un déi Reglementer, déi um Niveau vum Ëmweltministère geholl si ginn. Ech erënneren och un dat ëmgeännert Wirtschaftsförderungsgesetz an un d'Wirtschaftsförderungsgesetz fir Kleng- a Mëttelbetriber, wou et ëm d'Ënnerstëtzung oder ëm d'Förderung vun der rationaler Notzung vun den Energien, der Förderung vun den erneierbaren Energien an ëm d'Energiespuere geet.

Ech mengen an der Vergaangenheet ass dach do e kloert Signal gesat ginn, an ech mengen, datt dat och dee Succès kannt huet, deen et verdéngt. Virum onerwaart grousse Succès awer notamment vun de Fotovoltaikanlagen hunn, och am Kader vun dësen Aiden, dës Hëllefe musse revidéiert ginn, mä och an Zukunft wäert dat nach geschéien - déi eng oder aner Kurskorrekture musse geholl ginn. An deem Sënn sinn ech och drop gespaant, wéi datt dës Regierung dat Reglement adaptéiert, dat jo dëst Joer zum Auslafe kënnt.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Ech denke schonn, datt mir eis an Zukunft vill méi op Mesurë musse konzentréieren, déi eis am Kader vum Kyoto-Protokoll méi virunhëllefen, dat bedéngt duerch déi gelunge Formel, déi am Kyoto-Protokoll ugewannt gëtt, fir de Länner hir CO_2-Emissiounen ze rechnen. Total falsch ass - a mengen Aen - awer ze soen, datt et sech bei der Promotioun vun erneierbaren Energien iwwert de Wee vu Primë géif ëm e Faass ouni Buedem hei handelen. Esou Aussoe riskéieren dach awer dat falscht Signal ze setzen an och dee falsche Message ze ginn. Et wier schued, wann een elo déi Dynamik, déi virun dräi Joer lancéiert ginn ass, duerch esou Messagen nëmme géif bremsen oder och géif ënnerbriechen.

D'Promotioun vun erneierbaren Energien ass nohalteg an et ka keng Ried si vun engem Faass ouni Buedem, wann ee weess, datt beim Faass vun de fossile Brennstoffer fréier oder spéider de Buedem souwisou erreecht ass. An deem Kontext, mengen ech, kéint een op ganz vill aner Fässer ouni Buedem hiweisen an déi opzielen. Ech géif dorop verzichten, mä et sinn der ganz sécher vill dobäi, déi vun CSV-Ministeren an de leschte Jore gestanzt si ginn, mä ech mengen, et wier net fair, Projeten hei opzezielen, déi vun eis gedroe si ginn, dofir géife mir dat och net wënsche vun hinnen, dat vis-à-vis vun eis ze maachen, mat Projeten, déi an der Vergaangenheet och vun hinnen ënnerstëtzt si ginn.

Ech fannen et och perséinlech net gutt, wéi am Rapport an am grousse Ganze vun der gréisster Majoritéitspartei d'Ëmweltpolitik an ënner anerem och d'Kyoto-Problematik hei ugaange gëtt, déi ëmmer nëmmen duergestallt gëtt als eng lästeg Flichtübung. Ech mengen, fir d'Zukunft sinn de Kyoto-Protokoll an d'Ëmwelt eng Erausfuerderung un eis alleguer an et kann een hei ganz sécher net vum Faass ouni Buedem schwätzen. Et ass déi gréissten Erausfuerderung, där mir wäerten entgéintgestallt gi fir déi nächst Joren.

De Kyoto-Protokoll wäert an Zukunft och net nëmmen d'Ëmwelt eppes ugoen, mä e wäert vill méi, ass e mol richteg op de Schinnen, d'Wirtschaft an d'Finanze bewegen, ass e mol eemol richteg um Zuch. Mir wëssen, datt de Kyoto-Protokoll viru kuerzem eréischt a Kraaft getrueden ass. Dat ass eppes ganz Neies, a wann den Enjeu an d'Valeur vun dem Kyoto-Protokoll haut vläicht bei 100 Milliounen Dollare läit, dann ass an Aussiicht awer gestallt ginn, datt dat ganz schnell a ganz séier wäert en Enjeu kréie vu 500 Milliarden Dollaren. Ech kann Iech d'Garantie ginn, wa mir do sinn, sech dann net méi d'Ëmweltministeren ëm déi Problematik do bekëmmeren, mä da wäerten op deenen internationale Konferenze méi wéi wahrscheinlech d'Finanz- an d'Wirtschaftsministere sëtzen, fir dat auszehandelen, wat op deem Niveau geschitt.

Ech gleewen och drun, datt bis dohin, a wann den Enjeu esou grouss gëtt, eis amerikanesch Frënn ganz sécher net wäerte feelen an och un deem Kuch do wäerten hëllefen deelen.

Bon, deen éischte Schrëtt, deen awer wäert musse gemaach ginn, an do ginn eis Meenunge vläicht e bëssen auseneen, ass datt dee wäert ugoe mat dem Emissiounshandel, mat dem Handel vun de Certificaten. Ech ka mech erënneren, ech hat d'Chance do derbäi ze sinn zu Marrakech, wéi doriwwer geschwat a gestridde ginn ass. Eréischt den Handel mat Certificaten huet a sech de Wee zum Kyoto-Protokoll fräigemaach. Domat wäert et ugoen, mä déi Certificatë wäerten am Laf vun de Joren ëmmer méi deier ginn an doduerch wäerte se och ëmmer méi rar ginn.

Dofir wäerten dann zum Schluss net méi vill do sinn, a spéitstens bis dohinner - ech mengen awer net, datt et sou laang dauert - wäert eis Energielandschaft sech komplett änneren, an an dëser Landschaft wäerten déi erneierbar Energien e ganz groussen Deel besetzen. Ech sinn net der Meenung, datt se komplett déi aner kënnen ersetzen. Ech sinn der Meenung, datt och aner Energieforme wéi zum Beispill de Waasserstoff do ee Wee fannen, awer nëmme wann et op der Basis vun erneierbaren Energië produzéiert gëtt. An dat wat um internationalen Niveau gëllt, gëllt natierlech och fir Lëtzebuerg.

Dofir wäert et och net esou sinn, datt mir vun haut op muer aus dem Tanktourismus kënnen erausklammen, ouni dobäi blo Plazen ze erwëschen, ouni awer ze soen, datt mir d'Problematik vum Kyoto-Protokoll kënne léisen, wa mir um Tanktourismus festhalen. Dat wäert och net de Fall sinn, mä mir wäerten awer musse mam Handel vu Certificaten, mam Emissiounshandel ufänken.

Ech wëll och drop hiweisen, an ech hat dat menger Meenung no scho beim Budgetsrapport vun 2003 gemaach, datt een dat och op eng méi nohalteg Aart a Weis ka maachen am Kader vun der „joint implementation" an de CDMen. Do gëtt et eng ganz Partie flott Modeller. Ech mengen, et brauch ee sech och net ze genéieren, fir op deem Niveau hei matzemaachen.

Gläichzäiteg a fir d'Zukunft ëmmer méi muss selbstverständlech déi rationell Notzung vun der Energie, déi erneierbar Energien a virun allem fir Lëtzebuerg am Kyoto-Protokoll d'Aspuere vun Energie gefördert ginn. Dat ass ee Volet, deen an der Vergaangenheet schrecklech vernoléissegt ginn ass. Och wann den Ëmweltministère do versicht hat iwwert de Carnet de l'énergie virunzekommen, mengen ech si mir awer am Stach gelooss gi säitens dem Wunnengsbauministère, dee bis haut nach näischt heiran opzeweisen huet.

De Budgetsrapporteur huet hei och fir eng Präisupassung vum Bensin plädéiert. Do muss een natierlech drop hiweisen, datt dat ganz sécher den Tanktourismus géif affektéieren. Ech mengen, et soll een déi Präishaussen esou gestalten, datt awer e gesonden Différentiel bleift, deen eis awer genuch Recettë vermëttelt a gëtt, fir esou lues a lues de Wee aus dem Tanktourismus erauszefannen an och de Wee aus dem Emissiounshandel eriwwer op d'erneierbar Energien. Ech mengen, datt et näischt bréngt kuerzfristeg ganz aus dem Tanktourismus erauszeklammen.

De Budgetsminister huet dem Rapporteur do jo d'Rechnung gemaach. Ech mengen den ekonomeschen Impakt wier einfach ze héich fir vun haut op mar do erauszeklammen. Et ass och en Impakt um Niveau vun den Aarbechtsplazen, dee kuerzfristeg um Spill géif stoen. Betruecht een deemno déi ekologesch, déi wirtschaftlech an déi sozial Komponente vun der Kyoto-Problematik, sou muss een, mengen ech, dach awer erkennen, datt am Sënn vun der Nohaltegkeet nëmmen ee progressiivt Erausklammen aus dem Tanktourismus Sënn mécht.

Am Regierungsaccord vun dëser CSV-LSAP-Regierung steet, datt Lëtzebuerg dee gréissten Deel vun de Réductiounsefforten hei am Land géif maachen, an datt de Recours op flexibel Mechanismen op e Minimum wäert reduzéiert ginn. Et ass dat, wat den Här Bodry eis déi lescht fënnef Joer virgeworf huet. Esou nobel wéi dat och kléngt, mengen ech musse mir dach awer bis dat éischter méiglech gëtt e gesonden Equiliber hei fannen. Sech voll a ganz dem Emissiounshandel ze versoen, ass sécherlech och déi falsch Approche. Mir sollen awer déi net zoumaachen an eng Strategie ausschaffen, oder virun allem op där Strategie virufueren, wou déi national Mesuren an déi flexibel Mechanismen hir Plaz hunn - eng Strategie, déi vun der leschter Regierung

schonn ausgeschafft ginn ass. Ech mengen, da kréie mir och d'Problematik vum Kyoto-Protokoll an de Gréff.

An da soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Den Här Jaerling huet d'Wuert.

(Interruption)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Neen, et ass gutt, Här President, dass ech alles am Kapp hunn, dofir sinn ech ëmmer virbereet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Budget gëtt onweigerlech de Sozialofbau hei am Land ageleet. Mir kënnen eigentlech frou sinn, datt mir d'nächst Joer Gemengewahlen hunn, soss wier et vläicht nach méi knëppeldéck zum Virschäi komm.

Dëse Reformwee no ënne gouf schonns an der Regierungserklärung vum Här Statsminister de 4. am Karschnatz 2004 ugedeit. Ënnert dem Euphemismus Moderniséierung soll do am Virfeld de kommende Sozialofbau positiv verkaaft ginn. Philosophéiert huet de Premier vun der neier Regierungskoalitioun vun enger sou genannter Modernitéit, déi déi nei Regierung wëllt - ech zitéieren: „Déi Modernitéit awer, déi mer wëllen, dat ass net déi gängeg Modernitéit, déi iwwerflächlech Modernitéit, déi Modernitéit ouni Déifgank, ouni Konsequenz an ouni Émstellung." - a weider - „'Mir wëlle bleiwe wat mir sinn': Dat war den Nationalsproch, wéi anerer eis huele wollte wat mer waren a wollte bleiwen. 'Mir hale wat mir hunn': Dat ass de Motto vu villen, déi mengen, dass 'hunn' a 'sinn' genau datselwecht wär. Mir mengen, datt dat net datselwecht ass." - Dat sot den Här Statsminister a senger Deklaratioun. Besser kann een net duerch d'Blumm schwätzen.

Här President, d'Regierung wëllt de Sozialbudget stabiliséieren. Dat ass hei aus de Wierder vum Rapporteur erausgeklongen, ouni datt hien awer an den Detail gaangen ass. Bei sou vaguen Aussoe kann ee sech dann e positiivt oder en negatiivt Bild molen, jee nodeem wéi een et interpretéiert. Egal wéi ee sech dat Bild awer moolt, eraus kënnt schlussendlech ëmmer e schwaarzt Bild.

Wéi wëllt d'Regierung e Sozialbudget stabiliséieren, deem säin Impakt eng permanent Croissance huet, déi schwéierlech opzehalen ass, ausser et ergräift een drastesch Moossnamen? Wou wëllt d'Regierung spueren, respektiv am Sozialberäich méi Recetten erreechen? De Koalitiounsprogramm ass do zimlech konkret: «Le Gouvernement, tout en confirmant son attachement à l'indexation automatique des salaires, veillera également à ce que des dérapages de l'inflation ne viennent pas mettre en échec la nécessaire compétitivité économique.» Wuel gemierkt, dat ass net den CSV-DP-Programm, mä den LSAP-CSV-Programm, e Regierungsprogramm mat där Partei, déi sech dobaussen ëmmer als Champion, als de Verdeedeger vum automatesche Lounausgläich an de soziale Rechter verkeeft. Dat steet am Regierungsprogramm.

Da steet am Regierungsprogramm mat sozialistescher Ënnerstëtzung nach weider: «Dès lors le Gouvernement n'exclut pas a priori ni une adaptation des ressources financières, qui doivent cependant s'inscrire dans le contexte économique général, ni des ajustements du niveau de remboursement, qui doivent cependant rester compatibles avec les ressources financières des ménages.» An hei sinn de Wierder schonn Dote gefollegt. Doten, déi am krasse Widdersproch zu den öffentlechen Aussoe vum sozialistesche Gesondheetsminister stinn.

Nach am Spéitsummer sot de Gesondheetsminister op der Lëtzebuerger Télee, datt mir - ech zitéieren: „net nëmme kleng Plooschtere fannen, fir drop ze pechen. Mä mer musse Solutiounen am Dialog fannen, déi et eis erlaben net all Joers erëm iwwer Krankekeesendefiziter ze schwätzen." An dann, seng Approche wier net déi „fir elo bei deene Problemer an de Krankekeese just mat der Schéier dorëmmer ze lafen, fir Leeschtungen ze kierzen." Mä just dat huet e gemaach, a soss näischt anescht.

Strukturell Reformen, wéi se den ADR x-mol gefuerdert huet, sinn ausbliwwen. De politesche Courage huet einfach gefeelt. Oder huet d'Sozialistesch Partei an der Regierung näischt ze soen? Dofir ass et net nëmmen zu Aschnëtter an de Leeschtunge komm, mä op Käschte vun de Versécherten an eise Betriber hirer Compétitivitéit zu enger Erhéijung vun de Cotisatiounen, wou iwwregens den Impakt fir de Statsbudget 2005 - de Stat bezilt jo och en Drëttel - an dësem Projet nach guer net virgesinn ass.

Mir als ADR viséieren awer eng Finanzéierung ouni Leeschtungsverschlechterungen, ouni Beitragserhéijungen an ouni Réckgréff an d'Reserven. Mir mussen endlech de Mutt opbrénge fir strukturell Reformen anzeleeden, an den ADR hat den 13. am Wäimount 2003 op senger Pressekonferenz siwe konkret Virschléi duergeluecht: 1. systematesch Förderung vun der Preventivmedezin; 2. verstäerkt Responsabiliséierung vun allen Acteuren am Gesondheetswiesen; 3. Verallgemengerung vum Tiers payant; 4. d'Schafe vun enger Akaafszentral fir all Fourniturë fir Spideeler, Alters- a Fleegeheimer; 5. Aféierung vun engem Gesondheetspass; 6. Fusioun vun de Krankekeesen a 7. d'Aféiere vun enger Cotisation santé op erwisenermoosse gesondheetsschiedleche Produiten.

Eent vu villen Elementer, déi an dësem Kapitel vum Koalitiounsofkommes awer och feelen, ass de Supplément vun deene 66% op alle Behandlungskäschte fir Patienten, déi an der éischter Klass ënnerbruecht ginn, deen a kenger Relatioun zu der medezinescher Leeschtung a Betreiung steet. An dat muss ofgeschaaft ginn.

Här President, eng weider sozial Ongerechtegkeet ass déi, och vun eis massiv kritiséiert Entscheedung vun der viregter Regierung am Wäimount 2003, fir d'Participatioun vum Stat un der Finanzéierung vun der Fleegeversécherung vu 45 op 40% erofzesetzen. Dës Entscheedung hat der leschter Regierung erméiglecht, am Budget vun 2004 11 Milliounen Euro anzespueren. Dobäi huet et sech ëm soss näischt gehandelt, erëm eng Kéier, wéi e Beitragsklau, e latente Sozialofbau also.

Fir dësen Exercice ass d'Bedeelegung vum Stat zwar erëm op 45% eropgaangen, mä dat 2004 geklaute Geld feelt weider. D'Auswierkunge vun dësem Beitragsklau wäerte mir an e puer Joer ze spiere kréien, well d'Zuel vun de Fleegebedürftege klëmmt konstant.

D'Entwécklung, datt et ëmmer méi déi, déi schaffen - d'Salariéen - an d'Assuréë vun de Keese sinn, déi d'Käschte vum Allgemengwiesen droe mussen, geet ongebremst weider. Dës sozial Schiflag, dës Ongerechtegkeet, gëtt vum neie Regierungspartner ongenéiert esouguer beschleunegt.

Här President, zum Beispill bei der Mammerent, wou jo schonn op Käschte vu grad deenen Äermste gespuert ginn ass, andeems den RMG-Bezéier an deene Leit, déi e Pensiounszouschoss kréien, d'Mammerent verweigert ginn ass, a wou de Versuch gestart ginn ass, fir d'Mammerent iwwert d'Pensiounskeese finanzéieren ze loossen. An der Regierungserklärung steet: «Le coût du forfait d'éducation sera désormais pris en charge par le régime général d'assurance pension, à l'exception de celui qui se rapporte aux forfaits d'éducation versés aux bénéficiaires de pension d'un régime spécial de pension du secteur public, qui restera à charge de l'État.» Dat ass de Wëlle vun dëser Regierung, wat awer dank dem Drock aus der Öffentlechkeet bis elo konnt verhënnert ginn, och wann nach eemol soll en Dialog doriwwer gefouert ginn.

Deen eenzegen Dialog, dee bei der Mammerent fir den ADR nach zouléisseg ass, ass d'Ofschafe vun den Artikele 5 a 6 aus deem Gesetz; nämlech déi Artikelen, déi den RMG-Bezéier an deene Leit, déi e Pensiounszouschoss kréien, d'Mammerent verweigeren. An et ass erstaunlech, dass elo just bei der Mammerent, wou Suen aus de Pensiounskeese sollen détournéiert ginn, déi Oppositioun sech eréischt bemierkbar mécht. Well all déi, déi sech elo hei asetzen, an zu Recht asetzen, muss ech zwar soen, hate kee Problem bei anerem Renteklau aus de Pensiounskeesen. Zum Beispill, wéi säit 1993 all Joer bal eng Milliard Frangen aus de Pensiounskeesen zweckentfriemt gi si fir Beschäftegungsmesuren ze finanzéieren.

Den ADR ass déi eenzeg Partei, déi sech dogéint gewiert huet. Oder bei de Krankekeesen, wou 130 Milliounen Euro aus de Pensiounskeesen zweckentfriemt gi sinn, fir net en anert Wuert ze gebrauchen, fir den Defizit kuerzfristeg ze decken. Oder beim Gesetz iwwert d'Réinsertion professionnelle, wou alt erëm eng Kéier Suen aus de Pensiounskeese geholl solle ginn, fir de Revenu d'attente ze finanzéieren, deen och eng Beschäftegungsmesure ass.

Bei all deem Renteklau huet ee vun all deenen, déi elo bei der Mammerent esou Knäll doen, näischt héieren. Well dat jo ebe kee grousse Politikum ass, wéi dat elo bei der Diskussioun iwwert d'Mammerent zum Virschäi komm ass.

An deem Kontext wëll ech awer och net hei verfeelen e puer Äusserungen zréckzeweisen, déi am Zesummenhank mat der Mammerent gemaach goufen. Fir d'éischt emol déi vun engem Gewerkschaftspresident, dee gemengt huet d'Mammerent wier dee gréisste Blödsinn, deen hien a senger Gewerkschaftscarrière erlieft huet. Dass seng Gewerkschaft awer mat um Rentendësch soutz, schéngt deen Här einfach vergiess ze hunn, an ech hoffen, dass d'LCGB-Fraktioun hei an der Chamber déi Meenung vun hirem President net deelt.

Och wëll ech déi Äusserunge vun engem Affekot, deen deem Gewerkschaftspresident do och nach Recht gëtt, genau esou schaarf zréckweisen. Deen Affekot, deen eng Petitiounslëscht verfaasst huet, fir dass d'Mammerent net soll aus de Pensiounskeese bezuelt ginn, wat eng gutt Initiativ war; eng Initiativ, déi mer als ADR mat nach villen anere Bierger ënnerschriwwen hunn. Déi Bierger a mir als ADR hunn awer Aussoe wéi d'Mammerent wier Blödsinn net ënnerschriwwen a mir distanzéieren eis och ganz kloer vun esou Aussoen. Mir hunn déi Petitioun ënnerschriwwen, fir dass d'Mammerent net duerf aus de Pensiounskeese finanzéiert ginn, awer net ënnerschriwwen, fir dass deen Affekot dës Petitioun ka benotze fir seng perséinlech Onsënnegkeete vu sech ze ginn.

Här President, dat gesot kéim ech dann zu engem anere Sujet. Wann et ëm eng Ausgabereduktioun am Sozialberäich soll kommen, gedenkt d'Regierung elo endlech dann och e seriösen Audit iwwert d'Beschäftegungsmesuren anzeleeden, fir emol kloer Transparenz an dat Ganzt ze kréien, oder fäerte mer dann net feststellen ze mussen, dass dës Mesuren ënnert dem Strëch duebel esou deier gi wéi wa mer deene betraffene Persounen einfach de Chômage, respektiv den RMG géifen zougestoen? Da bräichte mer dee ganzen Apparat vun der Économie solidaire net, well et ass deen, deen eis d'Suen aus dem Kapp kascht. Well esouwuel iwwert d'ADEM an och iwwert den RMG kann ee Mise au travail pour travaux d'utilité publique octroyéieren, ouni iwwer dräi Ecken ze fueren.

Wann een d'Ligne médiane vun de Léin hei am Land hëlt an déi op d'Zuel vun deene Betraffenen op d'Joer rechent, wéi wa se am Chômage wieren, da kéim een op ongefeier 30 Milliounen. D'Beschäftegungsmesurë chiffréiere sech, an dat ass kloer aus dem Budget eraus ze gesinn, och op 30 Milliounen, ouni awer d'Gemengenzouschléi an déi europäesch Zouschléi dobäi ze rechnen. Wann een dat alles zesummenzielt, da kënnt ee bal op 70 Milliounen. Déi Sue wäre besser an d'ADEM respektiv an d'Betriber investéiert, anstatt an déi sou genannt Économie solidaire, iwwert déi ee geschwë keng Iwwersiicht méi huet.

Solle vläicht nach Kierzunge bei de Leeschtungen am Sozialberäich vun dëser Regierung envisagéiert ginn? Huet zum Beispill d'Regierung wélles beim Zougestoe vun den Invaliderenten nach méi restriktiv virzegoe wéi dat elo de Fall ass, well d'Recommandatioune vun der EU an dem Wirtschafts- a Sozialrot an d'Richtung ginn, mir missten d'Leit méi laang am Beruffsliewen halen?

Et ass erstaunlech festzestellen, dass vun do un, dass esou Recommandatioune komm sinn, d'Zuel vun den Invaliderenten op eemol erofgaangen ass. Ech betounen, d'Zuel vun den Invaliderenten, well d'Zuel vun den Invalide bleift déiselwecht. Just dass se keng Invaliderent méi kréien a ganz oft während zwee, dräi Joer ouni Revenu tëschent den Instanzen an de Recoursen hin an hier geheit ginn. An et gëtt een de Verdacht einfach net lass, dass déi ëmmer méi heefeg Refusë vun den Invaliderente keng medizinesch, mä éischter eng politesch Décisioun sinn, ebe fir vis-à-vis vun Europa iwwert d'Käschte vum Sozialofbau kënnen erëm eng Kéier de schéine Männchen ze spillen.

Här President, wëllt d'Regierung am Transportwiese vläicht déi Pist opgräifen, déi den Här Rapporteur versicht huet hei opzezeechnen, andeem e verlaude gelooss huet, et wier net normal, dass 80% vun de Leit souwéisou géife gratis fueren. Wat fir mech net normal ass, dat ass dass déi 20%, déi aus Beruffsgrënn musse mobil sinn, musse fir den öffentlechen Transport bezuelen. Dat ass net normal, well mer besonnesch vun de Salariéen ëmmer méi Flexibilitéit a Mobilitéit verlaangen. Wann d'Regierung et net normal fënnt, dass 80% gratis fueren, wëllt se dann de Rentner elo hir Kaart fir gratis mam öffentlechen Transport ze fueren erëm ewechhuelen? Wa se dat wélles huet, da soll se dat elo hei kloer soen an net waarde bis 2006.

Den Här Transportminister huet op jidde Fall verlaude gelooss, dass den öffentlechen Transport misst méi käschtendeckend ginn. Wéi dat soll geschéien, dat weess awer keen. De gratis Transport, deen am Programm vun de Sozialiste stoung, läit am ronnen Dossier, an d'Sozialiste leien an deem Dossier um Bauch. Wann een awer den Trend a Richtung Sozialofbau vun dëser Regierung gesäit, wäert dat alt erëm eng Kéier op d'Käschte vun deenen Äermste goen, besonnesch vun deene schaffende Leit. Dat schielt sech ëmmer méi eraus.

Här President, nach e puer Wuert zu de Recetten. Wat d'Recetten ubelaangt, traut d'Regierung sech vläicht fir méi Recetten eranzekréien, andeem se endlech dem Multi Arcelor méi sozial Participatioun ofverlaangt bei hirem Aarbechtsplazofbau, zum Beispill bei der Préretraite ajustement oder bei de Cellules de reclassement, anstatt dass d'Sue fir d'Préretraite ajustement ze bezuelen aus de Pensiounskeese vum Privatsecteur détournéiert ginn?

36 Milliounen Euro kascht d'Préretraite ajustement 2005, géintiwwer vun 28 Milliounen Euro 2004. Dat sinn 28,75% méi, déi de Lëtzebuerger Stat muss ausginn, déi zum gréissten Deel dozou déngen den Aarbechtsplazofbau vun enger multinationaler Gesellschaft ze finanzéieren. An dovunner gëtt dee gréissten Deel vun de Pensiounskeesen un de Fonds pour l'Emploi iwwerwisen, obwuel dass d'Préretraite ajustement eng reng Beschäftegungsmesure ass. Wann een déi Sue géif do loosse wou se sinn, an zwar an de Pensiounskeesen, da géif de Budget vum Joer 2005 nach méi aarmséileg ausgesinn.

Ausser dem ADR schéngt et awer keng Partei hei am Land ze interesséieren, dass déi Suen aus de Pensiounskeesen zweckentfriemt ginn. Den ADR huet nämlech eng Proposition de loi agereecht, fir dass keng Sue méi aus de Pensiounskeese geholl gi fir d'Préretraite ajustement ze finanzéieren. Déi lescht Regierung huet sech dogéint ausgeschwat, an esou wéi et ausgesäit huet och an dëser Regierung nëmmen een d'Soen, esou dass de Renteklau nach weider wäert goen.

Här President, da wëll ech nach e puer Wuert verléieren iwwer aner Dépensen am Zesummenhank mat der éiweger Rettung vun der Sidérurgie. Op meng Fro, wivill dass de Lëtzebuerger Steierzueler fir d'Rettungsmannschaften an deene leschten dräi Jorzéngten huet missen opbréngen, konnt an der leschter Regierung keen erausfannen. Sinn et 70, 80 oder 100 Milliarden aler Frang? Kee weess et. Vläicht gëtt et an dëser Regierung een, deen dat kann zesummerechnen. Oder ass dat vläicht iwwerhaapt net erwënscht, dass dat soll eng Kéier zesummegerechent ginn an dass emol eng Kéier Klorheet doriwwer geschafe gëtt?

Am Budget 2005 op jidde Fall ginn d'Statsdépensen am Zesummenhank mat der Sidérurgie opgezielt. Fir ausseruerdentlech Aarbechte 650.000 Euro; 2004 waren et der 450.000. Fir de Chômage partiel alternatif, ech huelen un dass domat d'Cellules de reclassement, den CDR gemengt ass, sinn dat 17 Milliounen Euro; 2004 waren et nëmmen 10,12 Milliounen. Dozou ass awer Folgendes ze bemierken: Ab 2005 solle 600 Sidérurgisten an den CDR integréiert ginn; en CDR, dee massiv vum Steierzueler matfinanzéiert gëtt. Da sollen awer ab 2005 213 Sidérurgisten aus engem Wierk, wat am Frankräich zougemaach gëtt, an den Arcelor-Wierker hei am Land iwwerholl ginn; dat, well dat esou mat de Gewerkschaften engersäits ofgemaach war, awer och well de franséische Stat d'Gesetz iwwert d'Modernisation sociale verfaasst huet, un Hand vun deem d'Multië gezwonge gi fir déi Leit, déi se op engem Site entloossen, mussen erëm intern bei sech beschäftegen.

De franséische Stat schreift eis also iwwer Arcelor a mam Accord vun de Gewerkschafte vir, wie mer hei am Land musse beschäftegen. 213 Leit kommen aus Frankräich op fest Poste bei Arcelor an de Lëtzebuerger Steierzueler muss déi Leit mat finanzéieren, déi doduerch am CDR placéiert an hin an hier geheit ginn an esouguer och nach un aner Entreprisë verléint ginn. Dat ass e Skandal an domat si mer als ADR op kee Fall d'accord a mir fuerderen d'Regierung op dofir ze suergen, dass déi puer Aarbechtsplazen, déi mer hei am Land nach schafen, dann och vu Leit besat ginn, déi op Arcelor beschäftegt sinn, respektiv op eisem Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn. Dat ass eis Flicht a Schëllegkeet, an net eis vum franséische Stat virschreiwe loossen, wie mir op eisen

Arcelor-Wierker ze beschäftegen hunn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, 2005 ginn insgesamt 53,735 Milliounen an d'Sidérurgie investéiert géintiwwer 38,655 Milliounen 2004. Dat ass eng Steigerung vun 39%. Dem Stat seng Aktië bei Arcelor hu momentan eng Valeur marchande vu 470 Milliounen Euro. 13 Milliounen Euro Dividende soll de Stat doriwwer vun Arcelor viraussichtlech 2005 ausbezuelt kréien. Dat heescht also, dass de Stat véier emol esou vill an Arcelor investéiert wéi e schlussendlech erauskritt, onofhängeg natierlech vun de Steierrecetten, déi de Stat iwwert d'Retenue à la source beim Ausbezuele vun den Dividenden un d'Aktionären encaisséiert.

Et wier also nëmmen normal, dass Arcelor méi eng grouss sozial Participatioun géif opbréngen. Leider ass et esou, dass elo nach kee wëllt matdeele wivill Arcelor zum Beispill bei der Préretraite bäileet, respektiv beim CDR. Dës Nouvelle solle mer eréischt d'nächst Joer vun der Tripartite matgedeelt kréien. D'Zuelen am Budget schwätzen awer eng ganz kloer Sprooch, a wat fir eng Richtung dass et geet. Arcelor brauch net méi bäizeleeën, ech géif éischter soen am Contraire, se brauch nach manner bäizeleeën.

Dat heescht also, wann et drëm geet fir déi Kleng ofzezocken, dann huet dës Regierung Courage. Wann et awer drëm geet fir sech u grouss Lobbyen aus der Wirtschaft erunzetrauen, fir och deenen eng sozial Participatioun ofzeverlaangen, da läit d'Box erof.

Dat gesot, soen ech Iech Merci, an ech géif dann och hei nach zwou Motiounen deponéieren.

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant la tendance à la régression des recettes générées par l'impôt sur le revenu des collectivités;

- considérant qu'une ventilation du produit de l'impôt sur le revenu des collectivités selon les secteurs d'activité ou la taille des entreprises concernées serait précieuse dans une appréciation approfondie de l'assise et des perspectives de cette recette fiscale;

- considérant que les administrations fiscales ne sont pas en mesure de fournir des informations détaillées sur la composition des recettes fiscales et surtout des ventilations détaillées du produit des principaux impôts directs;

- considérant que des prévisions fiscales fiables doivent être basées sur une information précise de la structure du produit fiscal actuel;

invite le Gouvernement à

- doter les administrations fiscales et notamment l'administration des contributions directes des moyens nécessaires à pouvoir assurer une analyse approfondie des recettes fiscales.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant que le budget des recettes est constitué à raison de 98,93% de recettes courantes qui s'élèvent à 6.828,7 millions d'euros et dont 6.556,4 millions d'euros proviennent des recettes fiscales;

- considérant l'inexistence au sein des administrations fiscales d'un département spécialisé dans la lutte contre la fraude fiscale;

- considérant que «l'inégalité devant la fraude est la source fondamentale de l'inégalité devant l'impôt»;

invite le Gouvernement à

- créer un service spécialisé commun aux administrations fiscales chargé de lutter contre la fraude fiscale.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Da komme mer zum leschte Riedner vun haut, dem honorablen Här Roger Negri. Duerno maache mer Schluss a fuere muer de Mëtteg weider mat der Madame Mutsch, dem Här Henckes an dem Här Bodry.

Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären: „Les transport publics: un demi-milliard d'euros", steet fettgedréckt op der Säit 30 als Titel vum Budgetsrapport.

Als laangjähregen an iwwerzeegte Verfechter vum öffentlechen Transport mécht dësen Ausruff mir besonnesch Freed. D'Progressioun vun de Kreditter an dësem Beräich beweisen nämlech de Wëlle vun dëser Regierung, dee sou genannten Transport en commun als reell Alternativ zum private Stroosseverkéier ze établéieren. An dëse Wëllen ass aus verschiddene Grënn ze begréissen.

Dofir géif ech hei gären zwee Punkte besonnesch ënnersträichen. Éischtens ass méi öffentlechen Transport gutt fir eis Ëmwelt. Déi lescht Zäit hunn d'Diskussioune sech an dësem Beräich dorop konzentréiert, wéi vill Suen néideg si fir de Finanzement vun de Kyoto-Mechanismen ze assuréieren a wou mir déi Suen hierkréien. Mir sollten awer net vergiessen, dass den Développement durable net nëmmen eng Saach vu Suen ass, net einfach eng Fro vu Kompensatiounsinstrumenter fir Quoten anzehalen. Et geet och hei ëm eis Ëmwelt, ëm déi Loft, déi mir an eis Kanner Dag fir Dag anootmen, an et geet drëm eis Zukunft nohalteg ze gestalten an d'Liewensqualitéit fir eis Kanner ofzesécheren. Dofir ass d'Verbesserung vun der Offer am Beräich vum öffentlechen Transport en onverzichtbaart Instrument fir schiedlech Emissiounen ze reduzéieren.

Zweetens ass méi öffentlechen Transport gutt fir eis Mobilitéit. Jo, Stroosse musse sinn. Eng performant Wirtschaft brauch eng adequat Stroosseninfrastruktur. Mä mir wëssen awer och, dass méi Stroossen net nëmmen onbedéngt manner Stau heeschen. D'Rechnung ass e bësse méi komplex.

Am Gesetzesprojet iwwert de Budget erënnert d'Regierung un d'Ambitioun bis 2020 den Taux vum öffentlechen Transport um Gesamtverkéier op e „modal split" vu 25% ze établéieren. Et wär gutt, wann dësen Taux nach éischter kënnt erreecht ginn, mä dëst ass nëmme méiglech wann déi nei Schinneninfrastrukturen zügeg realiséiert ginn.

An dësem Kontext géif ech och gäre kuerz op dem Rapporteur seng Aussoen zum Käschtepunkt vum öffentlechen Transport agoen. Natierlech kascht en efficacen an attraktiven öffentlechen Transportréseau de Stat Suen, mä mir sollten awer net vergiessen, dass och de privaten Autosverkéier all Steierzueler eppes kascht. Stroosse bauen an a guddem Zoustand erhale kascht Geld. Verkéiersaccidenter op eise Stroosse kaschte vill ze vill oft jonk Liewen.

Dofir sinn ech frou, dass de Budget vum Transportministère Subsiden an Héicht vun 250.000 Euro virgesäit fir Gemengen, déi de Late Night Bus organiséieren.

Am Stau stoe kascht och, an zwar net nëmmen Nerven. A sengem grénge Buch vun 1995 „Vers une tarification équitable et efficace dans les transports" schätzt d'Kommissioun de Käschtepunkt vun der Iwwerlaaschtung vum Stroossennetz an den europäesche Länner op 2% vum PIB vun der EU. Wa mir déi Rechnung fir Lëtzebuerg géinge maachen, dann hätten d'Stauen am Stroosseverkéier eis 2003 ronn 480 Milliounen Euro kascht. Dat heescht, ongeféier deeselwechte Montant, dee mir d'nächst Joer insgesamt fir den öffentlechen Transport wëllen ausginn.

An domat géing ech dann och gären elo op d'Investissementspolitik vun der Regierung ze schwätze kommen. An deene leschte Joren hu mir oft gesot, dass de Stat grad a méi more Jore gefuerdert ass den Invest héich ze halen, fir d'Privatwirtschaft ze ënnerstëtzen an erëm unzekuerbelen. Dat war a bleift eis Meenung. An dëse Wëllen, d'Investissementer weider héich ze halen, fënnt een am Gesetzesprojet erëm mat geplangten Investissementsausgabe vun iwwer 800 Milliounen Euro, dat heescht 10,8% vun de Gesamtdépensë vum Stat.

Mir hunn awer och ëmmer erëm monéiert, dass a moren Zäite muss opgepasst ginn, a wéi enge Beräicher an a wéi engem Ëmfang d'finanziell Mëttelen agesat ginn. Dozou sti mir haut nach vill méi, och wann déi wirtschaftlech Prognosen erëm méi roseg ausgesinn.

Iwwregens géif ech hei och gären drun erënneren, dass d'Fragilitéite vun eise Statsfinanzen, déi de Budgetsrapporteur richtegerweis a sengem Bericht ënnersträicht, net nei sinn. Schonn 1996 ass an dëser Enceinte gewarnt gi virum Monolithismus vun eise Recetten am Beräich vun der Kierperschaftssteier. Schonn 1996 ass op déi spezifesch Problemer higewise gi vun eiser Wirtschaft, déi fir hire Wuesstem méi Aarbechtskräfte brauch, wéi der hei am Land ze fanne sinn. Dës Punkte sinn 1996 am Kader vun engem Budgetsrapport opgezeechent ginn, an zwar vum heitege Wirtschaftsminister.

Mä zréck zu eisem Thema. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, d'Evolutioun vun den Investissementsfonge weist kloer, dass et vum nächste Joer un net méi ouni Empruntë geet, wa mir an de schwaarzen Zuele wëlle bleiwen. Och wann et stëmmt, dass am Vergläich zu anere Länner dem Lëtzebuerger Stat seng Verschëldung minimal ass, sollte mir mam Instrument vun den Empruntë ganz virsichteg ëmgoen, well mir wëssen och, dass mir net méi wéi an der Vergaangenheet op grouss Plus-valuen ziele kënnen, och net wann d'Wirtschaftssituatioun sech géing nohalteg verbesseren.

De Budgetsminister huet zum Budget 2005 d'lescht Woch gesot, dass et wichteg ass eis Dépensë bei den Investitiounen ze plafonnéieren, fir dem Stat eng Marge de manœuvre ze garantéieren.

Wat d'Investissementsausgabe vum Stat betrëfft, géing ech bäifügen, dass et net nëmme wichteg ass eis Ausgaben ze plafonnéieren, mä dass mir onbedéngt Prioritéite musse setzen, an zwar déi richteg.

Wa mir et mam Konzept vum IVL a vun enger nohalteger Entwécklung an eisem Land eescht mengen, da muss op jidde Fall an d'Schinn investéiert ginn. D'Prioritéite si folgend, déi ech hei och ganz kloer wëll nennen.

Éischtens de Raccordement vum Kierchbierg mat Train/Tram un d'Dummeldénger Streck, an enger éischter Phas bis bei den Utopolis an da weider bis un déi nei Aérogare, ouni an dësem Kontext deen absolut noutwendegen zweete Viaduc vun der Polvermillen am Nordausgank vun der Gare Lëtzebuerg ze vergiessen. Ouni d'Iddi vum BTB aus den Aen ze verléieren, dat heescht ouni ëmzeklamme vum ganzen Eisebunnsnetz, an d'Polyzentre vun eiser Haaptstad iwwert d'Schinn ze fueren, sinn ech perséinlech fest dovunner iwwerzeegt, dass duerch eng séier Mise en service vun Train-tramë vun der Gare Lëtzebuerg bis op de Kierchbierg bei den Utopolis mir hei zu Lëtzebuerg duerch dës Realisatioun e wierklech echte Quantesprong am Beräich vum öffentlechen Transport maache kënnen an et domat och wierklech zu engem Ëmdenken am Benotze vum öffentlechen Transport hei am Land wäert kommen.

Zweetens. Des Weideren ass d'Mise à double voie vun der Linn Péiteng-Lëtzebuerg eng weider grouss Prioritéit, well déi aktuell eegleiseg Streck Retarden um ganzen Eisebunnsréseau generéiert.

Drëttens ass de Projet vun enger neier Eisebunnsgare op Esch-Belval enorm wichteg fir hei vun Ufank un am Sënn vum IVL op den öffentlechen Transport ze setzen, an net erëm wann et ze spéit ass, mä zäitgläich mat der Konstruktioun vun de Gebailechkeete vun dësem fir eist Land esou wichtege Projet op de Frichë vu Belval. Dëst soll awer net heeschen, dass d'Investissementer am Stroossebau solle gestoppt ginn.

Déi Projeten, déi an deem Beräich initiéiert gi sinn, solle fäerdeg gestallt ginn, mä mir sollen awer net ufänken un neie Saachen ze dokteren ier dat, wat mir amgaange sinn ze bauen, fäerdeg ass. Dat ass notamment de Fall fir d'Nordstrooss. Mir sinn eis viru Joren…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Déi ass an zéng Joer nach net fäerdeg.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Genau dat. Mir sinn eis viru Joren an no laangem Hin an Hier eens ginn, dass mir d'Ostvariant duerch de Gréngewald géinge bauen. Dat solle mir dann och elo duerchzéien. Iwwert de finale Käschtepunkt vun dëser Strooss wäert op dëser Plaz nach öfters geschwat ginn. Do maache mir eis all näischt vir.

Aus eben net zulescht dëse Käschtegrënn soll awer net erëm dauernd iwwer eng Westtangente debattéiert ginn, well déi ass am Kader vun deene richtegen nohaltege Prioritéiten, déi mir jo wëlle setzen, net ze finanzéieren. Realistesch ass et éischter hei, un eng sënnvoll Ubannung vun de Centres d'activité zu Kielen an zu Mamer un d'Haaptstroossen ze denken. An dësem Zesummenhang géing ech och hei gären nohaken, dass d'Kompensatiounsmoossnamen, déi am Kader vum Bau vun der Nordstrooss virgesi waren, endlech Realitéit ginn. Dëst ass en Engagement, wat am Gesetz steet, an da solle mer eis och dorunner halen.

E weidere Beräich, dee mir wierklech um Häerz läit, ass dee vun der Schoul. Mir hunn an deene leschte Legislaturen, an d'Chantiere sinn zum Deel nach gutt sichtbar, vill Infrastrukture geplangt a gebaut. Infrastrukturen, déi besonnesch fir e Land, dat international ausgeriicht ass, immens wichteg sinn. An dat wäert eisem Land souwuel während dëser Présidence wéi och 2007, wou Lëtzebuerg europäesch Kulturhaaptstad ass, besonnesch zegutt kommen. Am Allgemenge gehéieren zur Liewensqualitéit net nëmmen eng Aarbechtsplaz an en Daach iwwert dem Kapp, mä och d'Kultur, d'Fräizäit an de Sport. Mat all deem wat mir an dëse Beräicher fäerdeg bruecht hunn ass et awer traureg, dass grad eis Kanner nach zum Deel a Containere musse sëtzen, well et net genuch Schoulgebaier gëtt a well hir Klassesäll deelweis délabréiert sinn.

Mir schwätzen hei stänneg iwwer eis Zukunft, iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg, d'Kanner sinn déi Zukunft. Eise Fraktiounspresident Ben Fayot huet Iech jo am Kader vun dëser Debatt Projeten opgezielt, déi do sollen a musse realiséiert ginn. Hei muss also ganz schnell eppes geschéien. Virsiichteg mat eisen Euroen ëmgoen heescht och d'Käschte vun eise Bauten ze kontrolléieren; de Budgetsminister huet et gesot bei der Budgetspresentatioun. De Bauteminister huet et och schonn zegmol gesot an de Budgetsrapporteur ënnersträicht et och a sengem Rapport: Mir musse méi schnell a méi käschtegënschteg bauen.

Dépassementer, esou wéi mer se elo kierzlech bei verschiddene Bauprojeten haten, dernier en date d'Cité judiciaire mat 36 Milliounen Euro, sinn net akzeptabel. An zwar net, well de Stat elo manner Suen huet, mä well et dem Stat seng Flicht ass responsabel mat Steiergelder ëmzegoen. Aus därselwechter Iwwerleeung eraus mussen, an dat ass och scho vu villen Acteuren ënnerstrach ginn, d'Folgekäschte vun eise Baute besser ageschat ginn.

Wéi schonn ufanks erwähnt, huet de Budgetsminister a senger Ried vum néidege finanzielle Spillraum geschwat, deen der Regierung erlabe soll nei Aufgaben ze erfëllen. De Finanzement vun de Kyoto-Mechanismen ass hei e gutt Beispill. No enger Ulafphas 2005 sinn nämlech tëschent 2006 an 2008 Dépensë vun duerchschnëttlech 30 Milliounen Euro pro Joer virgesinn, kee gerénge Käschtepunkt also. An dësem Kontext géing ech awer gären ënnersträichen, dass dësen neie Fong net einfach en Instrument ass fir eis fräizekafen. De Fong kann a soll Projeten a Programmer ënnerstëtzen, déi sech als Zil gesat hunn déi schiedlech Emissiounen ze reduzéieren.

An hiren Avisen hunn notamment de Statsrot an d'Chambre des Employés privés an dësem Kontext d'Regierung opgeruff, hir Efforten am Beräich vum öffentlechen Transport a vum Energie spuere bei Baumoossnamen ze verstäerken. Dëse Recommandatioune kann ech nëmmen zoustëmmen a mir wäerten eis staark maachen, fir dass si och beim zoustännege Minister a beim Rescht vun der Regierungséquipe gutt ukommen.

Ofschléissend géif ech dann nach gären e puer Reflexioune mat Iech deelen am Kader vun den Investissementer iwwert d'Roll zwëschent dem Stat an de Gemengen als Motor vun eiser Ekonomie. Wann an deene leschte Méint a Joren d'Carnets de commandes vum Bausecteur a vum Handwierkssecteur am Allgemengen net iwwerméisseg ënnert dem Ralentissement économique gelidden hunn, da war dat och haaptsächlech, well niewent dem Stat d'Gemengen nach eng ganz Rei Infrastrukturprojete geplangt an duerchgefouert hunn. Quand la construction va, tout va. Un där Maxime huet sech nach näischt geännert. Wat fir de Stat gëllt, gëllt natierlech genausou um Gemengeplang. D'Sue musse méi effizient agesat ginn, gläichzäiteg musse mir awer och sécherstellen, dass d'Gemenge vum Stat déi appropriéiert Mëttele kréie fir hir Missiounen duerchzeféieren. Dofir sollte mir dës méi schwiereg finanziell Situatioun ausnotze fir wierklech eng Zukunftsvisioun festzehalen a konsequent ëmzesetzen.

Wat soll de Stat maachen, wat ass d'Aufgab vun de Gemengen a wéi garantéiere mir dee beschtméiglechen oder deen effizientesten Ëmgang mat de Contributioune vum Steierzueler? Dat sinn déi Froen, déi elo musse beäntwert ginn, an dofir invitéieren ech Iech elo schonn en faveur vun der Zukunftsresolutioun ze stëmmen, déi d'Majoritéitsfraktiounen am Kader vun dëser Budgetsdebatt presentéiert hunn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Domat si mer um Enn von der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtteg um hallwer dräi an do schléisse mer d'Debatte fir de Budget of a kommen och zu de Voten.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.33 heures)

Ordre du jour

1. Dépôt d'une proposition de loi
2. 5410 - Proposition de révision de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution *(Déclaration de recevabilité)*
3. Question urgente N°205 de Mme Lydie Err relative au projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains
4. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

   (Discussion générale - suite - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Résolution et Motions - Votes)
5. Résolution de M. François Bausch relative à l'institution d'une convention sur l'avenir du Luxembourg

   Résolution de M. Michel Wolter relative à l'institution d'une Commission spéciale chargée de mener un débat sur la structure administrative du pays

   (Discussion générale - Votes)
6. Motion de M. Aly Jaerling relative au carnet électoral

   (Discussion générale - Vote)
7. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Deen éischte Punkt um Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass den Dépôt vun enger Proposition de loi. Här Paul-Henri Meyers, Dir hutt d'Wuert.

1. Dépôt d'une proposition de loi

M. Paul-Henri Meyers *(CSV)*.- Merci, Här President. Mir hunn am Dezember 2003 den Artikel 114 geännert an doduerch mussen och dräi aner Artikelen an der Verfassung geännert ginn an d'Renvoien op den Artikel 114 geännert ginn. Ech géif déi Proposition de loi am Numm vun der Verfassungskommissioun hei déposéieren.

- Proposition de loi N°5414 portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Déi Propositioun gëtt un déi zoustänneg Chamberkommissioun weidergereecht.

2. 5410 - Proposition de révision de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vun haut de Moien huet d'Presidentekonferenz virgeschloen, de Révisiounsvirschlag iwwert den Artikel 51, Paragraph 7 vun der Verfassung, deen den Här Gast Gibéryen den 1. Dezember déposéiert huet, fir recevabel ze erklären.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou décidéiert.

D'Madame Lydie Err huet de 6. Dezember eng Dréngleschkeetsfro iwwert de Projet de Convention vum Europarot géint de Mënschenhandel gestallt. Ech weess net, et ass elo schwiereg fir elo scho mat där Fro do unzefänken, vu datt d'Regierung nach net present ass.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Ech hat d'Impressioun wéi wa gëschter zwëschent der Ministesch an dem Justizminister ofgemaach gi wier, de Justizminister géif mer drop äntwerten, well dee souwisou kënnt. Dee misst all Moment ënnerwee sinn.

Une voix.- Hien ass do.

M. le Président.- Ech denken, dass de Greffe der Chamber zoukomme léisst, datt d'Chamber géint hallwer dräi hir Sitzung ufänkt, mä elo, mengen ech, kéinte mir dat da maachen. Madame Err, ech géif Iech bieden Är Fro dann ze stellen.

3. Question urgente N°205 de Mme Lydie Err relative au projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn eng Fro gestallt un d'Ministesch vun der Egalitéit, mä eigentlech wieren och dräi Ministeren zoustänneg fir dorop ze äntweren, ënner anerem de Minister vun de Finanzen a vum Budget, deen haut ugeschwat ass als Justizminister, a vu dass et ëm eng international Konventioun geet, wier eigentlech och den Ausseminister iergendwéi betraff. Dofir maachen ech ganz kuerz e Résumé ëm wat et geet.

Et gëtt de Moment am Europarot eng Konventioun ausgeschafft fir de Kampf géint de Mënschenhandel ze behandelen. Et gëtt schonn aner international Konventiounen zu dësem Sujet, notamment an der lescht de Protocole de Palermo, mä d'Spezialitéit vun dëser Konventioun ass eben, dass de Mënschenhandel hei soll traitéiert ginn aus der Optik vum Opfer. Dat ass nei, well bis elo ass en ëmmer nëmme behandelt ginn aus der Optik vun der Verbriechensbekämpfung.

Déi zwou mussen natierlech zesumme goen, allerdéngs war et bedauerlecherweis elo esou, dass wa Mënschenhandel festgestallt ginn ass, da sinn déi Fraen, well meeschtens gi Frae gehandelt, ausgewise ginn, well se eventuell eppes an hire Pabeieren net an der Rei haten, an domadder war am Fong all Poursuite vum Auteur onméiglech gemaach, well ebe keen Zeie méi do war, fir déi Saachen do virunzedreiwen.

Dofir ass et ganz kloer esou, dass déi Konventioun hei e Plus ass par rapport zu deem wat mer elo hunn, awer nëmmen dann, wann dat drastoe kënnt, wat ënner anerem d'Egalitéitskommissioun aus dem Conseil de l'Europe speziell an dësem Comité de rédaction gefrot huet. Dat heescht éischtens emol d'Feststellung, dass Mënschenhandel u sech eng Violatioun vun de Mënscherechter ass, dass dat prioritäert Objektiv vun dëser Konventioun sollt den Opferschutz sinn, dass wann een Opferschutz wëllt valabel maachen, da mussen déi Opfer vun deem Mënschenhandel eng Zäit laang kënnen op där Plaz bleiwen, wou se festgeholl gi sinn, och wa se irregulär eventuell am Land sinn, fir hinnen Zäit ze loosse sech opzebauen an zu enger Décisioun ze kommen, ob oder ob se net wëllen als Zeien a gegebenenfalls an engem Prozess aussoen.

Sollte se jo soen, muss natierlech e speziellen Zeieschutzprogramm gemaach ginn, well wéi mir alleguerte wëssen ass et net par hasard, wou bis elo nach keng Affären an dësem Beräich geholl gi sinn, ganz einfach well et geféierlech ass als Opfer an esou enger Geschicht, wou international Réseauë vu Krimineller operéieren, matzemixen.

Dofir mäi Wonsch oder meng Fro un d'Lëtzebuerger Regierung. Éischtens vun e Méindeg u bis dëse Freideg soll déi Konventioun elo fäerdeg gestallt ginn: Wien, ech mengen net vun de Persounen, mä wat fir ee Ministère vertrëtt Lëtzebuerg an dëse Saachen a wéi steet Lëtzebuerg zu deenen Amendementen, déi ënner anerem vun deem spezielle Comité do proposéiert gi sinn, déi effektiv drop ausginn, fir virun allem den Opferschutz an dëser Konventioun ze verbesseren?

M. le Président.- Merci, Madame Err. D'Wuert huet elo den Här Justizminister, den Här Luc Frieden. Här Justizminister.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech kann der Madame Err soen, datt wann och vum Inhalt hier e puer Ministeren zoustänneg sinn, esou ass et meng Vertriederin vum Justizministère, déi an deene Verhandlungen zu Stroossbuerg dës Woch ass. Dofir sidd Dir also op dee Richtege gefall, och wann ech als Budgetsminister de Mëtte wéinst deem zweete Punkt um Ordre du jour hei sinn, esou ass et eng Vertriederin aus mengem Ministère, déi de Lëtzebuerger Stat an deene Verhandlunge vertrëtt.

Dat ass och normal a richteg, well et sech heibäi ëm e juristeschen Text handelt, deen am Kontext vun dem Mënschenhandel ass, an de Mënschenhandel a sengen zwee Aspekter. An déi zwee Aspekter, Dir hutt dat gesot, si wichteg, vum Affer hier gekuckt a vum Täter hier gekuckt, ginn zu Lëtzebuerg am Justizministère gemaach, woubäi ech wëll preziséieren, datt ech an där Problematik op enger Linn mat der Madame Minister vun der Égalité des chances total leien. Duerfir kann ech och an hirem Numm soen, datt d'Orientatioune vun deenen Amendemente vun der Egalitéitskommissioun vun dem Europarot d'Zoustëmmung vun der Lëtzebuerger Regierung fannen.

Op deem Haaptpunkt, deen och an Ärer Fro stoung, nämlech datt de Mënschenhandel géif unerkannt ginn als eng Violatioun vun de Rechter vun der Persoun, déi Fro ass virgëschter zu Stroossbuerg diskutéiert ginn, do huet d'Lëtzebuerger Regierung sech dofir ausgeschwat a souwäit ech informéiert sinn huet sech eng Majoritéit vun de Länner och deem ralliéiert, net all, mä esou datt dat och misst an där Form an där Konventioun zréckbehale ginn.

Ech mengen, datt et richteg ass, datt een de Mënschenhandel, wat e schrecklecht Verbriechen ass, muss mat aller Vehemenz bekämpfen a sech dofir och op der Säit vum Affer Méttele muss ginn, fir d'Affer ze schützen, dem Affer ze hëllefen an d'Affer dozou kënnen ze bréngen, datt et och an der Strofverfollegung hëlleft.

Dofir erënneren ech drun, datt ech als Justizminister en Afferschutzgesetz an dësem Parlament abruecht hunn, wat leider nach net aviséiert ass vum Statsrot, an deem ënner anerem virgesinn ass, datt d'Affer kann eng Autorisation de séjour kréien, fir em ebe just ze erlaben an der Legalitéit do ze sinn an doduerch kënnen ze kooperéiere mat den Autoritéiten, mä fir sech selwer no där schrecklecher Experienz, déi d'Affer gemaach huet, och kënnen erëm als Mënsch opzebauen. Ech hoffen duerfir, datt dee Projet de loi ka gestëmmt ginn.

Dat ass iwwregens deen nämlechte Projet de loi an deem eng extra Regelung virgesi war fir den Zeieschutz, eng Regelung, déi zu viller Kritik an dësem Haus vu verschiddene Säiten, och vun Ärer Fraktioun, der sozialistescher Fraktioun, gefouert huet. Doriwwer kann een diskutéieren, mä ech mengen, an dat soen och déi aner Länner an Europa, déi sech eng Zeieschutzregelung ginn hunn, datt ee kaum do derlaanscht kënnt, mä doriwwer diskutéiere mer da le moment venu, wa mer dee Projet de loi an der Chamber hunn.

Ech hoffen op d'mannst, an ech weess, datt Dir fir dee Projet de loi lech och ausgeschwat hutt, datt mer geschwënn eng Kéier an dësem Haus zu där Diskussioun kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. Mir fueren haut de Mëtteg weider mat eisen Debatten iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2005. Et sinn nach ageschriwwen als Riedner: d'Madame Lydia Mutsch fir 20 Minutten an den Här Jacques-Yves Henckes fir 15 Minutten. Dono kënnt d'Regierung zu Wuert. Ech denken, dass de Justiz- a Budgetsminister nach eng Kéier hei Stellung hëlt zu deenen Interventiounen, déi mer haten; an da komme mer zum Vote iwwert de Budget fir d'Joer 2005.

D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

4. 5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Discussion générale (suite)

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Här President, Här Budgetsminister, Dir Dammen an Dir Hären, de 6. Mee 2004 gouf eng Länderkonventioun tëschent Lëtzebuerg a Frankräich ënnerzeechent. Den Objet, an ech zitéieren aus där Konventioun: «un pôle de développement et de recherche de niveau international», «construction d'un véritable pôle de compétitivité à composante transfrontalière», «développement d'activités économiques nouvelles et de nouvelles coopérations dans les secteurs de l'enseignement supérieur, de la recherche et de la culture»; dem Här Grethen kommen déi Saache bestëmmt bekannt vir, well hien huet se deemools mat ënnerzeechent.

D'Instrument: d'Verschiebung vun de Lännergrenzen duerch en Echange vun Terrainë fir d'Ubannung vun där gréisster Friche am Süde vu Lëtzebuerg (insgesamt sollen an där Regioun 650 Hektar enger Neinotzung zougefouert ginn) u Frankräich ze erméiglechen, notamment iwwert déi geplangte Liaison Micheville, d'Schafung vun enger neier Gare Belval-Usines an engem groussen Opfänkparking op Lëtzebuerger Säit.

Bon, elo komme Verschiebunge vu Landesgrenze relativ seele vir, also muss et sech ëm e besonnesche Projet handelen. Dat ass och de Fall. Rieds ass hei vum Projet Esch-Belval, dem, wéi déi viregt Regierung et oft betount huet, Projet phare vun der Neinotzung vun Industrieflächen am „public-private partnership“ mat iwwer 20.000 geplangten Aarbechtsplazen; engem Projet, deen de Strukturwandel vun enger ganzer Regioun mat géing alauden, duerch: eng Dezentraliséierung vu staatlechen Infrastrukture mat enger finanzieller Gesamtenvergure op 10 bis 15 Joer vun insgesamt enger Milliard Euro; d'Implantatioun vun enger Universitéit fir Wëssenschaft a Fuerschung; Wunnraum fir iwwer 7.000 Mënschen; Kultur- a Fräizäitinfrastrukturen; urbanisteschem Gesamtkonzept; privaten Investoren, zum Beispill d'Dexia-BIL; an dat Ganzt IVL-kompatibel an nohalteg.

D'Gesamtanzuchsgebitt zielt schonn haut 240.000 Awunner ronderëm déi zwielef Pro-Sud-Gemengen an déi 29 Gemengen am franséische Grenzgebitt. An zéng Joer wäerten et rezente Schätzungen no opgrond vun der demographescher Entwécklung an dem erwaartenen Impakt vu Belval no bei 300.000 sinn, dat sinn der vill. De wirtschaftlechen Impakt ass also net ze ënnerschätzen.

Dofir am Kader vun dëse Budgetsdébaten: Wou si mer drun? Wat steet am Budget? Sinn d'Frichen nach ëmmer eng Prioritéit vun der neier Regierung? Erënnert Der Iech, d'Gesetz vum 25. Juli 2002, de Fonds Belval gëtt geschaf fir d'Projete vum Stat um Site Belval ze realiséieren? Haut beschäftegt dësen Établissement public mat engem initiale Kapital vun 3,5 Milliounen Euro iwwer 20 Leit. Eng dynamesch Equipe, déi scho vill Opweises huet, ech hunn et schon oft hei gesot an anerer viru mir och.

An deem Zesummenhang wéilt ech nach eemol drun erënneren, dass d'Cour des Comptes och Opschloss iwwert d'Annuitéite vun der Loi de garantie an d'Engagementer vum Fonds Belval verlaangt, déi net bei de Fonds-spéciauxen opgefouert ginn.

Dann d'Gesetz vum 15. Mee 2003, d'Rockhal gëtt elo definitiv gebaut fir eng Gesamtzomm vu ronn 29,6 Milliounen Euro an d'lescht Hürd am Budget 2005. Den 22. Juni d'nächst Joer geet se op.

An d'Loi de financement vum 12. Dezember 2003 fir maximal 85 Milliounen Euro Surfacen a Gebailechkeeten um Site Belval an de Besëtz vum Stat ze bréngen an an de Budgetsjoren 2004 an 2005 stinn op engem Gesamtartikel fir d'Entwécklung vun de Frichë 15 respektiv 10 Milliounen Euro.

An der Maach si weiderhin d'Stabilisatioun fir déi zwee Héichiewen, d'Weiderdreiwe vum Centre national de la culture industrielle, 7,5 Milliounen am Budget 2005, d'Gare Belval-Usines, d'Statsarchiven als en Deel vum Gesamtensembel, d'Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation fir maximal 84,2 Milliounen Euro, 8,28 Millioune stinn am Budget 2005, d'Konstruktioun vun engem Gebai fir de Centre de recherche Gabriel

Lippmann fir maximal 11,3 Milliounen Euro an 2,78 stinn der elo am Budget 2005.

Dëst alles confirméiert d'Aussoen, déi am Kader vun der Regierungserklärung am Summer 2004 gemaach goufen, an ech zitéieren: «La reconversion des friches industrielles restera au centre des préoccupations de l'aménagement du territoire.» Bleift ervirzesträichen, dass net nëmmen am Süden nieft Esch-Belval an Terres Rouges ënner anerem Éilereng, Déifferdeng a Rodange, mä och an anere Regiounen Industriesiten nëmmen drop waarde fir nei aménagéiert ze ginn a genotzt ze ginn, zum Beispill Dummeldeng oder och Terrainë vun de fréiere Fabriken zu Wolz.

Ëmsou méi gëtt drop gelauert wéi et am Süde virugeet mat deem Projet, dee wéi gesot de Strukturwandel an enger Regioun begleede soll. Tatsächlech hu mer hei d'Chance ronderëm d'Ëmsetzung vum Projet Belval nei Jalonen an der Landesplanung ze setzen an en neie Wirtschaftspilier ronderëm déi zukünfteg Uni mat enger Faculté des sciences, de la technologie et de la communication opzebauen. Innovatioun a Fuerschung, dat passt an de Süden, wou elo scho Centre-de-recherchen implantéiert sinn, zum Beispill de Centre de recherche public Henri Tudor am Schlassgaart zu Esch oder de Ceps/Instead zu Déifferdeng. An eng Arcelor, déi nei Marchéë ronderëm héich spezialiséiert Stolproduiten erschléisst, wou och den Ëmgang generell mat den neien Technologien an de Gemengen an an de Schoulen energesch virugedriwwe gëtt, wou d'Spideeler Synergië mat aneren Haiser sichen, och am Beräich vun der Fuerschung, an enger Regioun wou nach ëmmer e gudden Nährbuedem war fir eng wichteg Contributioun zum Räichtum vum Land ze maachen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mä grad ronderëm dës fir eist Land esou wichteg ökonomesch Zilsetzunge si vill Froen ze beäntweren.

Dréit déi fir déi nächste Méint geplangte konkret Mise en route vun deene verschiddenen Aktivitéite vun der Uni Lëtzebuerg den Iwwerleeunge Rechnung, fir déi méiglech an noutwenneg Schafung vun engem neie Wirtschaftspilier ze erméigleche ronderëm eng Fuerschungsuni a se virunzedreiwen? Esou eng Strategie brauche mer nämlech fir eis wirtschaftlech an technologesch Kompetitivitéit aktiv ze verbesseren.

Gëtt bei der Sich no Betriber bei Wirtschaftsmissiounen am Ausland beispillsweis geziilt duerno gekuckt, wéi eng Synergië sech mat der geplangter Cité des sciences op Belval opdränge kéinten?

Hu mer net, wéi eise Fraktiounspresident et scho rappeléiert huet, de Projet Esch-Belval grad dofir matgedroen, well hei d'Aneneegräife vu Wirtschaft, Fuerschung, Bildung a Schaffen eng nei Dynamik fir eist ganzt Land schafe kann? Hu mer eis net vläicht e bësse vill virgeholl wann d'Regierung probéiert, an ech zitéieren aus der Déclaration gouvernementale: «à ce que l'évolution des trois grands pôles de développement nationaux que sont le Kirchberg, le Sud-Ouest de l'agglomération de la Ville de Luxembourg et Belval-Ouest se fasse de manière complémentaire et non concurrentielle»?

Mat wéi engen Instrumenter wëllt déi nei Regierung dat fäerdeg bréngen, wa mer gesi wéi laang de Projet Kierchbierg gebraucht huet, an en ass nach ëmmer net ofgeschloss, wéi aggressiv déi eenzel Siten an der Zentrumsregioun fir innovativ Betriber elo scho werben a wa mer wësse wéi schnell e Grondkonzept un d'Wackele ka kommen, wann e Ralentissement économique, Verkéiers- an Transportproblemer oder technesch Ulafschwieregkeeten a Planungsmängel e Stréch duerch d'Rechnung maache kënnen?

Wier et net batter noutwendeg an a ronderëm déi eenzel Siten an de Regiounen den, wéi esou oft gesot gëtt haaptsächlech am Gesondheetswiesen, „utile et nécessaire" ze definéieren an op Basis vun enger Grondstrategie no de Kritäre vun der Landesplanung eng richteg Standuertoffensiv ze starten.

Am Kontext Esch-Belval géing dat bedeiten: Wat musse mer offensiv mat der Regierung, mat der Entwécklungsgesellschaft AGORA, mat de Beruffskummeren, dem Fonds Belval, allen Acteure mat de Gemenge schafen, fir dass mer nieft de Lois de la jungle och d'Lois du raisonnable et du durable kënne gëlle loossen?

An deem Zesummenhang froen ech mech och, ob et dee richtege Message wier, fir de geplangten Tunnel vun der Liaison Micheville iwwert de Site a Richtung Frankräich an als Ubannung un d'nationaalt Autobunnsnetz aus Käschtegrënn eventuell a Fro ze stellen an domat ze riskéieren:

1. déi ganz Philosophie a Qualitéit vun engem regionale Modellprojet op d'Kopp ze geheien;

2. d'Fuerschungsuni Lëtzebuerg net agebett an e liewege Quartier nom Prinzip vun de kuerze Weeër ze konzipéieren an

3. déi eemoleg Chance verpasse fir grad mat der Hëllef vu gréisseren nohaltege Projeten engem nationale „modal split" vu 25/75 mat Hëllef vun engem „modal split" 40/60, wéi en um Site Belval virgesinn ass, méi no ze kommen an aus Feeler vun anere Projeten ze léieren.

Déiselwecht Befierchtung gëllt fir d'Projete ronderëm d'Schinn - Stéchwuert Zuch an Train-Tram -, op déi scho mäi Fraktiounskolleeg Roger Negri gëschter Owend higewisen huet, wouriwwer mir am Regierungsprogramm noliese konnten, dass se «tout en réexaminant les priorités en fonction des disponibilités budgétaires» eventuell iwwerschafft misste ginn. An deem Zesummenhang ass zwar d'Tatsaach, dass am Budget 2005 25 Millioune méi fir de Service public ferroviaire virgesi sinn, éischter rassurant - dat wëll ech awer hei ganz däitlech soen -, obwuel déi nach vun der viregter Regierung ugekënnegt direkt Zuchverbindung Esch-Stad a Richtung Flughafe sech net méi an deem Budget erëmfënnt, op alle Fall bis elo net.

Wéi wäit sinn, froe mir eis och, d'Verhandlunge vu Regierungssäit mat eise franséischen Nopere fir d'Integratioun vum Site Esch-Belval an der Grande région ze garantéieren, fir dass déi enorm urbanistesch a landesplaneresch Efforten net duerch e Mangel un Ofsprooch op Landesplang a Fro gestallt ginn. Stéchwuert IKEA-Syndrom - mir hunn nämlech näischt geschafft, wa mir héich Qualitéit op Lëtzebuerger Säit hunn a Megastrukture wéi IKEA oder Leclerc oder Decathlon dräi Meter dernieft op franséischer Säit higetässelt kréien.

Et wier, Dir Dammen an Dir Hären, doriwwer eraus dramatesch, wann den 22. Juni 2005 eng national Rockhal géif ugoen, ouni dass den Accès un den öffentlechen Transport geregelt wier an d'Visiteuren doriwwer eraus am Bulli géinge stoen. Et wier genee esou dramatesch, wann eng Dexia hire Bau géing stoppen, well keng Planungssécherheet besteet, wat d'Ubannung un de Réseau routier ubelaangt, an et wier fatal, wann d'Grondakzeptanz vum Projet bei der Populatioun fir d'Neinotzung vun de Frichë vum Süden, déi an engem nationalen Elan geholl gouf, an an anere Regioune vum Land als Chance fir d'wirtschaftlech a sozial Entwécklung vum Land ze gesinn ass, verluer géif goen a mer dës Chance géife laanscht goe loossen.

Compte tenu vun deene wichtege Froen, déi et hei gëllt ze beäntworten, kann ech mech mengem Fraktiounskolleeg, deem leschten dee geschwat huet, nëmmen uschléissen an lech och heibannen invitéieren der Resolutioun, déi mer deemnächst hei wäerte presentéieren, zouzestëmmen an domat déi richteg Jalonen a Saache Landesplanung an domadder och a Saache Frichen ze setzen.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Als leschte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Ekonomie verschlechtert sech vu Joer zu Joer. De World Economic Forum, deen all Joer eng Etüd etabléiert iwwert déi wirtschaftlech Kompetitivitéit vun de Länner, klasséiert Lëtzebuerg fir d'Joer 2004/2005 op der 26. Plaz. Virun engem Joer ware mir nach op der 21. Plaz, a virun etleche Jore stounge mir nach am Spëtzepeloton. Et geet also mat der Kompetitivitéit vun eisem Land biergof.

Et muss ee feststellen, datt déi Länner, deenen hir Ekonomie am kompetitiivsten ass, déi Länner sinn, déi och beim PISA-Test am beschten ofschneiden. Et muss ee feststellen, datt déi Länner, déi déi gréisste Kompetitivitéit hunn, déi Länner sinn, déi eng modern Verwaltung hunn, eng modern Administratioun, wou den eGovernment eng important Roll spillt. Och do muss ee feststellen, datt Lëtzebuerg op der virleschter Plaz läit.

Lëtzebuerg ass op der 13. Plaz, wann een déi Etüd iwwert d'Kompetitivitéit kuckt, wat d'Administratiounen ugeet. Wat d'Recherche an d'Innovatioun selwer ugeet, klasséiert de World Economic Forum eis op der 41. Plaz, well an eisem Land nëmmen eng 15 Breveten all Joers déposéiert ginn. Dat ass äusserst schwaach.

Dëst bedeit schlecht Wirtschaftsperpektive fir eise Wirtschaftswuesstum an den nächste Joren. Dëst bedeit deen Ablack och méi schlecht Konditioune fir eise Budget a méi Chômage. Mir si wäit vun der Wëssensgesellschaft ewech. Ech wëll drun erënneren, datt ech eng Proposition de loi am Numm vu menger Partei déposéiert hunn, wou mer gesot hunn, mir missten d'Recherche ënnerstëtzen, déi privat Recherche, net nëmmen déi öffentlech Recherche, vun där ëmmer esou vill geschwat gëtt, an déi sech op 1% belafe soll. Mir mussen och déi privat Recherche duerch Mesuren ënnerstëtzen. Mir gesinn, datt a Frankräich esou Mesuren e ganz gudde Succès bruecht hunn. Frankräich huet mat senger Législatioun et fäerdeg bruecht, fir op der éischter Stell an Europa ze landen, an d'Regierung ass gefuerdert an deem Sënn eppes ze maachen.

Bei der Educatioun muss ee festhalen, datt déi Resultater, déi mir vun 2003 kennen, schlecht sinn. D'Debatt iwwert d'Kompetitivitéit soll sech net limitéieren, an eisen Aen, op d'Debatt iwwert d'Steieren. Dat ass et sech ze liicht gemaach. Et ass ze liicht ze soen, d'Debatt muss gefouert ginn a mir mussen d'Steiere reduzéieren, an net iwwert déi aner Problemer ze schwätzen. Fir eis ass et wichteg, datt fir d'éischt iwwert d'Educatioun geschwat gëtt, datt fir d'éischt iwwert d'Verwaltungsreform geschwat gëtt, iwwert d'Recherche an nei Technologien.

An et ass wichteg, datt mir eng Debatt féieren, wou mir am Stat kënne Sue spueren, wou mer Reduzéierunge solle virhuelen. An dobäi war ech frou, datt mir viru kuerzem bei der Debatt d'Méiglechkeet haten iwwert déi Reform ze schwätzen, déi bei der CFL usteet, wou och muss fir d'Joer 2007 au plus tard oder 2006 eng Reform kommen. Déi Indikatioun, déi d'Direktioun gesot huet, datt ee misst fir nei Astellungen d'Gehälter bal ëm d'Halschent bei verschiddene Beruffssparte reduzéieren, weist, datt mir musse reagéieren, wa mer wëlle kompetitiv bleiwen a wa mir Privilegië mussen ofbauen. Ech mengen dat ass de richtege Wee, deen ugedeit gëtt. Ob et deen oder dee Prozentsaz elo ausmécht, dat ass eng aner Debatt, mä d'Richtung soll awer stëmmen.

Déi Debatt, déi den Här Rapporteur zum Budget ugesteiert huet iwwer eng Reduzéierung vun der Steierlaascht bei de Betriber mat der gläichzäiteger Erweiderung vun der Berechnungsbasis, ass eng Debatt, déi um europäeschen Niveau gefouert gëtt. Et ass eng geféierlech Debatt. Dat leeft nämlech dorobber eraus, datt déi grouss Betriber d'selwecht solle besteiert gi wéi elo, mä doduerjer datt een d'Berechnungsbasis méi breet mécht, ass et natierlech esou, datt verschidden Abattementen a Fräibeträg ewechfalen, wat zum Détriment ass vun de Kleng- a Mëttelbetriber.

Et kann dach net sinn, datt een déi grouss Betriber, déi souwisou schonn iwwert de „fiscal and financial engineering" kënne sou vill Steiere bezuele wéi se wëllen, ausléisst, an dann eng Reform mécht, fir deen Ablack bei de Kleng- a Mëttelbetriber zouzegräifen an do nees méi Sue sichen ze kommen an dës Betriber manner kompetitiv ze maachen.

Et ass och falsch fir deen Ablack ze reagéieren, wann net genuch Suen do sinn, a wann een net wëll spueren a verschidden administrativ Ännerungen net wëll maachen, wann een higeet a sech, wéi de Rapporteur et virgeschloen huet, bei de private Bierger iwwer eng massiv Erhéijung vun der Grondsteier nees zréckzekafen. Dat ass garantéiert de falsche Wee.

Ech wëll och drun erënneren, datt nach wie vor d'Situatioun esou ass, datt vun deene sëllechen Abattementen, déi mer hunn an eiser privater Besteierung, déi Leit mat klengem a mëttlerem Akommes iwwerhaapt näischt hunn. Si haten och näischt vun där Steierreform, déi komm ass, a mir bleiwe bei eiser Iddi, fir all déi Abattementen a Forfaiten duerch e Steierkredit ze ersetzen, dee fir jiddferee gläich ass a wou och Budget neutral kënnt ausgesinn. Da kann een eventuell Kompensatioune virgesinn, dat kann ee bis zulescht, mä et géif op jiddfer Fall zu méi Steiergerechtegkeet féieren.

An deene puer Minutten, déi ech zur Verfügung hunn, war et mir net méiglech méi op d'Detailer anzegoen, mä ech wëll awer festhalen, datt de Budget 2005 vun dëser CSV-DP-Regierung keng nei Accenter bréngt, fir Lëtzebuerg a seng Wirtschaft méi kompetitiv ze maachen. Dofir kann ee beim beschte Wëllen dësem Budget net zoustëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domadder ass d'Generaldebatt ofgeschloss. D'Regierung huet elo nach d'Wuert. Den Här Budgetsminister Luc Frieden hélt Stellung an duerno komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Statsbudget fir d'nächst Joer.

Här Frieden, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no zwou Wochen Debatten iwwert de d'Statsbudget fir d'Joer 2005 géing ech gären am Numm vun der Regierung Merci soe fir déi Debatten, déi zum Budget an zu ville Politiken, déi de Budget bedéngt, gefëiert hunn. Ech mengen, datt dës Debatten nëtzlech waren, datt dës Debatten interessant waren, an ech muss soen, datt et mech net stéiert, am Géigendeel, wann ënnerschiddlech Meenungen zum Budget gesot ginn, net nëmmen ënnerschiddlech Meenungen téschent der parlamentarescher Oppositioun an der Majoritéit, mä och innerhalb vun deenen eenzelne Gruppen. Dat ass dohinner gestallt gi bei dëse Budgetsdebatten, wéi wann d'Majoritéit oder d'Regierung net géing wëssen a wéi eng Richtung se wëllt goen. Ech mengen, datt de Géigendeel de Fall ass. De Fall ass, datt et bei schwierege Sujetë gutt ass, datt een eng intensiv Debatt féiert, mat ënnerschiddleche Meenungen, an datt een dann aus deenen eraus eng majoritär Meenung sech ofschiele léisst.

Dofir, d'Regierung begréisst déi Debatten, mä et ass grad esou kloer fir d'Regierung, datt wat déi grondleeënd Ausrichtunge vun der Politik betreffen, Finanzpolitik wéi och Sachgebidder, déi d'Politik bedéngt, ass d'Regierungserklärung d'guide-line no där an deenen nächste fënnef Joer Politik gemaach gëtt. An dofir soen ech och dem Spriecher vun der Demokratescher Partei, dee gemengt huet, dräi Méint no de Wahle wär d'Koalitiounsofkommes Schnéi vu gëschter, datt keen eenzege Saz aus deem wat am Regierungsprogramm steet an deenen éischten dräi Méint an och net duerno verlaangt, datt een en ännert, well dat ass d'Resultat vu laangen Debatten, an ech mengen och, datt déi Debatten, déi hei gefeiert gi sinn, grondleeëender Natur waren, déi wichteg si fir ze kucken zu verschiddene Punkten, an ech kommen herno dorobber, ze wëssen a wéi eng Richtung ee geet.

Ech hunn dat, wéi gesot, beräicherend fonnt, datt et ënnerschiddlech Meenunge gëtt. Fir d'Regierung ass et kloer, datt de Regierungsprogramm esou ausgeféiert gëtt, wéi mir e virgeluecht hunn a senge groussen Orientatiounen, well beim Regierungsprogramm sinn ëmmer grouss Orientatiounen. Den Detail muss een an deenen eenzelne Projets de loi festleeën.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Ech géing gäre ganz kuerz, Här President, e puer Remarquen nach maachen zur Prozedur. Ech mengen, et ass déi éischte Kéier wou mer déi nei Budgetsprozedur haten, déi alles konzentréiert op den Hierscht vum Joer a bis eran an den Ufank vum Wanter. Ech mengen, datt déi Prozedur no enger éischter Erfahrung eng gutt Prozedur ass. Ech hunn net d'Impressioun, datt de Fait, datt mer am Oktober de Budget déposéiert hunn, d'Debatte manner räich gemaach hätt, datt den Débat och ausserhalb vun dëser Chamber iwwert de Budget manner grouss gewiescht wär. Dofir, mengen ech, kënnt een och d'nächst Joer mat dëser Prozedur weiderfueren.

Zweet Observatioun zum Fong. De Fraktiounspresident vun der CSV huet drop higewisen, datt ech de Budget mat enger virsiichteger Nout kommentéiert hätt. Ech mengen, datt dat richteg ass, an esou wéi de Fraktiounspresident vun der CSV gesot huet, entsprécht dat sécherlech mengem Charakter, mä ech muss awer och soen, datt dat mer dee richtege Wee schéngt ze si fir de Statsbudget unzegoen. Ass een nämlech net virsiichteg beim Statsbudget, da riskéiert ee ganz séier un d'Schleideren ze kommen, et mécht ee Feeler, déi een herno nëmme ganz schwiereg redresséiert kritt. An et ass dofir wou ech oft an der Vergaangenheet op der Brems vun der Dépensësäit stoung, wou ech op der Säit war vun deenen, déi plädéiert hu fir Suen op d'Säit ze leeën, Reserven unzeleeën, wat dozou geféiert huet, datt mer haut gesond Statsfinanzen hunn, an dofir, mengen ech, ass déi Virsiicht noutwendeg an ech plädéieren dofir, datt

mir déi Virsiicht och an deenen nächste Joren halen, ëmsou méi wou d'wirtschaftlech Situatioun awer nach ëmmerhin eng onsécher bleift. Virsiichteg sinn heescht net pessimistesch sinn, an dofir verbannen ech meng Virsiicht mat engem Optimismus.

Déi Chifferen, déi mer iwwert d'ekonomesch Croissance matgedeelt kréien, weisen an eng gutt Richtung. Ob dat sech an der Realitéit esou duerstellt, dat kënne mer eréischt herno gesinn, mä ech mengen, deen Optimismus soll eis Courage gi fir eng ganz Rei Politikberäicher ze begoen, eis dozou ermontere Reformen ze maachen, déi eis konkurrenzfäeg maachen; an dat ass och e Punkt, deen a villen Interventiounen hei ugeschnidde ginn ass, an ech mengen d'Konkurrenzfäegkeet vun eiser Ekonomie ass eng wichteg, ouni dobäi dat wichtegt Zesummespill mat enger responsabeler Sozialpolitik ze verbannen. Et ass dat dee Balancenakt, dee mer versiche wäerten an der Finanz- an an der Wirtschaftspolitik an deenen nächste Joren ze goen, wëssend datt et Onstabilitéit an der Welt gëtt, wëssend datt et och Facteure gëtt wéi de Pëtrolspräis, déi an enger schwankender Situatioun sinn, an dofir mengen ech ass trotz bessere Wirtschaftsdaten eng grouss Virsiicht gebueden.

Mir hunn an dësen Debatten d'Dépensen an d'Recettë gekuckt. Ech wëll hei nach eng Kéier soen, datt ech op der Recettësäit eng Rei Problemer énoncéiert hunn, notamment am Beräich vun der Kierperschaftssteier. Fir d'Regierung ass et kloer, an ech wëll dat och hei nach eng Kéier bekräftegen, datt et keng Marge gëtt fir eng gréisser Steierreform an dëser Legislaturperiod ze maachen, weder fir d'Betriber nach fir privat Persounen. Och do spillt d'Regierungserklärung a mir wäerten dofir eis un dat halen. Et gëtt also keng Steierreforme gréisserer Natur. Et gëtt Adaptatiounen do wou et noutwendeg ass, fir d'Konkurrenzfäegkeet par rapport zum Ausland ze halen, notamment bei der Betribsbesteierung, mä grouss Spréng wäerten do keng kënne gemaach ginn, well mer och eng ganz Rei Dépensen ze tätegen hunn.

An dat bréngt mech zu den Dépensen an deenen dach awer kontradiktoreschen, wann och verständlechen Aussoen, déi beim Budget gemaach ginn. Wann een nämlech Reflexiounen zu verschiddenen Dépensëkategorië mécht, da gëtt direkt gesot, ulala, un deen dote Sujet dierf een awer net goen. Wann ee seet, datt mer mussen eng Diskussioun féieren iwwert d'sozial Ausgaben, oder iwwert de Sozialbudget, da liese Verschiddener doranner direkt, gewollt oder ongewollt, datt een en Ofbau vum Sozialstat géing maachen.

An ech preziséieren dofir nach eng Kéier, datt wann ech gären eng Reflexioun iwwert de Sozialbudget hätt, a wann ech gesot hunn, de Sozialbudget huet 44% vun de Gesamtausgabe vum Stat, dann ass net fir doraus ze liesen, wéi ech nach de Moien an engem Artikel gelies hunn, datt dat géing heeschen, elo wär dat domadder eriwwer.

Wat ech domadder wëll soen, dat heescht ganz kloer, datt wa mer näischt maachen an déi Dépensen all Joer, ewéi dëst Joer, ëm 7% am Budget klammen, da kréie mer dat à la longue guer net méi finanzéiert, respektiv, an dat war deen zweete wichtege Punkt, deen total an der Debatt iwwerhéiert ginn ass, wann ech gesot hunn, mir kënnen eise Sozialbudget als solchen halen, da muss een awer nach iwwert den Inhalt vun deem Sozialbudget kënnen diskutéieren, an ech si fundamental dovun iwwerzeegt; a wann een d'Chiffere kuckt vun deene leschte Joren, da gesäit een, datt zum Beispill d'Gesondheetsausgabe massiv an deene leschte Jore geklomme sinn, an déi wäerten och an deenen nächste Jore klammen. Also muss ee kucken, wéi kënne mer déi Gesondheetsausgabe finanzéieren, wa mer zum Beispill deeselwechte Sozialbudget halen. Wann een dat wëllt maachen, da kann een aner Saachen net maachen. An dofir soen ech, och innerhalb vun engem Sozialbudget, dee wichteg ass fir dës Regierung, fir dës Majoritéit, muss ee kënnen iwwer all seng Elementer diskutéieren, an dofir, hunn ech gesot, muss een och kënnen e Käschtepunkt stabiliséieren.

Ech bleiwen nach wie vor erstaunt, datt wann ech an d'Apdikt ginn, wéi ech dëser Deeg gemaach hunn, fir e Medikament ze kafe fir Zännwéi bei mengem Jong, dee gefall ass, do hunn ech do missen 0,67 Cent bezuelen. Wann ech soen iwwert d'Eegebedeelegung, heescht dat net, datt d'Regierung plädéiert, datt elo all Mënsch onofhängeg vu sengem Revenu enorm vill muss bezuelen, mä mir mussen iwwert de Käschtepunkt vu verschiddene Saache kënnen diskutéieren, net nëmmen am Sozialberäich.

Ech hunn dat och gesot bei den Déngschtleeschtunge vum Stat. Do hunn ech awer hei an der Debatt héieren, datt quasi nëmmen iwwert den öffentlechen Transport geschwat gëtt. Ech mengen, bei all Déngschtleeschtunge vum Stat musse mer bereet sinn iwwer Saachen ze diskutéieren, well soss hunn d'Budgetsdebatte kee Sënn a soss kréie mer de Budget an Zukunft net an Equiliber. Ech maache just drop opmierksam, an ech soen dat och de Kolleegen aus der Majoritéit, déi gesot hu mir duerfe kee Sozialofbau maachen, net manner Investitiounen, keng Käschtendeckung, mir musse méi ausgi fir d'Uni an d'Fuerschung. Ech zitéieren do nëmme stellvertriedend den Här Fayot. Da soen ech just, wann ee gäre gesond Statsfinanzen erhält an et wëll ee weder mam Sozialbudget erofgoen, nach mam Investitiounsbudget, et wëll ee méi Suen hu fir d'Uni an d'Fuerschung a fir vill aner Saachen, da geet dat op eemol net méi op an da seet d'Madame Mutsch nach hei mat Recht de Mëtteg, mir mussen och esou grouss Projete wéi d'Frichë maachen; da soen ech einfach, dat geet net op, an dofir brauche mer deen Débat.

Mäin Zil ass et, d'Zil vun der Regierung ass et, d'Gesondheet vun de Statsfinanzen ze halen. Dofir soen ech, op der Recettësäit kënne mer keng Ännerung vun der Steierpolitik maachen, sauf Adaptatioune fir d'Konkurrenzfäegkeet. Op der Dépensësäit hätt ech gären, datt mer de Wuesstem vun alle Kategorië vun Dépensë kontrolléieren. De Wuesstem kontrolléieren heescht, évitéieren datt verschidde Kategorien explodéieren. Dat heescht net Sozialofbau maachen, dat heescht iwwert d'Sozialdépensen diskutéieren. Dat heescht den Investitiounsbudget héichhalen, mä dat heescht och iwwert den Investitiounsbudget diskutéieren.

Eisen Investitiounsbudget ass héich. Dofir hu mer déi Moossnamen diskutéiert, fir ze kucken, datt mer déi Dépensë besser am Gréff hunn, mä mir brauchen och Margë bei den Dépensen, fir nei Politikberäicher ze bedéngen. An ech mengen, datt déi Iddi net genuch an dëser Debatt zur Diskussioun komm ass. Wou huele mer déi Suen hier, déi mer brauche fir nei Politikberäicher ze bedéngen, an ech hat der an der Budgetsried eng Rei opgezielt. Den Émweltberäich, den Transportberäich, den ausserschoulesche Beräich, de Beräich vun der internationaler Sécherheet a Stabilitéit. Dofir brauche mer Suen, grad esou wéi fir Beräicher, déi am Fong am Budget nach guer net richteg stinn an op déi de Mëtteg och nach eng Kéier hei an och gëschter agaange ginn ass, wéi déi vun de Frichen zu Esch. Och do muss d'Diskussioun net einfach sinn. Maache mer déi Frichen oder maache mer déi Frichen net? Mä d'Reflexioun muss erlaabt sinn, ob een en Tunnel baut vun dräi Kilometer, deen 267 Milliounen Euro kascht. Et ass also net eng Diskussioun, mécht een d'Frichen oder mécht ee se net, wann ee seet, dräi Kilometer kaschten 267 Milliounen Euro. Rechent Iech dat emol ëm a Lëtzebuerger Frangen, fir déi, déi net an Euroen esou grouss Chiffere sech kënne virstellen. Da muss déi Diskussioun erlaabt sinn, grad esou kloer wéi ech soen, opgrond vun där Fro, déi virdrun hei gestallt ginn ass, d'Regierung ass fir dee Projet vun de Frichen a wëllt dee prioritär a mat ganzem Engagement weider begoen.

Mä e Präis vun esou vill fir dräi Kilometer verglach mat enger Saarstrooss, déi vill méi breet, vill méi laang ass an nëmmen e bësse méi kascht huet, muss ee kënnen eng Diskussioun féieren, oder et seet een, et ass eis egal wou et mat der Finanzsituatioun higeet. Dës Regierung wëllt dat net, an dofir hätt ech gär eng Debatt iwwert d'Dépensen, ëmsou méi wou eng ganz Rei vun deene Projeten, déi zum Beispill op de Frichë gemaach ginn, net an dësem Budget sinn, well déi iwwer e Fong virfinanzéiert ginn, formell, well déi jo och iwwert déi nächst Jore sech erstrecken an dofir an zukünftege Budgeten och nach en Nidderschlag wäerte fannen.

Mir hätte gären, datt mer déi Projete kënne maachen, datt mer déi räsonnabel kënne maachen, an dofir mengen ech och net, datt mer kënnen op d'Recetten, notamment vum Bensin, verzichten.

Ech mengen, datt et eng onrealistesch Finanzpolitik ass, déi notamment vun deene Grëngen hei erëm eng Kéier presentéiert ginn ass, ouni awer ze soe wéi ee sech esou en Zeenario géing virstellen, aus engem Element vu Recettë géing erausklammen, deen, hunn ech schonn hei eng Kéier gesot, zur ekologescher Besserstellung vun Europa näischt géing bäidroen, mä wou mer konform zu europäesche Leitlinne Produkter besteieren op deenen hir Recettë mer ugewise sinn. An dofir mengen ech, datt wann ee Politik mécht, wann ee wëllt Regierungspolitik maachen, da muss een och responsabel a realistesch Aussoe maachen. Ech hunn déi am Kontext vun den Tankstellen net héieren an ech mengen, datt mer och weider dee Krunn net sollen zoudréien.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wat aner Aussoen ubelaangt esou ginn ech, fir Är Nerven ze schounen, net op déi ganz an. Ech géing awer mengen, datt vill vun deene Saachen, déi hei gesot gi sinn, an Zukunft an deenen nächste Wochen nach hei eng Kéier en détail missten diskutéiert ginn.

Ech wëll just opgrond vun enger Ausso gëschter vun dem Fraktiounspresident vun der Demokratescher Partei, dem Här Grethen, soen, datt en de Stabilitéitspakt net richteg gelies huet, well den Här Grethen gesot huet am Stabilitéitspakt stéing, datt d'Regierung dovu géing ausgoen, datt d'Gehälter beim Stat an där nächster Period vum Stabilitéitspakt ëm 0,5% klammen. Am Stabilitéitspakt gëtt et eng sou genannten - an dat weess den Här Grethen ganz gutt, well den Här Grethen war jo schlussendlech déi lescht fënnef Joer Wirtschaftsminister, huet also mat de Stabilitéitspakt gemaach - Analyse de sensibilité. Dat heescht, et muss ee verschidden Hypothesen asetzen, fir ze kucke wéi évoluéiert d'Masse salariale, fir ze kucke wéi sinn dann eis Kritären ënnert dem Stabilitéitsprogramm.

A vu datt mer keen Accord salarial vum nächste Joer hunn, a vu datt déi Leit, déi de Stabilitéitsprogramm schreiwen, natierlech net kënne wësse wéi Verhandlungen ausginn, déi emol nach net ugefaangen hunn, ass et normal datt se einfach e Kritär huelen, dee sech op d'Vergaangenheet baséiert, respektiv op Kollektivverträg, déi zu gläicher Zäit an anere Secteuren ofgeschloss gi sinn an einfach en Erfahrenswäert agesat hunn. A wann een also den Text genau liest, da steet do datt dat eng Hypothes ass, déi just gebraucht gëtt fir eng Analyse de sensibilité ze maachen.

Ech mengen, dofir brauch ee sech also doriwwer keng Froen ze stellen. Dat ass e reng theoretesche Wäert, also d'Diskussiounen, déi emol nach net ugefaangen hunn, et weder kann an déi eng nach an déi aner Richtung Hypothese goen. Iwwregens hunn ech nogekuckt, datt mer an deene Stabilitéitsprogrammer virdrun eng ähnlech Hypothèse de travail gemaach hunn, all Kéiers da wann et nach keen Accord salarial ginn ass an dat schéngt mer och ganz normal ze sinn. Dofir hu mer iwwregens och, Här Grethen…

M. Henri Grethen *(DP).*- An der Regierung virdrun hate mer awer ëmmer Accords salariaux.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Neen, awer net am Ufank wéi mer deen éischte Stabilitéitsprogramm gemaach hunn. Dofir musst Der dee vum Ufank vun Ärer Amtszäit an der Regierung nokucken.

M. Henri Grethen *(DP).*- Deen hat Dir nach eleng gemaach, mengen ech.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Ech hunn der vill eleng gemaach, mä Dir hutt se ëmmer approuvéiert.

(Hilarité)

Ech well dofir soen, datt dat also, esou wéi all déi aner Hypothesen, déi op därselwechter Säit am Stabilitéitsprogramm stinn - deen ee kann um Internetsite noliesen -, Hypothese sinn, déi fir eng Analyse de sensibilité gemaach ginn. Ech wollt dat just hei preziséieren, fir dat kloer ze stellen.

Grondsätzlech, an ech mengen och dat ass net a Fro gestallt gi vun deenen eenzelne Riedner, sinn eis Statsfinanze gesond. Ech hunn hei d'Situatioun vun eiser Statsschold rappeléiert, 1,5% vum PIB. Dat ass dach awer remarquabel. Ech sinn iwwregens erstaunt, datt doriwwer ganz wéineg heibanne geschwat ginn ass.

An Europa liese mer d'Zeitung a mir schwätzen dauerend iwwert den Defizit vun deenen anere Länner par rapport zu dem Stabilitéitsprogramm a mer schwätzen ze wéineg, vläicht och am Ausland, iwwert de Kritär vun der Schold.

Heibanne fanne während zwou Woche Budgetsdebatte statt, a mat Ausnahm vun dem Här Grethen, deen, awer aus anere Grënn, dann an de Stabilitéitsprogramm kucke war - mä ech deelen eng Rei vu senge generellen Observatiounen -, ass iwwert déi europäesch Budgetspolitik, iwwert de Stabilitéitsprogramm wéineg geschwat ginn. Héchstwahrscheinlech ass dat, well mir och mat dësem Budget de Stabilitéitspakt respektéieren a mir wäerten och an Zukunft dee Stabilitéitspakt respektéieren. Mir wäerte keng Budgetspolitik zouloossen, déi de Stabilitéitspakt an Europa net respektéiert. Dat maache mer net wéinst Europa, dat maache mer och wéinst eis selwer, well mer der Meenung sinn, datt wann een elo géing Dépensen ze vill maachen, datt een herno muss d'Steier erhéijen, an do ass d'Regierung dergéint.

An da soen ech nach eng Kéier e Wuert iwwer eis Reserven. Et sinn zwee Elementer, Defizit a Statsschold engersäits, d'Reserven anerersäits, déi zur Gesondheet vun de Statsfinanze féieren.

Ech hunn de Budgetsrapport vun Ärer Chamber vum leschte Joer gekuckt, an am Budgetsrapport vun Ärer Chamber vum leschte Joer gesäit een en Tableau, deen d'Statsreserv - dat ass d'Réserve budgétaire, déi Gesamtzomm vun den Avoiren - um Enn vum Joer duerstellt. Dat ass an Ärem Rapport, an ech soen dat besonnesch fir de Fraktiounspresident vun der ADR, déi an de Chifferen hei gesot huet, virun de Wahlen an no de Wahlen wär eppes aneschters gesot ginn. Dofir hunn ech mir geduecht: Da kuckst de mol de Rapport an der Chamber vum leschte Joer. An do stoung, datt mir eng Reserv Enn 2004 deemools gemengt hunn ze hunn vun enger Milliard a 657 Milliounen; 1.6 Milliarden Euro also. Elo menge mir, datt mir Enn dëses Joers, souwäit een dat am November gesäit, wäerte fir Enn des Joers eng Reserv hu vun 1,9 Milliarden Euro.

Dat heescht, virun de Wahlen hu mir gesot, mir wäerten d'nächst Joer 1,6 Milliarden hunn. Elo stelle mer fest, datt et Enn des Joers 1,9 Milliarde sinn. Mir hunn also virun de Wahlen net gesot, et geet gutt an elo geet et schlecht, mä virun de Wahlen hu mer d'Wourecht gesot - 1,6 Milliarden -; an elo geet et eis besser, tant mieux, soen ech, mä mir sinn also net…

(Interruption)

Déi Suen hu mer méi an de Reserven, aus enger Rei vu Facteuren, héchstwahrscheinlech well manner…

(Interruption)

Ech äntwerten hei just op d'Fro, op d'Ausso vun der ADR, déi gesot huet: „Kuck, virun de Wahlen, do hu se gesot, alles genial, an no de Wahle si keng Suen do."

De Géigendeel ass de Fall! Déi Tableauen do, wéi gesot, stinn an Ärem Budgetsrapport vum leschte Joer an am Budgetsrapport vun dësem Joer. Vergläicht Är hausintern Dokumenter! Et muss een och ëmmer kucken, wat uganks des Joers an Enn des Joers an de Fongen ass.

Dat gesot, Här President, hunn ech déi Budgetsdebatte wéi gesot interessant fonnt. Mir dierfen och net vergiessen, wat an dëse Budgetsdebatte gesot ginn ass, fir an deenen nächste Wochen eng Rei vun anere Sachgebidder an der Politik ze begoen. Mir hätte gären, datt och an Zukunft de Budget d'Croissance, de Wuesstem an d'Aarbechtsplaze stimuléiert. Mir hätte gären e Budget, deen zur sozialer Gerechtegkeet bäidréit an de Sozialstat op engem staarken Niveau hält. Mir hätte gären, datt de Budget och an Zukunft kann d'Grondaufgabe vum Stat assuréieren. A mir hätte gären e Budget, deen et erméiglecht de Stat zu engem moderne Stat ginn ze loossen, an deem och eng ganz Rei nei Technologien hir Plaz musse fannen.

Duerfir brauche mir Suen. Mir ginn awer net méi Suen aus, wéi mer dat kënne maachen, andeem mir eis och weider un déi objektiv a gutt Kritäre vum europäesche Stabilitéitsprogramm wäerten halen an andeem mer dofir suerge wäerten, datt d'Statsfinanze gesond bleiwen.

An deem Sënn hoffen ech, datt d'Fraktiounen hei am Haus dësem Budget wäerten hir Zoustëmmung ginn. Wa se dat net maachen, dann ass dat héchstwahrscheinlech aus parteipoliteschen Iwwerleeungen…

(Interruptions)

…, well et an all de Parlamenter vun der Welt esou ass, datt d'Oppositioun géint de Budget stëmmt an d'Majoritéit fir de Budget stëmmt. Duerfir mengen ech ass et wichteg, wat jiddfereen als Alternativ op den Dësch geluecht huet. An ech begréissen, datt de Fraktiounschef vun der DP gesot huet, am Fong wär dee Budget an der Kontinuitéit. Duerfir géing ech mengen, datt och d'DP am Fong

sech op d'mannst bei dësem Budget misst enthalen.

Op d'mannst all deenen, déi zu dësem Budget hir Meenung gesot hunn, deene soen ech am Numm vun der Regierung Merci. Ech hoffen, datt mer déi Débaten hei och an Zukunft kënnen an esou engem konstruktive Geescht féieren, wéi dat bei dëse Budgetsdebatten de Fall war.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister Frieden. Ech hunn elo nach dräi Wuertmeldungen. Ech géif der Rei no fueren, esou wéi ech se erakritt hunn. Fir d'éischt huet den Här Innenminister gefrot fir d'Wuert hei kënnen ze ergräifen. Ech denken, dass mer dat sollte maachen.

Här Minister Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, dass ech e puer Wierder kann am Kader vun dëse Budgetsdiskussioune soen, well wierklech jo de Rapporteur d'Gemengefinanzen thematiséiert hat. Ech hat d'Chance gëschter Mëtteg, och wann ech net hei war, deene ganzen Débaten nozelauschteren, déi hei geféiert si gi vum Här Gira notamment, vum Här Klein a vum Här Schank. Do si verschidde Saache gesot ginn, an ech wollt e puer Remarquen dozou maachen. Ech fannen, et ass och wichteg, dass ech déi maachen, ëmsou méi herno d'Chamber sech jo eng Resolutioun gemaach huet, fir sech eng Kommissioun ze maachen, eng Spezialkommissioun, déi am Beräich justement vun der Gemeng vu muer a vun de Gemengefinanze soll schaffen. Eng gutt Initiativ, fannen ech, well ech, wéi ech fir d'lescht, wou ech op deem Pult hei stoung, gesot hu bei der Fusioun vu Baastenduerf a Furen, dass Urgence ass an dass mir missten an dësem Beräich weiderkommen. Dat hunn ech och gëschter verstanen aus all deenen Aussoen, déi hei gemaach si gi vun deenen eenzelne Riedner, déi iwwert d'Gemengefinanze geschwat hunn.

Ech wollt och kuerz op dës Aussoen agoen. Ech fänken u mam Här Schank. Den Här Schank huet gemengt, et misst ee Parellelismus komme mat der Landesplanung a mat deenen Diskussiounen an deene Regionalpläng, déi musse gemaach ginn. Dat ass richteg, och bei deem Plang am Süden an deem am Westen, do musse mer elo kucken, wéi déi Diskussioune geféiert ginn, fir och do deen néidege Parellelismus ze kréien, dass mer do - Wéi géif ech soen? - an enger Logik bleiwen, an enger Kohärenz bleiwen, déi eis erlaabt dat eent an dat anert weiderzedreiwen.

Hien huet och dem Här Mosar seng Iddi vun de Regionalfonge begréisst. Ech begréisse se och. Den Här Mosar hat eis jo déi dräi Propositioune gemaach, déi dräi Alternativen, wéi een an Zukunft d'Gemengefinanzen kéint steieren. Ech wëll mech haut och net fir eng ausschwätzen. Ech fannen, dat solle mir an der Diskussioun an deenen nächste Méint maachen. Awer et ass wichteg esou ee Pabeier ze hunn, op deem een da verschidden Hypothese kann opbauen. Datselwecht gëllt och fir de Syvicol, iwwert deen den Här Klein jo als President och gëschter hei d'Wuert geholl huet. Et ass och e wichtegt Dokument fir ze kucken, wéi mir d'Diskussioune féieren.

Il y a du pour et du contre; op den Impôt ICC, den Impôt commercial communal, kann een aus där enger Richtung kucken an aus där anerer. Fir eis Diskussiounen haut elo ze féieren, dat schéngt mer net gutt ze sinn. Mä ech wollt awer soen, dass déi Remarque, déi den Här Schank gemaach huet, dass dat Ganzt an engem Geescht muss kommen, wou de „bottom up" an den „top down" sech begéinen, dat ass eppes, wat ech mat zwou Hänn ënnerschreiwen, an dat läit och am Sënn vun deem, wat am Fong geholl am IVL geschriwwen ass. Den IVL, deen eis jo de Wee setzt fir déi nächst Zäit, wat d'Gemengefinanzen an déi modern Gemengen ugeet.

Do wollt ech mer erlaben haut dat aus dem IVL hei virzeliesen, well dat setzt de Kader vun där Diskussioun, déi gëschter geféiert ginn ass. Do steet dran: „Um seinen Einwohnern die heute überall gewünschten Leistungen erbringen zu können, muss eine Gemeinde unter anderem über die notwendige kritische Masse verfügen, welche nach Untersuchung des Innenministeriums bei einer Einwohnerzahl von 3.000 liegt." Dat ass richteg, dat ass och gëscht gesot ginn, an dorops soll een och iwwerleeën. Da steet hannendrun: „Dieser sollte freiwillige Gemeindefusionen fördern" - de Stat - „um in den Gemeinden eine gewisse Basisinfrastruktur sichern zu können. Ergänzend dazu soll ein zusätzliches Angebot an Dienstleistungen und Infrastrukturen über die Planungssyndikate, die das Landesplanungsgesetz von 1999 für die einzelnen Planungsregionen vorsieht, gesichert werden." Ech mengen, dat ass de Kader vun deenen Diskussiounen, déi Dir herno wäert féieren, an déi och hei geféiert si ginn.

Ech wollt och nach kuerz op dat agoen, wat den Här Klein gëscht gesot huet, well en eng Remarque gemaach huet, déi mer net gefall huet. Hien huet gesot, et wär keng Transparenz an de Subsiden. Dat ass richteg, a verschiddene Punkten ass et net ëmmer evident. En hat do als Beispill d'Schoule ginn. A grad d'Schoulen, mengen ech, sinn ee Beräich, wou eng immens Transparenz ass, wat d'Subsiden ugeet. Do kënnen d'Gemengen, wa se Primärschoule bauen, op e Maximum vun 275.000 Euro zréckbezuelt ginn, mat enger Fourchette zwëschent 25 a 65%, a wann et eng regional Schoul ass 75%. Wann et e Précoce ass, dann ass de Plaffong bei 400.000 zu 50%, a wann et Spillschoule sinn, Préscolaire, dann ass de Plaffong 325.000 Euro pro Sall zwëschent 25 a 65%. Domat wollt ech just soen, dass am Fong geholl dat, wat hei gesot ginn ass, net onbedéngt richteg ass.

(Brouhaha)

Ech wollt dat eben hei kloer soen, dass bei de Subsiden a sech awer eng gewëssen Transparenz do ass. Et geet mir drëm, fir dat haut an hei ze soen.

(Interruptions diverses)

Nach zwee Wierder. Ech kann och net d'accord sinn, dass gemengt ginn ass hei vum Här Gira, d'Subside géifen no Parteikaarte verdeelt ginn an der Majoritéit. Dat ass net richteg. Ech sinn der Meenung, mir sollte sachlech bleiwen an, esou wéi den Här Grethen gëschter zum Schluss a senger Diskussioun hei gesot huet, en éierlechen Débat féieren am Geescht vun der Solidaritéit.

Dat ass dat, wat ech eis wënschen, an dat waren déi puer Wierder, déi ech hei uewe wollt soen am Sënn…

(Interruptions)

Dat ass vum Här Grethen senger Interventioun. Ech wollt dat als Schluss hei soen. Ech fannen, et war eng flott, eng konstruktiv Diskussioun heibannen, an ech wënsche mir déi och an deenen nächste Méint, wat d'Gemengefinanzen ugeet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann huet den Här Gibéryen d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Den Här Budgetsminister huet haut versicht déi Chifferen, déi ech am Laf vun dëser Debatt gesot hunn, wat d'Fongen ubelaangt, fir heihinner ze kommen an ze mengen an ze soen: Dat wär net esou richteg, wéi ech dat hei presentéiert hunn.

Dat wat ech gesot hunn, dat ass en Dokument, wat mer de 15. November an der Finanzkommissioun vum Här Luc Frieden selwer kritt hunn, an dat Dokument hänkt och um Rapport vun där Sitzung vum 15. November hannendrun. Et ass en Dokument, wat sech ëm d'Fonds spéciaux handelt, an et sinn och déi, déi ech gëschter oder virgëschter hei genannt hunn, wou mer am Plan pluriannuel vun 2003 op 2007, deen hu mir d'lescht Joer zu dëser Zäit, also virun de Wahlen, virgeluecht kritt a mir hunn elo bei dësem Budget de Plan pluriannuel vun 2004-2008 virgeluecht kritt, an et sinn déi Chifferen, déi ech hei genannt hunn.

Do stinn dëst Joer a sämtleche Fonds spéciaux zesumme fir 2004 1.262 Milliounen Euro dran. D'lescht Joer stoung an deemselwechte Plan pluriannuel fir 2004 1.637 Milliounen Euro dran, also bal 400 Milliounen Euro si manner dëst Joer an de Fonge wéi mir dat d'lescht Joer an der Tabell kritt hunn. Hei ass déi Tabell, Här Minister, Dir hutt eis se selwer ausgedeelt.

Fir 2005 waren d'lescht Joer an de Fongen 1.108 Millioune virgesinn. Dëst Joer gëtt gesot, 2005 hätte mer dach 781. Fir 2006, dat ass d'lescht Joer gesot ginn, hätte mer 704 Milliounen dran. Elo gëtt gesot, mer hätte 425 Milliounen dran. Fir 2007 ass d'lescht Joer gesot ginn, mir hätte 410 Milliounen. Elo gëtt gesot 94. 2008 war d'lescht Joer nach net dobäi, do si mer elo dëst Joer an engem Minus vun 195,6 Milliounen Euro, virausgesat datt mer all Joers 200 Milliounen Euro Emprunt ophuelen. Dat sinn also Chifferen, déi mer d'lescht Joer, also virun de Wahlen, an elo no de Wahle vum Finanzminister kruten. Et si keng aner, déi ech genannt hunn.

Ech hunn och den Dënschdeg hei nach eng Kéier d'Fro gestallt, wat d'Dotatioun vun deene Fongen ubelaangt, well mer eben d'Fongen dëst Joer mat 224 Millioune speisen, an 2007 steet do, géife mer se mat 462 Millioune speisen; also eng Verdueblung, wou ech och d'Fro gestallt hunn, opgrond vu wat fir enge Faiten datt d'Regierung mengt, datt se d'Speise vun dem Budget an d'Fongen an engem Zäitraum vun dräi Joer kéint verduebelen. Well och do gesäit een, wann een et mam Plan pluriannuel 2003-2007 vergläicht, datt dëst Joer manner gespeist gëtt, wéi mer dat d'lescht Joer gesot kritt hunn.

D'lescht Joer ass gesot ginn, et géifen 274 Milliounen Euro 2004 an d'Fonge goen, dëst Joer schwätze mer vun 224. Fir 2005 ass d'lescht Joer gesot ginn 373 Milliounen. Dëst Joer schwätze mer vun 242 Milliounen. Fir 2006 ass d'lescht Joer gesot gi 460 Milliounen. Dëst Joer schwätze mer vun 378 Milliounen. A fir 2007 ass d'lescht Joer gesot gi 507 Milliounen a mir schwätzen elo vu 462 Milliounen. Also sinn dat kloer Chifferen, déi weisen, datt an de Fongen net esou vill dëst Joer ass wéi d'lescht Joer gesot ginn ass, an déi och weisen, datt an deenen nächste Joren net esou gespeist gëtt wéi d'lescht Joer gesot ginn ass. Duerfir ass och déi Fro berechtegt, opgrond vu wat fir enge Fakten datt d'Regierung wëllt d'Speisen an engem Zäitraum vun dräi Joer verduebelen.

Här President, ech wollt dat nach eng Kéier vun eiser Säit kloerstellen. Datt mir géint dee Budget stëmmen, dat brauch ech net nach eng Kéier ze ernimmen. Den Här Finanzminister huet virdru gesot dat wär üblech iwwerall an de parlamentareschen Demokratien, datt d'Oppositioun géif géint de Budget stëmmen. Ech mengen, et ass och an de parlamentareschen Demokratien üblech, datt d'Majoritéit dofir stëmmt, och wa se wéi dës Kéier e schlecht Gewëssen derbäi huet.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Den Här Bausch kritt nach d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech hu mer natierlech net erwaart, datt ech vum Budgetsminister hei eng Äntwert krit, oder loosse mer soe konkret Zuele krit op dat, wat ech virgëschter während mindestens 20 Minutten hei virgeluecht hu vun Zuelematerial par rapport zum Tanktourismus an och wéi mir op alle Fall d'Zukunft vum Tanktourismus an och vun där Recette do fir de Statsbudget gesinn. Ech hu mer et net aneschters erwaart, well ech och ganz genau weess, datt natierlech de Budgetsminister ganz schlecht Kaarten a keen een Joker am Grapp méi huet, fir op déi Zuelen ze äntwerten, déi ech hei genannt hunn.

Ech mengen awer, Här President, datt et dee falsche Wee ass, deen de Budgetsminister hei aschléit, respektiv anscheinend och déi do Regierung, fir ze mengen et kënnt een angesichts dem Problem, deen do op eis zoukënnt, de Kapp an de Sand stiechen an einfach weiderfuere wéi wann näischt wär, an dann enger, ech wëll emol net soen, nächster Generatioun, well hei geet et entre-temps guer net méi eleng ëm eng Generatiounefro, mä et geet hei och ëm eng Fro, déi wahrscheinlech d'nächst Regierunge betrëfft, vläicht da Regierungen, wou deen heite Budgetsminister net méi Budgetsminister ass, mä de Problem nach ëmmer awer do ass.

(Interruption)

Ech muss soen, Här President, ech sinn eigentlech immens enttäuscht iwwert déi Äntwerten, déi ech haut de Mëtteg awer hei kritt hunn, a wou mer och beleeën, datt eigentlech de Minister sech där Envergure net bewosst ass, déi dat bedeit par rapport zu engem wichtegen Deel vun de Recetten am Moment vum Statsbudget. Ech weess net, datt wann ähnlech bedrolech Wolleke géingen op eng aner Recette zoukommen, zum Beispill op d'Kierperschaftssteier am Zesummenhang zum Beispill mat der Finanzplaz, ob dann de Finanzminister genausou liichtfankeg géing doriwwer ewechgoen, wéi en dat hei amgaangen ass ze maachen. Ech mengen, well en natierlech den Dossier Finanzplaz och aus senger fréierer berufflecher Zäit e bësse besser kennt an do d'Envergure och besser kann aschätze wéi vläicht deen elo am Beräich vum Tanktourismus am Zesummenhang mam Kyoto-Protokoll an der Klimaproblematik zum Beispill insgesamt, dofir mengen ech, datt dat de Grond ass, firwat datt en do méi um Qui-vive wär an hei manner.

Mä dat ännert awer näischt drun, datt d'Problematik dramatesch ass an datt eigentlech mëttelfristeg gesinn déi Recette do aus villfältegste Grënn - ech hunn eng ganz Rei do opgezielt, virun zwee Deeg hei - souwisou dem Stat wäert verluer goen, an datt wann een donc net haut doriwwer ufänkt nozedenke wéi een en Zeenario entwéckelt kritt, fir mëttelfristeg aus där Ofhängegkeet do erauszekommen, Dir Dammen an Dir Hären, dann erleide mer Schëffbroch mëttelfristeg duerch déi dote Fro. Da gëtt et eng Casse op anere Posten am Statsbudget an iwwerhaapt an der Gesellschaft zu Lëtzebuerg, déi da ganz, ganz wéi wäert dinn an och ganz schwéier wäert ze léise si vun där Generatioun vu Politiker, déi dann dee Moment grad d'Majoritéit heibannen am Parlament hunn, respektiv an der Regierung sinn an d'Geschécker vum Land musse leeden.

Mir hunn als Gréng schonn Enn der 90er Joren e puermol verlaangt, datt ee sech soll wéinstens d'Méi gi fir eng Etüd an Optrag ze ginn, déi emol eng Kéier genau géing eng Géigeniwwerstellung maachen, engersäits vun de Recettë mat anerersäits all de Käschtepunkten, déi et gëtt. Déi Chifferen, déi hei genannt gi si vun deene probable Recetten, well och de Minister selwer weess net am Detail wéi d'Realitéit ausgesäit, déi kënnt een iwwert esou eng Etüd opgeschlësselt kréien. Mir hu scho wéinst vill méi Bagatellen Etüden an Optrag ginn an deene leschten zéng Joer an dësem Land. Mir bedaueren et, datt de Wëllen emol net besteet fir iwwerhaapt iwwert deen Thema ze diskutéieren, respektiv zum Beispill esou eng Etüd an Optrag ze ginn.

'97, mengen ech war et, hat de Camille Gira seng Motioun eraginn, déi ass deemools an d'Kommissioun verwise ginn an dunn ass se do iergendwou endgelagert ginn an et ass ni zu enger richteger Beschlussfaassung komm. Mir mengen duerfir nach ëmmer, datt et noutwendeg wär op dee Wee ze goen. Et ass awer vermessen, muss ech awer soen, fir hei op d'Pult ze kommen als Budgetsminister a vun enger parlamentarescher Oppositioun ze verlaangen, datt déi elo soll hei den Ausstiegszeenario beschreiwen an am Detail duerleeën.

Mir si bereet dat ze maachen, sous condition datt Der eis déi ganz Steierverwaltung, de Finanzministère an all déi öffentlech Instanzen, déi zoustänneg si fir déi dote Beräicher, zur Verfügung stellt fir déi Berechnungen all maachen ze loossen, respektiv datt Der eis Kreditter gitt fir déi zousätzlech Etüden, déi mer heizou brauchen, fir datt mer déi kënnen an Optrag ginn. Dee Moment si mir bereet déi Responsabilitéit ze iwwerhuelen, mä wann ech gelift, Här Minister, Dir hutt d'Responsabilitéit kritt den 13. Juni 2004 an net d'Oppositioun…

(Interruptions)

Neen, Dir iwwerhuelt Är Responsabilitéit guer net an dësem Dossier. Dir kuckt driwwer ewech. Dir kuckt einfach driwwer ewech. Dat maacht Dir! An ech mengen duerfir datt et net geet, datt Dir hei op d'Tribün kommt a wann Dir keng Äntwerten hutt op schwéierwiegend Problemer, déi op eist Land zoukommen, datt Dir dann einfach sot: Ma d'Oppositioun oder soss iergendeen hei am Parlament soll d'Aarbecht fir d'Regierung maachen. Dir sidd gewielt gi vun de Wieler, fir Är Responsabilitéit ze iwwerhuelen, dann iwwerhuelt se wann ech gelift och an dësem Dossier.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Minister Frieden kritt d'Wuert nach eng Kéier.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, et ass ganz kloer, datt mir eis Responsabilitéit iwwerhuelen. Ech hunn duerfir gesot, am Numm vun der Regierung iwwerhuele mir d'Responsabilitéit vun dësem Budget. Mir si gewielt ginn, a mir hu just gesot, datt wann een hei seet, déi Politik, déi mir géinge maachen, wier falsch, wéi Dir dat gesot hutt - „Dir gitt an déi falsch Richtung" -, da soe mir a soen ech lech: Dat, wat Dir proposéiert, ass irresponsabel. Da beweist vläicht wéi Dir et da géingt maache fir all déi Ausgaben ze tätegen an op esou Recetten ze verzichten. Dat ass en Débat, wou Dir d'Beweisflicht hutt an net mir. Mir sinn der Meenung, datt dës Politik, déi mir maachen, am Intérêt vun der sozialer Politik an der Investitiounspolitik vum Land ass.

An duerfir ass et net un eis déi Berechnung ze maachen, mä un deenen, déi mengen, mir géingen déi falsch Politik maachen. Mir hunn dat och virun de Wahle gesot. Mir hu vum Wieler e Mandat kritt fir mat

dëser Politik responsabel virunzefueren, an dat wëlle mer maachen. Dëse Budget ass de beschte Beweis dofir. An duerfir wollt ech nach eng Kéier deene Merci soen, déi dës Politik ënnerstëtzen.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo definitiv ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Budgetsprojet fir d'nächst Joer. Den Text steet am Document parlementaire 5353[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5353 ass ugeholl mat 38 Jo- an 22 Neen-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri).

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zu de Motiounen an zu enger Resolutioun, déi am Zesummenhank mam Budget déposéiert gi sinn.

Résolution 1

Fir d'éischt géife mer d'Resolutioun Nummer 1 vum Här Claude Meisch iwwert d'Schafung vun enger Sous-commission fir de fiskale Volet innerhalb vun der Finanzkommissioun ofstëmmen. Wëll nach een dozou d'Wuert ergräifen? Wann dat net de Fall ass, da froen ech: Vote électronique oder par main levée? - De Vote électronique ass gefrot.

Vote

Déi fir d'Resolutioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Resolutioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Motion 1

Da komme mer zur Motioun Nummer 1, déi och vum honorabelen Här Meisch déposéiert ginn ass iwwert d'Promotioun vum europäesche Gedanke bei der Jugend. Wëllt dozou een nach d'Wuert ergräifen? Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Geet et ëm d'Motioun Nummer 1, Här President?

M. le Président.- Jo!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- D'Regierung ass grondsätzlech mat all Aktiounen, déi gemaach ginn en faveur vun Europa, d'accord. D'Regierung deelt och déi Aussoen, déi vum Spriecher vun der Demokratescher Partei gemaach gi sinn - déi generell Observatiounen iwwer Europa. Ech mengen, do ass keng Dissenz tëschent der Regierung an deem, wat à propos Europa gesot ginn ass. Par contre menge mer, datt fir elo niewent all deenen Aarbechten, déi de Stat huet an deenen nächste Méint, och nach Fester iwwer Europa ze organiséieren, datt dat net onbedéngt dat ass, wat mer elo brauchen. Mir brauchen en Débat iwwer europäesch Sujeten, besonnesch en vue vum Referendum iwwert d'europäesch Verfassung, mä mir mengen, datt mer weder Zäit nach d'Suen hu fir elo Fester iwwer Europa ze organiséieren. An de Schoule kann doriwwer diskutéiert ginn. Dofir brauche mer och keng Motioun.

Iwwregens seet d'Educatiounsministerin mer, datt e Concours a Schoule besteet, oder sou een elo gemaach gëtt iwwer Europa. Do lafen also eng Rei Aktiounen. Ech mengen, dat si positiv Aktiounen. Iwwer Europa muss geschwat ginn - heibannen, dobaussen, an de Schoulen. Mä mir mengen, datt dat net am Kader muss si vu gréissere Festivitéiten an duerfir kann d'Regierung mat der Zilsetzung vun der Motioun liewen, mä mengt, datt dat hei net dat richtegt Instrument wier, an duerfir biet d'Regierung d'Chamber dës Motioun net unzehuelen.

M. le Président.- Ass de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Mir maachen e Vote par main levée.

Wien ass mat där Motioun averstanen? Wien ass dergéint?

Ech mengen, d'Resultat ass eendeiteg. D'Motioun 1 vum Här Meisch ass domadder ofgelehnt.

Da komme mer un déi zweet Motioun vum Här Meisch iwwert de Fonds pour l'emploi. Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

Motion 2

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, an där Motioun, esou wéi den Här Meisch dat och exposéiert hat, gëtt en Audit vum Fonds pour l'emploi gefrot. Mir mengen, datt dat géing double emploi maache mat enger Rei vu Moossnamen, déi d'Regierung an insbesondere den Aarbechtsminister amgaange sinn ze maachen.

D'Regierung mécht zwou verschidde Saachen. Engersäits eng Evaluatioun vun all deenen eenzelne Moossnamen, déi vum Fonds pour l'emploi finanzéiert ginn. Do gëtt eng extern Analys gemaach. Wann ech richteg informéiert sinn, ass do d'Ausschreiwung, wien dat soll maachen, amgaangen. Dofir, dat ass also eng Zort Audit, dat kann een Audit nennen, mä dat ass awer eng Analys vun deenen eenzelne Moossnamen, déi do bestinn, fir ze kucken, ob se alleguerten efficace sinn oder net an ob ee se ka reorientéieren.

An dat Zweet, dat ass datt de Fonctionnement vun der ADEM amgaangen ass iwwerpréift ze ginn, notamment zesumme mat internationalen Organismen. An duerfir menge mer, datt dat double emploi wier, an och duerfir biede mer do d'Chamber dës Motioun net unzehuelen.

M. le Président.- Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 2 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri).

Motion 3

Dann d'Motioun Nummer 3, ebenfalls vun dem honorabelen Här Claude Meisch, iwwert d'Upassung vum Steierbarème un d'Inflatioun. Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Dës Regierung, Här President, mécht et do wéi déi Regierung virdrun. Mir passe periodesch un, mä an dësem Moment maache mer dat net.

M. le Président.- Maache mer e Vote par main levée?

(Négation)

De Vote électronique ass verlaangt.

Vote

Déi fir d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 3 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme bei 22 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Motion 4

Dann d'Motioun 4, ebenfalls vum Här Claude Meisch, iwwert d'Steierpolitik. Den Här Minister Frieden huet d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, an där Motioun gëtt gebieden, datt d'Regierung e Groupe d'analyse fiscale am Finanzministère op d'Been setzt. Duerfir brauche mer am Fong keng Motioun, well, wéi d'Motioun et selwer seet, steet dat an der Regierungserklärung. Ech mengen net, datt et gutt wier, datt mer elo fir all Kapitel vun der Regierungserklärung a fir all Abschnitt aus der Regierungserklärung eng Motioun kréien, esou sympathesch dat och ass, wann d'Oppositioun dat ënnerstëtzt, fir déi. D'Regierung mécht dee Groupe d'analyse fiscale. Ech wëll awer derbäi soen, an dat betrëfft och dës Motioun, datt mir an deem Grupp net esouwäit gi wéi dat wat hei gefrot ginn ass. Dee Grupp, an dat gesäit een och vu senger Kompositioun hier, esou wéi en an der Regierungserklärung festgesat ginn ass, soll zum Zil hunn, ze kucken d'Konkurrenzfäegkeet vun eise Betriber am Beräich vun de Steiere par rapport zu deenen anere Länner. Dofir sinn och an deem Grupp Vertrieder vum Secteur privé, wéi dat hei drasteet. An dofir maache mer dee Grupp, esou wéi et an der Regierungserklärung steet an dofir brauche mer, mengen ech, vun dësem Haus keng Motioun.

Et ass awer selbstverständlech, datt wann dee Groupe de travail emol méi wäit ass, deen awer sécher eréischt richteg wäert ukommen no der Présidence, datt deen dann och mat sengen Iwwerleeungen oder Resultater gären an d'Finanzkommissioun kënnt.

Ech huelen Akt dovun, datt Dir déi Résolutioun net ugeholl hutt fir e Sous-groupe ze maachen an der Finanzkommissioun, mä ech mengen d'Finanzkommissioun als Ganzt bekëmmert sech ëm d'Steierpolitik an d'Regierung ass gäre bereet an déi Kommissioun ze kommen, fir ze soe wéi eng Iwwerleeunge mer am Steierberäich bei de Betriber maachen.

Merci.

M. le Président.- Wann ech lech richteg verstanen hunn, Här Minister, da mengt Der d'Motioun wier superfétatoire? D'accord. Da stëmme mer driwwer of.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Mä den Här Minister huet jo selwer gesot, datt an dëser Propositioun vun der Motioun et méi wäit géing goe wéi dat wat d'Regierung an hirer Regierungserklärung proposéiert hat. Also gesi mer net an, datt se superfétatoire ass, also wëlle mer e Vote an an deem Fall och e Vote électronique, wann ech gelift.

M. le Président.- Très bien. De Vote électronique ass gefrot.

Vote

Déi fi d'Motioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 4 ass mat 38 Nee-Stëmme géint 22 Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Hemri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen);

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Motion 5

Da komme mer zu der leschter Motioun, déi den honorablen Här Meisch abruecht huet. Et ass d'Motioun 5 iwwert d'Finanzplaz.

Här Minister Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, an där Motioun gëtt am Fong déi Politik, déi mer an deene leschte Jore gemaach hunn, approuvéiert an ënnerstëtzt fir weiderzefueren. Als dee fir d'Finanzplaz zoustännege Minister begréissen ech dat an dofir kënnt ech am Fong am Numm vun der Regierung mat där Motioun d'accord sinn.

Wat deen éischten Tiret vum Dispositif ubelaangt, fir datt d'Statsverwaltungen nach méi Moyenë solle kréie fir d'Dossieren ze traitéieren, muss ech allerdéngs soen, datt dat eppes ass wat am Fong fir all Statsverwaltunge gëllt a mer hei permanent Motioune kréien, datt mer nach méi Leit astelle sollen an dann zugläich awer gesot kréien,

bei den Dépenses courantes vum Stat solle mer spueren.

Dofir, ech si mat dëser Motioun aus Regierungssäit d'accord, wann d'Chamber déi wëllt stëmmen. Ech gesi just net wéi mer massiv de Statsapparat nach weider ausbauen aus deene generelle Considérationen iwwert d'Dépenses courantes vum Stat. Mir hunn notamment d'Autorité de surveillance vum Secteur financier an deene leschte Joren ausgebaut an dofir kënnen déi an engem internationale Verglach excellent d'Iwwerwaachung vun der Finanzplaz maachen. Mä mat där Nuance sinn ech vu Regierungssäit mat dëser Motioun d'accord.

M. le Président.- Opgrond vun der Zoustëmmung vun der Regierung géif ech denken, datt mer kënnte par main levée ofstëmmen.

Vote

Wien ass d'accord mat där Motioun?

Ech gesinn, datt eng grouss Unanimitéit do ass.

D'Motioun 5 ass domat also ugeholl.

Motion 6

Da komme mer zur Motioun 6 vum Här François Bausch iwwert d'Besteierung vun de Benefisser bei de Kapitalgesellschaften an d'Verméigenssteier. Déi Motioun ass, schéngt et, net bei der Regierung ukomm. Da gi mer der Regierung d'Méiglechkeet fir dat ee Moment ze préiwen.

Voilà, d'Regierung ass prett.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Zum Inhalt vun där Motioun hunn ech a menger Budgetsried Stellung geholl. Ech mengen, all déi Reflexiounen, déi gemaach gi sinn, sinn utile. Déi sollen den Débat alimentéieren. Dat huet och de Rapporteur selwer gesot.

Wat déi eenzel Steierkategorien ubelaangt, hunn ech gesot, datt d'Regierung un den Orientatiounen an un den Décisioune vun der Regierungserklärung an um Accord de coalition festhält, esou wéi e publizéiert ginn ass, an dofir mengen ech hätt ech zu dëser Motioun, zu deem Sujet schonn am Kader vun den Debatten, ier ech d'Motioun iwwerhaapt konnt kennen, Stellung geholl. D'Regierung hält also un deem fest wat an der Regierungserklärung steet.

M. le Président.- Den Här François Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, et freet mech, datt d'Regierung un där Positioun festhält. Et huet mech och gefreet d'Aussoe vun de Vetrieder vun der LSAP ze héieren, déi net nëmmen deementspriechend hei un deem Regierungsaccord festhält, mä och u Saachen, déi se schonn emol fréier gesot huet.

Donc mengen ech datt et dofir logesch misst sinn, datt mer um Ufank vun dëser Legislaturperiod de Biergerinnen a Bierger an dësem Land genau soe wouhin datt d'Richtung soll goen an net goen am Beräich vun der Steierpolitik zu Lëtzebuerg, an ech mengen, datt wa mer déi Motioun als Parlament haut hei stëmmen, dann ass dat ee fir allemol kloer. Dann ass kee Mëssverständnis an Zukunft méi méiglech.

Da weess jiddereen an dësem Land a wéi eng Richtung datt dës Regierung, respektiv dëst Parlament an deenen nächste Joren d'Steierpolitik wëllt matdroen a matgesinn, an dofir mengen ech datt et wichteg ass, datt dës Motioun eng grouss Majoritéit fënnt bei deenen, déi natierlech mat deene Saachen d'accord sinn.

Ech weess, datt d'Demokratesch Partei hei ëmmer aner Virstellungen hat, mä zumindest fir de Rescht géing ech dovunner ausgoen, datt dës Motioun eng breet Zoustëmmung an dësem Parlament misst fannen.

M. le Président.- Den honorablen Här Fayot huet d'Wuert gefrot an duerno den Här Grethen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hunn a menger Budgetsried vun de Steiere geschwat an ech hu selbstverständlech och do gesot, datt mer Reserven hätten zu de Propositioune vum Rapporteur an datt mer éischter op der Linn si vun deem wat de Minister hei gesot huet, fir bei der Betribssteier net op 19% erofzegoen. Dat heescht ebe bei deem Taux ze bleiwen, respektiv wéi et gesot ginn ass, wann een e bësse wëllt erofgoe bei der IMC, ass dat natierlech méiglech. Dat ass dat eent.

Dat anert hu mer am Regierungsprogramm ganz kloer gesot, datt mer fir Résidenten eng Retenue libératoire vun 10% op Revenus du capital wëllten aféieren, zesumme mat der Ofschafung vum Impôt sur la fortune fir Résidenten. Doraus ass da vum Här Budgetsrapporteur ofgeleet ginn, datt ee kënnt eng Nisch cibléiere vu gréissere Kapitalbesëtzer an deene Méiglechkeete ginn, fir op Lëtzebuerg sech ze installéieren, mat enger Partie Faveure wat de Permis de séjour ugeet, wat den Environnement légal ugeet.

Ech hunn a menger Ried ganz kloer gesot, datt mir net bereet si fir op dee Wee ze goen, datt mer der Meenung sinn, datt een dat wat am Regierungsprogramm steet soll maachen, well dat jo och Résidenten, dat heescht Leit déi hei wunnen, concernéiert. Datt mir och der Meenung sinn, datt een den Impôt sur la fortune fir Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, déi dann eben entlaascht gi vun där Steier, déi Spuerer, déi et hei gëtt. Dat ass dat wat mir matgedroen hunn a mir hunn net matgedroe wat de Rapporteur proposéiert huet, fir eben op de Wee vun engem, ech hunn dat genannt e "Lëtzebuerger Monaco" ze goen.

Ech hunn och net d'Impressioun wéi wann d'Regierung dat wëlles hätt an, an deenen zwee Punkten do si mer ganz kloer op der Linn vun der Regierung. Or, ech hunn eigentlech kee Problem mat dëser Motioun. Ech weess elo net ob een d'Regierung misst eigentlech nach extra invitéiere fir eppes ze maachen, wat se souwisou hei gesot huet. Bon, et kann ee soen, cela va de soi. Mä eventuell, cela va mieux en le disant. Mä ech hu verstanen aus deem wat den Här Budgetsminister hei gesot huet, datt dat d'Positioun vun der Regierung ass, esou wéi ech se och hei a menger Ried gesot hunn.

M. le Président.- Den honorablen Här Henri Grethen hat d'Wuert nach gefrot.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, déi Propositiounen, déi de Budgetsrapporteur a sengem eegenen Numm gemaach huet, si jo zum Deel ganz sympathesch a fannen och d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun. Wat d'Kierperschaftssteier ugeet, wou déi „flat rate" vun ënner 20% proposéiert gëtt, si mer liicht anerer Meenung, well mer mengen, datt ee soll an engem subtile Spill tëschent Assiette an Taux sech bewegen an datt dat am Intérêt vun der Attraktivitéit vum Land wier. Dofir kënne mer mat deem Volet vu senger Propositioun net d'accord sinn. Mir si selbstverständlech, an dat stoung an eisem Wahlprogramm och, do wäert jo keen iwwerrascht sinn driwwer, well mir stinn och no de Wahlen zu deem, wat mir dem Wieler virun de Wahle versprach hunn, dass mir der Meenung sinn…

(Interruption)

Oh, Här President, et ass jo net esou evident fir jiddfereen.

(Interruptions)

Jo, mä hei ass eis Propositioun an déi huet de Budgetsrapporteur a seng Partei och opgegraff, dat ass déi fir den Impôt sur la fortune fir d'Personnes physiques, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, ofzeschafen. Dat ass eng Propositioun, déi mer deelen. D'selwecht wéi mer der Meenung sinn, dass een eng Retenue à la source libératoire fir d'Résidentë vun 10% soll aféieren, concomitamment mat der Aféierung vun der Quellesteier op europäeschem Plang. Mir sinn also net där Meenung, an de François Bausch huet dat scho relevéiert, well e sech dat am vorauseilenden Gehorsam schonn esou geduecht huet, dass mir net kënnen zu dëser Motioun eis Zoustëmmung ginn.

M. le Président.- Très bien, dat ass kloer. Den Här Michel Wolter kritt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, an där Motioun vun deene Grénge gëtt den Amalgam gemaach tëschent Saachen, déi de Budgetsrapporteur gesot huet, a Saachen, déi en net gesot huet. Dovu muss een emol ausgoen, esou dass den Dispositif, deen do pauschal seet: «à ne pas suivre les recommandations du rapporteur», schonn net dat reflétéiert, wat virdrun an de Considérantë gesot ginn ass.

Ech wëll soen, dass mir fir eis Fraktioun zu deem stinn, wat den Här Fayot och gesot huet virdru wou si dozou stinn, mir stinn zum Regierungsprogramm, deen um Niveau vun de Steieren eng moderat Adaptatioun vun der Steierlandschaft en fonctioun vun de Besoinen, déi eis Wirtschaft erlaben, soll maachen an déi um Niveau vun dem Impôt sur la fortune d'Ofschafen op den 1. Januar 2006 respektiv zum Deel schonn op den 1. Juli vun 2005 kënnt. Soss Considérationen, déi dobäigefügt gi si vun deem engen oder vun deem aneren, déi loosse mer op der Säit.

Wat eis bënnt a wat eis engagéiert, dat ass de Regierungsprogramm. Duerfir géif ech bieden, dass mir déi Motioun hei, déi den Amalgam tëschent ganz villem mécht, net géifen unhuelen.

M. le Président.- Jo!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech muss awer soen, Här President, et ka jo awer net sinn, dass ech elo gesot kréien hei wär en Amalgam vu Saache gemaach ginn, ouni datt ee mer muss soen, wat dat dann ass. Da weess ech awer gäre prezis vum Här Fraktiounspresident vun der CSV wat dat ass, well ech wär och bereet hei ganz villes nach ze sträichen. Dat Wichtegst ass fir mech, dat soen ech Iech ganz däitlech hei, dee leschten Tiret, den «invite le Gouvernement». Ech si bereet dee ganze Considérant ze sträichen, fir deen ze stëmmen.

M. le Président.- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- An da si mer wierklech reng um Regierungsprogramm, anscheinend vun der CSV an der LSAP. Duerfir wéisst ech gär…

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Da gëtt se hifälleg.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Neen, da gëtt se guer net hifälleg.

M. le Président.- Ech mengen, Dir leit do op enger Linn mat der Regierung.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Déi éischt zwee Tireten, Här Bodry, et deet mer Leed, plus wou dat opgezielt gëtt, plus de Schluss, an dann huet d'Chamber kloer Faarf bekannt.

An et gëtt jo ëmmer vill gesot, Här President, och vun de Vertrieder vun der Majoritéit, an der Steierpolitik, wat jo och richteg ass, do géing ganz vill Psychologie matspillen, dat heescht, do géing ganz vill matspillen, wat fir eng Signaler een aussent als Politik un d'Acteuren an der Ekonomie, fir datt déi richteg Saachen och drënner verstan ginn. A mir sinn um Ufank vun enger Legislaturperiod, an hei geet et net ëm iergendeppes bei där heite Fro, hei geet et ëm eng zentral Fro fir d'Finanzpolitik vun deenen nächste fënnef Joer, a wann dëst Parlament der Meenung ass an enger Majoritéit, datt se net wëllt op deen dote Wee goen, da fannen ech, da soll se dat och no baussen zum Ausdrock brëngen.

(Interruption)

Neen, och mat engem Vote, Här Fayot, zum Ausdrock brëngen. Duerfir sinn ech der Meenung, ech wéisst gär wat dann déi Tiretë wären, déi sollen erausgestrach ginn, déi Considéranten, wou deen Amalgam soll dra sinn, wéi den Här Wolter et sot.

M. le Président.- Här Bausch, mir si jo net hei an enger Froestonn. Ech mengen, déi eenzel…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech däerf awer nach ëmmer Froen opwerfen!

M. le Président.- Selbstverständlech, Dir hutt Är Froen opgeworf. Déi eenzel Fraktiounen hunn elo Stellung geholl, elo wëllt de Rapporteur selwer nach hei d'Wuert ergräifen, an dann denken ech gi mer zum Vote iwwer, well d'Positioune kloer sinn.

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Jo, Här President, ech mengen den Här Bausch huet mäi Rapport schlecht gelies. Éischtens…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Oh, dann huet den Här Fayot en awer och schlecht gelies.

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Majo, da lauschtert emol, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- An den Här Frieden och.

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Éischtens hunn ech a mengem Rapport…

M. le Président.- Loosst elo mol den Här Mosar schwätzen.

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Éischtens hunn ech a mengem Rapport effektiv eng Baisse proposéiert, awer ech hu gläichzäiteg gesot, Här Bausch, datt een d'Assiette soll méi grouss maachen an datt ee soll iwwer eng Rei vun Abattemente fueren. Dat heescht, wat Dir hei schreift, dat ass formell falsch, dat hunn ech esou weder a mengem schréftlechen nach a mengem mëndleche Rapport gesot.

Zweetens hunn ech net als Rapporteur déi Abolitioun vum Impôt sur la fortune erabruecht. Dat ass eng Mesure, déi am Regierungsprogramm steet, déi ass also net a mengem Gaart gewuess. Ech hu se just a mengem Rapport begréisst, an ech hu gesot, déi kënnt als Effet bénéfique och hunn, datt mer eng Rei vu grousse Fortunë kéinten op Lëtzebuerg kréien, wat ech géif begréissen. Mä nach eng Kéier, dat wat Dir hei formell an Ärer Motioun schreift, dat ass net dat, wat ech a mengem Rapport geschriwwen hunn.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Jo, ech mengen…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, entschëllegt, just vläicht ganz kuerz ee Saz.

M. le Président.- Jo, ee Saz.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech mengen d'Pneuë fänken un ze quietschen an et sténkt ganz staark no Gummi heibannen. Kommt mir stëmmen of.

M. le Président.- Très bien, also deen do Saz huet natierlech elo net vill zu der Opklärung vun der Problematik bäigedroen…

(Hilarité)

…, mä ech ginn awer dem Här Bausch vollkomme Recht, dass et elo Zäit gëtt, dass mer zur Ofstëmmung kommen. Ech denken déi eenzel Gruppen hu sech hir Meenung gemaach an ech denken och, dass de Vote électronique hei verlaangt ass.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Da fänke mer elo mam Vote un.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

Dem Här Bausch seng Motioun 6 ass mat enger grousser Majoritéit vun 48 Nee-Stëmme bei 12 Jo-Stëmmen ofgelehnt ginn.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner.

Motion 7

Da komme mer zur Motioun 7 vum honorabelen Här Jaerling iwwert d'Analys vun de Steierrecetten. Här Minister Frieden, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, ech hu virdrun an engem anere Kontext am Fong schonn déi nämlecht Remarque gemaach. Ech menge mir kënnen net fir all Statsverwaltung hei eng Motioun maachen, datt déi soll méi Leit kréien. Ech kënnt Iech der zéng, 20 opzielen, y compris am Beräich wou ech déi direkt Responsabilitéit hunn. Wann ech déi aner Kap zum Beispill als Justizminister opdinn, da stëmme mer och haut nach eng Motioun, fir datt de Prisong méi Leit kritt, datt den Enseignement méi Leit kritt, datt d'Geriichter méi Leit kréien, datt de Finanzministère méi Leit kritt; d'Kolleegen hei brauchen dat och alleguerten. Duerfir, mengen ech, bréngt et net vill, datt mir, en dehors vun enger genereller Diskussioun iwwert déi eenzel Verwaltungen, elo bei all Verwaltung eng separat Motioun stëmmen.

Ech wëll derbäi soen, datt, am Kader vun den Numerus-clausus-Diskussioune vun deene leschte Joren, mir e pluriannuellë Programm haten an där viregter Regierung fir d'Steierverwaltung mat Leit ze dotéieren, an déi huet vill méi Leit iwwert d'lescht Joer kritt, datt dat nach net duergeet an all eenzelne Servicer, respektiv ob net innerhalb vun der Verwaltung musse Restructuratioune komme fir méi Leit vun enger Sektioun op eng aner ze setzen, fir mat deene bestehende Leit eng aner Aarbechtsopdeelung ze maachen; ech mengen déi Reflexioune sinn amgaangen, déi sinn zum Deel ganz schwiereg.

Mä ech géing d'Chamber bieden net eng Motioun ze stëmmen, déi just enger Verwaltung méi Leit gëtt, ouni all déi aner Reflexiounen iwwert d'Dépenses courantes vum Stat mat ze berücksichtegen.

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Mir hunn déi Motioun hei erabruecht, Här President, well mer an der Finanzkommissioun, ech menge queesch duerch d'Bänken, awer e bëssen enttäuscht waren iwwert déi Dokumentatiounen, déi mer vun der Steierverwaltung do presentéiert kritt hunn. An ech géif och mengen, datt de Rapporteur a sengem Rapport - oder et ass am Rapport vun der Kommissioun, ech weess elo net méi wou - och dat libelléiert huet, datt mer am Fong praktesch keng Informatioune kritt hunn, déi mer vun anere Verwaltungen iwregens kritt hunn.

An hei menge mir net un éischter Stell, wa mer schreiwen „des moyens", datt do misste Leit bäikommen, mä mir sinn der Meenung, datt déi Verwaltung, wat d'Informatik ubelaangt, emol misst à même gesat ginn, fir datt se eis och déi néideg Donnéeën als Finanzkommissioun, als Parlament gëtt, déi mer brauchen, fir a voller Transparenz kënnen hei iwwerhaapt iwwert d'Steierpolitik ze diskutéieren.

Mir hunn zum Beispill eng Fro gestallt bei der Kierperschaftssteier: Wat fir eng Betriber bezuele Kierperschaftssteier a wat fir eng Secteure bezuele keng Kierperschaftssteier? D'Steierverwaltung konnt eis dorobber keng Äntwert ginn. E puer Deeg duerno hu mer dann dunn e Relevé kritt, wéi vill Betriber datt géife Steiere bezuelen a wéi vill datt keng géife bezuelen. An dee Relevé war datéiert op 1998.

Ech mengen esou kann et jo awer net sinn, datt mer vun enger Verwaltung e Resultat kréie vun 1998, wou duerno och nach déi grouss Steierreform war an haut am Fong keen heibanne weess, a wat fir enge Secteuren datt nach Kierperschaftssteier bezuelt gëtt, jo oder neen.

Duerfir hätte mer gären, datt déi Verwaltung soll esou outilléiert ginn an der Informatik, fir datt se à même ass eis och dat ze liwwere wat mer brauchen, fir eng objektiv Diskussioun hei kënnen ze féieren.

M. le Président.- Wëllt d'Regierung nach eng Kéier dozou Stellung huelen, Här Minister?

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Jo, ech mengen, datt dat do schonn e bëssen eppes aneschters war wéi dat wat ech ënnert der Motioun verstanen hat, well den Här Fraktiounspresident vum ADR elo net méi schwätzt vu Leit, mä e schwätzt elo vun Informatik. An deem Kontext lafe ganz Programmer, a wann een duerfir géing schreiwen „invite le Gouvernement à continuer à doter les administrations fiscales (…) des moyens informatiques nécessaires (…)", da kënnt d'Regierung domadder d'accord sinn, well dat ass d'Continuatioun vun deem wat mer an deene leschte Jore gemaach hunn.

M. le Président.- Ech mengen, domadder wier den Här Gibéryen d'accord an den Här Jaerling och, deen den Auteur vun der Motioun ass. Da géife mer déi an deem Sënn ëmänneren. Dann denken ech, dass mer och par main levée kéinten ofstëmmen.

Motion 7 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant la tendance à la régression des recettes générées par l'impôt sur le revenu des collectivités;

- considérant qu'une ventilation du produit de l'impôt sur le revenu des collectivités selon les secteurs d'activité ou la taille des entreprises concernées serait précieuse dans une appréciation approfondie de l'assise et des perspectives de cette recette fiscale;

- considérant que les administrations fiscales ne sont pas en mesure de fournir des informations détaillées sur la composition des recettes fiscales et surtout des ventilations détaillées du produit des principaux impôts directs;

- considérant que des prévisions fiscales fiables doivent être basées sur une information précise de la structure du produit fiscal actuel;

invite le Gouvernement à

- continuer à doter les administrations fiscales et notamment l'administration des contributions directes des moyens informatiques nécessaires à pouvoir assurer une analyse approfondie des recettes fiscales.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Vote

Wien ass d'accord mat der ëmgeännerter Motioun?

Wien ass net d'accord mat der Motioun?

Wien enthält sech beim Vote?

Et gëtt eng grouss Unanimitéit fir dem Här Jaerling seng Motioun. D'Motioun 7 ass domadder ugeholl.

Motion 8

Da kéime mer zur Motioun 8, och vum honorabelen Här Jaerling, iwwert d'Bekämpfung vum Steierbedruch. Här Minister Frieden, Dir hutt d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, dat ass méi komplizéiert wéi eng Motioun ze schreiwen. E gemeinsame Service vun zwou Steierverwaltungen ze schafen, kann een net einfach esou duerch eng Motioun dekretéieren.

Am Regierungsprogramm stinn eng Rei Gebidder, wou d'Regierung wäert versichen inhaltlech verschidde Kompetenze vun där enger an där anerer Finanzverwaltung beiëneen ze bréngen, ouni déi zwou Verwaltungen zu enger eenzeger Verwaltung ze maachen. Duerfir, mengen ech, kann een an dësem Moment dës Motioun net einfach esou unhuelen, mä et ee muss studéieren, awéifern datt dëst iwwerhaapt mat bestehende Gesetzer, déi wäit iwwert dës Matière erausginn, kompatibel ass.

Den Inhalt selwer vum Kampf géint d'Steierhannerzéiung, ech mengen, do ass keng Fraktioun a kee responsable Politiker dergéint, mä fir dat elo an engem Service commun vun zwou ganz verschiddene Verwaltungen ze maachen, ech mengen, datt dat ganz vill Schwieregkeete mat sech zitt. An do sinn déi zoustänneg Verwaltungen amgaangen ze kucken, awéifern se iwwerhaapt generell kënnen zesummeschaffen opgrond vun de Leitlinne vum Regierungsprogramm. Duerfir géing ech lech bieden, dës Motioun net unzehuelen.

M. le Président.- Den Här Gibéryen freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, déi zwou Motiounen, déi de Kolleeg Aly Jaerling gëschter deponéiert huet, hat ech am Fong virgëschter schonn a menger Interventioun erkläert.

Ech hat och drop gesot, firwat datt mer déi dote Motioun gemaach hunn. Ech wëll drop hiweisen, datt den Direkter vun enger Verwaltung den 19. November an engem Lieserbréif esouguer öffentlech higaangen ass an op dee Mëssstand do higewisen huet, wat eis dozou gefouert huet, fir eben déi Motioun ze maachen.

Ech wëll kuerz hei zitéieren, wat déi Persoun do schreift: „Ich behaupte ganz schlicht, dass die vorhergesehenen Einnahmen und die erzielten Resultate, und sollten sie auf den Cent übereinstimmen, auf einem falschen, zu niedrigen Niveau der möglichen Einnahmen angesetzt sind, in dem Sinne, dass noch enorme Beträge in einigen Steuerbereichen nicht erfasst werden. Weder bei der Contribution directe noch im Enregistrement bestehen schlagkräftige Abteilungen zur Steuerhinterziehungsbekämpfung. Das Projekt eines gemeinsamen Service antifraude ruht mangels politischem Interesse seit fünf Jahren in meiner Schublade."

An da gëtt och gesot, datt hei zu Lëtzebuerg net manner Steierhannerzéiung wier wéi an deenen anere Länner. Ech mengen, wa mer eis net wëllen dee Virworf maache loossen, datt mer hei zu Lëtzebuerg géife Steierhannerzéiung dulden, an am Sënn vun enger Steiergerechtegkeet, wou ee Bierger wéi deen anere behandelt gëtt, géif et eis gutt zu Gesiicht stoen, wa mer als Parlament an als Regierung och géifen dee Kampf géint d'Steierhannerzéiung ophuelen, an da brauche mer nun eben esou eng Abteilung an deene Verwaltungen oder eng fir déi zwou grouss Verwaltungen, mä et si jo méi wéi zwou Verwaltungen, déi Steieren anzéien, duerfir hu mer vun den Administratioune geschwat.

Op jidde Fall menge mir datt et scho wichteg wär, datt esou eppes géing gemaach ginn a mir halen och duerfir drop, datt iwwert d'Motioun ofgestëmmt gëtt.

M. le Président.- Mir huelen Akt vun Ären Erklärungen, Här Gibéryen, esou wéi mir Akt geholl hu vun deem wat d'Regierung gesot huet, a mir kommen zum Vote. Ech denken, datt och hei de Vote électronique verlaangt ass.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Selbstverständlech.

M. le Président.- Da komme mer dozou.

Vote

Wien duerfir ass stëmmt mat Jo, wien dergéint ass mat Neen oder en enthält sech.

D'Motioun 8 vum Här Jaerling ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmme bei 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro).

Domadder wäre mer um Enn vun der Debatt iwwert de Statsbudget an iwwert d'Motiounen an d'Resolutioun dozou ukomm. Mir kommen elo nach zur Diskussioun vum Här François Bausch senger Resolutioun iwwert d'Asetze vun engem Zukunftskonvent zu Lëtzebuerg. An dësem Zesummenhank diskutéiert d'Chamber ebenfalls d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Michel Wolter abruecht huet, betreffend d'Asetze vun enger Spezialkommissioun fir d'Verwaltungsstruktur vum Land.

Den Auteure vun deenen zwou Resolutiounen sti jeeweils fënnef Minutten zou. Mir hunn de Moien décidéiert, dass mer déi Resolutiounen an enger gemeinsamer Diskussioun géifen evakuéieren. D'Fraktiounen hu jeeweils zéng Minutte fir déi zwou Resolutiounen an där enger Debatt, déi mer hunn. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Meisch a Fayot. D'Wuert huet elo den honorabelen Här François Bausch fir seng Resolutioun virzedroen an och gegebenenfalls déi aner schonn ze kommentéieren.

5. Résolution de M. François Bausch relative à l'institution d'une convention sur l'avenir du Luxembourg

Résolution de M. Michel Wolter relative à l'institution d'une Commission spéciale chargée de mener un débat sur la structure administrative du pays

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir haten d'Geleeënheet, ech géing scho bal soen elo fir d'x-te Kéier, ulässlech vun de Budgetsdebatten - a wann een déi lescht États de la Nation derbäi géing zielen, da kënnt een déi och nach als déi Debatt gesinn -, feststellen ze mussen, datt mer hei zu Lëtzebuerg eigentlech op enger Kräizung stinn, wou mer eis mussen eng ganz Rei Froe stellen iwwert déi zukünfteg Entwécklung vun dësem Land.

Mir wëssen alleguerten, datt mer eng Rei strukturell Schwächten an dësem Land hunn. Mir wëssen alleguerten, datt wat déi wirtschaftlech Entwécklung, de wirtschaftleche Wuesstem ubelaangt, mer mussen eis iwwerleeën a wéi eng Richtung mer wëlle wuessen, wat an dësem Land weider wuesse soll an och dann deementspriechend ze kucken, wat fir eng Konsequenzen datt dat fir déi eenzel Bierger a Biergerinnen huet, wéi eng Konsequenzen et fir déi lokal a regional Strukturen, also fir d'Gemengen oder soss regional Strukturen huet a wéi eng Konsequenzen et fir de Stat am Allgemengen huet.

Déi Initiativ hei ass net déi éischt, déi geholl gëtt an dësem Parlament fir déi dote Froe méi am Detail ze diskutéieren. Bekanntlech ass et jo esou, an der Politik do muss ee Gedold hunn, das ist das Bohren der dicken Bretter, wéi een op däitsch seet, an och wann et beim éischten Ulaf net ëmmer klappt, da klappt et vläicht beim zweeten oder drëtten. Ech hoffen, datt mer no dëser Debatt et fäerdeg bréngen, endlech déi enorm wichteg Zukunftsdiskussiounen do mat all hire Facetten an de politesche Raum ze bréngen.

Et ass esou, datt mer immens Froen eis musse stellen iwwert déi wirtschaftlech Entwécklung an och iwwert d'Roll dann deementspriechend, déi de Stat doranner huet, déi d'Regiounen an d'Gemengen doranner hunn, mä virun allem och wat dat fir Konsequenzen huet fir déi eenzel Entitéiten, jee nodeem fir wat fir ee Modell oder fir wat fir eng Richtung datt mer eis entscheeden.

Ee vun deene grousse Feeler, déi mer an den 80er an 90er Jore gemaach hunn, dat ass datt mer eis ausschliesslech ëm déi wirtschaftlech Entwécklung bekëmmert hunn a mat der Fro beschäftegt hunn, wéi wuesse mer am schnellsten, wéi vermehre mer eise Wuesstem am schnellsten, ouni eis awer mat de Konsequenzen, déi dat huet fir eist Land méi mëttel- a laangfristeg, ze beschäftegen. A mir musse feststellen, datt mer säit Enn der 90er Joren zumindest do gewëssermoossen amgaang sinn a verschiddene Beräicher an eng Sakgaass eranzerennen, déi ganz gefäierlech ka ginn, wa mer net ufänke méi planeresch virzegoen, fir déi zukünfteg Weiderentwécklung do ze décidéieren an och ze plangen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Deen zweete Punkt, dat ass natierlech deen, an deen hänkt ganz enk eben domat zesummen, dat ass: Mer wëssen alleguerten, datt mer hei am Land aus eegener Kraaft eraus, eleng kaum fäeg si fir iwwerhaapt nach ze wuessen. Mir sinn ugewisen op Immigratioun, mir sinn ugewisen op Hëllef vu Leit, déi vu bausse bei eis heihinner kommen, fir datt mer eis nach kënne weiderentwéckelen. Dat war an den 90er Joren esou an dat war den 80er Joren esou, an et ass iwwerhaapt an eiser Geschicht schonn ëmmer esou gewiescht an et wäert och an Zukunft esou bleiwen.

An och do stelle sech entre-temps awer eng ganz Rei Froe fir eist Zesummeliewen hei am Land, Froen, déi natierlech all déi Entitéiten och erëm betreffen, vun de Gemengen iwwert d'Regioune bis bei de Stat. Et stelle sech awer och Froen an deem Kontext iwwert d'Konsequenze wat dat alles heescht fir esou Beräicher wéi Logement, Schoulsystemer oder soss Infrastrukturen hei am Land, an dat ass och alles erëm enk verknäppt mat den Décisiounsstrukturen, mam Fonctionnement insgesamt vum Stat.

En drëtte Punkt ass natierlech deen: Sinn eis administrativ Strukturen um nationalen, um regionalen, um lokalen Niveau iwwerhaapt fäeg, esou wéi se haut ausgesinn, déi Entwécklung do weider nach efficace ze begleeden? Mir als Gréng mengen net. Mäi Frënd Camille Gira huet schonn oft hei betount, datt mer a verschiddene Beräicher nach ëmmer handelen hei am Land wéi wa mer am Postkutschenzäitalter wieren an och eis Strukture sinn zum Deel nach esou ausgeriicht.

Mä ech mengen, et kann een déi Froen, wéi d'Strukture sollen ausgesinn, wéi eng Réforme administrative mat deene Virdeeler, ëmmer nëmme gekoppelt diskutéiere mat deene Punkte virdrun, wann ee weess wou een eigentlech wëllt histeieren an ech mengen awer, datt et och héich Zäit gëtt fir déi Diskussioun do ze féieren, wéi déi Strukturen an Zukunft sollen ausgesinn op allen Niveauen.

Véiertens, Här President, mir hunn entre-temps an dësem Land e Problem, deen dora besteet, datt well d'Land an den 90er Joren esou ra-

pid gewuess ass a well dee rapide Wuesstum net genuch geplangt gi war, an dat ass elo net e Reproche, deen ech un iergendeen Décideur vu virdru wëll maachen, hu mer entre-temps e gewëssene Wildwuchs kritt, dee gewësse Konsequenze mat sech bruecht huet fir d'Liewensqualitéit vun de Leit, deen ons an eng Situatioun gefouert huet, datt d'Akzeptanz bei der Bevölkerung op deene verschiddensten Niveaue wierklech schrecklech ofgeholl huet, fir iwwerhaapt nach iergendeppes ze akzeptéieren.

Mir sinn entre-temps an enger Situatioun, datt et ganz, ganz schwéier gëtt, fir an der Zukunft, sief et um kommunalen, sief et um regionalen, nach um nationalen Niveau verschidde Saachen duerchzesetzen, an ech schwätzen do net nëmme vu Saachen, déi eis als Gréng net onbedéngt gefale politesch, mä och Saachen, déi mir als Gréng politesch gutt fannen.

E Stéchwuert, dat a leschter Zäit jo vill an der Diskussioun ass, dat ass nëmmen e klengt erausgepickt, ass dat vun de Wandmillen. Wann ech kucken entre-temps wéi doriwwer diskutéiert gëtt hei am Land, dat ass e gutt Beispill. Mä et kënnt een awer och d'Offallpolitik mat deene verschiddenste Facetten erauspicken an et ass dofir fir eis extrem wichteg, wa mer wëllen Akzeptanz schafen iwwert déi zukünfteg Entwécklung vu Lëtzebuerg, da muss éischtens d'Politik emol ganz kloer soen an engem breede Mooss wou se wëllt histeieren, wat se alles wëllt, wéi se d'Strukture gesäit a si muss d'Zivilgesellschaft an deen Débat matabezéien, well soss blockéiere mer eis ëmmer méi selwer hei am Land.

An dat ass eigentlech de Gros vun den Iddien an där Resolutioun, déi mer ausgeschafft hunn. Här President, loosst mer soen, ausgeschafft hunn ass e grousst Wuert. Den Här President, net deen deen elo do sëtzt, mä deen elo nach virun enger Véierelstonn hei soutz, den Här Weiler, war an der leschter Legislaturperiod zum gréissten Deel un deem Text, dee mir hei abruecht hunn, matbedeelegt. Mir hunn en an enger gewëssener Hinsicht un d'Situatioun vun haut no IVL nach adaptéiert.

Et sinn, wéi gesot, all déi Saachen doranner enthalen a wou mer eis wënschen, datt mer zu där Diskussioun géinge kommen.

Ech wëll da vläicht kuerz agoen op déi, ech wëll net soe Géigen-, mä alternativ Resolutioun, déi vum Fraktiounspresident vun der CSV abruecht ginn ass, a soen, datt et fir eis als Gréng eigentlech egal ass wiem seng Resolutioun am Parlament herno ugeholl gëtt. Et geet eis hei net ëm Urheberrechter. Déi kënne mer jo hei net beasproochen, well den Här Weiler huet méi Urheberrechter un där urspréngleche Resolutioun wéi mir selwer. Mir hu vläicht Urheberrechter un der Iddi insgesamt, well mer déi schonn nom Rentendësch lancéiert haten, mä et geet hei ëm d'Saach an et geet eis drëm, datt mer endlech an där Diskussioun, an deem Sënn wéi ech et explizéiert hunn, weiderkommen.

Wat eis stéiert un där Resolutioun vum Här Wolter, ass, datt eng ganz Rei Elementer verluer ginn, déi an eiser awer enthale sinn. Zum Beispill all déi Elementer, déi ech opgezielt hunn, déi d'wirtschaftlech Entwécklung a méi genau och d'Landesplanung insgesamt betreffen. Ech mengen, datt déi Resolutioun ze vill kuerz gräift, well se wesentlech Aspekter ausklammert, wou mir awer mengen, datt ee se muss an déi Diskussioun materabréngen. Mir kënnen eis net ausschliesslech an Zukunft domadder beschäftegen, wéi d'Gemengen, d'Regiounen oder de Stat als solch sollen an Zukunft ausgesinn a fonctionnéieren, well fir dat kënnen ze diskutéieren, muss ee sech mat deem anere Volet beschäftegt hunn. Dat hänkt immens enk mateneen zesummen an dofir fanne mer et net gutt, datt an där dote Resolutioun déi Saachen ausgeklammert ginn.

Ech hat och dofir eng Rei Proposen am Numm vu menger Fraktioun am Laf vum Nomëtteg dem Auteur vun där anerer Resolutioun gemaach, déi mir, wann déi ugeholl gi wieren, integréiert gi wieren an déi Resolutioun, hätte kënne matstëmmen. Ech krut awer signaliséiert, datt dat net de Fall wäert sinn.

Dofir wëll ech dann natierlech soen, wann déi zwee, dräi Tireten, déi fir eis awer wichteg sinn, net iwwerholl ginn, oder zumindest d'Iddien net iwwerholl ginn - de Wuertlaut ass hei souwisou egal, mä d'Iddië mussen drakommen -, da kënne mir se net matstëmmen. Dann hale mir eis oprecht.

Mä grosso modo gesi fanne mer et einfach wichteg, datt mer iwwert déi Resolutioun mat all hire Facetten diskutéieren an dann hoffe mer, datt mer et fäerdeg bréngen duerch esou en Débat, deen natierlech, an do sinn ech d'accord mat deem wat an där anerer Resolutioun steet, an der Zäit muss limitéiert sinn. Dat dierf net eng endlos Geschicht ginn. Dat soll bannen engem Zäitraum vun engem Joer oflafen, wou mer dann och déi verschiddenst Acteuren aus der Zivilgesellschaft ugehéiert hunn an deem Beräich do an da musse mer hei an der Chamber duerch e Rapport zu Konklusioune kommen. Dat hunn ech och schonn deemools an der leschter Legislaturperiod ëmmer gesot, et ass eis ni drëms gaange fir datt d'Politik sech soll aus hirer Responsabilitéit erausstielen an esou ze soen an engem grousse Konvent, oder wéi et ëmmer och genannt ginn ass, mat der Zivilgesellschaft esou eng Aart Debattéierclub ze schafen, wou dann d'Politik hir Responsabilitéit net méi bräicht ze huelen.

Loin de là, mir hunn ëmmer gesot, mir hätte gären, datt ënnert der Federführung vum Parlament esou eng Diskussioun gefouert gëtt, datt herno e Rapport verabschiet gëtt, wou politesch Konklusioune gezu ginn an dësem Parlament, déi eventuell och nach duerch verschidde Motioune kënnten ënnermauert ginn, wou dann natierlech all Fraktioun an dësem Parlament hir Responsabilitéit muss iwwerhuelen, wéi se d'Zukunft vun dësem Land gesäit.

Mä ech mengen awer, datt duerch dat Abezéie vun der Zivilgesellschaft éischtens emol wichteg Iddië mat kënnen erakommen, déi ee soss net huet. Et soll een, wa gutt Iddien do sinn, déi net einfach esou verluer goe loossen; an zweetens, datt et och eigentlech en demokratesche Prozess ass, dee sech hannendru verstoppt, deen ebe mécht, datt mer an Zukunft gréisser Akzeptanz krite bei wichtegen Décisiounen, déi mer musse fir dëst Land huelen.

Här President, ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bausch Merci fir seng Ausféierungen. D'Wuert huet elo den honorablen Här Michel Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech mat dem Gros vun deenen Aussoen, déi den Här Bausch elo just gemaach huet, d'accord erklären. Et gëtt wuel kaum e Punkt, dee seng Partei a meng Partei zur Zäit esou verbënnt wéi d'Suerg, wéi mer landesplaneresch d'Zukunft vun eisem Land solle gestalten.

Ech sinn och frou, dass en déi Resolutioun, déi en nach eng Kéier abruecht huet, an de Kontext gesat huet vun hirer Gestehung, well se praktesch Wuert fir Wuert eng Resolutioun erëm gëtt, déi virun $2^1/_2$ Joer, mengen ech, an der Chamber ganz passionéiert diskutéiert ginn ass, wéi et ëm d'Fro gaangen ass, ob een oder ob een net soll en Zukunftskonvent asetze fir déi Froen hei ze diskutéieren an där ganz breeder Form, wéi se deemools abruecht ginn ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech erënneren drun, dass seng Partei a meng Partei deemools dofir waren, déi aner Parteien hei an der Chamber dergéint waren. Dat huet d'Regierung vun deemools zur Konsequenz an zur Konklusioun komme gelooss, dass een d'Zil, wat am Fong hei gefuerdert ginn ass, net soll opginn, mä dass een dat mat anere Moyenë misst versichen ze erreechen an dat hu mer, mengen ech, säitdem an deene leschten $2^1/_2$ Joer erreecht, doduerch dass mer als viregt Regierung eng Etüd an Optrag ginn hunn iwwert den IVL, déi mer am Mäerz vun dësem Joer presentéiert hunn.

Wann een haut d'politesch Rieden héiert, da mengt ee jo den IVL wier eppes wat säit 20 Joer hei zu Lëtzebuerg schonn akzeptéiert wier. Ech erënneren drun, dass mer am Mäerz/Abrëll iwwerhaapt emol déi Etüden an déi grondleeënd Gedanken, déi derhannert stinn, presentéiert hunn, esou dass dee soidisant Konsensus, deen d'ailleurs nach am Detail ze kucken ass, ob deen dann och esou breet besteet, wéi sech ëmmer drop referéiert gëtt, wann et elo ëm d'Konsequenz vun Ëmsetzunge geet.

Mir hunn am Laf vun der leschter Legislatur eng ganz Rei vun aneren Initiative geholl. Mir haten eng Debatt hei an der Chamber iwwert de Logement, wou eng Rei vu politesche Konklusioune gezu si ginn. Mir haten eng Debatt an och e Gesetz iwwert den Développement durable, aus deem eng Rei vu Konsequenzen a Konklusioune gezu si ginn, notamment déi, dass e Rot soll agesat ginn, deen am Fong den Développement durable hei zu Lëtzebuerg sollt begleeden, wou d'Zivilgesellschaft eng breet Plaz sollt kréien an dee sech zum Deel jo och ëm déi Froen an ähnlech Froe wéi déi hei soll bekëmmeren.

Mir haten eng Debatt iwwert d'Immigratioun hei zu Lëtzebuerg no enger Preparatioun, wou eng Rei vu Konklusioune gezu gi sinn. Schlussendlech hate mer eng ganz breet Diskussioun an der Chamber iwwert d'Fro, wéi an Zukunft d'Répartitioun vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemenge soll ausgesinn, wéi also déi zukünfteg administrativ Struktur kéint ausgesinn.

De viregten Innenminister, deen elo Fraktiounspresident ass vun der CSV, deen hat deemools e 14-Punkte-Programm op den Dësch geluecht als Base de discussion fir an d'Diskussioun eranzegoen. Mir haten deemools d'Impressioun wéi wann alleguerten d'Fraktiounen d'accord wieren, dass dat eng Basis kéint sinn op déi een effektiv déi Reorganisatioun vun den administrative Strukture kéint opbauen, well et handelt sech jo net nëmmen ëm d'Gemengen, et handelt sech och ëm d'Fro wéi mer dann déi sechs Planungsregiounen, déi aus dem Gesetz vun 1999 erausgaange sinn, en vigueur kënne setzen. Et geet ëm d'Fro wéi d'Presenz vum Stat an deene Planungsregiounen ausgesäit, och um lokale Plang. Et handelt sech also ëm eng Fro, déi Der richteg doranner beschriwwen hutt, wéi een aus dem 19. Jorhonnert an d'21. Jorhonnert um Niveau vun de Strukture géif kommen.

Mir haten e Wahlkampf entretemps a mir hunn eng Regierungserklärung, déi aus deem Wahlkampf an deene Konklusiounen, déi déi eenzel Parteie gezunn hunn, erauskomm ass. Dofir menge mir net, an dat ass e bëssen dat wat eis net esou eent, dass mer déi Resolutioun, déi virun $2^1/_2$ Joer an engem Kontext vun enger Debatt deemools vu „Lëtzebuerg 700.000", déi à un certain moment riskéiert huet eng exklusiv Rentendebatt ze ginn an déi mer awer net als exklusiv Rentendebatt wollte féieren, dass mer déi an där Form net méi kënnen oprechterhalen, well ganz einfach an deene leschten zwee, dräi Joer extrem vill Aarbechten an deenen eenzelne Segmenter geleescht gi sinn.

Mir mengen éischter, dass et elo drëm geet, wéi een op gutt lëtzebuergesch seet, Neel mat Käpp ze maachen an ze kucken an deenen Domäner, wou eiser Meenung elo genuch diskutéiert ginn ass, wou alles um Dësch läit, wou d'Optiounen um Dësch leien: a, b, c, d praktesch an allen Domäner, dass et dodrëm geet eng Debatt doriwwer ze féieren, wat fir eng Optiounen dass een elo gären hätt.

An dat ass jo déi méi spannend politesch Diskussioun, wann et drëm geet sech elo festzeleeën iergendwann eng Kéier, ob een dann oder ob een net gären hätt, dass een eng Masse critique definéiert bei de Gemengen oder ob een der Meenung ass, dass een an deem System weider soll fueren, deen zu Napoleonszäiten hei zu Lëtzebuerg agefouert ginn ass. Ob een oder ob een net, fir en anert Beispill ze ginn, Fonds régionaux wëllt schafe fir an deene Planungsregioune Méiglechkeeten ze kréie fir gewësse Kooperatiounen tëschent de Gemengen ze maachen.

Ob mer oder ob mer net um Niveau vun de Méiglechkeeten, déi d'Gemenge solle kréie fir zesummenzeschaffen, iwwert dat wat haut méiglech ass um Niveau vun de Syndicats intercommunaux wëllen erausgoen, fir aner Formes de coopération ze sichen oder ob mer au contraire, wat aner Leit éischter préconiséieren, ophalen nach weider a weider Syndicats intercommunaux ze schafen an ze kucke wéi een d'Kompetenze ka staffelen, fir dass een do zu enger annehmbarer Zuel an och zu enger annehmbarer Orientatioun vun deene Syndikater kënnt.

Mir mengen, dass ee sech muss driwwer ënnerhalen, wat fir eng Moyenë mer de Gemengen an Zukunft ginn, wat fir ee Personal dass mer hinnen zur Verfügung stellen, wat fir eng Qualifikatioun datt d'Personal an Zukunft soll hunn. An aus där ganzer Debatt, a wann een dat ee Punkt nom aneren hélt, kënnt een da selbstverständlech op d'Finanzdiskussioun. Et ass net neutral, jee nodeem wat fir ee Modell dass een hélt zu wat fir enge Konklusiounen, dass ee kënnt um Niveau vun de Finanzen.

Schlussendlech stellt sech dann an deem Kader och déi Diskussioun, déi den Här Klein als President vum Syvicol ganz oft gestallt huet, nämlech déi: Wat fir eng Roll a wat fir eng Fonctioun soll de Politiker an esou enger anerer Organisatioun hunn?

Dofir si mer zur Konklusioun komm, dass mer net wëllen eng Chamberskommissioun schafen oder e Gremium schafen, wou breet nees iwwer alles ugefaange gëtt ze poteren, mam Risiko, dass ee sech d'Lat ze vill héich leet an dass ee sech ze vill virhélt an herno net zu enger Konklusioun kënnt, mä an deem prezisen Domän do vun der Structure administrative, wou alles um Dësch läit, eng Chamberskommissioun schaaft, déi zesumme mam Innenminister an engem Mandat, wat kloer definéiert ass, probéiert Äntwerten ze fannen op déi Froen, déi sech stellen.

Do derniewent, an do ginn ech dem Här Bausch Recht, well jo villes awer matenee spillt, bleift déi Diskussioun ze féieren, déi och an der Regierungserklärung annoncéiert ass a wou mer hoffen, dass déi och elo iergendwann eng Kéier kënnt, nämlech déi wat fir eng politesch Konklusiounen dass mer dann definitiv aus dem IVL zéien. Mir hunn d'Diskussioun gefouert, mä mir mussen awer nach eng Kéier Konklusiounen zéien. An do si mer an der Erwaardung, well mer der Meenung sinn, dass dat éischter eng Initiativ ass, déi d'Regierung muss elo huelen, do si mer also en attente vun der Initiativ, déi d'Regierung hélt, fir dee largen Débat, dee gefrot ginn ass, ze animéiere mat enger politescher Konklusioun, enger definitiver Konklusioun, déi an der Chamber muss gezu ginn.

Do stelle sech déi Froe vun: Wéi wunne mer an Zukunft? Wou schaffe mer an Zukunft? Wéi bewege mer eis an Zukunft? Do sinn Deelaspekter selbstverständlech, déi an déi aner Debatt eriwwerkommen. Et ass net neutral, ob een décidéiert oder ob een net, dass een Industriezonen an Zukunft nëmmen nach op gewëssene Plazen hei zu Lëtzebuerg wëllt usiedelen, dass een also de Gemengen, wann een dat emol esou ka soen, e bësse vun hirer Autonomie individuelle, déi se hunn, ewechhëlt fir dat op en aneren Niveau ze setzen a gemeinsam tëschent der Regierung an de Gemengen ze décidéieren, wou dann an Zukunft Aarbechtsplaze solle kommen, wann ee gären emol e „modal split" vu 25% hätt, fir dass d'Leit den öffentlechen Transport huele fir op hir Aarbecht ze goen oder net.

Eng aner Debatt musse mer och féieren, mä dat ass nach eng politesch Debatt, déi mer musse féieren, dat ass déi: Wat fir eng Konsequenzen zéie mer dann doraus? Wéi gesäit et da mam Eegentumsrecht vun deem Eenzelnen aus, wa mer an der Landesplanung gefrot gi bei Schoulbauten, bei anere Bauten, dass mer Études comparatives maache vun zéng Siten, zwielef Siten, 14 Siten, wou zwee Joer geplangt gëtt, alles dat wat mer gären hätten, an dann herno seet de Propriétaire: „lisse biisse laach en aus!", mä Dir kritt den Terrain net, deen Der braucht, fir dat Ganzt ze maachen. Also stellt sech och d'Fro vum Expropriatiounsgesetz. Mä ech mengen déi Konklusiounen an deem Domän, déi sinn nach net esou wäit, dass ee kann do schonn op engem parlamentareschen oder op engem aneren Niveau definitiv soen, an déi dote Richtung geet et elo oder an déi geet et net.

An do hätte mer gären, dass mer am Fréijoer vum nächste Joer och eng politesch Debatt driwwer féieren, awéiwäit dass mer bereet sinn oder net bereet sinn dann d'Gesetzer an d'Coutumen, déi mer zu Lëtzebuerg eben och säit 200 Joer iwwert de Code civil hunn, eventuell am Intérêt vun der Allgemengheet aneschters ze gestalte fir d'Zukunft. Et sinn also zwee verschidden Niveaux de débat, déi selbstverständlech anenee gräifen. Mir mengen, dass d'Chamber utilement vu leur composition vun alle Säiten, vun alle Borden, vu déi Diskussiounen, déi mer an deene leschte Joren hei zesumme gefouert hunn, à même ass an engem prezisen Domän mat der Regierung zesummen, nämlech dee vun der zukünfteger Ausriichtung vun den administrative Strukturen, Neel mat Käpp ze maachen.

Dat gëtt, an dat weist meng Erfahrung mer, nach komplizéiert genuch fir do zu engem Konsensus ze kommen. An dofir wäre mer frou, wann d'Chamber d'accord wär fir sech op dat doten ze limitéieren, mat deem Auftrag, dee mer der Chamber gäre géife ginn, an och mat där zäitlecher Limite, déi mer gesat hunn, fir dass een no zwee Joer vun der neier Legislatur dann och zesumme mat der Regierung déi legislativ Konsequenze kann zéien, déi noutwendeg si fir déi Décisiounen, déi een da geholl huet, och an d'Praxis ëmzesetzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Als éischte Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei gesäit et och esou, datt een déi zwou Motiounen do soll zesummen an an engem Otemzuch diskutéieren, well se sech zum Deel jo iwwerschneiden, woubäi, wéi meng zwee Virriedner et gesot hunn, déi vun deene Gréngen e gutt Stéck méi wäit geet.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt déi Motioun vun deene Grénge vu menger Fraktioun an där leschter Period, an där doter Form, wéi se presentéiert ginn ass - dat ass jo déi éischt Motioun, déi am Kontext um Zukunftsdësch presentéiert gi war -, gestëmmt ginn ass, esou datt mer haut, well se och nëmme punktuell geännert ginn ass, kee Grond gesi fir do dergéint ze stëmmen. Mir leien also do op enger Linn mat eis selwer.

Wat déi zweet Motioun ubelaangt, déi vum Här Wolter, do ass et esou datt mer scho mengen, datt deen Débat iwwert d'Gemengen, iwwert de Fonctionnement vun de Gemengen awer och iwwert d'Strukturen, déi mer eis ginn, fir Gemengen a Regioune kënne fonctionnéieren ze dinn - an den Här Wolter huet hei Modeller opgezielt -, soll stattfannen. Mir mengen allerdéngs, datt mer eis net dorobber sollte konzentréieren an datt een eben net grad ee Volet kann erauspicken, fir do fir d'éischt Konklusiounen ze zéien, déi ëmzesetzen an eben dat isoléiert ze diskutéieren, amplaz kohärent mat anere Politikaspekter kënnen ze kucken op e gemeinsamen Nenner ze kommen.

Mir hunn eng ganz Rei Debatten déi lescht Jore gefouert iwwert den Développement durable, iwwert d'Immigratioun, etc., etc., wou eng ganz Rei vu Konklusioune gezu si ginn, notamment jo och deen Débat iwwert d'Kompetenzopdeelung tësche Stat a Gemengen, wou 14 Punkten zréckbehale gi sinn. Interessant wier et och, grad wat deen Débat ubelaangt, awer och vläicht och aner Débaten ubelaangt, ze kucken, awéiwäit déi Konklusiounen, déi do gezu si ginn, ëmgesat sinn an awéiwäit se amgaange sinn ëmgesat ze ginn. Soss brauche mer och keng Débaten ze féieren, wa mer net ganz konkret herno déi Konklusiounen, déi mer hei zesumme geholl hunn an déi mer als Recommandatiounen der jeeweileger Regierung mat op de Wee ginn, wa mer déi dann net eescht huelen an an d'Realitéit herno och ëmsetzen.

Mir mengen also, datt eng Diskussioun och iwwert d'Gemenge ka gefouert ginn. Dat soll jo och méiglech sinn am Kontext vun deem Zukunftsdësch, esou datt mer der CSV hirer Motioun an dësem Fall net wäerten zoustëmmen, an dat dann zesumme mat all deenen anere Punkten, déi jo och opgezielt si ginn an der zweeter Motioun, wëllen do mat eran integréieren; déi Punkte wou natierlech den IVL eng wichteg Roll muss spillen. Den IVL, wat eng grouss global Etüd ass, deen eng ganz Rei vun Zeenarien opzeechent, wou mer déi mussen nach eng Kéier diskutéieren an duerno natierlech och kucken, op wat fir eng Zeenarien datt mer wëlle goen an dann och kucken, wéi mer se wëlle goen. Mä déi Diskussioun mengen ech muss fir d'éischt gefouert ginn, op wat fir eng Zeenarien datt mer wëlle goen, ier mer se féieren, wéi mer se wëlle goen, an all déi aner Aspekter vun Integratioun, Aspekter vun eisem soziale System, vun der Ekonomie, vun der Kompetitivitéit, etc., etc., déi sech alleguerten iergendwéi an enger gewëssener Form iwwerschneiden, déi solle mer zesummen op deem Zukunftsdësch do eiser Meenung no diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech hunn elo e bësse mat Erstaunen den Här Meisch gehéiert soen, dass d'DP déi Motioun iwwert de Konvent mat ugeholl hätt. Wa se se ugeholl hätt, da wier dee Konvent jo duerchgaangen, well dann hätt d'DP mat der CSV an deene Gréngen eng Majoritéit an der viregter Chamber gehat. Dat war jo awer net de Fall. Sou dass ech mengen, dat misst een awer geschichtlech redresséieren.

Här President, et gëtt an der Fro vun der Resolutioun vun onse Grénge Kolleegen zwee Problemer. Dat ass ee vum Fong an ee vun der Method. Wat de Fong ugeet, ass et jo esou, dass mer schonn ëmmer probéiert hunn an der Politik ze plangen a prospektiv no vir ze kucken. Et ass scho richteg, dass an den 80er, 90er Joren ënnert dem Androck vun engem grousse Räichtum och ganz kuerzfristeg décidéiert ginn ass. Mä et waren awer ëmmer erëm och Tentativen an Essais transformés, fir d'Zukunft ze plangen.

Ech wëll trotzdeem hei drop hiweisen, dass d'Ëmweltministeren ëmmer erëm probéiert hunn op den Développement durable hinzeweisen. Ech wëll och drop hiweisen, dass d'Gesetz iwwert den Aménagement du territoire, wat d'Basis ass vun deem, wat mer huele fir déi Zukunft ze gestalten, 1999 vum deemolege Landesplanungsminister Alex Bodry no ganz villen Aarbechten duerchbruecht ginn ass. Dat ass also d'Basis haut nach 2004 fir déi Aarbecht.

Ech wëll och drun erënneren, dass d'Transportministeren an der Regierung vun den 90er Joren e Konzept wéi dee vum BTB ausgeschafft hunn. Ech wëll net op de Fong agoen - ech wëll keen hei provozéiere selbstverständlech -, mä si hunn dat Konzept ausgeschafft, wat awer en zukunftsweisend Konzept war fir elo d'Mobilitéit zu Lëtzebuerg ze organiséieren, e bessere „modal split" erauszekréien an dann och eben den Individualverkéier zréckzedrängen. Also, et ass jo net esou wéi wa mer elo bei Null géifen ufänken. Dat ass mol dat Éischt.

Dat Zweet, do wëll ech och soen, dass mer jo awer eng Hällewull vun Zukunftsdebatten haten an och nach ëmmer hunn an an Zukunft wäerte weider hunn. A wann ech déi alleguerte kucken, da muss ech soen, da sinn d'Lëtzebuerger Gesellschaft an déi aktiv Leit an der Lëtzebuerger Gesellschaft wierklech ganz vill beansprucht.

Loosse mer mol e puer Saachen eraushuelen. De Rapport Fontagné ass viru véierzéng Deeg erauskomm. Dat gëtt eng risen Diskussioun zu Lëtzebuerg. Dat gëtt et an der Tripartite, dat gëtt et héchstwahrscheinlech och hei an der Chamber. Mir hunn also do en Instrument, wat scho ganz vill bréngt.

Mir hunn natierlech an der leschter Legislatur déi verschidde Plans sectoriels vum Aménagement du territoire diskutéiert. Den IVL ass ons hei virgestallt ginn, dee jo och, wéi et gesot ginn ass, d'Basis vu villen Iwwerleeungen ass. Mir haten en éischte PISA-Débat. Mir kréien elo en zweete PISA-Débat iwwert d'Schoul. Mir hu schonn iwwert d'Gemenge geschwat, den Aménagement communal. Den Här Schank huet e grouss ugeluechte Rapport an der zoustänneger Kommissioun gemaach. Mir haten e groussen Débat an eng laang Aarbecht mat der Société civile iwwert d'Immigratioun. Den Här Glesener huet dat pilotéiert. Mir hunn iwwert den Développement durable geschwat. Den Här Calmes, President vun der Kommissioun, war de Rapporteur an huet e ganz décke Rapport ofgeschloss, a mir hunn dozou e Gesetz gemaach.

Vun alle Säite sinn Iwwerleeunge komm a sinn elo Zukunftsgestaltungspropositioune komm, déi diskutéiert gi sinn. Dann ass et och esou, dass mer an der Regierungserklärung jo awer probéiert hu fir eng Partie Akzenter ze setzen an dass mer villes, och wat mer bei dësem Budget diskutéiert hunn, an eng Moderniséierungsdebatt ageschriwwen hunn.

Wat ech also wëll soen, quant au fond, dat ass dass mer awer säit enger Partie Joren trotz allen Onzoulänglechkeeten an trotz allen - Wéi soll ech soen? - Mesuren, déi oft à court terme waren, probéiert hunn dat an e Kader ze setzen, deen op d'Zukunft hiweist.

Ech hu jo do eigentlech - Wéi soll ech soen? - elo keng virgefaasste Meenung. Ech war en Deel vun där Zäit an der Oppositioun. Ech war och en Deel vun där Zäit an der Majoritéit. Ech war en Deel zu Lëtzebuerg an ech war en Deel am Ausland. Mä ech hunn awer ëmmer constatéiert, esou wéi ech d'Lëtzebuerger Politik konnt suivéieren, dass probéiert ginn ass awer d'Zukunft ze preparéieren. Dat war sougutt an der Tripartite wéi am Conseil économique et social, wéi an de Chambres professionelles, wéi an enger ganzer Partie Gremien ass dat andauernd gaangen. Dofir muss ech soen, quant au fond kann ee vläicht bedaueren, dass déi verschidde Secteuren heiansdo niewentenee geschafft hunn. Mä ëmmer méi huet sech awer och d'Iddi duerchgesat, dass een dat soll vernetzen, dass een dat zesumme soll bréngen. Dat ass wat de Fong ugeet. Ech mengen also, dass mer schonn Elementer vun enger Zukunftsdebatt zu Lëtzebuerg hunn.

Dann, wat d'Method ugeet. An der viregter Legislatur war ech net fir dee Konvent. Ech hunn zwar um europäesche Plang un zwee Konventer Deel geholl; dat war ganz interessant an do ass och vill dobäi erauskomm. Ech muss awer soen, dass ech dee Konzept vu Konvent, esou wéi en och elo hei an der Resolutioun vun onse grénge Kolleege steet, e relativ schwammege Begréff fannen. Ech weess net, wéi dat do kënnt fonctionnéieren. Et gëtt wuel gesot, et soll ënnert der Egide vum President vun der Chamber sinn an ënnert dem Patronage och vun der Chamber. Mä esou wéi ech et verstanen hunn an der Resolutioun vun de Kolleege vun der grénger Fraktioun, soll et jo eng aner Institutioun ginn. Et soll eng Institutioun ginn niewent der Chamber, quitte dass d'Chamber déi eventuell pilotéiert…

(Interruption)

Här Bausch, an Ärem Text gëtt gesot: «(…) décide d'instituer une convention sur l'avenir du Luxembourg sous le patronage du Président de la Chambre des Députés et fonctionnant sous l'égide de la Chambre des Députés». An da ginn an dee Konvent conviéiert d'Forces vives de la nation, les acteurs représentatifs de l'ensemble des intérêts et des aspirations de la société civile. Convier heescht, dass se Member gi vun deem Konvent an dass se also an enger Institutioun, déi…

(Interruption)

Jo, d'accord. Mä mäi Punkt ass jo dee vun der Institutioun, déi mer niewent d'Chamber setzen, quitte dass…

(Interruption)

Also, e Konvent, dee mer schafen, esou wéi een…

(Interruption)

E Konvent, Här President, wéi ech e gesinn a wéi ech en och 2002 verstanen hunn, souguer dee Konvent, Här President, deen Dir deemools matgedroen hutt, ass fir mech eng Institutioun niewent der Chamber. Dofir sinn ech der Meenung, dass - mir sinn hei an engem Parlament, also enger representativer Demokratie - mer solle mat deenen Instrumenter schaffen, déi mer an dëser Chamber hunn, an dat sinn Instrumenter wéi Kommissiounen an zum Beispill, wa mer wëllen dann eppes maachen, wat e bëssen iwwert d'sektoriell Kommissiounen erausgeet, wat méi horizontal Problemer ugeet solle mer dat dann also an enger Commission spéciale maachen, wou dann d'Propositioun eben och do deementspriechend vun de Fraktioune soll festgeluecht ginn a wou soll d'Méiglechkeet bestoen d'Société civile, d'Acteurs économiques et sociaux, alleguerten déi Leit, déi en Input do kënne maachen, do eran ze kréien.

De wesentleche Punkt fir mech ass dann dobäi, dass dee Konvent e preziist Mandat kritt. Dat Mandat, Här President, dat ons gréng Kolleegen dem Konvent ginn, ass fir ons vill ze vill breet a riskéiert, dass keng prezis politesch Recommandatiounen erauskommen. Well dat ass deen anere Punkt, dee mer wichtegt schéngt, e preziist Mandat, eng prezis Dauer an herno prezis politesch Décisiounen. Wa mer déi am Konsens erauskréien tant mieux, wa mer se net am Konsens erauskréien, da musse mer dat dann ebe politesch ausdroen.

Dat ass och, firwat dass mer déi Resolutioun vum Här Wolter mat droen, well mer der Meenung sinn, dass ee sech soll an där Commission spéciale, déi mer proposéieren, op e preziist Mandat limitéieren, dass mer och gären hätten, dass den zoustännege Minister en Input doranner mécht an dass mer iwwert déi Saachen an där Kommissioun da sollen diskutéieren. Nach eng Kéier, dat hu mer ëmmer hei gesot, mat der Participatioun vun all deene Leit aus der Société civile, aus dem Milieu associatif, aus de Milieux économique et social, déi do kënnen en Input maachen.

Deen Objet, deen hei an der Resolutioun vun der Majoritéit duergeluecht ginn ass, ass jo natierlech dee vun der Structure territoriale, vun der Manéier wéi mer onst Land administrativ kënnen organiséieren, wéi mer den Aménagement du territoire ëmsetze kënnen an onse Regiounen, wéi mer déi Regioune fonctionnéiere loossen a wéi d'Gemengen an deene Regioune kënne fonctionnéieren. Ech soen Iech, ech si scho laang hei an der Stad Lëtzebuerg am Gemengerot, ech kennen d'Problemer vun der Stad an ech kennen och d'Problemer am Zesummenhank vun der Agglomeratioun vun der Stad, an ech mengen an aneren Deeler vum Land gëtt et ähnlech Problemer an duerfir solle mer déi Commission spéciale grënnen, wou mer dat do kënnen ugoen.

Wéi gesot, nach eng Kéier, breet op no baussen ass absolut onse Wonsch, mä awer an där Logik an där mir hei am Parlament sinn, nämlech an der Logik vun enger Commission spéciale mat de Forces politiques, déi hei an der Chamber och vun dobausse legitiméiert sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Gibéryen huet elo d'Wuert an duerno den Här Meisch nach eng Kéier.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Et sinn zwee Joer hier, do hate mer schonn eng Kéier déi Diskussioun iwwert den Zukunftskonvent, wou d'Chamber deemools eng Resolutioun hei ugeholl huet an déi awer herno net ëmgesat ginn ass, well d'Presidentekonferenz - déi ass deemools doweinst vill geschleeft ginn - an hirer Majoritéit keng Majoritéit krut fir ze kucke wéi dann déi Resolutioun sollt an der Praxis hei an der Chamber ëmgesat ginn. Duerno ass se du roue gelooss ginn. Si war vum Dësch an elo no de Wahle kommen dann eis Kolleege vun der grénger Fraktioun a bréngen dann déiselwecht liicht moduléiert Resolutioun nach eng Kéier hei an d'Chamber eran. Dat ass hiert gutt Recht fir dat ze maachen, mä et weess och jiddereen, firwat datt dat gemaach gëtt.

Et ass ëmmer flott, wann een eng nei Regierung huet an et kuckt een dann emol gäre wéi et haut ausgesäit, wann ee weess datt dat ee Punkt war wou an der leschter Legislaturperiod jo awer koalitiounsintern driwwer gestridde ginn ass. Et wousst een, datt d'CSV deemools derfir war, d'Sozialiste waren dergéint, d'Demokrate waren och derfir - zwar waren se net alleguer derfir -, mir waren derfir, an der Presidentekonferenz dergéint, also et koumen all Variatiounen, déi ee sech konnt sichen, do bei där Resolutioun vu virun $2^1/_2$ Joer eraus.

Duerfir hunn eis gréng Kolleege sech geduecht, da loosse mer elo emol kucken, elo sinn d'Wahlen erëm, wéi et dann elo haut ausgesäit, ob mer et elo nach eng Kéier fäerdeg bréngen, fir datt elo déi ganz Chamber d'ënnescht d'iewescht geet an hin- an hiergeet a wat fir ee Resultat dann do erauskënnt. An duerfir hu mer dunn och eng zweet Resolutioun kritt, nämlech déi vum Kolleeg Wolter, well deen eben elo net kann aus duerchsiichtege Grënn vis-à-vis vum Koalitiounspartner, dee jo deemools géint déi Resolutioun war, verlaangen, datt de Koalitiounspartner soll elo op eemol domat d'accord sinn. Dann huet ebe missen eppes Neies erfonnt ginn an dat ass déi Resolutioun, déi den Här Wolter dann elo hei erabruecht huet.

A Wierklechkeet sinn ech iwwerzeegt, datt weder déi eng nach déi aner onbedéngt wëllen, datt esou eppes soll hei geschéien, mä déi eng bréngen eng Resolutioun era fir ze kucken, wat d'Majoritéit mécht, an d'Majoritéit bréngt eng era fir eben net brauchen déi vun de grénge Kolleegen unzehuelen. Ech fäerte ganz, dat heite gëtt e weideren Akt an deem Theaterstéck, wat elo schonn $2^1/_2$ Joer hei an der Chamber leeft.

Mir hate Wahlen, Här President. An de Wahlen huet all Partei sech iwwert d'Zukunft ausgeschwat a mir hunn elo eng Regierung, déi huet ee Koalitiounsprogramm, a mir sinn der Meenung, datt et besser wär mir géifen zu der Regierung soe si soll elo emol regéieren a si soll eis hir Iddië bréngen, wéi se d'Zukunft vum Land wëllt gestalten.

Mir hunn an där leschter Legislaturperiod, wa mer dat géifen hei openeen tässelen, wat mir un Dokumenter zesummegeluecht hunn an deene verschiddenste Kommissiounen, an den Här Wolter huet der eng ganz Rei opgezielt, den Här Meisch huet se nach komplettéiert an den Här Fayot huet se nach eng Kéier komplettéiert - de Marcel Glesener wénkt dohanne mam Kapp; jo, hie war selwer President vun enger Kommissioun, déi praktesch all Mënsch, deen am Land war, ech menge just d'Massendénger vun der Kathedral, déi waren net geruff ginn, mä soss ass praktesch alles wat iergendwéi am Land war invitéiert ginn an déi Kommissioun a konnt matschwätzen -, méi Dokumenter wéi hei dat Pult hei héich ass. Dat sinn alles Dokumenter, déi mer an der leschter Legislaturperiod an deene Spezialkommissiounen, wou et ëm d'Zukunftsvisioune goung, zesummegesammelt hunn. Mir hu méi Visioune schonn zesummegesammelt, wéi mer der jeemools kënnen ëmsetzen.

Duerfir soe mir als ADR ganz kloer, dat hei soll een elo net maachen. Et sollt ee vun der Regierung verlaangen, mir hunn Dokumenter genuch, si soll elo ufänke mat regéieren. Wa mer dat heite maachen, da geet d'Regierung elo hin an dat dauert zwee Joer bis mer hei eppes erauskréien, wa mer eppes erauskréien, an dann hu mer erëm ee Meter Pabeier weider an déi zwee Joer seet d'Regierung: Majo mer

waarden emol, d'Parlament ass jo amgaangen erëm en Dokument ze erstellen a mir waarden emol of wat do bei deem Dokument erauskënnt, ier mer Propositiounen an Décisiounen huelen.

Mir verléieren also heimadder erëm zwee Joer. Et sinn elo schonn zweeanenhalleft hannerun eis. Dat geet genausou virun a mir sinn an zwee Joer net méi gescheit an deem Dokument wéi mer et haut sinn. Duerfir proposéiere mir, d'Chamber soll déi zwou Resolutiounen ad acta leeën an d'Regierung soll zur Aarbecht iwwergoen. Mir stëmme keng vun deenen zwou.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Meisch huet d'Wuert nach gefrot.

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer just, datt ech dem Här Fayot nach mat op de Wee gi wien deemools viru gutt zwee Joer hei am Haus wéi gestëmmt hat a wat fir eng Motioun diskutéiert an zum Vote komm ass.

Do gëtt et zwee Pabeieren, eng Motioun an eng Resolutioun. Eng Motioun ass hei déposéiert ginn den 19. Dezember 2000. Déi dréit d'Ënnerschréft vun eisem deemolege Fraktiounspresident, dem Jean-Paul Rippinger. Eng Resolutioun ass hei déposéiert ginn de 15. Mee 2002. Déi dréit d'Ënnerschréft vun eisem Kolleeg, dem Gusty Graas. Mir sinn dann och de 15. Mee zum Vote komm iwwert deen doten Text an deen ass gestëmmt gi mat enger klorer Majoritéit vun 43 Jo-Stëmmen, 16 Abstentiounen an enger Nee-Stëmm.

Et hunn ënner anerem fir d'Demokratesch Partei hei matgestëmmt mat Jo: d'Simone Beissel, de Jeannot Belling, de Xavier Bettel, den Niki Bettendorf, d'Agny Durdu, de Gusty Graas, de Paul Helminger, den Alexandre Krieps, meng Wéinegkeet, d'Maggy Nagel, de Jean-Paul Rippinger, de Marco Schroell, de John Schummer an den Théo Stendebach, dee war déi Zäit och nach bei eis. Dat wollt ech just zur Berichtegung hei matdeelen.

Merci, Här President.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Et waren der dach fofzéng deemools.

Une voix.- Dat waren der méi wéi Dir haut.

M. Henri Grethen *(DP).*- Tjo, domm gaang, ne?

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zum Vote.

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert d'Resolutioun, déi den honorabelen Här Bausch abruecht huet. Här Bausch, ech ginn dovun aus, dass Der e Vote électronique frot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Jo.

M. le Président.- Da maache mer dat.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

D'Resolutioun vum Här Bausch ass ofgelehnt mat 43 Nee-Stëmmen, bei 16 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mmes Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Am Fréijoer reeche mer erëm eng an.

(Hilarité)

M. le Président.- Da komme mer elo zur Resolutioun, déi den Här Michel Wolter abruecht huet. Ech denken, dass och hei de Vote électronique verlaangt ass!

Plusieurs voix.- Neen.

M. le Président.- Här Wolter, ass de Vote électronique verlaangt bei Ärer Resolutioun?

M. Michel Wolter *(CSV), auteur.*- Ech verlaangen deen net.

M. le Président.- Wie verlaangt de Vote électronique?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Mir.

M. le Président.- Am Eescht, Här Bausch?

Plusieurs voix.- Jo.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Soss hu mer an zwee Joer jo näischt ze diskutéieren.

M. le Président.- Da maache mer de Vote électronique.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi aner stëmme mat Neen oder si enthale sech.

D'Resolutioun vum Här Wolter ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, bei 22 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol).

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Domadder ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen dann zur Motioun an zur Diskussioun vun der Motioun, déi den honorabelen Här Jaerling abruecht huet, iwwert de Wielerpass. Dem Auteur vun der Motioun an de Fraktioune sti jeeweils fënnef Minutte Riedezäit zur Verfügung an et sinn ageschriwwe bis elo: den Här Grethen an den Här Fayot. Den Auteur vun der Motioun, den Här Jaerling, huet elo d'Wuert.

6. Motion de M. Aly Jaerling relative au carnet électoral

M. Aly Jaerling *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, säitdeem vum 28. am Chrëschtmount 1995 un d'Gesetz a Kraaft ass, wou och Netlëtzebuerger kënnen dat aktiivt an dat passiivt Wahlrecht bei Gemengen- an Europawahle beusproochen, hu vill Leit dëse politeschen Integratiounswee ageschloen. Bal all Gemengen am Land hunn iwwer hir konsultativ Auslännerkommissioun d'Initiativ ergraff fir Netlëtzebuerger dozou ze bewegen, sech als Wieler anzeschreiwen.

Säit dat Gesetz besteet, hu mir och als ADR matgehollef fir dës Aschreiwunge virunzedreiwen, ze vereinfachen, awer och fir se op iergendeng Aart a Weis, a sief et och nëmme symbolesch, unzeerkennen, awer och opzewäerten. Mir hu leider festgestallt, dass meeschtens no der Aschreiwung an der éischter méiglecher Participatioun u Wahle kee Suivi besteet an e Vide entsteet, an deem den neie Wieler meeschtens sech selwer iwwerlooss ass.

Hei feelt et oft un der néideger Instruction civique iwwer eise Wahlsystem, awer och iwwert d'Importenz vu fräie Wahlen, déi hei am Land jo esou fräi net sinn, well och déi, déi sech fräiwëlleg aschreiwen, musse wiele goen. Dat ass hinne ganz oft net bewosst, esou wéi hinne sécherlech och net bewosst ass, datt si sech strofbar maachen, wa se net wiele ginn, esou wéi och net bekannt ass wéi vill vun deene Leit, déi sech ageschriwwen hunn hei am Land, dann och effektiv wiele waren. An Esch waren dat der vun iwwer 2.000, déi ageschriwwe ware bei den Europawahlen, just 558, déi effektiv wiele waren. Et gesäit een, dass do e klenge Malaise besteet.

Dofir si mer als ADR der Meenung, datt et net duergeet fir d'Leit nëmmen zur Aschreiwung als Wieler ze motivéieren, mä mir musse se och no der Aschreiwung betreien an hinnen déi néideg Informatioune ginn, fir aus hinnen aviséiert Wieler ze maachen, fir dass se net virun de Wahlen als Spillball vun de Parteie benotzt kënne ginn.

Säit 1996, wou d'Gesetz iwwert dat passiivt an dat aktiivt Wahlrecht fir Netlëtzebuerger a Kraaft getratt ass, hu mer als ADR probéiert dëse Vide ze fëllen andeem mer, besonnesch an der Escher Gemeng zum Beispill, versicht hunn de Wielerpass erëm anzeféieren, deen de jonke Lëtzebuerger Wieler virun hirer éischter Wahlbedeelegung eng Zäit laang och ausgestallt gi war an och a verschiddene Gemenge souguer elo nach ausgestallt gëtt. Dëse Wielerpass, deen an enger extraer Zeremonie iwwerreecht gouf, ass awer no enger gewësser Zäit wéinst Mangel un Interesse vun deene Betraffenen net méi ausgestallt ginn.

Et muss een awer dozou och soen, datt vu Säite vun de Gemengeverantwortlechen och net vill Ustrengunge gemaach goufe fir d'Wichtegkeet vun esou engem Wielerpass ze ënnersträichen. No aacht Joer intensive Motivatiounsversich vum ADR hunn déi Escher Gemengeverantwortlech dann dëst Joer endlech agesinn, datt de Wielerpass awer wichteg ass an de Gemengerot huet décidéiert en erëm anzeféieren. Leider wëllt de Schäfferot en awer nëmmen aféiere fir déi Netlëtzebuerger Wieler, wat mer net verstoen an och net akzeptéiere kënnen.

Eist Zil als ADR ass et mat der Ausstellung vun engem Wielerpass un all nei Wieler, also och un déi jonk Lëtzebuerger, déi fir d'éischt wiele ginn, ze ënnermaueren, datt all Wieler gläich sinn an datt déi éischt Participatioun bei de Wahlen eng wichteg Etapp an hirem Liewen ass: fir déi jonk Lëtzebuerger, well se fir d'éischt um demokratesche Liewen aktiv deelhuele kënnen, fir déi nei ageschriwwen Netlëtzebuerger Wieler, well et deen éischte Schratt ass an eng nei Etapp vun Integratioun. Et soll eng Opwäertung si vun hirer Bedeelegung un der Matbestëmmung an hirem direkten Ëmfeld.

Här President, dat wat an der Escher Gemeng méiglech ass, muss och um nationale Plang méiglech sinn an esou e Wielerpass kréich fir déi betraffe Leit nach méi eng Valeur, wann en zum Beispill vum Intérieur géif ausgestallt gi fir all neie Wieler an awer vun de Gemenge kënnt an enger extraer Zeremonie iwwerreecht ginn. Dat misst awer onbedéngt verbonne si mat Opklärung an Instruktioun iwwer eise Wahlsystem an d'Wichtegkeet vun den demokratesche Spillregelen an enger fräier Demokratie.

Dofir, Här President, hat ech schonn an der leschter Legislaturperiod eng Motioun agereecht fir e Wielerpass anzeféieren, déi leider verworf gouf. Mä genau wéi an der Escher Gemeng, wou ech aacht Joer gebraucht hunn an do Erfolleg hat, ginn ech och hei d'Hoffnung net op an ech hoffen, dass ech haut d'Parlament hei iwwerzeegt kréien, datt elo de Moment komm ass fir esou ee Wielerpass landeswäit anzeféieren an datt mer d'Regierung kënnen domadder beoptragen, dat nach virun de Gemengewahlen d'nächst Joer ze verwierklechen.

Wa mer gären hätten, datt ëmmer méi Leit sech iwwert déi méiglech Weeër, wéi Naturalisatioun, wat mir jo als ADR am léifsten hätten, respektiv iwwert d'Aschreiwen op d'Wielerlëschte wëllen integréieren, da musse mer och all Integratiounsgeste net nëmmen unerkennen, mä och op iergendeng Aart a Weis belounen. D'Unerkennung an d'Belounung sinn déi bescht Motivatiounsinstrumenter, besonnesch am Beräich vun der Integratioun.

Dofir, Här President, hoffen ech, dass all Volleksvertrieder heibanne mat op dee Wee geet an dass mer kënnen de Wielerpass aféiere fir all nei Wieler.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als éischte Riedner ass den Här Grethen agedroen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, Här President, ech hunn e ganz schlecht Gefill bei dëser Motioun. Ech hunn e schlecht Gefill, well ech ee vun deene sinn, déi an de 70er Joren zu Esch e Carnet de l'électeur kruten.

Wéi dat richteg zu Esch war, war en an enger schéiner rouder Faarf, vun enger rouder Koalitioun an dat huet mech fatal erënnert un dat, wat besonnesch an den Ostblockstaten, mä awer och hei zu Lëtzebuerg an eenzelne Parteie war, an der sou genannter kommunistescher Partei, wou praktesch, wéi bei enger Daffeier, een dann op eemol d'Parteikaart iwwerreecht kritt huet. Ech kann also, well ech un all dat denken, wann ech esou eng Propositioun gemaach kréien, net domat d'accord sinn. Ech weess, dass d'Gemeng Esch et ofgeschaffen huet, aus guddem Grond, well et huet herno ausgeaart an eng Propagandaaktioun fir déi, déi zoufälleg am Schäfferot waren, déi dann an enger Feier…

(Interruption)

…dat iwwerreecht hunn. Duerfir, wann eenzel Gemengen dat wëlle maachen, wann den Escher Gemengerot dat erëm décidéiert huet, grand bien leur fasse, mä ech mengen awer, dass mir hei an der Chamber esou eng Motioun net sollte stëmmen.

An dann, Här President, wollt ech bei därselwechter Geleeënheet ënnersträichen, dass ech och e bëssen irritéiert sinn iwwert d'Wuertwahl, wann ech mech däerf esou ausdrécken. Ech sinn net Volleksvertrieder, ech sinn Deputéierten. Ech sinn net an der Vollekskummer oder an der Volleksvertriederkummer, ech sinn an der Chamber an ech géif einfach d'Suggestioun maachen, dass eise Greffier oder de Büro, ech weess net wien, sech soll emol drëm këmmeren, dass mer dann, wann onbedéngt sollten elo Stacklëtzebuerger Wierder gebraucht ginn, kucken, wéi dat am 19. Jorhonnert, wéi dëst Haus fir d'éischt zesummegetrueden ass, genannt ginn ass op lëtzebuergesch.

Wa mer do eppes fannen, oder beim Här Spoo nokucken, wéi hien a senger éischter Ried dat genannt huet, well bis dohinner ass jo franséisch geschwat ginn hei an der Chamber - wat eng excellent Saach war -, da kéinte mer eis vläicht dorobber baséiere fir Wierder ze fannen, déi een net all Kéier muss och nach deenen anere Leit iwwersetzen.

Une voix.- Wéi se am Heemount…

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Grethen. De Greffe wäert iwwer Är Suggestiounen nodenken an Iech iergendwann d'Resultat vu sengen Iwwerleeungen zoukomme loossen. Dann ass als nächste Riedner den Här Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, den Här Jaerling huet eng Partie Iddië virbruecht, déi ech kann deelen. Dass et interessant ass fir de Leit, déi sech nei aschreiwen, eng Partie Informatiounen ze ginn a fir dat dann och ënnert der Form vun enger Broschür oder engem Bichelchen oder esou ze maachen, do ass sécher nach ganz vill ze maachen.

Mir mengen awer, dass déi eenzel Gemenge sollen d'Initiativ dofir huelen an och dann d'Form sichen, déi déi bescht an déi objektiivst ass, fir eben d'Leit ze informéieren. An dofir si mer der Meenung, dass dat do net eng Aarbecht vum Stat ass, deen dat soll vun uewen erof maachen, mä dass d'Gemengen op hirem Niveau déi Responsabilitéit hunn. Et ass déi lescht Deeg a Wochen hei vill vun - Wéi ass dat genannt ginn? - „top down", also vun uewen erof geschwat ginn. Ech sinn éischter der Meenung, dass een dat soll „bottom up" maachen, dat heescht vun ënnen erop, dass d'Gemengen d'Responsabilitéit sollen huelen - fir mol gutt Lëtzebuerger Ausdréck hei ze gebrauchen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Wa soss keng Wuertmeldung méi do ass, da ginn ech dem Här Innenminister d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. Ech hu mat vill Spannung där Diskussioun hei nogelauschtert an d'Konklusioune sinn déi, déi ech mer och selwer gemaach hunn, dass ech der Meenung sinn, dass dee System, dee mer hei am Land hunn, sech bewäert huet. Ech erkenne keng Defizitter, sou wéi et elo fonctionnéiert, dass een op Wahllëschten agedroe gëtt, dass een d'Convocatioun heem kritt an dass een dann do déi Informatiounen iwwert de Wahlsystem hei zu Lëtzebuerg fënnt. Ech gesinn also heiran nëmmen e groussen administrativen Opwand ouni vill Plus-value. A wann et drëm geet fir eng optimal Informatioun vun allen neie Wieler ze kréien - och wann den Här Grethen vläicht Problemer hat mat de Faarwe vun de Päss, ob déi elo schwaarz, rout, gréng oder blo sinn -, wëll ech hinnen awer déi Initiativen, déi verschidde Gemengepäpp haten - wou ech weess, déi Diddelenger hate mol esou Iddië wéi déi Escher, déi Péitenger, déi Déifferdenger an esou weider -, nach gäre weider loossen, esou dass ech géing mengen, d'Chamber sollt effektiv dësem Wee vun engem Wielerpass net follegen a soll alles beim Ale loossen.

M. le Président.- Gutt, den Här Jaerling nach eng Kéier.

M. Aly Jaerling *(ADR), auteur.*- Bon, Här President, ech hat mer jo dat do e bëssen erwaart, mä ech sinn awer der Meenung - an ech hunn hei d'Beispill vun Esch ginn, dass vun 2.000 Wieler der nëmme 558 wiele waren, an dat ass jo dee beschte Beweis -, dass nach e Manktem do ass un Informatioun an dass et net nëmmen duergeet, dass een elo kuerz virun de Wahlen einfach de Leit e Wahlziedel zoustellt mat Informatiounen drop, déi esou kleng geschriwwe sinn, dass een eng Lupp brauch fir se ze liesen.

Ech menge fir deen Informatiounsbedarf awer nach auszegläichen, wier awer nach e Besoin do an et wier net un de Gemengen, mä un der Regierung an och un der Chamber, déi d'Wahlgesetzer stëmmen, fir dofir ze suergen, dass déi Leit déi néideg Informatioune kréien. An näischt verhënnert dat an engem Kader ze maachen, wou déi Leit opgewäert ginn a wou déi Lëtzebuerger Wieler an déi Netlëtzebuerger Wieler - dat ass nämlech den Haaptgedanken - zesummebruecht ginn, fir ze beweisen dass si gläich Wieler sinn. Dat ass den Haaptgedanken.

An ech hat och net den Androck, dass an der Escher Gemeng dee Wielerpass agefouert ginn ass, fir dass de Schäfferot sech kënnt profiléieren. Dat ass net wouer. Dat ass duerchdiskutéiert ginn an do ass kloer gemaach ginn, dass dat d'Auslännerkommissioun mécht, wou d'Auslänner mat derbäi sinn, dass also och dat eng falsch Interpretatioun ass an dass een dat och kann anescht maachen. An dofir soen ech, ech bedaueren hei einfach dass d'Chamber net mat op dee Wee wëll goen, mä da soll d'Regierung awer wéinstens dofir suergen, dass déi Informatiounen, déi d'Leit brauchen…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Lauschtert dem Här Jaerling no.

M. Aly Jaerling *(ADR), auteur.*- …, net nëmmen d'Netlëtzebuerger, mä och d'Lëtzebuerger, fir aviséiert Wieler ze ginn, se déi dann och solle kréien.

M. le Président.- Ech mengen et ass elo alles gesot zu dëser Motioun. Da kéime mer zur Ofstëmmung.

Vote

Kënne mer dat par main levée maachen?

(Assentiment)

Ech gesinn, et ass kee Vote électronique gefrot. Wien d'accord ass mat dëser Motioun, deen hieft d'Hand. Ech gesi véier Jo-Stëmmen.

Wien ass dergéint?

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Kleng, awer reng!

(Hilarité)

M. le Président.- Ech mengen do hätte mer eng iwwerwältegend Majoritéit, déi dergéint wier, an deementspriechend ass déi Motioun ofgelehnt.

(Interruptions diverses)

Très bien, d'Motioun ass awer nach ëmmer ofgelehnt.

7. Ordre du jour

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen un d'Enn vun dëser Sitzung. Ech wollt lech matdeelen, wat déi parlamentaresch Aarbechte vun der nächster Woch ubelaangt, do huet d'Presidentekonferenz Folgendes virzeschloen.

D'Chamber siégéiert den nächsten Dënschden, de 14. Dezember, um dräi Auer an e Mëttwoch, de 15. Dezember, moies um hallwer néng an nomëttes um dräi, an net um hallwer dräi wéi normal, mä eréischt um dräi Auer.

Um Ordre du jour stinn den Dënschden:

1. de Projet 5327 iwwert de Protokoll vu Kyoto, nom Modell 2;

2. de Projet de loi 5406 iwwert d'Intervention policière transfrontalière, nom Modell 1, an

3. de Projet 5391 iwwert d'TVAs-Gesetz, och nom Modell 1.

E Mëttwoch:

1. de Projet de loi 5399 iwwert de soziale Mindestloun, nom Modell 1;

2. de Projet de loi 5401 iwwert den Ajustement vun de Renten an de Pensiounen, nom Modell 1;

3. de Projet iwwert de Code des assurances sociales, nom Modell 1;

4. de Projet de loi iwwert d'Établissements hospitaliers, nom Modell 1, an dann och nach

5. d'Naturalisatiounen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.19 heures)

MARDI, 14 DÉCEMBRE 2004 — 14E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Composition des commissions parlementaires
3. Ordre du jour
4. Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative aux problèmes rencontrés par les communes lors de l'application de la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain

   (Discussion générale)
5. 5327 - Projet de loi 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

   (Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale)
6. Ordre du jour
7. 5327 - Projet de loi 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

   (Discussion générale - suite)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Ech huelen Akt dovunner.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen.

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5415** - Projet de loi relative aux abus de marché, portant transposition de

- la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil du 28 janvier 2003 sur les opérations d'initiés et les manipulations de marché (abus de marché),

- la directive 2003/124/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la définition et la publication des informations privilégiées et la définition des manipulations de marché,

- la directive 2003/125/CE de la Commission du 22 décembre 2003 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne la présentation équitable des recommandations d'investissement et la mention des conflits d'intérêts,

- la directive 2004/72/CE de la Commission du 29 avril 2004 portant modalités d'application de la directive 2003/6/CE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les pratiques de marché admises, la définition de l'information privilégiée pour les instruments dérivés sur produits de base, l'établissement de listes d'initiés, la déclaration des opérations effectuées par les personnes exerçant des responsabilités dirigeantes et la notification des transactions suspectes.

Dépôt: M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 09.12.2004

2. **5416** - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine en vue de l'exemption réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune dans le domaine de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, signée à Luxembourg, le 24 juin 2004

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2004

3. **5417** - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2004

4. **5418** - Projet de règlement grand-ducal autorisant le Gouvernement à mettre en oeuvre des travaux extraordinaires d'intérêt général au cours de l'année 2005

Dépôt, à la demande de M. le Ministre du Travail et de l'Emploi, le 09.12.2004

5. **5419** - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, faite à Genève, le 21 mai 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.12.2004

6. **5420** - Projet de loi portant abrogation des lois codifiées au sein du Code du travail

Dépôt: M. le Ministre du Travail et de l'Emploi, le 10.12.2004

2. Composition des commissions parlementaires

Dann hu mer eng Matdeelung vum ADR wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt. Do huet d'Presidentekonferenz sech mam Virschlag vun der Fraktioun vum ADR averstanen erkläert, datt den Här Robert Mehlen de Volet „Culture" innerhalb vun der Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture iwwerhëlt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Da komme mer zum Ordre du jour vun haut. En Ordre du jour, dee mer um Enn vun der leschter Sitzung ofgeseent haten, mä zu deem, wann ech dat richteg gesinn, den Här Calmes wëllt eng Remarque maachen, an den Här Jaerling och. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, den 1. Dezember vun dësem Joer hat eise Fraktiounschef, den Här Grethen, e Bréif un lech, Här President, geschriwwen. An deem Bréif stoung dann dran, datt mer eng Heure d'actualité wollten hunn an der Woch vum 7. bis zum 9. Dezember an, falls dat net géif goen, dann eben an dëser Woch, wou mer da gären hätten, datt hei d'Problemer géifen diskutéiert ginn, déi d'Gemenge begéine bei der Uwendung vun deem neie Gesetz vum August vun dësem Joer iwwert den Aménagement communal. Or, mir fannen dat um Ordre du jour hei net zréck, obschonn d'Reglement dat a sech awer esou virgesäit, just mat där Ausnahm, datt d'Conférence des Présidents dat dann op en aneren Dag géif verréckelen. Or, dat ass mengem Wëssen no bis well nach net geschitt.

Wa mer gären hei iwwert d'Problemer diskutéieren, déi d'Gemengen awer och d'Architektebüroen oder privat Leit begéine bei der Applikatioun vun dësem Gesetz, da maache mer dat net fir heihinner ze kommen a fir ze polemiséieren, mä mir maachen dat am Intérêt selwer vun der Saach. Ech erënnere just drun, datt mir als Fraktioun dësem Gesetz hei eisen Accord ginn hunn an datt mer och nach ëmmer zu dësem Gesetz stinn, datt et ee gutt Gesetz ass an datt et och gutt opgebaut ass.

An der Praxis ass et awer esou - an ech mengen dat päifen d'Vullen hei awer vum Dag -, dass duerch d'Komplexitéit vun deem Gesetz hei, mä awer och duerch eng ganz Partie Interpretatiounsschwieregkeeten, déi net eleng op d'Gesetz selwer zréckzeféiere sinn, mä och zu engem Deel op d'Reglementer zréckzeféiere sinn an awer virun allem wat d'Artikelen 2734 an 106 ugeet, wou dat Gesetz sech kaum, ganz schwéier oder mat ganz ville Schwieregkeeten a mat ville juris-

teschen Onsécherheeten uwenne léisst. A mer verstinn a sech net, firwat datt dëse Problem, deen awer vun all Mënsch bekannt ass - op jidde Fall wann een doruechter kënnt an et schwätzt ee mat dem Buergermeeschter, Schäffen a Kolleegen, déi ee begéint, da wëssen déi hir Hänn net méi ze wieren, fir iwwerhaapt nach engem eng Baugenehmegung hei kënnen ze ginn -, hei net diskutéiert gëtt a mir fannen dat net gutt.

Ech mengen, wa Feeler do geschitt sinn, da solle mer dat eben zouginn a versichen et fir d'Zukunft besser ze maachen. An ech mengen net, datt d'Situatioun geléist ass, andeem datt een de Kapp hei an de Sand stécht virun enger Problematik, wou mer awer de facto virun engem Baustopp stinn. A wann et och vläicht elo net méi méiglech ass dës Woch heiriwwer ze diskutéieren, Här President, da géif ech lech awer bieden, dat awer bei där nächst beschter Geleeënheet ze maachen, well ech menge schonn, datt et presséiert. An deem Sënn soen ech lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo d'Demande vum Här Calmes net ganz richteg verstanen.

(Interruption)

Hien huet eng Demande zum Ordre du jour vun dëser Woch gemaach.

(Interruptions)

Et ass also eng Modifikatioun vum Ordre du jour, dass mer iwwert d'Gesetz vum Fréijoer vun dësem Joer, wat d'Gesetz vun 1937 ofgeännert huet, sollen debattéieren. Eng Heure d'actualité, esou wéi se och an der Presidentekonferenz gefrot gi war. Freet zu dëser Modifikatioun vum Ordre du jour een d'Wuert?

(Assentiment)

Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, als gréng Fraktioun ënnerstëtze mer déi Modifikatioun vum Ordre du jour. Dat mol net eleng wéinst dem Fong eraus vun deem, wat den Här Calmes elo erkläert huet, mä well mer einfach fannen, datt et eigentlech ee verbrieftet Recht vun enger Fraktioun ass, wa se eng Demande an den Délaien eragëtt wéi et am Reglement virgesinn ass, fir dann an där öffentlecher Sitzungswoch duerno dee Punkt, dee si urgent fënnt, op den Ordre du jour ze setzen.

Iwwregens, déi Iddi vun der Heure d'actualité, dat war meng Propos am Kader vun enger Reform vum Reglement, déi deemools erakomm ass, an d'Iddi dovunner war, fir datt mer sollen dat, wat lo haut hei stattfënnt, Här President, évitéieren, nämlech interminabel Diskussiounen iwwert den Ordre du jour, wou da jo awer am Endeffekt souwisou datnämlecht diskutéiert gëtt, ouni datt dat awer an enger gëuerdneter Form stattfënnt an oft ouni datt mer e Resultat dobäi erauskréien - wat ech e bësse schued fannen -, an ech mengen hei ass et e Recht vun enger Fraktioun, nämlech dat vun der Demokratescher Partei, fir laut dem Reglement déi Demande ze stellen.

Mir hunn an där leschter Legislaturperiod dee Saz, deen am Reglement steet an deen heescht, datt mer eng Heure d'actualité net unhuelen, ëmmer nëmmen ugewannt, wa mer eng Woch haten, wou den Ordre du jour absolut surchargéiert war, dat heescht wou e ganze Koup wichteg Gesetzesprojeten um Ordre du jour stoungen an et dann net méiglech war, eng Heure d'actualité, déi vun enger Fraktioun ugefrot gi war, op den Ordre du jour ze setzen. An ech fannen et e bësse schued, datt mer mat där Traditioun elo schonn direkt am Ufank vun der Legislaturperiod briechen, andeem mer awer einfach hei, loosse mer soen eng Heure d'actualité, an deem dote Sënn e bëssen d'Recht vun enger Fraktioun, ofwiergen, obschonn dës Woch Zäit gewiescht wär, Här President.

Jo, Här Fayot, Dir réselt de Kapp, Dir wäert mer dach net wëlle soen, datt den Ordre du jour, dee mer dës Woch hei hunn, net virginn hätt, fir och déi Stonn do déi Diskussioun ze féieren. Ech mengen oder meng Fraktioun mengt op alle Fall, dach. An duerfir si mer der Meenung, datt et duerchaus méiglech gewiescht wär, dem Wonsch nozekommen, deen hei eng Fraktioun ugefrot huet. Wat fir eng Meenung dann eng eenzel Fraktioun zu där Initiativ vertrëtt, dat hätte mer jo da kënnen hei ausdiskutéieren. Wéi gesot, eleng aus deem Grond eraus, well mer och net kënnen toleréieren, datt hei enger Fraktioun hiert Recht fir d'Heure d'actualité unzefroen einfach esou vum Dësch gefeegt gëtt, ënnerstëtze mer d'Demande vun der Modifikatioun vum Ordre du jour.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Wëllt nach een d'Wuert zu där Demande vum Här Calmes?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo.

M. le Président.- Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Den Här Wolter wëllt mordicus d'Oppositiounsparteie virdéfiléiere loossen an dat ass säi gutt Recht.

(Interruptions)

Jo, bon, et ass säi gutt Recht.

M. le Président.- Här Gibéryen, kommt zum Ordre du jour.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Zum Prinzip, Här President. Ech mengen de Kolleeg Bausch huet dat elo grad hei gesot, wat ech och wëll ënnerstëtzen. Et war eng Regel hei an der Chamber, datt wann eng Fraktioun eng Heure d'actualité ugefrot huet, dann ass se d'office op den Ordre du jour komm. An ech wëll och soen, datt dat en Accord war tëschent deene fënnef Fraktiounen, wéi mer an där leschter Sessioun d'Reglement geännert hunn. An et war virun allem de Kolleeg Jeannot Krecké, deen deemools drop gehalen huet, datt dee Prinzip misst applizéiert ginn. Et sinn Ausnahme gemaach ginn, datt déi Heure d'actualité net onbedéngt dann Dënschdes mëttes als éischte Punkt op den Ordre du jour komm ass, datt en eventuell owes komm ass oder datt en en aneren Dag komm ass, mä all Heure d'actualité, déi bis haut ugefrot ginn ass, ass accordéiert ginn. An duerfir mengen ech ass dat Wesentlecht an der Diskussioun vun haut, datt mer dee Prinzip briechen, datt hei d'Majoritéitsfraktiounen elo décidéiert hu fir eng Heure d'actualité, déi vun der Demokratescher Partei gefrot ginn ass, ze refuséieren. An ech mengen dat ass am Fong dat Wesentlecht, wat een elo hei muss diskutéieren.

Si hu gesot: Da komm mir huelen dat an eng Kommissioun a mer diskutéiren dat dann an där zoustänneger Kommissioun. Dat kann d'Resultat vun enger Heure d'actualité sinn, mä et ass enger Fraktioun fräigestallt fir eng Heure d'actualité unzefroen an et ass all Fraktioun fräigestallt fir zu deem Sujet dat ze soen, wat se mengt zu deem Zäitpunkt missen ze soen. A wann dee Sujet hei net derwäert ass, fir eng Heure d'actualité ze maachen, da froen ech mech wat fir ee Sujet a wat dann derwäert nach ka si fir kënnen eng Kéier de Kritäre vun enger Heure d'actualité ze entspriechen.

Hei si wierklech praktesch all Gemengen am Ablack mat engem Gesetz konfrontéiert, wou se net wësse wéi se et sollen applizéieren. Et ass och esou, datt Leit vum Intérieur d'Gemengefonctionnairë bei Informatiounsdeeg informéiert hunn iwwert d'Gesetz an déi Fonctionnairen, déi dann hire Buergermeeschter oder hir Schäfferéit informéieren, komme quasi zur Konklusioun, datt dat Gesetz esou am Ablack net ze applizéieren ass an datt eng Gemeng, déi sech strikt un d'Bestëmmunge vum Gesetz hält, quasi keng Baugenehmegung méi kann zu dësem Zäitpunkt erausginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir musst awer zum Ordre du jour schwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, Här President, ech hu fënnef Minutten Zäit zum Ordre du jour ze schwätzen an ech wëll hei argumentéieren...

M. le Président.- Dir exposéiert hei d'Problematik. Ech hätt léiwer, Dir géift zum Ordre du jour schwätzen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, ech hu fuerchtbar villes geléiert vum fréiere Fraktiounspresident vun der CSV wéi een alles muss argumentéieren, fir d'Kolleegen dovun iwwerzeegt ze kréien, fir den Ordre du jour ze änneren. A well ech schonn esou ee gudde Léiermeeschter hat, da soll een awer och dovunner profitéieren.

(Hilarité)

Op jidde Fall wëll ech d'Kolleegen iwwerzeegen, wéi wichteg datt et ass, datt mer dee Punkt hei op den Ordre du jour huelen, well wann d'Leit am Land, dat si jo net nëmmen d'Gemengen, et si jo och déi individuell Persounen, déi Baugenehmegungen ufroen, et si Promoteuren, déi mat hiren Dossieren hänken, wann déi Leit net mierken, datt vun der Politik eng Reaktioun op deen doten Dossier kënnt, da sti mer wierklech virun enger Situatioun, wou mer elo scho wëssen, datt hei am Land d'Problematik am Bausecteur enorm problematesch ass, datt d'Präisser an d'Luucht ginn, datt mer an de Prozeduren net virukommen, a wa mer dat elo nach hei erëm op d'laang Bänk schécken, da musse mer och ons de Konsequenzen dovunner bewosst sinn. Et ass awer och wichteg, datt mer dat doten elo hei diskutéieren, fir datt mer direkt ufänken un deem Gesetz ze schaffen.

Et ka sinn, datt mer eis eens ginn, datt mer direkt sollen de Minister a seng Experten an déi zoustänneg Kommissioun komme loossen, fir am Detail ze kucken, wat misst un deem Gesetz do geännert ginn, fir et eventuell esou séier wéi méiglech erëm ze änneren.

Et muss een och vläicht higoen, datt een dat Gesetz do ausser Kraaft muss setzen an dat aalt erëm spille léisst bis een dat dote reforméiert huet. Et muss een och drun erënneren, datt de Syvicol virun dem Gesetz, et ass eent vun deene Gesetzer, déi mer am Mee relativ séier hei am Schnellverfahren duerchgebaatscht hunn, verlaangt hat, hire Generalsekretär deemools, den Här Halsdorf, et sollt een de Vote vun deem Gesetz aussetzen. Hie wousst also wierklech, firwat datt hien dat verlaangt huet, datt dat e Gesetz wier wat net sprochräif wier.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, entschëllegt nach eng Kéier, mä Är Zäit ass ofgelaf, mir hunn och Äre Message matkritt.

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Meng fënnef Minutte sinn ofgelaf, meng Riedezäit, Här President, ass ofgelaf an duerfir géif ech d'Kolleegen invitéieren der Demande vun der Demokratescher Partei hei zouzestëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Wolter kritt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Jo, Här President, am Numm vu menger Fraktioun wëll ech dem Här Calmes fir seng ganz poséiert Aart a Weis, wéi hien d'Fro gestallt huet, Merci soen.

Ech hunn allerdéngs d'Impressioun wéi wann de Kommunikatiounsfloss innerhalb vun der DP-Fraktioun net esou 100%eg wier, well contrairement zu deem, wat hie gemengt huet, ass et nullement esou, dass déi zwee Presidente vun de Majoritéitsfraktioune gesot hunn, dass mer dee Punkt hei net op den Ordre du jour iwwerhaapt wéilten, mä mir hu gesot, well et sech ëm ee Gesetz handelt, wat extrem vill Implikatiounen huet…

(Interruption)

Ee Moment!

…, dass mer gären hätten, dass déi zoustänneg Chamberskommissioun sech am Januar déi Zäit soll huelen, déi noutwendeg ass, fir a Rou an am Detail déi eenzel Artikelen ze diskutéieren a mir hunn eis Bereetschaft erkläert déi Heure d'actualité an der Woch vum 18. Januar ze maachen.

Et ass d'ailleurs genau dat, wat den Här Calmes selwer gefrot huet, wéi e gesot huet: „Wa mer dat dann dës Woch net kënne maachen, da solle mer dat an enger éischter Réunioun hannendru maachen." Wéi hie sech du gesat huet, dunn huet säi Fraktiounspresident gesot, op Är Réckfro, dass eng Demande do wär fir et op den Ordre du jour vun dëser Woch ze kréien.

(Interruptions)

Ech wëll also kloer an däitlech soen, dass mir bereet waren, fir an der Chamberskommissioun dës Woch, d'nächst Woch, d'iwwernächst Woch driwwer ze diskutéieren an duerno ze kucke fir an enger parlamentarescher Debatt hei an der Chamber doriwwer ze diskutéieren. Dat war eis Propositioun, déi mer d'lescht Woch gemaach hunn.

Et ass net esou, dass dee Projet de loi deemools am Schnellverfahre gestëmmt ginn ass. Dee Projet de loi war e puer Joer ënnerwee, deen ass wéinstens an enger Dose Kommissiounsréuniounen diskutéiert ginn.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst elo den Här Wolter schwätzen.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Mir sinn des Weideren der Meenung, dass d'Chamber net d'Generalversammlung vun de Lëtzebuerger Gemengen ass. Wann also Gemengen Interpretatiounsschwieregkeeten hunn iwwer ee Gesetz, dann ass et emol un hinnen, fir mat deem zoustännege Minister doriwwer ze diskutéieren. Dat ass de Prinzip wéi een Interpretatiounsschwieregkeete léist. Mir hunn awer kee Problem, wann Deputéierten der Meenung sinn, dass Interpretatiounsschwieregkeeten an engem Gesetz sinn, fir doriwwer ze diskutéieren.

Mir hunn déi lescht dräi Deeg gesinn, dass probéiert ginn ass dat hei zum Politikum ze stiliséieren, dass gemaach gëtt wéi wann d'Majoritéit keng Meenung hätt oder, wéi den Här Calmes et gesot huet, de Kapp an de Sand géif stiechen a sech der Problematik net wéilt unhuelen. Abee, well mir net där Meenung sinn, mä well mer leider awer spieren, dass bei de Kolleege vun der Demokratescher Partei de Wëllen net besteet op déi normal wierklech logesch Prozedur hinzegoen, fir ze soen: Mir kucken dat an der Chamberskommissioun.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Dir hätt lech nëmme bräichten un d'Reglement ze halen, da wier et dës Woch drop gewiescht.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Neen, dat huet Äre Fraktiounskolleeg, den Här Calmes, mat vill méi Luciditéit gesinn, well en den Artikel zitéiert huet a well e gesot huet, sauf décision contraire vun der Commission des Présidents wär et esou, a wann d'Commission des Présidents eppes aneschters géif décidéieren, da wär et anescht.

(Interruption)

Vu dass mer allerdéngs gesinn, dass mer jo amgaange sinn hei an engem Politikum ze sinn, a fir ze weisen en fin de compte, dass déi Diskussioun, déi mer de Mëtteg hei féieren, inhaltlech net esou ganz vill wäert bréngen, si mer bereet dee Punkt op den Ordre du jour ze huelen an en direkt ze diskutéieren. Mir si prett.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Fayot kritt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Ech hunn deem net vill bäizefügen. Ech wollt just soen, dass, entgéint deem wat vun deem engen oder deem aneren Oppositiounsspriecher hei gesot ginn ass, et ni d'Absicht war vun de Majoritéitsparteien, fir déi Heure d'actualité net op den Ordre du jour vun der Plénière ze bréngen. Dat war ganz kloer an eiser Argumentatioun an der Conférence des Présidents.

D'Iddi war effektiv, vu dass et jo awer e relativ technesche Problem ass, d'Interpretatioun vun engem Gesetz, wou sécher Schwieregkeeten opgedaucht sinn, an de Gespréicher zwëschent de Buergermeeschtere respektiv hiren Techniker an dem Innenministère, fir dat mam Innenminister an der Commission de l'Intérieur, wou jo ganz vill Concernéierter sëtzen, ze diskutéieren, den Inventaire dovunner ze maachen, et an d'Plénière ze bréngen an dann eng politesch Orientatioun erauszeschielen, wéi een deene Schwieregkeeten do um Niveau vum Gesetz kënnt ophëllefen. Dat war d'Haltung vun der Majoritéit.

Ech wëll dat nach eng Kéier hei kloer soen, et war net d'Absicht fir déi Heure d'actualité ofzewiergen. Et war au contraire d'Absicht fir déi Heure d'actualité besser ze preparéieren, fir dass se méi nëtzlech hei an der Chamber kënnt ofgehale ginn, dat war d'Absicht. Mä cela étant, wann dat wierklech mam Innenminister méiglech ass, dass mer elo direkt den Tour de table kënne maachen, da solle mer dee maachen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Nodeems mer elo eng Debatt haten iwwert den Ordre du jour, hu mer elo och, wann ech dat richteg interpretéieren, eng Heure d'actualité um Ordre du jour. Ech denken, dass all Fraktiounen sech esou ausgedréckt hunn, also domat d'accord sinn, dass mer dat dann haut de Mëtteg maachen. Ech géif da proposéieren, dass mer mat där Heure d'actualité géifen ufänken. Dee Grupp, deen d'Heure d'actualité gefrot huet, kënnt als éischt drun. Den Här Jaerling freet nach d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, och zum Ordre du jour erlaben ech mer hei d'Wuert ze ergräifen, an zwar fir eng Modifikatioun ze froen, an zwar fir de Projet 5322 iwwert d'Modifikatioun vum Code vun der Sozialversécherung an dem modifizéierte Gesetz vum 24. Mee 1998 iwwert den Aarbechtsvertrag vun der Dagesuerdnung ze sträichen, an zwar well elo an deene leschten Deeg zousätzlech zu deem wat mer an der Kommissioun gewuer gi sinn nach eng Rei Saachen, Interpretatiounen dobäikomm sinn, déi mer

an der Kommissioun net woussten, wou Interpretatiounsschwieregkeete komm sinn, wat deen een oder deen aneren der Tripartite gesot huet, awer vun eiser Säit aus besonnesch aus zwou Ursaachen.

Engersäits aus prinzipielle Grënn, well isoléiert Projeten am Zesummenhang, an dat hunn ech schonn an der Kommissioun gesot, mat de Krankekeesen net sënnvoll sinn an der ganzer Saach net déngen. Als ADR hätte mer gären, datt d'Regierung soll eng komplett Reform vun de Krankekeese virleeën, an där all Aspekter berücksichtegt gi sinn, besonnesch wat déi noutwendeg Reformen ubelaangt. Anersäits awer och - ganz besonnesch vu menger Säit - wéinst dem Inhalt vum Projet selwer, well et vu verschiddene Säite ganz staark contestéiert gëtt, besonnesch vu Gewerkschaftssäiten - vum OGB-L a vum LCGB -, well e riskéiert de Kënnegungsschutz ze bradéieren, wat en onverantwortlechen Aschnëtt an de Schutz vun de Salariéen ass, deen einfach net kann akzeptéiert ginn. An ech sinn och iwwerzeegt, dass ech hei an der Chamber vun der OGB-L- an der LCGB-Fraktioun Ënnerstëtzung kréie fir dee Projet hei ze sträichen, fir dass nach eng Kéier ka mat hire Gewerkschafte seriö iwwert dëse Projet diskutéiert ginn. An op kee Fall kann e Projet hei duerchgoen, deen de Kënnegungsschutz bradéiert, an dofir géif ech dann d'Chamber hei bieden, dee Projet vum Ordre du jour ze huelen. Da géife mer och zäitméisseg nach gutt opkommen, well mer jo haut och nach e Projet dobäi gesat hunn.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Mir sinn also nach konfrontéiert mat enger Modifikatioun vum Ordre du jour. Freet een d'Wuert zu der Propositioun vum Här Jaerling?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, da musse mer eng Décisioun huelen. Wien ass d'accord mat der Propositioun vum Här Jaerling, fir den Ordre du jour ze modifizéieren an dee Projet, deen e viséiert huet, vum Ordre du jour erofzehuelen?

Une voix.- Den Elektreschen.

M. le Président.- De Vote électronique ass gefrot.

Vote

Déi fir d'Propositioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Propositioun vum Här Jaerling ass verworf mat 50 Nee-, 5 Jo-Stëmmen an 3 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

M. Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Ali Kaes et Marc Spautz;

M. John Castegnaro.

Mir kommen dann zu där Heure d'actualité, déi vum Grupp vun de Liberalen ugefrot ass. D'Wuert huet den honorabelen Här Calmes.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative aux problèmes rencontrés par les communes lors de l'application de la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Heure d'actualité hei iwwert d'Gesetz vum Aménagement communal ass natierlech ze kuerz fir alles dat, wat heizou ze soen ass, am Detail elo hei virzebréngen, well sech um juristeschen Niveau vun deem Gesetz hei eng ganz Partie Saachen ofspille wou der Däiwel am Detail läit a wou ech net de grousse Spezialist sinn, fir doriwwer ze schwätzen.

Ech hat uganks zu menger Interventioun gesot, dass den Haaptprobleem géif leien, zum Beispill am Artikel 7, wou et a sech drëms geet, fir Persounen ze definéieren, déi d'Qualifikatioun hunn, fir kënne PAGe respektiv PAPen ze maachen. Souwäit wéi meng Informatiounen do sinn, ass déi Zuel vun deene Büroen, déi zougelooss sinn u PAGen däerfen ze schaffen, relativ restriktiv gefaasst, virun allem wat d'PAGen ugeet, wou een dat nach zum Deel kéint rechtfertegen, mä wann et dann op de PAP eriwwergeet, mengen ech, misst de Minister eis dann awer Kloerheet ginn, awéiwäit dës Zuel vun den Experten, an ob een Urbanist muss sinn, a welchem Sënn och ëmmer, sou restriktiv muss behale ginn.

Et ass nämlech sou, dass an der Vergaangenheet hei am Land eng ganz Partie Büroe sech domat ofginn hunn oder domat beschäftegt hunn, PAPen ze maachen. PAPe kënnen eng grouss Envergure hunn, mä et ginn awer och PAPen déi kleng Enverguren hunn. An do stellt sech dann d'Fro: Wéi muss ee groussen Urbanist sinn, fir e Morcellement vun engem Terrain ze maachen oder net? An ech mengen hei wier awer zum Deel eng Kloerheet gefrot.

Ech hat den Artikel 27 ugesprach wou et u sech ëm Exceptioune geet, wéini e PAP muss gemaach ginn oder net an dësen Artikel seet, jee nodeem et sech ëm eng grouss Gemeng handelt, déi e Service technique huet, respektiv ëm eng kleng Gemeng, déi kee Service technique huet, dass u sech ofgesi ka gi vun engem PAP wann et sech ëm eng Baulück handelt, dat heescht wann dat Ganzt zwëschent zwou bestoende Wunnenge stattfënnt. An hei muss ech de Minister froen, awéiwäit dass dat hei ze interpretéieren ass. Ob dat large oder net esou large interpretéiert gëtt, ob et zum Beispill, wann et sech ëm ee Bau handelt, zum Beispill en Appartementshaus, ob hei e PAP muss gemaach ginn oder ob kee PAP muss gemaach ginn, oder ob et sech ëm e Jumelé handelt wou e PAP muss gemaach ginn um eenzelnen Haus mat zwee Appartementer.

Ech mengen hei sinn awer eng ganz Partie Saachen, déi net kloer sinn, an deen Artikel 27 gräift jo dann eriwwer op den Artikel 34, virun allem wou da gesot gëtt - an dat schéint mer awer, sou wéi een d'Gesetz hei liest an och wéi ech dat verstanen hat, eng Obligatioun ze sinn -, dass wann een e PAP muss maachen, dass een da muss ee Véierel vun deem Terrain oftrieden ëm deen et hei geet. Dat kéint ee verstoen, wann dat bei engem PAP wier wou u sech keng Infrastruktur gemaach wier, deen nach am Zoustand vun enger grénger Wiss wier. Mä wann et sech ëm e PAP handelt a virausgesat et muss ee gemaach ginn, wann et sech ëm en Appartementshaus handelt, respektiv ëm eng eenzel Bauplaz oder souguer ëm eng duebel Bauplaz, da riskéiert een do awer an eng komesch Situatioun ze kommen, an deem Sënn dass entweder net méi genuch Terrain bleift fir dorop ze bauen, respektiv een esou vill muss oftrieden, dass dat sech ënner Ëmstänn iwwerhaapt net méi rentéiert ze bauen. Dofir, mengen ech, muss een awer och dat hei anescht kënne liesen oder wann een dat net anescht liest, da muss een awer, mengen ech, an deem Fall hei eng Ëmännerung virhuelen.

D'Artikelen 105 an 106, déi a sech hannen am Gesetz stinn, gehéieren u sech éischter hannert den Artikel 27 bei d'Exceptiounen. An hei stellt sech dann och d'Fro, wann et ëm de Morcellement respektiv ëm de Lotissement oder Relotissement vun engem Terrain geet, ob deen dann ënnert d'ganz Prozedur vun engem PAP fält oder net, an domat och den Artikel 34 do mat betraff ass oder net, oder ob de Morcellement net der Regelung vum PAP ënnerläit. Deemno wéi een dat liest kéint ee mengen, dass een e PAP misst maachen an ënnert d'Konditioune vum PAP géif falen, och wann et u sech nëmmen drëm geet fir en Terrain zwëschent zwee Gebaier ze morceléieren.

Perséinlech liesen ech dat liicht anescht, well wann den Artikel 106 anescht ze liesen ass, wéi esou dass e PAP misst gemaach sinn, da si mer awer an enger Situatioun wou mer effektiv praktesch keng Baugenehmegung méi kéinten erausginn an da misst dat awer geännert ginn, ausser et gëtt esou interpretéiert, wéi et elo hei ass.

Mä dat sinn déi véier Haaptpunkte wou et hei drëm geet. Ech liesen dat Ganzt lo mol hei aus der Siicht vun enger méi klenger Gemeng respektiv vun deene ville klenge Gemengen, déi mer hei am Land hunn, déi elo och souwéisou mat deene respektive Bestëmmunge mat engem PAP ze kämpfen hunn. An der Stad Lëtzebuerg sinn d'Problemer anescht, déi hunn e Service technique an déi kucken et dann och duerch en anere Brëll, an dofir wäert ech et engem aneren iwwerloossen, Iech déi Problemer hei virzedroen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Calmes.

Wann Der domat d'accord sidd, de liberale Grupp hat gefrot, well si d'Demande ugefrot hunn an nach fënnef Minutten Zäit hunn, ob d'Madame Flesch direkt kéint d'Positioun vum Grupp fäerdeg duerleeën an da kéime mer un déi aner Riedner?

(Assentiment)

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Mäi Kolleeg Calmes huet elo am Detail op déi eenzel Artikelen higewisen. Ech wëll dat net nach eng Kéier widderhuelen. Ech wëll einfach soen, dass et eng Partie Artikele ginn, déi eis besonnesch Misère maachen, an dat si 25 bis 27, 34, 106 an 107. Wa mir mussen an der Stad Lëtzebuerg dat Gesetz applizéieren, wéi et de Moment do steet, da musse mer am Joer 850 Exceptiounen am Sënn vum Artikel 27 vum Gesetz virhuelen. Wéi eng gutt Kolleegin vu mir géing soen: „Dat kann dach net sinn!" Dat kann net sinn, well domadder steet déi ganz Aktivitéit vum Bausektor stëll. Mir lafen dee Risque an dofir si mir der Meenung, dass do schnellstens eppes muss geschéien.

Deen zweete Problem ass d'Oftriede vu Fongen „réservés à des aménagements publics", 25% oder de Payement vu enger Indemnitéit, wat ee souguer muss maache wann een eng Terrass oder e Gaardenhaische baut. Dat kann eiser Meenung no och net sinn. Mir hunn dat Gesetz an der Chamber alleguerte gestëmmt. Mir gesinn elo, dass mer praktesch Schwieregkeeten domadder hunn a mir sollen elo de Courage hu fir ze soen: Mir mussen eppes ënnerhuelen.

Ech perséinlech sinn net der Meenung, dass mer sollen elo an der Hetz Fléckaarbecht maachen, mä mir sollen einfach soen - an dat décidéieren am Kader vun engem Gesetz -, entweder dat neit Gesetz ass suspendéiert, mir ginn eis een zwee Joer Zäit, fir dat iwwert de Leescht ze zéien a bis dohinner gëllt dann dat aalt Gesetz an dann trëtt dat neit a Kraaft, oder, wann dat net méiglech ass, mer sollen d'Dispositions transitoires an den Artikel 108 esou ofänneren, dass mer ons deeselwechte Sputt ginn.

Et geet hei ëm e ganz wichtege Problem am Intérêt vun der Bauindustrie an dësem Land an och am Intérêt vun deene Leit, déi sech wëllen en Haus bauen oder hiert Haus transforméieren. Ech géing d'Chamber also wierklech bieden, där Fro déi néideg Attentioun ze ginn, an d'Regierung bieden, ons do eng Propositioun ze maachen, fir dass mer aus deene Schwieregkeeten erauskommen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass et um Här Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si souwuel mam Här Calmes, wéi och mat der Madame Flesch, d'accord an et ass exactement aus deem Souci eraus, deen aus der kombinéierter Lecture vun hiren zwou Stellungnahmen elo hei erausgeet, wou mir proposéiert haten, fir eben net an der Hetz Fléckaarbecht ze maachen. Fir eis Zäit ze ginn, fir eis intensiv mat der Fro ze beschäftegen, well een an enger Heure d'actualité a fënnef Minutten elo wierklech net den Tour vun de Problemer ka maachen. Well mir och net déi juristesch Spezialiste sinn, ëm déi et geet, a well mer gäre gehat hätten, dass déi Leit och um Niveau vun de Beamten, déi responsabel sinn, déi déi Texter geschriwwen hunn an déi sech och zum Deel eppes dobäi geduecht hunn, wéi se déi Texter geschriwwen hunn, present sinn.

Well mer an deene leschte puer Deeg festgestallt hunn, dass verschidde Saachen, déi op eng gewëssen Aart a Weis vu verschiddene Leit interpretéiert ginn, och kënnen op enger Aart a Weis vun anere Leit interpretéiert ginn, dass ee sech also muss eens setzen iwwert d'Interpretatioun, déi ee gewëssen Artikel gëtt, an dofir vläicht net onbedéngt an der Nécessitéit ass, fir eng Rei vun Artikelen ze änneren, wann ee mol bis d'Explikatiounen an d'Interpretatiounsméiglechkeeten um Dësch huet, déi sech aus deenen eenzelnen Artikelen erginn.

Wëssend awer och aus deene leschten Deeg aus der Diskussioun, dass effektiv eng Rei Problemer an deem Gesetz sinn; haaptsächlech den Artikel 27 schéngt wierklech e Problem ze sinn. Wou een awer mat deene Leit, déi dat geschriwwen hunn, och fairerweis eng Kéier muss am Fong diskutéieren: Wat war de Sënn a wat war de Wëllen, dee mer an deen Artikel wollten eraginn? A bestinn och déi Interpretatiounsproblemer nodeem een déi Diskussioune gefouert huet, wou mir proposéiert hate fir an där zoustänneger Chamberskommissioun eng roueg a gemittlech Diskussioun doriwwer ze féieren?

Dir wäert mech also verstoen, dass ech hei net op den Inhalt wëll agoen a soen, dass mir vun eiser Fraktioun aus vu mar u bereet sinn an där zoustänneger Chamberskommissioun a Rou an a Gedigenheet ze kucken, wat un deem Projet hei - wou mir och der Meenung sinn, Här Calmes, dass et weiderhin e gudde Projet ass -, wat fir eng eventuell punktuell Adaptatioune musse virgeholl ginn, fir dass dat zukunftsträchtegt Gesetz, wat mer hei gestëmmt hunn, och an d'Realitéit kann ëmgesat ginn; an dat an deenen 118 Gemenge vun eisem Land.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Wee wëllt d'Wuert nach froen? D'Madame Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Fraktioun huet den 13. Mee 2004 dëse Projet de loi net gestëmmt; mir hunn eis enthalen. Mir hunn zwar hei gesot, a mir hunn déi fënnef Punkten och ervirgestrach, dass mir mat der Zilsetzung, mam Objet, mat der Ausriichtung vun dësem Projet averstane sinn.

Éischtens well eist 37er Gesetz reformbedürfteg ass, dat wësse mer all. Zweetens well mer Rahmebedingunge brauchen, fir dass den IVL sech kann entwéckelen. Drëttens well mer en Instrument brauchen, fir och den Développement durable ëmzesetzen a gegebenenfalls anzekloen. Véiertens fir d'Vereinbarkeet mam Gesetz vum Aménagement du territoire vun 1999 ze assuréieren. A fënneftens an net zu Lëscht fir och eng Harmoniséierung ze kréie bei deene verschiddene Planungsinstrumenter ënner sech.

Mir hunn awer dëse Projet de loi dowéinst net positiv aviséiert, well mer Problemer gesinn hu bei der praktescher Ëmsetzung vun deem Projet. Well mer Problemer gesinn hunn, wéinst deenen net existenten oder net ausräichenden Iwwerganksbestëmmungen. Well mer Problemer gesinn hunn zum Beispill bei der Mise en place vun de Services appropriés, virun allem an deenen net esou grousse Gemengen, a well mer gesot hunn, dass eng Rei vu méi prezisen Ausféierungsmodalitéite mussen an der Praxis sech bewähren, zum Beispill wat d'Baugenehmegungen ubelaangt - an et ass elo hei scho grad vun enger Virriednerin drop higewise ginn.

Mir waren och der Meenung, dass mer e bësse méi Zäit gebraucht hätten, fir esou e komplext Gesetz wéi dat heiten an e bësse méi Sérénitéit ze stëmmen, wéi just kuerz virun de Wahlen. Well mir hätten déi Zäit eigentlech gebraucht fir hei e Gesetz, eiser Meenung no, unanime kënnen ze stëmmen, wat géing d'Relève vum 37er Gesetz huelen, wat mat wéineg Ëmännerungen awer e Gesetz war, wat ganz laang gehalen huet. Eigentlech hätt et bei esou enger komplexer Matière wéi där heiter missen eng Testphas ginn, wou ee während enger Iwwergankszäit deen neien an deen alen Text laanschtenee lafe gelooss hätt, fir ze kucke wéi een an der Praxis mat deem Gesetz hei géing ëmgoen a wat et wierklech fir Problemer um Terrain géing mat sech bréngen.

Elo ass et däitlech, an déi éischt Hiweiser si schonn do, ouni punktuell Ëmännerunge kënne mer dat heite Gesetz net si loossen. Mir sinn dofir der Meenung - an den Här Wolter huet et hei scho gesot -, dass ee soll, am Dialog mat de Leit um Terrain, mat de Gemengeresponsabelen an och mat hiren Interessevertriedungen - ech denken zum Beispill un de Syvicol - dëst Gesetz nach eng Kéier nei kucken an eventuell och punktuell Ëmännerunge maachen, wann et sech erausstellt, dass et an der Praxis

net esou kann ëmgesat ginn, wéi et vun deenen Auteuren eigentlech beabsichtegt war.

De Minister huet an der Kommissioun d'Pist opgewisen, wéi mer kéinten domadder ëmgoen, andeem mer an der Chamberskommissioun déi Diskussioune féieren. Et sollt een och net ausschléissen, dass een eventuell deen een oder anere kéint oder misst an d'Kommissioun invitéieren a fir dann am enken Dialog an Zesummenaarbecht mat der Chamber ze kucken, wat mer mat dësem Gesetz maachen, wat a senger Grondausriichtung e Gesetz ass, wat mer onbedéngt brauchen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Den Här Gira huet d'Wuert gefrot. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, ech wëll fir d'éischt nach eng Kéier vun der Form hier dat ënnerstëtzen, wat eise Fraktiounschef gesot huet, dass mir der Meenung sinn, dass wann eng Fraktioun wëllt hei eng Heure d'actualité maachen, dass se dat Recht soll kréien. Fir de Rescht, wat de Fong ubelaangt, wëlle mer eis awer dem Michel Wolter uschléissen. Ech mengen, wann een nach hätt missen e Beweis kréien, dass dat hei keng Debatt ass fir de Moment hei op dëser Tribün ze féieren, da war et d'Interventioun vum Här Calmes. Well ech mengen ausser d'Buergermeeschteren, e puer Techniker aus de Gemengen an e puer Promoteuren an Architekten, huet bestëmmt keen, deen eis hei nogekuckt huet, verstanen ëm wat dass et da schlussendlech soll goen. An ech mengen dës Tribün soll do sinn, fir an enger Heure d'actualité iwwer Politik ze schwätzen an iwwer net juristesch Spëtzfënnegkeete bei der Ëmsetzung vun engem Gesetz.

Ech wëll zum Inhalt och net an de leschten Detail goen, just awer vläicht e puer Gedanke vun eiser Säit äusseren. Mech wonneren déi Schwieregkeeten do net. Mir waren eis an der Kommissioun eens, dass hei e ganz grousse Paradigmewiessel géing komme vun deem 37er Gesetz op dat vun 2004. A wann domadder dobaussen op ee Coup 118 Gemengen domadder konfrontéiert sinn, dann ass et logesch dass et hei an do zu Interpretatiounsschwieregkeete kënnt, dass een Ulafschwieregkeeten huet, dass och mol gewësse Saachen nach net kloer sinn. Wann et da wierklech esou ass, da sinn och déi Beamtinnen, déi massgeblech un der Ausschaffung vun dësem, eiser Meenung no, gudde Gesetz beschäftegt waren, vläicht net present fir a wichtege Réunioune mat Gemengentechniker an esou weider déi richteg Erklärungen ze ginn an da kann dat natierlech zu e bëssen Duerchernee féieren.

Mech wonneren awer eng Rei méi inhaltlech Aussoen, déi ech dann an der Press och konnt liesen. Déi Geschicht mat de 25%, déi ee misst ofgi bei engem PAP. Ech muss soen, wann ech mech do nach gutt kann erënneren, muss ee jo net onbedéngt Terrain ofginn. Et steet do, dass ee sech kann eenegen op eng Indemnitéit.

(Interruption)

Ech muss Iech soen, ech verstinn do d'Opreegung net. Ech wëll just soen, dass an der Gemeng Biekerech déi dote Praxis scho virum Vote vun dësem Gesetz deelweis praktizéiert ginn ass, well mer et ëmmer eng fundamental Ongerechtegkeet fonnt hunn, dass deen ee Promoteur, deen e grousst Lotissement gemaach huet, seng Strooss huet misse selwer bezuelen an e Véierels huet missen ofginn, par rapport zu engem, dee vläicht d'Chance hat Terraine laanscht eng bestoend Strooss ze hunn, déi total mat Infrastrukturen équipéiert war. An do hu mer et ëmmer fundamental ongerecht fonnt, well deen een natierlech konnt ganz aner Präisser ubidden, respektiv seng Gewënnmarge vill méi grouss war, an dofir hu mir ëmmer dofir gesuergt, dass do e gewëssenen Equiliber war. Also mat där Ëmsetzungsweis hu mir manner Schwieregkeeten.

Wat déi aner Detailer ubelaangt, muss een, mengen ech, dat wierklech eng Kéier a Rou mat dem Text ënnert den Aen, mat Leit, déi concernéiert sinn, mat de Beamten a Beamtinne vum Ministère diskutéieren. Do sinn ech iwwerzeegt, dass mer de Gros vun de Problemer wäerten aus der Welt geschaaft kréien a wann dann eng valabel Circulaire vum Intérieur un d'Gemenge geet, misst de Gros geléist sinn.

Et ass evident, wa jidderee mat der Mentalitéit vum 37er Gesetz dat vun 2004 wëllt ëmsetzen, dat muss schif goen, well dat sinn zwou verschidde Saachen.

A schlussendlech nach der Madame Mutsch hir Propos. Do kann ech mer awer schlecht virstellen, fir parallell mat zwee Gesetzer ze schaffen. Dat ass e bësse wéi wann ee wéilt op eemol décidéieren hei am Land deemnächst mat den Autoe lénks ze fueren an et géing ee soen, elo probéiere mer mol sechs Méint an da loosse mer d'Camionë fir d'éischt lénks fueren, a wann dat klappt, dann huele mer och de Rescht. Ech mengen net, dass dat géing fonctionnéieren, grad esou wéineg mengen ech fonctionnéiert et, wa mer hei zwee Gesetzer parallell wëllen applizéieren.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Dee leschte Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Bon, meng Virriedner hu méi oder wéineger alles gesot, mä et huet sech awer aus der Diskussioun elo erausgeschielt, datt et e grousse Problem ass an datt Klärungsbedarf do ass. Et ass jo gesot ginn, datt d'Gemenge momentan konfrontéiert si mat deenen Demanden an et ass net esou, wéi de Kolleeg Gira da seet, datt dat am Fong nëmme just déi puer Politiker oder déi puer Promoteure géif interesséieren. Do sinn honnerten…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dat do hunn ech net gesot.

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ah, verstoen. Mir hu ganz vill Diskussiounen, wou net jiddereen och alles heibanne versteet. Wa mer herno iwwert de Kyoto-Projet wäerten diskutéieren, wäerte wahrscheinlech och net all Leit all Detailer vun deem Gesetz do verstoen, an net nëmmen bei deem Gesetz, och bei anere Gesetzer, mä et ass trotzdeem wichteg, datt heibannen driwwer diskutéiert gëtt.

Et ass virun allem wichteg fir d'Leit am Land, datt se elo gewuer ginn, déi, déi Problemer domadder hunn, datt d'Politik sech dem Problem ugeholl huet. Ech hunn dat scho virdru gesot, och wa mir elo net haut hei direkt eng Äntwert drop hunn, wëssen d'Leit awer elo zumindest, um politesche Plang kënnt eng Aktivitéit, d'Chamberskommissioun kënnt zesummen a kuckt wat mat deem Projet do geschitt, well et si jo hei d'Gemengen, et sinn d'Promoteuren, mä et si virun allem och déi Leit, déi drun interesséiert si fir ze bauen.

A wann do Interpretatiounsschwieregkeete sinn, et ass virdrun hei den Thema ugeschnidde gi vum PAP, vun den Exceptiounen, wann déi Interpretatioun stëmmt, déi d'Gemengefonctionnairen an enger Réunioun kruten, da stëmmt dat, wat d'Madame Flesch hei gesot huet, datt d'Gemengen da musse permanent Exceptioune maachen.

Wann déi Interpretatioun stëmmt vum PAP, dass souguer scho bei Gaardenhaisercher misste PAPe gemaach ginn, wou d'Plangen dann och nach misste vun engem agrééierten Architekt agereecht ginn, datt et misst véiermol an den Zeitunge public gemaach ginn, da muss een och kucken, wat hu mer do fir eng Prozedur op d'Schinne gesat, wou dann am Fong dat ronderëmmer herno méi kascht wéi dat wat mer am Fong wëlle realiséieren, well d'Leit mussen dat jo och bezuelen. Mat de Baulücken, mat den Appartementer, Morcellementer, wéini muss ee PAP gemaach ginn, wéini muss kee gemaach ginn?

Dat sinn alles Froen, déi séier musse gekläert ginn, well mir mussen nach eng Kéier drop hiweisen, wéi vill Leit datt am Ablack am Land no enger Wunneng sichen. Et ass momentan Bewegung an deem Dossier, well a ville Gemengen duerch eben déi Gesetzer, déi mer an der leschter Legislaturperiod gestëmmt hunn an déi mer iwwert d'Budgetsgesetz elo fir dräi Joer verlängert hunn, wou mer d'Spekulatiounssteier erofgesat hunn, sinn och vill Terraine fräi ginn an déi Leit géifen och gären an deenen Dossieren ufänken.

Dann och déi Fro do vun deem Véirel oder deene 25%, déi an d'Gemenge mussen ofgetratt ginn. All Gemeng huet och do seng Regelen, seng Taxen, déi se gemaach huet a wou mer dann och musse wëssen: Bei Appartementshaiser, muss een do déi 25% bei enger normaler Strooss ofginn? Wann dann also een aacht Appartementer an engem Gebai baut, muss deen dann dovunner ee Véirel ofginn oder muss en de Prix actuel, wéi do steet, bezuelen? Da musse mer och wëssen, datt mer domadder eng Augmentatioun vun de Präisser, déi momentan schonn héich sinn, géife provozéieren, wa mer dat missten esou à la lettre exekutéiere wéi dat zum Ablack vun deene Responsabele vum Ministère un d'Gemenge weidergeleet ginn ass.

A wann ech gutt informéiert sinn, dann ass och am Kader vun enger Genehmegung vun engem Lotissement vun der Stad Lëtzebuerg scho vun der Cour administrative elo de 7. Dezember en Uerteel geholl ginn, wat dee ganzen Dossier en suspens gesat huet, fir ebe Klärungsbedarf an der Interpretatioun vum Gesetz ze kréien. Esou datt mer also och schonn op deem Niveau mat deem neie Gesetz relativ kuerzfristeg, well et ass e Gesetz wat jo eréischt vum August un applicabel ass, schonn op der Cour administrative en Uerteel hunn, wat eben eng Genehmegung en suspens setzt; ech fannen, dann ass et awer schonn derwäert, datt mer heiriwwer diskutéieren. Hei schwätze mer net iwwer kleng Bagatellen.

A vun eiser Säit aus hate mir dat Gesetz hei och net gestëmmt. Et war d'Sozialistesch Partei an eis Partei, déi sech bei deem Vote hei enthalen hunn, an et ass och net esou wéi virdrun hei versicht ginn ass ze soen, dat Gesetz wier net am Hauruckverfahre gemaach ginn.

Effektiv sinn an där leschter Woch nach Wënsch komm, ënner anerem vum Syvicol, fir de Vote auszesetzen. Ech wëll just dat nach eng Kéier vläicht hei virliesen, fir déi, déi elo scho mam Kapp soen et wier net wouer, dat ass den 22. Mäerz, wou de Syvicol geschriwwen huet, wou en dat erklärt, datt en net zousätzlech nach zu engem Avis gefrot ginn ass a wou en dann zur Konklusioun kënnt: «Devant ces facteurs impondérables, le comité tient à ce qu'il soit procédé au sursis du vote de la loi et que la possibilité soit offerte au Syvicol de s'exprimer au sujet des règlements grand-ducaux restés en souffrance.»

Deen Avis ass ënnerschriwwe vum Här Jean-Marie Halsdorf, dem heitegen Innenminister, esou datt ech zumindest mengen, …

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- … Här President, zum Schluss vu menger Interventioun, datt eisen neien Innenminister weess iwwer wat mer hei diskutéieren.

M. le Président.- Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann ech elo grad ugeschwat gi sinn a menger fréierer Fonctioun als Generalsekretär vum Syvicol, muss ech soen, dass deemools Froen opstounge wéi mer dat Gesetz diskutéiert hunn, mä dass am Fong geholl dat Gesetz sécherlech e gudde Kompromëss ass. Ech sinn haut och iwwerzeegt, dass an deem Gesetz, wat hei virläit, keng Feeler dra sinn. Dat ass net wouer. Et si Leit hei, déi dat Wuert Feeler benotzt hunn. Dat Gesetz huet eng Rei Problemer an ech wollt kuerz op se agoen.

Dass dat Gesetz eng Rei Problemer huet, dat hu mer scho festgestallt an deene Versammlungen, wou mer et deenen eenzelne Beruffsgruppe virgestallt hunn. Dat Gesetz gouf dem OAI, den Architekte virgestallt. Dat Gesetz gouf dann de Gemengepolitiker virgestallt. An all deene Réunioune war ech derbäi an ech hunn ëmmer gesot: Wa Problemer sinn, dat hei ass en neien Terrain, et sinn nei Applikatiounen, et kommen eventuell Problemer, deelt eis se schréftlech mat. Dat hunn ech ëmmer konstruktiv gesot. Ech hunn och des Weidere gesot: Sidd konstruktiv, et ass no der Loi communale vun '88 dat wichtegst Gesetz wat d'Gemengen hunn an et soll een dann eben - wéi soll ech elo soen - konstruktiv zesummeschaffen.

Dee Geescht hunn ech och elo hei eraushéieren an där Diskussioun an dat wäert eis d'Saach dann och net méi schwiereg maachen. U sech ass déi Saach net esou schwiereg, well et muss een am Fong geholl de Geescht vum Gesetz e bësse verstoen. An do muss een, do ginn ech Iech Recht, mat deenen Auteuren, déi dat Gesetz geschriwwen hunn, kucken, dass een déi eventuell an d'Kommissioun mat bäihëlt an da kuckt wéi si dat gemengt hunn. Mä kloer ass et, dass an deem heite Gesetz d'Gemenge vill méi responsabiliséiert ginn an dass d'Autonomie communale hei voll spillt, contrairement zu deem wat verschidde Leit dobausse soen, déi mengen et wier net esou.

Ech wollt kuerz op déi eenzel Artikelen agoen, déi elo ugeschwat gi sinn, wierklech kuerz, well ech mengen déi Invitatioun, déi komm ass vum Michel Wolter oder vun der CSV-Säit, fir an eng Chamberskommissioun ze kommen, déi sinn ech bereet unzehuelen. Wann den Här Schank do en Datum huet, da sinn ech d'accord an d'Kommissioun ze kommen, fir do eng Detailaarbecht ze maachen.

Zum Artikel 7, esou ass et richteg, och wéi den Här Calmes et gesot huet, dass do wéineg Büroen de Moment an där Lëscht dra sinn. Eng gutt Dose sinn et der, vläicht e bësse méi, déi do éligibel sinn. Mä ech wëll Iech eppes soen: Wat Dir gesot hutt ass falsch, well bis elo waren ëmmer nëmme wéineg Büroen, déi PAGe gemaach hunn, wéineg Büroen, contrairement zu deem wat Dir virdru gesot hutt. Dir hutt gesot et wiere méi där Büroen, déi dat gemaach hunn.

Une voix.- PAPen.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ah, PAPen. Bon, soit. Den Däiwel läit am Detail. Ech sinn der Meenung, dass et wéineg Büroe sinn, déi PAGe gemaach hunn an dass an Zukunft et muss méiglech sinn, dass méi Büroe PAPe kënne maachen.

Duerfir plädéiere mir, och vum Ministère aus, fir eng duebel Lëscht hei ze maachen, déi och an der Logik vum Gesetz ass, well een, deen e PAG mécht, dee muss Ahnung hu vu Raumplanung a vu Städtebau oder Städteplanung, Urbanismus an Aménagement du territoire. Een, deen e PAP mécht, dat ass eng Loi d'exécution, an engem gewëssene Sënn ass dat eng Exekutioun, loosse mer emol esou soen, vun deem aneren. Do geet et duer, wann een urbanistesch, respektiv Architektequalitéiten huet. Mir maachen also do eng zweet Lëscht. Mir ginn an déi Richtung. Dat wäert och dat sinn, wat mer wäerte proposéieren.

Ech wollt Iech och herno soe wéi meng Démarche wäert sinn. Also, et ass kloer dass mer hei zwou Lëschte wäerte maachen, an déi Leit, déi net op där enger Lëscht sinn, déi kënnen iwwer e Master eventuell, dee mer sollen am Kader vun der Uni Lëtzebuerg maachen, do kënnen déi eng eng Formation continue maachen a jonk Leit, déi Studie maachen, kënnen dat dann als richtege Module léieren, als eng Spezialisatioun an dësem Beräich.

Artikel 27, dat ass deen Artikel, deen oft - wéi géif ech soen - ugeschwat gëtt an oft net richteg interpretéiert gëtt, well den Artikel 27 u sech deen Artikel ass, deen dem Buergermeeschter am Fong geholl d'Méiglechkeet gëtt Bautegenehmegungen ze maachen. Et muss een en och mat deem Geescht liesen. An e baut och op op den Artikel 34 vum Bautegesetzbuch aus Däitschland, en ass do, et ass e gewëssene Parallelissem do dran, dee fënnt een och hei erëm.

An deen Artikel 27 soll dem Buergermeeschter d'Méiglechkeete ginn, a sengem PAG Terrainen ze definéiere mat technesche Moyenen ouni Prozuduren. Dat heescht net, dass hei musse richteg Prozedure gemaach gi wéi bei engem PAG oder engem PAP, fir hei sollen ze definéieren, wou ee keng brauch ze maachen. Ech erklären Iech dat méi am Detail an där nächster Kommissioun, déi mer wahrscheinlech e Freideg maachen, firwat dass dat am Fong geholl net esou problematesch ass. Textuell ass et zwar net prezis an ech proposéieren Iech och do en aneren Text, deen ech géif am Januar virleeën. Dat ass am Fong geholl och dee Wee, dee mer eis ginn hunn, am Januar an de Regierungsrot ze goe mat engem Text, dann e Projet virleeën an dann herno an der Kommissioun kucken an diskutéieren an deen dann esou séier ewéi méiglech iwwert d'Bühn kréien, fir dass dat, wat ëmmer gesot gëtt, et misst e Baustop sinn, misst ausser Kraaft gesat ginn.

Mir sinn der Meenung, dass dëst Gesetz applicabel ass, Madame Flesch.

(Interruption)

Mir sinn der Meenung, dass et applicabel ass, awer et musse Preziséioune gemaach ginn, a mir sinn och d'accord mat deem, wat den Här Gira gesot huet, fir eng Circulaire ze maachen - dat hu mer eis och scho virgeholl an et gëtt och schonn dru geschriwwen -, wat déi Artikele 27 a 34 ugeet. Dat ass ganz kloer, do musse mer eng Cir-

culaire maachen, wéi dass een déi Artikele soll interpretéieren. A wéi ech lech elo gesot hunn, fir de 27 kënnt en neien Text, mä de 34 ass, wéi ech sou gäre soen, kloer wéi Bulettszopp. Well den Artikel 34 huet als Objet, d'Cessioun vu Fongen a Plans d'aménagement particuliers fir Aménagements publics ze maachen - den Objet ass also kloer.

A wéini spillt dat? Ma dat spillt an dat steet do: «…les terrains compris dans les plans d'aménagement particulier et qui sont réservés à des constructions pour aménagement public propre au plan d'aménagement particulier doivent être cédés à la commune». Dat ass d'generell Regel. Dat heescht, et muss een also hei e Kumulativ hu vun op där enger Säit e PAP an op där anerer Säit muss d'Gemeng de Wëllen hu fir hei Aménagements publics, Reserven ze maachen. A wann dat de Fall ass, da spillt deen Artikel an da kommen déi Regele mat 25%, respektiv mat Gelder, déi dat da kompenséieren an esou weider.

Wann Dir awer an enger klenger Strooss dräi kleng Haiser hutt an Dir sot: Ech wëll elo eng Résidence dohinner maachen. Da rappt Dir déi dräi Haiser of, Dir maacht e PAP fir dat ze maachen. Da kann de Buergermeeschter, wann e wëllt, nach 25% froen, mä hie muss dat awer guer net wëllen, well hie mécht jo elo keng Mise en réserve vun Aménagement public, sou dass also do wierklech d'Autonomie communale spillt. De Buergermeeschter décidéiert, ob en dat wëllt huelen. Wann e Buergermeeschter éierlech ass a korrekt ass, da seet en: Ech brauch keng 25%, well deen Terrain ass an der Rei an ech dat dohinner baue kann, an hie baut et. Also spillt déi Regel vu 25% nëmme wann Aménagements publics getätegt ginn, an duerfir ass den Artikel 34 u .sech kee Problem an dee muss een och esou interpretéieren. A wann dat och dann als Circulaire esou op d'Gemenge geschéckt gëtt, mengen ech, wier dat iwwerhaapt kee Problem.

Dann d'Artikelen 105 an 106, mengen ech, sinn ugeschwat gi vun de Kolleege vun der Demokratescher Partei. Dat ass och éischter technesch. Do ginn am Fong geholl déi Plans de lotissement an de Relotissement geféiert an der Mesure d'exécution an u sech sinn et keng, déi kéint een dofir och bei d'PAPe schreiwen, mä inhaltlech ass awer do kee Problem. Wou e Problem nach ass, deen een och kann an Ugréff huelen, ass den Artikel 109, wou drasteet, dass déi Gemenge vun 10.000 Leit un „sont tenus d'avoir un service technique communal comprenant au moins un architecte ou un ingénieur diplômé qualifié en aménagement du territoire et en urbanisme". Dat ka vläicht e bësse staark sinn. Do kann ee vläicht en „ou" drasetzen, wat da méi Méiglechkeete gëtt, well déi Persoun muss dann onbedéngt kumulativ déi zwee Kritären hunn.

Mä dat léisst sech diskutéieren, sou dass ech ka soen, dass mer am Fong geholl just kleng Problemer hei hunn an dass mer sécherlech an deenen nächsten Deeg et wäerte fäerdeg bréngen dëst Gesetz esou hinzekréien, dass et ganz funktiounsfäeg ass an dass et deene Leit, déi vill Erwaardungen dra setzen, gerecht gëtt. Ech soen, et ass dat zweetwichtegst. Et ass an engem gewëssene Sënn e Paradigmewiessel, wéi den Här Gira gesot huet, mä ech mengen dass mer wierklech hei kënnen Neel mat Käpp maachen - déi Problemer mat de Gaardenhaisercher, wou der ugeschwat hutt -, well all Konstruktioun muss eng Autorisation communale hunn, dat soll een diskutéieren. Mä ech sinn iwwerzeegt, an e puer Woche kann dat Gesetz anstänneg applizéiert ginn. Mir brauchen et net ausser Kraaft ze setzen a mir wäerten dann och déi Diskussioun an engem konstruktive Geescht iwwert d'Bühn kréien. D'Regierung ass bereet an ech hu gemierkt, Dir sidd och bereet. Dat ass zum Wuel vun eis alleguerten.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Schank freet d'Wuert an d'Madame Flesch.

M. Marco Schank *(CSV)*.- Ech wollt och e Beitrag zu där Heure d'actualité leeschten, Här President, a preziséieren, datt mer eng Sëtzung vun der Intérieurskommissioun géife maachen e Freideg de Moien um néng Auer.

M. le Président.- Ech huelen Akt dovunner.

Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, däerf ech dem Minister eng Fro stellen zur Opklärung? Ass hien der Meenung, dass eng Circulaire ministérielle priméiert iwwer Iwwerleeunge vun engem Geriicht, notamment am Kader vun der Affär, déi am Référé de 7. Dezember gesprach ginn ass?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Wann Der lech op déi Affär, déi am Référé de 7. Dezember gesprach ginn ass, berufft, muss ech soen, dass dat eng Affär ass, déi ganz kloer ass. Do geet et ëm e Morcellement. An ob mir eis an deem ale 37er Gesetz bewegen oder am neie Gesetz, bei engem Morcellement muss ëmmer e PAP gemaach ginn an an dësem Fall ass kee gemaach ginn. Esou ass et kloer, dass dann do Reserve markéiert ginn, esou dass ech a Beruffung dorop géif mengen, dass mer sollte waarde wat d'Geriichter do soen.

Wat elo eng Circulaire ugeet, gesinn ech déi Circulaire als komplementaart Instrument zu deenen Diskussiounen, déi mer elo an der Kommissioun wäerte féieren an déi dozou féieren, dass mer Amendementer oder punktuell Ännerunge maachen, déi net fundamental sinn. An do kann ee roueg Circulairen derbäileeën, déi kloer soe wou et higeet, an doriwwer eraus gëtt jo och dann zu deenen Ännerungen, déi do komme wäerten, e Commentaire des articles geschriwwen an ech gesinn also kee Problem. Et ass e Ganzt an et ass e Beweis vun enger gudder Zesummenaarbecht zwëschent dem Ministère de l'Intérieur an deenen 118 Gemengen.

M. le Président.- Merci, Här Halsdorf. Ier mer dann zu dem normalen Ordre du jour kommen, wëll ech nach dräi Remarquë maachen.

Éischtens wat den Artikel 78-2 vun eisem Reglement ubelaangt, wat d'Heure d'actualité ugeet, do ginn et - a mir hunn dat haut hei eraushéieren - zwou verschidde Lecturë vun deem Reglement, an ech wier frou wann entweder d'Presidentekonferenz oder d'Commission du Règlement sech géif deem Artikel unhuelen a kucken, dass mer do eng Lecture erauskréien, well soss kréie mer all Kéier Sträit wann et ëm eng Heure d'actualité geet, déi net soll op den Ordre du jour kommen. Ech hätt gären, dass mer Kloerheet hunn, dass d'Spillregele bekannt sinn, dass jidderee weess, wéi e sech drun ze halen huet.

Da wollt ech soen, well et elo scho relativ spéit ass, dass mer den Ordre du jour, dee mer eis fir haut virgeholl hunn, fäerdeg maachen, och wann et iwwer hallwer siwen erausgeet.

An déi drëtt Remarque ass déi, datt den zoustännege Minister, den Här Lux, muss méi fréi wéinst Auslandsobligatioune fortgoen, esou datt ech géif ëm Versteesdemech bieden, datt, dee Moment wou hie sech géif d'Wuert froen zu deem Projet, dee mer elo um Ordre du jour hunn, mer dann d'accord wieren, datt hien dozou kënnt schwätzen, well en um Enn vun der Sitzung net méi hei ass.

Da komme mer elo zu der Diskussioun vum Projet 5327 iwwert de Protokoll vu Kyoto. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht an et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Calmes, Gira a Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Den Här Negri ergräift d'Wuert och als mandatéierte Spriecher vu senger Fraktioun no der Presentatioun vum Rapport. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

5. 5327 - Projet de loi 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur*.- Merci, Här President.

Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, de Kyoto-Protokoll a Lëtzebuerger Recht ëmsetzen heescht e Paradigmewiessel am Energieberäich alauden oder anescht gesot e konsequent Ëmdenken an Ëmsetze vu Moossname fir eisen CO_2-Verbrauch substanziell ze reduzéieren.

Et ass mer eng grouss Éier als Rapporteur a President vun der Ëmweltkommissioun lech de Projet de loi 5327 iwwert de Système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre virzestellen. Dëse Vote vun de Mëtten ass en historesche Schratt. Mat dësem Vote huet d'Lëtzebuerger Législative hir Aarbecht am Zesummenhank mam Kyoto-Protokoll gemaach. Et war awer elo net esou ewéi wann d'Kapitel vum Kyoto eriwwer wier. Ganz au Contraire. Fir genee ze sinn: Op den 1. Januar 2005 musse mir alleguerten, d'Bierger, d'Ministèren, d'Verwaltungen, d'Betriber an alle Beräicher a Saachen Energieeffizienz an Energiespueren dat Wuert Kyoto ëmmer am Hannerkapp hunn. Et gëtt elo kee Liewe méi ouni Kyoto.

Duerch d'Ratifizéierung vu Russland am Mount November trëtt elo, siwe Joer no der Weltklimakonferenz vu Kyoto, de 16. Februar 2005 de sou genannte Kyoto-Protokoll endlech a Kraaft. Dat ass en Duerchbroch fir den internationale Klimaschutz. De Kampf géint de Klimawandel ass eng global Aufgab. D'Auswierkunge vum „climate change" sinn a ville Regioune vun der Äerd ze spieren. Dofir ass et wichteg, dass géint de globale Klimawandel als gréisst ëmweltpolitesch Erausfuerderung duerch multilateraalt Handele géigegesteiert gëtt.

Am Kyoto-Protokoll huet sech de multilateralen Usaz vun enger globaler Ëmweltpolitik duerchgesat.

D'Akraafttriede vum Kyoto-Protokoll ass en oniwwerhéierbaart Signal dat weist, dass déi international Stategemeinschaft de Klimawandel eescht hélt. De Klimawandel ass schliesslech net eng weider skeptesch Prognos, mä neen, et ass batter Realitéit. De Kyoto-Protokoll huet vill dozou bäigedroen, dass de Klimaproblem international Opmierksamkeet kritt huet.

De Kyoto-Protokoll leet eng klimapolitesch Trendwend an a gëtt en als éischt Zil hei fir op de Wee zu enger Industriegesellschaft, déi vill manner Treibhausgasen émettéiert, an zugläich déi fossil Brennstoffer méi effizient asetzt wéi bis elo.

Aktiv Klimaschutzpolitik heescht op kee Fall Äddi soe vun der Industriegesellschaft -neen, dat heescht et net -, mä si erfuerdert eng nei Industriepolitik. Klimaschutz promovéiert nei Entwécklungsmodeller an der Wirtschaft an an der Gesellschaft - en Ëmdenken also.

Energiespuerung an d'Steigerung vun der Energieeffizienz schounen d'Klima an déi natierlech Ressourcen. An dëst drécke sech fir déi privat Haushalter, den Déngschtleeschtungssecteur an déi produzéierend Ekonomie séier an Euroen aus. Mat Kyoto kritt de Verbrauch vun der Atmosphär fir d'éischte Kéier e Präis.

Wat heescht iwwerhaapt Kyoto? Kyoto ass een Term, deen duerch dëse Protokoll héchstwahrscheinlech an nächster Zukunft net méi exklusiv an Ëmweltkreesser wäert benotzt ginn, mä fir alles wat am Rapport mam Klima an Energie steet.

Fir déi, déi et méi genee interesséiert, e klengen Exkurs iwwert den Term Kyoto. Kyoto ass eng vun deenen historesch a kulturell bedeitendste japanesche Stied. Kyoto huet ongeféier 1,5 Milliounen Awunner a läit am südwestlechen Deel vun der japanescher Haaptinsel Hondo an engem breeden Dall vum Süd-Enn vum Biwaséi. Den Numm vun der Stad bedeit wuertwiertlech am japaneschen „Haaptstad". Kyoto war vu 794 bis 1868 déi kaiserlech Haaptstad vu Japan - allerdéngs nëmmen deelweis och tatsächlech Regierungssëtz - an ass haut d'Haaptstad vun der Prefektur mam selwechte Numm Kyoto a läit à peu près 400 Kilometer westlech vun Tokio. Kyoto bilt, zesumme mat der 10 Kilometer wäit entfernter Stad Otsu, de Weltkulturiewen „historescht Kyoto". A vum Joer 2005 un ass Kyoto och gläichzesetze mat enger drastescher globaler Reduktioun vun Treibhausgasen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zum Historique an zum Contenu vum Projet de loi, dee mir elo an deenen nächste Stonne wäerten debattéieren. De sou genannte Kyoto-Protokoll ass en internationaalt Ofkomme vun der UN-Organisatioun UNFCC zum Klimaschutz a baséiert am Fong op Iddien, déi um „Sommet de la Terre" am Juni 1992 zu Rio entstane sinn.

Etlech räich Staten, déi selwer responsabel fir déi meeschten Emissioune sinn, koumen deemools zur Konklusioun, fir sech am Joer 2000 ze engagéiere fir CO_2-Emissiounen op den Niveau vum Joer 1990 ze stabiliséieren. Et war dunn de Kyoto-Protokoll am Joer 1997, deen déi Engagementer quantitativ a juristesch festgesat huet.

De Kyoto-Protokoll schreift verbindlech Ziler fir d'Reduktioun vum Ausstouss vun de sou genannten Treibhausgase fest, déi als Ausléiser vun der globaler Erwäermung gëllen. D'Erhéijung vun dëse Spuregaser, zu deene virun allem de Kuelendioxid (CO_2), Methan an den Ozon zersetzenden FCKW (Fluorchlor-Kuelewaasserstoff) zielen, ass gréisstendeels op Aktivitéite vun eis Mënschen zréckzeféieren.

De Kyoto-Protokoll gesäit vir, datt déi meeschten Industrielänner hir Emissioune bis zum Joer 2012 ëm 6 bis 8% ënnert den Niveau vun 1990 senke mussen. Russland an d'Ukraine solle sech dozou verflichten, den Emissiounsniveau vun 1990 net ze iwwerbidden. Fir China, Indien an aner Entwécklungslänner si keng Aschränkunge virgesinn.

De Protokoll gouf an der japanescher Prefekturhaaptstad Kyoto verhandelt an ass am Joer 1997 verabschiet ginn. D'Ofkomme soll awer eréischt a Kraaft triede wa 55 Staten, déi zesumme méi wéi 55% vun den CO_2-Emissiounen, bezunn op 1990 - déi vun den Industrielänner verursaachten CO_2-Emissiounen -, d'Ofkommes ratifizéiert hunn. Zur Zäit - de Stand vum 3. November 2004 - läit d'Zuel vun de Staten, déi de Protokoll ratifizéiert hunn, bei 126 Staten an ass domadder iwwert deene verlaangte 55% vun de Gesamtémissioune vun 1990. Dëst ass awer eréischt méiglech ginn duerch de Bäitrëtt vu Russland, dat insgesamt 18% vun den Emissioune vun 1990 ausmécht.

Bemierkt muss ginn, dass d'Amerikaner an d'Russen déi zwou Natioune sinn, déi am meeschten CO_2-Emissioune verursaachen. Esou zum Beispill hunn d'Amerikaner 20,5 Tonnen Emissioune pro Joer pro Awunner. Lëtzebuerg ass hei och no drun, well mir leie bei 20,42 Tonnen. Als Vergläich kann ee vläicht eis Belsch Noperen zitéieren, déi nëmmen 12,04 Tonnen CO_2-Emissioune pro Awunner pro Joer hunn.

D'USA haten ënnert dem Clinton de Kyoto-Protokoll zwar ënnerschriwwen, mä ni ratifizéiert. D'Ënnerschréft ass vum Clinton sengem Nofolger Bush widderruff ginn. A wéi et ausgesäit, wäert sech dorunner och näischt an nächster Zukunft änneren.

D'Russen awer haten aus Rücksiicht op déi diplomatesch Bezéiungen zu den USA laang mat hirer Entscheedung waarde gelooss. Aus russescher Siicht schwätzt fir eng Ratifizéierung vum Handel mat Emissiounsrechter dee fir si ze erwaardende Gewënn. An zwar sinn an de Joren nom Bezuchsjoer 1990 a Russland etlech ëmweltverschmotzend Fabriken aus Rentabilitéitsgrënn zougemaach ginn. Dowéinst leien déi aktuell Emissiounen ënnert deene vun 1990, sou dass Russland nom Akraafttriede vum Protokoll sou genannte Verschmotzungsrechter géint Devisen an aneren Industrielänner verkafe kann.

Déi Russesch Duma huet den 22. Oktober 2004 de Protokoll ratifizéiert. Dëst nodeems sech hire President, de Vladimir Putin, am Virfeld fir d'Ëmsetzung vum Kyoto-Protokoll staark gemaach huet. Domadder ass den Undeel vun de Ratifizéierungslänner also elo op iwwer 60% an domadder ass elo déi magesch Grenz vu 55% iwwerschratt. De Wee fir d'Ëmsetzung vum komplette Kyoto-Protokoll ass also elo fräi.

De 6. EU-Ëmweltaktiounsprogramm huet décidéiert, datt de Kampf géint de Klimawandel eng absolut Prioritéit muss hunn, an huet e Kalenner mat konkreten Zilsetzunge festgeluecht.

Ab dem Joer 2005 soll op europäeschem Niveau en Handel vu sou genannten Emissiounsrechter entstoen. Dësen Aktiounsprogramm vun der EU huet sech engagéiert, an de Joren 2008 bis 2012 eng Reduktioun vun 8% vun den Treibhausgasémissiounen, par rapport op dem Niveau vun 1990, ze realiséieren an à long terme misst en Emissiounsréckgang vu 70% ugestrieft ginn.

Den Handel mat Emissiounsrechter, deen ab 1. Januar 2005 funktionéiere soll, ass ee vun de wesentlechsten Emissiounssenkungsinstrumenter, déi am Protokoll vu Kyoto verankert sinn.

An enger éischter Phas si virun allem d'Secteure wou ganz vill CO_2-Emissiounen entstinn uviséiert, wéi Pabeier-, Glas-, Zement-, Energie- a Raffinerieindustrien, also déi Industrien, déi fir 45 bis 50% vun deenen Emissioune verantwortlech sinn.

De System baséiert op zwee Konzepter. Dat éischt sinn d'Autorisatioune fir Treibhausgas ze émettéieren, déi all Installatioun muss besëtzen, an dat zweet sinn d'Emissiounsquoten „quotas d'émissions de gaz à effet de serre", déi speziell op all Installatioun berechent sinn. Et däerf een also nëmmen déi Quantitéit CO_2 an d'Loft émettéieren, wéi een och deementspriechend Emissiounsquoten huet.

Wéi ginn dann elo déi Emissiounswäerter gerechent?

D'Methodologie fir d'Emissiounswäerter ze evaluéieren an ze comptabiliséieren heescht IPCC (International Panel on Climate Change). Dës Method ass fir Lëtzebuerg net grad gënschteg. D'Treibhausgaser ginn um Niveau vun den Emissiounsquelle gemooss, déi eenzeg Ausnahm gëtt beim Stroossentransportsecteur gemaach. Hei ginn d'Emissiounen duerch de Verkaf vu Bensin an Diesel gerechent. Et ass jo awer och gewosst, datt de Bensin, deen hei zu Lëtzebuerg verkaaft gëtt, net eleng hei am Land verbraucht gëtt, respektiv d'Ëmwelt belaascht.

Eng aner Saach sinn d'Emissiounen, déi un d'elektresch Produktioun liéiert sinn. Dës ginn net de Konsumenten ugerechent, mä de Produktiounszentralen, dat heescht datt d'Emissiounen an der CO_2-Bilanz am Land vum Stroumproduzent bäigefügt ginn. Wann ee seng Quoten net all brauch, da kann een déi um internationale Marché verkafen. Am Moment läit de Präis vun enger Quot bei 26 Euro. Et gëtt awer geschat, datt wann de Marché bis richteg funktionéiert, déi Präisser séier op 100 Euro klamme kënnen. Ëmgedréint gëllt natierlech och: Wann ee méi CO_2 verbraucht wéi ee Quoten zur Verfügung huet, da muss an de Portmonni gegraff ginn.

Niewent dem Emissiounshandel gëtt et zwee weider wesentlech Instrumenter zur Duerchféierung vun de Moossname fir d'Bekämpfung vum Treibhauseffekt. Déi sou genannte flexibel Mechanismen. Als „joint implementation" gi kooperativ Moossname vun zwee oder méi Industrielänner bezeechent, déi sech déi zwee kënnen urechne loossen. A vu „clean development mechanism" schwätzt een, wann en Industrieland Moossnamen zur CO_2-Reduktioun an engem Entwécklungsland duerchféiert. Well d'Plaz vun der Emissiounsreduktioun keng Roll spillt, well jo all Reduktioun e positiven Afloss op d'Weltklimaentwécklung huet, kënnen esou méi käschtegënschteg Léisunge verwierklecht ginn, déi domadder och politesch méi liicht duerchsetzbar sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Zesummenhang ass de Kyoto-Protokoll vu grousser, ganz grousser Bedeitung. Seng flexibel Instrumenter ënnerstëtzen de Moderniséierungsprozess bei der Energieversuergung. De Kyoto-Protokoll schaaft Ureizer fir d'Industrielänner verstäerkt an erneierbar Energien an den Entwécklungslänner ze investéieren. Déi domadder agespuerten Emissioune vun Treibhausgase kënne sech d'Investoren zegutt schreiwe loossen. Insgesamt leien hei fir d'Industrie wéi och fir d'Entwécklungslänner grouss Chancë fir gräifbar Fortschrëtter op dem Wee zu enger nohalteger Energieversuergung.

Dës Iddi vum Quotenhandel, deen déi grouss CO_2-Emetteure soll dozou brénge fir esou mann wéi méiglech d'Loft ze verpäschten, ass net nei. Déi gëtt et schonn zum Beispill an der Ëmweltpolitik duerch de Protokoll vu Montreal, esou wéi an der gemeinsamer europäescher Agrarpolitik duerch d'Mëllechquoten oder an der Fëschereipolitik. Lëtzebuerg verflicht sech, säin Ausstouss an de betreffende Gase vun 2008 bis 2012 ëm 28% géigeniwwer vum Stand vun 1990 ze senken. Zwar sinn hei zu Lëtzebuerg scho verschidde Saache geschitt, mä de Rescht vum Wee zu dësem Zil kascht eis Wirtschaft wesentlech méi wéi bis elo. An och d'Politik muss an dësem Kontext nach vill Mutt an Iwwerzeegungskraaft beweisen.

D'Länner vun der Europäescher Unioun hu sech engagéiert fir 8% vun hiren Emissiounen ze reduzéieren. D'Contributioun vu Lëtzebuerg ass an dësem globalen Accord mat enger Reduktioun vun 28% par rapport zu 1990 déi bedeitendst. All zesummen hunn déi meescht Industrielänner sech zum Zil gesat, fir an der Period 2008 bis 2012 eng Reduktioun vu 5% par rapport zu 1990 vun den Treibhausgasen ze realiséieren. Dës global Efforten, fir dës Ziler ze erreechen, sinn awer nëmmen eng éischt Etapp am Kader vum Kyoto-Protokoll. Eng Etapp, déi enorm wichteg ass, an - et muss een et betounen - virun allem e Schratt an déi richteg Richtung.

Fir eisen zukünftege Generatiounen eng liewenswäert Ëmwelt ze hannerloossen, hunn d'Klimawëssenschaftler d'Zil ausgeschafft, fir d'Temperaturerhéijung ënnert der Barre vun zwee Grad Celcius par rapport zu der preindustrieller Period ze halen. Fir op dëst Zil ze komme gëllt et elo bis d'Joer 2020 eng Treibhausreduktioun an den Industrielänner vu 40% a bis 2050 souguer e Minus vun 80% ze realiséieren. Aus ëmweltethesche Grënn musse mir dësem Zil méi no kommen, wa mir deenen nofolgende Generatiounen, der wuessender Bevölkerung, am Respekt vun der Würd vum Mënsch, hir Entwécklungschancë berücksichtege wëllen.

Wann de Kyoto-Protokoll de 16. Februar 2005 a Kraaft triede kann, dann ass dëst net nëmmen deen éischte Schratt fir den internationale Klimaschutz, mä et ass och e ganz wichtege Schratt fir d'Wahrnehmung vun eiser ethescher Verantwortung.

Den internationale Klimaschutz muss och iwwer 2012 eraus verstäerkt ginn, am sou genannte Post-Kyoto oder Kyoto-Plus-Prozess. Déi international Politik muss sech op folgend Punkte fixéieren: d'Ëmsetze vun de Kyoto-Verflichtungen, d'Werbe vun den Amerikaner fir si als Partner fir de globale Klimaschutz dozouzegewannen, dat aktiivt Matabezéie vun den Entwécklungslänner, déi weltwäit Notzung vun de Kyoto-Instrumenter, also Emissiounshandel, „joint implementation" an „clean development mechanism", d'Sécherheet vun der Vereenbarkeet vu Welthandelsregele mat multilateralen Ëmweltofkommessen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo hei am Detail op d'Situatioun zu Lëtzebuerg agoen.

Eng Reduktioun vun 28% zum Referenzjoer 1990 kléngt wéi wann dat enorm vill wär. Bedenke muss een awer, datt an den 90er Joren d'ARBED duerch Restrukturatiounsmoossname vu Kuel op Elektresch, op déi sou genannte Filière électrique ëmgestiegen ass an domadder d'CO_2-Emissiounen drastesch gefall sinn.

Zu Lëtzebuerg hu mir de Moment 19 Industriebetriber, där sou genanntener „importants émetteurs". Bemierkt muss ginn, dass d'Halschent vun den Installatiounen zu Lëtzebuerg Cogénératiounsanlage sinn, wuel fir hir, an engem gewësse Mooss, grouss energetesch Efficacitéit bekannt sinn, mä kee Potenzial fir de Réckgang vun CO_2-Emissiounen duerstellen. Si produzéiere mat 3,3 Milliounen Tonnen ongefeier een Drëttel vum Treibhausgas.

Op där anerer Säit hu mir virun allem an deene leschte Joren en enorme Wuesstem am Transportberäich vum Individualverkéier ze verzeechnen. Dëst huet zur Konsequenz, dass eis Kyoto-Wäerter éischter stagnéiere wéi erof ginn. Den Transportsecteur läit bei 5,4 Milliounen an d'Haushalter, wou allerdéngs den Déngschtleeschtungssecteur mat integréiert ass, bei 1,4 Milliounen Tonnen. Alles zesumme mécht dat also hei zu Lëtzebuerg 10,1 Milliounen Tonnen CO_2-Emissiounen aus.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis Regierung huet décidéiert am Zesummenhang mat de Kyoto-Instrumenter, also dem Emissiounshandel, der „joint implementation" an dem „clean development mechanism", an deem Kader, ee Finanzementsfong ze schafen. D'Institutioun vun dësem Fong resultéiert vum nationalen Allocatiounsplang, der Direktiv 2003/84/CE.

Eist Land kann dee virgehollene Wäert vu minus 28% net eleng mat nationale Mesuren erfëllen, esou datt e Recours op déi flexibel Mechanismen néideg ass. Do dernieft ass de Fonds de financement des mécanismes de Kyoto och dofir geduecht, fir op nationalem Niveau energiespuerend Projeten a Programmer finanziell ze ënnerstëtzen an ze initiéieren.

De Budget 2005, dee mer d'lescht Woch op dëser Plaz gestëmmt hunn, gesäit eng Dotatioun vu fënnef Milliounen Euro vir, a laut dem Volume II vum pluriannuellë Programm vun den Dépenses en capital vun de Joren 2006-2008 sinn all Joer 20 Milliounen Euro virgesinn. Dëse Projet de loi vun haut de Mëtteg ass den 20. Abrëll 2004 vum deemolegen Ëmweltminister hei an der Chamber déposéiert ginn. Duerno hunn déi verschidde Chambres professionnelles hir Avisen dozou ofginn; esou hunn d'Landwirtschaftskummer de 14. an d'Privatbeamtekummer den 30. Abrëll, d'Chambre de Travail de 14. Mee, d'Chamber vun de Fonctionnaires et Employés publics den 29. Juni an d'Chambre de Commerce den 23. August 2004 hir Avisen zum Projet ofginn.

De Conseil d'État huet den 8. Juni seng Positiounen zum Projet de loi presentéiert. Verschidden Oppositions formelles hat déi héich Kierperschaft notéiert, esou bei den Artikelen 19 an 20 iwwert d'Constatations d'infraction an d'Pouvoirs et prérogatives de contrôle, esou och datselwecht beim Artikel 21 iwwert déi administrativ Mesuren an d'Sanktiounen an dem Artikel 22 iwwert d'Sanctions pénales. De 16. Juni huet d'Regierung deenen Observatiounen an Oppositioune vum Statsrot am Projet de loi Rechnung gedroen, esou dass de Statsrot a sengem Avis complémentaire vum 28. September säin Accord ginn huet.

De 26. Oktober huet d'Regierung de Projet de loi nach eemol amendéiert an huet dunn dee scho virdrun erkläerte Fonds de financement des mécanismes de Kyoto an den Text integréiert. A sengem zweeten Avis complémentaire vum 7. Dezember huet de Statsrot verschidde Remarquen zum Fonds bekannt ginn, déi vun der Ëmweltkommissioun ugeholl gi sinn.

Déi parlamentaresch Ëmweltkommissioun huet den 22. November dëse Projet de loi um Ordre du jour gehat. An dëser Sitzung ass de Gesetzesprojet vum Minister Lucien Lux presentéiert ginn. An därselwechter Réunioun huet d'Kommissioun mech als Rapporteur zu dësem Gesetz ernannt. D'Kommissioun, déi engersäits begréisst, dass duerch d'Ratifizéierung vu Russland de Kyoto-Protokoll endlech Realitéit gëtt, bedauert op där anerer Säit, dass nach ze vill grouss Länner net um Kyoto-Prozess bedeelegt sinn. Et sinn dëst virun allem: d'Amerikaner, Australien, China an Indien.

Des Weideren hunn d'Membere vun der Kommissioun iwwert déi sou genannten atypesch Situation vu Lëtzebuerg debattéiert. Atypesch; een Term, dee schonn am Rapport beim Vote den 29. November 2001 fir d'Gesetz iwwert d'Approbatioun vum Kyoto-Protokoll gebraucht gouf. D'Kommissioun huet also bemierkt, dass virun allem d'Bensinsconsommatiounen e risegen Afloss op déi national Emissiounswäerter hunn. Ervirgehuewe gouf an dësem Kontext, dass nieft dem Bensinspräis awer och déi geographesch Situatioun an den internationalen Autobunnsréseau en Afloss op déi vill Bensinskonsumente vu Lëtzebuerg huet.

D'Ëmweltkommissioun ass der Meenung, datt am Industriesecteur d'Potenzial, fir d'Treibhausgasémissiounen ze reduzéieren, am klengsten ass an dowéinst, esou d'Meenung vun der Kommissioun, misst an deenen anere Secteure verstäerkt op Energiereduzéierung an Energieeffizienz gesat ginn. Zitéiert goufe bei der Entwécklung vun der erneierbarer Energie nach méi Effortë bei de Ménagen, dëst souwuel beim Energieverbrauch doheem wéi och beim Gebrauch vum öffentlechen Transport, oder d'Promotioun vun der Niddregenergie-Bauweis.

An der Sitzung vum 9. Dezember, direkt also nom leschten Avis complémentaire vum Statsrot, ass d'Ëmweltkommissioun eng weider Kéier zesummekomm fir de Gesetzesprojet esou wéi den zweeten Avis complémentaire vum Statsrot ze diskutéieren. An dëser Sitzung gouf och de Rapport ugeholl.

Ech wëll op dëser Plaz fir déi konstruktiv Diskussiounen an der Ëmweltkommissioun Merci soen, awer och all deenen e grousse Merci soen, déi an deene leschte Wochen esou gutt gehollef hunn, fir dass Lëtzebuerg de Kyoto-Protokoll fristgerecht fir den 1. Januar 2005 a Kraaft huele kann. Mä elo muss och eppes domat geschéien. Mam Akraafttriede vun dësem Gesetz gëtt an engems den Artikel 13bis vun der Loi modifiée vum 10. Juni 1999 relative aux établissements classés mat engem neie Paragraph 6 komplettéiert. Et geet drëms, datt et keng Valeur limite d'émission fir déi direkt Treibhausgasémissioune gëtt.

Esouvill als Rapporteur vun dësem Projet de loi.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, als Spriecher vun eiser LSAP-Fraktioun wëll ech nach e puer Iwwerleeungen zu dësem Projet de loi maachen. Nodeem Russland den Accord vu Kyoto ratifizéiert huet, trëtt en elo de 16. Februar 2005 an Aktioun. Mat Kyoto fänkt en neit Kapitel an der globaler Ëmweltpolitik un. Hei op dëser Plaz wëll ech betounen, dass dëst en nationale Projet ass, dee vun eis alleguer, egal vu wat fir engem politesche Bord, och ëmmer muss gedroe ginn.

Mir Politiker si mat verantwortlech, fir eis Gesellschaft un de Kyoto-Ziler ze sensibiliséieren a fir dee Paradigmewiessel, dee mer brauchen, anzelauden. Mir hunn elo siwe Joer Zäit fir alles drun ze setzen, fir eist Zil vun enger Reduzéierung vun 28% vun den Treibhausgasen ze erreechen. Dës Zäit, déi mer elo hunn, vun 2005 bis 2007, d'sou genannt Testphas, dat heescht déi Joren, wou mir eis un d'Kyoto-Ziler eruntaaschten, respektiv d'Period 2008 bis 2012, also d'Phase contraignante, wou de Kyoto-System richteg funktionéiere wäert, dës Zäit muss eis erlaben eis an déi beschtméiglech Lag fir de Post-Kyoto-Projet ze versetzen.

Mir mussen also an deenen nächste siwe Jore Prémissë schafen, fir am Post-Kyoto-Prozess iwwerhaapt eng Chance ze hunn do kënne matzehalen. Wann net, da gëtt et deier, ganz deier fir eise Statsbudget. Dat kann dann zwëschent 15 Milliounen Euro a 500 Milliounen Euro pro Joer leien, mä dësen Asaz ass et wäert fir eng global Erwärmung vun der Äerdkugel ze verhënneren, well soss an deenen nächsten 20 Joer de Mieresspigel sech ëm ronn ee Meter erhéije wäert.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Dofir musse mer eis der EU-Fuerderung, déi net méi wéi ëm zwee Grad Erhëtzung vun der Äerdkugel, an aller Sachlechkeet uschléissen, nodenken an handelen, ouni dass mer Horrorzeenarien an d'Spill bréngen, wéi Tornadokatastrophen, Jorhonnerthéichwaasser, kee Summer, kee Wanter; all dëst bréngt näischt a gëtt och vun de Leit net ugeholl.

Mir hunn d'Wourecht net gepacht, mir kënnen d'Fakte vum Treibhauseffekt net genau an all Detail evaluéieren. Mir brauchen dofir keng Ideologen, mä dat, wat mir elo wëssen, ass méi wéi genuch fir ze handelen, an dëst esou séier wéi méiglech. Dofir solle mir eis och net hei géigesäiteg culpabiliséieren, mä all zesummen no Léisunge sichen.

Als Preparatioun op déi heiteg Ëmsetzung vum Kyoto-Protokoll an nationaalt Recht hunn ech dee leschten 29. November am Europaparlament zu Bréissel, als President vun der Chamber-Ëmweltkommissioun, zesumme mat mengem Députéierte-Kolleeg Marcel Oberweis a senger Funktioun als Vizepresident vun eiser Ëmweltkommissioun, un enger Sitzung vun den nationalen Ëmweltkommissiounen deelgeholl.

Hei huet ënner anerem de Professer Klaus Töpfer, a senger Funktioun als UNO-Koordinator am Beräich Ëmwelt, ganz interessant These verbreet. Hien huet erkläert, wa mir no der Global Environment Agenda eis Milleniumziler op der Welt erreeche wëlle fir d'Aarmut op der Welt ze senken an zugläich en definitive Klimawiessel ze verhënneren, musse mir eis virun Aen halen, dass niewent de sou genannten Industrielänner, déi bis elo eleng verantwortlech si fir d'Pollutioun vun eiser Äerdatmosphär, do derniewent zum Beispill a China d'Politik dodra besteet, de PIB bis 2020 ze vervéierfachen - also 4-mol sou héich - bei 1,2 Milliarde Mënschen, an eng deementspriechend Energiestruktur amgaangen ass opzebauen. Am Moment ginn a China all Joer 4,4 Milliounen Autoen zougelooss, dat sinn 20 Autoe pro 1.000 Awunner. 2020 sollen et a China 30 Milliounen Autoe sinn, da komme mer op 120 Autoe pro 1.000 Awunner, dëst ass de Leit a China och hiert gutt Recht, zumools wann ee weess, datt et an der EU 700 Autoen op 1.000 Awunner sinn.

Aus all dëse genannte Grënn brauche mir elo eng Energierevolutioun an zugläich musse mir hëllefen, dass och Afrika, Indien a China a sou weider sech wirtschaftlech entwéckele kënnen, wat dann och global der Ekonomie zegutt kënnt an am Endeffekt och eis hei zu Lëtzebuerg.

Wéi wichteg dee richtegen Ëmgank an Zukunft mat der Energie wäert sinn, huet de Klaus Töpfer aus der Ried vum Tony Blair vum Februar 2003 ofgeleet, deen do gesot huet, datt et wuel keen dauerhafte Fridden op dëser Welt gëtt, wann net ugefaange gëtt, de Klimawandel seriö unzepaken an dass an dëse Prozess sech och d'Fraë misste méi mat abezéien.

Des Weideren ass gesot ginn, dass mir eis mussen Zilvirschrëfte ginn a keng Realiséierungsvirschrëften, well net ëmmer déiselwecht global Schemaen zum Zil féieren. Dës Ziler musse jee no Secteur ënnersicht ginn, wéi zum Beispill den Zementbau, d'Stolindustrie, den Transportberäich a sou weider. Mir mussen also Instrumentalien entwéckelen an Impulsprogrammer schafen, fir d'Millenniumsentwécklungshëllef ze realiséieren, ouni en irréversible Klimawandel ze produzéieren.

No dem Bericht vun den Experten, déi domadder beoptraagt ware fir Lëtzebuerg den nationalen Allocatiounsplang opzestellen, wäerte mir eist éiergäizegt Zil vu minus 28% bis 2008 héchstwahrscheinlech net erreechen a jee no Zeenario och nach eventuell wäit doriwwer leien.

Hei e puer Zuelen aus deem Bericht, an zwar ausgedréckt a Milliounen Tonnen CO_2 équivalent. Eist Zil ass 10,086 Milliounen Tonnen; am Joer 2002 lounge mer bei 11,022 Milliounen Tonnen. Den Zilwäert vun 2005 bis 2007 läit bei

11,815 Milliounen Tonnen a fir 2012 bei 13,040 Milliounen Tonnen. Mä esou wéi et elo ausgesäit kënnen dës Zilwäerter net erreecht ginn. 15 Milliounen Tonne sinn de Moment éischter de Fall wéi 13. An och fir 2007 wäerte mir iwwer 11,8 Milliounen Tonne leien. An da riskéiert et deier ze ginn! Wéi vill eis eng Tonn Iwwerschoss wäert kaschten, ass de Moment nach net bekannt; do ginn et just Schätzungen.

Hei zwee Wäerter: Ee vu ville Spezialisten ufanks als realistesch unzegesinnene Käschtepunkt louch bei 26 Tonne pro CO_2. Bei 3 Milliounen CO_2 kascht dat eis also, wa mer se kompenséiere wëllen, 78 Milliounen Euro, a bei 5 Milliounen Euro Iwwerschoss CO_2 schonn 130 Milliounen Euro, an dat all Joer. Am schlëmmste Fall gëtt awer och vun 100 Euro pro Tonn geschwat, wat eis dann 300 respektiv 500 Milliounen Euro pro Joer kaschte kënnt. A wa mir d'Analys vun dësem Dépassement maachen, dann ass et am beschte mol opzezielen, wou d'"gaz à effet de serre" hierkommen.

Et ginn dräi verschidde Kategorien: d'Industrie, d'Ménagen - mat dem Secteur tertiaire, wéi mer gesinn hunn - an den Transport.

Éischtens d'Industrie mat 3,11 Milliounen Tonnen, an dat ass net ze évitéieren. Mir si frou fir déi Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, well si sinn et déi den Industriestandort Lëtzebuerg sécheren.

Am Moment falen 19 Entreprisen ënnert den Allocatiounsplang. Do hätte mir mol fir d'éischt d'Goodyear mat der CEGYCO (eng Joint Venture tësche Goodyear a Cegedel), dann DuPont (DuPont Powerhouse a CEDUCO Cogeneration Plant), d'Guardian (Luxguard I an II), sou wéi d'Intermoselle. An dann d'Kronospan, dës Firma huet gläich véier Installatiounen (Kronospan Boilerhouse, Kronospan Kraftwärmekopplung, Kronospan Fibre Dryer a Kronospan Flake Dryer). Dann hu mer d'Luxlait, sou wéi verschidden Deeler vun der Arcelor (ARES, Profil ARBED Déifferdeng, Profil ARBED Esch/Belval, sou wéi déi nei Installatioun vu Profil ARBED op Esch/Belval. Bleift nach zum Schluss d'Firma Primus an d'TGV-Zentral vun Esch/Alzette.

Dës 19 Entreprisen, déi jo am Fong laut Allocatiounsplang déi Firme sinn, déi am meeschte waarm Loft produzéieren, also Responsabel fir den Treibhauseffekt sinn, beschäftegen hei am Land 10.000 Leit! Erhiewe muss een och, datt et déi Industrie ass, déi hir Emissiounen als eenzeg an deene leschte Jore reduzéiert huet, an trotzdeem sech ëmmer weider entwéckelt huet an hirer Technologie. An all deenen anere Secteuren ass dat net de Fall. Do kënnt ëmmer nëmmen CO_2 dobäi.

Bei dësen 19 Entreprisen ass och d'TGV-Zentral vun Esch, déi bal fir een Drëttel vun deenen Emissiounen am Industriesecteur verantwortlech zeechent. Mir hu bei der TGV-Zentral vun Esch 150 Milliounen Euro investéiert, fir iwwer 1 Millioun Tonnen CO_2 ze produzéieren, déi eis all Joer e Minimum vun 23 Milliounen Euro an e Maximum vun 100 Milliounen Euro riskéieren ze kaschten an Zukunft.

D'TGV-Anlag ass um europäeschen Niveau schonn eng ganz sënnvoll Anlag, mä fir Lëtzebuerg kënnt se am Kader vu Kyoto deier ze stoen. Am Kontext vun der TGV-Zentral vun Esch muss och en Ëmdenke kommen, sou datt déi eng Millioun Tonnen CO_2, déi bis elo an den Himmel geblose ginn, valoriséiert ginn, an dëst duerch Gebrauche vun der Hëtzt.

Et ass hei onbedéngt drop hinzeweisen, datt mat den Investitiounen a Cogénératiounsanlagen kaum nei Aarbechtsplaze geschaf gi sinn. An dat riskéiert fir eist Land en Dauerproblem ze ginn. Mir mussen dëst ganz realistesch gesinn.

D'Devise muss also heeschen: All Sonnestrahl, dee mir an Hëtzt respektiv a waarmt Waasser ëmwandelen, muss onbedéngt genotzt ginn. Mir mussen do ëmdenken.

Eng zweet Kategorie vun Haapt-émetteuren ass den Transportsecteur mam Trafic, dee mat 6,8 Milloune fir 2012 relativ dramatesch ass, well de Wäert vum CO_2 Stroosseverkéier 1990 bei 2,9 Milliounen Tonne louch; dat ass also méi wéi duebel esou héich.

Hei ass ganz kloer d'Aspuerpotenzial am Gréissten an dofir musse mir hei nach vill méi Effortë maachen; dëst si virun allem den öffentlechen Transport auszebauen an ze promovéieren. Et muss op jiddfer Fall an d'Schinn investéiert ginn. D'Prioritéite si folgend, déi ech op dëser Plaz nach eng Kéier wëll kloer nennen:

De Raccordement vum Kierchbierg mat Train-tram un d'Dummeldenger Streck, an enger éischter Phas bis bei den Utopolis. Ech si fest dovun iwwerzeegt, dass duerch eng séier Mise en service vun Trainstrams vun der Gare-Lëtzebuerg bis op de Kierchbierg bei den Utopolis, mir hei zu Lëtzebuerg duerch dës Realisatioun en echte Quantesprong am Beräich vum öffentlechen Transport maache kënnen an et domat och wierklech zu engem Ëmdenken am Benotze vum öffentlechen Transport kënnt.

Une voix.- Très bien.

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Des Weideren ass d'Mise à double voie vun der Linn Péiteng-Lëtzebuerg eng weider grouss Prioritéit, esou wéi de Projet vun enger neier Eisebunnsgare op Esch-Belval. Am Kontext vum Transportsecteur kënnt een awer net derlaanscht, fir iwwert den Tanktourismus ze schwätzen. Bei dësem Sujet ass einfach Aarbecht, Courage an Duerchsetzung ugesot, well mir kommen net derlaanscht.

Wéi scho beschriwwen hunn nieft deene méi wéi deiere Bensinspräisser, wéi an eisen Nopeschlänner, och déi geographesch Situatioun vu Lëtzebuerg an den internationalen Autobunnsréseau en Afloss op d'Bensinsconsommatiounen zu Lëtzebuerg. Ech wëll nach eng Kéier ernimmen, dass d'CO_2-Emissiounen, déi aus dem Stroosseverkéier resultéieren, am Kyoto-Referenzjoer vun 1990 bei 2,9 Milliounen Tonne loungen a sech mëttlerweil also méi wéi verduebelt hunn.

Fir emol e bëssen ze illustréieren: Am „Tageblatt" vum Samschdeg, de 16. Oktober 2004, steet iwwert d'Aire de Berchem, dass dës virun 20 Joer aménagéiert ginn ass a bis haut ëm dat Zéngfacht vergréissert ginn ass. Do passéiere pro Joer ronn dräi Millioune PKWen a 600.000 Camionen. Den Ëmsaz läit bei 300 Millioune Liter Treibstoff. Dëst ass déi gréissten Tankstell hei am Land, awer och an Europa. An dann hu mir nach do derbäi d'Aire de Capellen a ganz vill Grenztankstellen, wou een enormen Ëmsaz ass. Hei zu Lëtzebuerg läit de Bensin-pro-Kapp-Verbrauch bei 18 Liter pro Dag, par conter an Däitschland an an den USA bei zéng Liter pro Dag, an an der Moyenne vun den OECD-Industrielänner bei sechs Liter pro Dag.

All dëst kënnt am Kader vu Kyoto mat der Zäit eise Statsbudget deier ze stoen. Do musse mer elo déi richteg Rechnunge maachen an da gesinn, dass mer am Laf vun der Zäit déi richteg Handlunge virhuelen.

Am Kontext vum Tanktourismus muss ee bemierken, dass et nach esou een ähnleche Problem gëtt wéi mat den Tankstellen, an zwar deen an der Loft, an zwar de Flugverkéier. Bis elo ass an der Kyoto-Diskussioun de Flugverkéier net abezu ginn. Dëst muss nach nogeholl ginn, weltwäit, europawäit an och hei zu Lëtzebuerg.

Den drëtte Secteur vun den CO_2-Emissioune sinn déi Emissiounen, déi vun den Haushalter gemaach ginn. Et sinn am Ganzen 1,4 Milliounen Tonnen CO_2. An deem Secteur, wou eis Leit liewen an ee groussen Deel vun eisem Akommes hierkënnt, gëtt am mannsten CO_2 produzéiert. Mir musse bedenken, datt hei dee ganze Secteur tertiaire drënner fält, also dee Beräich, wou dee gréissten Deel vun eise Leit schaffen, a mir déi héchst Valeur ajoutée hunn.

Niewent Kyoto si mir dann nach een anert Engagement agaangen, an zwar fir zirka 5,7% vun eisem nationale Stroumverbrauch mat erneierbarer Energie hierzestellen. Dofir hu mir op d'Fotovoltaik an d'Wandrieder gesat, eng gutt Technologie a sënnvoll Initiativ, déi eis leider net op der CO_2-Kyoto-Bilanz guttgeschriwwe gëtt.

Résuméiere kann een d'Saach esou: Mir hu vill an der Ëmweltpolitik gemaach, mä leider kënnt et eis an der Kyoto-Prozedur net zegutt, au contraire, villes penaliséiert eis nach derbäi. Mir hunn eis an der Fotovoltaik op 20 Joer fir jährlech 14 Milliounen Euro Subsiden engagéiert, déi mat 100 Milliounen eemolege Subsidë beim Bau, eis finalement 380 Milliounen Euro kaschten.

De Kolleeg François Bausch huet bei senger Budgetsdebatt ufanks Dezember drop higewisen, datt mir esou Investitiounen am Sënn vum Fortschrëtt an engem Impuls fir dës Technologien onbedéngt maache mussen an hien huet dat hei mat aneren Technologien an der Vergaangenheet treffend verglach.

Fir Kyoto ginn eis dës enorm finanziell Efforten awer mat null Tonnen CO_2 guttgeschriwwen. Mir hunn also hei global ëmweltméisseg eng richteg Aktioun gestart, mä dat investéiert Geld kënnt eis net zegutt. Hätte mir se an engem Entwécklungsland gebaut, da géif dës Investitioun eis guttgeschriwwe ginn. Klimatesch wär et global gesinn datselwecht Resultat.

(Interruptions)

Zousätzlech hätte mir nach sënnvoll Entwécklungshëllef bedriwwen. Mir mussen eis also fir d'Zukunft iwwerleeën, ob mir net op de Wee vun Holland sollte goen, wou se pragmatesch gehandelt hunn an esou Investitiounen op Plaze gemaach hunn, wou se hinnen am Kyoto-Protokoll guttgeschriwwe ginn.

Esou wéi et momentan also ausgesäit, si mir éischter derbäi eis op 5 Milliounen Tonnen Iwwerschreidung am Kyoto-Beräich zouzebewegen, wéi op dee vun den Experten ugepeilten Zilwäert vun 3 Milliounen Tonnen.

Wat ass also elo um nationale Plang hei zu Lëtzebuerg ze maachen? De Spillraum ass kleng an et gëtt nëmmen déi heite Strategien: all weider CO_2-Steigerung zu Lëtzebuerg vermeiden, d'Energieeffizienz erhéijen; dat ass der OECD no d'Thema souwisou schlechthin. Heiranner läit fir si déi bal eenzeg Léisung fir de Klimakollaps ze évitéieren. Einfach méi Kilowattstonnen aus enger Tonn Kuelen, aus engem Metercube Gas, aus engem Liter Masutt erauszehuelen, well soss steigt den CO_2-Ausstouss vun elo 23 Milliarden Tonnen op 38 Milliarden Tonnen. Dat ass och hei zu Lëtzebuerg méiglech.

Déi nei EU-Gebairichtlinnen, déi fir all Gebai e sou genannten Energiepass virgesinn, esou schnell wéi méiglech anzeféieren an hei net no der Method „business as usual" virzegoen, mä dee vun der EU geloossene Spillraum effektiv, effizient an zilorientéiert national ëmzesetzen. D'Heizungstechnike förderen, déi eis CO_2-Bilanz net weider belaaschten. Heizou zielen: d'Biomass, woubäi och Holzverbrennungsanlage gehéieren, Wärmepompelen, Solarenergie fir waarmt Waasser, de Wärmebedarf fir d'Lüftung an de Gebaier ze reduzéieren an nach villes méi.

Iwwert den Tanktourismus nodenken. Et wier vläicht ubruecht, fir sech emol um wëssenschaftlechen Niveau mam Phenomeen Tanktourismus ze beschäftegen. Eng Impaktstudie misst gemaach ginn.

Dat si Problemer, déi schnellstens an Ugréff musse geholl ginn an hei heescht et ganz besonnesch: Wa mir nach méi spéit kommen, da gi mir zolidd vun der Zäit bestrooft.

Wann ech dann op déi eenzel Punkten aginn, da gesäit een, datt dat net einfach an net ouni Konflikter wäert erofgoen, mä hei ass schonn en nationale Konsens verlaangt. Wat heescht dat, all weider CO_2-Emissiounen ze vermeiden? Dat heescht zum Beispill, dass mir eis keng weider BHKW-Anlagen hei am Land méi leeschte kënnen, mä am Sënn vu Kyoto musse mir erëm vill méi Solaranlage prônéieren.

D'Devise muss och heeschen: Keng Keelt méi mat Hëtzt maache bei deene grousse Verwaltungszentre mat risege Klimaanlagen. D'Subsidepolitik bei erneierbaren Energië muss iwwerduecht ginn, dat heescht zum Beispill, dass mir ënnersiche sollen, ob mer déi nei Eoliennen a Fotovoltaikanlagen, déi mer hei am Land bauen, net besser an esou Länner solle bauen, wou mir d'CO_2-Erspuernis guttgeschriwwe kréien. Dat kéint zum Beispill gläichzäiteg och een interessante Bäitrag zur Entwécklungspolitik duerstellen. Op dësem Plang kënne mir eis e grousst Beispill un Holland huelen. Erneierbar Energië mussen op alle Fall weider gefördert ginn, och wann nei Wäerter musse festgeluecht ginn.

Eise But ass et jo, dass 5,7% vum Stroumverbrauch mussen aus erneierbarer Energie bestoen. Den Ament leie mer bei 2,7%. Dat ass also nach ee Stéck Aarbecht.

D'Ëmweltpolitik ass global an do ass et egal, ob mir an Zukunft och Anlagen an esou Länner opriichten, wou mir mat deemselwechte Geld méi erreeche wéi heiheem, well mir den CO_2 jo och nach bilanzéiert kréien. Wéi gesot, d'Hollänner hunn hei e Programm op d'Bee gesat, wou mir eis kënnen drun orientéieren. An d'Hollänner hunn hei och nach esou munch ganz interessant Initiative geholl, wéi zum Beispill den Handel mat grénge Certificaten, wat eng Aart ëmweltbewosst Kooperatioun bedeit; an de System funktionéiert besser wéi erwaart. Am Joer 2002 goufen 32.000 Certificaten am Wäert vun zirka 270 Milliounen Euro gehandelt. Dëst einfach als Beispill, dass mir och hei sollten eegen Iddië produzéieren.

Ganz vill Energie spuere kann ee bei deene gebailechen Infrastrukturen. Dëst sief bei de Privathaushalter wéi och um Niveau vun den Entreprisen oder den öffentlechen Ariichtungen. An dësem Kontext läit eng EU-Direktiv vir, d'Direktiv 2002/91/CE vum Parlament a Conseil vum 16. Dezember 2002 iwwert d'Performance énergétique des bâtiments.

D'Objektiver vun dëser Direktiv si folgend:

- d'Schafe vun enger Rechemethod iwwert déi energetesch Performance vu grousse Gebaier;

- d'Anhale vu minimalen Exigenzen a Saachen Energie bei neie Gebaier;

- d'Anhale vun de minimalen Exigenze bei Renovatioune bei bestoende grousse Gebaier;

- d'Zertifikatioun vun der Performance énergétique bei de Gebaier;

- eng regelméisseg Inspektioun vun de Chaudièren an de Klimaanlagen an de Gebaier, esou wéi d'Evaluatioun vun den Heizungen, wa se méi wéi 15 Joer al sinn.

Heimadder fuerdert eis Sozialistesch Fraktioun d'Regierung op, esou séier wéi méiglech dës Direktiv an nationaalt Recht ëmzesetzen. Si muss et der EU no bis den 1. Januar 2006 sinn. Dës Iddië vun der Direktiv sollte mir virun allem beim Neibau geziilt asetzen a fir de Bestand esou ëmsetzen, dass mëttelfristeg sech hei de minimale Verbrauch vum selwen astellt. Ech wëll Iech just hei e puer Wäerter ginn, a wat fir eng Richtung een do muss schaffen.

D'Banken hunn haut zum Beispill Wäerter vun 350 bis 600 kWh/m^2 pro Joer, oder wéi een dat haut résuméiert, déi Eenheet a K, do misst een op 110 K kommen. D'Bürosgebaier sinn haut bei 200 bis 600 K, d'Zil misst hei 80 K sinn. E ganz frappant Beispill sinn eis Schwämmen. Eis Schwämme leien haut bei 2.500 bis 4.000 K, do misst een op 1.800 K erofkommen. Da misst een am Albau, wou et hautdësdags Wäerter vun 150 bis 300 gëtt, erof op 150 kommen, an an Neibauten bis op 100 respektiv 50 kommen. Bemierke muss een hei virun allem de Courage a politesche Wëlle vun eise belschen Noperen, déi ee K-Wäert vu 45 bei neie Gebaier ustriewen.

Dës Philosophie misst sech awer elo an de Cahiers des charges vun de Soumissioune vu Stat a Gemengen erëmfannen, an d'Architekten an d'Ingenieure mussen do matzéien. Virun allem am privaten Hausbau muss Energie gespuert ginn, dëst duerch d'Konzeptioun vun ëmmer méi neie Passivhaiser, wou den Energiebedarf bei manner wéi 15 kWh pro Joer läit.

De Secteur vun den Haushaltsstéit produzéiert praktesch 15% vun den CO_2-Emissiounen. Do musse mir also iwwert de Wee vun neie Konstruktiounstechnologien handelen. Heimadder hätt een dann eng Chance, déi Zilwäerter vum Allocatiounsplang ze erreechen. Heimadder erreeche mir dann och zwangsleefeg op dem Gebitt vun de Gebaier eng méi héich Energieeffizienz.

Mir hu keng Alternativ a scho guer keng Zäit ze verléieren. Et ass e prioritären Dossier, well mir riskéiere vill. Mir mussen ewech vun eisen Denkscheme vu bis elo, dat heescht Moyenen asetzen. Mir mussen op Resultater hischaffen. Am Kader vum Post-Kyoto-Prozess, also no 2012, wou d'CO_2-Emissiounen nach méi wäit mussen erofgesat gi wéi zum Beispill déi 28% hei zu Lëtzebuerg, wou d'EU 40% verlaangt, musse mir elo schonn ufänke weltwäit, europawäit an och hei bei eis mat der Privatindustrie an net zulescht mat der Äerduelechindustrie genau dës Reduktioun vun den CO_2-Emissiounen ze diskutéieren. An dësem Beräich musse mir op d'Zesummenaarbecht setze mat der Privatwirtschaft, fir si mat an d'Boot ze kréien, fir d'Zil vun den CO_2-Emissiounen a -Reduktiounen ze erreechen.

Et ass kloer, dass d'Privatwirtschaft nëmme matzitt, wa si sech an hirem But erëmfënnt. Kyoto ass also och en ekonomeschen Challenge. Souguer d'Assurancëgesellschafte warnen dovir, dass d'Käschte méi héich am Energieberäich wäerte sinn, wa mir näischt ënnerhuelen, amplaz wa mir vun elo un ufänken d'Kyoto-Ziler ëmzesetzen. De verstäerkten Asaz vun der Atomenergie, wéi dëst a verschiddene Länner am Kader vum Kyoto-Protokoll geschitt, kann net dee richtege Wee sinn, do musse mir eis vehement dergéint wieren.

Fir een Ëmdenken an der Gesellschaft ze erreechen, brauche mer och d'Ëmwelterzéiung an de Schoulen. Hei ass virun allem eist Léierpersonal gefuerdert, datt si eise Kanner vu klengem un de Respekt vis-à-vis vun eiser Ëmwelt vermëttelen. Ähnleches gëllt fir d'Entwécklungslänner, déi mir nëmme kënne vun där néideger Klimawenn iwwerzeegen, wa mir

och do op der Plaz Léisungen ubidden a realiséieren.

Mir sollten also an Entwécklungslänner Projete mat erneierbaren Energien, mat Biomass a Biogas, realiséieren, fir do de richtege Wee vun Ufank un opzeweisen. Dës Projete sollte vun engem nei ze schafende Fong finanzéiert ginn, deen niewent dem Klimafong fir Mission trading an niewent dem Entwécklungsfong leeft a sech net mat deene vermëscht, a wou d'Zil misst sinn, déiselwecht uviséiert Héicht vun 1% vum PIB ze erreechen.

Fir Transparenz am Dossier Kyoto-Protokoll an deenen nächste Joren ze behalen, wäre mir och frou, wann d'Regierung déi gesamt Aarhus-Konventioun mat hiren dräi Voleten iwwert den Accès à l'information en matière d'environnement an déi doraus entstehend Moyenen an nationaalt Recht géing ëmsetzen. Ënnert dem Numm Kyoto musse mir an Zukunft eng Tankstell gesi fir nei Energië fräi ze maache fir no-an ëmzedenken. An deem Kader solle mir och op eis Uni Lëtzebuerg setzen, fir hei Denkfabriken ze schafen, dëst zesumme mat de Forces vives, der Politik an der Zivilgesellschaft. Am Koalitiounsprogramm stinn d'Structures de recherche, déi am Kader vun der Uni kéinten agesat ginn. Heirop musse mir bauen.

Des Weidere muss de Stat Impulsprogrammer fir Nischen, fir Biomass oder Holzhackschnitzelanlage schafen. D'Ëmsetze vum Kyoto-Protokoll ass eng wichteg Etapp fir d'CO_2-Emissioune weltwäit erofzesetzen. Mä dëst ass net d'Enn, mä eréischt den Ufank vun enger neier Energierevolutioun.

Dobäi muss och versicht ginn all Länner an dëse Prozess anzeschléissen. Den Ament hu just véier industrialiséiert Länner de Kyoto-Protokoll nach net ratifizéiert: d'USA, Australien, Liechtenstein a Monaco. Mir brauchen e Paradigmewiessel, eng Effizienzrevolutioun am Thema Energie. Mir brauchen eng Allianz vum Klimawandel. Wie Klimaschutz wierklech wëllt, dee muss an de Wirtschaftsprozess massiv agräifen an de globale Secteur vun der Energieproduktioun an dem Energieverbrauch ëmsteieren.

Ouni de Kyoto-Protokoll géif sech wahrscheinlech näischt ännere. Elo mam Kyoto-Protokoll kënne mir eis déi integréiert Instrumentarië ginn, fir am Post-Kyoto-Prozess déi grouss an décisiv Strategien zum Klimawandel ze entwéckelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, heimadder bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Sou wéi ofgemaach, a well den Här Minister aner Verflichtungen huet, schwätzt d'Regierung elo an ech géif dofir dann elo dem Här Minister Lux d'Wuert ginn.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Merci, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen. Deen Débat léisst mech zwar e bësse sur ma faim, well ech hätt mer léiwer Zäit geholl fir där Debatt nozelauschteren an da kënnen ze äntwerten. Sou wäert ech dann an deenen zwanzeg Minutten, déi d'Regierung zur Verfügung huet, versichen op dat ze äntwerten, wat ech unhuele wat am Laf vun deenen nächsten zwou, dräi Stonnen hei nach wäert gesot ginn, an ech géif och direkt proposéieren, dass mer vläicht all eventuell Motiounen, wann d'Auteuren domat d'accord sinn, an der Ëmweltkommissioun nach eng Kéier géinge behandelen, well ech net an der Lag sinn elo op Motiounen, déi ech net kennen, och schonn eng Positioun vun der Regierung ze huelen.

Wann ech an zwou Stonnen - mol net - op Buenos Aires fléien, dann deet et mer gutt ze wëssen, dass mer dann zu deene Länner gehéieren, déi da Kyoto ratifizéiert hunn. Well ech muss soen, et wär mat engem gewëssene schlechte Gewëssen dohinner ze fueren an do - wann ech dat esou däerf soen - déck Baken ze maachen a mol doheem seng Hausaufgaben net gemaach ze hunn, à savoir den 1. Januar 2005 an der Lag ze sinn, fir deenen Industrieanlagen eng Autorisatioun ze ginn op der Basis vun deem Allocatiounsplang, deen Ufank November vun der Europäescher Kommissioun fir Lëtzebuerg ugeholl ginn ass.

Ech wëllt awer och fir d'éischt all deenen, déi an deene leschte Méint matgehollef hunn dee Prozess hei ze steieren a mol wéinstens à ce stade zu engem gudden Enn ze féieren, Merci soen. Dat geet u mat menge Virgänger - de Charles Goerens an den Eugène Berger -, déi d'Virbereedunge vun der Direktiv an dem Projet de loi gemaach hunn zu den Diskussiounen, déi an der Tripartite an och hei an der Chamber Enn Abrëll stattfonnt hunn. Dat gëllt awer och fir all déi hei an der Chamber, an der Kommissioun, an och de Rapporteur besonnesch, wéi och eise Fonctionnairen, déi an deene leschte Wochen a Méint vill geschafft hunn, fir engersäits den Allocatiounsplang ënner Daach ze kréien a fir anerersäits d'Direktiv an och de Fong ze preparéieren an nach haut de Mëtten an der Mëttegstonn zu Bréissel mat der Belsch ze verhandelen an ze diskutéieren iwwert dee gemeinsame Register, dee mer eis virgeholl hunn a wou mer den Dënschden aacht Deeg um Sommet mat der Belsch dann och héchstwahrscheinlech - ginn ech dovun aus, no deem Bericht deen ech kritt hunn - zu engem Accord kommen, fir dat gemeinsam mat der Belsch ze maachen an domadder en Deel vun der Direktiv a vum Gesetz dann och mat hinnen zesummen ëmsetzen.

Dëst ass - an de Rapporteur huet dat mat relativ pregnante Wierder, déi ech ënnerstëtzen, hei kloer gemaach - eng Veranstaltung, déi an d'Käpp vun alle Biergerinnen a Bierger an dësem Land muss goen. Dëst ass awer och eng Veranstaltung, déi an d'Politiker an an d'Ministere vun der gesamter Regierung muss goen. Well spéitstens wéi de Rapporteur hei vun den Direktive geschwat huet, ass mer dach agefall, dass déi Direktiven, déi zum Beispill fir méi Energieeffizienz bei de Gebaier solle suergen, net eleng du domaine si vum Environnement, dat betrëfft de Ressort vun der Ekonomie, dat betrëfft de Ressort vum Logement, dat betrëfft oft och de Ressort vun de Finanzen a vum Budget, an dofir ass et kloer, dass wa mer hei iwwer Kyoto schwätzen, dat net eleng eng Ëmweltdebatt ass, mä eng national politesch global Debatt, déi mer dann an deenen nächste Joren ze féieren hunn.

Et kënnt een elo fir unzefänken op eng ganz Rei vun Entwécklungen op der Welt agoen an e puer Zuelen trotzdeem nennen. Wann een iwwer Kyoto dobausse mat de Leit schwätzt, huet ee Schwieregkeete kloer ze maachen, wat dat am Esprit an an de Mentalitéite fir déi nächst Joren heescht. De Coût deen dat fir d'Gesondheet vun den zukünftege Generatioune vun eise Kanner an deene Generatiounen, déi duerno kommen, heescht. Wat dat u gesellschaftleche Coût u Mënscheliewe wäert bedeiten, haut schonn a wäert an Zukunft bedeiten, wat dat u Coût wäert bedeite fir d'Biodiversitéit, fir d'Aartevillfalt, souwuel bei Fauna wéi bei Flora, wat dat wäert heeschen u Coût fir d'Entwécklungslänner, déi déi éischt gestroofte wäerte sinn - an ech wäert herno kuerz iwwert d'Diskussiounen, déi am Moment amgaange sinn zu Buenos Aires, agoen -, an dat wäert och dat heeschen, wat u Coût fir d'Landwirtschaftsausfäll, déi am Moment ëm ronn 10 Milliarden Euro eleng d'Joer duerch de Klimawandel gerechent ginn.

Loosse mer eis eng Kéier ee fir allemol an de Kapp setzen, dass mer säit 1990 déi zéng wäermste Summeren haten an deene leschte Joren. De Summer 2003 war dee wäermste Summer an deene leschte 500 Joer. Säit der Industrialiséierung si mer ëm 0,6 Grad Celsius Äerderwäermung op der Welt an d'Luucht gaangen; ëm bal awer ee Grad Celsius hei an Europa eleng. Mir hunn déi héchsten Erwäermung säit 1.000 Joer um europäesche Kontinent. De Mieresspigel - gëtt gerechent - wäert bis 2100 - dat ass net méi laang - ëm 88 Zentimeter nach an d'Luucht goen. Dat trëfft dann un Iwwerschwemmungen 100 Millioune Mënschen op eisem Planéit. D'Flutwellen, déi heimadder och verbonne sinn, hunn 1960 - och net laang hier - siwe Milliounе Mënsche betraff; si betreffen haut 150 Milliounе Mënschen. An déi Canicule vun 2003, vun där ech geschwat hunn, an do ass d'Wëssenschaft mat Ausnahm vun e puer Amerikaner, déi d'Administratioun Bush beroden, sech an der Tëschenzäit iwwert d'ganz Welt eens, dass déi e Resultat war vun dem Klimawandel, huet 26.000 Leit d'Liewe kascht an huet 13,5 Billiounen Dollar Schued op der Welt verursaacht.

Geet dat duer fir och hei zu Lëtzebuerg, verwinnt wéi mer si vum Konsum an anere Gewunnechten, kloer ze maachen - dat, wat de Rapporteur elo hei gesot huet -, dass dat doten eng Revolutioun ass, déi vill méi wäit geet wéi dat, wat mer vläicht haut an dee Gesetzestext do eraliesen?

Ech hunn e Samschden den Owend en Erliefnis gehat, wou ech geduecht hunn, an deem Film wiere mer net. Dat war den Artikel, ze liesen op der éischter Säit vum „Le Monde“, geschriwwe vum Guy Dollé, dem Boss vun der Arcelor, zesumme mat dem PDG oder dem President vu Lafarge, ech weess den Numm net méi, deen iwwerschriwwe war „Kyoto oui, la directive européenne non“ an deen eis erëm eng Kéier eragedriwwen huet an dee laangen alen traditionellen, an ech hat gemengt iwwerwonnenen, Dissenz tëschent Ekonomie an Ekologie; ze soen, hei geet et schlussendlech nëmmen ëm eng Bestrofung vun der europäescher Industrie an et geet nëmmen drëm, fir iwwert en Dumping environnemental dofir ze suergen, dass d'europäesch Industrie bestrooft gëtt a pénaliséiert gëtt par rapport zu der amerikanescher, der australescher an aneren, déi net gebonne sinn an déi sech net - politesch am Moment - banne loossen un esou Ziler.

Ech hat gemengt, mir hätten deen Dissenz an der Tëschenzäit iwwerwonnen, well mer verstanen hätten, dass déi Schied, mëttel- a laangfristeg, déi eis de Klimawandel verursaacht, et de loin um Niveau vu Kompetitivitéitsverloschter vun engem eventuellen Dissenz, dee mer do hunn, wäerten ausmaachen. An dofir ass et, mengen ech, enorm wichteg och haut kloer ze maachen, an och zu Buenos Aires, dass Europa hei eng Roll ze spillen huet als Wäertegemeinschaft par rapport zu deem, wat mir fir déi zukünfteg Generatiounen um Planéit hei wëlle maachen.

En Zukunftsmodell duerzestelle fir déi zukünfteg Generatiounen. An da soen ech, 2003 war jo d'Geleeënheet schonn eng Kéier, wou dat aalt Europa - wéi een et gemengt huet - gewisen huet, wéi mer e Modell kënnen duerstellen. Hei ass en zweet Beispill, no deem kriegerischen, wat mer schonn dëst Joer haten, an en zweete Wee wou Europa ka weisen, dass se un d'Zukunft vun de Generatiounen denkt an dass se Verantwortlechkeet géint Irresponsabilitéit an dësem Punkt setzt.

Energieeffizienz zesumme mat Klimaschutz, dat ass mengen ech dat, wat d'Ekonomien op der Welt an deenen nächste Jore brauchen, an dofir ass et fir eis an och eis Présidence wichteg, dass an allen Dokumenter, ouni Ausnahm, de Klimawandel an den Développement durable déi zwee Punkte sinn, déi mer während sechs Méint an allen Enceinten an an allen Instanze wäerte versiche weiderzedreiwen.

Woubäi ech dem Rapporteur - ech mengen, hie weess et selwer - wëll soen, dass et eng onwahrscheinlech Gratwanderung wäert sinn tëschent deene Spannungen, déi mer tëschent de Länner hunn, déi mer awer och innerhalb vun eise Gesellschafte wäerten hunn, a wou mer vill Iwwerzeegungskraaft wäerte brauche fir do virunzekommen.

Ech wëll kuerz e puer Wierder soen iwwert dat, wat zu Buenos Aires sech an deene leschten Deeg ofspillt a wat een net optimistesch mécht. Et ass esou, dass mer säit enger Woch do diskutéieren, wéi mer eng strukturéiert Diskussioun solle féieren an deenen nächste Joren. Mir schwätzen net iwwert d'Zilsetzungen, mir schwätzen net iwwer Inhalter. Mir schwätzen net doriwwer, wéi d'Post-Kyoto-Prozedur an dee Prozess kënnten ausgesinn, mä mir kucke mol eis eens ze ginn, wéi mer dann am Joer 2005 et fäerdeg bréngen, an enger strukturéierter Debatt mat alle wichtegen Energiefrësserten - besonnesch engem -, wéi mer mat deene kënnen eng Diskussioun féieren.

Mir hunn ze di mat enger Bush-Administratioun, déi sech ganz zréckhält, ob se bereet ass, deen een oder anere Seminär matzemaache fir ze diskutéieren, wéi d'Diskussioun soll gefouert ginn. Mir hunn ze dinn zu Buenos Aires mat Saudi-Arabien, wat sech am Moment virstellt - an dat muss ee sech eng Kéier zergoe loossen -, wat sech virstellt, dass Europa eng finanziell Kompensatioun muss leeschten u Saudi-Arabien an un déi arabesch Länner fir deen Ausfall, dee se wäerten hu beim Verkaf vun hirem Pëtrol, wa mer méi erneierbar Energie a wa mer méi Energieeffizienz kréien.

Dat ass dat - nëmme fir ze setzen, géint déi Ried hei, déi eng ganz gutt an eng engagéiert Ried war vum Rapporteur, einfach do dergéintzesetzen, mat wat fir enge grousse Problemer mer an deenen nächsten Deeg, Wochen a Méint wäerten hei ze di kréien.

Da mengen ech steet op deem Plang do nëmmen eppes: de Versuch ze kucken, ob mer - an do gëtt et dräi, véier Modeller, déi zur Diskussioun stinn - e flexibele Mechanismus fanne fir Amerika an dat Boot eranzekréien. Wann et net ass mat contraignantë Reduktiounsziler, well dat héchstwahrscheinlech e bëssen illusoresch wär ze mengen, da wéinstens doduerch dass mer déi Efforten, déi Investitiounen och finanzieller Natur, déi Amerika mécht fir Technologië weiderzedreiwen, déi eis hëllefen op där anerer Säit méi Energieeffizienz, besonnesch am Industrieberäich oder um Niveau vun der Automobilindustrie, ze kréien, dass déi mat kënne gerechent ginn.

Ech mengen, dat ass eng Méiglechkeet déi sech stellt, oder awer ze hoffe bei Amerika, an dat ass jo schonns öfters gesot ginn, dass jo d'Administratioun Bush net amgaangen ass encercléiert ze ginn - dat wier duerch d'geographesch Positioun vu Washington e bësse schwiereg -, mä dass ee jo awer muss feststellen, dass an Amerika an de Bundeslänner eng Entwécklung amgaangen ass, mat aacht Bundeslänner, déi op d'Geriicht gaange sinn, ënner anerem ass Kalifornien derbäi, ënner anerem ass New York derbäi, ënner anerem ass Massachusetts derbäi, anerer wéi de Maine an de Connecticut hunn eege Gesetzer gemaach, fir d'Reduktioun vun CO_2-Emissiounen an hire Bundeslänner weiderzedreiwen. An et gëtt eng ganz Rei vun namhaften Industrien - amerikanescher -, déi fräiwëlleg amgaange si sech ze interesséiere fir den Emissiounshandel an u Réuniounen un Europa deelhuelen, fir sech dorobber ze preparéieren. Et ass also dach awer e gewëssenen Optimismus unzesoen, dass mer et fäerdeg brénge mat enger flexibeler Attitüd a flexibele Mechanisme weiderzekommen.

A schlussendlech muss een op deem internationale Plang soen, dass deen eenzege gerechte Virschlag, deen um Dësch läit, jo u sech dee brasilianeschen ass. Dee brasilianeschen, deen u sech ganz einfach, mä enorm gerecht ass, nämlech ze soen: Mir mussen eis eng Zilsetzung ginn, dass jiddfer Äerdebierger e Recht huet op esou vill CO_2-Emissiounsausstouss. Dat wier jo déi gerechte Léisung. Et weess een awer haut, wann een tëschen eis an den Amerikaner an héchstwahrscheinlech dem CO_2-Ausstouss vun engem Bierger am Burkina Faso eng Rechnung mécht, dass dat sécherlech eng Perspektiv ass, déi à long terme nëmmen ze gesinn ass, mä déi en fait awer eng gerecht ass an déi och zu Buenos Aires an deenen nächste Wochen ëmmer erëm vun deene Länner, déi am Développement dra sinn, wäert ervirbruecht ginn - a wéi gesot net ganz zu Onrecht.

Um Niveau vum Kyoto-Protokoll huet de Rapporteur mengen ech sou villes gesot, dass ech just zwou, dräi Bemierkunge ka maachen. Ech mengen, dass Kyoto a Wierklechkeet eppes ganz Einfaches ass. Fir d'éischte Kéier kritt d'Verschmotzung vun der Atmosphär e Präis. Fir d'éischte Kéier kritt d'Verschmotzung vun der Atmosphär eng Sanktioun. A fir d'éischte Kéier brénge mer et fäerdeg, duerch e Mechanismus, dee wéideet, den Industrien an de Länner an de Statsbudgeten, kréie mer fir d'éischte Kéier d'Méiglechkeet, dass mer eis alleguer technologesch, politesch, gesellschaftlech an eisem Behuele mussen druginn, fir dorun ze gleewen, dass wa mer den Apparat doheem umaachen a wa mer de Fernseh a Stand by eng ganz Nuecht lafe loossen, dass dat en fin de compte eng Sanktioun verdéngt, e Pollueur-payeurs-Prinzip verdéngt. Ech mengen, et ass dee Mentalitéitswiessel, deen an d'Käpp vun eis alleguerte muss eragoen, wa mer et wëlle fäerdeg bréngen dat ze maachen.

Ech huelen d'Beispill vun der TWINerg, iwwert déi vill geschwat ginn ass zu Esch. Mir sinn elo endlech dovun iwwerzeegt an an Zesummenhank mat der Schafung vun enger Sociétéit, déi Sudcal heescht, och ze versichen d'Hëtzt, d'Wäermt, déi do erzeugt gëtt, ze notzen, fir dass muer am Projet vun de Frichen op ARBED-Belval an deene Quartieren, déi kommen, dass mer d'Méiglechkeet kréie fir iwwert dee Wee do déi Sociétéit dohinner ze kréien, dass déi Wäermt do net an CO_2-Emissiounen an d'Athmosphär ausgestouss gëtt, mä dass mer se notze fir iwwert déi Leitungen, déi awer net wäit sinn, fir se an d'Frichen ze kréien - an esou virun - an domadder d'Wäermt ze notzen.

All dat doten an déi Beispiller, déi de Rapporteur gesot huet, sinn déi, déi an eis Käpp mussen eragoen, wa mer nei bauen, wa mer nei eege grouss Gebailechkeete baue mat deene flotte Klimaanlagen, wéi et zu Recht vum Rapporteur hei gesot ginn ass.

Mir ware jo an engem gewëssene Moment duerch d'Ëmwiesselung bei der Arcelor op den tout électrique op eise minus 28% gewiescht. An der Tëschenzäit lafen eis engersäits d'Entwécklung vun

eiser Bevölkerungszuel, d'Entwécklung vun eise Wuesstumsraten, d'Entwécklung vun eisen Autoen, déi dorëmmer fueren, ewech. Mir si bei 660 Autoen op 1.000 Awunner, da weess ee jo ongeféier, wat dat heescht u Recht u Mobilitéit, mä awer och u „Recht" - zwësche Gänsefüsecher - d'Athmosphär ze beschmotzen an doduerjer e Coût hierzestellen, dee gesellschaftlech an och gesondheetlech wéideet. Mir leie bei 330.000 Autoen a wësse wat dat heescht, an och um Niveau vun den Emissiounen, déi mer beim Wunnen erzeugen.

Ech weess net, ob ech alles dat soen, wat ech denken zu deem Sujet. Ech muss allerdéngs soen, wann iwwer Tanktourismus geschwat gëtt, da géif ech dem Rapporteur och soen, déi nächste Kéier, wa mer eis gesinn, dass e mer da prezis seet, wat dann dee Courage heescht, dee mer an där Fro sollen hunn. An ech géif och de Kolleegen a Frënn vun der grénger Fraktioun, deenen ech déi Fro och schonn esou oft gestallt hunn, op anere Plazen…

(Interruption)

Kéint ech wéinstens de Saz fäerdeg maachen?

(Interruption)

…wéinstens kloerzemaachen, dass wa mer iwwert den Tanktourismus schwätzen, dass mer da ganz prezis och musse soen, dass deen eenzege Choix, deen et do gëtt, fir den Tanktourismus ze bekämpfen, woubäi ee muss wëssen, dass et bei dem Sprit, deen iergendwou an Europa kaaft a verbraucht an an d'Athmosphär gestouss gëtt, egal ass, ob en zu Lëtzebuerg kaaft gëtt oder net zu Lëtzebuerg - dat wësse mer -, mä dass et nëmme geet iwwert de Wee vum Präis vun dem Bensin, iwwert dee mer musse schwätzen. Dee Courage mengen ech musse mer dann hunn.

Ech muss allerdéngs soen, dass eleng de Fait, de Parkings-TVA-Saz vun 12 op 15% ze héijen, wann ech mer all déi Kommentaren an Diskussiounen dobaussen unhéieren hunn, eleng fir déi Moossnam, da kann ech mer virstellen, wat dat heescht wa mer diskutéieren iwwert den Tanktourismus an Zesummenhank mat deem eenzege Moyen, dee wierklech wierksam ass fir den Tanktourismus ze bekämpfen, nämlech de Bensinspräis ze erhéijen - an drastesch ze erhéijen. Wéi gesot, do sinn ech da gespaant am Numm vun der Regierung op all déi gutt Virschléi a couragéiert Virschléi, déi dann um Niveau vun der Chamber gemaach ginn.

An da si mer bei de Moossnamen zu Lëtzebuerg, wou ech och eppes wëll soe par rapport zu de Budgetsdebatten, déi mer an deene leschten zwou Wochen héieren hunn, Aussoen iwwert den öffentlechen Transport, Aussoen iwwer Fotovoltaiksanlagen, déi alleguer berechtegt - méi oder manner berechtegt sinn. Ech mengen allerdéngs kënnen ze soen, dass d'Dramatik vun der Situatioun um Niveau vum Klimawandel och deen een oder anere budgetären Dérapage sech kënnt leeschten.

Wéinstens déi Ausso do wëll ech awer de Mëtteg maachen, dass wann och d'Fotovoltaik eis an deenen nächste Jore bis zu 80, 90 a vläicht 100 Milliounen insgesamt wäert kaschten, dann ass dat sécherlech en Dérapage, wann ee weess, dass am Budget 2004 meng Virgänger zwou Milliounen agesat haten. Dat weist ongeféier drop hin, dass kee gemierkt huet oder verstanen huet, wat dorauser kënnt entstoen. Wann een dann aner Vergläicher mécht mat aneren Ausgaben, déi mer eis leeschten, an ech wëll wierklech elo keng Beispiller nennen, mä et géif der genuch ze nenne ginn, wa mer aner Beispiller nennen, da musse mer och hei wëssen an de Käpp alleguer wéi mer do sinn, ressortiwergräifend musse mer wëssen, wat dat dann an deenen nächste Joren heescht fir dofir ze suergen, dass mer méi Energieeffizienz an dass mer um Niveau vun den erneierbaren Energien net zu de Schlussliichter, wéi et nach virun e puer Deeg an der Lëtzebuerger Press stoung, hei an Europa géife stoen.

An ech wëll och bei där Geleeënheet, niewent all deem, wat hei gesot ginn ass - den Allocatiounsplang zu Bréissel ugeholl ginn ass, mat deene Schwieregkeeten, déi mer jo och haten, an déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn - soen: Mir hunn an der Tëschenzäit en Optrag weiderginn un de Professer Ewringmann fir mat der Reduktiouns- a Potenzialstudie unzefänken an dat och ze maachen an enger oppener Veranstaltung, déi net nëmmen d'Tripartite wäert matsechzéien, mä déi a Workshopen an all eenzelne Gebidder d'ONGen alleguer ouni Ausnahm, och meng Kolleege vun der gieler Kaart vu Greenpeace, wäert a ville Sëtzunge matabezéien, fir ze diskutéiere wat dann d'Potenzialer an d'Reduktiousméiglechkeete vu Lëtzebuerg sinn.

Dann hu mer ze schwätzen iwwer Energieeffizienz, iwwer Energievergeudung, iwwer Passivhaiser, iwwer Nidderegenergiehaiser, iwwer Förderprogrammer. Dann hu mer ze diskutéieren iwwert den öffentlechen Transport - alles dat ass de Mëtte gemaach ginn. An dann hu mer och, ech wëll et net vergiessen, well mer d'Debatt jo de Mëtte mat deem sou fundamental wichtege Sujet ugefaangen hunn, ze diskutéiere mat de Gemengen. Well och an de Gemenge gëtt et eng ganz Rei vun immens gudde Beispiller aus deene leschte Joren, déi vu Klimabündnisgemengen opgewise gi sinn an enger Etüd, déi se virgewisen hu fir ze weisen, wéi een do op eenzelne Beispiller - de Rapporteur huet der e puer genannt -, mä och am Asetze vun Energieberoder. Iwwerhaapt op d'Leit zougoen an hinne kloer maachen, ëm wat et hei geet, wäert dat an de Gemengen eng ganz wichteg Aufgab duerstellen.

An ech denken um Niveau vun deene Reduktiounen do, dass mer eng ganz Rei vu Méiglechkeeten hunn. Ech wëll se awer och mat Zuelen, déi jo an eenzelnen Etüde vum Här Ewringmann oder vun der Greenpeace-Studie vun 2002, muss ee wëssen, dass Albausanéierung eis an zéng Joer, wa mer dat wierklech weiderdreiwen, 170.000 Tonne Reduktioun wäert matsechbréngen. Et muss ee wëssen, dass mer um Niveau vum öffentleche Verkéier - léiwe Frënn Rapporteur -, wa mer wierklech eng Trendwend do kréien, heescht dat an deenen nächsten zéng Joer en Aspuernis vu 70.000 Tonnen, par rapport zu deenen dräi, véier Milliounen, déi mer ze vill um Niveau vun eisem Allocatiounsplang hunn.

An ech wëll och schonn zum Schluss eng Bemierkung maachen zu zwou Saachen, déi bei erneierbar Energië wichteg sinn, well ech dovun ausginn, dass dat nach de Mëtte wäert eng Roll spillen.

Den 31. Dezember 2004 lafen zwee Reglementer um Niveau vum Ëmweltministère aus fir déi finanziell Förderung vun erneierbaren Energien. Ech hunn an der Chamberskommissioun an och op dëser Plaz schonn e puermol dozou Stellung geholl fir ze soen, dass mer eis Zäit geholl hunn an nach an der Diskussioun dra sinn, fir net nëmmen einfach eng mir näischt dir näischt Verlängerung ze maachen, e puer Tauxen erop an e puer Tauxen erof ze setzen, mä fir wierklech ze kucken, dass mer och Energieeffizienz dro dra kréien. Dass mer zum Beispill och Förderung un Energieeffizienz bannen, déi gemaach gëtt, dass ee Fotovoltaik net einfach nëmmen do gebraucht, mä dass ee se och gebraucht a Verbindung mat Initiativen, déi een hëlt um Niveau vun der Energieeffizienz vun deenen Haiser, déi da vun der Fotovoltaik betraff sinn. Dass een zum Beispill higeet an um Niveau vun den thermesche Solaranlage méi mécht, wéi dat vläicht um Niveau vun der Fotovoltaik ass, well mer bei den thermesche Solaranlagen net nëmmen de Stroum, mä och d'Hëtzt an domadder och eppes um Niveau vun eiser CO_2-Bilanz mat wierklech kënne berücksichtegen.

An dann och e wichtege Sujet, dee mer vun allen Experten, déi mer eis selwer heihinner geruff hunn oder déi de Kolleeg Kox eis heihinner bruecht huet, dass mer op allen Niveauen och musse kucken, eng Ëmwandlung ze maache vun deem Coût do aus dem Statsbudget eriwwer op de Stroumpräis. An dat ass eng Veranstaltung, déi net esou einfach ass. Dofir wäerte mer muer als Regierung an der Tripartite deen Dossier och dohinner leeën, well mer dann och ze schwätzen hunn iwwert de Wuerekuerf am Zesummenhank mat der automatescher Indexéierung vu Loun a Gehälter. Déi Froe musse mer dann diskutéieren, wa mer Courage - Courage ass dat Wuert wat de Mëtte gebraucht ginn ass - wëllen hunn, musse mer da kucken awéiwäit dass mer déi Moyenen, déi mer an deenen nächste Jore brauchen, dann och kënnen agesat kréien, andeems mer och d'Fro vun der Kompetitivitéit net ausser Uecht loossen.

Déi Diskussioun hu mer dann och hei an der Chamber ze féieren. Sécherlech an enger Commission jointe vun Ekonomie a vun Environnement. Déi hu mer ze féiere mat den ONGen a mir hunn dofir ze suergen - Kolleeg Kox -, dass mer an deene Reglementer, déi ees fir ees den 1. Januar 2005 och mat der Prozedur, déi virun eis steet, mam Conseil d'État a mat de Chambres professionelles, eng Mesure transitoire hunn, déi dofir suergt, dass an där Period, déi dertëschent fält, all déi Förderungen déi gemaach ginn, dass déi finanziell musse spillen. Dofir hu mer ze suergen, fir dass mer do kee Gap kréien tëschent dem 1. Januar an dem 1. Abrëll oder dem 1. Mee - ech wëll mech net festleeë wat mer elo fäerdegbréngen -, mä déi Mesure transitoire musse maachen, fir sécher ze sinn, dass mer hei kee Lach kréien. Ech mengen, dass mer déi Veranstaltung do an deenen nächste Wochen a Méint ofzeschléissen hunn, fir eppes ze maachen.

An ech wëll och dat hei soe fir kloer ze sinn. Ech stelle mer och haut vir, ouni dass eng Décisioun doriwwer geholl ass. Ech stelle mer och haut vir, dass mer déi Reglementer do och net sollen op zéng Joer maachen, mä dass mer se à la rigueur kënnen op zwee Joer maachen an da wierklech déi potenziell Studien, déi mer elo an Optrag ginn hunn, ofwaarden, fir dann a Fonctioun vun deem, wat mer jo ni gemaach hunn, wierklech ze kucken, wat ass dat Effikasst an der Förderung, dass mer d'Potenzialstudie ofwaarden an dass mer dann d'Méiglechkeet kréien, wa mer déi virleien hunn, fir dann eng Réglementatioun ze maachen, déi eis da mëttel- a laangfristeg eng Optioun gëtt, fir eng besser Förderung vun den erneierbaren Energien.

Ech wëll och zum Schluss eng Bemierkung iwwert de Fong maachen, dee mer agesat hunn. Et war net esou evident kloer ze maachen - an ech mengen, dass dat wichteg war, dass souwuel de Conseil d'État wéi och d'Chamber, wa se de Mëtten d'Gesetz stëmmt, domadder d'accord war -, dass de Fong net nëmmen d'Méiglechkeet kritt fir no baussen, sief et iwwert den Emissiounshandel oder sief et duerch Projeten zwëschen Industrielänner oder mat Länner, déi am Développement dra sinn, mä dass de Fong och d'Méiglechkeet kritt fir national Initiativen, Projeten a Programmer ze finanzéieren. Laang ass gemengt ginn, mir hätte jo de Fonds de Protection de l'Environnement, dee soll sech ëm dat Nationaalt këmmeren. Deen anere Fonds Kyoto soll sech just ëm dat Externt këmmeren. Et war wichteg politesch duerchzesetzen, dass dëse Fong dat eent an dat anert ka maachen, fir kloer no baussen d'Signal ze setzen, dass et eis un éischter Stell a prioritär drëm geet, fir eisen nationale Verflichtungen an Hausaufgaben nozekommen, éier mer da mat der Valise op New York bei d'BERD oder bei d'Weltbank oder wou och ëmmer fueren.

An et ass mer och wichteg, dass mer am Fong an der Zesummesetzung vum Comité interministériel all déi Ministèren hunn, déi eis erlaben déi Projeten, déi schonn ugereizt gi sinn, fir mat aneren Industrielänner oder mat Länner, Schwellelänner oder Entwécklungslänner, kënnen zesummen ze maachen, déi sënnvoll ginn an déi awer net däerfen op d'Käschte goe vun de Kooperatiounsmëttelen. Well a ville Länner an Europa mierkt een, dass hei Suen ofgezweigt ginn aus der Kooperatioun, fir déi dann hei, am Rahme vun de Kyoto-flexibele-Mechanismen, anzesetzen an domadder zwou Mécke mat engem Schlag ze schloen, wat awer de falsche Wee ass. Ech mengen och hei musse mer dofir suergen, dass mer net verschidde Saachen duerchernee geheien.

Une voix.- Dat ass awer besser wéi näischt!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Zum Schluss wëllt ech soen: Mir hunn zu Buenos Aires an an eiser Présidence dofir ze suergen, dass mer an eng Diskussioun mat deene Länner kommen, virun allem mat Amerika, virun allem mat China, wou mer schonn invitéiert sinn als Présidence, fir zu Peking ze diskutéieren - Peking ass amgaangen e grousse Programm vun erneierbaren Energien ze lancéieren, deen ënnerstëtzt ka ginn aus Europa mat Mëttelen a mat Technologien -, dass mer déi Upassung kréien.

Mir mussen eis während der Présidence kloer maachen, och um Sommet am Mäerz vun de Stats- a Regierungschefen, dass déi Zilsetzung, fir net iwwer zwee Grad Celsius ze goen, déi Zilsetzung ass, déi mer mussen ënnerschreiwen. Mä déi heescht awer och eppes. Déi heescht awer och, dass mer an deenen nächste Jore bis 2050 net 10%, net 8%, mä 20, 30 a 40% Reduktioun musse weltwäit fäerdeg bréngen, fir dat Zil schlussendlech ze erreechen.

Dat heescht och, dass mer an eiser Présidence an engem anere Beräich, dem Transport, mussen dofir suergen, dass mer d'Eurovignette endlech duerchkréien, fir dass mer och um „modal split" tëschent dem Verkéier vum Fret, deen um Niveau vun der Strooss leeft, par rapport zu deem, deen op den Zich leeft, eng besser Pénaliséierung kréie vum Stroosseverkéier iwwert de Wee vun der Eurovignette, wou mer eis esou schwéier dinn, fir zu engem Accord ze kommen.

An et heescht schlussendlech, dass mer och de Fong fir d'Entwécklungslänner, deen et jo haut gëtt an deen am leschte Conseil vun den Ausseministeren nach eng Kéier bestätegt ginn ass, all Joer mat 369 Milliounen US-Dollar musse kënne weiderféieren. An et ass zu Recht gesot ginn, et geet dann och drëm ze kucken, wéi d'Emissiounen aus dem Flugverkéier an aus dem Schëffsverkéier mat kënnen applizéiert ginn.

Mir hunn hei eng kloer Positioun. Mir hätte gären, dass mer zu engem Accord kommen. Mir musse kucken, wat fir ee Modell dass dat ka sinn. An dofir ass och fir d'éischte Kéier zu Buenos Aires d'Delegatioun net nëmmen zesummegesat aus Fonctionnairen aus dem Ëmweltministère, mä och aus dem Transportministère, well et hei evident grouss verschiddenaarteg Lienë gëtt, déi mer dann och musse kucken.

Mir hu schlussendlech, an domadder wëll ech ophalen, de Rapport ofzewaarden, deen d'Kommissioun gemaach huet iwwert de Coût vun der Kyoto-Prozedur an de Bilan, dee se gemaach huet, dee se Ufank Februar wëllt virleeën.

Mir hunn am Februar dann déi Reesen ze maachen op déi Plaze fir Iwwerzeegungsaarbecht ze leeschten. Mir hu schlussendlech a virun allem am Mäerz dofir ze suergen, dass um Spring Council eng kloer Sprooch vun Europa an e klore Message an d'Welt erausgeschwat gëtt, wat mer no Kyoto, no 2012 wëllen. A mir hunn dann dofir ze suergen, vu dass 2012 wéineger siwen, esou wéi et am Kyoto-Protokoll steet, 2005 gëtt, nämlech dann effektiv déi Verhandlungen ze lancéieren un d'Welt an un d'Partië vun der Welt fir dofir ze suergen, dass jiddereen agesäit, dass et beim Klimawandel schlussendlech an en fin de compte dach awer ëm d'Zukunft vun der Mënschheet geet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis ageschriwwen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur Roger Negri Merci soe fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Et war guer net esou evident déi vill Pabeieren do ze wänzelen an doraus e gudde Rapport ze maachen. Hien huet dat mat vill Bravour fäerdeg bruecht bei senger éischter Interventioun an der Chamber.

Et fält mer awer och elo schwéier, Här Minister, no Iech d'Wuert ze huelen, wësst Der, Parole après ministre ass ëmmer schwéier, ech probéieren awer elo meng Interventioun eriwwer ze kréien.

Ech wollt meng Kommentaren an dräi Voleten opsplécken an ech wollt fir d'alleréischt e bësse méi ee wëssenschaftlechen erbäizitéieren. Et ass de Mëtteg scho ganz vill dovunner geschwat ginn, ech wollt et awer nach an e globale Kontext setzen. An dem Protokoll vu Kyoto, deen den 19. Dezember 1997 ënnerschriwwe ginn ass, do huet d'Philosophie vun der Précautioun, vun der Virsiicht d'Haaptroll gespillt.

Firwat koum dat? 1972 koum d'Buch vum Meadows eraus mat dem Titel „Limits to Growth"; haut géife mer soen „Growth of Limits". Deemools war et de Mënsche scho kloer: Esou kann et net virugoen. An d'Konferenz vu Rio am Joer 1992, déi huet e puer Weeër opgezeechent an ënner anerem: Wann dës Welt eng Chance behale wëllt, da musse mer gemeinsam no Weeër sichen, wéi mir dat Soziaalt, d'Ëmwelt an d'Wirtschaft zesummestrécke kënnen.

An ech soen direkt virewech: D'CSV ass e Partner op deem laange Wee, well mir gi vun haut un op deem nohaltege Wee. Mir verloossen d'Industriegesellschaft fir op eng Wëssensgesellschaft hinzesteieren.

Dee virleiende Gesetzesprojet, en ass jo hei breet erkläert ginn, gesäit ënner anerem d'Ëmsetze vun enger europäescher Ëmweltdirektiv vir. Den Handel mat den Emissiounsquote mat dem But, d'Dreifhausgasen zréckzedämmen, ass e weidert Element. Den nationalen Allocatiounsplang, et ass elo grad dovunner geschwat ginn, duerch deen d'Industriepartneren hei am Land hir 3,3 Milliou-

nen Tonnen Emissiounen zougestane kréien, steet am Mëttelpunkt vun der heiteger Diskussioun. A mir mussen ee Fong kreéieren, deen de Finanzement vun all dëse Mesuren, déi mer wëllen duerchzéien, garantéiere kann.

Vläicht e kuerze Réckbléck: Den 23. Oktober 2001 ass hei an dësem Haus de Protokoll vu Kyoto ugeholl ginn. An deem Ofkommes ass festgehale ginn, wéi d'Mënschheet d'Problematik vun dem Klimawiessel an de Gréff kréie soll. Et geet ganz einfach ëm d'Reduktioun vun den Dreifhausgasen; dat sinn déi Gasen, déi ons Atmosphär esou nohalteg belaaschten. Et ass décidéiert ginn, dass d'Emissioune vun de sechs ausgewisenen Dreifhausgasen: dat sinn de Methan, de Kuelendioxid, et sinn d'FCKWen an dräi anerer, par Rapport zum Joer 1999 ëm 5,2% weltwäit sollten zréckgeschrauft ginn, an dat bis 2012. Wann ee bedenkt, mir hunn eis deemools 20 Joer Zäit ginn an haut 2004 hu mer nach ëmmer keng grouss Schrëtt ënnerholl.

Duerfir, wann d'Industrielänner eppes wëlle bewierken, da musse si eleng hir Emissiounen nach vill méi staark reduzéieren, an dat speziell an der post-2012-Zäit, dat heescht wann de Kyoto-Protokoll voll dréint. Et läit also eng ganz grouss Aufgab virun eis all. Grad bei der Klimakonferenz vu Buenos Aires - an d'Wuert seet et jo, gutt Loft, dat passt jo e bësse beienéen - gëtt, an mir hunn et elo grad aus dem Mond vu dem Minister Lucien Lux héieren, leider nuren pallaweiert, si huelen nach ëmmer keng Décisiounen. Et misst ee si emol alleguerten an déi Länner schécken, wou et dramatesch ofleeft a Saachen Ëmwelt; da géife se vläicht méi séier reagéieren. Si mussen op där Konferenz erklären, ech hoffen dat maache se, dass mer no 2012 an déi Zäit duerno am schlëmmste Fall op 50, 60, 70% Reduktioun komme mussen Leider - dat ass och haut hei ugeklongen - mécht dé gréissten Emittent, d'USA mat hire 25% Emissiounen, net mat. Doduerjer kréie mer keng 5%, mä nëmmen nach 3,1% Reduktioun.

Lëtzebuerg huet zu Kyoto versprach seng Emissiounen, als e Musterschüler deemools, ëm ronn 28% erofzedreiwen. Dat konnte mer maachen, well mer deemools an der Optik waren, d'ARBED wiesselt vun den Héichuewegasen ewech, dat heescht d'Koksverbrennung, a geet op d'Stroumfilière iwwer. Dat ass eng gutt Saach gewiescht. Mir hunn awer vergiess, dass onst Land gewuess ass an a 14 Joer hu mer 80.000 Mënschen derbäikritt, déi och gären Energie verfeieren, déi och gären Auto fueren. Mir hunn et fäerdeg bruecht onsen Automobilpark op momentan 630 Autoen op 1.000 Awunner eropzehiewen. Do befanne mer eis am Spëtzepeloton vun der Welt.

Froe kann ee sech allerdéngs, firwat mer zu Cardiff um Sommet am Joer 1998, ech soen dat, well oft lamentéiert gëtt, net hannerfrot hunn: Kënne mer eventuell den Taux vun 28% erofgesat kréien? Dovu war keng Ried deemools. Am Joer 2002 hätte mer och nach eng Kéier kënnen nofroen; och dunn hu mer näischt gemaach. Duerfir, lamentéieren huet kee Wäert. Mir sollen elo mat vill Courage ons Aufgab iwwerhuelen an déi 28% usteieren, well wann ech an d'Geschicht zréckkucken, da mengen ech dëst Land huet scho ganz aner Aufgabe gemeeschtert.

Am Zesummenhank mat dem Kyoto-Protokoll muss och ënnerstrach ginn, dass mer während de leschte Joren - a mir waren esou houfrech drop - d'Cogénératioun virugedriwwen hunn. Mir si gelueft ginn an der Kommissioun zu Bréissel fir déi grouss Etappen, déi mer gemaach hunn, well dat war eng gutt Initiativ, well mer ganz einfach den Erdgas mat engem héije Rendement verbrannt hun, fir Wäermt a Stroum ze maachen. Wann ech gesi wéi all déi Gemengen houfrech sinn, wann de Minister bei si kënnt, fir eng Anlag anzeweien, well se domadder kënne soen, mir maachen ee Schrëtt a Richtung vun der nohalteger Entwécklung, dann ass et jo awer wierklech e bësse komesch, wa mer elo bestrooft ginn, well mer dat gemaach hunn. Firwat bestrooft ginn? Ma well dat ons Dreiwhausgasen an d'Luucht dreift aplaz erof ze bréngen. Dat heescht, dat ass keng kontraproduktiv Mesure, mä et ass einfach en Nodeel-Effekt, esou dass mer vläicht an enger nächster Etapp mussen déi Cogénératioun och positiv erabréngen.

An deemselwechten Otemzuch muss een hannerfroen, firwat mer och no dem IPCC, dem Gremium, net belount ginn, wa mer esou vill maache fir d'Fotovoltaik am Land hei virunzedreiwen. Mir hunn esou vill gemaach a leider kréie mer do näischt guttgeschriwwen. Mir hunn awer e Plus derbäi, mir wëlle bis 2010 op 5,7% eropgoen, elo hu mir schonn 3% an alles wat mer maache geet a Richtung vun deem Taux vu 5,7%. Dofir sollte mer déi Politik, déi mer elo amgange sinn, konsequent duerchféieren. A wat hu mer gemaach? Mir hu Wandenergieanlage gebaut, mir hunn d'Waasserkraaft ausgebaut a staark op d'Solarenergie gesat. Interessant och, an do si mer wäit virun anere schonn, mir hunn och déi éischt Brennstoffzellen am Land agesat, mir notzen den Erdgas mat engem Rendement vun 80 bis 90%.

Flott ass et och ze ënnersträichen, dass mer schonn 23 Gemengen hei am Land hunn, déi sech der Klimabündnis-Entente ugeschloss hunn; zu där Entente, wou een de Mënsche ka soen, mir wëlle bis 2010 eis Emissioune vun dem CO_2 ëm 50% reduzéieren. Do sinn Iddien an d'Leit wëllen dee Wee matgoen. Mir sollen hinnen dee Wee opzeechnen a och begleeden. Déi Reglementer - et ass elo ugesprach ginn - déi am Auslafe sinn, hëllefen eis déi erneierbar Energien ze förderen. Wann se auslafe sollen, da sollen se an enger anerer Form virugedriwwe ginn.

De 16. Februar 2005, also ganz geschwënn, kann duerch de Bäitrëtt vu Russland de Kyoto-Protokoll a Kraaft trieden. Dann hu mer déi Leit beieneen, déi Länner, déi am Ganze 64% zu den Dreifhausémissiounen op der Welt emittéieren. Ech hu gesot, leider feelt d'Natioun, déi 25% bäisetzt. Et ass erstaunlech, wann ee bei den USA hannerfreet, dass 4% vun der Weltbevölkerung sech erlaben, ronn 25% vun den Emissiounen ze verursaachen an dann net matmaache wann et heescht d'Welt ze verbesseren. Et ass u sech en traurege Beispill. Mä et muss een awer och gesinn, dass an Amerika en Ëmdenken amgaangen ass.

Wat sinn dann elo d'Ursaache vun dem Dreifhauseffekt, deene Gasen, déi mer hei diskutéieren? Duerch d'Verbrenne vun de fossile Brennstoffer Kuel, Uelech an Äerdgas, entloosse mir eng riseg Meng un Dreifhausgasen an notamment un CO_2 an d'Athmosphär, déi et einfach net méi packe kann, dës Meng ze absorbéieren. D'Athmosphär gëtt esou staark belaascht, dass hir Akzeptanz iwwerschratt gëtt. An déi éischt Spure kënne mer scho gesinn. Dëst Joer entloosse mer 27 Milliarden Tonnen CO_2 an d'Athmosphär. 27 Milliarden! Dat kann d'Äerdathmosphär net méi verkraaften.

Zënter 1870, wou mir quasiment d'Eisebunn an d'Land kritt hunn - dat ass nach alles iwwerschaubar fir ons - hu mer den CO_2-Ausstouss ëm 30% augmentéiert. A wat nach schlëmmer wierkt, ass de Methan. Methan ass och e Gas. Nëmme Methan ass e Gas, deen an der Athmosphär 28-mol méi geféierlech ass wéi den CO_2.

Quasiment all Wëssenschaftler, mat deenen é schwätzt, deenen é begéint, déi soen engem - dat hei ass e komplexen Dossier-: „Et ass fënnef no 12." Et ass schonn deelweis ze spéit! Well déi éischt Répercussiounen si schonn do. Déi éischt marquant Faitë sinn do, an de Klimawiessel ass schonn ze spieren. Vläicht bei ons net esou eendeiteg. Mä aner Länner spieren dat scho ganz massiv. A wann ee bedenkt, dass déi grouss Assurancen, d'Réckassurancë vermellen, dass d'lescht Joer eleng 60 Milliarden Dollar u Klimaschied ze bezuele waren, da seet ee sech, déi Suen hätte mer kënnen an d'Drëtt Welt stiechen a mir hätten do bestëmmt kënne besser Saachen erreechen an d'Aarmut kënne méi maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ronn 20% vun der Weltpopulatioun, dat sinn 1,2 Milliarde Mënschen - do gehéiere mir och dozou -, déi erlabe sech 80% vun deene Brennstoffer ze verfeieren, déi mer aus dem Äerdbuedem erausrappen: Äerdgas, Äerduelech an och Kuel. Et sinn och déi Länner, déi de Klimawiessel verschëlden a sech elo zu Buenos Aires beieneesetzen a soen: „Wéi kënne mer et besser maachen?" Ronn 2 Milliarde Mënschen - dat ass all drëtte vun dëser Äerd - verstinn iwwerhaapt net, wat mir hei schwätzen, well si iwwerhaapt keng Ahnung hunn, wat Energie ass. Si verbrauchen de gedréchenten Dung vun hire Kéi an e bësse Biomass. Dat ass schonn alles. An da mussen d'Frae während Deeg laang Reiser beienee rafen, fir owes hir Hirse waarm ze maachen. Ech géif mer wënsche mir dierften och eng Kéier mat hinnen tauschen, da géife mer vläicht agesinn, dass et och sënnvoll wier de Klimawiessel aneschters ze kucken.

Et sinn och déiselwecht Leit, déi kee proppert Drénkwaasser hunn. Mir gesinn also, mir mussen Ännerungen erbäiféieren. A kann ech engem Mënsch soen a mat him iwwer Ëmwelt schwätzen, dee soss näischt am Kapp huet, wéi säi Bauch voll ze maachen? An dat sinn 2 Milliarde Mënschen. All Drëtte mat deem kann ech net schwätzen, well deen eng aner Suerg huet. Vun der grenzenloser Mobilitéit, wéi mir se hei kennen, mol guer net ze schwätzen. A wa si e Vëlo oder en Iesel hunn, hu se wahrscheinlech scho ganz vill.

Et sinn och déiselwecht, wéi op de Konferenze gesot gëtt, déi just fir een Euro am Dag ze iessen hunn. A wat gi mir aus all Dag? Si mir eis dofir bewosst, dass et grad d'Industrielänner sinn, déi an engem Joer esou vill Energie aus dem Äerdbuedem erausrappen, wéi dës Äerd, op där mer d'Chance hunn ze liewen, während 500.000 Joer beienee gesat huet? Si huet 500.000 Joer gebraucht bei Temperatur an Drock fir dat ze erzeugen, wat mir an engem Joer erausrappen.

Ee frappant Beispill ass dofir - an dat erliewe mer all Dag jo: All Dag pompele mir 84 Millioune Barrel Äerduelech eraus. Dir Herrschaften, e Barrel dat ass e Faass. Wann ee se beieneestellt, wier et annerhalleft Mol den Äerdëmfang. All Dag an all Dag. A mir verbrennen dat weltwäit mat engem Notzungsgrad, engem Rendement vun ongeféier 23%. De Rescht ass d'Erwierme vun der Atmosphär.

Komme mer zréck zu den Emissiounen - dat ass jo den Thema haut de Mëtteg. Am Joer 1970 hate mer 17 Milliounen Tonnen, am Joer 1990 woren mir scho bei 14 Milliounen Tonnen. An am leschte Joer hate mer 12 Milliounen Tonnen. Dat heescht, mir sinn amgaangen erofzegoen. Mä nach si mer wäit ewech vun deem Zil, dat mer eis gesat hunn: nämlech 10 Milliounen Tonnen.

Mir stelle fest, dass et eng Rei vun Ursaache gëtt, déi de Verbrauch no uewen dreiwen. Et ass den héijen Äerdgasverbrauch an der Stroumzentral zu Esch, den erhéichte Verbrauch vu Bensin an Diesel. Hei spillt den Tanktourismus eng grouss Roll. An d'Awunnerzuel, ech hunn et gesot gehat, 80.000 Mënsche méi an de leschte Joren, an doriwwer eraus och de wuessenden Energieverbrauch an eisen Haiser an an de Gebaier.

Mir sinn amgaange fir eng Reduktioun erbäizefeieren. Stelle mer eis eng Sekonn vir, mir géifen näischt maachen, da kann et eis passéieren, dass mer an den nächste Joren op 13, 14, 15 Milliounen Tonnen eropgoen an da musse mer fir déi Méimengten, fir déi dräi, véier, fënnef Milliounen CO_2, massiv an d'Keess gräifen - Suen, déi ons feele fir eng Crèche, e Précoce ze bauen oder wat och ëmmer. Dorop huet den Här Ewringmann och schonn higewisen. Dee schlëmme Fall hei, deen ech beschriwwen hunn, musse mer mat alle Mëttele verhënneren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, e puer Elementer vum Klimawiessel, fir mol dee Kontext opzestellen, an deem mer eis hei befannen. Et ass gesot ginn, mir stellen eng Temperaturerhéijung vun ëm 0,7 Grad Celsius fest. Enn vun dësem Jorhonnert kënne mer am schlëmmste Fall op 6 Grad Celsius eropgoen. Mat der Temperaturerhéijung klëmmt de Mieresniveau bis Enn vum Jorhonnert op ee Meter. Stelle mer eis dat eng Kéier kuerz vir. De Bangladesch wier bei engem Meter zu 60% iwwerschwemmt - e Land, wou 110 Millioune Mënsche wunnen am Delta vum Bramaputra. Holland, Däitschland, d'Belsch sinn och schonn zum Deel iwwerschwemmt. Mä dat packen déi finanziell jo alles nach. De Bangladesch awer net!

A vergiesse mer derbäi net, dass 1,5 Milliarde Mënschen op dëser Äerd an engem Küsteträife wunne vu 60 Kilometer. A wann do d'Mier eropklëmmt, da réckelen d'Leit. D'Leit réckelen dohinner, wou anerer scho wunnen. An d'Reiwereie si fälleg. Dat ginn dann och déi éischt Klimaflüchtlingen, déi mer hei mussen erwaarden. D'Mënschen op de Malediven, Inselen déi dräi Meter héich aus dem Mier erauskucken, dat sinn déi éischt, déi musse réckelen. An déi soen eis bestëmmt net Merci.

Mä dat anert Phenomeen, dat mer feststellen: Mierwaasser, deem seng Temperatur eropgeet, ka manner Kohlendioxid bannen. An dat wäert de Problem an de kommende 50, 60 Joer ginn.

Den drëtte Volet ass de Golfstrom, mat deem ech esou frou sinn, well en eis d'Atlantikküst vun eisem Kontinent waarm hält. Mir stellen awer fest, wann d'Schmëlze vun de Gletscheren esou virugeet, da gëtt méi Séisswaasser an d'Mier ageleet. De Salzgehalt wäert sech änneren an domat kann et virkommen, dass de Golfstrom scho virun der Küst vun England ëmdréine wärt.

Dann de Permafrost a Sibirien an an Nordamerika. Do leie riseg Menge Methan, déi elo duerch d'Erhëtzung fräi gemaach ginn; eng weider Belaaschtung fir eis Atmosphär. Ee klengt Beispill nëmmen. D'Äerdgasversuergung vun Europa aus Nordsibirien, hei leie Pipelinen einfach op dem gefruerene Buedem. D'Russe soen op de Konferenzen, hire Buedem entdeet an domat sacken d'Äerdgaspipelinen an de Buedem eran. Mir kënnen eis virstellen, da gëtt eis Äerdgasversuergung méi prekär an och méi deier.

An de leschten Etüden iwwert de Klimawiessel ass och gesot ginn, dass den Nordpol an de Südpol enger dramatescher Entwécklung entgéintkucken. Veränneren op der Arktis spiere mir éischter an um Nordpol ass nëmme gefruerent Äis, mä um Südpol läit en Äispanzer vu véier Kilometer. A wann Der emol d'Biller vun de Satelliten ukuckt, do sinn elo scho Bléck an der Gréisst vum Benelux ofgebrach, déi do ronderëm schwammen an eng Gefor fir d'Schëfffaart duerstellen.

Ee Punkt nach zum Schmëlze vun eise Gletscheren, déi eis jo esou no sinn, well mer gären an d'Vakanz an d'Alpe ginn . Et ass vun der Universitéit vun Zürich festgestallt ginn, vum geographeschen Institut, dass an de Joren 1985 bis 2000, also an eleng 15 Joer, d'Surface vun de Gletscheren an der Schwäiz ëm 25% zréckgaangen ass. Wann et esou weidergeet, da soen d'Etüden, vun 2025 u wäerte mer kee Wantersport méi ënner 2.000 Meter Héicht maache kënnen.

D'Klimazone wäerten sech och änneren, d'Fauna an d'Flora wäerte sech änneren. Ee Grad Celcius Temperaturerhéijung bedeit fir ons, 1.000 km ginn d'Klimazonen no Norden. Mir mussen dovunner ausgoen, dass och Krankheeten erëmkommen, vun deene mir gemengt haten, si wäre längst iwwerwonnen.

Dës Beispiller, Dir Dammen an Dir Hären, sollen eis beweisen, dass wa mer hei mateneen iwwert de Kyoto-Protokoll schwätzen, dass mer och eng gewësse Verantwortung hunn. Mir als klengt Land kënne wuel net alles verbesseren, mir kënnen awer Signaler ausenden.

Den zweete Volet vu menger Diskussioun soll da sinn: D'Belaaschtung vun der Atmosphär gëtt ee Käschtepunkt. Wann een elo just vun de Konsequenze vum Klimawiessel geschwat huet, da mussen et jo awer och Weeër ginn, an dëse Projet de loi weist dat, wéi mer hei virgoen sollen. An der Rumm vun dësem Klimawiessel huet déi parlamentaresch Vollversammlung vum Europarot de 7. Oktober dëst Joer een Opruff gemaach. Si hunn eng massiv Reduktioun vun der Energieofhängegkeet vun de fossile Brennstoffer verlaangt. Si hu manner Verschmotzung vun der Atmosphär duerch Dreifhausgase gefrot a si hu verlaangt, dass mer eis erneierbar Energië vill méi an de Mëttelpunkt vun eisen Diskussioune setze sollen. Dat ass eng Opfuerderung fir eis alleguer!

Wann een d'Zuele vun der Energieagentur zur Hand hëlt, da gesäit een, dass bis d'Joer 2030 den Energieverbrauch ëm weider 30% wäert klammen. An nach ëmmer sinn et leider déi fossil Energieträger, déi de Maximum ausmaachen, nach ëmmer zu iwwer 80%. Dat kënnt duerch Länner wéi China, Indien, Indonesien, déi elo amgaange sinn an hire Wirtschafte massiv op déi Energieträger ze setzen, vun deene mir hei schwätze mir solle se zréckdämmen. Et wäerten also déi Länner an d'Entwécklungslänner sinn, déi eis hei de Kuch e bësselche versalzen. Mä si mussen awer elo, fir hir Bevölkerung op een Niveau ze kréien, wéi mir en hunn, hiren Energieverbrauch an d'Luucht hiewen.

D'Industrienatiounen, ech hunn et elo grad gesot, si fir den Dreifhauseffekt am meeschte responsabel. Et sinn och déi, bei deenen als éischt muss verlaangt ginn an och gefrot ginn, dass se mat modernen Technologien net nëmme bei ons hei schaffen, mä, au contraire, se och anere Länner iwwerloossen. Et ass jo eng dramatesch Situatioun, dass mir hei bei ons d'Technologien asetzen an deelweis al Technologien an déi aarm Länner verkafen. Mer sollen de Leit direkt déi richteg Weeër weisen, a mat hinnen hir Aarmut an de Klimawiessel bekämpfen. Esou soll een déi nohalteg Entwécklung gesinn. Grad d'Ënnerstëtzung vun den erneierbaren Energië kann dozou bäidroen, dass d'Aarmut an d'Energieofhängegkeet vun den Entwécklungslänner am staarke Mooss reduzéiert ginn.

Een Haaptelement an deem Prozess hei ass d'Energieofhängegkeet vun eiser Gesellschaft. Doriwwer si mer eis jo nach guer net esou richteg bewosst. Vläicht e puer Zuelen hei. Déi Europäesch

Unioun, do si mer zu 25, huet haut eng Energieofhängegkeet vu 50%. An d'Europäesch Kommissioun seet an hirem Wäissbuch: Mir komme bis 2020 op 70% erop. Beim Äerduelech hu mer schonn 80%, dat ass bedéngt duerch de gesamte Verkéierssecteur. Wat den Äerdgas ubelaangt si mer net vill besser, well do leien d'Förderquelle geschwënn net méi an Europa. Eis europäesch Felder ginn ëmmer méi eidel, dowéinst musse mer eis ëmmer méi staark op Russland oder op d'Maghrebstate verloossen. Mir kréien vun do am Joer 2020 scho 75 bis 80% vun eisem Äerdgasverbrauch, an nach ëmmer si mer der Meenung, mir missten iwwerall Äerdgas hindreiwen.

Fir déi opgespaante Rumm awer elo fäerdeg ze maachen, wollt ech nach kuerz op d'Reserven agoen, well wann ee vun Energieträger schwätzt, da muss ee jo wëssen, wat mer iwwerhaapt nach hunn. Äerduelech mat heitegem Kenntnisstand fir 45 Joer, Äerdgas fir 65 Joer a Kuel fir e puer honnert Joer, dann ass dee Spaass eriwwer. Dann ass dat eriwwer, wat eis Äerd dohinner getässelt huet. Mir fanne sécher nach Äerduelech, mä zu wellechem Präis. A wann de Präis eropgeet, da kann dat jo nëmmen e Korrektiv fir onst Verhalen sinn.

Dierf ech hei just à titre d'exemple soen, dass mer schonn den Äerduelech am Kaspesche Mier, dat ass net esou wäit ewech vun hei, dat ass d'Ostgrenz vun engem vergréisserten Europa, géing ech bal soen, do zéie mer den Äerduelech eraus bei 7.000 Meter an an Indien huele mer d'Kuel eraus bei bal 4.000 Meter. Ech mengen also, dass een erhéichte Präis am Äerdgas an am Äerduelech e gudde Korrektiv kéint sinn, well eréischt dann ass de Konsument bereet säi Verhalen ze änneren, wann et em am Portmonni wéi deet.

Mir musse ganz einfach de Message ginn, dass mer d'Energie méi intelligent a méi effizient wëllen notzen. Dofir hu mer schonn eng Strategie hei am Land entwéckelt, an ech wëll just e puer Punkte vun där Lëtzebuerger Strategie opzielen. De Klimaschutzprogramm ass 2000 geschriwwe ginn.

Do steet dran:

- d'Reduktioun vun den Emissioune vun den Dreifhausgasen ëm 28% bis 2012;

- den Opbau vun der nohalteger Entwécklung;

- d'Part vun den erneierbaren Energië bis op 5,7% eropsetzen, déi läit elo scho bei 3%;

- d'Reduktioun vun der Energieintensitéit ëm 20% bis 2010 duerch eng méi rational Energienotzung vun där agesater Energie;

- eng efficace Berodung op dem Gemengeplang, well et do wichteg ass, dass ons Gemengen no beim Bierger all Mënsch informéieren,

- da musse mer onbedéngt den Heizenergieverbrauch weider substanziell ëm 30% pro Wunneng erofsetzen;

- eng breet Ënnerstëtzung fir all Mesuren, déi fir d'Ëmwelt gutt sinn.

Souguer de Rapport Lissabon-Strategie vum Wim Kok, deen elo viru kuerzem erauskoum, huet gesot, dass grad d'Ëmsetze vun den Ëmweltinnovatiounen eng gutt Aktioun ass. Duerch esou Innovatioune kënne mir all gewannen a speziell kënne mir nei Aarbechtsplazen an eiser Gesellschaft formëieren, wou mer der jo vill brauchen.

Vläicht zwee kleng Beispiller fir ze soen, dass net alles awer esou schlëmm, ass wéi et hei beschriwwe gëtt. Zum Beispill ass den Nova-Stroum hei am Land vun der Firma Cegedel agefouert ginn. Dat ass am Joer 2003 gewiescht, also virun engem Joer. Clientë kënnen do elektresch Energie aus erneierbaren Energien oder aus der Cogénératioun bezéien. Dat mécht bei engem normalen Haushalt vu véier Leit bei engem normale Verbrauch vu 4.000 kWh Méikäschte vun 100 Euro am Joer oder 8,33 Euro am Mount - also manner wéi eng Pizza. Et ass awer erstaunlech, wat ech elo soen: An enger Zäitspann vun engem Joer hu sech genau 839 Clienten entscheet vun 140.000 Clienten. Deen Energieverbrauch ass just 1‰ vum gesamte Cegedels-Verbrauch. An dobäi gëtt d'Cegedel fir all kWh, déi ee bezitt, och nach zwee Cent an en extrae Fong, aus deem Fong ginn nei Initiativen an den erneierbaren Energien ënnerstëtzt. Et ass jo a sech schued, dass ee selwer eppes kënnt bäisteieren, an awer geschitt näischt. Mir gesinn also, et ass net ze spéit eppes Guddes ze maachen.

Vläicht en anert Beispill, dat ass d'Wärmedämmung an eisen Haiser. Dat ass ugesprach ginn an do läit fir mech dee gréisste Knackpunkt dran, do kënne mer am meeschte maachen. Mir hu lo geschwat hei vun der Fotovoltaik, dat ass een Deel vun der Wourecht. Deen zweeten Deel, wou d'Sonn awer ganz massiv hëlleft, dat sinn déi sou genannte Solarkollektoren, déi thermesch Kollektoren. Wann een dat gutt op säin Haus opbaut, da kann ee vu quasiment Mäerz bis Oktober säi Waarmwaasser eleng iwwert d'Sonn decken. Et ass awer flott, wann ech dat fäerdeg bréngen, an d'Differenz gëtt mat Äerdgas oder Masutt an de Wanterméint nach nogeliwwert.

Huele mer d'Beispill vum Niddreg-Energie-Haus. Do hu mer nach just sechs Liter Masutt op de Quadratmeter an engem Joer. An engem Passiv-Haus nach 1,5 Liter op de Quadratmeter am Joer. A wann Der haut mol eng Kéier Är Haiser kuckt, do leie mer bei 30, 40, 50 an nach méi Literen op de Quadratmeter an engem Joer. E ganz klengt Beispill nëmmen. Wéi vill Gebaier am Land hu mer mat enger einfach verglaaster Fënster, mat engem Glas nëmmen dran? Wann ech déi géif ersetze mat enger Zweefachverglasung, da spuert een op engem Quadratmeter an engem Joer 40 Liter Masutt. Vun einfach verglaast op zweefach verglaast. An dat si vill Suen, déi een als Gemengepapp oder als Privatmann kann aspueren. Grad hei wäert d'Ëmsetzung vun der neier Direktiv bis 2006 fir d'energetesch Performance e gudden Usaz sinn. An derniewent dierf een net vergiessen, dass d'Handwierk, eis PMEen, d'Bureaux d'ingénieurs, d'Architekten hei och massiv agesat kënne ginn.

Een anert Element hei ass den Asaz vun der Biomass. D'Biomass, dat ass eng Energie aus eise Géigenden. Si gëtt net transportéiert, bréngt also keen CO_2 erbäi, wa se verbraucht gëtt, direkt um Terrain selwer ensteet se. Duerch d'Verbrenne vun Holz gëtt éischtens emol eng nohalteg Bëschbewirtschaftung gemaach. Eis Bëscher gi mol erëm an d'Rei gesat. Do wieren eis Fierschtere frou, a Leit, déi sozial net sou gutt do stinn, kënnten och mol eng Aarbechtsplaz kréien.

Et ass eng Etüd virun engem Joer gemaach ginn an déi huet bewisen, wa mir et fäerdeg bréngen, all Holz aus onse Bëscher, dat am Joer nowiisst, ze verfeieren, da kënne mer 4 bis 8% vun dem agesatene Masutt am Joer spueren, an déi Euroe bleiwen hei am Land.

Den Agrarsecteur ass ee vun eise performantesten Elementer a Partneren an dëser Saach. D'Bauere kënnen iwwert d'Biogasanlage Wäermt a Stroum produzéieren. D'Beispill vum Réidener Kanton beweist ganz einfach, dass d'Baueren eppes gemaach hunn, d'Réidener Schwämm an de Lycée ginn iwwer e Fernwärmenetz alimentéiert mat der Wäermt, déi an der Biogasanlag gewonne a verbrannt gëtt.

An da kommen ech zu engem anere Punkt: dem Verkéier. Do si mer jo natierlech e bësse méi wäit ewech, well dat geet jo dann net sou einfach. Mir hu gesot, dass mer e „modal split" vu 25% zu 75% wëlle kréien. Dat heescht, 25% vun alle Bewegunge solle mat dem öffentlechen Transport duerchgeféiert ginn. D'Eisebunn huet an de leschte Méint ganz grouss Effortë gemaach an déi mussen elo honoréiert ginn, andeem mer d'Leit invitéieren, net zwéngen, mä invitéieren op dee performanten Outil de transport ëmzewiesselen.

Och den IVL huet hei eng ganz kloer Sprooch geschwat. Ech sinn elo och frou vum Minister ze héieren - en ass elo fort -, dass grad d'Sudcal elo zum Droe kënnt, wou mer d'Wäermt aus der Stroumzentral zu Esch kënnen auskoppelen. Dat ass dee richtege Wee. Amplaz 56% Notzungsgrad komme mer da vläicht schonn op 80%, an dann hu mer e gudde Schrëtt gemaach a Richtung vun der Nohaltegkeet.

Wat den Tanktourismus ubelaangt, dat ass scho gesot ginn en long et en large, ech well net dorobber agoen. Ech mengen awer, dass et nach e Punkt gëtt, deen nach eng Kéier muss opgegraff ginn, dat ass d'Diskussioun zur ekologescher Steier. Dat ass e Wee, dee mer beschreide kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, opgrond vun dem Kyoto-Protokoll ass dem Lëtzebuerger Land dann den CO_2-Allocatiounsplang zougestane ginn. Mir hunn 10 Milliounen Tonnen zougestane kritt. Déi musse mir bis 2012 erreechen. An dësem Joer leie mer bei eppes méi wéi 12 Milliounen. Dat heescht, et ass eng Aufgab virun eis, mir mussen dat an d'Hand huelen. Wa mir lo näischt ënnerhuelen, da - wéi gesot - komme mir op 13, 14, 15 Milliounen Tonnen erop. Dat géif heeschen, mir mussen da fir dräi, véier, fënnef Milliounen am Joer duerch de Budget déi finanziell Moyenë bereet stellen, fir dës Belaaschtung vun der Atmosphär ze bezuelen.

Dann nach de Marché vun de Certificaten. Am Oktober dëst Joer konnt een noliesen, do war de Präis nach bei ronn 9 Euro pro Tonn, elo e puer Méint méi spéit, wou de Kyoto-Protokoll zum Droe kënnt, komme mer schonn un 30 Euro a 40 Euro erun. Dat heescht, elo ass dat op eemol eng interessant Wuer. Russland ka vill Milliarden Tonnen CO_2 op de Marché bréngen.

An där Proufzäit vun dem 1. Januar elo nächst Joer bis de leschten Dezember 2007 mussen dann déi 13 Betriber mat hiren 19 Installatioune Certificater virweisen. Dat sinn 3,3 Milliounen. A si hunn nach eng kleng Reserv dobäigesat kritt. Wa se déi Emissiounen net iwwerschreiden - dat ass dat Flottst dobäi -, da kënne si op de Marché verkafe goen. Wa se se iwwerschreiden, da musse se dofir eng Strof bezuelen. An den éischten dräi Joer bedeit dat scho fir si 40 Euro d'Tonn. An an der zweeter Phas bedeit dat schonn 100 Euro d'Tonn, déi si musse bezuelen. Dat heescht also, eis Industriepartneren, déi souwéisou schonn e ganz groussen Apport geleescht hunn am Klimawiessel, si gefuerdert, hir Emissiounen an de Gréff ze huelen. Mä net si eleng si gefuerdert, och déi aner Secteuren, den Transportsecteur an de Secteur vun den Haiser an de Gebaier sinn do kloer gefuerdert.

Vläicht nach e Wuert dann och zu der Finanzéierung vun de flexibele Mechanismen. Dëse Fong, dee mer agesat hunn, ass elo an éischter Instanz mat 5 Milliounen Euro am Budget besat ginn. Dat soll eis hëllefen, handelbar Certificater ze kafen. Et muss een och dovunner ausgoen, dass dëse Fong an den nächste Joren nach vill Sue wäert brauchen, well mer net esou séier op eist Zil kommen an duerfir mussen akafe goen.

Eleng an der Zäitspann - ech wëll dat just an engem Beispill illustréieren -, do ginn dat scho 45 Milliounen Euro iwwert dräi Joer, ënnert der Viraussetzung awer, dass mer 5 Euro d'Tonn besetzen. Wa mer dat mat 20 Euro d'Tonn besetzen, hu mer schonn dann 300 Milliounen an deene fënnef Joer, déi duerno kommen. A kee weess vun ons, wéi déi Certificater am Präis wäerten ausgesinn. Wa se op 50 Euro oder 100 Euro eropginn, da musse mer ganz einfach honnerte Millioune bereetstellen, an da wäert och eng Diskussioun amgaange si mat dem Tanktourismus. An da musse mer eis och hannerfroen, wéi et mat der Besteierung vum Kerosin ass. Déi Fro musse mer och eng Kéier op den Dësch bréngen.

Den drëtte Volet vläicht - e puer Schlussbemierkungen. Eist Liewe besteet net nëmmen aus Alternativen an aus Konsequenzen, mä neen, och aus Verbueder a Strofen. Dofir weist Kyoto och nei Weeër op. An dat sinn déi flexibel Mechanismen. Et ginn der zwee. Deen een, dat ass d'Mise en œuvre conjointe, de sou genannten „joint implementation", déi ons erlaabt, CO_2-Certificater vun engem Industrieland mat deem aneren a Partnerschaft auszetauschen. An deem Partnerland soll eng Reduktioun vun der Emissioun erbäigeféiert ginn. Dat Land, dat dann d'Geld investéiert, kritt déi da bei sech ugeschriwwen.

Lëtzebuerg kann zum Beispill zu Tuzla a Bosnien, wou ech scho selwer war, an engem Kuelekraaftwierk hëllefen, duerch nei Technologien de Leit eng besser Liewensqualitéit ze garantéieren, andeem mer den CO_2 dohannen dämmen, awer och doniewent den SO_2. Mir kéinten et fäerdeg bréngen an deem Kraaftwierk 300.000 Tonnen anzespueren a mir géifen déi Tonnen ugeschriwwe kréien. Dat ass deen éischte Wee vun dem flexibele Mechanismus.

Deen zweete Volet ass awer dee vun der Partnerschaft mat den Entwécklungsländer. Dat ass de Mécanisme de développement propre. Do kënne mer eis engagéieren niewent eiser Entwécklungshëllef. Mat deene Länner kënne mir Projeten opzéien, duerch déi si hir Emissiounen erofdrécke kënnen. Mir sollen hinne modern Technologië ginn, dat kënnen zum Beispill Fotovoltaik- oder nach besser Biomassanlage sinn, fir dass si net déiselwecht Feeler maachen, déi mir gemaach hunn, a wéinst deene mir haut hei beieneesëtzen.

Et ass jo awer dramatesch, wann ee gesäit, dass d'Fraen an Afrika d'Waasser um Kapp mussen droen. A wéi einfach wier et mat enger Fotovoltaikanlag a mat engem Pëtz dat Waasser aus dem Bueden erauszehuelen an da kéinten déi Fraen aner Saache maache, wéi esou eng schwéier Aarbecht ze leeschten. Mir kënnen eis och u Bamplanzaktiounen an deene Länner bedeelegen.

Ech hunn elo grad gesot, de Klimasprotokoll ëmzesetzen, dat kéint an deem engen oder anere Kapp dann eng schwiereg Phas ginn. Vergiesse mer awer net, mir hunn et scho fäerdeg bruecht, an den 80er Joren de Schwiefeldioxid ëm 70% zréckzedreiwen. Do ware mir zwar selwer mat implizéiert duerch d'Schwiefelsaier, déi op eis Käpp gereent huet, do ware mer séier dobäi eppes ze maachen. Mir hunn och de Stickoxid ëm 25% reduzéiert. An doniewent hu mer eis och verflicht d'Emissioune vun den FCKWen am Montreal-Protokoll an eise Géigenden op Null ze setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, visionär Gedanken hunn ëmmer entscheedend Entwécklungen op de Wee bruecht, an déi vun den anereren, der nächster Generatioun da quasiment gottgewollt higeholl si ginn. Ech denken un d'Dréckerei, un d'Eisebunn, un de Computer an un den Tëlefon. Dat war fir d'Mënsche vun deemools eng Revolutioun, haut ass dat eppes ganz Normales schonn. Mir mussen dofir dës spannend Iddien thematiséieren an nei Weeër opzeechnen. Mir mussen eis och eng aner Mobilitéit ginn. Mir mussen eis Ziler konsequent an efficace duerch eng méi nohalteg Energieversuergung usteieren, dat heescht mir reduzéieren eisen Energieverbrauch hei am Land duerch eng rationell Energienotzung a réckelen ewech vun de fossilen Energieträgeren. Dobäi verdäiwele mir awer net déi momentan Strukturen. Déi brauche mer nach, wuelwëssend awer, dass déi auslafen a mir eis op nei Weeër musse beginn. Mir ënnerstëtzen dofir ganz massiv all Notzung vun den erneierbaren Energien, speziell déi vun de Solarkollekteren an der Biomass.

An nach ee klenge Volet dobäi. Kucke mer eis emol nach eng Kéier d'Loun- an d'Niewekäschte vun de Betriber un. Do stelle mer fest, dass déi an der Gréisstenuerdnung si vun duerch d'Bank 20%. Bei anere Betriber hu mer Material- an Energiekäschte vu 50% schonn. Duerch eng duerchduechten Energieeffizienz kënne mir et färdeg bréngen, den Energieverbrauch an de Betriber dann erofzesetzen an domat och dann d'Kompetitivitéit um Marché ze erhéijen.

Schonn eleng aus der Iwwerleeung eraus, dass an de kommende Joren d'Präisser vun deene fossilen Energien: Äerduelech, Äerdgas a Kuel uklamme wäerten, mécht all Operatioun an dës Richtung zu engem ganz flotten Ament. Haut investéiere bréngt muer seng Friichten, an dat op méi Niveauen. Am anere Fall ginn eis d'Aen op gemaach an dat kascht eis vill finanziell Mëttelen.

Schonn am Koalitiounspabeier ass sech kloer fir déi nohalteg Entwécklung. ausgeschwat ginn. D'Regierung huet sech fir d'Agenda 21 ausgeschwat, déi zu Rio festgehale ginn ass. An dëse Projet de loi, dee mer diskutéieren, passt genau an dëst Konzept eran.

Zum Schluss vun den Ausféierunge wëll ech awer nach een Ament bei der Schoul a bei der Universitéit verweilen. Wann dës Gedanken iwwerhaapt ee Sënn solle maachen, déi mer haut hei diskutéieren, da musse mer ufänken an der Schoul. An der Schoul musse mer d'Jugend dorop virbereeden, si, déi vu mar un de Schalthiewelen ass, an net méi mir, dass si dann hir Verantwortung muss huelen. Grad d'Schoul soll an engem vernetzten Zesummenhang weisen, dass d'Wirtschaft, d'Ëmwelt an dat Soziaalt ee Gemeinsaamt ass. Do musse mer eis och erlaben no der ethescher Approche ze froen, well mer net eleng fir eis d'Responsabilitéit hunn, mä och fir déi Länner an der Drëtter Welt.

D'Uni Lëtzebuerg kann een hei och als ee Partner erabréngen, well do läit ee grousst Innovatiounspotenzial. Eis Universitéit, eng vu villen an der Groussregioun, muss op deem wëssenschaftlechen an technesche Plang hei agebonne ginn. Villes ass scho gemaach ginn a mir kënnen dorop opbauen. D'Universitéit mat hirer Fakultéit vun der Wëssenschaft an der Technik kann hei ganz kloer ee gudden Deel bäisteieren zum ökologesche Wuelstand vun eisem Land. Dëse Projet de loi, dee mir haut hei stëmmen, ass dofir keng Belaaschtung, mä eng Erausfuerderung un där mir gemooss ginn. Dat ass zugläich eng Chance fir de Mënsch an d'Ëmwelt.

A vläicht nach ee lescht Wuert vum Laotse, engem grousse Philosoph, en huet gelieft 300 viru Christus. En huet gesot gehat: „Wann de Wand vum Wiessel bléist, da bauen déi eng Maueren an déi aner baue Wandmillen." Ech hoffe mir gehéieren zu der leschter Grupp.

Et ass net ons Aufgab eis Zukunft virauszegesinn, mä mir sollen drop virbereet sinn, an dat solle mer ge-

meinsam maachen, dofir dräi Konklusioune vu menger Säit.

Wa mer dësem Projet de loi eng reell Chance araume wëllen, da muss et zu engem Mentalitéitswandel an eiser Gesellschaft kommen. Den nohaltege Wee muss dee sinn, dee mir am Respekt fir eis Generatioun an déi nokommend Generatioune goe wëllen.

Mir mussen eis un de Gedanke gewinnen, dass d'Zäit vun de Bëllegenergien endgülteg verbäi ass. Mir mussen eng aner Energieversuergung opbauen an dozou gehéieren dann och déi erneierbar Energien. Wann ech mer virstellen, wat de Professer Dürr gesot huet, mir missten déi 2-kW-Gesellschaft opbauen, da wäre mer eng ethesch équitabel Gesellschaft; dat géif vum Eenzelnen a fir den Eenzelne bedeiten, dass en nach genau 1.760 Liter Masutt fir sëin Energiebedarf an engem ganze Joer ze decken. Da rechne mer eis emol aus, wat mer am Joer verbrauchen. 1.760 Liter Masutt, dat ass een Drëttel vun dem Tank am Haus.

Den Allocatiounsplang an déi flexibel Mechanismen aus dem Kyoto-Protokoll hëllefen eis hei zu Lëtzebuerg, si maachen awer och de Wee op fir de Mënschen an der Drëtter Welt eng méi grouss Chance ze ginn.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech den Accord vun der CSV erabréngen an ech soen Iech Merci, dass Der mer esou laang nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

Une voix.- Au vote!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och dem Rapporteur hei félicitéiere fir säi gudde schréftlechen a mëndleche Rapport, dee mëndlechen dee ganz detailléiert war.

Ech berouegen Iech direkt, ech bleiwen elo keng Dräivéirelsstonn hei. Et ass och bal alles gesot, wat ze soe war. A regelméissegen Ofständ, och schonn an der Vergaangenheet, hu mer eis des Öftere jo hei iwwert dee Kyoto-Protokoll ënnerhalen. Et kann een deem praktesch näischt Neies méi zoufügen. Dat maache mer zënter 1992, dat Joer, wou zu Rio de Weltsommet war. Dat hu mer 1997 gemaach, wéi Lëtzebuerg sech zu Kyoto mat minus 28% engagéiert huet, dat hu mer 2001 gemaach, wéi mer déi Kaderkonventioun dann hei an der Chamber gestëmmt hunn.

Déi Kaderkonventioun, déi 1997 zu Kyoto festgehale ginn ass, ass awer net méi déi, déi et haut ass, well an der Zwëschenzäit op deenen zéng Klimaschutzkonferenzen dës esou ofgeännert ginn ass an esou ofgeschwächt ginn ass, dass se net méi dee Wäert huet, dee se u sech uganks hat, mä dat war a sech de Präis, deen ze bezuele war, fir dass se iwwerhaapt a schlussendlech am Februar d'nächst Joer kann a Kraaft trieden, nodeem Russland dës Konventioun da ratifizéiert hat. Dat setzt se natierlech nach ëmmer net a Kraaft fir jiddfereen, well se nach ëmmer nëmmen 63% vun deenen Emissioune weltwäit ofdeckt, déi verursaacht ginn. Ee vun den Haaptemittenten, dat ass schonn hei gesot ginn, d'USA mat 25%, feelt do, mä d'USA net eleng, et sinn och nei Ekonomien, déi feelen, déi op d'mannst fir d'Zukunft gradesou vill Wichtegkeet wäerten hunn, wéi zum Beispill China, Indien a Brasilien, déi och an esou enger Konventioun wéi där heiten net däerfe feelen.

An et ass e puermol drop higewise ginn, dass d'Problematik hei eng global Problematik ass an dass do och nëmme ka global eng Léisung erbäigefouert ginn. Et kann net sinn, dass zwee Drëttel vun de Länner op der Welt Efforten hei maachen an dass d'Betriber sech délocaliséieren an déi Länner, déi hei net matmaachen. Dat géif kee Sënn maachen.

Perséinlech sinn ech och relativ zouversiichtlech, dass déi Länner do deemnächst wäerte matzéien. Ech ka mer elo net virstellen, dass d'USA, an ech hunn dat d'lescht Woch schonn hei gesot, bei engem Marché vun där doter Envergure wäerte feelen, an dat wat de Minister hei gesot huet ass richteg, dass et an Amerika net nëmme Leit gëtt, déi géint de Kyoto-Protokoll sinn. Et gëtt ganz vill Länner an Amerika, déi do dofir sinn. Et brauch een och nëmmen op den Internet ze goen an dat nozeliesen.

Do fënnt een zum Beispill eng Säit vun Chicago Climate Exchange, déi elo mat der London Climate Exchange zesumme wëllt goe fir esou am Emissiounshandel matzemëschen. Et brauch ee guer net ze mengen, dass d'Amerikaner deen Ament, wou se hei mat eraginn, net wäerten drop virbereet si fir dës Situatioun hei ze meeschteren.

Am anere Fall, mengen ech, wäert déi Kaderkonventioun vu Kyoto dach awer e Sujet gi vun deenen Diskussiounen, déi um Niveau vun der Welthandelsorganisatioun gefouert wäerte ginn, well ech ka mer jo net virstellen, dass eng Globalisiérung vun der Wirtschaft ouni eng Harmoniséierung vun dëser Problematik Zukunft wäert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet ginn dann all déi Lige gestrooft, déi gemengt hunn de Kyoto-Protokoll kéim iwwerhaapt ni zustanen. Déi, déi awer mengen d'Problemer wieren elo heimat geléist, déi ire sech géierlech, well dat hei ass just den Ufank vum Ufank vun engem Prozess, a loosse mer eis näischt virmaachen, et wäert nach laang daueren ier mer dëse Problem geléist hunn.

Dir kënnt Iech vläicht e Beispill un engem Protokoll huelen, dee vu Montreal, deen d'Problematik mat den CFCe geléist huet, deen an der Zwëschenzäit ewell 30 Joer um Bockel huet, wat hei an der Chamber ugefaang huet sengerzäit mat deem sou genannte Spraydousen-Gesetz an déi Mesuren, déi an der Zwëschenzäit geholl gi sinn, déi kréien nach nëmmen en Effet a 50 Joer. Dat Ozonlach, wat mer haut hunn, gëtt nach ëmmer méi grouss opgrond vun deenen Emissiounen, déi an der Vergaangenheet gemaach gi sinn. Ech weess net wéi vill Zäit, dass mer nach hunn, fir de Problem vum Zäreneffet ze léisen. Souwéisou ass dee Schued, dee visuell ugeriicht ginn ass opgrond vun deene wëssenschaftlechen Erkenntnisser, déi mer hunn, irréversibel; deen ass gemaach. Ech mengen, et geet elo drëm fir dee Schued a Grenzen ze halen an net muttwëlleg nach méi grouss ze maache wéi e schonn ass.

Ech wëll awer och hei kloer ënnersträichen, dass et net d'Europäesch Gemeinschaft ass, zu deene Lëtzebuerg jo kann zielen, déi an der Vergaangenheet de Problem hei ënnerschat huet. Schonn am Virfeld vun der Ratifikatioun vum Kyoto-Protokoll an och vun dëser Direktiv huet d'Europäesch Unioun ganz vill Effortë gemaach. Si huet ëmmer erëm op deene verschiddene Konferenzen eng Virreiderroll gespillt, an dank der Europäescher Unioun war et och esou, dass de Kyoto-Protokoll net zu Fall konnt bruecht ginn, well mer einfach heiran eng offensiv Positioun haten.

D'Europäesch Gemeinschaft huet an der Vergaangenheet wéi gesot Direktive gemaach zur rationeller Notzung vun der Energie, awer och zu den erneierbaren Energien, och zum Energiespueren. Gläichzäiteg ass awer elo hei eng Direktiv gemaach ginn, wou et u sech ëm den Handel mat Certificate vum Zäregas geet. Dat ass och fir eis u sech de konkreten Ufank vun dësem Kyoto-Protokoll. Och dës Direktiv, déi hei zustane komm ass, ass natierlech och ëmmer nëmmen e Kompromëss mat där Direktiv. Dat ass elo schonn e puermol hei gesot ginn.

Et ginn d'Quote festgeluecht fir déi grouss industriell Betriber fir d'Joren 2005 bis 2008 an et gëtt u sech den Handel geregelt oder d'Konditioune gi geregelt, ënnert deenen dës Acteure kënnen ënnereneen handelen. Da seet munchereen: „Jo, dat geet net wäit genuch, déi Direktiv hei, well et nëmmen déi industriell Betriber betrëfft. Wéini kommen dann elo déi Léisunge fir déi aner Secteuren, dat heescht fir den Transportsecteur an de Secteur vun de Stéit?" Deene kann een entgéinthalen, dass mer eis mat där Direktiv hei an enger Testphas befannen an deenen nächsten dräi Joer, ier dann den Eescht mam Kyoto-Protokoll ugeet 2008, wou dann awer schonn och d'Basiskonditiounen heifir geluecht gi sinn.

Wéi gesot, déi eng bedaueren, dass et nëmmen d'Industriebetriber sinn, an d'Industriebetriber bedaueren, dass si et sinn. Den Industriebetriber kann een awer soen, dass si déi Emissiounsrechter dach awer relativ generéis an dobäi och nach gratis zougestane kritt hunn, u sech als Dank fir déi Efforten, déi si an deene leschte Joren hei gemaach hunn, wou een awer nach ëmmerhin déi Effortë muss relativéieren, well de Gros vun dësen Efforten dach awer bei der ARBED läit, wéi se vun der Koksphas eriwwer an d'elektresch Phas gaangen ass. Mä ech mengen och doduerch, dass d'Quote festgeluecht sinn iwwerhaapt fir déi Betriber hei, sinn automatesch d'Quote festgeluecht fir déi aner Secteuren. Dat wat bleift, ass fir déi, nämlech am Prinzip d'Halschent fir den Transportsecteur an déi aner Halschent fir d'Stéit. Zu Lëtzebuerg ass déi Situatioun e bëssen anescht, well mer dach awer eng atypesch Situatioun hunn, an ech sinn och frou, dass de Rapporteur dat a sengem Rapport hei ganz kloer ënnersträicht. An der Vergaangenheet war dat bei der LSAP, mengen ech, net ëmmer esou kloer.

Ech mengen och net, dass déi Direktiv hei déi Direktiv ass, déi an 2008 wäert iwwergoen, well ech mengen dach awer - virausgesat dass déi Länner, vun deene mer elo hei Rieds hunn, dem Kyoto-Protokoll net bäitrieden -, dass de Problem vun der Konkurrenz muss geléist ginn. Dobäi wëll ech elo net soen an net falsch verstane ginn, dass mer hei eppes maachen, wat kee Sënn huet, mä ech mengen, dass een awer dat am A hale muss, fir net de Risiko anzegoen, dass eng Partie Betriber, déi d'Méiglechkeet hunn, aus Europa hei ofzewanderen a Länner, déi dem Kyoto-Protokoll hei net entspriechen. Dat géif net nëmme vum Kyoto-Protokoll hier kee Sënn maachen, mä dat géif och vun der Nohaltegkeet hier kee Sënn maachen, well dann Aarbechtsplazen hei verluer wieren an domat der Ekonomie dann och nach grousse Schued ugeriicht gi wär.

De Minister huet hei deen Artikel am „Monde" zitéiert, deen de Samschdeg dra war, vum Här Dollé an dem Här Collomb. Bon, ech mengen, wann een den Titel sou liest, da kann een dem Minister Recht ginn, awer wann een den Artikel liest, dann ass et esou, dass déi zwee Hären awer de Kyoto-Protokoll effektiv net a Fro stellen, mä dat, wat se wollte soen, dat ass dass de Kyoto-Protokoll e globale Problem ass an dass en och nëmme global ka geléist ginn. Mat deem, wat mir mat dësem Gesetz hei maachen, mengen ech, stëmme mer deem och nëmmen zou. An deem Sënn ass fir Lëtzebuerg a sech och déi Direktiv ee Segen hei, well se eis d'Méiglechkeet gëtt iwwert den Handel mat Emissiounsrechter eis Engagementer, déi mer zu Kyoto geholl haten - wéi gesot minus 28% - , ze respektéieren, dat am Kader vum „burden sharing" innerhalb vun der EU, déi sech zu minus 8% hei organiséiert huet.

Bei der Opstellung vun dësem Allocatiounsprogramm fir d'Betriber, déi 13 Betriber mat 19 Installatiounen, mengen ech, an opgrond vun deem Rapport vum Herr Ewringmann ass eis awer och richteg bewosst ginn, dass dat, wat bleift, wa mer d'Entwécklung mol héichrechnen, nach am gudde Sënn, dass mer dann awer d'Gefor lafen, dass eis dräi Milliounen Tonne wäerte feele fir eist Engagement ze respektéieren, dat heescht mir hunn à peu près zéng Milliounen Tonnen CO_2 zegutt. Wann et gutt geet, komme mer op 13 Milliounen, wann et net gutt geet, komme mer op 15 Milliounen. Da muss een awer wëssen a sech bewosst sinn, zumools wann ee weiderliest an deem Rapport an et zielt een dat alles zesummen, wat den Här Ewringmann u Méiglechkeeten opgelëscht huet am Kader vun den nationale Mesuren, an zielt een dann déi nach net dobäi, déi an der Etüd do waren, déi Greenpeace gemaach hunn, da geet et mam beschte Wëllen nach ëmmer net duer, fir d'Problemer mat nationale Mesuren ze léisen.

Ech si frou, dass de Rapporteur zu där Asiicht komm ass, déi an de leschte Joren net ëmmer d'Asiicht war vun der LSAP, well säi Virgänger an der Kommissioun, den Här Bodry hei, deen huet hei ëmmer ganz aner Theorië vertratt. Hien huet ëmmer drop gehalen, dass ee muss versichen, an do gi mer him jo och Recht, alles mat nationale Mesuren ze maachen. Dat heescht, en huet hei en Discours gefouert, wéi wann déi lescht Regierung um falsche Wee gewiescht wier, andeem dass se an hirer nationaler Strategie och d'Méiglechkeet vum Handel mat oder vum Ukaf vun Emissiounsrechter hei oprechterhalen huet.

Ech wëll och elo hei net falsch verstane ginn: Och mir an ech selwer wiere frou, wa mer dat mat nationale Mesurë kéinte maachen. Ech mengen, mir sollen och all Efforten drusetzen, fir dee Wee ze goen. Et kann och keen engem de Reproche maachen, dass een dat net versicht, do wou ee Verantwortung huet. Am beschten et fänkt een do bei sech doheem a sengem Haus un, andeem ee grénge Stroum keeft an et mécht een eng thermesch Anlag, oder wann een an enger Gemeng Responsabilitéit huet, dann ass ee speziell stolz, wa vum Här Kox dann déi Gemeng den Eurosolar-Präis och nach kritt. An dat mécht een och an deene Syndikater, wann een eng Schwämm ze hëtzen huet, déi CO_2-fräi fonctionnéiert. Et ass esou, dass mer do net nëmmen integral mat Biogas fueren, mä op där anerer Säit och grénge Stroum akafen. An dorop, muss ech soen, sinn ech perséinlech stolz.

Ech sinn awer net eefälteg genuch, fir ze mengen, wann ech déi Chifferen hei liesen an dem Här Ewringmann sengem Rapport - an do änneren ech och elo näischt no de Wahlen u mengem Discours -, dass mer dee Problem hei mat nationale Mëttele kënne léisen. Wa mer en iwwerhaapt mat nationale Mëttele kënne léisen, an dann nach nëmmen à moyen an à long terme, dann ass et, wa mer eis un den Tanktourismus eruwoen, an da muss een nach wëssen, dass een dat ganz gedam muss maachen an an enger gewësser Zäitspan, well soss eise Budget dach awer riskéiert e blot A ze kréien. Ech mengen, och domat géifen Aarbechtsplaze verluer goen, dofir mengen ech solle mer dat ganz iwwerluecht maachen. Bis dohinner wäerte mer dann awer op déi flexibel Mechanisme mussen zréckgräifen, wat den „emission trading" ass op där enger Säit, wat och Mesurë sinn am Kader vun „joint implementation" oder vun den CDMen.

Ech mengen och net, dass mer do sollen op de Wee goe fir Räbbi ze kafen. Ech mengen, mir solle schonn op de Wee goen, wou noweisbar ass, dass mer dat och seriö huelen. Ech sinn der Meenung, dass d'EU net wäert dolaanscht komme fir hei ganz kloer Konditioune festzeleeën, ënnert deenen de Gebrauch vun deene flexibele Mechanisme wéi deen zum Beispill vun „joint implementation" an och dee vum CDM hei kënne gebraucht ginn.

Egal wéi, dat hei wäert eis kaschten, an dofir ass an deem Gesetz hei och eng Regelung fonnt gi fir dat ze bezuelen; et ass ee Fong geschaf ginn. A sech ass dee Fong an der Rei, well e bal alles begräift, wat en nëmme ka begräifen, vum Fräikafe bis hin zu nationale Mesuren oder wat och ëmmer. Ech stelle mir allerdéngs d'Fro, wou mer d'Geld hierhuele fir dee Fong ze fëllen. Nodeem mer de Bensin jo elo scho méi deier gemaach hunn a mat deem Geld de Fonds pour l'emploi speisen, si mer nach erëm e Stéck do e bësse méi wäit ewech geréckelt fir aus deem Dëppen ze schöpfe fir de Kyoto-Fong dann ze speisen.

Mä dat gesot, wollt ech awer an dësem Kader eng Partie Froe stellen. Wéi gesot, mir hunn elo dee Fong hei, deen dann alles soll opfänke vun de Kyoto-Mesuren, déi musse geholl ginn. Den Här Minister ass elo net méi do. Ech géing awer am Fong gär wëssen, wat mat deem Volet Energie aus dem Fonds pour la protection de l'environnement geschitt. Bleift dee bestoen oder gëtt dat och heidran integréiert?

Ech wëll och wëssen, ob an Zukunft d'Dépensë vun deenen zwee Reglementer fir d'Particulieren nach virun op de Budget gebucht ginn, ob dat och hei an de Fong eraleeft. Ech wëll wëssen, ob déi Mesuren, déi mer am Kader vun deem neie Wirtschaftsförderungsgesetz d'lescht Joer geholl hunn, hei erakommen oder ob déi am Budget weider um Wirtschaftsministère ofgebucht ginn. Datselwecht gëllt fir dat Wirtschaftsförderungsgesetz fir déi Kleng- a Mëttelbetribercher. Ech wëll wëssen, wou déi Dépensen, déi verausgabt ginn um Niveau vun de Biogasinstallatiounen, elo finalement alleguer gebucht ginn. An deem System, wou mer elo sinn, fënnt eng Kaz hir Jong geschwënn net méi erëm, an dofir wier et vläicht gutt, wa mer hei iergendwann eng Kéier e bëssen Uerdnung géife schafen.

Op jidde Fall, wann ech dee Fong hei liesen, deen ass ganz komplett an entsprécht net den Iddië vum Här Bodry senger Proposition de loi, déi hien am Joer 2002 gemaach huet. Dat war eng ganz aner. Déi huet sech just op déi national Mesurë beschränkt. Do geet net Rieds vun Achats a Ventes vu Crédits d'émissions oder Échange de crédits d'émissions oder vun CDMen oder vun „joint implementation". Do schéngt mer och innerhalb vun der LSAP dach awer e gewësse Sinneswandel komm ze sinn.

Ech muss och soen, dass ech e bëssen d'Insistenz vum Rapporteur vermësse mat där den Här Bodry awer ëmmer un déi Saach hei erugaangen ass an deene leschte fënnef Joer, fir alles wëlle mat nationale Mesuren ze maachen. Ech ginn Iech just e puer Aussoen, déi den Här Bodry hei ëmmer gemaach huet.

(Interruption)

Den Här Bodry huet gesot: „Et kann net sinn, dass mer géife probéieren iwwer ee Scheckheft, iwwer Suen, déi mer relativ völleg hunn a wahrscheinlech déi nächst Joren nach völleg hei zu Lëtzebuerg hunn, iwwer Projeten an Entwécklungslänner eis fräizekafen an ze mengen domat hätte mer ei-

sen Obolus, eise Bäitrag zum Klimaschutz international geleescht. Also national Moossnamen hunn absolut Prioritéit an där Fro."

Hien huet och emol gesot, dat war d'lescht Joer: „Et gesäit ganz dono aus, dass déi ganz Strategie géif dorobber erauslafen, dass mer, wéi mer dat als Lëtzebuerger allze oft scho gemaach hunn, eis mam Scheckheft géife fräikafen. An dat ass onmoralesch, wéi de Premier gesot huet, ech kann deem nëmme bäiflichten." Voilà.

D'Saach gesäit elo anescht aus. D'Sozialiste maachen elo een anert Gesetz, maachen dat, wat an der nationaler Strategie stoung, déi vun der leschter Regierung hei opgesat ginn ass, a wäerte vun deenen zwou Zorte vu Mesurë profitéieren, vun deenen nationalen a vun deene flexibelen, fir dësem Problem hei Meeschter ze ginn.

Op d'mannst war et esou, dass déi lescht Regierung eng Strategie gemaach huet, déi komplett war, déi och an deene leschte Jore vun der Demokratescher Partei, zesumme mat där Regierung an där se war, ëmgesat ginn ass. Op d'mannst ass d'Basis hei geluecht gi fir d'national Mesuren ëmzesetzen. Dat léisst sech net leegnen, an ech freeë mech schonn op déi Debatt, déi mer d'nächst Joer kréien am Kader vun der Lag vun der Natioun, wa mer de Rapport vum Ëmweltministère hei wäerten diskutéieren. Do kënne mer jo statistesch nogewise kréien, wat fir eng Entwécklung d'erneierbar Energien déi lescht Joren hei zu Lëtzebuerg hat.

An deem Kontext, an de Minister huet dat hei ugesprach, waarde mer dann och gespaant op déi nei Reglementer, déi hei wäerte kommen. Ech menge schonn, dass déi Reglementer mussen ugepasst ginn an an de Kontext vu Kyoto gesat ginn. Da mécht dat méi Sënn. Mir kommen awer och net derlaanscht déi 5,7% ze respektéieren, zu deene mer eis am Kader vun der Europäescher Unioun engagéiert hunn, wat déi erneierbar Energien ugeet. Dat wäert net esou einfach sinn, mä déi Mesuren, déi de Minister hei zum Beispill genannt huet, déi sinn eis scho bekannt, well déi hu scho virun de Wahlen an de Käpp gegeeschtert.

Ech mengen, et wier och vläicht richteg op ee Wee ze goen, fir dass ee vun deene Leit, déi wëlle Fotovoltaiksanlagen opriichten, awer verlaangt op d'mannst een Deel vun hirer Consommatioun mat gréngem Stroum ze bezéien. Déi Iddi schéngt mir net esou abwegeg, ech mengen dann hätte mer zwou Mécke mat engem Schlag getraff. Mä d'Sozialisten däerften et awer méi liicht kréie wéi mir et haten an der Regierung, fir dat Reglement hei ze ajustéieren, well jo elo awer am Budget e ganze Koup Geld virgesinn ass fir dat do. Ech gi jo awer net dovunner aus, dass déi Kreditter, déi elo do sinn, op wellechen Niveauen och ëmmer, wäerten zréckgoen. Dat wär, mengen ech, dat falscht Signal dobaussen. Et soll een elo déi Kreditter, déi do sinn, op deem Niveau hale wou se sinn, a versichen eppes Éierbares domat ze maachen.

Ech wollt just nach soen, dass deen Discours, deen hei ëmmer erëm gefouert ginn ass, fir alles mat nationale Mesuren ze maachen, esou gutt en och vläicht gemengt war, dach utopesch war. Deen Discours, deen awer zum Beispill vun der CSV am Kader vun de Budgetsdebatte gefouert ginn ass, vun hirem Rapporteur, deen hunn ech awer och net gutt fonnt. Ech mengen, och dat ass dee falsche Message fir als eenzeg Ausso iwwert d'Ëmwelt just d'Fotovoltaik als ee Faass ouni Buedem duerzestellen. Dat, mengen ech, wier och net gutt. Et ass och net gutt dee Kyoto-Protokoll, och wann een dat muss maachen, nëmmen duerch de finanzielle Brëll ze kucken.

An ech widderhuelen dat just hei, wat den Här Oberweis gesot huet, dass et hei net eleng ëm Sue geet oder ee Faass ouni Buedem, mä et geet u sech ëm d'Wuel vun den zukünftege Generatiounen. Ech sinn och perséinlech der Meenung, dat wat mäi Virriedner hei gesot huet, dass et hei wahrscheinlech ëm déi gréissten Erausfuederung geet, déi d'Mënschheet zënter hirer Existenz kannt huet, an ech mengen esou muss een dann awer och e Message vermëttelen, fir dass d'Leit sech dobausse mat där Situatioun, mat där Problematik hei ausenaner setzen, fir dass och si hire Bäitrag hei leeschten; e Bäitrag, deen déi meescht vun hinnen dann och zu 90% bereet sinn ze maachen, awer nëmme bei Ëmfroen an Enquêten.

A wann een da gesäit wéi et ass wann et drëms geet fir et fräiwëlleg ze maachen, dass mer dann awer meilewäit a sech dovunner ewech sinn. An deem Sënn kënnt de Législateur awer net derlaanscht fir déi Leit, déi net fräiwëlleg dëse Wee an absehbarer Zukunft wëlle matgoen, ze sanktionéieren - de Minister huet et sanktionéiere genannt - oder fir déi op eng aner Manéier dozou ze bréngen hir Verantwortung hei ze iwwerhuelen.

Den Här Oberweis huet ganz richteg hei gesot, net nëmmen d'Leit mussen hir Verantwortung huelen, och d'Politiker mussen hir Verantwortung huelen an dofir musse si déi legislativ Mesuren huelen, déi sech hei opdrängen. Ech mengen och, dass d'Leit dobaussen, wa se emol richteg opgeklärt sinn a sech bewosst sinn ëm wat datt et geet, bereet sinn dee Wee hei mat ze goen. Et soll een a sech deeselwechten Discours féiere wéi deen, deen elo zënter enger Zäit gefouert gëtt vun der Regierung am Beräich vun de sozialen Ausgaben, wou jo och de Bierger op déi an absehbarer Zäit fälleg Ajustementer haut scho preparéiert gëtt. Deeselwechte Wee kéint een u sech och hei bei der Kyoto-Problematik goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz hei ass e gutt Gesetz, kee Wonner, et staamt jo och nach aus der Fieder vun där Regierung vu virdrun a mir hu jo och kee Grond no de Wahlen eis Meenung hei ze änneren. An dofir wäerte mir selbstverständlech dat Gesetz hei stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer kuerz op eisen Ordre du jour zréckzekommen.

6. Ordre du jour

Mir haten am Ufank vun der Sitzung gesot, dass mer géifen den Ordre du jour vun haut, déi Projeten, déi mer haut de Mëtten um Ordre du jour hunn, alleguerte fäerdeg maachen. Et ass awer elo an der Zwëschenzäit véirel bis siwen a bei dësem Projet eleng sinn elo nach zwee Riedner agedroen, déi am Ganzen eng Stonn Zäit brauchen, esou dass et Véirel bis aacht gëtt bis mer mat deem heite Projet fäerdeg sinn.

Et sinn eng ganz Partie vun Demanden u mech erugedroe ginn, vu dass d'Deputéierten net wossten, dass mer géifen iwwert déi normal Zäit erausfueren, e ganze Koup vun hinnen aner Engagementer haut den Owend hunn, esou dass ech géif mengen dass et besser wär, mir géifen dëse Projet fäerdeg maachen, dat gëtt ëmmerhin da véirel bis aacht, a mir géifen da mar de Moie weiderfuere mat deene Projeten, déi haut de Mëtteg net drukomm sinn. Esou wéi mer gesot gëtt, sinn d'Rapporteuren an och d'Ministere mar de Moien disponibel fir dat ze maachen an ech denken och, dass den Ordre du jour vu mar géif duergoe fir déi doten zwee Projete mat eriwwer ze kréien.

Ass d'Chamber mat där Propos d'accord?

(Assentiment)

Den Här Glesener freet d'Wuert.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Just nach eng Zwëschefro, Här President: Et ass jo da kloer, dass mer mar de Moien ufänke mat deene Projeten, déi mer haut net evakuéiert hunn?

M. le Président.- Selbstverständlech. Mir fueren der Rei no, esou wéi se um Ordre du jour stoungen.

Ech wëll nach dobäi soen, well dat och nach eng Modifikatioun vum Ordre du jour ass, dass den 28. Oktober d'Chamber iwwert de Projet de loi 5321, betreffend de Bau vun engem Fleegeheem zu Klierf, ofgestëmmt huet. De Statsrot huet seng Dispens de 16. November ginn. Et huet sech awer erausgestallt, dass et bei der Opstellung vum Gesetzestext zu engem bedauerlechen Iertum koum, esou dass d'Chamber nach eng Kéier dozou opgeruff ass iwwert de korrigéierten Text ofzestëmmen. Dat maache mer da mar de Mëtteg no deem leschte Vote vun de Projeten, déi mer hunn. D'Familljekommissioun hat haut eng Réunioun an huet e Rapport complémentaire ugeholl.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Da wëll ech nach soen, dass mer exceptionnellement, well haut a mar eisen Ordre du jour wierklech kompriméiert ass a vill aner Obligatioune sinn, d'Votë vun alle Projeten, och déi, déi mer elo amgaange sinn ze diskutéieren, all Projete stëmme mer muer um Enn vun der Sitzung of. Voilà.

Gutt, dann ass dat alles esou décidéiert.

Den Här Minister Frieden freet d'Wuert nach.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, d'Chamber décidéiert wéi se hire Programm mécht. Ech wëll just d'Chamber informéieren, dass ech muer de Moien awer misst um 10 Auer fortgoen, well ech hunn d'Visite vum portugisesche Justizminister en vue vun der Presidentschaft, a vu dass deen aus dem Ausland op Besuch kënnt, kréien ech dat net geréckelt. Wa mer also fir 10 Auer kéinten de Projet iwwert d'Polizeikooperatioun fäerdeg hunn, da wier dat aus eiser Siicht, aus menger Siicht hëllefräich.

Ech huelen un, d'Chamber geet um 8.30 Auer un?

M. le Président.- Jo.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Da misste mer jo um 10 Auer mat deem Projet fäerdeg sinn.

M. le Président.- Also, Här Minister, mat deene Riedner, déi ageschriwwe sinn, a mat deene Riedezäiten, déi mir ugi gi sinn, dierft et kee Problem sinn, dass mer an där Zäit do iwwert d'Ronne kéimen.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, dann ass dat elo alles sou décidéiert, dann héiere mer elo nach zu dësem Projet zwee Riedner an dann ass d'Diskussioun ofgeschloss. Den éischte vun deene Riedner ass deen honorabelen Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

7. 5327 - Projet de loi 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés (suite)

Discussion générale (suite)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 5. Oktober dëst Joer sinn 250.000 Tonnen CO_2-Emissiounsrechter um europäesche Marché gehandelt ginn. Ier den europäeschen Emissiounshandel also legal existéiert, sinn also scho Leit, déi erkannt hunn, dass dat do dee Marché vun der Zukunft ass. An Expertë ginn dovunner aus, dass am Joer 2005, also d'nächst Joer schonn, wann déi 25 EU-Länner drun deelhuelen, ongeféier 150 Milliounen Tonne wäerte gehandelt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, hei ass eng nei Währung geschaf ginn. De Wäert vun dëser Währung wäert de Marché bestëmmen an de Wäert vun dëser Währung ass de Moment ongeféier zéng bis 15 Euro pro Tonn. Déi meescht Expertë ginn dovunner aus, dass en awer, wann d'Kyoto-Mechanismen 2008 weltwäit a Kraaft wäerten trieden, steige wäert. Dat mengen ausländnesch Experten, dat mengen awer och Leit hei aus dem Land. Sou huet och d'Chambre de Commerce an hirem Avis complémentaire, deen haut komm ass, déiselwecht Meenung vertrueden.

Ech muss mech also wonneren - et ass schued, dass en net méi hei ass -, dass de Budgetsminister a senge Mëllechmeedechersrechnungen, déi en eis viru 14 Deeg hei virgeluecht huet an op déi ech nach wäert zréckkommen, vun zéng Euro d'Tonn am Joer 2012 ausgeet. Vläicht kréie mer awer nach d'Geleeënheet erauszefannen, wou en déi Quellen hier huet. Mir sinn do op jidde Fall ganz skeptesch a mir hunn op jidde Fall méi Leit, déi éischter eis Meenung vertrieden, dass dee Präis wäert gewalteg steigen, wéi déi dass en esou wäert bleiwen, wéi den Här Frieden eis an der Öffentlechkeet hei wollt wäis maachen - mä dozou komme mer nach.

(Interruption)

Well de Risiko ass grouss, dass ab 2008 et e weltwäite Manktem un CO_2-Emissiounsrechter gëtt. Et sinn zwar Leit, déi lo soen, lo wou Russland dobäi ass, sinn der relativ vill disponibel, mä et sinn nach eng ganz Rei Länner wéi Lëtzebuerg, déi et net fäerdeg wäerte bréngen hir Ziler ze erreechen an domat och op de Kaf an den Akaf um internationale Marché ugewise sinn, wat da ganz rapid kann dozou féieren, dass dës Präisser dramatesch wäerte steigen.

Och déi Gréng si frou, Här President, dass Europa déi nei Währung als éischt agefouert huet, an ech deelen do iwwerhaapt net dem Här Calmes seng Ängschten, dee fäert, dass awer vläicht do e Konkurrenznodeel entsteet. Mir sinn iwwerzeegt, dass dëse Fait den europäeschen Entreprisen e Konkurrenzvirdeel wäert verschafen, well nämlech ganz kloer d'CO_2-Emissiounsrechter am Ufank wäerte vill méi bëlleg si wéi an enger Rei Joren. A wann elo déi europäesch Entreprisë sech andecke kënne mat bëllegen Certificater, dann hu se e Konkurrenzvirdeel fir d'Zukunft, mä si sinn awer och déi éischt, déi weltwäit wäerten agestallt sinn op déi nei Donnéeën, si wäerte gewinnt si mat deem neien Instrument, mat där neier Währung ëmzegoen. Si wäerte sech astellen, si wäerten hir Betriber ëmstellen, si wäerte sech Strategië gi fir sou vill wéi méiglech vun deene Certificatë kënnen anzespueren an da souguer Geld domat ze maachen, well se se jo bekanntlech gratis zur Verfügung kréien a se dann um Marché verkafe kënnen.

An dass, Här President, d'EU richteg läit, weist, dass scho virun 2008 eng ganz Rei Länner sech wëllen dem europäesche System uschléissen. Norwegen, zum Beispill, wat jo net an der EU ass, mä natierlech Interesse huet mat senger grousser Uelechindustrie sou séier wéi méiglech op deem Marché do dobäi ze sinn, d'Schwäiz huet Interessen ugekënnegt, Kanada, jo och Japan. An et ass schonn hei erwähnt ginn, souguer an den USA gëtt et Leit déi, glécklecherweis, muss ee soen, méi wäit gesi wéi de President Bush. Et sinn eng ganz Rei Staten am Nordoste vun Amerika, mä awer och Kalifornien, amgaang en ähnlechen Handelssystem wéi den europäeschen op d'Been ze setzen a Quoten anzeféieren.

An dat ass och do kee Wonner, well grad déi amerikanesch multinational Firmaen hu jo keen Intérêt total dobaussen ze bleiwe bei deem ganze Mechanismus, well vill vun hinnen hunn egal wéi eng Rei Dépendancen a Länner, déi de Kyoto-Prozess net nëmmen ënnerschriwwen hunn, mä och wäerten ëmsetzen. Et ass evident, dass all déi Firmae sech mussen eng kohärent Strategie fir dee ganze Grupp kënne ginn an net op zweeërlee Zich fueren nach eng Kéier, deen an Amerika, dee mat deem do System näischt wëllt ze dinn hunn, a mat engem anere Been op engem Zuch, deen awer amgaang ass a Richtung Aspuere vun CO_2-Emissiounen ze fueren, sou dass, mengen ech, de President Bush do wäert glécklecherweis lénks vu senger eegener Industrie iwwerholl ginn.

A schlussendlech ass souguer scho China amgaang, obwuel et nach, bis de Moment op jidde Fall, keng Verflichtungen huet, sech prett ze maachen. China ass amgaange sengen Industrien Oplagen ze maachen a Verbrauchswäerter fir Autoen anzeféieren, well China ganz genee weess, ganz genee weess, dass et geopolitesch gesinn als zweetgréissten Emetteur op der Welt och eng Kéier net dolaanscht kënnt an dee Prozess hei anzeklammen, wann et wëllt an anere Beräicher mat Europa, mat anere Géigenden op der Welt zesummenzeschaffen, da kann et net aussen vor bleiwe bei Kyoto.

An, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg an deem Ganzen? Bon, et ass e bëssen erstaunlech, well normalerweis, wann et ëm Geld geet, dann hu mer jo eng gutt Nues, a mir richen et Kilometer géint de Wand, wann eppes an deem Beräich an der Maach ass. Abee, Lëtzebuerg huet eiser Meenung no d'Aféierung vun där neier Währung, vun där ech geschwat hunn, verschlof.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Wéi ass dat dann ze erklären? Eiser Meenung no hunn déi dräi lescht Regierunge sech am Dossier verschat, d'Schwieregkeet mat Kyoto ënnerschat an de Klimaschutz net eescht genuch geholl. D'LSAP-CSV-Regierung 1994 bis 1999 huet sech am Dossier verschat, an net, an dat wëll ech betounen, Här President, net beim Engagement vu minus 28%, wéi den Här Grethen, deen elo amgaang ass zur Dier erauszegoen, ëmmer hei der LSAP wollt wäis maachen…

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech bleiwen, wann Der schonn iwwer mech schwätzt.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- …, andeem den Här Grethen hei der LSAP virgeworf huet, mat hirem Engagement zu Kyoto hätt se Lëtzebuerg op de Wee zréck an de Steenzäitalter wëlle féieren.

Ech wëll betounen, dass déi Regierung sech net do verschat huet

beim Engagement, an ech kommen och zu Erklärungen, well et ass heiansdo gemaach gi wéi wa mer Kyoto 1990 verhandelt an ënnerschriwwen hätten. Dat ass jo net de Fall. 1997 hu mer ënnerschriwwen a si mer eist Engagement agaang. A wou ware mer dann 1997 drun? Mir hunn 1990 14 Milliounen Tonnen CO_2 an aner Gasen émettéiert.

(Interruption et hilarité)

Et ass anscheinend schwiereg och den Här Grethen nach nodréiglech vun der Richtegkeet vun eisen Aussoen a vun der Richtegkeet vum Engagement ze iwwerzeegen, mä hie war nach ni, mengen ech, ee vun deenen, déi gemengt hu Kyoto géing wierklech d'Zukunft vu Lëtzebuerg a vun der Welt bestëmmen. Ech mengen, en huet sech awer do ganz fatal gëiert.

Also, nach eng Kéier, mir haten 1990 14 Milliounen Tonnen Emissiounen. Mir waren awer 1997, wéi mer eist Engagement vu minus 28% geholl hunn, bei 8,5 Milliounen Tonnen. Dat waren de facto deemols minus 40%. Mir haten also fir eist Zil vu minus 28% 2008/2012 ze erreechen eigentlech nach e Sputt vun 12% no uewen, baséierend op der Situatioun vun 1997. Et ass also guer net esou wéi et ëmmer sollt duergestallt ginn, dass mer schrecklech ambitiéis d'Zil deemools agaang sinn.

Neen, Här President, de Feeler vun där Regierung waren net déi minus 28%, de Feeler war d'Meenung, duerch d'Ëmstellung vun der ARBED esou vill Sputt ze hunn, dass mer mat engem Business-as-usual-Zeenario eis Ziler labber géingen erreechen. An ech wëll och nach eng Kéier hei betounen, dass deemools '97, wéi mer ënnerschriwwen hunn, déi sou genannte Kyoto-Mechanismen net zu eisem Nodeel gespillt hunn a mir waren och - an ech wëll dat ëmmer erëm betounen, an dofir sinn ech esou allergesch op dat Wuert atypesch - 1997 net an enger atypescher Situatioun.

Firwat? Deemools huet eisen Tanktourismus, dee mer jo ugerechent kréien, ronn dräi Milliounen Tonnen ausgemaach, mä op där anerer Säit huet awer och de Stroumimport dräi Milliounen Tonnen ausgemaach, dat heescht dee Mechanismus, deen an eiser Défaveur gespillt huet an och nach spillt, nämlech den Tanktourismus, war equivalent mat deem, deen nämlech an eiser Faveur spillt, dass de Stroum do ugerechent gëtt, wou e produzéiert gëtt. Dat huet sech 1997 am Equiliber gehal. Dat waren dräi Millioune géint dräi Milliounen.

Et muss ee soen, dass een och deemools huet kënne soe mir wieren iwwerindustrialiséiert gewiescht, well dee ganzen ARBEDs-Stroum vun den Elektrostolwierker ass eis jo net ugerechent ginn. An et konnt een och deemools net soen, mir hunn därmoossen eng grouss Stolproduktioun, déi mer an d'ganz Welt exportéieren, well de Stroum fir déi Stolproduktioun gëtt eis net ugerechent.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat awer deemools grad wéi haut schonn zu Lëtzebuerg atypesch ass a bleift, dat ass de Pro-Kapp-Verbrauch. Mir louchen deemools iwwer 20 Tonnen, mir leien haut erëm iwwer 20 Tonnen an d'Projektioune gi souguer nach méi an d'Luucht; ech wäert herno dorop zréckkommen.

Déi deemoleg Regierung hat also d'Ist-Situatioun richteg ageschat, huet sech awer verschat, wat d'Entwécklung vun deenen eenzelne Secteuren ubelaangt huet. Si huet gemengt si kéint drop verzichten eng Strategie ze entwéckelen, si huet keng Zeenarien entwéckelt fir d'Saach am Gréff ze behalen, fir iwwerhaapt d'Evolutiounen ze suivéieren, och an den Zuelen. A si huet virun allem kee Raster entwéckelt, no deem richteg Entscheedungen a wichteg Entscheedunge gepréift gi wieren.

Tatsächlech hätt ee missen en connaissance de cause driwwer diskutéieren, ob een dat GuD-Wierk zu Esch an där Form sollt bauen, mä do ass den Här Goebbels jo awer - an ech muss awer heiansdo drun erënneren - wéi esou oft a senger Carrière mam Kapp duerch d'Wand gaangen. Et waren Ëmweltschutz-Organisatioune wéi Greenpeace, déi em souwuel gesot hunn, dass dat do eng Katastroph géing gi fir Kyoto, mä déi em awer och gesot hunn, dass dat do energiepolitesch gesinn net déi richteg Décisioun wier, an dass mer vill besser hätten amplaz vun enger grousser 350 Megawatt schwéierer Zentral eng ganz Rei dezentraler ze bauen.

Hei gëtt jo heiansdo esou gemaach wéi wann déi ganz Problemer eis op de Kapp gefall wieren. Ech wëll drun erënneren, dass all Kéiers hei falsch Décisioune geholl gi sinn.

Ech wëll och drun erënneren, dass eis elo eng Industrialiséierungspolitik vun deemselwechte Mann deelweis op de Kapp fält, deen och nach ni iwwerluecht huet, wat en op Lëtzebuerg géing zéie vun Industrien, déi zukunftsträchteg wieren, déi eventuell net energieintensiv sinn. An ech hunn hei net d'Zäit an och net d'Loscht an déi lescht Detailer ze goen, mä wann een elo all Donnéeë geschwënn um Dësch huet, da muss ee jo awer zum Beispill froen: Wat bréngt en energieintensive Betrib wéi Kronospan eis, wou 280 vun 300 Aarbechtsplaze geschaf gi sinn, wou Grenzgänger drop schaffen? Den Här Mosar huet eis jo virgerechent, dass an der Zwëschenzäit anscheinend déi Grenzgänger eis méi kaschte wéi se eis bréngen.

Mir hunn eis och soe gelooss vun deemselwechten Här Mosar, dass anscheinend d'Industrie praktesch keng Steiere méi bezilt. Wann ech dann awer gesinn, dass d'Kronospan mat 100.000 Tonnen CO_2 an der Rechnung steet an dass ee pro Tonn vläicht eng Kéier 30, 40, 50 oder 100 Euro muss bezuelen, da si mer jo bei enger Zomm vun, wat weess ech, zéng Milliounen Euro pro Joer, wat d'Kronospan eis kascht. An op där anerer Säit ass jo anscheinend déi ekonomesch Retombée op eise Budget praktesch null.

Guer net ze schwätzen, Här President, an do wiere mer bei engem gudde Beispill fir e Verglach ze maache vun deene Milliounen, déi ëmmer hei an d'Luucht gestallt si gi fir d'Fotovoltaik, wou mer wëssen, dass 300 nohalteg Aarbechtsplaze geschaf si ginn. Ech mengen, dass d'Kronospan mindestens esou vill Subside kritt huet wéi d'Fotovoltaik an deene leschte véier Joer kascht huet.

Ech si gespaant wat mëttel- a laangfristeg dee Betrib eis ënnert dem Strëch géing kaschten, Här President, a mir hätte scho längst missen eng Kéier esou ee Beispill huelen, scho viru Joren, an emol eng Kéier e puer Ekonomisten dodrop setzen a soen: Wat ass de volkswirtschaftlechen Impakt vun esou enger Industrialiséierungspolitik, besonnesch en vue vun engem Kyoto-Mechanismus, deen awer och schonn Enn der 90er Jore bekannt war a wou een hätt misse wëssen, dass een do gewësse Risike géinge lafen?

Dat just fir…

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Déi Gréng sëtze jo zu Suessem am Gemengerot, da maacht en zou.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn haut schonn e puermol gemierkt, Här Jaerling, dass Dir déi heite ganz wichteg Thematik net ganz eescht wëllt huelen. Dir wësst jo ganz genee, dass Der elo egal wat gezielt hutt.

(Interruption)

Här Jaerling, Dir wësst gradesou gutt wéi ech, dass eng Gemeng net responsabel ass fir en Industriebetrib zouzemaachen. Mir hu kee Problem mat där Ausso, déi ech hei gemaach hunn. Zënter dass et Déi Gréng gëtt, hu mir schonn drop higewisen, dass ee misst oppassen an dass ee misst nodenken driwwer, wéi eng Betriber dass een op Lëtzebuerg géing eranhuelen, dass een net einfach soll iwwert d'Welt spadséiere fueren an egal wat vu Betriber op Lëtzebuerg huelen, just fir Aarbechtsplazen ze schafen, mä dass ee vill méi geziilt misst goen, dass ee Betriber sollt huelen, déi e Lien mat Lëtzebuerg hätten, well zu all deem wat ech iwwert deen do Betrib gesot hunn, ass et jo anscheinend nach esou, dass dee Betrib bis haut nach kee Kubikmeter Lëtzebuerger Holz verschafft huet. Wann ech dann héieren, dass och nach all Kubikmeter Holz aus Sibirien an ech weess net vu wou op Lëtzebuerg transportéiert gëtt, da muss ee sech wierklech froen, ob dat do am Kontext vun enger Ëmweltproblematik weltwäit Sënn mécht.

M. Henri Grethen *(DP).*- Är Industriefeindlechkeet ass erschreckend. Dat do ass een eenzegen Discours géint d'Industrie.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Dach.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen. Här Grethen, Dir sidd an der Mëtt vu mengem Beispill erakomm an ech fannen et da wierklech net ganz manéierlech, Dir laaft eraus an Dir kommt an der Mëtt…

M. Henri Grethen *(DP).*- Dir hutt mech sechsmol hei zitéiert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass net wouer.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech hunn dat och net héiflech fonnt. Ech hunn net héiflech fonnt wéi Dir mech hei zitéiert hutt.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn dat widderholl, wat Dir x-mol hei der LSAP virgeworf hutt, dass si mat hirem Engagement zu Kyoto Lëtzebuerg géing zréck an d'Steenzäit féieren.

M. Henri Grethen *(DP).*- Wann Der nogelauschtert hätt, dann hätt Der gewosst, dass dat dat Engagement ass wat op europäeschem Niveau geholl ginn ass, well den Dossier kennen ech och e bëssen. D'Europäesch Unioun huet zu Kyoto en Engagement geholl an de „burden sharing" ass à l'intérieur vun der Europäescher Unioun gemaach ginn. An dee „burden sharing", dee mir an der Europäescher Unioun iwwerholl hunn, hunn ech net gutt fonnt.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Wann Der heibanne bliwwe wiert, Här Grethen, …

M. Henri Grethen *(DP).*- Ma ech hunn lech héieren.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- …, hätt Der matkritt…

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech hunn lech héieren. Et huet mech egal wou ech war verfollegt an erschreckt.

(Hilarité)

M. le Président.- Loosst Den Här Gira ewell schwätzen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President.

(Interruptions)

M. le Président.- D'Situatioun ass kloer. Fuert weider, Här Gira, wann ech gelift. Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech mengen net, an ech loosse mer och net vum Här Grethen eng allgemeng Industriefeindlechkeet virwerfen, dat ass wierklech egal wat. Mir hu genuch Beispiller wou mer kënne weisen, dass och do mir fir eng ganz Rei Betriber antrieden. Dat Eenzegt, wat ech gesot hunn, dat ass dass mir schonn zënter Joren dovir warnen einfach egal wat an d'Land ze huelen, just fir kënnen ze soe mir hunn esou vill Aarbechtsplaze geschaf.

Mir plädéiere fir Secteuren, fir Industrien, déi fir zwee Su e Lien mat Lëtzebuerg hunn, wou sief et de Manpower hei ass, sief et d'Ressourcen. Ech hu just ee Beispill illustréiert, wat gradsou gutt kéint iergendwou anescht sinn, an ech mengen, dass déi Industriepolitik eriwwer ass. Mir trieden op jidde Fall net fir déi an an dozou sti mer och.

Wéi wéineg seriö awer och sech insgesamt mat deem Thema beschäftegt ginn ass weist, dass bis praktesch dee leschte Moment ëmmer erëm nei Zuelen an deem Dossier opgedaucht sinn. Ech war selwer de 5. Mee 2003 op engem Seminar vum Ëmweltministère, wou d'Direktiv, déi haut ëmgesat gëtt, virgestallt ginn ass. Dunn ass nach ëmmer de Chiffer vun 12,4 Tonne fir 1990 doruechter zirkuléiert. Elo op eemol am Allocatiounsplang si mer bei 14 Milliounen Tonnen. Ech konnt net novollzéien, wou op eemol déi nei Zuelen hierkomm sinn, mä eleng de Fait, dass esou kuerz virum Ëmsetze vum Allocatiounsplang emol nach net kloer war, a wéi enge Beräicher mer eis géife bewegen, dat eleng weist wéi seriö all déi Regierungen deen Dossier geholl hunn.

Da komme mer zur CSV-DP-Regierung. Ech ginn de Verdacht net lass, dass déi Regierung d'Vitesse ënnerschat hat, wéi séier den Dossier héich aktuell géing ginn. Si huet am Joer 2000 zwar eng hallefhäerzeg Strategie virgeluecht, fir CO_2-Emissiounen ze reduzéieren, mä dës Strategie, ech hu se elo nach eng Kéier gelies virun haut, war weder wëssenschaftlech fundéiert, se war och guer net ofgeschwat mat anere Ministèren an et ass jo kee Geheimnis - an entschëllegt, Här President, wann ech den Här Grethen dann nach eng Kéier zitéieren -, et war gewosst an et war déi fënnef Joer offensichtlech, dass hei innerhalb vun der Regierung, mä och innerhalb vun der DP, zwou total ënnerschiddlech Meenunge waren.

Op där enger Säit den Ëmweltminister Goerens a säi Statssekretär, déi mengen ech awer fir zwee Su erkannt haten, wat hei op eis géing duerkommen. An op där anerer Säit den Här Grethen, deen, gradesou wéi mir elo, all Mënsch, deen e bësse méi kritesch war mat enger gewësser Politik, Industriefeindlechkeet virgeworf huet. Dat ass eng vun den Ursaachen, dass mer an deene fënnef Joer kee Millimeter weiderkomm sinn, a virun allem, Här President, hat dës Strategie wierklech kee Réckhalt am Koalitiounsprogramm; do stoung kee Wuert dra vun enger ekologescher Steierreform an da mécht et net vill Sënn, wann ee weess wéi d'Politik funktionéiert, dann zwee Joer drop an engem Strategiepabeier vun enger Erhéijung vun der Autossteier ze schwätzen, vun anere Steieren a sou weider. Dat huet misse schif goen!

2001 sinn do wuel déi Reglementer, vun deenen haut schonn an och déi lescht Zäit esou vill geschwat ginn ass, a Kraaft gesat ginn. Et mengt ee jo nach ëmmer, an deene Reglementer wär nëmmen iwwer Fotovoltaik diskutéiert ginn. Dat war ee vu ville Subsiden, déi ee ka kréien, a wann do eppes entstanen ass, dann ass et richteg, well do d'Subsiden esou gutt waren, dass sech vum selwen e Maart entwéckelt huet. Mä ech wëll awer drun erënneren, dass an deene Reglementer nach ganz, ganz aner Saachen dra waren, wou et ëm d'Wäermt gaangen ass, wou et ëm e Secteur gaangen ass, wou et wierklech eppes bruecht hätt, och am Kontext vu Kyoto. Mä wat ass dann do geschitt? Do ass keng Strategie entwéckelt ginn, et si keng Energieberoder agestallt ginn, an et war deemools scho keng Kohärenz an der Regierung tëscht Innenminister an Ëmweltminister. An dat ass an där heiteger Regierung net besser.

An ech wëll dorunner erënneren, Här President, dass mer an deem Land hei schonn zéng Joer iwwer e Programm vun Albausanéierung schwätzen. De Kolleeg Castegnaro ass Zeien, dass schonn ënnert der deemoleger CSV-LSAP-Regierung hien zesumme mam Mouvement écologique en absolut sënnvolle Programm virgeluecht huet, fir zu Lëtzebuerg e wäit gefächerten Albausanéierungsprogramm virzeleeën, wou mer Aarbecht hätte fir d'Lëtzebuerger Handwierk fir zéng bis 20 Joer, wou mer déi Leit, déi anscheinend de Moment am Déifbau ze vill sinn, kéinten ëmschoulen an an den Héichbausecteur maachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou ass dee Programm? Ech hu mer soe gelooss, dee léich elo schonn zéng Joer op Äis, well de Mëttelstands- a Wunnengsbauminister net géing eens gi mat deene jeeweilegen Ëmweltministeren, wien dann elo schlussendlech de Leit géing d'Suen iwwerweisen. Dat ass typesch Lëtzebuerg!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Kolleeg Gira, den neie Minister huet eis versprach, e géing e relancéieren. Mir waarden dann drop.

(Interruptions)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Jo, ech wëll awer just soen, sou laang wéi mer nach d'Reglement vum Wunnengsbauminister hunn, komme mer net virun.

Ech stelle fest, an der Realitéit ass näischt geschitt, a wann hei de Potenzial, dee mer zu Lëtzebuerg hunn, sou minimiséiert gëtt, da wëll ech awer soen, dass den Här Ewringmann erausfonnt huet, dass mer insgesamt beim Albaubestand e Potenzial vu bal enger Millioun Tonnen hunn. Wa mer virun zéng Joer ugefaang hätte mat Albausanéierungen an eng nei Wärmeschutzverordnung gemaach hätten, dann hätte mer haut scho wéinstens vläicht en Drëttel oder e Véirel vun den 850.000 Tonne gemaach. Guer näischt ass geschitt, an ech sinn nawell gespaant, wéini datt et dann elo definitiv an deem Secteur do eppes wäert ginn.

Mä dës Regierung ass total iwwerrascht gi vun der Direktiv, déi mer haut ëmsetzen. Den 13. Oktober 2003 war déi op eemol do, a se concernéiert eben net nëmmen déi 19 Installatiounen, iwwert déi mer haut schwätzen, mä do steet eben och dee berühmten Allocatiounsplang dran. An dunn huet et geheescht, elo musse mer all Secteur seng Quote zoudeelen. Deemools ass vläicht fir d'éischt an deem ganzen Dossier, muss ech soen, awer e bësse méi eng wëssenschaftlech Approche an och Basis geholl ginn. Ëmmerhin ass den Här Ewringmann vun engem seriöen däitschen Institut domat beoptraagt ginn, déi ganz Saach mol eng Kéier ze analyséieren.

Wat awer schonn deemools och erëm verpasst ginn ass, dat ass e groussen Débat ze féieren, wéi et eigentlech jo och an der Direktiv virgesinn ass, well dat do jo elo net nëmmen déi 19 Installatioune concernéiert, mä eigentlech eis alleguerten, well all Tonn, déi d'Industrie kritt, déi feelt eis fir eis

Haushalter, fir den Transport, fir aner Secteuren. Dofir mengen ech hätt deemools scho missen eng grouss Debatt gefouert ginn.

Mir haten hei am Kader vun enger Heure d'actualité am November 2003 eng Motioun ënnerbreet, fir deen Débat ze féieren, déi ass ofgelehnt ginn, dunn ass nach séier en Alibi-Hearing an der Chamber gemaach ginn. Ech mengen awer net, dass een dat kann een Débat public nennen. Do sinn hei eng Dosen Associatiounen défiléiert an hunn hir Meenung gesot, an domat hat et sech.

Komme mer dann zur CSV-LSAP-Regierung vun haut. Ech mengen net, dass si sech hirer Ierfschaft bewosst war, well soss hätt een dat jo missen aus dem Koalitiounsofkommes erausliesen. Ech liesen net aus deem Ofkommes eraus, dass Klimaschutz als déi grouss Erausfuerderung virun eis steet. Vun enger ekologescher Steierreform geet och kee Wuert Rieds an deem Pabeier. Am Oktober ass dunn nach séier en Amendement fir dee berühmte Fong nogeschoss ginn, deen näischt aneschters beinhalt, wéi e Fong ze maachen, fir eis um internationale Maart fräizekafen.

Mä wat awer elo wéinstens kloer ass duerch d'Ëmsetze vun der Direktiv, Här President: Den Offenbarungseed ass elo offensichtlech. Amplaz vun 1990 vu 14 Milliounen op 10 erofzekommen am Joer 2008, oder wéi ech éinescht geschildert hunn, vun 8,5 Milliounen Tonnen 1997 erop op 10 am Joer 2008, steet elo schwaarz op wäiss an dësem Pabeier, dass mer op d'mannst riskéieren 2008 bis 2012 bei 13 Milliounen Tonnen ze landen. Domat hu mer de facto nëmme 7% Reduktioun vis-à-vis vun 1990, oder 30% méi wéi 1997, wéi mer ënnerschriwwen hunn, a mer verfeelen eist Zil ëm ganzer 20%.

(Interruptions)

Mir wäerten domadder 2008 bis 2012 bei 26 Tonne pro Kapp leien, an domadder wierklech wäit jenseits von gut und böse, a mir mussen ëmmerhin dann dräi Milliounen Tonnen akafe goen. Dat sinn ëmmerhin 75% vun eisem ganze Reduktiounszil.

An déi Gréng, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fannen dat wierklech en Hohn. Dat ass géint alles, wat hei ëmmer politesche Konsens war, zumindest tëschent deenen dräi grousse Parteien. Et war ëmmer hei e politesche Konsens déi lescht siwen, aacht Joer, dass mer géinge probéieren e Maximum vun Efforten heiheem, bei eis selwer ze maachen, awer mindestens 50%.

Ech stellen haut hei fest, dass elo e Konsens anscheinend do ass, dass mer kee Problem hunn, fir op d'mannst - an ech betounen: op d'mannst - 75% vun eisem Reduktiounszil kafen ze goen. Mir si forcéiert anscheinend 75% op den internationale Maart kafen ze goen. Ech mengen, dat ass wierklech en Offenbarungseed. Ech froe mech och, wat geschéie géing, wann all Land esou géing virgoe wéi mir, a misst 75% vu sengen Ziler um internationale Marché kafe goen, da geséiche mer mol, wéi séier de Präis pro Tonn géing an d'Luucht goen.

Mir sinn awer optimistesch Mënsche bei deene Gréngen, a mir haten ee Moment gehofft, mir hate wierklech ee Moment gehofft, et géing endlech bei der Majoritéit dämmeren, wéi eescht d'Lag eigentlech wier. Fir d'éischt sinn eigentlech bei Budgetsdebatten Thematike wéi Klimaschutz a Kyoto eeschthaft diskutéiert ginn. Fir d'éischt huet e Budgetsrapporteur zumindest iwwert de Sënn vun deem extremen Tanktourismus nogeduecht. Säi Fraktiounschef Michel Wolter huet och ähnlech Téin ugeschloen, an do ware mer schonn op eemol ganz optimistesch ginn.

Mä mir sinn awer séier, séier leider enges Bessere beléiert ginn, wéi den Här Frieden op dës Tribün komm ass mat senger berühmtener Milchmädchenrechnung fir ze soen, den Tanktourismus bréngt 900 Milliounen Euro, Kyoto kascht eis 30 Milliounen, domat ass d'Thema erleedegt - ad acta an nächste Punkt, wann ech gelift!

Här President, déi Gréng bezweifele souwuel déi 900 Millioune Recetten eleng vum Tanktourismus, a mir bezweifelen och - an dat hunn ech scho gesot - ganz staark, ganz staark, déi 30 Milliounen, déi Kyoto eis soll kaschten. Et si schonn Zuele genannt ginn, bei déi op d'mannst eng Null hannendru muss kommen. Fir dass endlech awer dat Kaz- a Mausspill vu viru 14 Deeg, wat hei erëm ofgelaf ass, ophéiert, an dass mer mol endlech kéinte mat seriöen Donnéeën hei schaffen, wa mer iwwer Zeenarië vun der Zukunft diskutéieren, probéieren ech dann elo fir d'lescht - dat muss ech awer ganz éierlech soen - eng Motioun iwwert den Tanktourismus eranzebréngen. Nodeem ech den Här Negri héieren hunn als mandatéierte Spriecher vun der LSAP, sinn ech fest iwwerzeegt, dass dës Kéier d'Motioun duerchgeet. En huet eigentlech genee datselwecht gesot wéi ech, nämlech dass mer endlech mussen d'Zuelen op den Dësch kréien an dass mer besonnesch dee Phenomeen awer mussen am A behalen.

Ech wëll och dem Här Lux, dee leider net méi kann hei sinn, äntwerten. Hien huet nach all Kéiers eng Äntwert vun deene Grénge kritt, wann en eis gefrot huet: „Wat stellt Dir Iech da vir?"

Här President, déi Gréng stelle sech net vir, dass mer vun haut op mar den Tanktourismus ofschafen; déi Gréng stelle sech net vir, dass mer vun haut op mar de Präis un all eis Noperen upassen; déi Gréng stelle sech vir, dass een d'éischt de Pour an de Contre rechent, an dass een dann een Zeenario entwéckelt, dass een zumindest - zumindest! - den Tanktourismus zum Beispill op deen Niveau kann zréckféiere vun 1997, well wa mer en net fortlafe gelooss hätten, Här President, wa mer et fäerdeg bruecht hätten, den Tanktourismus um selwechten Niveau ze hale wéi 1997, dann hätte mer praktesch kee Problem fir eis Kyoto-Ziler anzehalen. Net méi an net manner wëlle mer. Dat hei wier d'Basis dovun, fir dass mer endlech Zuelen op den Dësch kréien. Här President, ech ginn Iech déi Motioun an ech hoffen, datt mer se unhuele wäerten.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant les objectifs de la convention-cadre des Nations Unies signée à Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée en 1993 par la Chambre des Députés ainsi que les objectifs du protocole de Kyoto;

- considérant la responsabilité historique des pays industrialisés et notamment européens face au problème des émissions des gaz à effet de serre (cf. les émissions élevées de CO_2 par tête d'habitant);

- considérant que le Luxembourg fait figure de pays grand producteur d'émissions de gaz à effet de serre;

- considérant que la consommation de carburants a une influence importante sur nos émissions;

- considérant que la majorité de la consommation de carburant n'est pas imputable à la flotte véhiculaire du Luxembourg mais qu'elle est le résultat du phénomène dit du „Tanktourismus";

- considérant que le plan d'allocation national part de l'hypothèse que le Luxembourg va rater ses engagements de réduction de 3 millions de tonnes de CO_2;

- considérant que les droits d'émissions supplémentaires devraient le cas échéant être achetés sur le marché international;

- considérant que dans la stratégie pour atteindre l'objectif contraignant de Kyoto un des axes consiste à freiner la tendance à l'augmentation intense du trafic routier et de la consommation de carburants d'ici 2012;

invite le Gouvernement

- à faire une étude d'évaluation sur les conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène du „Tanktourismus";

- à élaborer une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2012.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Dat do ass Politik mat der Ëmwelt, dat huet näischt méi mat Ëmweltpolitik ze dinn.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Gira, fuert weider wann ech gelift.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mä et waren awer net nëmmen, Här President, dem Här Frieden seng Wierder, déi eis enttäuscht hunn an eis drun zweiwele gelooss hunn, dass e Changement kënnt, och wéi mer de Rapport vum Här Negri kritt hunn zum Projet ware mer awer e bëssen iwwerrascht iwwert déi 180-Grad-Kéier, déi d'LSAP geholl huet, nodeem - an dat huet den Här Calmes scho gesot - den Här Bodry awer ëmmer e ferventen Unhänger war, fir wierklech awer mindestens d'Halschent vun de Mesuren heiheem ze maachen, schwätze mer dann och elo vun atypescher Situatioun an esou weider an esou fort, esou dass mer och keen Ëmdenken erkennen.

Fir eis gehéiert och d'Oflehnung vun der Resolutioun iwwert den Zukunftsdësch zu deemselwechte Schema, well och dat huet mat Klimaschutz ze dinn. Deemno wéi mer eist Land organiséiere brauche mer vill Hëtzes, vill Masutt a vill Bensin, an deemno wéi mer et organiséiere brauche mer es vill manner. Och dat hätt dora gehéiert.

A schlussendlech och dat Trauerspill iwwert déi Diskussioun mat den Alternativenergien, wéi wann 20 bis 25 Milliounen Euro pro Joer, Här President, a méi ass et net, Investissementer an d'Alternativenergien, wéi wann dat géing dozou féieren de Lëtzebuerger Budget an d'Ongläichgewiicht ze bréngen. Doriwwer kënne mer nëmme laachen, an da wëllen do Leit mam Zouschlaghummer wierklech ee Secteur, deen elo liicht gewuess ass, dout maachen.

Mech wonnert et, wéi liichtfankeg dës Majoritéit mat 300 Aarbechtsplazen ëmgeet. Mir hu gëschter an enger Pressekonferenz drop higewisen, dass do Leit schonn e bloe Bréif kritt hunn a gekënnegt kritt hunn Enn Oktober, well d'Betriber net méi wëssen, wat nom 1. Januar an deem Beräich ass. A wa kee méi eng Solaranlag op den Daach leet, da mussen eng ganz Rei Leit entlooss ginn. Dat, wat den Här Lux de Mëtteg gesot huet, berouegt eis guer net, well et nëtzt elo näischt am Mee Reglementer ze hunn déi soen, Dir hätt nach am Januar eppes kritt fir Är Anlag. Bis de Mee ginn da keng Anlage méi gebaut, da ginn d'Leit entlooss. Ech hoffen, dass dës Majoritéit am Stand ass e Reglement ze huelen, wat déi bestoend Reglementer op d'mannst nach sechs Méint a Kraaft léisst.

Ech mengen, dass dat nach misst méiglech si virum 1. Januar. Dat ass de Minimum, wat ee géif maachen. Ech mengen net, dass déi puer Milliounen Euro, wat dat kascht an net méi kascht wéi bis elo, eise Budget géifen op d'Kopp geheien. Ech géing et dramatesch fannen, wann elo ee Secteur, dee just amgaangen ass ze wuessen, géing scho ganz am Ufank futtigemaach ginn.

Här President, all dat léisst eis nach keen Ëmdenke bei der Majoritéit erkennen. Mir sinn der Meenung, dass den Enjeu nach ëmmer ënnerschat gëtt, an duerfir kënnen déi Gréng och dës onverantwortlech Politik vis-à-vis vun de kommende Generatiounen net matdroen.

Mir hu jorelaang virun dëser Evolutioun gewarnt, mir hunn op den Eescht vun der Situatioun higewisen an och konkret Virschléi gemaach. Et ka keen eis virwerfe mir hätten ëmmer nëmme kritiséiert. Grad an deem heite Beräich hu mer x Pabeieren ausgeschafft, x Pressekonferenze gemaach.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng wëllen net Hiefamm si vun dësem Fong, deen hei geschaf gëtt, dee soss näischt ass wéi de Versuch eis mam Geld vun den hollännesche Camionneuren an den däitschen, franséischen a belsche Grenzgänger a Grenzgängerinnen aus eiser ëmweltpolitescher Verantwortung fräizekafen.

Här President, mir wëllen net Pätter oder Giedel si beim Ausstelle vun engem ongedeckte Scheck op d'Zukunft, well dat, wat nach kënnt, ass nach vill méi en déckt Enn wéi dat, wat elo schonn amgaangen ass. Wat mer haut hunn ass just d'Spëtzt vum Äisbierg.

Et ass scho gesot ginn, Kyoto II, do geet et ëm minus 30% weltwäit, jo deelweis minus 80% an den Industrielänner, an iergendeng Kéier kënnt dat, wouvun den Ëmweltminister Lux geschwat huet, dann hu mir als Lëtzebuerger och nëmme méi esou vill Tonnen zegutt wéi een a Brasilien, an Indien oder a China, an da si mir déi, déi am wäitsten dovun ewech sinn. Dat ass eng wahnsinneg Hypothéik, déi mer eise Kanner a Kandskanner iwwerloossen, a bei esou enger Politik wëlle mir wierklech net dobäi sinn.

Ech hu schonn dovu geschwat, dass de Präis riskéiert wahnsinneg an d'Luucht ze goen. Et ass schonn ernimmt ginn, dass 2008 eventuell d'Aviatioun mat dra kënnt, da fäerten ech da fält och nach d'Cargolux eis op de Kapp. Dat sinn alles Faktoren, déi nach erschwéierend wäerten dobäikommen.

Mä et geet net nëmmen dorëm. Et gëtt eis net nëmme schrecklech deier. Mir sinn als Gréng der Meenung, dass mer eng ganz Rei Chancë verpassen. Fir eis ass Klimaschutz déi Chance fir den néidege Strukturwandel anzeleeden am Energiesecteur. Mir kënnen effizient Steigerunge maachen, a Greenpeace huet an enger rezenter Pressekonferenz gesot, dat wat mir och fir richteg fannen: „An Zukunft wäert déi Ekonomie kompetitiv sinn, déi mat esou mann wéi méiglech Ressourcen a mat esou mann wéi méiglech Energie am meeschte Gidder kann hierstellen". Dat ass d'Zukunft, dat sinn déi Ekonomien, déi an 20, 30 Joer kompetitiv wäerte sinn, a wa mir elo den einfache Wee aschloen an eis wëlle fräikafen, dann ass eis Ekonomie net virbereet op déi doten Erausfuerderung.

Ech hu scho gesot, an dat ass schwaarz op wäiss bewisen, dass Alternativenergien Tonnen Aarbechtsplaze wäerte schafen, do entstinn d'Mäert vun der Zukunft. D'Mäert a China, de Premierminister huet jo China entdeckt, do ass ee Rise-Maart an deenen nächste Jorzéngte fir Alternativenergien, an Indien ebenfalls an an Afrika souwisou. Et wäert just eng Technologie gi fir an Afrika bis an dat lescht Duerf Stroum ze bréngen, dat kann nëmmen d'Solarenergie sinn, a fir eng Kéier ass dee Kontinent emol e bësse bevirdeelegt, da kommt mir investéieren dach an dee Secteur, dee wierklech d'Zukunft duerstellt.

Et wonnert mech, dass eis Spezialiste vun der Bankeplaz net op d'Iddi komm sinn, zu Lëtzebuerg den Handel mam CO_2 unzefänken. Dat huet London eis schonn ewechgeschnaapt, dat wonnert mech net, well einfach do méi Sensibilitéit ass, an ech kommen herno ganz kuerz dorop zréck, wéi hei zu Lëtzebuerg.

M. le Président.- Här Gira, Är Riedezäit…

M. Emile Calmes *(DP).*- …ass eriwwer.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech hu 35 Minutten an ech huelen déi zéng Minutte vun der Motioun dobäi, wann Der erlaabt, da kommen ech op 45 Minutten.

Dat, wat ech elo grad gesot hunn, soen net nëmmen déi Gréng, dat soen ëmmer méi Experten. Een, deen de Kok-Bericht zur Lissabon-Strategie gelies huet, gesäit och, dass do e ganz wichtegen Artikel iwwer Ëmweltschutz an Alternativenergien dran ass. Fir eis ass et ganz kloer: De Corollaire vun enger effikasser Klimaschutzpolitik ass eng Senkung vum Energieverbrauch an domat e groussen ekonomeschen a geostrategesche Virdeel wéinst enger manner grousser Ofhängegkeet vun den Importer.

Dass et och anescht geet, dat wëll ech nach an engem Beispill weisen, nämlech engem aus England. Dat wäert eent vun de Länner sinn, wat säi Kyoto-Zil wäert erreechen. Si hu sech engagéiert fir minus 12,5% fir 2012, se hunn awer haut schonn am Parlament en Engagement geholl, fir minus 60% bis 2050 ze erreechen. Si hu sech awer och Instrumenter ginn, se hunn eng Tax agefouert iwwert de Changement climatique, si haten den Handel schonn 2002. A London ass, wéi ech elo grad gesot hunn, amgaangen d'Haaptstad ze gi vum CO_2-Handel, ee ganze Secteur juridique entsteet do ronderëm. An, an dat ass dat Wichtegst, hir Ekonomie huet net dorënner gelidden. Jidderee weess, dass déi englesch Ekonomie eigentlech relativ gutt do steet, fir déi Ligener ze strofen, déi mengen esou eng nei Strategie géing dozou féieren, dass d'Wirtschaft géing biergof goen.

Mä firwat ass dat dann esou? Abee, den Tony Blair huet de Klimaschutz zur Chefsache gemaach, en huet kloer Messagen no bausse ginn a gesot, dass d'Klimaproblematik déi wichtegst Problematik vun deenen nächste Jorzéngte wäert sinn, jo esouguer méi wichteg wéi den Terrorismus. An dat ass, Här President, och den Ënnerscheed zu eisem Premierminister. Mir ginn de Verdacht net lass, dass de Statsminister Juncker all déi Jore vun der Rentemauer esou verblent ginn ass, dass en d'Klimaproblematik iwwersinn huet, Kyoto ënnerschat huet a sech beim Impakt vum CO_2-Dossier op eis Ekonomie verschat huet.

Mä nach ass et Zäit, léif Kolleegen a Kolleeginnen, dat Schlëmmst ze verhënneren. Nach ass et Zäit eis op d'mannst ze preparéiere fir Kyoto II. Mir sinn der Meenung, dass Klimaschutz och zu Lëtzebuerg zur Chefsache gëtt, dass mer endlech eng Strategie mussen entwéckelen, dass kloer Zuelen op den Dësch kommen, an ech hoffen, dass meng Motioun iwwert den Tanktourismus dozou bäidréit. Mir mussen d'Potenzial, eis Instrumenter ginn, a mir mussen d'Diskussioun net op d'Tripartite limitéieren. Ech hunn näischt dergéint, wa se do gefouert gëtt, mä si gehéiert och op d'Place publique, well jiddferee vun Iech a vun eis ass concernéiert, an da kann et net nëmme sinn, dass d'Leit an der Tripartite doriwwer diskutéieren, da musse mer och mat jiddfer Mënsch doriwwer diskutéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. Dëst Gesetz wier eng gutt Geleeënheet gewiescht endlech dësen néidege Paradigmewiessel, jo Mentalitéitswandel anzeleeden. Dësen Allocatiounsplang an d'Ausschaffen dovu wier eng Chance gewiescht kloer Messagen no baussen ze schécken. Et ass eng riseg Erausfuerderung, déi virun eis steet, déi Répercussiounen op all Beräicher vun eiser Gesellschaft huet. Dës Geleeënheet ass leider verpasst ginn, an duerfir kënnt Dir eis et net verdenken, wa mir dëse Projet net wäerte stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Wuert huet den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, ech sinn der Meenung, datt dat hei bei aller Kritik, déi ee kann ubréngen un der Vergaangenheet, en historesche Moment duerstellt. En historesche Moment dofir, well no villen a laangen Debatten, déi mer hei an dësem Haus gefouert hunn, et elo konkret an eescht gëtt. Och - an ech deelen do e groussen Deel vun de Virwërf vu mengem Virriedner - wann een der Meenung ass, datt mer an der Vergaangenheet vläicht vill waarm Loft erausgeblosen hunn, wat awer an der Realitéit an der Virbereedung op dat, wat mer gesinn hunn op eis zoukommen, leider net vill beweegt huet. Mä hei komme mer an eng Phas, wou et konkret gëtt, a wou et wéideet. A wann et bis ufänkt wéizedoen, da geschitt och eppes.

Ech wëll dem Rapporteur och zu Unfank félicitéiere fir säi ganz engagéierte Virtrag hei, dee ganz explizit war, a wou een och säi perséinlechen Engagement hannendru gespuert huet. Ech wëll dann och hoffen, datt dat sech an der Regierungsaarbecht an Zukunft iergendwou bemierkbar mécht.

Ech wëll och gläich soen, datt mer d'Gesetz stëmmen, well mer net dolaanscht komme fir eis déi Instrumenter ze ginn, fir an der CO_2-Problematik virunzekommen. An dëser Problematik - an anerer hunn dat jo scho ganz engagéiert viru mir gemaach, dofir brauch ech et net nach eng Kéier ze widderhuelen - geet et ëm fundamental, existenziell Froen. Et geet ëm d'Klimaproblematik, déi zwar nach vun en etlech Leit kontrovers diskutéiert gëtt, mä ech mengen dat, wat fir de Politiker zielt, dat sinn d'wëssenschaftlech Virgaben an d'grouss Mass vun deene Wëssenschaftler, déi ee muss seriö huelen, déi soen eis wou de Wee higeet, a mir kënnen a mir däerfen dat net ignoréieren. Et soll een - do sinn ech och mat engem vu menge Virriedner d'accord - elo net onbedéngt e Katastrophenzeenario zeechnen. Mir hoffen alleguer, datt et alt net grad esou schlëmm kënnt wéi verschidde Leit et virmolen, mä eleng de Principe de précaution, a wann et nëmmen dat wär, deen obligéiert eis fir de Maximum ze maachen, fir datt dat, wat eventuell kënnt kommen, dann awer och net antrëtt.

Et ass en aneren Aspekt niewent där ekologescher Katastroph - an et gëtt Leit, déi souguer soen, mir wären am Norden amgaangen e Krich ze féiere vis-à-vis vun de Länner am Süden oder de Länner vun der Drëtter Welt -, et gëtt een anere Grond, deen all Mënsch mat gesondem Mënscheverstand muss dozou bréngen, esou séier wéi méiglech d'Kéier ze huelen, an dat ass d'Erkenntnis, datt den Uelech, ëm deen et sech jo hei haaptsächlech dréint, endlech ass. Wann ee gesäit wéi d'Consommatioun vum Äerduelech an der ganzer Welt klëmmt, a ganz besonnesch am asiatesche Raum klëmmt, da wësse mer, datt den Zäitpunkt net méi wäit ewech ass, datt eis Kanner et ganz sécher erliewen, datt quasi Stëllstand do ass.

Et gëtt de Moment schonn neutral Wëssenschaftler, déi den Zeenario beobachten, an déi soen, datt bei deene grousse Quellen, déi ugezaapt sinn, déi éischt 50% liicht erauszehuele sinn a bei deenen zweete 50% de Rendement vun de Pompelen, well ëmmer méi Déchete matkommen, erofgeet, an datt mer bei all deene bekannten Äerduelechvirkommen - do wou wierklech eng grouss Förderleeschtung méiglech ass - de Zénith schonn iwwerschratt hunn. Dat heescht, datt et sech schneit, datt d'Förderleeschtung, och wann de Wëllen do ass, net méi capabel ass, der Nofro nozekommen, ob dat elo de Moment de Phenomeen ass, oder ob et eréischt an engem oder zwee Joer sou ass, mir wësse wat doraus resultéiert, dat gi Präisser, déi herno net méi ze bezuele sinn; dat gi Kricher. Dat, wat mer de Moment do ënnen am viischten Orient erliewen, ass jo schonn de Virleefer vun deem, wat do op eis zoukënnt.

(Interruptions)

Här President, d'Europäesch Unioun huet sech engagéiert 8% ze reduzéiere par rapport zu 1990. Lëtzebuerg huet deemools gesot, mir maachen 28% Reduktioun, am Verglach: Dänemark an Däitschland 21; Éisträich a Groussbritannien 13; d'Belsch 7,5; Italien 6,5. Ech wëll net grouss hei an d'Diskussioun eraklammen, anerer hunn dat jo scho gemaach, ob mir eis mat deenen 28 ze vill opgelueden hunn. Et war sécher deemools, aus der deemoleger Siicht, keng falsch Approche, a souwisou muss een et virum Hannergrond kucken, datt dat hei jo eréischt den Ufank ass, an datt mer iergendwou jo bei ganz anere Prozentsätz musse landen, wa mer d'Kéier wëlle kréien.

Ech wëll och soen, dass mer 1998 bei minus 40% louchen, an datt et duerno onheemlech séier eropgaangen ass. Op jidde Fall war déi Aschätzung vun deemools, wann een haut zréckkuckt, net realistesch. An do stellt sech och, mengen ech, ganz akut d'Fro vum Wirtschaftswuesstum a vun dem Wuesstum vun eiser Populatioun, dee mat deem Wirtschaftswuesstum verbonnen ass, awéiwäit datt esou ee forcéierte Wirtschaftswuesstum, dee mer alleguerte gären hätten, well mer gär méi Mënz an der Keess hätten an nach gär méi Wuelstand hätten, awéiwäit datt deen iwwerhaapt iergendwéi nach sënnvoll ass an awéiwäit datt en nach ze vertrieden ass.

Wann een d'Zuele kuckt, da gesäit een, datt mer 1998 en Ausstouss hate vu 14 Milliounen Tonnen Treibhausgasen insgesamt, dovunner 13,3 CO_2. Mir misste jo also bei där Reduktioun op ronn 9,5 Milliounen Tonnen erof. An dat ass, mengen ech, déi Schwell, déi ee sech de Moment ëmmer muss virun Aen halen. A wéi gesot, et ass interessant, wann een d'Gesamtevolutioun kuckt: 1990 nach 13,3, du kënnt dee groussen Abroch duerch d'Stolindustrie: 7,7 am Joer 2001; 9,2; am Joer 2002 10,2; am Joer 2004: 12,5. Mer kënne jo elo bal realistescherweis rechnen, dass mer esou séier d'Kéier net kréien, datt mer 2008 wierklech Gefor lafe bei 15 unzekommen, dat heescht eng Verdueblung vun 1998 bis haut. An dat ass eppes, ech mengen, dat muss eis alleguer net nëmmen ze denke ginn, mä dat muss eis wierklech oprëselen an eis dozou befligele fir all Moossnamen, déi méiglech sinn, an d'Wee ze leeden, fir datt mer do deen Trend erëm ëmgekéiert kréien.

Wou kommen d'Emissiounen hier? Et sinn dräi grouss Gruppen: D'Industrie an d'Energieproduktioun, mat 3,5 vun deenen 10,5 deemools, dat heescht ronn een Drëttel; d'Ménagen an déi kleng Anlage mat 1,4 - an do gesi mer, datt do zwar e séchere Reduktiounspotenzial ass, mä datt dat awer quantitativ net esou gewalteg ass -; den Transport mat 5,5; dat ass ronn d'Halschent oder eppes méi wéi d'Halschent. Et ass tatsächlech do wou mer wierklech Potenzial hu fir ze reduzéieren, wann een et dann tatsächlech wëll maachen.

D'Konklusioun vun den Experten ass déi, datt mer bei allen Ustrengungen net capabel sinn, eist Zil mat deene Méiglechkeeten, déi mer hunn, ze erreechen, an zwar Emissiounsminderung, Erhéijung vun der Energieeffizienz an Entwécklung vun erneierbaren Energien. Dofir ass jo och de System vum Emissiounshandel agefouert ginn, deen, muss ech éierlech soen, mech am Ufank e bëssen entsat huet, wann ee mat der Approche erugeet: „Oh, et kann eis net vill passéieren. Wann et net geet, da kafe mer eis einfach Emissiounsrechter an." Mä wann een de System richteg iwwerleet, dann ass et déi eenzeg valabel Méiglechkeet fir virunzekommen a fir och mat deem Geld, wat dann offléisst, awer och direkt an deene Länner, wou vläicht sech och elo schonn eng falsch Tendenz ofzeechent, derfir ze suergen, datt do net datselwecht passéiert, wat hei geschitt ass.

Här President, mir beschléissen haut déi praktesch Ëmsetzung vun dësem System. Zum Projet vläicht ee Wuert: D'Allocatioun vu Quote geet jo un eng Rei Betriber, an zwar 19 un der Zuel. Do ginn an der Annex véier Secteuren opgezielt, dat ass Energie, Raffinerien a Kokereië fir d'éischt, dat Zweet ass d'Stolindustie, dat Drëtt Zement, Glas a Keramik an dat Véiert d'Pabeierfabrikatioun.

Här President, ech hunn, obschonn et elo net schrecklech wichteg ass, mech gefrot wat d'Luxlait an deem Veräin do ze sichen huet. Dat, wat si ausstéisst, ass och wierklech net vill, déi 8.000 Tonne par rapport zu deem nächstgréissten, dat ass d'Goodyear mat 67.000 oder deen Héchsten, d'TGV-Zentral mat 1.104.000. Vläicht ass et einfach nëmmen d'Combustiounsanlag fir Damp ze produzéieren, déi do am Spill ass, mä et huet op jiddfer Fall mat Stol oder mat Pabeier näischt ze dinn.

Dat sinn déi 19 Acteuren, déi déi 3,1 Milliounen Tonnen - plus hu mir eis 0,4 Reserve gelooss - verbrauchen. Do ass net schrecklech vill, dat soen d'Experten eis alleguer, net schrecklech vill Sputt fir nach ze kompriméieren. Dat, wat eis alleguer muss bewegen, dat ass: Wéi bréngen mer all déi aner derzou, fir sech och esou ze verhalen, wéi wa si all Dag perséinlech dovu betraff wären, an net nëmmen datt mer eng Sensibiliséierung maachen, mä datt se dat tatsächlech och esou emfannen a sech och entspriechend behuelen?

Stéchwuert TGV-Zentral: Jo, dat war ganz sécher ee gewaltege Selbstgoal, ekologesch vläicht net esou falsch, mä nëmmen dann, mä awer och wierklech nëmmen dann, wann een d'Ofwäermt sënnvollerweis kann asetzen. Ech hunn deemools och, a meng Fraktioun mat, d'Meenung gedeelt, datt ee soll éier dezentral e puer net esou grouss Kraaftwierker bauen, fir och besser kënnen déi Wäermt eran ze bréngen.

Här President, ech war mat Ärem Virgänger virun dräi oder véier Joer zu Stockholm - wann een dann hei héiert, an d'éinescht ass den Här Goebbels luewenswäerterweis hei ernimmt ginn, datt dat jo bal net ze maachen ass, fir déi Wäermt do ënnert d'Leit ze bréngen an an d'Ménagen ze bréngen -; Stockholm ass eng riseg grouss Stad mat vill Waasser a ville Gréngflächen, vill Bëscher, wou praktesch déi besiedelt Fläch nëmmen een Drëttel ass vun deem Ganze vun där Stad. Scho säit virun dem Zweete Weltkrich gëtt do vun enger zentraler Plaz aus de Gros vun der Stad gehëtzt, esou datt keen eis hei däerf erziele kommen et wär net méiglech déi Energie, déi einfach do an d'Loft verpufft, kënnen an d'Haiser eran ze bréngen an dann op där anerer Säit selbstverständlech dee Masutt an dee Gas anzespueren, deen do iwwerflëssegerweis verbrannt gëtt.

(Interruption)

Vläicht musse mer eis iergendwann eng Kéier, wann et da finanziell esou wéi deet, iwwerleeën, ob mer déi Zentral net misste stëlleeën, wa mer dann net d'Wäermt ausgekoppelt kréien an domadder neutraliséieren.

Wat fir eng Strategie fir Lëtzebuerg? Ech mengen, et gëtt Leit, déi méi kompetent si wéi ech, déi dat virgezeechent hunn. Bei der Industrie, dat gouf elo grad scho gesot, ass kee grousst Potenzial méi, well eis Industrie huet relativ modern an effizient Energieanlagen an Energieverwäertung. Dat géing schrecklech deier kaschten, well ënner Ëmstänn ganz Produktiounsprozesser misste ganz nei opgebaut ginn. Do ass net vill ze radetten.

Wat d'Haushalter ubelaangt, do ass ganz sécher iwwert d'Altbausanierung wou bedauernswäerterweis, besonnesch och fir eist Handwierk esou laang näischt geschitt ass. Awer do ass jo och gesot ginn, 170.000 Tonnen. Wat mécht dat bei 1,4 Milliounen Tonnen insgesamt aus?

(Interruption)

Et ass wéinstens dat, selbstverständlech.

Wann een natierlech sämtlech Gebaier als Niddregenergiehaiser oder Passivhaiser do stoen hätt, da wär…

(Interruption)

Selbstverständlech, do si mer 100% enger Meenung, mä da muss een déi konkret Schrëtter aleeden. Da geet et wahrscheinlech mat Subsiden och net duer, da musse ganz einfach Verordnunge kommen. Dat ass de Standard, esou wéi mer et och an de Betriber maachen, an do huet elo an Zukunft sech jiddfereen drun ze halen. Laangfristeg huet jo och all Mënsch een Avantage dovun. Leider si mir et net gewinnt heiansdo esou wäit ze denken.

Dann de Verkéier, dat ass jo dee groussen Diskussiounspunkt. Mir hunn déi lescht Kéier déi Motioun do och mat gedroen. Den Tanktourismus ass ee gliddegt Eisen. Mir wëssen, nodeem wat de Finanzminister eis beim Budget gesot huet, wat dat bedeit fir de Lëtzebuerger Budget. Kuerzfristeg kënne mer do sécher net vun deem Zuch erofsprangen, mä laangfristeg. Da muss een d'Ënnerlagen hunn, da muss een iwwerleeën an et muss ee kucken, wou et histeiert. Wann d'Emissiounsrechter esou schrecklech deier gi wéi dat ënner Ëmstänn sech ofzeechent, da muss een déi Saach duerch ee ganz anere Brëll kucken, a mir sinn déi lescht, déi eis där Rechnung do géinge verschléissen, mä d'Rechnung muss gemaach ginn.

Mir deelen och d'Aschätzung vun deene Leit, déi soen, dat geet jo aus dem Här Ewringmann sengem Rapport ervir, datt déi Erspuernis global fir d'EU, déi doraus géing entstoen, datt d'Camionë vläicht den Détour net méi géinge maachen, awer relativ minimal ass. Mä et si jo och nach aner Aspekter, déi do matspillen, dat muss een insgesamt alles géinteneen ofweien an deem verschléisse mir eis net.

Den öffentlechen Transport, Här President, ass jo nu wierklech d'Blamage fir d'Féierung vun dësem Land. Wann ee bedéngt, wéi dacks datt hei geplangt ginn ass an erëm op d'Kopp gehäit ginn ass an erëm geplangt ginn ass. An elo hu mir dann e puer Saache gestëmmt an dat ass dann, dat muss ech leider soe fir déi Diskussioun erëm opzewerfen, erëm eng Kéier an déi falsch Richtung geplangt.

Mir hunn dat hei gesot an et si jo och nach aner Leit, Gott sei Dank, déi dat mat ënnerstëtzen, d'Ënnertunnellung vun der Stad mat den Zich, well mer finanziell esou knapp sinn. Wa mer eis alles könnten erlaben, da wär et vläicht eng aner Diskussioun, mä mir kënnen eis et net méi erlaben a mir kréie mat deem, wat am Tunnelprojet geplangt ass, quasi all déi Leit, déi vu baussen an d'Stad kommen, mam Zuch bis an d'Stad eran a mer kréie se da relativ liicht an der Stad verdeelt. Mat deem, wat et elo kascht op de Findel erop a bis op d'Foire, an dann erëm ëmzesteigen a mam Tram erof bis bei d'rout Bréck an dann eventuell och nach mat enger Zahnradbahn oder mat wat och ëmmer vun ënne vun Eech erop, do hu mer de Problem vun der Verdeelung vun de Leit an der Stad iwwerhaapt net geléist. Dann hu mer nach keen Tram an der Stad. Am anere Fall hu mer zwou Mécke mat engem Schlag, dann ass dee Problem geléist.

Ech wollt och nach soen, datt, wat de Verkéier ubelaangt, wann d'Europäesch Unioun eis een Zeenario virzeechent, datt an deenen nächsten zéng Joer eleng de Camionsverkéier nach ëm 80% géing zouhuelen, da muss ech mech awer och froen, wat mir hei u klenge Moyenen do kënnen dergéint setzen, wann net och am Rot vun den Europäesche Verkéiersministeren an Ëmweltministeren do probéiert gëtt awer wierklech Neel mat Käpp ze maachen. Jiddferee vun eis weess, wat sech de Moment dobaussen op de Stroossen ofspillt, just wat de Gidderverkéier ubelaangt; esou kann dat doudsécher net weidergoen, och wa mir hei als kleng Lëtzebuerger net allze vill Afloss dorop hunn.

D'erneierbar Energien als nächste Moyen fir aus eiser Fal erauszekommen. Ech wëll ee Chiffer soen: D'Sonn strahlt, dat soen d'Wëssenschaftler, 3.000-mol méi Energie op d'Äerdklatz erof wéi mir der tatsächlech bräichten, souwuel fir eis Ernährung wéi fir eise ganzen Energieverbrauch, esou wéi mer eis de Moment behuelen. Also brauche mer eng Technologie, déi een Dräidausendstel vun der Sonnestrahlung ëmsetzt a verwäertbar Energie.

Dat ass technesch eigentlech kee Problem. Et ass just eng Saach vum politesche Wëllen. Ech kënnt elo laang iwwert d'Thema vun der Fotovoltaik schwätzen, mä meng Zäit leeft mer fort. Mir si schonn der Meenung, datt ee soll mat der Fotovoltaik virufueren, mir hu jo Engagementer, wat eis Produktioun vun elektrescher Energie aus erneierbaren Energiequellen ubelaangt. Et soll een also domat weiderfueren, mä et soll een awer och rechnen, datt do keng Excèsë geschéien. Et brauch jo awer och kee sech eng gëllen Nues domat ze verdéngen. Et soll sech iergendwou esou rechnen, datt jiddferee bereet ass dat ze maachen, datt ee kee Geld muss matbréngen. Schéi wär et jo, wa jiddfereen och nach fräiwëlleg géif soen, ech maachen eppes an deem Sënn. Mer hoffen och, datt eng Partie esou Leit do sinn, mä iergendwou muss et sech rechnen; awer och net méi.

Ech wëll och nach eppes soen: Mir si jo eréischt am Ufank vun där Technologie. Wann déi emol wierklech esou wäit ass, datt se en grande masse, automatiséiert produzéiert gëtt, muss se nach wesentlech bëlleger ginn a se gëtt och nach wesentlech bëlleger, wann déi Ëmsätz bis do sinn, déi musse kommen. Mir hunn ee banaalt Beispill mat de klenge Rechemaschinnen erlieft, déi am Ufank bal net ze bezuele waren an déi een haut an all Virwëztut fënnt.

Solarthermesch Anlage selbstverständlech och, do hu mer vläicht de Problem net richteg erkannt gehat, déi mussen onbedéngt am selwechte Mooss gefördert ginn. Wand- a Waasserkraaft, do si mer limitéiert, et ass och vläicht nëmmen eng Iwwergank-

serscheinung, fir déi Leit ze berouegen, déi de Moment Problemer domat hunn. Ganz sécher fanne mer spéiderhin och nach aner Moyenen, déi vläicht dann erëm erlaben déi Spillercher do, déi mech awer perséinlech net stéieren, aus der Landschaft erauszehuelen.

Ee Wuert nach zur Biomass. Dat ass jo eppes wat ëmmer erëm diskutéiert gëtt, mä wann een no enger konsequenter Strategie sicht, dann ass näischt hannendrun. Eis Bëscher produzéieren onheemlech vill Energie. Ech wëll awer och dat hei soen, näischt dergéint datt mer eng Partie als Naturbëscher leie loossen, well mer tatsächlech dat plazeweis brauchen, well mer och Contrainten hunn a well mer wierklech der Natur och een Deel mussen zréckginn, mä op där anerer Säit musse mer awer och dozou kommen, all dat anert Potenzial konsequent ze notzen. Dat ass ee Gaspillage, deen ass an engem Land wéi Lëtzebuerg, wat 35 bis 36% Bësch huet, iwwerhaapt net ze veräntwerten.

D'Landwirtschaft ass menger Meenung no mam Bioraps an och mam Mais, deen an de Biogasanlage verschafft gëtt, net optimal beroden. Do brauche mer wierklech eng Strategie, mer brauche Leit, déi Fachleit sinn, fir datt mer déi effizientst Aart a Weis fanne fir Planzen, Biomass ze produzéieren. Et ass sécher net effizient, wann ech Mais produzéieren, wou de Buedem muss verschafft ginn, wou duerno eng ganz Partie Beaarbechtungsmoossname kommen, wou vill Energie dropgeet, fir en ze häckselen a fir en an d'Siloen eranzebréngen an esou weider. Wann ech eng Planz hunn, déi dauerhaft ass, déi ëmmer erëm nowiisst, déi wanterhaart ass, da brauch ech all déi Buedembeaarbechtung, déi vill CO_2-Ausstouss mat sech bréngt, well dat jo alles Energieverbrauch bedeit, net. Insofern sti mer do eréischt am Ufank, mä et muss konsequent ëmgesat ginn.

Et ass dach schänterlech an där Situatioun wou mer sinn, datt d'Bauere forcéiert ginn, 10 bis 15% vun hire Flächen, déi iwwert d'Photosynthèse kéinten Energie produzéieren, einfach musse broochleie loossen a mulchen an dat do leie loossen, wou mer et wierklech kënnten notzen. Do läit e Risepotenzial, wat leie bleift, well d'europäesch Agrarpolitik an hirer Verblendheet dat esou wëllt.

Ech wëll och nach eppes soen zu den organeschen Offäll. Ech war eng Kéier an enger Anlag, an zwar war dat a Süddäitschland, an enger grousser Schwäizer Anlag, déi wonnerbar funktionéiert huet, wou de ganzen organeschen Offall fir d'éischt duerch d'Biovergasung gelaf ass an duerno eréischt kompostéiert ginn ass. Mir wëssen alleguer, datt beim Kompost Wäermt entsteet, déi een normalerweis net vill notze kann, wann dann iwwerhaapt, an datt schrecklech vill CO_2 entsteet - just dat, wat mer net wëllen. Et ass zwar ee Prozess, wou herno vläicht e flott Produkt erauskënnt, wat ee ka gebrauchen, mä energetesch ass et absoluten Nonsens. Och do musse mer d'Kéier kréien, wann ee weess, datt vun eisem ganzen Offall 40 bis 45% organesch Mass ass.

Projeten an Drëttweltlänner - dat ass eppes, wat ee ganz positiv muss gesinn, well domat wierklech zwou Mécken op ee Schlag getraff ginn: Engersäits hëllefe mer deene Länner an hirer Entwécklung an op där anerer Säit spuere mer jo gläichzäiteg dat Geld, wat mer do investéieren, laangfristeg doduerch datt mer manner Emissiounsrechter musse bezuelen.

Dann nach e Wuert zur Effizienzsteigerung - ech gesinn, meng Zäit leeft esou lues of -: Do ass laangfristeg sécher e ganz grousst Potenzial. Ech hu virun e puer Joer mol d'Buch „Faktor Vier" vum Ernst Ulrich von Weizsäcker gelies. Ech mengen, dat ass haut schonn e bëssen iwwerholl, haut gëtt scho vu Faktor Zéng geschwat, a vläicht souguer dem Faktor 20, deen ugepeilt gëtt. D'Fuerschung muss an där Richtung forcéiert ginn.

Ech hu mer hei gemierkt, bei der Entwécklung vun de Waffesystemer, wa mer nëmmen d'Halschent hätten - Här President! -, wa mer nëmmen d'Halschent hätte vun deem, wat an d'Entwécklung vun neie Waffe gestach gëtt, fir d'Effizienzsteigerung vun eisen Energieanlagen, da wäre mer schonn e grousst Stéck, e grousse Schrack virun. Den Dräi-Liter-Auto géif eis, wann en da Standard wär, onheemlech vill Reduktioun am Verbrauch bréngen.

Wat fir Moyenë kann een asetzen? Do ass d'Fro vun de Verbrauchssteieren. Do ware mir a si mir och haut nach retizent, well et sozial eng schwiereg Affär ass, well ganz besonnesch d'Ménagë mat Kanner an esou, déi evidenterweis méi en héijen Energieverbrauch hunn, dann direkt betraff ginn. Entweder et bréngt een et fäerdeg dat sozial auszebigelen, oder - an dat ass een anere Wee, dee mir favoriséieren - et besteiert een d'Geräter, an zwar beim Akaf, sief et iwwert d'TVA, sief et iwwer Sondertaxen, direkt opgrond vun hirer Energieeffizienz.

D'Norme musse konsequent duerchgesat ginn, an och mat Subside komme mer net derlaanscht Entwécklungen ze förderen. Dänemark huet iwwregens doranner ganz positiv Erfahrunge gemaach, well se engersäits iwwer eng verstänneg Besteierung, déi awer zweckgebonnen, och op d'Förderung vun neien Anlagen, ëmweltfrëndlechen Anlage gesat hunn.

Här President, ech kommen zum Ofschloss: Ech wëll bedaueren, datt zwar vill europäesch Länner gudde Wëlle weisen an elo op dee Wee ginn, datt awer virun allem dee gréissten Emittent vun CO_2, nämlech d'Vereenegt State vun Amerika, net derbäi ass.

Vläicht hu mer an deenen éischten Deeg elo d'Geleeënheet, eisem klenge Koseng vun Uesweller mat op de Wee ze ginn, e soll sengem President mol vläicht eng Kéier e klenge Virtrag doriwwer halen; mir géingen eis hei zu Lëtzebuerg grouss Suergen doweinst maachen.

(Interruption)

Här President, den Energieproblem ass ze léisen; e muss och geléist ginn, well et bleift guer keen anere Choix, an e gëtt och geléist. Et freet sech just wéi séier. Mir hunn haut schonn d'technesch an d'finanziell Mëttelen derfir, mä wou gëtt investéiert? Wann ee kuckt, wat, ech soen et nach eng Kéier, d'Rüstung an d'Waffenindustrie verschléngen, dann erënneren ech un de Raoul Follereau, dee gesot huet: „Gitt mer, Amerikaner a Russen - dann huet keen eppes verluer, jiddfereen ee Kampffliger, dann hunn ech d'Lepra an der ganzer Welt ausgerott."

Wäre mer esou wäit, datt mer 50% vun der Rüstung - an da wär d'Welt wéi gesot net méi onsécher -, 50% vun deem, wat a Krichsgeschir investéiert gëtt, an d'Energiepolitik kënnten investéieren, da wäre mer um gudde Wee an dann hätte mer de Problem geschwë geléist. Eng nei industriell Revolutioun ass scho laang iwwerfälleg. Klimaschutz an Ekonomie sinn net am Widdersproch zuëneen, mä se si complémentaire.

Ech wëll och nach e Wuert zur WTO soen. Et kann net sinn, datt d'Europäer erëm eng Kéier de Schwanz bäizéien an datt déijéineg, déi de Luuspätter spillen, d'Virdeeler aus hirem Retrait erauszéien. Do musse mer haart bleiwen, an ech hoffen och, datt anerer eis dobäi hëllefen.

Zum Schluss: Mir mussen nieft all deene Mesuren, déi mer an d'A faassen, virun allem an d'Informatioun an d'Sensibiliséierung vun eiser Populatioun investéieren, an ech froen an deem Zesummenhang, wéi vill Budget datt mer zum Beispill an der Télevisioun an den Zeitungen all deene Reklammen entgéintsetzen, déi d'Leit opfuerderen, fir méiglechst vill ze verbrauchen. Do musse mer vläicht am nächste Budget ee seriöen Effort maachen.

Ech hunn lech scho gesot, mir stëmmen dee Projet hei, och wann e vläicht deen een oder anere Manktem huet, well et wierklech den Einstieg ass an déi Entwécklung, mat där mir hoffen datt mer virukommen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Domadder ass d'Sitzung fir haut den Owend ofgeschloss. Muer de Moien ëm 8.30 Auer fänke mer nees un.

(Fin de la séance publique à 19.51 heures)

Ordre du jour

1. 5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale)

2. 5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale)

3. 5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale)

4. 5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 8.30 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Si sinn ausgeflunn.

(Hilarité)

M. le Président.- Dat fält schwéier, wann een net do ass.

Mir fänken trotzdeem u mat der Diskussioun vun deene Projeten, déi mer um Ordre du jour hunn, a virun allem de Projet 5406, een Ofkommes tëscht de Beneluxstaten iwwert déi grenziwwerschreidend Polizeiasätz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno opgedeelt. Et sinn ageschriwwe bis elo: d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer!

1. 5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, beim Projet de loi 5406 geet et ëm d'Approbatioun vun enger Benelux-Konventioun vum 8. Juni 2004, déi d'Regele virschreift wéi tëschent de Beneluxstate grenziwwerschreidend Polizeiasätz stattzefannen hunn.

Am initiale Projet de loi war och virgesinn, eng Décisioun JAI, also vun de Justiz- an Innenministeren, vum 2. Oktober 2003 ëmzesetzen. Virgesi gouf och d'Ännerung vu verschidde Gesetzer, ënnert anerem dem Code d'instruction criminelle, fir an eiser nationaler Gesetzgebung och Referenzen ze hunn op international Konventiounen iwwert grenziwwerschreidend polizeilech Interventiounen.

De Statsrot huet sech formell géint d'Ëmsetzung vun der JAI-Décisioun ausgesprach. Eng Ëmsetzung vun enger JAI-Décisioun, esou de Statsrot, géif der juristescher Natur vun esou enger Entscheedung widderspriechen. D'JAI-Décisioun vum 2. Oktober 2003 bräicht also net, sot de Statsrot, an eis national Gesetzgebung ageglidderd ze ginn, fir zu Lëtzebuerg rechtskräfteg ze sinn. Dem Statsrot senger ausféierlecher Argumentatioun, déi op der juristescher Natur vun enger JAI-Décisioun fousst, ass vun der Commission juridique Rechnung gedroe ginn. Et stellt sech nach just d'Fro, déi bei anere Projet-de-loien oder bei anere JAI-Décisioune wäert opkommen, ob och do eng national Ëmsetzung iwwerhaapt nach erfuerdert ass.

D'Observatioune vum Statsrot iwwert déi néideg Ännerunge vun nationale Gesetzer, déi sech op Konventiounen iwwert grenziwwerschreidend Polizeiasätz referéieren, sinn och vun der Commission juridique iwwerholl ginn. De Statsrot hat hei d'Meenung vertratt - Meenung, déi mer och gedeelt hunn -, datt esou Ännerungen net noutwendeg wieren. Dat, sot de Statsrot weider, géif och de Risiko mat sech bréngen, datt den Asaz vun auslännesche Polizeikräften hei am Land vun enger Onzuel vu Gesetzestexter géif geregelt ginn, wat net am Sënn vun enger gudder legistescher Aarbecht wier.

Esou limitéiert sech de Projet de loi, wéi e vun der Commission juridique guttgeheescht gouf, op d'Approbatioun vun der viregtgenannter Benelux-Konventioun vun 2004 an op verschidden Zousazbestëmmungen.

Här President, d'Grenzen an der Europäescher Unioun wäichen ëmmer méi de Grondfräiheete vum Bannemaart aus. Och wann dat eng ganz Rei vu positiven Aspekter mat sech bréngt, déi säit dem 1. Januar 1992, dem Grënnungsdag vum Europäesche Bannemaart, nach weider ausgebaut goufen, sinn déi banneneuropäesch Grenzen nach ëmmer eng Hürd fir eng polizeilech Zesummenaarbecht.

Et ass jo schwéier verständlech, datt, wa Krimineller vum progressive Verschwanne vu Grenzen am Bannemaart profitéieren, fir d'Police grad dës Grenzen awer eng Hürd fir eng efficace Zesummenaarbecht, spriech Kriminalitéitsbekämpfung duerstellen. Hürd, déi nëmmen iwwer méi oder manner komplex Prozedure kann iwwerwonne ginn.

Dofir gëtt jo an der Europäescher Unioun eng Zone de liberté, de sécurité et de justice ugepeilt. Eng ganz Rëtsch vun Texter sinn an deem Zesummenhang schonn ausgeschafft respektiv a Kraaft getrueden. D'Schengener Accordë sinn an deem Kader richtungsweisend gewiescht. Mä och dës Accorden, déi elo an e puer Méint 20 Joer wäerte feieren, mussen iwwerschafft an hir Effikassitéit muss iwwerpréift ginn.

Natierlech muss déi Zesummenaarbecht tëschent Police- a Justizautoritéiten aus deene verschiddenen EU-Memberstaten, oder nëmmen en Deel vun hinnen, kloer geregelt ginn. Et geet jo natierlech och ëm d'Rechter vun de Bierger. Eng Balance tëschent op där enger Säit enger kohärenter an effikasser Kriminalitéitsbekämpfung an op där anerer Säit de Rechter vu jiddferengem muss hiergestallt ginn.

Här President, bis elo goufe grenziwwerschreidend Polizeiasätz au cas par cas geregelt. Dat ass eng besonnesch onzefriddestellend Léisung, an dat aus verschiddene Grënn. Éischtens gëtt et keng kloer an uniform gülteg Regele bei esou Asätz. Zweetens sinn Asätz an Drénglechkeetsfäll, zum Beispill am Fall vun Naturkatastrophen an enger Grenzregioun, net méiglech. Dréttens kënnen au cas par cas net all Detailaspekter vun esou Asätz geregelt ginn, oder méi grondsätzlech Froen, wéi eng gemeinsam Formatioun, net virgeholl ginn.

De Statsrot huet a sengem Avis eng ganz Rei vu Froen opgeworf a Kritiken zu där Konventioun gemaach. Dës Froe respektiv Kritike sinn an der Commission juridique eingehend diskutéiert ginn an och am schréftleche Rapport behandelt ginn. Niewebäi gesot, huet de belsche Statsrot, deen zwar an enger Procédure d'urgence saiséiert ginn ass, iwwerhaapt keng Commentairen, Kritiken, Observatiounen, Remarquen zu där Konventioun, hirem Contenu, hirer Prozedur gemaach.

Ech wëll elo net op all Eenzelheet vun där Konventioun agoen, mä just déi grouss Zich vun därselwechter virstellen. Fir d'éischt soll awer emol kloergestallt ginn, datt dës Konventioun d'Regele vum Code d'instruction criminelle oder vum Code pénal net beaflosst. De Fait, datt eng grenziwwerschreidend Kooperatioun e geregelte Kader kritt, heescht nach laang net, an däerf och net bedeiten, datt eist substanziellt oder prozeduraalt Strofrecht, a sief et nëmmen zum Deel, ausser Kraaft gesat gëtt.

Et gëtt zwou Méiglechkeete vu grenziwwerschreidende Polizeiasätz, déi an der Konventioun virgesi ginn. Déi eng si méiglech op Ufro vun engem Stat. Et kann ee sech virstellen, datt et während der Lëtzebuerger Présidence vun der Unioun am 1. Semester 2005 vu Lëtzebuerger Säit zu esou Ufroen un déi belsch oder hollännesch Autoritéite ka kommen. An deem Fall stinn déi belsch oder hollännesch Polizisten, déi hei am Land zum Asaz kommen, ënnert lëtzebuergeschem Kommando.

Déi aner Zort vun Asätz sinn déi, déi an Drénglechkeetsfäll noutwendeg sinn. Hei dréit et sech besonnesch ëm drénglech Situatiounen. Esou seet d'Konventioun, „pour parer à un danger imminent sur le territoire voisin". Et kann een déi éischter vag Formulatioun bedaueren, et kann een awer och net all méiglech Drénglechkeetsfäll virgesinn. D'Konventioun wär nach méi schwéierfälleg gemaach ginn. Als Beispill fir esou eng Drénglechkeetssituatioun kann een en Iwwerfall op eng Bank oder Tankstatioun uginn, wou d'Police de Kriminelle muss nofueren, déi awer eréischt am Nopeschland kënne gepëtzt ginn. Hei kann d'Grenz net d'Enn vun der Poursuite sinn.

Eng Grenziwwerschreidung an enger Situation d'urgence muss direkt den Autoritéiten aus deem Land matgedeelt ginn. Esou eng Iwwerschreidung kann och nëmmen am Grenzgebitt stattfannen. Lëtzebuerg, wat net iwwerraschend ass, mä och d'Belsch, wat iwwerraschend ass, sinn an der Konventioun als Grenzgebitt an hirem ganzen Territoire definéiert.

D'Konventioun gesäit och vir, wéi an ënnert welche Bedingunge polizeilech Date kënnen ausgetosch ginn. D'Polizeiautoritéiten, déi dës Daten traitéieren, mussen, fir datt esou en Austausch ka stattfannen, hir Zoustëmmung ginn. Hei handelt et sech natierlech nëmmen ëm polizeilech Daten. Donnéeën, déi vun de Justizautoritéiten traitéiert ginn, kënnen nëmmen am Kader vun enger „entraide judiciaire", dat heescht op Ufro vun auslännesche Justizautoritéiten, weidervermëttelt ginn.

Gemeinsam Büroen oder Patrouillë kënnen och organiséiert ginn. Dat ass schonn elo de Fall wat d'Patrouillen ugeet tëschent Holland an der Belsch, a wat d'Büroen ugeet. Scho säit 2001 hu mer e gemeinsame Büro mat de franséische Polizei- an Douanesautoritéiten, a säit 2003 e gemeinsame Büro mat Däitschland an der Belsch.

Eng grenziwwerschreidend Observatioun ass och an der Konventioun virgesinn. Déi kann awer nëmme stattfannen, wann dat Land, wou d'Observatioun soll stattfannen, därselwechter zougestëmmt huet. D'Konventioun, d'Schengener Ofkommes an déi JAI-Entscheedung, déi mer aus dem Projet de loi erausgeholl hunn, setzen d'Bedingunge fir esou eng Observatioun fest.

Doniewent gëtt och an der Konventioun an am Projet de loi festgehalen, wat fir Equipementer déi auslännesch Poliziste bei esou Asätz hei am Land kënne mat sech droen. Dat ass besonnesch bei Waffe wichteg. Si däerfen, esou steet dat am Artikel 4 vum Projet de loi, dee mer vum Statsrot iwwerholl hunn, hiert reglementäert Equipement bei sech droen, mä Gebrauch dovunner kënne se nëmmen ënnert deeneselwechte Bedingunge wéi déi Lëtzebuerger Poliziste maachen, dat heescht no engem Gesetz vun 1973.

Déi auslännesch Poliziste musse sech och un déi hei am Land gülteg Rechtslag halen. Si ënnerleien hei zu Lëtzebuerg dem Polizeigesetz vun 1999.

D'Konventioun gesäit och eng Formation continue et commune tëschent deenen dräi Länner vir. Dës Ausbildung ass besonnesch wichteg fir eng anstandslos Zesummenaarbecht ze garantéieren.

D'Konventioun hält och d'Regele fest wéi d'Responsabilitéit, souwuel déi strofrechtlech wéi déi zivilrechtlech vun auslännesche Polizisten, déi zu Lëtzebuerg an den Asaz kommen, geregelt gëtt.

Schlussendlech, fir bei deene wichtegste Punkten ze bleiwen, wëll ech nach op een Aspekt zréckkommen. Am Artikel 5 vum Projet de loi steet, datt bei den Asätz vu lëtzebuergesche Polizisten, an der Belsch oder an Holland, dës Asätz wéi Asätz um Lëtzebuerger Territoire ugesi ginn. Dat heescht, datt, obwuel déi Lëtzebuerger Polizisten ënner belschem, respektiv hollänneschem Kommando stinn a sech un d'Gesetz vun deem Land ze halen hunn, wou den Asaz stattfënnt, et awer bleift, datt hire Statut weider Uwendung fënnt, ënner anerem wat d'Disziplinarrecht oder d'Sozialversécherung ugeet.

D'Detailaarbecht vun all deene Punkte vun der Konventioun an nach anerer, déi ech net opgelëscht hunn, gëtt vun enger Grupp „mesures opérationnelles" ausgeschafft, déi sech schonn elo getraff huet.

D'Konventioun trëtt den éischten Dag vum zweete Mount vum Dépôt vun der leschter Ratifikatioun a Kraaft. Wann dës Konventioun net sollt fir d'EU-Présidence a Kraaft triede kënnen, da bilt dës Konventioun de facto, och wann net de jure, de Kader vun enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht mat de Benelux-Staten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wëll ech als Rapporteur nach zwou Bemierkunge maachen.

Déi éischt dréint ëm d'Prozedur an der Commission juridique. Den Här Justizminister huet de Projet de loi de 26. November dëst Joer deponéiert, den 1. Dezember ass hien an d'Commission juridique de Projet de loi virstelle komm, de 7. Dezember krute mer den Avis vum Statsrot, den 8. Dezember, also den Dag drop, hu mer deen Avis an der Commission juridique analyséiert an diskutéiert an den 9. Dezember, nach den Dag drop, ass de Rapport ugeholl ginn.

Wann och dës Prozedur an der Kommissioun an och am Statsrot, deem dofir eise Merci gëllt, zäitlech zimlech séier iwwert d'Bühn gaangen ass, esou huet dat net zu enger bâcléierter Aarbecht an der Commission juridique a beim Statsrot gefouert. Mir hunn de Projet de loi an den Avis vum Statsrot grëndlech analyséiert, wat dem Rapporteur net verhënnert huet wesentlech Punkte vun der Diskussioun a Bemierkunge vun der Commission juridique a säi Rapport anzebauen.

Déi zweet Remarque ass méi fundamentaler Natur. Et geet net nëmmen dorëm, fir am Numm vun enger effikasser Kriminalitéitsbekämpfung Konventiounen auszeschaffen, et muss ee sech och d'Zilsetzung am Kapp behalen. An eng efficace Zesummenaarbecht um Niveau vun de Police- a Justizautoritéite gëtt menger Meenung no benodeelegt duerch déi Onmass vun Texter, Traitéen, Konventiounen, Décisiounen oder wéi se och ëmmer heeschen, déi an de leschte Jore vu verschiddene Gremien, Institutiounen, Organisatiounen oder Stategemeinschaften ugeholl ginn. Ech hat scho bei der Entraide judiciaire an der Ausweisung an der leschter Legislatur d'Méiglechkeet genotzt fir drop hinzeweisen, datt esou eng Onmass vun Texter net der Zilsetzung, dat heescht op eng efficace Ausweisung deemools, elo eng efficace polizeilech Zesummenaarbecht histeiert. An ech soen dat elo och nach eng Kéier.

D'Considérantë vun der Benelux-Konventioun sinn hei interessant. Hei gëtt verwisen op 17 aner Texter, ouni natierlech déi national Gesetzgebung an deenen dräi Staten ze vergiessen, déi do net dran ageluecht ass. Vun engem gastronomesche Standpunkt aus gesinn ass ee Millefeuille eppes Guddes, wann e gutt gemaach ass. Mä dee Millefeuille juridique, dee mer elo no an no opgebaut hunn, an deen nach opgebaut gëtt, ass op Dauer net ze verdauen. Le mieux est souvent l'ennemi du bien.

Wann och am Justizwiesen et verständlech an och noutwendeg ass, kloer Regele virzegesinn, fir och d'Rechter vun de Bierger ze garantéieren an hir Flichten duerzeleeën, esou ass awer a verschiddene Matièren de Punkt erreecht, wou ee sech d'Fro stelle soll, ob et net méi einfach wier d'Texter zesummenzeleeën, ze kodifizéieren.

Ech wëll drun erënneren, datt d'Kodifizéierung vum Droit civil am Code civil, deen 1804 ugeholl gouf, an dee mer och virun 200 Joer - et hat keen et bemierkt - iwwerholl hunn an haut nach ëmmer uwenden, e Quantesprong an der Vereinfachung vum Zivilrecht duergestallt huet. Et gëtt och Zäit fir am Kader vun der internationaler oder nëmmen europäescher Zesummenaarbecht am Justizwiesen au sens large eng Kodifizéierung unzestriewen, éier datt et ze spéit ass. Ech wëll drop hiweisen, datt d'Fransousen an den 90er Joren et net méi fäerdeg bruecht hunn, sief et nëmmen inhaltlech, hiert Steierrecht ze harmoniséieren.

A wéi ech dat schonn an deene leschte fënnef Joer gemaach hunn, wäert ech deen ceterum censeo och nach eng weider Kéier bei anere Konventiounen an esou laang et mer erlaabt ass - oder ech mer et erlaben hei ze sëtzen - weider virdroen.

Dat gesot, géif ech lech also bieden Är Zoustëmmung zu dësem Projet de loi, wéi e vun enger grousser Majoritéit ouni Géigestëmm an der Commission juridique ugeholl gouf, ze ginn.

Nach eng Bemierkung am Telegrammstil, als mandatéierte Sprecher vun der CSV-Fraktioun: Mir wäerten dëse Projet stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Als éischte Riedner ass d'honorabel Madame Flesch ageschriwwen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Da wëll ech awer och ee Luef un de Statsrot ginn, deen am Kader vun dësem Gesetzesprojet e fouilléierten, wann och op verschiddene Punkte sibyllineschen Avis ofginn huet, an dat obwuel hei, wéi de Rapporteur et scho gesot huet, immensen Zäitdrock bestanen huet.

Mäi Luef un de Rapporteur an un de Statsrot bréngt mech awer zugläich och zur Haaptkritik, déi ech zu dësem Projet de loi hunn. Hei gëtt der Chamber nach kuerz virun de Feierdeeg ee Gesetzesprojet presentéiert, deen net nëmmen an enger erstaunlecher Vitesse entstanen ass, mä gläichzäiteg vun enger grousser Komplexitéit ass, wat seng juristesch Konsequenzen ugeet. De Rapporteur huet jo drop higewisen. Dee Reproche kann een och aus dem Avis vum Conseil d'État erausliesen.

D'Regierung selwer schéngt sech dees och bewosst gewiescht ze sinn, well si huet hire Projet zréckgezunn, wéi mer en an der Commission juridique diskutéiert hunn, a si huet sech dem Text vum Conseil d'État ralliéiert. Ech wëll ganz kloer soen, dass dee Reproche net gëllt fir den Text vum Traité, dee sécherlech vun de Juristen aus den dräi Benelux-Länner suergfälteg preparéiert, diskutéiert an élaboréiert ginn ass, mä fir de Projet de loi, deen deen Traité elo sollt an d'Lëtzebuerger Recht ëmsetzen. An ech wonnere mech, dass ee Jurist, deen ech ëmmer als ganz rigouréis betruecht hunn, wéi de Justizminister, ons esou een Text virgeluecht huet, mä ech freeë mech, dass mer ons konnten un den Text vum Conseil d'État ralliéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur huet a sengem mëndlechen a schréftleche Rapport den Text vum Traité examinéiert, d'Problemer analyséiert, déi sech stellen, et schéngt mer also net néideg nach eng Kéier dorop anzegoen. Ech ralliéiere mech senger Analys.

A senger initialer Versioun sollt jo am Projet de loi net nëmmen den Traité an d'Lëtzebuerger Législatioun ëmgesat ginn, et war och virgesinn, dass dësen Text d'Décisioun 2003/725/JAI vum Conseil sollt unhuelen, duerch deen d'Dispositioune vun de Paragraphen 1 a 7 vum Artikel 40 vum Schengener Accord sollte modifizéiert ginn. Da sollten och nach eng ganz Rei vu legislativen Texter ofgeännert ginn op déi den Traité an d'Décisioun JAI Konsequenzen hunn. Nodeem mer elo den Text vum Statsrot unhuelen, ass den Objet vum Gesetzesprojet nëmmen nach d'Approbatioun vum Traité. An ech géif soen, et ass och gutt esou.

Wat d'Décisioun 2003/725/JAI betrëfft, déi gesäit vir, dass d'Dispositioune vun de Paragraphen 1 a 7 vum Artikel 40 vum Schengener Accord geännert ginn. Do seet de Statsrot, dass no der Jurisprudenz vun der Cour de Justice vun den Europäesche Communautéiten d'Décisioun keen Instrument international de droit public commun ass, dass den Effet vun der Décisioun contraignant ass, an dat bréngt mat sech, dass d'Décisioun obligatoresch ass fir all Organer vun de Memberstaten.

De Conseil d'État schléisst seng Konklusiounen domadder of, dass hien dreet eng Opposition formelle ze maachen, wann dës Décisioun sollt duerch een nationaalt Gesetz approuvéiert ginn. De Statsrot seet also hei, d'Décisioune JAI mussen net an eis Gesetzgebung transposéiert ginn, si sinn direkt applicabel an eng parlamentaresch Approbatioun wär incompatibel mat der Natur vun esou engem juristeschen Akt.

Hei schénge jo dann d'Meenunge vun der Regierung a vum Conseil d'État auserneen ze goen, a mir hunn an der Commission juridique geduecht, dass et der Méi wäert wär, duerno, eng Kéier méi allgemeng op déi Fro zréckzekommen an ze analyséieren, wéi d'juristesch Situatioun sech presentéiert a wéi mer ons an der Zukunft solle behuelen, wat d'Applicatioun vun den Décisioune JAI betrëfft.

Wat elo déi Ännerunge vun anere Gesetzestexter ugeet, déi initialement am Projet de loi virgesi waren, hat de Statsrot och seng Meenung. Hien huet gemengt, dass d'Loi d'approbation wuel spezifesch Renvoie misst virgesinn, mä dass et net noutwendeg wär d'Gesetzer an d'Coden u sech ze änneren. Dat géif nämlech mat sech bréngen, huet de Statsrot gemengt, dass et zu enger Multitude vun Texter géing kommen, déi d'Coopération policière transfrontalière géinge regelen, an domadder kéint eng Onsécherheet entstoen. D'Commission juridique huet och an dësem Fall dem Avis vum Statsrot Folleg geleescht, obschonn dat do och eng Fro ass, wou d'Meenunge vun de Juristen ausernee ginn.

A sengem Avis weist de Conseil d'État nach op eng Rei vun aner Ongereimtheeten am Projet de loi hin. Ech wëll hei a menger Interventioun net weider dorop agoen, mä just ervirsträichen, dass ech d'Gefill einfach net lass ginn, dass de Lëtzebuerger Projet de loi, wat d'Transpositioun vum Traité a Lëtzebuerger Gesetzgebung betrëfft, iwwert de Knéi gebrach war, wahrscheinlech fir dass den Traité nach kéint während der Lëtzebuerger Présidence zum Droe kommen - nach misst dofir den Traité och vun der Belsch a vun Holland ratifizéiert ginn; an der Belsch schéngt dat de Fall ze sinn, mä an Holland wäert dat nach eng Zäit daueren.

Quoi qu'il en soit, d'Kooperatioun tëschent de Länner vum Benelux war am Ufank eng Kooperatioun virun allem am Domän vun der Douane. Lues a lues huet dat sech du weider op aner Domäner ausgedréckt, wéi zum Beispill d'Kooperatioun am Kader vun der Police.

Ech mengen et wär gutt a richteg, dass elo e Kader geschafe gëtt, an deem déi Coopération policière tëschent de Benelux-Länner kann zum Droe kommen. Et ass wichteg, dass déi Kooperatioun besteet an et ass wichteg dass e klore Kader besteet, an deem se sech kann ofwéckelen.

Den Traité, dee mer haut sollen unhuelen, soll d'Äntwerten op déi Problemer bréngen. Sou soll also d'Kooperatioun vun der Police iwwert d'Grenzen eraus geregelt ginn, sou wéi och d'Presenz vu belschen oder hollännesche Polizisten op eisem Territoire a vice versa, a schlussendlech déi praktesch Mesuren, fir dass eng Kooperatioun ka richteg funktionéieren.

Am Traité sinn déi verschidden Hypothesen opgelëscht, wou eng friem Interventioun op Lëtzebuerger Territoire ka geschéien an ënnert wat fir enger Form se ka geschéien. De Rapporteur huet dat jo hei am Detail analyséiert, hien huet och d'Dispositiounen am Detail analyséiert, an ech wëll dat net widderhuelen. Ech wëll awer drop hiweisen, dass d'Belsch a Lëtzebuerg hire Gesamtterritoire als Région transfrontalière definéiert hunn. Domadder kënnen d'Policen um Gesamtterritoire vun deenen zwee Länner intervenéieren.

Den Traité mécht also e grousse Schrëtt, fir d'Kooperatioun tëschent den dräi Benelux-Staten am Kader vun der Police ze verbesseren. Mir wäerten dee Projet de loi also stëmmen, mä mer mengen, datt

d'Commission juridique soll op déi zwou, dräi Froen zréckkommen, déi opgeworf si ginn, an déi mer da sollten am Detail an an aller Sérénitéit diskutéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Bodry ageschriwwen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt am Numm vu menger Fraktioun e Luef fir de Rapporteur, den Här Patrick Santer, deen hei eng flott a schnell Aarbecht gemaach huet, deen all d'Problemer beliicht huet, mengen ech, an als drëtten Intervenant wëll ech also elo net erëm nach eng Kéier in extenso op den Inhalt an déi ganz Virgeschichte vun deem heiten Text agoen.

Ech deelen net ganz d'Appréciatioun vun der Madame Flesch, déi vun engem sibyllineschen Avis geschwat huet vum Statsrot, déi awer och selwer eng ganz sibyllinesch Distinctioun gemaach huet, tëschent engem anscheinend schlechte Gesetzestext, deen d'Regierung deponéiert hätt, an engem gudden Traité. Ech fannen, datt den Text vun der Regierung net esou schlecht war, wéi si dat duergestallt huet. Par contre sinn ech der Meenung, dass vläicht den Traité net esou perfekt ass, wéi si dat gemengt huet. Den Ënnerscheed, dee si gemaach huet, féiert wahrscheinlech dorobber zréck, dass deen heiten Traité ënnerschriwwe ginn ass den 8. Juni dëst Joer, e puer Deeg virun de Chamberwahlen, an dass deemools d'Demokratesch Partei natierlech an der Regierung war. Den Dépôt vum Projet de loi war zwar vum selwechte responsabele Justizminister gemaach ginn, mä an enger anerer Regierungskonstellatioun. Duerfir mengen ech, et soll een de Fong kucken, et soll een net eng zäitlech Distinctioun maachen, wat gutt a wat schlecht war, et soll ee wierklech d'Texter kucken, déi hei virgeluecht si ginn.

Den Text vum Projet de loi - dat ass ganz kloer - ass besser, doduerjer dass effektiv an der Chamber hei deene fondéierte Bemierkunge vum Conseil d'État Rechnung gedroe ginn ass an dass déi eenzel Artikelen, do wou de Conseil d'État och Kritike formuléiert hat, respektiv och Géigeproposen vun Texter gemaach huet, ugeholl si ginn. Doduerjer, mengen ech, ass den Text vum Gesetz effektiv besser wéi déi alleréischt Versioun. An ech mengen, dass de Conseil d'État - an dat muss ee soen - an där relativ kuerzer Zäit, déi en hat, fir deen heite Gesetzesprojet ze kucken, dach awer op de Fong vun de Saache gaangen ass. Et mierkt een, dass hei Leit um Avis geschafft hunn, déi d'Matière ganz gutt kennen, och vun der Praxis aus, an dat spigelt sech an deem Avis vum Conseil d'État erëm.

Et ass awer de Fait - an do woren dem Conseil d'État seng Hänn natierlech och gebonnen, wéi och der Chamber hir Hänn gebonne sinn -, wann et ëm d'Ratifikatioun vun engem Traité geet; en Traité ass ënnerschriwwen an d'Chamber kann nëmmen approuvéieren oder d'Approbatioun refuséieren. Et ass ähnlech wéi beim Traité constitutionnel vun der Europäescher Unioun - eng Fro mat där mer eis jo dann an deenen nächste Méint wäerten nach des Längere beschäftegen. Et gëtt keng Tëscheléisung an där dote Fro. Et muss een also ofweien, ob de Pour méi staark ass oder ob de Contre méi staark ass.

Fir et virauszeschécken, eis Fraktioun ass der Meenung, dass wann een all d'Elementer ofweit, dass eigentlech déi Argumenter, déi fir den Traité stëmmen, méi staark si wéi déi Bedenken, déi ee kann, zum Deel och muss, hunn, wat eenzel Bestëmmunge vun deem Traité ugeet, déi tësche Lëtzebuerg, der Belsch an Holland ofgeschloss ginn ass. Well entgéint deem, wat d'Madame Flesch hei gesot huet, beschränkt sech d'Froestellung an déi implizit Kritik vum Statsrot net eleng op déi puer Artikele vum Projet de loi, mä och huet en eng ganz Rëtsch vu kritesche Bemierkungen oder Interpretatiounsfroe gestallt, wat den Text vum Traité selwer ugeet, dee mer haut solle ratifizéieren.

An ech géif do op eng Rei vun Dispositioune verweisen, déi en op der 6. Säit vu sengem Avis gemaach huet a wou e ganz kloer seet - ech soen nëmmen deen éischte Saz, dee gëtt den état d'esprit, dat Gefill, wat de Conseil d'État hat, wéi en deen Traitéstext examinéiert huet, e bëssen erëm: «Il reste que l'exercice, auquel les auteurs du Traité se sont livrés, demeure extrêmement délicat du fait des nombreuses ambiguïtés qui subsistent.»

Ambiguïtéiten, déi s de net eraus kriss aus engem Traité. Du kanns zwar fir dech eng eegen Interpretatioun ginn, mä nach ass een Traité zu dräi. An eigentlech kann een Traité nëmme funktionéieren, wann déi dräi Vertragsparteien déiselwecht Interpretatioun vun deene selwechten Texter hunn.

Elo gëtt zum Beispill bemängelt, dass eng Absence de distinction géif bestoen ënner Police administrative a Police judiciaire, déi sech géif wéi e roude Fuedem duerch dee ganzen Text vum Traité zéien. Et gëtt och bedauert, dass d'Dispositioune vum Traité, déi déi sou genannte gemeinsam Patrouillen a gemeinsam Kontrolle betreffen, ganz vag bleiwen an deem Text, deen tëschent deenen dräi Regierungen am Ufank vum Joer 2004 ausgehandelt ginn ass. An dat ganzt gipfelt da mat der Feststellung: «Le Conseil d'État se doit d'émettre ses réserves quant au bien-fondé juridique de l'approche retenue en l'occurrence, compte tenu du large éventail des formes de coopération qui y sont traitées.»

Also et ass schonn awer eng Kritik, déi elo net nëmmen déi puer Artikele vum Gesetzestext betrëfft, mä déi schonn an de Fong vum Traité erageet.

Mä schlussendlech, mengen ech, ass de Conseil d'État och zur Iwwerzeegung komm, dass deen heiten Traité an der Applikatioun eng ganz Rëtsch vu Froe wäert opwerfen, déi nach musse sécherlech gekläert ginn an der Praxis a vläicht esouguer an enger Renégociatioun, wann ee gesäit wéi deen Traité sech um Terrain bewäert, mä en ass awer u sech net géint deen heiten Traité, well - dat muss ee jo och soen - deen Accord, deen hei fonnt ginn ass, sech aschreift an eng ganz Rëtsch vun Efforten, déi vun de Lëtzebuerger Regierungen iwwert déi lescht, géing ech soen, 15 Joer praktesch gemaach si ginn, fir eng méi enk Kooperatioun tëschent haaptsächlech och de Polizeiorganer vun deenen eenzelne Staten ze fannen. Et gëtt mat Recht am Rapport och vun der Kommissioun drop opmierksam gemaach, dass u sech am Joer 1996 schonn e Memorandum d'accord getraff ginn ass tëschent de Benelux-Staten, wat d'Kollaboratioun ugeet am Beräich vun der Police, vun der Justiz a vun der Immigratioun.

Ech ka mech selwer erënneren, an der gudder aler Zäit, wéi ech nach Force-publiques-Minister war, dass ech zesumme mam deemolege Justizminister, dem Här Fischbach, an Däitschland gefuer si fir mam däitschen Innenminister en Accord de collaboration ze ënnerschreiwen, wat d'Zesummenaarbecht tëschent der Lëtzebuerger an der däitscher Polizei ugeet. Et ass also kee komplett Neiland, an deem mir eis hei bewegen. Dat schreift sech an an eng ganz Rëtsch vun Initiativen, déi wéi gesot vun deene Regierunge virdru geholl si ginn, an duerfir kann een net géint de Prinzip vun deem heite sinn.

Mä et ass wouer, dass an eenzelne Punkten, dat hunn d'Traitéen natierlech esou u sech, soss wäre se jo notzlos, deen heiten Traité méi wäit geet wéi aner Bestëmmungen, déi bis elo en vigueur sinn. Wat och opfält, dat ass natierlech déi feierlech Form vun engem Traité international, déi hei gewielt ginn ass, während virdru ganz oft déi Accorden éischter politesch Accordë waren oder technesch Accorden tëschent Polizeiverwaltungen, déi net onbedéngt hei duerch eng Ratifikatioun duerch d'Chamber gaange sinn.

Dat heiten ass also schonn, géif ech soen, e qualitative Sprong no uewen, no vir, well hei eng gewëssse Feierlechkeet an och eng rechtlech Verbindlechkeet gesicht gëtt, déi vläicht verschidden Accordë vu virdrun net am selwechte Mooss haten.

Duerfir muss een also hei duebel, mengen ech, oppassen, wann een den Text kuckt, da muss een also och mat der néideger Vigilenz un déi dote Froen erugoen, well ëmmer wann et ëm Froe vu Sécherheet geet, wann et ëm Froe vu polizeilecher Zesummenaarbecht geet, ass natierlech déi éischt Suerg d'Efficacitéit vun der Polizeiaarbecht, mä et muss een am Kapp déi zweet Suerg behalen, dat heescht, dass awer eng Rei vu fundamentale Mënscherechter a Grondprinzipie vum Fonctionnement vum Rechtsstat net däerfen ze kuerz komme bei där noutwendeger Sich vun enger Wierksamkeet vun der Polizeiaarbecht och am Kader vun enger grenziwwerschreidender Zesummenaarbecht.

Et ass sécherlech gutt, dass no engem laange Blocage vu Frankräich et méiglech war an deene leschte Joren och gemeinsam Kommissariater opzebauen, sief dat elo dat belscht-däitscht-lëtzebuergescht gemeinsamt Kommissariat oder dat franséischt-lëtzebuergescht. Et war leider net méiglech an der Groussregioun do all Partneren zesummenzeféieren ënner engem Haus. Mer wëssen, wou d'Problemer leien; déi leien net onbedéngt bei Lëtzebuerg, mä éischter bei Paräis.

Et ass awer scho wichteg, dass mer op deem dote Punkt virukomm sinn, well den Austausch vun Informatiounen ass schrecklech wichteg, besonnesch och fir kriminell Akten, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach ginn, wou ee ganz schnell natierlech iwwer eng Aussegrenz vu Lëtzebuerg ass, an do brauche mer - Lëtzebuerg als klengt Land - vläicht méi wéi déi aner eng schnell Zesummenaarbecht mat anere Polizeistellen, fir och, wann esou eng Infractioun gemaach ginn ass, schnell a wierksam kënnen ze reagéieren.

Ech wëll och agoen haaptsächlech op ee Punkt, deen och ervirgestrach ginn ass am Statsrot sengem Avis. Dat ass jo eng fundamental ganz nei Fro, wat den Austausch vun Données personnelles ugeet. Dat geet e Schratt méi wäit, wéi dat wat bis elo üblech war. An deenen anere Froen ass virun allem jo ee Punkt, deen opfält, dat ass dass, wéi gesot, elo Poursuitë méiglech sinn net nëmme wann eng Ufro do ass vun dem Pays d'accueil, mä wann effektiv och eng Urgence besteet. Da besteet d'Méiglechkeet iwwert d'Grenzen eraus an deem anere Land da kënne polizeilech aktiv ze ginn. Da muss natierlech direkt eng Informatioun do stattfannen un déi zoustänneg Stelle vun deem Land. Mä et bleift, dass dat eng fundamental Erneierung ass par rapport zu deem allgemenge System, an deem mer eis bis elo éischter dra beweegt hunn, wou éischter op den Droit de poursuite opgebaut ginn ass. Hei gi mir also och an deem dote Punkt e Schrëtt méi wäit.

Mä ech mengen, dass et eng ganz Rëtsch vu gudden Argumenter gëtt, fir ze soen, dat hei ass eng Form vun Zesummenaarbecht, déi een elo mol testweis soll erprouwen, weisen, wat déi Texter bréngen, weisen, wat d'Praxis bréngt, fir d'Konklusiounen dorauser ze zéien a fir vläicht eventuell, wann déi Praxis do sech als richteg erausstellt, wa sech erausstellt, dass déi Texter do duerginn, oder a Form vun aneren Texter weiderverschafft musse ginn, dann eventuell déi Kooperatioun net nëmmen am Kader vum Benelux ze gesinn, mä natierlech ass et dann an enger gewësse Logik och eng ähnlech Zesummenaarbecht sichen ze goe mat aneren Nopeschlänner, mat Däitschland a mat Frankräich. Dat géif hei Sënn maachen. A vläicht wëll och Lëtzebuerg e bëssen hei Précurseur spillen, wéi vläicht de Sécherheetsraum Europa kann an deenen nächste Joren eng gewëssen Entwécklung kréien.

Sou dass ech wollt am Numm vu menger Fraktioun hei eng Motioun, déi och ënnerschriwwen ass vu Membere vun der d'CSV-Fraktioun, um Büro vun der Chamber deponéieren, an där mer feststellen, dass u sech deen heiten Traité, dat Gesetz eng Rei vun Neierunge mat sech bréngt, wou ee muss kucken, wat fir eng praktesch Inzidenz déi doten Neierungen um Terrain wäerte bei der Applikatioun vun deem Text hei mat sech bréngen, an d'Regierung opgefuerdert gëtt, der Chamber no engem Joer praktesch schonn d'Erfahrung an e Bilan virzeleeën, esou dass d'Chamber kann déi néideg Konklusiounen dorauser zéien, an d'Regierung wäert sécherlech datselwecht maachen.

Wéi gesot, als Complément zu deene Bemierkungen, déi ech gemaach hunn, géif ech also déi Motioun hei um Büro vun der Chamber deponéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi portant approbation du traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg le 8 juin 2004, a pour objet d'étendre les possibilités de coopération policière dans le cadre de la protection des personnes et des biens et dans le cadre de la prévention et de la recherche des faits punissables;

- considérant que la mise en place de cette coopération policière transfrontalière compte des éléments novateurs dont il y a lieu d'évaluer l'incidence;

invite le Gouvernement

- à présenter après une année d'application un bilan de l'exécution sur le terrain de la coopération transfrontalière renforcée.

(s.) Alex Bodry, Ben Fayot, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer.

Meng Fraktioun wäert deen heiten Text stëmmen, an ech hoffen, dass och déi Motioun d'Zoustëmmung vun der Chamber fënnt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann och wéi dat üblech ass, awer och aus Iwwerzeegung, dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht, dee komplett ass an deen och all déi Froe behandelt huet, déi an der Kommissioun opgeworf gi sinn, och wa mir net ëmmer déiselwecht Äntwerten op déi Froe ginn. Mä de Bericht ass awer korrekt an dofir dem Rapporteur och Merci, well en hat och net vill Zäit fir dat alles ze maachen - dozou wäert ech herno nach kommen. Dofir wéi gesot e Merci och vun eiser Säit.

De Projet de loi 5406 iwwert d'Approbatioun vum sou genannte Benelux-Traité, deen déi grenziwwerschreidend Polizeiinterventiounen an der Grenzregioun tëschent Holland, der Belsch a Lëtzebuerg soll regelen, ass e komplexe Projet, well e komplex Matière betrëfft. Ech wëll direkt de Begréff och vun der Grenzregioun relativéieren. Et ass scho vu Virriedner gesot ginn, dass „d'Grenzregioun" zu Lëtzebuerg an an der Belsch fir d'ganzt Land zoutrëfft, sou dass mer hei am Fong geholl nëmmen an Holland vun enger Applikatioun an der Grenzregioun kënne schwätzen, während fir déi aner zwee Länner dësen Traité landeswäit Gültegkeet huet. Dësen Traité baséiert op villen aneren Texter a Konventiounen, ënner anerem och op der Applikatiounskonventioun vun den Accordë vu Schengen, dat notamment op hirem Artikel 40, deen hei an dësem Kontext eng speziell Bedeitung huet.

Et ass eng komplex Matière vun där mer haut schwätzen, déi ëmmer méi komplex gëtt an duerch déi et och eng ganz héich juristesch Technicitéit an dësem Projet gëtt. Mir sinn als Gréng net géint grenziwwerschreidend Polizeiinterventiounen, notamment déi, déi hei am Traité „d'initiative propre" genannt ginn, wou also eng Urgence um Spill steet, wou ee muss kënnen déi Aktioun, déi een amgaangen ass ze maachen, och zu Enn bréngen, wann ee wëll engem Malfrat net nëmmen op d'Spuer kommen, mä och tatsächlech deen esou interpelléieren, wéi d'Gesetz et virgesäit.

An de Minister sot och an der Kommissioun, dass ee sech dorunner misst gewinnen an engem Europa vun den oppene Grenzen, zumindest den oppene Grenzen no bannen, wou ëmmer méi Kooperatioun och am Beräich vun der Police noutwendeg wär. Mir sinn där Meenung och, dass et noutwendeg ass Polizeikooperatioun och am grenziwwerschreidende Beräich ze renforcéieren. Mir sinn awer och der Meenung, dass eng Extensioun vu Policekompetenzen nëmmen a spezifesche Fäll an no ganz spezifesche Regele ka stattfannen.

Béides, awer besonnesch dat Zweet, ass an eisen Aen an dësem Gesetz net an deem Mooss de Fall wéi mir et erwaarden.

Mir bedaueren och, dass dësen Traité an dëst Gesetz, déi eng ganz sensibel Matière betreffen, an esou kuerzer Zäit zustane komm sinn, dass et net méiglech war, op den Dag vun haut all déi Froen, déi gestallt sinn, ze beäntwerten. A wat de Virriedner, den Här Bodry, mat senger Motioun bezweckt, fir an engem Joer e Bilan ze maachen, seet eigentlech datselwecht: Dass mer eis haut net sécher sinn, dass dat wat mer stëmmen esou gutt ass, dass et ka Bestand hunn. Dofir wäert Der och verstoen, firwat dass mir eng wesentlech méi kritesch Haltung zu dësem Text un den Dag leeën.

Den Traité selwer ass bannent nëmmen e puer Méint ausgehandelt ginn an en ass och fristgerecht e puer Deeg, ech géing net soe wéi den Här Bodry, virun de Chamberswahlen, well dat war de Belsch an den Hollänner net gradsou wichteg, ech géing soe virun den Europawahle vum 13. Juni 2004 ënnerschriwwe ginn.

(Interruption)

Dat huet awer fir déi dräi Länner méi Bedeitung. Wann een et op de Renvoi vum 13. Juni, op d'Europawahlen, bezitt, Här Bodry, da versteet ee firwat dass an deenen dräi Länner Ministeren esou äerdeg waren, fir dat nach fir den 8. Juni ënnerdaach ze hunn.

Dunn ass dem Statsrot säin Avis a knapps dräi Wochen erakomm an

d'Chamberskommissioun huet selwer misse bannent zwou Wochen hire Bericht maachen. Fir d'Plénière - dat huet de Minister an der Kommissioun gesot - wier der Regierung och de Mount Januar 2005 nach duergaange fir de Vote ze huelen, wat zwar séier gentil ass, awer näischt dru geännert hätt, dass hei eng sensibel a wichteg Matière komplett falsch an hirer Bedeitung menger Meenung no bewäert gëtt.

D'Regierung invoquéiert, fir d'Zoustëmmung vun der Chamber zum Benelux-Traité ze kréien, dass opgrond vun der Lëtzebuerger Présidence den Asaz vu belschen an/oder hollännesche Polizeikräften noutwendeg gëtt, an dass deen Asaz ouni de Vote vum Traité Benelux kompromettéiert wier.

Dat, Dir Dammen an Dir Hären, ass awer net esou.

Éischtens wäert de Benelux-Traité kaum virum Enn vun der Lëtzebuerger Présidence a Kraaft trieden. De Vote vum Lëtzebuerger Parlament geet duerfir net duer. A Kraaft trëtt den Traité eréischt den éischten Dag vum zweete Mount nom Dépôt vum leschte Ratifizéierungsinstrument! Am Kloertext, fir dass den Traité Benelux fir den Ufank vun der Présidence, dat heescht elo op den 1. Januar, en vigueur gewiescht wier, hätten déi dräi Länner scho virun Enn Oktober d'Ratifizéierung misse virhuelen. Dat klappt also sécher net méi.

Zweetens misst souguer, fir virum Enn vun der Lëtzebuerger Présidence a Kraaft kënnen ze trieden, dësen Traité vun den dräi betraffene Länner scho virun Enn Mäerz ratifizéiert sinn. Mir stëmmen dat haut, bei de Belsch ass kee Vote dëst Joer a bei den Hollänner ass nach iwwerhaapt kee Vote en vue. A wa mir haut behaapten, dass den Traité emol net virum Enn vun der Présidence wäert a Kraaft trieden, dann ass déi Behaaptung wuel net sécher. Ech mengen awer, dass déi géigendeeleg Behaaptung et nach vill manner ass.

Drëttens, et ass net noutwendeg, dass den Traité a Kraaft trëtt fir dass de Minister d'Méiglechkeet hätt, oder fir dass d'Regierung d'Méiglechkeet hätt, op auslännesch, an dësem Fall belsch an hollännesch Policekräfte kënnen zréckzegräifen. D'Regierung huet mat der Applikatiounskonventioun vun den Accordë vu Schengen genuch „base juridique" fir fir déi sechs Méint vun der Lëtzebuerger Présidence fir d'Sécherheet vun den nationalen an internationalen Delegatiounen ze suergen.

Den Traité Benelux preziséiert nëmmen déi „base juridique", a vun deem Moment u wou den Traité ënnerschriwwe war, also zënter dem 8. Juni 2004, huet de Minister d'Méiglechkeet, opgrond vun deem Traité mat engem Échange de lettres an opgrond vun den Accordë vu Schengen mat senge belschen an hollännesche Regierungskolleege sech géigesäiteg ze engagéieren, fir fir d'Présidence déi allgemeng Regelen - notamment déi zivil, penal a statutaresch Responsabilitéitsregelen - vum Traité ze respektéieren. Dat wier duergaangen, an de Minister wäert et och misse maachen, well den Traité net en vigueur wäert sinn, eiser Meenung no emol net virum Enn vun der Présidence. Dat wier also duergaangen.

Elo awer geet déi parlamentaresch Majoritéit op de Wee, e Gesetz mat ganz villen oppene Froen ze stëmmen. E Gesetz, wat eis nach wäert Problemer schafe wann a sechs Méint d'Kartonge vun der Présidence agepaakt sinn. D'Gesetz gëllt dann nach ëmmer, mat all senge Froen, déi opstinn, a mir maachen dat ouni Nout an ouni Rücksicht op déi vill oppe Froen.

Dräi Voletë missten zumindest zwéngend verdéift ginn, ier een dësen Traité ka stëmmen; en Traité, deen als éischte Punkt eng grouss Komplexitéit als Hannergrond huet. An de Rapporteur - ech hunn dat gären héieren - huet virdru schonn a senger Interventioun gesot, dass ee sech vläicht misst d'Fro stelle vun der Kodifizéierung. Ech mengen, dass dat wierklech eng absolut wesentlech Fro an där heiter Matière ass.

Eleng an de Considérantë vum Traité ginn der net manner wéi 15 oder 16 opgelëscht, an ech géing gäre vum Minister gesot kréien, wéi vill Agenten hien op der belscher, hollännescher oder Lëtzebuerger Säit kennt, déi, wa se géingen opgrond vum Traité vu Benelux eng Interventioun maachen, sech hirer Saach juristesch sécher wieren am Bezuch op dat wat se do amgaange wieren ze maachen, an déi, déi éischte Kéier wou se engem Auto zouwénken oder en Auto päifen oder engem d'Pabeiere froen, wierklech sécher wéissten, wat se do amgaange sinn ze maachen.

Mir behaapten, dass hei am Land beschtefalls zwee, an zwar déi héchst Beamten am Stat, fir déi heite Matièrë wëssen, wat an all deenen Texter steet. An do hu mer nach e ganz gewaltege pedagogeschen Effort ze leeschten, ier mer eiser Meenung no dës Matièren an där dote Form sollen a Kraaft triede loossen.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Esou geet et awer mat ville Gesetzer, Här Braz.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här Frieden, ech loossen lech gäre vu menger Riedezäit fir dat doten ze développéieren. Wëllt Der et net preziséieren? Gutt, da bleift Är Remarque am Raum stoen.

Et ass also e wesentleche Punkt...

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Ech wollt soen, datt d'Komplexitéit vu villen Texter esou ass, datt net all Bierger se am Detail kennt.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dat heescht, Dir relativéiert Är eege Remarque e bëssen. Dat ass och verständlech!

Zweete Punkt, wéi gesot, nieft der Komplexitéit, déi eng Kodifizéierung eiser Meenung no noutwendeg mécht an där heiter Matière, ass dee vun der Formatioun vun de Leit. Et geet e bëssen aus dem éischte Punkt eraus. Den Traité gesäit et jo vir, a sengem Artikel 27, dass ee muss am Beräich Formatioun vill Effortë maachen, fir dass e ka korrekt ugewannt ginn. Déi hu mer nach net. Mir ginn awer op de Wee, duerch de Vote den Traité a Kraaft trieden ze loossen, a mir wëssen, dass mer déi Exigenze vum Artikel 27 vum Traité vun der Formatioun nach net erfëllt hunn. Mir fänken also hannen un an net vir um normale Wee, wéi et hei an dëser sensibeler Matière eigentlech ubruecht an noutwendeg wier.

Drëtte Punkt, dat ass eng Fro, déi vläicht och méi prinzipiell gelagert ass. Dat ass déi vun der territorialer Kompetenz. De Minister an d'Regierung plädéieren dofir, dass een déi grenziwwerschreidend Kooperatioun mat enger breeder Approche muss ugoen, an d'Fro stellt sech awer eigentlech woufir. Firwat muss dat esou sinn? Dass een am Fall vun der Urgence muss kënne grenziwwerschreidend intervenéieren, bien entendu. Et wier schockant, dass ee kéint senger Strof entgoen, deen eppes Schreckleches gemaach huet, just well iergendwou eng administrativ Grenz op engem Plang steet. Dat soll net passéieren. Do si mer d'accord, dass et ubruecht ass.

Doriwwer eraus: Firwat ass dat dann esou selbstverständlech, dass d'Polizeiagenten op béide Säite vu Grenzen Aktioune musse kënnen ënnerhuelen, déi ugefrot gi bei de Regierungen? A besonnesche Fäll, déi limitativ mussen opgelëscht ginn, mécht dat duerchaus Sënn. D'Beispill vun der Présidence, déi frou ass fir bestëmmten Evénementer méi Agenten zur Verfügung ze hu wéi een aus eegener Kraaft kann opbréngen, dat ass och nach verständlech.

Mä déi aner Aktiounen, woufir muss een dat eigentlech normal fannen? Kommt mir kucken hei an dësem Land wéi d'Gemengen organiséiert ginn. Mir hunn 118 Gemengen. No der Fusioun „Tandel" an engem Joer ginn dat der 117. Mä woufir fanne mer dat hei normal, dass d'Police muss kënnen ausserhalb vun hirer territorialer Kompetenz normal Policeaktioune maachen, während mer et völleg anormal géinge fannen, wann d'Müllween vu Schëffleng sech géingen zu Esch ophalen. Da géinge mer direkt soen, wat méchs du hei zu Esch mat denge Müllween? Gees du wann ech gelift direkt erëm mat denge Müllween zréck an deng Gemeng!

Do géinge mer et scho komesch fannen, well ee sech dach seet, mir hunn dach eng territorial Kompetenz a jiddferee soll bei sech seng Aarbecht maachen. Dass ee ka kooperéieren, dass ee ka fir deen aneren eng Aarbecht maachen op senger Säit, dat ass verstänneg an normal. Firwat mussen awer dann d'Agente carrément den Territoire wiesselen? Ausgerechent an där sensibeler Matière vun der Police, déi eng wichteg Matière ass. An déi Fro muss een awer kënnen opwerfe fir vläicht als Äntwert dann ze ginn: Kooperatioun, jo, wéi um Niveau judiciaire mat de Commission-rogatoiren, dass ee fir deen anere schafft, awer jiddferee bannent senger territorialer Kompetenz.

Duerfir nach eng Kéier am Résumé, d'Urgence, jo, dat mécht Sënn. Dass een och a spezifeschen, limitativ opgelëschtene Fäll kann Agente bäizéien, och dat mécht Sënn. Deen drëtte Punkt, do si mir awer vill méi circonspect. Mir hätte wierklech léiwer, dass een do géing mat limitativen a prezis opgelëschtene Fäll operéieren an net mat enger ganzer Bandbreet vun theoretesch méiglechen Asätz, déi emol net prezis mam Numm genannt ginn an déi och an hiren Applikatiounsregelen à ce stade net prezis genuch sinn.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

De Punkt vun der Prezisioun, dat ass e wichtegen, an de Statsrot gesäit villes genau d'selwecht. Et ass e ganz kriteschen Avis, deen no un enger Opposition formelle globale war, mä vu dass mer eis hei bewegen an der Matière vun engem Traité, huet de Statsrot - esou huet ee bal d'Gefill - Gnade vor Recht ergoe gelooss. Wier et een normaalt Lëtzebuerger Gesetz gewiescht an net een Traité, da menge mer wiere mer an der Oppositioun vum Statsrot e gudde Krack méi wäit ukomm, mat deeneselwechten Argumenter.

Ech wëll och elo eng ganz Partie där Saache vum Statsrot virliesen, den Alex Bodry huet der schonn e puer zitéiert. Ech wëll mer dofir awer och zwou, dräi Minutten Zäit huelen, fir dat ze maachen, well et ass wichteg, dass jiddferee weess wat de Statsrot zu där Matière hei alles gesot huet.

E schreift zum Beispill vun: «des nombreuses ambiguïtés qui subsistent». Do schreift en: «La coopération policière transfrontalière peut aussi avoir lieu dans le cadre de la prévention et de la recherche de faits punissables; or pour le moins l'activité de recherche de faits punissables ne relève pas de la police administrative. Faut-il rappeler que la prévention de la criminalité, organisée ou autre, et la lutte contre ce phénomène, grâce notamment à une coopération plus étroite entre les forces de police, est un des objectifs de l'Union européenne, et que c'est en principe un domaine qui relève de la coopération renforcée dans le cadre du droit de l'Union?»

E schreift hannendrun: «Il reste que cette absence de distinction nette entre police administrative et police judiciaire se retrouve tout au long du traité.» Anere Passage: «Les dispositions du traité relatives aux patrouilles et contrôles mixtes restent des plus vagues. (...) Il n'est donc pas possible, au vu des textes, de se prononcer sur une éventuelle interférence avec le droit de l'Union européenne.» - dat seet de Statsrot. «Le Conseil d'État se doit d'émettre ses réserves quant au bien-fondé juridique de l'approche. (...) Il regrette par ailleurs la fragmentation juridique en matière de coopération policière dans les régions frontalières du pays.»

An ech fuere weider: «Cette détermination des autorités compétentes (...), n'est d'aucun secours pour déterminer, à propos de chaque article du traité prévoyant l'intervention de l'autorité compétente», well dat ass ee Wuert wat ganz oft erëmkënnt, d'Autorité compétente, «sous-entendu autorité policière compétente, pour dire quelle est l'autorité qui est précisément compétente». Déi Froe ginn net beäntwert an deem Gesetz.

Ee weidere Passage: «L'échange de données à caractère personnel est subordonné à des conditions pour le moins 'élastiques'. (...) Sur quel fondement l'État d'accueil donnera-t-il cette autorisation?», wat déi verschidde Moyens techniques betrëfft. «Quelles missions, autres que l'échange et la consultation des données, les centres de police communs assumeront-ils?» Dat weess een net esou genee. «La description des tâches qu'un tel centre pourrait assumer, fournie dans le commentaire de la disposition afférente du traité, ne fournit guère de réponse à la question à quelles fonctions déterminées un tel centre s'attellera.»

An nach zwee Passagen: «Quels sont les moyens de contrainte matériels individuels et collectifs autorisés par le traité? Le traité prévoit que les parties contractantes s'informeront mutuellement de la nature de ces moyens (...).» Wat dat genee heescht, dat ass och net genee gewosst, notamment wat de Punkt vun de Waffe betrëfft. Do gëtt herno e Grupp agesat vu Beamte vun der Police an déi determinéieren dat dann duerch eng Comparaisoun vun hire Gesetzgebungen.

«Y a-t-il déjà eu une concertation trilatérale sur lesdits moyens?» Bis elo nach net. «Dans l'affirmative, quels sont les moyens de contrainte individuels et collectifs autorisés?» Déi Äntwert hu mer nach net kritt. Ee leschte Passage: «Le Conseil d'État est aussi à s'interroger sur la portée de l'exception qui est faite dans le cadre des patrouilles ou contrôles mixtes à l'interdiction de transporter, d'emporter ou de porter des moyens de contrainte matériels individuels non autorisés par l'État d'accueil.»

Dat si ganz vill Froen, déi ouni Äntwert bliwwe sinn, déi awer alleguerte relevant sinn. De Statsrot schléisst duerfir säin Avis mat folgender Remarque of: «Il n'en reste pas moins que le traité continuera à sortir ses effets bien au-delà du 31 juillet 2005.», also dem Enn vun der Présidence. «N'aurait-on pas pu se limiter à un traité à portée plus réduite, adapté aux circonstances, plutôt que de se lancer, à la hâte, dans une œuvre d'envergure qui n'est pas sans toucher de près aux fondements mêmes de la souveraineté nationale.»

Dat ass elo eng Suerg, déi mir Gréng manner droen. Mir fannen dat net anormal, dass déi Kooperatioun stattfënnt. Wat eis awer stéiert, dat ass dass vill Froen an enger Matière opbleiwen, wou mir grondsätzlech der Meenung sinn, dass déi Rechter, déi fir den Exercice vun der Aktivitéit vun der Police noutwendeg sinn, prezis mussen definéiert sinn, fir dass ee weess op wéi enger Basis dass dat alles stattfënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss, an dat ass och dann hei eis Konklusioun. Déi Gréng hu bei der Konstitutioun vun dëser Regierung kritiséiert, dass déi politesch Zoustännegkeet fir Polizei a Justiz an enger Hand zesummegefouert ginn.

Dëst éischt Gesetz, wat an dëser Matière an der Chamber zum Vote kënnt, bestätegt eis Suergen. Ouni Nout gëtt hei e Gesetz votéiert, wat nach ganz vill Froen opléisst a wat iwwerall do, wou d'Äntwerten net kloer sinn, de Polizeiorganer d'Interpretatioun iwwerléisst. Mir gesinn déi Kompetenz awer beim Législateur. Dat riskéiert an den nächste Joren de Wee ze sinn, deen dës Regierung geet, a mir sinn eis eens, dass dat heiten e Gesetz ass, wat op verschiddene Punkten eng Portée huet, déi net dramatesch ass, déi net esou wäit geet. Trotzdeem ass de Wee, deen dës Regierung wëllt goen, eiser Meenung no scho bei dësem éischte Projet tracéiert.

Aus all dëse Grënn stëmmen déi Gréng dëst Gesetz net.

Mme le Président.- Ech soen dem Här Braz Merci. Dee leschten ageschriwwenen Orateur zu dësem Projet de loi ass den honorabelen Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Dee Projet de loi, dee mer hei virleien hunn, ass effektiv an der Hetz erabruecht ginn, mä eng Hetz, déi sech erkläre léisst duerch déi Présidence européenne, déi mer hunn. Et kann een also Verständnis hunn, dass d'Regierung op esou eng Initiativ geet.

Et muss een awer bedenken, datt wann een esou Accordë mécht a se vläicht en vue vun engem prezisen Evénement virgesäit, dann hu se awer eng Portée, déi laang Zäit doriwwer eraus geet an doduerjer däerf een also net nëmmen deen immédiaten Effet gesinn, mä och alles dat wat et bëinhalt.

A mir hunn an der Vergaangenheet schonn eng etlech Accordë kritt am Kader vu Schengen, an dem Artikel 30, Paragraph 4, deen dofir zoustänneg ass. Mir hunn esou 2001 en Accord de coopération mat Frankräich gehat an 2003 ee mat Däitschland, wou och nach déi belsch a lëtzebuergesch Autoritéite mat Däitschland zesumme solle kooperéieren. Ech mengen, dat sinn och gutt Initiativen an anscheinend ass et och gutt, datt déi eenzel Police-Autoritéiten zesumme kollaboréieren. Déi Kooperatioun wierkt sech op jidde Fall, wann ech elo deen däitsche Raum kucken, ganz positiv aus.

Vläicht ass et och een Zoufall. Wann een nämlech d'Opklärungsquot kuckt vun de kriminellen Aktivitéiten am Tréierer Raum, esou läit déi bei 64% a wann ech dann op Basis vun den Äntwerten, déi den Här Minister mer ginn hat ënnert der viregter Legislatur, d'Opklärungsquot hei zu Lëtzebuerg kucken, da leie mir bei 30% manner, dat heescht bei 34%. A souguer en matière vu Cambriolagë ginn nëmme méi, also do wou gestuele ginn ass, wou agebrach ginn ass, 5% opgeklärt.

Ech mengen, wann eng Regierung, déi de Justiz- an den Innenminister huet, wou ee wëllt also weisen, datt hei zu Lëtzebuerg d'Kriminalitéit net vill Effetë kann hunn, datt se staark réprimiéiert gëtt an et gesäit een déi Opklärungsquoten do, da muss ech soen: Peut mieux faire. Ech mengen, datt d'Regierung gutt berode wier fir net nëmmen a Pressekonferenzen ze schwätze vun null Toleranz, da sollt awer och dann d'Opklärungsquot sech op jidde Fall staark verbesseren, an ech wier och frou wann de Minister

ons do kéint e bëssen Opklärung ginn.

Bien entendu ass déi Coopération interfrontalière wichteg a mir mussen och aus der Aktualitéit léieren, datt et noutwendeg ass, fir op dee Wee ze goen. Ech huelen nëmmen ee Beispill, wat vill diskutéiert ginn ass a Frankräich an an der Belsch, dat ass, datt e Kannerschänner, deen och nach Kannermäerder war, am Frankräich condamnéiert ginn ass, dunn aus dem Prisong erauskomm ass an an d'Belsch wunne geet an et ass keen, dee weess, datt do eppes geschitt ass an et ass eréischt vill méi spéit, wou dat opgedeckt gëtt, nodeem e puer Kanner nees erëm zu Leed komm sinn.

Et ass also wichteg, datt et eng Kooperatioun gëtt, mä nach muss ee kucken, datt deen Traité hei vläicht méi an der Hisiicht geschafe ginn ass vun der Présidence wéi vun enger Kooperatioun bei Manifestatiounen, wéi elo just um Niveau vun der Kooperatioun en matière de lutte contre la criminalité.

Op där anerer Säit muss een natierlech awer och ervirsträichen, gradewéi meng Virriedner et och scho gesot hunn, datt deen Text äusserst komplex ass. Wann der just nëmmen den Text liest an Dir misst deen Ablack décidéieren, wéi elo déi ganz Interventioun vir sech geet, wéi déi ganz Aarbecht fir de ganzen Déroulement vun der Kooperatioun soll vir sech goen, mengen ech, géif een ongeféier véier bis fënnef Stonnen do sëtzen, fir erauszefanne wéi et misst goen.

Zum Gléck hate mer e puer Experte vum Ministère do, déi ons erkläert hunn, wéi et dann an der Praxis geet. D'Fro déi sech natierlech stellt, dat ass déi, ob d'Theorie an d'Praxis déiselwecht sinn. Well ganz oft ass et esou, datt mir mengen, datt et an der Praxis - wéi ee seet am Commentaire des articles - esou misst applizéiert ginn, mä d'Geriichter riskéiere vläicht eng aner Interpretatioun ze hunn, well d'Texter relativ onkloer oder ganz komplex sinn.

An et ass verständlech, datt och dofir am Accord virgesinn ass, datt alleguerten d'Beamten eng speziell Formatioun musse kréien, fir kënne mat deem Text do ëmzegoen; dat ass och absolut noutwendeg. An ech huelen och un, Här Minister, datt mer viraussiichtlech deen Ablack, wou mer eng Kéier eng Arrestatioun kréie vun engem Kriminellen, dee poursuivéiert ginn ass vu belsche Polizisten hei am Land a wou esou eng Affär virun d'Geriichter kënnt, wäerte mer gesi wat d'Geriichter da wierklech hale vun deem Traité a vun deenen Dispositiounen, déi mer hei leien hunn, well et wäert deen Ablack eng ganz genee Analys vum Text kommen.

Et ass och verständlech, datt déi Redaktioun, wéi se elo virläit, ganz ganz komplex ass a si ass héchstwahrscheinlech an enger gewëssener Zäit revisiounsbedürfteg oder prezisiounsbedürfteg. Op jidde Fall, wat sécher ass, dat ass datt se méi einfach soll sinn. An dat ass dat, wat ech och géing der Regierung wëlle soen, dass wann nach weider esou Traités de coopération policière ausgeschafft ginn, datt ee vläicht sollt do méi prezis an den Traitéë ginn oder wéinstens an den Annexen esou Prezisiounen hunn, datt een normal Stierfleche versteet, wéi dat heite soll gehandhaabt ginn.

Et si bien entendu komplex Négociatiounen, déi do spillen, well national Souverainetéitsrechter awer bäibehale musse ginn. Mä nach mengen ech, datt Klorheet an den Texter awer ëmmer zum Positiven ass. Mir begréissen dat och an ech wollt dovunner profitéiere fir dem Rapporteur, dem Här Santer, Merci ze soen, datt en ons hei eng ganz Abberzuel vun Explikatioune ginn huet, déi een esou en tant que telles net onbedéngt am Text erëmfënnt, mä wou een awer gesäit, datt en esou soll applizéiert an interpretéiert ginn, a wou et och bal e Vademecum ass fir d'Policekräften hei am Land, fir ze verstoe wéi dat Gesetz hei an deen Traité sollen applizéiert ginn. Dofir wäerte se lech ganz dankbar sinn, wa se dat doten als Aarbechtsinstrument wäerten zur Verfügung hunn.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Si hunn den Traité jo virleien.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, mä Här Santer, ech wëllt lech just nëmme soen, déi Renvoien un all déi Artikelen, déi hei opgezielt sinn, Dir musst déi nëmmen nach eng Kéier hei virliesen, dann hutt Der nach e Rapport fir en zéng Minutte méi laang ze maachen. Dat ass just dat, wat ech wollt soen.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Ah jo, mä ech hat nëmmen zéng Minutten, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Voilà, ech wollt et just nëmmen ervirsträichen.

Ech sinn och frou ze liesen, datt déi Polizeikräften, déi hei vun der Belsch op Lëtzebuerg kommen, ënnert hirem Statut bleiwen. Well wann dat nämlech net de Fall gewiescht wier, weess ech net onbedéngt ob se jee nach eng Kéier zréck an hiert Heeméchtsland gaange wieren.

Dat gesot, mengen ech, ass et awer en Traité, dee mer absolut noutwendeg hunn. En huet vill Imprécisiounen, mä en ass noutwendeg. Mir sinn och dofir mat där Motioun d'accord, déi d'Majoritéitsparteien abréngen.

Den Traité huet eng etlech positiv Punkten, déi noutwendeg si fir onst Land. Mir sinn och an der Commission juridique eens ginn, datt déi Décisiounen, déi vum Conseil JAI geholl ginn, awer an engem Gesetzestext virgeholl sollte ginn, respektiv datt d'Regierung ons sollt am Virfeld soe wat do décidéiert gëtt oder ons Opklärunge soll ginn.

Mir mengen op jidde Fall, wat déi Décisiounen do ugeet, datt d'Chamber misst am Virfeld, wann et méiglech ass, informéiert ginn an och op jidde Fall herno misst vun deenen Décisiounen, déi do solle geholl ginn, informéiet ginn, an datt mer gegebenefalls musse kucke wéi mer déi Décisiounen, déi op deem Conseil geholl ginn, awer kënnen an ons Gesetzgebung integréieren. Well et wier net gutt, wann Décisiounen um Regierungsniveau geholl ginn, vun deenen d'Chamber hei net informéiert wier a wou se net d'Méiglechkeet hat fir kënnen hiert Wuert matzedeelen. Dat gesot, trotz verschiddene Bedenken, ass d'ADR-Fraktioun awer mat dësem Gesetzesprojet d'accord.

Mme le Président.- Merci, Här Henckes. Et wier dann elo un der Regierung an ech géing dem Här Frieden als Justizminister d'Wuert ginn.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Häre.

Juriste kënnen driwwer streide mat wéi enger Formulatioun een dat eent oder dat anert regelt a wéi een en internationalen Traité an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung ëmschreift. Mä iwwert déi juristesch Streiderei eraus, déi den Avis vum Conseil d'État, an de Moien och déi verschidden Intervenanten, hei bewisen hunn, gëtt et fir d'Regierung eng wichteg Iwwerzeegung, an dat ass déi datt et am Kampf géint grenziwwerschreidend Kriminalitéit an engem Europa, wou Gott sei Dank d'Grenzen ofgeschaaft gi si fir d'fräi Circulatioun vun den éierleche Bierger ze erlaben, ee Pendant muss ginn, an dat ass eng méi enk Kooperatioun tëschent de Polizeien an de Justizautoritéiten an Europa.

Déi Kooperatioun ass am Kalenner op der Zäitschinn laang hannert där vun der Ofschafung vun de Grenzen, an duerfir muss et eng Prioritéit sinn, och an deenen nächste Joren - an dat wäert eng vun de Prioritéite vun der Lëtzebuerger Presidentschaft um Conseil vun der Europäescher Unioun sinn -, fir déi operationell Polizeikooperatioun an Europa ze verstäerken, ze verbesseren.

Dësen Traité, deen haut an dëser Chamber zur Ofstëmmung kënnt, baséiert op engem Grondprinzip, dee mer an de Schengener Accordë stoen hunn. Ebe just well Schengen net nëmmen heescht: Mir schafen d'Grenzen of. Mä Schengen heescht och eng méi enk Polizeikooperatioun. An de Schengener Accord, deen elo am Juni 20 Joer scho kritt, gesäit vir: Regional Polizeikooperatioun. An et ass am Kader vun esou regionale Polizeikooperatioune wou et der Regierung logesch schéngt, datt mer am Benelux eng enk Kooperatioun opstellen, well de Benelux e Raum ass, dee mer kennen, an e Raum ass, an deem mer a ville Matièren zënter Joren zesummeschaffen.

Ass et net erstaunlech, datt an der Justiz a bei der Police, an duerfir och zum Deel erkläerlech, och an den Avisen zum Beispill vum Statsrot, déi national Reflexer largement bestoe bleiwen? Mir musse wëssen, datt mer alleguerten an Europa déi nämlecht Appréciatiounen hu vun de Grondrechter vun de Bierger, vum Schutz, deen déi Grondrechter brauchen, an duerfir kënne mer, ouni déi a Fro ze stellen, och méi liicht an der Kooperatioun vun der Justiz an de Polizeiautoritéite schaffen.

Dësen Accord hu mer net gemaach, wéi dat e puermol hei de Moien ugeklongen ass, fir d'Lëtzebuerger Presidentschaft; mir hunn e gemaach - déi dräi Länner, Holland, d'Belsch a Lëtzebuerg -, fir méi enk an der Polizeikooperatioun zesummen ze schaffen. Dat eenzegt wat d'Lëtzebuerger Regierung gesot huet ass: Mir sinn héchstwahrscheinlech deen éischte Bénéficiaire vun deem Traité, well mer en och kënnen an eiser Présidence gebrauchen. Mä mir hunn e guer net négociéiert en vue nëmme vun där Présidence.

D'Polizeikooperatioun am Benelux an am ganzen Europa fousst fir d'Lëtzebuerger Regierung op zwee Grondprinzipien. Mir brauchen eng enk Polizeikooperatioun, am Sënn datt mer och um Niveau politique an Europa décidéieren, wat déi politesch Prioritéite fir d'Police sinn. Mir brauchen also eng europäesch Politik vun der banneschter Sécherheet, an ech wäert als President vum JAI-Conseil an deenen éischte sechs Méint vum nächste Joer grad dee Punkt als eng vun de Prioritéiten ervirbréngen, well vill vu menge Kolleegen an Europa der Meenung sinn, datt mer do nach e ganz grousst Stéck ze maachen hunn an duerfir wäert dat och e Punkt sinn, deen am informelle Conseil vun de Justiz- an Innenministeren Enn Januar zu Lëtzebuerg am Detail wäert diskutéiert ginn.

Natierlech muss dat ënnert klore juristesche Regele geschéien an ech mengen, datt dësen Traité, dee jo net vun iergendengem Lëtzebuerger Jurist geschriwwe ginn ass, mä vu Juristen aus Holland, aus der Belsch, aus Lëtzebuerg, zesummen négociéiert ginn ass, dee sécher kënnt op deem engen oder anere Punkt vläicht anescht formuléiert ginn. Mä hei waren awer ganz vill Leit der Meenung, datt ee mat dësem Text kënnt déi Polizeikooperatioun adequat maachen.

Polizeizesummenaarbecht ass dat eent. Den Austausch vun Donnéeën ass dat anert. Et schéngt mer wesentlech, datt - an dësen Traité geet an dësem Kontext net wäit genuch, e misst vill méi wäit goen -, wa mer wëllen d'Kriminalitéit preventiv a repressiv bekämpfen, déi Donnéeën, déi déi eng Police- oder Justizautoritéiten hunn, och mussen zur Verfügung kënne gestallt gi vun deenen aneren. An dofir begréissen ech, datt de Conseil européen um Niveau vun de Stats- a Regierungschefen de 5. November am sou genannte Programme vu La Haye iwwert den europäesche Raum vu Sécherheet, Fräiheet a Recht de Prinzip vun der Disponibilitéit am Beräich vun dem Echange vun den Informatiounen zougestëmmt huet. E Prinzip, deen d'Engländer nennen „availability", d'Informatiounen, déi déi eng hunn, mussen disponibel si fir d'Autoritéite vun deem anere Land. An ech soen nach eng Kéier, domadder ginn net d'Grondrechter vun de Bierger a Fro gestallt, well all d'Länner an der Europäescher Unioun setzen deen nämlechte Wäert op de Schutz vun de Grondrechter vun der Privatsphär vun de Leit.

Dir braucht net ze mengen, datt an Holland oder an der Belsch déi Prinzipien net bestinn. Mir betruechte se just haut an enger europäescher Perspektiv. D'Dateschutzregelen, déi mer an deenen eenzelne Länner hunn, si largement déi nämlecht. Mir mussen déi just europäesch considéréieren.

Ech mengen dofir, datt dësen Text där Balance, déi een ëmmer an dëse Beräicher muss hunn, Rechnung dréit. Et ass en Text, deen an der viregter Regierung vum deemolege Polizeiminister Michel Wolter a vu mir als Justizminister ënnerschriwwe ginn ass. Ech soen dat, well gemengt war, hei wier en Text, deen nëmme vun engem Minister, deen déi zwou Kompetenzen huet, gemaach ginn ass, wou ech nach eng Kéier soen, datt dat e Modell ass, deen eng ganz Rei Länner an Europa hunn. Et huet also näischt mam Inhalt vum Text ze doen. Ech hätt en och eleng oder och nach mat dräi aneren ënnerschriwwen, well jiddereen an deenen zwou Regierungen huet de Contenu vun deem Text approuvéiert. Dësen Text, mengen ech, ass an der Praxis extrem wichteg an et ass dat wat wesentlech ass. En ass wichteg wa mer an der Présidence Hëllef brauche vun ausländesche Policen.

An do soen ech och, datt deen Text hei a Kraaft wäert triede während der Présidence. D'hollännesch Regierung huet eis informéiert, datt si eng ganz schnell Prozedur hunn, wou si kënnen den Accord vun hirem Parlament kréie bei der Approbatioun vun engem Traité wann déi zwee aner Parlamenter, dat heescht d'Belsch a Lëtzebuerg, hir Zoustëmmung ginn hunn. Deen Traité wäert also a Kraaft trieden.

Ech soen och hei nach eng Kéier, an den Här Bodry an den Här Braz sinn dorop agaangen, mir hätten am Fong hei keng parlamentaresch Approbatioun gebraucht. Sécher, Approbatioun fir den Traité brauche mer, mä datt een och technesch Polizeikooperatiounsaccordë ka maachen, déi net duerch d'Chamber ginn.

Ech entschëllege mech wann ech dann hei ze vill parlamentsfrëndlech war, well ech hu gemengt, et wier awer gutt wann esou en Text och am Parlament géing diskutéiert ginn. Ech begréissen dës Diskussiounen an dofir sinn ech och elo scho selbstverständlech d'accord mat där Motioun, déi den Här Bodry abruecht huet, wou e freet, datt mir sollen an d'Chamber komme fir e Bilan vun där Exekutioun vun deem Text ze maachen. Ech ginn esouguer méi wäit. D'europäesch Polizei- a Justizkooperatioun ass fir mech e wesentleche Punkt an der Verdéiwung vun Europa an deenen nächste Joren. An ech géing gäre méi oft a méi regelméisseg an d'Chamber kommen, fir iwwert déi Démarchen ze schwätzen.

Beim europäeschen Haftbefehl hu mer gesinn, wat an Europa geschitt ass. Och do hu mer eng Rei Regelen, déi mer an der Vergaangenheet gewinnt waren, net méi applizéiert. Esou kommen nach eng ganz Rei Texter, an ech mengen et ass wichteg, datt een en Echange huet mat der Öffentlechkeet a mat hire Vertrieder, déi am Parlament sëtzen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mä wéi gesot, onofhängeg vun dësem Traité kënne mer déi Polizeikooperatioun maachen, an ech si frou, datt e puer Spriecher de Moien dat hei gesot hunn, datt mer déi Parlamentsapprobatioun am Fong net bräichten. Mä et ass wichteg, soen ech, bei der Présidence, dat kann och deen anere Wee spillen. Déi praktesch Zesummenaarbecht muss fonctionnéieren. Wann den amerikanesche President an d'Belsch kënnt Enn Februar, ass net ausgeschloss an dësem Moment, datt och Lëtzebuerger Polizisten, spezialiséiert Polizeikräfte mussen zu Bréissel hëllefen, fir verschidden Operatiounen ze maachen.

D'Lëtzebuerger Police huet och gehollef an der Belsch bei dem Dutroux-Prozess, fir ze kucken d'Sécherheet vum Palais de Justice zu Arel ze assuréieren an et gesäit een och d'Noutwendegkeet vun esou Traitéen, wann een nëmme kuckt wat virun enger Woch geschitt ass bei engem Iwwerfall op e Postbüro hei zu Lëtzebuerg zu Sandweiler, wou d'Lëtzebuerger Police op de franséischen Territoire huet missen nofueren, Gott sei Dank nogefuer ass an eng Diskussioun komm ass, ob se dann elo zéng oder zwielef Kilometer nogefuer wier. Do gesäit een d'Absurditéit wa mer keng esou Texter hu wéi déi, déi haut hei zur Ofstëmmung leien. An eisem Accord mat Frankräich ass eng Limite géographique bis wuer d'Police däerf fueren. An dësem Accord ass selbstverständlech virgesinn, datt am Fall vun enger imminenter Gefor déi belsch Police kann iwwert de ganzen Territoire fueren an ëmgedréint gëllt dat och fir d'Lëtzebuerger Police. Ech mengen, datt dat Sënn mécht.

Mir hunn en Europa, mir wëllen en Europa. An dësem Beräich bréngt Europa de Bierger méi Sécherheet, ouni manner Rechter hinnen ze ginn. Hei ass e Beräich wou Europa eng richteg Valeur ajoutée fir d'Bierger huet, an dofir gëtt dat niewent deene finanztechneschen Dossieren ee vun de groussen Dossierë vun der Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Unioun. Dëst ass e Modell, wéi mer dat kënnen an Europa maachen. Mir probéieren dat am Benelux. Da kann een ëmmer nach verbesseren. Ech si frou, datt hei an dëser Chamber esou eng breet Zoustëmmung zu dësem Projet kënnt, an déi Gréng, déi et net derwäert fannen dëse Projet ze stëmmen, aus Grënn déi d'Regierung respektéiert, mä bedauert, musse wëssen, datt dat hei dee Wee ass an deem mer an Europa musse goen, wa mer gären hätten, datt mer méi Sécherheet an domadder och méi Fräiheet fir eis Bierger kréien.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Braz huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- De Vetrieder vun der Regierung huet op villes geäntwert wat net gesot gi war an en huet och op villes wat gesot ginn ass net geäntwert. Ech wëll op eng Remarque vum Här Frieden agoen, nämlech déi, dass den Här Bodry an ech solle quasi eng Haltung ageholl hunn, déi dem Minister géing virwerfen e wier ze vill parlamentsfrëndlech. Dat ass bestëmmt net dat wat ech wollt soen. Ech wollt dem Minister just soen, dass mer…

(Interruptions diverses)

… - d'accord, ech schwätzen dann och fir den Här Bodry mat - Iech wollte bestëmmt net virwerfen, dass Der parlamentsfrëndlech wiert.

Ech wollt dem Här Frieden dofir nach eng Kéier rappeléiere wéi ech et gemengt hunn. Ech wollt dem Här Frieden soen, dass mir der Meenung sinn, well mer à ce stade keen neien Text musse stëmmen, fir dass Dir kënnt an der Présidence all déi Sécherheetsaspekter respektéieren, hätte mer eis sollen Zäit loossen, fir an dësem Gesetz, an dëser Ëmsetzung all déi Froen ze beäntweren, déi nach opstinn. Dat wollte mer domadder soen an näischt anescht.

An zu Ärer Ausso, déi elo nei ass hei am Plenum, dass Holland dat wäert relativ séier stëmmen, soen ech Iech trotzdeem, dass, esouguer wa se et am Januar maachen, dann ass den Traité en vigueur op den 1. Abrëll fréistens an dann hutt Der fir de gréissten Deel vun der Présidence schonn net méi vill dovun.

Dofir nach eng Kéier, et wier net noutwendeg gewiescht dësen Text esou à la hâte mat all den oppene Froen ze stëmmen, fir dass Dir kënnt während sechs Méint d'Sécherheet vun den Delegatiounen assuréieren.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech wollt awer just soen, datt et net ganz richteg ass wat den Här Braz elo gesot huet iwwert d'A-Kraaft-Trieden. Dee Facteur A-Kraaft-Triede vun deem Traité, do wëll ech just hei nach eng Kéier soen, och wa mer gewaart hätte bis de Januar oder de Februar fir dësen Traité hei zur Ofstëmmung ze bréngen, deen Traité ass négociéiert tëschent dräi Länner. Wann also dëst Parlament décidéiert hätt mir géingen dat am Februar stëmmen, da wier deen Traité a genau där nämlechter Form an dëst Parlament komm, well dat d'Resultat ass vun Négociatiounen tëschent dräi Länner an dofir hätt dat op der Zäitschinn näischt geännert.

Ech sinn trotzdeem ganz dankbar an ech wëll och ausdrécklech mäi Merci un de Rapporteur, den Här Santer, soen an un d'Membere vun der Commissioun juridique. Et ass trotzdeem, mengen ech, méi eng grouss Rechtssécherheet, wa mer virum 1. Januar dësen Traité hei stëmmen, an duerfir, ech hunn e bësse gedréckt datt deen Traité soll nach dëst Joer hei zur Ofstëmmung kommen an ech appréciéieren déi Ënnerstëtzung, déi d'Parlament mer, wat de Kalenner ubelaangt, ginn huet, well mir bedaueren oft, datt mer esou lues sinn an der Transpositioun vun europäeschen Texter. Elo hu mer et méi schnell gemaach. En ass am Juni ënnerschriwwe ginn. E war also och zum Juni bekannt, quitte datt mer en eréischt am November déposéiert hunn. Ech sinn also ganz dankbar dem Parlament, datt et och bereet ass, wann eppes Europäesches méi urgent ass, fir dat dann och schnell ze maachen. Dofir och e Merci vun der Regierung fir dee Punkt.

Une voix.- Dir bestätegt eis domat.

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun elo definitiv ofgeschloss. Ech mengen d'Positioune sinn de part et d'autre bekannt. Ech wëllt nach eng Kéier drop hiweisen, datt d'Chamber zum Schluss vun hirer Sitzung vun haut de Mëtteg iwwert all Projeten ofstëmmt, déi mer am Laf vum Dag diskutéieren.

Mir kommen elo zum nächste Projet, deen op eisem Ordre du jour steet. Dat ass de Projet de loi 5391 iwwert d'TVAs-Gesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Meisch, Negri, Bausch a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Nobert Haupert.

2. 5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet 5391 gesäit d'Ëmsetze vun enger europäescher Direktiv an eis Lëtzebuerger Gesetzgebung vir. Ech wëll direkt virausschécken, datt et sech hei wierklech ëm en urgente Projet handelt, well déi Ëmsetzung fir den 1. Januar 2005 soll geschéien. Déi Direktiv ass am Fong geholl geholl ginn am Laf vun der Libéralisatioun vun de Mäert vum Stroum a vum Gas, wuelverstanen de Gas, deen iwwert d'Ferngasnetz geliwwert gëtt, also net de Gas, deen als Butangas an de Bonbonnë verkaaft gëtt.

D'Zil vun der Direktiv ass eng Harmoniséierung an den europäesche Länner erbäizeféieren, wat d'Erhiewung vun der TVA bei dem Verkaf a bei dem Transport vun dem Stroum a vun dem Gas betrëfft. Déi Harmoniséierung ass wichteg, engersäits fir d'Duebelbesteierung vun dem Verkaf vum Stroum a vum Gas ze verhënneren, awer och op där anerer Säit fir d'Netbesteierung vun deenen zwee Produkter ze évitéieren a fir domadder eng Wettbewerbsverzerrung tëschent deene Betriber aus deene verschiddene Länner vun der EU ze verhënneren.

Bis elo war am Fong geholl esou eng Harmoniséierung net noutwendeg, well déi meescht Länner hir eege Besoinen u Gas an un Elektresch an hirem eegene Land produzéiert hunn. Et wat meeschtens eng national Gesellschaft, déi dann och de Verkaf an hirem Land assuréiert huet. Also grenziwwerschreidend Bewegunge vun deene Produkter ware bis elo net do, mat Ausnahm vum Lëtzebuerger Land, an do ass all Kéiers eng Léisung fonnt ginn, wat d'Erhiewung an d'Bezuele vun der TVA ubelaangt.

Déi Direktiv gesäit am Fong geholl dräi grouss Prinzipie vir. Den éischte Prinzip ass deen: Wéi gëtt de Verkaf selwer vun deenen zwee Produkter besteiert? Also, wéi gëtt d'TVA erhuewen a verrechent? Zweetens, wéi d'TVA op dem Transport vun deenen zwee Produkter errechent gëtt. Den drëtte Prinzip ass deen, fir den Import vun dem Gas a vum Stroum an d'Europäesch Unioun vun der TVA ze enthiewen.

Beim éischte Prinzip, deen d'Liwwerung selwer an de Verkaf vum Gas a vun dem Elektreschen ubelaangt, gesäit d'Direktiv zwee Fäll vir. Den éischte Fall ass deen, wou d'Liwwerung un en Tëschenhändler geet, also net direkt un de Konsument. Do gesäit d'Direktiv vir, dass d'TVA an deem Land erhuewe gëtt, wou deen Tëschenhändler säi Wunnsëtz, säin Etablissement, de Siège vu senger Gesellschaft respektiv en Établissement stable huet. Déi zweet Méiglechkeet ass, wann d'Livraisoun un den Ennverbraucher geet. Dee Moment gëtt d'TVA an deem Land erhuewen an och deem Saz, deen dat Land applizéiert, wou dee Consommateur final säi Wunnsëtz huet. Souwäit dat, wat d'TVA beim Verkaf vun dem Stroum a vun dem Gas ubelaangt.

Dann, fir dass de Gas oder de Stroum iwwerhaapt kënne geliwwert ginn, musse se jo iwwert d'Stroumnetz respektiv iwwert de Gasoduc geliwwert ginn. Dat ass och eng Prestation de service. Déi ënnerläit also och der TVA an do gesäit d'Direktiv Folgendes vir: Eischtens, wann erëm eng Kéier de Stroum bei en Tëschenhändler transportéiert gëtt, da gëtt d'TVA op den Transport och an deem Land verrechent, wou den Tëschenhändler säi Wunnsëtz huet. Dat heescht, wann elo déi franséisch Gesellschaft, d'EDF, géing engem Belsch, deen am Fong geholl an Europa wëll Stroum verkafen, liwweren, an dee Stroum géing iwwert d'Netz vun der Cegedel hei transitéieren, da gëtt hei zu Lëtzebuerg keng TVA erhuewen. De Gas transitéiert da jo och iwwert d'Netz vun der EDF, mä da géing am Fong geholl nëmmen TVA an der Belsch erhuewe ginn, egal wou de Belsch herno säi Stroum verkeeft, ob dat an der Schwäiz oder an Holland oder an Däitschland de Fall ass.

Den zweete Fall, dee sech presentéiert, dat ass wann direkt de Consommateur säi Stroum bezitt. Meeschtens sinn dat jo grouss Firmaen, grouss Entreprisen. Wann eng grouss Entreprise an Däitschland de Stroum vun EDF geliwwert kritt an deen transitéiert iwwer Lëtzebuerg, da gëtt déi Prestatioun, déi d'Cegedel an deem Transport do hei begleet, da gëtt déi Transactioun an Däitschland besteiert an net hei zu Lëtzebuerg oder a Frankräich - dat heescht déi Prestation de service, wat den Transport ubelaangt.

Den drëtte Prinzip, ech hunn et scho gesot, dat ass dass d'Importer an d'Europäesch Unioun vum Gas a vun dem Elektresch fräi vun der TVA sinn. Ech hunn am Ufank betount, datt déi Direktiv eng Harmoniséierung vun der Besteierung vun deenen zwee Produkter soll mat sech bréngen. Si soll awer och erlaben, dass am Fong geholl, vu dass jo meeschtens d'TVA am Land vum Ennconsommateur erhuewe gëtt, de Fournisseur oder de Producteur vun dem Gas oder vun dem Elektresch sech net an deenen anere Länner ze etabléiere brauch, wou e Gas respektiv Elektresch liwwert, fir do dann herno mussen déi TVA ze bezuelen. Voilà!

De Projet ass relativ spéit deponéiert ginn. Dat bemängelt och de Statsrot. De Statsrot selwer an och d'Chamber hunn awer relativ séier geschafft, fir datt mer wierklech déi Direktiv fir den 1. Januar kënnen ëmsetzen. Sämtlech Chambres professionnelles, d'Chambre de Commerce, d'Chambre des Métiers, d'Chambre du Travail, d'Chambre des Employés privés an d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics hunn hiren Avis zu dësem Projet ofginn. A sämtlech Avisen, esou wéi deen och vum Statsrot, ware positiv zu dësem Projet. D'Kommissioun huet den 9. Dezember de Rapport unanime ugeholl. D'Kommissioun schléit Iech och vir den Text esou wéi e virläit hei unzehuelen, an ech bréngen och domadder den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, verbonne mat de Félicitatiounen un de Rapporteur, bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Negri ageschriwwen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Här President, ech géif och den Accord vun eiser Fraktioun domadder bréngen.

M. le Président.- Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Bausch. Den Här Bausch huet d'Wuert. Den Här Bausch ass net do. D'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, am Numm vun eiser Fraktioun an am Numm vum Här Bausch wëll ech Iech matdeelen, dass mir dëse Projet och wäerte stëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, am Numm vun eiser Fraktioun an am Numm vun eisem Fraktiounschef wëll ech soen, datt mir dësem Projet och eis Zoustëmmung ginn.

M. le Président.- Voilà, domadder ass d'Diskussioun vun dësem Projet méi séier ofgeschloss wéi de Rapporteur, den honorabelen Här Haupert, sech dat virgestallt hat.

Da komme mer direkt zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5399 iwwert de gesetzleche Mindestloun. Och hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: déi Häre Kaes, Calmes, Castegnaro, d'Madame Loschetter an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Glesener.

3. 5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi lescht Upassung vun de Mindestléin un d'Lounentwécklung ass den 1. Januar 2003 erfollegt. D'Bemiessungsgrondlag waren d'Léin aus de Joren 2000 an 2001. Den Ajustement war 3,5%. Profitéiert vun deem Ajustement hate 37.020 Persounen. Dovu waren et 19.160 Männer a 17.860 Fraen. Esou wéi beim Ajustement vu virdru waren et och 2003 méi Männer wéi Fraen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Gesetz gesäit vir, datt all zwee Joer d'Regierung dem Parlament e Bericht iwwert d'Lounentwécklung am öffentleche wéi am private Secteur virleeë muss. Déi Entwécklung vun de Léin gëtt no enger festgesatener Method gerechent. Si ass festgeluecht duerch d'Gesetz vum 24. Abrëll 1991 an ass erweidert ginn duerch d'Gesetz vum 23. Dezember 1994. Ech ginn net op déi Methodologie an. Dir fannt dat am Rapport vun der Regierung. Den éischten Ajustement no där neier Method ass den 1. Januar 1995 a Kraaft getratt.

Gepréift gëtt ebenfalls déi wirtschaftlech Entwécklung an déi wirtschaftlech Capacitéit hei zu Lëtzebuerg, an opgrond vun dësen Analyse kann - an ech betoune kann - dann d'Regierung dem Parlament virschloen, d'Mindestléin un déi errechent Lounentwécklung unzepassen oder och net.

Dëse Bericht ass dem Parlament de 16. November 2004 mat engem Projet de loi virgeluecht ginn. D'Bemiessungsgrondlag waren d'Joren 2002 an 2003. Während dëse Jore sinn d'Léin hei zu Lëtzebuerg ëm 2% an d'Luucht gaangen. Ëm 2% also während deene Joren. Dat ass och ënner anerem d'Resultat vun enger moderater Lounpolitik, déi d'Sozialpartner sech operluecht hunn. D'wirtschaftlech Capacitéit zu Lëtzebuerg erlaabt ouni weideres, datt d'Mindestléin och ëm déi 2% erhéicht kënne ginn. Deemzurfolleg proposéiert d'Regierung en Ajustement vun de Mindestléin ëm 2% ab dem 1. Januar 2005.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, niewent der Upassung vun de Mindestléin proposéiert d'Regierung an hirem Projet eng Ofännerung vum Artikel 45 vum Gesetz vum 12. September 2003 iwwert déi handicapéiert Persounen. Hei geet et ëm déi sou genannten Indemnité compensatoire zu Gonschte vun deenen, déi an Ateliers protégés schaffen.

Ouni elo an den Detail ze goen, kann ech just dat heiten ufügen zur Erklärung: Hei geet et drëm fir déi Leit, déi an den Ateliers protégés schaffen, duerch en Nettozouschlag an d'Situatioun ze versetzen, datt se net manner verdénge wéi virdrun. Dat huet awer no deem Gesetz vun 2003 zu enger Rei vu Problemer gefouert, an et ass festgestallt ginn, datt deen Objektiv net ëmmer konnt realiséiert ginn.

Deemzurfolleg huet d'Regierung virgeschloen, an der Rumm vum Ajustement vun de Mindestléin deen Artikel 45 dohigehend ofzeänneren, datt déi Indemnité compensatoire vun der Steierlaascht soll entbonne ginn. Dat ass also de Géigestand vun deem Punkt, deen d'Regierung wollt, kombinéiert mat dem Ajustement vun de Mindestléin, ab 1. Januar 2005 duerchzéien. Et ass och Handlungsbedarf erfuerdert, well effektiv Leit an deenen Ateliers protégés - et sinn esou eng 300 bis 400 Leit - an enger Situatioun sinn, déi net deem entsprécht wat de Gesetzgeber 2003 wollt maachen.

De Statsrot seet a sengem Avis, datt en ongenügend Zäit hat, fir dës Problematik am Detail ze analyséieren, an dat ëmsou méi well eréischt den 3. Dezember, also virun e puer Deeg, nach Amendementer nogeschoss gi sinn, an zweetens vu kenger Beruffschamber een Avis virlouch. Deemzurfolleg verlaangt de Statsrot, dësen Deel aus dem Projet erauszehuelen, an e proposéiert der Regierung, e spezielle Projet zu dësem Punkt auszeschaffen an op den Instanzewee ze ginn.

De Statsrot seet des Weideren, datt wann d'Chamber awer den Artikel 45 vum Gesetz vum 12. September 2003 ofännere géif an zesumme mam Mindestloun géif stëmmen, si, de Statsrot, da keng Dispens vum zweete Vote constitutionnel kéinte ginn. Dat hätt also zur Folleg, datt d'Mindestléin net géifen den 1. Januar ëm 2% gehéicht ginn.

Eis Kommissioun war der Meenung, dem Statsrot an deem Punkt Folleg ze leeschten. Mir proposéieren also nëmmen den Ajustement vun de Mindestléin haut ze stëmmen. Mir fuerderen awer d'Regierung op, ee spezielle Projet de loi op den Instanzewee ze ginn, an dat esou schnell wéi méiglech. Zoustänneg ass dann de Familljeministère. An der Chamber ass et dann och d'Familljekommissioun.

Voilà, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat zu deem Volet gesot, wëll ech awer op de Mindestloun zréckkommen. Déi zoustänneg Parlamentskommissioun huet de 17. November 2004 hire President als Rapporteur genannt an hat eng éischt Berodung iwwert de Gesetzesprojet. De Statsrot huet säin Avis de 7. Dezember 2004 ofginn. Dësen Avis beinhalt keng fundamental Bedenke géint déi virgeschloen Upassung vum Mindestloun un d'Lounentwécklung vun de Joren 2002 an 2003. De Statsrot bemierkt awer och, datt him bei senge Berodungen nach keen Avis vun enger Beruffschamber virlouch.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, leider hat eis Kommissioun bei hirer Berodung vun dësem Rapport och keen Avis vun de Beruffschambere virleien. Mir hunn dat bedauert a riichten een Appel un d'Regierung fir duerfir ze suergen, datt an Zukunft dee Projet de loi méi frél op den Instanzewee bruecht gëtt. Dat bedeit, datt d'Inspektioun méi frél mat hire Berechnunge misst ufänken. Dat misst och machbar sinn, wa mer dovunner ausginn, datt den 1. Januar 2005 net d'Léin vun 2004 berechent ginn, mä eréischt déi vun

2003! Et misst also méiglech si méi fréi mat deene Berechnungen unzefänken, esou datt een och Zäit hätt an der Kommissioun, an och de Statsrot an d'Beruffschamberen Zäit hätten, fir sech méi am Detail mat där ganzer Problematik Mindestloun ausenaner ze setzen.

Mir hunn dat iwwregens scho virun zwee Joer an eiser Kommissioun beanstant an och schonn zwee Joer virdrun eng Kéier. Also et ass op deem Gebitt nach näischt erfollegt an nach eng Kéier, am Numm vu menge Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun, en dréngenden Appel un d'Regierung fir alles drunzesetzen, fir datt dee Projet de loi net eréischt am November déposéiert gëtt an esou kee méi Zäit huet fir sech effektiv mat där ganzer Problematik Mindestléin seriö ausenaner ze setzen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Schwätzt Der elo vun deene Laangjähregen?

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Selbstverständlech hu mer eis mat enger Rei - an Dir hutt do matgehollef, Här Jaerling - vu Froen ausenaner gesat. Zum Beispill: Ass et ze veränderten, grad elo, wou e liichte wirtschaftlechen Opschwonk sech ofzeechent, de Mindestloun ze erhéijen? Wellech Auswierkungen huet d'Erhéijung vum Mindestloun op d'Kompetitivitéit vun eise Betriber, op d'Lounentwécklung, op d'Beschäftegung, also op den Aarbechtsmaart? Wat ass de Käschtepunkt vun dëser Upassung? Op all déi Froe fannt Der eng Äntwert am Exposé des motifs, zu engem Deel wéinstens zum Projet, an och a mengem schréftleche Rapport.

Erlaabt mer awer ganz kuerz heizou e puer zousätzlech Bemierkungen. Éischtens, mir kennen d'Zuel vun de Mindestlounempfänger net genau. D'Zuelen, op déi mer eis beruffen, sinn déi Persounen, déi bis zu 1,3-mol de Mindestloun verdéngen. A well mer wëssen, datt de qualifizéierte Mindestloun 1,2-mol de Mindestloun ass, stelle mer also fest, datt hei Leit matabezu ginn, déi och iwwert de qualifizéierte Mindestloun bezuelt ginn. Also kënne mer net soen, déi Zuelen, déi mer elo uginn, dat sinn effektiv déi vun deene Leit, déi just nëmmen de Mindestloun verdéngen. Och do misst gekuckt gi fir méi genau Ënnerlagen ze kréien.

Zweetens, d'Auswierkunge vum Mindestloun op d'Beschäftegung. Do stellt ee fest, datt et kontradiktoresch Aussoe gëtt. D'Etüd vum Statec zum Beispill vu virun zwee Joer seet, datt wann d'Erhéijung vum Mindestloun eng bestëmmte Relatioun zu der Produktivitéit hätt, et absolut guer kee Problem wier op d'Kompetitivitéit vun de Betriber. Jéngst Etüde soen de Contraire.

Da gëtt och a jéngsten Etüde gesot, d'Erhéijung vum Mindestloun hätt negativ Auswierkungen op d'Beschäftegung. Wat heescht dat? Ginn, wann de Mindestloun geheicht gëtt, manner Leit agestallt? Verléiere Leit hir Plaz? Gi se entlooss, déi um Mindestloun leien? Alles dat si Froen, déi nach vill méi misste verfeinert ginn.

Eent stelle mer op alle Fall fest: D'Zuel vun de Mindestlounbezéier geet duerch d'Erhéijung vun de Mindestléin net erof, mä au contraire. Dës Kéier stelle mer fest, datt ronn 9.000 méi Leit de Mindestloun verdénge wéi virun zwee Joer. Esou datt et wichteg wier, datt een effektiv méi genau Detailer do géif kréien.

Dann huet d'Fro sech gestallt: Kann ee mam Mindestloun liewen? Wat sinn d'Relatioune mam Mindestloun op den RMG? All dat si Froen, déi misste méi genau ënnersicht ginn an déi missten och global diskutéiert ginn. Mir géifen also och d'Regierung opfuerderen, zesumme mat eisen zoustännege Kommissiounen duerfir ze suergen, datt een d'Geleeënheet kritt, eng Kéier méi am Detail iwwert déi Froen ze diskutéieren.

Här President, ech kommen zum Schluss. Wa mer fir den 1. Januar 2005 d'Mindestléin ëm 2% unhiewen, da si mer konform mat enger Sozialpolitik, déi och deene Lounempfänger, déi net duerch ee Kollektivvertrag vun enger kontinuéierlecher Lounpolitik profitéieren, e Plus vun Akommes garantéiert, allerdéngs mat engem Retard vun zwee Joer.

D'Erhéijung vun de Mindestléin ass konform mat der Strategie vu Lissabon an der EU-Strategie zugonschte vum Emploi, well mer der Meenung sinn, datt schaffe goe mat engem anstännege Loun ëmmer nach méi rentabel ass, wéi wann ee profitéiert vu soziale Begleetmoossnamen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, vun dëser Erhéijung vum Mindestloun profitéiere 46.300 Persounen. Et sinn dat 25.020 Männer an 21.280 Fraen. Zesumme sinn dat an absoluten Zuelen 9.280 Leit méi wéi beim leschten Ajustement. 50% wunnen an eisem Land. 50% sinn also Grenzgänger. 19.090 Mindestlounbezéier schaffen an de Secteuren Handel a Restauratioun. 11.500 schaffen an der Industrie an am Bau, an der Konstruktioun. 11.000 schaffen am Déngschtleeschtungssecteur. Dat sinn e puer statistesch Zuelen, déi ech nach hei soe wollt.

D'Erhéijung vun dësem Mindestloun huet Auswierkungen op d'Héicht vun der Aarbechtslosenënnerstëtzung, op d'Héicht vun der Studentenaarbecht, op d'Héicht vun Entschiedegungen an der Rumm vum PAN-Gesetz. Dat gëtt eng zousätzlech Belaaschtung fir de Fonds de l'Emploi vun 1.018.000 Euro. Dann huet d'Erhéijung vum Mindestloun weider Auswierkungen op d'Héicht vun de maximale Pensiounen, op d'Beitragshéicht vun der Sozialversécherung an op de Beitrag vun der Fleegeversécherung.

De Mindestloun ab 1. Januar 2005 läit da bei 1.466,77 Euro. Dat sinn 59.169 aler Frangen. Dat ass ee Plus vun 28,76 Euro, also 1.160 aler Frangen. De qualifizéierte Mindestloun bedréit ab dem 1. Januar 1.760,12 Euro, dat sinn an ale Frangen 71.000 an eppes Klenges. Dat ass ee Plus vu 34,52 Euro.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat war dat wat ech mengem schréftleche Rapport wollt bäifügen. Ech soen alle Kolleegen a Kolleeginnen, déi an der Kommissioun konstruktiv matgeschafft hunn, Merci. Merci och un d'Vertrieder vun der Regierung, un d'Adress vu menge Mataarbechter an un d'Sekretariat vun der Chamber.

D'Kommissioun huet ouni Géigestëmm de virleiende Bericht den 10. Dezember ugeholl an am Numm vun eiser Kommissioun bieden ech d'Chamber de virleiende Projet ze stëmmen, dee fir 46.000 Leit eng verdéngten a wëllkomme Verbesserung vun hire Paië bedeit.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Als éischte Riedner ass den Här Ali Kaes ageschriwwen. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, als éischt ee grousse Merci dem Rapporteur vun dësem Gesetzesprojet, mengem Fraktiounskolleeg dem honorabelen Marcel Glesener fir säin excellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Dir Dammen an Dir Hären, dëst ass a mengen Aen e ganz wichtege Gesetzesprojet, well en all déi, déi op der ënneschter Lounskala sinn, un déi allgemeng Loun- a Gehaltsentwécklung upasst. Ech wëll a menger Ried gären zwee Punkten uschneiden, déi fir mech ganz wichteg sinn.

Den éischte Punkt betrëfft d'Zweckbestëmmung vum Mindestloun a seng Konsequenzen. Wéi scho vum Rapporteur ugedeit, huet hautdësdags de Mindestloun en aneren Zweck, eng aner Finalitéit wéi dat nach 1944 de Fall war, wou de Mindestloun agefouert gouf. Wann de Mindestloun fréier virun allem den Zweck verfollegt hat dem Aarbechter e Minimum ze garantéieren, stellt de Mindestloun haut de gerechten a minimale Wäert vun der Aarbecht duer, an anere Wierder de gerechte Loun fir eng 40-Stonne-Woch.

Dëse Konzeptiounswandel geet op d'Reform vun 1973 zréck, wou u sech décidéiert ginn ass, datt de Mindestloun vun der wirtschaftlecher a vun der sozialer Lag ofhänke soll. D'Iddi ass déi, datt eng regelméisseg Upassung vum Mindestloun dem Mindestlounempfänger et erlabe soll vum ökonomesche Wuesstem a vun deenen domat verbonnene Léin a Gehälter, déi an deene leschten zwee Joer jo bekanntlech 2% an d'Luucht gaange sinn, ze profitéieren. Dat ass och richteg esou, well d'Aarbechter an d'Beamten, déi um Mindestloun schaffen an och um Mindestloun bezuelt ginn, huelen Deel um Wirtschaftswuesstem, genee wéi all aner Schaffend hei zu Lëtzebuerg.

Doriwwer eraus - an ech si frou festzestellen, datt de Statsrot déiselwecht Meenung vertrëtt - erlaabt de Mindestloun den Erausfuerderunge vun der Strategie vu Lissabon standzehalen. Wéi Der wësst huet sech d'Europäesch Unioun zu Lissabon am Joer 2000 en éiergäizegt Zil gesat, déi kompetitiivst an déi dynameschst Wëssensgesellschaft ze ginn, an domadder fir eng gréisser sozial Kohesioun ze suergen. D'Opwäertung vun der Aarbecht iwwert de Wee vun engem Mindestloun, dee regelméisseg ugepasst gëtt, ass ee Moyen fir dëst Zil ze erreechen. Am Fall, wou mer kee Mindestloun hätten oder wann dësen net regelméisseg opgewäert géif ginn, wier de Risiko ganz grouss, datt den Aarbechtsmaart un Attraktivitéit géif verléieren an d'Integratioun oder d'Reintegratioun op den Aarbechtsmaart wier sécherlech nach méi schwéier wéi et elo schonn de Fall ass.

Esou wéi de Rapporteur a Frënd Marcel Glesener et elo grad scho gesot huet, hunn d'Beruffskummeren, bis op d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics, keen Avis iwwert de virleiende Gesetzesprojet ofginn, wat dorobber zréckzeféieren ass, an dat ass och scho gesot ginn, datt de Projet de loi zimlech kuerzfristeg deponéiert gouf an d'Beruffskummere keng Zäit hate rechtzäiteg dëse Projet ze aviséieren. Ech bedaueren dës Situatioun ebenfalls an ech hoffen, datt dat an Zukunft no Méiglechkeet aneschters ugepaakt gëtt.

Och wa keng Avisë virleien, ausser dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics, déi iwwregens mat der Upassung vum Mindestloun d'accord ass, hu sech déi eng oder aner Groupementer zu dëser Upassung vum Mindestloun zu Wuert gemellt, esou zum Beispill d'Handelskonfederatioun, déi mengt, datt de Mindestloun kee richtege Mindestloun méi wier oder méi ass, mä en uerdentleche Loun duerstellt, deen een net misst revidéieren. Fir d'Handelskonfederatioun ass d'Upassung vum Mindestloun näischt aneschters wéi ee Stëmmefänker.

Ech fannen, Dir Dammen an Dir Hären, déi Ausso ass wierklech e staarkt Stéck. Ech wëll dës Leit drun erënneren, datt méi wéi d'Halschent vun de Mindestlounempfänger u sech Frontalieren, respektiv Netlëtzebuerger sinn an datt deem géigeniwwer d'Patronen, déi vun dëser Moossnam betraff sinn, ebe gréisstendeels Lëtzebuerger sinn. Or, et ass näischt Neies, datt bei de Patronen a besonnesch bei deene klenge Betriber eng Erhéijung vum Mindestloun net gutt ukënnt. Ech gesinn net wéi een awer ënnert dësen Ëmstänn ka seriö vun enger wahlpolitescher Entscheedung schwätzen?

Ze bemierken ass awer och, datt eng Upassung vum Mindestloun schlussendlech der Wirtschaft zegutt kënnt, well se d'Consommatioun ganz kloer ukuerbelt. Et si virun allem déi mat engem niddereregen Akommes, an dorënner fale bekanntlech och d'Mindestlounempfänger, déi am Fall vun enger Erhéijung vun hirem Gehalt ganz kloer méi ausginn. An et ass och grad dës Populatioun, déi hir Sue virun allem hei am Land ausgëtt. Leit mat méi engem komfortabelen Akommes hunn am Fall vun enger Erhéijung éischter d'Tendenz ze spueren a Reserven unzeleeën, respektiv sinn si déi, déi éischter en Deel vun hirem Geld an d'Ausland droen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann d'Upassung vum Mindestloun eng ganz gutt Saach ass, wërft dës Moossnam ganz sécher eng Rei vu Froen op, Froen, déi ënner anerem am Zesummenhank mat der Kompetitivitéit vun eise Betriber stinn an iwwert déi mer eis ganz sécher Gedanke musse maachen. D'Regierung huet jo iwwregens op Wonsch vum Wirtschafts- a Sozialrot eng Etüd an Optrag gi fir ze kucken, wat d'Konsequenze vum Mindestloun op den Aarbechtsmaart engersäits, mä awer och op d'Léin anerersäits sinn.

Aus dem Rapport vun der Regierung vum 12. November 2004 an dem Rapport vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Marcel Glesener, geet ervir, datt de Mindestloun e positiven Effet op d'Duerchschnëttsgehalt huet, awer an deenen - an ech betounen deenen - vun der Etüd ënnersichte Fäll en negativen Impakt op d'Beschäftegung. Dës lescht Bemierkung ass souguer nach am Kader vun der Beschäftegung vun deene Jugendlechen ënner 25 Joer ze relativéieren.

A sengem Rapport iwwert d'Kompetitivitéit vun de Lëtzebuerger Betriber kënnt de Wirtschaftsexpert Lionel Fontagné zu anere Konklusiounen. Sou mengt hien, datt wann de Mindestloun tëschent 1980 an 2001 ëm 39% an d'Luucht gaangen ass, d'Léin vun den Aarbechter während därselwechter Period nëmmen ëm d'Halschent progresséiert hunn, sou datt et u sech ganz schwiereg ass fir ze soen, datt de Mindestloun den Niveau vun de Léin fir qualifizéiert Aarbecht no uewen dreift.

An dësem Kontext wëll ech awer och nach bemierken, datt wann d'Lounentwécklung sech liicht iwwert der Produktivitéit beweegt, den Ofstand tëschent deenen zwee sech an de Joren 2002 an 2003 wierklech reduzéiert huet. Den Ajustement vum Mindestloun ass also dofir iwwerhaapt kee Problem. Déi verschidden Etüden an déi zum Deel kontradiktoresch Konklusioune weisen, datt d'Matière ganz komplex ass, déi duerch weider Etüde verdéift muss ginn. Op dës Konklusioun ass iwwregens och de Rapport, deen d'Regierung an Optrag ginn hat, komm. Falls - an ech betoune falls - eng Reform vum Mindestloun néideg wier, musse mir op definitiv Konklusioune waarden an dann eréischt kënne mer diskutéieren a kucken, awéiwäit eng Reform néideg ass oder eventuell och net.

Op jidde Fall dierf een net vergiessen, datt de Mindestloun, obwuel hien Auswierkungen huet op d'Familljen- an op d'Sozialpolitik, virun allem awer eng Fro vun der Lounpolitik ass. Et dierf een och an deenen Diskussiounen ni vergiessen, datt de Mindestloun ganz kloer och fir de soziale Fridde steet. Mir sollen deementspriechend net midd ginn a weider fir d'Erhalung vum Mindestloun kämpfen. E Mindestloun, dee bei wäitem kee komfortabelt Akommes duerstellt, wann ee weess wat d'Liewen u sech hei zu Lëtzebuerg kascht.

Eise Mindestloun ass, Dir Dammen an Dir Hären, vläicht deen héchste vun alle Mindestléin an Europa; 21% méi wéi an der Belsch an 22% méi wéi a Frankräich. Mä bezunn op den Duerchschnëttsloun gesäit d'Bild ganz sécher aneschters aus, do läit de Mindestloun a Frankräich an a Griicheland zum Beispill bei wäitem méi héich; dat geet ënner anerem och aus dem Rapport Fontagné ervir.

Den zweete Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, op deen ech kuerz wëll agoen, ass dee vum Zesummenhank tëschent dem Mindestloun an all deenen, déi fir de Mindestloun musse schaffen. Vun der Erhéijung vum Mindestloun - an et ass virdru scho gesot ginn, och wann déi Zuelen ze relativéiere sinn, well se sech u sech op déi Leit bezéien déi 1,3 an net just de Mindestloun bezéien - profitéieren u sech, laut deenen Zuelen, déi mer hunn, 46.300 Persounen an dovunner 21.280 Fraen. D'Frae bleiwen hei ganz sécher iwwerrepresentéiert. D'Zuel vun de Fraen, déi fir de Mindestloun schaffe ginn, ass u sech par rapport zu de Männer bal eent zu eent. Dat ass vill, wann ee vergläicht wéi vill Fraen a wéi vill Männer berufflech aktiv sinn. Et si bal duebel esou vill Männer, déi schaffen, wéi Fraen.

Déi positiv Nouvelle ass awer déi, Dir Dammen an Dir Hären, datt de Prozentsaz vun de Fraen, déi op de Mindestloun bezuelt ginn, zënter 1993 kontinuéierlech zréckgeet. Dëst spigelt u sech de Mentalitéitswiessel hei zu Lëtzebuerg erëm, wat d'Roll vun der Fra an der Gesellschaft ugeet. Et gëtt ëmmer méi Meedercher a jonk Fraen, déi studéieren a sech weiderbilden. Vu datt ëmmer méi qualifizéiert Fraen op den Aarbechtsmaart integréiert ginn, ass et u sech net weider verwonnerlech, datt ëmmer manner Frae fir de Mindestloun schaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift awer, datt mir nach wäit ewech si vun enger kompletter Gläichstellung. Mä d'Zuelen, déi virleien, sinn encouragéant a si sinn d'Resultat vun enger konsequenter Politik am Beräich vun der Chancëgläichheet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss vu menger Interventioun an ech wëll nach den Accord vun der CSV zu dësem virleiende Gesetzesprojet bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop och dem Rapporteur Merci fir seng kloer Ausféierungen a säi komplette Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, datt 18% vun de Salariéen de Mindestloun hei am Land kréien. Dat ass an der Tëschenzäit eng Rekordzuel ginn, well et an Zifferen ausgedréckt 46.300 Leit sinn. Dobäi war ab 1999 eng Tendenz ze erkennen, dass d'Zuel vun de Mindestlounempfänger géing erofgoen. Déi Tendenz huet sech awer ab 2000 erëm ëmgedréint. An de leschten zéng Joer ass de Mindestloun bal ëm 400 Euro geklommen. D'Zuel vun de Mindestlounempfänger huet an därselwechter Zäit bal doubléiert an et sinn zënter 1998 méi Männer, déi de Mindestloun kréien, wéi Fraen.

Wou fanne mer déi Mindestlounbezéier? Ma déi gréisst Proportioun gëtt et am Commerce, der Restau-

ratioun an der Hôtellerie. Do schaffen alles an allem iwwer 19.000 Leit fir de Mindestloun. Dorënner dann och erëm déi grouss Majoritéit vu Fraen - praktesch 49%. Duerno kënnt de Secteur immobilier, d'Services fournis aux entreprises, de Bau an dann eréischt d'Industrie.

Mat 1.438 Euro ass de Mindestloun hei zu Lëtzebuerg deen héchsten an Europa. An der Belsch läit e fir een net qualifizéierten Aarbechter bei 1.182 Euro an a Frankräich bei 1.172. Hei hu mer also eng Differenz vu jeeweils 256, respektiv 266 Euro pro Mount.

Vu datt d'Mindestléin jo ausgerechent sinn, fir de Leit en dezent Liewen ze erméiglechen - am Prinzip misst dat jo esou sinn -, misst et jo de Frontalieren, déi de Lëtzebuerger Mindestloun hunn am Prinzip verhältnissméisseg gutt goen, well hire Mindestloun jo ëm 250 Euro respektiv 20% méi héich läit, wéi bei sech am Land ee qualifizéierten Aarbechter verdéngt. Hie gëtt jo och nom Lëtzebuerger System besteiert, wann en iwwerhaapt an d'Besteierung erafält, kritt awer och d'Lëtzebuerger Kannergeld, wat u sech och méi héich ass, wéi bei sech doheem. Hien huet och ënner Ëmstänn eventuell manner héich Liewenshaltungskäschten, vu datt awer vläicht d'Loyeren an d'Liewen a senger Regioun méi bëlleg sinn, wéi dat zu Lëtzebuerg de Fall ass, wou se jo ganz héich sinn.

Wann ee bedenkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dass awer dann d'Halschent vun de Mindestlounempfänger Frontalierë sinn, da schéngt mer d'Diskussioun iwwert de Mindestloun - an där Hinsicht op d'mannst - awer staark ze relativéieren ze sinn. Och seet de Professer Fontagné ons a sengem Rapport iwwert d'Kompetitivitéit zu Lëtzebuerg, datt mir net deen héchste Mindestloun hunn - ech mengen mäi Virriedner huet dat schonn hei gesot -, natierlech am Verglach zu den Duerchschnëttsléin, mä datt Frankräich a Griicheland do méi héich leien; Lëtzebuerg huet allerdéngs déi meeschte Mindestlounempfänger.

Vill aner Argumenter an Zuele fënnt een an deene rezenten Etüden iwwert de Mindestloun, déi dëst Joer am November erauskomm sinn; sief et an der Etüd vun der Uni Lëtzebuerg, dem Rapport Fontagné oder der Note vum Statec iwwert de Mindestloun an d'Konjunkturentwécklung.

D'Fro ass, ob mer mat all deenen Etüden elo awer méi kloer duerch de Bësch vum Mindestloun gesinn. D'Konklusioun, déi een op jidde Fall aus all deem Material kann zéien ass déi, datt de Mindestloun generell e positiven Impakt op d'Salairen huet an awer op där anerer Säit - dobäi si se sech awer nach net sécher - en negativen Impakt op d'Beschäftegung. Anerersäits ass et awer net erwisen, dass d'Eropsetze vum Mindestloun en negativen Impakt op d'Beschäftegung vun de Jonken huet; si schéngen dann éischter manner ze schaffen, wéi dass hir Aarbechtsplaz géif gestrach ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ëm de wirtschaftlechen Notzen oder net vum Mindestloun ass also trotzdeem relativ. Et kéint ee jo och soen, datt dat Geld, wat d'Mindestlounempfänger elo méi kréien - dat soe mer jo och bei de Steieren - erëm nees direkt an d'Wirtschaft investéiert gëtt, well si sech da vläicht endlech dat leeschte kënnen op dat se laang gewaart hunn.

Ech géif och behaapten, datt déi Secteuren an deene vill Mindestlounempfänger schaffen, Secteurë sinn an deenen d'Aarbechtskräfte méi schwéier duerch Maschinnen ersat kënne gi wéi a Secteuren, wou méi Qualifizéierung gebraucht gëtt. Et ass effektiv schwéier virstellbar en engem Bistro vun enger Maschinn zerwéiert ze ginn, oder eng Maschinn ze hunn, déi automatesch Mauere kënnt eropbauen. Dat just als Gedanke fir ze weisen, dass een dës Diskussioun ëmmer nees muss relativéieren an net ze vill däerf reng theoretesch iwwert de Mindestloun nodenken.

D'Fro, déi sech fir vill Mindestlounempfänger stellt, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, ass jo déi, ob se mam Mindestloun awer elo wierklech dezent kënne liewen. Wann een d'Entwécklung vun de Präisser a besonnesch vun den Immobiliepräisser an de Loyere kuckt, an da gesäit, wat dat do alles ee selwer kascht, da kann ee sech schwéier virstellen, wéi verschidde Leit et maache fir iwwert d'Ronnen ze kommen, besonnesch wa se eng Famill hunn. An esou enger Famill ass gewéinlech net iwwert d'Ronnen ze kommen, wann net deen aneren Elterendeel och schafft.

Ech mengen, et wär och interessant fir emol eng Etüd reng iwwert d'Familljen ze maachen, déi mam Mindestloun hei musse liewen, an da vläicht awer och eng ze maachen iwwert déi Familljen, déi mam Lëtzebuerger Mindestloun an der Belsch an a Frankräich liewen. Well mer mussen eis jo bewosst sinn, datt awer d'Halschent vun de Mindestlounempfänger Frontalierë sinn, an datt d'Halschent da vun där Augmentatioun, déi d'Lëtzebuerger Betriber eng Millioun Euro wäert kaschten, am Ausland wäert ausgi ginn.

Allgemeng si mer dofir, an dat ass jo hei och ëmmer erëm ugeklongen, datt d'Effetë vum Mindestloun weider analyséiert solle ginn, an dass eescht gemengte Virschléi, fir Mindestlounbezéier besser ze qualifizéieren an hir Produktivitéit eropzesetzen, sollten diskutéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Fakt ass, dass dësen Ajustement zesumme mat der Indextranche vum Oktober an der Regelung vun de Krankekeesebäiträg eis Betriber wäerte belaaschten. Si hu jo an där Hinsicht kierzlech hirem Onmut Loft gemaach.

An deem Kontext wollt ech just drun erënneren, dass de Mindestloun schonn 2003 hätt kënnen iwwert deem leien, wat en elo den 1. Januar wäert sinn, an zwar hat den Här Lux beim leschten Ajustement an enger Proposition de loi gefuerdert, de Mindestloun direkt ëm 7% eropzesetzen. Domat hätt een der Lounentwécklung natierlech virgegraff. Dat wier, mengen ech, och zu deem Zäitpunkt riskant gewiescht, souwuel fir d'Entreprisë wéi fir de Mindestlounbezéier. Dat hätt d'Betriber richteg belaascht, zumools an enger Period vun dach relativ schwiereger Konjunktur. Haut ass den Här Lux an der Regierung an et héiert een näischt méi vun esou Fuerderungen.

Fakt ass awer och, dass de Mindestloun zënter 60 Joer eent vun de wichtegsten Intrumenter ass fir de soziale Fridden hei am Land ze garantéieren. Dësen Ajustement ass wichteg fir d'Kafkraaft vun de Mindestlounempfänger un d'allgemeng Entwécklung unzepassen, an dofir wäert d'demokratesch Fraktioun och dëser Upassung zoustëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Als nächste Riedner ass den honorablen Här John Castegnaro ageschriwwen. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech kann d'accord si mat deem wat de Rapporteur souwuel geschriwwe wéi gesot huet. Ech stellen och fest, dass déi Diskussiounen, déi bis elo gefouert gi sinn, ganz konstruktiv waren. Ech versichen net op alles anzegoen, mä e puer Iwwerleeungen trotz allem ze féieren.

Ech bedauere virun allem awer, dass verschidden Organisatiounen an dësem Land esou maache wéi wann déi 2%eg Mindestlounerhéijung verbonne mat der Indexupassung a mat deenen 0,15% Krankekeesebäiträg, déi d'Betriber musse bezuelen, identesch wiere mam Weltënnergang. Dat ass mat Sécherheet net esou, soss wier dat scho längst an der Vergaangenheet eng Kéier passéiert.

Ech bedaueren awer den Toun, besonnesch dee vun der Handelskonfederatioun, vun der Confédération du Commerce, déi eng politesch Ënnerstellung mécht a seet, et gëtt keng dringend Noutwendegkeet, well d'Mindestlounempfänger eigentlech zu Lëtzebuerg net musse virun der Aarmut gerett ginn, mä déi 2% sinn am Endeffekt net méi wéi e wahlpolitesche Engagement a Versprieche, déi elo agehale misste ginn.

Dat ass net esou. Dat wëssen déi Dammen an déi Hären do genee, an ech bedaueren nach vill méi dee Bréif, dee vun der Confédération luxembourgeoise du Commerce a vun der Horeca virun zwee Deeg un d'Parteie geschéckt ginn ass, wou e regelrechte Refus ausgedréckt gëtt, mä wou virun allem eng Rei Behaaptungen opgestallt ginn, déi inacceptabel sinn.

Engersäits well se och verbonne gi mat erpresseresche Methoden. Et gëtt gedreet, dass dat doten zu Aarbechtsplazofbau géing féieren. Och dat ass eppes wat an der Vergaangenheet ni de Fall war. An et si Widderspréch an deem Bréif, op déi ech elo aus Zäitgrënn net wëll agoen. Ech stelle mer just d'Fro, wéi déi Responsabel sech de Klima da kënne virstellen tëschent deem, deen am Restaurant zerwéiert, respektiv deem, deen an hire Geschäfter zerwéiert, an deen näischt soll kréien oder nach manner soll kréie par rapport zum Client, dee kënnt, an dee seng Indexupassung, seng Lounerhéijung an aner Erhéijunge kritt, dat mécht ee Klima, deen net gutt ass, an deen een dofir och net sollt opkomme loossen.

Am Endeffekt, Kolleeginnen a Kolleegen, ass et jo esou, dass déi Upassunge réckwierkend sinn, also mat Verspéidung kommen an et sech net ëm eng voluntaristesch Erhéijung vum Mindestloun handelt, mä et geet hei ganz schlicht an einfach drëm, dass d'Kaftkraaft vun deenen niddregsten Akommesbezéier zu Lëtzebuerg ugepasst gëtt, obwuel d'Relatioun vun deem Loun par rapport zu de Liewenskäschten zu Lëtzebuerg an dem Recht op en dezent Liewen zu Lëtzebuerg net iwwerenee stëmmt.

An et stëmmt awer och, an ech soen dat nach eng Kéier, déi Mindestlounupassunge ginn zënter Jorzéngte mat enger Regelméissegkeet gemaach. Et ass also keen Novum?

Ech wëll awer och ënnersträichen, well dat an deene Kritiken ëmmer erëm héich kënnt an och an aneren Diskussiounen, op déi ech nach zréckkommen, d'Mindestlounerhéijung, och den Ajustement vun de Pensiounen baséiert op der Lounentwécklung vun 2002 an 2003, an do gëtt eppes ganz kloer, wat een och soll hei ervirsträichen, et ass scho gemaach ginn, nämlech déi moderat a verantwortlech Lounpolitik vun de Gewerkschaften a wirtschaftlech méi schwieregen Zäiten.

D'Gewerkschaften hunn domat eemol méi bewisen, dass se der Problematik vu manner Wirtschaftswuesstem an doduerch manner Produktivitéit Rechnung droen. Wa manner Wirtschaftswuesstem a manner Produktivitéit ass, dann huet dat jo och mat Produktiouns- an Ëmsazleeschtung ze dinn, déi zréckginn. An déiselwecht Parameteren ännere muer direkt, wann d'Ekonomie erëm unzitt, wann d'Konjunktur besser gëtt, an dann déi Diskussioun natierlech eng aner Nues kritt.

Et sollt een also deem Verantwortungsbewosstsäin vun deenen Acteure Rechnung droen, wann ee wëllt Kritik ausüben, a gesinn an unerkennen, dass et also minimal Auswierkungen op d'Rentenajustementer, op d'Mindestlounupassung sinn, an dass et mat Sécherheet falsch ass, den Däiwel un d'Mauer wëllen ze molen.

Et ass och richteg, och dat ass schonn eng Kéier gesot ginn, dass de Wirtschafts- a Sozialrot a besonnesch d'Gewerkschaften eng déifgräifend Analys vum Mindestloun am Zesummenhank mat de reelle Liewenshaltungskäschten zu Lëtzebuerg fuerderen, dass also do soll Klorheet geschaf ginn, an an der Regierungserklärung steet, an ech zitéieren: «Le Gouvernement reste attaché au mécanisme de la revalorisation du salaire social minimum à un rythme biennal sur base des rapports techniques établis à cette fin. En parallèle, il fera étudier si le niveau actuel du salaire social minimum est adapté aux réalités sociales et économiques».

Ech stellen och d'Fro: Ginn dann ab 1. Januar 1.466,77 Euro oder eppes iwwer 59.000 al Lëtzebuerger Frang duer, fir an dësem Land kënnen en dezent Liewen ze féieren? An do soen ech kloer neen. Eng strukturell Upassung vum gesetzleche Mindestloun, niewent där ëmmer erëm verspéiter Upassung un d'Loun- an d'Gehaltsentwécklung an och un déi reell Käschten an dësem Land, fir haut hei ze wunnen an ze liewen, alles dat ass eigentlech iwwerfälleg.

D'LSAP huet zweemol an der Vergaangenheet gefuerdert, dass ee misst do eppes ënnerhuelen an do komme jo och déi 7% Erhéijung hier, zu engem Moment wou d'Ekonomie gutt gaangen ass a wou eben d'Mindeslounbezéier net genuch profitéiert hunn, och net vun de Steiererliichterungen, an och net vun der Ëmverdeelung, déi ufanks vun dësem Jorhonnert jo awer zu Lëtzebuerg virgeholl ginn ass.

Et ass also noutwendeg déi strukturell Upassung, déi do wichteg an noutwendeg wier, festzestellen. Ech sinn awer gäre bereet fir ze soen, dass den Zäitpunkt vun der Ëmsetzung vun engem Nachholbedarf och kann etappeweis virgeholl ginn, wann d'wirtschaftlech Situatioun eben net déi ass, déi ee bräicht fir deem Käschtepunkt, deen entsteet, kënne Rechnung ze droen. Iwwer alles kann een diskutéieren. Wichteg ass, dass een emol Feststellungen, Fakte schaaft a weess vu wat ee schwätzt.

Am Exposé des motifs - och dat ass de Moie scho gesot ginn - heescht et, datt 46.000 Mënschen Mindestlounempfänger sinn, an dat op der Basis vun engem Parameter vun de Stonneléin, déi ënner 130% vum Mindestloun leien. Firwat eigentlech sinn déi 130% geholl ginn? Firwat gëtt net méi prezis d'Opdeelung gemaach vun den 100%, also vun den eigentleche Mindestlounbezéier? Firwat gëtt net déi vun dem zweete Mindestloun, vun dem qualifizéierte Mindestloun gemaach? Och dat wier wichteg!

Et wier scho wichteg ze wëssen, wéi vill Leit da wierklech prezis de monatleche Mindestloun bezéien. Och wann den IGSS seet, et wieren der 37.000, esou wéi et an eisem Rapport steet, da stellen ech och fest, eemol méi: D'statistesch Methode musse verfeinert ginn. An ech stellen och d'Fro, wéi héich den Undeel ass vun den Deelzäitbeschäftegten um soziale Mindestloun. Et muss een ebe Kloerheet an dat Zuelematerial kréien, well ee jo och net méi anzeschätze weess, ob et da wierklech esou ass, dass zënter 1993 den Undeel vun de Mindestlounbezéier vu 14 op 18% an d'Luucht gaangen ass, ob et net vläicht méi ass, a wéi déi Relatiounen ënnereneen dann alleguer bestinn.

Wouer ass och, dass den Undeel vun de Fraen an deem Zäitraum, vun deem mer schwätzen, zréckgaangen ass, mä dat mécht net falsch - an dat wëll ech ënnersträichen -, dass d'Fraen ëmmer nach am stäerkste betraff sinn a bei de Mindestlounempfänger iwwerrepresentéiert sinn. A wann een an eenzel Secteuren erakuckt wéi den Horesca-Beräich, da sinn et 50% vun de Fraen, a wann een eng aner Zuel kuckt, déi iwwert déi nei geschafen Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, da stellt een och do fest, dass dräi Véirel vun deenen neien Aarbechtsplazen där sinn, déi nëmme mam Mindestloun bezuelt ginn.

Fir mech wier et och interessant ze wësse wéi déi virun e puer Joer beschlosse Moossnam elo ausgesäit, wat déi bruecht huet; ech schwätze vum Hauspersonal, wat iwwer eng vereinfacht Umeldungsprozedur erfaasst ka ginn. D'Zil war jo d'Schwaarzaarbecht an deem Beräich ewechzekréien engersäits, mä anerersäits deem Hauspersonal - Mann oder Frau - eng Sozialversécherung unzebidden, eng Onfallversécherung an hinnen och Rentenusprëch ze erméiglechen. Et géing mech also schonn interesséiere wéi héich deen Undeel ass, an ob een do net en neien Elan misst huelen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Da sollt een dës Moossnam, déi lescht, déi ech genannt hunn, och gesinn am Sënn vun enger Erhéijung vum Taux d'emploi, esou wéi d'Strategie vu Lissabon dat jo, zënter dass et se gëtt, priedegt.

Wa mer also geneet Zuelematerial ufuerderen, ännert dat näischt un der Tatsaach, dass all Upassung vum Mindestloun, vun de Mindestrenten, vun der Chômageënnerstëtzung, vum RMG - alles dat hänkt jo zesummen - an esouguer Auswierkungen op aner Kleng- a Mëttelakommes Erhéijunge sinn, déi integral an de Konsum ginn. Déi ginn net op d'Spuerbuch geluecht, do bleift näischt Rescht, an dat, wat een da muss ënnersträichen, dat ass, dass déi Organisatiounen, déi also d'Erhéijung am meeschte kritiséieren, eigentlech integral vun der Kafkraaftverbesserung do profitéieren. Do gëtt et also nach e Widdersproch, deen een einfach muss esou kloer an däitlech soen.

Richteg wier et allerdéngs, wann ee kënnt d'Lounpolitik zu Lëtzebuerg ausschliesslech iwwer Kollektivverträg gestalten, wann d'Sozialpartner, déi am beschten d'Situatioun an de Secteuren, an den Entreprisë kennen, an och dat wirtschaftlecht Ëmfeld, d'Capacitéit vum eenzelne Beräich, dass een also do kéint d'Lounpolitik gestalten, aushandelen, duerstellen, mä mer sinn zu Lëtzebuerg net op deem Punkt.

Ech warnen awer am Géigendeel dovir, dass esou Iwwerleeungen, déi aus Patronatskreesser kommen - an ech hoffen, dass ech och de Kolleeg Calmes falsch verstanen hunn de Moien -, dass ee wéi eenzel Kreeser dat fuerderen, elo op eng Kéier misst an der Indexupassung, an der Mindestlounupassung an an aneren Upassungen selektiv, dat heescht ënnerschiddlech virgoen, entspriechend der Situatioun am Betrib, am Secteur, am Beräich.

Dat géing jo zu engem fierchterlechen Duerchernee féieren, oder wa mer zur Konklusioun géinge kommen, an et ass do, wou ech den Här Calmes vläicht net gutt verstanen hunn, dass mer géinge soen, mä d'Frontalierë brauche manner a Frankräich fir ze liewen ewéi zu Lëtzebuerg, dofir sollen déi 20% Mindestloun manner kréien. Et muss ee sech emol virstellen, wat dat fir een…

(Interruption)

Okay, ech warnen dann awer virun esou Iwwerleeungen, well ech soen, dat dote mécht e fierchter-

lechen Duercherneen an de Betriber a féiert zu engem Sozialnäid, vun deem een d'Aussmoossen net méi iwwersäit, a souwisou wier esou eng selektiv Upassungspolitik ongerecht, onsozial, well ee jo ëmmer muss soen, d'Deierecht betrëfft jiddferee gläich, mä am Contraire, déi Äermst ënner eis gi vill méi haart vun der allgemenger Deierecht betraff wéi all déi aner.

Och nach eng Kéier ze ënnersträichen ass, dass d'Lounpolitik an d'Mindestlounerhéijung och Rentepolitik ass, et ass och d'Speise vun de Krankekeesen a vun de Rentekeesen, alles gräift jo zu Lëtzebuerg aneneen. Et gëtt also och vill positiv Effekter bei deene Saachen.

Mä nach eng Kéier: Esou laang wéi an dësem Land knapp iwwer 50% vun de Salariéen iwwert d'Kollektivverträg nëmmen erfaasst sinn, dréit de Stat eng grouss Responsabilitéit bei der Gestaltung vun den Akommesse vun deenen niddregen Akommesbezéier ënner eis, well de Stat d'Responsabilitéit fir déi Zéngdausenden dréit, an deem Sënn, dass hien eben dofir muss suergen, dass hire Liewensstandard einegermoosse garantéiert bleift.

Kolleeginnen a Kolleegen, zënter Méint si mer konfrontéiert mat enger méi hefteger Diskussioun iwwert d'Kompetitivitéit an d'Produktivitéit zu Lëtzebuerg, mä och an der Europäescher Unioun, an ech menge weltwäit, ass dat en Thema, mä firwat? Ma a) well d'Zil an d'Stategie vu Lissabon et wëllen, dass mer déi Diskussioun féiren, a b) well mer et eigentlech och wëllen. De Rapport vum Professer Fontagné ass jo keen Zoufallsprodukt, mä ass d'Resultat vun Diskussioune vun de Sozialpartner mat der Regierung am Joer 2003 an der Tripartite. Do ass deen Optrag entstanen, an dee Rapport, deen do zustane komm ass, dee soll also Pisten opweisen.

Haut de Mëtteg tagt jo och d'national Tripartite, wou ech iwwregens déi éischte Kéier, dass et se gëtt, dann net méi dobäi sinn - mat e bëssen Nostalgie soen ech dat, dofir sinn ech hei, wat mir och vill Freed mécht. An där Tripartite wäerten éischt Diskussiounen iwwert de Rapport Fontagné stattfannen.

Ech wëll just eppes soen: Léif Frënn, de Fontagné-Rapport ass och keng Bibel, mä ass eng Plattform fir eng néideg a wichteg Debatt, och als Bestanddeel vun där Debatt iwwert d'Zukunft vun dësem Land. An dëser Debatt spillen Indexéierung, Mindestloun, Sozialkäschte, Loun- a Sozialpolitik keng Nieweroll, mä sinn e feste Bestanddeel vun allem, wat sech hei ofspillt, a vun enger allgemenger Diskussioun iwwert de Standuert Lëtzebuerg, eiser Plaz an der Europäescher Unioun, an eiser Plaz an der mondialiséierter Ekonomie.

Ech soen däitlech: Kompetitivitéit ouni Sozialnetz op héijem Niveau gëtt et net. D'Kompetitivitéit, d'Benefisser an de Betriber, eng optimal Produktivitéit hänke ganz enk zesummen, a) mat der allgemenger wirtschaftlecher Situatioun natierlech - an a Krisenzäite stagnéiert dat, riskéiert dat esouguer zréckzegoen -, mä b) - an ech ënnersträichen dat - mat dem soziale Wuelbefanne vun de Mënschen, déi an de Betriber schaffen, mä och dem soziale Wuelbefannen am Allgemengen.

Dat heescht an anere Wierder, wann de Gruef tëschent de Lounempfänger méi grouss gëtt, da stellt dat net nëmmen d'sozial Kohesioun a Fro, mä et provozéiert och en negatiivt Verhalen op d'Bereetschaft vun deenen niddrege Lounempfänger hirem Bäitrag zur Kompetitivitéit an zur Produktivitéit ze leeschten. All déi do lamentéieren, dass zu Lëtzebuerg net méi genügend Bereetschaft besteet, e Beruff ze léieren, respektiv berufflech Weiderbildung ze maachen, sollten dat och am Zesummenhang mat niddrege Léin wéi dem Mindestloun oder dem zweete Mindestloun gesinn, an et sollt een also op steril Kritik verzichten, mä et sollt ee gemeinsam agéieren, fir do eppes ze verännere am positive Sënn.

Falsch ass et fir ëmmer erëm d'Europäesch Unioun als Argument fir eng sozial Harmoniséierung no ënnen, en Nivellement vers le bas, ze gesinn oder ze interpretéieren, och wa villes wouer ass, wat een an där Kritik seet. Ech erënneren un den Här Fritz Bolkestein a säin Déngschtleeschtungs-Richtlinnenentwerf oder un d'Aarbechtszäitrichtlinn, déi deemnächst zur Debatt steet. Do kann een natierlech der Meenung sinn, wann déi Richtlinn dann esou duerchgeet, dass een 48 a méi Stonne schafft, dass dat eng gutt Saach wier, dass een dann de Mindestloun kënnt erof setzen, well ee jo duerch déi vill Stonnen ouni Iwwerstonnenzouschléi dann awer op deeselwechte Betrag géing kommen. Dat si jo Mëllechmeederchersrechnungen, déi net opginn an déi een och guer net sollt ufänken ze maachen.

Ech wëll nëmme soen an ënnersträichen, do, an deene Länner wou sozial Aarmut ass a wou Hongerléin sinn, gëtt et och eng niddreg Produktivitéit an an der Regel och eng schlecht Qualitéit. Déi 2% Mindestlounerhéijung sinn also kee Geschenk, mä eng Fro vun der Responsabilitéit vis-à-vis vun deene 46.000, déi ëmmer genannt ginn, déi dann ëmmer nach net zu de Groussverdénger gehéieren an déi dann ëmmer nach forcéiert sinn all Euro, deen se wëllen ausginn, zweemol ëmzedréine bevir se dat maachen.

Eng aner Iwwerleeung: Während de Budgetsdebatten ass hei och iwwert den Export vu Sozialleeschtungen a Léin geschwat ginn. Ech bedaueren, dass dat hei esou vereinfacht gemaach ginn ass, ouni d'Rechnung ze maache wéi héich den Undeel vun de Grenzgänger an den Netlëtzebuerger, déi eng Kéier heem ginn, laang net all, hirem Schaffen an dësem Land um geschafene Räichtum vu Lëtzebuerg an un eisem Wuelstand ass. Wann een déi Rechnung géif maachen, da géing een zu anere Resultater komme wéi nëmmen iwwert den Export vu Sozialleeschtungen ze lamentéieren.

Dann eng lescht Iwwerleeung: D'Neiorientéierung vum Sozialstat, dee jo och ugeschwat ginn ass, seng Konsolidéierung, d'Diskussioun iwwert d'Eegebedeelegung vum Eenzelnen iwwer eng Reform vun de soziale Sécherheetssystemer. Ech soen, dat si kräfteg Sätz an Aussoen. Et soll ee mir erkläre wéi ee Mindestlounbezéier dann eng Eegebedeelegung kann opbréngen. Wéi kann e sech et da leeschte privat Zousazversécherungen am Renten- an am Krankeversécherungsberäich ze maachen? Wéi kann e sech et leeschten eng finanziell Bedeelegung am périscolairë Beräich opzebréngen, esouguer da wa Papp a Mamm Duebelmindestlounbezéier sinn? Och dat si Wourechten, déi een an dësem räiche Land net däerf ënnert den Teppech kieren, mä mat deenen ee sech muss ausernee setzen.

Duerfir ass d'Erhéijung vum Mindestloun ëm 2% méi wéi gerechtfäerdegt. Duerfir drängt sech déi strukturell Debatt iwwert d'reell Héicht vum Mindestloun respektiv d'Mindesteinkommen an dësem räichen a moderne Stat Lëtzebuerg op. Loosse mer dat maachen, och wéinst eisem eegene Gewëssen a loosse mer et och maachen, fir dass mer der Chancëgläichheet all hir Bedeitung ginn a verhënneren an eng Zweeklassegesellschaft ofzerutschen.

Am Numm vun der LSAP-Fraktioun proposéieren ech natierlech d'Gesetz unzehuelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 1. Januar 2005 gëtt e Retard vun 2% un d'Akommes vun de Mindestlounbezéier nogeholl. Duerch dëse Fait, datt Lëtzebuerg eent vun den EU-Länner ass, déi ee geregelte Mindestloun hunn, kënne mir heimat fir eng gewësse Loungerechtegkeet vun alle Salariéen an dësem Land suergen. Bedingung ass natierlech, datt se ugemellt sinn.

Trotzdeem musse mer feststellen, datt och ee geregelte Mindestloun net enger gewëssener Gesellschaftsandeelung, enger Selektioun, vläicht souguer enger Marginalisatioun definitiv entgéintwierkt. Mir mussen och feststellen, mat gewësse Schwankungen, ass de Mindestloun haaptsächlech nach ëmmer bei deeneselwechte Kategorië vu Leit ze fannen, sief dat beim Patronat wéi beim Salariat.

An ech géif gären hei am Numm vu menger Fraktioun e puer Reflexioune maachen, zu:

1. Wie kritt de Mindestloun?

2. Wou kritt een de Mindestloun?

3. e puer nei Weeër skizzéieren iwwert déi mir hei an dësem Haus gutt berode wieren, eis Gedanken ze maachen an Zukunft.

Wien ass Mindestlounbezéier? Dat hu mer jo schonn hei e puermol héieren. Ech géif gär fir d'éischt emol soen, datt mer eis awer mussen zum Gedanke maachen, dass praktesch all fënnefte Salarié, deen hei an dësem Land schafft, fir ee Mindestloun schafft an déi Zuel vun de Mindestlounbezéier hëlt lues awer stänneg zou.

Een zweete Fait ass, datt mir hei zu Lëtzebuerg ongeféier een Drëttel Fraen an zwee Drëttel Männer iwwerhaapt um Aarbechtsmaart hunn, wat schonn net glorräich ass fir eng europäesch Pourcentagëleeder vu Fraebedeelegung um Aarbechtsmaart hei zu Lëtzebuerg. Vun all dëse Salariéë kritt ee Mann vu sechs de Mindestloun an awer eng Fra vu véier kritt de Mindestloun. Wat bedeit dat? Bei de Mindestlounbezéier bedeit dat fir d'éischt emol, dass mer do effektiv, an et ass schonn hei gesot ginn, 50:50 plus au moins hunn, dat heescht esou vill Männer wéi Fraen, déi de Mindestloun kréien. Dat heescht dann awer och, dass bei den net Mindestlounbezéier zweemol méi staark d'Männer vertruede si wéi d'Fraen.

Dat seet indirekt eppes aus iwwer eis gesellschaftlech Organisatioun an eis Ekonomie, wéi vill Fraen iwwerhaapt nach a Fro kommen, fir op Décisiounsposten ze schaffen an esou eng reell, an dat ass jo hei scho prônéiert gi vu bal alle Parteien, Egalitéit tëschent Fra a Mann an der Aarbechtswelt an an eiser Wirtschaft unzestriewen, an och herno hierzestellen. An ech gi bewosst haut, well et net de Sujet ass, net op dee Problem a vun deem Secteur net Mindestloun, fir déiselwecht Aarbecht eng net selwecht Pai.

Et ass awer och ee soziale Problem, wann ee weess, datt praktesch ee Mariage vun zwee an d'Bréch geet, d'Kanner zu 98% bei der Mamm wunnen an d'Mamm, d'Fra also, d'Haaptfamilljenernährerin ass. Well mer wëssen, an ech kommen och spéider nach eng Kéier drop zréck, dass déi Plazen, wou mir d'Mindestlounbezéier a -bezéierinnen erëmfannen, net grad déi sinn, déi déi beschte Viraussetzunge bidden, fir zum Beispill Famill a Beruff mateneen ze kombinéieren.

D'Analys stellt dann och fest, datt ongeféier, an dat ass och schonn hei thematiséiert ginn, d'Halschent vun de Mindestléin vu Frontalieren exportéiert ginn. An natierlech ass dat fir si eng besser Saach, wa si hei e Mindestloun kréien, wéi wa se an hirem Land e Mindestloun kréien oder souguer nach manner wéi e Mindestloun, deemno wéi, wa mer an Däitschland ginn, wou et kee Mindestloun gëtt. Mä do kommen ech nach spéider drop zréck.

Mä ëmmerhi gi 50% vun de Mindestléin u Résidenten, an do kommen ech wierklech net derlaanscht, Dir Dammen an Dir Hären, fir de Lien ze zéien zur Schoulausbildung. Ech wëll lech drun erënneren, datt hei am Land säit geraumer Zäit iwwer 20% vun all eise Schüler an all eise Schülerinnen, also alle Résidenten, d'Schoul ouni Qualifikatioun verloossen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir fidderen eis eegen Aarbechtswelt mat engem Fënneftel vun de jonke Mënschen, déi mir onqualifizéiert aus eise Schoule goe loossen an ouni eis allze vill Gedanken ze maachen, datt hei am Land ee Kand vu fënnef eigentlech wéineg Chance um Aarbechtsmaart wäert hunn an dëst vun Ufank u vu senger Carrière. A grad déi Leit fanne mir haut um Mindestloun erëm.

An ech wëll och hei haut an dësem Kontext bewosst net agoen op déi soziokulturell Analys vun de Mindestlounbezéier, déi mir an der Schoul produzéieren an déi mir herno um Aarbechtsmaart erëmfannen.

Wou kritt een de Mindestloun? De Mindestloun fënnt een iwwerrepresentéiert haaptsächlech an dräi Branchen, dat ass de Commerce, et ass scho gesot ginn, 25%, de Secteur vun den Déngschtleeschtungen, 17%, an de ganze Secteur Horesca, dat heescht Restauratioun an Hôtellerie, 14%. Eleng an de Secteure Commerce an Horesca fanne mer den allergréissten Deel vun alle Fraen erëm, déi de Mindestloun kréien. An domadder wëll ech hei just déi extrem Flexibilitéit vun där Aarbecht an deene Secteuren ënnersträichen, an ech wëll se géigeniwwer setzen am Kontext ebe vu Vereinbarung vu Famill a Beruff - an Dir wësst alleguerten, dass dat bal incompatibel ass.

Iwwerhaapt si praktesch all Secteuren, déi méi mam Mindestloun concernéiert sinn, Secteuren, wou déi physesch Aarbecht vill méi erausgefuerdert gëtt, a virun allem Secteuren, wou de Facteur Aarbecht eng wesentlech Roll spillt. Et sinn dëst Secteuren, déi vill méi aarbechtskraaftintensiv sinn - zumindest proportional - wéi anerer.

An do solle mer, mengen ech, fir ee Moment stoe bleiwe bei deene Remarquen - fir et emol héiflech, an net anescht, ze formuléieren - vun der Handelskonfederatioun awer och vun där Etüd iwwert déi soi-disant negativ Impakter vum Mindestloun op d'Beschäftegung.

Natierlech ass ee Kleng- oder Mëttelbetrib net frou, wa mir hei an dësem Haus décidéieren, de Salaire social minimum ze adaptéieren. An dat, wat fir eis just e Retard vun 2% ass, ass fir verschidde Betriber sécher eng gréisser Adaptatioun, well si: 1. ebe proportionell vill méi Aarbechtskräften hunn an 2. vun deenen Aarbechtskräften eben immens vill Salaires sociaux minimum ausbezuelen. An deemno ass et jo och richteg, dass fir si dann och eng gréisser Adaptatioun op si duerkënnt.

Obwuel mir eis der Logik an Denkaart a -weis vun dëser Federatioun net kënnen uschléissen, soe mir awer, datt et wichteg an noutwendeg ass, datt sech hei an dësem Haus seriö Gedanke gemaach ginn iwwert déi onéquilibréiert Verdeelung vum Coût salarial an eiser Aarbechtswelt an hir Répercussiounen op eis Ekonomie.

Wa mir an Zukunft un dësem System festhalen, wou haaptsächlech de Facteur Aarbecht finanziell belaascht gëtt, riskéiere mir:

1. effektiv, an dat mat oder ouni Diskussioun iwwert de Mindestloun, d'Kreatioun an d'Bäibehale vun den Aarbechtsplazen net ze förderen, jo, vläicht souguer och réckgängeg ze maachen;

2. Kleng- a Mëttelbetriber seriö ze benodeelege par rapport zu grousse Boîten, déi proportional net esou aarbechtskraaftintensiv sinn.

An ech wëll och do an deem Kontext drun erënneren, datt mir fir d'Berufsausbildung haaptsächlech op déi Kleng- a Mëttelbetriber zréckgräifen an datt si op deem Punkt jo och eng wichteg Roll spillen;

3. Mir kënnen an Zukunft net ausschliesslech iwwert de Wee vun der Berechnung vun de Cotisations sociales um Facteur Aarbecht eise Sozialstat erhalen, op jiddfer Fall net, wa mer wëllen dat, wat fir eis d'Cohésion sociale, de soziale Fridden, dee fir eis esou wichteg ass, weider fleegen.

Mir vertrieden als Gréng och, datt et noutwendeg ass iwwer Lounniewekäschten ze diskutéieren, iwwer eng nei an eng méi équilibréiert Participatioun a Redistributioun vun de Sozialleeschtungen, wou net nëmmen oder net haaptsächlech de Facteur Aarbecht zu der finanzieller Ofsécherung vun eisem Sécherungssystem bäidréit.

Mir sinn als Gréng der Iwwerzeegung, datt nei an aner Weeër, wéi zum Beispill eng Wäertschöpfungsabgab oder Ekosteiere wichteg Piste sinn, fir an Zukunft eise Sozialstat ze garantéieren a virun allem fir déi aarbechtsintensiv Kleng- a Mëttelbetriber ze entlaaschten.

Dës Bemierkunge gesot, dierfe mer awer net vergiessen, datt de Mindestloun aus der Siicht vun deem, deen e kritt, e Mindestloun ass, dat heescht e Salaire social minimum. Dat ass kurz und bündig dat, wat de Mënsch brauch, fir hei an dësem Land ze iwwerliewen. An deen, deen drun zweifelt, soll sech zum Beispill einfach beméien, eng mënschewierdeg Wunneng hei zu Lëtzebuerg ze fannen, déi net méi wéi een Drëttel vum Mindestloun kascht, wéi dat dann Usus ass, dass ëmmer gesot, un enger Pai geet een Drëttel an de Logement, mat de Chargë wären dat ongeféier, Dir Dammen an Dir Hären, Här President 450 Euro; dat ass scho bal eng Saach vun der Onméiglechkeet.

Eng monoparental Persoun mat engem Kand huet trotz den zousätzleche Sozialakommessen, wéi Kannergeld an esou weider, mat engem Mindestloun bei wäitem net déiselwecht Chancen an huet et iwwerhaapt schwéier aus der Marginalitéit erauszekommen.

D'Feststellung, datt de Mindestloun zu Lëtzebuerg deen héchst bezuelten ass a ganz Europa, an heiansdo souguer iwwer Europa eraus, ännert awer guer näischt un där prekärer Situatioun vun där Persoun, déi hei am Land de Mindestloun kritt.

Wa mir an Europa, an deem neien Europa, wou mer haut zu 25 a mar zu 27 Membere sinn, wëllen engersäits de soziale Fridde garantéieren a gläichzäiteg den Dumping social wëlle verhënneren, komme mir och, menge mir, mëttelfristeg net derlaanscht iwwer een europäesche Mindestloun nozedenken, wou mir awer och der Iwwerzeegung sinn, dass dee mëttelfristeg och seng Plus-value zu Lëtzebuerg wäert fannen.

A wann d'Europäesch Unioun - an dozou ziele mir jo als Lëtzebuerg och - wëllt den Ziler vun där ambitiéiser Lissaboner Agenda méi no kommen, gëllt et virun allem eis Aarbechtswelt esou ze organiséieren, datt jiddereen Zougang kritt zum Beruffszertifikat, dat heescht enger qualifizéierter Aarbecht kann

nogoen, an awer och duerno - an dat wëll ech och ënnersträichen - jiddereen déi Konditioune virfënnt, fir säi Liewen esou ze organiséieren, datt e ka Beruff a Famill matenee vereinbaren, dat heescht eng Pai woumat hien oder si seng Famill kann ernähren, dervu ka liewen an net nëmmen iwwerliewen, mä awer och muss garantéiert sinn, datt ronderëm d'Aarbecht déi noutwendeg Infrastrukture genügend ze fanne sinn, well dorunner feelt et och, wéi zum Beispill péri- a parascolaire Infrastrukturen.

Zum Schluss géif ech awer och nach gären e puer Wuert zum Travailleur handicapé soen. Mir hunn d'lescht Joer e Gesetz gestëmmt, wat dëst Joer, mengen ech, den 1. Juli a Kraaft getratt ass. Dëst Gesetz vum 12. September 2003 definéiert den Travailleur handicapé, deen, net nëmme mä och, an den Ateliers protégés schafft.

Dat ass an dat war och deemools fir all behënnerte Mënsch, deen an engem Atelier schafft e wichtegt Gesetz. Well fir d'éischt kréien déi Leit, déi do an engem Atelier schaffen, e richtege gesetzlech geregelte Salaire, wa si dann op d'mannst 30% behënnert sinn, dat heescht wa si eng Produktivitéitsreduktioun vun op d'mannst 30% hunn, wat jo an dësen Atelieren ëmmer de Fall ass.

Dëse geregelte Salaire ass dann och den onqualifizéierte Mindestloun. Dat muss ee soen, onofhängeg vun där Formatioun, déi déi eng Persoun vläicht iergendwann eng Kéier hat, mä zumindest ass et haut e geregelte Salaire, deen déi Leit kënne kréien. A wat ech wëll ënnersträichen: Déi Leit kréien déi Suen net, well se iergendwou hei aus där Keess e puer Suen zegutt hunn a wéinst där Behënnerung e puer Suen zegutt hunn, mä si kréien e Salaire, well se schaffen, an dat ass dat, wat immens wichteg ass.

Verschidde vun dëse Matmënschen - de Rapporteur huet et och richteg ernimmt -, et sinn der am Ganzen 351, kréien zousätzlech zu hirer geregelter Pai, e Complément aus dem Fonds pour l'emploi an dat aus där einfacher Iwwerleeung, datt si virdrun eben aus deene verschidde Keesen ëmmer iergendeppes kritt hunn a se elo haut net dierfe manner verdéngen, wéi virun dem Akraafttriede vun dësem Gesetz. Well awer all Mënsch gläich ass, dann och ebe gläich ass virun de Steieren, huet d'Regierung Amendementer ausgeschafft, fir dësem spezifesche Problem vun dësen 351 Leit entgéintzekommen.

Leider, leider - an et ass och scho gesot ginn - hat de Conseil d'État keng Zäit, fir sech an dës Amendementer eranzeschaffen, an dofir, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, kënne mir haut just de Mindestloun fir déi sou genannten Normalitéit stëmmen.

Ech wëll wierklech soen, dass ech dat bedaueren, well dat Gesetz vum 12. September 2003, och wann et sécherlech nach muss verfeinert ginn, ass, wéi gesot, e wichtege Schratt gewiescht fir déi behënnert Matmënschen, well se ebe virdrun ëmmer e Mix hate vun engem Deel Rent, engem Deel RMG, engem Deel ATI a sou weider a sou virun. Awer bei der éischter Hürd vun der Adaptatioun vun hirer neier Pai fält schonn een Deel vun der Gläichstellung zesummen, och wann et nëmmen e symbolesche Deel ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wat ech och bedaueren, dat ass, dass vill vun deene Salariéen aus den Ateliers protégés, déi praktesch hiert ganz Liewe laang haaptsächlech am Ministère de la Famille beschäftegt waren, a sech elo mat där Adaptatioun eigentlech erëm an dee Ministère de la Famille mussen zréckbewegen, och dëst nëmme symbolesch, mä dat ass awer och eppes wat net ze begréissen ass. Wann ee schafft an et kritt een eng Pai, dann hänkt dat vum Ministère du Travail et de l'Emploi of.

Dëst gesot, wëll ech zum Schluss soen, dass meng Fraktioun dee Projet de loi sécherlech wäert stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, deen effektiv d'Problematik vun där ganzer Diskussioun hei erëmspigelt. Mä ech wëll him awer och félicitéiere fir säi Courage, fir hei op déi Bühn ze trieden ouni Panzerschutzwest an ouni Schutzhelm, fir hei fir eng Erhéijung vum Mindestloun ze plädéieren, well et gëtt jo ëmmer flächendeckend vu verschiddene Säite bombardéiert, wann et heescht de Mindestloun ze erhéijen oder den Index unzepassen, an da gemaach gëtt wéi wann eist Land vun Ausserirdische géif iwwerfall ginn an eis Ekonomie géif an hirem Fundament erschüttert ginn.

Här President, wann een elo schonn déi Attacke muss iwwer sech ergoe loosse bei enger Erhéijung vun 2% vum Mindestloun, wat géif da geschéie wa folgenden Text aus engem Parteiprogramm géif Wierklechkeet ginn, ech zitéieren: „Um der Armut aktiv entgegenzutreten werden wir in der kommenden Legislaturperiod den Mindestlohn über die Anpassung an die Lohnentwicklung hinaus erhöhen"…

(Interruption)

…oder wann eng Proposition de loi Wierklechkeet gi wier, wou de Mindestloun soll mat 7% erhéicht ginn? Aus Sécherheetsbedenken, Här President, hunn ech den Numm vun där Partei, déi dat doten an hirem Wahlprogramm stoen hat, awer net genannt, mä ech kann Iech awer verroden, et war net d'CSV, et war net d'DP, et waren net déi Gréng an et war och net den ADR.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Wie bleift dann do nach iwwreg, Här Jaerling?

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Et war am Fong déi Partei, déi onermiddlech ëmmer d'Wielerstëmme vum Salariat sammelt, also och déi vun de Mindestlounbezéier, andeem se hinne versprécht si géif eppes fir se maachen, wa se an d'Regierung kéim. Mä elo, net emol sechs Méint nodeem se an der Regierung ass, kënnt dann awer d'Wourecht un d'Dagesliicht. Si huet déi Leit erëm hannert d'Liicht gefouert mat deenen hire Stëmmen si regelméisseg an d'Regierung kënnt. Keng Spuer vun enger Iwwerhéijung an och keng Fuerderung fir eng Iwwerhéijung iwwert déi normal Upassung eraus.

Här President, wa mer haut iwwert de Mindestloun diskutéieren, esou wëll ech d'Geleeënheet benotzen och iwwert de Wäert vun der Aarbecht iwwerhaapt hei am Land ze schwätzen. Also, wann ech den Här Kaes richteg verstanen hunn, dann huet hie gesot, de Mindestloun wär e gerechte Loun fir gerecht Aarbecht. Ech mengen, ech géif dat awer e bësse relativéieren, ech gesinn dat net esou.

Ech géif och dat Wuert „sozial" beim Mindestloun ewechloossen, et ass einfach e Mindestloun, an ob e sozial ass, dat steet op engem anere Blat, well et muss een en ëmmer an d'Relatioun setze mat der Kafkraaft hei am Land, dat ass jo scho verschiddentlech gesot ginn, ob een iwwerhaapt nach mat deem Mindestloun, wou ee 50% muss dovun erausgi fir de Loyer ze bezuelen, liewe kann.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, well et ass och hei iwwert d'Frontalierë geschwat ginn, mat deem Mindestloun, deen se elo kréien, ob se hei am Land liewen, a Frankräich, an der Belsch oder an Däitschland, domat sinn se ëmmer nach keng Krösusen. Ech mengen, dat soll een och emol eng Kéier hei ervirsträichen. Et ass jo och esou, dass besonnesch mat deene Loyeren oder mat deene Baupräisser, déi hei am Land musse bezuelt ginn, mer souguer eis Leit, déi mam Mindestloun liewe mussen, och ëmmer méi zu Frontalierë maachen, well et ginn der ëmmer méi an d'Grenzgebidder wunnen.

Da gëtt et niewent dem Mindestloun nach ee groussherzoglecht Reglement, dat den RMG iwwert deeselwechte Prozentsaz erhéicht. Ech wëll elo hei net falsch verstane ginn, ech stellen den RMG absolut net a Fro, well et ass eng ganz wichteg sozial Moossnam, mä ech maache mer awer Gedanken iwwert dee minimen Ënnerscheed téschent dem RMG an dem Mindestloun.

Et ass festzestellen, dass, ech huelen ëmmer d'Beispill vun enger Famill mat zwee Kanner, wou kee schafft, déi Famill am Endeffekt méi behält fir ze liewe wéi eng Famill mat zwee Kanner an där ee mam Mindestloun schafft. Dat kënnt doduerch, datt den RMG esou opgebaut ass, datt all Member vun der Famill een Zouschoss kritt, datt all Member vun der Famill eng Valeur huet, während beim Mindestlounbezéier nëmmen deen, dee schafft, en direkte Revenu kritt.

Dat, well de Familljemindestloun, wéi Der Iech gutt erënnere kënnt, ofgeschaf ginn ass. Mir haten nämlech an der Zäit e Familljemindestloun, wou och der Famill Rechnung gedroe ginn ass. Deen ass ofgeschaf gi mam Argument, datt den Employeur net verantwortlech ass fir d'Familljesituatioun vun engem Salarié. Bon, do kann een driwwer streiden.

Och wann déi Famill, an där ee fir de Mindestloun schafft, iwwert den RMG kann ee Complément ufroe fir datselwecht erauszekréie wéi een RMG-Bezéier, stëmmen d'Relatiounen awer nach ëmmer net. Deen, dee schaffe geet, a mer wësse jo, datt déi Salariéen, déi mam Mindestloun schaffen, meeschtens och nach ënner haarde Bedingunge musse schaffen, muss beim Sozialamt biedele goen, fir de Liewensminimum ze kréien.

Doduerch datt mer ee Complément RMG zum Mindestloun accordéieren, fir de gesetzleche Liewensminimum ze hunn, gi mer jo zou, dass de Mindestloun net duergeet fir ze liewen. Et ass net grad motivéierend fir déi Leit, déi fir de Mindestloun schaffe mussen, ze gesinn, datt anerer datselwecht kréien, ouni ze schaffen. Dat ass d'Realitéit, eng Realitéit, déi net normal ass.

Duerfir wär et un der Zäit déi Relatioun ze iwwerdenken an no Moyenen ze sichen, fir d'Aarbecht hei am Land opzewäerten. Mer wëssen, datt dat op Grond vun der Kompetitivitéit, déi ëmmer an de Raum gestallt gëtt, net einfach wäert sinn, mä ech halen awer drop, datt och hei deeselwechte Solidaritéitsgedanke vun der Ekonomie verlaangt gëtt wéi deen, deen ëmmer erëm vum Salariat gefuerdert gëtt, wann et heescht d'Kompetitivitéit ze stäipen.

Et duerf net méi sinn, datt Milliarde Benefisser öffentlech proklaméiert ginn, ëmmer erëm Steiergeschenker gemaach ginn an do derniewent déi, déi mat der Schafung vum Räichtum duerch hir Aarbecht bedeelegt sinn, weider nëmme mat Grimmelen ofgespeist ginn. Elo ass jo eng Partei mat an der Regierung, wou den A am Numm nach just konnt gerett ginn, dofir sinn ech iwwerzeegt, dass déi Partei sech duerchsetze wäert an d'Aarbecht hei am Land opwäerte wäert, awer och well mer jo elo hei am Parlament zwou Fraktioune bäikritt hunn, wäert et jo un Ënnerstëtzung net feelen.

Här President, wa gejaut gëtt de Mindestloun géif d'Kompetitivitéit a Fro stellen, da gëtt dat ëmmer esou generaliséiert. Et kann awer nëmmen déi Betriber eppes weider kaschten, déi nach Leit mam Mindestloun beschäftegen, an dat si Betriber am Commerce respektiv an anere mëttelstännege Secteuren. An déi kréie jo eppes Retour, ech mengen, dat ass schonn e puermol hei ernimmt ginn, wann hir Leit eppes méi an de Portmonni kréien. Well déi Leit, déi de Mindestloun verdéngen, brauchen net all Joer dräi Méint an d'Vakanz ze goe fir hir Sue lasszeginn. Déi ginn se hei aus.

A wa besonnesch an der Horeca nach déi meeschte Leit um Mindestloun schaffen an eng Erhéijung den Employeuren do Problemer mécht, dann ass dat, well se net wollte mat de Gewerkschaften e verstännege Kompromiss aushandelen. De Législateur huet misse Mindestnorme schafen, wou haut scho gewosst ass, dass dës erëm eng Kéier op Käschte vun de Salariéë ginn an op Käschte vu kengem aneren.

Dofir, Här President, Jo zu dëser Mindestlounerhéijung, mä vu menger Säit aus mam klore Message, dass d'Aarbecht hei am Land muss opgewäert ginn an dass mer eis där Diskussioun net dierfe verschléissen. An der Hoffnung, datt d'LSAP hiert Wahlverspriechen awer nach realiséiere kann, well et komme jo an dëser Legislaturperiod nach zwou Mindestlounupassungen, kann ech den Accord vu menger Fraktioun gi fir dës Erhéijung vum Mindestloun.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, de François Biltgen. Här Biltgen, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ech ka se nëmmen eestëmmeg ginn, well ech sinn eleng.

(Hilarité)

Une voix.- Dat ass ee Virdeel.

(Interruptions)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Jo, Här Jaerling, ech waarden awer gespaant op déi aner Meenunge vun Ärer Fraktioun, well ech wëll drun erënneren, dass ënnert där viregter Chamber d'LSAP-Fraktioun effektiv een Untrag hei erabruecht hat fir méi an de Mindestloun ze setze wéi d'Regierung gefrot hat, an ech ka mech net erënneren, dass Är Fraktioun, déi deemools mat der LSAP an der Oppositioun war, dat massiv ënnerstëtzt hätt - dat just zu Ärer leschter Ausso.

(Interruption)

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll awer fir d'éischt…

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ee Siwentel war awer mat dobäi.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst elo den Här Minister schwätzen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Jo, dee Siwentel ass elo ee Fënneftel ginn, et ass awer net besser ginn.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, loosse mer emol fir d'éischt lech alleguer heibanne Merci soen, dem Rapporteur selbstverständlech als Éischten, well en a kuerzer Zäit souwuel e gudde schréftlechen an e gudde mëndleche Rapport hei gemaach huet, mä ebenfalls allen Orateuren.

Ech sinn eigentlech als Aarbechtsminister ganz houfrech, ech soen dat och gären dobaussen, dass een op esou engem Projet wéi deem heiten, dem Mindestloun, eng Unanimitéit an der Chamber kritt. Ech mengen, dass dat eppes ass, wat mer awer nach ëmmer sollen als Kredit vun der Politik zu Lëtzebuerg histellen, dass mer awer do e grousse sozialpolitesche Konsensus kréien an dass mer net wéi an anere Länner do grouss Clivagë just zu esou Projeten hunn. Duerfir och den Orateuren an de Fraktiounen ee Merci, dass se unanime hei wëlle stëmmen, wat ech jo hoffen.

Éier ech e bësselchen op d'Problematik vum Mindestloun aginn, wëll ech op e puer kleng Kritiken agoen, déi komm sinn iwwert den Dépôt vum Projet de loi an iwwert d'Zifferen. Et ass richteg, dass den Dépôt - wéi all Kéiers - ze spéit war. A wéi all Kéiers soen ech dann hei, dass et eppes mat den Zifferen ze dinn huet. Well nämlech d'Gesetz et esou virgesäit, dass déi Propositioun, déi d'Regierung mécht fir de Mindestloun ze erhéijen oder och net, op engem Rapport fousst, deen d'IGSS mécht iwwert d'Evolutioun vun de Salairen am Land, an dee kréie mer traditionell eréischt am Laf vum Mount September, sou dass déi ganz Maschinnerie ëmmer spéit ugeet.

Ech hu festgestallt a mengem Dossier, dass ech awer en Avis commun hat vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, deen da vläicht nach net bei der Chamber ukomm ass, mä ech hat do en Avis commun, deen, dat iwwerrascht Iech net, awer negativ ass, aus enger Partie Grënn, déi och schonn hei zitéiert goufen.

Zweete Problem ass selbstverständlech dee vun den Zifferen, wou ech och frou wär, wéi den Här Castegnaro gesot huet, wa mer méi Ziffere géife kréien. Mir wëlle jo och méi Etüde maachen, mir brauchen effektiv méi genee Zifferen. D'UEL huet mech ugeschriwwen a sot, mir hätten dës Kéier net an eise Bericht vun der Regierung geschriwwe wéi vill de Relèvement vum Mindestloun géif d'Ekonomie kaschten. Dat kënne mer net maachen, well mer effektiv déi Zuel vu 46.300 hunn, mä dat sinn net onbedéngt d'Leit, déi de Mindestloun kréien, weder den net qualifizéierten nach de qualifizéierte Mindestloun.

Dat sinn all déi Leit, déi an enger gewëssener Forschett leien. Elo kann, muss awer net de Mindestloun nach do eng Répercussioun hunn oder net. Dat heescht mir kënnen déi reell Répercussioun vun dësem Gesetz op den 1. Januar à ce stade net soen, an ech wär dann och frou, wann all déi Etüden, déi mer nach wëlle maachen, och zesumme mat der IGSS, eis géifen e bësselche méi Elementer ginn.

Déi grouss Fro, déi sech stellt an der Diskussioun dobaussen, dat ass d'Relatioun zwësche Mindestloun a Kompetitivitéit. Ech mengen do gouf villes publizéiert déi lescht Zäit, an do wäerte mer och nach an Zukunft driwwer diskutéieren. Ech si just e bësse verwonnert, dass déi heftegst Oppositiounen am Kader vu Kompetitivitéit ëmmer géint de Relèvement vum Mindestloun kommen. Aner politesch Décisiounen, déi och kënnen der Kompetitivitéit schueden, ginn awer ëmmer manner hefteg diskutéiert wéi de Mindestloun.

Ech froe mech och, awéiwäit dat net zum Deel domat ze dinn huet, et ass schonn hei ugeklongen, dass am Mindestloun ganz vill Frontalierë schaffen, an ech wëll guer net schwätzen, well ech eben d'Zifferen net hunn, wéi vill Netlëtzebuerger hei schaffen. D'Madame Loschetter ass e bëssen dovunner ausgaangen, déi Résidenten, dat wären der all, déi aus der Lëtzebuerger Schoul erauskomm wären.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt just op dee Problem agoen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Gutt, mä ech ginn nämlech dovunner aus, dass hei ganz vill Résidenten och schaffen, déi als Immigrés erakomm sinn an déi keng Qualifikatioun haten. Ech kann et just net beweisen, well mir déi Zifferen net hunn, mä et wär och gutt ze wësse wéi de Proporz ass bei de Résidenten zwësche Lëtzebuerger, déi fir e Mindestloun schaffen, an Net-lëtzebuerger, déi fir ee Mindestloun schaffen, respektiv och beim Alter, ob et nëmme Jonker sinn oder ob et och, wat ech awer ganz staark unhuelen, Leit sinn, déi net nëmme Jonker sinn. Bon, also do misste mer nach e bësselche méi nofuerschen.

Et sinn, wa mer iwwert de Mindestloun schwätzen, zwou grouss Diskussiounen, déi kommen, wa mer d'Attacke kucke géint de Mindestloun. Dat eng sinn Attacke géint de Prinzip vum Mindestloun selwer, an dat anert sinn Attacke géint den Niveau vum Mindestloun, an ech wëll déi zwee auserneen huelen.

De Prinzip ass, stellen ech fest, an dat ass nach all Kéiers esou de Fall gewiescht, dass gesot ginn ass: Mir brauche kee Mindestloun, dat soll dann d'Sozialpolitik maachen, an net - ech mengen den Här Kaes huet dat ganz däitlech gesot, wat eis Meenung hei nach ëmmer war an och Gott sei Dank bleift -, dass de Mindestloun e Wäert huet u sech, an dass een och do net alles nëmme muss mat der Produktivitéit kucken, vu dass de Mindestloun och eng Relatioun huet zu der Dignitéit vum Mënsch.

Ech si ganz frou, dass de Statsrot geschriwwen huet, «il approuve la décision du Gouvernement de reconnaître par une rémunération minimale la valeur du travail fourni et en même temps la dignité du travail». Ech mengen, dat ass ee ganz wichtege Prinzip zu deem mir hei zu Lëtzebuerg stinn, an ech sinn och frou, dass deen hei behale gëtt.

Iwwregens, wa mer d'Theorië kucken, d'ekonomesch Theorien am Ausland, ass mëttlerweil de Prinzip vum Mindestloun net méi ëmstridden. Kuckt wat de Rapport Fontagné schreift, kuckt wat den Här Cahuc zesumme mam Här Zylberberg schreift am Buch «Le chômage, fatalité ou nécessité?». Den Här Cahuc huet jo viru kuerzem bei der Privatbeamtekummer hei geschwat. De Prinzip ass net a Fro gestallt, souguer d'OCDE stellt de Prinzip vum Mindestloun net a Fro.

Wat diskutéiert gëtt, dat ass den Niveau vum Mindestloun. Also sinn ech emol frou, dass déi Leit, déi fir de Prinzip vum Mindestloun stinn, Réckendeckung kréien. Leider hu mer dat um europäeschen Niveau nach net fäerdeg bruecht. Mir hunn nach net fäerdeg bruecht, de Prinzip vun engem Mindestloun an de Sockel vu soziale Mindestrechter an Europa anzeschreiwen. Dat ass eis net gelongen, dat wollt d'Lëtzebuerger Regierung ëmmer, wa se dofir gekämpft huet, dat ass awer nach in weiter Ferne. A wann ech soen, de Prinzip, da soen ech net den Niveau, dat wëllt net soen, dass jiddferee muss den Niveau vum Lëtzebuerger Mindestloun bei sech ausbezuelen. Mä dat muss awer soen, dass et iwwerall e Mindestloun gëtt.

De Problem, dee sech stellt, ass natierlech dee vum Niveau, a wann ech do zwou Statistiken huelen, ass et evident, dass Lëtzebuerg en valeur absolue den héchste Mindestloun an Europa huet. Zu Lëtzebuerg, an dat ass deen zweeten Tableau, deen ech awer wëll huelen, läit de Mindestloun natierlech och relativ no am Tableau zum Risque de pauvreté relatif, dat heescht 60% vum Revenu minimum. Gutt, also et muss een déi zwou Saachen och ëmmer zesumme considéréieren, wann een doriwwer diskutéiert.

An déi dräi Haaptpunkten, déi ech wëll e bësselche mat Iech duerchgoen, dat ass d'Relatioun zwëschent Mindestloun a Kompetitivitéit, d'Relatioun zwëschent Mindestloun a Beschäftegung an d'Relatioun zwëschent Mindestloun an Aarmut.

Mindestloun a Kompetitivitéit um makroekonomesche Plang, do wëll ech drun erënneren, dass de Statec virun zwee Joer, wéi mer am Dezember 2002 hei d'Mindestlounddiskussioun haten, geschriwwen huet, dass makroekonomesch et esou ass, dass d'Evolutioun vun de Salairen eng Influenz op de Mindestloun huet, mä net l'inverse, also dat, dass gesot gëtt duerch d'Mindestlounerhéijung géifen d'Salairen elo explodéieren, huet de Statec deemools widderluecht. En huet deemools gesot, 1% Mindestlounerhéijung bréngt eng Hausse vun de Salairen, vum Coût salarial moyen, vun 0,6%, dat ass keng grouss Evolutioun. Makroekonomesch solle mer eis also net do an déi Diskussioun beginn, well dat huet de Statec schonn d'leschte Kéier uerdentlech widderluecht.

Mikroekonomesch kann d'Situatioun sech endlech stellen, an dat bréngt mech zu der Diskussioun, Mindestloun an Emploi. Et ass effektiv richteg, dass an engem Betrib, deen zéng Leit huet, déi allen zéng um Mindestloun schaffen, eng Mindestlounerhéijung an deem dote Betrib selwer e relativ héije Käschtepunkt ausmécht. Dat ass e bësselchen déi Diskussioun, déi kënnt, déi natierlech och eppes domat ze dinn huet, a wat fir enge Secteuren de Mindestloun ausbezuelt gëtt, an dat sinn oft Secteuren, et ass schonn hei ugeklongen, wou eben d'Produktivitéit net ganz héich ass.

Ech wëll domadder deene Secteure kee Reproche maachen, mä et ass evident, dass et méi einfach ass iwwert de Mindestloun erauszegoe wann d'Produktivitéit méi héich ass, wéi wann d'Produktivitéit méi niddereg ass. Dat wäert och an Zukunft erklären, dass an deene Secteuren ebe méi op Mindestloun bezuelt gëtt, wäert och an Zukunft et erklären, dass an deene Secteure méi gejaut gëtt, wann de Mindestloun erhéicht gëtt, wéi net. Ech hunn awer festgestallt an deem Avis commun vun der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, dass hei eng grouss Solidaritéit tëschent dem Lëtzebuerger Patronat herrscht, fir géint d'Mindestloun-Augmentatioun ze schéissen.

Komme mer dann op d'Fro zréck, déi de Rapport Fontagné opwërft, déi och den Här Cahuc opgeworf huet, dee seet, wann den Niveau vum Mindestloun ze héich ass, da spillt e géint den Emploi, wann en net ze héich ass, da spillt e fir den Emploi. Den Här Cahuc beweist a sengem Buch, dass an Amerika d'Aféierung vun engem Mindestloun zum Beispill méi Leit op d'Schaff bruecht huet. E seet awer a Frankräich wär de Mindestloun ze héich, doduerch wär den Emploi do a Gefor, an dat ass och wat den Här Fontagné a bësselchen zum Lëtzebuerger Niveau seet.

Et ass och richteg, dat muss een einfach esou gesinn, dass wat méi Leit um Mindestloun schaffen, wat natierlech - dat seet den Här Fontagné - d'Gefor méi grouss ass, dass de Mindestloun méi héich ass wéi d'Produktivitéit. Dat muss een esou unerkennen, ech erkennen dat och esou un, ech soen awer och, dass een net dowéinst muss direkt elo alles op d'Kopp geheien. An et kommen nach e puer Iwwerleeunge just zu deem doten Element dobäi.

Et ass jo och esou, dass de Statec vun der viregter Regierung nach beoptraagt gouf, eng Etüd ze maachen iwwer Mindestloun an Emploi, dat iwwregens opgrond vun engem Avis vum Wirtschaftssozialrot vun 2001 iwwert d'Roll vum Stat an

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

eiser Wirtschaft, an deen éischten Avis, ech géing elo soen, deen éischten, well deen ass nach e bësse rudimentaire, dee seet effektiv, dass de Mindestloun en Avis négatif op den Emploi hätt, ofgesi vun deene Jonken. Ofgesi vun deene Jonken, wat am Ausland iwwerall aneschters ass, wou keng richteg Explicatioun do derbäikomm ass, wou eng kéint sinn - ech kommen nach eng Kéier op dee Punkt zréck -, dass déi Jonk ënner 25 Joer keen RMG kréien. Dat weess ech awer net, dat alles steet am Raum.

Ech mengen, och do soll een sech net elo op deenen éischten Diskussiounen do ausrouen, mä et soll ee weidergoen, ëmsou méi dass ech emol e Géigebeispill ginn, wat och de Statec ausgerechent huet.

De Statec, mengen ech, seet a senger leschter Note de conjoncture, dass am Horesca-Beräich, an do si mer an engem Beräich vum Mindestloun, den Emploi an d'Luucht gaangen ass, doduerch datt mer een neit Gesetz gemaach hunn an dësem Haus, wou mer d'Aarbechtszäit eigentlech verkierzt hunn an doduerch jo och de Coût salarial erop gesat hunn. Dat heescht, heiansdo kritt een och de géigendeelegen Effet. Dat heescht, wann dat stëmmt wat de Statec seet, dann ass duerch d'Gesetz, wou mer d'40-Stonne-Woch mat vill Flexibilitéit, mä d'40-Stonne-Woch agefouert hunn, méi Emploi entstanen an net Emploi verschwonnen. Also, et muss een dat ëmmer am Detail kucken. Duerfir soen ech, si mer och nach laang net fäerdeg fir dat doten ze analyséieren.

Deen drëtte Punkt, deen natierlech wichteg ass, deen ass e puermol hei ugeklongen, dat ass d'Relatioun zwëschen sozialem Mindestloun an Aarmut, sozialem Mindestloun an RMG. Ech mengen, datt déi Diskussioun richteg ass, mir sinn amgaangen se ze féieren, ech wëll just nuancéieren. Entgéint deem, wat den Här Jaerling virdru gesot huet, ass et net esou, dass een, deen de Mindestloun verdéngt an eng Fra an zwee Kanner huet, manner kritt wéi een, deen net schafft an eng Fra an zwee Kanner huet, well deen iwwert den RMG ee Complément kann ufroen, fir och op deen doten Niveau ze kommen. De Problem ass, dass dat ee ganz komplizéierte Wee ass, dass vill et net maachen an dass a ville Käpp vun de Leit…

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech hunn dat net gesot, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Gutt, dann hunn ech lech falsch verstanen, mä den RMG ass schonn esou kalkuléiert, dass déi doten Effeten net sollen entstoen. Si entstinn awer an der Praxis, well dat eben och am Kapp vun de Leit net ëmmer esou funktionéiert a well dann heiansdo och, an esou Fäll begéine mer alt, Leit do sinn, déi soen, ma wuerfir soll ech elo nach fir do e bësselche méi Frange mech nach midd machen, wann dat anert och geet an ech ka mech hei an do ofmellen. Duerfir hu mer jo dauernd dat Gesetz och verbessert, och d'Kontroll verbessert a mir sinn nach amgaangen un deem ze schaffen.

Ech wëll just net, dass hei elo op eemol, well déi Fäll do sinn, géif eng Stëmmung entstoe fir ze soen elo muss den RMG ofgeschaaft ginn; mir musse just an d'Detailer goen. De Problem stellt sech virun allem bei deenen, déi Familljelaaschten hunn, währenddeems bei de Jonggesellen sech dee Problem an deem Sënn net stellt. Den RMG ass zurzäit fir een, deen eleng ass, 943,78 Euro.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt, däerf ech lech un d'Zäit erënneren, déi fir d'Regierung virgesi war!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, wann Der mir se sot, dann halen ech mech och drun.

(Interruption)

Ech hunn nach keng rout Luucht.

(Interruption)

Ah, ech hunn eng rout Luucht, et ass gutt.

(Hilarité)

Do gesitt Der wéi séier, datt een eppes vergësst. Voilà, ech wäert da versichen op meng al Tugenden zréckzekommen, déi ech hat wéi ech nach Minister vum Parlament war an ech wäert ganz séier hei, wann Der mir nach just zwou Minutte gitt, fäerdeg sinn.

Also, nach eng Kéier, den RMG fir eng Persoun ass 943,78 Euro, de Seuil de risque de pauvreté läit bei 1.248,72 Euro an den neie Mindestloun läit bei 1.466,77 Euro. Do besteet also kee Problem, dass den RMG géint de Mindestloun spillt. Bei anere Situatioune kann dat awer de Fall sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach ee Wuert, ier ech zur Konklusioun kommen. Ech gesinn awer absolut an, dass dat, wat den Här Calmes virdrun als Risiko hei ervirgehuewen huet, nämlech dass duerch de Fait vun eisem héije Mindestloun an RMG zu Lëtzebuerg an dem niddrege Mindestloun an RMG am Ausland ronderëm eis, natierlech de Konkurrenzkampf zu Lëtzebuerg nach méi staark gëtt. Dat ass net auszeschléissen, dat muss ee wëssen.

Ech kommen, Här President, Dir Dammen, Dir Hären, zur Konklusioun. Ech wëll éischtens soen, hei ass kee Wahlgeschenk gemaach ginn, well hei hu mer 2% opgehuewen, net méi an net manner, virun allem och net méi, an dat ass dat, wat an deene leschten zwee Joer déi, déi um Mindestloun geschafft hunn, net kritt hunn, a wat all déi aner an der Moyenne kritt hunn; a vill hu jo nach vill méi kritt.

Zweetens, mir musse wëssen, dass mer een Héichlounland sinn a mir mussen och wëssen, dass mer een Héichlounland bleiwen. Dat heescht och, dass d'Produktivitéit an d'Plus-value wichteg sinn. Mir mussen dann och selbstverständlech wëssen, dass mer doduerch e Problem och kréie bei eisem Emploi vun deenen net Qualifizéierten, dass mer och ee Problem kréien am Chômage. Ech soen dat ëmmer erëm, dass dat eng vun deenen Ursaachen ass.

Ech soen op där anerer Säit, dass fir mech awer d'Solutioun dovunner net ka sinn, dass mer zum Beispill de Mindestloun halbéieren. Wa mir elo géifen de Mindestloun halbéieren, da kann ech lech garantéieren, dass Aarbechtsplazen entstinn. Da gitt Der erëm bei d'Tankstell an dann hutt Der een, deen lech d'Fënster botzt, elo botzt Der se selwer. An da gitt Der an d'Geschäfter an da stinn iwwerall bei de Regaler Leit, déi lech dat an de Grapp ginn.

Ech weess awer net, ob dat d'Zukunft vu Lëtzebuerg ka sinn, dass mer en Niddreglounland ginn an dass mer ganz vill onproduktiv Aarbechtsplaze schafen. Wat wichteg ass, dat ass, dass mer jiddferengem, ob e vill Qualifikatiounen huet oder net, ob e produktiv ka schaffen oder net, mä dee Moment wou e wëllt schaffen, dass mer deem eng Chance ginn och eng sënnvoll Aarbecht ze maachen.

Dat bréngt mech dozou ze soen, éischtens dass mer sollen dat Gesetz vun de Beschäftegungsinitiativen fäerdeg maachen, soubal de Statsrot do ass, well mir brauchen an Zukunft Beschäftegungsinitiativen, just wéinst deenen dote Leit.

Zweetens wëll ech och soen, dass mer net wéi am Ausland sollen dohinner goen a soen, du schaffs fir een Apel an ee Stéck Brout an du kriss Sozialhëllef, mä dass mer dat solle maachen, wat mer bei den Handicapéierten, dat ass jo ugeklongen, schonn hei zu Lëtzebuerg gemaach hunn, mir gi keng Subvention au salarié, mir ginn eng Subvention à l'employeur. De Salarié, den Handicapéierte kritt ee Kontrakt mat sengem Employeur an e kritt de Mindestloun garantéiert. Den Employeur kritt eng Subventioun vum Stat, well en eben een hei astellt, dee manner produktiv ass. Et ass op dee Wee, wou mer och wëlle bei Beschäftegungsinitiative goen. Ech mengen, dat ass dee Wee iwwert deen een och Leit, déi manner produktiv sinn, kann hëllefen, net nëmmen an de Beschäftegungsinitiativen, mä och um éischten Aarbechtsmaart. Dat sinn déi Diskussiounen, wou mer wëllen a solle weidergoen.

An dat bréngt mech zum drëtte Schluss, dat ass fir ze soen, dass mer de Mëtten ufänken och an der Tripartite iwwert d'Kompetitivitéit ze schwätzen. Ech mengen, do gëtt et ganz vill Méiglechkeeten, déi mer kënne maachen, fir op déi Froen ze äntwerten, déi hei verschidden Deeler vum Patronat opgeworf hunn, ouni dass mer awer dat maachen, wat si gären hätten, nämlech de Mindestloun net ze adaptéieren. Duerfir sinn ech ganz frou, dass Der unanime elo wäert fir d'Adaptatioun vum Mindestloun stëmmen.

Här President, ech entschëllege mech fir déi dräi Minutten, déi ech ze laang geschwat hunn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Et war ganz interessant, mä et war wierklech e bësselche laang.

(Interruptions et hilarité)

Ech wär frou, wa mer eis elo erëm géifen un d'Spillregelen halen, déi mer eis selwer ginn hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5322 iwwert de Code des assurances sociales.

(Interruption)

Pardon, et ass nach net dee Projet, mir kommen elo zum Projet de loi iwwert d'Adaptatioun vun de Renten a Pensiounen, dat ass de Projet de loi 5401. D'Riedezäit ass och hei nom Modell eent festgeluecht, dat wëll ech rappeléieren, an ech denken och, datt d'Regierung dat esou gesäit. Et sinn ageschriwwe bis elo: den Här Meyers, den Här Bettendorf, den Här Bausch an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

4. 5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dem Gesetz no examinéiert d'Regierung all zwee Joer, ob et muss, soll oder net soll zu der Revisioun vum Facteur d'ajustement vun de Pensiounen an Onfallrente kommen. Dee leschten Ajustement war den 20. Dezember 2002, do goung et drëm fir ze kucken, ob eng Upassung un den Niveau de vie vun 2001 sollt oder misst kommen. Déi Fro ass mat Jo beäntwert ginn an den Effet vun deem Ajustement war dann och op den 1. Januar 2003.

Elo geet et also ëm eng Upassung vun de Pensiounen a vun den Onfallrenten un de Liewensniveau vun 2003, an zwar vum 1. Januar 2005 un. An deem Zesummenhang wëll ech och nach eng Kéier rappeléieren, dass mer zënter dem Ajustement vun 1995 en Indicateur unique hunn an deen Indicateur unique ersetzt déi zwee Indicateuren, déi mer bis 1992 haten, fir respektiv d'Pensiounen an de Salaire social minimum ze adaptéieren.

Deen Indicateur unique, dee mer elo hunn, moosst also d'Progressioun vun de Salairë bis zu enger Erhéijung vu maximal dem Siwefache vum Salaire social minimum, an dobäi sinn och d'Revenuen iwwert d'Remplacementer an d'Gratificatiounen.

Elo huet et sech dann erausgestallt, dass d'Evolutioun vun de Salairen esou ass, dass se an enger Progressioun sinn, an zwar ëm 2% vun 2001 op 2003 hin. En conséquence gëtt dann de Facteur d'ajustement och vun 1,301 op 1,327 ugepasst, an zwar vum 1. Januar 2005 un.

De Coût vun deem Ajustement vun de Pensioune wäert sech eleng fir den Exercice 2005 op 41 Milliounen Euro belafen, dat ass ee Coût supplémentaire, dee vun der Assurance pension gedroe gëtt. De Coût fir den Ajustement vun den Onfallrente beleeft sech op 2,9 Milliounen Euro. Hei ass, esou wéi et virgesinn ass am Artikel 100, Alinéa 6 vum Code des Assurances sociales, een Drëttel à charge vum Stat an ass zwee Drëttel à charge vun der Association d'assurance. Ausserdeem hëlt de Stat en charge, iwwert de Fonds d'orientation agricole, zwee Drëttel vun deem wat bleift beim Ajustement vun den Onfallrente vun der Section agricole. An d'Charge fir d'Association d'assurance beleeft sech dann nach op 1,9 Milliounen Euro, déi vum Stat op 1 Million Euro.

Den 8. Januar 1996 gouf et e Gesetz wou modifizéiert a kompletéiert ginn ass ënner anerem d'Gesetz vum 22. Juni 1963 iwwert de Régime vun den Traitementer vun de Fonctionnairë vum Stat, esou dass den Ajustement vun de Pensiounen a vun de Rente sech och applizéiert op d'Fonctionnairë vum Stat.

Ech résuméieren dann nach eng Kéier: Opgrond vun der Augmentatioun vun de Salairen ëm 2% tëscht 2001 an 2003 gëtt de Facteur d'ajustement, deen de Rapport tëscht Salaire moyen vun 2003 an 1984 representéiert, ugehuewen op 1,327%. Am Moment ass dëse Faktor 1,301%, ech mengen dat géif déck duergoen. An en vertu vun deem Artikel 100 vum Code des assurances sociales, deen ech scho genannt hunn, applizéiert sech deeselwechte Faktor och op den Ajustement vun den Onfallrenten.

Zu deem Moment wou d'Kommissioun hire Rapport gemaach huet, hate mer den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, well, wéi mer wëssen, dat Ajustementsgesetz ëmmer ganz kuerzfristeg an d'Chamber komme muss, esou dass déi aner wéinst deem kuerzen Délai net d'Méiglechkeet haten, hiren Avis ofzeginn. E wier awer positiv gewiescht, wa mer e kritt hätten. Datselwecht gëllt och fir den Avis vum Statsrot vum 7. Dezember 2004, also ganz rezent, deen och keng Observatiounen huet an deen dofir säin Accord gëtt, an datselwecht wëll ech fir meng Fraktioun maachen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Als éischte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Rapportrice vun dësem Projet, der Madame Mutsch, villmools Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, déi ausféierlech Beschreiwung vun dem Ajustement an der Motivatioun och vun deem Gesetz a vun dem Ajustement am schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech erlabe mir dann och, méi kuerz ze sinn a menger Interventioun a mech un déi Riedezäit ze halen, déi ech hei virgeschriwwe kréien, ouni dass ech vum President muss e Rüffel astiechen.

M. le Président.- Oh, Här Meyers, Dir hutt sou vill Riedezäit. 34 Minutte stinn lech zur Verfügung. Dir sidd fir 15 ageschriwwen, also Dir kënnt lech roueg Zäit loossen.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- Merci, Här President. Da kann ech also méi lues schwätzen.

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Ajustement vun de Renten a Pensioune baséiert op dem Artikel 225 vum Code des assurances sociales, deen der Regierung virschreift, all zwee Joer eng Etüd ze maachen iwwert d'Entwécklung vun de Léin a Gehälter an deen der Regierung imposéiert, der Chamber doriwwer e Rapport ze maachen, a wann dat eng positiv Entwécklung ass, fir der Chamber dann och e Gesetzesprojet virzeleeën.

D'Pensiounen an d'Rente ginn also iwwert d'Indexupassung eraus, all zwee Joer wa méiglech a wann d'Lounentwécklung dat ausweist, un déi allgemeng Entwécklung vun de Léin a Gehälter ugepasst, an et gëtt en neie Facteur d'ajustement am Gesetz ageschriwwen. Wa mer deen Artikel liesen, stelle mer eigentlech fest, dass et dräi Punkte ginn, déi och missten an deem Rapport an och an den Diskussioune vun der Chamber zréckbehalen an analyséiert ginn.

En éischte Punkt ass deen, dass den Ajustement festgesat gëtt duerch Gesetz. Et ass keen Automatissem. D'Upassung vun de Pensiounen, den Ajustement geschitt net iwwer e Règlement grand-ducal oder iwwer eng einfach Décision administrative. De Gesetzgeber war schonn ëmmer der Meenung, dass dat esou eng wichteg Décisioun war, dass se an d'Chamber gehéiert an dass hei iwwert déi do Mesure soll diskutéiert ginn, zesummen och mat der Erhéijung vum Mindestloun.

Dat kann een och erklären aus de Konsequenzen, déi sech aus dem Ajustement erginn, well den Ajustement bréngt fir d'Pensiounskeesen an och fir de Stat zousätzlech Käschte mat sech, a mir wësse jo opgrond vum Artikel 99 vun der Verfassung, dass all zousätzlech Käschten…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Entschëllegt, ech wollt rappeléieren, datt et net Usus ass, hei am Plenum Fraktiounssitzungen ofzehalen. Ech géing lech bieden, dem Här Meyers nozelauschteren.

Une voix.- Ech ginn lech Recht.

M. Paul-Henri Meyers *(CSV).*- …dass opgrond vum Artikel 99 vun der Verfassung fir all Dépensen, déi op de Budget vum Stat zoukommen, dat ass hei de Fall fir d'Upassung vun de Pensioune beim Stat, muss e Gesetz gemaach ginn. Derniewent muss een och soen, dass et hei eng wichteg Kontrollfunktioun vun der Chamber ass, fir och ze gesinn, dass déi Mesuren, déi d'Regierung proposéiert, och am Sënn vun der bestehender Gesetzgebung sinn. D'Chamber erfëllt also hei eng vun de wichtege Funktiounen, déi hir opgrond vun der Verfassung zoustinn.

Een zweete Punkt, deen den Artikel 225 virgesäit, dat ass deen, dass den Ajustement geschitt opgrond vun der Lounentwécklung, der Entwécklung also vun de Léin a

vun de Gehälter. Fir déi déi profitéiere vun dem Ajustement ass et kee Cadeau, mä et ass e Recht wat se hunn, an et ass op där anerer Säit d'Solidaritéit déi spillt tëschent deenen, déi schaffen an déi méi verdéngen oder méi verdéngt hunn an de leschte Joren an deenen, déi a Pensioun sinn. Och déi, déi a Pensioun sinn, sollen also vum Wuesstum vum Räichtum kënne profitéieren.

Den Ajustement geschitt no enger Methodologie, déi an den 90er Jore festgeluecht ginn ass an déi an der Vergaangenheet bis Mëtt vun den 90er Joren ëmmer erëm zu Diskussioune geféiert huet, well se als net korrekt ëmfonnt ginn ass. Zënter 1995 ass déi Methodologie esou, dass se weder bei de Sozialpartner nach bei den Avisen, déi mer och kréie vum Conseil d'État - fréier hu mer och nach Avisë vun de Pensiounskeese kritt, déi jo och ëmmer déi Methodologie beanstant hunn, haut hu mer déi Avisen net, mä déi Methodologie féiert awer net zu gréisseren Diskussiounen, si gëtt also als eng gerecht Method ugesinn.

Déi Method, wéi se elo virläit, huet dann och dozou geféiert, an déi Calculen hunn dat bewisen, dass eng Erhéijung vun 2% ubruecht ass, dass also an deene Joren 2002 an 2003 d'Lounentwécklung ëm 2% geleeën huet. Et gëtt hei mat der Erhéijung vun de Pensiounen a Rente gläichzäiteg och d'Erhéijung vum Mindestloun diskutéiert. An déi, déi am Sozialsecteur Bescheed wëssen, wëssen och genee, dass d'Entwécklung vum Mindestloun, d'Entwécklung vun de Renten a Pensioune ganz enk matenee verbonne sinn, an dass een net dat eent kann diskutéieren ouni op dat anert och anzegoen, an dofir ass et och gutt, dass déi zwee Gesetzer regelméisseg zesummen diskutéiert ginn an dass déi Upassung och regelméisseg geschitt. Et kënnt een déi zwee net vuneneen trennen, ouni dass dat zu Distorsiounen am Sozialsecteur géif féieren.

Ech wëll dann och hei drop hiweisen, dass den Ajustement sech souwuel op d'Pensioune vun dem öffentleche wéi dem Privatsecteur bezitt, mä och op eng ganz Rei aner Prestatiounen, déi awer och an de leschte Jore geschafe si ginn, notamment déi sou genannt Allocation de fin d'année an och de Forfait d'éducation. Dat heescht, et ass ausdrécklech am Gesetz virgesinn, dass d'Mammerent ugepasst gëtt no der Entwécklung vum Ajustement vun de Pensiounen am Privatsecteur.

Een drëtte Punkt, deen am Gesetz ernimmt ass an dee muss berücksichtegt ginn am Rapport vun der Regierung, ass dee fir d'Ressourcë vun de Pensiounskeesen ze analyséieren an ze kucken, ob déi Ressourcen den Ajustement erméiglechen. Dat ass am Rapport vun der Regierung geschitt, et ass och geschitt am Rapport vun der Chamber. Déi zousätzlech Ausgaben, déi op d'Pensiounskeesen zoukommen, belafe sech jährlech beim jëtzegen Index op ronn 41 Milliounen Euro. Mir kréien awer gesot, dass zousätzlech Einnahme vun de Pensiounskeese fir 2005 ëm 600 Millioune berechent sinn, esou dass den Ajustement vun 41 Millioune mat deenen zousätzleche Recetten och ka gedeckt ginn.

Ech wëll awer och hei drop hiweisen, dass et net nëmmen duergeet fir ee Joer ze kucken. Et muss een och kucken, wéi déi allgemeng Reserve vun de Pensiounskeese sech entwéckelt hunn, an do stelle mer fest, dass déi Reserven, déi am Joer 2002 5,17 Milliarde waren, am Joer 2003 op 5,66 Milliarden eropgaange sinn, an dass se am Joer 2004, wahrscheinlech um Enn vum Joer, sech op 6,2 Milliarde belafe wäerten.

Dat sinn héich Chifferen, mä wann een awer gesäit, wat fir Pensiounen all Joer bezuelt ginn, da stellt Dir fest, dass dat hei eppes ronn dräimol déi jährlech Prestatioune vun de Pensiounskeesen ausmécht, dass et also eng Reserv ass déi noutwendeg ass, fir och an Zukunft d'Sécherheet vun de Pensiounen ze garantéieren an dass een net mat deene Reserven do ka spillen, dass dat Reserve sinn, déi also och deene gehéieren, déi an d'Pensiounskeesen abezuelt hunn.

Et wär wichteg gewiescht, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer d'Avisë gehat hätte vun de Beruffschamberen, esouwuel déi vum Salariat wéi och déi vum Patronat, well dat hei Gesetz, esou wéi och dat vun der Erhéijung vum Mindestloun betreffen un éischter Stell d'Sozialpartner. An dofir wier et wichteg gewiescht, wa mer och gewousst hätte wat dann d'Beruffschamberen zu deene Mesuren hei ze soe gehat hätten. Mir bedaueren dat, mir bedaueren dat esouwuel beim Mindestloun, mä mir bedaueren dat och beim Ajustement.

Et ass just eng Beruffschamber, déi en Avis eraginn huet. Dat ass déi vun der öffentlecher Funktioun, déi och mat deenen heite Mesurë selbstverständlech d'accord ass.

Ech wëllt dann zum Schluss, ier ech den Accord brénge vu menger Fraktioun zu deem heite Gesetzesprojet, awer dem Minister eng Fro stellen. Wann den Här Kaes de Minister net géif dérangéieren, kënnt en och déi Fro héieren, well sie schéngt mer menger Meenung no wichteg ze sinn. Den Ajustement, Här Minister, trëtt a Kraaft vum 1. Januar un. Mir stëmmen elo dat Gesetz a mir wëssen, dass d'Pensiounen an d'Renten am Virfeld schonn Enn Dezember solle bezuelt ginn. An dofir wollt ech d'Regierung froen, ob d'Regierung, déi am November de Projet hei agereecht huet, och all Dispositioune getraff huet, fir dass d'Leit scho vum 1. Januar un d'Erhéijung vum Ajustement kënne kréien, oder muss de Recalcul an der Pensioun vum Februar oder vum Mäerz gemaach ginn?

An der Vergaangenheet war et esou, dass déi jeeweileg Regierunge meeschtens déi Mesure getraff hunn, an et wier och gutt wann de Minister eis op déi do Fro haut kënnt eng Äntwert ginn.

Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Dann ass et um Här Niki Bettendorf. Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an dir Hären, fir eis als Demokratesch Partei war an ass et nach ëmmer noutwendeg fir d'Rentenempfänger un der allgemenger Lounentwécklung deelhuelen ze loossen an ze kucken, dass hir Kafkraaft erhale bleift. Mir däerfen net vergiessen, dass et just d'Rentner sinn, déi vill zu deem Wuelstand bäigedroen hunn, dee mir haut zu Lëtzebuerg kennen.

Et ass sécher awer gutt ze rappeléieren, a mäi Vierriedner, den Här Paul-Henri Meyers huet et scho gesot, dass et ëmmer eng politesch Décisioun ass fir den Ajustement ze proposéieren an dass et keen Automatismus ass, dass muss hei e Gesetz gestëmmt ginn. Et ass dofir och ze begréissen, dass et hei an der Chamber, mengen ech mindestens, e grousse Konsens gëtt fir den Ajustement, an dass net hei vu Rentemauer geschwat gëtt.

Ënnert der viregter Regierung koum et zu zwee Ajustementer. Den 1.1.2001 ëm 3,1%, an den 1.1.2003 ëm 3,5%. Wa mer nach d'Resultater vum Rentendësch dobäizielen, da kënnt esou en normale Pensionär wéi deen, deen hei virun Iech steet, a bei der viregter Regierung, ëm eng Augmentatioun vu plus/minus 16% a senger Pensioun, den Index net mat agerechent.

Mir bleiwen dofir houfreg op déi Aarbecht vum Kolleeg Carlo Wagner, och wann eise Premier op dem Kongress vun der CSV e Sonndeg op seng Pressebriefingen agaangen ass a gemengt huet, seng Briefinge kënnten dach net schold sinn, dass seng Koalitiounspartei bei de Wahle schlecht ofgeschnidden hätt. Dat ass, Här President, e bësse staark schäinhelleg, wann een nämlech e Partner huet, deen eng gutt Aarbecht mécht, da fält engem keen Zack aus der Kroun och säi Partner eng Kéier ze luewen.

Awer just bei de Renten huet eise Premier et net verdroen, dass net no senger Päif gedanzt gouf. Hie wëllt eben d'Recht behale mat senger Rentemauer. Mä wann d'Suen do bleiwe wou se sinn a fir d'Rente gesuergt a gutt ugeluecht bleiwen, dann hu mer an den nächsten 20, 25, 30 Joer kee Problem mat eise Renten.

Här President, muss ech drun erënneren, dass d'Zentralbank, fir dëst dach esou schlecht Joer 2004, elo no de Wahlen e Wuesstum vun iwwer 4,1% fir eist Land virausgesäit. An engem schlechte Joer erreeche mer also dee Prozentsaz, dee mer brauche fir eis Pensiounen ofzesécheren; virausgesat nach eng Kéier, dass d'Suen och nëmme just dofir gebraucht gi fir wat se gespuert gi sinn.

Här President, dës Upassung vun de Pensioune kascht d'Pensiounskeesen 41 Milliounen Euro. Si kascht d'Assosciation assurances-accidents 2,9 Milliounen, wouvun de Stat allerdéngs eng Millioun iwwerhëlt. D'Verwaltung vum Statspersonal muss dann och nach 7 Milliounen Euro méi u pensionéiert Fonctionnairë bezuelen.

Ech hat am Ufank eng Fro, déi awer scho vu mengem Virriedner, dem Paul-Henri Meyers, beäntwert ginn ass. Am Artikel 3 vun der Mammerent steet: «Le forfait d'éducation est ajusté au niveau de vie», also un den Index ugebonnen, an «ajusté au niveau de vie d'après les dispositions des articles 224 et 225 du Code des assurances sociales.»

Dat heescht also, dass mer net däerfe vergiessen, wann een de Facteur d'ajustement héicht, dass och de Forfait d'éducation, d'Mammerent eropgeet, ass si dach och dann un d'Entwécklung vun de Léin gekoppelt.

Mir wëssen dass d'Mammerent de Fonds de solidarité vum Familljeministère 2003 85 Milliounen Euro kascht huet. Dat heescht, dass den Ajustement, dee mir haut stëmmen, eng Méibelaaschtung vu mindestens 1,7 Milliounen Euro fir de Solidaritéitsfong wäert mat sech bréngen. Géife mer elo d'Mammerent iwwert d'Pensiounskeese finanzéieren, wéi de Premier dat wënscht, géif jiddfer Ajustement natierlech nach méi op d'Keesen drécken, woubäi ee sech jo muss verhalen, dass de Forfait d'éducation net duerch d'Contributioune vun den Empfänger bezuelt gëtt.

Nujee, de Premier huet eis op hirem Kongress gesot, dass hien eis géif nom 10. Juli soe wéi et géif mat der Mammerent viru goen. Mir waarden dorop mat Spannung, a mir wäerten och kucke wat d'LSAP zu deem Problem ze soen huet.

Här President, dës Verbesserung ka vun der Assurance pension gedroe ginn, well d'Recetten an de Pensiounskeesen d'Dépensen Enn 2003 ëm 485,7 Milliounen iwwersteigen an ons Kompensationsreserv fir d'Pensioune séch zur Zäit op iwwer 6 Milliarde beleeft. Wann ech déi Chiffere kucken, déi elo bekannt sinn, dann hu mer fir 2004 6,35 Milliounen Euro Reserven an d'Reserve wäerten 2005 6,574 Milliarden Euro bedroen. Dat ass an deem Joer 2005, wat kënnt, eng Augmentatioun vu 538 Milliounen Euro.

Wann ech kucke wat d'Ausgaben an de Pensiounen ausmaachen, mir bezuelen 2004 1,967 Milliarden Euro, a mir bezuelen d'nächst Joer ongeféier 2,074 Milliarden Euro, dat heescht, dat geet erop op 106,990 Milliounen Euro géint enger Steigerung vun de Reserve vu 538 Milliounen Euro. Eleng un deene Chiffere gesäit een, dass eis Situatioun nach ëmmer gesond ass, wa mer gesinn, dass eisen Niveau relatif vun der Reserv, deen 1991 louch bei 2,35-mol dat, wat mer pro Joer gebrauchen, Enn 2005 wäert stoe bei 3,17-mol dat, wat mer pro Joer brauchen. Et ass also e ganz zolitte Fong, eng ganz zolidd Reserv, déi mer do virleien hunn.

Dann, Här President, dës Verbesserung ka vun der Assurance pension, déi mer hei virgesinn, also doudsécher gedroe ginn, well d'Recetten an de Pensiounskeesen, d'Dépensen Enn 2003 ebe 485,7 Milliounen Euro iwwersteigen, an eis Kompensationsreserv - ech mengen, ech hunn dat scho gesot - iwwer 6 Milliarde bedréit.

De viregte Sozialminister huet dofir gesuergt, fir de Rendement vun der Kompensatiounsreserv ze verbesseren, an ech wär frou, an ech mengen, ech kéint et och sinn, dass déi nei Regierung festgehalen huet fir op deem Wee och weiderzegoen. Iwwerhaapt schreift sech villes am Regierungsprogramm an d'Kontinuitéit vun deem an, wat déi viregt d'Regierung geleescht huet, och virun allem am Kader vun der Sécurité sociale a vun der Santé.

Wann een op dës zolidd Viraarbecht ka bauen, da kann een… Ech si lo frou, dass den Har Minister „Jo" gewénkt huet, dass déi gutt Viraarbecht gemaach ginn ass, awer ech hunn da Schwieregkeeten ze verstoen, firwat dass en op sengem Kongress am Süde gesot huet, en hätt an der Santé an an der Sécurité sociale e grousse Schlamassel virfonnt.

Ech muss Iech soen, Här Minister, vun Ärem Virgänger ass eng excellent Aarbecht geleescht ginn, an Dir kënnt op eppes opbauen, wat do läit. Dir hutt also guer keng Ursaach fir vu Schlamassel ze schwätzen; mä, Här President, mir kennen eisen neie Gesondheetsminister, en huet ëmmer e bëssen de Mond voll. Elo als Minister päift him méi e raue Wand ronderëm d'Oueren, an e muss sech wahrscheinlech och an der Zukunft nach méi wéi eng Kéier ganz waarm undoen, zumools wann de raue Wand vu sengen eegene Genosse kënnt.

Et schéngt och esou ze sinn, dass den Här Mars Di Bartolomeo all Erënnerungen un d'Zäit vu virun 1999 verluer huet. Déi Zäit, wou sozialistesch Ministeren duerch Skandaler a Skandälecher e richtege Schlamassel hannerlooss hunn an och hu missen hiren Hutt huelen. Dat war mat der Demokratescher Partei, Här Minister, net de Fall.

Här President, ech wëll dem Gesondheets- a Sécurité-sociales-Minister soen, dass mir als Demokratesch Partei wäerten dofir suergen, dass d'Geschicht net falsch geschriwwe gëtt.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Mir als Demokratesch Partei sinn der Meenung, dass dësen Ajustement justifiéiert ass, an dofir bréngе mir dësem Gesetzesprojet och eis Zoustëmmung an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Mme le Président.- Merci, Här Bettendorf. Ier ech dem nächsten Orateur, dem honorablen Här Bausch, d'Wuert ginn, géing ech Iech proposéieren, dass d'Chamber deen hei Projet fäerdeg mécht, den Här Bausch ass nach agedroen an den Här Jaerling, ier d'Regierung da géing Stellung huelen, an da géinge mer fir de Muere mat den Debatten ophalen an de Mëtteg um dräi Auer erëm virufueren.

Ass d'Chamber domat d'accord?

(Assentiment)

Domat géing ech dann dem Här Bausch d'Wuert ginn.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Madame Presidentin, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll op den eigentlechen Thema vun haut, den Ajustement an de ganze Mechanismus, deen dozou féiert, dass d'Renten an d'Pensiounen ajustéiert ginn, net méi vill agoen. Dat ass zu Genüge erkläert ginn, sougutt vun der Rapportrice wéi fir dat, wat gefeelt huet, vum Här Meyers, deen dat nach eng Kéier nogeholl huet. A vu dass eis näischt trennt vun deenen Aussoen, déi do gemaach ginn, mengen ech, dass et net vill Sënn mécht, nach eng Kéier dat alles ze widderhuelen. Ech wëll just kuerz schwätzen. Ech kéint et méi laang maachen, dat maachen ech awer haut net, well ech dat beim Ajustement virun zwee Joer gemaach hat, a vu dass ech souwéisou iwwerzeegt sinn, dass mer déi Diskussioun an dëser Legislaturperiod nach méi séier kréien, wéi et eis vläicht léif ass. Ech wëll awer kuerz zwou, dräi Saachen an deem heite Kontext opwerfen.

Et ass hei gesot gi schonn, dass éischtens de gesamte Finanzement vun eise Renten ofhängeg wär vun där magescher Zuel do vu 4% Wuesstum vun eisem PIB. Ech wëll dat e bësse relativéieren an drop hiweisen, dass dat nëmmen d'Halschent vun der Wourecht ass, well mir kënnen e Wuesstum hu vu 4% vum PIB, mä wa mer net gläichzäiteg deen nämlechte Wuesstum hu vum Emploi, wéi mer en haten an deene leschten zéng, 15 Joer, dann notzt eis dat fir de Rentesystem rose wéineg, well mir wësse jo alleguerten - an dat ass de sprangende Punkt an der Diskussioun hei zu Lëtzebuerg -, dass mer hei am Land zieren u Reserven, déi mer opbauen duerch de Fait, dass den Emploi bestänneg souguer a konjunkturell schwaachen Zäite massiv wiisst. A wann ech soen, dass den Emploi massiv wiisst, dann ass domat natierlech kloer, dass domat och d'Cotisatiounsmass wiisst an dat féiert dozou, dass mer déi Reserven do hunn, well dat hei sech gréisstendeels ëm Cotisatiounen handelt, ëm Gelder handelt, déi haut an d'Keese fléissen, wou awer keng Leeschtungen ausbezuelt ginn, an déi Leeschtungen iergendwann eng Kéier an 20 oder 30 Joer wäerten ausbezuelt ginn.

Donc ass et net ganz richteg, wann ee seet, eise System ass ofgeséchert, wa mir e Wuesstum vum PIB vu 4% hunn. Dat ass dat Eent. Dat Zweet ass, mir wëssen - an dat huet spéitstens och am Kader vun dëse Budgetsdebatten de Rapporteur vum Budget jo festgestallt -, dass mer lues awer sécher e Problem hei am Land kréien. Nämlech e Problem doduerch kréien, dass mer net nëmmen déi Leeschtungen elo ufänke mussen auszebezuelen, déi duerch déi massiv Croissance vum Emploi, déi mer zënter haaptsächlech ufanks den 90er Joren hei am Land opgebaut hunn, entstinn, mä dass déi Leeschtungen ëmmer méi exportéiert ginn, dat heescht mir hunn haut schonn - dat kann een am Budgetsrapport vum Här Mosar noliesen - 10% vun de Renteleeschtungen, déi mer an d'Ausland iwwerweisen. Dat heescht, mir musse wëssen, dass dat och Konsequenzen huet fir d'national Ekonomie an och fir d'Statsfinanzen.

Dofir, dee Modell, dee mer hei am Land hunn, wat e Modell ass, dee mir als Gréng begréissen, nämlech dass mer deen Een-Drëttel-Een-Drëttel-Een-Drëttel-Modell hunn - een Drëttel, deen d'Salariéë bäidroen zu der Finanzéierung, een Drëttel d'Betriber selwer an een Drëttel de Stat -, ass sécherlech e gudde Modell, mä deen huet eng ganz Rei Onsécherheetsfacteuren. En huet eng ganz Rei Onsécherheetsfacteure virun allem op zwee

Niveauen. En huet een um Niveau vun engersäits natierlech deem Deel, deen zum Betrib gehéiert, dat heescht déi zwee Drëttel, déi d'Salariéën an d'Betriber bezuelen.

En huet awer och een um Niveau vum Stat, well deen Drëttel Fiskaliséierung, dee mer bei der Sécurité sociale a bei de Pensiounskeesen hei am Land hunn, deen ass natierlech esou laang ofgeséchert, wéi d'Gesamtstatsfinanze sou si wéi se déi lescht 15 Joer waren. Mä wann d'Statsfinanzen - an do gëtt et awer éischt Indikatioune spéitstens no dësem Budget - sech an eng aner Richtung entwéckelen, da wäert dat net méi sou einfach ginn.

Dofir musse mir eis d'Fro stellen iwwert déi laangfristeg finanziell Ofsécherung vun eisem Rentesystem. Mir als Gréng hunn dat um Rentendësch gesot. Mir hätte gär gehat, wann niewent deene ville Verbesserungen, déi do virgeholl gi sinn, och emol virrangeg do diskutéiert gi wier iwwert déi BIT-Studie. Et ass net alles richteg an där Etüd, oder mir deelen net alles - loosse mer et esou soen -, wat an där Etüd steet, mä et sinn awer eng Rei Saachen do beschriwwe ginn, déi awer ze bedenke ginn a wou ee muss kucken och an deenen nächste Joren, wéi een déi Schwieregkeeten diskutéiert an och Léisungen dofir fënnt.

Déi ganz laangfristeg finanziell Ofsécherung vun eise Renten - dovunner si mir als Gréng der fester Iwwerzeegung - ass alles anescht wéi ofgeséchert, och wann dat Bild, wat mer de Moment virfannen, e Bild ass, wou grouss Reserven do sinn, wat eis driwwer ewechtäuscht, dass d'Schwieregkeeten eréischt an 20 oder 30 Joer riskéieren ze kommen.

Bon, ech mengen, ech wëll net méi an den Detailer haut dorop agoen. Fir déi, déi dat wëllen, erënneren ech, dass ech virun zwee Joer hei eng hallef Stonn nëmmen iwwert dee Sujet geschwat hunn. Mir wäerte wéi gesot genuch Geleeënheet kréie fir nach iwwert deen do Sujet ze schwätzen an deenen nächste véier Joer. Do sinn ech sécher. Mä ech mengen, dass et awer ëmmer erëm wichteg ass, zumindest bei aller Euphorie, déi ëmmer virherrscht, wa mer haut de Knäppchen drécken an de „Oui" hei drécken, fir deen Ajustement, dee mer virhuelen, datt déi Schwieregkeete sech awer am System selwer hannendru verstoppen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme le Président.- Merci, Här Bausch. Da ginn ech deem leschten Orateur vun haut de Moien d'Wuert, dem Här Jaerling. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Madame President. Félicitatioun un d'Madame Rapportrice fir hire kuerze mä ausféierleche Rapport.

Ech wëll Iech net verheemlechen, dass d'Opbesserung vun de Rente fir den ADR ëmmer eng besonnesch Satisfaktioun ass, och wa mer bei där heiteger elo net direkt implizéiert sinn als ADR, well et eng normal an noutwendeg Upassung un d'Deierecht ass. Ze hoffen ass nëmmen, dass dës Kéier dee richtegen informatesche Knäppche gedréckt gëtt, fir dass d'Rentner déi Upassung och direkt kréien, an net, wéi dat de Fall war am Wäimount, wou d'Donnéeën an engem Internetkabel an de Stau gerode sinn.

Madame President, et si Leit déi mengen, den ADR hätt seng Aarbecht a Saache Rente gemaach an hätt keng Existenzberechtegung méi. Deem ass awer net esou…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ouh?!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- …, well et bleift nach villes ze maachen. Här Huss, wann Der elo e bëssen nolauschtert, da gitt Der gewuer wat.

Besonnesch wann et heescht ze verhënneren, zum Beispill, dass déi Rentereserven, déi geschafe gi sinn, an dank deene mer och déi heiteg Upassung kënnen duerchzéien, net zum Selfservice vun der Regierung ginn. Eleng schonn dofir ass dem ADR seng Presenz nach gradsou wichteg wéi virdrun. Ech wëll Iech nach eemol hei drun erënneren…

(Interruptions)

Bon, Här Fayot, wie mécht et da soss? Ech erwaarden dat jo awer net vun Iech, gell?!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Firwat musst Der dann Är Existenzberechtegung ëmmer esou betounen?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech erklären Iech dat elo, Här Huss.

(Hilarité)

Ech wëll Iech och nach eemol drun erënnere wat dank dem ADR säit deene leschte 15 Joer alles am Renteberäich erreecht ginn ass.

(Interruptions diverses)

Ah, Dir hat gemengt ech wär scho fäerdeg?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Da fänkt éischter un, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech wëll Iech dat erklären, fir dass Der iwwert déi Chrëschtdeeg kënnt an Iech eragoen an Är Meenung iwwert dem ADR seng Presenz vläicht e bëssen änneren.

(Hilarité)

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Dat ass schwéier.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Den 28. am Lenz 1987, lauschtert gutt no, Madame Err, den 28. am Lenz 1987 ass et schonn ugaange wéi mer déi éischt Aktioune gemaach hunn a puncto Renten, a wann Der Iech gutt kënnt erënneren, da war et e sozialistesche Minister deen deemools gesot huet: „Et gëtt net méi wéi 3,8%." A wéi mer eng Manifestatioun ugekënnegt hunn, dunn op eemol ware mer schlussendlech op 7%. Eleng schonn dat ass de Beweis…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Dat war eleng den NGL!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Den NGL war just present fir dat ze ënnerstëtzen. Et waren natierlech awer Leit…

(Hilarité)

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Et waren der e puer méi um Wierk, Kolleeg Jaerling, et waren der e puer méi um Wierk!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här Castegnaro, erlaabt mer, dass ech léiwer net doriwwer schwätzen, well dat wär hei ze geféierlech.

Mä op jidde Fall ass do de Grondstee geluecht gi fir dass déi 7%eg Erhéijung vun de Renten, déi deemools versprach ginn ass, an déi nëmmen als Virschoss am Gesetz vum 27. am Heemount 1987 ageschriwwe gouf, dank dem Drock vum ADR am Gesetz vum 24. am Ouschtermount 1991 definitiv geschëllt bliwwen ass. A mat deemselwechte Gesetz goufen d'Renten dann nach eemol ëm 10% erhéicht, op eng Fuerderung vum ADR an op den Drock vum ADR hin.

An d'Witwerente goufe vu 66 2/3% op 75% erhéicht, an de Referenzbetrag vun den Antikumulbestëmmunge gouf vun 1,3 op 1,5-mol de Mindestloun erhéicht. Ass dat dann näischt? Den 8. am Haartmount 1996 gouf d'Péréquatioun ofgeschaaft an domadder en éischte Schrëtt zur Gläichstellung vun deenen zwee Regimer agefouert.

Den 3. am Karschnatz 1998 ass fir all déi Beamten aus der Fonction publique, déi nom 1. am Haartmount 1999 agestallt gi sinn, déi gläich Berechnungsbasis wéi am kontributive System agefouert ginn. Déi bleiwe jo och elo am kontributive System.

Une voix.- Waart Der am Heemount an d'Vakanz?

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Am Respekt vun der Erzéiungs- an Hausfraenaarbecht sinn d'Erzéiungsjoren och op d'Pensioune berechtegt ginn, déi virum 1. am Haartmount 1998 accordéiert goufen, an den 8. am Broochmount 2002, dat ass dat wat Der mengt, kruten d'Zousazpensiounen, op Fuerderung vum ADR, eng gesetzlech Basis.

Der Fuerderung vum ADR, dass endlech muss Schluss si mat der Almosepolitik, ass am Gesetz vum 28. am Broochmount 2002 duerch eng 3,8%eg linear Erhéijung vun de Renten an eng 11%eg Erhéijung vun der Grondrent deelweis Rechnung gedroe ginn.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här Jaerling, um Rentendësch waart Dir net, den ADR war am Abseits, an e war frou a glécklech wéi en huet dierfen den Accord final ënnerschreiwen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech wëll Iech soen, dass mir um Rentendësch deelgeholl hunn, awer net mat mengem Accord, dat kann ech Iech soen.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Passiv, passiv deelgeholl! Dir hat net vill do ze radetten!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Dat dierft Der mir net soen! Da kënnt Der jo nëmme frou sinn, dass ech net do war.

(Hilarité)

D'Mindestrent ass op jidde Fall mat deemselwechte Gesetz un de Mindestloun ugepasst ginn. Domat gouf erëm eng Fuerderung vum ADR deelweis erfëllt, well den ADR eng Upassung vun de Renten un de qualifizéierte Mindestloun gefuerdert hat an och weider fuerdert an och duerchsetze wäert.

D'Fuerderung vum ADR, fir d'Hausfraen- oder d'Männeraarbecht zousätzlech ze honoréieren, ass mat der Aféierung vun der Mammerent deelweis realiséiert ginn. Just dass d'Regierung deenen Äermste vun deenen Aarmen dës Mammerent verweigert huet an och elo nach verweigert. Den ADR wäert awer duerfir suergen, dass och déi Ongerechtegkeet aus der Welt geschaf gëtt.

Duerfir géif et mech interesséieren, wou déi Proposition de loi drun ass, déi mer als ADR an deem Zesummenhang hei deponéiert hunn. Ech huelen un, dass den Här Minister wäert eng Kéier an deem ronnen Dossier niewent sengem Büro erëmwullen, da wäert e se erëmfannen.

Dann huet den Här Bettendorf hei gesot, déi Suen, déi gebraucht ginn, déi mussen do bleiwe wou se ugeluecht sinn. Do stellen ech mer awer e puer Froen. Wann och d'DP sech elo als Virreider duerstellt vun der Mammerent, dass déi net soll aus de Rentekeese bezuelt ginn, da froen ech mech awer: Wéisou konnt dann d'DP elo während zéng Joer schonn toleréieren, dass aus de Pensiounskeesen all Joers ëm eng Milliard aler Frang erausgeholl gëtt fir Beschäftegungsmesuren ze bezuelen? Oder wou war d'DP wéi hei gestëmmt ginn ass, dass 130 Milliounen aus de Pensiounskeese geklaut gi si fir d'Krankekeesen ze sanéieren?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här Jaerling, wou kënnt Dir nach eens ginn an där ongerechter Welt?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo, ech leide staark dorënner, gleeft mer et. An dat am Chrëschtmount!

(Hilarité)

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Mir héieren, Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Neen, ech wëll einfach just e bëssen op déi Hypokrisie hei hiweisen, déi mech an der Politik am meeschte stéiert. Awer wierklech!

(Interruptions diverses)

Also ech kann Iech just soen, ech hunn eng Linn, dat kënnt Der kucken, déi huet sech déi lescht 20 Joer net geännert.

(Interruptions diverses et hilarité)

An déi wäert sech och net änneren, och am Sozialberäich net, Madame, do kënnt Der berouegt sinn, an an de Sozialfroe garantéiert net. Do kann ech Iech garantéieren, dass ech a Sozialfroen an am Aarbechtsrecht keng Kompromësser maachen, dat kann ech Iech hei verspriechen.

Une voix.- Och net mat Ärer eegener Fraktioun?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Och net mat der eegener Fraktioun, och dat kann ech Iech schrëftlech ginn!

Eng weider Fuerderung vum ADR, déi am Gesetz vum 22. am Ouschtermount 2004 realiséiert gouf, ass dat bessert Uleeë vun de Reserven aus de Pensiounskeesen. Dir gesitt, Madame President, den ADR huet seng Existenzberechtegung säit 15 Joer ënner Beweis gestallt, brauch dat net méi ze maachen a kann et awer och haut nach maachen. An och wa mer vu verschidde Säiten als Pissblumm tituléiert ginn, déi um Verwiele wier, respektiv dass d'CSV géif duerfir suergen, dass se verwielt.

Madame President, mech éiert et, mat enger Pissblumm verglach ze ginn. Pissblumm heescht op Latäin Taraxacum officinale, op Däitsch Löwenzahn. An dat passt bei eis.

Mme le Président.- Aha!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Wann et nämlech drop ukënnt fir eis Fuerderungen am Interesse vun de klenge Bierger duerchzesetzen, da gi mer wéi Léiwen a mir weisen och emol d'Zänn.

(Interruptions diverses et hilarité)

Och wann d'Pissblumm nëmme vum Ouschtermount bis de Broochmount bléit, sou ass et awer eng perennial Planz, kënnt se dach ëmmer erëm, gradsou wéi den ADR; och wann dem ADR dat totaalt Verbléie scho 15 Joer gewënscht gëtt. D'Pissblumm ass eng Planz mat wäertvollen Nährstoffer an huet souguer Substanzen, déi zur Preventioun géint de Rheuma déngen. Den ADR huet och eng preventiv Wierkung, huet en dach scho verschidde Regierungen dovun ofgehalen, de Sozialofbau op d'Spëtzt ze dreiwen. An den ADR wäert och weider preventiv géint de Sozialofbau agéieren.

Zum Beispill, wann d'Sue fir d'Mammerent sollen aus der Pensiounskeess geklaut ginn, oder wann d'Beschäftegungsmesurë weiderhi sollen aus de Pensiounskeese bezuelt ginn. Oder wann erëm ee sech sollt trauen, nach eemol Suen aus de Pensiounskeesen ze klaue fir d'Krankekeesen ze sanéieren.

Une voix.- D'Pissblumm ass awer saisonal.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo, perennial, hunn ech gesot, wär d'Pissblumm. Loosst mech fäerdeg erklären. Ech sinn nach net fäerdeg.

Den ADR war, ass a bleift déi Pissblumm, dee Löwenzahn, deen hei am Land noutwendeg ass, fir deene bësseg entgéintzesprangen, déi mengen, just déi kleng schaffend a pensionéiert Leit wieren d'Mëllechkéi vun der Natioun, déi een ongestrooft kënnt sträichen! A wann den Här Premier mengt, e misst nach eng Kéier eng Rentemauer opbauen, da kënnt Der sécher sinn, da planze mir Pissblummen drop.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat gesot, Här President, kann ech mat Freed matdeelen, dass mir als ADR dëse Projet stëmmen, an der Iwwerzeegung dass duerch eis Presenz, an der Vergaangenheet awer och an der Zukunft, déi definitiv Rentegerechtegkeet keng Fiktioun wäert bleiwen.

Am Numm vun alle Pissblumme wënschen ech der CSV schéi Feierdeeg!

(Hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet elo den Här Minister. Här Minister Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dat hei sinn déi Geleeënheete wou een sech als Minister driwwer freet, well et e Projet ass, deen am allgemenge Konsens hei diskutéiert ginn ass a wou - mengen ech - och d'Chamber sech eeneg ass, dass et eng gutt Moossnam ass. Duerfir wëll ech der Madame Rapportrice och en häerzleche Merci soe fir dee gudde Rapport, dee se gemaach huet, an all deene Riedner, déi sech dovu betraff fillen, merci fir déi objektiv Duerstellung vun deem heite Projet.

Déi, déi gemengt hunn, de Projet wär eng Geleeënheet fir eng Rei vu Stécheleien, déi fale bei mir op kee fruchtbare Buedem, well ech der Meenung sinn, dass et hei net eleng de Verdéngscht ass vun deem engen oder anere Minister, dee Rentemoossname proposéiert huet, mä de Verdéngscht ass vun der gesamter Chamber. Ech mengen, dass Rentemoossnamen hei an dëser Chamber ëmmer mat enger grousser Unanimitéit diskutéiert an décidéiert gi sinn, an insofern huet mäi Virgänger säi Verdéngscht grad ewéi him seng Virgänger och hire Verdéngscht hunn, an et ass och net mäi Virgänger, deen hei dat contestéiert huet.

Ech mengen et muss ee feststellen, dass de Rentenajustement weder e Cadeau fir déi pensionéiert oder d'Bénéficiairë vun Unfallrenten ass, nach en Automatismus. Dat ass ganz kloer vun de Kolleegen hei duergestallt ginn. Et si politesch Décisiounen noutwendeg, déi ausgeléist gi vun där Etüd, déi d'Regierung muss entamëieren, an déi consacréiert ginn duerch eng Décisioun vun dëser Chamber.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei wierklech nëmmen um Rand op dat agoe wat den Här Bettendorf gesot huet, andeem e mir virgeworf huet, ech hätt mäi Virgänger fir e Schlamassel an der Sozial- an an der Gesondheetspolitik verantwortlech gemaach. En huet mech selbstverständlech falsch zitéiert: Mam Schlamassel hunn ech just den Découvert an de Krankekeese gemengt, dee mer iwwer zwee Joer gesinn hunn op eis zoukommen a wou net déi décidéiert Haltung a Reaktioun komm ass, déi ee sech hätt kënnen erwaarden. Dat huet eis dozou gezwongen, dës Kéier innerhalb vun dräi Méint Solutiounen ze huelen, wou mer de Mëtteg nach eng Kéier an aller Rou wäerten drop zréckkommen.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Di Bartolomeo, ënnert de Sozialiste sinn d'Tauxen '98 an '99 an d'Luucht gaangen. Wéi ech fortgaange si ware se méi déif wéi wéi ech komm sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wësst Der, Här Minister, ech maachen net datselwecht op dëser Tribün, Här Exminister, wat Är Partei während fënnef Joer gemaach huet. Während fënnef Joer hutt Dir an der Regierung Är Virgänger fir all Problemer responsabel gemaach. Ech hunn hei just e Constat…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dir maacht dat virun de Genossen op de Kongresser!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech hunn hei just e Constat gemaach. Ech mengen och, Här Wagner, dass de Wieler déi Politik wou eng Partei, déi an der Regierung ass, eng aner Partei, déi net méi an der Regierung ass, fir eppes responsabel gemaach huet, wou se laang assuméiert huet, als déi falsch Approche ugesinn huet, soss wär Är Partei net esou vum Wieler sanktionéiert ginn, a mir hunn doraus geléiert. Dofir maache mir dat net, wat Dir während fënnef Joer gemaach hutt.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ech hat e ganz gutt Resultat.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Är Partei net esou gutt. Ech erkenne ganz gär un, dass Dir e gutt Resultat gemaach hutt, mä duerfir gëtt d'Resultat vun Ärer Partei net besser!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Bläert elo net!

Här Minister, fuert Dir weider mat Ären Ausféierungen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir wësst jo, wann ech net provozéiert ginn, da sinn ech ganz fäin, mä wann ech provozéiert ginn, dann äntweren ech mat Freed an deemselwechten Toun.

Dat meescht ass zu dësem Projet gesot, duerfir wëll ech mech drop beschränke fir eng Rei vun zousätzlechen Informatiounen ze ginn. Et handelt sech bei dësem Ajustement ëm deen insgesamt 19. zënter der Loi unique vum 13. Mee 1964. Et ass deen 19. insgesamt, et ass deen drëtte wou net nëmmen d'Pensioune vum Privatsecteur ajustéiert ginn, mä sämtlech Pensiounen, déi vum private Secteur an och déi vum öffentleche Secteur.

Et ass kuerz erwähnt gi wat de Käschtepunkt vun dësem Projet wäert sinn. Fir de Régime général bedingt et 41 Milliounen Euro zousätzlech Ausgabe fir d'Sécurité sociale. Bei der Unfallversécherung bedeit et 1,9 Milliounen Euro zousätzlech Ausgabe fir d'Keesen an 1 Millioun zousätzlech Ausgaben d'Joer fir de Stat. Bei de Régimes statutaires bedingt et zousätzlech Ausgabe vu 7 Milliounen Euro pro Joer.

Et ass virdru vum Här Bettendorf drop higewise ginn, deen op déi gutt Situatioun vun eise Keesen higewisen huet, dass de Rentenajustement kee Problem fir de finanziellen Equiliber vun eise Keesen duerstellt. All Joer ginn déi Reserve weider opgefëllt. Am Joer 2003 war den Iwwerschoss bei 476 Milliounen Euro, am Joer 2004 wäert e bei 375 Milliounen Euro leien an am Joer 2005 wäert eis Reserv ëm ronn 540 Milliounen Euro steigen, dat heescht d'Reserv wäert um Enn vun dësem Joer bei ronn 6 Milliarden Euro, also 240 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang leien a si wäert um Enn 2005 bei ronn 6,6 Milliarden Euro leien, oder iwwer 260 Milliarden aler Frang. Dat mécht d'Ausgabe vun de Keese fir 3,2 Joer aus.

Dat ass eng gesond Situatioun, wann ee bedenkt dass an eisen Nopeschlänner - an dat ass elo mengen ech keng Schuedefreed -, jo, de Geste ass dee richtegen, vun der Hand an de Mond muss finanzéiert ginn, dat heescht keng Reserven do sinn. Dat soll ee feststellen an dann och zur Konklusioun iwwergoen, dass een déi Reserve gutt soll versuergen. Dat ass ganz wichteg.

Zwou, dräi Informatiounen nach, wéi et elo weidergeet. Dir wësst, dass mer an de Pensiounsversécherungen a Périodes de couverture vu siwe Joer iwwerleeën. Deen nächsten Erfallsdatum läit bei 2006, sou dass mer 2005 wäerten d'Situatioun vun eise Keese bilanzéieren, an dann 2006 och Konklusioune wäerten aus där Situatioun zéien an och bilanzéieren, wéi d'Moossnamen aus dem Rentendësch sech op de finanziellen Equiliber an déi zukünfteg Entwécklung vun eise Keesen ausgewierkt hunn.

Ofschléissend wëll ech nach drop hiweisen, dass mer mat deene Reserve probéieren esou gutt ewéi méiglech ëmzegoen. Dir wësst, dass mer an där viregter Period décidéiert hunn, déi Fongen esou gutt ewéi méiglech ze placéieren. Do sinn elo déi reglementaresch Virbereedungen ofgeschloss. Mir hunn d'Virbereedunge fir de Fonds de compensation fäerdeg gestallt, déi Comitéen, och déi zoustänneg Instanze fir d'Konstitutioun vun engem Organisme de placement collectif, déi si virum Ofschloss, an da wäerte mer en Deel vun deene Reserven ab Ufank vum nächste Joer placéieren, fir dass se sou vill wéi méiglech u Resultater bréngen an dass déi Reserve weider wäerte klammen.

Zu der Fro vum Här Paul-Henri Meyers, wéini dass dann déi ajustéiert Renten ausbezuelt ginn. Renten an Ajustement wäerten den 22. Dezember op de Konte leien. Ech hu mer dat nach eng Kéier bestätege gelooss, well den Här Meyers gentil genuch war, fir mer ze soen, dass déi dote Fro géif kommen. Dat ass esou, d'Keesen hu mer bestätegt, dass se missten den 22., spéitstens den 23. op de Konte leien.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech zum Ofschloss e ganz grousse Merci soe fir de Verlaf vun dësen Diskussiounen; wat och beweist, dass dat heiten eng gutt Moossnam ass, déi deenen et erlaabt, déi bedeelegt waren um Opbau vun eisem Wuelstand, och un der Weiderentwécklung vun eisem Wuelstand ze participéieren.

An deem Sënn soen ech lech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir sinn domadder um Enn vun der Sitzung vun haut de Moien ukomm. Mir fueren haut de Mëtten um dräi Auer weider.

Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, Dir Dammen an Dir Hären, well ech haut de Mëtten net kann hei si wéinst der Visite vum amerikanesche President vum Representantenhaus, dem Här Hastert, a well dat hei déi lescht Sitzung ass vun dësem Joer, fir lech alleguerte schéi Feierdeeg ze wënschen an e gudde Rutsch an d'neit Joer. Och der Regierung ganz besënnlech Feierdeeg. An da gesi mer eis d'nächst Joer gemeinsam hei erëm. Ech wënschen lech alleguerten eng agréabel Mëttegpaus.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.34 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 115

5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005
- Discussion générale (suite) pages 115-127
pages 128-134

Dépôt d'une proposition de loi page 128

5410 - Proposition de révision de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution
- Déclaration de recevabilité page 128

Question urgente N° 205 de Mme Lydie Err relative au projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains page 128

Résolution de M. François Bausch relative à l'institution d'une convention sur l'avenir du Luxembourg

Résolution de M. Michel Wolter relative à l'institution d'une Commission spéciale chargée de mener un débat sur la structure administrative du pays pages 134-137

Motion de M. Aly Jaerling relative au carnet électoral pages 137-138

Ordre du jour page 138

Communications page 138

Composition des commissions parlementaires page 138

Ordre du jour pages 138-140

Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative aux problèmes rencontrés par les communes lors de l'application de la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain pages 140-142

5327 - Projet de loi 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 142-150
pages 150-154

Ordre du jour page 150

5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004 pages 154-159

5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 159

5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum pages 159-165

5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003 pages 165-168

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 4 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0126	M. Marco Schank	Renforcement des effectifs de la Police grand-ducale
0136	M. Jean-Pierre Koepp	Réfection d'un pont à Troisvierges
0145	M. Roland Schreiner	Impôt commercial
0146	M. Gast Gibéryen	Impôt commercial
0151 cf. 0170	M. Jean-Pierre Koepp	Collections du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean
0153	Mme Claudia Dall'Agnol	Reconnaissance du diplôme de maîtrise en philosophie à l'Université du Luxembourg
0159	M. Aly Jaerling	Pensions d'invalidité
0160	M. Michel Wolter	Subvention des installations photovoltaïques
0161	M. Marc Spautz	Contrôle des personnes à l'aéroport
0164	M. Laurent Mosar	Nuisances sonores
0165	M. Jean-Pierre Koepp	Consommation de papier
0166	M. Jean-Pierre Koepp	Activités du Service de déminage
0167	M. Jean-Pierre Koepp	Santé des forêts
0169	Mme Marie-Josée Frank	Optimisation de la prise en charge d'appareils par l'assurance dépendance
0170 cf. 0151	M. Jean-Pierre Koepp	Dépôt des collections du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean à Contern
0171	M. Aly Jaerling	Question des droits de l'homme abordée au cours de la visite en Chine
0173	M. Aly Jaerling	Facilitation du dialogue entre les professionnels de la santé et les malades par l'introduction d'un lectionnaire médical
0174 cf. 0175	M. Xavier Bettel	Renforcement des mesures de sécurité du tarmac de l'Aéroport de Luxembourg
0175 cf. 0174	M. Camille Gira	Fermeture du tarmac de l'aéroport causée par les effets d'une battue
0176	Mme Martine Stein-Mergen	Encadrement spécifique des enfants à problèmes comportementaux dans les foyers de jour
0177	M. Xavier Bettel	Organisation du «Rallye de Luxembourg 2004»
0180	M. Claude Meisch	Amélioration de la sécurité de la circulation automobile
0181	M. Claude Meisch	Nouvelle campagne de sensibilisation des automobilistes du Ministère en association avec «La Sécurité Routière»
0182	M. Jacques-Yves Henckes	Aide financière de l'État pour études supérieures
0184	Mme Lydie Err	Acquisition de la double nationalité

Question 0126 (13.10.2004) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **renforcement des effectifs de la Police grand-ducale:**

À noter dès l'ingrès que la problématique a déjà fait l'objet d'une question parlementaire de la part du soussigné en date du 22 juillet 2003 à laquelle le Ministre de l'Intérieur, qui avait à l'époque la Police dans ses attributions, a répondu en date du 3 septembre 2003[1].

Selon mon état d'information, la Police grand-ducale de la circonscription régionale de Diekirch continue à manquer cruellement de personnel alors même que le taux de criminalité ne cesse d'augmenter dans la région (+ 25% entre 2000 et 2003).

Si l'effectif total de la circonscription régionale de Diekirch est passé au 1er octobre 2003 de 113 à 115 unités[2], ce renforcement n'a bénéficié ni aux commissariats de proximité ni aux Centres d'intervention secondaires. Les commissariats de Troisvierges et de Wiltz continuent à fonctionner avec le même effectif que lors de la réorganisation en 2000, à savoir quatre personnes. Or, elles nécessiteraient le double aux yeux de certains responsables de la direction de la circonscription régionale de Diekirch. À noter dans ce contexte qu'au mois de mai 2004 sur les neuf commissariats de proximité cinq fonctionnaient avec un effectif inférieur à l'effectif minimal, à savoir quatre personnes. Il échet encore de noter pour être complet que les centres d'intervention secondaires de Wiltz et de Troisvierges sont régulièrement fermés faute d'effectifs suffisants, de sorte qu'une seule patrouille est effectivement opérationnelle pour la région concernée.

Quand bien même, le Service de Recherche et d'Enquête Criminelle (SREC) de Diekirch se soit doté en octobre 2003 de deux personnes supplémentaires, ces personnes ont été affectées au Service de la Police technique qui dépend du SREC. N'ayant pas bénéficié directement d'un renforcement de personnel, le SREC continue dès lors à avoir du mal à maîtriser la criminalité régionale. Par ailleurs, il est évident que le Service de Police technique ne saurait fonctionner correctement avec uniquement deux personnes qui doivent assurer seules une permanence 7 jours sur 7 et 24 heures sur 24 heures.

Il semblerait que la Direction générale de la Police grand-ducale projette de renforcer à partir du 1er octobre 2004 le personnel policier affecté à la circonscription de Diekirch de deux unités. Or, il appert au vu de ce qui précède que ce renforcement est insuffisant, et ce d'autant plus au vu de la création projetée d'un Service régional de la Police de la route.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

Par quels moyens le Gouvernement entend remédier à cette situation de pénurie qui hypothèque le fonctionnement des différents services de police dans la circonscription de Diekirch? Un renforcement substantiel qui dépasse celui prévu pour le mois d'octobre 2004 par la Direction générale de la Police grand-ducale est-il envisagé?

[1] Question parlementaire N°2292 *(cf. compte rendu N°1/2003-2004).*

[2] Création de la section Police technique à laquelle deux personnes ont été affectées.

Réponse (17.12.2004) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement attache une grande importance à la lutte contre la criminalité, tant au niveau préventif que répressif. C'est la raison pour laquelle il a substantiellement renforcé les moyens humains et matériels de la Police et de la Justice au cours des dernières années. Ces efforts continueront au cours de la présente législature.

Il y a lieu de noter que de nombreux services étatiques, y compris ceux de la Police et de la Justice, malgré les renforcements effectués, réclament du personnel supplémentaire pour mieux pouvoir effectuer leurs missions (ex. enseignement, police judiciaire, prisons, administrations fiscales etc.).

Le Gouvernement essaie de tenir compte de ces demandes légitimes, tout en veillant à maintenir les dépenses courantes de l'État sous contrôle, comme souhaité à maintes reprises par la Chambre des Députés. Toutes les demandes de personnel ne peuvent donc pas être satisfaites en même temps.

Toutefois, comme en témoigne le budget de l'État pour 2005, les renforcements en personnel pour la Police ont bénéficié d'une priorité par le Gouvernement (50 nouveaux recrutements pour 2005).

En ce qui concerne plus particulièrement le renforcement des unités de la circonscription de Diekirch, un service régional de police de la route vient d'être mis sur pied à partir du 1er octobre 2004; ce nouveau service déchargera les autres unités opérationnelles de la région de Diekirch. Un effort supplémentaire sera réalisé l'an prochain au niveau des effectifs des centres d'intervention secondaires de Wiltz et de Troisvierges.

Question 0136 (20.10.2004) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **réfection d'un pont à Troisvierges:**

Un der Bréck vun der N12 zu Ëlwen, déi ënner anerem iwwert den Tracé vun der Eisebunn wéi och iwwer zwou Stroossen (Gare a Pafemillen) féiert an do derbäi och vu ganz ville Spadséiergänger benotzt gëtt, sinn am Summer 2004 nawell staark Schied un der Bausubstanz opgetrueden. Deemools si gréisser Bëtonsbléck erof op d'Strooss ënnert der Bréck gefall. Glécklecherweis ass et beim Materialschued bliwwen an et koum keng Persoun zu Schued.

Schonns eng gutt Zäit virun dësem Virfall wor d'Bréck op der Säit wou spéider d'Schied opgetruede si fir Foussgänger gespaart ginn. D'Bëtonsbléck, déi am Summer 2004 erofgefall sinn, si bis haut nëmme provisoresch op d'Säit geréckelt ginn. Zënterhier ass net un der Bréck geschafft ginn.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi eng Aarbechte si geplangt fir déi betreffend Bréck erëm ze flécken a fir wéini sollen dës Aarbechten ulafen?
2. Wat sinn déi genee Ursache fir déi opgetruede Schied; dat bei enger Bréck déi net emol 30 Joer al ass?
3. Si beim Bau vun der Bréck eventuell Feeler begaange ginn an ass d'Fro vun enger eventueller zivilrechtlecher Responsabilitéit analyséiert ginn?
4. Ass d'Stabilitéit vun der Bréck nach garantéiert a stellen déi Beschiedegunge keng Gefor fir d'Benotzer duer?
5. Wei ass den allgemengen Zoustand vun den Auto- an Eisebunnsbrécken hei am Land a wéi oft gëtt den Zoustand vun de Brécke kontrolléiert?
6. Wa keng Kontrolle sollten duerchgeféiert ginn, wier et dann net ubruecht emol eng Bestandsopnahm vun alle Brécken hei am Land ze maachen?

Réponse (17.12.2004) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierte Jean-Pierre Koepp kann ech Folgendes soen:

1. Geplangt ass de ganze Bëton ze sanéieren. D'Ofdichtung muss nei gemaach ginn. Erneiert ginn och d'Trottoiren, d'Strooss op der Bréck an d'Gelänner. D'Aarbechte gi viraussichtlech Enn 2005, Ufank 2006 ugefaangen.
2. Laut enger Etüd ass d'Ursaach vun de Problemer wahrscheinlech, datt de Remblai op der Asselbuerer Säit nogerutscht ass a géint d'Bréck dréckt. Doduerch hätt d'Bréck bei den Temperaturschwankungen net normal schaffe kënnen, dat heescht sech virun allem net richteg ausdehne kënnen.
3. Beim Bau vun der Bréck kann ee sécherlech net vu grondleeënde Feeler ausgoen, Klengegkeete kann een natierlech ëmmer besser maachen, wann een nei Erkenntnisser huet. D'Fro vun enger zivilrechtlecher Responsabilitéit stellt sech dofir net.
4. D'Stabilitéit vun der Bréck ass garantéiert an d'Sécherheet fir hir Benotzer ass deemno ginn.
5. D'Eisebunnsbrécken, dat heescht, déi Brécken, déi d'Eisebunn iwwert d'Strooss droen, sinn an der Kompetenz vun der CFL, sou datt Informatiounen iwwert déi Bauwierker beim Transportministère mussen nogefrot ginn.

   Wat déi Brécken ugeet, déi Statsstroossen droen, an déi Tunnelen, wou se derduerch ginn, sou gëtt et där am Moment ronn 1.000. Vun deene Bauwierker si 35% an engem Zoustand, wou se banne 15 Joer ersat oder sanéiert musse ginn. 35% vun de Bauwierker sinn an engem Zoustand, wou an deenen nächsten 30 Joer gréisser Aarbechten néideg sinn, déi awer net bis un d'Grondsubstanz vum Bauwierk ginn. 30% vun de Brécken an Tunnele sinn an engem Zoustand wou e regelméissegen Entretien duergeet.

   Fir d'Bauwierker ze iwwerwaachen, huet d'Administration des Ponts et Chaussées sech folgend Regele ginn:

a) D'Bauwierk soll all Joer duerch eng sou genannten „visite annuelle" kontrolléiert ginn. Dat ass eng „inspection visuelle" bei där gekuckt gëtt, wat sech am Verglach zu der Inspektioun vu virun engem Joer geännert huet.

b) D'Bauwierk gëtt all dräi bis aacht Joer duerch eng „inspection visuelle détaillée" iwwerpréift, bei där Feeler un alle sichtbaren Elementer vum Ouvrage, baussen a bannen, vun Inspekteren dokumentéiert a vun Ingenieure bewäert ginn. Den ofschléissenden Zoustandsbericht enthält och wat wéini a fir wéi vill Geld un engem Bauwierk ze maachen ass.

c) Wa mam geschoulten A Saache festgestallt ginn, déi net normal sinn, gradsou wéi wann e Bauwierk soll sanéiert ginn, kënnt et zu enger „inspection détaillée". Da gëtt mat vill méi engem groussen Opwand a mat destruktiven an net destruktive Methoden de Gesamtzoustand vun der Bréck oder dem Tunnel ënnersicht. Den Ëmfank vun esou enger Moossnam hänkt vun der Aart vum Bauwierk of.

d) Bei Bauwierker, déi besonnesch komplex sinn, kann och e permanente Monitoring mat elektroneschen an informatesche Mëttele gemaach ginn,

esou datt déi mannst Veränne-rung „en temps réel“ enregis-tréiert gëtt.

e) Des Weidere soll bei all Ré-ceptioun vun engem neie Bau-wierk eng Inspektioun ge-maach ginn.

6. Obschonns Kontrollen duerch-gefouert ginn, ass d'Bauver-waltung amgaang eng de-tailléiert Bestandsopnahm vun alle Bauwierker ze maachen, wat bei 1.000 Bauwierker eng zäitopwändeg Aarbecht ass.

Question 0145 (27.10.2004) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant l'**impôt commer-cial:**

En ce qui concerne les zones in-dustrielles et/ou artisanales à ca-ractère national qui s'étendent sur le territoire de plusieurs com-munes, le Ministère de l'Économie prend à charge les frais de premier établissement, alors qu'il incombe aux communes d'assurer tous les frais d'entretien des infrastructures qui s'ensuivent, comme par exemple les frais d'entretien de la voirie, de l'éclairage public, des aires de service et des zones de verdure ainsi que les frais reliés à l'évacuation des eaux usées et de surface. Or, la discussion actuelle sur une éventuelle suppression de l'impôt commercial risque de mettre en péril la capacité des communes à faire face aux frais mentionnés ci-dessus.

Dans ce contexte, je voudrais po-ser les questions suivantes à Mon-sieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que l'évolution actuelle et future de l'impôt commercial mettra les responsables com-munaux dans l'impossibilité d'assurer notamment les frais d'entretien des infrastructures des zones industrielles et/ou artisanales?

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution pré-vue de l'impôt commercial?

Réponse commune (17.12.2004) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

L'impôt commercial communal est un impôt communal qui ouvre aux communes la possibilité de partici-per aux fruits des potentialités fis-cales des activités économiques qui ont lieu sur leur territoire. Après la perception de cet impôt par l'Ad-ministration des Contributions pour le compte des communes il est procédé à une répartition du pro-duit fiscal de l'année entre toutes les communes du pays (péréqua-tion financière). Les communes «versent» en fonction de leur po-tentiel fiscal entre 42% et 67% de leur produit fiscal dans un fonds commun qui est ventilé entre toutes les communes du pays selon deux clés de répartition tenant compte de la population domiciliée sur le territoire de la commune.

Le Gouvernement n'entend pas abolir l'impôt commercial commu-nal, mais il est disposé à continuer le débat sur les finances commu-nales dans le cadre des discus-sions parlementaires y relatives.

Aux yeux du Gouvernement tant que les communes gardent une responsabilité dans l'organisation et le fonctionnement de leur terri-toire en y créant les cadres d'ac-cueil, tant pour des résidents que pour des activités économiques et autres il faut leur laisser un intéres-sement financier substantiel aux activités économiques et une ga-rantie de financement des services obligatoires à offrir à leurs rési-dents.

Question 0146 (27.10.2004) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**impôt commer-cial:**

D'Gewerbesteier ass eng vun de wichtegste finanzielle Ressourcë vun eise Gemengen.

An deem Kontext stelle sech fol-gend Froen:

1. Wéi eng wirtschaftlech Sec-teure sinn haaptsächlech vun dëser Steier betraff a virun al-lem, wat ass hire jeeweilegen Undeel am Gesamtopkommes vum „impôt commercial“?

2. Wéi vill Betriber bezuelen tatsächlech nach Gewerbe-steier a wéi vill bezuele keng?

3. Wéi huet sech dës Steier iw-wert déi vergaangen 20 Joren entwéckelt?

4. Wéi wäert sech dat finanziellt Akommes aus dëser Steier an deenen nächste Joren entwé-ckelen - ugesiichts vum Réck-gang vum wirtschaftleche Wuesstem an der Senkung vun der Héicht vun dëser Steier ëm 25%?

Réponse (14.12.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Monsieur le Député Gast Gibéryen regroupe dans sa question parle-mentaire du 27 octobre 2004 quatre questions relatives aux re-cettes provenant de l'impôt com-mercial communal. Les réponses ci-après sont basées sur les don-nées statistiques de l'année d'im-position 1999, année qui est la der-nière en date pour laquelle le taux des impositions établies par rap-port au nombre des contribuables immatriculés avoisine les 100%.

1. Une très large part de l'impôt commercial est payée par quelques contribuables du secteur financier. Veuillez trou-ver en annexe 1 un tableau re-prenant l'impôt commercial fixé au titre de l'année d'impo-sition 1999 par les différents bureaux d'imposition ainsi que la compétence des bureaux d'imposition.

2. En 1999, sur un nombre total de contribuables soumis à l'impôt commercial de 44.516, 7.118 paient un impôt com-mercial. Fin 2003, le nombre total des contribuables soumis à l'impôt commercial est pas-sé à 59.297.

3. Veuillez vous référer à l'annexe 2 qui reprend, par année bud-gétaire, les recettes de l'impôt commercial depuis 1984. Les recettes budgétaires com-prennent, par exercice, les avances payées au titre de l'année courante, les soldes (positifs et négatifs) de diffé-rentes années d'imposition ainsi que d'éventuels arriérés.

4. Comme vous pouvez aisément comprendre à l'aide de l'an-nexe 1, les perspectives d'évolution de l'impôt commer-cial sont étroitement liées à l'évolution du secteur finan-cier. Or, les contribuables de ce secteur peuvent facilement délocaliser leurs activités, et des taux d'imposition élevés encouragent les acteurs du secteur financier à réaliser les affaires fructueuses dans leurs établissements situés dans des pays à faible taux d'impo-sition et les mauvaises affaires dans les établissements situés dans les pays à fiscalité éle-vée. L'évolution future de l'im-pôt commercial dépend ainsi de la situation économique en général et plus particulière-ment de l'évolution de la situa-tion économique du secteur fi-nancier ainsi que d'une fiscali-té compétitive.

L'impact définitif de la diminu-tion du taux de la base d'as-siette de 4% à 3% à partir de l'année d'imposition 2002 ne peut être précisé en ce mo-ment. Toute réduction des taux n'a finalement qu'un impact relatif, les rentrées fiscales restent intimement liées à l'évolution de la base impo-sable (bénéfice commercial). Le souci du Gouvernement a toujours été de créer un envi-ronnement favorable afin de maintenir la base imposable à un niveau élevé (voir réforme fiscale du 21 décembre 2001). Une forte diminution de la base imposable aurait en effet pour conséquence une chute substantielle de l'impôt, quel que soit le taux d'imposition en la matière.

(annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)

Question 0151 (28.10.2004) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **collections du Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean:**

De Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean mécht, wéi an der Press ze liese war, seng Diere virauss-sichtlech am Joer 2006 op. D'Fon-datioun Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (MUDAM), déi am Joer 1998 gegrënnt gouf an déi d'Gérance vun dësem Musée mécht, ass ënner anerem zoustänneg fir den „Développement de la collection du Musée ainsi que le prêt d'oeuvre au niveau mondial“.

Aus dem Rapport annuel vun 2003 vum Kulturministère war gewuer ze ginn, datt d'Muséeskollektioun am-gaangen ass vervollstännegt ze ginn, engersäits duerch Akeef vu Konschtwierker an anerersäits duerch d'Ausléine vun ausländ-nesche Kollektiounen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi vill Gelder goufe bis elo ausgi fir eenzel Kollektiounen ze kafen an ëm wellech Wier-ker handelt et sech heibäi?

2. Wéi vill Sue sinn de Moment am jährleche Slatsbudget fir den Akaf vu Konschtwierker virgesinn a si fir déi nächst Jo-ren nach weider substanziell Akeef geplangt, a wa jo fir wéi e Budget?

3. Wéi héich ass de Käschte-punkt vun deenen ausländ-nesche Kollektiounen, déi fir de Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean ausgeléint ginn, an ass et schonns méig-lech gewuer ze ginn ëm wéi eng Kollektiounen et sech heibäi handelt?

Question 0170 (15.11.2004) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **dépôt des collec-tions du Musée d'Art Mo-derne Grand-Duc Jean:**

D'Fondatioun Musée d'Art Mo-derne Grand-Duc Jean (MUDAM) ass ënner anerem zoustänneg fir den Akaf vun der Muséeskollek-tioun an och d'Ausléine vu Kollek-tiounen aus der ganzer Welt fir de MUDAM.

Am Ableck ginn déi schonns kaften a geléinte Konschtwierker zu Contern an engem Dépôt zwë-schegelagert. Fir datt dës Konscht-wierker kee Schued erleiden oder geklaut ginn, huet mengen Infor-matiounen no missen an dësem Dépôt en opwendege Sécher-heets- a Klimatisatiounssystem ageriicht ginn. Doriwwer eraus si Leit vun engem Sécherheets-déngscht permanent op der Plaz.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Wéi héich belafe sech d'Käschte vun der Locatioun an dem Ënnerhalt vun dëser Hal an iwwer wéi e Budget ginn dës Käschte bezuelt?

Q 38

2. Wéi héich ass de Käschte-punkt vum Installéieren an dem Bedreiwe vun der Klimati-satioun an der Sécherheets-installatioun an iwwer wéi e Budget ginn dës Käschte be-zuelt?

3. Ass geplangt déi Hal zu Contern och nach iwwert d'Ouverture vum Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean eraus als Dépôt fir Konscht-wierker bäizebehalen?

4. Wann neen, wat geschitt mat de Klimatisatiouns- a Sécher-heetsinstallatiounen an deem Fall? Ass do e finanziellen Ausgläich mam Propriétaire vun der Hal virgesinn, a wa jo a wéi engem Sënn?

5. Ginn et niewent dëser Hal zu Contern nach aner Dépôten uechter d'Land wou Konscht-wierker vu Muséeën ënner-bruecht sinn?

Réponse (23.12.2004) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supé-rieur et de la Recherche:*

Op d'Froe vum Här Volleksvertrie-der Jemp Koepp iwwert d'Samm-lunge vum „Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean“ (MUDAM) a vum Nationalmusée fir Geschicht a Konscht (MNHA) kann ech folgend Äntwerte ginn:

1) De MUDAM keeft keng Kollek-tiounen „en bloc“, mä nëmmen eenzel Wierker. Vun 1999 bis 2003 mat sinn 3.629.740 € ausgi ginn, fir dem MUDAM seng Sammlung ze constitu-téieren. Méi detailléiert Infor-matiounen dozou stinn am Ak-tivitéitebericht vum Kulturmi-nistère vun 2003 op de Säiten 112 bis 116.

2) De Statsbudget fir 2004 gesäit 827.869 € fir den Akaf vu Konschtwierker fir de MUDAM vir. Fir 2005 ass nach ees déi-selwecht Zomm virgesinn.

3) Am Laf vun de Joren huet d'Fondatioun MUDAM eng Rei Wierker verléint fir Ausstellun-gen am Ausland, mä et si keng auslännesch Kollektioune ge-léint ginn fir d'Sammlung vum MUDAM ze ergänzen. Och do-riwwer fënnt een am Rapport vum Kulturministère 2003 eng Rei Detailler op de Säiten 113 an 114.

4) D'Käschte vun der Locatioun vum Dépôt (mat de Chargen) ginn iwwert de Budget vun der Fondatioun MUDAM bezuelt. De Präis vun der Locatioun be-leeft sech op 90.000 € dëst Joër.

5) Den Dépôt zu Konter ass fir Konschtwierker gebaut ginn an entsprécht den Ufuerderun-gen a puncto Sécherheet a Kli-matisatioun. Ausser dem Loyer bezilt d'Fondatioun näischt.

6) Vun Ufank u war am MUDAM-Gebai op Dräi Eechelen - aus Käschtegrënn - keen Dépôt virgesinn: Aus dësem Grond muss och no der Ouverture de Musée en Dépôt op enger anerer Plaz wéi op Dräi Eeche-len hunn.

7) Vu datt och am Nationalmusée fir Konscht a Geschicht (MNHA) um Fëschmaart aus evidente Grënn keng Plaz ass fir Dépôten, ginn d'Samm-lungen op verschidde Plaze ver-suergt, deelweis a Gebaier déi dem Stat gehéieren. Den Här Deputéierte versteet, datt et aus Sécherheetsgrënn net ubruecht ass ze soen, wou déi Dépôte sinn.

Question 0153 (29.10.2004) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **reconnais-sance du diplôme de maî-trise en philosophie à l'Uni-versité du Luxembourg:**

D'après un article paru hier dans la presse luxembourgeoise l'Universi-té du Luxembourg refuserait, sans motif apparent, de délivrer le di-plôme de fin d'études aux étu-diants ayant réussi leur maîtrise de philosophie dans ledit établisse-ment universitaire.

À cet égard Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir:

- Combien d'étudiants ont réus-si leur maîtrise en philosophie pendant la session 2003/2004 à l'Université du Luxembourg?

- Combien, parmi ces étudiants, n'ont pas encore reçu le di-plôme attestant la réussite de leurs études?

- Quels sont les motifs invoqués pour le refus d'émettre les di-plômes de maîtrise de philoso-phie?

- Qui avait le pouvoir de décider de l'émission de diplômes dans la période précédant la nomination du nouveau rec-teur de l'Université du Luxem-bourg?

Réponse (14.12.2004) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supé-rieur et de la Recherche:*

En réponse à la question parle-mentaire N°153 de Madame la Dé-putée Claudia Dall'Agnol concer-nant les diplômes de maîtrise de philosophie délivrés par l'Universi-té du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les éléments de ré-ponse suivants:

Cinq étudiants ont réussi leur maî-trise en philosophie à l'Université du Luxembourg pendant la session 2003/04. En dépit de certaines ter-giversations, il n'y a pas eu refus d'émettre le diplôme en question.

Quant au pouvoir d'émission des diplômes, cette fonction de gar-dien du sceau de l'Université fait partie des attributions du recteur. Suite au décès inopiné de Mon-sieur François Tavenas et en atten-dant la nomination du nouveau rec-teur, le conseil de gouvernance de l'Université du Luxembourg a nom-mé un recteur faisant fonction pour assurer les missions reprises à l'ar-ticle 22, (2) de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Universi-té du Luxembourg.

Question 0159 (4.11.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concer-nant les **pensions d'invalidité:**

An hirer Entscheedung fir eng Inva-liderent ze refuséieren, verweisen esouwuel de President vun der Renten- an Invalideversécherung, ewéi och de Comité directeur vun därselwechter Institutioun op den Artikel 187 vum Code vun der So-zialversécherung.

Esou gëtt dem Assuré d'Invalide-rent refuséiert, ouni datt him e moti-véierte medezineschen Avis d'of-fice zougestallt gëtt.

Den Artikel 6 vum groussherzog-leche Reglement vum 8. am Broochmount 1979 seet, datt all Entscheedung vun enger Adminis-tratioun muss legal begrënnt sinn, wat och am Fall vun engem Refus vun enger Invaliderent geschitt. Et gëtt awer keng Dispositioun déi festleet, datt medezinesch Déci-siounen, wa se am Zesummen-hang mat enger administrativer Entscheedung getraff ginn, och medizinesch motivéiert musse ginn. A mengen Ae misst dee rechtsstatleche Prinzip (Aus-schléisse vu Willkür an Arbitraire vu Säite vun der Staatsmuecht), deen do am genannte Reglement offiziell festgehale gëtt, och fir d'Motiva-tioun vun administrativen Décisioune gëllen. déi éischter „techne-scher“ (am konkrete Fall medezi-nescher) Natur sinn.

Wann den Assuré eng Invaliderent ufreet, muss seng Demande och alle legalen Dispositiounen entspriechen. Den Assuré muss dobäi och e motivéierten Avis vun engem Dokter virleeën. Datselwecht gëllt och wann hien e Recours géint e Refus vun enger Invaliderent erareecht.

Et wier dowéinst nëmmen normal, wann dem Assuré a sengem Dokter am Fall vun engem Refus e begrënnten Avis vum Contrôle médical vun der Sécurité sociale d'office zougestallt géif ginn. Dëst och fir sech am Fall vun engem Recours op dësen Avis kënnen ze bezéien.

Dofir dës Froen:

1. Wier et net am Sënn vun eise rechtsstatleche Prinzipien, wann och d'Sécurité sociale souwuel dem Assuré wéi och sengem Dokter, e medezinesch motivéierten Avis zoustelle misst am Fall vum Refus vun enger Invaliderent?
2. Gedenkt den Här Minister den Artikel 187 vum Code vun der Sozialversécherung esou ze ergänzen, datt dem Assuré a sengem Dokter beim Refus vun der gefroter Invaliderent, d'office e medezinesch motivéierten Avis zougestallt muss ginn - a wann neen, firwat net?

Réponse (3.12.2004) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Vu la complexité de la réponse, j'ose espérer que l'honorable Député acceptera que celle-ci soit rédigée en langue française.

La question de la notification systématique d'un avis médical motivé à l'assuré est liée à deux principes fondamentaux garantissant le respect des droits de la défense de l'assuré:

1. la motivation des avis médicaux;
2. l'accès aux éléments d'information.

Très souvent, la décision à prendre par un organisme de sécurité sociale est subordonnée par la loi à l'avis d'une autorité consultative. En matière de sécurité sociale ces autorités consultatives sont notamment le Contrôle médical de la Sécurité sociale et la Cellule d'évaluation et d'orientation. Ces deux organismes ont comme point commun d'avoir à faire une appréciation de l'état de santé physique et mentale de la personne concernée et leurs avis sont des avis obligatoires s'imposant aux organismes concernés.

En ce qui concerne la motivation des avis médicaux, la seule disposition de sécurité sociale qui en fournit une précision est celle de la possibilité pour les institutions et administrations concernées de demander de la part du Contrôle médical la motivation de son avis en vue d'appuyer leur position devant le Conseil arbitral et le Conseil supérieur des assurances sociales. En prévoyant cette disposition, l'idée était de créer une obligation à charge du Contrôle médical de motiver ses décisions, si elles font l'objet d'un contentieux. À défaut d'autres dispositions applicables en matière de sécurité sociale, il y a lieu de se reporter au règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure administrative non contentieuse. L'article 4, alinéa premier, dudit règlement relatif aux consultations préalables destinées à conseiller l'autorité administrative appelée à prendre une décision, précise que: „Les avis des organismes consultatifs pris préalablement à une décision doivent être motivés et énoncer les éléments de fait et de droit sur lesquels ils se basent."

L'application de cette obligation de motivation est, en matière de sécurité sociale, liée au principe de la confidentialité de l'appréciation faite par l'organisme consultatif de l'état physique et mental d'une personne. L'article 86 du code de déontologie des professions de médecin et médecin-dentiste précise que: „Le médecin chargé du contrôle est tenu au secret professionnel vis-à-vis de l'administration ou l'organisme qui l'emploie et auquel il ne peut ni ne doit fournir que ses conclusions sur le plan administratif sans indiquer les raisons d'ordre médical qui les motivent." Il s'ensuit que l'avis de l'organisme consultatif qui est communiqué à l'autorité administrative compétente et versé au dossier, doit certes être motivé, mais cette motivation ne détaille pas les différents éléments de l'examen médical de l'état physique et mental de l'assuré. Au contraire, la motivation de l'avis doit se limiter à informer des éléments concluants de l'examen médical. La motivation de l'avis préalable constituant la base de la motivation de la décision prise par l'autorité administrative compétente, il est important que ladite obligation ne dégénère pas en simple formalité. Afin d'assurer le rôle effectif de la motivation des avis des organismes consultatifs de sécurité sociale, il sera procédé à une analyse desdits avis et, si nécessaire, à une révision des éléments constitutifs de la motivation. La motivation par renvoi à un avis préalable ne saurait être jugée suffisante, qu'à condition que l'avis expose lui-même des motifs clairs et précis.

Pour ce qui est de la notification de l'avis émis par l'organisme consultatif à la personne concernée, il y a lieu de constater qu'aucune disposition de la procédure administrative non contentieuse n'impose à l'administration de communiquer les avis des organismes consultatifs aux administrés concernés.

La jurisprudence a précisé:

„S'il est vrai que l'article 4 du règlement précité énonce les règles quant à la régularité formelle et à la motivation des avis des organismes consultatifs, aucune disposition de la procédure administrative non contentieuse n'impose cependant à l'administration de communiquer ces avis en toute hypothèse aux administrés concernés. Il ne saurait en être autrement que dans des matières spéciales où une disposition légale ou réglementaire prescrit une telle communication."

En matière de sécurité sociale, la communication systématique de ces avis au stade de la phase administrative non contentieuse serait d'ailleurs incompatible avec l'article 5 du règlement grand-ducal du 24 décembre 1993 déterminant en application de l'article 294 du code des assurances sociales la procédure à suivre devant le Conseil arbitral et le Conseil supérieur des assurances sociales, ainsi que les délais et frais de justice, précisant que:

„Les assurés ou leurs mandataires peuvent prendre connaissance des dossiers au secrétariat du Conseil arbitral des assurances sociales. Sur demande ils obtiennent communication des pièces relatives au litige, le cas échéant, contre remboursement.

Le président décide dans quelle mesure les intéressés ou leurs représentants peuvent consulter les rapports médicaux."

Les avis émis par le CMSS et par la CEO consistent en des appréciations de l'état de santé physique et mentale de la personne, de sorte qu'ils sont à qualifier de rapports médicaux. Il ne serait pas logique de procéder à une communication systématique de ces rapports au stade de la phase précontentieuse, alors qu'au stade de la phase contentieuse, la consultation desdits rapports est soumise à une autorisation du président du Conseil arbitral des assurances sociales. Cette dernière disposition deviendrait alors sans objet.

Même si l'assuré ne se voit pas notifié l'avis de l'organisme consultatif, il n'en subit pas de préjudice du fait de son droit d'accès aux éléments d'information. Le principe de l'accès aux éléments d'information a pour objet de permettre à l'intéressé, au stade de l'élaboration de la décision, d'exercer effectivement son droit d'être entendu en lui donnant accès aux éléments sur lesquels l'autorité entend s'appuyer. Lors de la procédure aboutissant à une décision administrative individuelle, l'organisme de sécurité sociale assure la protection juridique de l'assuré concerné, en lui donnant la possibilité d'intervenir dans l'élaboration de cette décision et d'en être informé.

En matière de sécurité sociale, il n'existe pas de texte particulier organisant une procédure spéciale d'accès aux éléments d'information. Il y a dès lors lieu de se reporter à la procédure administrative non contentieuse applicable en matière de sécurité sociale. En vertu de l'article 11 du règlement grand-ducal du 8 juin 1979 relatif à la procédure à suivre par les administrations relevant de l'État et des communes:

„Tout administré a droit à la communication intégrale du dossier relatif à sa situation administrative, chaque fois que celle-ci est atteinte ou susceptible de l'être par une décision administrative prise ou en voie de l'être.

Il peut demander à cette occasion le retrait de son dossier de toute pièce étrangère à l'objet du dossier, si elle est de nature à lui causer un préjudice. La décision prise par l'administration sur sa demande est susceptible de recours devant la juridiction compétente."

L'assuré est ainsi en droit de consulter, auprès des différents organismes de sécurité sociale, son dossier et de vérifier si les documents qui s'y trouvent sont en rapport avec l'objet du dossier. En vertu de cette disposition l'assuré accède au dossier relatif à sa situation administrative et dès lors aussi à l'avis préalable de l'organe consultatif versé au dossier.

Question 0160 (5.11.2004) de **M. Michel Wolter** *(CSV)* concernant la **subvention des installations photovoltaïques:**

Les règlements grand-ducaux du 17 juillet 2001 et du 20 juillet 2004 fixent un régime d'aide en faveur de personnes physiques pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables. Ces aides s'appliquent notamment à des installations photovoltaïques de particuliers. La réglementation n'étant pas d'interprétation extrêmement stricte, des parcs photovoltaïques ont également pu être subventionnés depuis 2001.

Au cours de la présentation du projet de budget pour l'exercice 2005, Monsieur le Ministre du Budget a affirmé que les dépenses budgétaires résultant de l'application des règlements cités «pour trois ans se situent à 100 millions d'euros», tandis que 39 millions d'euros sont prévus à cet effet au projet de budget pour 2005.

La subvention de l'État s'opère tant au niveau de l'installation des collecteurs de l'énergie solaire qu'à celui de la mise en réseau de l'énergie électrique produite. Cette énergie dont la production ne génère aucune émission nocive doit également être promue dans le contexte d'une politique favorisant les sources d'énergie renouvelables, politique devant résulter des engagements pris par le Luxembourg dans le cadre du protocole de Kyoto.

Q 39

Dans le contexte de l'application des règlements grand-ducaux du 17 juillet 2001 et du 20 juillet 2004, des incidences budgétaires importantes résultant de leur application et de la signification politique de la promotion de l'énergie solaire, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Quel est le nombre total des installations photovoltaïques subventionnées sous la réglementation en vigueur et leur ventilation par année budgétaire?
- Quelle était respectivement est la charge budgétaire annuelle résultant de l'application de cette réglementation?
- Quelle est la répartition de cette charge entre le subventionnement des installations photovoltaïques et la prime à la mise en réseau de l'énergie produite?
- Quelle est la proportion totale de l'énergie solaire dans l'approvisionnement du pays en énergie électrique et comment elle a évolué depuis l'entrée en vigueur du premier règlement en 2001?
- Comment la production et la mise en réseau de l'énergie photovoltaïque affectent le bilan luxembourgeois des émissions prises en compte pour l'application du protocole de Kyoto?

Réponse (8.12.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question parlementaire N°160 de Monsieur le Député Michel Wolter, j'ai l'honneur d'informer l'honorable Député que les affirmations de Monsieur le Ministre du Budget que les dépenses budgétaires résultant de l'application des règlements cités «pour trois ans se situent à 100 millions d'euros» se basent sur les données dont nous disposions au moment de la présentation du projet de budget et concernent non seulement les installations photovoltaïques, mais également d'autres technologies (p. ex.: chaudière à condensation, collecteurs solaires thermiques).

En ce qui concerne le nombre total des installations photovoltaïques subventionnées et leur ventilation par année budgétaire, il résulte des différents rapports d'activité 2001, 2002 et 2003 du Ministère de l'Environnement que le nombre et les subventions accordées se présentent comme suit (l'année 2004 se base sur les mois 1 à 10)

Année	Nombre	Montants accordés en euros
2001	14	186.000
2002	146	1.887.000
2003	485	6.200.000
2004	1.551	19.000.000
2001-2005	2.196	27.200.000

Donc jusque début novembre 2004, le Ministère de l'Environnement a accordé un montant total de 27,2 millions d'euros pour les installations photovoltaïques (PV).

Il faut savoir que quelque 2.300 dossiers (installations PV) sont encore en attente de traitement (début novembre 2004). Les dépenses y relatives sont estimées à 29 millions d'euros.

Par ailleurs, nous devons partir du fait que tous les dossiers de projets réalisés en 2004 n'ont pas encore été introduits auprès de l'Administration de Environnement, et que d'autres projets seront encore réalisés d'ici la fin de l'année en cours.

En ce qui concerne la prime d'encouragement écologique, celle-ci n'est pas incluse dans les chiffres mentionnés ci-dessus.

Si en 2001, aucune prime n'avait été versée pour l'électricité produite par des installations photovoltaïques, 26.000 euros ont été versés en 2002, 213.000 euros en 2003, et un million d'euros en 2004 (situation en novembre 2004).

Il faut cependant préciser que ceci ne reflète pas la situation sur le terrain, étant donné que beaucoup d'installations PV n'ont été mises en place que depuis fin 2003 et les compteurs ne sont lus qu'une fois par an.

Depuis l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal du 17 juillet 2001, et en se basant sur les demandes pour l'octroi d'une prime d'encouragement écologique introduites auprès de l'Administration de l'Environnement, on peut dire que la production d'électricité à partir des installations photovoltaïques était quasi inexistante en 2001, elle s'élevait à 48.600 kWh en 2002 (0,00084% de la consommation nationale en énergie électrique, de 38.700 kWh en 2003 (0,0066%).

Pour 2004, il faut s'attendre à une production d'électricité beaucoup plus élevée, considérant que fin 2003 une puissance importante a été raccordée au réseau.

Si l'on part du fait qu'en octobre 2004 quelques 18.500 kW étaient raccordés au réseau CEGEDEL, et que la production moyenne s'élève à 850 kWh par kW, nous arriverons à une production d'électricité totale de 15,725 millions kWh par an.

Ceci correspondrait à 0,25% de notre consommation annuelle en énergie électrique en 2005.

À l'avenir, l'État devra payer quelque 7,5 millions d'euros par an pour cette quantité d'électricité produite. À cette somme, il faudra rajouter celle due pour l'électricité produite par des installations PV non encore mises en place à l'heure actuelle.

Finalement, conformément à la méthodologie à appliquer dans le cadre du protocole de Kyoto, les émissions de CO_2 résultant de la production d'énergie sont imputées au bilan national des pays producteurs, c'est-à-dire sont prises en compte là où l'installation de production se trouve. Étant donné qu'en 1990 (année de base Kyoto), notre pays importait pratiquement toute son énergie électrique, l'effet des installations photovoltaïques sur notre bilan CO_2 reste nul.

Même si ceci pourrait être pris en compte, il faut noter que la puissance installée actuelle évite l'émission de quelque 10.000 tonnes de CO_2 par an. En 1990, selon notre plan national d'allocation de quotas, nos émissions de gaz à effet de serre s'élevaient à 14 millions de tonnes.

Question 0161 (5.11.2004) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **contrôle des personnes à l'aéroport:**

D'après de nombreux témoignages le contrôle des personnes de sexe féminin, lors de leur départ à l'aéroport est effectué par des agents de sécurité de sexe masculin.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les raisons de ces pratiques pourtant hautement contestables? Peut-il m'informer s'il envisage d'intervenir auprès des instances compétentes afin que cette pratique soit changée?
- Si un passager de sexe féminin n'accepte pas d'être contrôlé par un agent de sécurité de sexe masculin, est-ce que quand même un contrôle est effectué? Si oui, par qui? Si non, qu'en est-il du respect des règles de sécurité?

Réponse (3.12.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Selon des informations qui ont été rapportées à l'honorable Député des agents masculins procéderaient aux contrôles de sécurité sur des passagères embarquant à l'aéroport de Luxembourg.

Les opérations de contrôle de sécurité en question sont effectuées sous l'autorité de la Police grand-ducale par du personnel mis à disposition par Luxair, en sa qualité de gestionnaire de l'aérogare, Luxair étant indemnisée pour cette prestation par l'État. À noter que cette mission sera reprise par lux-Airport dès la mise en service de la nouvelle aérogare (Terminal B) en 2007.

Suite à l'ouverture du Terminal B (ou terminal «petits porteurs») l'effectif en place comporte 55 agents dont 14 femmes. Cet effectif permet d'organiser la présence aux postes de contrôle d'équipes composées de quatre agents masculins et d'un agent féminin et réparties sur les différentes tournées.

Dans ces conditions, les problèmes notés par l'honorable Député ne devraient pas se poser en pratique, sauf l'hypothèse d'une absence momentanée d'un agent féminin de son poste de travail.

Afin d'éviter que le cas de figure critiqué par l'honorable Député ne puisse se répéter, je viens d'inviter Luxair à veiller dans le cadre d'embauches futures à renforcer, dans la mesure du possible, le contingent d'agents de sexe féminin de l'effectif du personnel de contrôle de sécurité aéroportuaire.

Question 0164 (12.11.2004) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **nuisances sonores:**

Les résidents du quartier de Luxembourg-Cessange et ceux habitant la rue de Cessange aux abords de l'autoroute côtoyant le Kohlenberg au Sud, l'autoroute allant vers la Belgique ainsi que celle allant en direction d'Esch-sur-Alzette en particulier, sont actuellement confrontés à des nuisances sonores qui semblent dépasser le seuil de tolérance. En juin 2004, le Ministère des Travaux publics a signalé que la situation du bruit aux abords du contournement de la ville de Luxembourg ainsi que l'opportunité de l'aménagement d'une protection phonique aux abords de Cessange seront étudiées dans le cadre de l'étude d'impact de l'élargissement à deux fois trois voies des autoroutes A3 et A6 entre la Croix de Bettembourg et l'échangeur de Capellen. Les travaux actuellement en cours concernent uniquement les bretelles de la Croix de Gasperich et ne sont que d'ordre local destinés à assurer la fluidité du trafic aux heures de pointe.

Certains habitants ont par ailleurs la nette impression que le bruit susmentionné ne provient pas forcément du trafic autoroutier, mais que les nuisances sonores émanent éventuellement d'une antenne GSM installée à la hauteur du Stade dans la rue des Sports ou de tout autre élément électrique récemment y installé.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

1. Est-ce que les résultats de l'étude précitée sont d'ores et déjà disponibles?
2. Dans l'affirmative, quelles en sont les conclusions pour les habitants de Cessange?
3. En cas de réponse négative, quand est-ce que l'étude sera disponible?
4. Quel est l'impact sonore de l'antenne GSM installée dans la rue des Sports?
5. Y a-t-il un moyen de procéder à une évaluation globale aux endroits concernés afin de cerner les causes exactes de ces nuisances et de réagir d'une façon appropriée?

Réponse (17.12.2004) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'étude de bruit aux abords de Cessange visée par l'honorable Député Laurent Mosar n'est pas encore entamée. Elle est à placer dans le cadre de l'étude d'impact détaillée de l'élargissement à trois voies des autoroutes A3 et A6.

La réalisation de ce projet est inscrite au programme gouvernemental et le programme pluriannuel du Fonds des routes prévoit des crédits pour les études pour 2005 et pour les travaux à partir de 2006.

En ce qui concerne l'antenne GSM, elle n'est pas de la compétence du département des Travaux publics.

Renseignements pris auprès du Service des Médias et des Communications du Ministère d'État, il s'avère que ce service n'est pas en mesure de confirmer ou d'infirmer les rumeurs concernant des nuisances sonores audibles produites par des antennes de mobilophonie du type GSM.

Selon les services de l'Administration de l'Environnement, les antennes de mobilophonie n'émettent pas de nuisances sonores, seuls les équipements accessoires tels que climatisations pourraient en émettre.

Un impact éventuel de telles émissions pourra être déterminé dans le cadre de l'étude de bruit susvisée.

Question 0165 (12.11.2004) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **consommation du papier:**

Lëtzebuerg an d'Belsch louchen 1996, wat de Pabeierverbrauch pro Kapp ugeet (iwwer 250 Kilo), un der Weltspëtzt. Natierlech kann een dat op eng ganz Rei vu besonneschen Ëmstänn (Bankeplaz, grouss Drockindustrie, asw.) zréckféieren. Trotzdeem misst engem dëse Pabeierverbrauch am internationale Verglach ze denke ginn. Et gëtt geschat, datt weltwäit all Joer zwielef bis 15 Milliounen Hektar Bësch (also dräimol méi wéi d'Schwäiz grouss ass) ofgeholzt gëtt.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Gëtt Lëtzebuerg, wat de Pabeierverbrauch ubelaangt, nëmmen zesumme mat der Belsch opgefouert oder ginn et separat Statistiken iwwert de Pabeierverbrauch zu Lëtzebuerg?
2) Wéi huet de Pabeierverbrauch sech an de leschten zéng Joer hei zu Lëtzebuerg (respektiv mat der Belsch zesummen) entwéckelt?
3) Wéi vill Prozent vum Pabeier sinn an de leschte Joren am Kader vum Recycling agesammelt ginn?
4) Duerch wéi eng Moossname wierkt Lëtzebuerg dem steigende Pabeierverbrauch entgéint? Wéi eng Aktioune sinn an den nächste Jore geplangt? Wéi sollen d'Leit sensibiliséiert gi fir Pabeier ze spueren?

Réponse (8.12.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

No Wësse vun der Ëmweltverwaltung verfügt den Statec iwwer Zuelen zum Gesamtpabeierverbrauch zu Lëtzebuerg.

Am Kader vun der europäescher Richtlinn iwwer Verpackungen a Verpackungsoffäll - ëmgesat duerch de Règlement grand-ducal vum 31 März 2001 - ginn all Joer Quantitéite vu Pabeier a Karton vun der Ëmweltverwaltung ermëttelt, déi als Verpackung zu Lëtzebuerg op de Marché kommen. Am Joer 2001 gouf d'Quantitéit vu Pabeier- a Kartonsverpackungen op insgesamt 29.577 Tonne geschat. Ronn 60% vun dëser Quantitéit gouf agesammelt a recycléiert.

Insgesamt ass de Pabeier- a Kartonsrecycling an deene leschte Joren eropgaangen zu Lëtzebuerg, wéi een u folgenden absoluten Zuele gesäit:

1990	21.785 Tonnen
1993	34.078 Tonnen
1996	45.762 Tonnen
1999	54.107 Tonnen
2002	66.602 Tonnen

Agesammelt gëtt de Pabeier zu Lëtzebuerg entweder iwwer kommunal Recyclingsparken unhand vu Pabeierigluen, separat Pabeiersdreckseemeren an den Haushalter oder iwwer punktuell organiséiert Asammlunge vun Veräiner (zum Beispill Scouten).

Den Ëmweltministère an d'Ëmweltverwaltung ënnerhuele regelméisseg Campagnë fir d'Leit drop opmierksam ze maachen, spuersam mat den natierleche Ressourcen ëmzegoën. Am Joer 2002 huet d'Ëmweltverwaltung d'Gestaltung vun der Broschür „Mein Taschenbuch" vu Gaard an Heem iwwerholl. An dëser Broschür (Oplo: 38.500 Exemplären) ginn ausféierlech déi verschidden Offallfraktioune mat hire Sammelsystemer opgefouert an et ginn och Erklärungen ginn, wat jiddferee maache ka fir dass den Offall reduzéiert gëtt. Am Joer 2003 gouf eng Broschür „Umweltschutz im Büro / La prévention de l'environnement dans le domaine administratif" veröffentlecht, déi breetflächeg verdeelt gouf an och um Internetsite www.emwelt.lu (> déchets > Publications) erofgeluede ka ginn. Um selwechte Site fënnt een och e Plakat „La prévention toujours gagnante", dat sech mat därselwechter Thematik beschäftegt. An deem Joer goufen et och eng Rëtsch Annoncen an der Lëtzebuerger Press publizéiert mat der Ausso „Offall recycléieren ass gutt - Offall vermeiden ass besser, ...och um Büro". Viru kurzem gouf ausserdeem eng nei Wanderausstellung an eng CD-ROM „D'Ëmwelt notzen - d'Ëmwelt schounen" presentéiert. Béid beschäftege sech mat dem Thema „Nohaltegkeet" a si virun allem als Ergänzung zum Schoulunterricht „Evéil aux sciences" gëeegent.

Question 0166 (12.11.2004) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **activités du Service de déminage:**

A regelméissegen Ofstänn ass an der Press gewuer ze ginn, datt de Sprengkommando vun der Arméi huet missen eraus, fir Bommen oder Granaten aus deenen zwee Weltkricher ze entschäerfen oder ze sprengen. Am Aktivitéitsrapport vun der Lëtzebuerger Arméi vun 2003 ass ze liesen, datt nach all Joer an der Moyenne iwwer zwou Tonne Munitioun aus deenen zwee Kricher gebuerge ginn.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ëm wéi eng Zorte vu Munitioun aus den zwee Weltkricher handelt et sech genee a wéi héich ass d'Gefor, déi nach hautdësdags vun der Munitioun an de Substanzen, déi doranner enthale sinn, ausgeet?
2) Gëtt geziilt no aler Munitioun, zum Beispill duerch d'Befroe vun Aenzeien oder op Grond vun ale Loftbiller gesicht oder gëtt d'Arméi haaptsächlech op Grond vu Meldungen duerch Leit, déi zoufälleg esou e Géigestand fonnt hunn, opmierksam gemaach?
3) Ginn et am Land Regioune wou besonnesch oft al Munitioun fonnt gëtt a wéi eng Rotschléi sollen d'Leit befollegen, wa se op e Géigestand stoussen, deen aus deenen zwee Kricher kéint stamen?

Réponse (3.12.2004) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Défense:*

Le service de déminage de l'armée assume une mission importante de sécurité, de contrôle et de surveillance pour notre population.

Les différents types de munitions provenant du recollement des dernières années sont des munitions pour petites armes, des mines antichar et anti-personnel, des obus d'artillerie et des roquettes, des grenades à main et à fusil.

Les accidents qui peuvent arriver résultent du fait que malgré l'aspect extérieur rouillé et déformé des munitions, les mécanismes de mise à feu peuvent rester dans un parfait état de marche même après 60 voire 80 ans et se déclencher au simple toucher. Pour ce qui est des munitions de la première guerre mondiale un risque supplémentaire peut résulter d'un dégagement de gaz toxique d'un obus endommagé.

Le service de déminage de l'armée ne fait pas de fouilles systématiques pour retrouver des munitions enfouies dans le sol. Pourtant sur requête et après avoir eu des indications précises de témoins, une détection peut être effectuée. Comme il n'existe aucune documentation détaillée par photos aériennes sur des bombardements stratégiques effectués au Luxembourg, la plupart des missions du service spécialisé de l'armée a pour origine des demandes d'instances étatiques ou de particuliers qui s'adressent directement à l'armée ou par l'intermédiaire de la police.

On peut découvrir des munitions non explosées dans toutes les régions du Grand-Duché de Luxembourg. Néanmoins d'après les expériences du service de déminage, la majorité des munitions est retrouvée dans la région des Ardennes luxembourgeoises.

En cas de découverte d'un engin ressemblant à une munition il y a lieu de respecter les règles de conduite suivantes:

- ne pas s'approcher trop près de l'engin, ne pas le toucher ou le déplacer;
- marquer l'endroit pour le retrouver dans un terrain accidenté ou boisé;
- avertir la police ou le service de déminage de l'armée;
- interdire l'accès au lieu en attendant les forces de l'ordre.

Pour ce qui est en particulier des découvertes de munitions à l'occasion de travaux de terrassement et à l'occasion de labours des champs il y a lieu d'observer une distance de sécurité d'au moins 100 mètres et d'arrêter les travaux dans ce périmètre afin d'éviter les vibrations.

Dans le but de réduire au maximum le risque d'accidents pouvant émaner de munitions non explosées, l'armée assume une permanence de 24/24 heures.

En règle générale des démineurs peuvent être sur le lieu de la découverte endéans une heure pendant les heures de service. Le service de déminage peut être contacté au numéro de téléphone 26 33 22 27 ou via la police.

Question 0167 (12.11.2004) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **santé des forêts:**

Den däitsche Schuedensbericht fir d'Bëscher 2004, deen elo an Däitschland am Dezember virgestallt soll ginn, kënnt zur Konklusioun, datt et esou schlecht ëm de Bësch steet wéi nach ni. Bei 31% vun de Beem huet de Laf- a Noleverloscht de Maximum vun der Schuedenskategoriséierung erreecht.

Laut Aussoe vun der lëtzebuergescher Forstverwaltung gëtt et fir Lëtzebuerg de Moment keng vergläichbar Daten, well zanter 2000 op Grond vu Personalmangel an der Forstverwaltung kee Schuedensbericht erstallt gëtt. Bis dohinner goufen all Joer op 50 Standuerten zu Lëtzebuerg de Gesondheetszoustand vun de Beem iwerwaacht. Dëst ass méi wéi bedauerlech, well d'Schuedstoffer an Insekte jo net virun eise Landesgrenze stoe bleiwen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi gëtt, wann iwwerhaapt, den aktuelle Gesondheetszoustand vum Bësch zu Lëtzebuerg evaluéiert?
2) Wéi grouss ass de Personalmangel an der Forstverwaltung a wéini gedenkt de Minister dëse Mangel behuewen ze hunn?
3) Wéini kann een erëm domadder rechnen, datt och zu Lëtzebuerg erëm Schuedensberichter fir de Bësch erstallt ginn?

Réponse (14.12.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1) D'Iwwerwaachung vum Gesondheetszoustand vun eise Bëscher geschitt am Prinzip duerch dräi Beobachtungsnetzer.

a) Lëtzebuerg huet am Kader vun der „Ministerieller Konferenz fir de Schutz vun de Bëscher an Europa" 1990 zu Stroossbuerg d'"Résolution sur la mise en place d'un réseau européen de placettes permanentes de suivi de l'écosystème forestier" mat ënnerschriwwen. Fir dëse Verflichtungen nozekommen, huet d'Forstverwaltung 1993 zwou Iwwerwaachungsflächen an de Lëtzebuerger Buchebëscher (eng am Statsbësch Gréngewald an eng am Statsbësch Housen) opgeriicht. An dësem sou genannten „intensiven Beobachtungsnetz" iwwerwaacht d'Forstverwaltung, an Zesummenaarbecht mat dem franséischen ONF (Office National des Forêts), permanent den Ökosystem Bësch, an zwar mat enger wëssenschaftlecher an international festgeluechter Method. Zum Beispill gi chemesch Analyse vum Reewaasser a vun der Loft gemaach an den Zoustand vun de Beem, vum Buedem a vun de Kraider gëtt kontrolléiert. D'Lëtzebuerger Fläche sinn un dat franséischt Beobachtungsnetz RENECOFOR drugehangen.

b) Dat „Gemeinschafts-Beobachtungsnetz" besteet aus engem internationale Gitternetz vu 16 x 16 km, dat et an deene meeschten europäesche Länner gëtt. Zu Lëtzebuerg sinn dës Iwwerwaachungsflächen op Grod vun enger Virschrëft vum europäesche Rot vun 1987 opgestallt ginn. Dës international Iwwerwaachung vum Gesondheetszoustand vun de Beem gëtt no enger gemeinsamer Method duerchgefouert an ass obligatoresch. Eist Land hëlt mat véier Iwwerwaachungsflächen un dëser Aktioun deel. All Joer gëtt de Gesondheetszoustand vu bis zu 96 Beem ënnersicht. D'Resultater vun dëse Beobachtunge ginn all Joer vun de Vereenten Natiounen zesumme mat der Europäescher Kommissioun ausgewäert a publi-

zéiert. Et bleift awer ze bemierken, dass um nationale Plang weder dat intensiivt, nach dat Gemeinschafts-Beobachtungsnetz fir d'Bëscher vun onsem Land representativ Resultater liwwere kënnen. Fir iwwert de Gesondheetszoustand vum Lëtzebuerger Bësch spezifesch eppes soen ze kënnen, brauch ee vill méi Beem wéi an deenen zwéin Beobachtungsnetzer do draleien.

c) De Gesondheetszoustand vun dem Lëtzebuerger Bësch ass vun 1984 bis 2000 mat Hëllef vun engem „nationale Beobachtungsnetz" iwwerwaacht ginn, dat esou berechent ass, dass statistesch ofgeséchert Zuele fir onst Land derbäi erauskommen. E systematescht Gitternetz vu 4 x 4 km iwwerzéit dofir ganz Lëtzebuerg, an deem insgesamt 51 Beobachtungsflächen am Bësch dra sinn. Dës statistesch Opnahme baséieren op der Iwwerwaachung vun dem Krounenzoustand vun de Bëschbeem. Vun 1994 bis 2000 sinn also all Joer ronn 1.200 Beem ënnersicht ginn, an déi Zuelen hunn et erméiglecht, all Joer eng Ausso iwwert d'Gesondheet vum Lëtzebuerger Bësch ze maachen.

2) Fir de Gesondheetszoustand vun de Bëscher ze iwwerwaachen a fir sech ëm déi verschidde Problemer ze këmmeren, déi déi regional Stelle vun der Forstverwaltung mat de Krankheete vun de Beem hunn, war an der Forstverwaltung säit 1982 ëmmer ee Forstingenieur fir dat Gebitt zoustänneg. Dat ass zënter Enn 2003 net méi de Fall, well déi Persoun nëmmen en Hallefzäit-Vertrag kritt huet. Op där anerer Säit huet dann awer och d'Forstverwaltung mat dem Opkomme vun dem „neie Buchestierwen" d'Entscheedung geholl, un engem Interreg-Projet deelzehuelen an domat d'Erfuerschung vun dëser neier Krankheet an de Virdergrond ze stellen, op Käschte vun all deenen aneren Aktivitéiten um Gebitt vun der Iwwerwaachung vum Gesondheetszoustand vun de Bëscher an de Bamkrankheeten.

Well dës Opnahmen esou zäitopwändeg sinn, ass et leider der Forstverwaltung net meiglech, dat „nationaalt Beobachtungsnetz" bäizebehalen an all Joer e Schuedensbericht ze verfaassen.

Question 0169 (15.11.2004) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant l'**optimisation de la prise en charge d'appareils par l'assurance dépendance:**

D'après mon état d'information, le délai entre la demande et la prise en charge d'appareils par l'assurance dépendance voire la mise à disposition de ces appareils par les fournisseurs aux bénéficiaires concernés est trop long, ces derniers attendant parfois plusieurs semaines avant de disposer des équipements et autres appareillages dont ils ont besoin. Une telle situation est intolérable sachant que ces personnes dépendent sinon totalement, du moins en grande partie, de ces appareils, qui leur facilitent la vie quotidienne. Ceci est d'autant plus vrai pour les personnes handicapées qui, semble-t-il, attendent parfois des mois avant de disposer des équipements nécessaires tels les fauteuils roulants.

Dans ce contexte, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale:

- Quel est le délai moyen de traitement d'une demande de prise en charge d'appareils par l'assurance dépendance et la mise à la disposition de ces derniers par les fournisseurs aux bénéficiaires concernés?

- Y a-t-il moyen de réduire ce délai en vue d'une optimisation de la prise en charge des personnes dépendantes et handicapées? Quels sont, dans ce contexte, les moyens qui pourront être mis en œuvre à court et moyen terme?

Réponse (20.12.2004) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Avant d'approfondir la problématique spécifique à l'assurance dépendance évoquée par l'honorable Députée, il convient de livrer quelques précisions tenant au contexte général relatif à l'allocation d'aides techniques. Celle-ci se fait en plusieurs étapes au cours desquelles, suivant le cas, interviennent des acteurs et financiers différents. À l'effet de garantir la délivrance la plus rapide et la plus complète possible, indépendamment qu'il s'agit de patients relevant de l'assurance maladie ou de l'assurance dépendance, plusieurs mécanismes successifs ont été mis en place et opèrent suivant des schémas différents pour répondre au mieux aux besoins des patients.

On peut ainsi distinguer cinq cas de figure:

1. dans le premier cas, on trouve les malades en phase aiguë nécessitant une aide technique pour une durée prévisiblement inférieure à six mois;

2. la seconde situation est celle des malades en phase aiguë où il est à prévoir que leur état va évoluer vers une véritable dépendance au long cours;

3. on trouve ensuite la situation des personnes malades ou handicapées qui introduisent immédiatement auprès de l'assurance dépendance une demande portant exclusivement sur des aides techniques;

4. le quatrième cas de figure est celui des personnes malades ou handicapées qui introduisent auprès de l'assurance dépendance une demande portant à la fois sur les prestations d'aides et de soins et aussi des appareils;

5. enfin on trouve les personnes malades ou handicapées qui introduisent auprès de l'assurance dépendance une demande pour l'ensemble des prestations et pour qui un besoin spécifique en aides techniques est constaté lors de l'évaluation.

À chaque cas de figure est réservé un traitement spécifique tenant compte des caractéristiques de la situation:

1. Si l'état de santé d'un patient vient à nécessiter une aide technique, soit en cas de maladie aiguë, l'aide technique nécessaire peut être immédiatement prescrite par tout médecin traitant sur simple ordonnance médicale. Les ordonnances sont présentées de préférence directement au Service des Moyens Accessoires (SMA) qui les délivre à charge de l'assurance maladie dans les plus brefs délais voire immédiatement si le patient se présente au siège du SMA. La délivrance se fait en principe sur base locative.

Cette délivrance sur ordonnance médicale présuppose l'accomplissement de deux conditions:

- Il faut que la prise en charge du matériel soit prévue par les statuts de l'UCM. Cette liste est actuellement intégrée dans le fichier B2 des statuts de l'Union des Caisses de Maladie. Elle comprend notamment le matériel le plus usuel pour assurer la mobilité et le bon positionnement des malades durant le jour et la nuit: lits avec réglage motorisé (lits électriques avec sommier et matelas appropriés), matelas et coussins pour la prévention des escarres, chaises roulantes, cannes, béquilles, cadres de marche, chaises percées, lèvepersonnes actifs et passifs.

- Il faut que le matériel soit en stock auprès du SMA, ce qui est généralement le cas, à moins qu'il ne s'agisse de produits spéciaux.

Les statistiques de l'UCM montrent que ce matériel est délivré entre les mains des patients généralement dans des délais inférieurs à dix jours à partir de l'établissement de l'ordonnance médicale.

Les bénéficiaires sont informés que la mise à disposition par l'assurance maladie est limitée provisoirement à six mois (sauf prolongation en cas de besoin justifié). En général, le délai de six mois est largement suffisant pour prendre en charge un problème aigu.

2. S'il est à prévoir que ces personnes évoluent vers une situation de dépendance au long cours, elles sont invitées par écrit à introduire une demande en obtention d'aides techniques spécifiques auprès de l'assurance dépendance. Ce courrier leur est remis en même temps que le titre de prise en charge confirmant la livraison de l'appareil. Sur base de cette demande, la cellule d'évaluation et d'orientation est saisie du dossier et effectue une évaluation «appareils».

3. La loi sur l'assurance dépendance (article 356 alinéa 5 du CAS) prévoit que les appareils peuvent être alloués sur avis motivé de la cellule d'évaluation et d'orientation, sans égard au besoin hebdomadaire minimum de 3,5 heures d'aides et de soins pour les actes essentiels de la vie.

Les demandes de ces personnes sont acheminées directement vers les professionnels de la cellule d'évaluation et d'orientation compétents pour l'évaluation des besoins en matière d'appareils (kinésithérapeutes, ergothérapeutes ou neuropsychologues).

4. Lorsqu'une demande d'appareils est formulée en même temps qu'une demande de prise en charge pour les autres prestations de l'assurance dépendance, l'évaluation de la dépendance est en principe confiée à un professionnel de la cellule d'évaluation dont la compétence (kinésithérapeute, ergothérapeute, neuropsychologue) lui permet de faire à la fois l'évaluation de base et l'évaluation en matière d'appareils.

5. Enfin, lorsqu'un besoin en matière d'appareils est constaté lors de la procédure d'évaluation (médicale ou de base) un dossier „appareils" est ouvert et l'évaluation en est confiée au professionnel compétent.

Pour les situations urgentes, il est prévu une procédure d'urgence. Cependant, cette procédure ne concerne qu'une liste limitée d'appareils, à savoir:

- les lits médicalisés;

- les matelas anti-escarres;

- les chaises percées;

- les lèves-personnes dans la mesure où le réseau d'aides et de soins intervenant auprès de la personne peut confirmer que l'espace est suffisant pour permettre l'utilisation d'un soulève-personne et que la personne aidante est capable de manipuler cet appareil en toute sécurité.

Ces appareils peuvent être demandés immédiatement par la cellule d'évaluation auprès du SMA par voie informatique (la CEO, le SMA et l'UCM disposent d'une même base de données pour la gestion des appareils et des dossiers y rattachés). En cas de nécessité, une confirmation peut être demandée par voie téléphonique.

Ces appareils sont livrés dans les meilleurs délais par le SMA, le cas échéant le jour même.

Pour tous les autres appareils cependant une évaluation est indispensable, car il faut tenir compte des capacités physiques ou cognitives de la personne, de ses mensurations ainsi que des critères architecturaux du logement pour pouvoir retenir la solution optimale. Cette évaluation peut faire l'objet d'un traitement prioritaire lorsque le besoin relève de l'urgence.

Si, lors de l'évaluation, la cellule d'évaluation et d'orientation constate un besoin spécifique ne pouvant être satisfait par le matériel disponible en stock auprès du SMA, elle déclenche une procédure d'appel d'offres en publiant un cahier des charges sur Internet à laquelle peuvent répondre les magasins spécialisés.

Cette procédure d'appel d'offres dure en moyenne sept jours.

Après sélection de la meilleure offre, la cellule d'évaluation et d'orientation déclenche la commande de l'appareil par l'Union des Caisses de Maladie. La durée de livraison à prévoir est celle indiquée par le revendeur dans l'offre, qui varie suivant la disponibilité et les délais de livraison pratiqués par le fabricant. Ces durées sont très variables suivant la nature et les spécificités de l'appareil commandé. Si le matériel est proche du standard, le délai de livraison peut être très court, en revanche, plus l'appareil est personnalisé, plus le délai de livraison sera long. L'influence que les administrations concernées peuvent prendre sur ces délais est insignifiante.

Néanmoins la longueur de la durée de livraison peut être un critère objectif pour écarter une proposition de marché si cette durée est excessive par rapport à la durée d'offres de marché concurrentes.

La diversité des situations permet difficilement d'envisager un délai moyen de livraison qui ferait sens pour l'ensemble des appareils.

Les délais de livraison dépendent, comme on vient de le montrer, du délai nécessaire à l'évaluation du besoin et du délai nécessaire au fournisseur pour livrer voire fabriquer l'appareil et peuvent se situer entre un jour et six mois, selon la situation.

En ce qui concerne l'évaluation des besoins, il y a lieu de dire que les délais parfois longs qui peuvent exister entre l'introduction d'une demande et le traitement du dossier sont essentiellement imputables à une surcharge du personnel au niveau de la cellule d'évaluation et d'orientation. Le nombre de dossiers appareils à évaluer mensuellement s'élève à 275, alors que les professionnels susceptibles de traiter ces dossiers sont au nombre de 6,5. Il faut en outre tenir compte du fait que ces professionnels ont d'autres charges au sein de la CEO, notamment la réalisation d'évaluations et le traitement des dossiers d'adaptation du logement.

En ce qui concerne le délai de fourniture de l'appareil, il dépend de plusieurs facteurs:

- si l'appareil est disponible au SMA, le délai peut être très court comme on vient de le voir;

- en revanche, si l'appareil n'est pas disponible au SMA, le délai de livraison peut être beaucoup plus long en fonction du degré de personnalisation de l'appareil, du nombre de fournisseurs en concurrence pour fournir l'appareil… On notera à cet égard que, pour un nombre non négligeable d'appareils très spécifiques, certains fournisseurs détiennent un monopole.

- les instruments mis en place, notamment à travers le contrat conclu entre l'Union des Caisses de Maladie et le service SMA sur base de l'article 394 du Code des assurances sociales, s'efforcent de résoudre le problème posé par une mise disposition immédiate de matériel provisoire, quitte à ce que le matériel mis à disposition en attendant la livraison définitive ne réponde pas exactement aux spécificités du requis constaté par la cellule d'évaluation et d'orientation.

Question 0171 (15.11.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **question des droits de l'homme abordée au cours de la visite en Chine:**

Revoltéiert hunn ech dëse Weekend d'Berichter missen zur Kenntnis huelen iwwert déi politesch Déclaratioune vum Här Statsminister während senger Visite mam Wirtschaftsminister an der chinesescher Volleksrepublik.

Net nëmmen datt fir d'Ophiewe vum Waffenembargo vun der EU géint China plädéiert gouf an Taiwan d'Recht op seng Onofhängegkeet ofgeschwat krut, mä besonnesch d'Ausso, datt d'Lëtzebuerger Regierung a Saachen Tibet der Meenung wier, datt „dieses Land ein Teil Chinas ist", ass revoltéierend. All dëst schéngt ze bestätegen, datt fir déi nei Regierung d'Mënz iwwert dem Mënsch steet. Bezeechnend ass do och folgende Pressetitel: „Weitgehendes Einvernehmen zwischen dem Großherzogtum und der Volksrepublik." Iwwert d'Mënscherechtssituatioun wier geschwat ginn - mä vu konkrete Resultater ass näischt gewuer ze ginn.

Dofir dës Froen:

1. Sinn déi genannt Positiounen a puncto Taiwan, Tibet a Waffenembargo just dem Här Statsminister seng perséinlech Meenung oder tatsächlech d'Positioune vun der Lëtzebuerger Regierung?
2. War de gewaltsamen Amarsch 1950 vun de kommunisteschen Truppen an den Tibet an d'Annexioun vun dësem onofhängege Stat rechtens?
3. Ass d'Regierung net der Iwwerzeegung, datt grad e klenge Stat wéi Lëtzebuerg, dee selwer a senger Geschicht ënnert der faschistescher Aussepolitik vun engem vu senge Nopere gelidden huet a besat gouf, besonnesch kategoresch op de Respekt vum internationale Recht poche muss a Gewalt als Mëttel vun der Aussepolitik (z.B. Annexioun vun Tibet, militäresch Aschüchterung vun Taiwan) ofzelehnen huet - jo, datt eise Stat souguer eng moralesch Verflichtung huet, sech fir d'Recht op Onofhängegkeet vun all Vollek mat diplomatesche Mëttelen anzesetzen?
4. Wäert déi Lëtzebuerger Regierung den Dalai-Lama ulässlech senger fir d'nächst Joer geplangte Visite zu Lëtzebuerg net offiziell emfänken?

Réponse (20.12.2004) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Heimat hunn ech d'Éier lech d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°171 matzedeelen, déi vum Deputéierten Aly Jaerling de 15. November gestallt ginn ass.

Ech weisen drop hin, datt déi Positiounen, déi ech vertrueden hu bei Geleeënheet vu menger bilateraler Visite an der Volleksrepublik China tëschent dem 8. an dem 13. November 2004, déi offiziell Positioune si vun der Europäescher Unioun an déi besser bekannt sinn als déi sou genannten: „one China policy".

An deem Kontext wëll ech awer kloerstellen, datt d'Lëtzebuerger Regierung sech natierlech weider wäert asetzen, fir eng négociéiert a friddlech Léisung wat d'Spannungen an d'Problemer, déi bestinn, betrëfft.

Ech wëll weiderhin drun erënneren, datt d'Europäesch Unioun mat China e konstanten Dialog iwwert d'Mënscherechter féiert, an deem regelméisseg déi verschidde Punkten ugesprach ginn. D'Lëtzebuerger Regierung deelt dës Positiounen.

Question 0173 (16.11.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **facilitation du dialogue entre les professionnels de la santé et les malades par l'introduction d'un lectionnaire médical:**

E medezinescht Dialektwierderbuch soll am Elsass d'Verständnegung tëschent de Patienten an den Dokteren, den Infirmièren an den Apdikteren erliichteren. Dëst Wierderbuch enthält honnert vun elsässeschen Ausdréck fir Krankheeten an hir Symptomer an och Froen, déi Patienten den Dokteren oft stellen. Hannergrond vun dëser Initiativ ass den Ëmstand, datt vill Elsässer sech nach ëmmer an hirer Sprooch ausdrécken an déi medezinesch Begréffer op Franséisch net kennen.

Och zu Lëtzebuerg ass et leider eng traureg Tatsaach, datt d'Verständnegung besonnesch tëschent de lëtzebuergeschsproochege Patienten an dem haaptsächlech franséischsproochege Fleegepersonal an de Spideeler mä och an der Betreiung doheem oft ganz schwéier, wann net souguer onméiglech ass.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un d'Ministeren:

1) Wier et net eng sënnvoll Initiativ, déi elsässesch Iddi vun engem medezinesche Wierderbuch och zu Lëtzebuerg ze iwwerhuelen?
2) Wat gëtt hei zu Lëtzebuerg ënnerholl, fir am medezinesche Beräich an am Fleegedéngscht déi sproochlech Verständnegung tëschent de Patienten an dem medezinesche Personal an dem Fleegepersonal ze vereinfachen?
3) Misst et net grad fir medezinescht Personal a Fleegepersonal obligatoresch si fir a lëtzebuergesch Coursen ze goen? Wéi kéint esou eng Obligatioun finanziell geregelt ginn?

Réponse (14.12.2004) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Déi elsässesch Iddi vun engem medezinesche Wierderbuch ass menge Servicer bekannt. Allerdéngs ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg vill méi komplex, doduerch datt mir e groussen Deel vu Matbierger hunn, déi kee Lëtzebuergesch kënnen an och déi d'Sprooch, déi dat auslännescht Fleegepersonal schwätzt, net onbedéngt ganz gutt beherrschen.

Wa mir och kee medezinescht Wierderbuch hunn, wéilt ech awer op de „Projet Moien" hiweisen, deen 1996 an d'Liewe geruff ginn ass fir lëtzebuergesch Coursen unzebidden, déi un d'Bedierfnisser vun der Aarbechtswelt am Allgemengen ugepasst sinn. Am Kader vun dësem Projet, dee vum Aarbechtsministère a vum Erzéiungsministère ënnerstëtzt gëtt, goufe spezialiséiert Coursë fir de Gesondheetsberäich ausgeschafft. Et goufen do och Formateure fir dee Beräich ausgebilt.

Zu dësem Zweck koum am Joer 2001 d'Broschür „Lëtzebuergesch am Spidol an am Altersheem - Parler le luxembourgeois à l'hôpital et en maison de soins" eraus. Dës Broschür enthält och eng lëtzebuergesch-franséisch Iwwersetzung mat Ausdréck aus dem medezinesche Beräich. Ausserdeem presentéiert se eng Rei vun Dialogen op Lëtzebuergesch, wéi se a verschiddene Situatiounen (Accueil, Hygiène, Ernierung, Behandlung asw.) am Spidol oder Altersheem virkomme kënnen.

De „Projet Moien", deen deelweis aus Geldmëttele vun der Europäescher Kommissioun gespeist ginn ass, leeft Enn des Joers an där Form aus. Allerdéngs soll dee Volet, deen de Gesondheetsberäich ugeet, vun der ASBL „Centre de formation continue Dr Robert Widong" iwwerholl ginn, déi souzesoen eng „Filiale" vun der Entente des Hôpitaux ass.

Doriwwer eraus wier nach ze soen, datt laut dem Dokteschgesetz an dem Gesetz iwwert déi aner Gesondheetsberuffer déi Netlëtzebuerger, déi bei eis wëllen täteg ginn, déi néideg Sproochkenntnisser mussen hu fir hei ze schaffen, respektiv sech déi musse beschafen. Mä déi correspondent europäesch Richtlinnen erlaben eis awer net, déi Kenntnisser ze iwwerpréiwen, dees mer eng Erlaabnis erdeelen, de Beruff auszeüben.

Question 0174 (16.11.2004) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **renforcement des mesures de sécurité du tarmac de l'Aéroport de Luxembourg:**

Il me revient, par voie de presse, que l'Aéroport de Luxembourg a dû suspendre ses activités en date du 15 novembre 2004 pendant une heure et demie en raison de la présence de sangliers sur le tarmac.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire s'il arrive souvent que du gibier s'égare sur le tarmac de l'Aéroport de Luxembourg?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les incidences de ces perturbations sur le trafic aérien, les activités de l'aéroport en général et les coûts engendrés par ces dernières?

- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur les mesures de sécurité, notamment en ce qui concerne les clôtures, qui sont prévues autour du site de l'Aéroport de Luxembourg et s'il ne juge pas opportun de renforcer ces dernières?

Question 0175 (16.11.2004) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **fermeture du tarmac de l'aéroport causée par les effets d'une battue:**

Selon des informations publiées par la presse, la piste de l'Aéroport du Findel a été fermée durant près d'une heure en raison de la présence sur le tarmac de l'aéroport d'une trentaine de sangliers, arrivés à la suite d'une battue menée dans les bois proches de l'aéroport.

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Face à cette surprenante intrusion porcine, quelle est finalement la fiabilité du système de clôture de l'aéroport?

- Quelles mesures avaient été prises après un incident similaire; fin novembre 2003?

Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions sur le déroulement de cette battue provoquant la fuite d'une trentaine de sangliers sur le tarmac de l'aéroport:

- La battue se déroulait-elle en proximité directe de l'aéroport?

- Cette pratique est-elle en conformité avec les hautes exigences de sécurité dans l'enceinte et autour de l'aéroport?

- N'existe-il pas une ceinture de sécurité autour de l'aéroport interdisant de telles pratiques de loisirs?

- Les organisateurs avaient-ils pris toutes les précautions pour éviter une telle intrusion de sangliers sur le terrain de l'aéroport?

- Des instructions spécifiques avaient-elles été communiquées aux participants de cette battue?

Si cet incident n'a heureusement pas provoqué d'incident grave, des questions quant à la responsabilité civile des organisateurs de la battue se posent inévitablement.

- Les organisateurs avaient-ils contracté une assurance responsabilité civile couvrant de tels risques?

- Les organisateurs vont-ils assumer les frais causés par cet incident (arrêt des vols)?

- Enfin, ce nouvel incident lors d'une battue ne devrait-il pas motiver les responsables politiques à envisager une réforme de certaines pratiques de chasse?

Réponse (8.12.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les questions parlementaires ayant toutes les deux trait au même incident à l'Aéroport de Luxembourg dû à la présence de sangliers dans l'enceinte aéroportuaire le 15 novembre 2004, je me permettrai de me limiter à une seule réponse.

Quant aux faits, je puis confirmer que le 15 novembre 2004 le service des opérations aéronautiques de l'Administration de l'Aéroport a été informé vers 12.45 heures de la présence d'un troupeau de sangliers dans l'enceinte aéroportuaire. Comme les conditions météorologiques étaient à ce moment mauvaises en raison de la visibilité réduite due au brouillard, la direction de l'Administration de l'Aéroport a décidé de fermer l'aéroport jusqu'à 14.30 heures. Les sangliers ont été expulsés de l'enceinte, sinon abattus grâce à l'aide de l'Administration des Eaux et Forêts, de la Police grand-ducale et de l'Administration des Ponts et Chaussées.

Nonobstant les mesures de sécurisation continues apportées à la clôture, la configuration actuelle de ce type de clôture ne permet pas d'exclure de façon absolue l'intrusion d'animaux sauvages sur le site aéroportuaire. C'est pourquoi il avait été retenu dès l'incident similaire du 19 novembre 2003 de procéder au remplacement de la clôture actuelle par un cordon de protection résistant mieux à l'intrusion de gibier et garantissant par ailleurs l'enceinte aéroportuaire de façon plus efficace contre l'accès non autorisé de personnes.

Alors que l'Administration de l'Aéroport reste compétente pour assurer avec le concours des services de l'Administration des Ponts et Chaussées l'entretien de la clôture actuelle, lux-Airport a été chargée de procéder à la mise en place du nouvel équipement qui est réalisé progressivement en commençant par les tronçons les plus sensibles.

La fermeture de l'aéroport a effectivement entraîné des perturbations du trafic aérien conduisant à la suppression sinon à la déviation vers des aéroports voisins, de plusieurs vols ainsi qu'à des retards plus ou moins importants pour d'autres avions au départ de Luxembourg. Il n'a pas été possible jusqu'ici de chiffrer l'impact financier de ces perturbations. Je me permets d'ajouter que la fermeture de l'Aéroport n'aurait pas été nécessaire, si lors de la détection de la présence des sangliers dans l'enceinte, les conditions de visibilité très réduites à cause du brouillard épais qui régnait à ce moment, auraient été meilleures.

Quant à une éventuelle relation causale entre la battue organisée en matinée du 15 novembre dans les forêts avoisinantes du côté de Sandweiler et de Neihaischen, seule l'enceinte aéroportuaire fait l'objet d'une interdiction de chasser depuis le milieu des années 80. Pareille interdiction n'existe pas pour les parcelles forestières adjacentes à l'aéroport.

Dans la mesure où les investigations en cours sur les causes à l'origine de la présence de sangliers dans l'enceinte aéroportuaire devraient aboutir à un quelconque lien de causalité entre la battue et l'intrusion du gibier, je me réserverais la possibilité de créer un périmètre d'interdiction de chasser autour de l'enceinte aéroportuaire.

Question 0176 (17.11.2004) de **Mme Nelly Stein** *(CSV)* concernant l'**encadrement spécifique des enfants à problèmes comportementaux dans les foyers de jour:**

Il existe tant au niveau national que communal de nombreux moyens de prise en charge d'enfants à problèmes comportementaux ou à besoins spécifiques pendant la scolarité. Or, ceux-ci sont en principe strictement limités aux heures de cours. Aucune mesure d'encadrement spécifique de ces enfants n'est cependant prévue au niveau des foyers de jour. Il s'en suit que le personnel de ces foyers se voit confronté à des situations souvent difficiles à gérer. Le manque de personnel qualifié au niveau des foyers du jour ne permet pas une prise en charge individuelle des enfants à problèmes fragilisant ainsi leur intégration sociale. En même temps, les autres enfants du groupe sont privés de l'attention du personnel éducatif dont ils auraient cependant besoin, notamment pendant l'aide aux devoirs à domicile.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- si le Gouvernement a déjà réfléchi à la possibilité de soutenir au niveau des structures d'accueil de jour des interventions ponctuelles de personnel qualifié, à l'instar de ce qui se fait d'ores et déjà au niveau des établissements scolaires, du moment bien évidemment qu'un tel besoin se fait sentir.

Réponse (17.12.2004) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans le domaine des crèches et foyers de jour pour enfants, la prise en charge des enfants à besoins spécifiques est organisée de la façon suivante:

1. L'enfant signalé par un service spécialisé tels le Service de Rééducation précoce, le Service Hëllef fir de Puppelchen, le Service d'Intervention précoce orthopédagogique, voire par un pédiatre, est admis en priorité.

2. Un bilan d'entrée est établi de concert avec le service ou le médecin traitant et l'équipe en vue de déterminer la nature des déficits, problèmes ou handicaps de l'enfant.

3. Sur base de ce bilan et sur avis de l'équipe éducative, un budget d'heures supplémentaires de personnel est défini par mon département pour une durée d'environ douze mois. Ce budget d'heures varie en principe de deux heures à quatre heures hebdomadaires par demi-journée de prise en charge.

4. L'organisme gestionnaire de la crèche ou du foyer de jour engage ensuite un agent d'encadrement supplémentaire pour renforcer l'équipe du groupe dans lequel l'enfant à besoins spéciaux est intégré.

5. Deux mois avant la fin de la première période de douze mois, un bilan d'évaluation est réalisé en vue de déterminer si l'intégration est à considérer comme réussie et si le nombre d'heures de personnel supplémentaires est adapté à la situation.

En 2003 ce dispositif a permis d'offrir un encadrement plus adéquat dans 41 cas.

Question 0177 (16.11.2004) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**organisation du «Rallye de Luxembourg 2004»:**

Le week-end du 13 au 14 novembre 2004 s'est déroulée, sous la dénomination «Rallye de Luxembourg» une course automobile sur les routes de l'Oesling qui a fait un accident mortel dont fut victime un copilote participant à la manifestation sportive en question.

Les réactions de la presse sportive et des autres pilotes ayant participé à la course ainsi que l'initiative d'ouvrir immédiatement une enquête judiciaire sur les causes exactes de cet accident soulèvent la question des exigences de sécurité en place.

Étant donné que d'après le code de la route les manifestations sportives, qui ont lieu sur la voie publique, sont soumises à son autorisation préalable, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quelles ont été les conditions de sécurité imposées à l'organisation en vue de diminuer les risques d'accidents tant pour les participants que pour les spectateurs?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner si une vérification du circuit emprunté par les voitures de course a été effectuée par les services du Ministère des Transports préalablement à la délivrance de l'autorisation?

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que l'endroit pour installer une chicane artificielle sur l'itinéraire d'une étape spéciale, situé de façon non visible sur un tronçon rectiligne permettant des vitesses élevées, est défendable au regard des exigences de sécurité ou si ce passage dangereux inventé par l'organisateur n'aurait pas dû faire l'objet d'une modification dès avant l'autorisation de la course?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner des informations sur les motifs de ne pas arrêter la course après l'accident mortel?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur les conséquences qu'il entend tirer de cet accident dans la perspective de l'autorisation de compétitions automobiles futures.

- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre prévoit en particulier de continuer à autoriser ce genre de courses, et si oui, dans quelles conditions?

Réponse (8.12.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Selon l'article 143 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément code de la route, les compétitions sportives sur la voie publique sont sujettes à autorisation du Ministre des Transports qui fixe les conditions auxquelles elles sont soumises. Alors que les organisateurs sont tenus à se conformer aux conditions établies par l'autorisation ministérielle précitée, les concurrents doivent à leur tour se tenir aux conditions de sécurité fixées par l'organisateur.

L'autorisation dont question à l'article 143 du code de la route, précité, impose à l'organisateur notamment de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la sécurité tant des spectateurs que des concurrents de l'épreuve.

Dans le cas de la course automobile «Rallye de Luxembourg» qui

s'est déroulée pendant le week-end du 13 au 14 novembre 2004, l'autorisation afférente fut délivrée par le Ministre des Transports en date du 10 novembre 2004.

Ladite autorisation était assortie des avis favorables de respectivement Monsieur le Directeur général de la Police grand-ducale et de Monsieur le Directeur de l'Administration des Ponts & Chaussées ainsi que de celui de la Commission sportive de l'Automobile Club du Grand-Duché de Luxembourg (ACL), faisant fonction d'autorité sportive.

Elle était en outre complétée par les autorisations ministérielles requises relatives à l'assurance obligatoire de la responsabilité civile en matière de véhicules automoteurs et à la protection de l'environnement ainsi que par les règlements de circulation temporaires édictés à cette occasion par les autorités des communes sur le territoire desquelles se déroula l'épreuve.

Quant à la vérification par les services du Ministère des Transports du circuit emprunté par les concurrents, préalablement à la délivrance de l'autorisation ministérielle, la pratique administrative est telle que l'avis de la Commission sportive de l'ACL, en particulier le plan de sécurité de l'organisation de la compétition qui en fait partie intégrante, tient lieu de vérification de la conformité du circuit avec les exigences fixées par l'autorisation ministérielle, notamment en ce qui concerne les mesures de sécurité à prendre par l'organisateur.

L'avis favorable de la Commission sportive de l'ACL a été émis le 29 octobre 2004, donc à une date antérieure à celle de la délivrance de l'autorisation ministérielle qui fait par ailleurs référence expresse au plan de sécurité pré mentionné.

En conséquence, il échet de retenir que toutes les conditions imposées par le législateur, en particulier celles destinées à garantir un déroulement en toute sécurité de l'épreuve, étaient réunies au moment de la délivrance de l'autorisation ministérielle pour le «Rallye de Luxembourg».

Quant au motif de ne pas arrêter la course après l'accident mortel, je me trouve dans l'impossibilité de vous en dire davantage, ne serais-ce que d'admettre que la décision de l'organisateur de ne pas faire en sorte a probablement été prise sur base du constat que les conditions pour continuer l'épreuve en toute sécurité étaient toujours données.

Sans vouloir amoindrir l'accident mortel survenu le 13 novembre 2004 et les douleurs que pareille tragédie comporte pour les proches de la victime, j'estime néanmoins que vouloir interdire, a priori, l'organisation de ce genre de compétitions dans le futur, constituerait un faux signal, tant que toutes les mesures sont prises pour préserver la sécurité et des concurrents et des spectateurs.

Question 0180 (16.11.2004) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**amélioration de la sécurité de la circulation automobile:**

Dans l'intérêt de l'amélioration de la sécurité de la circulation automobile, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'envisage-t-il pas de rendre obligatoire l'utilisation de jour des feux de croisement pour rendre mieux visibles les véhicules à l'approche?

- Est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'au regard de plusieurs accidents mortels intervenus notamment sur autoroute par le renversement de personnes s'affairant autour d'un véhicule tombé en panne, il ne serait pas indiqué d'introduire la présence obligatoire à bord de triangles de sécurité réfléchissants et de gilets de sécurité fluorescents?

Réponse (8.12.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Les récentes analyses faites au niveau européen au sujet des effets de l'éclairage diurne des véhicules sur la sécurité routière concluent sans équivoque à l'existence d'un effet bénéfique de cette mesure.

Les craintes antérieurement exprimées en ce qui concerne d'éventuels effets négatifs de l'éclairage diurne sur la visibilité d'autres usagers de la route, dont notamment les motocyclistes, les cyclistes et les piétons, sont relativisées dans les études récentes.

Dans ces conditions, je suis disposé à faire étudier les possibilités de l'introduction de l'éclairage diurne des véhicules au Luxembourg.

Quant à l'exigence d'équiper tout véhicule du matériel de sécurité nécessaire pour signaler de manière adéquate un lieu d'accident ou un véhicule tombé en panne, en l'occurrence un triangle de sécurité réfléchissant et un gilet de sécurité fluorescent, je ne saurais que reconnaître le bien-fondé de cette mesure qui réside dans l'amélioration de la sécurité routière.

Alors que des initiatives pareilles ont déjà été prises en Italie et en Espagne et sont au stade d'étude dans d'autres États membres de l'Union européenne, j'ai l'intention de faire examiner les modalités de l'introduction de cette mesure au Luxembourg.

Il échet toutefois de soulever à cet égard que la présence obligatoire de l'équipement à bord des véhicules automobiles fait partie des règles d'équipement qui selon la Convention de Vienne sur la Circulation routière de 1968 sont celles du pays d'immatriculation et non pas celles du pays de circulation en cas de circulation internationale. Dès lors, les véhicules immatriculés à l'étranger qui empruntent les routes luxembourgeoises ne seront pas visés par les dispositions qu'il est envisagé d'introduire, le cas échéant.

Question 0181 (18.11.2004) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **nouvelle campagne de sensibilisation des automobilistes du Ministère en association avec «La Sécurité Routière»:**

Monsieur le Ministre a présenté la nouvelle campagne de sensibilisation des automobilistes qu'il a lancée ensemble avec l'association «La Sécurité Routière» comme documentant la normalisation des relations entre le Ministère des Transports et cette association.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer en quoi les relations entre le département des Transports et l'association auraient auparavant été «anormales»?

- Quel est le mode de financement de cette nouvelle campagne? À combien se montent notamment la participation de l'État et celle des compagnies d'assurance?

- Quel est le but du message de la campagne quant aux objectifs de lutte contre l'insécurité routière? En effet, le message de la campagne ne se rapproche-t-il pas d'une opération de marketing pour l'image de marque des assureurs automobiles luxembourgeois plutôt que de poursuivre un but de prévention routière?

- Pourquoi d'autres instances administratives et associations privées, oeuvrant en matière de prévention routière, comme par exemple la Police grand-ducale, l'Automobile Club ou encore l'Association des Victimes de la Route, ne se trouvent-elles pas associées à la campagne?

Réponse (8.12.2004) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1) Alors qu'il était d'usage au Ministère des Transports de réaliser annuellement au moins deux campagnes de prévention routière en collaboration notamment avec l'association «La Sécurité Routière» a.s.b.l. depuis le début des années 90, force est de constater qu'à partir de l'année 2001, des campagnes de prévention communes ne furent plus réalisées.

L'honorable Député n'est pas sans savoir que le Ministère des Transports entend renouer ces relations de partenariat avec l'association «La Sécurité Routière» a.s.b.l. en vue de réaliser ensemble avec tous les partenaires impliqués dans la lutte contre l'insécurité routière le programme gouvernemental qui dispose notamment que «la lutte contre les accidents routiers, qui entraînent un gâchis et des malheurs humains inadmissibles, constituera une priorité absolue. En vue d'améliorer la sécurité sur les routes, le Gouvernement mettra l'accent tant sur la prévention que sur la répression. En matière de prévention, le Gouvernement entend continuer sur la voie des campagnes publicitaires pour sensibiliser les usagers de la route, dont notamment les jeunes conducteurs.»

2) La campagne d'affichage «Le bon conducteur...», dont le coût s'élève à 33.184,40 euros, est financée par l'association «La Sécurité Routière» a.s.b.l. et l'apport du Ministère des Transports se réduit à une contribution financière somme toute très modeste de l'ordre de 2.836,40 euros destinée à couvrir les frais engendrés par l'apposition du logo du Ministère des Transports sur les affiches respectives. L'honorable Député partage sûrement l'approche du Ministère qu'une vie humaine ne se chiffre pas en euros et que dès lors une augmentation substantielle de la contribution étatique en matière de campagnes publicitaires en faveur de la sécurité routière est à prévoir dans les semaines, mois et années à venir.

3) La campagne de prévention «Le bon conducteur...» s'inscrit dans une approche des messages de sensibilisation positifs et incitatifs. Les spécialistes s'accordent à dire qu'il est indispensable d'alterner entre différentes approches de sensibilisation. En effet, l'acceptation par le grand public des règles élémentaires d'une conduite responsable et respectueuse ne peut se faire exclusivement d'un ton moralisateur ou par des images choquantes et négatives. Les quatre thèmes choisis font référence à des situations quotidiennes auxquelles tout automobiliste peut aisément s'identifier et qui ne font que souligner les avantages d'une conduite apaisée et courtoise. L'avantage financier d'une telle conduite consiste par exemple dans le fait que le bon conducteur paie moins d'assurances.

4) L'association «La Sécurité Routière» est une association sans but lucratif, un organisme de droit privé distinct de l'État qui dispose à l'évidence d'une liberté de choix certaine pour ce qui est des partenaires appelés à concourir à leurs campagnes publicitaires. Toujours est-il que «La Sécurité Routière» a.s.b.l. associe régulièrement et depuis de longues années la Police grand-ducale, l'Automobile Club du Grand-Duché de Luxembourg ou encore l'Association des Victimes de la Route, pour ne citer que ceux-ci, à ses campagnes publicitaires. Le choix d'associer cette fois-ci uniquement le Ministère des Transports à la campagne «Le bon conducteur...» se fonde donc probablement sur la volonté de vouloir documenter la normalisation des relations entre le Ministère des Transports et l'association «La Sécurité Routière» a.s.b.l. depuis l'entrée en fonction du nouvel Gouvernement.

Question 0182 (18.11.2004) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**aide financière de l'État pour études supérieures:**

Duerch d'Gesetz vum 22. Juni 2000 an de Règlement grand-ducal vum 5. Oktober 2000 „concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures" ass festgehale ginn, datt de Stat de Studenten eng finanziell Hëllef accordéiert wa se studéiere ginn. Niewent enger Bourse kënnen d'Studenten deemno och vun engem Studenteprêt profitéieren, wou de Student d'Zënsen an Héicht vun 2% muss selwer droen; de Rescht von den Zënse gëtt vum Stat iwwerholl.

Elo ass et awer esou, datt an de leschte Joren d'Zënse staark erofgaange si mam Resultat, datt mer de Moment nach en Zënssaz vun ënner 3% hunn. Doduerch datt also d'Bedeelegung vun de Studenten un den Zënse bei 2% duerch d'Gesetz vum 22. Juni 2000 festgehale ginn ass, profitéieren d'Studenten also net vun den déiwen Zënsen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Misst am Kader vun de Studenteprêten d'Bedeelegung vun de Studenten un den Zënsen op Grond vun den déiwen Zënsen net no ënne revidéiert ginn? Misst d'Gesetz vum 22. Juni 2002 net an deem Sënn geännert ginn?

2) Stellt sech net grondsätzlech d'Fro ob de Stat am Kader vun de Studenteprêten d'Zënsen net soll integral iwwerhuelen, fir sou de Studenten de Start an hir berufflech Carrière méi liicht ze maachen? Deelt Dir meng Meenung, datt e Prêt à taux zéro ubruet wier, sou wéi et an anere Gebidder schonns verschiddentlech de Fall ass?

Réponse (23.12.2004) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Den Zënssaz, dee bei Studenteprêten, déi am Kader vun der „aide financière de l'État pour études supérieures" accordéiert ginn, ze applizéieren ass, gëtt duerch d'Konventioun, déi de Stat mat verschidde Banken huet, festgeluecht. Bei deem Zënssaz handelt et sech ëm den «taux d'intérêt prêteur à six mois EURIBOR + 0,5%»; op de 7. Dezember 2004 war dësen Taux op 2,65% (2,15 + 0,5).

Ech sinn net der Meenung, datt mer déi Konventioun ännere sollten. An engem sou volatilen Ëmfeld wéi deem vun den Zënssätz ass et wichteg, eng Kontinuitéit ze garantéieren. Am Joer 2002 huet de Stat deenen aacht Banke mat deenen en eng Konventioun huet en Total vun 3.019.742,32 € bezuelt.

Am Moment ass kee Besoin do fir eise System vun de Prêten ze änneren; d'«aide financière de l'État pour études supérieures» ass mat hire Bourssen, Prêten a Primes d'encouragement ee vun deenen avantagéiste Systemer an Europa. Hei zu Lëtzebuerg ass et net esou, datt e Student aus finanziellen Ursaachen net studéiere goe kënnt.

Question 0184 (18.11.2004) de **Mme Lydie Err** *(LSAP)* concernant l'**acquisition de la double nationalité:**

Le programme gouvernemental a prévu ce qui suit:

«La législation sur la nationalité luxembourgeoise sera amendée pour permettre aux étrangers qui souhaitent acquérir la nationalité luxembourgeoise de pouvoir ce faire sans devoir renoncer à leur nationalité d'origine. La même possibilité sera introduite pour les Luxembourgeois résidant à l'étranger et souhaitant acquérir la nationalité de leur pays de résidence. Dans ce contexte, l'acquisition de la double nationalité par la voie de l'option pour les immigrés de la deuxième et troisième génération sera facilitée.»

Or, le Conseil de l'Europe a adopté une Convention sur la nationalité ouverte à la signature depuis le 6 novembre 1997.

Cette convention définit un ensemble de principes et de règles concernant des questions liées à la nationalité. Elle vise, entre autres, à faciliter l'acquisition de la nationalité et la réintégration dans la nationalité d'origine, à limiter les possibilités de perte de la nationalité et à empêcher le retrait arbitraire de la nationalité, à garantir des procédures justes et équitables pour les demandes liées à la nationalité ainsi que les voies de recours y relatives. Elle traite également de la pluralité de nationalités, des obligations militaires en cas de pluralité de nationalités et de la coopération entre les États parties.

Cette convention est une synthèse des idées nouvelles en la matière. Elle tient compte notamment des changements démographiques et démocratiques tels que les migrations et les successions d'États survenues depuis 1989 en Europe centrale et orientale. Certains États, qui ont été amenés à adopter récemment des lois nouvelles en matière de nationalité, s'en sont déjà inspirés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le Gouvernement luxembourgeois entend-il signer et faire ratifier cette Convention et ce notamment dans la perspective de la double nationalité qu'il veut introduire au Luxembourg?

Réponse (8.12.2004) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Le Gouvernement entend signer et faire ratifier la Convention du Conseil de l'Europe du 6 novembre 1997 sur la nationalité, en même temps que les principes sur l'acquisition de la pluri-nationalité seront ancrés dans la loi nationale, en s'inspirant des idées énoncées dans la Convention de 1997.

Chamber TV
weist all öffentlech Sëtzung
live an integral
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Compte rendu des séances publiques
N° 5 – Session ordinaire 2004-2005

16e séance, mercredi 15 décembre 2004
séance solennelle 14 janvier 2005
18e séance, mardi 18 janvier 2005
19e séance, mercredi 19 janvier 2005
20e séance, jeudi 20 janvier 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Séance solennelle de commémoration en l'honneur de Son Altesse Royale Madame la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte

VENDREDI, 14 JANVIER 2005



(Photo: Zineb Wilhelm)

À 14.55 heures, les Membres de la Chambre des Députés et du Gouvernement occupent leurs sièges dans la salle de séance.

Devant la tribune de la présidence est dressée une photographie avec crêpe noire de Madame la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte devant laquelle est placé un arrangement de roses blanches.

À 14.57 heures, M. le Secrétaire général de la Chambre des Députés, précédé d'un huissier en habit, se déplace au Palais grand-ducal pour inviter M. le Maréchal de la Cour, en tant que représentant de la Famille Grand-ducale, à se rendre à la Chambre des Députés.

À 15.00 heures, M. le Maréchal de la Cour, accompagné de M. le Lieutenant-colonel honoraire Léandre Mignon, est reçu à l'entrée de la Chambre par M. le Président de la Chambre et M. le Premier Ministre, d'où il est conduit à son siège dans la salle de séance.

Les tribunes sont occupées par les Présidents d'honneur de la Chambre des Députés M. Léon Bollendorff, Mme Erna Hennicot-Schoepges et M. Jean Spautz, le Ministre d'État honoraire M. Jacques Santer, les Membres luxembourgeois du Parlement européen, le Président du Conseil d'État, les Représentants de la Magistrature, le Président de la Cour des Comptes, le Médiateur, les Membres du corps diplomatique, une délégation de hauts fonctionnaires de la Cour grand-ducale, du Gouvernement et du Conseil d'État ainsi que par la presse parlementaire.

M. le Président de la Chambre des Députés Lucien Weiler se rend à son siège et ouvre la séance. Ayant invité l'assemblée et l'assistance à s'asseoir, il prononce debout l'allocution suivante:

M. le Président.- Här Maréchal de la Cour,

Exzellenzen,

Léif Éieregäscht,

Dir Dammen an Dir Hären,

Lëtzebuerg ass an Trauer.

De leschte Méindeg huet d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte eis fir ëmmer verlooss.

Déi zwee lescht Jore ware sécher mat déi schwéierst an Hirem Liewen: Si huet misse kämpfe géint déiselwecht schlëmm Krankheet, ënnert där sou vill Mënsche leiden.

Si huet dat gemaach mat deene Qualitéiten, déi Hiert ganzt Liewe geprägt hunn: Courage, Dignitéit an Diskretioun.

D'Biller, déi mer an deene leschten Deeg gesinn hunn, weisen, datt d'Lëtzebuerger hir Trauer esou staark ausdrécke kënne wéi hir Freed a Begeeschterung, mat där si viru 50 Joer déi jonk belsch Prinzessin als Fra vum Ierfprënz Jean empfaangen a gefeiert hunn.

Mä obschonns d'Freed deemools grouss war, hätt kee geduecht, datt en halleft Jorhonnert méi spéit, de 7. Oktober 2000, de Lëtzebuerger Statsminister kënnt un d'Adress vum belsche Kinnek soen: «Je voudrais dire à travers vous au peuple belge que nous lui sommes reconnaissants de nous avoir fait cadeau de la meilleure de ses filles.»

La meilleure de ses filles: Et kann ee sech kaum méi eng schéi Konklusioun virstellen, déi d'Lëtzebuerger däerfen zéien aus dem Wierken an dem Schaffe vun der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, an dat während engem hallwe Jorhonnert.

Hire prononcéierte „sens du devoir", d'Flichtgefill, huet d'Handele vun där jonker Prinzessin fir d'éischt an Hirer Heemecht, an duerno als Grande-Duchesse vu Lëtzebuerg ëmmer geleet.

Wéi d'Prinzessin Joséphine-Charlotte op Lëtzebuerg komm ass, wossten d'Lëtzebuerger, datt et sech ëm eng Prinzessin géif handelen, déi eng schwéier Jugend hanneru sech hat.

Si hat hire Grousspapp ganz fréi verluer; ee Joer méi spéit huet Si op eng tragesch Aart a Weis Hir Mamm verluer, ass déi ëm d'Liewe komm.

E puer Joer duerno koumen déi batter Krichs- an Nokrichszäit, déi fir déi belsch Kinneksfamill ganz dramatesch war.

Mä Si huet sech alle Situatioune gestallt a schonn déi Zäit konnt een Hiert ausgeprägtent Gefill fir Responsabilitéit bemierken.

Déi Sympathien, déi d'Lëtzebuerger där deemoleger Ierfgroussherzogin vum éischte Moment un entgéintbruecht hunn, sollte sech séier verdéiwen, wéi d'Lëtzebuerger hir nei Prinzessin besser kenne geléiert hunn.

Am Laf vun de Joren a Jorzéngte sollten d'Lëtzebuerger eng Fra, eng Mamm, eng



(Photo: SIP)

Damm, eng Grande-Duchesse kenne léieren, op déi si zu Recht houfrech sinn an och houfrech wäerte bleiwen.

Eng Mamm, déi, geprägt duerch Hir eege batter Jugend, alles dru gesat huet, datt Hir Kanner an där Gebuergenheet sollten opwuessen, déi Si zum Deel an Hire jonke Joren net konnt hunn.

Eng Grande-Duchesse, déi ausgebilte Krankeschwëster war: Dohier - an och duerch Hir Erzéiung - Hiren Asaz an Hir permanent Opmierksamkeet fir déi Schwaach aus eiser Gesellschaft, déi Krank, déi Handicapéiert, déi, deenen et manner gutt geet an déi um Rand vun eiser Wuelstandsgesellschaft stinn.

Duerch Hir virbildlech Aarbecht am Kader vun humanitären Organisatiounen huet Si eis wësse gedoen - an dat wäit iwwert dee representative Kader eraus -, datt mir ëmmer erëm no méi Mënschlechkeet a Solidaritéit heiheem an uechtert d'Welt musse striewen.

Dass perséinlechen Engagement mindestens esou wäertvoll ass wéi materiell Ënnerstëtzung, ass eng vun Hiren Aussoen, mat där Si wollt een Zeeche setzen. Si selwer ass do mat guddem Beispill virgaangen an huet de Wee gewisen, dee Si fir richteg fonnt huet fir Mëssstänn ze behiewen.

Onzähleg Mënschen a vill Organisatiounen hunn d'Grande-Duchesse um Wierk gesinn, dorënner ënner aneren:

- d'Lëtzebuerger Rout Kräiz,

- d'Lëtzebuerger Guiden a Scouten,

- 10.000e vu Bluttspender.

Dausenden an dausende vu Matbierger an Altersheimer an a Fleegeheimer, déi d'Grande-Duchesse während all deene Jore besicht huet an deene Si Zousproch ginn huet, a vill sozial Projeten am In- an am Ausland sinn Zeie vun deem onermiddlechen Asaz vun der Grande-Duchesse fir déi sozial an déi humanitär Cause.

Der Grande-Duchesse Hire sozialen Engagement war net gekënstelt: d'Mënschen, déi al Leit, déi krank, déi schwaach, déi arem, si all hu gespuert datt Hiert Matgefill echt war, dacks ganz spontan an déif mënschlech.

An dofir hu si se alleguerte respektéiert an hate si se gären.

D'Grande-Duchesse hat awer och en ausgesprachene Gerechtegkeetssënn.

D'Grenze vu Länner a Kulturkreeser huet Si mat Hirem Bestriewen no méi Gerechtegkeet net kannt.

Hiert reservéiert Wiesen, eng Charaktereegenschaft vun Hirer Zäit, huet Si ni dru gehënnert, Ongerechtegkeete beim Numm ze nennen an am Kader vun Hire Méiglechkeete géint se unzekämpfen.

D'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte war - a mir wëssen et alleguerten - ganz staark un der Konscht interesséiert.

Si hat en ëmfaassend Wëssen an en déift Verständnis vun der Konscht an all hire Formen.

Dat Schéint, dat Kreatiivt, dat Mënschlecht a Konscht a Kultur huet Si e Liewe laang begeeschtert.

Dësen Enthusiasmus huet Si offiziell a privat gewisen.

Offiziell war d'Konscht fir Si e privilégiéierte Medium fir Sech mat de Leit, mat de Mënschen auserneen ze setzen.

Heiheem huet Si deenen, déi eis besiche koumen, déi kënschtleresch Experienze vun de Lëtzebuerger Kënschtler gewisen an erkläert.

Dobaussen huet Si iwwert déi schöpferesch Realisatioune vun der Konscht versicht, d'Mënsche besser ze verstoen.

Fir d'Grande-Duchesse ware Konscht a Kultur och Moossinstrument vun der Schafenskraaft vun de Leit.

Hir Freed iwwert d'Konschtwierker war och ëmmer Freed iwwert déi a mat deenen, déi hannert de Wierker stoungen.

D'Lëtzebuerger Konscht- a Kulturzeen hat an der Grande-Duchesse eng Ambassadrice wéi se besser keng hätt kënnen hunn.

D'Grande-Duchesse war dann och eng Fra mat Charakterstäerkt a grousser Konsequenz.

Si huet Sech ni vum Zäitgeescht leede gelooss. Si hat eng prezis Virstellung vun der Monarchie als Statsform a vun Hirer Roll als Fra vum Statschef.

An an dëser Virstellung ware Respekt, Diskretioun, Virbildfunktioun an Dignitéit Grondwäerter, déi Si konsequent an iwwerzeegend verdeedegt huet.

Wéi viru Joren den Zäitgeescht d'Diere vu ville Palaisen an Europa gesprengt huet, huet Si sech net bëire gelooss an ass un der Säit vum Grand-Duc mat där Hir eegener Diskretioun an nobeler Manéier virugefuer, der Lëtzebuerger Monarchie Hire Stempel opzedrécken.

Mat engem Resultat wat sech weise léisst an ëm dat eis anerer beneiden.

D'Grande-Duchesse war dann awer och, a virun allem, d'Fra vum Lëtzebuerger Statschef.

Mat edler Diskretioun stoung Si un der Säit vum Grand-Duc; Si war Seng éischt Conseillère an Hie konnt sech zu all Moment an an alle Situatiounen op Si verloossen.

D'Grande-Duchesse huet Sech net umierke gelooss, datt Hir Aufgab un der Säit vum Grand-Duc eng enorm Devotioun erfuerdert huet, an d'Selbstverständlechkeet, mat där Si Hire Flichte gerecht ginn ass, huet ni een Zweifel opkomme gelooss, datt Si mat Häerz an Iwwerzeegung Hir Aarbecht gemaach huet.

Duerch Hiert diskret, charmant an elegant Optrieden un der Säit vum Grand-Duc, virun allem och am Ausland, war Si dee beschten Ambassadeur fir Lëtzebuerg an huet domat grousse Verdéngscht un der Unerkennung an um Respekt, deen eist Land an der Welt genéisst.

Monsieur le Maréchal de la Cour,

Excellences,

Mesdames, Messieurs,

Joséphine-Charlotte de Luxembourg nous quitte aujourd'hui physiquement, mais Elle restera toujours présente dans notre mémoire.

Des milliers de citoyens ont défilé ces derniers jours devant Sa dépouille mortelle au Palais grand-ducal et les témoignages émouvants de tant de concitoyens de toutes les couches de la population reflètent bien ce qu'un éditorialiste luxembourgeois a écrit il y a quelques jours:

«La Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, qui a quitté ce monde après de longues années de souffrances, restera dans la mémoire du peuple luxembourgeois cette grande dame dont on retiendra Sa noblesse, Sa dignité, Sa discrétion, Son élégance et Son affabilité aux côtés de Son époux, le Grand-Duc Jean, et Ses fidèles engagements humanistes et humanitaires ainsi que Son immense culture.

L'humanisme empreint de valeurs chrétiennes, l'engagement social au service des malades et des miséreux, de la jeunesse et des droits de l'Homme, Sa ferveur pour la promotion des beaux-arts et de la musique ont fait de la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte cette personnalité hors du commun que d'aucuns nous enviaient.»

Här Maréchal de la Cour,

Exzellenzen,

Dir Dammen an Dir Hären,

An dëse schwéiere Stonne sinn eis Gedanke selbstverständlech bei eisem veréierte Grand-Duc Jean.

Mi kënnen eis virstelle wat et fir Hie bedeit déi Fra ze verléieren, mat där Hien en halleft Jorhonnert zesumme war a mat där Hien esou laang zum Wuel vum Land geschafft huet.

Ech wëll am Numm vun eis alleguerten dem Grand-Duc Jean soen, datt mir Him Säi Schmäerz net kënnen ewechhuelen, mä datt d'ganzt Lëtzebuerger Vollek un Hien denkt a Seng Trauer deelt.

Datselwecht soe mer dem Grand-Duc Henri an der Grande-Duchesse Maria Teresa, dem Grand-Duc Senge Schwësteren a Bridder an där ganzer grousshertzoglecher Famill.

Lëtzebuerg verléiert mat der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte

eng grouss Damm,

eng gutt Grande-Duchesse

e feine Mënsch

an «la meilleure des filles de nos amis voisins».

Der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte wëllt ech soen:

Madame, mir waren, mir sinn a mir bleiwen houfrech op Iech.

Lëtzebuerg seet Iech e grousse Merci a wäert Iech ni vergiessen.

* * *

D'Wuert huet elo de President vun der Regierung, den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.



(Photo: Tom Wagner / SIP)



(Photo: Marcel Ernst / SIP)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Här Maréchal de la Cour, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Woche virun Hirer Gëldener Hochzäit - d'Virbereedunge ware praktesch scho ganz ofgeschloss - si mer gewuer ginn, dass d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte krank wier, schwéier krank wier, an ëmmer erëm ass ee gefrot ginn - et war dat en éierlecht Interesse -: Wéi geet et der Grande-Duchesse?

Wéi et Hir gaangen ass an deene leschten zwee Joer wou se krank war, dat si mer ni richteg gewuer ginn, well Si huet Hir Krankheet ni thematiséiere wëllen. Ech weess awer, dass Se ganz vill Courage hat, physesche Courage a moralesche Courage. Si huet den Doud ganz laang net u sech erugelooss, och dann net, wa Se en emol heiansdo erbléckst hat. Si hat en diskreten Ëmgank mat Hirer Krankheet a mat Hirem Leiden. Et war Hir Krankheet, et war Hiert Leiden, et war Hir Ausënanersetzung mam Doud. Et waren Hir lescht Gedanken. Esou wollt Si et, an esou huet Si et gehale bis ganz zum Enn.

Déi Diskretioun, déi Si an der leschter Explikatioun gewisen huet, zitt sech wéi e Fuedem, bal wéi en déckt Seel duerch Hiert ganzt Liewen. Déi Mëschung aus Diskretioun, Disziplin, Noblesse an Dignitéit huet aus där jonker Prinzessin eng grouss Damm, aus der belscher Kinneksduechter eng gutt Grande-Duchesse gemaach.

Hir Diskretioun huet heiansdo Ofstand geschaaft, mä ni Distanz. Tëschent Hir an de Lëtzebuerger louche keng laang Strecken. Et sinn tëschent Hir an de Lëtzebuerger ëmmer nëmme kuerz Weeër ginn.

Hir Noblesse war net geléint, déi war net ugedoen, déi war net einfach esou iwwergeträift. Si war natierlech gewuess, déi Noblesse. Wann ee mat Hir geschwat huet, dann huet ee gespuert an och gesinn, dass ee mat enger nobler Fra am Gespréich wier.

Hir Dignitéit war net unerzunn. Hir Dignitéit war unerlieft.

D'Geschicht vun den Natiounen ass ëmmer tragesch, mä d'Natioune kënnen dat Tragescht an hirer Geschicht kollektiv verschaffen. Wann awer d'Tragedie vun der Geschicht zur eegener Tragedie gëtt, wann e grousst Stéck vun der Geschicht zu engem décke Pak Geschicht am eegene Liewe gëtt, wann een deen décke Pak Geschicht ëmmer erëm erlieft an duerchliewe muss, dann ass ee mat där Tragedie eleng.

Dat wat déi jonk Prinzessin Joséphine-Charlotte an der Nokrichsbelsch ronderëm déi belsch Kinneksfamill erlieft huet, dat huet och d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte ni ganz verlooss a munchen traurege Bléck erkläert sech esou.

Mä zu deem Bild wat ech wëll vun Hir behale gehéiert och Hiert Laachen a méi klengem Krees. Dat Laache war häerzlech an et war schéin. Et war gedroe vun enger feiner Ironie, déi ni blesséiert huet, gestäipt op Feststellungen an Erkenntnisser, déi sech no an no zu engem Cortège vu Liewensweisheeten opgebaut hunn, déi et a sech haten.

Zu deem Bild, dat ee behält, gehéiert och Hir spatz Intelligenz an Hiert breet Wëssen a ville Beräicher, déi Hir e grousst Verständnis fir d'Problemer vun der Welt méiglech gemaach hunn. Si huet Statsmänner a Statsfrae vun no a vu wäit ëmmer erëm mat Hirem komplizéierte Wëssen impressionnéiert.

D'Komplexitéit vum Liewen heiheem war Hir net friem. Hir Aarbecht, Hiren Engagement beim Roude Kräiz an och soss hunn Hir Ableck an dat verschaaft wat geet an an dat wat net geet. Munches wat kromm a schif war ass no hirem Passage méi riicht ginn. Hire Goût fir dat Harmonescht, Hir Loscht fir dat Widderspréchlechst ze ergrënnen ass däitlech ginn an hirer Begeeschterung fir d'Konscht. D'Promenade duerch Hir Konschtsammlung ass wéi e Spadséiergank duerch d'Liewen a seng Froen; Froen, déi Si ganz gutt buschtawéiere konnt.

Elo ass se net méi hei. Vläicht ass Se anzwousch anescht. Hiren Doud hu mer emfonnt wéi de Verloscht vun engem, dee mer dacks gesinn hunn a gutt kannt hunn, wéi e Verloscht an der eegener Famill.

Eist Matgefill gëllt virun allem dem Grand-Duc Jean, deen d'Prinzessin vu sengem Liewen, de Kompliz vun all Dag an d'Stäip an deene schwéiere Stonne verluer huet. Hie war frou mat Hir an Hire Verloscht deet Him wéi an eis och méi wéi nëmmen e bëssen.

De Grand-Duc Henri verléiert net nëmme wéi mir d'Grande-Duchesse. Hie verléiert seng Famill, seng Mamm, an dat ass eppes ganz aneschters. Mir fille mat him, esou wäit wéi mer dat kënnen.

Dem Grand-Duc, deenen anere Kanner vun der Grande-Duchesse, déi all bei Hir ware wéi se gestuerwen ass, eiser Grande-Duchesse an deenen anere Membere vun der groussherzoglecher Famill soe mer haut hei eis besonnesch Sympathie.

Der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte soe mer iwwert d'Graf eraus: Respekt, Madame, Respekt virun deem wat Der waart, Respekt virun deem wéi Der waart. Merci fir dat wat Der fir eis waart. Dat wat Der fir eis waart, dat bleift. Iech wäerte mer vermëssen.

* * *

M. le Président.- Ech géif lech elo bieden opzestoe fir eng Minute de recueillement.

(L'assemblée et l'assistance observent une minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Un cordon de la musique militaire joue l'hymne national.

La séance publique est levée à 15.19 heures.

* * *

M. le Président de la Chambre, M. le Premier Ministre et M. le Secrétaire général raccompagnent M. le Maréchal de la Cour.

MM. le Maréchal de la Cour, le Président de la Chambre, le Premier Ministre, les Présidents d'honneur et les membres de la Chambre s'inscrivent dans le livre d'or déposé dans le péristyle de l'Hôtel de la Chambre.

Après avoir pris congé de M. le Président de la Chambre et de M. le Premier Ministre, M. le Maréchal de la Cour rejoint le Palais grand-ducal en compagnie de M. le Secrétaire général de la Chambre précédé d'un huissier en habit.



(Photo: Marcel Ernst / SIP)



(Photo: Serge Waldbillig / La Voix du Luxembourg)

Ordre du jour

1. 5322 - Projet de loi modifiant 1. le Code des assurances sociales 2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale)

2. 5345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux

   (Vote du texte complété du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5327 - Projet de loi 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

5. 5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

6. 5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5322 - Projet de loi modifiant 1. le Code des assurances sociales 2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motions)

10. Discours de fin d'année de M. le Président

11. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouve: M. Mars Di Bartolomeo, Ministre.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5322 iwwert de Code des assurances sociales. D'Riedezäit ass wéi Der wësst nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwen hu sech bis elo: d'Madame Stein-Mergen, den Här Wagner, den Här Bausch…

Une voix.- Neen, den Här Huss.

M. le Président.- ...- den Här Bausch gëtt duerch den Här Huss ersat - an den Här Jaerling. D'Wuert huet als Rapportrice vum Projet de loi déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

1. 5322 - Projet de loi modifiant 1. le Code des assurances sociales 2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de 24. November 2003, nom zweeten Deel vun der Tripartite, wou schonn déi Woch virdrun décidéiert gi war, dass de kumuléierte Krankekeesendefizit vu ronn 83 Milliounen iwwert Transferten aus de Pensiounskeese géinge finanzéiert ginn, ass de Premier an de Mëttesjournal gaangen an huet déi fënnef Mesurë presentéiert, déi sengen Aussoen no d'Gewerkschaften, d'Patronat an d'Regierung festgehalen haten. An ech zitéieren dann och aus senger Presentatioun: „Éischtens kuerzfristeg Moossnamen, déi deen Avis motivé iwwert déi Krankheet no zwee Méint vum Dokter zum Inhalt hunn, wat dann e Guidage an déi eenzel Risikokategorië besser erlaabt an domat zu enger Entlaaschtung vun de Krankekeese féiert. Zweetens, de Prinzip, dass een 52 Woche Krankegeld huet an enger Referenzperiod vun 104 Wochen, ouni datt, wéi et an eisen Texter steet, de Fall vun enger neier Krankheet nach ka berücksichtegt ginn. Drëttens, eng Ännerung beim Travail intérimaire, wou mer d'Krankenentschiedegungsphas proratiséiere par rapport zur Affiliatiounsphas. Véiertens, d'Profiler - souwuel bei de Geldleeschtunge wéi bei den Naturalleeschtungen - vun den Dokteren. A fënneftens de Kampf géint déi abusiv Krankschreiwungen. Insgesamt zéng Stonne laang souzen d'Gewerkschaften, d'Patronat an d'Regierung zesummen, fir dee fir 2004 virausgesoten Defizit bei de Krankekeesen ze beseitegen an ze probéieren ähnlech Haushaltslächer an Zukunft wa méiglech ze vermeiden."

Och an der Press war den Dag drop ze liesen, dass d'Tripartite sech gëeenegt hätt op e Reform-Package fir d'Krankeversécherung; fënnef strukturell Mesurë wieren zur Sanéierung vun de Krankekeesen an d'A gefaasst ginn an iwwer kuerz oder laang dierft et och zu enger Fusioun vun de Krankekeese kommen.

Den 11. Oktober 2004 koum den neie Gesondheetsminister an d'Chamberskommission fir eis matzedeelen, wat dann d'Positioun vun der Regierung zu deenen dote Froe wier. Hien huet och dunn am ganze Beräich vun der Sécurité sociale geschwat iwwert den Déficit prévisible vun 98 Milliounen Euro fir 2005, an hien huet gesot, dat wier och eigentlech keng nei Tendenz, well dat och an der Vergaangenheet schonn esou gewiescht wier, an den Defizit vun 2004 hätt nëmme kënne resorbéiert ginn duerch deen Transfert, vun deem mer jo elo grad héieren hunn.

De Minister huet och an därselwechter Sëtzung, also ongefëier zwou, dräi Woche virun der Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie gesot, dass hie sech net wéilt mat de Regierungskolleegen drop limitéiere fir just eng Kompensatioun vum Defizit ze maachen duerch Transfertsoperatiounen, mä dass e sech wéilt un déi déifst Ursaachen eruntaaschte vun deem Ganzen an och strukturell Äntwerte wéilt fanne fir deem Defizit entgéintzewierken. An hien huet dunn eis als Kommissioun gefrot, ob mir him an der Regierung géingen dobäi zur Säit stoen, a mir hunn dat mat „Jo" beäntwert.

Hien huet eis och doriwwer informéiert, dass d'Diskussioune ronderëm dee Projet, fir dee mer haut hei sinn, nämlech den 5322, wou et ënner anerem och géing drëm goe fir géint den Absentéismus ze kämpfen, dass eleng schonn d'Diskussioune ronderëm dee Projet de loi, deen um Instanzewee war - well en hätt jo schonn eng Kéier op den Ordre du jour komme sollte virun de leschte Wahlen -, dass eleng schonn déi Diskussioun eng gewësse Prise de conscience bei den Assuréë bruecht hätt an dass een dat och esouguer scho géing spiere bei de Chifferen, well een d'Gefill hätt, dass d'Abusë schonn amgaange wieren erofzegoen.

Den 9. November war dann déi Generalversammlung vun de Krankekeesen an et gouf dunn eng Bäitragserhéijung vun 0,3% décidéiert, an dëst op dem Bruttoloun berechent. Déi Erhéijung géing zu jeeweils 0,15% vun de Patronen a vun de Assuréë gedroe ginn. Och hei ass nach eng Kéier vun deem geschätzten Defizit vu ronn 100 Millioune fir 2005 geschwat ginn.

D'Patronë waren natierlech net frou an hu gesot, déi dote Bäitragserhéijunge wieren net an der Tripartite an där Form festgehale ginn; an d'Gewerkschaften hu gesot, dat wier vläicht net esou ganz prezis festgehale ginn, mä et wier awer sënngeméiss machbar gewiescht, an et ass och gesot ginn, dass dat doten noutwendeg wier, fir dass een de Sozialdialog iwwerhaapt kéint oprechterhalen. Et ass och vun de Gewerkschaften ervirgehuewe ginn, dass et schwéier wier, fir wann et eng Tripartite gëtt an ee sech net kéint op schréftlech Berichter doriwwer bezéien, dass et da schwéier wier fir déi eenzel Partenairen op déi Diskussioune respektiv op déi Konklusioune festzeleeën.

Vun der Säit vun den Union des Entreprises ass souguer gesot ginn, wann d'Tripartite nëmmen en Diskussiounsclub ass, da brauche mer se net. Vun aneren ass gesot ginn, dass een trotzdeem sollt probéiere fir an der Zukunft wéinstens e Konklusiounspabeier ze hunn, fir déi ganz Diskussiounen, déi dann am Nofeld géinge kommen, besser gemeeschtert ze kréien.

D'Tatsaach war op alle Fall - an dat war och eng Diskussioun bei deene ganze Preparatioune ronderëm déi doten Assemblée an och bei deene ganzen Interpretatiounen -, dass et misst drëm goe fir op Dauer déi defizitär Tendenz vun de Krankekeesen ëmgekéiert ze kréien, dass een awer gläichzäiteg misst dru schaffen, fir deen héije Leeschtungsniveau ze behalen, dass ee misst probéiere géint den Absentéismus virzegoen an dass ee virun allem misst gewährleeschten, dass d'Assuréën eng besser Orientéierung hätten.

Vläicht hei nach e puer Zuelen: Am Joer 2003 huet d'Union des Caisses de Maladie eng Etüd iwwert d'Evolutioun vum Krankegeld tëscht 1999 an 2002 duerchgefouert; eng Etüd, déi sech virun allem op d'Aarbechterkrankekeess konzentréiert huet, well eng Analys bei den Employés privés méi schwéier ass, well d'Krankegeld dräi Méint vum Patron bezuelt gëtt an der Krankekeess bis dohinner deemno keng Informatioune virleien.

Bei dëser Etüd koum eraus, dass den Taux vun de Krankheetsfäll tëscht 1999 an 2002 ëm 15% an d'Luucht gaangen ass. Am Joer 2002 goufen et eleng bei den Aarbechterkrankekeesen 340.000 Krankeschäiner. Zënter deene leschte Jore si scho verstäerkt Kontrolle gemaach ginn. Och hei krute mer eng Rei vun Informatioune vu Säite vun der Regierung, wann e Verdacht bestanen huet, dass en Abus kéint do sinn. Dat kann een elo méi oder manner gutt fannen. Op alle Fall krute mer bei der Union des Caisses de Maladie gesot, dass den Undeel vun de Krankeschäiner zënterhier op d'mannst mol net virun an deem Mooss ugeklommen ass, wéi et an der Vergaangenheet de Fall war. Esou dass mer d'Chance hunn, dass sech déi Situatioun awer kann apendelen.

D'Mesuren, déi an dësem Projet - an dorëms geet et jo haut - festgehale ginn, dat ass éischtens d'Verbesserung vun der Prise en charge bei der Incapacité de travail de longue durée, entweder iwwert d'Assurance maladie - dat betrëfft haaptsächlech déi Krankheetsfäll, wou et ëm Maladies aiguës a Maladies chroniques évolutives geet -, oder iwwert d'Assurance pensions. Do geet et haaptsächlech allgemeng ëm d'Incapacité de travail oder am Kader vun de Mesurë bei enger Réinsertion professionnelle. Dat ass dann eng Incapacité de travail, déi sech bezitt op déi lescht Plaz déi een hat a fir déi een eben net méi appropriéiert ass. An de Moyen dofir ass, dass en Avis motivé verlaangt gëtt, scho relativ fréi no sechs Wochen iwwert den État de santé vum Assuré vu sengem Médecin traitant, fir dass ee weess wat d'Situatioun ass an ëm wéi e Krankheetsfall et sech handelt.

De But dovunner ass, fir dem Contrôle médical ze erlaben, fir relativ fréi schonn ze wësse wéi e Système de prise en charge am appropriéierste wier. Ob et elo géing drëm goe fir d'Krankegeld weider ze bezuelen, falls eben e Schluss vun där Situatioun ofsehbar wier, ob et géing drëm goe fir eng Pension d'invalidité virzegesinn, ob et éischter Sënn géif maache fir eng Réinsertion professionnelle ze maachen oder - an dat ka jo och sinn, obwuel een hei net soll maache wéi wann dat elo onheemlech oft de Fall wier, mir ginn dovunner aus, dass et net vill schwaarz Schof gëtt - ob et drëm geet fir einfach eng Reprise du travail virzeginn an domat och Demandes abusives ze éliminéieren.

De But ass natierlech och, an da kuckt een et vun der Säit vum Assuré hier, fir den Assuré ze guidéieren, dass en dee Système de prise en charge fënnt, dee fir den Assuré am appropriéiersten ass.

Dann zweetens d'Limitatioun vun der Durée maximale vun der Krankegeldindemnisatioun op 52 Wochen, bei enger gesamter Période de référence fir 104 Wochen, esouguer wann en neie Krankheetsfall kënnt. De Moyen ass deen, dass no der zéngter Woch, wou eng Incapacité de travail virläit, op eng Referenzperiod vun 20 Woche gerechent, e Rapport médical circonstancié muss komme vum Médecin traitant, wou et drëm geet fir ze kucken, ob e Maintien vun deem Recht op Krankegeld besteet. Am anere Fall géing déi Indemnitéit dann net méi accordéiert ginn. De But ass fir op Basis vun där doter Dokumentatioun dem Contrôle médical vun der Sécurité sociale ze erlaben en Avis ze ginn, fir dann den Assuré definitiv ze orientéieren, respektiv fir dann och eng Reprise de travail ze imposéieren.

Dann drëttens d'Introduktioun vun enger Période de stage, hei de Moyen: D'Krankegeld gëtt nëmmen dann oprechterhale wann den Assuré während enger Dauerperiod vu sechs Méint assuréiert war, just ier déi Désaffiliatioun stattfonnt huet.

Véiertens d'Harmonisatioun vum Regime vun der Indemnitéit, déi am Fall vun enger Assurance accident bezuelt gëtt, mat där déi bezuelt gëtt am Fall vun enger Assurance maladie. An och hei déi Limite vun 52 Wochen, op déi ech elo grad schonn ze schwätze komm sinn.

Da war och am Projet de loi, wéi e virlouch, wéi en an d'Kommissioun komm ass, eng Reduktioun vun 10% vum Krankegeld virgesinn, fir de Fall wou d'Assuréen net hir Incapacité de travail der Caisse de Maladie gemellt haten. Dat war also de Point de départ zu deem Moment. Dat war am Oktober, wéi mer eng éischte Kéier iwwert dee Projet de loi hei geschwat hunn. Dunn hate mer zwar en Avis vum Conseil d'État, deen allerdéngs, well d'Avisë vun de Beruffskummeren nach net virlouchen, sech drop limitéiert huet fir just eng Rei vu Remarquen ze maachen, déi d'Kommissioun dann natierlech och mat op de Wee geholl huet, mä wou wéineg zum Fong…

M. le Président.- Madame, et deet mer Leed, mä d'Riedezäit ass amgaangen auszelafen.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice*.- Ech iwwerhuelen d'Riedezäit vun eiser Fraktioun, Här President. Mir haten dat esou ugemellt.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, si huet d'Riedezäit als Rapporteur plus d'Riedezäit vun der Fraktioun.

M. le Président.- Madame Mutsch, dann deklaréiert wann Der als Member vun der LSAP-Fraktioun schwätzt. Ech géif soen, schwätzt weider.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice*.- Här President, fir lech ze orientéieren, soen ech dann, dass ech hei a menger Eegeschaft als Rapportrice stinn, an och a

menger Eegeschaft als mandatéiert Spriecherin vun eiser Fraktioun.

M. le Président.- Dont acte!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci.

Mir kruten dunn den Avis vun der Chambre de Travail an och den Avis vun der Chambre des Employés privés, déi sech géint deen heite Projet de loi ausgeschwat hunn aus verschiddenen Ursaachen.

Éischtens huet d'Chambre de Travail sech dergéint ausgeschwat, dass déi Period wou ee Krankegeld ka kréien op 52 Woche géing limitéiert ginn, ganz einfach well se Angscht hat, dass et dann zu enger Exklusioun vun deene géing kommen, déi eventuell op Aarbechtsplazen nach kënnte bleiwen an ouni hiert Verscholden an eng Situatioun eragerode wieren, aus där se hirer Meenung no net méi elo géingen erauskommen.

Zweetens hu se sech och géint déi Penaliséierung ausgeschwat vun 10%, wann een d'Union des Caisses de Maladie net géing informéieren iwwert d'Incapacité de travail, an drëttens hu se sech och géint déi Regelungen ausgesprach, déi d'Interimairë betreffe wat déi obligatoresch Affiliatioun vu sechs Méint ubelaangt. A si hu fir e Remède zu där doter Situatioun ze fanne recommandéiert, dass d'Affiliatioun sech géing iwwer e Kontrakt maachen, deen dann de Salarié un eng Société de travail intérimaire géing bannen.

Ähnlech kritesch war den éischten Avis vun der Chambre des Employés privés. Et koum duerno nach en zweeten Avis an och hei goung et haaptsächlech ëm déi 52 Wochen, wou gefäert ginn ass, dass eng Lacune géing kommen, wann déi Période d'indemnisation géing oflafen.

Zweetens ass gefäert ginn, dass et zu enger Prekarisatioun géing komme bei deene Salariéen, déi e Contrat à durée déterminée hunn, falls dat géing oprecht erhale gi mat där Période d'affiliation, an drëttens och sech géint déi Penalisatioun vun de Salariéen ausgeschwat an déi 10%, déi schonn hei erwähnt goufen.

En onerwaart schaarfen Zousazavis koum dunn nach eng Kéier vu Säite vun der Chambre des Employés privés, déi nach eng Kéier drop higewisen huet, dass se et bedauert hunn, dass déi Amendementer, déi vun der Chamberskommissioun gemaach gi sinn a weider gereecht gi sinn, net pour avis un d'Beruffskummere gaange wieren, wat awer, wéi mer gesot kritt hunn, net zu den normale Chambersgeschäfter gehéiert.

Den Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics seet résuméiert, dass dëse Projet de loi de Kader vum Kompromëss iwwerschreit, deen an den Tripartite-Verhandlungen ausgeschafft gi war.

Et sinn awer eng Rei vu Acquisë vun Iwwerteneestëmmungen an deem heite Projet de loi. Éischtens d'Mesuren, déi hei proposéiert ginn, sinn am Kontext vun der schwiereger finanzieller Situatioun vun de Krankekeesen ze gesinn a ginn och als solch interpretéiert.

Zweetens, d'Tripartite huet schonn d'Pist opgewisen, dass d'Prise en charge vun der Incapacité de travail misst besser géréiert ginn, besonnesch wann et sech ëm Incapacités de travail dréit, déi sech iwwert méi e laangen Zäitraum strecken. D'Mesuren, déi dëse Projet de loi virgesäit, sinn also, zumindest wat déi Iwwereneestëmmungen ubelaangt, eng Ëmsetzung vun dësen Décisiounen. Si sinn awer trotzdeem an der Praxis contestéiert.

Ob dat elo dowéinst ass well gesot gëtt, et géing keng prezis schréftlech Rapportë vun de Réunioune vun der Tripartite ginn, esou dass dann eben d'Méiglechkeet do ass, dass verschidde Säite kënnen ënnerschiddlech Interpretatioune ginn, oder ob et déi verständlech Suerg ass, dass eventuell e soziaalt politescht Instrument géing feelen, fir falls an der Praxis géinge Cas de rigueur entstoen, fir déi Persounen opgefaangen ze kréien.

Bei allen Diskussiounen a Kritike muss ee sech awer bewosst sinn, dass sech all Säiten eens waren, dass misste Mesurë geholl gi fir dem Problem vum Krankegeld generell an och dem Defizit vun de Krankekeesen entgéint ze wierken.

Här President, an der Kommissioun vun der Santé an der Sécurité sociale ass betount ginn, dass et wichteg wier - an dat ass dunn och gemaach ginn iwwerdeems vun den Amendementer... D'Kommissioun huet als Éischt déi 10% Strofbestëmmungen erausgeholl, wat ech géing als ee vun deene wichtegste vun deenen néng Amendementer vun der Kommissioun ervirsträichen.

Et dierf een och net vergiessen, dass dat éischt Zil vun dësem Projet ass, fir scho ganz fréi am Ufank vun engem Krankefall de longue durée den Assuré ze orientéieren. Dofir gëtt schonn an der sechster Woch e Formular verschéckt, fir dass ee kann Opschloss ginn iwwer säi Gesondheetszoustand, a bannent der zéngter Woch soll den Assuré en detailléierte medezinesche Rapport areechen. Dëse Rapport soll et erlaben, den Assuré scho fréizäiteg richteg ze orientéieren, ob e weider Krankegeld oder Invalidepensioun kritt oder Mesures de réinsertion professionnelle oder ob en, falls en Abus virläit, nees schaffe geet. Dat ass ee vun den Haaptpunkte vun dësem Projet.

D'Kommissioun war sech och eens doriwwer, dass een dëse Projet de loi a ganz enkem Zesummenhang muss gesi mam Projet 5334, dem Gesetz iwwert d'Incapacité de travail an d'Réinsertion professionnelle, wat an deemselwechten Esprit zustane kënnt. Ee vun den Haaptziler ass et deemno, et guer net esou wäit kommen ze loossen, dass en Assuré iwwer 52 Woche bannent enger Referenzperiod vun 104 Wochen am Krankeschäin ass an duerno an der Ongewëssheet hänke bleift. Et kann ee sech natierlech virstellen, dass et Krankheete gëtt oder speziell Fäll wou ee riskéiert iwwert dës Wochen eraus krank ze sinn. Zum Beispill am Fall vun enger schwéierer Kriibserkrankung. An deem Fall kënnt dann d'Invalidité provisoire zum Droen.

Dëse Projet bréngt awer och fir d'Assuréen e wichtege Virdeel, nämlech deen, dass d'Assurance accident mat der Assurance maladie harmoniséiert gëtt. An Zukunft wäerten och bei der Onfallversécherung Cotisatiounen a Saache Kranken- a Pensiounskeess virulafen.

Kritiséiert gëtt och nach déi nei Konditioun vun enger Période de stage vu sechs Méint, déi virun allem Leit betréfft, déi iwwer CDDen oder Interim beschäftegt sinn. Wann een am Krankeschäin ass an de Kontrakt leeft of, dann huet ee just weider Recht op Krankegeld, wann ee virdrun iwwer sechs Méint affiliéiert war. Dozou muss ee wëssen, dass dat bis uganks den 90er Jore souwisou vill méi restriktiv gehandhaabt ginn ass. An der Praxis war et esou, dass den Assuré esou laang Krankegeld kritt huet, wéi säi Kontrakt gelaf ass. Dës Regelung ass wéi gesot uganks den 90er Jore verschwonnen, éischter ongewollt an ouni dass dës Ännerung iwwerhaapt thematiséiert gi wier. Et mécht also Sënn, dës Situatioun a geregelt Bunnen ze bréngen, och wann nach eng Rei vu Froen opstoe bleiwen.

Här President, ech kéim zu menge Konklusiounen. Dëst Gesetz kann an dierf een als concertéiert Aktioun bezeechnen, an et sollt een net nëmmen am Kontext vun dësem Gesetz iwwert den Equiliber vun de Krankekeese schwätzen oder driwwer wéi een eng Contributioun mécht fir déi schwaarz Schof aus eisem Gesondheetswiesen erauszefilteren. Et sollt ee virun allem doriwwer schwätzen, dass et engem muss gelénge fir jiddfereen, deen an engem Krankheetsfall ass, egal a wéi engem, besser ze guidéieren an e besser ze begleeden, an dass et virun allem muss drëm goe fir den héije Leeschtungsstandard, dee mir hei zu Lëtzebuerg an eisem Gesondheetswiesen hunn, ze erhalen.

Et ass dofir wichteg ze soen och am Zesummenhang mat dësem Gesetz, dass dëst zwar eng concertéiert Aktioun ass, awer keng staatlech Aktioun dierf sinn, well weiderhin d'Bereetschaft muss bleiwen zum Dialog fir, falls dat noutwendeg ass, och kënnen Nobesserungen ze maachen, falls se sech an der Praxis als punktuell noutwendeg erweisen.

Aus all deenen Iwwerleeungen eraus, Här President, géing ech zum Ofschloss vun dëser Presentatioun lech eng Motioun iwwerreechen, déi d'Ënnerschrëft vum Här Castegnaro, vum Här Kaes, vum Här Spautz, vum Här Huss, vum Här Wagner a vu mir selwer dréit a wou et mat all deene bekannte Prémissen, déi ech net hei nach eng Kéier wëll virdroen, haaptsächlech drëm geet - an ech liesen da vir -: «invite le Gouvernement à assurer la mise en vigueur simultanée des projets de loi 5322 et 5334», dat ass dee vun der Incapacité de travail, «vu leur interdépendance évidente, et afin d'éviter autant que faire se peut l'apparition d'éventuels cas de rigueur occasionnés par l'application du premier de ces textes».

Zweetens, «à établir un bilan sur les dispositions contenues dans les deux lois au plus tard 2 années après leur mise en vigueur et de procéder, le cas échéant, à des adaptations visant à éliminer d'éventuels cas de rigueur».

An drëttens, «à étudier les possibilités d'une amélioration de l'affiliation des travailleurs intérimaires qui travaillent régulièrement sur le territoire luxembourgeois, le cas échéant à travers des modifications législatives».

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le projet de loi 5322 modifiant 1. le Code des assurances sociales; 2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail prend racine dans les débats menés au sein du Comité de coordination tripartite, de la quadripartite et de l'assemblée générale de l'UCM;

- considérant que le projet de loi fait partie d'une action concertée des partenaires sociaux afin d'aboutir à un équilibre durable du budget des caisses de maladie;

- considérant que le projet de loi en question tend vers une meilleure guidance de l'assuré en l'orientant rapidement vers le système de prise en charge approprié;

- constatant que l'harmonisation du régime de l'indemnité pécuniaire payée en matière d'assurance accident avec celui de l'assurance maladie procure plusieurs avantages à l'assuré, à savoir un revenu de remplacement calculé sur base du revenu professionnel éventuellement plus élevé au moment de la nouvelle incapacité de travail que celui réalisé avant l'accident, l'affiliation à l'assurance maladie et le paiement de cotisations à l'assurance pension;

- constatant que les dispositions contenues dans le projet de loi n'ont pas d'effet rétroactif et que la limitation de la durée maximale d'indemnisation au titre de l'assurance maladie à 52 semaines au cours d'une période de référence de 104 semaines, prévue à l'article 1er du projet de loi 5322, sortira ses effets au plus tôt une année après la mise en vigueur de la loi;

- considérant par ailleurs que le projet de loi 5334 modifiant plusieurs textes législatifs vise lui aussi la détermination plus rapide du système de prise en charge approprié en cas d'incapacité de travail et dans le cadre de la réinsertion professionnelle, et est donc étroitement lié au projet de loi 5322;

invite le Gouvernement

- à assurer la mise en vigueur simultanée des projets de loi 5322 et 5334, vu leur interdépendance évidente, et afin d'éviter autant que faire se peut l'apparition d'éventuels cas de rigueur occasionnés par l'application du premier de ces textes;

- à établir un bilan sur les dispositions contenues dans les deux lois au plus tard 2 années après leur mise en vigueur et de procéder, le cas échéant, à des adaptations visant à éliminer d'éventuels cas de rigueur;

- à étudier les possibilités d'une amélioration de l'affiliation des travailleurs intérimaires qui travaillent régulièrement sur le territoire luxembourgeois, le cas échéant à travers des modifications législatives.

(s) Lydia Mutsch, John Castegnaro, Jean Huss, Ali Kaes, Marc Spautz, Carlo Wagner.

Wann ech gelift, Här President. Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President!

M. le Président.- Den Här Castegnaro freet d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Ech wollt just eng Bemierkung maachen. De Rapporteur huet dat gesot wat huet misse gesot ginn, just am Ufank eng Ausso gemaach, déi ech net kann a wëll am Raum stoe loossen, nämlech déi, dass sech an der Tripartite gëeenegt gi wier iwwert dat wat dann elo d'Basis vun deem Gesetz ass, respektiv vu munch aneren.

Ech wëll dozou just klipp a kloer soen, dass sech an der Tripartite iwwerhaapt net gëeenegt ginn ass. Et ass sech gëeenegt ginn an der Tripartite am Hierscht 2003 iwwert den Transfert vun 130 Milliounen an d'Krankekeesen aus de Pensiounskeese wéinst dem Invaliditéitsproblem. All déi aner Piste sinn undiskutéiert ginn, mat enger Prioritéit fir den Abusën d'Handwierk ze leeën, woubäi mengen ech jiddfereen d'accord ass.

Mä et ass och diskutéiert ginn, dass keng Dereguléierungen dierften entstoen, an déi Diskussioune sollten am Fréijoer weidergefouert ginn, wat awer net de Fall war, an duerfir gëtt et jo och keen Avis vum Comité de coordination tripartite. Den Avis heescht net méi an net manner wéi e Rapport, en Ofschlussrapport mat de Konklusiounen. Dat gëtt et net, an duerfir kann ee sech net op eng Tripartite beruffen, déi net zu Décisiounen, respektiv zu Konklusiounen oder Virschléi komm ass.

Dat Ganzt fënnt elo eng Léisung an där Motioun, déi d'Madame Lydia Mutsch proposéiert huet, déi och d'Matière entschäerft, well soss eng Rei Leit, ënner anerem ech, Problemer gehat hätte fir dat Gesetz do ze stëmmen, an ech gi vun deem Engagement, deem fermen Engagement aus, dass Nobesserungen, déi sech aus der praktescher Uwendung erginn, och da musse virgeholl ginn.

Ech wollt dat einfach soen, fir dass mer am Verlaf vun der Diskussioun net op eng Kéier eis ëmmer op eng Tripartite-Décisioun bezéien, déi et guer net gëtt.

Merci.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Här President, ech hunn zwar gehouscht, mä ech weess awer nach wat ech gesot hunn.

M. le Président.- D'Rapportrice huet ëmmer d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Ech weess awer nach wat ech gesot hunn. Ech hu ledeglech de Statsminister zitéiert. Ech hunn och deen Text hei leien, dee sech op déi doten Tripartite beruff huet, fir déi fënnef Mesuren, déi sech sengen Aussoen no aus deenen Tripartite-Verhandlungen erginn hunn, no vir ze bréngen. Ech war selwer net bei där Tripartite derbäi, mä ech kann awer déi Wierder vum Statsminister hei zréckginn.

M. le Président.- Mir géifen dann zur Diskussioun vum Projet de loi iwwergoen an als éischt Diskussiounsriednerin huet d'Madame Stein d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, am Numm vun der CSV-Fraktioun wollt ech der Madame Lydia Mutsch Merci soe fir hiren ausféierleche Bericht iwwert dëse Gesetzesprojet.

Wéi d'Rapportrice schonn duergestallt huet, soll dëse Projet de loi e legislative Kader fir déi Mesuren duerstellen, déi am Kader vun der Tripartite vun 2003 beschloss goufen. Dofir ass et vläicht wichteg d'Finanzparametere vun deemools nach eng Kéier an Erënnerung ze ruffen. D'Prestations en espèces, also d'Krankegeld, ass am Laf vun de Joren terribel an d'Luucht gaangen, esou datt besonnesch am Aarbechterregime, wou jo d'Krankegeld vum éischten Dag u vun de Keesen iwwerholl gëtt, et zu enger excessiver Steigerung komm ass.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech bieden lech der Madame Stein nozelauschteren.

(Interruption)

Ech bieden lech roueg ze sinn, datt d'Madame Stein a Rou schwätze kann, Här Grethen.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir sidd sensibel de Mëtteg.

(Interruptions)

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Jiddefalls ass et zu enger Steigerung vun der Belaaschtung duerch d'Krankegelder op d'Keese komm, an dat ware 16,8% am Joer 2002, dem Referenzjoer fir d'Tripartite 2003. Awer och déi aner Ausgabeposte vun der Krankekeess hunn deemools grouss Progressiounen opzeweise gehat, nämlech d'Spidolskäschte plus 5% am Joer 2002 a plus 9,3% am Joer 2003; d'Dokteschkäschte plus 10,3% 2002 a plus 8% 2003; Medikamenter plus 9,7% 2002 a plus 9,4% 2003.

Wat elo d'Prestation en espèces ubelaangt, ass probéiert ginn den Ursaachen op de Grond ze goen an et sinn haaptsächlech zwee Facteuren erausgestrach ginn. Den éischte si schlecht Gewunnechte vu verschiddene Patienten a Mëssbrauch duerch Patienten an awer och Doktere vun der Institutioun Krankeschäin. Wéi ech nach am Beruff méi täteg war, huet een ëmmer Zoustänn kritt, wann een erzielt huet, de Patron hätt gesot hie misst e Krankeschäin huelen. Éischtens ass et net um Patron dat

ze soen an zweetens hëlt ee kee Krankeschäin, mä et kritt een een, wann een e braucht. Zweetens…

(Hilarité)

…, en anere Facteur wier en Zouhuele vu Laangzäitkrankheetsfäll, wat op d'mannst zum Deel doduerch bedéngt war, dass d'Invaliditéite méi restriktiv gesprach gi sinn.

Dëst waren also d'Erausfuerderungen; a méi strukturell Moossnamen, déi sech zu engem Deel an dësem Projet erëmfannen, ware geduecht fir méi laangfristeg d'Keesen ze sanéieren.

Zu engem aneren Deel - an dat wëllt ech als ee vun deene wichtege Punkte vu menger Interventioun ervirhiewen -, fanne sech dës Moossnamen an engem anere Gesetzesprojet, dee scho vun der Madame Mutsch ugeschwat ginn ass, nämlech dem Projet Numero 5334 iwwert d'Incapacité de travail an déi berufflech Réinsertioun, erëm. Souwuel an onser Kommissioun wéi och a menger Fraktioun ass festgehale ginn, dass dës zwee Gesetzesprojeten e Ganzt sinn; si sollten zesumme betruecht ginn a si sollten och parallell a Kraaft trieden.

Déi Mesuren nämlech, déi hei am 5322 Veränneren am Krankeschäinsgesetz no sech zéien, hu klorerweis och Konsequenzen op déi Prozeduren, déi dorobberhin zum Exame vum Krankheetsfall an domat eben op eng Mise en invalidité respektiv e Reklassement duerch d'Commission mixte erauslafen. Ouni fonctionnéierend Mechanismen, déi duerch deen anere Projet wäerten aktivéiert ginn, féiert dëst Gesetz an eng Sakgaass.

D'Zouso an der Kommissioun vum Minister Di Bartolomeo, dëst zweet Gesetz an allernächster Zäit fäerdeg ze stellen, kritt ëmsou méi Poids, wann ee weess, dass schonns elo dës Prozeduren am Alldag wäitgehend ugewant ginn, an ech kann dat aus menger berufflecher Praxis bestätegen.

D'Philosophie vun dësem Gesetz ass et sécher net fir um Réck vun der grousser Majoritéit vun den Assuréé Geld ze spueren, wat jo och onsënneg wier, well dës Assuréé mat hire Beiträg schliesslech hir Krankekeese finanzéieren a si domat ganz kloer och en Intérêt hunn den Defizit a Moossen ze halen an och d'Abusën ze sanktionéieren.

D'Gesetz wäert et den Organisme vun onser Sécurité sociale erméiglechen, jiddferengem säi Krankeschäinskreditt, säi Krankendeegkreditt besser ze géréieren. Si kënne méi schnell agräifen, wann e länger dauernde Verlaf ka gefaart ginn, an de Patient weider orientéieren an déi Prozedur, déi fir hien am beschte gëeegent schéngt. Si kënnen de Patient och erëm schaffe schécken, wa keng Krankheet méi virläit.

An dësem Zesummenhank wéilt ech en anere wichtege Punkt ervirsträichen. Bis elo war et wuel den Employés privés grad wéi de Leit am Aarbechterregime virgeschriwwen, an zwar duerch d'Statute vun der Union des Caisses de Maladie, hir Krankeschäiner an den Délaien eranzeginn. Dëst huet sech awer an der Praxis net zréckgeschloen, well bei den Employés privés de Patron d'Krankegeld den éischten ugefaangene Mount plus nach eng Kéier dräi Méint bezuelt huet. Dat huet dozou gefouert, dass d'Informatiounen, déi de Contrôle médical brauch fir seng Aarbecht ze maachen, ganz einfach net virlouchen. Am Artikel 11 vum Code des Assurances sociales gëtt also elo dës Obligatioun festgehalen. Et gëtt awer an dëser definitiver Versioun op déi virgeschloe Sanktioune verzicht, déi vun enger Rei Beruffskummeren negativ aviséiert gi waren.

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Dat deet awer dem obligatoresche Charakter vun der Deklaratioun keen Ofbroch, well am Droit commun vum Code des assurances sociales an dësem Fall eng Amende d'ordre virgesinn ass, an zwar fir de Patron a fir den Employé. En neie Moment an dësem Projet ass, dass um Enn vun zéng Wochen de Krankecongé an enger Referenzperiod vun 20 Woche muss en R4-Rapport mat engem Avis motivé vum Dokter…

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

M. le Président.- Madame Stein, ech mengen, et ass Ären Handy. Dir misst e ganz ausmaachen, sou wéi d'Kolleegen och. Et ass eng äusserst sensibel Technik hei.

(Interruptions et hilarité)

Dir musst ee fannen, deen en ausmécht.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Entschëllegt, Här President. Vläicht ass hei een, dee weess wéi en ausgeet.

Also, en neie Moment an dësem Projet ass deen, dass um Enn vun zéng Woche Krankecongé an enger Referenzperiod vun 20 Woche muss en R4-Rapport mat engem Avis motivé vum Dokter um Contrôle médical ukommen. Dës Rapportë ware bis elo nëmmen am Kader vun Aarbechtsaccidenter üblech. D'Obligatioun ass eng weider positiv Moossnam vum Gesetz a läit kloer och am Intérêt vum Kranken. De Kontrolldokter kann nämlech eréischt un Hand vum Dossier vu sengem behandelnde Kolleeg wäitgehend virausgesinn, welch weidere Verlaf d'Pathologie wäert huelen, ob ee sech kann op eng Heelung astellen an et sech erlabe kann, nach e bëssen ofzewaarden, oder ob awer souwisou eng Invaliditéitsprozedur virauszegesinn ass. An dësem Fall kann dem Patient säin Dossier direkt virugeleet ginn un den Aarbechtsdokter an eventuell un d'Commission mixte, wann den Assuré viraussiichtlech net wäert amstand si seng lescht Aarbechtsplaz erëm ze integréieren.

Schliesslech kënnen op dës Aart a Weis schonn zu dësem Zäitpunkt abusiv Krankschreiwunge festgestallt ginn a Konsequenze gezu ginn. Dësem R4-Rapport gëtt eng ganz grouss Wichtegkeet zougestanen an deen Assuré, dee sech net un dës Obligatioun hält, kann d'Krankegeld verléieren.

Ech kommen elo zu deene méi ëmstriddene Punkte vum Gesetz. Wat d'Incapacité de travail ubelaangt, esou sinn an Zukunft d'Krankeschäiner aus enger Krankheet oder engem privaten Accident mat de Krankheetsperioden aus engem Aarbechtsaccident gläichgestallt. De Versécherte gëtt iwwert d'Indemnité pécuniaire de maladie während maximal 52 Wochen indemniséiert, an dat gerechent op eng Referenzperiod vun 104 Wochen. Bis elo war et esou, dass jidder Ënnerbriechung vun engem Krankheetscongé de Computer erëm op Null gesat huet.

52 Wochen, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass ee Joer. Et war mer dofir en Uleies ze hannerfroen, wéi vill esou Fäll vu prolongéiertem Congé et iwwerhaapt gëtt. Et ass schwéier zouverlässeg Zuelen ze bréngen, awer d'Äntwerte vun deene kompetente Plaze sinn inhaltlech kloer. Et gëtt der net vill. Et gëtt zwou Zorten. E puer hunn effektiv d'Délaië verpasst fir an eng aner Prozedur ze kommen. Mä betraff sinn haaptsächlech déi Leit, déi permanent zwëschen Onfall- a Krankeregime hin an hier pendelen, mat mol kuerzen, mol mat laange Krankenzäiten an ëmmer erëm neie Krankheetsfäll an engem heefege Wiessel vum verschreiwenden Dokter.

Abee, ech mengen, hei gëtt et erëm zwou Méiglechkeeten. Hei läit entweder en Abus vir an déi solle jo schliesslech ënnerbonne ginn, oder awer dëse Patient brauch Hëllef, an déi kann hien am beschten iwwer eng Ënnersichung vu sengem Fall kréien, déi eng professionell Reorientéierung erlaabt, an net iwwer eng endlos Verlängerung vun de Krankeperioden.

Ech ka mer awer och zum Beispill virstellen, dass ee Kriibskranken - d'Madame Mutsch huet dat nämlecht Beispill gebraucht -, deen ëmmer erëm chirurgesch Behandlungen, Bestrahlungen oder Chemotherapië kritt, kéint iwwert déi 52 Wochen erauskommen. Hei huet de Contrôle médical dann nach d'Méiglechkeet iwwer eng Invalidité temporaire Perioden opzefänken, oder awer iwwer e Reclassement interne oder externe eng Diminutioun vun der Aarbechtszäit mat enger Indemnité compensatoire duerch d'Commission mixte ze spriechen, wat esou engem Kranke wahrscheinlech géif entgéintkommen.

Wann dëst Gesetz den 1. Mee 2005 a Kraaft trëtt, dann hätte mer theoretesch déi éischt Betraffen den 1. Mee 2006. Dat sinn déi, déi theoretesch vum 1. Mee 2005 un déi ganzen Zäit krankgeschriwwe wiere bis dat Joer drop. Mä a vollem Ausmooss dréit et eréischt de leschten Abrëll 2007, wann den éischten Délai vun 104 Wochen ofgelaf ass. Bis dohi wäert et sécher méiglech sinn ze kucken, ob et duerch dës Moossnam wierklech Härtefäll gëtt, déi ouni eegent Verscholden an ouni abusiv Krankschreiwungen an dëse Fall kommen an hir Aarbecht verléieren. Sollt dat de Fall sinn, da gi mer eis heimadder bal zwee Joer fir Géigemesuren ze huelen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt awer och e Bléck werfen op d'Kritike vun de Beruffskummeren iwwert d'Ongerechtegkeet vum Cumul vun de Krankheetsperioden an eemol ënnersichen, wat d'Konsequenze vu laange Krankheetsperiode bis elo waren.

En Affer vun engem Accident de travail huet eng Assurance maladie continuée, déi dräi Méint viruleeft an duerno nach eng Kéier héchstens sechs Méint ka verlängert ginn. Dat ass den Zoustand wéi en elo ass. An deene meeschte Fäll huet hien no sechs Méint keng Krankekeess méi. Hie gëtt dann ugeschriwwe fir eng Invaliderent unzefroen. Dës provisoresch Rent ass him quasi automatesch zougesprach ginn, an domat erläscht gradsou automatesch säin Aarbechtsvertrag. Et war also och elo schonn dem Ermiesse vum Patron iwwerlooss, ob hien dësen Employé oder Aarbechter duerno erëm ustellt. Ähnleches gëllt fir de Krankheetsfall. No sechs Méint kann e Patron engem Kranken, ouni weider Ursaachen unzeginn, kënnegen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir verlängeren also duerch dëst Gesetz d'Schutzfrist fir déi Krank vu 26 op 52 Wochen. An Dir zweifelt jo net drun, dass ech och dëst wëll als eng Verbesserung vun der Situatioun vum Kranken duerstellen.

Ech wäert elo nach ganz kuerz op de finanzielle Volet agoen. Wat d'Krankeschäiner no engem Onfall ubelaangt, sou sinn elo dës Perioden net duerch eng Indemnité pécuniaire bezuelt, déi Indemnitéit, déi dës Patiente kréien, heescht „rente plénière", soulaang bis eben dann eng „rente d'invalidité" antrëtt. Or, a verschiddene Fäll huet dësen Ëmstand negativ Konsequenzen op d'Héicht vun der Indemnitéit gehat. Och dës Patiente kréien elo während 52 Wochen eng Indémnité pécuniaire de maladie, déi eben a verschiddene Fäll ka méi héich sinn, an déi zweetens bëinhalt, dass d'Cotisatioune virun an d'Krankekeess, an d'Pensiounskeess an an d'Fleegeversécherung bezuelt ginn. Mir hunn also hei net nëmmen eng administrativ Vereinfachung an eng Harmoniséierung vun de Prozeduren, mä och eng finanziell Plus-value fir den Assuré.

Eng däitlech Verschlechterung vum Statut brëngt dëse Gesetzesprojet nëmme fir d'Intérimairen, respektiv fir déi Leit, déi ënnert dem Regime vun engem Contrat à durée déterminée schaffen. Bis elo konnte si, och wa se nëmmen e puer Deeg geschafft haten, en Usproch op 52 Woche Krankecongé erhiewen. Dat fält duerch dëst Gesetz ewech. D'Recht op Krankegeld erläscht dann, wann och den Aarbechtskontrakt eriwwer wier, respektiv gëtt eréischt da generéiert wann ee sechs Méint virdrun, ënnerbrach vun héchstens enger Woch Stageperiod, opzeweisen huet.

D'Privatbeamtekummer schreift heizou: «Effectivement, en pénalisant les bénéficiaires notamment de contrats d'intérim par la stipulation d'une condition de stage d'affiliation obligatoire à la sécurité sociale correspondant à six mois, le législateur risque d'accroître la précarité d'emploi de ces personnes et de leur enlever le bénéfice d'une réelle assurance en cas de maladie ou d'accident. La Chambre des Employés privés propose une relance de la discussion générale au niveau de la législation sur l'emploi intermédiaire.»

Ech wëll just drun erënneren, dass dës Diskussioun, déi an der Tripartite gefouert ginn ass, dorobber berout huet, dass besonnesch am Interimsberäich d'Abusë massiv ëm sech gegraff hunn, an an der Kommissioun ass an dësem Zesummenhang och iwwer eng méi efficace Kontroll vun den Assuréë geschwat ginn.

Ech sinn awer trotzdeem der Meenung, dass een net eng ganz Kategorie Leit sollt fir e puer Béiser strofen, an dass d'Propositioun, eng weidergehend Iwwerleeung zu der Précaritéit vun dëser Zort vun Aarbechtsvertrag ze féieren, sollt mat virugeholl ginn.

Dëst Gesetz huet also no der Meenung vun der CSV-Fraktioun wäitgehend positiv Auswierkungen. Ënnert deene Reserven, déi elo schonns formuléiert gi sinn an déi sech och an der Motioun vun der Madame Mutsch erëmfannen, notamment, dass de Gesetzesprojet N° 5334 iwwert d'Aarbechtsonfäegkeet an d'berufflech Erëmaglidderung sollt parallell a Kraaft trieden, dass spéitstens no zwee Joer eng Analys muss virleien, ob net awer verschidden Härtefall duerch d'Masche vun dëser Prozedur rutschen, a schliesslech, datt eng fundamental Iwwerleeung iwwert d'Précaritéit vun den Interimsverträg sollt gefouert ginn, wäert d'CSV-Fraktioun dëst Gesetz stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Als zweete Riedner ass den Här Wagner ageschriwwen.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Selbstverständlech wéilt ech och der honorabler Madame Mutsch, der Rapportrice, Merci soe fir dee schréftlechen a mëndleche Rapport, an ech wéilt besonnesch awer och hei hir Combativitéit ervirsträichen. Op alle Fall, wann ee sech esou schlëmm verschléckt an et kënnt een awer bis zum Schluss, Madame Mutsch, da muss ech soen ass dat en Témoignage fir d'Wëllenskraaft an d'Ausdauer, an och den Asaz géif ech soe vun eisen Dammen, wat mir Männer ganz, ganz oft ze vill d'Tendenz hu fir erofzesetzen.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Loosst lech net duerchernee maachen, Här Wagner.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här Castegnaro, et si Männer, déi méi sensibel sinn op d'Stäerkte vun eisen Dammen, gesitt Der emol.

(Interruptions et hilarité)

Ech huelen Iech mat an de Club eran, ok.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi, dee mer haut hei diskutéieren, fënnt seng Origine selbstverständlech an deem, ech géif bal soe risegen an effrayanten Defizit, dee mer bei de Krankegelder, dat heescht bei de Prestation-en-espècen am Laf vun de Joren accumuléiert hunn an dee sech am Joer 2004 op bal 80 Milliounen accumuléiert huet.

Et sinn deemools zwou Mesurë geholl ginn, eng ass scho liicht ernimmt ginn d'éinescht, dat ass déi, wou mer eng Hitparad rausschreiwe gelooss hu vun deene Prestataren, déi déi meeschte Certificate géifen hei am Land schreiwen, wou mer iwwregens drop komm sinn, dass do de Porte-drapeau bei 3.800 Certificate pro Joer louch. Wéi gesot, wéi mer d'Hitparad vun deenen zéng erausbruecht hunn, si mer scho sensiblement weiderkomm, a wann ech dem Här Minister, dem jëtzegen Här Minister Di Bartolomeo seng Aussoen huelen, esou sinn d'Krankeschäiner ëm ongeféier 10% duerch déi Mesure erofgaang.

Dat war also eng éischt Mesure. Déi zweet Mesure, déi gemaach ginn ass, dat war eng Étude globale vun der UCM iwwer effectivement den État vun deene verschiddene Betriber, wéi déi verschidde Betriber justement an der Hitparad vun de Krankeschäiner nees eng Kéier géife stoen. Mir sinn do op ganz erstaunlech Resultater komm, an deem Mooss dass déi meescht vun eis sech erwaart haten, vu dass et eng Etüd war ronderëm sämtlech Secteur-économiquen hei zu Lëtzebuerg, dass een haaptsächlech an deene Betriber, wou d'Leit an d'Aarbechter méi der Witterung dobaussen exposéiert wären, dee gréissten Taux d'absentéisme hätt.

Mir waren awer ganz paff doriwwer wéi mer festgestallt hunn, dass en fait a sämtleche Secteure sech eng Zitatioun widdergespigelt huet, oder erausfonnt huet, déi bewisen huet, dass et an all Secteur économique Entreprisë gi sinn, wou den Taux d'absentéisme méi déif war, an deemselwechte Secteur awer och heiansdo effrayant héich war. Wourobber d'Konklusioun gezu ginn ass, dass dat wahrscheinlech ganz vill mat der Culture d'entreprise ze dinn hätt.

Et ass souguer ee Moment hei geschwat ginn, ob een net misst dee Moment am Numm vun der Gerechtegkeet a fir déi Abusën ze évitéieren e System vu Bonus/Malus fir déi verschidden Entreprisen aféieren, wou awer finalement gesot ginn ass, dass dat net ganz gerecht wier, vu dass och an enger Entreprise beispillsweis, wou den Absentéisme héich wär, dann awer déi Leit, déi keng Abusë gemaach hätten, mat bestrooft gi wären.

Et si finalement am Kader vun der Tripartite verschidde Mesuren zréckbehale ginn, dräi Mesuren, déi haut an deem Projet de loi sinn, nämlech déi vun dem Avis circonstancier, spéitstens während der zéngter Woch; zweetens, nëmmen ausbezuele vun 52 Wochen an enger Referenzzäit vun 104 Wochen; dréttens, dass mer déi sou genannte Périodes de stage vu sechs Méint agefouert hu wat d'Interimsaarbecht ubelaangt, well mer justement an där Etüd erausfonnt haten, dass bei den Interimen awer ontoleréierbar Abusë wären.

Et ass d'éinescht diskutéiert ginn: War dat fest zréckbehale ginn oder war dat net fest zréckbehale ginn? Ech hunn dem Här Castegnaro selbstverständlech ganz attentivement nogelauschtert. Ech muss soen, ech rangéiere mech un d'Ausso vum Premierminister vun

éinescht, esou wéi och d'Rapportrice, d'Madame Mutsch, dat fidèlement erëmginn huet, mä ech mengen et géif ze wäit féiere fir haut een Débat ze féieren, ob deen ee Recht hat oder ob deen anere Recht hat; dat géif eis op alle Fall an der Bekämpfung vun den Abusën net weiderbréngen. Dofir, mengen ech, solle mer kucke fir positiv an d'Zukunft…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här Wagner, wann ech gelift, de Statsminister nennt dat esou, dass et verschiddenaartegt Erënnerungsverméige géing ginn. Dat, wat um Pabeier festgehale ginn ass, ass dat wat gëllt.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Castegnaro, wann Dir eng Fro wëllt stellen, da frot d'Wuert, da stellt Der eng Fro un de Rapporteur. Et ass eng Fro vu Chambersreglement. Merci.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Jo, Här Castegnaro, ech äntwerten lech och direkt, mä deen hannert mir, dee steet iwwert mir, verstitt Der?

(Hilarité)

Duerfir kann ech net direkt äntwerten.

Ech wëll, wéi gesot, net op déi Spekulatiounen hei agoen. Et ass iwwregens awer och, an dat wëll ech soen, am Kader vun der Tripartite vum November 2004 eng weider Mesure zréckbehale ginn, an dat ass déi vum Opstelle vu Profiler, souwuel fir d'Assuréé wéi och fir d'Prestataire, wat natierlech mat sech brëngt, dass ee muss e groussen Débat féieren iwwert den Utile et nécessaire, an ech mengen de Minister kënnt mer confirméieren, dass op alle Fall schonn d'AMMD zënter bal engem Joer, géif ech soen, un deem ganz schwéieren Exercice aktiv ass. Mä ech sinn och dovunner iwwerzeegt, dass mer geschwë wäerten doranner Resultater kréien.

D'éinescht sinn hei vun deene verschiddene Leit, déi viru mir op dëser Tribün waren, déi verschidden Avisen ugeschwat ginn. Déi vun de Chambres patronales ware positiv, dee vun der Chambre des Fonctionnaires war am Ufank liicht nuancéiert, mä ech géif mengen, nodeem dass déi Dispositioun vun den 10% op der Indemnité pécuniaire amendéiert war, konnt si sech och un dat heite Gesetzralliéieren.

Eng gréisser Oppositioun ass komm vun der Chambre des Employés privés a vun der Chambre de Travail, woubäi ech awer muss soen, dass a mengen Aen trotzdeem hir Ängschten net justifiéiert sinn an dass en fait déi Opreegung menger Meenung no e bëssel-chen, emol net disproportionéiert, mä souguer net berechtegt ass. Firwat?

Éischtens emol, ech menge bei deem Gesetz hei geet et net drëm fir d'Leit ze bestrofen, et geet just drëm fir Abusën ze évitéieren. An et ass d'éinescht hei och schonn ugeklongen, dat wat mer de Moment am Code des assurances sociales stoen hunn, dat erlaabt jiddferengem beispillsweis 52 Woche fir déiselwecht Krankheet krank ze sinn, an där Fäll hate mer hei. Entdeckt e kuerz virdrun oder no deenen 52 Wochen nees eng aner schwéier Krankheet, da kann en nees 52 Woche krank sinn, an esou à l'infini.

Eng zweet Schwieregkeet huet doranner bestanen, dass deen, dee méintelaang gefeelt huet, nëmmen huet bräichten een Dag schaffen ze goen, dee Moment ass nees eng Kéier säin Délai vun deenen 52 Woche komplett nei ugaangen, esou dass ech op alle Fall mengen, dass alleguerten déi Leit, déi averstane si fir d'Abusën ze évitéieren, bal missten averstane si mat der Mesure vun 52 Wochen an der Referenzzäit vun 104 Wochen, et sief da si mengen déi Abusë bräichten net ofgeschaf ze ginn oder et sief dass se aner valabel Alternative géifen duerstellen, wat ech awer bis elo nach net héieren hunn.

Ech sinn och dovunner iwwerzeegt, dass déi heite Mesure beispillsweis vun 52 Wochen a vun der Referenzzäit vun 104 Wochen absolut net contraire ass zum Aarbechtsrecht, well à ma connaissance sinn Abusë bis elo nach net Partie intégrante vum Aarbechtsrecht. Nach eng Kéier, et geet nëmmen drëm fir déi Abusën efficacement ze bekämpfen.

Déi drëtt Saach ass awer och déi, dass dat heite Gesetz jo en fait eréischt een Effet huet, dat heescht en vigueur trëtt, allerfréistens no engem Joer. Ech mengen, an dat ass d'éinescht och schonn ugeklongen, dass et dofir awer extrêmement wichteg ass, dass een d'Effete vun deem Gesetz hei ganz genau suivéiert, a sollte sech Cas de rigueur erausstellen, da mengen ech hunn op alle Fall alleguerten déi Fraktiounen, déi d'Motioun ënnerschriwwen hunn, sech dozou engagéiert, dass mer dann allerschnellstens géife kucke fir esou Cas-mineuren, mä déi awer kënne grouss Konsequenzen effectivement fir déi betraffen Assuréen hunn, dee Moment ze behiewen.

Véiertens wollt ech awer och nach soen, dass een onbedéngt dat heite Gesetz muss gesinn de concert an am Kader mat dem Projet de loi 5334 iwwert d'Incapacité de travail an d'Réinsertion professionnelle, wou jo virgesinn ass, dass mer eng Adaptatioun vum Gesetz vum 25. Juli 2002 wëllen ënnerhuelen. Och do hat ech déi Zäit als Minister schonn ee Projet de loi virgestallt. De jëtzege Minister, den Här Di Bartolomeo, huet dee Projet de loi iwwerholl, hie seet hie géif se nach iwwerdenken, wahrscheinlech am Dialog mat deene verschiddene Partenaires sociaux, mä en huet sech engagéiert, esou wéi dat och aus dem Rapport ervirgeet, dass mer géife versichen dat méiglechst schnell an den éischte Méint op déi néideg Instanzeweeër ze bréngen, esou dass een op alle Fall ka soen, dass déi heiten zwee Projets de loi, och wa se net sollte matenee gestëmmt ginn, mä dass op alle Fall hir Applicatioun de concert matenee geet.

Dir Dammen an Dir Hären, alles an allem sinn ech dovunner fest iwwerzeegt, dass dat heiten ee Projet de loi ass, wou Leit, déi Abusë wëllen ofschafen, onbedéngt mussen dofir sinn. Mir mussen d'ailleurs och un alleguerten déi Leit denken, déi op der Aarbecht sinn a keng Abusë maachen, well gleeft mer eent, et ass net flott fir déi Leit, déi an enger Equipe, engem Service oder an engem Departement schaffen, wou där Leit, déi der Minoritéit ugehéieren, mä trotzdeem, déi Abusë maachen, wëssend dass déi Leit, déi effectivement hir Aarbecht gutt ausriichten, dee Moment musse fir déi matschaffen, wat ech net flott a souguer och ongerecht fannen.

Ech mengen also, dass dat Gesetz hei net nëmme seng Daseinsberechtegung huet, mä dass et ee ganz utilet Gesetz ass, an dass et sech imposéiert am Kader vun der Bekämpfung vum Defizit vun de Krankekeesen, vun deem effroyablen Defizit vun de Krankegelder. Ech mengen also, dass mer heimadder um richtege Wee sinn, an ënner Reserv vun deenen Observatiounen, déi ech gemaach hunn, däerf ech op alle Fall den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den nächste Riedner ass den Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt am Numm vun der grénger Fraktioun och just e puer Bemierkungen zu dësem Gesetz hei maachen.

Mir haten an der zoustänneger Kommissioun vun der Santé an der Sécurité sociale gesot, dass mer dee Projet hei géifen ënnerstëtzen. Et ass awer esou, dass déi Ënnerstëtzung och haut nach oprechterhale bleift, awer nëmmen doduerch dass gläichzäiteg eng Motioun hei vun de Majoritéitsparteien abruecht ginn ass, déi mer och ënnerschriwwen hunn, an där gesot gëtt, dass gekuckt gëtt e Bilan ze zéien no kuerzer Zäit vun der Ausféierung vun dësem Gesetz an dass gekuckt gëtt, ob et net awer eventuell Cas de rigueur kënne ginn, an dass dann no deem Bilan kéint op déi Cas de rigueur reagéiert ginn, fir eventuell Nobesserungen ze maachen. Also, mir wäerten dëse Projet de loi hei stëmmen.

Ech wéilt och direkt am Ufank awer net nëmmen der Rapportrice, der Madame Mutsch, Merci soe fir hir Ausféierungen, déi se gemaach huet zu dësem Projet, mä och der Madame Stein, déi eng Rei vu wäertvollen Ergänzunge gemaach huet, an och elo dem Här Wagner, well ech fannen, dass duerch déi Interventiounen, déi do vu Majoritéit an Oppositioun gemaach gi sinn, awer méi een zesummenhänkend Bild komm ass vun der Problematik vun där mer hei schwätzen.

A wann an deene vergaangene Woche vun de Beruffschamberen, a mengen Ae berechtegterweis, eng Partie Kritike komm sinn, déi awer, mengen ech, elo dass déi Motioun, déi mer hei wäerte votéieren, Kritiken doduerjer kënnen ofgeschwächt ginn, doduerjer kënnen an d'Rei bruecht ginn. Wann dat esou de Fall ass, da muss een awer soen, dass vun der Démarche hier op jidde Fall een déi Chambres professionnelles ka verstoen, wa se soen hei, mir sinn am Fong net no de klore Regelen, wéi et hätt misse sinn, en temps utile consultéiert ginn a mir hätte misse consultéiert ginn, fir dass mer nach hätten zousätzlech Avisë kënne ginn. Mä ech mengen iwwert déi Motioun, déi mer hei maachen, komme mer awer elo an eng Situatioun, wou deene Bedenken iwwert dat, wat mer parlamentaresch herno hei wäerte beschléissen, awer Rechnung gedroe gëtt.

Et ass och kloer an eisen Aen, dat ass hei schonn e puermol gesot ginn, dass dëse Projet de loi net isoléiert ze gesinn ass, mä nëmmen ze gesinn ass am Kontext vum Projet de loi, wéi den Här Wagner och lo scho gesot huet, vun der Incapacité de travail, deen domadder ganz kloer liéiert ass. Ech hoffen, dass dee Projet de loi och relativ séier kann an eiser Kommissioun diskutéiert ginn, fir dass en hei op den Ordre du jour kënnt.

Ech wëll da vläicht meng Aussoen hei méi zentral op en aneren Aspekt konzentréieren, well et jo kee Wäert huet, dass ech hei widderhuelen, wat d'Madame Mutsch hei am Detail gesot huet, wéi déi gesetzlech Regelungen elo sinn. Ech wëll meng Ausféierungen am Fong konzentréieren op de Begréff, den ëmmer erëm hei zitéiert ginn ass, wann et ëm d'Sanéierung vun de Krankekeese geet, de Begréff vun de sou genannten Abusën.

Dat Éischt, wat ech hei wëll soe bei den Defiziter vun de Krankekeesen, dat ass dass ech der Meenung sinn, dass den Abus sécherlech e Problem, e gewësse Problem och ass. Mä ech betounen awer „och ass". Den Haaptproblem vun de Krankekeesendefiziter läit a mengen Aen net do. Och wann en e wéineg, an engem klengen Ausmooss sécherlech och do läit, mä e läit global gesinn net do.

An eisen Ae läit de Problem vun de Krankekeesen hei am Land, an Däitschland a Frankräich, an der Belsch, an allen europäesche Länner op ganz aneren Niveauen. Déi Niveauen, wou déi Defiziter vun de Krankekeese sech maachen, international an net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, dat geet e wéineg an d'Richtung vun deem, wat am Fong den Här Di Bartolomeo a senger Erklärung als neie Gesondheetsminister gesot huet, wou ech total mat him d'accord sinn, dass ee muss kucken endlech ze agéieren op d'Ursaache vun de Krankheeten. A wann ee wëllt agéieren op d'Ursaache vun de Krankheeten, da muss ee soen, datt dat bis elo net gemaach ginn ass, oder héchstens minimal. A wann et gemaach ginn ass, dann ass et méi gemaach ginn um Niveau vun der Prévention secondaire am sou genannten Dépistage - mat deem mer d'accord sinn -, mä net gemaach ginn op der Prévention primaire, bei där et drëm geet d'Ursaache vun den Erkrankungen ze ënnersichen, fir dann drop anzewierken, fir dass et manner Ursaache vu Krankheete gëtt.

Do läit a mengen Aen an alle Sozialsystemer hei an Europa déi Haaptursaach, dass nämlech bis elo d'Medezin an och d'Politik, déi d'Medezin begleet huet, ze vill orientéiert waren nëmmen um reng Reparativen, nëmmen um reng Therapeuteschen, nëmmen um Heele vun der Krankheet a vill ze vill wéineg orientéiert war un den Ursaache vun der Entstehung vu Krankheeten, déi vielfälteg sinn - ganz vielfälteg.

D'Krankheeten entstinn op der Aarbechtsplaz op där enger Säit. Si entstinn doduerjer beispillsweis, dass op der Aarbecht Stresssituatioune sech akkumuléiert hunn an deene leschten zéng Joer, dass d'Leit ëmmer méi ënner Stress sinn, wat dozou féiert, dass se krank ginn. Et sinn nach ëmmer leider chronesch Belaaschtungen op der Aarbechtsplaz mat Chemikalien, déi eng Roll spillen, iwwert déi mer an den nächsten zwee, dräi Méint wahrscheinlech am Kader vu „Reach" mussen hei diskutéieren.

Et sinn nach ëmmer den Tubak an den Alkohol an nach ëmmer d'Drogen. Et sinn nach ëmmer ongesond Liewensweisen, déi dozou féieren, op déi ee muss awierken. An et gëtt also global gesinn eng ganz Rëtsch vun Ursaachen, déi dozou féieren, dass d'Leit krank ginn; a wa Leit krank ginn an eisem Système de payement à l'acte, dann ass et ganz kloer dass dat eng Logik huet, déi dozou féiere muss, dass d'Dépensë vun engem Krankekeesesystem permanent an d'Luucht ginn, a mir stellen dat jo och fest.

Also musse mer awierken engersäits op d'Ursaache vu Krankheeten a mir misste vläicht och diskutéieren iwwert d'Prise en charge vun de Krankheeten, iwwert déi diagnostesch an therapeutesch Prise en charge vu Krankheeten.

(Interruption)

Ech soen dat hei, well et a mengen Aen net egal ass. Dat hei ass e Projet de loi, deen e prezise Punkt erausgräift, mä hei ass awer am Ufank gesot ginn, et geet drëm fir eis Krankekeesen ze entlaaschten, an da musse mer schwätzen iwwert d'Abusën, gell?!! Dat war jo den Ufank. Mä ech soen, et kann een dat net eleng esou gesinn. Dat ass een Aspekt dovun, awer net deen eenzegen. D'Madame Mutsch hat insgesamt iwwert d'Krankekeesendefiziter geschwat, dofir wollt ech och e wéineg dorobber hei agoen, fir ze soen, dass een awer och muss awierken op déi wierklech Ursaache vun den Defiziter vun de Krankekeesen.

Elo zum Projet de loi da selwer an zu den Abusën. Ech soen hei a mengem Numm an och am Numm vun der grénger Fraktioun, dass et fir eis evident ass, dass et Abusë gëtt um Niveau vun de Salariéen. Ech sinn absolut iwwerzeegt, a jiddferee kennt dat och, dass et Fäll vun Abusë gëtt. Ech wëll awer dobäi soen, dass dat net…

(Interruption)

Ech wëll awer net…

Mä da lauschtert, ech schwätze jo virun elo!

Ech wëll awer soen, dass ech der Meenung sinn, dass dat awer kee generaliséierte Phenomeen ass, dass dat e Phenomeen ass, deen et gëtt, mä dass en net majoritär ass; dat sinn eng Partie vu Fäll, déi et gëtt. An da muss een alt kucken drop anzewierken. Dat gëtt jo versicht mat dësem Gesetz ze maachen.

Op där anerer Säit ass jo d'Problematik vum Abus eventuell och um Niveau vum Prestataire de soin, um Niveau vum Dokter, deen en da krankschreift, gell?! Mir hu jo lo just hei nach, mengen ech, vum Här Wagner gesot kritt, wéi vill a wat fir eng Dokteren et gëtt, déi sech eng Freed doraus maachen, méiglechst vill krankzeschreiwen - wahrscheinlech, well se doduerch Clienten halen. Wa se de Clienten entgéintkommen, fir se krank ze schreiwen, dann hu se vill Clienten, gell?! A vill Consultatiounen. Déi gëtt et och.

Ech wëll awer och do net d'Dokteren all insgesamt an d'Pan klaken. Ech mengen, déi meeschten Doktere maachen dat korrekt, mä et gëtt och do déi sou genannte schwaarz Schof. Gutt.

Bon, an da gëtt et drëttens d'Fro vun den Abusën, iwwert déi hei dann awer net geschwat ginn ass an iwwert déi een dann awer och misst schwätzen. An deen Abus, iwwert dee siele geschwat gëtt, ass dee vun der Patronatssäit hier. Dat ass deen Abus, dass et awer heiansdo Aarbechtsbedingungen op der Aarbechtsplaz och hei zu Lëtzebuerg nach gëtt, déi effektiv krank maachen. Sief et duerch psycheschen Drock oder eventuell souguer nach duerch Belaaschtungen, déi et op der Aarbechtsplaz gëtt am Sënn vu chemeschen, chronesche Belaaschtungen, duerch déi Leit krank ginn. Doriwwer schwätzt d'Patronat net gär. An dofir soen ech dat awer hei, an och doriwwer muss geschwat ginn.

Da kënnt e Punkt dobäi, dee fir mech zentral ass. Wie stellt da fest, a wie schreift da krank? Dat si jo d'Dokteren, gell? A wie confirméiert dat duerno? Dat ass jo de Contrôle médical. Dat ass de Contrôle médical! Bon, fir mech wier et da wichteg, dass, wann Dokteren dat do maachen, a wann de Contrôle médical dat confirméiert, dass déi Dokteren dann awer och eng optimal Formatioun hätten, fir iwwerhaapt ze erkennen, ob een e Simulant ass oder ob een tatsächlech duerch Belaaschtungen op der Aarbechtsplaz krank ass.

Dat ass am Moment, Här Minister, leider net de Fall. Am Contrôle médical gëtt et net een eenzegen Dokter, deen eng Formatioun gemaach huet, fir festzestelle beispillsweis, ob en Aarbechter op enger Aarbechtsplaz neurotoxesch Gehirschädegunge matkritt huet oder net - am chronesche Beräich. Dat ass schued an dat misst geännert ginn. Do misste Leit sëtzen, déi och iwwert déi Saachen eng Ahnung hätten, an där Leit sëtzen awer keng do.

Da geschitt et esou, dass beispillsweis Leit do als Simulanten ofgedoe ginn, dass et dann zu de berühmte Cas de rigeur kënnt, wou Leit dann an eng Situatioun kommen, déi dann heiansdo aus enger sozialer Vue gesinn net méi seriö an net méi tenabel ass.

D'Konklusioun vun der ganzer Geschicht ass: Mir missten och drop awierken, dass d'Medeziner a virun allem d'Leit aus dem Contrôle médical eng adequat Formatioun kréien, fir kënnen ze jugéieren, ob eppes, wat en Dokter als krank befonnt huet, ob dat effektiv Simulantentum ass, oder ob et effektiv duerch beispillsweis neurotoxesch Schiedegungen oder duerch psycheschen Drock a sou viru komm

ass. Dat misst nach kommen. Et misst eng besser Weiderbildung do komme vun deenen Dokteren, an da géife mer vläicht an eng wëssenschaftlech méi seriö Approche erakommen, fir déi Saachen do kënnen ze jugéieren.

No dësem Exkurs - deen awer a mengen Aen e wichtegen Exkurs ass, well dat och zu deem Projet gehéiert, zu deem mer dann duerno wäerte kommen iwwert d'Invaliditéit, deen e wichtege Projet ass - schéngt et mer dann awer noutwendeg ze soen hei, wat bei dësem Projet elo erauskënnt.

Wat ënnert dem Stréch erauskënnt an eisen Ae sinn eng Rei Verbesserungen. Et ass virdrun drop higewise ginn, bei der Assurance accident beispillsweis, dass do vun der 13. op déi 52. Woch verlängert gëtt. Et ass fir mech e Fortschrëtt, dass dat och pensionnable ass. Dat ass fir mech e Fortschrëtt. Et ass also net esou, wéi vu Gewerkschaftssäite gefäert gëtt, dass eng reng Ofbaulogik mat dësem Projet verbonnen ass. Dat ass a mengen Aen net de Fall. Wann hei nach Problemer wäerte sinn an iwwreg bleiwen, Cas-de-rigeuren, da solle mer kucken e Bilan dovunner ze maachen, an da solle mer kucken eventuell Adaptatiounen an een, zwee Joer vum Gesetz ze maachen - wa se dann noutwendeg géife ginn. Mä insgesamt gesi mengen ech, dass mer hei e Projet virleien hunn, deen an eng korrekt Richtung geet, an dofir kënne mir als Gréng och dofir stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. D'Wuert huet elo d'Regierung. Ah, entschëllegt, den Här Jaerling huet nach d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Net esou schnell. Dir hat e gewiichtege Mann vergiess.

(Interruption)

Nach net. Merci, Här Minister.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ob dat gradsou gutt ass?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Also ech géif mengen, Här Huss, wat Dir elo hei vun lech ginn hutt, domat hutt Der Är Existenzberechtegung awer uerg a Fro gestallt.

(Hilarité)

Här President, d'Madame Rapportrice huet dat, wat vun der Regierung gewollt ass, ganz gutt hei erëmbruecht, woufir een hir och ka félicitéieren. Dat wëllt awer net heeschen, datt ech mat där onsozialer Ausriichtung vun dësem Rapport, deen d'Philosophie vum Projet erëmspigelt, d'accord sinn.

Dëse Projet, dee mir als ADR, an net nëmme mir, vun der Dagesuerdnung wollte sträichen, huet nëmmen eng Virgeschicht, awer dofir e ganze Koup Hannergedanken an haut och nach e ganzen Eemer voll Kuddelmuddel dobäikritt. Wéi ech an der Kommissioun all dat, wat elo an där Motioun do steet, déi haut op eemol hei opgetaucht ass, ervirbruecht hunn, du sinn ech mer virkomm wéi den Don Quichotte. Dofir kommen ech mer elo mat dëser Motioun hei vir, wann ech déi liesen, wéi wann ech schonn eng ganz Arméi hanneru mer hätt. Ech sinn erstaunt…

(Interruption)

Här Huss, wann ech gelift, dat hei ass eng Motioun vum schlechte Gewëssen, déi Der hei ervirbruecht hutt, well dat hunn ech nach net erlieft, dass hei, wann e Gesetz presentéiert gëtt, dann direkt eng Motioun hannendru kënnt fir dat, wat an deem Gesetz schlecht ass - wat jiddferee weess -, erëm riichtzebéien! Also dat ass eenzeg an Europa! Dat wëll ech lech awer soen. Dat do gëtt et nëmmen hei an dëser Chamber! Voilà.

An déi Motioun hei ass de Beweis, datt dat hei e schlechte Projet ass a wäert bleiwen! An Dir kënnt och mat där Motioun do dat, wat Der elo mat dësem Gesetz verbriecht, wou Der sot, an zwee Joer géift Der dann eventuell – eventuell! - Cas-de-rigueurë riichtbéien; déi Cas-de-rigueuren, déi huelt Der awer net ewech. An déi Leit, déi duerch dat Gesetz hei an déi Cas-de-rigueurë kommen, déi sëtzen am Misère an net Dir!

Här President, déi Virgeschicht ass déi, datt duerch eng Jurisprudenz vun 1996 d'Zougestoe vun enger Invaliditéit méi restriktiv gehandhaabt ginn ass an doduerch manner Invaliderenten ausgestallt goufen. Ech betoune manner Invaliderenten, well d'Zuel vun den Invaliden huet net geännert, déi ass bliwwen. Just datt se vun enger Instanz a vun engem Recours an deen anere gejot gi sinn; de Moment, wou déi Jurisprudenz opgetaucht ass, ass erstaunlech, souguer scho verdächteg.

Nämlech grad an deem Moment wou d'EU eis e béise Fanger gewisen huet, well mer anscheinend eis Matbierger ze vill fréi géifen an d'Pensioun schécken an eis Zuel vun den Invaliderenten hinnen ze héich erschéngt huet. An dat bestätegt och mäi Verdacht, datt, datt manner Invaliderenten zougestane gi sinn, keng medezinesch, mä eng politesch Décisioun war!

Elo gëtt behaapt, datt doduerch, datt manner Invaliderenten ausgestallt ginn, d'Leit sech méi laang krankmellen, an doduerch den Defizit vun de Krankekeese géif steigen. Wat jo awer nëmmen normal ass. De Mënsch, dee vu sengem behandelnden Dokter als aarbechtsonfäeg ugesi gëtt, gëtt dofir net méi gesond, andeem him d'Invaliderent verweigert gëtt.

Wat an dëser Diskussioun awer nach derbäikënnt ass Folgendes: Wann ee soss an d'Invaliderent gaangen ass, dann huet d'Pensiounskeess der Krankekeess de Montant erëmbezuelt, deen d'Krankekeess vum éischten Dag vun der Krankmeldung u bezuelt huet. Wéi dat net méi de Fall war, du sinn d'Krankekeesen a Schwieregkeete komm an dunn ass d'Gejäiz lassgaang. A fir dat Lach ze stoppen, ech mengen do erënnere mer eis jo all drun, sinn 130 Milliounen aus de Pensiounskeese geklaut ginn. Mä d'Krankekeese mussen awer elo nach ëmmer d'Krankegeld bezuelen, bis den Assuré an d'Invaliderent geet oder se zougestane kritt. Do huet sech näischt geännert.

Dëst Gesetz soll zum Zweck hunn, den Defizit vun de Krankekeesen ze decken, an dat ausschliesslech op Käschte vun de kranken Assuréën. An ech zitéieren aus dem Rapport: «Ainsi le projet de loi a pour objet de traduire les mesures retenues par le Comité de Coordination tripartite, visant de contrecarrer l'absentéisme abusif et à redresser durablement la tendance budgétaire déficitaire de l'Union des Caisses de Maladie.»

Eleng dëse Passage aus dem Rapport weist kloer, ëm wat datt et hei geet. D'Regierung an d'Tripartite sinn der Meenung, datt den Defizit vun de Krankekeesen eleng duerch den Absentéismus entsteet an och nëmmen duerch d'soi-disant Bekämpfung vum Absentéismus ka redresséiert ginn. Et geet also eenzeg an eleng drëm fir de kranken Assuréë weider Contrainten opzëerleeën. Si ginn alt erëm eng Kéier als déi eenzeg Schëlleg um Krankendefizit ugeklot!

An dat sollen anscheinend och d'Konklusioune vun der Tripartite gewiescht sinn, just datt elo op eemol vu Gewerkschaftssäit, déi jo awer an der Tripartite dobäi waren, dat do ferm contestéiert gëtt. Dee ganze Projet gëtt a Fro gestallt, an déi berechtegt Fuerderung, fir de Projet zréckzezéien, ass och gestallt ginn.

Vun enger anerer Säit gouf dann awer behaapt, d'Gewerkschaften hätten an der Tripartite de Projet guer net contestéiert, wat ech einfach net gleewe kann an och net gleewe wëll. Wie schwindelt dann also hei? D'Gewerkschaften, déi sech anscheinend hirer Responsabilitéit vis-à-vis vun den Assuéen elo eréischt bewosst ginn, oder déi, déi behaapten, d'Gewerkschaften hätte sech an der Tripartite net gewiert an dee Projet hei guttgeheescht?

De Problem ass, datt mer als Volleksvertrieder dat net kënnen erausfannen, dat net kënnen novollzéien, well mer jo net direkt informéiert ginn iwwert dat wat an der Tripartite geschitt; wat mer awer eigentlech missten, well mer hei permanent mat Virschléi vun der Tripartite virun e Fait accompli gestallt ginn a wou sech ganz oft hannert de Konklusioune vun der Tripartite verstoppt gëtt, fir onsozial Projeten ze verkafen.

Duerfir, Här President, wëll ech nach eng Kéier eng Motioun hei areechen, déi d'Regierung opfuerdert, de Volleksvertrieder e Verbatim vun allen Diskussiounen an der Tripartite zouzestellen.

(Interruptions)

Een, hunn ech gesot, ech betounen ee Verbatim, well ech hat d'leschte Kéier de Feeler gemaach, datt ech an der Motioun geschriwwen hat „de Verbatim". Elo hunn ech den „de" ewechgeholl, gell, a wa mer elo hei awer déi Motioun do stëmmen, da gëtt et een, da musse mer „ee" kréien. Voilà. Well deemools gouf vun der Regierung nämlech d'Argument geholl, et géif kee Verbatim ginn, well ech „de" Verbatim geschriwwen hat. Elo hunn ech „e" Verbatim geschriwwen, an elo sinn ech iwwerzeegt, datt dat dann endlech kloer verstanen ass.

(Interruptions diverses)

Motion 2

D'Volleksvertriederkummer,

- hëlt zur Kenntnis, datt mam Gesetzesprojet Nr. 5322 Moossnamen ëmgesat solle ginn, déi an der „Tripartite" beschloss gi sinn;

- stellt den immensen Afloss vun engem ausserparlamentareschen, net vum Vollek gewielten Organ, der „Tripartite", op politesch Entscheedunge fest;

- condamnéiert, datt déi gewielte Vertrieder vum Vollek nëmmen indirekt iwwert d'Entscheedungsofleef an der „Tripartite" an d'Motivatioune vun deenen do getraffenen Décisiounen informéiert goufen a ginn;

- stellt fest, datt och déi vun de Medie rapportéiert Informatiounen an Aussoen iwwert d'Geschéien, ewéi och d'Begrënnung vun den Décisiounen an der „Tripartite" nëmmen op Héieresoe berouen a soumat allze oft widderspréchlech sinn;

fuerdert d'Regierung op

- jiddfer Volleksvertrieder e Verbatim vun de jeeweilegen Tripartite-Sëtzungen zoukommen ze loossen.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Här President, de Projet, dee mer hei virleien hunn, ass e schlechten an onsoziale Projet, well en en isoléierte Projet ass, dee just d'Assuréë viséiert, a besonnesch d'Aarbechter. Also just déi, déi schonn duerch hir schwéier a ganz oft gesondheetsschiedlech Aarbechtsbedingungen an do derbäi och nach mat Hongerléin genuch erdroe mussen. Well d'Regierung net à même ass, oder net den néidege Courage huet, fir am Krankekeesendossier konsequent virzegoen. Mir hätte gär vun der Regierung, datt se soll d'Kaarte kloer op den Dësch leeën, andeem se all Facettë vum Krankekeesendefizit beliicht an dann och endlech déi néideg Strukturreformen ugeet, déi d'Krankekeese kënne laangfristeg sanéieren.

Mir hunn als ADR eng Rei Virschléi gemaach, déi och deelweis vum neie Gesondheetsminister souguer als sympathesch fonnt gi sinn, als gutt fonnt ginn. Ech wëll se net nach eng Kéier hei opzielen, ech menge jiddferee kennt se. Mä fir konsequent virzegoen, muss een de Courage hu fir sech u verschidde Lobbyen erunzetrauen. Mat dësem Gesetzesprojet gëtt deen einfache Wee gesicht; e Wee, wou mat deem mannste Widderstand gerechent gëtt, well elo mat dëser Regierungskonstellatioun sécher gerechent gouf, et hätt een d'Gewerkschaften am Gréff. Gott sei Dank si se do awer um Holzwee.

Här President, ech wëll elo eemol dëse Projet a seng katastrophal Konsequenzen awer e bësse beliichten. Anscheinend soll eng Gläichstellung ugepeilt ginn tëschent deene verschiddenen Assuréen, mä wat fir eng Gläichstellung, dat froen ech mech. Wou ass d'Gläichstellung tëschent den Aarbechter a Beamten, respektiv den Indépendanten? Nach ëmmer bestinn d'Ënnerscheeder an de Cotisatiounen, nach ëmmer bestinn d'Ënnerscheeder am Beräich vun der Kontroll, dat souwuel wat d'medezinesch Kontrollen ubelaangt wéi och d'spezifesch Kontroll doheem.

Den Aarbechter kritt eng Ausgangsspär verhaange wann e krank ass an e gëtt vun de Krankekontroller bis doheem op d'Toilette verfollegt. Wéisou musse mer iwwerhaapt kontrolléieren ob den Aarbechter doheem ass, wann e krank ass? Gëtt en dofir méi gesond? Wat kaschten déi Kontrollen iwwerhaapt, wann ee weess datt d'Salariat bis zu 100 km ronderëm eisem Land hierkënnt? Wéi gesäit et juristesch aus, wa mer e Beamten an en anert Land schécken, fir d'Leit an hiren Haiser ze kontrolléieren?

Déi Kontrolle bei den Aarbechter sinn deemno onméiglech seriö duerchzeféieren, kaschte just vill Geld. Mir kënnen och net domat d'accord sinn, datt doduerch, datt mer d'Assuréen net am Ausland kënne kontrolléieren, just d'Assuréen hei am Land kontrolléiert ginn. Duerfir sollen eiser Meenung no déi Hauskontrollen ofgeschaaft ginn an duerch méi geziilte medezinesch Kontrollen ersat ginn.

Firwat hunn zum Beispill d'Indépendanten eréischt no dräi Méint Urecht op Krankekeess? Si bezuele gradesou gutt vun der éischter Minutt un hir Cotisatiounen a missten deemno dann och déiselwecht Rechter zougestane kréien, wa mer scho vu selwechte Rechter…

(Interruption)

Si bezuelen hir Cotisatiounen a si hu manner Rechter.

Une voix.- Do hutt Der gutt geschwat!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Firwat gëtt dann emol net eng Kéier wierklech, an ech mengen et ass hei schonn ugeklongen, seriö iwwert d'Abusë vun den Employeure geschwat, déi regelrecht… - ech hu jo gesot, et ass schonn hei dovu geschwat ginn, mä, Här Huss, dierf ech wann ech gelift och nach eng Kéier doriwwer schwätzen?! Iwwert d'Abusë vun den Employeuren, an dat wësse mer aus der Praxis, déi hir Mataarbechter geziilt an d'Krankeschäiner schécken. Dat gëtt emol guer net vun den Employeursfédératioune contestéiert, déi da soen, jo, och si misste bei sech kucke fir hir Abusën an de Gréff ze kréien, wou iwwregens dat Wuert Abus mer schonn esou lues zum Hals eraus hänkt.

All dat si Froen, déi mat dësem Projet net gekläert ginn. Dëse Projet fummelt dann och nach an der Onfallversécherung erëm. Firwat gëtt och an deem Beräich isoléiert d'Stéckwierk fabrizéiert, wou dach gewosst ass, dass eng fundamental Reform vun der Onfallversécherung an Aarbecht ass?

(Interruption)

Wat gelift?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Hätte mer dat heiten net solle maachen?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Neen, lauschtert emol, Här Minister. Dat wat Dir hei wëllt maachen ass souwisou virgesinn an der Reform vun der Onfallversécherung!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Déi kënnt awer eréischt an anerhallwem Joer.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ma dat hei kënnt eréischt a véier Méint.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Wann dann ee seet annerhalleft Joer; bei lech geet et ëm e Grapp net un.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Neen, bei lech geet et ëm ee Grapp net un. Wa mer hei vu Grapp schwätzen, ech mengen dann…; wann ech gelift.

Wat mir wëllen, an ech hunn lech et virdu gesot, ech hunn lech et an der Kommissioun gesot: Et geet net, dass mer hei einfach isoléiert Projete maachen an déi wierklech Reformen net uginn. Dat hei hätt missen e Ganzt ginn. Do hätte mer nach véier Méint Zäit gehat, well dat hei jo eréischt a véier Méint souwisou a Kraaft trëtt, an dann hätt Der och kënne mat de Sozialpartner nach eng Kéier seriö iwwert dee Projet hei diskutéieren. Dat hunn ech lech alles an der Kommissioun gesot, an de Bewäis, dass ech Recht hat, dee läit an där Motioun hei um Dësch.

Dëse Projet ass fir mech e sozial onverantwortlecht Wierk, wat och d'fundamentaalt Aarbechts- a Sozialrecht a Fro stellt, an zwar de Kënnegungsschutz vun de kranke Salariéen. Doriwwer ass de Mëtteg kee Wuert geschwat ginn. Dat schéngt anscheinend hei kee Problem ze si fir keen, wann de Kënnegungsschutz a Fro gestallt ass.

D'Introductioun vun der Dispositioun, déi d'Prise en charge vu sämtleche Krankeperioden op e Maximum vun 52 Wochen an eng Referenzperiod vun 104 Woche festleet, riskéiert en automatescht Opléise vum Aarbechtsvertrag, an dat schonn no enger kuerzer Zäit. Dobäi kënnt nach, datt den Assuré dann och nach kee Recht op Chômage kritt, well en nom Verloscht vun sengen Affiliatiounsrechter bei der Sécurité sociale keen Aarbechtsvertrag méi huet.

De Projet gesäit dann awer an deem Zesummenhank eng gewëssse Flexibilitéit a Contrôle vir, also beim Retrait vum Krankegeld. Hei sollen awer d'Statute vun der UCM Prezisioune bréngen. Et freet sech just wat fir eng, a wat fir eng Konsequenzen déi dann erëm op den Assuré wäerten hunn, well an der UCM sëtzen déiselwecht Acteuren um Hiewel, déi och fir dëse Projet verantwortlech sinn.

Da schreift dëst Gesetz och nach eng Stagezäit vu sechs Méint vir, fir Urecht op Kranken- an Unfallversécherung ze hunn, dat fir anscheinend ze verhënneren, datt bei den Zäitverträg kënnen Abusë bedriwwe ginn; dat heescht, den Assuré an och säin Employeur bezuele sechs Méint Cotisatiounen an eng öffentlech rechtlech Krankeversécherung, ouni eng Leeschtung an d'Plaz ze kréien. Dat ass einfach onerhéiert.

Wat grad esou onerhéiert ass, dat ass datt den Assuré no der 10. Woch oder bis zu der 10. Woch muss e motivéierte medezineschen Zertifikat vu sengem Dokter virleeën. Wat dee Quatsch soll, dat verstinn ech awer nu guer net.

De Krankeschäin gëtt all Kéiers op eng bestëmmte Period ausgestallt a vun engem behandelnden Dokter medezinesch motivéiert. Wann d'Sécurité sociale gäre méi Asiicht hätt op de medezineschen Zoustand vun engem Assuré, da soll se en an de Contrôle médical ruffen. Dat ass dat wat ech ënnert Kontrolle verstinn.

Et ass dach net um Assuré Kontabilitéit ze féieren, besonnesch och nach wa säi Gesondheetszoustand net esou an der Rei ass, an da soll en nach Kontabilitéit féieren iwwer wivill Deeg dass en effektiv krank ass oder net.

Hei geet et just drëm d'Indemnisatioun vun de Krankeperiode mat alle Moyenen ze reduzéieren. Bei dësem Projet geet et drëm, rëm eng Kéier just déi ze harceléieren, déi duerch hir ganz oft schwéier a penibel Aarbechtsbedingunge méi der Krankheet an den Unfallrisiken ausgesat sinn, an ouni dann och hei an dësem Zesummenhank emol eng Diskussioun ze féieren iwwert d'Ergonomie, iwwert de Stress, iwwert den Harcèlement op der Aarbechtsplaz, deenen alleguer déi Leit, déi mer hei am Fong viséieren, ausgesat sinn.

D'Beruffschamberen an d'Gewerkschaften hu vernichtend Avisen ofginn iwwert dëse Projet an hu gefuerdert, Dir sollt en zréckzéien, fir zumindest nach emol driwwer kënnen ze diskutéieren. Dat ass dat mannst wat misst geschéien.

Et geet awer net duer, just nach eemol iwwert dëse Projet ze diskutéieren. Ech hunn et scho gesot, an ech widderhuelen et esou oft, bis Der et bekäppt hutt: De Krankekeeseproblem kréie mer net geléist mat isoléierten eesäitege Bidonsprojeten, déi nëmmen den Assuré viséieren. De Krankekeeseproblem kréie mer nëmme geléist, wann déi néideg Reformen esou schnell ewéi méiglech ageleet ginn. Dofir muss d'Regierung sech awer u verschidde Lobbyen eruntrauen. A wann d'Regierung dofir ze feig ass, da loosst wann ech gelift och déi krank Leit a Rou.

Mir stëmmen dee Projet net, a well mer dee Projet net stëmmen - géif den Här Weiler soen -, ass déi Motioun hei och superfétatoire an dofir stëmme mer déi och net.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Elo huet d'Regierung d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll direkt soen, dass ech all deene bäiflichten, déi festgestallt hunn, dass een deen heite Projet net däerf isoléiert gesinn. Dee Projet ass e Bausteen vun engem Gesamtkonzept fir en dauerhaften Equiliber an eise Krankekeesen hierzestellen, deen am Moment net ginn ass; en Equiliber dee mer brauchen, fir datt d'Krankekeesen eis Gesondheet kënnen dauerhaft weider finanzéieren. Well mer sollen eis net der Illusioun hierginn, dass eis Gesondheet méi bëlleg gëtt. Si gëtt an Zukunft och nach weider méi deier. Da musse mer dofir suergen, dass déi Gelder, déi mer hunn, esou gutt wéi méiglech agesat ginn.

Et ass een Element vun engem Ganzen, fir eis Krankeversécherung an den Equiliber ze kréien. Et ass och en Element vun enger Gesamtapproche fir de Kranken, deen am Aarbechtsprozess ass, esou gutt wéi méiglech ze guidéieren an esou séier wéi méiglech op déi richteg Plaz ze guidéieren. An ech wëll elo mol einfach esou an de Raum stellen, dass et dem Kranke kee Gefale gemaach ass, wann een e fënnef Joer am Krankeschäin hänke léisst, wat an der Vergaangenheet dann und wann passéiert ass, faute de mieux, well een déi Strukturen net hat, déi ee gebraucht hätt, fir dee Mann oder déi Fra kënnen ze guidéieren.

Mir hunn déi Instrumenter zënter 2002 mat där neier Invaliditéitsregelung, mat dem Reclassement professionnel, wou mengen ech e grousse Worf gegléckt ass, och wann dee Projet op e puer Punkte geklemmt huet, fir dat op gutt lëtzebuergesch ze soen. Mä dofir schaffe mer jo och am Moment zesummen un enger Revisioun vun deem dote Gesetz, wou mer d'Prozedure wëlle vereinfachen, fir dass déi zwee Projeten esou gutt wéi méiglech anenee kënne gräifen. Dat heescht also, zwee Standbeener huet deen heite Projet.

Éischtens ass en en Element fir den zukünftegen Assainissement, an nëmmen een Element, op anerer kommen ech nach zréck, vun eise Krankekeessen an zweetens fir deene Kranken eng Guidance ze garantéieren, déi déi richteg ass.

Dee Projet ass kee Selbstzweck, en ass och net do fir d'Leit ze schikanéieren, mä en ass d'Resultat vu laangen Diskussiounen, déi iwwer Joren elo ginn an déi drop zréckzeféiere sinn, dass mer e Problem bei eise Krankekeesen hunn. An ech soen dat nach eng Kéier, mir hunn e Problem bei eise Krankekeesen. Dee Problem ass ënnert anerem drop zréckzeféieren, dass mer déi Gelder, déi mer zur Verfügung hunn, net ëmmer optimal ausginn, an dass mer et net fäerdeg brénge fir den utile et nécessaire ze definéieren, an dass mer et net fäerdeg bréngen do den Hiewel unzesetzen, wou e muss ugesat ginn, mä heiansdo déi Sue versickere loossen, ouni dass et e Méi vu Gesondheet bréngt. Fir dat ze änneren ass eng vun deenen Zilsetzungen, déi mer mussen erreechen.

Ech sinn 100%eg mam Här Huss d'accord, wann e seet…

(Interruptions)

Jo, Här President, ech si mam Här Huss d'accord, wann e seet, dass d'öffentlech Gesondheet net eréischt beim Schneiden ufänkt, mä bei de Liewensaart a -weisen; déi Prioritéit ass och ee vun deenen Elementer, wou mer den Hiewel mussen usetzen - also, d'Moyenen esou efficace wéi méiglech asetzen, zweetens richteg asetzen, keng Gelder verbëtzen, an net falsch ausginn.

Da sinn ech bei deem Konzept, dat mer zesummen ugaang sinn. Dat ass ee Konzept vu Responsabiliséierung vu sämtleche Partneren a contrario zu deem, wat ëmmer an de Vierdergrond gestallt gëtt, zu den Abusën. Well Abusën, vun deene mer esou vill schwätzen, sinn net ëmmer bewosst Abusën, mä faute de mieux le savoir mécht een dat esou, well dat eben ëmmer esou gemaach ginn ass. Eis Approche ass déi vun der Responsabiliséierung, vun dem Message, dass mer eis ëm eis Keese musse këmmeren, well soss gi se eis futti an da geet dee beschte Gesondheetssystem vun der Welt lues a lues d'Baach erof. An dat kann net eist Zil sinn.

Spueren ass ee vun deene méigleche Rezepter, well et gëtt e Spuerpotenzial - do si mer eis alleguer eens. D'Leit abannen a verhënneren, dass falsch Orientatioune kommen, ass en Zweet. A genee dat ass d'Zil vun dësem Projet.

Ech wëll net nach eng Kéier op d'Virgeschicht zréckkommen. D'Virgeschicht geet op d'Tripartite zréck. Ech souz net an der Tripartite, wëll ech Iech soen. Dofir hunn ech och do keng „strong feelings", ob et ee Pabeier ginn ass, ob et kee Pabeier ginn ass, ob et en ofgeseente Pabeier ginn ass oder net.

Ech kann Iech op jiddfer Fall soen, dass, wann ech an Zukunft bei d'Tripartite-Sitzungen dobäi wäert sinn, ech drop hale wäert, dass bei den Tripartite-Sitzungen en Ofschlossrapport erauskënnt, wou d'Ënnerschrëfte vun alle Partner drop sëtzen, dann hu mer net méi de Problem vun Interpretatiounen. Et wär fir mech eigentlech eng Evidenz, dass dat misst geschéien, an ech mengen, dass dat och an Zukunft misst passéieren.

Ech souz also net an där…

(Interruptions)

M. le Président.- Här Minister, den Här Grethen wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt den Här Minister froen, ob dat och scho fir d'Tripartite vun de Mëtteg gëllt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ah, ech ginn dovunner aus. Ech muss awer dem Här Grethen soen, dass ech gesot hunn, bei all Tripartite-Sitzung, wou ech dobäi sinn. Leider kann ech de Mëtteg net an der Tripartite-Sitzung dobäi sinn, mä ech wäert mech awer an der Regierung dofir asetzen, dass och fir déi Tripartite vun haut en Ofschlossrapport kënnt, wou d'Parteien alleguer ënnerzeechent hunn; dat mécht d'Saach vill, vill méi einfach.

Ech souz also net an där Tripartite, mä ech souz an de Regierungsverhandlunge mat anere Kolleegen derbäi; an an de Regierungsverhandlungen ass festgehale ginn, dass mer deen heite Projet prioritär géife verofscheeden, grad wéi mer der Reform vun der Invaliditéit an der Réinsertion professionnelle, dem Reformprojet, eng alleréischt Prioritéit géife ginn.

Ech souz och an der Quadripartite mat derbäi, wou d'Partner verhandelt hunn iwwer ee Ganzt. An Dir kennt d'Resultater vun der Quadripartite, an Dir kennt och d'Resultater vun der Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie. Do war et ganz kloer, ganz, ganz kloer - an ech hunn och ni en Heel doraus gemaach -, dass niewent all deene Mesuren, déi op den Dësch komm sinn, fir e kuerzfristegen Equiliber vun de Krankekeesen ze erreechen, vun der Regierung de festen Engagement do wär, dass deen heite Projet géif kommen a schnell géif kommen. Ech hunn an all deenen Entrevuën, bei deenen ech dobäi war, ëmmer gesot, am Dezember oder am Januar kënnt dëse Projet.

Nun ass et esou, dass an den Avisë vun de Chambres professionnelles - et geet jo ëmmer Rieds vun den Avisen - eng Rei vu Problemer erausgestrach gi sinn. Do si Problemer ugesprach ginn, déi absolut aliichtend sinn, ënner anerem dee vun de Strofbestëmmungen, déi an deen heiten Text erakomm sinn, wat ni an der Tripartite diskutéiert ginn ass. Do sinn d'Leit sech alleguer eens, dass et an deem Kader net diskutéiert ginn ass. Do hat ech mech engagéiert, vun Ufank un, fir déi Strofbestëmmungen erauszehuelen. Domat ass dem Avis vun der Chambre de Travail Rechnung gedroen - komplett Rechnung gedroen. Et war deen eenzege wesentleche Problem, deen hei opgeworf ginn ass an dofir si mer och an der Rei gewiescht mat deem dote Projet.

Da kënnt Dir soen, jo, et ass awer den Avis do vun der Chambre des Employés privés. Richteg! D'Chambre des Employés privés huet Avisë gemaach - en éischten Avis an en zweeten Avis. Ech ginn elo mol op deen éischten Avis an, wou och d'Strofbestëmmungen ugesprach gi sinn, déi mer erausgeholl hunn, mä wou doriwwer eraus, wann een den Avis vun der Chambre des Employés privés akzeptéiert hätt, een de Projet ganz einfach an de Shredder gehäit hätt, well do war de Prinzip vun den 52 Wochen a Fro gestallt an do war de Prinzip vun der zukünfteger Behandlung vun den Travailleurs intérimaires a Fro gestallt.

Wa mer also tel quel op deen doten Avis agaang wären, dann hätte mer de Projet ewechgehäit a mer hätten näischt gemaach. Dat konnte mer awer net maachen. Well dee Projet en Deel war vun deenen Accorden, déi an der Quadripartite ausgehandelt gi sinn a wou den Engagement do war, dass deen heite Projet géif kommen.

Nun ass et esou, dass et am Virfeld vun der Diskussioun vun dësem Projet zu Diskussioune komm ass. Ech gehéieren zu deenen, déi an der Chamber ëmmer dofir plädéiert hunn, dass et zu engem liewechen Débat kënnt iwwert d'legislativ Aarbecht, sou dass ech mech och net beschwéieren, wann ech mol eng Kéier mat de Kolleegen aus de Gewerkschaften eng Rei vun Divergences de vue ausfechten, entweder an der Öffentlechkeet oder esou niewebäi. Ech mengen, dovu lieft déi parlamentaresch Demokratie. A wann een an där Ausenanersetzung zu Konklusioune kënnt, déi jiddferee kann droen - an dat bescht Beispill dofir ass, dass hei eng Unanimitéit respektiv Quasiunanimitéit an dëser Chamber wäert kommen, déi sech op där Motioun vereenegt, déi mer hei verfaasst hunn -, da gëtt dat där doter Approche Recht.

Well, an do si mer eis alleguer eens an dëser Chamber: Wat wëlle mer mat dësem Projet? Mer wëlle mat dësem Projet, dass d'Leit an Zukunft a Kombinatioun mat der Reform vun dem Invaliditéitsgesetz oder mam Réinsertion-professionnelles-Gesetz richteg guidéiert ginn. Mir wëllen net, dass se gestrooft ginn. Mir wëllen, dass d'Leit net dräi oder véier Joer am Krankeschäin hänke bleiwen, wann et besser Orientéierunge fir se gëtt, entweder duerch ee Reclassement interne, oder duerch eng temporaire Invaliditéit, oder duerch eng Invaliditéit schlechthin - esou séier wéi méiglech. Dat ass jo d'Zil dovun! Et ka jo net eist Zil sinn, dass en Invalide während fënnef Joer am Krankeschäi gehale gëtt.

Oder ass een heibannen, deen der Meenung ass, dass dat eng Errungenschaft ass, dass een een, deen eigentlech an eng aner Filière kënnt, an engem Krankeschäin hält? Ass et normal, ass et ustriewenswäert, dass een e Mënsch - eng Fra oder e Mann, jonk oder manner jonk -, deen eng Capacité résiduelle de travail huet, deen also duerchaus kann, wëllt zu engem gewëssene Mooss schaffen an de Patron wëllt och, dass een dee muss an engem Krankeschäin halen, nëmme well mer se net an e Reclassement interne an deem Betrib kréien? Ass dat eist Zil? Kann dat eist Zil sinn?

Ech soen do ganz kloer „Neen", dat ass net eist Zil! Wa mer engem Mënsch, dee krank ass, an deen nach wëllt weiderschaffen, de Wee zoumaache fir am Betrib ze bleiwen, da si mer um Holzwee. Ech soen Iech, ech hunn eng Rei vu Beispiller erlieft vu Leit, déi schwéier krank waren an déi glécklech doriwwer waren, dass se nach deelweis konnten an hirem Betrib bleiwen. Wa se net an deem Betrib hätte kënne bleiwen, a wa se hätte missen doheem bleiwen am Krankeschäin, oder an der Invaliditéit oder, oder, da wär hinnen de Plaffong op de Kapp gefall a se wären net esou laang bei eis bliwwen. Behaapten ech mol!

Also muss et d'Zilsetzung sinn, d'Leit dohin ze kréien, wou se higehéieren, och wann dat heiansdo wéideet.

An dann zu där Attitude, déi - ech mengen - falsch ass. Et gëtt elo esou gemaach, wéi wann et e Recht wär fir iwwerlaang an engem Krankeschäin ze bleiwen. Dat ass net e Recht. Et soll een esou laang am Krankeschäi bleiwen, wéi een dat muss, awer net méi laang wéi ee soll!

Eis Approche an deem heite Projet ass - an dofir si mer d'accord fir op de Wee vun esou enger Motioun ze goen -, dass een den allgemenge Prinzip regelt an dass, wann et, par impossible, zu Härtefäll kënnt - ech kann net behaapten, dass et iwwerhaapt dozou kënnt, anerer soen, et kënnt zu Härtefäll -, wann also, par impossible, déi Härtefäll kommen, da maache mer eng Adaptatioun, baséiert op de Besoinë vun deenen Härtefäll, ob dat elo an zwee Joer ass, oder éischter, wa mer éischter een Härtefall erkennen…

(Interruption)

Ech maachen elo mäi Raisonnement weider, a wann Der herno eng Fro wëllt stellen, kënnt Der déi roueg stellen.

(Interruption)

M. le Président.- Neen, den Här Minister ass amgaangen op der Riedezäit ze schwätzen, déi him zousteet fir d'Motioun. Dat heescht, en huet 15 Minutten zegutt an en ass an der 13. Minutt.

(Interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- A wann ech net ënnerbrach ginn, da sinn ech relativ séier fäerdeg. Ech wëll mäi Raisonnement weiderféieren.

Mir sinn also an der Approche, dass wann hypothetesch Härtefäll optauchen, mer eis bewege fir déi opzefänken, an net an der Approche, dass mer duerch hypothetesch Härtefäll eppes späraangelwäit opmaachen, wou Leit erakommen, déi eigentlech net erageh éieren. An dofir kann ech déi heite Motioun och an deem dote Punkt komplett ënnerschreiwen.

Ech wëll just dräi Wierder nach soen iwwert déi allgemeng Approche. Mir hunn et fäerdeg bruecht an der Diskussioun iwwert d'Krankekeesen, all Leit an ee Boot eranzekréien - bal all. D'Patronat huet gesot, et wär e schwaarzen Dag gewiescht. Et war kee schwaarzen Dag, et war e gudden Dag, well mer et erëm fäerdeg bruecht hunn, all d'Leit ënnert d'Responsabilitéit vun de Krankekeesen ze kréien.

An ech wëll och esou just niewebäi soen, well dat hei eng gutt Geleeënheet ass, dass déi 0,15%, déi d'Patronat méi huet misse bezuelen, an der Zwëschenzäit récupéréiert gi sinn iwwer eng Senkung vun de Bäiträg an den Assurances accident, soudass d'Patronen also a Saache Krankekeesen an Assurances accident quasi bei enger Opération zéro gelant sinn. Dat muss een och eng Kéier hei kënne soen.

M. le Président.- Här Minister, ewell ass d'Zäit eriwwer.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen zur Konklusioun, Här President. Ech wëll just dräi Saachen nach soen. Dräi Saachen!

Éischtens kann ech am Numm vun der Regierung déi Motioun 100%eg deelen, well mer eis engagéiere fir de Projet iwwert d'Reform vun der Invaliditéit an der Réinsertion professionnelle schnell heihin ze bréngen an déi zwee Projete gläichzäiteg a Kraaft trieden ze dinn. Ech kann Iech soen, dass d'Regierung sech eens ginn ass iwwer eng Serie vun zwielef Amendementen, déi iwwert dee klassesche Wee iwwert d'Regierung an d'Prozedur geschéckt ginn, dat heescht d'Beruffsschambere kréien et och. Dat ass net ze verwiessele mat där Prozedur, déi mer bei dësem Projet gewielt hunn, déi net aussergewéinlech ass, awer bei där och keen ausgeschalt ginn ass, well ni wann d'Chamber Amendementen eragëtt, ginn nach eng Kéier d'Chambres professionnelles pour avis gefrot. Dat ass eng Prozedur, déi hei an der Chamber Usus ass. Se ass nach vläicht méi nei fir deen een oder deen aneren, mä dat ass d'Regel. Also, mir wäerten dofir suergen, dass déi zwee

Projete gläichzäiteg a Kraaft trieden.

Zweetens, mir wäerten dat Gesetz hei bilanzéiere grad wéi dat anert Gesetz no zwee Joer, well mer Gesetzer wëllen hunn, déi esou einfach wéi méiglech rutschen a wou et net op där enger oder anerer Plaz klemmt.

Drëttens wäerte mer déi spezifesch Situatioun vun den Travailleurs intérimaires kucken, a wann do Verbesserungen noutwendeg sinn, da wäerten déi kommen.

Zum Schluss dee klore Message un alleguer - à tous ceux que ça concerne: De Problem vun de Krankekeese betrëfft jiddfereen. Hei gëtt e Beitrag gemaach vun de Salariéen. Et ass e Beitrag gemaach ginn iwwert d'Beitragserhéijunge vun enger ganzer Rei vun aneren, ënner anerem och vum Stat. Et hunn anerer sech engagéiert fir en Apport ze bréngen, wéi d'Prestataren zum Beispill. Deen Apport erwaarde mer och an dee kloe mer och an, well et geet net duer mat engem Lippenbekenntnis - dat muss sech och materialiséieren. Ech mengen zum Beispill de Conseil scientifique, an ech mengen d'Definitioun vum utile et nécessaire. D'Spideeler musse sech drop astellen, dass méi zesumme wéi géintenee geschafft muss ginn, well soss brénge mer och de Finanzement vun de Spideeler net méi fäerdeg.

An - dat ass dat lescht Wuert, an do deelen ech dat, wat och vu Virriedner gesot gëtt - och d'Patronë sinn a Saache Krankmeldunge gefuerdert, well et gëtt Problemer an de Betriber, déi een net ka verschweigen, Stress a Mobbing an aneres, an och do ass de Patron grad esou gefuerdert wéi d'Salariéë fir all Krankeschäin, dee verhënnert ka ginn, ze verhënneren.

Ech soen Iech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt, an ech soen Iech och Merci fir de largen Accord zu deem heite Projet, deen ee Bausteen zu engem Ganzen ass. Merci.

M. le Président.- Mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5345 iwwert de Finanzement vun der Moderniséierung, dem Aménagement an der Konstruktioun vu bestëmmte Spideeler. D'Riedezäit ass och hei nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Ech ginn dovun aus, datt Der och do op d'Riedezäit vun der LSAP-Fraktioun iwwergräift.

2. 5345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Loi de financement vum 21. Juni 1999 ass déi richteg Basis do, fir iwwert de Fonds spécial des investissements hospitaliers dem Stat et ze erméiglechen, fir bis zu 80% d'Frais d'investissements bei grousse Projeten ze droen. Dëst ass ee vun deene Projeten an dëst ass dat drëtt Ännerungsgesetz zu där Loi de financement vun 1999, an hei geet et ëm Kolpech.

Wa mer eis gutt erënneren, gouf et schonn zwou Modifikatiounen zu deem Gesetz, an zwar 2003. Eng Kéier den 18. Juli 2003, do goung et drëm, dass kéint investéiert ginn an de Centre Hospitalier, souwuel wat d'Pédiatrie wéi d'Maternité ubelaangt, den Institut national de chirurgie cardiaque, d'Eecher Klinik, d'Klinik Dr. Bohler, de Bestrahlungszentrum François Baclesse, an eng zweet Adaptatioun amselwechte Joer, nämlech am Dezember, do goung et drëm fir de François-Elisabeth um Kierchbierg an d'Klinik Ettelbréck ze finanzéieren, an och de Rehazenter.

Elo ass Kolpech drun. Et ass e ganz wichtege Projet, geet et dach drëm fir endlech en nationale Centre de Reconvalescence ze schafen, deen an där Form, wéi dësen Etablissement elo do steet, nach net ka sinn. Tatsächlech läit et schonn zimlech laang zréck, bal 40 Joer, dass dru geschafft ginn ass. 1968 war nämlech déi lescht Moderniséierung, esou dass Kolpech zwar ganz schéi läit an och ganz schéin ausgesäit, allerdéngs weder vun der Ariichtung, nach vun den Equipementer, nach vun der Sécuritéit, nach vum Fonctionnement, nach vum Confort hier déi Méiglechkeeten huet, déi et eigentlech misst hunn an och verdéngt huet, fir kënnen esou een nationalen Zentrum ze ginn.

80% kann de Stat participéieren, an dat mécht en och. Am Avantprojet définitif leien d'Käschten, déi avancéiert gi waren am Avantprojet sommaire, ëm 10,9% méi héich. Mir kommen dann op 18,7 Milliounen Euro, déi à charge vum Stat wieren. Déi Erhéijung op 23,4 Millioune Gesamtkäschten erkläre sech ausschliesslech doduerjer, dass eng Solution intérimaire gesicht gëtt, fir dass während de Bauaarbechten och de Centre ka genotzt ginn. An et erkläert sech och domadder, dass duerch eng Iwwergankssituatioun, déi geschaaft gëtt, d'Aarbechten net sechs an een halleft Joer daueren, mä just 36 Méint.

Bei Kolpech ass et och anescht wéi bei aneren Haiser, well déi 20%, déi nach ze finanzéiere bleiwen, net iwwert d'UCM lafen, well se net budgetiséiert si vun der Union des Caisses de Maladie, an dann à charge vum Propriétaire respektiv vum Exploitant vum Centre de Convalescence bleiwen.

Wat ass Kolpech? Déi meescht vun eis kennen et, well déi meescht vun eis scho Familljememberen an deem Centre haten. Et ass en Haus mat enger excellenter Réputatioun an engem ländleche Kader, mat 75 Persounen, déi do schaffen, an do gehéiere se dann all dozou, effikasst Personal, kompetent Personal, dat ganz oft un de Limitë vu senger Belaaschtbarkeet läit, dat eng grouss Disponibilitéit huet, dat et erméiglecht, dass bis zu sechs Patiente pro Dag kënnen opgeholl ginn an datt virun allem - an ech mengen dat ass unique hei zu Lëtzebuerg fir esou eng Plaz - permanent eng Auslaaschtung vun de Better vun iwwer 90% do ass.

Mir befannen eis hei an engem Beräich, nämlech dem Secteur gériatrique, deen ëmmer méi wichteg gëtt hei am Land. Et geet jo drëm fir déi richteg Konklusiounen aus der Erkenntnis erauszehuelen, dass eis Populatioun ëmmer méi laang lieft, awer och ëmmer méi gehäit ass mat deene Krankheetserscheinungen, déi den Alter mat sech bréngt, zum Beispill no Interventiounen um chirurgesche Plang oder am Fall vun enger Perte partielle de l'autonomie, oder och am Fall vun Altersdemenz. Et ginn also ëmmer méi Better gebraucht fir eng Konvaleszenz ze erméiglechen.

D'Avisen zu dësem Projet - et war net aneschtes ze erwaarden - si ganz positiv, well och ervirgestrach gëtt, dass eng Rei vun innovativen therapeutesche Méiglechkeete mat dësem Gesetz op den Instanzewee geschéckt ginn.

Éischtens mol den Avis vum Collège médical vum September 2004, dee genee op deen innovative Charakter hiweist. Dann zum Zweeten, d'CPH vum August 2004, déi och den Accord zu dësem Projet gëtt an och am November 2004 de Statsrotavis, dee säin Accord gëtt, allerdéngs drop hiweist, dass d'Baukäschte missten ugepasst ginn un den Indice actuel des prix de la construction, wat d'Kommissioun dann och esou gemaach huet.

Et sinn nach eng Rei vun anere Pisten, déi d'Kommissioun mat op de Wee geholl huet an déi och scho vum Statsrot gekuckt gi sinn. Dat betrëfft haaptsächlech d'Modalitéite bei der Prise en charge an och de Finanzement vun de Frais de fonctionnement, entweder duerch d'Participation statutaire, d'Négociatiounen Exploitatioun UCM, duerch d'Interventioun vun der Assurance dépendance fir déi, déi natierlech Bénéficiaire vun där Assurance sinn, oder doduerch dass Prestatiounen a Servicer esou wéi et schonn ugeduecht ass am Centre de convalescence an den Zoustännegkeetsberäich vun der UCM afléisse kënnen an entspriechend Konventioune kënnen ausgeschafft ginn.

Wat ass dat dann iwwerhaapt fir ee Konzept, esou ee Centre national? Ma ja, et geet haaptsächlech drëm fir eng Mise en place vun enger Antenne gériatrique mobile ze erlaben. Dann natierlech och eng Prise en charge rapide an individualiséiert no enger Hospitalisatioun. D'Mise en place vun enger Équipe multidisciplinaire, während den Aarbechten ginn och entspriechend Schoulungen duerchgefouert. Véiertens eng optimiséiert Preparatioun op de Retour nees heem an och eng ganz gutt Kooperatioun mat de Strukture vum Maintien à domicile an, wéi ech dat schonn ugedeit hunn, een innovative Programm wat d'Convalescence a wat d'Therapie ubelaangt.

Wann een op d'Plaz geet, an ech hat d'Chance dat kënnen ze maachen, da gesäit een, dass all déi Mesuren, déi hei virgesi sinn, kee Luxus bedeiten, ob dat de sanitäre Beräich ass, de Confort vun de Patienten an och vum Personal, d'Sécherheetsbestëmmungen, déi technesch Installatiounen, d'Gemeinschaftsraim, fir nëmme si ze nennen.

Et kritt een och d'Gefill, wann een an dat Haus erakënnt, dass een an engem Fleegehotel wier, dass ee praktesch an eng Famill opgeholl gëtt. Dat täuscht awer net iwwert d'Noutwendegkeet ewech fir déi Leit, déi hei schaffen, an déi Leit, déi hei betreit sinn, wat praktesch ausschliesslech eeler Persoune sinn, dass déi mussen an ee moderniséierte Kader kommen, och wann et muss assuréiert ginn, dass déi mënschlech Betreiung esou héichwäerteg bleift wéi se et haut ass.

Et ass ee gutt Motto an deem Haus an dat Motto ass dat, et ass een am beschten doheem, esou dass op där Plaz probéiert gëtt fir deenen eelere Mënschen, déi do sinn, éischtens hire Séjour esou agréabel ze maache wéi méiglech, mä hinnen awer och ze hëllefe fir sech ze preparéiere fir nees heem ze kommen a selbstständeg ze bleiwen.

„Et ass ee groussen Dag fir eis, wann dëse Projet gestëmmt gëtt", sot d'Directrice, an ech wier stolz wa mir hir kéinte mat op de Wee ginn, dass mer dat unanime gemaach hunn. Ech fir mäin Deel ginn den Accord vu menger Fraktioun op dëser Plaz mat op de Wee.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Stein-Mergen.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Villmools Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass nach guer net esou laang hier, do sinn d'Leit an d'Spidol gaangen net nëmme wa se krank waren, mä och aus verschiddenen aneren a sozialen Ursaachen.

Huet ee geklot, war e midd, war e schwaach, dann huet d'Famill d'Ambulanz bestallt an de Patient huet oft fir e puer Wochen an engem Spidolsbett geleeën, wou hie mat Fleeg a stäerkende Baxteren, wat ëmmer dat war, esou laang versuergt ginn ass, bis hien oder si erëm d'aplomb waren, fir an hire familiäre Milieu zréckzegoen. Oft war et och eng iwwerfuerdert Famill, déi e bëssen Erhuelung gebraucht huet. Awer och wann d'Leit wéinst enger Krankheet oder enger Operatioun an der Klinik waren, hu se oft dierfe bleiwe bis si erëm richteg a Form waren oder bis se ouni Hëllef konnte goen oder iwwerhaapt erëm selbstständeg eens gi sinn.

Haut kënnen eis Spideeler dës Aufgab net méi an deem Ausmooss erfëllen an dëst ass och net méi hir Missioun. Si sinn anescht strukturéiert mat engem deieren an opwännege Plateau technique, dee muss dréien, mat Dokteren a Personnel de soin, deenen hir Spezialitéiten an Ënnerspezialitéiten essenziell op zwee Aufgabeberäicher getrimmt sinn: d'Stellung vun enger Diagnos an den Traitement. Vill vun dësen Ënnersichungen an Traitementer kënnen haut ambulant gemaach ginn. Am Verhältnis zu onser Populatioun ass d'Zuel vun den Akutbetter zréckgaangen, an dat ass eng Ursaach fir dës Better exklusiv fir schwéier Kranker ze reservéieren.

All dës Ursaache weisen op de Besoin vu Strukture mat enger Durée moyenne de séjour hin. An d'Durées moyennes de séjour an de Spideeler huele parallell dozou of. Mä wat maache mat deene Leit, déi net méi krank genuch sinn, fir an de Spideeler ze leien, awer net gesond genuch oder autonom genuch sinn, fir doheem kënnen ze iwwerliewen?

Besonnesch vill eeler Leit sinn do eventuell ganz op sech gestallt. Fir si brauche mer Strukturen, wou si sech kënne vun hirem Spidolsopenthalt erhuelen, also Lits de moyen séjour, déi haaptsächlech zwou Aufgaben erfëllen, déi sollen zur Verfügung stoe während enger Iwwergankphas fir déi Patienten, déi no enger Operatioun oder enger Krankheet nach net um Enn vun hirer Rehabilitatioun ugelaangt sinn; deenen hire Gesondheetszoustand also eng mëttelfristeg Besserung verspréicht. Während hirem Openthalt kënne si vu fachlech qualifizéiertem Personal gehollef kréien an hir Autonomie zu engem groussen Deel récupéréieren. Dat ass zum Beispill de Fall no enger orthopedescher Operatioun.

Zweet Aufgab wier eng Evaluatiounsphas fir déi Patienten, déi wahrscheinlech net méi esou selbstständeg wäerte ginn, dass si sech laangfristeg kënne selwer en charge huelen. Hei mussen déi sozial Verhältnisser meeschtens nach gekläert ginn, dat heescht et steet oft keng Plaz an enger Struktur fir Laangzäitopenthalter zur Verfügung. Esou eng Plaz ass oft ni ugefrot ginn. Bei deene Leit, déi an hiren häusleche Milieu kënnen zréckgoen an duerch hir Famill weidergefleegt ginn, gëtt hei eng Frist ausgeschafft, wou d'Wunneng kann adaptéiert ginn un d'Besoinë vun dësem Patient, wou d'Famill sech kann organiséieren a während där déi ambulant Gesondheets- a Fleegedéngschter kënne mat abezu ginn.

Dës Aarbechte ginn effektiv zu Kolpech scho säit laange Jore gemaach. D'Fondatioun ass elo schonn e fest Bild an onser Spidolslandschaft, och wa se net direkt zu de Spideeler gezielt gëtt. De Succès vu Kolpech ass grouss. Si weist een Taux d'occupation, an dat huet d'Madame Mutsch och scho gesot, vun erstaunleche 94% op. Am Joer 2003 sinn iwwer 33.000 Nuitéeë kontabiliséiert ginn. Se ass wéineg gëeegent fir d'Rééducatioun fir jonk Leit, déi sech éischter vu méi moderne Strukture fir hir Rekonvaleszenz ugezu fillen; oft am Ausland.

Kolpech ass spezialiséiert op eeler Patienten an huet bei de Pensionnairen aktuell eng Altersmoyenne vu 84 Joer. D'Rekonvaleszenz an d'Rééducatioun, déi hei offréiert ginn, sinn deemno ausgeriicht op déi spezifesch Problemer vum héijen Alter an eben oft eng Post-Hospitalisatiounsphas.

Deen allerwichtegsten Aspekt an dësem Kader ass deen, dass dës Patienten an deenen allermannste Fäll nëmmen ee Gebriechen hunn. Oft hu se multipel, additionnel a konsekutiv Pathologien, déi d'Prise en charge ëmsou méi schwéier maachen. Dofir sollt d'Approche och eng spezifesch geriatresch sinn, mä si sollt op den individuelle Fall ofgestëmmt ginn. Ech wëll domadder soen, dass vill Leit zockerkrank sinn an héije Bluttdrock hunn oder sech d'Hëft briechen oder vun Depressioune geplot ginn, mä Gott sei Dank vill manner Patienten dës Krankheeten an enger Persoun an zu engem Zäitpunkt vereenegen.

Wien de Site zu Kolpech kennt, dee weess dass den harmoneschen Naturenvironnement ganz sécher kann hëllefen, dass een erëm Goût um Liewe kritt an de Courage kritt fir säin Deel dozou bäizedroen, fir all déi Efforten, déi vun engem verlaangt ginn, fir erëm zum Beispill mobil ze ginn, duerchzezéien. Awer och déi al Gebaier strahlen Harmonie a Rou ass. Hei si mer net an engem moderne Spidolsbunker, mä an engem traditiounsgeluedenen Haus. Vergiesse mer net, dass hei an engem Moment, wou Europa sech grad vun engem schwéiere Krich erholl huet, d'Koppel Mayrisch-de Saint-Hubert eng ganz Rei vun Efforten ënnerholl huet fir d'Natiounen ze réconciliéieren; op politeschem, mä besonnesch och op kulturellem Plang. Dëse Passé voller Traditioun vu Konscht, Fridden, Toleranz a Kultur gëtt dësem Haus säi Geescht.

Mä et ass a senger Struktur hoffnungslos veraalt. Ech hu selwer am Ufank vu menger berufflecher Carrière zesumme mat där Equipe vun Dokteren, déi säit laange Jore mat dëse Patienten eng excellent Aarbecht leeschten, zu Kolpech geschafft, an et war schonn deemools kloer, dass nëmmen eng radikal Adaptatioun a Moderniséierung et géif laangfristeg erlaben d'Aufgaben ze erfëllen, déi de Gestionnaire sech gesat huet, well d'Entwécklung an d'Moderniséierung hunn och virun der Réadaptatioun am geriatresche Beräich net Halt gemaach, an der Equipe stelle sech domadder eng Rei vun neie Prémissen.

Et kommen nei Aufgaben derbäi, an déi, déi scho praktizéiert ginn, mussen ausgebaut ginn, wéi ganz kloer aus dem Projet ervirgeet. Dëst soll erfollegen am enke Kontakt mat de Spidolsdokteren, déi hir Patienten an d'Fondatioun referéieren, a vun enger pluridisziplinärer Equipe, deenen hir Effortë sollen drop erausgoen, de Patient op eng Laangzäit-Prise-en-charge ze preparéieren, sief dat doheem an Zesummenaarbecht mat den ambulante Offere vu Krankekeesen a Fleegeversécherung, sief dat an enger Institution de long séjour, engem Centre intégré oder enger Geriatrie.

Optimal Viraussetzungen heifir ass en individuellen Dossier, wou virun allem dem Patient säi kierperlechen oder geeschtegen Defizit ka vun där am beschten adaptéierter Equipe en charge geholl ginn, an deen hien op sengem Wee duerch d'Etappe begleet. Dëse Behandlungsplang kann a soll während dem Openthalt un d'Verännerun-

gen zum Besseren oder zum Schlechte kënnen adaptéiert ginn a bei der Sortie vu Kolpech als Propositioun oder Plan de traitement entweder un d'Equipe ëm den Hausdokter oder d'Equipe an enger Laangzäitstruktur kënne weidergereecht ginn.

Onofhängeg vum Immobilier schénge mer dës méi fonctionnel Projeten déi wesentlech Avantagë fir de Patient duerzestellen, wat jo och an den Avisë vum Collège médical an dem Statsrot esou aktéiert ginn ass. Et ass effektiv haut esou, an dat ass mer vun deem zu Kolpech aktive Personal bestätegt ginn, dass wuel den Amont an Zesummenaarbecht mat de Spideeler, dat heescht do wou d'Leit hierkommen, gutt fonctionnéiert, mä dass d'Pathologien ëmmer méi schwéier a komplex ginn an dass et och ëmmer méi schwéier ass den Aval ze organiséieren; dat heescht, wou d'Patienten hikommen, wann de Séjour zu Kolpech ofgeschloss ass.

Dëst féiert oft zu laangen Opentalter - haut sinn heiansdo Leit bis zu engem Joer zu Kolpech - an doduerch zu engem Blocage vun de Bette fir aner Leit, déi e Rekonvaleszenz-Openthalt néideg hätten. Et geet also besonnesch am Avis vum Statsrot vun enger Période strictement limitée dans le temps Rieds.

Dëst Gesetz ass awer, contrairement zu deem, wat ech bis elo gesot hunn, eigentlech e rengt Finanzementsgesetz. Et gëtt net an d'Gestioun agegraff an d'Rapportrice huet schonns drop higewisen, dass d'Kommissioun sech eng Rei Froe gestallt huet iwwert de Finanzement vu Kolpech. Wéi bis elo wäerten d'Akten an d'Consultatioune vum Personnel de soin a vun den Dokteren iwwert d'Krankekeese verrechent ginn, an en aneren Deel vun de Fleegefraisë vun der Assurance dépendance gedroe ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Moderniséierung vu Kolpech war 1968. De Projet enthält also menger Meenung no vill méi wéi reng de Finanzement vum Ëmbau. Ouni dësen Ëmbau wäert et awer net méiglech sinn d'Fonctiounen ze adaptéieren an de leschte Stand vun der Rekonvaleszenz an der Rééducation gériatrique ze bréngen. Kolpech ass eng Success story. Héich motivéiert Personal hëlt ganz besonnesch eeler Matbierger rééducativ an evaluativ en charge, ouni dass si musse grouss Déplacementer oder en Dépaysement op sech huelen. Fir der Fondatioun also ze erlabe méi modern, méi efficace an engem méi schéine Milieu weiderzeschaffen, dofir wäert d'CSV-Fraktioun dëst Gesetz stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Carlo Wagner. Dierf ech drun erënneren, datt mer no der Diskussioun mat den Ofstëmmungen ufänken? Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi fir de Centre de convalescence vu Kolpech ass e Projet, dee wéi gesot net am Finanzéierungsgesetz vum 21. Juni 1999 virgesinn ass. Et ass en Fait déi drëtt Ännerung, déi mer zu där Loi de financement bréngen, no deenen zwou Ännerunge vum Juli a vum Dezember 2003. Et huet awer en Esprit novateur an deem Sënn, dass dat heite Gesetz wéi gesot guer net an der Loi de financement virgesi war an also als eng Ajoute zu deem Gesetz vun 1999 ze betruechten ass.

(Nuisances sonores dues à des interférences techniques)

Iwwert de Coût ass scho geschwat ginn, e chiffréiert sech op 23,4 Milliounen an dovunner soll wéi gesot de Stat 18,7 Milliounen iwwerhuelen.

Et muss een awer soen, dass de Coût initialement bei wäitem net esou deier war, mä dass en effectivement an d'Luucht gaangen ass, doduerch dass d'Bauzäit, d'Transformatiounszäite vun ongeféier sechs an en halleft Joer elo op 36 Méint erofgesat si ginn – éischtens; an zweetens dass mer deemools, wéi mer den éischte Projet presentéiert hunn, Contraintë kritt hu vu Sites et Monuments, well effectivement dat heiten Haus jo eng grouss Vergaangenheet huet.

Ech wëll drun erënneren, dass d'Schlass vu Kolpech am 18. Jorhonnert gebaut ginn ass, dass d'Transformatiounen am 20. Jorhonnert gemaach gi sinn an dass et hei d'Famill vum Emile Mayrisch a vum Aline de Saint-Hubert war, déi effectivement, esou wéi d'Madame Stein éinescht scho gesot huet, hei - ech géif gäre soe grouss europäesch kulturell an intellektuell Gloiren op Lëtzebuerg bruecht huet, woubäi ech beispillsweis wëll drun erënneren, dass do och entre autres den André Gide an och de Stefan Zweig séjournéiert hunn, wat ëmmerhi gutt ass fir e Land wéi Lëtzebuerg.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, et ass wichteg dass hei en neit Gebai entsteet, ganz, ganz einfach, well laang näischt méi un deem Gebai geschafft ginn ass. Déi lescht Transformatiounen - wéi et hei schonn ervirgeklongen ass - sinn 1968 ënnerholl ginn, a mir kënnen eis alleguerten erënneren un déi - loosse mer dat gentillement nennen - verschidden diffus Attacken, wou op dat Haus virun ongeféier engem Joer lancéiert gi sinn, well verschidde Leit der Meenung waren, dass et net méi den hygienesche Konditiounen oder Exigencë vun dësen Zäite géif entspriechen, wat nëmmen deelweis berechtegt war, mä wat awer drop hiweist, dass effectivement hu missen Améliorationne kommen.

Et geet awer mengen ech bei deem Projet de loi hei an der Essenz net nëmmen ëm Maueren, mä et geet an eisen Aen haaptsächlech ëm Mënschen. Firwat? Well hei an deenen neien Infrastrukturen eng nei Manéier vu Rekonvaleszenz soll kommen, déi och schonn d'Rapportrice, déi honorabel Madame Mutsch, deelweis opgezielt huet. Einfach am Resumé: Et soll e Plan de prise en charge sur mesure an der Convalescence komme fir d'Leit. Et ass beispillsweis awer souguer eng Antenne mobile virgesinn, fir d'Leit an der Geriatrie doheem ze behandelen. Et soll en fait eng Préparation optimale ginn zwëschent dem Openthalt am Spidol an dem Retour au domicile. Et ass och entre autres awer virgesinn, dass beispillsweis verschidde Better - ech menge fënnef Stéck - fir d'grand Soinë reservéiert sinn, an och eng Dosë bis 16 Better fir alleguerten déi Leit, déi Schwieregkeeten hunn, geeschtlecher oder anerer, déi do verschidden Défaillancen hunn, wat selbstverständlech och da fir d'Familljen doheem ganz vill Schwieregkeete mat sech bréngt.

Ganz allgemeng muss ee soen, dass dat heiten en fait soll eng Preparatioun sinn, fir nees kënnen de Manière autonome doheem am Domicile ze liewen. Dat heescht, déi Convalescence thérapeutique, wéi mer et nennen, mengen ech ass op alle Fall onbedéngt ubruecht, hu mer dach an deem Domän hei zu Lëtzebuerg awer nach verschidde Lächer. Ech gesinn dat heiten dee Moment och un als sou genannten Trainingslager fir d'Autonomie zréckzefannen. Ouni Zweifel ass et e wichtegen Aspekt, géif ech soen, vun der Préventioun vun der Dépendance. Et ass fir eis ganz einfach e sou genannte Moyen zwëschent dem akute Spidol an zwëschent doheem, an aus all deenen Ursaache wäert déi Demokratesch Partei selbstverständlech dee Projet, deen ech op de Wee bruecht hunn, stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat heiten ass e Projet, deen déi gréng Fraktioun och mat grousser Freed bereet ass matzestëmmen. Mir haten an der Kommissioun iwwert déi verschidden Aspekter dovunner geschwat. D'Madame Rapportrice huet nach eng Kéier den Detail heivunner erkläert. Mir mengen, datt dat e ganz positive Projet ass, an dofir wäerte mer dofir stëmmen.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Also, selbstverständlech wäerte mir och naturellement, effectivement dem Här Wagner säi Gesetz hei stëmmen.

M. le Président.- D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well an dësem Projet erëm eng Kéier eng ganz grouss Unanimitéit besteet, wëll ech keng laang Rieden halen, just menger Satisfaktioun Ausdrock ginn, gradwéi den honorabelen Här Carlo Wagner, dass mer ganz schnell deen heite Projet virun d'Parlament konnte bréngen. Well all dat, wat d'Kolleegen aus der Chamber gesot hunn, ass richteg.

D'Erhuelungsheem vu Colpech ass eng excellent Struktur. Mä d'Infrastruktur ass an d'Jore komm an entsprécht de Kritären net méi, déi un esou eng Struktur sollen, mussen a kënne gestallt ginn. Duerfir sinn déi Gelder, déi mer hei fräimaache fir - jiddefalls vum Stat - deen heiten Etablissement d'selwecht ze behandele wéi d'Spideeler, an zu 80% ze finanzéieren, dee richtege Schratt.

Ech wëll och ënnersträichen, dass dat Fleegehotel, dat de Centre de convalescence zu Kolpech ass, sech net reng un eng eeler Clientèle riicht, mä effectivement a précisément, wéi mäi Virgänger gesot hätt, och un aner Patienten, déi aus méi enger schwéierer Krankheet erauskommen an déi eng Erhuelung brauchen. Net ze verwiesselen…

(Interruption)

…mat der Rehabilitatioun. Wann ee vu Rehabilitatioun ka schwätzen, dann an dësem Fall héchstens vun enger liichter Rehabilitatioun.

Wat ee vläicht nach eng Kéier kann an Erënnerung ruffen, dat ass dass d'Struktur vu Kolpech nom Wëlle vun deene Leit, déi virdrun dra gewunnt hunn, der Madame Aline Mayrisch de Saint-Hubert, soll jiddfer Mënsch, ob en aiséiert oder manner gutt situéiert ass, zur Verfügung stoen, an dat konnt och an deene fënnef Jorzéngten, wou déi Struktur fonctionnéiert, garantéiert ginn.

Ech si frou, dass d'Chamber dat heiten, wéi d'Leit op der Plaz, d'Personal sech ausdréckt, Trainingslager fir d'Autonomie ënnerstëtzt an de feu vert wäert gi fir deen heite Projet.

De Projet, deen doduerch e bësse méi komplizéiert ginn ass, dass Oplage fir d'Erhalung vum Site do waren an dass eng Zwëschestruktur muss opgeriicht gi fir dass d'Aarbechten a räsonnabelen Délaië kënnen hannert sech bruecht ginn. An dësem Fall misst déi nei Infrastruktur an dräi Joer zur Verfügung stoen. Wann een net op déi provisoresch Struktur zréckgegraff hätt, da wär et eng Bauzäit vu sechs Joer ginn. Mir wënschen dem Centre de convalescence vu Kolpech, dass d'Aarbechte schnell kënnen ugoen. Mir jiddefalls hunn eist gemaach fir dat ze erméiglechen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir fänken u mat der Ofstëmmung vum Projet de loi 5345 iwwert d'Spideeler. Den Text steet am Document parlementaire 5345[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, déi aner enthale sech.

De Projet de loi 5345 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein (par Mme Nancy Arendt), Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

3. 5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux (suite)

Dann huele mer den zweete Projet. Dat ass de Projet de loi 5321 «autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux». Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de korrigéierten Text vun deem Projet de loi iwwert de Bau vun deem Fleegeheem. Den Text steet am Document parlementaire 5321[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Et geet net.

M. le Président.- Madame Stein, Dir konnt net ofstëmmen?

Une voix.- Ech och net!

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Ah dach!

M. le Président.- Mir huelen dovunner Kenntnis.

Domat ass de Projet de loi 5321 ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Norbert Haupert) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Carlo Wagner) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

4. 5327 - Projet de loi 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements (suite)

Da komme mer zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5327 iwwert de Protokoll vu Kyoto. Den Text steet am Document parlementaire 5327[11].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Mäi geet erëm net! Ech kann erëm net ofstëmmen.

M. le Président.- Der Madame Stein hiren Apparat fonctionnéiert net.

(Interruptions)

Une voix.- Mäin och net.

M. le Président.- Dat heescht zwee Stéck net. Dir stëmmt mat Oui?

Domadder wier de Projet de loi 5327 ugeholl mat 53 Jo- a 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-

Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marco Schank) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Motion 1

Mir haten och hei eng Motioun virleie vum Här Gira, an déi Motioun ass an d'Kommissioun iwwerwise ginn.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, neen! Wien huet dat dann décidéiert?

M. le Président.- Ech liesen dat wat mäi Chef heihinner geluecht huet. Well den Här Lux net Stellung dozou huele kann, ass et de Wonsch vum Minister fir se an der Kommissioun ze diskutéieren.

Une voix.- Jo, en hat dat gesot.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Jo okay, mä da muss e mer dat soen. Ech wollt just soen, dass d'Chamber nach ëmmer décidéiert, wat mat enger Motioun geschitt, a virun allem déi Fraktioun, déi se ausgeschafft huet. Mir géingen emol gäre wësse wat d'Majoritéitsfraktioun dozou seet?

Vote

M. le Président.- Da froen ech, ob d'Chamber bereet ass fir déi Motioun an d'Kommissioun ze verweisen? Ech bieden ëm Handofstëmmung.

Dat ass d'Majoritéit. Domadder ass d'Motioun 1 vum Här Gira an d'Kommissioun verwisen.

(Interruptions diverses)

5. 5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004 (suite)

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5406. Dat ass d'Ofkommes tëschent de Benelux-Staten iwwert de grenziwwerschreidende Polizeiasaz. Den Text steet am Document parlementaire 5406[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

Domadder ass de Projet de loi 5406 ugeholl mat 53 Jo- géint 7 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Michel Wolter) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par Mme Anne Brasseur), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Motion 1

Mir hunn nach eng Motioun vum Här Bodry do leien, iwwert déi mer ofstëmme par main levée.

Vote

Wien domat d'accord ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Dat ass déi grouss Majoritéit. Soumat ass d'Motioun 1 ugeholl. Ech soen lech Merci.

6. 5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée (suite)

Da kënnt d'Ofstëmmung vum Projet de loi 5391 iwwert d'TVAs-Gesetz. Den Text fannt Der am Document parlementaire 5391[5].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5391 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Marco Schank) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M.Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

7. 5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum (suite)

Da kënnt d'Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5399 iwwert de soziale Mindestloun. Den Text steet am Document parlementaire 5399[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5399 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes, Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch (par M.Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

8. 5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003 (suite)

Da komme mer zur Ofstëmmung vun dem Projet de loi 5401 iwwert den Ajustement vun de Pensiounen an den Unfallrenten. Den Text fannt Der am Document parlementaire 5401[3].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi 5401 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir hunn dann zwou Motioune virleien.

Motion 1

Déi éischt Motioun ass déi vun der Madame Lydia Mutsch. Kënne mer ofstëmme par main levée?

Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Merci. Dat ass déi grouss Majoritéit. D'Motioun 1 ass ugeholl.

Motion 2

An dann hu mer eng zweet Motioun virleien; dat ass déi vum Här Aly Jaerling. Kënne mer mat der Hand ofstëmmen? Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ganz kuerz. Ech wollt dem Här Jaerling soen, datt sécherlech een heiansdo kann diskutéieren iwwert d'Transparenz fir d'Aussewelt vun der Tripartite, fir kënnen nozevollzéien, wéi alles an der Tripartite ofleeft. Ech muss awer soen, fir e Verbatim ze fuerderen an ze verlaange vun deene Sëtzungen, dat, fannen ech, geet awer e bësse wäit, well soss kéint een d'Tripartite och ofschafen. Well, wann een natierlech eng Verhandlung am Kader vun engem Sozialdialog wëll maachen, schéngt et mer evident ze sinn, da kann een net verlaangen, dass e Verbatim publizéiert gëtt, soss ass et jo keng Verhandlung méi, soss seet jo kee Mënsch méi eppes an der Sëtzung, an doweinst fanne mir, datt een déi Motioun hei soll oflehnen an net unhuelen.

M. le Président.- Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, wann dat deen eenzege Problem ass, da géif ech dann d'Propos maachen, dat Wuert „Verbatim" duerch „Compte rendu succinct" ze ersetzen - genau dat, wat den Här Minister hei éinescht och gesot huet, wat e wëlles huet ze maachen.

Motion 2 modifiée

D'Volleksvertriederkummer,

- hëlt zur Kenntnis, datt mam Gesetzesprojet Nr. 5322 Moossnamen ëmgesat solle ginn, déi an der „Tripartite" beschloss gi sinn;

- stellt den immensen Afloss vun engem ausserparlamentareschen, net vum Vollek gewielten Organ, der „Tripartite", op politesch Entscheedunge fest;

- condamnéiert, datt déi gewielte Vertrieder vum Vollek nëmmen indirekt iwwert d'Entscheedungsofleef an der „Tripartite" an d'Motivatioune vun deenen do getraffenen Décisiounen informéiert goufen a ginn;

- stellt fest, datt och déi vun de Medie rapportéiert Informatiounen an Aussoen iwwert d'Geschéien, eréi och d'Begrënnung vun den Décisiounen an der „Tripartite" nëmmen op Héieresoe berouen a soumat allze oft widderspréchlech sinn;

fuerdert d'Regierung op

- jiddfer Volleksvertrieder e Compte rendu succinct vun de jeeweilegen Tripartite-Sëtzungen zoukommen ze loossen.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- Da géife mer déi modifizéiert Motioun zum Vote stellen, à moins datt nach een d'Wuert freet dozou.

Vote

Wien d'accord ass mat der Motioun vum Här Jaerling, dee stëmmt mat Jo. Wien dergéint ass stëmmt mat Neen, déi aner enthale sech.

D'Motion 2 modifiée ass ofgelehnt mat 47 Nee-Stëmmen, 7 Enthalungen a 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nancy Arendt) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: M. Emile Calmes;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Mme Viviane Loschetter.

10. Discours de fin d'année de M. le Président

Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm an a Vertriedung vun eisem President wëll ech um Schluss vun der leschter Sëtzung virun de Feierdeeg an um Enn vum Joer folgende Message un Iech riichten.

A manner wéi dräi Wochen ass dëst Joer Vergaangenheet. 2004 war zu Lëtzebuerg um politesche Plang ouni Zweifel duerch National- an Europawahle vum 13. Juni gezeechent. Eng nei Koalitioun ass doraus ervirgaangen an net manner wéi 27 nei Deputéierten hunn de Wee an d'Chamber ugetratt. Fir en etlech vun hinne waren déi lescht Wochen a Méint d'Geleeënheet en éischten Androck vun de parlamentareschen Aarbechten ze gewannen an éischt Erfahrungen ze sammelen.

De Bilan vun där nei gewielter Chamber presentéiert sech folgendermoossen: Getrei dem Verdikt vum Wieler huet d'Chamber sech fir d'éischt an zwou extraordinäre Sessiounen hir intern Strukturen zougeluecht. An insgesamt 21 Plenarsitzungen huet se duerno d'Debatten iwwert zwou Regierungsdeklaratioune gefouert, eng Interpellatioun evakuéiert, jeeweils zwou Froestonnen an Aktualitéitsstonnen ofgehalen an iwwer 25 Projeten an eng Proposition de loi ofgestëmmt.

Déi legislativ Viraarbechte goufen a ronn 120 Kommissiounssitzunge geleescht; eng Aarbechtsleeschtung, déi sech deemno weise léisst. En Evénement, dat hei besonnesch ervirzeträichen ass, war déi feierlech Ouverture vun der neier Chambersessioun duerch eise Grand-Duc Henri. Bei där Geleeënheet huet eise Statschef de Stellewäert vun eisem Parlament ervirgehuewen, am Zesummenhank mat politeschen a gesellschaftlechen Erausfuerderungen, déi sech an eisem Land am heitege Kontext stellen.

Deemno ass d'Chamber opgefuerdert Äntwerten op politesch a gesellschaftlech Froen am Kader vun engem Ëmfeld ze stellen, dat esouwuel international wéi och hei am Land enger rapider Entwécklung ënnerworf ass. Op e Gefill vun Onsécherheet an e Gefill vu Manktum u Stabilitéit an eiser Gesellschaft si mer alleguer gefuerdert, déi Äntwerten ze ginn, déi den Awunner an eisem Land kloer maachen, datt et sech lount sech am Kader vun engem fräiheetlechen Europa anzesetze fir déi Grondwäerter, op déi eis heiteg Gesellschaft opgebaut ass.

D'Fester vum Enn vum Joer sti virun der Dier a wäerte fir muncheree vun eis, an ech denken hei virun allem och un d'Membere vun der Regierung, Geleeënheet sinn ze entspanen, fir Otem ze huelen, fir Kraaft ze sammelen a fir da gestäerkt déi nächst sechs Méint unzegoen, déi um politesche Plang ouni Zweifel ënnert dem Zeeche vun der Lëtzbuerger Présidence an der Europäescher Unioun stoe wäerten.

Mir sinn eis all bewosst, wat fir eng Verantwortung op eist Land, eis Regierung an domadder sécher och op d'Parlament zoukënnt. Et wäert keng liicht Aufgab ginn, well grouss Erausfuerderungen op Europa zoukommen, déi e groussen Asaz verlaangen. Europa brauch en neie wirtschaftlechen Opschwong, muss Reformen an d'Weeër leeden, fir d'Kompetitivitéitsfäegkeet vun der Unioun weltwäit ze verbesseren. Dobäi dierf awer op kee Fall déi sozial an och déi ökologesch Komponent a Vergiess kommen. D'Konscht wäert doranner bestoen, den europäesche Sozialmodell mat engem neie wirtschaftlechen Dynamismus ze verbannen.

D'Adaptatioun vun der Stratégie de Lisbonne, de Pacte de stabilité, an d'Perspective financière wäerten déi Lëtzebuerger Présidence dominéieren a prägen. Doniewent ass ze erwaarden, datt Aufgabe mat der zukünfteger Erweiderung vun der Europäescher Unioun op eis Présidence och zoukommen. Wat d'Detailer vun dësen ugeet, esou hänke si an enger éischter Phas vun den Décisioune vu muer an iwwermuer um Conseil vu Bréissel of. Net ze vergiessen, datt an de leschte Joren déi aussepolitesch a sécherheetspolitesch Dimensioun vun der Unioun u Wichtegkeet zougeholl huet, wat dann och mat sech bréngt, datt d'Lëtzebuerger Présidence an enger grousser Zuel vu wichtegen Dossierë gefuerdert wäert sinn, op déi ech op dëser Plaz natierlech net kann a net wëll agoen, d'autant plus well d'Regierung der Chamber den 18. Januar d'Prioritéite vun der Lëtzebuerger Présidence virstelle wëllt.

D'Regierung ass net eleng vun der Présidence betraff, och d'Chamber ass opgefuerdert hiren Deel bäizedroen. Esou wäerte mer am éischte Semester 2005 véier Réunioune vu parlamentaresche Kommissiounen aus den nationale Parlamenter, de Kandidatelänner an dem Europaparlament hei zu Lëtzebuerg wëllkomm heeschen, an zwar d'Presidente vun de COSAC-Delegatiounen, dat heescht d'parlamentaresch Kommissiounen, déi sech mat den Europadossierë befaassen, dann d'Plénière vun därselwechter COSAC, duerno déi traditionell Réuniour vun de Presidente vun den aussepolitesche Kommissiounen an eng Réuniour, déi sech méi speziell op Immigratiounsfroe bezitt.

Et sinn dat Réuniounen, un deenen tëschent 100 an 300 Leit pro Sitzung deelhuele wäerten, an déi wäerten dofir suergen, datt déi parlamentaresch Dimensioun an dës Europäesch Unioun och afléisse wäert.

An deenen nächste Méint wäert dann och an der Europäescher Unioun d'Ratifikatiounsprozedur vun dem Traité constitutionnel weider gefouert ginn. Lëtzebuerg gesäit vir dësen Text engem Referendum ze ënnerbreeden, deen am Averständnis mat der Regierung op den 10. Juli fixéiert ginn ass. Bis dohi bleift nach vill Aarbecht ze maachen, gesetzlech Virgabe mussen nach votéiert ginn, de Bierger muss iwwert den Inhalt vum Traité faktuell an objektiv informéiert ginn, d'Chamber muss - nodeem se e Gedankenaustausch, en Dialog mat der Zivilgesellschaft an de Bierger hat - en Débat hei an der Chamber féieren, an deem sech déi verschidde Parteien dann zu hire Positioune bekennen.

Dëse wichtege Rendez-vous mam Bierger wäert Europa ganz an de Mëttelpunkt réckelen. Et wier ze hoffen, datt dës prononcéiert Europaaktivitéite vun den nächste Méint et fäerdeg bréngen, fir Europa de Lëtzebuerger méi no ze bréngen an de Leit adequat Äntwert op hir Froen ze ginn, fir datt d'Gesiicht vun Europa an hiren Aë fest a positiv Konture kritt.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ier mer eis all deenen Erausfuerderunge vun eisem Land am nächste Joer stellen, wëll ech Iech, am Numm och vum President, Äre Familljen an all deenen, déi Iech nostinn, besënnlech schéi Chrëschtfeierdeeg wënschen, verbonne mam Gedanken, datt dat neit Joer all Guddes bréngt, wat Dir Iech vun him erwaart. Bei där Geleeënheet wëll ech awer och all deene Merci soen, déi dozou bäidroen, den Oflaf vun de parlamentareschen Aarbechten zu engem gudden Ofschloss ze bréngen.

Ech soen Iech villmools Merci.

Den Här Wolter huet nach d'Wuert gefrot.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Conférence des Présidents huet mech beoptraagt am Numm vun eis alleguer, vun deene 60 Deputéierten - wat eng ganz schwiereg Charge ass -, lech déi Wënsch, déi Der elo am Numm vum President un eis geriicht hutt, ze erwidderen.

Dir hutt richtegerweis gesot, dass déi nei Chamber an deene leschte sechs Méint extrem vill inhaltlech Aarbecht preparéiert an duerchgezunn huet. 21 öffentlech Sitzungen, iwwert 120 Kommissiounsitzunge weisen - an et ass besonnesch deen Deel vun eiser parlamentarescher Aarbecht, dee jo net esou oft dobaussen ernimmt gëtt -, dass ganz intensiv an deene leschte Méint an der Chamber déi Gesetzesvirschléi an déi Propositions de loi, déi zur Diskussioun komm sinn, och diskutéiert gi sinn.

Dir hutt gesot, dass mer mussen Äntwerte fannen an engem Ëmfeld wat ëmmer méi schwiereg gëtt, dass mer eis musse positionéieren an engem internationale Kontext, deen net méi esou einfach gëtt. Och dat deele mer. Ech mengen, et brauch ee keen Hellseher ze sinn, fir ze gesinn, dass dat nächst Joer politesch gesi wäert haaptsächlech ënner dräi Stéchwierder hei zu Lëtzebuerg vun deenen dominéiert ginn; dat ass zum engen d'Présidence am éischten Hallefjoer, zum zweeten de Referendum iwwert déi europäesch Constitutioun, déi den 10. Juli wäert stattfannen, an zum drëtten dann d'Gemengewahlen, déi mer am Hierscht wäerten ofhalen an déi dann zu e bësse manner Harmonie héchstwahrscheinlech am politesche Kontext an deenen eenzelne Gemengen - an héchstwahrscheinlech och heibannen - wäerte féieren.

Ech géif Iech op jidde Fall an alle Kolleegen alles Guddes wënschen, och vu menger Säit besënnlech Deeg, e gutt neit Joer, virun allem jidderengem och eng gutt Gesondheet. Mir hunn dëst Joer jo gesinn, och hei am Haus, wéi séier et ka goen. Am Fall vum trageschen Doudesfall vum Marc Zanussi si mer drun erënnert ginn, wéi séier en fin de compte deen Engagement, dee mer alles kënnen hunn, u seng Limiten an och u seng perséinlech Limitë ka stoussen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soe Merci a wäert déi Wënsch an dee Merci dann och un de President weiderginn.

11. Demandes en naturalisation

Als leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 17.50 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 17.55 heures.)

De Huis clos ass domat opgehuewen. Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 48 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech och mat sechs Ännerunge vum Numm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 15 décembre 2004

1. CHEUNG Ka Wing, né le 30 juin 1970 à Hong Kong (Chine), demeurant à Luxembourg
2. ON Thuyen Hoa, née le 27 avril 1967 à Saigon (Vietnam), demeurant à Luxembourg
3. DANIEL Samuel, né le 27 juin 1969 à Kambia Town (Sierra Leone), demeurant à Differdange
4. DARRAGJATI Gasper, né le 16 novembre 1964 à Shkoder (Albanie), demeurant à Hesperange
5. KARAFILI Diana, née le 11 juin 1966 à Shkoder (Albanie), demeurant à Hesperange
6. DE CONINCK Philippe Jean Gérard, né le 2 octobre 1974 à Rocourt (Belgique), demeurant à Warken
7. DIMITROV Mario, né le 11 octobre 1959 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Differdange
8. DOBREVA Tatiana, née le 21 décembre 1960 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Differdange
9. DIPPEL Walter Karl Max, né le 12 mai 1958 à Weiden (Allemagne), demeurant à Howald
10. DJOMANI Bernard Désiré, né le 18 mai 1969 à Garoua (Cameroun), demeurant à Angelsberg
11. BIABEYO-TCHEUMETO Pauline Léonie, née le 17 septembre 1973 à Douala (Cameroun), demeurant à Angelsberg
12. DYKA Gisela Gertrud, née le 4 mars 1944 à Hindenburg (Allemagne), demeurant à Luxembourg
13. EKE KALONDA Ignace, né le 3 mars 1974 à Okako Letshu (République démocratique du Congo), demeurant à Wiltz
14. GE Zhi Kang, né le 18 décembre 1966 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg
15. ZHAO Jian Hong, née le 27 juillet 1970 à Shanghai (Chine), demeurant à Luxembourg
16. GRAY Nicola Joan, née le 22 janvier 1983 à Durban (Afrique du Sud), demeurant à Bereldange
17. GROßMANN Angelika Hildegard, née le 18 mars 1959 à Dortmund (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette
18. HAJDUK Marek Joszef, né le 11 mai 1963 à Tarnobrzeg (Pologne), demeurant à Ell
19. KOPER Teresa Jadwiga, née le 12 août 1964 à Makow Podhalanski (Pologne), demeurant à Ell
20. HARAKAT Aïcha, née le 12 mars 1969 à Mohammedia (Maroc), demeurant à Hagen
21. KARASHABANI Ardian, né le 2 octobre 1967 à Durres (Albanie), demeurant à Luxembourg

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de KASS Ardian.
22. LEGRAND Gabriel Jacques Ghislain Lucien, né le 30 décembre 1968 à Ixelles (Belgique), demeurant à Sanem
23. JACOB Francine Gérardine Paule Philo Marcelle, née le 20 décembre 1964 à Liège (Belgique), demeurant à Sanem
24. PARULIS Nerijus, né le 22 avril 1956 à Vilnius (Lituanie), demeurant à Mamer
25. MUSTEIKYTE Sigita, née le 4 juin 1959 à Vilnius (Lituanie), demeurant à Mamer
26. PAWLIK Agata Monika, née le 1er janvier 1978 à Sosnowiec (Pologne), demeurant à Longsduerf
27. ROCHA Adelino Patricio, né le 20 juin 1945 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Schifflange
28. DA LUZ MOREIRA Maria de Fatima, née le 22 mars 1961 à Sao Joao Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Schifflange
29. SALM Siegmund, né le 16 décembre 1967 à Losheim (Allemagne), demeurant à Grevenmacher
30. HIRSCHFELDT Mariette, née le 19 décembre 1962 à Grevenmacher, demeurant à Grevenmacher
31. SEHIC Mirzet, né le 3 avril 1977 à Jelovo Brdo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange
32. KRNDIC Elvedina, née le 24 septembre 1977 à Zvornik (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange
33. SHAMANA SOMO Somo, né le 1er juillet 1943 à Zakho (Iraq), demeurant à Luxembourg
34. GORO ENWIJA Asmer, née le 15 mai 1948 à Dohouk (Iraq), demeurant à Luxembourg
35. TIRIS Catalin Mihai, né le 19 juillet 1969 à Focsani/Vrancea (Roumanie), demeurant à Leudelange

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de TIRIS Michel Catalin.
36. CHEFNEUX Elena Odette, née le 25 août 1970 à Ploiesti (Roumanie), demeurant à Leudelange
37. TORO Cosma, né le 25 septembre 1948 à Noci/Bari (Italie), demeurant à Bereldange
38. VAHEDI FAKHR Kambiz, né le 18 février 1977 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg

39. VAHEDI FAKHR Khosrow, né le 16 septembre 1942 à Téhéran (Iran), demeurant à Schouweiler

40. MORSHIDIAN Fatemeh Soheyla, née le 25 mars 1951 à Téhéran (Iran), demeurant à Schouweiler

41. VANDENBEMDEN Pascal Maurice, né le 24 avril 1964 à Bruxelles (Belgique), demeurant à Kayl

42. VARELA CORREIA Heitor, né le 1er décembre 1983 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Differdange

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de VARELA CORREIA Hector.

43. VARELA FURTADO Lucas, né le 15 février 1967 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Pétange

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de FURTADO Lucas.

44. SILVA GONÇALVES Jacinta, née le 20 juillet 1968 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Pétange

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de SILVA Jacinta.

45. VILCHEZ CANALES Vanessa, née le 23 octobre 1982 à Lima (Pérou), demeurant à Colmar-Berg

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de VILCHEZ Vanessa.

46. WILLEKENS Jozef Gabriël Ivo, né le 12 février 1947 à Merksem (Belgique), demeurant à Meispelt

47. YE Xianli, née le 3 décembre 1981 à Zhejiang (Chine), demeurant à Echternach

48. YIP LAN YAN Yip Shui Hin, né le 8 mai 1963 à Port-Louis (Maurice), demeurant à Hobscheid

Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 18., den 19. an den 20. Januar 2005.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.55 heures)

17E SÉANCE

Séance solennelle de commémoration en l'honneur de S.A.R. Madame la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte du vendredi 14 janvier 2005, cf. pages 1 à 3 de ce compte rendu.

18E SÉANCE

MARDI, 18 JANVIER 2005

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
Mme Lydie Err, Doyen

Ordre du jour

1. Communications
2. 5414 - Proposition de loi de M. Paul-Henri Meyers portant révision des articles 37, alinéa 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

   5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel

   (Déclaration de recevabilité)
3. Ordre du jour
4. Déclaration du Gouvernement sur le programme de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et débat

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung iergendeng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Merci, Här Asselborn, mir huelen Akt dovun, dass d'Regierung eis haut näischt ze deklaréieren huet.

1. Communications

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, la proposition de loi et les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. 5422 Projet de loi portant approbation du Protocole N° 13 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales, relatif à l'abolition de la peine de mort en toutes circonstances, ouvert à la signature, à Vilnius, le 3 mai 2002

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004

2. 5423 Projet de loi portant approbation du Protocole N° 14 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'homme et des Libertés fondamentales, amendant le système de contrôle de la Convention, ouvert à la signature, à Strasbourg, le 13 mai 2004 et prévoyant la publication de certains arrêts définitifs de la Cour européenne des Droits de l'homme

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004

3. 5424 Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Communauté andine et ses pays membres (Bolivie, Colombie, Équateur, Pérou et Venezuela), d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004

4. 5425 Projet de loi portant approbation de l'Accord de dialogue politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les Républiques du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Panama, d'autre part, signé à Rome, le 15 décembre 2003

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.12.2004

5. 5426 Projet de règlement grand-ducal transposant la directive 2003/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 avril 2003 relative aux prescriptions spécifiques de stabilité applicables aux navires rouliers à passagers

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur: le 30.12.2004

6. 5427 Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 16 novembre 2001 transposant la directive 94/58/CE du Conseil du 22 novembre 1994 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer telle que modifiée par la directive 98/35/CE du Conseil du 25 mai 1998 (directive 2003/103/CE)

Dépôt, à la demande de M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur: le 30.12.2004

7. 5428 Proposition de loi portant réglementation de l'activité d'assistant maternel

Dépôt: M. Claude Meisch, le 04.01.2005

8. 5429 Projet de loi relative à l'introduction des normes comptables internationales pour les établissements de crédit portant modification de la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes des établissements de crédit et transposition:

- de la directive 2001/65/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE et 86/635/CEE en ce qui concerne les règles d'évaluation applicables aux comptes annuels et aux comptes consolidés de certaines formes de sociétés ainsi qu'à ceux des banques et autres établissements financiers

- des articles 5 et 9 du règlement (CE) No 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil du 19 juillet 2002 sur l'application des normes comptables internationales

- de la directive 2003/51/CE du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2003 modifiant les directives 78/660/CEE, 83/349/CEE, 86/635/CEE et 91/674/CEE du Conseil sur les comptes annuels et les comptes consolidés de certaines catégories de sociétés, des banques et autres établissements financiers et des entreprises d'assurance

- de l'article 50 de la proposition de directive du Parlement européen et du Conseil concernant le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés et modifiant les directives du Conseil 78/660/CEE et 83/349/CEE

Dépôt: M. le Ministre du Trésor et du Budget, le 07.01.2005

9. 5430 Projet de loi portant approbation de l'Accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et le Gouvernement de la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes, fait à Bruxelles, le 6 décembre 2002

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005

10. 5431 Projet de loi portant approbation de l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale, fait à New York, le 9 septembre 2002

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005

11. 5432 Projet de loi portant approbation

- de la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975 et du Règlement intérieur du Conseil de l'ASE - de l'Accord entre les États parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et de l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence spatiale européenne relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004 Luxembourg, le 17 janvier 2005

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005

3) Par lettre du 6 janvier 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Greffe de la Chambre les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 1er au 2 décembre 2005:

• position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République de Saint-Marin prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts

• position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Principauté de Monaco prévoyant des mesures équivalentes à celles prévues dans la directive 2003/48/CE du Conseil du 3 juin 2003 en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts.

2. 5414 - Proposition de loi de M. Paul-Henri Meyers portant révision des articles 37, alinéa 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel

Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57 (1) vum Chamberreglement et virgesäit huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 13. Januar sech fir d'Recevabilitéit vun zwou Propositions de loi ausgesprach, et sinn dat:

- d'Proposition de loi 5414 vum Här Paul-Henri Meyers iwwert d'Artikele 37 an 107 vun der Verfassung an

- d'Proposition de loi 5428 vum Här Claude Meisch iwwert de Beruff vum Assistant maternel.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir héieren elo, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Deklaratioun vum Här Ausseminister, dem Här Jean Asselborn, iwwert de Programm vun der Lëtzebuerger Présidence vum EU-Conseil. Den Här Ausseminister Jean Asselborn huet d'Wuert.

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 13. Januar Folgendes virgeschloen:

Haut de Mëtten héiere mer d'Deklaratioun vun der Regierung iwwert de Programm vun der Lëtzebuerger Présidence vum EU-Conseil. Uschléissend hu mer eng Debatt nom Modell 1.

Mar um hallwer dräi hu mer d'Projets de loi 5370, 5372 an 5369 iwwert d'Alters- a Fleegeheimer zu Péiteng, Mamer a Jonglënster, jeeweils nom Modell 1, an de Projet de loi 5413 iwwert déi budgetär Upassung vum Bau vun engem Concertssall um Kierchbierg nom Modell 1.

Iwwermar, och um hallwer dräi hu mer de Projet de loi 5132 iwwert de Referendum, zesumme mat der Proposition de loi 3762 vum Här Robert Mehlen nom Modell 2.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Déclaration du Gouvernement sur le programme de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et débat

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt fir d'éischt Merci soen, dass ech eis Présidence hei an der Chamber virstellen däerf. Ech versichen dat an 20 Minutten ze maachen, mä

wann et mer net geléngt géif ech vläicht direkt zéng Minutte méi ufroen. Ech probéieren awer an deem Kader, selbstverständlech, dee mer imposéiert ginn ass, ze bleiwen.

Fir d'éischt wëll ech soen, dass seelen an enger Transitioun vun där enger Présidence op déi aner mir mat esou engem frappanten, mat esou engem gravë Problem befaasst ware wéi dat dës Kéier de Fall war, vun der hollännescher op eis Présidence. Dir wësst, wat de 26. Dezember geschitt ass an Asien a schonn ab dem 27., 28. hu mer zesumme mat der hollännescher Présidence déi Décisioune geholl, déi wichteg ware fir effektiv d'Hëllef vun der Europäescher Unioun den asiatesche Länner, déi betraff waren, unzebidden.

Mir hu wéi Der wësst direkt den 1. Januar eise Kooperatiounsminister, de Jean-Louis Schiltz, mam Commissaire Här Louis Michel op d'Plaz geschéckt. De Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo ass direkt op Genf gaange fir mat der OMS Kontakt opzehuelen a mir hu schonn den 28. Dezember vum leschte Joer eng Réuniouun ageruff, e Conseil „Affaires générales et relations extérieures", déi jo de 7. Januar stattfonnt huet a wou mer dann do déi éischt Décisioune getraff hu mat de Gesondheetsministeren a mat de Kooperatiounsministeren zesummen, wat ganz wichteg war fir eis Hëllef ze strukturéieren a fir eis Hëllef och maximal kënnen ze organiséieren.

Dir kennt alleguerten d'Konklusiounen dovunner, Dir wësst, dass dës Woch zum Beispill zu Kobe déi Réunioun ass, wou virun allem geschwat gëtt, wat ee maache ka fir een Early-warning-System, wéi dat op englesch heescht, anzeriichten. De Minister Jean-Marie Halsdorf ass fir eis Regierung an och fir d'Présidence zu Kobe bei där Réunioun dobäi. Dat ass eng ganz wichteg Réuniouun, well et ka jo net sinn, dass am Zäitalter, wou d'Mënschheet op de Mound komm ass scho virun x Jorzéngten a wou och elo de Mars erforscht gëtt an aner Planéiten, mer et net fäerdeg bréngen, dass wann een Äerdbiewe geschitt ass op enger Plaz een dann net d'Konsequenzen kann direkt wierklech ausloten an déi néideg Schrëtt ënnerhuelen, fir dass zéngdausende Leit kënne gerett ginn.

Déi éischt Konklusiouun, déi mer elo gezunn hunn, déi wëlle mer schonn den 31. Januar konkretiséieren um nächste Conseil „Affaires générales et relations extérieures" an d'Kommissioun ass amgaange sech ze concertéieren. Dir wësst, d'Kommissioun fonctionnéiert wéi eng Regierung, do muss emol jiddereen och dann a senge Kompetenze wëssen, wou en drun ass, an et muss eng Kohärenz do erauskommen. Mir als Présidence sinn amgaangen zesumme mat der Kommissioun dorunner ze schaffen.

Dann, déi éischt Haaptaufgab, déi selbstverständlech elo op eis zoukënnt an der Présidence, ass alles wat mat dem Elargissement ze dinn huet. Dir wësst, dass mir engersäits dee Zyklus vun der Erweiderung am Osten ofzeschléissen hunn, dat ass Bulgarien an et ass Rumänien. Deen Tandem wollte mer absichtlech ënner hollännescher Présidence elo an eiser Présidence oprecht erhalen, déi zwee Länner zesummen. Négociéiert ass alles ginn, d'Négociatioun ass fäerdeg um Niveau vum Conseil an et ass jo och en Datum fixéiert ginn, wéi Der wësst, de 25. Abrëll wëlle mer ofschléisse mat deenen zwee Länner am Kader vun engem Conseil „Affaires générales et relations extérieures" an dann duerno kann dann och d'Ratifikatioun an deenen zwee Länner getätegt ginn.

Virdru muss allerdéngs, an dat ass wichteg ze wëssen, d'Europaparlament en Avis ginn, dee positiv ass. Do gëtt ee Vote gemaach iwwert déi zwee Länner a mir hoffen, dass den Tandem zesummebleift iwwert déi zwee Länner. Mir hunn do de Mueren nach zu Bréissel mat der Commission des Affaires étrangères geschwat an ech mengen, dass et do méiglech ass, dass zu Stroossbuerg an der Sessioun vum Abrëll och d'Europaparlament kann dee Paquet ficeléieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Da kënnt eng zweet Aufgab op eis zou an dëser Présidence, dat ass Kroatien. Dir wësst, dass Kroatien ee Land ass, wat jo bekanntlech tëschent Slowenien an ebe Griicheland läit, also matzen am europäesche geographesche Gefüge, wann ech esou däerf soen, an dass all déi Länner vum Balkan zu Saloniki 2003 och eng Perspektiv kritt hunn, wa se dat wëllen, fir kënnen an d'Europäesch Unioun eranzekommen.

Kroatien huet eng Konditioun nach ze erfëllen, déi net onwesentlech ass, Kroatien muss weisen, dass et 100%eg matschafft mam Tribunal international, deen zoustänneg ass fir d'Crimen, déi an Exjugoslawien geschitt sinn. Do geet et virun allem ëm ee Generol, dee Gotovina heescht, an et muss wierklech bewise gi vun der Regierung, dass déi Zesummenaarbecht mat der Madame Carla del Ponte 100%eg ass. De Premier an ech wäerten an deenen nächste Wochen d'Madame Carla del Ponte gesinn, am Mäerz wäert ech och selbstverständlech mat hir Kontakt ophuele virum 17., fir da Bericht ze maachen am Allgemenge Rot, an dann ass et um Allgemenge Rot fir d'Décisioun ze huelen.

Dir hutt och vläicht héieren, dass ech ee Bréif kritt hunn als Ausseminister vun engem, dee sech als Affekot ausgëtt vum Här Gotovina an dee seet, den Här Gotovina wier bereet, fir sech de kroatesche Geriichter ze stellen, mä net dem Tribunal international. Dat ass selbstverständlech net ugeholl gi vun der Madame del Ponte a vun hire Servicer. Mir hunn och ee Bréif kritt vun der kroatescher Regierung, dass dat net d'Positioun vun hinne wier, esou dass mer also do och um gudde Wee sinn, fir dass déi 100%eg Zesummenaarbecht och ka bewise ginn.

Dann d'Türkei, ech mengen och op dësem Pult hei ass all Décisioun geholl ginn an all Diskussioun och gefouert ginn, wat d'Türkei ugeet. Dir wësst, dass mer am Dezember um Conseil européen een Datum fixéiert hunn, uganks Oktober, den 3. Oktober sollen d'Verhandlungen ugoen. Bekanntlech hu mir dann net méi d'Présidence, dann ass d'Présidence bei den Engländer. Allerdéngs wäert och an eiser Présidence, virun allem wat d'Zypernfro ugeet, dat e wichtege Punkt bleiwen.

Dir wësst vläicht, dass zwee Reglementer nach an der Mautsch sinn. Nom Referendum an Zypern ass gesot ginn, mir mussen dem Norde vun Zypern elo hëllefen, do sinn 259 Milliounen Euro zur Verfügung gestallt gi fir kënnen ze investéieren. Dat ass eng Saach, wou och jiddereen domadder d'accord ass, mä op där anerer Säit soll och méi eng grouss Autonomie, wat de Commerce ugeet, vun Nordzypern ausgehandelt ginn, an do blockéiere mer nach.

Mir kucken als Présidence fir op deem Punkt do weiderzekommen, well et wier wichteg wa mer och dee Geste géife man, deen décidéiert ginn ass vum Conseil européen, dass deen och kéint en musique gesat ginn.

Dann d'Unerkennung vun Zypern selbstverständlech, wat d'türkesch Regierung ugeet. Do wësse mer och, dass do muss de Protocole additionnel ënnerschriwwe gi mat deenen zéng neie Länner, déi elo an Europa opgeholl gi sinn. Domadder hätt d'Türkei implizit jiddefalls och déi nei Länner alleguerten unerkannt, dorënner dann och Zypern.

Déi ganz Struktur vun der Erneierung wäert eis vill Kraaft kaschten, do geet näischt automatesch, mä et ass awer an eiser Flicht, fir do matzehëllefen, dass mer déi Aufgaben, déi eis do gestallt gi sinn, entweder ofschléissen, wéi bei Bulgarien a Rumänien, oder dann och weiderféieren oder ufänken, wéi dat mat Kroatien de Fall ass.

Déi nächst grouss Erausfuerderung ass selbstverständlech d'Verfassung. Dir wësst, dass et elo ugeet mat de Referenden. An dësem Joer 2005 wäerten déi meescht Referende stattfannen, obschonn der jo och nach am Joer 2006 wäerte stattfannen, zum Beispill an England, och a Portugal, déi jo elo Neiwahlen hunn, a wou de Referendum, dee virgesi war am Mäerz, elo op d'nächst Joer verluecht ginn ass.

Mä et wäert ugoen, wéi dat geplangt ass, a Spuenien. Da wäert mat grousser Wahrscheinlechkeet am Fréijoer, iergendwann am Abrëll/Mee, Holland kommen. Direkt duerno wäert Frankräich dru sinn, an eisen Datum ass jo fixéiert op den 10. Juli vun dësem Joer.

Nun, léif Leit, ech hat d'lescht Woch d'Éier fir un engem Débat deelzehuelen op der spuenescher Televisioun mat engem ganz dichtege Mann, dee kee Politiker ass, mä duerfir awer ganz dichteg ass, a säin Numm ass Jeremy Riffkin. Den Jeremy Riffkin huet e Buch geschriwwen iwwert den europäeschen Dram, „the European dream", a Comparaisoun mam amerikaneschen. A sengem Buch kristalliséiert en och sechs Begréffer eraus.

Ech wëll Iech ganz kuerz emol hei soen, dass d'Relatiounen ënnert de Communautéite méi wichteg si wéi déi individuell Autonomie, dass d'Diversité culturelle méi wichteg ass wéi d'Assimilatioun, dass d'Liewensqualitéit méi wichteg ass wéi d'Accumulatioun vun de Richessen, dass den Développement durable oder soutenable méi wichteg ass wéi eng Croissance matérielle illimitée, dass d'Droits de l'homme universels an d'Droits de la nature méi wichteg si wéi d'Droits de la propriété, an dass och d'Coopération globale méi wichteg ass wéi den Exercice unilatéral du pouvoir.

Och den Jeremy Riffkin huet ganz kloer an deem Débat gesot, dass déi Verfassung, déi mer och hei zu Lëtzebuerg den 10. Juli wäerten de Leit zur Ofstëmmung virleeën, eng Verfassung ass, déi alleguerten déi doten Nuancen an alleguerten déi doten Approchen och erlabe wäert. Et ass eng Verfassung wou a mengen Aen, fir nëmme just zwee Wierder doriwwer ze verléieren, mer et fäerdeg bruecht hunn, esou e Sprong ze maachen an d'Charte fondamentale des Droits de l'Homme anzebauen, wat en immense Schrëtt no vir ass.

Dat Zweet ass, déi Verfassung - an ech soen dat vläicht och hei an dësem Kontext ganz kloer - ass vu verschiddene Säiten eng Zäit lang duergestallt ginn, wéi wann et eng liberal Verfassung wier, am Sënn vum pejorativ liberal, et gëtt jo och gutt liberal.

(Interruptions diverses)

Mä duerfir wëll ech ganz kloer hei soen: A kenger vun eisen europäesche Verfassungen, och net an deene moderne Verfassunge wéi elo a Spuenien, wéi a Portugal oder wéi a Griichenland ass zum Beispill d'Tripartite an der Verfassung ageschriwwen. An der Europäescher Verfassung ass d'Tripartite ageschriwwen, d'Staten, d'Unioun an d'Partenaires sociaux! An a kenger vun eise Verfassungen, déi et an Europa gëtt, ass et och ageschriwwen, dass d'Beschäftegung soll op engem méiglechst héijen Niveau stattfannen. Mir hunn d'Recht op Aarbecht an alle Verfassunge stoen, mä déi Prezisioun ass net dran.

Domadder ass näischt geléist, mä de Rahmen, de Kader ass geschaf fir effektiv do kënnen eng gutt Politik ze maachen, an duerfir sinn ech och ganz, ganz frou elo als Lëtzebuerger Politiker, dass ech hei an eiser politescher Landschaft mat Leit ze dinn hunn, déi an der ganz grousser Majoritéit wierklech positiv zu där Verfassung stinn, an ech mengen, dass déi Aarbecht, déi mer an der Présidence maachen, och muss d'Vorhut si vun där Argumentatioun, déi mer ze féieren hu fir den 10 Juli.

Wichteg ass natierlech och alles wat d'Relations extérieures ugeet. Mä bei der Verfassung, Här President, erlaabt mer nach ee Wuert. Déi Fro, déi mer jo ëmmer gestallt kréien, a mir schwätze jo net nëmmen hei fir Politiker, och fir d'Leit dobaussen: Wat geschitt, wann ee Land nee seet? Et gëtt an deem Fall e puer Hypotheesen. Dat hänkt natierlech och vum Land of. Dir wësst, Europa huet schonn eng Erfahrung gemaach mat Irland a mat Dänemark, wou dann deen éischte Vote schief ausgaangen ass, an et ass en zweete Vote gemaach ginn, an do ware mer dann um gudden Ufank.

Déi zweet Méiglechkeet ass, dass dat Land, wat nee seet, ob am Parlament oder am Referendum, seet: Gutt, fuert Dir elo virun, déi aner 24, mir musse kucken, dass mer dann e gudde Plan d'action ausschaffe mat Europa an dann eben nieft Europa an der Remorque weiderfueren.

An da gëtt et eng drëtt Kategorie vu Länner, dat sinn déi grouss Länner. Ech kéint mer net virstellen, Här President, wann et an engem Land, ech soen elo absichtlech emol eent wéi Frankräich, wat e Referendum huet, an der Verfassung am Vote vum Referendum géif schief goen, dass dann Europa einfach kéint nokucken an à l'ordre du jour iwwergoe wéi wann näischt gewiescht wier. Dat ass evident.

Mä ech wëll awer soen, dass wann e Land wéi Lëtzebuerg géif op d'Iddi kommen, neen ze soen, - wourunner ech iwwerhaapt net zweifelen, dass et net an esou eng Richtung geet -…

(Interruptions)

…da kënnt ech mer virstellen, dass selbstverständlech Europa weiderfunktionéiert, mä dass mir dann als Land géifen an der Remorque sëtzen, an ech mengen, et ass kee vernünftege Politiker hei zu Lëtzebuerg, deen dat wëllt. Da wëll ech lech soen, dass mer immens vill Aarbecht ze maachen hu bei de Relations extérieures.

D'Joer 2005 ass d'Joer - an dat mengen ech musse mer an eisem Kapp elo behalen - vum „major event" an den Nations Unies. A wa mer an den Nations Unies soen, da soe mer Multilateralismus, da soe mer internationaalt Recht, da soe mer och Diplomatie.

Et gëtt dräi grouss Reformen, déi do ugestrieft ginn: Dat Eent ass d'Sécherheet, den Ofbau vun den Nuklearwaffen, den Terrorismus; dat Zweet ass den Développement, d'Kooperatioun, d'Hëllef tëschent deene räichen an deenen aarme Länner. An dann deen drëtte Punkt, och ganz, ganz wichteg, mä net dee wichtegsten, dat ass d'Reform vun den Institutioune vun der UNO.

Et geet net drëm, Dir wësst, et sinn der elo véier, déi wëllen an de Conseil de Sécurité a véier anerer wëlle blockéieren. Dir kennt déi Länner wann Der d'Zeitung liest. Dat schéngt mer net dat Wichtegst ze sinn, mä alles wat mer maachen elo och an eiser Présidence muss am Kontext geschéie vun deem wat mer eben de Multilateralismus nennen.

Dat Éischt dat ass, Dir wësst dat, mir hunn eng Réunioun, en Treffen an eiser Présidence mat Amerika. Et ass déi éischte Kéier, dass den amerikanesche President bei d'europäesch Institutioune kënnt. E kënnt bei d'NATO, mueres, mä mëttes ass jo nach en Dag, da kënnt e bei d'Europäesch Unioun.

Dat ass wichteg, ganz, ganz wichteg, an déi Messagen, déi mer do wäerte ginn iwwert d'Relatiounen, déi nei Relatioune vun den transatlanteschen Optiken, vun anere Bezéiungen, vu bessere Bezéiungen, vu méi déiwe Bezéiungen, wou ee méi op deen aneren zougeet, schéngt mir dat Allerwéinegst ze sinn. Déi nei transatlantesch Bezéiungen, déi sinn net nëmmen am Intérêt vun Amerika oder vun Europa ze gesinn, mä am Intérêt vun der Stabilitéit op der Welt.

Dann hu mer eng wichteg Réunioun och mat Russland. Mat Russland hu mer…

(Interruption)

Här Mehlen, wann ech fäerdeg sinn da kënnt Der schwätzen. Entschëllegt.

Also mat Russland hu mer och mat engem Land ze dinn, wat jo e ganz, ganz wichtegen Acteur ass op der internationaler Bühn a wou mer konfrontéiert sinn, als Présidence, mat der Viraarbecht, déi d'Hollänner gemaach hunn. D'Hollänner hu véier Espacen ausgeschafft, do waren op zwou Espacen nach grouss Problemer, et konnt also net ofgeschloss ginn. Dat ass déi „new neighbourhood policy", also d'Politik mat den Nopeschlänner, d'Länner, déi tëschent Russland an der Europäescher Unioun leien. An dann och selbstverständlech alles wat mat Mënscherechter ze dinn huet.

Perséinlech ginn ech elo uganks Februar bei de russeschen Ausseminister, an an der Preparatioun vun deem Sommet, dee stattfënnt am Mee, - eise Premier war jo am Dezember och beim russesche President -, do hu mer ze knaen, do hu mer ze schaffen. Mir däerfen op kee Fall dat maache wat eventuell vun där enger oder anerer Säit vun eis erhofft gëtt, dass mer den Hollänner géifen an de Réck falen. D'Hollänner hu mat der Kommissioun ganz, ganz fest op deenen zwee Punkte verhandelt, a mir mussen och dobäi bleiwen, obschonn dass mer selbstverständlech musse kucke fir virunzekommen doran.

Dann nach ganz kuerz, Här President, mat Japan hu mer ee Sommet, mat Kanada hu mer ee Sommet, a mir mussen eis och ganz intensiv dorëm bekëmmeren, wat den 30. Januar am Irak geschitt. Selbstverständlech huet do och d'Europäesch Unioun mat d'Responsabilitéit, mir hu vill Suen deblockéiert, fir d'Organisatioun vun de Wahlen am Irak. Ob déi stattfanne kënnen, weess kee vun eis hei am Sall, et weess och keen et zu Bréissel, et weess och keen aneren et op der Welt. D'Amerikaner maache jo alles, fir dass se kënne stattfannen. Mir als Europäer hunn all Méigleches och gemaach, mä et muss ee sech allerdéngs d'Fro stellen, wann do Wahle stattfannen, wat fir een Impakt fir d'Demokratie esou Wahle kënnen hunn.

En anere wichtege Punkt ass den Iran. Gëschter a virgëschter, wann een e wéineg an der europäescher Zeenerie do zirkuléiert, da kritt een natierlech d'Fro gestallt: Wat ass dann elo erëm lass? Wëllen d'Amerikaner wierklech am Iran eng Interventioun maachen?

Vläicht zur Prezisioun, déi dräi grouss Länner an Europa: Däitschland, Frankräich a Groussbritannien, déi hunn ugefaange virun zwee Joer fir eng Alternativ zu der Positioun vun den Amerikaner auszebauen a si hu mat den Iraner verhandelt. Si hu versicht den Iraner ze soen: Loosst d'Fanger ewech vun der Atombomm - fir et emol op lëtzebuergesch ze soen - a probéiert mat eis a Kooperatioun ze trieden. Mir kënnen um kommerzielle Plang iech entgéintkommen a mat iech verhandelen. Dir wësst,

dass déi Négociatioun eng Kéier zesummegebrach war, mä dass se jo awer elo erëm gegraff huet an dass se op engem positive Punkt ass.

Déi dräi EU-Länner plus Solana hunn also do wierklech eng Alternativ zu der Positioun vun den amerikaneschen Diplomaten a Politiker ausgeschafft gehat. D'Amerikaner waren éischter derfir, fir direkt virun de Conseil de Sécurité ze goen, mä Dir kennt de System beim Conseil de Sécurité, do brauch nëmmen ee Land de Veto anzeleeën, dann ass alles do blockéiert.

Ech ka mer net virstellen, dass no där Experienz, déi gemaach ginn ass am Ufank vun dësem Jorhonnert an engem bestëmmte Land, wou mer elo alleguerten d'Konsequenzen nach ze droen hunn, Amerika sech géif dozou décidéiere fir de Problem vum Iran mat militäresche Waffen ze léisen. Dat wier géint all dat, wat mer dëst Joer wëlles hunn a wat ech och elo virdru gesot hunn am Kader vum „major event" vun den Nations Unies, et wier selbstverständlech och alles anescht wéi Multilateralismus wierklech op eng Pist bruecht, wou e kéint fonctionnéieren. Ech gleewen einfach net drun, dass esou eng grouss Natioun wéi Amerika aus senger Geschicht an aus senger Experienz net déi richteg Léiere gezunn huet.

Dann ee wichtege Punkt, dat ass de Balkan. Um Balkan hu mer ganz kloer - ech hunn dat am Ufank gesot - deene Länner alleguerten zu Saloniki 2003 eng Perspektiv ginn, déi eben eng Zugehöregkeet, wann se dat wëllen, zur Europäescher Unioun misst duerstellen.

Mir hunn déi Länner och während eiser Presidentschaft alleguerten net am Stach ze loossen. Mat Kroatien solle mer ufänken, mä mir mussen eis och drëm bekëmmeren, wat am Kosovo geschitt, bekämpft deen Adage Standard virum Statut. Alles dat ass Theorie, domadder kéint ee sech politesch beschäftegen, mä et muss ee wëssen, dass wa mer de Leit aus dem Kosovo nämlecht wéi de Leit aus dem Gaza-Streifen keng ekonomesch Perspektiv ginn, da kënne mer esou vill reformëieren an esou vill politesch Spréchelcher hale wéi mer wëllen, dann ass och de Kosovo nach ëmmer ee Gebitt, wou Dynamit dran ass a wou kënnt zu all Moment erëm eppes geschéien, wat Europa net würdeg ass.

Mir wëssen alleguerten och, dass et schwiereg ass dee Lien ze behalen tëschent Serbien a Montenegro mat den Négociatioune mat Albanien. Dat ass net einfach. Wou et nach eenegermoosse méi gräift, dat ass an der fréierer Republik Mazedonien. Mat Skopje besti gutt Relatiounen an d'Kommissioun wäert och, héchstwahrscheinlech awer eréischt an där zweeter Halschent vun dësem Joer, do seng Appréciatioun driwwer ginn.

An eiser Présidence hu mer nach een anere Problem ze léisen, deen ech hei nëmme kann uschneiden, dat ass de Waffenembargo mat China. Dir wësst, dass mer een Optrag kritt hunn um leschte Conseil européen fir an eiser Présidence, an deenen nächste sechs Méint, dee Problem ze léisen. Dat ass selbstverständlech méi einfach gesot wéi gemaach.

Engersäits musse mer drop pochen, dass d'Mënscherechter a China verbessert ginn, an déi sinn op engem spezifesche Punkt ze verbesseren, China huet eng UNO-Konventioun ënnerschriwwen, wou et ëm d'zivil an d'politesch Rechter geet. Déi ass allerdéngs nach net vum Parlament ratifizéiert ginn. Do kënne mer Drock drop maachen. Mir wëssen awer och, dass mer am Kader vun der Diskussioun ëm de Waffenembargo, wat eng wierklech schwiereg Diskussioun ass, eng héich technesch ass, do geet vun Toolbox rieds, et geet vu Standstill rieds, et geet vum Code de conduite renforcé. Mir hunn eis an Europa do ze concertéieren, eng Linn do ze fannen an dann ze kucke wéi wäit, dass mer mat China kommen. Mir hunn eng Réunion ministérielle mat China am Mee an dat wäert och keng einfach Preparatioun ginn.

Zu Afrika, just ee Wuert, Dir wësst, dass mer während der hollännescher Présidence vertruede waren zu Daressalam, wou et ëm d'Politik gaang ass vun de Grands Lacs. Mir waren och am Sudan, wou jo net nëmmen op der westlecher Säit Problemer sinn am Darfur, mä och tëschent dem Norden an dem Süden. Do schénge jo elo an deene leschte Woche positiv Zeeche komm ze sinn. Mä et ass e wéineg schued, well mer an Afrika ee Land hunn, dat Simbabwe heescht - dat wësst Der - an dass et duerch dat Land extrem schwiereg ass ee Sommet mat den afrikanesche Länner alleguerten ze organiséieren.

Mir haten nach mat de portugisesche Kolleegen zesumme probéiert, fir eppes do fäerdeg ze bréngen, allerdéngs op deem Punkt do loosse mer awer net lass. Mir hu Réunioune mat den afrikanesche Länner an eiser Présidence, esou wéi mer och Réuniounen hu mat de Länner aus Latäinamerika hei zu Lëtzebuerg. Do wäerte mer iwwer 40 Ausseministeren am Mee hei hunn.

Mir hu ganz staark Relatiounen och mat den asiatesche Länner, wou et net nëmmen ëm d'Tsunamië geet, mä och ëm d'Zukunft vun där Géigend, esou dass Der gesitt, wat alles um Plang vun de Relations extérieures steet - an ech konnt elo emol net alles soen.

De Barcelona-Prozess, och do hu mer d'Réunioun am Mee hei zu Lëtzebuerg. Dat ass deen eenzege Prozess, wou bis elo Israelien a Palestinenser un engem Dësch souzen, dat däerfe mer net vergiessen. Déi lescht Réunioun, déi d'viregt Joer an Irland war, war katastrophal. Déi, déi dëst Joer elo zu La Haye war, war scho vill méi op. Ech mengen, dass de Barcelona-Prozess ka mathëllefen am Mëttleren Osten de Fridden erbäizeféieren.

Zum Mëttleren Osten och nëmmen ee Wuert. Dir wësst et vläicht, den Owend geet eng Delegatioun vu Lëtzebuerg no Israel. Mar si mer zu Israel an ech gesinn do alleguerten d'Haaptautoritéiten, vum President iwwert de Premierminister, Ausseminister an och de Vizepremierminister. An da si mer deen Dag duerno net zu Ramallah, mä a Gaza, an do gesi mer deen neie President Mahmud Abbas, och den Ausseminister a mir kommen dann zréck op Tel Aviv, wou eng Ried op der Uni zu Tel Aviv virgesinn ass, wou ech da géif e wéineg schwätzen iwwert d'Perspektive vun der europäescher Politik en général am internationale Kontext.

De Message, dee mer mussen dohinner bréngen, ass duebel. Engersäits selbstverständlech de Palestinenser soen, dass se alles ze ënnerhuelen hunn, fir dass d'Gewalt gestoppt gëtt. Allerdéngs musse mer awer och den Israelië soen, dass dee President, deen elo gewielt ass an zënter e puer Deeg eréischt am Amt ass, och muss d'Moyene kréien, well de Wëllen huet hie jo.

Et ass ee Mann, deen zënter 40 Joer nëmme just op d'Négociatioun setzt, de Wëllen huet en. Hie war bei den Oslo-Verträg ee vun den Haaptnégociateuren. Hie selwer huet ëmmer gesot, dass mer nëmme just virukommen, doduerch dass mer verhandelen an dass mer um Verhandlungsdësch eben eis erëm op d'Roadmap kënne konzentréieren, fir dat fäerdeg ze bréngen, wat jo och meng Virgänger an der Regierung versicht hunn ze vermëttelen, nämlech eng Zwee-Staten-Léisung, wou béid Völker kënnen a Fridden eent niewent deem anere liewen.

Dann nach dräi lescht Punkten, méi iwwert d'Innenpolitik. Déi wäert selbstverständlech och eng grouss Roll an eiser Présidence spillen - ech weess net wéi vill Zäit ech nach hunn, mä ech maachen et extrem kuerz.

M. le Président.- Här Minister, ech géif Iech bieden esou lues zum Enn ze kommen.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Ier ech elo zum Enn komme muss ech awer nach zwee Wuert soen iwwert de Stabilitéitspakt, iwwer Lissabon an iwwert d'Finanzperspektiven. Ech mengen, dat gehéiert jo awer zu eiser…

(Interruption)

Beim Stabilitéitspakt, mengen ech, brauch ech elo net an d'Detailer ze goen. Eise Finanz- a Premierminister ass amgaangen zu Bréissel am Ecofin doriwwer ze verhandelen. D'Linn, déi mer hunn, ass extrem einfach. Mir soe ganz kloer, dass an enger Period, wou et biergop geet, wou d'Croissance do ass, dass mer do selbstverständlech mussen an de Länner dovunner profitéieren, fir d'Schold erofzesetzen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Anerersäits, wa mer an enger Period si vun enger Flaut, da muss et méiglech si fir op den Investissement ze setzen an dann déi 3% net als eppes Stures unzegesinn.

Mir si bei deene Regierungen, déi soen, dass de Stabilitéitspakt net einfach däerf elo vidéiert gi vu senger Matière. Et gëtt Länner, wéi Italien zum Beispill, déi mengen, wa mer de Stabilitéitspakt ofschafen, da si mer bei 9% Croissance. Dat ass et net. Da verléiere mer net nëmmen d'Croissance, da verléiere mer och nach d'Stabilitéit. Et muss ee sech also gescheit uleeën an och mat deenen Dammen an Häre vun der Zentralbank kucken, fir do eng Léisung ze fannen. Mir wëlle jo, dass mer um Conseil européen vum Mäerz dee Problem geléist hunn, a mir si gudder Déng, dass dat och ënnert der Fiederféierung vun eisem Finanzminister fäerdeg ze bréngen ass.

Dann zu Lissabon och just ee Wuert. Dir wësst, dass am Joer 2000 zu Lissabon dee grousse Sproch geklappt ginn ass, wann een esou däerf soen, fir aus der europäescher Wirtschaft vum Wëssen, der Économie de la connaissance, dat gëtt heiansdo vergiess, déi stäerkst ze maache vun der Welt am Joer 2010. Mir sinn elo an der Halbzäit ukomm. Villes ass net esou gelaf wéi et geduecht war. Mir hunn de Rapport Kok, deen eis seet, wou mer dru sinn, a mir waarde selbstverständlech elo op d'Positioun vun der Kommissioun, déi den 2. Februar kënnt, déi eis dann hir Konklusioune wäert virleeën.

Eent ass sécher fir d'Lëtzebuerger Regierung: Et kann net sinn, zumools wa mer hei an eisem Land kucken, wéi eis Wirtschaft an och eis Sozialpolitik evoluéiert hunn, dass mer d'Impressioun ginn, dass ee méi Kompetitivitéit kënnt schafen op Käschte vun der Sozialpolitik respektiv op Käschte vun der Ëmweltpolitik. Wann een d'Evolutioun vun eisem Land kuckt, da gesäit een, datt just de Contraire fäerdeg ze bréngen ass. Méi Kompetitivitéit an Zukunft heescht, do ze investéieren, wou och Kompetitivitéit a Wëssen an ebe Formatioun, Innovatioun a sou weider kënne geschaf ginn, nämlech an d'Schoul, fir eng Laangzäitwierkung ze kréien.

Mir sinn also kloer als Lëtzebuerger Regierung géint en Dumping vun der Ëmweltpolitik an och géint en Dumping vun der Sozialpolitik fir d'Kompetitivitéit eropzeschrauwen.

Dann zu de Finanzperspektiven. Zu de Finanzperspektive wëll ech och vläicht e puer Wuert Explikatioun ginn. Vill Leit dobausse wëssen net, ëm wat dass et geet. Heibanne weess selbstverständlech jiddferee Bescheed, mä ech muss lech soen, ier ech Ausseminister war, hunn ech och net alles do verstanen.

(Interruption)

Dofir vläicht zwee Wierder Explikatioun. 1999 ass fir d'éischt vu Finanzperspektive geschwat ginn zu Berlin. Do ass fir déi nächst siwe Joer e Paquet gemaach ginn, wou eben d'Enveloppe fixéiert ginn ass vun deenen eenzelnen Dépensë vun der Europäescher Unioun.

Elo si mer am Joer 2005 a mir hunn d'Aufgab an eiser Présidence fir d'Diskussioun iwwert d'Finanzperspektiven ofzeschléissen, fir dass déi Programmer, déi décidéiert gi si vun der Kommissioun a vum Parlament selbstverständlech och, 2007 kënnen ulafen. Wann dat net de Fall ass, wann net genuch Moyenen do sinn, da kënnen all déi Programmer guer net starten, dohier d'Aufgab, déi d'Europäesch Unioun eis ginn huet, fir ofzeschléissen - selbstverständlech fir ofzeschléissen, wéi Der dat wësst - zum Schluss vun eiser Présidence.

Et geet also bei de Finanzperspektive virun allem drëm de Volumen ze definéiere vun deenen eenzelnen Dépensen, an d'Haaptdépense bei der Europäescher Unioun, dat wësse mer nach, ass d'Agrarpolitik, mä d'Agrarpolitik, esou wichteg wéi se ass, ass awer net déi Politik, déi wäert d'Unioun duerch dat ganzt 21. Jorhonnert begleeden. Et gëtt selbstverständlech virun allem och politesch Solidaritéit, et gëtt d'Kohesioun tëscht deenen aarmen an deene räiche Länner, déi ze regelen ass; an dann ass et selbstverständlech och esou, wa mer vu Lissabon schwätzen, dass mer och der Europäescher Unioun d'Moyene musse ginn, dass se investéiere kann an d'Inovatioun, an d'Recherche, an d'Formatioun a sou weider.

Bon, dat ass also de Kader an deem mer eis bewegen. Elo wësst Der, dass et Länner gëtt, déi sechs - Dir kennt se alleguerten: Däitschland, Frankräich, England, Schweden…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, ech bieden Iech zwar elo wierklech zum Schluss ze kommen. Dir hutt elo déi Zäit, déi Der lech ugefrot hat, schonn integral épuséiert, an ech mengen, mir mussen och aus Respekt vis-à-vis vun de Kolleegen awer e bëssen a Grenze bleiwen.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Dir sidd ee gudde President, mä loosst mech just dee Punkt hei fäerdeg maachen, well ech mengen, et ass jo awer e wichtege Punkt, wat d'Finanzperspektiven ugeet. Wa mer do net op zwou Minutte kucken, wëll ech hei net nëmmen Iech, mä och de Leit explizéieren, ëm wat dass et do geet.

Da gi mer also hin a kucken déi sechs, déi dee Bréif geschriwwen hunn, déi d'Finanzperspektive wëlle limitéieren op 1% vum PIB. Op där anerer Säit hu mer der 13 anerer, déi natierlech esou vill wéi méiglech nach vun de Kohesiounsfonge wëlle kréien, déi esou vill wéi méiglech - wéi ech et virdru gesot hunn - vun der politescher Solidaritéit an Europa wëlle profitéieren. An dann hu mer sechs aner Länner - dorënner ass Lëtzebuerg, d'Belsch, Dänemark an ech kéint der nach e puer nennen, déi bis elo eigentlech keng Positioun bezunn hunn, déi schéi brav kucken eng Léisung ze fannen.

Also, ech kann Iech soen, dass mer d'Hoffnung net opgi fir alleguerten déi Argumenter - a mer fänken den 31. Januar domadder un - ze bündelen, a mir kucke selbstverständlech och mat den Englänner an d'Gespréich ze kommen, fir dass iwwert de Chèque britannique geschwat gëtt a wierklech do e Fortgang kënnt. De Chèque britannique ass elo an der Héicht vun eisem Statsbudget, a wa mer näischt ënnerhuelen, klëmmt en op siwen, aacht Milliarden an deenen nächste Joren. Mir als Lëtzebuerger bezuele fir de Chèque britannique all Joer ronn 20 Milliounen Euro.

Bon, Dir gesitt, Här President - ech sinn elo wierklech fäerdeg -, ouni an d'Detailer kënnen hei ze goen, wollt ech Iech soen, dass ganz vill usteet an eiser Présidence, mä dass alleguerten d'Membrë vun der Regierung vum Grand-Duc selbstverständlech alles wäerte maachen, fir dass Lëtzebuerg an der Présidence e gutt Bild ofgëtt a fir dass Lëtzebuerg och, wéi mer et gewinnt waren an deenen zéng Présidencë virdrun - well et ass déi eeleft -, Europa virubréngt.

Merci. Ech soen Iech och Merci, Här President, fir Är Gedold.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Eis Gedold war grouss, mä et war jo och interessant, dofir hate mer och vill Gedold.

Mir kommen dann elo zur Debatt. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Glesener, Goerens, Fayot, Bausch an Henckes. Als éischte Riedner huet elo den Här Marcel Glesener d'Wuert.

Débat

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg lieft an dësem éischte Semester 2005 am Rhythmus vun der europäescher Politik, déi et muss steieren, inspiréieren an orientéieren.

Déi Lëtzebuerger Présidence vun der europäescher Unioun an dësem éischten Hallefjoer 2005 ass mat héchster Wahrscheinlechkeet déi lescht vun hirer Aart. Wann an e puer Joer déi europäesch Verfassung a Kraaft trëtt, da kritt den Europäesche Conseil vun de Stats- a Regierungschefen e gewieltene President, dee fir zweeaneenhalleft Joer seng Aarbechte leet. Dësen Arrangement kéint eventuell esouguer virgezu ginn, soudatt den Europäesche Rot sech scho méi frëi e gewieltene President kéint ginn. No der Verfassung iwwerhëlt dann den europäeschen Ausseminister d'Présidence vum Conseil vun den Ausseministeren a gëtt och gläichzäiteg Vizepresident vun der Kommissioun.

Eis Présidence ass also déi lescht an där Form an dofir wier et gutt, wa se géif, wéi hir Virleefermodellen alleguer, mat enger positiver Konnotatioun an Erënnerung bleiwen.

Eng gutt Présidence ass näischt Selbstverständleches. Déi Kéieren, déi eist Land an der Vergaangenheet Europa presidéiert huet, sinn dacks vu séier wichtegen Evenementer markéiert gewiescht a goufen allgemeng als gutt, souguer als excellent Présidencen ageschat, wéi zum Beispill déi vun 1985, während där den europäeschen Acte unique virbereet a ficeléiert gouf; déi vun 1991 mat der Preparatioun vun de Maastrichter Verträg an déi vun 1997 mam éischten europäesche Beschäftegungssommet hei zu Lëtzebuerg.

Présidencë verlaangen een immensen Asaz vun der Politik an der Verwaltung vun deem betraffene Land a wann dat e klengt Land ass mat enger klenger Verwaltung an enger begrenzter Equipe vu Politi-

ker, dann ass d'Belaaschtung fir déi Concernéiert ëmsou méi grouss.

Eis Présidence an dësem Semester ass anstänneg virbereet ginn, wéi den harmoneschen Iwwergank tëschen Holland a Lëtzebuerg et weist, a wéi mer et och no deenen éischten Artikulatioune vun der Lëtzebuerger Présidence gespuert hunn.

Eis Presenz am Krisegebitt vum südostasiateschen Tsunami huet gewisen, datt Lëtzebuerg Europa a sengem Solidaritéitseffort ka féieren, wann Honnertdausenden a Millioune Leit op engem anere Kontinent Nout leiden. Den Engagement vun eiser Regierung an dëser dramatescher Affär souwéi och d'Generositéit an d'Undeelnam vun alle Lëtzebuerger hu gewisen, datt eist Land amstand ass no baussen ee Beispill ofzeginn.

Här President, de Statsminister huet virum europäesche Parlament leschte Mëttwoch folgend Prioritéiten an eiser Présidence ugeschwat: d'Ratifikatioun vun der Verfassung queesch uechtert d'Unioun, déi europäesch Sécherheetsstrategie souwéi d'Roll vun Europa an der Welt an d'Relatioune mat eisen Noperen, déi bannescht Sécherheet an Europa, d'Strategie vu Lissabon, d'Upassung vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt a schlussendlech d'Finanzperspektive vun 2007 bis 2013.

Ech mengen, dass dëst ee Katalog ass, dee beim Duerchbliedere vill Matière liwwert, mat där sech ze beschäftegen ass. Et ass e Katalog vu Prioritéiten, dee sech deelweis net fundamental vun deenen anere Présidencen ënnerscheet, esou zum Beispill ass d'Thema vun der Sécherheet ëmmer eent, wat sech ganz uewen op der Agenda erëmfënnt.

Op där anerer Säit awer fannen sech spezifesch Dossieren erëm, déi et a sech hunn, wéi virun allem d'Dynamiséierung vum Lissabon-Prozess an d'Festleeung vun de Finanzperspektive fir d'Unioun. Eis Présidence muss dës Erausfuerderungen unhuelen. Meng Fraktioun an ech selwer sinn dovun iwwerzeegt, datt mer se och wäerte meeschteren.

Kolleeginnen a Kolleegen, zu Lëtzebuerg stëmme mer den 10. Juli, also kuerz no Ofschloss vun eiser Présidence, iwwert déi europäesch Verfassung of. Dëst ass deen éischten nationale Referendum bei eis zënter 1937, also zënter 68 Joer. Aner Länner hu méi eng intensiv referendaresch Praxis wann et ëm grondleeënd Texter fir Europa geet. Mir hunn déi bis elo ëmmer um Wee vun der parlamentarescher Ratifikatioun approuvéiert, mä well déi europäesch Verfassung esou e wesentlechen, esou en epochale Schrëtt an der Entwécklung vun Europa a vu senge Bierger ass, fënnt d'Ratifikatioun vun dësem Text och bei eis iwwer Referendum statt, also de Lëtzebuerger Bierger entscheet iwwert dat zukünftegt Europa mat.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Den Ausgang vun deem Referendum ass natierlech och wichteg fir d'Perceptioun, déi eis europäesch Nopere vun eis hunn, obwuel en net méi während eiser Présidence stattfënnt. Bis dohinner, Kolleeginnen a Kolleegen, sinn et nach bal sechs Méint, déi sechs Méint während deene Lëtzebuerg d'Europäesch Unioun presidéiert. Fir datt déi verschidde Referenden, déi do virun eisem ofgehale ginn, ënnert deenen - fir déi europäesch Saach - beschtméigleche Konditioune kënnen iwwert d'Bühn goen, muss eis Présidence aktiv dru schaffen, datt an der ganzer Unioun e positive Klima, eng positiv Stëmmung ronderëm dee Verfassungstext a ronderëm dat zukünftegt Europa entsteet.

Deen Text ass vläicht net esou perfekt wéi Eenzelner dat gären hätten, mä et ass dee fir Europa an dësem Moment beschtméiglechen. Duerfir besteet eng wichteg Aufgab vun der Lëtzebuerger Présidence doran, dee Kommunikatiounseffort zugonschte vun der Verfassung an der ganzer Unioun ze begleeden, a virun allem Impulser zugonschte vun der Akzeptatioun a ganz Europa vun där Verfassung ze liwweren.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, während enger Lëtzebuerger Présidence ass Europa ëmmer besonnesch europäesch. Dat läit dorun, datt eist Land keng eegen Agenda huet wann et Europa presidéiert - seng Agenda ass dann déi europäesch, a seng Effortë gëllen deem, wat fir Europa als Ganzt am beschten ass.

Dës Tatsaach spillt natierlech eng Roll bei der Gestaltung vun de Relatioune mat eisen Noperen a mat deene Groussen a manner Grousse vun der Welt am Laf vun deenen nächste sechs Méint. Den Här Asselborn huet dat hei däitlech dokumentéiert. Si huet och eng Bedeitung fir déi sécherheetspolitesch Akzenter, déi während dëser Period gesat ginn.

Eis Présidence wäert Sommete mat de Vereenegte Staten, mat Russland, mat Kanada a mat Japan erliewen a mat presidéieren. Mat der politescher Spëtzt vun de Vereenegte State gëtt et zwee Rendez-vousen, deen éischten am Februar, deen zweeten um Enn vun eiser Présidence. Dat si mat Sécherheet wichteg Terminer op der Agenda vum Relancement vum transatlanteschen Dialog, deen net esou fonctionnéiert wéi dat an enger idealer Welt sollt sinn.

De produktiven Dialog an d'Entente tëschent deenen zwou Säite vum Atlantik sinn awer net nëmme fir eis selwer, mä fir déi ganz Welt vu grousser Bedeitung. Stëllstand a feelend Verständnis si keng Optiounen, an déi Lëtzebuerger Présidence huet d'Aufgab, hir Kontributioun zu enger Erneierung vun der atlantescher Partnerschaft ze leeschten. Ech soen Erneierung, well weder d'USA nach d'Unioun haut déi sinn, déi se nach viru 15 oder 20 Joer waren. Et ass dowéinst net verwerflech, ze versichen eng méi modern an zäitgenössesch Aufgabegestaltung fir den atlanteschen Tandem ze zeechnen, déi fir Fridden an Entwécklung uechtert d'Welt onverzichtbar ass. Ech mengen, deem si mer eis bewosst.

Eis eege Relatioune mat de Vereenegte State sinn excellent, an dat ass déi beschte Grondlag fir eng vertrauensvoll Zesummenaarbecht mat hinnen am Numm vun der ganzer Europäescher Unioun, am Sënn vun enger zukunftsträchteger atlantescher Partnerschaft.

Zu der atlantescher Partnerschaft, an zwar net nëmmen am Kontext vun der NATO, gehéiert och Kanada. Kanada ass e Land, mat deem déi europäesch State vill gemeinsam hunn a wou vun deenen 30 Milliounen Awunner der bal een Drëttel Franséisch als Mammesprooch praktizéieren. D'Integratioun an déi konsequent Berücksichtegung vu Kanada am Kontext vun der atlantescher Partnerschaft ass eng Saach, déi Lëtzebuerg logescherweis um Häerz muss leien, an de Sommet mat Kanada ass vun dëser Geeschteshaltung mat Sécherheet inspiréiert.

D'Relatioune mat Russland sinn an dëser Zäit vu grondleeënder Wichtegkeet. Vill Themeberäicher, an deenen d'Europäesch Unioun gefuerdert ass, hänken op déi eng oder déi aner Manéier och mat Russland ganz enk zesummen. Ech nennen nëmmen de Kampf géint den Terrorismus, d'Stabilitéit um Territoire vun der fréierer Sowjetunioun, de Respekt vun de Baussegrenze vun der Unioun, d'Immigratioun an esou weider.

Fir datt mer an all dëse Beräicher esou weiderkommen, wéi mer et gären hätten, mussen d'Vertrauen an d'Zesummenaarbecht tëschent Russland an der Unioun wesentlech verdéift ginn. Duerfir begréissen ech selbstverständlech, datt de Sommet mat Russland vun der Lëtzebuerger Présidence all déi Wichtegkeet ageraumt kritt, déi en tatsächlech verdéngt.

Ech wëll awer och drop insistéieren, datt ech de Sommet mat Japan, wéi den Här Asselborn dat och ugedeit huet, fir eng fundamental richteg Ugeleeënheet halen. Japan ass zënter enger Rei vu Joren net méi esou wäit uewen op der Agenda wéi dat eemol de Fall war. Den Opstieg vu China als regional a vläicht och eng Kéier global Muecht, den Erfolleg och vun enger Rei aneren ost- a südostasiatesche Staten, déi konsequent Entwécklung a Stäerkung vun Indien hunn deen éischte vun den asiateschen Tigeren, Japan, e bëssen a Vergiessenheet gerode gelooss.

Japan behält allerdéngs - a seng wirtschaftlech Konsolidatioun no Jore vu substanzielle Schwieregkeete bestätegt dat - eng enorm Bedeitung als féierend asiatesch Wirtschaftsmuecht an als logeschen, well demokrateschen, industrialiséierten a fortschrëttsorientéierte Partner vun der atlantescher Schinn. De Sommet mat Japan, den Här Asselborn huet et gesot, soll dowéinst als eng Chance fir Europa opgefaasst ginn, wat d'Relatioune mat Japan am Ufank vum 21. Jorhonnert op en neien an usprochsvolle qualitativen Niveau soll a muss hiewen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Sécherheet ass e wichtegen Thema an eiser Zäit - ee vun deenen allerwichtegsten. Mir kennen d'Erausfuerderungen an d'Gefore mat deene mer haut konfrontéiert sinn. Dës Gefore si global, si maache keen Halt virun eise Grenzen, net virun deenen europäeschen an och net virun de lëtzebuergeschen. Stabil international Relatioune sinn am Beräich vun der Preventioun vu Risiken e wesentlecht Element, e gemeinsamen Engagement fir grenziwwerschreidend Sécherheet vun all deene mat deene mer an der Welt Wäerter a Prinzipien deelen och.

Dat, wat op däitsch „innere Sicherheit" genannt gëtt, entwéckelt sech méi a méi och zu enger europäescher Realitéit. D'Europäer gesinn, datt reng national Sécherheetsstrategien net méi duerginn. D'Regierungen an Europa, d'Parlamenter och, si sech wäitgehend eens, datt eng gemeinsam europäesch Démarche géigeniwwer vun der organiséierter Kriminalitéit, vun der illegaler Awanderung, vun de Schlepperbanden an dem Mënschenhandel absolut néideg an noutwendeg ass.

Duerfir muss dee fréier sou genannten drëtte Pilier vun der europäescher Politik, de Beräich vun der Innen- a Justizpolitik, eng communautaire Basis kréien. Et ass zënter laangem e wichtegt Uleies vun der Lëtzebuerger Politik, datt an dësem Domän mat Majoritéit soll ofgestëmmt ginn, fir datt esou eng wichteg europäesch Politikgestaltung méiglech gëtt. Während eiser Présidence bidde sech Geleeënheeten, fir dëst Uleies weiderzedreiwen.

Wéi an esou villen anere Beräicher vun der Politik mécht och déi intergouvernemental Approche bei der ënnerer Sécherheet kaum nach Sënn, mä a kaum engem anere Politikberäich ass et fir d'Leit esou wichteg, datt gemeinsam geduecht a virun allem och gemeinsam gehandelt gëtt.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, d'Europäesch Unioun steet op hallwem Wee vun der Ëmsetzung vun der Lissabon-Strategie. Dat ass e Begréff, dee villen Europäer net vill seet. Tatsächlech soll en déi Démarche arummen, mat där d'Unioun bis 2010 déi weltwäit kompetitiivst wëssensbaséiert Ekonomie wëllt ginn.

D'Stäerkung vun der Kompetitivitéit vun der europäescher Ekonomie am weltwäite Vergläich ass zënter laange Joren een deklaréiert Zil vun den europäesche Regierungen. Mir kommen och guer net derlaanscht. Wann d'Unioun soll am globale Wettsträit, op de Mäert, Opträg a Wirtschaftsleeschtung bestoen a sech duerchsetzen, da muss hir Wettbewerbsfäegkeet wesentlech verbessert ginn, si muss evoluéieren.

De Problem op dësem Wee ass awer net nëmmen deen, dass bis haut vill ugekënnegt a wéineg realiséiert gouf. En ass och virun allem, dass mer net op der Strooss zu méi Wettbewerbsfäegkeet ënnerwee sinn.

Do rullen och déi Vereenegt Staten, déi aner OECD-State vu Kanada bis Neiseeland, do rullen Indien, China, Südostasien a Japan.

Déi Streck, déi mer mussen zréckleeë fir un dat erkläertend Zil ze kommen, ass keng verkéiersberouegt Zon. Et ass vill Trafic an do musse mer derduerch kommen, wa mer net als Lescht wëllen d'Arrivée erreechen am Joer 2010, wann d'Zil soll erreecht sinn.

Aner Länner hunn aner Fuergewunnechten op dëser Strooss. Déi europäesch Préoccupatioun vun der sozialer Ofsécherung vun de schaffende Leit, also deenen, deenen hir Leeschtung eis Kompetitivitéit zu engem gudden Deel ausmécht, gëtt an där Form a Kalifornien, an Australien, an Thailand an a Südkorea net gedeelt. Mir kënnen a mir wëllen awer net op déi Préoccupatioune verzichten. Dofir musse mer wëssen, dass mer e gréissere Rullwidderstand op der Strooss a Richtung 2010 hu wéi anerer, an dat mécht eis méi lues wéi verschidden anerer.

D'Affär mat Lissabon ass jo eng, déi schrecklech vill mat Astellungen a Mentalitéiten ze dinn huet. An op där Mentalitéitsfront kämpft Europa konsequent defensiv, während eis Konkurrenten eng wesentlech méi offensiv Taktik verfolgen. Taktik ass net dat eent. Op engem längeren Horizont brauch een awer eng besser Strategie an dofir musse mer an der Europäescher Unioun alles drusetzen, fir iwwer e puer Joer strategesch Erfolleg ze hunn.

Laangfristeg léisen sech d'Problemer och alt emol vum selwen. D'Iwwerzeegung, dass eng modern a kompetitiv Ekonomie an eiser Zäit muss wëssensbaséiert sinn, huet sech och bei eis schonn duerchgesat.

Mir mussen haut keen 12-Jähregen dovun iwwerzeegen, dass e soll den Ëmgank mam Computer léieren, well et ass séier wahrscheinlech, dass e sengem Papp säi schon installéiert, konfiguréiert a programméiert huet. Deeselwechte Jonke muss mat 18 Joer net méi dovun iwwerzeegt ginn, dass e soll versichen en anstännege Schouldiplom erbäizekréien, well d'Zuel vun de Schoulabsolventen, déi haut mat zousätzlechen Diplomer an Titelen um Aarbechtsmaart postuléieren, geet stänneg a konsequent an d'Luucht.

Déi jonk Europäer hu gesinn a wéi eng Richtung d'Strooss vu Lissabon ausgeriicht ass. Mir brauche wuel nach Zäit, bis dass déi Erkenntnis och hir Resultater weist, mä mir komme mat Sécherheet dohinner.

Natierlech huet all Medail jo och eng Kéiersäit. Méi laang Ausbildung a méi fréi Verrentung, fir jonke Kolleegen um Aarbechtsmaart Plaz ze maachen, stelle grad déi europäesch Ekonomien a virun allem d'Sozialsystemer fréier oder spéider viru ganz grave an aner Problemer, wéi mer se haut nach net kennen.

Wann déi schoulesch Ausbildung haut schonn dacks bis bal 30 Joer geet an d'Leit weiderhi mat 60 Joer an d'Pensioun wëllen, fir awer 90 Joer al ze ginn, also nach 30 Joer an der Pensioun ze verbréngen, da gëtt et an der Zukunft schwéier fir eis.

Wann een typescht Liewen deemnächst aus zwee Drëttel Versuergung an nach just engem Drëttel Produktioun besteet, amplaz ëmgedréint, wéi dat fréier emol de Fall war, dann huet d'Strategie vu Lissabon net dat bruecht, wat mer eis vum resoluten Astieg an d'Wëssensekonomie erwaart haten. Hei mussen also vill Zwäng matenee konsolidéiert ginn, fir dass mer d'Strooss bis 2010 an doriwwer eraus kënnen halen an net ënnerwee mat Vollkasko-Mentalitéit am Gruef landen.

Déi Lëtzebuerger Présidence huet also déi spannend Aufgab an der Halschent vun der Lissaboner Streck d'Fuergewunnechten an d'Strooss elag ze préiwen an ze versichen europawäit en neien Impuls ze ginn, fir dass eist europäescht Gefier sech net an deenen nächste fënnef Joer verziedelt. D'Zil ass definéiert. Et hänkt zu engem gudden Deel elo vun eis of, vun der Lëtzebuerger Présidence, ob d'Viraussetzunge kënne geschaf ginn, fir dass mer et heel erreechen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt un dëser Stell awer net vergiessen och e puer Wuert iwwert déi sozial Dimensioun vun Europa ze soen, déi de Lëtzebuerger ëmmer besonnesch um Häerz louch a mat Sécherheet och nach leie wäert.

D'Suerg ëm déi sozial Sécherheet vun de Leit an Europa ass leschten Enns d'Suerg ëm d'Legitimitéit vum europäesche Projet. D'Europäer sinn nëmme bereet sech Europa ze ginn, wa se d'Impressioun an d'Iwwerzeegung hunn, dass si an Europa wichteg sinn, dass Europa sech ëm si këmmert a wëllt hëllefen hiert Liewe fräi vu sozialen Ängschten ze gestalten. Dëst ass fir d'Akzeptanz vun Europa an de Mënschen hiren Häerzer fundamental.

Eng absolut Prioritéit muss d'Bekämpfung vum Chômage sinn a bleiwen. Méi Chômage féiert an déi aner Richtung.

Dofir kann et an eisen Aen och just e sozial verträglechen a sozial ofgesécherte Wee zu méi Kompetitivitéit ginn, e Wee vun deem méiglechst keen ofrëtscht während e versicht säi Liewen an d'Liewe vu senge Kanner an Europa ze organiséieren.

Nodeems ënner Lëtzebuerger Présidence 1997 deen éischte Beschäftegungssommet war, wier et gutt, Här Asselborn, wann ënner Lëtzebuerger Présidence 2005 en europäesche Sozialsommet géif ugereegt ginn. Et ass dat e Wonsch, dee mer wëllen haut zum Ausdrock bréngen.

Esou e Forum soll net nëmmen den Inventar vun deem an Europa erreechten an nach méigleche soziale Fortschrëtt erstellen, mä e géif sech sënnvoll aschreiwen an déi zweet Halschent vum Lissaboner Prozess. Esou e Sommet soll net ausschliesslech e Versuergungssommet sinn, eng Berouegungsveranstaltung fir d'Europäer, mä virun allem déi Plaz vun där aus ee kënnt de Message vermëttelen, dass mer an Europa Leeschtungsfäegkeet mat sozialer Ofsécherung verbannen an dass mer esou e Modell weiderentwéckele kënnen, deen och fir den Export an aner Staten ausserhalb der Europäescher Unioun geduecht ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lissabon an d'Thema vun der Kompetitivitéit si verbonne mat der Suerg a konjunkturell méi schwieregen Zäiten eng Budgetspolitik kënnen ze bedreiwen, déi en ekonomeschen Dynamiséierungseffekt kann hunn. Domat sinn ech bei der Upassung vum Stabilitéits- a Wuesstumspakt u wirtschaftlech Realitéiten.

Déi Kritären, déi fir déi europäesch Budgetsstabilitéit geschafe goufen, toleréieren haut keng Ofwäichung. Virun allem den Defizitkritär vun 3% vum PIB gëtt haart an ouni Ausnahm applizéiert, a grad dëse Kritär ass et, deen eng méi flexibel Applikatioun misst zouloossen, fir an enger konjunktureller Dellt engem Stat ze erlabe seng Ekonomie ze beliewen an ze stimuléieren. De Moment gëtt dat versicht zu Bréissel duerchzesetzen ënnert dem Impuls vun der Lëtzebuerger Présidence. Den Ausgläich vun de konjunkturellen Zyklen ass an der aktueller Kritärelogik awer nëmme ganz begrenzt méiglech.

Dofir ass et gutt, dass de Jean-Claude Juncker, dee jo niewent dem Europäesche Conseil och de Rot vun de Finanzministeren a méi dauerhaft den Eurogroup presidéiert, ugekënnegt huet an och amgaang ass dat duerchzeféieren, eng méi konjunkturgerecht Ausleeung vun de Stabilitéitskritäre wëllen duerchzesetzen.

Mir dierfen net vergiessen, dass de Pakt Stabilitéits- a Wuesstumspakt heescht. De Statsminister huet virum europäesche Parlament gesot, hien hätt léiwer déi zwee Themen ëmgedréint, an de Wuesstum un éischter Stell gesat. Bei der Upassung vun den Applikatiounskritäre geet et elo virun allem drëm ze verhënneren, datt de Pakt selwer wéinst enger vill ze rigider Applikatioun zwar Stabilitéit a Stagnatioun ka bewierken, mä de Wuesstum éischter bremst a verhënnert. Do muss een intelligente Modus fonnt ginn, fir déi zwee Ziler mateneen an Aklang ze bréngen, mä wëssend wien dee Mann ass, deen dat probéiert fäerdeg ze bréngen, si mer zouversiichtlech, datt dat och klappe wäert.

Déi aner grouss politesch Erausfuerderung vun der Présidence sinn d'Finanzperspektiven bis 2013. D'Unioun krut d'lescht Joer zéng nei Membere bäi. Deenen hir Wirtschaftsleeschtung ass awer net mat där vun deenen ale Memberen ze vergläichen. Ech wëll un dee Verglach erënneren, dee virun engem Joer dacks gemaach gouf, nämlech datt d'Wirtschaftsleeschtung vun allen zéng neie Memberen zesumme mat där vun Holland vergläichbar wier.

Elo kommen am Prinzip den 1. Januar 2007 Rumänien a Bulgarien nach dobäi. Ënner Lëtzebuerger Présidence fänken dëse Mäerz Verhandlunge mat Kroatien un. Et ass kee Geheimnis, dass d'Kroaten a vill anerer et gär géife gesinn, wa Kroatien zesumme mat Rumänien a Bulgarien géif der Unioun bäitrieden. An 2013, 2014 - fir den Tour ofzeronnen - ass dee fréistméiglechen Horizont, un deem d'Verhandlunge mat der Türkei kéinten ofgeschloss ginn. All dëst misst eis andrénglech matdeelen, datt mer déi grouss europäesch Entreprise séier wahrscheinlech net méi mat 1% vun der europäescher Wirtschaftsleeschtung kënne finanzéieren. Am Moment bewege mer eis an der Géigend vun 1,15%, an de Plafong läit nach ëmmer bei ënner engem an engem Drëttel Prozent.

Elo froen ech mech, a mir sollten eis dat alleguer froen: Wéi sollen d'Europäer, wéi solle 450 Millioune Leit an der Unioun verstoen, datt mer fir d'Gestaltung vun der Unioun hire Finanzperspektiven iwwer Honnertstel Prozent streiden? Wéi soll de Rentner an Estland, de Fëscher op Gozo, déi eleng erzéiend Mamm zu Bratislava, de Biergaarbechter a Südpolen verstoen, datt d'Promillen an d'„Prodix-millen" - wann et deen Ausdrock géif ginn - vum PIB iwwert déi finanziell Ausstattung vun der Unioun bestëmmen? Vun där Unioun, déi dës Leit och mat hirem perséinlechen a privaten Erfolleg an hirer Liewenserfëllung verbannen?

Keen heibanne mécht sech Illusiounen iwwert d'Chancen an dësem Dossier. Mir alleguer wëssen, datt déi Lëtzebuerger Regierung net déi ass, déi bremst a mauert, mä där, déi dat maachen, gëtt et leider Gottes an der Unioun méi ewéi genuch. Et ass kloer, wou d'Lëtzebuerger Regierung an dëser Saach steet. A meng Fraktioun an ech selwer begréissen dat ausdrécklech.

Et bleift deemno ze hoffen, datt an Europa ausser de Lëtzebuerger nach genuch Regierungsvertrieder kënne fonnt gi fir déi déi gemeinsam politesch Identitéit vun Europa méi ass wéi eng Kontabelsoperatioun an enger kontinentaler Epicerie. Ech wënschen eisen Négociateuren op jiddfer Fall deen Erfolleg, deen hir europäesch Motivatioun verlaangt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Lëtzebuerger Présidence huet gutt ugefaangen. Hir Agenda ass gutt gefëllt, an den Inhalt vun den Erausfuerderungen, déi musse gemeeschtert ginn, ass komplex a mat Sécherheet spannend fir d'Zukunft vum politeschen Europa.

Ech soen der Regierung am Numm vun der Fraktioun vun der CSV all Ënnerstëtzung zou, déi se während deenen nächste fënnef an engem hallwe Mount ka brauchen, fir hir Aufgaben an der europäescher Présidence ze meeschteren.

Wann all déi Felder, duerch déi ech do spadséiert sinn, kënnen esou bestallt ginn, wéi eise Présidencëprogramm dat an Aussiicht stellt, bréngе mer d'Europäesch Unioun weider, da leeschte mer als zweetklengste Memberstat mat enger knapper hallwer Millioun Awunner eppes Richteges, eppes Wichteges, eppes Grousses fir bal eng hallef Milliard Europäer, an da gëtt dës lescht Présidence fir Lëtzebuerg, esou wéi all déi aner virdrun och, där eng, déi an Erënnerung bleift, an der positiver Erënnerung vun all deenen, déi sech och a Joren nach dofir interesséieren, wien d'Unioun weiderbruecht huet, se intern konsolidéiert huet an hir Stellung an der Welt gestäerkt huet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Charles Goerens ageschriwwen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Partei wënscht, datt dës Regierung während der Présidence an den nächste sechs Méint e Succès erafiert, well mir brauchen dee Succès. Mir brauchen en als Lëtzebuerger an d'Europäer brauchen och en Erfolleg. Well déi Présidence sech iwwerschneit mat enger Virwahlperiod fir de Referendum, deen hei am Land stattfënnt an och an anere Länner, ass dat hei och nach zousätzlech zu deem, wat normalerweis eng Présidence mat sech bréngt, en Acte de vérité.

Et ass eng Wett op d'Zukunft, a mir wäerten och alles maache vu menger Fraktioun aus, fir Iech ze hëllefen, datt dat gelénգt. Dat si modest Contributiounen, déi mer kënne maachen, mä mir mengen d'Viraussetzungen, fir zu engem Succès ze féieren, déi wiere gutt, well éischtens ass déi Présidence gutt virbereet. Dir hutt dat gemaach an och Är Administratiounen, an ech mengen, ech kann och soen, datt déi, déi virdrun an der Regierung Verantwortung haten, och an hiren Departementer an am Beräich vun hirem Méiglechen alles gemaach hunn, datt Lëtzebuerg net soll mat eidelen Hänn den 1. Januar do stoen.

Mir wäerten dat och hei an der Chamber maachen. Mir hunn iwwert déi verschidde Kommissiounen a besonnesch an der Commission des Affaires étrangères enorm vill Gespréicher an interessant Gespréicher, déi och net vu Muttwëll sinn, well mir begéine jo awer d'Vertrieder vun deene meeschte Parlamenter aus deene 25 Memberstaten. Ech fannen, deen Exercice ass utile an e soll och um parlamentaresche Plang begleet ginn.

Déi Debatt hei hätt Dir och net gebraucht, fir kënnen den Owend op Jerusalem ze fléien; Dir hätt awer gewosst, wat Dir géift maachen. Mä néanmoins ass et awer wichteg, datt mer eis eens ginn tëscht deene verschiddene Pouvoiren iwwert dat Essenziellt.

Duerfir wëll ech och soen, datt mer an deene grousse Linne kee Problem hunn, fir déi Effortë mat ze droen, déi elo haut an och gëschter Bestanddeel si vum Ordre du jour vum Conseil Ecofin. Mir brauchen en Euro, dee staark ass, a mir brauchen eng Zon an där den Euro agesat gëtt, déi och Chancen huet op eng besser Croissance, well ouni Croissance ass et och net méiglech fir en Assainissement op den Aarbechtsmaart ze bréngen.

Mir ënnerstëtzen dat, well mer mengen Europa brauch kloer Regelen, mä déi Regelen däerfen awer net esou starr an esou stur sinn, datt se déi eenzel Acteure géifen ze vill anengen. A mir fannen et och sënnvoll, datt ënner Lëtzebuerger Virsëtz iwwert de Stabilitéitspakt nach enger Kéier nei geschwat gëtt, well déi Regelen, esou wéi se an deem nach bestoende Stabilitéitspakt arrêtéiert goufen, jo och net méi dem Buschtaf no ugewant ginn. Dann ass et besser, a mir ginn och mat op dee Wee, datt mer eis nei Regele ginn, déi en phase si mat de Wirtschaftszyklen.

Mir hunn och kee Problem fir mat ze droen, datt wann een an enger Héichkonjunktur ass, een e bësse méi kann op d'Säit leeën, fir datt een dann och ka mat manner Bedenken op de Kreditmaart goen, wann et eng Kéier net méi esou gutt geet, fir datt d'Wirtschaft net an deene Phasen ënnert d'Rieder kënnt an och net ze vill Zäit brauch, fir bei deem nächsten Opschwonk erëm eng Kéier eng gutt Récolte eranzeféieren.

Mir ënnerstëtzen och déi Efforten, déi gemaach musse ginn an der Lissaboner Strategie. Ech soen dat aus zwou Iwwerleeungen eraus, engersäits well et gutt ass fir Europa an anerersäits well et och noutwendeg ass fir Lëtzebuerg. Mir hunn zwou Sourcen, déi eis do renseignéieren, datt et noutwendeg ass; engersäits de Rapport Kok, iwwert dee mer hei net länger brauchen ze schwätzen, well mer deen alleguer gelies hunn, an anerersäits och eng Evaluatioun iwwert de Lëtzebuerger Stand vun de Preparatiounen am Rapport Fontagné. Déi zwee Rapporte sinn utile a mir brauchen eis net hannert der Présidence ze verstoppen, fir do an deenen nächste sechs Méint näischt ze maachen.

Mir hate gëschter iwwert d'Konventioun Aarhus an der Ëmweltkommissioun rieds, wou et am Fong ëm Zougank vun Informatioune geet, a mir sinn eis och praktesch eens ginn, datt et noutwendeg ass, datt mer elo, wou et ëm den Accès zur Informatioun fir gewëssen Donnéeë geet, déi Bezuch hunn op d'wirtschaftlech Aktivitéiten dobaussen an déi Bezuch hunn op d'Kommodosgesetzgebung, déi besser ze organiséieren. Méi Informatioune muss awer net onbedéngt Stëllstand a paralyséierende Charakter an den Exekutiounsmoossname bedeiten. Déi zwou Dispositioune musse mer mateneen ofstëmmen. Dat gëtt net einfach, an do si mer an eiser Imaginatioun alleguer gefuerdert, dat ass zum Beispill eng vun de Méiglechkeeten, déi mer hunn, fir an deenen nächste sechs Méint awer innenpolitesch sënnvoll Aarbecht kënnen ze maachen.

Mir wäerten och als Demokratesch Partei näischt ënnerhuelen, wat déi Présidence do wäert genéieren, well et steet vill ze vill um Spill. Den Här Asselborn huet d'Prioritéiten opgezielt an ech mengen, hie brauch do d'Energien alleguer - an och d'Begleitmusek vun eis alleguer -, net nëmme fir d'Présidence, mä och fir dat, wat den 10. Juli um Spill steet.

Här President, dës Présidence fënnt am Joer 2005 statt; déi lescht Présidence huet 1997 stattfonnt, an 1997 ware mer eréischt zu 15 Staten. Déi Présidence virdrun, dat war 1991, wa meng Erënnerunge mech net am Stach loossen. 1991 wousst nach keen, datt mer 2005 zu 25 Memberstaten an der Europäescher Unioun géife sinn. Et wousst keen et, an déi puer, déi gegleeft hunn, datt d'Europäesch Unioun misst als Ankerpunkt verstane gi vun deenen zéng Länner, déi hir en définitive bäigetruede sinn, déi si sech e bësse virkomm, wéi wa se vun engem frieme Planéit kéimen. 1991 hate mer eng aner Situatioun, an ech si frou, datt den Elargissementsprozess - och wann en net onbedenklech ass - weidergeet an Äntwerte liwwert fir déi Länner, déi e Versprieche gemaach krute vun der Europäescher Unioun.

Mir si frou, datt Länner wéi Bulgarien a Rumänien et duerch enorm Upassungseffortë fäerdeg bruecht hunn, fir elo der Europäescher Unioun kënne bäizetrieden. 1991 war dat do net evident an deenen zwee Länner, déi ech oft d'Geleeënheet hat ze bereesen. Et war net evident an et ass positiv nozevollzéien, wat e Land fäerdeg bréngt an zu wat e Land fäeg ass, wann et eng Perspektiv opgezeechent kritt.

An engem Land wéi Rumänien, zum Beispill, huet de Ministère, deen zoustänneg ass fir d'Gestioun vun de Minoritéiten, och well dat Land d'Kopenhagener Kritären, a besonnesch déi éischt Kategorie dovun, wollt respektéieren, wou et nämlech ëm de Respekt vun de Mënscherechter an de Minoritéiterechter geet, ee Représentant aus der Minorité magyare uvertraut kritt. E positiivt Beispill fir ze weisen, datt, wann eng Perspektiv do steet an et kritt een eng Chance, datt ee sech dann och esou organiséiert, datt et net zu deem Chaos, zu där Anarchie an zu deem Bluttvergéisse kënnt, wéi mer et am Kosovo gesinn hunn.

D'Europäesch Unioun, den Elargissementsprozess an den europäeschen Integratiounsprozess sinn also a sech gutt preventiv Moossname fir Konflikter ze verhënneren. Domat sinn d'Potentialitéite vun der Europäescher Unioun ugeschwat; domat sinn awer och d'Grenzen net automatesch op der Säit gelooss. Och wann haut keen se kloer kann trennen, ass dee Prozess nach net um Enn. A mir sinn och der Meenung, datt déi Gespréicher, déi mat Kroatien ulafen, déi net eleng vun eis décidéiert goufen, mä vun der ganzer Europäescher Unioun gedroe goufen, datt déi an déi richteg Richtung ginn, well wann ee wëllt um westleche Balkan Fridden a Stabilitéit kréien, da mussen och do Perspektive geschafe ginn.

An ech deelen och d'Analys vum Jean Asselborn iwwert de Kosovo. Et geet net duer mat enger Diskussioun „standards before status"; et muss een och kucken, datt d'Leit eppes hannert d'Bretelle kréien. All Zweeten am Kosovo huet keng Aarbecht. Dat ass e permanente Facteur, dee riskéiert d'Situatioun ze destabiliséieren an als Pretext och ze dénge fir déi eenzel Kontrahenten, déi net alleguer matenee vernünfteg ginn.

Ëmmerhin ass et awer positiv festzestellen, wann een déi successiv Présidencë Revue passéiere léisst, datt mer a kengem vun de Länner, déi vum Ufank vun den 90er Joren un eng Bäitrëttsperspektiv kritt hunn, Minoritéitekonflikter haten. An d'Ingénierie institutionnelle um europäesche Plang war nach esou schwaach, datt Leit wéi Skubiszewski a Genscher 1990 en Noperschaftsvertrag ausgehandelt hunn, wou se sech am Fong drop gëeenegt hunn, datt d'däitschsproocheg Minoritéit a Polen géing wäitgehend Rechter kréien, e Standard, deen dann och Polen gebraucht huet a sengen Négociatioune mat Litauen, erëm eng Kéier och ënnert der Perspektiv vun engem spéidere Bäitrëtt an d'Europäesch Unioun.

Ech hunn elo iwwer zwou Perioden zréckgekuckt: déi vun 1997 bis elo, an och déi vun 1991 bis 1997. A wa mer déi nächst Présidence hunn am Joer 2017, 2018, 2019 oder 2020 -...

Une voix.- Wa mer iwwerhaapt nach eemol eng hunn.

M. Charles Goerens *(DP).*- ...jiddefalls ass et keng méi an deem Ausmooss oder mat deem Profil wéi dës Kéier, well hei ass déi lescht vun där Zort -, dann hu mer aner Situatiounen, déi eis défiéieren. Dann huet China am Produit intérieur brut d'Europäesch Unioun iwwerrannt; dann ass China och wirtschaftlech méi staark wéi d'Vereenegt Staten, an da muss een och dee Moment, wann ee wëllt mat Autoritéit op der Scène mondiale optrieden, déi kritesch Mass hunn engersäits, an anerersäits och fest verankert an enger Partie Valeure kënnen operéieren.

A fir datt mer dat kënne maachen, muss och elo déi „opération vérité", déi Adoptioun vun der Verfassung heescht, riicht ausgoen. Am Fong sinn ech e bëssen traureg wann ech d'Debatte verfollege wéi se am Ausland lafen, an ech hoffen, dat bleift Lëtzebuerg erspuert. Well wann ee mat Nee stëmmt, da muss ee kucken ob dee Problemer mam Fong vun der Verfassung huet oder ob e Problemer huet mat eppes anescht, wat mat der Verfassung strictement näischt ze dinn huet. Wann et drëm geet fir engem eng anzedinn, a wann dat ausschlaggebend ass fir eng Décisioun ze huele wéi een déi Kéier ofstëmmt, a wann der vill op dee Gedanke kéimen, da misst ee soen, da géife mer eis majoritaire eng andinn. Well mir hu keen Intérêt drun, datt dat do net riicht ausgeet.

An duerfir mengen ech, misste mer och déi néideg Pedagogie an deenen nächste sechs Méint entwéckelen, wéi mer Europa dobausse besser erklären. Do gëtt et eng Partie Argumenter, déi mer brauche fir an Zukunft kënnen d'Schëff Europa ze steieren. A mir kënnen och roueg aus der Experienz vun de leschte Joren a Jorzéngte schäffen, fir awer e puer Argumenter ze gewannen, fir dat Europa no bausse méi akzeptabel ze gestalten.

Ass nach iergendeen dobaussen an der Wirtschaft, an der Politik oder och an der Press, dee sech drun erënnert wat fir eng Schwieregkeeten, datt mer haten, an ähnlech turbulenten Zäiten ewéi elo, mat eise Währungen? Ass nach een, dee sech drun erënnert, datt mer nach an den 90er Joren, esouguer no der Ratifikatioun vum Maastrichter Vertrag, an der Europäescher Unioun - an esouguer ënnert de sechs Grënnerstaten - wettbewerbsverzerrend Situatiounen haten, bedéngt duerch d'Auserneeliewe vun de Währungen? Kann nach ee sech erënneren, datt mer zum Beispill an Italien erlieft hunn, datt se do Iwwerstonne gemaach hunn, well den italieneschen Export gedopt war duerch eng 25%eg Dévaluatioun vun der Lire, während Volkswon a Renault a Peugeot eng Appréciatioun vun de Währungen erlieft hunn, déi an hire Länner d'offiziell Zahlungsmëttel waren? Dat Ganzt war en Nullsummespill.

Haut si mer an enger Situatioun, wou mer dat net méi hunn. A wa mer d'Facture pétrolière kucke vun dësem Joer an och vun zejoert, da

kënne mer eis alleguer just nëmme félicitéieren, datt mer den Euro hunn, deen an dësem Fall awer net als „Teuro“ däerf verunglimpft ginn, well wa mer deen net hätten, da wier de Pëtrol wéi d'Energie an eenzelne Länner nach vill méi deier, a mir kënnten net mat där geballter Kraaft optrieden an eis gemeinsamen Aufgaben zouwenden, wéi dat zum Beispill an der Definitioun vun der Lissabon-Strategie de Fall ass.

Här President, dës Présidence huet ugefaang mat engem Evenement, wat kee gewënscht huet a wat awer ganz staark déi éischt zéng Deeg vun därselwechter geprägt huet: d'Situatioun a Südostasien a ronderëm den Indeschen Ozean. Dat ass eng Situatioun, déi wierklech ronderëm de Globus Entsetzen ausgeléist huet an och zu enger Reaktioun Ulass ginn huet, déi absolut op der Héicht vum Evenement war. Dat ass ganz gutt esou, a wann een och gesäit wéi vill Fongen datt mobiliséiert goufen, da gesäit een och, datt dat do finanziell e ganz responsabelen Néierschlag fonnt huet.

Mir géingen awer och wënschen, datt doriwwer eraus - an d'Europäesch Unioun war present - och Operatiounen, déi net esou visibel sinn, net vergiess ginn. A Lëtzebuerg ass do gutt gestallt, well mer e Land sinn, wat seng Responsabilitéit um Plang vun der Contributioun, fir d'Problemer vun der Aarmut am Rescht vun der Welt ze léisen, iwwerhëlt. Mir wiere frou wann do, wou et net vum selwe geet a wou een ouni CNN-Effekt muss operéieren, datt een och do ka Resultater afëieren.

Wann 30 Millioune Leit HIV-positiv sinn, dorënner ganz vill Fraen a Kanner, dorënner fënnef Milliounen a Südafrika, dorënner ronn 30 Milliounen oder de Gros vun deenen an Afrika, a mir loossen déi an der allgemenger Indifferenz dohivegetéieren, a mir sinn net am Stand, eis am internationale Kontext a besonnesch an den OMC-Verhandlungen déi Moyenen ze ginn, datt d'Medikamenter dohinner kommen, wou d'Patiente sinn, - an net datt mer déi absurd Situatioun weider behale wou d'Patienten am Süde sinn, an d'Medikamenter am Norden - da musse mer nach ganz vill Iwwerzeegungsaarbecht maachen.

Mir kënnen elo laang epilogéiere ronderëm d'Fro vun der Sécuritéit a vun dem Développement, vun der Bekämpfung vun der Aarmut, vun der Méiglechkeet, déi mer mussen an d'Wee leeden, fir d'„Millennium development goals“ ze packen. Eent steet jiddefalls fest: Ouni Sécherheet mécht een net vill, an ouni Entwécklung kritt een och op laang Siicht keng Sécherheet. Mir mussen dee Cercle vicieux do briséieren, an et muss eis geléngen, datt mer och do nei Perspektiven dégagéieren, an och dat do ass machbar.

A wann ech d'éinscht gesot a bemängelt hunn, datt d'Europäer op deem dote Plang keng Visibilitéit hunn, da stëmmt dat och, da musse mer kucken, datt mer dat a vill Klengaarbecht an Iwwerzeegungsaarbecht an och an enger breeder Sensibilisatioun, net nëmme vis-à-vis vun der Opinion publique, mä och vis-à-vis vun den Décideuren, deene mer an deenen nächste sechs Méint wäerte begéinen, maachen.

Déi Sensibilisatioun, déi muss sech och op e puer graff Formulë reduzéieren. Eng vun deenen ass déi, datt et machbar ass. Wat ass machbar? Mä datt ee mat enger Contributioun vun 0,7% à même ass fir deem Fléau do bäizekommen, an net op engem hallwen Zil stoe bleift, wou et drëm geet, fir d'Aarmut bis 2015 ze halbéieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Lëtzebuerger Présidence huet sech vill virgeholl. Mir hunn d'Méiglechkeet de Mëtteg fir déi eenzel Punkten ze kommentéieren. Mir hoffen, datt d'Europäesch Unioun an den Integratiounsprozess als solche weidergefouert gëtt, datt e seng Dynamik behält, well e Broch an der Dynamik, e Réckschrëtt bedéngt duerch eng Onfäegkeet fir d'Verfassung ze adoptéieren, géif villes paralyséieren, an et géif wäit iwwert d'Genugtuung erauskommen, déi deen een oder aneren hätt, wann en deem engen oder deem aneren eng géing andinn.

A well et vill ze vill wichteg ass, a well mir alleguer mengen, mir hätte Recht, solle mer nach eng Kéier an eis eragoen a kucken, wat fir eng Argumenter datt mer kënne beméien, fir déi richteg Pedagogie ze fannen an ze definéieren, fir an den nächste sechs Méint crescendo deen Exercice do ze erklären, fir datt mer och à la hauteur vun eisen Ambitioune sinn. Mir mussen dat maachen, well d'Konkurrenz schléift net, a mir mussen dat och maachen, well mer eis selwer an och den nächste Generatiounen dat schëlleg sinn.

Ech hunn ugefaangen andeems datt ech e puer Situatioune kommentéiert hunn, am Réckbléck. Ech wëll nëmme just nach mat zwee Zitater ophalen. Dat eent ass vum Lech Walesa, deen 1990 gesot huet: Mir sti virun enger onwahrscheinlech schwiereger Aufgab. Wa mer d'Europäesch Unioun net hëllefstellend zur Säit hunn, da packe mer dat net. Mir op eis eleng gestallt packen dat net. Dat, wat vun eis gefrot gëtt, déi Transformatioun, dat ass esou schwéier, dat ass am Fong vergläichbar mam Schwieregkeetsgrad, deen ee géif kennen, wann ee misst eng Fëschzopp an en Aquarium transforméieren. De Contraire ass méi liicht, sot en, mä mir mussen awer hei dat anert maachen, mir mussen ëmgekéiert fueren.

An dat Lescht: Wann een Europa wëllt virubréngen, da kann ee vläicht en Zitat bei de Saint-Exupéry siche goen, wat ech och nëmmen op ongeféier kann erëmginn: Fir datt d'europäesch Konstruktioun geléngt, muss een natierlech an den Detailfroe virukommen, well den Aarbechter, de Beamten, de Chômeur, déi waarden alleguer op eng Äntwert fir hire Problem, a wann een hinnen déi Äntwert net ka liwweren, da brauch een net laang ze versichen, fir déi fir den europäesche Gedanken ze begeeschteren. Et brauch een also do ganz vill Detailaarbecht, et brauch een Techniker, et brauch een Ingenieuren, et brauch ee Leit, déi professionell op der Héicht sinn.

A fir ze vergläiche mat engem Schëff, ginn ech bei de Saint-Exupéry léinen, dee gesot huet: Wann ee wëllt e Schëff bauen, brauch een natierlech Ingenieuren an Handwierker a Leit, déi den Detail maachen. Mä wat ee virun allem brauch, dat ass de Goût vum Mier. An ech menge mir hunn deen alleguer. An duerfir solle mer mat Courage, mat Determinatioun a virun allem mat ganz vill Passioun déi Présidence hei begleeden, där ech ganz vill Chance an décke Succès wënschen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot ageschriwwen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech wollt dem Här Ausseminister Merci soe fir dee breeden Tour d'horizon iwwert d'Prioritéite vun der Présidence, an och fir déi vill Prezisiounen, déi hien dozou ginn huet. Deen Tour d'horizon huet gewisen, dass d'Présidence fir e Land natierlech eng Éier ass, eng Chance, mä natierlech och eng grouss Aarbecht, eng Laascht, déi ze meeschteren ass, an dat gëllt fir Lëtzebuerg wéi fir dat gréisste Land vun der Europäescher Unioun.

Mir däerfen och net vergiessen, dass d'Présidence um institutionelle Plang weist, dass et an der Haaptsaach nach ëmmer an Europa déi national Regierunge sinn, déi d'Politik an der Europäescher Unioun maachen a mateneen an noenee bestëmmen. Et ass also net Bréissel, wéi dat esou schéi gesot gëtt, oder iergendeng Abstraktioun, déi décidéiert iwwert dat wat an Europa geschitt, mä et sinn ons Ministeren, et sinn d'Ministeren alleguerten, déi dat bestëmmen, a si hunn institutionell d'Haaptwuert.

An der Europäescher Verfassung, vun där mer jo vill schwätzen, ass deen Afloss vun de Ministere vun de Regierungen net zréckgaangen. Au contraire ass en esouguer nach verstäerkt ginn. Duerfir ass et also nëtzlech, dass mer an dëser Chamber, an dësem nationale Parlament déi Debatt mat dem President vum Conseil hunn.

Duerch déi nei Verfassung, wëll ech nach eng Kéier rappeléieren, ass jo och d'Entwécklung vun Europa méi no zu den nationale Parlamenter higeréckelt ginn, ob se dat elo wëllen oder net. Ech weess natierlech, dass d'Kolleegen an de parlamentaresche Kommissiounen hir Europaflicht net op d'liicht Schëller huelen. Et ass eng Dimensioun, déi an der Aarbecht vun de politesche Kommissioune vun dem Parlament zum Droe kënnt. Mir mussen d'Ministeren intensiv iwwer Europa befroen. Mir mussen ons eege Meenung entwéckelen an esou onse politeschen Afloss och an den europäesche Froen erhalen an ausbauen.

Duerfir wëll ech och ausdrécklech dëser Regierung Merci soen, dass se a wichtege Gebidder, Fachgebidder, sektorielle Gebidder, schonn éier d'Présidence ugaangen ass, bei d'Chamber komm ass, fir zum Beispill iwwert de Lissabon-Prozess mat de Kommissioune vun der Chamber ze diskutéieren, oder och am Zesummenhang mat där berühmt-berüchtegter Bolkestein-Direktiv Konsultatioune mam Parlament unzefänken. Mir mussen als Parlament déi Essaien do natierlech och transforméieren, mir mussen ons déi horizontal Strukture ginn, wou déi verschidde Kommissiounen, déi jo mat deenen eenzelne Gebidder do befaasst sinn, zesummekommen an op e politescht Resultat kommen, wat sech weise léisst.

Här President, d'Prioritéite vun der Présidence sinn natierlech net déi vun enger Présidence, mä si schreiwe sech an den Aarbechtsprogramm vu véier oder fënnef Présidencen hannereneen an. An dat wat déi viregt Présidencë jo net ofgehaakt hunn, dat mécht déi nächst. Duerfir ass natierlech d'Opzielung vun de Prioritéite laang, och wann der meeschtens nëmmen e puer an d'Fënster gesat ginn.

Ech schwätze vun de Finanzperspektiven, vum Stabilitéitspakt, vun der nächster Erweiderung, vun der Strategie vu Lissabon a vun anere wichtegen Ziler. Et gëtt nach an de sektorielle Gebidder wichteg Ziler, op déi ech e bëssen éischter agoe wëll wéi elo op déi ganz grouss, wou scho vill doriwwer kommentéiert ginn ass. Sou zum Beispill wëllt d'Présidence vill Zäit op d'Virbereedung vun engem neien Agenda social 2006-2010 verwenden. E wichtegen Thema.

Am soziale Beräich sinn eng Partie Aarbechten amgaang, wou ons Chamber en A drop hale soll. Sou gëtt et zum Beispill e Projet de directive iwwert d'Aarbechtszäit, oder och e Projet de directive, fir siwen Direktiven iwwert d'Gläichberechtegung, d'Gläichbehandlung bei der Aarbecht zu engem Instrument zesummenzefaassen. D'Présidence huet och de Suivi vum Aktiounsprogramm Pékin +10 ze maachen. Dat sinn also wesentlech Saachen, déi d'Liewe vun de Leit op der Aarbecht an an der Gesellschaft wäerten determinéieren. An ech géif hoffen, dass d'Présidence do Fortschrëtter erreecht.

Mir hunn natierlech och elo gëschter gesinn, dass ons Présidence Prioritéiten an der Ëmweltpolitik virgeluecht huet, zum Beispill am Hibléck op d'Lissabon-Strategie an den néidege Rééquilibrage mat de wirtschaftlechen Ziler. An anere Secteuren ewéi an der Entwécklungspolitik oder och am Bannemaart, an der Gesondheet, an der Nohaltegkeet sinn och esou Prioritéite festgeluecht.

Dat alles sinn - dat wëll ech awer och nach hei soen - wichteg Reflexiounen an der Regierung fir d'Présidence, mä déi och hiren Impakt op d'Lëtzebuerger Politik wäerten a musse kréien. Well et ass jo net esou, dass Lëtzebuerger an Europapolitik zwee komplett verschidde Puer Schong sinn. Politesch Initiativen an Europa si meeschtens wichteg Ustéiss fir Moderniséierung a Fortschrëtt um soziale Plang - ech soe wuelverstane Fortschrëtt um sozialen, um wirtschaftlechen, um ekologesche Plang och hei zu Lëtzebuerg.

Här President, niewent de Prioritéiten, déi laang bekannt sinn, kënnt, dass natierlech d'Weltgeschicht net stoe bleift, dat heescht wa mer virun engem Joer Prioritéite festgeluecht hunn, dann hu mer net virausgesinn, dass, wéi den Här Ausseminister gesot huet, um Enn vum Joer 2004 nei Erausfuerderungen op ons duerkomm sinn. Déi schrecklech Katastroph a Südasien huet jo kloer gemaach, dass Europa eng global Roll am Kader vun der UNO huet, fir eben do net nëmmen ze hëllefe fir de Moment, mä fir och Aarmut, Misère ze bekämpfen, an dat net nëmme kuerz-, mä och laang- a mëttelfristeg.

Am Oste vun Europa, do kuckt elo d'Ukraine no Westen amplaz ewéi virdrun no Osten, an d'Europäesch Unioun muss sech bewosst sinn, dass do eppes vun ons erwaart gëtt, mä zugläich musse mer wuel deem Land entgéintkommen, ouni schonn déi nächst Erweiderung anzelauden an ouni natierlech och ons Relatioune mat Russland a Fro ze stellen.

Mir wëssen och, dass Entwécklunge weiderginn, déi d'Gesiicht vun der Europäescher Unioun ëmännere wäerten, zum Beispill am Balkan, wou natierlech Stabilitéit muss entstoen. D'Bäitrëttsverhandlunge mat Kroatien kënnen déi Stabilitéit bréngen, mä och hei - den Här Ausseminister huet et erkläert - net zu egal wat fir engem Präis, wann et sech ëm Demokratie a Wäerter handelt.

Et mierkt een och, Här President, wéi un den Ost- a Südgrenze vun der Europäescher Unioun e permanenten Asaz vun der Unioun fir Fridden a Wuelstand néideg ass. D'Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei muss een an deem Kontext gesinn. Mir sollen och net ënnerschätzen, wat d'Europäesch Unioun fir de Fridden am Noen Osten, besonnesch am Konflikt zwëschen Israel a Palestina mécht, a wat se do mécht fir d'Aarmut zum Beispill a Palestina ze bekämpfen.

Sécher, ech menge mir wëssen dat, mir si Politiker, do ass munech waarm Loft an den offiziellen Erklärungen a bei deene ville Reesen uechtert d'Welt, mä dach ass d'Europäesch Unioun e glaubhaft Symbol fir Fridden, si ass keng imperialistesch Muecht, si vertrëtt hire Gesellschaftsmodell an hir Wäerter, a wa se sech militäresch an zivil Mëttele gëtt, dann net fir sech auszedehnen, mä fir d'Leit ze schützen, fir schlëmm Exzesser an Terrorismus ze bekämpfen, fir Aarmut iwwerall ze bekämpfen an doduerch natierlech gesellschaftleche Fortschrëtt ze bréngen.

Och do, dat sief en passant gesot, huet déi nei Verfassung nei Instrumenter geschaf. Fridden, wësse mer, gëtt et och net zum Nulltarif, an d'Europäesch Unioun ka vill mam Porte-monnaie hëllefen, mä si muss och géint Gewalt an Terror agräife kënnen.

Här President, ons Chamber muss sech intensiv mat enger wichteger Prioritéit vun der Présidence ausenaner setzen, nämlech där vun der ënnerer Sécherheet. Et ass dat ee vun deenen zwee wesentlechen neien Inhalter, ech schwätzen hei vun den Inhalter vun der neier Verfassung. Deen een ass d'Aussena Sécherheetspolitik, deen aneren ass dee vun der ënnerer Sécherheet. Künfteg soll déi komplizéiert a laangwiereg intergouvernemental Method duerch d'Gemeinschaftsmethod ersat ginn.

Ech erënneren drun, wéi schwéier et no dem fierchterlechen Attentat zu New York den 11. September 2001 war, fir den europäeschen Haftbefehl duerchzesetzen. Am November 2004 gouf de Programme de La Haye ugeholl, deen eng Aktualisatioun vun deem vun Tampere ass. D'organiséiert Kriminalitéit soll duerch eng efficace Zesummenaarbecht vun der Police an der Justiz bekämpft ginn. D'Informatioun fir Police a Justiz soll zwëschent de Länner zirkuléieren, en Espace judiciaire européen soll entwéckelt ginn.

Déi wesentlech Erausfuerderung dobäi ass, dat wësse mer alleguerten, d'Gläichgewiicht ze fannen an ze erhalen zwëschent dem Respekt vun de Mënscherechter an der Iwwerschaubarkeet vum nationale Rechtsraum engersäits, an der Efficacitéit vun der Verbriechensbekämpfung anerersäits.

Wa mer zum Beispill och en neit Asylgesetz zu Lëtzebuerg kréien, muss dat am Aklang mat den europäesche Virstellungen iwwer Awanderung an Asyl sinn. Sécher ass den Niveau d'ambition vun der Europäescher Unioun net ganz héich an där Hisiicht, dat huet den Här Ruud Lubbers, Haut-commissaire aux réfugiés, ons jo hei an der Chamber gesot, mä trotzdeem ass et eng wichteg Etapp, well kee Land haut eleng géint déi illegal Awanderung kämpfe kann oder Accords de réadmission an der ganzer Welt ofschléisse kann, oder dann déi schlëmm Mënschenhandelsmafia eleng bekämpfe kann. Schwiereg Aarbechte stinn also an Europa virun der Dier, déi mer opmierksam verfollege mussen.

Här President, ech wëll mech hei net un dee komplizéierte Problem vun de finanzielle Perspektiven oder un de Stabilitéits- a Wuesstumspakt ginn, mä wat dee Pakt ugeet trotzdeem dat hei: De Lëtzebuerger Finanzminister wëllt jo eng Reform ënnert der Lëtzbuerger Présidence dofir erreechen, an dobäi sollen déi wesentlech Kritäre vun der Geldstabilitéit respektéiert ginn, an op där anerer Säit méi Flexibilitéit an de Maniement vum Pakt agefouert ginn. De Länner sollen an de schlechten Zäiten nei Marges de manœuvre erlaabt ginn, virausgesat si si prett a gudden Zäiten hir Schold energesch ofzebauen.

Mir kënnen ons mat där monetärer Vernunft gekoppelt mat wirtschaftlecher Vernunft erëmfannen. Et ass scho laang monéiert ginn - ech wëll dat hei awer soen, et ass jo een Débat, dee jorelaang zréckgeet -, dass d'Euroland net ouni eng wéinstens minimal wirtschaftspolitesch Approche bestoe kann, an déi Opdeelung zwëschent der Banque centrale européenne an dem Eurogroup vun de Ministere weist jo drop hin, dass engersäits Leit eng monetär Responsabilitéit hunn an anerersäits éischter eng wirtschaftspolitesch Responsabilitéit.

Ob allerdéngs a wéi dann elo déi eenzel Länner forcéiert kënne ginn, hir Schold an hiren Defizit ofzebauen, wa se dann eng Kéier a méi enger konfortabeler Finanzsituatioun sinn, dat steet op engem anere Blat, mä d'Iddi a sech ass op jidde Fall gutt, a mir hunn och Vertrauen an de Finanzminister dës Id-

di an de Verhandlungen duerchzesetzen.

Här President, ech wollt mech dann awer e bësse méi intensiv mat der Lissabon-Strategie beschäftegen, déi jo 2000 an d'Liewe geruff gouf, an déi bis elo eigentlech en Echec ass. Firwat ass dat en Echec? Dat ass liicht ze verstoen, mir sinn hei um Terrain vun der intergouvernementaler Zesummenaarbecht, wou all Land eigentlech mécht, wat et wëllt. D'Kompetenz vun der Europäescher Unioun besteet hei an der Koordinatioun vun der Wirtschafts- an der Aarbechtsmaartpolitik. Koordinatioun heescht, dat openeen ofzestëmmen, wat an deenen eenzelne Länner souwisou geschitt. Dofir ass et schwéier méiglech um europäesche Plang den eenzelne Länner an hir Modernisatioun eranzeschwätzen. All Land huet an där Hisiicht seng eege Problemer, déi et léise muss.

D'Lëtzebuerger Présidence soll a wëllt dat riichten, zum Beispill op Grond vum Rapport vum Här Kok oder vun enger Analys vun der Kommissioun fir de Mäerz 2005. Bis dohi wäert allerdéngs, an ech bedaueren dat wierklech ganz staark, net allze vill lafen. Dat ass schued, an ech mengen, mir mussen och zu Lëtzebuerg awer déi Zäit notzen, fir aktiv ze ginn.

Esou verlaangt zum Beispill de Rapport vum Wim Kok mat Recht, mengen ech, dass all Land sech en nationale Plang soll ginn, zesumme mat den nationale Partneren, de sozialen a wirtschaftlechen Acteuren, wéi och dem nationale Parlament. Déi Objektiver, déi d'Strategie vu Lissabon virgesäit, déi erreecht keng Regierung eleng an engem Land esou ouni weideres mat engem Fiederstréch. Et brauch duerfir e staarken, nationale Konsens, dee muss ausgeschafft ginn.

Dräi Beispiller duerfir aus dem Rapport Kok:

Deen éischten Objektiv, seet en, ass d'Société de la connaissance ze realiséieren. Dat heescht zum Beispill, Fuerscher aus der ganzer Welt an Europa kommen ze loossen, duerfir administrativ Hürden ofzebauen, schnell Prozedure fir Visaen an Aarbechtsgenehmegungen anzeféieren. Lauschtert gutt no! Schnell Prozedure fir Visaen an Aarbechtsgenehmegungen! Ech schwätzen hei vu Chercheuren a Professeren.

Une voix.- Héich qualifizéiert!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Héich qualifizéiert, selbstverständlech.

(Interruptions diverses)

Géigesäiteg Unerkennung vu beruffleche Qualifikatioune verbesseren.

Jiddfereen, deen dëse Secteur nëmmen e bësse kennt, weess wéi schwéier mer ons do zu Lëtzebuerg dinn. Och soss an Europa ass et net ganz vill besser. An den USA ass dat eng ganz aner Saach, trotz dem Sécuritéitsfimmel vun deem Land. Do gëtt et einfach an effikass Strukturen an och Encadrement, déi mir an Europa op deem Plang bis elo nach net kennen, an dat erkläert och zum groussen Deel firwat dat Land esou wäit fort ass wat d'Société de la connaissance ugeet.

Zweeten Objektiv: de Bannemaart entwéckelen. Ech weess et gëtt elo d'Diskussioun iwwert de Bannemaart am Zesummenhang mat der Bolkestein-Direktiv, an ech mengen och, dass déi Direktiv e strategesche Feeler vun der viregter Kommissioun war. Si huet d'Veronsécherung vu villen Arbeitnehmer net verstan; si huet wëllen d'Liberalisatioun forcéieren. Duerfir ass ze begréissen, dass elo gëschter an haut d'Europaparlament dës Direktiv fundamental wëllt iwwerhuelen. D'Lëtzebuerger Présidence, mengen ech, soll natierlech dat voll matmaachen.

Zum Beispill gëtt am Europaparlament jo monéiert, dass et éischter eng kloer Ofgrenzung zur Économie sociale muss ginn, och eng kloer Ofgrenzung zu de Services publics an anere Gebidder, déi duerch sektoriell Direktive schonn ofgedeckt sinn. Dat muss op jidde Fall un där Bolkestein-Direktiv verbessert ginn.

Doniewent enthält zum Beispill d'Notioun vum Pays d'origine, déi an där Bolkestein-Direktiv ass, eigentlech eng Diskriminéierung, net vun Auslänner, mä vun Inlänner, a mir si jo an Europa an engem Raum, wou mer keng Diskriminéierung wëllen. De Kritär vum Pays d'origine, dee wäert sonner Zweifel d'Gefor beinhalten, dass sozial Rechter, Verbraucher- a Patientenrechter, Qualitéitskritäre vun den eenzelne Länner ausgehielecht ginn. Dorunner ännert och näischt, dass d'Bolkestein-Direktiv d'Kontrollrecht vum Pays d'origine virgesäit, woubäi kloer ass, dass de Pays d'origine iwwerhaapt keen Interessi un esou enger effizienter Kontroll huet.

Duerfir, Här President, mir musse sécher eng Déngschtleeschtungsdirektiv kréien, well d'Déngschtleeschtungsservicer och zu der „libre circulation" gehéieren. Mir hunn och Interessi als Lëtzebuerger, dass et do kloer Regelen an Europa gëtt, mä déi Direktiv, wéi se hei virgeluecht ginn ass, däerfe mer op kee Fall esou duerchgoe loossen, an d'Lëtzebuerger Présidence huet do och eng grouss Responsabilitéit.

Drëtten Objektiv, dat ass och dann ee vun den Objektiver vun dem Rapport Kok: Wéi gesäit de Sozial- a Gesellschaftsmodell muer an Europa aus? Mir mussen de sozialen Dumping verhënneren, dat ass ewell en héich politescht Zil. Wa mer dat net maachen, Här President, da kréie mer vun de Leit dobaussen den Dicks geriicht. Mir mussen zugläich och natierlech ons Konkurrenzfäegkeet verbesseren. Sozialen Dumping kann een nëmme verhënneren duerch gemeinsam sozial Regelen iwwer en Zesummespill engersäits vun dem Instrument vun der Harmoniséierung an anerersäits vun der géigesäiteger Unerkennung vun de Regelen an allen EU-Länner.

Une voix.- Da misst dat awer och fir d'Importatioun vun de Wuere gëllen, net nëmme fir d'Déngschtleeschtungen?

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir mengt fir d'fräi Zirkulatioun vun de Gidder? Jo, selbstverständlech mussen dat Regele sinn, déi am Bannemaart fir alles gëllen.

Ech mengen och, dass mer mussen nom Steierdumping kucken. D'Lëtzebuerger Présidence - Dir hutt dat vläicht matkrut - wëllt d'Harmoniséierung vun der Assiette fir d'Betribssteier weiderdreiwen. Dat si jo Iwwerleeungen, déi vun der Kommissioun am September gemaach gi sinn. Ech hunn och gesinn, dass de Lëtzebuerger Finanzminister net nëmmen d'Harmoniséierung vun der Assiette vun der Steier wëllt weiderdreiwen, mä och nach e Mindestsaz garantéiere wëllt an Europa, fir op déi Manéier en anstännegt Steieropkommes fir déi eenzel Staten ze erhalen. Mir ënnerstëtze selbstverständlech d'Présidence bei där Aarbecht.

Mir mussen natierlech och eis Konkurrenzfäegkeet verbessere vis-à-vis zum Beispill vun Aarbechtskräften aus dem Ausland. Net iwwer sozialen Dumping, mä iwwer eng offensiv Politik fir d'Schoul- an d'Beruffsausbildung. Just fir ze weisen, Här President, dass do villes zesummenhänkt an, wéi een esou schéi seet, villes vernetzt ass.

Wat natierlech déi sozial a steierlech Norme concernéiert, gëllt och fir d'Ëmweltnormen. Mir solle jo Investissementer a Recherche weiderdreiwen, zum Beispill fir d'CO_2-Emissiounen erofzesetzen an doduerch nei Aarbechtsplazen ze schafen. Mir däerfen awer net zugläich d'Ëmweltnorme verwässeren, well da ginn natierlech déi Efforte fir nei Technologien ze entwéckelen an doduerch och nei Aarbechtsplazen ze kreéieren erëm eng Kéier vu bannen zerstéiert.

Duerfir mengen ech soll d'Kommissioun fir de Conseil européen vum Mäerz 2005 e Bilan vun der Göteborg-Strategie, déi jo déi nohalteg Entwécklung beschriwwen huet, virleeën. D'Lëtzebuerger Présidence annoncéiert, hunn ech och gesinn, eng Charta fir d'nohalteg Entwécklung, déi also eng global Approche soll sinn, déi iwwert der Strategie vu Lissabon steet.

Dësen Débat, dee geet elo un, Här President. D'Lëtzebuerger Présidence huet sech kloer fir d'Kohärenz an d'Gläichgewiicht tëschent der wirtschaftlecher, der sozialer an der ekologescher Komponent an der iwwergeuerdneter Dimensioun vun der Nohaltegkeet ausgedréckt. Mir félicitéieren ons Présidence duerfir a mir hoffen, dass se domat weiderkënnt.

Här President, den 10. Juli 2005 hu mer hei am Land fir d'éischt säit 1937 e Referendum iwwert déi Europäesch Verfassung. Bis dohi sollen a wëlle mer d'Bierger iwwer Europa informéieren, mir wëlle mat hinnen diskutéieren, mir wëllen hir Suergen an hir Kritik iwwer Europa héieren, natierlech och hir Haltung zur Verfassung. Perséinlech sinn ech der Meenung, dass dës Verfassung e risege Sprong no vir ass, virun allem och wat d'Beschreiwung vun de Wäerter ugeet, déi d'europäesch Gesellschaft - onse Modell - begrënnen.

Ech mengen och, dass et um institutionelle Plang an och um inhaltleche Plang e grousse Fortschrëtt ass, deen erlaabt, dat Europa vu 25 besser ze verwalten, dass et och am soziale Beräich eng ganz Partie Fortschrëtter beinhalt, déi et bis elo mat där Kloerheet an Europa nach net ginn ass an déi also en Hiewel ginn, fir an der Zukunft Europa och um soziale Plang weiderzebréngen.

Ech hoffen, dass dee Referendum net zu parteipolitesche Spillercher Ulass gëtt an dass jiddferee sech senger Responsabilitéit bewosst ass. Dass d'Présidence natierlech virdru stattfënnt, erlaabt de Bierger, méi no un der Europäescher Unioun ze sinn. Si erlaabt ze verstoen, dass et an der Politik heiheem an an der Politik an Europa ëm datselwecht geet, nämlech ëm hiert Liewen, hir Fräiheet, hire Fridden, hire Wuelstand, hir Rou an hir Sécherheet. A wann dës Présidence Erfolleg huet, fir d'Mënschen an der Europäescher Unioun, fir hiert Liewen, ass dat déi beschten Iwwerzeegungsaarbecht fir Europa a fir de Jo zur Europäescher Verfassung den 10. Juli 2005.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech muss um Ufank soen, dass ech e bësse schlecht dru sinn, well den Här Ausseminister e gudden Deel vu senger Ried benotzt huet, fir méi eng allgemeng aussepolitesch Erklärung ze maachen, wäit iwwert d'Présidence eraus. Eigentlech hate mer jo ofgemaach, datt mer déi allgemeng aussepolitesch Debatt vum Fréijoer op den Hierscht verschoben hunn, an dofir war ech elo natierlech net dorobber agestallt.

Duerfir erlaabt mer, Här Asselborn, datt ech op déi méi wäitbléckend global Froen, déi Der ugeschnidden hutt, am Hierscht aginn, wa mer déi aussepolitesch Debatt féieren, an datt ech mech elo hei beschränken op déi nächst sechs Méint an op dat, wat am Kader vum Programm vun der Lëtzebuerger Présidence mat grousser Wahrscheinlechkeet wäert ustoen.

Ech wëll vläicht do uknäppen, wou den Här Fayot opgehalen huet, a soen, datt ech net wäert an dëser Ried haut de Mëtteg vill iwwert de Verfassungstext oder iwwerhaapt iwwert de Verfassungstext schwätzen an och net iwwert de Referendum. Ech mengen, dat solle mer maachen an deenen nächste Méint, wann dat usteet. Ech wëll awer just am Ufank soen, datt ech der fester Iwwerzeegung sinn, datt dat, wat am Kader vun deene sechs Méint vun der Lëtzebuerger Présidence elo um Ordre du jour steet, alles déi inhaltlech Themeberäicher sinn, déi nawell esou gär vun deene Leit, déi elo géint dee Verfassungstext do sinn, doranner interpretéiert ginn, wa se de Moment elo schonn haut zum „Non" opruffe beim Referendum vum 10. Juli.

Wann ech heiansdo liesen, iwwer wat fir eng Saachen do geschriwwen a geschwat gëtt, sief et am soziale Beräich, sief et am ekologesche Beräich oder iwwer eng ganz Rei vun aneren Themen, da stellen ech fest, datt do oft eigentlech dee falschen Terrain gewielt gëtt, fir zum Deel berechtegt Ängschten a berechtegt Suergen, déi oft ausgedréckt ginn, zum Virschäin ze bréngen.

Wann ee wëllt d'Société civile mobiliséieren an der Öffentlechkeet fir déi dote Causen, déi oft an de Vierdergrond geschobe ginn, da soll een dat maachen am Kader vun deenen nächste sechs Méint vun der Lëtzebuerger Présidence ronderëm déi Dossieren, déi ustinn. An ech wëll awer hei betounen um Ufank, datt genau dat jo de Problem ass bei der Diskussioun, esou wéi se de Moment stattfënnt, well all déi doten Dossieren, déi opgeworf ginn, hunn eigentlech näischt direkt mat deem Verfassungstext ze dinn, mä hu mat der Alldagspolitik ze dinn, mat der konkreter Ausgestaltung vun deenen eenzelne Politikfelder, an déi Themen, déi an deene sechs Méint wäerten ustoen, si ganz wichteger an deem Beräich.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

Ech wëll op fënnef Punkten agoen.

1. Deen éischten, dat ass dee vum Stabilitéitspakt a vun der Finanzéierungsfro. Fir déi, déi sech nach heibanne kënnen erënneren, déi déi Zäit och schonn hei waren, wéi mer 1992 iwwert den Traité vu Maastricht geschwat hunn: Déi Gréng hate jo deemools eng ganz kritesch Haltung zum Traité vu Maastricht a si haten déi kritesch Haltung deemools, well se Schwieregkeeten hate mam Stabilitéitspakt, well mer deemools scho gesot hu virun allem, dee Kritär vun der 3%-Neiverscholdung pro Joer ass ze vill - loosse mer soen - duerch een ausschliesslech monetäre Brëll gekuckt ginn, an dee riskéiert, wa mer eng Kéier konjunkturell Schwieregkeeten hunn, a mussen zum Beispill verschidde Mesuren dann ergräifen, fir positiv an d'Ekonomie anzegräifen, ze investéieren als Staten, fir zum Beispill de Chômage ze bekämpfen, dann déi eenzel Länner a Schwieregkeeten ze bréngen.

A genau dat ass dat, ëm wat et jo eigentlech och elo haut hei geet. De Stabilitéitspakt, esou wéi mer en haut kenne mat deene starre Kritären, ass ausschliesslech monetär ausgeriicht, op monetär Stabilitéit ausgeriicht, an e vergësst och souguer eiser Meenung no, datt, fir monetär Stabilitéit ze garantéieren, och esou Aspekter wéi zum Beispill d'Héicht vum Chômage mëttel- bis laangfristeg en Afloss hunn.

Dir braucht jo nëmmen haut d'Reaktiounen op der Bourse zum Beispill ze kucken, wann an Amerika nei Chômagezuele bekannt ginn: Jee nodeem wéi déi sech entwéckelen, huet dat en Afloss op de Cours vum Dollar zum Beispill. Duerfir, an dat hunn ech och deemools hei a menger Ried scho gesot, wéi dee Stabilitéitspakt opgestallt ginn ass, do sinn eigentlech déi méi normal klassesch ekonomesch Iwwerleeungen e bëssen ze vill ënnert d'Rieder geroden. An ech mengen, datt duerfir dat, wat elo versicht gëtt vun der Lëtzebuerger Regierung, dat wat eng héieren a wat fir eng Richtung et geet, deen absolut richtege Wee ass, deen ee muss goen. Mir hoffen och, datt do en Accord ka fonnt ginn, fir virun allem deen dote Kritär méi flexibel ze gestalten.

Da sinn ech och der Iwwerzeegung, datt déi ganz Finanzéierungsfro - an ob mer do e Resultat kréien oder net, steet jo nach an de Stären - wäitgehend dovunner ofhänkt, ob deen éischte Worf beim Stabilitéitspakt geléngt. Well et ass zimlech evident, datt déi Finanzéierungsfro eréischt déi Envergure kritt huet vun deem Zäitpunkt un, wou déi eenzel grouss Länner an Europa, virun allem natierlech Däitschland a Frankräich, ugefaangen hu Schwieregkeeten ze kréie fir d'Budgetsenner beieneen ze kréien, a well se eben dauernd géint dee Kritär vun der 3%-Neiverscholdung zum Beispill verstoussen a well se keng Moyenë méi haten, keen innenpolitesche Spillraum méi haten. Eréischt dunn hu se ugefaangen ëmmer méi massiv dee Finanzéierungsbäitrag an d'Gesamt-EU-Dëppen a Fro ze stellen. An et ass awer duerfir och kloer, eiser Meenung no, datt jee nodeem wéi déi eng Fro geléist gëtt, och déi aner eng Chance wäert hu fir eng Réussite ze hunn.

Da muss ech och soen, datt - den Här Fayot huet et och schonn ugeschnidden - déi ganz Fro vun der Steierharmoniséierung, virun allem bei de Betribssteieren, och e wichtegen Aspekt dovunner ass. Well mir kënnen esou laang schwätze wéi mer wëllen iwwer zum Beispill méi flexibel Kritären, wat déi sou genannt Neiverscholdung ubelaangt; wa mer weiderfueren an déi Richtung, wéi dat déi lescht Joren d'Tendenz war, fir e Steierdumping no ënnen haaptsächlech bei de Betribssteieren ze maachen, da riskéiere mer noutgedrongen, datt déi eenzel haaptsächlech grouss Länner einfach kee Geld méi an der Keess hunn, well se ëmmer weider och gezwonge gi mat an déi Richtung ze goen, an dann och kee Spillraum do ass, weder fir Lissabon a fir d'Wëssensgesellschaft, nach fir aner Saache positiv ze gestalten. Deementspriechend riskéiere mer déi Spannungen, déi mer haut kennen, insgesamt och ni ewechzekréien, wa mer déi Steierfro net an deem Sënn geléist kréien, wéi d'Regierung och wëllt hei mol d'Propositioun op den Dësch leeën.

Also, wéi gesot, vun eiser Säit aus ënnerstëtze mir all d'Initiative vun der Regierung, déi geholl gi fir dee Stabilitéitspakt do an deem Sënn ze reforméieren; a virun allem och deementspriechend dann anschliessend hoffe mer, datt mer déi Finanzéierungsfro geléist kréien. Well wa mer déi net geléist kréien a wa mer keng Moyenen zur Verfügung stellen op EU-Niveau fir zum Beispill dann och déi Suen ze benotze fir d'Strukturfonge kënnen ze speisen an esou weider, da solle mer ons keng Illusioune maachen, da schafe mer mëttelfristeg en Europa mat e puer Vitessen, wat d'Entwécklung ubelaangt. Da si keng Gelder do, fir an deene Länner, déi mer elo bäihuelen - vun deene mer jo wëssen, datt et do immens staark strukturell Defizitter gëtt -, Defizitter ze behiewen, an dann huet dat natierlech och en Afloss op all méiglech sozial Aspekter.

Et hänkt jo alles mateneen zesummen an duerfir ass et ganz wichteg, datt mer déi Finanzéierungsfro éischter - loosse mer et esou nennen - op engem méi héijen Niveau léise wéi op deem ganz niddregen, wéi deen, wou en de Moment an der Diskussioun ass vun haaptsächlech deene grousse Länner.

2. Zweete Punkt, Här President, de Lissabon-Prozess. Ech mengen de Lissabon-Prozess ass an deem Stadium, wou mer haut sinn, e bësselchen ee Prozess, deen ausgeet vun engem Pabeier, dee jo en cours de route och nach x-mol vervollstännegt ginn ass, an deem jiddfereen e bëssen dat liest, wat e wëllt dra liesen. Et steet zimlech iwwer bal all Gebidder eppes dran, a jiddfereen interpretéiert e bësselchen dat dran, wat e grad arrangéiert oder wat him am beschte gefält.

Wann d'Lëtzebuerger Présidence et fäerdeg bréngt bei deem Halbzäitbilan vun deem dote Prozess méi Kloerheet mol ze bréngen, wat da schlussendlech elo d'Zilsetzunge sinn, wou Neel mat Käpp solle gemaach ginn an deem dote Beräich, da si mer schonn e gutt Stéck weiderkomm.

Ech mengen awer - an do begréissen ech och déi Ried an déi Aussoen, déi gemaach gi si vum Premierminister am Europaparlament -, datt dat, wat d'Lëtzebuerger Regierung ustrieft, fir eben ëmmer déi enk Koppelung vun eenzelne Politikfelder, déi an deem dote Kontext wichteg sinn, bäizebehalen, dee richtege Wee ass.

D'Ëmweltpolitik huet eiser Meenung no zum Beispill am Kader vun där Diskussioun, wéi se elo leeft vum Lissabon-Prozess, endlech eng Chance aus enger defensiver Haltung a Logik erauszekommen an datt endlech déi Verknäppung gemaach gëtt zwëschen Ëmweltpolitik a Wirtschaftspolitik, wéi ech mer se scho laang eigentlech gewënscht hunn. Dat huet e ganz praktesche Grond, firwat dat esou ass, mä mir sollen deen elo notzen, fir do eng aner Iwwerleeung an Zukunft méi ze konkretiséieren.

De praktesche Grond ass deen, datt mer natierlech entre-temps eng ganz Rei Beräicher hunn, an deenen d'Ëmwelttechnologien eng grouss Roll spillen. Wann ech nëmmen de Beräich vun der Energieeffizienz-Gesellschaft huelen, da weess ech, wat alles dodrunner hänkt, da weess ech, datt natierlech do hannendru sech enorm wirtschaftlech Potenzialer verstoppen. Do verstoppe sech grouss Exportchancë fir Technologien, haaptsächlech an déi Länner, déi de Moment amgaange si wirtschaftlech grouss opzesteigen, wéi China an Indien zum Beispill, an et ass och duerfir relativ kloer, datt déi doten Technologien elo op eemol net méi ausschliesslech an engem - loosse mer soen – defensiven, ëmweltpolitesche Sënn, mä och an engem offensiven, positiven, wirtschaftspolitesche Sënn gesi ginn.

Déi Chance soll een notzen, well ech mengen, datt een do wierklech e Paradigmewiessel mëttelfristeg kann erbäiféieren an Europa, dee ganz wichteg ass fir de ganzen europäesche Wirtschaftsraum, net nëmme wichteg ass fir d'Ëmweltpolitik, mä och fir eis Wirtschaft insgesamt.

En anere Volet, deen natierlech drun hänkt, ass déi ganz Fro vun der sozialer Kohesioun, an och wann déi Bolkestein-Direktiv elo net direkt mam Lissabon-Prozess ze dinn huet, esou huet se dach awer indirekt domadder ze dinn, well wann ech liese wat an deenen Texter vum Lissabon-Prozess steet, do gëtt och vill geschwat iwwert d'Garantie iwwert d'Grenzen eraus vun de Servicer. Dat heescht, et gëtt do eng ganz Rei Parallelismen inhaltlech gezunn, déi schonn an där Direktiv dra stinn. Ech mengen, niewent deem, wat den Här Fayot hei zu Recht gesot huet, wou ee muss en An drop halen, dat ass déi Aarbechtszäitdirektiv, déi elo wäert kommen.

Et ass awer och eppes anescht wat extrem wichteg ass a wat vill Sprengstoff kënnt eraushuelen aus där doten Diskussioun, dat ass, wa mer emol endlech an Europa eng Direktiv kréichen, déi ganz prezis géing definéieren: Wat ass e Service public? Wat fält alles dorënner? Wie muss de Garant sinn, oder wie muss d'Garantie ginn, datt dee Service public deementspriechend bestoe bleift? An da virun allem e ganz wichtege Punkt: Wa mer iwwert de libre accès zu de Servicer schwätzen, da musse mer och emol eng Kéier festleeën, wien da garantéiert, datt och all Biergerin a Bierger Accès kritt zu all deene Servicer.

Wann ech nëmmen dee Beräich eraushuele vun deene moderne Kommunikatiounsmëttelen, Internet an esou weider. Dat ass alles schéin a gutt wat do proposéiert gëtt, mä mir wëssen awer all, datt net onbedéngt all Biergerin a Bierger en Accès huet dozou, well dat verbonnen ass mat privaten Investissementer, déi net jidderee sech onbedéngt ëmmer ka leeschten. An dofir musse mer och eng Kéier klären, op wéi eng Aart a Weis datt bei deene Beräicher, déi liberaliséiert sinn zum Beispill, de Stat awer e gewëssene Garde-fou ka bleiwe fir ze garantéieren, datt all Mënsch en Accès huet zu deene Servicer, déi do ugebuede ginn, an datt mer net an eng sou genannt Zwouklassegesellschaft eraschlidderen, wou déi eng Accès zu allem hunn, an anerer einfach keen hunn, well se sech et finanziell net leeschte kënnen.

An ech mengen, dat sinn och d'Befierchtungen, déi ëmmer erëm zu Recht an de Vierdergrond réckele wann et ëm déi doten Theme geet, an de Lissabon-Prozess, mengen ech, ass och eng gutt Geleeënheet fir méi Prezisiounen ze bréngen, a wéi eng Richtung datt d'Europäesch Unioun wëllt steieren.

3. Zur EU-Verfassung wëll ech just nëmmen eppes opwerfe wat kënnt zu Schwieregkeeten ënnert deene sechs Méint Lëtzebuerger Présidence féieren. Mir hunn eng Rei Referenden a mir wësse jo och wann elo nëmmen een an deenen nächste sechs Méint schief geet, da si mer schonn an engem Zeenario, deen net méi ganz glécklech ass an da - mengen ech - wäert d'Lëtzebuerger Présidence och gefuerdert ginn an deenen nächste sechs Méint, fir mat nozedenke wat dann elo soll passéieren.

Deen éischte Referendum ass a Spuenien, wa mäi Verhalt nach gutt ass; deen ass gläich virun eis. A wann et do géing schief goen, da riskéiert déi Fro méi séier op d'Lëtzebuerger Présidence zouzekomme wéi et léif ass. Dofir wier et net schlecht wann ee sech scho géing eng Strategie ausdenken. Den Här Asselborn huet eis elo net gesot ob Szenarien am Tirang leien. Et wier vläicht net schlecht, wann en eis eng Kéier an der aussepolitescher Kommissioun kënnt e bëssen opklären, a wéi eng Richtung datt d'Regierung denkt.

4. Här President, de véierte Punkt ass e sou genannten „Niewendossier", deen d'Lëtzebuerger Présidence staark wäert belaaschten. Dat ass dee vun där ominéiser REACH-Direktiv. Ëm wat geet et do? Et geet ëm eng europäesch Direktiv vum Oktober 2003, déi de Chemikaliemarché besser soll reglementéieren. Dir wësst, datt de Volumen un de Chemikalien drastesch an eiser Gesellschaft zouhëlt an Dir wësst natierlech och, datt vill Chemikalien de Moment op de Marché kommen ouni datt ëmmer kloer bewisen ass wat hir Auswierkungen op d'Ëmwelt a virun allem och op d'Gesondheet vun de Leit sinn.

Eigentlech war déi Direktiv vum Oktober 2003 eiser Meenung no e Meilestee fir do Uerdnung ze bréngen an och virun allem an eng Richtung ze goen, wou mer méi no der Gesondheet vun de Mënsche gekuckt hunn an no der Ëmwelt. An et ass esou, datt deen Entworf einfach virgesäit, datt ier Chemikalien an Zukunft sollen zougelooss ginn, d'gesondheetlech Risikoofschätzunge vill besser misste gemaach ginn, sou datt all déi Grozonen, déi haut existéieren, sollte verschwannen. A wéi Der vläicht matkritt hutt, huet natierlech déi Direktiv zu heftegste Reaktioune bei deenen eenzelne politesche Lobbyen an awer och natierlech wirtschaftleche Lobbyen, déi ganz enk mat deem Secteur verbonne sinn, gefouert, esou datt de Risiko reell ass, datt dat, wat gutt geduecht war nach virun zwee Joer, elo eng ganz aner Tournure kritt.

An ënnert der Lëtzebuerger Présidence soll deen Dossier weiderbruecht ginn an dat ass wierklech ëmweltpolitesch a gesondheetspolitesch en extrem wichtegen Dossier. Do drängt sech héchst Wachsamkeet vun der Lëtzebuerger Présidence op fir mat deem Dossier ëmzegoen, an do ass et esou, datt mer als Gréng skeptesch sinn, datt d'Lëtzebuerger Regierung sech déi néideg Moyenë ginn huet fir kënne prett ze sinn. Ech weess, datt mer zwar ee ganz kompetente Mënsch ofgezunn hunn an op deen Dossier gesat hunn, mä ech froe mech ob dat duergeet an ech hunn hei e bësse meng Zweifel drun, ob déi virecht Regierung deen Dossier do richteg ageschätzt huet. Si huet en eiser Meenung no e bëssen ze vill schleefe gelooss an de Risiko ass reell, datt mer do d'Schlappe verléiere wann et konkret gëtt, well et ass en immens komplexen, deelweis och techneschen Dossier. Ech sinn emol gespaant wéi den Här Jeannot Krecké als Wirtschaftsminister, dee jo zoustänneg ass fir deen Dossier, domadder wäert ëmgoen.

Op alle Fall ass et eiser Meenung no esou, Här President, datt et hei absolut noutwendeg wär, vu datt mer jo wëssen, datt mer um Niveau vun de Ministèren net immens gutt équipéiert si wat de wëssenschaftlechen Know-how ubelaangt, fir deen Dossier ze géréieren, datt mer d'ONGen, déi scho jorelaang op deem Dossier schaffen, déi och wëssenschaftlechen Know-how hunn, méi a besser géinge mat abezéie wéi dat am Moment de Fall ass, fir datt mer herno net entgleisen am Kader vun der Présidence op deem doten Dossier.

An doriwwer eraus si mer der Iwwerzeegung, datt och d'Öffentlechkeet e Recht huet zu absoluter Transparenz - well hei geet et wierklech ëm en héich brisante gesondheets- an ëmweltpoliteschen Dossier, wou et ëm d'Gesondheet vun all eenzelnem Bierger a Biergerin geet -, wéi d'Lëtzebuerger Présidence mat deem doten Dossier wëllt ëmgoen. Et ass och aus deem Grond firwat mäi Fraktiounskolleeg Jean Huss eng Interpellatioun eraginn huet, déi jo och an der leschter Conférence des Présidents ugeholl ginn ass. Mir hu just gesot kritt, mir sollten dem Minister e bëssen Zäit ginn, datt e sech kënnt preparéieren op deem Dossier, an da géing déi Interpellatioun awer nach an deenen nächsten zwee, dräi Méint hei traitéiert ginn. Ech hoffen, datt dat och de Fall wäert sinn.

5. E leschte Punkt, Madame Presidentin, just an engem Saz dann, well meng Zäit schonn zu Enn ass, dat ass de Kyoto-Protokoll a virun allem de Post-Kyoto-Szenario. Mir wëssen, datt mer eigentlech emol nach net fit sinn an der Europäescher Unioun - Kyoto trëtt jo elo a Kraaft -, fir dat, wat do décidéiert ginn ass, uerdentlech a Musek ëmsetzen. An d'Diskussioun fänkt elo schonn un iwwert dat, wat doriwwer eraus soll goen, iwwer esou brennend Froe wéi: Wéi sollen déi längerfristeg Ziler vum nächste Protokoll festgeluecht ginn? Wéi kréie mer haaptsächlech d'USA, China, Indien a Brasilien do an d'Boot? Alles dat sinn Themen, déi och an deenen nächste sechs Méint wäerten diskutéiert ginn a wou déi englesch Présidence och scho gesot huet, datt si e groussen Intérêt hätt fir als Nofolgerland vu Lëtzebuerg wëllen Neel mat Käpp ze maachen. Dofir wäerte mer mat Sécherheet domat konfrontéiert ginn.

Madame Presidentin, déi Gréng sinn zefridde gewiescht mat der Deklaratioun, déi d'Lëtzebuerger Regierung am Europaparlament gemaach huet, well de Gros vun den Themen, déi do ugeschnidde gi sinn, eiser Meenung no déi richteg Theme sinn. Mir wäerten och kritesch konstruktiv dofir dee Prozess an deenen nächste sechs Méint begleeden. Kritesch, dat heescht, wa mer der Meenung sinn, datt d'Lëtzebuerger Regierung den Dossier net méi esou traitéiert wéi se et eigentlech selwer versprach huet an et diskutéiert ginn ass, da wäerte mir à charge kommen.

Virun allem wäerte mer awer och e Bilan zéien no sechs Méint, fir ze kucken ob bei deenen Ziler, déi sech gesat gi sinn, och an déi Richtung geschafft ginn ass oder ob net op eemol vun deenen Ziler ofgeréckelt ginn ass an dann natierlech, Madame Presidentin, zum Ofschloss, wäerte mir och konstruktiv versichen ze hëllefen an deenen nächste Méint, andeem mer selwer mat eise bescheidene Mëttelen Initiativen huelen hei zu Lëtzebuerg zu all deenen doten Dossieren, fir ze versichen déi op eng gutt Aart a Weis weiderzebréngen.

Ech soen Iech Merci.

Mme la Présidente.- Den nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Madame Presidentin. Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Présidence vun der Europäescher Unioun ass fir onst Land eng Éier, mä et ass och eng Erausfuerderung fir als klengt Land et fäerdeg ze bréngen onser Missioun gerecht ze ginn. Wann dëst mat 15 Länner sécherlech scho schwiereg war, esou ass et mat Sécherheet zu 25 net méi einfach ginn. Mir wënschen der Regierung an all deenen, déi un dëser grousser Missioun deelhuelen, eng glécklech Hand.

D'Prioritéite vun der Lëtzebuerger Présidence reie sech an an der Kontinuitéit vun der hollännescher Présidence a vun der europäescher Politik aus de leschte Joren.

D'Présidence ass awer och eng Méiglechkeet fir onst Land fir eegen Akzenter, nei Akzenter ze setzen an notamment duerch eng aner, duerch eng nei Approche vun de Problemer méi Méiglechkeeten ze schafen, fir déi géigesätzlech Meenungen an Europa méi no ze bréngen.

An den Ae vum ADR gëtt et siwe Punkten, déi mer als prioritär mussen ugesinn a vun deene mer hoffen, dass se an der Lëtzebuerger Présidence eng positiv Evolutioun fannen, respektiv datt et zu Entscheedunge kënnt: d'Stratégie de Lisbonne, den europäesche Budget, de Programm vu groussen Infrastrukturaarbechten, d'Agrarpolitik, d'Immigratioun, d'Transportpolitik an déi alternativ Energien.

Mä erlaabt mer, Madame Presidentin, fir aganks e puer Wuert ze soen zu deene rezenten Aussoe vum amerikanesche President, deen d'Méiglechkeet envisagéiert huet fir militäresch ze intervenéieren am Iran, an deen dowéinst och scho verschidden Dispositiounen envisagéiert huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir erënneren ons alleguerten un déi lamentabel Situatioun, un dee lamentabele Spektakel, deen Europa ofginn huet, wéi et net aus engem Mond geschwat huet an der Fro vum Irak.

Här Ausseminister, ech mengen et wier elo un der Zäit, et wier un der Europäescher Unioun, de President Bush an der Iran-Fro ze kontaktéieren, well et herrscht Klärungsbedarf, fir datt mer ons net nees an därselwechter Situatioun erëmfanne wéi mer dat schonn eng Kéier an der Irak-Fro kannt hunn.

Ech hu Vertrauen an Iech, Här Ausseminister, datt Der dann déiselwecht Wierder wäert fannen, wann Der mam President Bush wäert diskutéieren iwwert d'Iran-Fro, wéi Der se hei an der Chamber fonnt hat bei der Debatt zu dem Irak-Krich.

(Interruptions)

Här President, elo nees zréck zu deenen anere Prioritéite vun der Lëtzebuerger Présidence. D'Stratégie de Lisbonne: Am Processus de Lisbonne geet et dorëm, aus Europa déi kompetitiivst Wëssenswirtschaft an der Welt ze maachen. Et geet och dorëm, en nohaltege wirtschaftleche Wuesstum ze realiséieren, deen et erlaabt d'Vollbeschäftegung unzestriewen, dee qualitativ Verbesserunge fir d'Salariat an déi Fräischaffend beinhalt an deen ons Ëmwelt respektéiert. En ambitiéist Zil, eng richteg Zilsetzung, bei där all Land individuell responsabel ass, datt et säin Deel dozou bäidréit.

Mä esou eent Zil kann nëmmen erreecht gi wann d'Bierger de Message matkréien. An ënner enger Dénomination Stratégie oder Processus de Lisbonne kënnen déi allermeescht Leit, déi allermeescht Bierger sech dobaussen net vill virstellen.

Dofir - mat engem klenge Punkt ugefaangen - wier et mol eng Kéier noutwendeg, datt een esou Ausdréck wéi Stratégie de Lisbonne, Processus de Barcelone, Petersberger Missioun an esou virun eng Kéier géing a méi mënschlech allgemeng verständleche Wierder erëmfannen: Anstatt Stratégie de Lisbonne europäeschen Entwécklungsplang oder wat et dann eben ass. Ech mengen do wier et gutt, wann d'Publiziste sech géingen drugi fir eng Kéier nees d'Wierder vum Bierger ze schwätzen, fir datt mer ons an deem Ganzen dobausse méi verständlech kënne maachen.

Vill Bierger fäerten och ënnert dem Processus de Lisbonne sozial an aarbechtsrechtlech gesinn, datt sech en Nivellement no ënnen undeit an net eng Verbesserung. An et gesäit ee wéi wichteg et ass, wann an der Zukunft, esouguer elo schonn, ouni den Traité constitutionnel ofzewaarden a wéi et domadder geet, déi national Parlamenter schonn am Virfeld vun der Ausaarbechtung vun den Direktiven agebonne ginn; da kéimen esou Diskussioune wéi déi bei der Bolkestein-Direktiv net vir.

Wat de Processus de Lisbonne ugeet, esou muss ech soen, datt d'Halschent vun der Zäit ofgelaf ass an datt ee feststelle muss, datt d'EU wäit hannerun hirem Zil ass. Dofir gesi mir als eenzeg Léisung, datt all Land elo Responsabilitéite muss huelen an datt dës Présidence soll fuerdere fir en Aktiounsprogramm pro Land virzeleeën, well et noutwendeg ass, datt mer dat net vun uewen erof, vun der Kommissioun aus, dirigéieren, mä datt mer all Land responsabiliséieren. Well d'Zil ass jo akzeptéiert. Mä jiddferee weess, datt all Land an enger anerer wirtschaftlecher Situatioun an an engem aneren Evolutiounsstatus ass wéi déi aner; op deem enge Gebitt ass eent ganz staark, op deem anere manner staark oder mëttel. Et kann een dat nëmmen am Intergouvernementalen an zesummen duerch individuell Aktiounspläng realiséieren.

Et kann een och net, wann een et géing communautariséieren an net op individuell Aktiounspläng géing higoen, engem Land soen: Du

muss elo méi lues trëppelen, well s de un der Spëtzt bass op engem Gebitt, bis dass déi aner Länner bäisinn. Esou kann et och net sinn an dofir ass et wichteg, datt fir d'éischt mol all Land seet, wat et wëll maachen an datt ee sech deen Ablack determinéiert. Dat gëllt natierlech och fir onst Land, wou mer op verschiddene Gebidder ganz wäit am Hannerdreiwe sinn.

Zweete Punkt: den europäesche Budget. Den europäesche Budget, dat si ronn 100 Milliarden Euro, wouvunner méi wéi 46% an den Agrarsecteur ginn. D'Europäesch Kommissioun huet e Riseprogramm virgeluecht un Investitiounen an Ausgaben, déi an deem nächste Siwejoresplang sollen zum Droe kommen. Déi ablécklech Verträg gesinn e maximale Bäitrag vun all Land vun 1,27% vum Bruttosozialprodukt vir, deen awer elo an der Praxis op 1% festgeluecht ginn ass.

Mir deelen d'Meenung vun der Regierung net, datt den EU-Budget misst duerch eng Erhéijung vun der Contributioun vun deenen eenzelne Länner opgebessert ginn. Eng Erhéijung mécht nämlech kee Sënn, wann net gläichzäiteg festgeluecht gëtt, wat mat deene Sue geschitt. Eng Erhéijung mécht kee Sënn, wann d'Erhéijung vum Agrarbudget am Prozentsaz gesinn net gebremst gëtt a wann dat den eenzegen Zweck vun der Übung vun der Erhéijung ass. Fir d'éischt mussen d'Memberstate sech eens maachen iwwert d'Dépensen an iwwert de Prozentsaz, deen am europäesche Budget fir all Politik soll ausgi ginn, ier iwwerhaapt Rieds geet vu méi abezuelen.

Mir mengen notamment, datt d'Ausgaben an der Agrarpolitik mat dem Zweck, fir mat öffentleche Gelder Agrarwueren zu Dumpingspräisser an Drëttlänner ze exportéieren, déi falsch Politik ass, mä mat Sécherheet mussen dës Ausgaben sech am Prozentsaz stabiliséieren.

Wichteg schéngt ons am Géigendeel, datt d'Ausgabe fir d'Recherche verduebelt ginn, datt d'Investitiounen op 0,3% vum europäesche PIB uwuessen, datt d'Solidaritéitsausgabe mat deenen defavoriséierte Regiounen a Länner an Europa mussen usteigen. An et ass op jidde Fall ënnert deenen ablécklechen Zoustänn knapps unzehuelen, datt et zu iergendengem Mouvement op deem Gebitt kënnt, datt et zu iergendenger Erhéijung kënnt an dofir mussen d'Akzenter bei den Ausgaben op eng nei Gewiichtung geluecht ginn. Mir wëllen och drun erënneren, datt mir als ADR bien entendu net d'accord wieren, wann d'EU op eng Kéier géing op de Wee goe vun enger europäescher Steier.

Drëtte Punkt, deen ons wichteg schéngt, ass de Programm vun de groussen Infrastrukturaarbechten. Wa mir ons wirtschaftlech Ziler vu Lissabon wëllen erreechen, da musse Projete wéi déi grouss intereuropäesch Transportnetzer fir d'Zich an de Satellitesystem Galileo duerchgezu ginn, well dat noutwendeg ass fir d'Zesummewuessen an déi wirtschaftlech Entwécklung vun Europa.

Dofir ginn natierlech eng etlech finanziell Mëttele gebraucht, mä dofir muss dat net onbedéngt iwwert den europäesche Budget geschéien; dat kann och an dem intergouvernementale geschéien. Et ass bien entendu och d'Méiglechkeet vum Recours um Niveau vum Emprunt. Ech wëll och herno nach eng Kéier drop zréckkommen, wann ech kuerz e puer Wierder soen zu dem Stabilitéitsplang.

Véiertens: d'Agrarpolitik. Zënter der Ënnerzeechnung vun de réimesche Verträg ass d'Landwirtschaft dee Secteur, an deen déi meeschten Euroen higinn. 46% vum EU-Budget ginn an d'Landwirtschaft an awer ass d'Landwirtschaft an der Kris. Déi gréissten Erausfuerderung besteet an der Reduzéierung vun den Agrariwerschëss an an der Stabiliséierung vun den Agrarpräisser. Europa muss sech domat begnügen, landwirtschaftlech Produitë fir seng eege Bevölkerung ze produzéieren an däerf d'Mäert vun der Drëtter Welt net mat dem Export vu subventionéierten Agrarproduitë futtimaachen, well se ënnert dem Gestehungspräis an deene Länner do verkaaft ginn.

D'Iwwercapacitéiten, déi elo bestinn, déi och da vläicht an Zukunft bestinn, solle genotzt ginn, fir ëmweltfrëndlech alternativ Energien ze produzéieren. Mir mussen hei onbedéngt ëmdenken, well déi ablécklech Agrarpolitik wirtschaftlech a finanziell onsënneg ass, speziell wou mir elo schonn zu 25 sinn.

Fënnefte Punkt: d'Immigratioun. Europa ass gefuerdert fir dem Problem vun der illegaler Awanderung a vum Abus vum Asylrecht en Enn ze setzen. Mir begréissen, datt d'Regierung an d'Présidence wëlles huet, d'Réckféierungsaccorden, déi noutwendeg si fir de Respekt vun den nationale Gesetzgebungen ze garantéieren, um europäeschen Niveau virunzedreiwen. Mä et wier awer och wichteg, Här Ausseminister, wann et zu Accords de réadmission tëschent de State géing kommen, fir datt déi aner Länner, déi nach keen Accord de réadmission mat engem Land hunn, kéinten hir ofgewise Leit, déi sollen zréckgefouert ginn, iwwert de Biais vun deem Accord an hir Heemechtslänner zréckbréngen.

Et muss een op dee Wee goen, well et gesäit een, datt Handlungsbedarf besteet. Notamment wann een esouguer hei am Land gesäit, datt Leit, déi an Europa en Domicile hunn, déi däerfen hei sinn, heihinner op Lëtzebuerg Asyl froe kommen, ënner falsche Pretexter, fir hei vun Allméiglechem ze profitéieren. Ech mengen dat däerf net sinn, an et ass wichteg, datt een op deem Gebitt virukënnt.

Sechstens: d'Transportpolitik, den drëtte Paquet ferroviaire, deen ënner anerem déi ablécklech Liberaliséierung verbessere soll, mä deen awer och virgesäit, de Persounentransport per Zuch ze liberaliséieren. Wann ech elo de schréftlechen Deel vun der Deklaratioun iwwert d'Prioritéite vun der Lëtzebuerger Regierung liesen, da steet dodran: «L'accent sera mis sur les aspects traitant des droits et obligations des voyageurs et des exigences de qualité dans le secteur du fret.» Et huet een also d'Impressioun, datt déi Lëtzebuerger Regierung dee ganzen drëtte Paquet ferroviaire nees erëm nei wëllt diskutéieren.

Wa se op dee Wee geet, Här Minister, dat ass e ganz gefëierleche Wee! Well dat féiert vläicht dozou, datt an dëser Zäit, elo während der Lëtzebuerger Présidence, net méi iwwert d'Liberaliséierung am Privatberäich, wat d'Persounen ugeet, geschwat gëtt. Mä da verlagert een de Problem an d'Présidence vum Här Tony Blair, e Land wéi England, wou et bekannt ass, datt do scho liberaliséiert a souguer privatiséiert ginn ass. A wann de Paquet opgemaach gëtt, da riskéiert et héchstwahrscheinlech an der Liberaliséierung nach méi wäit ze goen.

Dofir wär et - mengen ech - taktesch méi richteg wann ee géing higoen an elo de ganze Paquet ferroviaire géing an der Lëtzebuerger Présidence ugeholl ginn, wéi datt en elo opgemaach gëtt an an der englescher Présidence fäerdeg gemaach gëtt. Dat ass vläicht elo geduecht well verschidde Leit, déi an der Chamber virun de leschte Wahlen an och an der Regierung bei de CFL-Beamte Stëmme siche gaange sinn, net wëllen, datt déi Liberaliséierung just elo ënnert der Lëtzebuerger Présidence soll geschéien! Mä et ass awer, wann een d'Realitéite kuckt vun der europäescher Politik, méi richteg fir elo ofzeschléissen, wéi dat der nächster Présidence ze iwwerloossen.

Mir wëllen och nach e puer Aussoe maachen an d'Regierung warnen, fir sech staark ze maache fir eng Opléisung vum Stabilitéitspakt. Dat wat riskéiert erauszekommen als sou genannte Compromis ass, datt sech d'Fuerderunge vun deene Länner, déi Schwieregkeeten hu mam Stabilitéitspakt, additionnéieren, an datt herno eppes erauskënnt wat kee Sënn méi mécht, wat iwwerhaapt kee Stabilitéitspakt méi ass, a wou déi aner Länner, déi elo Effortë gemaach hunn, fir sech an de Kader vun deem Stabilitéitspakt eranzeschaffen, och herno eventuell an d'Versuchung komme fir esou large wéi méiglech virzegoen an déi Kritäre vu Maastricht net méi ze respektéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass eng Boîte de Pandore, an dofir…

M. le Président.- Här Henckes, Är Zäit ass eriwwer. Kommt zum Schluss!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …mengen ech, datt een déi net sollt opmaachen.

Här President, mir hoffen, datt d'Regierung ons Iwwerleeungen a Bemierkungen zum Prioritéitsprogramm vun der Lëtzebuerger Présidence, mä och ons Befierchtungen als positive Bäitrag zum gudde Gelénge vun der Lëtzebuerger Présidence an hir Iwwerleeungen afléisse léisst. Mir wënschen der Regierung, datt si an hir Collaborateuren, déi an der Présidence eng wichteg Roll hunn, et och fäerdeg bréngе fir déi Présidence gutt zu Enn ze bréngen a positiv Resultater fir onst Land a fir d'Bierger ze bréngen.

Mir hoffen awer och, datt mer herno um Enn vun dëser Présidence net méi allze vill brauchen ze kritiséieren, wann et eventuell net géing onsen Iddien an onse Bemierkungen entspriechen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Den Här Ausseminister huet d'Wuert gefrot fir ofschléissend Bemierkungen.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, léif Kolleegen, ech wëll deene fënnef Riedner Merci soe fir hir Interventiounen a fir all déi Rotschléi, déi sécherlech gutt gemengt waren an déi mer eis och alleguerten an der Regierung wäerten zu Häerz huelen. Ech soen awer och Merci fir déi Disponibilitéit, déi Der gewisen hutt fir eis ze hëllefen als Regierung, selbstverständlech nëmmen a Saache Présidence. Et ass jo evident, mir si jo an enger Demokratie, déi lieft.

Mä ech géif lech awer wierklech aus vollem Häerz soen, dass, wann e Problem ass, den delegéierte Minister Nicolas Schmit an ech selwer lech zur Verfügung stinn, souwuel an der Kommissioun wéi och hei am Plenum, all Kéiers da wann eng wichteg Décisioun usteet oder eng wichteg Décisioun riskéiert unzestoen. An ech sinn iwwerzeegt, dass mer als Regierung an als Chamber zum Gelénge vun eiser Présidence wäerte ganz gutt mateenee schaffen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.28 heures)

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Institution et composition de la commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»
2. Dépôt d'une proposition de loi
3. 5370 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation et à l'extension de la maison de soins St Joseph à Pétange
4. 5372 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'État à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Âgées à Mamer
5. 5369 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Junglinster

   (Rapports de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel - Motion)
6. 5413 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg

   (Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. François Biltgen et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Institution et composition de la commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg»

D'Chamber huet an enger Resolutioun festgehalen, datt eng nei Spezialkommissioun agesat gëtt, déi den Numm „Commission spéciale réorganisation territoriale du Luxembourg" droe soll.

Wat hir Zesummesetzung ubelaangt si folgend Virschléi agaangen:

Fir d'CSV-Fraktioun, déi Häre Michel Wolter, Lucien Clement, Marco Schank a Paul-Henri Meyers,

fir d'LSAP-Fraktioun, d'Madame Lydia Mutsch an déi Hären Alex Bodry a Jean-Pierre Klein,

fir d'DP-Fraktioun, déi Häre Claude Meisch an Emile Calmes,

fir d'Fraktioun vun deene Gréngen, den Här Camille Gira,

fir d'Fraktioun vum ADR, den Här Gast Gibéryen.

Ass d'Chamber mat der Bezeechnung a mat der Zesummesetzung vun dëser neier Spezialkommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat also esou décidéiert.

Den Här Braz freet d'Wuert fir den Dépôt vun enger Proposition de loi, wann ech richteg informéiert sinn. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

2. Dépôt d'une proposition de loi

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech froen d'Wuert fir den Dépôt ze maache vun enger Proposition de loi:

- Proposition de loi 5433 relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

Den 19. Mee 2004, also kuerz virun de Parlamentswahle vum 13. Juni, ass hei am Parlament e Gesetzesvirschlag vun der Regierung gestëmmt ginn zum Thema Transports publics. En ass agereecht gi vum deemolegen Transportminister Henri Grethen.

Une voix.- Très bien.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- An dat Gesetz gesäit a sengem Artikel 29 vir, dass et den 1. Januar 2005 a Kraaft trëtt, wat domadder zënter méi wéi zwou Woche geschitt ass. Dat Gesetz huet awer och virgesinn, dass eng ganz Partie Exekutiounsinstrumenter an och aner Décisioune musse geholl ginn, déi awer allesamt nach net geholl gi sinn.

Mir sinn also elo an der Situatioun, dass mer e Gesetz en vigueur hunn, wat um Pabeier besteet, awer vill méi net, wat awer gläichzäiteg déi al Strukturen, déi funktionéiert hunn, domadder de fait abrogéiert huet. Mir hunn also an zwee Wierder ausgedréckt e Vide juridique an där dote Matière.

D'Regierung huet an der Regierungserklärung dozou gesot, si wéilt dee Punkt nach eng Kéier op de Métier huelen an d'Gesetz ofänneren. Dat ass och vum Transportminister an der leschter Transportkommissioun ugeschnidde ginn, a mir hu gestaunt, wéi de Minister gesot huet, dass e verschidde Méiglechkeete gepréift hätt, an dass se wëllten elo d'Gesetz, au fur et à mesure emol mat der Benennung vum Conseil d'administration lues a lues an d'Liewe ruffen, an da géing ee weiderkucken. Dat ass fir eis awer eng Method, déi absolut onhaltbar ass.

D'Gesetz ass eiser Meenung no reformbedürfteg. Dat hu mer och den 19. Mee scho gesot. A mir wëllen och dofir eng Gesetzespropositioun déposéiere mat folgendem Inhalt: Mir proposéieren den Artikel 29 vum Gesetz vum 29. Juni 2004 dahingehend ze änneren, dass d'Entrée en vigueur net op den 1.Januar 2005 ass, mä eréischt op den 1. Januar 2007. Soss hu mer eng intenabel Situatioun, an déi ass politesch net vertrietbar.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Déi Proposition de loi gëtt un déi zoustänneg Chamberkommissioun weidergeleet.

Mir kommen elo zur Diskussioun vun de Projets de loi 5370, 5372 an 5369 iwwert d'Alters- a Fleegeheimer vu Péiteng, Mamer a Junglënster. D'Madame Famillejeminister Jacobs huet gefrot fir kënnen direkt zu deene Projeten ze schwätzen, well si muss wéinst engem drëngenden Imprévu Véirel bis dräi fortgoen, an dofir denken ech, si mer alleguerten d'accord, dass mer hir d'Geleeënheet gi fir kuerz op déi eenzel Projeten anzegoen, déi dann duerno vun de Rapporteuren am Detail virgestallt ginn. Ech gesinn d'Chamber ass domadder d'accord an dofir, Madame Famillejeminister, hutt Dir direkt d'Wuert zu deenen dräi Projeten.

3. 5370 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation et à l'extension de la maison de soins St Joseph à Pétange

4. 5372 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'État à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Âgées à Mamer

5. 5369 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Junglinster

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, ech géing lech wëlle Merci soen an och de Membere vun der Chamber, dass ech direkt kann e puer Wuert soen zu deene verschiddene Projeten, besonnesch awer och de Rapportricen, wou ech dann net méi d'Geleeënheet hu fir nozelauschteren, mä leider kommen heiansdo Saache vir, déi een net geplangt hat a wou een dann awer net d'Méiglechkeet huet fir dat ze änneren.

De Kolleeg Fränz Biltgen wäert heihinner kommen an déi Doléancen an déi Wënsch, déi opstoe bleiwen, matbréngen oder esou wäit wéi e se ka beäntworten, direkt beäntworten, fir dass d'Deputéierten, déi dozou Stellung huelen, och hir Äntwerte kréien, déi se verdéngen.

Här President, mir haten an der leschter Zäit méi dacks hei Projeten, wou et iwwer Maisons de soins an iwwer Centres intégrés gaangen ass. Dofir wëll ech weder de Rapportricen d'Korinthercher aus dem Kuch eraushuelen, nach wëll ech ufänken dat nach eng Kéier alles ze erklären.

Ech sinn trotzdeem frou, dass mer déi dräi Projeten haut hei kënne stëmmen. Eng Kéier dee vu Péiteng, wou et awer ëm 67 nei Better geet, an en Ëmbau vun deem bestehenden Haus, mat enger Käschtebedeelegung vum Stat vun 13.560.000 Euro, wou de Stat mat 70% participéiert a wou duerno wäerten am Ganzen 143 Better sinn.

En neie Projet zu Junglënster mat 100 Better, wou de Stat zu 80% participéiert a 17.916.000 Euro bäileet, an da méi e klengen, oder loosst mer emol soen, e complémentairë Projet zu Mamer, wou doduerch, dass de Gestionnaire dat décidéiert huet a besser fonnt huet, 18 nei Better an 12 neien Zëmmere geschafe ginn.

A wann ee gëschter déi geschriwwe Chamberchronik gutt gelies hätt, dann hätt ee kënne mengen, et géif do ëm e Projet goe vun 23 Milliounen Euro, a wann een da gesinn huet, dass deen anere mat 100 an deen anere mat 143 Better, deen ee 17 Milliounen, deen aneren 13, dann huet een iergendwou geduecht, do muss eppes an der Rechnung net stëmmen. Et wor awer net de Chroniker, dee sech geiert hat, mä et ass einfach den Ajout zu deem wat ewell eng Kéier gestëmmt gouf an deem Gesetz, esou dass et haut am Fong ëm 2.684.000 Euro geet, no dem neien Index.

Wéi gesot, déi zwee gréisser Projeten, wat Péiteng a Junglënster ubelaangt, sinn no deenen neien Erkenntnisser, déi mer an der Geriatrie an an der Gerontologie an deene leschte Jore gewonnen hunn, mat eenzelnen Zëmmeren, mat Revalidatioun dran, a virun allem och, wat ech denke wat wichteg ass, mat Jardins thérapeutiques dobäi, esou wéi mer se bei deene leschten Haiser ëmmer probéiert hunn ze maachen, fir besonnesch och méi deene Leit Rechnung ze droen, déi eben un Altersdemenz leiden an domadder besser kënnen en charge geholl ginn, esou gutt a wéi ausser den Haiser, a fir domat ze suergen, dass se manner Stress kréien.

Doduerch dass se manner Stress hunn, kënnen se besser mat hirer Krankheet eens ginn, an ech denken, dass et fir si wichteg ass, mä awer och fir hir Familljen, dass se wëssen, dass hir Leit net nëmmen a schéinen Haiser sinn, mä dass se awer och déi beschte Fleeg kënne kréien.

Här President, ech hat déi leschte Kéier, wéi mer hei iwwer esou Projeten diskutéiert hunn, den Deputéierte versprach, dass ech hinne géing Kaarte matbréngen an och Zëmmerzuelen, déi mer mëttlerweil am Lëtzebuerger Land hunn, wat eng Kéier d'Maisons de soins ubelaangt an eng Kéier d'Centres intégrés an ech géing mer erlaben lech déi ze iwwerreechen, fir dass dat och ka publizéiert ginn, fir dass jidderee weess, dass mer net nëmmen am Norden Alters- a Fleegeheimer bauen, mä dass mer probéieren dat iwwert d'ganzt Lëtzebuerger Land ze maachen.

Heiansdo gëtt jo gemengt, dat hätt eppes domat ze dinn, wou de Minister géing hierkommen. Ech mengen, wann Der déi Kaart gesitt a wann Der och déi Projeten héiert, deen een zu Jonglënster, deen aneren zu Péiteng, deen aneren zu Mamer, dann ass dat sécher net verdächteg.

Ech géing just wëlle soen, dass mer de Moment 3.570 bestehend Better an de Centres intégrés hunn, dass mer 1.057 Zëmmeren amgaange sinn, oder Better amgaange sinn ze transforméieren an och auszedehnen, an dass nach 648 Better an der Planung sinn, wat d'Centres intégrés ubelaangt.

Bei de Maisons de soins hu mer 1.265 bestehender, 327, déi an der Transformatioun an an der Extensioun sinn, an 120, déi an der Planung sinn, wat dann e Gesamt mécht vun 1.485 Better. Wann ee weess, dass Leit, déi méi altersfleegebedürfteg ginn, awer kënnen an de Centres intégrés bleiwen, da weess een, dass dat och Iwwergäng sinn, déi sech fléissend maachen, an dass mer dann op en Total vu 6.036 Better kommen, wann déi hei Projete bis realiséiert sinn, a wou mer dann europawäit un der Spëtzt leie mat Zëmmeren, déi zur Verfügung stinn.

Doriwwer gëtt et ënnerschiddlech Meenunge vun de Spezialisten, wou déi eng soen, wat der méi offréiert, wat éischter drop zréckgegraff gëtt. Déi Leit, déi natierlech am Fall sinn, dass se net méi kënnen doheem bleiwen, well se selwer net méi dat kënne maachen, oder well d'Famill net do ass an och net sech kann dorëm këmmeren, déi gesinn dat selbstverständlech aneschters an déi si frou, wa se net enorm laang Waardezäite mussen a Kaf huelen dee Moment wou et dann néideg gëtt, wou dann ee vun de mussen an déi Haiser goen.

Här President, souwäit wéi ech dat an der Chamberskommissioun gesinn hunn, hate mer ëmmer Unanimitéit bei deene Projeten, well och jidderee vun der Noutwendegkeet vun esou engen Institutiounen iwwerzeegt war. Mir wäerte selbstverständlech virufueren ze kucken, wat an deene Servicer, wat d'Aide à domicile ubelaangt, d'Liewe méi einfach mécht vun deene Leit, déi déi Hëllef brauchen, esougutt d'Familljen, wéi gesot, wéi déi Betraffe selwer, fir déi Hëllef virunzeentwéckelen, virun auszebauen an och vun deene Kenntnisser ze profitéieren, déi et am Ausland gëtt.

Dir hutt gesinn, dass zum Beispill de leschte Samschdeg zwou verschidden Institutiounen en éisträichesche Präis kritt hu well se sech besonnesch ëm d'Betreiung vun de Leit këmmeren, wéi dat eben och fréier war, fir hirem biologesche Liewen erëm méi gerecht ze ginn an dat méi opzebauen, amplaz dass dat alles esou fonctionnéiert wéi mir dat eigentlech haut gesinn, an domat de Leit och d'Méiglechkeet ze ginn, sech besser ze orientéieren an ze reorientéieren. Et ass also net alles wat mer nei mussen erfannen, mä villes geschitt och elo op anere Plazen, vun deem mer ouni Zweifel kënne léieren.

Ech denken un eppes, wat mer bis haut nach net maachen, mä wat et awer schonn op der Welt gëtt. Zum Beispill hu se an der Schwäiz zu Zürich e Service, wou se bei d'Leit heem ginn an derfir suergen, dass se eppes an de Frigidairen hunn. Dir sot vläicht: Majo Dir sidd geschwënn total verréckt fir dat och nach ze maachen. Firwat ass dat? Mä net aus Zäitverdreif an och net fir eppes fir d'Metzleren an d'Bäckeren ze maachen, mä well ee gemierkt huet, dass ganz dacks Leit, déi al sinn, entweder vergiessen akafen ze goen oder awer an esou enger Depressioun dra sinn, dass se dann net de Courage dofir hunn. A wa se da vläicht emol eppes géinge wëllen iessen ass iwwerhaapt emol näischt do. An do ass festgestallt ginn, dass ganz vill vun de Leit ënnerernährt sinn, wat jo awer eng Schan an eiser Zäit an op eise Plazen ass, esou dass ee feststellt, dass et eng Partie vu Saache gëtt, déi mer de Moment nach net hunn, mä déi ee sech awer fir d'Zukunft ka virstellen.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, soen ech lech am Viraus villmools Merci fir Äert Verständnis op där enger Säit, an awer och op där anerer fir Är positiv Astellung vis-à-vis vun deenen Institutiounen, vun deene Servicer, déi mer offréiere fir d'Leit vum drëtten a véierten Alter, an ech sinn dovun iwwerzeegt, dass déi selwer an hir Familljen lech alleguerten dat wëssen ze danken.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi 5370, déi honorabel Madame Nancy Arendt. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

Här Gibéryen, wollt Der d'Wuert froen?

Une voix.- Deen ass guer net hei.

M. le Président.- Här Jaerling, pardon.

(Négation)

Dann ass et gutt. Madame Arendt.

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse du projet de loi 5370

Mme Nancy Arendt *(CSV), rapportrice.*- Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, an dësem virleiende Projet gëtt de Stat autoriséiert, den Ëmbau an d'Extensioun vun der Maison de soins Saint-Joseph zu Péiteng mat ze finanzéieren. Et ass ee vu ville Bauteprojeten, déi vun eiser Familljeministesch deponéiert goufen, fir eisen eelere Matbierger, déi net méi kënnen an net méi wëllen eleng liewen, et ze erlaben hire leschte Liewensabschnitt an enger optimal encadréierter Struktur ze verbréngen.

D'Maison de soins vu Péiteng huet momentan eng Capacitéit vun nëmme 76 Better an hëlt souwuel Leit mat wéi ouni psychogeriatresch Problemer op. Dëst Zesummeliewe vun dementen an net demente Leit ass net optimal an et ass een zur Konklusioun komm, dass ee strukturell Ännerunge misst virhuelen a méi e spezifeschen Encadrement virun allem fir déi Leit, déi méi schlëmm dement sinn, misst ariichten.

Duerch den Ëmbau an d'Extensioun vun de Gebailechkeete soll och d'Capacitéit vun dëser Struktur erhéicht ginn, mä wéi scho virdru gesot soll sech virun allem an der Zukunft awer méi spezifesch op den Opfank vu Leit mat schwéiere psychogeriatresche Problemer konzentréiert ginn. Dat ass eng grouss Erausfuerderung fir déi Responsabel wéi och fir d'Fleegepersonal vun der Maison de soins vu Péiteng, déi sech bewosst sinn, dass den Opfank vun demente Leit trotzdeem anescht muss organiséiert gi wéi dee vu Leit ouni sollech Problemer.

Zu Péiteng schafft och zënter September 2001 eng Fleegeéquipe un engem neie Konzept, speziell fir d'Prise en charge vun eelere Leit a virun allem fir d'Prise en charge vun eeleren demente Leit. An innerhalb vun der Maison de soins huet sech och säit Oktober 2002 eng multidisziplinär Aarbechtsgrupp zesummegesat, eng Grupp, déi als Zil huet, d'Kenntnisser, déi se am Kader vu Weiderbildungsformatiounen a Form vu Coaching duerch en unerkannten Expert mat op de Wee krut, an d'Praxis ëmzesetzen. Dëse ganze Projet dréit de schéinen Numm „Maison de vie".

Duerch seng spezialiséiert Struktur kann elo de betraffene Leit eng méi individualiséiert therapeutesch, psychologesch a sozial Prise en charge ugebuede ginn, déi de Besoinë vun de Patienten an dem Verlaf vun hirer Krankheet ugepasst ass. Doriwwer eraus ass fonnt ginn, dass et wichteg wär eng familiär Atmosphär an dëse Strukturen ze schafen, esou dass dës Leit, souwäit et ebe méiglech ass, en heemlecht Gefill vermëttelt kréien. Den Encadrement vun de Pensionnairë soll sech och méiglechst de Gewunnechten a Fäegkeete vun de Pensionnairen upassen, an dat gëtt méi liicht wann d'Leit a méi kleng Unitéiten opgedeelt sinn ewéi a méi grouss.

An dëse virleiende Projet entsprécht dëse Fuerderungen honnertprozenteg. De Projet gesäit nämlech vir, fir d'Capacitéit vun der Maison de soins ëm 42 Better ze erhéijen, déi speziell fir d'Prise en charge vu Leit mat psychogeriatresche Problemer geduecht sinn. Dës 42 Better wäerten a sechs Unitéiten oder sechs Wunngruppen, wou maximal nëmme siwe Leit ënnerbruecht kënne ginn, opgedeelt ginn. All Unitéit huet do hir eege Kichen, e Séjour wou ee sech mat aneren treffe kann, eng Salle à manger, en Nuetscafé wann een net schlofe kann, a wat ech wierklech flott fannen, d'Madame Ministesch huet et schonn erwähnt, ass deen therapeutesche Gaart, deen esou aménagéiert soll sinn, dass een dobannen an dobausse fräi zirkuléiere kann an dass ee sech praktesch net verléiere kann.

(Interruption)

Majo, ech mierken. Dat schéngt méi Intérêt hei ze erwecke wéi mäin therapeutesche Gaart, vun deem ech esou stolz sinn hei ze schwätzen.

All Wunngrupp befënnt sech op engem Niveau, wat d'Zirkuléieren dann och vereinfacht, well et kënnt een da gläiche Fousses an de Gaart ouni mussen eng Trap eropan erofzegoen.

Et gëtt, wéi scho virdru gesot, probéiert e Maximum un Normalitéit an dat Konzept mat anzebauen an d'Gebailechkeeten esou anzeriichten, dass se un eng normal Wunnsituatioun erënneren. An ee vun den Haaptpunkte vum architektonesche Konzept ass deen, dass déi eenzel Gruppen also keng Gäng, keng Couloiren opweisen, fir dass näischt un e Kliniksmilieu erënnert. Esou kann een de Stress op all Eenzelnen op e Minimum reduzéieren an et vermëttelt een e Gefill vu Sécherheet, wat dann och als Konsequenz huet, dass ee manner Medikamenter, also manner Psychopharmaka muss huelen.

Nieft de sechs Unitéiten, déi sech op den Accueil vun de Leit mat psychogeriatresche Problemer konzentréieren, sinn dann och nach 40 Better virgesinn um Niveau vum Centre intégré fir eeler Leit, déi nëmme liicht- oder mëttelschwéier fleegebedürfteg sinn. Dës Better sinn och fir d'Revalidation gérontologique virgesinn, wou och esou Servicer wéi Ergotherapie a Kinésitherapie weider développéiert solle ginn, mam Zil, de physeschen a geeschtegen Zoustand vun de Patienten esou laang wéi méiglech ze erhalen. Dobäi kommen nach 15 Duebelzëmmer, déi a méi grouss a confortabel Eenzelzëmmer ëmdisponéiert ginn, an zwee Zëmmer, déi virgesi si fir de Familljemembere vun de Pensionnairen, déi um Stierwe leien, ze erlabe beim Stierwenden ze bleiwen.

Am Ganze wäert d'Capacitéit - d'Madame Ministesch huet et virdru gesot - vu Péiteng also 143 Better bedroen, an hei hat de Statsrot och eng Fro opgeworf, well an der Konventioun tëschent dem Stat, dem Familljeministère, dem Finanzministère an der Congrégation des Sœurs du Tiers Ordre Régulier de Notre Dame du Mont Carmel S.A., oder vläicht besser bekannt ënnert dem Numm Zitha-Schwëstere, vum 16. Februar nëmme vun 140 Better geschwat gouf. De Familljeministère huet do clarifiéiert, dass am ganze Projet och dräi Zëmmer fir den Hébergement vun de Schwëstere virgesinn a reservéiert sinn, déi dann och vun hinne selwer finanzéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net oninteressant ze wëssen, dass ronn 40% vun de Leit, déi d'Fleegeversécherung an Usproch huelen, un Demenz oder anere Verhalensstéierunge leiden. Wann een da weess, dass dës Pathologië relativ frëi optauchen, esou géint 65 Joer, an dass et am Moment nach net méiglech ass dës Krankheeten ze heelen, da stellt ee ganz schnell fest, wéi wichteg et ass esou spezifesch Opfaangstrukture fir eeler dement Leit zur Verfügung ze stellen.

Grad dofir ass et net nëmmen noutwendeg, nei Strukturen an dësem Beräich ze schafen, wéi zum Beispill och d'Maison de soins zu Ierpeldeng, déi mer d'lescht Joer jo hei gestëmmt hunn, déi sech speziell op den Accueil vun demente Leit spezialiséiert huet, mä och a bestoend Infrastrukture wéi eben déi hei zu Péiteng ze investéieren an se esou ëmzeänneren, dass se sech de Besoinë vun der Populatioun upassen.

Här President, de Choix vum Site, do muss een einfach soen, datt e superflott läit, datt d'Maison de soins vu Péiteng op engem Terrain ausgebaut gëtt, dee mat senger Gesamtsurface vu 66 Ar matzen a Péiteng läit, matzen am Zentrum, niewent der Primärschoul, niewent der Museksschoul an niewent der Kierch, mat enger imprenabeler Vue op de Park vu Péiteng. Dat Péitenger Beispill beweist also, datt et méiglech ass, innerhalb vun enger Stad matzen am Zentrum esou e Komplex opzeriichten a favoriséiert esou d'sozial Integratioun vun de Pensionnairë vun der Maison de soins an d'Bevölkerung vu Péiteng.

Ech wëll nach just ervirhiewen, datt an der direkter Noperschaft och e Foyer du jour fir Kanner fonctionnéiert, a vum Direkter vun der Maison de soins, vum Guy Kohnen, weess ech, datt zënter 2002 regelméisseg Kontakter tëschent deem Foyer du jour fir Kanner an de Leit, déi an der Maison de soins wunnen, bestinn. Ech kéint mer gutt virstellen, datt no der Extensioun dës Kontakter nach weider wäerten ausgebaut ginn, well déi zwee Terrainen, déi stoussen direkt uneneen. Et ass och gewosst, datt esou e Lieu de rencontre - d'Madame Ministesch, kann ech mech erënneren, huet beim Projet vu Mamer dat schonn erwähnt -, datt esou Kontakter tëschent Jonk an Al positiv Effekter mat sech brénge fir déi zwou Gruppen.

Den Ëmbau an d'Transformatioun vun der Maison de soins zu Péiteng entsprécht och deene modernsten Normen am Domän vun der Prise en charge vun eelere Leit, a besonnesch vun eeleren demente Leit. Et kann een och zu dësem Projet bemierken, datt immens vill Wäert op den nidderegen energeteschen Aspekt geluecht ginn ass, wou vill natierlecht Liicht mat eraspillt, an och duerch d'Récupératioun vun thermescher Energie dem ekologeschen Aspekt Rechnung gedroe ginn ass.

Weiderhin entsprécht dëse virleiende Projet engem urgenten nationalen a regionale Besoin u spezifeschen Infrastrukture fir eeler Leit. Säit Dezember 2001 ginn d'Admissiounsdemandë stänneg an d'Luucht. Eleng zu Péiteng sinn am Moment 350 Leit op der Waardelëscht an d'Halschent dovunner aus de Gemenge Péiteng, Kärjeng, Déifferdeng a Suessem. Et sollen dofir haaptsächlech och Leit aus der Gemeng Péiteng an den ustoussende Gemengen an der Maison de soins zu Péiteng opgeholl ginn.

Duerch dës Noutwendegkeet vum Projet dréit de Stat dann och 70% vun den Transformatiounskäschten, wat eng Participatioun vun 13.560.312,90 Euro ausmécht, nom leschten Indice semestriel des prix de la construction vum 1. Abrëll 2004. De Gesamtprojet gëtt op ongefeier 19,4 Milliounen Euro estiméiert. De Sold gëtt vum Bauhär, den Zithaschwëstere, iwwerholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wier selbstverständlech frou wann dëse Projet den Accord vu sämtleche Fraktioune géif fannen. Hien huet op alle Fall den Accord vu menger Fraktioun.

Vläicht nach just eng Bemierkung, déi zwar net direkt an de Rapport gehéiert, mä déi awer indirekt mam Projet ze dinn huet, awer an engem sonnere Projet geplangt ass. D'Gemeng Péiteng baut nämlech um selwechte Site e Foyer du jour Centre gériatrique fir eeler Leit, an hei kënnen och dement Persoune vum Maintien à domicile profitéieren an en Deel vum Dag do verbréngen. Dës Struktur wäert am Kader vu Synergië vun eenzelne Servicer aus der Maison de soins profitéieren, wéi zum Beispill d'Kichen, d'Botz an d'Wäscherei, an esou entsteet hei wierklech en eenzegaartege Komplex op engem Site, deen awer a getrennte Strukturen déi ganz Panoplie vu Betreiungsméiglechkeete fir eeler Leit kann ubidden. An ech soen dat nach eng Kéier: Et sëtzt alles a Péiteng selwer matzen am Stadzentrum. Voilà.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Arendt. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun de Projets de loi 5372 an 5369, déi honorabel Madame Françoise Hetto-Gaasch. Madame Hetto!

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse du projet de loi 5372

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, deen hei virläit, ass de 26. Juli d'lescht Joer vun eiser Familljeministesch deponéiert ginn an zwee Méint duerno, also am September, vum Statsrot aviséiert ginn. De 14. Oktober gouf en an der Familljekommissioun presentéiert an och duerchgeholl, an de schréftleche Rapport vun der Familljekommissioun, deen ech hei kuerz wäert resüméieren, ass de 17. November 2004 ugeholl ginn.

Deen heite Gesetzesprojet gesäit vir, d'Gesetz vum 20. Dezember 2002, dat déi finanziell Bedeelegung vum Stat beim Opbau vum Centre intégré pour personnes âgées zu Mamer festgehalen huet, e bësselchen ëmzeänneren. E kuerze Rappel: Dësem Gesetz no bedeelegt sech de Stat bis zu 80% un den Opbaukäschte vum Centre intégré, inklusiv engem Foyer du jour an engem Centre psychogériatrique. Am Ganze sollt déi finanziell Participatioun vum Stat bei engem Bauindex vu 563,36 op den 1. Abrëll 2004 bei 20.541.449 Euro leien, natierlech ënnert dem Virbehalt vun enger legaler Erhéijung vum Konstruktiounspräis bis zum Ofschloss vun den Aarbechten.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass eis Populatioun ëmmer méi al gëtt an domadder eng regelrecht Erausfuerderung souwuel fir d'Sozial- an d'Gesondheetspolitik wéi och natierlech fir d'Wunnengsbaupolitik duerstellt, ass gewosst. Et ass wichteg, eisen eelere Matbierger adequat Liewens- a Wunnengskonditiounen unzebidden. Net jiddfereen huet d'Méiglechkeet oder awer och de Wonsch, bei der Famill ze bleiwen. A wann déi eeler Leit net méi kënnen eleng an hirer Wunneng bleiwen, an dat trotz deene villen ënnerstëtzende Moossnamen, déi et vum Stat senger Säit aus gëtt, mussen aner Léisunge fonnt ginn.

Wéi gesäit dat am Prakteschen aus? Ma ganz einfach, andeems een am Fong geholl Opfaangstrukture fir déi eeler Leit virgesäit an och schaaft, an zwar souwuel wat elo eng zefridde stellend Qualitéit wéi och eng héichwäerteg Quantitéit ubelaangt. De Stat dréit zënter Joren der demographescher Entwécklung Rechnung. D'Gesetz vum 20. Dezember 2002 an dëse Projet si gutt Beispiller dofir.

Uganks sollt d'Mamer Gemeng de Centre selwer exploitéieren, mä schlussendlech hunn awer déi Gemengeverantwortlech gemengt, et misst een d'Gestioun vum Centre engem spezialiséierten Organismus uvertrauen. Et gouf eng öffentlech Ausschreiwung gemaach, an opgrond vun engem Cahier des charges ass dunn als Gestionnaire d'Kongregatioun vun de Franziskanerschwëstere aus der Stad zréckbehale ginn. De Gestionnaire war allerdéngs der Opfaassung, et misst een eng ganz Rei vun Ännerungen, vu Modifikatiounen ënnerhuelen, fir d'Fonctionnalitéit a virun allem och d'Capacitéit vum Gebai ze erhéijen.

De CIPA zu Mamer hëlt souwuel Leit op, déi valid an onofhängeg sinn, wéi awer och Pensionnairen, déi opgrond vun hirem Gesondheetszoustand speziell encadréiert musse ginn. Well d'Leit net nëmme méi al ginn, mä och well de Prozentsaz vun deenen eeleren, invalide Leit, déi jo op eng Hëllef an eng speziell Prise en charge ugewise sinn, permanent an d'Luucht geet, huet de Gestionnaire virgeschloen, fir där grousser Nofro a puncto Opfaangstrukture fir eeler invalid Leit nozekommen an d'Capacitéit vum CIPA zu Mamer ëm 18 Unitéiten ze erhéijen.

Dësen Ëmbau entsprécht dann och engem reelle Besoin, well d'Gebailechkeeten, esou wéi se am Ufank geplangt goufen, entspriechen net méi den Erwaardungen an och net den Usprech vun de Pensionnairen. Fir elo dësen Usprech gerecht ze ginn, ass et virgesinn, fir um éischten an och um drëtte Stack vum Fligel E6 weider Zëmmer ze schafen, andeems verschidde bestehend Raimlechkeeten ëmgebaut ginn, wéi zum Beispill Raim, déi virgesi waren als Dépôt. Op dës Aart a Weis kënnen elo sechs zousätzlech Zëmmer ageriicht ginn, déi sechs weider Pensionnairë kënnen ophuelen.

Et ass awer och virgesinn, dass sechs Séjouren ofgeschaf ginn. Amplaz, wéi am Ufank virgesi war, véier pro Stack, sollen et der elo nach just nëmmen zwee ginn, wat largement duergeet. An déi sechs Séjouren, déi sollen duerch sechs Appartementer ersat ginn, wou all Kéiers kënnen zwou Persounen dra wunnen. Duerch dës Transformatioune kann dann de Centre weider zwielef Pensionnairen ophuelen. D'Totalcapacitéit vum Centre soll vun 120 op 138 eropgoen.

Niewent deenen Transformatiounen, déi ech elo grad ugeschnidden hunn, kann een awer och nach eng ganz Rei vun aneren Ëmännerungen ervirhiewen. Ech picken der elo just e puer als Beispill eraus. Esou wäert zum Beispill de Sécherheetssystem verbessert ginn. D'Haaptkiche wäert un d'Ufuerderunge vun der Prise en charge besser adaptéiert ginn. Dobäi baséiert sech de Gestionnaire op seng eegen Erfahrungen.

D'Zëmmer sollen an Zukunft duerch eng infrarout Commande beliicht ginn an et wäerten och, an dat schéngt mer ganz wichteg ze sinn, Kameraen installéiert ginn, fir de Parking an d'Haaptentrée ze iwerwaachen. Dës Modifikatioune bréngen natierlech eng ganz Partie Käschte mat sech, esou dass déi finanziell Bedeelegung vum Stat muss adaptéiert ginn, an zwar iwwert de Wee vun enger Ofännerung vum Gesetz vum 20. Dezember 2002.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, genee dat ass dann och d'Zil vun dësem Gesetzesprojet, deen de Stat autoriséiert sech mat 23.619.739,05 Euro un de Konstruktiounskäschte vum Mamer Centre intégré ze bedeelegen. Domadder leie mer mat soe mer emol ronn dräi Milliounen Euro iwwert der Participatioun, déi am Gesetz vun 2002 virgesi war. Den Enheetspräis pro Bett allerdéngs changéiert - dat ass och wichteg - duerch dës Ännerungen net.

Wat d'Finanzéierung ugeet, kann een nach soen, dass de Conseil de Gouvernement am Februar vum leschte Joer den Avenant gestëmmt huet, deen tëschent dem Stat an der Gemeng Mamer ënnerschriwwe gouf an eng Adaptatioun vum Stat senger Participatioun virgesäit. Et kann een och nach soen, fir komplett ze sinn, dass de Statsrot sengersäits zu deem heite Projet en Avis favorable ofginn huet, an ech géif Iech bieden, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir dëse Projet ze stëmmen, e Projet, deen och den Accord vu menger Fraktioun huet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse du projet de loi 5369

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), rapportrice.*- An da fueren ech direkt weider, hunn ech gesot kritt, an zwar mat dem Centre intégré vu Jonglënster. Ech fänken och elo erëm esou u wéi dat hei op menger Ried steet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, deen hei virläit, ass de 26. Juli 2004 vun eiser Familljeministesch deponéiert ginn a vum Statsrot den 22. Oktober 2004 aviséiert ginn. De Projet baséiert op enger Konventioun, déi tëschent dem Stat an der Croix-Rouge den 22. Abrëll vum leschte Joer ënnerschriwwe ginn ass an déi d'Finanzéierung vun de Baukäschte vun engem CIPA zu Jonglënster als Objet huet. Dëse Projet autoriséiert de Stat, sech um Finanzement vum Jonglënster Centre intégré ze bedeelegen.

Dëse Projet ass ee vu ville Bauprojeten, dee sech am Kader vum nationale Programm fir eeler Leit integréiert. E Programm, deen engersäits Moossname virgesäit, fir de Leit et ze erméiglechen esou laang et geet, oder och esou laang et erwënscht ass, an hirem Doheem ze bleiwen, an anerersäits Structures d'accueil fir eeler Leit ze schafen oder bestehender ze moderniséieren.

Et ass gewosst, ech mengen domadder soen ech Iech näischt Neies, dass eis Gesellschaft ëmmer méi al gëtt. D'Zuel vun de Leit iwwer 65 Joer huet sech am leschte Jorhonnert vervéierfacht. An eise Géigende läit d'Liewenserwaardung en moyenne bei de Männer ëm 73 Joer. D'Frae packen et e bësse méi laang. Déi kréien eng Altersmoyenne vun 79 Joer. Vill eeler Leit sinn duerchaus capabel autonom ze liewen…

Une voix.- Dat ass de Gläichheetsprinzip.

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV), rapportrice.*- Dat ass de Gläichheetsprinzip, ganz genee. Vill eeler Leit sinn duerchaus capabel autonom ze liewen an dat bis an den héijen Alter eran. Anerer ginn zum Deel vun hirer Famill encadréiert an och versuergt. Mä ëmmer méi dacks ginn eeler Leit an engem Altersheim oder eben an engem CIPA ënnerbruecht.

Ee Grond dofir ass, dass déi familiär Situatiounen a Strukture geännert hunn. Et gëtt ëmmer méi Familljen, wou déi zwee Partner schaffe ginn, an dann ass et natierlech net einfach dat Berufflecht an dat Familiäert ënner een Hutt ze bréngen. Et gëtt ënnert dësen Ëmstänn natierlech dann och ëmmer méi schwéier eng Bomi oder e Bopa ronderëm d'Auer ze versuergen, och wann een d'Méiglechkeet huet op verschidde Servicer zréckzegräifen.

Niewent den Ännerungen um familiären Niveau kënnt nach de Fait, dass vill eeler Leit vu Familljememberen encadréiert ginn, déi selwer e relativ héijen Alter hunn a sech net méi kënne ronderëm d'Auer ëm déi al Persoun këmmeren. Dofir ass et enorm wichteg, fir eben esou Opfaangstrukturen ze schafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Centre intégré vu Jonglënster soll eeler Leit aus der Gemeng Jonglënster an aus den ustoussende Gemengen ophuelen. Et geet hei drëms, fir eisen eelere Matbierger aus Jonglënster an Ëmgéigend en adequaten Encadrement an engem wierklech fir si familiären Ëmfeld ze bidden, wou de Kontakt mat der Famill an och de Frënn méi liicht kann erhale bleiwen. Et ass méi schwéier Kontakt ze fleege wann dee Foyer, wou een ënnerbruecht ass, wäit ewech ass vu sengem fréieren Doheem.

De CIPA vu Jonglënster, deen eng Capacitéit huet vun 100 Better, wäert matzen am Zentrum vu Jonglënster leien. Duerch dësen zentralen Emplacement soll de Kontakt tëschent der Jonglënster Population an de Pensionnaren aus dem Centre intégré gefuerdert ginn, wat zu enger gudder sozialer Integratioun vun de Pensionnairë bäidréit. A well dëse Centre och nach ganz no bei där neier Spillschoul an dem Précoce läit, favoriséiert dëse Projet och intergenerationell Echangen, wou also déi jonk deenen eelere Leit kënne begéinen. D'Madame Arendt ass elo éinescht scho méi am Detail dorobber agaangen.

Duerch seng Panoplie u Servicer ass et dem CIPA méiglech esouwuel valid eeler Persoune wéi awer och méi ofhängeg Leit, wéi zum Beispill dement Leit opzehuelen. Wann et och wichteg ass all Pensionnairen, egal a wéi engem Zoustand vun Ofhängegkeet se sinn, an enger eenzeger Struktur ënnerzebréngen, esou muss een dach awer bedenken, dass esou en totaalt Zesummeliewen net ideal ass.

Läit de Prozentsaz vun de Patienten, déi ënnert schwéiere psychogeriatresche Problemer leiden, iwwer 25% vun der gesamter Populatioun, dann ass dat den Experten no net méi méiglech, dass een do kann eng komplett Cohabitatioun maachen.

Just als Niewebemierkung, eng vu fënnef Persounen iwwer 80 Joer leit ënnert Demenz. Wann ee bedenkt, dass déi Persounen, déi iwwer 80 Joer al sinn, d'Halschent vun der Populatioun an engem Centre ausmaachen, da schéngt et kloer, dass wann ee wëlles ass alle Pensionnairen déi beschte Liewenskonditiounen ze bidden, een an deem Fall wierklech muss kucken, déi Leit mat enger Demenz a getrennte Raimlechkeeten ënnerzebréngen, wou se dann och extra kënne betreit ginn.

De Centre intégré vu Jonglënster wäert de Besoine vun all de Pensionnairen entspriechen. D'Gebai ass nämlech an zwee verschidden Deeler gespléckt. Schwéier ofhängeg, virun allem dement Leit kënnen an engem eegens fir si konzipéierten Espace liewen, ouni permanent deene fuerschenden an och dacks béise Blécker vun hire valide Co-Pensionnairen ausgesat ze sinn. Déi zwee Deeler fonctionnéieren alleguerte mat eegenem Personal, an doduerch kann een de Pensionnairë méi en individuellen Encadrement garantéieren. Dat ass virun allem bei demente Pensionnairë wichteg. Si hunn an dësem Fall ëmmer déiselwecht Bezuchspersounen.

Wann den CIPA och an zwee Deeler gespléckt wäert ginn, ass et awer esou, dass verschidde Raimlechkeete vun de Pensionnairen alleguer kënne benotzt ginn. Den CIPA gëtt op engem Terrain gebaut, deen d'Gemeng Jonglënster der Croix-Rouge ënner Form vun engem Bail emphytéotique fir eng Dauer vun 49 Joer zur Verfügung gestallt huet. An de Centre wäert sech och ganz harmonesch an dat bestehend Landschaftsbild afügen.

Den architektonesche Konzept notzt nämlech déi natierlech Pente vum Terrain wou d'Gebai histoe kënnt, dat heescht vun der Rue Rham aus, wou ee Plain-pied erageet, a wat och am Fong geholl den Haaptagang ass, bis erof op den Niveau vun der Schwaarzer Ernz.

Fir dass Der Iech dat elo bildlech kënnt virstellen, vu dass mer hei net mat Powerpoint-Presentatioun kënne schaffen, wollt ech Iech awer soen, dass dat Gebai ausgesäit wéi en E. Den ieweschte Stack vum Réck vum E an dee viischten Deel, also dat éischt Been vum E, dat ass am Fong geholl dat wat eraussteet.

(Interruption)

D'Philharmonie gesäit och esou aus.

Dat ass also dat wat eraussteet, a wat een och vun der Strooss aus gesäit, wat am Fong geholl dee Moment um Niveau Null läit vun der Rue Rham.

An dann déi zwee Wunnfligelen, wat am Fong geholl dat mëttelst Been vum E, an dat ënnescht Been vum E ass, leien um Niveau minus eent a minus zwee, wou een dann ënnen op der Wiss erauskënnt.

Vum ieweschte Stack, also um Niveau vun der Rue Rham, huet een eng Vue op d'Gäert, déi um Daach vum Wunnengsdeel aménagéiert sinn. An dës Gäert sinn am Fong geholl geduecht, fir dass déi valid Leit kënnen doranner schaffen a wudderen. Op dësem ieweschte Stack fanne mer dann awer och den administrativen Deel mat engem Restaurant, wou soll en Aquarium an d'Baussemauer integréiert ginn, engem Coiffeursalon, engem Cybercafé, keng Bar fir owes, dat ass hei net virgesinn, dann awer Pédicure a Manicure an eng Pianosbar, wou d'Leit vu baussen häerzlech wëllkomm sinn.

All dës Servicer sinn op der Säit vun engem Wee, dee laanscht d'Gebai erof bei d'Grëngs a bei d'Schwaarz Ernz féiert.

Dës Raim a Servicer sollen, an dat ass wierklech de Wonsch och vun der Croix-Rouge, d'Points d'attraction gi fir d'Awunner aus der Gemeng, e ganz wichtegen Aspekt, well en dozou bäidréit, dass d'Pensionnairë sech valoriséiert fillen.

Um Stack drënner sinn dann d'Wunnenge fir déi valid Persounen a Raimlechkeete fir spezifesch Servicer. De Foyer de jour, den Therapieberäich, wou e komplette Programm ugebuede gëtt, zum Beispill Kiné, Ergotherapie, Psychogeriatrie, e Snoozleraum, Raim wou déi eeler Leit wierklech d'Méiglechkeet hunn eng Bezuchspersoun fir e puer Minutte ganz eleng fir sech ze hunn, an dat ass anscheinend fir déi eeler Leit ganz wichteg.

Doniewent ass hei eng Kichen an et ass virgesi fir e Wellness-Beräich mat Sauna a Whirlpool ze installéieren. Dat, well déi Responsabel vun der Croix-Rouge der Meenung sinn, dass et hautdësdags net méi duergeet, dass ee riseg inox Bidden an e kale Raum setzt an dann déi eeler Leit do wäscht a buet, mä dass den eelere Mënsch vun haut déielwecht Usprëch huet wéi mir, an am Fong geholl och e Recht drop huet a sengem Alter gutt versuergt ze sinn.

Deen ënneschte Stack ass da fir déi dement Persoune reservéiert, och eege Wunnengen, e Foyer de jour, wou d'Aktivitéiten, déi fir si ugebuede ginn, kënnen ofgehale ginn, an och nees Raim wou spezifesch Servicer fonctionnéiere mat eegenem Personal, esou dass se och wierklech ëmmer erëm déiselwecht Bezuchspersoune ronderëm sech hunn.

Déi dement Leit kënnen och hei an en eegene Gaart erausgoen, e Gaart, deen am Fong geholl esou wéi e Bannenhaff konzipéiert ass, esou dass si sech net veriren an och ëmmer erëm duerch e Circuit, dee spezifesch ugeluecht ginn ass, an hir Wunneng erëmfannen. Duerch Hecken ass dat Ganzt e bësselchen ofgegrenzt, well haaptsächlech bei Alzheimerpatiente muss gefaart ginn, dass se sech net zurechtfannen an och de Wee net bis an hir Wunneng fannen.

Et gesäit een also zwee Haiser ënner engem Dach mat eegenem Personal a gemeinsame Raimlechkeeten, déi vun alle Pensionnairë kënne genotzt ginn. Vun deenen 100 Better sinn iwwregens véier Zëmmere fir Koppele virgesinn. Hei kënnen aus aacht Eenzelzëmmer véier duebeler gemaach ginn, dat ewell d'Eenzelraim flexibel an och amovibel Maueren hunn.

Deene Responsabele vun der Croix-Rouge ass et awer och wichteg, dass an engem Esprit vu Soins palliatifs gebaut gëtt. Si sinn der Meenung, dass bal all Mënsch de Wonsch huet, do ze stierwen, wou e gelieft huet. Duerfir hu si bewosst op eng speziell Unité de fin de vie verzicht, well all d'Apparater, déi e Mënsch brauch fir an der Dignitéit an och schmäerzfräi ze stierwen, déi kënnen hei bis an de Pensionnaren hir Wunnenge bruecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt hei ass e ganz moderne Konzept vun der Prise en charge vun eelere Leit virgesinn, dee sech net nëmmen um Niveau vun der Konzeptioun vum Gebai erëmspigelt, mä och wat den Encadrement vun deenen eenzelne Pensionnaren ubelaangt. Soubal - just fir ee weidert Beispill ze nennen - nei Pensionnairen ugeholl ginn, gëtt fir si en individuelle Programm ausgeschafft a se ginn da vun enger Equipe parrainéiert. Zu dëser Equipe gehéieren ee Pensionnaire, ee Member vun der Équipe soignante an och ee Bénévolen.

An dann nach een interessanten Detail um Enn: Gehëtzt gëtt de Centre intrégré vu Jonglënster duerch d'Holzhackschnitzelfeuerungsanlag vun der Gemeng, un déi och aner öffentlech Gebaier ugeschloss sinn.

Elo komme mer da bei deen interessante Punkt, dat sinn d'Käschten, a wat déi ubelaangt, esou gëtt den Totalkäschtepräis op 22.395.225,97 Euro geschat, d'TVA an d'Honorairen abegraff. A laut dem Artikel 13 vum ASFT-Gesetz vum 8. September 1998 huet de Regierungsrot décidéiert, dass de Stat sech géif mat 80% un de Baukäschte vun dësem Centre intégré vu Jonglënster bedeelegen.

Dobäi entsprécht dëse Projet engem dréngende Besoin, esouwuel um regionale wéi och um nationale Plang. Dem Stat säin Engagement dierf net iwwer 17.916.180 Euro erausgoen, ofgesi vun de semestriellen Adaptatioune vum Bauindex. Dee Moment, wou deen heite Projet adaptéiert gouf, louch dee leschte Bauindex, dee matgedeelt gouf, an zwar dee vum 1. Abrëll 2004, bei 588,92, an déi Montanten, déi elo ugeschwat goufen, entspriechen natierlech dësem Wäert.

Dobäi muss een och nach betounen, dass de Statsrot a sengem positiven Avis vum 12. Oktober 2004 drop higewisen huet, dass d'Präisser pro Bett am Allgemenge stabel sinn, an dëse Projet mécht do keng Ausnahm; de Präis pro Bett läit bei 223.952 Euro.

Nach eng lescht Bemierkung: Falls d'Croix-Rouge misst dem Stat seng Participatioun virfinanzéieren, gesäit de Projet vir, dass de Stat d'Zënse vum Prefinanzement soll iwwerhuelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif Iech am Numm vun der Familljekommissioun bieden, dëse Projet ze stëmmen, e Projet, deen iwwregens och den Accord vu menger Fraktioun huet, an ech soen Iech elo villmools Merci fir dat laangt Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Als éischte Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt, datt ech deenen zwou Rapportricë félicitéiere fir hire ganz gudde schréftlechen an och mëndleche Rapport, dee se hei zesummen an der Chamber ofgeluecht hunn. Ech kucken och ganz kuerz do derduerch ze kommen, well zu deem, wat mer presentéiert kritt hu vun deenen zwou Rapportricen, kann een op jidde Fall keng technesch Detailer nach dobäi soen oder aner Reflexiounen. Ech mengen, déi waren alleguerte ganz, ganz komplett

Et ass effektiv esou, datt d'Leit ëmmer méi al ginn, datt d'Alterspyramid op der Kopp steet, wéi ee seet, an och wéi d'Madame Hetto virdru gesot huet, datt mer haut ebe véiermol méi Leit iwwer 65 Joer hunn ewéi dat nach virun 100 Joer war. Dat huet dozou gefouert, datt mer eng ganz Rei vu Waardelëschten hunn an eise Strukture fir eeler Leit opzehuelen, sief et an eise CIPAen, sief et an de Maisons de soins uechtert d'ganzt Land.

Dat huet och dozou gefouert, datt zu engem gewëssen Zäitpunkt ganz vill eeler Leit hu missen am Ausland op Strukturen zréckgräifen, wat mat Sécherheet net déi glécklech Situatioun ass, respektiv och innerhalb vun eisem dach klenge Land an eng aner Regioun hu misse goen, wou se dann awer ofgeschnidde ware vun hirem normalen Encadrement, vun deene Leit, déi se kannt hunn, vun hirer Famill, etc., etc., wat bestëmmt net begréissenswäert ass.

Dofir ass et nëmmen ze beluewen, datt deen Nohuelbedarf do zum Deel - ech soen zum Deel - schonn opgeholl ginn ass. Mir hu jo och héiere virdru vun der Madame Minister, datt eng Rei vun Transformatiounen a Realisatiounen um Instanzewee an a Planung sinn, esou datt deen Effort do mat Sécherheet weider wäert goen, an dat kënne mer als Demokratesch Partei och nëmme ganz kloer ënnerstëtzen.

Wann hei an der Chamber iwwer esou Projetë geschwat gëtt, da geet et meeschtens ëm de Bauteprojet, dat heescht, do gi grouss Infrastrukture geschafen. Dat ass allerdéngs nëmmen een Element. Mer brauchen, wat d'Betreiung vun eelere Mënschen ubelaangt, e ganze Mix u Mesuren; dat sinn Infrastrukturen, dat sinn awer och Servicer an Hëllefsleeschtunge fir d'Leit doheem. Esou laang se doheem eleng oder an der Famill kënne betreit ginn an doheem eleng eegestänneg hiert Liewe kënne féieren, solle mer dat sécherlech och als eng vun de Pisten opzeechnen, deene mer sollen nogoen an déi mer sollen erméiglechen.

Gläichzäiteg wëll ech och nach eng Kéier ënnersträichen, datt déi heite Projeten, awer och aner Servicer, déi ugebuede ginn, sécherlech dozou bäidroen, datt ëmmer méi Leit hei am Land hire Liewensowend an Dignitéit kënne verbréngen. Och dat ass, mengen ech, vu jiddferengem hei am Haus beluewecht ginn an der leschter Zäit, a wäert och an Zukunft nach ëmmer positiv ënnerstrach ginn. Et si jo och ëmmer esou Projeten, déi hei eng grouss Unanimitéit fannen.

Ënnersträiche wëll ech och nach eng Kéier, datt déi dräi Projeten, esouwuel Péiteng wéi Mamer wéi awer och Jonglënster matzen an der Uertschaft leien, wat wichteg ass. Et ass emol eng Zäit ginn, wou esou Infrastrukturen ausserhalb un d'Peripherie geluecht gi sinn, wat sécherlech net dozou bäigedroen huet, datt mer déi eeler Matmënschen an eis Gesellschaft integréieren, datt mer och deen eelere Mënsch als en aktive Mënsch gesinn, deen net ausgespaart soll ginn, mä deen e ganz, ganz wäertvolle Mënsch ass, op deem seng Erfahrung mer net solle verzichten, an dee mer och solle probéieren a ganz geziilten Aktivitéiten an eis Gesellschaft mat anzebannen.

Och datt mer Kontakt brauchen tëschent jonken an eelere Leit ass an deem engen oder anere Projet hei ënnerstrach ginn. Datt mer deenen eelere Matmënschen och sollen erméiglechen um sozialen, um gesellschaftleche Liewen deelzehuelen, gëtt och alles doduerjer méiglech gemaach, datt mer déi Projeten do matzen an d'Uertschaften, also do wou dat gesellschaftlecht Liewen sech och ofspillt, implantéieren.

Wa mer méi eeler Leit kréien, heescht dat allerdéngs dann och, datt aner Phenomeener ëmmer méi

heefeg ginn, zum Beispill d'Altersdemenz. Duerfir ass et och wichteg, datt mer Infrastrukture schafen, déi grad adaptéiert sinn op esou Problematiken ewéi déi doten, déi ëmmer méi heefeg ginn, an déi effektiv eng speziell Betreiung brauchen. Duerfir ass et ze begréissen, datt zum Beispill am Projet vu Péiteng sech dorobber ënner anerem spezialiséiert ginn ass, respektiv wäert ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Och sinn déi aner Mesuren, déi oft an esou Infrastrukturen ugebuede ginn, wéi e Foyer du jour, wéi e Centre psycho-gériatrique ze begréissen. Do kommen eng ganz Rei vu Leit zesummen, déi herno och vun anere Servicer, déi op deene Plazen ugebuede ginn, kënne profitéieren. Et familiariséiert ee sech mat deenen Infrastrukturen, mam Personal, etc.. Dat ass sécherlech alles ze begréissen.

Och ze begréissen ass et, datt d'Stierwe keen Tabu an deenen Haiser ass. Gestuerwe gëtt an deenen Haiser, dat ass wouer, an och datt vu virera gekuckt gëtt, ënner wat fir enge Konditiounen do gestuerwe gëtt, a wéi et méiglech ass, och de Mënsch op sengem allerleschte Wee ze begleeden, vun der Famill ze begleeden, an datt e wierklech ënner mënschewierdegen Ëmstänn aus dem Liewe scheet.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt d'Demokratesch Partei op jidde Fall déi dräi Projeten do, wéi och aner Projeten, déi nach wäerte kommen an Zukunft an deem doten Domän, wäert ënnerstëtzen, an hei den dräi Projeten hir Zoustëmmung wäert ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Als nächst Riednerin huet d'Madame Dall'Agnol d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als Minettsdapp hunn ech haut d'Éier Iech de Projet Péiteng ze kommentéieren. Et wäert d'Rapportrice sécher freeën, wann ech direkt Faarf bekennen a soen, dass eis Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen, well et e gudde Projet ass a well et och ee Projet ass, deen noutwendeg ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen alleguerten, datt de Maintien à domicile och Grenzen huet, a virun allem ëmmer dann, wann déi betraffe Persoun net méi adequat kann encadréiert ginn, respektiv ëmmer dann, wann d'Qualitéit vu de Soinen net méi ka garantéiert ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir wëssen och, an dëst steet jo och explicite am Exposé des motifs, datt an dësem bestëmmte Fall, nämlech an der Maison de soins zu Péiteng, eng Waardelëscht, wann ech mech richteg erënneren, vun ëmmerhin 350 Persoune besteet, an ech mengen, datt dee Chiffer eleng eis beweist, dass nach vill ze maachen ass, fir genuch Plaze fir eis eeler Matbiergerinnen a Matbierger ze schafen.

Mir wëssen dann och, datt et sech bei dësem Projet ëm en Ausbau op effektiv 140 Better handelt an datt dat also och nëmmen eng Drëps op de waarme Steen ass, wa mer dat mat der Waardelëscht vergläichen. Mä et ass eng richteg an et ass awer och eng wichteg Drëps. Et ass e Schrëtt an déi richteg Richtung, fir déi Leit, déi eben net méi kënnen doheem versuergt ginn, gutt, adequat a virun allem och mënschewierdeg ënnerzebréngen.

D'Bewunner vun dësem Projet, dat hutt Der héieren, dat ass jo eng Population mixte. Dat heescht konkret an dësem Fall, een Deel vun de Bewunner leit ënner Demenzproblemer. A genau hei läit dann och den innovative Charakter vum Projet - d'Rapportrice ass jo och kuerz schonn drop agaangen -, nämlech datt d'Personal extra forméiert ginn ass, an datt an enger Aarbechtsgrupp och gekuckt gëtt fir progressiv eben en neie Modell de prise en charge anzeféieren, deen dem Liewensrhythmus vun demenzkranke Persoune verstäerkt wäert Rechnung droen.

Eng gutt Saach also, well net nëmme garantéiere mer esou, datt déi betraffe Leit excellent encadréiert ginn, mä virun allem bidde mer hinnen och d'Méiglechkeet, trotz hirer Krankheet esou vill wéi méiglech en eegestännegen an och onofhängegen Alldag ze hunn.

D'Awunner ginn dann awer och un déi alldeeglech Tâchen, déi ufalen, mat erugezunn, an och dëst ass eng gutt Iddi, net eleng well vill eeler Leit, ob krank oder och net, hiren Dagesoflaf, dee se 70 an och méi Joren haten, net méi wëllen an och net méi kënnen einfach vun haut op muer änneren an opginn.

Dëse Projet bitt hinnen dann zum Beispill och d'Méiglechkeet ze kachen, net nëmme fir sech, mä och zum Beispill fir hir Matbewunner. An d'Haaptiddi vun dësem Projet besteet jo dann och dodran, de Bewunner en „normaalt Liewen" am Alldag ze garantéieren.

Ee Pluspunkt vun dësem Projet ass och deen, datt e sech ganz flott a seng Ëmgéigend agliddert, an datt eben och d'Awunner vun där Maison de soins doduerch, datt en no beim Zentrum ass a bei anere sozialen, gesellschaftlechen Ariichtungen, och déi eng oder aner Méiglechkeet ausserhalb vun hirem neien Doheem wäerten hunn.

Dir gesitt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, - an d'Rapportrice a mäi Virriedner hu jo och scho munches ënnerstrach an erausgestrach - datt dëse Projet eben eng ganz Rei flott, modern an och innovativ Elementer beinhalt. Mir hunn dann och Enn Oktober d'lescht Joer hei an der Chamber schonn eng ganz Rei familljepolitesch Projeten, déi dësem ähnlech sinn, evakuéiert. Ech erënneren lech u Klierf, un Ettelbréck, un Ierpeldeng bei Ettelbréck, an och d'Rumm hei an der Stad, esou datt dëse Projet e weidere Schrëtt ass, fir eng adequat Betreiung vun eisen eelere Leit ze garantéieren an domat och hir Liewensqualitéit alles an allem verbessert.

Ech géing mer dann och erlaben, den Här Mill Majerus aus dem Familljeministère ze zitéieren, dee vis-à-vis vum „Lëtzebuerger Wort" sot: „Wir brauchen Einrichtungen, die Geborgenheit, Anerkennung, Respekt und Gemeinschaft vermitteln, wo alte Menschen sich mit ihren persönlichen und generationsspezifischen Eigenschaften angenommen wissen. Senioreneinrichtungen brauchen den Bedürfnissen der Bewohner angepasste Infrastrukturen, qualifizierte und motivierte Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter, die interdisziplinär, kreativ und engagiert zusammenwirken."

Méi treffend, mengen ech, kann een et guer net op de Punkt brëngen. Alles an allem ass dëst esou ee Projet wéi den Här Majerus sech e virstellt, en excellentë Projet also, an deen dann och engem nationale Besoin entsprécht.

Ech géing domat schléissen, net ouni awer nach der Rapportrice Merci ze soe fir hir Aarbecht, an nach eemol u meng Wierder vun aganks ze erënneren, nämlech datt eis Fraktioun dëse Projet wäert stëmmen.

Domat soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Claude Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elo dräi Projets de loi virleien, déi alleguer ganz no beienee leien, an duerfir ass dat och flott, datt mer se kënne mateneen diskutéieren. Et sinn excellent Rapportë vun den zwou Rapportricen do, souwuel mëndlech wéi schréftlech. Ech wëll elo hei net méi alles widderhuelen, wat scho gesot ginn ass. Ech wëll kuerz op déi eenzel Projeten agoen, duerno awer e bësse vu menger Riedezäit profitéieren, fir méi allgemeng Gedanken zu der Entwécklung am Secteur vun den Alters- a Fleegeheemer ze féieren.

Fir d'éischt de Projet 5370, d'Participatioun vum Stat un der Transformatioun an Extensioun vum Fleegeheem Saint-Joseph zu Péiteng. Am Exposé des motifs steet, datt ganz vill Pensionnairë vill Hëllef brauchen an deem Haus. Virun allem déi ëmmer méi grouss Zuel vu Senioren, déi un enger Altersdemenz leiden, maachen en Ausbau dréngend noutwendeg. Déi bestehend Infrastrukture musse renovéiert a moderniséiert ginn. 2004 stoungen 350 Persounen op der Liste d'attente, dat ass vill. Mä déi Listes d'attente si mat Virsiicht ze betruechten, ech kommen nach dorobber zréck. D'Zuel vun de Better geet vu 76 op 143 erop, d'finanziell Bedeelegung vum Stat ass 70%. Déi gréng Fraktioun wäert dëse Projet stëmmen.

De Projet 5372, d'Modifikatioun vum Gesetz vum 20. Dezember 2002 wat d'Bedeelegung vum Stat beim Bau vum CIPA zu Mamer duerch d'Gemeng betrëfft. Am Gesetz vun 2002 war dem Stat seng Hëllef bei ronn 3,6 Milliounen Euro Index 100. No dësem Gesetz ass dem Stat seng Hëllef op ronn 4 Milliounen Index 100 eropgaangen. Dat ass en Dépassement vun ongeféier 10%.

Wann een dann nach bedenkt, datt mat dësen Transformatiounen d'Zuel vun de Better vun 120 op 138 eropgaang ass, da war et einfach eng Chance, datt déi Mamer Gemeng décidéiert huet, d'Gestioun vun hirem Haus enger spezialiséierter Organisatioun ze iwwerloossen. De Statsrot an d'Chamberkommissioun halen och fest, datt d'Participatioun vum Stat net iwwert déi urspréngleich ofgemaachten 80% erausgeet.

Interessant bleift awer d'Tatsaach, datt den urspréngleche Projet, nach ier e richteg fäerdeg war, huet misse relativ wäitgehend modifizéiert ginn, wéi d'Gemeng déi a mengen Ae richteg Décisioun geholl huet, d'Gestioun net selwer ze maachen. Och wann dat hei zu engem gudde Resultat gefouert huet, bleift awer erëm d'Fro vun der professioneller Begleedung a Planung an esou grousse Projeten duerch de Stat, deen hei am Ufank mat 20,5 Milliounen Euro an elo mat 23,6 Milliounen Euro engagéiert ass. Déi gréng Fraktioun wäert och dëse Projet stëmmen.

Dann de Projet 5369, d'Participatioun vum Stat beim Bau vun engem CIPA zu Jonglënster. Een, wéi mir fannen, ganz interessante Projet, deen e puer Iddie mat verschafft, déi och deene Gréngen extra um Häerz leien. Et ass e Projet mat 100 Better, also e bësse méi bescheiden an der Zuel vun de Pensionnairen. En ass bewosst zentral an der Uertschaft Jonglënster ugeluecht. Am Exposé des motifs geet Rieds vun engem «modèle intergénérationnel dans lequel se croisent les jeunes et les avancés en âge». Déi geographesch Proximitéit zum Précoce an der Spillschoul ass interessant. Do kéint jo deen intergenerationellen Austausch realiséiert ginn, deen am Exposé des motifs ugeschwat ass.

Weider heescht et, de Centre soll en Haus vun der oppener Dier sinn an e Kommunikatiounszentrum fir Veräiner a Leit vun allen Alteren. Et solle Geschäfter an de Centre kommen, déi fir all Leit op sinn, genausou wéi déi medezinesch Déngschtleeschtungen am Centre och solle fir d'Leit op sinn.

Et geet Rieds vun enger Équipe de parrainage, déi fir all Pensionnaire direkt no senger Admissioun en individuelle Programm zesummestellt. Dës Equipe setzt sech zesummen aus engem Résident, engem Member vum Fleegepersonal an engem Bénévolen. Eng formidabel gutt Saach! Hoffentlech klappt et mam Bénévolat.

Dat sinn alles flott Virstellungen, an ech mengen och déi responsabel Gestionnairë vum zukünftege CIPA Jonglënster wëssen, datt dat alles net vum selwe funktionéiert, mä professionell begleet an ënnerstëtzt muss ginn. Luewenswäert fanne mir och, datt d'Gebai mat enger zentraler Holzpaletten-Heizung soll gehëtzt ginn an datt Wäert op eng gutt Isolatioun geluecht gëtt.

De Projet huet awer och zwee Aspekter, déi eis net esou gutt gefalen. Op der Säit 5 vum Exposé des motifs steet e Saz, deen inhaltlech ganz bestëmmt seng Berechtegung huet, a senger Formulatioun awer e bësse brutal ass, an un deene ville gudde Virsätz, déi ech elo grad gelueft hunn, e bëssen zweifele léisst. Dat ass de Saz: «Le fait de créer deux maisons différentes sous un même toit permet de séparer les personnes dépendantes des personnes valides.»

Esou brutal wéi de Saz dosteet kéint ee mat e bësse schlechtem Wëlle sech virstellen, datt déi Équipe de parrainage do sëtzt an Uerteeler fält. Dobäi ass jo awer Altersdemenz e Prozess, dee bei all betraffenem Patient ënnerschiddlech schnell antrëtt a sech ënnerschiddlech entwéckelt, a bei jiddferengem och aner Auswierkungen huet.

Wa mer dann och nach keng transversal Wiesselméiglechkeeten tëschent deenen zwou Filièren zouloossen an och nach keng Mesures de recours virgesinn, dann hu mer een zweeglidderege CIPA-System, dee mer jo awer net wëllen a brauchen. Well ech awer voll guddem Wëll sinn an och den Ausféierunge vun der Rapportrice nogelauschtert hunn, ginn ech einfach dovunner aus, datt dee Saz e bësse streng formuléiert ass, an et ass just gemengt ginn, datt mer deene Leit, déi un enger Altersdemenz leiden, Raimlechkeete wëlle schafen, wou si sech wuel fillen an ënner enger gudder Betreiung hirem Liewen an Dignitéit kënnen nogoen, sou wéi hire Gesondheetszoustand et erlaabt.

En zweete Punkt, deen ech och nach wëll uschwätzen: Och wa mer et begréissen, datt de regionale Charakter vum CIPA vu Jonglënster ervirgehuewe gëtt, menge mir, datt et e bëssen iwwert d'Zil ewechgeschoss gëtt, wann et heescht: „Les conditions d'admission des pensionnaires sont fixées par écrit par un comité d'admission composé de représentants des communes, des médecins exerçants dans ces communes, de travailleurs sociaux ainsi que de gestionnaires de l'établissement."

Dee Gedanke geet dovun aus, datt nach ëmmer déi meescht Leit do an d'Schoul ginn, wou se op d'Welt kommen, do schaffe ginn, wou se an d'Schoul gaange sinn, eventuell nach d'Nopeschmeedchen oder den Nopeschjong bestueden, an da schliesslech a logescherweis do an d'Altersheem ginn, wou se hiert ganz Liewe verbruecht hunn. Dat klappt awer ëmmer manner oft, an et ass och nëmmen e klengen Deel vum Problem. Ech kommen elo geschwënn a menge méi allgemengen Ausféierungen nach eng Kéier op dëse Problem zréck.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, ech hunn et scho gesot, déi Gréng si mat deenen dräi Projeten d'accord, a mir wäerten déi dräi Projeten och mat stëmmen.

Ech wëll awer nach e bësse vu menger Riedezäit profitéieren, fir eng Rei Froen opzewerfen, déi sech mir gestallt hunn, wéi ech mech mat deene ville CIPA- a Maisons-de-soins-Dossierë vun der leschter Zäit beschäftegt hunn. Ech mengen, et wier derwäert, sech mat dëse prinzipielle Froen e bësse méi intensiv ofzeginn.

Als Iwwerschréft fir mäi klengen Exposé klauen ech mer den Titel vum 12. Kapitel vun der Broschür „Für und mit Senioren" vum Familljeministère. Den Titel ass op lëtzebuergesch dann „Wéi vill Alen- a Fleegeheembetter braucht eist Land?". Niewent deenen dräi Projetë vun haut, déi mer elo geschwënn - an ech ginn dovun aus mat Unanimitéit - stëmme wäerten, hate mer schonn am Dezember dräi aner Projetë gestëmmt: d'Fleegeheem fir Alzheimerpatienten zu Ierpeldeng bei Ettelbréck, d'Vergréisserung an d'Transformatioun vum CIPA um Plateau du Rham hei an der Stad an e Fleegeheem zu Klierf.

Déi Hären Empel, Majerus a Wagner vum Familljeministère hunn an hirem Artikel eng Rei ganz interessant Zuele verschafft a ginn och direkt eng Äntwert op hir Fro, wéi vill Better datt mer brauchen: „Der Bedarf an Altenheimbetten könnte im Jahr 2010 zwischen 5.460 und 5.480 liegen." Dës, wéi ech mengen, ganz prezis Zuele sinn d'Resultat - dat schreiwen déi Häre selwer - vun den Zuele vun der Vollekszielung vum 1. Januar 2001 an enger Statec-Virausso fir d'Joer 2010. A well d'Auteuren eis net verroden, wéi se gerechent hunn, ass et och net kloer, wéi eng grouss Feelerquot muss agerechent ginn.

Aus deenen Zuelen, déi mer haut de Mëtteg kritt hunn, geet ervir, datt elo scho mat den Transformatiounen a Planungen, déi engagéiert sinn, 6.036 Better a Senioreninstitutiounen engagéiert sinn. Also, scho méi ewéi 600 weider, wéi mer der eventuell 2010 géinge brauchen.

Ech hu meng Problemer mat dësen Hypotheesen aus dem Familljeministère, an ech erklären och firwat. Mir wëlle jo, datt ëmmer méi Leit ëmmer méi al kënne ginn, an datt mir dat kënnen ënnert deene beschtméigleche Konditioune ginn. Al ginn an al sinn ass net ëmmer mat Krankheet a Misär verbonnen. Et gëtt zu Lëtzebuerg ganz vill eeler Leit, déi valid, selbststänneg a gesond sinn. Wann dann och nach d'Pensioun stëmmt an déi finanziell Suerge méi kleng sinn, dann ass et eng Freed al ze ginn. Och dat soll eng Kéier hei gesot sinn.

Mir fueren hei zu Lëtzebuerg zweegleiseg, fir eise Leit am Alter eng méiglechst héich Liewensqualitéit ze erhalen. Mir bauen eist Netz vun ambulanten Hëllefsmoossname konsequent aus, fir datt d'Leit méiglechst laang doheem kënne wunne bleiwen, wa si dat wëllen; a mir renovéieren, moderniséieren a bauen Alters- a Fleegeheemer, fir datt déi Leit, déi net méi kënnen oder wëllen an hirer Wunneng bleiwen, en neit Doheem fannen. Dat ass eng Politik, déi déi Gréng ausdrécklech ënnerstëtzen.

D'Aféierung vun der Fleegeversécherung den 1. Januar 1999 hat ënner anerem als Zil, eelere Mënschen een onofhängegt Liewen doheem ze verlängeren duerch d'Schafung vun engem Réseau de soins à domicile, an duerch eng finanziell Ënnerstëtzung vu Leit aus dem Ëmfeld vu kranken oder behënnerte Mënschen, wa si sech doheem ëm hir Leit këmmeren.

Déi Aféierung vun der Fleegeversécherung huet eng interessant Evolutioun mat sech bruecht. De Prozentsaz vun de Bénéficiairë vun der Fleegeversécherung, déi an Alters- a Fleegeheemer ënnerbruecht sinn, huet sech vu 47% am Joer 2001 lues a lues op 38% am Joer 2004 reduzéiert. Och wann d'Nettozuele vun de Bénéficiairen aus den Institutiounen nach liicht

eropgaange sinn, esou schéngt et awer däitlech ze sinn, datt d'Fleegeversécherung en Erfolleg ass: Ëmmer méi Leit loossen sech vun de Soins à domicile oder vu Leit aus hirer Famill doheem versuergen.

Dobäi ass verständlecherweis den Ofhängegkeetsgrad vun de Leit an den Etablissementer méi héich wéi doheem. An den Etablissementer sinn duerchschnëttlech 26,9 Stonne pro Woch accordéiert, doheem 21,2. D'Réseaux de soins à domicile hunn eng gewalteg Expansioun gemaach. An de Réseauen ass d'Zuel vun de Ganzdagsaarbechtstâchë vun 148 am Joer 1999 op 800 am Joer 2004 eropgaangen. Dat ass méi ewéi fënnefmol esou vill an Zäit vu fënnef Joer. An den Etablissementer ass d'Zuel vun de Ganzdagstâchen am selwechten Zäitraum vun 1.216 op 1.965 eropgaangen. Dat sinn och nach gutt 60% méi an Zäit vu fënnef Joer, mä et ass awer net ze vergläiche mat der Explosioun am Secteur vun de Soins à domicile. En ähnleche Boom verzeechnen och d'Structures semi-stationnaires, dat heescht d'Centres de jour.

Ech mengen, mir sinn eiser eelerer Generatioun an och eiser jonker Generatioun et schëlleg, dës Evolutioun am A ze behalen. Et ass och an dësem Kader, datt ech meng Bedenken zu der Estimatioun hunn, déi ech virdrun zitéiert hunn.

Den 1. Januar 1999 hate mer 2.562 Better an Altersheemer an 975 Better a Maisons de soins. Den 1. Juli 2003 hate mer 3.239 Better an eise 34 Altersheemer an 1.266 Better an eise 15 Fleegeheemer. Déi Zuelen, déi mer de Mëtteg kritt hunn, weisen, datt eben 2004 schonn d'Unitéiten ëm 300 Stéck eropgaange sinn. D'Zëmmere waren zu 96% respektiv zu 97% beluecht, a mir stelle fest, d'Regierung huet an deene leschte Jore vill Efforten an deem Beräich gemaach. Mä firwat gëtt et dann nach ëmmer déi laang Waardelëschten? Firwat gëtt et ëmmer nees dramatesch Situatiounen an de Familljen, wann ee Member stënterlech an eng Institutioun goe muss, well en doheem net méi liewe kann? Firwat muss een dann all Haus eenzel ofklappen? Firwat muss ee ganz oft politesch Gréissten aschalten - wann een dann eng politesch Gréisst kennt?

(Interruption)

Firwat steet zum Beispill op der Homepage vun der ALA, der Association Luxembourg Alzheimer: „Folgende Pflegeheimer führen eigene Wartelisten, bei diesen Heimen ist es ratsam, den Patienten auf die Warteliste eintragen zu lassen, auch wenn die Aufnahme erst zu einem späteren Zeitpunkt eventuell erfolgen soll (…)". An an den Informatiounsblieder vun de CIPAë steet alt emol: „Ugemellt sinn heescht net kommen ze mussen."

(Hilarité)

Wat ass da mat deenen 350 Leit, déi 2004 op der Liste d'attente vun der Péitenger Maison de soins stoungen? Sinn esou Waardelëschten net schrecklech onsënneg? Geet et net meeschtens esou wéi an deem Altersheem, wou ech e bësse méi kënneg sinn: Gëtt ee Bett fräi, stelle mer fest, datt eng Rei Leit vun der Waardelëscht bal béis ginn, datt si elo scho sollen an d'Altersheem goen. Anerer si scho laang an engem aneren Heim. Heiansdo kréie mer och matgedeelt, datt déi concernéiert Persoun scho gestuerwen ass.

Eng seriö Planung gëtt doduerch erschwéiert, datt et der Cellule d'évaluation et d'orientation net erméiglecht gouf, eng vun hiren Aufgaben ze realiséieren, an zwar de centraliser les données sur l'offre en établissements ou en centres de jour ou de nuit. D'Cellule d'évaluation et d'orientation ka keng Donnéeën zentraliséieren, wa se keng Donnéeë geliwwert kritt. Weder d'Fleegeversécherung nach de Ministère de la Famille kënnen eng Orientatioun an e fräit Bett garantéieren. Dat ass mindestens geneesou vill e Problem vun enger zentraler Ulafplaz, déi net funktionéiert ewéi vun ze mann Capacitéiten.

Firwat ginn nach ëmmer Leit an d'Ausland?

Am Rapport général de la sécurité sociale vum November 2004 - doraus hunn ech iwwregens och all meng aner Donnéeën - gëtt et am Ganzen 241 Demandeurs vu Leeschtunge vun der Fleegeversécherung, déi am Ausland an engem Établissement d'aides et de soins liewen, 135 an Däitschland, 93 an der Belsch, 13 a Frankräich. Natierlech ass et oft de Leit hire Choix fir an d'Ausland ze goen, deen heiansdo och mat finanziellen oder ierfschaftleche Grënn zesummenhänkt. Mä, dat ass awer net ëmmer de Fall. Oft fannen d'Leit hei am Land dee Moment kee Bett, wa si eent brauchen.

Eng aner relativ rezent Entwécklung kritt och ëmmer méi Bedeitung. D'Schafung vu Seniorewunnengen, déi sech zwar un éischter Stell u rüsteg a valid Seniore wenden, deenen hiert erklärtent Zil awer ass, hire Bewunner eng méiglechst laang Autonomie an hirer neier Wunneng ze garantéieren. Ech denken do un d'Haus Sisy Lentz, dat elo viru kuerzem zu Bartreng ageweit ginn ass an un e Projet zu Bierschbech bei Miersch, wou ënner privater Initiativ eng gutt 30 senioregerecht Wunnenge gebaut ginn. Där Beispiller gëtt et bestëmmt nach vill méi.

Och hei froe mir eis, wéi wäit de Stat esou eng Wunnform ka fërderen. An dass esou Seniorewunnengen en Afloss op d'Populatioun vun den Altersheimer hunn, schéngt eis evident.

Fir ofzeschléissen erlaabt mer nach eng Remarque zu deenen 20 oder 30% vun den Onkäschte, wou de Stat net dru participéiert. Dës 20 oder 30%, ech ginn emol dovun aus, dass et gutt Grënn gëtt, dass déi eng 20 an déi aner 30% musse bäidroen, ginn zum Deel och vun de Gemenge bäigeluecht.

Grondsätzlech hu mir Gréng kee Problem domat, wann d'Gemengen sech un den Infrastrukture fir Senioren an hirer Regioun bedeelegen. Iwwert de Schlëssel vun dëser Bedeelegung misst een awer emol eng Kéier nodenken. Et wier vläicht méi gerecht, wann et zu enger Onkäschtebedeelegung no engem Awunnerschlëssel géing kommen. Am Moment keeft eng Gemeng sech mat esou vill Better an, wéi se mengt der ze brauchen. Dobäi kann et jo awer net esou sinn, dass eng Gemeng ganz eleng iwwert déi Better kann décidéieren, wou si sech dru bedeelegt huet.

Ech ginn dovun aus, dass et zu Jonglënster net anescht geet wéi zu Miersch. Wa keen Interesséierten aus der Gemeng do ass, deem dat fräit Bett eigentlech zur Verfügung steet, da bleift dat Bett dofir awer net eidel, da si mer alleguer solidaresch, an da kënnt eben en anere Mënsch an dat Zëmmer. An een, deen dat net versteet, dee muss ee vläicht drun erënneren, dass de Stat jo schliesslech och mat 70 bis 80% un all Zëmmer bedeelegt ass, an dass mer eis einfach keng eidel Better leeschte kënnen.

Wéi gesot, déi Gréng stëmmen déi dräi Projete mat. Mir erwaarden eis awer e kritesche Suivi vun der Entwécklung am Senioren- a Fleegesecteur, fir dass mer net riskéieren deier Feelplanungen ze maachen.

An an deem Sënn, fir dass mer och eppes hei zréckbehale wat eis drun erënnert, dass mer wëllen dee richtege Suivi maachen, déposéieren ech eng Motioun am Numm vun der grénger Fraktioun, wou mer, aus deenen Ursaachen, déi ech a mengem klenge Referat hei opgezielt hunn, d'Regierung invitéieren, dass all d'Acteure vum Familljeministère, vum Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale a vum Ministère des Travaux publics solle bei der Planung vun esou Institutioune méi enk zesummeschaffen.

Mir hätten och gären, dass d'Zesummenaarbecht vun all deene verschiddenen Acteuren um Niveau vun der Gestioun vun de Capacités d'accueil an den Institutioune soll verstäerkt ginn.

Voilà, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant la politique d'investissement du Gouvernement en matière d'institutions d'accueil pour personnes âgées;

- soulignant la nécessité d'une mise en place d'infrastructures de qualité et économiquement efficaces;

- estimant que lors de la planification en matière d'institutions d'accueil pour personnes âgées, une étroite collaboration des différents acteurs (Ministère de la Famille, Ministère de la Sécurité Sociale; Union des Caisses de Maladie et Cellule d'évaluation et d'orientation de l'assurance dépendance, Ministère des Travaux publics) est indispensable;

- estimant qu'une bonne planification nécessite des statistiques fiables sur les besoins réels;

- estimant que la gestion des listes d'attentes en matière d'institutions d'accueil pour personnes âgées doit se faire dans un esprit de transparence et d'efficacité et qu'il faut donc éviter les multiples inscriptions,

invite le Gouvernement

- de renforcer la collaboration de tous les acteurs au niveau de la planification des institutions d'accueil pour personnes âgées;

- de renforcer la collaboration de tous les acteurs au niveau de la gestion des capacités d'accueil des institutions pour personnes âgées.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, virop wëll ech och deenen Damme Rapportricë félicitéiere fir hiren ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport an deenen dräi kumuléierte Projeten hei.

Wat de Projet 5370 ubelaangt, am Zesummenhank mat den Transformatiounen an dem Ausbau vun der Maison de soins zu Péiteng, gëtt et keng Objektioun vun eiser Säit, esou dass mer do eisen Accord kënne ginn.

Och de Projet 5372, wat de Bau vun engem Centre intégré fir eeler Leit zu Mamer betrëfft, ka vum ADR ouni Bedenken akzeptéiert ginn, an de Projet 5369 am Zesummenhank mat der Participatioun vum Stat um Bau vun engem Centre intégré fir eeler Leit zu Jonglënster gëtt eis och keen Ulass zu Bedenken.

Begréissenswäert ass bei deene Projeten, dass am Fong versicht gëtt, esouwuel Fräizäitaktivitéite fir déi eeler Leit mat anzebauen, awer och d'Verbindung gesicht gëtt zu deene Jonken, fir eben duerch d'Liewensfreed vun de Kanner deenen eelere Leit och e bësse méi Liewensfreed nach mat op de Wee ze ginn. Dat schéngt mer déi richteg Approche ze sinn an dat sollt och eiser Usiicht no an deem Sënn weidergoen.

Am Projet vu Jonglënster, hunn ech gelies, ass och d'Renaturéierung vun der Schwaarzer Ernz mat ernimmt, mat enger Rei vun ökologeschen Opwäertungen, déi mat der Renaturéierung zesummenhänken. Do stellt d'Fro sech: Gëtt d'Ernz elo gläichzäiteg mat der Realiséierung vun deem Projet renaturéiert? Da misst jo awer och do iergendwéi schonn e Projet virleien.

D'Fro stellt sech och, ob dann net vläicht muss e Remembrement gemaach ginn, well d'Bett vun der Ernz jo forcément muss méi breet gemaach ginn, an dann eben op Terrainen iwwergräift, déi vläicht elo net am Stat senger Hand sinn, a wou ee sech och d'Fro stelle muss, ob déi Renaturéierung esou no bei der Quell vun der Ernz sënnvoll erschéngt, well riskéiert gëtt, dass dat Ganzt sech zu engem breeden Dëmpel entwéckelt, wann net vill Waasser do ass, a sech wierklech am Fall vu Waassermangel kënnt zu engem bakterielle Problem entwéckelen, deen esou no bei engem Altersheim awer déi eng oder aner Problemer kënnt opwerfen, wou ech awer elo net wëll gesot hunn, dass mer géint déi Renaturéierung sinn, mä wou een awer misst déi Froe klären, ier domadder ugefaange gëtt.

Här President, säit enger Rei vu Joren, haaptsächlech säit der Aféierung vun der Fleegeversécherung, sécher awer och scho virdrun, versiche mer deenen effektive Besoinë vu Fleegebetter gerecht ze ginn, dat fir ze verhënneren, dass eis eeler Leit sech mussen am Ausland fleege loossen, mat deene Konsequenzen, déi mer kennen, awer och fir eise Leit hei am Land alleguer d'Méiglechkeet ze ginn, fir e rouege Liewensowend ze verbréngen.

Säit 1999 hu mer dofir och eng Rei Projeten hei gestëmmt, mat deenen zwee haut eelef fir de Bau vu Centres intégrés an der véier mat deem haut fir den Ausbau oder d'Moderniséierung. Mir hunn also versicht mat der Participatioun vum Stat de Besoinë gerecht ze ginn. D'Fro, déi opsteet, ass: Wéini ginn déi Centres gebaut, respektiv, wéini ginn déi fäerdeg, déi schonn am Bau sinn?

D'Fro, déi hei opgeworf ginn ass vum Här Adam, Spriecher vun de Gréngen, wéi vill Fleegebetter dass mer effektiv brauchen, ass keng statistesch Fro, et ass menger Usiicht no éischter eng grouss gesellschaftspolitesch Fro, wou mer musse kucken a wat fir eng Form vu Familljestrukturen dass mer an Zukunft eraginn, dass mer kucken am Zesummenhank mat gesonde Famillje versichen emol an enger éischter Phas déi eeler Leit esou laang wéi méiglech an hirer Famill ze halen an dann duerno ze kucken iwwert d'Heemfleeg se nach an enger weiderer Phas doheem kënnen ze fleegen. Dat géif dann zum Beispill mat sech bréngen, dass mer do och e Reguléierungsfaktor hunn, wou mer spéider manner Fleegeheimer brauchen.

Well et geet net duer zeg Projeten ze stëmmen an domadder de Leit den Androck ze ginn, dass de Problem vun de Fleegebetter geléist gëtt, dass et awer nach zéng Joer dauere ka bis eng effektiv Erliichterung kënnt, well d'Zuel vun de Fleegefäll net méi kleng wäert ginn an doduerch de Besoin weider klëmmt. Dofir eng kloer Fro un d'Regierung: Sinn an deene Spezialfonge fir d'Finanzéierung vun de Fleegeheimer, respektiv de Centres intégrés iwwerhaapt nach Sue genuch, fir déi gestëmmte Projete kënnen ze realiséieren? Wéi vill Sue sinn nach an deene Fongen, a wann der net méi genuch dra sinn, kann d'Regierung eis da soe wéi se gedenkt déi Projeten ze finanzéieren, déi mer elo hei masseg stëmmen, wou jo awer déi finanziell Moyene mussen do sinn, fir se effektiv kënnen ze realiséieren?

Här President, ech wëll dës Geleeënheet awer net verpassen, fir och emol e puer prinzipiell Froen opzewerfen am Zesummenhank mat de Centres intégrés. Ech ginn de Verdacht net lass, dass déi sech ëmmer méi an eenzeg Maisons de soins verwandelen, dat aus der Ursaach, well d'Fraisë vum Personal, wat gebraucht gëtt, fir d'Soine vun de Fleegefäll ze garantéieren, ebe vun der Fleegeversécherung iwwerholl ginn, an doniewent d'Personal fir déi reng Altersheimstrukture vun de betraffenen Etablissementer selwer muss gedroe ginn. Ech schwätzen elo net vun deene Projeten, déi mer haut stëmmen, mä ech schwätzen am Fong vun deene Fleegeheimer, déi scho realiséiert sinn, also deene Centres intégrés, déi scho bestinn.

Gëtt et an deem Zesummenhank eng Kontroll, fir do eventuell Ausschreidungen ze vermeiden? Dat ass am Fong déi Fro, déi ech stellen. Gëtt et eng Kontroll oder ass der Regierung bekannt, dass dat effektiv an der Praxis esou gehandhabt gëtt? Et gesäit ganz esou aus, dass wa Leit an déi Centres intégrés erageholl ginn, dat ëmmer méi Fleegefäll sinn, an dass déi Leit, déi am Fong einfach wëllen an en Altersheim goen, fir eben do ze bleiwe bis zum Schluss, net méi esou an deene Centres wëllkomm sinn.

Net verfeele wëll ech awer och, fir iwwert d'Hébergementspräisser an deene eenzelnen Etablissementer, déi Alters- a Fleegefäll betreien, e puer Wuert ze verléieren.

D'Präisser fir den Hébergement variéiere laut dem Rapport vun 2001 zwëschen 1.250 an 2.500 Euro. Den Etablissementer steet et fräi hir Präisser selwer festzeleeën. Do kéint een elo einfach soen, datt do de fräie Marché spillt, wann net do awer ee Phenomeen wier, dee mech awer onheemlech stéiert. Wann nämlech e Pensionnaire an esou engem Etablissement net genuch Moyenen huet, fir deen Hébergement aus senger Täsch ze bezuelen, da muss de Stat d'Differenz bäileeën.

Déi Etablissementer fixéieren also hir Präisser an der Gewëssheet, datt, egal wat se froen, de Stat bis zu enger bestëmmter Zomm d'Differenz iwwerhëlt. An hei misst menger Usiicht no de Stat a sengem Interesse, am eegenen Interesse, awer och am Interesse vun de Steierzueler méi reguléierend agräifen an eng kloer Berechtigung vun de Präisser vun deenen Etablissementer fir hiert Hébergement verlaangen. Ebe well de Stat och de gréissten Deel vum Finanzement vun deem Ganzen dréit, awer och well de Käschtepunkt vun de Better, déi offréiert ginn, jo zimlech an all Etablissement bal dee gläichen ass.

Här President, e leschte Punkt awer, dat sinn d'Soins à domicile, déi och zum Sujet vun de fleegebedürftege Leit gehéieren. Well wat mer méi Leit, wéi ech scho gesot hunn, méi laang doheem kënne fleegen, wat mer manner Fleegebetter brauchen, wat also heescht, dass mer manner Finanzmëttele brauche fir eben d'Fleeg ze garantéieren.

Éischtens emol wëll ech nach emol déi Stopauerfleeg, déi den hëllefsbedürftege Leit zougemutt gëtt, hei offiziell emol uprangeren. Et ass souwuel fir de Fleegebedürftegen onmënschlech no engem Terminplang gefleegt ze ginn, mä och fir d'Fleegepersonal, dat ganz oft staarke Contrainten ausgesat ass, fir déi Terminer ze respektéieren. Et huet een heiansdo den Androck, wéi wa méi d'Terminer gefleegt géife gi wéi d'Mënschen.

Do derbäi kënnt nach: Alles wat net direkt mat der medezinescher Fleeg ze dinn huet, muss vum Patient bis op dee leschten Cent bezuelt ginn. Et ass einfach net méi zoumuttbar, datt fleegebedürfteg Leit mussen zum Beispill d'Hänsche bezuelen, déi d'Fleegepersonal undeet, oder souguer

mussen dofir bezuelen, wann d'Fleegepersonal hinnen hir Medikamenter doséiert, respektiv eng Medikamentebox zesummestellt, wat jo awer misst eigentlech zur Fleeg gehéieren.

Ass et net traureg, datt zum Beispill eng fleegebedürfteg Fra souguer muss bezuelen, wann d'Fleegepersonal hir mam Kamp eng Kéier duerch d'Hoer fiert oder soss nach eng Klengegkeet mécht? An et ass scho virkomm, an ech mengen déi Leit, déi um Terrain schaffen, déi wëssen dat, an och d'Regierung weess dat, dass déi Fleegebedürfteg Rechnunge geschéckt kréien, déi bis zu 800 Euro pro Mount ausmaachen, fir Saache vun deenen se mengen, se hätte mat hirer Fleeg ze dinn an déi se awer aus hirer eegener Täsch musse bezuelen, ebe well se net genuch opgekläert sinn, wat se dann eigentlech zegutt hunn am Kader vun der Fleegeversécherung, fir där hiert Finanzement jo awer trotzdeem jiddfereen 1% vu sengem Revenu muss oftrieden.

Fir mech grenzt dat do schonn e bëssen un Ausbeutung grad un deene Leit, déi duerch hiert Gebriechen sech net kënne géint eppes wieren oder net fäeg si grad nozevollzéien, wat dann eigentlech mat hinne geschitt. Dofir missten déi ganz Soins à domicile, déi am Kader vun der Fleegeversécherung bestinn, grondleeënd iwwerduecht ginn an dem wierkleche Besoin vum Patient ugepasst ginn.

Et muss awer och dofir gesuergt ginn, dass d'Fleegepersonal ënner mënschewierdege Konditioune ka schaffen. Och wann hei elo Chifferë gesot ginn, deenen no ëmmer méi Fleegepersonal agestallt gëtt an ëmmer méi Fleegepersonal zur Verfügung steet, esou wëllt dat nach laang net heeschen, dass déi Leit ënner mënschewierdege Konditioune schaffen, well et sinn der nach ëmmer net genuch.

Wann Der déi Leit um Terrain frot, da kënnen déi Iech e Liddchen dovunner sangen, ënner wat fir enge Contrainten, dass se vun engem Patient bei deen anere musse lafen, fir hiren Terminplang owes iwwert d'Bühn ze kréien. Déi Leit, déi hir Aarbecht da ganz seriö maachen, déi schaffen dann ebe méi laang an déi kréien dann och awer emol dofir keng Iwwerstonne bezuelt. Déi mussen sech einfach un de Plang halen. Ech fannen dat einfach onmënschlech an och deem Personal do géigeniwwer onwierdeg.

Et däerf och net méi sinn, datt einfach fir den Dagespensum kënnen ofzewéckelen, duerch de Stress, deen opkënnt duerch d'Stopauerterminer, riskéiert gëtt, dass de Patient drënner leit an datt dramatesch Situatioune kënnen entstoen - an där Fäll ware schonn -, dass einfach versicht ginn ass de Pensum erofzerasselen an dass dann déi eng oder aner Betreiung vergiess ginn ass oder einfach iwwersi ginn ass.

Als Konklusioun wëll ech ofschléissend soen, et wier noutwendeg erëm eng déif gräifend Diskussioun ze féieren iwwert déi ganz Problematik vun der Fleeg, an dat am Interesse vun de Patienten. Et däerf net méi sinn, datt duerch ze vill restriktiv Fleegepläng Patiente Schued erleiden. Esou wéi et och net méi däerf sinn, datt an de Centres intégrés nach just gesuergt gëtt fir Fleegefäll ze hébergéieren, well d'Fleegeversécherung hei d'Fraisën dréit. Esou wéi et och net méi däerf sinn, datt déi betraffen Etablissementer kënnen Hébergementspräisser fixéiere wéi se wëllen, an datt de Stat muss de Supplément oder den Ënnerscheed droen.

Dat gesot wier ech frou, wa mer an der zoustänneger Kommissioun kënnen dës Problematik eng Kéier an aller Serenitéit ugoen an der Chamber, an an engem Rapport déi néideg Konklusiounen a gewënschten Objektiver kënnte virleeë fir eben an der Fleeg nei Weeër ze goen am Interesse vum Patient.

Dat gesot, hoffen ech, datt all Projeten, déi mer gestëmmt hunn, och schnellstméiglech kënne realiséiert ginn, an ech kann och do soen, dass mer déi dräi Projete stëmmen an och déi Motioun vun de Grénge wäerten ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Rapportrice Merci soe fir hiren excellente mëndlechen a schréftleche Rapport an och dass si sech mat mir zesummen de Projet zu Mamer op der Plaz am Virfeld vun deem heitege Vote zesummen ugekuckt huet. Mam Projet de loi 5372 gëtt haut déi lescht legislativ Etapp vum Centre intégré pour personnes âgées vu Mamer ofgeschloss.

Als Bauteschäffe vun der Gemeng Mamer freet et mech, dass meng Kolleegin Claudia Dall'Agnol mir offréiert huet an hirer Plaz haut iwwert dëse Projet schwätzen ze dierfen, engem Projet - dat wëll ech betounen -, deen eng regional Vokatioun huet, also fir d'Wuelbefannen am Alter suergt fir d'Biergerinnen a Bierger vu Mamer an der Regioun ronderëm.

Et gëllt hei mat dësem Projet de loi dat urspréinglecht Gesetz vum 20. Dezember 2002 unzepassen. Dës Upassung gouf noutwendeg duerch eng Rei vun Ännerungen, déi gemaach goufen an déi natierlech och weider Käschte mat sech bréngen.

Et sinn am Laf vun de Joren eng ganz Rei vun neien Erkenntnisser entstanen, besonnesch duerch den Ëmstand, dass d'Leit ëmmer méi spéit an d'Altersheimer ginn. Et ass wëssenschaftlech bewisen, dass dëst och gutt fir d'Vitalitéit vun de Leit ass,…

(Brouhaha et coups de cloche de la Présidence)

…awer net zulescht gëtt et méiglech duerch d'Fleegeversécherung, duerch déi d'Leit och doheem kënne gehollef kréien, dass d'Moyenne d'âge an den Altersheimer ëmmer méi héich gëtt.

Dee Moment, wou d'Gebai zu Mamer geplangt ginn ass, louch d'Moyenne d'âge vun de Leit, déi an en Altersheim gaange sinn, nach bei 80 Joer. D'Moyenne d'âge vun de Pensionnairen am CIPA vu Mamer läit haut op den Dag genau bei 86 Joer. Fir dëser Evolutioun Rechnung ze droen huet de Familljeministère zesumme mat der Gemeng Mamer a mat der Kongregatioun vun de Franziskanerinnen, déi no enger europawäiter Ausschreiwung als Gestionnaire ausgewielt ginn ass, et fir richteg gehalen am Detail de Projet duerchzegoen an d'Fonctionnalitéit an d'Utilisatioun vun alle Raimlechkeeten nach eng Kéier ze iwwerdenken.

Als Fallbeispill wëll ech hei ernimmen, dass et sech eriwwregt huet op all Stack eng Partie Kichen ze installéieren, mä dofir gëtt eng gutt koordinéiert Zentralkichen installéiert. Doduerch gëtt engersäits d'Prise en charge vun de Pensionnairë vereinfacht an op där anerer Säit konnt d'Capacitéit vum CIPA eropgesat ginn; amplaz vun 120 Pensionnairen kënnen elo am Ganzen 138 Pensionnairen am Mamer CIPA wunnen.

Ech wëll a Saachen Architektur och nach eng Kéier ënnersträichen, datt déi urspréinglech geplangten 120 Eenzelzëmmer mat enger Surface vun 31,8 m², dovunner 6,4 m² fir d'Buedzëmmer, grousszügeg geplangt sinn an dass am Ganzen en héije Wäert op Confort a Liewensqualitéit geluecht ginn ass.

An dësem Konzept gëtt et an eisem CIPA zu Mamer zum Beispill och e Coiffeur, e Restaurant an e ganz schéine japanesche Gaart, déi zesumme fir eng flott Ambiance suergen.

Am Ganzen huet de CIPA zu Mamer 37,6 Milliounen Euro kascht. Mam Gesetz, dat mir haut wäerten ofstëmmen, soll d'Participatioun vum Stat op 23,6 Milliounen Euro eropgeschrauft ginn. No engem deelweise Remboursement vun der TVA gëtt e Rescht, ronn 10,8 Milliounen Euro vun de Gemenge Mamer, Kielen, Kënzeg, Dippech, Garnech, Koplescht, Stroossen a Simmer finanzéiert, wouvunner eleng 6,5 Milliounen Euro op de Kont vun der Gemeng Mamer ginn. Dat sinn héich Zommen, mä am Hibléck op d'Wuelbefanne vun eisen eelere Matbierger ass dëse Projet en absolut berechtegten a wichtegen Investissement.

D'Diere vum CIPA sinn den 1. Abrëll 2004 a Presenz vun der Madame Ministesch Marie-Josée Jacobs opgaangen, an op den Dag vun haut wunnen 122 Pensionnairen am Mamer CIPA, wouvun 99 Pensionnairë Fraen an 23 Pensionnairë Männer sinn. Vun där Zuel vu Pensionnairë brauchen 59 Leit Soinen an der Geriatrie. Et ass virgesinn, dass de Betrib ab deem nächste Mount au complet, also mat 138 Pensionnairen, fonctionnéiert.

Ech wëll hei ënnersträichen, dass dëse CIPA sech exemplaresch an den Zentrum vu Mamer integréiert. D'Lag bei der Mamer Gemeng, dem Mamer Schlass an dem Naturpark Brill garantéiert eng héich Liewensqualitéit. D'Leit, déi am CIPA wunnen, bleiwen domadder an direktem Kontakt mam gesellschaftleche Liewen an der Gemeng, an dat ass eng ganz wichteg Konditioun fir sech wuel ze fillen.

Iwwregens fonctionnéiert am CIPA zu Mamer och e Foyer du jour mat engem Centre psycho-gériatrique, deen den 19. November 2004 a Presenz vun eiser Familljeministesch ageweit gouf. De Foyer du jour, dee vun „Hëllef doheem" bedriwwe gëtt, ass vum Ministère de la Famille agrééiert gi fir eng Capacitéit vun eelef Still, déi vun 39 Persounen an Usproch geholl ginn. Dës Persoune komme gréisstendeels nëmmen e puer Deeg an der Woch an de Foyer a setze sech de Moment aus 24 Fraen a 15 Männer zesummen, wouvun 33 Persoune Soinë brauchen. De Moment fonctionnéiert de Foyer du jour während fënnef Wochendeeg an ab dësem Summer wäert och samschdes op sinn.

Engersäits ass mat dësem zousätzleche Projet de loi duerch eng méi héich Bettenzuel fir insgesamt 138 Leit an anerersäits duerch d'Schafe vun engem Foyer du jour fir 39 Leit, am Total also fir 177 Leit amplaz vun deenen am initiale Projet virgesinnenen 120 Leit, wou ausserdeem och nach zousätzlech 60 Aarbechtsplaze geschafe gi sinn, insgesamt eng echt Plus-value fir de Mamer CIPA a seng Biergerinnen a Bierger geschafe ginn.

An deem Sënn ginn ech hei den Accord vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Här President, schreift mech nach op, ech muss nach eppes Klenges soen.

M. le Président.- Très bien. Den Här Bettendorf schreiwe mer och nach an.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol der Rapportrice Merci fir hir gutt Aarbecht. Zënter bal 20 Joer bedreift Lëtzebuerg eng Politik vum drëtten a vum véierten Alter, déi jo nieft dem Maintien à domicile als éischt Zil och nach d'Zuel vun de Wunnengen, wou eeler Leit kënne wunnen, eropschrauft. De CIPA zu Jonglënster schreift sech natierlech an dës Politik an. Dës Politik, esou vill wéi ech dat matkréien, huet jo och e Konsens an der Kommissioun gehat, iwwer all Parteien eraus.

Interessant ass och déi Kaart, déi mer vun der Madame Ministesch virdrun ausgedeelt kritt hunn, wou ee gesäit, dass an deenen zwielef Kantone vun eisem Land iwwerall där CIPAe stinn. An en aneren Detail wat mer opgefall ass: Ech sinn elo véier Méint hei an deem Haus an dat hei ass dee sechste Projet vu CIPAen a Maisons de soins, dee mer stëmmen. Ech mengen dat soll een och ervirsträichen! Eleng haut stëmme mer jo of iwwer 187 Better.

Mir kruten de Projet ganz am Detail virgestallt. Ech wollt nach eng Kéier drop agoen, dass jo déi zwou Partië Gebaier sinn, deen een Deel fir déi Leit, déi nach besser sinn, an deen aneren Deel fir déi Leit, déi nach méi Fleeg brauchen. Ech mengen, d'Kohabitatioun gëtt sécherlech eng Erausfuerderung fir déi Leit, déi do schaffen an déi dat hei ze leeden hunn. Am Exposé des motifs steet, an och d'Rapportrice huet eis gesot, dass d'Rout Kräiz jo do eng ganz Rei flott Konzepter huet fir déi Kohabitatioun ze sécheren.

De CIPA zu Jonglënster huet sécher och eng regional Vokatioun. En integréiert sech perfekt an d'Uertschaft, an dat ass jo och wichteg fir déi Leit, déi do wunnen, dass déi am Kär vun enger Uertschaft kënne liewen. Fir eis absolut wichteg an ervirzesträichen ass de Fait, dass de CIPA zu Jonglënster an déi nei Schoul, wéi schonn aner Riedner et och gesot hunn, niefteenee leien. Dëst erméiglecht e Kontakt.

Mä ech wëll awer ënnersträichen, dass dee Kontakt zwëschent de Generatiounen net ëmmer vum selwe geet, an ech mengen, dës Situatioun ass eng eenzegaarteg Geleeënheet fir am Kader vun engem Projet dëse Kontakt an dës Echangen zwëschent de Generatioune geziilt ze encouragéieren an ze encadréieren. Al a Jonk zesummen, ech mengen dat ass eng Devise, déi an deem Kontext ganz wichteg ass.

Erlaabt mer nach e puer Detailer, déi haut nach net gesot gi sinn, wat d'Baukäschten ubelaangt. Dovunner ginn 33% eleng an d'Technik. Ech mengen dat ass interessant. Den Terrain ass och relativ grouss, wat ech och gutt fannen. Et ass en oppenen Espace vun 1,24 Hektar, an och dee soll genotzt ginn als Espace de rencontre zwëschent de Leit aus der Uertschaft an deene Leit, déi am CIPA wunnen.

Da vläicht d'regional Vokatioun nach eng Kéier kuerz ugeschwat. 80% bezilt jo de Stat an dann 20% déi Gemengen, déi matmaachen, an do wollt ech soen, dass Jonglënster 40 Better huet, Betzder 10, Konsdref 6, Waldbëlleg 4, Fëschbech 2, d'Fondation Félix Chomé huet der 10 an d'Rout Kräiz der nach 28. Dat sinn dann insgesamt déi 100 Better vun deene mer jo hei schwätzen.

Ofschléissend wollt ech dann nach selbstverständlech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet 5369 ginn. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Dann als allerleschte Riedner ass den honorabelen Här Niki Bettendorf ageschriwwen. Här Bettendorf!

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Merci, Här President. Dir kënnt Iech jo virstellen, dass ech perséinlech déi Projeten, déi mer haut hei stëmmen, och vun Häerze gäre matdroen,…

(Hilarité)

…well jiddferee weess jo wat mir a puncto Altenfleeg an der Gemeng Bartreng an der Vergaangenheet schonns realiséiert hunn.

Et sinn e puer Saache gesot ginn, mengen ech, virun allem vum Kolleeg Adam vun deene Gréngen, déi een net onbedéngt esou kann am Raum stoe loossen. Hien huet zum Beispill geschwat dovunner, dass mer an enger Gemeng op d'Welt koumen, do an d'Schoul ginn, do schaffe ginn an och waméiglech sollen do bestuet ginn, jo, an dann och nach herno do gefleegt ginn. Hien huet dat e bëssen a Fro gestallt. Hien huet dat vläicht méi landeswäit gesinn. Hien huet och déi Lëschten a Fro gestallt, déi elo vun den eenzelnen Haiser gefouert ginn. Hien huet éischter enger allgemenger grousser Planung d'Wuert geriet.

Ech muss hien do e bëssen opklären, wéi mer dat hei am Land an der Zäit haten. Mir haten eng Lëscht, déi huet deemools beim Ministère vun der Santé fonctionnéiert, oder sollt do fonctionnéieren. Wann Der dann do ugeruff hutt an Dir hutt gefrot: Dee Wéi villten ass mäi Kolleeg XY op der Lëscht fir an e Fleegeheim ze kommen, da krut een heiansdo gesot, dat ass den 2.385sten. Dann hutt Der missen d'Famill uruffen an der Famill soen, äre Monni oder är Tatta ass den 2.385sten, an ech muss Iech soen, datt mer als Chamber kënnen houfrech sinn, dass deen Zirkus eriwwer ass, dass et dat net méi gëtt.

(Interruptions)

Ech muss Iech soen, wann Dir en Haus hutt wat ka beweisen, dass se eng Beleeung vun 98, 99% hunn, a wa se virausgesinn hunn, wa se mat engem zweeten Haus zum Beispill zesummeschaffen, wou d'Leit mat Zäiten ugemellt ginn, wou d'Leit fréi genuch en Dossier ugeluecht kréien. Mir hunn haut Cellule-d'évaluationen, wou déi Leit kënne suivéiert ginn.

Mir haten am Ufank ënnert dem Carlo Wagner, no der Madame Delvaux, eng Cellule d'évaluation. Du krute mer eng zweet. Mir kruten eng drëtt, eng véiert, souguer eng fënneft, ech weess net ob mer souguer haut eng sechst Cellule d'évaluation hunn, wou d'Leit kënne kucken, wéi vill Stonne Fleeg dass se brauchen. Dat ass Gott sei Dank net méi esou wéi et war.

Wann een Iech héieren huet, dann hätt ee kënne mengen, mir hätten op där enger Säit schonn ze vill Better an op där anerer Säit…

(Interruption)

Dir hutt awer gesot, dass der nach iwwer 200 am Ausland sinn. Domadder widderspriecht Der Iech jo, dass dat wat bis elo geschafft ginn ass, wat haut och nach geschafft gëtt, och nach ëmmer wichteg ass, dass mer musse weiderschaffen, vu dass mer nach ëmmer méi eeler Leit wäerten…

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Navigation à vue, Här Bettendorf!

(Interruptions diverses)

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Navigation à vue nennt Dir dat. Da soen ech Iech elo emol eppes wat ech fanne wat mer musse méi geziilt kucken, dat ass de Fonctionnement vun de CIPAen. E CIPA, e Centre intégré pour personnes âgées, all Kéiers wann en ufänkt wëllt en ufänke mat Leit, déi am Haus sinn, déi valid sinn, an da gi se lues a lues méi al, si hu Recht op méi wéi 15 Stonnen, an da gi se automatesch Fleegefäll am Centre

intégré pour personnes âgées. Ech muss lech soen, dass dat e Modell ass, deen ech perséinlech net esou gären hunn.

Ech hunn och versicht, en anere Modell ze konzipéiere bei eis an der Gemeng zu Bartreng. Mir hunn zwee Haiser niewenteneen. Den Här Adam huet geschwat vun de Seniorewunnengen „Sisy Lentz". Mir hunn awer aner Seniorewunnenge wou 53 Leit kënnen esou wunnen. An déi Leit liewen, déi si valid an déi kréien zur Zäit hir Demande gemaach fir an d'Geriatrie eranzekommen, wann ee gesäit au fur et à mesure wéi se méi schlecht ginn. A wa se da wierklech geriatriebedürfteg ginn, da gi se an d'Haus niewendrun.

Mä an deem Haus selwer, an de Seniorewunnengen, do behaalt Der Leit, déi nach valid sinn, well wat geschitt an engem Centre intégré pour personnes âgées? Herno wëllt kee méi dohinner goen, well der esou vill geriatriebedürfteg do dra sinn. Et ass hei gesot gi vun der Moyenne d'âge, déi wäit iwwer 80 Joer ass. Mä an eng Seniorewunneng do kann ee mat 70 Joer dragoen. An dann hutt Der Zäit fir effektiv alles ze kréie wat jiddereen am Land zegutt huet. Hëllef doheem, Aides à domicile, Soins à domicile am Haus selwer, an dat ass e Konzept, mengen ech, wat ee sech kann iwwerleeë vis-à-vis oder niewent deene CIPAe wéi mer se haut kennen.

Ech mengen, et wier gutt, wann een och en anere Modell sech géif iwwerleeën, fir dass déi Haiser awer e bësse getrennt ginn. Et ass haut nach geschwat gi vun zwee Haiser ënner engem Daach. Och dat alles ass gutt, mä ech mengen, mir mussen de Modell CIPA iwwerdenken, well en an Zukunft wäert an eng Richtung féieren, wou mer aus deene CIPAen a ronderëm nëmme Geriatrië wäerten hunn, an dat mengen ech ass net ganz gutt. Mir sollen eis dat fir d'Zukunft nach weider iwwerleeën.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Domat ass d'Diskussioun definitiv ofgeschloss. Den Här Minister Biltgen freet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wollt just nach kuerz Stellung huelen. D'Madame Jacobs ass jo leider verhënnert. Si huet och schonn am Ufank e puer Saache gesot.

Just e puer Punkten. Deen éischten ass deen, dass ech ganz frou sinn, dass mer elo während praktesch zéng Joer hei versicht hunn déi Besoinen, déi ganz dramatesch waren, opzeschaffen. Dir hutt och de Plang ausgedeelt kritt wéi sech d'Land ewell weist a wa mer dovunner ausginn, dass mer wa mer elo nach weider bäigebaut hunn, ronn 6.000 Plazen hunn, da leie mer wesentlech iwwert der Moyenne vun Europa, esou dass mer och do dann net méi an där Noutsituatioun sinn, déi mer fréier kannt hunn.

Natierlech gëtt et ëmmer, an ech mengen et sinn eng ganz Partie Orateuren, déi aus hire praktesche Erfahrungen drop higewisen hunn, Fäll, déi elo net direkt dohinner komme wou se wëllen, am Noutfall dohinner kommen.

Mir hunn och effektiv nach ëmmer Leit am Ausland, notamment an der Belsch, wat awer oft zwou Ursaachen huet. Dat heescht, eng Partie Leit wëssen net, dass wa se net genuch Suen hunn, de Fong hinnen hëlleft fir hei d'Pensiounspräisser ze bezuelen. Dat soll een och deene Clienten, déi ee kennt, déi Problemer hunn, déi fäerte si géifen net ënner Daach komme wéinst dem Präis, soen, dass de Fong do een ënnerstëtzt. Da gëtt et natierlech Fäll, dat kann een och net évitéieren, déi aus Ierfschaftsgrënn léiwer an engem anere Land si wéi an eisem.

(Hilarité)

Si sinn net all an Ärem Fall, Här Grethen, op der Welt.

(Hilarité)

Mä do ginn et aner Fäll. Et ginn aner Virzeechen heiansdo.

(Interruption)

Ma da si mer och zefridden, well mer géifen lech nach gär laang halen.

Dann ass d'Fro gestallt gi vun der zentraler Waardelëscht. Dat wier wënschenswäert. Dat ass natierlech schwiereg, well mer eben hei eng Partie Intervenanten hunn. Mir hunn notamment d'Fleegeversécherung a villes leeft mëttlerweil iwwert d'Fleegeversécherung. Mir hu staatlech Haiser, also öffentlech Haiser a mir hu Privathaiser, esou dass dat nach wie vor net esou einfach ass do op eng Gesamtlëscht ze goen.

Dann ee leschte Punkt, deen opgeworf gouf, ass dee vun de Suen. Si genuch Suen do? Jo, fir alles wat mer haut stëmme si Sue virgesinn. Mir hu jo de Fong. Dee Fong gesäit an engem Méijoresplang och eng Moyenne vu 60 Millioune pro Joer vir, esou dass op alle Fall de Finanzement vun dësen Infrastrukture garantéiert ass.

Da wollt ech lech och soen, dass d'Regierung kee Problem huet fir déi Motioun vum Här Adam unzehuelen. Natierlech ass dat net ëmmer einfach ze maachen, all déi Leit do un den Dësch ze bréngen, an dat nach besser ze maachen, mä ech mengen, et soll een ni seng Efforten opginn, fir eppes nach besser ze maache wéi et haut ass. An deem Sënn huet d'Regierung absolut keng Schwieregkeet wann d'Chamber géif déi Motioun unhuelen.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5370 iwwert d'Fleegeheim zu Péiteng.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass à l'unanimité mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Norbert Haupert), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Michel Wolter), Marc Spautz, Mmes Martine Stein-Mergen, Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Emile Calmes), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5372 iwwert d'Altersheim vu Mamer. Den Text steet am Document parlementaire 5372-2.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass à l'unanimité mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Marcel Oberweis), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Norbert Haupert), Marc Spautz, Mmes Martine Stein-Mergen, Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Lydie Err), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Emile Calmes), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Camille Gira), Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Felix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5369 iwwert d'Altersheim vu Jonglënster.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

De Projet de loi ass à l'unanimité mat 60 Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Lucien Clement), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mmes Martine Stein-Mergen, Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Emile Calmes), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Camille Gira), Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Felix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann nach zur Ofstëmmung vun der Motioun, déi vun dem honorablen Här Adam abruecht ginn ass. Ech denken, dass dozou d'Positioune kloer sinn. D'Regierung huet déi Motioun ugeholl.

Motion 1

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wann dat esou ass, wien ass d'accord domat?

Ech gesinn, d'Unanimitéit ass fir d'Motioun vun dem Här Adam.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat heescht zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5413, iwwert déi budgetär Upassung beim Bau vum Concertssall um Kierchbierg. Et sinn ageschriwwe bis elo: déi Häre Calmes, Diederich, d'Madame Loschetter, den Här Mehlen an den Här Grethen. D'Wuert huet elo fir d'éischt de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorablen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

6. 5413 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, se gläichen sech, déi verschidde Projeten, bei deenen et ëm finanziell Adaptatioune geet. Et gëtt Erklärungen, et gëtt Explikatiounen, firwat a wuerfir dat eent huet missen esou gemaach ginn, an dat anert esou gaangen ass oder huet missen esou goen. Et kann een dës Explikatiounen an Erklärungen zum Deel verstoen oder och net; Fakt bleift allerdéngs, datt an deem Projet hei ewéi an deene virdrun - an dofir gläichen se sech och - d'Parlament praktesch virun e Fait accompli gestallt ginn ass.

Dee Punkt awer, an deem deen heite Projet sech vun deenen ënnerscheet, déi mer bis elo haten, ass mat Sécherheet déi finanziell Envergure. Am Projet iwwert d'Salle de concert geet et ëm déi stattlech Zousazzomm vun 29,7 Milliounen, wat plus minus 1,2 Milliarden al Frangen ausmécht. Rechent een elo de Präis vun 78 Milliounen aus dem initiale Projet dobäi, esou kënnt een op déi imposant Zomm vun 107,7 Milliounen Euro, wat u sech 4 Milliarden an 345 Milliounen al Frangen ausmécht. Dat wier, an dat hoffe mer wéinstens alleguerten heibannen, dann dee reelle Präis, deen d'Salle de concert kaschte géif.

Zum Projet selwer wier ze soen, datt en de 6. Dezember 2004 vum Bauteminister, dem Här Claude Wiseler, hei an der Chamber déposéiert gouf. De Conseil d'État huet dunn säin Avis de 17. Dezember 2004 ofginn; de 4. Januar 2005 huet d'Bautekommissioun vun der Chamber mech als Rapporter bestëmmt, an an der gläicher Sitzung souwuel de Projet ewéi och den Avis vum Conseil d'État analyséiert.

De 16. Januar huet d'Kommissioun dunn op d'Demande hi vun der Madame Brasseur zesumme mat der Kulturkommissioun eng Visite des lieux gemaach, eng Visite, déi mat Sécherheet ganz interessant war, a fir all Bedeelegt séier opschlossräich war.

Mir krute vun de Fachleit Erklärungen zum Bau, zur Technik a firwat dat eent oder dat anert huet missen anescht gemaach ginn ewéi et am initiale Projet virgesi war. No der Visite ass dann an enger separater Sitzung och de Rapport adoptéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll elo kuerz d'Ursaachen oplëschten, déi zum Surplus vun de Käschte gefouert hunn. Dat waren éischtens zousätzlech Usprëch vun den Utilisateuren, déi de groussen Auditorium betreffen, déi d'Salle acoustique betreffen, déi d'Büroen an d'Zon vun der Arrière-scène esou wéi den Équipement technique uginn.

Zweetens, d'Partie architecturale. Do ass d'Verbindung vun der Salle de concert mam Parking de l'Europe nei definéiert ginn. Anstatt zwee Tunnellen ewéi am urspréngleche Projet virgesi war, gesäit de Projet elo nëmme méi een Tunnel vir. Eng zweet, méi eng kleng Coque zur Säit vum Boulevard J.F. Kennedy war net virgesinn, mä gëtt elo gebaut oder besser gesot ass scho gebaut ginn. Den Déambulatoire public ass architektonesch ëmgeännert ginn.

Op Grond vun Tester hu 590 vun deenen 823 Pilieren, déi d'Aussefassad duerstellen, misse mat Amortisseurs à pendule intégrés ausgestatt ginn - dat, Här President, huet misse geschéie fir d'Vibratiounen an d'Schwankungen, déi duerch de Wand kommen, op e Minimum ze reduzéieren.

Elei bleift och nach ervirzehiewen, datt op Interventioun hi vun der Administration de l'Environnement eng duebel Verglasung huet missen installéiert ginn, anstatt enger einfacher, wéi se eigentlech am initiale Projet virgesi war. Obwuel Lëtzebuerg scho säit 1993 eng Wärmeschutzverordnung huet, déi eng duebel Verglasung u sech virschreift, war den Architekt laut eisen Informatiounen am urspréngleche Projet awer net bereet mat op dëse Wee ze goen, an dat mam Argument d'Hellechkeet vum Gebai géif dorënner leiden.

E Bassin de rétention mat enger Capacitéit vun 48.000 Liter, deen net virgesi war, huet missen am Kader vun der Kommodosprozedur nogebaut ginn.

Nei zousätzlech Exigenzen am Kader vun der Akustik sinn dee véierte Punkt. Fir d'Transmissioun vu Geräischer ze vermeiden, huet missen de Parking a verschidden aner Raimlechkeete vum Haaptgebai désolidariséiert ginn; eng Operatioun, déi mat Sécherheet och zu Méikäschte gefouert huet. Wéi dës Ëmännerungen an Neierunge sech elo a finanziell par corps de métier opdeelen, kënnt Dir am schréftleche Rapport noliesen. Fakt ass, datt déi ganz Operatioun ewéi schonn uganks gesot 29,7 Milliounen Euro kascht.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

De Conseil d'État sengersäits ass guer net averstane mat de Prozeduren a Praktiken ewéi hei virgaange ginn ass. E weist op aner Projeten hin, déi ähnlech gelagert sinn a bei deenen d'Remarquë vum Conseil d'État déiselwecht sinn.

Dofir zitéieren ech ee kuerze Passage aus dem Avis vum Conseil d'État: «Le Conseil d'État, s'il peut

admettre à la rigueur le caractère imprévu de certaines dépenses, doit cependant remarquer que d'autres sont peu compatibles avec une conception, préparation et planification sérieuses d'un projet de construction d'une telle envergure. En effet, les surcoûts évalués des travaux supplémentaires dépassent de plus d'un tiers les dépenses du devis estimatif initial. Il estime qu'une telle ampleur, voire de telles anomalies sont purement inacceptables et surtout contraires à une gestion responsable des deniers publics.»

De Conseil d'État proposéiert dann zum Schluss nach den Intitulé ze änneren. Dës Ännerung gëtt och vun der Kommissioun acceptéiert. Déi zweet Suggestioun vum Conseil d'État ass déi fir de Präis un den aktuellen Index unzepassen. D'Kommissioun wier am Prinzip domadder d'accord gewiescht, mä obwuel mir wuel en neien Indexstand hunn, brauche mir de Präis an dësem Projet awer net ze änneren, well den Index, dee mer hunn, bis haut nach net am Memorial publizéiert ginn ass, an dofir och nach net offiziell ass.

Nodeems de Conseil d'État zum Schluss vu sengem Avis nach eng Kéier op dee finanziellen Impakt vum Projet higewisen huet, gëtt en awer trotz allem säin Accord zu dësem Projet.

Dat, Här President, esou wäit wat deen technesche Volet vun dësem Projet ugeet. Erlaabt mer awer nach e puer Bemierkungen zum Projet ze maachen, Bemierkungen, déi d'Prozeduren am Allgemengen uginn. Ech hat uganks vu mengem Rapport gesot, d'Chamber wier virun e Fait accompli bei dësem Projet gesat ginn, wëll awer virausschécken, datt et hei a mengen Observatiounen net ëm Scholdzouweisunge geet, an deemno sollen se och net esou opgeholl ginn.

Et geet vill méi drëm wéi eng Prozedure mir eis fir d'Zukunft ginn, wat fir eng Moyenë mir eis ginn, fir datt esou Praktike wéi an dësem Fall, oder besser gesot wéi bei der Salle de concert, zu Auslafmodeller ginn. D'Chamber selwer huet an der leschter Legislaturperiod laang dru gedoktert, koum awer och net zu engem Ofschloss - jiddefalls net zu engem Ofschloss, deen eis Satisfaktioun hätt kënne ginn.

Wourëms geet et elo? Et geet net drëms, fir gréisser Bauprojeten iergendwelcher Aart wëllen ze stoppen oder wëllen ze boykottéieren. Dat sief emol kloer dohi gestallt. Et geet vill méi drëm, datt an Zukunft bei esou Bauprojeten, éischtens d'Konzept vum Bau, also dat, wat mer wëllen hunn, vill méi detailléiert ausgeschafft gëtt, a virun allen Dénger och vill méi ausdiskutéiert gëtt. Sinn dës Diskussioune mat den Utilisateuren, gegebenenfalls och mat anere Ministèren an Administratiounen emol ofgeschloss - an déi mussen och iergendwann eemol ofgeschloss ginn - dierft et keng substanziell Änneruge méi um Projet ginn ouni den Accord vun der zoustänneger Chamberskommissioun.

D'Enveloppe financière, déi am detailléierte Projet virgesinn ass, ass nom Ofschloss vun den Diskussiounen, wahrscheinlech dee Moment, wou d'Administratioun da jo och am Besëtz vu méi detailléierten Donnéeën ass, méi genee a besser a méi einfach ze fixéieren. Si muss op jidde Fall ofgesi vun deenen übleche Verdeierunge wéi déi, déi duerch den Index entstinn, dann awer och agehale ginn. Wier dat net de Fall misst d'Erklärung fir eng Iwwerschreidung vun de finanzielle Mëttelen op jidde Fall an d'Comexbu kommen.

Fir d'Diskussiounen ze verfeineren, wier d'Nominatioun vun der zukünfteger Direktioun vun esou engem Gebai zu engem méi fréien Zäitpunkt sécherlech och net vun Nodeel. Et ass jo en fin de compte d'Direktioun vun deem Etablissement, déi mat deem wéi gebaut gëtt, a mat deem wat gebaut gëtt, an der Praxis muss eens ginn.

Den Här Minister Claude Wiseler, deen intensiv - dat muss ech wierklech soen - mat dru schafft, fir dësem Problem bäizekommen, huet eis versprach wéinstens all sechs Méint mat Zwëschendécomptë vun deene grousse Bau- a Stroosseprojeten an d'Comexbu ze kommen. Op d'mannst kann een duerch dës Mesure feststellen, wou mer finanziell, an och par corps de métier, an de Bounen dru sinn.

All Parteien, déi hei an der Chamber vertruede sinn, sinn opgefuerdert ginn, hir Vuen iwwert de Problem vun den Dépassementer an iwwert d'Interpretatioun vum Artikel 99 vun der Verfassung duerzeleeën. Ech sinn iwwerzeegt, datt mir hei zu vernünftege Konklusioune komme wäerten, Konklusiounen, déi engersäits der Chamber hirem Rôle Rechnung droen, wat de Contrôle vun der Regierung ugeet, an anerersäits awer och dem Ministère an der Administratioun déi néideg Flexibilitéit loossen, fir esou grouss an dacks och wierklech komplizéiert Bauprojeten ze realiséieren.

Et gëtt wéi gesot e ganze Pak Mesuren a Prozeduren, wouriwwer ee sech muss Gedanke maachen a wou ee muss Konklusiounen zéien. Ausser dem Projet détaillé, dem Artikel 99 vun der Verfassung, gehéiert dozou nach d'Festleeë vun de Responsabilitéiten, déi professionell, déi administrativ a selbstverständlech och déi politesch Responsabilitéiten. Des Weidere musse mer eis Gedanke maachen iwwert d'Noutwendegkeet vun engem „project manager", iwwert d'Honorairë vun den Architekte bei Netanhale vun der finanzieller Enveloppe. Ech schwätzen och do vun enger eventueller Prime op där enger Säit an enger Penalisatioun op där anerer Säit. Och de Concours d'architecte, wéi en an deem heite Projet gehandhabt ginn ass, ass mat Sécherheet ze iwwerdenken.

Här President, wier et net eng Méiglechkeet, bei esou Concoursen am Virfeld eng Enveloppe financière festzeleeën, un déi den Architekt sech dann och selbstverständlech misst halen, an dann eréischt de Concours auszeschreiwen? Och muss een d'Fro klären, ob de Stat iwwerhaapt nach soll bauen éier e Propriétaire vun deem Terrain ass, wou drop gebaut soll ginn.

Mä och d'Chamber, Här President, muss hire Rôle nei definéieren a soen, wou a wéini d'Kontroll stattfanne soll. Ass et all Kéiers de Plenum, wat u sech eng opwändeg Prozedur gëtt, ass et d'Comexbu, selbstverständlech mam Accord vun der Chamber, wat sécherlech méi e flexibele Modell wier, oder ass et d'Comexbu zesumme mat der Ressortskommissioun vun der Chamber? Dat alles, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si Froen, op déi mer an nächster Zukunft, an zwar esou schnell wéi méiglech, eng Äntwert musse ginn, wann dat Haus hei senger Roll als Kontrollorgan vun der Regierung wëllt gerecht ginn.

Zum Schluss nach ee Wuert zu der Concertshal selwer. Déi zwou Kommissioune konnten sech vun der Eemolegkeet vun dësem Bau iwwerzeegen. Dës Eemolegkeet ass och zum Deel eng Erklärung fir déi grouss Dépassementer. Et war der Administratioun bei dësem spezielle Bau net méiglech, op iergendwellech fréier Wäerter oder Donnéeën zréckzegräifen. Ech sinn awer der Meenung, wann dëse Bau, nodeems datt e fäerdeg ass, herno mat Liewen erfëllt gëtt, an e gëtt et, dovu sinn ech ganz iwwerzeegt, da wäert e wäit iwwer eis Grenzen eraus Reklamm maache fir Lëtzebuerg an a kulturelle Kreesser mat Sécherheet och fir vill Gespréichsstoff an och fir vill Unerkennung suergen.

Och wa mir als Parlament net onbedéngt mat där bestehender an applizéierter Prozedur kënnen d'accord sinn, géif ech d'Chamber awer bieden, no all deenen Explikatiounen, déi mer kruten, an déi ech als Rapporteur probéiert hunn un Iech weiderzeginn, fir dëse Projet ze stëmmen. Ech wëll all deenen, déi dat dann och maachen, am Viraus Merci soen dofir, all deenen, déi heibanne waren, Merci soe fir d'Nolauschteren, a selbstverständlech wëll ech zum Schluss awer och nach den Accord brénge vun der CSV.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Als éischte Riedner ass den Här Emile Calmes ageschriwwen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer virop dem Här Clement als Rapporteur fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport ze félicitéieren. Et war bestëmmt kee Plëséier fir hien, dee Seiltanz hei bei dësem Gesetz ze maachen.

Ech wëll och vu vireran ufänken an eng Zuel nennen, nämlech déi Zuel vun 184.348.000 Euro. Dat ass de Montant vun deenen Dépassementer, déi mer an dësem Haus hei an deene leschte Joren nogestëmmt hunn. Et sinn 8 Milliarden aler Lëtzebuerger Frang. Dat fänkt u bei deem Projet iwwert d'Adaptatioun vum Campus Geesseknäppchen, dem Centre pénitentiaire, dem Pei-Musée, der Coque bis iwwert d'Saarautobunn. Ech erspueren Iech déi opzezielen, wat méi kleng Adaptatioune waren, wéi zum Beispill e Kulturhaus vun Iechternach.

Wéi mer dee Projet de loi hei zum Geesseknäppchen, dem Prisong, dem Pei-Musée an der Coque den 3. Juli 2001 gestëmmt hunn, du ware mer eis awer sécher deemools - an dat ass jo schonn eng Rei vu Joren hier - alleguer eens, datt ee sech misst Gedanke maachen, wéi een an Zukunft esou Dépassementer hei kënnt évitéieren. Schonn déi fréier CSV-Bauteministesch, d'Madame Hennicot, war och där Meenung. Deemools si mer schonns gewarnt ginn, datt nach aner Projeten am Tube wieren, wou mer Dépassementer missten ofstëmmen. Ee vun deenen ass dann eben dee vun haut mat 1,2 Milliarden.

An net méi spéit wéi haut wäert deen neien CSV-Bauteminister, den Här Wiseler, eis soen, datt mer eis missten drop astellen, datt och an Zukunft nach Projete wäerte kommen, wou mer eng weider Enveloppe budgétaire mussen nostëmmen.

Net méi spéit wéi de Muere si mer jo schonn um Radio gewuer ginn, wann ech mech net ieren, missten dat no engem Chiffer vun 1996 awer gutt verstanen 2 Milliarde sinn. Wann een dat op haut héichrechent, weess ech net wat dat ongefeier ausmécht, mä le moment venu wäerte mer dat jo hei gewuer ginn. Mir fänken also véier Joer nodeems mer déi Dépassementer hei gestëmmt hunn erëm déiselwecht Diskussioun u wéi déi, déi mer schonn deemools haten. An deem spezifesche Fall hei geet den Dépassement anscheinend, esou wéi mer dat gesot kritt hunn a wéi een dat och aus de Rapporte kann erausliesen, op e puer Ursaachen zréck.

Et gëtt zum Beispill gesot, datt d'Käschten ënnerschat gi wieren. Et gëtt eis och gesot, datt d'Dépassementer einfach esou héich wieren, an datt dat normal ass, well een et hei mat engem Projet unique ze dinn hätt, wou een a sech keng Vergläichswäerter hätt, och keng géife bestoen hei am Land. Et hätt een och keng Erfahrung domat, an d'Projete wieren einfach esou komplex, datt dat einfach net besser ze maache wier.

Do muss ech allerdéngs d'Fro stellen, wien dann elo a sech déi Projeten hei ënnerschat huet. Et ass en Optraggeber do, dat ass de Maître d'oeuvre vun esou engem Projet. Op där anerer Säit sinn et dann awer och den Architekt an d'Bureau-d'étuden, déi fir den Optraggeber déi Devien hei hierstellen.

Wann op där enger Säit de Problem bei den Architekten an de Bureau-d'étudë läit, da läit et eiser Meenung no awer och un den Architekten an un de Büroen, an Zukunft awer méi komplett duerchduechten a ficeléiert Projeten hei ze proposéieren, déi dann awer och musse standhalen. A wa se dat net maachen, da mussen si awer och fir dat, wat se do fabrizéieren, geruetstoen, wann dat net de Fall ass.

Ass et net den Architekten an de Bureau-d'étuden hire Problem, dann ass et selbstverständlech der Verwaltung hire Problem, mä vu datt d'Verwaltung jo awer och kee Problem oder op d'mannst keen Intérêt huet, d'Projeten hei absichtlech a muttwëlleg ze ënnerschätzen, kann dat Ganzt jo da mengem Gefill no awer nëmme politesch Ursaachen hunn, nämlech déi, de Käschtepunkt vun esou Projete mat Absicht op akzeptabelen Niveauen ze halen, fir datt mir hei an der Chamber et dann och méi einfach hunn, esou Projeten ze schlécken. Ass dat esou, da wier dat allerdéngs bedenklech.

Erstaunlech ass an deem Fall hei awer och, datt d'Utilitairen - dat si jo a sech déi, déi vun Ufank u gefrot misste ginn, wann déi Projeten hei gemaach ginn - op eemol en cours de route soen, datt si dach awer léiwer eng modulabel Bühn hätte mat enger Fosse wou den Orchester kéint drastoen. Do muss ech allerdéngs d'Fro stellen: Firwat sinn déi Leit, just déi do, déi dat elo gären hätten, net am Virfeld gefrot ginn? Dat sinn a sech d'Leit vum OPL, vum Orchester, deen do jo soll optrieden, déi jo a sech an deene gréisste Concertssäll vun der ganzer Welt optrieden. Wat soll ee maachen, wann déi Leit am Virfeld net gefrot ginn, op d'mannst dann net soen, wat se gären hätten, an dann en cours de route Ëmännerunge mussen duerhalen, oder awer et ass mat Absicht ënnerschloe ginn.

Ech mengen an deem Fall hei wier dat dach relativ einfach gewiescht fir d'Utilitairen ze froen, well et jo ëmmer erëm déiselwecht Persoun war, op där enger Säit war de Bauteminister deeselwechte wéi de Kulturminister, an de Kulturminister war och deeselwechte wéi de Bauteminister, an ech verstinn a sech net, firwat datt déi zwou Persounen, déi a sech nëmmen eng waren, net matenee geschwat hunn.

Ech brauch och net op d'Häresie anzegoen, datt ee sech op eemol en cours de route hei Froe stellt wat d'Akustik vum Sall ugeet, a firwat datt op eemol musse grouss Ëmännerungen hei virgeholl ginn, dat hätt jo a sech déi éischt Fro misse si vun engem Concertssall, anstatt datt mer eis déi Fro herno stellen - oder op d'mannst herno, wann alles gelaf ass, dann eis déi Froe stellen.

Méi penibel fannen ech dann nach, wa mer op eemol mussen déi Froen opwerfen, datt een net dru geduecht huet ee Bassin de rétention ze bauen, deen haut awer all klenge Betrib muss bauen. Wann een och versteet, datt haut d'Autorisatiounen oder d'Kommodosautorisatiounen net ëmmer do sinn, wann ugefaang gëtt mat bauen, well déi Leit, déi déi Autorisatiounen ausstellen, dach awer relativ vill Aarbecht hunn, dann ass et awer gemengerhand esou, datt ee bei déi zwou Verwaltunge geet, souwuel bei d'Gewerbeinspektioun awer och bei d'Ëmweltverwaltung a freet, wat déi Verwaltunge gären hätten a sech op d'mannst op dat astellt, wat een herno als Autorisatioun kritt.

Dat ass hei total ignoréiert ginn, an dat versteet een net, obschonn de Stat sech misst drun halen, fir d'Kommodosprozedur ofzewaarden, ier en ufänkt mat bauen, mä do kann ee keen Heel draus maachen, well dat dann awer laang misst daueren.

Da gëtt et déi penibel Geschicht nach vun der duebeler Verglasung. Also, ech muss Iech soen, an de leschten Debatten iwwert de Budget ass op eemol hei d'Fro opgeworf ginn iwwert d'erneierbar Energien, wou op eemol drop higewise ginn ass, datt een Deel vun der leschter Regierung do Ierweeër gaangen ass, fir d'erneierbar Energien ze ënnerstëtze mat engem Chiffer, deen emol net un dat erukënnt, wat dat hei ass, wou mer dann ze vill Suen ausginn hätten, wat d'erneierbar Energien ugeet.

Wann ech dann awer hei liesen, datt bei Projetë wéi deem heiten awer emol net dru geduecht gëtt, eng duebel Verglasung ze maachen, da muss ech mer awer éierlech gesot Froe stellen, nodeems allerdéngs an der Zwëschenzäit do geléiert ginn ass. Ech weess jo och wéi haut beim Réidener Lycée gebaut gëtt. Dat hei war virdru gestëmmt, mä och de Réidener Lycée war virdru schonn an de Gedanken. Et kann een nëmmen hoffen, datt mer hei an Zukunft wäerten aner Weeër goen.

D'Fro vum Parking wëll ech elo net opwerfen. Et ass vläicht méi eng spezifesch, mä och do muss een sech, mengen ech, awer am Virfeld Gedanke maachen, wéi datt een d'Leit, wa schonn de BTB net dohinner fiert, mat hiren Autoen an de Parking kritt, déi dat dohinner lauschtere kommen. Ech muss éierlech soen, et ass relativ penibel, déi Froen hei ze stellen, déi dach awer relativ einfach eng Äntwert misste fannen.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi grondsätzlech Fro, déi ech awer och hei muss stellen, dat ass déi, wat een a sech wëllt: Wëllt een eppes fir d'Kultur maachen, oder wëllt een a sech nëmmen eppes hunn, wat no baussen immens gutt ausgesäit? Mir alleguer wënschen dat a wëssen dat aus Erfahrung, datt béid zesummen den Idealfall an dat Bescht sinn. Nach si mer awer der Meenung, datt un éischter Stell dem éischte Souci soll Rechnung gedroe ginn, an datt an deem Fall hei eppes fir d'Kultur, an an deem spezifesche Fall hei awer eppes fir d'Musek misst gemaach ginn, an déi jo hei misst zur Geltung kommen. Datt de Contenant och usprieche soll, doriwwer si mer eis - mengen ech - alleguer eens.

Ech verstinn allerdéngs net, datt mer esou waghalseg Experimenter aginn, wa mer herno dann op eemol Tester an enger Soufflerie maache mussen, fir dann ze kucken, ob déi Poteauen, déi ronderëm dat schéint Gebai do stinn, dem Wand duerhalen. Wann een doriwwer esou nodenkt, da stellt een sech awer a sech d'Fro, ob mer hei net eng Kaz am Sak kaaft hunn, ob mer hei net awer zum Deel ferme op d'A gedréckt si gi mat engem Tirangsprojet vun engem Stararchitekt, bei deem mer, mengen ech, am Virfeld besser gehat hätten, der Saach op de Fong ze kucke wéi dat im Nachhinein de Fall ass.

Elo huet ee ganz einfach d'Impressioun, datt mer wuel e schéint Gebai hei hunn, dat vu bausse ganz gutt ausgesäit, ouni sech awer d'Fro ze stellen, ob et iwwerhaapt deem entsprécht, wat mer brauchen, an ob een net mat manner hätt kënnen duerkommen. Mä virun allem, wann een iwwert de Kierchbierg fiert, an de Kierchbierg erafiert, gesäit dat jo emol ganz schéin aus - den Aen allerdéngs gefält et!

Ech hunn och d'Impressioun, datt d'Architekten, mengen ech, sech ëmmer manner Gedanken doriwwer maachen, fir eppes riichtzestoen, well souwisou der hannendru stinn, déi gutt domm Politiker, déi da musse kucke wéi se eens ginn, an de Problem musse léise fir d'Kreditter erbäizekréien.

Ech mengen, datt et awer a sech esou misst sinn, datt de Maître d'oeuvre misst Chef sinn, an dem Architekt an dem Büro misst soen, wou d'Saach higeet, an dat net ëmgekéiert de Fall ass, datt dann och déi Leit, an dat kann ee jo och aus dem Rapport hei noliesen, fir all déi Ëmännerungen, déi dat do mat sech bréngt, nach 5 Milliounen Euro, dat heescht 200 Milliounen Honorairë méi kréien. Dat versteet een a sech net. Entweder sinn et d'Architekten oder d'Büroen, déi Schold dorun hunn, oder awer et ass d'Verwaltung, mä wann een den Architekte jo ouni mam A ze zucken 200 Millioune méi ausbezuelt, da kann ee sech jo virstellen, wou datt de Problem läit.

Ech hu schonn am Virfeld ënnerstrach, mengen ech, datt mer awer an Zukunft d'Acteuren alleguer, och d'Architekten, d'Büroen, d'Verwaltung an d'Politiker, déi dat do décidéieren, méi musse responsabiliséieren. Ech mengen, et muss hei jiddferee seng Verantwortung iwwerhuelen a kucken, datt d'Rechnung opgeet.

Ob de „project manager" do d'Léisung ass, Här President, dat woen ech emol ze bezweiwelen, well de „project manager" gëtt jo herno drop gesat. Op all déi aner, op de Stararchitekt, op den Architekt - de Lëtzebuerger Architekt -, op de Bureau d'études, op déi vun der Verwaltung, setze mer de „project manager" drop, an da musse mer jo eng Kéier erëm de „project manager" kontrolléieren, an dat muss jo erëm ee vun der Verwaltung sinn.

Do wonnert ee sech net, datt dat 200 Millioune wäert kaschten, an domat wäerte mer ni fäerdeg ginn. Dobäi ass dann nach ee Sécherheetsberoder an alleguer déi Leit, déi op deene Schantercher do schaffen, mat deenen och de „project manager" an ech weess net, wéi se alleguer heeschen.

Mä op jiddfer Fall, eent weess ech a kann an deem Chiffer hei liesen, Här Scheuer, datt et deier gëtt, a kee besser wéi Dir muss wëssen, wéi deier datt et gëtt.

(Interruption)

Duerfir, mengen ech, musse mer och déi Debatt iwwer eng Ännerung vun de Prozeduren elo ee fir allemol bis zum Schluss hei féieren. D'Kontrollkommissioun oder d'Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire huet ënnert dem Virsëtz vum Henri Grethen a sech schonn domat ugefaang, mä et ass awer elo sécherlech net där Kommissioun hir Aufgab an Aarbecht dem Minister a senge Leit hei ze diktéieren oder deene virzeschreiwen, wat se hei ze maachen hunn. Ech mengen, do muss de Minister scho seng Verantwortung iwwerhuelen. Dat huet e jo och wëlles ze maachen, esou wéi en dat hei gesot huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir als Demokratesch Partei hunn deen initiale Projet hei mat gestëmmt, well mer der Meenung waren, datt esou ee Concertssall eisem Land, eiser Kultur an deene Leit, déi doranner schaffen, an natierlech selbstverständlech deene Matbierger, déi dat do lauschtere ginn, dénge kann.

Ech muss lech awer soen, datt mer eis bei dësem Vote hei elo wäerten enthalen. Mir kënne keng Politik cautionnéieren, wou esou liichtfankeg mam Geld ëmgaange gëtt, och wann et sech ëm dee prestigiéiste Projet handelt. Duerfir verlaange mer elo endlech vum Bauteminister a sengen CSV-Kolleegen an der Regierung,…

(Interruption)

Jo gären!

…eng verantwortlech Budgetspolitik ze féieren. De Finanzminister an de Budgetsminister kommen eis jo hier weisen, datt se hir Responsabilitéiten och an deenen aneren Domänen hei iwwerhuelen a konkret Léisungen ausschaffen a proposéieren.

Mir verlaangen, datt ee Wee fonnt gëtt iwwert deen déi Leit, déi Verantwortung hunn, déi och droen, an datt net versicht gëtt, sech där Verantwortung ze entzéien, a se ëmmer erëm op anerer ofzeschieben.

An deem Sënn soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President. Häre Ministeren, erlaabt mer fir d'éischt dem Rapporteur, dem Här Clement, Merci ze soe fir säin excellentë Bericht.

Wa mer iwwert d'Dépassementer bei dësem Projet schwätzen, esou muss een op hir Envergure hiweisen - ëmmerhi maachen déi 29,7 Millioune Euro 38% vum initialen Devis aus - an datt sech déi Suen och nach op zéng Positiounen opdeele vun den Travaux de gros oeuvre ugefaangen iwwert d'Toiture a sou weider bis op d'Surveillance an d'Honoraren.

Wéi den Devis estimatif, deen op de 17. Mee 2000 datéiert war, am Dezember 2000 an der Chamber diskutéiert ginn ass, hu schonn eng Rei Deputéierten sech deemools kritesch dozou geäussert. Esou huet de Ben Fayot gefrot, d'Regierung soll der Chamber mat Zäit soen, wéini den Devis iwwer 78 Millioune Euro reaktualiséiert géif ginn. Den Deputéierte Robert Garcia huet gemengt, op Grond vun Erfahrunge mat anere Projete kënnt ee realistesch mat 4 Milliarde Frang oder 100 Milliounen Euro rechnen.

Déi zoustänneg Ministesch, d'Madame Hennicot-Schoepges, huet dozou gesot, ech zitéieren: „Da gëtt natierlech d'Fro gestallt: Kann een de Baupräis halen? Dir Dammen an Dir Hären, an alleguer déi, déi Buergermeeschter oder Buergermeeschtesch sinn: Dir wësst, dass een esou ee Verspriechen net ka ginn. Ech ka soen, dass ech den Architekt ënner Drock gesat hunn, fir mam Präis erofzegoen, dofir si mer op 3,1 Milliarde komm, e war vill méi héich. Dat ass geschitt andeems un de Volumë reduzéiert ginn ass, awer net un den Inhalter vum Projet.

Ech hunn deem och d'Fro gestallt: Kënne mer dee Präis do halen, ofgesinn natierlech vun den Hausses légales - do si mer eis jo eens driwwer? Den Architekt huet mer d'Assurance ginn: Dir kënnt dee Präis halen. Ech muss awer soen, dat ass eng Berechnung, en Devis, dee gemaach ginn ass opgrond vu Pläng, wat Avant-projet-sommairë sinn, also keng Detailpläng. Dat si jo nëmmen déi Iwwerraschungen, déi mer kréien.

Ech si bereet bei der Chamber Schrëtt fir Schrëtt ze berichten, wéi dann d'Ausschreiwungen ausginn, fir datt Der lech emol selwer kënnt e Bild maachen, wéi dat am Devis an herno, no der Soumissioun, ausgesäit. Et soll esou sinn, datt d'Statsgelder spuersam agesat ginn, an et soll och net esou sinn, datt ee mengt, wann 3 Milliarden an der Luucht stinn, da wieren déi vu vireran „dus", well wann et méi bëlleg gëtt, desto besser."

Ech mengen, ouni laang mussen Erklärungen ze ginn, gesäit ee wie Recht hat an där Saach hei, d'Deputéierten, déi ech zitéiert hunn, oder d'Madame Ministesch.

Den Avis vum Conseil d'État - dat ass gesot gi vum Här Clement - ass ganz kritesch. E weist op déi onseriö Planifikatioun hin, op d'Aussmooss vun den Dépassementer, an e schwätzt vun enger irresponsabeler Gestioun vun den Deniers publics, stellt d'Fro vun den Ursaache vun den Ecarten an no de Moyenë fir deem entgéintzewierken. An e stellt déi aktuell Prozedur a Fro.

An der Kommissioun vun den Travaux publics huet de Bauteminister proposéiert, an Zesummenaarbecht mat der Commission des Comptes et de l'Exécution budgétaire, no Ännerunge vun de Prozeduren ze sichen an déi bestehend Mechanisme vun der parlamentarescher Konsultatioun ze reforméieren. Weider huet d'Kommissioun d'Noutwendegkeet vun engem „project manager" bei esou komplexen Infrastrukturen ënnerstrach, dee mam Suivi vun den Aarbechte chargéiert ass an d'Anhalung vum Timing an d'Envergure vun eventuellen Dépassementer kontrolléiere soll. Kritesch hannerfrot ass och de Rôle an d'Responsabilitéit vun den Architektebüroen a vun de Bureaux d'études ginn.

Et muss een awer och festhalen, datt gewëssen Dépassementer net prévisibel waren, well eng Rei Modifikatioune vum Utilisateur gefrot gi sinn a well eng Rei Ännerungen sech eréischt no der Erstellung vun de Plans détaillés als noutwendeg erwisen hunn.

Et muss een och wëssen, datt bei esou enger exceptionneller Infrastruktur, engem sou genannte Prototyp - elliptesch Form, eng Pente vun 2%, 823 Pilieren, eng Colonnade, an dann den Haaptproblem Akustik - net e standardiséierte Programm kann applizéiert ginn. Ausserdeem kënnen d'Genehmegunge vum Ministère de l'Environnement a vum ITM eréischt opgrond vun detailléierte Pläng erdeelt ginn an net op Basis vum Avant-projet sommaire. Déi Oploen, déi mussen erfëllt ginn, hunn oft meeschtens awer finanziell Implikatiounen.

Et muss ee sech awer och d'Fro stellen iwwert d'Responsabilitéite vun den eenzelnen Acteuren, iwwer eventuell Sanktiounen, iwwert de Sënn an d'Stabilitéit vu Projeten, déi den Deputéierte virgeluecht ginn, an och iwwert de Respekt virum Bierger, dee sech eng seriö Gestioun vun den öffentleche Gelder erwaarde kann.

Ech wëll zum Schluss nach drop hiweisen, datt esou Dépassementer bei ville Projeten eng pluriannuel Planifikatioun schwiereg maachen, esou datt eng Rei Infrastrukture riskéiere gekierzt oder guer net realiséiert kënnen ze ginn.

Erlaabt mer kuerz awer och e Vergläich mat de Gemengen.- et gëtt Leit, déi dat net gären héieren. Wa mir emol eng Kéier an de Gemengen, ausser vläicht d'Madame Frank vu Betzdorf - si ass grad net hei - 38%...

(Interruption)

…Dépassement bei engem Projet hätten, da misste mir op alle Fall zu Kolmer déi aner Projeten deementspriechend e bësse kierzen oder op alle Fall e puer Joer zréckstellen.

Ech wëll trotz deene kritesche Bemierkungen awer heimadder, well mer virun engem Fait accompli stinn, wéi gesot ginn ass, den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Als nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter virgesinn. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, als nei Deputéiert an der Chamber hunn ech haut an deene puer Méint, wou ech heibanne schaffen, scho fir d'drëtt Kéier d'Geleeënheet ee Projet de loi aus der Bautekommissioun hei kënne fir meng Fraktioun ze kommentéieren. Dräi Projets de loi an dräi Adaptations budgétaires!

Eigentlech hu mir eis an der Kommissioun bis elo praktesch ausschliesslech beschäftegt - op gutt lëtzebuergesch gesot - fir d'Kar aus dem Dreck ze zéien. Bei dësem Projet handelt et sech wuel ëm e Musterbeispill vu Missmanagement an awer och vu Feelplanung. Sécherlech begréisse mir déi Suggestioune vum Bauteminister, déi och am Rapport vum Här Clement opgezielt sinn. Ech erënneren och drun, datt ech bei där leschter Adaptation budgétaire - an dat ass jo och nach guer net esou laang hier - eng ganz Rei Suggestioune vu menger Fraktioun opgezielt hat, wou ee kéint éierlech Verbesserungen a wichteg Verbesserunge maache betreffend souwuel de Choix vun de Projeten, wéi virun allem awer och d'Prozeduren an d'Realisatioun anescht duerchféieren.

Ech hat och deemools gesot, datt mir géingen esou wesentlech an noutwendeg nei Prozeduren ënnerstëtzen a konstruktiv matschaffen. Trotzdeem wäerte mer nach eng ganz Rei vu budgetären Adaptiounen, déi méi oder wéineger zum Schuddere bréngen, hei defiléiere gesinn, an et ass och scho virdrun opgezielt ginn.

Et gëtt där Bauteprojeten, Här President, déi mir vun Ufank un net matgedroen hunn, well se fir eis politesch an déi falsch Richtung ginn a well se fir eis gréng Politik d'Weiche fir d'Zukunft falsch stellen. Ee Beispill dovunner ass d'Nordstrooss, déi och haut schonns erëm - an nach laang net fir d'lescht, leider - an d'Schlagzeile komm ass. Et ginn awer aner Bauteprojeten, déi fir eis kompromëssfäeg gewiescht wieren, wa se dann och transparent a konsequent duerchduecht a logesch geplangt gewiescht wieren. D'Salle philharmonique um Kierchberg ass esou ee Projet.

Erlaabt mir eppes wat den Här Calmes eigentlech net konnt maachen, wat mir als Gréng awer kënne maachen. Erlaabt mir aus grénger Siicht de Parcours vun der Salle philharmonique déi lescht zéng Joer ze retracéieren, fir ze ënnersträichen, firwat mir eis net kënne mat där Virgehensweis averstanen erklären.

Viru knapp zéng Joer huet déi deemoleg Regierung dës Concertshal, zesumme mat engem Musée d'Art moderne, enger Plaz fir eng Bibliothéik an dunn och nach engem Musée de la Forteresse an engem Package entworf. Deemools war d'Bedenke vun der grénger Fraktioun haaptsächlech d'Konzentréierung vun esou ville kulturellen Aktivitéiten op engem eenzege Site. Dëst och nach zimlech wäit ewech vum Stadkär, dee schonns zu där Zäit bedrot war, eng doudeg Stad ze ginn, dat heescht eng Stad wou d'Leit nach just schaffe kommen, wou se praktesch net méi wunnen a wou se och ganz wéineg Fräizäitaktivitéiten ugebuede kréien.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Wéi dunn den éischten Devis vun der Concertshal bekannt war, sou konnte mir deen och nach matdroen. An ech wëll lech hei drun erënneren, datt déi gréng Fraktioun nach ni e kulturelle Projet wéinst sengem héije Budget net matgedroen huet! Mir waren éischter besuergt iwwert d'Fonctionnementskäschte vun esou engem Gebai, dëst awer an der Optik vun engem Equiliber am Kulturbudget. Dëst souwuel iwwert d'Aart vun der Kultur wéi awer och iwwert dee geographeschen Equiliber.

Dat bréngt mech dann och zum Kärproblem vun dësem Bauteprojet a vu senger Adaptation budgétaire. Mir sinn als Gréng schonn ëmmer der Iwwerzeegung gewiescht, datt een eppes baut, well een eppes brauch, respektiv well eppes feelt. Déi Besoinë fannen hiren Nidderschlag an engem Konzept. Dat Konzept gëtt begleet vun enger Fonctionnementsbeschreiwung, wat definéiert, wéi, vu wiem, wéini a mat wat dat Konzept ëmgesat gëtt. Wann dës zwou Saachen definéiert sinn, ass et un der Zäit, datt d'Konzept an de Fonctionnement hir reell Plaz fannen, sprich eben an engem Gesetz. An dann, dann ass et un der Zäit fir den Architekt a fir d'Bëtonsmaschinn.

Hei ass net der Rei no gefuer ginn. Hei hat den Architekt schonns säi Concours gewonnen, wat mer verstinn, well d'Gebai ass impressionnant, mä mat der Gestioun vun deem, wat am Gebai sollt geschéien, ass eppes schief gelaf.

De 26. Oktober 2000 huet déi deemoleg Bautekommissioun de Rapport vun deem Bauteprojet vun der Concertshal ugeholl. Meng Virgängerin hat sech deemools beim Rapport enthalen, an ech zitéieren aus dem Procès-verbal: «à la demande de Madame Wagener, les représentants du Gouvernement s'engagent à faire parvenir à la commission le projet de loi sur l'établissement public chargé de la gestion de la salle de concert, et ce avant le vote du projet de loi 4685.»

Dëst Engagement huet d'Regierung eigentlech net agehalen, andeems si de Projet vun engem Établissement public deeselwechte Moie presentéiert huet an enger Kommissioun, wou e puer Stonnen duerno hei an dësem Haus iwwert de Bauteprojet vun der Hal ofgestëmmt ginn ass. Dat war de 5. Dezember 2000.

Esou wéineg Sputt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären - e puer vun lech waren deemools schonn derbäi -, ass den Deputéierte gelooss ginn, grad eng Mëttesstonn, fir sech eescht Gedanken ze maachen iwwert d'Gestioun vun engem deemools schonn iwwer 3 Milliarden aler Frangen deiere Projet - 78 Milliounen Euro!

Mir Gréng, Här President, mir schaffe séier, mä hei war et eis onméiglech, d'Konzept an d'Gestioun mam Bauteprojet ze associéieren a mat engem klore Kapp doriwwer ze décidéieren, an dat war dann och haaptsächlech de Grond, firwat mir eis deemools enthalen hunn.

Mä d'Geschicht geet virun. Eréischt den 21. November 2002 ass d'Gesetz iwwert den Établissement public vun der Concertshal veröffentlecht ginn. Zwee Joer - Zwee Joer! - trennen de Bauteprojet vum Fonctionnementsprojet. Dës an eisen Aen onlogesch Aart a Weis virzegoen, huet an Tëschenzäit zu wesentleche Programmännerunge gefouert.

An éierlech gesot, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wann ee sech mat esou wéineg definéierte Kritären duerch e Gesetz, dat a kuerzen Zich de Bau vun enger Concertshal resüméiert fir praktesch 78 Milliounen Euro, an en Abenteuer lancéiert, da si Programmännerunge scho virprogramméiert. An dës Programmännerungen hu stattfonnt, an nieft aneren, ech muss wierklech soen onverzeilechen an och onerkläerlechen Oublien, wéi dem Bassin de rétention oder dem Double vitrage - den Här Calmes ass schonn drop agaangen - hunn dës Programmännerunge wesentlech zu enger Adaptation budgétaire vun 30% vum Montant gefouert.

Nom Vote vum Bauteprojet de 5. Dezember 2000 ass et du weidergaangen. Do sinn am Abrëll 2001 déi Études spécialisées duerchgefouert ginn, eben ënner anerem déi iwwert d'Akustik, dat heescht nodeem eigentlech mir hei gestëmmt hu wat gebaut gëtt. Am Oktober 2001, bal ee Joer duerno, sinn d'Wënsch vun den Utilisateuren eragereecht ginn an och adaptéiert

ginn. En cours de route huet den Ëmweltministère sech zu Wuert gemellt an hien huet eben en double vitrage an dee Bassin de rétention gefuerdert. Datt den Ëmweltministère dat mécht, dat ass seng gottverdammte Flicht, an eigentlech hätt hien dat guer net bräichten ze fuerderen, wann de Bauteministère respektiv d'Bauteministesch hir Flicht erfëllt gehat hätt. Dat wëll ech just ënnersträichen.

De Fait och, dass d'Concertshal iwwer keen eegene Parking verfügt huet, schéngt déi Responsabel och net mat Rou gelooss ze hunn. Och de Parking hat Urecht op eng Programmännerung. D'Mediathéik, déi jo och mat gestëmmt gi war vun Iech heibannen, war en cours de route kee Besoin méi; an aus der Mediathéik ass en Accès zum Parking entstane mat dräi Liften.

Fort, déi gutt Proposen, notamment vum deemolege Rapporteur, fir Bustickete mat Entréesticketen ze verbannen; fort déi couragéiert Sprech iwwert d'Förderung vum öffentlechen Transport bis bei dee kulturellen Dräieck um Kierchbierg. Kee Foussgängerwee vun der Hal zum öffentlechen Transport, deen ass op kengem Plang virgesinn. Et si Beem do gemoolt, mä kee Wee. Dat ass déi traureg Realitéit vun enger urbanistescher Zukunftsplanung um ënneschten Deel vum Kierchbierg.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn en impressionnant Gebai, wou ech menge jiddfereen heibannen d'accord ass, datt et schéi gëtt; bal jiddferee sech freet, dass et dann awer nach fir d'Présidence zumindest zum Deel fäerdeg gëtt. Jiddfereen ass och gespaant haut, esou wéi viru véier Joer, mä nach ëmmer kee weess esou richteg Bescheed - gradesou wéi viru véier Joer -, wat, wéini a wéi et herno fonctionnéiert.

An dat ka jo och net sinn, well Dir, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, am Joer 2000 e Bauteprojet gestëmmt hutt an am Joer 2002 e Fonctionnementsgesetz gestëmmt hutt, an elo 2005 eng Adaptation budgétaire, ebe bedéngt duerch Programmännerungen, stëmmt. Also ass do iergendwéi eppes, wat net richteg fonctionnéiert.

An aus deene Grënn kënne mir dëse Projet haut hei net mat stëmmen an domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. De Rapporteur huet et scho gesot, ëmmer erëm - et fält engem geschwënn näischt Neies méi an - ass et effektiv gebetsmühlenaarteg ëmmer datselwecht, wat hei widderholl gëtt an et kritt ee scho bal d'Flemm.

Ech wëll ganz kuerz rappeléieren, datt mer hei mat enger ganz substanzieller Augmentatioun befaasst sinn, souguer wann een d'Adaptatioun un d'Entwécklung vun de Baupräisser mécht, da sinn et vläicht keng 38%, mä awer nach 35,5%, mä dat mécht leschten Enns der Kaz och kee Bockel. Den Ennpräis geet doduerch erop bis op 4,6 Milliarden där aler Frangen.

Eent muss een awer och nach dozou soen. Am Oktober 2004, Här Minister, wéi Dir eis déi Tableauë virgeluecht hutt vu praktesch sämtleche Projeten, déi en cours sinn, war et schonn iwwert déi autoriséiert 83,8 Milliounen Euro eraus, well 106 Milliounen Euro engagéiert waren, dat heescht 26% méi wéi d'Gesetz et zouléisst. An Dir sidd domat ganz kloer an der Illegalitéit vis-à-vis vun deem Gesetz, wat mer hei gestëmmt hunn, wat d'Regierung obligéiert, datt keng Engagementer däerfe geholl ginn iwwert dat eraus, wat gesetzlech autoriséiert ass.

Ech stelle mer d'Fro: Wéi solle mer d'Leit dobaussen dozou brénge fir d'Gesetzer, déi mir hei stëmmen, ze respektéieren, wann d'Regierung selwer sech net dorunner hält?

Här President, ech wëll e Wuert soen zu den Ursaachen. De Minister huet eis gesot, et wier en exceptionnellë Projet, a mir hätte jo hei, als déi Leit, déi dat bauen, keng Referenzen, duerfir wier et immens schwéier gewiescht, fir dat alles richteg anzeschätzen.

Ech mengen, de Problem läit virun allem dran, datt hei ee Gebai gewielt ginn ass, quitte datt et eng Kommissioun war, déi de Choix gemaach huet. Et war jo e Concours an et war eng Kommissioun vun anscheinend ganz dichtege Leit, déi dann de Projet erausgewielt huet, wat fir een dee beschte sollt sinn. De Problem ass, datt dat praktesch nëmmen no sou genannten esthetesche Kritäre vir sech gaangen ass. Ech hunn, wéi ech och déi Débatë vun deemools nogelies hunn, e flott Zitat fonnt, wat ech Iech hei net wëll virenthalen, vum deemolege Spriecher vun der CSV, dem regrettéierten Nicolas Strotz, dee gesot huet…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Regrettéierten?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wa mer vun hei aus dat kucken - mir bedauere jo, datt hien net méi hei ass. E seet, oder hien huet gesot: „Déi harmonesch geschwonge Forme vum Projet spigelen d'Philosophie vum Portzamparc erëm, deen d'Rhythmik an d'Harmonie vun der Musek gläichsetzt mat der Metrik an de Proportioune vu senger Architektur."

(Interruptions)

Do fanne mer scho vläicht eng vun den Explikatiounen, woufir déi Affär eis hei aus dem Rudder gelaf ass. Do hëlleft et och näischt méi, wa mer dann elo gesot kréie vun de Leit aus dem Ministère, an Zukunft soll méi Wäert op de Facteur Economicitéit geluecht ginn.

Hei ass, an dat huet d'Madame Minister och scho gesot, e Projet sommaire gestëmmt ginn. Dat ass esou e bëssen - wéi ee seet - Daum mol Pi, an da kucke mer emol wou mer erauskommen. Et ass awer onbegräiflech, datt d'Oploe vun der ITM, déi awer jo méi oder wéineger bekannt sinn, an och déi vum Environnement hei einfach op der Säit gelooss gi sinn, net berücksichtegt gi sinn.

Et si scho Kolleegen, déi virdrun drop higewisen hunn, datt hei déi eenzel Verglasungen, ofgesi vum thermeschen Effet, wann ee gesäit, datt do praktesch nëmme Glas ronderëm ass, et ass jo net nëmmen de Wanter, wann et kal ass, dee Bau do bal net ze hëtze wär, mä och de Summer, wann et extrem waarm ass - quitte datt déi Kolonne ronderëm vläicht e bëssen ofhalen - esou e Bau thermesch net an de Gréff ze kréien ass, wann en net anstänneg isoléiert ass. Ofgesinn dovun, datt akustesch Momenter matspillen, déi vill méi grouss si wéi déi Isolatioun vis-à-vis vum Parking, déi jo och nodréiglech imposéiert ginn ass. D'Affär vum Bassin de rétention, do géing ee mengen dat misst fir jiddfereen eng Selbstverständlechkeet sinn.

Een anere Facteur ass d'Ënnerschätzung vun den technesche Schwieregkeeten. Ech erlabe mer hei och e Saz ze zitéieren: «En plus l'extrême complexité architecturale et les exigences acoustiques ont été largement sous-estimées lors de l'avant-projet sommaire.» An do muss ee sech awer d'Fro stellen: Wéi ass esou eppes méiglech wann esou e Stararchitekt engagéiert gëtt, dee jo awer just an där Matière méi Erfahrung misst hunn?

Ech erlabe mer de fréieren a jëtzege Kolleeg Néckel Strotz nach eng Kéier ze zitéieren, dee gesot huet: „De Christian de Portzamparc ass als Architekt an der Musekswelt keen Onbekannten, huet hien dach schonn zu Paräis d'Cité de la Musique an de Conservatoire Eric Satie, an zu Nanterre d'École de danse de l'Opéra de Paris realiséiert." Vun esou engem Architekt misst een awer kënne verlaangen, datt, wann hien e Museksgebai konzipéiert, hie misst wëssen, datt een do misst op d'Akustik oppassen!

D'Geschicht vun de Kolonnen, do kéint ee jo e Roman driwwer schreiwen, wat alles do geschitt ass wéinst iwwerhaapt deene Schwingungen, wou op eng Kéier gefaart ginn ass a festgestallt ginn ass, datt déi kënnte kommen. An do - do schléissen ech mech deem u wat schonn anerer viru mer gesot hunn - si mer wierklech d'Versuchskanickel vun deem Architekt gewiescht.

Wann et net fir ze kräische wär, hätt ech bal misse laache wéi ech gelies hunn, datt bei der Ventilatioun - well se festgestallt hunn, datt d'Réier ze enk wären, a wann een da vill Loft doduerchbléist, dann dauscht et selbstverständlech - misst nodréiglech décidéiert ginn, datt méi grouss Réier misste kommen, fir datt een dat Gedauschs dann am Concertssall net géing héieren. Ech géing och vun esou engem Architekt erwaarden, wann en dann eppes vu Museksgebaier kennt, datt hien dat vun Ufank u gewosst hätt.

Eng aner Geschicht - et kënnt een der jo méi hei opzielen - ass de Revêtement de sol du disque, wou probéiert ginn ass fir mat enger dënner Schapp ze fueren, wat awer net gaangen ass, a wou elo dann Dalles en béton préfabriqué musse geluecht ginn, «dont la pose s'avère compliquée vu la dalle en pente,» - déi 3%, dat ass jo dat wat de Reiz bei der Geschicht ausmécht - «les nombreuses colonnes et l'exigence de poser des dalles de grands formats.»

(Hilarité)

Ech géing och mengen, datt esou en Architekt sech dach awer, wann hien esou eppes konzipéiert, där Problematik bal misst bewosst sinn.

Duerfir eis Fro: Wat ass genee den Optrag an d'Aufgabestellung un den Architekt gewiescht? Wat ass seng Responsabilitéit bei dësem Bau? Wat steet a sengem Vertrag a wéi gëtt hie rémunéréiert? Ech hoffen, datt mer dat eng Kéier am Detail gewuer ginn. Huet hie just eng schéi Maquette an e puer Pläng geliwwert? Oder ass hien och fir d'Detailplanung an den technesche Volet verantwortlech?

Et gëtt eis gesot, hie géif net an deselwechte Proportiounen un den Iwwerschreidunge verdénge wéi um Basisprojet. Ech hunn dat emol nogerechent. An dësem Projet, wou et jo ëm d'Augmentatioun geet, maachen d'Honorairen - dat ass hien awer wahrscheinlech net eleng - bal 17% vum gesamte Käschtepunkt aus. Am ursprénglech Projet de loi waren et 12%. Iergendwou passt dat Ganzt dann awer net beieneen. Am Ganze belafen d'Honorairë sech op ronn 15 Milliounen Euro oder 600 Millioune Frang.

Här President, et ass jiddefalls onerträglech ze gesinn, wéi blauäugeg hei an dëse Projet eragespronge ginn ass, wéi all méiglech Problemer net gesinn oder ënnerschat gi sinn, a wéi de Steierzueler dann och nach duerfir zousätzlech Honorairë bezuele muss!

Da kënnt deen anere Punkt, deen och politesch net ze entschëllegen ass, dat sinn d'«demandes supplémentaires de la part des utilisateurs et du Ministère de la Culture» wat d'Changementer, heiansdo important Changementer vum Projet nom Vote mat sech bruecht hunn, ouni datt d'Chamber duerfir hiren Accord ginn huet. Dat ass ënner anerem den Accès vum Parking, dee geännert ginn ass. Et ass déi zweet Coque, déi dohinnergeprafft ginn ass, ouni datt se virdru geplangt war an ouni datt en Accord komm ass. D'Changementer vum Déambulatoire - ech hu mer Gedanke gemaach wéi een dat soll ëmschreiwen. Dat ass déi Promenade, déi ronderëm den eigentlechen…

M. Henri Grethen *(DP).*- Dat ass eppes wéi ee Kräizgang.

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Séier richteg, wéi fréier an de Kléischter, wou een da kann do ronderëm flanéieren, wann dann net grad Musek ass, an och vläicht e Pättchen drénken. Do sinn important Changementer virgeholl ginn. Da gëtt och nach vun der Falaise geschwat, déi iergendwéi Fielse soll duerstellen, an esou weider.

D'variabel Bühn, do muss ech allerdéngs soen, am initiale Projet war eng Fosse d'orchestre virgesinn, obschonn natierlech déi Fro gestallt gëtt: Wat maache mer mat esou eppes, wann et net soll a Konkurrenz zum Theater stoen?

(Interruptions diverses et hilarité)

(Coups de cloche de la Présidence)

De Conseil d'État, Här President, huet äusserst streng Kritiken ubruecht, an zu Recht! Ech erspueren Iech d'Zitater, well et hu schonn anerer dat hei gemaach. E seet, datt et inakzeptabel ass, an datt dat, wat hei geschitt ass, kee responsabelen Ëmgank mat de Steiergelder ass. Ech muss awer bedaueren, well ech hunn an der Kommissioun gefrot, datt mir als Chamber wéinstens sollten de Saz hannendru setzen: «La commission se rallie à ces critiques.»

Dat ass mer vun der Majoritéit refuséiert ginn, an duerfir hunn ech de Projet och net gestëmmt. Mir haten dat schonn eng Kéier hei. Ech bedaueren dat, well dat hei ass kee Parlament wat Krallen an Zänn huet vis-à-vis vun der Regierung wéi ee sech dat géing wënschen. Dat hei ass e Pabeiertiger, deen ëmmer erëm eng Kéier e bëssel-chen opmuckt, a méi passéiert net.

Här President, ech wollt och nach agoen op e puer Entgleisungen, déi an där ganzer Prozedur hei geschitt sinn. Et ass gesot ginn, op d'Demande hin an der Kommissioun, den Architekteconcours wär ouni Enveloppe globale a contraignante ausgeschriwwe ginn. Ech wollt wësse wat dann d'Konditioune gewiescht wären, déi d'Architekte gestallt kritt hätte wéi se dann de Projet auszeschaffe kritt hunn oder hiren Entwuerf virzeleeë kritt hunn. Wéi soll een ënner esou Konditiounen den Architekt responsabiliséieren?

Mir wëssen, datt selbstverständlech d'Tendenz do ass fir sech Denkmäler ze setzen. Net nëmme bei de Politiker, mä och bei den Architekten. Dat ass evident. Mä just duerfir ass et awer noutwendeg, datt ee se mat an d'Boot eranhëlt an datt een hinnen, och bei esou Projeten, d'Konditioun setzt, datt de Budget, deen zur Verfügung steet, muss respektéiert ginn.

Et kann ee sech d'Fro stellen: Huet d'Geld hei keng Roll gespillt? Well mir waren an enger Zäit wou d'Geld nëmmen esou erageschneit komm ass. Et kann ee sech och op de Standpunkt stellen, wann een esou en ambitiéise Projet wëllt realiséieren, datt ee seet: Mir hätte gären dat, a wat et dann herno kascht, dat bezuele mer. Ech wëll awer gläich hei soen, datt mir net där Meenung sinn. Et wär och contraire zu enger seriöer Finanzplanung ganz allgemeng, an et wär contraire zum Artikel 99 vun der Verfassung, soss bräichte mer jo net en extrat Gesetz ze stëmmen.

Wann een den Débat vum 7. Dezember 2000 kuckt, wou jo hei iwwert den éischte Projet debattéiert ginn ass, et ass schonn zitéiert ginn, den Här Garcia huet ënner anerem gesot, am Ufank wär et mat 2 Milliarden ugaangen. Du war et op eng Kéier 2,6 an dunn op eng Kéier 3,2.

Mäi Kolleeg Fernand Greisen huet deemools och hei drop higewisen: „Wat awer elo - ech zitéieren hie kuerz - de reelle Baupräis ubelaangt, hu mir do eng Suerg." Do muss ech un all déi Iwwerschreidungen erënneren, déi eise Bauteministère eis dëslescht huet misse beichten. D'Beispiller Pei-Musée oder de Geesseknäppche soen lech genuch. Och den Theater vun der Stad Lëtzebuerg ass do ze ernimmen.

D'Fro un den Här Minister ass déi: Ass dës Kéier den Devis korrekt? Sinn dës Kéier d'Parkingen an d'Baussenanlagen derbäigerechent ginn, oder kréie mer erëm stéckelchersweis alles nogereecht? Kann den Här Minister eis hei garantéieren, datt si zum Schluss vum Bau net erëm eng Kéier komme muss fir nei Dépassementer matzedeelen an nei Kreditter unzefroen?

D'Madame Minister - mäi Virriedner, den Här Diederich, huet schonn e groussen Deel hei zitéiert - huet ganz kloer gesot, si hätt Drock op den Architekt gemaach, an hien hätt hir versprach oder d'Assurance ginn, hie kënnt de Präis halen. A si seet selwer, et soll esou sinn, datt d'Statsgelder spuersam agesat ginn, an et soll och net esou sinn, datt ee mengt, wann 3 Milliarden an der Luucht stinn, da wieren déi „dus" vu virëran, well wann et méi bëlleg gëtt, desto besser. Si ass dovunner ausgaangen, datt se eventuell nach kënnt drënner bleiwen.

Ergo kann een dovunner ausgoen, datt deemools de Präis schonn eng Roll gespillt huet, an datt d'Chamber, wa se hei e Gesetz gestëmmt huet, eng Enveloppe budgétaire, schonn dovunner ausgaangen ass, datt sech misst dru gehale ginn. Aus där Siicht gekuckt ass dat, wat mer haut musse stëmmen, en totalen Echec.

Et ass vläicht dorop zréckzefëieren, Här President, datt de Kulturministère an de Bauteministère an enger Hand waren. Ech mengen, et soll een an Zukunft drop oppassen, datt wierklech do eng Trennung ass, an datt deen ee Minister muss bei deen anere goe fir eng Autorisatioun ze froe wann eppes ass, an datt dee selbstverständlech dann och d'Prozedur anhält, déi mer wëllen aféieren, datt d'Chamber consultéiert gëtt wann Ännerunge kommen.

Eis Fuerderungen, ech hu se schonn hei opgezielt: Et ass op jidde Fall noutwendeg, datt d'Architekten, d'Bureaux d'études an de „project manager", datt dat muss op den Dësch kommen, datt si och musse responsabiliséiert ginn. Mir sinn amgaang d'Prozeduren ze iwwerschaffen. Ech sinn och der Meenung, datt d'Chamberbautekommissioun an Zukunft d'Projetë méi genau soll ënnert d'Lupp huelen, examinéiere loossen, wann et net anescht geet, ob dat alles realistesch ass, wat se dohinner geluecht kritt huet, well et war an der Vergaangenheet net realistesch. Et mussen och politesch Sanktioune kommen, wa sech net dru gehale gëtt.

M. le Président.- Här Mehlen, ech muss och déi Décisioun huelen, well Är Zäit ofgelaf ass.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- A gëschter beim Här Ausseminister! Ech sinn direkt fäerdeg.

M. le Président.- Jo, deen huet aner Mëttele wéi Dir, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech kommen zur Konklusioun. Eng

Kéier méi ass den Devis staark iwerschratt ginn, an zwar 5 bis 36 Prozent. Eng Kéier méi kann d'Chamber näischt aneschters wéi en décke Kredit nostëmmen, eng Kéier méi kënnt ee sech als Deputéierten zimlech „ver…" vir, eng Kéier méi kënne mer dofir déi responsabel Ministesch net zur Verantwortung zéien, eng Kéier méi, dofir Félicitatiounen un d'CSV, déi se preventiv aus der Schosslinn geholl huet.

Déijéineg, déi dëse finanziellen Desaster ze veräntwerten hunn, sollen och elo hir Verantwortung iwwerhuelen. Mir haten den éischte Projet gestëmmt. Mir kënnen d'Augmentatiounen awer net stëmmen a mir wäerten eis dofir enthalen.

Merci.

M. le Président.- De Bauteminister, den Här Claude Wiseler, huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt d'selwecht wéi meng Virriedner dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde Rapport, deen e gemaach huet, an och deene Kommissioune mat deenen ech d'Geleeënheet hat iwwert dëse Projet an deene leschte Méint zesummen ze schaffen, der Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire, der Commission de la Culture a selbstverständlech der Commission des Travaux publics, déi dësen Text a sech behandelt huet.

Déi Zesummenaarbecht, déi mer op dësen Dossieren haten, war an der Kommissioun eng ganz konstruktiv Zesummenaarbecht, an ech hunn och gehalen, relativ schnell, notamment an d'Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire ze kommen, direkt de 27. September, well ech der Meenung war, datt et wichteg ass fir dës Chamber esou schnell wéi méiglech iwwer Froe wéi déi hei ze informéieren, fir ze kucke wat fir eng Prozedur mer géinge gemeinsam kënnen huele fir dee Problem, deen dee Moment manifestement do war, ze léisen.

Et war also fir mech extrem wichteg, esou schnell wéi méiglech déi Relatiounen a Klorheet mat der Chamber unzefänken, fir eng konstruktiv Aarbecht kënnen ze maachen.

Mir sinn an deenen Diskussiounen, déi mer haten, och virukomm, och an deenen Diskussiounen iwwert dësen Text, an déi Diskussiounen hunn eis ëmmer erëm a menger Appréciatioun zréckgefouert, datt mer sécherlech eng ganz Rei Froen op dësem Dossier individuell haten, mä datt mer iwwert deen individuellen Dossier vun der Concertshal, an et ass schonn ugeklonge wéi virdrun iwwert d'Nordstrooss oder iwwert d'Cité judiciaire geschwat ginn ass, datt mer och e strukturelle Problem hunn an der Virgehensweis, déi mer momentan hunn an der Prozedur, déi mer säit Joren amgaang sinn, d'Chamber op där enger Säit, d'Regierung op där anerer Säit, ze maachen.

An ech wëll selbstverständlech eng ganz Rei Saachen iwwert dëse Projet individuell soen, an duerno awer och vläicht dat eent oder anert Wuert iwwert déi prozedurell Froen, esou wéi se sech hei applizéiert hunn, mä esou wéi se sech awer och, wa mer se net änneren, sécherlech nach wäerten an Zukunft reproduzéieren.

Dat éischt iwwert de Concertssall. Ech wëll net ze vill dat resüméieren, wat éischtens am Exposé des motifs schonn an all Detail steet, wat och vun enger Rei vun Iech gesot ginn ass, wou déi verschidden Ëmännerungen hierkommen. Éischtens als Demande vun den Utilisateuren, wou de groussen Auditorium anescht gemaach ginn ass, mat anere Plattformen, wou den elektro-akustesche Sall méi grouss ginn ass, wou de Foyer verbessert ginn ass, wou och d'Variabilitéit vun der Akustik verbessert ginn ass, d'Adaptatioun vun de Büroen, fir se anescht ze agencéieren, datt se och deem entsprieche wat duerno gebraucht gëtt, den Aménagement vun den administrativen Zonen, d'Surfacë vun de Büroen, den techneschen Equipement, wou a sech gekuckt ginn ass, datt och d'Utilisatioun am Dagdeeglechen, wa keng Concertë sinn, anescht ka gemaach ginn, praktesch ka gemaach ginn, sécher ka gemaach ginn.

Dann déi architektonesch Partie, wou a sech de Parking vun der Place de l'Europe direkt domadder verbonne ginn ass, wat engem erlaabt, dann och independent eng Billetterie op ze hunn, ouni de ganze Concertssall opzehalen, also och d'Fonctionnalitéit wesentlech verbessert huet, wat awer mat sech bruecht huet, datt beim initiale Projet eng zweet Coque dobäikomm ass, den Déambulatoire, dee modifiéiert ginn ass, dee méi funktionell esou ass, wéi en elo ausgesäit.

D'Verrièren, d'Colonnaden, et ass driwwer geschwat ginn, Amortisseuren dra wéinst de Vibratiounen, d'Exigences thermiques, déi ugepasst gi sinn, an déi haaptsächlech, an dat ass de wesentleche Punkt, obwuel en elo net hei an der Diskussioun esou erklongen ass, déi an Aklang bruecht gi si mat den architektoneschen Exigenze vun der Transparenz haaptsächlech, wat net ëmmer bei thermeschem Glas esou ginn ass.

De Bassin de rétention, do gëtt gesot, dat hätt een alles missen am Viraus wëssen, mä och do gëtt et eng ganz Rei Méiglechkeeten, an de Bassin de rétention ass an enger zweeter Etapp als Solutioun festgehale ginn, wéi se an dësem Fall ubruecht war, och wann aner Solutiounen hätte kënnen envisagéiert ginn. Déi akustesch Exigenzen, an ech kommen duerno nach eng Kéier drop zréck.

Den Här Calmes huet gesot, et hätt een d'Impressioun, datt den Architekt eis hei op d'A gedréckt hätt. Ech muss soen, déi Prozedur, déi mer gewielt hu fir den Architekt erauszewielen, ass jo awer eng ganz klassesch Prozedur. Et ass en internationale Concours, wou eng ganz Rei Architekten, där enger, där anerer, déi vu Lëtzebuerg, déi aus Europa, déi aus dem Rescht vun der Welt zougelooss ginn. Et ass e Concours, wou anonym jugéiert gëtt. Dat heescht, et gëtt net op en Numm jugéiert. Et kommen eng Rei Projeten eran, dat Ganzt ass versigelt, et sinn eng Rei Experten, déi, mengen ech, awer eppes vun deem Dossier kennen.

Ech kann Iech och opziele wien alles an deem Jury war, wann Der dat wëllt, mä ech denken, datt dat alles Leit waren, déi erausgesicht gi sinn, well se eppes vun deene Problemer kennen, déi also anonym iwwer zéng Projeten dohinner geluecht kruten a wou eng gewëss Prozedur besteet, fir ee Projet dann erauszewielen. An doropshi kënnt dann e Laureat eraus, an et gëtt den Numm ebe bekannt wann d'Enveloppe opgemaach gëtt vun deem Projet, deen erausgewielt ginn ass. Dat ass awer eng Prozedur, wou ech muss éierlech soen, a priori gesinn ech net wéi een dann d'Prozedur kann anescht maachen.

An da kommen dem Här Mehlen seng Froen hannendrun, dee seet: Ma no wat fir enge Kritäre jugéiert dann déi do Kommissioun? Mä do gëtt et der eng ganz Rei.

Ech hunn dat matbruecht. Dir hat ee Moment gefrot an der Kommissioun, ech soll Iech et resüméieren. Mir hunn et net fäerdeg bruecht, well dat wat déi Leit an de Grapp kréien, dat sinn zwee Bicher, wou dann all Detail dra steet vun all Sall vun deem wat a sech gefrot ginn ass, an doropshi muss dee Projet ausgeschafft ginn, mat deenen eenzelne Spezifissitéite vum Sall, wat fir eng Fonctionnalitéite se hunn, wéi se musse gesinn an dat muss dann den Architekt a sengem Projet eraliwweren. An de Jury, dee soll duerno jugéieren, an dat ass och am Concours vum Jury festgehalen, an dat kréien och d'Leit virdru matgedeelt, och eng Rei Kritären.

An et gëtt nëmmen ee Kritär, mä dat ass dann d'Conception architecturale intérieure et extérieure, dat sinn d'Traitements des aspects acoustiques, d'Relations fonctionnelles d'utilisation, den Accomplissement du programme et des fonctions, d'Ekonomie, och als e Kritär, d'Conception technique énergétique et structurelle.

Elo kann een natierlech soen am Nachhinein, datt ee vläicht d'Pondératioun vun deene Kritären hätt kënnen anescht maachen. Ech mengen, datt mer dat och sollen anescht an Zukunft maachen. Ech wëll och op dee Wee goen, datt mer vläicht dem Kritär vun der Ekonomie eng aner Gewiichtung ginn, an och a priori anescht upaken, mä ech wëll just soen, et ass awer net, datt en net considéréiert ginn ass dee Moment wéi de Jury de Projet lauréat erausgesicht huet. Dat just fir déi Fro.

An dann huet ee sech d'Fro gestallt, ech wëll déi och nach eng Kéier kloer soen. Doropshin, nodeem déi Ëmännerungen dann all am initiale Projet gemaach gi sinn, kann ee sech natierlech d'Fro stellen: Huet dat do misse sinn oder hätt een dat net kënne virausgesinn? An all Ried, déi mer haut héieren hunn, hutt Der jo déi zwou Froen héieren: Huet dat misse sinn an hätt een et net kënne virausgesinn?

Huet et misse sinn? Eng einfach Fro, mä wéi esou vill einfach Froe gëtt et keng einfach Äntwert op eng einfach Fro, well d'Fro am Fong guer net esou einfach ass wéi se an deene fënnef Wierder, déi een do héiert, kënnt emol draus schléissen. Et ass eng komplizéiert Fro an eng komplizéiert Äntwert.

Verschidde Saachen hu misse sinn. Déi Saache vu Sécherheet, Stabilitéit, Veruerdnung vu Wärmeschutz, hu misse sinn. Ech kommen duerno op d'Fro zréck: Hätt een et kënne virausgesinn? Mä se hu misse sinn, do si mer eis jo am Prinzip alleguer eens.

Bei anere Saache kann ee sech natierlech soen: Et hätt eventuell net misse sinn. Wann ech vun enger zweeter Coque, der Surveillance vun de Kamerae schwätzen, engem aneren Déambulatoire, der Entrée vum Parking, der Verbesserung vun der Akustik, hätt een dat och anescht kënnen ugoen. Mä natierlech all déi Äntwerten, déi hei gi gi sinn au fur et à mesure wou de Projet evoluéiert huet, droen awer, an dat huet jo och kee Mënsch haut ugezweifelt, wesentlech zur Verbesserung vum Projet bäi. Dat kann een am Prinzip och net contestéieren an et ass an deem Sënn - dat gesinn ech an et ass dat, wat ech wëll soen; ech hunn déi Décisioun net geholl - wou déi Décisioune sengerzäit geholl gi sinn.

Elo kann ee sech natierlech Froe stellen iwwert d'Prozedur, wéi dat hätt kënnen, wéi dat hätt sollen oflafen, an ech kommen duerno nach eng Kéier op déi Froen zréck, well dat och hei am politesche Feld wesentlech Froe sinn.

Dann ass d'Fro: Hätt een dat kënne virausgesinn? Déi ass jo och oft gestallt ginn. Wéinst der Zäit ginn ech do nëmmen zwee grouss Bléck vun Äntwerten. Selbstverständlech hätt ee sécherlech eng Rei Saache kënne virausgesinn, mä ech wëll awer soen, dass een an deem Moment, wou en Dossier hei an d'Chamber kënnt, net alles ka virausgesinn. Firwat?

Et ass virdru gesot ginn, et kënnt een hei an d'Chamber mat engem Dossier, deen am APS-Stadium, dat heescht an engem Avant-projet-sommaire-Stadium ass. Dat ass ee Wuert wat jidderengem eppes seet, mä wat heescht dat fir d'Prozedur? Dat heescht, datt eréischt nom APS, an dat ass déi klassesch Prozedur, eng Rei Etüde gemaach ginn.

Déi ganz Etüd iwwert de Kommodo-Inkommodo, déi gëtt op den APD - op den Avant-projet définitif - gemaach, an definitiv gëtt d'Technik eréischt festgeluecht op Basis vun engem APD, dat heescht nom APS. Dat muss een einfach wëssen. An den definitiven Dossier kritt een dann eréischt, wann een APD-Pläng ka virleeën; dat ass e wesentleche Punkt. An dat ass ee Punkt, dee mer duerno, wa mer iwwert d'Prozeduren nodenken, awer mussen a Considératioun zéien, well op Grond vum APS leet kee sech op déi definitiv Technik fest, déi een a Sécherheetsnorme muss kënne gebrauchen.

Ëmwelt: Déi Étude énergétique iwwert dee ganze Projet ass nom APS gemaach ginn. Et ass eng Etüd iwwert den „Ensoleillement et déperdition de chaleur" - heescht dat - gemaach ginn, nodeem datt den APS fäerdeg war, fir den APD opzestellen. Et ass eng „Simulation en feu réel" gemaach ginn nom APS fir den APD, an et ass eréischt do wou déi ganz Problematik vum Désenfumage définitif huet kënne geléist ginn, wou och d'Stabilitéit vun der Struktur, am Fall wou et ee Feier gëtt, ausgerechent ginn ass en fonction vun de Kalorien - normalerweis ass dat en anere Beräich -, déi agebaut ginn an e Bau - thermesch Kalorien -, a wann e géing verbrennen, wat fir eng Hëtzt dee kann entwéckelen. Dat ass natierlech eréischt nom APS gemaach ginn.

Duerno ass vun den Ingenieure suggéréiert ginn, datt eng Étude de vibrations soll gemaach ginn, a wat d'Kolonnen ugeet, do sinn Essai-en-soufflerien - ech entschëllege mech fir déi franséisch Terminologie, mä et ass elo méi einfach - gemaach ginn an duerno sinn eng Rei Moossname geholl ginn.

Vun der Akustik, do gëtt gesot: Jiddferee weess jo, datt et e Concertssall ass, also hätt ee missen déi Akustik virdru kucken! Jo, dees sinn ech mer och bewosst. Mä déi Akustik ass och zu engem Deel virdru gekuckt ginn, an zwar vun engem Akustiker, dee Xu geheescht huet. Deen huet virdru Computersimulatioune gemaach, fir déi Akustik kënnen zu engem Deel festzeleeën. Et ass awer eréischt duerno wou eng Maquette 1:20 gemaach ginn ass a wou Akustikiwwerpréiwunge mat Material gemaach gi sinn, esou wéi et dann och dra kënnt, a wou definitiv festgehale ginn ass, op Basis vun deenen Etüden, mat wat fir engem Material géing geschafft ginn.

Et sinn och zousätzlech Studie gemaach ginn iwwert den akustesche Isolement vu baussen, wou duerno dann definitiv festgehale ginn ass, wéi dee soll ginn. Dat war awer nom APS. Et konnt een déi och kaum, well dat immens pousséiert Etüde sinn, virdru maachen; si sinn also virum APD, awer nom APS gemaach ginn.

M. le Président.- Här Wiseler, hutt Der nach fir laang?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Jo, et dauert nach e wéineg, Här President.

Duerfir sinn dat awer wichteg Studie gewiescht an duerfir muss ee sech hei iwwert déi Prozedur Gedanke maachen. Ech soe jo awer och ganz kloer, datt d'Chamber e Recht huet fir e Präis ze kréien, deen zu engem Deel deene Saachen, déi wesentlech sinn an esou engem Gebai, Rechnung dréit, fir datt Der besser kënnt wëssen, wat Der dann elo stëmmt a wat et kascht. Dofir ass dat do, mengen ech, awer zu engem Deel eng Prozedurfro.

An dann ass gesot ginn - ech mengen et war d'Madame Loschetter -: Et ass jo awer och normal, datt Der den Utilisateur virdru musst froen, an et ass net seriö, datt am Fong eréischt den Dag selwer den Établissement public hei virgestallt ginn ass. Do soen ech Iech awer: Wann de Projet de loi sechs Méint virdru virgestallt gi wär a souguer wann en zur selwechter Zäit, wéi d'Concertshal gestëmmt ginn ass, hei déposéiert gi wär, e wär och nach deeselwechten Dag gestëmmt gi wéi d'Concertshal, dann hätte mer nach ëmmer den APS gestëmmt gehat an den Établissement public vläicht deeselwechten Dag, mä dann hätt Dir eis awer virdrun nach keen Avis ginn, well e wär nach net en place gewiescht.

Mir brauchen also theoretesch schonn en Établissement public, wa mer Iech do nolauschteren - an ech verstinn dat jo och als Gedanken -, dee mer virdru stëmmen an d'Leit virdrun zu engem Deel engagéieren, datt se eis kënnen eng Meenung ginn, an da soe mer Jo oder Nee zum Bau. A wa mer dann Nee zum Bau soen? Dir verstitt de Problem.

An de Problem ass elo momentan och net méi esou akut, well ech elo net an deenen nächsten zwee bis dräi Joer Baute gesinn, wou mer iwwert den Établissement public an där Form fueren.

Wou Der Recht hutt, dat ass, datt et vill besser ass, et weess een déi Saache virdrun; dat ass absolut evident. Wa mer awer an deenen nächste Joren, an dat wäert en Haaptuleies sinn, Schoulen oder Ähnleches, Altersheimer, déi Der haut gestëmmt hutt, oder wat och ëmmer, bauen, da geet dat natierlech vill méi einfach well den Utilisateur scho bekannt ass a well Der déi Referenzpersoun, déi Der hutt, kënnt détachéieren an dohinner setzen, a mat där virdru schonn zumindest een Deel - et geet och nach net alles - determinéieren. Dat ass och déi richteg Prozedur; dat ass déi, déi ee soll maachen.

Ech wollt Iech awer elo just soen, datt et an esou engem Fall wéi deem hei esou einfach wéi dat elo beschriwwe ginn ass trotzdeem net ass an net war déi Zäit. Et ass op jidde Fall e wéineg méi komplizéiert a mengen An, obwuel ech Iech inhaltlech Recht ginn.

Elo ass et och vill manner problematesch wann een all déi Froen do an engem klassesche Bau ugeet, an engem Bau deen ee kennt. Wann een eng Schoul baut, en Altersheim, administrativ Gebaier, dann huet een eng Standardisatioun an et kënnt ee weider.

Ech probéieren an zwou, dräi Minutten ofzeschléissen, Här President.

M. le Président.- Jo ech géif Iech wierklech bieden, Här Minister. Dir hutt Är Zäit elo ëm 50% iwwerschratt, a wann d'Deputéierten sech hei alleguerte Méi gi fir sech plus ou moins un d'Zäit ze halen, muss d'Regierung dat och maachen, och wann den Dossier e bësse méi komplizéiert ass.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Et ass gutt, Här President, ech probéieren dann hei zwou Iddien nach ze soen, an de Rescht loossen ech dann ewech. Dat ass, datt mer hei e Bau mat enger relativ grousser Komplexitéit haten. Et ass virdru gesot ginn, d'Komplexitéit wär ënnerschat ginn. Si war och schwéier virauszegesinn an d'architektonesch Erausfuerderungen, déi sech gestallt hunn, ware méi grouss wéi een dat am Ufank virausgesinn hat.

Dozou kënnt, datt bei esou engem Projet d'Fro vun de Soumissiounen net ëmmer evident ass, well just bei esou onklassesche Bauten d'Präisser, déi an deenen eenzelne Soumissioune sinn, ganz schwéier

am Viraus ze schätze sinn, haaptsächlech bei esou exceptionnellë Konstruktioune wéi déi hei eng ass.

An da kënnt nach dozou - an dat muss een einfach och wëssen -, well et esou een technesch schwéiere Projet ass, well et eppes Onübleches ass, datt een och net onwahrscheinlech vill Firmen huet, déi Ugeboter maachen, an datt am Fong d'Zuel vun de Firmen, déi Ugeboter maachen, enorm kleng ass. Dat heescht dann, datt d'Konkurrenz net esou grouss ass an datt d'Präisser och net esou concurrentiel sinn a kënne méi deier ginn, gradesou bei solche Baute wéi bei méi klasseschen. An ech wëll just, datt een awer d'Komplexitéit vun der Problematik hei gesäit.

Da wëll ech soen, datt an deenen Diskussiounen, déi mer hunn - an ech wollt dorop agoen, mä da maachen ech dat net; da maache mer dat an de Kommissiounssitzungen -, mer eis genau déi Froen zesumme musse stellen, mat deenen d'Realitéit eis konfrontéiert wa mer esou ee Bau wéi deen hei uginn - zum Beispill, dass mer soen: Wat fir eng Léisung fanne mer dann? -, fir datt ech déi berechtegt Bedenken, déi den Här Mehlen, den Här Calmes an d'Madame Loschetter hei ugemellt hunn, ka mat an d'Chamber brénge a mer driwwer kënnen diskutéieren, an enger Etapp wou et nach sënnvoll ass ier gestëmmt gëtt.

Dat ass déi Fro, déi ech gär mat lech géif léisen a wou mer Methode musse fannen. Et ass och wesentlech, datt wann een duerno nach ähnlech Problemer huet, well där kommen och nach duerno vir, mer eng Prozedur fannen, déi ee ka mat lech diskutéieren, wéi eng Léisungen mer dann huelen. Dat ass mäi Wonsch an ech hoffen, datt mer esou schnell wéi méiglech do zu enger Léisung kommen, well déi nächst Projete muss ech an Zukunft déposéieren, an ech hätt am allerléifste mer géingen dat mat där neier Prozedur kënne maachen, well et géing mir d'Saach fir d'Zukunft ganz vill erliichteren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir Är Ausféierungen. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5413. Den Text steet am Document parlementaire 5413[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 36 Jo-Stëmmen, 7 Nee-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. François Maroldt), Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Roger Negri), Jean-Pierre Klein (par Mme Lydia Mutsch), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Felix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Charles Goerens), MM. Emile Calmes, Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.41 heures)

JEUDI, 20 JANVIER 2005

20E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

5132 - Projet de loi relative au référendum au niveau national

3762 - Proposition de loi tendant à instituer un référendum d'initiative populaire

(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Résolution)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatiouun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5132 iwwert de Referendum. Am selwechte Kader gëtt d'Proposition de loi 3762 vum Här Robert Mehlen behandelt. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen, nieft dem Rapporteur: d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi 5132, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers!

5132 - Projet de loi relative au référendum au niveau national

3762 - Proposition de loi tendant à instituer un référendum d'initiative populaire

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet, dee mer haut de Mëtteg diskutéieren an ofstëmmen, betrëfft de Referendum um nationale Plang. De Projet, deen dat virgesäit, d'Dokument 5132, ass den 20. Mee 2003 an der Chamber deponéiert ginn. Mir hunn am Laf vum Joer 2003 an 2004 d'Avisë vun de Beruffschambere kritt.

Den Avis vum Conseil d'État hu mer den 12. Oktober 2004 kritt. D'Kommissioun huet de Projet analyséiert, si huet dann den 29. November 2004 Amendementer un de Statsrot geschéckt, an de Statsrot huet de 4. Januar vun dësem Joer een zweeten Avis ofginn. D'Kommissioun huet de schréftleche Rapport an hirer Sitzung vum 12. Januar eestëmmeg ugeholl. Gläichzäiteg huet awer och d'Kommissioun d'Proposition de loi 3762 vum Här Mehlen mat diskutéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass dat éischt Gesetz hei am Land, wat déi allgemeng Bestëmmunge festleet no deenen e Referendum kann ofgehale ginn. Allerdéngs hate mer hei zu Lëtzebuerg schonn zweemol e Referendum. Zënter 1919 steet och an der Verfassung d'Recht op e Referendum. Et ass virgesinn, dass de Wieler an engem Referendum seng Meenung ka soen oder zu Wuert ka kommen. Dat ass geschitt am Joer 1919 zu der Fro vun der Dynastie an zu der wirtschaftlecher Orientéierung vum Land an 1937 an der Fro vum Verbuet vun eenzelne Parteien.

D'Gesetz iwwer e Referendum ass awer elo noutwendeg ginn, well d'Chamber am Dezember 2003 den Artikel 114 vun der Verfassung geännert huet. Deen neien Text vum Artikel 114 gesäit nämlech vir, dass bei alle Verfassungsännerunge mindestens 16 Deputéierten oder awer 25.000 Wieler e Referendum kënne froen, fir iwwer e Verfassungstext ofzestëmmen, deen d'Chamber an enger éischter Ofstëmmung guttgeheescht huet.

Am Projet, dee mer den 20. Mee 2003 vun der Regierung kritt hunn, war awer nach en anere wichtegen Deel dran, eng wichteg Neierung war do virgesinn, an zwar d'Initiative législative populaire an de Referendum, dee vun de Wieler selwer konnt gefrot ginn. Deen Deel ass am Projet, esou wéi en haut zur Ofstëmmung kënnt, net méi dran, also en ass net méi virgesinn. Déi verfassungsrechtlech Argumenter, déi de Statsrot virbruecht huet, hunn der zoustänneger Kommissioun ageliicht a si huet de Virschlag vum Statsrot ugeholl, fir zu dësem Moment deen Text net och ze analyséieren an och net der Chamber ze proposéieren.

Wann och deen Deel vum Projet iwwert d'Initiative législative populaire net zréckbehale gouf, ass et awer noutwendeg, mengen ech, sech mat den Argumenter auserneen ze setzen an déi virzebréngen, firwat dass de Statsrot net mat deem Text d'accord war, a wat dann zu der Décisioun vun der Kommissioun gefouert huet, fir och deen Deel aus dem Projet zu dësem Ament ewechzeloossen. Duerfir wëll ech och hei a mengem mëndleche Rapport op d'Problematik vun der Initiative législative populaire agoen.

Déi Initiativ war fir d'éischt an der Regierungserklärung vum 12. August 1999 ugekënnegt ginn. Den Text hu mer am Mee 2003 kritt. Deen huet virgesinn, fir dat an e puer Wierder ze resüméieren, dass fënnef Wieler dem Statsminister eng Proposition de loi kënnten ënnerbreeden. Déi Proposition de loi kënnt awer eréischt an d'Chamber goen, an d'Chamber weidergeleet ginn, wa si vun 10.000 Wieler ënnerstëtzt géif ginn.

D'Chamber wier fräi gewiescht, déi Proposition de loi unzehuelen oder ofzelehnen. Wann d'Chamber déi Propositioun ofgelehnt hätt, hätt se hire Vote misse motivéieren. Wann d'Chamber d'Proposition de loi ugeholl hätt, mat Amendementer, hätt se dat misse maachen an zwou Ofstëmmungen an en Zäitraum vun dräi Méint dertëschent loossen. D'Dispens vum zweete Vote constitutionnel wär net méiglech gewiescht, an tëschent deenen zwou Ofstëmmunge vun der Chamber hätten och d'Initiateure vun där Proposition de loi e Referendum mat konsultativem Charakter kënne froen.

Et ass interessant fir d'Avisë vun de Beruffschamberen ze liesen, well déi meescht Beruffschamberen hunn an hiren Avisen eng kritesch a souguer negativ Haltung vis-à-vis vun der Initiative législative populaire ageholl. De Statsrot huet den Text haaptsächlech ënnersicht no senger Vereinbarkeet mat de Bestëmmunge vun der Verfassung, an zwar no der Vereinbarkeet mat den Artikele 47, 51 an 59. Ech wëll déi Artikele kuerz zitéieren ouni iergendee Kommentar iwwer een Avis ofzeginn, well de Rapporteur dat neutral soll bréngen.

Den Artikel 47 gesäit vir, dass de Grand-Duc an d'Chamber d'Initiativrecht op legislativem Plang hunn, obschonn deen Artikel weder dem Grand-Duc nach der Chamber do en Exklusivrecht araumt. De Statsrot huet dann och den Artikel 51 zitéiert, dee virgesäit, dass Lëtzebuerg an enger parlamentarescher Demokratie lieft. Et sinn awer haaptsächlech d'Bestëmmunge vum Artikel 59 vun der Verfassung, déi de Statsrot ugeféiert huet, fir seng Opposition formelle zu deem ganzen Deel vun dem Projet de loi ze motivéieren.

De Projet hätt d'Chamber forcéiert, zwou Ofstëmmunge virzehuelen. Den Artikel 59 gëtt awer der Chamber d'Méiglechkeet fir sech vum zweete Vote constitutionnel ze dispenséieren, en accord mam Conseil d'État. D'Gesetz verstéisst domat ganz kloer géint den Artikel 59 vun der Verfassung wou d'Prerogativë vun der Chamber festgeluecht sinn.

No deene juristeschen, verfassungsrechtlechen Argumenter ass de Statsrot zur Konklusioun komm, dass d'Bestëmmungen iwwert d'Initiative législative populaire an dësem Stadium net kënnte vun him akzeptéiert ginn, an en huet duerfir proposéiert déi an dem Projet de loi ewechzeloossen an nëmmen d'Bestëmmungen ze ënnersichen - dat huet en och gemaach - , déi d'Modalitéite festleeën, no deenen e Referendum opgrond vun den Artikelen 51 an 114 vun der Verfassung ka stattfannen.

Déiselwecht Argumenter huet en iwwregens ugewannt bei der Proposition de loi 3762 vum Här Mehlen, an en huet déi Proposition de loi mat deeneselwechten Argumenter dann och ofgelehnt, wann een esou ka soen. En huet also och eng Opposition formelle zu där doter Proposition de loi gemaach.

D'Kommissioun vun den Institutiounen an der Verfassungsrevisioun huet d'Virschléi vum Conseil d'État och genee analyséiert an huet sech dem Virschlag vum Conseil d'État ugeschloss, fir zu dësem Zäitpunkt och deen doten Deel iwwert d'Initiative législative populaire ewechzeloossen.

D'Kommissioun war awer och der Meenung, dass een domat d'Iddi vun der Initiative législative populaire net soll opginn, mä dass een am Rahme vun der Verfassung déi rechtlech Grondlag soll schafe fir déi Iddi ze verwierklechen, oder awer eng aner Méiglechkeet fir deen Deel vum Projet de loi esou ëmzeänneren, dass e mat der Verfassung vereinbar wär, wat allerdéngs keng einfach Aufgab, sief et fir d'Regierung oder fir déi zoustänneg Chamberskommissioun, wäert ginn.

Een zweeten Objet vun dem Projet de loi war am Fong geholl, fir dee gesetzleche Kader ze schafen, fir d'Organisatioun an d'Modalitéite vun dem Referendum festzeleeën, esou wéi en an den Artikelen 51 an 114 vun der Verfassung virgesinn ass.

Ech wëll hei net op all Detailer vun deem Projet agoen, dat si ganz vill technesch Detailer, ech wëll mech dofir beschränken op e puer Grondiddiën, Grondiwwerleeungen, déi och schonn am schréftleche Rapport dra sinn, déi betreffen engersäits d'Problematik vun der Initiativ vum Referendum - Wie kann dann ee Referendum elo froen, a wéi geet dat vir sech? -, dann den Déroulement, de Verlaf vum Referendum an dann drëttens d'Resultat vum Referendum.

Fir d'éischt emol d'Initiativrecht, dat ënnerschiddlech ass, jee nodeem ob een den Artikel 51 oder den Artikel 114 hëlt. Am Artikel 51 ass virgesinn, dass ee Referendum op Grond vun engem speziale Gesetz kann organiséiert ginn. De Conseil d'État ass och der Meenung, dass dat dann och nëmmen d'Chamber ka sinn, déi dat Gesetz stëmmt, an déi dee Moment de Wieler freet fir seng Meenung auszedrécken iwwer eng Fro, déi em gestallt gëtt.

Et ass och esou, dass wann esou eng Fro gestallt gëtt, déi Äntwert ëmmer nëmmen e konsultative Charakter kann hunn, well nëmmen d'Chamber déi Instanz hei am Land ass - ausser wann d'Verfassung et virgesäit -, déi eleng Gesetzer ka stëmmen.

Am Artikel 114 ass d'Initiativrecht een anert. Den neien Artikel 114 vun der Verfassung gesäit vir, datt d'Chamber iwwer all Verfassungs-

ännerung zweemol ofstëmme muss. Tëschent där éischter an där zweeter Ofstëmmung an der Chamber muss een Délai vun dräi Méint ofgewaart ginn. An där Zäit kënne méi wéi ee Véirel vun den Deputéierten, dat heescht minimum 16 Deputéiert, oder awer 25.000 Wieler e Referendum froen, andeem de Wieler no deem neien Artikel 114 entscheet! Dee Referendum huet also een décisionnellë Charakter. De Wieler entscheet, wat mat dem Text geschitt, deen d'Chamber an engem éischte Vote ugeholl huet.

Wann och 25.000 Ënnerschréften noutwendeg sinn, esou wéi den Artikel 114 et virgesäit, dann ass et awer fir de Referendum ze froen net noutwendeg, dass direkt déi Ënnerschréfte vu 25.000 Wieler mussen do sinn. Den Text gesäit nämlech vir, dass fir den Ustouss ze ginn, ee Comité vu fënnef Wieler eng Demande un de Statsminister ka riichte fir de Referendum ze froen. De Statsminister kann nëmmen d'Régularitéit vun der Demande préiwen, hie ka sech net iwwert d'Opportunitéit vun där Demande ausschwätzen. Wann also d'Konditioune vum Gesetz erfëllt sinn, muss där Demande do eng Suite gi ginn.

Dee Moment, wou dat an der Rei ass, gëtt eng Décisioun geholl, déi och publizéiert gëtt, an da leeft am Fong geholl d'Prozedur un, wou dann déi 25.000 Wieler sech kënnen androen a Lëschten, déi op de Gemengen ausleien. Déi Demande beim Statsminister muss an engem relativ kuerzen Délai gemaach ginn, well déi ganz Prozedur, fir déi 25.000 Ënnerschréften ze sammelen, muss, wéi den Artikel 114 vun der Verfassung et virgesäit, bannen zwee Méint ofgeschloss sinn.

D'Androen an d'Ënnerschréftelëschte geschitt op de Gemengen. De Statsrot huet och, well déi Prozedur an der Verfassung ganz kuerz ass, virgeschloen, dass déi Prozedur ganz serréiert misst sinn, an en huet och ganz kloer gesot, a wéi engem Délai déi eenzel Operatioune vun deem Ënnerschréftesammele misst geschéien a wéini dass se also no der Verfassung missten ofgeschloss sinn.

Et gëtt dann no dem Artikel 114 d'Méiglechkeet, dass 16 Deputéierte kënnen ee Referendum froen, nodeem en éischte Vote hei an der Chamber geschitt ass. Wat déi Prozedur ugeet, ass et esou, dass de Statsrot do der Meenung ass, dass déi misst an de Règlement interne vun der Chamber agedroe ginn. Dat ass elo, souwäit ech weess, nach net geschitt. Et ass also eng Aufgab, déi och an nächster Zäit muss geschéien, fir dass wann d'Fro sech vun engem Referendum géif stellen, och d'Deputéierten d'Méiglechkeet hätte fir déi do Rechter wouerzehuelen.

Zweete Punkt, op deen ech wëll agoen, ass de Verlaf vum Referendum. Wann d'Ënnerschréftelëschte komplett sinn, wann 25.000 Wieler sech fir e Referendum iwwer eng Verfassungsännerung ausgeschwat hunn, da muss de Referendum an engem Délai vu sechs Méint stattfannen, et sief dann, dass an deem Délai Chambers- oder Europawahle wären, da gëtt den Délai ëm déiselwecht Zäit verlängert. Wahlberechtegt sinn am Artikel 2 vun dem neie Gesetz, all d'Wieler, déi an de Wahllëschten agedroe si fir d'Chamberswahlen. D'Wahle sinn obligatoresch.

Eng wichteg Fro, déi sech och an der Kommissioun gestallt huet, ass déi, wéi de Wieler informéiert ka ginn. Et ass eng Informatiounscampagne am Gesetz selwer virgesinn, déi dora besteet, dass natierlech de Stat d'Publikatioune muss an deem offizielle Blat vum Mémorial maachen. Et ass awer och virgesinn, dass d'Gemenge mat agebonne sinn an déi Informatiounsflicht, dass si op déi Aart a Weis wéi si mengen, dass et gutt wär, hir Bierger informéieren.

Deen Text, deen an enger éischter Ofstëmmung vun der Chamber ugeholl ginn ass, muss awer och an der Gemeng ausleien, dass zu virgeschriwwenen Zäiten d'Bierger kënne Kenntnis huele vun deem doten Text. Et ass och virgesinn, dass d'Gemenge samschdes mussen hir Büroen opmaachen, fir dem Wieler d'Méiglechkeet ze ginn, Asiicht ze huelen an deen doten Dossier.

Fir d'Kommissioun huet sech dann eng aner Fro gestallt, dat ass déi, déi wichteg ass, an déi gegebenenfalls an enger Campagne kéint opkommen, nämlech wéi dann déi Wieler, déi sech an enger Initiativ entweder fir oder géint deen Text ausgeschwat hunn, wéi déi dann zu Wuert kënne kommen, well et si jo hei net nëmmen déi politesch Parteien, déi eventuell gefuerdert sinn, mä et kënnen och aner Bierger sinn, déi Initiativen huelen. Et kënnt sech ee Comité fir oder géint esou een Text bilden, da muss och gewosst ginn, wéi dann déi Bierger dobaussen un esou enger Campagne kënnten deelhuelen. Dat ass net am Text festgeluecht. Mir waren och der Meenung, dass dat eng Fro wär, déi vun engem Referendum zum aneren aneschters kënnt sinn, an dass dee Moment och déi Regele missten arrêtéiert ginn, fir dass och jiddfereen, all d'Protagoniste kënnten an de Medien zu Wuert kommen.

Et ass also eng wichteg Fro, déi nach net definitiv geléist ass, déi gegebenenfalls an engem spezielle Referendum fir all eenzel Fro, déi dann dem Wieler ënnerbreet gëtt, oder awer an engem Text vun der Regierung mat engem anere Gesetz misst festgeluecht ginn.

Eng aner wichteg Fro war déi am Zesummenhang mat dem Ausziele vun de Wahlziedelen. Wat geschitt mat deenen ongültegen oder mat deene wäisse Wahlziedelen? Et gëtt auslännesch Texter, déi gesi vir, dass, fir dass ee Referendum positiv ausgeet, méi wéi 50% vun deenen ageschriwwene Wieler sech positiv missten dofir ausdrécken. Dat bedeit natierlech, dass déi ongülteg an déi wäiss Wahlziedelen zu deenen negativen Äntwerte gezielt ginn.

Eis huet dat an der Kommissioun net korrekt geschéngt, dofir ware mer der Meenung, et misst een eng Dispositioun an den Text erabréngen, déi ganz kloer ausseet, wat mat den ongültegen a mat de wäisse Wahlziedele geschitt. D'Kommissioun huet virgeschloen, dat ass een Text, deen de Conseil d'État ugeholl huet, dass déi ongülteg an déi wäiss Wahlziedelen net gerechent ginn. Déi ginn also ofgezunn. Et sinn also nëmmen déi Wieler, déi mat Jo oder mat Neen äntwerten, déi gezielt ginn, déi valabel sinn an dass dee Moment déi Wahlziedelen, déi mat Jo geäntwert hunn, wann do d'Majoritéit an déi Zuel méi héich ass wéi déi negativ, déi mat Nee gestëmmt hunn, dann ass d'Resultat positiv.

Ech hunn, dat ass e leschte Punkt, eigentlech d'Resultat vum Referendum schonn ugeschnidden an ugedeit. Beim Artikel 59 huet de Referendum ëmmer nëmmen e konsultative Charakter. Am Artikel 114 entscheet de Wieler direkt wat mat dem Text vun der Verfassung geschitt. Do substituéiert e Referendum sech dem Vote vun der Chamber.

Wann de Referendum eriwwer ass, ginn natierlech d'Resultater proklaméiert. Si ginn am Mémorial publizéiert, an do kënnt et sinn, dass Wieler fannen, et wieren Irrégularitéiten do, a wéi bei all Wahl, kann dann och e Recours gemaach gi bei der Cour administrative. Et kënnt sinn, dass de Referendum annuléiert géif ginn. Dee Moment ass virgesinn, dass en neie Referendum géif ausgeschriwwe gi banne sechs Méint.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem heiten Text kritt eist Land en zousätzlecht Gesetz, dat eng méi participativ Demokratie méiglech mécht. D'Chamber muss awer am Laf vun dësem Joer nach eng Kéier op d'Thema vum Referendum zréckkommen.

Den Artikel 51 verlaangt fir all Referendum, esou wéi ech dat scho gesot hunn, e speziaalt Gesetz. De Referendum, deen also den 10. Juli iwwert den Traité constitutionnel, déi sou genannt europäesch Verfassung, soll stattfannen, muss duerch e speziaalt Gesetz an der Chamber fixéiert ginn. Dat Gesetz arrêtéiert dann och ausser dem Datum an dem Objet vun deem Referendum, gegebenenfalls speziell Modalitéiten, déi vun deem allgemenge Gesetz, dat mer haut stëmmen, kënnen ofwäichen.

Den Text vun dem Projet 5132 ass an der Kommissioun eestëmmeg ugeholl ginn. Ech géif dofir och d'Chamber bieden hir Zoustëmmung zu deem Projet de loi ze ginn an ech géif och hei schonn den Accord vu menger Partei brëngen.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Proposition de loi, den honorablen Här Robert Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR), auteur.*- Merci, Här President. Ech menge mäi Virriedner, den Här Rapporteur Paul-Henri Meyers, huet elo grad komplett a kompetent, wéi mer dat vun him gewinnt sinn, den Inhalt vum Projet de loi, esou wéi en haut hei virgestallt gëtt a soll gestëmmt ginn, duergeluecht. Ech wëll dofir och net weider dorop agoen. Dat wäert mäi Kolleeg Jacques-Yves Henckes maachen, dee jo och an der zoustänneger Kommissioun ass, mä erlaabt mer e puer grondsätzlech Bemierkungen am Zesummenhank mat där Proposition de loi, déi ech hei viru laanger Zäit abruecht hunn.

D'Konstitutioun seet am Artikel 51 (1): «Le Grand-Duché de Luxembourg est placé sous le régime de la démocratie parlementaire», et kënnt een och soen de la démocratie représentative. Dat heescht d'Vollek, de Wieler wielt all fënnef Joer seng Vertrieder, déi da während deene fënnef Joer op Grond vun hirem Mandat de legislative Pouvoir ausüben. Dat heescht, datt de Wieler zwar souverän ass, seng Vertrieder ze wielen, awer no deenen zwou Minutten oder wéi vill och ëmmer, wou en dat Recht ausübt, keen Afloss méi op de Laf vun der Politik kann huelen. Dat ass och am Geescht vun eiser Konstitutioun, déi bekanntlech aus enger ganz anerer Zäit hierstaamt.

Am Zäitalter vun der allgéigewäerteger Kommunikatioun ass dat sécher en onbefriddegenden Zoustand. En ass och sécher mat eng Ursaach vun der bedauernswäerter politescher Gläichgültegkeet, där mer vill dobausse begéinen, déi heiansdo esouguer a Politikverdrossenheet ausaart.

Wuerfir net dem Vollek och d'Méiglechkeet verschafen sech tëschent zwou Wahloperationen zu Wuert ze mellen an direkten Afloss op d'Geschécker vum Land ze huelen. Et wär dat och d'Méiglechkeet fir eventuellen Abusë vun der politescher Klass, déi sech aus dem Parteiesystem an heiansdo aus der Dominanz vun där enger oder anerer Partei erginn, entgéintzetrieden.

Et war dat d'Intentioun vun der Proposition de loi, déi ech virun 11 Joer, 10 Méint an 10 Deeg am Numm vum ADR hei an der Chamber abruecht hunn. Wa se och laang am Tirang geleeën huet, dann ass et awer ze begréissen, datt d'Regierung mat hirem Projet de loi vum 19. Mee 2003 och bereet war méi oder wéineger op deeselwechte Wee ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir hutt Versteesdemech dofir, wann ech dat als en Erfolleg fir eis Gesetzesinitiativ ugesinn, och wa mat deem Gesetz, dat mir haut stëmmen, eréischt den Ufank um Wee an eng méi participativ Demokratie gemaach gëtt.

Wat haut zur Diskussioun steet ass d'gesetzlech Basis ze schafe fir de Referendum op Initiativ vum Vollek oder enger Mindestzuel vun Deputéierten, awer nëmmen am Kader vun där neier méi soupler Prozedur vun der Verfassungsännerung, esou wéi se am neien Artikel 114 vun der Verfassung verankert ass.

Wat nach net kënnt ass d'Aféierung vum Referendum an anere wichtege Froen op Initiativ vum Vollek, well do verfassungsrechtlech Bedenken am Raum stinn, wéinst deenen de Statsrot säi Veto ageluecht huet. Mat deene Bedenke muss ee sech evidenterweis ausernee setzen. D'Termë vum Artikel 51 (7) vun der Konstitutioun, déi soen: «Les électeurs pourront être appelés à se prononcer par la voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.», werfen natierlech Froen op.

Déi éischt Fro ass déi vum Droit d'initiative. Dat ass jo net exklusiv formuléiert. Et kënnt een et esou oder esou ausleeën, mä ob domadder d'Recht op eng eegen Initiativ vum Vollek ausgeschloss ass, dat geet net eendeiteg draus ervir. Wann do sollt e verfassungsrechtleche Problem bestoen, da soll een e léisen.

Déi zweet Fro ass déi: Wéi wäit däerf de Referendum an de legislative Prozess agräifen, direkt sech dem legislative Prozess substituéieren? Dat ass eng politesch Fro, wéi wäit een do wëllt goen. Da soll een och do, wann een dat wëllt maachen, d'Verfassung an deem Sënn änneren. Wann neen, da stellt sech ganz kloer d'Fro, ass esou e Referendum, dee jo dann nëmme konsultativ ass, awer a sengem Effet bindend fir de Législateur. Do soe mir elo scho ganz kloer, dat kann nëmme jo sinn.

Här President, mir maachen trotzdeem haut e wichtege Schrëtt oder zwee. Fir d'éischt schafe mer de Referendum am Kader vum Artikel 114 vun der Verfassung. Dat ass op jidde Fall eng besser an och eng méi demokratesch Prozedur, wéi mer se virdrun haten, wou d'Chamber huet missen opgeléist ginn an de Wieler awer net vill Méiglechkeeten hat, fir sech zu geplangte Verfassungsännerungen ze äusseren, well aner Themen de ganze Wahlkampf dominéiert hunn.

Zweetens schafe mer gläichzäiteg eng ausféierlech gesetzlech Basis fir d'Prozedur bei anere Referenden. Déi Aarbecht ass alt schonn emol gutt gemaach. Et ass eng wichteg Basis fir d'Aféierung vum Referendum op Initiativ aus dem Vollek.

Als ADR verlaange mir natierlech, datt et duerno weidergeet. Och am System vun der Démocratie représentative muss et méiglech sinn, datt Initiativen aus dem Vollek, déi am Vollek eng Majoritéit fannen, sech kënnen duerchsetzen. Am Zeenario vun der Verfassungsännerung kritt de Referendum de Rang vum zweete Vote vun der Chamber. Dat heescht, en ass Bestanddeel vum gesetzgeberesche Prozess, well d'Konstitutioun dat esou virgesäit, well mer dat esou dra geschriwwen hunn, wéi mer dat geännert hunn.

Wéi wäit ee beim Referendum an anere wichtege gesellschaftspolitesche, sozialen, ökologeschen oder ekonomesche Froe goe wëllt, dat muss sech an der legislativer Aarbecht an an der parteipolitescher Ausenanersetzung erausstellen. Mir stellen eis selbstverständlech där Diskussioun. Fir den ADR ass et wichteg, datt dee Prozess elo net stoe bleift, mä konsequent weidergefouert gëtt.

Wann d'Vollek an enger Fro e klore Wonsch ausdréckt, da kann de Législateur sech deem schwéierlech verschléissen. Duerfir si mir och net dofir, fir den normale Referendum als Bestanddeel vum Gesetzgebungsprozess unzegesinn, mä als Initiativrecht vum Vollek, fir senge gewielte Vertrieder an eenzelne Froen eng Opfuerderung oder e Refus auszespriechen.

Wa mer dat kënnten nach an dëser Legislaturperiod realiséieren, da wäre mer op jidde Fall an deem Domän e grousse Schrëtt virukomm, an ech soen Iech duerfir Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als éischte Riedner ass ageschriwwen déi honorabel Madame Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech dem Rapporteur a President vun der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle Merci soe fir säi Rapport an e félicitéieren. Hien huet mat senger him bekannter Maîtrise a Kompetenz dee Projet duerch d'Diskussiounen an onser Kommissioun geféiert, esou dass mer haut kënnen iwwert dee wichtege Projet ofstëmmen.

Dee Projet, deen d'Regierung am Mee 2003 virgeluecht huet, huet am Fong sech mat dräi Objetë beschäftegt, der Initiative populaire en matière législative, dem Droit d'initiative populaire an dem Referendum; an d'Proposition de loi vun onsem Kolleeg Mehlen huet sech jo och mam Référendum d'initiative populaire ofginn.

Déi Texter sinn am Detail vun onsem Rapporteur analyséiert ginn, souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport. Ech wëll also net op all déi Punkten agoen, déi en erwähnt huet, mä vläicht op e puer vun deene wichtegsten, déi opgeworf si ginn, notamment vum Conseil d'État, an déi de Conseil d'État dozou bruecht hunn, eng Partie ganz fundamental Oppositions formelles unzemelden.

D'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle huet sech der Approche vum Conseil d'État ralliéiert, esou wéi iwwregens och d'Regierung, déi hiren Text zréckgezunn huet a gesot huet, se géing sech dem Text vum Conseil d'État ralliéieren. Mir hunn also an der Kommissioun ons beschäftegt mam Text vum Conseil d'État, a mir schwätzen haut nëmme méi nach vun engem Gesetz, wat de Kader ofstécht vum Referendum.

Als DP hu mir schonn an onsem Wahlprogramm gewënscht, dass de Projet d'initiative populaire en matière législative géing kënnen zustane kommen, an dass den Droit d'initiative populaire, wann d'Chamber géing e Projet de loi d'initiative populaire blockéieren oder vum Rôle erofhuelen, dass déi Propositiounen net sollen abandonnéiert ginn. Ech ginn also dovunner aus, dass mer hei soen, fir déi Deeler vum Projet, et ass „aufgeschoben und nicht aufgehoben".

Mä sécherlech, mir deelen den Avis vum Conseil d'État a vun der Commission des Institutions, dass wa mer wëllen esou Mesurë vun där Natur aféieren, da musse mer fir d'éischt ons Constitutioun ofänneren. An dat bréngt mech dann direkt zu enger Fro, déi ech der Regierung wëll stellen - wa se esou gentil wär mer nozelauschteren -, an dat ass de Minister ze froen, wat d'Intentioune vun der Regierung an deem Zesummenhang sinn. Kréie mer nei Propositiounen, vu wat fir enger Natur a wéini kréie mer se?

D'Chambres professionnelles - ech fannen dat zimlech interessant -

schénge guer net enthousiaste gewiescht ze sinn iwwert de Projet de loi. Si ënnersträiche fir d'éischt, datt se ganz un de Prinzip vun der Démocratie représentative attachéiert sinn. Si sinn, géing ech soen, an hiren Appréciatioune restriktiv, kritesch a souguer negativ, notamment iwwert d'Initiative populaire en matière législative an de Référendum sur initiative populaire. Dat soll ons da vläicht och ze denke gi fir d'Zukunft. Mä ech mengen nach, dass mer sollen déi Debatt féieren, an ech mengen nach, dass dat eng Reform wär, déi mer missten aféieren, a wou mer ons sollen d'Méiglechkeet ginn, se kënnen duerchzeféieren.

De Conseil d'État, dat ass hei scho gesot ginn, ass der Meenung, dass bei der Initiative législative populaire de Projet de loi am Fong onkonstitutionell ass, an dass all Volleksinitiativ am legislative Beräich nëmme kann zustane kommen, wa virdrun ons Constitutioun ofgeännert gëtt - also Opposition formelle zu dem Titer 2 Chapiter 7 an 8 an zu dem Titer 3 Chapiter 1 vum Projet de loi an zur Propositioun vum Här Mehlen.

Bei dem Referendum, deen am Artikel 51 Paragraph 7 vun der Constitutioun virgesinn ass, huet de Conseil d'État och eng Opposition formelle zu den Dispositioune vum Artikel 57 a 60 vum Projet de loi. En ass der Meenung, dass déi onkonstitutionell sinn aus enger duebeler Ursaach; éischtens gesi se vir, dass de Referendum nëmme ka stattfannen, wann zwee Drëttel vun de Membere vun der Chamber dat froen, während laut dem Artikel 51 (7) vun der Constitutioun de Referendum am Fong op Grond vun engem einfache Gesetz décidéiert gëtt. Also ass hei eng ganz kloer Oppositioun.

An déi zweet Ursaach ass, dass d'Ënnerbreede vun enger Fro an enger Procédure référendaire nëmme kann iwwert de Wee vun engem Spezialgesetz geregelt ginn, esou wéi de Rapporteur et virdru scho gesot huet.

Wéi scho virdrun ugedeit, huet ons Kommissioun sech der Approche vum Conseil d'État ralliéiert an huet op Grond vum Text vum Conseil d'État geschafft.

Ech wëll hei drop hiweisen - wat och scho vum Rapporteur gesot ginn ass -, dass am Fong de Referendum duerch d'Modifikatioun, duerch d'Revisioun vun der Constitutioun vum 15. Mee 1919 als solchen agefouert ginn ass, ouni dass do prezis Modalitéite virgesi waren, ausser - huelen ech un - an de Gesetzer, déi dann déi dräi Referenden accompagnéiert hunn, déi stattfonnt hunn.

Zwee vun deene waren an där ganz schwéierer Nokrichsperiod nom Éischte Weltkrich, wou d'Vollek fir d'éischt huet misse säin Avis ginn iwwert de Statut vum Stat, a wou 80% vun de Lëtzebuerger sech en faveur vun der Monarchie ausgeschwat hunn, an anerersäits zur Fro vun der wirtschaftlecher Unioun, déi virgeschlo war mat Frankräich, wou 73% vun de Wieler duerfir waren, och wann duerno d'Groussmächten an d'Suite vun den Operatiounen dozou gefouert hunn, dass d'Union économique mat Frankräich ni zustane komm ass, an dass mer 1921 eng Union économique mat Belgien ofgeschloss hunn.

Den 3. Referendum, dee stattfonnt huet, huet och an enger schwiereger Period stattfonnt; an där Zäit wou de Faschismus an den Nazismus an Europa héich Welle geschloen hunn, an esou koum et de 6. Juni 1937 zum Referendum iwwert d'Maulkuerfgesetz, wat d'Chamber zu enger grousser Majoritéit gestëmmt hat, mä wou eng ganz hefteg extraparlamentaresch Oppositioun war, a wou d'Vollek du mat enger ganz knapper Majoritéit - 50,76% - sech géint d'Gesetz ausgeschwat huet, wat och dunn net zustane komm ass.

Dat ass en interessant Beispill, well et beweist, dass esouguer wann de Referendum eng Valeur consultative huet, wat hei de Fall war, de Politiker sech schlecht kann enger Meenung vum Vollek entzéien. Wann e Referendum stattfënnt, och wann en nëmme konsultativ ass, an e geet an eng Richtung, déi eng aner ass wéi d'Regierung oder Regierung a Chamber wollten aschloen, dann ass et doudsécher schwéier, sech deene Konklusiounen ze entzéien.

Wie dem auch sei, mir hunn also musse méi wéi 80 Joer waarden op déi Diskussioun vun haut, bis dass et zu engem Kadergesetz komm ass, wat d'Modalitéite vum Referendum am Allgemenge regelt. Dat ass, wéi de Rapporteur et zu Recht gesot huet, absolut noutwendeg ginn no der Revisioun vun der Constitutioun vum Dezember 2003, wou mer jo den Artikel 114 ofgeännert hunn a wou mer virgesinn hunn, dass den zweete Vote vun der Chamber kann ersat ginn duerch e Referendum.

Et ass evident, dass wann dat géing geschéien, mer da missten an der Lag sinn, dee Referendum ze organiséieren, an dofir ass deen Text, dee mer haut diskutéieren, enorm wichteg.

De Rapporteur huet souwuel a sengem schréftleche wéi a sengem mëndleche Rapport am Detail d'Problèmes d'application analyséiert, déi sech bei dësem Gesetz stellen, d'Modes de déclenchement vum Referendum, den Déroulement vum Referendum, den Impakt vum Referendum. Ech wëll also net elo an all déi technesch Detailer goen, déi zwar awer ganz wichteg sinn, mä ech wëll awer net hei dat do elo erëm eng Kéier repetéieren, well dat géing net zu ganz vill féieren.

Ons Fraktioun ass mam Rapport d'accord an all sengen Elementer, mat Ausnahm vum leschte Paragraph vum Commentaire des articles zum Artikel 2, an ech kommen duerno nach dorop zréck. Mir wäerten also dee Projet de loi, wéi en hei steet, wéi en hei proposéiert ass, stëmmen. A mat der Approbatioun vun dësem Gesetz maache mer e grousse Schrëtt an e gudde Schrëtt a Richtung oder am Kader vun deem Prozess, deen ons soll dozou féieren, de Projet vun enger Europäescher Verfassung iwwert de Wee vum Referendum ze approuvéieren. Ech hoffen ze approuvéieren!

De Projet zur europäescher Verfassung wäert dem Wieler virgeluecht ginn, an da muss de Wieler soe wat domat geschitt. Ech wëll am Numm vu menger Fraktioun soen, dass mir hoffen, dass dee Projet approuvéiert gëtt, an dass mir mengen, dass dee Projet muss approuvéiert ginn, am beschten Intérêt vum Lëtzebuerger Land. Deen Text gëtt also engem Referendum ënnerworf an et muss, fir dass dat ka geschéien, nach en neit Gesetz kommen, eng Loi spéciale, déi dee Referendum prezis regléiert.

Ech wëll net op déi Diskussioun anticipéieren, mä ech géing awer wëllen der Regierung déi eng oder déi aner Fro stellen, an déi eng oder aner Bemierkung wëll ech heibäi och maachen. Mir hunn en Accord an dësem Haus vun der Majoritéit vun de Parteien, déi hei vertruede sinn, dass dee Referendum soll den 10. Juli stattfannen, an dass de Corps électoral soll erweidert ginn, fir dass et dee ka sinn, dee bei den Europa- an de Gemengewahle participéiert. Mir hunn als Demokratesch Partei onsen Accord zu deene Konklusioune ginn a mir halen deen Accord oprecht.

Mä dat bréngt mech just zum Kommentar vum Artikel 2 vum Projet de loi esou wéi de Rapporteur e gemaach huet, an notamment säi leschte Paragraph. Ech liesen deen elo vir: «Si pour un référendum portant sur une matière relevant de l'Union européenne le législateur veut faire participer au référendum les électeurs appelés à participer aux élections européennes, il faut, dans le cadre de la loi spécifique sur le référendum particulier, étendre, le cas échéant, le cercle des électeurs en se référant aux conditions prévues à l'article 3 de la loi électorale.»

Schonn de 24. November an der Sitzung vun der Kommissioun hat ech drop higewisen, dass mer do wahrscheinlech e Problem kréichen an dass dat net méiglech wär, well de Corps électoral, laut dem Artikel 52 vun onser Constitutioun, besteet aus de Lëtzebuerger, déi d'Wahlrecht hunn. D'Extensioun bei den Europawahlen a bei de Gemengewahlen ass d'Konsequenz vun internationalen Traitéen, déi mir mat ofgeschloss hunn, «et les dispositions du traité priment la Constitution». Dofir war et méiglech, de Corps électoral fir déi zwou Konsultatiounen ze erweideren. Am Fall vun dem Referendum iwwert d'Europäesch Constitutioun ass awer keen esou en Traité do, sou dass déi Possibilitéit, déi mer bei den Europawahlen a bei de Gemengewahlen haten, hei net ginn ass.

Mir hunn elo just den Avis vum Conseil d'État ausgedeelt kritt, deen d'Regierung bei em gefrot hat, fir ze kucke wat d'Definitioun vum Corps électoral soll sinn, dee ka bei deem Referendum deelhuelen. Ech wëll der Regierung Merci soen, dass se ons esou schnell deen Avis, deen de Conseil d'État den 18. Januar ofginn huet, zur Verfügung gestallt huet.

Aus enger ganzer Rei vun Ursaache seet de Conseil d'État précisément, dass de Corps électoral bei deem Referendum nëmmen dee ka sinn, dee fir d'Élections législatives zougelooss ass. Wa mer also wëlle méi wäit goen an dat verwierklechen, wat mer ons virgeholl haten, dat heescht, dass déi Europäer, déi hei zu Lëtzebuerg résident sinn an déi op onse Wahllëschten ageschriwwe si bei den Europawahlen a bei de Gemengewahle kënnen un deem Referendum deelhuelen, musse mer virdrun d'Constitutioun änneren.

Or, mir wëssen alleguerte wat fir Délaien dann erfuerdert sinn. Dofir wollt ech drun erënneren, dass mir schonn de 24. November, also viru bal zwee Méint, gesot haten: Passt op, do ass e Problem! Mä weder d'Regierung nach d'Majoritéit hunn drop agelaut, an engem Moment wou et nach méiglech gewiescht wär, verschidde Schrëtt ze ënnerhuelen, fir sécherzestellen, dass mer kënnen dat erreechen, wat mer ons als Zil gesat hunn. Ech bedaueren also wierklech, dass mer net dee Moment gehandelt hunn an dass mer elo an eng Situatioun kommen, wou wierklech d'Zäit ganz kuerz gëtt a wou mer ons musse froen, wéi mer dann nach wëllen alles iwwert d'Distanz bréngen.

Dat bréngt mech zu deene Froen, déi ech wëll der Regierung stellen. Et sinn der nëmmen zwou. Éischtens: Wéini wëllt d'Regierung de Projet de loi spéciale iwwert de Referendum zur Europäescher Constitutioun déposéieren? Zweetens: Wéi gedenkt d'Regierung de Kalenner ze organiséieren, deen ons erméiglecht dat speziaalt Gesetz unzehuelen, an deene Konditiounen, déi mer ons virgeholl hunn, an anerersäits, wéi gedenkt d'Regierung d'Preparatioun vun dësem Referendum ze organiséieren?

Ech soen der Regierung elo scho Merci fir hir Äntwerten, an ech soen lech alleguerte Merci, Här President, léif Kolleegen, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Demokratie heescht Bedeelegung an Engagement vun alle Bierger. Och an enger representativer Demokratie, wou de Bierger seng Vertrieder an d'Parlament wielt, ass eng direkt Bedeelegung um politesche Geschehen vu vitalem Interessi.

D'Sozialisten hunn als éischt politesch Partei e Referendum zur Europäescher Verfassung virgeschloen. Am Parlament hu mer als LSAP aktiv dozou bäigedroen, e Referendum mat verbindlechem Charakter bei Verfassungsännerungen anzeféieren. Als Sozialiste wëlle mer des Weideren d'Instrument vum Referendum geziilt fir déif gräifend innen- an aussepolitesch Themekreesser asetzen.

Dat ass en Auszuch aus eisem Wahlprogramm vun 2004, an zu deem Wahlprogramm sti mer ouni Ofstrécher ze maachen. Aus deem Wahlprogramm an aus där prinzipieller Positioun vun eiser Partei ergëtt sech fir d'LSAP e kloert Jo zur representativer Demokratie, zum Parlamentarismus mat Elementer vun direkter Demokratie, e Jo och zum Referendum wéi och zur Volleksinitiativ ënnert duerch Gesetz geregelte Bedingungen.

Dat bedeit awer och d'Oflehnung vun zwou extreme Positiounen, déi ee ganz oft am Bezuch op de Referendum, nach méi staark am Bezuch op déi sou genannte Volleksinitiativ an der politescher Zeen erëmfënnt. Fir eis Partei gëllt e kloert Neen zu enger reng elitärer Konzeptioun vun enger parlamentarescher Demokratie am renge Sënn, déi dovunner ausgeet, dass komplex politesch Froen ni däerfe vum Vollek eleng tranchéiert ginn, mä nëmme kënnen duerch seng Vertrieder a sengem Numm tranchéiert ginn.

Awer och esou e kloert Nee soe mir zu enger populistescher Grondhaltung géintiwwer deem Instrument vum Referendum, déi d'Representativitéit prinzipiell contestéiert, déi ausgeriicht ass géint de Parteiestat a géint d'parlamentaresch Demokratie, déi dovunner ausgeet, dass nëmmen den direkte Volleckswëlle ka wouer a richteg sinn. Mir lehnen déi zwou extrem Positiounen als Partei of, déi elitär wéi och déi populistesch.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech wëll och hei, wéi anerer, dem Rapporteur Merci soen, deen e ganz prezisen an däitleche mëndleche Rapport hei gemaach huet, wéi och fir säi schréftleche Rapport, esou dass et méi einfach ass eigentlech an déi Diskussioun direkt eranzekommen.

Dëse Gesetzesprojet huet eigentlech als Haaptzweck zwou Verfassungsbestëmmungen, déi schonn do sinn, - mir féieren also hei näischt Neits an - iwwer en normaalt Gesetz ze preziséieren a mat Liewen ze fëllen. Mir sinn also a Presenz vun enger sou genannter Loi organique, wou et der net schrecklech vill hei gëtt. Dat sinn also Gesetzer, déi eigentlech duerch de Verfassungstext virgesi sinn. Op där enger Säit den Artikel 51 (7), agefouert 1919, an op där anerer Säit vill méi rezent virun engem gudde Joer deen neien Artikel 114 vun eiser Verfassung, deen eng nei Prozedur festleet, fir eng Ofännerung vun eisem Grondgesetz kënnen duerchzeféieren, a wou no engem italienesche Modell eigentlech hei probéiert ginn ass, d'Iddi vum Referendum mat an déi ganz Prozedur anzebauen.

Duerch dëse Gesetzesprojet gëtt also d'Uwendung vum Instrument vum Referendum méi einfach gemaach, ganz einfach doduerjer, well Regelen, well Konditioune fixéiert ginn, well eigentlech den normativen a prozedurale Kader vum nationale Referendum gesat gëtt.

Dat huet zwee Grondavantagen. Op där éischter Säit bréngt et méi eng grouss Rechtssécherheet mat sech, méi eng liicht Uwendbarkeet vun de Bestëmmunge vun der Verfassung, wat de Referendum ugeet, an zweetens beweist et de politesche Wëllen, deen an der Chamber virherrscht, fir d'Volleksbefroung méi systematesch bei wichtege Froe vun nationalem Intérêt hei anzesetzen.

Fundamental Neies bréngt dat heite Gesetz net, esou wéi et hei zur Ofstëmmung virläit. Eppes Neits wär et wierklech gewiescht, wann deen éischten Deel vun deem Text iwwert d'Volleksinitiativ, dee vun der viregter Regierung deponéiert ginn ass, d'Hürde vum Avis vum Statsrot hätt kënnen huelen an och haut zur Ofstëmmung komm wär.

Déi wierklech Neierung Volleksinitiativ bleift virleefeg op der Streck, woubäi a menger Interventioun d'Betounung op virleefeg läit. Och an Zukunft also ass et leider nach net de Bierger selwer méiglech a bestëmmte wichtege Froe vun nationalem Intérêt eng Referendumsprozedur ze déclenchéieren - dat ass nëmme méiglech am Kader vun enger Verfassungsännerung.

D'Volleksinitiativ bleift virleefeg also Zukunftsmusek, a fir d'éischt muss eise Verfassungstext geännert ginn, ier een eng Etapp méi wäit ka goen. Ech bezéie mech do ausdrécklech op de Regierungsaccord vum Summer vum leschte Joer, wou déi zwou Regierungsparteie sech engagéiert hunn, déi zwou Iddiën - déi vum Referendum an déi vun der Volleksinitiativ - weiderzedreiwen, an et ass fir eis Partei eng Selbstverständlechkeet, dass nodeem mer deen heiten Text gestëmmt hunn, an deem de Referendum preziséiert gëtt, och en zweeten Text muss kommen, dass mer eng zweet Initiativ hei als Chamber virun Enn vun dëser Legislaturperiod zu Enn musse bréngen, an dat wär d'Aféierung och vun der Volleksinitiativ hei zu Lëtzebuerg, ënner natierlech ganz kloren a prezise gesetzleche Bestëmmungen a Konditiounen. Mir däerfen hei net op hallwem Wee stoe bleiwen; mir sollten hei eng ganz Reform maachen, an net nëmmen eng hallef Reform.

Ech hoffen also, dass déi méi konservativ Geeschter an der Chamber - an déi kënnen an alle Parteie sëtzen,…

Une voix.- Ah!

(Hilarité)

M. Alex Bodry *(LSAP).*- …dat wëll ech preziséieren - u sech net hei Opdriff kréien an eigentlech wëlle verhënneren, dass et zu där Aféierung vun der Volleksinitiativ kënnt.

Et gëtt Stëmme vu ganz eminente Juristen - et brauch een nëmme Schréfte vun engem Alex Bonn nozeliesen -, déi scho viru Jore gewarnt hunn, fir esou ee Schrëtt ze maachen, déi fäerten dat géif zu enger Destabiliséierung vum politesche System féieren, an zu enger politescher Waff ginn, déi andauernd géif fir Onrou am normalen Oflaf vun de politesche Geschäfter hei am Land féieren.

Ech mengen, déi Angscht braucht een net ze hunn, wann d'gesetzlech Rumm stëmmt, wann ee genau seet ënner wat fir enge Konditiounen, mat wat fir enge Prozeduren esou eng Dosis vun direkter Demokratie kann zousätzlech an eise System agefouert ginn, dee weiderhin d'Natur selbstverständlech vun enger representativer Demokratie behält. Kee wëllt dat a Fro stellen, zumindest net a menger Partei.

Ech war wéi aner Leit och relativ erstaunt, wéi ech d'Avisë vun de Chambres professionnelles gelies hunn, a besonnesch vu Patronats-

organisatiounen. D'Chambre des Métiers, mä awer och eng Chambre des Fonctionnaires et Employés publics si ganz geharnescht mat der Iddi vum Referendum a vun der Volleksinitiativ ëmgespronge, an hunn eigentlech e Veto ageluecht zu deem Projet, deen déi viregt Regierung an d'legislativ Prozedur geschéckt huet.

Et waren och kritesch Téin deelweis bei de Salariatschamberen, mä déi hunn awer net dozou gefouert, dass se esou wäit gaange wären, fir eng allgemeng Oflehnung vun deem Ganze mat sech ze bréngen. Si hunn op eng Rei Geforen a Risiken higewisen. Et ass jo eigentlech och net grondleeënd falsch, dass ee sech och Gedanke mécht, wéi Mëssbräich vun esou engem Instrument eventuell kënnten ausgesinn. Dat ass selbstverständlech och eng Zort vun Iwwerleeung, déi mir gehale sinn och hei als Parlament ze féieren.

Mir sinn der Meenung, dass also mat där éischter Etapp hei och ka relativ schnell eng zweet Etapp kommen. Den einfachste Wee wär deen, fir de Verfassungstext op deem engen oder anere Punkt liicht ze modifizéieren, an da wär eigentlech de Wee fräi, fir ënner bestëmmte Konditiounen also och d'Volleksinitiativ an Netverfassungsfroe méiglech ze maachen. Dat wär op jidde Fall dee Wonsch an dee politesche Wëllen, dee mir och als sozialistesch Fraktioun wëllten an dës Debatt mat erabréngen.

Ech wollt da ganz kuerz, no deene méi prinzipielle Bemierkungen awer am Telegrammstil, wierklech, op aacht Froen zréckkommen. Aacht Stéck, déi eigentlech wesentlech sinn, déi am Fong opstoungen an déi am Fong an der Vergaangenheet 1919 an 1937 bei deene viregte Referenden deelweis geléist gi sinn an deene Spezialgesetzer, déi sengerzäit gestëmmt si ginn, mä déi hei zu engem groussen Deel net all eng Äntwert kréien iwwert deen neie Gesetzestext, deen hei d'Chamber sech ustellt ze stëmmen.

Fir d'éischt ass ëmmer eng wichteg Fro, wien ee Referendum ausléise kann. Ganz kloer sinn et am Kader vum Artikel 51 (7) déi Institutiounen, déi den Droit d'initiative législative hunn, dat heescht also de Grand-Duc, d'Regierung - dat muss ee liesen - an d'Chamber als Parlament. Dat heescht, et ass eigentlech déi politesch Majoritéit, well d'Regierung ass eng Emanatioun vun der politescher Majoritéit an der Chamber.

Am Kader vum Artikel 114 ass déi viregt Chamber 2003 hei méi wäit gaangen, wéi mer déi Reform ofgestëmmt hunn. Elo hunn eng Minoritéit vun Deputéierte - méi wéi ee Véirel, also mindestens 16 Deputéierten - respektiv 25.000 Wieler d'Méiglechkeet esou e Referendum ze beantragen. D'Roll vun der Exekutiv an deem heite Fall - dat ass de Premierminister - beschränkt sech drop fir e Contrôle de légalité ze maachen, ob also d'Konditioune gi sinn, fir dass esou eng Referendumsprozedur kann ugestiwwelt ginn. D'Décisioun vum Premier ass eng Décisioun, déi selbstverständlech der Kontroll ënnerläit vun eiser Verwaltungsgeriichtsbarkeet hei zu Lëtzebuerg. Et ass keng politesch Décisioun also.

Zweet Fro: Zu wat fir enge Froe kann et e Referendum ginn? Dat ass och eng Fro, déi an all Land diskutéiert gëtt, an déi heiansdo och esouguer an de Verfassungstexter eng Äntwert kritt huet, wou déi Domäne preziséiert gi sinn, zu deenen iwwerhaapt däerf e Referendum organiséiert ginn, respektiv et gëtt och Verfassungen, déi virschreiwen, datt an eenzelnen Domäne muss eng Fro iwwer Referendum vum Vollek tranchéiert ginn.

Hei ass och déi Fro ganz kloer beäntwert. Am Artikel 114 gëtt eigentlech d'Fro bestëmmt duerch de Vote, deen d'Chamber mécht, den éischte Vote iwwert d'Verfassungsännerung, dat ass dann automatesch de Sujet iwwert dee muss mat Jo oder mat Nee geäntwert ginn am Kader vum Referendum. Am Artikel 51 (7) do si keng speziell Dispositiounen hei am Text virgesinn, mä et ergëtt sech eigentlech doduerjer, dass muss eng Loi spéciale geschéien, wou deen eenzelne Referendum och nach eng Kéier legaliséiert gëtt, dass eigentlech déi Fro selwer am Text vun deem Spezialgesetz gestallt gëtt. Dat wäert net anescht sinn, wa mer an e puer Méint hei iwwert de Referendum iwwert den Traité constitutionnel vun der Europäescher Unioun wäerten diskutéieren.

Eng aner wichteg Fro ass och déi: Wie leet d'Froestellung elo fest, well deemno wéi d'Fro formuléiert ass, kann ee ganz staark d'Äntwert zu deenen dote Froen beaflossen. Et ass also ëmmer an all Land eng wichteg Fro, wie leet dann eigentlech d'Froestellung selwer fest? Och do ergëtt sech dat aus deene jeeweilege Prozeduren. Nom Artikel 114, wat d'Verfassungsännerung ubelaangt, ass et ganz kloer, dass dat d'Chamber bestëmmt duerch den éischte Vote an nom Artikel 51 (7). Beim allgemenge Referendum ass et esou, dass iwwert de Gesetzestext vum Spezialgesetz d'Froestellung festgeluecht gëtt.

Véiert Fro, an dat ass jo eng Fro, déi haut schonn undiskutéiert ginn ass: Wie ka beim engem Referendum matmaachen? Dat ass eng Fro, déi an all Land seng Wichtegkeet huet, déi mer och verschiddentlech hei zu Lëtzebuerg beäntwert hunn. Ech wëll erënneren - et huet kee bis elo dat nach ugeschnidden -, datt mer eigentlech och de lokalen, de kommunale Referendum kennen, deen eng gesetzlech Grondlag huet am Gemengegesetz.

Do ginn zwou Saache virgeschloen. An et hätt ee sech kënnen d'Fro stellen, ob ee sech net hätt kënnen un där Zweedeelung inspiréieren, da wäre mer vläicht enger Rei vun Diskussiounen aus de Féiss gaang, well op lokalem Plang mécht d'Gemengegesetz eng Differenz tëschent der Consultatioun, wou u sech de Gemengerot festleet wien da matmécht. Dat ka beschränkt sinn op d'Lëtzebuerger, déi d'Wahlrecht hu fir d'Kommunalwahlen. Dat kann awer och méi opgemaach ginn op Netlëtzebuerger. Theoretesch kënnt een et esouguer opmaachen altersméisseg no ënnen. Alles dat ass eigentlech méiglech, well d'Gesetz leet bei der Consultatioun net prezis fest, wien do däerf gefrot gi vun der Gemeng.

Anescht ass natierlech de Referendum op lokalem Plang. Do ass e limitéiert op déi Leit, déi dann och d'Wahlrecht hunn.

Op nationalem Plang, wéi gesot, kenne mer déi Differenzéierung net. Mir kennen nëmmen eng Form, dat ass de Referendum, deen dann u sech och nëmmen enke Regelen ënnerluecht ass. Wie ka beim Referendum matmaachen?

Eis Partei huet, wat de spezifesche Referendum ronderëm d'Europäesch Verfassung ugeet, ni en Hehl aus hirer Meenung gemaach. Mir waren a si prinzipiell dofir, dass déi Leit, déi d'Wahlrecht hu bei den Europawahlen, déi also ënnert déi Definitioun falen, och misste kënne bei där Ofstëmmung iwwert den Traité constitutionnel vun der Europäescher Unioun mat ofstëmmen.

Et sinn eng ganz Rëtsch vun Argumenter virbruecht ginn, haaptsächlech vum Statsrot, déi een net kann einfach vun der Hand weisen, déi diskutabel sinn an eenzelnen Aspekter, mä wou mer elo awer an enger Situatioun sinn, a wann een och léiert aus der Vergaangenheet, wat d'Haltung vum Conseil d'État ass, wann een an eng Diskussioun erakënnt. Hei ass de Conseil d'État esou formell gewiescht a senger Positioun, esou dass ech mengen, dass e weideren Austausch vun Argumenter riskéiert eis net méi wäit ze brénge wéi elo.

Ech mengen, et sollt ee mussen Akt dovunner huelen, wat d'Haltung vum Statsrot ass an där dote Fro an dass hei effektiv seriö Verfassungsbedenke virleien. Deene muss een an dem heite Fall Rechnung droen an ech gesi leider och net esou richteg wéi een duerch eng Ännerung vun engem Gesetzestext dat dote kënnt an esou enger kuerzer Zäit ausbigelen. Dat muss een haut einfach zur Kenntnis huelen.

Mir sinn awer der Meenung, dass ee fir d'Zukunft déi dote Fro net däerf einfach ad acta leeën, dass een net erëm soll waarde bis sech konkret en nächste Punkt stellt an dann erëm déiselwecht Hektik lassbrécht, mä dass mer u sech sollten elo vun där Zäit profitéieren, fir a Rou ze kucke wat fir eng gesetzlech, respektiv verfassungsméisseg Dispositiounen ee muss huelen, fir méi Flexibilitéit eranzebréngen, fir dass mer wierklech kënnen als Chamber vu Fall zu Fall décidéiere wéi mer de Corps électoral fir de Referendum definéieren. Dat wier eigentlech déi bescht Method, mengen ech, wéi een an esou engem Fall sollt an Zukunft virgoen.

Fënneft Fro, déi wichteg ass: Ass d'Bedeelegung um Referendum obligatoresch? Jo. De Lëtzebuerger Législateur seet Jo zu deem dote Punkt, well dee Lien gemaach gëtt mam Wahlrecht. Dofir muss ee sech trotzdeem d'Fro stellen, ob et gutt ass dat an där absoluter Form bäizebehalen, well domadder ergi sech eng Rei vu Konsequenzen, wou mer net ëmmer ganz logesch sinn an eise Schlussfolgerungen - ech kommen herno nach eng Kéier drop zréck. De Vote ass also obligatoresch.

D'Bréifwahl gëtt zougelooss wéi bei anere Wahlen. Dat ass also och esou an et si Sanktioune virgesi fir een, dee senger Wahlflicht beim Referendum net nokënnt.

Sechst Fro: Wéini ass eng Fro duerch Referendum guttgeheescht, respektiv ofgelehnt? Och do ass et wichteg, dass ee prezis ass, net dass et zu onméiglechen Diskussioune kënnt, wann een e knappen Ausgank vum Referendum kritt. D'Äntwert ass ganz kloer hei am Text verankert. Wa méi Jowéi Nee-Stëmmen do sinn, dann ass d'Referendumsfro positiv beäntwert. Wann et ëmgekéiert ass, dann ass se negativ beäntwert. Déi ongülteg a wäiss Stëmmziedele ginn net a Considératioun gezunn. Déi fale praktesch ënnert den Dësch fir d'Majoritéit festzeleeë bei esou engem Votum.

Siwent an zweetlescht Fro: Wat fir eng Effeten huet d'Resultat vum Referendum? Och dat ass eng Fro wou sech d'Doktrin an alle Länner an d'Parlamenter an d'Regierungen an alle Länner sech schonn de Kapp zerbrach hunn a wou d'Äntwerten och ënnerschiddlech si vu Land zu Land. Dat hänkt jo e bëssen of wat fir eng Traditioun a wat fir eng Verfassungstexter an deenen eenzelne Länner bestinn.

Mir hunn e groussen Novum gemaach an där doter Fro d'virlescht Joer. Dat muss ee soen. 2003, wéi mer iwwert den neien Artikel 114 hei ofgestëmmt hunn an der Chamber, do hu mer de Référendum décisionnel agefouert mat deem Astuce, dass den zweete Vote vun der Chamber ersat gëtt duerch de Referendum. Dat hu mer gemaach mam Accord vum Conseil d'État. Dat ass eigentlech e Schrëtt, dee wäitgehend ass a wou an der Kommissioun - déi Leit, déi deemools Member waren, déi wëssen dat - eenzel Parteie sech schwéier gedoen hu mat op deen dote Wee ze goen. Mä dee Wee ass gemaach ginn an dat ergëtt och, mengen ech, sécherlech e Sënn an deem spezielle Fall, fir et esou ze maachen. Do ass also déi Fro kloer tranchéiert.

Si ass net kloer tranchéiert duerch den Text wat de Referendum am Kader vum Artikel 51 (7) vun eiser Verfassung ugeet, also deen allgemenge Referendum an och dee wou elo den europäeschen Traité constitutionnel géif als Base constitutionnelle organiséiert ginn.

Bis elo war et esou zu Lëtzebuerg, dass eigentlech all Referendum e reng konsultative Charakter hat. Dat stoung esouguer am Gesetzestext, deen de Referendum iwwert d'Maulkuerfgesetz organiséiert huet, expressément dran, wa meng Erënnerunge richteg sinn.

D'Doktrin zu Lëtzebuerg ass jo net ganz breet gestreet an deenen dote Froen. Mä d'Referenzwierk fir all gudde Fonctionnaire an all Examen, dee muss beim Stat oder bei der Gemeng gemaach ginn, ass jo de Majerus. De Majerus léisst eigentlech déi dote Fro och opstoen. Hie seet, et wär net tranchéiert, hie mengt et kënnt ee penchéieren zu engem Caractère consultatif vum Referendum, well d'Praxis vun deene virechte Referenden dat esou géif erginn, wat awer juristesch gesinn net onbedéngt eng befriddegend Äntwert ass.

Och do huet de Conseil d'État an dem spezifesche Fall vum Traité constitutionnel jo eng ferme Positioun geholl an déi léisst sech scho juristesch novollzéien an eventuell op aner Hypotheesen iwwerdroen. E seet ganz kloer, dass wann iwwert d'Verfassung eng Institutioun wéi d'Chamber d'Kompetenz huet an exklusiv Kompetenzen huet fir eng Fro ze tranchéieren, da kann nëmmen d'Chamber déi dote Fro tranchéieren an eigentlech net ersat ginn duerch eng direkt Volleksbefroung, déi an hirer Plaz géif déi dote Fro praktesch tranchéieren.

Dat ass eng juristesch Logik, där ee sech net ka verspären. Mä och do stellt sech d'Fro fir d'Zukunft, ob et net denkbar ass, dass et niewent Verfassungsännerungen aner Hypotheese gëtt, wou ee sech kënnt virstellen, dass de Referendum en décisionnellë Charakter hätt, och wann de Regelfall sécherlech éischter sollt sinn, dass en e konsultative Charakter huet, juristesch gesinn.

Mä et ass fir mech evident, do soll keen Zweifel dru sinn, ech ka mer net virstellen, dass ee Parlament géif e puer Wochen nodeem d'Wieler hei zu Lëtzebuerg am Kader vun enger Wahlflicht sech majoritär op eng Positioun festgeluecht hätten an enger wichteger nationaler Fro, dëst Parlament oder en anert Parlament géif just de Contraire décidéieren. Ech ka mer dat einfach politesch net virstellen.

Duerfir géif ech juristesch soen, ass et riskant an alle Froe wëllen engem Referendum e bannende Charakter ze ginn. Dat kann een an Ausnahmefäll virgesinn, a prezise Situatiounen, mä politesch ass ee selbstverständlech gebonnen un dat, wat d'Vollek direkt décidéiert.

Et ass eben och e Widdersproch, dee mer an eisem System elo dran hunn, well mer op där enger Säit soen, jiddferee muss wiele goen - du gëss sanktionéiert, wann s de dech net um Referendum bedeelegst -, mä wat do erauskënnt, dat ass vu reng konsultativem Charakter. Dat ass eigentlech e bëssen e Widdersproch an eisem System mat der Wahlflicht, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn an dee ganz wéineg Länner an Europa kennen. Duerfir ass et e bëssen eng speziell Situatioun.

Dann eng aner a lescht Fro - ech kommen elo zum Schluss -, déi net tranchéiert ass: Wéi soll déi Wahlcampagne oflafen, déi jo praktesch ganz wichteg ass? No wat fir enge Regelen? Wéi gëtt déi Wahlcampagne finanzéiert? Mat öffentleche Gelder oder net öffentleche Gelder? Wat ass d'Roll vun der Regierung an deem Ganzen? All déi Froe bleiwen op a mussen, mengen ech, au cas par cas geregelt ginn, jee no deem Enjeu - praktesch -, deen iwwer e Referendum ze kucken ass.

Mä et schéngt mer selbstverständlech ze sinn, dass awer eng Suerg muss sinn, datt eng gewëssen Neutralitéit, eng gewësse Gläichheet an Ausgeglachenheet am Austausch vun de Pro- a Contra-Argumenter an enger offizieller Campagne selbstverständlech virherrschen. Dat anert wier sécherlech net gutt.

Zur Konklusioun einfach: Ech mengen, et däerf ee sech net erschrecken. Bal all parlamentaresch Demokratien an Europa hunn an der Tëschenzäit an der Praxis oder an hire Gesetzestexter Elementer vun direkter oder hallef direkter Demokratie.

Ech gesi perséinlech kee Widdersproch an deenen zwou Saachen, well se eigentlech alleguerten op zwou Grondiddien opgebaut sinn. Déi éischt Iddi, dat ass déi, dass u sech de Referendum weiderhi fousst op der Iddi vun der politescher Demokratie - d'Gemeinsamkeet mam Parlamentarismus.

An zweetens, dass en och fousst op der Iddi vun dem Majoritéitsprinzip, wat d'Grondiddi och ass vum Fonctionnement vun enger parlamentarescher Demokratie. Duerfir gesinn ech dat net esou dramatesch wéi munch Theoretiker, déi do e Widdersproch gesinn tëschent deenen zwee Elementer, op där enger Säit dem Parlament, also gewielte Vertrieder, an dann enger gewësser Proportioun vun direkter Demokratie. Alles ass eng Fro vun Doséierung.

Mir musse virsiichteg sinn, wat fir eng Dos mer vun deem engen a vun deem aneren an eise politesche System mat eranhuelen. Do war eng grouss Virsiicht üblech hei zu Lëtzebuerg. Vläicht muss et net erëm eng Kéier méi wéi 65 Joer daueren, bis den nächste Referendum stattfënnt.

Ech mengen, dat hei ass u sech eng gutt Saach. Mir kommen institutionell ee Stéckche weider, mä mir waarden eigentlech op déi zweet Etapp, déi nach an dëser Period soll kommen: d'Volleksinitiativ, déi eigentlech déi ganz Reform eréischt richteg ofschléisst.

Dat gesot, wäert meng Fraktioun selbstverständlech deen heiten Text stëmmen. Merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Felix Braz ageschriwwen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. De Referendum, dee bis elo zu Lëtzebuerg net oft gebraucht ginn ass - mir hunn dräi Referenden, déi op zwee Datume verdeelt stattfonnt hunn -, mécht awer och zu Lëtzebuerg säi Wee. Schonn e bësse méi laang um kommunalen Niveau. Do hu mer Erfahrungen déi lescht Jore gesammelt. An elo gëtt och um nationalen Niveau, respektiv bei Froe vun europäeschem Intérêt, d'Diskussioun vum Referendum gefouert.

Mir ënnerstëtzen dat, well dat eng gutt Saach ass. Et ass e wichtegt Instrument fir eis representativ Demokratie mat enger Dosis partizipativer Demokratie kënnen ze verbesseren. D'Regierung invoquéiert am Exposé des motifs vun hirem Projet de loi en Demokratiedefizit. Si explizéiert deen awer net weider an hirem Text. Et ass e Schlagwuert, kann ee soen, wat do gebraucht gëtt, an d'Äntwert op den Demokratiedefizit ass an den Ae vun der Regierung de Referendum.

Mir mengen awer net, dass de Referendum d'Léisung fir all Problemer duerstellt. Dat behaapt och keen! Et soll een dat eigentlech selwer direkt aschränken, da braucht Dir et herno net ze soen, Här Minister.

De Referendum ka keng Äntwert op all d'Froe sinn, well och e Referendum, dee regelméisseg an heefeg géing gebraucht ginn, och an enger Mandatsperiod iwwer zwou, dräi Utilisatiounen - dat wieren der scho vill - net géing erauskommen. Et stinn awer vill méi Décisiounen a fënnef Joer u wéi nëmmen esou vill. Esou dass ee sech d'Fro vun der Partizipatioun vun de Bierger op méi Niveauë muss stellen, an dann ass déi partizipativ Gesellschaft och méi wéi nëmmen d'Partizipatioun iwwert den Ëmwee vun engem Referendum anhand vun enger kloer gestalltener politescher Fro.

Aner Mesurë wieren och noutwendeg, wann ee wëllt op de Wee vun der partizipativer Gesellschaft goen, besonnesch och am Beräich vum Verständnis a vun der Lisibilitéit vun de politeschen Décisiounen, déi geholl ginn, a vu dass mer haut och de Referendum am Kader vum europäesche konstitutionellen Traité diskutéieren, ass et vläicht och wichteg grad bei deem dote Punkt dat och ze ënnersträichen.

Ee vun den Demokratiedefizitter, déi mer haut hunn, net nëmmen zu Lëtzebuerg, läit mat Sécherheet och doranner, dass d'Leit Schwieregkeeten hunn ze verstoen an ze gesinn, wou d'Décisioune vu wiem geholl ginn. Dat berühmtent „Et kënnt vu Bréissel." ass eng Äntwert, déi fir d'Leit komplett onbefriddegend ass. Et muss ee soen, dass Bréissel hei zu Lëtzebuerg ufänkt. Do si Leit, déi vun hei aus op Bréissel ginn, déi dohanne Positioune vertrieden, déi herno net musse justifiéieren, wat hir Position au départ war, an déi herno just erkläre kommen, datt si mat aneren, an déi aner waren zu méi, eng bestëmmte Positioun awer zréckbehalen hunn.

An dee Manktem un Transparenz, fir dat Wuert ze gebrauchen, oder u Lisibilitéit vun den Décisiounen um europäeschen Niveau ass sécher ee Punkt, deen d'Vertraue vun de Wielerinnen a Wieler an d'Politik an an d'Demokratie ébranléiert. Dat ass eng Fro, déi och mam konstitutionellen Traité vläicht e Stéck besser gëtt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mä och deen Traité beäntwert déi Froen net alleguerten. Do läit nach e groussen Deel vun der Hausaufgab hei zu Lëtzebuerg an dësem Parlament a bei eiser Regierung fir do e Stéck Transparenz eranzekréien.

En zweete groussen Defizit, dee mir an eiser Demokratie als Gréng identifizéieren, ass dee vun der Zuel vun de Leit, déi un de Wahlen deelhuelen. Mir hu wuel d'Wahlflicht, an dat ass eng Saach, déi vill Leit kritiséieren, déi een awer net muss onbedéngt nëmme kritiséieren. Mä mir hunn zu Lëtzebuerg eng Situatioun, dass mer an der aktiver Bevölkerung méi wéi 50% vun de Leit hunn, déi net u politesche Froe vun nationalem Intérêt deelhuelen. An domat menge mer net nëmme Froe vum nationale Wahlrecht, mä och Froen zum Beispill vun der Partizipatioun un nationale Referenden. Mir mengen och domadder esou Froen. An dat ass e reellen demokrateschen Defizit.

Et ass och dofir vläicht net esou erstaunlech wann ee kuckt, mat wat d'Chamber sech ganz vill beschäftegt zënter e puer Joer: Froe wéi d'Renten, Froe wéi Fleegeheimer, Froe wéi Altersheimer, déi alleguerte wichteg sinn a wierklech op e reelle Besoin hin hei diskutéiert ginn. Mä vill vun deene Froen hunn am politeschen Alldag vu Lëtzebuerg méi Bedeitung wéi se an anere Länner hunn, wou déi aktiv Bevölkerung bei nationale politesche Froe méi duerchdréckt wa se wiele geet. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg d'Situatioun, dass e groussen Deel vun der aktiver Bevölkerung sech politesch net kann äusseren iwwer seng Suergen, déi vläicht 15, 20 oder 25 Joer am Viraus gekuckt wëlle ginn.

Um Gemengenniveau fänkt dat u besser ze goen, well mer do d'Partizipatioun zum Beispill hunn un de Wahle vun den EU-Auslänner, respektiv och vun den net EU-Auslänner, vun de Pays tiers. Um europäeschen Niveau ass dee Prozess och amgaangen. Deen ass sécher nach net ofgeschloss, mä do mécht dat säi Wee. Um nationalen Niveau, wéi gesot, och d'Stéchwuert Referendum, si sécher nach gesellschaftspolitesch Diskussiounen an dësem Land ze féieren.

Déi duebel Nationalitéit wäert op deem dote Wee sécher e wichtegt Gesetz duerstellen. Duerfir wiere mer och frou, wann d'Regierung dat Gesetz géing relativ séier kënnen op de Métier huelen an an der Chamber déposéieren.

En anert Instrument - eng aner Fro: Wann ee vun Demokratiedefizit schwätzt, ass zum Beispill och eng Fuerderung, déi schonn am Parlament och vun anere Fraktiounen erhuewe ginn ass, d'Senke vum Wahlalter. Haut ass d'Fro duerchaus berechtegt, ob een net scho misst mat 16 Joer kënnen zumindest en aktiivt Wahlrecht ausüben. Et gouf scho Proposition-de-loien an deem dote Sënn. Dat war scho méi wéi eng Kéier hei an der Diskussioun. Och dat ass eng Fro, déi ee muss stelle wann ee wëllt iwwer Demokratiedefizit diskutéieren.

En anere Punkt ass - dat ass vläicht méi iwwerraschend, mä mir mengen awer och, dass dat dozougehéiert - d'Fro vun der Bekämpfung vun der Korruptioun. Och dat ass eng Fro vu Vertraue vun de Leit an d'Institutiounen, och dat ass eng demokratesch Fro, wéi vill Vertrauen een an d'Demokratie huet, an d'Kontrollmechanisme vun der Demokratie an an d'Ofwierkräfte vun der Demokratie.

Hei an dëser Chamber sinn och an der Vergaangenheet schonn e puer Gesetzer gestëmmt ginn iwwert d'Korruptioun am Beräich vun der Fonction publique, souwuel communale wéi étatique. Et sinn och elo nach Gesetzer an der Pipeline, déi sech beschäftege mat der Fro vun der Korruptioun éischter am Privatsecteur, mä och dat ass e wesentlecht Element wann ee wëllt vun Demokratiedefizit oder vum Behiewe vun Demokratiedefiziter schwätzen.

E leschte Punkt ass d'Schoulpolitik, d'Wëssensgesellschaft, d'Informatioun vun de Leit, den Zougang zu der Informatioun, Stéchwuert Fracture digitale. Och dat si Froen, déi wichteg si wa mer d'Resultater vu PISA 2 zum Beispill kucken, déi ausweisen, dass hei zu Lëtzebuerg e ganz staarken Determinismus besteet tëschent der sozialer Situatioun vun den Elteren an där schoulescher vun de Kanner. Da werft dat och Froen op am Beräich vun der Demokratie, am Beräich vun der gesellschaftlecher Kohäsioun a vun der Stäerkt vun der Demokratie hei zu Lëtzebuerg.

Dat gesot, wëlle mer ënnersträichen, dass de Referendum keng Äntwert ka ginn op alles. Mir wëllen dat och net, well mer der Meenung sinn, dass de Referendum déi gewielte Vertrieder net soll aus hirer Verantwortung entloossen. Dat kann net den Zweck vum Referendum sinn, dat mussen aner Zwecker sinn, déi domadder befollegt ginn. Wann dat soll domat erreecht ginn, da muss ee wierklech oppassen, op wéi enger Pente dass ee sech befënnt. Mir Gréng sinn op jiddfer Fall der Meenung, dass dat net den Zweck ass vun de Referenden.

Spéitstens mat der Initiative populaire, wou jo och de Mëtteg kuerz eng Proposition de loi vum Här Mehlen schonn évoquéiert ginn ass, wou mer jo och eng Kéier mussen drop zréckkommen, wéi den Här Meyers dat scho gesot huet, muss awer och nach eng Kéier d'Fro diskutéiert gi vum Caractère décisif oder net décisif vum Referendum. Beim Artikel 114 ass et kloer, beim Artikel 51 (7) ass et am Moment och kloer. De Statsrot seet e wär juristesch ganz kloer am Prinzip nëmme konsultativ.

Et gouf och elo rezent e Gesetzesvirschlag vum ADR, dee wëllt de Referendum opgrond vum Artikel 51 (7) an all de Fäll décisif maachen. Mir hale béides fir falsch. Mir halen et gradsou fir falsch ze soen, dass e Referendum ëmmer nëmme soll konsultativ sinn, mir halen et och fir falsch, dass e Referendum an all de Fäll soll décisif sinn.

Méi richteg ass et sech an enger seriöer Diskussioun mat de Matièren ze beschäftegen, an deene soll e Referendum gemaach ginn. Ech rejoignéieren do munches vun deem wat den Här Bodry gesot huet, dass een do soll eng méi nuancéiert Diskussioun driwwer féieren, a wéi enge Matièren an ënner wéi enge Konditioune wéi eng Zorte vu Referende kënne konsultativ sinn oder och opgrond vum Artikel 51 (7) ënner Ëmstänn kënnen décisif sinn. Mä wéi gesot, déi Diskussioun wäerte mer spéitstens am Kader vun engem Gesetzesvirschlag vun der Regierung iwwert d'Initiative populaire féieren.

Et war jo méi geplangt; de Rapporteur huet schonn erkläert, aus wéi enge Grënn dass mer eis haut mat dësem Kadergesetz mussen zefridde ginn. Ech wëll déi Argumenter dofir net widderhuelen, si sti jo och ausféierlech am Rapport beschriwwen. Et ass e Kadergesetz wat awer dofir trotzdeem net onnëtz ass, och wann déi aner Referenden hei am Land ouni dat konnte liewen. Et hätt een och kënne weiderhin ouni Kadergesetz funktionéieren, d'Loi spéciale hätt theoretesch och all dës Matièrë kënnen all Kéier regelen, mä mir mengen awer, dass et trotzdeem besser ass wa mer e Kadergesetz kréien, well awer eng Partie Froen eenheetlech sollen applizéiert ginn.

Et geet zum Beispill drëm, wéi d'Ënnerschrëfte gesammelt ginn, wéi eng Recoursen dass een huet, wéi d'Listes d'inscription ausgesinn, wat de gesamten Oflaf vun der Prozedur ass, wat d'Périodes interdites sinn, wéinst de Landes- an och Europawahlen, wat geschitt mat de wäisse Bulletinë wou mer eis eens gi sinn, dass déi Leit, déi wëllen Nee soen, och musse kloer Nee soen, an dass déi Leit, déi wëlle Jo soen, och musse kloer Jo soen, an dass déi, déi sech enthalen, och deementspriechend deenen aneren de Virtrëtt loosse bei der Décisioun. Dat si Froen, déi am Kadergesetz elo beschriwwe sinn an esou beschriwwe sinn, dass mir se och kënnen ënnerstëtzen. Mir halen dat fir de richtege Wee.

Verschidde Froe stinn awer nach trotzdeem op, well den Text vum Projet de loi 5132 sech net mat den Absichte vu bal all de Parteien deckt, notamment am Bezuch vum europäeschen Traité, wou d'EU-Matbierger sollen drun deelhuele kënnen. D'Fro ass: Wien ass zum Referendum zougelooss? Aus wiem besteet de Corps électoral?

De Statsrot huet elo a sengem Avis, deen en eis gëschter Owend nach zougestallt huet, kloer a sengen An op déi Fro geäntwert, an et muss ee sécher munches vun deenen Argumenter deelen. Mir wëllen awer trotzdeem och do eng Fro un d'Regierung stellen, an zwar d'Fro, wéi d'Regierung gedenkt déi Absicht…

Et geet mir wéi der Madame Flesch, ech géing der Regierung d'Fro stelle wa se géing nolauschteren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et geet eigentlech duer, dass een ee Moment roueg ass.

Här Minister, ech wollt Iech eigentlech eng Fro stellen: Wéi gedenkt d'Regierung, opgrond vum Avis vum Statsrot vu gëschter iwwert d'Méiglechkeet vun der Participatioun vun EU-Auslänner um Referendum zum europäeschen Traité, déi Absicht, déi se och kundgemaach huet, d'EU-Auslänner drun deelhuelen ze loossen, méiglech ze maachen? Et schéngt mir op d'Lecture vum Avis hin éischter kompromettéiert, mä d'Regierung huet vläicht eng Äntwert fir et awer nach méiglech ze maachen.

Eng aner Fro, déi sech am Kontext vum Corps électoral stellt, ass - an dat ass de Mëtteg nach vu kengem ugeschnidde ginn - dass eise Statschef a senger Ried fir Chrëschtdag de Wonsch geäussert huet, un deem Referendum kënnen deelzehuelen. Dat ass völleg legal. Et steet néierens, dass de Statschef net dierft u politesche Wahlen deelhuelen. Et ass just Usus, dass de Statschef mat senger Vereedegung freet fir vun de Wielerlëschte gestrach ze ginn.

Ech wëll net spekuléieren, firwat dass e gemengt huet, dass dat mat de Wielerlëschte kee Problem wär, mä et stellt sech offensichtlech eraus, dass e Problem doranner besteet, dass de Statschef op kenger Wielerlëscht agedroen ass, esou dass mer, wa mer wéilten, dass de Statschef kann un deene Wahlen, um Referendum deelhuelen, nach eng Kéier eng Revisioun vun de Wielerlëschte misste maachen. Mir géingen also en fait d'Wielerlëschte méi no beim eigentlechen Urnegang enger Revisioun ënnerzéien.

Et ass eppes fir dat mir als Gréng scho méi laang plädéieren, well mer der Meenung sinn, dass d'Revisioun vun de Wielerlëschten hei zu Lëtzebuerg vill ze vill fréi geschitt, a mir plädéiere grondsätzlech dofir, dass souwuel bei Gemengen-, wéi bei Chamber-, wéi bei Europawahlen d'Revisioun vun de Lëschte vill méi kuerz virum Wahltermin ofgeschloss misst ginn. Am Zäitalter vun de Computere misst ee mat engem Délai vun dräi Méint kënnen och esou eppes iwwert d'Bühn brénge. An der Belsch brénge se et souguer fäerdeg dat an engem Délai vun zwee Méint ze maachen.

Dofir wollte mer just kloer soen, dass mir grondsätzlech enger neier Revisioun vun de Wielerlëschte positiv géintiwwer stinn, awer kloer wëlle betounen, dass dat awer dann eng Regel misst sinn, déi fir all d'Wahle gëllt a fir all d'Leit an dësem Land. Do wär et och vläicht gutt, wann d'Regierung sech géing de Wonsch vum Statschef nach eng Kéier zu Gemitt féieren a vläicht eng generell Léisung fannen, déi eis Loi électorale d'une façon générale géing verbesseren.

Dann nach zwou, dräi kleng aner Froen, op déi ech wollt agoen, déi eiser Meenung no am Moment mam Projet de loi 5132 méiglecherweis nach net komplett beäntwert ginn. Sécher sinn eng ganz Partie Froen an deem Kadergesetz elo gutt beäntwert. Et sinn awer eng Partie Froen an deem Kadergesetz nach net beäntwert.

Beispillsweis all déi Elementer, déi mat der Campagne ze dinn hunn. Den Här Bodry ass och schonn drop agaangen. Et gëtt zwee Elementer vun der Campagne am Kader vun engem Referendum: Et gëtt d'Ausenanersetzung mat der Saach, déi déi wëlle mat Jo, déi déi wëlle mat Nee bei engem Referendum stëmmen, an et gëtt en zweet Element, dat ass de Fall vun enger offizieller Informatiounscampagne vun der Regierung beispillsweis.

Och do menge mer, dass et misst Spillregele ginn, déi déi offiziell Informatiounscampagne vun der Regierung begleeden, an et misst och Spillregele ginn, déi déi eenzel Comitéen, déi opruffen am Kader vum Referendum, och kënnte finanziell an op aner Manéiere begleedend ënnerstëtzen. Et gëtt och Länner, déi esou Regelen hunn. Mir mengen, dass et noutwendeg wär, an engem zweete Worf, méiglecherweis am Kader vum Gesetz iwwert d'Initiative populaire, och prezis an engem Gesetzestext déi Regele festzeschreiwen, déi déi offiziell Informatiounscampagne vun der Regierung muss hunn, mat méiglecherweis engem Contrôle duerch d'Cour constitutionnelle, an och wéi gesot kloer Spillregelen zu de Finanzementer, ënner anerem vun deene Comitéen, déi géingen opruffen am Kader vum Referendum.

Vun deenen zwou awer wichtege Froen, déi nach ze beäntwerte bleiwen ofgesinn, si mer der Meenung, dass d'Gesetz, esou wéi et elo virläit am Kader vun den Artikelen 51 (7) an 114, u sech an der Rei ass. Et kéinten awer trotzdeem zwou, dräi Dispositiounen, déi elo drastinn, sech als problematesch erweisen, wa mer d'Gesetz iwwert d'Initiative populaire och an der Chamber traitéieren.

Ee Punkt, op dee mer wëllen hiweisen, ass dee vum Comité d'initiative. Et ass esou, dass et am Prinzip duergeet, dass fënnef Leit eng Initiativ huelen am Kader vum Artikel 114, also am Kader vum Référendum constitutionnel - an déi Dispositioune si jo an dësem Kadergesetz ageschriwwen -, dass d'Leit also zu fënnef d'Initiativ huelen e Referendum unzefroen. Dat ass geduecht, fir dass et net esou schwéier soll sinn de Referendum unzestoussen. Dat huet awer och zumindest d'Gefor a sech vun Abusen. Et ass am Gesetz esou geregelt, dass deen Éischte vir ass. Wann also méi Demanden agereecht gi beim Regierungschef, da muss de Regierungschef déi éischt Demande, déi agereecht ginn ass, zréckbehalen.

Elo kann et liicht passéieren, an ech wëll den Däiwel net un d'Wand molen, mä dat ass awer eng Saach, déi net komplizéiert ze maache wär, dass fënnef Leit d'Initiativ huelen zu engem bestëmmtene Sujet d'actualité, fir ze froen: Mir hätte gären dozou e Referendum.

Kuerz drop kënnt eng méi seriö Initiativ, déi awer, well se méi seriö ass, vläicht e bësse méi laang gebraucht huet fir sech ze organiséieren, déi dann op der Lëscht vum Statschef op zweeter Plaz steet, an domadder d'office net méi kann drukommen. Da stellt et sech duerno eraus, dass déi fënnef, déi déi éischt Demande agereecht hunn, guer net seriö waren, sech keng Méi ginn, fir Ënnerschrëften ze sammelen, an domadder gëtt et zu deem Thema kee Referendum an et kritt da keen Zweete méi d'Méiglechkeet, wéint dem Échec vun der éischter Initiativ, nach eng Initiativ selwer ze starten. An do ass zumindest eppes am Gesetz wat nach eng Kéier misst iwwerduecht ginn, wat wuel am Kader vum konstitutionelle Referendum net problematesch ass, wat awer bei der Initiative populaire zumindest Geforen a sech huet.

Da menge mer och, dass et u sech schued ass, dass mer d'Recoursen am Gesetzestext e bëssen zesummegestrach hunn. Dat war de Wonsch vum Statsrot, fir nëmmen e simple degré ze hunn, dat heescht, dass ee Recoursen nëmmen un d'Cour administrative soll kënne riichten. D'Regierung hat eigentlech virgesinn, dass esouwuel den Tribunal administratif wéi och d'Cour mat engem double dégré de juridiction kënnte befaasst ginn. De Statsrot hat et opgeworf, ouni vill ze insistéieren, a mir mengen och, dass een et net onbedéngt hätt missen hierginn, well grondsätzlech ass den double degré de juridiction awer eng Saach, déi hire Sënn huet.

Dat gesot, wëll ech dem Rapporteur nach eng Kéier Merci soe fir säi Bericht an och virun allem fir déi flott Zesummenaarbecht an der Kommissioun. Do kann ee munches bäidroen an et kann een awer och munches léiere vum Här Meyers. Dofir wëll ech em och wierklech en éierleche Merci soe fir d'Zesummenaarbecht a fir säi Bericht a mat dëse Remarquen och

d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zum Gesetzesprojet bréngen. Mir huelen elo scho Rendez-vous fir d'Gesetz zur Initiative populaire.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Als ADR, als Aktiounskomitee fir Demokratie a Rentegerechtegkeet, hu mir ëmmer eng grouss Prioritéit, e groussen Akzent gesat op méi Demokratie, dat heescht, op méi Referenden an op d'Méiglechkeet fir Referenden an eisem Land ofzehalen. An dofir si mer frou, dass d'Iddi selwer vum Referendum lues a lues hire Wee gemaach huet, dass déi Aktiounen, déi mir als ADR gestart hunn, am Laf vun de leschte Legislature lues a lues hir Friichten droen.

Ech wëll zum Beispill nëmmen drun erënneren, dass mir den 13. Februar 2003 eng Motioun hei an der Chamber deponéiert haten, fir e Referendum iwwert den Traité constitutionnel ofzehalen. Deen Ablack wore mir déi eenzeg Partei, déi dat gedroen huet. All aner Parteien hunn unisono géint de Referendum geschwat a géint ons Motioun gestëmmt.

A lues a lues gesäit een, dass d'Iddi awer ëmmer méi Sympathië fonnt huet, an dass sech herno eng Unanimitéit hei an der Chamber fonnt huet, fir e Referendum iwwert den Traité constitutionnel ze froen a fir op de Wee vu legislative Mesuren ze goen.

Ech hunn dem Rapporteur mat ganz vill Intérêt nogelauschtert an ech wollt em och Merci soe fir säi ganz detailléierten a motivéierte Rapport, an och fir déi gutt Aarbecht, déi en als President an där Kommissioun mécht.

E wäert mer awer erlaben op engem Punkt net mat em d'accord ze sinn, e wesentleche Punkt awer, op deen ech wëll e bësselche méi déif agoen, an dat ass d'Diskussioun, ob e Referendum konsultativen oder legislativen, dat heescht, décisionnelle Charakter soll hunn.

Ons Konstitutioun am Artikel 51 (7) seet: «Les électeurs pourront être appelés à se prononcer par la voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.» Dat ass déi generell Formuléierung, déi mer zréckbehalen hunn. A wat heescht nun «se prononcer»? An den Aë vun dem Conseil d'État an och vun deene meeschte Parteien heibannen heescht dat, d'Leit mussen un engem Referendum deelhuelen, mä dass herno, esouguer wann eng Majoritéit vun de Leit sech fir eng Iddi ausschwätzt, dann d'Chamber awer eppes anescht ka maache wa s'et fir richteg fënnt.

Jidderee weess, dass dat vläicht nëmmen an Ausnahmefäll ka geschéien, well et muss jo e gewëssene politesche Courage sinn, fir géint eng majoritär Meenung, déi am Vollek ausgedréckt gëtt, virzegoen, mä nach ass et eng Méiglechkeet. A mir si mat där Méiglechkeet do en tant que telle, deen Ablack wou et ëm Gesetzesprojete geet, deen Ablack wou et ëm Traitéë geet, an och wéi an dësem Fall wann et ëm Verfassungsännerunge geet, net d'accord. Mir mengen au contraire, dass, bei alleguerten deenen Texter, déi mer stëmmen a wou d'Vollek net domat d'accord ass a wou et zu engem Referendum erugezu gëtt, dass deen Ablack déi Décisioun, déi d'Bierger huelen, och Gesetzeskraaft huet. Dat wëllt net heeschen, dass een net och d'Bevölkerung kann ëm hir Meenung froen.

Iwwer e Sujet d'actualité soll een zum Beispill e Referendum maachen, dat d'Euthanasie géing ënner verschiddenen Ëmstänn reglementéieren, wou also dëst nuren eng Fro, eng Meenung ass, zu där d'Bierger hir Meenung solle soen, ouni dass een e prezisen Text an der Iddi huet.

An dofir mengen ech, wann een de Larousse kuckt, da gesäit een, dass de Larousse dräi Possibilitéite virgesäit fir d'Wierder «se prononcer» auszeleeën. Et heescht éischtens «pour rendre un jugement, un arrêt». Déi zweet Méiglechkeet, an et ass déi, déi interessant ass, an déi seet «exprimer nettement une opinion sur quelque chose; un médecin se prononce sur…», dat heescht, do ass also d'Iddi vum Konsultative ganz kloer zréckgehalen. Mä am Franséischen heescht et och «choisir tel parti, se décider, décider, se prononcer en faveur d'une mesure fiscale». Dat heescht, do ass d'Iddi vun der Décisioun mat dran.

An ech mengen, et muss esou sinn, dass deen Ablack wou et ëm legislativ Texter geet, deen Ablack wou et ëm Traitéë geet, deen Ablack wou et ëm Décisioune geet, déi e legislativen oder konstitutionelle Charakter hunn, wann et zu engem Referendum kënnt, dass d'Vollek muss a soll décidéieren. Dat ass esou gewollt vun deene Leit, déi mat ganz vill Wäisheet dës Konstitutioun ausgeschafft hunn, a mir kënnen dofir net mam Conseil d'État a mat der Regierung a mat deenen anere Parteien d'accord sinn, déi soen, dass «se prononcer» nuren däerf konsultativ sinn an dass herno d'Chamber ka maache wéi se wëllt. Dat wor net de Sënn vum Text. Dat ass eng Ausleeung, déi an onsen Aë falsch ass.

Au contraire menge mer, dass et am Prinzip, wa mer et nure wëllen um legislative Wee halen, de Referendum muss décisionnel sinn an e muss legislative Charakter hunn, an et ass just nure wann een d'Leit ëm eng Meenung freet, oder wou verschidde Leit d'Initiativ huele fir eng Meenung vun deenen anere Matbierger ze froen, dass de Referendum konsultative Charakter hätt.

Et ass och dowéinst wou mer eng Proposition de loi eraginn hunn, an där mer gesot hunn, dass een op jidde Fall d'Wierder décisionnellen oder legislative Charakter - et sinn déi zwee Wierder déi gebraucht ginn - soll huelen, wann een am Kader vu Gesetzer handelt.

An d'Iddi selwer vum legislativen, vum décisionnelle Referendum fanne mer jo och an dësem Projet de loi erëm, wou deen Ablack, wou e Referendum stattfënnt a wou et e Jo oder en Nee gëtt, jee nodeem wéi d'Décisioun wor, dee Vote do - d'Resultat vum Referendum - direkt als Gesetz ëmgewandelt gëtt.

Ech wëll och hei drop hiweisen, datt de Conseil d'État a sengem Avis zu der Modifikatioun vum Artikel 114 vun onser Konstitutioun, déi mer elo diskutéieren, Folgendes de 25. Februar 2003 gesot huet: «Le Conseil d'État ne peut cependant pas se rallier à la position du Gouvernement qui ne veut conférer qu'un caractère consultatif au référendum. Dans une telle approche on mettrait sous tutelle l'électeur auquel on entend restituer une partie des pouvoirs qui sont à la base même de la démocratie.» Dat, wat also fir den Artikel 114 richteg ass, ass och fir den Artikel 51 (7) richteg.

Dofir wonnert et mech, datt de Conseil d'État op eng Kéier eng aner Meenung oder souguer eng fundamental aner Meenung huet innerhalb vu ganz kuerzer Zäit. Et ass mol kee Joer vergaangen. Ech mengen, datt een dofir muss éischter op de Wee goen, datt een eng richteg Lecture vun dem Artikel 51 (7) vun onser Konstitutioun mécht, an déi zwou Interpretatiounen zréckhält: Décisif, legislativ, deen Ablack wou et ëm Gesetzestexter geet, a konsultativ, deen Ablack wou ee just nuren eng Meenung iwwer e Sujet wëllt froen.

Et gesäit een och, datt déi Iddi vum décisionnellen a legislative Charakter vu verschiddene Referenden an Europa, mä och doriwwer eraus an Amerika an alle Staten ëmmer méi säin Nidderschlag fënnt. An Amerika gesäit all Stat vir, datt de Referendum all méiglech, all Sujete bal kann abordéieren. E schléisst seelen e puer Sujeten aus. D'Volleksinitiativ, d'Initiativ vum Parlament fir e Referendum unzefroen, ass generell. Déi meescht Iddien, déi zréckbehale sinn, déi hu legislative Charakter, dat heescht sinn décidéierend, de Wieler décidéiert, an déi eenzeg Ausnahm ass: Wann eng Meenung gefrot gëtt, dann ass de Referendum konsultativ.

Dänemark, Irland, d'Schwäiz, och Italien, Däitschland a Spuenien, Frankräich, Griichenland a Portugal kennen de Référendum décisionnel, de Référendum législatif. An Dänemark kann op Basis vum Artikel 42 vun der Konstitutioun e legislative Referendum a Kraaft trieden, wann een e Gesetz duerch e Referendum verhënnere wëll, mat enger eenzeger Ausnahm vu Budgets- oder Steiergesetzer. Dat heescht, bei all Gesetzer kann e Referendum gefrot ginn, sauf bei Budgets- a Steiergesetzer. Mä och dës Gesetzer, Budgets- a Steiergesetzer, kënnen a Fro gestallt ginn, wann d'Parlament den Accord gëtt fir en diesbezügleche prezise Gesetzesprojet dem Vollek virzeleeën an datt also iwwer e prezisen Text diskutéiert gëtt.

An den internationale Relatiounen - dat heescht och an den europäesche Relatiounen - muss e Referendum stattfannen, gemäss Artikel 20 vun der dänescher Konstitutioun, wann net wéinegstens fënnef Sechstel vum Parlament en Traité approuvéieren. Och dëse Referendum huet legislative Charakter, ass décisionnel.

Décisionnel ass och de Referendum iwwer eng Verfassungsännerung, an dat gemäss dem Artikel 88 vun der dänescher Konstitutioun. Do also leie mer op därselwechter Linn wéi Dänemark a wéi munch aner Länner. An et ass eng Logik, déi een och muss zréckbehalen an déi ganz op den décisionnelle Charakter vun engem Referendum hiweist. Ähnlech an Irland an an der Schwäiz, sauf datt an der Schwäiz net nëmmen d'Parlament, mä och 50.000 Wieler oder aacht Kantonen e Referendum ufroe kënnen.

An Italien huet de Referendum, wou d'Bierger gefrot gi fir e Gesetz oder eng Dispositioun vun engem Gesetz ofzeschafen, och décisionnellen, legislative Charakter. Wann d'Bierger Nee soen, ass dat Gesetz oder deen Deel vum Gesetz net méi a Kraaft. An Däitschland ass de Referendum iwwer Froen, déi eng Reorganisatioun, eng nei Andeelung vum däitschen Territoire betreffen an zu deenen e Referendum organiséiert gëtt, décisionnel an huet legislative Charakter.

Den Artikel 11 vun der franséischer Konstitutioun, mä och déi griichesch an déi portugisesch Verfassung gesinn d'Méiglechkeet vun engem Référendum législatif décisionnel vir. A Griichenland ass de Referendum limitéiert op important sozial Froen a Gesetzer an och do huet de Referendum awer, egal wéi en ausgeet, e legislativen, décisionnelle Charakter.

Et ass also a bal allen europäesche Länner sou an et ass an Amerika ganz kloer, do wou et de Referendum gëtt, ass en décisionnel an en ass just nure konsultativ a verschiddene Länner an ënner ganz verschiddene Bedingungen, deen Ablack wou eng Meenung bei de Leit gefrot gëtt.

Desto méi muss en décisionnel sinn, muss e legislative Charakter hunn, wann eng Wahlflicht besteet, wann een d'Leit, d'Bierger opfuerdert an d'Wahllokaler ze goen, sech e ganze Sujet duerchzekucken, déi 821 Säite vun engem Traité constitutionnel theoretesch sech zu Gemitt ze féieren, an da kann een hinnen net soen: Dir musst stëmme goen, mä deen Ablack wou mer d'Resultat hunn a wann et par impossible negativ ass, da kënne mir awer nach maache wéi mer wëllen hei an der Chamber. Ech mengen, dat kann et dach net sinn!

Dat ass eppes, wou mir en totalen Désaccord mat der Majoritéit hunn, a mir fuerdere jiddfereen hei op endlech d'Konstitutioun richteg auszeleeën an d'Iddi vum décisionnellen, vum legislative Referendum zréckzebehalen, esou wéi mer et iwwregens hei och bei dësem Projet de loi gemaach hunn, wou mer och den décisionnelle Charakter vun der Décisioun zréckbehalen.

Zweete Punkt, op deen ech nach kuerz wollt agoen, dat ass d'Fro, wéi dëse Referendum soll ulafen am Kader vum Artikel 114, esou wéi mer elo d'Gesetz diskutéieren. Mir hunn do virgesinn, datt fënnef Bierger, déi op de Wielerlëschten ageschriwwe sinn, kënnen eng Initiativ starten, mä datt der herno awer 25.000 mussen déi Initiativ matdroen. Elo kann et méi Initiative ginn. Ech géing net soen, datt déi éischt Demande vu fënnef Bierger, wéi et elo virdru vun enger Partei hei gesot ginn ass, géing den Ausschlag ginn, mä datt au contraire, wann et méi Initiative gëtt vu Bierger, alleguerten déi Initiativen dann hiert Recht hunn. Mä et ass just déi, déi déi néideg 25.000 Wielerënnerschréfte kritt, déi deen Ablack zu engem Referendum zougelooss gëtt.

Et däerf net esou sinn, datt just deen Éischte sollt vir sinn. Mä souguer wann et dat wier, wäre mir als ADR och guer net dergéint, mä et muss ee sech effektiv mat der Fro befaassen, ob mer dann net sollte higoen, jee nodeem wéi vill Initiative kommen, an aus deene fënnef Bierger der 500 maachen. Mä dat ass awer elo net onbedéngt dat wichtegst Thema. Dat Wichtegst ass, datt d'Méiglechkeet geschafe gëtt, fir op dee Wee vum Refendum ze goen, an datt allen Initiativen, déi géint eng Modifikatioun vun der Konstitutioun sinn, oder allen Initiativen, déi eng Modifikatioun vun der Konstitutioun wëllen, ka Rechnung gedroe ginn ënnert deenen Ëmstänn, wéi et elo hei am Gesetz virgesinn ass.

Drëtte Punkt, deen ee muss diskutéieren, ass deen, wie beim Referendum matmaache kann. Den Artikel 51 (7) vun onser Konstitutioun schwätzt hei vun «les électeurs», an den Artikel 52 vun onser Konstitutioun seet: «Pour être électeur, il faut être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise.» Dat ass kloer.

Bis elo hu mir ëmmer gesot, wéi mer d'Regierung an aner Parteien héieren hu soen, datt déi Bierger, déi op den Europalëschten ageschriwwe sinn, och um Référendum constitutionnel sollten deelhuelen, datt dat antikonstitutionell wier. Mir sinn elo frou, datt mer net méi eleng mat där Meenung do stinn an datt och de Conseil d'État an deem Avis, dee mer gëschter kritt hunn, sech dofir ausschwätzt, datt déi Lëtzebuerger Wieler déi eenzeg sinn, déi kënnen un engem Referendum deelhuelen.

Mir stinn also net méi eleng do; mir ginn hei och vum Statsrot bestätegt. Ech mierken och haut aus verschiddenen Interventiounen, datt d'Parteien elo lues a lues ons Meenung deelen an datt, wann ee misst eng Verfassungsännerung maachen fir et de Wieler, déi op de Lëschte fir d'Europaparlamentswahlen ageschriwwe sinn, ze erlaben, bei deem Referendum iwwert den Traité constitutionnel matzeschwätzen.

Et ass wichteg, datt mer iwwert deen ee Punkt, deen ech virdrun ugeschwat hunn, nach weider diskutéieren. Dat ass ob de Referendum en décisionnellen oder e konsultative Charakter huet. Wann een de rezenten Avis vum Conseil d'État iwwert déi Problematik liest, déi ech elo abordéiert hunn, wien däerf Wieler ginn, da gesäit een, ouni wëllen elo schonn direkt allem a weideren Décisioune virzegräifen, datt, wa mer de Référendum décisionnel iwwert den Traité constitutionnel maachen, d'Prozedure vill méi einfach sinn. Da brauche mer ons net vill de Kapp ze zerbriechen, dann ass et kloer, da schwätzen d'Lëtzebuerger Bierger a si soe Jo oder Neen zum Traité constitutionnel.

Wa mer dat net maachen a wa mer wëllen aner Weeër goen, da musse mer hei Allméigleches an all méiglech Prozeduren duerchgoen, wou ech dem President vun der Commission des Institutions eng glécklech Hand da misst wënschen, fir datt en de Bierger dobaussen all déi komplizéiert Prozedure kann erklären: Datt mer fir d'éischt e Referendum décidéieren, dann en éischte Vote huelen iwwert den Traité, dann ons Dispens vum zweete Vote awer net huelen, dann de Referendum organiséieren, dann en zweete Vote huelen, dann eng Verfassungsännerung matmaachen oder eng Verfassungsännerung musse virdru mat duerchstëmmen. Bref, et riskéiert relativ komplizéiert a komplex ze ginn.

Wa mer en Traité constitutionnel an engem Référendum décisionnel duerchzéien, da si mer aus alleguerten deene Schwieregkeeten eraus. Dann ass et an engem Text gedoen an da schwätzt an décidéiert de Bierger. Dat ass och dat wat hei an dësem Gesetzesprojet virgeluecht ass. Et ass e gutt Gesetz an dofir wäert den ADR och dëst Gesetz hei stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domat ass déi generell Debatt ofgeschloss an ech ginn dem Justizminister d'Wuert fir Stellung ze huelen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wëll just nach eng Resolutioun déposéieren.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- constatant que le projet de loi relatif au référendum au niveau national fixe les modalités d'organisation d'un référendum sur base de l'article 51 paragraphe 7 et de l'article 114 de la Constitution;

- saluant la volonté du Gouvernement d'introduire dans notre système politique l'initiative populaire en matière législative;

- constatant que la volonté du Gouvernement d'introduire l'initiative populaire en matière législative à travers le projet de loi initial «relative à l'initiative populaire en matière législative et au référendum» s'est heurtée à l'opposition formelle du Conseil d'État, sur base de considérations constitutionnelles,

décide

- de prendre les mesures législatives nécessaires à l'introduction du référendum sur initiative populaire en matière législative dans le régime politique de notre pays.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Une voix.- Gitt dem President se!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Elo huet den Här Justizminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, um Enn vun dëser Debatt e puer Wuert vun der Regierung.

En éischt Wuert fir d'Importenz vun deem Projet de loi, deen haut hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kënnt, ze ënnersträichen. Et ass e Gesetz, e Basisorganisa-

tiounsgesetz vum Referendum, an domadder ass et e Gesetz wat op de Fonctionnement vun eisen Institutiounen a vun eiser Demokratie en direkten Effet huet. Et ass domadder e Gesetz wat mer net all Dag stëmmen, och wa mer de Prinzip vum Referendum selbstverständlech an eiser Verfassung hunn. D'Verfassung déi, quitte datt se al ass, dach eng ganz Rei Mechanisme virgesinn hat, wéi och déi semi-direkt Demokratie an eisem Land.

Et ass gutt, datt mer e klore Kader ginn, innerhalb vun deem mer an Zukunft Referenden zu Lëtzebuerg kënnen ofhalen. Duerfir mengen ech ass et och gutt ze gesinn, datt d'Parlament a senger ganz breeder Majoritéit den Inhalt vun dësem Gesetz deelt. Grad e Parlament wat domadder en Deel vu senge Kompetenze fir gewësse Beräicher, déi erëm eng Kéier vum Parlament festgeluecht ginn, ofgëtt, zréckgëtt un de Wieler. E Referendum gehéiert zu enger Demokratie. Mä selbstverständlech muss een och de Wäert vun der parlamentarescher Demokratie a vun der representativer Demokratie ervirsträichen.

Et ass ganz kloer an eisem Verfassungsrecht, datt d'Natioun souverän ass an datt d'Natioun vertruede gëtt duerch Leit, duerch Deputéierten, déi vun de Wieler designéiert ginn, periodesch designéiert ginn zu Lëtzebuerg all fënnef Joer. An duerfir seet d'Verfassung och, datt d'Chamber d'Land vertrëtt an datt d'Chamber duerfir och muss d'Gesetzer am Numm vun de Leit, déi hir e Vertriedungsrecht ginn hunn, ausdrécken, ouni datt dorauser en imperative Mandat entsteet. Duerfir ass et kloer, datt d'Deputéierten an hiren Entscheedungen d'Intresse vum Land virun Aë mussen hunn, sech orientéiere mussen un deem wat se an hire Wahlprogrammer bei de Wahle gesot hunn. Mä si vertrieden d'Land, si vertrieden d'Natioun aus där d'Souveränitéit entspréngt.

Et ass awer och gradesou normal, datt et duerfir Momenter kënne ginn, wéini een erëm dee Pouvoir zréckgëtt un d'Leit, fir si ze konsultéieren op enger gewëssener Fro. Duerfir dierf d'Importenz vum Referendum net e Schied werfen op d'Wichtegkeet vun Institutioune wéi d'Parlament, déi eng indispensabel an noutwendeg Roll an der Demokratie mussen hunn, fir majoritär Entscheedungen - dat selbstverständlech no Diskussioune mat enger ganzer Rei vu Leit, mam Vollek a mat den ausserhalb vum Parlament organiséierte Gruppen - kënnen am Parlament ze huelen. De Referendum kann also d'Parlament net ersetzen.

De Referendum kann och nëmmen a ganz limitéierte Fäll an enger parlamentarescher Demokratie zur Uwendung kommen. Ech mengen et wär net gutt wann all méindes moies géing e Referendum stattfannen. Et muss een also zu wichtegen, nationale Froen de Referendum limitéieren, an duerfir ass et och normal, datt et un der Chamber ass fir ze kucken a wéi enge Froen een de Referendum gebraucht.

Constitutionnel Froe sinn esou Froen. Duerfir ass et och normal a gutt, datt am Kader vun der Revisioun vum Artikel 114, deen Artikel an der Verfassung, dee sech mat der Verfassungsännerung beschäftegt, och d'Méiglechkeet vum Referendum agebaut ginn ass. Gradesou wéi ee sech ganz gutt ka virstellen, datt bäi fundamentale Froen, déi eist Land uginn, oder fundamental moralesche Froen, wou eng Parteiemajoritéit vläicht manner Plaz soll hunn, d'Bierger gefrot ginn an datt et un de Bierger ass fir do am Kader vun engem Referendum hir Meenung auszedrécken.

Et muss een also dem Referendum seng Plaz ginn an eiser parlamentarescher Demokratie, an déi Plaz muss limitéiert sinn op Grondfroen, déi mat de Grondelementer vun eisem Stat eppes ze dinn hunn, wéi d'Organisatioun vun eisem Land, wéi d'Verfassung, wéi awer och grondleeënd moralesch Froen, déi sech d'Leit selwer musse stellen an dann och ganz verantwortungsvoll bei esou enger Décisioun mussen entscheeden.

Et ass selbstverständlech, datt sech och an deem Kontext natierlech fir d'Leit d'Fro stellt wéi se bei engem Referendum entscheeden, well mer an engem System sinn an deem mer d'Wahlflicht hunn. An duerfir stellt sech d'Fro - an déi hänkt domat zesummen -: Wie kann un engem Referendum deelhuelen?

Wann een nämlech seet, wéi och eng ganz Rei Virriedner op dëser Tribün de Mëtteg gesot hunn, datt mer et hei mat enger Wahlflicht ze dinn hunn, dann hu se domadder zugläich zum Ausdrock bruecht, datt mer eis hei am Kader vum Wahlgesetz befannen an datt et och déi Wieler, déi d'Wahlrecht hunn, sinn, déi un engem Referendum deelhuelen.

Da stellt sech selbstverständlech am Kader vun all Referendum, mä och vun deem Referendum, deen den 10. Juli vun dësem Joer soll organiséiert ginn am Kader vun der Approbatiounsprozedur vun der europäescher Verfassung, selbstverständlech d'Fro, wien de Corps électoral ass, deen un deem Referendum dierf deelhuelen. Datt dat eng schwiereg Fro ass, déi zu komplizéierte constitutionnellen Interpretatioune féiert, déi hu mer net eréischt gëschter Owend entdeckt. Dat ass eng Fro iwwert déi an der Chamber an an der Regierung an deene leschte Wochen diskutéiert ginn ass, a well mer woussten, datt et eng ganz schwiereg constitutionnel Fro wier, huet d'Regierung et fir noutwendeg fonnt en Avis beim Statsrot unzefroen iwwer eng exceptionnel Prozedur, well mir hunn dem Statsrot en Avis gefrot ouni datt mer e Projet de loi do leien haten. Domadder de Bewäis, datt d'Regierung déi Fro do seriö geholl huet an datt d'Regierung an deene leschte Wochen doriwwer intensiv nogeduecht huet.

D'Regierung hätt et gäre gesinn, esou wéi - mengen ech - e ganz groussen Deel vun de Membere vun der Chamber, bei engem Text, dee vu senger Natur aus europäesch ass, well en d'Zukunft vun Europa organiséiert an deenen nächste Jorzéngten, datt mer do all déi hei zu Lëtzebuerg wunnend EU-Auslänner un dësem Vote deelhuele gelooss hätten. Mir sinn awer op Grond vun deene constitutionnellen Iwwerleeungen, déi de Statsrot gemaach huet, der Meenung, datt mer bei deem Referendum, deen dëst Joer usteet a wéinst dem Risiko, datt dee Referendum, wa mer dat anescht géinge maache wéi de Statsrot dat mat sengen Iwwerleeungen, déi mer deelen, mécht, mer zur Konklusioun kommen, datt dat géing reell Froe stellen iwwert de Wäert vun deem Referendum, dee géing stattfannen. Déi Iwwerleeungen, déi de Statsrot mécht, sinn och déi vun enger ganzer Rei vu Constitutionnalisten. Selbstverständlech ass an der Interpretatioun vum Droit et heiansdo schwiereg dat eent oder dat anert ganz kloer an déi eng oder aner Richtung ze interpretéieren.

Et ass d'Meenung vun der Regierung op Grond vun deem Avis vum Statsrot, datt fir de Referendum vum 10. Juli eleng de Corps électoral, esou wéi et an der Verfassung steet an an der Interpretatioun, déi de Statsrot duergeluecht huet, kann un deem Referendum deelhuelen.

Wéi gesot, mir hätte léiwer gesinn aus evidente Grënn, déi mat dem Verfassungstext vun Europa zesummenhänken, datt een dee Corps électoral hätt kënnen huele vun den Europawahllëschten. Mä op Grond vun deem Risiko, dee besteet, datt mer eis géingen an e Beräich beginn, deen net konform wier zur Verfassung, hält d'Regierung selbstverständlech un enger strikter Interpretatioun vun der Verfassung fest a wäert dofir dee Corps électoral op d'Lëtzebuerger Wielerschaft limitéieren.

D'Gesetzer vum Lëtzebuerger Land, an un éischter Plaz d'Verfassung, sinn d'Obligatioun vun eis all fir déi an alle Situatiounen ze respektéieren. Mir waren eis hei där juristescher Schwieregkeet bewosst. Mir hunn dat seriö gekuckt. Mir analyséieren dat op Grond vum Avis vum Statsrot an op Grond vun deene Froen, déi dat opwerft, déi och héchstwahrscheinlech domat géingen dozou féieren, datt de Statsrot bei enger anerer Interpretatioun géing eng Opposition formelle maachen. Wa mer de Projet de loi iwwert de Referendum an der Chamber abrengen, schéngt et eis, datt et keng aner Solutioun gëtt fir déi strikt Interpretatioun vum Wuert „électeur" am Artikel 51 vun der Verfassung iwwert de Referendum ze observéieren.

Ech wëll an deem Kontext och soen, datt mir all déi bestoend Gesetzer iwwert d'Wahlrecht applizéieren. An an deem Kontext wëll ech soen, datt et selbstverständlech ass, datt dat och gëllt fir d'Applikatioun vun de Bestëmmungen iwwert d'Wielerlëschten, déi an dem Wahlgesetz stinn, déi gewëssene ganz komplizéierte Prozeduren ënnerleien. Et ass selbstverständlech, datt d'Participatioun vu jidderengem, deen un deene Wahlen deelhëlt, no deene Regele sech ofspillt wéi se dee Moment a Kraaft si wou de Referendum stattfënnt, an datt et schwiereg schéngt ze sinn, fir an dësem Joer d'Wahlgesetz op deenen do bestoende Punkten ofzeänneren.

Ech wëll an deem Kontext soen, op Grond vun deene Froen, déi hei opgeworf gi sinn, virun allem vun der grénger Fraktioun, datt op Grond vun eise verfassungsrechtleche Bestëmmungen all Deklaratioun an all Décisioun vum Grand-Duc vun der Regierung virdrun approuvéiert gëtt an d'Regierung steet selbstverständlech hannert allen Aussoen, déi de Grand-Duc mécht a fir déi se d'politesch Responsabilitéit an eisem verfassungsrechtleche System dréit.

Mä et ass gradesou kloer, datt d'Participatioun vun all Mënsch, wéi ech dat virdru gesot hunn, op Grond vun deene bestoende Regele vum Wahlgesetz sech ofspillt an datt déi Regele vu jidderengem hei am Stat selbstverständlech och bei där Participatioun voll a ganz wäerte respektéiert ginn. Et schéngt eis schwiereg, mä dat kann een awer iwwerpréiwen, déi Wahlgesetzbestëmmungen nach eng Kéier ze iwwerkucken. Héchstwahrscheinlech ass dat zäitméisseg net dran an dofir fënnt dee Referendum statt op Grond éischtens vun enger strikter Interpretatioun vun der Verfassung, wat de Corps électoral ubelaangt, an zweetens op Grond vun dem aktuell bestoende Wahlgesetz, y compris mat senge Prozeduren iwwert d'Wielerlëschten, den Ofschloss vun deene Wielerlëschten an d'Revisioun vun deene Wielerlëschten.

Eng aner wichteg Fro an dësem Kontext ass déi vum Resultat vun dem Referendum. Ech wëll hei ganz kloer zum Ausdrock brengen, datt op Grond vun eiser constitutionneller Lecture och op dësem Punkt vun der Verfassung, déi gradesou strikt ass wéi déi um Punkt vun dem Corps électoral, e Referendum nëmme kann an dësem Kontext vun enger Gesetzesapprobatioun e konsultative Charakter hunn. Et ass gesot ginn, datt d'Doktrin déi Fro net ganz kläert. Et gëtt eng ganz Rei Constitutionnalisten, déi an där Fro déi kloer Meenung hunn, datt an engem parlamentaresche Regime wéi eisem d'Chamber d'Gesetzgebungskraaft huet, zesumme mam Grand-Duc, an datt d'Chamber dofir eleng kann décidéieren a muss décidéieren, souwuel wat de Fait déclencheur vum Referendum ubelaangt, wéi wa se d'Gesetz herno stëmmt, wat le cas échéant zu engem Referendum virgeluecht ginn ass. Dee konsultative Charakter schéngt fir d'Regierung kloer.

Mä et ass gradesou kloer, datt wann et sech ëm e ganz wichtegen Text handelt, deen dem Vollek zur Konsultatioun virgeluecht gëtt, datt doraus d'Parlament an och d'Regierung déi doraus entstoend politesch Konsequenze mussen zéien. Dat heescht net, datt bei all Referendum, dee géing stattfannen an deen eng aner Meenung géing ausdrécke wéi déi parlamentaresch Majoritéit, eng Regierung muss zrécktrieden. Dat hänkt of vum Objet vum Referendum. Et gëtt also keng Obligatioun an engem Verfassungsrecht, an engem Regime wéi eisem, datt missten duerno Wahle stattfannen. Dat hänkt also dovunner of wat den Objet vum der Konsultatioun ass.

Et schéngt mer awer gradesou kloer, datt wann e Referendum an eng gewësse Richtung geet, wann d'Majoritéit vum Vollek eng gewësse Meenung ausdréckt, datt et an enger Demokratie net denkbar wier, datt duerno d'Parlament géing an eng aner Richtung stëmme wéi dat wat d'Vollek am Referendum ausgedréckt huet.

Dofir am Résumé, en droit ass fir d'Regierung de Referendum konsultativer Natur. Politesch huet e selbstverständlech zur Konsequenz, datt dat, wat d'Vollek a senger Majoritéit ausdréckt vun deenen, déi vum Vollek gewielt ginn, och respektéiert gëtt, et sief dann et wier an der Verfassung eppes aneschtes ausgedréckt wéi dat am Artikel 114 de Fall ass bei der Verfassungsännerung. Do ass et ganz kloer, dass de Referendum eng décisionnel Kraaft huet, mä do gesäit de Verfassungsgeber dat jo och selwer vir. Dat ass net de Fall am Kontext vun engem Referendum iwwer e Gesetzestext.

De Referendum, wéi gesot, ass an enger Demokratie eppes, wat net contraire ass zur parlamentarescher Demokratie. Et ass en Element, wat d'parlamentaresch Demokratie tëschent de Wahldatumen op fundamentale Froe ka stäerken. En fait ass fir eis de Referendum eng Fro, déi dem Corps électoral gestallt gëtt, fir d'Meenung vun deem Corps électoral zu fundamentale Froen anzehuelen. An doranner läit och den Ënnerscheed mat der Volleksinitiativ - der Initiative populaire -, déi deen anere Wee geet, wou net de Gesetzgeber um Ursprong steet, mä wou en Deel vun de Leit eppes kënnen déclenchéieren, nämlech andeem se och kënnen d'Initiativ huelen, déi kann zu engem Gesetzestext féieren iwwer Prozeduren, déi ee muss festleeën.

Deen Deel vum Text, deen aus dem Projet de loi erausgeholl ginn ass, aus deene verfassungsrechtleche Grënn, déi ee kann novollzéien, ass fir d'Regierung net vum Dësch. Mir mengen awer - a mir deelen déi Meenung, déi och hei notamment vum Spriecher vun der sozialistescher Fraktioun ausgedréckt ginn ass -, dass et géing Sënn maachen an dass et héchstwahrscheinlech deen eenzege verfassungsrechtlech net discutabele Wee ass, fir dat via eng Ännerung vun der Verfassung ze maachen.

Ech soen nach eng Kéier, dass mer der Meenung sinn, dass een d'Verfassung hei an all hiren Dispositioune voll a ganz muss respektéieren, wann een de Bierger dat Initiativrecht um legislative Plang wëllt ginn. An d'Regierung ass där Meenung, d'Regierung bleift bei där Meenung an dat war och d'Meenung vun där viregter Regierung.

Da gesi mer op Grond vu weidere Reflexiounen an op Grond vum Avis vum Statsrot, dass dee beschte Wee wär, dass mer eis zesummen op de Wee vun enger Verfassungsännerung géife beginn. D'Parlament huet traditionell an eisem Land d'Initiativ bei de Verfassungsännerungen. Mir wëllen un der Iddi vun der Volleksinitiativ festhalen a mir wäre frou, wann et zu esou enger Verfassungsännerung géing kommen, déi de Geescht vun deem géing reflektéieren, wat mer an deem Projet de loi festgeschriwwen hunn, deen heimat elo an dësem Moment nach net zu enger Ofstëmmung kënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat de Kalenner ubelaangt, esou mengen ech hu mer hei eng wichteg Etapp geholl fir an Zukunft Referenden zu Lëtzebuerg kënnen ze maachen. Referenden, dat wëll ech nach eng Kéier soen, déi nëmme bei fundamentalste Froe solle kommen, fir dass mer gutt a schnell an eiser Demokratie weider kënnen Texter maachen. Mä mir kréien dëst Joer, dat huet d'Regierung annoncéiert, e Referendum iwwert déi europäesch Verfassung.

Nodeem mer haut, an och an dëser Deklaratioun, an dëser Stellungnahm vun der Regierung eng Rei Froe gekläert hunn op Grond vun den zousätzlechen Iwwerleeunge vum Statsrot vu gëschter, menge mer, dass et gutt wär wann d'Regierung spéitstens am Laf vum Mount Februar déi zwee Gesetzesprojeten an der Chamber géing erabrengen, engersäits deen, deen d'Approbatioun vun dem Verfassungstraité virgesäit, an anersäits de Gesetzesprojet, deen d'Referendumsprozedur aleet, wat et dann der Chamber erméiglecht, hir Aarbechten iwwert dee Verfassungstext en vue vun engem Vote, deen d'Chamber muss maachen, innerhalb vun deenen nächste Méint ze maachen, gradesou wéi et géing erlaben dee Referendum, deen also eng obligatoresch Konsultatioun ass vun all deenen, déi zu Lëtzebuerg d'Wahlrecht bei Legislativwahlen hunn, uerdentlech virzebereeden, iwwert d'Méint Mäerz bis Juli, fir doriwwer och eng gréisser Debatt tëscht de Lëtzebuerger an de politesche Forcen hei am Land ze féieren.

Mir hunn d'Chance an engem klenge Land ze wunnen, wou den Débat relativ einfach ass: Débat via d'Medien, Débat via Table-ronden an öffentlech Versammlungen. Ech mengen et wier dofir eng laang Zäit wann een tëscht dem Mäerz an dem Juli eng Rei vun deenen Debatte kënnt féieren. An ech mengen, dass d'Chamber sech och eng ganz Rei Iwwerleeungen doriwwer gemaach huet. Déi Campagne ass also méi einfach ze organiséieren an engem geographesche Kader wéi eisem, wéi vläicht an engem méi grousse Land.

An deem Kalenner mengen ech kënnt de Referendum stattfannen, an de Vote, vläicht den zweete Vote vun der Chamber, iwwert d'Approbatioun vum Traité misst dann esou stattfannen, dass e kann dem Referendum iwwert de Verfassungstraité Rechnung droen, dee jo konsultative Charakter huet, mä dee selbstverständlech an der politescher Entscheedung an dësem Parlament muss berücksichtegt ginn.

Här President, d'Regierung ass frou, dass dëst wichtegt Gesetz hei zu enger positiver Ofstëmmung schéngt ze kommen. Et ass, wéi gesot, e wichtegen Akt am institutionelle Liewe vun eisem Stat. Et renforcéiert eis Demokratie andeem et Elementer vu semi-direkter Demokratie aféiert, déi och virdru méiglech waren, op déi mer vläicht net oft genuch zréckgegraff hunn, op déi een awer soll zréckgräife bei fundamentale Froen, an et ass natierlech besser wann een e klore Kader huet, innerhalb vun deem een dat kann ofwéckelen. Dëst Gesetz gëtt eis dee Kader. En zousätzlecht Gesetz muss, wéi gesot, komme bei all eenzelnem Referendum, deen an Zukunft an dë-

sem Land stattfënnt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann, nodeems d'Diskussioun ofgeschloss ass, zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5132.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Marc Spautz), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Henri Grethen), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Felix Braz), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass dann esou décidéiert.

Résolution 1

Mir hunn nach eng Resolutioun, déi den Här Jacques-Yves Henckes déposéiert huet. Ech mengen, an der Diskussioun ass zum Fong vun där Resolutioun Stellung geholl ginn, oder, Här Bodry, wëllt Dir nach d'Wuert huelen?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Well u sech déi Resolutioun eréischt deponéiert ginn ass nodeem ech geschwat hunn, konnt ech also net scho virdrun dozou Stellung bezéien. Hei geet et, wann ech den Text liesen, an eng aner Richtung wéi déi, woufir eis Fraktioun sech an den Debatten ausgeschwat huet. Hei gëtt verlaangt, dass d'Chamber soll eng nei legislativ Moossnam treffen. Mir sinn der Meenung, dass deen ale Projet de loi, déi éischt Partie, eng gutt Grondlag ass fir eis weider Aarbechten, fir e Gesetz och iwwert d'Volleksinitiativ hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, mä dass mer mussen iwwert d'Ofännerung vun der Constitutioun de Wee fräi maache fir dass mer dat kënne maachen.

Dofir si mir der Meenung, dass deen heiten Text an déi falsch Richtung geet. Mir si fir d'Volleksinitiativ, mä net fir en absolut neien Text. Mir brauche keng nei legislativ Initiativ an deem dote Beräich; et geet duer wa mer d'Verfassung op eenzelne Punkten änneren. Dat schéngt eis dee méi einfachen an dee méi richtege Wee ze sinn.

M. le Président.- Dann huet den Här Mehlen d'Wuert nach gefrot.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech weess net, ob den Här Bodry net eng falsch Interpretatioun vun eisem Text do mécht. Ech menge mir leien alleguer op enger Linn. Eng Verfassungsännerung - an de Rapporteur huet sech och an déi Richtung ausgeschwat - wär dee richtege Wee éischter wéi deen anere Wee. „Mesures législatives" heescht, mir musse légiféréiere fir d'Verfassung ze änneren. Et ass näischt anescht wéi dat, wat mir hei wollten zum Ausdrock bréngen. Insofern géing ech menge wäre mer eis alleguer eens, a mir sinn och d'accord fir duerch Handophiewen doriwwer ofstëmmen.

M. le Président.- Très bien. Da komme mer zum Vote par main levée. Den Här Braz freet d'Wuert nach.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt och kuerz soen, dass déi Gréng och bereet sinn op deen dote Wee ze goen. Mir hunn och am Prinzip kee Problem fir d'Resolutioun ze stëmmen. Et ass eng Resolutioun, déi just nach eng Kéier festschreift, dass mer souwisou alleguerte wëllen op dee Wee goen; mir hunn dat an der Kommissioun gesot. Et géing genausou an déi dote Richtung goe wann déi Resolutioun nach net géing virleien. Ech fanne se zwar och net ganz glécklech formuléiert, mä fir keng Malentenduen opkommen ze loosse stëmme mer se mat.

M. le Président.- Voilà. Mir kommen dann zur Ofstëmmung par main levée.

Vote

Wie fir d'Resolutioun ass, hieft d'Hand an d'Luucht.

Voilà, dat sinn zwou Fraktiounen.

Wien ass dergéint?

Une voix.- Dat sinn och zwou Fraktiounen.

M. le Président.- Dat sinn och zwou Fraktiounen.

(Hilarité)

Une voix.- Dann ass et 2 : 2.

M. le Président.- Mä et sinn zwou méi grouss Fraktiounen.

(Hilarité)

Wien enthält sech?

Dat gëtt et net.

Voilà, domat ass d'Resolutioun 1 majoritär ofgelehnt.

Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.51 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

5322 - Projet de loi modifiant 1. le Code des assurances sociales 2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 169-175 pages 177-178

5345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers pages 175-176

5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux page 176

5327 - Projet de loi 1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; 2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; 3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 176-177

5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004 page 177

5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 177

5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum page 177

5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003 page 177

Discours de fin d'année de M. le Président page 178

Demandes en naturalisation pages 178-179

Communications page 179

5414 - Proposition de loi de M. Paul-Henri Meyers portant révision des articles 37, alinéa 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel - Déclaration de recevabilité page 179

Ordre du jour page 179

Déclaration du Gouvernement sur le programme de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et débat pages 179-187

Institution et composition de la commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» page 188

Dépôt d'une proposition de loi page 188

5370 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation et à l'extension de la maison de soins St Joseph à Pétange;

5372 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'État à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Âgées à Mamer

et

5369 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Junglinster pages 188-194

5413 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg pages 194-199

5132 - Projet de loi relative au référendum au niveau national

3762 - Proposition de loi tendant à instituer un référendum d'initiative populaire pages 199-206

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 5 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2e Session extraordinaire 2004		
0114	M. Emile Calmes	Établissement de la carte de séjour
Session ordinaire 2004-2005		
0142	M. Paul Helminger	Contrôle de la distribution de boissons alcoolisées aux jeunes
0149	MM. Marco Schank, Ali Kaes et Jean-Paul Schaaf	Agrandissement du Lycée technique d'Ettelbruck à Erpeldange
0156	M. Aly Jaerling	Négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne
0168	Mme Marie-Josée Frank	Accès aux bâtiments publics aux personnes handicapées
0172	M. Marcel Oberweis	Présentation publique de l'étude intitulée „Ganzheitliche Betrachtung der energetischen Holznutzung in Luxemburg"
0176	Mme Martine Stein-Mergen	Encadrement spécifique des enfants à problèmes comportementaux dans les foyers de jour
0179	M. Robert Mehlen	Travaux de réfection de la RN10
0186	M. Jacques-Yves Henckes	Participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies
0188	Mme Claudia Dall'Agnol	Refus de suivre les cours d'éducation physique et sportive pour cause de convictions confessionnelles
0189	M. Roland Schreiner	Conservation à des fins historiques et touristiques de certaines voitures du type Wegmann
0190	M. Jacques-Yves Henckes	Adhésion du Grand-Duché à l'ESA (European Space Agency)
0191	M. Gast Gibéryen	Panneaux d'entrée en agglomération
0192	M. Ben Fayot	Extension du projet pilote „Samu social"
0193	M. Xavier Bettel	Fonctionnement de la section économique et financière de la police judiciaire
0194	M. Roland Schreiner	Demandes d'aides financières relatives aux installations photovoltaïques en attente de paiement
0195	M. Romain Schneider	Réglementation des données à caractère personnel
0197	M. Jean Huss	Recyclage des déchets industriels
0199	Mme Anne Brasseur	Critères de promotion dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement secondaire technique
0200	M. Aly Jaerling	Information du public sur la qualité de l'air
0201	M. Aly Jaerling	Développement des énergies nouvelles et renouvelables
0203	M. Aly Jaerling	Élections communales 2005
0208	M. Gast Gibéryen	Élections sociales 2003
0210	Mme Vera Spautz	Remboursement de certains médicaments psychostimulants (Ritalin SR 20 mg)
0212	M. Xavier Bettel	Mesures de sécurité au Centre pénitentiaire
0213	M. Laurent Mosar	Règlements d'exécution de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. le Code des assurances sociales
0218	M. Henri Kox	Cogénération industrielle
0227	M. Xavier Bettel	Statut international de la relation ferroviaire Luxembourg-Liège
0228	M. Xavier Bettel	Projet prioritaire en matière de réseaux des transports transeuropéens: Luxembourg - Bruxelles
0231	Mme Colette Flesch	Autorisations de travail pour ressortissants de pays tiers

2e Session extraordinaire 2004

Question 0114 (1.10.2004) de M. Emile Calmes *(DP)* concernant l'établissement de la carte de séjour:

Il semble que des résidents étrangers, légalement établis sur le territoire luxembourgeois, attendent pendant de longs mois leur carte de séjour alors que toutes les conditions nécessaires à l'établissement de cette carte paraissent remplies.

Je voudrais donc savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- S'il a connaissance de cette situation?
- S'il connaît les raisons de ce retard?
- Comment il étend remédier à cette situation?

Réponse (14.1.2005) de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Le ressortissant communautaire, et le cas échéant les membres de sa famille ressortissants de pays tiers, qui se proposent de résider plus de trois mois au Luxembourg doivent se présenter, dans les trois jours de leur arrivée, devant l'autorité chargée de recevoir les déclarations d'arrivée de la commune où ils entendent fixer leur résidence pour y souscrire une demande de carte de séjour. À cette demande ils joignent un certain nombre de documents en fonction de la catégorie à laquelle ils appartiennent en application de l'article 1er règlement grand-ducal du 28 mars 1972 relatif aux conditions d'entrée et de séjour de certaines catégories d'étrangers faisant l'objet de conventions internationales.

Le service compétent de l'administration communale transmet ensuite pour enquête la demande à la Police grand-ducale. Cette enquête a principalement deux aspects, le premier de savoir si le ressortissant communautaire réside effectivement au pays, et le deuxième de savoir si oui ou non, d'après la connaissance de l'agent de police, le ressortissant constitue le cas échéant un danger grave pour l'ordre public.

La demande est ensuite transmise, avec tous les documents requis et le rapport de police, à la Direction de l'Immigration auprès du Ministère des Affaires étrangères et le l'Immigration. D'une manière générale il peut être affirmé que le traitement d'un dossier, s'il est complet, et l'établissement de la carte de séjour prennent de quatre à six semaines.

Force est néanmoins de constater effectivement un certain retard dans l'évacuation des dossiers de ressortissants communautaires pour diverses raisons:

- depuis un certain temps le nombre des immigrés en provenance des pays de l'Union européenne est en augmentation constante, d'autant plus depuis l'élargissement de cette dernière le 1er mai 2004. La croissance de travail qui en découle doit être assumée par un service dont le nombre d'agents n'a pas changé;
- un retard certain peut également être constaté entre le dépôt de la demande à l'administration communale et l'enquête par la Police grand-ducale, cette dernière étant confrontée à une surcharge de travail;
- les dossiers sont souvent incomplets et doivent alors être renvoyés aux communes;
- le déménagement du service des étrangers en été du boulevard Royal à l'avenue Monterey a également entraîné des retards dans le traitement des dossiers, d'autant plus que ce déménagement coïncidait avec la période des vacances où le personnel du service est réduit.

Session ordinaire 2004-2005

Question 0142 (27.10.2004) de M. Paul Helminger *(DP)* concernant le contrôle de la distribution de boissons alcoolisées aux jeunes:

La consommation des alcopops, c'est-à-dire de boissons sucrées fortement alcoolisées, est élevée au Luxembourg. Dans une récente réponse à mon collègue Claude Meisch, le Ministre de la Santé a d'ailleurs pleinement reconnu les méfaits de la consommation de ces boissons par les jeunes.

Or, le fait qu'elles soient disponibles librement dans les stations d'essence et les grandes surfaces me semble aller a contrario de l'objectif de protection de la jeunesse inscrit, entre autres, dans la législation sur les débits de boisson. Il en va d'ailleurs de même des boissons alcoolisées en général.

Le problème de savoir comment protéger les enfants qui n'ont pas encore le droit de consommer de l'alcool est donc posé.

Je voudrais donc savoir de Madame la Ministre et de Monsieur le Ministre:

- s'ils n'estiment pas que la vente de ces produits dans des lieux facilement accessibles et non soumis à la législation sur les débits de boisson facilite indûment leur consommation;
- qu'elles actions ils comptent entreprendre pour mieux contrôler la distribution et faire en sorte que les restrictions en ce qui concerne la distribution de boissons alcoolisées par rapport aux personnes mineures soient respectées partout où celles-ci sont mises en vente?

Réponse conjointe (17.1.2005) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement* et de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à la question parlementaire 142 du 27 octobre 2004 de Monsieur le Député Paul Helminger concernant le contrôle de la distribution de boissons alcoolisées aux jeunes, il y a lieu d'apporter les précisions suivantes:

Le Gouvernement est conscient du problème de la consommation de boissons alcoolisées par les enfants. C'est pour cette raison qu'il a prévu, dans l'accord de coalition de cette année, des mesures en matière de fixation et de contrôle d'une limite d'âge pour la vente d'alcool et d'alcopops, ceci à l'image de ce qui se pratique déjà aujourd'hui dans les cafés et débits de boisson. En effet, l'article 20 de la loi de 1989 sur le régime des cabarets interdit de servir dans les débits de boisson des boissons alcooliques à des mineurs de seize ans.

Il est donc prévu d'introduire des restrictions en matière de vente d'alcools aux mineurs dans le commerce de détail, à savoir les épiceries, les supermarchés, les stations de service, etc. Pour élaborer le dispositif législatif nécessaire requis aux fins susvisées ainsi que des mesures à prendre pour en assurer le respect dans la pratique, un groupe de travail interministériel a été constitué.

Question 0149 (28.10.2004) de MM. Marco Schank, Ali Kaes et Jean-Paul Schaaf *(CSV)* concernant l'agrandissement du Lycée technique d'Ettelbruck à Erpeldange:

Dans une réponse à la question parlementaire N°2290 du 21 juillet 2003 (cf. compte rendu N°22/2002-2003), l'ancienne Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, Madame Anne Brasseur, a confirmé que le groupe interministériel du Plan directeur sectoriel «Lycées» a identifié un terrain d'une superficie de 8 ha dans la commune d'Erpeldange. Ledit terrain, pour lequel le collège échevinal a donné son accord de principe, permettra de recevoir entre autres l'agrandissement du Lycée technique d'Ettelbruck. Le Comité d'acquisition du Ministère des Finances en collaboration avec l'Administration communale d'Erpeldange a informé les propriétaires des terrains sur le projet d'implantation d'infrastructures scolaires. À ce qu'il paraît, les propriétaires refusent de vendre leurs terrains, à l'exception de la société LUXLAIT qui s'est déclarée prête à échanger ses terrains contre des terrains situés au nouveau lieu d'implantation. Un projet de programme de construction provisoire aurait été élaboré en collaboration avec le Lycée technique d'Ettelbruck.

Depuis juillet 2003 le projet ne semble plus faire des progrès, étant donné que tant les autorités communales que les responsables du Lycée technique continuent à déplorer le statut quo dans ce dossier infini. Or, l'entièreté de la communauté scolaire se plaint des inconvénients causés par cette situation provisoire et insupportable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Quel est l'état actuel des négociations entre l'État et les propriétaires du terrain prévu en vue de l'acquisition du terrain projeté pour l'agrandissement du Lycée technique d'Ettelbruck?
2. N'y a-t-il pas de moyens à accélérer la procédure d'acquisition du terrain projeté?
3. Quand est-il prévu de déposer un projet de loi relatif à l'agrandissement du Lycée technique d'Ettelbruck à la Chambre des Députés?

Réponse (3.1.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le Comité d'acquisition a contacté une seconde fois les propriétaires en automne 2003. Dans sa démarche il a tenu compte de la situation individuelle de chaque terrain par rapport à son classement suivant le Plan d'aménagement général de la commune d'Erpeldange ainsi que des prix offerts pour des terrains similaires dans la région.

Ces démarches n'ont toutefois pas abouti vu les oppositions de principe des propriétaires par rapport au projet telles qu'exprimées dans une lettre de l'avocat représentant les propriétaires.

Concernant la procédure d'acquisition des terrains, elle ne relève pas du domaine de compétences de l'Éducation nationale.

En l'état actuel des choses un programme de construction définitif ne pourra être établi qu'à partir du moment où le terrain sur lequel sera implanté l'annexe du lycée technique d'Ettelbruck sera connu. Suivant qu'il se trouve à proximité ou non du lycée qui est sa maison mère, les sections et les classes seront réparties de manière différente. Dans la programmation d'un lycée technique la répartition des sections de formation nécessitant des espaces spécifiques pour les travaux en atelier ou en laboratoire a un impact non négligeable sur le programme de construction.

Réponse (14.1.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Répondant au point 3) de la question parlementaire il y a lieu de préciser que les terrains n'étant pas encore la propriété de l'État et en l'absence d'une décision définitive ainsi que d'un programme de construction détaillé relatif à l'ensemble des infrastructures à y prévoir, l'étude en question n'a pas encore été entamée.

Étant donné que le département des Travaux publics, ensemble avec les commissions parlementaires compétentes en la matière, sont en train d'élaborer une nouvelle procédure parlementaire relative aux grands projets de construction, il est, à ce stade, difficile d'estimer le temps nécessaire à l'élaboration d'un projet de loi.

Question 0156 (3.11.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne:

Verwonnert hunn ech gëscht aus der Press vum Här Statsminister sengen an Däitschland getätegten Aussoen iwwer seng Virstellunge vun der Europäescher Unioun a virun allem iwwer hir Erweiderung Kenntnis geholl.

Am Zesummenhang mat der ustoender Décisioun, mat der Tierkei Bäitrettsverhandlungen opzehuelen, war ze liesen (Voix, 25. Oktober 2004):

«Selon les voeux du Premier Ministre, les négociations ne devraient prendre en considération que les aspects économiques de l'adhésion et non les aspects culturels et religieux qui dans le passé ont trop souvent donné lieu à des conflits.»

A weider:

«À la question des frontières de l'Union européenne, le Premier Ministre a répondu que la seule frontière réelle de l'Union serait la 'frontière de l'ambition'.»

Dofir dës Froen:

1. Ass et fir de Lëtzebuerger Premier schonns eng décidéiert Saach, datt mat der Tierkei iwwer e Bäitrëtt verhandelt gëtt - et sief drun erënnert, datt d'Regierung dofir vun der Volleksvertriederkummer nach kee Mandat krut?
2. Wäerten déi sozial, Fraen- a Mënscherechtsfroe fir de Lëtzebuerger Premier bei de (méiglechen) Bäitrëttsverhandlunge mat der Tierkei guer keng Roll méi spillen?
3. Sinn et net grad déi kulturell Aspekter, déi dat wesentlechst Element am Identitéitsgefill vun de Leit sinn, a gëtt mat der Opnahm vun der Tierkei net dat bëssen u gemeinsamem Identitéitsgefill, dat d'Europäer iwwer hir jeeweileg national a sproochlech Communautéiten eraus eenegt, a Fro gestallt?
4. Plädéiert de Lëtzebuerger Premier fir d'Opnahm vu weideren asiatesche respektiv No-Oststate wéi zum Beispill Israel - a senger reng ekonomescher Siichtweis dierft jo op d'mannst géint d'Opnahm vun Israel näischt schwätzen?
5. Riskéiert d'Unioun mat der Vollmemberschaft vun der Tierkei net hir Handlungsfäegkeet ze verléieren, eng Handlungsfäegkeet, déi sécher net nëmmen technesch (Verhandlungs-, Ofstëmmungs- a Finanzéierungsprozeduren) ze verstoen ass, mä och kulturell (aner Wäertvirstellungen) a virun allem interessepolitesch (völleg aner aussepolitesch Intérêten, etc.)?
6. Mussen net och geopolitesch Aspekter bei der Opnahm vun neien EU-Länner beuecht ginn - riskéiert d'EU net mam Vollmember Tierkei an déi villfälteg Kaukasus- an No-Ostkonflikter eragezunn ze ginn (No-perschaft zum Irak, grenziwwerschreidende Kurdekonflikt, Waasserproblemer - Staudammsprojete vun der Tierkei um Euphrat asw.)?
7. Weess de Lëtzebuerger Premier ëm déi grondleeënd politesch Fragilitéit vu „Villvölkerstaten" (zum Beispill Sowjetunioun, Jugoslawien, Éisterräich-Ungarn,...), eng Fragilitéit, déi mat der Diversitéit klëmmt?
8. Wéi eng europapolitesch Zilvirstellung verfollegt déi nei Regierung eigentlech - Réckbau zu enger renger Wirtschaftsgemeinschaft, Europa vu verschiddene Vitessen (Käreuropa), etc.?

Réponse (5.1.2005) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

De Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun gesäit vir, datt jiddfer europäeschen demokratesche Stat, deen d'Mënscherechter an d'Grondfräiheete respektéiert, der Unioun ka bäitrieden. An deem Sënn huet den Europäesche Rot vum 11. an 12. Dezember 1999 zu Helsinki erkläert, datt d'Tierkei e Kandidat fir de Bäitrëtt an d'Unioun ass op der Basis vun deenesellwechte Kritäre wéi all aner Kandidatelänner.

D'Virbäitrëttsstrategie an den Dialog mat der Tierkei hu besonnesch als Zil, d'Erfëllung vun de politesche Bäitrëttskritären ze erméiglechen. Den Europäesche Rot huet iwwregens an all senge Konklusiounen iwwert d'Tierkei d'Wichtegkeet vum Respekt vun de Mënscherechter am Kader vun de Kopenhagener Kritären als Virbedingung fir d'Opmaache vu Bäitrëttsverhandlungen ënnerstrach.

Den Europäesche Rot vum 16. a 17. Dezember huet festgestallt, datt d'Tierkei déi politesch Kritäre vu Kopenhagen erfëllt an erkläert, datt d'Verhandlunge mat der Tierkei den 3. Oktober 2005 ufänken, wa bis dann nach sechs Gesetzer ugeholl gi sinn, déi d'Kommissioun an hirem Bericht vum Oktober 2004 identifizéiert huet.

D'Europäesch Kommissioun wäert selbstverständlech och weiderhin d'Entwécklung an der Tierkei am Beräich vum Respekt vun de Mënscherechter an de Grondfräiheeten iwwerwaachen an den Europäesche Rot regelméisseg doriwwer informéieren.

Question 0168 (15.11.2004) de Mme Marie-Josée Frank *(CSV)* concernant l'accès aux bâtiments publics aux personnes handicapées:

L'année européenne des personnes handicapées, qui s'est déroulée l'année passée, nous a permis de nous rendre compte des difficultés auxquelles restent confrontées les personnes handicapées dans la vie de tous les jours. Ainsi par exemple l'accès aux bâtiments publics et notamment aux lieux culturels n'est pas toujours assuré, du moins de manière optimale.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Si tous les projets de construction, réalisés ou entamés après l'entrée en vigueur de la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public, prennent en compte les besoins spécifiques des personnes handicapées conformément à la loi précitée?
- Et plus particulièrement si le projet de construction de la Salle philharmonique Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte respecte les exigences techniques dites d'accessibilité imposées par la loi de 2001?
- Et finalement si, dans le cas contraire, des modifications pourront encore être apportées aux projets de constructions concernés, et plus spécifiquement au projet de construction de la Salle philharmonique Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte, afin de les rendre conformes aux exigences de la loi de 2001?

Réponse (5.1.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

En règle générale, la loi du 29 mars 2001 portant sur l'accessibilité des lieux ouverts au public est respectée au niveau de tous les projets de construction dont la planification a été initiée postérieurement à la mise en vigueur de cette loi.

Pour les projets qui se trouvaient déjà à un stade de planification avancé, soit votés à la Chambre des Députés, soit en voie de construction au moment de la mise en vigueur de cette loi, la réglementation en question a néanmoins été respectée au maximum du possible.

En particulier, ce principe est valable pour la Salle de concert Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte dont le projet de loi a été voté le 18 janvier 2001, donc préalablement à l'entrée en vigueur de la loi de référence.

L'ensemble du bâtiment est accessible à toutes les personnes à mobilité réduite et tous les niveaux sont desservis par des ascenseurs.

L'accès par l'entrée principale se fait au moyen d'une rampe longeant la coque du côté de l'avenue J. F. Kennedy.

Le parking «Place de l'Europe» est relié par un passage direct souterrain à la salle de concert desservi par trois ascenseurs menant les visiteurs à l'intérieur du bâtiment. L'accès depuis la coque vers le grand déambulatoire se fait également par une rampe.

Dans le grand auditorium, accessible de plein pied depuis l'entrée principale, 21 places pour handicapés sont réservées à proximité de l'entrée de la salle.

Quant à l'accès à la salle musique de chambre, il se fait depuis le déambulatoire, une rampe menant ensuite les visiteurs jusqu'au fond de la salle, où sept places sont réservées aux personnes à chaise roulante.

La salle électroacoustique située au niveau -2 dispose d'un accès par ascenseur depuis le déambulatoire. Vu la configuration très flexible de la salle, il n'y a pas de places définies pour handicapés.

L'entrée des artistes est pourvue d'une rampe pour accéder aux zones arrière-scène. L'accessibilité aux loges d'artistes, aux salles de répétitions, de même qu'à la scène (suivant la disposition des plateaux mobiles) est également garantie pour les personnes à mobilité réduite.

Pour conclure, il est à noter que les personnes à mobilité réduite empruntent exactement les mêmes accès que l'ensemble des visiteurs.

Question 0172 (16.11.2004) de M. Marcel Oberweis *(CSV)* concernant la présentation publique de l'étude intitulée „Ganzheitliche Betrachtung der energetischen Holznutzung in Luxemburg":

En date du 29 novembre 2001, Monsieur Eugène Berger, Secrétaire d'État au Ministère de l'Environnement, avait sollicité le Centre de Ressources des Technologies de l'Environnement (CRTE) et l'Agence de l'Énergie en vue de l'élaboration d'une étude intitulée „Ganzheitliche Betrachtung der energetischen Holznutzung in Luxemburg".

Le but de cette étude consistait dans l'évaluation du potentiel de la valorisation énergétique du bois issu des forêts et des déchets bois en provenance des entreprises. Outre la gestion du projet, le CRTE devait également évaluer les impacts environnementaux de la combustion du bois par la méthode de l'analyse du cycle de vie en y incluant le volet économique.

Cette étude a révélé que le potentiel technique du bois s'élève à un volume maximal de 150.000 m^3 par an et que le potentiel énergétique se chiffre à environ 381.000 MWh. La transformation totale et techniquement adéquate du bois pourrait remplacer jusqu'à 13,9% du fuel consommé en 2001, ce qui engendrerait une réduction de 57,5 millions de litres de fuel et par conséquent une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'un maximum de 145.000 tonnes CO_2.

Selon mes informations, les résultats de l'étude ont été présentés lors du séminaire „Heizen mit Holz" au Lycée technique agricole à Ettelbruck, organisé le 16 décembre 2003 par les „Jongbauren a Jongwënzer", mais n'ont jamais été publiés par le Ministère de l'Environnement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- L'étude en question a-t-elle déjà fait l'objet d'une présentation publique?
- Si non, Monsieur le Ministre n'entend-il pas rendre dès à présent publique ladite étude qui comporte sans doute des pistes intéressantes susceptibles d'être analysées dans le cadre de la réalisation des objectifs du protocole de Kyoto, notamment via la réduction des émissions des gaz à effet de serre par la filière bois énergie?
- Quelles conclusions le Gouvernement entend-il tirer de cette analyse pour sa politique environnementale?

Réponse (3.1.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

Il est vrai qu'en date du 29 novembre 2001, Monsieur Eugène Berger, Secrétaire d'État au Ministère de l'Environnement, avait sollicité le Centre de Ressources des Technologies de l'Environnement (CRTE) et l'Agence de l'Énergie en vue de l'élaboration de l'étude prémentionnée.

Pour ce qui est de la publication, l'étude en question n'a pas fait l'objet d'une présentation publique, pour des raisons qui m'échappent.

Je suis conscient de l'importance des énergies renouvelables et le rôle de la biomasse pour la réalisation des objectifs formulés dans le cadre du protocole de Kyoto et des autres objectifs assurant un développement durable approprié. C'est pourquoi je ne vois pas d'objection à une publication de ladite étude: cette approche me semble d'ailleurs conforme aux objectifs du projet de loi N°5217 concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement.

En ce qui concerne les conclusions à tirer pour la politique environnementale, j'ai chargé mes services d'élaborer des propositions adéquates pour que la filière bois énergie puisse être intégrée dans un concept énergétique global.

Question 0176 (17.11.2004) de Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)* concernant l'encadrement spécifique des enfants à problèmes comportementaux dans les foyers de jour:

Il existe tant au niveau national que communal de nombreux moyens de prise en charge d'enfants à problèmes comportementaux ou à besoins spécifiques pendant la scolarité. Or, ceux-ci sont en principe strictement limités aux heures de cours. Aucune mesure d'encadrement spécifique de ces enfants n'est cependant prévue au niveau des foyers de jour. Il s'en suit que le personnel de ces foyers se voit confronté à des situations souvent difficiles à gérer. Le manque de personnel qualifié au niveau des foyers du jour ne permet pas une prise en charge individuelle des enfants à problèmes fragilisant ainsi leur intégration sociale. En même temps, les autres enfants du groupe sont privés de l'attention du personnel éducatif dont ils auraient cependant besoin, notamment pendant l'aide aux devoirs à domicile.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Si le Gouvernement a déjà réfléchi à la possibilité de soutenir au niveau des structures d'accueil de jour des interventions ponctuelles de personnel qualifié, à l'instar de ce qui se fait d'ores et déjà au niveau des établissements scolaires, du moment bien évidemment qu'un tel besoin se fait sentir?

Réponse (17.12.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Dans le domaine des crèches et foyers de jour pour enfants, la prise en charge des enfants à besoins spécifiques est organisée de la façon suivante:

1. L'enfant signalé par un service spécialisé tels le Service de Rééducation précoce, le Service Hëllef fir de Puppelchen, le Service d'Intervention précoce orthopédagogique, voire par un pédiatre, est admis en priorité.

2. Un bilan d'entrée est établi de concert avec le service ou le médecin traitant et l'équipe en vue de déterminer la nature des déficits, problèmes ou handicaps de l'enfant.

3. Sur base de ce bilan et sur avis de l'équipe éducative, un budget d'heures supplémentaires de personnel est défini par mon département pour une durée d'environ douze mois. Ce budget d'heures varie en principe de deux heures à quatre heures hebdomadaires par demi-journée de prise en charge.

4. L'organisme gestionnaire de la crèche ou du foyer de jour engage ensuite un agent d'encadrement supplémentaire pour renforcer

l'équipe du groupe dans lequel l'enfant à besoins spéciaux est intégré.

5. Deux mois avant la fin de la première période de douze mois, un bilan d'évaluation est réalisé en vue de déterminer si l'intégration est à considérer comme réussie et si le nombre d'heures de personnel supplémentaires est adapté à la situation.

En 2003 ce dispositif a permis d'offrir un encadrement plus adéquat dans 41 cas.

Question 0179 (17.11.2004) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant les travaux de réfection de la RN10:

Am Zesummenhang mat den Aarbechten op der N10 tëschent Waasserbëlleg a Méischduerf géif ech Iech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wat ass un de Behaaptungen, datt bei dësen opwändegen Aarbechten den Devis wäit iwwerschratt gëtt?
2. Kënnt Dir mir matdeelen, wéi héich den Devis war a wéi deier de Projet um Enn ofgeschloss gëtt?
3. Wat si gegebenenfalls d'Ursaache vun dem Dépassement?
4. Deelt Dir d'Meenung, datt een den Zweck vun dësem Projet och mat manner Luxus an Opwand hätt kënnen erreechen?

Réponse (5.1.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

De Projet mam Devis ass de 5. Februar 2002 duerch Ministerialgenehmegung N°001493 approuvéiert ginn. Den Devis inital war 5.710.997 € TVAC. D'Aarbechten, déi esou wäit ofgeschloss sinn, wäerte sech op 5.300.000 € TVAC belafen. Et bleift also am Verglach zum Devis en Erspuernes vun iwwer 400.000 €.

Et hätt een de reng prakteschen Zweck vun dësen Ouvragen och mat enger Bëtonsmauer kënnen erreechen, déi et wuel erlaabt hätt, beim Bau méi Suen ze spueren. Nieft de Baukäschte muss een awer och d'Frais d'entretien bedenken, an déi si bei dem Natursteemauerwierk ganz sécher vill méi niddereg.

Et däerf een doriwwer eraus net aus den Ae verléieren, datt deen heite Projet och als „mesure compensatoire" fir de Rembrement muss ugesi ginn. Dëst Wäibaugebitt ass noweisbar eent vun deenen eelsten hei am Land an et wor traditionell ëmmer geprägt vun Terrassen, déi am Naturstee gebaut sinn. Aus dëser Iwwerleeung eraus schafft d'Gemeng Waasserbëlleg a Kollaboratioun mat dem Office national du Rembrement a mat der Vulleschutzliga e Projet aus, fir déi al Wéngerten erëm hierzestellen.

Question 0186 (22.11.2004) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant la participation du Luxembourg à la Force Internationale d'Assistance à la Sécurité en Afghanistan (ISAF) sous l'égide des Nations Unies:

D'UNO hält an engem Rapport, deen den 18. November 2004 virgestallt ginn ass, fest, datt 87% vum weltwäit produzéierten Opium aus Afganistan kommen. Eleng dëst Joer wier d'Ubaufläch vu Schlofmohn, aus deem den Opium gewonne gëtt, ëm zwee Drëttel méi grouss gi wéi 2003. Mindestens 2,15 Milliarden Euro huet den Drogenhandel 2003 erabruecht, wat 60% vum Bruttoinlandprodukt vum Afganistan ausmécht.

An deem Kontext huet den Antonio Maria Costa, Chef vun der UNO-Behörde fir d'Bekämpfung vu Rauschgëft a Verbriechen, gefuerdert, datt déi international Friedenstrupp ISAF soll géint Rauschgëftproduzenten an Drogeschmuggler am Afganistan virgoen. Den 3. September 2003 hat de Regierongsrot décidéiert, datt d'Mandat vum lëtzebuergesche Kontingent vun der ISAF am Afganistan, deem zéng Mann ugehéieren, bis den 28. Februar 2005 verlängert gëtt. Eise Kontingent ass fir d'Sécherheet vum Flughafe vu Kabul zoustänneg.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ass den Här Minister vun der UNO iwwert dës Pläng informéiert ginn a sinn an dëser Optik schonns Gespréicher gefouert ginn, fir d'Missioun vun der ISAF op d'Bekämpfung vu Rauschgëftproduzenten an Drogeschmuggler auszedehnen?
2) Ännert sech duerch dës Ausweidung vun der Missioun vun der ISAF d'Geforepotenzial deem eis Zaldoten am Afganistan ausgesat sinn? Ass eng zousätzlech Ausbildung an deem Kontext néideg?
3) Gëtt d'Mandat vum lëtzebuergesche Kontingent iwwert den 28. Februar 2005 eraus verlängert?

Réponse (29.11.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Défense:*

1. Il n'est pas prévu pour l'instant de changer la mission actuelle de l'ISAF.
2. Comme je l'ai annoncé le 9 novembre dernier, il est envisagé de prolonger la participation luxembourgeoise à l'ISAF pendant une année supplémentaire.

Question 0188 (24.11.2004) de Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)* concernant le refus de suivre les cours d'éducation physique et sportive pour cause de convictions confessionnelles:

Il y a quelques mois, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle avait adressé une circulaire aux écoles publiques dans laquelle il a été précisé que le port du voile ou foulard islamique (hidjab), pour autant qu'il ne cache pas le visage et qu'il soit enlevé pendant certains cours pour des raisons de sécurité ou d'hygiène (sports, ateliers), serait toléré, en raison du fait qu'il est considéré comme étant «conforme aux règles de la tenue vestimentaire correcte des élèves».

Or, les instituteurs et professeurs ont observé ces derniers mois que le nombre d'élèves refusant de suivre les cours d'éducation physique et sportive pour cause de convictions confessionnelles augmente constamment. En France, où la population musulmane est nettement plus importante que chez nous, on voit même apparaître dans quelques piscines des horaires réservés aux femmes.

Dans ce contexte, j'aimerais demander à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle si elle n'estime pas opportun de réactiver une ancienne circulaire qui soulignait le caractère obligatoire des cours de sport?

Réponse (17.12.2004) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

En matière de tenue vestimentaire des élèves il y a lieu de se référer à l'article 10 du règlement grand-ducal du 29 juin 1998 concernant l'ordre intérieur et la discipline dans les établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique qui stipule que «la tenue vestimentaire des élèves doit être correcte. Des tenues spéciales peuvent être prescrites pour les cours d'éducation physique, d'éducation artistique et les séances de travaux manuels et de travaux pratiques.»

Hormis un rappel de la réglementation en vigueur, mon département s'est abstenu d'adresser, par circulaire aux écoles, des précisions supplémentaires quant aux types de vêtement à autoriser ou à interdire dans les écoles.

Il ressort d'une enquête auprès des directeurs des lycées et lycées techniques et des inspecteurs de l'enseignement primaire qu'aucun cas de refus de participer au cours d'éducation sportive pour motif de conviction religieuse n'a été signalé au cours des derniers mois.

D'ailleurs la question d'éventuels refus de participer à des cours ne se pose plus depuis que la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques précise clairement en son article 5 que «l'assistance aux cours déterminés par les programmes est obligatoire».

Question 0189 (25.11.2004) de M. Roland Schreiner *(LSAP)* concernant la conservation à des fins historiques et touristiques de certaines voitures du type Wegmann:

Suite à la livraison des nouvelles voitures à deux étages des CFL, le matériel voyageur classique de type Wegmann des CFL sera progressivement retiré du service. Or, ce matériel était notamment utilisé lors de la mise en marche de trains spéciaux à caractère nostalgique et touristique organisés par les associations Groupement des Amis du Rail a.s.b.l. (G.A.R.), 5519 a.s.b.l. et 1604 Classics. Ces associations ont réalisé, en collaboration avec le Service des Sites et Monuments nationaux, la restauration de matériel ferroviaire historique, comme par exemple les locomotives diesel 1604 ou la locomotive à vapeur 5519. Prochainement il est également prévu de restaurer la locomotive électrique 3608. Ces grands efforts, tant humains que financiers, risquent de s'avérer vains étant donné que les engins rénovés ne pourront plus circuler en l'absence de matériel remorqué, comme celui de type Wegmann. En effet, les machines sont incompatibles avec les nouvelles voitures pour des raisons techniques.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre peut-il me faire part de sa position en cette matière ainsi que des suites qu'il entend lui donner?
- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait faire un effort pour la conservation à des fins historiques et touristiques d'un certain nombre de voitures du type Wegmann?
- Monsieur le Ministre pourrait-il envisager l'élaboration d'un concept d'utilisation du matériel voyageur classique restauré? Quelles pourraient être les instances susceptibles le cas échéant de subvenir aux frais engendrés?

Réponse (17.1.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

L'honorable Député souhaite être informé sur le sort du matériel voyageur classique de type Wegmann des CFL suite à l'acquisition des nouvelles voitures à deux niveaux par les CFL.

Par lettre du 20 avril 2004, le Service des Sites et Monuments nationaux avait contacté les CFL en vue d'un maintien en service de certaines voitures Wegmann dans l'optique de servir à l'organisation de voyages à caractère historique et nostalgique.

Lors de deux réunions en date des 12 mai et 13 juillet 2004, le Service des Sites et Monuments nationaux, le Groupement des Amis du Rail a.s.b.l. (GAR), les associations 5519 a.s.b.l. et 1604 Classics ont manifesté leurs intérêts pour la reprise de six voitures.

À cette occasion les représentants CFL ont tenu à rendre attentif au niveau d'entretien particulièrement élevé pour ce type de voitures ayant à leur actif plus de quarante années de service. Sur demande du représentant du Service des Sites et Monuments nationaux, une évaluation détaillée des coûts y relatifs lui a été adressée par lettre du 25 juin 2004. Il y a lieu de préciser que le montant de 28.750 euros y indiqué reflète les frais par voiture et par an pour une utilisation en régime de service public jusqu'au moment de la mise en service du nouveau matériel roulant.

S'y ajoute qu'à la suite de l'arrivée à cadence élevée des voitures à deux niveaux, la question de l'emplacement des éléments Wegmann s'accentue de plus en plus.

Compte tenu de ce qui précède, les CFL ne semblent avoir guère intérêt à maintenir en service un certain contingent de ce matériel obsolète.

Une réunion d'orientation entre la Direction générale et le Service des Sites et Monuments nationaux ainsi que les associations intéressées s'est déroulée en date du 23 décembre 2004.

Lors de cette entrevue il fut convenu que le Service des Sites et Monuments nationaux recevra, pour un prix d'ami, six voitures Wegmann et qu'il prendra en charge les frais engendrés par l'entretien de ces éléments. À cette fin un nouveau programme d'entretien a été élaboré par les représentants des CFL.

Il a par ailleurs été retenu qu'une partie des voitures pourra être mise à disposition pour des services exceptionnels tels que par exemple le Blankenberg Express.

Question 0190 (25.11.2004) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant l'adhésion du Grand-Duché à l'ESA (European Space Agency):

Den 18. November 2004 wor an der lëtzebuergescher Press ze liesen, datt Lëtzebuerg elo deemnächst soll Member vun der Europäescher Weltraumagentur (ESA) ginn. Nodeems Portugal als lescht Land den 1. Juli 2002 Member gouf, zielt d'ESA de Moment 15 Memberen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéini ass domadder ze rechnen, datt d'Bäitrëttsverhandlunge vu Lëtzebuerg mat der ESA ofgeschloss sinn, a wéini ass da mam Bäitrëtt konkret ze rechnen?
2) Niewent den obligatoresche Programmer vun der ESA huet Lëtzebuerg och wëlles, sech nach u weidere fakultative Programmer vun der ESA ze bedeelegen?
3) Obwuel jo gewosst ass, datt ee groussen Deel vun de finanzielle Beiträg vun de Memberlänner un d'ESA erëm a Projeten an all Land zréckfléissen, a wéi enger Gréissenuerdnung wäert sech dee finanzielle Beitrag vu Lëtzebuerg beweege fir kënne Member an der ESA ze ginn?

Réponse (3.1.2005) de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

D'Bäitrëttsverhandlunge vu Lëtzebuerg mat der ESA sinn ofgeschloss. De 6. Mee 2004 ass den Accord fir d'Adhésioun vu Lëtzebuerg zur Konventioun vun der ESA ënnerschriwwe ginn. Den 3. Dezember 2004 huet d'Regierung e Gesetzesprojet zur Ratifikatioun vun dësem Adhésiounsaccord approuvéiert. Mat dëser Ratifikatioun gëtt dann de Bäitrëtt definitiv.

D'ESA ass am Moment amgaangen, hir Programmer fir d'Joren 2007 bis 2013 virzebereeden. Mir kënnen ons eréischt méi prezis festleeën, soubal dës Programmer bekannt sinn. Déi gréissten Opportunitéite leie fir Lëtzebuerg sécher weiderhin am Telekommunikatiounsberäich. Am Moment ass eng Etüd mat der ESA amgaangen, déi weider Opportunitéite fir eng Lëtzebuerger Bedeelegung an anere Beräicher soll opweisen; hei kommen och déi grouss europäesch Programmer wéi Galileo (Navigatioun per Satellit) oder GMES (Erdbeobachtung) a Fro.

D'Memberschaft comportéiert an éischter Linn eng finanziell Kontributioun un de sou genannten „obligatoreschen" Programmer vun der ESA. Fir Lëtzebuerg sinn dat pro Joer 0,21% vum Budget vun der ESA fir dës obligatoresch Programmer. Dat maachen 2005 1,2 Milliounen Euro aus. Ausserdem bezuelt Lëtzebuerg bei sengem Bäitrëtt déi eemoleg Zomm vu 700.000 Euro als Bedeelegung um bestehende Kapital vun der ESA. Doriwwer eraus falen d'Kontributioune fir déi fakultativ Programmer un; Kontributiounen, déi all Land opgrond vu sengem wirtschaftlechen an technologesche Potenzial ka selwer festleeën. Déi virdrun erwähnten Etüd soll ons hei méi geneeën Opschloss ginn. Mëttelfristeg wäert sech eise Beitrag ëm fënnef bis siwe Milliounen Euro beweegen.

Question 0191 (25.11.2004) de M. Gast Gibéryen *(ADR)* concernant les panneaux d'entrée en agglomération:

Eis Nationalsprooch ass Lëtzebuergesch.

D'Nimm vun eisen Uertschaften am Agank vun eisen Dierfer a Stied sinn awer an enger Sprooch gehalen, déi eng reng Verwaltungssprooch ass: Franséisch. D'Bezeechnung an eiser National- an Ëmgangssprooch fënnt sech op dëse Schëlder just a klenger an a kursiver Schréft ënnert dem franséischen Ausdrock.

Fir vill beleet dësen Ëmstand e gestéiert Verhältnis zur eegener Identitéit a Sprooch - et wier nëmmen normal, wann hei fir d'éischt de Lëtzebuerger Numm géif stoen. Dëst géing eng weider a konsequent Etapp am Emanzipéierungsprozess vun eiser Sprooch duerstellen; ee Prozess, deen dozou bäigedroen huet, d'Souveränitéit vun eisem Land ze ënnermaueren. Ausserdeem wier esou eng Mesure fir déi sëllech Frontalieren, déi auslännesch Matbierger, wéi och d'Touristen, déi eist Land besichen, e staarkt a permanent Zeeche vun eiser Eegenaart. Et wier och eng subtil a permanent Opfuerderung fir Integratiounsbeméiunge vu Säite vun den Immigranten.

Dofir dës Froen:

1. Wéini, wéi a firwat gouf déi aktuell Regel (gesetzlech Bestëmmungen) zur Beschëlderung vun eisen Uertschafte festgeluecht?

2. Kann eng Gemeng eesäiteg décidéieren, hir Duerfbeschëlderungen op Lëtzebuergesch ëmzestellen, a wéi eng Bestëmmunge wieren dann ze respektéieren?
3. Wéi steet de Bauteminister respektiv d'Regierung zur Iddi, d'Schëlder mat den Uertsnimm primär mat de Lëtzebuerger Bezeechnungen ze beschréften?

Réponse (14.1.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

Hei ass meing Stellungnahm zu der parlamentarescher Ufro N°191 vum Här Deputéierte Gast Gibéryen vum 25. vum Wantermount 2004:

- Den Artikel 107 vum lëtzebuergesche Code de la route schreift d'Form vun de Beschëlderunge vun den Uertschaften, de sou genannten „Uertstafelen", vir. De Paragraph 6 „Localisation" vum Kapitel V „Signaux d'indication" gouf, andeems zousätzlech zu dem offizielle franséischen Numm de lëtzebuergeschen op d'Schëld bäigesat gouf, am Zesummenhang mat der Legaliséierung vun der lëtzebuergescher Sprooch am groussherzogleche Reglement vum 20. vum Hierschtmount vun 1994 geännert.

- Alleguerten d'Beschëlderungen, sief dat d'Signalisatiouns-, d'Mahnungs- (Verwäis, „avertissement"), d'Prioritéits-, d'Verbuets- an d'Aschränkungs- („restriction"), d'Verflichtungs- („obligation") souwéi d'Hiwäisschëlder, déi op dem lëtzebuergesche Stroossennetz opgestallt sinn, sinn nieft alleguer deenen anere Verkéiersvirschréften am lëtzebuergesche Code de la route, dem groussherzoglechen Arrêté vum 23. vum Wantermount vun 1955 a senge Modifikatiounen, geregelt.

Am Artikel 1 vun dësem steet:

«La circulation sur les voies publiques et sur les voies ouvertes au public est régie par les dispositions du présent arrêté.»

Dëst bedeit, datt nëmme Beschëlderungen no de Virschréfte vum Code de la route op dem gesamte lëtzebuergesche Stroossennetz opgestallt däerfe ginn.

Den Artikel 107 vum selwechten Arrêté beschreift am folgende Saz:

«La signalisation routière comprend les signaux et panneaux suivants:»

Dat heescht, datt alleguer déi ofgebilt Schëlder an dësem Artikel an der Form an am Hibléck vun hirer Opstellung bannend fir d'Hierstellung vun de Schëlder sinn.

Den Artikel 107 Kapitel V «Signaux de localisation» 6. Localisation leet fest, a wéi enger Form an a wéi enger Sprooch, respektiv Sproochen, d'Uertstafelen duerzestelle sinn.

Den Artikel 111 1. beschreift des Weidere wien zoustänneg fir d'Opstelle vun de Beschëlderungen op de Stroossen ass:

«Les signaux d'indication de direction et les signaux de localisation sont posés et conservés sur la voirie de l'État par l'Administration des Ponts et Chaussées et sur la voirie communale par les administrations communales compétentes.»

Den Artikel 113 vun dësem Arrêté leet kloer fest, datt et och net méiglech ass, déi opgestallte Schëlder, sief dat op de Statsstroossen oder op de Gemengestroossen, eegestänneg ëmzeänneren.

«Les signaux mentionnés dans le présent arrêté et ceux qui seront créés dans la suite resteront réservés exclusivement à la signalisation routière. Il est défendu d'y apposer des réclames ou signes quelconques.

Il est défendu aux particuliers non autorisés par l'autorité compétente de placer à proximité de la voirie publique des signaux ayant trait à la circulation routière.»

Déi beschriwwe Virschréfte gi kloer un, datt eng Gemeng net ermächtegt ass, eesäiteg ze décidéieren, hir Duerfbeschëlderungen op de Statsstroossen an iergendenger Form ëmzeänneren. Et ass de Gemengen erlaabt, op de Gemengestroossen Uertstafele konform nom Code de la route opzestellen.

- D'Uertsschëlder, esou wéi och alleguerten déi aner Verkéiersschëlder, ginn a Conformitéit mat dem Kadasterregister hiergestallt. Et muss op internationalem Plang eng Beschëlderung garantéiert ginn, déi kohärent ass, dei vun eisen auslännesche Gäscht ka verstane ginn an dei den Indikatiounen an hire Stroossekaarten entsprécht. D'Folleg vun enger neier Beschëlderung wär, datt d'Direktiounsschëlder op de lëtzebuergeschen an auslännesche Kräizungen, Autobunnen an Europastroossen an d'Bezeechnungen op den nationalen an internationale Kaarten ëmzeännere wären.

Question 0192 (26.11.2004) de M. Ben Fayot *(LSAP)* concernant l'extension du projet pilot „Samu social":

Le «Samu social», qui a pour vocation d'intervenir dans des situations urgentes de danger psychique et social, a été créé dans le cadre du PANincl sous forme de projet pilote. Or, ce projet viendra à échéance en décembre 2004 et il a été décidé de le continuer dans les treize communes actuelles sans pour autant procéder à une extension de ce service vers les autres communes du territoire.

Est-ce que Madame la Ministre n'est pas d'avis que le «Samu social» devrait fonctionner sur le plan national? Sinon, quelles sont les raisons qui empêchent cette extension?

Réponse (14.12.2004) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration a toujours soutenu le projet «Samu social» de la Croix-Rouge.

C'est à son initiative que ledit projet a été retenu pour le plan national d'inclusion sociale. J'estime que ce projet permet aux citoyens de pouvoir bénéficier, en cas de besoin, des prestations d'un service social de qualité en dehors des heures de bureau.

J'ai dû constater que le nombre de prestations durant la phase de démarrage était relativement peu élevée, ce qui avait comme corollaire un coût élevé par prestation.

Il m'a paru utile de prolonger le projet pendant une année afin de pouvoir suivre son évolution et réanalyser son fonctionnement et son coût.

Question 0193 (26.11.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant le fonctionnement de la section économique et financière de la police judiciaire:

Dans un reportage télévisé diffusé le 25 novembre 2004 Monsieur le Procureur d'État a affirmé qu'une affaire financière a dû être classée pour la simple raison que la police judiciaire manquait des effectifs nécessaires pour traiter ce dossier dans les délais requis par la loi. Selon les propos du procureur, il ne s'agissait malheureusement pas d'un cas isolé. Ces affirmations risquent de nuire à notre place financière dont la réputation se base en partie sur un cadre légal solide qui assure aux clients privés et institutionnels une protection juridique optimale.

Je voudrais donc savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Combien de personnes travaillent actuellement dans la section économique et financière de la police judiciaire?
- Si le Ministre a connaissance d'autres cas pareils, c'est-à-dire des cas où des affaires ont dû être classés au motif de manque de personnes?
- Comment le Ministre entend-il remédier à cette situation, situation qui risque de provoquer une publicité négative à notre place financière?
- De façon générale, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que dans un État de droit il soit primordial de permettre aux personnes d'avoir un recours judiciaire approprié à leur requête et de pouvoir ainsi réclamer leurs droits lésés?

Réponse (3.12.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Sur un total de 170 membres du service de police judiciaire 38 travaillent actuellement dans les différentes sections économiques et financières de ce service.

Nul n'ignore que les affaires pénales, surtout dans le secteur économique et financier, deviennent de plus en plus complexes et nécessitent souvent des investigations de longue haleine. Ainsi il arrive, comme c'est d'ailleurs le cas à l'étranger, que l'une ou l'autre affaire soit prescrite, avant qu'un jugement n'intervienne sur le fond. En raison du secret de l'instruction, opposable également au ministre, je ne dispose pas d'informations sur les différentes affaires traitées par la police judiciaire.

Le Gouvernement continuera, comme cela est prévu dans le programme gouvernemental, d'engager des magistrats et des policiers supplémentaires, tout en poursuivant la mise en œuvre de l'adaptation des méthodes de travail de la police judiciaire décidée l'année dernière.

Question 0194 (26.11.2004) de M. Roland Schreiner *(LSAP)* concernant les demandes d'aides financières relatives aux installations photovoltaïques en attente de paiement:

Avec le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables, respectivement avec le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz, le Grand-Duché de Luxembourg s'est donné une réglementation exemplaire en matière d'encouragement et de subvention des énergies renouvelables. Depuis 2001 notamment les demandes concernant les aides financières relatives aux installations photovoltaïques connaissent un énorme succès. Or, dans ce même contexte on peut constater qu'un retard important concernant le paiement de ces aides financières s'est accumulé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Combien de dossiers concernant les demandes d'aides financières relatives aux installations photovoltaïques, en attente de paiement, sont en train d'être évalués?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer quant aux délais concernant le paiement des aides financières relatives aux installations photovoltaïques?

Réponse (8.12.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

J'aimerais attirer l'attention de l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire N°0160 *(cf. ci-avant).*

Début novembre 2004 quelque 2.300 dossiers étaient encore en attente de traitement final (installations photovoltaïques). Les bénéficiaires ont dû attendre jusqu'à dix à douze mois pour obtenir un subside selon les disponibilités budgétaires.

Toutefois, mes services font des efforts considérables pour raccourcir les délais. Ainsi, grâce à l'enveloppe budgétaire mise à notre disposition, nous avons pu calculer 520 subsides pendant la quinzaine du 15 au 26 novembre, dont 492 concernent des installations photovoltaïques.

Question 0195 (29.11.2004) de M. Romain Schneider *(LSAP)* concernant la réglementation des données à caractère personnel:

L'article 321 alinéa 5 du Livre IV du Code des Assurances Sociales dispose qu'«un règlement grand-ducal détermine les données nominatives contenues dans les banques de données gérées par le centre qui peuvent être consultées par télétraitement en vue de l'exercice de leurs missions légales, réglementaires et statutaires respectives, par les institutions et administrations visées au point 1) de l'alinéa 1 ci-dessus.»

Sauf erreur de ma part, ce règlement grand-ducal n'a jamais été pris. De ce fait, il n'y a actuellement pas de réglementation concernant les données à caractère personnel susceptibles d'être gérées par le Centre commun de la Sécurité sociale.

Monsieur le Ministre peut-il m'informer pourquoi ce règlement grand-ducal n'a pas été pris?

Par ailleurs, j'aimerais savoir qui détermine actuellement les données à caractère personnel qui peuvent ou non être gérées par le Centre commun de la Sécurité sociale.

Eu égard à la protection des données à caractère personnel, Monsieur le Ministre compte-t-il prendre les démarches nécessaires pour remédier à cette insécurité juridique?

Réponse (17.1.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il est vrai qu'à ce jour le renvoi opéré par l'article 321, alinéa 5, du Code des Assurances Sociales à un règlement grand-ducal est resté lettre morte. D'ailleurs au vu des changements intervenus au niveau du contexte juridique la mise en vigueur du règlement ne s'impose plus actuellement. Cependant il ne saurait pour autant pas être question d'insécurité juridique. En effet, le traitement de données nominatives est réglementé par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

En application de la loi du 2 août 2002, les traitements automatisés en tout ou en partie, ainsi que les traitements non automatisés de données à caractère personnel contenues ou appelées à figurer dans un fichier doivent faire l'objet d'une notification, respectivement d'une demande d'autorisation, à adresser à la Commission Nationale pour la Protection des Données (CNPD). Il y a lieu de préciser qu'en vertu des articles 6 et 7 de ladite loi, le traitement de catégories particulières de données (dont notamment ceux révélant l'état de santé et les données génétiques) par les services de santé est soumis à autorisation.

Il appartient au responsable du traitement d'introduire les demandes de notification et d'autorisation afférentes et de rapporter la preuve du respect des conditions de licéité et de légitimité de ses traitements. En application de l'article 2 de la loi du 2 août 2002 le responsable du traitement est défini comme étant «la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou tout autre organisme qui, seul ou conjointement avec d'autres, détermine les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel».

Il s'en suit que le Centre commun de la Sécurité sociale, en sa qualité de responsable de traitement, détermine lui-même les données à caractère personnel qui font l'objet de ses traitements respectifs. Les données à caractère personnel sont «toute information de quelque nature qu'elle soit et indépendamment de son support, y compris le son et l'image, concernant une personne identifiée ou identifiable».

Finalement il convient de préciser qu'aussi bien la notification que la demande d'autorisation doivent détailler les destinataires ou catégories de destinataires auxquels les données sont communiquées.

Question 0197 (2.12.2004) de M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)* concernant le recyclage des déchets industriels:

Jusqu'au 3 décembre 2004, la prolongation de l'autorisation d'exploitation d'une installation spécialisée dans le recyclage de déchets industriels est affichée à la mairie de Differdange. Cette installation qui fonctionne actuellement toujours en phase expérimentale traite les poussières et les boues provenant de l'industrie sidérurgique.

L'autorisation d'exploitation ainsi que les dossiers de demande d'autorisation soulignent qu'il s'agit de déchets provenant de l'industrie sidérurgique nationale. Or, l'exploitant importerait aujourd'hui des déchets sidérurgiques depuis la Belgique et la France.

Des effets négatifs sur l'environnement ne sont pas à exclure puisque cette installation traite des poussières et boues provenant des filtres de l'industrie sidérurgique. Malgré le fait qu'il s'agisse d'une technologie à haut risque, l'installation fonctionne depuis l'été 2001 en phase expérimentale.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que l'exploitant est en possession d'une autorisation lui permettant d'importer des déchets sidérurgiques provenant de l'étranger?
- Dans l'affirmatif, comment peut-il justifier de cette importation?
- Existe-t-il une évaluation concernant le fonctionnement de l'installation pendant les différentes phases d'essais?
- Le fait que cette installation fonctionne toujours en phase d'essai est-il dû à des problèmes ou des pannes de fonctionnement?
- Monsieur le Ministre envisage-t-il de prolonger la phase d'expérimentale de cette installation?
- Est-ce que des contrôles quant aux émissions sont régulièrement effectués par l'Administration de l'Environnement et quels en sont les résultats?

- Est-ce que les poussières et les boues sont valorisées ou sont-elles stockées après leur traitement?
- Qu'arrive-t-il aux résidus d'importation après traitement?

Réponse (3.1.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député pose une série de questions au sujet d'une installation spécialisée dans le recyclage de déchets industriels à Differdange et l'importation de déchets sidérurgiques.

À défaut de précisions, il est supposé qu'il s'agit de l'installation Primorec implantée sur l'aréal de l'usine d'ARBED - Differdange.

L'installation dispose d'une autorisation datée au 10 mars 2004 et délivrée en vertu de la loi modifiée du 17 juin 1994 pour l'importation de 2.000 Mg de déchets sidérurgiques en provenance de SIDMAR (Belgique) et de 4.000 Mg de déchets en provenance de Dunkerque. Cette autorisation a été prolongée en date du 29 septembre 2004 pour une période supplémentaire de six mois. Les autorisations sont d'ailleurs disponibles à la mairie de Differdange.

Le procédé mis en oeuvre à Differdange est une innovation luxembourgeoise. Il permet la récupération du fer et du zinc contenu dans les déchets qui y sont mis en œuvre. Conformément aux principes directeurs de la législation communautaire et nationale en matière de gestion des déchets, la récupération doit primer sur l'élimination.

Faute de décision positive concernant des essais sur ces déchets, ceux-ci devraient être mis en décharge.

En ce qui concerne le contrôle des transferts de ces déchets, celui-ci se fait moyennant une procédure de notification en application du règlement modifié (CEE) N°259/93 du Conseil du 1er février 1993 concernant la surveillance et le contrôle des transferts de déchets à l'entrée et à la sortie de la Communauté européenne.

L'arrêté d'autorisation mentionné ci-dessus impose à l'exploitant la tenue d'un journal dans lequel toutes les informations pertinentes sur les essais doivent être documentées.

Le même arrêté exige que:

«Au plus tard un mois après que les essais seront terminés un rapport sur les essais devra être introduit auprès de l'Administration de l'Environnement. Ce rapport devra mentionner en synthèse sensée toutes les informations retenues lors des essais et enregistrées dans le cadre du journal.»

Après clôture des essais, le rapport définitif devra parvenir à l'Administration de l'Environnement et ceci préalablement à toute décision future en la matière.

L'installation en question est en premier lieu une installation de production de fonte sur base de résidus provenant de l'industrie sidérurgique luxembourgeoise. Son exploitation est couverte par les arrêtés ministériels 1/01/0350 du 8 avril 2002, délivré en vertu de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés et 01/PT/23 du 9 avril 2002 délivré en vertu de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets.

Parallèlement à cette exploitation régulière, les essais temporaires sur des déchets provenant de la sidérurgie étrangère visent à démontrer l'application de la technologie aussi sur ces matériaux.

L'installation principale ne fonctionne donc pas en phase d'essais. À côté de la production normale, des essais sur d'autres résidus de la sidérurgie sont menés.

Ainsi l'installation proprement dite ne fonctionne pas en phase expérimentale mais en exploitation continue.

En ce qui concerne les essais sur les résidus sidérurgiques provenant de l'étranger, il appartient à l'exploitant de demander une prolongation si besoin en est. Une telle prolongation ne peut cependant être accordée que sur base d'un dossier de demande et au vu des résultats des premiers essais.

L'autorisation pour les essais prescrit que les effluents gazeux doivent être contrôlés pour chaque type de déchets enfournés par un organisme agréé. Les résultats d'analyses montrent que toutes les valeurs limites ont été respectées sauf celles concernant les émissions de poussières pour lesquelles l'organisme de contrôle a constaté un léger dépassement.

Les déchets sont entièrement valorisés dans l'installation en question.

La majeure partie est constituée de fonte. Elle est utilisée dans l'aciérie locale en tant que matière première secondaire.

Les scories provenant du four électrique faisant partie intégrante de l'installation sont utilisées de la même façon que les scories des fours des aciéries électriques locales, c'est-à-dire dans la construction routière. Les métaux lourds tels que le plomb et le zinc sont revalorisés dans la métallurgie afférente.

Les poussières provenant de l'épuration des fumées de l'installation sont de nouveau introduites dans le processus de traitement.

Un stockage ultérieur des matières traitées n'est donc pas requis. Le seul entrepôt qui se fait est celui des déchets en attente d'être introduits dans l'installation de valorisation.

Question 0199 (2.12.2004) de Mme Anne Brasseur *(DP)* concernant les critères de promotion dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement secondaire technique:

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle vient de publier un document de réflexion sur les critères de promotion dans l'enseignement secondaire et dans l'enseignement secondaire technique.

Dans ce contexte j'aimerais savoir si Madame la Ministre envisage d'abolir toutes les épreuves d'ajournement.

Réponse (7.1.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le document sur les critères de promotion est, comme son titre l'indique, un document de réflexion qui a été soumis pour avis à tous les partenaires de l'école. Il doit servir de base de discussion et trace des pistes possibles pour remplacer les sept règlements grand-ducaux de promotion existants, ainsi que les instructions explicatives qui les accompagnent.

Ce n'est qu'après réception de tous les avis que je déciderai des modalités à adopter pour créer un nouveau système de promotion et d'orientation plus simple, transparent et cohérent.

Question 0200 (2.12.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant l'information du public sur la qualité de l'air:

1991 ass op der Escher Gemengeplaz eng „Ëmwelttafel" opgeriicht ginn. Betreit gouf dëse Panneau vun der Ëmweltverwaltung. Dëse System huet de Bierger permanent iwwert den Zoustand vun der Loft informéiert.

2001 ass dësen Informatiounssystem wéinst technesche Problemer ausser Betrib gesat ginn, zënterhier fonctionnéiert en net méi.

Den deemolegen Ëmweltminister hat mer op meng Nofro hi matgedeelt, datt am Budget vun der Ëmweltverwaltung keng Sue méi zur Verfügung géinge stoen, fir dës Ëmwelttafel erëm un d'Lafen ze kréien oder eng nei unzeschafen *(cf. compte rendu N°20/2000-2001 - question parlementaire N°1226)*.

Den Ëmweltminister hat weider matgedeelt, datt et un der Escher Gemeng wier, fir eng nei Ëmwelttafel ze installéieren, den Ëmweltministère géif sech dann eventuell un der Finanzéierung bedeelegen.

Dofir dës Froen:

1. Gouf den Ëmweltministère schonns mat engem Antrag vun der Escher Gemeng konfrontéiert, fir déi genannt Ëmwelttafel ersetzen ze loossen?
2. Stinn am Budget vum Ëmweltministère finanziell Mëttelen zur Verfügung, fir eventuell eng nei Ëmwelttafel op der Escher Gemengeplaz opzeriichten?
3. Ass den Ëmweltministère bereet, sech finanziell un der Installatioun vun enger neier Ëmwelttafel zu Esch ze bedeelegen?
4. Wier et net sënnvoll an alle Gemengen en Informatiounspanneau opzestellen, deen d'Bierger permanent iwwert den Zoustand vun der Loft opkläre géing?
5. Wier den Ëmweltministère bereet sech finanziell un esou Ëmwelttafelen ze bedeelegen?

Réponse (27.12.2004) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

Ad 1. Le Ministère de l'Environnement et la Ville d'Esch-sur-Alzette se sont mis d'accord le 10 décembre 2001 pour remplacer et financer le panneau d'affichage.

Ad 2+3. L'Administration de l'Environnement assure le financement du panneau avec son interface de communication, la rénovation du pylône et les tests de mise en service. Le panneau est disponible et la société chargée des travaux d'installation attend le feu vert de la Ville d'Esch-sur-Alzette pour exécuter les travaux demandés. En effet le projet de construction d'un parking souterrain a entraîné d'importants travaux d'infrastructure sur la place devant l'Hôtel de Ville où se trouve ce panneau d'affichage.

La Ville d'Esch-sur-Alzette prend à charge les développements du logiciel d'intégration des données en provenance de la station de mesurage et l'ordinateur de gestion. Ce travail est à réaliser en collaboration avec la société fournissant le panneau d'affichage.

Ad 4+5. Il est recommandé et utile d'informer la population sur la qualité de l'air dans les agglomérations urbaines importantes telles que Luxembourg-Ville et Esch-sur-Alzette. Ces deux communes disposent d'une station de mesurage de la qualité de l'air et sont également équipées de panneaux d'affichage renseignant sur la qualité de l'air.

Les communes qui comptent une population inférieure à celle d'Esch-sur-Alzette ne sont pas équipées de stations mesurant de façon continue la qualité de l'air, qui y est suffisamment bonne comme le prouvent des contrôles réalisés dans le cadre de campagnes de mesurage spécifiques.

Q 48

Question 0201 (3.12.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le développement des énergies nouvelles et renouvelables:

Am Energieverbrauch muss Lëtzebuerg säin Undeel un erneierbarer Energie vun haut 2,1% op 5,7% am Joer 2010 steigeren. Dëst ergëtt sech, laut Presseberichter, aus enger Direktiv, där d'EU-Energieministere kierzlech zu Bréissel zougestëmmt hunn.

Gläichzäiteg ass am Kader vun den aktuelle Budgetsdebatte vu Regierungssäit gesot ginn, d'Subventiounen am Fotovoltaiksberäich misste (weider) reduzéiert ginn.

Déi staatlech Fotovoltaiksförderung - nom ale Regime (bis zum 1. August 2004) - hat zu engem staarken Opschwong am Beräich vun der Solarenergiegewënnung gefouert. Zum Beispill gouf doduerch esouguer eng privat Solaranlag lancéiert, déi mat 2 MWp eng vun deene gréissten, der Sonn nogefouerte Fotovoltaiksanlage weltwäit sollt ginn. Esou eng Anlag géing net nëmmen de Jores-Stroumverbrauch vu 500 Stéit assuréieren, mä virun allem eisen CO_2 Ausstouss ëm 1.840 Tonnen d'Joer reduzéieren. Mä och dës Mega-Anlag (zu Folkendeng), déi nach duerch deen ale Subventiounsregime erméiglecht gi war, schéngt net méi aus de Startlächer ze kommen.

Dës Dissonanze werfen eng Rei Froen op:

1. Wéi war d'Lëtzebuerger Positioun zu Bréissel géintiwwer dem genannte Richtlinnevirschlag?
2. Wéi wëllt d'Regierung dat gesatent Zil bis 2010 erreechen - besteet do e konkreten Aktiounsplang?
3. Wéi vill MWp géing dee genannte 5,7 Prozentundeel un erneierbaren Energië bei eisem heitegen Energieverbrauch ausmaachen a wéi vill schätzungsweis am Joer 2010?
4. Wéi ass dëst éiergäizegt Zil vun der Regierung mat hirer neiester Positioun a Saache Fotovoltaiksförderung ze vereebaren?
5. Déi éischt Halschecht vum genannte Solarkraaftwierk sollt Enn dës Joers stoen. Bis elo huet sech do awer näischt gedoen: firwat?

Réponse (14.1.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

Wat d'Positioun vu Lëtzebuerg zu Bréissel am Kader vun der Direktiv 2001/77/CE vum 27 Septembre 2001 («relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité») ubelaangt, soll bis zum Joer 2010 den Undeel vun erneierbaren Energien an der nationaler Stroumproduktioun vun 2,1% op 5,7% ugehuewen ginn, dëst ënner folgende Viraussetzungen:

- d'Totalconsommatioun vum Elektresche soll am Joer 2010 net déi vun 1997 iwwerschreiden;
- d'Produktioun vum Elektreschen op der Basis vu Wandkraaft ka mat 15 multiplizéiert ginn;
- d'Produktioun vum Elektreschen op der Basis vu Biogaz ka mat 208 multiplizéiert ginn;
- d'Produktioun vum Elektreschen op der Basis vun der eenzeger kommunaler Müllverbrennungsanlag, déi zu Lëtzebuerg existéiert an déi am Joer 1997 d'Halschent vun eiser nationaler elektrescher Produktioun op der Basis vun erneierbaren Energien ausgemaach huet, kann an hirer Integralitéit ugerechent ginn;
- d'Produduktioun vum Elektreschen op der Basis vu Fotovoltaiksanlage misst 80 GWh bedroen.

Ausserdem gouf festgehalen, datt d'Zilvorgab nëmme Gültegkeet hätt, wann déi virgenannt Punkten am gesaten Zäitraum och teschnesch realiséierbar wären.

D'Regierung ass wëllens, dat gesaten Zil vu 5,7% erneierbar Energië bis zum Joer 2010 an der Stroumproduktioun ze erreechen. Et gëtt eigentlech heifir nëmmen zwou Méiglechkeeten, engersäits d'Stroumconsommatioun ze verklengeren an anerersäits d'Zuel vun den Anlagen, déi Stroum op eng ökologesch Aart a Weis produzéieren, ze erhéijen. Ee konkreten Aktiounsplang besteet heiranner nach net. Den Ëmweltminister huet awer een auslänneschen Expert a seng Servicer domadder beoptraagt, en dementspriechende Plang auszeschaffen.

Géif een déi 5,7% Undeel duerch Fotovoltaiksanlage wëllen erreechen, sou géif dat ongefeier 339,92 MWp ausmaachen, ronn 339.921 Anlage vun 1 kWp (dat mécht +/- 2,549 km? aus). Déi 5,7% sinn op ee Stroumverbrauch ausgeluecht wéi e sech 1997 presentéiert huet (sou wéi d'Direktiv 2001/77/CE vum 27 September 2001 et virgesäit).

Wann ee sech déi natierlech Ressourcen ukuckt, déi Lëtzebuerg zur Verfügung huet fir op eng ökologesch Aart a Weis Stroum ze produzéieren, sou sinn dës relativ beschränkt. Mir mussen an engem verstäerkte Mooss op Biomass, Wand- a Solarenergie zréckgräifen. Bei de Wandmille soll een deementspriechenden „plan sectoriel directeur" ausgeschafft ginn. Och wäerte Fotovoltaiksanlage weider gefördert ginn, zwar net méi an deem Mooss, mä awer esou, datt de finanziellen „temps de retour" bei ronn 14 Joer ze leie kënnt.

Wat d'Solarkraaftwierk vu Folkendeng ubelaangt, dat Enn vum leschte Joer hätt solle stoen a wou sech bis elo nach näischt gedoen huet, sou huet de Ministère keng Informatioune vum private Promoteur iwwert seng Planung.

Question 0203 (3.12.2004) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les élections communales 2003:

D'Gemengewahle sti virun der Dier a mat hinne stellt sech op en Neitst d'Fro vun der Bedeelegung vun den Netlëtzebuerger an dësem Entscheedungsprozess.

Dofir dës Froen:

1. Wéi vill EU-Auslänner ware landeswäit bei deene leschte Gemengewahlen op de Wielerlëschten ageschriwwen a wéi vill huet dat a relativen Zuelen zur gesamter Wielerschaft ausgemaach?
2. Wéi vill vun deenen ageschriwwenen EU-Wieler hu bei de leschte Gemengewahle vun hirem Wahlrecht Gebrauch gemaach?
3. Wéi vill Netlëtzebuerger si fir déi kommend Gemengewahlen op de Wielerlëschten ageschriwwen a wat mécht dat a relativen Zuelen zur gesamter Wielerschaft aus?
4. Wéi vill Netlëtzebuerger hätten 1999, mä och fir 2005, d'Recht gehat sech op de Wielerlëschten anzedroen, hunn awer op dës Méiglechkeet verzicht?

Réponse (27.12.2004) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Fir unzefänke wëll ech den honorablen Deputéierten Här Jaerling drop hiweisen, datt d'Wielerlëschten op de Gemengen an net am Innenministère um neitste Stand ge-

hale ginn. Sou ass et och ze erklären, datt den Innenminister, grad wéi den honorabelen Deputéierten Här Jaerling och muss op Privatinitiativen, wéi zum Beispill de „SESOPI - Centre intercommunautaire“ zréckgräifen, fir statistesch Informatiounen iwwert d'Wieler an hiert Wahlverhalen ze kréien. De SESOPI bréngt am Februar 2005 eng Broschür eraus, wou e seng Statistiken dra veröffentlecht.

Uschléissend kann ech dem honorablen Deputéierten Aly Jaerling déi heiten Äntwert op seng Ufro ginn:

1. 1999 si fir d'Gemengewahlen 13.835 Aschreiwungen vun netlëtzebuergeschen europäesche Matbierger gezielt ginn, dat ware 5,9% vun der gesamter Wielerschaft.

2. Well mer hei am Land jo bekanntlech d'Wahlflicht hunn, kënne mer och dervun ausgoen, datt jiddfer europäesche Matbierger, dee sech op eng Wielerlëscht ageschriwwen huet, sech och tatsächlech un de Wahle bedeelegt huet.

3. Am Ganze sinn en vue vun de Gemengewahle vun 2005 bei eis am Land 155.809 Netlëtzebuerger iwwer 18 Joer gezielt ginn; 133.828 dovu kommen aus Länner vun der Europäescher Unioun an 21.981 vun hinnen aus Länner baussent der Europäescher Unioun.

Wann ee just déi netlëtzebuergesch europäesch Matbierger considéréiert, kënnt een op 22.706 Aschreiwunge vun 133.828 méiglechen, de Bedeelegungs-Taux läit also bei circa 17%. Déi 22.706 Persounen, déi sech op d'Wielerlëschten aschreiwe gelooss hunn, kommen aus dem Europa vun de 25 Länner, am Detail sinn et 22.638 ageschriwwe Wieler aus de 14 „ale“ Länner aus der Europäescher Unioun (Lëtzebuerg net mat considéréiert) an 68 ageschriwwe Wieler aus den zéng „neie“ Memberslänner.

Dat bedeit, datt déi netlëtzebuergesch europäesch Matbierger d'nächst Joer bei de Wahlen 10% vun der gesamter Wielerschaft ausmaache wäerten.

4. Bei de Gemengewahle vun 1999 sinn 111.509 netlëtzebuergesch europäesch Matbierger iwwer 18 Joer gezielt ginn, déi sech hätte kënnen aschreiwe loossen, an 13.835 hu vun dësem Recht Gebrauch gemaach. 97.674 Persounen hunn also op hir Rechter verzicht. Doraus ergëtt sech e Bedeelegungs-Taux vun 12,4%.

Fir d'Gemengewahle vum 9. Oktober 2005 hätten 133.828 netlëtzebuergesch europäesch Matbierger sech kënnen op eng Wielerlëscht aschreiwe loossen, mä nëmmen 22.706 vun hinnen hu vun hirem Recht Gebrauch gemaach. Ech verweisen op dëser Plaz op d'Äntwert zur drëtter Fro.

Question 0208 (13.12.2004) de M. Gast Gibéryen *(ADR)* concernant les élections sociales 2003:

D'lescht Joer hunn d'Sozialwahle fir d'Krankekeese stattfonnt.

D'Organisatioun vun esou Wahlen ass all Kéiers mat héije Käschte fir déi verschidde Krankekeese verbonnen.

Dofir dës Fro:

- Wat huet d'Organisatioun vun de genannte Wahlen d'Krankekeesen insgesamt kascht?

Réponse (14.1.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

A senger parlamentarescher Ufro N°208 huet den Här Gibéryen no de Käschte vun de Sozialwahle vun de Krankekeese gefrot.

D'Servicer vun der Union des Caisses de Maladie hu mer folgend Zuele matgedeelt:

D'Sozialwahle vum Joer 2004 hunn d'Krankekeesen am Ganzen 930.268,40 € kascht. Déi Zomm deelt sech wéi folgend op:

	Portokäschten	Verwaltungs- an Dréckereiskäschten	TOTAL
CMO	127.468,62 €	153.948,60 €	281.417,22 €
CMFEP	38.562,45 €	45.327,24 €	83.889,69 €
CMFEC	6.498,75 €	21.495,47 €	27.994,22 €
CMEP	125.698,62 €	275.367,21 €	401.065,83 €
CMPI	-	1.005,02 €	1.005,02 €
CMOA	52.500 €	-	52.500 €
CMEA	17.500 €	-	17.500 €
CMA	9.507 €	29.719,42 €	39.226,42 €
EMCFL	25.000 €	-	25.000 €
UCM	-	620 €	620 €

Déi relativ kleng Zomme bei der CMPI a bei der UCM erkläere sech doduerjer, datt bei deene Keese keng eigentlech Wahle stattfonnt hunn, well d'Zuel vun de Kandidaten déiselwecht war wéi déi vun de Posten, déi ze besetze waren.

Question 0210 (14.12.2004) de Mme Vera Spautz *(LSAP)* concernant le remboursement de certains médicaments psycho-stimulants (Ritalin SR 20 mg):

Les médicaments «Ritalin» et «Concerta» sont prescrits dans le cadre du traitement du déficit de l'attention ou de l'hyperactivité. L'article 107 des statuts de l'Union des Caisses de Maladie soumet le remboursement du médicament «Ritalin» à la double condition d'un protocole thérapeutique et d'un accord préalable du contrôle médical, étant donné qu'il s'agit d'un médicament du type stimulant du système nerveux central.

Or, il me semble étonnant que le médicament en question ne soit remboursé dans les conditions prévues que s'il s'agit du type «Ritalin 10 mg» alors que le «Ritalin SR 20 mg» est exclu de tout remboursement.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les raisons qui expliquent cette différence. Est-ce qu'une procédure est en cours afin de parvenir également au remboursement du «Ritalin SR 20 mg»?

- Sachant que les demandes d'admission sur la liste positive des médicaments prévue à l'article 22 du Code des assurances sociales font toujours l'objet d'avis de différentes instances, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre si la procédure entamée pour cette inscription du médicament «Concerta» a déjà été achevée? Dans l'affirmative, avec quel résultat?

Réponse (17.1.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'article 22 du Code des assurances sociales stipule que:

«Ne peuvent être inscrits sur la liste positive que les médicaments disposant d'une autorisation de mise sur le marché, d'un prix au public et pour lesquels le titulaire de l'autorisation de mise sur le marché a introduit une demande auprès de l'Union des Caisses de Maladie en vue de l'inscription du médicament sur la liste positive.»

Or, le médicament «Ritalin SR 20 mg» ne dispose pas d'une autorisation de mise sur le marché au Luxembourg et ne peut de ce fait pas être inscrit sur la liste positive. Le titulaire n'a en effet jamais introduit une telle demande d'autorisation. Voilà pourquoi seul le «Ritalin 10 mg» est pris en charge.

En ce qui concerne le médicament «Concerta», le titulaire a introduit une demande d'inscription auprès de l'Union des Caisses de Maladie. Cette demande est en voie d'instruction.

Les instances compétentes pour l'intégration des médicaments sur la liste positive sont appelées à apprécier si l'effet thérapeutique de «Concerta», dont fait état le titulaire dans sa demande, justifie le surcoût important, variant de +24,61 à +147,3% selon le dosage prescrit par rapport au «Ritalin 10 mg».

Question 0212 (14.12.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant les mesures de sécurité au Centre pénitentiaire:

Monsieur le Ministre a affirmé récemment qu'il était scandalisé par la situation en prison concernant les GSM et la drogue.

Sur les ondes de RTL, Monsieur le Ministre a affirmé la semaine dernière qu'il avait pris les mesures nécessaires pour lutter contre ces problèmes.

En effet, il affirme qu'un chien est employé pour trouver la drogue au sein du CPL. Cependant il me revient qu'un chien a uniquement été utilisé à deux ou trois reprises au sein du CPL courant 2004 et ce dans le cadre d'une action de grande envergure organisée conjointement avec la Police.

Concernant le problème des GSM, Monsieur le Ministre a exprimé la volonté d'installer un système de brouillage des ondes pour éviter l'emploi des GSM au sein du CPL.

Cependant il me revient que l'utilisation de GSM par les prisonniers a été constatée au CPL dès 1998 et que chaque année un certain nombre de GSM ont été saisis au sein du CPL.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer ces informations?
- En cas d'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le nombre de fois qu'un chien anti-drogue a été utilisé au sein du CPL?
- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait opportun que le personnel du CPL dispose d'un chien antidrogue en permanence au sein du CPL?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer de la quantité de drogues saisies au sein du CPL ces cinq dernières années?
- Monsieur le Ministre peut-il m'informer du nombre de GSM saisis au sein du CPL ces cinq dernières années?
- Pourquoi Monsieur le Ministre a-t-il attendu plus de cinq ans avant de prendre les mesures nécessaires pour remédier à ce problème?

Q 49

Réponse (19.12.2004) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Au cours des dernières années, le Gouvernement précédent a constamment adapté les instruments de contrôle visant les visiteurs du Centre pénitentiaire de Luxembourg. Ces adaptations sont continuées sous le Gouvernement actuel, alors que les personnes souhaitant introduire des objets non autorisés au Centre pénitentiaire trouvent toujours de nouvelles astuces pour contourner les dispositifs de sécurité mis en place et qui ont été décrits lors de l'entrevue que le Ministre de la Justice a eue avec la commission juridique de la Chambre. Le Gouvernement estime inopportun, pour des raisons de sécurité, de discuter sur la place publique des différents mécanismes de contrôle mis en place.

Par ailleurs il est confirmé que des drogues et des portables ont été saisis par les autorités judiciaires. Le Gouvernement ne dispose pas d'un relevé de toutes les affaires dont sont saisies les autorités judiciaires dans ce contexte. Il approuve ces enquêtes qui ont un effet dissuasif évident alors qu'elles démontrent la volonté des autorités de lutter contre les abus tant au niveau répressif qu'au niveau préventif.

Question 0213 (16.12.2004) de M. Laurent Mosar *(CSV)* concernant les règlements d'exécution de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. le Code des Assurances Sociales:

L'article 1er paragraphe 5° de la loi du 9 juillet 2004 modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. le Code des Assurances Sociales prévoit un article 10 nouveau de la loi modifiée susmentionnée qui est libellé comme suit:

«Pour pouvoir accéder aux professions (...) d'administrateur de biens-syndic de copropriété (...) les postulants doivent, outre la qualification professionnelle prévue à l'article 7[1], satisfaire aux conditions qui suivent:

(1) Avoir passé avec succès un test d'aptitude portant sur la déontologie professionnelle et la législation luxembourgeoise relative au mandat, à la vente, aux droits d'enregistrement, aux baux à loyer, à l'aménagement du territoire, aux autorisations de bâtir, aux autorisations d'exploitation, à la vente d'immeubles à construire, aux garanties en rapport avec les immeubles, à la taxe sur la valeur ajoutée, à la copropriété, aux pratiques commerciales et aux barèmes des agents immobiliers.

Les modalités du test d'aptitude sont déterminées par règlement grand-ducal.

Le Ministre ayant dans ses attributions les autorisations d'établissement, sur avis de la commission prévue à l'article 2, peut dispenser partiellement ou complètement les postulants du test d'aptitude sur base de pièces justificatives à déterminer par règlement grand-ducal.

(2) S'agissant de l'accès à la profession d'administrateur de biens-syndic de copropriété, justifier d'une garantie financière d'un montant d'au moins 10.000 euros et couvrant le risque en relation avec le remboursement des fonds, effets ou valeurs qui leur sont confiés, résultant de l'engagement d'un organisme de garantie collective, d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance dûment agréés ou autorisés. Les modalités de la fixation et de l'utilisation de la garantie financière sont déterminées par règlement grand-ducal.»

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

1. Est-ce que les règlements grand-ducaux mentionnés ci-dessus sont déjà pris?
2. En cas de réponse négative, quelle sera la date prévue pour l'adoption de ces textes légaux?

[1] L'article 7 de la loi modifiée du 28 décembre1988 prévoit que dans le secteur commercial la qualification professionnelle requise consiste à disposer de connaissances appropriées en matière de gestion d'entreprise. Cette qualification peut être acquise soit par l'accomplissement d'un stage ne pouvant dépasser trois années, soit par l'accomplissement d'une formation initiale résultant d'une formation universitaire, soit par l'accomplissement d'une formation accélérée, soit par la possession de pièces justificatives reconnues comme équivalentes.

Réponse (17.1.2005) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Les règlements grand-ducaux destinés à prévoir les modalités du test d'aptitude exigé pour l'accès aux professions de l'immobilier, la dispense à ce test, ainsi que les modalités de la garantie financière exigée plus particulièrement des administrateurs de biens-syndics de copropriété n'ont à ce jour pas été adoptés.

Il est prévu de les adopter au courant de l'année 2005.

Il est rappelé à l'honorable Député que la loi du 9 juillet 2004 qui a modifié la loi d'établissement du 28 décembre 1988 en prévoyant notamment un régime spécifique en ce qui concerne les conditions d'accès aux professions de l'immobilier, comporte des dispositions transitoires pour ces dernières.

Ainsi, l'article 4 de la loi du 9 juillet 2004 précitée prévoit que les personnes qui, avant son entrée en vigueur, ont entamé la formation ou le stage requis au titre de la qualification professionnelle prévue dans le secteur commercial, restent soumises aux conditions d'accès prévues sous l'ancien régime.

Actuellement, les personnes souhaitant accéder aux professions de l'immobilier restent donc encore très largement soumises à l'ancien régime.

Question 0218 (17.12.2004) de M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)* concernant la cogénération industrielle:

Le chapitre «Énergie» du Rapport d'activité 2003 du Ministère de l'Économie mentionne en sa page 180 que la cogénération industrielle ne tombe pas sous le «règlement grand-ducal du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou la cogénération». Le rapport précise également que la rémunération de l'électricité produite à partir de la cogénération industrielle et injectée dans le réseau s'oriente aux coûts évités plus un bonus environnemental.

Dans ce contexte je souhaite poser les questions suivantes:

- Quel est le montant total des «coûts évités» de même que celui du «bonus environnemental» payé depuis 1994 au bénéfice de la cogénération industrielle?

- Comment ces «coûts évités» et le «bonus environnemental» sont-ils calculés?
- Qui a payé jusqu'ici ces différents montants?

Réponse (3.1.2005) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Comme le relève à juste titre Monsieur le Député dans sa question parlementaire, la cogénération industrielle ne tombe pas sous le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou la cogénération.

Il s'agit notamment des installations de CEDUCO et de CEGYCO, qui sont régies par des contrats de fourniture d'électricité conclus entre ces sociétés d'une part et CEGEDEL d'autre part.

Le principe de ces contrats s'aligne largement sur celui retenu par le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 susmentionné pour la cogénération tombant dans la catégorie II. Toutefois, en raison de la durée d'utilisation plus élevée des cogénérations industrielles, les tarifs retenus pour ces installations sont moins élevés.

Pour la puissance le tarif est de 99,16 euros par kW. Pour l'énergie électrique fournie durant les heures pleines (HP) le tarif est de 3,47 cent par kWh. Pour l'énergie électrique fournie durant les heures creuses (HC) le tarif est de 2,11 cent par kWh. Ces trois tarifs sont indexés à l'évolution du prix du gaz naturel (pondération de 40%) ainsi qu'à la valeur de référence de la moyenne semestrielle des indices des prix à la consommation (pondération de 21%).

Eu égard au fait que depuis 1994, l'environnement économique et politique du marché de l'électricité luxembourgeois a fondamentalement changé, une étude approfondie serait nécessaire pour évaluer les montants exacts du bonus environnemental.

Au cours de l'année 2004, l'achat de l'électricité produite par la cogénération industrielle a engendré un surcoût (bonus environnemental) de l'ordre de 3,5 mio euros au niveau de CEGEDEL. Durant la même année le tarif de référence pour l'achat d'électricité sur les marchés internationaux était de 35 euros par MWh. Ce tarif de référence présente également le coût évité, tandis que la différence par rapport aux tarifs concédés à la cogénération industrielle représente le bonus environnemental.

En raison de la montée des prix de l'énergie électrique sur les marchés internationaux, CEGEDEL prévoit que ce surcoût se réduira pour l'année 2005 à environ 3 mio euros. Il sera répercuté sur tous les clients basse tension et moyenne tension, ce qui représente une charge additionnelle pour tous ces clients de l'ordre de 0,2 cent par kWh consommé.

À noter encore que la cogénération industrielle ne tombe pas sous le fonds de compensation étant donné que seuls les contrats conclus en application du règlement grand-ducal du 30 mai 1994 tombent sous ce fonds.

Question 0227 (23.12.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant le statut international de la relation ferroviaire Luxembourg-Liège:

Me référant au récent cri d'alarme lancé par les syndicats cheminots des deux côtés de la frontière, je voudrais savoir si Monsieur le Ministre des Transports a mis à profit le Sommet belgo-luxembourgeois du 21 décembre 2004 pour interroger le Gouvernement belge sur le sort que la SNCB semble vouloir réserver à la ligne Luxembourg-Liège où il est question de supprimer les trains transfrontaliers nonobstant le statut international de la relation ferroviaire en question?

Le concept d'exploitation technique et commercial mis au point en commun par la SCNB et les CFL permet-il une décision unilatérale belge conduisant à une dépréciation du service ferroviaire sur cette ligne?

Quelles sont par ailleurs les vues de Monsieur le Ministre sur l'adaptation de cette ligne comme ligne d'apport du Grand-Duché de Luxembourg à l'arrêt à Liège du TGV-Nord Européen, voire de ligne de connexion entre le TGV-Nord et le TGV-Est? Quelles initiatives compte-t-il prendre à cet égard? Quel en sera le coût et qui devra assumer celui-ci?

Réponse (17.1.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

Comme Monsieur le Député le relève à juste titre, le point 5 du memorandum of understanding belgo-luxembourgeois du 20 juin 1991 concernant l'électrification de la section de ligne de chemin de fer entre Gouvy et Rivage souligne qu'il y a lieu de réduire dans la mesure du possible le temps de parcours pénalisant entre Luxembourg et Liège tout en invitant la SNCB et les CFL de soumettre un concept d'exploitation commun de cet axe tenant compte notamment

1. de la nécessité de désenclaver la région par rapport aux centres d'activités avec Liège au Nord, Diekirch-Ettelbruck au Centre et Luxembourg au Sud;
2. des potentialités de la ligne pour la mise en valeur touristique des Ardennes et
3. des potentialités d'une ligne d'apport au TGV-Nord avec un nouvel accès vers l'Allemagne du Nord, et, dans une étape ultérieure, de la possibilité éventuelle d'un entremaillage du TGV-Nord et du TGV-Est entre Liège et Metz passant par Luxembourg.

En ce qui concerne le point 30, la proposition initiale de mettre en place trois paires de trains directs sur la ligne 42/43 entre Luxembourg et Liège-Guillemins en correspondance à Liège sur les Thalys à destination de Cologne vers 08.00, 12.00 et 18.00 heures n'avait pas été retenue à l'époque par le groupe de travail commun SNCB/CFL étant donné que la relation Luxembourg-Cologne reste plus rapide via Trèves en attendant l'achèvement entre Liège et Cologne des travaux de la ligne à grande vitesse sur le réseau belge et sur le réseau allemand.

Étant donné que la SNCB envisage de ramener, le cas échéant, dès 2006 son tronçon de la liaison ferroviaire internationale Luxembourg-Liège au statut de chemin de fer «deuxième catégorie», j'ai invité les CFL de me faire connaître l'état d'avancement du dossier en ce qui concerne leurs pourparlers avec la SNCB dans l'optique d'établir un concept d'exploitation conformément aux dispositions du memorandum of understanding.

Question 0228 (23.12.2004) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant le projet prioritaire en matière de réseaux des transports transeuropéens: Luxembourg - Bruxelles:

Dans sa réponse du 8 novembre 2004 à ma question parlementaire N°133 sur les perspectives d'amélioration de la relation ferroviaire entre Luxembourg et Bruxelles (cf. compte rendu N°2/2004-2005) Monsieur le Ministre des Transports avait fait l'état du dossier Eurocap-Rail mis en route par son prédécesseur, Monsieur Henri Grethen, et il avait signalé son intention de «mettre à profit la prochaine entrevue des Gouvernements belge et luxembourgeois pour évoquer le dossier en vue de faire avancer le projet dans le sens souhaité».

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelle a été la part des discussions qui a été réservée au projet en question lors de la rencontre gouvernementale belgo-luxembourgeoise du 21 décembre dernier à laquelle il a participé personnellement?

- Dans quelle forme et selon quel échéancier les deux Gouvernements comptent-ils donner suite à la décision communautaire de réaliser ce projet parmi les projets prioritaires en matière de réseaux des transports transeuropéens?

- L'Union européenne est-elle d'accord pour concourir au financement du projet, et si oui, à quelle hauteur? Quel sera par ailleurs le montant de la participation financière luxembourgeoise? Quel effet aura la modernisation sur le temps de parcours des trains entre les capitales belge et luxembourgeoise?

Réponse (17.1.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

Complémentairement aux renseignements fournis le 8 novembre 2004 à la question parlementaire N°133 sur les perspectives d'amélioration de la relation ferroviaire entre Luxembourg et Bruxelles, j'ai l'honneur d'informer Monsieur le Député que l'étude de marché réalisée par la SNCB et les CFL avec l'aide d'un consultant est prévue d'être présentée fin mars 2005.

En ce qui concerne l'analyse du volet financier du projet, je viens d'adresser un courrier à mon homologue belge, Monsieur Renaat Landuyt, l'invitant à nommer les représentants belges à un groupe financier, composé par l'administration belge et luxembourgeoise, la SNCB et les CFL pour analyser le volet financier.

Pour ce qui est plus particulièrement de la part des discussions réservées au projet en question lors de la rencontre belgo-luxembourgeoise du 21 décembre dernier, j'ai le regret de vous informer que ces discussions n'ont pas pu être menées vue l'absence de Monsieur Renaat Landuyt, d'où mon initiative pour relancer le dossier par la mise en place du groupe financier susmentionné.

Question 0231 (4.1.2005) de Mme Colette Flesch *(DP)* concernant les autorisations de travail pour ressortissants d'un pays tiers:

Certains organes de presse ont fait état récemment de façon répétée de l'octroi d'une autorisation de travail à une ressortissante d'un pays tiers (non UE) pour travailler comme employée de maison dans un ménage à Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Le Ministre peut-il m'indiquer combien d'autorisations de travail de cette nature ont été demandées et délivrées au cours de l'année 2004?
2. Y a-t-il des cas pour lesquels l'avis de la commission d'avis spéciale prévue par le règlement grand-ducal du 12 mai 1972 modifié a été négatif? Si tel a été le cas, combien de fois cela s'est produit?
3. Le Ministre a-t-il, dans l'un ou l'autre cas d'avis négatif de la commission d'avis spéciale, été amené à passer outre et à délivrer une autorisation? Dans combien de cas?
4. Quelles sont les raisons qui ont motivé sa/ses décision(s) dans de telles situations?

Réponse (12.1.2005) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Par sa question N° 231, l'honorable Députée Colette Flesch voudrait avoir certaines précisions en relation avec des autorisations de travail délivrées à des ressortissantes de pays tiers (non UE) pour travailler comme employée de maison, logée et nourrie sur place, dans des ménages privés.

Cette question appelle les observations suivantes de ma part:

Observation liminaire

Selon l'article 26 de la loi modifiée du 28 mars 1972 concernant 1. l'entrée et le séjour des étrangers; 2. le contrôle médical des étrangers; 3. l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, «le permis de travail est délivré, refusé ou retiré par le Ministre du Travail ou son délégué après avis d'une commission spéciale dont la composition, l'organisation et le fonctionnement sont déterminés par règlement grand-ducal».

En vertu de l'article 27 de la loi précitée du 28 mars 1972, «l'octroi et le renouvellement du permis de travail peuvent être refusés au travailleur étranger pour des raisons inhérentes à la situation, à l'évolution ou à l'organisation du marché de l'emploi».

La plupart des refus sont basés sur l'absence de la déclaration de la vacance de poste, l'ADEM n'ayant ainsi pas été en mesure de vérifier si des demandeurs d'emploi bénéficiant de la priorité à l'embauche étaient disponibles ou non.

Contre les décisions du Ministre du Travail il existe un recours en annulation devant le Tribunal administratif. Dans la plupart des cas, les décisions du Ministre du Travail sont confirmées par les juridictions administratives. Il existe cependant également des cas contraires.

Ainsi, selon la jurisprudence (T.A. 30 mars 1998, Cheung), «même s'il se dégage des éléments figurant au dossier que de la main-d'œuvre susceptible d'occuper le poste pour lequel [une personne] a été recrutée était théoriquement disponible sur le marché de l'emploi (...) il n'en reste pas moins que l'exigence de la disponibilité de main-d'œuvre doit être interprétée en ce sens que l'administration doit également justifier la disponibilité concrète». Et au Tribunal administratif de conclure que si malgré une déclaration de vacance de poste envoyée à l'ADEM celle-ci n'a pas assigné un quelconque demandeur d'emploi pour le poste en question, elle reste en défaut d'établir la disponibilité concrète de demandeurs d'emploi remplissant les critères prétracés.

Quant aux différentes questions:

1. Critères de recherche dans notre banque de données: Permis A/Refus - ménage - délivrance/renouvellement en 2004

Nombre de demandes: 15

Accords: 11

Nombre de refus: 4

Quatre permis ont été accordés parce que les ressortissantes non communautaires se trouvaient au service de leur employeur depuis de nombreuses années et avant le transfert du ménage de l'employeur à Luxembourg; un permis a été accordé parce que la personne engagée devait soigner une personne dépendante; quatre demandes ont été décidées positivement alors que le ménage avait des enfants scolarisés et que les conjoints étaient appelés à se déplacer souvent à l'étranger; une personne a obtenu le permis de travail parce qu'elle était en possession d'une autorisation de séjour; un permis a été délivré pour s'occuper de personnes âgées; quatre permis de travail ont été refusés soit parce que le poste de travail n'avait pas été déclaré vacant, soit parce que l'employeur avait fait des déclarations inexactes.

Il s'agit de deux ressortissantes du Brésil, de trois ressortissantes du Cap-Vert et de dix ressortissantes des Philippines.

2. Avis négatifs: 7

3. Dans un premier temps le Ministre a suivi l'avis de la commission consultative dans tous les cas. Dans six cas le permis de travail a été refusé aux requérants tandis que dans un cas la demande a été retirée.

Dans trois cas le Ministre est revenu sur sa décision suite à un recours gracieux.

4. Le Ministre a délivré le permis de travail sur recours gracieux après s'être assuré que les exigences concernant le profil recherché étaient justifiées (besoin de pouvoir compter sur une personne disponible à longueur de journée) et les conditions de travail et de rémunération correctes, d'une part, et que l'ADEM n'a pu assigner des demandeurs d'emploi appropriés, d'autre part.

C'est ainsi que le Ministre a délivré le permis de travail dans les trois cas précités, à savoir à une ressortissante du Cap-Vert pour soigner une personne dépendante et deux ressortissantes des Philippines pour s'occuper du ménage et de la garde des enfants alors que les deux conjoints étaient régulièrement appelés à se déplacer à l'étranger.

Dans le cas qui a fait l'objet d'une récente polémique il y a lieu de souligner qu'aucun demandeur d'emploi du tout n'a pu être assigné par l'ADEM malgré la consultation du réseau EURES.

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures.*

Compte rendu des séances publiques
N° 6 – Session ordinaire 2004-2005

21e séance, mardi 22 février 2005
22e séance, mercredi 23 février 2005
23e séance, jeudi 24 février 2005
24e séance, mercredi 2 mars 2005
25e séance, jeudi 3 mars 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Visite du Président du Parlement croate

«La Croatie coopère – comme requis – avec La Haye!»

La Croatie coopère-t-elle pleinement avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY) à La Haye? Les Croates estiment que oui. C'est du moins ce que les membres d'une délégation parlementaire sous la conduite du Président du Parlement croate M. Vladimir Seks ont affirmé au cours de leur visite à Luxembourg en date du 1er février 2005.



M. Vladimir Seks et M. Lucien Weiler

La veille des entretiens à la Chambre des Députés, le commissaire européen en charge de l'élargissement, M. Olli Rehn, avait publiquement mis en cause la bonne volonté croate de collaborer «entièrement et pleinement» avec le TPIY, comme requis par l'Union européenne. Il avait incité les autorités croates à se plier enfin aux exigences de l'UE et du Tribunal de La Haye, notamment en extradant le général Ante Gotovina, criminel de guerre fugitif, avant de conclure: «Si la Croatie ne change pas d'attitude, les négociations en vue d'une adhésion ne pourront pas démarrer comme prévu le 17 mars 2005.»

Au cours d'une conférence de presse à la Chambre des Députés, suite aux entretiens avec une délégation parlementaire luxembourgeoise, le Président Vladimir Seks s'est dit surpris par la déclaration du commissaire Rehn. «Mon pays a répondu à 489 des 490 demandes concrètes formulées par le TPIY», a-t-il dit. La seule question ouverte serait celle du général Gotovina. Toute la délégation a affirmé que les autorités croates n'avaient aucune indication sur son lieu de séjour et seraient, par conséquent, dans l'impossibilité de répondre à la demande d'extradition.



Les délégations parlementaires croate et luxembourgeoise

Mme Margot Wallström s'adresse à la COSAC

Prospérité, solidarité et sécurité



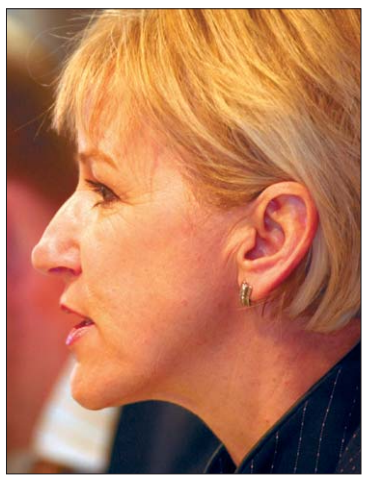
(Photo: Christophe Olinger)

Les relations de la Commission européenne avec les parlements nationaux et européen ainsi que les objectifs stratégiques de l'UE pour les cinq années à venir étaient les sujets d'une intervention de Mme Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne en charge des relations institutionnelles et de la stratégie de communication, devant les Présidents des délégations auprès de la COSAC réunis le 9 février 2005 à l'Abbaye de Neumünster à Luxembourg.

La COSAC, la Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires, a salué l'intention de la nouvelle Commission européenne de vouloir intensifier ses contacts avec les parlements en Europe: «La Commission devra être davantage à leur écoute» a déclaré Mme Wallström qui entend développer les efforts d'information tout en multipliant les rencontres et échanges de vues avec les parlementaires.

La Vice-Présidente de la Commission a également développé au cours de son intervention les objectifs stratégiques de l'UE retenus en janvier par la Commission pour les années 2005 à 2009, objectifs qui se résument en trois mots: prospérité, solidarité et sécurité. Trois piliers étroitement liés comme l'a expliqué la Vice-Présidente, «sachant qu'il n'y a pas de prospérité sans solidarité et sécurité».

En début de journée, les délégués avaient pu suivre un exposé du Ministre luxembourgeois délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration, M. Nicolas Schmit, sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise et la nécessité d'une politique commune en matière d'immigration et d'asile.



Mme Margot Wallström lors de son discours

Le Président de la Chambre des Députés chez le Grand-Duc Jean

Le Président de la Chambre des Députés vient d'être reçu par S.A.R. le Grand-Duc Jean au Château de Fischbach.

À cette occasion M. Weiler a réitéré au Grand-Duc Jean les condoléances des députés et il a remis au Grand-Duc un enregistrement vidéo de la séance solennelle organisée par la Chambre des Députés à l'occasion du décès de S.A.R. la Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte.



Le Grand-Duc Jean a demandé au Président Weiler de transmettre Ses remerciements personnels et ceux de toute Sa famille aux députés. Il S'est dit très touché par la dignité et le caractère solennel de la séance du 14 janvier 2005 et il a fait part à M. Weiler de Sa grande émotion face à la compassion massive de la population luxembourgeoise.

M. Samuel Schmid à la Chambre des Députés

«Écoutez ceux qui ne disent rien …»

Au cours de sa visite officielle à Luxembourg, le Président de la Confédération Suisse, M. Samuel Schmid, a rencontré une délégation parlementaire luxembourgeoise composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration. M. Schmid a été accueilli par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

À moins de six mois du référendum sur la Constitution européenne au Luxembourg, cet instrument dont la Suisse est le grand expert (sachant qu'elle en organise quatre fois par an aux niveaux national, cantonal et communal) fut au centre des entretiens. Le Grand-Duché n'ayant guère d'expérience avec cette forme de démocratie directe, les députés luxembourgeois ont saisi l'opportunité d'interroger leur hôte sur les aspects pratiques et politiques du vote référendaire. Le Président suisse a insisté sur la nécessité de dialoguer avec les citoyens: «Il faut les informer, mais il faut également les écouter … en n'ignorant jamais ceux qui ne disent rien!»

Le rapprochement progressif de la Suisse vers l'Union européenne, son attachement à la neutralité, sa politique en matière d'immigration et ses tentatives de relance économique furent d'autres sujets abordés au cours de la réunion.



(de gauche à droite) M. Niki Bettendorf, M. Samuel Schmid, signant le Livre d'or de la Chambre des Députés, et M. Lucien Weiler.

Le Président chypriote à la Chambre des Députés

Dans le cadre de sa visite de travail à Luxembourg, le Président de la République de Chypre S.E. M. Tassos Papadopoulos a été reçu à la Chambre des Députés le 28 février 2005. Après un entretien en tête-à-tête avec le Président M. Lucien Weiler, M. Papadopoulos a rencontré une délégation parlementaire composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les entretiens ont porté essentiellement sur les efforts chypriotes de joindre l'Union économique et monétaire en 2007 ou 2008 et sur le conflit avec la Turquie concernant la division du pays. Par ailleurs il a été question de la Constitution européenne. Le Président Papadopoulos a expliqué la stratégie d'information projetée par son gouvernement suite à un sondage qui avait révélé que les citoyens chypriotes étaient parmi les plus mal informés des enjeux de ladite Constitution en Europe.

Pendant les entretiens, la Chambre des Députés était représentée par ses Vice-Présidents MM. Jos Scheuer (qui a présidé la réunion) et Niki Bettendorf ainsi que par Mme Nancy Arendt, MM. Charles Goerens, Marcel Glesener et Jean-Pierre Koepp.



M. Tassos Papadopoulos signe le Livre d'or de la Chambre des Députés, entouré par M. Charles Goerens, M. Jos Scheuer, M. Marcel Glesener, M. Niki Bettendorf, Mme Nancy Arendt, M. Lucien Weiler et M. Jean-Pierre Koepp (de gauche à droite).

L'après Beijing

Vers l'égalité des sexes en politique

La 49e session de la condition de la femme a eu lieu du 28 février au 11 mars à New York au siège de l'ONU. Dans ce cadre, Mmes Marie-Josée Frank et Viviane Loschetter ont représenté la Chambre des Députés à la Réunion parlementaire organisée par l'Union interparlementaire et la Division pour la Promotion de la femme de l'ONU.

Les thèmes traités lors de cette conférence interparlementaire étaient plus particulièrement axés sur les instruments, les mécanismes et les méthodes pour améliorer l'accès des femmes au parlement et comment promouvoir un renforcement de la capacité des parlements à atteindre les objectifs de Beijing.



Mme Marie-Josée Frank (à droite) et Mme Viviane Loschetter.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu M. Jos Daleiden



M. Claude Frieseisen, M. Jos Daleiden et M. Lucien Weiler (de gauche à droite).

Au terme de son mandat de 38 ans comme Secrétaire général de la Confédération Générale de la Fonction Publique (CGFP), M. Jos Daleiden a été reçu par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Celui-ci a tenu à exprimer au Secrétaire général les remerciements de la Chambre des Députés pour son dévouement inlassable pendant près d'un demi-siècle pour la cause de la fonction publique luxembourgeoise.

Deux visites en trois heures à la Chambre des Députés

De la stratégie de Lisbonne à la menace (?) nucléaire iranienne



M. Kamal Kharrazi reçu par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler.

Une délégation parlementaire lituanienne suivie du Ministre des Affaires étrangères iranien: l'après-midi du 15 février 2005 fut chargé à la Chambre des Députés. Après un échange de vues sur les principaux sujets d'actualité européenne avec plusieurs membres de la Commission des Affaires européennes du Parlement de la République de Lituanie, la délégation parlementaire luxembourgeoise (composée de membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration) a rencontré brièvement le chef de la diplomatie d'un pays qui a récemment été sévèrement attaqué et menacé par l'Administration Bush.

Le Ministre des Affaires étrangères de la République islamique d'Iran Kamal Kharrazi a commencé son exposé en soulignant le «rôle positif» de son pays dans une région turbulente de ce monde. Il a ensuite retracé les progrès réalisés au cours des dernières années par son pays dans le domaine du développement économique. Une évolution qui fait croître les besoins en énergie. D'où les efforts iraniens pour développer l'énergie nucléaire. «Cette technologie ne nous intéresse que pour son usage énergétique, donc pacifique», a dit M. Kharrazi. «D'ailleurs nous invitons l'IAEA (*l'Agence internationale de l'énergie atomique*) à venir vérifier la vérité de nos propos.»

En ce qui concerne les relations de l'Iran avec les États-Unis, le Ministre a souligné que son pays n'aurait aucun problème à renouer les contacts interrompus depuis un certain temps. «Mais une normalisation des relations ne pourra se faire que sur une base de respect mutuel.»

L'entrevue précédente (avec la délégation de la République de Lituanie) avait porté avant tout sur la révision de la stratégie de Lisbonne. Les parlementaires lituaniens se sont intéressés à la démarche luxembourgeoise concernant la redéfinition des ambitions et la mise en place d'un plan national.



Les délégations parlementaires lituanienne et luxembourgeoise.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Commémoration du 60e anniversaire de la libération d'Auschwitz

«J'aimerais pouvoir dire que l'Europe, aujourd'hui, ignore l'antisémitisme, la haine, l'intolérance, le mépris de la vie et de la dignité humaine. Malheureusement nous en sommes bien loin.» Telle la constatation du Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, M. René van der Linden, faite lors de son discours à l'occasion de la cérémonie de commémoration du 60e anniversaire de la libération d'Auschwitz qui a été célébrée le 25 janvier 2005.

Il a rappelé ensuite qu'«au lendemain de la guerre, l'Europe était dévastée et traumatisée. Il a fallu du temps pour que les blessures se cicatrisent et que l'espoir commence à renaître. L'objectif de notre organisation est d'entretenir et de protéger cet espoir, d'en faire une réalité pour tous les citoyens d'Europe. C'est ce que nous faisons depuis cinquante ans; c'est ce que nous continuerons de faire. C'est un devoir que nous rendons ... à toutes les victimes du nazisme. Nous sommes déterminés à réaliser le voeu de la jeune fille juive Etty Hillesum, morte à Auschwitz, qui écrivait il y a un peu plus de soixante ans: 'Si toute cette souffrance ne nous aide pas à élargir notre horizon, à atteindre un plus haut degré d'humanité en nous libérant de toutes les questions secondaires ou insignifiantes, alors elle n'aura servi à rien…'.»

Ont été présents à cette première session de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 24 au 28 janvier 2005, M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, représentants, M. Norbert Haupert et Mme Anne Brasseur, suppléants. M. le suppléant Jean Huss s'était excusé.

La première séance étant ouverte par le doyen d'âge de l'Assemblée, M. Gustavo Selva, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux représentants et suppléants.

Après l'élection de M. René van der Linden comme nouveau Président de l'Assemblée, sont élus les 19 Vice-Présidents, dont M. Marcel Glesener a été élu premier selon l'ordre de préséance.

M. Marcel Glesener a été confirmé dans ses fonctions de Président de la délégation. Aussi a-t-il été réélu pour la deuxième année consécutive Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille.

En dehors de la communication de M. Jan Truszczyński, Vice-Ministre des Affaires étrangères de Pologne et représentant la Présidence du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté

- la déclaration de M. Alcee L. Hastings, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE,

- le discours de M. Viktor Iouchtchenko, Président de l'Ukraine,

- le discours de M. Mikhail Saakachvili, Président de la Géorgie et

- la communication de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

M. Dragoljub Popovic a été élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de la Serbie-Monténégro et ce jusqu'au 31 octobre 2010.

Les principaux sujets à l'ordre du jour des huit séances étaient les suivants:

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente;

- le respect des obligations et engagements de la Géorgie;

- le conflit du Haut-Karabakh traité par la Conférence de Minsk de l'OSCE;

- la protection des droits de l'homme au Kosovo, avec l'intervention de M. Marek Antoni Nowicki, Médiateur au Kosovo;

- les circonstances entourant l'arrestation et l'inculpation de hauts dirigeants de Ioukos;

- le 3e Sommet avec l'intervention de M. Michel Barnier, Ministre des Affaires étrangères de la France;

- organismes génétiquement modifiés;

- avis sur le projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains;

- relations entre l'Europe et les États-Unis;

- création d'un centre européen en mémoire des victimes des déplacements forcés de population et du nettoyage ethnique;

- avis sur le projet de Convention contre le blanchiment et le financement du terrorisme;

- avis sur le projet d'instrument juridique spécifique pour la prévention du terrorisme;

- chômage:

a) Quelles solutions pour le chômage en Europe?

b) Dynamiser la cohésion sociale et l'emploi: multiplier les emplois

- révisions des mandats des commissions de l'Assemblée et constitution de la Commission permanente.

Deux discussions selon la procédure d'urgence ont eu lieu au cours de cette première session de 2005, l'une sur «les perspectives de paix au Proche-Orient» et l'autre sur «L'Europe et le désastre du tsunami» avec l'intervention de Mme Yvette Stevens, Directeur du Bureau de la Coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

L'Assemblée a adopté trois avis, cinq recommandations et onze résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

L'Assemblée parlementaire de l'OSCE à Vienne



(de gauche à droite) M. Alex Bodry, M. Patrick Santer, Mme Viviane Loschetter, M. Martin Bisenius et M. Paul Helminger.

La session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (AP-OSCE) a eu lieu à Vienne les 24 et 25 février 2005. La Chambre des Députés y a été représentée par MM. Alex Bodry, Paul Helminger, Mme Viviane Loschetter et M. Patrick Santer.

En sa qualité de chef de délégation M. Alex Bodry a assisté à la réunion de la Commission permanente. Dans son allocution de bienvenue le président du Nationalrat d'Autriche M. Andreas Khol a fait référence au 30e anniversaire de la signature des documents d'Helsinki par la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) et il a souligné toute l'importance revenant aujourd'hui encore à l'OSCE, organisation qui a vu le jour il y a dix ans dans la succession directe de cette conférence.

Le Président de l'AP-OSCE M. Alcee Hastings a présenté le rapport de ses initiatives prises depuis son élection à la dernière session annuelle d'Édimbourg en mettant particulièrement l'accent sur ses efforts pour l'amélioration de la coopération entre l'Assemblée parlementaire et l'OSCE au plan gouvernemental. Il a encore souligné l'importance de la coopération avec les assemblées parlementaires du Conseil de l'Europe et de l'OTAN, coopération qui s'est concrétisée notamment à l'occasion de l'observation des élections en Ukraine.

Dans le cadre d'une discussion sur les résultats du Conseil ministériel de l'OSCE des 6 et 7 décembre 2004 à Sofia, le Comité permanent a évoqué la phase difficile que l'OSCE traverse pour l'instant, ceci principalement en raison du fait que le conseil ministériel précité n'a pas réussi à se mettre d'accord sur le budget de l'OSCE pour l'exercice en cours. Le Comité permanent s'est encore vu présenter plusieurs rapports administratifs, dont notamment le rapport financier et le rapport du Secrétaire général et il a adopté une modification ponctuelle du Règlement de l'Assemblée.

Le Comité permanent a également examiné plusieurs rapports concernant des missions particulières (field missions) et l'observation d'élections. Dans ce cadre, la délégation ukrainienne a exprimé sa gratitude à l'OSCE pour son importante contribution dans le processus de démocratisation du pays.

Le chef de la mission d'observation des élections aux États-Unis Mme Barbara Haering a relevé le grand intérêt médiatique aux travaux de sa mission, ce qui a permis d'expliquer au grand public les objectifs de l'OSCE et de renforcer la crédibilité de l'Organisation. A encore été discutée la proposition de mettre en place un système de critères d'évaluation objectifs des processus électoraux afin d'élever le «monitoring» électoral au plus haut niveau possible.

Au cours d'une réunion conjointe des trois commissions générales, les parlementaires ont entendu une allocution du président autrichien M. Heinz Fischer, suivie d'un exposé du président en exercice de l'OSCE, le Ministre slovène des Affaires étrangères M. Dimitrij Rupel. Ce dernier a relevé que l'OSCE fait actuellement face à une période difficile due aux changements profonds intervenus en Europe suite aux élargissements de l'Union européenne et de l'OTAN et aux nouveaux défis en matière de sécurité ainsi qu'aux interrogations en résultant sur le rôle de l'OSCE dans ce nouveau contexte.

À présent il y a lieu d'attendre les conclusions d'un groupe de réflexions institué avec la mission de développer une vision stratégique sur le futur rôle de l'OSCE en s'inspirant notamment du «Triple R agenda: revitalize, reform and rebalance».

Dans le cadre de réunions séparées des trois commissions générales, les rapporteurs ont présenté leurs avant-projets de rapport en vue de la session annuelle début juillet 2005 à Washington qui sera placée sous le thème «Trente ans depuis Helsinki: Défis à venir».

MM. Paul Helminger et Patrick Santer ont participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Au cours de cette réunion, le président du Conseil permanent de l'OSCE s'est penché sur la situation de malaise dans les enceintes de l'OSCE à Vienne, suite à l'absence de budget voté pour l'exercice en cours et à l'impossibilité d'obtenir un accord sur les barèmes de contribution des États membres. Ainsi l'OSCE doit actuellement fonctionner sur base d'un arrangement financier provisoire, ce qui empêche le développement de nouvelles initiatives et ne favorise guère la motivation des responsables. Plusieurs orateurs ont exigé que cette situation trouve rapidement une solution, faute de quoi l'organisation risquerait de subir des dommages irréversibles.

À l'ordre du jour de la réunion de la Commission des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, à laquelle a assisté Mme Viviane Loschetter, figuraient les interventions de plusieurs hauts responsables de l'OSCE dans les domaines économique et environnemental. Cette commission s'est également penchée sur les conséquences économiques et environnementales du Tsunami en Asie du Sud-Est. Plusieurs orateurs ont souligné la nécessité d'organiser les aides à la reconstruction de manière telle que les autorités et la population locales y soient activement associées.

La Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme, à la réunion de laquelle a participé M. Alex Bodry, a eu un large échange de vues sur un exposé du Haut-Commissaire de l'OSCE pour les minorités nationales M. Rolf Ekeus. L'intervenant a salué le fait que le Traité sur la nouvelle Constitution européenne comporte des dispositions très claires garantissant la protection et la non-discrimination des minorités. Le Représentant pour la liberté des médias M. Miklos Haraszti s'est largement penché sur les risques d'abus en matière de poursuites pénales des délits d'insulte et de diffamation, abus qui peuvent entraver la liberté des médias. Il a exigé une large dépénalisation de ces infractions pour lesquelles les peines privatives de liberté devraient être écartées d'une façon générale. Une large partie de la réunion a encore été consacrée à la nécessité de renforcer les efforts en matière de lutte contre la traite des êtres humains. À noter encore que la rapportrice de cette Commission Mme Anne Marie Lizin, présidente du Sénat belge, a été désignée comme représentante spéciale du président de l'Assemblée pour suivre la situation des détenus de Guantanamo.

La session d'hiver s'est terminée par une nouvelle réunion conjointe des trois commissions générales au cours de laquelle l'urgence d'une solution à trouver aux problèmes budgétaires actuels de l'OSCE a été soulignée une nouvelle fois. Dans un souci de transparence, plusieurs orateurs ont suggéré de conférer à l'Assemblée parlementaire un droit de regard effectif sur le budget de l'OSCE.

Parlementaires britanniques à la Chambre des Députés

Et si la Grande-Bretagne disait non?

La Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés, présidée par M. Ben Fayot, a reçu en date du 17 janvier 2005 une délégation de la Commission des Affaires étrangères du House of Commons du Parlement du Royaume-Uni et d'Irlande du Nord.

Après un bref échange de vues sur les priorités de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'UE et leurs chances de réalisation, les deux délégations ont discuté longuement des conséquences d'un éventuel non britannique dans le cadre du référendum sur la Constitution européenne prévu en 2006. Les membres du «House of Commons» ont admis que jusqu'à présent cette hypothèse n'avait pas encore été évoquée, ni par les partisans du oui, ni par les adversaires de la Constitution. Pour l'instant, le résultat du référendum ne serait absolument pas prévisible.

Finalement les députés britanniques et luxembourgeois se sont penchés sur la question des relations trans-atlantiques. Malgré certaines divergences de vues, les deux côtés ont clairement signifié qu'une amélioration des relations entre les pays européens et les États-Unis d'Amérique leur paraissait à la fois souhaitable et nécessaire.

La Chambre des Députés était représentée par MM. Ben Fayot, François Bausch, Norbert Haupert, Jean-Pierre Koepp, Mme Nancy Arendt, MM. Marc Angel et Charles Goerens.



Les délégations parlementaires anglaise et luxembourgeoise.

NOUVELLES LOIS

5132 - Projet de loi

relative au référendum au niveau national

Le projet de loi 5132 a pour objet de fixer les modalités générales d'organisation des référendums basés sur l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution, d'une part, et sur l'article 114 de la Constitution, d'autre part.

D'après l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution «les électeurs pourront être appelés à se prononcer par voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi».

Il est admis que la soumission d'une question déterminée à un référendum basé sur l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution doit faire de cas en cas l'objet d'une loi spéciale, adoptée à la majorité simple par la Chambre.

Ainsi le référendum sur la Constitution européenne fera l'objet d'une telle loi spéciale.

A noter qu'une loi spéciale prévoyant un référendum sur base de l'article 51, paragraphe (7) peut être élaborée soit par le Gouvernement (projet de loi), soit par un député (proposition de loi).

L'article 114 de la Constitution, qui fixe la procédure de révision de la Constitution, prévoit la possibilité, pour plus d'un quart des députés, soit 16 députés au moins, ou pour 25.000 électeurs, de demander, dans les deux mois de l'adoption en première lecture, par la Chambre, d'une proposition de révision d'un article déterminé de la Constitution, la tenue d'un référendum sur cette proposition de révision constitutionnelle.

Le droit de déclencher un tel référendum sur une proposition de révision constitutionnelle appartient donc à la fois à un nombre déterminé de députés et à un nombre déterminé d'électeurs.

D'après le projet de loi 5132, si la demande d'organiser un référendum portant sur une proposition de révision constitutionnelle émane des électeurs, une demande ad hoc doit être présentée au Premier Ministre par un comité d'initiative composé de cinq électeurs au moins. Le projet de loi fixe la procédure de collecte des 25.000 signatures requises.

D'après le projet de loi, si la demande d'organiser un référendum sur une proposition de révision constitutionnelle émane de plus d'un quart des députés ou, dans les conditions fixées par le projet de loi, par 25.000 électeurs, le Gouvernement doit organiser un référendum ad hoc endéans six mois, étant entendu qu'en cas d'élections législatives ou européennes dans ce délai, celui-ci est prorogé de six mois.

L'organisation d'un référendum basé sur l'article 114 de la Constitution est exclue durant les trois mois précédant et les trois mois suivant les élections législatives ou européennes.

La participation aux deux catégories de référendum est obligatoire.

Le vote par correspondance est admis pour les deux catégories de référendum.

A noter enfin que si le référendum basé sur l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution n'a qu'un caractère consultatif – ce qui n'exclut pas qu'il puisse, selon la question soumise à référendum, avoir un effet politique – le référendum basé sur l'article 114 de la Constitution a un caractère décisionnel.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 20.05.2003

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

10.01.2005	Échange de vues sur la participation au référendum sur la Constitution européenne des résidents communautaires (courrier de M. le Président du 14 décembre 2004)

Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président:
M. Paul-Henri Meyers):

01.10.2003	Nomination d'un rapporteur
14.10.2003	Présentation et examen du projet de loi
13.10.2004	Confirmation du mandat du rapporteur
	Discussion du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.10.2004	Examen du texte proposé par le Conseil d'État
27.10.2004	Continuation
24.11.2004	Vote des propositions d'amendements
12.01.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État sur les amendements parlementaires au projet de loi 5132
12.01.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
20.01.2005

Loi du 4 février 2005

Mémorial A, N°27, page 548

5369 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Junglinster

Le projet de loi sous examen a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement des travaux de construction d'un centre intégré pour personnes âgées par la Croix-Rouge luxembourgeoise à Junglinster.

Ce projet rentre dans le cadre du programme national pour personnes âgées qui prévoit à côté du développement des mesures destinées à garantir le maintien à domicile des personnes âgées aussi longtemps que possible ou que désiré, la rénovation et la modernisation des diverses structures d'accueil pour personnes âgées.

Le centre intégré projeté est destiné à accueillir les seniors de Junglinster et des communes limitrophes. Il aura une capacité de 100 lits et sera situé au cœur de la localité de Junglinster. Cette localisation centrale favorisera les contacts entre les pensionnaires du centre et la population de Junglinster et constitue un facteur d'intégration sociale remarquable. Situé près de la nouvelle école, le centre intégré jouera également «un rôle de modèle intergénérationnel dans lequel se croisent les jeunes et les avancés en âge.»

Grâce à une panoplie de services spécifiques, le nouveau centre intégré pour personnes âgées pourra accueillir tant des pensionnaires valides que des pensionnaires plus dépendants. Si le centre comporte deux services séparés d'un point de vue espace et réservés à des catégories de pensionnaires bien déterminées (un service habitation-soins et un service accompagnement-entretien), certaines parties du bâtiment pourront être utilisées par l'ensemble des pensionnaires. Il s'agit de favoriser la culture sociale de l'institution. Le centre a également vocation à devenir une maison «porte ouverte» et un «centre de communication» pour les associations et les personnes de tout âge.

Le coût total de la construction du centre intégré est estimé à 22.395.225,97 euros, TVA et honoraires compris, la participation financière de l'État s'élevant à 80%.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004

Rapportrice:
Mme Françoise Hetto-Gaasch

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente:
Mme Marie-Josée Frank):

17.11.2004	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
12.01.2005	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
19.01.2005

5370 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la transformation et à l'extension de la maison de soins St-Joseph à Pétange

La maison de soins St-Joseph de Pétange dispose actuellement de 76 lits et accueille une population mixte de pensionnaires présentant ou non des troubles psychogériatriques.

Les spécialistes s'accordent pour dire que la cohabitation dans une structure classique d'accueil est difficile, voire impossible dès lors que le nombre de pensionnaires accusant de graves troubles psychogériatriques dépasse un certain seuil. Le pourcentage de 25% est en principe retenu comme limite supérieure.

Sachant que plus de 40% des personnes bénéficiaires de prestations dans le cadre de l'assurance dépendance souffrent de pathologies affectant les fonctions cognitives à des degrés divers, et que ces troubles débutent généralement après l'âge de 65 ans et touchent plus particulièrement les octogénaires, la mise en place de structures adaptées à une population présentant des besoins spécifiques s'avère indispensable.

Le choix de la maison de soins de Pétange n'est pas anodin. En effet, son équipe de soins travaille depuis 2001 à la mise en place d'un nouveau concept d'accueil des personnes âgées et plus particulièrement des personnes démentes. Un groupe de travail s'est également créé au sein de la maison de soins en octobre 2002 afin de transposer les nouvelles connaissances acquises lors d'une formation continue dans la pratique.

Le choix urbanistique retenu permet une bonne intégration de la maison de soins et de ses pensionnaires dans le tissu urbain et la vie sociale du quartier de Pétange. Le projet sera réalisé selon l'état le plus récent des connaissances en matière de critères énergétiques et écologiques applicables dans le domaine de la construction.

Le financement du projet est assuré tant par l'État que par la Congrégation des Sœurs du Tiers Ordre Régulier de Notre Dame du Mont Carmel S.A., l'État participant à raison de 70% au financement des travaux de transformation et d'extension.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004

Rapportrice:
Mme Nancy Arendt

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente:
Mme Marie-Josée Frank):

14.10.2004	Présentation et examen du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
17.11.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
19.01.2005

5372 - Projet de loi

portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'État à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Âgées à Mamer

L'État fut autorisé par une loi du 20 décembre 2002 à participer à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées avec foyer de jour et centre psycho-gériatrique à Mamer. Il s'agissait de répondre à un besoin pressant de structurer l'accueil des personnes âgées de plus en plus nombreuses et de faire ainsi face au phénomène du vieillissement de la population qui constitue un vrai défi en matière de politique sociale et de santé, mais aussi de logement.

Au départ, la Commune de Mamer entendait exploiter le centre intégré en régie propre. Finalement, elle a décidé d'en confier la gestion à un organisme spécialisé sur base d'un cahier de charges, à savoir la Congrégation des Franciscaines de la Miséricorde de Luxembourg, tout en s'arrogeant un droit de regard.

Le gestionnaire a estimé nécessaire d'apporter quelques modifications au niveau de la capacité d'accueil de l'établissement, ainsi qu'au niveau de la fonctionnalité des bâtiments afin d'optimiser le fonctionnement du centre intégré et partant d'améliorer la prise en charge des pensionnaires.

Ces transformations engendrent des coûts, qui donnent lieu à une modification de la loi du 20 décembre 2002 en adaptant la participation financière de l'État.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004

Rapportrice:
Mme Françoise Hetto-Gaasch

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente:
Mme Marie-Josée Frank):

14.10.2004	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
17.11.2004	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
19.01.2005

5391 - Projet de loi

modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée

Le courant électrique, le gaz et les «choses similaires» sont considérés selon les termes de la sixième directive sur la TVA comme des biens corporels. Il s'ensuit que le lieu de livraison (qui détermine le lieu d'imposition en matière de TVA) doit être déterminé selon les mêmes règles que pour d'autres biens.

Il faut relever que les flux matériels ne coïncident pas nécessairement avec la relation contractuelle entre le vendeur et l'acquéreur. La libéralisation croissante des marchés de l'électricité et du gaz a donc rendu nécessaire une adaptation des règles actuelles de TVA afin d'assurer qu'elles soient compatibles avec la nécessité d'imposer ces livraisons d'une manière simple. Il en est de même pour le problème de l'imposition des frais de transport.

Le projet de loi transpose la directive 2003/92/CE concernant les règles relatives au lieu de livraison du gaz (par le réseau de distribution de gaz naturel) et de l'électricité. L'ambition du nouveau texte est d'éliminer les problèmes de double imposition et de non-imposition, ainsi que les distorsions de concurrence entre négociants en modifiant les règles d'application de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA).

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 05.11.2004

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

18.11.2004	Désignation d'un rapporteur
09.12.2004	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2004

Loi du 17 décembre 2004

Mémorial A, N° 203, page 2979

5399 - Projet de loi

modifiant

- l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum

- l'article 45 de la loi du 12 septembre 2003 relative au revenu des personnes handicapées

Le projet de loi sous rubrique vise à adapter les taux du salaire social minimum à l'évolution du salaire moyen entre 2001 et 2003.

Le salaire social minimum a été relevé depuis le 1er janvier 1986, en neuf étapes, de 32,6%, le dernier relèvement ayant été opéré par la loi du 20 décembre 2002. Le présent projet de loi relève pour la dixième fois le salaire social minimum. Ce relèvement proposé est de 2%. Cette adaptation est fonction de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements pendant les années 2002 et 2003.

L'indicateur montre que le salaire horaire moyen de la population de référence a progressé entre 2002 et 2003 de l'ordre de 2%. L'évolution du salaire social minimum accuse partant un retard de 2% pour cette période, retard qu'il s'agit de combler par le biais du présent projet.

Compte tenu de l'augmentation de 2% les nouveaux montants se présentent comme suit:

Salaire social minimum pour travailleurs non qualifiés et qualifiés

	Situation actuelle	Proposition gouvernementale
ssm travailleur non qualifié (mensuel)	1.438,01	1.466,77
ssm travailleur non qualifié (horaire)	8,3122	8,4784
ssm travailleur qualifié (mensuel)	1.725,60	1.760,12
ssm travailleur qualifié (horaire)	9,9746	10,1741

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 16.11.2004

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Marcel Glesener):

17.11.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation générale du projet de loi
10.12.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2004

Loi du 21 décembre 2004

Mémorial A, N° 209, page 3784

5401 - Projet de loi

portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003

Aux termes de l'article 225, alinéa 4 du Code des assurances sociales «le Gouvernement examine tous les deux ans s'il y a lieu de procéder ou non à la révision du facteur d'ajustement par la voie législative, compte tenu des ressources et de l'évolution du niveau moyen des salaires et traitements. À ce sujet il soumet à la Chambre des Députés un rapport accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi».

Le dernier ajustement est intervenu par la loi du 20 décembre 2002 qui a adapté les pensions et les rentes accident au niveau de vie de l'année 2001 avec effet au 1er janvier 2003. Le présent projet de loi a pour objet d'opérer un nouvel ajustement au niveau de vie de 2003 à partir du 1er janvier 2005.

L'indicateur mesurant l'évolution des salaires fait ressortir une progression de 2,0% du niveau moyen des salaires et traitements pendant les années 2002 et 2003. En conséquence, le projet de loi propose de porter le facteur d'ajustement de 1,301 à 1,327 à partir du 1er janvier 2005.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 18.11.2004

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Présidente: Mme Lydia Mutsch):

25.11.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
09.12.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2004

Loi du 21 décembre 2004

Mémorial A, N° 209, page 3784

5406 - Projet de loi

portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg , le 8 juin 2004

Le Traité que le projet de loi a pour objet de faire approuver par la Chambre comporte les points principaux suivants:

Le Traité prévoit deux cas dans lesquels des fonctionnaires de police d'un autre pays contractant peuvent intervenir sur le sol d'un autre pays: l'assistance sur demande (par exemple lors de manifestations d'envergure) ou l'intervention sur initiative propre.

Une intervention sur initiative propre ne peut avoir lieu que dans des situations présentant un caractère d'urgence afin de parer à un danger imminent sur le territoire voisin. Le franchissement de la frontière doit être communiqué immédiatement aux autorités policières de l'État sur le territoire duquel l'intervention a lieu. Cette forme d'intervention policière n'est possible que dans les régions frontalières des États du Benelux.

À noter que tant le Luxembourg que la Belgique définissent l'ensemble de leur territoire national comme région frontalière au sens du Traité.

Le Traité améliore l'échange de données à caractère personnel en cas d'assistance et d'intervention.

Ceci ne s'applique pas aux données à caractère personnel de nature judiciaire.

La communication des données à caractère personnel ne peut se faire qu'avec l'accord commun préalable des deux autorités de police concernées. L'échange est soumis à certaines conditions.

Le Traité prévoit la consultation directe des registres des immatriculations des véhicules.

Le Traité simplifie les modalités relatives tant à la poursuite qu'à l'observation transfrontalières déterminées par la Convention d'application de l'Accord de Schengen du 19 juin 1990.

Les fonctionnaires de police peuvent dorénavant continuer leur poursuite sur le territoire de l'État d'accueil sans aucune restriction ni de temps ni d'espace.

Les fonctionnaires de police étrangers peuvent également arrêter la personne poursuivie sans attendre les policiers de l'État d'accueil. La poursuite transfrontalière ne se limite plus à une poursuite terrestre. Elle peut s'effectuer également par la voie maritime ou la voie aérienne.

Quant à l'observation transfrontalière, celle-ci ne peut être effectuée que sur base d'une demande d'entraide judiciaire internationale dûment autorisée par les autorités judiciaires du pays concerné.

Le Traité prévoit encore le renforcement de la coopération entre les pays Benelux par le biais de centres de police communs qui auront pour mission de favoriser l'échange d'informations et la coordination.

Enfin le Traité prévoit l'organisation de formations communes sur les législations et les structures ainsi que sur la pratique policière des Parties contractantes.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 26.11.2004

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Patrick Santer):

01.12.2004	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet par le Ministre de la Justice
	Examen du projet
08.12.2004	Examen des articles à la lumière de l'avis du Conseil d'État
09.12.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.12.2004

Loi du 21 décembre 2004

Mémorial A, N° 208, page 3764

5413 - Projet de loi

relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg

La loi du 18 janvier 2001 a autorisé le Gouvernement à faire construire une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg. Les dépenses concernant ces travaux de construction et d'aménagement ont été fixées à 78 millions d'euros, sans préjudice des hausses légales des prix pouvant intervenir jusqu'à leur achèvement.

Le projet de loi sous rubrique vise une adaptation budgétaire du devis initial, les raisons à la base de ce surcroît étant entre autres la sous-évaluation du coût de construction, des adaptations, des réorientations et des modifications permanentes du programme de construction par les départements demandeurs et les futurs utilisateurs ainsi que des exigences acoustiques, techniques et architecturales propres à la salle de concert qui n'ont pu être définies avec plus d'exactitude qu'au cours des travaux de construction. Les changements d'ordre technique concernent en premier lieu le grand auditorium, la salle électro-acoustique, les bureaux, l'arrière-scène ainsi que l'équipement nécessaire pour assurer la sécurité aussi bien des utilisateurs que des spectateurs. La partie architecturale a également été réexaminée, notamment la liaison avec le parking situé sous la place de l'Europe, le déambulatoire, la verrerie et la colonnade, ainsi que l'aménagement d'un bassin de rétention des eaux d'incendie. L'adaptation budgétaire sous rubrique atteint finalement un montant arrondi de 29.700.000 euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.12.2004

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Lucien Clement):

04.01.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
13.01.2005	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 19.01.2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Communications

2. Admission à la retraite du Président de la Cour des Comptes

3. 5433 - Proposition de loi de M. Felix Braz relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

5436 - Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution de M. Felix Braz

5438 - Proposition de loi de Mme Colette Flesch portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

5441 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

(Déclaration de recevabilité)

4. Rôle des affaires

5. Ordre du jour

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°19 du 22 février 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie d'un appareil médical d'électrostimulation TENS et les électrodes respectives, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N°20 du 21 février de Madame Anne Brasseur relative au «Neie Lycée» et à sa présentation sur le site Internet, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
- Question N°21 du 21 février 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative au virus de la grippe, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
- Question N°22 du 21 février 2005 de Monsieur Jean-Pierre Klein relative au bilan au niveau de la psychiatrie et les démarches futures du Gouvernement, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (Art. 78-1)

7. 5394 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

8. 5362 - Projet de loi portant:

1. transposition de la décision du conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, et
2. modification:
- de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,
- du code d'instruction criminelle

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5324 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003

(Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Da ginn ech Akt dovunner, dass d'Regierung keng Kommunikatioun ze maachen huet.

1. Communications

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi, propositions de loi et de révision de la Constitution ainsi que le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5434** Projet de loi portant création d'un lycée-pilote

Dépôt: Mme la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 20.01.2005

2. **5435** Projet de loi complétant le Statut de la Société européenne pour ce qui concerne l'implication des travailleurs

Dépôt: M. le Ministre du Travail et de l'Emploi, le 21.01.2005

3. **5436** Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution

Dépôt: M. Felix Braz, le 21.01.2005

4. **5437** Projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 27.01.2005

5. **5438** Proposition de loi portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt: Mme Colette Flesch, le 03.02.2005

6. **5439** Projet de loi concernant la contrefaçon des moyens de paiement autres que les espèces et portant modification de certaines dispositions du code pénal et du code d'instruction criminelle

Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 08.02.2005

7. **5440** Projet de règlement grand-ducal portant création du Parc naturel de l'Our

Dépôt, à la demande du Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire: le 11.02.2005

8. **5441** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt: M. Aly Jaerling, le 16.02.2005

9. **5442** Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.02.2005

10. **5443** Projet de loi portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004

Dépôt: M. le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.02.2005

3) En date du 17 janvier 2005 a été déposée la pétition N° 266 revendiquant la remise en liberté de cinq citoyens cubains emprisonnés aux États-Unis d'Amérique depuis 1998.

4) Par lettre du 19 janvier 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Greffe de la Chambre les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 13 au 16 décembre 2004:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord de partenariat économique, de coordination politique et de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et les États-Unis mexicains, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion, au nom de la Communauté européenne et de ses États membres, d'un protocole à l'accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin, concernant la participation, en tant que parties contractantes, de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, à la suite de leur adhésion à l'Union européenne,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse dans le domaine statistique,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République socialiste démocratique de Sri Lanka concernant la réadmission des personnes en séjour irrégulier,

- décision sur la vérification des pouvoirs,

- recommandation à l'intention du Conseil et du Conseil européen sur la stratégie antidrogue de l'UE (2005-2012),

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation, pour la période allant du 28 février 2004 au 31 décembre 2004, du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et la République fédérale islamique des Comores concernant la pêche au large des Comores.

Par lettre du 18 février 2005 il lui a fait parvenir les documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 10 au 13 janvier 2005:

- résolution sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe,

- résolution sur le résultat de la conférence de Buenos Aires sur le changement climatique,

- résolution sur les relations transatlantiques,

- résolution sur l'allègement de la dette des pays en développement,

- résolution sur l'Iran.

2. Admission à la retraite du Président de la Cour des Comptes

An engem Bréif vum 12. Januar huet den Här Norbert Hiltgen, President vun der Cour des Comptes, matgedeelt, datt hie säi Recht op seng Pensioun fir den 1. Juni 2005 wëllt geltend maachen.

Gemäss dem Artikel 2 vum ofgeännerte Gesetz vum 26. Mee 1954 iwwert d'Statsbeamtepensiounen steet där Autoritéit, déi d'Ernennung virgeholl huet, och d'Aufgab vun der Pensionéierung zou.

Ass d'Chamber domat averstanen, d'Prozedur anzeleeden en vue vun der d'Pensionéierung vum President vun der Cour des Comptes duerch de Grand-Duc?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. 5433 - Proposition de loi de M. Felix Braz relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics

5436 - Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution de M. Felix Braz

5438 - Proposition de loi de Mme Colette Flesch portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

5441 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 17. Februar huet d'Presidentekonferenz virgeschloe folgend Propositions de loi a Propositions de révision de la Constitution fir recevabel ze erklären, an zwar:

1) d'Proposition de loi 5433 vum Här Felix Braz iwwert den öffentlechen Transport,

2) d'Propositioun 5436 vum Här Felix Braz iwwert d'Ofännerung vu verschiddene Verfassungsartikelen,

3) d'Proposition de loi 5438 vun der Madame Colette Flesch - Aménagement communal et développement urbain, an

4) d'Proposition de loi 5441 vum honorabelen Här Aly Jaerling iwwert deeselwechte Sujet.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

4. Rôle des affaires

Op Wonsch vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech dofir ausgeschwat, eng Rei Projets de loi vum Rôle ze sträichen, well se an der Tëschenzäit géigestandslos gi sinn.

Et sinn dat:

1) de Projet de loi 4359 iwwert d'Statsstroossen,

2) de Projet de loi 4750 iwwert d'Bedeelegung vu Lëtzebuerg um Programm ARTES, an

3) de Projet de loi 5330 iwwert d'Asylprozedur.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech hunn näischt héieren, Här President.

M. le Président.- Et ass also esou décidéiert.

Här Di Bartolomeo, et ass och net esou schlëmm wann d'Regierung dat do net héieren huet, well et ass un d'Chamber wou ech mech adresséiert hunn…

(Hilarité et interruptions)

…an d'Chamber huet ze décidéieren ob gestrach gëtt oder net.

Här Minister, ech deelen Iech mat, dass dem Wonsch vun der Regierung nokomm ginn ass an datt all déi Projets de loi zréckgezu gi sinn.

Une voix.- Très bien.

5. Ordre du jour

Haut de Mëtteg hu mer um Ordre du jour eng Froestonn un d'Regierung an eng Rei vun anere Projeten. D'Presidentekonferenz huet virgeschloen den Ordre du jour folgendermoosse virzegesinn:

1) d'Froestonn un d'Regierung,

2) de Projet de loi 5394 iwwert d'Uschafung vun engem Militärfliger,

3) de Projet de loi 5362 iwwert den EUROJUST, a

4) de Projet de loi 5324, eng Konventioun iwwert den Déierentransport.

Mar, um hallwer dräi:

1) eng Motioun vun der Transportkommissioun iwwert de Rapport McKinsey,

2) eng Motioun vum Här Camille Gira iwwert den Tanktourismus,

3) de Projet de loi 5096 iwwert d'Superdreckskëscht,

4) de Projet de loi 5270, ee Kulturofkommes tëschent Lëtzebuerg an der Türkei, a

5) de Projet de loi 5287, ee Kulturofkommes tëschent Lëtzebuerg an dem Vietnam.

Bei deenen zwee leschtgenannte Projeten huet d'Regierung de Wonsch geäussert, datt si an enger Diskussioun sollten evakuéiert ginn.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Wat hunn dann d'Türkei an de Vietnam esou gemeinsam?

M. le Président.- Neen, Madame Flesch, et huet mam Contenu vun de Projeten ze doen an och mat den Diskussiounen, déi mir hei an der Chamber kennen, well net ëmmer allze vill Orateuren do si fir sech iwwert déi Projeten ze äusseren, dofir huet d'Regierung gemengt et wier besser, wann déi zwee Rapporteuren hire Rapport presentéieren an da géif d'Chamber an enger Diskussion an d'Regierung an enger Äntwert op déi zwee Projeten äntwerten.

Stellt déi Äntwert Iech zefridden, Madame Flesch?

Mme Colette Flesch *(DP).*- Also, et mécht eis alleguerten d'Saach méi einfach.

M. le Président.- Voilà, also ass et eng gutt Propos vun der Regierung.

En Donneschdeg, och um hallwer dräi, hu mer:

1) eng Aktualitéitsstonn op Ufro vun der sozialistescher Fraktioun iwwert den Drogenaktiounsplang,

2) de Projet de loi 5312 iwwert d'Schafung vun engem Établissement public „Centre hospitalier de Luxembourg", nom Modell 1,

3) eng Resolutioun vun der Kontekontrollkommissioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes fir d'Joer 2003, a

4) d'Naturalisatiounen.

De Projet de loi 5340 iwwert d'Post, deen urspréinglech virgesi war fir en Donneschden, gëtt aus zwéngende Grënn op e spéideren Datum verluecht.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Interruptions)

Den Här Kox freet d'Wuert zum Ordre du jour. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Woch nom Akraafttriede vum Kyoto-Protokoll, den Diskussiounen, déi mir nach u sech d'lescht Woch hei haten iwwert d'Lissabon-Strategie, an och déi grouss Onsécherheet, déi dobaussen iwwert déi zukünfteg Ausriichtung vun den Ënnerstëtzunge vun den erneierbaren Energien herrscht, wäre mir frou gewiescht, wa mir meng Heure d'actualité iwwert déi längerfristeg Energiepolitik am Allgemengen a speziell iwwert d'erneierbar Energien, hei ugeholl hätten.

Et gëtt héich Zäit, datt och d'Chamber heibannen zu där Problematik Stellung hëlt. Et geet u sech net nëmmen dorëms, dass heibannen doriwwer geschwat gëtt, mä et geet dorëms, dass déi Saach endlech un d'Rulle kënnt. An ech mengen den Här Lux ka mir nëmmen zoustëmmen, dass et mir effektiv nëmmen ëm déi Saach geet. Mir hate schonn dës etlech Diskussiounen doriwwer, fir deen Dossier do weiderzekréien.

Dass deen Dossier awer nach ëmmer net richteg Klorheet schaaft, mécht a sech grouss Onsécherheeten; et stëmmt nämlech, dass dobausse bei de Betriber schonn eng etlech Leit entlooss gi sinn. All déi Betriber maachen sech berechtegt Suergen iwwer hir zukünfteg Entwécklung an hei stinn nach eng ganz Rei aner Aarbechtsplazen um Spill.

Et ass jo net nëmme bei der Photovoltaik, wou a sech Aarbechtsplaze verluer ginn, mä dee ganze Secteur vun den erneierbaren Energien ass a sech a Gefor. A speziell duerch déi ondifferenzéiert Duerstellung an den deelweisen Amalgam vun deenen Zuelen am Zesummenhang vun der Photovoltaik ass an de leschte Méint scho ganz vill Porzeläin zerbrach ginn. Dëst huet grouss Onsécherheete mat sech bruecht, net nëmme bei de Betriber, mä och bei de Leit, iwwert déi zukünfteg Ariichtung.

Dobäi stellen u sech d'erneierbar Energien oder d'Ëmwelttechnologien dee Wirtschaftssecteur vun der Zukunft duer, dee mat deem meeschten Zouwuess beluecht gëtt; dëst kann een och a ganz ville Studien noliesen. D'Ëmwelttechnologië sinn och dofir ausdrécklech an dem Kok-Bericht iwwert d'Lissabon-Strategie ernimmt ginn. D'Ëmwelttechnologië sinn d'Technologië vum 21. Jorhonnert a stelle grad déi perfekt Symbios tëschent Wirtschafts-, Sozial- an Ëmweltpolitik duer. A wann ech elo d'Sprooch vum Här Barroso wëll benotzen, da steet et a sech net gutt ëm déi Symbios. Hei ass net nëmmen ee Kand krank, mä ech mengen hei hunn déi dräi Kanner eng seriö Grippe.

An dofir verlaange mir u sech, dass mir och endlech heibannen doriwwer diskutéieren. Hei rächt et sech och wann am Virfeld kee kloert Konzept iwwert déi Politik bestanen huet. Här Lux, bréngt eis dofir d'Reglement endlech no vir, datt mir endlech kënnen domadder an d'Diskussioun goen an dass mir och heibanne kënnen doriwwer diskutéieren.

Dofir, Här President, - ech kommen zum Schluss - verlaange mir, dass mir nach dës Woch hei an der Chamber doriwwer diskutéieren an dass endlech Neel mat Käpp kënne gemaach ginn. Loosst déi dräi Kanner net nach méi krank ginn an dofir soen ech: Kommt mir packen et un! Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Freet nach een d'Wuert zum Ordre du jour?

Den Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt froen, ob ee kéint déi zwéngend Grënn gewuer ginn, déi dozou gefouert hunn, dass de Projet vun der Post vum Ordre du jour geholl ginn ass.

M. le Président.- De Problem ass deen, dass de Rapporteur vun deem Projet de loi en Donneschdeg beim beschte Wëlle wéinst anere Verflichtungen, notamment wéinst Auslandsverflichtungen, net kann hei an der Chamber sinn. En hëlt un enger Konferenz deel, wou d'Chamber normalerweis bedeelegt ass. En huet do seng Aufgab en Donneschden ze maachen an deementspriechend hu mer gemengt, mir kéinten der Chamber proposéieren, dee Projet de loi op d'nächst Woch oder esou ze vertagen.

Wëllt nach een d'Wuert zum Ordre du jour?

Ech denken, dass dat, wat den Här Kox proposéiert huet, jo scho berechtegt ass, mä a sech huet awer och d'Presidentekonferenz décidéiert, datt mer déi Problematik eréischt d'nächst oder d'iwwernächst Woch géife kucken. Ech mengen, et sinn elo esou vill Méint vergaangen, datt et elo wierklech op e puer Deeg net ugeet an deementspriechend mengen ech, dass mer esou schnell wéi méiglech awer déi Problematik géifen hei diskutéieren. Den Här Fayot freet nach d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt just rappeléieren, dass mer an der Conférence des Présidents doriwwer geschwat hunn an ech wollt och rappeléieren, dass de Minister muer an en Donneschdeg plutôt an déi zwou Kommissioune kënnt, vum Environnement a vun der Ekonomie, fir dee Pak do virzestellen, an dass mer geduecht hunn, dass et gutt wier, wann een dat géif an deene Kommissiounen diskutéieren an een dann d'nächst Woch - ech mengen do ware mer eis alleguerten als Fraktiounen d'accord - selbstverständlech deem Wonsch vun der grénger Fraktioun géif stattginn, fir dat an de Plenum ze bréngen.

Ech mengen, wéi Dir richteg gesot hutt, ob dat dës Woch ass oder d'nächst Woch, dat mécht der Kaz kee Bockel.

M. le Président.- Den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Här President, Dir verstitt, vu datt mäi Kolleeg Henri Kox erkläert huet, datt mer schonn esou vill Zäit verluer hunn, mer e bësse skeptesch waren, mä wa mer ee formellt Verspriechen hei kréie vun de Fraktiounspresidenten, vun de Majoritéitsparteien, datt dat awer och sécher ass, datt dat nächste Mëttwoch dann um Ordre du jour ass, da wäre mer dann domadder d'accord.

(Interruptions)

Nee, nee, heibanne geet jo duer. Et si jo Témoinen hei, déi Kameraen sinn hei…

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech muss soen, ech sinn elo e bëssen iwwerrascht iwwert dat wat den Här Bausch seet, well et fir eis kloer war an der Conférence des Présidents, dass een Neel mat Käpp soll maachen. An Neel mat Käpp, dat heescht datt wann e Minister an d'Chamber kënnt virun zwou Chamberskommissiounen, dass een awer wéinstens déi zwou Chamberskommissiounen soll ofwaarden, ier een an de Plenum kënnt. Wat huet et e Sënn haut oder mar iwwer eppes ze diskutéieren, wou de Minister souwisou schonn annoncéiert hat, datt en donneschdes géif an d'Chamber kommen.

Also kommt mir maachen eis Aarbecht normal. De Minister kënnt en Donneschden an d'Chamber an déi Woch drop - an d'lescht Woch hu mer dat kloer an däitlech gesot -, e Mëttwoch, diskutéiere mer dat dann hei am Plenum an da ka jiddereen seng Meenung hei en connaissance de cause an am leschte Stand vum Wëssen zum Ausdrock ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den Här Bausch kritt nach eng Kéier d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Eis Skepsis huet sech dorobber baséiert - dat hat ech och an der Sëtzung vun der Conférence des Présidents gesot -, datt éischtens zum Beispill schonn eng Kéier eng Kommissioun festgeluecht war vun der Ëmwelt, wou dat hei sollt diskutéiert ginn, vu virun annerhallwer Woch, wann ech mech gutt erënneren; déi ass annuléiert ginn.

Zweetens hunn ech gesot, datt mir net immens frou doriwwer waren, datt an der Press awer schonn Deeler vun deenen Argumenter diskutéiert gi sinn, wou mir eis gefrot hu wéi dat méiglech ass, wann d'Chamber sollt Primeur hunn, an d'Kommissioun, wéi dat hei behaapt gëtt, da froe mer eis wéi et da méiglech war, datt an eenzelnen Zeitungen awer scho laang a breet doriwwer geschriwwe ginn ass.

An et ass dat firwat mir skeptesch waren a firwat mir gesot hunn, mir wéilten awer insistéieren an Drock do maachen, datt elo endlech och d'Chamber intensiv domadder befaasst gëtt. Mä wa mer eis elo eens sinn, datt dat d'nächst Woch dann e Mëttwoch de Fall ass, da si mer dann domadder d'accord.

M. le Président.- Also, ech muss soen, Här Bausch, wann Dir sot Dir wäert iwwerrascht, datt schonn an der Press doriwwer diskutéiert ginn ass, da muss ech soen, datt ech iwwerrascht sinn, datt Dir doriwwer iwwerrascht sidd, well mir wësse jo wéi d'Saachen hei zu Lëtzebuerg ginn, mä ech mengen den Här Ëmweltminister…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech kennen de System selwer ganz gutt.

(Interruption)

Also hei ass et awer de Ministère selwer, deen anscheinend Saachen…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Loosse mer elo emol net spekuléieren, an der Regierung d'Wuert ginn. Den Här Ëmweltminister Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Dierf ech vläicht dem Kolleeg Bausch soen, dass de Regierungsrot virun annerhallwer Woch d'Reglementer ugeholl huet an dass am Communiqué de presse vum Generalsekretariat vun der Regierung dräi Sätz stoungen iwwert d'Inhalter vun der Décisioun vun der Regierung, an déi sinn an der Press och reproduzéiert ginn. Ni plus, ni moins.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen ech hätt elo richteg verstanen, datt den Här Bausch genuch Assurancë kritt huet, dass déi Diskussioun d'nächst Woch hei am Plenum stattfanne wäert. Deementspriechend denken ech, datt déi Demande, fir den Ordre du jour ëmzeänneren, sans objet ass. An da géif ech d'Chamber nach eng Kéier froen, ob se mat deem Ordre du jour, esou wéi ech e virdru proposéiert hunn, d'accord ass.

(Assentiment)

D'accord, dann ass dat also esou décidéiert.

Da komme mer elo un den éischte Punkt vun dem Ordre du jour vun haut de Mëtten, dat ass d'Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten.

Ech géif Iech alleguerte bieden - Här Minister Di Bartolomeo, alleguerten! -, Iech un déi Zäiten ze halen. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an da vun der Oppositioun.

Als éischt hu mer d'Fro Nummer 19 vun der Madame Frank un de Minister fir sozial Sécherheit iwwert de Remboursement vu medezinesche Geräter. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

6. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°19 du 22 février 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie d'un appareil médical d'électrostimulation TENS et les électrodes respectives, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Réckwéi, verursacht duerch Lombalgien, Sciatiquen, Hernies discales, ass d'Vollékskeiden Nummer 1, dat vill Betraffen hei am Land laang Jore péngegt. Ee Leiden, deem oftmools nëmme kann duerch eng Operatioun en Enn gesat ginn, mä och duerno ass et net ëmmer sécher, datt de Patient eng zefriddestellend Mobilitéit zréckfënnt. Virun enger Operatioun leie répétitiv kinésitherapeutesch Traitementer duerch Massagen, déi mëttel- a laangfristeg a vereenzelte Fäll kee wierksame Remède méi duerstellen.

Eng erfollegräich Therapie a verschiddene Fäll, déi hei am Land an och am Ausland duerchgezu gëtt, féiert zréck op een Apparat, deen TENS heescht, a wou vill Leit net wëssen, ob dee vun der Krankekeess remboursëiert gëtt oder net. Dofir, Här Minister, géif ech gäre vun Iech wësse wéi dat an der Realitéit ass.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. D'Wuert huet elo den Här Gesondheetsminister Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, ech si frou, dass de Wee bis op d'Aarbecht net matgezielt gëtt. Ech kann och ganz kuerz sinn zu der Fro vun der Madame Frank betreffend den Apparat TENS.

TENS ass eng Marque, souwäit ech dat konnt détectéieren, a se fënnt sech an de Statute vun der Union des Caisses de Maladie ënnert dem Begréff «Appareils de bio-feedback pour l'apprentissage du mouvement de la force et de l'équilibre» erëm als Sammelbegréff. Et ass esou, dass opgrond vun engem Attest an opgrond vun enger Genehmegung vum Contrôle médical déi doten Apparater effektiv remboursëiert ginn; net beim Kaf, mä bei der Locatioun. Et ass nämlech esou, dass déi Apparaten no enger Operatioun hëllefe solle fir d'Mobilitéit erëmzekréien, fir ze stimuléieren, fir ze begleeden an een dovun ausgeet, dass de Gebrauch no der Operatioun zäitlech limitéiert ass op, esou wäit ech weess, sechs Méint.

Déi doten Apparate ginn zur Verfügung gestallt vum Service des moyens accessoires a si ginn zu 100% zréckbezuelt vun der Krankekeess, op Basis vu Locatioun. Ech hoffen, dass ech déi richteg Apparate konnt détectéieren. Mä wann et déi sinn, déi Dir gemengt hutt, do gëtt effektiv d'Locatioun remboursëiert vun de Krankekeesen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Di Bartolomeo. Dann hu mer als nächst d'Fro vun der Madame Anne Brasseur un d'Erzéiungsministesch iwwert deen neie Lycée. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°20 du 21 février de Madame Anne Brasseur relative au «Neie Lycée» et à sa présentation sur le site Internet, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den „Neie Lycée" gëtt um Internetsite vum „Neie Lycée" virgestallt. Dat ass déi nei Ganzdagsschoul mat där anerer Pädagogik. An do ass déi Presentatioun esou wéi wann et am Hierscht definitiv géing lassgoen. Et gëtt geschriwwen, dass et d'Rentrée 2005 géing ufänken an enger Schoul um Kierchbierg an dass fir d'Rentrée 2006 um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg et an engem extrae Gebai dann definitiv géif mat där Schoul lassgoen. Et kann ee sech och elo schonn umellen, d'Enseignante kënnen hir Kandidatur eraschécken an den Text geet souguer esou wäit, dass do steet, dass et en Établissement ass „institué par la loi".

Or, mir wëssen awer, dass d'Madame Minister virun engem Mount ee Projet de loi déposéiert huet. Et sinn nach keng Avisën do, et ass och keng Consultatioun iwwert dee Projet geféiert ginn, dee jo awer ganz wäit geet, an an där zoustänneger Kommissioun hu mer och nach net driwwer diskutéiert, obwuel den Här Meisch an ech dat itérativement gefrot hunn.

Dofir meng Froen un d'Madame Éducatiounsminister:

1. Sinn d'Initiateurë vum Projet, no der Meenung vun der Madame Minister, net virun de Won gelaf andeem se dat esou presentéiert hunn? Initiateurë vum Projet, déi jo ënnert der Responsabilitéit vun der Madame Minister schaffen. Et sinn der fënnef, déi deelweis oder ganz fräigestallt si fir dee Projet ze développéieren a si stellen dee Projet um Internetsite am Fong wéi een Aquis duer.

2. Gëtt net bei där Duerstellung einfach d'Chamber ignoréiert, well ech hunn néierens gelies, dass dat sous réserve vun engem Vote vun dem Projet de loi ass?

3. Ass d'Madame Minister mat där Duerstellung vum Internetsite esou d'accord?

4. Et gëtt ugekënnegt, dass 2006 een neit oder ee separat Gebai géing fir déi Schoul um Gebitt vun der Stad Lëtzebuerg zur Verfügung gestallt ginn, an ech wollt weider wëssen, wellecht Gebai dat wier oder wou dat wier. A finalement wollt ech och nach wëssen, ob dann net déi aner Schoulgebaier am Hierscht déiselwecht Moyenen zur Verfügung gestallt kréie fir den Encadrement vum eenzelne Schüler, dee jo awer ganz wichteg ass, fir dass déi à pied d'égalité mat deem neie Lycée gestallt ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet elo d'Unterrichtsministerin, d'Madame Mady Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dat si véier Froen! Ech probéiere mech awer un déi véier Minutten ze halen.

M. le Président.- Véiermol eng Minutt.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Très bien.

Déi Fro, déi d'Madame Brasseur stellt, ass, ob mer ze vill schnell geschoss hunn andeem den neie Lycée presentéiert ginn ass um Internetsite an déi Manéier wéi e presentéiert ginn ass. Dat ass natierlech eng berechtegt Fro.

Ech stelle mech selbstverständlech hannerun oder virun déi Leit, déi dat presentéiert hunn. D'Objektiv, wat ech hinne ginn hunn, ass fir ze soen, mir hätte gären, dass dee Lycée soll an der Rentrée vun 2005 ugoen, well wann ee sech kee preziist Zil setzt, dann huet dat alles natierlech Tendenz fir ze schleefen.

Ech ginn zou, dass et onvirsiichteg war, fir net grouss drop ze schreiwen „sous réserve d'approbation parlementaire". Ech wäert dat awer nohuelen a mir wäerten dat op de Site dropsetzen.

Ech wëll awer richtegstellen, dass ee sech elo net kann umellen. Et kann een eng manifestation d'intérêt eraschécken, dat heescht déi Elteren an déi Schüler respektiv déi Enseignanten, déi drun interesséiert wären, déi kënnen elo soen, mir wären interesséiert ze kommen, mä si kënnen sech selbstverständlech nach net aschreiwen. Ech wollt dat awer hei ganz kloer soen.

Effektiv ass et virgesinn, wann dat klappt, dass mer dat Gesetz virum Summer gestëmmt kréien - an et ass jo déposéiert -, da géife mer dat am Hierscht 2005 effektiv ugoen an enger Primärschoul um Kirchbierg, wou Gespréicher ware mat der Gemeng Lëtzebuerg a wou mer den Accord och hunn, fir do kënnen unzefänken. Wann dat Gebai dann ze kleng wär fir d'Rentrée 2006, da misste mer eng nei Plaz sichen. Dat kann ech Iech de Moment nach net soen. Ech war just ganz zouversiichtlech, well ech gesinn hunn, dass zum Beispill fir de Lycée Vauban ganz séier een neit Gebai provisoresch gebaut ginn ass an ech war du ganz begeeschtert, dass dat esou schnell kéint goen. Ech si jo en Optimist an dofir hunn ech mer geduecht, dat misst dann esou hikommen.

Déi véiert Fro ass déi vun de Moyene fir déi aner Schoulen. Ech mengen de Site ass jo presentéiert ginn, de Projet ass presentéiert ginn an ech sinn eigentlech och ganz frou doriwwer, well ech jo gären hätt, dass dat och soll bekannt ginn an dass ee soll doriwwer diskutéieren. A Gott sei Dank suscitéiert dee Projet jo och ganz animéiert Reaktiounen. Wat ech positiv fannen, dat ass, dass mer diskutéieren: Wéi soll d'Schoul dann ausgesinn?

Elo wësse mer, dass deen neie Lycée ee Lycée-pilote ass, e Projetpilote, et ass net virgesinn deen Encadrement, déi Organisatioun, wou vu moies hallwer aacht d'Schoul op ass bis mëttes hallwer sechs, wou déi Schüler, déi sech aschreiwe fir an eng Ganzdagsschoul, wou eng aner Pädagogik gemaach gëtt, wou d'Enseignante méi present sinn sur place, wou e ganzen Encadrement, Activités complémentaires sinn, dee Modell gëtt jo elo net op alleguerten déi aner Schoulen ausgedehnt a mir wëllen och net soen: Dat do ass de Modell vun der Schoul vu mar.

Mä mir wëllen eng Evaluatioun maachen, ob dat seng Resultater brëngt oder net an dofir kann ech elo deem net virgräifen. Ech si selbstverständlech där Meenung - an ech huelen un Dir alleguerten -, dass mer de Schoule solle Moyenen zur Verfügung stellen, fir hir Schüler esou gutt wéi méiglech ze encadréieren, awer ech wëll elo net aus all Lycée hei zu Lëtzebuerg ee Lycée-pilote maachen.

Ech soe Merci.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Gott sei Dank.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux.

Da komme mer elo zur nächster Fro, dat ass déi vum honorabelen Här Fernand Diederich un de Gesondheetsminister iwwert de Grippevirus.

- Question N°21 du 21 février 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative au virus de la grippe, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Fro stellen un den Här Minister am Zesummenhang mat deene ville Grippefäll déi lescht Zäit, déi eng gewësse Beonrouegung an der Bevölkerung an och an der Press mat sech bruecht hunn. Ech wéilt den Här Minister froen iwwert d'Ausmooss an d'Gravitéit vun den eenzelnen Erkrankungsfäll, iwwert d'Opportunitéit an d'Effikassitéit vun den Impfungen, ob genuch Serum do ass fir mat deenen Impfunge weiderzefueren, ob se opportun sinn an ob et ee Fréiwarnsystem beim Ministère gëtt, ob et do Mesurë gëtt, fir eventuell eng gréisser Grippewell oder eng Epidemie virzebeugen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Wuert huet elo den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Diederich stellt seng Fro zum richtegen Zäitpunkt, well mer just amgaang sinn d'Spëtzt vun de Grippeerkrankunge vun dësem Joer ze erreechen, wa mer dovunner ausginn, dass d'Zuel vun den Erkrankungen an deenen nächsten Deeg respektiv an deenen nächste véierzéng Deeg wäert ganz seriö erofgoen.

Net ze verwiessele sinn déi heiteg Grippeerkrankungen, déi et bei eis a bei eisen Nopere gëtt, mat där ugekënnegter Weltgrippeepidemie, dat huet näischt domat ze dinn. Am Moment si mer mat engem Phenomeen konfrontéiert, deen all Joers erëmkënnt an enger liicht verännerter Form a wou mer duerchaus gerüst si fir domadder eens ze ginn.

D'Madame Mutsch huet mer doniewent eng Fro gestallt, wéi mer eis op eng potenziell méi exceptionnel Grippewell oder Grippeepidemie amgaange sinn anzestellen. Déi Fro wäert ech schréftlech beäntwerten.

Vläicht ugefaange beim Ufank: Zënter zwee Joer gëtt et hei zu Lëtzebuerg e Fréiwarnsystem, e Warnsystem, deen aus engem Netz vun zwielef Doktere besteet, déi feststelle wann et bei der Grippe unzitt an dat eis erlaabt déi noutwendeg Dispositiounen ze huelen. Wann ee kuckt, wat dëst Joer hei zu Lëtzebuerg a Saache Grippe passéiert ass, esou kann ee feststellen, dass am Géigesaz zu deem leschte Joer, wou d'Spëtzt vun de Grippeerkrankungen zum Schluss vum Joer erreecht ginn ass, dëst Joer déi éischt puer Wochen an deem neie Joer besonnesch intensiv sinn. Wéi gesot, déi Grippewell, mat där mer konfrontéiert sinn, erreecht de Sommet an dësen Deeg.

An anere Länner, déi méi fréi getraff gi si wéi mir, wéi zum Beispill Spuenien a Portugal, ass déi Grippewell schonn digéréiert an et ass an d'Normalitéit iwwergaangen.

Wann een elo déi Grippewell vun dësem Joer vergläicht mat deenen aus viregte Joren, esou kann ee soen, dass se eng mëttel bis zolidd Intensitéit hat; et ass awer näischt Exceptionnelles.

Tatsaach ass, dass mer zënter deene leschte Jore systematesch Impfunge promouvéieren. Zënter 2002 lancéiert d'Santé regelméisseg Campagnë fir fräiwëlleg Vaccinatiounen. Dat ass dëst Joer geschitt. Virun e puer Wochen hu mer e Rappel gemaach. De Vaccin stoung a genügender Quantitéit jiddfer Zäit zur Verfügung. Wann een elo dovun ausgeet, dass de Pic iwwerstanen ass, da gëtt et elo kee Sënn méi fir nei Grippeimpfunge systematesch ze maachen, well et siwe bis zéng Deeg dauert bis dass de Vaccin wierksam ass.

Also, d'Konklusioun: D'Grippewell ass och net laanscht Lëtzebuerg gaang, mä awer kee Grond zur Panik. D'Erkrankunge vun dësem Joer sinn an der Norm, a mir ware gerüst fir de Leit kënnen am Virfeld mat Vaccin an duerno och déi beschtméiglech Fleeg ze ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann als lescht Fro hu mer déi vum honorabelen Här Jean-Pierre Klein, och un de Gesondheetsminister, iwwert de Beräich vun der Psychiatrie. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°22 du 21 février 2005 de Monsieur Jean-Pierre Klein relative au bilan au niveau de la psychiatrie et les démarches futures du Gouvernement, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (Art. 78-1)

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Här President, ech wollt dem Gesondheetsminister e puer allgemeng Froe stellen iwwert d'Médecine psychiatrique hei zu Lëtzebuerg. D'Psychiatrie zu Lëtzebuerg, wéi an den Nopeschlänner, ass am Ëmbroch. D'akut Psychiatrie soll an de groussen, regionale Spideeler geschéien. De Centre neuropsychiatrique vun Ettelbréck soll nei Missioune kréien.

- Wéi war d'Evolutioun vun der Médecine psychiatrique zënter dem Rapport Häfner am Joer 1992?

- Wéi ass de Bilan an dëser Branche vun der Medezin an dësem Moment?

M. le Président.- Här Minister, …

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Entschëllegt.

Une voix.- Sssscchhhhhhh!

M. le Président.- …den Här Klein wär frou, wann Der em géift all Är Opmierksamkeet schenken, well en huet nëmmen zwou Minutten.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Si kënnen dat jo och an enger Fraktiounssitzung klären.

M. le Président.- Jo.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Wéi sinn d'Vuë vun der Regierung op dësem Gebitt? Wéi gesäit d'Weiderentwécklung vun der Médecine psychiatrique hei zu Lëtzebuerg aus?

Dat wier interessant, fir dorobber vum Här Minister eng Äntwert ze kréien, wann ech Iech net gestéiert hunn. Entschëllegt.

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- Dir sidd awer schéi kriddelech, Här Klein.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Den Här Gesondheetsminister nach eng Kéier.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Klein ass jo soss ëmmer fein, dann ass et och kee Problem wann hien emol eng Kéier e bësse méi pickeg ass.

(Interruptions)

Zu de Froen, déi den Här Klein mer gestallt huet iwwert d'Approche vun der Regierung zu der Reform vun der Psychiatrie, e puer Informatiounen. Dir wësst, dass de Rapport Häfner iwwert déi Weiderentwécklung vun der Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg op d'Joer 1992-1993 zréckgeet an dass zënterhier um Terrain munches passéiert ass.

Fir d'alleréischt emol am Centre neuropsychiatrique zu Ettelbréck, dee sech opgemaach huet, dezentraliséiert huet, da weider um Terrain wat déi méi gemengenno Psychiatrie ugeet, déi oppe Psychiatrie ugeet, wou sech munches gedoen huet, an opgrond vun deem leschte Plan hospitalier wou et zu enger Verschiebung vun der akuter Psychiatrie vum Centre neuropsychiatrique eriwwer an déi véier haapt regional Spideeler wäert kommen, déi akut Psychiatrie, déi ergänzt gëtt duerch Dageskliniken.

Well mer awer an der Psychiatrie sécher net um Enn vun eisen Efforten ukomm sinn an och an deene leschte Joren an den Nopeschlänner um internationale Plang an der Psychiatrie munches passéiert ass, ware mer der Meenung, dass d'Zäit komm wär fir déi Efforten ze bilanzéieren, dat ze bilanzéiere wat an deene leschte Joren um Terrain geschitt ass, ze kucken, ob mer domat an där richteger Richtung leien a wéi mer déi Effortë musse weider ergänzen.

De Professer Häfner ass an der Zwëschenzäit a Pensioun. Mir hunn ee vu senge wichtegste Mataarbechter, de Professer Rössler als Responsable vun enger grousser psychiatrescher Institutioun zu Zürich, gefrot fir dee Bilan ze maachen. Hie soll eis an eise Bestriewunge begleeden, fir d'Dezentraliséierung vun der Psychiatrie weiderzedreiwen, net nëmmen d'Dezentraliséierung, mä och d'Destigmatiséierung vun de Kranken. D'Behandlung vun de psychesche Krankheete muss gradesou gutt si wéi déi vun anere Krankheeten. De Professer Rössler ass am Moment amgaang, d'Bestandsopnam ze maachen. E wäert se virum Fréijoer virleeën a e wäert eis eng Rei vu Richtlinne ginn, fir an Zukunft weiderzefueren.

Ech wëll awer soen, dass déi Ännerungen, dee Changement an der Psychiatrie, deen de Patiente soll déngen, net ouni Schmäerzen an deene betraffenen Institutioune vu sech geet, dass mer also déi Evolutioun och ganz seriö begleeden a mer déi Plattform, wou d'Psychiatrien aus deene verschiddene Spideeler zesummekomme mat de Psychiatrië vum Centre neuropsychiatrique, relancéiert hunn. Déi Erfahrung, déi mer an deene leschte Méint an deem doten Aarbechtsgrupp gemaach hunn, ass eng ganz gutt. Déi betraffen Institutioune schaffe ganz enk zesummen. Dat mussen se, well et zu enger Verschiebung vun den Aufgabe wäert kommen. Dat wäert an deenen nächste Méint a Fleesch a Blutt iwwergoen.

Mir denken och drun, fir déi Plattform ze ergänzen duerch d'Spezialisten an der ausserspidolescher Psychiatrie, fir ze kucke wéi déi akut Psychiatrie a Rehabilitatioun, déi an Zukunft méi an dem Ettelbrécker Zentrum soll geschéien, an déi méi gemengenno Psychiatrie enk kënnen zesummeschaffen, fir kënnen d'Prise en charge vun de Patienten an deene jeeweilege Phasë vun hirer Krankheet esou gutt wéi méiglech ze gestalten.

Wéi gesot, de Rapport vum Professer Dokter Rössler gëtt fir d'Fréijoer erwaart, an da wäerte mer d'Chamber iwwert déi weider Schrëtt informéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Domat si mer um Enn vun de Froen un d'Regierung fir haut de Mëtteg ukomm.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass de Projet de loi 5394 iwwert d'Uschafung vun engem Militärfliger. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen, nieft dem Rapporteur: den honorablen Här Goerens, den Här Fayot, den Här Bausch an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marcel Glesener. Här Glesener!

7. 5394 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dee Projet, mat deem mer eis do befaassen, ass net een alldeeglechen. Et geet wéi Der wësst drëm fir ee Militärfliger ze kafen, deen e Käschtepunkt vun iwwer 120 Milliounen Euro bedeit, wat jo net e Pappenstiel ass. An do stellen sech dann natierlech eng ganz Rei Froen hei an der Chamber: Firwat esou e Fliger? Ass et noutwendeg, datt Lëtzebuerg esou e Fliger keeft? Ass esou e Fliger ze finanzéieren? Wat geschitt wann dee Fliger eng Kéier hei zu Lëtzebuerg oder iergendwou anescht steet? Wéi ass den Accès vu Lëtzebuerg op dee Fliger?

Alles dat si Froen, déi ee sech natierlech muss a soll stellen, an ech hunn och Verständnis fir all déi Kolleegen, déi e bësse méi mat Problemer un dee ganze Projet do eruginn.

Erlaabt mer awer elo ganz kuerz fir déi legislativ Prozedur nach eng Kéier ze sträifen. Den zoustännege Minister, den Här Frieden, huet am Numm vun der Lëtzebuerger Regierung den 10. November 2004 dee Projet deponéiert. Mir haten an der zoustänneger Kommissioun de 6. Dezember dat lescht Joer d'Presentatioun vum Projet. Dunn ass de Rapporteur bestallt ginn.

Mir haten och eng Diskussioun an der Kommissioun, déi net zu gréissere Beanstandungen Ulass ginn huet. De Statsrot huet en Avis konzipéiert a presentéiert de 7. Dezember, en Avis, deen duerchwegs positiv war, deen absolut keng Objectioune par rapport zu där Acquisitioun zum Ausdrock bruecht huet. Mir haten de 17. Januar dëst Joer den Débat iwwert dem Statsrot säin Avis an och d'Presentatioun vu mengem schréftleche Rapport, deen zur Diskussioun stoung, deen lech och alleguerte virläit an dee mer an där Kommissioun dann och mehrheetlech ugeholl hunn.

Erlaabt mer e puer Wuert iwwert d'Noutwendegkeet, firwat esou ee Fliger, virzedroen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir wëssen, Lëtzebuerg ass en onofhängege Stat, an als onofhängege Stat ass en agebonnen. Et ass e feste Bestanddeel an engem Militärbündnis, wou et Rechter a Flichte gëtt, deenen ee sech mat Sécherheet net kann entzéien.

Doriwwer eraus ass Lëtzebuerg och agebonnen an eng europäesch Verteidegungs- a Sécherheetspolitik. Dat bréngt alles, wéi ech scho gesot hunn, Rechter an och Verflichtunge fir een onofhängege Stat mat sech.

Déi Sécherheets- a Verteidegungspolitik ass definéiert ginn am Laf vun deene leschte Joren. Si ass frësch definéiert ginn an doriwwer eraus war se och Géigestand vum Konvent, dee jo d'Basis ass vun der Europäescher Verfassung, iwwert déi mer an e puer Méint och hei zu Lëtzebuerg ze befannen hunn, esou dass u sech d'Grondkonzepter vun der europäescher Verteidegungs- a Sécherheetspolitik fest definéiert sinn. Wou nach muss dru gefeilt an driwwer geschwat ginn, dat ass déi parlamentaresch Kontroll an déi parlamentaresch Partizipatioun an der Europäescher Unioun an iwwert d'Europäesch Unioun eraus, iwwer d'Konzepter, d'Determinatioun an d'Konsequenze vun der europäescher Verteidegungs- a Sécherheetspolitik. Mä dat ass ee Kapitel fir sech, deen awer elo net direkt eppes mat dem Ukaf an der Acquisitioun vun deem Fliger hei ze dinn huet.

Et ass also kloer, dass déi gesamt Verteidegungspolitik, mat där mer haut konfrontéiert sinn, déi eis eegen ass an Europa, während deene leschte 15 Joer grondlegend geännert huet an hire Konzepter an och an hiren Objektiver.

Wa viru 15 Joer den Haaptobjektiv vun enger Verteidegungs- a Sécherheetspolitik dee war fir den Territoire vun deenen eenzelne Länner ofzesécheren, ze verteidegen am Noutfall, ass dat haut wéineger ginn, mä méi huet d'europäesch Sécherheetspolitik sech drop agespillt, fir a bestëmmte Kriseregioune vun Europa an iwwer Europa eraus Sécherheetsmoossnamen ze konzipéieren an och doriwwer eraus, fir Friddensmissioune kënnen ofzeschléissen am Intérêt vu méi Sécherheet a Fridden an Europa, wou mir als Europäesch Unioun an och als Lëtzebuerg natierlech dovu profitéieren.

Doriwwer eraus hunn och d'Arméien am Numm vun der Verteidegungspolitik eng nei Dimensioun kritt, nämlech ëmmer méi ass et noutwendeg gi fir grouss ugeluechten humanitär Aktiounen an Europa an iwwer Europa eraus duerchzeexercéieren. Et ass net d'Aufgab vun der Arméi - et kënnt een zwar driwwer diskutéieren - déi humanitär Aktiounen duerchzefiéieren, mä wat mat Sécherheet d'Aufgab vun den Arméien ass, dat ass esou humanitär Aktiounen ofzesécheren, fir se ze erméiglechen am Intérêt vun deene Mënschen ëm déi et do geet.

Dat war och eng vun den Ursaachen, déi Changementer am Rumm vun der Verteidegungspolitik erméiglecht hunn, dass d'Lëtzebuerger Arméi sech konnt opmaache fir Auslänner ze rekrutéieren, wat virun zéng Joer absolut net denkbar war, an doriwwer eraus iwwerleeë mer eis haut, fir niewent deem Standbeen vun eiser Arméi wat mer hunn, och e gewëssene Professionalismus doniewent ze setzen, fir deenen neien Aufgabe vun der europäescher Verteidegungspolitik kënnen optimal nozekommen, wou mer als Lëtzebuerg och eis Kontributioun kënne leeschten.

Dat bedeit also eng schnell onproblematesch Interventioun vun den Arméien an de Krisegebitter, déi vun haut op muer entstinn, déi een net ëmmer kann ofschätzen. Dat bedeit also, dass muss schnell intervenéiert ginn am Transport vu Mënschen, déi noutwendeg sinn, Zaldoten, op deene Plaze fir de Fridden an d'Sécherheet ze garantéieren, fir humanitär Aktioune kënnen ofzesécheren. Dat bedeit, dass och schnellstméiglech dat noutwendegt Material muss an déi Krisegebitter transportéiert ginn. Dat bedeit, dass och ganz schnell militäresch Infrastrukturen, wéi zum Beispill Spideeler, mussen an déi Krisegebitter transportéiert ginn.

Dat wat elo d'Konzept betréfft vun der moderner Verteidegungspolitik, do wëll ech mech op déi puer Aspekter beschränken.

Op Grond vun där determinéierter neier Verteidegungspolitik huet sech dann natierlech och eng Iwwerleeung opgedrängt an Europa an deem Militärbündnis an doriwwer eraus och an der Europäescher Unioun, fir där Entwécklung Rechnung ze droen an esou ass et 1996, also scho méi laang, zu engem Kooperatiounsforum komm wat d'militäresch Bewaffnung betrëfft tëschent deene véier groussen NATO-Länner: Frankräich, Däitschland, England an Italien, an een Deel vun deem Kooperatiounsforum war och dee Besoin, deen ech elo ëmschriwwen hunn. Fir déi schnell Transporter kënnen onkomplizéiert ze organiséieren, war also een Deel vun deem Programm d'Konzipéieren an d'Entwécklung vun deenen noutwendegen a sech opdrängende militäresche Fligeren.

Et huet sech do eng europäesch Industrie fonnt, déi konnt kollaboréieren, déi och déi technesch Viraussetzunge bruecht huet fir déi nei Technologien ze entwéckelen. Dat war Airbus, an Italien, Frankräich, England an Däitschland hu sech dann ugefügt, d'Belsch, Lëtzebuerg, Portugal, Spuenien an d'Türkei, fir zesumme mat Airbus dann esou ee Konzept ze entwéckele vun esou Militärfligeren, déi noutwendeg si fir deenen Aufgaben an där moderner Verteidegungspolitik nozekommen.

Deemools ass vun iwwer 290 Fligere geschwat ginn. Dat war deen éischte Besoin, dee kontraktéiert ginn ass. Im Nachhinein ass herno mat Waasser gekacht ginn. Et ass dann e Programm entwéckelt gi vun der Konzipéierung vun 180 Fligeren, wou deen éischte kënnt geliwwert ginn 2009, dee leschten 2020, an nodeem Lëtzebuerg sech entscheet huet un deem Programm deelzehuelen, de Fliger fir Lëtzebuerg kënnt geliwwert ginn am Joer 2017. D'Konventioun zu deem Accord ass den 19. Juni 2001 vun der deemoleger Regierung ënnerschriwwe ginn.

Dat ass also e bëssen den Historique vun der Entwécklung vum Konzept vun deem Militärfliger.

Am Rumm vun der lëtzebuergesch-belscher Kooperatioun, déi schonn zu engem Deel bestanen huet, ass en neien Accord gemaach ginn den 13. Juni 2001, deen déi militäresch Zesummenaarbecht tëschent der Belsch an dem Lëtzebuerger Stat regelt, net eleng wat de Fliger betréfft, mä och wat d'Formatioun vun de Kadere betréfft, d'Militärschoulen, d'Zur-Verfügung-Stelle vu Material, wat d'Lëtzebuerger Arméi net huet, an doriwwer eraus och fir et ze erméiglechen, fir um belschen Territoire déi noutwendeg Manöveren ze exekutéieren, an doriwwer eraus sinn awer och d'Konditioune festgeluecht gi vun der Kooperatioun am Zesummenhang mat dem Vertrag iwwert d'Acquisitioun vun deem Militärfliger an de Kontrakt mat Airbus ass Mëtt 2003 vun der deemoleger Regierung ënnerzeechent ginn.

Firwat Airbus? Firwat net aner Fligeren? Et war kloer, dass Lëtzebuerg net kann décidéiere wat fir ee Fliger mir eis sollen uschafen. An der Kommissioun ass zum Beispill vun engem Kolleeg gesot ginn, firwat net ee Fliger a Russland siche goen. Antonov si Fligeren, déi vläicht besser gëeegent si fir humanitär Zwecker.

Et ass natierlech esou, dass mir elo net a Russland reesen a soen, den Här Putin ass e feine Mann. Mir brauchen e Fliger. Kënnt der eis ee bauen? Wat kascht en? A wann en en stock ass, da stelle mer en op de Findel an dann huet et sech.

Ech mengen, dat ass mat Sécherheet net de Wee, Här Henckes, wéi een un de Problem kënnt erugoen. Doriwwer eraus war et och kloer fir Europa, dass mer eis net géifen an Ofhängegkeet bréngen zu amerikanescher oder Net-NATO-gebonnener Technologie. Dofir ass Boeing net a Fro komm an dofir ass och Antonov net a Fro komm, mä a Fro ass déi Industrie komm, déi wierklech dat Konzept hat fir esou e Fliger ze entwéckelen, e Fliger, dee kënnt villsäiteg benotzt ginn, e Fliger, dee capabel ass fir schwéier Equipementer schnellstméiglech ze déplacéieren, wéi Helikopteren, 37 Tonnen asw., e Fliger, deen och esou flexibel ass, dass e wéineg preparéiert Landefläche brauch, fir kënnen ze landen an doriwwer eraus kann en op engem Fussballsterrain ouni Problem landen an esou schnellstméiglech op allméigleche Punkte vun Europa a vun der Welt déi Materialien…

M. Henri Grethen *(DP).*- Dat ass awer e bëssen ee grousse Fussballsterrain!

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Et gëtt och kleng Fussballsterrainen.

…fir déi kënnen an Ort und Stelle ze bréngen.

Doriwwer eraus däerf een net vergiessen, dass och d'Arméien an deene leschte Joren eng ganz grouss Aufgab erfëllt hu wat d'Ofsécherung vun humanitären Aktiounen bedeit.

A wann ech kucken, déi lescht grouss Aktioun, déi a Südostasien am Zesummenhang mat der Tsunami-Kris realiséiert ginn ass, wou haut, nodeem d'UNO hir Rapportë gemaach huet, festgestallt ginn ass, dass een Drëttel vun deene Gidder, Medikamenter, Materialien, Mënschen, déi gebraucht gi sinn, ze spéit oder guer net ukomm wieren, wann net op Arméi an op Arméifliger hätt kënnen zréckgegraff ginn, da wier dat wierklech zu enger wäit gréisserer Katastroph komm. A mir wëssen, Lëtzebuerg hat dee Fliger gelount, e Fliger fir een Dag ze loune fir esou eng Missioun ze maachen a Südostasien, huet iwwer 140.000 Euro den Dag kascht.

Voilà, ech mengen dat och zur Erklärung e bëssen, dass dee Fliger mat Sécherheet net nëmme militäresch Aufgabe kann absolvéieren, mä doriwwer eraus och zur Verfügung ka stoen, fir wichteg humanitär Missiounen a gréisserem Mooss kënnen ofzeschléissen.

Nun, dat gesot, muss ee sech natierlech d'Fro stellen, wéi ass dee Fliger hei zu Lëtzebuerg iwwerhaapt ze finanzéieren? Dat fannt Der am schréftleche Rapport, well dee Finanzéierungsplang am Joer 2003 hätt missen ugoen, awer net konnt mat enger éischter Tranche vu Bezuelen ulafen, well mer nach kee Projet de loi hunn, mä dee sech dann ergëtt an 19 Tranchë vu Paiementer, déi pro Joer sinn an déi assuréiert sinn iwwert de Fonds d'équipement militaire, dee mer duerch e Gesetz den 19. Dezember 2003 hei gestëmmt hunn, deen also d'Viraussetzunge schaaft, dass dee Fliger bis 2021 ka finanzéiert ginn an de Finanzement also ofgesécher ass.

De Käschtepunkt vun deem Fliger ass 120 Milliounen Euro, wat net wéineg ass, mä wou ee sech awer mat rouegem Gewësse ka soen, dass d'Finanzéierung eis net zu weider gréissere Problemer wäert Ulass ginn hei zu Lëtzebuerg an et ass keen heibannen, deen net domat kann d'accord sinn, dass mer och déi noutwendeg finanziell Mëttele mussen opbréngen, fir eis Aufgabe vu méi Fridden a méi Sécherheet an Europa an an der Welt kënnen ze garantéieren. Et geet net, dass mir Lëtzebuerger dovu profitéieren, mä mir hunn eis moralesch Responsabilitéit, wéi och eisen Deel, wann et machbar ass, sënngeméiss an och logescherweis mat anzebréngen an déi ganz Friddens-, Sécherheets- a Verteidegungspolitik vun der NATO a vun der Europäescher Unioun.

Et sinn eng Rei Froen, déi nach opstinn an déi mer och an der Kommissioun diskutéiert hunn an déi ech hei nach eng Kéier ganz kuerz objektivitéitshalber wëll offe virbréngen.

D'Fro stellt sech vum Stationnement vun deem Fliger. Wéi ass den Accès vun de lëtzebuergeschen Autoritéite fir dee Fliger kënnen dann ze gebrauche wa mer e mussen a wëllen hunn? Wéi ass et mat der Maintenance vun deem Fliger? E Fliger ka jo net während zéng Joer do stoen; wann en dann eng Kéier gebraucht gëtt, da kënnt en net méi an d'Luucht. Dee muss also flugtauglech gehale ginn. Et muss domat geflu ginn, do musse Manövere gemaach ginn, do mussen Asätz gemaach ginn. Wéi ass d'Crew? Wie flitt op deem Fliger? Wou ginn déi Leit rekrutéiert?

Mir sinn eis am Kloren, dass mer dat net eleng zu Lëtzebuerg kënne maachen. Mir mussen dat natierlech a Kollaboratioun mat den NATO-Sträitkräfte maachen, mat de Belsch ënner Ëmstänn, mä d'Fro stellt sech och, ob et net méiglech ass mat Lëtzebuerger Transportgesellschaften Synergien ze schafen, déi et eis méiglech maache schnellstméiglech op dee Fliger kënnen zréckzegräifen.

Dat bedeit natierlech, dass mussen Equipen trainéiert ginn, déi à même sinn och déi Aufgabe kënnen ze maachen, wat och net vun haut op muer ze realiséieren ass, a mat Sécherheet net an där Armél, wéi mer se haut kennen, machbar ass, mä wa mer vu méi Professionalitéit schwätzen, mengen ech, dass dat eng weider Pist ass, mat där de Minister an d'Regierung sech mat der Arméi wäerten ausenaner setzen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat war dat, wat ech nach mengem schréftleche Rapport wollt bäifügen. Et ass wéi gesot eng Fro iwwert déi ee ka kontrovers diskutéieren, wou et awer séier wéineg aner Alternativë gëtt, an ech mengen, wa mer wëllen als seriöe Stat am Conseil mat kënnen diskutéieren, mat deenen aneren am NATO-Bündnis an doriwwer eraus och an der Europäescher Unioun, da musse mer och bereet sinn als Lëtzebuerg eis Responsabilitéit ze iwwerhuelen, ubruecht op Grond vun deene Méiglechkeeten, déi mer hunn.

A mir sinn der Meenung an der Koalitioun an doriwwer eraus, och déi fréier Regierung, de fréiere Verdeedegungsminister, dee jo mat um Ursprung stoung vun där ganzer Entwécklung, dass et eng vun deene Méiglechkeeten ass, déi mir als Lëtzebuerg an als Lëtzebuerger sollen an och kënne maachen.

Voilà, ech géif also am Numm vun der Kommissioun d'Chamber bieden, deem Projet hei d'Zoustëmmung ze ginn. Fir ofzeschléisse wëll ech dann och d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun hei ënnerbreeden. D'CSV ass also bereet, net mat Hipphipphurra, mä trotz allem aus engem Responsabilitéitsgefill och dee Projet hei esou ze stëmme wéi d'Regierung e presentéiert huet.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Goerens ageschriwwen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei deem Projet de loi hei geet et wuel ëm d'Uschafung vun engem Equipement wat kann am Regelfall agesat ginn an deem, wat an der Fachsprooch heescht „Transport logistique". 1999 war zu Köln ee Sommet Conseil européen, wou décidéiert ginn ass fir d'Aufgabe vun der Westeuropäescher Unioun, jiddefalls den operationellen Deel, progressiv eriwwer ze huelen an de Beräich vun der Europäescher Unioun.

Et ass säithier enorm villes geschitt. An deemools och, dat war nach d'Regierung virun där ech ugehéiert hunn, ass e Katalog iwwert d'Capacitéiten opgestallt ginn, an zwar ass en Inventaire gemaach gi vun deem wat gebraucht géif ginn, fir enger europäescher

Défensepolitik och déi néideg Moyenen ze gi vun hiren Ambitiounen.

Wat sinn hir Ambitiounen? Ech mengen, de Minister Frieden huet dat e Sonndeg den Owend gesot. Ech kann dat och op wäite Strecken deelen. D'Ambitioune vun enger europäescher Défense ass e weidert Mëttel an enger ganzer Panoplie vu Moyenen, déi d'Europäesch Unioun sech wëllt ginn, fir ausserhalb vun hire Grenzen ze agéieren. Dozou gehéiert d'Assistance humanitaire, dozou gehéiert de Secours d'urgence, dozou gehéieren och leider, wat net ze évitéieren ass, Défenseaufgaben.

All Kéiers wann d'Urgence gebraucht gëtt oder wann et zu engem militäreschen Asaz kënnt, hu mer et mat engem Echec ze dinn, en Echec well diplomatesch Beméiunge versot hunn, well déi Beméiungen net amstand waren e Konflikt ze verhënneren oder et ass eng Äntwert, wann haaptsächlech eng Urgence ass op en Äerdbiewen, wou d'Leit am Fong och, déi betraff sinn, virun engem Echec stinn. Dee Moment huet een zwou Méiglechkeeten, entweder et hëlt ee reaktiounslos déi Nouvellen, déi ee kritt, hin, an et léisst een déi aner gewäerden oder et mécht ee seng Kontributioun zu der Bewältegung vun deene Krisen, déi ech elo ugesprach hunn.

De Problem an der politescher Duerstellung vun deene Phenomeener do ass deen, dass gewëss Aktiounen eng absolut Null-Visibilitéit hunn. An ech huelen dofir dat, wat am leschten annerhallwe Jorzéngt am westleche Balkan passéiert ass. Erënnere mer eis u Bosnien-Herzegowina an der Halschent vun den 90er Joren, 200.000 Doudecher, 30.000 Fraen, déi violéiert goufen, zwou Milliounen Persounen, déi déplacéiert goufen; d'ganz Öffentlechkeet an do war am Fong d'Opinion publique européenne net en retard, mä en avance.

Politesch Décideuren hu gesot, mir kënnen dat do net reaktiounslos hinhuelen. Mir kënnen net zouloossen, dass op der Dier vun der Europäescher Unioun KZer entstinn. Mir kënnen net zouloossen, dass op der Dier vun der Europäescher Unioun et zu ethnesche Purifikatioune kënnt. Deemools stoungen all politesch Responsabel - an ech géing och soen, alleguerten déi, déi hei an der Chamber vertruede waren - virun enger enorm schwiereger Aufgab: Intervenéiere mer? Waarde mer bis mer en Accord hu vum UNO-Sécherheetsrot? Maache mer eppes, wat kompatibel mat deemselwechten ass, oder waarde mer carrément bis d'Recht am Fong formell arrêtéiert ass, fir kënnen eng Interventioun ze maachen?

Deemools ass vill ze vill spéit reagéiert ginn. Denke mer un déi 200.000 Doudecher, 30.000 violéiert Fraen an zwou Milliounen déplacéiert Persounen.

Am Kosovo ass wuel ze laang gewaart ginn, mä et ass awer éischter eppes ënnerholl ginn. Och do hu sech eng ganz Partie schwiereg Froe gestallt, wou haut nach ee sech kann d'Fro stellen, ob ee rechtlech richteg war fir ze intervenéieren. Ëmmerhin ass do d'Zuel vun den Doudechen am Vergläich zu deem, wat a Bosnien-Herzegowina passéiert ass, net esou héich. 10.000 bis 11.000 Doudecher ginn estiméiert, wat 10.000 bis 11.000 Victimen ze vill sinn.

Da kënnt dat, wou d'Europäesch Unioun wierklech hir Lektioune gezunn huet; nämlech an der fréierer jugoslawescher Republik Mazedonien zum richtegen Zäitpunkt ze intervenéieren. Nodeems se observéiert huet, datt et Signaler gouf am Land, déi kéinten d'Stabilitéit a Gefor setzen, an déi och d'Rechter vun der albanescher Minoritéit kënnte ganz staark tangéieren - fir net méi ze soen -, ass sech dunn décidéiert ginn, fir eng europäesch Aktioun ze maachen, déi souwuel d'UNO-Personal wéi och d'OSZE-Personal, wat op der Plaz war, ze schützen.

Et koum do zu engem Asaz vu 400 Leit. Et ass kee Mënsch, deen dat do als e grousse Succès gefeiert huet, well de Fait, datt e Konflikt verhënnert gouf, ass gläichzesetze mat enger Null-Visibilitéit. Dat hëlt kee Mënsch an Uecht.

Eng aner Aktioun, déi sech ënner europäeschen Auspices ofgewéckelt huet, ass d'Aktioun an der Ituri, wou ënner anerem Frankräich, mä och d'Belsch an och Lëtzebuerg zu engem méi bescheidenen Ausmooss deelgeholl hunn an éischt Versich gemaach hu fir d'Stabilitéit ze bréngen.

Dat sinn déi Typë vun Aktiounen. Dobäi ass d'Gamme vun den Interventiounsméiglechkeeten nach net komplett zu deenen Europa sech bekannt huet, engersäits, a sech och d'Moyenë wëllt ginn an der neier Verfassung anerersäits fir net mat eidelen Hänn dozestoen, wann et anzwousch brennt a wann Nout um Mann ass an Nout un Equipementer.

Ech mengen, et ass doriwwer, wou mer musse schwätzen. Wat maache mer vis-à-vis vun deene Valeuren, déi fir eis selbstverständlech sinn, wann déi anerersäits a Gefor sinn? Intervenéiere mer oder kucke mer ewech?

D'Europäesch Unioun huet sech an hirer ganz grousser Majoritéit décidéiert fir net ewechzekucken, an zwar fir ze intervenéieren; net fir egal wéi ze intervenéieren, mä fir ze intervenéieren a geregelte Bunnen. An déi Bunnen, déi sinn d'internationaalt Recht. Et ass d'UNO-Charta, wat u sech och aus der Kommunikatioun vum Dezember vun 2003 ganz kloer ervirgeet. D'Interventioune kënnen also nëmme just da passéieren, wéi ënnert den europäeschen Auspicen, wa se kompatibel si mat der UNO-Charta engersäits, a mat de Beschléss vum UNO-Sécherheetsrot anerersäits.

Domat, mengen ech, hätte mer schonn e ganz seriöe Garde-fou fir eng Partie Dériven ze verhënneren. Wann ee sech dorunner hält, da läit ee scho mol am Regelfall richteg. Mir hunn et also hei mat engem Mëttel ze dinn, dat kann agesat ginn, net an enger europäesch Arméi, well mir wahrscheinlech ni eng europäesch Arméi wäerte kréien, mä am Kader vun europäeschen Défenseaufgaben, déi modulaire kënnen zesummegesat ginn aus de Contributiounen, déi déi eenzel Länner bereet sinn zur Verfügung ze stellen all Kéiers dann, wann et zu enger Kris kënnt.

Et ass vill ironiséiert ginn iwwert de Kaf vun deem Transportfliger. Et ass kee Militärfliger. Et kann een deen heiten asetzen souwuel beim Transport logistique, dee gebraucht gëtt am Kader vun enger militärescher Kris, okay, e kann awer och gebraucht ginn am Kader vun dem Secours d'urgence, zum Beispill beim Bau vun enger Loftbréck an engem Krisegebitt, wat heemgesicht ginn ass duerch en Äerdbiewen, oder duerch soss eng Kris vu politescher oder naturkatastrophescher Origine.

Lëtzebuerg leescht also do säi Bäitrag, an et gëtt sech ee Moyen, dee kompatibel ass mat deene Lacunen, déi 1999 inventoriéiert goufen.

D'Fro ass berechtegt, ob een elo schonn esou vill Sue soll investéieren an en Engin, deen eréischt 2017 zum Asaz kënnt. Do muss een natierlech drun erënneren, datt d'Uschafe vun där Capacitéit hei nëmme just méiglech gëtt, well se mat de Belsch zesumme kann agesat ginn. Mat der Belsch ass och eng Konventioun ënnerschriwwe ginn, déi nach verfeinert muss ginn, an déi och nach soll an der Chamber diskutéiert ginn, no wat fir enge Modalitéiten, datt déi Equipementer - d'Belsch kréie siwen Avionen, Lëtzebuerg kritt een - kënnen agesat ginn, am Respekt vun deene rechtlechen Dispositiounen a politeschen Décisiounen, déi ech virdrun ugeschnidden hunn.

2017 mussen och nach Fligere gebaut ginn, soss kann de Programm guer net ulafen. Dat Ganzt ass eng Politik aus engem Goss, wou natierlech mussen au départ Engagementer si fir 180 Unitéiten ze kreéieren, well soss kënnen se och net zu deem Präis, deen ofgemaach ginn ass, ofgewéckelt ginn. Déi éischt lafe vum Band 2009, an déi duerno kommen, bis 2020, déi sollen am Fong progressiv Equipementer, déi am Fong net méi der Zäit entspriechen, ersetzen.

Dozou gehéieren zum Beispill déi belsch Avionë vum Typ Herkules; dat sinn déi, déi eis Truppen an den Afghanistan transportéieren - eng weider Aufgab, déi absolut Sënn mécht, well wann een den internationale Flughafe vu Kabul net géing schützen, da géing ee sech net nëmme privéiere vun de militäresche Moyenë fir Stabilitéit dohinner ze bréngen, mä da géif een och den Haaptzougank, déi Haaptplaz, wou am Fong d'humanitär Hëllef kann hibruecht ginn, sech verwieren.

Et fënnt een also genuch Argumenter, wann ee fir dee Projet de loi hei wëllt stëmmen, fir en ze ënnermaueren.

Ech wollt och, well et an der Diskussioun steet, e puer Wuert soen iwwert déi Koexistenz tëschent Kooperatioun, Aide d'urgence a militäreschen Asätz. Et muss ee ganz gutt oppassen, datt et net zu enger Vermëschung kënnt. Fir et einfach duerzestellen: Wann en Äerdbiewen an der Tierkei ass, an et transportéiert een éischt Hëllef dohinner mat engem militäresche Fliger, da stéiert dat kee Mënsch. An et ass och net dann esou, dass dann d'Humanitäre gebrandmarkt wieren, wa se mat engem militäresche Fliger landen, ce d'autant plus datt et dann am Regelfall d'Uerdnungskräfte sinn, déi kucken, datt d'Hëllef dann op déi richteg Plaz kënnt. Dat ass d'Polizei respektiv d'Arméi.

Wann een awer en Asaz huet vun Humanitären an enger Kris, déi eng Origine politique ou militaire huet, da muss een natierlech hällesch oppassen, datt een net d'Humanitären an eng schwiereg Roll bréngt. Well wa se där enger oder anerer Konfliktpartei zougerechent ginn, da gëtt hiren Asaz méi schwéier, a si selwer sinn och physesch gefährdet.

Dofir mengen ech och, dass do déi lescht Ausenanersetzungen, déi et an där Hisiicht gouf, utile waren, well een och nach eng Kéier konnt dee wichtegen Ënnerscheed tëschent deem engen Asaz an deem aneren ervirsträichen. Déi eng gi gebraucht an och déi aner, woubäi de militäreschen Asaz - ech wëll et nach eng Kéier soen - en ultime Moyen ass, an déi aner diplomatesch Beméiungen deem natierlech musse virausgoen.

Ech ka mech freeën am Fong iwwert dat, wat an europäeschen Texter steet - och an der Verfassung - iwwert déi dote Problematik, well do notamment déi politesch an déi rechtlech Garde-fouen dra sinn.

Zum Ofschloss, Här President, wollt ech soen, datt mer hei an der Chamber nach ëmmer e Malaise hunn, wa mer iwwert déi Froen do schwätzen. Eng ganz Partie Kolleege soen, se wéissten net genuch doriwwer. Anerer kënnen natierlech soen: Mä all déi Informatioun, déi Dir frot, déi hutt Dir an iergendenger Form matgedeelt kritt.

Et ka keen heibanne soen, en hätt keen Zougank zu den Informatiounen zu de Beschléss vum Sommet vu Köln vun 1999. Et ka kee soen, e wéisst net, wat ënnert der finnescher Présidence oder ënnert der schwedescher Présidence décidéiert ginn ass. Alles dat war Bestanddeel vun offizielle Kommunikatiounen, déi och den Deputéierten zougänglech sinn, an alles dat ass och Bestanddeel gewiescht vun deene sukzessive Briefingen, déi déi politesch Responsabel an der Commission des Affaires étrangères, de la Coopération et de la Défense gemaach hunn all Kéiers, an zwar ganz schnell no de Conseils européens.

Ech hu selwer och ëmmer e Malaise emfonnt, well ech oft mech ugebueden hunn, fir kënnen an d'Chamber iwwert déi Problematik schwätzen ze kommen, wéi ech do wéineg Echo, fir net ze soen, fir den Heinz Erhardt ze zitéieren, den Echo war „so viel wie fast wenig", sinn ech du bei d'Fraktiounschefe gaangen an ech hu gesot: Mä Dir kënnt och bei mech an de Ministère kommen, mir kënnen doriwwer schwätzen. Deen Eenzegen, deen am Fong Gebrauch gemaach huet dovunner, dat war den Aloyse Bisdorff. Dat war am Fong deen Eenzegen, dee systematesch Gebrauch vun där Offer gemaach huet.

Jo, wann een awer wëllt en Echange hunn, da muss een een hunn, deen Informatiounen ubitt. Ech ginn dovun aus, datt vun dëser Regierung, gradwéi vun deene Regierunge virdrun, d'Bereetschaft do ass fir dat ze maachen. Da muss op där anerer Säit awer och e Kader geschafe ginn, wou déi zwee sech kënne begéinen. Ech mengen do misste mer awer am Stand sinn, iwwer eise Schiet ze sprangen. Well mir mussen iwwer vill Saachen diskutéieren, mir mussen iwwert dat, wat de Minister Frieden Professionalisatioun oder Déprofessionalisatioun vun der Arméi nennt, schwätzen. Mir mussen dat démystifiéieren, well och do ginn et gelunge Virstellungen.

Meng Virstellung ass déi, wann ee bei d'Arméi geet, well een dohinner muss goen, fir kënne Bréifdréier oder Giischtchen ze ginn, kann een deen net forcéieren an iergendeng Opération de maintien de la paix ze goen an do säi Liewen ze riskéieren. Wann en dat wëllt maachen, da mécht en dat op fräiwëlleger Basis. Mä wann een awer och aus Crédibilitéitsgrënn fir Aktiounen, déi absolut vertrietbar sinn, net genuch Leit fënnt, da muss ee sech och kënnen d'Moyenë ginn, fir do eng Partie Leit ënner Kontrakt ze stellen, déi dann do kënnen der Regierung vis-à-vis vu Lëtzebuerg an och vis-à-vis vun der NATO respektiv vun der Europäescher Unioun méi Prévisibilitéit ginn. Doriwwer musse mer schwätzen.

Mir mussen och schwätzen iwwert déi Arrangementer, déi nach ze huele sinn tëschent der Lëtzebuerger Regierung an der belscher Regierung an dësem Fall. Mir musse kucken, wou d'Potenzialitéite vum Asaz vun den Equipementer sinn. Mir mussen och kucken an eis eens ginn, wou d'Limitë sinn. Mir wëllen engersäits Prozeduren allégéieren, anerersäits mengen ech, och wann d'Prozeduren iwwert de Lancement vun enger Opération de maintien de la paix erliichtert ginn, solle mer eis awer net scheie fir all Kéiers dann eng politesch Décisioun oder Diskussioun ze féieren, wann d'Natur vun engem Asaz ännert. Ech hu léiwer eng Diskussioun ze vill oder zwou Diskussiounen ze vill, wéi eng Diskussioun ze mann hei an der Chamber iwwert déi do Problematik.

Här President, déi Equipementer oder deen Equipement, iwwert dee mer haut schwätzen, ass forcément en anere wéi deen, dee mer gewielt hätten an de 70er oder an den 80er Joren. Deen Typ vu Konflikter, deem mer haut musse begéinen, dat sinn Interventiounen a Kriseregiounen, wou een nëmme just da ka Schlëmmeres verhënneren, wann ee schnell do ass. Dat geet net mat der Schubkar, dat geet och net mam Dräirad, dat mussen eben Equipementer si wéi deen Typ, dee mer haut ofstëmmen.

Dat muss souwuel eng Logistique de transport maritime wéi och eng Logistique de transport aérien sinn. An deem Sënn mengen ech hält dee Projet hei d'Strooss well en eng Äntwert duerstellt op ee Kader, dee politesch ganz grëndlech duerchduecht ass an deen och d'Strooss hält mat den neien Imperativer vun der europäescher Sécherheetspolitik, déi sech iwwregens enger relativ grousser Beléiftheet erfreet, well wann een déi lescht Statistike vun Eurostat liest, da si praktesch vu véier Europäer der dräi d'accord mat engem Asaz am Kader vun der Europäescher Unioun.

D'Zoustëmmung ass manner grouss bei Asätz vun der NATO, well do gespuert gëtt, et wier een net esou fest am internationale Recht verankert wéi dat zum Beispill an deenen neien Dispositiounen ass, iwwert déi mer den 10. Juli an der Verfassung ofstëmmen. Et ass e schwieregen Dossier, mä et ass en Dossier iwwert dee muss méi grëndlech a virun allem méi dobausse kloer a verständlech diskutéiert ginn.

Dat gesot, ginn ech lech nach eng Kéier d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Fayot ageschriwwen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass jo seelen, dass d'Chamber direkt iwwert de Kaf vun engem militäreschen Objet ofzestëmmen huet. Et ass och seelen, dass dës Chamber en Débat iwwert d'Verdeedegungspolitik huet. Dofir ass den Débat iwwert dësen Transportfliger eng gutt Geleeënheet fir ons Militärpolitik an der Öffentlechkeet ze diskutéieren.

Erlaabt mer am Ufank vun dësem Débat e puer méi allgemeng Considératiounen zu der Verdeedegungs- a Sécherheetspolitik vu Lëtzebuerg am Laf vun der Geschicht vun onsem Land. Dës Politik war ëmmer e schwierege Sujet an zäitweileg de grousse Politikum zu Lëtzebuerg. Dat huet an hat mat de Méiglechkeete vum Land ze dinn, déi ëmmer beschränkt waren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Wat heescht Verdeedegung a Sécherheet fir Lëtzebuerg?

D'Sécherheet vu Lëtzebuerg war vun Ufank u vu senger Existenz an den Hänn vu senge mächtegen Noperen. Am 19. Jorhonnert war Lëtzebuerg de Spillball zwëschent Däitschland a Frankräich. 1914 gouf d'Land militäresch besat, 1919 stoung seng Existenz selwer um Spill a louch an den Hänn vun de Groussmuechten. 1940 huet Nazi-Däitschland Lëtzebuerg an engem hallwen Dag iwwerrullt. D'Neutralitéit vum Land, déi 1867 duerch de Londoner Vertrag vun de Groussmuechte garantéiert gouf, huet keng Kéier eppes géint d'Violatioun vum Völkerrecht genotzt. Lëtzebuerg war de groussen Noperen hoffnungslos ausgeliwwert.

Säit dem Enn vum Kale Krich gëtt et keng direkt militäresch Bedrohung méi vu Lëtzebuerg a vun Europa. An Europa selwer gouf et säit dem Enn vum Zweete Weltkrich kee Krich méi zwëschent Däitschland a Frankräich an och net zwëschent aneren europäesche Länner. Haut - an dat ass fir mech eng grouss Errongenschaft, eng historesch Errongenschaft - kann e jonke Mënsch, dee säi Liewe viru sech gesäit, op eng Zukunft ouni Krich a sengem direkten Ëmfeld kucken. Dat ass de Verdéngscht vun dem europäeschen Eene-

gungsprozess, dee Fridden an Europa geschaf huet.

Déi enk transatlantesch Zesummenaarbecht vu Westeuropa an den USA an der Zäit vum Kale Krich huet déi pluralistesch Demokratie verdeedegt an erhalen. Dës Zesummenaarbecht war jo déi direkt Konsequenz vum Agräife vun den USA an de Kampf géint faschistesch Muechten am Zweete Weltkrich.

Wat Lëtzebuerg ugeet, huet jo onst Land am Zweete Weltkrich seng Neutralitéit opginn, wéi d'Lëtzebuerger Regierung am Exil zu London an an de Joren duerno un der Neiuerdnung an der Nokrichszäit deelgeholl huet. Dat war engersäits d'Bedeelegung un der UNO, déi, anescht wéi de schwaache Völkerbond nom Éischte Weltkrich, d'Mëttele krut, fir de Fridde wann néideg och mat Waffen duerchzesetzen, an dat war anerersäits d'Bedeelegung u westleche Bündnisser. An deem Zesummenhang huet Lëtzebuerg sech eng eegen Arméi ginn, fir d'éischt opgrond vum obligatoresche Militärdéngscht, du vun enger Fräiwëllegenarméi. D'strategesch Konzepter hu sech natierlech mat der Zäit geännert.

Wann an der Nokrichszäit vun Arméi zu Lëtzebuerg geschwat gouf, war et oft op eng äusserst kritesch Manéier, wann net op eng oflehnend Manéier, besonnesch op der Gauche, mä och emol vu Säite vun der CSV.

Haut, 15 Joer nodeem déi sou genannt bipolar Welt opgehalen huet ze existéieren, si mer an Europa fir de Multilateralismus, dat heescht fir friddlech Relatioune mat alle Länner vun der Welt, ouni Hegemoniebestriewen, mä mat der fester Absicht, ons eege Sécherheet an Europa ze garantéieren an dobaussen opgrond vun der UNO-Charta Fridden a Mënscherechter mat duerchzesetzen.

Ons eege Sécherheet garantéieren, wat heescht dat? Grondleeënd fir déi nei Konzepter vu Sécherheet a Verdeedegung ass d'Strategie, déi den Europäesche Rot den 12. Dezember 2003 opgrond vun engem Bericht vum Här Solana doriwwer ugeholl huet. Dës Strategie ass keng ausschliesslech militäresch. Si identifizéiert déi Haaptbedrohunge vun haut, wéi den Terrorismus, d'Massevernichtungswaffen, regional Konflikter, Opléisung vu staatleche Strukturen an organiséiert Kriminalitéit. Si setzt dat an den Zesummenhang mat der Aarmut an der Ënnerentwécklung an der Welt.

Déi fundamental Iddi, déi dëser Strategie zugrond läit, ass déi, dass ons Sécherheet net ze trennen ass vun enger globaler Uerdnung. D'Aarmut muss gradesou bekämpft gi wéi d'Diktatur, d'Ënnerentwécklung gradesou wéi d'Onuerdnung an d'Kriminalitéit.

Här President, et gëtt sécher regional a global Bedrohungen. Regional muss Europa seng Sécherheet a sengem direkten Ëmfeld garantéieren. Gefrot ass hei eng kohärent europäesch Diplomatie, eng gemeinsam Kriseprevention, eng konsequent Hëllef fir de wirtschaftlechen, sozialen a politeschen Opbau a Länner, déi eben de Krich kennen oder kannt hunn.

Wéi déi fréier jugoslawesch Federatioun ausenaner gebrach ass sinn um Westbalkan al ethnesch, reliéis a politesch Konflikter opgebrach, déi zum Krich an Onstabilitéit un den immédiate Grenze vun Europa gefouert hunn an eng Äntwert vun Europa verlaangt hunn.

D'Integratioun vu Slowenien den 1. Mee 2004, muer an iwwermuer vu Kroatien, Mazedonien an enges Dags vu Serbien-Montenegro, vu Bosnien, vum Kosovo, kann, mä natierlech muss net onbedéngt dozou bäidroen, dass de Konfliktpotential an där Géigend duerch déi friddlech wirtschaftlech a politesch Zesummenaarbecht entschäerft gëtt. An der Zwëschenzäit probéiert d'Europäesch Unioun d'Zesummeliewen an deene Länner matzehëllefen ze organiséieren, nei Onstabilitéiten an nei Krisen ze verhënneren. Also Stabilitéit a Fridde schafen. Also kee Kolonialismus, kee Besatzungsregime, mä Krisepreventioun mat zivilen a mat militäresche Mëttelen.

Am Osten a Südoste vun Europa hunn déi friddlech Revolutiounen an der Ukraine bei de Presidentschaftswahlen - ech soe friddlech Revolutiounen -, a virdrun och a Georgien, gewisen, dass an de fréiere Sowjetstaten demokratesch Regelen zum Deel eng Fassad bleiwen an hannendrun en autoritäre System vu fréiere Sowjetapparatschike weider besteet. Russland wëllt seng Hegemonie a sengem fréieren Aflossberäich net ëmmer mat de feinste Methoden duerchsetzen.

Och hei ass e latent Konfliktpotential festzestellen, dat zu Irritatiounen zwëschent der EU a Russland féiere kann. Och hei muss mat diplomatesche Mëttelen iwwer Kooperatioun a Partnerschaft d'Léisung gesicht ginn, fir Fridden a Stabilitéit ze erhalen an ze festegen.

Dat regionaalt Ëmfeld vun der Europäescher Unioun geet ganz wäit, bis zum Kaukasus, dem Mëttleren Osten an Nordafrika. An dofir och d'Noutwendegkeet fir Europa eng Solutioun am Konflikt zwëschen Israel an der arabescher Welt ze sichen.

Global steet d'Europäesch Unioun fir e multilaterale Kader an deem d'Länner als gläichberechtegt Partner handelen. D'UNO ass dobäi déi Haaptinstitutioun, déi an hire Strukturen a Capacitéite gestäerkt muss ginn. Och dat ass eng Aufgab vun der Europäescher Unioun um globale Plang.

Aus all deenen Ursaachen, Här President, kann ech op jidde Fall net erkennen, wéi dat a verschiddene Kreeser behaapt gëtt, dass d'militäresch Asätz elo privilegéiert géifen a manner d'Preventioun an d'zivil Missiounen.

Här President, déi politesch a militäresch Bündnisser a Strukture vu gëschter bestinn haut nach weider. Et ass och net virauszegesinn, dass se ofgebaut oder ofgeschafe solle ginn. Et geet kee grousse Kreesch duerno duerch all ons Länner. Am Géigendeel gesinn d'Länner d'Schutzfunktioun vun deene Bündnisser. Dofir hélt d'Europäesch Unioun an hirer Verfassung, an där Verfassung, déi mer zur Diskussioun hunn, Kenntnis vun der NATO gradewéi vun dem neutrale Status vun enger Partie EU-Länner; net méi an net manner.

Ech hu bei Géigner vun der Europäescher Verfassung gelies, domat géif elo déi Europäesch Unioun sech der NATO an den Amerikaner ausliwweren. Et ass alles, dass net gesot gëtt, déi Europäesch Unioun géif elo an der NATO opgoe wéi e Stéck Zocker am schwaarze Kaffi. Just de Géigendeel ass wouer, well an der Verfassung d'Europäesch Unioun sech méi Mëttele gëtt, méi onofhängeg och vun den USA gëtt, fir fir hir Sécherheet anzetrieden.

Wien déi lescht Wochen an Deeg d'Diskussioune verfollegt huet, erkennt, dass dat jo de grousse politeschen Thema ass, deen och d'Zukunft vun den transatlantesche Bezéiunge bestëmme wäert.

D'Fro stellt sech: Wëlle mer en eegestännegt Europa, wat eegestänneg seng Sécherheet garantéiere kann, wat eegestänneg an der Welt intervenéiert op seng Manéier oder wëlle mer dat net?

Ech selwer, an och meng Partei, hätte gären esou en onofhängegt Europa och um Plang vun der Sécherheet.

Déi bishereg Bündnisser goufen ëmmer staark vun den USA dominéiert, well dëst déi gréisste Militärmuecht war an och nach ass. Den amerikanesche Prabbeli war jorzéngtelaang Garantie fir Demokratie a Fräiheet a Westeuropa. An no 1990 gouf d'NATO op d'Länner an Osteuropa ausgedehnt, déi Schutz virum mächtegen Noper Russland ënnert dem amerikanesche Prabbeli gesicht an dat mat hirer Participatioun um Irak-Krich gedankt hunn.

D'Tendenz besteet haut an Europa, fir eng eegestänneg europäsch Verdeedegung opzebauen - ech hunn et gesot -, net eng europäesch Arméi, déi jo bekanntlech 1954 zu Paräis gestuerwen ass, mä eng europäesch Verdeedegung, déi Europa Schutz an der verännerter Situatioun no 1990 bidde soll.

Nei Ziler goufe fir déi bestoend militäresch Strukture gesicht, déi sech ëmgestallt hunn a weider ëmstelle mussen. Du si fir d'éischt déi sou genannte Petersberg-Missioune beschriwwen a festgehale ginn. Eng ganz Entwécklung huet stattfonnt, déi iwwregens am Bericht vum Här Glesener beschriwwe gëtt, deem ech och félicitéiere fir seng Aarbecht, fir säi mëndleche Bericht an och fir säi schréftleche Bericht, an déi direkt op dëse Fliger an och op d'Kapitelen iwwert d'Sécherheet a Verdeedegung an der Europäescher Verfassung gefouert huet.

An de leschten zwee Joer huet déi europäesch Verdeedegungs- a Sécherheetspolitik konkret um Terrain agéiert. Säit 2003 huet d'Europäesch Unioun déi international Police Task Force a Bosnien iwwerholl, d'Missioun Proxima an der fréierer mazedonescher Republik an elo Eujust-Themis a Georgien, déi jo den Här Minister, wéi ech gëschter Owend op der Televisioun gesinn hunn, viru kuerzem besicht huet.

An duerch d'Arrangementer zwëschent der NATO an der Europäescher Unioun, sou genannt „Berlin Plus", konnt d'Europäesch Unioun eng éischt Militärmissioun an der fréierer Republik Mazedonien duerchféieren, also d'Missioun Concordia an eng Operatioun Artemis an der Republik Kongo.

Dozou kënnt en Instrument wéi de Centre de situation, dee Renseignementer zesummesicht an doduerch d'Analys vun der Situatioun um Terrain erméiglecht.

A Bosnien leeft eng Operatioun Althea of, déi e Gläichgewiicht tëschent militäreschen an zivilen Ziler verfollegt; sécher, wéi mer wëssen, e ganz delikat Gläichgewiicht.

Ech hunn hei an deene leschte Méint an der Chamber an zu Lëtzebuerg keen Awand gehéiert. Si si menger Usiicht no nëtzlech, si verhënnere Leed fir d'Zivilbevölkerung an droen zur Stabilitéit an zum Fridde bäi. Dat ass weder Kolonialismus, nach Militäroccupatioun.

Här President, de Fliger féiert ons zur Problematik vum Lëtzebuerger Bäitrag zur NATO, wéi och zur europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik.

Zil ass et, laut Koalitiounsprogramm, progressiv, mëttelfristeg op 1,2% vum Bruttoinlandsprodukt fir Ausgaben an deem Beräich eropzegoen. Frankräich läit bekanntlech do scho bei 2,5%, Holland bei 1,6%. Mir si bei, jee nodeem wéi een et rechent, 0,4 oder 0,8%, ob d'Police derbäi ass oder net. Dëse Prozentsaz seet menger Meenung no u sech näischt iwwert déi Aart vu Bäitrag aus, dee mer maache wëllen.

Lëtzebuerg huet zum Beispill wéineg Zaldoten. Well mer der ze wéineg fonnt hunn, hu mer d'Arméi fir Netlëtzebuerger opgemaach. Si kënnen nëmmen op fräiwëlleger Basis agesat ginn. Grondsätzlech ass d'LSAP domat averstanen, datt Lëtzebuerg net eleng mat Sue säi Bäitrag zur Verdeedegungspolitik ofdénge kann. Zaldote vun der Lëtzebuerger Arméi sinn am Ausland agesat ginn, um Balkan, wéi an Afghanistan. Si hunn hir net ongeféierlech Missioune gutt erfëllt an domat dem Land e groussen Déngscht geleescht. Si hunn d'Souveränitéit an d'Crédibilitéit vum Land gestäerkt a si hu gewisen, dass mer et mat der Solidaritéit no baussen eescht mengen.

Dës fräiwëlleg Asätz stoussen natierlech bei enger klenger Arméi op Grenzen, souwuel wat d'Ausbildung, wéi och wat den Equipement ugeet.

Et gëtt dofir elo vun enger Beruffsarméi geschwat, fir der Regierung d'Méiglechkeet ze ginn, schnell op d'Demande vun der Europäescher Unioun an der NATO bei Auslandsasätz ze reagéieren. Mir wëssen, dass mer déi Beruffsarméi schonn zum Deel hunn, well Offizéier, Ënneroffizéier a Korporäl si jo Beruffszaldoten, wann ech gutt ënnerriicht sinn. Ob a wéi mer weider Beruffszaldoten zu Lëtzebuerg fannen ouni eng Friemelegioun opzeriichten, déi jo kee wëllt, dozou wëllt d'Regierung jo an de kommende Méint a Jore Virschléi virleeën.

Vill Leit froen sech och, ob ee sech net en anere Bäitrag vu Lëtzebuerg virstelle ka wéi einfach Zaldoten, zum Beispill a Form vun héichkarätege Spezialisten am Déminage, am Renseignement, an ziviler Hëllef oder vum medezineschen, linguisteschen oder technesche Personal mat enger héijer Spezialisatioun. An de Petersberg-Missioune gëtt et vill Saachen ze maachen, fir déi een niewent der klassescher Arméi aner mënschlech Ressourcë brauch. An ech mengen eis Regierung soll sech dat och mat iwwerleeën.

An da wollt ech nach eppes soen iwwert déi Zuel vun 1,2% vum Bruttoinlandsprodukt fir Militärausgaben. Ech mengen, déi däerf een och net onofhängeg gesi vun der gesamter Démarche, vun där globaler Démarche vun der Verdeedegungs- a Sécherheetspolitik, wéi se dann elo vernetzt gesi gëtt. Wa Lëtzebuerg 0,8% vu sengem BIP fir Entwécklungspolitik ausgëtt, an domat vill méi wéi aner Grouss- a Mëttelmuechten, muss dat och op iergendeng Manéier an der Statistik betruecht a bëuecht ginn.

E Beispill: Wann d'organiséiert Kriminalitéit als eng grouss Gefor fir d'Sécherheet gesi gëtt, wa mer géint Schlepperbanden a géint illegal Immigratioun ukämpfen, geet dat sécher mat Police oder militäresche Mëttelen, mä et geet net ouni e Bäitrag fir d'Entwécklung vun de Länner aus deene Wirtschaftsflüchtlingen, aus deene Leit auswanderen, déi bei sech keng Zukunft hunn.

Dofir, Aarmut an Honger an Exclusioun sinn den Nährbuedem vun Terrorismus, Diktaturen an der Deliqueszenz vu Staten. Entwécklungspolitik gradewéi eng Welthandelspolitik, déi déi aarm Länner respektéiert, si gradesou wichteg Mëttele fir d'Sécherheet ze garantéiere wéi Militär.

Une voix.- Très bien.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, d'amerikanesch Ausseministerin, d'Madame Rice, huet viru kuerzem an enger Ried zu Paräis déi bekannte Gefore fir d'Sécherheet opgezielt, déi fënnef, déi ech och schonn opgezielt hunn. Ech fannen, dass den Discours vun der Bush-Administratioun aner wichteg Gefore vergësst ze ernimmen, déi net mat militäresche Mëttele bekämpft kënne ginn a fir déi mer och vill Mëttele brauchen. Ech hu se scho genannt: sozial Ongläichheet, Raubbau un der Natur, Ongläichheet zwëschent de Kontinenter, de Länner an an de Länner zwëschent immens räich an immens aarm.

Wat mécht ee Mënsch mat Fräiheet an Demokratie, wann en näischt ze räissen an ze bäissen huet, wa seng Kanner keng Zukunft hunn? Déi global Welt gëtt méi räich, mä vill Leit ginn an där Welt méi aarm.

Dofir ass zum Beispill de Virschlag vu Groussbritannien interessant, en allgemenge Scholdenerlass fir d'Entwécklungslänner ze dekretéieren. A besonnesch Europa däerf déi sozial an ekologesch Dimensioun weder bei sech nach dobausse vergiessen. An der globaler Welt muss Europa säi soziale Modell erhalen an ausbauen, seng Ëmwelt erhalen a verbesseren an domat och dobaussen duerchsetzen.

Här President, d'Europäesch Unioun ass eng Wirtschaftsmuecht, déi ausser enger moralescher a politescher Autoritéit fir den Ableck wéineg Mëttelen huet, fir sech dobausse Respekt ze verschafen. Si gëtt als sou genannten „Softpower" bezeechent, an dach huet se esou Mëttelen. D'Europäesch Unioun ass indirekt iwwer wichteg Memberen am Sécherheetsrot vun der UNO vertratt. A wa se mat Drëttlänner Partnerschaften oder Zesummenaarbecht décidéiert, ka se dora Klausele géint Massevernichtungsmëttelen abannen, wéi se dat zum Beispill an engem Accord mat Tadjikistan den 11. Oktober 2004 gemaach huet a wéi se dat och an engem Accord d'association mat Syrien agefügt wëllt hunn.

Op deemselwechte Plang läit de Versuch vun der Europäescher Unioun iwwer Däitschland, Frankräich a Groussbritannien, den Iran mat wirtschaftlechen an diplomatesche Mëttelen ze iwwerzeegen, keng Atomwaffen ze produzéieren. Fir d'Europäesch Unioun als Wirtschaftsmuecht an als Muecht, déi op Verhandlungen a Multilateralismus setzt, däerf militäresch Interventioun ni zu engem Mëttel ginn zu deem ee gräift éier all aner Mëttelen ouni Erfolleg bliwwe sinn.

Här President, d'Europäesch Unioun huet sech als Zil gesat, bis 2010 schnell Eingreifstruppen opzebauen an domat eng Roll fir d'Erhale vum Fridden an d'Agräifen am Fall vu Krisen ze spillen.

Den Avion, dee Lëtzebuerg keeft, soll dozou bäidroen esou Truppen ze transportéieren a soll doriwwer eraus fir aner humanitär Flich benotzt ginn. Den Airbus, dee mer kafen, entsteet duerch eng europäesch industriell Entreprise, déi fir vill europäesch Firmen Opträg ofwerft an Aarbechtsplazen an der Industrie erhält oder schaaft. Krichsmaterial gëtt nun ebe produzéiert, an Europa, mengen ech, deet gutt drun och op deem Plang seng Eegestännegkeet ze entwéckelen.

Haut stëmme mer ee Projet de loi fir eng Décisioun ze formaliséieren, déi am Dezember 2002 vun der viregter CSV-DP-Regierung geholl gouf, ouni dass d'Chamber domat befaasst ginn ass. D'LSAP hat sengerzäit kritiséiert, wéi dat geschitt ass, mä net wat geschitt ass.

Zwar gëtt deen Avion eréischt 2017 geliwwert an domat operationell, fir d'LSAP ass et awer gradesou wichteg wéi den Ukaf vum Avion, d'Manéier wéi en agesat gëtt. Also et geet hei ëm den Ukaf vum Avion, mä zugläich musse mer kucke wéi en agesat soll ginn. Sécher wësse mer, dass e soll an déi belsch Arméi integréiert ginn. E muss awer onser Meenung no ënner Lëtzebuerger Souveränitéit a mat Lëtzebuerger Mandat agesat ginn, esou wéi mer elo bei de Friddensmissioune vu Fall zu Fall eegestänneg décidéieren, well mer och beim Asaz vum Militärfliger décidéieren, wou a wéi dat ze geschéien huet.

Well an der Logik vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik ass et eng Evidenz, dass net nëmme politesch Décisiounen op deem Gebitt mat Eestëmmegkeet geholl ginn. Et ass gradesou evident, dass de Memberstaten hir Mëttelen, ob dat elo Zaldoten oder Material sinn, nëmme mat hirem expressen Averständnis agesat ginn.

Une voix.- Très bien.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, dee Flou, deen eng Zäit beim Avion geherrscht huet, ënnert der viregter Regierung, huet och iwwert dem hallwe Schëff geschwieft, wat jo anscheinend an der belscher Budgetsmisäre ënnergaangen ass.

Nu mengen ech, och opgrond vun der Sensibilitéit vun esou Dossieren - et ass schonn hei gesot ginn, och vum Här Goerens -, dass d'Regierung Interessi drun huet, kloer demokratesch Prozeduren anzehalen an der Öffentlechkeet klore Wäin anzeschenken.

An deem Zesummenhang wëll ech ee Wuert soen iwwert déi Gesetzesännerung, déi d'Regierung abruecht huet, fir bei Missiounen am Ausland d'Prozedur méi flexibel a méi schnell ze maachen. Elo muss jo opgrond vum Gesetz iwwert d'Opération pour le maintien de la paix, dat sou genannt OMP-Gesetz vun 1992, wann e puer Leit op eng Missioun an d'Ausland geschéckt ginn, e Règlement grand-ducal no Avis vum Conseil d'État an der Conférence des Présidents vun der Chamber geholl ginn. D'Chamberkommissioun konnt ëmmer erëm constatéieren, dass dës Missiounen net ouni Gefor waren, mä awer eigentlech keng Kampfhandlunge waren. An Zukunft soll der Regierung no just d'aussepolitesch Kommissioun bei esou Missioune consultéiert ginn, well d'Regierung och schnell reagéiere muss.

Ech hu perséinlech domat kee Problem, wann dës Consultatioun extensiv an intensiv ass. Ouni weder dem Conseil d'État, nach der Presidentekonferenz ze no ze trieden, sinn ech der Meenung, dass d'Verdeedegungskommissioun vun der Chamber à même ass, d'Portée vun enger Missioun ze erkennen an ze jugéieren.

Elo gëtt gesot, dat hunn ech och emol gelies, den Afloss vun der Chamber géif duerch dës Gesetzesännerung méi kleng ginn. Ech mengen dat net. Dat hänkt virun allem vun der Chamber selwer of. Wann zwëschent der Regierung an der aussepolitescher Kommissioun iwwer eng Missioun en Désaccord besteet, huet dës Kommissioun d'Méiglechkeet déi Fro virun dem Plenum an domat an d'Öffentlechkeet ze bréngen, eng Motioun ze stëmmen an déi Fro och zur politescher Ausenanersetzung ze bréngen.

D'Gesetz vum 27. Juli 1992 iwwert d'Opération pour le maintien de la paix seet, dass d'Regierung ënner anerem e Kontingent vun Zaldoten am Kader vun esou Operatioune ka schécken. Eng OMP-Missioun ass, dem Artikel 1 no vun deem Gesetz, ech zitéieren: «une mission à caractère civil ou militaire dont le but consiste notamment dans la prévention, la limitation, la modération ou la cessation d'hostilités internes ou inter-étatiques par l'intervention d'un tiers avec l'accord des parties directement concernées».

Dat sinn u sech keng klassesch Krichshandlungen, fir déi mer den Artikel 37 vun eiser Verfassung bemëie mussen.

Sécher, Här President, als leschte Gedanken zu dësem Bäitrag, musse mer op dës Diskussioun vu Verdeedegungs- a Sécherheetspolitik zréckkommen, wann d'Europäesch Verfassung a Kraaft ass, well d'Kapitel iwwert d'Sécherheets- an d'Verdeedegungspolitik ass eent vun deenen, dat inhaltlech entwéckelt an ausgebaut gëtt. Géintiwwer de viregte Verträg gi fir d'éischt d'Missioune vun där Politik ausgeweit. Niewent de Petersberg-Missiounen, déi am Traité vun der Europäescher Unioun säit Maastrecht bestinn, kommen Aktioune fir Désarmement, Hëllef a Conseil fir d'Militär, Krisepreventioun a Stabiliséierungsoperatiounen no de Konflikter.

Et gëtt eng Agence fir Waffen a Fuerschung gegrënnt. Et gëtt eng extra Zort vu verstäerkter Zesummenaarbecht zwëschent Länner, déi besonnesch schwiereg Missiounen iwwerhuele wëllen an dat ass sécher eng wichteg Fro, och wat d'Participatioun vun den nationale Parlamenter doranner ugeet. An et gëtt och eng Solidaritéitsklausel zwëschent allen europäesche Memberstaten am Accord mam Artikel 510 vun der UNO-Charta.

Et gëtt iwwregens, dat wollt ech nach a Klamere soen, vu Géigner vun der Verfassung kritiséiert, dass am Artikel 41 vun der Verfassung nëmme vun de Prinzipie vun der UNO-Charta Rieds geet an net vun engem Mandat vum Sécherheetsrot vun der UNO. Ech verstinn deen Awand eigentlech net, well d'Prinzipie vun der UNO-Charta jo soen, dass d'UNO de Gewaltmonopol huet an dass e Mandat vun der UNO néideg ass fir an der Welt anzegräifen. Klamer zou.

Här President, fir mech sinn dës Bestëmmunge vun der Verfassung wichteg Elementer op dem Wee fir eng europäesch Verdeedegung. Europa als Wirtschaftsmuecht mat 450 Milliounen Awunner huet eng Verantwortung no bannen an no baussen. Dës Verantwortung ass eng global fir Fridden, fir Demokratie, mä och fir den nohaltegen Handel, fir Ëmwelt a Klimaschutz an der Welt, fir de Kampf géint d'Aarmut an d'Exclusioun.

Verdeedegungs- a Sécherheetspolitik ass een Element dovunner. Et kann een de Kranken an de Verfollegten net hëllefen, wann een se net beschütze kann a wann een déi net beschütze kann, déi hëllefen an déi gehollef kréien.

Déi grouss Majoritéit vun der Bevölkerung ass fir eng europäesch Aussepolitik a wënscht, dass Europa sech och militäresch Mëttelen dofir gëtt. Déi Europäesch Unioun, dat wëll ech hei awer wierklech och virum Land soen, ass keen imperialistescht Räich. D'Europäesch Unioun ass eng Schicksalsgemeinschaft, déi aus dem Krich ervirgaangen ass, fir de Fridden ze garantéieren. D'Europäesch Unioun ass de geneeë Géigendeel vun enger imperialistescher Muecht. Si huet bis elo an Europa Fridde geschaf a wëllt dat weider maache bei sech, ronderëm an an der Welt.

Ech mengen och, dass de Pazifismus, also den absolute Gewaltverzicht, keng Solutioun ass. De Réckzuch an national an europäesch Grenzen och net. Global Verantwortung fuerdert zivil a militäresch Mëttelen. Fir d'Sécherheet an onser globaler Welt ze garantéiere musse mer ons upassen, ons Mëttele ginn op allen zivile Pläng, an dem Handel, der Wirtschaft, der Hëllef, der Partnerschaft, mä och Mëttel um militäresche Plang an dofir stëmmt d'LSAP dëse Projet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et dierft deene meeschten heibannen net entgaange sinn an deene leschte puer Wochen, datt déi Gréng dëse Projet net wäerte stëmmen an ech muss natierlech fir dat ze motivéieren e bësse méi wäit aushuelen. Et hu jo och schonn anerer vu menge Virriedner dat elo gemaach, déi sech e bësse méi allgemeng beschäftegt hu mat der europäescher Sécherheets- a Verteidegungspolitik. Ech muss dat och maachen, fir kloer ze maachen, firwat datt eis Positioun haut esou ass wéi se nun eemol ass.

Säit dem Akraafttriede vum Vertrag vun Amsterdam am Joer 1999 ass e wesentlechen Tournement komm an der europäescher Sécherheets- a Verteidegungspolitik. Zwar waren och scho beim Maastrechter Vertrag eng Rei wichteg Elementer an deem Zesummenhang festgeschriwwe ginn, mä et ass duerch den Amsterdamer Vertrag, wou eigentlech déi richteg europäesch Sécherheets- a Verteidegungspolitik, ESVP, mat hiren dräi Komponenten, wéi mer se haut kennen, preziséiert a verdäitlecht ginn ass.

Wat sinn déi dräi Komponenten? Dat éischt ass eng militäresch Komponent. Iwwert déi gëtt eiser Meenung no am Moment am meeschten oder vill ze vill geschwat. Dat zweet ass eng zivil Komponent an dat drëtt ass eng Komponent vu Konfliktpreventioun. An zu där drëtter Komponent géif ech emol gäre behaapten an ech kommen nach dorobber ze schwätzen, obschonn zu Göteborg 2001 déi als déi wichtegst ugesi ginn ass, iwwert déi drëtt gëtt am Moment quasi guer net geschwat, respektiv hu mer eis am Moment nach iwwerhaapt keng Moyenë ginn. Eiser Meenung no ass dat awer eng vun deene wichtegste Komponenten an enger Sécherheets- a Verteidegungspolitik.

Déi zwou éischt Komponenten, déi militäresch an déi zivil, sinn och déi, déi an deene sou genannte Petersbuerger Aufgabe beschriwwe gi sinn. Si sinn och integrale Bestanddeel vum Titre 4 vum Vertrag vun der Unioun. 2001 ass awer déi drëtt Komponent méi preziséiert ginn, nämlech déi vun der Konfliktpreventioun an dat hat eng ganz Rei Grënn, well natierlech um Sommet vu Göteborg, wéi déi Komponent definéiert ginn ass, och schonn eng Rei Bilanë gezu gi si vun Echecer aus den 90er Joren, virun allem natierlech och vum Desaster vun deem wat um Balkan passéiert ass an esou weider.

An dunn ass gemengt ginn, datt eigentlech d'Konfliktpreventioun - ech kommen herno am Detail drop zréck wat fir eng Elementer dorënner ze verstoe sinn - misst e besonnesch grousse Stellewäert kréien am Kader vun der europäescher Sécherheets- a Verteidegungspolitik.

Wat beinhalten déi dräi Komponenten elo am Detail?

Déi militäresch, vun där am Moment am meeschte geschwat gëtt. Do kenne mer jo dat Schlagwuert vun deenen ominöse Battlegroups. Wat heescht dat? Déi Battlegroups hunn als Haaptzil, datt eng Sträitkraaft vu 60.000 Unitéite banne 60 Deeg ka mobiliséiert ginn an datt d'Garantie besteet, datt se zumindest ee Joer kann an engem Dauerasaz sinn, wann et noutwendeg ass.

An deem Kontext iwwregens, well natierlech vill iwwert déi Komponent an iwwert d'Schwaachpunkten, déi mer haut hunn, fir déi ze erfëllen, diskutéiert gëtt, huet sech anscheinend erausgestallt, datt mer an Europa ee grousse Schwaachpunkt hunn, dat sinn d'Transportcapacitéiten am militäresche Beräich. Et wieren der ze wéineg do an et gëtt gesot déi, déi mer hätten, wieren zu engem groussen Deel och nach vereelst, déi missten no an no ersat ginn.

An duerfir ass och déi Décisioun erbäigeschwuer ginn, fir de Kaf vun deenen 180 Airbussen, wou mer dann iwwer een dovunner haut de Mëtteg schwätzen. Ech mengen awer, datt et och nach aner Grënn gëtt, firwat iwwert déi Airbussen do geschwat gëtt a firwat déi Décisioun geholl ginn ass. Op déi kommen ech nach méi spéit zréck.

Zweete Punkt, déi zivil Komponent ass preziséiert ginn um Sommet zu Feira 1999 an zu Göteborg 2001 och. Déi huet virun allem e Véier-Moossname-Paquet zu deem sech verflicht ginn ass.

Deen éischte Punkt ass deen, datt eng Zesummenaarbecht vun de Polizeikräften ugestrieft gëtt an an deem Kontext ass zum Beispill festgehale ginn, datt et muss méiglech si fir 5.000 Polizeibeamte schnell ze mobiliséieren, wann et noutwendeg ass, 1.000 dovunner innerhalb vun 30 Deeg, wann et drëms geet zum Beispill d'Uerdnung an engem Land, an engem Krisegebitt erëm hierzestellen.

Den zweete Punkt ass, datt eng Stäerkung misst ugestrieft gi vun der Rechtsstaatlechkeet, entweder a Gebidder wou Krisen existéieren oder wou Krise behuewe sinn a wou mer nach an Iwwergankssituatioune sinn. Do ass sech zum Beispill verflicht ginn, datt musse relativ séier bis zu 200 Riichter, Statsanwält, Strofvollzuchsexperten an aner wichteg Persounegruppen innerhalb vum Geriicht a vum Strofvollzuch kënne bereetgestallt ginn.

En drëtte Punkt ass d'Stäerkung vun der Zivilverwaltung. Zum Beispill sollt et an Zukunft méiglech si fir Expertëgruppen, déi Wahle virbereeden a Länner, wou virdrun Onstabilitéit existéiert huet, awer och Expertëgruppe fir esou Saache wéi e Steiersystem opzebauen, Bildungswiesen, Waasserversuergung oder aner Saachen, déi zum zivile Beräich gehéieren, fir déi relativ séier erëm kënnen opzebauen.

Zum véierte Punkt gehéiert de Bevölkerungsschutz. Virun allem misst do e ganze logisteschen Apparat opgebaut ginn, dee kënnt den Hëllefsorganisatiounen zur Säit stoen a virun allem och do als Beispill nëmmen een erausgeholl, muss et fäerdeg bruecht ginn innerhalb vun dräi Stonnen Evaluéierungsteamen oder Expertenteame vu bis zu 2.000 Persounen ze mobiliséieren, fir a verschiddene Krisefäll kënnen op der Plaz agesat ze ginn.

Dat heescht, wann een deen zweete Volet kuckt, da stellt ee fest, datt dat wat do um Niveau Ressources humaines, Logistik an esou weider misst zur Verfügung gestallt ginn, en enormen Apparat ass an een enorme Käschtepunkt wäert mat sech zéien. Allerdéngs gëtt, wéi gesot, iwwert deen am Moment am Detail ganz wéineg diskutéiert, mä haaptsächlech iwwert deen éischten.

Deen drëtten ass dee vun der Konfliktpreventioun. Virun allem soll et dorëms goen, datt d'Ursaache vu Konflikter identifizéiert kënne ginn, fréizäiteg identifizéiert kënne ginn, fir se dann och kënnen ze bekämpfen. Et soll versicht ginn, eng ganz Logistik opzestellen, déi et erméiglecht méi effektiv Konflikter schonn an hirer Ufanksphas ze identifizéieren. D'international Zesummenaarbecht an deem Kontext soll gestäerkt ginn. Zu all deenen dote Punkte gëtt et bis elo rose wéineg, wat op d'Bee gesat ginn ass. Wann ee kuckt am Kader vun den EU-Budgeten, wat d'finanziell Envergure ass fir déi dote Saachen zum Beispill, da stelle mer fest, datt dat ridicule wéineg ass a bäi wäitem net dat ass, wat sech als Zil gesat ginn ass zu Göteborg 2001.

Fir déi Gréng ass et awer esou, dass déi europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik, zu där mer stinn - dat wëll ech ausdrécklech soen -, e Ganzt ass, dass déi dräi Komponenten zesummegehéieren, an datt mir keng Loscht hunn elo separat iwwer ee Volet, an da virun allem dee militäreschen ze diskutéieren, an déi aner an der öffentlecher Debatt permanent aussen vor gelooss ginn.

Mir mengen och dofir, an dat sinn eis gréisste Bedenken, déi mer am Moment hunn, wa mer kucke wéi d'Diskussioun am Moment gefouert gëtt, datt zum Deel hanne vir ugefaange gëtt an der Approche vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik.

Fir eis ass et op alle Fall kloer, do misst d'Hierarchie esou sinn, wann een déi dräi Komponenten hëlt, datt d'Konfliktpreventioun un éischter Stell steet, un zweeter déi zivil Komponent an dann un der drëtter Plaz eréischt déi militäresch kënnt.

Um Enn ass et awer esou, dass mir feststellen, datt de militäreschen Aspekt d'Top-Prioritéit genéisst an deen eigentlech als prioritär ugesi gëtt, an och dass sech e bëssen, fir net ze soen ëmmer méi staark der Illusioun higi gëtt, dass een duerch héich Investitiounen an deen dote Beräich eng Kéier e risestaarke Militärapparat kéint opbauen, deen eis dann déi Sécherheet an déi Sécherheetsgefiller géif ginn, déi mer bräichten an déi mer ustriewe mat deem gesamte Konzept.

Déi aner Konzepter, wéi gesot, gi vernoléissegt. Dee vun der Konfliktpreventioun - ech hat et gesot - ass zu Göteborg 2001 zur absoluter Prioritéit deklaréiert ginn. Wann ech déi Debatte verfollegen, déi de Moment intensiv och am Europaparlament stattfannen, da stellen ech fest, datt dat och am Europaparlament ganz staark kritiséiert gëtt, datt deen do Volet bis elo iwwerhaapt net weiderbruecht ginn ass, datt deen absolut e Stéifkand ass, an datt einfach alles wéi gesot sech just ëm dee militäresche Volet dréint.

A wann een dann doriwwer diskutéiert wéi ee Bäitrag ee Land am Kader vun där europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik soll leeschten, da menge mir, da muss een dat kënnen diskutéiere par rapport zu deene 25 Länner en fonction vun deenen dräi Sailen. Da muss et fir eis och egal sinn a wéi eng vun deenen dräi Sailen eventuell dat eent oder dat anert Land investéiert.

Ech wëll mech erklären. Ech mengen, dass et wéineg Sënn mécht fir e Land wéi Lëtzebuerg, wat strictement keng militäresch Traditioun oder „Kultur" huet, wat éischter no der Ofschafung vum obligatoreschen Arméidéngscht de militäresche Volet op en absolute Minimum zréckgeschrauft huet. An dofir muss ee sech awer kënnen d'Fro stellen, wa Lëtzebuerg dann - a mir mengen, datt Lëtzebuerg säi Bäitrag zu der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik muss leeschte sougutt finanziell wéi och wat d'Zur-Verfügung-Stelle vu Leit wéi och wat d'Logistik ubelaangt - dee Bäitrag leescht, ob et dann net méi Sënn mécht fir esou ee klengt Land, wat wéi gesot keng militäresch Traditioun huet, an de Volet 2, deen ech virdrun opgezielt hunn, vun der Konfliktvermeidung investéieren ze loosse wéi onbedéngt an dee militäreschen Aspekt.

Ech mengen, wa mer iwwert déi gesamt Strategie, déi gesamt europäesch Sécherheets- a Verdeedegungsstrategie diskutéieren, da muss och de Bäitrag vun engem eenzelne Land par rapport zu deenen dräi Saile gekuckt ginn an net nëmme par rapport zu engem.

Mir mengen op alle Fall, dass et fir Lëtzebuerg méi Sënn ebe gemaach hätt, wann ee gesot hätt: Hei, komm mir schrauwen eis Ausgaben am Beräich vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik erop, mä mir investéieren an déi zivil Komponent oder an d'Komponent vun der Konfliktpreventioun, an dann hu mer genausou gutt e Bäitrag geleescht wéi anerer, déi vläicht Militärfligeren oder -schëffer kafen. Dann hätt dat sécherlech dora gepasst.

Ausser natierlech et ass ee wierklech der Meenung, datt déi dräi Komponenten net Bestanddeel vun engem gesamten europäesche Konzept, vun engem europäesche Modell sinn. Dat géife mir op alle Fall bedauerlech fannen an och contraire zu deem fannen, wat eigentlech op deene Sommeten Enn der 90er Joren diskutéiert ginn ass.

Dat géife mer och contraire fannen, Här Fayot, zu deem, wat am Konvent diskutéiert ginn ass, wéi sech d'europäesch Sécherheets- a Ver-

deedegungspolitik virgestallt gëtt, wou ëmmer insistéiert ginn ass op d'Zesummespill vun deenen dräi Komponenten do. Op alle Fall ass et fir eis relativ bedenklech, wa mer als Lëtzebuerg higinn an eben dee Wee aschloen, dee mer hei aschloen, andeem mer wéi gesot reng an dee militäreschen Aspekt investéieren, wou mer an d'Richtung ginn, andeem mer dee Militärfliger finanzéieren.

Da kënnt een anert Argument, dat ech wëll virbréngen, wat eis besonnesch gestéiert huet an där ganzer Diskussioun hei, sougutt scho bei där viregter Regierung wéi bei där heiter, déi déi Argumentatioun zum Deel weidergefouert huet. Dat ass, datt dee Militärfliger hei zum gudden Deel an der Öffentlechkeet gerechtfäerdegt ginn ass mat humanitären Zwecker.

Komm mir sinn éierlech: Dat, wat mer hei kafen, ass e Militärfliger, an deen ass geduecht virrangeg fir militärescht Material ze transportéieren, e Militärhelikopter ze transportéieren. Dee Fliger gëtt iwwregens och deementspriechend militäresch équipéiert mat Maschinnepistoulen, logescherweis, well e geduecht ass fir haaptsächlech militäresch agesat ze ginn.

Wat hei an de Vierdergrond geschobe gëtt, och elo nach - fir meng Begréffer e bëssen zynesch - um Hannergrond vun der Tsunami-Katastroph, dat ass op alle Fall scho bal de mauvais goût, géing ech soen, dat ass net dat, firwat de Fliger ugeschaf gëtt.

De Fliger hei gëtt kaaft am Kontext vun enger europäescher militärescher Strategie a mir sollen och wann ech glift endlech ophalen, déi geféierlech Vermëschung ëmmer erëm ze maachen, déi Usus ginn ass an där leschter Zäit, fir déi militäresch Missiounen esou einfach locker an engem Otemzuch ze nenne mat deenen humanitären, respektiv fir dat ze maachen, wat mer hu misse feststellen, och an deene leschte Konflikter, virun allem an Afghanistan, an dat de Sonndeg och zu Recht op där Debatt op der Televisioun vun engem Vertrieder vu Médecins sans frontières opgeworf ginn ass, wou carrément esouguer gesot gëtt, zum Beispill an Afghanistan: Wann Dir Iech net esou behuelt wéi mir dat als militäresch Muecht hei gären hätten, da sträiche mer Iech d'humanitär Hëllef oder d'humanitär Hëllef ass gebonnen un de Fait, datt Dir Iech behuelt esou wéi mir et gären hätten.

Do gi geféierlech Spillercher gemaach, geféierlech Vermëschunge gemaach, a kommt mir sinn esou éierlech a mir soen, firwat datt mer dee Fliger hei kafen, kommt mir loossen déi humanitär Aspekter hei eraus, soit datt en och vläicht iergendwann eng Kéier agesat gëtt, fir Medikamenter oder ech weess net wat och iergendswou ze féieren.

Ee leschte Punkt, deen ech awer mengen, deen een och net kann négligéieren an där ganzer Diskussioun, dat ass deen, datt et gewëssene Käpp an Europa och virschwieft fir een Op- oder Ausbau vun der europäescher Rüstungsindustrie an d'Wee ze leeden, a mat haaptsächlech där Bestellung vun deenen 180 Airbussen hei gëtt dat relativ däitlech.

Ech wëll verweisen op een excellenten Artikel vum Romain Hilgert am „Lëtzebuerger Land" vum 8. Juni 2001, deen dat menger Meenung no ganz gutt folgendermoossen analyséiert huet, wou e seet: „Die Entscheidung der belgischen und luxemburgischen Regierung vom Freitag…" - also 2001 natierlech - „…drängte, denn in 14 Tagen will Airbus bei der Pariser Rüstungsmesse von Le Bourget endlich ein Auftragsheft für sein großes Militärprojekt vorlegen können, um am 21. Juni um 14.00 Uhr alle Zweifel darüber zu zerstreuen, dass der Transporter überhaupt jemals gebaut wird. Und mit dem A400M will die europäische Airbus sich endgültig auch im Rüstungsgeschäft gegen die US-Konkurrenz von Boeing und Lockheed Martin behaupten.

(…) Weil es aber billigere Angebote der US-amerikanischen und russischen Konkurrenz gibt, werden immer wieder Zweifel laut, ob es überhaupt genügend Nachfrage gibt, um einen eigenen europäischen Transporter zu entwickeln. Doch auf diesem Gebiet sind marktwirtschaftliche Überlegungen zweitrangig. Um die hohen Entwicklungskosten zu bezahlen, müssen mindestens 180 Maschinen bestellt werden; Airbus rechnet mit dem Absatz von 225 Maschinen zu einem Gesamtpreis von 20 Milliarden Euro."

Ech mengen, datt déi Analys do richteg ass, an datt een dat awer soll am Kapp behalen, datt et hei awer och ëm Geschäftemacherei geet an deem dote Kontext, an net nëmmen ëm hehre Ziele ronderëm eng europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitk, well mir wësse jo, wien alles an deem Konsortium Airbus mat dran ass. Dofir menge mer, och wa mer esou frou wéi mer waren iwwert déi Entwécklung vun deem fantasteschen zivile Fliger vun Airbus, esou onglécklech mécht et eis awer, datt gemengt gëtt, mir missten elo an deem dote Geschäftchen och nach international eist Geld an Zukunft mat verdéngen.

Ech wëll och ofschléissend soen, Här President, datt mir als Gréng eigentlech warne virun där Illusioun, déi ëmmer erëm an de Raum gestallt gëtt. Wéi dat dann oft an esou Fäll ass, wann iwwer esou Saache wéi dat hei diskutéiert gëtt, gi jo all méiglech Konflikter, all méiglech Völkermorden erbäigezunn, fir esou Saache wéi dat heiten ze rechtfäerdegen an op déi Nécessitéit haaptsächlech vun deem militäreschen Aspekt ze verweisen.

Ech mengen, datt et eng Illusioun ass, niewent dem Punkt, datt mir als Gréng och der Meenung sinn, datt et net nëmme Gutmenschen op dëser Welt gëtt an datt een e militäreschen Aarm brauch an enger Verdeedegungspolitik. Et ass awer eng Illusioun ze mengen, datt dee militäresche Volet deen ass, deen dee wichtegsten ass an der Bekämpfung vun Terrorismus oder Krisen an eiser Welt.

Mir brauche jo nëmmen eng Kéier éierlech de Bilan ze zéien, an deene Länner wou militäresch Interventiounen an deene leschte Jore gemaach gi sinn. Wann ech Afghanistan kucken: Natierlech si mer all frou doriwwer, datt den Taliban-Regime an Afghanistan net méi do ass. Mir mussen awer och esou éierlech sinn a soen, datt mer wäit ewech sinn am Moment vun der Léisung vun der innerer Kris an Afghanistan. Mir hunn an Afghanistan eng Situatioun wou ronderëm Kabul alles méi oder wéineger ënner Kontroll ass, mä de Rescht vum Land, do kann een awer nawell doriwwer diskutéieren, wéi vill do wierklech ënner Kontroll ass a wéi d'Zoustänn do sinn.

Vun der militärescher Interventioun am Irak wëll ech net schwätzen, well do d'Europäesch Unioun, a virun allem och Lëtzebuerg, jo méi eng kritesch Haltung haten, mä et ass awer och erëm e Beispill wat ee kann opzielen, an et kënnt een iwwerhaapt de Bilan emol zéien aus all deene militäreschen Interventiounen. Och wa verschiddener eiser Meenung no gerechtfäerdegt waren, haaptsächlech um Balkan, fir de Völkermord verschiddentlech ze verhënneren, dee sech do ugebaht huet, esou ass et awer esou, datt de militäreschen Apparat als solches net herno d'Kris wäert léisen oder net gëeegent ass fir d'Kris ze léisen.

Ech mengen duerfir, datt eigentlech nach ëmmer net verstane gëtt, datt awer déi zwee aner Aspekter, nämlech déi vun der Konfliktvermeidung oder der Preventioun, vill méi wichteg sinn an där doten Diskussioun wéi dee militäreschen, an datt mer eigentlech awer riskéieren der Illusioun ze verfalen, ze mengen, wa mer elo eng staark europäesch Arméi hunn, dann hätte mer schonn dat meescht gemaach.

Et kënnt een natierlech d'Ausféierungen nach méi wäit féieren an och iwwer aner Aspekter diskutéieren, déi och zum preventive Charakter gehéieren, d'Europäesch Unioun als Sozialmodell a sou weider, mä ech mengen dat maache mer an engem anere Kontext, wa mer iwwert d'Europäesch Verfassung schwätzen oder aner europäesch Debatten hei féieren. Ech wëll duerfir haut emol ofschléissen a soen, datt déi Gréng eigentlech duerfir dräi Grënn hunn, firwat se der Meenung sinn, datt dee Fliger hei eigentlech net onbedéngt déi beschten Décisioun war, déi eng Regierung kann huele fir de Bäitrag ze leeschte vu Lëtzebuerg an enger europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik.

Deen éischten ass dee wéi ech gesot hunn, mir sinn der Meenung, datt de Moment nëmmen iwwert dee militäreschen Aspekt generell diskutéiert gëtt a ganz wéineg iwwert déi zwee aner, a mir sinn doriwwer eraus der Meenung, datt et muss am Kader vun dem Bäitrag vun deenen eenzelne 25 Länner duerchweegs méiglech si fir e Land wéi Lëtzebuerg ze décidéieren, datt säi Bäitrag haaptsächlech ze gesinn ass andeem investéiert gëtt an de Volet 2 oder de Volet 3, déi ech virdrun opgezielt hunn.

Dann dee leschte Punkt, dat ass deen, datt ech awer de Verdacht net lassginn, datt et hei schlussendlech ëm Rüstungsgeschäfter geet, déi eis skeptesch maachen an där heiten Diskussioun. Aus all deene Grënn, Här President, mir sti weider zu der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik, mä mir wäerten dëse Projet hei net stëmmen a mir sinn och net der Meenung, datt dat hei e wichtege Bestanddeel ass fir Lëtzebuerg fir kënnen, wéi virdu gesot ginn ass, matzehalen an och an Zukunft kënne mat ze diskutéieren an deem dote Kontext.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren, ass schonn en historeschen Ament, well fir d'éischt an onser Geschicht soll décidéiert ginn, fir e Militärfliger ze kafen. E Militärfliger, deem säin Haaptzil et ass fir militäresch Interventiounen ze maachen, an et wier falsch, wéi och mäi Virriedner et hei scho richteg ervirgestrach huet, fir ze soen, datt dat heiten e Fliger wier, deen haaptsächlech fir humanitär Zwecker kéint gebraucht ginn.

De Käschtepunkt gëtt ugi mat 120 Milliounen Euro op der Basis vum Präisniveau vun 2001. De Kafpräis vum Fliger ass wuel de richtege Präis fir d'Joer 2001, mä et ass de falsche Präis haut am Joer 2005. De richtegen, aktualiséierte Kafpräis läit bei 133,24 Milliounen Euro. Dat sinn a Lëtzebuerger Frang eng ronn 5,4 Milliarden. Am Joer 2001 war den Eenheetspräis berechent ginn op der Basis vun enger globaler Commande vun 288 Fligere vum Typ A400M. Dat ass deen Airbus vun deem mer schwätzen. Or déi Commande ass op 180 Fligere reduzéiert ginn.

D'Entwécklungskäschte vun dem Fliger sinn awer nach ëmmer déiselwecht, sauf datt dës Käschten elo op 180 Fligeren opgedeelt ginn, statt op 288. Déi reduzéiert Produktiounszifferen erhéijen den Eenzelpräis vum Fliger. Am Budgetsbericht vum franséische Parlament fir d'Joer 2005 gëtt gesot, datt déi 50 Airbussen, déi Frankräich soll kafen, 6 Milliarden 662 Milliounen Euro solle kaschten, wat also e Stéckpräis vun 133,24 Milliounen Euro ergëtt. Dat si vill méi Suen, wéi dat am virleiende Gesetzesprojet drasteet.

Ech wëll drun erënneren, datt mer all Kéiers wann d'Chamber e Bauteprojet hei diskutéiert, dann ëmmer kucken, fir en aktualiséierte Präis virleien ze hunn, fir datt d'Chamber och genau weess, wat dann de Bau soll kaschten. Wann et awer ëm e Militärfliger geet, da gëtt dat net gemaach, da gëtt e Präis geholl, deen elo véier Joer al ass. An et ass doduerjer natierlech, datt d'Regierung deen Ablack och e Finanzéierungsplang virleet, dee falsch ass, well hei och eng hallef Milliard, well hei och iwwer 13 Milliounen Euro feelen. Mir verlaange vun der Regierung, datt se ons haut seet, wéi de richtege Kafpräis ass, an datt se och higeet an dee Finanzéierungsplang ännert an deem neie Präis upasst.

Am Kontext vum Finanzéierungsplang wëll ech och ervirsträichen, datt a Frankräich an an Däitschland gesot ginn ass, datt déi Regierung, déi esou e militäreschen Invest décidéiert, och muss kucken, datt während hirer Legislatur de Kafpräis bezuelt gëtt, an datt dat net op eng oder zwou oder dräi Regierungen eriwwer soll geluecht ginn. Dat ass hei zu Lëtzebuerg net gesetzlech verankert, mä et wier awer e richtege Prinzip.

Wat een och muss festhalen, dat ass, datt de Kaf vun engem Transportfliger keng Prioritéit fir ons Arméi ass. Mir soen, datt prioritär an d'Formatioun vun eise Leit, an d'Moderniséierung an an d'Spezialiséierung vum Equipement vun eiser Arméi investéiert soll ginn, zum Beispill iwwert d'Véhicules de reconnaissance oder d'Panzerung vun eisen Humveeën. An deem Kontext hat ech iwwregens den Dezember eng parlamentaresch Ufro un eisen Arméiminister geriicht, wou de Minister huet missen dës Méssstänn unerkennen.

Ons Leit fuere gréisstendeels an ongepanzerten Humveeën dorëmmer, an dat a Krisegebidder. Et ass skandaléis, wann d'Regierung amplaz an d'Sécherheet an d'Effikassitéit vun eiser Arméi, amplaz an d'Formatioun vun eisen Zaldoten ze investéieren, et virzitt, prioritär an den Transport vun den Zaldoten, hin an zréck an d'Krisegebidder, ze investéieren! Wéi et hinnen an de Krisegebidder geet, dat ass der Regierung net esou prioritär. Do läit de Reproche, dee mir der viregter Regierung gemaach hunn. Do läit och de Reproche, dee mir dëser Regierung maachen.

Ee vun de Grënn, déi ugefouert ginn, fir an en deiere Fliger ze investéieren, ass datt onst Land misst, fir sengen internationale Verflichtunge gerecht ze ginn, méi en héije Prozentsaz vum PIB an d'Arméi investéieren. An internationale Kreeser kréie mer effektiv reprochéiert, datt mir mat 0,8% vum Bruttoinlandsprodukt wäit hannerun deenen aneren europäesche Länner wéi d'Belsch, Frankräich oder Däitschland leien, wat d'Militärausgaben ugeet. Mä et gëtt awer och e gudde Grond duerfir.

All déi Länner, déi méi investéieren, déi ganz oft dat Duebelt investéieren a militäresch Zwecker, hunn och eng militäresch Industrie, hunn och en direkten ekonomeschen a sozialen Intérêt fir dat ze maachen, fir déi Industrien um Liewen ze erhalen a fir Aarbechtsplazen ze schafen. Doduerjer gesäit een och, datt et ganz vill Kompensatiounsgeschäfter gëtt, déi europawäit vereinbart ginn. All déi Länner mat engem héije Budget hunn also en direkten oder indirekten Intérêt fir Militärausgaben ze maachen.

Lëtzebuerg huet um ekonomesche Plang guer näischt vum Kaf vun Arméimaterial oder vun engem Arméifliger. Eis Banken däerfen net emol un der Finanzéierung vu Waffegeschäfter participéieren, well mer hinnen dat iwwert d'Gesetz verbueden hunn. All aner Banken an Europa kënnen dat maachen. All Euroen, déi Lëtzebuerg a militäresch Ausgabe stécht, …

(Interruption)

… ginn un auslännesch Waffenindustrien. An dat muss och e gudde Grond sinn, fir als Lëtzebuerg e klengeren Deel vun eisem PIB an d'Arméiausgaben ze stieche wéi aner Länner, déi e wirtschaftlechen Notzen dovun hunn. A mir kënnen och ervirsträichen, datt mir Wélles hunn…

M. le Président.- Här Henckes, den Här Grethen wëllt lech eng Fro stellen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo.

M. le Président.- Här Grethen, wann ech gelift.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech wollt den Här Henckes froen, ob e sech bewosst wier, dass awer eng ganz Rei Lëtzebuerger industriell Betriber Zouliwwerer vun der Aviatiounsindustrie sinn a sécherlech och an deem doten Avion wäerten zum Zoch kommen, ob dat d'Rotarex ass oder anerer, déi wäerten do och hiert däerfe liwweren.

(Interruption)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Also, ech ka just nëmme soen, datt op Basis vun deem, wat bis elo feststeet, wou dee Militärfliger soll gebaut ginn, mer zum Beispill fir de Radar op d'Amerikaner wäerten zréckgräifen…

(Interruption)

…, datt alleguerten déi Donnéeën, déi hei festleien,…

(Interruption)

…an Däitschland, Frankräich an all deene Länner gebaut ginn, wou elo virgesinn ass an datt hei op jidde Fall par rapport zu engem Chiffer vu 5,4 Milliarden aler Frang,…

(Interruption)

…wa vun 133 Milliounen Euro vläicht elo eng Millioun Euro effektiv u Geschäfter géing kommen, dann ass dat op jidde Fall…

M. le Président.- Här Henckes, erlaabt Dir nach eng Kéier?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Da froen ech d'Regierung, si soll eis hei soen, wat déi ekonomesch Retombéeë fir Lëtzebuerg sinn.

M. le Président.- Här Henckes, den Här Grethen wëllt nach eng Zousazfro stellen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo.

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, Här President, ech wollt dem Här Henckes soen, dass zum Beispill all Kéiers dann, wann en an engem Airbus sëtzt, de Buedem aus Material hiergestallt ass, wat zu Iechternach bei Eurocomposite fabrizéiert gëtt.

Une voix.- Jo.

Une autre voix.- Très bien.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wëll dem honorabelen Här Grethen dann awer och soen, datt wann ech Transportminister gewiescht wier, hätt ech dofir gesuergt, datt Luxair soll Airbusse kafe statt Boeingen. Do hätte mer effektiv eppes gemaach.

(Hilarité et interruptions)

Vun där Militärdépense, iwwert déi mer haut diskutéieren, huet eist Land op jidde Fall ganz wéineg. De Fliger wäert vu belsche Pilote geflu

ginn, d'Wartung wäert och vu belschen Techniker gemaach ginn an de Fliger wäert och an der Belsch stationéiert sinn, wat eis och deier ze stoe wäert kommen.

Den Här Minister huet eis an der Kommissioun gesot, dëse Punkt géing awer nach mat der belscher Regierung diskutéiert ginn. Dofir meng Fro: Gëtt et nei Elementer oder ass déi nei Regierung gewëllt, déi Optioun ze iwwerhuele vum viregten Arméiminister, deen an der Chamber gesot huet, hie géing eng hallef Dose Lëtzebuerger Piloten ausbilde loossen, fir eis Maschinn ze fléien? Ech wier frou, wann de Minister eis do géing e puer Prezisioune ginn, mä fir den Ablack, gesäit et esou aus, datt alles soll an der Belsch gemaach ginn.

M. Henri Grethen *(DP).*- Vläicht 2015.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Doriwwer eraus gëtt och vun Iwwercapacitéiten am militäreschen Transportberäich geschwat an d'Fro stellt sech och, ob eise Fliger iwwerhaapt zum Asaz kënnt an ob en net einfach wäert raschte gelooss ginn.

Ech froen den Här Arméiminister gären, wéi vill Deeg am Laf vum leschte Joer oder am Laf vun de leschte Joren, militäresch Transportfligere vun der Belsch a vu Lëtzebuerg an den Asaz komm sinn a wéi vill Tonne respektiv wéi vill Zaldoten all Kéiers transportéiert goufen a firwat d'Fligere benotzt goufen.

Wéi an deem ganzen Dossier virgaang gouf, hu mir vun Ufank u kritiséiert. Ouni d'Chamber fir d'éischt iwwert d'Opportunitéit vun engem Engagement ze consultéieren, hat déi viregt Regierung sech engagéiert en A400M, e Militärtransportfliger, ze kafen. Dëst war an ass prozedural inakzeptabel.

Et kann dach net sinn, datt 133 Milliounen Euro engagéiert ginn ouni am Virfeld eng Debatt doriwwer an der Chamber ze hunn. Mir kontestéieren net de Prinzip an d'Noutwendegkeet vun Ausgaben, déi sech aus eisen internationale Verflichtungen am Kader vun der geplangter europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik erginn, awer - an dat wëlle mir als ADR betounen - et ass eis als Land net virgeschriwwen, duerch wellech Investissementer mir dëse Bäitrag solle leeschten. Wa Lëtzebuerg misst - ech soe misst - sech e militäreschen Transportfliger kafen, dann däerfe mir och iwwer eng Alternativ zum Airbus nodenken.

Ech erënnere just un d'Debatt vum 18. Dezember 2003, wou et iwwert d'Reaktivatioun vum Fonds d'équipement militaire gaangen ass.

D'Europäesch Unioun brauch strategesch Militärtransport-Capacitéit - dat ass ganz evident -, mä et ass net verständlech, datt déi Länner, déi u militäreschen Effortë participéieren aus renge Prestigegrënn och nach an d'Neientwécklung vun engem eegenen Transportfliger mussen investéieren an datt se doduerjer Iwwercapacitéite schafen. Fir d'Halschent vum Geld, dat heescht fir 60 Milliounen Euro pro Fliger, hätt datselwecht Zil erreecht kënne ginn, wann een op der Basis vum russesch-ukraineschen Antonov geschafft hätt.

Den Antonov, vun deem mir schwätzen, ass den An70, deen och mat véier Propelleren ausgestatt ass, deen iwwerall kann agesat ginn an op Piste vun nëmmen 1,5 km ka landen.

Déi ukrainesch Firma hat am Joer 2000, wéi déi éischt Debatten ugefaangen hunn, ugebueden den Antonov an Europa bauen ze loossen an och europäesch Technologien an de Bau ze integréieren.

(Interruption)

Oh, ech sinn ëmmer frou…

(Interruption)

Ech wäert herno e puer Zitater gi vun der CDU a vun der däitscher Regierung,…

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, loosst den Här Henckes schwätzen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …wou déi Gréng och mat dra sinn, da wäert Dir gesinn, datt vun alle Säiten déi Solutioun do an der Diskussioun stoung.

(Interruption)

Am Joer 2001 huet déi däitsch Regierung festgehalen, datt den Antonov An70 operationell a wirtschaftlech dem A400M iwwerleeën ass.

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech weess, den Här Glesener lauschtert no, ech maache just nëmmen en Zitat vun deem, wat déi däitsch Regierung geschriwwen huet: „Die deutsche Bewertung habe festgestellt, dass An-7X im technisch/operationellen und wirtschaftlichen Bereich der A400M überlegen sei."

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

An och fir op déi Debatt anzegoen, wéi deier dann de Fliger kascht, do huet den honorabele Rapporteur an engem Interview gesot, et wier dach vill ze vill deier, wann ee fir 140.000 Euro den Dag misst esou ee Fliger leasen. Mä en huet awer vergiess eis hei ze soen, datt wann den Airbus no de Berechnunge vun Airbusindustrie géing agesat ginn, dann ass de Käschtepunkt pro Dag bei 360.000 Euro, dat heescht dat Dräifacht, wann een d'Frais d'amortissement mat arechent.

(Interruption)

De Bundesrechnungshof huet a sengem Avis vum 14. Mäerz 2001 awer och en anere wichtige Punkt ervirgestrach, nämlech ob een iwerhaapt esou vill Transportfligere géing brauchen an ech zitéieren och do: „Für die A400M ergäbe sich mindestens eine Vervierfachung der Lufttransportleistung, für die keine nachvollziehbare Bedarfsrechnung vorliegt." A weider: „Situationsabhängige Transportflexibilität wäre durch Fixierung auf ein Flugzeug in großer Stückzahl nicht möglich, weshalb weiterhin andere Flugzeuge geleast werden müssten, während der Grossteil der Airbusflotte nutzlos am Boden steht."

An anere Wierder, Europa riskéiert mat haut 180 Airbussen Iwwercapacitéiten ze hunn a muss trotz dem deieren Invest an den Airbus awer op Antonoven oder op amerikanesch Herkulessen zréckgräifen, fir sech de jeeweilege Problemer an de Kriseregiounen unzepassen.

Datselwecht hält, iwwregens net nëmmen déi däitsch Regierung, mä och déi fransëisch Regierung an hirem Commentaire zum Budget 2005 fest. Ech zitéieren: „Le recours ponctuel à des appareils affrétés à l'exemple des opérations en Afghanistan et Congo démocratique sera poursuivi." De Fliger, deen d'Fransouse lease wëllen, ass den Antonov An124, ech hunn d'Zitater an d'Extraitë vum Budgetsrapport virleien.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Däerf ech eng Fro stellen, Här Henckes?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Selbstverständlech, Här Rapporteur. Mat der Autorisatioun vum President.

M. Marcel Glesener *(CSV), rapporteur.*- Wann déi dote Fligeren, déi Dir elo genannt hutt, effektiv esou wierksam sinn an esou vill besser si wéi den Airbus, da stellen ech mer awer d'Fro, firwat datt dann déi däitsch Regierung 60 där Fligere keeft a firwat d'franséisch Regierung 50 där Fligeren do keeft. Dat verstinn ech net.

(Interruption)

…nogelauschtert huet, den Här Schröder, vläicht géifen se dann déi aner Fligere kafen, mä leider Gottes hunn se lech net héieren.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här Glesener, ech erlabe mer lech herno nach e puer Zitater ze ginn, da wäert Der héiere wuefir dat geschitt.

(Interruptions)

Den Invest an den europäesche Militärtransportfliger aus purem Prestigedenken eraus mécht kee Sënn aus der Siicht vun enger europäescher Verdeedegungspolitik. Et ka keng wierklech europäesch Aussepolitik ginn, selbstverständlich, ouni datt eng Arméi déi Aussepolitik begleet wann et néideg ass. Wann et heescht Leit un de Verhandlungsdësch ze bréngen, déi eng Gefor fir de Fridden a fir d'Sécherheet duerstellen, a wann et heescht fir nees Fridden an déi Regiounen ze bréngen, wou et Krich gëtt. Et däerf een net esou naiv si fir ze gleewen, datt gutt Wierder eleng Rou a Krisenzone bréngen.

Déi europäesch Länner ginn all Joer méi wéi 150 Milliarden Euro fir hir Verdeedegung aus. Amerika dat Duebelt. Mä trotz dësen 150 Milliarde mécht d'Effikassitéit vun den europäeschen Arméien nëmmen 10% vun der amerikanescher aus. Dat heescht, mir gi vill Suen aus fir wéineg Resultater.

Déi strategesch Transportcapacitéiten, déi elo solle mam Airbus A400M opgebaut ginn, déngen an éischter Linn dem Prestigedenken nom Motto: Wann d'Amerikaner en Transportfliger hunn, muss Europa och een hunn. An anstatt eng Kooperatioun mat deem aneren europäesche Land ewéi d'Ukraine ze sichen, gëtt vun e puer Länner - ech soe wuel vun e puer Länner, dat sinn der net vill, déi un dësem Projet participéieren - e groussen Deel vum Militärbudget an e Projet vun engem neie Militärfliger gestach.

D'Resultat ass, datt zum Beispill Däitschland, mä och Frankräich, dann ebe manner Suen an aner militäresch noutwenneg Investitioune stiechen, wéi Helikopteren, Ofwierrakéiten, Panzerween. Et brauch een nëmmen de Plan pluriannuel d'investissement militaire ze kucken a Frankräich oder an Däitschland, déi Zuele weise ganz kloer aus wat hei geschitt.

Esou hëlt ee sech d'Méiglechkeet fir militäresch ouni d'Amerikaner kënnen an eng Krichsregioun anzegräifen. D'Budgets pluriannuels vun dësen zwee Länner weisen d'Resultat kloer aus.

Nëmme sechs EU-Länner, Lëtzebuerg mat agerechent, wëllen sech um Airbus-Projet bedeelegen.

Une voix.- Neen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Italien a Portugal…

(Interruptions)

…hu sech zréckgezunn a si hate Recht. D'Türkei bedeelegt sech nëmmen um Projet, well d'EU hinne Suen dofir iwwerweist, mä déi se dann nees erëm zu engem Deel zréckkréien.

Et mécht kee Sënn fir vill Suen an den Transportfliger ze stiechen, wann een herno keng Sue méi huet fir um Terrain ze handelen a fir Zaldoten, déi a Krisegebidder geschéckt ginn, korrekt ze équipéieren.

A loosse mer virun allem deen humanitären Deckmäntelchen op der Säit, wann ee seet, dëse Fliger géing haaptsächlech fir humanitär Zwecker agesat ginn. An alle Länner, wou iwwert de Militärfliger debattéiert ginn ass, gëtt geschwat vun „flotte aérienne de transport tactique", vu Parachutisten, Missilen an esou weider, déi sollen transportéiert ginn. Dëst fir déi Wierder aus dem franséische Militärbudget ze zitéieren.

Fir humanitär Missioune ginn an all deene Länner aner Fligeren agesat a si gi souguer mam Numm genannt.

Den Invest vun e puer EU-Länner an e sou genannten europäeschen Transportfliger, eleng aus purem Prestigedenken, ass op jidde Fall net de Wee fir d'Schafe vun enger eegener europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik.

(Interruption)

Déi berühmte Force d'intervention rapide vu 60.000 Zaldote kéint dann zwar séier an d'Krichsgebidder gefléiert ginn, mä da wier et ouni d'Amerikaner séier eriwwer, well et um néidege Material géing hannen a vir feelen.

D'Sue fir en Airbus, fir e militäreschen Transportfliger, si Sue fir e grössenwahnsinnege Projet vun e puer Länner. Et sinn ewechgeworfe Suen.

Am Résumé: Den ADR wäert dëse Projet net stëmmen aus e puer Grënn:

1. De Projet ass grössenwahnsinneg an ze deier.

2. E militäreschen Transportfliger ass déi falsch Prioritéit fir ons Arméi.

3. Den Invest an en neien Transportfliger, deen nach entwéckelt muss ginn, handicapéiert déi europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik; a mir sinn domat d'accord mat villen anere Länner.

4. Mir gesi prioritär d'Aufgaben, déi mer musse maachen, an der Entwécklungshëllef; wat och e gudden Deel vun där Politik ass, déi fir méi Sécherheet soll déngen.

Dofir wäerte mer net dëse Projet kënne stëmmen, well dëse Projet kee Sënn mécht.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss an elo huet d'Regierung d'Wuert, den Här Minister Frieden. Här Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Défense.*- Här President, virun e puer Stonnen, de Moien, war ech zesumme mam Statsminister a mam Ausseminister um NATO-Sommet zu Bréissel. An un der Mauer vun deem Gebai vum Haaptquartéier vun der NATO sinn d'Fändele vu 26 Länner, déi Member si vun der NATO. Relativ an der Mëtt vun där Mauer ass de Lëtzebuerger Fändel. Ronderëm sinn d'Fändele vu villen Alliéierten; där déi nach virun zéng, 15 Joer als eng Gefor ugesi ginn, sëtzen haut mat eis zesummen um Dësch vun der NATO fir zesummen derfir ze suergen, datt do wou mir wunnen, heiheem, Fridden a Gerechtegkeet besteet. Mä net nëmmen do wou mir wunnen, iwwerall an der Welt wou mer fannen, datt mer mussen hëllefen, fir eis fir eng friddlech Welt anzesetzen.

De Fait, datt un deem Dësch Leit sëtzen a Länner sëtzen, déi sech virdrun als Gefor ugesinn hunn, ass eng grouss Errongenschaft engersäits vun der NATO an anerersäits vun der Europäescher Unioun, déi vun hirem Ufank un e Friddensinstrument war, an och d'Elargissementspolitik, déi ee muss gesinn als Friddensinstrument. Dat gëllt esouwuel fir d'NATO wéi fir d'Europäesch Unioun.

An de Moien an där Sitzung koum an engem gewëssene Moment och deen neie President vun der Ukraine an hien huet gefrot, fir datt säi Land kéint Member vun der NATO ginn, fir datt och säi Land kéint stabel ginn, datt och säi Land déi Garantië géing kréie fir kënnen an enger sécherer Welt ze liewen, fir datt d'Demokratie, d'Fräiheet, d'Mënscherechter, déi Grondwäerter, un déi mir an eisen Demokratië gleewen, sech entfale kënnen.

All déi Stats- a Regierungschefen, déi intervenéiert sinn, hu gesot, datt mer zesumme mussen déi Politik maachen. Mä wann een dat seet, da muss ee sech och duerfir Mëttele ginn. An et ass och duerfir firwat d'Europäesch Unioun, am Kader vun deenen Entwécklungen, déi de Mëtten hei vun enger Rei vun de Kolleegen in extenso beschriwwe gi sinn, sech am Kader notamment vun dem neie Verfassungsvertrag wëllt d'Mëttele gi fir eng richteg politesch Unioun ze ginn, déi och kann, wann dat noutwenneg ass, als lescht Mëttel och militäresch Mëttelen asetzen, fir Krisen an der Welt ze prevenéieren oder op en Enn ze bréngen.

Dat eent an dat anert, dat wat mer an der NATO maachen an dat wat mer an der Europäescher Unioun maachen, geet selbstverständlech Hand an Hand. De fransëische President sot de Moien a senger Interventioun, wann d'europäesch Verdeedegungspolitik virukënnt, dann hu mer doduerch eng méi staark Allianz geschafen.

An anere Wierder, an dat ass och d'Meenung vun der Lëtzebuerger Regierung, d'europäesch Verdeedegungspolitik stäerkt d'Allianz. D'NATO brauch souwuel Europa wéi Amerika, an Europa brauch et, och wann et eng europäesch Verdeedegungspolitik huet, fir d'Ëmsetzung vun deenen Ziler, déi et sech setzt, nämlech Fräiheet a Gerechtegkeet an der Welt, och déi Partner, déi déi natierlechst Partner, well se déiselwecht Wäerter vertrieden, sinn, nämlech Kanada an d'USA, déi Member vun der NATO sinn.

Déi NATO an déi Europäesch Unioun, déi Friddensinstrumenter sinn, sot ech virdrun, mussen sech selbstverständlech och d'Moyene gi fir déi Politik kënnen ëmzesetzen. An déi Moyenen, déi mer eis opgebaut hunn, an deene leschte Joren a Jorzéngten, sinn net méi déi Moyenen, déi mer haut brauchen. Well d'Realitéit vun der Welt ass eng aner ginn. Mir hunn haut aner Geforen, deene mer an d'Ae musse kucken: Gefore vun Terrorismus, vu Massevernichtungswaffen, Geforen awer och, déi duerch regional Krisen entstinn, déi haut vill méi en internationalen Impakt hunn, wéi dat fréier de Fall war.

An duerfir geet et drëm, souwuel an der NATO wéi an der Europäescher Unioun, schnell kënnen ze intervenéieren, virun allem fir Krisen ze vermeiden oder fir Krisen ze stoppen.

An deem Kontext huet och Lëtzebuerg eng Roll. Dat Bild, wat ech virdru beschriwwen hunn, wou de Lëtzebuerger Fändel tëschent deenen aneren hänkt, huet eis schonn oft an der Vergaangenheet gehollef. D'Tatsaach, datt mer d'Europäesch Unioun hunn, huet eis assuréiert, datt mer an deene leschte 50 Joer Fridden hei am Land haten, wougéint an deene 50 Joer virdrun zwee Weltkricher waren.

De Fait, datt mer Member an der NATO sinn, huet eis gehollef, datt mer eis Fräiheet nom Zweete Weltkrich erëmkritt hunn, an huet gehollef an Europa, och an deem erweiderten Europa, d'Stabilitéit ze erhalen. An dofir ass et d'Flicht vu Lëtzebuerg och seng Engagementer an der NATO an an der Europäescher Unioun ze iwwerhuelen a säi Bäitrag ze leeschten. Dat ass en Engagement, wat d'Responsabilitéit an d'Solidaritéit vun eisem Land verlaangt.

Da muss ee kucken, wat ee Land wéi eist ka maachen. Och doriwwer gëtt op europäeschem an op NATO-Plang diskutéiert. Et ass leider net esou, datt ee ka soen, mir

maache vill Entwécklungspolitik an duerfir brauche mir dat anert net ze maachen. Et ass och net esou, datt ee ka soen, mir ënnerstëtzen ee Pilier vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik an da brauche mer an deem aneren net ze intervenéieren.

D'NATO huet sech virun e puer Joer Kritäre ginn, wat d'Opérabilitéit vun den Arméie bei Interventioune soll sinn, an do ass festgeluecht ginn - ech war do net derbäi -, mä do ass festgeluecht ginn, datt ee muss 40% vu sengen Zaldote kënnen asetze bei Auslandsinterventiounen an 8% vu sengen Zaldote musse permanent agesat sinn. Da kann een net soen, mä mir maache schonn eppes an der Entwécklungspolitik, wat eng deklaréiert Politik vun dëser wéi vun der viregter an deene viregte Regierungen ass, a soen, dofir brauche mir dat anert net ze maachen.

Um leschte Conseil vun den Défenseministere vun der NATO hu sech eng Rei Länner déck beklot - och där Länner, déi iwwregens vill Entwécklungspolitik maachen - a gesot, et geet net, datt der hei um Dësch sëtzen, déi vun deenen anere profitéieren an déi net och hire Bäitrag, besonnesch a schwierege budgetären Zäiten, leeschten.

Duerfir ass et de Wëlle vun dëser Regierung fir ze kucken, wat eise Bäitrag an der europäescher Verdeedegungspolitik ka sinn - e crédibelen, proportionéierte Bäitrag zu där Politik. Dee Bäitrag muss selbstverständlech all Aspekter vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik begräifen, a mir mussen och kucken, wéi mer - notamment an deene fir mech grondleeënden Aufgabe vun der Rechtsstaatlechkeet, Rule of law missions, État-de-droit-Missiounen - och do kënnen eise Bäitrag an Zukunft leeschten. Och dat wäert net einfach ginn, well een ëmmer erëm Leit brauch, déi bereet si sech op internationale Plazen am Ausland, op schwierege Plazen ze engagéieren.

D'Iddi vun aneren Nischen, wou mir kënnen deenen anere Länner an der NATO an an der Europäescher Unioun hëllefen, si mer amgaangen ze studéieren. Et gëtt ganz sécher Beräicher, wou och kleng Arméie kënnen utilement intervenéieren an och Länner, déi keng Arméi-Industrien hunn.

Et ass gesot ginn, just déi géifen investéieren, deenen hir Ekonomie dovu kënnt direkt profitéieren. Ech hunn déi Lëscht vun deene 26 Länner gekuckt, an och wat déi aner Länner contribuéieren. Lëtzebuerg ass dat Land an der NATO, wat bei wäitem am mannste finanziell Engagementer hëlt. Mir si wéi gesot bei 0,4%, mä souguer wa mer 0,8% vum PIB deklaréieren, deen Zweetmannste sinn d'Belsch mat 1,2%. All déi aner leie wäit driwwer, y compris Länner, vun deenen ech net wéisst, datt se eng Industrie hätten, déi direkt dovunner kéint profitéieren.

Mir mussen also als crédibele Partner, a well mer vum Resultat, nämlech Fridden a Stabilitéit, profitéieren, och eis Engagementer huelen. An et ass an deem Kontext och, wou een dat Engagement vun der viregter a vun dëser Regierung muss gesinn, fir deen Transportfliger ze kafen.

Souwuel d'NATO wéi d'Europäesch Unioun hunn e Problem vun Transportcapacitéiten an et ass an deem Kontext an am Kontext vum Développement vun engem neie Fliger, deen d'Transallen an d'Herkulesfligere soll ersetzen, wou d'Iddi komm ass fir en neie Militärfliger ze entwéckelen a wou d'Länner gefrot gi sinn, un der Entwécklung vun deem Fliger deelzehuelen. Lëtzebuerg huet e Choix gemaach fir sech un deem Programm ze bedeelegen. Dat ass een Element vu villen, déi een an der Verdeedegungspolitik, wat am Fong eng Friddenspolitik ass, muss gesinn.

E Fliger, dee selbstverständlech a militäreschen an a Krisenoperatiounen agesat gëtt an deen och derniewent ka bei humanitären Operatiounen agesat ginn. Mir hunn elo nach gesi bei der Kris a Südostasien, wéi wichteg et ass, dass ee ka schnell Material a Regioune féieren. Mir hate kee Fliger, mir hu bei der Belsch ee gelount. Dat kann een och ganz gutt an exceptionnelle Situatioune maachen, mä dat geet natierlech net an engem permanenten Dispositiv, deen d'Europäer wëllen opsetzen. Et ass also net esou, datt mer aus Grössenwahn hei e Fliger kafen.

Mir kafen dee Fliger, well mer vu Fridden a Stabilitéit profitéieren, well mer gären eise Bäitrag leeschten zu enger friddlecher Welt, wou een heiansdo muss vis-à-vis vun neie Menacen, déi an der Welt sinn, och militäresch intervenéieren - als lescht Zil, do sinn ech ganz d'accord, mä einfach d'Aen zoumaachen, an ze soen, ma déi aner kënnen dat dote jo gutt maachen, a mir leeën eis zréck, dat ass irresponsabel an dat ass net d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung an och net, mengen ech, vum Lëtzebuerger Land.

D'Lëtzebuerger wëssen, datt se vill mat profitéiert hunn, an datt mer haut kënnen e fräit Land sinn, well anerer eis a schwéiere Stonne gehollef hunn, wat jo och erklärt firwat datt mer Grënnungsmember vun der NATO nom Zweete Weltkrich gi sinn.

Jo, dee Fliger ass deier. Mä déi aner Länner mussen och en deiere Fliger kafen. Dofir kafe mir jo och an deem risege Programm vun 180 Fligeren - an do kommen der héchstwahrscheinlech nach derbäi - nëmmen een. Anerer kafen der 50 bis 60. Mä wann een och rechent, datt dee Fliger iwwer 16 Joer finanzéiert gëtt, a wann een dat dann dividéiert duerch d'Zuel vun den Awunner, da gesäit een, datt dee Fliger ongefeier 20 Euro pro Awunner pro Joer kascht. Et muss een also scho gesinn, datt mer dat heiten och bezuele wäerten iwwer 16 Joer, well de Fliger gëtt jo eréischt geliwwert 2017. Dat ass nach ganz laang.

(Brouhaha général)

Mä wéi gesot, et ass d'Entwécklung vun engem neie Fliger.

An deem Kontext ass och dofir d'Fro opgehäit ginn, wéi dee Fliger géing exploitéiert ginn. Et kann een haut net am allerleschten Detail soen, wéi dat 2017 gemaach gëtt. Dat ass nach e laangen Dag. Ech hunn dann 58 Joer. Ech hu mer dat emol iwwerluecht, wéi laang dat nach ass.

(Hilarité)

Déi Décisiounen…

Une voix.- An nach net an der Pensioun.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Défense*.- Neen, ech hunn nach net wëlles dann a Pensioun ze sinn. Wann d'Gesondheet et erlaabt, da sinn ech frou, wann ech dann nach kann utilement e Bäitrag leeschten.

Zu deenen Décisiounen, déi een haut muss huelen oder an deenen nächste Joren, wëll ech ganz kloer soen, wat d'Zilsetzung vun der Regierung ass. Mir hätte gären, datt dee Fliger ënnert der Kontroll vun der Lëtzebuerger Regierung à tout moment ass. An ech hunn och a mengen éischte Gespréicher dem belschen Arméiminister gesot, datt dat fir eis och an enger Synergie mat der Belsch e ganz wichtege Punkt wier.

Dorauser entsteet och, datt et fir eis absolut noutwendeg ass, an ech confirméieren dat, wat virdrun hei gesot ginn ass, wat mäi Virriedner an deem Kontext och als Hypothees gesinn huet, nämlech datt och Lëtzebuerger kënnen, wa se sech déi Vokatioun ginn, d'Ausbildung maache fir op deem Fliger ze fléien.

Dat heescht awer net, datt mir do eng ganz Crew mat allem opbauen. Mä ech fannen, wa mer esou e Fliger kafen an et si Lëtzebuerger Jongen oder Meedercher, déi soen: Ech géif gäre Militärpilot ginn oder op esou engem Fliger technesch Fonctiounen iwwerhuelen, da sollen déi sech kënnen ausbilden. Ech hu mat de Belsch doriwwer geschwat, ech hunn awer och mat de Fransousen an den Däitschen doriwwer geschwat, a si hunn allen dräi gesot, dass si bereet wieren, wa mir esou eppes géinge maachen, fir eis bei der Formatioun an och bei der Exploitatioun vun deem Fliger wëllen ze hëllefen.

Mä wéi gesot, et bleift, datt mir wäerten an onsen Accordë mat den Nopeschlänner, wat keng formell Accordë musse ginn, dat kënnen Accorden tëschent Ministere sinn an der Formatioun - ech schwätzen elo vun deem Personal -, datt mer sécher wäerte stellen, datt de Fliger ëmmer asazbereet bleift, wann d'Lëtzebuerger Regierung dat décidéiert. Sief et fir eng militäresch Operatioun oder sief et fir eng humanitär Operatioun. Net datt mer op eemol an enger Situatioun sinn, wou mer dann awer erëm missten e Fliger loune goen.

Dofir soen ech och, datt ech mengen, datt, wat d'Maintenance ubelaangt, mer déi net ausschliesslech wäerten herno am Ausland musse maachen. Mir sinn amgaangen ze kucke mat deenen, déi am Beräich vun där Aviatioun täteg sinn, fir verschidde Maintenance-Aktivitéite vun deem Fliger och hei zu Lëtzebuerg kënnen ze maachen, fir do och grad Lëtzebuerger Betriber kënnen drun ze bedeelegen. Där Betriber gëtt et. Mir hu jo Fluggesellschaften hei zu Lëtzebuerg, déi och esou Servicer brauchen. Datt also, wa mer dee Fliger hunn, an der Exploitatioun och Lëtzebuerger Betriber kënnen dovunner profitéieren. Dat steet haut nach net alles am Detail. Dat kann ee jo och net haut alles am Detail hunn, well ech Iech gesot hunn, dat dauert nach eng ganz Rei Jore bis mer dat fäerdeg stoen hunn.

Ech hunn de Mëtteg hei mat Satisfaktioun festgestallt, datt trotz allen Nuancen - an dat ass awer eppes ganz Positives aus där Debatt vun de Mëtteg - all d'Fraktiounen sech hei fir eng europäesch Verdeedegungspolitik ausgeschwat hunn. Dat ass net evident, well wa mer kucke wéi d'Geschicht war - a verschidden Deputéierten hunn de Mëtteg hei d'Geschicht rappeléiert -, da war dat an Europa net ëmmer esou. Mä jiddferee gesäit haut an, datt d'europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik - si heescht jo bewosst esou, Politique européenne de sécurité et de défense - eng Rei Voleten huet, an ee vun deene Voleten ass de militäresche Volet.

Déi aner, do sinn ech mam Här Bausch d'accord, si gradesou wichteg. Duerfir hu mer jo och zum Beispill déi Missioun vu Rechtsstaatlechkeet a Georgien gemaach. Duerfir hunn d'Ausseministere gëschter décidéiert, eng sou genannte Lex, also och juristesch Missioun am Irak ze maachen, wou Riichteren, Polizisten ausgebilt ginn, well et ass ganz kloer, datt d'Arméi ëmmer nëmmen eng Roll huet an enger Krisesituatioun, mä datt e Stat nëmmen da fonctionnéiert wann e gutt fonctionnéierend Institutiounen huet, wou d'Kritäre vu Rechtsstaatlechkeet, vun demokratesche Spillregelen, vu Mënscherechter voll a ganz assuréiert kënne ginn, an dozou gehéieren eng ganz Rei Elementer.

Mir hunn eng Verflichtung bei all deenen Elementer matzemaachen. Mir sinn a bleiwen ee klengt Land, duerfir wäerten eis Kontributiounen ëmmer klenger sinn. Mä hei ass eng, en fin de compte eng kleng, wann een d'Kontributioune vun all deenen anere Länner kuckt, an duerfir maache mer heimadder, mat dësem Vote, e Bäitrag zu Fridden a Stabilitéit an der Welt. Dat ass eis Flicht, eis moralesch an eis juristesch Flicht, an ech si frou, datt dëse Projet schéngt an der Chamber eng ganz breet Zoustëmmung ze kréien.

Ech soen duerfir Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5394 ass ugeholl mat 46 Jo-Stëmmen, 11 Nee-Stëmmen an 2 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Nancy Arendt), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marco Schank), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner) et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam (par Henri Kox), François Bausch, Felix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: Mme Vera Spautz;

M. Jean-Pierre Koepp.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5362 iwwer Eurojust. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen, nieft dem Rapporteur: d'Madame Flesch, den Här Bodry, den Här Bausch an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer!

8. 5362 - Projet de loi portant:

1. transposition de la décision du conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, et

2. modification:

- de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

- du code d'instruction criminelle

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, beim Projet de loi 5362 handelt et sech ëm d'Ëmsetzung vun enger Décisioun vum Conseil vum 28. Februar 2002, déi Eurojust geschafen huet. Eurojust ass zu Onrecht eng wéineg bekannten Institutioun vun der Europäescher Unioun. Eurojust, déi gradesou wéi Europol zu Den Haag hire Sëtz huet, huet als Haaptaufgab fir d'Kooperatioun tëschent den nationalen Autoritéiten, déi fir d'Strofverfolgung zoustänneg sinn, also de Parquet an d'Untersuchungsriichteren, ze verbesseren. Dat geschitt op zwee Pläng.

Éischtens, d'Koordinatioun vu grenziwwerschreidenden Enquêten. Hei ass Eurojust de Pendant bei der Magistratur vun Europol, déi, wéi Der wësst, sech aus polizeilechen Autoritéiten zesummesetzt, an zweetens d'Kooperatioun wat déi international Commission rogatoire oder Ausliwwerungsdemanden, inklusiv also dann de Mandat d'arrêt européen, ugeet.

2004 sinn ongefeier 330 Affäre vun Eurojust verschafft ginn. Dat waren der 50% méi wéi 2002. All fënneft Affär dréint sech ëm Drogenhandel. Fraudë representéieren och 20% vun den Affären, duerno kommen Terrorismus, Blanchiment, Homiciden, mat all Kéiers 7%, de Crime organisé an den Trafic d'êtres humains all Kéiers mat 4%.

Eurojust setzt sech aus 25 nationale Représentanten zesummen, also ee pro Memberstat, woubäi déi grouss Länner och nach Adjointen oder Assistenten hunn. Säit 2002, also säit dem Ufank, ass de Lëtzebuerger Représentant den Här Georges Heisbourg, fréiere Procureur d'État zu Lëtzebuerg.

D'Décisioun vum Conseil vum 28. Februar 2002, déi also Eurojust geschafen huet, brauch am Fong geholl net ëmgesat ze ginn. Si ass schonn an all hiren Elementer bindend fir d'Memberstaten. Duerch dëse Projet de loi ännere mer awer eis Gesetzgebung wat d'Nominatioun vun eisem Représentant national bei Eurojust a seng Relatioune mat den nationalen Autoritéiten ugeet. Ier ech op déi wesentlech Aspekter vum Projet de loi aginn, wéilt ech awer nach zwou préliminaire Remarquë maachen iwwer Eurojust.

Éischtens, nodeems mer den Här Heisbourg, also de Représentant national vu Lëtzebuerg bei Eurojust, an der Kommissioun zu Gaascht haten, well dat eis och erméiglecht huet, Eurojust besser kennen ze léieren, ware mer der Iwwerzeegung, datt d'Relatiounen tëschent Eurojust an Europol kéinte verbessert ginn. En Hoken an deene Relatioune war bis viru kuerzem de Fait, datt Eurojust nach keng Dateschutzregelungen hat, wat dorobber zréckzeféieren ass, datt Eurojust eng rezent Institutioun ass.

Eurojust huet elo Dateschutzregelungen ausgeschafft an déi mussen nach vum Conseil, also vun de Ministeren, guttgeheescht ginn. Dat sollt dann esou séier wéi méiglech geschéien, well eng gutt Zesummenaarbecht tëschent Eurojust an Europol, also tëschent Magistratur a polizeilechen Autoritéiten, wéi och tëschent Eurojust an der Antifraudeverwaltung OLAF och eng méi effikass Kriminalitéitsbekämpfung erméiglecht.

Meng zweet Remarque concernéiert d'Europäesch Verfassung. Am Artikel III-274 steet an där Europäescher Verfassung, datt en europäesche Parquet soll vun Eurojust aus opgebaut ginn. Dat werft awer an eisen Ae verschidde Froen op, déi nach musse gekläert ginn.

D'Kommissioun begréisst d'Iddi an d'Institutioun vun engem europäesche Parquet. Niewent der

Fro, wou deen europäesche Parquet soll hikommen: op Lëtzebuerg, dem Sëtz vun den europäesche Geriichter, oder Den Haag, wou schonn Eurojust an Europol hire Sëtz hunn, stelle sech awer eng ganz Rei Froen, déi elo nach net gekläert sinn. Zum Beispill: Wat fir eng Kompetenze kritt deen europäesche Parquet? Sinn dat exklusiv Kompetenzen, an da wat fir eng? Oder sinn dat Kompetenzen, déi a Konkurrenz si mat deene vun den nationalen Autoritéiten, wou dann de Prinzip vun der Subsidiaritéit festleet op wat fir engem Niveau, dem nationalen oder dem europäeschen, d'Enquêtë solle stattfannen?

En europäesche Parquet brauch och en harmoniséierten, wann net uniformen Droit pénal an och prozedural Regelen. Souwuel en Droit pénal européen wéi eng Procédure pénale européenne feelen nach.

An da stellt sech och d'Fro, wat fir eng Geriichter sollen d'Enquêten, déi um Niveau vum Parquet européen gefouert goufen, ze uerteelen hunn? Sinn dat déi national Geriichter oder sinn dat europäesch Geriichter? Sinn dat déi bestehend europäesch Geriichter, den Europäesche Geriichtshaff oder den Tribunal de première instance de la Communauté européenne, déi niewebäi gesot och schonn iwwerlaascht sinn? Oder sinn dat speziell, en nach ze schafend europäescht Strofgeriicht? Dat sinn alles Froen, déi nach opstinn an nach keng Äntwert, souguer keen Ufank vun enger Äntwert, fonnt hunn.

Här President, elo zu deene wesentleche Punkte vum Projet de loi. De Représentant national muss e Magistrat sinn, ob e vum Parquet oder vun de Geriichter kënnt, ass hei egal. Erfuerdert ass awer, datt en eng Anciennetéit vun zéng Joer op d'mannst virweise kann. Dës Bedingung war vum Statsrot virgeschloe ginn. Eng Majoritéit - dës Kéier net Unanimitéit; bei deenen anere Punkten hate mer Unanimitéit, hei net - an der Kommissioun huet dëse Virschlag vun enger 10-jähreger Mindestanciennetéit vum Statsrot matgedroen, am Sënn vun enger méi grousser Effikassitéit vun der Aarbecht vum Lëtzebuerger Représentant, net nëmme géigeniwwer sengen Amtskolleegen an Eurojust, mä och a senger dagdeeglecher Aarbecht mat de Lëtzebuerger Geriichtsautoritéiten.

De Représentant national ënnerläit der Direktioun an der Surveillance vum Procureur général d'État. E gëtt fir véier Joer bestëmmt a säi Mandat ass renouvelabel.

E muss all Joers dem Justizminister an dem Procureur général d'État e Bericht iwwer seng Aktivitéiten ofliwweren. Niewebäi kënnt Der och op Internet de jährleche Bericht vun Eurojust liesen.

De Représentant national huet Zougréff, wéi de Procureur an den Untersuchungsriichter, op de Casier judiciaire a kann de Parquet oder den Untersuchungsriichteren hei zu Lëtzebuerg Informatiounen iwwert d'lafend Prozedure froen. Untersuchungsriichteren oder de Procureur d'État oder esouguer de Procureur général d'État kënnen de Représentant national och mat Affäre befaassen, déi op d'mannst zwee aner Memberstate betreffen.

De Projet de loi regelt also d'Relatiounen an den Informatiounsaustausch tëschent de Lëtzebuerger Geriichtsautoritéiten an dem Représentant national.

Natierlech ass d'Dateschutzgesetz vun 2002 a besonnesch den Artikel 17, deen d'Dateschutzregelung an Domäne vun dem Ordre public an der Sécurité publique regelt, applicabel. Ee Member vum Kontrollorgan, deen am Artikel 17 vum Dateschutzgesetz virgesinn ass an dee sech vun zwee Membere vun der nationaler Dateschutzkommissioun an dem Procureur général d'État oder sengem Delegéierten zesummesetzt, wäert och fir véier Joer bestëmmt ginn, fir um Niveau vun Eurojust Dateschutzregelungen ze kontrolléieren.

Am initiale Projet de loi war och nach eng national Kontaktpersoun fir de Représentant national virgesinn. De Statsrot, an deem senger Suggestioun hu mer Rechnung gedroen, hat virgeschloen, dëse Passus ze sträichen am Projet de loi. Elo wéi en zur Ofstëmmung virläit, ass dee Passus da gestrach ginn. Et ass keng national Kontaktpersoun fir de Représentant national virgesinn.

Dat bedeit awer net, datt dës national Kontaktpersoun iwwerflëssig ass, au contraire, dës Kontaktpersoun ass eng wichteg Hëllef, eng Stäip fir den nationale Représentant bei Eurojust.

Mä, dat bestehend Gesetz vun 1980 iwwert d'Organisation judiciaire a besonnesch d'Artikele 70 an 72 kënnen elo scho benotzt gi fir dës Kontaktpersoun ze ernennen. Eng speziell Bestëmmung an dësem Gesetz war also iwwerflëssig.

De Représentant national kann och no senger Mandatszäit zu Den Haag erëm a säi Corps d'origine réintegréiert ginn, op därselwechter oder op d'mannst op enger equivalenter Plaz.

De Représentant national, brauch ech lech net ze soen, ënnerläit dem Secret de l'instruction.

Mir hunn, Här President, dem Statsrot seng Suggestiounen all iwwerholl. De Statsrot hat awer eng Opposition formelle gemaach. Am Projet de loi initial war virgesi fir de Règlement grand-ducal vun 1976 iwwert de Casier judiciaire ze änneren. De Statsrot huet gesot, datt am Numm vun der Hiérarchie des normes e Règlement grand-ducal net kéint duerch Gesetz geännert ginn. Mir hunn dem Statsrot senger Opposition formelle Rechnung gedroen, mä net wéinst der Hiérarchie des normes, wéi de Statsrot gesot huet, mä opgrond vum Parallélisme des formes.

An der Hoffnung, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt Eurojust wäert weiderfuere fir sech fir eng effikass Kooperatioun a Kollaboratioun tëschent de Geriichtsautoritéiten aus de 25 Memberstaten anzesetzen, géif ech lech och bieden, dëse Projet de loi ze stëmmen, an der Fassung, wéi e leschte Mëttwoch an der Kommissioun mat Unanimitéit ugeholl gouf, an dobäi ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Als éischte Riedner ass déi honorabel Madame Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'alleréischt dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an em félicitéieren. Mir ralliéieren ons senger Analys a mir wäerten de Projet de loi, an der Form wéi e vun der Kommissioun proposéiert ass, och stëmmen. Ech wëll also net elo alles répétéieren, wat e schréftlech a mëndlech virgedroen huet, mä ech wollt op e puer Froe besonnesch agoen.

Eurojust, wéi mer jo elo gesot kruten, ass geduecht fir d'Coopération judiciaire um penale Plang an Europa ze renforcéieren. Eurojust ass eng Institutioun mat der Personnalité juridique a soll de Pendant sinn um judiciairë Plang vun Europol.

D'Europäesch Kommissioun huet verschiddentlech schonn drop higewisen, datt se sech eng besser Kollaboratioun tëschent Eurojust an Europol géing wënschen, a mir schléissen ons deem Wonsch un.

Ech hunn dann hei eng Fro un de Minister: Wéi wäit si mer, Här Minister, mat deem Accord, deen déi Kooperatioun sollt renforcéieren? Wéi wäit si mer mat der Dateschutzregelung, déi, wéi de Rapporteur virdrun ënnerstrach huet, néideg ass, fir dass deen Accord kann zum Droe kommen?

Et gëtt, wéi dat och scho gesot ginn ass, eng aner Kollaboratioun, déi onbedéngt misst verbessert sinn, an dat ass déi tëschent Eurojust an OLAF, der Antifraudeverwaltung vun der Europäescher Kommissioun, vun där a leschter Zäit jo ganz vill geschwat ginn ass, notamment och wéinst der Eurostat-Geschicht.

Den Här Heisbourg huet ons an der Kommissioun gesot, dass effektiv déi Kollaboratioun net géing klappe wéi se soll; an ech mengen dat confirméiert nëmmen dat wat mer schonn alleguerte wossten, wat relativ oft an den Zeitunge geschriwwe gëtt a wat eng Tatsaach ass. Mir hoffen also, dass et méiglech ka sinn, déi Kollaboratioun ze verbesseren, am Intérêt précisément vun enger gudder Coopération judiciaire.

D'Fro un de Minister an dësem Zesummenhank: Wat kann hien ons soen iwwert déi Kollaboratioun tëschent Eurojust an OLAF? Wat kann hie proposéiere fir déi Kollaboratioun ze verbesseren?

An der Kommissioun hate mer och eng Diskussioun iwwert d'Konditiounen, déi de Lëtzebuerger Magistrat muss erfëllen, fir an Eurojust genannt ze ginn. An ech hu mengem Kolleeg Xavier Bettel versprach, ech géing drop hiweisen, dass déi Décisioun net à l'unanimité geholl ginn ass, mä dass eng Majoritéit vun ons sech der Propositioun vum Statsrot ralliéiert huet, dass ee soll déi Konditioun vun zéng Joer festhalen. Dass awer ee Member vun der Kommissioun do war, deen der Meenung war, dass een och der Jugend bei de Magistraten eng Chance sollt ginn.

Dann d'Fro vum Correspondant national. Am Gesetz war virgesinn, dass dee soll bezeechent ginn no enger preziser Prozedur. De Conseil d'État huet gesot, senger Meenung no wär dat net noutwendeg. Esou ee Correspondant national, seet de Conseil d'État, ka bestëmmt gi vum Justizminister an Applicatioun vun den Dispositioune vun den Artikele 70 an 72 vum ofgeännerte Gesetz iwwert d'Organisation judiciaire.

Mir hunn de Conseil d'État suivéiert als Kommissioun, mä mir hunn awer och, wéi de Rapporteur gesot huet, de Wonsch ausgedréckt, dass esou e Correspondant national soll vum Minister genannt ginn. Hei also meng Fro un de Minister: Ass hie gewëllt där Recommandatioun ze follegen? Kann hie sech hei engagéieren, dass hien effektiv deem Wonsch vun der Commission juridique Rechnung dréit?

Dann ee Wuert iwwert den europäesche Parquet, dee jo virgesinn ass am Artikel III-724 vum Traité iwwert d'Europäesch Konventioun. Et soll ee Parquet geschafe ginn, «à partir d'Eurojust», esou steet et am Traité. Hei stellen sech eng ganz Partie wichteg Froen, wéi dee Parquet kann an Zukunft operéieren. Se sinn hei op dëser Tribün vu mengem Virriedner schonn opgeworf ginn, ech géing nëmmen e puer Froen un de Minister stellen:

1. Wéi wäit si mer an där Fro vum europäesche Parquet?

2. Wat fir eng europäesch Juridictioun ass dozou beruff déi Affären ze jugéieren, fir déi de Parquet Kompetenz kritt, ass do schonn eng Décisioun gefall? Wann net, wéi gesäit dat ongeféier aus oder kann ee sech do schonn e Bild maachen oder ass et ze frëi?

3. Wa mer vum Siège vun europäeschen Institutioune schwätzen, da gi mir Lëtzebuerger jo ëmmer hellwaakrech. Déi Fro vum Siège vum europäesche Parquet ass nach net geregelt. Wat fir Moossnamen huet d'Regierung scho geholl oder huet se wëlles ze huelen, fir dofir ze suergen, dass deen europäesche Parquet op Lëtzebuerg kënnt, wou de Sëtz ass vun den europäesche Geriichter a wou also dee Parquet säin normale Sëtz misst hunn, och wann Eurojust an Europol de Moment schonn zu La Haye sinn? Mä de Parquet misst onser Meenung no op Lëtzebuerg kommen an dofir géing ech gäre vun der Regierung wëssen, wat do ënnerholl ginn ass, fir dass dat effektiv kann erreecht ginn.

Dat zu de Froen, Här President, déi ech wollt stellen. D'Commission juridique proposéiert ons en Text, deen all d'Modifikatiounen, déi de Conseil d'État proposéiert, iwwerhëlt. Ech notéieren en passant, dass alt erëm eng Kéier de Conseil d'État gemengt huet, e misst bei dësem Projet de loi eng Opposition formelle umellen. Dat schéngt beim Justizminister eng Gewunnecht ze ginn. Vläicht soll deen, deen ënnert de Ministeren dee misst sinn, deen am strengsten ass, mat den Texter, déi aus sengem Ministère erausginn, e bësse méi rigoureux sinn, quant au fond, a méi exigeant quant à la forme, fir dass dat em net all Kéiers an Zukunft erëm virkënnt.

Dat gesot, Här President, wäerte mir, wéi ech et scho gesot hunn, dee Projet de loi an där Form wéi e vun der Commission juridique proposéiert ass, stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Bodry agedroen. Här Fayot?

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, ech muss den Här Bodry entschëllegen. En ass wéinst enger urgenter Affär op Diddeleng zréckgeruff ginn, wou ee Groussbrand entstanen ass a wou en als Buergermeeschter huet misse seng Responsabilitéit huelen. Ech kann en natierlech net ersetzen, ech wollt e vertrieden andeem ech soen, dass mer selbstverständlech dëse Projet iwwer Eurojust als Fraktioun matdroen, wéi mer dat och an der Kommissioun gemaach hunn.

Ech wëll just ee Wuert soen. Ech sinn elo kee Spezialist, weder wéi den Här Bettel nach wéi den Här Santer, deen en exzellente Rapport gemaach huet, an d'Froen alleguerten opgeworf huet. Ech wollt just soen, wat den europäesche Parquet ugeet, kann ech mech un déi Diskussioun erënneren an dem Konvent, déi vun eenzelne Memberen opgeworf ginn ass, an d'Iddi war an der Haaptsaach fir en europäesche Parquet ze maachen. Dat éclairéiert vläicht e bëssen Är Lanter fir e Parquet ze maachen, an der Haaptsaach fir Froen oder Verbrieche géint d'europäesch Intérêten. Dat heescht also, dat wat och vun OLAF soll detektéiert ginn, an dat ass awer och eng Iddi gewiescht, déi bei ville Länner eigentlech net onbedéngt op Géigeléift gestouss ass, aus deenen Ursaachen, déi den Här Santer opgefouert huet, déi vill Incertituden, déi vill Froen, déi sech nach doriwwer stellen.

Dat Zweet, wat ech wollt soen, ech si selbstverständlech mat der Madame Flesch d'accord. Ech hunn dat och scho vertratt, dass mer hei am juristesche Beräich sinn, dass mer ëmmer als Lëtzebuerger argumentéiert hunn, dass mer eng juristesch Haaptstad sinn, an dass dozou natierlech den Tribunal de première instance, d'Cour de Justice, an och déi annex Elementer sollten dohinner kommen, wéi zum Beispill och Eurojust an natierlech de Parquet, wann dat da wär. Esou wäit ech weess ass dee Siège vun Eurojust an Europol zu La Haye provisoresch definitiv, mä sécher wësse mer als Lëtzebuerger, dass wann eng Kéier eppes provisoresch ass a sech emol do incrustéiert huet, dass et ganz schwéier ass, dat vun do ewechzekréien, d'autant plus wou ee weess, wéi schwéier dass d'Ministeren oder e Conseil européen sech dinn, fir Décisiounen an der Fro vun Agencen a soss zu sonstegen Instituter an Europa ze huelen.

Mat deene Remarquen, Här President, a mat der Entschëllegung fir d'Absence vum Här Bodry, géif ech den Accord vun onser Fraktioun dozou ginn.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Bausch agedroen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt och ufänke mat enger Entschëllegung an zwar fir deen ze entschëllegen, deen normalerweis déi Ried hei misst halen, den Här Braz. Dee vertrëtt d'Chamber de Moment op engem Colloque iwwer Immigratioun a Spuenien an dofir kann en haut net hei sinn. Dofir liesen ech déi Ried, déi den Här Braz geschriwwen huet, hei vir, dat heescht ech schwätzen eigentlech hei am Numm vum Här Braz.

M. le Président.- Selbstverständlech am Numm vum Grupp vun deene Gréngen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Selbstverständlech, ech schwätzen am Numm vum Här Braz, an den Här Braz schwätzt am Numm vun deene Gréngen, besser gesot.

M. le Président.- Très bien. Elo hu mer et alleguer verstanen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Espace de liberté, de sécurité et de justice ze kreéieren ass déi Décisioun, déi 1999 am Oktober den europäesche Conseil zu Tampere a Finnland geholl huet. E wesentlecht Element vun där Evolutioun ass d'Verstäerke vun der judiciairer an der penaler Kooperatioun an Europa.

Fir déi Gréng ass europäesch Kooperatioun an dëser Matière e Fortschrëtt, virun allem awer, wann dee Fortschrëtt en Equiliber hierstellt tëschent Fräiheet a Sécherheet, deen net op d'Käschte vun de Mënscherechter geet.

Zënter dem 11. September 2001 an deem schrecklechen Attentat zu New York hu mir awer scho méi wéi eng Kéier misse kritiséieren, dass d'international Zesummenaarbecht am Domän vun der Justiz zimlech eesäiteg ausfält, an dass intern Sécherheetspolitik haaptsächlech mat Polizeiinstrumenter verfollegt gëtt. Dës Ausriichtung vun der europäescher Innenpolitik ass fir eis net dee richtege Wee.

Et ass och dofir keen Zoufall, dass d'Kreatioun vun Eurojust, de judiciairë Pendant vun Europol, elo eréischt, bal op den Dag genee, véier Joer no senger éischter Sëtzung deemools nach zu Bréissel, an nach net zu Den Haag, zu Lëtzebuerg stattfënnt. Eise Justizminister an och elo Polizeiminister ass jo bekannt dofir, datt hien éischter Politike privilegiéiert, wou déi repressiv Instrumenter besser ofschneide wéi déi judiciaire Instrumenter.

D'Kreatioun vun Eurojust huet als Zweck déi grouss Kriminalitéit an Europa méi wierksam ze bekämpfen. Dozou gehéiert natierlech och den Terrorismus. Wann een d'Zuelen aus dem Joer 2004 kuckt, gesäit een awer, datt d'Terrorismusbekämpfung nëmmen zu 7% an den Aktivitéite vun Eurojust optaucht. 41% maache beispillsweis den Drogentrafic an all Zorte vu Fraude aus. Wichteg ass an eisen An awer, an dofir begréisse mer och d'Kreatioun vun Eurojust, dass d'Aarbecht vun Europol duerch eng Zesummenaarbecht mat Eurojust eng nei mënscherechtlech Dimensioun kritt.

Mir hunn och dofir eng éischt Fro un d'Regierung. De Schutz vun de perséinlechen Date muss bei der Zesummenaarbecht tëschent Europol an Eurojust respektéiert bleiwen.

No zwee Joer Aarbecht leien elo Virschléi um Dësch, déi eestëmmeg am Eurojust-Conseil approuvéiert goufe wéi de Schutz vun de perséinlechen Date kënnt assuréiert ginn. De Conseil des Ministres muss déi awer nach approuvéieren. Wéini soll dat sinn, Här Minister?

Wat de Choix vum Lëtzebuerger Membre national betrëfft, am Moment de fréiere Procureur d'État Georges Heisbourg, esou bedauere mir, datt am Gesetz nëmmen d'Konditioun vun deenen zéng Joer Beruffserfahrung festgeschriwwe ginn ass. Dee reng formelle Kritär deckt net d'Bandbreet of, déi eiser Meenung an Zukunft verlaangt ass fir Eurojust virunzebréngen. Mir hate proposéiert, fir als Konditioun anzeschreiwen, datt eng Expérience spécifique certaine verlaangt ass an dëse Matièren. D'Majoritéit huet dat anescht gesinn, mir bedaueren dat.

Eng zweet Fro, déi mir un d'Regierung wëlle stellen, ass gekoppelt un Aussoen, déi mir Gréng och scho bei den Debatten iwwer en anert Gesetz hei am Parlament gemaach hunn. D'Matière vun der internationaler Kooperatioun am Beräich vun der Justiz an der Police gëtt ëmmer méi komplex. D'Texter, déi déi Matièrë regelen, kritt ee knapps nach gezielt an d'Verweiser tëschent den Texter sinn zu esou vill, dass ee sech freet, ob et nach Leit gëtt, déi de kompletten Duerchbléck hunn; eng Aschätzung vun eis, déi de Justizminister bei den Debatte vum Benelux-Traité gedeelt huet.

Dofir eis Fro un d'Regierung: Wëllt d'Regierung op de Wee vun enger Kodifizéierung vun dëser Matière goen, a wa jo, wéini?

Eurojust ass awer och am Keim den europäesche Parquet, wéi en am Traité iwwert d'europäesch Verfassung a sengem Artikel III-274 festgeschriwwen ass. Eng Entwécklung zu engem méi groussen a méi staarke Rechtsraum hin, eng Entwécklung, déi mir Gréng ënnerstëtzen.

An deem Kontext hu mir och nach eng drëtt Fro un d'Regierung. Dës Woch ass den amerikanesche President George W. Bush an Europa. Bei dëser Visite huet Lëtzebuerg eng wichteg Roll doduerjer, dass mir d'Présidence hunn. Mir wëllen d'Regierung opfuerderen de Sujet vun der Cour pénale internationale bei de Gespréicher mam amerikanesche President opzewerfen. Déi amerikanesch Haltung an där Fro ass fir eis net haltbar; d'Welt brauch méi internationaalt Recht an d'Cour pénale internationale ass dofir onverzichtbar.

„Gëtt dës Fro opgeworf, a wa jo, a wéi engem Sënn?", froe mir d'Regierung a mir wäerten och unhand vun den Äntwerten op zum Beispill esou Froe wéi déi doten als Gréng eis Bilanz zéie vun der amerikanescher Visite an Europa.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

An der Erwaardung vun den Äntwerte vun der Regierung op eis dräi Froen, bréngen ech awer d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetz an ech soen Iech am Numm vum Här Braz Merci.

M. le Président.- Den nächste Riedner ass den Här Henckes.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, bei eis ass et och esou, datt ech a Vertriedung vun eisem mandatéierte Spriecher,…

(Brouhaha général et hilarité)

…dem Här Henckes, autoriséiert sinn, fir den Accord vun eiser Fraktioun ganz einfach zu dësem Projet de loi ze bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Dann huet d'Regierung d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet hei ass zu Recht qualifizéiert ginn als ee Projet, deen d'Instrument schaaft, wat de Pendant ass zu Europol. Europol ass méi bekannt, well et Europol scho méi laang gëtt, mä et huet all deenen, déi un der rechtsstaatlecher Konstruktioun vun Europa geleeën ass, wichteg geschéngt, datt een niewent dem Instrument vun engem Koordinatiounsorgan bei der Police och e Koordinatiounsorgan bei de Strofverfolgungsbehörden hätt, an dat ass Eurojust ginn. Et geet also dorëm, fir datt déi eenzel Statsanwaltschafte besser kënne matenee schaffe bei grenziwwerschreidenden Affären.

Och wann dat dem Här Bausch net gefält, well en déi Prioritéit oder déi Importenz vun dem Strofrecht net wëllt agesinn, esou muss ech him awer soen, datt Eurojust sech nun emol mat strofrechtlechen Affäre befaasst, well dat ass hir Aufgab, an dofir mengen ech, ass et och gutt, datt mer se hunn, well wann et dorëm geet Terrorismus, Drogenaffären, Fraude a Geldwäsch ze bekämpfen, da brauch een och déi Instrumenter, déi dat maachen. Ech gesinn dat guer net als negativ un, wa mer an Europa eis endlech eens gi sinn, fir eis dofir Instrumenter ze ginn. Datt ech dobäi mech ëmmer dofir agesat hunn, dofir brauch ech mech net ze schummen. Ganz am Géigendeel, well et gehéiert, e bësse wéi an där Debatt virdrun dozou, fir datt mer an enger demokratescher, fräier a sécherer Gesellschaft kënne liewen.

Mir hunn de Mëtteg schonn eng Kéier hei iwwert d'Wichtegkeet vun der Erweiderung vun Europa geschwat. Ech mengen an dësem Kontext geet et ëm d'Verdéiwung vun Europa an zu där Verdéiwung vun Europa gehéiert e Raum vu Fräiheet, Sécherheet a Recht dozou, an Eurojust ass ee wichtegt Instrument an deem Kontext.

Eurojust funktionéiert nach guer net, wéi mir dat gären am Idealfall hätten, well nach ze wéineg grenziwwerschreidend Affäre bei Eurojust kommen. Lëtzebuerg huet an deene leschte Joren eng Rei Dossierë bei Eurojust bruecht. Et muss also net ëmmer via Eurojust goen. Et kann een och bilateral selbstverständlech zesummeschaffen, mä do, bei verschiddenen Affären, oder wou och méi wéi zwee Länner implizéiert sinn, a wou een net richteg weess, u wien ee sech soll wenden, ass et extrem utile, wann ee via de Lëtzebuerger Member bei Eurojust ka fueren.

Am leschte Joer si mir dräizéngmol vun Eurojust a grenziwwerschreidenden Affäre gefrot ginn, a Lëtzebuerg huet néngmol Eurojust an Usproch geholl, an Affären an deene Lëtzebuerg en direkten Intérêt hat.

Dat muss also nach ausgebaut ginn, gradesou wéi d'Kooperatioun mat Europol ausgebaut gi muss. Dat sinn alles Instrumenter, déi ganz um Ufank vun hirem Fonctionnement sinn.

Dofir war et och, datt Eurojust am Ufank, an déi Fro ass e puermol de Mëtteg hei gestallt ginn, souwuel vun der Madame Flesch wéi vum Här Bausch, keng Dateschutzregelen hat. D'Importenz vun deenen Dateschutzregelen hunn ech ëmmer agesinn. Dat ware schwiereg Négociatiounen. Déi Négociatioune sinn elo am Kader vun Eurojust op en Enn komm. De Conseil vun de Justizministeren, deen ech den Donneschdeg vun dëser Woch presidéieren, wäert déi Reglementatiounen unhuelen. Domadder ass also nach dës Woch déi Suerg, déi hei ausgedréckt ginn ass, och beäntwert.

Déi Dateschutzregelung, wann déi ugeholl ass, erlaabt et dann och deen Accord mat Europol ofzeschléissen. Ech hoffen, datt mer dat och geschwë kënne maachen. Op jidde Fall ass d'Lëtzebuerger Présidence frou, datt mer deen doten Accord och konnten ofschléissen.

Wann een dat nämlech huet, kann een och Eurojust an internationale Fäll nach méi asetzen. Amerika zum Beispill huet en Accord mat Europol gemaach. Wann een Dateschutzregelen huet, wann een Accorden hätt tëscht Amerika an Eurojust, géing sech och déi Kooperatioun an enger Rei vun Affäre kënne verbesseren, erëm eng Kéier am Intérêt vun enger besserer Kriminalitéitsbekämpfung.

Mat dem OLAF gëtt et eng gewëss Kooperatioun. Ech kann déi net qualitativ aschätzen; ech weess just, datt mer scho viru Joren e Memorandum of understanding tëscht Eurojust an dem OLAF ugeholl hunn. Wéi deen an der Praxis elo funktionéiert, dat kann ech hei net beäntwerten, dat kann ech awer gären nofroen.

Eurojust ass den Ufank vun engem europäesche Parquet, mä et ass net en europäesche Parquet. Eurojust huet ganz kloer eng vill méi limitéiert Funktioun, well et ass eng Koordinatiounsstell, wougéint en europäesche Parquet eng europäesch Strofverfolgungsbehörde wär. Déi ass op eng, a mengen Aen, vill ze vill zaghaft Aart a Weis an der Europäescher Verfassung festgeschriwwe ginn. D'Europäesch Verfassung gesäit nëmmen d'Basis dofir vir, mä gëtt net d'Instrument fir dat direkt kënnen a Kraaft ze setzen, dofir brauch et nach eng Kéier duerno eng unanime Décisioun vun der Europäescher Unioun.

Ech stelle mat Bedauere fest, datt, wéi mer elo viru kuerzem ënner hollännescher Présidence de Programm vu La Haye iwwert den europäesche Rechtsraum ugeholl hunn, souguer dat Wuert Parquet européen net konnt doranner stoen, well eng Rei Länner gesot hunn, wa mer dat Wuert do dran hunn, da kréie mer op kee Fall de Referendum an eise Länner duerch, dofir soen ech als Realpolitiker, datt den europäesche Parquet nach net fir mar ass. Wann d'Verfassung bis do ass, da kann een nach eng Kéier doriwwer diskutéieren. Dat brauch dann eng eestëmmeg Décisioun.

Och ass virgesi fir de Moment, an och dat huet d'Lëtzebuerger Regierung bedauert, dass nëmmen den europäesche Parquet elo virgesinn ass an der Verfassung fir Intérêts financiers de la communauté, woubäi mir gesot haten, mir géingen et besser fannen, wann et fir grave grenziwwerschreidend Affäre wär. Wéi gesot, de Parquet ass net fir haut, den europäesche Parquet ass och net fir mar, en ass vläicht fir iwwermar.

Trotzdeem datt en eréischt fir iwwermar ass, kann ech Iech hei soen, datt, wat de Siège ubelaangt, déi viregt Regierung an engem Accord festgehalen huet, datt de Siège vum europäesche Parquet op Lëtzebuerg kéim, wann en dann eng Kéier géing an d'Liewe geruff ginn.

Dat sinn also Froen, déi ronderëm déi Problematik do bestinn. Eurojust ass wéi gesot en nëtzlecht Instrument, mengen ech, fir déi europäesch Kooperatioun vun de Justizautoritéite virunzebréngen, an dofir sinn ech frou, datt et hei Zoustëmmung fënnt.

Ech géing och an deem Kontext dem honorabelen Här Santer villmools Merci soe fir säi Rapport. Ech géing mech och hei entschëllegen, datt ech beim Projet virdrun dem Rapporteur, dem honorabelen Här Glesener, net Merci gesot hat, mä dat ass, wann ee fräi schwätzt. Ech wollt dat heimat nohuelen.

Gradesou wéi ech mech virdrun am Eifer des Gefechtes verrechent hunn. Wéi de Fraktiounschef vun der CSV mer virgerechent huet, hunn ech am Joer 2017 net 58 Joer, mä eréischt 54 Joer, mä Dir erlaabt mer also déi Correctiounen an déi Entschëllegungen herno bäizeginn.

(Brouhaha général)

D'Chancen, datt ech also de Militärfliger ka gesinn, si wesentlech méi grouss. D'Chancen datt ech den europäesche Parquet gesinn, do hoffen ech net mussen esou laang ze waarden, bis datt et e Successeur vun Eurojust gëtt, mä op jidde Fall schéngt mer och elo schonn Eurojust en nëtzlecht Instrument ze sinn, an ech wär frou, wann d'Chamber dofir dee Projet hei haut kënnt unhuelen.

Merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5362. Den Text fannt Dir am Document parlementaire 5362[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Resultat ass dat heiten: Unanimitéit, 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marc Spautz), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Roland Schreiner), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Felix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi «portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international, ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003». Dat ass de Projet 5324. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an deemno folgendermoossen opgedeelt: De Rapporteur huet 10 Minutten. Et hu sech ageschriwwen: den Här Goerens, den Här Schneider, den Här Kox an den Här Mehlen - an den Här Diederich fir den Här Schneider. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis.

9. 5324 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003

Rapport de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet mer elo bal wéi an der Schoul, owes spéit nach eng Kéier Schoul ze halen. Ech hoffen, dass et esou spannend gëtt, dass mer nach e puer Sekonnen hei beienee kënne bleiwen.

(Interruptions diverses)

Jo, ech gi mer och vill Méi.

Mir hunn et hei mat der Approbatioun vun der reviséierter Europäescher Konventioun iwwert d'Protektioun vun den Déiere während hirem internationalen Transport ze dinn. Dës Konventioun ass zu Chisinau, dat ass a Moldawien, de 6. November 2003 zur Ënnerschréft opgeluecht ginn.

Une voix.- Lauschtert dem Här Oberweis no.

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur*.- Merci villmools.

E puer technesch Detailer vun der Konventioun virewech: Si ass hei an der Chamber de 6. Abrëll 2004 déposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot ass den 28. September 2004 hei erakomm, an d'Chamberkommissioun huet sech mat dem Text vun der Konventioun a mat dem Avis vum Statsrot an hirer Sëtzung vum 16. November 2004 ausernee gesat, an dat an der Presenz vum Minister. De Rapport ass an der Kommissioun den 29. November d'lescht Joer ugeholl ginn.

Wa mir an d'Geschicht vun dëser Konventioun zum Schutz vun den Déiere während hirem Transport kucken, da gesi mer déi éischt Usätz an de 60er Joren. Et ass deemools festgehale ginn, dass d'Normen am Déierentransport net méi der Wierklechkeet entsprach hunn an zum Deel guer net méi agehale si ginn. An duerfir huet dann de Conseil d'Europe verlaangt, dass eng Europäesch Konventioun ausgeschafft sollt ginn. Dat ass am Joer 1968 passéiert an den 20. Februar 1970 ass déi a Kraaft getrueden.

Zënterhier sinn erëm weider Modifikatioune virgeholl ginn. Ënner anerem mussen d'Entreprisen, déi Déieren transportéieren, an engem Register ageschriwwe sinn. D'Dauer vum Transport soll och net méi wéi aacht Stonne bedroen. Si kann awer a bestëmmte Fäll iwwerschratt ginn. Et ass och festgehale ginn, wéi vill Déiere pro Transport da beienee sollten transportéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet ass eng Refonte vun där Konventioun aus dem Joer 1970. Elo, no iwwer 30 Joer Expérience um Terrain an am Hibléck op déi wëssenschaftlech Recherchen, huet et de politesche Responsabele wichteg geschéngt, nach eng Kéier den Text ze iwwerschaffen. Dës iwwerschaffte Konventioun gëtt gedroen duerch déi moralesch Obligatioun, all Déieren ze respektéieren a sech och bewosst ze ginn, dass d'Déiere Schmäerzen emfannen.

Doriwwer si mir eis och bewosst ginn, dass d'Wuelbefanne vun den Déiere während hirem Transport e wichtegt Element duerstellt. Dës Konventioun bezitt sech awer op all Déieren, déi méi wéi 50 Kilometer transportéiert ginn. Si gëtt also ugewannt speziell wann Déieren aus engem Memberland an en Netmemberland transportéiert ginn

an och tëschent europäesche Memberlänner, wann zumindest duerch en Netmemberland transitéiert muss ginn. Et gëtt awer eng Exceptioun fir Transporter tëschent europäesche Länner; do gëtt nämlech näischt erfëllt, dat ass an der Rei esou.

Si gesäit och Virschréfte vir beim Beluede a beim Ausluede vun den Déieren. Da gesäit een also, wéi vill Saache passéiert sinn, dass extra eng Direktiv muss geholl ginn, déi beweist a beschreift, wéi Déieren agelueden an ausgelueden däerfe ginn.

Interessant och weiderhin: Et muss eng Persoun derbäi sinn, déi extra ausgebilt gëtt, fir d'Déieren ze begleede während hirem Transport. Wat dann den Outil de transport ubelaangt - de Camion oder d'Schëff, de Fliger - esou gëtt extra festgehalen, dass dee Raum, deen déi Déieren hunn, misst bestëmmt Bedéngungen hunn. Sief dat d'Aératioun, sief dat dee Fräiraum, deen déi Déiere mussen hunn. A wann en Transport méi wéi néng Stonnen dauert, da muss souguer festgehale ginn an engem Dokument, wou Plaze sinn, wou d'Déieren dann ausgeluede ginn, wou se da gedränkt ginn a wou se hir Rou kënne kréien. Fir den Transport iwwert d'Strooss, duerch d'Loft, mat der Eisebunn, iwwert d'Mier, si souguer extra Bestëmmunge festgehale ginn.

Wat nun awer d'Exekutioun vun der Konventioun betrëfft, ass festgehale ginn, dass et souguer technesch Protokolle ginn, déi eben dann no wëssenschaftleche Kritären den Déierentransport musse regelen. Am Spezielle gëtt an deenen technesche Protokolle festgehalen, wéi grouss de Raum muss sinn an och wéi vill Rouzäit jeeweils muss agehale ginn. An déi technesch Protokoller, déi kënnen op Demande vun engem Memberland ëmmer erëm a Fro gestallt ginn. Dat beweist also, do ass ëmmer d'Matière ze diskutéieren, wann een an den technesche Protokoller wëllt schaffen.

En interessante Punkt vun der Konventioun ass awer folgenden, an dat beweist den héije Geescht vun den Auteuren: Et ass festgehale ginn, wann en Différend, also e Problem entsteet, da gëtt den Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter ugeruff. Well d'Déiere jo keng direkt Parole hunn, kënnen déi Problemer bis bei de Geriichtshaff vun de Mënscherechter zitéiert ginn.

D'Situatioun vun onsem Land an der Mëtt vun Europa, och déi wuessend Suerg ëm d'Wuelbefanne vun den Déieren an dann den Transitverkéier bedéngen, dass mer dës Konventioun och solle ratifizéieren.

Dass dës Konventioun eng héich Bedeitung huet, beweist den Ëmstand, dass an Europa all Joer 17,5 Milliounen Déieren transportéiert ginn! 17,5 Milliounen Déiere ginn all Joer duerch Europa deelweis gekarrt. Wann dat net esou wier, da wier dës Konventioun net reviséiert ginn. Trotzdeem ass et interessant, dass dës Konventioun eréischt no sechs Méint a Kraaft trëtt, wa véier Länner se ratifizéiert hunn! A mir sinn eréischt bei zwee Stéck! Norwegen a Schweden hunn dat eréischt ratifizéiert. Dat heescht, et brauch elo nach Lëtzebuerg, an da musse mer nach ee Partner fannen, da kann d'Saach a Kraaft trieden.

Souguer d'Europäesch Unioun, déi hei als ee Land zielt, huet nach net ratifizéiert. Et wier also un der Zäit, dass d'Europäesch Unioun als ee Land da géif dee Schrëtt ënnerhuelen. Souguer 13 Länner vum Europa-Conseil hunn net emol ënnerschriwwen, dat heescht also, déi hu guer net emol d'Prozeduren agelaut.

Une voix.- Onerhéiert!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Den Article unique vun deem Projet gesäit einfach vir, ech liesen den Text hei vir, dat ass ganz einfach: «Est approuvée la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international, ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003.»

An da bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun eran a soe Merci fir déi puer Sekonnen, déi Der nogelauschtert hutt.

Une voix.- Et geet mir duer.

Plusieurs voix.- Très bien. Merci villmools.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Charles Goerens agedroen. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Merci, Här President. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun fir dee Projet, deen den Här Oberweis elo hei explizéiert huet op eng flott Manéier, ganz succinct, a mir wësse wourëms et geet.

Mir enthuelen aus sengen Ausféierungen, datt mer zwar déi Konventioun fir déi 25 Memberstate vun der Europäescher Unioun net onbedéngt bräichten, well mer eng ganz Partie Texter hunn, déi schonn déi Problematik do regelen. Mä et ass haaptsächlech fir datt och aner Länner, déi der Europäescher Unioun net ugehéieren an déi Membere si vum Conseil d'Europe, sollen encouragéiert gi fir do matzemaachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass och e Kuriosum an där Konventioun, well d'Europäesch Unioun gëllt am Fong nëmme just als ee Memberstat. Si gëtt betruecht wéi ee Memberstat, esou datt sech d'Fro stellt bei deene véier, déi fir d'Ratifikatioun gebraucht ginn, ob et do duergeet, datt d'Europäesch Unioun si en tant que telle akzeptéiert huet. An da stellt sech nach d'Fro: Wéi ratifizéiert d'Europäesch Unioun se? Muss se déi nach eng Kéier duerch déi 25 Memberstate ginn? Oder ratifizéieren déi 25 Memberstaten se individuell wéi mir dat hei maachen, ier ee kann d'Europäesch Unioun en tant que tel als Ratificateur zielen? Dat ass eng Fro, déi ech der Regierung stellen.

Fir de Rescht, mengen ech, soll ee sech och an der praktescher Ausféierung oder Exekutioun vun esou enger Konventioun vun dem bon sens leede loossen. Et kann een effektiv net alles am allerleschten Detail regelen a mir maachen och en Appel un de bon sens vun deene Leit, déi an der praktescher Exekutioun am Alldag mat Déieren an Déierentransporter ze dinn hunn, datt déi sech vun hirer Responsabilitéit, vun hirem Responsabilitéitsgefill a vun enger gewësser Ethik, déi et och an deem dote Beräich muss ginn, guidéiere loossen, fir datt Gesetzer am Fong net musse beansprucht ginn, notamment an hirem repressive Charakter.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider agedroen.

(Interruption)

Ah, den Här Diederich, deen den Här Schneider remplacéiert. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Merci, Här President, ech wëll emol dem Här Rapporteur fir d'éischt Merci soe fir deen excellente Bericht, et ass alles gesot an all d'Detailer huet hien hei ausgeféiert. Ech wëll just soen, dass ee muss bedaueren, dass et esou laang gedauert huet, bis déi Konventioun no 35 Joer reviséiert ginn ass, fir eng ganz Rei weider Detailer dann nach ze regelen. Et ass just ze hoffen, dass déi Konventioun am prakteschen elo och nach wierklech Resultater bréngt, datt een déi elle Biller, déi een an de Medien oder um Fernseh déi lescht Jore gesinn huet, net méi brauch ze gesinn. An deem Sënn géif ech den Accord vun eiser Partei bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Ech maachen et gradesou séier. Ech wëll dann och dem Rapporteur Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Och eis Fraktioun wëllt den Accord hei ginn, mä ech wëll awer trotzdeem eng Fro opwerfen, wat den Transport vun den Déieren am Allgemenge betrëfft.

Den Här Oberweis huet virdru gesot, dass an der Europäescher Gemeinschaft extrem vill Déieren transportéiert ginn, dass mir selwer als Transitland jo net verschount bleiwe bei deem ganzen Transport an dass mer viru Joren eng ganz Rei vu Problemer och op eisem Autobunnsnetz haten.

Mir stellen eis u sech do méi grondsätzlech Froen, firwat deen Déierentransport an deem excessiven Ëmfeld nach duerchgefouert gëtt. Wann ee bedenkt, dass u sech, ech soen emol d'Schwäin, bei de Parmaschinke gefouert ginn, fir do geschluecht ze ginn an dann entspriechend d'Ham do ze reecheren, ass et dann net do méi sënnvoll fir iwwerhaapt eng Kéier doriwwer nozedenken, dass een u sech do wou d'Déiere gezillt ginn - leider - och se der Schlachtung zouzeféieren an dann dat doudegt Fleesch u sech ze transportéieren. Dann hätte mer ganz vill Problemer aus der Welt geschafen, insbesondere wat d'Ethik ubelaangt iwwert d'Déieren.

Mir gesi jo elo och duerch d'Erweiderung, déi noutgedronge komm ass, dass dat nach zu weideren Transporter wäert féieren aus deenen neie Länner, déi zougestouss kommen. Déi wäerten d'Agrare matmaachen an och hir ganz grouss Landwirtschaft wëllen an d'Europäesch Gemeinschaft erabréngen, sou dass den Déierentransport u sech nach wäert an Zukunft zouhuelen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll och gläich soen, datt mir mat dësem Projet d'accord sinn an datt mer e stëmme wäerten. Mir sinn eis alleguerten eens, datt Déiereschutz muss sinn, datt de Mënsch och d'Déier als Matbewunner vun dësem Planéit muss respektéieren a senger Dignitéit, a probéieren d'Rechter vum Déier ze respektéieren, och wa mer d'Ugewunnecht hunn esou frou mat den Déieren ze sinn, datt mer se heiansdo zum Friesse gären hunn. Mä dat ass nun eemol esou mat eiser Spezies hei verbonnen. Ech mengen, dat kënne mer net ännéren an dat wäert och nach laang Zäit esou bleiwen, och wann et Leit gëtt, déi sech op de Fändel geschriwwen hunn, fir dat och nach definitiv ofzeschafen.

An dëser Konventioun, wann Der se liest, ginn eng ganz Partie Saache bis an de leschten Detail geregelt. De Rapporteur, deem ech och wëll Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, huet jo scho gesot, datt et den Transport betrëfft tëschent Länner, wann et iwwer 50 Kilometer geet, et bleift natierlech a grousse Länner, datt och nach do laang Transporter méiglech sinn innerhalb vun de Landesgrenzen. Ech denken, datt déi Länner jo dann och déiselwecht Konditiounen an hire Grenze respektéieren, wann dann en Transport méi laang soll daueren.

Lëtzebuerg - dat ass scho gesot ginn - ass en Duerchgangsland an dofir si mir eigentlech op Grond vun der Klengheet vun eisem Territoire nëmmen oder haaptsächlech duerch dee Phenomeen betraff. Et huet och kee Wäert fir hei op all Detail anzegoen, ech wéilt just dräi, véier Saache kuerz ernimmen.

Hei ass gefrot, datt dat Personal, dat esou Véitransporter mécht, sief et eng Formatioun misst maachen, sief et Experienz misst matbréngen, déi genügend wier fir kënne mat Véi ëmzegoen. Wéi dat an der Praxis gehandhabt gëtt, weess ech net. Et weess een awer, datt et bei verschiddene Leit vläicht net schlecht wier, wa géing gekuckt ginn ob déi Formatioun gemaach ass a wéi se gemaach ass.

Dat anert ass, datt - an ech liesen dee Saz vir, well wann een d'Praxis kennt, da gesäit een, datt een och muenchmol kann iwwerdreiwen - do zum Beispill gesot gëtt, datt: «Le bruit, le harcèlement et l'utilisation d'une force excessive doivent être évités pendant le chargement et le déchargement.» Also de Bruit léisst sech heiansdo net vermeiden, dat ass nach dat mannst wat ee ka maachen, fir nozehëllefen, fir datt se d'Ramp eropginn, wa se net wëllen. Wann een dat awer strikt esou interpretéiert wéi et hei steet, da gëtt et fir déi Leit, déi d'Déiere solle lueden, extrem schwiereg.

(Interruption)

Force excessive ass heiansdo - den Här Clement weess och wéi et geet -, datt zwee Mann sech d'Hänn ginn an dann hannen eng Kéier nohëllefen, fir dass d'Véi eropgeet. Wann déi Force excessive och net méi erlaabt ass…

(Interruption)

Wéi gesot, da fänkt et un an der Praxis awer wierklech Problemer ze stellen.

Da steet an engem aneren Artikel - an net nëmme fir ze weisen, datt déi Leit wierklech un alles geduecht hunn - «les femelles mammifères gestantes», déi däerfen, zum Schluss vun der Trächtegkeet, dat heescht déi lescht 10% vun där Zäit, net transportéiert ginn. Ech wëll hei soen, datt dat beim Zuchtvéi e bëssen iwwerdriwwen ass. Wann zum Beispill eng Kou, déi am leschten Zéngtel vun der Trächtegkeet ass, an engem komfortabelen Unhänger gefouert gëtt, dee gutt agestreet ass an esou weider, da kann een déi selbstverständlech féieren. Ech verstinn net, wéisou datt dat hei esou iwwerdriwwe ginn ass.

An dann, an dat ass trotzdeem vläicht e bësse fir hei fir Hilarité ze suergen nach dat hei: «Si toutes les précautions nécessaires ont été prises sur des conseils vétérinaires et au cas par cas, une exception peut être faite par l'autorité compétente pour les juments suitées enregistrées qui sont menées à l'étalon, après avoir pouliné.» Déi Leit hu wierklech ganz mënschefrëndlech oder déierefrëndlech geduecht, un all Situatiounen, well soss wier et jo um Enn net méi méiglech, datt déi Déieren sech kënnte weiderproduzéieren.

Här President, ech wëll zum Schluss datselwecht soen, wat mäi Virriedner hei gesot huet. Et ass ze bedaueren, datt duerch eng falsch europäesch Agrarpolitik nach ëmmer esou vill Déiere kräiz a quer duerch Europa lieweg gefouert ginn. Mir hu Biller gesi vu Päerd, déi aus Polen queesch duerch ganz Europa bis a Frankräich a bis a Spuenien gefouert ginn. Dat alles bräicht net ze sinn, wa verschidde Regelunge géinge geännert ginn. Mir hunn dat och an der Kommissioun opgeworf.

Den Här Minister Boden huet eis gesot, zum Beispill am Fall vun de Schwäi beim Parmaschinken, do wiere 7.000 Aarbechtsplazen, déi géingen drunhänken. Ech wëll awer och soen, datt et net aliicht, wa schonn hollännesch a belsch Schwäi geholl ginn, fir Parmaham ze fabrizéieren, wou dann den Ënnerscheed ass, wann déi Déieren iwwer, wat weess ech, 2.000 Kilometer transportéiert ginn an da geschluecht ginn oder wa se do uewe geschluecht ginn an d'Hame ginn dorower gefouert. Et muss mer een deen Ënnerscheed explizéieren. Ech hunn e bis elo net verstanen. Et wär allerdéngs gutt, wann den europäesche Ministerrot sech eng Kéier seriö géing iwwert déi Regelen do ënnerhalen an déi änneren.

An da kënnt een aneren Aspekt derbäi. Et gëtt jo Déiereschutzorganisatiounen, déi soe si missten am nächste Schluechthaus geschluecht ginn. Och dat geet natierlech aus Grënn vun der Konkurrenz net. Mä et kéint een et awer esou agrenzen, datt d'Konkurrenz tëschent de Schluechthaiser erhale bleift an datt ee géing soen zum Beispill, eent vun deenen dräi nächstgeleeëne Schluechthaiser vun do wou d'Véi fortgeet, ech mengen dann hätte mer dee Problem ee fir allemol geléist.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun eiser Diskussioun ukomm. D'Wuert huet elo nach d'Regierung, d'Madame Statssekretärin an der Agriculture, der Viticulture an dem Développement rural. Madame Modert, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

Dann ass ee Problem hei un deem Mikro.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à l'Agriculture, à la Viticulture et au Développement rural.*- Här President, dëse Mikro schéngt awer ze goen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och ech wäert elo bei enger wichteger internationaler Konventioun zimlech kuerz sinn. Mä trotzdeem läit d'Ratifikatioun vun dëser Konventioun der Regierung um Häerz, ebe well den Déiereschutz eis um Häerz läit. A fir dann den Déiereschutz bei internationalen Déierentransporter kënnen ënner dezente Konditiounen ze garantéieren, ass et natierlech wichteg, datt een iwwer en Instrument vun enger internationaler Konventioun verfügt, fir dat kënnen duerchzesetzen.

Et gëtt, wéi et scho gesot ginn ass, och Texter op europäeschem Niveau, déi deelweis méi wäit gi wéi deen hei. Trotzdeem huet eng international Konventioun grad an dësem Beräich Virdeeler.

Éischtens well se vum Europarot ageleet ginn ass, dee 46 Mitgliedsstaten huet, déi zwar nach net alleguer ënnerschriwwen hunn. Fir dës Konventioun ass de Partner Europarot trotzdeem d'Garantie dofir, dass déi gréisstméiglech Zuel vu Länner matmaachen - a wann d'Konventioun bis a Kraaft getrueden ass, kënne souwisou och Drëttlänner nach derbäi sech uschléissen.

Zweetens well den Text vun der Konventioun awer ganz komplett ass. Well en all Zorte vu Wirbeldéiere viséiert, well e sämtlech Transportmëttelen an och all Aspekter a Konditioune vum Transport couvréiert, mam Zil natierlech esou wäit wéi méiglech Péng a Qual fir d'Véi iwwert dem Transport ze vermeiden, esou datt dann dës Konventioun och soll eng grouss Resonanz hunn – déi se eigentlech schonn huet, well se schonn 30 Joer laang a Kraaft ass. Quitte datt

se elo nogebessert gëtt, fir eben den neisten Erkenntnisser vun techneschem a wëssenschaftlechem Stand Rechnung ze droen. Dës Konventioun war souguer Virreider fir déi éischt EU-Texter, déi nach gréisstendeels net esou al sinn.

Et ass also e grousst Instrument, wat trotz de Schwachpunkten, déi virdrun zum Deel opgezielt gi sinn, wichteg ass. Anerersäits, wann een op verschiddene Punkte fäert, si géif ze wäit goen, esou muss een awer feststellen, datt déi Texter hei déi néideg Reaktiounen op d'Zoustänn sinn, déi heiansdo ebe just am internationalen Déierentransport vir sech ginn.

Vis-à-vis vun der Konventioun, iwwert déi mir elo hei diskutéieren, sinn et fir eis déi europäesch Regelen, déi priméieren, a si garantéieren och déi Prinziper an op d'mannst dee selwechte Standard, wéi se an dëser internationaler Konventioun drastinn.

Mir hunn op dem Plang vun den Déierentransporter innerhalb vun der Europäescher Unioun contraignant Texter, déi stänneg nach geännert ginn. Déi leschte Kéier, wou dat de Fall war, war d'lescht Joer den November/Dezember, wou no laangem Hin an Hier en neie Kompromëss fonnt ginn ass zwëschent de Länner vun der Unioun, fir deelweis nei Regelen anzeféieren besonnesch um Niveau vun technesche Konditioune vun de Gefierer a vun der Formatioun vun de Chauffeuren.

Deen Text ass eis als Lëtzebuerger Regierung net wäit genuch gaangen um Niveau vun den Transportzäiten a vun de Rouzäiten. Dat hate mer och wësse gedoen. An trotzdeem war och deen Text e Fortschrëtt, well en no laangem Hin an Hier a Verhandelen méi wäit gaangen ass wéi dat, wat vidrun do war; an och wann dat nei Reglement elo fir eng méi länger Zäit a Kraaft ass ënner daer neier Form, éiren noverhandelt gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, eigentlech ass et souwisou eis éischt Suerg, den Déierentransport esou wäit wéi méiglech anzeschränken oder ze vermeide, an zwar besonnesch wann et drëm geet fir d'Schluechten esou no wéi méiglech stattfannen ze loossen bäim Stall wou d'Béischten stinn, och wann et nët just dat alleréischt nobäiste Schluechthaus muss sinn.

Mä wann den Transport aus verschiddenen Ursaachen onvermeidlech ass, muss een dofir suerge fir esou optimal wéi méiglech Bedingungen ze kréien, an dofir, a well eis de Bien-être animal wichteg ass, solle mer hei zu Lëtzebuerg dës Konventioun ratifizéieren, a séier ratifizéieren! Wat mir jo lo grad hei maachen. Mir setzen e positiivt Signal domadder.

Haut, wou mir dat drëtt Land wäerte sinn, wéi et scho gesot ginn ass, dat dës Konventioun no engem décke Joer ratifizéiert, hëlt Lëtzebuerg also eng ganz kloer Virreiderroll an. An duerfir soen ech lech och Merci, datt Dir duerch Äert rapid an eestëmmegt Ofstëmmen dëst erméiglecht, fir datt mer da kënne kucken déi véiert Ratifikatioun och ze kréien, datt d'Konventioun esou séier wéi méiglech kann a Kraaft trieden.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5324 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par Mme Nelly Stein), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen (par M. Michel Wolter), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider (par M. Ben Fayot) et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Emile Calmes);

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Felix Braz (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vun der Motioun iwwert de Rapport McKinsey.

Une voix.- Neen, dat ass mar de Mueren.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Dann ass et gutt.

Ech gesinn d'Zefriddenheet op de Gesiichter, dass mer elo zéng bis siwe fäerdeg sinn an de Rapport McKinsey haut net méi diskutéieren. Da maache mer dat mar. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.49 heures)

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*

zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanven:** *um Kanal S 29*

Ordre du jour

1. Communications
2. Rôle des affaires
3. Composition des commissions parlementaires
4. Question urgente 314 de M. Robert Mehlen relative à la fermeture de la fonderie VALFOND à Mersch
5. Motion de la Commission des Transports au sujet de la mise en oeuvre du rapport d'audit de McKinsey & Company sur l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises

   (Discussion générale - Vote)
6. Motion de M. Camille Gira relative au phénomène dit «Tanktourismus»

   (Discussion générale - Vote)
7. 5096 - Projet de loi relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht

   (Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. 5270 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

   et

   5287 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003

   (Rapports de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.29 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Bis elo nach net.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

1. Communications

Dann hunn ech awer folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) Monsieur Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 22 février 2005, le projet de loi N°5444 relative aux prospectus pour valeurs mobilières

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales.

2) «J'aimerais pouvoir dire que l'Europe, aujourd'hui, ignore l'antisémitisme, la haine, l'intolérance, le mépris de la vie et de la dignité humaine. Malheureusement nous en sommes bien loin.»

Telle la constatation du Président de l'Assemblée Parlementaire du Conseil de l'Europe, Monsieur René van der Linden, faite lors de son discours à l'occasion de la cérémonie de commémoration du 60e anniversaire de la libération d'Auschwitz qui a été célébrée le 25 janvier 2005. Il a rappelé ensuite qu'«au lendemain de la guerre, l'Europe était dévastée et traumatisée. Il a fallu du temps pour que les blessures se cicatrisent et que l'espoir commence à renaître. L'objectif de notre organisation est d'entretenir et de protéger cet espoir, d'en faire une réalité pour tous les citoyens d'Europe. C'est ce que nous faisons depuis cinquante ans; c'est ce que nous continuerons de faire. C'est un devoir que nous rendons ... à toutes les victimes du nazisme. Nous sommes déterminés à réaliser le voeu de la jeune fille juive Etty Hillesum, morte à Auschwitz, qui écrivait il y a un peu plus de soixante ans: 'Si toute cette souffrance ne nous aide pas à élargir notre horizon, à atteindre un plus haut degré d'humanité en nous libérant de toutes les questions secondaires ou insignifiantes, alors elle n'aura servi à rien…'.»

Ont été présents à cette première session de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 24 au 28 janvier 2005, M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, représentants, M. Norbert Haupert et Mme Anne Brasseur, suppléants. M. le suppléant Jean Huss s'était excusé.

La première séance étant ouverte par le doyen d'âge de l'Assemblée, M. Gustavo Selva, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux représentants et suppléants.

Après l'élection de M. René van der Linden comme nouveau Prési-

dent de l'Assemblée, sont élus les 19 Vice-Présidents, dont M. Marcel Glesener a été élu premier selon l'ordre de préséance.

M. Marcel Glesener a été confirmé dans ses fonctions de Président de la délégation. Aussi a-t-il été réélu pour la deuxième année consécutive Président de la Commission des questions sociales, de la santé et de la famille.

En dehors de la communication de M. Jan Truszczyński, Vice-Ministre des Affaires étrangères de Pologne et représentant la Présidence du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté

- la déclaration de M. Alcee L. Hastings, Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE,

- le discours de M. Viktor Iouchtchenko, Président de l'Ukraine,

- le discours de M. Mikhail Saakachvili, Président de la Géorgie et

- la communication de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe.

M. Dragoljub Popovic, a été élu juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de la Serbie-Monténégro et ce jusqu'au 31 octobre 2010.

Les principaux sujets à l'ordre du jour des huit séances étaient les suivants:

- rapport d'activité du Bureau de l'Assemblée et de la Commission permanente;

- le respect des obligations et engagements de la Géorgie;

- le conflit du Haut-Karabakh traité par la Conférence de Minsk de l'OSCE;

- la protection des droits de l'homme au Kosovo, avec l'intervention de M. Marek Antoni Nowicki, Médiateur au Kosovo;

- les circonstances entourant l'arrestation et l'inculpation de hauts dirigeants de Ioukos;

- le 3e Sommet avec l'intervention de M. Michel Barnier, Ministre des Affaires étrangères de la France;

- organismes génétiquement modifiés;

- avis sur le projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains;

- relations entre l'Europe et les États-Unis;

- création d'un centre européen en mémoire des victimes des déplacements forcés de population et du nettoyage ethnique;

- avis sur le projet de Convention contre le blanchiment et le financement du terrorisme;

- avis sur le Projet d'instrument juridique spécifique pour la prévention du terrorisme;

- chômage

a) Quelles solutions pour le chômage en Europe?

b) Dynamiser la cohésion sociale et l'emploi: multiplier les emplois

- Révisions des mandats des commissions de l'Assemblée et constitution de la Commission permanente.

Deux discussions selon la procédure d'urgence ont eu lieu au cours de cette première session de 2005, l'une sur «les perspectives de paix au Proche-Orient» et l'autre sur «L'Europe et le désastre du tsunami» avec l'intervention de Mme Yvette Stevens, Directeur du Bureau de la Coordination des affaires humanitaires des Nations Unies (OCHA).

L'Assemblée a adopté trois avis, cinq recommandations et 11 résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

2. Retrait du Rôle des affaires

Op Wonsch vun der Regierung huet d'Presidentekonferenz sech haut de Moien dofir ausgeschwat de Projet de loi 3656 iwwert de Statsbeamtestatut vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

3. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Kompositioun vun de Commissions parlementaires ubelaangt, huet d'DP-Fraktioun virgeschloen, dass an der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, den Här Xavier Bettel niewent de Voleten Défense a Coopération fir de Volet Immigratioun zoustänneg gëtt.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Fir unzefänke si mer haut befaasst mat der Question urgente 314 vum Här Robert Mehlen iwwert d'Schléissung vun der Géisserei VALFOND zu Miersch. D'Regierung wäert elo op déi Fro äntwerten. Den Auteur huet fënnef Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung zéng Minutten, fir dorobber ze äntwerten.

Här Mehlen, als Auteur hutt Dir elo d'Wuert.

4. Question urgente 314 de M. Robert Mehlen relative à la fermeture de la fonderie VALFOND à Mersch

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Merci och der Regierung, datt se bereet war ganz prompt hei zur Dispositioun ze stoen, fir op déi Froen, déi ech opwerfe wëll, ze äntweren.

Här President, hei geet et, wéi Der scho gesot hutt, ëm d'Schléissung vun der Géisserei zu Miersch. Mir wëssen, datt do ronn 80 Aarbechtsplaze verschwannen, wann dee Betrib net méi weidergefouert gëtt. Et heescht, an dat schéngt och evident ze sinn, datt eng miserabel Gestioun vun deem Betrib schold wär un dëser Faillite. Mengen Informatiounen no huet et jiddefalls net un der Qualitéit vun de Produkter gefeelt, et huet och net un der Motivatioun vum Personal gefeelt an och net un de Commanden. Meeschtens hunn esou Betriber Schwieregkeeten, well et um Ofsaz feelt. Dat ass hei net de Fall gewiescht. Et ass och souguer ze fäerten, datt aner Betriber hei am Land, déi bis elo vun der exceptioneller Disponibilitéit a Flexibilitéit vun der Mierscher Géisserei profitéiert hunn, mat a Schwieregkeete kommen.

Ech wëll och soen, datt den Ausléiser vun dëser Fro vun esou engem Betrib ausgaangen ass, dee sech Suerge mécht well en d'Mierscher Géisserei als Zouliwwerer hat, an elo fäert - et ass e Betrib, deen och iergendwou ëm déi 70, 80 Leit beschäftegt -, datt e längerfristeg kënnt a Schwieregkeete kommen, well e muss relativ wäit an d'Ausland auswäichen, fir kënne beliwwert ze ginn, a wou och gefaart gëtt, datt net méi déi Flexibilitéit do ass wéi se bis elo do war.

An der Press war ze liesen, datt dëse Betrib iwwer véier Joer een Deel vu senge Lounkäschten - et ass geschwat gi vun 30% - vum Stat subventionéiert kritt hätt, verbonne mat der Obligatioun, fir de Betrib am Laf vun der Zäit ze moderniséieren. Et ass mer och gesot ginn, do wier iergendwéi en Accord getraff ginn. Do misst e schréftlechen Accord virleie, wou esouguer d'Arbeitnehmerschaft op en Deel vum Loun verzicht hätt, fir och zu där Sanéierung do bäizedroen.

Wann dat esou ass a war, Här President, da froen ech wéisou ass et méiglech gewiescht, datt de Stat während där Zäit net op de Respekt vun dëser Obligatioun insistéiert huet? Wien dréit heifir d'Responsabilitéit a wat fir Konsequenze gi gegebenenfalls aus dësem Virgang gezunn?

Eng weider Fro, an do kënnt e bëssen d'Urgence vun dëser Fro hier, ass déi: Stëmmt et, datt en ausländneschen Investor bereet gewiescht wier de Betrib ze iwwerhuelen an ze moderniséieren, allerdéngs ënnert der Viraussetzung, datt e kënnt ouni gréisser Ënnerbriechung weiderlafen? Ech hunn esou ee Gespréich gefouert. Do ass mer gesot ginn, wann d'Clientèle bis fort ass, ass et immens schwéier fir dat erëm un d'Lafen ze kréien.

Wéi et schéngt si jo do Verhandlunge gefouert ginn, an dofir ass eng weider Fro déi: Wat war d'Attitüd vun der Regierung an dëse Gespréicher, respektiv vun den zoustännege Verwaltungen an ass vergläichbar mat der ARBED - mir wësse wat fir Efforte vu Säite vun der Regierung, vum Parlament, vum ganze Land ëmmer erëm gemaach gi si fir d'Stolindustrie an der Riicht ze halen - och wierklech alles ënnerholl ginn, fir dëse Betrib ze erhalen an ze moderniséieren?

Ass zum Beispill vläicht ze vill drop gedrängt ginn, datt fir d'éischt all Oplagen, wat de Kommodo-Inkommodo ubelaangt, missten erfëllt sinn, ier et erëm däerft virugoen, wat gegebenenfalls zu deem Problem gefouert hätt, datt d'Clientèle sech anerwäerts e Fournisseur gesicht hätt an et dann erëm natierlech immens schwéier gewiescht wier fir de Betrib ulafen ze loossen?

Wéi, Här Minister, sinn d'Chancen, fir eventuell trotz allem nach esou eng Solutioun ze fannen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Här Minister wann ech gelift.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass séier gentil, Här President, ech sinn Iech och dofir dankbar.

Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen huet geschwat, dass an der Géisserei VALFOND sengen Aussoen no wahrscheinlech eng schlecht Gestioun war. Ech ginn him Recht. En huet geschwat dovunner, dass d'Qualitéit vun de Produkter gutt war, déi war noutwendeg. Et ass e Produkt wat noutwendeg ass, wat gesicht ass. Ob een elo just qualitéitsméisseg dat als e ganz héichwäertegt Produkt ugesäit, dat sief dohigestallt, mä Dir hutt zu engem gudden Deel Recht.

Wann Der sot, d'Motivatioun vum Personal wier ganz grouss gewiescht, dann hutt Der méi wéi Recht, well dat ass ganz kleng ausgedréckt, wat fir een Effort, datt d'Personal do gemaach huet. Wann Der sot, u Commanden huet et net gefeelt, da kann een Iech nach eng Kéier Recht ginn a soen, jo effektiv, et ware souguer Commanden do, an dass aner Betriber och zum Deel ofhängeg ware vun deem dote Betrib an esoufern, dass se déi Produkter kaaft hunn, och do hutt Der Recht.

Dir hätt souguer nach kënne weiderfueren, dass hei eng excellent Zesummenaarbecht emol eng Kéier war tëschent de Leit, dem Ministère, de Gewerkschaften, wat d'Gestioun vun deem Ganzen ubelaangt. Seelen hunn ech Gewerkschafte gesinn, déi mat esou engem Responsabilitéitsgefill virgaange sinn an ech kann dat nëmme beluewegend ënnersträichen. Dofir, ech ginn Iech am Ufank nëmme Recht.

Duerno stellt Der mer Froen, déi drop erausginn ze soen, ob dee Betrib um Niveau vun de Lounkäschte vum Stat subventionéiert ginn ass. Do muss ech soen: Neen. Wat ass geschitt? Mir hunn eng Regel, déi ass allgemeng, dat ass d'Aide au réemploi. Fir déi Leit, déi am Chômage sinn, erëm eng Kéier an de Betrib ze kréien, gëtt deen Ënnerscheed bezuelt. Et ass eng Aide au réemploi bezuelt gi vum 1. Juli 1998 bis zum 30. Juni 2002 fir 52 Salariéen. Firwat? Net einfach aus heiterem Himmel, mä do ass et d'Fonderie vu Miersch ginn an déi ass iwwerholl gi vu VALFOND.

Zu deem Zäitpunkt hunn d'Regierung an dee Minister, deen dofir responsabel war, fonnt, dass et noutwendeg a gutt gewiescht wier, hinnen déi Hëllefstellung do ze ginn an der Form vun deem wat d'Salariéë verséiert kréien. Elo kënnt Der mer soen, indirekt ass et eng Hëllef, mä et sinn d'Salariéen, déi ee Recht dorobber hunn. Dat ass deemools gemaach ginn. Esoufern huet déi Regierung, déi deemools d'Responsabilitéit hat, dozou gestanen, fir dee Betrib um Liewen ze halen, an déi Leit, déi do schaffen, um Liewen ze halen.

Ass hannendru gefrot ginn, dass dee Betrib d'Obligatioun hätt sech ze moderniséieren? Dat kann een net maachen, vu dass et keng Négociatioun mam Betrib war, mä et war eng Négociatioun, déi den Aarbechtsminister hat, am Fong, wann een esou wëllt, an eng Obligatioun vis-à-vis vun de Leit an net vis-à-vis vum Betrib. Dat kann d'SNCI, dat kann à la rigueur den Ekonomiesministère, dat kann net deen, deen déi Aide au réemploi do gëtt, dee kann net fuerderen, dass do soll moderniséiert ginn.

Sécherlech ass den Drock awer gemaach ginn, fir dass si solle moderniséieren, mä ech muss Iech soen: Wann et dann net geschitt, wat maacht Der dann? Wann den Aktionär refuséiert dat do ze maachen, huelt Dir de Leit déi Aide au réemploi ewech? Stoppt Dir hinnen se, maacht Dir de Betrib zou? Hei ass optéiert gi vu mengem Virgänger, vun deene Leit, déi an der Regierung virdru waren, fir dee Betrib esou wäit ewéi méiglech um Liewen ze erhalen, an der Hoffnung, dass muer een Investisseur kéim, deen dat géing iwwerhuelen.

Et muss ee soen, dass et hei un alleréischter Stell e Problem vu Sue war. Deen Aktionär, deen do war, a wat net en Industrielle war, mä en Institut financier, wollt kee Frang méi dran investéieren. An dat ass dat Éischt, wat ee muss hunn. Mir musse Suen hunn, fir dran ze investéieren. Hei hunn all Administratioune matgeschafft. Heibanne sëtzt den Environnementsminister. Wann dee seng Servicer op Miersch geschéckt hätt; wann den Aarbechtsminister d'ITM op Miersch geschéckt hätt; wa mir gekuckt hätte wéi et mat den Autorisatiounen ass, da wier dee Betrib laang zou gewiescht. Laang zou gewiescht!

Vu dass et ee Produkt ass, wat gebraucht gëtt, war ëmmer nach Hoffnung - a besonnesch, well et och een Accord zwëschent deem neien Direkter, deen et herno ginn ass, an dem Personal an de Gewerkschaften ginn ass, fir ze kucken dee Betrib erauszezéien. Dofir war et normal, dass een dann ee Moment gesot huet, komm mir probéieren alles, wat méiglech ass.

Dat ass wierklech an der Zäit geschitt, leider kenne mir awer d'Issue. Ech sinn elo grad nach enger Firma begéint, déi seet: „Bei mir stinn se ganz schrecklech an der Kräid" wéi ech gesot hunn, ech misst elo goen. Si hu weider gesot: „Mir hunn nach eng laang Lee." An et si vill därer, déi dat hunn.

Et muss een och soen, dass op eemol kee Mënsch méi wëllt eppes dran investéieren, an de Management buy out, deen ee Moment probéiert ginn ass, huet net méi réusséiert, well deen, deen et sollt maachen, fortgaang ass - trotz Hëllefstellung, déi mir him ugebueden hunn. Mä et muss awer een et bezuelen. Ech hu jo och net héieren, dass hei an der Chamber een opgestane wier, bis elo, a gesot hätt: Dir hätt dee Betrib missen als Stat kafen. Ech ka mir net virstellen, dass mir dat froen, well soss musse mir op ville Plazen dat do nach maachen.

An ech muss Iech soen, deen Emplacement, deen am Moment VALFOND huet, ass een onglécklechen. Do ass quasi matzen an der Uertschaft eng Géisserei, déi op keng Fassong an no kenge Kritären nach iergendeppes anhält. An dofir war d'Meenung, et wier dat Bescht, wann een Investisseur géing kommen an dee Betrib géing kafen an en anzwousch anescht installéiere géif. En hätt all Hëllefe kritt, déi méiglech gewiescht wiere vun eiser Säit, sief et Terrain, sief et déi normal Hëllefen, déi een an engem neien Invest kritt, mä ech muss soen, ausser e puer Interesseweisen hunn ech näischt kënne feststellen, dass wierklech een do wier, dee gesot hätt: Ech maachen dat do.

Ech mengen déiselwecht Aussoe si gemaach gi vum Curateur, deen esouguer - wat net Usus ass - an d'Zeitung geet, fir ze explizéieren, firwat dass op eemol näischt anescht méiglech war. Et muss een och soen, et huet een op eemol d'Responsabilitéit ze kucken, ob een net probéiert effektiv dann, wann näischt méi ze maachen ass, deene Leit eng nei Perspektiv ze bidde wéi déi Perspektiv, déi si do haten. Si hunn zäitweileg keng Pai kritt, si hunn zäitweileg ënnert dem soziale Mindestloun geschafft, si hu méi Stonne prestéiert wéi si hätte missen, ënner Konditiounen, déi méi erbärmlech si wéi déi, ënnert deenen si hätte schaffe missen. Da muss ee froen, ob een deem nach ka laang nokucken. Mir hunn näischt ënnerholl.

Ech mengen, d'Faillite ass gefrot ginn op eemol esouguer vun de Gewerkschafte selwer - esouguer vun de Gewerkschafte selwer! -, déi gesot hunn: Et gëtt hei nëmmen eng Issue, mir musse kucken, dass mir een neien Investisseur fannen. Mir hunn awer keen! Dir frot mech wéi d'Attitüd vun den Autoritéite war. Oppen, selbstverständlech! Et ass kee Minister, deen zu dësem Zäitpunkt net op wier, wann e Betrib a Schwieregkeete stécht - a mir hunn e puer schlecht Nouvellen a leschter Zäit gehat -, an deen net higaange wier an, fir achtzeg, nonzeg Leit ze retten, eppes gemaach hätt. Där gëtt et keen, esou domm ass keen, jiddereen hätt dat probéiert.

Dir stellt mir dann d'Fro, ob mir datselwecht gemaach hu wéi dat, wat mir bei der ARBED gemaach hunn. Ma, 1982 hu mir Gesetzer hei gemaach fir d'ARBED ze retten, eng Solidaritéitssteier an esou weider. Neen, dat hu mir hei net gemaach! Mir hunn dat effektiv net gemaach. Ech hunn Iech awer och net héiere soe bei anere Betriber, bei deene mir elo ähnlech Problemer hunn a wou nach méi Leit um Spill stinn, wat de Problem vum Chômage ubelaangt oder vum méiglechen Chômage, dass mir géingen elo nach eng Kéier datselwecht maachen, speziell Gesetzer maachen an d'Solidaritéitssteier eropsetzen op 10, voire 15 %. Dat hunn ech vu kengem héieren.

Wann Dir mech also esou frot, soen ech Iech, mir hunn effektiv net datselwecht gemaach, mä d'Situatioun war eng ganz aner. Hei war keng Autorisatioun méi, keng Assurance méi, déi eng Garantie gestallt huet, an da muss ech soen, keen Aktionär méi a keng Sue méi, da weess ech net wéi een dat hätt kënne maachen.

Mä wat d'Zukunft ubelaangt, wann Dir - an Dir hutt jo Gespréicher gefouert, éierewäerten Deputéierten - natierlech mat deem Investisseur, mat deem Dir geschwat hutt, kommt, an dee seet: Ech bréngen d'Suen fir op engem neie Site dat

do ze maachen, dat ass een interessant Produkt, da si mir op, fir dat direkt ze begleeden.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Diskussioun vun der Motioun aus der Transportkommissioun iwwert de Rapport McKinsey, déi eis iwwert de Wee vun der Conférence des Présidents erreecht huet.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que sur base d'une première évaluation des missions aéronautiques de l'Administration luxembourgeoise confiée à McKinsey & Company en 1997, la Direction de l'Aviation Civile a été créée par une loi du 19 mai 1999;

- considérant les divers travaux et initiatives parlementaires de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports de la Chambre des Députés suite à l'accident aérien de la compagnie Luxair qui a eu lieu le 6 novembre 2002;

- considérant que sur proposition de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports de la Chambre des Députés, le Ministre des Transports avait, début 2004, fait effectuer par le consultant McKinsey & Company une réévaluation de l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises;

- considérant qu'en sa séance du 11 juin 2004 le Conseil de Gouvernement a marqué son accord avec les orientations qui se dégagent des recommandations du rapport d'audit remis par le consultant le 23 avril 2004;

- considérant que lors de sa réunion du 30 novembre 2004 la Commission des Transports de la Chambre des Députés s'est à son tour, après avoir pris connaissance dudit rapport, prononcée sur le bien-fondé des recommandations du consultant qui se placent devant la toile de fond d'un cadre réglementaire européen de l'aviation civile en pleine mutation;

- confirme le Gouvernement dans sa volonté de veiller dans le domaine de l'aviation civile à une distinction nette entre les fonctions normatives et de contrôle, d'une part, et celles relatives aux prestations de service, d'autre part, tout en promouvant parallèlement le renforcement de la culture de sécurité impliquant l'ensemble du secteur de l'aviation civile;

et invite celui-ci

- à renforcer en général la supervision des exploitants aériens;

- à mettre par ailleurs en œuvre les recommandations du rapport final de McKinsey & Company du 23 avril 2004, notamment en ce qui concerne:

• l'adaptation de l'effectif affecté en particulier au sein de la Direction de l'Aviation Civile aux fonctions identifiées dans le prédit rapport,

• une séparation stricte entre les fonctions de régulation et de surveillance pour lesquelles est compétente la Direction de l'Aviation Civile, et les prestations de service aéroportuaires et aériens qui sont assumées par les opérateurs,

• une démarcation claire entre les missions de l'Administration de l'Aéroport et celles de lux-Airport,

• la structuration des fonctions déléguées au Bureau Veritas et la formalisation des relations entre la Direction de l'Aviation Civile et cet organisme, tout en analysant dans une étape ultérieure la nécessité d'une adjudication publique des travaux confiés à l'heure actuelle au prédit organisme,

• la mise en place d'un système de sanctions applicables à l'égard des opérateurs en cas d'observation défaillante des exigences de sécurité et de sûreté aériennes;

- à identifier et à réaliser les mesures requises pour améliorer la sûreté de l'Aéroport de Luxembourg.

(s.) Roland Schreiner, Camille Gira, Jean-Pierre Koepp, Roger Negri, Marc Spautz.

Dem President vun der Transportkommissioun, deene fënnef Fraktiounen an der Regierung sti jeeweils zéng Minutte Riedezäit zou. Et hu sech schonns ageschriwwen: déi Häre Spautz, Grethen a Gira. D'Wuert huet elo de President vun der Transportkommissioun, den honorabelen Här Roland Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

5. Motion de la Commission des Transports au sujet de la mise en oeuvre du rapport d'audit de McKinsey & Company sur l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Häre Ministeren, Dir Dammen an Dir Hären, no dem Fligeraccident vum 6. November 2002 ass souwuel öffentlech wéi och politesch ganz vill iwwert d'Flugwiesen hei zu Lëtzebuerg diskutéiert ginn a speziell seng Organisatioun a seng Sécherheet si ganz kritesch hannerfrot ginn an dat huet sech och bis haut nach net geännert. An zu Recht och, well de Secteur vun der ziviler Loftfahrt ass net nëmmen ee ganz kriddelechen, hien huet virun allem an deene leschte Joren och onwahrscheinlech evoluéiert um gesamteuropäische Plang, à tel point dass d'Erwaardungen an d'Erausfuerderungen un déi national Autoritéiten ëmmer méi grouss ginn a permanent no neien organisatoreschen, techneschen an och legislative Mesurë verlaangt gëtt.

Dofir war et och richteg a wichteg, dass op Ureegung vun der deemoleger zoustänneger Chamberkommissioun de fréieren Transportminister uganks 2004 en Audit maache gelooss huet iwwert d'Situatioun vun den Acteuren aus der Aviation civile hei zu Lëtzebuerg fir iwwert dee Wee de Kader ze schafen, dass och an Zukunft Lëtzebuerg sengen Obligatiounen, déi et als souveräne Stat am Beräich vun der Iwwerwaachung vun der ziviler Aviatioun huet, ka gerecht ginn.

De Büro McKinsey & Co huet dësen Audit an de Méint Februar a Mäerz 2004 gemaach a seng Recommandatiounen dem Transportminister den 23. Abrëll 2004 zougestallt. Den 11. Juni huet d'Regierung sech mat den Orientatiounen, déi sech aus dem Rapport erginn hunn, d'accord erklärt an d'Direktioun vun der Aviation civile beoptraagt déi entspriechend Initiativen ze ergräife fir déi Recommandatiounen dann och ëmzesetzen.

Als nei Chamberkommissioun ware mir awer der Meenung, dass et wichteg an och richteg wier, dass och d'Chamber d'Geleeënheet krit fir hir Meenung zu deem Rapport ze soen, eben och well um parlamentaresche Plang eng Rei vun Aktivitéiten an Initiativen an deem Dossier gemaach an ergraff goufen. Iwwert de Vote vun dëser Motioun, déi an der Transportkommissioun den 20. Januar approuvéiert gouf, wëlle mir dann och deen Débat hei an der Chamber clôturéieren.

De Rapport McKinsey mécht op alle Fall eent däitlech: Wa mir hei zu Lëtzebuerg d'Ambitioun hunn am Beräich vun der Aviatioun eng Sécherheetskultur ze promouvéieren an ee Service vu Qualitéit unzebidden, da musse mir souwuel strukturell wéi organisatoresch wéi legislativ méi maachen, wéi dat haut de Fall ass a vläicht esouguer méi maache wéi et eis duerch europäesch Direktiven imposéiert gëtt.

1997 schonn huet McKinsey eng éischte Kéier eng Evaluatioun gemaach an deemools schonn ënner anerem festgestallt, dass et zu enger Clarificatioun vun de Strukturen an de Responsabilitéiten an der Aviation civile misst kommen, wat dann och zur Schafung vun der Direktioun vun der Aviation civile gefouert huet, duerch d'Gesetz vum 19. Mee 1999.

Dann huet 1997 och schonn McKinsey festgestallt, dass d'Personaleffektiver missten ugepasst ginn, dass de reglementaresche Kader misst verstäerkt ginn, dass de Rôle och vum Kontrollbüro Veritas misst adaptéiert ginn an dass et zu enger Clarificatioun misst kommen, wat de Rôle vun dem Exploitant vum Flughafen an deem vun de Prestataires de services ugeet, wat dann och zur Schafung vun der Flughafegesellschaft lux-Airport gefouert huet. Et sinn also bis haut schonn eng ganz Rei vu Verbesserunge komm, mä villes bleift nach ze realiséieren, wa mer wëlle mat där rasanter Entwécklung, déi an deem Beräich do an deene leschte Jore stattfonnt huet an nach stattfanne wäert, Schrëtt halen.

Dofir mécht McKinsey eng Rei vun zousätzleche Propositiounen, déi an deenen nächsten dräi Joer sollen ëmgesat ginn an déi mer och an eiser Motioun relevéiert hunn. Esou soll et a muss et zu enger Adaptatioun vun den Effektiver an der Direktioun vun der Aviation civile kommen, fir hir et ze erméiglechen déi zousätzlech Aufgaben, déi se duerch d'Evolutioun vun der europäescher Reglementatioun kritt huet, ze bewältegen, an hir aktuell Kompetenzen am Beräich vun der Zertifikatioun vun den Opérateuren an der Supervisioun vun den Acteuren ze konsolidéieren.

Da muss et och endlech zu där strikter Trennung vun de Responsabilitéiten an den Aufgabe vun der Direktioun vun der Aviation civile, vun der Flughafeverwaltung an der Flughafegesellschaft kommen, fir all méiglech Interferenzen ze vermeiden, awer och fir kloerzemaachen, dass d'Kompetenzen a puncto Regulatioun a Surveillance bei der Direktioun vun der Aviation civile leien, an dass déi eigentlech Exploitatioun vum Flughafe vun de Prestataires, also Verwaltung a lux-Airport, ze assuréieren ass.

Dës strikt Trennung gëtt iwwregens obligatoresch um Enn vum Joer 2005 a soll och dozou féieren, dass d'Exploitatioun vum Flughafen aus ekonomescher Siicht méi effikass kann organiséiert ginn. Haut ass dat nach net gewährleescht. Et bestinn nach ëmmer eng Rei vun Iwwerschneidungen an deene verschiddenen Aktivitéitsberäicher a Kompetenzberäicher.

En anere wichtege Punkt ass dee vum Rôle vum Büro Veritas, de Kontrollbüro, deem seng Tâchë sech baséieren op Arrêté-ministérielen aus de Joren 1952 an 1967, déi sécher net méi den heitegen Exigenzen ugepasst sinn. Hei muss et dorëms goen, fir eng Restrukturatioun an eng Formalisatioun vun de Relatioune mat deem Büro ze garantéieren, fir an Zukunft all Formen an all Froen och vun Interessekonflikt, deen haut ganz sécher ganz oft besteet, ze vermeiden. Et muss ganz kloer ginn, dass de Büro Veritas seng Kontrollen a voller Impartialitéit am Optrag vun der Direktioun vun der Aviation civile soll maachen an dass et eng kloer Inkompatibilitéit gëtt mat eventuelle Prestatioune fir de Kont vun iergendengem Opérateur.

Da stelle mer eis an dëser Motioun och d'Fro, ob et éiweg deeselwechte Büro muss sinn, deen déi Kontrollfunktioun ausübt, an ob een net an enger zweeter Etapp soll analyséieren, fir de Wee vun enger öffentlecher Ausschreiwung ze goen, fir et och anere Büroen ze erméiglechen, déi Aarbechten do auszeféieren. Et wier ganz sécher am Sënn vun enger gréisserer Objektivitéit an och vun enger gréisserer Transparenz an deem Beräich.

Ee weidere wichtege Punkt ass dann och dee vun der Elaboratioun vun engem System vun Taxen a Redevancë fir d'Benotze vun der Flughafeninfrastruktur, mä virun allem och vun der Aféierung vu Sanktioune vis-à-vis vun den Opérateuren, déi sech net un d'Spillregelen, d'Prozeduren an d'Sécherheetsbestëmmungen halen. Déi eenzeg Sanktiounen, déi de Moment méiglech sinn, sinn déi vun der Suspensioun oder dem Retrait vun Zertifikaten, mä déi Menace ass éischter relativ. Hei soll een effektiv drun denken, fir e ganze Katalog vu Moossnamen auszeschaffen, déi ee kann asetzen entspriechend der Gravitéit vun der Verfeelung. Mir wäerten dann och kuerzfristeg mat engem Projet de loi konfrontéiert ginn, deen d'gesetzlech Basis soll schafen, fir deem dote Punkt och kënne Rechnung ze droen.

Här President, déi wichtegst Ambitioun, déi mer hei zu Lëtzebuerg am Beräich vun der Aviatioun kënnen hunn, ass déi vun der Stimulatioun vun enger optimaler Sécherheetskultur. Dat gëllt fir de Secteur am Allgemengen, et gëllt awer och am Besonnesche fir d'Opérateure selwer. Ech erënneren drun, dass mir vun der Europäescher Kommissioun - an dat ass nach net esou laang hier - am leschte Joer op eng Rei vu Lacunen an deem Beräich opmierksam gemaach goufen, an dass mer gutt berode wieren, esou séier wéi méiglech dës Lacunen ze stoppen.

D'Basis vun enger gudder Sécherheetskultur ass de gudde Fonctionnement vun den Tâchen, wat d'Reglementatioun ugeet, wat d'Zertifikatioun ugeet a wat d'Supervisioun ugeet. Déi Recommandatiounen, déi hei vu McKinsey gemaach ginn, droe ganz sécher dozou bäi fir dëse Fonctionnement ze assuréieren, well se virschloen déi noutwendeg Organisatiounsformen, Strukturen, Prozeduren a Ressourcen op d'Been ze stellen. Mä dat eleng geet net duer. Et ass e Prozess, dee permanent ass, evolutiv ass, an dofir ass et och wichteg, dass eng permanent Kommunikatioun tëschent der Direktioun vun der Aviation civile an tëschent deene verschiddenen Opérateure stattfënnt, fir esou lafend Schwaachstellen ze identifizéieren an déi entspriechend Verbesserungen ofzeleeden.

Här President, mat dëser Motioun wëlle mer d'Regierung an hirer Démarche ënnerstëtzen a si invitéieren all déi Recommandatiounen, déi gemaach goufe vum Büro McKinsey am Intérêt vun eisem gesamte Flugwiesen, mä awer och vun all deene Leit, déi dagdeeglech de Fliger benotzen, ëmzesetzen, verbonne mam Wonsch, no deenen dräi Joer an deenen se sollen dann ëmgesat ginn, och hei op dëser Plaz e Bilan iwwert déi Aufgaben an iwwert déi Tâchen ze zéien.

An deem Sënn wier ech frou, wann dës Motioun d'Zoustëmmung vun der Chamber kéint fannen, an ech géif dann och an engems d'Zoustëmmung zu dëser Motioun vun der LSAP-Fraktioun heimat iwerbréngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, opgrond vum Fligeraccident, wéi den Här Schreiner et scho gesot huet, ass deemools eng Chamberkommissioun agesat ginn an och de McKinsey huet sech mam Rapport iwwert d'Flugsécherheet hei zu Lëtzebuerg beschäftegt. Et däerf een awer net vergiessen, dass och schonn 1997 McKinsey beoptraagt gi war, eng Analys iwwert d'Flugsécherheet hei zu Lëtzebuerg ze maachen.

Wann een elo op dat higeet vum Fligeraccident, do gëtt et verschidde Voleten. Ech mengen, et ass emol éischtens de juristesche Volet, an et ass net um Parlament fir sech do iergendwéi anzemëschen, mä do ass et un der Justiz déi néideg Prozeduren ulafen ze loossen, wat jo och amgaang ass, an dann och dorauser déi néideg Konklusiounen ze zéien.

Dann ass et dee vun der Aviation civile, an do ass et jo wou de Rapport vu McKinsey elo virläit a wou de Roland Schreiner an der Motioun drop agaangen ass bei der Virstellung vun där Motioun, a wou d'Regierung jo och schonn amgaang ass, verschidde Recommandatiounen ëmzesetzen, wéi ënner anerem och dat vum Effektiv, wou och scho Saache virgesi sinn am Budget, fir dat ze maachen.

Et muss een awer wëssen, dass et och nach aner Acteure gëtt, an dat si virun allem d'Opérateuren, déi um Flughafe sinn. An do gëtt et natierlech och nach aner Froen, déi sech opdrängen.

Wéi ass et mat der Installatioun vu Flugparameteren, wou zum Beispill et och wichteg ass, dass déi Flugparameteren, déi existéieren, och kënnen ausgewäert gi vu Leit, déi déi néideg Kompetenzen dofir hunn an déi och dofir ausgebilt sinn? A wann ech schwätze vu Flugparameteren, esou ass dat och elo schonn de Fall, dass dat an de Fligeren installéiert ass, mä dass dat net onbedéngt crashséchert Material ass, net wéi déi Blackbox, an et däerf och net domadder vermëscht ginn, mä dass do alles opgezeechent gëtt, wat während engem Fluch geschitt, an och alles festgehale gëtt, wat do gemaach gëtt.

An do ass et ënner anerem den „flight safety officer“, deen do d'Vertrauenspersoun soll sinn, deen déi Saache soll kontrolléieren. Mä et gëtt awer och nach eng aner Persoun, déi sech dorëm soll bekëmmeren, an dat ass den „accountable manager“, deen och laut den internationale Konventioune virgesinn ass, a wou ee sech muss d'Fro stellen, ob dat net och muss e Mann vum Fach sinn, net nëmme wéi den „flight safety officer“, mä dass och den „accountable manager“ ee muss sinn, deen eppes vu Loftfahrt versteet an deem Sënn, dass hien och vläicht e Piloteschäin huet, dass och hie weess, wat an all deenen Donnéeën enthalen ass a firwat dat an där enger oder anerer Richtung zu deenen eenzelne Punkte konnt féieren.

Et ass och wichteg, dass mer et do fäerdeg bréngen, dass bei den eenzelnen Opérateuren, déi um Marché sinn, och hei zu Lëtzebuerg déi Saachen hierarchesch kloer sinn an dass do déi néideg Regelunge festgeluecht ginn, fir déi Kontrolle kënnen ze maachen. Fir dat fäerdeg ze bréngen, brauch een awer och en internen Dialog. Do muss et méiglech sinn, dass bei deenen Opérateuren en Dialog fonctionnéiert, dass doriwwer och kann diskutéiert ginn, ouni dass direkt ëmmer d'Damoklesschwäert iwwer engem hänkt wann deen een oder deen aneren eng eenzel Remarque mécht.

Dofir ass et wichteg - an dat ass och virun allem am Intérêt vun der Lëtzebuerger Loftfahrt an och am Intérêt vun all den Usagere vun den eenzelnen Opérateuren -, dass och do déi néideg Regelunge kommen. Do ass et net un de politesch Responsabelen, fir deene Virschrëften ze maachen, mä et ass wichteg, dass déi international Konventiounen, déi do sinn, mus-

sen agehale ginn an dass do och op déi néideg Leit zréckgegraff gëtt.

Mir wëssen, dass d'Lëtzebuerger Opérateuren héich a gutt qualifizéiert Personal hunn, mä et ass och wichteg, dass een da kann op déi zréckgräifen, an dass et net nëmmen dann heescht, da mussen déi Postë mat Auslänner besat ginn, mä dass et och wichtig ass, dass do Lëtzebuerger sinn, déi wësse wat dat heescht, en Dialog am Modell Lëtzebuerg, dass déi och wëssen, dass wann eppes virgedroe gëtt, dass ee sech dann och mat de Begebenheete vun eisem Land kann ofginn.

A wa mir dat fäerdeg bréngen, an ech mengen dat do si jo alles Punkten, déi den 1. Abrëll 2004 an der Tripartite deemools festgehale gi waren, dass dat och alles misst kommen, dass och do déi Partner, déi deemools an der Tripartite waren, wat esouwuel d'Regierung war, wat och en Opérateur war, dass déi Saachen all ëmgesat ginn, dass dann och d'Lëtzebuerger Loftfahrt fit a flott ass fir d'Zukunft an deen haarde Konkurrenzkampf, dee kënnt, och net brauch ze scheien.

Ech op alle Fall wëll am Numm vun der CSV d'Zoustëmmung ginn zu dëser Motioun. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Spautz. Den nächste Riedner ass den Här Henri Grethen. Dir hutt d'Wuert Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt haut fir d'éischt eigentlech, well ech d'Chance hat fënnef Joer als Transportminister mat enger motivéierter a kompetenter Equipe ze schaffen, besonnesch haut ënnersträichen, dass ech déi Aarbecht, déi an der Direction de l'aviation civile gemaach ginn ass, respektéieren an dass ech och vollt Vertrauen an d'Kompetenz vun där Equipe hunn, déi eng ganz kleng Equipe ass an déi eng ganz komplizéiert Aarbecht muss maachen, an dat ganz besonnesch zënter deem grujelegen Accident, dee mer kannt hunn an dee bedauernswäert ass, an déi elo an engem ganz komplizéierten Ëmfeld musse schaffen.

Duerch dat Accident sinn eng Rei vun Initiative geholl ginn, ënner anerem déi fir McKinsey ze beoptragen nozekucke wéi d'Ëmsetzung vun deene Propositiounen ass, déi si 1997 gemaach hunn. An déi Propositiounen, déi Etüd, déi ass eben Ufank 2004 gemaach ginn an d'Konklusioune leie jo och der Chamber vir.

Här President, ech wéilt awer gläichzäiteg d'Kolleegen an der Chamber drop opmierksam maachen, dass d'Tatsaach mat engem Consultant ze schaffen eng ganz delikat Operatioun ass. A jiddfereen, dee sech fir dee Sujet interesséiert, deem géif ech hei d'Lektür vun dem Buch „Dangerous company: The Consulting Powerhouses and the Businesses They Save and Ruin" vum James O'Shea an dem Charles Madigan recommandéieren. Dofir muss een, wann ee mat engem Consultant schafft, mat där néideger Virsiicht virgoen an ech wäert nach dorobber zréckkommen.

Mir hunn op alle Fall an der viregter Regierung de Mandat vun deem Consultant ganz prezis festgeluecht - Dir fannt dat am Rapport vum McKinsey op de Säiten 13 a 14 erëm, wou déi Ambitiounen, déi mir eis fixéiert haten, nach eng Kéier festgeluecht sinn. Mir hunn, wéi gesot, den 23. Abrëll 2004 - dat ass schonn ënnerstrach ginn - dee Rapport kritt, mir hunn en am Ministère mat eisem Mataarbechter studéiert an ech sinn den 11. Juni mat deem Rapport a mat deene Konklusiounen, déi ech als deemolegen Transportminister aus deem Rapport gezunn hunn, an d'Regierung gaangen an d'Regierung huet déi Konklusiounen, déi ech proposéiert hunn, och guttgeheescht.

An déi Propositiounen, Här President, fannen sech erëm - zum Deel wéinstens, anescht geschriwwen, e bëssen ëmschriwwen - an där Motioun, déi elo der Chamber proposéiert gëtt.

An hätt ech d'Chance gehat, Här President, den 13. Januar an der Transportkommissioun ze sinn - eng Chance, déi ech net hat, well gläichzäiteg d'Conférence des Présidents war, ech konnt also net an d'Transportkommissioun kommen -, dann hätt ech an der Transportkommissioun gesot, dass ech esou eng Motioun als iwwerflësseg ugesinn, well dass d'Chamber néng Méint, nodeem d'Regierung eppes décidéiert huet, an enger Motioun soll d'Regierung opfuerdere genee dat ze maachen, wat d'Regierung den 11. Juni 2004 décidéiert huet, dat ass total iwwerflësseg.

Et sief dann, Här President, d'Majoritéit hätt kee Vertrauen an den aktuellen Transportminister a géif éiere gleewen dee wéilt dat, wat déi viregt Regierung décidéiert hat, net ëmsetzen an duerfir missten se him nach eng Kéier déi Motioun do - wéi soll ech soen - ënnerbreeden.

(Interruptions)

An aus där Ursaach eraus, Här President, verstitt Dir jo, dass ech Schwieregkeeten hu mat esou enger Motioun, wou ech selwer géif d'Regierung opfuerderen dat ze maachen, wat ech virdru schonn décidéiert hunn a wat arrêtéiert ass. An duerfir verstitt Dir, Här President, dass ech a meng Kolleege bei dëser Motioun eis wäerten enthalen, well mir mengen et soll een awer net esou wäit goe wéi dat elo gaangen ass.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dir schéngt méi Vertrauen an d'Regierung ze hu wéi d'Majoritéit.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports*.- Dir hutt vill Vertrauen a mech, merci.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, ech hu vill Vertrauen an eenzel Membere vun der Regierung mat deenen ech gutt an deene leschte fënnef Joer zesummegeschafft hunn.

(Hilarité)

Dat heescht, dat wëll ech awer elo net op d'ganz Equipe bezéien. Ech ginn awer och dovun aus, Här President, dass et an der Regierungsaarbecht eng gewëss Continuitéit gëtt, an ausser et géif een expressis verbis décidéieren, et géif een eppes net maachen, dass et da weidergeet.

An ech huele jo och un, well dee Rapport McKinsey jo och virgesäit, dass a fënnef Phasen iwwer eng Zäitperiod vun 30 Méint déi Recommandatioune sollen en place gesat ginn, do ginn ech dovunner aus, dass no néng Méint awer scho relativ vill geschitt ass. Ech hoffen net, dass vum August d'lescht Joer u bis haut an där Matière hei näischt gemaach ginn ass. An et wier vill méi interessant d'Transportkommissioun géif sech domat ausernee setzen, wat da schonn an deenen éischten néng Méint vun deene Recommandatiounen ëmgesat ginn ass a wat mer bis Enn 2006 nach alles mussen ëmsetzen.

Mä, Här President, da wier et och interessant ze wëssen - an do wollt ech d'Geleeënheet haut notze fir den Transportminister ze froen -, huet de Mann démissionéiert, ass en démissionéiert ginn, ass en entlooss ginn, huet e schonn e Bréif, ass e geschriwwen…

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- En ass geflunn.

M. Henri Grethen *(DP)*.- …ass e geflunn - wéi och ëmmer, dat ass elo an dësem Kontext net esou wichteg -, mä ech hunn héieren den Transportminister hätt op der Televisioun am Kader, am Kontext vum Licenciement oder wéi een et och ëmmer nenne ka vum fréiere Generaldirekter oder vum aktuelle Generaldirekter vun der Luxair, gesot, dat wier och op Basis vun enger Rei vun Audite geschitt an ech mengen ze wëssen, dass esou Auditen oder Rapporten oder Etüde vum McKinsey gemaach gi sinn.

An do ass et fir d'Chamber an och fir déi Leit, déi bei der Luxair schaffen, interessant ze wëssen, wat fir eng Konklusiounen dann aus deem Rapport gezu ginn. Ech kéint mer zum Beispill mat deem néidege Mësstraue virstellen, well ech déi Consultantë kennen, dass ee géif soen, et misst een e Splitting maachen zwëschent dem Fluggeschäft an dem Cargohandling zum Beispill; de Cargohandling, deen d'Mëllechkou ass an der Luxair, am Fluggeschäft gëtt wéineg verdéngt - fir ganz héiflech ze sinn. Ech kéint mer virstellen, dass dat esou ass.

Ech kéint mer virstellen, dass de Consultant géif op déi Iddi kommen, et soll een déi Strecken astellen, déi kee Benefiss maachen. Do gëtt et der vill, do muss ee sech awer iwwerleeën, ob dat am Intérêt vum Land ass. Wann de Consultant géif soen, et misste Strecken ofgeschaf ginn, da misst ee jo och wësse wa keng nei agefouert ginn - an ech wéisst net wat fir eng -, da si Leit ze vill, da sinn Avionen ze vill, da misst een also och e Sozialplang do virgesinn.

All dat, Här President, si Froen, déi d'Leit dobaussen interesséieren, déi d'Chamber och sollten interesséieren a wou ech hoffen, dass mer Äntwerten op déi Froe kréien. Mä dat, wat mer haut hei proposéiert kréien an dëser Motioun, do sinn ech iwwerzeegt, dass dat scho laang amgaangen ass ëmgesat ze ginn.

An duerfir, Här President, brauche mer eis och dorëms net ze këmmeren. Dir verstitt, dass mir als Fraktioun bei där Motioun do eis wäerten enthalen, déi, wéi gesot, iwwerflësseg ass.

Merci.

M. le President.- Merci, Här Grethen. Den Här Gira ass nach ageschriwwen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gëschter ass public ginn, dass de Procureur général a sengem Réquisitoire zum Luxairsaccident och d'Responsabilitéit vun der Direction de l'aviation civile opwërft. Domat ass d'Chance grouss, dass niewent dem Onglécksпilot an der Luxairsdirektioun, vläicht nach aner Leit, mä awer och den Direkter vun der DAC vum Untersuchungsriichter mat ugeklot ginn.

Spéitstens elo weist sech wéi Recht déi Gréng haten, wéi se am November 2003 en Audit vun der Direction de l'aviation civile gefuerdert hunn. En Audit, deen den deemolegen Transportminister Grethen duerch de Büro McKinsey duerchféiere gelooss huet an op deen sech dës Motioun vun haut berifft.

Spéitstens elo weist sech wéi berechtegt, Här President, eis Fuerderung no enger Spezialkommissioun am Fréijoer 2004 war, fir ze kucken, wéi wäit eventuell och politesch Responsabilitéiten direkt oder indirekt am Kontext mat der Luxair do waren.

Leider, muss ech soen, war déi deemoleg Majoritéit net bereet dëser Fuerderung Rechnung ze droen.

Spéitstens elo awer och, Dir Dammen an Dir Hären, erweist sech, wéi berechtegt déi Fuerderungen an der Motioun, déi mer haut ofstëmmen, sinn an dass se op kee Fall iwwerspëtzt sinn, am Géigendeel.

Ech wëll awer och betounen, dass ech dat Gefill hunn, dass den Här Grethen se schéngt net ganz gelies ze hunn, well et ass selbstverständlech, e gudden Deel vu Recommandatiounen oder Fuerderungen un d'Regierung beruffen sech op de Rapport McKinsey, mä et ass ee ganz wichtegen Tiret, zwar nëmmen ee ganz klengen, nämlech deen alleréischten, deen awer a mengen Aen eppes Wesentleches, souguer a mengen Aen dat Allerwesentlechst am Kontext vun der Aviation civile zu Lëtzebuerg, mä och am Kontext mam Luxairsaccident seet, nämlech: «à renforcer en général la supervision des exploitants aériens».

An dat steet net am Rapport McKinsey. Dat sinn eis eege Konklusioune vun der Transportkommissioun, an ech kommen nach drop zréck, wéi wichteg dës Konklusioun a mengen Aen op jidde Fall, an den Ae vun deene Gréngen am Kontext Aviation civile en général an am Luxairsaccident am Spezielle sinn.

Well, Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

M. le Président.- Här Gira, den Här Grethen wëllt eppes soen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, ech wollt dem Här Gira soen, ech hu mech bezunn op déi Konklusiounen, déi d'Regierung den 11. Juni 2004 am Regierungsrot zréckbehalen huet an déi wäit iwwert dat eraus ginn, wat McKinsey proposéiert huet.

Fir dass kee Malentendu ass, doranner ass och deen éischten Tiret mat dran.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Dat kann awer d'Chamber net wëssen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Jo, mä ech hunn Iech et gesot. Dofir zitéiert mech net mat eppes, wat net richteg ass.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Dat kann awer d'Chamber net wëssen.

Ech menge schonn, dass dat do de sprengende Punkt ass an ech wäert Iech schonn erklären, Här Grethen, a wéi enger Hinsicht dass deen och grad fir Iech als fréieren Transportminister eventuell eng Kéier ganz relevant ka ginn.

Well, Här President, jo, déi Gréng sinn der Meenung, dass et och politesch Responsabilitéiten am Dossier Luxairsaccident gëtt; jo, an eisen Ae sinn déi jeeweileg Regierungen zumindest indirekt mat schëlleg un där nationaler Katastroph.

Si si mat schëlleg, well si hirer Opsichtsflicht an engem ganz sensibele Secteur net nokomm sinn. Si si mat schëlleg, well si déi responsabel Verwaltung net mat deem néidege Personal an deem néidegen Know-how équipéiert hunn. A si si mat schëlleg, well dat totaalt Feele vu Kontrollen a Sanktiounen zu engem geféierleche Laxismus an de Cockpitter gefouert huet, vläicht net an alle Cockpitter, mä a ganz ville Cockpitter.

Wéi konnt et dann iwwerhaapt zu esou enger Situatioun kommen?

Här President, ech kann net an där kuerzer Zäit am Detail d'Evolutioun vum Lëtzebuerger Flughafen a vum Transportministère maachen. Ech probéiere ganz kuerz awer duerzeleeën, wou menger Meenung no déi spréngend Elementer sinn.

Ech menge bis Enn der 70er Jore kann ee behaapten, dass Lëtzebuerg en absolute Provënzflughafe war, mat internationale Mouvementer, ëm déi 20.000 pro Joer, mat knapp 700.000 Passagéier, mat enger nationaler Fluggesellschaft, déi praktesch eleng do war, déi fënnef Fligeren hat, déi moies op Paräis, Frankfurt a London geflu sinn, a bis déi erëmkomm si war et relativ roueg do uewen um Findel. Et konnt een eemol dës Dags d'Icelandair huele fir an Amerika, an de Weekend sinn och nach déi eng oder aner Caravellen op Palma gefuer. Dat war d'Situatioun bis Enn der 70er Joren.

An dunn ass an den 80er an 90er Joren eng rasant Entwécklung geschitt. Esouwuel d'Mouvementer wéi d'Zuel vun de Passagéier si ganz rapid an d'Luucht gaangen, mä och - an dat ass scho gesot gi vum President vun der Transportkommissioun - déi international Erausfuerderungen un d'Aviatioun si vill méi grouss ginn, d'Technik ass ëmmer méi sophistikéiert ginn a virun allem sinn enorm legislativ Contrainten op d'Länner alleguerten zoukomm.

An ech ginn dat Gefill net lass, dass déi jeeweileg Regierungen dës Entwécklunge verschlof hunn. Ech hunn et um eegene Leif als fréiere Mataarbechter vun enger staatlecher Verwaltung misse materliewen, dass d'Regierungen net verstanen haten, dass do e Qualitéitssprong an dësem wirtschaftleche Sektor geschitt ass. Oder fannt Der et normal, dass eigentlech d'Statsbeamten hu misse streiken an aner Aktioune maachen, fir iwwerhaapt modern Aarbechtsinstrumenter ze kréien.

Dat ass déi eng Säit vum Ausdrock vun engem Netupassen un eng Evolutioun um Flughafen. Déi aner Säit, déi absolut Netexistenz vu Kontroll a Sanktiounen ass deen anere Volet vun engem Verschlofe vun Entwécklungen do uewen um Findel.

Här President, Lëtzebuerg war an der Tëschenzäit en internationale Flughafe ginn, deen awer weider mat Methoden aus der Provënz géréiert ginn ass, an zu esou Methoden aus der Provënz gehéiere bekanntlech akute Mangel u Personal an un techneschem Know-how, inkompetent Leit op wichtege Plazen, Vetternwirtschaft a Klüngelei a Leit mat verschiddene Kapen um Kapp, déi eigentlech net matenee kompatibel sinn.

Dir musst Iech virstellen, léif Kolleegen a Kolleeginnen, bis 1999, also ier opgrond vum éischte McKinsey-Rapport dat iwwerhaapt geschaf ginn ass, ware ganzer véier Leit am Transportministère fir dee ganze Sektor responsabel. An dann ass et kee Wonner, dass mer bis haut nach ëmmer net definitiv wëssen, ob dann elo den Onglécksпilot am Ufank vu senger Carrière eng gülteg Lizenz hat. Dann ass et kee Wonner, dass kee Mënsch Zäit hat, déi Verträg mat Veritas, déi aus de 50er Jore komm sinn, unzepassen. Da war et kee Wonner, dass keng Kontrollen à l'improviste do waren. An da war et och kee Wonner, dass keen Zäit hat fir Sanktiounen opzesetze mat Gesellschaften an déi ze sanktionéiere wa se sech net u Prozedure gehalen hunn, respektiv d'Piloten.

Stellt Iech vir, et wier keng Police op der Strooss, wat da lass wier am Verkéier. Abee, ähnlech Zoustänn hate mer, wéi d'Onglécksпiloten ugefaangen hu mat fléien. Déi Zoustänn hunn zu engem groussen Deel och nach existéiert wéi et zum Ongléck komm ass, an déi Zoustänn existéieren och zu engem Deel nach haut.

Dofir, Här President, an eisen Ae besteet akuten Handlungsbedarf fir d'Sécherheet an d'Sécherheetskultur an der Aviation civile ze verbesseren. Et muss endlech eng seriö Supervisioun agefouert ginn a konstant adaptéiert a verbessert ginn. An d'DAC mussen nach méi Leit a méi kompetent Leit kommen.

Mir perséinlech wieren der Meenung, dass een direkt misst kucken d'Kontrakter mat Veritas ze kënnegen, well se menger Meenung no wierklech a kenger Hinsicht méi dem 21. Jorhonnert entspriechen.

Mir si fir eng strikt Trennung vun den Aktivitéite vun der DAC, der Flughafegesellschaft an der Flughafeverwaltung. Mir sinn och der Meenung, dass weder Verantwortlecher vun der DAC an iergendee Conseil d'administration vun enger nationaler Fluggesellschaft gehéieren nach si mer der Meenung, dass Leit, déi fréier bei enger Fluggesellschaft ganz wichteg Posten haten, nach haut solle fir de Ministère an iergendenger Form schaffen. Schlussendlech gëtt et héich Zäit, dass e Katalog, wéi de President vun der Transportkommissioun gesot huet, vu Sanktiounen, fir d'Fluggesellschaften an d'Piloten ze sanktionéieren, mëttelfristeg ausgeschafft gëtt.

Här President, mir brauchen net méi an net manner wéi eng Loftfahrtpolizei an e Punkteführerschäi fir d'Piloten.

Mir sinn der Meenung als Gréng, dass de Luxairsaccident net däerf ëmsoss geschitt sinn. E muss op d'mannst derzou bäidroen, dass mer endlech zu Lëtzebuerg eng Sécherheetskultur an der Aviation civile kréien, déi internationale Standarden entsprécht. Ech hunn dat Gefill, dass do fir den neien Transportminister nach ganz vill Aarbecht virun em läit.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Zousätzlech huet sech nach den Här Mehlen ageschriwwen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass evident, datt déi Diskussioun hei virun der Toile de fond vum Accident vun der Luxair vum 6.11.2002 stattfënnt. An et wär och wahrscheinlech net déiselwecht Diskussioun, wann dat net passéiert wär.

Ech muss soen, ech hunn dee Rapport vu vir bis hanne gelies an do hunn effektiv d'Hoer mer zu Bierg gestanen, wann ee gesäit wéi verschidde Saachen do ofgelaf sinn. Esou hunn ech mer et jiddefalls net virgestallt, wa Regelen etabléiert sinn, déi mussen agehale ginn. Dat weist, datt do am Cockpit e relative Chaos war. Dat ass jo och eng vun de Constatatioune vun den Experten.

Här President, wann Accidenter geschéien, da sinn et meeschtens zwou Ursaachen, déi un der Origine sinn. Meeschtens ass et mënschlecht Versoen - meeschtens -, heiansdo ass et technescht Versoen, wat eventuell net ze vermeide war. Dat war eng Kéier de Fall mat engem Embraer, well e Propeller en techneschen Défaut hat an du gebrach ass an herno sech dat ganzt Triebwierk détachéiert huet, an dat ass zu Hesper an de Wisen erëmfonnt ginn. D'Saach war awer gutt ausgaang.

Dat kënnt awer relativ rar vir. Meeschtens ass et mënschlecht Versoen, an dofir si mir och d'accord wa gesot gëtt, datt ee misst op zwee Niveauë virgoen. Engersäits muss eis Législatioun an deene Punkten adaptéiert ginn, wou et noutwenneg ass, awer op där anerer Säit - an dat ass e Faktor, deen ass schwéier an de Grëff ze kréien - muss ee kucken, datt déi Séparatioun, déi gewënscht ass, institutionell, administrativ, och um Niveau vum Personal, wou do deen een deen anere soll kontrolléieren, tatsächlech funktionéiert.

De Stat ass hei eigentlech an duebeler Funktioun, dat däerf een och net vergiessen: En ass engersäits Aktionär bei der Luxair, déi en Opérateur ass um Flughafen, en ass awer op där anerer Säit, an dat ass seng allerwichtegst Funktioun, de Garant vun der Sécherheet, de Garant vun der Sécherheet esouwuel vun de Passagéier, déi sech der Fligerei uvertrauen, wéi och vun de Leit dobaussen.

Et ass tragesch gewiescht, wéi déi Fokkermaschinn erofgefall ass, mä et muss een awer och op där anerer Säit soen: Et war vill Chance dobäi. En hätt zu Nidderaanwen och kënnen an d'Haiser eragoen. Wann et kee Fokker gewiescht wär, an et wär zum Beispill e Jumbo beim Starten iergendwou an e grousst Wunngebitt eragefall, ech mengen, da wäre mer nach mat ganz anere Fakte konfrontéiert ginn.

(Brouhaha général)

Duerfir ass et absolut noutwendeg, datt hei déi néideg Konklusiounen doraus gezu ginn.

Dee wichtegste Punkt schéngt eis ze sinn, d'Séparatioun vun der Surveillance vun der Direktioun vun der Aviation civile vun deene verschiddenen Acteuren, ob dat de Flughafen ass oder ob dat déi verschidden Opérateuren um Flughafe sinn - dat ass an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg extrem wichteg.

An, Här Spautz, ech muss Iech soen, ech hunn Iech opmierksam nogelauschtert, déi Attitüd, datt et gutt wär, wann iwwerall Lëtzebuerger wären - mir wësse wéi kleng, datt d'Land ass, a wéi gutt datt een deen anere kennt -, déi kann ech net deelen.

Et ass zwar fein, wann ee sech kann a senger Heemechtssprooch ënnerhalen, mä hei schéngt et awer - an do deelen ech dem Här Gira seng Aschätzung -, no allem wat ech gelies hunn, manifestement dorunner geleeën ze hunn, datt vläicht d'Leit sech ze vill gutt kannt hunn an ze vill duerch d'Fangere gekuckt ginn ass, wat an engem klenge Land effektiv de ganz grousse Problem duerchstellt. Esouguer dann, wann d'Législatioun an d'Reglementer esou sinn, wéi se solle sinn.

Op där anerer Säit muss ech soen, Här Gira, ech deelen och d'Meenung, datt déi Administratioune personalméisseg musse genügend ausstafféiert sinn. Wann awer hei d'Lizenz vun deem Pilot net soll an der Rei gewiescht sinn, da kann ech et zwar och net acceptéieren, wa gesot gëtt, dat wär op Personalmangel zréckzefëieren. Ech mengen, wat kontrolléiert muss ginn, dat muss kontrolléiert ginn.

Et ka jo net sinn, datt een eng Lizenz homologéiert kritt einfach esou, well dee betreffende Beamten, deen d'Kontroll soll maachen, keng Zäit gehat hätt fir dat uerdentlech ze kontrolléieren. Ech sinn awer d'accord, an dat muss een da vu Fall zu Fall kucken, well mir jo eng Tendenz hu fir all Administratiounen ëmmer nëmmen auszebauen an opzeblosen, datt een natierlech muss kucken, wat vu Personal gebraucht gëtt, mä datt een awer och op där anerer Säit do net soll an däerf iwwerdreiwen.

Wat eis wichteg schéngt ze sinn, dat ass jo d'Fro vum Büro Veritas - vum Contrôleur. Do steet ëmmer d'Fro vun deem, deen de Contrôleur soll kontrolléiren, hannendrun. An duerfir steet jo d'Fro am Raum, ob dat net soll ausgeschriwwe ginn. Et ass evident, datt, wann ëmmer deeselwechten deeselwechte kontrolléiert, dat ni gutt ass.

Ech kënnt mer virstellen, datt eng Affär BCCI hei zu Lëtzebuerg net stattfonnt hätt, wann eng Obligatioun bestanen hätt, all dräi Joer de Contrôleur ze wiesselen. An dat ass, mengen ech, e Prinzip, deen ee sech och muss zu eege maachen. Duerfir sti mir och där Iddi, fir dat auszeschreiwen - woubäi een natierlech och d'Qualitéit vun der Prestatioun muss kënne kontrolléieren -, ganz positiv vis-à-vis.

Et däerf ee vläicht och hannendrop d'Fro nach opwerfen, wéi wäit datt een d'Cour des Comptes, déi jo all méiglech Kontrollen ausféiert, net och soll domat beoptragen hei eng aktiv Roll dran ze spillen, fir ze kucken, datt och wierklech alles dat respektéiert gëtt.

Dat gesot, Här President, eist Vertrauen an d'Regierung ass net esou grouss wéi dat vum Här Grethen, duerfir wäerte mir d'Motioun stëmmen, well ech gesinn dem Här Lux zwar of, datt e ganz positiv gestëmmt ass fir dat hei alles ëmzesetzen, mä et ka jo awer näischt schueden, wann e vun der Chamber e bësse Réckhalt kritt.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech denke virun allem, dass déi Debatt vun de Mëtteg an déi fënnef Riedner, deenen ech Merci soen, der Regierung an och dem Transportminister den Optrag an de Mandat fir déi nächst Wochen a Méint, vläicht Joren, nach méi kloer an däitlech mécht, fir dat ëmzesetzen, wat engersäits an den Audit, anerersäits an der Motioun haut, an och an der Décisioun vun der Regierung, déi mäi Virgänger schonn ernimmt huet, dra gesat ginn ass.

Ech sinn och wéi hien der Meenung, dass et an dësem Dossier ganz klorerweis eng Kontinuitéit gëtt, déi sech scho méi laang zitt, fir effektiv op eisem Flughafen an an der gesamter Flugsécherheet besser Regelen, méi a méi seriö a méi konsequent Kontrollen ze kréien, an iwwerhaapt déi Sécherheetskultur ze ënnermaueren, déi mer brauchen, fir dass Serenitéit herrscht.

Ech sinn awer virun allem, an dat ass dann nach vläicht eppes, wat een a 15 Joer hei an der Chamber awer geléiert huet, der Meenung gewiescht - wéi och d'Regierung -, dass d'Chamber hei, mengen ech, zu Recht gefrot huet, fir eng Aarbecht, déi se ugefaangen huet och kënne bis zu Enn ze féieren.

Duerfir war ech vun Ufank un der Meenung an hunn och, mengen ech, selwer d'Initiativ Ufank September geholl, fir eng Commission parlementaire vum Transport hei ageruff ze kréien, fir eng Kéier iwwert den Audit ze diskutéieren, dee schlussendlech awer duerch eng Aarbecht an eng Initiativ vun der Chamber entstanen ass. An ech mengen, wann een awer wëllt eng gutt Aarbecht bis zu Enn féieren, da sollt een der Chamber, den Deputéierten d'Geleeënheet ginn, fir no deene Sëtzungen, déi mer haten, déi ganz gutt waren a ganz konstruktiv waren, eng Kéier iwwert deen Audit ze diskutéieren a fir dat dann hei am Plenum transparent, och fir d'Öffentlechkeet transparent, ofzeschléisse mat där Motioun an domadder mat där Décisioun, déi d'Chamber da weidergëtt un d'Regierung, dat ofzeschléissen.

Ech mengen, dat war de Wëllen, dee richteg war, fir och no deenen trageschen Evénementer, déi mer haten, an déi jo dach awer munch Froen, munch Douten an der Öffentlechkeet provozéiert hunn, fir hei eng propper Aarbecht zu Enn ze féieren. Domadder ass et kloer, an ech mengen do huet et och an der Zwëschenzäit keng Paus ginn, dass d'Regierung a virun allem den Transportministère a säi Minister hei e kloren Optrag hunn, fir an deenen nächste Jore weiderzefueren.

Eng zweet Suerg ass déi, déi ech och de Mëtteg wëll ausdrécken: Ech kann net esou schnell zu Jugementer komme wéi se de Kolleeg Gira de Mëtteg hei gemaach huet. Déi Wierder vu Klüngelei a vu Vetternwirtschaft, politescher Responsabilitéit, dat si grouss Wierder. Et muss ee wëssen an deem Beräich, wou mer hei sinn, wat ee seet.

Ech géing haut de Mëtteg datselwecht soen, wat de Kolleeg Grethen gesot huet, nämlech dass meng Confiance an d'Servicer esouwuel vum Ministère wéi och an déi ronderëm ganz grouss ass. Dass et sécherlech u personeller Verstäerkung, un Instrumenter, och legalen, gesetzlechen, reglementaresche Reglementer nach feelt, fir d'Aarbecht besser ze maachen - Sans aucun doute! -, mä ech géif awer, mengen ech, net wëllen esou wäit goen.

Ech géing dann awer wierklech de Mëtteg och drëm bieden, dass dat heiten dann awer och net nëmme fir d'Regierung a fir den Transportministère, mä fir jiddfereen en Appel soll sinn e bëssen och Vertrauen ze hunn an e bësse Serenitéit erëmzekréien, fir dass mer aus deem Esprit an aus deem Klima vun Douten a vu Virwërf a vu Polemiken erauskommen. Déi Responsabilitéit brauche mer da vu jiddferengem, och vun de politesche Responsabelen, och vun den Deputéierten, och vun der Regierung, fir ze kucken, dass mer aus deem Accident, an net nëmmen aus deem Accident, mä aus villen Diskussiounen eng Léier zéien.

Ech ka mech erënneren Ufank September hate mer eng Polemik vun der franséischer Pilotevereenegung, déi déi onméiglechst Virwërf gemaach huet un d'Direktioun vun der Direction de l'aviation civile. Déi Virwërf hu sech opgeléist wéi Seefeblosen, well näischt konnt bewise ginn. Alles wat do gesot ginn ass, wéi d'Bradéiere vu Lizenzen, dat mer géife maachen, a sou virun, alles dat hu mer nogekuckt. Et huet sech näischt erwisen, wat do wouer dru wier.

Dofir sollte mir och alleguerten hei zu Lëtzebuerg mat dofir Suerg droe fir déi Serenitéit erëmzefanen, fir dee Calme erëmzefannen, well mir dinn domadder, mengen ech, der gesamter Sécherheetskultur an deem Esprit, dee mer brauchen douewen, di mer net gutt, an ech mengen, mir schueden op där anerer Säit och ekonomesch deenen Opérateuren an iwwerhaapt dem Gedeihe vun eisem Flughafen, dee fir eis Ekonomie enorm wichteg ass, immens.

Dofir, näischt géint berechtegt Virwërf, näischt géint berechtegt politesch Aarbecht, déi noutwendeg ass, mä ech mengen, jiddferee soll awer och vun de Mëtteg un déi Serenitéit erëmfannen, fir besonnesch - wann ech dat däerf soen - och um Niveau vun deene juristesche Prozeduren, déi amgaange sinn, déi ech beileiwe net kommentéieren, an et géing mech den Däiwel reide fir déi ze kommentéieren, och déi sollte mer, mengen ech, bis zu Enn brénge fir ze kucke wat d'Geriichter da schlussendlech u Responsabilitéiten zréckbehalen a fir Décisiounen huelen.

Wat den drëtte Punkt ubelaangt, deen ech wollt soen, dat ass, jo, Laxismus ass e Wuert wat e bëssen an der Luucht läit, huet mat personelle Ressourcen oft ze di gehat, huet vläicht och mat Connivencen ze dinn, huet mat der Tatsaach ze dinn, dass mer effektiv heiansdo ze vill kafen, wou een deen anere kontrolléiert huet a gläichzäiteg dann awer erëm zesummesouz an zesumme Responsabilitéiten op anere Plaze gedroen huet.

Ech wäert alles druginn - an dat wëll ech der Chamber hei mat där Motioun de Mëtteg soen -, fir duerfir ze suergen, dass mer virun allem och déi Séparatioun vun de Rôlen, personell an organesch, esou wéi et an der Motioun steet, strikt wäerten duerchsetzen. Dat ass dat Éischt wat elo ze geschéien huet, fir dass mer do e Klima erëmfanne vu Rou a vu Kloerheet an de Missiounen, an de Kompetenzen, déi jiddfereen huet.

Da musse mer weiderfueren um Niveau vun der personeller Verstäerkung. Mir hu fir 2005 - de Kolleeg Spautz huet dat nach eng Kéier gesot - jo weider Décisioune geholl fir erëm eng Kéier zwee Ingenieuren, zwee Responsabeler anzestellen. Mir hunn eis d'Méiglechkeet ginn am Budgetsgesetz fir och op auslännesch Kräften zréckzegräifen, wa mer déi Qualifikatiounen hei duerch d'Lëtzebuerger Nationalitéit net fannen. Ech mengen dat war wichteg, dass d'Chamber eis déi Autorisatioun ginn huet fir déi Verstäerkung och op deem Niveau ze maachen.

Mir hunn drëttens an der Kommissioun kloergemaach, dass mer an den Diskussioune mam Büro Veritas amgaange si fir ze kucken - an ech menge mäi Virgänger huet an der Kommissioun oft zu Recht gesot, et gëtt där Büroe keng honnertdausend mat deenen een do ka fueren. Et ass net wéi wann een eng Soumission publique hei mécht an da sinn der 23, déi sech mellen.

Esou ass et jo net, duerfir mengen ech hu mer jo eng Formulatioun och fonnt, déi eis d'Méiglechkeet gëtt dat emol ze studéieren, net formell ze soen dat muss elo sinn, mä ze studéieren awéiwäit dass een dee Marché opmécht, fir dass een net sech engem ganz eleng verkeeft, wann ech dat esou däerf soen, deen och gläichzäiteg - an dat ass jo och e Problem hei an deem Zesummenhang - fir eng Rei vun Opérateure schafft. Do kënnt jo dann erëm eng Kéier de Problem vun der klorer Opdeelung vun de Rôlen, dee sech do stellt am Zesummenhang mam Büro Veritas, an ech mengen dat musse mer da kucken.

Mir hunn och dann d'Ëmsetzung ze maachen, an ech mengen et war de Kolleeg Spautz, deen dat gesot huet, vun den Diskussiounen, déi den 1. Abrëll waren an där deemoleger Tripartite am Zesummenhang mat dem Accident. Ech mengen, dass d'Luxair, a virun allem hire President vum Conseil d'administration enorm Effortë gemaach hunn, déi ech wierklech hei wëll ervirsträichen, fir d'Ëmsetzung vun deem Accord vum 1. Abrëll duerchzefëieren, sech ganz vill Méi ginn hunn, sech ganz staark involvéiert hunn, fir an der Fro zum Beispill vum Sort vun de Piloten zu gudde Konklusiounen ze kommen.

Mir sinn eis och virun dräi Wochen eens ginn, dass mer eng Relecture maache vun dem Rapport vun der Commission d'enquête technique, eng Relecture mat de Pilote maachen, mat den Hollänner, mat den Däitschen, fir eng Rei vu Formulatiounen ze kucken. Duerfir soen ech Relecture, net Réouverture. Ech mengen dat war dat wat den Henri Grethen och versprach hat den 1. Abrëll, dass mer déi Relecture maachen. Dat ass vun alle Säiten och akzeptéiert ginn, sech zesummenzesetzen an domadder och dozou bäizedroen, dass mer dee Klima vu Confiance erëmgewannen, vun allen Acteuren, déi do uewe schaffen, fir dat fäerdeg ze bréngen.

Ech mengen also, an den éischte Punkt ass gesot ginn, vum President haaptsächlech, dem Kolleeg Schreiner, dee kloergemaach huet, dass mer e Renforcement an allen Hisiichten, personell awer och an de Käpp brauchen. Mir haten déi Enquête vu Bréissel gehat iwwert d'Sécherheetsbestëmmungen do uewen. Déi war net ganz gutt ausgefall. Och do mengen ech hu mer eng ganz Rei vu Moossnamen an der Tëschenzäit schonn ergraff, déi natierlech op d'Droit-acquisë falen.

Leit, déi der Meenung sinn, dass se op d'ganz Liewen, à durée indéterminée, ëmmer déi Parkingsplaz zegutt hunn, déi sech awer an der Enceinte ofspillt, wou et scho Sécherheetsproblemer gëtt, all déi Saache mussen an d'Käpp vun de Leit eragoen, dass dee Laxismus muss eriwwer sinn, dass do jiddferee sech ganz prezis un déi Rôlen ze halen huet. Duerfir hëlleft eis déi Motioun hei, déi Aufgaben an deenen nächste Wochen a Méint nach méi kloer ëmzesetzen.

Ech wëll zum Schluss op eng Fro agoen, am Zesummenhang mat der personeller Décisioun um Ni-

veau vun der Luxair vun der leschter Woch, déi de Kolleeg Grethen mer gestallt huet. Ech menge gesot ze hunn op der Televisioun - dat kënne mer nach eng Kéier nokucken -, dass déi Décisioun, déi hei geholl ginn ass tëschent der Entreprise Luxair an hirem Generaldirekter, net op der Basis gefall ass vun deenen Auditen an Etüden, mä am Kader vun den Diskussiounen, déi mer doriwwer ze féieren haten ënner Aktionären. Ech mengen den Audit McKinsey an alles dat wat an der Entreprise a Klausurtagungen am September, Oktober, November diskutéiert ginn ass. An deem Kader, net op där Basis, mä an deem Kader stellen sech natierlech dann all Froen.

Wann ee schonn amgaangen ass, alles op den Dësch ze leeën, op de Métier ze leeën, stellen sech déi Froen och, an aus deenen Diskussiounen eraus ass am Konsens vun allen Aktionären Unanimitéit gewiescht, fir och déi Diskussioun do ze féieren, déi zu enger gemeinsamer Décisioun, déi jo matgedeelt ginn ass, gefouert huet, an iwwert d'Resultater vun der Entreprise selwer wat hir Auditen ubelaangt.

Da géing mech fir d'zweete Kéier den Däiwel reiden, wann ech hei dozou Aussoe géing maachen. Duerfir sinn déi Responsabel vun der Luxair do, fir der Öffentlechkeet ze soen, wat se mat deenen Auditen, ënner anerem McKinsey, an Zukunft fir hir Entreprise maachen. Méi mengen ech ass vum Aktionär Stat zu där Décisioun, déi do geholl ginn ass, net ze soen.

Mir war wichteg, dass d'Aktionären sech alleguerten, well dat och wichteg ass fir d'Entreprise an der Zukunft, unanime erëmfannen, fir eng Zäsur ze maachen an no vir ze goen, well och do wäerten niewent deene villen Efforten, déi mer um Niveau vun der Flugsécherheet a vum Flughafen ze maachen hunn, och bei der Entreprise Luxair, an deenen nächste Méint erëm ganz vill Effortë vu jiddferengem verlaangt ginn, fir dat - dat ass kee Schëff - fir dee Fliger do an déi Fligeren do an eng gutt Zukunft ze bréngen. Och déi wäerten néideg sinn. Och do wäert den Aktionär Stat seng Responsabilitéit huelen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun.

Ass e Vote électronique gefrot oder e Vote par main levée?

Une voix.- De Vote électronique.

Vote

M. le Président.- D'Motioun ass ugeholl mat 45 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Marie-Josée Frank), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nelly Stein), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Roger Negri, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Här Camille Gira senger Motioun iwwert den Tanktourismus. Dem Auteur vun der Motioun, deene fënnef Fraktiounen an der Regierung sti jeeweils fënnef Minutte Riedezäit zou. Här Gira, Dir hutt also elo d'Wuert.

6. Motion de M. Camille Gira relative au phénomène dit «Tanktourismus»

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'lescht Woch ass Kyoto a Kraaft getrueden, e wichtege Schrëtt fir d'Problematik vun der Klimaveränerung an de Gréff ze kréien. E wichtegen, awer nëmmen een éischten, ganz klenge Schrëtt. Bal all Wëssenschaftler an déi meescht Politiker, ausser vläicht den Här George Bush, si sech eens, dass no 2012, also no där éischter Kyoto-Period an no deem éischten, ganz klenge Schrëtt nach eng ganz Rei riseg Schrëtt mussen nokommen.

Den Här Chirac schwätzt vu minus 60% CO_2-Emissioune fir déi industrialiséiert Länner, den Här Tony Blair souguer vun 80% bis d'Joer 2050. Anerer schwätzen dovunner - dat wier eigentlech dee Modell, dee méi gerecht wier -, dass iergendwéi eng Kéier all Äerdebierger a -biergerin nëmme méi dräi Tonnen CO_2 pro Joer däerf an d'Atmosphär ausstoussen.

D'Lëtzebuerger sinn haut bei 20 Tonne pro Kapp a pro Joer, a Lëtzebuerg wäert mat grousser Sécherheet seng éischt Kyoto-Engagementer bis 2012 net kënnen anhalen andeem et se heiheem selwer realiséiert, mä et ass elo schonn ofzegesinn, dass mer eis zu engem gudden Deel musse fräikafen.

Schold dorun sinn net nëmmen, awer virun allem, den Transportsecteur am Allgemengen an den Tanktourismus am Speziellen. Et ass also an eisen Aen héich Zäit, dass mer eis endlech intensiv mat dësem Phenomeen Tanktourismus beschäftegen. Mir hu scho während Joren drop higewisen. Dat hei ass mäin drëtten Essai fir eng Motioun an dësem héijen Haus duerchzekréien.

Ech si frou, dass ech an der Tëschenzäit e bësse Schützenhëllef kritt hat vum leschtjährege Budgetsrapporteur, och vun anere Leit. Ech sinn och frou, regelméisseg elo an der Press ze liesen, dass awer nach aner Leit mengen, dass et héich Zäit gëtt, dass mer net nëmmen déi Suen akasséieren, déi iwwert dee Phenomeen erakommen, mä dass mer eis och seriö Gedanke maache wéi et soll weidergoen an Zukunft.

Här President, ech sinn der Meenung, dass et héich Zäit gëtt, dass d'Chamber, mä och d'Öffentlechkeet, genee gewuer ginn, wat dann iwwert de Wee vum Tanktourismus an d'Statskeess erakënnt. Et héiert een ëmmer erëm nei Chifferen, de Budgetsminister huet hei am Kader vun de Budgetsdiskussioune vun enger Milliard Euro geschwat. D'lescht Woch hunn ech gelies, dass de Statec der Meenung ass, et wiere 600 Milliounen Euro. Dat ass jo nëmmen een Ënnerscheed vu 400 Milliounen Euro, dat si jo Kinkerlitzche fir eise Statsbudget, just fir lech ze soen, wat vu staatlecher Säit ënnerschiddlech Zuelen avancéiert ginn, ganz ze schweige vun anerer Säit.

Et ass awer och héich Zäit, dass mer op där anerer Säit d'Käschte berechnen, wat dësen Tanktourismus eis kascht a wat en eis eventuell eng Kéier kaschte kënnt. Mir mussen Zeenarioen entwéckelen, wann et eng Kéier esou wäit kënnt, dass mer bis 2050 eventuell mussen op minus 80% vun eisem CO_2 vun 1990 reduzéieren. Mir mussen Zeenarioen entwéckelen, wat dat bedeit, wann eng Tonn CO_2 10 Euro kascht, wéi et vläicht haut um Maart ass, mä awer och wat et eis kascht wann de Präis eng Kéier 50 Euro d'Tonn kascht an och vläicht Zeenarioen, wou mer landen, wann esou eng Tonn iergendwann eng Kéier ëm d'Joer 2050 vläicht 100 Euro ka kaschten.

Mir mussen awer och aner Käschte mataberechnen, wéi d'Infrastrukturkäschten, déi mer wéinst dem Tanktourismus musse bereetstellen. An ech mengen net, dass et an Europa eng Autobunn gëtt, wou de Belag esou dacks muss erneiert gi wéi deen tëscht Sterpenich an Diddeleng. Ech mengen och net, dass ee kann déi Autosaccidenter, déi direkt an indirekt duerch dësen héijen Trafik geschéien, mat kann ausser Betracht loossen.

Mir mussen och déi indirekt Käschte matarechnen, wéi d'Erniddregung vun der Liewensqualitéit a ville Beräicher, d'Grenzuertschafte vun eisem Land, de Kaméidi, dee verursaacht gëtt, an och déi Stauen, déi duerch déi enorm Zuel vu Camionë virun allem op eise Stroosse sinn.

A schlussendlech si mer dës Woch gewuer ginn, dass mer och mussen eng Ernidderegung vun der Liewenserwaardung duerch d'Loftverschmotzung matabezéien. Et wäert deemnächst eng detailléiert Etüd publizéiert ginn, wou erauskënnt, dass zu Lëtzebuerg all puer Joer - a lauschtert gutt - 282 Leit stierwe wéinst der Loftverschmotzung. Do ass selbstverständlech net de Verkéier, a scho guer net den Tanktourismus, exklusiv dru schold, mä sécherlech awer och ee ganz gudden Deel vun dëser Minderung vun der Liewensqualitéit a Liewenserwaardung huet domat ze dinn.

A mir wäerten, Här President, deemnächst e ganz anere Problem kréien am Beräich Loftverschmotzung. Vum 1. Januar un ass eng nei Direktiv iwwer Loftverschmotzung a Kraaft, wou eng Rei Grenzwäerter fir eng Rei Polluanten dra sinn, déi eng Rei Deeg am Joer net däerfen iwwerschratt ginn. Dir hutt vläicht scho matkritt, dass éischt Répercussioune vun dëser Direktiv déi sinn, dass an Italien eng Rei Stied schonn hu misse Fahrverbot deklaréieren, well se soss schonn direkt am Ufank hir Deeg verbraucht gehat hätten.

Ech froen lech, Kolleegen a Kolleeginnen: Muss et wierklech esou wäit kommen, dass mer sonndes zu Lëtzebuerg en allgemengt Fahrverbot dekretéieren, well wiertes ze vill hollännesch a belsch Camionë bei eis tanke kommen? Ech mengen net, dass dat et wäert ass.

Mir musse wierklech Schluss maache mat der Navigation à vue am Kontext Tanktourismus an ech si frou, dass - an dovunner ginn ech aus - no den Debatten an der Ëmweltkommissioun, dës Regierung endlech bereet ass, zumindest dofir ze suergen, dass mer emol uerdentlech Chifferen op den Dësch kréien. Dann ass et u jidderengem heibannen op Grond vun Zuelen, op Grond vu Chifferen le pour et le contre ze maachen an Zeenarioen ze entwéckelen, wéi mer an deem doten Domän an an der Klimaschutzpolitik am Allgemenge weiderfueren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als nächste Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi den Här Gira dat hei gesot huet, ass et richteg, datt et net fir d'éischt ass, datt mer eis iwwert déi Motioun hei ënnerhalen. Schonn den 23. Oktober 2001 hu mer eis am Kader vun der Ratifizéierung vun der Kaderkonventiouun vum Kyoto-Protokoll heiriwwer ënnerhalen.

Oft gëtt gemengt, mir hätten eréischt Enn d'lescht Joer de Kyoto-Protokoll ratifizéiert. Dat ass net richteg. Dat war 2001, nodeem de Kyoto-Protokoll 1997 ënnerschriwwe ginn ass. Dat, wat mer dat lescht Joer hei ratifizéiert hunn, war den Allocatiounsplang vun den Emissiounsrechter, deen op Grond vun enger europäescher Direktiv am Kader vum Burden sharing geholl ginn ass. Ech wëll just hei dorunner erënneren.

Richteg war awer och schonn deemools, datt déi Motioun hei an d'Ëmweltkommissioun verwise ginn ass. Ech war deemools President vun där Ëmweltkommissioun an et huet mech och net gestéiert iwwert déi Motioun ze befannen. Ech hunn allerdéngs awer an deenen anere Kommissioune sengerzäit kee schrecklech offent Ouer konnte feststellen, fir dat hei gemeinsam ze diskutéieren, sou datt et u sech net zu enger offizieller Diskussioun vun där Motioun hei komm ass. Richteg ass awer, datt déi Motioun hei net eleng vun der Ëmweltkommissioun kann diskutéiert ginn, well se och en Impakt a Konsequenzen u sech huet op aner Beräicher, virun allem um Niveau vun de Finanzen, virun allem um Niveau vun der Wirtschaft an och virun allem um Niveau vum Sozialen.

Tatsaach ass, datt mer bedéngt duerch d'Comptabilitéit, déi d'Kyoto-Konventiouun mat sech bréngt, dee Bensin oder dee Spritt, deen hei am Land verkaaft gëtt, ugerechent kréien, och wann en net hei am Land émettéiert gëtt. Datt déi Situatiouun esou ass, dofir ka keng Regierung hei zu Lëtzebuerg. Ech mengen, dat ass am internationale Kader festgehale ginn an ech ka mer net virstellen, datt Lëtzebuerg sech jee hätt do kënnen duerchsetzen, fir datt dat hätt anescht kéinte gerechent ginn. Et wäert och an Zukunft net änneren, well wann déi Diskussiounen do erëm frësch opgemaach ginn, da kommen och aner Länner mat anere Rechnungen an da komme mer zu kengem Enn.

Dofir, mengen ech, soll ee kenger Regierung e Reproche hei maachen, datt d'Situatiouun déi ass, déi mer haut hunn. Gradesou mann mer awer och deene Gemenge solle Reprochë maachen, déi op de Grenze leien, wéi zum Beispill déi Gemengen, déi méi no bei Arel leien, wou dann hallef Arel dohinner tanke geet oder eng Gemeng, wéi am Norde vu Land, wou hallef Baaschtenech dohinner tanke kënnt oder ganz einfach d'Gemeng Réiser, déi zoufälleg eng Tankstell - déi gréissten an Europa - op hirem Territoire huet, well déi zoufälleg op der Autobunn läit.

Do soll een oppassen, wann een hei de schwaarze Péiter verdeelt, well et riskéiert een deen och kënne virunzereechen; zumools déi Gemengen och nach do am Klimabündnis sinn a guer net dofir kënnen, dass d'Situatioun déi ass, wéi se dann eben ass.

Mä well dat hei net eleng en Ëmweltproblem ass, mä och e Finanzproblem, e Wirtschaftsproblem, en Aarbechtsproblem an e Sozialproblem, wat och ëmmer, mengen ech, fält et net eleng an de Beräich vun der Ëmweltpolitik. Mä ech mengen, dass mer och schonn dës Motioun an déi Etüd, déi sech u sech heirauser ergëtt, am Sënn vun der Nohaltegkeet solle kucken.

Mir hunn am Joer 2002 hei e Rapport diskutéiert iwwert d'Nohaltegkeet wou mer soen, datt all Aktivitéite musse gläichméisseg behandelt ginn, souwuel am wirtschaftleche Sënn, wéi am sozialen, wéi awer och am ëmweltpolitesche Sënn, an dat solle mer och an deem Domän hei maachen.

Datt den Tanktourismus haut e ganz groussen Impakt huet op de Budget, zwëschen 20 a 60 Milliarden, jee nodeem wéi een dat rechent, dat heescht wann een déi direkt Einnahmen hëlt, da läit ee wahrscheinlech bei ëm déi 30 Milliarden, mä wann een déi indirekt Akommesse mat bäihëlt, déi nach heiduerch generéiert ginn, da gëtt natierlech deen Impakt vill méi grouss a kann ënner Ëmstänn bis zu engem Véirel ausmaachen. A kee ka sech virstellen, dass zu dësem Zäitpunkt eise Budget kéint opgoen, ouni datt do och nach, mengen ech, wat déi Etüd wäert erausginn, eng Partie Niewewierkungen entstinn. Et ass nämlech mat deene Recetten do, wou mer Aarbechtspolitik, Wirtschaftspolitik, awer och op där anerer Säit Sozialpolitik maachen.

Et ass awer esou, datt et richteg ass, datt een den Impakt vum Tanktourismus zu Lëtzebuerg, esou wéi en haut ass, am Sënn vun der Nohaltegkeet kuckt, a speziell fir muer an och iwwert d'Joer 2012 eraus, einfach ze kucken, ob den Tanktourismus eis net op eemol op de Kapp fält, jee nodeem wéi de Präis vun der CO_2-Tonn sech hei zu Lëtzebuerg entwéckelt an datt mer ënner Ëmstänn de Risiko lafen, datt de Benefiss, dee mer haut aus dem Tanktourismus erauszéien, fleete geet, a mer eis an eng Ofhängegkeet erabewegen, déi mer zu engem gewëssenen Zäitpunkt net méi meeschtere kënnen.

Dofir, Här President, wëll ech zum Schluss soen, datt mir als Fraktioun där Motioun hei eisen Accord wëlle ginn. Wéi gesot, zu enger Etüd, déi am Sënn vun der Nohaltegekeet d'Situatioun haut kuckt an dann awer, jee nodeem wéi vill déi CO_2-Tonn wäert kaschten, verschidden Zeenarioen entwéckelt, wéi datt een hei kann erausgoen.

Wéi gesot, déi Motioun ass e bëssen anescht wéi déi aus der Vergaangenheet. Ech géif den Auteur och vläicht bieden déi Motioun an deem Sënn ëmzeänneren. Am drëtte Punkt vum Considérant schreift hien: «considérant que le Luxembourg fait figure de pays grand producteur d'émissions de gaz à effet de serre». Wann een dat mat Amerika vergläicht, dann ass dat awer nach wéineg. Et misst ee vläicht schreiwen, datt dat par tête d'habitant ass, soss ass dat net richteg.

Dir hutt och d'Wuert geännert vun där leschter Kéier: «considérant que la consommation de carburants a une influence importante». Virun enger Rei vu Jore war et nach «disproportionnée» an ech mengen, et ass haut och nach ëmmer «disproportionnée», an ech mengen och deen Term soll ee bäibehalen.

Da schreift Dir am leschte Saz vum Invite: «à élaborer une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2012». Do géif ech awer vläicht schreiwen, datt opgrond vun deene Konklusioune vun deene Strategien, déi entwéckelt ginn, een da soll déi Strategie hei maachen. Ech hunn dat hei formuléiert. Ech ginn dem Här President dat, da kënnt Der dat vläicht kucken an an Är Motioun afléisse loossen. Et ännert absolut näischt um Sënn vun der Motioun, an da wollt ech lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Nach ageschriwwen ass den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, dee Sujet hei ass en immens sensibele Sujet an e beréiert eng vun deene schwieregste Froen, déi mer hei am Lëtzebuerger Land ze diskutéieren hunn; vläicht nach méi wéi déi, déi de Moment d'Gemitter héichdreift, wéi déi vum Fëmmen an de Restauranten.

Mir hunn engersäits, den Här Gira huet dat hei duergeluecht, natierlech immens héich Recettë fir de Stat. Et ass och e ganze Wirtschaftssecteur, deen drunhänkt, mat villen Aarbechtsplazen, mat villem Commerce, déi parallell lafen. Op där anerer Säit sinn d'Belaaschtungen do. Et ass evident, mir musse fir d'Emissiounsrechter bezuelen. Mir mussen an Zukunft wahrscheinlech ëmmer méi dofir bezuelen. Iergendwann eng Kéier ass de Schnëttpunkt erreecht, wou et net méi interessant ass. Et ass ganz kloer, datt eis Stroossen doduerch belaascht ginn, datt d'Gesondheet vun de Leit an d'Liewensqualitéit beeinträchtegt sinn.

Mir musse wëssen, datt am ganze Kyoto-Zeenario, fir eis Emissiounen ze reduzéieren, den Transport dee wichtegste Secteur duerstellt, datt do dat gréisste Réductiounspotenzial ass an datt et dofir och normal ass, datt ee sech seriö Gedanken driwwer mécht, wou een do den Hiewel kann usetzen. Dofir ass dës Diskussioun immens wichteg, och am Hibléck op déi weider Verkéiersplanung, am Hibléck op déi weider Infrastrukturplanung, Planung vum Ausbau vum bestehende Stroossennetz an d'Planung och vun neie Stroossen.

Här President, de Lëtzebuerger Stat léisst net wéineg Etüde maachen. Wann ee gesäit wat alles studéiert gëtt, da muss een ohne Weiteres dermat d'accord sinn, datt och hei an dësem wichtege Secteur eng Etüd gemaach gëtt. Wann déi Etüd da virläit, da kann ech mer net virstellen, datt do eng ganz kloer Recommandatioun drasteet, wéi een dann elo soll virgoen. Da sti mir als Politiker duerno awer an der Verantwortung fir Konklusiounen ze zéien, an dat wäert ganz sécher an där Situatioun, wéi de Lëtzebuerger Stat steet, an där Politik vun Ausnotzung vun Nischen, déi mer bis elo ëmmer meeschterhaft praktizéiert hunn, do gëtt dat sécherlech eng ganz schwiereg Diskussioun.

Spéitstens da wäert eis kloer ginn, datt et zwar vläicht clever war fir eis öffentlech Finanzen, fir dee Secteur do esou ze développéiere wéi dat nun eemol geschitt ass, mä datt et op där anerer Säit awer och de Revers vun der Medail gëtt, an deen ass datt et extrem gefëierlech ass, a vläicht wäerten eis dann d'Ae mol richteg opgoen, a wat fir eng Ofhängegkeet, datt mer eis an deem Secteur do beginn hunn.

Här President, mir kënnen dës Motioun am Prinzip stëmmen, mä ech hunn och eng Remarque ze maachen. Dat Éischt: «à faire une étude d'évaluation», do hu mer kee Problem. Dat Zweet ass vläicht e bësse generell formuléiert: «à élaborer une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2012».

Grondsätzlech ass dat jo ëmmer richteg, datt mer permanent alles maache fir d'Consommatioun u Carburanten ze bremsen. Do gëtt et vill Hiewelen, déi ee kann usetzen. Dat ass d'Transportpolitik generell. Dat ass eng Politik, déi een och ka bedreiwe fir déi Autoe steierlech ze favoriséieren, déi manner Spritt brauchen, manner émettéieren op 100 Kilometer, déi gefuer ginn, an esou weider. Mä wéi gesot, dat ass eng ganz wäit Strategie.

Mir kënnen dat matdroen an deem Sënn wou et net schonn d'Konklusioune vun der Diskussioun, déi eréischt soll gefouert ginn, virewechhëlt. Ech schloen elo keng aner Formulatioun vir, mä mir interpretéieren et awer net esou, wéi wann een elo scho quasi d'Konklusioun géing virewechhuelen, éier d'Etüd iwwerhaapt um Dësch läit.

Dat gesot, wëll ech soen, datt mir och natierlech als Fraktioun dës Motioun ënnerstëtzen.

M. le Président.- Elo huet d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports, Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Mir hunn an der Kommissioun vum Environnement, un déi dës Motioun jo verwise ginn ass, ech mengen am Dezember an der Kyotosdiskussioun - effektiv an der Direktiven-Diskussioun, déi mer haten, net d'Ratifizéierung - doriwwer diskutéiert a sinn zur Konklusioun komm, dass een innerhalb vun der Regierung déi dote Saach soll diskutéieren.

Zwee Riedner hunn hei uewen zu Recht gesot, et sinn net nëmmen ëmweltpolitesch Parameteren, ëm déi et hei geet; hei geet et ëm ekonomescher, hei geet et ëm sozialer, hei geet et virun allem och ëm finanzpolitescher, budgetärer. An dofir hu mer an der Regierung diskutéiert dodriwwer an ech wëll soen, dat, wat den Här Mehlen hei gesot huet, ass u sech richteg. Mir maachen hei zu Lëtzebuerg iwwer vill manner wichteg Problematiken an Défië fir eist Land Auditen, Etüden, Zeenarien an Diskussioune wéi iwwert dat heiten. Dat hei huet esou vill wichteg Répercussioune fir d'Zukunft vun eisem Land, mengen ech, dass een do net sollt de Kapp an de Sand stiechen, mä dass een offensiv a fräi un déi Fro sollt erugoen.

Dofir géif och d'Regierung der Chamber proposéieren déi Motioun unzehuelen, well mer menge mir sollten déi Zeenarien en vue vun 2012 och diskutéieren. A wéi ech dem Kolleeg Gira nogelauschtert hunn, ass mer och bewosst ginn, dass et jo net duergeet, dass eist Land an dëse sechs Méint während der Présidence op Bréissel an op aner Plaze grouss Rieden hale geet iwwert d'Réductiounsstrategien an der „Post-Kyoto 2012"-Period, wou mer diskutéieren, bis 2020 tëschent 15 an 30%, bis 2050 tëschent 60 an 80%, a sech net bewosst ze si wat dat da fir d'Lëtzebuerger Land heescht.

Wann een also e bësse kohärent mat sech selwer wëllt sinn, an dat wat mer zu Bréissel zielen a wat mer an der Présidence vun deenen anere gären hätten - an ech kann lech soen, dass et net ganz einfach ass fir iwwert déi Post-Kyoto-Period do d'Länner, alle 25, ënnert een Hutt ze kréien, fir dat wat do gewollt soll sinn -, da mengen ech sollt een och zu Lëtzebuerg kucke seng Hausaufgaben ze maachen.

Wann een d'Zuele kuckt, an ech hunn dofir nach eng Kéier schnell mer d'Zuelen ugekuckt, déi lescht, déi eis an deem Zeenario vun 2002 virleien. Ech wëll lech déi awer net virenthalen, fir eng Kéier d'Importenz - ech wëll net soen d'Gravitéit - vum Sujet ze soen.

Mir haten 2002 insgesamt 10.537.317 Tonnen CO_2-Emissiounen, déi sech zesummesetzen aus der Industrie, aus den Haushalter a virun allem aus dem Transport. Aus dem Beräich vum Transport vum Tanke sinn eleng fir den Tanktourismus, dat wat also net vun de Résidenten, vun deenen Autoen, déi also immatriculéiert sinn hei zu Lëtzebuerg, consomméiert gëtt, do sinn 3.880.457 Tonnen CO_2-Emissiounen eleng aus deem Beräich festzestellen.

(Interruption)

Dat ass also een Drëttel.

Een Drëttel vun allen Emissioune ginn, opgrond vun dem IPCC-Modell, hei zu Lëtzebuerg ugerechent. Wougéint, wann een de Résidentëverbrauch hëlt, fir deen och nach ze soen, dee läit bei 1.516.000 Tonnen.

Dat weist d'Importenz. Dat weist se an der Verschmotzung vun der Atmosphär, iwwer eis Grenzen ewech, natierlech. Dat weist se awer natierlech och dann a budgetäre Répercussiounen, Finanzrépercussiounen, ekonomesche Répercussiounen, Aarbechtsplazrépercussiounen, vu dass forcément déi Bedeitung do a Chifferen och déi Bedeitung an all deenen anere Parameteren erëmgëtt.

An dofir ass et richteg an dofir ass déi Propositioun, déi ech der Chamber géif maachen an der Motioun, a virun allem dem Auteur vun der Motioun, fir hinzegoen - an ech hu kee Problem domadder - a bei deem Considérant «par tête d'habitant» ze soen. Ech weess net, ech schwätzen elo hei fir den Auteur, dat steet mer net zou, mä ech mengen, dass dat u sech kee Problem ass.

Ech mengen, dass mer an dem „invite" un d'Regierung jo och eng Décisioun geholl hunn, déi vum Dezember u leeft, dass mer am Rahme vun dem Allocatiounsplang an am Rahme vun der Direktiv, déi mer hei gestëmmt hunn an an nationaalt Recht ëmgesat hunn, jo eng Aufgab hunn, fir eng Minderungsstrategie um Niveau vun den CO_2-Emissioune fir déi nächst Period auszeschaffen.

De Professer Ewringmann, mat deem déi viregt Regierung schonn zesummegeschafft huet an der Ausaarbechtung vum Allocatiounsplang, huet déi Aufgab kritt, a mir waren duerfir an der Regierung der Meenung, dass et richteg wär, dat heiten am Rahme vun där doten Etüd mat eranzehuelen. Ech hunn och mam Professer Ewringmann doriwwer am Januar diskutéiert, fir seng Etüd ze preziséiere mat deenen Elementer hei.

Duerfir géife mir folgende Wuertlaut proposéieren: «invite le Gouvernement à faire, dans le cadre de l'étude visant à identifier les potentiels de réduction des émissions de CO_2 dans les différents secteurs pour la période Kyoto 2008-2012 une évaluation des conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène dit ‚Tanktourismus'». A fir dann zréckzekommen op dat, wat eenzel Riedner och hei gesot hunn, dann hannendrun net direkt ze soen «à élaborer une stratégie», well effektiv sollt een net virgräifen. Mir géinge proposéieren - ech mengen dat kënnt e bëssen op dat eraus, wat de Kolleeg Calmes och gesot huet - «à élaborer, le cas échéant, une stratégie».

Ech mengen, da seet een, mir waarden déi Etüd of, mir kucken se, a wa se eis erweist, dass mer Zeenarië mussen ausschaffen, ech mengen da solle mer et maachen. Ech mengen, dass och den Auteur, mat deem ech virdrun doriwwer diskutéiert hunn, mat deene Virschléi kënnt liewen. An deem Sënn géife mer der Chamber proposéieren, fir déi Motioun esou ëmgeännert unzehuelen.

Merci.

M. le Président.- Här Gira, et sinn am Fong geholl e puer Ännerungen, déi virgeschloe sinn. An den drëtte Considérant kéim drastoen «considérant les émissions élevées au Luxembourg de CO_2 par tête d'habitant». Domadder wiert Der jo averstanen?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Jo.

M. le Président.- Domadder hätt Der kee Problem?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG), auteur.*- Ech wollt, fir lech d'Saach ze vereinfachen, soen, dass ech weder mat de Proposë vum Här Calmes nach mat deene vum Transportminister Lux e Problem hunn. Mir kënnen déi abauen an dann d'Motioun, esou wéi se dann ausgesäit, stëmmen.

M. le Président.- Jo, et ass an der Rei, Här Gira. Wat mer just feelt, dat ass dem Här Minister säin zweeten «invite le Gouvernement à élaborer». Neen, deen hunn ech. An dem éischten «invite», do hutt Der gesot, «à faire, dans le cadre de l'étude», an do hutt Der nach e ganze Saz hannendru gesot. Wann Dir eis dee wéilt eraginn, fir datt mer dee kënnen dobäisetzen.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports, Ministre de l'Environnement.*- Okay.

M. le Président.- Bon, da wier doriwwer d'Diskussioun ofgeschloss a mir kéimen zur Ofstëmmung vun dëser Motioun.

Motion modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant les objectifs de la convention-cadre des Nations Unies signée à Rio de Janeiro en 1992 et ratifiée en 1993 par la Chambre des Députés ainsi que les objectifs du Protocole de Kyoto;

- considérant la responsabilité historique des pays industrialisés et notamment européens face au problème des émissions de gaz à effet de serre (cf. les émissions élevées de CO_2 par tête d'habitant);

- considérant les émissions élevées au Luxembourg de CO_2 par tête d'habitant;

- considérant que la consommation de carburants a une influence importante disproportionnée sur nos émissions;

- considérant que la majorité de la consommation de carburant n'est pas imputable à la flotte véhiculaire du Luxembourg mais qu'elle est le résultat du phénomène dit du „Tanktourismus";

- considérant que le plan d'allocation national part de l'hypothèse que le Luxembourg va rater ses engagements de réduction de 3 millions de tonnes de CO_2;

- considérant que les droits d'émissions supplémentaires devraient le cas échéant être achetés sur le marché international;

- considérant que dans la stratégie pour atteindre l'objectif contraignant de Kyoto un des axes consiste à freiner la tendance à l'augmentation intense du trafic routier et de la consommation de carburants d'ici 2012;

invite le Gouvernement

- à faire, dans le cadre de l'étude visant à identifier les potentiels de réduction des émissions de CO_2 dans les différents secteurs pour la période Kyoto 2008-2012 une évaluation des conséquences économiques, écologiques et financières du phénomène dit «Tanktourismus»;

- à élaborer, le cas échéant, une stratégie concrète permettant de freiner la consommation de carburants d'ici 2012.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

Plusieurs voix.- Deen ale Wee.

M. le Président.- Kënne mer déi Motioun nom ale Wee ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Jo.

Vote

M. le Président.- Deem ass esou. Da bieden ech ëm Handzeechen.

Ass een dergéint?

Dat ass net de Fall. Dann ass déi Motioun à l'unanimité ugeholl.

Mir kommen zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5096 iwwert d'SuperDrecksKëscht.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo den Här Rapporteur Marc Angel, deen zéng Minutte Riedezäit huet. Här Rapporteur Marc Angel, Dir hutt d'Wuert.

7. 5096 - Projet de loi relative au fonctionnement et au financement de l'action Super-DrecksKëscht

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Objet vun dësem Projet de loi 5096, dee mer de Mëtteg diskutéieren, besteet aus dräi Elementer: Éischtens geet et dorëms fir de Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht ze assuréieren, zweetens soll d'SuperDrecksKëscht eng Base juridique kréien, an drëttens kritt de Stat d'Autorisatioun fir d'Aktioun kënnen ze finanzéieren.

Dëse Projet ass an der Sitzung vum Regierungsrot vum 6. Dezember 2002 approuvéiert ginn. Dee viregten Ëmweltminister huet de Projet de 5. Februar 2003 hei an der Chamber déposéiert.

Erlaabt mer e kuerzen Historique vun der SuperDrecksKëscht ze maachen. Am Ufank vun den achtzeger Joren huet jo hei am Land d'Gestioun vun den Décheten ugefaang sech ze organiséieren. Ökologesch Kritäre si mat a Betruecht gezu ginn. Vun dësem Moment u sinn och déi éischt Sammelsystemer entstanen. Vun 1985 un huet dunn den Ëmweltministère d'Collecte sélective vun de problemateschen Offäll installéiert. Deen deemolegen Objektiv heivunner war d'Détoxificatioun vun den Haushaltsoffäll. D'Kollekt vun dëse problemateschen Offäll ass als SuperDrecksKëscht bezeechent ginn.

Am Zesummenhang mat den Haushaltsoffäll muss een awer bemierken, dass d'Kollekt vun deenen normalen Haushaltsoffäll ënnert d'Kompetenze vun de Gemenge fält. Am Joer 1985 sinn dunn déi problematesch Offäll heivunner derogéiert ginn, an dëst aus folgende Grënn: Zu dëser Zäit haten nämlech d'Gemenge keen Intérêt fir déi problematesch Offäll aus den Haushaltsoffäll ze sënneren, an zweetens wier et, duerch déi verschidde Systemer wéi d'Gemengen den Haushaltsmüll sammelen, net duerchféierbar gewiescht, fir e kohärente System um ganzen Territoire vun eisem Land op d'Been ze setzen.

Och muss bemierkt ginn, dass d'Kollekt vun de problemateschen Offäll net nom Prinzip vum «pollueur-payeur» konnt fonctionnéieren. Esou eng Praktik wär zu deem Zäitpunkt kontraproduktiv gewiescht. D'Leit hätte nämlech da weider dee problematesche Müll bei hiren Haushaltsmüll gehäit. Esou ass et dunn zu der Kreatioun vun der SuperDrecksKëscht komm. D'Fraisën heivu goufen aus de Kreditter vum Fonds pour la protection de l'environnement gedeckt.

Mat de Jore sinn, nieft der SuperDrecksKëscht fir d'Bierger, nach zwou aner Aktioune kreéiert ginn. Dat ass d'SuperDrecksKëscht fir d'Betriber an dann nach d'SuperFreonsKëscht.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer nach e puer Detailer iwwert déi dräi verschidden Aktiounen, déi d'SuperDrecksKëscht ausmaachen, ze erläuteren.

Déi éischt, déi bekanntst bei de Bierger dobaussen ass natierlech d'SuperDrecksKëscht fir d'Bierger. Si sammelt a ganz Lëtzebuerg schadstoffhalteg Offäll vun de Privatleit, an dëst gratis. Si ass do, fir datt all Bierger d'Méiglechkeet hunn, hir ëmweltbelaaschtend a gefëierlech Déchete vum Hausmüll

kënnen ze trennen a separat ofzeginn.

Verschidde Sammelsystemer bidden de Leit d'Méiglechkeet, hir Problemoffäll ëmweltgerecht ze entsuergen. Déi agesammelt Stoffer ginn an de Sammelstelle virsortéiert a sécher verpaakt. Am Logistikzentrum vun der SuperDrecksKëscht zu Kolmer-Bierg erfollegt dann déi endgülteg Sortéierung a Verpakung fir den Transport zu all den Offallempfänger.

Fir d'Auswiel vum Endtraitement zielt, d'Verwäertung huet absolute Virrang. Nëmme wann dëst net méiglech ass, erfollegt eng ëmweltgerecht Entsuergung a gëeegenten Anlagen, zum Beispill Héichtemperaturbehandlung. 70% vun deene gesammelte Stoffer kënnen ëmmerhi ganz oder zumindest deelweis verwäert ginn.

Eng aner Aufgab vun der SuperDrecksKëscht fir d'Bierger ass natierlech d'Informatioun an d'Berodung, virun allem a Bezuch op en ëmweltgerecht Verhalen an der Offallvermeidung. Mat verschiddenen Aktivitéite fir Jonk an Al, an de Schoulen, duerch Ausstellungen, mat ëmfangräichem Informatiounsmaterial, gëtt probéiert, d'Leit zu engem ëmweltbewossten an ëmweltgerechte Verhalen ze motivéieren.

Bei der SuperDrecksKëscht fir d'Betriber ass et esou: Am Kader vum nationalen Offallwirtschaftsplang an dem nationale Plang vun der nohalteger Entwécklung si mer alleguer gefuerdert, eis fir eng ëmwelt-, energie- a ressourcëschounend Wirtschaftsweis anzesetzen. Dëst ass och de But, deen den Ëmweltministère an d'Handwierkerkummer schonn deemools am Joer 1993 haten, wéi si dës SuperDrecksKëscht fir d'Betriber an d'Liewe geruff hunn. Dëst soll all d'Betriber bei enger ëmweltgerechter Offallwirtschaft ënnerstëtzen.

Den Ëmgang mat Offall stellt hautdësdags héich Ufuerderungen un den Offallerzeuger. Dëst betrëfft déi uerdnungsgemäss Sammlung, den Triage, d'Lagerung vun den Offallstoffer, d'Sich no gëeegente Verwäertungs- an Entsuergungsweeër, d'Notze vu Vermeidungspotenzialer souwéi d'Anhale vun alle gesetzleche Virschrëften, virun allem d'Offallwirtschafts- an d'Vermeidungsgesetz vun 1984.

Et sinn awer virun allem déi Kleng-a Mëttelbetriber, déi heibäi iwwerfuerdert waren. D'Berodung vun der SuperDrecksKëscht fir Betriber ënnerstëtzt dës Kleng- a Mëttelbetriber bei der Opstellung vun engem Offallwirtschaftsplang an och vun engem Vermeidungskonzept an hëlleft hinne soumadder, Ekologie mat Ekonomie ze verknäppen.

Vläicht ass et och nach wichteg, d'Berodung an d'Hëllef vun der SuperDrecksKëscht fir Betriber op de Baustellen, op de Chantieren ervirzesträichen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Och dat ass eng wichteg Aufgab.

Da gëtt et deen drëtten Aspekt vun der SuperDrecksKëscht, dat ass d'SuperFreonsKëscht. Heibäi geet et virun allem dodrëms fir Deeler vun ale Frigoen ze verwäerten an de Rescht uerdnungsgemäss ze entsuergen. Dës eeler Frigoen, also virun allem déi eeler Frigoen enthale verschidde Schuedstoffer wéi Killmëttele mat ozonschiedlechem FCKW. Och am Isoléierungsschaum ass vill FCKW virzefannen.

Fir déi méi nei Frigoen, déi sou genannten FCKWfräi Frigoen, muss awer och opgepasst ginn, well an deene Frigoe fënnt een ätzend Ammoniaken a klimaschiedleche Pentan. Doniewent besteet e Killgerät awer och aus wäertvolle Réistoffer, all déi Metaller, déi dora verschafft sinn, an och de Plastik, deen natierlech recycléiert ka ginn.

De System vun der SuperFreonsKëscht ass geneesou ee groussen Erfolleg wéi d'SuperDrecksKëscht fir d'Bierger an d'SuperDrecksKëscht fir d'Betriber. Op deene verschiddene Sammelstellen uechter eist ganzt Land gi Killgeräter ugeholl an no strenge Kritäre sécher gelagert.

Als Rapporteur vun dësem Projet de loi wëll ech am Numm vun der Ëmweltkommissioun all de Vertrieder vum Ëmweltministère a vun der Ëmweltverwaltung Merci soe fir hir Bäiträg zu deene verschiddenen Diskussiounen an der Kommissioun.

Ech wollt awer och mengem Frënd, dem Roger Negri, dem President vun eiser Kommissioun Merci soen, dass hien et eis erlaabt huet mat der Kommissioun op Kolmer-Bierg de Logistikzentrum besichen ze goen. Dat war ganz interessant. Mir konnten eis déi ganz Anlagen ukucken a mir konnten och do feststellen, dass all d'Aktivitéiten vun dësem Zentrum ISO 14001 certifiéiert sinn an dass vill extern Auditen a Kontrolle regelméisseg do stattfannen.

Ech hunn Iech also elo kuerz den Historique an de Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht erläutert. Elo kann ee sech d'Fro stellen: Ma firwat musse mir dann haut ee Gesetz doriwwer stëmmen, wann dat Ganzt jo scho säit 1985 fonctionnéiert? Dat kënnt doduerch, well am Joer 2000 de Contrôle financier sech géint d'Weiderfuere vun deenen deemoolege Forme vu Finanzéierung vun der SuperDrecksKëscht ausgeschwat huet.

Dës Oppositioun huet besonnesch zwee Punkte betraff. Dat Éischt war d'Durée vun de Kontrakter zwëschent dem Stat an der OSL, der Öko Service Lëtzebuerg, an den zweete Punkt, mat deem de Contrôle financier Problemer hat, war de Montant vum finanziellen Engagement betrefflech dem Kontrakt zwëschent dem Stat an der OSL.

Fir dësen Oppositioune gerecht ze ginn, hätt een einfach déi Kontrakter fir d'SuperDrecksKëscht all dräi Joer erneieren an all Kéier e Finanzéierungsgesetz stëmme kënnen. An deem Fall hätt d'Ëmweltverwaltung, fir all deenen europäeschen Dispositioune bezüglech der Publikatioun vun engem Avis de marché, der Auswiel vu Kandidaten op Basis vun engem Cahier des charges gerecht ze ginn, an och fir d'Offeren ze kontrolléieren an ze evaluéieren, ee permanenten an ee risegen administrativen Opwand gehat, an ech mengen dës Verwaltung wier fir dës Aufgaben och am Moment net outilléiert gewiescht.

Eng Erneierung all dräi Joer vun de Kontrakter hätt och de Risiko mat sech bruecht, dass all dräi Joer den Exploitant vun der SuperDrecksKëscht hätt kënne wiesselen. Dëst wier net am Intérêt vun der Kontinuitéit vun der Gestioun vun der SuperDrecksKëscht gewiescht, an hätt och d'Bäibehale vun deem ganz héije Qualitéitsniveau vläicht a Fro gestallt.

Fir eng Solutioun ze fannen, gouf am Joer 2000 ee Comité d'accompagnement permanent pour les actions de la SuperDrecksKëscht geschaf, an dee Comité hat als Missioun d'Ausschaffe vun dësem Gesetz ze suivéieren. En huet dunn och e Rapport gemaach, an op Basis vun deem Rapport huet d'Regierung, also déi viregt Regierung, dann décidéiert ee Gesetzesprojet auszeschaffen, fir eis eben ze erlaben éischtens d'Finanzéierung vun den Dépensë vun der SuperDrecksKëscht iwwer Kreditter vum Fonds pour la protection de l'environnement lafen ze loossen, an zweetens d'Méiglechkeet ze ginn, fir ee Marché de gré à gré fir eng Dauer, déi méi laang ass wéi dräi Joer, anzegoen, an déi bis zu 20 Joer kéint lafen.

An der éischter Fassung vun dësem Projet de loi stoung am Artikel 3 Paragraph 3, dass d'Kontrakter kéinte fir 20 Joer ofgeschloss ginn. An dës laang Durée war och dann eng vun den Haaptkritiken, déi de Statsrot a sengem Avis den 2. Mäerz 2004 gemaach huet. De Stat huet proposéiert déi Durée ze réexaminéieren. D'Regierung huet dunn duerch Amendementer déi Durée op zéng Joer begrenzt. Eng Period vun zéng Joer ass also justifiéiert vum ekonomesche Standpunkt aus, well zéng Joer der Period entspriechen, fir dem Amortissement vun den Investissementer gerecht ze ginn.

Zum Ofschloss wollt ech Iech nach e puer Zuelen nennen. Haut si scho 1.400 Betriber un d'SuperDrecksKëscht rattachéiert. Dës 1.400 Betriber representéiere 35% vun der Totalitéit vun de Salariéë vun eisem Land. Eleng am Joer 2004 hunn 250 Betriber ugefrot, fir bei der SuperDrecksKëscht fir Betriber ugeschloss, also affiliéiert ze ginn.

Vläicht kann een och ervirsträichen, an dat ass och an de Kommissioune gesot ginn, dass Lëtzebuerg am Verglach mat aneren europäesche Länner Spëtzereider ass, wat d'Gestioun vu problemateschen Offäll ugeet; 3,6 Kilo pro Awunner waren dat am Joer 2001.

D'Nettogesamtkäschte fir d'SuperDrecksKëscht fir d'Bierger waren - ech zitéieren Iech e puer Zuelen - am Joer 2003 4,8 Milliounen Euro; d'Nettokäschte fir den Ëmweltministère fir d'SuperDrecksKëscht fir d'Betriber waren am Joer 2004 1.024.000 Euro.

Dëst alles gesot, wollt ech zum Ofschloss nach den Accord vun der sozialistischer Bänk hei am Haus zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Als éischte Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt meng Interventioun domadder ufänken, dem honorabele Kolleeg Marc Angel Merci ze soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport. Dat mécht mir d'Saach elo wesentlech méi einfach.

Här President, et sinn 20 Joer hier, datt d'SuperDrecksKëscht insgesamt an d'Liewe geruff gouf. Et war 1985, wou dann als éischt Aktioun d'SuperDrecksKëscht fir Bierger hir Dieren opgemaach huet, an dat war also wéi gesot déi éischt SuperDrecksKëscht, déi geduecht war fir problematesch Offäll aus de Stéit ze sammelen, an net nëmmen dat ze maachen, virun allem awer och d'Leit dobaussen ze informéieren, ze sensibiliséieren am Kontext vun deenen Offäll, fir eben och ze soen - an dat ass ee wichtege Punkt, op deen ech nach herno wollt zréckkommen -, fir och déi Offäll ze vermeiden, wat, mengen ech, e ganz wesentleche Prinzip muss sinn.

Virun 1985, wou et ebe kee Centre de collecte gouf, sinn déi Saachen op en normalen Tipp gehäit ginn, ob dat Frigidairen, Batterië waren, ob dat Léisungsmëttel waren, ob dat esouguer Reschter vu Planzeschutzmëttel waren, alen Uelech war an esou weider - ouni ëmzekucken. Déi Offäll do sinn eben op Grond vun hirer chemischer Zesummesetzung ganz gefäierlech Substanzen, déi natierlech dann de Buedem, d'Loft a virun allem och d'Waasser belaascht hunn, an dat natierlech elo wesentlech manner maachen, nodeem datt et 20 Joer laang d'SuperDrecksKëscht gëtt.

Här President, wa mir gär eis déi lescht Statistiken ukucken an och d'Evolutioun vun der SuperDrecksKëscht, also vun deenen dräi Aktiounen, da stelle mir fest, datt dat selbstverständlech net vu Muttwëll war. Wichteg war och, datt ee gewësse Moment déi mobil SuperDrecksKëscht agefouert gouf, dat heescht, datt si op den Terrain gaangen ass, bei d'Leit, déi problematesch Offäll sammelen, wat och gratis ass. Dat war am Fong de Start fir déi Success-story, déi déi SuperDrecksKëscht dann ass.

Wann 1985 just 52 Tonne vu problemateschen Offäll aus de Stiet gesammelt goufen, da waren dat schonn zéng Joer méi spéit 934 Tonnen an 2004 huet déi Zuel sech verduebelt. Mir leie bei net manner wéi 2.050 Tonnen, wat ronn 4,5 Kilo pro Awunner ausmécht. De Rapporteur huet gesot, do leie mir effektiv un der Spëtzt am europäesche Verglach.

D'Aktioun SuperDrecksKëscht besteet, wéi gesot, awer net nëmmen aus der éischter Aktioun, aus der Dreckskëscht fir d'Betriber, mä dono ass d'SuperFreonsKëscht dobäikomm. D'Zil vun där Aktioun war eben d'Sammele vu Killgeräter, fir déi fachgerecht ze entsuergen. Dat war och erëm nach eng Kéier gestäipt op Informatiouns-, Sensibiliséierungscampagnen - dat ass wesentlech. Och déi Aktioun, mengen ech, huet ganz vill Erfolleg gewisen. Am Joer 1991 goufe 6.647 Apparater gesammelt, an 2003 waren dat der schonn net manner wéi ronn 15.500.

Dann, Enn vun den 80er Joren, ware vill vun de Kleng- a Mëttelbetriber mat deem Problem konfrontéiert, fir hir Problemoffäll lasszeginn, se entsuergt ze kréien. D'Konsequenz war, mengen ech, och ganz dacks, datt dat eben illegal geschitt ass. Duerno koum dann déi drëtt Aktioun, nämlech d'SuperDrecksKëscht fir d'Betriber. Hei geet et - dat ass och wichteg - net nëmmen ëm d'Entsuergung vum Problemmüll, mä d'SuperDrecksKëscht beréit och d'Betriber an der Gestioun an nach eng Kéier an der Préventioun vun hire problemateschen Offäll.

Och do si ganz frappant Zuelen. Wann et 2003 1.260 Betriber waren, déi matgemaach hunn, da sinn et der haut schonns ronn 1.600.

Déi dräi verschidden Aktiounen, déi elo skizzéiert goufen, och vum Rapporteur, hunn natierlech dee Wehmutstropfen, datt si ganz kräfteg an d'Geld schloen. Dee gréissten Deel bleift do un der öffentlecher Hand hänken. Wann een deen totale Käschtepunkt kuckt, wat déi dräi Aktioune kaschten, déi duerch den OSL, also den Öko Service Lëtzebuerg, duerchgefouert ginn, eng Société anonyme, da louchen déi am Joer 2001 bei net grad 5,9 Milliounen Euro. Dat si vill Suen. Mir sinn awer der Meenung, datt déi Suen am Fong eng ganz gutt Verwendung fannen.

Zënter 1985 fonctionnéiert d'SuperDrecksKëscht. Am Joer 2000 huet du souwuel d'Chambre des Comptes wéi och d'Cour des Comptes gemengt, datt de Finanzement net méi konform zu der bestehender Gesetzgebung wier. Dat ass gesot ginn, well éischtens d'Käschten de Seuil vu 7,5 Milliounen Euro iwwerschratt haten, an zweetens d'Dauer vun de Kontrakter mat der OSL déi gesetzlech Maximaldauer vu jeeweils dräi Exercicen iwwerschratt hat. Duerfir misst dee Problem geléist ginn, fir laangfristeg de Finanzement an och de Fonctionnement vun der SuperDrecksKëscht ze assuréieren.

De Regierungsrot huet dem Comité d'accompagnement d'Aufgab ginn, fir no adequate Léisungen ze sichen. Dat ass geschitt. Schlussendlech gouf schonn am Juli 2002 festgehalen, datt de Finanzement vun der SuperDrecksKëscht an Zukunft net méi iwwert de Statsbudget leeft, mä am Kader vum Ëmweltfong iwwerholl gëtt. Ausserdeem war de Regierungsrot dann dee Moment och d'accord mat enger Solutioun fir eben ze légiféréieren, fir e Marché de gré à gré ze maache mat enger Durée iwwer dräi Joer, jeeweils ënnert der Autoritéit vum Ëmweltministère an och, wéi gesot, iwwert den Ëmweltfong.

Duerno gouf op Basis vun deenen Décisioune vum Regierungsrot de Projet de loi ausgeschafft. Den Text gouf och nach eng Kéier amendéiert, dat ass scho gesot gi vum Rapporteur, a mir hu schlussendlech och deen Text zréckbehale wéi en elo am Detail explizéiert gouf. Ech brauch also net dorobber zréckzekommen.

Ech wollt awer nach op zwee, respektiv dräi Aspekter ganz kuerz agoen.

Éischtens huet d'Kommissioun och eng Entrevue mat der FLEA gehat, d'Federatioun vun den Entreprises d'assainissement, an do hunn d'Membere vun der FLEA och hir Angscht ausgedréckt, datt duerch de Vote vun dësem Gesetz eng Situatioun vun deloyaler Konkurrenz kënnt entstoen. Ech weess och net, ob d'Kommissioun hir Crainten all konnt ausraumen. Op jidde Fall war d'FLEA awer frou doriwwer, datt eng Reduktioun vun der Durée festgeschriwwe gouf op zéng Joer. Urspréinglech ware jo 20 Joer geplangt. Doriwwer eraus waren si eigentlech och frou, datt d'Attributioun vum Marché am Aklang mam Gesetz iwwert d'Marchés publics géif erfollegen.

Da wollt ech nach eppes soen, mir hate jo d'Méiglechkeet, dee Site kucken ze goen, quitte datt ee vläicht scho virdrun eng Kéier do war, mä et konnt een eng Rei Froe stellen, an et sinn och déi eng oder déi aner méi kritesch Froe vun de Kommissiounsmemberen, virun allem am Kontext vun der Facturatioun a vun der Refacturatioun, gestallt ginn. Mir hunn do geléiert, ënner anerem, datt d'SuperDrecksKëscht keng Influenz huet op d'Facturatioun vun de Betriber vis-à-vis vum Client, an datt hei eben de fräie Maart spille gelooss gëtt.

Dat heescht am Kloertext, datt d'Konkurrenz vun der SuperDrecksKëscht ënner Ëmstänn méi bëlleg schafft. E Beispill: Bei Autosbatterien, bei Pneuen oder aneren Autosoffäll gëtt et Entsuergungsentreprisen, déi engem Garagist déi Artikele gratis ewechhuelen, - bei der SuperDrecksKëscht kascht dat awer eppes - trotzdeem awer zertifiéieren, datt eng fachgerecht an eng agréiert Entsuergung geschitt.

Mir hunn dann och nach eng Kéier preziséiert kritt bei där Visite, datt - an dat ass wichteg - déi éischt Funktioun vun der SuperDrecksKëscht fir d'Betriber d'Berodung duerstellt, an déi zweet Funktioun éischter als Accessoire ugesi gëtt, nämlech d'Kollekt vu klenge Quantitéiten. Wichteg ass a mengen Aen, datt déi zwou Funktiounen däitlech vunenee getrennt sinn, an datt dës Trennung och um Niveau vun der Kontabilitéit de Fall ass. Dat krute mer dann och op eis Froen hi confirméiert, a mir kruten och assuréiert vun der Ëmweltverwaltung, datt regelméisseg Kontrollen iwwert d'Produktivitéit an iwwert d'Effikassitéit vun der Société OSL stattfannen.

Dann, mäi leschte Punkt, nach ee Saz zur Vermeidung vu problemateschen Offäll. Ech mengen, dat ass e ganz kruziale Punkt: Et muss ee kucken, datt déi Villfalt vu méigleche problemateschen Offäll op wéineg Zorte reduzéiert gëtt. Dat kann een op vill Manéiere maachen, zum Beispill och mat Recherche, op déi ech elo net aginn.

Mä et kann een dat awer och maachen duerch Campagnen, an ech hu mer soe gelooss, datt och d'SuperDrecksKëscht verstäerkt wëllt esou Campagnë weider maachen; zum Beispill dréche Batterien, fir just dat ze ernimmen, gëtt et der nach ëmmer vill ze vill an eisem Haushaltsmüll, déi jo net dohinner gehéieren, a wann een d'Zuele kuckt - ech hunn elo keng Zuele fir Lëtzebuerg - iwwert déi 15 al EU-

Memberlänner, da géifen ëmmerhin nach 45% vun den dréchene Batterien am Hausmüll landen. Dat heescht, datt se dann deponéiert, respektiv an der Verbrennung landen, wou een dann effektiv misst Effortë maachen.

Et gesäit esou aus wéi wann dat awer zu Lëtzebuerg kéint besser sinn. Wéi gesot ech hunn do keng Zuelen. Am Kloertext heescht dat, mir brauche Campagnë fir de Konsument, och an deem Sënn, datt se hinne soen, hei kaaft Chargeuren, fir déi Zort Problemmüll ze évitéieren. Dat gëllt och fir aner Fraktiounen am Kontext zum Superdreck.

(Interruption)

Voilà.

Selbstverständlech gëtt et keng Alternativ zu der SuperDrecksKëscht, zu deenen dräi Aktioune vun der SuperDrecksKëscht, och wann dat Sue kascht, an duerfir wollt ech op dëser Plaz zum Ofschloss den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Den nächste Riedner ass den Här Emile Calmes. Dir hutt d'Wuert, Här Calmes.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och dem Rapporteur, och wann en elo fortleeft, ze félicitéieren…

(Hilarité)

…fir säi gudde Rapport, deen en hei gemaach huet, iwwer ee Gesetz wat jo scho vun där viregter Regierung ausgeschafft ginn ass. Dat féiert mech dann och direkt dozou, den Accord vun eiser Fraktioun hei ze bréngen, well dat muss jo dann och e gutt Gesetz sinn.

De Rapporteur huet op déi zwanzegjähreg Traditioun vun der SuperDrecksKëscht higewisen. Hien huet drop higewisen, datt an den achtzeger Joren en Ëmdenken hei komm ass fir den Dreck net méi egal wéi ewechzegeheien, mä fir ze differenzéieren an déi méi problematesch Offäll dach awer net méi an den Hausmüll, respektiv an de Sperrmüll ze geheien, an drop higewisen, datt zu deenen Zäiten dann d'Leit geléiert gi sinn, den Tri vun den Décheten ze maachen, a virun allem drop higewisen, datt deemools de Stat an net d'Gemengen - dat muss een och hei ënnersträichen - intervenéiert ass, fir bei de Stéit déi problematesch Offäll anzesammelen.

Hien huet och drop higewisen, datt an den nonzeger Joren d'SuperDrecksKëscht fir d'Betriber komm ass an och d'SuperFreonsKëscht, fir d'Frigidairen anzesammelen. Alles dat huet net un Aktualitéit verluer an ass haut och nach Bestanddeel vun der Offallpolitik an deem Sënn, datt och viru kuerzem an deem nationalen Offallplang festgehale ginn ass, datt déi verschidde SuperDrecksKëschten och an Zukunft nach wäerte Bestanddeel huelen.

Et muss een awer vläicht drop hiweisen, datt, esou luewenswäert déi Initiativ SuperDrecksKëscht och ass, een dach awer, mengen ech, Bedenke muss umellen, souwuel op där enger Säit, wat den Tri vum normalen Hausmüll ugeet, souwuel wat Glaspabeier ugeet a wat och d'SuperDrecksKëscht ugeet, wat jo nach ëmmer op fräiwëlleger Basis hei erfollegt. Et wier emol vläicht eng Kéier interessant, déi Chifferen ze kenne vun deene Matbierger, déi heivu Gebrauch maachen, a vun deenen, déi net Gebrauch maachen. Ass et een Drëttel, déi matmaachen, zwee Drëttel, déi net matmaachen? Wat ass de Chiffer? Ech weess et och net.

Méiglecherweis gëtt et Statistiken doriwwer, mä ech ka mer virstellen, datt eis Matbierger net alleguer esou gewëssenhaft sinn, datt se do gär matmaachen. Datselwecht, mengen ech, gëllt fir d'Betriber, an do kënne mer et jo un de Chiffere liesen. An der Zwëschenzäit sollen et ëm déi 1.500 Betriber sinn, déi un d'SuperDrecksKëscht ugeschloss sinn, vun am Ganze 5.000, déi géifen a Fro kommen, gëtt eis gesot. Et muss ee sech d'Fro stellen: Wat maachen déi 3.500 aner Betriber mat hirem problemateschen Offall? Gëtt et parallell Filièren niewent der SuperDrecksKëscht, wou dee Stoff dann entsuergt gëtt? Doriwwer kéint vläicht een eis hei Äntwerten och ginn.

Et muss een awer fairnesshallwer soen, datt dat hei méi ee Finanzprojet ass, dee sech a sech opgedrängt huet an och urgent ass, doduerch bedéngt, datt d'Chambre des Comptes d'Rechnungen net méi wollt bezuelen, doduerch datt - esou wéi de Rapporteur dat jo och scho gesot huet - déi Kontrakter hei iwwer dräi Joer erausgelaf sinn, respektiv datt mer hei mat Chifferen ze dinn haten, déi iwwert dat erausginn, wat d'Marchés-publics-Gesetz hiergëtt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Aus deem Grond ass jo eng Kommissioun zesummegesat ginn, déi da proposéiert huet, einfach emol dee liichte Wee ze goen an e gesetzleche Kader hei ze schafen, mat deem emol dee finanzielle Problem da geléist wier, respektiv wou dann och festgehale gëtt, wéi datt déi SuperDrecksKëscht ze funktionéieren huet, a finalement och datt dat Ganzt iwwert de Fonds pour la protection de l'environnement soll bezuelt ginn.

Et hat kee Bedenken hei derbäi, ausser d'Chambre de Commerce, déi a sech keen Heel doraus gemaach huet an op d'Problemer a sech vun der Rechtméissegkeet vun deem Gesetz hei higewisen huet am Kader vun den europäeschen Direktiven. Déi och gemengt huet, hei géif d'Marchés-publics-Gesetz net respektéiert ginn, déi och mengt, datt déi SuperDreckskëscht sech just soll ëm d'Gestioun bekëmmeren an net ëm Kollekten, an déi och mengt, de Fonctionnement vun der SuperDreckskëscht wier nach net am leschten Detail geregelt. Wann een dat emol esou roueg liest an et mécht ee sech ganz vill Gedanken driwwer, da kann een zum Deel déi Befierchtunge vun der Chambre de Commerce och deelen.

Ech mengen, et soll een hei awer och an Zukunft nach um Volet SuperDreckskëscht schaffen, fir da vläicht nach u Verbesserungen drun deelzehuelen. Dat soll eis awer net dovunner ofhalen, dat Gesetz hei ze stëmmen, fir eis dann emol um finanzielle Volet an Uerdnung ze bréngen.

An ech sinn der Iwwerzeegung, datt mer ëmmer méi wäit ewechrécke vum Zil a sech, wat mer eis 1994 hei ginn haten, wéi mer d'Gesetz iwwert d'Préventioun - an dat huet och esou geheescht „Prévention et gestion des déchêts" - hei gestëmmt hunn, wou am éischten Artikel Punkt 1 d'Préventioun uewe stoung an am zweeten Deel vum éischten Artikel war dann d'Réductioun, déi sollt antrieden, am drëtte war et d'Valorisatioun an am véierten eréischt d'Eliminatioun.

Ech mengen, datt déi zwee lescht Punkte Valorisatioun an Eliminatioun vun den Décheten iwwerhand geholl hunn, an dat ass zu engem Zäitpunkt geschitt, wou senger Zäit dat sou genannte Plastikfläschegesetz buede gaangen ass, well mer eis doriwwer net konnten eens maachen, bedéngt duerch den Drock, deen op d'Geschäfter komm wier vun eisen Nopeschlänner.

Mä egal wéi, an esou vill mer vermeiden, valoriséieren a reduzéieren, do wou geschafft gëtt, wou gehuwwelt gëtt, fale Spéin un an et ass normal an enger Ekonomie, wéi mer se haut hunn, datt mer mat problemateschen Déchête confrontéiert ginn. An ech mengen dach, datt mer awer sollen alles maachen, fir datt dës Déchête fachgerecht entsuergt ginn. An dozou ass d'SuperDreckskëscht, egal a wat fir enger Form, e gëeegent Mëttel an dofir wäerte mir dann och eis Zoustëmmung zu deem Gesetz hei ginn.

An da soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gira ageschriwwen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng si schlecht dru bei deem Gesetz hei.

Plusieurs voix.- Ohhh!

Une voix.- Dat deet eis awer Leed.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, dat ass e Gewëssenskonflikt.

(Interruptions)

Dat hei ass nämlech e Gesetz, wou mer iwwert de Fong dovu ganz frou sinn, wou mer eis awer mat der Form, wéi dann dëse Fong elo ëmgesat gëtt, net ufrënne kënnen.

Déi Gréng sinn natierlech frou, dass d'SuperDreckskëscht endlech - et muss een awer och soen no 20 Joer - eng legal Basis kritt. Mir si selbstverständlech och frou, dass ëmmer méi Quantitéite vu Sondermüll an den Haushalter a vu Betribsmüll - wann ech et emol esou däerf nennen - bei de Betriber gesammelt gëtt. Mir sinn och frou, dass ëmmer méi Betriber ugeschloss sinn a ginn, obwuel een awer muss feststellen, dass bei 1.500 der nach méi net ugeschloss sinn, wéi der ugeschloss sinn a mir sinn och frou, dass de politesche Wëlle besteet, fir de System auszebauen.

Mir sinn awer net frou doriwwer, dass elo alles soll a Privathand bleiwen, besonnesch de Beräich Berodung. Dofir gëtt et e puer Grënn, dass mer net frou sinn, wann ee kuckt, wat dat awer kascht, dann ass dat awer net bëlleg. Ech wëll d'Kolleegen an d'Kolleeginnen hei awer mol eng Kéier drun erënneren, dass reng fir den zweete Volet, nämlech d'Berodung vun de Betriber, pro Joer ëmmerhin 1,2 Milliounen Euro ufalen, a wann een dann nofreet, firwat datt dat ass, da gëtt ee gewuer, dass déi Firma, déi deen Optrag do huet an och soll kréien, awer OAI-Tariffer fir Ingenieure ka verrechnen. Do ass awer d'Fro erlaabt, ob dat eng effizient Ëmgoensweis mat öffentleche Gelder ass.

Deen zweete Grond, firwat dass mer domadder net frou sinn, ass, dass mer awer fäerten, dass eng gewëssen Neutralitéit an där Berodung feelt. Wann e Betrib dat do kritt, dann ass deem Betrib säin éischt Zil kloer an däitlech, esou vill wéi méiglech Geld mat där Aktioun do ze verdéngen. Dat ass bis auf Weiteres esou an der fräier Maartwirtschaft an dat wäert och am Kontext vun där privatiséierter SuperDreckskëscht gradesou gutt de Fall sinn, wéi am Rescht vun der fräier Maartwirtschaft op der Welt.

Ech mengen, dass dat awer net ganz glécklech ass an et féiert schlussendlech dozou, dass während zéng Joer vun engem Privatbetrib héichqualifizéiert Leit, ech mengen zu engem gudden Deel wäerten et Ingenieure sinn, dem Stat zur Verfügung gestallt ginn. An do ass den Haaptpunkt wou mer eis awer dru stéieren. Als fréiere Member vun der Spezialkommissioun „Dysfonctionnementer an der Santé" hunn ech déi Konklusiounen, déi deemools gezu gi sinn, awer nach relativ kloer virun Aen.

An dat, wat mer hei maachen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, geet awer ganz kloer géint d'Recommandatiounen, déi deemools déi Kommissioun gezunn huet, nämlech fir ze soen, dass et net an der Rei ass, dass wann de Stat Personal eigentlech bräicht an Aufgaben do sinn, déi Joer fir Joer an iwwer Jorzéngten ëmmer nees erëmkommen, dass en dat do einfach privatiséiert a sech vun enger privater Firma deen Know-how - wann ech et emol esou däerf soen - zur Verfügung stelle léisst.

Ech wëll och soen, dass mer mat där Meenung do, déi deemools vun der ganzer Spezialkommissioun gedeelt ginn ass, och haut nach e gudden Alliéierte fonnt hunn, nämlech d'Cour des Comptes. Si huet, zwar net an deem heite Kontext, mä an zwee verschiddene Kontexter, zweemol hir kloer Meenung gesot, eng Kéier beim Ausschreiwungsgesetz, wéi iwwert d'Durée vun de Kontrakter Rieds gaangen ass, an och eng Kéier zum Budgetsgesetz.

Wéi dann d'Regierung wollt iwwert den Ëmwee vum Budgetsgesetz d'Ausschreiwungsgesetz änneren, huet d'Cour des Comptes an deem hei Kontext gesot: «Évitez que la mise à disposition par des bureaux d'études de personnel au profit de l'administration centrale n'acquière un caractère permanent, auquel cas il serait notamment porté atteinte aux dispositions légales dites numerus clausus, qui règlent les conditions de recrutement de personnel au service de l'État.»

Mir sinn als Gréng der Meenung, dass dat hei awer genee dat ass, wat mer hei maachen, a mir hätte vill léiwer e Modell gehat, wou mer de ganze Volet Berodung, souwuel fir déi privat Leit wéi fir d'Betriber an d'Administration Environnement integréiert hätten an dann hätt déi Administratioun dee ganze Secteur organiséiert a mir hätten dann iwwer Adjudication publique - an déi hätt een dee Moment kënne maachen - d'Kollekt, den Traitement, de Stockage an d'Entsuergung kënne privatiséieren.

Dee Moment hätt een an der Ëmweltverwaltung e ganz wichtege Service vu Berodung kënne maachen. A wann Dir Iech virstellt, wéi vill Statsbeamten een awer fir 1,2 Milliounen Euro d'Joer kann astellen, dat sinn der net wéineg. An dann hätte emol endlech fir dës Verwaltung d'Moyenë gehat, déi bis auf Weiteres nach ëmmer un de Pranger gestallt gëtt, well se de schwaarze Péiter kritt, well se am Kommodoskontext ëmmer oder dacks muss nee soen, well se ganz oft muss Betriber drop hiweisen, dass se sech net u Kommodosgenehmegungen halen; fir aus där Verwaltung och emol e Beräich ze maachen, dee positiv gewiescht wier, deen am Virfeld bei d'Leit hätt kënne goen, bei d'Betriber hätt kënne goen, an zwar och eng Berodung ze maachen.

Mir hätten och - an dat feelt eis an deem heite Fall, dat geet hei verluer - kënnen eng integrativ Berodung vun de Betriber maachen, nämlech zur gläicher Zäit, Energie, Waasser an Offall kënnen thematiséieren. Esou hu mer dat Gefill, dass fir déi zwee éischt Beräicher fir de Moment nach iwwerhaapt näischt existéiert, dass zwar elo fir 1.500 Betriber eppes geschitt am Beräich Offall, mä ech mengen awer, hei ass eng gutt Geleeënheet verpasst ginn, fir eis endlech do e positiven Image an deem Beräich ze ginn.

Mir sinn eis wuel bewosst, dass eigentlech duerch eng illegal Situatioun - dat muss ee franchement esou soen - iwwer 20 Joer hei eng Situation de fait entstanen ass. Mir sinn eis och bewosst, dass aus där Situation de fait et net einfach war an och net einfach ass erauszekommen. Mir mengen awer, dass hei elo eng Solution de facilité gesicht ginn ass a mir mengen och, dass, wann eng schwiereg Situation de fait ass, et keng Léisung ass mat enger schlechter Léisung weiderzefueren.

An dofir si mer, wéi ech gesot hunn, e bësse schlecht drun. Op där enger Säit si mer frou, dass endlech hei eng Base légale geschafe gëtt, mir sinn och frou, dass déi Aktioun esouguer nach soll ausgebaut ginn, mä mir sinn awer net frou iwwert de Wee - wéinstens deelweis -, dee gesicht ginn ass. An da verstitt Dir vläicht, dass mer an deem Hin an Hier gerappt sinn tëscht frou an net frou, de Projet net kënne stëmmen a mir eis leider wäerten enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Et ass scho gesot ginn, dee Projet, dee mer hei diskutéieren, ass eigentlech méi e finanztechnesche Problem, wéi datt et een ass, dee sech direkt op d'Ëmweltpolitik bezitt. An trotzdeem kënnt een net derlaanscht fir ze soen, datt déi modern Ekonomie ëmmer méi problematesch Offäll produzéiert, wou een dann eng spezifesch Strategie muss entwéckelen, fir déi Offäll och kënne fachgerecht ökologesch ze entsuergen.

Wat passéiert, wann een dat net mécht, wann een nëmme just drop lass produzéiert an d'Chargen der Ëmwelt iwwerléisst, ech mengen dat hu mer alleguer an de fréieren Ostblockstate gesinn, wou plazeweis katastrophal Situatiounen entstane sinn; dat wär dat allerlescht wat een hei wëllt hunn.

Den Här Calmes huet et scho gesot, ech rappeléieren et awer nach eng Kéier, datt eist Offallgesetz, wat eigentlech Direktive gëtt, d'Linnen zeechent wéi mer solle virgoen, d'Vermeidung als den ieweschte Prinzip dohinner setzt - dat gëtt och Sënn -, dann d'Reduzéierung, duerno eréischt d'Verwäertung oder d'Eliminatioun. Dat betrëfft souwuel privat Persounen, privat Ménagë wéi och Betriber.

Déi ganz Affär huet, wéi ech gesot hunn, en ökologeschen Aspekt. Mir sinn alleguer beméit eis Ëmwelt esou wäit wéi méiglech propper ze halen. Se huet awer och, wann een hei iwwer Käschte schwätzt, op där anerer Säit en ökonomeschen Aspekt. Dat ass dee vun der sënnvoller Verwäertung vun enger ganzer Partie Offallstoffen, Substanzen, déi an der Zäit als eng Belaaschtung ugesi ginn, mä wou een awer gesäit, wann ee sech op eng intelligent Aart a Weis domat ausernee setzt, datt ee ganz villes kann zréckgewannen an erëm an de Circuit erafëieren. Och dat ergëtt an enger Situatioun, wou mer eis op verschiddene Secteure lues a lues ëmmer méi mat Rohstoffmangel konfrontéiert gesinn, absolut Sënn.

A leschten Enns huet sech do och e Secteur opgebaut, deen enger Partie Leit Aarbecht gëtt; och dat soll ee sech virun Aen halen, wann een hei iwwer Käschte schwätzt.

Här President, d'SuperDrecksKëscht - dat ass och scho gesot ginn - funktionéiert op dräi Niveauen, engersäits d'privat Haushalter, dann d'Betriber an dann ass eng Spezialsektioun, dat ass déi vun der Entsuergung vun de Geräter, déi mat Fréon funktionéieren; mir wëssen alleguer aus wat fir engem Grond.

De Volet, deen am wichtegsten ass an deem ganze Kontext, dat ass dee vun der Informatioun. Hei geet et ëm eng ganz spezifesch Matière. Net all Betriber, ganz besonnesch déi kleng Betriber, kënnen sech et leeschten, sech selwer dat Wëssen ze erschaffen, et sichen ze goen, selwer spezialiséiert Leit an-

zestellen, déi sech domadder ofginn. Grouss Betriber kënnen dat ganz sécher vill méi einfach wéi kleng Betriber. Dofir ass dat hei och virun allem e Service fir déi Kleng- an déi Mëttelbetriber. Et ass och net vun Zoufall, datt déi Saach an Zesummenaarbecht mat der Chambre des Métiers opgebaut ginn ass.

Wichteg ass, wéi gesot, déi richteg Informatioun, fir och déi ganz Strategie vu Vermeidung, Reduzéierung, Verwäertung richteg unzewennen, d'Berodung an d'Begleedung, a mir konnten eis och iwwerzeegen, datt dat wierklech mat ganz vill Asaz gemaach gëtt.

Déi ganz Saach ass, wann een se kuckt vum Volume hier an och vun der Zuel vun de Betriber hier, déi matmaachen, eendeiteg eng Success-story. An da kënnt een op d'Kärfroen, déi sech dann iergendwann eng Kéier stellen, déi jo och dëse Moment da gestallt ginn, wat mäi Virriedner elo grad opgeworf huet: Si mer dee richtege Wee gaangen oder ass et Zäit fir dat Ganzt nei ze iwwerdenke vum Opbau hier, vun der Struktur hier? Wär et besser de Stat soll dat maachen oder ass et awer besser, et bleift a privater Hand?

Et iwwerrascht keen heibanne wann ech soen, datt mir déi gréng Meenung net deelen, esouguer wann een dat vläicht iwwerdeiert fënnt, dat misst een dann emol enger seriöer Analys ënnerzéien, well et kann awer ganz gutt sinn, datt déi privat Firma ënner Ëmstänn dann nach eng besser Prestatioun mécht, wéi wann alles reng a staatlecher Hand wär. Meng Fraktioun huet traditionell do e bësse méi eng virsiichteg Approche.

(Interruptions)

Ech wollt mech, Här President, hei ganz fein ausdrécken, a meng Bedenken hei zum Ausdrock brëngen, an dann héieren ech hei vum Här Bausch, dee jo awer wëllt eisem Premier heiansdo d'Waasser reechen, mir wäre ganz einfach primitiv géint d'Statsbeamten.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat ass och esou.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech loossen dat esou am Raum stoen, wéi den Här Bausch et gesot huet.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Mehlen huet ganz eleng d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Ech iwwerloossen him d'Responsabilitéit fir seng Wuertwahl, déi och e gewëssent primitiivt Denken an der Aschätzung vun der Situatioun erkenne léisst; eppes wat een nëmme bedauere kann.

Här President, wann ee kuckt wéi d'Käschten evoluéiert hunn, da gesäit een, datt et vum éischte Joer un, wou et ugelaf ass, mat ronn 8 Milliounen Euro, dunn erofgaangen ass, relativ stabil, an de Moment zitt et ganz e bëssen un, mä generell ass de gesamte Käschtepunkt zimlech stabil bliwwen, esouguer vun 8 Milliounen op 6 Milliounen Euro erof.

(M. Niki Bettendorf reprend la Présidence)

D'Käschte pro Betrib, do gesäit een awer, datt déi eendeiteg a staark erofgaange sinn, wat sech natierlech och ergëtt, wann e Betrib bis am System dran ass, dann ass et evident, datt dann och déi Berodungskäschte lues a lues erofginn, quitte datt ëmmer erëm nei Saache mussen enseignéiert ginn an an de Betrib erabruecht ginn.

D'Ursaach - dat ass jo och hei scho gesot ginn - ass effektiv, well de Contrôle financier gesot huet, dat do geet net méi, wéi deen neie Contrôle financier komm ass. D'Cour des Comptes huet sech deem ralliéiert.

Dann hu mer d'Diskussioun, soll een de Marché all dräi Joer ausschreiwen. Normalerweis géing ee soe Jo, dat ass eng richteg Approche, mä ech muss awer och soen, bei der Visite, déi mer zu Kolma-Bierg haten, hunn ech mech iwwerzeege gelooss, datt dat hei dach awer eng speziell Matière ass an datt et wahrscheinlech schwiereg wär fir all dräi Joer, vu den Investissement an d'Personal an och verschidden Installatiounen a sou weider, datt et awer wierklech problematesch wär, all dräi Exercicen dat frësch auszeschreiwen.

Et kéint een driwwer diskutéieren, ob een dann an deem Secteur vläicht zwee Opérateuren niewenteneen hätt kënne funktionéiere loossen, déi sech hätte kënne Konkurrenz maachen, och wat d'Qualitéit vun der Prestatioun ubelaangt. Ech weess net, ob dat hätt kënne funktionéieren an ob eist Land och grouss genuch ass, fir zwee Opérateuren niewentenee Plaz duerfir ze bidden.

Et liest een och, datt d'Regierung seet, den administrativen Opwand fir déi Ausschreiwung, Cahier des charges an alles wat hannendrun hänkt, wär eigentlech ze grouss fir dat wat et op där anerer Säit géif bréngen.

Ech wëll grondsätzlech hei soen, datt mir fir de Prinzip vun der Konkurrenz sinn, och bei esou Marchéen, déi schwiereg sinn. Duerfir begréisse mer et, datt déi Durée erofgesat ginn ass op zéng Joer. D'Fro, déi awer weiderhin am Raum stoe bleift, dat ass, ob een an esou enger spezifescher Matière, wann dann déi nächst Ausschreiwung kënnt, da wierklech och Konkurrente fënnt, déi do seriö matmaachen, oder ob et nëmmen eng Fortschreiwung vun deem ass, wat da bis elo gelaf ass.

Ech widderhuelen nach eng Kéier, datt déi Visite vum Site ganz nëtzlech war. Ech si selwer een, dee se gefrot hat, well ech nach net do uewe war, an ech muss soen, do gëtt wierklech - dat ass meng Impressioun - eng gutt Aarbecht gemaach an et kann een déi Leit tatsächlech félicitéiere fir dat wat do geschitt.

Et muss een an deem Zesummenhang zwar drop hiweisen, datt et hei - dat war meng Befierchtung e bëssen - eng monopolistesch Geschicht wär, wou keen aneren dru kéim. Dat ass jo manifestement net de Fall, well praktesch jiddferee seng Décheten dohinner ka liwweren, wou e mengt, datt en am beschte géing bedéngt ginn. Dat schéngt mer op jidde Fall ganz wichteg ze sinn.

Een anere wichtege Punkt, dat ass fir mech awer mat ausschlaggebend, dat ass deen, datt déi ganz Saach dem Contrôle vun der Cour des Comptes ënnerworf ass an do misst een dann, ech menge mir hu jo d'Méiglechkeet, well mer permanent Rapportë mat der Cour des Comptes hunn, iwwert d'Kommissioun vum Contrôle de l'exécution budgétaire, dofir suergen, datt do och seriö kontrolléiert gëtt, wat de Rapport Qualité-prix ass. A wa sech - ech géing dem Här Gira dat gäre soen - géing erausstellen, datt dat Hong op eng Kéier géing ufänke gëllen Eeër ze leeën, da wär et allerdéngs Zäit, fir ze soen: Esou geet et awer net!

Déi Fro vum Präis, déi Dir opgeworf hutt, hate mir och an der Diskussioun. Do ass awer gesot ginn, dat wär net esou, vun deem Tarif, deen do géing ugewannt ginn.

Här President, dat gesot, mengen ech, bleift eis näischt aneschters iwwreg, wéi dee Projet hei ze stëmmen, fir datt dat esou ka virulafen an datt mer de legale Prescriptiounen, déi mer eis selwer ginn hunn, Rechnung droen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet d'Regierung d'Wuert.

Här Minister Lux, Dir laaft net esou schnell.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Wat ass dat ee laange Wee!

(Hilarité)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier de Mëtteg fir d'éischt emol dem Rapporteur an der Kommissioun Merci fir déi schnell Beaarbechtung vun dësem Projet.

Ech wäert vun Ärer Zäit net abuséiere fir elo nach eng Kéier en long et en large iwwer - dat Wuert huet mer gutt gefall - déi Success-story anzegoen, déi an deene leschte Joren opgebaut ginn ass. Ech wëll just awer vläicht och deene virun allem an der Ëmweltverwaltung e Merci ze soen, déi sech vill Méi gemaach hunn, fir an engem wichtege Beräich vun eiser Offallwirtschaft dee Pilier do an deene leschte Joren opzebauen.

Dat hei ass - dat ass richtegerweis gesot ginn - éischter e finanzpolitesche Dossier, dee mer haut traitéieren op Grond vun de Remarquen, déi déi fréier Chambre des Comptes gemaach huet an zu Recht gemaach huet. Do muss een natierlech oppassen!

Här Gira, mir si jo dysfonctionnementsgeschiedegt aus der fréierer Zäit vun den Aarbechten, déi deemools an der Kommissioun gemaach gi sinn. Dir hutt se zu Recht nach eng Kéier hei rappeléiert. Trotz allem mengen ech, sollt ee bei dësem Projet virun allem awer oppassen, dass een déi néideg Flexibilitéit huet, déi mer hei brauchen. Ech mengen, et ass de Memberë vun der Kommissioun virun allem bei der Visite kloer ginn, dass een déi Flexibilitéit hei awer muss oprechterhalen an awer muss kloer gesinn, dass och all aner Kollekteren, privater, déi hei op deem Marché matmaachen, dat ouni Weideres kënne maachen, an dass, wa se dann déi néideg Konditiounen erfëllen, och de Label dozou kréien.

Hei gëtt jo keen op d'Säit écartéiert. Ech mengen, jiddferee kann hei, wann ech esou däerf soen, säi Match maachen, woubäi mer awer där nationaler Responsabilitéit, déi mer hunn, och am Rahme vun dem nationalen Offallwirtschaftsplang, musse gerecht ginn.

Ausserdeem, mengen ech, misst ee bei där Zuel vun 1,2 Milliounen Euro, déi hei genannt ginn ass fir Berodung, awer och richtegerweis soen, dass et hei bei deem Chiffer net nëmmen ëm Berodung geet. Innerhalb vun deem Chiffer läit déi ganz publicitaire Aufgab, déi gemaach gëtt, fir nei Entreprisen an de System eranzekréien, an déi ganz Marketingsaarbecht, déi fir deen Zweck gemaach gëtt. Et läit virun allem déi ganz Formatioun, heiansdo vu ganzen Entreprisen, déi gemaach gëtt, an deem Chiffer verstoppt.

Also, an deem Chiffer verstoppt sech awer nach méi, mengen ech jugéieren ze kënnen, wéi nëmme reng eleng déi Fro vun der Berodung. Do gëtt et eng ganz Rei vun aneren Aktivitéiten, déi gemaach ginn.

Dieu sait dass ee sech da kann iwwerleeën, wann een dat elo vu staatlecher Säit géing maache mat alle Problemer, déi mer hunn, wa mer dann iwwert den Numerus clausus schwätzen, fir dofir ze suergen, wa mer eng Extensioun vun Aktivitéiten an Initiative wëllte maachen, fir da grouss Problemer ze kréien. Sou dass ech mengen, dass sech déi Flexibilitéit trotzdeem hei an deem Beräich argumentéiere léisst.

Ech mengen, et ass vu mengem Virriedner zu Recht gesot ginn: Et ass net nëmmen de generelle Coût, mä och de Coût par entreprise, natierlech besonnesch dann, wa mer méi Entreprisen an de System erakréien. Wat mer der méi erakréien, wat natierlech fir d'Entreprisen de Präis méi interessant gëtt. Déi Courbe ass eis jo awer gewise ginn, déi ganz kloer weist, dass mer do den Entreprisen eppes kënnen ubidden, wat am Laf vun de Joren och vun dem Kosten-Nutzen-Prinzip sech besser ugesäit wéi virdrun.

Dofir denken ech, dass mer hei bei aller Virsiicht, déi ee muss walte loossen, flexibel muss sinn. Ech mengen, et ass virdru gesot ginn, och vum Kolleeg Schank, dass Kontrollen effektiv noutwendeg sinn. D'Cour des Comptes huet hei d'Méiglechkeet dat zu jiddfer Zäit ze maachen, esou dass mer, mengen ech, awer als Regierung an och Dir als Chamber, d'Geleeënheet hunn, fir zu all Moment ze kucken, dass dat heiten net an iergendwellech Richtung negativ ausaart.

Do derniewent géif ech mengen, dass et elo esou lues un der Zäit ass, fir eis un eng Reform oder eng Revisioun vum nationalen Offallwirtschaftsplang ze maachen. Fënnef Joer, mengen ech, ass déi Durée, déi hei gutt ass, an deementspriechend, mengen ech, steet eng Aufgab un, wat elo de Fong ubelaangt, déi mer an nächster Zäit musse maachen.

Mir hunn, wann een déi Zuelen dach awer kuckt, bei de Bierger an der Tëschenzäit en Degré erreecht, dass un dem System vun der SuperDrecksKëscht fir d'Bierger, do - mir hunn eng Héichrechnung gemaach - 160.000 Stéit vu ronn 175.000 Stéit matmaachen. Mir gesi bei de Batterien - en anere Punkt, dee genannt ginn ass -, dass mer op en Taux de couverture ongeféier komme vun 85%. Dat heescht, hei ass wierklech a ville Beräicher dach an deene leschte Joren eppes erreecht ginn. Et ass richteg, dass niewent där Funktioun do effektiv déi Campagnë - wéi et hei vun eenzelne Riedner gesot gëtt -, déi Berodung an déi Formatioun e wichtege Bestanddeel musse si vun enger insgesamt vernetztener Politik, déi mer am Déchetsberäich musse maachen.

Mir kréie jo an nächster Zäit och vun europäescher Säit aus duerch eng Rei vun Direktiven, déi mer an deene leschte Conseilen ofgeschloss hunn, an nach amgaange sinn ze diskutéieren, och bei de Batterien, bei den Accumulateuren, mat Sécherheet nei Missiounen dobäi. Mir hunn nach Direktiven an der Ëmsetzung do leien, an anerer kommen op eis zou, esou dass mer do net wäerte stoe bleiwen, fir dofir ze suergen, dass mer an engem wichtege Politikberäich vun dem gesamten Environnement, also an deem vun den Décheten, dach awer och an nächster Zäit eis Aufgaben erfëllen.

En fin de compte, et deet mer e bësse Leed, dass mer hei net en unanimë Vote kënne maache fir eppes, wat awer wierklech an deene leschte Joren hei zu Lëtzebuerg e ganz grousse Succès hat an e ganz grousse Pilier an eiser Ëmweltpolitik war. Ech mengen, dass déi Bedenke vun der grénger Fraktioun nëmmen zum Deel berechtegt sinn, awer virun allem drop bauen, dass mer hei an engem ganz spezifesche Beräich sinn, wou mer och spezifesch Léisunge brauchen.

Wichteg ass, dass mer d'Kontroll esouwuel als Regierung wéi als Cour des Comptes, wat jo Är Institutioun vun der Chamber ass, behalen, a wéi gesot och de Coût am Gréff behalen. An deem Sënn wär ech frou, wann d'Chamber trotzdeem massiv iwwer hire Vote déi heiten Initiativ géing weider ënnerstëtzen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5096. Den Text steet am Document parlementaire 5096[6]. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi SuperDrecks-Këscht ass ugeholl mat 52 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Marie-Josée Frank), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par M. Lucien Thiel), Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

A mir kommen op den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Diskussioun vun de Projeten 5270 an 5287, kulturell Ofkommesse mat der Türkei a mam Vietnam. Déi zwee Projete ginn an enger Diskussioun behandelt. D'Riedezäit ass zweemol nom Basismodell festgeluecht. Mir hunn et hei mat zwee Rapporteuren ze dinn, dem Här Lucien Thiel fir de Projet de loi 5270 an duerno den Här Marcel Oberweis fir de Projet de loi 5287. Ech ginn also elo dem Här Rapporteur Lucien Thiel d'Wuert.

8. 5270 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

5287 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation,

de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture du projet de loi 5270

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sollen haut eis Zoustëmmung zu zwee Accordë ginn, sou genannt Accords culturels, mä dat gräift e bësse kuerz, well déi Accorden decke ganz vill Felder of. Ech wollt Iech deen éischte vun deenen zwee virstellen, dat ass deen iwwert d'Türkei, dee sech areit an déi laang Serie vun Accorden, déi mer schonn ofgeschloss hunn.

Do vläicht virof direkt eng kritesch Bemierkung: Heiansdo misst ee sech emol Gedanken driwwer maachen, wat de Suivi vun deenen Accorden ass, wat iwwerhaapt mat hinne geschitt. Et huet een d'Impressioun, wéi wann net ëmmer all Accord och wierklech duerno mat Liewen erfëllt géif ginn; mä dat eben als Randbemierkung.

Lo zum Accord mat der Türkei. D'Türkei huet vill Besonneschkeeten, mä eng dovun, déi kennt Dir alleguerten aus dem Geographiescours. Et ass, mengen ech, dat eenzegt Land op der Welt, dat op zwee Kontinenten zugläich läit. Dat mécht et just pittoresque, dat huet awer soss net vill Bedeitung.

Op där anerer Säit, wa mer et mat Lëtzebuerg kucken, da gesi mer och eppes, wat ganz oft an deenen Accorden do geschitt: Do koppele sech der zwee, déi zimlech ënnerschiddlech gestiwwelt sinn. D'Türkei huet 150 Mol méi Awunner wéi Lëtzebuerg a si ass 300 Mol méi grouss wéi Lëtzebuerg.

Do gesäit ee schonn, datt déi Koppel zimlech ongläich ass. Mä op där anerer Säit huet d'Türkei e Bruttosozialprodukt pro Kapp, deen nëmmen een Aachtel vun eisem ausmécht. Net well mer domat wéilte kompenséieren, mä dat weist, datt do nach gewëssen ekonomesch Retardë sinn. Et ass virun allem en Agrarland. 40% vun de Leit schaffen do an der Landwirtschaft an hire Bruttosozialprodukt staamt och zu 12% aus der Agriculture. Wann Der vergläicht, bei eis sinn et nach 0,5%. Also, Dir gesitt, mir sinn do nach an zwou verschiddene Welten.

Allerdéngs däerf een net vergiessen, wann een d'Türkei kuckt, datt et e Land mat enger ganz grousser Geschicht ass - enger beweegter Geschicht an enger ganz grousser Geschicht. Ganz grouss war se schonn an der Antik. Vläicht huet deen een oder deen aneren net geschlof an der Geschichtsstonn a weess, datt zur Zäit vun de Réimer d'Türkei - oder zur auslafender Zäit vun de Réimer - d'Stad Byzanz, déi mer haut als Istanbul kennen, d'Haaptstad vun där enger Halschent vum Réimesche Räich war. Anerer behaapten, et war dat éischt chrëschtlecht Räich, well de Konstantin, no deem déi Stad jo och eng Zäit benannt war, do säi Siège geholl huet.

An déi Zäit falen och ganz vill Aktivitéiten, déi zur Kultur bäigedroen hunn an deem Land, wat duerno eng ganz aner Herrschaft kritt huet. Dat war d'Herrschaft vun den Osmanen. Déi sinn esou ëm 1200, 1300 komm a waren net grad esou beléift wéi d'Réimer bei hiren Noperen; besonnesch net bei den Europäer, well se ëmmer erëm probéiert hunn den Europäer der an d'Akaul ze ginn. Wien eng Kéier zu Wien war, deen huet bestëmmt sech déi Plaz ugekuckt, wou de Prënz Eugen d'Türke gestoppt huet. D'Türke koumen deemools bis viru Wien, a si waren also réputéiert als zimlech giereg a si hunn dann och dat Osmanescht Räich entspriechend ausgebaut.

Déi nächst Phas war déi vum 20. Jorhonnert. En abrupte Sprong vum Osmanesche Räich, wat ënnergaangen ass mam Éischte Weltkrich, well d'Türken op der Säit vun de Preise waren. Du koum en Ëmschwonk op eng Republik. Déi Republik ass ausgeruff ginn deemools vun engem Mann, vun engem Generol, deen e grousse Vollekshéld gi war, an dee sech Mustafa Kemal genannt huet, deen Der alleguerte kennt als Atatürk. Atatürk heescht Papp vun allen Türken. Dat war de Bäinumm, deen hien du kritt huet, duerch dat wat hien do gemaach huet.

Hien huet - relativ erstaunlech fir dat Land - et ganz séier an d'Neizäit gefouert an hien huet Reformen duerchgefouert, déi nach haut erstaunen, wann Der wësst, datt an der Türkei déi moslemesch Relioun ass, an Dir wësst awer op där anerer Säit, datt den Atatürk d'Droe vun de Schleiere verbueden huet, datt hien de Fraen d'Wahlrecht scho ginn huet, kuerz nodeem datt mir et agefouert haten, an nach vill aneres. Dat erkläert dann, firwat hien nach haut zimlech vénéréiert gëtt, obschonn datt no him en zimlechen Duerjerneen erëm eng Kéier an deem Land entstanen ass.

Ech mengen, et ware véier oder fënnef Militärcoupen duerno. Dat Land ass am Fong eréischt elo déi lescht Zäit plus au moins zur Rou komm. Zum Deel awer och, well et selwer net ëmmer sech ganz koscher beholl huet, notamment an der Zypernfro, déi eis jo nach haut nogeet. Déi Deelung vun Zypern huet och eppes mat den Türken ze dinn. Da war d'Behandlung vun hirer gréisster Minoritéit, där vun de Kurden, och net ëmmer ganz, ech kann net soe kathoulesch, mä déi war net ëmmer ganz an der Rei.

Op där anerer Säit ass den Türke munches nogelooss ginn oder duerch d'Fangere gekuckt ginn, well dat Land eng wichteg strategesch Roll während dem Kale Krich hat. Well et den ënneschten Deel oder dee leschten Deel vun dem Südfligel vun dem Westen war, huet jidderee gemengt d'Türkei missen ze stäerken - notamment d'NATO. Et war am Fong d'Südflank vun der NATO. Dat erkläert och, firwat vläicht munch Saache vun den türkesche Regimer toleréiert gi sinn, déi soss anere vläicht net duerchgaange gelooss gi wären. Wéi gesot, d'Türkei ass Member vun der NATO säit 1952 a gehéiert domat plus au moins an de westleche Camp.

Dat ass dat eent. Dat anert ass d'Kultur vun deem Land. Erëm eng Kéier e bësse Geschicht. Eng vun de Wéie vun eiser Zivilisatioun louch an deem Eck. Et muss ee wëssen, datt Klengasien - dat ass d'Türkei vun haut, oder en Deel dovun ass d'Türkei vun haut - en Deel vun eiser Kulturwéi ass.

Ech brauch net déi Stied opzezielen, déi zu där Zäit Weltgeschicht geschriwwen hunn, ënner anerem Troja, dat seet jidderengem eppes. Et sinn aner Stied, déi vläicht net esou vill soen. Op alle Fall ass do ganz vill an der Antik passéiert, souwuel am Beräich vun der Philosophie, am Beräich vun den Naturwëssenschaften, am Beräich vun de Rechtswëssenschaften. Also, et ass schonn e Kulturnascht gewiescht, an dat wier eigentlech schonn e gudde Grond, firwat mir eis kulturell sollten deem Land méi no bréngen. Net onbedéngt, well mer esou gutt Erënnerungen hu wéi déi vum Michel Lucius, deen do seng éischt Spore sech verdéngt huet als Geolog, mä och well mer nach haut vun där Kultur kënnen zieren. Dat ass deen ee Grond.

Deen anere Grond, an ech mengen, deen ass op d'mannst esou wichteg - quitte datt mer elo näischt däerfe matenee vermëschen -, dat ass deen, datt dat Land wëllt onbedéngt Member vun der Europäescher Unioun ginn. Et ass e Bäitrëttskandidat. Mir wëssen, datt se scho laang bei eis freie kommen. Mir hu laang gebraucht, bis datt mer bereet waren, emol esou eng hallef Verlobung mat hinnen anzegoen. Déi ass elo virun engem hallwe Joer geschitt. Ech mengen, wann ee schonn dee Wee beschreit, da muss een och kucke sech besser kennen ze léieren. An dat ass fir mech den entscheedende Grond, fir datt mer e Kulturofkommes, an net nëmmen e Kulturofkommes, mä en Ofkommes wat vill méi ofdeckt - inklusiv den Echange vu Jugendlechen, inklusiv Studentenaustausch, a virun allem och sportlech Aktivitéiten - sollen ofschléissen.

Dat alles beinhalt deen Accord, dee virun zwee Joer vun eisem Premierminister mam Här Erdoğan ënnerschriwwe ginn ass, wéi eise Premierminister do ënnen op Besuch war. Si hunn deemools zwee Accorden ënnerschriwwen. Deen ee war een Duebelbesteierungsofkommes - wat een eigentlech net esou däerf nennen, et ass eigentlech en Accord fir d'Duebelbesteierung ze verhënneren. Deen ass deemools ënnerschriwwe ginn. Doniewent ass dann dëse sou genannte kulturellen Accord ënnerschriwwe ginn, deen ech am Numm vu menger Fraktioun wëll hei ënnerstëtzen an dat net nëmmen, well de Kleeschen aus deem Eck kënnt, iwwert deen ech elo geschwat hunn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den zweete Rapporteur ass den Här Oberweis. Dir hutt d'Wuert, Här Rapporteur.

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture du projet de loi 5287

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Merci villmools. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Madame Statssekretärin, mir hunn elo just eng Rei vun Informatioune kritt aus dem éischte Vertrag iwwert d'Türkei, e Land, dat am Weste vun dem asiatesche Kontinent läit, um Schwaarze Mier an um Mëttelmier. Ech hunn d'Chance elo deen zweete Vertrag virzestellen, an ech huelen Iech mat e puer Stonnen no Osten an de Vietnam, e Land um Pazifik.

Une voix.- Dat ass wäit!

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Dat ass ee Stéck fueren, dat ass wouer!

Et geet hei ëm e Vertrag mat Lëtzebuerg a mat der Sozialistescher Republik Vietnam. Den Accord - fir vläicht e puer Detailer virewech ze schécken - ass den 21. Mee 2003 hei zu Lëtzebuerg ënnerschriwwe ginn an den 19. Januar 2004 an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis eragereecht den 30. Mäerz 2004. D'Chamberskommissioun huet sech an hirer Sëtzung vun dem 28. Oktober d'lescht Joer mat dem Text vum Accord an dem Avis vum Statsrot ausernee gesat an de Rapport den 23. November d'lescht Joer ugeholl.

Wa mir e kuerze Bléck zréckwerfen, da gesi mir an dësem Zesummenhang d'Visite vun onsem Premier am Vietnam am Oktober 2000. Duerno hate mer de Géigebesuch hei vum Premierminister aus dem Vietnam am September 2002, an duerch d'Madame Minister Erna Hennicot-Schoepges ass et dunn zum Grondsteen komm vun der Zesummenaarbecht, während hirer Visite a Vietnam am Oktober 2002.

Dir gesitt also, dëse Kooperatiounsvertrag huet schonn eng kleng Geschicht. Den Accord selwer weist eng Rei vu Beräicher op, wou mer eng enk Zesummenaarbecht sollen zesummen ausschaffen. Esou an der Kultur, an der Ausbildung vu jonke Mënschen oder der wëssenschaftlecher Fuerschung, awer och an de Beräicher vun de Massemedien, vun der Jugend an an dem Sport sollen enk Kontakter geknäppt ginn. Et sinn also eng ganz Rei vun Elementer an engem Vertrag, an ech wëll der e puer hei beliichten.

Éischtens, am Beräich vun der Kultur soll ënner anerem eng Kooperatioun gesicht ginn um Gebitt vum Theater, vun der Musek, der Oper an dem Ballett. Do sinn d'Asiate jo relativ gutt. Den Austausch vun Experten am Beräich vum Kino ass e weideren interessante Pilier, gradewéi eng interessant Zesummenaarbecht mat Artisten a mat Museker.

En zweete Volet: Am Beräich vun der Ausbildung soll et zum Austausch komme vun Enseignanten, vu Schüler an och vu Studenten. A grad hei gëtt vill Wäert op d'berufflech Ausbildung geluecht, speziell an der Tourismusbranche, well Vietnam e Land ass, dat eng grouss Zukunft an deem Beräich nach wäert kréien.

Den drëtte Pilier ass de Beräich vun der wëssenschaftlecher Fuerschung an der Technologie. A grad do ass dann déi nei Lëtzebuerger Universitéit och mat agebonnen. Den Austausch vun akademeschem Personal, vu Studenten, vu Fuerscher soll hei am Mëttelpunkt stoen, an derniewent steet d'Organisatioun vu Kongresser mat Caractère international op der Agenda vun der Zesummenaarbecht.

Ee véierte Volet ass de Beräich vun de Massemedien. Do gëtt de Fernseh, de Radio an och d'Press agebonnen. Et soll do extra dozou ausgeruff ginn, den Opbau ze maachen an hinnen ze hëllefen, duerch d'Kooperatioun méi staark an de Massemedien ze wierken. Mir sollen si da besser kenne léieren a si och ons.

En interessante Beräich op alle Fall ass de Beräich vun der Jugendaarbecht, an hei speziell am Sport. Et sollen hei Sportsévénementer opgebaut ginn an Austausch vu Sportgruppen iwwer eng relativ wäit Distanz, fir dass ons Jugend an Europa hei déi jonk Leit aus deem Eck vun der Welt kenne léiert, déi an engem esou interessante Beräich vum Pazifik wunnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Vietnam huet genau wéi Lëtzebuerg eng ganz mouvementéiert Geschicht hanneru sech. Ech wëll déi eenzel Elementer vun där Geschicht guer net opzielen, mä op alle Fall ass zënter 1995 déi sou genannte Sozialistesch Republik Vietnam och Member vun der ASEAN, dat heescht enger wichteger regionaler Organisatioun an deem Deel vum pazifesche Raum. Vergiesse mer net, dass Vietnam e Land ass mat 80 Millioune Mënschen, mat deem esou e klengt Land wéi eist hei, mat enger hallwer Millioun, e Kooperatiounskontrakt wëllt ënnerschreiwen.

Mir gesinn also, mir ginn eng Zesummenaarbecht a mat engem Land, dat an der globaliséierter Welt no bei de Mouvementer vun haut ass, dem chinesesche Raum, dem indesche Raum. Mat Vietnam huet Lëtzebuerg an de vergaangene Jore schonn eng ganz Rei vu Relatiounen opgebaut, an dat op wirtschaftlechem an och op touristeschem Plang.

Awer besonnesch ee Punkt wëll ech eraushiewen hei, dat ass de Beräich vun der Entwécklungsaarbecht. Do huet Lëtzebuerg scho ganz villes geleescht. Notamment ass Vietnam dee wichtegste Partner vun eise Pays cibles. D'Land weist ee Pro-Kapp-Akommes op vun nëmmen 1.200 Euro pro Joer. Dat heescht, dat Land brauch nach Laangzäithëllef vun dobaussen, fir op sengem wirtschaftlechen Entwécklungswee nach munches op d'Been ze setzen. Duerfir huet onst Land hei a sengem Budget fir 2005 9 Milliounen Euro Entwécklungshëllef virgesinn, an dat haaptsächlech an de Beräicher vum Gesondheetswiesen, vun der Erzéiung, vun der Entwécklung vum ländleche Raum, an do speziell de Bewässerungsproblemer, déi an deem Land herrschen.

D'Investitiounen an der Lutte géint den Honger sinn och Investitiounen an de Käpp vun de Mënschen. Dat ass dat beschte Rezept fir iwwerhaapt de Wuelstand vun engem Land an d'Luucht ze hiewen. A wann ech de Rapport vun der FAO vu Roum dierf kuerz zitéieren, dee gesot huet: All Euro, dee mir investéieren an d'Gesondheet a géint den Honger vun engem Mënsch, dat ass eng Plus-value an e Rendement vum Fënnef- bis zum 20fachen. Dat beweist also - mir sinn hei um richtege Wee -, dass mer an der Kooperatioun och d'Entwécklungshëllef fir dat Land net sollte vergiessen.

An deem Zesummenhang muss een deene Leit Merci soen, déi scho virdrun hei esou vill sech engagéiert hunn, fir d'Kooperatioun mat Vietnam virunzedreiwen. Ech denken hei ganz speziell un de Lycée hôtelier Alexis Heck vun Dikrech, deen eng ganz gutt Aarbecht do geleescht huet.

Dee virleiende Kooperatiounsaccord mat Vietnam wëllt dës Iwwerleeungen op de richtegen Niveau an engem bilaterale Geescht bréngen. An e ganz speziellt Element dovun ass ganz einfach d'Ouverture vun engem Bureau de la coopération zu Hanoi am August 2003.

Grad am November 2003 konnte mer schonn den 30ste Gebuertsdag feiere vun de Relatioune mat dem Land Vietnam. De 17. November an deem Joer hu mer eng Kommissioun agesat, déi de Partenariat vun där Kooperatioun verdéiwe soll. Fir awer an dësen Accord elo nach weidert Liewen eranzebréngen an, wéi mäi Virriedner sot, och emol ze kucke wat bréngen esou Kooperatiounsverträg, ass gesot ginn, mir grënnen duerfir e Comité conjoint, wou all Land dann déiselwecht Unzuel vu Membre kann drasetzen, fir eben de Suivi ze maache vun dëser Kooperatioun.

Grad dëse Comité soll probéieren, nei Pläng opzebauen, nei Relatiounen op d'Been ze setzen. Well et gëtt jo gefrot, mir solle gemeinsam Projete maachen an e puer Voleten, da musse mer do e Suivi kënnen asetzen. A wann dee Comité fënnef Joer getaagt huet, da gëtt ënnersicht, wat an deene fënnef Joer geschafft ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Accord mat der Sozialistescher Republik vu Vietnam wëllt Lëtzebuerg ganz einfach e bescheidene Bäitrag leeschten an enger globaliséierter Welt fir eng méi schéi Welt hierzestellen. Ech bréngen den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Als éischt Riednerin ass d'Madame Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och den zwee Rapporteure Merci soen. Wéi mer gëschter décidéiert hunn, mir géingen déi zwee Projeten zesummen diskutéieren, hu mer et zwar och erwähnt, dass et deeselwechte Contenant, souguer deeselwechte Contenu wär, dee mer géingen diskutéieren, mä mir géingen awer ons mat zwee verschiddene Partenairë beschäftegen.

An dat ka seng Wichtegkeet hunn, mengen ech, am Kontext vun

deem, wat déi zwee Rapporteure gesot hunn. Dat heescht, dass en Accord culturel ëmmer nëmmen e Kader ass, dee Geleeënheet bitt, Aktivitéiten ze organiséieren am Intérêt vun der kultureller Zesummenaarbecht tëschent den zwee Partenairen zum Accord, mä dass et net mam Kader duergeet, dass et duerno och néideg ass, dee Kader mat Liewen ze erfëllen. An do kann ech mer virstellen, dass et vläicht an deem enge Fall méi einfach wäert sinn, wéi an deem aneren.

Ech wëll net, Här President, op déi Envoléeë geographescher, historescher an identitär-kultureller Natur zréckkommen, déi déi zwee Rapporteure virgedroen hunn. Ech wëll awer festhale beim Accord mat der Türkei, dass effektiv d'Türkei e Land ass, wat deelweis europäesch ass. Et schéngt mir, dass et net dat eenzegt Land ass, wat op zwee Kontinenter ass. Wann ee vill iwwerleet, da kann ee sech vläicht drun erënneren, dass Russland am selwechte Fall ass. Mä mäi Gott, bon. Et ass also deelweis en europäescht Land.

Et ass och, an dat schéngt mer enorm wichteg, Member vun der NATO, an ech mengen, de Fait, dass d'Türkei Member ass vun der NATO, seng geographesch Positioun a seng geopolitesch Importenz sinn d'Ursaach woufir Kontakter tëschent der Europäescher Unioun, oder der Europäescher Gemeinschaft fréier, an der Türkei scho ganz laang lafen. A wann elo décidéiert ginn ass, dass mer Adhésiounsgespréicher géinge mat der Türkei ufänken, dann ass dat eng Suite vu Verspriechen, déi am Laf vun de Joren ëmmer erëm den Türke gemaach si ginn, an ech mengen, mer sollen ons un déi Verspriechen halen, déi gemaach gi sinn.

Selbstverständlech sinn déi Négociatiounen décidéiert ginn a sollen zu Enn gefëiert ginn, ënnert der Konditioun dass déi Kritären, déi zu Kopenhagen festgehale gi sinn, fir dass e Land kéint der EU bäitrieden, effektiv och vun der Türkei erfëllt ginn. An deem Zesummenhang bleiwe bei der Türkei nach Efforten ze maachen. Mä ech menge just an deem Zesummenhang ass en Accord culturel e gutt Instrument fir d'Kooperatioun mat deem Land ze förderen a si dann och dozou ze bréngen ëmmer méi no un Europa an un déi europäesch politesch Normen erunzekommen.

Bei Vietnam hu mer et mat engem asiatesche Land ze dinn, wat - wéi de Rapporteur et gesot huet - ee vun den zéng Pays cibles vun onser Kooperatiounspolitik ass. Also och en asiatescht Land mat deem mer besonnesch enk Relatioune scho säit enger gewësser Zäit hunn. Net nëmme sinn do schonn eng ganz Partie wichteg Visitë vu politesche Vertrieder vun deenen zwee Länner gemaach ginn, mä et ass och schonn an der Kultur eng gewëssen Aktivitéit développéiert ginn. Virun enger Rei Joren, et ass nach net laang hier, hate mer eng kulturell Woch, eng Vietnam-Woch hei zu Lëtzebuerg, déi et de Vietnamesen erlaabt huet en Deel vun hirer Kultur de Lëtzebuerger virzestellen, an ech mengen déi Aktivitéit war ee Succès an ech géif mer wënschen, dass mer an Zukunft nach méi kéinten op deem Plang maachen.

Wat mech frappéiert huet bei deem Projet iwwer Vietnam - an déi Bemierkung huet éischter en anekdoteschen, wéi een anere Charakter -, dat ass, dass souwuel den Exposé des motifs vum Projet de loi, wéi och de Rapport vun der Kulturkommissioun ënnersträichen, dass Vietnam e Member ass vun der Agence de la Francophonie, där mir och ugehéieren, an dass awer dann den Text vum Accord op englesch ass. Et hätt ee sech kënne virstellen, dass zwëschent zwee Länner, déi Member si vun der Francophonie, een den Effort gemaach hätt, fir dass een dee Standardaccord - well et ass jo ëmmer deeselwechten Text bei den Accords culturels - hätt kënnen op franséisch iwwersetzen. Domadder hätt een da vläicht een Zeeche gesat.

Ech hunn notéiert, dass den Artikel 1 ënner anerem ënnert f) vum Accord seet: „The Contracting Parties shall encourage: cooperation between their relevant institutions to carry out researches into their respective language, literature, culture and history".

Kann d'Madame Statssekretärin ons soen, wéi sech déi Kooperatioun um linguistesche Gebitt soll exerzéieren a ka se vläicht bei där Geleeënheet och soen, ganz allgemeng, wéi se de Rôle vu Lëtzebuerg an der Agence de la Francophonie gesäit a wéi se mengt, dass een do kéint en utilë Bäitrag leeschten?

Ech wëll heibäi direkt soen, dass ech fir mäin Deel à l'égard vum Englesche kee Komplex hunn. Ech mengen, mir komme ganz gutt zurecht zu Lëtzebuerg mam Lëtzebuergeschen an an Europa mam Franséischen, an ech mengen och net, dass mir dozou opgeruff sinn, déi gréisste Kämpfer ze si fir déi franséisch Sprooch. Mä nach si mir e Land «qui a le français en partage» an ech wier frou, wann d'Statssekretärin ons do kéint e bësse soen, wéi si an Zukunft d'Politik an deem Domän gesäit.

Dat doten ass eng Fro, déi huet net direkt mam Accord mat Vietnam ze dinn, mä et ass eng Fro, déi ech mer ebe stellen, well drop higewise ginn ass, dass si wéi mir Member sinn an der Agence de la Francophonie. Also sans préjudice vun där Fro, Här President, wéilt ech d'Zouso vun onser Fraktioun bréngen, souwuel zum Accord mat Vietnam, wéi och zum Accord mat der Türkei.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Madame Statssekretärin, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Madame Flesch schonns richteg bemierkt huet, handelt et sech ëm zwee verschidde Partneren an dofir géing ech mer dann och erlaben, déi zwee separat ze behandelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, 1952 ass d'Türkei der NATO bäigetratt. Zënter 1963 si se mat der EU, deemools nach d'Europäesch Wirtschaftsgemeinschaft, associéiert an an der Präambel vun deem Ofkommes stoung deemools schonn als Zweck an ech zitéieren: „später den Beitritt der Türkei zur Gemeinschaft erleichtern soll".

1987 huet dëst Land du gefrot, fir Vollmember vun der EU ze ginn an 2004 schwätze mer dann elo vun de Bäitrëttserklärungen. Fir d'Türkei a seng ronn 70 Milliounen Awunner war et ee laange Wee bis heihinner.

Iwwert d'Türkei ass jo an der leschter Zäit hei an der Chamber scho méi oft diskutéiert ginn, an d'Türkei ass och en Thema an anere Chamberskommissioune gewiescht an ech nennen hei nëmmen de Projet de loi 5341 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale.

De Rapporteur Lucien Thiel ass a sengem excellente mëndlechen a schréftleche Rapport jo och schonns op villes agaangen an ech wëll dann och net méi alles hei nach eemol widderhuelen, mä just vläicht e puer supplémentaire Reflexiounen hei erabréngen.

Dësen Accord de coopération, dee mer haut wäerte stëmmen, soll jo notamment Folgendes realiséieren, an ech zitéieren aus dem Avis vum Statsrot: «Aussi des programmes d'échanges de toutes sortes sont-ils prévus pour faciliter les contacts entre les ressortissants des deux pays et encourager les actions de formation et de perfectionnement…». Dës Wierder, mengen ech, soen alles.

D'Türkei ass op dem Wee an d'EU. Si hu vill Effortë musse maachen a si wäerten der nach eng ganz Rei musse maachen, fir prett ze sinn. Dat hu mer jo schonns an eisem Débat iwwert d'Türkei Mëtt November hei an der Chamber diskutéiert. Ech maachen nëmmen op d'Gläichberechtegung zwësche Fra a Mann opmierksam, déi endlech an hirem Gesetz verankert ginn ass oder awer och op hiert neit Strofgesetzbuch. Dëst alles si Schrëtt um richtege Wee, därer awer nach eng ganz Rei anerer wäerte mussen nokommen, an dëst ebe speziell och bei der Situatioun vun de Fraen, fir eben nëmmen een Aarbechtsfeld hei erauszeplécken.

Fir awer deem eenzelne Bierger bei eis oder awer och an der Türkei entgéintzekommen, ass dëse bilateralen Accord culturel wichteg, well heimat bidde mer den Türken d'Geleeënheet ee klengen Deel vun der grousser europäescher Famill, nämlech Lëtzebuerg a seng Awunner, besser kennen ze léieren a sech och e Bild vun der europäescher Realitéit an hirem Alldag ze maachen. Gläichzäiteg awer bidde mer och eiser Populatioun d'Chance d'Türkei mat senger räicher, méi wéi dausend Joer aler Kultur - an ech mengen do ass de Rapporteur jo och schonn am Detail drop agaangen - besser kennen ze léieren an och ze schätzen.

Ech mengen an enger Zäit, wou d'Türkei heefeg d'Nummer eent an de Schlagzeile vun de Medien ass, ass dëst ëmsou méi wichteg. Et ass ebe wichteg déi richteg Informatiounen ënnert d'Leit ze bréngen an net duerch Populismus Viruerteeler opzebauen.

Dofir ass dësen Accord - där mer jo iwwregens och mat verschidden aneren extracommunautäre Länner schonns hunn - richteg an e kënnt dann och, menger Meenung no, zum richtegen Zäitpunkt. Dofir géif ech dann och zu deem Accord elo schonns den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Beim Projet 5287 ass de Rapporteur Marcel Oberweis a sengem excellenten an och explizite mëndlechen a schréftleche Rapport drop agaangen, datt et bei esou bilateralen Ofkommessen, där Lëtzebuerg der schonn eng ganz Partie ënnerzeechent huet, eigentlech dorëms geet deen anere mat senger oft friemer an zum Deel och onbekanntener Kultur, Sprooch, Relioun an och senge Coutumë kennen ze léieren.

Fir mech ass dëse Wee, genausou wéi op engem aneren Niveau d'Jumelagen an de Gemengen, e Wee fir Viruerteeler ofzebauen a Meenungen iwwer e Land a säi Vollek ze iwwerdenken. An ech sinn och dovunner iwwerzeegt, datt dëst zu manner Rassismus a Friemenhaass ka féieren.

E Land wéi Vietnam ass friem, net eleng well et wäit ewech ass, mä well een am Alldag och net allze vill iwwert dëst Land héiert. Vietnam ass awer - an do sinn de Rapporteur, genausou wéi d'Madame Flesch och schonns drop agaangen - e mannegfaltegt Land wat munches ze bidden huet, och wann nach vill Problemer bestinn. An ech maache just op déi héich Aarbechtslosenzuelen, 25%, respektiv och déi héich Kannerstierflechkeet, 30 Doutgebuerten op 1.000 Lieweggebuerten, opmierksam.

A Lëtzebuerg ënnerstëtzt jo och zënter enger Rei Jore Vietnam am Kader vu senger Kooperatiounspolitik an dëst a verschiddenen Domänen, wéi och zum Beispill an der Santé, mä awer och an der Educatioun. Datt dës Ënnerstëtzung och bluttnoutwenneg ass, dovunner konnten sech jo eise Minister vun der Kooperatioun an och mäi Fraktiounskolleeg Marc Angel am November bei hirem Besuch op der Plaz iwwerzeegen.

Ech perséinlech sinn dovunner iwwerzeegt, datt dësen Accord de coopération, dee mer haut wäerte stëmmen a wou ech dann och elo wéilt den Accord vu menger Fraktioun abréngen, dozou bäidréit, datt Vietnam weider op deem Wee geet, deen et ageschloen huet, nämlech an nëmme 15 Joer den Taux de pauvreté ëm ëmmerhi méi wéi d'Halschent erofzesetzen. A wa mer mat dësem Accord och nëmmen e bëssen dozou bäidroe fir de Wuelstand, de Wëssensstand an awer och d'Gesondheet vun der vietnamesescher Bevölkerung ze verbesseren, a gläichzäiteg awer och eise Matbiergerinnen a Matbierger dëst interessant an och besichenswäert Land méi no ze bréngen, dann hu mir eist Zil domat erreecht.

An domat Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Et huet sech nach ageschriwwen den Här Mehlen. Dir hutt d'Wuert, Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President, ech maachen et kuerz. Mir hunn hei zwee kulturell Accorden. Kultur échangéieren, dat heescht sech géigesäiteg kenne léieren. Wann ee sech géigesäiteg kenne léiert, da léiert een och sech géigesäiteg verstoen. Dat féiert dann och vläicht derzou, datt een deen aneren e bësse méi besiche geet a Verständnis derfir entwéckelt, wéi deen aneren denkt a wéi e lieft.

D'Geschicht huet ëmmer erëm bewisen, datt et nach ni eppes geschuet huet, wann ee sech um kulturelle Gebitt échangéiert huet, wann een deen anere besser kenne geléiert huet, wann een d'Geleeënheet hat Viruerteeler, déi ee vläicht hat, ofzebauen.

Kultur, dat ka ganz villes sinn. Mir hu jo hei schonn e puer Beispiller héieren. Ech wëll, fir e bëssen eng méi lëschteg Note hei eranzebréngen, op de kulinareschen Deel hiweisen. Mir gesinn hei bei eis - dat huet awer elo net direkt mam Vietnam ze dinn, niewendru läit China -, mir hu vill chinesesch Restauranten, et sinn och vietnamesesch Restauranten, d'chinesesch Restauranten hu vietnamesesch Menüen op de Kaarten. Mir gesinn, datt och d'türkesch Kichen hei Fouss faasst, dat ass gutt esou. Dat bréngt eis och d'Liewensweis vun deene Völker vun deene Länner méi no. D'Léift geet duerch de Mo, gëtt ëmmer gesot. Dat ass och hei esou. Wann ee sech mat deem Kascht ugefrënnt huet, da léiert een och d'Leit vläicht e bësse besser kennen.

Mä dat soll „ein Geben und Nehmen" sinn, an domadder kommen ech zu menger humoristescher Iwwerleeung. Mir hunn elo grad héieren, wéi kleng datt mir si vis-à-vis vun deenen zwee Länner, bevölkerungsméisseg, an natierlech och territorial. Da géing ech hoffen, datt et eis géing geléngen, eng kleng kulinaresch Offensiv an déi Länner ze starten an eist national kulinarescht Wahrzeechen, de Kachkéis, awer net nëmmen deen, vläicht och de Museléwäin, Madame Statssekretär, dann emol an deene Länner bekannt ze maachen.

(Hilarité)

Dat ass déi méi humoristesch Note. Ech wollt och nach méi eng eescht hei ubréngen, déi net direkt eppes domat ze doen huet, mä, Här President, ech wollt d'Geleeënheet net laanschtgoe loossen.

Den Här Thiel huet zu Recht hei drop higewisen, datt do ënnen an der Türkei, an deem ganze Raum Kleinasien eigentlech, d'Wéi vun eiser Zivilisatioun läit, datt do ganz villes um archeologesche Plang nach am Buedem läit, an datt dat iergendwéi zu eiser kultureller Entstehung, zu eise kulturelle Wuerzele gehéiert.

Ech wollt hei just vun der Geleeënheet profitéieren, de Moment, wou den amerikanesche President Bush eng Visite hei an Europa mécht, mäin Entsetzen doriwwer auszedrécken, wéi d'amerikanesch Truppen do ënnen am Irak virgaange sinn, wéi alles geschützt ginn ass, wat mat Uelech ze doen hat, Quellen, an den Uelechministère ofgeséchert war bis zu Lescht, an obschonn datt jiddfereen, dee mat Archeologie a Kultur ze doen hat, gefuerdert hat, si sollten déi kulturell Wäerter, d'Muséeën an d'Sitë protégéieren, datt dat net geschitt ass an datt onheemlech Verloschter, grouss Zerstéierungen do entstane sinn, datt schrecklech vill verschwonnen ass, wat méiglecherweis ni méi optaucht.

Ech wollt hei bei där Geleeënheet menger Roserei doriwwer Ausdrock ginn an ech géing hoffen, datt iwwer esou kulturell Accordë wéi deen heiten och iwwerall d'Verständnis fir dat, wat eis iergendwéi alleguer gehéiert, well hei ass effektiv d'Wuerzel vun der Zivilisatioun, datt mer alleguer léieren, iwwer all Grenzen ewech dat ze respektéieren an ze schützen. Dat gesot, selbstverständlech, wäerte mir och dës zwee Projete stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo komme mer zur Regierung. D'Regierung huet d'Wuert. Madame Statssekretärin, wann ech gelift.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Kultur verbënnt d'Völker, gëtt ëmmer gesot, a wat kann ee besser ufëieren hei bei dëse Kooperatiounsaccorden a verschiddene Beräicher, vun der Kultur, Educatioun, Wëssenschaft, Medien, Jugend bis zu Sport an aneren, wéi hei schonn esou flott ugefouert ginn ass? Wéi och all Riednerinnen a Riedner betount hunn, sinn dat hei Instrumenter, déi ganz wesentlech dozou bäidroen, datt Länner a Völker sech kënne méi no kommen a besser verstoen.

Mir hunn an dësem Fall mat zwee Länner ze doen: op där enger Säit d'Türkei, op där anerer Säit de Vietnam, mat och all Kéiers verschiddenen Hannergrënn.

Op där enger Säit d'Türkei : e Land wat geographesch gesinn net esou wäit ewech vun eis läit. E Land, wat an der lescht natierlech hei an Europa relativ vill am Gespréich war, aus deenen Ursaachen, déi mer wëssen, an zwar d'Adhésiounsdemande, déi se gemaach hunn, fir an d'Unioun kënnen anzetrieden, a bei där Geleeënheet sinn en Deel Appréhensiounen entstanen, oder einfach nëmmen zum Ausdrock komm, déi vläicht virdru schonn do waren. Sécherlech ass grad dofir e Kulturofkommes dee richtege Wee, fir esou Ängschte kënnen ze entschäerfen, ofzebauen, a virun allem awer d'Völker op deem dote Wee méi no kënnen ze bréngen, virun, driwwer eraus oder och ouni Adhésiounsaccord.

Op där anerer Säit hu mer Vietnam, mat deem mer och ganz vill Verbindungen hunn - wéi iwwregens bei deenen zwee Texter, esouwuel op dem Punkt vun der Türkei wéi op dem Projet vum Vietnam, déi zwee Rapporteuren dat excellent hei exposéiert hunn -, besonnesch um Niveau vun der Kooperatiounshëllef, wou ganz vill gemaach ginn ass vu Lëtzebuerg a weiderhin och leeft a geschitt, an och schonn um kulturelle Plang Saache bestinn; an do deelweis och mat der Türkei.

Esou datt een nëmme ka concluéieren, wat d'Nëtzlechkeet an d'Wichtegkeet an d'Richtegkeet ass, fir hei dës zwee Accorden ofzemaachen, ze ënnerschreiwen, ze ratifizéieren an och herno mat Liewen ze erfëllen.

Déi Aarbecht, déi gemaach ginn ass vun deenen zwee Rapporteuren, huet am Fong schonn alles exposéiert wat ee misst dozou soen. Dat wat zousätzlech do derzou nach vun deenen anere Riednerinnen a Riedner gesot ginn ass, huet d'Bild complétéiert, esou datt een net hei weider nach muss dorobber agoen.

Här President, dat hei sinn net déi zwee éischt Kulturofkommessen, déi Är Chamber ratifizéiert, well regelméisseg kommen der ëmmer erëm hei vir, an iwwerall konnt ee gesinn, datt völkerverbannend geschafft ginn ass. Neier wäerten nokommen, neier sinn amgaange schonn dru geduecht ze ginn an et gëtt der, wou dru geschafft gëtt. Mir wäerten also regelméisseg ëmmer erëm hei kënnen dës Operatioun mat engem flotten Austausch vu Gedanken a vun Exposéë widerhuelen.

Ech wollt Iech Merci soe fir déi Mataarbecht, déi Der hei gemaach hutt, a Merci fir Är Ënnerstëtzung.

Der Madame Flesch wollt ech soen, datt vläicht de Punkt vun der Francophonie e bëssen de Kader géif sprenge vun dësen zwee Accorden an, wa se d'accord ass, mer dat géifen an enger anerer Rumm eng Kéier maachen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5270. Den Text steet am Document parlementaire 5270[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5270 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5270 ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Ben Fayot), Romain Schneider (par M. Marc Angel), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydia Mutsch);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Jean Huss);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5287, deen am Document parlementaire 5287[2] steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5287 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5287 ass eestëmmeg ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Ali Kaes) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roland Schreiner), Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz (par M. Henri Kox), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung. Et geet weider mar um hallwer dräi.

D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.42 heures)

JEUDI, 24 FÉVRIER 2005

23E SÉANCE

Présidence: M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le plan d'action 2000-2004 élaboré par le bureau du coordinateur national „Drogues“

   (Discussion générale - Motion - Vote)
3. 5312 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la Clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
4. Résolution de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes

   (Vote)
5. Demandes en naturalisation
6. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

1. Communication

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 23 février,

- le projet de loi n°5445 portant approbation du Protocole sur les registres des rejets et transferts de polluants, signé à Kiev, le 21 mai 2003;

- le projet de loi n°5446 portant approbation du deuxième Amendement à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière, signée à Espoo (Finlande) le 25 février 1991, adopté à la troisième réunion des Parties à la Convention, tenue à Cavtat (Croatie) du 1er au 4 juin 2004 (Décision III/7);

- le projet de loi n°5447 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Bulgarie en matière de sécurité sociale, signée à Luxembourg, le 1er décembre 2004.

Haut de Mëtteg huet d'LSAP-Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert den Drogenaktiounsplang ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 78-2 vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn 10 Minutten zou; déi aner Fraktiounen hu jeeweils 5 Minutten an der Regierung gehéiert eng Véirelsstonn.

Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Dokter Stein, den Här Bettendorf, den Här Huss an den Här Jaerling. D'Wuert huet dann elo den Här Marc Angel als Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun. Här Angel, wann ech gelift.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le plan d'action 2000-2004 élaboré par le bureau du coordinateur national „Drogues“

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer als Aféierung all de Leit, déi am Gesondheetsministère, an all deene Mataarbechter a Bénévolë vun den ONGen, déi um Terrain schaffen, Merci ze soe fir hir Aarbecht, a Merci awer och fir de Bericht 2004 RELIS vum Här Origer iwwert de Stand vum Phenomeen Drogen zu Lëtzebuerg, aus deem ee vill Informatiounen eraushuele kann.

Deen éischte Plan d'action drogues ass iwwert d'Joren 2000-2004 gelaf, e puer Eckdate si bekannt an dokumentéieren d'Efforten, déi an deene leschte Joren an deem Beräich gemaach goufen.

Dank dësem Aktiounsplang ass de Budget fir de Beräich vun 1999-2004 vun 1,270 Milliounen eropgaang bis op 5,8 Milliounen Euro, dat ass eng Steigerung vun 360% an dat ass ze begréissen. Och sinn d'Effektiver vum Personal, wéi de Minister eis an der Kommissioun gesot huet, staark gestigen, dräianenhalleftmol.

Dat si grouss Efforten, déi mer all appréciéiere sollen, mä de Problem ass awer bei Wäitem net aus der Welt geschaf, mä en ass awer och net vill méi grouss ginn.

Här Minister, Dir hutt an der Santéskommissioun vun enger Stabilisatioun geschwat. Wat sécher ass, ass d'Tatsaach, dass ouni den Drogenaktiounsplang 2000-2004 d'Situatioun sech wesentlech verschlechtert hätt.

Dat wat ech elo gesot hunn, soll d'Situatioun awer net dédramatiséieren. De Problem vun den Drogen ass nämlech haut vill méi visibel, wéi dat nach virun e puer Joer war.

Weider ass gewosst, datt méi wéi 80% vun de Mesuren an Aktiounen, déi am éischten Drogenaktiounsplang virgesi waren, ëmgesat goufen. En suspens sinn, souwäit ech richteg informéiert sinn, zwou Saachen; dat ass éischtens de Programm fir eng kontrolléiert Distributioun vu gewëssenen Drogen an zweetens d'Ariichte vun enger sou genannter Fixerstuff.

Oft focaliséiere sech d'Diskussiounen an der Öffentlechkeet an och an de Medien op dës zwee Punkten a réckelen aner Mesurë wéi d'Therapie an d'Préventioun an de Schiet. Eng Fixerstuff an och e Programm fir eng kontrolléiert Distributioun vun Drogen u Schwéierstofhängeger sinn awer wichteg, an ech wär frou ze héieren, wéi et an dësen zwee Dossiere weidergeet.

Wichteg Progrèsë goufe gemaach, ënner anerem och nach bei den nidderschwellegen Opfangstrukturen, am posttherapeutesche Beräich, am Beräich vun de Substitutiounstherapien, mä och an der primärer Préventioun.

D'Steigerung vun de finanzielle Moyenen am Beräich vum Aktiounsplang Drogen ass wuel impressionant. Mä et ass kloer, dass se batter néideg sinn an dass nach méi Efforten néideg sinn, wann ee bedenkt datt Lëtzebuerg, eist Land, wéi dat am Fachjargon heescht, eng vun den héchste Prevalenzen huet vun den «usagers problématiques de drogues» an der Europäescher Unioun.

An allen ënnerschwellege Strukturen an och bei de Substitutiounstherapië sinn d'Zuele vun de Leit, déi dës Offeren notzen, an d'Lut gaangen. Datselwecht gëllt iwwregens och fir d'Zuel vun de Sprëtzen, déi échangéiert ginn; iwwer 300.000 Sprëtze sollen dat gewiescht sinn, an dovunner si bal 90% erëm agesammelt ginn.

Och hätt d'Drogenzeen sech verännert. Um Marché wier méi Kokain a virun allem méi schlechte Kokain disponibel. Vill vun deene fréiere klasseschen Heroinkonsumente sprëtze sech elo dëse schlechte Kokain, wat méi e schwieregt a virun allem e vill méi aggressiivt Verhale bei hinne provozéiert.

Loosse mer awer och eng positiv Note nach ervirsträichen, an dat ass, dass an deene leschte Joren d'Zuel vun den Drogendoudegen erofgaangen ass a besonnesch och dass d'Zuel vun den Infektioune mat verschiddene Krankheete wéi zum Beispill AIDS bei de Consommateure vun den haarden Drogen och erofgaangen ass.

All dës Feststellunge féiere mech dozou, dem Här Gesondheetsminister eng Rei konkret Froen ze stellen. Wéi eng Konklusioune mussen aus deem éischten Drogenaktiounsplang gezu ginn a wat fir Konsequenzen ergi sech dorauser fir den Aktiounsplang fir déi nächst Joren, dat heescht 2005-2009? Wat sinn d'Haaptzich vun dësem neien Aktiounsplang? Wëssend, dass en op zwee Pilieren opgebaut ass; eng Säit d'Reduktioun vun der Offer an dann d'Reduktioun vun der Demande. A wëssend och, datt, obwuel dat e wichtege Volet ass, d'Aktioun sech net eleng op d'Réduction des risques limitéiert.

Deen neien Drogenaktiounsplang ass, wéi mer wëssen, duerch de Regierungsrot gaang. Dobäi schéngt et kloer, dass d'Ëmsetzung vun deem Plang weider Efforten a Mëttele verlaangt. Wéi gesäit et mat deene budgetäre Mëttelen aus?

Et gëtt jo och nach de Fonds de lutte, aus deem vill vun deenen néidegen Infrastrukture finanzéiert ginn, mä awer normalerweis keng Posten. Bleift Dir do bei dëser Politik oder kann een eventuell och virgesi verschidde Posten, dat heescht Leit, déi um Terrain schaffen, dorauser ze finanzéieren? An an deem Fall, mengen ech, misst ee wahrscheinlech d'Statute vun dësem Fong änneren.

Eng Fro, Här Minister, och nach zu der Dezentralisatioun vun Opfangstrukturen, wuelwëssend datt ee verschiddener vun dësen net ka wäit vun der Zeen organiséieren. Mir hu jo eng Zeen hei an der Haaptstad, mä doniewent och nach eng am Süden an och nach eng am gewëssenen Ausmooss am Norde vum Land. Gesitt Dir do nach ee weideren Ausbau vun dezentrale Strukture vir?

Dir als Gesondheetsminister hutt jo virun allem d'Responsabilitéit bei der Bekämpfung vun der Demande. Aner Ministere si jo och méi concernéiert wat d'Reduktioun vun der Offer ugeet. Do wollt ech froen: Wéi ass hei d'Zesummenaarbecht um Niveau vun deene concernéierte Ministèren an zoustännege Stellen? Kann dës Zesummenaarbecht nach méi koordinéiert ginn? Sidd Dir net och der Meenung, dass mer eis gréisser Gemengen oder Stied mat an déi Koordinatioun missten abezéien? Gëtt deen neien Aktiounsplang, wann en elo offiziell virgestallt ginn ass, och um Internetsite vum Ministère publizéiert? Gëtt am Fall, wou an der Drogenzeen oder um Marché, déi jo permanent evaluéieren, wou gréisser Changementer kommen, dëse Plang adaptéiert?

Wéi wëllt Dir an der Zukunft dësen Aktiounsplang evaluéiere loossen? Soll dat eng intern oder eng extern Evaluatioun sinn? An ech géing et perséinlech wichteg fannen, wa bei enger Evaluatioun och d'ONGen an d'Zivilgesellschaft mat ugezu géifen.

De Plan d'action drogues 2005-2009 schreift sech jo och an den europäesche Kader an. Et soll jo elo Uganks 2005 ee neien Draft vun der EU-Kommissioun erauskommen iwwert een neien europäeschen Aktiounsplang. Kënnt Dir eis vläicht soen, wéini dëse Plang steet? Soll dëse Plang an Zukunft och méi streng vu Bréissel kontrolléiert an evaluéiert ginn?

Ech mengen, wa mer aner Domäne kucke wéi aner europäesch Aktiounspläng, sief et am Ëmweltberäich oder am Wirtschaftsberäich, do sinn d'Kontrolle vu Bréissel an och d'Evaluatioun vill méi streng.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech elo méi Zäit hätt, kéint ech och nach op aner Sujeten agoen. Zum Beispill den Tubak an den Alkohol. Et gi Länner, wou dës an déi national Aktiounspläng agebonne ginn. Och kéint een iwwert d'Legaliséierung vu verschiddene sou genannten Drogues douces diskutéieren.

Dat ass awer eng ganz schwiereg Diskussioun, well mer alleguer ëmmer erëm kontradiktoresch Etüden dozou liese kënnen. Déi eng soen, déi douce Droge wären den Astieg an déi haart Drogen; an déi aner soen, doduerch dass et keng Trennung vum Marché gëtt, kommen déi eng mat deenen aneren a Kontakt.

Perséinlech fannen ech, wann een dee Sujet wëll diskutéieren, datt dat nëmmen um europäesche Plang geet, besonnesch an esou engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, fir datt een net iergendwou an Europa kleng Insele schaaft.

De Mëssbrauch vu verschiddene Medikamenter kéint een och nach an dëse Kader bréngen.

Zum Ofschloss wëll ech nach soen, dass d'Drogebekämpfung nach ganz vill aner Politikberäicher ugeet, besonnesch d'Kooperatioun an d'Entwécklungshëllef.

Ech war dëse Weekend op enger Konferenz vun der NATO-Assemblée, wou mir en hallwe Moie laang ee Bericht kruten iwwert d'Situatioun an Afghanistan a wou haaptsächlech iwwert d'Drogen diskutéiert ginn ass, dass do ëmmer méi Felder vu Mohn entstinn an dass dat e Problem ass. Do misst een um internationalen an um europäesche Plang kucken, wéi ee fir déi Baueren do Alternative schafe kann, fir dass déi aner Saache kënnen ubauen.

Et ass awer och wichteg, dass d'international Communautéit an esou Länner fir Rechtsstaatlechkeet suergt, well mir krute gesot, dass do virun engem Mount 143 sou genannte Leit festgeholl gi sinn, déi do am Drogenhandel involvéiert sinn; si si festgeholl ginn, mä 142 dovu sinn den Dag drop nees fräi gelooss ginn. Och do mussen um internationale Gebitt Effortë gemaach ginn, fir déi Offer vun den Drogen ze reduzéieren, fir dass mir hei an Europa an anere Plaze vun der Welt net iwwerschwemmt gi mat dëse schiedlechen a schlëmme Produkter.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech freeë mech op d'Äntwerte vum Här Minister. Merci.

M. le Président.- Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci, Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen.

Matzen an der Preparatiounsphas vum neie Strategieplang 2005-2009 géint Drogen an Toxicomanie solle mir haut also e Bilan zéie vun deem Plang, deen d'Regierung sech fir déi vergaange Jore gesat hat, e gëeegente Moment also, fir d'Aktiounen an d'Strategië kritesch ze hannerfroen.

Fënnef Minutte sinn eng kuerz Zäit fir esou ee villschichtegen Thema och nëmmen unzebehandelen. Ech hoffen, dass mir méi Zäit hei wäerten hunn, wann et drëm geet, deen neien Aktiounsplang ze diskutéieren. Ech wëll mech also haut drop beschränken e puer punktuell Remarquen ze maachen.

Ech hunn d'Leit aus der Zeen, Professionneller an Toxicomane gefrot, wat hinne spontan zu dësem Thema afält an ech wëll Iech e puer vun dëse Reaktiounen net virenthalen. Zum Beispill, ee vu menge Confrèren, e Psychiater, huet grondsätzlech bemierkt, et géif am Gesondheetsplang kaum een anert Thema, wou sou vill Moyenen dragepompelt ginn an esou wéineg d'Resultater hannerfrot ginn.

Elo weisen effektiv déi plakeg Chifferen aus - an den Här Angel huet se scho gesot -, dass an de vergaangene Joren 3,6-mol méi Gelder an dës Politike gefloss si wéi virun 2000. Dat heescht 5-mol méi Moyenen, 3,5-mol méi Personalausgaben. Entspriechen d'Resultater dëse remarquabelen Efforten?

A Wierklechkeet hu mir um Terrain keng ze vill gutt Resultater, mir hu méi a méi jonk Éischt-Consommateuren, mir hu méi problematesch Consommateuren, mir hu méi Saisië vu Rauschgëft a mir hunn nach ëmmer méi Hépatites C. Gott sei Dank net am Verhältnis mat der Majoratioun vun de Moyenen, mä dës Chiffere kann een net ënnert den Dësch kieren.

Ass schonn eng Kéier eng Etüd gemaach ginn, firwat grad eist Land esou schlecht Statistiken huet? Firwat huet Lëtzebuerg 3-mol méi iv-Süchteger, wéi déi aner europäesch Länner? Sou wéi de Gesondheetsminister et an der Kommissioun gesot hat, ass den Aktiounsprogramm 2000-2004 zu 80% realiséiert ginn. Ee vun deene Punkten, deen net realiséiert ginn ass, ass d'Fixerstuff. Wourunner hänkt et?

Ech wëll d'Gewiicht vun eiser Institutioun, déi eigentlech nëmmen en Detail an der ganzer Strategie ass, an och nëmme vun engem klengen Deel vun den Toxicomane wäert benotzt ginn, net iwwerbewäerten. Et geet hei drëm eng Plaz zur Verfügung ze stellen, wou d'Fixer sech kënnen e Schoss setzen. Betraff sinn déi, déi keng Méiglechkeet hunn dat bei sech doheem ze maachen.

Or, dës Leit sinn de Moment am Dag am Abrigado an nuets an der Nuetseil. Wier et also net dat Einfachst an enger Annex vun dëse Strukturen - och wann et nëmme Containere sinn - hinnen dës Méiglechkeet ze ginn? Well hei ass d'Funktioun méi wichteg wéi d'Faarf vun de Rideauen.

Feelt et zum Schluss um politesche Courage, fir dee lescht Schrëtt ze maachen? Um Budget dierft et jiddefalls net hänken.

Kontrolléiert Ausdeele vun Heroin u schwéierst Ofhängeger ass déi aner Mesure, déi net realiséiert ginn ass. D'Poste fir dës Aarbecht ze maache solle budgetiséiert sinn. Ech stellen also och hei d'Fro no dem leschte Rescht politescher Konsequenz. Och hei ass nëmmen eng Minoritéit vun den Toxicomane betraff, mä fir si ass dës Moossnam wichteg.

Anert Stéchwuert „structures bas seuil", dat sinn déi Strukturen, wou een Toxicoman kann Hëllef sichen, oft sozial Hëllef, oft praktesch Hëllef. Mä firwat heesche se bas seuil?

Hei solle si net ënner Drock gesat ginn, zum Beispill fir Sevragen ze maachen, fir schaffen ze goen. A wéi sinn hei d'Resultater? Och hei eng Meenung vum Terrain, déi een awer an de wëssenschaftleche Publikatiounen a leschter Zäit ëmmer méi erëmfënnt: Am Abrigado zum Beispill, do hänken dee ganzen Dag eng 40 Leit erëm an nuets leie si dann an der Nuetseil. D'Gerücht geet, dass dat zum Deel Leit sinn, déi en Haus, en Doheem hunn, déi awer owes „ze midd" sinn, fir en Zuch oder e Bus ze huele fir sech dohinner ze bewegen.

Dat kann et bei chronesch Süchtegen dach net sinn. Wier et net sënnvoll ze iwwerleeën, ob gewësse Regelen a Konditiounen net verschiddener vun hinne géif zu enger Reaktioun animéieren, zum Beispill fir trotz RMG stonneweis schaffen ze goen?

Eis Meenung ass: Hëllefen ouni Konditiounen: O.K., mä dat kann awer nëmmen eng Iwwergangsléisung sinn. Wat geschitt mëttel- a laangfristeg mat dëse Leit?

Anert Stéchwuert: Substitutioun. An der Etüd Brunet et alii vun 2003, déi am RELIS-Rapport publizéiert ginn ass, fënnt een déi positiv Resultater erëm, déi ee sech eigentlech erwaart. Déi Patienten, déi an engem Traitement sinn, stabiliséieren hir sozial Situatioun, si ginn am Laf vun der Zäit manner oft vun der Police interpelléiert a si sinn an engem bessere Gesondheetszoustand.

Dëst schéngt mer ee vun deene wesentlechen Acquisë vun deene leschte fënnef Joer ze sinn a ganz sécher ee Wee an een Zoustand, wou deen een oder aneren am Stand ass, iwwer säi Stand a seng Zukunft nozedenken.

Mä an eisem Land drëpselt déi Saach awer esou bësselchen dohin. En fait sinn déi Moosnamen, déi am Arrêté grand-ducal sollten d'Substitutioun regelen, net um Terrain a Kraaft. D'Methadon-Kommissioun konnt sech zum Beispill an deene leschten zwee Joer net eens maachen, ënner wat fir enger Form d'Patienten an en zentrale Register sollen agedroe ginn. A mir sollen och drun denken, dass an dësem Zesummenhank déi speziell Rezeptbléck, déi sollten deenen Dokteren zur Verfügung stoen, déi eng extra Formatioun an der Substitutiounstherapie gemaach haten, hinnen och nach ëmmer net zur Verfügung stinn.

Mir sollen och am Zesummenhang mat der Politoxicomanie iwwerleeën, ob et net ubruecht wier, Restrictioune fir d'Verschreiwung vu Benzodiazepinen ze iwwerleeën. Wëssenschaftlech ginn d'Indikatioune fir dës Medikamenter ëmmer méi ageschränkt. Dir kritt se op der Gare ze kafen, mä wéi komme se an d'Hänn vun de Süchtegen?

Ech wéilt och ee Wuert iwwert d'Situatioun am Prisong verléieren. Et ass en traurege Fait, dass ëmmer nach, trotz den Efforten, déi vun allen Acteuren do gemaach ginn, den Heroin eng Issue schéngt ze si fir d'Prisonéier; ëmmer nach setze sech Leit am Prisong den éischte Schoss. Och hei gëllt et ouni Virueerteeler ze ënnersichen, ze erfuerschen, wat fir dës Populatioun, déi et jo eigentlech misst besser wëssen duerch hiren deeglechen Ëmgang, déi en direkten Accès zu medizinescher, psychologescher a psychiatrescher Prise en charge huet, an dat all Dag an der Woch, den Impuls ass, an hir schonn oft traureg Existenz och nach Rauschgëft anzebezéien.

Mäi lescht Stéchwuert fir haut ass dann dat vun de legalen Drogen: Alkohol an Tubak. Wann een d'Carrièrë vun de Konsumente vun haarden Drogen ënnersicht, da gesäit een, dass si d'Astiegsdroge par excellence sinn. Den niddrege Präis vun dëse Substanzen an den einfachen Accès fir Jugendlecher sinn also wichteg Punkten, op deenen och an dësem Zesummenhank - an de Marc Angel hat dat och scho gesot - muss geschafft ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, D'RELIS-Rapporte sinn excellent Instrumenter a mir sollte se dofir och benotzen, fir d'Politiken ëmmer erëm a Fro ze stellen an ze adaptéieren.

Achsen a Pilieren, Reduktioun vun der Offer, Reduktioun vun der Demande a vun de Risiken, sinn e ganze Programm, si sollen awer net Mëttel zum Zweck ginn, nëmmen agefuere Schinnen ze fueren. Ech sinn iwwerzeegt, dass et eis géing gutt doen, déi ganz grondsätzlech Iwwerleeungen ëmmer erëm eng Kéier ze féieren a soen Iech villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

(Interruptions)

Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech begréissen d'Demande fir dës Heure d'actualité vum Här Angel, well ech hat scho gefaart, fir dës Regierung wier d'Drogeproblematik zu Lëtzebuerg keen Thema méi.

Une voix.- Oh!

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Mir hu keng spezial Drogekommissioun méi an an der Santéskommissioun war dat bis haut och nach keen Thema.

Une voix.- Très bien.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Ënnert dem DP-Minister Carlo Wagner goufe richteg Akzenter gesat, wat schonn eleng aus de Moyenë virgeet, déi zur Verfügung gestallt gi sinn. Plus 360% an de vergaangene fënnef Joer, dat ass exceptionell a verdéngt Unerkennung an et ass ze hoffen, dass déi Efforten och am neie Plang bis 2009 weidergefouert ginn.

Iwwer 80% vum Plan d'action 2000-2004 goufen ëmgesat, d'Fixerstuff ass net gebaut ginn. D'Pläng ware fäerdeg, mä et gouf kee Konsens iwwert d'Plaz wou se sollt gebaut ginn. D'Stad Lëtzebuerg huet grouss Effortë gemaach fir Opfangstrukturen zur Verfügung ze stellen, an d'Stad Lëtzebuerg kann net eleng zoustänneg si fir d'ganzt Land. Och zu Esch an an der Nordstad brauche mer Opfangstrukturen. De Minister wär gutt beroden, op d'Stad Lëtzebuerg ze lauschteren, wou d'Fixerstuff soll realiséiert ginn.

Här President, d'Drogesituatioun zu Lëtzebuerg ass bäi wäitem net brillant. 300.000 ausgedeelte Sprëtze soe genuch. Dat ass schonns dramatesch. Allze laang sinn d'Droge banaliséiert ginn an nach haut gëtt de Cannabis banaliséiert. Nach net allze laang huet den heutegen däitsche gréngen Ausseminister Joschka Fischer gefuerdert, Cannabis sollt de legale Suchtstoffer gläichgestallt ginn. D'Suchtpotenzial vum Cannabis gouf an d'Lächerlechkeet gezunn a gläichgestallt mat lesse vu Lakritzen!

Gott sei Dank koum et do zu engem Ëmdenken an haut ass gewosst, dass d'Cannabiszeen sech an de leschte 25-30 Joer dramatesch verännert huet. Et ass eise politesche Responsabelen nëmmen ze recommandéieren, un internationale Symposien deelzehuelen a sech an d'Bild ze setzen. D'Cannabisplanz ass haut och nach déiselwecht wéi 1.400 Joer viru Jesus Christus, mä den THC, dee synthetesch hiergestallt gëtt an deen irréparabel Schied am Gehir vu jonke Leit hannerléisst, ass haut mat enger 25%eger méi héijer Konzentratioun um Maart, an domat ass d'Diskussioun „liicht Drogen, haart Drogen" hifälleg ginn.

Wat katastrophal ass, dat ass datt ëmmer méi Jonk ëmmer méi oft ëmmer méi verschidde Formen an ëmmer méi héich Dose consommëieren! Do muss den Hiewel ugesat ginn. Mir mussen eis staark maachen, fir eng Gesondheetspromotioun bei der Jugend: staark sinn, fir ze léieren, staark sinn, fir ze schaffen, staark sinn, fir ze spillen, normal kënne liewen ouni Drogen. Mat Droge ginn déi beschte Virsätz iwwert de Koup gehäit. E Jonken, dee freides gedronk a gehascht huet, dee schafft och samschdes a sonndes näischt. Am Géigendeel, hie brauch erëm seng Drogen, a PISA léisst gréissen.

Och mir als Demokratesch Partei hunn den Ënnerscheed gemaach tëschent liichten an haarden Drogen, souguer nach an eisem leschte Wahlprogramm, mä mir hunn awer och duerfir plädéiert, datt mer missten zu enger europäescher Regelung kommen, déi absolut noutwendeg ass.

Och eis Noperen hu begraff, datt den hollännesche Wee mat fräiem Verkaf an de Coffeeshoppen net dee richtegen ass. Souguer d'Hollänner dréinen d'Rad erëm. Vun iwwer 2.000 Coffeeshoppe gëtt et der haut nach 800, déi aner si schonns alleguerten zougemaach ginn, well d'Mafia do Här a Meeschter war an och all aner Zorte vun Drogen do ëmgesat huet.

Här President, wann et awer zu kengem europäeschen Accord kënnt, da musse mer nach eng Kéier och no 2002 hei zu Lëtzebuerg légiféréieren. Droge consomméieren ass kee Crime. Mir si jo och net kriminell wa mer drénken oder fëmmen. Mir mussen also aner Weeër fannen, wéi mer déi Jonk vun den Drogen ewechhalen. Als méi Alen heibanne verstinn ech et net esou richteg, datt et an de Schoulen net soll méiglech sinn, fir richteg Akzenter ze setzen.

Une voix.- Très bien!

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Brauche mer zousätzlech Educateuren, déi sech um Terrain mat der Jugend beschäftegen? Hunn d'Professeren an d'Direkteren haut keen Afloss méi op dat wat an de Schoule geschitt?

D'Anne Brasseur hat an de Schoule fir „Toleranz zéro", null, plädéiert. Ass do da wierklech näischt ze

maachen? Genau wéi am Prisong - et ass schonn ugeschwat ginn. Sinn déi Responsabel ohnmächteg? U Geld feelt et net. Den „Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants“ huet 20 Milliounen Euro op de Konte stoen an hie gëtt d'Geld net Meeschter.

Meng fënnef Minutte sinn eriwwer. Ech wollt nach just soen, gedronk a gehascht zesumme ka 15-mol méi schlëmm si wéi nëmme just gedronk. Dat ass och eng vun den Ursaache vun de villen Autosaccidenter. Ech froe just nach, wéi ass et mat menger Proposition de loi vun 2003, wat den Dépistage vun den Drogen um Steier ubelaangt, oder mam Henri Grethen sengem Projet de loi, wou meng Propositioun dran agebonne gouf?

Här President, eng Gesellschaft, déi hir Kanner net protégéiert, déi geet zugrond! Mir sinn déi politesch Responsabel fir dës Gesellschaft. Un eis ass et ze reagéieren an u kengem aneren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Nächste Riedner ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fënnef Minutte Riedezäit zur Drogesituatioun an zum neien Aktiounsplang dozou erlaben et natierlech net, méi grondleeënd Iwwerleeungen unzestellen iwwert de Phenomeen Sucht an Drogen hei zu Lëtzebuerg an an Europa. Dofir am Telegrammstil just e puer Remarquen a Virschléi.

Éischtens, de Problem vu Sucht an Drogen, ob legal oder illegal Stoffer, bleift grad och zu Lëtzebuerg e realen, net ze ënnerschätzende Problem vun der Santé publique. Zweetens, et war, et ass an et bleift awer eng Illusioun ze mengen, et kéint een iwwer eng haart, reng repressiv Antidrogepolitik de Problem an de Gréff kréien. Drëttens, sou séier wéi mer all effizient Mesurë vun Informatioun a Prévention ënnerstëtzen, och iwwert dës Mesurë kréie mer de Phenomeen Sucht an Drogen ni ganz an de Gréff.

Et gëtt an et wäerte bis op weideres ëmmer Grënn ginn, sozial Grënn, psychosozial Grënn, kulturell Grënn oder Zukunftsängschten, firwat bestëmmte Leit, jonk oder al, aus hire Problemen oder Malaisen eraus menge missen ze flüchten, déi eng an déi sou genannte legal Drogen, Alkohol, Tubak, Psycho- a Gléckspëllen an esou virun, déi aner an den illegale Beräich vu Cannabis, Ecstasy, Kokain oder Heroin.

Véiertens, ënnert dem viregten Aktiounsplang sinn eng Rei vu positiven Initiativen a Saachen Informatiounscampagnen, Therapieplazen oder psychosozial Entzéiungs- a Betreiungsstrukture geschaf ginn. En Taux de réalisation vu ronn 80% gëtt gesot, an dës Effortë sollen an deem neien Aktiounsplang nach verstäerkt a weiderentwéckelt ginn. Mir als Gréng wäerten natierlech all budgetär Efforten an deem Sënn an am Sënn vun enger sozialer Reintegratioun vun deene Leit ënnerstëtzen.

Fënneftens, mir sinn an dësem Kontext awer der Meenung, datt endlech a courageiert Neel mat Käpp musse gemaach ginn a Saache Sécherheet a Gesondheetsschutz am Ëmgang mat der Heroinproblematik; Stéchwuert Ariichtung vu sou genannte Fixerraim an och déi kontrolléiert Distributioun vun Heroin. Et kann an et däerf net sinn, datt do weiderhi just de Kapp an de Sand gestach gëtt! Courageiert regional Léisunge mussen endlech realiséiert ginn.

Sechstens, Stéchwuert Cannabis, wou ech mam Här Bettendorf, mengem Virriedner, net d'accord sinn, well mer der Meenung sinn, datt mer do endlech eng méi realistesch Approche brauchen. Als Gréng triede mir weiderhin dofir an, datt eng Dépénaliséierung, dat heescht eng öffentlech kontrolléiert Reglementéierung vum Cannabis, wéi se an der Proposition de loi vun der Madame Renée Wagener virgeschloe gouf a wéi se deelweis a munchen europäesche Länner fonctionnéiert, déi realisteschst Léisung wier.

Cannabis, Dir Dammen an Dir Hären, ass sécherlech net onproblematesch fir d'Gesondheet. Et ass also net esou, dass ee Reklamm sollt dofir maachen. Mä d'Fakten an d'Zuele sinn awer do. Trotz Illegalitéit oder deelweis souguer vläicht grad dowéinst gëtt et Dausende vun haaptsächlech jonke Leit, déi Cannabis benotzen.

Siwentens, Fakt ass an deem Zesummenhank awer och e Problem vun der Glafwierdegkeet. Wéi glafwierdeg sinn nämlech Erwuessener oder och Politiker, déi selwer regelméisseg Alkoholkonsumente sinn, vun deene ronn een Drëttel selwer nikotin- an zigarettenofhängeg ass an iwwert d'Passivfëmmen déi aner zwee Drëttel an hirer Gesondheet belaascht? Wéi glafwierdeg sinn Erwuessener oder Politiker, déi selwer Dag fir Dag Prozac oder ähnlech Gléckspëlle schlécken, nëmme fir kënnen ze fonctionnéieren, an déi op där anerer Säit wëllen de Cannabiskonsum kriminaliséieren?

Nach eng Kéier: Aus Gesondheetsgrënn keng Reklamm, kee Plädoyer fir de Cannabiskonsum, mä endlech méi en éierlechen Ëmgank domadder. Cannabis en tant que tel ass keng Astiegsdrog, Cannabis en tant que tel ass net méi gesondheetsschiedlech wéi Tubak. An, Dir Dammen an Dir Hären, souguer wann haut de prozentuale Gehalt un THC um Cannabismarché insgesamt méi héich ass wéi fréier, dat stëmmt, sou ass dat awer an eisen Ae keen Argument géint eng Dépénaliséierung, mä éischter en Argument fir eng Dépénaliséierung, well nëmmen iwwer staatlech Kontroll an eng staatlech kontrolléiert Distributioun wier et méiglech, och dëse Problem, zumindest gréisstendeels, an de Gréff ze kréien.

Aachtens, als Gréng ënnerstëtze mir selbstverständlech d'Campagnë vum Gesondheetsminister a Saachen Alcopops an och a Saache Campagne a legislativ Mesurë géint den Tubakkonsum, wann et ëm de Schutz an öffentleche Raim vum Personal wat do schafft an och vun den Netfëmmerte geet. Wann d'Passivfëmme wëssenschaftlech elo nogewise gesondheetsschiedlech a Kriibs erregend ass, dann héiert de Spaass op, da missten déi Nikotinsüchteg - ech nenne se sou! - eigentlech vum selwen drop kommen, hiert Verhalen ze änneren!

Néngtens, a Saache Gebrauch a Mëssbrauch vu Psychopharmaka, wat no Statistike vun der UCM grad och hei zu Lëtzebuerg säit längerem schonn ee vun deene gréisste Sucht- an Ofhängegkeetsproblemen duerstellt, fuedere mir als Gréng endlech eng breet an Ursaachen orientéiert öffentlech Debatt iwwert dës Problematik.

Zéngtens, eis Konklusioun: A Saache Sucht an Drogeproblematik brauche mer manner Hypokrisie, a manner Repressioun op deene falsche Plazen. Mer brauche méi Éierlechkeet, méi Transparenz, méi Realismus a méi Verantwortung. Repressioun géint wierklech Drogekrimineller a géint mafios Geschäfter - jo, awer Realismus a Schuedensbegrenzung par rapport vun de Suchtkranke selwer, fir Ofhängegkeeten a Gesondheetsschied ze verhënneren oder ze begrenzen. Éierlech Informatioun och iwwert d'Risike vun allen Drogen, ob legal oder illegal Drogen, an Informatiouns- a Préventiounscampagnen op allen Niveauë vun eiser Gesellschaft.

Fir de Rescht, Dir Dammen an Dir Hären, sollte mer versichen eis politesch Hausaufgaben op deem Gebitt uerdentlech ze maachen a mer sollte versichen de Kanner an de Jugendlechen, mä och deenen Erwuessenen, déi schlecht drop sinn, ënnert d'Äerm ze gräifen an hinnen nei Perspektiven ze weisen.

Merci.

M. le Président.- Den Här Bettendorf huet nach d'Wuert gefrot, Här Jaerling.

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Här President, ech wollt just dem Här Huss soen, dass mer net wäit ausernee leien an enger Saach. Ech hu gesot, dass wa mer keng europäesch Léisung géife fannen, da misste mer hei zu Lëtzebuerg nei légiféréieren. Ech hu gesot, een dee fëmmt, een deen drénkt, een deen hascht, dat ass kee Kriminellen. Domadder mengen ech, wa mer nei géife légiféréieren, dass mer mussen dat Kriminellt ewechkréien an dass mer de Leit mussen hëllefen. Dofir hunn ech gesot nei légiféréieren, a fir soss guer näischt.

M. le Président.- Den Här Jaerling ass als leschte Riedner ageschriwwen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, virop mol Merci un d'Regierung, dass se eis grousszügeg fënnef Minutten zur Verfügung gestallt huet, fir iwwer esou ee wichtege gesellschaftleche Problem ze schwätzen.

(Interruption)

Une voix.- Dat war d'Chamber selwer!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Oh mei, dat ass jo nach schlëmmer.

(Hilarité)

M. le Président.- D'Chamber gëtt sech hiert eegent Reglement.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech géif mengen, wann ee wierklech déi Problematik hei seriö hätt wëllen ugoen, dann hätt een och kënnen eng Interpellatioun maachen.

Bon, d'Fro, déi sech stellt, an dat esouwuel am Plan de lutte contre la drogue 2000-2004 wéi 2005-2009, ass: Wat wollte mer erreechen? Wat hu mer erreecht? Oder besser gesot: Hu mer iwwerhaapt eppes erreecht? Den Objektiv, dee mer eis gestallt hunn an och nach weider stellen, ass, esou vill wéi méiglech Mënsche vum Drogekonsum ewechzehalen.

Eisen Objektiv muss an deem Zesummenhank awer onbedéngt sinn, fir deenen, déi gestrauchelt sinn, hiert Liewen ze retten. Wéi awer kënne mer dat erreechen? Si mer iwwerhaapt à même dat mat eisen traditionelle Methoden ze erreechen? Fanne mer an deem neie Strategiepabeier 2005-2009 nei Elementer erëm, déi eis kënnte gleewe loossen, datt mer déi Ziler, déi mer eis gesat hunn, iergendwann eng Kéier kënnen erreechen? Do soen ech kloer neen. Et fënnt ee keng nei Elementer erëm an och d'Resultater vum Plan 2000-2004 beweisen, datt sech net allze vill beweegt huet.

Et gesäit éischter wéi en Alibidokument ënnert dem Motto aus „Je voulte bien, mais je poufte point“. Et geet schonn u mat der Terminologie: «Lutte contre la drogue». Lutte ass e Kampf; Kampf ass gläichbedeitend mat Gewalt, Rücksichtslosegkeet, Muechtdenken, Gewannen ëm all Präis, Kompromësslosegkeet an esou weider. Beim Thema Droge kann een awer ausser Mënschen näischt bekämpfen. Et gëtt keng Honnert-Prozent-Léisung, wat d'Suchtverhale vum Mënsch betrëfft, mä et kann een d'Problemer op e Minimum reduzéieren, fir datt se fir d'Konsumenten a fir d'Gesellschaft akzeptabel sinn. Dat heescht also e Kompromëss sichen. Well eng suchtfräi Gesellschaft gouf et nach ni an et wäert och ni eng ginn; däers musse mer eis endlech bewosst ginn.

Dofir wier et vläicht ubruecht, dat Wuert Lutte ze ersetzen duerch Réduction des drogues et des toxicomanies. Dofir ass och de Begréff Antidrogue net grad déi richteg Terminologie. Mir sinn alleguer süchteg; déi eng méi, déi aner manner. Dofir hu mir och net d'Recht fir anerer ze verdamen, well se en anert Suchtverhalen hu wéi mir.

Här President, am Strategiepabeier geet et ënner anerem ëm d'Préventioun an d'Reduktioun vun der Demande um Schwaarzmaart. Dat sinn déi zwee wichtegst Aspekter, déi intensivéiert musse ginn. D'Préventioun an d'Opklärung mussen eng absolut Prioritéit hunn, well do geet nämlech d'Reduktioun vun der Demande un. Dofir musse se och vu kompetente Leit gemaach ginn an net einfach esou niewebäi.

An dës Initiative sollte menger Meenung no éischter vum Centre de prévention an de Wee geleet ginn, an do solle Fachleit um Terrain agesat ginn. Do kënnten och wéi an anere Länner ehemoleg Toxicomane mat erugezu ginn, déi wëssen, vu wat dass se schwätzen.

D'Police ass fir mech op kee Fall déi richteg Instanz fir kënnen dës Aufgab ze iwwerhuelen. D'Police soll sech ëm déi Problemer këmmere fir déi se do ass.

Dann zur Reduktioun vun der Offer. Fir do eng Reduktioun ze erreechen, gëtt nach ëmmer stur un der Répressioun festgehalen, an dat souguer och op UN-Niveau. Kee kann awer beweisen, datt d'Répressioun effektiv dozou bäigedroen huet, datt d'Offer erofgeet. Mir hunn elo a kuerzer Zäit iwwer 600 Persounen inculpéiert, déi um illegalen Drogemaart täteg sinn. Dëst deit jo dann awer guer net drop hin, datt d'Offer erofgeet, an et deit scho guer net drop hin, datt d'Demande erofgeet.

Répressioun eleng bréngt also guer näischt. Mir mussen nei Weeër goen. An dat kënne mer nëmmen, wa mer endlech agesinn, datt mer dem illegale Maart d'Konsumenten ewechhuele mussen, andeem mer de Süchtegen eng staatlech kontrolléiert Wuer ubidden, déi et de Süchtegen erlaabt mat hirer Sucht ëmmer ënner manner geféierleche Bedingungen zumindest weiderzeliewen, an déi et der Gesellschaft erlaabt de Kontakt zu deene Mënschen onbedéngt oprecht ze halen, an domadder och de Wee opzeloossen, fir se laangfristeg gesinn erëm an d'Gesellschaft ze integréieren, aus där se souwisou ni eraus waren, well se gehéieren zu eis. Si si just ëmmer nëmmen an den Abseits gestallt ginn a marginaliséiert ginn.

D'Regierungserklärung deit jo hei nei Weeër un. D'Fro, déi sech stellt, ass: Sinn déi eescht gemengt oder bleiwe se just um Pabeier? Wéi zum Beispill d'Fixerstuff; dës Initiativ ass en suspens. Et freet ee sech firwat. Si soll agefouert ginn. Déi, déi se betreien, an déi, déi se benotzen, sinn awer an enger prekärer Situatioun, well se sech normalerweis illegalen Aktivitéite schëlleg maache mussen. Déi eng, well se am Besëtz vun illegalen Droge si fir sech sprëtzen ze goen, an déi aner, well se nokucke wéi een aneren eng Illegalitéit mécht. Eng Fréckmillchen also, déi onbedéngt duerch eng Gesetzännerung muss behuewe ginn.

Ass d'Regierung bereet, déi hei néideg gesetzlech Upassunge virzehuele fir déi Leit aus där prekärer Situatioun erauszekréien? A wa mer schonn deen éischte Schrëtt wëlle maachen, firwat si mer dann net konsequent an zéien et voll duerch? Firwat iwwerhuele mer net déi Methode vu kontrolléierter Ausgab vun Drogen, déi am Ausland säit zéng Joer bestinn a gutt Erfolleger opweisen?

Wa mer wierklech wëllen d'Demande um Schwaarzmaart bremsen, respektiv de Schwaarzmaart ganz verschwannen doen, wa mer kräischen, datt elo anstatt 10% THC am Cannabis bis zu 25% enthale sinn, fir d'Konsumente méi séier süchteg ze maachen, ass dat net en Argument fir och dës Wuer als haart Drog unzegesinn a se ënnert der staatlecher Kontroll fräi erauszeginn? Well Kokain an Heroin ginn och ëmmer méi als schlecht Wuer verkaaft a ginn ëmmer méi geféierlech fir déi Leit, déi se konsuméieren.

M. le Président.- Här Jaerling, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech si gläich fäerdeg. Ech hunn nämlech nach eng Motioun, dann huelen ech déi Zäit.

Här Président, wann de Wëlle bei der Regierung do sollt si fir nei Weeër ze goen an och déi Weeër ze versichen, déi ech elo hei opgezielt hunn, dann dierft et jo sécherlech kee Problem si fir déi Motioun ze stëmmen, déi ech hei am Numm vum ADR deponéieren; eng Motioun, déi d'Regierung opfuerdert, endlech déi Mesuren anzesetzen, déi se sech selwer ginn huet, an déi se bis elo a suspens gehalen huet. Domat wëll ech elo déi Motioun dann areechen.

Ech soen Iech Merci.

Motion 1

D'Volleksvertriederkummer

- stellt fest, datt den Drogekonsum schwéier anzedämmen ass;

- stellt fest, datt a verschiddene Länner nei Usazpunkte fir d'Bekämpfung vun der Drogenofhängegkeet gesicht ginn, dorënner d'Schwäiz;

- stellt fest, datt mat der sou genannter „heroingestützte Behandlung” Erfolleger ze verzeechne sinn;

- ass der Meenung, datt dëse Programm d'Palette vun de Méiglechkeeten, den Drogekonsum mat Erfolleg ze bekämpfen, vergréissert;

- stellt fest, datt esou e Programm och hei zu Lëtzebuerg virgesinn ass, mä bis elo a suspens gehale ginn ass;

- stellt fest, datt d'Virbereedung fir esou e Programm zënter 2002 leeft, fir e Programm, deen am Ausland scho säit 1994 mat Erfolleg ugewannt gëtt;

- ass der Meenung, datt net nach méi Zäit verluer sollt ginn;

fuerdert d'Regierung op

- alles an d'Weeër ze leeden, fir dëse Programm esou séier wéi méiglech ulafen ze loossen.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- D'Regierung huet d'Wuert. Den Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, villmools Merci fir déi gutt Interventiounen zu engem ganz eeschten Thema. Dir hutt et gesot, mir probéieren haut de Mëtteg a kuerzer Form den Drogeplang 2000-2004 ze bilanzéieren, an de Bolz ze fillen, wat den Drogeplang 2005-2009 ugeet.

Ech hunn den Echange mat der Chamber an der zoustänneger Kommissioun zu engem fréien Zäitpunkt gesicht, an ech war frou, dass et zu deem heitegen Echange konnt kommen, ier mer den Drogeplang offiziell wäerte presentéieren.

Ech sinn och frou, dass déi Diskussioun de Mëtteg net parteipolitesch ausgedroe ginn ass, mä dass se an der eeschter Suerg ëm d'Problematik um Terrain gefouert gouf. Bei allen Efforten, déi gemaach gi sinn an deene leschte Joren - an déi ware grouss, Dir hutt et héieren, finanziell Mëttele mol fënnef, perso-

nell Mëttele mol 3,5 -, bleift den Drogeproblem am Verglach zu aneren europäesche Länner grouss, an et gëtt keng Ursaach fir d'Efforten nozeloossen.

Et ass ënnerstrach ginn, dass den Drogeplang 2000-2004 zu engem groussen Deel konnt realiséiert ginn. Zu 80% seet den zoustännege Koordinator. Dat ass en zolidd Ergebnis, an och wann zwou Moossname bis elo net realiséiert gi sinn, da kann dat näischt dorun änneren, dass gutt Aarbecht um Terrain geleescht ginn ass, an do ass vum Marc Angel drop insistéiert ginn. Hei si motivéiert Associatiounen am Asaz op engem Terrain, deen net liicht ass a wou ee vill Motivatioun brauch, well ee méi mat Mësserfolleger konfrontéiert ass wéi mat gräifbaren Erfolleger, wéi dat op anere Plaze méi oft de Fall ass. Et muss een also e ganz seriöen Engagement hunn.

Ech wëll mech och net op déi zwou Moossnamen, déi bis elo net konnte realiséiert ginn, focaliséieren, well ee sech de Gefalen an der Drogeproblematik soll maachen, net nëmmen déi méi publikumswierksam Saachen erauszegräifen, mä wann ech gelift probéiere fir d'éischt sech eens ze ginn iwwert déi allgemeng Problematik, wou ganz oft d'Meenungen déiselwecht sinn.

D'Fixerstuff ass geplangt gewiescht. Et ass gefrot gi vun der Madame Stein, firwat dass se nach net realiséiert ginn ass, och vun anere Riedner, ob se dann elo schnell géif realiséiert ginn. Ech kann Iech do soen, Jo. Si gëtt schnell realiséiert an den Accord de principe mat alle Partner ass do, esou dass mer ganz schnell kënnen déi Struktur operationell maachen.

Deen zweete Punkt, dee bis elo net konnt realiséiert ginn, mä wou awer de Rapport do ass, dat ass eng medezinesch iwwerwaachten Ofgab vun Drogen u schwéier Ofhängeger. Déi Moossnam ass net realiséiert. Si fënnt sech awer am Regierungsprogramm vun dëser Regierung erëm a mir wäerten och zesummen un deem dote Projet schaffen. Deen ass net fir muer, mä deen ass fir iwwermuer. Da wa mer déi Struktur, déi mer elo amgaange sinn opzebauen, hunn, wa mer d'Erfahrungen do gesammelt hunn, fir da mat där nächster Etapp weiderzefueren.

Et soll een also wann ech gelift an der Drogeproblematik net alles op Fixerstuffen, déi souwisou kontroverséiert sinn, kontrolléiert Ofgab vun Drogen, Legaliséierung, Dépénaliséierung focaliséieren, mä kucke wou een um Terrain konkret ka schaffe fir d'Demande erofzesetzen. An dat ass d'Prioritéit vun dësem Projet, fir kënnen d'Schied, déi den Drogekonsum verulasst, an de Gréff ze kréien, fir eng beschtméiglech Koordinatioun tëschent den Acteuren um Terrain ze kréien, well där sinn et der vill, niewent dem Gesondheetsministère, der Justiz, der Famill an an an, sinn et eng ganz Rei vu staatlechen Instanzen, vu privaten Acteuren, déi mussen hei agräifen.

Dat sinn d'Haaptprioritéite vun eisem Programm, deen elo direkt wäert ulafen, well am Budget 2005 si schonn éischt Akzenter virgesi fir dësen neie Programm.

Ech wëll awer och nach eng Kéier ënnersträichen, dass wa mer d'Diskussioun iwwert Droge féieren, dass ee vun den Haaptuleiessen, déi mer hunn, den Uleies ass fir d'Gesondheet vun Affer, an do handelt et sech bei den Drogenofhängegen ëm Affer, fir déi Gesondheetsrisiken esou minim wéi méiglech ze halen, a wann ech gelift, egal wat fir eng Drogesubstanz, där legaler oder där net legaler, den Effekt net ze banaliséieren.

Wann een als Kand drénkt, wann een als Kand fëmmt, wann een als Kand Cannabis hëlt, oder iergendeng aner Substanz, dann huet dat ganz dramatesch Konsequenzen, an dat soll een net banaliséieren, an och déi Kolleegen, déi ganz gutt gemengt fir eng Liberaliséierung plädéieren, och déi mengen ech plädéieren net dofir, dass eng Liberaliséierung esou wäit däerf goen, dass een och Jugendlechen a Kanner géif Zougank zu deene Substanze ginn.

An déi, déi eng Legaliséierung vu verschiddenen Droge fuerderen, missten duerch d'Hannerdier erëm Verbueter aféiere vis-à-vis vun deene Kanner a Jugendlechen an dann hätte mer de Schwaarzmaart awer erëm eng Kéier net ofgeschaaft.

Dofir, déi ganz einfach Solutiounen, déi gëtt et am Drogeberäich net, well wa se fonnt wären, da géif een se applizéieren. Si sinn alleguer scho probéiert ginn, an alleguer déi Saachen, déi probéiert gi sinn, hunn net nëmmen Avantagen, si hunn och Désavantagen. Holland gëtt heiansdo als Beispill geholl. Holland ass an eenzelne Beräicher um Réckmarsch. Anerer hu probéiert Efforten ze maachen.

Also wéi gesot, déi allgemeng gëlteg Solutioun gëtt et net, an dofir hu mer déi verdammte Flicht fir alles ze probéieren, fir de Schued vun deene Betraffenen ewech ze halen.

Den Aktiounsplang vun 2000-2004 huet ganz kloer dozou bäigedroe fir d'Risike fir déi Betraffen ze reduzéieren, well Strukture geschaaft gi sinn, nidderschwelleg Strukturen, héichschwelleg Strukturen, Wunnstrukturen. Dat huet dozou bäigedroe fir déi Leit besser kënnen ze betreien, fir se besser kënnen ze beroden, fir hinnen Alternativen ze bidden. Et gouf och ganz ville gehollef fir entweder erauszekommen, oder mat hirer Ofhängegkeet besser ze liewen. D'Substitutiounsprogrammer erlaben dat.

Den Drogeplang 2005-2009 wäert déi doten Effortë weiderféieren, intensivéieren. Bei den niddersch wellege Strukture si mer am Moment gutt équipéiert. Bei den Therapiestrukture gëtt et Besoinen, bei de Posttherapiestrukture gëtt et Besoinen. Bei dem Empfang, bei der Betreiung vun deene ganz Jonke gëtt et Besoinen, well wann een déi ganz Jonk, déi déi éischte Kéier a Kontakt mat den Droge kommen, zum richtegen Zäitpunkt ze pake kritt, da verhënnert ee vläicht, dass se méi staark erofrutschen. Dat ass extrem wichteg.

D'Préventioun, dat ass virdu gesot ginn, ass e wichtege Pilier vun der Drogepolitik. Mir hunn do ganz gutt Partner. Mam Drogepréventiounszentrum hu mer en excellente Partner op dee mer kënnen zréckgräifen, deen eng excellent Aarbecht um Terrain leescht, an och do wäerten nei Akzenter kommen.

Déi Approche, déi mer hunn, ass eng integréiert multisektoriell Approche. Dofir ass et extrem wichteg, dass d'Koordinatioun tëschent deenen eenzelnen Acteure verbessert gëtt. Dir wësst, dass mer en nationalen Drogekoordinator hunn, den Alain Origer, wat en excellente Mann ass, an Dir wësst, dass mer eng interministeriell Kommissioun hunn, wou déi verschidde Ministèren zesummeschaffen. Déi Kommissioun brauch en neien Elan. Déi Kommissioun gëtt nei zesummegesat a muss eisen neie Programm begleeden.

Déi Iddi vun enger externer Evaluatioun ass net vun der Hand ze weisen. Ech mengen, mir mussen e „benchmarking" maachen, wa mer elo fënnef Joer oder méi hannerun eis hunn, fir ze kucke wéi effikass dass eis Approche vis-à-vis vun aneren Approchen ass, och wann eis Approche ofgestëmmt ass mat auslänneschen Erfahrungen. Och wa se sech ganz gutt areit an déi europäesch Programmer, musse mer awer kënne kucken, awéifern dass mer effikass sinn.

Et ass virdru gesot ginn, wat huet et bruecht? Ech kann Iech soen, bei engem ganz dynamesche Maart, bei dem Problem, deen néierens méi kleng ginn ass, hunn alleguer déi Efforten dozou bäigedroen, dass mer 2000 nach mat 26 Drogendoudeger konfrontéiert waren, am Joer 2003 mer der nach 13 haten. Dat sinn der 13 ze vill, mä ëmmerhin ass d'Zuel halbéiert. Ech schwätzen elo net vun deenen, déi indirekt un de Folge vum Mëssbrauch vun Droge stierwen. Do kënnt ee facilement nach eng Kéier op déiselwecht Zuel, esou dass een, wann ech gelift, net de Feeler soll maachen, dass ee seet, alles dat huet näischt bruecht.

Dach, et huet Mënscheliewe gerett. Et huet dozou gefouert, dass déi, déi ofhängeg sinn, ënner bessere Konditioune kënne liewen, an ech mengen, d'Mënscheliewe kann een net mat Milliounen ofweien; och dat solle mer dofir net maachen.

Ech wëll Iech just kuerz nach soen, wéi déi nei Tendenze sinn, an déi sinn esou, dass ee sech ganz grouss Suerge mécht. Virdrun ass gesot ginn, mer veruerteelen oder mer bréngen esou vill Leit viru Geriicht, déi mat Droge gehandelt hunn. Den Drogemaart, den Drogekonsum ass näischt Statesches, de Konsum wiesselt, d'Konsumgewunnechte wiesselen an d'Réseaue wiesselen. Am Moment si mer mat engem ganz volatilë Réseau konfrontéiert, wou ganz vill Leit mat klenge Quantitéiten handelen, an do muss ee sech drop astellen.

Och den Drogekonsum ass näischt Statesches. Och do hunn d'Gewunnechte sech geännert vun dem Heroin a Richtung Kokain an, an ech hunn Iech dat virdru gesot, déi jonk Leit kommen ëmmer méi jonk a Kontakt mat Drogen.

Elo kann ee soen, jo, dat ass vläicht nëmmen - nëmmen „tëschent Guillemets" - Cannabis, mä ech fannen, an ech soen Iech do éierlech meng Meenung, dass et schlëmm genuch ass, och wann et nëmme Cannabis, och wann et nëmmen Tubak, och wann et nëmmen Alkohol ass, dass 12- bis 13-Jähreger domat konfrontéiert sinn an ofhängeg do dervu ginn. Ech fannen dat dramatesch an do gëtt et, wann ech gelift, keng Banaliséierung a keng Bagatelliséierung.

D'Mady Delvaux huet mer gesot, dass et déi Efforten an der Schoul och wäert weider féieren, och sech wäert konzentréieren op déi Alterskategorie, déi am meeschten am Viséier ass vun deenen, déi Kanner oder Jugendlecher wëllen ofhängeg maachen, zesumme mat der Polizei, zesumme mat der Santé.

Dann zum Cannabis. Dee Cannabis, vun deem mer haut héieren, dat ass net méi dee Cannabis, dee mol virun 20 oder 30 Joer am Ëmlaf war. Deemools war dat den „schwaarzen Afghan"; haut komme Stoffer op de Maart, déi sinn 2- oder 3-mol esou staark ewéi déi, déi deemools zirkuléiert hunn. A wann do e Kuchemännchen, fir dat mol sou auszedrécken, mat deem a Kontakt kënnt, da läit en um Réck; an och dat, mengen ech, soll een a seng Diskussiounen eranhuelen.

Mir si ganz kloer net um Enn vun eisen Efforten. Mir musse ganz grouss Effortë weider maachen. Am Programm fir 2005-2009 gëtt de Schwéierpunkt op zousätzlech Therapieplaze gesat, op Désintoxicatiounsméiglechkeeten, och virun allem fir Jugendlecher, Aktualiséierung, Revision vun de Substitutiounsprogrammer, Verstäerkung vun de Logementsstrukturen. Nuetseil an Abrigado hunn eng ganz gutt Aarbecht gemaach an déi Suggestioune vun der Madame Stein falen net op onfruchtbare Buedem.

Ech hunn Iech gesot, dass déi sou genannte Fixerstuff, an dat Wuert gefält mer net, well do dat Wuert „Stuff" dran ass. Dat ass keng Stuff am klassesche Sënn. Et soll kengem e Gefalen domat gemaach ginn, mä d'Sécuritéit soll verbessert ginn.

Mir hate ganz gutt Diskussiounen an haart Diskussioune mam UNO-Beoptragten, dee gesot huet, esou Strukture kommen net a Fro.

Dat heescht, mir mussen d'Aen zoumaache vis-à-vis vun deene Problemer, déi mer haut hunn, a vis-à-vis vu Leit, déi ënner schreckleche Konditioune stierwen, a vis-à-vis vu Problemer a Saache Sécherheet, mat deene mer konfrontéiert sinn, an och déi Leit, déi ronderëm sinn, hunn e Recht fir hir eege Sécuritéit. An dofir däerfe mer d'Aen net zoumaachen a mer mussen esou Strukture schafen, wéi en Drockraum oder en Drogekonsumraum, wéi een déi ëmmer nennt; dat ass keng Stuff.

D'Alternativ dozou ass, dass déi Betraffen an de Garagenentréeë leien a sech e Schoss setzen oder a Lifter oder ech weess net wou, op Spillplazen a Parken, an dofir - an ech mengen den Här Wagner wénkt mam Kapp - ass dat d'Motivatioun fir an déi dote Richtung ze goen. Net fir engem Toxicoman e Gefalen ze maachen, mä fir vläicht dat eent oder dat anert Liewen ze retten.

Datselwecht gëllt fir d'medezinesch kontrolléiert Ofgab vun Drogen.

Ateliers thérapeutiques si geplangt, Rechercheprogrammer si geplangt, de Programm vun dem Echange vu Seringuë wäerte mer weider féieren.

Ech wëll Iech just soen, just opgrond vun deem dote Programm „Seringues" - ech sinn direkt fäerdeg, Här President, ech sinn direkt fäerdeg -, just bei deem dote Programm vum Echange vun de Seringuen, do zirkuléieren an der Zwëschenzäit 400.000 där Seringuen am Joer. 95% kommen erëm zeréck. Wat war den Impakt do dervun?

Ma ech wëll Iech soen, wat den Impakt dovunner war. Et fënnt een haut quasi keng Toxicomane méi erëm bei den HIV-Infizéierten, bei den AIDS-Infizéierten. Fréier war dat eng Majoritéit, haut sinn et nach 1 oder 2 vu 60; vill ze vill déi 60, mä et ass net méi de Phenomeen vun den Toxicomanen. Do kann ee soen, duerch den Echange vu Seringuen huet een dat doten erreecht.

Ech hoffen elo, dass ech net ze vill Froen ausgelooss hu vun de Kolleegen, déi sech vill Méi gemaach hunn.

D'Dezentraliséierung vun de Strukturen: Jo, ganz kloer, et ass net eleng d'Stad Lëtzebuerg, déi d'Problematik vun de schwéieren Drogenofhängegen huet. Déi gëtt et och op anere Plazen. An déi Leit op deenen anere Plazen, Här Huss, ech mengen, déi sinn och bereet Verantwortung an där doter Saach ze iwwerhuelen.

D'Koordinatioun mat de Stied geschitt ganz kloer iwwert den Drogepréventiounszentrum. D'Stied an d'Gemenge si selwer Membere vum Drogepréventiounszentrum, an ech mengen domat wär ech um Enn.

Ausser dass ech nach wëllt drop hiweisen, dass eis de politesche Courage net feelt, fir déi dote Mesuren duerchzesetzen. Ech menge mir maachen eis keng Frënn do dermat, mä et sinn Noutwendegkeeten an et muss een och heiansdo noutwendeg Saache maachen, well se ebe Liewe kënne retten.

Ech wollt der Chamber een häerzleche Merci soe fir déi éischt Diskussioun. Mir wäerte weider driwwer diskutéieren. A wa mer déi Strukture schafen, och mol Kritik kréien, a wa mer och mol mam Ouer gezu gi vun deem engen oder aneren, deen dat net esou richteg versteet, wann ech gelift, ënnerstëtzt eis, stäipt eis de Réck.

An och zum Schluss nach e ganz grousse Merci un déi Instanzen, déi mer gebraucht hunn, Polizei, Justiz, Parquet, fir déi dote Froen, déi nach am Raum waren, ze klären.

Dat gesot, géif ech mengen, dass déi allgemeng gehale Motioun vum Här Jaerling eigentlech oppen Dieren arennt. D'Regierung wäert dat selbstverständlech maachen, wat hei an där Motioun steet, a si brauch dofir net nach eng Kéier extra dofir opgefuerdert ze ginn.

Ech wëll just soen, dass e Budget mol 5, d'Personal mol 3,5, wuel dat beschte Beispill dofir sinn, dass d'Regierung et eescht mengt, wa se seet, dass se sech ëm d'Drogeproblematik këmmert.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Här Minister, den Här Jaerling huet nach eng Fro.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här Minister, et ass nach eng Fro, déi op bleift, an dat ass déi am Zesummenhang mat de Fixerstuffen. Wa mer déi aféieren, gëtt et eng ganz prekär Situatioun, déi ech virdun erklärt hunn, an dat ass dass deejéinegen, deen an eng Fixerstuff erageet - wa mer se mol esou wëllen nennen -, sech mol fir d'éischt seng Drog muss beschafen, dann an der Illegalitéit ass, a wann en era geet, dass déi Leit, déi dobanne sinn, sech dann och an der Illegalitéit befannen. An do hunn ech gefrot ob d'Regierung bereet ass, do eng gesetzlech Ännerung ze maachen, fir déi prekär Situatioun ofzeschafen.

Dat anert wat ech mat der Motioun wëll soen, dat ass: Wisou gi mer hin a mer trennen déi zwou Saachen, Fixerstuff a kontrolléiert Ofgabe vun Drogen? Wär net grad déi Struktur déi richteg Plaz, ob mer se elo fixe oder ambulant maachen, fir déi zwou Saache mateneen ze verbannen an dann do ze kucken, déi Leit, déi an enger prekärer Situatioun sinn, deenen hir Wuer ze ginn, fir dass se kënne mat engem e bësse méi gesonde Stoff um Liewe behale bleiwen a se op dee Wee och ënner Kontroll behalen an op deem Wee och un der Gesellschaft, fir ze probéieren erëm an d'Gesellschaft eran ze goen?

Dat heescht, ech sinn der Meenung, dass een déi zwou Saache kënnt matenee verbannen, mä dofir misst een awer fir d'éischt de Problem vun de Fixerstuffen, wa Leit dohinner komme fir sech ze sprëtzen, léisen.

M. le Président.- Här Minister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. Just ee Wuert dozou.

Déi jëtzeg Rechtslag erlaabt eis fir deen Drogekonsumraum anzeriichten. Et ass awer esou, Här President, dass all déi betraffen Instanze sech zesumme gesat hu fir déi praktesch Konsequenzen dovun ze duerchliichten. An ech mengen d'Praxis an de Realismus a Pragmatismus op dem Terrain bréngen heiansdo méi wéi ganz am Detail geregelt Punkten iwwer e Gesetz. Kommt mir ginn där doter Struktur eng Chance, fir sech ze beweisen.

Wat dat zweet ugeet, do wier et selbstverständlech gutt, wann een ëmmer alles matenee kéint maachen. Mä mir hunn hei e ganz brisante Problemberäich a mir sollen net alles iwwert de Knéi briechen. Mir solle fir d'éischt déi Erfahrunge mat där heiter Infrastruktur sammelen an da weiderfueren, net parallell näischt maachen, mä dat anert am Detail preparéieren.

Ech hunn Iech gesot, et läit en Avant-projet do, a mir mussen deen Avant-projet, gradsou wéi deen anere vum Drogekonsumraum, mat alle Betraffenen duerch-

diskutéieren an eng praktesch Solutioun preparéieren, wou mer eis net d'Genéck direkt briechen, well dann hu mer alles futti gemaach wat op deem doten Terrain kann opgebaut ginn.

M. le Président.- Domat ass dëse Punkt ofgeschloss. Mir kommen dann zum nächste Punkt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- D'Motioun ass sans objet.

Motion 1

M. le Président.- Stëmme mer direkt iwwert d'Motioun of?

Une voix.- Jo.

(Interruptions)

M. le Président.- De Vote électronique schéngt mer gefrot ze sinn?

Une voix.- Jo.

(Interruptions diverses)

Vote

M. le Président.- D'Motioun 1 ass mat 38 Nee-Stëmmen an 21 Jo-Stëmmen ofgelehnt.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par Mme Nelly Stein), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner).

Mir kommen dann zum zweete Punkt vum Ordre du jour, d'Diskussioun vum Projet de loi 5312 iwwert d'Schafung vun engem Établissement public Centre hospitalier de Luxembourg. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech ageschriwwen: d'Madame Frank, déi Häre Wagner, Huss a Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

3. 5312 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la Clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 14. Juli 2003 gouf am Kader vun enger feierlecher Zeremonie d'Convention de collaboration hospitalière tëschent der Fondation Nobert Metz an dem CHL ënnerschriwwen. Et war deemools eng Kollaboratioun, déi schonn eng ganz laang Geschicht hat an un déi ech wëll kuerz erënneren op dëser Plaz.

Ugaangen ass dës Zesummenaarbecht tëschent dem CHL an der Eecher Klinik am Joer 1992 mat engem Rapport d'expertise vum Gesondheetsministère - deemools nach ënnert dem Minister Johny Lahure - iwwer méiglech Synergien.

Den 18. Abrëll 1994 hunn dunn d'Vertrieder vum CHL an der Eecher Klinik hir éischt Convention de collaboration hospitalière ënnerschriwwen.

Am Februar 2000 gouf et en neien Accord, wou scho festgehale war, dass ee sech bannent den nächste fënnef Joer wéilt eng gemeinsam Gestioun an Exploitatioun ginn.

Dunn d'Konventioun vum Oktober 2001, wou eng enk Zesummenaarbecht an de logisteschen an administrative Beräicher virgesi gouf an och sollten d'Kompetenzen an enger Rei vun Domäner zesummegeluecht ginn - op déi ech elo net wëll am Detail agoen.

Ganz wichteg och deemools: D'Schafe vun engem Comité de gérance, dee sollt e gemeinsame Projet médical ausschaffen, d'Garde organiséieren an de Statut vun den Dokteren definéieren. Grad déi Fro vum Statut war jo keng einfach, well d'Dokteren am CHL jo bekannterweis Salariéë sinn, iwwerdeems déi an der Eecher Klinik ënnert dem liberale Statut schaffen.

Dëse Projet de loi, vun deem mer elo schwätzen, ass also eng logesch Konsequenz vun der Konventioun vun der Kooperatioun tëschent dem CHL an der Eecher Klinik. De Projet adaptéiert dofir och d'Zesummesetzung vun der Commission administrative vum CHL, an deem Sënn dass och d'Fondation Norbert Metz, déi d'Eecher Klinik exploitéiert, an där Kommissioun vertrueden ass.

Bei där Geleeënheet an op Propositioun vum Statsrot wäert d'Union des Caisses de Maladie net méi an där Kommissioun vertruede sinn, an dat fir eng Confusion de pouvoirs ze vermeiden. Ëmmerhin ass et jo d'UCM mat där de CHL all Joer muss säi Budget négociéieren; wat jo keng Quantité négligeable ass. D'Santéskommissioun war dofir och averstane mat deem Argument an huet dës Propose vum Conseil d'État esou iwwerholl.

Eng weider Neierung um Text geet och op de Statsrot zréck: Nämlech d'Prezisioun, dass kee Fonctionnaire dierf Member vun der Commission administrative ginn, wann e gläichzäiteg duerch seng Fonctioun de CHL soll kontrolléieren. Dat ass de Problem, wann ee sou wëllt, mat deene verschiddene Kapen, déi mer jo oft och an anere Kontexter hunn, déi verschidde Fonctionnairë kéinten hunn oder an der Vergaangenheet haten, wa se verschidden Obligatiounen erfëllen.

De Statsrot war, wat den Textpassage ugeet, ganz kategoresch, sou wéi dat iwwregens och scho bei anere Gesetzer de Fall war; an dat ass och richteg esou. D'Santéskommissioun ass dofir och d'accord gewiescht, dass dat Fonctioune sinn déi net kompatibel sinn - also souwuel an deem Gremium ze sinn, wéi och eng Kontrollfunktioun ze iwwerhuelen -, an huet dofir dësen Ännerungen och zougestëmmt a se tel quel iwwerholl.

Fir dass d'Zuel vun de Membere vun der Commission administrative eng ongrued bleift, gouf d'Zuel vun de Vertrieder vum Stat vu siwen op sechs erofgesat an d'Gesamtzuel vun de Membere bleift also bei 13 - doranner abegraff sinn dee Moment zwee Vertrieder vun der Fondation Norbert Metz.

Doriwwer eraus schreift de Projet de loi eng sou genannten Disposition transitoire fest, wat de Statut vun den Dokteren - ech hunn et schonn erwähnt - vun der Eecher Klinik ugeet. D'Doktere vum CHL sinn also, fir dat nach eng Kéier ze widderhuelen, de Statute vum Spidol no Salarié; déi vun der Eecher Klinik hate bis ewell de liberale Statut an d'Disposition transitoire gesäit vir, dass déi Dokteren, déi virum 31. Dezember 2003 bei der Fondation Norbert Metz agréiiert waren, och weider ënnert dem liberale Statut am CHL dierfe praktizéieren.

Dëse Projet, respektiv d'Zesummenaarbecht tëschent dem CHL an der Eecher Klinik, ass ze gesi virum Hannergrond vum Spidolsplang, sou wéi en am Règlement grand-ducal vum 18. Abrëll 2001 festgehale gouf, an deem am ganze sechs Hôpitaux généraux definéiert sinn. No de Kooperatiounen an Zesummeschlëss, déi schonn effectuéiert sinn oder an der Tëschenzäit gemaach goufen, gesäit dat elo esou aus:

- Am Süden: de Centre hospitalier Emile Mayrisch, en Zesummeschloss tëschent dem Escher Spidol an dem Diddelenger Spidol mat zesumme 410 Better, an den Hôpital Princesse Marie-Astrid zu Déifferdeng mat 202 Better.

- Am Norden: den Hôpital St. Louis mat am Ganzen 260 Better.

- An am Zentrum: d'Spidol vum Kirchbierg mat 337 Better, d'Zithaklinik mat 226 Better an de CHL, deen zesumme mat der Eecher Klinik insgesamt 579 Better huet.

Well d'Eecher Klinik duerch de Spidolsplang als Hôpital de proximité aklasséiert war, war dës Zesummenaarbecht mam CHL ëmsou méi sënnvoll.

D'Avantagë sinn evident. Déi enk Zesummenaarbecht tëschent de Spideeler an d'Synergien, déi dorauser entstinn, sinn am Sënn vun enger besserer medezinescher Grondversuergung, well d'Servicer sech méi spezialiséiere kënnen a well d'Moyenë méi rationell agesat a genotzt kënne ginn. Dat ass jo och ee vun den Objete vun der ganzer Operatioun. Dat Ganzt geet och dofir an d'Richtung vun enger méi héijer Qualitéit vun der Medezin, vun de Gesondheetsservicer an einfach vun der medezinescher Grondversuergung vun der Populatioun.

Dann en Zitat: «Sur base du plan hospitalier et de la charte sanitaire, le programme de modernisation des infrastructures hospitalières sera poursuivi dans un esprit de complémentarité et en évitant des situations de double emploi.» Esou ass et am Koalitiounsprogramm respektiv an der Regierungserklärung festgehalen. A weider: «L'État tâchera d'encourager, aussi d'un point de vue financier, les synergies, reconversions et fusions.»

D'Integratioun vun der Eecher Klinik an de Centre hospitalier gliddert sech deemno an an d'Gesamtbestriewe vun der Regierung, fir iwwer Synergien a Komplementaritéit de ganze Spidolssecteur besser ze organiséieren a fir esou och d'Käschten ënner Kontroll ze halen, oder an Ugréff ze huelen, fir se besser ze géréieren - wat der budgetärer Situatioun vun de Krankekeesen natierlech och zegutt kënnt, wat och an dëser Diskussioun jo leider keng Quantité négligeable ass - an iwwert dee Wee da weider eng qualitativ héichwäerteg medezinesch Versuergung fir all Bierger ze garantéieren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Dat bitt mer och eng wonnerbar Geleeënheet fir ofschléissend den Accord vun eiser ganzer Fraktioun zu dësem Projet de loi mat op de Wee ze ginn an hei Merci ze soen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci villmools. Als éischte Riedner ass d'Madame Marie-Josée Frank agedroen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Zäite vu stänneg medezineschem Fortschrëtt a permanent wuessende Käschten ass et onverzichtbar ginn doriwwer nozedenken, datt d'Kliniken op déi verännert Ufuerderungen Äntwerte fanne mussen. Dat geet nëmmen duerch eng koordinéiert Spezialiséierung. Et ass ganz wichteg fir d'Zukunft, well d'Finanzéierungsspillraim méi enk gi sinn. Nëmmen eng verstäerkt Vernetzung am Gesondheetswiese séchert d'Zukunft a ka Käschte reduzéieren.

Ech si frou, datt ech haut d'Geleeënheet kréien, zu dësem Projet de loi kënnen ze schwätzen, well ech an den 80er Joren als Infirmière an der Klinik zu Eech geschafft hunn. Fir d'éischt wëll ech awer e bëssen an de Geschichtsbicher vun deene concernéierte Klinike bliederen.

D'Geschicht vum Eecher Spidol geet zréck an d'Joer 1854, wou an de Metz&Co-Fabriken zu Eech eng Infirmerie implantéiert war. Um heitege Site gouf 1873 e Spidol, de sou genannten Hôpital Saint-Joseph ageweit. Dëst Spidol war net nëmmen eng einfach Klinik, neen, si huet och Weesekanner ugeholl. D'Verwaltung louch an den Hänn vu verschiddenen Dammen aus der Famill Metz. D'Witfra vum Norbert Metz huet spéiderhin d'Klinik opkaaft a se enger Fondatioun iwwerdroen, déi no hirem Mann genannt ginn ass, nämlech d'Fondation Norbert Metz.

D'Madame Metz huet d'Fondatioun 1892 dem Lëtzebuerger Stat geschenkt. Si gehéiert nach bis haut dem Lëtzebuerger Stat a gëtt vun engem Conseil d'administration verwalt, wou de Stat, d'Arcelor, d'Famill Metz an d'Kierch vertrueden sinn. Och mat der Fusioun vun der Eecher Klinik mam CHL gëtt dës Fondatioun net opgeléist, well nëmmen d'Klinik ass Bestanddeel vun dëser Fusioun.

D'Eecher Klinik war am Laf vun hirer Geschicht e puermol Virreider, hat als éischt Spidol gewëssen Innovatiounen an der Lëtzebuerger Medezin agefouert. Ech erënneren nëmmen drun, datt déi éischt staatlech Infirmièresschoul an och den éischte Service de neurochirurgie zu Eech waren.

D'Gebailechkeete vun der Eecher Klinik sinn am Laf vun der Geschicht öfters ëmgebaut a vergréissert ginn, wat och haut erëm de Fall ass. Esou baut d'Fondation Norbert Metz laanscht d'Nationalstrooss en Dokteschhaus, e sou genannten „Domus medica", wou déi liberal Dokteren hir Praxis installéiere kënnen, esou datt de Wee tëschent hirer Praxis an den Zëmmere vun hire Spidolspatienten op e Minimum reduzéiert gëtt. Zur Säit vun der Uelzecht gëtt en neien Trakt gebaut, wou d'Offer vun Ee-Bett-Zëmmere vergréissert gëtt, ouni datt awer d'Gesamtzuel vun deenen duerch de Plan hospitalier autoriséierte Better vun 152 verännert gëtt.

Déi alehrwürdeg Eecher Klinik ass elo mat enger neier, relativ jonker Lëtzebuerger Spidolsinfrastruktur zesummegesat ginn, nämlech mam CHL. Dëse Centre hospitalier gouf duerch d'Gesetz vum 10. Dezember 1975 geschafen. Zum Centre hospitalier gehéieren deemno elo d'Maternité Grande-Duchesse Charlotte, déi 1936 ageweit ginn ass, d'Kannerklinik, déi 1966 hir Dieren opgemaach huet, den Hôpital municipal, dee jo 1976 offiziell inauguréiert ginn ass, an zënter dem Arrêté grand-ducal vum 3. Oktober 2003 dann och elo d'Eecher Klinik.

D'Eecher Klinik an de Centre hospitalier si keng natierlech Partner. Neen, et gëtt fundamental Ënnerscheeder, déi ech kuerz ernimme wëll. De Centre hospitalier huet eng sou genannte Mission de recherche et d'enseignement, dat heescht e Fuerschungsoptrag. Am Contraire zu anere Kliniken hei am Land waren a bleiwen d'Dokteren am Centre hospitalier eng Zort Statsdokteren, well si gi vun der Verwaltungskommissioun vum Centre hospitalier mat engem Aarbechtsvertrag agestallt. Si kréie fir hir Aarbecht e Forfait, eng Pai, an duerfen hir Dokteschtätegkeet nëmmen am Centre hospitalier ausüben an net nach dernieft an enger privater Praxis. Duerfir kréie si am Centre hospitalier Raimlechkeeten an och e Sekretariat zur Verfügung gestallt.

Här President, 1992 stoung e Rapport d'expertise iwwert d'Synergiemëiglechkeeten, deen den deemolege Gesondheetsminister Johny Lahure an Optrag ginn huet. Den 18. Abrëll 1994 ass déi éischt Convention de collaboration hospitalière tëschent dem Centre an Eech ënnerschriwwe ginn. Dës Konventioun hat schonn eng Annex mat engem Projet fir eng Opdeelung vun de spezialiséierte medezinesche Servicer. En neien Accord tëschent Eech an dem Centre ass dunn den 11. Februar 2000 ënnerschriwwe ginn. Dësen Accord huet virgesinn, fir um Enn vun deem Prozess vu fënnef Joer eng gemeinsam Verwaltung an Exploitatioun vun deenen zwee Etablissementer ze hunn. Aner Detailer erspueren ech lech elo, well eis Rapportrice dat scho gemaach huet.

Eng normal Fusioun tëschent zwee Spideeler wier normalerweis mat dësem Arrêté grand-ducal ofgeschloss, wéi zum Beispill beim Centre hospitalier Emile Mayrisch, awer net an deem heite Fall Eech-Centre. Firwat?

De Centre hospitalier ass jo duerch d'Gesetz vum 10. Dezember 1975 geschafe ginn. An dësem Gesetz war jo d'Zesummesetzung vum Conseil d'administration vum Centre virgeschriwwen. Fir awer eng fair Fusioun duerchzezéien, solle jo d'Vertrieder vun der Fondation Norbert Metz an dëse Conseil d'administration opgeholl ginn. A genee duerfir wëlle mir haut d'Gesetz ëmänneren. Och sollen déi liberal Dokteren, déi nach zu Eech praktizéieren, e gewësse Bestandschutz kréien.

Här President, am Virfeld vun dësen Debatten ass et Opreegung bei den Doktere ginn, wéinst hirer Vertriedung am Conseil d'administration vum Centre. Nom 75er Gesetz setzt sech de Conseil d'administration aus 13 Memberen zesummen, dovunner véier Dokteren. Deemno waren 30,77% vun de Memberen Dokteren.

Opgrond vu vläicht enger Schnapsiddi am Gesondheetsministère hat den Avant-projet de loi nëmmen nach een Dokter bei 15 Membere virgesinn, wat natierlech beim Collège médical hefteg protestéiert ginn ass. Ech zitéieren: «Il semble donc que dans l'administration d'une institution aussi importante que prestigieuse que le CHL la profession médicale n'a plus grand-chose à chercher voire que sa présence serait même encombrante. Le collège médical est choqué par l'hypocrisie de l'exposé des motifs.»

A weider: «Le collège médical ne peut accepter que dans une matière aussi sensible que la santé publique les principaux acteurs, à

savoir les médecins, soient de plus en plus écartés des organismes décideurs.»

Dunn huet de Gesondheetsminister Carlo Wagner reagéiert, an de Projet de loi, deen hei am Haus déposéiert ginn ass, huet du bei 15 Memberen am Conseil d'administration dräi Doktere virgesinn, wat also 20% vun de Memberen entsprécht.

An der Santéskommissioun hu mir décidéiert de Vertrieder vun der Krankekeess aus dem Conseil d'administration erauszehuelen. Ech fannen dat och ganz normal, well et net korrekt war, dass d'Krankekeesenunioun bis elo op deenen zwou Säite bei de Budgetsverhandlungen tëschent dem Centre an der UCM souz, an duerfir ass et gutt, datt si erausgeholl ginn ass. Well heiduerch stäerke mir d'Onofhängegkeet engersäits vum Centre an anerersäits awer och vun der Krankekeesenunioun selwer.

Dernieft krut de Stat nach e Vertrieder am Conseil gestrach. Doduerch hu mer wéi bis elo 13 Memberen. Dat heescht, duerch d'Fusioun mussen net méi Jetons de présence ausbezuelt ginn. Et ginn och do Käschten agespuert, well statt deenen zwee Conseilen nëmmen nach een ass.

Här President, wéi gesäit d'Zukunft vun der Eecher Klinik aus? Profitéiert d'Eecher Klinik vun der Fusioun oder verléiert si hire spezielle Charakter, hir speziell familiär Identitéit an der Lëtzebuerger Spidolslandschaft?

Eech ass haut duerch d'Fusioun 1. op de Service vun der Orthopedie-Traumatologie, 2. ORL, 3. d'Ophtalmologie, also d'Aemedezin, spezialiséiert, a 4. huet d'Eecher Spidol eng nei Kompetenz kritt, en eenzegaartege Service hei zu Lëtzebuerg: de Centre de l'appareil locomoteur, de médecine du sport et de prévention - am Volleksmond Sportsmedezin genannt. Hei gi global internistesch-kardiologesch wéi sport-orthopedesch Ënnersichungen, wéi zum Beispill bei Lëtzebuerger Spëtzesportler virgeholl, awer och sportaartspezifesch Belaaschtungstester op engem Vëlo-Ergometer. Hei gëtt de Bluttdrock a Belaaschtungssituatioune getest, wéi och déi kierperlech Belaaschtungsfäegkeeten. Et kënnen och Trainingsrecommandatiounen ugebuede ginn. Also, e ganz modernen a performante Service.

Här President, vergiesse mer awer hei net dat implizéiert Personal. Ech hat mer Zäit geholl a war nees zréck op meng al Aarbechtsplaz, fir mat de Leit um Terrain iwwert d'Konsequenze vun der Fusioun an eben och iwwert d'Evolutioun vun deene leschte 15 Joer ze schwätzen. Do kann ech nëmme soen: Vill trauere där aler gudder Zäit no, well fréier hate mer einfach vill méi Zäit fir beim Patient ze sinn, well haut den administrativen Opwand enorm grouss ginn ass, an dat bedauert d'Fleegepersonal enorm, an deem kann ech och nëmmen zoustëmmen. Ech kommen awer nach eng Kéier drop zréck.

Am Ufank vum Fusiounsprozess war d'Personal extrem skeptesch. Dat war och nach normal, well si sinn net genuch agebonne ginn. D'Personal huet gefaart, d'Eecher Spidol géif am Fusiounsprozess all Kompetenzen ofgeholl kréien an eventuell an e Fleegeheim ëmstrukturéiert ginn. Déi eng hu gemengt, de CHL géif Eech schlécken. Och sinn Ängschte vu Personalofbau duerch d'Haus zirkuléiert. Wéi an alle Beruffsbranchen ass et och wichteg am Spidolswiesen, datt ee mat de Leit schwätzt, well Informatioun, Kommunikatioun an nach eng Kéier Informatioun abannen ass ganz wichteg.

Här Minister, mir hate virgëschter d'Geleeënheet zu Mondorf op der Journée hospitalière ze sinn, wou ganz interessant Suggestioune gemaach gi sinn. Do ass zum Beispill geschwat ginn, datt ee misst Motivatiounsformen ausschaffe fir d'Personal méi ze sensibiliséieren, datt misst dat engagéiert Personal identifizéiert ginn, datt ee misst op dee Wee goe fir méi Leeschtung ze bezuelen. Well nëmmen d'Spideeler am Wettbewerb si sënnvoll fir d'Zukunft.

Här Minister, duerfir wier et interessant ze wëssen, ob schonn eng Kéier eng Analys vun der Informatiounspolitik am Kader vun deene sëlleche Fusiounsprozesser am Gesondheetswiese virgeholl ginn ass.

Mä et däerf net nëmmen un d'Informatiounspolitik un d'Personal geduecht ginn. Et ass och wichteg, datt d'Informatioun un de Patient weidergereecht gëtt. An ech hat d'Geleeënheet vu verschiddene Patiente verschidde Kloen ze héieren, an dovunner zitéieren ech nëmmen een: Zum Beispill e Chimiospatient, deen zu Eech a Behandlung war, gëtt an de Centre hospitalier transféréiert. Hien hat zu Eech eng éischt Klass. E kënnt net méi erof, well e muss do uewe bleiwen, an dann ass hien natierlech net zefridden, well en dann, wéi dat am Centre ass, keen Éischt-Klass-Zëmmer méi kritt. Wann de Patient am Virfeld informéiert gi wier, da wier e sécherlech net esou erféiert gewiescht.

Da si verschidde Patienten op Eech komm mat hirer Wallis, well se gemengt haten, hir Bauchchirurgie krite se do gemaach. Dunn hu se gesot kritt an der Réceptioun: Neen, Dir musst an de Centre goen, well hei gëtt keng Bauchchirurgie méi geleescht.

Dat alles, Dir Dammen an Dir Häre, mengen ech féiert dorop zréck, datt mer beim Informatiounsfloss nach verschidde Problemer hunn.

Dann erënneren ech drun, datt de Spidolsplang an eisem Land jo an dräi Regiounen opgedeelt ginn ass: den Norden, den Zentrum an de Süden. Schued ass et, datt den Osten ausbliwwen ass, well fréier hate mir am Osten och nach zwou Kliniken; zu Iechternach an zu Gréiwemaacher. Mä de gudden Osten ass eidel ausgaangen. D'Eecher Klinik ass also Hôpital de proximité an der Spidolsregioun…

(Interruption)

M. le Président.- Madame Frank, erlaabt Der dem Här Wagner eng Fro ze stellen.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Jo, ech kann der Madame Frank confirméieren, dass effectivement am Oste kee Spidol méi ass. Ech wollt hir awer d'Fro stellen, wiem seng Schold et ass, dass keent méi do bliwwen ass.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Däers sinn ech mer och voll a ganz bewosst, Här Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Wann ech gelift haart.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Mä dat soen ech och ganz haart, well d'Zäit komm war, datt Iechternach a Maacher net méi fäeg ware fir kënnen eng Klinik ze bedreiwen. Mä dat hätt awer vläicht net verhënnert, dass sech Gedanke gemaach gi wieren, datt mir iergendwou an eisem Osten eng nei Plaz geschafen hätten oder datt op där Plaz, wou elo Altersheimer entstinn, oder entstane sinn, eng Klinik hätt erëm kënnen hikommen. Sief et nëmme fir den Urgencendéngscht!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- …wien deemools d'Santé ënnert sech hat.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Gutt, ech hunn dat just a Fro gestallt.

(Hilarité et interruptions diverses)

M. le Président.- Fuert Dir weider, Madame Frank!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Also, d'Eecher Klinik ass als Hôpital de proximité an der Spidolsregioun Zentrum ageschriwwen, ähnlech wéi dat Diddelenger Spidol an d'Clinique Sainte-Marie am Süden. Vill Spideeler schaffe jo ewell zesummen oder si fusionéiert. Ech denken do nëmmen un deen neie Centre hospitalier Emile Mayrisch am Minett.

Am Zentrum gesäit dat jo elo esou aus: De Saint-François, d'Clinique Sacré-Coeur an d'Sainte-Elisabeth hu sech zesumme gedoen an hunn dat modernt Kierchbierger Spidol gebaut. D'Eecher Klinik ass jo mam Centre zesummen. Dëst ass, opgrond vun deenen historeschen a strukturellen Ënnerscheeder vun den Etablissementer, eng Entwécklung, déi ee sech fréier sécher net hätt kënnen denken.

Da bleift awer nach d'Schicksal vun der gudder Zitha-Klinik am Zentrum vun der Gare. Meng Zäit leeft fort, an duerfir, Här Minister, wier ech frou, wann Der eis och doriwwer géift e puer Erklärunge ginn.

(Interruptions)

D'Zitha-Klinik, wéi d'Zukunft vun der Zitha-Klinik ausgesäit.

Une voix.- Gutt.

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Ech wier frou, Informatiounen doriwwer ze kréien.

Da wëll ech awer nach een Domän erauspicken, an dat ass dee vun der Palliativmedezin. Nieft der Formatioun vum Fleegepersonal an der Palliativmedezin gouf et bis elo am Centre an zu Eech ënnerschiddlech Approchen. Am Centre gouf et de Centre de consultation de la douleur an eng Unité mobile. D'Eecher Klinik huet op déi honorabel Aarbecht an Ënnerstëtzung vu Fräiwëllege vun Omega gesat. Am neien Trakt zu Eech ass eng palliativ Statioun mat sechs Better virgesinn - wat ech ganz staark begréissen. Weiderhi gëtt och eng Équipe volante agesat, déi déi néideg Soins palliatifs doheem beim Patient ka verriichten. An da gëtt sech och vill vun der Médecine interne polyvalente an déi palliativ Medizin versprach.

Ech wëll awer nach kuerz een Aspekt uschwätzen, an zwar de PRN. Virun zéng Joer goufe jo d'Spideeler obligéiert de PRN anzeféieren. Dat gesäit konkret esou aus, datt d'Fleegepersonal jiddfer Akt detailléiert no Minutten, et kann ee bal soen no Sekonnen, opschreiwe muss. An heibäi gëllt et nëmmen näischt ze vergiessen, well opgrond vun dësen Angabe ginn d'Fleegepersonaldotatioune festgeluecht. D'Erhiewe vun den Akter um Patient geschitt ganz minutiéis, esou datt een ëmmer méi oft Plaintë vun iwwerfuerdertem Personal héiert, heiansdo esouguer „burn out", an dat mécht mir Suergen.

Dofir, Här Minister, ech mengen d'Zäit ass komm, datt mer de PRN kënnen ofschafen, an net nëmmen ech mengen dat, mä vill concernéiert Leit um Terrain. D'Missioun ass erféllt an ech mengen, et misst een elo zu Konklusioune kommen.

De PRN war an ass nach ëmmer eng enorm administrativ Belaaschtung, eng terribel Charge fir d'Fleegepersonal, a vum Käschtepunkt net ze schwätzen. Ech mengen, mir missten haut prett sinn op déi Erfahrungen, déi mer an deenen zéng Joer gemaach hunn, dem Patient no Pathologie kënnen ze soen, esou vill Minutte brauche mer fir déi an déi Akten ze maachen, an datt mer net nach all Dag musse weider dokumentéieren.

Ech si mir bewosst, dass d'Traçabilitéit ganz wichteg ass, mä ech hunn dozou nach Froen an dat maachen ech an enger Question parlementaire.

An da wollt ech de Minister nach froen: Wéi ass et mam Dossier médical informatisé? Ech mengen och deen ass bluttnéideg fir d'Zukunft an et ass wichteg, datt mer dee geschwë kréien.

Ofschléissend, mengen ech, ass et och wichteg, datt mer iwwert d'Reform vun eisem Soignantspersonal nodenken, d'Infirmièren, d'Aidessoignantes, a wann een haut um Terrain gesäit wivill administrativ Aarbecht do muss geleescht ginn, da froen ech mech ob mer net mussen op de Wee goen, och ee vun deem Domän op enger Statioun anzestellen. Ech perséinlech sinn der Meenung, datt mer nei Instrumenter fir d'Ermëttlung vum Personalbedarf an de Spideeler brauchen. Instrumenter, déi d'Bürokratie erëm op e Minimum reduzéieren am Interesse vum Patient.

Fir dat alles ass et wichteg, datt mer erëm an Zukunft Infirmièrë kréien, déi gären hire Beruff léieren a gären exécutéieren.

Ofschléissend well ech awer der Rapportrice nach mäin häerzleche Merci soe fir hiren excellente schréftlechen a mëndleche Rapport a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt selbstverständlech der Rapportrice félicitéiere fir deen excellente mëndlechen, schréftlechen a komplette Rapport, dee se de Mëtteg hei gemaach huet.

Dee Projet de loi, dee mer haut solle stëmmen, fënnt en fait séng Origine effectivement am Plan hospitalier. En ass déposéiert ginn net méi spéit wéi den 18. Mäerz d'lescht Joer 2004 vun der viregter Regierung an huet sech opgedrängt duerch den Aboutissement vun den Négociatiounen tëschent der Eecher Klinik, déi sou genannte Fondation Norbert Metz, an dem Centre hospitalier. Et ass d'éinescht hei gesot ginn, et wiere schonn an den 90er Jore Gespréicher gelaf. Et stëmmt effectivement, dass do scho Rapprochementer versicht gi sinn, mä op alle Fall hu si ni aboutisséiert an et waren ëmmer nëmme fromm Wënsch, déi ausgeschwat gi sinn, ouni dass déi zwee Etablissementer sech awer méi no komm sinn.

Konkret opgrond vum Plan hospitalier ass et Enn 2001 ginn, wéi se sech un en Dësch gesat hunn a fir d'éischt emol gekuckt hunn, wéi eng Kollaboratioun méiglech wier, wat d'Intérêten an d'Stäerkten och vun deem een an deem anere Spidol wären. Ech mengen, si hunn alleguer déi Schwieregkeeten, déi sech bei esou engem Projet stellen, selbstverständlech richteg agemooss an et ass och vläicht doduerch, dass se sech vun Ufank un de Schwieregkeete bewosst waren, dass se schonn am Juli 2003 zu enger sou genannter Convention de collaboration hospitalière komm sinn. Déi Kollaboratioun oder Synergie ass en fait du realiséiert ginn duerch en Arrêté granducal am Oktober 2003 mat Effet op den 1. Januar 2004. Et ass also schonn iwwer ee Joer amgaangen.

Et ass d'éinescht och hei geschwat gi vun der Commission administrative, wou sech effectivement ëmmer nees nei Suerge stellen, wéi een déi opstellt, doduerch dass berechtegterweis d'Fondation Norbert Metz selbstverständlech och zwee Vertrieder an déi Commission administrative kréich, an ech mengen, dass op alle Fall d'Kommissioun vun der Santé gutt berode war, wéi se averstane war mam Avis vum Conseil d'État, fir net nees eng Kéier déi Commission administrative opzepompelen, mä ze kucken op därselwechter Zuel vu Memberen ze bleiwen an doduerch eben dem Stat ee Représentant manner ze ginn an och der UCM hire Représentant ewechzehuelen, wat och a mengen Aen eng richteg Mesure ass. Well, wéi d'Madame Rapportrice d'éinescht erkläert huet, ass et en fait e Paradox an et weess een emol net, ob et juristesch ze verteidegen ass, dass een am Conseil d'administration sëtzt, deen do Décisioune mathëlt, op där anerer Säit awer och de Pouvoir de décision huet wat d'Attributioun vum Budget un datselwecht Etablissement ubelaangt.

Et ass de Mëtteg net gesot ginn, et schéngt mer awer net onwichteg ze si fir d'Stad Lëtzebuerg beispillsweis, dass ënnert deenen dräi Représentanten an Zukunft kee Medeziner méi muss sinn. Mir wëssen, dass dat der Stad Lëtzebuerg op alle Fall méi Flexibilitéit gëtt bei hire Représentanten a mir kënnen eis erënneren, déi leschte Kéier virun engem décke Joer, mengen ech, war et, wéi sollt de Représentant médical vun der Stad Lëtzebuerg ersat ginn, dass dat zu relative Schwieregkeete gefouert huet fir een ze fannen, esou dass ech mengen, dass dat doten op alle Fall e richtege Schrëtt an déi richteg Richtung ass.

Zousätzlech misst een awer och vläicht ervirhiewen, dass d'Stad Lëtzebuerg, eben doduerch well se d'Territoirë vum CHL zur Verfügung gestallt huet, an dat schonn zënter dräi Décennien, och an Zukunft kënnt de Vizepresident stellen.

Wann ech d'éinescht gesot hunn, dass effectivement déi doten Integratioun hiren Origine am Plan hospitalier huet, da wësse mer alleguer dass d'Kärstéck vum Plan hospitalier vum Abrëll 2001 justement an der Synergie tëschent deene verschiddenen Établissements hospitaliers läit, an dat haaptsächlech duerch zwou Mesuren.

Déi éischt Mesure ass déi, dass an deem Plan hospitalier sämtlech Spideeler an zwou Kategorië klassifizéiert sinn, dat heescht Hôpitaux généraux an Hôpitaux de proximité, zweetens awer och well d'Hôpitaux de proximité deem Plan hospitalier no kee Service spécialisé méi kënnen hunn.

Ech mengen, et ass och dat wat haaptsächlech d'Eecher Klinik beweegt huet fir hir Zukunft ze assuréieren, fir ze kucken dee Moment mat dem Centre hospitalier op dee richtege Wee ze goen. A wa mer Plan hospitalier schwätzen, wa mer Synergië schwätzen, Kollaboratioun tëschent verschiddenen Haiser, wëll ech hei awer och drop hiweisen, dass déi doten Integratioun vun Eech an de Centre hospitalier net déi eenzeg Realisatioune sinn, déi zënter dem Plan hospitalier effectivement komm sinn. Ech wëll drun erënneren, dass och Diddeleng zesumme mam HVEA gaangen ass, wat zum Aboutissement vun der Kreatioun komm ass vum Centre hospitalier Emile Mayrisch, wat och ze begréissen ass.

D'éinescht ass gefrot ginn hei, an ouni wëllen dem Här Minister virzegräifen, mä ech mengen, e wier awer menger Meenung do. Wat d'Zitha-Klinik ubelaangt, Ste-Thérèse: Dir hat geäntwert, där geet et gutt. Dat stëmmt och, an ech mengen och, dass do de Rapprochement tëschent der Zitha-Klinik an dem Gruppement CHL-Eech effectivement schonn zënter enger Zäitchen um gudde Wee ass, dass op alle Fall ee Rapprochement sech wäert an Zukunft och konkretiséieren, an zwar esou dass mer och do wäerten e grousse Gruppement kréien.

Ech mengen awer, mir hätten doniewent, wat d'Synergiespolitik ubelaangt, zwee Suergekanner hei zu Lëtzebuerg.

Mir kënnen eis erënneren, dass och Déifferdeng an d'Sainte-Marie versicht hunn eng Kollaboratioun auszeschaffen. Ech hunn awer d'Impressioun, dass dee Rapprochement amgaangen ass ze piétinéieren. Esou zwar, Här Minister, dass ee vläicht misst kucken, dass och déi doten zwee Etablissementer géife méiglechst schnell Léisunge fannen. Well ech bleiwen der fester Iwwerzeegung, dass beispillsweis fir de Süden ee grousse Groupement hospitalier unique déi ideal Léisung wier, wat am Sënn vun enger Optimisatioun vun de medezineschen Akte wär, dat heescht am Intérêt vum Patient.

En zweeten, méi ee schwéiere Punkt, deen hu mer am Norde vum Land. Dat heescht, zwëschent dem Ettelbrécker Spidol an dem Wolzer Spidol. Och do, Här Minister, mengen ech, misst ee kucken, dass d'Leit endlech géifen d'Zeeche vun der Zäit erkennen, an dat nees eng Kéier am Intérêt vun de Leit.

Ech wëll awer och drun erënneren, dass sech mat deem Plan hospitalier net nëmmen hei zu Lëtzebuerg ganz grouss Schrëtt gemaach hunn a Richtung vu Synergien, a Richtung vu méi Efficacité médicale, mä dass dat och grenziwwerschreidend ass zënter Joren. Ech wëll drun erënneren, dass do munch Spideeler op dee richtege Wee gaange sinn. Mä ech wëll awer haaptsächlech hei ervirsträichen d'Efforten, déi déi Zäit den HVEA scho gemaach huet, an och den CHL.

Ech mengen also, dass mer do um richtege Wee sinn. Dat d'autant plus dass elo, esou wéi ech mech renseignéiert hunn, och d'EHL als Gruppement bereet ass fir mat op deen dote Wee ze goen.

Ech weess, Här Minister, dass Dir déi Politik, déi mer entaméiert hunn, wëllt weider ënnerstëtzen, an ech op alle Fall kann Iech verspriechen, dass Der mäin Appui an där doter Saach wäert kréien. Well et ass deen eenzege richtege Wee, wa mer wëllen efficacement weider mam Ausland konkurrenzéieren.

An ech mengen, mir hei zu Lëtzebuerg, mat där Politik déi ageschloe ginn ass, sinn um richtege Wee. Mir kënnen a praktesch all de Pathologië mam Ausland konkurrenzéieren, mat Ausnahm selbstverständlech vun de Maladies rares, wou mer och wäerten an Zukunft op d'Ausland ugewise sinn.

Här President, Här Minister, Kolleegen a Kolleeginnen, dat gesot, mengen ech, ass et sous-entendu, dass d'Demokratesch Partei och wäert deem heite Projet zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Den nächste Riedner ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll natierlech och der Rapportrice vun dësem Projet de loi, menger Escher Buergermeeschterin, Merci soe fir hire kuerzen a kloere Rapport, dee se hei gemaach huet. Ech mengen…

(Interruptions)

Ganz gutt, deen ass ganz gutt.

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, datt den Objet vun dësem Projet de loi ganz kloer ass, an deem Mooss wou de CHL an d'Eecher Klinik fusionéiert hunn, do war et och kloer datt de Verwaltungsrot huet misse verännert ginn. Dat ass gemaach ginn. De Vertrieder vun der UCM ass net méi do derbäi, wat och an enger gewësser Logik ass.

Obschonn d'UCM natierlech muss interesséiert dru si wat mat de Spideeler oder wat an der Spidolslandschaft hei a Lëtzebuerg geschitt.

An ech wéilt dofir, iwwert de Projet de loi hei eraus, iwwert déi Zesummesetzung vun deem Verwaltungsrot eraus, deem mer selbstverständlech wäerten zoustëmmen, awer vläicht déi méi prinzipiell Fro opwerfen, déi iwwert dëse Verwaltungsrot erausgeet an déi am Fong de Prinzip an d'Fonctionnéiere vun de Verwaltungsréit insgesamt betrëfft. An ech wëll déi Fro hei opwerfen, well et, wann een an esou engem Verwaltungsrot sëtzt, jo heiansdo ganz schwéier ass, iwwert déi nei Investitiounen, déi heiansdo an d'Milliounen an d'Millioune ginn, oder an d'honnerte vu Millioune ginn, wierklech sachkompetent kënne matzebestëmmen. Ech wëll drun erënneren, datt mer, ech mengen am leschte Fréijoer muss et gewiescht sinn, hei nach eng Kéier fir e Projet de loi vun enger Klinik am Norde vum Land hu misse vill Suen nostëmmen, well ganz einfach bei der Planificatioun vun de Gestionnairë vergiess gi war elementar Saache matanzebezéien an d'Berechnung vun hirem Projet. Esou datt ech mengen, datt een eng Kéier misst méi eng generell Debatt féieren iwwert déi bescht méiglech Zesummesetzung vun esou Verwaltungsréit.

Déi zweet Saach ass déi, déi ech, och méi allgemeng gesinn, kuerz wëll uschwätzen, well et schonn zwee-, dräimol hei gesot ginn ass, dat ass d'Problematik vu Synergien a vu Fusiounen. Hei hu mer jo ze di mat enger Fusioun. Et si jo och aner Fusioune geschitt am Süde vum Land, an ech mengen datt dat eng Problematik ass, déi wierklech vun alle Leit seriö muss geholl ginn, well et sech wierklech ëm ganz héich Investissementer handelt.

Wann ee kuckt, wéi vill de Plan hospitalier kascht iwwert déi ganz Joren, wat fir eng Zommen datt dat ausmécht, a wann ee kuckt wéi vill iwwerhaapt d'Spideeler an dem Budget vun de Krankekeesen ausmaachen, dann ass dat jo largement iwwer 50%, an ech soe largement iwwer 50%, da muss ee jo soen, datt dat nach net duergeet, well do derbäi awer och nach d'Tariffer vun de Medeziner selwer derbäi kommen. Wéi gesot, wann een alles géif zesummerechnen, datt ee largement iwwer 60 bis 70% géif kommen, wat de Spidolssecteur an deem ganze Gesondheetssecteur kascht. A well dat gewalteg Zomme sinn, ass et wichteg, datt een do wierklech op eng seriö Aart a Weis, also op eng rationell Aart a Weis domadder ëmgeet.

An een Instrument do dervun, dat ass natierlech an der Planificatioun ze kucken, déi beschtméiglech Synergien a Fusiounen op d'Been ze bréngen. Et ass virdrun hei gesot ginn, zum Beispill an der Südregioun wier et wichteg, datt een do herno ee grousse Komplex hätt, deen alles géif ofdecken. Ech mengen och, datt dat eng sënnvoll Saach ass, an ech mengen och, datt d'Zesummenaarbecht vu Spideeler eng absolut sënnvoll Saach ass. Ënnert enger Bedéngung dann allerdéngs. Nämlech ënnert der Bedéngung, wa Leit Verträg matenee maachen, datt dann awer och déi zwee Partner sech un déi Verträg halen.

An ech hunn d'Impressioun, datt an deene leschten zwee, dräi Joer, obscho vill iwwer Synergien a Fusiounen hei am Land geschwat ginn ass, awer munch Leit dat Wuert éischter esou verstanen hunn, datt si géifen hiert Spidol oprüsten an datt déi aner hinnen d'Clientë géife schécken. Ech soen dat an enger allgemenger Form an ouni ee bestëmmten hei ze accuséieren. Mä ech mengen awer, datt Fusioun, Synergie an Zesummenaarbecht ëmmer nëmme kann op Géigesäitegkeet berouen.

An ech mengen och, Här Minister, datt Der gutt berode sidd, Iech ëm déi Problematik ze këmmeren, well mer an eisen Aen dovunner ausginn, datt de Käschtepunkt vum Spidolswiesen an deenen nächste Joren nach wäert uklammen. Mir hate Steigerungsraten an deene leschte Jore vu 7%, 8% an esou virun. Wann ee kuckt, wat investéiert ginn ass op deene verschiddene Plazen hei am Land an deene leschte Joren, dann ass ze befäerten, datt déi Steigerungsrat an zwee, dräi oder véier Joer an de Beräich vun 12%, 13%, 14% pro Joer, all Joer wäert goen, an da kréie mer Problemer an de Krankekeese vun der Finanzéierung.

An duerfir si Fusiounen a Synergien absolut noutwendeg, och am Beräich vun der interregionaler Zesummenaarbecht an der Groussregioun. Mä mir mussen dat wierklech seriö ugoen a jiddfer Partner op deene verschiddene Plaze muss da seng Responsabilitéiten huelen, fir wierklech net nëmmen d'Decken op seng Säit ze zéien, mä fir wierklech ze soen: Hei, mir hunn eng gemeinsam Decken, a jiddferee kuckt vun där Decken dann dat ze maachen, wou hie sech drop spezialiséiert, an op där anerer Säit ass een aneren, dee sech spezialiséiert. An da mussen d'Patienten hin an hier kënne geschéckt ginn an net eesäiteg, vun där enger Richtung just an déi aner Richtung.

Dat ass en allgemenge Prinzip, deen ech hei wëll soen. An ech mengen, datt dat absolut noutwendeg ass, well mer soss bei de Spidolskäschten an deenen nächsten zéng Joer a ganz gravéierend Finanzéierungsproblemer wäerten erakommen.

Bon, dat gesot, wëll ech hei awer elo ophalen, well dat heiten net d'Plaz ass fir déi doten Diskussioun ze féieren. Hei geet et just ëm de Projet Fusioun CHL mat der Eecher Klinik a mat deem neie Verwaltungsrot. Mir sinn do selbstverständlech derfir. Mä ech mengen, datt mer och déi aner Diskussioun nach eng Kéier musse féieren.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Leschten agedroene Riedner ass den Här Jaerling. Den Här Aly Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ech ka mech einfach net dru gewinnen, dass ech ëmmer dee Leschte sinn.

(Hilarité)

Här President, ech wëll och am Numm vum ADR dann eiser léiwer Escher Buergermeeschtesch als Rapportrice häerzlech Merci soe fir hire Rapport. Fir ze demonstréieren, dass mir Escher ëmmer zesummenhalen.

(Interruption)

Bal ëmmer!

Ech wëll just soen, dass dee Projet hei an der Kommissioun op jidde Fall laang a breet diskutéiert ginn ass. Dass mer och versicht hunn dem Statsrot senge Bedenke Rechnung ze droen, wat am Fong verschidde Problemer ubelaangt huet am Zesummenhank mat der Législatioun a mat der Exécutive. Ech mengen déi Problemer hu mer geléist kritt.

Et ass och richteg, wann ee seet, wann een déi Gelder, déi een am Krankewiesen huet, wëllt effizient asetzen, da muss een natierlech nei Moyenë sichen, an ee vun deenen neie Moyenen, déi elo eben an deene Spidolspläng scho jorelaang dra sinn, dat sinn ebe Fusiounen a Synergië vun deene verschiddene Spideeler, regional gesinn, fir effektiv ze kucken, wéi een déi Moyenen am effizientsten asetzt.

An dat huet net nëmmen e Sënn fir d'Spideeler selwer, fir d'Gesondheet selwer, mä et huet och en Impakt op de Käschtepunkt vun de Krankekeesen. Ech mengen, et ass och ganz wichteg fir dat net ze vergiessen.

Wat awer meng Bedenke sinn, dat ass natierlech, dass ee ganz gutt muss oppassen, dass bei deene Synergien a Fusiounen, wéi dat esou an der Wirtschaft üblech ass, dat net e bëssen op d'Käschte vum Personal geet. Ech mengen do huet den Här Minister mech jo an enger Äntwert op eng Question parlementaire berouegt. Mä ech, als ale Gewerkschaftler, weess jo awer wéi den Hues leeft an ech wäert lech soen, dass mer do awer ganz wuechtsam bleiwe wäerten…

(Hilarité)

…, well ech hunn nach gutt Erënnerungen un déi Zäit, wéi d'Budgetiséierung vun de Spideeler agefouert ginn ass, wat deemools do gedréint ginn ass, an dofir wëll ech lech soen: Dir hutt eis e bësse berouegt, mä mir wäerten awer wuechtsam bleiwen, dass dat och an déi richteg Richtung geet.

Et ass och richteg, dass mer mussen nei Weeër fannen, well mer och ëmmer méi nei Krankheetsbiller kréien, déi mer virdrun an eiser Gesellschaft ni kannt hunn a wou mer dann och mussen nei Moyenë sichen. An déi Krankheetsbiller kënne mer nëmme mat deene modernsten Apparater a Moyenë bekämpfen an dofir musse mer och, wéi gesot, déi Suen, déi mer hunn, effizient asetzen.

Wann ech elo dat begréisst hunn, sou wier ech dann awer frou, dass mer da géifen an där Richtung weiderfueren an da méi wäit goen. An da wëll ech un eng Rei Propose vum ADR awer erënneren am Zesummenhank mam Käschtepunkt vun de Krankekeesen an och vun de Spideeler.

Wéi zum Beispill, wa schonn déi Zesummeschlëss kommen, da wier et jo awer am Fong sënnvoll, dass een dann och géif higoen a mol endlech an eng Richtung goen, zentral Akafstell, wou een dann och mol all dat Material, wat ee brauch, méi bëlleg kënnt akafen. Oder et kënnt ee mol an d'Richtung goen, fir an de Spideeler déi Zweeklassemedezin ofzeschafen. Zum Beispill déi 66% Zouschoss an der éischter Klass, wou leider net driwwer geschwat gëtt, heiansdo e bëssen driwwer gepëspert an dann net méi driwwer geschwat gëtt, oder iergendwéi Argumenter gesicht ginn, firwat dass dat awer nach muss sinn, a wou ee sech einfach d'Fro stellt: Brauche mer iwwerhaapt esou eng Zweeklassemedezin oder musse mer net endlech op dee Wee goen, fir dass mol all Assuré gläich ass an dass am Fong déi Aarte vu Subventiounen, oder et kann ee se scho bal Cadeauen nennen, endlech ophalen an dass mer och do musse versichen e bëssen ze spueren?

Dann ass jo ugekënnegt ginn, dass d'Regierung gewëllt ass eng Aart Krankheetsakt ze maachen, sou wéi ech dat gesinn. Ech mengen, och dat ass eng Propositioun, déi a Richtung vum ADR geet, well mir einfach e Krankheetsbadge gefrot hunn, wou ee kann all d'Krankheetsdonnéeë vum Patient dropmaachen. Wat och ganz vill Geld géif spueren, fir dass net 6-, 7-mol déiselwecht Krankheetsanaylsen a Röntge gemaach ginn.

(M. Jos Scheuer reprend la Présidence)

Ech mengen, all dat si Saachen, wa mer déi elo nach cumuléiere mat deem, wat elo geschitt, mat deene Fusiounen, da si mer um richtege Wee an dann ass och de Beweis bruecht, dass, wa mer am Fong all Iddien, egal vu wou dass se kommen, cumuléieren, mer dann awer an eng Richtung ginn, wou mer méi eng effizient an och méi eng käschtegënsteg Betreiung vun de Patiente kënnen asetzen.

Dofir, wéi gesot, begréisse mir déi Initiativen hei. Mir wäerte se och voll ënnerstëtzen a mir wäerten och weider all Initiativen ënnerstëtzen, déi an déi Richtung ginn. Mä awer och an der Hoffnung, dass déi Propositiounen, déi mir als ADR gemaach hunn, an Zukunft dann och lues a lues an dee Spidolsplang an an dee Krankekeeseplang integréiert ginn, fir dass mer zesummen endlech eng effizient an eng laangfristeg Léisung fannen, fir eis Medezin sou effizient wéi méiglech a sou käschtegënschteg wéi méiglech kënnen ze garantéieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Regierung huet d'Wuert. Här Gesondheetsminister.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, no deem excellente Rapport vun der Madame Mutsch brauch ech net op den Inhalt vum Projet anzegoen, deen eigentlech just d'Konsequenz ass vun der Fusioun CHL-Eech an deen de Responsabele vun Eech eng ugemiesse Représentatioun am Verwaltungsrot gëtt, deen eng Rei vun Ännerungen am Verwaltungsrot mécht, déi Sënn erginn.

Zum Beispill, dass d'UCM net gläichzäiteg verhandelt a Member ass am Verwaltungsrot. Zum Beispill, dass staatlech Vertrieder wa méiglech net där solle sinn, déi och Gelder fir deen Zentrum kënnen engagéieren. Dass d'Zuel limitéiert bliwwen ass vun de Vertrieder am Verwaltungsrot, och wann dat op d'Käschte vun der Majoritéit, déi de Stat bis elo am Verwaltungsrot hat, geet.

Mä ech mengen, just an deem dote Beräich - an ech hunn dat op anere Plaze gesinn - spillen déi Majoritéite just an de Käpp a wann et an engem Spidol bis dozou kënnt, dass eenzel Sensibilitéite Kampfofstëmmunge musse maachen, dann ass souwisou an deene Spideeler, mengen ech, net méi alles an Uerdnung an da muss ee sech aner Froe stelle wéi iwwert d'Gewiichtung vum Verwaltungsrot.

All déi Saachen, oder déi meescht Saachen, déi de Mëtte gesot gi sinn, kann ech deelen. Ech wëll ausdrécklech déi Fusioun zwëschent dem CHL an der Eecher Klinik begréissen, well dat souwuel deene Betraffene wéi och de Patienten eng Gewënnaktioun, eng Win-Win-Aktioun, bréngt, an, wann et richteg konzipéiert ass, och de Keesen. Wou awer net, mengen ech, déi éischt Zilsetzung déi ass fir onbedéngt Geld ze spueren, mä déi éischt Zilsetzunge si fir dem Patient méi Qualitéit ze bidden, fir eng méi efficace Gestioun, an dat anert ass eigentlech eng Résultante, déi doraus entsteet, well een iwwert deen heite Wee an zwee Haiser iwwer eng gemeinsam Gestioun, iwwer eng gemeinsam Akafspolitik, iwwer e gemeinsame Staff médical an eng sënnvoll Aufgabendeelung wierklech kann eng Plus-value schafen.

Et ass also ganz kloer esou, dass Fusiounen net sollen nëmmen e Prétexte si fir dass jiddereen dat ka bleiwe wat e war a fir e Spidolsplang iergendwéi kënnen ze ënnerlafen. Et ass net dat, wat hei viséiert ass, an et ass och net dat, wat vun der Regierung gewënscht ass. Et kann also net esou sinn, dass eent plus eent zwee an en hallwen oder dräi ergëtt, mä eent plus eent gëtt e Méiwäert fir all Betraffenen.

Et ass virdru schonns gesot ginn, dass et sech hei net ëm déi éischt Fusioun an déi eenzeg Fusioun handelt. Positiv ass d'Bestietnes och gelaf zwëschent Esch an Diddeleng, déi zum CHEM gefouert huet. Positiv ass och d'Zesummeleeë vun deenen dräi Stater Spideeler gelaf, déi sech am Kierchberger Spidol erëmfonnt hunn.

Dat wat vu mengem Kolleeg, dem fréiere Gesondheetsminister Carlo Wagner, gesot ginn ass a Saache regional Zesummenaarbecht am Süde kann ech ënnerschreiwen. Et ass, mengen ech, eng gutt Approche, déi vun der Regionaliséierung, an an deene verschiddene Regioune sollen déi verschidde Spideeler sech rapprochéieren an am gënstegste Fall zu engem gemeinsamen Acteur ginn.

Am Süde kënnt et zu engem Rapprochement vun deenen zwee Haaptacteuren, déi am Moment nach am Süde sinn. An d'Suggestioun, déi de Carlo Wagner gemaach huet, fir tëschent Wolz an Ettelbréck eng Schëpp unzeleeën, dat ass scho geschitt. Mir hu souwuel déi Ettelbrécker wéi déi Wolzer encouragéiert, fir zesummen ze schaffen, och wann déi eenzel Acteuren am Moment nach kënne mengen, dass si eleng géifen eens ginn, well se am Spidolsplang drastinn a well hir Servicer ofgeséchert sinn. A wa vläicht deen ee mengt, e wier méi nei wéi deen aneren an e kéint ouni deen aneren eens ginn, dann ass et awer sënnvoll, dass ee regional zesummeschafft an dass een doduerch déi Masse critique kritt, déi et erlaabt eng besser Gestioun an och méi Qualitéit unzebidden.

Well wann d'Patienten iergendwann eng Kéier mierken, dass d'Gestioun op anere Plaze besser ass, oder dass d'Qualitéit op anere Plaze besser ass, hei am Land sinn d'Distanzen esou kleng, an zënter der Collectrice an zënter dass d'Nordstrooss am Bau ass, ass déi Clientèle e bësse méi volatile. Dat heescht, et muss een an alle Regiounen optimal medezinesch Versuergung ubidden, well soss ass een net méi laang dee Staarken, deen ee mengt, dass een ass. Also déi Zesummenaarbecht ass extrem noutwendeg.

Ech hu vun der Madame Frank héieren, dass se bedauert huet, dass am Oste kee Spidol méi ass. Ech verstinn dat, dass een aus senger regionaler Approche dat seet. Mä ech wollt se awer froen, ob si der Meenung ass, dass mer sollten am Osten en neit Spidol bauen, well en anere Sënn gesinn ech an där doter Approche net. Oder ob mer sollen dozou bäidroen, dass eng gutt medezinesch Grondversuergung an där Regioun bleift, an dass am Moment d'Zäit net déi ass fir erëm eng Kéier zousätzlech Spideeler ze bauen, mä éischter d'Efforten ze cernéieren.

Ech wëll just soen, dass am Ausland éischter iwwer Schléissung vu Spideeler geschwat gëtt, net iwwer Zesummeschaffen, mä iwwer Schléissung, an ech mengen dass et awer net e Sënn géif ginn, dass mer elo bei där Spidolslandschaft, déi mer hunn, an den Oste géifen en neit Spidol baue goen.

Ech hunn och verstan, dass d'Madame Frank Problemer mat dem System vum PRN hätt. Et hunn der vill Problemer mam System vum PRN, mä am Moment gëtt et keen aneren, ausser dass d'Madame Frank géif fuerderen, dass mer de System vun den DRGe géifen aféieren. Dat ass dee vun den diagnostik- oder vun de fällorientéierte Pauschalen, déi d'Spideeler no deene gewëssene Pathologië géife kréien a wou se da mat allen Acteure missten eens ginn, fir se domat ze bezuelen.

Wann dat net de Fall ass, da géif ech awer ganz gär wëssen, wat d'Suggestioun vun der Madame Frank dann ass. Ech sinn dankbar fir all Suggestioune fir erëm e bessere System proposéiert ze kréien.

Här President, d'Madame Frank wëllt mer eng Fro stellen.

M. le Président.- Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Jo, Här Minister, ech wier frou wa mer eng Kéier an der Chamberkommissioun d'Geleeënheet géife kréien, mat Iech iwwer PRN an iwwer vläicht nei Modellen ze schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech komme ganz gär mat Iech zesumme fir iwwer PRN, DRGen an aner méi effikass Systemer mat Iech ze diskutéieren. Ech wär awer frou wann Der dann och géift mat de Kolleege vun Iech schwätzen, déi vläicht och e bëssen Erfahrungen an deenen neie Systemer hunn.

Dir hutt mech gefrot wat d'Zukunft vun der Zitha wär. Jo, d'Zukunft vun der Zitha ass eng gutt Zukunft, well et och eent vun deene Spideeler ass, déi sech selwer a Fro stellen, a wou suggeréiert ginn ass, dass et zu enger verstäerkter Zesummenaarbecht mam CHL soll kommen. Ech jiddefalls gesi keng Argumenter, déi géint esou eng méi staark Zesummenaarbecht géife schwätzen.

Dann ass och gefrot ginn, nach eng Kéier vun der Madame Frank, fir eng Reform vun der Ausbildung vum Fleegepersonal ze maachen. Ech wollt vun hir wëssen, wat se dorënner versteet: Ob mer sollen d'Ausbildung verlängeren op véier Joer, esou wéi dat vum Secteur gefuerdert ass? Wann dat de Fall ass, wär ech nawell ganz frou, wann d'Madame Frank mer dat géif soen. Ech stinn op hirer Säit!

Dann, well meng Zäit, mengen ech, zu Enn geet, wollt ech kuerz soen, dass dee Projet oder den eigentlechen Ursprong vun deem heite Projet sech absolut an déi Bestriewunge vun der viregter Regierung an och dëser Regierung areit, fir d'Effikassitéit am Spidolswiesen ze verbesseren. Eng Approche, déi sech manner duerno riicht, dass eng zousätzlech Offer eng nei Demande géif provozéieren, mä dass d'Offer soll esou wäit wéi méiglech der Demande Rechnung droen, dass mer eng optimal Qualitéit, eng optimal Aufgabendeelung, eng besser Visibilitéit vun eise Spideeler schafen, well dat ee vun den Haaptproblemer vun eise Spideeler vis-à-vis vun de Spideeler am Ausland ass.

E Lëtzebuerger, deen ee freet: Wann s du déi Pathologie hues, a wat fir e Spidol geess de am Ausland? Dee seet ganz liicht, da ginn ech dohin oder ech ginn dohin oder ech ginn dohin. Mä wann een e Lëtzebuerger freet: Wann s du déi dote Pathologie hues, wou geess de dann hei zu Lëtzebuerg? Da weess e keng Äntwert, well hei zu Lëtzebuerg ganz oft jiddfereen alles ubitt, mä net alles an där beschter Qualitéit. Ech soen dat esou kloer, och wann dat heiansdo ka polariséieren: Et däerf kee politesch Verantwortlechen nokucken, wa mer iwwerall datselwecht an net eng Aufgabendeelung maachen, wou déi Visibilitéit verbessert gëtt.

Dann e lescht Wuert, vläicht zu der Approche, déi mer mussen hunn am Spidolswiese vis-à-vis vun éischtens, der weiderer Entwécklung vun de Käschten am Spidolswiesen, an enger finanzieller Situatioun an de Krankekeesen, ëm déi ee sech muss bekëmmeren. An där doter Situatioun musse mer ganz kloer gi mat eise Partner aus dem Spidolswiesen, dass mer eis op déi Saache konzentréieren, déi mer wierklech brauchen an déi zu enger Plus-value a Saache Qualitéit vun de Soinë féieren, an net probéieren, an enger Rivalitéit, déi et net bréngt, een deem aneren d'Clienten oder d'Patienten ewechzeluchsen. Dat ass falsch.

Mir hunn et vill méi einfach als Gesondheetspolitiker wa mer feststellen, dass déi Suen, fir déi mer antrieden, fir eng Verbesserung vun der Qualitéit vun der Medezin, fir de medezinesche Fortschrëtt gebraucht ginn, amplaz dass se gebraucht gi fir effektlos, inefficace ze verpuffen. Well een deem anere säin Däiwel am Spidolssecteur ass. Wann ech d'Madame Frank richteg verstanen hunn, huet se dofir plädéiert, dass d'Konkurrenz am Spidolswiese soll bleiwen. Selbstverständlech, d'Konkurrenz am Spidolswiese soll weider bestoen, mä wann ech gelift an deem Geescht vu Komplementaritéit an net am Geescht vun double et triple emploi.

Ech soe Merci.

Une voix.- Dir iwwerzitt ëmmer, Här Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat ass net schlëmm.

M. le Président.- Et war minimal, et war annerhallef Minutt.

(Interruptions diverses)

Une autre voix.- Dat ass fir den Här Di Bartolomeo bal näischt.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5312. Den Text steet am Document parlementaire 5312[2].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Resultat ass folgend: 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner (par M. Lucien Clement), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Paul-Henri Meyers), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nelly Stein) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Lydia Mutsch), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Resolutioun iwwert d'Konte vun der Cour des Comptes aus dem Joer 2003. Den Här Norbert Haupert huet sech ageschriwwen. Wëllt nach ee Kolleeg d'Wuert ergräifen? Dat schéngt net de Fall ze sinn. Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

4. Résolution de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Här President, erlaabt mer, datt ech dat vun der Plaz maachen, well ech bräicht méi Zäit fir dorobber ze komme wéi ech Zäit brauch fir déi Resolutioun hei ze presentéieren.

D'Chambre des Comptes huet der Commission des Comptes hir Konte virgeluecht, an d'Réviseuren hunn déi Konten och kontrolléiert a si hu fonnt, datt se no de gesetzleche Virschréften, déi hei zu Lëtzebuerg gülteg sinn, wierklech e vertrauensvollt Bild vun dem Verméigen a vun der finanzieller Situatioun vun der Cour ofginn, an dofir schléit d'Kommissioun der Chamber vir, datt mer déi Konte vum Exercice 2003 géingen approuvéieren.

M. le Président.- Mir stëmmen dann iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontrollkommissioun am folgende Wuertlaut ugeholl huet. Ech liese se vir.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu que le réviseur des comptes de la Cour des Comptes estime dans son rapport que „les comptes annuels ci-joints donnent, en conformité avec les prescriptions légales et réglementaires en vigueur au Luxembourg, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2003 ainsi que des résultats de l'exercice se terminant à cette date";

- vu que la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire a marqué au cours de sa réunion du 14 février 2005 son accord avec le rapport du réviseur des comptes;

approuve

les comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes.

Ass d'Chamber domat averstanen, fir par main levée iwwert déi Resolutioun ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote

Ech bieden ëm en Handzeechen.

Merci. D'Resolutioun ass ugeholl.

5. Demandes en naturalisation

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Naturalisatiounen, dofir schwätzen ech dann de Huis clos aus.

(Le huis clos est prononcé à 16.47 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 16.52 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen. Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 27 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech och mat siwen Ännerunge vun Numm a Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 24 février 2005

1. *DE CASTRO MENDES Domingos João, né le 27 mai 1962 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette*

   La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MENDES Jean.

2. *DA CONCEIÇAO AZEVEDO Ana Julia, née le 18 janvier 1966 à Agualva-Cacem/Sintra (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette*

   La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de AZEVEDO Ana Julia.

3. *DORNEANU Dorel, né le 25 août 1960 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Senningen*

4. *DOS SANTOS DA LUZ José, né le 3 mars 1960 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg*

5. *GOMES BORGAS Adelino José, né le 22 mars 1972 à Huambo (Angola), demeurant à Wilwerdange*

   La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de BORGAS José.

6. *LOPES SEQUEIRA DA SILVA Lilia, née le 23 janvier 1966 à São João de Loure/Albergaria-a-Velha (Portugal), demeurant à Wilwerdange*

   La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de LOPES Lily.

7. *MARINESCU Cristian Florian, né le 11 mars 1967 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Imbringen*

   La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MAAR Christian.

8. *NEDELCU Nicoleta, née le 5 avril 1969 à Bucarest (Roumanie), demeurant à Imbringen*

   La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de NEIS Nicoletta.

9. *MONTEIRO PAULA Evanilda da Ressurreiçao, née le 11 avril 1982 à Nossa Senhora da Luz/Sao Vicente (Cap-Vert), demeurant à Esch-sur-Alzette*

10. *MUKIC Semir, né le 15 juillet 1964 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg*

11. *MUTOMBO BETU Kabasele, né le 16 septembre 1962 à Kinshasa (République démocratique du Congo), demeurant à Belvaux*

12. *NOVALIC Dzemal, né le 31 août 1978 à Lagatore (Yougoslavie), demeurant à Esch-sur-Alzette*

13. *N'DAW Marie, née le 9 octobre 1967 à Conakry (Guinée), demeurant à Luxembourg*

14. *PATWARY Mazaharul Islam, né le 21 septembre 1983 à Comilla (Bangladesh), demeurant à Luxembourg*

15. *PEREIRA DE ALMEIDA Francisco José, né le 7 mars 1971 à São Sebastião da Pedreira/Lisboa (Portugal), demeurant à Rodange*

16. *PEPRAH Kofi, né le 9 mai 1962 à Mampong (Ghana), demeurant à Schifflange*

17. *POBA MANANGA PHOLO Jean-Aimé, né le 5 septembre 1983 à Aachen (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette*

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de POBA PHOLO Jean-Aimé.

18. *SPÖRL Gisela Augusta Emma Maria, née le 2 septembre 1940 à Naila (Allemagne), demeurant à Bereldange*

19. *STELANDRE Blaise François Achille Aimé Jocelyn, né le 13 juillet 1963 à Courtrai (Belgique), demeurant à Doennange*

20. *TANASE Iulia Coralia, née le 16 février 1973 à Sibiu (Roumanie), demeurant à Sandweiler*

21. *TILLEMENT Myriam Régine Rolande, née le 18 juin 1970 à Rocourt (Belgique), demeurant à Medernach*

22. *VOLODINE Serguei, né le 2 mars 1963 à Moscou (Russie), demeurant à Blaschette*

23. *ZAREMBA née LOKSHINA Elena, née le 10 juillet 1957 à Moscou (Russie), demeurant à Blaschette*

24. *VON DER HEYDEN Iris Barbara, née le 13 août 1961 à Bruchsal (Allemagne), demeurant à Luxembourg*

25. *WEN Heping, né le 11 janvier 1953 à Xian/Shaanxi (Chine), demeurant à Strassen*

26. *WENCESLAO Amalia, née le 15 mars 1959 à Calumpit/Bulacan (Philippines), demeurant à Differdange*

27. *ZARKOV Drago, né le 22 août 1974 à Ettelbruck, demeurant à Harlange*

6. Ordre du jour

An hirer Sitzung vu gëschter huet d'Presidentekonferenz dann de Programm fir déi nächst Sitzungswoch proposéiert. D'Chamber siégéiert de Mëttwoch, den 2. Mäerz, um hallwer dräi, an den Donneschdeg, den 3. Mäerz, och um hallwer dräi, mat folgendem Ordre du jour:

Mëttwoch, den 2. Mäerz:

- eng Aktualitéitsstonn vun deene Gréngen iwwert d'Energiepolitik;

- d'Projets de loi 5308, 5326 a 5341, sozial Konventiounen tësche Lëtzebuerg, Serbien-Montenegro, Schweden an der Tierkei - déi dräi Projete ginn an enger Diskussioun behandelt;

- de Projet de loi 5393, en EU-Ofkommes iwwer Persounen, déi a Krisegebidder operéieren;

- de Projet de loi 5417 iwwert d'Privilegien an Immunitéite bei ATHENA;

- de Projet de loi 5392, en EU-Ofkommes iwwert dat militäresch an ziviilt Personal bei den EU-Institutiounen;

- de Projet de loi 5397, eng Konventioun iwwert den Asaz vu verschiddene klassesche Waffen.

Donneschdeg, den 3. Mäerz:

- de Projet de loi 5348 iwwert d'Schafung vun engem Dokumentatiounszentrum fir déi Zwangsrekrutéiert, nom Modell 1;

de Projet de loi 5407 iwwert d'Subsiden un d'Studenten, och nom Modell 1;

- de Projet de loi 5042 iwwert d'europäesch Charta vun de Regionalsproochen, nom Modell 1;

- de Projet de loi 5340 iwwert d'Post, och nom Modell 1.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert, an domat ass d'Sitzung och opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.53 heures)

MERCREDI, 2 MARS 2005

24E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'énergie de sources renouvelables

(Discussion générale)

3. 5308 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003

5326 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1er décembre 2003

5341 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale

(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel)

4. 5393 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5417 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5392 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5397 - Projet de loi portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;
- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre:

1. **5448** - Projet de loi relatif aux tissus et cellules humains utilisés à des fins thérapeutiques et scientifiques

Dépôt: M. le Ministre de la Santé, le 24.02.2005

2. **5449** - Projet de loi portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

Dépôt: M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, le 25.02.2005

3) Par lettre du 1er mars 2005, M. le Député Lucien Clement a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet de la politique de gestion des crues et des inondations.

Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Energiepolitik ugefrot. D'Riedezäit ass am Artikel 78.2 vum Chamberreglement festgehal a gesäit Folgendes vir.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Dër Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, an der Regierung eng Véirelsstonn. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Oberweis, Calmes, Scheuer a Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Henri Kox, als Vertrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

2. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'énergie de sources renouvelables

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President.

Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Kaz ass endlech aus dem Sak, déi mat vill Spannung erwaart Reglementer iwwert d'Ënnerstëtzung vun den erneierbaren Energien an der rationaler Energienotzung sinn endlech um Dësch. Dat freet mech, dat freet eis, dat freet eis awer net eleng: Ee ganze Wirtschaftssecteur huet mat vill Gedold an Erwaardung op déi nei Hëllefe gewaart. Déi Freed huet sech awer leider schonns no engem leschte Weekend nees séier geluecht.

Dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaabt mir meng zréckhalend Freed nom klassesche Muster an zwee Deeler ze explizéieren.

Éischtens, quant à la forme. Dëst hunn ech och schonn d'lescht Woch hei op dëser Plaz gesot: Ech bedaueren - an do stinn ech bei wäitem net eleng do -, datt mir esou laang hu misse waarde bis endlech ee konkrete Virschlag um Dësch louch.

Sécherlech goufen hei eng ganz Rei vu Konsultatiounen am Virfeld vun dëser Publikatioun gemaach. Selwer war ech jo och bekanntlech bei zwou esou Réuniounen dobäi. Ech hätt mir awer gewënscht, dass do méi eng breet Zesummekunft vun all den Acteure gemaach gi wier - da wieren eng ganz Rei vun Onschlëssegkeeten hei aus deem Reglement erauskomm. Ech hoffen awer, dass mir elo an deenen nächsten zwou, dräi Wochen nach deen erwënschten Dialog mat all de Kreeser kënne féieren. Mäin Ugebot, de Gréngen hiert Ugebot steet jiddefalls, fir konstruktiv hei matzehëllefen. Eppes steet elo scho fest, mir musse schnell a konstruktiv hei schaffen, fir net nach méi Zäit ze verléieren.

Zweetens, quant au fond. Här President, Dir Dammen an Häre, leider feelt mir d'Zäit fir an den Detail vun dëse Reglementer ze goen. Ech mengen, et géif och de Kader hei sprengen, all d'Detailer ervirzesträichen. Dofir wëll ech eng Kéier kuerz déi grouss Zich an déi grondsätzlech Punkten eraushuelen.

Mir komme jiddefalls awer net dolaanscht eis mat enger Rei vun Zuelen eng Kéier ausenaner ze setzen, déi äusserst wichteg si fir ee bessert Verständnis iwwert déi ganz Problematik ze hunn. Fir d'éischt musse mir eis awer eemol eens sinn, wat mir eigentlech wëllen. Wellech Ziler wëlle mir iwwerhaapt erreechen? A wat fir Instrumenter kënne mir op de Wee gi fir déi Ziler ze erreechen?

Ech hunn nämlech staark d'Impressioun, an net nëmmen ech, datt bei der Ausschaffung vun dësem Reglement net d'Ëmwelt an déi längerfristeg positiv Auswierkungen op d'Klima an d'Aarbechtsplazen am Mëttelpunkt stoungen, mä eleng budgetär Iwwerleeungen. Dobäi ass scho laang bekannt, an do zitéieren ech gär de President vun Eurosolar International a Ko-Architekt vum däitschen Erneierbar-Energien-Gesetz, den Hermann Scheer - en ass esouguer vun der SPD -: „Die Mehrkosten für erneuerbare Energien von heute sind vermiedene Umweltschäden und niedrige Energiekosten von morgen."

Den Ëmwelt- a Klimaschutz verlaangt dofir méi ee resolut Virgoen. 64% vun der europäescher Populatioun verlaangen dëst och laut enger Ëmfro.

Dës Ëmfro, Här Lux, hutt Dir nach selwer de Freideg um Sommet de Printemps 2005 et l'Environnement en Europe, organiséiert vum europäeschen Ëmweltbüro, zitéiert. Wat sinn dann eigentlech eis Ziler, déi mir nach mussen erreechen?

Dat éischt Zil: Bis 2010 sollte 5,7% vum elektresche Stroumverbrauch aus erneierbaren Energië stamen. Et waren der emol 10%.

Dat zweet Zil, dat sou genannte Kyoto-Zil: Bis 2010 muss den CO_2-Ausstouss ëm 28% par rapport zu 1990 reduzéiert ginn. Ech wëll hei net den Artikel zitéieren, deen ech nach gëschter op der drëtter Säit an enger Lëtzebuerger Dageszeitung gelies hunn, mä mir wëssen alleguerten, dass dëst nëmme minimal Ziler duerstellen an datt mir nach vill méi misste fir eis Ëmwelt- a Klimaschutzproblematik maachen. Wann dës Ziler elo kloer a souguer verflichtend sinn, mussen déi entspriechend Instrumenter definéiert ginn.

Dat effikasst Instrument, fir dat éischt Zil - also déi 5,7% - ze erreechen, ass, jee no erneierbarer Technik, e garantéierten Aspeisetarif, deen iwwert de Stroumpräis finanzéiert gëtt; Aspeisungstariffer iwwer e längeren Zäitraum mat enger Degressioun iwwert d'Jore fir déi nei Anlagen - déi Degressioun ass de Moment net an eisem Reglement dran -; d'Zréckfuere vun der Investitiounshëllef hin zu de Produktiounshëllefen. Nëmmen da ginn déi eigentlech richteg Efforte gemaach fir d'Technik weiderzebréngen.

Een zweet Instrument, wat éischter an d'Richtung vum Kyoto-Zil schafft, ass et Ureizer ze schafen, fir an ëmweltfrëndlech, energiespuerend an energieeffizient Technologien ze investéieren, dëst esouwuel am Beräich vun der Wäermt - dat ass och erkannt ginn an dësem Reglement - wéi am Beräich vum Stroum, mä an deem Beräich feelt nach ganz vill. Besonnesch do musse mir eis Efforte maachen, well de Stroumverbrauch schéngt eis awer fortzelafen. Dës zwee Instrumenter mussen dofir an zwee getrennte Reglementer behandelt ginn, fir och no bausse kloer a verständlech Messagë kënnen ze vermëttelen.

Ech huelen nëmmen d'Fotovoltaik. D'Fotovoltaik gëtt elo iwwert de Stroumpräis finanzéiert, dëst iwwert de Wee vum Fonds de compensation, wat ech nëmme begréissen. Niewent der Fotovoltaik ass et awer och nach de Wand, d'Waasser, de Biogas an d'Blockheizkraaftwierker. Dëst Reglement ënnerläit dem Wirtschaftsminister.

Op där anerer Säit gëtt et awer och nach ëmmer dee sou genannte Bonusfrang, oder besser gesot 0,025 Cent pro kWh fir Stroum aus Waasser, Biomass, Wand, déi jo awer nach ëmmer vum Ëmweltminister bezuelt ginn. Dës Sue gehéieren och an de Fonds de compensation. Wat heescht dat dann elo fir déi Käschte vum Fonds de compensation? Hei muss awer eng Kéier ganz haart an däitlech gesot sinn, datt eleng 85% vun deene Gelder aus dësem Fong net fir d'erneierbar Energië sinn, mä fir d'Blockheizkraaftwierker. Verstitt mech hei net falsch! Ech wëll hei net géint d'Blockheizwierker goen, well et ass bekanntlech eng excellent Aart a Weis effikass Stroum a Wäermt zesummen ze produzéieren.

Mir mussen ophalen den erneierbaren Energien alles an de Schong ze geheien. Och wann dee Bonus aus dem Ëmweltministère an dee Fong iwwerholl gëtt, esou gëtt de Gesamtchiffer nëmmen onwesentlech méi grouss. Fir deen Eenzelnen, an do ass et wichteg an dorop kënnt et un, bedeit dat een zousätzleche Käschtepunkt vun 0,3 Cent pro kWh. Dorënner kënne mir eis näischt virstellen. Wat bedeit dat fir eng Famill, déi 4.000 kWh am Joer verbraucht? Fir déi sinn dat genau 12 Euro Méikäschte pro Joer, een Euro pro Mount oder eng Pizza d'Joer. Vill manner wéi dem Här Frieden säi Fliger!

De Gesamtkäschtepunkt, d'Blockheizkraaftwierker an d'erneierbar Energien, wäert sech dann an deenen nächste Jore fir eng Famill tëschent 30 a 40 Euro pro Joer apendelen. Mir sollten endlech ophalen iwwert dee Käschtepunkt ze schwätzen.

(Interruption)

Dat si knapps zwou GSM-Kaarte fir dat ze maachen. Wann een elo nach bedenkt, datt momentan just kleng Clienten an dee Fong abezuelen, déi…

(Interruption)

Pardon, Här Clement, ech hunn lech awer net héieren, mä dat soll net…

(Interruption)

Wann een elo bedenkt, dass just kleng Clienten an dee Fong abezuelen, déi d'Halschent vum Stroumverbrauch ausmaachen, esou gëtt de Chiffer nach duerch zwee dividéiert, wann och d'Industrie hei mat abezilt, wat bekanntlech jo 2006 de Fall soll sinn.

Jo, mir Gréng sinn dofir, dass d'Industrie och an dee Fong sollt abezuelen. Dat soen net nëmmen déi Gréng, mä dat seet och den Här Lorentsen, keen anere wéi den Ëmweltdirekter vun der OECD. Hien huet dat nach d'lescht Woch op deem Ëmweltforum um Kierchbierg gesot. Gläichzäiteg, an dat soe mir Gréng och, mussen awer Instrumenter geschaf ginn, fir de Betriber Hëllefstellung unzebidden, wa si an ëmweltfrëndlech Techniken investéieren.

Ganz einfacht an effikasst Instrument heifir ass a bleift eng ökologesch Steierreform. Och dat huet den Här Lorentsen nach d'lescht Woch gesot. Mä dat géif hei de Kader sprengen, wa mir och nach doriwwer misste schwätzen.

Gläichzäiteg wëll ech awer ee Punkt nach opweisen, dat, wat den Här Krecké seet, dass a sengem Reglement eng Réforme administrative ugedeit gëtt. Nämlech d'Verträg mat der Cegedel musse just nach mat der Cegedel gemaach ginn an net méi mam Ëmweltminister oder mam Ministère. Dat bréngt vill Vereinfachung mat sech an domadder bleiwen och Leit fräi fir aner Tâchen ze iwwerhuelen. Am Ëmweltministère ass dat awer net de Fall. Dat heescht, do kommen nach zousätzlech Hürden iwwert déi ganz Reglementer bäi, déi d'Saach ëmsou méi komplizéiert maachen.

Ee Punkt nach zur Fotovoltaik. Loosst dach d'Fotovoltaik op déi grouss Fläche goen, an haalt lech d'Plaz fräi vun den Eefamilljenhaiser fir thermesch Kollekteren ze maachen. Ech weess och net wou de Stat déi 9 Megawatt Fotovoltaik wëllt opriichten. Déi Sue si besser an de Spuerprogrammer. Den Här Oberweis huet nach viru kuerzem gesot, um Technikum gëtt säit 20 Joer iwwer eng Sanéierung geschwat an et ass nach ëmmer näischt geschitt, an do kënnte mer ganz vill u sech erreechen.

E weidere Punkt ass déi ganz Geschicht ëm d'Passiv- an d'Niddregenergiehaiser. Do gëtt och nëmmen halbhäerzeg ugefaangen. Et widdersprécht sech och, firwat soll e Reienhaus manner subventionéiert gi wéi ee passiv elengstehend Haus? Dat widdersprécht ganz der Logik vum IVL, wou mir dach kompakt Wunne solle propagéieren.

Ech kommen direkt zum Schluss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift a sech nach vill ze soen zu dësem Thema. Vill ass ugereegt ginn, et bleift awer ganz vill am Detail ze klären. Dofir hoffen ech, dass den Opruff, dee jo net nëmme vun eis kënnt, mä vu ville Leit dobaussen, fir sech zesummen un een Dësch ze setzen, fir konkret Virschléi nach ze maachen, opgegraff gëtt. Villes ass nach net kloer, villes feelt an deem Reglement. Hei ass en éischten Entworf. Kommt mir fänken endlech un. Ech wënschen, dass mer déi nächst Woch zesummekommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn et hei mat der Fro ze dinn, wat mir an de kommende Jore fir eng méi rationell Energieverwendung engersäits a vill méi eng verstäerkten Notzung vun den erneierbaren Energien anerersäits ënnerhuele wëllen. An deem Zesummenhang musse mer eis kuerz rappeléieren, wat déi grouss Wëssenschaftler soen. Et geet einfach de Klimachangement weider, d'Temperatur vun der Äerd klëmmt un. An dat hänkt mat dem Verbrauch vun de fossilen Energien zesummen, déi mir hei monter verbrennen.

Ee ganz kuerze Bléck an d'Vergaangenheet seet eis et jo schonn. An de Joren 1973 an 1979 hate mer Äerduelech-Krisen. Wie gemengt huet deemools, mir géifen eppes draus léieren, deen ass eppes Bessere beléiert ginn. Mir hunn nämlech net ganz vill ënnerholl. Doniewent huet Lëtzebuerg awer d'Technologie vun der Kogeneratioun opgeholl a mir produzéieren haut Stroum a Wäermt mat engem héije Rendement.

Duerno hu mir eis dann awer der rationeller Energieverwendung zougewannt, a mir hunn an d'Fotovoltaik investéiert. Mir wollten domadder einfach eppes un d'Rulle bréngen.

Elo am neie Reglement gesi mer awer, dass déi Hëllefen zréckgefiert ginn. D'CSV-Fraktioun ass frou doriwwer, well elo einfach gesot gëtt, de Marché muss sech selwer droen. Et kann een et ëmmer nëmmen ukierbelen, et muss sech selwer droen. Elo gëtt d'Zäit, den Temps de retour, vu siwe Joer op 14 Joer eropgehuewen. A well ee jo weess, dass d'Fotovoltaik 20 Joer ka funktionéieren, soll dann elo eben dat gemaaach ginn.

Et schéngt eis awer net ganz logesch ze sinn, dass mer 3.000 kW fir déi Privatleit iwwerloossen, 3.000 kW fir d'Gemengen an 9.000 kW fir d'staatlech Gebaier. Dofir gëtt awer elo méi an Sonnekollektoren investéiert oder méi gehollef an d'Biomass, méi an d'Niddregenergiehaiser, méi an d'Passivenergiehaiser a ganz speziell an d'Albausanéierung, an dat iwwert dräi Joer.

Lëtzebuerg, dat wësst Der alleguerten, ass ee Land, dat seng Energie aus dem Ausland muss bezéien, sief dat Äerdgas, Bensin, Mazout, Kerosin an och elektresch Energien. Bei der elektrescher Energie maache mer scho gutt Fortschrëtter duerch ons Wandenergieanlagen, duerch eis TGV-Zentral zu Esch an iwwer eis Blockheizkraaftwierker. Elo esouguer gi mer weider an der TGV-Zentral zu Esch a mir wëllen do d'Wäermt erauskoppelen an een Nowärmenetz opbauen. Also gutt Iwwerleeungen à moyen terme.

Mir wëssen awer alleguer, dass d'Energieversuergung eng vun eisen Achillesfersen ass. Wann déi ons ewechbrécht, dann ass eist Land ganz vulnérabel. A grad dat musse mer gesi virum Hannergrond vun der Liberaliséierung vun den Energiemäert, well do gëtt et jo ganz aner Iwwerleeungen.

Wëssend awer, dass ons fossil Energien, dat ass dann eben d'Kuel, den Äerdgas an de Pëtrol, nach ëmmer haut d'Haaptlaascht mussen droen, a well mer alleguer wëssen, dass déi Reechwäite vun hinne begrenzt sinn, sollte mer haut alles ënnerhuele fir massiv den erneierbaren Energien an der rationeller Energieuwendung d'Wuert ze schwätzen. Wa mir näischt maachen, da gi mer iwwermuer de Moien iwwerrascht mat den CO_2-Zertifikater. Mir hunn eis engagéiert am Kyoto-Protokoll fir 28% erof ze goe bis 2012. Dat heescht, mir sinn an enger gewësser Bringschuld. Mir mussen elo eppes maachen, fir ganz einfach déi momentan Energieverwäertung ze erhéijen an de Verbrauch ze reduzéieren.

A mir hunn ons selwer e Goal ginn. Mir wëlle bis 2010 5,7% vun allem Stroum iwwer erneierbar Energië produzéieren. Haut si mer bei 3%, nach 2,7% leie virun ons.

Wann een elo d'Industriepartner kuckt, do muss ee soen, déi hu ganz vill ënnerholl an et dierft och schwéier falen, dass ons Industriepartner nach massiv kënne bei sech investéieren.

Doniewent awer hu mer am Verkéier nach e ganz grousst Potential an déi éischt Usätz si mer amgaang ze maachen, an de Potential am Tanktourismus. Wat awer hei muss gesot ginn, mir musse probéieren an deene 500 Projeten, déi mir hunn, d'Niddregenergie-Bauweis an d'Passiv-Bauweis ze ënnerstëtzen. Mir sinn zwar traureg, dass nëmmen an 200 Haiser soll investéiert ginn, dat ass e bësse schued, well do kënnen d'Handwierksleit villes nach maachen.

Och an den Holzschnëtzele feelt eis d'Prozedur iwwert dee Punkt. Mir stellen och fest, dass an der Annex 1 d'Copeauxen nach ëmmer als éligibel duergestallt ginn. Vläicht ass dat am Reglement en Oubli.

Da musse mer dovun ausgoen, dass mer och an der Wandenergie engersäits gesot kréien éligibel 5 Megawatt a bis esouguer 10 Megawatt. Mir wëssen awer, esou grouss Anlage kann eist Land net verdroen. Mir si jo haut schon bei 1,8 Megawatt, dat ass eng grouss Anlag.

E leschte Punkt nach, ier ech zum Schluss kommen, dat ass deen iwwert d'Universitéit an iwwert d'Schoul. Mir musse mer probéieren déi eranzezéien, well déi kënnen eis d'Weeër opzeechnen.

E leschte Saz wëll ech soen. Dat ass dee vum John Houghton, dee gesot huet, d'Konsequenze vun der globaler Erwäermung si vergläichbar mat enger Masseverniichtungswaff.

Dat seet genuch, an ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Emile Calmes.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fënnef Minutte sinn effektiv net vill fir iwwert d'erneierbar Energien ze diskutéieren; meng Virriedner hunn dat schonn hei gesot. Dofir wäert ech d'Geleeënheet dann och net kréie fir op de Fong vun deene Reglementer kënnen anzegoen.

Et kann een awer am Résumé déi Reglementer an deem Sënn liesen, datt se ausgeriicht sinn op d'CO_2-Reduzéierung am Allgemengen an dat dann och am Sënn vu Kyoto. Et muss ee soen, datt déi rationell Notzung vun der Energie, déi op d'mannst awer gradesou wichteg ass, relativ kuerz kënnt an dëse Reglementer hei, an datt d'Stroumproduktioun mat erneierbaren Energië ganz verluer geet an datt mer et domadder dann och schwiereg wäerten hunn eis 5,7% ze erreechen, wat d'Stroumproduktioun ugeet, déi opgrond vun erneierbaren Energië gemaach ginn ass.

Ech wëll awer virewech eppes soen iwwert d'Manéier, wéi déi Reglementer hei zustane komm sinn an iwwert d'Approche par rapport zu där wéi se 2001 geholl ginn ass. 2001 ass dat Ganzt e bëssen aneschters gelaf. Du sinn d'Propositioune fir déi Reglementer hei vun der zoustänneger Chamberskommissioun ausgaang, der Ëmweltkommissioun, déi sech deemools an enger extraer Sitzung zu Rëmerschen zesummefonnt hat, fir der Regierung Propositiounen ze maachen, déi och praktesch sengerzäit integral iwwerholl gi sinn an duerno nach eemol diskutéiert gi sinn.

Et muss een och soen, datt déi Reglementer vun deemools ganz am Dialog mat der Chamber zustane komm sinn, an datt och all Fraktioune sengerzäit hannert deene Reglementer stoungen. Duerfir wonnert et mech a sech, wann esou eng Ëmweltorganisatioun wéi de Mouvement écologique op eemol kënnt a seet, dach, deen neien Ëmweltminister oder déi nei Regierung wier an deem Domän hei méi zougänglech, wou ech mech awer elo net kann erënneren, datt mer déi lescht fënnef Joer mat hinne keen Dialog gehat hätten. Ech kéint mech net erënneren, datt nëmmen ee Schratt gemaach ginn ass ouni mat hinne Récksprooch ze huelen.

D'Tatsaach, datt och elo eppes geschitt ass, wat eis déi lescht fënnef Joer reprochéiert ginn ass, datt de Wirtschaftsminister an den Ëmweltminister sech zesummegesat hunn, fir dann déi Saachen hei zesummen ze maachen, huet wahrscheinlech domat ze dinn, datt et iwwerhaapt ganz, ganz laang gedauert huet. Et huet wahrscheinlech och eppes domat ze dinn, datt a mengen Aen awer recht wéineg dobäi erauskomm ass, well et ganz einfach, wann déi zwee Ministèrë sech zesummesetzen, normal ass, datt hei dee klengsten Dénominateur commun jo da muss erauskommen.

Mech wonnert och, datt bei deene Reglementer hei just Rieds geet ganz einfach vun Hëllefen u Particulieren. Mir wësse ganz genau, datt de Wirtschaftsminister selwer e Gesetz ze géréieren huet iwwert d'Wirtschaftsförderungsgesetz vun der Förderung vun erneierbaren Energien, datt do nach een anere Minister ass, dee vun de Classes moyennes, deen en ähnlecht Gesetz ze géréieren huet. Dat sinn zwee Gesetzer, déi iwwerhaapt net an deem Kontext hei diskutéiert ginn. Mir wëssen iwwerhaapt net wat do leeft, wéi vill Hëllefen, datt do ausbezuelt ginn a wat den Enjeu vun deenen zwee Gesetzer ass, wou dat eent 2004 an dat anert kuerz virun de Wahlen hei geholl ginn ass.

Da geeschtert nach een anert Reglement iwwert d'erneierbar Energien doruechter, dat ass bei deemselwechte Minister wéi bei de Classes moyennes an dat ass beim Landwirtschaftsminister, wou Biogasanlage subventionéiert ginn, wat mir och alles kënne begréissen, mä doriwwer schwätzt keen. Et weess keen, wéi vill Geld datt do erakënnt a wéi vill datt dat bréngt. Alles dat gëtt hei net mat diskutéiert.

Ganz einfach wollt ech awer soen, datt dat Reglement oder déi Reglementer hei weder d'Handschrëft vum Wirtschaftsminister nach déi vum Ëmweltminister droen. Ech ka mer nämlech net virstellen, datt den Ëmweltminister et esou schlecht mat der Ëmwelt mengt an esou knausereg an deem Domän hei virgeet. Et ass ganz kloer, a meng Virriedner hunn dat schonn hei gesot, dat Reglement hei dréit ganz eleng d'Handschrëft vun der CSV a virun allem vum CSV-Budgetsminister,…

(Interruptions diverses)

…well dat wat hei erausgeflunn ass, ass dat wat effektiv Geld kascht huet, an dat wat gefördert gëtt, vun deem ass effektiv an de

leschte Joren net Gebrauch gemaach ginn, an dat wat bäikomm ass, mengen ech, féiert och net dozou, datt an Zukunft vill Gebrauch gemaach gëtt. A wann nach géif vun deene Reglementer hei Gebrauch gemaach ginn, dann ass eng Risikobrems hei agesat, déi nämlech vun den 200 respektiv de 500 Haiser. Dat hei ass kee Reglement vum Ëmweltminister an duerfir trëfft hien och net déi allergréisste Schold, mä et ass d'Handschrëft vun der CSV, déi een hei ka liesen.

Dat liest een och a sech an de Chifferen, déi ee gesäit wann een an der Ëmweltkommissioun de finanziellen Enjeu gewuer ginn ass wat dat hei soll mat sech bréngen. Mir als Demokratesch Partei haten et awer op d'mannst fäerdeg bruecht, datt de finanziellen Enjeu, wéi och ëmmer, - an doriwwer léisst sech jo diskutéieren, a mir haten déi Reglementer jo ajustéiert - op 40 Milliounen Euro eropgaangen ass. Hei fält et zréck, hu mer gesot kritt, op 5 Milliounen Euro. Ech kann Iech soen, et fält nach méi wäit zréck op ënner 2 Milliounen. Mir kommen net nëmmen hei op 1999 zréck, mä mir kommen hei op virun 1994 zréck.

D'Ambitioune waren - an dat muss een hei ganz kloer soen - net ganz grouss wéi un dee Projet hei erugaangen ass. D'Regierung - an et ass dat ëmmer wat mir an deene leschte Joren, virun allem vum Här Bodry, virgeworf kritt hunn - huet de Choix ganz kloer gemaach fir waarm Loft vu baussen ze kafen. Och dat muss gemaach ginn. Ech kéint mer allerdéngs virstellen, datt ee sech hei hätt kënnen e bësse méi afale loossen, sou zum Beispill um Niveau vun „joint implementation" oder CDMen, wou een awer och ganz flott Projete ka maachen, och wann dat dann net alles muss hei an deem Land gemaach ginn.

Mir verlaange vun de Leit dobaussen dann derniewent,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Calmes, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Emile Calmes *(DP).*- …datt si et fäerdeg bréngen, hir Mentalitéit ze wiesselen. Dee Mentalitéitswiessel muss awer bei eis selwer ugoen. Virun allem mengen ech ass en an de Gemengen ugaang. Datselwecht verlaange mer vum Stat, dee mengen ech virun allem mam gudde Beispill sollt virgoen. An do vermëssen ech ganz kloer een anere Partner, an dat ass dee vun de Bâtiments publics, well et ass do wou een immens grousst Energiepotenzial ass, wat mer iwwerhaapt net opgräifen.

Well d'Zäit elo eriwwer ass, halen ech op a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Waart Dir net an där leschter Regierung, Här Calmes?

(Brouhaha général)

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Scheuer agedroen. Här Scheuer!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fënnef Minutte just Zäit fir e puer Feststellungen a fir e puer Messagen.

Éischtens emol e Rappel zu deem, wat an der Regierungserklärung steet. D'Regierungserklärung dréckt sech, wéi kaum eng aner Regierungserklärung virdrun, ganz däitlech zur Energiepolitik zu Lëtzebuerg aus.

Ech zitéieren, fir emol eng Kéier deen Inventaire ze maachen: «le développement de la filière bois-énergie» soll favoriséiert ginn, dann «réaliser des économies d'énergie», «réduire les émissions CO_2», wou mer de Protokoll vu Kyoto viséieren, dann «établir un plan pluriannuel», fir d'Realisatioun vun deem Protokoll Kyoto, «une attitude critique à l'égard de l'énergie nucléaire», «promotion des énergies renouvelables», «accent supplémentaire mis sur la promotion des collecteurs solaires thermiques», «réorganisation de l'Agence de l'Énergie», «réseau de conseillers énergétiques» an «cadre normatif pour les parcs éoliens».

Dat ass e ganze Programm, an dee Programm…

Une voix.- Dat ass schwiereg ze liesen.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- …kann een net a sechs Méint realiséieren, et ass e Wee.

(Interruptions)

Wichteg ass festzehalen, datt eng Volonté politique besteet, fir dat ëmzesetzen, a wichteg ass, datt dës Regierung an all Ministèren…

(Interruption)

…eng ganz voluntaristesch Approche geholl hunn.

Mir stelle fest, datt, zweetens, d'Zesummenaarbecht tëschent de Ministèren an tëschent de Verwaltunge vun der Regierungséquipe reorganiséiert an och verbessert ginn ass. An d'Chamberskommissiounen, déi den Ëmweltminister an och de Wirtschaftsminister empfaangen hunn, konnten sech dovunner iwwerzeegen. Mir begréissen, datt och déi gutt Entente tëschent dem Wirtschaftsminister an dem Ëmweltminister zu deene Reglementer gefouert huet.

Mir stelle keng Oppositioun fest a mir ginn dovun aus, datt Interessekonflikter, déi ouni Zweiwel an d'Haus stinn, dann och op déi do Aart a Weis kënnen entschäerft ginn, duerch eng gemeinsam Strategie, déi noutwendeg ass, net nëmme wéinst dem Kyoto-Protokoll a wéinst méiglechen oder engem héijen, séchere Käschtepunkt, wann d'Normen net agehale ginn, mä awer och - an dat hunn ech vermësst bei der Interventioun vum gréngen Deputéierten - als wirtschaftleche Créneau fir d'Schafe vun Aarbechtsplazen an och fir d'Schafe vun engem neien, pousséierten techneschen Know-how.

Drëttens, mir stelle fest, datt d'Energieversuergung vu Lëtzebuerg elo op enger breeder Basis thematiséiert ginn ass, wéi dat och ni virdrun de Fall war. Vläicht ass och d'Zäit einfach zeideg fir op där breeder Basis ze diskutéieren.

Ech erënneren un d'Aarbechten an un d'Seminären, déi vun der Uni Lëtzebuerg organiséiert gi sinn. Ech erënneren un d'Interventioune vun de verschiddenen Handwierkerorganisatiounen, an ech erënneren och un déi Pabeieren, déi vum Ëmweltministère an Zesummenaarbecht mam Centre de Recherche Henri Tudor geschaf gi sinn. Deen Dialog muss bestoe bleiwen an an dësem Kontext muss och eng Kéier iwwert déi nei Roll vun der Agence de l'Énergie diskutéiert ginn.

De Plang, dee virgeluecht ginn ass, och an der Regierungserklärung an och an där Kommissioun, ass sécher diskutabel a verschiddene Beräicher, a mir si ganz bestëmmt och net iwwer alles glécklech, inklusiv iwwert déi finanziell Mëttelen, déi zur Verfügung gestallt ginn.

1992 ass en Energiegesetz geschaf ginn. An deem Energiegesetz huet jo och d'Energiespueren eng grouss Roll gespillt, d'rationell Notzung vun der Energie. Et feelt, an et huet deemools gefeelt, e Konzept fir d'Albausanéierung, a wann een da kuckt wat vun Zuelen an dësem Plang virgesinn ass a vu Geld virgesinn ass, natierlech och fir d'Sanéierung vun den eelere Bauten, da muss ee sech d'Fro stellen: Wéi effikass kann esou eng Politik sinn?

Wéi héich déi staatlech Subventionéierung misst sinn, ass eng kruzial Fro fir mech; et geet jo drëm fir e Marché ze stimuléieren, fir en Incentive ze ginn, datt ëmmer méi Leit dozou iwwerginn, fir hir eeler Gebaier an d'Rei ze setzen.

An da wollt ech zum Schluss nach eppes zu der Interventioun vun de grénge Kolleege soen. Déi hefteg Reaktioun vun hirer Säit op déi Pläng an op déi Reglementer léisst mech esou e bëssen drun zweiwelen, ob se gudde Wëllens sinn, fir am Konsens un déi nei Energiepolitik erunzegoen. Ech hunn esou d'Impressioun, wéi wa se fäerten se kréichen e bëssen d'Waasser ofgegruewen.

(Interruption)

Si klappen an dësem Kontext - an elo schwätzt just ee vun där anerer Säit, déi dat schonn e puermol gemaach hunn - op d'Industrie, se culpabiliséieren d'Industrie a se vergiesse ganz oft, datt am klenge Beräich, am private Secteur, en héicht Potenzial läit,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Scheuer, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech kommen zum Schluss.

…fir ze spueren an datt och grad an deem Secteur en héicht Potenzial läit, fir Aarbechtsplazen ze schafen.

Energie spueren, eng alternativ Energiepolitik, ass e Wee mat villen Etappen. Energiepolitik brauch vill Instrumenter, brauch Reglementer, déi Reglementer hunn eng begrenzt Liewensdauer a se sti ganz bestëmmt zur Dispositioun an e puer Joer, esou wéi dat ugekënnegt ass…

M. le Président.- Allez, Här Scheuer!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- …an da wäert och méi Geld disponibel sinn, fir déi Politik ze realiséieren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Mehlen ageschriwwen. Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, och zwou Remarquen am Ufank. Éischtens ass et natierlech illusoresch, fir a fënnef Minutten zu där ganzer Problematik hei eng déifgoend Stellung ze bezéien. An dat zweet ass, dat Positiivt dobäi, datt mer iwwerhaapt haut de Mëtteg dru sinn, datt mer kënnen iwwert déi Problematik hei schwätzen, et hätt ee sech éierlech gesot gewënscht, datt dat méi fréi hätt kënne stattfannen.

D'Mënz gëtt méi knapps an dat ass och den Hannergrond virun deem sech déi Reglementsentwërf hei ofzeechnen. Dofir muss d'Geld méi geziilt agesat ginn, dat ass zwar generell ëmmer richteg, mä dat wäert an Zukunft ëmmer méi zielen. Wat heescht dat konkret?

Mir hunn zwou Contrainten, déi eng, dat ass déi vum Klimaschutz, dat heescht d'Reduzéierung vun eisen Emissioune generell, wou et nëmmen ze maachen ass, laangfristeg wäit iwwert dat eraus, zu wat mir eis am Kyoto-Protokoll engagéiert hunn. An déi aner ass déi vu Kyoto selwer, dat heescht wou mer eis drop konzentréiere mussen, haaptsächlech de Verbrauch vun de fossilen Energieträger - Mazout, Bensin, Kuel a Gas - zréckzefëieren.

Mir soen als Richtlinn, datt een d'Prioritéit virun allem do soll setzen, wou d'Effizienz tëscht dem Investissement, tëscht dem Geld, wat een asetzt, an der Reduktioun, déi kann erreecht ginn, am Gréissten ass.

Wann een - a leider ass eis dofir net Zäit genuch do - kuckt, wou eise Verbrauch läit, déi 10,5 Milliounen Tonnen CO_2, déi mer erausblosen, da gesäit een, datt de Verkéier, deen hei jo guer net touchéiert ass, 52% ausmécht, d'Industrie an d'Energieproduktioun 34%. Och do gëtt gesot, ass praktesch kee Reduktiounspotenzial méi oder et ass ganz kleng. An da konzentréiere mer eis op dat, wat mer haaptsächlech haut sollen diskutéieren, an dat sinn d'Haushalter an déi kleng Anlagen, dat sinn nëmme 14%.

Dat eleng seet schonn, datt mer musse riseg Effortë maachen, fir do de Maximum erauszehuelen. Do ass d'Isolatioun vun de bestoende Gebaier onbedéngt ee Créneau, dee méi muss gefördert gi wéi an der Vergaangenheet - an dat ass jo och elo virgesinn. Mir bedaueren och, datt dat sech soll op 200 Wunnenge limitéieren.

Mir froen, wou de Stat dann ass, dee jo soll mam gudde Beispill virgoen. Mir hunn eng Donnée gesot kritt, wat kënnt agespuert ginn, wann eleng de Stat emol e seriöen Effort géif maache fir a senge Gebaier ze spueren - dat ass ganz remarquabel. An da muss een awer och konsequent sinn an net nëmmen zu de Leit soen, dir musst elo eppes maachen oder mir ginn iech Suen, wann dir eppes maacht, mä de Stat selwer muss mam gudde Beispill virgoen. Ech erënnere just un d'Concertshal do uewen um Kierchbierg, wou nëmme Glas ronderëm ass, wou eng eenzel Verglasung virgesi war, wat komplett géint d'Wärmeschutzrichtlinn ass a wou een nëmmen de Kapp ka rëselen.

Mir brauche méi contraignant Virschrëfte fir nei Gebaier. Et kann ee sech natierlech - an dat ass déi fundamental Fro - all Kéiers mat dem 1.000 Euro-Billet oder 500 Euro-Billet dohinner stellen a wénken: Hei maacht eppes, da kritt der. Et kann een awer och soen, mir si schonn ee Schratt méi wäit a bei enger ganzer Partie Saachen, zum Beispill bei der Isolatioun vun de Gebaier, dem Wärmetausch an esou weider; da kann een awer d'Virschrëften e bësselchen eropsetzen, zum Beispill och - an dat ass eng Iddi, déi mer net erëmfonnt hunn - all déi Energie, déi verluer geet mam waarme Waasser, wat einfach iwwert den Egout erausgeet, ze récupéréieren.

Deen anere Volet ass dee vun der Produktioun vun erneierbaren Energien. D'Fotovoltaik, 15.000 kW Maximum, Här Minister, do ass näischt méi, bal näischt méi dran. Wann ee gesäit, de Stat eleng 9.000 - an ech zweifelen och e bëssen um gudde Wëllen, fir dat iwwerhaapt wëllen ze maachen -, da kann een ëmmerhin nach soe 15.000, mä et ass awer soss net vill hannendrun. Wéi soll een dann déi 5,7% erneierbare Stroum erreechen, wann d'Waasserkraaft ausgereizt ass a beim Wand sech an Zukunft och net méi schrecklech vill wäert doen. Do gesinn ech awer net, wéi déi Rechnung soll opgoen.

Holz, d'accord, mir brauchen ee Konzept, mir hunn dat jo och virgestallt kritt an dat muss konsequent ausgenotzt ginn. Ech wëll de Schluss vu menger Zäit huele fir de Biogas ze schwätzen, iwwert deen eigentlech kee Wuert drasteet.

Mir mussen d'Potenzial, wat d'Landwirtschaft duerstellt mat hire grousse Flächen, déi de Moment net genotzt ginn, sief et well se broochleien oder, wat gradesou widdersënneg ass, fir Iwwerschossnahrungsproduktioun agesat sinn, konsequent notzen. An et geet net duer, fir sech hannert d'Agrargesetz ze verstoppen, ech mengen, do muss och den Ëmweltminister wierklech mam Agrarminister zesummen - selbstverständlech - alles maachen, fir datt dat risegt Potenzial vun der Biomass, wat do läit, och voll a ganz ka genotzt ginn. Ech schléissen do och d'organesch Offäll mat an, déi 40 bis 45% vum ganzen Offall ausmaachen, déi de Moment gréisstendeels entweder einfach op den Tipp ginn oder an de Kompostanlage verpuffen, wat dann och näischt bréngt.

(Interruption)

Här President, ech muss zum Schluss komme gesinn ech. Et ass hei e gudden Usaz an ech widderhuelen dat, wat déi aner och gesot hunn, mä mir mussen nach vill doriwwer diskutéieren, fir datt mer et optiméiert kréien. Mir hoffen och, datt de Stat bereet ass, wa mer schonn e Fliger kafen, dee fënnef Milliarde kascht, deen net gebraucht gëtt, och méi an Zukunft an dëse Créneau ze investéieren.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Elo huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Ëmweltminister Lucien Lux huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och an där kuerzer Zäit, déi mer de Mëtten hunn, op e puer vun de Suggestiounen agoen, an der grénger Fraktioun an och de Virriedner Merci soe fir d'Geleeënheet dat vläicht hei eng Kéier méi am Groussen ze diskutéieren a sech dann eng Kéier Zäit ze huelen an der Kommissioun e bësse méi an den Detail ze goen.

Ech mengen, dass och jiddereen hei positiv un d'Saach erugaangen ass, mat Ausnahm vläicht - an dat hat ech mer net virgestallt - vum Här Calmes, deen e bësse polemesch un d'Fro erugaangen ass, an ech wëll mat deem Punkt vum Dialog ufänken.

Mir hunn an deene leschte Wochen a Méint mat villen iwwert déi Fro hei, iwwert d'Ausgestaltung vun deene Reglementer, diskutéiert. A wat mech ëmmer wonnert, dat ass, dass d'Regierung eng Propositioun mécht an een dann d'Gefill huet, wéi wann domadder d'Diskussioun eriwwer wär. Fir mech ass d'Diskussioun mat dem Virleeë vun deene Reglementer hei nach guer net eriwwer, am Géigendeel, se kënnt an eng zweet Phas vun Diskussioun eran. D'Chambres professionnelles ginn opgeruff hir Avisën ze maachen an de Conseil d'État gëtt ogeruff fir Avisen ze maachen.

Wann d'Diskussioun schonn eriwwer wär, da froen ech mech, wat fir een Notzen dass dat Ganzt, déi ganz Aarbecht géif hunn, wann net d'Regierung an den Ëmweltminister hei méi speziell fir déi do Reglementer bereet wären, sech déi Avisën all unzekucken an och op all déi gutt Suggestiounen, déi do komme wäerten, anzegoen.

Op meng Initiativ hin, hunn ech de Méinden de Mëtten - schonn zwee Deeg nom Dépôt vun de Reglementer - mam Mouvement écologique a mam Handwierk iwwert déi Reglementer hei diskutéiert. Et koumen zum Deel déiselwecht Suggestioune wéi se de Mëtte komm sinn. Mir hunn ofgemaach, fir eis an engem gemeinsamen Aarbechtsgrupp zesummenzesetzen, fir virun allem d'Technicitéit an d'Praktikabilitéit vun eenzelne Saache genee duerchzekucken. Mir sinn an der Regierung absolut op, fir dann och op déi Saachen an der definitiver Fassung vun de Reglementer anzegoen.

Ech muss och soen, dass heizou jo vill aner Saache gehéieren. Niewent de Reglementer hu mer an der Chamberskommissioun och matgedeelt, datt déi Direktiv iwwert d'Energieeffizienz, déi virun allem fir déi öffentlech Bauten enorm wichteg ass, fir den 1. Januar 2006

géing virleien. Do huet de Wirtschaftsminister ugekënnegt, dass eng nei Wärmeschutzveruerdnung fir den 1. Januar 2006 géing virleien. Ech mengen, alles dat geet an dat d'Ganzt eran.

Wann den Här Calmes gesot huet, firwat hei net méi och op bilateraler Basis am Rahme vum Kyoto-Protokoll geschafft ginn ass, esou ass dat net d'Aufgab vun dëse Reglementer, mä ass dat d'Aufgab vun deem extrae Kyoto-Fong, dee mer agesat hunn. Och do kann ech de Mëtteg hei soen, dass ebe just fir eng besser Energieeffizienz mer haut scho Kontakter mat anere Länner geholl hunn, zum Beispill mat Rumänien, fir do am Rahme vu bilaterale Projeten an der Reduzéierung vun den CO_2-Emissiounen, mat deene Länner eppes ze maachen, fir finanziell ze hëllefen iwwert de Wee vu Projeten d'Energieeffizienz ze förderen. Ech mengen, dat ass eng Politik, déi net am Rahme vun dëse Reglementer gemaach gëtt, mä déi gehéiert zu deem ganze Konzept, wat mer brauchen, fir virunzekommen.

Et sinn a sech dräi Saachen, op déi ech de Mëtteg nach eng Kéier wëll agoen. Dat Eent ass dat Grondsätzlecht. Ech mengen heibannen nach eng Kéier héieren ze hunn, dass mer an der grondsätzlecher Fro eis eens sinn. Mir wëlle mat dëse Reglementer a mat där ganzer Politik déi zwou Zilsetzungen, déi mer eis gesat hunn, - 5,7% erneierbar Energië vun eiser gesamter Stroumconsommatioun, an op där anerer Säit minus 28% CO_2-Emissiounen - erreechen. Et ass dat dat fest an décidéiert Zil vun dëser Regierung, fir dat fäerdeg ze bréngen, iwwer all déi Instrumenter, déi mer do zur Verfügung hunn.

Dat maache mer net einfach nëmmen aus Spaass un der Saach, mä dat maache mer, well et richteg ass, endlech der Verschmotzung vun der Atmosphär eng Sanktioun ze ginn, a well et richteg ass dofir ze suergen, dass een déi energetesch Fro an déi energetesch Versuergung als eng vun den zentrale Froe vum 21. Jorhonnert ugesäit.

Et ass dofir noutwendeg, dorauser net nëmmen eng Veranstaltung vu Regierung a vu Reglementer ze maachen, mä eng Veranstaltung vu Mentalitéitswiessel, deen noutwendeg ass bei jiddferengem Eenzelnen an der Eegeresponsabilitéit an noutwendeg ass an der kollektiver Responsabilitéit, déi mir hei hunn als Regierung an Dir als Chamber, fir déi néideg Kaderreglementer ze schafe fir där Politik do Been ze maachen an op deem Niveau weiderzekommen.

Ech mengen, an där grondsätzlecher Fro si mer eis also eens, an ech mengen et war och richteg - a vläicht da falsch 2000 an 2001 - dee Regime hei ze begleede mat enger seriöer Studie iwwert d'Potenzialer hei zu Lëtzebuerg. Mir mussen eng Kéier ee fir allemol eis Zäit huele fir genee ze analyséieren, wat vun deem gesamten Energiemix vu Wand, vu Sonn, vu Biomass a vun Holz hei zu Lëtzebuerg dat Instrument ass, wat ekonomesch, budgetär, finanziell fir d'Leit iwwert de Stroumpräis, a vu senger Effizienz hier, dat beschtent Instrument ass.

Déi Energiepotenzial-Studie maache mer dëst Joer, geneesou wéi déi vum Professer Ewringmann iwwert d'Minderungsstrategie am Rahme vum Kyoto-Protokoll. Dofir hu mer op dräi Joer axéiert, well mer gesot hunn, unhand vun deenen Etüde soll et zu enger Weiderféierung, déi da mëttel- a laangfristeg ka goen, no dem 1. Januar 2008 kommen, woubäi ech mer jo d'Wuert ginn hunn - dat wëll ech och hei nach eng Kéier maachen -, dass et net méi däerf zu engem Lach kommen, wéi et elo den 1. Januar de Fall war.

Deen, deem dat am meeschten op d'Strëmp gaangen ass, dat war ech selwer, mä ech mengen all déi Virbereedungen, déi mer ze maachen haten, déi Berechnungen, besonnesch dat, wat d'Ëmwandele vum Stroumpräis ubelaangt, waren Operatiounen, déi net esou evident waren, well eis oft Zuele gefeelt hu fir dat schnell ze maachen. Ech mengen awer, dass mer elo eppes virleien hunn, wat mer jo retroaktiv op den 1. Januar 2005 proposéiert hunn. Dofir hoffen ech och, dass mer en fait dobaussen dat Lach, dee Gap net a Wierklechkeet kréien.

Déi zweet Fro, op déi ech wëll agoen, ass déi vun den Tauxen. Ech mengen awer hei musse feststellen, egal wat elo hei gesot ginn ass, dass deen eenzegen Taux, dee mer hei erofsetzen an deene Förderreglementer, deen ass bei der Fotovoltaik. An ech hunn éierlech d'Gefill mat ville Leit geschwat ze hunn an deene leschte Wochen a Méint, an dass dat bei der Fotovoltaik awer de facto Konsens ass. Esouguer ONGen, mat deenen ech diskutéiert hunn, waren där Meenung!

Ech erënnere mech un den Expert, deen Eurosolar aus Däitschland - ech mengen en huet Professer Lehman geheescht - heihinner bruecht huet a mat deem mir diskutéiert hunn. Deen huet am Prinzip gesot: Loosst souguer déi 15%, déi der elo nach gitt, fir d'Anlagen ze finanzéieren, loosst déi nach ewech, maacht just eppes orientéiert op d'Produktioun - esou wéi virdrun den Här Kox nach eng Kéier richteg gesot huet - maacht just dat doten, an dann hutt Der e Regime wéi dee vum Här Trittin an Däitschland, mat deem senge kann een e vergläichen, an deem säi Förderregime fir erneierbar Energien ass dee beschten Deel vu Politik, deen e gemaach huet. Dofir gëtt en esouguer vun den ONGe gelueft.

Mä ech muss soen, wat d'Tauxen ubelaangt, leie mer do par rapport zu der Bundesrepublik absolut gutt. An eenzelne Saache leie mer driwwer. Déi Iddi vum degressiven Taux ass eng Iddi, déi een nach eng Kéier soll iwwerleeën. En degressiven Taux ze maachen, dat schéngt mer definitiv net domm ze sinn, et sollt een sech wierklech nach eng Kéier iwwerleeën, ob een net an déi Richtung sollt goen.

Mä ech mengen, dann hu mer och mat deem, wat mer hei virgeluecht hunn, eng Reglementéierung, déi sech parfaitement ka weisen am Vergläich zu deene Länner, déi dobaussen awer als Virreider an als Speerspëtzt vun der Förderung vun erneierbaren Energien duergestallt ginn.

Ech mengen, dass et och wichteg ass, dach awer ze soen, dass mer fir d'éischte Kéier och hei elo am Beräich vun der Albausanéierung en neit Instrument schafen, net nëmmen also fir nei Haiser, bei Niddregenergiehaiser oder bei Passivhaiser, mä och bei bestoenden Haiser eng Méiglechkeet elo vu Subventionéierung opmaachen. Dat schéngt mer eng Ouverture ze sinn, déi wichteg ass.

Natierlech kann een dann ëmmer iwwer Tauxen diskutéieren. Et gouf ONGen, déi hunn eis gesot, si hätte gären 1.800 Euro pro gespuerten Tonn CO_2 als Förderung. Mir hunn elo 1.500 proposéiert. Bon, ech mengen, do kann een ëmmer diskutéieren. Et kann een da soen, mir hätte gären 2.000 Euro. Mir hu virdru gemengt, dass 1.500 Euro erëm eng Kéier am Vergläich, wa mer dat ronderëm kucken, eng verstänneg Marge ass, fir ze proposéieren.

Mir hunn all déi Tauxë bei Passiv- a bei Niddregenergiehaiser dach awer substanziell an d'Luucht gesat. Mir hunn déi bei den thermesche Kollekteren eropgesat, well dat vu jiddferengem virdrun - och a Schréftstécker, déi mer hunn, vun den ONGen, vum Handwierk an anere - gesot ginn ass: Maacht méi eppes a Richtung vun deem, wat eis bei der Wäermt och eppes um Niveau vun eiser CO_2-Bilanz bréngt. Dat hu mer och an d'Luucht gesat, an uerdentlech an d'Luucht gesat.

Ech mengen, dat Eenzegt, wat mer ofgebremst hunn, ass also dat bei der Fotovoltaik. Ech mengen, mir hunn och enger anerer Fuerderung vun den ONGen an och oft enger vun hei am Haus noginn, fir déi Ëmwandlung méi hin op de Stroumpräis, fir doduerch sech net ofhängeg ze maache vu budgetäre Contrainten, déi komme kënnen. Ech mengen, et ass richteg vun der Saach hier, an ech mengen, et ass och richteg vu senger Onofhängegkeet hier, déi et da ka kréien, par rapport zu där Politik, déi mer hei wëllen erreechen.

Ech denken och, dass een nach eng Kéier muss iwwert d'Holzhackschnëtzelanlage kucken. Bei eis ass dat entstanen aus der Iwwerleeung eraus, dass mer gemengt hunn, et wär noutwendeg fir eis Reglementer just op Particulieren auszeriichten. Lo mécht net een eenzelne Particulier eng Holzhackschnëtzelanlag. Meeschtens gi se zesumme gemaach. Ech soen hei, dass mer positiv op sinn, fir dat do nach eng Kéier ze kucken.

Gradesou wéi ech mengen, wann een d'Reglementer genee liest, et net onbedéngt richteg ass, ze soen, dass och Particulieren net kënnen eenzel Groussflächen zesummen notzen. Mir mengen, dass dat parfaitement esou geet wéi bei eenzelnen Entreprisen. Et war eng, déi de Präis kritt huet, beim Handwierk - d'Firma Sales, fir se net ze nennen -, déi déi Méiglechkeet vu senge Salariéë genotzt huet. Déi Méiglechkeet ass an eisen Aen an de Reglementer weiderhi méiglech. Op jidde Fall ass et eng, déi richteg ass, well effektiv d'Groussflächen engem méi Energieeffizienz ginn. Et ass jo dat, wat mer wëllen erreechen.

Den éischte Punkt ass also dat Grondsätzlecht, den zweete Punkt sinn d'Tauxen, iwwert déi een, mengen ech, net vill Kritik kënnt üben, bei deem, wat mer hei virgeluecht hunn.

Den drëtte Punkt ass deen, an do sinn ech méi skeptesch, ob mer heiansdo iwwert d'Zil erausgeschoss hunn, dat ass d'Praktikabilitéit. Ech mengen, dass een nach eng Kéier mam Handwierk an och mat den ONGe genee soll kucken. Dat hu mer de Méindeg de Mëtteg de vive voix gemaach, a mir maachen et elo och op Propositioun vun den Texter, ze kucken, ob eenzel Saachen an deem, wat mer u Kontrollen aféieren an u Resultat gären hätten, ze vill bürokratesch sinn, esou dass een do dat nach eng Kéier op de Métier hëlt.

Dat ass déi Gratwanderung, an deem een dran ass: Mir kënnen d'Leit jo net einfach esou gewäerde loossen, an d'Suen nëmmen ausbezuelen an net och effektiv kucken, dass mer Resultater hunn. Ech mengen, dass Förderung an op där anerer Säit en energetescht Resultat ze hunn a sou virun, zesummegehéiert. Mä ech mengen, mir sollten och net iwwert d'Zil erausschéissen a mir sollte Vertraue genuch hunn an d'Décideuren, och an d'Entreprisen an an d'Handwierk, fir dat heiten no deenen Normen ze maache wéi et richteg ass.

Dofir wäerte mer eis der Operatioun an der Technicitéit nach eng Kéier stellen, fir sécherzestellen, dass mer net elo uerdentlech Tauxen dohinner leeën a sou virun, mä dass kee méi dru kënnt, well mer d'Konditiounen hannendrun ze vill bürokratesch gemaach hunn. Dat soll een also nokucken.

Gleeft mer, déi, déi hei gemengt hunn, wéi de Kolleeg Calmes, dass dat heiten eng Operatioun wär, wou innerhalb vun der Regierung déi eng just un d'Sue geduecht hunn an déi aner just un d'Tauxë geduecht hunn, dass dat wierklech eng Chimère ass. Vun esou Diskussioune kënnt een nuets dreemen. Ech muss soen, dass de Budgetsminister an där Fro hei sécherlech matgeschafft huet. Ech fannen dat absolut legitim, dass een och kuckt, wat d'Politike kaschten a wéi se sech areien an dat Ganzt, mä et ass esou, dass et e grousse Konsens gouf fir ee Regime ze maachen, deen eis an d'Lag versetzt fir an deenen nächste Joren zu eisen Ziler ze kommen, déi ech am Ufank, an och aner Riedner, nach eng Kéier gesot hunn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Datselwecht géllt och fir d'Diskussioun iwwert déi 200 Haiser bei der Albausanéierung an déi 500 Passiv- an Niddregenergiehaiser. Et muss ee wëssen, dass mer bei deenen zwee leschten an deene leschte véier Joer 61 Projeten haten, Niddregenergie- a Passivhaiser. Elo ginn natierlech d'Aiden an d'Luucht. Elo géif ech mengen, dass 500 an dräi Joer trotzdeem nach eng Zuel ass. Ech wär ganz frou wa mer déi géifen erreechen, an ech mengen, dass d'Regierung, wann do wierklech e Créneau géif entstoen, deen och op där anerer Säit géing Aarbechtsplazen am Handwierk schafen, dann och bereet ass nach eng Kéier virun dem Zil sech ze iwwerleeën, fir weider ze kommen. Mä 500 Projeten an dräi Joer, wéi gesot, ech géing se gären hunn.

Och um Niveau vun der Albausanéierung, wat jo awer e finanziellen Effort vu jidderengem Eenzelne verlaangt, fir dat mat engem Resultat ze maachen, well mir soe jo net nëmmen, et geet duer wann s de deng Fassad energetesch frësch méchs. Mir soen, mir hätte gären en Zil, e Resultat, en energetescht Resultat, géif ech och mengen, dass wa mer déi 200 Projeten esou schnell kréien, a mir hunn dem Handwierk och iwwert dee Wee Aarbechtsplaze ginn, dann d'Regierung och bereet ass nach eng Kéier doriwwer nozedenken, a sech eranzegoen. Ech mengen awer, dass dat Zilsetzunge sinn, déi och en nombre et misste fäerdeg bréngen, dass mer déi Resultater erreechen, dass déi Reglementer hei dozou féieren, dass et wierklech weidergeet.

Ech wëll eng lescht Bemierkung maachen an där Minutt, déi nach bleift, dat ass déi vun deenen eenzelne Ministèren. Mir hunn eis dofir ausgeschwat, fir e Comité de pilotage effektiv ze maachen um Niveau vun den erneierbaren Energien. Et ass effektiv richteg ass, dass dat hei eng Veranstaltung ass vum Budgetsministère, Wirtschaftsministère, Ëmweltministère an dem Intérieur, fir d'Diskussioun vu ville gudde Projeten, déi an de Gemengen um Niveau vun Energieeffizienz, Energieberodung an esou viru gemaach kënne ginn, weider ze kréien.

Heizou gehéiert ouni Zweiwel och d'Agriculture, déi iwwert de Fonds agraire jo déi 55 respektiv 60% bei de Biogasanlage bäileet. Heibäi gehéieren och d'Bâtiments publics, well déi éischt, déi wäerte jiipsen ënnert där neier Direktiv vun der Energieeffizienz, wa mer déi a Kraaft setzen, dat ass de Papa Stat an d'Mama Stat selwer, déi dann dofir ze suergen hunn, fir bei den öffentleche Bauten och déi Energieeffizienz ze erreechen. Dat sinn déi éischt, déi sech mussen ëmstellen an de Käpp, fir zu deene Resultater ze kommen.

Well, fir déi Zuel nach eng Kéier hei ze soen, déi den Här Mehlen wollt an Erënnerung ruffen, wann d'öffentlech Hand am Moment 3,3 Millioune m^2 öffentlech bebaute Flächen hei zu Lëtzebuerg huet, da kascht dat eis 66 Millioune Liter Mazout, a wa mer nëmmen iwwert déi Direktiven eng energetesch Erofsetzung vu 15% hunn, da sinn dat 30.000 Tonnen CO_2-Emissiounen, déi mer kënne spueren. Ech hoffen, dass Der se elo opgeschriwwen hutt fir d'nächste Kéier.

Eleng dat weist, dass do e Potenzial ass aus deem mer eppes eraus kënnen huelen. Wann déi Veranstaltung vun alle Ministèren esou gesi gëtt, dann ass et mer net baang, dass mer déi Zilsetzungen erreechen, déi dofir do sinn, haaptsächlech fir dofir ze suergen, dass déi Atmosphär an déi Loft, déi mer haut hunn, och fir eis Kanner an déi zukünfteg Generatiounen nach esou gutt ass, wéi mer se haut hunn.

Merci.

M. le Président.- Dee Punkt ass domadder ofgeschloss. Mir kommen zur gemeinsamer Diskussioun vun de Projets de loi 5308, 5326 an 5341, Konventiounen am soziale Beräich mat Serbien-Montenegro, Schweden a mat der Türkei. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech ageschriwwen den Här Bettendorf.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deenen dräi Projets de loi, den honorablen Här Romain Schneider.

3. 5308 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003

5326 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1er décembre 2003

5341 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës dräi Gesetzesprojeten: 5308, 5326 an 5341, si Konventiounen, déi Lëtzebuerg gemaach huet am Beräich vun der Sécurité sociale. Et si Konventioune mat Serbien-Montenegro a Schweden. Dat sinn eigentlech zwou Konventiounen, déi bestehend Konventioune verbesseren, mä esou ass d'Konventioun mat der Türkei eng éischt Konventioun an dëser Matière.

D'Konventioun mat Serbien-Montenegro ersetzt a moderniséiert an adaptéiert déi, déi mer mat der République fédérale vu Jugoslawien haten, eng Konventioun vun 1954. Dës Konventioun gouf de 27. Oktober 2003 zu Belgrad ënnerschriwwen. Déi mat Schweden, déi den 1. Dezember 2003 zu Bréissel ënnerschriwwe gouf, ersetzt déi Konventioun, déi bestoung virum Antrëtt vu Schweden an d'EU, also den 1.1.1995, an et war eng Konventioun vun 1985. A wéi gesot, déi mat der Türkei, déi zu Lëtzebuerg den 20. November 2003 ënnerschriwwe gouf, ass déi éischt an dëser Matière.

All Konventioune baséieren natierlech um communautäre Reglement, dem 1408/71, wat d'Rechter vun Immigranten am Beräich vun der Sécurité sociale definéiert. Dëst Reglement fixéiert als Grondbasis dräi grouss Prinzipien:

1. d'Égalité de traitement,

2. d'Exportatioun vun de Prestatiounen an

3. d'Totalisatioun vun deenen eenzelne Perioden.

Wat déi eenzel Konventiounen ubelaangt, esou erspueren ech lech e laangt an technescht Duerchféieren duerch déi eenzel Artikelen. Dësen Exercice hu mer minutiös an der Kommissioun gemaach. Ech soen der Kommissioun och dofir Merci, fir déi konstruktiv Mataarbecht an dëse Sëtzungen. Déi dräi Konventioune goufen unanime vun der Santé- a Sécurité-sociale-Kommissioun approuvéiert an och de Statsrot hat kee Problem säin Aval ze ginn.

Erlaabt mer dofir lech kuerz ze informéieren iwwert déi Haaptpunkten, déi an de Konventiounen erëmzefanne sinn. Dës Konventioune garantéieren am Beräich vun der sozialer Sécherheet deene Leit bestëmmte Rechter, déi sukzessiv oder alternativ der Législatioun vun deenen ënnerzeechnende Länner ënnerstallt waren. Si beinhalte geregelt Rechter a Prinzipien an de Beräicher vun der Assurance maladie-maternité, Assurance accidents du travail et maladies professionnelles, Alters- an Invalidepensioun, esou wéi Hannerbliwwenepensioun, awer och Chômage a Familljeprestatiounen. Ausgeschloss dovu sinn Assistance sociale a Prestatioune fir Krichsaffer.

An dem Rapport fannt Der an deenen eenzelnen Artikelen d'Detailer an d'Explikatiounen zu dësen dräi Ofkommessen.

Ofschléissend soen ech lech Merci fir Äert Nolauschteren an ech géif am Numm vun eiser Fraktioun gréng Luucht ginn, fir déi dräi Projeten hei ze stëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Voilà, et ass kee Riedner ageschriwwen zu dëse Projeten, dofir si mer um Enn vun der Debatt. Wëllt d'Regierung nach eppes bäifügen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, no deem exzellente Rapport vum Här Schneider, freeën ech mech just driwwer, dass mer déi dräi Konventiounen hei an esou enger grousser Unanimitéit kënnen iwwert d'Bühn bréngen. Ech wëll lech just ukënnegen, dass mer viru ganz kuerzer Zäit ähnlech Konventioune mat Rumänien a Bulgarien ënnerschriwwen hunn an dass mer deemnächst och déi Konventioune kënne ratifizéieren, an dass eng ähnlech Konventioun geschwë wäert signéiert gi mat Marokko.

Ech soen lech Merci fir déi gutt Aarbecht, och an der Kommissioun, a méi ass dozou net ze soen.

Merci villmools.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5308.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5308 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par Mme Lydia Mutsch);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5326.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5326 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par Mme Lydia Mutsch);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5341.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5341 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Martine Stein-Mergen), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par Mme Lydia Mutsch);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dat ass dann esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Projet, dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5393, een EU-Ofkommes iwwer Persounen, déi a Krichsgebidder operéieren. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Goerens an den Här Fayot. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert!

4. 5393 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5393 gesäit d'Approbatioun vun engem Accord vir, deen déi europäesch State geholl hunn am Kader vun der gemeinsamer Sécherheets- a Verdeedegungspolitik. Dir wësst, datt sech déi europäesch gemeinsam Sécherheets- a Verdeedegungspolitik an deene leschte Jore gewalteg entwéckelt huet.

Säit den Accordë vu Petersberg huet d'Europäesch Unioun sech am Kader vun der Sécherheets- a Verdeedegungspolitik dräi Missiounen operluecht: Éischtens, d'Gestioun vu militäresche Krisen an Europa, zweetens, d'Gestioun vun zivile Krisen an Europa, an dréttens, d'Preventioun vun deene Krisen. Fir dës Missioune meeschteren ze kënnen, muss d'EU engersäits iwwer autonom Aktiounscapacitéite verfügen, an anerersäits mussen déi dernieft vun enger zouverlässeger Arméi ënnerstëtzt kënne ginn.

m Europäesche Conseil vun Helsinki haten déi europäesch Stats- a Regierungschefen sech als Objektiv fixéiert, datt bis d'Joer 2003 déi europäesch State capabel misste sinn, bannent 60 Deeg eng Arméi bis zu 60.000 Mann bereetstellen ze kënnen. Haut ass d'EU an der Lag, d'Missiounen am Beräich vum Krisemanagement am Kader vun hirer gemeinsamer Sécherheets- a Verdeedegungspolitik ze meeschteren.

Dës Missioune sinn awer net ouni Risiko. D'Material, wat zum Asaz kënnt, kann derbäi beschiedegt ginn, Persoune kënnen zu Schued kommen, si kënne verletzt ginn oder souguer an de Missioune leie bleiwen. Hei stellt sech d'Fro vun der Responsabilitéit a vun der Entschiedegung.

Fir datt déi Missiounen awer esou ausgeféiert kënne ginn, ouni datt permanent ee Land dat anert op Schuedenersatz muss usichen, hunn déi europäesch Staten eng Konventioun ausgeschafft, an där se esou wäit wéi méiglech op Entschiedegungsanträg verzichten, wann et sech ëm Schied, also Accidenter handelt, déi tëschent Persounen oder Material aus Memberstaten am Kader vun dëse Missioune kënne geschéien an déi an engem Drëttland oder um Mier erlidde ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

De Prinzip vun der Konventioun ass dee vun der Renonciatioun vun esou Entschiedegungsanträg, et sief et kéint een eng grave Noléissegkeet oder en absichtleche Feeler noweisen.

Den Artikel 1 vun der Konventioun bestëmmt d'Persounen, déi duerch den Accord betraff sinn.

Den Artikel 2 definéiert de Kader an deem den Accord zoutrëfft, dat heescht d'Virbereedung an d'Ausféierung vun de Missiounen. Si mussen och ausserhalb vum Territoire vun der Europäescher Unioun stattfannen.

Den Artikel 3 hält de Prinzip vun der Renonciatioun op eng Demande op Schuedenersatz fest, mat Ausnahm, wéi schonns ernimmt, wann et sech ëm eng grave Négligence oder eng „faute intentionnelle" handelt.

Den Artikel 4 definéiert déi Fäll an deenen d'Renonciatioun spillt.

Den Artikel 5 schreift vir, datt an anere Fäll wéi déi, déi am Artikel 4 bestëmmt sinn, et zu Schuedenersatz ka kommen, datt dann d'Responsabilitéit vun dem Stat an de Betrag vum Schued duerch Négociatioun tëschent deenen zwee Länner bestëmmt gëtt. Wann de Schued méi niddereg ass wéi 10.000 Euro, verzicht de Stat op Schuedenersatz.

Den Artikel 6 reservéiert awer Drëttpersounen, déi am Kader vun engem Contrat de location oder soss engem Kontrakt engem Land fir déi Missiounen e Gefier zur Verfügung gestallt hätten...

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Entschëllegt emol, ech wëll eppes soen. Et ass fir e Rapporteur relativ schwéier, wann d'Geräich vun den Handyen, d'Geraschels vun den Zeitungen an d'Gespréicher heibanne bal méi haart si wéi dat, wat de Rapporteur op der Tribün seet. Duerfir géif ech ëm e bëssen Disziplin bieden!

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Ech schwätzen awer ganz haart, Här President, esou datt ech mengen, datt jiddfereen et misst héieren. Mä ech soen lech awer Merci.

M. le Président.- Et gehéiert sech awer net!

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Voilà. Den Artikel 6 reservéiert also Drëttpersounen, déi iwwer e Contrat de location engem Land e Gefier zur Verfügung gestallt hunn, wann un dat Gefier géing iergendwéi e Schued kommen, datt déi awer d'Recht op eng Demande op Schuedenersatz hätten.

Den Artikel 7 gesäit vir, datt am Fall vun Differenzen tëschent zwee Länner den Arbitrage spillt. Den Accord gesäit keng Dispositioun vir am Fall vun enger Demande op Schuedenersatz, déi vun engem Drëttland, an deem zum Beispill d'Missiounen ausgeféiert ginn, gestallt géing ginn. D'Considérantë vun der Konventioun weisen op spezifesch Accorden hin, déi mat deene Länner missten ofgeschloss ginn.

Den Article unique vum Projet gesäit d'Approbatioun vun der Konventioun duerch de Lëtzebuerger Législateur vir.

De Statsrot mécht a sengem Avis e puer Bemierkungen zur Konventioun selwer. Hien huet awer keng Bemierkungen zum Projet gemaach. D'Kommissioun huet de Projet an d'Konventioun diskutéiert a si proposéiert dem Parlament fir dee Projet hei ze stëmmen. Ech bréngen och domat den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Den Här Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, ech bréngen och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, no deem exzellente Rapport vum Här Haupert bleift mer näischt derbäizefügen. Mir si selbstverständlech och mat deem Projet d'accord.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Huet d'Regierung eppes bäizefügen? Den Här delegéierten Ausseminister, den Här Schmit.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*.- Här President, ech mengen de Rapport war esou exhaustiv an esou prezis, datt d'Regierung nëmme kann dem Rapporteur félicitéieren, sech och total domat averstane fillen a Merci soe fir d'Approbatioun.

M. le Président.- Merci der Regierung fir hir konzis Stellungnahm.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5393.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 56 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Laurent Mosar), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider et Roland Schreiner (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5417 iwwert d'Privilegien an d'Immunitéite bei ATHENA. D'Riedezäit ass och nom Basismodell festgeluecht. Et ass bis elo ageschriwwen: den Här Goerens. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot!

5. 5417 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nom Vertrag iwwert d'Europäesch Unioun, Artikel 28, deen augenblécklech a Kraaft ass, sinn Ausgabe fir militäresch Operatiounen am Kader vun de Petersberg-Missiounen zu Laaschte vun den eenzelne Länner vun der Europäescher Unioun an net vum Budget vun der Europäescher Unioun, nëmmen déi administrativ Ausgabe fir esou Missioune ginn iwwert de Budget vun der Europäescher Unioun finanzéiert.

Den 23. Februar 2004 ass dofir ATHENA geschafe ginn. ATHENA ass en Instrument fir de Finanzement vun esou militäreschen Operatioune virzehuelen.

Den 28. Abrëll 2004 hunn d'Regierungsvertrieder eng Décisioun geholl, fir dësem Instrument ATHENA gewësse Privilegien an Immunitéiten zouzegestoen. Dëst, fir dass dat Instrument besser fonctionnéiere kann. An et ass dës lescht Décisioun, déi dës Chamber mat dësem Projet muss guttheeschen.

Ech wëll trotzdeem am Kader vun dësem ganz kuerze Rapport drop hiweisen, wéi schwéierfälleg esou eng intergouvernemental Prozedur ass. Si bedéngt, wéi bei all internationale Verträg a Konventiounen, laangwiereg Ratifikatiounen an all Memberland.

Si ass awer néideg, well besonnesch déi gemeinsam Sécherheets- a Verdeedegungspolitik Eestëmmegkeet verlaangt an trotz hirem Numm eigentlech keng gemeinsam, mä eng intergouvernemental Politik ass.

Mat dësem Projet - nach eng Kéier, fir dass dat ganz kloer ass - si mer am Kader vum bestoende Vertrag, deen aus dem Joer 1992, respektiv 1997 staamt, also aus enger Zäit wou de Wëllen, eng europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik opzebauen, nach guer net esou evident war. Säitdeem gouf et den Ustouss fir dës Politik vu Saint-Malo zwëschent Frankräich a Groussbritannien an insgesamt och de Wëlle vun der Europäescher Unioun, hir Roll fir Stabilitéit un de Grenzen am Kampf och géint den Terrorismus ze spillen.

Wann een déi nei Verfassung, déi mer jo elo amgaange sinn heibannen ze diskutéieren, kuckt, da gesäit een, dass do gewëssen Avancéeën am Hibléck op déi gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik drastinn.

Et steet emol fir d'éischt eng extra Sektioun 2 am Kapitel II iwwert d'Aussen- an d'Sécherheetspolitik dran; dat ass an deem bestoende Vertrag net de Fall. Déi sou genannte Petersberg-Missioune ginn och ausgeweit, niewent deene Missiounen, wéi humanitär Missiounen, friddenserhalend Missiounen, Evakuatiounsmissiounen, komme gemeinsam Missioune fir Entwaffnung, fir militäresch Berodung, Krisepreventioun, Stabilisatioun och no Konflikter an deene Länner, déi dorënner gelidden hunn. Aner Neierunge betreffen zum Beispill d'Schafung vun enger Agence fir d'Entwécklung vu Verdeedegungscapacitéiten an och eng besonnesch Zesummenaarbecht um militäresche Plang an och eng Neierung um finanzielle Plang.

Et bleift awer dat bestoen, wat elo am Vertrag ass, nämlech dass militäresch Operatiounen och nëmmen duerch d'Länner bedriwwe ginn. Dozou kënnt allerdéngs d'Méiglechkeet vun der Schafung vun engem Fong no Konsultatioun vum europäesche Parlament, fir eben e schnellen Accès zu europäesche Suen ze kréien, wa wierklech eng grouss Urgence do ass.

Mä fir den Ableck, Här President, si mer nach net esou wäit. Mir sinn hei also an enger relativ preziser Décisioun, déi mer unzehuelen hunn iwwert d'Schafung vu Privilegien an Immunitéite fir de Finanzéierungsmechanismus ATHENA. Dat gesot, als Rapporteur, wëll ech och am Numm vun der LSAP ons Zoustëmmung zu dësem Projet bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet den honorabelen Här Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass alles gesot, duerfir brauch ech nëmme just nach den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet ze ginn. Ech wollt och dem Här Fayot Merci soe fir säi Rapport, gradewéi och dem Här Haupert, deem ech virdrun nach net Merci gesot hat, deem säin Dank awer och gewëss ass.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. D'Regierung, den Här delegéierten Ausseminister huet d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech hu wéineg derbäizefügen. Ech deelen natierlech och déi Kritiken, déi expriméiert gi sinn. Ech mengen, dat ass effektiv e schwéierfällege Mechanismus a wéi déi Dispositiounen négociéiert gi waren, war Lëtzebuerg natierlech dofir fir esou wäit wéi méiglech iwwerhaapt generell Dépensen am communautäre Budget virzegesinn. Mä mir wëssen, datt et hei nach ëmmer ëm ganz sensibel Affäre geet, wou d'Länner ëmmer nach gären eng national Kontroll halen. De Präis dovunner ass, datt een eben esou ee Mechanismus muss virgesinn. Trotz allem remerciéieren ech och den Här Fayot fir säi Rapport an ech kann nëmme gutt fannen, datt d'Chamber dëse Projet approuvéiert.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5417.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 57 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par Mme Nancy Arendt), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Roger Negri), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Colette Flesch), Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5392, en Ofkommes iwwert dat militärescht an ziviilt Personal an den EU-Institutiounen. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel.

6. 5392 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5392, deen ech lech hei presentéieren, gouf den 9. November 2004 vun der Regierung déposéiert. Et handelt sech heibäi ëm e Projet mat engem Article unique, deen en Accord zwëschent de Memberstate vun der Europäescher Unioun regelt, deen de 17. November 2003 zu Bréissel vun eiser Regierung ënnerzeechent ginn ass.

Erlaabt mer dofir kuerz den Inhalt vun dësem Accord ze erklären. Dësen Accord ass am Kader vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik ze gesinn. Ech menge mir haten déi lescht Woch schonns hei am Haus d'Geleeënheet, wéi den Här Ben Fayot iwwert de Militärfliger geschwat huet, vill iwwert déi europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik ze héieren. Och haut sinn den Här Haupert an och den Här Fayot an hire Rapporte dorobber agaangen.

Och de Verdeedegungsminister Luc Frieden huet eis déi lescht Woch drun erënnert, dass mir an dësem Domän Solidaritéit beweise mussen an och Responsabilitéiten hunn, well mer jo och hei zu Lëtzebuerg vum Fridden, deen et an Europa säit dem Zweete Weltkrich gëtt, profitéieren.

Ech wëll dofir net am Detail op d'Evolutioun vun der europäescher Verdeedegungspolitik agoen, ech wëll awer nëmme just e puer wichteg Punkten ervirsträichen.

D'Verträg vu Maastricht, Amsterdam an dee vun Nice gëllen als Eckdate vun enger gemeinsamer europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik. Dës Politik besteet, wéi mer all wëssen, aus dräi Voleten. Den éischte Volet ass d'Gestioun vun zivile Krisen, den zweete Volet ass d'Gestioun vu militäresche Krisen an den drëtten ass d'Preventioun vu Konflikter.

Den Objet vum Accord, deen dëse Projet de loi ëmsetze soll, ass d'Schafe vun engem juristesche Kader fir Militär- an Zivilpersonal, dat vun hire respektiven Heemechtslänner détachéiert gëtt.

Et handelt sech heibäi ëm Détachementer un Institutioune vun der Unioun, u Quartiers généraux, also Haaptquartéieren, an u Sträitkräften, déi der Unioun am Kader vun der Preparatioun an Exekutioun vu Missiounen, wéi den Artikel 17, Paragraph 2 vum europäeschen Uniounsvertrag se virgesäit, zur Verfügung gestallt ginn.

Erlaabt mer, wann am Intitulé vun engem Projet de loi schonn en Artikel zitéiert gëtt aus dem Traité d'Union, da wollt ech dat kuerz zitéieren. Also den Artikel 17 vum Traité sur l'Union européenne, paragraphe 2, deen, wéi gesot, hei am Intitulé steet, seet: «Les questions visées au présent article incluent les missions humanitaires et d'évacuation, les missions de maintien de la paix et les missions de forces de combat pour la gestion des crises, y compris les missions de rétablissement de la paix.»

Dat gesot, wollt ech nach soen, dass dësen Accord iwwert deen et haut geet, aus véier Partië besteet an 19 Artikelen. Ech wollt e puer Artikele ganz kuerz erläuteren. Zum Beispill den Artikel 2 reglementéiert d'Openthaltsgenehmegung an deene respektive Länner vun dem détachéierte Militär- an Zivilpersonal. Den Artikel 4 handelt ëm d'Validitéit vun hire Führerschäiner. Den Artikel 5 definéiert d'Modalitéiten iwwert d'Droe vun den Uniformen. Ganz wichteg sinn awer dergéint d'Artikele 7 an 8, déi de Port d'armes reglementéieren an och eng juristesch Immunitéit garantéieren an der Ausféierung vun hire Missiounen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschloss wëll ech nach soen, dass de Statsrot a sengem Avis vum 23. November 2004 säin Accord zu dësem Projet de loi ginn huet, och wann hie sech gewënscht hätt, dass déi jeeweileg national Autoritéit, zoustänneg fir d'Ophiewe vun der Immunitéit, wéi den Artikel 8 Paragraph 2 se virgesäit, besser oder vläicht méi kloer definéiert gi wier.

Ech hunn an der zoustänneger Kommissioun Enn Januar de schréftleche Rapport zu dësem Projet virgeluecht, wou en unanime ugeholl gouf. Dofir bieden ech lech dëse Projet och haut hei unzehuelen an ech ginn den Accord vu menger Fraktioun.

Erlaabt mer als Ofschloss vläicht nach eng Remarque. Déi europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik wäert eis an Zukunft hei am Haus nach beschäftegen am Kader vun den Diskussiounen iwwert d'Europäesch Konstitutioun an doriwwer eraus si mer alleguer gefuerdert och dobausse bei de Biergerinnen a Bierger dëst Thema unzeschneiden, wa mer mat hinnen iwwert déi Europäesch Konstitutioun diskutéieren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Angel. Wëllt een d'Wuert zu deem Projet de loi? Fir d'Regierung huet den Här delegéierten Ausseminister d'Wuert.

M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration.*- Ech wëll hei dem Rapporteur Merci soen. Ech mengen, dat hei ass e Stéck an deem ganze Gebai, wat d'europäesch Sécherheets- a Verdeedegungspolitik ubelaangt. Ech deelen och déi lescht Remarque vum Rapporteur, datt et wichteg ass mat de Bierger iwwert déi ganz Problematik vun der europäescher Sécherheets- a Verdeedegungspolitik notamment am Rahme vun der zukünfteger Konstitutioun ze diskutéieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5392.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

(Interruption)

Ech hunn 59 Jo-Stëmmen hei um Tableau stoen. Mir kucken dat no. Den Här Goerens huet par procuration fir wie gestëmmt?

(Interruptions diverses)

Ech weess et net. Et sinn der esou vill heibannen, déi net ofgestëmmt hunn, an ech hunn der awer 59 hei um Tableau stoen.

(Hilarité)

Här Goerens, Dir hutt par procuration fir wie gestëmmt?

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt stëmmen.

(Interruptions)

Ech konnt dat awer net feststellen.

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- Mir kréien elo d'Lëscht vun deenen, déi ofgestëmmt hunn am perséinlechen Numm a par procuration. Mir vérifiéieren dat, an da brénge mer déi noutwendeg Korrekturen un, déi unzebrénge sinn op Grond vun de Reklamatioune vun dem Här Fayot, der Madame Mutsch, dem Här Goerens an all deenen, déi net ofgestëmmt hunn, déi awer hei um Tableau figuréieren als ofgestëmmt ze hunn.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch,

MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5397, enger Konventioun iwwert den Asaz vu verschiddene klassesche Waffen. D'Riedezäit ass och hei nom Basismodell festgeluecht. D'Wuert huet nach eng Kéier den honorabelen Här Angel fir de Rapport ze maachen.

7. 5397 - Projet de loi portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;

- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Jo, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, hei verloosse mer elo den europäesche Kader a mir beginn eis op déi international Bühn. Et handelt sech och ëm Militär, awer net méi ëm Persounen, mä ëm deen anere Volet, ëm Waffen. Wann een an de Medien an de leschte Méint vill iwwert d'Massevernichtungswaffen héiert a liest, muss een awer net vergiessen, dass déi konventionell oder klassesch Waffen nach ëmmer déi sinn, déi weltwäit am meeschte verspreet sinn an nach ëmmer déi gréisste Gefoer duerstelle fir d'Zivilbevölkerung. Dat als Introductioun.

Ech wollt Iech soen, dass et bei dësem Projet 5397 éischtens ëm d'Approbatioun vun engem Amendement vun der CCW - dat ass Convention on Conventional Weapons - geet. Dës Konventioun iwwert de Verbuet an d'Aschränkung vu klasseschen, oder besser gesot konventionelle Waffen, déi als onmënschlech agestuft ginn, gouf den 10. Abrëll 1981 vu 77 Staten ënnerzeechent. Lëtzebuerg huet se dunn den 21. Mee 1996 ratifizéiert an haut si 94 State Member vun dëser Konventioun.

Dës Konventioun besteet aus engem Kadervertrag a véier respektiv fënnef Protokoller. Beim Amendement vun der Konventioun, deen den 21. Dezember 2001 zu Genève ugeholl ginn ass, geet et drëms de Champ d'application vum Kadervertrag a vun de respektive Protokollen ze erweideren an och net international Konflikter mat anzebezéien. Bis elo huet dës Konventioun sech just op Konflikter zwëschen zwee verschiddene State limitéiert. Dës Erweiderung ass noutwendeg ginn, well zënter dem Enn vum Kale Krich ëmmer méi intern Konflikter a Länner entstane sinn.

Haut ass déi international Agenda dominéiert vu regionalen a lokale militäresche Konflikter. Wann ech e Beispill däerf ginn: 2003 an 2004 ware vun 38 krichsähnleche Konflikter an der Welt nëmmen zwee Kricher zwëschen zwee Länner. All déi aner waren also intern Konflikter.

Och nach zur Informatioun wollt ech soen, dass bis elo 29 Länner, dovun 13 EU-Länner dësen Amendement scho ratifizéiert hunn. Niewent dësem Amendement gesäit deen heitege Projet de loi 5397 och nach d'Adoptioun vun engem Protokoll iwwert déi sou genannten ERW vir, dat sinn „Explosive Remnants of War", op franséisch «restes explosifs de guerre». Et handelt sech heibäi engersäits ëm explosiv Munitioun, mat Ausnahm vun de Minnen, déi net explodéiert sinn, an anerersäits ëm explosiv Munitioun, déi abandonnéiert ginn ass.

Dëse fënnefte Protokoll vun der Konventioun gouf den 28. November 2003 zu Genève adoptéiert. Bei dësem Protokoll geet et net drëms d'Presenz vun de sou genannte Restes explosifs de guerre an engem Krichsgebitt ze verbannen. Den Objektiv vun dësem fënnefte Protokoll ass, d'Zivilbevölkerung géint d'Risike vun esou geféierleche Reschter vun explosive Waffen ze schützen. Dëse Protokoll verflicht nämlech d'Krichsparteie Moossnamen ze treffen, fir déi Risiken anzeschränken.

A sengem Avis vum 4. Januar 2005 rappeléiert de Statsrot drun, dass dës Konventioun dozou bäidréit, dass d'Leide vun der Zivilbevölkerung a Krichsgebitter tant soit peu verklengert gëtt. De Statsrot begréisst d'Amendement fir och Konflikter, déi net international sinn, an dës Konventioun eranzehuelen, an de Statsrot begréisst och d'Adoptioun vun deem fënnefte Protokoll iwwert d'Restes explosifs de guerre.

Als Konklusioun erlaabt mer drun ze erënneren, dass Lëtzebuerg bal allen internationale Konventiounen iwwer Ofrüstung bäigetratt ass. Eist Land huet och all Protokoller vun dëser Konventioun bis elo ratifizéiert an huet innerhalb vun dëser Konventioun ëmmer eng aktiv Roll gespillt.

Ech soen Iech Merci an ech ginn Iech heimadder och nach den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Wëllt eng Fraktioun nach Stellung zum Projet huelen?

(Négation)

Wann d'Regierung deem och näischt bäizeflécken huet, da komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5397.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par Mme Anne Brasseur), Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Felix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer méi frëi um Enn vun eiser Sitzung ukomm wéi d'Conférence des Présidents sech dat virgestallt hat. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.00 heures)

JEUDI, 3 MARS 2005 — 25E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
Mme Anne Brasseur, Doyen

Ordre du jour

1. 5348 - Projet de loi portant création

a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;

b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé

(Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. 5407 - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5042 - Projet de loi portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5340 - Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

(Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruptions)

Et schéngt kee Représentant vun der Regierung do ze sinn.

Mir kéimen dann zu der Diskussioun vum Projet de loi 5348 iwwert d'Schafung vun engem Dokumentatiounszentrum iwwert d'Zwangsrekrutéierung. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an d'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Weiler.

1. 5348 - Projet de loi portant création

a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;

b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Lucien Weiler *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen. An deene leschte Méint huet Europa an huet Lëtzebuerg a villen, a feierlechen an zum Deel ganz bewegenden Zeremonien de 60. Anniversaire vum Enn vum leschte Krich begaang.

Dës Gedenkfeierlechkeete ware fir mech perséinlech, mä ech denken och fir vill vun Iech heibannen a virun allem fir vill vun deene méi jonken Deputéierten, eng Geleeënheet fir als Generatioun - vill vun eis sinn nom Krich gebuer -, déi vum leschte Krich just dat wëssen, wat se a Bicher gelies hunn, respektiv vun hiren Elteren oder Grousseltere gezielt kritt hunn, Momenter vu Besënnung, Momenter vun Nodenken, Momenter vun Afrostellung, och Momenter vun Angscht an heiansdo, an dat huet een a Gespréicher eraushéieren, och Momenter vu Roserei.

Roserei iwwer dat, wat mer glécklecherweis net esou intensiv bei eis heiheem, zu Lëtzebuerg, mussen erliewen, mä wat mer awer bei enger Rei vun eisen Noperen, zum Beispill an Däitschland, a Frankräich an an anere Länner op engem gewësse Bord musse feststellen. Dat erschreckt. A wann een am Kader vun esou Feierlechkeeten ass wéi därer, déi mer an deene leschte sechs Méint erlieft hunn, da stëmmt een dat dach awer bedenklech an et kann een an et muss een och rose maachen.

D'Gedenkzeremonien, déi ech ugesprach hunn, ware virun allem och Momenter vu groussem Respekt a vun Dankbarkeet.

Respekt an Dankbarkeet, selbstverständlech vis-à-vis vun den Alliéierten an hiren Zaldoten, virun allem och vis-à-vis vun deenen amerikanesche Frënn, déi komm waren, an déi mat engem beispilllosen Asaz, fir eis Fräiheet, hei an de Krich gezu sinn.

Mä awer och Respekt an Dankbarkeet fir déi Zéngdausende vu Lëtzebuerger, déi aktiv oder passiv, déi direkt oder indirekt, déi als Resistenzler, als Zwangsrekrutéiert an op aneren Niveauë sech ni konnten a wollten offanne mat deem verhaasste Regime, deen an Europa geherrscht huet, an dofir sech selwer, respektiv hir Famillje gezwongenermoossen an onfräiwëlleg a liewensgeféierlech Geforen hu musse bréngen.

Här President.

Mir ware bei ville vun deene Gedenkzeremonien dobäi. Si waren alleguerten, jiddereng op hir Aart a Weis, impressionant.

Si ware bewegend, si hunn erënnert, si hunn opgeruff, si hunn och heiansdo opgewullt.

Si waren en Appel un eis alleguerten, si waren en Appel un eis Kanner, an dat Ganzt ënnert dem warnende Motto vu „Remember“ an ënnert dem Motto „Never again“. „Erënnert Iech“ an „ni méi“, dat waren déi zwee Leitgedanken, déi bei all deenen Zeremonien dominéiert hunn. An dat war wierklech ergräifend.

Ech wëll Iech soen, Här President, vun deene villen Zeremonien, an ech wëll do se wierklech alleguerten nennen, well se all bewegend waren, mä et waren der zwou dobäi, déi mech apaart markéiert hunn. Et war éischtens déi grouss Zeremonie am Dezember um Militärkierfecht zu Hamm, wou mer un d'Rundstedt-Offensiv geduecht hunn. Ech hu mer deemools iwwerluecht, dass et u sech noutwenneg gewiescht wär, datt all jonk Lëtzebuerger, vun 10 bis 25 Joer, hätte misse bei där Zeremonie dobäi sinn, gradewéi bei enger anerer Zeremonie, op déi ech nach ganz kuerz wëll zréckkommen.

D'Zeremonie um amerikanesche Kierfecht zu Hamm, dat war eng imposant Zeremonie, et war eng, déi organiséiert war vun der Regierung a wou vill Gäscht a vill Autoritéite present waren.

Mä et war net dowéinst, firwat se esou impressionant war.

Et war och net well d'Sonnerie aux morts vun engem Profi gespillt ginn ass.

Mä se war impressionant, well d'Situatioun, esou wéi mer se deen Dag virfonnt hunn, a grad just op där Plaz virfonnt hunn, jidderengem hautno konnt an Erënnerung ruffen a sech virstelle loossen, wat et bedeit huet an deene Joren am Krich ze sinn.

Notamment war deen Dag d'Wieder esou schrecklech, et huet geschneit, et war äiskal, et ass Glëtz gefall, d'Leit souzen zu Dausenden zu Hamm virun deene ville Kräizer vum amerikanesche Militärkierfecht, se ware mat Decken zougedeckt a se konnte wierklech erliewen a spieren un hirem eegene Kierper, wéi et huet musse gewiescht sinn, deemools, an deene Jore '40 bis '45, an deene laange Wanterméint am Krich, fir vill wäit ewech vun doheem.

Aus dëse Grënn, Här President, war d'Zeremonie vun Hamm esou ergräifend, well een einfach konnt fillen, spieren a materliewen, wat et bedeit huet, deemools, wéi d'Ängschte vun den Zaldoten an deene Leit, déi am Krich waren, hu musse sinn, d'Iwwerliewensängschten an der Keelt, an der Hëlleflosegkeet, ënner extremen Ëmstänn an an der totaler Ongewëssheet.

Eng zweet Zeremonie, Här President, war fir mech och ganz aussergewéinlech. Ech war invitéiert ginn op Buerschent. Zu Buerschent um Schlass war eng bescheide Gedenkfeier fir un d'Enn vum Krich ze erënneren.

Dat war keng Gedenkfeier, déi vun Autoritéite geplangt an organiséiert gi war. Et war eng Gedenkfeier, an där hirem Mëttelpunkt d'Mënschen aus der Gemeng Buerschent, aus der Gemeng Baastenduerf an aus der Gemeng Géisdref stungen, déi sech zesummegedoen haten a soten: Mir waarden hei net op de Stat, mir waarden net op eng Gemeng, mä mir Awunner aus dëse Regiounen, mir wëllen déi dote Saach selwer an d'Hand huelen; mir wëlle selwer hei eppes organiséieren.

A si hu sech zesummegedoen, se hunn ënner anerem eng CD gemaach, ënnert dem Motto „Remember, do you remember?“. D'Musik vu Baastenduerf, de Gesang vu Buerschent, de Kannerchouer vu Géisdref. D'Leit, d'Mënsche selwer hunn d'Erënnerung un dat Schrecklecht, wat geschitt war, an d'Hand geholl, geplangt, organiséiert an eng einfach, mä ëmsou méi würdeg Gedenkzeremonie op d'Bee gestallt.

Dat war esou impressionant, dass ech mer gewënscht hätt, dass am Land méi esou Zeremonië stattfonnt hätten, wou net d'Gemengeverwaltungen oder d'Autoritéiten oder de Stat d'Initiativ geholl hätt, mä wou d'Leit selwer sech bewosst sinn, wat et heescht, sech un dat erënneren, wat geschitt war.

An dofir muss ech soen, an ech wollt dat dofir och hei ervirsträichen, datt och hei am Land d'Leit net onbedéngt ëmmer nëmmen op d'Autoritéite waarde bis eppes geschitt. Zu Buerschent waren et Männer, Fraen, Kanner, Sänger a Musikanten aus dem Vollek, déi sech zesummegedoen hunn, fir gemeinsam ze erënneren un den Trauma vun 1940 bis 1945.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen. Dës puer Remarquë wollt ech maachen als Einleitung zu deem Projet, dee mer haut hei an der Chamber diskutéieren an och ofstëmme wäerten.

Et sinn och Iwwerleeungen, déi een am Fong geholl kënnt deemnächst als eent vun den Argumenter gebrauchen, wann dës Chamber e grousse Projet ugeet, nämlech de Projet betreffend de Referendum iwwert d'Europäesch Verfassung.

Europa, d'Europäesch Unioun, an domat automatesch och déi Verfassung, déi mer eis hoffentlech gi wäerten, ass eng vu villen Äntwerten op dat, wat viru méi wéi 60 Joer geschitt ass.

An ech denken et ass déi bescht Äntwert, déi Europa, déi mir alleguerte kënne ginn op déi grausam Terrorherrschaft an op de Krich, déi Europa an aner Deeler vun der Welt an esou fuerchtbare Misär a Leed geworf haten.

Här President.

Et war am Abrëll d'lescht Joer, wou de Premierminister dee Projet hei déposéiert huet, deen als Objet d'Schafe vun engem «Comité directeur pour le souvenir de l'enrôlement forcé» an engem «Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé» huet.

Et war och op Demande vun der Federatioun vun den Zwangsrekrutéierte wou dëse Projet ausgeschafft gi war an dee praktesch identesch ass mat deem, deen et gëtt fir d'Lëtzebuerger Resistenz.

Et stellt ee sech natierlech d'Fro: Wéisou brauche mer elo Organisatioune pour le souvenir de l'enrôlement forcé, wéisou elo Organer, déi sech solle mat der Dokumentatioun a mat der Recherche iwwert den Enrôlement forcé ofginn?

Et ass esou, dass duerch d'Gesetz vu '67 d'Zwangsrekrutéierte jo d'Qualitéit als Victimes du nazisme zouerkannt kruten. D'Federatioun vun de Victimes du nazisme enrôlées de force ass allerdéngs ëmmer eng Privatorganisatioun bliwwen an et huet geschéngt, an ech menge mir sinn all domadder d'accord, dass et endlech eng offiziell Entitéit gëtt, déi d'Zwangsrekrutéierte representéiert.

Op där anerer Säit ass et jo och esou, de Krich, dat sinn elo 60 Joer hier, dat ass laang. D'Generatioun vun den Direktzeien, déi ass amgaang - an dat ass eng natierlech Saach - lues a lues auszestierwen, an dofir ass et noutwenneg, dass mer en Organ, e Gremium fannen, déi dat, wat d'Federation vun den Enrôlés de force elo während laange Jorzéngten op eng excellent Aart a Weis gemaach huet, nämlech d'Mémoire, d'Erënnerung un dat, wat geschitt ass, héichzehalen, ëmmer erëm an Erënnerung ze ruffen, wat och a spéidere Joren an a Jorzéngte kann d'Erënnerung un dat, wat geschitt ass, lieweg halen.

Da gëtt dee Centre de Documentation et de Recherche iwwert den Enrôlement forcé geschaf.

Et ass jo esou, dass d'Federatioun vun den Enrôlés de force hei net onaktiv war. Ween hir Archivë gesäit, déi ganz impressionant sinn, ween hir Bibliothéik gesäit, wou ee ganz villes erëmfënnt, ween de Périodique „Les Sacrifiés“ kennt, dee weess, datt ganz vill Aarbecht geleescht ginn ass an deene leschte Jorzéngten.

Mä et ass awer och ganz sécher esou - an dat soe si och selwer -, dass et noutwenneg ass, datt mat méi Systematik geschafft muss ginn an dass och méi Recherche muss gemaach ginn; ech kommen nach eng Kéier kuerz op dëse Punkt zréck.

Et gëtt haut jonk Studenten an der zäitgenësseger Geschicht, déi ganz interessant Etüde maachen iwwert dat, wat am leschte Krich geschitt ass, an och iwwert d'Äntwert, déi Lëtzebuerg an d'Lëtzebuerger ginn hunn. An deementspriechend denken ech, dass et gutt ass, dass och esou Initiative gefördert ginn. Se ginn haut gefördert vun der Federatioun, mä an Zukunft ganz sécher vun deem Centre, deen hei ageriicht gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären

Zu enger vun deene ganz däischteren Zäite vun eiser Geschicht gehéiert selbstverständlech d'Schicksal vun de Lëtzebuerger Zwangsrekrutéierten. Ob agezunn an déi däitsch Wehrmacht oder an de Reichsarbeitsdienst oder an de Kriegshilfsdienst, et huet dozou bäigedroen, datt déi jonk Lëtzebuerger Jongen a Meedercher, déi tëschent 1920 an 1927 gebuer goufen, oft hiert Liewen, anerer en Deel - a glécklecherweis nëmmen en Deel - vun hirer Jugend, verluer hunn.

Tragesch an onerträglech Momenter ware sécherlech d'Evénementer vum Joer 1942. Dat Joer kann als e Broch duergestallt ginn, souwuel um Niveau vum Verhale vun den däitsche Besatzer, wéi och vun eiser Bevölkerung. No den éischten Défaitë vun der däitscher Wehrmacht décidéiert de Gauleiter den obligatoresche Militärdéngscht fir déi jonk Lëtzebuerger anzeféieren.

Fir d'Nationalsozialiste war de Reichsarbeitsdienst een éischte Schrëtt zum Wehrdienst. Esou huet et am Gesetz vum 21. Mee 1935 geheescht: „Die Erfüllung der Arbeitsdienstpflicht ist eine Voraussetzung für den aktiven Wehrdienst.“

A vun ufanks 1941 un, huet de Gauleiter versicht mat enger grousser Propagandaaktioun Fräiwëlleger fir dës erzéieresch Funktioun am nationalsozialistische Sënn ze fannen, mä d'Resultat war äussert enttäuschend, wat en dozou verleet huet, fir 1941 d'Reichsarbeitsdienstpflicht fir d'Lëtzebuerger tëscht 17 a 25 Joer anzeféieren. Betraff waren d'Joergäng 1920 bis 1927 an den Zweck war kloer, eng Militärausbildung an eng nationalsozialistesch Endoctrinatioun.

1943, duerch eng Veruerdnung vum 10. Februar, gouf dann dee sou genannte Kriegshilfsdienst fir d'Lëtzebuerger Meedercher agefouert. Hir Reichsarbeitsdéngschtzäit war op sechs Méint festgeluecht an duerno sinn se oft an de Krichsgebidder am Hëllefsdéngscht agesat ginn; hei ware virun allem déi Joergäng vun 1924 bis 1927 betraff.

D'RAD-Lagere vu Brahnau-Bromberg, vu Jannowitz, vu Königsberg, Wollstein a sou weider, brénge bei enger Rei vu Leit, déi haut nach do sinn an déi Zäitzeie sinn, ganz schrecklech Erënnerunge mat sech.

D'Lëtzebuerger hu sech selbstverständlech géint de Reichsarbeitsdienst gewiert.

Bei de Musterunge koum et oft zu Opstänn, an de Lageren hunn Eenzelner den Trei-Eed op de Führer refuséiert, nëmme lëtzebuergesch geschwat oder Lëtzebuerger Lidder gesongen. Verschiddener hu sech der Aberuffung entzunn, hu sech verstoppt oder si geflücht.

Op enger sou genannter Großkundgebung den 30. August 1942 an der Ausstellungshal um Lampertsbierg, huet de Gauleiter d'Aféierung vun der Wehrpflicht fir eis Jonge vun de Joren 1920 bis 1924 verkënnegt. D'Roserei vun de Lëtzebuerger - Dir kënnt Iech dat erënneren oder Verschiddener wahrscheinlech, anerer wëssen et aus der Geschicht - war grouss an d'Protestaktiounen hunn net op sech waarde gelooss. D'Konsequenzen, déi kenne mer alleguerten: den Ausnahmezoustand, d'Asetze vun engem däitsche Standgeriicht an d'Doudesuerteeler.

Dës drastesch Mesurë vun de preisesche Besatzer hunn eis Jonge jo virun en onméigleche Gewëssenskonflikt gestallt. Den Dilemma fir déi Leit war total. Wat sollten se maachen? Engersäits waren se sech bewosst, dass wa se där däitscher Opfuerderung nokomme géifen, datt se den Däitsche géifen hëllefen, datt se domadder ee Regime, deen hinnen zudéifst verhaasst war, ënnerstëtze géifen an op déi Alliéiert hu musse schéissen, an op där anerer Säit, am Fall vun der Wehrdienstverweigerung, d'Doudesstrof, d'Haftstrof, d'Konzentratiounslager erleide géifen, net ze schwätze vun de Konsequenzen an de Vergeltungschléi fir hir Familljen.

Dat war een Dilemma a wann ee sech deen haut virstellt oder emol ee vun deene jonke Mënschen, oder eis selwer, emol virun d'Fro stellt: Wéi häss du dann deemools gehandelt? Ech mengen, da bräicht méi wéi ee vun eis ganz laang Zäit, bis datt en zu enger Äntwert kéim.

Vill vun eise Jongen hu sech un d'Wierder erënnert, déi d'Grande-Duchesse hinne mat op de Wee ginn hat, wéi se gesot huet: „Wa se Iech ewechschleefen, fir géint Är Frënn ze kämpfen, da vergiesst ni, datt Dir Lëtzebuerger sidd a wat Är Heemecht vun Iech erwaart. Däitschland huet kee Recht vun Iech en Trei-Eed ze verlaangen. Wa se Iech zwéngen en Eed ze schwieren, dann ass dat keen Eed. Äert Häerz muss sech fräihale vun deem, wat se Är Lëpse schwieren dinn.“ Dës Wierder vun der Grande-Duchesse hu ville gehollef, besser mat där onméiglecher Situatioun, an där se waren, eens ze ginn.

Insgesamt goufen 10.211 Lëtzebuerger zwangsrekrutéiert, dovu koumen der 2.848 ëm d'Liewen, ongeféier 3.500 sinn desertéiert oder hu sech der Aberuffung entzunn. 1.550 Lëtzebuerger koume verletzt oder krank zréck. 3.610 Lëtzebuerger Meedercher hu mussen de Wee an den RAD an an den KHD goen, vun hinnen hunn der 58 hiert Liewe gelooss.

Virun e puer Deeg, Här President, ass e Mann u mech erugetrueden, dee mir sot, hien hätt e Bréif deen e mer gäre géif ginn an an deem beschriwwe gëtt, wéi d'Situatioun vun den Zwangsrekrutéierten un der Front war.

Dësen Zwangsrekrutéierte beschreift an deenen ergräifendsten an erschütterndste Wierder - ech liesen de Bréif net vir, Här President, mä ech leeën e bei d'Dokumentatioun fir am Compte rendu veröffentlecht ze ginn -, wat dat alles u Verzweiflung an u Misère war. An deementspriechend ass dee Respekt, dee mer an deene leschte Méint, haut an och an Zukunft zolle sollen an zolle mussen, nëmmen eng richteg an eng ugemiessen Äntwert.

Le'wt …,

Mat Ongedolt wârden ech op dei Bre'f. Haut ass et Sonndeg, mä dién Dâg ënnerschéd sech bei ons net me' vun diénen âneren. Misär a Léd ass ronderëm. D'Tre'nen lâfe mer d'Bâcken eran, wo' ech de' Zeilen hei schreiwen.

D'Kano'nen an d'Maschinegewiérer brummen an knatteren ronderöm. We' war et dach eso' sche'n dohém zu Letzeburg an dohém bei der Mamm. Wann dô mir eppes gefélt huet, go'f alles gemât fir de Schmierz ze briéchen, awer hei gët keng Rücksicht op Klengechkéten geholl. Virun ass heit t'Lo'sung, oder besser zréck, bis d'Kugel dech getraff huet. Gëschter ass mei béschten Kollég, dén ech nach hât, gefall. Eleng stinn ech elo ënnert de Preisen. Mein Offize'er ka mech net ausstoen, well ech Letzeburger sin.

Le'wt …, biéd du all Dâg e „Vaterunser“ fir mech, dass den Herrgott mech aus deser Hell befreit, an dass ech mein Hémechtsland, mei schéint Letzeburg, nach eng Ke'er erëmgesin.

…, 't ass eppes Schaureges wann é geseit, we' den Do't bestänneg ëm én ass.

Le'wt …, so menger Mamm neischt vun desem Bre'f, well hier schreiwen ech nëmmen dât béscht. Denk och hei ans dô u mech, denk u mech a biéd fir mech. Schreiw mer gleich erëm, well dât ass nach de' énzeg Fréd, de' mer an der Front hun.

Le'wt …, ech muss schle'ssen, e Panzerugréff ass gemellt an ech siche fir eng me'glechst gutt Deckong ze fannen.

De' beschte Gre'ss un dech an un all Kollégen a Frëndinnen

D'Situatioun huet sech um Enn vum Krich och net einfach duergestallt fir déi déi agezu waren. D'Lëtzebuerger Exilregierung huet deemools déi jonk Lëtzebuerger, déi an der Wehrmacht a Russland zum Asaz komm sinn, opgeruff, si sollen desertéieren, si sollen iwwerlafen. Dat hunn der vill gemaach. Mä si waren oft net begeeschtert vum Empfank, deen hinne bereet ginn ass.

D'Schicksal vun den Zwangsrekrutéierten an der Gefaangeschaft vun den Alliéierten ass eng Säit an eiser Geschicht, déi ëmmer relativ schnell ëmgebliedert gëtt. An hei si Saachen, déi opzeschaffe sinn. Ech denken, datt 60 Joer nom Krich d'Zäit komm ass, wou ee kann un déi Fro erugoen, an ech hoffen an ech wënsche mer - an ech denke mir alleguerten -, dass dee Centre de Recherche, deen hei geschafe gëtt, och hei ufänkt ze schaffen an opzeschaffen, fir ze erklären, fir ze verstoen a fir och d'Realitéiten esou duerzestellen, wéi se effektiv waren. Dat gehéiert zur geschichtlecher Wouerecht. Aus verständleche Grënn ass et vläicht bis haut net gemaach ginn. Mä den Dag ass do an d'Zäit kënnt, fir dat ze maachen.

Här President, de Projet de loi, dee mer haut hei ofstëmme wäerten, ass e wichtegen, et ass en noutwendege Projet. De Comité directeur pour le souvenir de l'Enrôlement forcé - 12 bis 15 Membere wäerten do drakommen - wäert am Laf vun der Zäit, noutgedrongen a lues a lues, sech der Federatioun vun den Zwangsrekrutéierte substituéieren, an deem Sënn wou en d'Aarbecht an d'Aufgab, déi grouss Aufgab, déi bis ewell ge-

leescht ginn ass, weiderféiere soll, fir, esou wéi et am Text heescht, «veiller à la sauvegarde de la mémoire des Enrôlés de Force».

An, Här President, wann Der erlaabt, eng perséinlech Remarque: Ech géif mer wënschen, fir dass déi Erënnerungen och alleguerten zum Droe kommen, dass an eise Schoulen...

(Interruption)

Et gëtt gemaach, mä et gëtt awer och leider nëmme punktuell gemaach! Wësst Der, ägyptesch Mythologie, ech fannen et ass ganz wichteg, datt eis Schüler eppes wëssen iwwert d'ägyptesch Mythologie. Ech muss awer soen, ier se den Detail vun dëser Mythologie solle bäibruecht kréien, géif et mir um Häerz leien, dass se fir d'éischt emol wéissten, wat am Éischte Weltkrich an am Zweete Weltkrich hei zu Lëtzebuerg geschitt ass, a wa se dat assimiléiert hunn an digéréiert hunn an hir Léieren dorauser gezunn hunn, respektiv erkläert kritt hunn, da kann een och zu villen anere Saache kommen.

Ech hätt léiwer, datt méi Prioritéite géifen hei geluecht ginn op dat, wat eis emol direkt concernéiert huet. Ech fannen et ëmmer traureg wann ech mat jonke Mënsche schwätzen an ech stelle fest, wéi wäit datt d'Kenntnisser awer vun deem ginn, wat sech viru 60 Joer hei zu Lëtzebuerg gedoen huet.

Wann Der d'Missioun kuckt, déi d'Regierung dem Centre de Documentation et de Recherche proposéiert ze ginn: „recenser, rassembler, archiver et conserver", alles dat, wat bis ewell iwwer laang Jorzéngte vun der Federatioun gemaach ginn ass, weiderféieren, „mettre en valeur" déi Dokumentatioun, „entreprendre et soutenir" d'Recherche historique, dat wat ech virdrun ugeschwat hunn, alles dat, denken ech, ass richteg a wichteg.

Duerfir ass dëse Projet de loi, Här President, net nëmmen e Projet, dee mer stëmme wäerten aus Respekt vis-à-vis vun deenen, déi hei concernéiert sinn, notamment den Zwangsrekrutéierten, mä dëse Projet soll och déngen als eng Zort Mahnmal fir eis a fir déi, déi no eis kommen. Duerfir géif ech denken, wënschen an hoffen, dass dëse Projet vun der Chamber eestëmmeg gestëmmt gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischt Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, et ass net all Dag, dass mer erliewen, dass de President vun dësem Haus vum Perchoir erofklëmmt, fir als Rapporteur hei e Projet de loi virzedroen. Ech mengen, dat ënnersträicht de Wäert, d'Importenz vun dësem Projet de loi an och de Wäert, deen hie selwer dësem Projet de loi bäimiesst.

Ech wéilt him Merci soe fir säi Rapport, a besonnesch och fir säi mëndleche Rapport, deen hien elo hei virgedroen huet, wou en agaangen ass op eng Partie vun deene ganz schwéiere Momenter, déi d'Liewen an dësem Land an de Joren 1940 bis 1945 gekennzeechent hunn.

Wéi hien drop higewisen huet, geet et hei drëm, e Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé ze schafen an e Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé, nom Modell vun deene scho bestehende Comités directeurs pour le Souvenir de la Résistance an dem Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance.

De Comité directeur vum Enrôlement forcé soll engersäits d'Roll vun der Fédération des victimes du nazisme enrôlées de force iwwerhuelen a virun den öffentlechen Autoritéiten dat vertrieden, wat d'Federatioun bis elo vertrueden huet. Mä ech mengen et ass och wichteg drop hinzeweisen, dass dat net heescht, dass déi eenzel Associatiounen, déi d'Enrôlés de force vertrieden, géingen hir Personalitéit verléieren oder hir Aktivitéite misste stëllleeën, mä dass si als Associatioune weider bestinn.

De Centre de Documentation et de Recherche ass eng wëssenschaftlech Institutioun, déi soll Dokumentatioun rassembléieren, archivéieren, konservéieren an, ech menge wat besonnesch wichteg ass, se dem Publikum zur Dispositioun stellen an enger Form, déi liicht zougänglech ass. An et schéngt mer och wichteg, dass am Projet gesot gëtt, dass dat wëssenschaftlecht Institut soll mat all deene bestehende wëssenschaftlechen Organisatiounen, sief dat d'Archives nationales oder anerer, kooperéieren, an dat souwuel hei am Land wéi och am Ausland.

Ech wëll besonnesch drop hiweisen, dass den Artikel 7 vum Projet de loi ervirsträicht, dass de Centre de Documentation et de Recherche de l'Enrôlement forcé ganz enk soll zesummeschaffe mam Centre de Documentation et de Recherche de la Résistance. Dat hu souwuel d'Regierung am Exposé des motifs, wéi de Conseil d'État a sengem Avis, wéi och d'Kommissioun, ons Kommissioun hei an der Chamber, ervirgestrach.

D'Kommissioun huet déi eenzel Amendementer, déi de Conseil d'État proposéiert hat, iwwerholl, an ons Fraktioun ass sécherlech d'accord mam Projet de loi esou wéi e vun der Kommissioun elo hei virgedroe ginn ass.

Mat deem Projet de loi maache mer ee Schrëtt weider um Wee vun der Vergaangenheetsbewältegung, vun den douloureusen Evénementer aus dem Zweete Weltkrich an dësem Land. Mir maachen et an der Serenitéit, an ech wëll drop hiweisen, dass dat vläicht net onbedéngt de Fall gewiescht wär wa mer esou e Projet viru 40 Joer an dësem Haus diskutéiert hätten. Ech fannen et ass eng wichteg Saach, dass mer kënnen dee Schrëtt an der Serenitéit ënnerhuelen. Vläicht kënne mer dat och, well et an dësem Haus nëmme méi zéng Membere gëtt, déi virun 1940 gebuere sinn, an nëmme méi 16 Memberen, déi virun 1945 gebuere sinn.

Dat heescht, déi Leit, souguer wa se Kanner waren, souguer wa se jonk waren - an ech ziele mech derzou -, fir all déi ass de Krich nach en Deel vum Vécu. Mir hunn alleguerten nach Souvenire vun där enger oder där anerer Natur vun deem, wat mer deemools erlieft hunn. Fir all déi aner ass natierlech dat heite Geschicht. Mä nach ass et dofir méi wichteg, dass mer dee Schrëtt haut maachen.

An dat bréngt mech zu enger anerer Observatioun. Déi vill Zeremonien, déi am Laf vum leschte Joer a vun dësem Joer stattfonnt hunn, fir de 60. Anniversaire vum Débarquement, vun der Libératioun a vun der Libératioun aus de Campen ze markéieren, waren - an de Rapporteur huet drop higewisen - ganz émouvant, an ech mengen, d'Zeremonie iwwert d'Libératioun vun Auschwitz an den Nations Unies war wierklech en erstaunlecht Erliefnes an e markant Erliefnes, an d'Zeremonie zu Auschwitz selwer war äusserst émouvant mat den Témoignagen, déi do konnte bruecht ginn. An den Nations Unies huet mech perséinlech den Témoignage vum Elie Wiesel ganz besonnesch impressionéiert.

Déi Zeremonien haten d'lescht Joer an dëst Joer eng ganz besonnesch Ausstrahlung. Dat war gewollt, well ech mengen, mir waren ons alleguerte bewosst, dass wa mer an zéng Joer de 70. Anniversaire feieren, da ganz vill vun de Survivanten net méi do sinn. Dofir war et gutt a richteg, dass dann dëst Joer dës Zeremonien an där Form konnte stattfannen.

Mä ech mengen, dat soll ons och en Hiweis sinn op dat, wat mer solle maachen. Et ass elo de leschte Moment fir d'Témoignagë vun de Survivanten ze recueilléieren, wann dat nach net gemaach ass. An net nëmme fir se entgéintzehuelen, mä fir se ze sauvegardéieren a fir se och zougänglech ze maache fir d'öffentlech Meenung, fir de Public, fir dass d'Mémoire vun deene schrecklechen Ereegnësser aus dem Zweete Weltkrich effektiv och an de kommende Generatioune bleift a lieweg bleift.

De Film „Heim ins Reich", dee mer d'lescht Joer zu vill konnte gesinn, ass, mengen ech, e gutt Beispill, e gelongent Beispill, wéi et méiglech ass, déi kollektiv Erënnerung lieweg ze maachen a se zougänglech ze maachen och fir déi jonk Generatiounen. Et schéngt mer awer, dass mer do nach Aarbecht virun ons hunn.

De Rapporteur huet op e spezifeschen Deel vum Problem, wat d'Enrôlés de force betrëfft, higewisen. D'Dokumentatioun, déi d'Fédération des Victimes du Nazisme an d'Enrôlés de force zesummegedroen huet, ass vill manner important wéi d'Dokumentatioun, déi de Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance huet.

Ganz besonnesch missten, mengen ech, Efforten ënnerholl ginn an der Recherche fir op déi Problemer hinzeweisen, déi bei der Reintegratioun vun den Enrôlés de force opgetruede sinn, wéi se an d'Land zréckkoumen, a wat fir Schwieregkeeten se begéint hunn, wéi se zréckkoumen, genee wéi - an de Rapporteur huet drop higewisen - op d'Geschicht vun den Enrôlés de force, déi Prisonniers de guerre waren an den Hänn vun den Alliéierten. Dat ass en duebelt Kapitel an onser Geschicht, wat a mengen Aen nach net genügend gekuckt an nach net genügend diskutéiert ginn ass. Vläicht soll dat eent oder dat anert a Fro gestallt ginn, mä op jidde Fall solle mer ons deem Défi stellen an dat do och ugoen.

An ech géing drop hiweisen, dass trotz dem Räichtum vum Fong vum Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance och do nach Efforten ze maache sinn. Et gëtt mer gesot, dass de Centre de la Résistance Honnerte vu Stonne vun Audiotémoignagen huet, déi nach net opgeschafft sinn. Dat fannen ech schued. Ech mengen, et soll een déi opschaffen an et soll een déi der öffentlecher Meenung zur Verfügung stellen.

Mäi Plädoyer, Madame Statssekretärin, ass also d'Regierung ze invitéieren, esouwuel dem Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé wéi och dem Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance, an dëse Momenter, wou mer nach kënnen Témoignagen entgéinthuelen, wou mer nach kënne Survivantë froen, interviewen an héieren, wat si erlieft hunn - dass mer dat solle maachen -, also d'Regierung ze invitéieren, deenen zwee Centren déi Mëttelen zur Verfügung ze stellen, dass se effektiv sech där doter Flicht kënne stellen.

Schliesslech, Här President, eng zweetlescht Remarque. De Rapporteur huet drop higewisen, dass et enorm wichteg ass, dass an de Schoulen och déi do Evénementer genügend beliicht ginn. Ech mengen, et ass an deene leschte Joren e groussen Effort do gemaach ginn, an et gëtt eng Journée de la Mémoire, an där d'Schoulen an d'Schüler opgeruff sinn, sech ëm déi Froen, ëm déi Froestellung ze këmmeren. Esou vill ech weess, sinn och ons jonk Leit an de Schoule ganz op a ganz zougänglech fir déi Saachen. Also, dat soll op jidde Fall weidergeféiert ginn, an dat soll en Deel vum Kursus an onse Schoule bleiwen.

Schliesslech, Här President, eng lescht Remarque: Déi patriotesch Anniversairen aus de leschte Joren, aus dësem Joer, déi émouvant Témoignagen, déi mer bei deene Geleeënheete konnten héieren, mengen ech, bréngen ons dozou, an de Rapporteur huet dat och scho gesot, onsen Engagement en faveur vun engem gëeenegten Europa ze renouveléieren.

D'Grënnungsväter vun Europa, déi Leit also, déi responsabel si fir den Traité vu Paräis, deen d'Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier geschafen huet, déi wossten dat ganz genee. Et ass keen Zoufall, wa se an der Präambel vum Traité CECA ënner anerem folgende Paragraph ageschriwwen hunn: «Résolus à substituer aux rivalités séculaires une fusion de leurs intérêts essentiels, à fonder par l'instauration d'une communauté économique les premières assises d'une communauté plus large et plus profonde entre des peuples longtemps opposés par des divisions sanglantes, et à jeter les bases d'institutions capables d'orienter un destin désormais partagé (…)»

A klorer Sprooch hunn d'Grënnungsväter vun Europa gesot an de 50er Joren: Ni méi, ni méi Krich an onsem Deel vun der Welt, ni méi Enrôlement de force, ni méi Ëmsiedlung, ni méi Konzentratiounslager, ni méi Massenexterminatioun.

D'CECA ass duerno zur Communauté économique européenne ginn, dunn zur Communauté européenne an haut zur Union européenne. D'Institutiounen hu largement dozou bäigedroen, dass mer an onsem Deel vun der Welt eng Zon vu Fridden hunn, vu Sécuritéit a vu sozialem Fortschrëtt. Et ka kee vun ons sech virstellen, dass e Krich mar géing entstoen tësche Frankräich an Däitschland. Mä nach, wa mer ronderëm ons kucken, net wäit vun ons ewech, da gesi mer wéi séier ka gekricht ginn a wéi fragile de Fridden ass.

De Fridden ass also eng Aufgab, déi sech all Dag jiddferengem vun ons erëm stellt. Mir kréien a kuerzer Zäit Geleeënheet onsen Engagement ze réaffirméieren en faveur vun engem gëeenegten, fräien an demokrateschen Europa duerch den Text iwwert de Referendum, mä ganz besonnesch duerch de Vote, dee mer mussen huelen iwwert de Projet de loi fir eng Konstitutioun fir Europa.

Mä net nëmme si mir hei an der Chamber gefuerdert: Et gëtt e Referendum. Dat ganzt Lëtzebuerger Vollek muss onst Engagement à l'égard vun Europa réaffirméieren. Mir als Demokratesch Partei sinn iwwerzeegt, dass dee Vote positiv ausgeet, mä mir wëllen ons och à fond engagéieren, fir dozou bäizedroen, dass e positiv ausgeet.

Ech mengen, dat ass d'Flicht vun ons alleguerten, déi hei an der Chamber sinn, dass mer och dobaussen dofir suergen, dass dat eegentlecht Zil vun den europäeschen Traitéen net aus den A verluer gëtt. Haut gesäit een net méi, wat gutt funktionéiert a wat Europa ons bruecht huet; et gesäit een nëmme vläicht wat hei oder do net klappt. Dat Wesentlecht vun den europäeschen Traitéen ass, dass mer säit 60 Joer an dësem Land Fridden hunn. An dofir si mer opgeruff ons an nächster Zäit ze engagéieren.

Dat gesot, wëll ech awer trotzdeem nach drop hiweisen, wat ech scho gesot hunn, dass ons Fraktioun wäert dëse Projet stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Roger Negri agedroen. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Hären, fir d'éischt wëll ech dem Chamberspresident an zugläich Rapporteur vun dësem Projet de loi Merci soe fir säin excellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wëll och direkt hei am Ufank kloer soen, datt meng Fraktioun dëse Projet ënnerstëtzt.

Hollerech virun 62 Joer, den 18. Oktober 1942 huet deen éischten Zuch mat lëtzebuergeschen Zwangsrekrutéierten d'Gare zu Hollerech verlooss. Ëm 10.000 jonk Lëtzebuerger Jonge vun de Joergäng 1920 bis 1927 sollte bis August 1944 dësem Schicksal nofolgen. Vun hinnen hunn 2.750 Lëtzebuerg net méi erëmgesinn a sinn am Krich ëmkomm oder goufe vermësst, wat oft nach méi schlëmm war, well een ëmmer nach gebaangt a gehofft huet. Dës jonk Borschten, déi hir Zukunft nach viru sech haten, waren also an der Regel net méi al wéi 24 Joer.

All dës Jongen hunn hiert Liewe misse loossen. Si sinn net gefrot ginn ob se wéilten oder net. Si sinn net gefrot ginn ob si hiert Liewe wéilte fir Hitler-Däitschland opferen. Si ware schlicht an ergräifend gezwongen.

Et gouf zu Lëtzebuerg kaum eng Famill, déi net vun dëser schrecklecher Tragédie betraff wor. Déi Jongen, déi sech geweigert hunn an de Krich ze zéien, deenen oder hire Familljen huet keng Gnod gegollt. Dofir wëll ech hei op dëser Plaz gären un déi Leit erënneren, déi sech geweigert hunn hiert Liewe fir den Hitler ze opferen.

Hellegowend am Joer 1944, deemools sinn 11 lëtzebuergesch Zwangsrekrutéiert zu Torgau an Däitschland higeriicht ginn. Si si weder op der Front gefall, nach goufen se als vermësst gemellt. Am Géigendeel. Dës 11 jonk Männer si kalbliddeg higeriicht ginn. Firwat?

Dës Männer haten sech geweigert, fir ënnert dem Banner vun Nazi-Däitschland Krich ze féieren. Si hu sech geweigert den Eed op den Hitler ofzeleeën. Si si souwuel Zwangsrekrutéiert wéi och Resistenzler, mä virun allem si si awer Helden. Dës Leit, dës bescheiden Helde sollen an däerfen net vergiess ginn.

Här President, wéi bal all europäescht Land, esou huet och Lëtzebuerg ënnert der Fuchtel vun den Nazië gelidden. Et ass wuel bekannt, datt den Zweete Weltkrich e schwaarze Fleck an der europäescher gradesou wéi an der Weltgeschicht bleift, an et ass scho bal trivial fir ze behaapten, datt e Krich ëmmer schrecklech ass, an awer ass eng Fräiheetsberaubung, eng Schicksalszerstéierung wuel alles anescht wéi banal oder trivial. Dofir kann een esou Wourechten net oft genuch soen.

Déi meescht vun eis heibanne kënnen sech net méi un déi Zäit erënneren. Ech fir mäin Deel war nach guer net gebuer. Esou Evénementer kennt een aus der Schoul oder vun den Elteren, beziehungsweis vun de Grousselteren, an awer kann een et net oft genuch betounen: Datt esou eppes méiglech war an ass an ëmmer erëm méiglech ka sinn, do dergéint musse mir antrieden. An aus deem Grond sinn ech houfrech fir zu dësem wichtege Sujet haut hei schwätzen ze kënnen.

Wann och keng Gefor méi vun eisem Noper ausgeet, esou ass d'Fräiheet vum Mënsch ni 100% reservéiert.

Déi europäesch Konstruktioun huet eis et erlaabt säit iwwer 60 Joer ouni Krich ze sinn, mä bis dohi war et e laange Wee. An dëse Wee muss an de Käpp vun eis all, vun eise Kanner, gradesou wéi vun eisen Enkele lieweg bleiwen.

Duerch d'Gesetz iwwert de Conseil National de la Résistance aus dem Joer 1967, beziehungsweis duerch

d'Reform vun dësem Gesetz virun zwee Joer, hu mir e Schratt an déi richteg Richtung gemaach.

D'Kreatioun vun engem Centre de Documentation et de la Recherche iwwer Zwangsrekrutéiert ass eng weider wichteg Etapp an dësem Prozess, nämlech de Prozess vun der Opschaffung vun eiser Vergaangenheet. De Film „Heim ins Reich", dee virun e puer Wochen an eise Kinoe gelaf ass, gradesou wéi de Film „Der neunte Tag" war ee weidere Steen an dësem Mosaik. Esou dass sech lues a lues e Bild aus deene klengen Elementer formt. Leider wäert et awer nach eng Zäit dauere bis et esou wäit ass, well d'Geschichtsfuerschung vun den 30er a 40er Joren iwwer Lëtzebuerg ass kontrovers a muss weidergedriwwe ginn. Ëmsou méi ass dëse Centre e wichtege Bäitrag zu der nationaler Geschichtsschreiwung.

(M. Lucien Weiler prend la Présidence)

Duerch dëse Centre gëtt séchergestallt, dass d'Leed vun den Zwangsrekrutéierten, déi esou vill zur Identitéit an zum Iwwerliewe vun eisem Land bäigedroen hunn, net an de Vergiess geréit. Genau aus deem Grond hunn ech mech beméit fir mat eemolegen Zwangsrekrutéierten a Kontakt ze kommen. An ech muss Iech soen, datt déi Leit mech zudéifst impressionéiert hunn. Hire Liewensmutt, hir Liewenskraaft an hir Liewensfreed kënnen nëmmen ee Beispill fir ons alleguer a fir déi kommend Generatioune sinn. Alleng aus deem Grond, géint d'Vergiessen, ass dësen Dokumentatiounszentrum wichteg.

Här President, ech wëll Iech en Ofschnëtt aus de perséinlechen Erënnerunge vun engem lëtzebuergeschen Zwangsrekrutéierte vum Joergang 1925 virliesen, esou wéi hien et mir selwer virgedroen huet:

„Am Joer 1944, ee Mount nodeem déi Alliéiert de 6. Juni an der Normandie gelant waren, sinn d'Joergäng 1925 bis 1927 an den „Reichsarbeitsdienst" agezu ginn. Mir sinn ongeféier zu honnert Lëtzebuerger am Arbeitslager „Bismarckhügel" an Ostpreussen ukomm, wou schonns däitsch Rekruten op ons gewaart hunn. All Moien déi obligatoresch kal Dusch dobaussen, marschéieren a Rei a Glidd, militäreschen Drill a Sport. No dräi Wochen Ausbildung mam Gewier mat Schéissübungen, duerno mam Vëlo a Gepäck an den Aussendéngscht."

Dat war den Ausgangspunkt vun dësem jonke lëtzebuergeschen Zwangsrekrutéierten. Wéi et dunn awer ëm d'Kämpfe goe sollt, do waren dës jonk Lëtzebuerger net bereet fir hiert Liewe fir Hitler-Däitschland op d'Spill ze setzen. D'Reaktiounen op dëse Prozess beschreift de Mann wéi folgt:

„Mir hu missen direkt an ons Baracken zréck, et ass ofgespaart ginn an eng Bewaachung koum virun d'Dier. Een nom aneren ass zu engem kuerze Verhéier ofgefouert ginn an ass net méi zréckkomm. De Generol perséinlech huet mir d'Fro gestallt, ob ech wéilt mäin Déngscht an der Wehrmacht untrieden.

Ech hunn dem Här Generol gesot, datt hie kee Recht hätt fir Lëtzebuerger an d'Wehrmacht ze zwéngen an datt direkt hien als Generol och wéisst, datt de Krich fir Däitschland esou gutt wéi verluer wier. Ech sinn direkt an e spezielle Raum ofgefouert ginn, wou schonns etlech Komerode waren. Schlussendlech si mir zu 24 als sou genannten Rädelsführer isoléiert ginn. Eise Reichsarbeitslagerführer huet ons opmierksam gemaach, datt op Meuterei d'Doudesstrof stéing an hien huet ons proposéiert, nach eng Kéier iwwer ons Entscheedung nozedenken. No deeglaangen Diskussiounen an no engem geheime Vote hu mir zu 24 Komerode beschloss, de battere Wee an d'Wehrmacht unzetrieden. Mir waren net bereet fir esou jonk ze stierwen."

Esou Liewensgeschichten a grausam Schicksaler dierfen net an de Vergiess geroden. Et ass wichteg fir eis Identitéit, datt mir eis mat der Vergaangenheet ausernee setzen. Eis Kanner solle wëssen, wat deemools geschitt ass, wéi et deemools wierklech war. Nëmme wann et eis geléngt, fir déi donkel an déi manner donkel Säite vun eiser Geschicht ze duerchliichten, kënne mir eis Zukunft onbefaange gestalten. Mir däerfen net fäerten der Vergaangenheet an d'Aen ze kucken. Datt mir derbäi och op onkammoud Äntwerten a Wouerechte wäerte stoussen, dat soll eis net dovunner ofhalen.

De Maquillage ass keen Outil vum Historiker. D'Erfuerschung vun eiser Geschicht, fir déi mer een oppenen a kritesche Geescht brauchen, kann nëmmen am Intérêt vun eis all sinn; an dat parteieniwwergräifend. Nëmme wa mir ee Konsens an där Fro hunn, wäerten eis Kanner an Enkele vun Onwouerechte befreit bleiwen. Ligen, Verfälschungen a falsch Legende sinn hei feel op der Plaz.

D'Erfuerschung vun der Geschicht kann eis dobäi hëllefen. Zesummenhäng vun der Géigewaart mat der Vergaangenheet kënne mir mat hirer Hëllef erkennen.

Nëmmen een, deen d'Vergaangenheet ze deite weess, kann d'Zukunft prägen. An dësem Sënn ass dësen Institut e wichtegen Outil am Ëmgang mat der Vergaangenheet, mä virun allem awer am Ëmgang mat der Heldeleeschtung vun deene Leit, déi deemools ënnert den Nazie gelidden hunn.

Ech wëll nach eng Kéier op dee Mann zréckkommen, deen ech uewe schonn zitéiert hat. Wéi ass et virugaangen? D'Schicksal vu sengem Asaz als lëtzebuergeschen Zwangsrekrutéierten an der Wehrmacht schildert de Mann esou:

„Ech hu mech mat engem Begleitbréif an der Pionéierskasär zu Königsberg virgestallt. No enger kuerzer Ausbildung vun dräi Woche stoung ech op enger Lëscht fir direkt mam Bataillon 154 an de Frontasaz ze kommen. Ech si schlussendlech alleng als Lëtzebuerger am Schëff vu Pillau aus um Brückenkopf Memel mat Honnerten däitschen Zaldoten ukomm. E puer Deeg drop ass de Brückenkopf Memel opgeléist ginn an déi ganz Arméi ass an engem Gewaltmarsch - honnert Kilometer laang a bis zu dräi Kilometer breet - vun zwee Deeg ënner russesche Fligerugréff erëm an eng nei Stellung zum Asaz komm.

All Dag hunn d'Preise sënnlos Géigenugréffer probéiert, déi virun de russesche Linnen zesummegefall sinn. Ech hu mech alt ëmmer als leschten um Ugréff bedeelegt, si matgelaf ouni e Schoss ofginn ze hunn, bis den 31. Januar 1945 géint zéng Auer moies, wou et beim Réckzuch vun engem Ugréff eng Kéier geblëtzt huet. Wéi ech erëm zou mer komm sinn, ronderëm Doudeger, kee Mënsch méi wäit a breet. Ech loung tëschent de Linnen a konnt net méi opstoen, Splitter uewen am lénke Been, zwee Splitter riets an der Ham, ee Splitter an der Schëller an am lénken Aarm, a mat mengem lénken Aen hunn ech näischt méi gesinn. Et loung héije Schnéi, zéng Grad ënner Null a vill Loft." De Mann huet zwar glécklecherweis iwwerlieft, mä säin A, gradewéi säi Been, ware fir ëmmer verluer.

Mir mussen eis als Chamber dofir asetzen, datt esou traureg Schicksaler net - an och nimools - vergiess ginn. Dësen Zentrum ass gläichzäiteg och eng Unerkennung an eng Gedenkstätt. An nimools solle mir vergiessen, wat dës Leit fir eis, fir Lëtzebuerg, mä och fir Europa, vollbruecht hunn. Ech sinn iwwerzeegt, datt mir mat dësem Centre de Documentation e sënnvolle Bäitrag zu eiser Geschicht bewierkstellegen.

Gläichzäiteg wëll ech awer och drop hiweisen, datt d'Beméie fir d'Geschicht vun eisem Land während der Nazi-Zäit keng Selbstverständlechkeet ass. Schliesslech fält een net nëmmen derbäi op Heldenerzielungen. Muncheree wäert sech d'Fro stellen, ob et net sënnvoll wier dës investéiert Sue fir aner Zwecker ze verwenden; fir eng Schoul oder e Spidol? Schliesslech, wat mécht et fir e Sënn an ale Wonnen ze bueren, déi dach nëmme selwer schwéier verheelen?

Dës Vue wier falsch a gefäierlech. D'Vergaangenheet ass wichteg an d'Vergaangenheet betrëfft eis alleguer. Dofir sinn dës Sue laangfristeg gutt investéiert Geld. Wéi e Vollek mat senger Vergaangenheet ëmgeet, ass een Zeeche vu politescher Maturitéit.

An nëmmen eng onverfälschte Siicht nom Prinzip vum däitschen Historiker Ranke „Wie es wirklich gewesen war?" ass enger Demokratie wierdeg.

D'Resistenz am Zweete Weltkrich ass a bleift en extrem wichtegt Kapitel an der Lëtzebuerger Geschicht an huet ouni Zweiwel zur Festigung vun eiser nationaler Identitéit bäigedroen.

D'Stäerkung vun enger Lëtzebuerger Identitéit ass och als Element am Kader vun der Uni Lëtzebuerg am Regierungsprogramm festgehale ginn, esou dass sech dëse Centre de Documentation et de la Recherche perfekt an d'Ëmsetzung vun dësem Zil aschreift.

Dëse Centre de Documentation et de la Recherche gëtt eis awer och eng Chance, eng Chance fir falsch Viruerteeler aus dem Wee ze raumen, fir enger neutraler Geschichtsvirstellung Plaz ze schafen.

Éischtens däerf d'Geschicht vun der Nazi-Zäit kriddelech Aspekter vun der Vergaangenheet net ausblenden.

Zweetens dierfe mir eis dobäi näischt virmaachen, och wann am September 1944 d'amerikanesch Zaldote vun de Lëtzebuerger als Befreier gefeiert gi sinn, esou wëll dat awer net bedeiten, datt jidderee bei eis e Resistenzler war. Mir kënnen als klengt Ländchen zwar stolz sinn, dass eis Pappen a Mammen, eis Grousselteren et gewot hunn e Generalstreik ze organiséieren a sech esou net nëmme verbal géint déi preisesch Besatzung gewiert hunn, mä all dës positiv Elementer dierfen awer de Bléckwénkel net veränneren.

Esou muss ee kloer an däitlech soen, dass deemools net jidderee Resistenzler war. Et soll net verschwiege ginn, dass eng Rei vu Leit de leschten Zuch fir „Heim ins Reich" verpasst haten. Jo, Kollaborateuren, Matleefer a Gielemännercher sinn et och hei zu Lëtzebuerg ginn.

Nom Krich war d'Roserei am Vollek iwwert d'Kollaborateure grouss. Wéi a sou ville Länner hunn och d'Lëtzebuerger hir Wut un hinnen ausgelooss. An der éischter Roserei goufen den 10. an den 11. September 1944 véier Kollaborateuren erschoss.

D'Fraleit, déi sech mat de Preisen agelooss haten, kruten de Kapp geschuer. Anerer goufe gebeetscht - an net ze knapps. Et huet sech zu Lëtzebuerg eng Lynchjustiz breetgemaach, déi oft a gäre verschwiege gëtt.

Deemools si Saache geschitt, déi an engem Rechtsstat net geschéien däerfen. Nach ëmmer ginn et Perioden, Evénementer a Kapitelen, déi net vun der Geschichtsforschung ënnert d'Lupp geholl gi sinn. Wat wësse mir iwwert déi sou genannte „Putschaffär"? Wat war deemools wierklech geschitt? Wou sinn all déi Dossieren, déi zënter der Affär verschwonne sinn? Sou Froe sinn nach ëmmer net gekläert.

„Resistenz - Ass d'Wouerecht dat, wat bleift?", sou huet d'Theaterstéck geheescht, dat am Mäerz 2002 vum Escher Meederchers-lycée opgefouert ginn ass. Ech wëll hei net op de Contenu vum Stéck agoen, mä alleng den Titel „Resistenz - Ass d'Wouerecht dat, wat bleift?" ass de Beleg dofir, datt et héich Zäit gëtt, fir Liicht an déi deemoleg Geschichtsperiod ze bréngen. Mä virun allem ass et e Versuch, fir dëst Kapitel vun eiser Geschicht iwwert d'Zäit ewech ze erhalen.

Dofir ass et wichteg, dass d'Gremien an d'Fonctionnairen, déi elo am Centre zum Asaz kommen, zesumme mat der Uni Lëtzebuerg an déi richteg Richtung recherchéieren, am Sënn vun der gréisstméiglecher Objektivitéit.

Här President, am Joer 2002 huet eise Statsminister, den Här Jean-Claude Juncker, hei an der Chamber am Kader vun der Reform vum Gesetz iwwert de Conseil national de la Résistance gesot: „Et gëtt keng Geschicht ouni Virgeschicht, an et gëtt keng Virgeschicht mat Geschicht ouni eng Geschicht duerno." An deem Sënn halen ech et fir noutwendeg, fir och déi Virgeschicht ze kucken.

Esou fänkt d'Resistenz, laut offizieller Duerstellung, zwar den 10. Mee 1940 un, mä scho laang virdrun hu sech courageiert Leit, Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, dofir agesat, de Faschismus an der Welt ze bekämpfen. An dat ass notamment a Spuenien geschitt. Et waren iwwer honnert Lëtzebuerger, déi tëschent 1936 an 1938 zu Murcia, Madrid oder Guernica gekämpft hunn.

Ausser enger klenger Medail hunn dës Leit ni eng Entschiedegung oder soss iergendeng Unerkennung vum Lëtzebuerger Stat kritt. Leit, jonk Borschten, déi hiert Liewen am Numm vun der Demokratie a vun der Fräiheet riskéiert hunn, sinn ofgespeist gi mat enger scho bal lächerlecher Medail.

Meng Parteikolleegen Alex Bodry a Mars Di Bartolomeo hate schonn 1999 mat enger Proposition de loi op dësen Zoustand opmierksam gemaach. Et ass bedauerlech, dass deene Leit ni eng wierklech Unerkennung zoukomm ass. Entretemps ass et spéit, scho bal ze spéit. Vun dësen „Resistenzler vun der éischter Stonn" lieft haut nëmmen nach een, mat deem ech och selwer geschwat hunn.

Här President, ech wëll nach eng Kéier meng Ënnerstëtzung an déi vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ënnersträichen. Mäi Respekt gëllt deene Leit, déi hiert Liewen, hir Jugend an hir Kraaft fir eis Zukunft hu misse loossen. Deene Leit wëll ech aus déifstem Häerz Merci soen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Felix Braz agedroen. Här Braz.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech bréngen direkt agangs d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet mat deem mer e Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé an och e Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé schafen.

Ech wëll Iech och, Här President, Merci soe fir Äre Bericht, net nëmmen dee schréftlechen, mä och a virun allem dee mëndlechen, well Der fir meng Begréffer mat richtegen, an awer och mat einfache Wierder d'Situatioun an och de Projet konnt beschreiwen an en och konnt zum Deel an de Kontext vun haut setzen. Ech denken och, dass dat zumindest zur Halschent Objet vun dësem Projet ass, net nëmmen no hannen ze kucken, mä och ze probéieren, duerch dëse Projet no vir ze kucken.

Dir hutt, Här President, an Ärer Ried gesot, dass am Kader vun den Erënnerunge vum 60. Anniversaire vum Enn vum Krich dat Wuert „remember" eent vun de wichtege Wierder war. Ech denken och, dass dat richteg war, dat Wuert hei ze ënnersträichen: erënneren un déi Zäit, awer och erënneren un déi Zäitzeien, déi Leit, déi haut tëschent 77 a 85 Joer al sinn.

Mä ech mengen, dass et nach zwee aner Wierder gëtt, déi richteg sinn. „Remember" war jo dat éischt. En zweet Wuert, wat am Kader vun dësem Projet muss genannt ginn, ass d'Wuert „verstoen". Verstoen, wat deemools geschitt ass, dat bedéngt, dass een Informatiounen huet, dat bedéngt, dass ee vill Informatiounen huet, dass een déi Informatiounen och ka sech iwwerschneiden doe mat aneren Informatiounen. Dat bedéngt och, dass ee Leit huet, déi déi Aarbecht op deenen Informatioune maachen, an dass déi Leit och kënnen déi Informatiounen interpretéieren; net nëmme fir déi Leit, déi deemools vum Enrôlement forcé betraff waren, mä och fir hir Familljen, fir déi Leit, déi no hinne komm sinn, an och fir déi Generatioune vun haut.

Ech mengen, dass et och wichteg ass haut ze soen, dass dat heiten eng Aufgab ass vun der Wëssenschaft. Net nëmme fir no hannen ze kucken, mä och erëm eng Kéier fir no vir ze kucken. Et ass och eng wëssenschaftlech Aufgab, déi mer mat dësem Projet verfollegen. Et ass och eng historesch Aufgab, déi mer verfollegen, wéi och mam Vote vum Projet virun e puer Joer vun deeneselwechte Strukturen a Gremië fir eis Resistenzler.

Mir mengen och, dass wann ee seet, dass d'Wuert „verstoen" wichteg ass, een dann och muss all déi Informatiounen an déi Analysen an déi Erkenntnisser esou maachen, dass se accessibel gi fir jiddfereen, net nëmme fir déi Leit, déi betraff si vun deemools, net nëmme fir déi Leit, déi op deenen Informatioune schaffen, mä dass se accessibel gemaach gi fir all déi Leit, déi sech schonn haut dofir interesséieren, a fir all déi Leit, déi sech vläicht an den nächste Joren a Jorzéngte mat där Matière wëlle beschäftegen, well se erausfannen, dass se wichteg ass, och fir sech, an net nëmme fir d'Geschicht.

Een drëtt Wuert wat wichteg ass no „remember" an „verstoen" ass och d'Wuert „hëllefen". Ech mengen, dass mer mat dësem Projet deene Leit hëllefen, déi déi Zäit matgemaach hunn, well se duerch dëse Projet och fir d'éischt eng offiziell Unerkennung zu Lëtzebuerg kréien. Si si wuel am Gesetz vun 1967 als Affer vun der Nazi-Zäit unerkannt, mä déi Strukturen, déi d'Enrôlés de force zënter dem Krich opgebaut hunn, wou se hiert Uleies virgedroen hunn, ware privatrechtlech Strukturen, déi vun hinnen aus komm sinn. Duerch dëse Projet kréien déi Leit fir d'éischte Kéier och eng offiziell Struktur, déi eng offiziell Unerkennung fënnt, an dat 60 Joer nom Enn vum Krich.

Ech mengen och, dass dat deene Leit dofir hëlleft, dass mer dëse Projet haut stëmmen. Et ass fir si, mengen ech, eng wichteg Saach, déi haut hei geschitt, an ech mengen och, dass dat deene Leit hëlleft par rapport zu hirer Famill, par rapport zu hire Nokommessen, an ech mengen, dass dat och soll ënnerstrach ginn am Kader vun deem heite Projet.

Mä mir mengen awer och, dass dat Wuert „hëllefen" eng ganz grouss Bedeitung huet fir Leit, déi bis haut nach net alles wëssen iwwert d'Leit, déi am Zweete Weltkrich Enrôlés de force waren. Déi gréng Fraktioun huet de 17. Februar eng

Motioun abruecht gehat, déi sech domadder beschäftegt huet, dass am Zweete Weltkrich ganz vill Leit, och Lëtzebuerger, verschwonne sinn, vun deene bis haut net gewosst ass, wat mat deene Leit schlussendlech geschitt ass. Et ass wichteg fir hir Familljen, eng Kéier erauszefannen a méi genau ze wëssen, wat mat deene Leit geschitt ass. Déi Leit wëllen net nëmme wëssen, wat geschitt ass, si mussen och vläicht gehollef kréien, wa se haut géinge bestëmmten Informatiounen erausfannen.

Déi Motioun war deemools gestëmmt ginn an der Chamber, si huet sech bezunn haaptsächlech op d'Archivë vun der russescher Arméi zu Moskau, Archiven, déi zënter e puer Joer schonn op sinn an déi Dossiere vun iwwer 1.300 Lëtzebuerger beinhalten, déi déplacéiert gi sinn oder Enrôlés de force waren oder Krichsprisonnéier waren, wou mer bis haut nach net all d'Informatiounen hunn.

D'Chamber huet am Februar 2004 d'Regierung opgefuerdert, sech mat där Saach ze beschäftegen, an d'Fro, déi ech wéilt un d'Regierung stellen, un d'Statssekretärin, d'Madame Modert, wier, ob si eis ka soen, wéi eng Suiten dass d'Regierung där Motioun, déi d'Chamber de 17. Februar 2004 gestëmmt huet, ginn huet. Et ass sécher, dass mer mam Vote vun dësem Projet en Deel vun där Motioun an der Struktur kënnen ëmsetzen.

Déi Aarbecht ass natierlech net gemaach, déi wäert vum Comité a vum Centre misse gemaach ginn. Mä an der Motioun waren och nach aner Saache gefrot, an d'Fro dofir un d'Regierung, wéi eng Suiten dass d'Regierung bis haut där Motioun ginn huet. An et wär och dofir vläicht hëllefenswäert, wann d'Regierung géing nolauschteren, wann ech hir dat soen. Dat ass net de Fall.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- De Riedner freet, ob d'Regierung hei géif lauschteren, wann e géif Froe stellen.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt d'Regierung just nach eng Kéier froen, wéi eng Suiten dass Der där Motioun vum 17. Februar, déi hei eestëmmeg ugeholl ginn ass, ginn hutt, ofgesi vun dësem Projet de loi. Do sinn aner Saachen nach gefrot ginn, déi am Zesummenhang notamment mat den Archivë vun der russescher Arméi stinn, déi zënter e puer Joer zu Moskau opleien a wou Donnéeë vun iwwer 1.300 Lëtzebuerger draleien. Do wär et gutt, net elo direkt, Madame Statssekretär, um Enn, wann Der d'Wuert hutt, wann Der eis géift dorobber äntwerten.

Een nächst Stéchwuert, just fir ze soen, dass mer haut mat der Kreatioun vum Centre a vum Comité fir d'Enrôlés de force sécher och als Land en Deel Unerkennung ginn, eng Unerkennung, déi d'Resistenzler scho viru méi kuerzer Zäit zougestane kritt hunn, eng Unerkennung, déi et a ganz ville Gemenge scho méi laang gëtt. Ech verweisen op d'Stad Esch, déi zënter laange Joren souwuel eng „Place de la Résistance" wéi och eng „Place des Sacrifiés" huet.

Wichteg ass awer och déi Unerkennung elo op dësem Niveau, duerfir elo zwou Strukturen, déi wäerten, esou gesäit den Artikel 7 vum Gesetz et vir, zesummeschaffen, hoffentlech vill a gutt zesummeschaffen, well och wa mer zwou Strukturen hunn, menge mer awer, datt se eigentlech nëmmen een Optrag hunn, nämlech een Optrag fir d'Geschicht an déi Evénementer aus där Zäit lues mä sécher zesummenzedroen aus dem spezifesche Bléckwénkel vun der Resistenz a vum Enrôlement de force; och well deen een Optrag fir vill Lëtzebuerger Familljen aus där Zäit oft nëmmen eng Realitéit duergestallt huet.

Et war net esou, dass d'Familllje getrennt waren, där, déi den Enrôlement de force hu missen erleiden, an där anerer, déi mat der Resistenz méi no geschafft hunn. Ganz oft war dat an de Familllje béides; eng eenzeg Realitéit. Duerfir hoffe mer och, dass déi zwou Strukturen, déi et elo duerch d'Gesetz gëtt, deen een Optrag an déi eng Realitéit wäerte lues mä sécher zesummeféieren iwwert déi nächst Joren a Jorzéngten.

Wann een als Véierten zu esou engem Projet muss Stellung huelen, dann ass et oft net ze évitéieren, dass een sech widderhëlt. An deem heite Fall mengen ech awer, dass déi Widderhuelung net iwwerflëssig ass, au contraire.

Ech gi gären och op dat an, wat d'Madame Flesch virdru scho gesot huet, et ass wichteg an noutwendeg, dass een esou ee Projet probéiert an de Kontext vun haut ze setzen an em och e Sënn ze ginn.

Ech denken, dass et net iwwerflëssig ass ze widderhuelen, dass mer am Kader vun der europäescher Zesummenaarbecht, am Kader vun deem Referendum, deen den 10. Juli hei zu Lëtzebuerg stattfënnt, alleguerten déi, déi wëlle Jo soen zu deem Referendum an zu deem Traité, de Projet vum Traité wuel net reduzéieren op déi Aspekter vun der Geschicht, op d'Aspekter vum Fridden, mä dass mer alleguerten awer och sollen am Kader vun deenen doten Debatten eis net scheien ëmmer nees ze widderhuelen, dass och de Volet vun der Friddenspolitik, de Volet vum Fridden an Europa e wesentlechen ass.

A wann dëse Projet haut, och fir déi méi jonk Generatiounen e supplementare Sënn kann doranner fannen, dass mer zum Beispill am Kader vum Referendum vum 10. Juli eis heirun erënneren, wa mer bei der Urn stinn, dann huet och dëse Projet haut net nëmmen ee Sënn mä zwee.

An dofir wäerte mir Gréng och mat Jo stëmmen an ech soen Iech Merci, dass Der nogelauschtert hutt.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wëll lech fir d'éischt Merci soe fir Äre Rapport, deen Der virbruecht hutt, och fir dee mëndleche Rapport, wou Der ons alleguer aus dem Häerz geschwat hutt. Ech sinn och frou, datt Dir als President, als éischte Bierger vum Land, dëse Rapport wollt unhuelen, fir domadder op d'Importenz vun dësem Gesetz hinzeweisen.

Virun 62 Joer hunn déi éischt Lëtzebuerger missen déi verhaassten Uniform undinn an d'Waffen huele géint déi Leit, déi en fait do woren, fir géint den Nazi-Regime ze kämpfen a fir Lëtzebuerg an Europa ze befreien. Et ass fir alleguerten déi Leit, déi betraff woren, eng ganz, ganz schwéier Décisioun gewiescht, fir dee Schratt ze goen an déi däitsch Uniform ze droen, well de Choix wär ganz dramatesch fir si an hir Famill gewiescht, wa se refuséiert hätte fir déi Uniform ze droen.

Et wor fir vill Leit, fir all déi Leit, déi hu missen dee Choix treffen, eng ganz, ganz grave Décisioun. De Krich huet dozou gefouert, datt vill vun deenen Zwangsrekrutéierte gefall sinn, anerer sinn a Gefaangenschaft geholl ginn, notamment a russesch Gefaangenschaft an et ass och ze verzeechnen, datt e groussen Deel vu Leit zu Tambow Prisonnéier gewiescht sinn. Ech wëll drop hiweisen, datt den 12. Juni 1945 déi éischt Lëtzebuerger vun Tambow rapatriéiert gi sinn. Du sinn den 3. August 1945 305 krank Jongen entlooss ginn an den 29. September 1945 ass de grousse Convoi zu Tambow fortgefuer mat 594 Jongen, déi deen Dag aus dem Lager entlooss gi sinn.

Et ass oft bedauert ginn, datt et esou laang gedauert huet. D'Historiker diskutéieren haut nach a wäerten och nach laang driwwer diskutéieren, ob d'Regierung deen Ablack all Effortë gemaach huet fir d'Jongen esou séier wéi méiglech zréckzezéien. Et gesäit een un dësem Beispill wéi komplizéiert et war, wéi d'Debatte woren a wéi vill Leit, wéi vill Misär duerch déi Zwangsrekrutéierung op d'Lëtzebuerger an op hir Familljen zréckgefall ass.

Den Zweete Weltkrich huet och gewisen, datt Lëtzebuerg insgesamt an allen Ecken a Fronte gewisen huet, datt et näischt vum Nazi-Däitschland wollt wëssen. Déi eng hunn dat gewisen duerch hir Aktivitéiten an der Resistenz, anerer hu Jonge verstoppt, Drëtter hunn all Méiglechkeete genotzt fir an déi alliéiert Arméien agezunn ze ginn, fir mat de Waffen nees erëm ze hëllefe Lëtzebuerg ze befreien. Mir hunn Deportéierter gehat, Leit, déi an allméigleche Konzentratiounslageren a Prisonnéierlageren ëm d'Liewe komm sinn.

Et wor eng ganz dramatesch Situatioun a mir mussen all Effortë maachen, fir deem Martyrium, deen onst Land an ons Leit deemools matgemaach hunn, ze gedenken.

De Centre de Recherche an de Comité iwwert den Enrôlement de force, déi solle geschafe ginn, wäerten dozou bäidroen. Dofir ass et eng gutt Initiativ, datt och gekuckt gëtt fir an deem Centre déi néideg Informatiounen erauskommen an d'Ouverture vun den Dossieren a Russland, also der fréierer Sowjetunioun, wäerten op jidde Fall e gudden Deel dozou bäidroen.

Mir soe mat dësem Vote och, datt mer eppes wëllen zum Ausdrock bréngen, dat ass, datt et ni méi däerf zu engem Krich an Europa kommen. Europa huet säin Deel dozou bäigedroen, mä Europa huet och d'Verflichtung aus senger Vergaangenheet eraus, aus dem Souvenir eraus, dee mer alleguer nach hunn, vun eisen Elteren aus, vun onse Grousselteren, déi ënnert deem Krich ze leiden haten, datt mir och alles maache fir als europäesch Natiounen, datt et net méi an anere Länner zu Kricher kënnt, datt mir déi kënne verhënneren oder zu engem gudden Enn bréngen, wann der leider entstane sinn.

Här President a Rapporteur, Dir hutt en Appel un d'Chamber geriicht fir dësem Projet de loi eestëmmeg zouzestëmmen. D'ADR-Fraktioun wäert dësem Opruff nokommen an dem Projet de loi och dofir seng Zoustëmmung ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. D'Regierung huet elo d'Wuert, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Viru 60 Joer ass den Nazi-Regime mat sengem Terror endlech esou lues op en Enn komm: an Europa an hei zu Lëtzebuerg. An zënter September d'lescht Joer commémoréiere mir dee 60. Joresdag vun den Haaptévénementer vun deemools, mat hire Momenter voller Freed, wéi d'Befreiung vum Land an der Stad de September 1944, an de Réckschléi wéi d'Evakuatioun an d'Ardennenoffensiv, an all Momenter voller Trauer a Betraffenheet, wéi d'Gedenken un d'Befreiung vun de KZer a Lageren, un d'Ëmsiedelung, wou mer och e Sonndeg erëm beim Hinzerter Kräiz enger bewegender Erënnerungszeremonie bäigewunnt hunn.

A besser wéi de Rapporteur a Chamberspresident kann een déi Emotiounen net ausdrécken, déi ee spiert, wann een drun denkt, wat d'Leit an där Zäit hu missen matmaachen, vläicht net méi erëmkoumen, hoffentlech nach erëmkomm sinn. 60 Joer duerno, d'Zäit ass vergaangen, mä ouni datt dës tragesch a schwéier Zäit fir eist Land soll an däerf vergiess ginn an all hiren Aspekter an och an der Wichtegkeet fir eis Geschicht an d'Bestoe vun eisem Land. Mir mussen d'Erënnerung waakrech halen.

Déi historesch Wichtegkeet brauche mer net méi ze beleeën: Si ass bekannt, mä déi Aarbecht kann allerdéngs nach ausgebaut ginn. Wa mer soen Erënnerung an all sengen Aspekter: D'Nazi-Occupatioun hat fir Lëtzebuerg, dat an d'däitscht Räich incorporéiert gi war, vill grujelech Säiten a Konsequenzen iwwert dee politesche Plang eraus am Alldag vun de Lëtzebuerger an deenen, déi hei gewunnt hunn. Lues a lues ass Widderstand entstanen. Et huet sech eng villschichteg Resistenz entwéckelt, ee Widderstandskampf ewéi och an anere Länner, déi vun de Preise besat waren.

Et ass de Lëtzebuerger awer och 1942 op eemol eppes geschitt, wat et an deenen anere Länner net ginn ass, ausser just an zwee Gebidder, nämlech deene vum Elsass an der Moselle, an zwar de Phenomeen vun der Zwangsrekrutéierung, eng nei Akesselung duerch den Nazi-Terror, wou d'Occupatioun zousätzlechen Ekel a Widderstand ervirgeruff huet, onwidderrufflech uerchtert d'ganz Bevölkerung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Resistenz an Zwangsrekrutéierung sinn déi zwou Haaptcharakteristike fir d'Lëtzebuerger Land a seng Awunner an der Zäit vum Zweete Weltkrich an der Nazi-Occupatioun. No 60 Joer ass d'Zäit komm, fir déi zwee Phenomeener gläichwäerteg ze considéréieren an ze behandelen. An d'Unerkennung fir d'Leiden op deenen zwou Säiten, mat deenen zwou Facetten, mat ville Facetten, fir d'Erënnerung un déi ganz Zäit mat hire schwaarzen, wäissen a groe Säite waakrech ze halen, dat musse mir eis vun elo u virhuelen.

D'Zwangsrekrutéiert hunn een Dilemma erlieft - dat Wuert, Här Chamberspresident, hutt Dir selwer och gebraucht -, si hu sech missen entscheeden, fir entweder hir Famill net Exactiounen auszesetzen, an da mussen déi preisesch Uniform unzedoen oder net agezunn ze ginn an hir nächst Noperen a Frënn groussen an ongewëssene Geforen auszesetzen. Een Dilemma, wéi mir et haut eis wuel net méi kënne virstellen, Gott sei Dank, well mir d'Chance hunn ni virun esou zerräissend Décisioune gestallt ginn ze sinn, well mir d'Chance hunn, datt Europa an d'Europäer aus der däischterer Zäit vun deemools Léiere gezunn hunn: Ni méi Krich! Mir sollen an deem Kontext och ni vergiessen, datt Europa ee Friddensprojet ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Rei vun Texter sinn an deene leschte puer Joer hei an der Chamber adoptéiert ginn, déi ëm d'Thematik vum rietsextremen Terror aus der Zäit vum Zweete Weltkrich dréinen. Dat war d'Abrogatioun vum Gesetz vun 1937 iwwert d'Spueniekämpfer respektiv iwwert d'Verbuet fir dohinner géint d'Franco-Truppen halen ze goen. Dat war awer och ee Gesetz wat viru just méi wéi zwee Joer hei an Ärer Chamber gestëmmt ginn ass iwwert d'Schafung vun dem Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance an dem Comité directeur du Souvenir de la Résistance. Dat war den Nofolger vum Conseil national de la Résistance vun 1967; an dës Ëmwandlung war entstanen op Wonsch vun de Resistenz-Organisatiounen an hire Vertrieder selwer.

Ee gutt Joer duerno huet d'Regierung ee Gesetzesprojet ausgeschafft, deen der Zwangsrekrutéierung genau déiselwecht Strukture gëtt. Och hei war ee Wonsch vun de concernéierten Organisatiounen ausgeschwat ginn. Domadder hunn d'Zwangsrekrutéiert elo een offiziellt Organ, fir si virun den Autoritéiten ze vertrieden, een offiziellt Organ niewent hire Strukturen, déi associatiounsméisseg bei hinne gebilt gi sinn an déi vill Aarbecht gemaach hunn. Och een offiziellt Organ, wat eng Unerkennung ass fir hiert Leiden, een offiziellt Organ niewent engem Dokumentatiouns-a Forschungszentrum, dat hir Geschicht kann a soll festhalen iwwer individuell Réciten eraus, fir wéi gesot d'Erënnerung liewen ze loossen an ze erhalen. Dat gëllt fir déi zwou Strukture vun deenen ech elo geschwat hunn - Resistenz souwuel wéi Zwangsrekrutéierung.

Mir däerfen effektiv ni vergiessen - Ni däerfe mir vergiessen! -, wat Terror, Haass a Gewalt vu Leed a Misär iwwert d'Mënsche bréngen, wéi esou monstruéis Regimer Leit zu Déiere maachen, wa si hir Matmënsche wëlle wéi Véi behandelen. Dofir musse mir strukturéiert Geschichtsfuerschung maachen a fir déi nofolgend Generatiounen all Lektiounen erhalen a si léieren doen, ni esou ze handelen, ni an esou Reaktiounen eranzerutschen, ni eis Matmënschen, net emol eventuell Géigner, onwürdeg ze behandelen, geschweigs dann ze bekrichen, an dat och net am Alldag.

Dofir musse mir net nëmmen d'Erënnerung erhalen, mä se viruginn un déi Jonk, a wéi ee bessert Mëttel gëtt et natierlech wéi dat iwwert d'Schoul ze maachen oder an der Schoul ze maachen? Dat ass virdrun hei ugeschwat ginn. Déi viregt Regierung huet ënnert der Madame Brasseur an zesumme mam Statsminister virun e puer Joer d'"Journée de la Mémoire" agefouert an de Schoulen, mat de Schoulen, ronderëm d'Schoulen, mat de Resistenz- an Zwangsrekrutéiert-Organisatiounen, mat dem Centre de Documentation de la Résistance. Déi Journée gëtt ronderëm den 10. Oktober organiséiert, fir deene jonke Generatiounen ze weisen, virunzeginn, wat et bedeit huet déi Saache musse matzemaachen.

Eng Rei aner Opschaffungsmethodike sinn och schonn agesat ginn. Dacks ass elo schonn de Film „Heim ins Reich" genannt ginn, deen effektiv ee ganz gudden, éischte kompletten Iwwerbléck iwwert déi fënnef bis sechs Joer vum Zweete Weltkrich, wou d'Lëtzebuerger ënnert den Nazië gelidden hunn, weist, fir kënne virunzeginn ënner historesche Begebenheeten an als eng faktuell Erzielung, wat dat alles bedeit huet a wat een dorauser muss léieren. Och d'Commémoratiounsévénementer, déi mir all Joer beginn, droen zu der Erënnerung bäi an zu dem Virundroe vu Gedenken, a sécherlech kann een och do mat der Zäit nei Gedanken zesummebréngen an afléisse loossen.

Resistenz an Zwangsrekrutéierung, dat sinn zwou Säite vum Liewen an de schrecklechen Erfahrunge vun de Lëtzebuerger am Zweete Weltkrich. Si hunn allen zwou eis Natioun geprägt a stelle charakteristesch d'Schicksal an

d'Leide vun de Generatioune vun eise Virfahren duer. Mir mussen et viruginn un déi nächst Generatiounen.

Elo kann ee sech vläicht froe firwat grad ech hei als eent vun deene Jéngsten heibannen zu dësem Projet fir d'Regierung schwätzen. Dat ass awer gradesou richteg a grad esou, wéi et soll sinn. Well et si mir, déi Jonk, déi nach dovun erzielt kritt hunn, vun eisen Elteren, vun eise Grousselteren, déi de Krich selwer erlieft hunn, matgemaach hunn, vläicht hu missen agezu ginn, vläicht an der Resistenz waren, déi dat musse viruginn, déi am beschte kënnen den Iwwergank bidden an duerbidde fir weiderliewen ze loossen, wat d'Erliefnesser vun deene Generatiounen sinn, déi am Zweete Weltkrich gelidden hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vill Matière ass nach opzeschaffen hei. Individuell Erfahrungen, déi niddergeschriwwe gi sinn, individuell Erfahrungen, déi ee ka siche goen, déi ee ka recueilléieren, wat an deene leschte Joren ëmmer méi geschitt ass, wat een awer nach ka weider maachen.

Et sinn och geschichtlech Fakten an Zesummenhäng nozesichen, ze erfuerschen, opzeschaffen, zesummenzeschreiwen a virun allem wëssenschaftlech auszewäerten. Et gëtt vill Aspekter, et gëtt vill Facetten, et gëtt vill Saachen zesummenzedroen, ze beschreiwen, a wéi gesot auszewäerten an dësem Kontext, fir een ëmfaassent Bild ze ergi vun de schwaarze Säiten, vun de groe Säiten, vun de wäisse Säiten, vu Resistenz, vun Zwangsrekrutéierung, vu Matleefertum, där es och do war, fir datt mir eemol e ganz ëmfaassent Bild kréien.

Dëst Gesetz, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, gesäit dofir, gradesou wéi dat parallellt Gesetz fir d'Resistenz, d'Schafung vun engem Centre de Documentation et de Recherche vir, fir déi Aufgabe wouerzehuelen.

Wann ech vläicht just kann ee Wuert dorop äntwerten, wat den Här Braz gefrot hat a senger Interventioun, also op déi Motioun zréckkommen, déi am Februar d'lescht Joer hei gestëmmt gi war iwwert déi russesch Archiven iwwert d'Zwangsrekrutéiert a russescher Gefangeschaft, sou kann ech soen, dat war éischtens emol eng Etüd, déi gemaach ginn ass an der éischter Halschent vun den 90er Jore vun der Regierung, mat Regierungshëllef an och mat Regierungsbezuelung, op Bedreiwe vun den Enrôlés de force an hirer Federatioun, an déi Etüd ass hinnen och iwwerreecht ginn.

U sech war d'Regierung der Meenung, datt et eng Etüd war - well si op Bedreiwe vun der Zwangsrekrutéierte-Federatioun gemaach ginn ass -, déi och hinne géif gehéieren an et hinnen och fräisteet mat där Etüd ze maachen, wat si wëllen a wéi si dat fir richteg fannen um Niveau vun enger Publikatioun.

Zweetens ass et awer esou, datt mir parallell dozou d'accord waren, datt jiddfereen, deen Informatioune wëllt kréien iwwer Leit aus senger Famill, respektiv déi Betraffe selwer nofroe kënnen op Basis vun engem bestëmmtenen Numm bei eis an der Regierung, beim Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance, well do leien se de Moment a si komme sécherlech och an deen anere Centre. Do kann ee konkret nofroen, wat fir eng Renseignementer iwwer e bestëmmten Numm dran enthale sinn.

Da muss ee soen, datt an der Etüd dat erauskomm ass a confirméiert konnt ginn, wat eigentlech scho virdru vun der Federatioun vun den Zwangsrekrutéierten zesummegedroe gi war. U sech ass alles bestätegt gi wat si virdru scho wossten. Nei Nimm an nei Informatioune si kaum dobäikomm, well si esou komplett an hirer Aarbecht virdru waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëssenschaftlech Auswäertung, domadder wäerten an der nächster Zäit déi zwee Centres de documentation sech ofginn a weider viruschaffen un där Aarbecht, déi scho geleescht gi war, déi aner Leit geleescht hunn, wou si selwer drun amgaange sinn a wou se dorunner viru wäerte fueren.

Dëst Gesetz gesäit dofir och e ganz enkt Zesummeschaffe vir zwëschent deenen zwee Centres de recherche et de documentation. Dat ass wichteg an néideg, fir esou vill Synergië wéi méiglech ze schafen. Gläich Considératioun zwësche Resistenz an Zwangsrekrutéierung, keng Segregratioun zwëschent deenen zwou Strukturen, keng separat Geschichtsforschung a -schreiwung. Et ass eng gemeinsam Vergaangenheet, et ass e gemeinsaamt Leiden, et ass e Stéck oder besser e Ganzt vun eiser Geschicht an am Endeffekt eng Viraussetzung fir eist heitegt Liewen a Fridden an a Wuelstand an deem gëeenten Europa.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann Iech haut hei soen, et ass der Regierung hire Wonsch, datt déi zwou equivalent Strukture mat der Zäit ëmmer méi enk beienee kommen an zesummewuessen.

Loosse mer ni vergiessen!

Merci fir Är eestëmmeg Ënnerstëtzung.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. D'Diskussioun ass domadder definitiv ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5348.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5348 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5407 iwwert d'Subsidien un d'Studenten. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Brasseur, d'Madame Dall'Agnol, den Här Adam an den Här Henckes.

D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nelly Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

2. 5407 - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer d'Gesetz den 22. Juni 2000 gestëmmt hunn, do ware mer all frou, well mer d'Aide financière fir d'Héichschoulstudente substanziell eropgesat haten. An als Kommissioun ware mer ganz besonnesch houfrech, dass déi deemoleg Héichschoulministesch Madame Hennicot och nach dem Amendement vun der Kommissioun Rechnung gedroen huet. Mir hunn eis vill Zäit an der Kommissioun geholl fir dëse Projet, esou datt ee ka soen, en ass net iwwert de Knéi gebrach an och net duerchgebaatscht ginn, och net an engem Wahlkampf.

An dach, fënnef Joer méi spéit, musse mer nobesseren, an dat bedéngt duerch eng Jurisprudenz vum europäesche Geriichtshaff, där mer onbedéngt Rechnung mussen droen. Ganz kuerz elo den Historique.

De Projet ass de 26. November vum zoustännegen Héichschoulminister François Biltgen an der Chamber deponéiert ginn. De 17. November 2004 ass de Projet un de Statsrot gaangen, deen de 4. Januar vun dësem Joer e favorablen Avis ofginn huet.

An der Kommissiounssëtzung vum 3. Februar 2005 huet d'Kommissioun mech als Rapporteur bestëmmt a gläichzäiteg hu mer de Gesetzestext an den Avis vum Statsrot ënnert d'Lupp geholl. De schréftleche Rapport gouf an der Sëtzung vum 16. Februar 2005 ugeholl.

Ëm wat geet et elo? Den Artikel 2 vum Gesetz vum 22. Juni 2000 iwwert d'Aide financière definéiert, ween an de Genoss vun der staatlecher Hëllef ka kommen. Dat si véier Kategorië vu Studenten: Lëtzebuerger, EU-Bierger, politesch Flüchtlingen a Bierger aus Drëttstaten.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Haut wëlle mer eis just am Kader vun dësem Projet mat deenen zwou éischte Kategorië beschäftegen, dat heescht mat de Lëtzebuerger a mat den EU-Bierger.

Fir d'Lëtzebuerger geet d'Nationalitéit duer, mä d'EU-Bierger mussen hire Wunnsëtz zu Lëtzebuerg hunn, an, an dat ass wichteg, si mussen ënnert d'Artikele 7, respektiv 12 falen, aus dem Reglement n° 1612/68 iwwert déi fräi Circulatioun vun Aarbechter an der Communautéit.

Ech wéilt kuerz drun erënneren, dass den Artikel 7 virgesäit, datt en Aarbechter aus der EU um Territoire vun alle Memberstaten net dierf anescht behandelt gi wéi en einheimeschen Aarbechter. Dëst bezitt sech virun allem op d'Aarbecht, op d'Rémunératioun, d'Konditioun vun engem Licenciement an op d'Réintégratioun um Aarbechtsmaart, am Fall wou een an de Chômage fält. E kënnt doriwwer eraus an de Genoss vun deeneselwechte staatlechen a sozialen Avantagë wéi een nationalen Aarbechter. Den Artikel 12 bezitt sech op d'Kanner vun deene Leit, déi am Artikel 12 viséiert sinn.

Här President, déi jëtzeg Législatioun mécht also en Ënnerscheed tëscht de Lëtzebuerger Statsbierger an de Ressortissanten aus der EU, déi supplementare Konditiounen ënnerworf sinn. D'Jurisprudenz vum europäesche Geriichtshaff gesäit awer an dësen zousätzleche Konditiounen e Verstouss géint d'Gemeinschaftsrecht, andeems se feststellt, datt et net erlaabt ass fir engem Bierger aus engem aneren EU-Memberstat eng Wunnklausel opzëerleeën, déi sech op den Territoire vun deem Stat bezitt, deen d'Studienhëllef ausbezilt. Et ass doriwwer eraus net erlaabt, datt en EU-Bierger ënnert d'Reglement 1612/68 fale muss, während dës Konditioun fir de Lëtzebuerger ewechfält.

Wat dëse Punkt ubelaangt, si mer der Meenung, et sollt een déi Konditioun, also ënnert d'Reglement 1612/68 falen, am Gesetz loossen. An iwwregens, an deem Punkt huet och den europäesche Geriichtshaff nach net säi lescht Wuert geschwat.

De Projet, mat deem mer hei befaasst sinn, imposéiert dem Lëtzebuerger Student säi Wunnsëtz zu Lëtzebuerg ze hunn, dat heescht also, datt de Lëtzebuerger, dee selwer am Ausland wunnt, oder wou d'Elteren am Ausland wunnen, net méi finanziell vum Stat gehollef ka kréien. Hei sief awer preziséiert, datt et sech net ëm all eis Studenten handelt, déi am Ausland studéieren. Déi Studente behale jo hire Wunnsëtz hei zu Lëtzebuerg. Et handelt sech och net ëm d'Kanner vun den Diplomaten, déi jo och hire Wunnsëtz zu Lëtzebuerg behalen.

Déi Studenten, déi elo net méi an de Genoss vun esou enger staatlecher Hëllef komme wäerten, sinn déi, déi guer kee Lien méi mat Lëtzebuerg hunn. Do gëtt et zum Beispill ee Student, deen an Amerika gebuer ass, do lieft, e japanesche Papp huet, eng lëtzebuergesch Mamm, en huet awer guer kee Lien méi mat Lëtzebuerg, en huet awer d'Lëtzebuerger Nationalitéit. Dee gëtt also no dësem neie Gesetz eliminéiert. Datselwecht fir ee Student, deen am Ausland lieft, ee Lëtzebuerger Papp huet, an och d'Lëtzebuerger Nationalitéit nach huet, mä deen am Ausland lieft. Dee kann och net méi berücksichtegt ginn.

Doduerch datt mer elo den Artikel 2 ofänneren an eng Residenzklausel fir d'Lëtzebuerger afëieren, hiewe mer d'Diskriminatioun op. De favorablen Avis vum Statsrot erlaabt mer, direkt op d'Aarbechte vun der parlamentarescher Kommissioun iwwerzegoen, wou mer iwwregens eng ganz konstruktiv Diskussioun haten a wou de Minister eis konnt e puer interessant Donnéeë liwweren.

Esou sinn op den 1. Februar 2005 fir dat akademescht Joer 2004-2005 net manner wéi 6.886 Demandë fir eng Studienhëllef agaangen, wouvunner der 40 no der neier Législatioun net méi kënne berücksichtegt ginn, well dës Studenten hire Wunnsëtz net zu Lëtzebuerg hunn. Déi concernéiert Studenten - do gesitt Der wéi mënschlech mer hei zu Lëtzebuerg sinn, mat eise Lëtzebuerger nach ëmmer - hunn awer d'Méiglechkeet, fir hir wunnlech Situatioun ze régulariséieren, fir weider vun der Finanzhëllef profitéieren ze kënnen.

De Ministère huet och an Aussiicht gestallt, datt déi concernéiert Studenten eventuell kéinte kontaktéiert ginn, fir hinnen nozeleeën, datt se sollten hir Situatioun regulariséieren. De Minister huet de Memberen aus der Kommissioun weiderhi verséchert, datt den zoustännege Service am Ministère gewëllt ass, fir e Maximum u Pragmatismus bei der Gestioun vun de concernéierten Dossiere walten ze loossen.

Et ass och zu Recht drop higwise ginn - an dat ass dat Wichtegst, firwat mer et musse maachen -, datt den Enjeu vun de Studienhëllefe grouss ass, well et geet jo drëm, fir d'Mobilitéit vun de Lëtzbuerger Studenten ze promouvéieren. Hei muss och gesot ginn, datt eise System vun der Aide financière, ee vun deenen avantagéisten aus Europa ass.

Erlaabt mer heizou e puer Zuelen. Am akademesche Joer 1999/2000, also nach virum A-Kraaft-Triede vum neie Gesetz, hu 4.412 Studente vun der Aide financière profitéiert, am Joer drop waren et der 5.017 an am Joer 2003/2004 waren et der 6.723. 2003/2004 huet de Stat eng global Zomm vun 8,2 Milliounen Euro als Bourssen iwwerwisen an 38,6 Milliounen Euro u Prêten accordéiert. Wann een dat an al Lëtzebuerger Frang ëmrechent, da kënnt ee bal op zwou Milliarden aler Lëtzebuerger Frang, wat jo awer wierklech net näischt ass.

Eis Aide financière ass awer och avantagéis, well se transférabel ass. Dat heescht, datt se net un d'Studieland gebonnen ass. Eis Studente kënnen hir Aide financière an déi ganz Welt mathuelen, wat awer net de Fall ass fir Studenten aus eisen Nopeschlänner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Minister preziséiert doriwwer eraus, datt d'Konditioun vun der Non-transférabilité vun de Studienhëllefen, sou wéi et vum auslännesche Gesetzgeber virgesinn a vum Gemeinschaftsrecht erlaabt ass, eng vun den Ursaache vum limitéierte Succès vum Erasmus-Sokrates-Programm duerstellt. De Minister plädéiert dofir, fir eise System, deen eben déi Transférabilitéit huet, net ze hypothekéieren.

Mat der Législatioun geet et och drëm, fir e Subsidentourismus ze vermeiden, dee riskéiert ze entstoen, wann de Krees vun deenen, déi an de Genoss vun enger finanzieller Hëllef kommen, iwwert d'Zuel vun de Studenten, déi zu Lëtzebuerg wunnen, eraus erweidert gëtt. Et ass nach drop higewise ginn, datt et u sech net méiglech ass, fir Studienhëllefe vun zwee oder méi Länner ze cumuléieren.

An der Kommissioun ass Kritik opkomm, well verschidde Membere bedauert hunn, datt d'Regierung bis haut gewaart huet, fir déi bestoend Législatioun ofzeänneren, bis datt eng Jurisprudenz vum europäesche Geriichtshaff virloung.

Des Weideren ass drop higewise ginn, datt sech d'Generositéit vun de staatleche Studienhëllefen aus dem Artikel 23, Abschnitt 4, aus der Verfassung ergëtt. Den Artikel seet, datt all Lëtzebuerger fräi ass seng Studien an deem Land an op där Uni ze maachen wou hie wëllt.

Sou wäit fir mäi mëndleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, ech konnt Iech alleguerten e bësse vun der Wichtegkeet vun dësem Projet iwwerzeegen a géif Iech och bieden de Projet ze stëmmen. Op jidde Fall ginn ech den Accord vu menger Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Als nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Stein huet elo als Rapportrice an hirer gewinnt gudder Manéier all Detail vum Gesetzesprojet duergeluecht, esou dass ech dat net méi brauch ze maachen an iwwert d'Adaptatioun vun eisen Texter ze schwätzen, déi néideg sinn, fir dass eist Gesetz iw-

wert d'Studiebäihëllefen an Aklang ass mam europäesche Recht.

Wann een also net méi brauch an den Detail vun dësem Projet de loi anzegoen, sou wëll ech dach awer e puer Remarquen zu der Diskussioun bäidroen.

Mir hunn e ganz generéise System vu Studiebäihëllefen, dee generéisten an Europa an héchstwahrscheinlech och souguer weltwäit. Dat ass och gutt esou, well eis Studenten - zu engem groussen Deel - musse jo nach wie vor an d'Ausland studéiere goen, wat mat ganz héije Käschte verbonnen ass, sou dass mer dee System och solle bäibehalen.

Déi Ënnerstëtzung ass weiderhin néideg a souguer nach méi noutwendeg wéi jee, wa mer wëllen an eng Wëssensgesellschaft goen. A mir wësse jo, dass den Taux vun den Universitairen zu Lëtzebuerg wierklech geréng ass, sou dass mer dat weider mussen ënnerstëtzen. Op jiddfer Fall däerfen d'Sue keng Barrière sinn, fir dass e jonke Mënsch ka weider studéieren.

Mir mussen awer oppassen, dass eise generéise System net zu engem Studien- oder engem Subsidentourismus féiert, net dass mer Leit op Lëtzebuerg unzéien, déi sech hei pro forma op d'Universitéit androen, déi hei och wunne kommen, mä deenen hir Haaptaktivitéit mat Sécherheet d'Studium net ass. Dat wier net gutt fir de System, mä dat wier och net gutt fir de Standuert Lëtzebuerg a virun allem géing dat der Réputatioun vun der Uni kee Gudds bréngen. Dofir musse mer do vigilant sinn an d'Zuelen am A behalen, wéi staark sech an Zukunft d'Demande vu Bäihëllefen wäert entwéckelen.

A Frankräich ass viru kuerzem eng Etüd gemaach ginn am Optrag vum franséischen Educatiounsminister, et ass iwwregens e Lëtzebuerger, deen déi Etüd gemaach huet, an dee koum zur Konklusioun, dass d'auslännesch Studenten a Frankräich 40% manner Réussite hunn an den Unisexamen an dass ee sech misst a Frankräich iwwerleeën, ob een net soll Quoten aféieren, fir auslännesch Studenten a Frankräich zouzeloossen.

Dat stoung onnuancéiert esou an der Press an ech weess, dass et sech net kann ëm europäesch Studenten handelen, well dat wier contraire zum Droit européen. Mä ech hat doropshin eng Fro un den zoustännege Minister, den Här Biltgen, gestallt, andeem ech hie gefrot hunn, ob en dat awer net wéilt op en Ordre du jour setze vun engem europäesche Conseil un den zoustännege Ministeren. Op déi Fro krut ech keng Äntwert. A meng zweet Fro war, wéi den Taux de réussite da vun de Lëtzebuerger Studenten a Frankräich wier. Och dat huet de Minister net beäntwert, hien huet mer just gesot, ween alles Primë kritt, wéi vill dat der sinn en nombre brut, mä awer net wéi d'Verhältnis ass vum Taux de réussite vun de Lëtzebuerger par rapport zu de Fransousen.

Ech sinn awer der Meenung, dass mir dee Chiffer musse kënne kréien. Wann d'Fransouse kënne soe wéi vill Auslänner op hiren Unie réusséieren, musse mir dach awer och kënnen erausfanne wéi vill Lëtzebuerger do drënner sinn, oder net? Ech hunn nämlech d'Gefill, mä ech kann et net beweisen, an ech wollt dat awer héieren, dass d'Lëtzebuerger besser ofschneiden, wéi déi aner Auslänner op de franséischen Unien. An déi Informatiounen, déi ech hunn, dass d'Lëtzebuerger och besser ofschneiden en moyenne, wéi d'Fransouse selwer, si wierklech e positiivt Zeeche fir ons jonk Leit. Mä leider konnt ech dorop keng Äntwert kréien.

Onst Subsidegesetz, d'Basisgesetz vun 2000, gesäit vir, dass ee keng Abusë ka maachen an dass eng gewëss Studienzäit virgesinn ass; et däerf een ee Joer méi laang brauche wéi d'Studienzäit, sou laang kann een ënnerstëtzt ginn.

Ech wollt d'Donnéeë mol kucken, wéi vill dat der wieren, ob och Subside géingen ënnerbrach ginn. An dunn hunn ech mech wollte schlau maachen um Site vum Enseignement supérieur um Internet.

Grouss war mäin Erstaunen, Här President, dass et kee Site gëtt vum Enseignement supérieur an dofir wollt ech d'Madame Statssekretär froen, ob ech esou schlecht gekuckt hunn oder ob deen esou onzougänglech ass, dass et ganz schwiereg ass, en ze fannen? Ech hunn ënner Gouvernement gekuckt an dann de Ministère a wann een dann do drop klickt, da kënnt een op de Ministère de la Culture, deen e Site huet, dee guer net ausgesäit, wéi d'Sitë vun deenen anere Ministèren. Ech hunn do weider probéiert Informatiounen ze kréien iwwert de Ministère de l'Enseignement supérieur, dat ass mer net gelongen.

Dat Eenzegt, wat ech fonnt hunn, dat ass e Rapport d'activité vum Centre de Documentation et d'Information, also vum CEDIES, an do stinn och d'Donnéeën iwwert d'Subsiden dran. D'Madame Stein huet déi och elo grad nach rappeléiert. Mä et ass awer schonn erstaunlech, dass ech kee Site vum Enseignement supérieur fonnt hunn. Do géing ech dem Här Biltgen awer wëllen un d'Häerz leeën - hie war jo an der viregter Regierung zoustänneg fir d'Kommunikatioun - fir déi nei Technologien, wierklech awer ze kucken, dass dee Ministère och elo esou dotéiert gëtt, dass en en eegene Site huet, wou ee sech kann dokumentéieren.

A wat ech och net fonnt hunn, dat ass de Rapport d'activité vum Ministère de l'Enseignement supérieur vum Joer 2003. Och do hunn ech nëmmen d'Dokumentatioun fonnt vum Ministère de la Culture. Télefonesch hu mer nogefrot, an dunn ass am Ministère gesot ginn, si géingen dann emol kucken a wa se dee Rapport géinge fannen, da kréich ech dee matgedeelt. An ech menge wa mer vun eGovernment schwätzen, an den Här Biltgen hat sech jo dat ganz grouss a säin eegene Programm geschriwwen, dann ass et wierklech un der Zäit, dass den Här Biltgen och kuckt, dass dat am Ministère vum Enseignement supérieur an d'Praxis ëmgesat gëtt.

Eng Fro, déi ech wollt stellen, déi ass am Zesummenhang mat de Prêts remboursables. Et muss ee jo zéng Joer no der Studienzäit déi Suen, déi ee geléint kritt, zréckbezuelen, zu engem nidderegen Taux. Wat ass virgesinn, Madame Statssekretär, wann déi net zréckbezuelt ginn? Sinn do Sanktioune virgesinn? Oder wéi wierkt dat sech aus? Dee Prêt remboursable gëtt et jo net eréischt säit dem Joer 2000, soss hätte mer nach keng Experienz dran, mä dee gëtt et scho méi laang. Gëtt et Studenten, déi insolvabel waren an net konnten zréckbezuelen, a wat ass an deem Fall virgesinn?

Ech wollt lech nach, Här President, op eppes opmierksam maachen, dat ass de Règlement grand-ducal vum 5. Oktober 2000, deen huet d'Ausféierungsbestëmmunge vum Gesetz vun 2000 virgesinn. Dee Règlement grand-ducal muss selbstverständlech adaptéiert ginn, well do sinn och nach verschidden Dispositiounen dran, déi en Ënnerscheed maachen tëschent Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, an dat ass jo da konträr zu deem neien Text. Dofir wollt ech froen, ob den Text vum Règlement grand-ducal prett ass, fir dass dëst Gesetz dann och kann adaptéiert ginn. Dat leeft jo da fir déi nächst Demandes de subside, dass de Règlement grand-ducal dobäi net vergiess gëtt.

Ech brénge selbstverständlech zu dësem Text den Accord vun der Demokratescher Partei, vu menger Fraktioun, mä ech wëll awer nach op eppes opmierksam maachen, an d'Madame Stein huet et ugeschnidden, dat ass, dass duerch déi nei Dispositiounen elo 40 Lëtzebuerger Studenten net méi kënne vun deene Subsiden oder Bourssë profitéieren. Dat ass e Präis, dee mer musse bezuelen, an et steet jo och am Rapport, dass ee géing no pragmatesche Léisunge sichen.

Et ka sinn, dass an Zukunft d'Zuel vun deene Studenten, Lëtzebuerger Studenten, déi net kënnten heivunner bénéficiéieren, an d'Luucht géing goen duerch méi Mobilitéit vun den Elteren. D'Grenze ginn ëmmer méi op, d'Leit loossen sech am Ausland nidder, d'Kanner liewe mat hiren Elteren dann am Ausland, hunn awer d'Lëtzebuerger Nationalitéit, hunn nach all Liene mat Lëtzebuerg. Dofir géing ech bieden, dass een dat soll am A behalen an d'Evolutioun vun deenen Demandë kucken, net dass déi eidel ausginn. Dat war jo och net de Sënn vun deem, wat mer hei wollte maachen, mä mir hunn dësen Text missen adaptéieren, well den Droit communautaire dat esou virgesäit.

Mat deene Remarquen, Här President, wollt ech dann nach eng Kéier ënnersträichen, dass ech der Madame Rapporteur wëll félicitéieren an dass ech den Accord vun der DP-Fraktioun bréngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt emol Merci der Rapportrice fir hire kompletten an exzellente Rapport. Si huet jo elo just hei mëndlech, awer och am schréftleche Bericht déi wichtegst Punkten, déi mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, erëmginn, an dofir keng Angscht, ech erspueren lech dann eng Widderhuelung vun deem Ganzen. Datselwecht gëllt och fir de System vun de Subsiden am Allgemengen, vu datt meng Virriednerin jo och am Detail heirop agaangen ass.

Wéi ech perséinlech de Projet de loi 5407 gelies hunn, du koume mer awer direkt e puer Froen, an ech hunn du profitéiert, via Question parlementaire, direkt, nach ier mer et um Ordre du jour vun der Kommissioun haten, d'Äntwerten heirop gewuer ze ginn.

Et waren dat d'Chifferen, dat heescht: Wéi vill Studenten a Studentinne sinn iwwerhaapt betraff vun dëser Ëmännerung? Wéi ass et mat deene Studentinnen a Studenten, déi elo schonns amgaang sinn ze studéieren ënnert dem Regime vum Gesetz vun 2000? Wéi geet et mat deene weider? A schlussendlech huet mech och nach interesséiert, wéi mer deene Studentinnen a Studenten, déi dann elo eben direkt vun dësem Projet de loi géinge betraff ginn, hëllefen, hir Studien ënnert deene gudde finanzielle Konditiounen, déi mer hinne jo awer am Ufank versprach haten, zu Enn ze féieren.

Au contraire zu menger Virriednerin hunn ech dann och d'Äntwerten op meng Froe kritt. Dat heescht am Kloertext, meng Fraktiounskolleeginnen a -kolleegen…

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Dir hat méi Chance wéi ech.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat hänkt vun der Partei of. Si ass besser ugesi wéi Dir.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Dat kann eng Erklärung sinn, Här Bodry.

Dat heescht am Kloertext, meng Fraktiounskolleeginnen a -kolleegen esou wéi ech selwer hunn eben net nëmmen duerch déi schréftlech Äntwerte vum Minister, mä och komplementar - an d'Madame Stein huet et gesot - duerch d'Diskussiounen an der Kommissioun, déi Der jo an deem schréftleche Rapport och erëmfannt, alleguerten déi néideg Informatioune kritt.

Et ass och an der Press an de leschten Deeg méi wéi genuch op dëse Projet de loi agaange ginn, esou datt eben och d'Populatioun am Virfeld informéiert konnt ginn. An och hei sinn déi Äntwerten, déi ech dann op meng Question parlementaire kritt hunn, alleguerten erëmkomm, nämlech datt et sech vun deene 6.886 Studentinnen a Studenten, fir prezis ze sinn, am Total op 40 géing beschränken, déi da vun dësem Projet betraff géinge ginn.

De Ministère selwer wëllt sech jo dann och mat deene Concernéierte perséinlech a Verbindung setzen, fir mat hinnen no Léisungen ze sichen, fir datt eben esou keng Härtefäll géifen entstoen. Domat waren eis Bedenken zu deem Projet de loi beseitegt, an ech géing da vun der Geleeënheet profitéieren, fir den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi ze ginn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech soen der Madame Stein Merci fir hiren exzellente Rapport. Déi gréng Fraktioun wäert dëse Projet och stëmmen. Ech rappeléieren nach eng Kéier, et ass am Fong geholl just e Gesetz mat engem eenzegen Artikel, dee mer stëmmen. Et ass eng Upassung, déi ebe vun där europäescher Gesetzgebung aus gefuerdert ginn ass.

Déi lëtzebuergesch Ënnerstëtzung vun de Studenten ass eng ganz grousszügeg. Dat fanne mir gutt, dat ass wonnerbar. Et wier vläicht awer och flott, wann eis Beméiungen oder d'Beméiunge vun der Regierung géingen an d'Hisiicht goen, fir méi eng grouss europäesch Konformitéit ze kréie vun alleguerten deenen Hëllefen, déi do sinn. Lëtzebuerg ass exemplaresch, eis Bourssë kënne mat an d'Ausland geholl ginn, wat jo logesch ass. Mir hunn eréischt ganz kuerz eng eegen Uni, eis Lëtzebuerger Studente mussen och kënnen an d'Ausland goen. Et wier ganz flott, wann eis Nopeschlänner och géinge Beméiunge maachen, datt hir Bourssë gradesou transférabel gi wéi eis.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och direkt der Rapportrice, der Madame Stein, Merci soen. Si huet hei ganz detailléiert d'Problematik opgeworf, déi mer hu missen iwwert de Wee vum Gesetz léisen, an domadder wëll ech och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

Mä erlaabt mer awer, Här President, an e puer Wierder ze verriichte wéi eng Problemer net duerch d'Gesetzgebung geléist sinn a wou mer musse kucke fir eng Léisung ze sichen. Ech ginn zwee Beispiller un: déi Leit, déi Pilot wëlle léieren, an déi Leit, déi an Eliteschoulen, an Haute-Écolë wëlle goen.

D'Piloten, wann ee wëllt esou Studië maachen, da läit d'Aschreiwungstax pro Joer bei 50.000 Euro. Dat ass eng considérabel Zomm an dat gëtt net als Études universitaires ugesinn, obwuel all Kéiers eng Première gefrot gëtt, an et gi keng Hëllefen d'aucune sorte beim Lëtzebuerger Stat fir dee Problem do unzegoen. Or, mir brauchen awer Piloten, mir brauchen awer Leit, déi sech an deene Saachen ausbilden, an do gëtt et keng staatlech Hëllef.

Datselwecht gëllt och fir déi Leit, déi an Hautes écoles oder an Eliteschoule ginn. Dat sinn déi Schoulen, déi alleguerte meeschtens privat sinn, mä wou eng ganz staark Selektioun ass. Ech weess vun enger Schoul, wou tëschent 7.000 an 8.000 Kandidate sech mellen. Si huelen der 250. Mir hunn do regelméisseg ee bis zwee Lëtzebuerger derbäi. Déi Schoule sinn haaptsächlech a Frankräich, an Däitschland, an England an och an Amerika, fir och nëmmen déi ze nennen, an déi Frais d'inscription annuels leie bei 10.000 bis 20.000 Euro d'Joer, an och do gëtt et keng spezifesch Hëllef, fir deem entgéintzetrieden.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Do ass dann du versicht gi fir iwwert de Wee wéinstens vum Abattement pour charges extraordinaires iwwert de Steierwee kënnen deem Rechnung ze droen. Or, do huet d'Steieradministratioun gesot a geschriwwen, datt d'Regierung gesot huet, dat wier net méi eng Charge extraordinaire an datt dat doten also net méi dierf steierlech déductibel sinn.

Ech muss soen, do verstinn ech et net méi. Dee steierlechen Abattement betrëfft natierlech nëmmen déi Leit, déi Steiere bezuelen, mä et schéngt mer awer wichteg ze sinn, datt wéinstens dee Moyen do kënnt iwwer en einfache Bréif un d'Steieradministratioun geléist ginn, datt esou Chargë misste wéinstens vun de Steieren déductibel sinn. Datselwecht gëllt och fir d'Piloten.

Dat hëlleft natierlech deene Leit net, déi keng Steiere bezuelen oder wéineg Steiere bezuelen. An dofir mengen ech, misst sech d'Regierung iwwerleeën, ob se do net iwwert de Wee vun engem Gesetz oder iwwer aner Weeër - och nach de Wee vum Subsid, dat heescht vun enger Allocatioun - kënnt nosichen. Do besti Problemer. Ech wollt op déi Saach opmierksam maachen, well eng etlech Lëtzebuerger Familljen an eng etlech Lëtzebuerger dann domadder Schwieregkeeten hunn.

Deen zweete Punkt, deen ech wollt ugoen, dat ass d'Problematik vun de Prêts remboursables. Wéi d'Gesetz iwwert d'Prêts remboursables fir d'éischte Kéier festgehale ginn ass, ass gesot ginn, d'Taux interbancaires louche bei 5% an et ass gesot ginn, mir huelen den Taux interbancaire plus eng Marge vun 0,15%. Dat war och deen Ablack esou richteg. An der Tëschenzäit sinn d'Tauxë gefall. D'Tauxë leien elo bei 2% an eppes plus déi Marge, déi de Banken als Marge bénéficiaire a fir d'Frais administratifs ze decken zougestane gëtt, an de Stat spuert also, wann een dat kann esou soen, eng ronn 3% op dem Taux global, deen e muss remboursëieren.

An d'Fro, déi ech gestallt hat an op déi ech leider vum zoustännege Minister eng negativ Äntwert kritt hunn, dat ass fir ze soen, datt et net richteg wier fir elo d'Gesetz ze änneren an et misst bei deene Montantë bleiwen. Ech mengen awer, datt ee vläicht misst op den Null-Prozent-Taux erofgoen. Woufir? Well mer gesinn, datt eng etlech Studentinnen a Studenten awer d'Prêten an d'Montanten an de Prêten accumuléieren, haaptsächlech déi, déi Medezinsstudente sinn, déi also eng sechs, néng, zwielef Joer studéieren. Do muss ee sech d'Fro stellen, ob déi Reglementatioun net sollt revidéiert ginn.

Ech géing och do d'Regierung bieden, datt se sech där Saach nach eng Kéier soll unhuelen, ob se net vläicht verschidde Modalitéite wéinstens sollt virgesi fir déi Leit, déi gréisser a länger Studië musse maachen, dass net herno eng Zomm sech accumuléiert, déi fir de Remboursement laang Joren dauert an déi ganz vill Schwieregkeete fir déi Studentinnen a Studente bedeit.

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Kéier den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo fir d'Regierung d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ëmmer méi muss een d'Studéieren an d'Héichschoulstudien am europäesche Kontext gesinn. Dat ass och den Hannergrond vun deem Gesetz, wat mir elo diskutéieren.

(Nuisances sonores)

Och d'Schafung vun der Uni Lëtzebuerg fënnt hir Ursaach an dësem Ëmfeld, wou et jo fir Lëtzebuerg gegollt huet souwuel sech ze positionnéieren, wéi och Säint dozou bäizedroen zu der Wëssensgesellschaft, vun där mer alleguerte schwätzen an déi mer gären hei an Europa mat méi Liewe fëlle géifen.

An dësem europäesche Kader also gesi mer des Ännerung vum Gesetz iwwert Héichschoulbäihëllef, iwwert dat mer haut diskutéieren, an zu deem ech der Madame Rapporterin villmools Merci wëll soe fir hir Aarbecht, gradesou wéi och fir d'Bäiträg vun deene Riedner, déi no hir komm sinn.

Wa mir soen europäesche Kader fir dëst Gesetz, da sinn et eigentlech dräi Prinzipien, déi mer dozou afalen an déi dobäi wichteg sinn. Dat ass éischtens d'Mobilitéit vun de Studenten. Dat ass zweetens d'Portabilitéit vun de Bourssen an de Studiëbäihëllefe vun engem Land an dat anert. An dat ass drëttens natierlech, an deem Kontext hei ëmsou méi, dee communautäre Prinzip vun der Gläichbehandlung an der Gläichstellung vun allen europäesche Bierger.

An duerch dee Prinzip hu mer missen eng Residenzklausel aféiere fir jiddfereen, Lëtzebuerger sougutt wéi Auslänner, an eist Gesetz vun de Studiëbäihëllefe mat sengem generéise System, fir weiderhin esou wäit wéi méiglech eise generéise Regime vu Subsidebäihëllefen, Bourssen, Prêten, Aschreiwungskäschten - well déi ginn nämlech och zu engem Deel doriwwer subsidiéiert - fir Héichschoulstudië kënne bäizebehalen.

De Beweis, datt mer weiderhi generéis sinn, wëlle bleiwen an och kënne bleiwen, dat ass, datt vun deene mëttlerweil bal 7.000 Bénéficiairë vun eisem Gesetz aus dem Joer 2000 iwwert d'Aides financières pour études supérieures knapps 0,5% ewechfalen duerch déi nei Bedéngungen. Déi Leit wäerten awer alleguer, wéi et scho gesot ginn ass, systematesch kontaktéiert ginn.

Déi zweet Bemierkung, déi ech dozou muss maachen, ass, datt am Ausland a bal sämtlechen europäesche Länner d'Bourssen net portabel sinn. Dat heescht, et kann een net, wann een an engem Land wunnt, souguer d'Nationalitéit vun deem Land huet - heiansdo ass esouguer dat erfuerdert -, seng Bourse, déi een do géif kënne kréien, mathuelen, wann een dann an een anert Land géif studéiere goen.

Dee System vu Portabilitéit, dee mir hei zu Lëtzebuerg hunn, dee sech bei eis selbstverständlech erklläert an dee mir och weider wëlle bäibehalen, deen hunn nach just déi nordesch Länner plus Irland. Allerdéngs hunn déi dofir och eng Clause de résidence ageschriwwen an hiert Gesetz.

Firwat ass eist Gesetz esou generéis? Mä et ass scho gesot gi virdrun, well héich, ganz héich Beträg dra sti fir d'Bäihëllefen. Mir wëlle weiderhin et erméiglechen, Studien am Ausland kënnen ze maachen, gradesou wéi et eis onbedéngt um Häerz läit, datt vill Leit kënne studéiere goen. Eis Bäihëllefe sinn héich. Mä si sollen awer net iwwerméisseg héich sinn. Mir si wahrscheinlech dat Land an Europa, wat déi héchste Beträg virgesäit. Derbäi kënnt nach e System, wou ee kann d'Frais d'inscription iwwerholl kréien, zu 50% Bourse an zu 50% Prêt, bis zu engem bestëmmtene Betrag, well hei kann een awer net iwwerméisseg iwwert gewësse Plafongen erausgoen. Mir leie schliesslech schonn extrem héich.

Zweetens si mer generéis, wéi ech et scho gesot hunn, well mer d'Transférabilitéit, d'Portabilitéit vun de Boursse virgesinn. Een, deen hei am Land wunnt - mir maachen also net eng Fro vun Nationalitéit, mä eng Fro vu Résidence dran -, dee ka seng Bourse mat virunhuelen an egal wéi ee Land e studéiere geet an och egal a wéi vill Länner noeneen hie studéiere geet. Dat gëtt et soss néierens! Mir hunn also missen dëse Punkt e bëssen änneren, fir weiderhin esou grousszügeg kënnen ëmzegoe mat dësem Gesetz.

Wann een haut vun europäeschem Wëssensraum a Wëssensgesellschaft schwätzt, da muss een an deem Kontext hei natierlech de Prozess vu Bologna uschwätzen. An an dësem Prozess ass eng ganz wichteg Komponent, wat sech dann erëm op dëst Gesetz hei bezitt, nämlech déi vun der Mobilitéit vu Studenten, déi mer generell wëlle förderen.

D'Studente musse kënne sécher sinn, datt wa se vun engem Land an dat anert studéiere ginn, si och déi jeeweileg Studienzyklen unerkannt kréien. Fir d'Mobilitéit vun de Studenten ze förderen ass natierlech e wichtegt Element dat vun der Transférabilitéit vun de Bourssen, wou mir och wëlles hunn ze probéieren, dat weidergedriwwen ze kréien ënnert eiser Présidence um Niveau vun den Héichschoulministrë vun de 40 Memberlänner vum Bologna-Prozess.

(Nuisances sonores)

Mir hunn trotzdeem ëmmer fonnt, datt europäesche Raum och en Esprit d'ouverture muss bedeiten an datt mer dat dofir esou hunn.

Dofir, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, si mer hei mat engem eenzelnen Artikel an engem Text, dee vläicht méi restriktiv kléngt wéi en am Endeffekt ass, op ee Wee gaangen, fir kënnen esou héich wéi méiglech weiderhin dozou bäizedroen, datt d'Studenten et erméiglecht kréien, hir Universitéitsstudien ouni Schwieregkeeten net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä och a besonnesch am Ausland kënnen ze absolvéieren.

Mir wäerte selbstverständlech d'Entwécklung am A behalen, iwwert déi nächst Joren hin, fir ze gesinn, ob aner Dispositiounen néideg sinn.

(Nuisances sonores)

Mä d'Regierung fënnt et och normal, datt e Lien mat Lëtzebuerg muss bestoen, fir dee Student, deen de Benefiss vun eisen Héichschoulhëllefen ufreet.

Déi Leit, déi guer net méi hei wunnen, déi mussen natierlech iergendwéi akzeptéieren, datt se net grad nëmmen de Virdeel vun hiren zwou Situatioune kënnen huelen. Mä déi Fro do stellt sech sécherlech net an deenen nächsten zéng, fofzéng Joer.

Selbstverständlech wäerte mer och de Règlement grand-ducal zu deem Text hei adaptéieren. Wann d'Gesetz elo gestëmmt ass, huele mer eis deen direkt op de Leescht. Domadder wëll ech Iech Merci soen, datt mat dësem Text e Bäitrag konnt gemaach gi fir weiderhin eng héich Qualitéit vu Studien an Héichschoulstudien zu Lëtzebuerg. Mir wëllen net attraktiv sinn, well mer héich Bourssen hunn, mä mir wëllen attraktiv sinn, well mer gutt qualifizéiert Studenten hunn oder well mer eng gutt Uni hunn, an dofir soen ech Iech Merci fir Är Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5407.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par Mme Martine Stein-Mergen), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marcel Sauber), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par M. Fred Sunnen), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5042, d'Diskussioun iwwert déi europäesch Charta vun de Regionalsproochen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwe si bis elo d'Madame Brasseur an déi Häre Fayot, Adam an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fred Sunnen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

3. 5042 - Projet de loi portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Charta, mat där mer befaasst sinn, ass de 5. November 1992 ënnerzeechent a bis haut vun enger ganzer Partie Länner aus der EU ratifizéiert ginn. Dorënner falen ënner anerem Finnland, Ungarn, Holland, Däitschland, Dänemark, Spuenien, Éisträich, Slowenien, dat Vereent Kinneksräich an d'Slowakei. Et sinn zum Deel déi Länner, wou niewent der offizieller Amtssprooch nach aner Sprooche geschwat a geschriwwe ginn. Als Beispiller zitéieren ech dat Baskescht an dat Katalanescht a Spuenien, russesch a schwedesch a Finnland, déi däitsch Sprooch, déi zum Deel am Süde vun Dänemark geschwat gëtt oder déi walisesch Sprooch an England.

Déi europäesch Charta iwwert déi regional a minoritär Sprooche vun 1992 gesäit eng ganz Partie Mesurë vir fir de Gebrauch an d'Unerkennung vun dëse Sproochen am öffentleche Liewen ze förderen, dat heescht an de Verwaltungen, bei Déngschtleeschtungen, am Enseignement, an der Justice, am Medien- a Kulturberäich, am wirtschaftlechen a sozialen Ëmfeld a bäi grenziwwerschreidenden an zwëschestaatleche Kontakter.

Wéi definéiert den Text elo eng regional oder eng minoritär Sprooch? Eng regional oder minoritär Sprooch ass eng Sprooch, déi sech vun der offizieller Sprooch vun engem Land ënnerscheet an déi vun enger Communautéit an enger bestëmmter Regioun praktizéiert gëtt, déi zueleméisseg méi kleng ass wéi de Rescht vun der Bevölkerung. Dialekter vun der offizieller Sprooch falen net ënnert dës Kategorie.

All Stat, deen d'Charta ënnerschriwwen huet, ass opgefuerdert, fir dës Sproochen an déi betraffe Regiounen ze definéieren a fir konkret Protectiounsmoossnamen an d'Weeër ze leeden. De Lëtzebuerger Kontext gëtt duerch de virleiende Projet net beréiert, well dat Lëtzebuergescht de Kritären aus dem Artikel 1 vun der Charta net entsprécht.

Op där anerer Säit si weder déi franséisch, nach déi däitsch Sprooch regional oder minoritär Sproochen, oder Sproochen, déi manner verbreet sinn. D'Sproochegesetz vum 24. Februar 1984 gebraucht den Ausdrock Langue officielle net, mä seet, datt d'Lëtzebuergescht déi national Sprooch vun de Lëtzebuerger ass, datt déi legislativ Texter op franséisch opgesat sinn an datt um Niveau vun de staatleche Verwaltungen souwuel déi Lëtzebuerger, wéi och déi däitsch a franséisch Sprooch benotzt kënne ginn. Well d'Lëtzebuergescht am ganze Land geschwat gëtt a quasi d'Mammesprooch vun där ganzer Bevölkerung ass, kann een net behaapten, datt eis Nationalsprooch an enger défavoriséierter Situatioun par rapport zum Däitschen oder Franséische steet.

Eise Sproochekontext ass een anere wéi a verschidden anere Staten an Europa, wou déi regional oder minoritär Sproochen e wichtege kulturelle Facteur beim Identitéitsfanne vun enger Regioun duerstellen a weiderhin zu kontroversiérten Debatte féiere wäerten. Trotzdeem ka Lëtzebuerg d'Objektiver vun där Charta ënnerschreiwen.

De Gesetzesprojet, deen eis haut beschäftegt, ass de 25. Oktober 2002 vun der deemoleger Ausseministesch Lydie Polfer an der Chamber abruecht ginn. De Statsrot huet a sengem favorabelen Avis vum 30. Mäerz 2004 gréng Luucht ginn. An der zoustänneger Kommissioun gouf de Projet an zwou Sitzunge vum 28. Oktober 2004 respektiv vum 3. Februar 2005 analyséiert. De schréftleche Rapport ass de 16. Februar eestëmmeg adoptéiert ginn. An der Kulturkommissioun ass dëse Projet op keng gréisser Oppositioun gestouss. Ech géif Iech dofir also bieden, esou wéi ech dat heimat fir meng Fraktioun maachen, dem Text Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Anne Brasseur ageschriwwen.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur huet elo grad gesot, wa mer hei d'Approbatioun ginn, dann huet dat awer fir Lëtzebuerg keng Bedeitung, well Lëtzebuerg ass vun dësen Texter net betraff, well mir hei zu Lëtzebuerg laut Definitioun vum Conseil de l'Europe keng Langue minoritaire hunn.

Mir stëmmen also dësen Text oder mir ginn ons Approbatioun dozou aus Solidaritéit mat all deenen anere Länner, wou Problemer bestinn, wat d'Langues minoritaires ubelaangt. Ech mengen, dat ass och gutt esou an et ass och wichteg, well d'Sprooch e Lien ass mat der eegener Identitéit; d'Sprooch ass d'Instrument, d'Ausdrocksweis vun enger Kultur an dat däerf net verluer goen. An dofir musse mer all déi Ustrengungen, déi an dësem Kader geschéien, och ënnerstëtzen.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer eng extra Situatioun, well mer jo dräi Sproochen an onsem Gesetz definéiert hunn, an et ass richteg, esou wéi et souwuel am Exposé des motifs steet wéi och am Rapport vun der Kommissioun, dass mer hei zu Lëtzebuerg lëtzebuergesch als Ëmgangssprooch hunn. Allerdéngs muss ee sech d'Fro stellen, wann d'Evolutioun esou virugeet wéi mer dat bis elo hunn, an déi Diskussioun hate mer mam Här Minister an der Kommissioun, dass mer mussen oppassen, dass mer net zu Îlotë komme vu Leit, déi sech ofgrenzen duerch d'Sprooch. Well d'Sprooch muss d'Verbindungssteck sinn tëschent all deenen, déi un enger Société deelhuelen, an d'Sprooch ass d'Instrument vun der Integratioun.

Dunn ass an der Diskussioun sech d'Fro gestallt ginn, ob dann net eng Kéier d'Sprooche vun den Immigranten, déi hei ausgeschloss sinn, mä wa se an der Zäit esou evoluéieren an den Impakt esou grouss gëtt, ob déi dann net géingen heidrënner falen?

Ech stelle mer eng aner Fro: Wann d'Lëtzebuergescht eng Kéier géif minoritär ginn op onsem Territoire, ob d'Lëtzebuerger Sprooch dann net misst protégéiert ginn aux termes vun deenen heiten Texter?

Ech wëll hei net den Däiwel un d'Wand molen, mä mir mussen drop oppassen, dass d'Lëtzebuerger Sprooch, an dat ass eng Obligatioun fir ons all, erhale bleift an dass dat wierklech d'Kommunikatiounssprooch tëschent ons ass. An net nëmmen tëschent ons als Lëtzebuerger, mä dass et d'Haaptkommunikatiounssprooch ass vun all deene Leit, déi hei liewen, a vun all deene Leit, déi hei schaffen.

Well wa mer dat net maachen, dann hu mer ëmmer méi en Niewenteneen, och eleng bedéngt duerch d'Sproochen, an dat ass net gutt fir d'Entwécklung vun onser Société. Dat ass net gutt fir d'Kohesioun, well fir eng Cohésion sociale ze kréien, muss ee sech verstännege kënnen, an d'Verständnegung geet nun eemol iwwert d'Sprooch.

Mä mir sinn nach net op deem Punkt wou lëtzebuergesch dann als Langue minoritaire géing ugesi ginn, an dofir musse mer all Ustrengunge maachen an déi si jo och amgaang, fir dass Lëtzebuergesch als Sprooch weider diffuséiert gëtt duerch Coursen, déi organiséiert ginn. An am Centre de Langues beispillsweis sinn déi Coursen heiansdo ausgebucht gewiescht. Et sinn och Ustrengunge

gemaach fir ausserhalb vun onse Grenze Coursë vu lëtzebuergesch unzebidden, am noe Grenzgebitt, well eng ganz Partie vun onseren Noperen et als Avantage gesinn, d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren, fir dann domat kënnen hei op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Och dat muss een ënnerstëtzen, wéi een och muss all déi Betriber ënnerstëtzen - an et gëtt eng Partie grouss Betriber, déi dat maachen -, déi hire Leit hëllefe fir d'Lëtzebuerger Sprooch ze léieren, fir ënnerenee kënnen ze communiquéieren, mä awer och fir mat de Clientë kënnen ze communiquéieren.

Déi puer Iwwerleeunge wollt ech am Kader vun der Diskussioun bäidroen an ech wëll selbstverständlech den Accord brénge vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi, ee Projet de loi, dee mer aus Solidaritéit mat all deenen aneren haut stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, an enger Zäit vu sproochlecher Gläichmaacherei an och oft sproochlecher Negligenz ass dës Charta vun de regionalen a minoritäre Sproochen eng wichteg kulturell Entreprise vum Conseil de l'Europe. Mir begréissen dat. Besonnesch och well ee gesäit, wann een déi Rapportë vun den eenzelne Länner kuckt, déi mussen en vertu vun där Charta gemaach ginn, wéi grouss dee Räichtum vu Sproochen an Europa ass, vu minoritäre Sproochen, vu regionale Sproochen, déi sollen erhale bleiwen. A well mir eben dës Entreprise vum Conseil de l'Europe wëlle mat ënnerstëtzen, wäerte mer och dës Charta matstëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Adam. Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der grénger Fraktioun ginn ech och eis Zoustëmmung. E bëssen erstaunt sinn ech perséinlech, datt mer déi Charte schonn 1992 ënnerschriwwen hunn an datt et dann ebe bis haut gedauert huet, wou mer se ratifizéieren.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir wäert nach des Öfteren erstaunt sinn, Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ech ginn dovunner aus. Merci, Här Fayot. Mä ech hu jo nach laang Zäit fir mech dann eben drop anzestellen an dat dann och ze verstoen. Ob ech et gutt fannen, dat ass dann eng aner Fro.

Op alle Fall, haut stëmme mer de Projet. Et ass ëmmer drop higewise ginn, datt de Projet eigentlech keng Bedeitung huet fir Lëtzebuerg, well en eis net direkt betrëfft. Et ass awer trotzdeem e ganz interessante Projet a mir sinn och als klengt Land mat enger eegener Sprooch drun interesséiert, datt mer eben an deem zukünftegen Europa déi Sproochendiversitéit, déi als Räichtum hei an der Charte definéiert gëtt, och ze schätze wëssen a schützen.

Interessant ass ze wëssen, datt zum Beispill Frankräich zwar d'Charte ënnerschriwwen huet, se awer net ratifizéiert, well se sech schwéier di mat hire méi klenge Sprooche wéi Bretonesch, Katalonesch. Däitschland huet manner Problemer domadder. Déi hunn dat gestëmmt an och schonn '98 ratifizéiert. Op alle Fall, déi Gréng wäerten dee Projet matstëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Dee leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wëll och den Accord vun…

M. le Président.- Här Henckes, Dir sidd fir zéng Minutten ageschriwwen. Wann Der esou laang schwätzt, géif ech Iech bieden no vir ze kommen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Neen, neen. Ech war ageschriwwen, awer net fir zéng Minutten, Här President. Éischter fir eng Minutt, dat wier méi richteg gewiescht.

Ech wollt just nëmmen den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Gesetzesprojet bréngen, awer och drop hiweisen, datt, wat d'Sproochen ugeet, an der Europäescher Unioun maltesesch elo als europäesch Sprooch unerkannt ass, mä d'Lëtzebuergescht net. Ech géif och d'Regierung biede fir déi Leit, déi d'Lëtzebuergescht schwätzen an der belscher Regioun, net wäit vun onse Grenzen, fir déi, déi och de Plattried, wéi et am Lothrengesche genannt gëtt a wat lëtzebuergesch ass, fir dat och nach mat ze ënnerstëtzen. Déi viregt Regierung hat sech op deem Wee engagéiert. Ech géing also déi jëtzeg Regierung bieden, och déiselwecht Effortë weiderzeféieren an ze ënnerstëtzen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Regierung huet d'Wuert. Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt just soen, lëtzebuergesch ass keng regional a keng minoritär Sprooch, mä et ass eis Nationalsprooch. Wuel huet si dee Status kritt an ass erhuewe ginn an dee Status duerch ee Gesetz, wat mëttlerweil méi wéi 20 Joer al ass. Eenzel Leit soen, dat wier och nëmme per Gesetz wou mer dat géifen dekretéieren, mä ech mengen awer net, datt dat de Fall ass. Dat entsprécht ganz einfach der Realitéit vun eiser Sprooch, déi mir am Alldag gebrauchen, zwëschent eis gebrauchen, doheem gebrauchen - fir déi meescht vun eis heibannen -, mat all deenen anere gebrauchen déi hei am Land wunnen an ëmmer méi en Integratiounsfaktor gëtt. Mä dat ass awer net den Objet vun eiser Debatt haut.

Ech wëll dat just direkt soen, well plazeweis eben deen Amalgam gemaach ginn ass (an dat ass och d'Erklärung dofir, firwat mer 1992 ënnerschriwwen hunn an elo eréischt ratifizéieren hei an der Chamber), een Amalgam, datt et mat dësem Gesetz géif erschénge wéi wa mir eng „Langue minoritaire" oder „régionale" wieren, wat net de Fall ass.

An och wann ech hei mat Iech schwätzen op eng Aart a Weis, wou Eenzelner vläicht d'Tendenz hätten ze mengen et wier de Fall, esou ass awer en Ënnerscheed zwësche Sprooch an Dialekt, an ech sti ganz kloer zu mengem regionalen, wann net souguer lokalen Dialekt; dat ass evident. Och dat ass net den Objet vun eisem Gesetz hei.

Mä dëst Gesetz ass ganz einfach d'Konsequenz dovunner, datt mir eng international Charta ratifizéieren, déi mer ënnerschriwwen hunn, an déi mer ënnerschriwwen hunn doduerch, well mer Member si vum Conseil de l'Europe. Dat ass also net nëmmen en „Acte de solidarité", dee mer heimadder maachen, mä dat ass eng ganz normal Konsequenz vum Droit international, datt mir dat hei ënnerschreiwen. Gläichzäiteg ënnerstëtze mer allerdéngs och déi Prinzipien, déi an der Charta stinn, déi vun der „Diversité culturelle": net ënnerdrécken, mä förderen.

Mir hunn hei am Land, wéi gesot, keng regional oder minoritär Sproochen, an déi Tatsaach, mat all hire Konsequenzen, ass vu menge Virriedner gutt a richteg ervirgestrach ginn, an ass och dat wat de Rapporteur gesot huet, deem ech villmools Merci dofir soen. Si ass en Integratiounsfaktor a wahrscheinlech ass grad eis Sprooch dofir, well mer där aner Sproochen esou vill hei hunn a well mer eis Sprooch als Integratiounsfaktor gesinn, méi séier amgaang sech ze entwéckelen, vläicht méi perméabel ze sinn zu anere Sproochen. Eenzelner wäerte vläicht fäerten, ze vill.

Trotzdeem ass dat Gesetz hei keng Gefor fir eis Sprooch, mä ganz am Géigendeel. Et ass d'Förderung vun der kultureller Diversitéit, vun der Sproochevillfalt an Europa, där mer eis guer net kënnen a wëlle verschléissen, an ech wëll Iech dofir Merci soe fir Är Ënnerstëtzung.

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5042.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Marc Spautz), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par Mme Nelly Stein), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Claude Meisch), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Felix Braz);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5340 modifiant certaines dispositions de la loi modifiée vum 10 August 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwe si bis elo den Här Spautz, den Här Grethen, den Här Kox an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry.

4. 5340 - Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Gesetzesprojet geet et also ëm eng Ëmännerung vum Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Schafung vun der Entreprise vun der Post an den Telekommunikatiounen. Also knapps 13 Joer nodeems hei iwwert de Gesetzeswee Mutatioun gemaach ginn ass vun der aler traditioneller Statsverwaltung Post an en öffentleche Betrib, ginn hei iwwert dëse Gesetzeswee e puer Froe vum Aarbechtsrecht a vum Statut vum Personal preziséiert.

Dës Interventioun elo vum Législateur ass noutwendeg ginn, doduerch dass haaptsächlech iwwer eng Rei vun Uerteeler, iwwert d'Jurisprudence also vun eisem Verwaltungsgeriicht, et esou komm ass, dass eigentlech déi initial Absichte vun den Auteure vun der Reform vun 1992 sech net méi 100% an der Ausleeung vun den Texter erëmfonnt hunn. D'Ausleeung, déi de Gesetzestext vun 1992 duerch eis Geriichter kritt huet, huet an eenzelne Punkten eigentlech net méi der Grondiddi vun der Reform vun 1992 Rechnung gedroen. Dobäi wëll ech d'Schold net onbedéngt op d'Geriichter leeën, mä dat huet sécherlech och domat ze dinn, dass an eenzelne Punkten déi Texter vun 1992 net eendeiteg waren, an do also relativ grousse Spillraum gelooss hu fir Interpretatiounen.

Wat war d'Grondiddi vun der Reform vun 1992, wat de Statut vum Personal ugeet? Eng Iddi - dat wëll ech direkt ervirsträichen -, déi haut, zumindest fir d'Majoritéit hei am Haus, nach ëmmer gëllt an déi nach ëmmer richteg ass. D'Iddi war fir bei der Reform ze berücksichtegen, dass weiderhin d'Agente vum Post- an Telekommunikatiounsbetrib sollten den öffentleche Regime, also ee Regime vum öffentleche Recht, bäibehalen; also am Kloertext, dass d'Personal weiderhi sollt bestoen aus Statsbeamte respektiv Statsaarbechter.

(Mme Anne Brasseur prend la Présidence)

Dëse Prinzip ass allerdéngs fënnef Joer méi spéit - am Joer 1997 - iwwer ee Gesetz vum 31. Mäerz 1997 iwwert d'Telekommunikatioune liicht moduléiert ginn, doduerjer dass en Zousaz mat iwwerholl ginn ass an d'Postgesetz, wou d'Post ewell autoriséiert ass, also zënter där Zäit, fir och qualifizéiert Mataarbechter an engem Privatstatut ze rekrutéieren. Mä de Prinzip bleift deen, dass also d'Agente vum öffentleche Betrib vun der Post an den Telekommunikatiounen an der Regel e Statut vum öffenleche Beamten oder vum Statsaarbechter hunn.

Wann een d'Zuele kuckt op den 1. Januar vun dësem Joer, da stellt ee fest, dass dat och effektiv esou respektéiert ginn ass. Zu deem Zäitpunkt waren, vun deenen insgesamt 2.766 Agente bei der Post, der 97, déi an engem Privatbeamtestatut waren, déi also rekrutéiert gi waren iwwert déi Méiglechkeet, déi am Gesetz vum 21. Mäerz 1997 geschafe ginn ass. Dat maachen eppes Klenges méi wéi 3% aus vum Gesamtpersonal vun eiser Post.

Wat een och muss soen, dat ass, dass trotz alle Kritiken an Ängschten, déi 1992 hei geäussert gi si bei den Debatten iwwert d'Reform vun der Post an déi sech och am Virfeld an den Avisën erëmgespigelt hunn, de Postbetrib mat deem neie Statut, an ouni dass fundamental gerüttelt gi wier um Statut vum Personal, sech konnt gutt behaapten an engem konkurrenziellen Ëmfeld. Trotz där méi schwiereger Situatioun, trotz deem Ëmstellen, wat dat fir d'Post bedeit huet, déi elo kommerziell Aktivitéiten entwéckelt huet nieft der Erfëllung vun Aufgabe vum Service public, schreift d'Post nach wie vor schwaarz Zuelen. An et besteet och haut - an do sinn ech därselwechter Meenung wéi d'Majoritéit an der Kommissioun - keen zwéngende Grond eng Ännerung vum Statut vum Postpersonal virzehuelen. Mir sinn der Meenung, dass dat, wat sech aus dem Gesetz vun 1992 ergëtt, mat deem Zousaz vun 1997, nach wie vor eigentlech genügend Flexibilitéit bréngt, fir dass, wat de Statut vum Personal ugeet, den öffentleche Betrib vun der Post an den Telekommunikatioune ka weiderhin an engem konkurrenziellen Ëmfeld bestoen.

Wann ech dat gesot hunn, dass de Prinzip deen ass, dass u sech de Gros vun den Agente vum Postbetrib ënnert den öffentleche Regime falen, da wëllt dat net heeschen, dass einfach dee vum Stat tel quel géif voll spillen.

An dem Betrib vun der Post an den Telekommunikatiounen ass 1992 festgeluecht ginn, dass eigentlech wéinst Grënn vu Flexibiliséierung, wéinst Grënn vu Vereinfachung vun de Prozeduren, sollt eng gewëssen administrativ Autonomie kënne spille vun deem neien öffentleche Betrib par rapport zu deem, wat virdrun an der Statsverwaltung Post gegollt huet an dass also d'Suerg war, dass sollt Schluss si mat onnéidegen administrative Prozedure bei Astellunge vu Leit oder respektiv bei disziplinareschen Instruktiounen, respektiv bei Revokatioune vu Leit. An dass ee wa méiglech dee schwéierfällege Wee iwwert déi klassesch Prozedur beim Fonctionnaire sollt vermeiden, fir also esou méi schnell kënnen ze handele bei Nominatiounen, bei disziplinareschen Instruktiounen an och bei noutwendegerweis Resiliatioune vun Aarbechtsverhältnisser.

Dat huet dozou gefouert, dass zënter 1992 de System esou ass, dass do wou fréier, oder wou haut nach, am klasseschen Deel vun der Administration gouvernementale beim Stat de Regierungsrot oder de Minister zoustänneg ass, dat net méi sollt de Fall sinn, mä dass eigentlech déi Kompetenze vum Pouvoir de nomination iwwerdroe gi sinn un den Direktiounskomitee, un de Komitee vun der Entreprise des Postes et Télécommunications.

D'Entreprise huet also eng beschränkten, mä awer eng reell Autonomie erhalen. A Personalfroen, déi sech iwwregens och zum Beispill op den Numerus clausus erstrecken, leet d'Post haut eigentlech fräi fest, wéi vill Leit si wëllt pro Joer rekrutéieren an dat fält net ënnert déi allgemeng Bestëmmunge vum Numerus clausus beim Stat eran; dat waren nach alles déi Erliichterungen, déi Vereinfachungen, déi sengerzäit 1992 an deen neie Statut vun dem Betrib Post ageschriwwe gi sinn.

Et geet also drëm ze erreechen, dass op Grond vun deenen eenzelne Fäll, deenen Interpretatioune vum Text vun 1992, déi sech erginn hunn, dat dote sollt erhale bleiwen an déi Flexibilitéit, déi Vereinfachung an alle Fäll sollt kënnen an Zukunft och spillen.

Déi zweet Ursaach, firwat dass ënnert der viregter Regierung schonn eng Initiativ geholl ginn ass an dës Regierung dës Initiativ weiderféiert fir den Text ze preziséieren, dat ass déi, dass, ech géif bal mengen, net opgepasst gi war am Joer 2003, also ënnert der viregter Legislaturperiod, well do jo bei der Fonction publique u sech en neie Regime, nei Prozedure festgehale gi sinn, notamment beim Disziplinarrecht a bei den Instruktioune vun Disziplinaraffäre beim Stat, wou et zu enger gewësser Zentraliséierung komm ass vun deenen Instruktiounen an der Persoun vun engem Regierungscommissaire. En neie Pos-

ten, deen 2003 geschaf ginn ass an iwwert dee praktesch sämtlech Disziplinarinstruktioune beim Stat lafen.

Du war net dru geduecht ginn, eigentlech d'Entreprise des Postes et Télécommunications vun deem dote System auszeklammeren. Zënter 2003 ass d'Post also net méi esou autonom wéi se war, mä si ass eigentlech gehale fir elo iwwert deen doten zentrale staatleche System erëm eng Kéier ze fueren, wat d'Instruktioun vun den Disziplinarverfahren ugeet, an dat géif e gudden Deel vun där Vereinfachung erëm futtimaachen, déi gewollt war wéi den neie Statut vum Postbetrib 1992 festgehale ginn ass.

Et geet also dorëm, dass mer deen Oubli hei korrigéieren, deen ënnert der viregter Mandatsperiod geschitt ass, an also kloerstellen, dass deen zentrale System do fir de Stat eigentlech net applikabel bei der Post ass, mä dass do no deenen übleche postinternen Instruktiounen d'Disziplinarrecht eigentlech kann zum Droe kommen. Am Detail heescht dat doten, dass et an dräi verschiddene Punkten zu Ännerunge kënnt iwwert deen heite Gesetzesprojet.

Éischte Punkt, dat ass eng Reaktioun op eng Jurisprudenz vum Verwaltungsgeriicht, wou gemengt gi war, wann et sech ëm Froe vun Zouloossung zum Stage bei der Post handelt, dass et an deem Fall esou wär, dass do misst den allgemenge System, dee beim Stat gëllt, dat heescht den allgemenge Règlement grand-ducal, deen d'Froe vun Zouloossung zum Stage oder Revokatioun vun engem Stage regelt, dass deen och géif spille fir d'Stagiairë bei der Post. Dat ass d'Interpretatioun vun de Geriichter gewiescht. Dat kann net esou sinn.

Do gëtt also hei elo iwwert deen neien Text d'gesetzlech Basis geschaf, dass iwwer en anere Règlement grand-ducal d'Regierung ka spezifesch Regele festleeë bei dem Stage bei der Post, a logescherweis geet d'Regierung dann an déi Richtung fir ze soen, dass do och d'Kompetenz vum Comité vun der Entreprise des Postes et Télécommunications misst spillen, fir dass et net zu onnéidege Komplikatioune kënnt, an dass do weider déi administrativ Autonomie vum Postbetrib a Personalfroen, och beim Stage, bei der Zouloossung, bei der Revokatioun vun de Stagiairë bei der Post, misst kënne spillen.

Zweete Punkt, dat ass dee vum Changement d'administration, wat eng normal Saach jo och innerhalb vum Statsservice ass, dass ee kann u sech seng Verwaltung änneren. Do war et esou, och no den Texter, respektiv no der Interpretatioun, déi vun de Geriichter vun den Texter gemaach ginn ass, dass eigentlech eleng de Minister vun der Fonction publique zoustänneg gewiescht wär fir esou e Changement d'administration ze décidéieren, an dass do eigentlech déi Aktiounsorganer, de Comité vun der Entreprise des Postes et Télécommunications, näischt ze soe gehat hätten.

Dat ass sécherlech och net am Sënn vun den urspréngleche Absichte vun den Auteure vun der Reform vun 1992, an och do ass et eigentlech logesch, dass elo déi Instanz, déi de Pouvoir de nomination bei de Postagenten huet, dat heescht also de Comité vun der Entreprise, muss am Virfeld net nëmme gefrot ginn, mä och säin Accord ginn, ier esou e Changement d'administration ka stattfannen. Et muss ee jo feststellen, dass bal all Changements d'administration an deem dote Beräich à sens unique sinn, dat heescht eigentlech nëmmen an déi Richtung ginn, dass Leit an der Regel wëllen aus der Entreprise des Postes et Télécommunications erausgoen an an eng aner Statsverwaltung, an d'Administration gouvernementale erakommen.

Duerfir ass et, mengen ech, normal, wann och dee Betrib, deen awer d'Leit ausgebilt huet, net wëllt no an no ausgesuckelt gi vun enger Rei vu gudde Leit, dass hien awer iwwert de Comité ganz kloer do e Vetorecht kritt a ka matbestëmmen, ob esou e Changement d'administration ka stattfannen. Och dat gehéiert, mengen ech, zu enger administrativer Autonomie vun engem öffentleche Betrib Postes et Télécommunications.

Deen drëtte Punkt - an dat ass deen, dee vläicht am meeschten an den Avisën och diskutéiert ginn ass - betrëfft d'Disziplinarrecht a wat fir eng Regelen eigentlech en matière de discipline applikabel sinn. Do hat d'Regierung eng löblech Absicht. Si war an hirem urspréngleche Projet an déi Richtung gaangen, fir duerfir ze suergen, dass et eigentlech sollt zu enger Ausdehnung komme vun de Prinzipie vum öffentlechen Disziplinarrecht op déi Leit, déi ënnert dem Statut vum Privatbeamte beim Postbetrib schaffen.

Dat ass awer eppes wat, mengen ech, zu Recht Kritiken a Reserven ervirgeruff huet, besonnesch och vum Conseil d'État, deen dorop opmierksam gemaach huet, dass wierklech tëschent deenen zwee Statuten, dem Droit commun vum Droit du travail, d'Gesetz also vun 1989 iwwert den Aarbechtsvertag, deen applikabel ass fir déi Leit, déi am Privatbeamtestatut sinn, an dann dem ganze Statut vun der Fonction publique, deen applikabel ass fir déi Leit, déi an engem öffentlech-rechtleche Statut sinn, den Ënnerscheed fundamental ass.

Do sinn esou vill Differenzen, besonnesch och wat d'Sanctions disciplinaires ugeet, an deem engen an an deem anere Fall, esou dass de Statsrot gesot huet: Zumindest wann Der net den Text ännert wat d'Sanktiounen ugeet, wou Der musst eng kloer Differenzéierung maachen tëschent deenen zwee Statuten, kënnt vun eiser Säit eng Opposition formelle.

Mir hunn déi dote Fro an der zoustänneger Chamberskommissioun diskutéiert a mir si schlussendlech, vläicht och mat Bedaueren, zur Konklusioun komm, dass déi eenzeg am Moment logesch Léisung déi ass fir ze soen, mir fänken net un ze piddelen an deenen eenzelne Statute wéinst där Fro vum Disziplinarrecht, mä mir halen eis eigentlech un déi normal Regelen.

Dat heescht, mir féieren elo e spezifeschen, op d'Post zougeschneiderten disziplinaresche Regime an, wat d'Prozeduren ugeet, net wat d'Sanktiounen ugeet. Deen ass dann applikabel fir all déi Leit, déi bei der Post schaffen ënnert engem öffentleche Regime, öffentleche Statut, wou dann u sech postintern de Comité elo zoustänneg fir d'Disziplinarrecht ass, mat den Inspekteren, déi dann d'Instruktioun maachen an där disziplinarescher Matière.

Op där anerer Säit fir déi Leit - mir wëssen, dass dat nëmmen 3,5% si momentan -, déi bei der Post schaffen, déi an engem Privatbeamtestatut sinn, do gëllt dann den Droit commun vum Privatsecteur, mat deene Regelen, déi do üblech sinn, mat deene Sanktiounen, déi sech erginn aus dem Gesetz vun 1989, respektiv eventuell aner Sanktiounen, déi an deem eenzelnen Aarbechtsvertrag ausgehandelt gi ware mat deem Privatbeamten, dee bei der Post schafft.

Dat heescht, mir hunn d'Ambitioun an der Kommissioun opginn, fir fir all Leit, déi bei der Post schaffen, een eenheetleche Regime an der disziplinarescher Matière ze hunn, mä mir hu gesot, mir halen eis einfach un eng logesch Opdeelung: Déi Leit, déi am öffentleche Regime sinn, hunn e Regime, deen deem ugepasst ass, an déi Leit, déi am privatrechtleche Regime beim Postbetrib schaffen, déi falen dann ënnert déi Bestëmmungen, déi fir déi Leit och am Privatsecteur gëllen, mat den Zoustännegkeeten natierlech bei dem Comité vun der Entreprise.

Voilà, dat sinn déi dräi wesentlech Punkten, déi heimadder ofgeännert ginn. Wéi gesot, dat ass kee Changement vun der Grondoptik, déi zënter 1992 beim Statut vun dem öffentleche Betrib Postes et Télécommunications hei zu Lëtzebuerg spillt. Et ass eng Adaptatioun vun den Texter ouni d'Prinzipien a Fro ze stellen.

Dee Rapport hei ass an der Kommissioun mat grousser Majoritéit ugeholl ginn. Ech wëll och ausdrécklech den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text bréngen an ech hoffen, dass en och mat därselwechter grousser Majoritéit vun der Chamber wäert gestëmmt ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien.

Mme le Président.- Den éischte Riedner ass den Här Marc Spautz. Ech ginn dem Här Spautz d'Wuert.

Discussion générale

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Madame President, Dir Dammen an Dir Hären, am Joer 1992 ass et, bedéngt duerch nei Dispositioune vun enger europäescher Direktiv, zur Reform vum Statut juridique vun der Administration des Postes et Télécommunications komm. Zoustännege Minister war deemools den Alex Bodry, deeselwechten Alex Bodry, deen haut Rapporteur vum Gesetz ass, an deem ech wëll Merci soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Bericht.

Am Gesetz vum 10. August 1992 iwwert d'Kreatioun vun der Entreprise des Postes et Télécommunications gouf schlussendlech de Statut public fir d'Post zréckbehalen, wat eng gutt Entscheedung war fir d'Personal. Ausserdeem gouf sech no langen Diskussiounen och drop gëeenegt, dass de Statut vun deem bei der Post ugestallte Personal deeselwechte géif bleiwen an dat souwuel fir dat aktuellt Personal wéi fir dat Personal, dat künfteg géif agestallt ginn.

Dëst Gesetz ass duerch d'Gesetz vum 21. Mäerz 1997 ëm een Artikel erweidert ginn, wat virgesäit, dass d'Entreprise des Postes et Télécommunications selwer ka qualifizéiert Mataarbechter rekrutéieren, déi net ënnert de Statut public falen, mä ënner Konditiounen engagéiert ginn, déi fräi zwëschent de Partner verhandelt, also négociéiert ginn. Duerch d'Artikele 5 a 6 vum 1992er Gesetz ginn d'organisatiounsintern Strukturen definéiert a besonnesch d'Attributioun vum Conseil d'administration a vum Comité de direction festgeluecht. Deen Éischten huet d'Missioun d'Politique générale ze bestëmmen, ze iwwerwaachen, ze autoriséieren, deen Zweeten huet d'Funktioun fir d'Entreprise ze dirigéieren.

Madame Presidentin, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wéi mir alle-

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all
öffentlech Sëtzung
live an integral

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng *um*
Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

guerte wëssen, gesinn d'Gesetzer an d'Reglementer iwwert de Fonctionnaire an iwwert d'Statsbeamten, wéi och déi kollektivvertraglech Bestëmmunge vun de Statsaarbechter verschidden administrativ Akter vir. Et si verschidden Dispositiounen, déi nëmme kënnen de Grand-Duc, d'Regierung oder d'Ministeren exekutéieren, an am Gesetz vun 1992 gouf festgehalen, dass d'Ausféierung vum Statut vum öffentlechen Déngscht vun der Direktioun vun der Post iwwerholl gëtt.

Den Artikel 6 definéiert, dass et de Comité de direction vun der Post ass, deen d'Aufgab huet d'Entreprise ze dirigéieren. Nom Artikel 24 Paragraph 2 vun deemselwechte Gesetz ass et de Comité de direction, dee sech ëm déi intern Ëmsetzung vum Statut vum öffentlechen Déngscht ze këmmeren huet. All administrativ Akten iwwer Personal vun der Post leien a senger Kompetenz.

Ausserdeem huet hien de Pouvoir de nomination; dat heescht, hien trëfft d'Entscheedungen d'Statsbeamten an d'Fonctionnairen ze nominéieren, an dat no de Bestëmmunge vum 16. Abrëll 1979 iwwert de Statut vum Statsbeamten. D'Ausféierung vum Statut vun der Fonction publique fir d'Postpersonal gouf deemno un de Comité directeur delegéiert. Dat war dat, wat deemools 1992 virgesi war an ofgemaach ginn ass.

Wat awer elo aner Entscheedungen iwwert de Recrutement, d'Modalitéiten an d'Admission vum Stage, esouwéi d'Ausriichtung vun der Formation professionnelle betrëfft, esou ass d'Formulatioun vum Text vun den Artikele 6 a 24 net ganz kloer, an et gouf verschidde Jurisprudenzen - den Alex Bodry huet et scho gesot - dofir geholl, déi eis obligéieren dat ze änneren. Mä dass dës Décisiounen ënnert de Kompetenzberäich vun der Regierung falen, ass dat gutt bei enger Entreprise, déi net ee privatrechtleche Statut huet, mä déi no privatrechtleche Kritäre soll schaffen?

Am Fall vun der Entreprise vun der Post ass et esou, dass elo de Comité de direction d'Autoritéit vun der Nomination ass, awer en huet keen Afloss op d'Prozedur vum Recrutement, der Ausriichtung vum Stage an och vun der Formation professionnelle. Dat ass natierlech eng onglécklech Situatioun fir d'Post, déi sech Dag fir Dag der internationaler Konkurrenz muss stellen, an deemno ganz genau weess, wéi ee Personal si recrutéiere muss fir kompetitiv ze bleiwen, an dat awer elo net ka maachen, well dee Choix net méi bei hir läit.

Madame Presidentin, fir dëser Problematik entgéintzesteieren, stëmme mir haut de Mëtteg dëse Gesetzesprojet, dee virgesäit d'Kompetenze vum Comité de direction ze komplettéieren an ze erweideren. Verschidden administrativ Akter an der Décision d'exécution, déi am Kader vum Gesetz a Reglementer iwwert d'Fonctionnairen a Statsbeamten esou wéi iwwert de Kollektivvertrag vun de Statsaarbechter ze huele sinn, gi fir d'Personal vun der Post dem Comité de direction vun der Post zougedeelt. Prezis heescht dat, dass et de Comité de direction ass, deen zoustänneg ass fir d'Personal vun der Post, d'Dispositioune vun de Gesetzer a Reglementer, déi geholl musse gi beim Recrutement an och bei der Formation professionnelle.

Déi verschidde Modalitéiten an Dispositiounen an dëse Beräicher fir d'Personal vun der Entreprise des Postes et Télécommunications ginn duerch groussherzoglech Reglementer preziséiert, an zwar a Konformitéit mat den Dispositioune vum Statut général des fonctionnaires de l'État.

Net nëmmen d'Décisioun am Kader vum Recrutement oder dem Accès an de Stage ginn dem Comité directeur zougedeelt, och d'Ausféierung vum Gesetz am Beräich vun der Fixatioun vun de Carrièren, der Unzuel vun den Aarbechtsplazen an deene verschiddene Carrièren an Designatioune vun den Aarbechtsplaze vum Cadre fermé an och vun de Postes hors cadre, ginn un dee Comité directeur delegéiert.

All dës Ännerunge wäerten et der Entreprise des Postes et Télécommunications an Zukunft erlabe méi flexibel an hirem eegenen Intérêt agéieren ze kënnen an an engem konkurrenzbetounte Marché kompetitiv ze bleiwen. Ee Beispill, de Marché vun der Telekommunikatioun ass a stänneger Bewegung. Et vergi seele méi wéi e puer Méint bis nei Technologië sech um Marché duerchsetzen. Ob dat elo an deene leschten zwee Joer dat enormt Opkomme vum DSL war, oder an Zukunft deen neie mobile Funkstandard UMTS, eis Post muss ëmmer op der Héicht vun den Technologië sinn an deementspriechend Personal hunn, dat sech mat dësen Technologië beschtens auskennt.

Duerch dës nei Dispositioune kann d'Post elo geziilt qualifizéiert Mataarbechter recrutéieren oder adaptéiert Formatiounen ubidden, déi hire Bedierfnisser Rechnung droen; dat heescht eegen Décisiounen huelen ouni mussen iwwert de Pouvoir exécutif ze fueren.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, deen aneren Objet vum Gesetzesprojet ass d'Schafung vun engem onofhängege Régime disciplinaire fir d'Entreprise vun der Post.

D'Post ass eng Entreprise, déi Dag fir Dag muss oppassen, dass hire Post-, Telekommunikatiouns-, an - dat gëtt oft vergiess - Banksecret geschützt ass. An der Zäit ass et der Post gelongen duerch eng intern Disziplinarprozedur hiert Personal effektiv ze kontrolléieren. Duerch d'A-Kraaft-Triede vum Gesetz vum 19. Mee 2003 iwwert de Statut général vum Fonctionnaire, huet d'Post dëse Pouvoir disciplinaire verluer an de Comité directeur konnt dat net méi maachen. Dëse Pouvoir gouf un e Regierungscommissaire transféréiert, dee mat der Instruction disciplinaire chargéiert gouf. Ausserdeem ass och nach ee Conseil de discipline agesat ginn, deen all Entscheedungspouvoir besetzt.

Dësen Transfert huet mat sech bruecht, dass de Comité directeur net méi déi néideg Mëttelen hat, fir eegestänneg Entscheedungen an Disziplinarfroe kënnen ze treffen. Et ass schwiereg un dëser Situatioun festzehalen, well d'Responsabilitéit bei der Post läit, awer den Entscheedungspouvoir vun enger anerer staatlecher Verwaltung ofhänkt.

Fir dass de Pouvoir disciplinaire erëm an d'Hänn vun der Post soll kommen, huet den initiale Gesetzesprojet virgesinn, ee Régime disciplinaire commun fir all Mataarbechter vun der Post ze schafen, dee souwuel fir d'Statsbeamten, d'Privatbeamten an d'Aarbechter géif zielen. De Statsrot war a sengem Avis géint dës Mesure, fir dat ganzt Personal vun der Post - dat heescht och déi Leit, déi ënnert dem Privatstatut engagéiert ginn - engem Régime disciplinaire ze ënnerwerfen, dee sech op de Modell baséiert wéi en an der Fonction publique üblech ass. Dëst hätt zur Konsequenz gehat, dass fir d'Privatbeamten Disziplinarstrofe kéinte geholl gi wéi an der Fonction publique, an datselwecht gëllt fir d'Aarbechter.

Elo bleift et awer, dass et éischtens bei de Statsbeamten de Regime ass iwwert dee mir elo grad geschwat hunn, bei de Privatbeamten d'Gesetz vun 1989 a bei den Aarbechter d'Ofmaachung am Statsaarbechterkollektivvertrag, nodeem déi Aarbechter, déi bei der Post sinn, bezuelt ginn.

D'Kommissioun huet do och schlussendlech décidéiert, dass d'Dispositioune vum neie Régime disciplinaire sech nëmmen op d'Fonctionnairë bezéien, déi bei der Post engagéiert sinn. Och wann de Statsrot sech net negativ géint dës Propositioun geäussert huet, sou gëtt en dach och mat Recht ze bedenken, dass et net gutt ass, wann an engem Betrib ënnerschiddlech Disziplinarprozeduren zur Uwendung kommen. Esou laang et awer e puer Statute bei der Post gëtt, muss ee sech och un d'Ofmaachung, déi d'Gewerkschafte mat der Direktioun a mat deenen zoustännege Stelle gemaach hunn, halen, an och deementspriechend déi Regimer esou berücksichtegen an esou behandelen.

Och wann dat Ganzt elo net „das Ei des Kolumbus" ass, esou ass dat hei déi beschte Léisung am Interesse vum Personal, wat bei der Post schafft, an et ass och déi beschte Léisung am Intérêt vun enger kompetitiver Entreprise des Postes et Télécommunications.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der CSV-Fraktioun ginn ech heimadder d'Zoustëmmung zu dësem Gesetz. Ech soen Iech Merci.

Mme le Président.- Den nächste Riedner ass den Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Merci, Madame Presidentin. Well ech selwer den Dépôt vun dësem Text gemaach hunn als zoustännege Minister, a well de Rapporteur dee ganze Projet mat den Amendementen op eng magistral Aart a Weis der Chamber ausernee geluecht huet, mengen ech, dass ech elo net fir d'drëtt misst soen, wat den Inhalt vun dësem Projet ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wollt Iech just soen, dass d'Demokratesch Partei selbstverständlech wäert hiren Accord zu dësem Projet ginn, deen si selwer initiéiert hat. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Als nächste Riedner ass et um Här Kox.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci an ech schléisse mech mengem Virriedner un. Ech mengen, déi exzellent…

(Nuisances sonores)

Mäi Mikro ass e bësse futti.

…mä och deenen zwee Rapporteure praktesch vu virdrun, déi hunn dat jo alles en long et en large erkläert - ech menge mäi Mikro ass futti.

M. le Président.- Schalt en aus, Här Kox, mir héieren Iech awer.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Da schwätzen ech méi haart, also och ech ginn den Accord vu menger Fraktioun. Mir sollten do derfir stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Très bien. Merci, Här Kox. Dann hu mer nach als leschte Riedner den honorablen Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, ech wäert mech och hidden de ganze Projet nach eng Kéier vu vir bis hannen erduerchzehuelen. Ech wëll dem Rapporteur trotzdeem Merci soen. En huet ganz explizit hei d'Problematik duergeluecht.

Dee Projet, dee mer de Mëtteg hei hunn, ass kee Projet, deen e fundamentale Changement bréngt, mä et ass eigentlech e Reparaturprojet oder e Projet, deen dat ausbessert, wat initialement net komplett genuch war, loosse mer emol esou soen.

Wéi den 9. Juli '92 dee Projet hei gestëmmt ginn ass, hunn d'CSV, d'LSAP an d'DP e gestëmmt, meng Fraktioun huet deemools dergéint gestëmmt. An ech mengen, d'Entwécklung, an do sinn ech anerer Meenung wéi meng Virriedner, huet gewisen, datt mir Recht haten.

Eng Entreprise wéi d'Post, déi sech laut EU-Recht an engem liberaliséierte Maart muss behaapten, awer an hire Strukturen, respektiv dem Statut vun hirem Personal - a mir hunn d'Zuele gesinn -, dem allergréissten Deel vun hirem Personal no, weider e Statsbetrib ass a bleift, dat ass eng Zwittersituatioun, déi à la longue net gesond ass an déi och, wéinstens zum Deel, à l'origine vun deene Problemer ass, déi mer haut solle léisen.

D'Chambre de Commerce war deemools och guer net mat der Ausriichtung vun deem Projet d'accord. Si huet an hirem Avis geschriwwen: «La Chambre de Commerce se demande comment on peut parler sérieusement d'un établissement autonome nommé 'entreprise', lorsque sur douze membres effectifs du Conseil d'administration six représentent l'État et sont nommés par le Gouvernement et que le président du Conseil, désigné par le Gouvernement, dispose d'une voix prépondérante en cas d'égalité des voix.» Also e Statsbetrib. An dann: «En réalité, une fois de plus, il manque le courage pour s'attaquer à ce qui dans notre pays s'appelle 'droit acquis'.»

Dat ass och e bëssen den Hannergrond, woufir deemools net mat e bësse méi Courage dru gaange ginn ass.

Och de Conseil d'État war deemools mat där Ausriichtung net d'accord. Ech wëll och do en Zitat huelen: «Pour sa part, le Conseil d'État (…) ne saurait dans cette logique approuver que soit maintenu, d'une façon absolue, irréversible et invariable» - an dat erliewe mer jo elo erëm - «le statut de fonctionnaire public au profit du personnel de l'entreprise des postes et télécommunications. Dès lors, si le Conseil d'État approuve que les droits tant des agents en activité que de ceux qui sont à la retraite ne soient pas affectés par la réforme des postes et télécommunications,» - do ware mer eis all doriwwer eens - «il estime en revanche que cette situation ne devrait pas se perpétuer, les futurs agents des postes et télécommunications, après la restructuration de cette entreprise, ne pouvant à aucun titre invoquer pour eux le maintien de droits qu'ils n'ont pas acquis.»

Mäi Kolleeg Gibéryen, deen deemools zum Projet geschwat huet, huet och deemools mam Fanger dodrop gewisen an huet gesot, mir musse wëssen, datt mer dann awer zwou Klasse vu Leit op der Post kréien, wou haut de Mëtteg gesot ginn ass, datt een dat onbedéngt misst vermeiden. D'Gefor ass reell do, datt déi op engem aneren Niveau kënnen an d'Post erakommen.

Zu dësem Projet seet de Conseil d'État a sengem Avis complémentaire: «En limitant la procédure disciplinaire prévue dans la loi aux seuls fonctionnaires et employés de l'État au service de l'entreprise, le projet de loi, tout en obéissant aux considérations juridiques à la base de l'avis récent du Conseil d'État, consolide néanmoins la disparité entre les deux régimes dans une même entreprise, ce qui n'est également guère satisfaisant à la longue.»

Här President, ech hunn déi Zitater hei geholl fir ze weisen, datt mer mat eiser Logik net esou falsch leien. Ech wëll och soen, datt mer eis Meenung zënterhier net geännert hunn. Mir sinn der Meenung, datt een déi, déi am Statut waren, hätt sollen am Statut dra loossen, dat awer auslafe loossen, awer alleguer déi Nei am private Statut hätt sollen astellen, mat alle Contrainten, déi dat natierlech och mat sech bruecht hätt. D'Problematik wär awer opgedaucht, dat erkenne mer ganz gären un.

Et muss een och drop hiweisen, datt d'Pensiounsreform - déi ëmstridden - iwwregens och no dësem Prinzip virgeholl ginn ass, nämlech datt déi, déi nei an de Statsdéngscht erakommen, och an den neie Regime kommen.

Dat wat mer haut maachen ass eng Korrektur, dat ass de Problem erëm eng Kéier no hanne verlagert. Mir sinn der Meenung, datt een iergendwann eng Kéier scho wäert erëm drop zréckkommen an dat do maachen. Mir wären haut schonn 13 Joer, an dat ass praktesch den Drëttel vun enger normaler Carrière, méi wäit, wann dat deemools gemaach gi wär.

D'Geleeënheet gëtt och dës Kéier erëm verpasst, fir dat ze maachen. Dofir kënne mir aus deene fundamentalen Erwägungen eraus dësem Projet eis Zoustëmmung net ginn. Well awer, wéi ech elo grad gesot hunn, de Problem vun deenen zwee Statuter niewenteneen, an déi Problemer, déi sech doraus erginn hunn, an der Praxis och hätt misse geléist ginn, stëmme mer net dergéint. Dat heescht, mir wäerten eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss an da kritt d'Regierung d'Wuert. Den Här Minister Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, Merci.

Ech wëll mech entschëllegen, dass ech e bëssen ze spéit war, mä zu Bréissel huet eng Direktiv, déi, mengen ech, där Chamber hei um Häerz läit, eng nei Nues kritt, nämlech déi iwwert d'Servicer, an ech si leider net fortkomm. Den zoustännege Commissaire mécht sech Suergen, wéi dann elo de Conseil dorop reagéiert e Méindeg, an dofir entschëllegt mech, wann ech e puer Minutten ze spéit war.

Ech hunn awer vollt Vertrauen, a mäi Vertrauen, hunn ech gemierkt, war och richteg placéiert, a mäi Kolleeg Alex Bodry, als Rapporteur, huet, wéi Dir an och anerer et schonn ugedeit hunn, am Detail u sech dee Projet hei duergeluecht, dee kee fundamentale Changement mat sech bréngt an der Ausriichtung. Déi Leit, déi sech dozou geäussert hunn, mengen ech, hunn och keng weider Kritik, mat Ausnahm vum leschte Riedner vläicht, gëlle gelooss.

An dofir mengen ech och, bei där grousser Eintracht hei, an denken, dass Der och net nach eng Kéier wëllt héieren, wat alles an deem Projet ass, nodeem dass de Marc Spautz an den Alex Bodry dat gemaach hunn, géing ech Iech Merci soe fir déi gutt Zesummenaarbecht, déi Der op dësem Dossier gewisen hutt. Deen Dossier, deen u sech als Projet de loi vun der viregter Regierung deponéiert ginn ass, do wier ech frou wann Der dee massiv géingt stëmmen, an ech ginn dovun aus, dass dat dann och de Fall ass.

Här President, Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir sinn net béis, datt Der ee Moment ze spéit komm sidd. Mir hätten Iech och entschëllegt, wann Der zu Bréissel zréckgehale gi wäert. Wësst Der, d'Madame Modert huet haut de Mëtten d'ganz Regierung vertrueden a se huet dat esou gutt gemaach, datt et eis emol net opgefall war, datt déi aner net hei waren. Esou datt et…

(Interruptions)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech hu scho bal gestéiert, wann ech richteg verstinn.

M. le Président.- Nee, nee, nee. Mir sinn ëmmer frou, Här Minister, wann Der bei eis kommt.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5340 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Michel Wolter), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par Mme Nancy Arendt), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Marcel Sauber), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Jos Scheuer), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass virgesi fir de 15. Mäerz um dräi Auer. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.42 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 207

Admission à la retraite du Président de la Cour des Comptes page 207

5433 - Proposition de loi de M. Felix Braz relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics;

5436 - Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution de M. Felix Braz;

5438 - Proposition de loi de Mme Colette Flesch portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain

et

5441 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain page 207

Rôle des affaires page 207

Ordre du jour pages 207-208

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°19 du 22 février 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie d'un appareil médical d'électrostimulation TENS et les électrodes respectives, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 208

- Question N°20 du 21 février de Madame Anne Brasseur relative au «Neie Lycée» et à sa présentation sur le site Internet, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 209

- Question N°21 du 21 février 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative au virus de la grippe, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 209

- Question N°22 du 21 février 2005 de Monsieur Jean-Pierre Klein relative au bilan au niveau de la psychiatrie et les démarches futures du Gouvernement, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (Art. 78-1) page 209

5394 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M pages 210-216

5362 - Projet de loi portant:

1. transposition de la décision du conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, et

2. modification:
- de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,
- du code d'instruction criminelle pages 216-218

5324 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003 pages 218-220

Communications pages 220-221

Rôle des affaires page 221

Composition des commissions parlementaires page 221

Question urgente 314 de M. Robert Mehlen relative à la fermeture de la fonderie VALFOND à Mersch pages 221-222

Motion de la Commission des Transports au sujet de la mise en oeuvre du rapport d'audit de McKinsey & Company sur l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises pages 222-225

Motion de M. Camille Gira relative au phénomène dit «Tanktourismus» pages 225-226

5096 - Projet de loi relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht pages 226-229

5270 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

et

5287 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003 pages 229-232

Communications page 232

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le plan d'action 2000-2004 élaboré par le bureau du coordinateur national „Drogues“ pages 232-236

5312 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la Clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal pages 236-239

Résolution de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes page 239

Demandes en naturalisation pages 239-240

Ordre du jour page 240

Communications page 240

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'énergie de sources renouvelables pages 240-243

5308 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003;

5326 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1er décembre 2003

et

5341 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale pages 243-244

5393 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004 pages 244-245

5417 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA page 245

5392 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003 pages 245-246

5397 - Projet de loi portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;

- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003 page 246

5348 - Projet de loi portant création

a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;

b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé pages 246-251

5407 - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures pages 251-253

5042 - Projet de loi portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992 pages 253-254

5340 - Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications pages 254-257

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live *an* **integral**
mat enger Rediffusioun
all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 6 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0150	M. Xavier Bettel	Attribution du permis de travail aux chercheurs étrangers
0155 cf. 0246	Mme Anne Brasseur	Implantation d'une deuxième École européenne à Mamer
0162	M. Jean-Pierre Koepp	Reconstitution de la route nationale 27 entre Michelau et Erpeldange
0163	M. Marc Angel	Installation provisoire d'un centre d'accueil pour réfugiés à Marienthal
0183	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Carrefour dangereux à la hauteur de Consdorf et Bech
0185	M. Jacques-Yves Henckes	L'État luxembourgeois en tant que locataire
0196	M. Ali Kaes M. Marco Schank	Avenir de la ligne ferroviaire "Rivage - Gouvy - Luxembourg" respectivement "Luxembourg - Liège"
0198	M. Marco Schank	Instauration d'un ascenseur dans le château de Vianden
0202	M. Robert Mehlen	Régime d'aides concernant la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel
0204 cf. 0232	M. Ben Fayot	Adaptation du statut général des fonctionnaires
0206	M. Xavier Bettel	Mise en place d'une Centrale de mobilité
0207	M. Ali Kaes M. Marco Schank M. Jean-Paul Schaaf	Amélioration de la sécurité du contournement d'Ettelbruck
0209	Mme Claudia Dall'Agnol	Alimentation des personnes âgées
0211	M. Marcel Oberweis	Suppression de plusieurs passages à niveau sur le réseau ferroviaire luxembourgeois
0214	M. Jacques-Yves Henckes	Médecins pratiquant l'acupuncture ou l'homéopathie
0215	Mme Lydie Err	Passeport pour étrangers
0216	M. Jacques-Yves Henckes	High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle
0217	M. Camille Gira	Régime d'aides pour la promotion rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables
0219	M. Camille Gira	Primes d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz
0220	M. Robert Mehlen	Prisonniers de guerre de Tambow
0221	M. Xavier Bettel	Situation des Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale au cours de la législation précédente
0222	M. Robert Mehlen	Marque nationale du vin luxembourgeois
0223	Mme Viviane Loschetter	Les études et la profession de l'éducateur gradué
0224	M. Xavier Bettel	Situation actuelle au Centre hospitalier neuropsychiatrique
0225	M. Jean Huss	Stratégie européenne en matière d'environnement et de santé: mesures concrètes du Luxembourg
0226	M. Gast Gibéryen	Cotisation à charge des sociétés
0229	M. Emile Calmes	Système de subventionnement de certaines dépenses communales
0230	M. Emile Calmes	Réglementation communale d'urbanisme relative à l'installation de panneaux solaires

Question 0150 (28.10.2004) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**attribution du permis de travail aux chercheurs étrangers:**

L'éditorial de la plus récente édition du «Merkur», organe officiel de la Chambre de Commerce, fait apparaître l'élimination d'obstacles dans l'attribution de permis de travail et de séjour pour chercheurs étrangers comme une des conditions préalables pour faire du Luxembourg un lieu de rencontre entre chercheurs et un «havre de recherche».

Cette réflexion m'inspire à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi qui est également Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis exprimé dans ledit éditorial?

- Monsieur le Ministre voudra me renseigner sur le nombre de permis de travail délivrés et refusés pour des travailleurs originaires de pays tiers et des nouveaux pays de l'Union européenne depuis le 1er mai 2004.

- Combien de demandes émanant de chercheurs étrangers ont été enregistrées, accordées et refusées depuis cette date?

- Quelles sont les motivations entraînant un refus du permis de travail pour un chercheur?

- Enfin, quelle est actuellement la durée moyenne de la procédure pour l'attribution d'un permis de travail à un chercheur étranger?

Réponse (20.1.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

En se référant à la stratégie dite de Lisbonne visant à faire de l'Europe jusqu'en 2010 «l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde», l'auteur de l'éditorial visé indique les conditions nécessaires afin de répondre sur le plan national à cet objectif. Tout en rappelant que l'action politique doit se concrétiser dans une multitude de domaines d'intervention, il se concentre dans son analyse sur l'apport possible de la recherche en la matière et définit les conditions préalables et démarches nécessaires, selon lui, pour que cet apport se réalise.

Il est évident que l'objectif ambitieux de Lisbonne ne pourra être atteint que si nous disposons des ressources humaines hautement qualifiées en nombre suffisant. Selon l'analyse de la Commission, l'Europe aura besoin d'ici 2010 de 700.000 chercheurs supplémentaires et à elle seule elle ne sera pas à même de répondre à ce besoin; elle devra donc s'ouvrir vers l'extérieur en vue d'attirer et de retenir en Europe les chercheurs les plus talentueux du monde entier. Ce constat vaut a fortiori pour le Grand-Duché.

Il n'existe pas de statistiques sur le nombre des demandes de permis de travail introduites pour chercheurs ressortissants d'un pays tiers. En effet, ces personnes, jusqu'à maintenant soumises à l'obligation d'un permis de travail, figurent dans les statistiques parmi celles ressortissantes d'un pays tiers sollicitant un permis de travail pour accéder au marché de l'emploi luxembourgeois. Par ailleurs les entreprises introduisent leurs demandes sans spécifier dans la déclaration d'engagement que la personne engagée l'est au titre de sa qualité de chercheur. Ceci va probablement changer suite à la nouvelle directive prévoyant une procédure spéciale pour l'admission de ressortissants de pays tiers aux fins de recherche, directive qui facilite la délivrance de permis de séjour aux chercheurs, alors qu'ils n'auront plus besoin de permis de travail.

Jusqu'à aujourd'hui seuls les organismes de recherches proprement dits font venir, à des intervalles réguliers, des chercheurs sur le territoire luxembourgeois, souvent dans le cadre d'un stage. Sans pouvoir renseigner sur le nombre des permis délivrés à ces stagiaires, nous n'avons pas connaissance d'un refus. La durée normale pour l'obtention d'un permis de travail est de trois mois.

Question 0155 (3.11.2004) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**implantation d'une deuxième École européenne à Mamer:**

Le Gouvernement précédent ayant décidé la construction de l'École européenne de Luxembourg II à Mamer et le lauréat du concours d'architectes venant d'être proclamé, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que le projet de loi prévoyant la construction de l'École européenne de Luxembourg II est en train d'être élaboré?

- Dans l'affirmative, quand est-ce que le projet de loi afférent sera déposé?

- Enfin, est-ce que les terrains nécessaires ont été acquis?

Question 0246 (13.1.2005) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **construction de l'École européenne Luxembourg II:**

Un élément clé pour garantir la présence future des institutions européennes au Grand-Duché de Luxembourg est d'encadrer les fonctionnaires européens de manière adéquate, notamment en ce qui concerne la scolarisation de leurs enfants. L'élargissement de l'Union européenne vient d'accentuer la nécessité d'une deuxième école européenne dans notre pays. Étant donné que le Gouvernement précédent avait décidé la construction de l'École européenne de Luxembourg II à Mamer et que le lauréat du concours d'architectes a présenté son projet de construction il y a quelques semaines, les premiers pas dans la bonne direction sont faits. Or, jusqu'au jour où les premiers élèves européens pourront fréquenter la nouvelle enceinte, de nombreux travaux restent à effectuer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des achats des terrains nécessaires pour réaliser la construction de la deuxième école européenne à Mamer?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les délais de l'évolution future du projet de construction en question, notamment en ce qui concerne:

- le dépôt du projet par la Chambre des Députés;

- le commencement définitif des travaux en construction;

- l'achèvement des travaux de construction et la finalisation du bâtiment;

- le début de la première année scolaire dans le nouveau bâtiment?

Réponse commune (28.1.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le projet de loi relatif à la construction de l'École européenne de Luxembourg II est en train d'être élaboré par les services compétents. Le concours d'architectes a été lancé en juin 2004 et la remise des projets a eu lieu en septembre 2004. La proclamation du lauréat à l'issue de ce concours s'est dégagée lors des dernières séances de délibérations du jury qui se sont tenues les 26 et 27 octobre 2004.

Il y a lieu de noter que le Gouvernement n'a pas encore réussi à acquérir tous les terrains nécessaires dans le périmètre alors que quelques propriétaires n'ont pas encore accepté à ce jour les conditions de prix.

Dans le cadre de sa politique visant à freiner l'explosion des prix des terrains, le Gouvernement estime nécessaire de ne pas offrir des montants qui pourraient conduire à la spéculation et à une hausse générale des prix. Il est toutefois entendu que l'offre de l'État constitue une indemnisation juste des propriétaires tenant compte entre autres de la classification des terrains et des prix réellement payés pour des objets similaires dans le passé.

Finalement il est difficile de préciser dès à présent des dates fixes tant pour le dépôt du projet de loi que pour le début de la construction étant donné que celles-ci dépendent des délais nécessaires aux procédures préalables.

Question 0162 (9.11.2004) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **reconstitution de la route nationale 27 entre Michelau et Erpeldange:**

Bei der Exploitatioun vun der Steekaul Schou-Walch tëschent Méchela an Ierpeldeng ass et de 6. Juli 1997, längs der Nationalstrooss 27, zu engem Äerdrutsch komm, bei deem eng ganz Rei vun décke Fielsbrocken op d'Strooss gefall sinn. Opgrond vun dësem Tëschefall ass de 7. Juli 1997 duerch den zoustännege Minister d'Steekaul zougemaach an d'Strooss gespaart ginn.

Verschidden Expertisë goufen an der Suite gemaach a fir d'Fréijoer 2002 sollt mat den Opraumaarbechten ugefaange ginn; esou ze liesen an enger Äntwert vum 9. August 2001 vum zoustännege Minister op eng parlamentaresch Ufro N°1143 mat Datum vum 15. Mee 2001 *(cf. compte rendu N°20/2000-2001)*. Bis haut hunn dës Aarbechten awer nach net ugefaangen.

Des Weideren hat de Bauteminister am Januar 2001 en Affekot beoptraagt fir d'Käschten, déi dem Stat bis elo duerch dësen Tëschefall entstane sinn, bei der Bedreiwerfirma vun der betraffener Steekaul anzekloen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Firwat ass bis elo nach net mat dësen Opraumaarbechten ugefaange ginn?

2) Besteet e konkreten Zäitplang fir wéini dës Aarbechte sollen an Ugrëff geholl an ofgeschloss ginn?

3) Wéi héich sinn d'Käschten, déi dem Stat bis elo duerch dësen Äerdrutsch entstane sinn, a wou ass déi betreffend Geriichtsaffär fir d'Réckerstattung vun dëse Käschten drun?

Réponse (20.1.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1) D'Opraumaarbechte konnte bis elo nach net ugefaange ginn, well den Terrain net dem Stat gehéiert. Den Terrain gehéiert dem Entrepreneur, mä deen ass virun dräi Joer Faillite gaangen.

2) Et besteet de Moment nach keen neien Zäitplang wat d'Duerchféierung vun den Aarbechten ugeet, well fir d'éischt muss gekläert ginn, wat fir eng Aarbechte genau sollen duerchgefouert ginn. Dofir leeft elo eng Etüd, déi soll vergläichen, ob et méi bëlleg géif ginn d'Carrière an d'Rei ze setzen duerch d'Ofdroe vum gerutschte Material an dem Stabiliséiere vum ganze Site, oder déi momentan Ëmleedung mat deenen zwou provisoresche Brécken an eng definitiv Ännerung vum Tracé mat zwou neie Brécken ëmzewandelen.

3) D'Käschten, déi dem Stat duerch deen Äerdrutsch enstane sinn, belafe sech op iwwer 30.000.000 al Lëtzebuerger Frangen. Duerch d'Faillite vun der betreffender Entreprise den 3. Juli 2001 war et dem Stat net méi méig-

lech, d'Réckerstattung vun deene virgenannten entstanene Käschte geriichtlech anzekloen.

Question 0163 (9.11.2004) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**installation provisoire d'un centre d'accueil pour réfugiés à Marienthal:**

Est-il vrai que des unités modulaires provisoires pour réfugiés sont prévues à l'emplacement d'une ancienne terrasse des jardins historiques du Marienthal (actuellement pré de pâturage et verger abandonné qui fait partie d'une zone habitat et qui a été classé à titre de monument historique)?

Dans l'affirmative, qu'en est-il de l'autorisation préalable de la part du Ministère de la Culture et de celle du Ministère de l'Environnement eu égard au fait qu'une étude d'impact doit être réalisée au niveau des zones habitat?

Étant donné que le site projeté pour l'installation provisoire du centre d'accueil pour réfugiés est isolé par un cran boisé épais et qu'il ne bénéficie d'aucune isolation directe au cours des mois d'hiver (fin octobre - début mars), ne serait-il pas plus opportun d'envisager un site plus accueillant et plus salubre, moins isolé et moins sensible du point de vue de son éminent intérêt écologique, archéologique, historique et esthétique à l'intérieur de la même commune de Tuntange ou, le cas échéant, à l'intérieur des communes faisant partie du projet Leader „Äischdall Plus" pour la revalorisation de la Vallée de l'Eisch?

Dans ce contexte quelles sont les initiatives concrètes et les projets envisagés par le Gouvernement pour sauver et revaloriser l'extraordinaire patrimoine culturel et naturel de Marienthal, Ansembourg et Hollenfels?

Réponse commune (20.1.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Il est vrai que le Ministère de la Famille et de l'Intégration prévoit l'implantation d'unités modulaires pour demandeurs d'asile à Marienthal sur la terrasse historique située près de l'ancien chemin de Mersch et surplombant les bâtiments conventuels sécularisés en 1783. Le plan dressé par le géomètre Vesqué quelques années après la suppression du monastère montre que le plateau artificiel faisait partie des jardins des religieuses.

Du point de vue historique et archéologique l'endroit présente incontestablement un grand intérêt. Voilà pourquoi l'ensemble du site de Marienthal a été classé monument national le 13 septembre 2002. Le 21 mai 2004, Madame la Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a néanmoins donné son accord pour le projet.

En effet le Gouvernement tient à développer des infrastructures d'accueil pour demandeurs d'asile. Malheureusement les communes intéressées sont très rares. D'aucuns mettent bien entendu en avant toute sorte d'arguments, certainement justifiés, tendant à éviter la création de tels centres.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration tient à insister sur le fait qu'il s'agit d'unités modulaires démontables qui seront disposées sur le site de telle manière à ce que cette ancienne terrasse des jardins historiques reste intacte.

Monsieur le Député signale à juste titre «l'extraordinaire patrimoine culturel et naturel de Marienthal, Ansembourg et Hollenfels». Ce patrimoine est en plus situé dans une des plus belles régions du Luxembourg dont les visiteurs tant étrangers qu'autochtones n'ont cessé de faire l'éloge depuis le 19e siècle. Or, les monuments qui y sont implantés présentent en grande partie un aspect désolant et abandonné. Faute de crédits suffisants, le Ministère de la Culture a dû se contenter jusqu'à présent d'intervenir d'une manière ponctuelle pour des travaux de première urgence, par exemple pour des ponts historiques ou des toitures en train de s'écrouler. Il a pu subventionner des travaux de conservation entrepris par des propriétaires privés, notamment à Ansembourg. Le jardin du grand château, accessible au public, est un monument historique unique sur le plan national et grâce à l'initiative privée il a pu retrouver une partie de sa splendeur.

Un autre propriétaire privé, détenteur d'un fonds d'archives de la plus haute importance et d'une bibliothèque ancienne plus que remarquable, est disposé à mettre ces biens à la disposition de la nation dans le cadre d'une fondation à condition que l'État aménage sur place les lieux indispensables à leur conservation et à leur consultation. Jusqu'à présent il n'a malheureusement pas été possible de trouver un accord.

Question 0183 (18.11.2004) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant le **carrefour dangereux à la hauteur de Consdorf et Bech:**

Il n'est pas nouveau que la E27 reliant Luxembourg à Echternach génère un trafic quotidien énorme en provenance et vers les communes des cantons de l'Est du Luxembourg et de la région allemande aux abords de la frontière germano-luxembourgeoise. Un carrefour particulièrement dangereux est celui à hauteur de Consdorf et de Bech où de nombreux accidents ont eu lieu et continuent à avoir lieu avec issue souvent mortelle, ce qui relance toujours le débat autour d'un éventuel tunnel en dessous du carrefour afin de désamorcer les risques d'accidents potentiels. Ce sont surtout les habitants de la région qui sont particulièrement préoccupés par cette situation.

Pour ces raisons j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que vous voyez un moyen pour établir un tunnel au carrefour précité?

- En cas de réponse négative, quels sont les moyens à pouvoir être mis en œuvre pour réduire les risques d'accidents à cet endroit dangereux?

Réponse (20.1.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le carrefour de la route d'Echternach (N11) avec la route assurant la liaison entre Bech et Consdorf (CR137) est connu comme point noir du fait que les usagers venant de Bech ou de Consdorf pour s'insérer dans la route N11 ou pour traverser cette route ont du mal à apprécier correctement la vitesse des voitures circulant sur la route principale. Ce problème peut uniquement être résolu à l'aide d'un carrefour dénivelé.

Quatre solutions ont été élaborées et sur base d'une concertation étroite avec les communes concernées la préférence a été donnée à la variante prévoyant un échangeur dénivelé réalisé sous forme d'un passage souterrain du CR137 sous la N11 et son raccordement à la N11 à l'aide de rampes hollandaises disposées en losange. En date du 25 mai 2004 Madame la Ministre des Travaux publics a demandé que soient entamées les études d'exécution pour cette variante la moins dévoratrice en terrains vierges.

Question 0185 (22.11.2004) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**État luxembourgeois en tant que locataire:**

An der Froestonn un d'Regierung vum 16. November 2004 wor vum Här Innenminister gewuer ze ginn, datt 80.000 m² Wunnengen an der Stad Lëtzebuerg als Büroe genotzt ginn. Dës Mëssuechtung vum Wunnraum ass bedauerlech a wërft sécherlech eng ganz Rei vu Froen op. Besonnesch schlëmm ass dobäi d'Tatsaach, datt de lëtzebuergesche Stat zu de gréisste Locatairë gehéiert déi Wunnraum als Büroe benotzen.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill m² Büroe si vum lëtzebuergesche Stat, an dozou gehéieren all öffentlech Verwaltungen, Ministèren, Établissements publics, Gesellschafte vum öffentleche Recht, um private Sektor gelount?

2) Wéi vill Wunnhaiser a privat Appartementer ginn esou dem Wunnengsmarché hei am Land entzunn?

3) Wéi vill Wunnhaiser a privat Appartememer huet de Stat kaf fir se fir Büroszwecker ze notzen?

Réponse (21.2.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

1. L'État a loué pour les différents services étatiques dans tout le pays 275.025 m² de bureaux et autres objets immobiliers.

À Luxembourg-ville, la Commission des Loyers gérait au 31.12.2004 118 adresses avec une surface totale de 199.506 m². Les surfaces louées se trouvent dans des immeubles de bureaux ou dans des immeubles mixtes qui, selon le Plan Général d'Aménagement de la Ville de Luxembourg, se trouvent dans des zones où ces activités de bureaux sont permises à l'exception de 6 adresses représentant 1.581,34 m².

2. Vu la pénurie en surfaces de bureaux disponibles dans les années 80 et 90, l'État a été obligé de prendre en location des surfaces destinées initialement à l'habitation et transformées en bureaux par les propriétaires. Dans le contexte de la politique domaniale du gouvernement, un des objectifs de la Commission des Loyers consiste notamment à abandonner les locaux susceptibles de servir à l'habitation, objectif que la Commission a poursuivi continuellement dans la dernière décennie par le relogement et le regroupement des services étatiques concernés. Après 1996, aucun nouveau contrat n'a été établi à Luxembourg-ville pour la location d'un immeuble qui avait servi d'habitation avant la conclusion du contrat de bail.

En ce qui concerne d'autres immeubles sis dans des zones d'habitation, les surfaces louées se trouvent dans des immeubles pour lesquelles la Ville de Luxembourg a établi une autorisation pour l'aménagement de bureaux.

3. À partir de 1996, l'État n'a procédé à Luxembourg-ville à aucune acquisition d'immeubles destinés à l'habitation pour les transformer en bureaux dans l'intention d'y loger des services étatiques.

Question 0196 (30.11.2004) de **MM. Ali Kaes** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**avenir de la ligne ferroviaire „Rivage - Gouvy - Luxembourg" respectivement „Luxembourg - Liège":**

Q 52

Selon des informations contenues dans un article du 8 septembre 2004 du journal quotidien belge „Le Soir", il est prévu de fermer à partir de 2006 pour le trafic voyageur un certain nombre de lignes ferroviaires non rentables dans la Province du Luxembourg, dont notamment la liaison «Rivage - Gouvy - Luxembourg». À rappeler dans ce contexte que le Gouvernement luxembourgeois a participé au financement du projet d'électrification de cette ligne qui a été finalisé en mai 2000. Une telle décision de fermeture aurait certainement des conséquences négatives pour la liaison «Liège - Luxembourg» ce qui pourrait mettre en cause l'avenir de la ligne de chemin de fer du nord de notre pays.

La suppression éventuelle de cette liaison vers la Belgique va sûrement à l'encontre du but visé par le Gouvernement d'assurer un raccordement approprié de notre pays à l'arrêt du TGV Nord à Liège, la ligne „Luxembourg - Liège servant de ligne d'apport.

Dans ce contexte nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de discussions quelconques au sein de la SNCB concernant la disparition du transport des voyageurs sur la ligne ferroviaire «Rivage - Gouvy - Luxembourg»?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il nous dire s'il entend intervenir auprès de la SNCB?

- Quelles pourraient être les répercussions d'une telle décision pour la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois?

Réponse (20.1.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Comme Messieurs les Députés le relèvent à juste titre, la SNCB envisage de ramener, le cas échéant, dès 2006 son tronçon de la liaison ferroviaire internationale «Luxembourg - Liège» au statut de chemin de fer «deuxième catégorie». J'ai invité les CFL de me faire connaître l'état d'avancement du dossier en ce qui concerne leurs pourparlers avec la SNCB dans l'optique d'établir un concept d'exploitation conformément aux dispositions du memorandum of understanding.

En effet, le point 5 du memorandum of understanding belgo-luxembourgeois du 20 juin 1991 concernant l'électrification de la section de ligne de chemin de fer entre Gouvy et Rivage souligne qu'il y a lieu de réduire dans la mesure du possible le temps de parcours pénalisant entre Luxembourg et Liège tout en invitant la SNCB et les CFL de soumettre un concept d'exploitation commun de cet axe tenant compte notamment

1. de la nécessité de désenclaver la région par rapport aux centres d'activités avec Liège au Nord, Diekirch-Ettelbruck au Centre et Luxembourg au Sud;

2. des potentialités de la ligne pour la mise en valeur touristique des Ardennes; et

3. des potentialités d'une ligne d'apport au TGV-Nord avec un nouvel accès vers l'Allemagne du Nord, et, dans une étape ultérieure, de la possibilité éventuelle d'un entremaillage du TGV-Nord et du TGV-Est entre Liège et Metz passant par Luxembourg.

En ce qui concerne le point 3, la proposition initiale de mettre en place trois paires de trains directs sur la ligne 42/43 entre Luxembourg et Liège - Guillemins en correspondance à Liège sur les Thalys à destination de Cologne vers 08.00, 12.00 et 18.00 heures n'avait pas été retenue à l'époque par le groupe de travail commun SNCB/CFL étant donné que la relation «Luxembourg - Cologne» reste plus rapide via Trèves en attendant l'achèvement entre Liège et Cologne des travaux de la ligne à grande vitesse sur le réseau belge et sur le réseau allemand.

Question 0198 (2.12.2004) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**instauration d'un ascenseur dans le château de Vianden:**

Conformément aux articles 75 et 76 du règlement de la Chambre des Députés, j'ai l'honneur de vous informer que je désire poser une question à Monsieur le Ministre de la Culture, de la Recherche et de l'Enseignement supérieur relative à l'instauration d'un ascenseur dans le château de Vianden. Un tel projet est en discussion depuis quelques années et s'avère de plus en plus urgent, compte tenu de l'attrait touristique du château. Cependant, différents groupes de visiteurs, de seniors en particulier, renoncent de plus en plus souvent à visiter le château à cause de la mauvaise accessibilité du site due à la non-existence d'un ascenseur.

Dans ce contexte je voudrais savoir:

- Quel est le montant exact des coûts engendrés par l'instauration de l'ascenseur?

- Quel est l'état d'avancement du projet?

- Quand est-ce que les travaux peuvent être entamés?

Réponse (31.1.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le projet d'un ascenseur à l'intérieur du château de Vianden existe depuis un certain nombre d'années. L'Administration des Bâtiments publics a été chargée de faire établir une étude de faisabilité. Comme le château est un monument classé, cette étude a été transmise pour avis à la Commission des Sites et Monuments nationaux. Dans son rapport la commission soulève un certain nombre de questions liées à la conservation du patrimoine historique.

D'autres questions se posent encore: le projet actuel ne saurait résoudre entièrement le problème des personnes handicapées moteur. L'ascenseur tel que projeté permettra bien l'accès à deux salles du château, la salle des chevaliers et la salle Vic Abens, mais une visite entière du château pour personnes en chaise roulante restera toujours difficile. Cependant l'installation de l'ascenseur faciliterait largement l'accessibilité de ce monument historique, culturel et touristique exceptionnel à des personnes âgées ou ayant des difficultés à se déplacer.

Au vu de ce qui précède et avant de prendre une décision, j'essaierai de trouver, dans la concertation et au plus vite, une solution qui réponde à la double exigence suivante: comment intégrer, tout en respectant la substance historique, un ascenseur et toutes autres aides pour permettre un accès plus facile aux personnes ayant des difficultés de se mouvoir.

Ce n'est que lorsqu'une telle solution aura été trouvée qu'une estimation des coûts et du temps que prendront les travaux pourra être faite.

Question 0202 (3.12.2004) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant le **régime d'aides concernant la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel:**

A leschter Zäit heefe sech d'Kloen iwwert d'Praktike vun der zoustänneger Verwaltung am Zesummenhang mat der Applikatioun vum Primmesystem zu Lëtzebuerg. Et gëtt sech doriwwer beklot, datt Donnéeën an den Deklaratioune vun de Bauren, déi iwwer Joren als richteg ugesi goufen, op eng Kéier

a Fro gestallt géifen. Duerch Korrekturen, déi bis 1999 réckwierkend applizéiert géifen, misste Primmen erëm zréckbezuelt ginn. Besonnesch gëtt sech driwwer beklot, datt, ouni datt d'Bauren drop opmierksam gemaach goufen, op eng Kéier Aackerland zu Dauergréngland ëmgestuft gëtt, wann Aackerflächen iwwer e puer Joer mat Gras ugeséit waren, mat allen Auswierkungen, déi dat op d'Betribsféierung an d'Primmerechter huet.

Duerfir géif ech Iech gäre folgend Froe stellen:

1. Kënnt Dir mir Opklärung iwwert dëse Sachverhalt ginn?

2. Wann dat esou ass, wat ass den Hannergrond vun dësem Virgoen?

3. Ass et rechtlech a moralesch an der Rei, fir esou Korrekture réckwierkend ze applizéieren?

4. Ass et rechtlech a moralesch an der Rei, fir Aackerland zu Gréngland ëmzeklasséieren, ouni datt déi Betraffe virdrun ausdrécklech op déi entspriechend Regelung opmierksam gemaach gi sinn?

Réponse (20.1.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

1. et 2. Dans le cadre du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, applicable depuis 1993, une prime aux cultures arables est octroyée aux producteurs pour les surfaces éligibles à ce régime d'aides. La définition de l'éligibilité exclut les surfaces qui, à la date du 31 décembre 1991, étaient consacrées au pâturage permanent, aux cultures permanentes, aux forêts ou à des utilisations non agricoles. Sont dès lors inéligibles, entre autres, les terres hors rotation consacrées à la production d'herbages (ensemencés ou naturels) de façon continue entre le 31 décembre 1986 et le 31 décembre 1991.

La prime aux cultures arables est octroyée dans les limites d'une superficie de base nationale de 42.800 ha correspondant à la moyenne de la superficie ensemencée en cultures éligibles au Grand-Duché de Luxembourg entre 1989 et 1991.

Depuis un certain nombre d'années les autorités compétentes constatent une augmentation sensible des surfaces pour lesquelles une prime aux cultures arables est demandée et conduisant à un dépassement de la superficie de base. Ce dépassement se chiffre à: 623 ha soit 1,46% pour 2001, 1.853 ha soit 4,33% pour 2002, 2.153 ha soit 5,03% pour 2003 et 1.315 ha soit 3,07% pour 2004. Ces dépassements ont conduit à une réduction correspondante des primes aux cultures arables pour toutes les superficies déclarées par les producteurs luxembourgeois.

L'éligibilité étant une condition requise pour bénéficier de la prime aux cultures arables, il en découle une obligation claire et nette pour les autorités compétentes de contrôler son respect.

Jusqu'en 2003, les contrôles de l'éligibilité des surfaces déclarées par l'agriculture pour la prime aux cultures arables ont été effectués par des experts du Ministère pour des superficies douteuses et selon des critères ayant trait notamment à la constitution agronomique des superficies en question.

En 2004, des contrôles basés sur une méthode scientifique comportant l'analyse d'images satellite historiques de la période 1986 à 1991 ont été effectués dans une zone au nord du pays. Il s'agit d'une méthode également appliquée dans d'autres Etats membres de l'Union européenne et reconnue par la Commission européenne. La zone choisie correspond à la zone dans laquelle l'augmentation de la surface déclarée en cultures arables est la plus importante depuis l'introduction du régime d'aides aux cultures arables.

3. La réglementation en matière de système de gestion et de contrôle (réglementation horizontale en matière de gestion et le contrôles de différents régimes d'aide) impose aux États membres d'effectuer des recalculs en cas de détection d'irrégularités influençant de façon rétroactive le calcul de primes déjà versées et de procéder à la récupération des montants indus. L'obligation de remboursement ne s'applique pas si plus de dix ans se sont écoulés entre la date du paiement de l'aide et celle de la première notification au bénéficiaire, par l'autorité compétente, du caractère indu du paiement reçu. Toutefois, cette période est limitée à quatre ans si le bénéficiaire a agi de bonne foi.

Il en découle clairement que le fait de ne pas avoir contesté auparavant des éléments déclarés par les producteurs ne préjuge en rien des constatations éventuelles ultérieures pouvant donner lieu à une procédure de remboursement.

À ce stade, les procédures administratives de recouvrement concernant les producteurs ayant déclaré des surfaces inéligibles n'ont pas encore été entamées.

4. Il importe de préciser que les contrôles mentionnés ci-avant visent uniquement le contrôle de la condition de l'éligibilité lors duquel les parcelles contrôlées sont déterminées comme éligibles ou inéligibles dans le cadre du régime de prime aux cultures arables. Cette opération ne consiste en aucune manière à un reclassement ex post de terres arables en pâturage permanent et n'a aucun lien avec la notion de pâturage permanent ni dans le cadre du régime de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel ni dans le cadre du régime de paiement unique et de la conditionnalité.

Concernant l'information donnée aux producteurs, il faut souligner que depuis le début de l'application du régime de prime aux cultures arables les producteurs ont été informés des dispositions réglementaires applicables en matière d'éligibilité des parcelles. Cette information a fait partie des directives ministérielles («Richtlinien») et de la brochure d'information en matière de demandes «surfaces» envoyée annuellement ensemble avec le formulaire de demande «surfaces» aux producteurs.

Question 0204 (3.12.2004) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**adaptation du statut général des fonctionnaires:**

La loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit dans son article 31-2 modifié que «peuvent bénéficier d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps (…) soit le fonctionnaire de sexe féminin, soit le fonctionnaire de sexe masculin dont le conjoint a bénéficié d'un congé de maternité, d'un congé d'accueil (…).»

Or, il résulte du commentaire des articles de la loi susmentionnée que le terme de conjoint vise les seules personnes mariées.

- À l'instar de la nouvelle loi relative aux effets légaux de certains partenariats et en considération de l'existence d'autres formes de partenariat que le mariage traditionnel, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas opportun d'adapter le statut des fonctionnaires en ce sens?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'un projet de loi devrait être déposé ou est-ce qu'une interprétation différente, respectivement plus large du terme «conjoint» suffira pour accorder les congés sans traitement et à mi-temps aux fonctionnaires de l'État?

Question 0232 (4.1.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant l'**introduction d'un congé extraordinaire au bénéfice des personnes souhaitant faire une déclaration de partenariat:**

La loi précitée du 9 juillet 2004 impose aux personnes désireuses de déclarer leur partenariat de se présenter personnellement devant l'officier de l'état civil de la commune du lieu de leur domicile ou de leur résidence commun qui recevra cette déclaration. La loi ne prévoit cependant aucune disposition relative à un éventuel congé extraordinaire à accorder aux partenaires qui occupent une activité rémunérée afin qu'ils accomplissent les différentes démarches liées à la déclaration de partenariat.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si le Gouvernement entend modifier la législation en introduisant un congé extraordinaire, ne serait-ce que d'un seul jour, au bénéfice des salariés de droit privé et des fonctionnaires ou employés publics qui souhaitent faire une déclaration de partenariat?

Réponse commune (20.1.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La nouvelle loi sur le partenariat est entrée en vigueur le 1er novembre 2004. Vu que cette loi constitue une nouveauté importante, le Gouvernement, dans sa déclaration gouvernementale, a retenu qu'il «évaluera l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat pour y apporter, le cas échéant, des ajustements».

Les questions évoquées par les honorables Députés seront examinées dans le cadre de cette évaluation qui aura lieu après la première année d'application de la nouvelle loi.

Question 0206 (7.12.2004) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **mise en place d'une Centrale de mobilité:**

La semaine dernière Monsieur le Ministre des Transports a participé à une des nombreuses tables rondes organisées régulièrement par le Mouvement écologique avec l'objectif de sensibiliser le public pour les avantages de la mise en place d'une Centrale de mobilité pour notre pays.

Face à l'état des travaux très avancé d'un tel projet sous l'autorité de son prédécesseur, Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les raisons qui le retiennent pour promouvoir la réalisation d'une Centrale de mobilité dans la ligne tracée par l'ancien Ministre des Transports Henri Grethen?

Est-ce que l'immobilisme dont semblent faire preuve ses services depuis l'été dernier tient, le cas échéant, au refus des CFL d'apporter les structures de renseignement du public qu'ils ont mises en place au cours des dernières années dans la coopération convenue en novembre 2003 entre ces mêmes CFL, la Ville de Luxembourg et le Ministère des Transports?

Quels sont d'ailleurs les investissements en ressources humaines, en locaux, en équipements bureautiques et autres qui ont depuis la signature de la convention précitée été consentis par les trois partenaires précités?

Dans la mesure où le projet de novembre 2003 est maintenu, reste-t-il acquis que la Centrale de mobilité soit installée au centre-ville au site retenu et réaménagé par la Ville de Luxembourg ou faut-il s'attendre au choix d'un site suite aux commentaires de l'échevin de la Ville ayant participé à la table ronde précitée? Dans la seconde hypothèse quel est le lieu retenu pour ce faire?

Enfin, quelles sont les vues concrètes de Monsieur le Ministre quant à la mise en œuvre concrète de ce projet et l'échéancier suivant lequel il entend y donner suite?

Réponse (20.1.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député souhaite être informé sur l'état d'avancement de la mise en place d'une Centrale de mobilité. La Centrale de mobilité projetée aura entre autres pour mission d'améliorer l'information des usagers, et ceci en ayant recours à une plate-forme Internet, un guichet d'information et un centre d'appels téléphoniques.

La mise en place de structures d'information à la hauteur des attentes du public nécessite un travail de préparation important. L'un des défis majeurs consiste sans nul doute dans la réalisation d'une plate-forme informatique nationale intégrée de consultation des horaires.

Cette plate-forme ne se limitera pas à la mise à disposition de plan d'horaires dits statiques, comme ceux disponibles typiquement aux arrêts de bus sous forme de tableaux. Elle permettra plutôt d'offrir aux usagers des transports publics la possibilité de planifier de manière dynamique et interactive - pour emprunter la terminologie des nouvelles technologies de l'information - des trajets complexes au cas par cas, en fournissant des réponses individualisées, comprenant les changements de modes de transport éventuellement nécessaires.

Comme la réalisation de cette plate-forme requiert l'intégration des horaires de tous les opérateurs (CFL, AVL, RGTR et TICE), la complexité de la tâche impose un travail d'ingénierie soigneux, ceci non seulement pour préserver la possibilité de l'extensibilité de la plateforme à d'autres prestataires de transports publics - transfrontaliers notamment - mais également pour satisfaire au mieux les besoins en information pratiques des utilisateurs.

Quant à la question sur les investissements en ressources humaines, en locaux et en équipements bureautiques déjà réalisés, il convient de rappeler que la Centrale de mobilité requiert dans un premier temps un effort d'intégration avec plus-value d'éléments déjà parsemés parmi les différents opérateurs. La recherche d'un candidat remplissant toutes les conditions souhaitées pour le poste de chargé de direction étant restée infructueuse durant la première moitié de l'année 2004, une nouvelle procédure de recrutement est actuellement en cours. Le chargé de direction finalement retenu accompagnera la mise en place de la Centrale.

Pour ce qui est du site projeté de la Centrale de mobilité, je suis d'avis qu'une présence bipolaire, à savoir aussi bien dans le quartier de la Gare que dans celui de la Ville-Haute, est nécessaire pour remplir pleinement le devoir d'information que les usagers des transports publics sont en droit d'attendre. L'emplacement exact de l'antenne de la Centrale dans la Ville-Haute reste encore à trancher.

Tenant compte de tous les faits exposés, une date de lancement raisonnable pour la Centrale ne peut être située avant le début de l'année 2006. Comme mesure de transition, je puis toutefois d'ores et déjà vous annoncer qu'une publication des tableaux d'horaires de toutes les lignes RGTR sera réalisée sur le site Internet prochainement en ligne du Ministère des Transports.

Question 0207 (10.12.2004) de **MM. Ali Kaes**, **Jean-Paul Schaaf** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**amélioration de la sécurité du contournement d'Ettelbruck:**

Depuis le 1er janvier 2002 pas moins de 38 accidents se sont produits sur le contournement d'Ettelbruck, endroit qui génère un trafic devenant de plus en plus dense. Ces accidents se sont majoritairement limités à des dégâts matériels, mais certains ont également fait des morts et blessés graves. Cette situation est due au fait que cette partie du contournement est particulièrement étroite, ce qui provoque lesdits accidents. Afin de pouvoir remédier à cette situation, plusieurs solutions sont envisageables dont notamment l'élargissement du tracé à partir de la localité de Colmar-Berg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Travaux publics:

1. Est-il envisagé d'améliorer la sécurité au contournement à court terme par des transformations adéquates?

2. Y a-t-il un moyen pour élargir le tracé du contournement?

3. Est-il envisagé, dans le moyen et long terme, de prolonger la route du Nord en tant qu'autoroute jusqu'au rond-point au lieu-dit «Friedhaff»?

Réponse (20.1.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire N°0207 des honorables Députés Ali Kaes, Marco Schank et Jean-Paul Schaaf relative au contournement d'Ettelbruck il y a lieu de relever qu'un audit de sécurité du tronçon concerné a déjà été exécuté en 2000.

La démarche adoptée fut celle de la double approche analysant d'un côté la situation et les caractéristiques de la route et d'un autre côté les évènements et accidents. L'analyse des accidents démontre que les quatre facteurs suivants jouent un rôle essentiel: excès de vitesse: 64%, conditions météorologiques: 30%, alcool: 23% et autres facteurs: 30%. Il est clair qu'un seul accident peut être influencé par des facteurs multiples.

L'analyse des incidents démontre l'importance des facteurs non liés aux aménagements routiers: la vitesse maximale autorisée est de 90 km/h, elle a même été limitée à 70 km/h en direction Nord. Ces restrictions de vitesse ont été définies en fonction des caractéristiques de la route afin d'assurer la sécurité des automobilistes et de leur permettre un temps de réaction adapté à la situation en toute circonstance.

1) En ce qui concerne les caractéristiques de la route il faut constater qu'à part quelques modifications mineures en train d'être étudiées, il n'est pas possible d'augmenter sensiblement le niveau de sécurité par des mesures constructives «légères».

2) Pour ce qui est de l'élargissement du contournement, un premier élargissement a déjà été effectué en 2001 dans la suite de l'audit de 2000. Il s'agit de l'adjonction d'une voie lente entre le viaduc de Ingeldorf et le viaduc Ditgesbaach en direction de Luxembourg, sur une longueur d'environ 1.100 m. Un élargissement à trois voies (2+1) sur le reste du tronçon

est gêné par les ouvrages d'arts en place. Initialement la route a été conçue avec une section à 2*2 voies séparées, mais à part quelques fondations la réalisation n'a pas été poursuivie dans ce sens. Un élargissement à 2*2 voies paraît très difficile vu qu'il faudra exécuter une chaussée parallèle à la route existante et modifier les entrées et sorties dans des conditions de géologie très difficiles.

3) Une prolongation de la route du Nord en tant qu'autoroute (section à 2*2 voies) ne figure pas sur le programme pluriannuel des projets routiers et n'est pas envisagée actuellement.

Question 0209 (14.12.2004) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**alimentation des personnes âgées:**

Les 29 et 30 novembre dernier la Commission européenne a organisé à Bruxelles un séminaire au sujet de l'alimentation des personnes âgées.

En effet, la recherche aurait démontré qu'une alimentation saine et équilibrée pourrait aider à améliorer l'état de santé des personnes âgées en général, voire contribuer à prévenir certaines maladies telles l'ostéoporose ou la maladie d'Alzheimer.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Si le Ministère a délégué un représentant pour participer à ce séminaire et s'il existe des documents plus exhaustifs concernant ce sujet?

- Est-ce que le Ministère entend lancer des actions de sensibilisation visant à responsabiliser les personnes âgées elles-mêmes, mais également tous les acteurs travaillant dans le domaine de l'encadrement des personnes âgées?

- Les experts soulignent que, pour être adaptés aux besoins des personnes âgées, les aliments devraient idéalement être riches en éléments nutritifs et être présentés dans des emballages pratiques et faciles à ouvrir. De quels moyens le Luxembourg dispose-t-il pour encourager l'industrie alimentaire à s'adapter à ces critères?

Réponse (20.1.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mes services n'étaient pas représentés au séminaire sur l'alimentation des personnes âgées auquel se réfère l'honorable Parlementaire.

Il est un fait que les personnes âgées ont des besoins nutritionnels spécifiques, tant du point de vue de la qualité nutritionnelle des aliments que de leur consistance ou texture. C'est ainsi par exemple que des apports insuffisants en protéines peuvent induire un bilan azoté négatif avec toutes les conséquences métaboliques.

En 2000 une brochure intitulée: «BIEN MANGER ET RESTER EN FORME - une alimentation saine pour des personnes actives de cinquante ans et plus» a été éditée par la Direction de la Santé (Division de la Médecine préventive) en étroite collaboration avec le Ministère de la Famille et l'Association luxembourgeoise des Diététiciens. Cette brochure s'adresse aussi bien à la personne âgée elle-même qu'aux personnes qui l'encadrent. Comme les conseils repris dans ce document restent d'actualité, il n'est pas envisagé d'éditer, dans l'immédiat, une nouvelle documentation sur le même sujet.

Cette brochure a été envoyée aux maisons de soins et de gériatrie, aux hôpitaux et aux médecins concernés. Elle est toujours disponible et peut être remise sur demande à tout organisme intéressé.

Question 0211 (14.12.2004) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **suppression de plusieurs passages à niveau sur le réseau ferroviaire luxembourgeois:**

Certains passages à niveau de la ligne du Nord, notamment entre Lorentzweiler et Luxembourg-ville, sont à l'origine de perturbations permanentes de la circulation routière. Ceci constitue tant une source de danger qu'une lourde entrave à la qualité de vie des riverains, due aux échappements et au bruit.

Selon mes informations, la suppression du passage à niveau n°20b à Lorentzweiler sera réalisée dans le cadre de l'aménagement de la Route du Nord au lieu dit «Kleck» par un contournement routier souterrain au courant de l'année 2005-2006. Il me revient également que d'autres projets de suppression de passages à niveau sont à l'étude. Il s'agit entre autres de:

- la suppression du passage à niveau n°13 de la Ligne du Nord à l'entrée de la gare de Dommeldange;

- la suppression du passage à niveau n°18 de la même ligne sur le CR124 à Heisdorf.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-il toujours prévu de supprimer les passages à niveau en question?

- Dans l'affirmative, à quel stade se trouvent les études y relatives?

Réponse commune (25.2.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'honorable député souhaite être informé sur les projets de suppression de trois passages à niveau sur la ligne ferroviaire Luxembourg-Troisvierges, à savoir le n°13 en gare de Dommeldange, le n°18 à Heisdorf et le n°20b à Lorentzweiler.

Il convient de relever que les trois projets en question sont en train de se concrétiser.

En effet, en ce qui concerne la suppression du passage à niveau n°13 à Dommeldange, le Conseil Échevinal de la Ville de Luxembourg a déjà marqué son accord de principe. La suppression s'intégrera dans le réaménagement de la gare de transbordement de Dommeldange en vue de la future desserte du plateau de Kirchberg par trains-trams.

Quant à la suppression du passage à niveau n°18 à Heisdorf, la variante prévoyant son remplacement par une route de raccord entre la RN7 et passant en-dessous de la ligne ferroviaire pour rejoindre enfin le CR124 par l'intermédiaire de la rue „Um Pad" a été retenue. En raison de son caractère essentiellement routier, ce projet est piloté par l'Administration des Ponts et Chaussées et ce en étroite collaboration avec les CFL.

Au courant de l'année 2004 l'Administration des Ponts et Chaussées a élaboré un avant-projet permettant la suppression du passage à niveau n°20b à Lorentzweiler. Actuellement cet avant-projet a été transmis pour avis à la Commune de Lorentzweiler et a aussi été transmis à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pour déterminer les procédures à suivre. Un projet d'exécution avec devis détaillé sera ensuite élaboré en vue de le soumettre au vote de la Chambre des Députés. Les travaux ne peuvent être entamés qu'après le vote définitif de la loi afférente par la Chambre des Députés.

Question 0214 (17.12.2004) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **médecins pratiquant l'acupuncture ou l'homéopathie:**

Le 29 janvier 2004 la Chambre des Députés a voté une motion invitant le Gouvernement à «préciser plus particulièrement les formations requises et les qualifications nécessaires aux médecins pratiquant l'acupuncture ou l'homéopathie» et à «entamer les démarches nécessaires en vue du remboursement de ces actes sur base d'une prescription médicale».

Jusqu'à ce jour le remboursement des actes d'acupuncture n'a pas été introduit.

Je me permets dès lors de poser les questions suivantes:

1. À quelle date les règlements grand-ducaux nécessaires pour définir les formations en matière de médecine complémentaire ou non conventionnelle et pour permettre le remboursement de l'acupuncture seront-ils publiés?

2. Pour quelles raisons la motion de la Chambre des Députés tarde-t-elle à être mise en pratique?

Réponse (20.1.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La motion à laquelle se réfère l'honorable Parlementaire a été adoptée à la Chambre à la suite d'un débat d'orientation concernant la réglementation de certaines formes de médecines complémentaires ou non conventionnelles.

Le prédit débat a porté non seulement sur les disciplines de l'acupuncture et de l'homéopathie relevant de l'exercice de la médecine, mais encore sur d'autres pratiques telles la chiropraxie et l'ostéopathie relevant de la loi sur l'exercice de certaines professions de santé. La motion de la Chambre s'étendait aussi à ces dernières professions.

S'agissant des disciplines relevant des professions de santé, un groupe de travail a été mis en place comprenant des représentants de mon Ministère et de celui de l'Éducation nationale en vue de faire des propositions pour réglementer lesdites disciplines. Le rapport final de ce groupe est attendu pour avril-mai 2005. C'est à ce moment, et aussi pour tenir compte du lien établi par la Chambre entre les différentes disciplines relevant les unes de l'art de guérir et les autres des professions de soins et considérées comme complémentaires ou non conventionnelles, que je compte soumettre aux organismes consultatifs un règlement grand-ducal en matière de port du titre de formation complémentaire en médecine permettant la reconnaissance de formations telles que celle de l'acupuncteur ou de l'homéopathe.

Question 0215 (17.12.2004) de **Mme Lydie Err** *(LSAP)* concernant le **passeport pour étrangers:**

Depuis des années il est question d'attribuer un nouveau document de voyage, appelé passeport pour étrangers, à des ressortissants de pays tiers auxquels leur pays d'origine refuse d'établir un passeport national.

D'après mes informations ces documents sont prêts et validés depuis plus d'un an.

Il me revient cependant qu'un règlement grand-ducal spécifiant les éventuels bénéficiaires ferait défaut.

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cet état des choses?

- Dans l'affirmative, est-ce qu'il a l'intention de prendre le règlement grand-ducal en question?

Réponse (20.1.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

L'arrêté grand-ducal du 31 mai 1934 modifié en dernier lieu par le règlement grand-ducal du 18 décembre 1984 portant règlement d'exécution de la loi du 14 avril concernant les passeports à l'étranger prévoit, dans son article 10, que le Ministère des Affaires étrangères peut délivrer des titres de voyage aux étrangers résidant régulièrement au Luxembourg, mais qui ne sont plus en mesure d'obtenir un passeport de leurs autorités nationales. L'arrêté ne précise cependant pas les conditions et modalités de délivrance d'un tel titre de voyage.

Monsieur le Ministre délégué aux Affaires étrangères a informé ses collègues au Conseil de Gouvernement qu'il s'est avéré nécessaire de fixer les conditions de modalités de délivrance du titre de voyage pour étrangers face à l'augmentation considérable des étrangers qui ne sont plus en mesure d'avoir un passeport national de leurs autorités à la suite de la régularisation en 2001 d'un grand nombre d'étrangers en séjour illégal au Luxembourg.

Le projet de règlement en question a été soumis au Conseil de Gouvernement pour approbation.

Les modifications de texte proposées par le Conseil ont été réalisées en date de la semaine dernière.

Vu l'urgence évoquée dans le texte du projet de règlement ce dernier sera encore soumis cette semaine à la signature du chef d'État et par la suite transmis aux instances compétentes pour sa publication officielle au Mémorial.

Question 0216 (17.12.2004) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle:**

D'Lëtzebuerger Arméi ass mat „High Mobility Multipurpose Wheeled Vehicle (HMMWV)" ausgerüst an hëlt och mat dësen, am Volleksmond Humvee genannte Gefierer un internationale Friddensmissiounen deel (z.B. KFOR, ISAF).

D'Amerikaner hunn elo awer festgestallt, datt dës Humveen, déi urspréinglech fir e schnelle mobilen Truppentransport ausgeluecht woren, a Krisegebidder wou et ëm d'Sécherung an d'Erhale vu Fridde geet den Insassen net genuch Sécherheet bidden. Dofir sinn d'Amerikaner z.B. am Irak amgaangen all ongepanzert Humveen duerch gepanzerter ze ersetzen oder déi ongepanzert Gefierer wéinegstens mat préfabriquéiertem Sécherheetséquipement nodréiglech méi sécher ze maachen. De Präis vun engem gepanzerten Humvee ass duebel esou héich wéi dee vun der ongepanzerter Standardversioun.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Iwwer wéi vill Humveen verfügt d'Lëtzebuerger Arméi a wéi vill dovunner si gepanzert oder nodréiglech gepanzert ginn?

2) Am Intérêt vun der Sécherheet vun eisen Zaldote bei internationale Friddensmissiounen, wier et net ubruecht déi ongepanzert Humveen duerch gepanzerter ze ersetzen oder zumindest nodréiglech méi sécher ze maachen?

3) Soll an Zukunft bei Neiacquisitioune vun Humveen net d'office déi gepanzert Versioun bestallt ginn?

Réponse (20.1.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Défense:*

L'Armée dispose actuellement de 115 véhicules du type HMMWV dont 42 véhicules blindés.

Le Gouvernement est en train de définir avec les autorités militaires les missions futures de l'armée, pour que le Luxembourg puisse remplir les obligations qui sont les siennes dans le cadre des nouveaux objectifs que se sont fixés tant l'Union européenne que l'Otan pour prévenir ou gérer des crises internationales dans l'intérêt de la stabilité et de la sécurité dans le monde et en Europe.

Le Gouvernement veillera à ce que l'armée dispose du matériel adéquat pour lui permettre d'effectuer ses missions en protégeant au mieux la vie des soldats en mission. Pour certains types de missions la mise en œuvre de différents types de véhicules blindés est nécessaire.

Question 0217 (17.12.2004) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **régime d'aides pour la promotion rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables:**

Conformément à l'article 75 de notre règlement, je souhaite poser une question parlementaire écrite à Monsieur le Ministre de l'Environnement au sujet du régime d'aides pour la promotion rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables, introduit par le règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 et modifié par celui du 20 juillet 2004.

Afin d'éviter un débat public focalisé sur le seul soutien à la photovoltaïque, je voudrais, en complément aux questions écrites de plusieurs de mes collègues députés, recevoir des informations sur toutes les subventions instituées par le règlement grand-ducal susmentionné:

Chapitre 2 du règlement:

1. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, octroyées jusqu'en décembre 2004?

2. Quelle est la ventilation des demandes et des coûts pour chaque exercice budgétaire et pour chacun des 8 types d'investissements?

Chapitre 3 du règlement:

3. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières pour la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables, octroyées jusqu'en décembre 2004?

4. Quelle est la ventilation des demandes et des coûts pour chaque exercice budgétaire et pour chaque type d'investissement éligible (en distinguant également entre énergie solaire thermique et photovoltaïque ainsi qu'entre maison à basse énergie et maison passive)?

Chapitre 4 du règlement:

5. Quel est le nombre de demandes et le coût total des aides financières concernant les activités de conseils techniques, octroyées jusqu'en décembre 2004?

6. Quelle est la ventilation des demandes et des coûts pour chaque exercice budgétaire?

7. Combien de ces activités de conseils techniques furent réalisées par l'Agence de l'Énergie et combien par des établissements d'utilité publique?

8. Quels sont les établissements d'utilité publique concernés?

Réponse (27.1.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Aides[1] à allouer sur la base des dossiers introduits, répartis sur les différents exercices budgétaires										
Exercice budgétaire	Installation solaire thermique	Installation solaire photo-voltaïque	Maison «basse énergie»	Ventilation contrôlée	Chauffage au bois	Pompe à chaleur	Cogénération	Raccordement à un réseau de chaleur	Chaudière à condensation	Substitution favorisons remplacement poêles électriques
2002	212	234	9	7	11	22	5	1	1.888	70
2003	164	1.864	17	15	20	10	5	5	3.092	106
2004	199	2.728	35	25	40	16	4	10	5.691	145
Total	575	4.861	61	47	71	48	14	16	10.671	325

Coûts[1] des projets (x 1.000 €)										
2002	516,4	2.884,5	106,8	10,5	26,7	54,7	226,5	1,5	2.350,6	16,8
2003	399,5	22.977,3	201,8	22,5	48,5	24,9	226,5	7,4	3.849,5	25,4
2004	484,75	33.627,7	415,4	37,5	97	39,8	18,1	14,8	7.085,3	34,8
Total	10.400,65	59.489,4	724	70,5	172,2	119,4	63,4	23,7	13.285,4	77

[1] Il s'agit d'une estimation, étant donné que le calcul a été effectué sur la base des données recensées des dossiers de demandes traités et non traités

Aides liquidées par excercice budgétaire (€)				
Année budgétaire	2001	2002	2003	2004[2]
Aides	685.570,2	3.919.865,64	11.299.524,03	20.537.597,16

[2] somme liquidée jusqu'au 17 janvier 2004

Question 0219 (17.12.2004) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **primes d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz:**

Conformément à l'article 75 de notre règlement, je souhaite poser une question parlementaire écrite à Monsieur le Ministre de l'Environnement au sujet des primes d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, solaire, de la biomasse et du biogaz, introduites par le règlement grand-ducal du 28 décembre 2001 et modifiées par celui du 20 juillet 2004.

1. Quel est le coût total des primes d'encouragement écologique émises jusqu'en décembre 2004?

2. Quelle est la ventilation de ces primes pour chaque exercice budgétaire et pour chaque technologie?

Réponse (27.1.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En ce qui concerne les conseils techniques, il est à noter que pendant la période 2001-2004 sept conseils techniques ont été réalisés. Ils ont été réalisés exclusivement par l'agence de l'énergie, plus précisément:

- six conseils pour la conception en relation avec une installation solaire thermique,

- un conseil en relation avec l'énergie solaire active photovoltaïque.

Primes[1] à allouer sur la base des installations mises en service, réparties sur les différents exercices budgétaires				
Exercice budgétaire	Capteurs solaires photovoltaïques	Centrale fonctionnant au Biogaz	Centrale Hydroélectrique	Eolienne
2002	22	13	17	0
2003	273	14	17	3
2004	1.154	19	18	5
Total	1.449	46	52	8

Coûts[1] des projets (x 1.000 €)				
2002	51,55	0,2	0,14	0
2003	610,35	0,21	0,14	0,14
2004	6.290,16	0,39	0,14	0,18
Total	6.952,06	0,8	0,42	0,32

[1] Il s'agit d'une estimation, étant donné que le calcul a été effectué sur la base des données fournies par l'Administration de l'Environnement, la CEGEDEL et par l'Agence de l'Énergie

Prime liquidée par exercice budgétaire (€)			
Année budgétaire	2002	2003	2004[2]
Prime	488.646,13	1.208.205,12	1.096.077,85

[2] somme liquidée jusqu'au 17 janvier 2004

Question 0220 (20.12.2004) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **prisonniers de guerre de Tambow:**

An der jéngster Nummer vun der Zäitschrëft „De Cliärrwer Kanton" ass déi émouvant Geschicht vun engem jonke Lëtzebuerger ze liesen, dee mat iwwer dausend anere Lëtzebuerger an der russescher Gefaangenschaft zu Tambow war an no méintelaangem Waarden, an no engem onmënschlechen Transport vun néng Wochen duerch halef Europa, eréischt fënnef Méint nom Enn vum Krich endlech doheem ukomm ass. Och am aktuelle Film „Heim ins Reich" gëtt d'Fro, wuefir d'Lëtzebuerger Regierung sech sou wéineg fir d'Rapatriéierung vun hire Landsleit a russescher Gefaangenschaft agesat huet, ganz däitlech gestallt. Déi grouss Zuel vu Lëtzebuerger Jongen zu Tambow an hir Familljen hu sech iwwer Méint vun der Regierung am Stach gelooss a verrode gefillt. Vill jonk Lëtzebuerger hunn dës onverständlech Haltung vun der deemoleger Regierung, déi bis haut nach keng Erklärung fonnt huet, mat hirem Liewen oder zousätzlechem Schued un hirer Gesondheet deier bezuelt.

An enger Zäit, wou mir eis mat Emotioun un d'Evénementer vu viru 60 Joer erënneren, wollt ech dem Här Statsminister duerfir folgend Froe stellen:

1. Kënnt Dir all deenen, déi bis haut nach keng Äntwert op hir Fro kritt hunn, wéisou déi Lëtzebuerger Gefaangen zu Tambow sou laang hu missen op hir Fräiloossung waarden, eng valabel Äntwert liweren?

2. Kënnt Dir de Reproche bestätegen, datt déi deemoleg Regierung et un deem néidegen Engagement an Nodrock feele gelooss huet, fir hir Landsleit a Russland heemzehuelen?

3. Fir de Fall wou Dir lech ausserstand geséicht, fir dës Froen ausräichend ze beäntweren, sidd Dir bereet, dësen Dossier vun onofhängege Fachleit opschaffen ze loossen an hinnen duerfir och d'Consultatioun vun allen néidegen Informatiounsquellen ze erlaben?

Réponse (27.1.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1. Fir kënnen ze behaapten, déi Lëtzebuerger Gefaangen zu Tambow hätten „sou laang missen op hir Fräiloossung waarden", wier et vläicht ubruecht, e Bléck op eis Noperen ze werfen an ze vergläichen.

Wéi déi Lëtzebuerger Regierung, esou huet och déi franséisch Regierung (GPRF Gouvernement provisoire de la République française) sech beméit, vun der Sowjetunioun Informatiounen iwwert déi Jongen ze kréien, déi als Zwangsrekrutéiert vun der Wehrmacht a russesch Gefaangenschaft gerode waren. Well awer d'Krichsgefaangelager dem NKVD ënnerstallt waren (GUPVI), ass emol net eng global Zuel vun deene Fransousen, déi „mat der Waff an der Hand" gefaang geholl gi waren, matgedeelt ginn. Trotz engem „gentleman's agreement" vum 23. 0ktober 1944 huet sech näischt verännert bis en „Accord franco-soviétique de rapatriement" den 29. Juni 1945 ënnerschriwwe gouf. Esou en Accord wollt och déi Lëtzebuerger Regierung mat der Sowjetunioun ofschléissen, mä dat gouf hinne vun de Russe verwiert mam Argument, fir déi puer Lëtzebuerger wier dat net d'Méi wäert. Den 9. Juni 1945 gouf d'Libératioun vun 281 Lëtzebuerger vun de Russen annoncéiert, mä geschitt ass näischt.

Den Accord mat de Fransousen ass den 29. Juni 1945 a Kraaft getratt. No dësem Datum huet déi sowjetesch Säit hir Informatiounspolitik geännert. Si huet elo genee Zuele vu Gefaangene genannt, déi op hirem Territoire a Lagere séizen. Si huet awer net erlaabt, datt Membere vun der franséischer Militärmissioun zu Moskau iergendeent vun de Lagere besiche géing.

15.139 Fransouse waren zu Tambow (Lager N°188) zesummebruecht ginn a si vum 3. August 1945 un an enger Rei vu Convoien (jeeweils tëscht 1.300 an 2.800 Mann) op Frankfurt/Oder komm fir vun do aus a Frankräich bruecht ze ginn (Centre de Chalons-sur-Saône). Mëtt September waren nach ca. 3.000 jonk Fransousen a russescher Krichsgefaangenschaft.

Wat elo d'Lëtzebuerger zu Tambow ugeet, esou hunn d'Russen hei ni global Zuele genannt: E Rapport vum NKVD vum 18. 0ktober 1945 nennt 1.326 Lëtzebuerger, déi bis deen Dag rapatriéiert gi wären. Folgend Transporter mat Lëtzebuerger Krichsgefaange sinn aus Russland op Lëtzeburg komm:

Den 12. Juni si fënnef Lëtzebuerger, déi mat de russesche Partisane gekämpft haten, op Heemrees geschéckt ginn.

Den 3. August 1945 sinn 305 krank Jonge vun Tambow entlooss ginn, néng vun hinne sinn ënnerwee gestuerf.

Den 29. September 1945 ass deen „grousse" Convoi zu Tambow fortgefuer. 594 Jonge goufen deen Dag aus dem Lager entlooss.

Fir jidderee vun dëse Convoië war de Wee bis op Lëtzeburg nach laang a schwéier.

Konklusioun: D'Lëtzebuerger hunn also kaum méi laang wéi d'Fransouse misse waarde bis si konnte rapatriéiert ginn.

Ech hunn natierlech grousst Versteesdemech fir d'Gefiller, déi bei de Jongen deemols entstane sinn, nämlech datt si vergiess wären an datt si ni méi heem kéimen. Déi 167 Jongen, déi zu Tambow a Kirsanow gestuerwe sinn, sinn Affer, déi mir genausou respektéiere wéi all déi aner, déi fir d'Heemecht gestuerwe sinn.

Haut, wou mir wëssen, wat d'Ëmstänn vum Rapatriement aus Russland waren, musse mer awer feststellen, datt déi Lëtzebuerger zu Tambow nobäi esou behandelt goufe wéi déi meescht Elsässer a Louthrénger.

Eng Ausnahm, déi bis haut béist Blutt mécht, stellen déi 1.500 Elsässer a Louthrénger duer, déi de 7. Juli 1944 vun Tambow entlooss goufen, fir an d'franséisch Arméi integréiert ze ginn. Bei dëser Geleeënheet war de Generol Petit op Tambow komm an hat de Lëtzebuerger versprach, hir Regierung zu London ze informéieren. Dat huet hien och gemaach. Wéi bei de Fransousen esou ass och bei de Lëtzebuerger d'Iwwerzeegung gewuess, datt de Rapatriement ugefaang hätt an datt et nëmmen eng

Saach vun e puer Woche wier bis si all heem kéimen. Dat war eng Illusioun, déi eréischt méi wéi e Joer méi spéit dach nach Realitéit gouf.

D'Lëtzebuerger zu Tambow ware bereet, sech fraiwëlleg an eng alliéiert Arméi ze melle fir géint Däitschland ze kämpfen. Allerdéngs sinn déi verschidde Propositiounen, déi d'Exilregierung de Russe gemaach huet, alleguerte mat méi oder wéineger stéchhaltegen Argumenter verworf ginn. Eng Entloossung aus der Krichsgefaangenschaft sollt no russescher Opfaassung eréischt no der däitscher Kapitulatioun méiglech ginn.

2. D'Dokumenter beweisen, datt eis Ministere sech zënter der Aféierung vun der Wehrpflicht durch d'Preisen Enn August 1942 vill Gedanken doriwwer gemaach hunn, wat mat deene Lëtzebuerger géif geschéie wa se a Krichsgefaangenschaft géife geroden. Si hunn dës Fro mat den Amerikaner, den Engländer an natierlech och mat de Russen ze kläre probéiert, sinn awer heibäi net weiderkomm.

Soulaang wéi Lëtzebuerg net selwer eng diplomatesch Vertriedung zu Moskau hat, hunn d'Belsch an d'Fransouse sech drëm beméit, eppes fir d'Lëtzebuerger Jongen ze erreechen. Well se esou gutt wéi näischt iwwert hir eege Leit gewuer goufen, ass et net verwonnerlech, datt se och fir d'Lëtzebuerger näischt erreecht hunn.

Och eise Vertrieder zu Moskau, den „Envoyé plénipotentiaire" René Blum, huet finalement näischt dorun ännere kënnen.

3. Vu datt den Accès zu den Archiven zu Lëtzebuerg fräi ass, brauch de Statsminister keng besonnesch Erlaabnis ze gi fir Recherchen ze maachen.

Question 0221 (20.12.2004) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **situation des Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale au cours de la législation précédente:**

Dans son reportage sur le congrès du LSAP Sud du samedi 11 décembre 2004, le quotidien «Tageblatt» rapporte que Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale aurait décrit la situation lors de son arrivée aux Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale de la manière suivante: «Mars Di Bartolomeo habe bei seinem Amtsantritt im Gesundheits- und Sozialministerium einen beispiellosen Schlamassel vorgefunden».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la véracité des affirmations citées plus haut?

- Dans l'affirmative, peut-il me renseigner plus en détail sur les causes du «cafouillis incomparable» qu'il prétend avoir détecté aux Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale à son arrivée?

- Peut-il me renseigner également sur les mesures qu'il a prises entretemps afin de contrecarrer la situation prétendument détectée par lui?

Réponse (20.1.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire, se référant au rapport paru dans un quotidien au sujet du congrès régional de mon parti, tenu en décembre, et plus particulièrement au sujet de mon intervention, m'interpelle sur une déclaration que j'y aurais faite et faisant état du gâchis (Schlamassel) que j'aurais trouvé à mon entrée en fonction aux Ministères de la Santé et de la Sécurité sociale. Pour avoir gardé mes notes je suis en mesure de citer très exactement le passage dans lequel je me suis servi du mot «Schlamassel», à savoir:

«Wat soll ech iwwer gewëssen DP-Spëtzepolitiker soen, déi dem Land e beispilllose Schlamassel bei de Krankekeesen hannerlooss hunn, an hirem Wahlprogramm gelunn hunn an elo schäinhelleg de Sozialisten e Virworf maachen, well se mat der Regierung eng kleng Beitragserhéijung bei der Krankeversécherung hu misse beschléissen.»

C'est donc en rapport avec la situation financière des caisses de maladie que j'ai employé le mot «Schlamassel». Je ne me suis pas du tout servi de cette expression, ni d'ailleurs de toute autre expression dépréciative, pour qualifier l'état dans lequel j'ai trouvé les deux ministères que je dirige. Je puis bien au contraire assurer l'honorable Parlementaire que j'y ai rencontré beaucoup de collaborateurs compétents et motivés.

Je tiens donc à rectifier ledit article de presse tout en persistant et signant les faits que j'ai effectivement critiqués.

En effet, dans leur rapport sur la situation de l'assurance maladie-maternité adressé au comité quadripartite pour sa réunion du 13 octobre 2004, les experts en la matière en viennent aux conclusions suivantes:

«Malgré le transfert en 2004 de 130 millions d'euros de la part de l'assurance pension, la situation de l'assurance maladie va empirer en 2005. L'écart entre l'évolution des recettes et des dépenses se creusera. (…) Le problème le plus pressant dans l'immédiat c'est le redressement de la gestion des prestations en nature. Avec un déficit cumulé de 152 millions d'euros annoncé pour 2005, cette gestion connaît les difficultés les plus graves depuis la réforme du système de financement introduite par la loi du 27 juillet 1992.»

Pour ce qui est des mesures prises entre-temps pour rétablir l'équilibre des caisses de maladie, je tiens à rappeler à Monsieur le député les propositions et décisions des récentes réunions de la quadripartite et de l'assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie.

Question 0222 (20.12.2004) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **marque nationale du vin luxembourgeois:**

Am Dräilännereck bei Schengen hu Lëtzebuerger Wënzer circa 60 Hektar Wéngerten op franséischem Statsterritoire leien. Well dës Wéngerte bis zum Wiener Kongress zu Lëtzebuerg gehéiert hunn, ass och akzeptéiert, datt si zum Lëtzebuerger Wäibauareal gehéiren an datt de Wäin aus dëse Lagen däerf als Lëtzebuerger Wäin vermaart ginn.

Fir d'Wënzer ergëtt sech awer aus der ënnerschiddlecher Législatioun a puncto Planzeschutz de Problem, datt d'Franzouse Mëttelen a Praktike verbidden, déi zu Lëtzebuerg erlaabt sinn, an d'Lëtzebuerger Mëttele verbidden, déi a Frankräich zougelooss sinn. Dat bréngt zousätzlech Käschten, respektiv de Risiko vun der Verweigerung vun der Marque nationale mat sech. Duerfir géif ech Iech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi ass et méiglech, datt an engem vereenegten Europa an enger klimatesch identescher Regioun esou ënnerschiddlech Regelunge bestinn?

2. Wat fir Ursaache gëtt et, fir eis national Reglementéierung net un déi vu Frankräich unzepassen?

3. Am Fall wou et Ursaache gëtt, déi dergéint schwätzen, sidd Dir eventuell bereet fir dat Areal op franséischem Buedem eng Ausnahmeregelung zouzegestoen?

4. Wéi sinn d'Aussiichten, fir datt an der ganzer Fro vun der Zouloossung vu Sprëtzmëttelen an der Landwirtschaft an am Wäibau endlech eng gemeinsam europäesch Regelung agefouert gëtt?

Réponse (18.2.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Ad 1 et 4

La mise sur le marché et l'utilisation de produits phytopharmaceutiques font l'objet d'une réglementation exhaustive au niveau européen en vertu de la directive N°91/414/CEE.

Cette directive a introduit une harmonisation des conditions et procédures d'autorisation à appliquer par les États membres lors des décisions qu'ils doivent prendre pour autoriser la mise sur le marché d'un produit phytopharmaceutique.

Cette même directive a également limité l'autorisation à accorder par les États membres aux seules substances actives inscrites sur une liste communautaire sur base de leurs propriétés toxicologiques et écotoxicologiques, liste communautaire qui est fixée par la Commission européenne.

C'est dans ce cadre juridique très strict que les entreprises de produits phytopharmaceutiques présentes sur les différents marchés nationaux doivent introduire auprès de l'autorité nationale compétente leur demande pour obtenir l'autorisation de mise sur le marché pour le pays concerné. Comme il existe des différences entre les pratiques agricoles d'un pays à l'autre, la liste des produits autorisés varie nécessairement d'un État membre à l'autre, variation qui est accentuée en fonction des demandes spécifiques des entreprises concernées.

Suite à la demande de plusieurs États membres, dont le Luxembourg, la Commission prépare actuellement une proposition ayant pour objet une révision complète de la directive N°91/414/CEE.

Ad 2

Le Luxembourg a pour seule et unique obligation de conformer sa réglementation nationale à la réglementation communautaire et non de l'adapter à celle applicable en France.

Le rapprochement souhaité par l'honorable Député s'avère par ailleurs impossible dans la mesure où les autorisations de mise sur le marché sont actuellement exclusivement fonction des demandes afférentes des entreprises productrices de tels produits.

Ad 3

Compte tenu de la réponse fournie à la question 2 il est évident que le Luxembourg ne saurait accorder une dérogation pour les parcelles situées sur le territoire français.

Question 0223 (22.12.2004) de **Mme Viviane Loschetter** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **études et la profession de l'éducateur gradué:**

- Existe-t-il des statistiques pouvant révéler le nombre d'éducateurs gradués et d'éducatrices graduées ayant obtenu leur diplôme, soit au Luxembourg, soit à l'étranger et bénéficiant d'une homologation?

- Quelles priorités le Ministère de l'Enseignement supérieur entend-il accorder aux études de l'éducateur gradué et de l'éducatrice graduée au sein de l'Université de Luxembourg?

- Qu'en est-il à l'avenir de l'offre de la formation en cours d'emploi aboutissant au diplôme de l'éducateur gradué et de l'éducatrice graduée?

Réponse (20.1.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Pour ce qui est des statistiques, le tableau ci-dessous renseigne sur le nombre de diplômes d'éducateur gradué/éducatrice graduée décernés au Luxembourg et sur le nombre de diplômes étrangers homologués au Luxembourg.

Année	Nombre de décernés au Luxembourg
2000	71
2001	29
2002	30
2003	34
2004	35

Année	Nombre de diplômes allemands homologués au Luxembourg
2000	6
2001	7
2002	5
2003	12
2004	6

Annnée	Nombre de diplômes belges homologués au Luxembourg
2000	35
2001	48
2002	54
2003	34
2004	35

Année	Nombre de diplômes français homologués au Luxembourg
2000	71
2001	29
2002	30
2003	34
2004	35

Depuis l'année académique 2003/2004, la formation à l'éducateur gradué/éducatrice graduée est dispensée dans le cadre de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg. La totalité des cours est dispensée dans les locaux du Campus de Walferdange.

La formation à l'éducateur gradué/éducatrice graduée fera l'objet d'une refonte dont l'ampleur et le contenu seront décidés par les instances de l'Université. Il en va de même pour l'offre de formation en cours d'emploi.

Question 0224 (22.12.2004) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **situation actuelle au Centre hospitalier neuropsychiatrique:**

En date du 7 septembre 2004, Monsieur le Ministre m'avait informé que s'il existait d'éventuels conflits au sein du Centre hospitalier neuropsychiatrique (CHNP), ceux-ci devaient être résolus au sein du CHNP, établissement autonome.

Cependant, la presse relate qu'une pétition a été remise à Monsieur le Ministre en date du 21 décembre 2004 pour qu'il intervienne le plus rapidement possible pour remédier à la situation actuelle au sein du CHNP.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- S'il peut me confirmer sa position du 7 septembre 2004?

- Dans l'affirmative, s'il en a informé les pétitionnaires?

- Dans la négative, de quelle manière Monsieur le Ministre compte-t-il intervenir auprès du CHNP?

Réponse (27.1.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La situation de transition, entamée par mon prédécesseur, que vit actuellement le CHNP est objectivement délicate.

L'établissement, s'il perd des attributions en matière de psychiatrie aiguë, se verra en revanche confier de nouvelles missions en matière de réhabilitation psychiatrique.

Cette restructuration demande un effort d'adaptation intense de la part du personnel, mais aussi de la part de la direction et du conseil d'administration, qui devront unir leurs forces pour la réussite de l'opération. J'ai d'ailleurs encouragé toutes les parties concernées à intensifier le dialogue. Le conseil d'administration a eu en date du 10 janvier une entrevue avec les délégations du personnel, puis avec le conseil de direction. À cette occasion le dialogue avec les délégations du personnel a été renoué. D'après les échos qui me parviennent l'entrevue a été perçue comme plutôt positive par les délégations du personnel.

Le fait que d'autres acteurs soient concernés ajoute à la difficulté de l'entreprise. En effet le transfert de la psychiatrie aiguë du CHNP vers les hôpitaux généraux, décidé par le précédent gouvernement, décision que j'appuie d'ailleurs pleinement, ne pourra pas se faire sans un transfert partiel de personnel. Ceci pour dire que les accords nécessaires devront être trouvés avec ces autres intervenants, dans le respect du maintien des droits du personnel.

Étant donné que les restructurations à intervenir dépassent le cadre du seul CHNP et qu'elles interviennent d'ailleurs sur initiative du gouvernement, je suis prêt à suivre de près l'évolution et à l'accompagner. C'est la raison pour laquelle j'ai relancé dès l'automne la plate-forme psychiatrie et entamé avec le soutien de l'expert suisse, le professeur Rössler, le bilan de l'évolution de la psychiatrie au Luxembourg depuis la publication de l'étude Haefner en 1992. Le travail sera finalisé jusqu'au printemps 2005 et devra compléter les orientations futures pour ce secteur très important de notre Santé publique.

Question 0225 (22.12.2004) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **stratégie européenne en matière d'environnement et de santé - mesures concrètes du Luxembourg:**

En juin 2003, la Commission européenne a lancé une stratégie européenne en matière d'environnement et de santé. Cette nouvelle stratégie a conduit la Commission à adopter un plan d'action européen 2004-2010 qui a pour but de s'attaquer aux problèmes des maladies croissantes liées à des facteurs environnementaux.

La Présidence néerlandaise de l'Union européenne a accordé une grande importance à ce plan d'action et a de ce fait organisé, conjointement avec la Commission, une grande conférence sur les démarches prioritaires du plan.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Quel bilan tirez-vous des conclusions de la conférence sur l'environnement du 2 et 3 décembre 2004 à Egmond aan Zee?

- Vu l'importance accordée au plan d'action européen par la Présidence néerlandaise, quelle continuité entendez-vous donner à ce

dossier durant la Présidence luxembourgeoise?

- Quelle forme prendra votre engagement éventuel à cette question durant la Présidence luxembourgeoise?

- Au-delà de la Présidence luxembourgeoise, que compte faire le gouvernement luxembourgeois pour appliquer les mesures concrètes du plan d'action européen 2004-2010?

Réponse (25.2.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

En date du 13 juin 2003, la Commission européenne a lancé une communication relative à sa nouvelle stratégie en matière d'environnement et de santé, suivie au mois de juin 2004 par le Plan d'Action européen 2004-2010 en faveur de l'environnement et de la santé. Ce plan d'action a fait l'objet d'une conférence internationale organisée par la Présidence néerlandaise qui en a informé le Conseil des Ministres de la Santé en décembre dernier.

Le bilan que l'on peut tirer de la conférence d'Egmond aan Zee est généralement positif dans la mesure où cet événement est considéré comme étant une étape utile et nécessaire pour passer d'un plan d'action européen à l'action concrète. Les différentes recommandations adoptées en la matière pourront en effet catalyser et guider la mise en place d'actions dans les États membres.

Étant donné que la connexité entre les domaines de l'environnement et de la santé ne cesse de devenir de plus en plus complexe, que beaucoup de mesures prises en matière de l'environnement ont un impact positif sur la santé, la Présidence luxembourgeoise y attache une très grande importance. À cela s'ajoute sa volonté de continuer et de contribuer à mettre en place, en collaboration avec la Commission et le Parlement européen, les initiatives qui ont été lancées par les précédentes présidences. L'activité de la Présidence luxembourgeoise dans le dossier environnement et santé consistera en la sensibilisation de tous les États membres pour mettre en place des interventions concrètes en la matière et à promouvoir ensemble avec la Commission des projets palpables, comme par exemple la création de cliniques de l'environnement respectivement d'ambulances en matière d'environnement.

Au-delà de ces activités liées directement à la Présidence européenne, des initiatives nationales du Gouvernement luxembourgeois sont à souligner.

Je tiens à rappeler le cycle de formation complémentaire en médecine de l'environnement auquel ont participé une quarantaine de médecins luxembourgeois. Actuellement, des réflexions autour d'un concept cohérent permettant de valoriser ces acquis et s'inscrivant dans le cadre d'une politique de prévention en matière de santé et de qualité de l'environnement sont en cours au sein de mon Ministère.

De même, j'ai récemment été autorisé par le Conseil de Gouvernement à saisir la commission permanente pour le secteur hospitalier de l'analyse du projet envisageant la création d'une structure nationale de médecine de l'environnement.

Mes services ont entamé l'élaboration d'un projet de loi pour l'amélioration de la protection des non-fumeurs. Cette initiative s'inscrit aussi en ligne directe dans une politique en matière de santé publique qui met un accent particulier sur le volet prévention dans la mesure où l'amélioration de la qualité de l'air à l'intérieur de locaux publics est visée, afin de protéger la santé des non-fumeurs.

De concert avec les associations oeuvrant dans le domaine j'envisage l'organisation d'une conférence SANTÉ/ENVIRONNEMENT et plus précisément sur les suites précises à donner à la stratégie de l'UE.

D'une manière générale, la politique du Gouvernement en matière d'environnement et de santé consiste à renforcer les efforts déjà déployés tant en ce qui concerne la sensibilisation de la population pour ces domaines que par la mise en place d'interventions ayant un impact direct sur le terrain.

Question 0226 (23.12.2004) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **cotisation à charge des sociétés:**

Geschäftsleit, déi hei am Land Résidentë sinn an hei e Commerce bedreiwen, mä heiansdo och an der Belsch u Mäert deelhuelen, gi vun der belscher „INASTI (Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants)" opgefuerdert, eng „Cotisation à charge des sociétés" ze bezuelen. Dat liest sech dann esou:

«Les sociétés soumises à l'impôt des sociétés ou à l'impôt des non-résidents sont tenues de payer une cotisation annuelle avant le 1er juillet de chaque année ou au plus tard le dernier jour du troisième mois suivant le mois de son assujettissement à l'impôt des non-résidents. À titre d'exception, la cotisation de l'année 2004 est à payer avant le 31 décembre 2004.»

Dës Opfuerderung erfollegt esouguer dann, wann déi betraffen Händler certifiéieren hei am Land hir Cotisatiounen ze bezuelen.

Fir déi Lëtzebuerger Händler stellt dës Cotisatioun eng ofschreckend finanziell Barrière duer, fir sech u belsche Mäert ze bedeelegen. Am Géigesaz dozou ginn déi auslännesch Geschäftsleit, ob Belsch oder net, déi hei zu Lëtzebuerg u Mäert, Braderien, etc. deelhuelen, laut mengen Informatioune kenge Cotisatiounsfuerderungen ënnerworf.

Dowéinst dës Froen:

1. Stellt déi genannt belsch Praktik an den Ae vun der Regierung net eng Benodeelegung vun auslännesche Geschäftsleit duer?

2. Wa jo, wat wäert déi Lëtzebuerger Regierung ënnerhuelen, fir datt dës Entrave zu Ongonschte vun, ënnert anerem, de Lëtzebuerger Geschäftsleit am Kader vum Bannemarché opgehuewe gëtt?

3. Artikel 14bis, Paragraph 2 vum „Règlement CEE 1408/71 - Titre II - Détermination de la législation applicable" bestëmmt, datt eng Persoun „qui exerce normalement une activité non salariée sur le territoire de deux ou plusieurs États membres est soumise à la législation de l'État membre sur le terriroire duquel elle réside, si elle exerce une partie de son activité sur le terriroire de cet État membre". Mat wéi engem Recht freet de belsche Stat vu Lëtzebuerger Händler eng zousätzlech Cotisatioun? Wéi ass déi belsch Exceptioun ze erklären?

4. Wär déi Lëtzebuerger Regierung bereet, mat der Belsch en Ofkommen auszehandelen, fir op d'mannst déi Lëtzebuerger Entreprisen, nom Prinzip vun der Géigesäitegkeet, vun der duebler Cotisatiounsflicht ze entbannen?

5. Firwat huet Lëtzebuerg vun enger eegener, der belscher entspriechender Regelung ofgesinn?

6. Kéint déi Lëtzebuerger Regierung sech virstellen, am Fall wou déi genannt Diskriminatioun vu Lëtzebuerger Entreprisen unhält, en entspriechende Cotisatiounszwang fir auslännesch Betriber, déi hei en Deel vun hirem Geschäft maachen, anzeféieren?

7. Wat réit d'Regierung de betraffene Betriber?

Réponse (4.2.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Fir d'éischt bieden ech den Här Deputéierten déi spéit Äntwert ze entschëllegen, déi doduerch bedingt ass, datt meng Servicer sech bei deenen zoustännege belschen Autoritéiten hu missen documentéieren.

An deene vum Här Deputéierten opgeworfene Fäll gëllen d'Bestëmmunge vum europäesche Reglement 1408/71. De Paragraph 2 vum Artikel 14bis vun deem Reglement gesäit vir, dass, wann Händler hir Aktivitéiten op dem Territorium vun zwee oder méi Memberstaten ausüben, si an deem Land, an deem se wunnen, sozialversécher musse sinn.

Also dierften déi Händler, vun deenen den Här Deputéierten a senger Fro schwätzt, nëmmen hei zu Lëtzebuerg Cotisatioune bezuelen. Mä si mussen dat de belschen Autoritéiten duerch e Formulaire E101 beweisen, dee vum Centre commun de la sécurité sociale hei zu Lëtzebuerg ausgestallt gëtt. Dofir misst ee fir d'éischt feststellen, ob all déi ugeschwaten Händler esou e Formulaire bei sech haten.

Meng Servicer hunn am Centre commun nogefrot an an engem Fall war tatsächlech e Formulaire E101 ausgestallt ginn, deen awer net un dem INASTI akzeptéiert gouf.

Ech hunn dee Fait un d'Inspection générale de la sécurité sociale weiderginn, déi déi ganz Affär zesumme mat dem INASTI kläre wäert.

Question 0229 (23.12.2004) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant le **système de subventionnement de certaines dépenses communales:**

Dans le rapport de la Commission des Finances et du Budget relatif au projet de loi concernant les recettes et dépenses de l'État pour l'exercice 2005 il est stipulé: «Le système de subventionnement de certaines dépenses communales, notamment d'investissement, est à l'heure actuelle marqué par un manque de transparence et de rigueur qui ne peut satisfaire ni l'État, ni les communes. En effet, il ne semble pas exister de règles d'application constante et conséquente concernant les décisions d'octroi de subsides; leur montant est souvent contesté ou contestable au vu d'appréciations différentes de leur nature faites par les communes d'un côté et par les départements ministériels versant des subsides de l'autre côté, et le versement souvent très tardif de subsides accordés oblige les communes à recourir à des artifices budgétaires et comptables tels que l'ouverture de lignes de crédit temporaires qui n 'ont pas leur place dans une logique budgétaire stricte.»

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des remarques formulées dans le rapport susmentionné?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre partage les vues relatées ci-dessus?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me donner des précisions sur les montants ayant été alloués aux différentes communes en tant que subsides les cinq dernières années et me renseigner sur les taux qui ont été appliqués à ces communes?

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire pour quelles communes l'allocation des subsides a pris du retard et m'informer sur les différents montants qui restent encore à être alloués?

Réponse (4.2.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les remarques citées formulées par la Commission des Finances et du Budget ont un caractère général et en tant que Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, je ne peux évidemment me prononcer que sur les subsides accordés par mon département. En ce qui concerne les aides engagées au profit des communes par mon département, les critères d'attribution sont identiques pour toutes les communes et ils ressortent clairement des lettres d'engagement. Ces lettres d'engagement envoyées aux communes mentionnent également que les subsides engagés seront versés en plusieurs tranches suivant les disponibilités budgétaires. Il paraît donc exagéré de parler d'un versement tardif et l'ouverture d'une ligne de crédit doit être considérée dans ce contexte comme une alternative valable et non pas être dépréciée en tant qu'artifice budgétaire et ce notamment lorsque les communes n'ont introduit leur demande qu'en cours de chantier voire après le décompte des travaux.

Le département de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire ne dispose pas de statistiques dans la forme voulue par Monsieur le Député. Pour certaines aides des taux fixes sont applicables. Ces taux sont actuellement par exemple de 75% pour la construction d'écoles centrales et de 50% pour la création d'infrastructures pour l'éducation précoce. En ce qui concerne les aides au budget des communes pour la réalisation d'équipements collectifs de base, les taux sont variables suivant la situation financière de la commune concernée de 0 à 20% pour les équipements d'approvisionnement en eau potable, de 25 à 65% pour les écoles primaires non centrales et les écoles préscolaires et de 0 à 40% pour les autres équipements éligibles. Dans tous les cas de figure ces taux s'appliquent à un coût raisonné obtenu à partir de critères bien déterminés sur base du projet définitif dûment approuvé. Après obtention du certificat que les travaux ont effectivement commencé, le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire définit l'enveloppe du subside.

Question 0230 (23.12.2004) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **réglementation communale d'urbanisme relative à l'installation de panneaux solaires:**

Les antennes paraboliques doivent être installées sur les immeubles selon un angle prédéfini. Tel est également le cas pour les panneaux solaires. Ainsi, il se pose la question si les autorisations relatives à la mise en place d'un système photovoltaïque sont également soumises, par analogie aux antennes paraboliques, à autorisation par le bourgmestre ou si la réglementation communale d'urbanisme devrait prévoir des dispositions allant dans ce sens.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si des dispositions relatives à l'installation de panneaux solaires sont prévues dans la réglementation communale d'urbanisme?

Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre estime qu'il est nécessaire de modifier la réglementation communale dans ce sens ou en revanche pense-t-il laisser le soin à l'autorité communale de se prononcer, au cas par cas, sur l'installation d'un système photovoltaïque?

Réponse (21.2.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les dispositions relatives à l'installation de panneaux solaires sont en effet à intégrer dans les plans d'aménagement général respectivement particulier, s'il s'agit de règles relevant de l'urbanisme et de l'esthétique.

S'il s'agit par contre de dispositions relevant de la solidité, sécurité, commodité et salubrité des installations, le règlement sur les bâtisses, les voies publiques et les sites constitue leur cadre légal afférent.

Il appartient par conséquent aux autorités communales de prendre l'initiative, conformément à la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, et d'arrêter les règles auxquelles les projets de construction et d'installation doivent suffire.

Finalement il y a lieu de relever que l'installation de panneaux solaires est soumise à l'autorisation du bourgmestre, conformément à l'article 37 de la loi prémentionnée.

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures*

Compte rendu des séances publiques
N° 7 – Session ordinaire 2004-2005

26e séance, mardi 15 mars 2005
27e séance, mardi 22 mars 2005
28e séance, mercredi 23 mars 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Campagne d'information en vue du référendum

La Chambre veut contribuer à une information objective

Au cours d'une conférence de presse en date du 22 mars 2005, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a présenté la campagne d'information du Parlement luxembourgeois en vue du référendum national du 10 juillet prochain sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe. Cette campagne se traduira essentiellement par l'organisation de trois auditions publiques à la Chambre des Députés et de 14 tables rondes dans les différentes régions du pays.

D'après M. Weiler, la Chambre des Députés veut contribuer à une «information objective» des citoyen(ne)s qui leur permettra de juger le texte soumis au vote populaire en connaissance de tous les arguments - qu'ils plaident en faveur ou en défaveur de la Constitution proposée. Dans cet ordre d'idées, le Parlement a invité le comité «Non à la Constitution européenne» à déléguer un représentant à chacune des tables rondes (dates et lieux: cf. tableau ci-dessous). De même il incite les partisans du oui et du non à participer nombreux aux auditions publiques: «Nous attendons de ces auditions un vrai débat, un échange d'idées et d'arguments que nous espérons utile au citoyen dans la formation de son opinion», a dit M. Weiler. Les auditions seront publiques, donc ouvertes à toutes celles et à tous ceux qui désirent poser des questions ou dire leur opinion - que ce soit leur opinion privée ou celle d'une association qu'ils représentent; elles seront d'ailleurs retransmises en direct et intégralement sur la chaîne de télévision parlementaire Chamber TV.



M. le Président Lucien Weiler entouré de MM. Michel Wolter et Ben Fayot

Il va de soi que la Chambre utilisera également ses différents supports de communication comme l'émission «Chamber aktuell» (tous les vendredis sur Chamber TV), le Compte rendu des séances publiques («Chamberblietchen») et le site Internet (www.chd.lu) pour compléter l'information sur le sujet complexe qu'est la Constitution européenne. Elle estime que ses efforts d'information seront complémentaires à ceux entrepris par le Gouvernement, les partis politiques et les principaux acteurs de la société civile.

Référendum sur la Constitution européenne (10 juillet 2005)
Auditions organisées par la Chambre des Députés

Date	Thème
Vendredi 22 avril 2005	La démocratie dans l'Union européenne (démocratie participative, droits de l'homme, droits démocratiques des citoyens, rôle des Parlements nationaux)
Vendredi 29 avril 2005	L'Europe sociale et écologique
Vendredi 6 mai 2005	L'engagement de l'Union européenne pour la paix (PESC, PESD, lutte contre la pauvreté, coopération au développement, …)

Ces auditions seront ouvertes à tous les citoyens et aux forces vives de la nation.

Elles seront retransmises en direct sur Chamber TV.

Réunions d'information

LUXEXPO,
Foire de Luxembourg
Dimanche 8 mai 2005

Mersch, Kulturhaus
Vendredi 3 juin 2005

Mamer, «Mamer Schlass»
Lundi 6 juin 2005

Luxembourg,
Centre culturel Bonnevoie
Lundi 13 juin 2005

Wiltz, Salle de conférences
SI Wiltz
Mardi 14 juin 2005

Esch/Alzette, Mairie
Mercredi 15 juin 2005

Diekirch, Salle des fêtes
«Aal Hotel Schoul»
Lundi 20 juin 2005

Clervaux, Centre culturel
Château de Clervaux
Mardi 21 juin 2005

Niederanven, Centre de loisirs
«Am Sand»
Lundi 27 juin 2005

Echternach, Spiegelsaal
Jeudi 30 juin 2005

Redange, Salle polyvalente
Vendredi 1er juillet 2005

Dudelange, Salle des fêtes
Hôtel de Ville
Lundi 4 juillet 2005

Differdange, Hall polyvalent
«La Chiers»
Mercredi 6 juillet 2005

Remich, Centre sociétaire
«Aal Schoul»
Vendredi 8 juillet 2005

Première rencontre parlementaire sur la stratégie de Lisbonne

«Tous les chemins ne mènent pas à Lisbonne!»

La relance de la stratégie de Lisbonne vient d'être discutée pendant deux jours dans l'enceinte du Parlement européen à Bruxelles. Députés nationaux et européens s'y étaient réunis les 16 et 17 mars 2005 avec la ferme intention de s'impliquer dès à présent davantage dans un processus qui, selon les parlementaires, devra constituer la priorité N° 1 de l'UE pour les cinq prochaines années.

Le Conseil européen de printemps a d'ailleurs décidé en date du 22 et 23 mars de responsabiliser les parlementaires nationaux en leur confiant la mission de «mauvaise conscience» des gouvernements: Les conclusions du Conseil prévoient en effet de charger les parlements des pays membres du contrôle et de la supervision de plans d'actions nationaux qui devront être présentés régulièrement par les 25 États de l'Union.

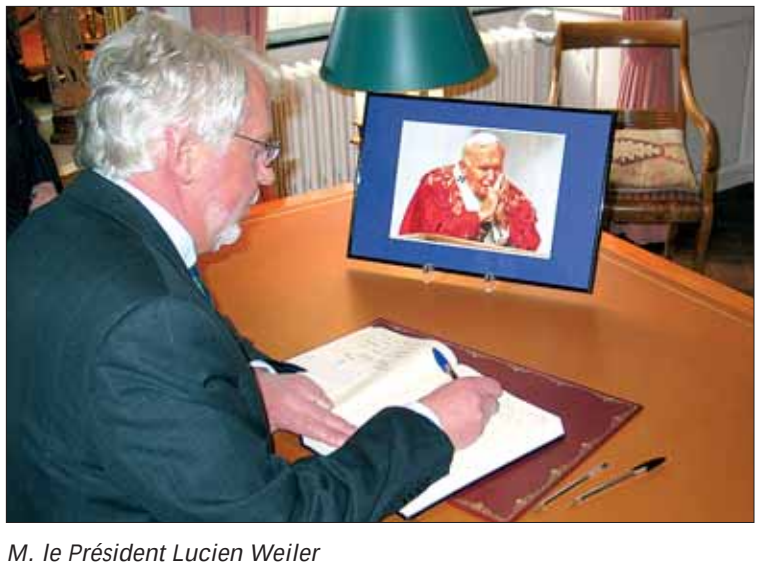
La rencontre parlementaire fut coprésidée par le Président du Parlement européen, M. Josep Borrell et le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler. Dans son discours d'introduction, le Président du Parlement luxembourgeois a souligné que «tous les chemins ne mènent pas fatalement à Lisbonne comme ils mènent à Rome». Il a incité les parlementaires à faire preuve du courage et de la motivation nécessaires pour contribuer à la relance d'une stratégie dont le bilan - aux dires du Président en exercice du Conseil européen - est «mitigé, pour ne pas dire lamentable». *(suite page 2)*



La délégation luxembourgeoise (au deuxième plan) composée de MM. Alex Bodry, Ben Fayot, Lucien Thiel, Charles Goerens et François Bausch (de droite à gauche)

Décès du Souverain pontife

Le matin du 6 avril, le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler, a signé (en présence du Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen) le livre de condoléances qui a été ouvert à l'Ordinariat épiscopal pour honorer la mémoire du Pape Jean-Paul II.



M. le Président Lucien Weiler

Du 12 au 15 mars au Caire

Première Session de l'Assemblée Parlementaire euro-méditerranéenne

Trois membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne («APEM») à savoir Mme Martine Stein-Mergen, MM. Emile Calmes et Jacques-Yves Henckes - ont participé à la première Session de la susdite Assemblée qui s'est tenue au Caire sur invitation de Son Excellence Dr Ahmed Fathi Sorour, Président de l'Assemblée du peuple égyptienne et président de l'APEM. L'APEM se compose de 120 parlementaires issus des différents pays de l'UE ainsi que de 120 député(e)s de dix pays méditerranéens.



(de gauche à droite) M. Nicolas Schmit (Ministre délégué aux Affaires étrangères), M. Emile Calmes, M. Ziad Abu Zayyad (Palestinian Legislative Council), M. Jacques-Yves Henckes, M. Majallie Whbee (Membre de la Knesset), Dr Martine Stein-Mergen

Un consensus a été obtenu pour demander le respect de la souveraineté et de l'indépendance du Liban. Les députés des États membres de l'UE, du Parlement européen et des dix pays partenaires (Maroc, Tunisie, Algérie, Égypte, Israël, Autorité palestinienne, Syrie, Liban, Jordanie et Turquie) ont également abordé les questions de l'immigration et de dialogue entre les cultures.

Pour ses membres, l'APEM constitue «un cadre unique pour promouvoir le dialogue ainsi que l'occasion de contribuer à une solution pacifique, juste et durable» au Proche-Orient. Selon les termes de la résolution de la commission économique de l'APEM, «la paix et la sécurité dans la région constitueront un élément essentiel pour la coopération économique régionale, l'intégration et la prospérité». Pour les membres de l'APEM «les réformes ne sont plus un luxe, mais une nécessité pour l'avenir de la région».

En outre, la situation économique des pays partenaires ne pourra être améliorée que si tout est fait pour «faciliter les flux d'investissements directs européens». Un groupe de travail devrait être créé à cet effet. Ledit groupe de travail sera également chargé «d'étudier l'utilité et les conditions de la création d'une Banque euro-méditerranéenne de développement». De même, les députés appellent l'UE à redoubler d'efforts pour que les perspectives financières 2007-2013 prévoient un volume adéquat pour contribuer à la modernisation des pays partenaires.

Quant à la question de l'immigration, l'APEM rappelle qu'il faut régler cette question «grâce à une politique commune européenne et un partenariat efficace avec les pays d'origine et de transit». L'Assemblée demande la mise en place d'une «stratégie de codéveloppement entre les pays partenaires» visant à éviter la fuite respectivement à favoriser le retour dans leurs pays respectifs «de ceux qui pourraient contribuer au renforcement des sociétés et économies de leur pays d'origine».

En marge de la session, les membres de la délégation luxembourgeoise s'étaient montrés soucieux du sort du Dr Ayman Nour, député égyptien et Président du parti al-Ghad (Demain), emprisonné alors que son parti venait d'être légalisé et qu'il avait annoncé son intention de se présenter aux élections présidentielles.

La libération du Dr Nour a été accueillie avec satisfaction par les députés, alors que les débats avec les partenaires arabes avaient été houleux sur l'opportunité d'évoquer son cas dans le texte final.

Dr Martine Stein-Mergen, en sa qualité de chef de la délégation luxembourgeoise, a accompagné une délégation de huit membres du Parlement européen à une rencontre le lundi 14 mars avec le Dr Nour. Ce dernier a signalé son espoir que la coopération entre l'UE et l'Égypte aura des répercussions positives sur la liberté d'expression dans son pays.

L'Union fait la force

Pour constituer à l'avenir, dans une Union européenne élargie et en perpétuelle progression, une structure de coopération forte et permanente, faisant contrepoids à l'influence politique et économique toujours plus importante des grands États membres, les pays du Benelux ont intérêt à renforcer leur alliance, notamment par la renégociation et l'actualisation du Traité qui les unit. Voilà la recommandation que deux éminents professeurs de l'Université Erasmus de Rotterdam et de l'Université de Gand font dans un manifeste «Vers un nouveau Benelux» qu'ils ont présenté aux membres du Parlement Benelux réunis en session à la Première Chambre des Pays-Bas à La Haye les 18 et 19 mars 2005.

C'est sous présidence néerlandaise que les députés de cette Assemblée ont examiné des sujets d'actualité comme la suppression de la procédure d'exequatur dans le cadre du Benelux et la coopération policière transfrontalière.

À la suite d'une visite d'étude de plusieurs commissions du Parlement Benelux en février 2005 à l'École nationale de la protection civile luxembourgeoise à Schimpach, les soins de santé transfrontaliers et les plans de catastrophe ont donné lieu à un débat dont, vu son sujet, l'opportunité n'est plus à prouver.

Les députés luxembourgeois présents à la partie de session, Mme Nelly Stein, Présidente de la délégation, M. Roger Negri, Vice-Président du Parlement Benelux et MM. Xavier Bettel, Camille Gira et Jean-Pierre Koepp ont pu attirer l'attention de leurs collègues parlementaires sur le thème de la libéralisation du marché de l'énergie et des télécommunications par le biais du rapport fait par M. Negri sur l'entrevue enrichissante que la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche et la Commission de l'Environnement et de l'Énergie du Parlement Benelux ont pu avoir récemment avec la directrice de l'Institut Luxembourgeois de Régulation. C'est M. Bettel qui prendra la relève de M. Negri à la tête de la première de ces deux commissions, qui a fait part à l'Assemblée de l'intention de porter, entre autre, à l'ordre du jour des travaux de cette instance une visite des friches industrielles sur le site d'Arcelor à Esch-Belval et la promotion de la nouvelle Convention Benelux en matière de propriété industrielle.

En fin des débats, les représentants luxembourgeois n'ont pas manqué de rappeler une fois de plus l'extrême urgence d'une meilleure liaison ferroviaire entre Luxembourg et Bruxelles dans le cadre d'une réalisation accélérée du projet Eurocaprail.

À noter qu'une importante délégation de l'Assemblée balte a assisté à la session de La Haye au cours de laquelle fut fait rapport sur la Conférence trilatérale sur l'énergie entre le Conseil nordique, l'Assemblée balte et le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux, à Oslo en décembre 2004.

Visite du Président de l'APCE

«Profitez davantage de nos compétences!»



(de gauche à droite) M. Charles Goerens, M. Marcel Glesener, M. René van der Linden, M. Ben Fayot, Mme Anne Brasseur, M. François Maroldt, Mme Nancy Arendt, M. Jean-Pierre Klein et M. Roland Schreiner

À l'approche du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement des 44 pays membres du Conseil de l'Europe, le Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), M. René van der Linden, a lancé l'appel à l'Union européenne de collaborer plus étroitement avec l'institution dont il représente le volet parlementaire. «Évitons tout double emploi» a-t-il dit le 23 mars dernier au cours d'une entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés. Le Sommet du Conseil de l'Europe se tiendra les 16 et 17 mai 2005 à Varsovie.

M. van der Linden a souligné que, dans leurs domaines d'excellence que sont les sujets démocratie et droits de l'homme, le Conseil de l'Europe en général et son Assemblée parlementaire en particulier effectueraient un travail remarquable qu'ils mettraient volontiers à la disposition de l'Union européenne. L'UE ne pourrait qu'en profiter, notamment dans la mise en œuvre de sa politique de voisinage régissant les relations futures de l'Union avec ses nouveaux voisins dans l'Est de l'Europe et dans le bassin méditerranéen. Le Président de l'APCE espère que le Sommet de Varsovie parviendra à s'accorder sur une «coopération renforcée» qui serait, à ses yeux, dans l'intérêt de tous.

La délégation luxembourgeoise était composée de MM. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, Marcel Glesener, Charles Goerens, Jean-Pierre Klein, François Maroldt, Roland Schreiner et de Mmes Anne Brasseur, Lydie Err et Nancy Arendt.

«Tous les chemins ne mènent pas à Lisbonne!»



M. Lucien Weiler et M. Josep Borrell

(suite de la page 1)

M. Jean-Claude Juncker a par ailleurs réaffirmé devant les parlementaires son intention de recentrer la stratégie de Lisbonne sur ses éléments fondamentaux tout en préservant l'équilibre entre les différents axes que sont la croissance économique, la cohésion sociale et la protection environnementale.

D'après le Président de la Commission européenne, M. José Manuel Barroso, qui s'est également adressé aux parlementaires, il est «indispensable d'associer les citoyens au processus de réforme qui devra être mis en place». Or, sans le soutien et la collaboration des parlements nationaux, cette ambition serait d'office vouée à l'échec.

La délégation de la Chambre des Députés se composait de MM. Ben Fayot, Alex Bodry, Lucien Thiel, Charles Goerens et François Bausch. Dans une intervention au nom de la délégation luxembourgeoise, M. Bodry a souligné que «le Parlement luxembourgeois marque clairement son attachement aux modèles social et environnemental européens». Dans ce contexte la Chambre exprimerait son désaccord avec l'actuelle proposition de directive sur la libéralisation du marché des services (dite «directive Bolkestein»).

NOUVELLES LOIS

5042 - Projet de loi

portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992

La Charte prévoit la protection et la promotion des langues régionales et minoritaires historiques. Son élaboration est justifiée, d'une part, par le souci de maintenir et de développer les traditions et le patrimoine culturels européens et, d'autre part, par le respect du droit imprescriptible et universellement reconnu de pratiquer une langue régionale ou minoritaire dans la vie privée et publique.

Elle contient d'abord les objectifs et les principes que les Parties s'engagent à respecter pour toutes les langues régionales ou minoritaires existant sur leur territoire: respect de l'aire géographique de chacune de ces langues, nécessité d'une promotion, facilité et/ou encouragement de leur usage oral et écrit dans la vie publique et privée (par des moyens adéquats d'enseignement et d'étude, par des échanges transnationaux pour ces langues qui sont pratiqués sous une forme identique ou proche dans d'autres États).

Ensuite, la Charte énumère toute une série de mesures (Partie III) à prendre pour favoriser l'emploi des langues régionales ou minoritaires dans la vie publique. Ces mesures couvrent les domaines suivants: l'enseignement (art. 8), la justice (art. 9), les autorités administratives et les services publics (art. 10), les médias (art. 11), les activités et équipements culturels (art. 12), la vie économique et sociale (art. 13) et les échanges transfrontaliers (art. 14). Conformément à l'article 2, paragraphe 2, chaque Partie s'engage à appliquer un minimum de 35 paragraphes ou alinéas choisis parmi les dispositions de la Partie III de la Charte dont au moins trois choisis dans chacun des articles 8 et 12 et un dans chacun des articles 9, 10, 11 et 13. Chaque Partie doit, conformément à l'article 3, paragraphe 1, spécifier dans son instrument de ratification chaque langue régionale ou minoritaire, ou chaque langue officielle moins répandue sur l'ensemble ou une partie de son territoire, à laquelle s'appliquent les paragraphes choisis conformément au paragraphe 2 de l'article 2.

L'application de la Charte est contrôlée par un Comité d'experts qui est chargé d'examiner des rapports périodiques présentés par les Parties.

Le Luxembourg a signé la Charte le 5 novembre 1992, qui, depuis, a été ratifiée au sein de l'Union européenne, par la Finlande, la Hongrie, les Pays-Bas, l'Allemagne, le Danemark, l'Espagne, l'Autriche, la Slovénie, la Suède, le Royaume-Uni et la Slovaquie. Le Luxembourg n'est pas directement concerné par la Charte étant donné que la définition d'une langue régionale ou minoritaire énoncée à son article 1er ne s'applique pas à la langue luxembourgeoise. Comme expliqué dans l'exposé des motifs du projet de loi sous rubrique, le luxembourgeois n'est pas «une langue pratiquée traditionnellement sur un territoire d'un État», «dont les ressortissants constituent un groupe numériquement inférieur au reste de la population», et n'est non plus «différent de la langue officielle de notre pays.» D'autre part, les langues parlées par la population étrangère au Luxembourg ne sont pas non plus considérées comme langues régionales ou minoritaires, étant donné que l'article 1er de la Charte spécifie que ni les dialectes de la langue officielle, ni les langues des migrants ne sont englobés dans la définition.

La Charte précise dans son article 3, paragraphe 1, que chaque État doit spécifier dans son instrument de ratification «chaque langue officielle moins répandue sur l'ensemble du territoire ou une partie de son territoire». Or, comme le Luxembourg ne connaît pas de langue minoritaire, se pose seulement la question des langues officielles moins répandues. Notre législation en matière de régime des langues (loi du 24 février 1984 sur le régime des langues) ne mentionne pas de langue officielle, mais stipule explicitement que le luxembourgeois est la langue nationale des Luxembourgeois, que les actes législatifs sont rédigés en français, qu'en matière administrative contentieuse et non contentieuse ainsi qu'en matière judiciaire il peut être fait usage des langues française, allemande ou luxembourgeoise.

Comme le luxembourgeois est parlé sur l'ensemble du territoire et est bien la langue maternelle de la quasi-totalité de la population luxembourgeoise, les auteurs du projet de loi sous rubrique estiment qu'«il est difficile de soutenir qu'il (le luxembourgeois) se trouve en position défavorable par rapport aux deux autres langues de notre pays». Il faut donc conclure que le contexte linguistique luxembourgeois est différent de celui de certains de nos pays voisins où se maintiennent même plusieurs langues minoritaires et où la ratification de la Charte a donné lieu à de vives polémiques et débats controversés. C'est n'est que par pure solidarité, que le Luxembourg souscrit aux objectifs de la Charte.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 25.10.2002

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

28.10.2004	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
03.02.2005	Confirmation du mandat du rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.02.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.03.2005

5270 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

Cet accord a pour objet d'approfondir les relations bilatérales entre les deux pays qui ont été amorcées en 1987 avec l'établissement d'une représentation turque au plus haut niveau diplomatique au Luxembourg. L'accord sous avis concerne plus particulièrement les domaines de l'éducation, de la culture, des sciences, des médias, de la jeunesse et des sports.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 07.01.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

28.10.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
07.12.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 23.02.2005

5308 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro sur la sécurité sociale, qui a été signée à Belgrade en date du 27 octobre 2003.

L'objectif principal est de remplacer l'ancienne convention générale sur la sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République fédérative populaire de Yougoslavie du 13 octobre 1954 par un instrument plus moderne et plus adéquat. En effet cette convention avec la Yougoslavie était maintenue en vigueur dans nos relations avec la Communauté d'État Serbie et Monténégro; cependant cette situation était devenue inadéquate pour diverses raisons.

Cette nouvelle convention garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Le champ d'application matériel est très large car la convention s'applique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance maladie-maternité, l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie, aux prestations de chômage, ainsi qu'aux prestations familiales. La convention exclut les législations concernant l'assistance sociale et les prestations aux victimes de guerre.

Il est encore précisé que l'article 6 qui lève la clause de résidence, vise expressément, et ceci à la demande des autorités de la Communauté d'État Serbie et Monténégro, la pension minimale, et à la demande des autorités luxembourgeoises les aides et soins donnés par une tierce personne. Il s'ensuit dès lors que les pensions minimum et les prestations de dépendance ne sont pas exportables dans le cadre de la présente convention.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 09.03.2004

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.10.2004	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
11.11.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.03.2005

5324 - Projet de loi

portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003

Le présent projet de loi vise l'approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée) ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003.

La Convention de Chisinau est une refonte de la Convention européenne de 1968 sur la protection des animaux en transport international. Elle tire la leçon de 30 années d'expérience de mise en œuvre de la Convention initiale et des résultats scientifiques obtenus pendant cette période. Elle contient des dispositions destinées à remédier aux lacunes de l'ancien texte et faciliter la mise en application des principes de la Convention.

La Convention est très complète tant par son champ d'application – elle s'applique à toutes les espèces animales – que par les aspects qu'elle couvre. Elle pose les conditions générales du transport international d'animaux depuis la préparation au chargement jusqu'à leur déchargement telles que la conception et la construction des véhicules de transport, l'autorisation requise des transporteurs, l'aptitude au transport des animaux, le traitement des animaux, l'espace et la nourriture dont ils doivent jouir et les conditions de transport. La Convention établit par ailleurs des règles spéciales pour le transport par route, mer, air et rail.

La Convention prévoit des protocoles techniques dont la procédure d'amendement est simplifiée, facilitant ainsi leur actualisation à la lumière des résultats scientifiques et de l'expérience acquise.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

(Président: M. Marcel Oberweis):

16.11.2004	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
29.11.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.02.2005

5326 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1er décembre 2003

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, qui a été signée à Bruxelles le 1er décembre 2003.

Avant l'entrée dans l'Union européenne de la Suède le 1er janvier 1995, les relations de sécurité sociale entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Suède étaient réglées par une convention bilatérale du 21 février 1985 et un arrangement administratif portant la même date.

Avec l'entrée de la Suède dans l'Union européenne, l'instrument de droit commun, à savoir le règlement 1408/71 relatif à l'application des régimes de sécurité sociale aux travailleurs salariés, aux travailleurs non salariés et aux membres de leur famille qui se déplacent à l'intérieur de la Communauté est devenu applicable. Or, le règlement communautaire était, sur certains points limités, moins favorable que l'ancienne convention bilatérale, notamment en ce qui concerne le champ d'application personnel.

Les responsables des deux pays ont alors décidé de négocier une nouvelle convention bilatérale tenant compte de cet état de chose.

La question de l'application de la coordination aux ressortissants de pays tiers était au coeur des négociations. Toutefois, étant donné que pendant la même période, des travaux tendant au même but étaient engagés dans les instances de l'Union, la finalisation de la convention bilatérale a été tenue en suspens.

Le 1er juin 2003 les règles de coordination prévues par le règlement 1408/71 ont été étendues aux personnes qui ne sont pas ressortissantes d'un État membre de l'Union européenne.

Un des objectifs d'une convention bilatérale entre la Suède et le Luxembourg avait dès lors disparu. Cependant les responsables ont décidé de reprendre les négociations car il restait deux choses à régler.

En effet, deux dispositions de la présente convention vont plus loin que le règlement 1408/71, et apportent donc un plus par rapport à la réglementation européenne.

D'un côté une disposition prévoyant la possibilité d'une totalisation des périodes d'assurance accomplies dans un pays tiers apporte des droits supplémentaires aux assurés. D'un autre côté les procédures exécutoires ont été précisées ce qui apporte une sécurité juridique supplémentaire aux institutions concernées.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.04.2004

Rapporteur:
M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente:
Mme Lydia Mutsch):

28.10.2004	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
11.11.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
02.03.2005

5340 - Projet de loi

modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications

Le fonctionnement de l'entreprise des postes et télécommunications (EPT) est régi par la loi du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications. Dans son article 24(1), la loi dispose que le régime des agents de l'entreprise est un régime de droit public. Par les articles 6 et 24(2) de cette même loi, le législateur a voulu déléguer l'exécution du statut général de la fonction publique au comité de l'EPT qui est l'autorité investie du pouvoir de nomination. Or, en matière de recrutement, de stage et de formation, la formulation du texte a conduit à des jurisprudences créant des entorses au principe de délégation initialement visé. Quant à l'application du régime disciplinaire, le comité de l'EPT en a été entièrement dessaisi suite aux modifications apportées au statut par la loi du 19 mai 2003 modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État.

Le projet de loi sous rubrique se propose de rétablir la compétence de la seule direction de l'entreprise des postes et télécommunications (EPT) en matière d'exécution interne du statut de la fonction publique applicable à la grande majorité des agents de l'EPT.

Deux objectifs sont particulièrement visés, à savoir:

- la mise à disposition des moyens indispensables à l'EPT pour assurer une gestion efficace et flexible de ses ressources humaines, notamment en ce qui concerne le recrutement par examen-concours, l'affectation, le début, la continuation ou l'arrêt du stage ainsi que la formation des stagiaires;

- l'attribution de compétences à l'EPT en matière disciplinaire qui ont été centralisées dans la fonction publique auprès du Commissaire du Gouvernement chargé de l'instruction disciplinaire et du Conseil de discipline par la loi du 19 mai 2003 susmentionnée.

Dépôt par M. Henri Grethen, Ministre de l'Économie, le 07.05.2004

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

26.10.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
09.12.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
11.01.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
03.03.2005

5341 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie sur la sécurité sociale, qui a été signée à Luxembourg en date du 20 novembre 2003.

Cette première convention en la matière avec la Turquie garantit les droits en matière de sécurité sociale des personnes qui ont été soumises successivement ou alternativement aux législations des deux États contractants.

Dans une large mesure la présente convention suit l'aménagement général des conventions bilatérales conclues jusqu'à présent par le Luxembourg et reprend les formules de coordination usuelles adoptées tant dans ces instruments que dans le règlement communautaire 1408/71 sur la sécurité sociale des travailleurs migrants.

Le champ d'application matériel est très large car la convention s'applique aux législations des deux États contractants relatives à l'assurance maladie-maternité, l'assurance accidents du travail et maladies professionnelles, l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité et de survie, aux prestations de chômage, ainsi qu'aux prestations familiales. La convention exclut les législations concernant l'assistance sociale et les prestations aux victimes de guerre.

Pour ce qui est de son champ d'application personnel, la convention s'applique à toutes les personnes, sans distinction de nationalité, qui sont ou ont été soumises à la législation de l'un ou des deux États contractants ainsi qu'aux membres de leur famille et à leurs survivants. La présente convention suit ainsi la conception adoptée dans les instruments bilatéraux récents conclus par le Grand-Duché et celle du règlement communautaire 1408/71 qui depuis son extension aux ressortissants de pays-tiers le 1er juin 2003 ne considère plus la nationalité de l'un des pays de l'Union européenne comme condition indispensable à son application.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 14.05.2004

Rapporteur:
M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente:
Mme Lydia Mutsch):

28.10.2004	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
11.11.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
02.03.2005

5348 - Projet de loi

portant création

a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;

b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé

Par analogie avec la loi du 20 décembre 2002 portant création d'un Comité directeur pour le Souvenir de la Résistance et d'un Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance, le projet de loi sous rubrique a pour objet de mettre en place, d'une part, un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé, qui est destiné à reprendre le rôle tenu jusqu'à présent par la Fédération des victimes du nazisme enrôlées de force, et, d'autre part, un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé.

Le Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé constituera l'organe représentatif de l'enrôlement forcé devant les autorités publiques. Il aura pour mission de veiller à la sauvegarde de la mémoire des enrôlés de force, victimes du nazisme.

Le Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé aura essentiellement pour mission de collecter, d'archiver, de conserver, et de mettre à la disposition du public les documents relatifs à l'enrôlement forcé. Il procédera à des travaux de recherche en la matière et soutiendra les recherches opérées par des tiers. Il coopérera avec les instituts culturels luxembourgeois et entrera en contact avec des instituts étrangers analogues au Centre. Il organisera des expositions, des conférences ou encore des colloques scientifiques. Enfin, il collaborera avec le Centre de Documentation et de Recherche sur la Résistance.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 04.06.2004

Rapporteur: M. Lucien Weiler

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président:
M. Paul-Henri Meyers):

30.09.2004	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
24.11.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
03.03.2005

5392 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver un accord entre les États membres de l'Union européenne sur le statut du personnel militaire et civil (SOFA UE – Status of Forces Agreement UE), qui est mis à la disposition de l'Union dans le cadre de diverses missions accomplies sur le territoire des États membres. L'accord établit ainsi un cadre juridique pour le détachement auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces.

Dans sa première partie, l'accord contient des dispositions communes à l'ensemble des militaires et du personnel civil, retenant notamment les modalités d'entrée, de séjour et de départ des membres du personnel, le port de l'uniforme ou encore l'immatriculation des véhicules.

La deuxième partie de l'accord est applicable uniquement au personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne et a trait au port d'armes, à l'immunité de juridiction pour les paroles prononcées ou écrites et pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions accordée dans l'intérêt de l'Union européenne ainsi qu'aux cas de levée de cette immunité.

La troisième partie contient des dispositions spécifiques applicables aux quartiers généraux et aux forces, ainsi qu'au personnel militaire et civil travaillant pour eux et mis à la disposition de l'Union européenne. Cette partie contient notamment des dispositions sur le transit et le déploiement temporaire dans un État membre, les soins médicaux, la mise à disposition d'immeubles et le port d'armes. D'autres articles sont consacrés à l'inviolabilité des archives et d'autres documents officiels des quartiers généraux, au pouvoir de juridiction pénale et disciplinaire et à la renonciation aux demandes d'indemnités en cas de dommages causés aux biens dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions.

À noter enfin que l'accord s'inscrit dans le développement de la PESD (politique européenne de sécurité et de défense).

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.11.2004

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

06.12.2004	Désignation d'un rapporteur
17.01.2005	Discussion reportée à une date ultérieure
31.01.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
02.03.2005

5393 - Projet de loi

portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004

Le projet de loi a pour objet d'approuver l'accord sur les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre en cas de dommages causés à ses biens ou de blessure ou de décès d'un membre de son personnel militaire ou civil dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne. Constituant un complément à l'accord SOFA UE (Status of Forces Agreement EU), l'accord s'applique aux faits survenus sur le territoire d'un État tiers ou en haute mer. Le principe est que chaque État membre renonce à toute demande d'indemnités à l'encontre d'un autre État membre, sauf en cas de négligence grave ou de faute intentionnelle.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.11.2004

Rapporteur:
M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

06.12.2004	Désignation d'un rapporteur
31.01.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
02.03.2005

5394 - Projet de loi

autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M

Le présent projet de loi a pour objet d'autoriser l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M par l'intermédiaire de la Belgique.

Compte tenu des développements politiques au niveau international, de l'importance que revêt le transport aérien stratégique aussi bien

au niveau de l'Union européenne que de l'OTAN et de la volonté de fournir une contribution nationale crédible en termes de capacités militaires, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à investir dans l'acquisition d'un tel avion à développer par Airbus Military SL. À relever que l'Allemagne, la France, la Belgique, l'Espagne, le Royaume-Uni et la Turquie ont signé un accord pour un total de 180 avions de transport du type A400M.

L'acquisition s'inscrit dans les cadres de la politique militaire et de la politique humanitaire du Luxembourg. En effet, l'avion sera utilisé pour les missions militaires, notamment la projection des forces et équipements luxembourgeois vers les théâtres d'opérations. Il est par ailleurs hautement probable qu'en dehors de son emploi militaire, l'avion en question sera fréquemment utilisé pour l'exécution des missions humanitaires, comme les actions humanitaires, les aides d'urgence et les programmes et projets dans le domaine de la coopération au développement ainsi que les actions humanitaires et les aides d'urgence de nos partenaires et des organisations internationales onusiennes et autres.

À noter que l'exploitation de l'avion, le soutien logistique ainsi que la formation de l'équipage se feront aussi conjointement avec la Belgique, qui se porte acquéreur de sept avions du même type, dans le cadre de la Convention belgo-luxembourgeoise en matière de coopération militaire générale, de programmes d'acquisition et d'exploitation en commun d'équipements.

Le coût de l'avion s'élève à 120 millions d'euros à prix constants aux conditions économiques de juin 2001 et la livraison de l'avion luxembourgeois est prévue pour 2017.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Défense, le 10.11.2004

Rapporteur: M. Marcel Glesener

Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

06.12.2004	Présentation du projet de loi par Monsieur le Ministre de la Défense
	Désignation d'un rapporteur
17.01.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.02.2005

5397 - Projet de loi

portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;

- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003

La Convention sur l'interdiction ou la limitation de certaines armes classiques (CCW) a introduit des interdictions et des limites dans le domaine des armes conventionnelles jugées «inhumaines». Elle se compose d'un traité-cadre et de cinq protocoles portant sur diverses catégories d'armes qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

Le présent projet de loi approuve l'amendement de l'article 1 de ladite Convention et porte en outre approbation du cinquième protocole qui est relatif à la gestion des restes explosifs de guerre (ERW – Explosive Remnants of War).

L'amendement de l'article 1 de la Convention a pour objet d'élargir le champ d'application de la Convention et de ses protocoles aux conflits armés qui ne revêtent pas un caractère international. À l'heure actuelle, la Convention se limite en effet aux conflits entre États.

L'objectif du cinquième protocole est de protéger la population civile contre les risques que représentent ces restes explosifs de guerre en obligeant les parties à un conflit à prendre des mesures pour réduire ces dangers après la cessation des hostilités, telles que l'assistance technique, financière, matérielle ou en personnel pour enlever et détruire les ERW, la conservation et la transmission des données relatives aux ERW ou encore des mesures de sensibilisation et d'avertissement de la population civile.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2004

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

10.01.2004	Désignation d'un rapporteur
14.02.2004	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.03.2005

5407 - Projet de loi

modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures

Aux termes de l'article 2 de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, sont admis à bénéficier d'une aide, les étudiants qui remplissent l'une des conditions suivantes: «a) être ressortissant luxembourgeois, ou b) être ressortissant d'un autre État membre de l'Union européenne, être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg et tomber sous le champ d'application des dispositions des articles 7 et 12 du règlement (CEE) No 1612/68 du Conseil du 15 octobre 1968 relatif à la libre circulation des travailleurs à l'intérieur de la communauté.[1]» Le texte de loi distingue, en fonction de la nationalité des étudiants, entre les ressortissants luxembourgeois et les ressortissants des autres États membres de l'Union européenne, seuls ces derniers sont soumis à des conditions additionnelles pour pouvoir bénéficier de l'aide financière étatique. Selon la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes, cette différenciation en fonction de la nationalité est contraire au droit communautaire.

En effet, il n'est pas permis

- de prescrire, pour les ressortissants d'autres États membres de la Communauté, une condition de domicile ou de résidence sur le territoire de l'État qui octroie l'aide financière, alors qu'une condition de ce type n'est pas prescrite pour les nationaux de l'État en question

- d'exiger des ressortissants d'autres États membres, pour qu'ils puissent bénéficier d'une aide financière, qu'ils «entrent dans le champ d'application du règlement No 1612/68, alors même qu'aucune condition de cette nature ne s'applique aux ressortissants de l'État membre d'accueil.»

En ce qui concerne la condition de résidence, le projet de loi sous rubrique propose d'imposer aux ressortissants luxembourgeois une condition de domicile au Luxembourg. Ne pourraient donc plus bénéficier de l'aide financière de l'État les étudiants de nationalité luxembourgeoise dont les parents ou eux-mêmes n'ont pas leur domicile sur le territoire du Grand-Duché.

Dans l'affaire *Grzelczyk*, la Cour de Justice des Communautés européennes a estimé, à propos de la deuxième condition (règlement 1612/68 – qualité de travailleur ou de membre de famille de travailleur), que ce ressortissant français qui s'était légalement déplacé en Belgique pour faire ses études relevait du champ d'application du droit communautaire et devait donc bénéficier du minimex (un revenu garanti) au même titre que les ressortissants belges et qu'il était impossible de lui appliquer une condition relative à sa qualité de travailleur ou de membre de famille d'un travailleur. Il est vrai que cet arrêt n'a pas trait à une allocation d'aide aux études supérieures, mais à une allocation correspondant à une prestation sociale. Au Luxembourg, les aides financières pour études supérieures ne correspondent pas à une prestation sociale. Ceci étant, l'accès aux prestations sociales dans les États membres de l'Union est susceptible d'être clarifiée par d'autres arrêts de la Cour de justice et il est donc proposé de ne pas changer la loi du 22 juin 2000 dans le sens que l'obligation de relever du champ d'application du règlement No 1612/68 pour les ressortissants des autres États membres serait abolie.

Il est donc proposé de modifier l'article 2, point a) de la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures en ajoutant la condition de domicile au Luxembourg pour les ressortissants luxembourgeois. Le point a) de l'article en question aura la teneur suivante:

«*a) être ressortissant luxembourgeois et être domicilié au Grand-Duché de Luxembourg, ou*».

Le traitement discriminatoire en fonction de la nationalité entre les ressortissants luxembourgeois et les ressortissants des autres États membres de l'Union européenne sera ainsi éliminé.

[1] Art. 7.- 1. Le travailleur ressortissant d'un État membre ne peut, sur le territoire des autres États membres, être, en raison de sa nationalité, traité différemment des travailleurs nationaux, pour toutes conditions d'emploi et de travail, notamment en matière de rémunération, de licenciement, et de réintégration professionnelle ou de réemploi s'il est tombé en chômage.

2. Il y bénéficie des mêmes avantages sociaux et fiscaux que les travailleurs nationaux.

3. Il bénéficie également, au même titre et dans les mêmes conditions que les travailleurs nationaux, de l'enseignement des écoles professionnelles et des centres de réadaptation ou de rééducation.

4. Toute clause de convention collective ou individuelle ou d'autre réglementation collective portant sur l'accès à l'emploi, l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail et de licenciement, est nulle de plein droit dans la mesure où elle prévoit ou autorise des conditions discriminatoires à l'égard des travailleurs ressortissant des autres États membres.

Art. 12.- Les enfants d'un ressortissant d'un État membre qui est ou a été employé sur le territoire d'un autre État membre sont admis aux cours d'enseignement général, d'apprentissage et de formation professionnelle dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet État, si ces enfants résident sur son territoire.

Les États membres encouragent les initiatives permettant à ces enfants de suivre les cours précités dans les meilleures conditions.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 26.11.2004

Rapportrice: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

03.02.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.02.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.03.2005

5417 - Projet de loi

portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA

Le présent projet de loi approuve la décision des représentants des Gouvernements des États membres sur les privilèges et immunités accordés à ATHENA, un mécanisme intergouvernemental créé en vue de la gestion du financement des coûts communs des opérations de l'Union européenne ayant des implications militaires ou dans le domaine de la défense.

Les principales dispositions ont trait notamment à l'exemption des biens d'ATHENA de mesures de contrainte administrative ou judiciaire, à l'exonération des avoirs d'ATHENA des impôts directs et à l'exonération de ses acquisitions des impôts indirects, à l'inviolabilité des archives, au courrier officiel ou encore à la levée de l'immunité et des privilèges.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2004

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

31.01.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 02.03.2005

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 MHZ*

•

Zu Esch-Sauer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Intervention de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
4. Débat de consultation sur la mission de l'école luxembourgeoise et le renforcement de ses moyens d'action (PISA)

   (Exposé - Débat - Motions - Votes)
5. 5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

   (Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Vote en première lecture)
6. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Lucien Lux et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Jo, Här President, ech géing gär op Basis vum Artikel 80 un d'Chamber eng Informatioun weiderginn, wann Der erlaabt.

M. le Président.- Très bien, da komme mer gläich dozou, Här Minister, wann Der Iech ee Moment wëllt gedëllegen. Ech wëll just dat Administratiivt duerchgoen, an da komme mer zu Ärer Demande.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) M. le Député Aly Jaerling a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 11 mars 2005, la proposition de loi N° 5450 ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers.

3) Par lettre du 7 mars 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 26 au 27 janvier 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Croatie, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque;

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, visant à tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque;

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole additionnel à l'accord d'association entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la République du Chili, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque;

- résolution sur le souvenir de l'Holocauste, l'antisémitisme et le racisme.

2. Ordre du jour

Fir eisen Ordre du jour vun haut huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

Fir d'éischt hu mer eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'Etüd PISA, nom Modell 2; duerno d'Proposition de loi 5414, eng Ofännerung vun der Verfassung, nom Modell 1; a schliesslech d'Naturalisatiounen. Et sief dorop higewisen, datt bei der Proposition de loi 5414 nom Artikel 114 vun der Verfassung votéiert gëtt, dat heescht, mat enger qualifizéierter Majoritéit vun dräi Véirel vun de Stëmmen an de Vote par procuration ass net erlaabt.

Ass d'Chamber averstane mat dësem Ordre du jour?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Ier mer dann zu deem eigentlechen Ordre du jour vun haut kommen, géif ech dem Här Minister Claude Wiseler, Minister vun der Fonction publique, d'Wuert ginn, dee sech un d'Chamber wëllt adresséieren opgrond vum Artikel 80 vun der Verfassung.

3. Intervention de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Merci, Här President. Ech hu gefrot fir haut de Mëtteg d'Wuert ze kréien, ganz kuerz, fir d'Chamber iwwert de Problem ze informéieren, deen d'Beruffschamberwahle concernéiert.

Firwat froen ech elo d'Wuert? Mä well d'Prozedur vun de Wahle vun de Beruffschamberen eng Prozedur ass, déi elo amgaang ass a wou den Envoi vun de Bulletine fir Enn dëser Woch geplangt ass. Ech ginn och Informatioune vun der Press gefrot a mengen, datt ech d'Chamber hei soll fir d'éischt informéieren. Des Weidere krut ech zwou Question-parlementairë gestallt, déi eng vum Här Claude Meisch, déi aner vum Här Roland Schreiner, op déi ech natierlech wäert schréftlech äntwerten, mä déi Fro, déi mir an deene Question-parlementairë gestallt gëtt, dat ass déi, ob op der Wahllëscht, wéi se etabléiert ass, net eng Rei Leit géinge feelen.

D'Äntwert op déi Fro ass jo. Et ass richteg, datt eng Rei Leit, ronn 290 Stéck, op der Wahllëscht fir d'Beruffschamberwahle feelen. Wéi ass dat geschitt? Dës Situatioun ass haaptsächlech zréckzeféieren op Iertëmmer beim Iwwerspille vun den Donnéeë vun den eenzelne Lëschten, déi vun de Gemengen erakomm sinn an déi op dem zentrale Wahlfichier ofgespäichert gi sinn. Dat huet als Konsequenz, datt déi Leit bei deenen nächste Wahle kee Wahlbulletin wäerten heemgeschéckt kréien.

Wéi d'Lëscht opgestallt ginn ass, huet selbstverständlech de Wahlcomité eng Rei punktuell Iwwerpréiwunge gemaach, wou dës Iertëmmer net opgefall sinn. Wéi d'Gesetz et virgesäit, sinn och déi Lëschten de 6. Dezember un d'Gemenge geschéckt ginn, wou se oplouche fir d'Leit a wou tëschent dem 11. an dem 24. Dezember et méiglech war, e Recours anzereechen. Dee Recours sollt da fir de 24. Dezember vun de Gemengen un d'Friddensgeriicht weidergereecht ginn.

Et ass awer vun de Leit aus kee Recours gemaach ginn. Et ass ausser engem Recours, dee vum Comité électoral agereecht gi war, keen anere Recours erakomm. Duerno gëtt d'Lëscht, der Prozedur no, vum Fonction-publique-s-Minister definitiv arrêtéiert, a si ass och de 15. Januar definitiv vum Fonction-publique-s-Minister arrêtéiert ginn.

Vun deem Moment u gesäit d'Gesetz keng Méiglechkeet vir, fir no deem Datum d'Wahllëschten ëmzeänneren, d'Wahlen ze reportéieren oder se net ofzehalen. Duerfir gesinn ech elo an dësem Moment keng Méiglechkeet nom aktuelle Rechtsstand déi Situatioun ëmzeänneren. No de Wahle gëtt et eng Rei Recours-Méiglechkeeten, déi virgesi sinn, wéi bei alle Wahle wou kënne Recoursë presentéiert ginn an déi dann, esou wéi d'Gesetz et virschreift, traitéiert ginn.

Firwat ass dës Problematik opgetratt? Op wat ass se zréckzeféieren? Mä haaptsächlech op d'Diversitéit vun deenen eenzelne Lëschten, déi vun de Gemengen erakomm sinn. Et muss ee wëssen, datt et sech hei haaptsächlech ëm eng Kategorie vun de Beruffschamberen handelt, d'Kategorie E vun de Gemengebeamten, wou 4.833 Wieler elo ageschriwwe sinn, fënnef Sëtz ze verdeele sinn, an datt de ganze Wielercorps 34.375 Wieler bedréit a 27 Sëtzer ze verdeele sinn.

Mir hunn eis eng Rei Gedanke gemaach wéi mer déi do Problematik kënnen an Zukunft an de Gréff oder besser an de Gréff kréien, wat net evident ass. Eng vun de Méiglechkeeten, déi mer wëlle préiwen, dat ass ob mer kënnen d'Lëschten iwwer aner Weeër erakréien. Et muss ee wëssen, datt mer déi Lëschte momentan iwwer all Gemeng eenzel erakréien. D'Fro, déi mer eis stellen, ob een net d'Méiglechkeet hätt, siefen dat d'Lëschte vum Centre commun de la Sécurité sociale, sief dat déi vun der Chambre des Fonctionnaires, sief dat déi vum Innenministère ze kréien. Dat ass awer haut net esou am Gesetz virgesinn.

Déi aner Fro, dat ass, déi Kontrollmechanismen, déi agesat gi fir déi Lëschten ze iwwerpréiwen, mengen ech, datt een och eng Kéier muss iwwerkucken, notamment déi intern Kontrollmechanisme vun der Wahlkommissioun, awer och déi extern op de Gemengen, déi am Fong haut net virgesi sinn. Et ass just virgesinn haut op de Gemengen, datt d'Lëschten ausleien, wou eenzel Leit kënne kontrolléiere goen. Ech mengen, datt ee souwuel déi intern wéi déi extern Kontrollmechanisme muss nei definéieren, anescht definéieren, klarifizéieren.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt Iech informéieren iwwer eng Situatioun, iwwert déi ech alles anescht wéi frou sinn, mä déi ech dëse Moment nom Rechtsstand, dee mir elo hunn, net kann ännéren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Chamber hélt Akt vun Ären Erklärungen.

(Interruptions diverses)

Da komme mer zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg. Op Ufro vun der Regierung hält d'Chamber haut de Mëtteg eng Konsultatiounsdebatt iwwert d'PISA-Etüd of. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Maroldt, d'Madame Brasseur, den Här Scheuer, den Här Adam, den Här Henckes, den Här Castegnaro, d'Madame Loschetter an den Här Diederich. D'Wuert huet elo d'Erzéiungsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres. Madame Minister!

4. Débat de consultation sur la mission de l'école luxembourgeoise et le renforcement de ses moyens d'action (PISA)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultater vu PISA 2003 si kloer besser wéi déi vu PISA 2000. Ech freeë mech doriwwer an ech huelen un, mir alleguerten, well keen ass jo frou wa mer d'Schlussliicht si vun allen OECD-Länner. Ech wollt och all deene Leit Merci soen, déi dozou bäigedroen hunn, dass dës Resultater besser gi sinn. Et waren der vill, ugefaangen am Ministère bis erof an d'Schoulen. Si hu bewisen, dass se sech konnte mobiliséieren an déi Saach ganz seriö huelen.

Wann och d'Resultater 2003 besser sinn, da sinn se nach ëmmer net gutt. Well mir leien, Lëtzebuerg läit ënnert der OECD-Moyenne. Mir hunn ze vill Schüler op der Kompetenzstuf 1 oder drënner, souwuel wat Liese wéi Mathematik ugeet. Mir hunn net genuch Schüler op deenen ieweschte Kompetenzniveauen, wa mer eis vergläiche man OECD-Duerchschnëtt, a mir stellen ëmmer fest, dass mer riseg sozial Ënnerscheeder an der Schoul hunn, dass also d'Schoul et net genuch fäerdeg bréngt, déi sozial Differenze vum Elterenhaus ze kompenséieren.

Natierlech kann ee sech froen, an dat gi mer jo oft gefrot: Wat moosst dann elo PISA? Ass dat wat mer wëllen an der Lëtzebuerger Schoul léieren? PISA moosst, ob een dat Wësse wat een huet kann applizéieren. Mir stelle fest, all d'Experten, déi d'Lëtzebuerger Resultater gekuckt hunn, dass eigentlech wat elo d'Mathematik ugeet eis Kanner genuch mathematescht Wëssen hunn. Mä si bréngen et net fäerdeg, déi mathematesch Formelen, dat mathematescht Wëssen an en anere Kontext ëmzesetzen. Dat heescht also, dass eis Schoul Wësse vermëttelt, mä et net fäerdeg bréngt, dass dat Wësse kann applizéiert ginn.

Elo kënne mer doriwwer diskutéieren, mä dat schéngt mer jo awer e wichtegt Zil ze si vun der Schoul, well ech hu geléiert an der Schoul, dass mer jo net fir d'Schoul léieren, mir léieren och net fir PISA, wéi verschidde Leit mengen, mä mir léiere jo fir d'Liewen. Wann also déi Kompetenze fir d'Liewe wichteg sinn, mengen ech och, dass mer déi missten an der Schoul léieren.

Mä ofgesi vun där Diskussioun, wéi eng Kompetenze musse mer an der Schoul vermëttelen a moosst PISA vläicht dat Falscht, confirméieren eis Statistike jo eigentlech ee mëttelméissegt Resultat. Mir hu ronn 20% vun de Schüler, déi eis Schoul verloossen ouni Qualifikatioun - dat sinn der ze vill. 20%, déi also éischtens net gutt outilléiert si fir am Liewen als Bierger ze fonctionnéieren, mä och an enger Zäit, an där et ëmmer méi schwéier gëtt um Aarbechtsmaart ze bestoen. Ech denken, dat ass eng Fro, där mer eis musse seriö unhuelen. Dobäi hu mir nach e ganz héijen Taux vu Sëtzebleiwen. Mir sinn och Champion an Europa am Sëtzebleiwen.

Dofir denken ech, dass mir Handlungsbedarf hunn, fir d'Schoul ze verbesseren, ouni - an dat wëll ech awer hei ënnersträichen - dat Positiivt vun eiser Schoul iwwer Bord ze geheien.

Als positiv Saach an eiser Schoul géif ech eppes identifizéieren, wourop mir stolz sinn, a wat mir jo laang virun deenen anere praktizéiert hunn: Dat ass d'Villsproochegkeet. Mir bréngen et fäerdeg - méi oder manner gutt - 100% vun de Kanner, déi duerch d'Lëtzebuerger Schoul ginn, méi wéi eng Sprooch ze léieren. Eis Kanner kënnen der dräi, véier, fënnef heinsdo. Dat ass een Atout, dee mir fir Lëtzebuerg mussen halen, besonnesch elo, wou déi aner Länner eigentlech däers sech eréischt bewosst sinn an ufänken hir Schüler dozou ze bréngen, dass si solle Friemsprooche léieren.

Mir hunn et och fäerdeg bruecht an der Lëtzebuerger Schoul, bis elo, eng relativ grouss Kohesioun ze halen, well mir jo eng Primärschoul hunn, Quartiersschoulen, an déi d'Kanner alleguerte ginn an an deenen si zesumme léieren, sech kenne léieren an och léieren zesummen ze liewen. Och dat ass ee groussen Atout vun der Lëtzebuerger Schoul.

Dann net zum Schluss: Och wa mir vläicht net genuch Studenten hunn, esou schloen eis Studenten op der Uni sech gutt duerch. Mir bréngen et fäerdeg, Leit ze formëieren, déi an dräi Sprooche kënne studéiere goen, wat jo och eng Performance ass vun der Lëtzebuerger Schoul. Dofir soen ech, mir solle verbesseren, ouni dat Positiivt iwwer Bord ze geheien.

Fir mech ass dat éischt Zil, wat mir eis musse ginn, dat fir der Schoul Ziler ze ginn - soen, wat mir gär vun der Schoul hätten - an dofir ass déi éischt Aufgab Kompetenzen ze definéieren, déi d'Schüler, d'Kanner sollen erreechen. Op deene verschiddenen Niveaue fänke mir un. Fir d'sechst Schouljoer gëllt et Kompetenzen ze definéieren, an dann um Enn vum ënneschten Zy-

klus vum Secondaire - dat heescht do, wou d'Scolarité obligatoire ophält - an da fir eis Classes terminales, d'Premièren, d'Treizièmen, d'Kompetenzen definéieren, wou deen nächste Schrëtt muss weidergoen.

Mir sinn amgaang am Ministère doriwwer ze diskutéieren. Déi Diskussioun fënnt jo och an eisen Nopeschlänner statt. Eigentlech gëtt et zwou Froen ze klären. Déi éischt Alternativ ass: Definéiere mir Minimalkompetenze fir all Niveau, oder definéiere mir Kompetenzen als Objektiv, wou et dorëm geet, dass all Schüler soll probéieren si ze erreechen, a fir ze moossen, wéi wäit hie komm ass a senge Kompetenzen, sinn d'Epreuven, d'Evaluatioun do, déi soen, wéi ee Niveau vu Kompetenz hien erreecht huet.

Meng Preferenz ass, fir op déi zweet Variant ze goen, also net Minimalkompetenze festzeleeën, well mir jo keng Minimalschoul wëllen, mä eigentlech wëlle Schüler esou wäit wéi méiglech bréngen.

Déi zweet Fro, déi debattéiert gëtt, dat ass: Wéi prezis sollen déi Kompetenzen definéiert ginn? Och do gëtt et an eisen Nopeschlänner iwwerall an Europa zwou grouss Schoulen. Déi eng soen, mir sollen d'Kompetenze ganz detailléiert definéieren, praktesch ewéi eng Lëscht, wou ee kann ofhaken, elo kann een dat an dann ass et acquis. Dat schränkt natierlech déi pedagogesch Fräiheet an, a gëtt och vläicht e bësse rigid als System. Déi zweet Optioun, déi Kanada zum Beispill geholl huet an déi a verschiddene Länner ënnerschiddlech applizéiert gëtt, dat ass fir méi large Kompetenzen ze definéieren. Och do ass dann d'Evaluatioun déterminant, fir ze soen, ob d'Kompetenzen erreecht sinn oder net.

Déi Diskussioune féiere mir. Déi musse mir net nëmmen intern féieren, mä och no baussen. Wichteg ass et och, dass déi Kompetenze kohärent definéiert gi vun der Primärschoul bis erop op d'Stänn vun de Cycles an eise Lycéeën.

Déi schwéierst Diskussioun, déi mir do iwwer Kompetenze kréien, ass natierlech déi fir d'Sproochekompetenze festzeleeën, well dat éischtens deen déckste Pak vu Stonnen ass an der Schoul - mir hu ganz vill Zäit, déi mir op d'Sprooche leeën -, zweetens och, well dat no villen Analysen d'Ursaach vu ganz villen Echecen ass, wou eigentlech ganz capabel Kanner net zu enger Qualifikatioun kommen, well si an där enger oder an där anerer Sprooch den Niveau net erreechen.

Fir deen Débat do virzebereeden, hu mir vum Ministère aus d'Expertise vum Conseil de l'Europe gefrot. Déi hunn déi zougesot. Fënnef Expertë vum Conseil de l'Europe, déi jo eng grouss Kompetenz doranner hunn, preparéieren ee Rapport, deen de Profil linguistique vu Lëtzebuerg soll opstellen. Si baséieren sech dann op Informatiounen, déi si vu Lëtzebuerg kréien; si kommen am Juni op Lëtzebuerg, wou si mat all méiglechen Interlocuteuren, all deenen, déi si gäre gesinn, Gespréicher hunn, an da kréie mir hire Rapport fir den Hierscht, also am Oktober oder November.

Si sollen eis doriwwer Informatioune ginn, op wéi engem Niveau dass mir Sproochen enseignéieren. Si mir éischter Franséisch, Däitsch Langues étrangères oder Franséisch, Däitsch Langues secondes - well mir se jo net als Mammesprooch enseignéieren? Solle mir aner Sproochekompetenze valoriséieren, wéi zum Beispill och Sproochekompetenzen, déi mir net onbedéngt an der Schoul enseignéieren, wéi déi portugisesch Kanner, déi jo Portugisesch kënnen, wat mir hinnen awer ni certifiéieren, oder déi italienesch Kanner, déi Italienesch kënnen? Wéi vill Flexibilitéit solle mir eis ginn an eisem Sproochenunterrecht?

Déi zweet Preparatioun fir deen Débat iwwert d'Sproochen ass een Test, dee mir maachen an der Rentrée 2005 an all eise Classes terminales, dat heescht also op Première an op Treizième. Mir maachen deen net elo, well mir net déi lescht Jore wëlle perturbéieren, well si jo elo d'Exame preparéieren. Mir mussen dat jo och intern preparéieren. Mat all de Schüler vun de Classes terminales ginn also Tester gemaach, déi sech situéieren an de Cadre européen de référence, fir dass mir eng objektiv Mooss hunn.

Op wéi engem Niveau ginn dann elo bei eis d'Epreuvë gemaach a wéi héich sinn d'Kompetenzen an de Sprooche vun de Lëtzebuerger Schüler, wa si aus der Schoul erausginn? Dir wësst, dass de Cadre européen de référence sechs Stufen huet, dee vun A1 ugeet, deen engem Utilisateur élémentaire entsprécht, also engem, dee sech elementar kann ausdrécken, während C2 engem Utilisateur expérimenté entsprécht, dee kann also eng Dissertatioun respektiv ee Mémoire an enger Sprooch schwätzen.

Mir wëllen also wëssen, wou mir de Moment sinn, fir dass mir deen Débat kënne féiere mat dem Parlament, mä awer och mat alle Concernéierten an de Forces vives: Wéi vill franséisch, wéi vill däitsch, wéi vill Englesch soll all Schüler, deen aus eiser Schoul erauskënnt, wëssen op all Niveau? Wéi vill muss een es kënnen, fir Mécanicien ze ginn, fir Infirmière ze ginn? Wéi vill muss een es kënnen, fir Ingenieurstudien unzefänken, a wéi vill muss een es kënnen, fir eng Première A ze maachen, wat jo dann de Summum an der Sproochekompetenz hei zu Lëtzebuerg ass? Deen Débat wëlle mir den November aféiere mat engem Seminär, wou déi auslännesch Experten dann och do sinn.

Da geet et awer dorëm fir Neel mat Käpp ze maachen, well mir kënnen och net jorelaang doriwwer debattéieren, mä ech denken, dass déi éischt Aufgab, déi mir eis musse ginn, ass, d'Niveaue vu Kompetenze festzeleeën, an da geet et drëm d'Programmer dorobber ze adaptéieren, well mir jo scho laang ee Konsensus hunn heibannen an och dobaussen, dass mir eigentlech eis Programmer iwwerlueden an dass mir parallel dozou d'Schoulzäit reduzéieren.

Ech mengen, et brauch ee kee grousse Schoulexpert ze sinn, fir ze wëssen, dass, wann ee manner Zäit huet an ee méi an e Programm drécke wëllt, dat net opgeet, esou dass dat d'Aarbecht ass vun deenen nächsten annerhallef Joer fir do weiderzekommen.

Fir mech ass et wichteg, dass mir déi Kompetenzen definéieren a mir mussen och - an dat mengen ech geet wéi ee Leitmotiv duerch all Aktioun - der Schoul e Sënn ginn; mir mussen eise Schüler, eisen Enseignanten ee Sënn ginn, firwat dass een enseignéiert a léiert, wat d'Objektiver sinn, a firwat dass een dat soll maachen, well ech gleewe jo dorunner, dass d'Motivatioun kënnt, wann een agesäit, firwat ee sech soll druginn, firwat ee soll schaffen, an dass dat dee gréisste Stimulus ass, fir gutt Resultater an och gutt Kompetenzen ze kréien.

Och do huet dee PISA-Questionnaire, deen do mat ausgefëllt ginn ass, eis am Fong gesot, dass d'Lëtzebuerger Schüler par rapport zu all de Schüler an der OECD-Moyenne manner Sënn an der Schoul gesinn, dass nëmmen d'Halschent fënnt, dass dat, wat si an der Schoul léieren, hinnen am Liewen nëtzlech ass, während an der Moyenne vun den OECD-Länner et iwwer 70% sinn. Dat sinn Indicateuren, déi ee musse bedenklech maachen an dofir soen ech: Dat Wichtegst ass der Schoul Sënn ginn, deene Leit, déi an der Schoul sinn, kloermaachen, firwat si do sinn, fir dass si Performancë kënne bréngen an der Schoul.

Mir hunn eng Rei Chantieren am Ministère ënnerwee. Ech zielen se ganz kuerz op. Deen éischten ass - ech zielen e fir d'éischt, net well et dee wichtegste wär, mä well a leschter Zäit ganz vill doriwwer geschwat ginn ass - den „Neie Lycée", dat ass eng Ganzdagsschoul. Dee Projet de loi ass déposéiert, mir wäerten nach Geleeënheet hunn hei am Haus iwwer eng Ganzdagsschoul mat engem pedagogesche Konzept ze schwätzen, wou den Akzent natierlech op d'Zäit geluecht ass, d'Zäit, déi ee sech gëtt fir mat de Schüler, mat den Enseignanten zesummen ze léieren an ze schaffen.

Et ass en Enseignement, dee pluridisciplinaire, fächeriwwergräifend also zesumme fonctionnéiert. Et ass wichteg vun den Intérête vun de Schüler auszegoen, fir alles, wat am Programm ass, awer ze touchéieren, ebe just fir dem Léieren dee Sënn ze ginn. Et geet drëm fir d'Leit zesummeschaffen ze loossen, d'Schüler zesummeschaffen ze loossen, well den Equipëgeescht jo ëmmer méi wichteg ass, mä awer och Enseignanten zesummeschaffen ze loossen, an et gëtt eng Form vun Autoevaluatioun agefouert a Form vu Portfolio, fir dass een de Progrès vun de Schüler kann dokumentéieren.

Vläicht sollt ech kloerstellen, dass dat e Lycée pilote ass. Dat ass eng Offer an der Schoul, déi esou séier wéi méiglech soll ugoen, fir dass mer och kënnen evaluéieren, wat déi eenzel Elementer dovunner bréngen. Et ass net geduecht d'ganzt Land a Ganzdagsschoulen ze verwandelen. Ech wollt dat eng Kéier hei soen, well ech net mengen, dass dat eng Offer ass fir alleguerten d'Kanner, mä et ass sécher eng Offer, déi an der öffentlecher Schoul muss do si fir déi Kanner an déi Elteren, déi dat wënschen.

Aner Elementer, déi am Lycée pilote elo ausprobéiert ginn, begleet ginn, evaluéiert ginn, déi kënnen natierlech transposéiert ginn an d'öffentlech Schoul, wann et sech dann erausstellt, dass dat sech bewährt huet.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Deen zweete Chantier ass dee vun dem Règlement grand-ducal iwwert d'Critères de promotion, op deen ech elo hei am Detail net wëll agoen, well et eng ganz komplizéiert Matière ass, mä dat wichtegt Element doranner ass deen Akzent, dee mir leeën op d'Remédiatioun.

Dat ass schonn agefouert ginn an der leschter Regierungsperiod, fir ze soen, wann e Schüler Schwieregkeeten huet, soll en direkt an den Appui goen. Et ass deelweis evaluéiert ginn, wat deen Appui bréngt, an d'Konklusioune sinn, dass een eigentlech méi en individuellen Appui muss offréieren a méi schnell intervenéiere bei de Schüler esoubal wéi ee Schwieregkeeten detektéiert.

Et geet och drëm fir déi staark Punkte vun de Schüler en valeur ze setzen, well mir jo e Schoulsystem hunn, traditionell, wou een eigentlech kengem eng Schwächt erlaabt, et muss een iwwerall d'Moyenne kréien. Dat bréngt mat sech, dass d'Schüler am Fong schaffen op hire schwaache Punkten, fir do d'Moyenne ze kréien an doriwwer hir staark Punkte vernoléissegen. De Wee hei soll sinn, dass een de Schüler eng Schwächt am Schoulsystem kompenséiere léisst, à condition dass e gutt Nummeren an deene Fächer huet an deenen e gutt ass. Et geet also drëm fir vun där Mentalitéit ewechzekommen, dass 30 duergeet, an dohinner ze kommen, dass d'Leeschtung och an deene Fächer, an deenen ee gutt ass, sech lount an dass een domadder eng Schwächt ka mat duerchzéien.

Deen drëtten Dossier ass dee vun der Evaluatioun, net vun den eenzelne Schüler, mä vun eisem Schoulsystem. Ech mengen, et ass e Leitmotiv, deen och ëmmer erëmkomm ass, dass mir eis mussen Indicateure ginn, fir eis Performancë vum Schoulsystem ze moossen. Dat ass wichteg, besonnesch wann een de Schoule méi Autonomie gëtt, a mir si jo ënnert der viregter Regierung op dee Wee gaangen, deen ech och fir richteg halen, fir de Schoule méi Autonomie ze ginn. Dat implizéiert awer och, dass ee muss dann eng Evaluatioun doniewent stellen.

Dëst Joer gëtt dann elo fir d'éischt, wat mer nennen „de Rapport Lycée" diskutéiert an de Schoulen. Dat heescht all Lycée kritt seng Donnéeën, esouwäit wéi de Ministère se huet, an dat ass emol éischtens natierlech wéi vill Schüler en huet, d'Origines socioprofessionnelles vun de Schüler, wéi vill Moyenen agesat ginn, mä awer och d'Resultater vun den Épreuves communes an d'Resultater vu PISA, fir ze kucken: Wou situéieren ech mech dann? Sinn ech gutt? Wou hunn ech Schwächten?

An déi Evaluatioun ass jo och net geduecht fir ee Ranking ze maachen a fir ze soen, wien dee Beschten ass, well mir wësse jo, dass d'Resultater, de Placement an esou engem Ranking jo ganz vill vun der sozialer Origine vun de Schüler ofhänkt. Et gëtt Schoulen, an deenen et vill méi einfach ass gutt Resultater ze kréien, an et si Schoulen, do ass d'Population scolaire esou vill méi komplizéiert, dass een natierlech vill méi Moyenë muss drastieche fir zu gudde Resultater ze kommen.

Déi Rapporte si geduecht, fir dass mir mat de Lycéeën zesummen diskutéieren, wat si kënne maachen a wou si hir Moyenë sollen asetze fir besser Performancen ze kréien. Also, d'Evaluatioun ass a mengen Aen net eng Strof fir d'Schoulen, mä ass do als Hëllefsmëttel fir hinnen deen Outil ze ginn, dee si brauchen.

Ech wëll dee System vu „Rapport Lycée" och da weiderféieren an der Primärschoul. Do si mir nach ganz an den Ufanksschong, well mir lues a lues all Statistiken am Scolaria zesummekréien, déi mir brauche fir och de Primärschoulen an och de Gemengen déi Informatiounen zoukommen ze loossen, wéi vill Moyenen, wéi vill Mënschen, wéi vill Appuië si asetzen, fir wéi eng Resultater ze kréien.

Ech mengen och, dass dat een interessanten Outil ass, fir kënnen d'Schoul ze pilotéieren, well mir stelle fest, dass et immens grouss Ënnerscheeder gëtt no de Gemengen. Déi eng offréieren hire Klasse vill Appui, déi eng hu kleng Effektiver an de Klassen, an aner Gemengen hu manner Appui, aner Gemengen hu grouss Effektiver an de Klassen. Dat hänkt natierlech bei de klenge Gemengen oft of vum Zoufall, wéi grouss d'Klasse kënne sinn, mä bei grousse Gemenge spillt dat Argument jo awer net.

An ech mengen, dass dat hëllefräich wier fir e bëssen ze gesinn, ob déi Moyenen, esou wéi mir se asetzen, dann och déi Resultater bréngen, déi mir erhoffen. Dat ass also nach ee ganz interessanten Dossier, dee mir awer nach musse creuséiere fir weiderzekommen.

Dee véierten - elo hunn ech dann d'Transitioun gemaach -, dat ass d'Gesetz vun 1912, wou mir wëlle Cyclen aféieren. Firwat Cyclen? Also amplaz, wéi et jo och probéiert ginn ass, d'éischt, d'zweet Schouljoer kënnen an dräi Joer ze maachen, Cyclen anzeféieren. Do gëtt et verschidde Modellen, iwwert déi ee muss diskutéieren, wat fir een och do déi bescht Resultater bréngt. D'Iddi vun de Cyclen ass jo fir déi ze generaliséieren am Primaire an eventuell ze kucken, ob mir dat och kënne weiderféieren am Postprimaire.

Et geet éischtens dorëmmer, fir dass déi Kanner, déi méi lues sinn, méi Zäit hunn, fir sech déi Kompetenze kënnen unzëeegnen, déi si brauche fir kënnen an der Schoul weiderzekommen. Well mir stelle jo fest, dass et Kanner gëtt, déi ganz laang am zweete Schouljoer sëtzen an dann op eemol op Septième an de Préparatoire kommen, a si hunn awer näischt dozwëschent geléiert.

Et huet jo kee Sënn e Kand esou laang an der Schoul sëtzen ze loossen. Et geet also dorëm fir de Rhythmus vum Kand ze respektéiere bei deene Luesen, mä et geet och dorëm fir deene schnelle Schüler d'Méiglechkeet ze ginn, méi schnell duerch den Zyklus ze kommen, well déi zweet Kränkt vun eiser Schoul - mengen ech - ass, wann d'Kanner sech langweilen an der Schoul, well si scho méi wäit si wéi d'Moyenne. Dat ass oft ganz décourageant, well mir stelle jo och fest, dass Kanner mat engem ganz héijen Intelligenzquotient keng gutt Schoulresultater hunn, well si sech ebe langweilen an der Schoul an net richteg stimuléiert ginn. Dat ass och eng Aufgab, déi - mengen ech - besonnesch an der Primärschoul muss méi eescht geholl ginn.

Ee fënneften Dossier ass ee ganz komplizéierten, dat ass d'Reform vun der Beruffsausbildung. Do si mir amgaang mat de Chambres professionnelles eis ze consultéieren. Och dat geet net ouni Definitioun vu Kompetenzen, an dat ass allerdéngs, muss ech soen, fir d'Beruffsausbildung nach vill méi komplizéiert wéi fir den Enseignement général, well et jo eng ganz grouss Offer gëtt vu Beruffsausbildung. Mä dat wäert ee wichtegen Dossier sinn.

Ech ginn zou, ech perséinlech entdecken d'Beruffsausbildung. Et ass ee Secteur, deen ech net esou gutt kannt hunn, deen ech awer ganz spannend fannen an och vun enger héijer Qualitéit. A wann ech gesinn, wéi gutt eis jonk Leit, déi op europäesch Meeschterschafte ginn, op Weltmeeschterschaften am Handwierk ginn, sech do klasséieren, da mengen ech, dass mir hei an der Chamber dat misste méi appréciéieren a méi valoriséieren, dass dat eng formidabel Ausbildung ka sinn, a si net ëmmer e bësse lénks leie loossen a soen, dat geet eis näischt un.

Da kënnt ee sechste Punkt, dee mir ganz wichteg schéngt, dat ass d'Participatioun vun den Elteren an der Schoul, well all d'Etüden an d'Literatur weisen, dass d'Kanner do erfollegräich sinn an och déi Schoulsystemer Succès hunn, wann d'Elteren enk associéiert sinn un d'Liewe vun der Schoul.

Mir hu keng Traditioun oder wéineg Traditioun an der Participatioun vun den Elteren an der Schoul. Dat läit u villen Ursaachen. An deem Gesetz iwwert d'Lycéeën ass jo een éischte Schrëtt gemaach, fir dass Elterecomitéen an de Schoule sinn an am Conseil d'éducation vertruede sinn.

Strukture schafen ass gutt, et muss een och d'Strukture mat Liewe fëllen. Dat ass eng Aufgab, déi natierlech och déi eenzel Partnere musse maachen, an déi och net an engem hallwe Joer geléist ass. Ähnlech Strukture musse mir eis - mengen ech - och gi fir d'Primärschoul, fir och do d'Eltere mat de Schoulen, mat de Schoulmeeschteren, mat de Joffere méi zesummenzebréngen, dass och net déi Angscht besteet, vun deenen enge par rapport zu deenen aneren oder déi Barrière, well ee Kand ass eent, dat ass net een anert, wann et mueres an d'Schoul geet a wann et mëttes doheem ass. D'Schoul huet aner Aufgabe wéi d'Elterenhaus, mä si mussen zesummeschaffe fir den Erfolleg vum Kand.

Dann hu mer ee siwente Punkt, dee mir och ganz vill um Häerz läit, dat ass: Wéi repêchéiere mir déi vill Kanner, déi fréizäiteg eis Schoul verloossen? Mir hunn den Inventaire gemaach, ganz prezis, vun deene Kanner, déi 2003-2004 an

enger Lëtzebuerger Schoul ageschriwwe waren, postprimaire, an déi den Hierscht 2004 net méi an engem Fichier vun der Schoul waren, an eise Fichieren, an dat sinn der 1.982, déi mer also net méi am Fichier hunn. Dat heescht net, dass se net méi an der Schoul sinn.

Mir sinn amgaang mat aneren, déi Donnéeën do ze verfeineren. Vu dass mer jo hei Matriculen hunn, kënne mer eigentlech all Kand nogoen, fir eng Enquête ze maachen, och wou se higaange sinn, a wann se net méi an der Schoul sinn, firwat se net méi an der Schoul sinn, fir eis eben och do eng Strategie ze ginn, fir deene Kanner eng nei Chance ze ginn, fir se sichen ze kommen.

Éischtens ass dat jo ee perséinlecht Drama, zweetens ass et een Drama fir eist Land an drëttens hu mer eis jo och d'Objektiv ginn, dat wat mer nennen d'Early-School-Leaveren, also déi, déi ze fréi aus der Schoul fortginn, ëm d'Halschent ze reduzéieren. Dat ass eent vun de Lissabon-Ziler an ech denken, dass mer vill Schwieregkeeten hunn, fir dat ze erfëllen. Dozou kann ech Iech also haut net méi soen, wéi dass mer amgaange sinn d'Ursaachen ze identifizéieren, firwat se erausgaange sinn, an erauszefannen, wou se sinn.

Da bleift dee leschte Punkt, an deen, mengen ech, ass ganz wichteg, dat ass d'Qualitéit vun den Enseignanten, well mir hale keng Schoul ouni Enseignanten. Dat wollt ech als leschte Punkt hei ervirhiewen. Mir kënnen hei Strukturen décidéieren, mir kënnen Apparater dohinner setze fir ze evaluéieren, fir ze beroden, mä ouni gutt Enseignanten an ouni motivéiert Enseignante kënne mir keng Schoul halen; d'Enseignante sinn de Pivot vun der Schoul.

Dofir, fannen ech, sinn d'Ausbildung an och d'Weiderbildung vun den Enseignante wichteg Punkten, well haut gëtt net méi Schoul gehale wéi virun 30 Joer, d'Welt ass méi komplizéiert ginn, d'Schoul also och. Dat ass also een Dossier, deen eis permanent beschäftege muss: Wéi stäerke mer d'Enseignanten, fir dass se där schwéierer Roll, déi se an der Schoul hunn, kënne gerecht ginn? Et gëtt onheemlech vill Enseignanten, déi ganz motivéiert sinn. Et geet drëm, fir déi ze stäerken an ze stäipen, an déi, déi emol passagèrement manner motivéiert sinn, fir déi esou ze motivéieren, dass se déi Aarbecht esou kënne maachen, dass se am Intérêt vun der Schoul a vun de Kanner ass.

Fir ze resüméieren, Här President, ech menge mir sinn eis alleguerten eens, dass PISA sécher keng helleg Kou ass, dass et awer e gudden Ustouss ass, fir een Débat ze féiere wéi een d'Qualitéit vun der Schoul verbessere kann. An eist Objektiv ass et - an ech denken dat gëtt gedeelt vu jidderengem heibannen -, dass mer gären all Schüler een Niveau méi héich qualifizéieren an dass mer gäre méiglechst vill Schüler op den héchsten Niveau vu Qualifikatioun an eiser Schoul bréngen. Dat kënnt souwuel den auslänneschen, wéi de Lëtzebuerger Kanner zegutt.

Dofir musse mer der Schoul Objektiver, Ziler fixéieren a mir mussen natierlech evaluéieren, fir ze moossen, ob déi Ziler och erreecht ginn; a wa se net erreecht ginn, wat mer da mussen als Hëllefsmëttel zur Verfügung stellen, fir dass se erreecht ginn.

A fir dat alles fäerdeg ze brénge brauche mer motivéiert Leit, déi ee Sënn an hirer Aarbecht gesinn, well nëmmen duerch d'Motivatioun bréngt een eng gutt Leeschtung an erreecht een eng héich Kompetenz an der Schoul.

Ech soe Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Ministesch. Als éischte Riedner ass den Här François Maroldt agedroen. Här Maroldt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. François Maroldt *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'PISA-Etüd als solch suergt schonn zënter längerem hei am Land fir Gespréichsstoff. Haut befaasse mer eis virun allem mat PISA 2003.

No PISA 2000 ass et schonn déi zweete Kéier, datt eis Schüler sech dësem Test hu missen ënnerzéien. Déi offiziell Resultater leien zënter enger gewësser Zäit vir, deemno kann ech dovunner ausgoen, datt Der am Virfeld vun dëser Debatt lech dës Tester selwer ugekuckt hutt, a brauch also net weider dorop anzegoen.

Ech wëll trotzdeem, well ech mech esou vill mat dësen Texter ofginn hunn, versichen dëst an enger éischter Approche duerch de Brëll vum Mann vum Terrain ze gesinn an lech meng Erfahrungen ze vermëttelen.

Wat dës Kéier aneschters war, dat war virun allem d'Astellung an den Oflaf vun dësem Test. Den Test ass net méi an engem groussen anonymë Sall geschriwwe ginn, mä an der familiärer Atmosphär vum Klassesall. Dës Kéier woussten souwuel d'Schüler wéi d'Enseignanten, wat op si duer géif kommen. Se hu sech also méi Gedanke gemaach an alles méi eescht geholl. Den Test ass organisatoresch besser preparéiert a méi eescht geholl ginn, wat net heescht, datt e systematesch duerchorganiséiert gi wär.

D'Resultater leien also um Dësch a mir sollte versiche roueg a besonnen dozou Stellung ze huelen a mir mussen eis iwwerleeën, ob dëst éischter e Boxestopp soll sinn oder e komplette Kurswiessel.

Dës Etüd däerf awer op kee Fall e Selbstzweck ginn. Mir kéinte fuddelen an eis Resultater sécherlech verbesseren andeem mer ganz geziilt op dësen Test géifen hischaffen, mä dëst wär an eisen Aen nëmme Maquillage a géif kee realistescht Bild vun eiser Lag ginn. A wann och eng ganz Rei vu Leit fannen, datt mer dës Kéier bei PISA 2003 net esou schlecht ofgeschnidden hätten, da bleiwen dach awer fir déi meescht d'Resultater besuergniserreegend. Dofir kënne mer eis net erlaben an eng Standby-Positioun ze verfalen an alles emol esou weiderlafen ze loosse wéi bis elo.

Mir kënnen dës Etüd net ignoréieren oder bagatelliséieren andeems mer behaapten, dass dës Etüd einfach net genuch dem lëtzebuergesche Schoulsystem Rechnung géif droen, an dofir keng Aussokraaft hätt. Nëmme wann ee sech regelméisseg a Fro stellt a bereet ass Ännerungen unzehuelen, kann ee virukommen. Dofir si mir, ech an och meng Partei, weiderhin iwwerzeegt vun der Utilitéit vun esou Etüden. Mir musse bereet sinn, de Verglach mam Ausland unzegoen.

Ech hunn eng ganz Rei vu Ministeren erlieft, jiddereen hat seng eege Virstellungen, c'est de bonne guerre, an zesumme mat de Kolleegen hu mer versicht, mat beschtem Wëllen a Loyautéit Reformen an Instruktiounen ëmzesetzen. Mir sinn eis awer haut bewosst, datt et net duergeet, fir Fléckaarbecht ze maachen.

Mir brauche grondleeënd Reformen, déi laangfristeg ugesat ginn, déi iwwer Joren hir Wierkung erreeche sollen. Wat mer net brauchen, dat ass een Zickzackkurs, wou mer all fënnef Joer an eng aner Richtung seegelen. Mir brauche Reformen, déi eise Schoulsystem als ee Ganzt gesinn a wou déi eenzel Mesuren ëmmer op hiren Impakt op de ganze Schoulsystem ausgeriicht sinn.

D'Aussoe vu PISA bezéien sech nämlech net eleng op annerhalleft Joer Lycée, mä sinn och d'Resultat vun all deene Jore Préscolaire a Primaire. Wëlle mer also eppes un de PISA-Resultater änneren, da musse mer eise ganze Schoulsystem iwwerdenken. Mir mussen d'Missioun an d'Objektiver vun eisem Schoulsystem nei definéieren, well iwwert d'Objektiver si mer eis haut leider ëmmer nach net eens. Nëmme wa mer wëssen, wat mer wëllen, wou mer histeiere wëllen, kënne mer eis Methodik änneren an domat och eis Resultater verbesseren.

Här President, dës Einleitung ass fir mech wichteg, well ech wëll verhënneren, datt déi Reflexiounen, déi ech am Numm vu menger Fraktioun wäert an d'Diskussioun abréngen, falsch verstane ginn. Och wa mer dës Etüd kritesch liesen, esou sti mer dach voll a ganz hannert hir, well mer hire Sënn a Wäert erkannt hunn.

Ech wëll mech a menger Interventioun, no dëse generellen Aféierungen zu PISA, op e puer Aspekter konzentréieren, wéi beispillsweis d'Evaluatioun, d'Reformen am Primaire, de Profil vun eise Schüler, de Verglach vu Lëtzebuerg zu deene Länner, déi am beschten an der PISA-Etüd ofgeschnidden hunn, d'Autonomie vun eise Schoulen, d'Infrastrukturen an d'Reforme bei der Methodologie.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, firwat den Test maache mat 15-Jährege? D'Äntwert läit op der Hand, mat 15 Joer huet ee säin normale Schoulofschloss. An deene meeschte Länner huet de Choix vun dëser Altersklass keng besonnesch Inzidenz, net awer fir Lëtzebuerg. Et gëtt kaum een anert Land, wou de Sproochenunterrecht esou een Impakt op den Horaire vun de Schüler huet. Am Verglach zu Finnland, 4 bis 5 Stonnen, kënnt zu Lëtzebuerg e Cinquième-Schüler op 15 Stonnen, dat si genee 50% vu sengem Horaire. Bedéngt duerch eis geographesch Lag hu bei eis d'Sproochen en iwwerduerchschnëttlecht Gewiicht.

D'Diskussioun vum Wäert vun esou engem extensive Sproochenunterrecht géif hei ze wäit féieren, mä trotzdeem musse mer wësse wat mer wëllen. Esou leien d'Prioritéiten am Secondaire technique anescht wéi am Classique. Mä eng vun eise Stäerkten an der Vergaangenheet war, datt ee Lëtzebuerger Student no senger Première sech fir egal wat fir ee Land konnt décidéieren, fir seng Unisstudien unzefänken. Dat war gutt esou an dat soll och esou bleiwen.

D'Fuerderung ass schonns opkomm, eng ähnlech Etüd am Kader vun der Première bei eise Schüler duerchzezéien. Ech géif mengen, dat wär interessant, well no de Réckmeldungen, déi mer regelméisseg aus dem Ausland kréien, sinn eis Schüler net esou schlecht a sinn duerchaus à même, am Ausland hire Wee ze goen.

Et gëtt och oft gesot, de Lëtzebuerger Student géif schreiwen, mä e kéint sech net expriméieren. Dat mag deelweis stëmmen, mä gehéiert dat net zu eiser Natur? Et feelt eis all u Selbstvertrauen, mir hunn Angscht e Feeler ze maachen, eis lächerlech ze maachen. An dofir hale mer léiwer eise Mond.

Déi wéinegst vun eis gebrauche Lëtzebuergesch fir offiziell Bréiwer ze schreiwen a gräifen duerfir léiwer op Franséisch oder Däitsch zréck. Mä well dës net eis Mammesprooche sinn, feelt et oft un der néideger Sécherheet. Ze grouss ass d'Angscht, et kënnt jo een e Feeler entdecken. Wat dropgeet ass d'Spontanitéit an d'Fäegkeet fir d'Kommunikatioun.

An do si mer schonns, Här President, bei engem vun den Haaptpunkten ukomm, der Penalisatioun. Eise Schoulsystem penaliséiert vill ze vill amplaz ze encouragéieren.

England a Lëtzebuerg, eng komplett aner Approche, ech hunn dëst selwer erlieft a vun anere Kolleege bestätegt kritt. Wann s de hei zu Lëtzebuerg en Essay zréckkriss, da léingst de herno um Buedem. An England par contre huet de Proff ugefaangen, all déi Punkten opzezielen, déi an dengem Essay gutt waren, du hues dech à l'aise gespuert an duerno huet en eng ganz Rei vu Kritike schéin agewéckelt bruecht. Du hues et iwwerlieft an de Message trotzdeem verstan. A méi wichteg an nach besser, du waars motivéiert fir déi nächste Kéier et nach besser ze maachen.

Och zu Lëtzebuerg wier et ubruecht, datt sech dës Philosophie méi géif duerchsetzen. D'Angscht, och wann et kee generellen Zoustand bei eise Schüler duerstellt, grasséiert weiderhin an eise Schoulen, an déi musse mer mat alle Mëttele bekämpfen. Schüler an Eltere sinn hautdësdags vill méi kritesch an akzeptéieren och net méi en allmächtegen Enseignant, deen eleng fir seng Klass responsabel ass.

Am Kontext vum Test hunn och eng ganz Rei vu Schüler bemängelt, datt se an der Klass net dat idealt Aarbechtsklima géife virfannen an datt dat hir Leeschtung géif beaflossen. Disziplin am Klassesall ass immens wichteg, well nëmmen esou kann uerdentlech geschafft ginn. Méi Disziplin erreecht een net duerch Drock an Terror, mä duerch Kompetenz, eng gutt Presenz, e gudde Kontakt mat de Schüler a virun allem en interessante Cours.

Léif Kolleegen a Kolleeginnen, wa mer bei Jugendleche vu 15 Joer gutt Resultater wëllen, da musse mer den Hiewel scho fréi usetzen. Ech hunn heinsdo d'Impressioun, datt de Fait, datt d'Etüd am Secondaire gemaach ginn ass, eis generell dozou verleet, de Reformäifer op de Secondaire ze beschränken, mä musse mir eis net d'Fro stellen, wat mer à la base vun eisem Schoulsystem, dat heescht an de Jore vum Primaire besser kënne maachen? De Primaire ass de Sockel op deen eis Schüler hire professionelle Werdegang opbauen.

De Koalitiounsaccord gesäit eng Reform vum 1912ter Gesetz vir, wou virun allem versicht soll ginn, den Échec scolaire op e Minimum ze reduzéieren. Fir de Primaire gesäit de Koalitiounsprogramm beispillsweis d'Aféierung vu Cycles d'apprentissage vir. Doduerch kënne Kanner mat Léierschwieregkeete besser gehollef kréien an douéiert, esouguer iwwerdouéiert Kanner kënne besser gefuerdert ginn. Doraus ergëtt sech d'Méiglechkeet vum Team-teaching an d'Organisatioun vu Moduler. Dëst bréngt eng gréisser Flexibilitéit mat sech, well wa mer méi geziilt op d'Kanner wëllen duergoen, da musse mer déi rigid Opdeelung a Klasse lassloossen.

Mir däerfen dobäi allerdéngs net vergiessen, an ech hunn et virdru scho gesot, datt dës Mesuren och hiren Impakt op de Secondaire mussen hunn. Mir kënnen et eis net erlaben, hei zu Lëtzebuerg zwou grondsätzlech verschidden Approchen ze hunn.

An der Debatt ëm PISA ass oft drop higewise ginn, wéi wichteg et ass, datt esou vill wéi méiglech Schüler eise Schoulsystem normal duerchlafe missten an e Schoulofschloss missten hunn. Geschwat gëtt vu Verloscht vu Stonnen a virun allem finanzielle Moyenen, deen den Échec scolaire eis Gesellschaft kaschte géif. Mä méi wichteg ass d'Tatsaach, datt den Échec scolaire haut virun allem eng Délégation de responsabilités ass. Dofir fanne mir et och richteg, datt an Zukunft de Conseil de classe opgewäert gëtt a méi responsabiliséiert gëtt.

Et ass nun emol eng Tatsaach, datt Lëtzebuerg am Ranking vun den Échecs scolaires ganz uewe läit. Eng vun de Konsequenzen dovun ass, dass eng beträchtlech Zuel vu Schüler hir Scolaritéit am Ausland ofschléissen. Ass dat de richtege Wee?

Wa mer am Primaire mat der Aféierung vun de Cycles d'apprentissage nei Weeër wäerte goen, déi sécherlech en Impakt op den Échec scolaire wäerten hunn, esou musse mer am Secondaire d'Promotiounsreglementer iwwerdenken. Remédiatioun a Kompensatioun sinn en Diskussiounsthema, däerfen awer net zu Exzesser verleeden. E Schüler, dee keng Basis an engem Fach huet, kann onméiglech an dësem Fouss faassen. D'Kompensatiounsméiglechkeete sollen och weiderhi begrenzt bleiwen.

Här President, Dir Dammen an Häre, och an Zukunft sollen eis Schüler reell gefuerdert ginn, net nëmme well international Experten um Leeschtungsprinzip festhalen, mä well mer eis bewosst sinn, datt mer als klengt Land näischt geschenkt kréien.

Här President, een Element, dat ech an der Diskussioun ëm PISA vermësst hunn, ass dee vum Profil vum Lëtzebuerger Schüler. Bedéngt duerch eis gesellschaftlech Entwécklung, ass de Schüler 2005 kaum nach mat dem Schüler aus de 70er Joren ze vergläichen. En fin de compte, wéi schneit en of am Verglach mat dem Klasseprimus?

D'PISA-Etüd gëtt eis d'Geleeënheet, fir déi Länner erauszefannen, déi besonnesch gutt bei dëser Etüd ofgeschnidden hunn. Mir sollen hir Methoden analyséieren an objektiv beuerteelen; wat fir eis opportun ass a wat mir fir eise Schoulsystem sollten a kënnen iwwerhuelen.

Finnland ass bekanntlech de Klasseprimus, an domadder déi international Referenz. Fir eis erschéngt et wichteg erauszefannen, a welche Punkte mir eis vun hinnen ënnerscheeden. Ech hu schonns de Sproochenunterrecht ugeschwat, dobäi kënnt de Problem vun den Auslännerkanner.

Net manner wichteg, Här President, ass den Degré d'autonomie vun deenen eenzelne Schoulen. A Finnland eng Selbstverständlechkeet, ass se bei eis nach an de Kannerschong. D'Autonomie vun eise Schoulen, a wat domat verbonnen ass, bleift weiderhin eng vun eise Bestriewungen.

D'Autonomie ass gekoppelt u méi Transparenz an eng regelméisseg Bewäertung vun deem Geleeschtenen. Am Ufank vum Joer ginn d'Finalitéiten zesummen definéiert an um Enn vum Joer muss kontrolléiert ginn, ob dës Ziler erreecht gi sinn a wéi wäit d'Schüler e bestëmmt Wëssen a Savoir-faire erreecht hunn. Fir de Secondaire bedeit dat de sou genannte „rapport lycée". Net nëmmen den eenzelne Schüler, mä och d'Schoul als solch, ka sech da besser situéieren.

Och d'Direktioune si gefuerdert, mä si mussen awer och d'Moyenë kréien, fir datt se hir Roll als Begleeder vun all dëse Moossnamen duerchféieren a gegebenenfalls intervenéiere kënnen.

Eng gutt Gestioun vun de Schoulen ass wichteg, fir datt ënner optimale Konditioune ka geschafft ginn. Dofir erkenne mir als CSV och d'Wichtegkeet vun engem Directeur d'école fir eenzel gréisser Schoulen oder Verbänn vu klenge Gebaier un. D'Ufuerderung vun engem modernen Enseignement, organisatoresch Tâchen an de Partenariat mat den Eltere maachen dëse Schrëtt noutwendeg. De Schouldirekter an den Inspekter sollen als Team zesummeschaffen a sech géigesäiteg ergänzen.

Mir kënnen eis hei zu Lëtzebuerg kaum virstellen, datt eng Schoul iwwer Ausschreiwunge Personal rekrutéiert. Mä och dat ass Autonomie. Wat dat mat sech bréngt, kann ee sech liicht virstellen. Mir hu weiderhin eng Carrière plane fir eis Enseignanten a schwätzen doriwwer, wéi mer d'Motivatioun vun eise

Schüler kënne verbesseren. Wa mer Leeschtung vun eise Schüler verlaangen, däerfe mer datselwecht vun eisen Enseignantë verlaangen.

Den aktuelle Système de recrutement, de mutation et d'affectation bréngt haut mat sech, datt am Classique eng ganz Rei vu Schoulen amgaang sinn ze vergreisen, sou läit d'Moyenne d'âge villeruerts bei iwwer 50 Joer. An e puer Joer kann dem Fernand Boden seng Superpromotioun aus den 80er Joren, deemools waren et ëm déi 110, déi mateneen agestallt gi sinn, mateneen a Pensioun goen.

Si mer awer dorobber virbereet? Am Moment hu mer eng Pénurie a verschiddene Fächer wéi Däitsch a Mathematik, hunn awer och weiderhi Problemer fir Auslänner anzestellen. Am Ausland dogéint ass d'Astellung vun den „native speakers" gang und gäbe. Mir wäerten also och an Zukunft nach eng ganz Rei vun neien Enseignante brauchen.

Seelen hu jonk Kolleegen eng Chance an deem Gebai d'Nominatioun ze kréien, wou se hir Formatioun kritt hunn a wou si mat vill Engagement gutt Aarbecht geleescht hunn. Dëst dréit net ëmmer zur Motivatioun bäi. Liberalisatioun an Autonomie de gestion op där enger Säit, a rigide staatlechen Dirigismus op där anerer. Also wa mer eis mat anere Länner vergläiche wëllen, da musse mer och bereet sinn, fir nei Weeër op dësem Gebitt ze goen.

Léif Frënn, de Profil vum Enseignant muss den neien Ufuerderungen ugepasst ginn. Net nëmmen déi éischt Formatioun ass wichteg, mä dauernd muss sech deenen neie Standarden ugepasst ginn. Esou wéi d'Schoulen sech um Enn vun all Schouljoer evaluéiere sollen, esou soll och den eenzelnen Enseignant sech an dësem Kontext situéiere kënnen. Villes wäert op déi nei Kolleegen duerkommen, vill Asaz a Begeeschterung si gefuerdert, mä dofir mussen si awer och d'Gefill hunn, datt dësen Engagement dobaussen honoréiert gëtt. D'Eltere selwer wëssen, datt et ëmmer méi schwéier gëtt, fir Kanner ze erzéien, an dofir sollten si och den Enseignant als hire wichtegste Partner gesinn, zesummen an net géintenaner schaffen.

Här President, am Verglach mam Ausland si mer stolz op eis Infrastrukturen. Déi nei Gebaier, déi an deene leschte Joren hir Dieren opgemaach hunn, loossen sech weisen. Allerdéngs betrëfft dëst virun allem déi nei Gebaier. De Jenker zu Déifferdeng ass nämlech keen Eenzelfall a weist wéi laang et heiansdo dauert a wéi schwéierfälleg de Stat sech oft deet, fir déi néideg Kreditter fir absolut noutwendeg Astandsetzungen, virun allem wat d'Sécherheet ubelaangt, vun ale Gebaier zur Verfügung ze stellen.

Am Fall vun enger Schoul, déi mer besonnesch no steet, ass der Communauté scolaire 1997 versprach ginn, datt endlech eppes ënnerholl géif. Well d'„mise en conformité" ze deier géif ginn an trotzdeem net all Problemer géif léisen, ass décidéiert ginn, datt den Déplacement pur et simple déi beschte Léisung wär. Zënterhier waart d'Schoulcommunautéit op d'Konkretiséierung vun dëse Pläng. Déi ufänglech Opbrochstëmmung, déi bei der Ukënnegung vun dëse Pläng ze verspiere war, ass verflunn a Resignatioun huet sech breet gemaach.

Mir wëllen eng Schoul, wou d'Schüler méi Zäit hu fir hir Studien an Aktivitéiten, déi se interesséieren, mä dofir brauche mer Infrastrukturen, déi deem och ugepasst sinn. Nieft de Klassesäll brauche mer Openthaltsraim, Bibliothéiken, déi net an engem däischtere Keller sinn, Turnsäll, déi e bësse méi grouss si wéi e Volleyballsterrain. En délabréiert a verwahrloost Gebai hëlleft net e gutt Aarbechtsklima ze schafen.

Futtis Miwwel a vergammelt Klassesäll provozéieren éischter wéi datt se géife motivéieren. Si sinn e gudden Nährbuedem fir Vandalismus an Aggressivitéit. Mir brauche keng Paläst, mä Gebaier, déi propper sinn a wou eis Schüler sech wuel fillen. Nëmmen esou kënne mer hinnen och de Respekt fir hiert Ëmfeld bäibréngen. Mir erwaarde vun den Enseignanten, datt se méi disponibel solle sinn, mä da brauchen och si eng Plaz, wou se schaffe kënnen, an dat ass am Moment net virgesinn.

Dir Dammen an Dir Hären, déi schéinst Infrastrukturen eleng ginn net duer, mir mussen och an der Methodik nei Weeër aschloen. Mir kënnen esou vill Geld wéi mer wëllen an eis Schoule stiechen, an dach gi si net besser, wann d'Leit, déi an dëse Schoule schaffen, an hiren Aarbechtsmethoden net à la hauteur sinn. Dat kann een iwwregens op déi verschiddenste Schoultypen applizéieren: Gesamtschoul, Ganzdagsschoul, oder eis traditionell Lycéeën. Mat all dëse Schoultype kann ee gutt oder schlecht Resultater erreechen. Wat zielt ass d'„stratégie d'apprentissage", d'„teaching method", an déi Leit, déi se uwenden.

Mir musse vun eiser konservativer Didaktik ewechkommen. D'Schoul däerf net langweileg sinn, an dofir muss de Schüler andauernd d'Gefill hunn, nei Erkenntnisser vermëttelt ze kréien. Ze vill Widderhuelung langweilt. Net all Eenzelnen däerf seng eegen Zëppche kachen, och wa se excellent ass. D'Enseignante vun enger Klass sollten openeen zougoen a gemeinsam Programmer ausschaffen. Pluridisziplinaritéit mécht e Cours interessant.

Wat ee virun allem net aus den Ae soll verléieren, ass déi praktesch Uwendung vun all deem, wat ee geléiert huet. Eis Schüler kennen oft hir Grammaire an hir Regelen, wësse se awer leider oft net unzewenden. All puer Joer wiessele mer d'Schoulbicher oder d'Programmer. Dës nei Schoulbicher sinn all op eng eege Methodologie opgebaut oder leider och heiansdo op iwwerhaapt kenger. Dës Methodologie solle mer applizéieren, soss brauche mer se net.

D'Auteure vun dëse Schoulbicher liwweren och meeschtens en Typ vun Testaufgabe mat. Et kann ee se uwenden oder et kann ee sech par contre drop beschränken, „tests made in Luxembourg" ze ginn. Da leien an der Moyenne d'Punkte bis zu zéng Punkte méi déif. Och mat dëser Tatsaach musse mer eis ausenaner setzen. Et geet net duer, datt en auslännesche Professer seet, „that's perfectly correct English", an datt dann de Lëtzebuerger äntwert, „but it's not the English we are used to in Luxembourg".

(Hilarité)

Dat gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech zum Schluss kommen. Och mir kënnen net an engem Mëtteg eis Schoul reforméieren. Et bleift villes ze soen, et bleift villes ze maachen. An enger Dageszeitung ass de Statsminister mat folgende Wierder zitéiert ginn: „Mir mussen dës Froen ouni Scheiklappen, ouni ideologesch Barrièren, ouni virgefaasste Meenung diskutéieren." Ech ka mech deem nëmmen uschléissen. Kommt mir fänken domadder un!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Maroldt. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur. Dir hutt d'Wuert, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen, Dir Hären, „kommt mir fänken domadder un" waren dem Här Maroldt als Spriecher vun der CSV seng lescht Wierder elo hei op der Tribün. Ech hunn em ganz andächteg nogelauschtert an ech deelen zu engem ganz groussen Deel seng Analys. Hien huet bemängelt, dass all fënnef Joer e Kurswiessel an der Éducation nationale kënnt. Et kënnt een dat soe vun deene leschte fënnef Joer, mä do virdun hat d'CSV, mat just enger Interruptioun vu fënnef Joer, den Unterrechtsministère 50 Joer laang. Da stellen ech mer haut d'Fro: Firwat ass dann net virdrun ugefaange ginn?

Wa mir haut iwwert d'PISA-Resultater hei debattéieren,…

(Interruptions diverses)

…dann ass dat jo d'Folleg vun enger Educatiounspolitik, déi zu Lëtzebuerg konstant iwwer Jorzéngte gemaach ginn ass, wou eng Partei federführend war, an da muss een och dat a Fro stellen. Dat wat ech dann hei constatéieren ass, dass dem Här Maroldt seng Analys an déi Aussoen, déi en elo hei gemaach huet, eng Afrostellung ass vun all deenen CSV-Educatiounsministeren, déi virdrun do waren.

(Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et soll een am Fong nëmmen dat moossen, wat moossbar ass, an et soll een dat vergläichen, wat vergläichbar ass, an nach nëmme wann et sënnvoll ass. A bei der PISA-Etüd muss ee sech déi Fro awer stellen, ob déi zwou Viraussetzungen, dat heescht, ass alles moossbar, wat gemooss ginn ass, an ass alles vergläichbar, wat verglach gëtt, geschafe sinn.

Wéi soll een d'Finne vergläichen an hirem Schoulsystem, wou se beispillsweis 2% Auslänner an der Schoul hunn, wou mir hei zu Lëtzebuerg awer 40% Schüler hunn, déi net Lëtzebuergesch als Mammesprooch hunn. Wéi soll een e Schoulsystem vergläichen, bei deem an engem Schoulsystem 600 Schoulstonne pro Joer enseignéiert gëtt, an engem anere Land sinn et 1.200 Schoulstonne pro Joer.

D'Ganzdagsschoul, dat ass e Schlagwuert ginn, an ech kommen duerno drop zréck, mä Ganzdagsschoul bedeit ganz Verschiddenes an deene verschiddene Länner. Finnland schwätzt vu Ganzdagsschoul, mä do ginn d'Kanner schonn um zwou Auer mëttes heem. Dat heescht ons Schüler gi méi laang an d'Schoul wéi zum Beispill déi kleng Finnen. An Däitschland awer ass nëmme moies Schoul an déi schwätze vu Ganzdagsschoul. Wa se dat hätten, wat mir elo hunn, da wier dat an hiren Aen eng Ganzdagsschoul. Och do gëtt et Begréffsverwirrungen.

Et gëtt och dann - an d'Madame Minister huet dat an hirer Ausféierung gesot - Schoulsystemer, wou ganz wéineg vun uewen erof diktéiert, fixéiert ass, wéi beispillsweis a Finnland. An England dergéint awer si relativ grouss Virschréfte virgesinn, wellech Kompetenze sollen erreecht ginn. Béid Länner schneiden awer gutt an der PISA-Etüd of. Et gëtt Länner, déi hunn e ganz fräien Erzéiungssystem, et gëtt aner Länner, déi hunn eng Schoul wou enorm Disziplin ass, wéi beispillsweis a Korea, wou bis zu 50 Kanner an enger Schoulklass sëtzen.

Et ass och net d'Gréisst vun der d'Schoulklass, déi déterminant ass. Wéi mer och aus der PISA-Etüd wëssen, gëtt et Länner mat héije Klasseneffektiver, déi gutt ofgeschnidden hunn, a Länner mat niddregen Effektiver, déi keng gutt Resultater hunn.

D'Aart a Weis wéi Schoul gehale gëtt, d'Methodologie, d'Approche schéngt och net ausschlaggebend ze sinn, well a Finnland - konnt ee liesen - gëtt et ganz vill Klassen, wou nach e Pult op engem Podium steet a wou een och d'Bänken net kann zesummestelle fir Gruppenaarbecht ze maachen. Et handelt sech also hei ëm ganz verschidden Usätz jee no Land an dat huet eppes mat den Traditiounen ze dinn, déi gewuess sinn. Wann een da soll do Vergläicher opstellen, da muss een awer ganz virsiichteg si mat den Interpretatiounen.

Dat mierkt een och bei de Responsabele vun der PISA-Etüd selwer. An enger Konferenz, déi organiséiert war vum Educatiounsministère den 28. Februar, huet den Här Andreas Schleicher, dee responsabel ass bei der OCDE fir d'PISA-Etüd, PISA folgendermoossen definéiert: „PISA ist der Versuch ein kompetenzbezogenes Modell zu testen." Et geet also drëm fir e Modell ze testen, an dat soll ee sech virun Aen halen, wann een iwwert d'Resultater vun der PISA-Etüd schwätzt. D'Resultater däerf een also net iwwerbewäerten, mä mir sollen se awer och net ënnerbewäerten an ëmmer eng Excuse fir all schlecht Resultater hunn.

Et däerf een awer virun allem net falsch Konklusiounen aus der PISA-Etüd zéien. Den Här Baumert, deen an Däitschland responsabel ass fir d'Duerchféierung vun der PISA-Etüd, huet 2002 Folgendes gesot: „Ich fürchte mich am meisten vor den Personen, die jetzt genau wissen was zu tun ist." Allerdéngs musse mer ons virun deenen an Uecht huelen!

Ech wollt domat soen, dass sech net alles verknäppe léisst, dass sech net alles vergläiche léisst an dass et net eng Method gëtt, déi mer kënnten importéieren, wou mer géinge soen: Dat brauche mer bei eis am Schoulsystem.

Wann ee falsch Konklusiounen zitt a falsch verknäppt, da kéint een zum Beispill zum Schluss kommen, dass e gutt Ofschneiden an der PISA-Etüd zu héijer Jugendaarbechtslosegkeet féiert. Wann een d'Statistike kuckt am Oktober 2004, hat Finnland beispillsweis, verglach mat deene 15 Länner vun der EU, déi mat 21,1% héchste Jugendaarbechtslosegkeet an Europa bei Jonken ënner 25 Joer. Si schneiden awer gutt am PISA-Test of! Ech wëll just domat soen, dass een net alles ka matenee vergläichen an net déi falsch Schléss zéien, an dat solle mer och net maache bei der PISA-Etüd hei.

Här President, Dir Dammen, Dir Hären, ech hunn dës Virbemierkunge gemaach fir drop hinzeweisen, dass een d'Resultater vu PISA mat ganz villen Nuancë muss kucken an interpretéieren. Déi Verantwortlech vu PISA selwer si jo och virsiichteg bei hiren Aussoen. Dat konnte mer feststellen, wéi mer beim Här Schleicher an där Konferenz waren den 28. Februar, an dat konnten déi Deputéierten och feststellen, déi bei der OCDE zu Paräis waren, wou d'PISA-Resultater presentéiert gi sinn. Wann ee konkret Froe gestallt huet, da krut een awer keng konkret Äntwert dorobber. Mir däerfen also net maachen, wéi wann déi PISA-Etüd, déi Resultats bruts wierklech dat wieren, u wat mer ons misste festhalen, mä mussen dat mat Nuancë gesinn.

Et muss ee sech also d'Fro stellen, wat de Stellewäert ass vun dëser Debatt. „Ech wëllt hei awer och soen, dass d'Chamber hir Aarbecht an dësem Dossier net gemaach huet. Et läit kee Rapport hei vir zu esou engem wichtegen Débat."

Här President, dat sinn net meng Wierder. Dat sinn d'Wierder vun der Spriecherin vun der LSAP, den 29. Januar 2003 - der Madame Mady Delvaux! D'Madame Mady Delvaux huet déi Zäit d'Chamber kritiséiert, well d'Chamber selwer kee Rapport gemaach huet. Laang erklärt dann d'Madame Delvaux, wat hätt missen an deem Rapport vun der Chamber stoen. Wéi ass et haut? Haut ass d'Madame…

Une voix.- Et ass nach ëmmer keen do.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Haut ass d'Madame Delvaux Educatiounsminister. Et ass awer nach ëmmer kee Rapport do, also huet d'Chamber hir Aufgab net gemaach.

Virun der Debatt 2003, wëll ech awer soen, dass ënnert der Presidentschaft vun der Madame Durdu an der Educatiounskommissioun 19 Associatiounen eng Prise de position ofginn hunn op Grond vun engem Questionnaire, deen deemools d'Kommissioun ausgeschafft huet. Et ass en Hearing hei organiséiert ginn, a mir kruten eng ganz Partie Prises de position, déi als Document parlementaire erauskoumen. Et sinn Elterenassociatioune gehéiert ginn. Et ware Syndikater derbäi, Chambres professionnelles, Vertrieder vun Auslänner an esou virun.

Wat ass dann elo haut an der Kommissioun geschitt? Et sinn zweemol Experten aus dem Ministère respektiv dem Script gehéiert ginn, déi gutt Explikatioune ginn hunn. Duerno war eng Entrevue mat de Professere Baumert a Köhler, an domat hat et sech. Et sinn och…

(Interruption)

Et si fënnef Deputéierten, ee vun all Fraktioun, op Paräis gaangen. Ech muss awer soen, dass déi Visite zu Paräis bei der OCDE fir mech ganz enttäuschend war a wierklech net opschlussräich.

Dat war also d'Aarbecht, déi d'Chamber dës Kéier gemaach huet. Virun eppes méi wéi virun zwee Joer sinn ech ganz vill vun der Oppositioun kritiséiert ginn an haaptsächlech vun der LSAP. Ech sinn esouguer an d'Lächerlecht gezu ginn, ech géing elo d'Educatiounspolitik resüméieren op fënnef Wierder - Moien, Äddi, Pardon, wann ech gelift a Merci -, well ech effektiv eng Kéier gesot hat, et wier wichteg, wann d'Kanner dat als Bagage mat op de Wee kriten. Du sinn ech wierklech lächerlech gemaach gi wéinst där doten Ausso, zu där ech awer nach ëmmer stinn. Ech weess och, dass dat net duergeet, mä et ass awer den Ufank fir all dat anert.

Wann ech haut kritiséieren, dann ass et bestëmmt net, well ech d'Politik wëll lächerlech maachen, déi d'Madame Delvaux haut praktizéiert. Ech géing dat och net maachen, well ech vill ze vill Respekt virun der Madame Delvaux als Persoun hunn an ze vill Respekt vis-à-vis vun deem Amt, wat se ausféiert.

Ech kann lech awer soen, Här President, et ass eng spannend Lecture, wann een d'Debatte vun deemools zréckliest. D'Madame Delvaux huet deemools esou Froen opgeworf - an ech zitéieren: „ Wéi ass et da mat der Reform vun der Ausbildung vun de Schoulmeeschteren a Léierinnen?" Déi Fro stellen ech och haut, well do schénge se sech jo net ganz eens ze sinn an der Regierung! Ech hunn och doriwwer eng Question parlementaire gestallt.

Da seet d'Madame Delvaux och: „Da muss ech nach eng Kéier soen," - et ass d'Madame Delvaux, déi schwätzt - „dass ech et lamentabel fannen, datt zwee Ministèrë sech déi Kompetenzen deelen." Et geet also ëm d'Formation supérieure. Also fënnt d'Madame Delvaux et haut lamentabel, dass si mam Här Biltgen déi Kompetenzen deelt an dann och nach d'Madame Modert als Statssekretärin derbäi ass. D'Madame Delvaux wénkt jo mam Kapp! Si ass also an enger Regierung, wou d'Kompetenzopdeelung lamentabel ass, no der Opfaassung vun der Madame Delvaux, a si ass do mat mer d'accord. Weider…

(Interruption)

…zitéieren ech d'Madame Delvaux, déi seet: „Mir bräichten awer ee Minister als Kapitän, ee Pilot, deen d'Richtung ugëtt." Ass d'Ma-

dame Delvaux dann elo dee Kapitän, dee Pilot, no deem si virun zwee Joer verlaangt huet?

An enger Motioun vun deemools hunn d'Sozialiste verlaangt, dass an der Primärschoul d'Betreiung vun de Kanner no der Schoulzäit a während der Schoulzäit ënnert d'Kompetenz vun deemselwechte Ministère fält. Iwwert dee Sujet hat den Här Mars Di Bartolomeo och souguer eng Interpellatioun gemaach. Wéi ass et haut? Et ass nach ëmmer, souwäit och weess, d'Madame Delvaux, déi zoustänneg ass fir d'Schoul, fir d'Betreiung ass et de Familljeministère - d'Madame Jacobs!

Weider ass deemools an enger Motioun gefrot ginn, d'Regierung soll de Projet de loi iwwert d'Privatschoulen zréckzéien. Dee Projet de loi ass net zréckgezu ginn. Dat Gesetz ass gestëmmt ginn, an elo hunn ech näischt méi gelies an der Regierungserklärung, ech héieren och näischt méi dovun, also schéngt et net esou ze sinn, dass d'LSAP dat Gesetz elo wéilt änneren.

Wann een d'Debatte vun deemools liest, wéi den Här Scheuer zweete Spriecher war, da fënnt een och interessant Saachen eraus. Den Här Scheuer huet fonnt, dass deen Hearing, deen deemools gemaach ginn ass, net wäit genuch gefächert war. Et ware jo 19 Prises de position zwar do. Ech zitéieren den Här Scheuer: „Vill Gremien, vill Institutioune waren net derbäi. Ech froen Iech mol: Wou war d'Beruffswelt? Wou war d'Ekonomie? Wou waren déi, déi un der Integratiounsdebatt deelgeholl hunn? Wou waren d'Chambres professionnelles? Wou ware virun allem déi, déi d'Kultur hei zu Lëtzebuerg representéieren, déi aktiv d'Kulturliewen hei zu Lëtzebuerg prägen an déi domadder fir mech och responsabel si fir de Begréff Enseignement général mat Liewen a Contenu ze fëllen. Wou waren se, déi netstaatlech Institutiounen?

(Interruptions diverses)

Fir mech hätt déi Diskussioun missen d'Basis gi vun enger reeller Bildungsoffensiv. Déi Diskussioun ass an engem Cercle fermé virbereet ginn." Souwäit den Här Scheuer am Januar 2003.

Haut ass den Här Scheuer President vun der Educatiounskommissioun. Huet hien dann all déi Leit gehéiert, no deenen hie verlaangt huet virun zwee Joer? Ech mengen net. Hien huet déi kaum kontaktéiert. Wat huet den Här Scheuer dru gehënnert, déi Initiativ ze huelen? Firwat ass net consultéiert ginn?

Här President, wann een hei en Débat féiert iwwert déi PISA-Etüd, da muss een natierlech och soe wat ons Äntwerte sinn op d'Resultat vun der PISA-Etüd, an et kann net sinn, dass een dat mat engem Slogan ofdeet, d'Schoul misst Spaass maachen an da kréich een d'Affär an de Grëff. Dat weess d'Madame Delvaux selwer an och, dass mussen Adaptatiounen an der Schoul kommen, a si huet elo hei an hirer Prise de position jo och ugeféiert wat déi Chantiere sinn, déi een elo misst ugoen. Si huet och an hirer Prise de position écrite, déi mer d'lescht Woch kritt hunn, fënnef Ziler fixéiert, mat deenen ech kann d'accord sinn.

Dat éischt Zil ass, dass d'Zuel vun deenen, déi d'Schoul fréizäiteg verloossen, muss erofgesat ginn. Zweetens, d'Zuel vu Jonken a Sparte wéi der Mathematik oder den neien Technologië muss eropgesat ginn.

(Interruption)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech staunen elo, well dat dote sinn déi Ziler, déi d'europäesch Unterrechtsministeren zesumme festgeluecht hunn am Joer 2003, a souwäit ech weess war d'Madame Brasseur deemools Lëtzebuerger Unterrechtsministerin. Also huet si do mat an Europa déi doten Ziler festgeluecht. An ech widderhuelen déi just fir ze soen, dat dote sinn d'Engagementer, déi d'Lëtzebuerger Regierung am Kader vun der Lissabon-Strategie mat ënnerschriwwen huet, dass dat d'Objektiver sinn. Duerfir, dat sinn der elo net, déi ech erfonnt hunn, Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Ech hu jo och gesot, ech wier mat deenen Ziler d'accord. Dir hutt mech gläich ënnerbrach, well ech wollt soen, well dat déi Ziler sinn, déi vun der Unioun…

(Interruption)

Ech wollt se just rappeléieren, well Dir an Ärer Dokumentatioun, déi Der ons zur Verfügung stellt, déi ënnersträicht, an zu Recht ënnersträicht: D'Zuel vu Jonken a Sparte wéi der Mathematik an der Technologie misst eropgesat ginn, d'Zuel vu Jonken, déi de Cycle supérieur de l'enseignement secondaire sollen erreechen, déi soll een erhéijen.

Dat véiert Zil ass dat, d'Zuel vun de Schüler, déi schlecht liesen, misst een erofsetzen, an dee fënnefte But ass, dass ee méi Erwuessener dozou bréngt, Apprentissage tout au long de la vie ze maachen. Ech sinn also nach wie vor och mat deenen Ziler d'accord an ech si frou, dass d'Madame Minister déi nach eng Kéier rappeléiert huet.

Grouss Suerge maachen ech mer allerdéngs iwwert déi Ausriichtung, déi d'Madame Minister ugedeit huet a verschiddenen Interviewen oder verschiddene Pabeieren, déi diffuséiert gi sinn. Et sinn zéng Punkten.

Éischtens, d'Ausso: keng Hausaufgabe méi. Ech weess net wéi ee soll eng Matière léieren, wann een se net widderhëlt, nodeem et an der Schoul erklärt ginn ass, ee geléiert huet et ze applizéieren, an dat kann een nëmme léieren andeem een et übt. An übe muss een eben ausserhalb vun der Schoulzäit maachen, an et geet keen Apprentissage um Widderhuele laanscht. Duerfir gehéieren och Hausaufgaben dozou.

Zweetens, wat ech vermëssen am Discours vun der Madame Delvaux, dat ass dat Wuert Effort. Dat Wuert Effort schéngt net méi zum Vocabulaire vun der Educatioun ze gehéieren. Mir mussen et dach awer fäerdeg bréngen, de Kanner de Goût vum Effort mat ze vermëttelen, mat op de Wee ze ginn. Ouni Effort geet et op kengem Gebitt, a bestëmmt net beim Apprentissage. Mir mussen de Kanner och weisen, dass Leeschtung eppes Positives ass, dass een dofir muss schaffen an dass een dann dofir ka belount ginn. Mir si fir d'Schoul vum Effort an net fir d'Schoul vum Confort. De Confort erreecht een eréischt duerch den Effort. Et muss ee sech deen erschaffen.

Drëttens, eng Ausso, déi an engem Reflexiounspabeier stoung: No-exame géingen ofgeschaaft. Dat war e falscht Signal.

Véierte Punkt, d'Ganzdagsschoul. D'Ganzdagsschoul, wat eng gutt Saach ass wann et sech ëm eng Offer handelt, déi d'Kanner ugebuede kréien, déi ganzdags betreit ginn nieft der Schoul. Mir wäerten och nach d'Geleeënheet kréien, doriwwer ze diskutéieren, a muer de Mëtteg ass jo och eng Educatiounskommissioun iwwert dee Punkt aberuff ginn. Mir haten, den Här Meisch an ech, scho méi laang gefrot, mir sollen doriwwer an der Kommissioun diskutéieren. Déi Diskussioun fënnt dann elo muer statt.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Deen neie Lycée awer, esou wéi en an onsen Aen elo virgesinn ass, ass eppes ganz aneschters wéi eng Ganzdagsschoul. Do gëtt déi Ganzdagsschoul als Deckmantel geholl fir nei pedagogesch Weeër ze goen. Et soll ee sech net neie pedagogesche Weeër verschléissen, mä ech hunn awer wierklech hei d'Impressioun wéi wann dat en ideologesche Wee wier, eng alternativ Pedagogie. Wéi zum Beispill wann ech liesen, dat wier eng Schoul wou et keng Schoulbicher méi géing ginn. Ech muss Iech soen, dass ech mech dann awer nëmme ka wonneren. Wann ech dann och nach liesen, dass an där doter Schoul d'Kanner solle mat Aktivitéite beschäftegt ginn, wéi Gaardenaarbecht oder Zirkus, da stellen ech mer wierklech d'Fro, wellech Aart vu Schoul mer dann do développéieren?

Mir brauche pedagogesch Erneierungen. Dat ass ganz kloer. Allerdéngs, dëse Wee, deen elo d'Regierung wëllt goen, net dee vun der Ganzdagsschoul, mä besser gesot deen neie Lycée, ass a mengen Aen eng Utopie, wou den Elteren och eppes virgegaukelt gëtt, an da sinn d'Kanner duerno déi Leidtragend. Wann ech dann och nach héieren, dass verlaangt gëtt, dass esou e Modell soll op d'Primärschoul ausgeweit ginn, da wërft dat méi wéi eng Fro op.

Fënneftens, d'Gesetz vun 1912 soll reforméiert ginn. Am Januar 2003 hat ech hei an der Chamber en Dokument ënnerbreet, dat zustane koum no Consultatioune vu ganz ville Schoulpartner, an ech hat gebieden, dass d'Fraktioune mer sollen hir Propositiounen iwwert d'Reform vum 12er Gesetz ginn. Ech krut zwou Réckmeldungen an ech hat zwou Entrevuen. Dat eent war mat der CSV-Fraktioun an dat anert war mat der Fraktioun vun der Demokratescher Partei. Déi aner Fraktiounen hu sech leider net gemellt, an duerno hunn ech meng Responsabilitéit als Minister geholl an ech hunn de Projet de loi ficeléiert, e mat op den Instanzewee ginn an en déposéiert.

Elo héieren ech, dass dat Gesetz erëm ganz soll op de Métier geholl ginn an dass eng ganz Partie Neierunge sollen do erakommen. D'Primärschoul soll dann eng ganz Rei nei Aufgabe kréien, niewent hirer essenzieller Missioun. Et gi Psychologen, Educateuren a Pedagogen do agestallt, déi sécherlech noutwendeg sinn an onsem Schoulsystem an déi d'Kanner sollen encadréieren. Et muss een awer dovir warnen, dass ee soll elo eng Schoul schafen, wou Psychologen, Pedagogen an Educateuren zu engem Elterenersatz ginn. Dat ass nämlech eng Mainmise vum Stat op all Erzéiungsfroen an eng Déresponsabiliséierung an eng Entmündegung och vun den Elteren, an domat kann een op kee Fall d'accord sinn.

D'Schoul däerf och net e Lieu de vie ginn, wou et wéi an engem Club Méditerranée ausgesäit, wou den Enseignant an den Educateur de gentil Organisateur ass, deen d'Kanner vu moies bis owes bei Laun hält a wou de Kanner dann nach heiansdo eppes bäibruecht gëtt.

(Interruptions diverses)

D'Schoul däerf keng Institutioun ginn, wou een op eemol d'Impressioun huet - wann een dat iwwerspëtzt formuléiert -, dass een d'Kanner moies schonn um siwen Auer kënnt do ofginn an dass een se owes am Pyjama, gewäsch a gefiddert, um hallwer aacht erëm kënnt ofhuelen. Dat ass einfach dat falscht Signal an an déi Richtung däerfe mer net goen.

(Interruptions)

Sechste Punkt. Suerge mécht mer d'Tatsaach, dass mer bis elo wéineg héieren hu vun der Beruffsausbildung. D'Madame Minister huet et elo grad selwer gesot, dat wier eppes wat se elo géing entdecken. Si wier bis elo mat der Beruffsausbildung net esou konfrontéiert gewiescht.

(Interruptions diverses)

Da ka se dat also och nach nohuelen, well d'Beruffsausbildung ass fir mech eent vun de wichtege Standbeener vun onser Ausbildung. Si ass wichteg fir déi jonk Leit, déi iwwert dee Wee kënnen zu enger Qualifikatioun kommen. Si ass awer och enorm wichteg an onser Ekonomie, wéi mer och nach de leschte Sonndeg bei der Meeschterdiplomiwwerreechung konnten héieren.

Siwente Punkt. Am Moment verloossen ze vill Schüler ons Schoul ouni Qualifikatioun. Dee Constat maache mer all an dat ass och inakzeptabel. Et ass gutt festzestellen, dass et zu enger Verbesserung komm ass. 79,8% vun de Schüler haten eng Qualifikatioun virun e puer Joer. 2003 waren et ëmmerhin 82,8%. D'Tendenz ass also steigend.

Mä dat geet awer net duer. Allerdéngs ze soen, mir musse kucken, dass jiddfereen zu engem Diplom kënnt, däerf awer net douzou féieren, dass en Examen eng Aart Braderie gëtt, well doduerch dévaloriséiere mer den Examen an domat dévaloriséiere mer och de Stellewäert vun der Schoul. Méi Qualifikatioune fir jiddereen, jo, mä mir mussen ons bewosst sinn, dass net jiddfereen déiselwecht Qualifikatioun kann erreechen.

Aachte Punkt. Ech kann net domat d'accord sinn, dass an der Primärschoul, wéi dat elo virgesinn ass, am éischten Zyklus et keng Zensure méi solle ginn. Ech sinn nämlech wierklech der Meenung, dass d'Kanner Emulatioun brauchen an dass d'Kanner och frou sinn sech ee mat deem aneren ze moossen.

Néngte Punkt. Ech kann net domat d'accord sinn, dass de Sproochenunterrecht am klassesche Lycée soll moduléiert ginn. D'Sprooche wore fir ons ëmmer en Atout an et muss en Atout bleiwen.

Am technesche Secondaire ass et natierlech eppes anescht, well do d'Finalitéit och eng aner ass oder eng aner ka sinn, an dofir sinn déi Efforten, déi an deene leschte Jore gemaach gi sinn, luewenswäert.

Déi Etüd, déi d'Madame Delvaux an Optrag ginn huet beim Conseil de l'Europe, fir ze kucke wat een an de Sprooche muss kënnen, do däerfe mer awer net vergiessen, dass och ons Situatioun net mam Ausland ze vergläichen ass. Well mir hunn hei zu Lëtzebuerg nieft onser Mammesprooch nach zwou Sproochen, wat Sproochen an onsem Sproochesystem sinn, dat ass Däitsch a Franséisch. An dofir sinn déi Exigenzen, déi mir brauche fir déi Sproochen ze maîtriséieren, awer wuel anerer, an dofir sinn ech gespaant op d'Conclusioune vun der Etüd.

Ech weess och, dass d'Madame Delvaux eng Enquête oder e Questionnaire un d'Betriber verschéckt huet, fir emol ze wësse wéi d'Kultur vun de Sproochen do ass.

Mä ech wëll nach eng Kéier soen: Am klasseschen Unterrecht, wou d'Basis eng humanistesch Approche muss sinn, ass et dach enorm wichteg, dass een déi zwou Sproochen, Däitsch a Franséisch, nieft dem Engleschen an enger véierter Sprooch, gutt beherrscht, fir och Zougank zu deene Kulturen ze kréien, déi een net kritt, wann een dat net kann. Besonnesch virun der Ofwäertung virun der franséischer Sprooch wëll ech hei warnen.

An dann den zéngte Punkt, deen, wou ech mer Froe stellen, dat ass dat iwwert d'Kompenséierung. D'Kompenséiere muss dach eng Ausnahm bleiwen. Wann ech awer elo d'Madame Minister héieren hunn, seet se, et muss een op d'Stäerkte vun de Schüler tablléieren. Dat ass ganz richteg, a wann ee sech do ganz gutt dru gëtt, da kann een och eng ganz Partie Schwächte kompenséieren.

Et ass awer nun emol esou, dass et eng Partie Saache gëtt, déi muss ee mathuelen, déi muss ee mat op de Wee kréien. Dat muss een och kënnen. Et geet net drëm d'Lat erofzesetzen. Mir mussen dann de Kanner hëllefe besser ze trainéieren, dass se d'Lat nawell packen.

Kompenséieren ass gutt fir ee momentanen Ausrutscher eng Kéier wettzemaachen. Mä dat däerf awer net d'Regel ginn. Et däerf keng Prime à la paraisse ginn, well soss mécht een e Minimum vun Effort.

Här President, dat sinn déi zéng Punkten, wou ech wollt soen, dass ech net ka mat der Approche vun der Madame Unterrechtsminister d'accord sinn. Si hat elo eng Rei Méint am Ministère, wou éischter Diskretioun virgeherrscht huet, wat ech och verstinn. A si geet déi Tâche, déi se huet, déi sécherlech schwéier ass, mat enormem Elan un. Ech sinn awer der Meenung, dass an enger Partie Punkten déi Richtung, déi si ageschloen huet, duerch déi Aussoen, net an déi richteg Richtung ginn. Well wa mer hei zu Lëtzebuerg wëllen déi Virdeeler halen, déi mer am Moment hunn, da musse mer einfach besser si wéi d'Noperen, mir sinn net zu vill.

Et kann also nëmmen esou sinn, déi Virdeeler ze halen, wa mer ons méi dru ginn. Mir si jo net méi intelligent wéi d'Noperen, wéi déi ronderëm eis. Also gëtt et nëmmen ee Wee, dat heescht besser ze sinn, an da muss ee soen, dass ee sech méi muss dru ginn, och wann dat net ëmmer Spaass mécht.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, haut féiere mer den Débat iwwert d'Resultater vun der PISA-Etüd, bei där Lëtzebuerg besser ofschneit wéi bei der éischter PISA-Etüd. Mä d'Resultater sinn nach laang net gutt. An dees musse mer ons bewosst sinn an dat musse mer ons virun Aen halen, an dofir musse mer ons weider dru ginn.

Mir féieren awer och déi Debatt haut am Kader vun der Lissabon-Strategie. Mä och do muss een d'Fro opwerfen, ob déi Ziler, déi gesat gi sinn, realistesch sinn. Ech hu virdrun déi fënnef Ziler ernimmt, an déi Ziler sinn u sech luewenswäert. Mä wann een och do Vergläicher mécht, da muss ee sech Froe stellen.

Et gëtt dann esou ee Benchmarking gemaach, an do ass zum Beispill ee Land, dat huet en Educatiounssystem, wou 96% de Cycle secondaire supérieur erreechen. Et muss ee sech d'Fro stellen, wat ass dat da Wäert, dee Cycle secondaire supérieur, wa 96% vun de Kanner deen erreechen? Dat ass bestëmmt eppes anescht wéi bei eis. Dofir muss een och fir d'éischt do eng Begréffsdefinitioun maachen, éier een do Vergläicher uschneit.

Et ass nämlech e Schwindel, wann een all Mënsch en Diplom gëtt, wou eng héich Qualifikatioun drop steet, mat där een duerno awer näischt kann ufänken. Et kann een nun net jiddferengem en Diplom an d'Wéi leeën. Dee muss ee sech erschaffen. Mir mussen ons bewosst sinn, dass mer net jidderee kënne fir deen allerhéchsten Niveau qualifizéieren.

Wat mer brauchen, dat ass eng Schoul an där all Kand dat mat op de Wee kritt, wat him no senge Capacitéiten et erméiglecht, sech aktiv un der Gesellschaft, un der Entwécklung vun onser Gesellschaft ze bedeelegen. Wa mer dat fäerdeg bréngen, dann hu mer ons Missioun erfëllt, a fir dat kënnen ze erreechen, gëtt et awer nëmmen eppes: Kommt, mir ginn ons drun!

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir

Hären, dat Wuert PISA-Etüd ass zu engem Reizwuert ginn, net nëmmen zu Lëtzebuerg, mä bal weltwäit. D'PISA-Etüd klasséiert d'Leeschtunge vun engem nationale Schoulsystem, an dat op der Basis vun Tester, déi inhaltlech identesch sinn.

PISA 2000, 31 Länner hu matgemaach. Lëtzebuerg klasséiert sech op der 29. Plaz, viru Mexiko a Brasilien. Katastroph, Skandal, Faillite vun eisem Schoulsystem!

PISA 2003, 40 Länner hu matgemaach. Lëtzebuerg klasséiert sech op de Plazen 23 bis 29, jee no Kategorie. Mir leien nëmme méi knapp ënnert der OECD-Moyenne. Et ass besser gaangen.

Gepréift ginn ass dës Kéier virun allem d'Culture mathématique. Et ass e ganz ongewinnt Wuert. E Wuert wat ech net kannt hunn, Culture mathématique. Derniewent awer och nach d'Kompetenzen am Liesverständnis an a wëssenschaftleche Beräicher méi allgemeng d'Fäegkeet, fir Problemer ze léisen.

Sinn eis Schüler elo vu 15 Joer, aus alle Schoultypen, aus alle Gebaier, am Laf vun dräi Joer besser ginn? Si se méi intelligent, méi kompetent? Gouf eise Schoulsystem maassgeblech geännert? Si mer méi performant, fir datt dat Produkt Schüler u Qualitéit gewonnen huet? D'Äntwert ass neen.

Mir si schonn e bësselchen houfrech, datt mer net méi um Schluss vun der standardiséierter Leeschtungstabell stinn. Dës Kéier si mer awer net kal erwëscht ginn. Mir ware virbereet. Mir, dat sinn d'Elèven, d'Professeren, d'Betreier, de Ministère och. Mir hunn eis formal a mental seriö op den Test agestallt gehat. Mir hate geléiert an d'Resultat ass besser ginn.

Mä e puer Wourechte bleiwe bestoen. A wann d'Madame Brasseur vun engem Hearing geschwat huet, deen déi lescht Kéier stattfonnt huet op enger ganz breeder Basis, dann hat ech, wéi déi hei Diskussioun ugaangen ass, a wéi d'PISA-Etüd erauskomm ass, d'Impressioun, wéi wann en neien Hearing näischt, keen neit Element géif bréngen.

Et bleift allerdéngs d'Fro no der Ekonomie, déi déi lescht Kéier net gehéiert ginn ass.

D'Kultur, ech hat net un d'Kultur geduecht. Dat gestinn ech zou.

Mä d'Ekonomie, déi kënnt eran an déi ass virgesinn. Wa mer eis un d'Kompetenzen halen, un d'Definitioun vun de Kompetenzen, da musse mer déi Debatt mat der Ekonomie féieren. An et läit schonn eng Demande do, fir datt d'Educatiounskommissioun, zesumme mat der Commission de l'Économie, sech mat deem Problem befaasst.

D'Problemer, déi Wourechten, déi bestoe bleiwen, an d'Problemer, déi wichtegst, wëll ech emol folgendermoossen oplëschten:

Éischtens, ee vun den deierste Schoulsystemer vun der Welt bréngt Resultater, déi ënnert der Moyenne vu 40 anere Länner leien.

Zweetens, ee Land mat deem héchste PIB pro Awunner ass net emol Mëttelmooss, wat d'Leeschtung vum Schoulsystem ugeet.

Dann drëttens, fir mech ganz wichteg, ee Wuert zu de Randsegmenter: D'Leeschtungsspëtzt an eise Lycéeën ass net esou breet wéi dat an deene meeschte Länner de Fall ass; an anere Wierder, mir hu manner excellent Schüler wéi aner Länner. A virun allem dann och nach: Dee Segment, deen ënnert dem Duerchschnëtt läit, ass breet, deen ass ze breet. Ee vun den Experten huet gesot, datt ronn 25% vun de Kanner a Jugendlechen domadder zu enger Risikogrupp kënne gerechent ginn, a wuertwiertlech sot hien - et war de Professor Baumert - zu enger „sozialer Risikogrupp". Mir iwwerdroen d'sozial Problemer an eise Schoulsystem.

Véiert Remarque. Nëmmen niewebäi wollt ech eng punktuell Remarque zur Mathematik maachen: Déi gestallte Froen an der Mathematik ware konkret Problemer, déi mech erënnert hunn un déi Problemer, déi mir an der Arithmetik, an der gudder aler Arithmetik geléist hunn. Ronn 80% vun den Elèven hunn Däitsch als Hëllefssprooch geholl, an net Franséisch, an där si Mathematik léieren. Ech wollt einfach d'Fro un d'Mathematiksprofessere riichten, firwat d'Elèven dee Switch zur däitscher Sprooch gemaach hunn, wéi si mathematesch Problemer ze léisen haten an net op op Franséisch gespäichert Wëssen zréckgegraff hunn, dat si hunn, fir a Formelen un d'Mathematik erunzegoen.

Dat féiert eis natierlech zur Sproocheproblematik, mat där mäi Kolleeg Fernand Diederich sech wäert ofginn. Ee Wuert zur Villsproochegkeet, déi bestëmmt net perfekt ass. Dat ass an dësem Fall garantéiert bei der Mathematik een Handicap gewiescht. Iwwerhaapt ass, fir d'PISA-Etüd esou ze bestoe wéi anerer, eis Villsproochegkeet bestëmmt keen Avantage.

Dann e Wuert zum Integratiounsprozess vun den Netlëtzebuerger, virun allem vun de Primo-arrivants, dat heescht vun deenen, déi net hei zu Lëtzebuerg gebuer sinn. Déi Integratioun ass awer nëmmen ze bewältegen duerch déi Villsproochegkeet vun eise Schoulen an an eise Schoulen, also musse mir si bäibehalen, also musse mir de Sproochenunterricht upassen un d'Besoinë vun den Elèven an un d'Exigenzen aus dem Beruffsliewen an un d'Exigenzen vun der Gesellschaft.

Wien d'Froen, d'Texter an d'Problemer kuckt, déi am PISA-Text gestallt gi sinn, fir dee steet fest, datt si sech ëmmer oder bal ëmmer am Kontext vum alldeegleche Liewe bewegen, datt si sech orientéieren un enger gewësser Aktualitéit, datt si net an d'Kategorie anzeklasséiere si vun dem Art pour l'art.

An da si mir bei de Lerninhalter vun eisem Schoulsystem a mir si bei der Definitioun vu Kompetenzen a bei der Revisioun vu Lerninhalter. Mir si bei de Programmer, bei de Programmer, iwwert déi Matière geléiert muss ginn, gewosst muss ginn, a Programmer, déi zu Kompetenze féieren, an et ass ee kompetent, wann een dat, wat ee geléiert huet, uwende kann.

D'Schoul muss de Courage hunn, an d'Fachkonferenzen, d'Programmkommissiounen - dat hat ech och déi leschte Kéier gesot - mussen sech décidéiere fir d'Relevanz vun hiren Inhalter ze préiwen, ze iwwerpréiwen, fir ewechzeloossen, fir ze vereinfachen, fir ze erneieren, mat Kritären, déi vu villen Interesséierten un engem gudde Schoulbetrib da mussen erschafft ginn, fir zu där Revisioun ze kommen. Déi Interesséiert fanne mir am Wirtschaftsberäich, mir fanne si am Sozialberäich a mir fanne si am Kulturliewen.

Ech hat déi leschte Kéier och gesot, d'Schoul muss zur Dispositioun stoe fir iwwert se ze debattéieren. Si muss eraus aus engem Filet, an dee si sech selwer agesponnen huet. Upassung vun Inhalter an de Choix vun Unterrichtsmethode kënnen net vun der Politik décidéiert ginn oder octroyéiert ginn. Virun allem och d'Schoulmeeschteren an d'Professere mussen dohannert stoen a musse selwer hëllefen se ze entwéckelen.

Ech menge vun der Dynamik vun eisem Corps enseignant hänkt all Reform am Schoulwiesen of. Ech erwaarde mir, dass d'Gewerkschaften aus dem Unterrechtsecteur mat op een neie Wee ginn, op een innovative Wee, datt si de Message aus de PISA-Tester an - Etüde richteg interpretéieren.

Fait ass zum Beispill, dass 18,9% vun den Immigrantekanner sech am Enseignement secondaire erëmfannen; Fait ass, dass déi meeschte Kanner am EST aus Netlëtzebuerger Kreeser kommen. D'Zuele ginn auserneen, méi wéi 50% op jidde Fall, 57% schéngt de Minimum ze sinn - och dat muss ze denke ginn.

D'PISA-Etüd gëtt dann eng Serie vun Informatiounen, déi wuel esou interessant si wéi dee Ranking vun de Schoulleeschtungen. Déi Informatioune stinn um Schluss vun der Etüd. Et sinn Informatiounen iwwert den Impakt vum soziale Milieu a vun der Famill op d'schoulesch Carrière vun den Elèven. Plakeg Zuele weisen, datt Kanner deenen hir Elteren d'schoulesch Carrière net begleede kënnen, sech méi oft wéi anerer um ënneschten Enn vun der schoulescher Leeder zréckfannen, vu wege Chancëgläichheet hei zu Lëtzebuerg, a bestëmmt och an deenen anere Länner.

Remèden oder Remédiatioun, dat heescht eng besser organiséiert Hëllef ass gefrot an déi muss hëllefen de sozialen Déséquiliber duerch d'Elterenhaiser, an den Elterenhaiser ze équilibréieren, opzehiewen, esou wäit ewéi méiglech. Ech mengen, datt de Projet Ganzdagsschoul, wat ee Projet pilote ass, eng Äntwert drop ass, wahrscheinlech déi radikaalsten Äntwert dorop ass, mä et ass ee Projet pilote, aus deem ee ganz ganz vill Konklusiounen zéie kann, an et ass ee Projet pilote mat ganz ville Facetten. Ech si gespaant op d'Organisatioun an ech sinn och gespaant, wa mir déi éischt Evaluatioun maachen.

Wichteg am PISA-Rapport sinn awer och déi Remarquen, iwwert déi mir praktesch net diskutéiert hunn, och hei nach net, vun de Schouldirekteren zum Beispill, déi behaapten, et géing u qualifizéiertem Personal an eise Lëtzebuerger Schoule feelen. Wichteg ass fir mech och folgend Ausso - et ass fir mech déi schockéierendst Ausso an där ganzer Etüd - vu 49% vun de 15-jähregen Elèven, déi soen: „L'école n'a pas fait grand-chose pour me préparer à la vie adulte."

An déi Ausso eleng muss Ursaach genuch sinn, fir d'Programmer an d'Methoden ze reforméieren, a fir och eng Ambiance an de Schoulen ze schafen, fir iwwer ee Milieu scolaire nozedenken. Och dat ass ee wichtege Facteur an dëser Beuerteelung duerch d'Elèven.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

De Schluss vun der PISA-Etüd 2003 an deem excellente Rapport, deen dem Ministère seng Beamten erstallt hunn - ech ka si nëmme félicitéieren - weist Pisten op, op deenen een ouni u Programmer ze goen, ouni och u Methode souguer ze goen, eis Schoul nettement méi de Kanner entgéintbrénge kann, an ech mengen och esouguer méi agréabel maache ka fir d'Enseignanten.

Konklusioun: Keng Regierung a kee Schoulminister kann Tabula rasa maachen, wann hien nei untrëtt. No fënnef Joer sinn nei Iddie gefrot, wann d'Regierung wiesselt. Dat ass esou, an déi nei Iddien tabléieren op enger bestëmmter Basis an déi Basis muss ee festhalen. Villes un eisem Schoulsystem ass gutt. Eise Schoulsystem ass dee Schoulsystem, deen trotzdeem ee Maximum vun auslänneschen Elèven integréiert, ouni datt hien elo déi berühmt Chancëgläichheet vermëttelt.

Mir hunn eng Motioun gemaach, an ech wollt Iech déi iwwerreechen, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que dans son rapport international sur l'étude PISA 2003, l'OCDE recommande au Luxembourg non seulement de cibler ses efforts sur des groupes particuliers d'élèves, mais d'élever le niveau de formation et de compétences de l'ensemble de ses élèves;

- considérant que les conclusions de l'étude PISA 2003 confirment les résultats de l'étude PISA 2000, à savoir que l'enseignement luxembourgeois néglige trop l'application des savoirs qu'il dispense;

- considérant que la motivation des élèves de l'école luxembourgeoise est inférieure à celle de la moyenne des élèves des pays de l'OCDE, alors qu'il ressort de l'étude PISA que la motivation constitue un élément expliquant la bonne performance de certains systèmes scolaires et que par ailleurs elle constitue le fondement de l'apprentissage tout au long de la vie;

- considérant que les écarts de performance entre enfants de différents milieux socioculturels sont importants et que le maintien de la cohésion sociale dépend aussi de la capacité de l'école de donner à chaque enfant, quelle que soit son origine, une chance maximale de réussite scolaire;

- considérant que le nombre d'élèves quittant l'école sans avoir obtenu un certificat est très élevé;

invite le Gouvernement

à réaliser en sus des mesures prévues par le programme gouvernemental les actions suivantes:

- procéder à une révision des programmes scolaires en vue d'un ciblage sur les besoins et les objectifs des différents types d'enseignement;

- définir dans une démarche coordonnée des socles de compétence pour les différents cycles de l'enseignement primaire et de l'enseignement postprimaire;

- mettre en place un système de suivi afin de documenter les compétences individuelles de l'élève;

- mettre en œuvre une évaluation et une orientation fondées sur les points forts de l'élève et sur une progression des acquis en organisant notamment des épreuves communes au niveau national;

- veiller à ce que les élèves en difficulté se voient proposer des aides scolaires et que par conséquent, un dispositif de remédiation soit mis en place dans chaque école et dans chaque lycée;

- mettre à disposition des élèves, sur le site Internet de l'école luxembourgeoise, des banques de données permettant d'acquérir à titre individuel des compétences en langues et en mathématiques par le biais de cours, d'exercices et d'items d'évaluation accessibles en ligne et y assurer l'accès par la mise à disposition d'ordinateurs au sein de l'école;

- offrir une deuxième chance de formation pour les élèves qui ont quitté prématurément l'école sans avoir obtenu une qualification;

- scolariser chaque élève étranger arrivant au pays en fonction de ses capacités et l'insérer le plus rapidement possible dans le cursus normal, notamment par la mise en place d'un accueil et d'un suivi centralisés et étudier l'opportunité d'introduire une formation secondaire spécifique pour les plus performants de ces élèves;

- faire pour chaque voie de formation l'inventaire systématique des obstacles qui entravent la progression normale des élèves et y remédier tout en garantissant le maintien de la qualité de la formation;

- étudier la possibilité d'étendre l'organisation de l'enseignement par cycles à l'ensemble de l'enseignement primaire et aux premières années de l'enseignement postprimaire afin d'adapter la durée des études aux capacités individuelles des élèves;

- mettre en place un dispositif d'évaluation et d'accompagnement sur base d'un rapport annuel auquel chaque établissement et chaque école peut recourir pour élaborer un plan de développement de l'école et d'amélioration de la qualité de son enseignement;

- introduire l'obligation pour les écoles et les lycées d'informer les parents de l'élève des progrès scolaires de leur enfant, des possibilités d'études ultérieures qui s'en dégagent ainsi que des mesures de remédiation pour pallier les difficultés scolaires;

- associer l'élève et ses parents par l'information, le conseil et la prise en considération de leur avis, à chaque fois qu'une décision d'orientation ou de réorientation est à prendre;

- veiller à la mise en place d'un authentique partenariat dans les écoles;

- professionnaliser le travail des enseignants de manière à ce que les enseignants puissent collaborer au sein d'une équipe pédagogique, recourir au conseil et à l'appui de leurs pairs et participer à l'évaluation de la qualité de l'enseignement de leur école;

- créer un centre de formation continue pour enseignants;

- valoriser le travail du personnel enseignant qui prend en charge les élèves qui ont le plus de difficultés et le plus de besoins;

- réaliser, en collaboration avec l'Université du Luxembourg, une étude quantitative et qualitative sur le poids des origines sociales et des origines culturelles dans les performances scolaires, l'évaluation, la sélection et l'orientation des élèves;

- mettre en place, en collaboration avec l'Université du Luxembourg, un dispositif d'indicateurs servant à évaluer le système scolaire luxembourgeois.

(s.) Jos Scheuer, John Castegnaro, Fernand Diederich, François Maroldt, Nelly Stein.

Et ass eng Motioun, déi een Aktiounsprogramm duerstellt, een Aktiounsprogramm, deen net am Detail ausgezeechent ass an deen elo konkretiséiert gi muss. An deen ouni Zesummespill vun deene ville Schoulpartner sech net oder nëmmen deelweis ka realiséieren.

Dee Programm kann och nëmmen ausgeschafft, applizéiert an ausgewäert ginn, wann d'Regierung, de Législateur, d'Léierpersonal, mat den Direktioune vun de Gebaier a mam ganze Personal, wat un d'Gebaier attachéiert ass, an awer och, an dat hu mer an der Motioun geschriwwen, d'Uni Lëtzebuerg, eise Schoulsystem op villen eenzelne Punkten un d'Bedürfnisser vun de Kanner, vun de Studenten, vun der Gesellschaft a vun der Ekonomie upassen.

Dës Motioun déterminéiert verschidden Interventiounsniveauen.

1. Iwwerschaffe vu Programmer, awer op der Basis vu Kompetenzen, déi am Virfeld mussen déterminéiert ginn.

2. Reform vun der Evaluéierung, Ënnerstëtzung vun den Elèven, déi Hëllef brauchen an e Suivi vu schoulesche Leeschtungen, deen iwwert d'Ausstellung vun Zensuren erausgeet.

3. Organisatioun vun engem Partenariat tëschent Schoul an Elteren.

4. Organisatioun vun der Formation continue vun dem Léierpersonal a Schafe vun Equipen, déi sech ëm d'Elèvë këmmeren.

5. Opfänke vun Elèven, déi d'Schoul ouni Diplom verlooss hunn, an ech gebrauchen zwee Termen, deen een ass zum Schlagwuert ginn, Ecole de la deuxième chance, oder nenne mer et Pédagogie de la deuxième chance. Erënnert lech un déi 25% vu Jugendlechen, déi riskéieren duerch de Filet vum Aarbechtsmaart ze falen an zur Risikofraktioun gehéieren.

6. Mir wëlle profitéiere vun der Uni Lëtzebuerg, fir eise Schoulsystem

ze iwwerwaachen, awer och fir en ze guidéieren.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, op der Regierungsbänk sëtzt d'Ministesch vun der Educatioun. Schoulpolitik gëtt awer och mat anere Ministèrë gemaach, a bestëmmt net ouni aner Ministèren, an d'Qualitéit vun eisem Enseignement, a virun allem dee leschten Deel, deen an der PISA-Etüd déterminéiert gëtt, wou d'Motivatioun vun de Schüler an och d'Motivatioun vun den Enseignanten e bëssen analyséiert gëtt, deen ass ofhängeg vum Ambiente an engem Schoulgebai.

Mir brauchen ee Konzept, dat de Bauteminister erstelle muss, fir séier Schoulraimlechkeeten ze bauen. A mir brauchen och Schoulraimlechkeeten, déi enger moderner Schoul würdeg sinn.

Mir brauchen natierlech och de Familljeminister, oder d'Familljeministesch, déi hir Responsabilitéit hëlt fir de para- a périscolairë Beraich, vum Précoce iwwert de Primaire bis erop an de Secondaire.

A mir brauche ganz bestëmmt och de Wirtschaftsministère mat de Chambres professionnelles, déi och hiert Wuert zur Ausriichtung vun der Schoul ze soen hunn.

D'Madame Delvaux huet Äntwerten op vill Froen, déi duerch d'PISA-Etüd sech stellen, virgeschloen, vill Sujeten och ugeschnidden, déi wäit iwwert de Kader vun der PISA-Etüd erausginn. Si mécht Propositiounen, déi dann am Konsens mat der Schoul, awer och mat der Politik mussen ofgeklappt ginn an duerno ëmgesat ginn. Mir sinn um richtege Wee, fir aus eiser Schoul ee Betrib ze maachen, dee sech lues awer sécher verbessert.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Deen nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Adam. Dir hutt d'Wuert, Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleegen a Kolleeginnen, mat Interesse hunn ech menge Virriedner nogelauschtert. D'Madame Minister huet eng Rei Punkten opgeworf, déi zum Deel och an deene Motioune vu menger Partei erëmzefanne sinn. Aus der Madame Minister hirem Mond huet dat allerdéngs ëmmer e bësselche wéi fromm Wënsch geklong an net esou vill wéi Neel mat Käpp.

Den Här Maroldt huet am Numm vun der CSV gesot, d'CSV wier bereet dee ganze Schoulsystem ze iwwerdenken a grondleeënd Reforme matzedroen; dat freet mech. En huet awer dunn och direkt d'Brems gezunn an ech si gespaant, wéi wäit seng Partei dann elo wierklech ee System wëllt änneren, dee si jorzéngtelaang geprägt huet.

D'Vertriederin vun der DP huet sech beklot, datt hir Unterrechtspolitik an der Vergaangenheet op fënnef Punkte reduzéiert ginn ass, an elo reduzéiert si der aktueller Ministesch hir Politik op „back to lustigs"; wat ech e bësse schued fannen.

(Interruption)

Mam éischte Saz vun deem Dokument, dat d'Madame Minister eis fir eisen Débat de consultation vun haut de Mëtten zougestallt huet, hunn ech meng Problemer. Do steet nämlech: «Les résultats de l'enquête PISA 2003 montrent que le Luxembourg a amélioré sa performance globale.»

Jo, dës Kéier waren d'Schüler an d'Proffe méi motivéiert, PISA 2003 ass vun de Schüler a vun de Proffe seriö geholl ginn, mä et ass och liicht un der Stéchprouf gedréint ginn. D'Europaschoul koum bäi, mat ëmmerhi 4,9% vun der Schülerpopulatioun, mir hunn e bësse beim Modulaire gekierzt, alles a begrentztem Mooss, sou datt et vun der OECD akzeptéiert gouf, mä ëmmerhin.

D'Duerchféiere vum Test gouf geännert. D'Schüler konnte bis kuerz, iert se ugefaang hu mat schaffen, d'Sprooch vum Test wielen. An der Mathé war net, ewéi am Joer 2000, Franséisch obligatoresch. D'Schüler konnten d'Sprooch fräi wielen an, den Här Scheuer huet et och scho gesot, iwwer 80% hunn Däitsch gewielt. Hei gesinn d'Experten och d'Haaptursaach vun de Verbesserungen an dat ass och d'Ursaach, firwat datt d'OECD kloer an däitlech seet, d'Resultater vun 2000 a vun 2003 kéinte fir d'Land Lëtzebuerg net matenee verglach ginn.

Et ass bestëmmt richteg, all Test kritesch ze kucken. Dozou gehéiert och sech Gedanken driwwer ze maachen, ween dann iwwerhaapt den Auteur vun deem Test ass a wat seng Ziler sinn.

PISA ass net vun engem Veräin vu Literaten, Philanthropen oder Philatelisten ausgeschafft ginn, mä vun enger Organisatioun, déi Interesse un der Entwécklung vun enger globaliséierter Wirtschaft huet. Dat mécht mësstrauesch, léisst sech Schoul op Mathé, Sproochen a Sciencë reduzéieren? Wéi wichteg si sozial Kompetenzen, musesch Fächer, Ethik an esou weider fir eis Schüler an an eise Schoulen?

Wann een allerdéngs liest, wéi d'OCDE déi verschidde Fächer, déi an der PISA-Etüd gepréift ginn, definéiert, da stellt ee fest, datt et ganz vill ëm Verstoen an Applizéiere vu Wësse geet. Et geet Rieds vu jonken, konstruktiven, engagéierten an denkende Bierger, déi aktiv um gesellschaftleche Liewe sollen deelhuelen.

Wann ee weess, datt d'OCDE sech selwer als Optrag ginn hat ze kucken, ob déi Jugendlech vun haut prett sinn, an der Wëssensgesellschaft vun haut a vu mar kënnen ze bestoen, wann een dann och nach vun der Geleeënheet profitéiert hat, deene verschiddenen Experten: Baumert, Köller, Schleicher a Mc Gaw nozelauschteren, wéi si net nëmmen d'Resultater, mä och de Seriö vun der Planung an Duerchféierung vum Test erkläert hunn, da schéngt et mir kloer, mir kënnen eis net rausrieden, mir mussen eis de Resultater stellen a Konklusiounen zéien an ëmsetzen.

De Lëtzebuerger Schoulsystem ass mat enger Situatioun konfrontéiert, wéi et se soss a kengem Land gëtt. A kengem anere Land musse Kanner a Jugendlecher dräi offiziell Sprooche kennen, a kengem anere Land ass de Prozentsaz vun auslännesche Schüler esou héich wéi bei eis. Déi Leit, déi elo mengen, mir missten einfach eis auslännesch Schüler aus de Resultater eraushuelen, da wieren se méi richteg, déi iere sech. Och wa mer eis auslännesch Schüler erausrechnen, sinn eis Resultater nach extrem mëttelméisseg. Dat ass och gemaach ginn, op der Säit 88 vum Rapport national.

Déi 40% auslännesch Schüler sinn eng Realitéit. Si sinn an eise Schoulen, si sinn zu engem groussen Deel zu Lëtzebuerg gebuer, hu Rechter a Flichten an dësem Land a wäerten och zum allergréissten Deel hei wunnen a schaffe bleiwen. Dës Schüler erausrechnen heescht de Kapp an de Sand stiechen. D'Lëtzebuerger Schoul huet Verflichtunge vis-à-vis vun all hire Schüler, an net nëmme vis-à-vis vun engem Deel vun hinnen.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- An der Schoul gëtt virun allem mat Sprooch geschafft. An d'sproochlech Viraussetzunge sinn an eise Schoulen denkbar komplizéiert. Mir hunn och zu Lëtzebuerg reagéiert.

Mir sinn dat eenzegt Land an Europa, an ech géing souguer mengen op der ganzer Welt, wou d'Schoulflicht schonns mat véier Joer ugeet. Mir hu Strukture vun enger schoulescher Fréierzéiung opgebaut, wou et allerdéngs nach vill Ënnerscheeder iwwert d'Land gëtt. Dat alles mam Zil vun enger méiglechst gudder, sozialer a sproochlecher Erzéiung.

Mir haten hei an der Chamber een Débat d'orientation sur l'école d'intégration den 29. November 2000, an hei an der Chamber gouf am Kader vun dëser Debatt eng Motioun mat 24 Punkten ugeholl. D'Importenz an d'Komplexitéit vun der Scolarisatioun vun auslännesche Schüler huet an der lescht net ofgeholl, mä éischter zougeholl. An duerfir, Här President, wëll ech lech eng éischt Motioun iwwerreechen, wou mir méi Moyene froen, fir d'Integratioun vun deenen auslännesche Schüler an eise Schoulen ze begleeden.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- considérant la situation démographique spécifique luxembourgeoise;

- considérant les conclusions du débat d'orientation sur l'immigration de novembre 2000;

invite le Gouvernement

- à augmenter considérablement les moyens mis à disposition pour accompagner la scolarisation des enfants étrangers.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci, Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ënner anerem misst dee Service am Ministère de l'Éducation nationale, «qui a pour mission d'accompagner la scolarisation des enfants étrangers», ausgebaut ginn. Déi gutt Aarbecht vun deene verschiddene Médiateuren, déi hir Déngschter am schoulesche Kader ubidden, soll och nach vill méi e breede Raum kréien. All Schoulsystem ass e komplexen an och e schwéierfällegen Apparat.

Vu déi schlecht Resultater an déi speziell Situatioun zu Lëtzebuerg erlaben ech mer, Här President, lech och nach eng zweet Motioun - an dat geet esou weider, et sinn der zéng am ganzen - am Numm vu menger Fraktioun ze iwwerreechen.

(Interruptions)

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- convaincue que l'évolution de nos écoles doit être accompagnée par des efforts permanents d'études et de recherches;

invite le Gouvernement

- à procéder à l'affinement des missions et au renforcement en personnel du SCRIPT en vue d'un saut qualitatif dans l'analyse du système scolaire et dans l'élaboration de mesures visant l'amélioration de la qualité de l'enseignement;

- à augmenter considérablement les crédits mis à disposition de la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg afin de stimuler des études poussées concernant la situation linguistique du Grand-Duché et les conséquences qui en résultent pour notre enseignement.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

An där Motioun froe mir fir am Service de coordination, de la recherche et de l'innovation pédagogique et technologique, dem SCRIPT, d'Personal ze verstäerken an d'Missioune vum SCRIPT méi kloer ze ëmräissen. Mir schreiwen an eiser Motioun vun engem „affinement des missions (…) du SCRIPT". Mir mengen net, datt zurzäit eppes um Gesetz vum 7. Oktober 1993, wou de SCRIPT geschaf gouf, misst geännert ginn. Dem SCRIPT seng Missioune sinn allerdéngs mat der Zäit ëmmer méi grouss ginn - ech denken zum Beispill un de Volet „Formation continue" -, esou datt et bestëmmt derwäert ass, en neien Organigramm opzestellen a verschidden Aufgabeberäicher nei ze ëmräissen.

Et wier bestëmmt och un der Zäit iwwer een „Institut de la Formation continue des enseignants" nozedenken. Mir sinn och der Meenung, datt déi pedagogesch Fakultéit vun der Uni Lëtzebuerg misst méi Mëttelen zur Verfügung kréien, fir déi spezifesch Analysen a Grondsazfuerschungen duerchzeféieren, déi nëmmen hei zu Lëtzebuerg kënne gemaach ginn, well se enk mat eiser sproochlecher Situatioun zesummenhänken.

D'Resultater vun eise Schüler bei der PISA-Etüd si mam OECD-Duerchschnëtt verglach mëttelméisseg. Am europäesche Verglach si se ganz einfach schlecht. Aus der PISA-Etüd geet ervir, datt vill Länner, déi virun 30, 40 Joer weltwäit e Virsprong hate wat d'Bildung an d'Ausbildung vun hiren Awunner ugeet, d'USA a Westeuropa, amgaange sinn, dëse Virsprong ze verléieren oder scho verluer hunn. Haut sinn niewent Finnland Länner wéi China, Südkorea, Japan, Kanada déi Länner mat deene performantste Schoulen.

Elo wier et jo dann eigentlech un der Zäit fir d'Lissabon-Strategie mat hirer Fuerderung no allerbeschte schoulesche Leeschtungen ze beméien. Dobäi wosste mir scho virun der Lissabon-Strategie, datt d'Wëssen déi wichtegst Ressource an eisem Land ass. Wie sech deen héchste Liewensstandard, dat beschte Sozialsystem, déi performantste Wirtschaft leeschte wëllt, dee muss och dee beschte Bildungssystem hunn.

Eise Schoulsystem ass ee vun deenen deiersten, dat schéngt mer normal ze sinn an engem vun deene räichste Länner vun der Welt. De Prozentsaz vum PIB, dee mir an eis Schoulen investéieren, läit awer mat 4,1% däitlech ënnert deem vun eisen Nopeschlänner. Dat ass allerdéngs erëm haaptsächlech dorop zréckzefëieren, datt eis Uni nach eréischt am Opbau ass an an der Année de référence - dat sinn Zuele vun 2003 - nach inexistent war. Och wann an der Schoul bestëmmt net all Problem mam Scheckheft ze léisen ass, musse mir an Zukunft nach méi an eis Schoulen investéieren.

Ech wëll och vun der Geleeënheet profitéieren, erëm eng Kéier dorun ze erënneren, datt, wa mer hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Schoulen an eis Université du Luxembourg schwätzen, mir och eng Kéier iwwert d'Bildung am Allgemenge solle schwätzen an net ëmmer nëmme vun Exzellenz, Nischen a Carrièrë beim Stat. Wann zu Lëtzebuerg 20% vun de Schüler a Schülerinnen absolut ongenügend Kenntnisser a Mathematik an a Sciencen hunn, da musse mer eise Schoulsystem a Fro stellen.

Am Rapport national zu PISA 2003 steet op der Säit 18: „Dans les conclusions qui doivent servir de base à la prise de décision politique (…) PISA 2003, avec la culture mathématique comme domaine majeur d'évaluation, permet de dégager des conclusions directement applicables à divers aspects du programme scolaire." Dat huet eis dozou verleet, eng drëtt Motioun ze verfaassen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que les mathématiques constituent un langage universel pour accéder au savoir scientifique et que sciences et mathématiques sont des domaines de compétences incontournables dans le monde moderne;

- convaincue que l'apprentissage des mathématiques et des sciences méritent des mesures particulières afin d'améliorer les performances de nos élèves;

invite le Gouvernement

- à analyser l'opportunité de changer la langue véhiculaire de l'enseignement des mathématiques à l'enseignement secondaire et à l'enseignement secondaire technique, afin d'assurer éventuellement cet enseignement en langue allemande;

- à entreprendre une analyse critique des objectifs, des programmes et des méthodes de l'enseignement des mathématiques et des sciences, ceci en vue de l'identification de faiblesses dans le transfert des matières théoriques enseignées vers les applications pratiques ultérieures.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Bei PISA 2000 hunn d'Schüler d'Mathésaufgaben op Franséisch misse maachen, 2003 hu se dierfte wielen an 80% hunn déi däitsch Sprooch gewielt. D'Resultater si vu 446 op 493 Punkten eropgaang, 47 Punkte méi, haaptsächlech duerch de Sproochgebrauch ze erklären. Mir froen an eiser Motioun, datt ënnersicht gëtt, wat derfir a wat dergéint schwätzt, de Mathésunterrecht am Secondaire op Däitsch ofzehalen. Weider froe mir, datt de Mathés- an de Sciencenunterrecht mussen ënnersicht ginn op déi Verloschter, déi festgestallt gi sinn, wann eis Jonker hir theoretesch Kenntnisser sollen an d'Praxis ëmsetzen.

D'Resultater an der Lesefertegkeet sinn nach manner gutt wéi déi an der Mathé an an de Sciencen. 22,7% vun eise 15-jährege Schüler leien op esou enger déiwer Wëssensstuf, datt se no der Definitioun vun der OECD fir den „lifelong learning"-Prozess riskéiere verluer ze goen. Wann een awer weess, datt d'schoulesch Bildung de Schlëssel fir op den Aarbechtsmaart an och déi beschte Profilax géint Aarbechtslosegkeet ass, da mussen dach bei esou Zuele sämtlech Alarmluten a sämtlech Alarmsirenen ugoen.

An eiser véierter Motioun verlaange mir d'Ausschaffe vun engem konkrete Konzept wat d'Léiere vun de Sproochen ugeet, e Konzept, dat souwuel vum Wësse vum een-

zelne Schüler wéi vun den Exigenze vun deene verschiddene schoulesche Filièren, wéi vun den Ufuerderungen, déi vu verschiddene Beruffer kommen, ausgeet. Et wier un der Zäit eis Schüler fir hire Sproocheräichtum ze belounen an net ëmmer ze bestrofen. Mir hu Kanner a Jugendlecher, déi dräi, véier oder nach méi Sprooche kënnen, a mir bestrofen se, well si net an all dëse Sproochen op e Stadium vun Exzellenz kommen. Déi véiert Motioun, Här President.

M. le Président.- Merci.

(Interruptions)

Motion 5

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- convaincue que l'apprentissage des langues est un des principaux défis posés à nos élèves et que cet apprentissage est responsable pour la réussite ou l'échec d'un grand nombre d'élèves dans tous les ordres d'enseignement luxembourgeois;

invite le Gouvernement

- à élaborer un concept concret en vue de la différenciation de l'apprentissage des langues, concept qui tienne compte d'une part du niveau de développement individuel des élèves et de l'autre des profils spécifiques requis par les différentes filières scolaires et professionnelles ainsi que des débouchés professionnels visés par les élèves en fin de scolarité;

- à poursuivre ce concept dans une révision des objectifs, des programmes et des méthodes de l'enseignement des langues, ceci en collaboration étroite avec des personnes compétentes et responsables du terrain, notamment des commissions des programmes et du SCRIPT.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- An deene leschte Jorzéngten huet d'Schoul et net verpasst - elo kommen ech vläicht op déi Fro, Här Mehlen, wéi et fréier war - aus all gesellschaftleche Problem och e schouleschen ze maachen. Jiddferee klappt an der Schoul un, fir säin Uleies och nach ënnerdaach ze kréien. An do sinn extrem wichteg Saachen derbäi, dat wëll ech guer net ofstreiden, zum Beispill: gesond Ernährung, Sécherheet am Verkéier, Drogeproblematik, Gläichberechtegung mussen sech niewent Sproochen a soss Unterrecht quëtschen. Och déi traditionell Schoulfächer, déi soi-disant Basics, si mat de Jore gewuess.

An eiser fënnefter Motioun froe mer eng kritesch Evaluatioun vun de Quantitéiten, déi enseignéiert ginn. An dëser Motioun, déi sech méi allgemeng mat der pedagogescher Praxis an eise Schoule befaasst, froe mir och d'Schafung vun engem Centre de documentation des projets pédagogiques. Dat gëtt et jo schonns zum Deel um SCRIPT. Mir mengen allerdéngs, esou e Centre misst vill méi aktiv op d'Schoule kënnen duergoen, Reklamm maache vu Projeten, déi gutt fonctionnéieren, warne viru Saachen, déi riskéiere vill Energie ze kaschten a kee Rendement ze hunn.

Wann zu Déifferdeng innovativ geschafft gëtt, da weess zu Schëfleng kee Mënsch wat leeft. Zu Rodange, zu Recken, zu Housen, zu Miersch, iwwerall gëtt et Leit an eise Schoulen, déi engagéiert an innovativ schaffen. Kommt mir vernetzen si! Dat gëllt selbstverständlech och fir d'Lycéeën. Eis fënneft Motioun, Här President.

Motion 6

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- convaincue que la pratique pédagogique dans nos écoles mérite d'être continuellement améliorée;

invite le Gouvernement

- à faire une évaluation critique des surplus quantitatifs des matières enseignées et à en tirer les conséquences;

- à instituer un «Centre de documentation des projets pédagogiques» comme institut de documentation et de sensibilisation pédagogique, équipé pour effectuer un travail de motivation actif à l'attention des partenaires scolaires;

- à faire une analyse critique du système d'évaluation et de certification de l'école luxembourgeoise;

- à proposer des scénarios possibles pour assurer le passage du système uniforme de l'enseignement postprimaire vers un échiquier d'établissements bénéficiant d'une autonomie pédagogique aussi large que possible, mais bien cernée pour ne pas entraver l'égalité de traitement de tous les élèves dans l'école publique.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng sinn der Meenung, datt mir eise System vun Evaluatioun a Certificatioun an de Schoule mussen iwwerdenken. Et ass eng Tatsaach, datt eis Schoulklassen ëmmer méi heterogen ginn. All Kand soll an der Schoul schaffen a kee Schüler soll kënne soen, „hei langweilen ech mech zu Doud, well ech jo souwisou dat alles kann, wat mer hei maachen", an et soll och kee méi soen, „ech brauch net méi nozelauschteren, ech versti jo souwisou näischt". Een individualiséierten Unterrecht, dee klappt esou laang gutt, bis déi éischt Zensur muss geschriwwe ginn. Mir sinn och der Meenung, datt d'Schoulen op hirem Wee zu méi Autonomie solle begleet ginn a genügend Moyenen zur Verfügung gestallt kréien.

Komme mer dann zu den Enseignanten. Mir hunn am Primaire ongeféier 4.000 Leit schaffen, am Postprimaire 3.300. Huele mer dann nach d'Direkteren, d'Inspekteren, de Ministère selwer, also mir schwätzen hei vun enger „très grande entreprise" vu méi wéi 8.000 Leit. Aus eegener Erfahrung weess ech, datt de Beruff vum Enseignant e ganz schéine Beruff ass, awer och een zimlech haarden. Domat sinn ech bei menger sechster Motioun, Här President.

(Interruptions)

Motion 7

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- convaincue qu'une formation de base et une formation continue des enseignants est le meilleur garant d'un enseignement de qualité;

invite le Gouvernement

- à réformer la formation initiale des instituteurs et des institutrices de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire en prenant compte de l'évolution du processus de Bologne et en favorisant une formation de type «master» visant une étroite collaboration entre instituteurs et institutrices, patrons ou patronnes de stage et l'Université du Luxembourg;

- à proposer des mesures en vue de l'introduction de la collaboration et du travail en groupe dans la tâche des enseignants de tous les ordres d'enseignement;

- à proposer un concept visant à intégrer un volet obligatoire de formation continue dans la tâche des enseignants sans pour autant mettre en péril le bon déroulement des cours.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Mir mengen, datt déi grouss Erausfuerderungen, déi un d'Enseignantë gestallt ginn, am beschte kënnen ugeholl ginn, wa mir vum Eenzelkämpfertum erofkommen a geziilt op Kommunikatioun a Gruppenaarbecht hischaffen.

(Interruption)

Wann een déi speziell Situatioun, déi mir nun eemol zu Lëtzebuerg hunn, bedenkt - ech soen et nach eng Kéier dräi offiziell Sproochen, 40% auslännesch Schüler - da kënne mir net verstoen, datt d'Dauer vun der Ausbildung vun eise Leit am Primaire déi kierzt ass an Europa. Mir sinn der Meenung, datt eng Formatioun Master fir d'Enseignantë vum Primaire a Préscolaire hei zu Lëtzebuerg eng Noutwendegkeet ass, a mir hunn och net vill Verständnis fir dat Gespills mat engem Bachelor-Plus wat am Moment gedriwwe gëtt.

Niewent enger gudder Grondausbildung verlaange mir awer och eng gutt Weiderbildung. Aus de Statistike vum Ministère geet ervir, datt sech ëmmer méi Leit an d'Weiderbildungscoursen aschreiwen. Am Detail gesäit et dann awer net méi esou gutt aus. Aus enger Äntwert vun der Madame Minister op meng Question parlementaire vum Februar geet ervir, datt zwar 4.666 Aschreiwungen d'éischt Semester 2004/2005 waren, eng Rei Leit awer a méi wéi an engem Cours ageschriwwe waren, an dat heescht, am éischte Semester waren 1.957 verschidden Enseignanten, dat ass knapp ee Véirel, an enger Formation continue ageschriwwen. Vun deenen 323 Formatiounen, déi ugebuede goufen, sinn der 65 annuléiert ginn - dat sinn ëmmerhin 20% -, well keen Interesse do war. Déi beléiftste Coursë sinn net onbedéngt déi relevantste fir d'Schoul.

Mir bleiwen och als Gréng derbäi, datt dës Weiderbildung een obligatoresche Volet soll hunn, an deels an der Aarbechtszäit awer och ausserhalb vun de Schoulstonne soll sinn. D'Formation continue kann a Form vu Coursen a Seminäre funktionéieren, si kann awer och, an dat ass mir ganz wichteg, am Kader vun engem Projet pédagogique, engem Groupe de travail oder engem Projet de recherche oflafen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och scho virun der PISA-Etüd wosste mir: Eis Schoul ass sozial ongerecht. Kanner aus sozial benodeelegte Milieuen hu weltwäit méi Problemer an der Schoul wéi Kanner aus der sou genannter Uewerschicht. Zu Lëtzebuerg ass déi Benodeelegung e bësse méi kleng wéi an eisen direkten Nopeschlänner, awer signifikant méi grouss wéi a villen anere Länner, zum Beispill Finnland, Kanada, Island.

Schwätzt mat de Servicer, schwätzt mat den Enseignanten: Et gëtt eng ganz grouss Zuel vu sprachlose Kanner, déi an eis Schoule kommen. Auslännesch Kanner, déi kee Lëtzebuergesch kënnen, wa se an d'Spillschoul kommen, Lëtzebuerger an auslännesch Kanner, déi sech an hirer Mammesprooch extrem schlecht artikuléiert kréien.

An der Literatur gi ganz vill Beispiller ugefouert, wéi déi gesellschaftlech Entwécklung d'Kandheet verännert huet. Ech wëll Iech hei net ploe mat engem Exposé iwwert den Afloss vun Televisioun an aner Medien op Kanner, och net iwwer „Peer group", Publizitéit, Fräizäit- a Spaassgesellschaft referéieren.

Ech erlabe mer awer eng Kéier kuerz drop hinzeweisen, datt mir an eise westleche Kulture scho längst den Tugenden, déi eis Elteren a Grousselteren héichgehalen hunn, zum Beispill d'Spueren a bescheide sinn, Äddi gesot hunn zu Gonschte vun enger Ideologie vum Konsum. Eise Wuelstand berout op enger Doktrin vum permanenten, leider och nach oft ondifferenzéierte Konsum, dee vum fräie Maart gefördert a gefuerdert gëtt.

Selbstverständlech huet dat Auswierkungen op d'Sozialisatioun vun eise Kanner. An dësem Kontext wëll ech ee Saz vum Hermann Giesecke zitéieren, engem eeleren Här aus Däitschland, dee seet: „Den Markt interessiert nicht, ob etwas im pädagogischen Sinne gut für das Wohl des Kindes ist; ihn interessiert nur, was an Kinder verkauft werden kann." A wann Der nach e Beispill braucht, da ginn ech Iech och eent, fir déi Ausso ze illustréieren: Alkopops - e schiedleche Produit, dee just erfonnt gouf, fir Suen op d'Käschte vun der Gesondheet vun eise Kanner ze verdéngen.

Ech ginn Iech nach e puer Beispiller, déi aussoen, datt och hei zu Lëtzebuerg gesellschaftlech Veränneruge stattfonnt hunn, déi eng Unterrechtspolitik mat enger Back-to-Doctrine vu vireran als ineffizient qualifizéieren. Iwwert déi demographesch Veränneruge vun deene leschte Jorzéngten hunn ech genuch gesot, do kommen ech net méi drop zréck. Mä mir hunn zu Lëtzebuerg och e Wandel an de Familljestrukturen. D'Leit bestuede sech méi spéit a loosse sech méi fréi scheeden. 1900 hate mer zu Lëtzebuerg eng Scheedung op 200 Hochzäiten, 1950 eng Scheedung op 20, haut eng Scheedung op zwou Hochzäiten.

D'Zuel vun de Kanner, déi mat engem Elterendeel am Haushalt auskomme mussen, gëtt ëmmer méi grouss. D'Zuel vun den Haushalter, wou déi zwee Partner schaffe ginn, gëtt och ëmmer méi grouss, an dat gëtt jo och an der Lissabon-Strategie als richteg betruecht.

D'Schoul ass fir vill Jonker haut eppes wéi eng Salle d'attente, wou relativ wéineg passéiert a wou sech, wa se Gléck hunn, nach e puer léif Matreesender afannen. Si waarden déi ganzen Zäit drop, datt en Zuch kënnt, dee si mat op eng Plaz hëlt, wou et eppes Neies a Spannendes ze erliewe gëtt. De Problem ass, datt hinnen d'Zäit laang gëtt, a muncheree freet sech, ob dann iwwerhaapt en Zuch kënnt.

D'Schoul ka gesellschaftlech Problemer net eleng léisen. D'Schoul gëtt awer all Dag mat Problemer, déi e gesellschaftlechen Ursprong hunn, konfrontéiert, an et hëlleft näischt, dës Problemer ze ignoréieren. Esouguer wann d'Haaptaufgab vun der Schoul d'Wëssensvermëttlung ass, da muss si dat noutwendegt Klima schafen, fir iwwerhaapt d'Chance ze kréien, zur Wëssensvermëttlung ze kommen.

Dofir, Här President, ginn ech Iech d'Motioun 7 vun der grénger Fraktioun, an där mer d'Regierung opfuerderen, een Netz vu Ganzdagsschoule fir déi ganz Schülerpopulatioun ze schafen; dofir ze suergen, datt an de Schoulen eng méiglechst grouss Mixitéit vu Schüler a Schülerinne vun alle soziale Milieuen an Nationalitéiten ass, an d'Servicer an d'Infrastrukturen an eise Schoule besonnesch, awer net nëmmen, am Régime préparatoire däitlech ze verbesseren.

Motion 8

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- considérant les conclusions de l'étude PISA internationale que tous les enfants issus de milieux socioéconomiques faibles sont défavorisés dans le système scolaire luxembourgeois;

- convaincue que le clivage social dans nos écoles est préoccupant et nécessite des mesures spéciales;

invite le Gouvernement

- à augmenter les capacités des structures d'accueil, à élaborer un concept pédagogique pour des écoles à plein temps et à instaurer un réseau d'écoles à plein temps pour les enfants du préscolaire, du primaire et du postprimaire;

- à mettre en oeuvre, en étroite collaboration avec les communes concernées, des moyens visant à assurer un meilleur équilibre entre élèves étrangers et luxembourgeois dans les écoles de quartier et dans les classes, le cas échéant par des modifications des cartes scolaires;

- à augmenter la présence des services psycho-socio-pédagogiques dans l'enceinte des écoles;

- à améliorer les infrastructures scolaires et parascolaires (restauration scolaire, infrastructures sportives et récréatives) des écoles du postprimaire en général et du préparatoire en particulier.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Vu déi vill verschidde gesellschaftlech Verännerungen an hir Auswierkungen op d'Schoul, schéngt et eis och richteg a wichteg ze sinn, d'Schoule fir aner Beruffsgruppen am erzéieresche Beräich opzemaachen. Dat däerf awer net zu engem Niewentenee vu verschiddene Beruffsgruppe féieren; nëmmen ee kooperatiivt Matenee vun allen neien an ale Schoulpartner kann zu enger Verbesserung féieren. Ech kommen nach eng Kéier op dëse Punkt kuerz zréck.

D'Motioun 8 léisst sech schnell resüméieren: Kommt, mer stellen eisen dräiglidderege Schoulsystem, wéi et en nëmmen zu Lëtzebuerg an an däitschsproochege Länner gëtt, a Fro. Ech gi just zwee Argumenter un, fir eis Motioun 8 ze begrënnen.

Mir trenne schéi propper, spéitstens nom sechste Schouljoer, eis Schüler op an Enseignement secondaire, Enseignement secondaire technique a Régime préparatoire. Mir maachen dat, well eis politesch Majoritéit jorzéngtelaang gegleeft huet, datt mir esou eis staark Schüler an och eis schwaach Schüler am beschte géinge förderen. Elo stelle mer

awer fest, datt mir iwwerduerchschnëttlech vill schwaach Schüler an eise Schoulen hunn, an datt eis staark Schüler op deenen héchsten Niveaux de compétence iwwerduerchschnëttlech schlecht vertruede sinn. Och wa mir eis nach selwer e Boni wéinst eisem Mammesproochendefizit an de Schoulen ausstellen - Ech halen allerdéngs näischt dovunner! -, stelle mer fest, datt et mat der Excellence an eisem Enseignement secondaire net esou faméis ass.

An zweetens, wann een dann nach gesäit, datt déi Länner, déi bei PISA vill besser ofgeschnidden hunn, sech e Schoulsystem geschafen hunn, deen net nëmme méi performant ass wéi eisen, mä och nach sozial méi gerecht ass, da ginn ech dovun aus, datt Dir, léif Kolleeginnen a Kolleegen, lech net aus ideologesche Grënn géint offensichtlech begrënnte Reformen ausdrécke wäert, an eis Motioun selbstverständlech mat stëmme wäert.

Une voix.- Très bien.

Motion 9

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- considérant les systèmes scolaires qui, dans un grand nombre de pays de l'OCDE, permettent une plus grande perméabilité entre les filières scolaires ou qui offrent carrément un système d'école unique jusqu'à l'âge de 15 ans;

invite le Gouvernement

- à déplacer en arrière, de manière globale ou nuancée, la séparation des filières générale, technique et professionnelle de l'enseignement secondaire.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- A mengem leschte Punkt fir haut de Mëtteg wëll ech virun allem op de Questionnaire agoen, deen en annexe zum PISA-Test duerchgefouert ginn ass. Ouni an den Detail ze goen, stellen ech fest, datt d'Relatioun Schüler-Proffen esouwuel vun de Schüler wéi och vun de Schouldirekteren als net immens bezeechent gëtt.

Ech stellen och fest, datt eis Schüler iwwerduerchschnëttlech wéineg u sech selwer an un dat Fach, wat se enseignéiert kréien, gleewen. Ech ginn dovun aus, datt eng vun deene ganz wéinege Méiglechkeeten eng Rei Schüler aus hirer Salle-d'attente-Attitude ewechzekréien, ass, hinne méi Matgestaltung an der Schoul zouzegestoen. D'Participatioun ass eng ganz wichteg Saach an awer och eng komplizéiert Geschicht.

Eng Kultur vun Zesummentreffen an Zesummeschaffen an eise Schoulen, déi hu mir net. Mir musse schrëttweis drop hischaffen, en Dialog an eise Schoulen ze kréien. Ech weess, datt eng ganz Rei Enseignanten eng ganz engagéiert a gutt Elterenaarbecht maachen. Ech weess och, datt eng Rei Schoule ganz grouss Efforten an déi Richtung gemaach hunn. Éischt Schrëtter si gemaach, mä et bleift nach e laange Wee ze goen; dofir eis Motioun 9, wou mir eis dofir asetzen, all d'Partner vun de Schoule fir hir Aarbecht zu responsabiliséieren: d'Schüler, d'Elteren an d'Enseignanten.

Motion 10

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable la qualité de l'école publique dans notre pays;

- convaincue que la culture de communication dans nos écoles doit être encouragée et développée à tous les niveaux;

invite le Gouvernement

- à responsabiliser les élèves en leur offrant des structures de participation leur permettant de s'impliquer dans les prises de décisions qui les concernent et les initier ainsi aux notions de droits et de devoirs du citoyen;

- à responsabiliser les parents d'élèves en institutionnalisant des rencontres parents/enseignants fréquentes;

- à responsabiliser les enseignants en augmentant les compétences des conseils de classe, en créant des plates-formes régulières pour un échange d'idées parmi les enseignants d'un bâtiment, mais aussi entre les enseignants des différents ordres d'enseignement;

- à insérer dans l'offre de formation initiale et continue des enseignants des cours de communication les préparant notamment aux rencontres avec les parents et au travail en équipe.

(s.) Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Viviane Loschetter.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. D'Viviane Loschetter schwätzt herno nach iwwer Aarbechtswelt a Schoul. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ee Gléck, Här President, datt et PISA gëtt. Wann et dës Etüd net gi wier, da géinge mir nach ëmmer hei am Land mengen onse Schoulsystem an ons Sproochekenntnisser géingen eise Leit e reelle Virdeel bidden.

PISA 2000, esou gouf vu ville Leit gesot, war schlecht virbereet, an déi schlecht Resultater kéimen nëmmen doduerch, datt mer esou vill Immigrantekanner an onsem Schoulsystem hätten.

2003 sinn d'PISA-Tester ënner beschtméigleche Bedingungen duerchgefouert ginn, dofir seet PISA II och esou vill aus, zumools et grosso modo d'Resultater vu PISA I bestätegt.

D'Diskussioun doriwwer, firwat Lëtzebuerg sech elo op e puer Plaze verbessert huet, oder doriwwer datt Lëtzebuerg sproochlech gesinn e spezielle Fall ass, bréngt eis net weider. D'Chamber huet 2000 bei Geleeënheet vun der Debatt iwwert d'École d'intégration eng Motioun gestëmmt, wou alles sollt besser gemaach ginn. Am Mee 2004 huet déi deemoleg Erzéiungsministesch e Rapport virgeluecht, an deem se ervirgestrach huet wat alles op Basis vun där Motioun gemaach gouf.

D'Konklusioun haut: Dat wor et net, dat geet net duer, dat wor keng Reform, dat wor keng Schouloffensiv. Villes ass probéiert ginn, iwwerall ass experimentéiert ginn, mä wat sinn déi konkret Resultater? Ass et besser ginn? Wat hunn d'Expériences pilotes bruecht? Mir hu keng Resultater, well keng Resultater gemiess ginn. Wat sinn déi nei Objektiver, déi déi Reforme wollten hunn? Mir wëssen et net!

A Finnland, Kanada, Australien a Japan goufen och no PISA 2000 nei Objektiver gestach a landeswäit och nei Reformen duerchgezunn. Déi Länner hunn e puer Joer duerno Resultater konnten noweisen, datt se hiren Objektiver méi no komm sinn, a munches besser ginn ass. Kënne mir net datselwecht maachen? Haut musse mir nach eng Kéier d'Problemer, déi et ze léise gëllt, opzielen, an ech wëll dat maachen, well et ass wichteg, datt ee vun der richteger Basis ausgeet.

Wou leien déi Problemer? Dat ass déi éischt Fro, déi mer mussen ugoen. Fest steet, datt Lëtzebuerg an dëser zweeter PISA-Studie nach eng Kéier wäit ënnert dem OECD-Duerchschnëtt läit. Fir e Land, wat dat héchst PIB-Akommes pro Awunner huet a wat säin Niveau wëllt halen, kann ee sech net domadder begnüge festzestellen, datt onse Schoulsystem wäit ënnert dem OECD-Duerchschnëtt läit. Fir ee Land, wann een d'Zuele vun 2002 kuckt, wou de Coût réel moyen vun engem Diplom vu Fin d'études secondaires bei 200.000 Euro läit, am Technique bei 221.000 Euro a beim Technicien bei 226.000 Euro, dat sinn déi héchsten Zuelen an Europa an d'Resultat ass awer mies.

Fest steet och, datt 20% vun onse Schüler d'Schoul ouni Diplom verloossen. Dëst ass dat Duebelt vu Frankräich. E gudden Deel vun dëse Schüler kann een als Illettréen astufen. Bei de Jonken ouni Diplom sinn ee Véirel vun hinnen dräi Joer méi spéit am Chômage, an d'Halschent vun hinnen ass a Beschäftegungsmoossnamen. De schoulesche Mësserfolleg huet dramatesch Konsequenzen an enger Gesellschaft, wou fir eng Aarbechtsplaz de Qualifikatiounsniveau an der Moyenne vu Joer zu Joer steigt. De Jonken, deen d'Basiswëssen an d'Basiskompetenzen net huet, ass sozial gesi fir säi Liewe laang handicapéiert.

Fest steet, an dëst ergëtt sech aus de PISA-Ëmfroen, déi bei Geleeënheet vum PISA-Test bei de Schüler gemaach goufen, datt an onse Schoulen Drogen, Alkohol, Schoulschwänzen a Gewalt zum Alldag gi sinn. Lëtzebuerg ass domadder mat deeneselwechte Problemer konfrontéiert wéi seng Nopeschlänner. Mir sinn also gradesou gefuerdert ze reagéiere wéi all déi aner Länner.

Fest steet, datt bal d'Halschent vun de Schüler soen, datt d'Schoul si net op d'Liewen als Erwuessener virbereet. 9,5% Schüler, a Prozentsaz ausgedréckt, soen, d'Schoul wier reng Zäitverschwendung. Iwwert d'Halschent vun de Schüler mengen, d'Schoul géing si gutt op d'berufflecht Liewe virbereeden. Dat sinn 20% manner wéi am Duerchschnëtt vun den OECD-Länner. D'Schouldirektere bekloe sech iwwert d'verbal Gewalt vu Professere géint Schüler, an datt d'Schüler net dozou ugespornt gi fir hiert Bescht ze leeschten.

PISA 2003, wann een d'Resultater kuckt, da gesäit een, datt dat wat een déi gutt Schüler nennt, Niveau 6 a 5, datt mer nuren 13% esou Schüler hunn, 18% beim Problemléisen. 35% vun onse Schüler leien an den Niveauen 1 an 2, a kënnen also als ganz schwaach Schüler ugesi ginn, ee vun deenen héchsten Tauxen an Europa.

Fest steet, datt Lëtzebuerg a Griichenland déi eenzeg Länner sinn an deene Lycéeën d'Direkteren an d'Professere kaum Autonomie hunn, fir d'Schoul an den Unterrecht hire Schüler unzepassen. Mir hu keng Direkteren an de Primärschoulen. Alles gëtt vun uewen erof diktéiert. Vun Autonomie keng Spuer. D'Direkteren hu keng Méiglechkeet Entscheedungen duerchzesetzen a fir ze décidéieren, wat an hire Lycéeën enseignéiert gëtt a wien enseignéiert.

Dobäi steet fest, datt mat enger méi grousser Autonomie, zesumme mat wierksame Kontrollen, d'Schüler besser Resultater kréien. D'Schüler aus allen EU-Länner kommen ënnert deeneselwechte Viraussetzungen an d'Schoul. D'Lëtzebuerger Schüler sinn net méi domm wéi déi aus anere Länner. Wann also Lëtzebuerg am PISA-Test schwaach ofschneit, dann ass dat eenzeg an eleng op onsen Erzéiungssystem zréckzeféieren.

Onsen Erzéiungssystem erfëllt net méi déi Viraussetzunge fir déi jonk Generatiounen op d'Ufuerderunge vun enger Wëssensgesellschaft virzebereeden. Eng Statistik ënnermauert dëst schonns elo. 8% vun de Lëtzebuerger suivéieren d'Cours de formation complémentaire géintiwwer 19% a Finnland. D'OECD seet kloer, datt fir d'Betriber d'Diplomer wichteg sinn, mä méi wichteg ass, datt d'Leit sech awer selwer weiderbilde kënnen, datt se hir Aarbecht planifiéieren an organiséiere kënnen.

Fazit vun all deem, wat ech elo gesot hunn, mir hunn e Bildungsnoutstand zu Lëtzebuerg. Mir hunn eng Schoul vu Mësserfolleg fir eng enorm Zuel vu Schülerinnen a Schüler. Mir mussen dës Realitéit endlech zur Kenntnis huelen. Mir däerfen d'Resultater vu PISA an all déi aner Donnéeën, déi mer hunn an déi an déiselwecht Richtung ginn, net nach eng Kéier zerrieden, fir keng effektiv Reformen duerchzezéien.

Mir mussen alleguer zesummen, Madame Ministerin, an den ADR ass dozou bereet, am géigesäitege Vertrauen an engem offenen Dialog no de Léisunge sichen, fir onse Schoulsystem esou ze reforméieren, datt mir onser Jugend déi bescht Chancë ginn, esouwuel am Beruff wéi och am Liewen. Mir däerfen net nach eng Kéier soen, et ass net esou wëll, e puer Adaptatiounen a schonns geet et duer.

Dat, Här President, Madame Ministerin, ass dat Eenzegt, wou den ADR kengesfalls bereet ass matzemaachen. Eist Zil muss et sinn, aus enger Schoul vu Mësserfolleg eng Schoul vum Erfolleg ze maachen. A PISA schaaft de globalen Horizont, un deem sech eng Reform strategesch ausriichte léisst.

An onsen Ae gëtt et véier wichtegst Reformfelder.

1. Mir brauchen eng Qualitéitsoffensiv fir d'Leeschtunge vun onse Schüler ze verbesseren. Dofir musse mir nei a méi héich Bildungsziler definéieren an dëst fir all Typ vun Enseignement. Déi momentan Bildungsziler favoriséieren e rengt Fachwëssen, mä keng Kompetenzen. Fir Kompetenzen opzebaue muss den Accent op d'Basisformatioun geluecht ginn, déi Basis, déi jiddferee wéinegstens muss erreechen, an op där jiddfereen da ka seng perséinlech Kompetenzen opbauen. Et sinn d'Fundamenter, op deenen d'Haus opgebaut gëtt.

Mir mengen, datt e Conseil pour l'École oder Haut Conseil pour l'École, wéi Der et wëllt nennen, misst geschafe ginn, deen net nëmmen aus Enseignantë besteet an deen déi Ziler a Kompetenze géing definéieren.

Am Sproochenunterrecht bedéngt d'Dräisproochegkeet, datt lëtzebuergesch Schoulkanner zwar Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch kënnen, déi Sproochekenntnisser awer, wat liesen a schreiwen ugeet, beschtefalls Mëttelmooss sinn.

Och déi mëndlech Beherrschung vum Franséischen a vum Däitschen ass schwaach. D'accord, et ass immens schwéier an zwou Sproochen en Héchstniveau unzestriewen. Mir mussen dofir am Franséischen oder am Däitschen een Héchstniveau ustriewen, an dem Schüler de Choix vun der Sprooch iwwerloossen, an där hien en héijen Niveau wëllt erreechen, jee no senge Kompetenzen, bien entendu. Eng definitiv Léisung vun dëser Fro muss am Dialog fonnt ginn.

Mir mussen den Akzent och op de mëndlechen Exposé setzen. Dat ass bis elo net gemaach ginn. Haut, wann Der vun engem Primaner verlaangt, datt en en 10-Minutten-Exposé ze halen huet, dann ass en incapabel fir dat ze maachen, well en dat nimools gemaach huet. Or, mir brauchen dat ganz oft fir Tester, Opnahmexamen an den Universitéiten ze maachen, a mir orientéieren deen Ablack d'Schüler net an d'Eliteuniversitéiten, mä an aner Universitéiten, well se soss den Test net packen.

Wann een also och wëllt, do wou Geographie oder Geschicht geléiert gëtt, wann dat soll och an der Sprooch vum Enseignement gemaach ginn, dann ass dat eng wichteg Reform, mä déi däerf net nuren um Pabeier stoen, déi muss och a Realitéit duerchgesat ginn, vun de Professeren, vun de Schüler, an et muss och do bei den Elteren eng Informatioun gemaach ginn, datt et esou ass, well soss verstinn d'Elteren net, firwat datt verschidden Explikatiounen net op Lëtzebuergesch gemaach ginn, anstatt op Franséisch oder Däitsch, wéi et sech misst gehéieren.

Wat d'Mathematik an déi naturwëssenschaftlech Fächer ugeet, esou weist PISA, datt dës Fächer ze spéit am Unterrecht agefouert ginn. Et muss méi fréi ugefaange ginn, dës Matièren ze enseignéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Thema Kompensatioun: Si muss nure méiglech an onsen Ae sinn, wann de Schüler a senger Spezialitéit, a senge Branches fondamentales eng Note „Bien" huet. Iwwert d'Notioun vun dëse Branches fondamentales misst nogeduecht ginn, an et muss ee vläicht nei Definitioune fannen. Mä dat wat ech domadder wëll ausdrécken, dat ass, datt wann eng Persoun en Elektriker brauch an engem Betrib, da muss ee sécher sinn, datt deen net permanent Kurzschlusse mécht, mä datt en, well en den Exame gepackt huet am Franséischen an am Däitschen a vläicht och nach am Englesche gutt war, mä vum Elektreschen näischt kennt; dat däerf et net sinn.

Ech mengen, dat sinn déi Saachen, op déi et muss ukommen, do mussen d'Akzenter vläicht nei geluecht ginn a méi prezis. Well dat ass och dat, wat mer dobausse vun de Betriber héieren.

Déi zweetwichtegst Reform, déi ons schéngt misse gemaach ze ginn, dat ass déi, datt mer d'Obligation scolaire op 16 Joer mussen erop setzen. Madame Ministerin, mir wäerten och an deem Sënn eng Motioun déposéieren.

Motion 12

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement prévoit en son article 1er que tout enfant âgé de six ans révolus avant le premier septembre recevra pendant neuf années consécutives l'instruction telle que prévue par la loi;

- considérant que la France connaît une obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans et que la Belgique connaît une obligation scolaire jusqu'à l'âge de 18 ans;

- considérant que le niveau de formation est primordial pour l'insertion professionnelle;

- considérant qu'aujourd'hui l'obligation scolaire n'a plus la même valeur symbolique et donc le même sens que lors de son instauration en 1912;

- considérant qu'il s'agissait alors d'une obligation pesant sur les familles et les contraignant à faire instruire leurs enfants plutôt que d'en exploiter la force de travail;

- considérant qu'à l'époque il s'agissait pour la société d'exhausser le niveau global de formation pour développer en chacun ses capacités citoyennes et la possibilité de contribuer au développement économique et social du pays en s'assurant un niveau de vie décent;

- considérant qu'aujourd'hui l'obligation scolaire pèse davantage sur les jeunes que sur les familles;

- considérant qu'il est manifeste que l'école a bien du mal à prendre en charge un certain nombre de jeunes, surtout quand elle les a engagés, parfois depuis la première primaire, dans la spirale de l'échec, les excluant progressivement en quelque sorte de tout projet scolaire positif;

- considérant que dans l'état actuel des choses, sortir les jeunes à 15 ans de l'école revient à les renvoyer à la rue;

- considérant qu'une prolongation de l'obligation scolaire permet de former les jeunes à un plus haut niveau de qualification professionnelle;

- considérant qu'il est évident que les structures actuelles de l'école sont inadéquates, qu'il est indispensable que l'école fasse œuvre d'invention pour offrir des voies alternatives à un certain nombre de jeunes qui ne peuvent plus entrer dans un projet de scolarisation à temps plein;

demande au Gouvernement

- de prolonger l'obligation scolaire à 16 ans;

- de trouver des manières nouvelles d'accomplir l'obligation scolaire à temps partiel à partir de 13 ans;

- d'aboutir à transformer l'obligation scolaire en une obligation de la société d'amener tous les jeunes à un niveau de formation et de qualification minimum facilitant l'insertion professionnelle.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Dat steet am Projet de loi iwwert d'Schoul. Also de Projet de loi ass scho laang déposéiert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech wier just nure frou, wann et och géing elo zur Realitéit ginn. Well et ass dat nämlech, datt mer och gären hätten, datt déi Saachen duerchgezu ginn.

2. D'Schoulstrukturen an d'Enseignementsmethode mussen den Erzéiungsziler ugepasst ginn. Mir mussen den Erzéiungssystem personaliséieren an differenzéieren an de Fäegkeete vun de Schüler upassen. D'Persoun vum Schüler muss un éischter Stell stoen, an net méi d'Klass.

Dofir plädéiere mir zënter engen etleche Jore fir d'Schafe vu Schoulcyclen, zwee Schoulcyclen, wou mer déi zwee Préscolairejoren an déi zwee éischt Schouljoren als een Cycle géingen ugesinn, an als zweete Cycle vum 3. bis 6. Schouljoer. Do baséiere mer ons op e Modell, dee mer zu Genève fonnt hunn. Ech si frou, Madame Ministerin, datt Der och vu Cycles schwätzt, well et dorëmmer geet, fir ze évitéieren, datt mer dat Duerchfale behalen, datt mer de Schüler erlaben, déi Basis, op där muss opgebaut ginn, datt mer deem enge Schüler erlabe fir déi méi lues unzegoen, an deem aneren erlaben, fir e bësselche méi séier duerch de Système ze goen.

Mir mussen och en anere Problem méi konsequent upaken, dat ass d'Integratioun vun eisen Immigrantekanner. Mir wëssen, datt et ronn 40% an onsem Schoulsystem sinn; no deenen Donnéeën, déi Der ons geliwwert hutt. An dofir mengen ech, datt et wichteg wier, datt déi Classes d'accueil, déi mer a verschiddene Gemengen hunn, misste méi generell ugebuede ginn. Well et ass net gutt, datt dat net a verschiddene Gemengen de Fall ass, well se sech dat net leeschte kënnen.

Wichteg ass och, datt all Schüler minimal Kompetenze kritt. Doriwwer eraus soll ee Qualitéitsunterrecht dem Schüler et erméiglechen, méi héich Standarden unzestriewen. Déi aktuell Schoulbicher favoriséiere vill ze vill d'Vermëttele vu Wëssen an net d'Vermëttele vu Kompetenzen. Gläichzäiteg ënnerschätze vill Auteure vu Schoulbicher, wat d'Kanner wierklech leeschte kënnen.

D'Schoul vum Erfolleg muss zesumme mat den Eltere geschafe ginn. Dofir mussen d'Elteren an d'Schoul mat abezu ginn an hir Roll als éischt Erzéier muss unerkannt ginn. Dat bedeit, datt se an alle Strukture musse mat kënnen décidéieren a participéieren. Mä dat bedeit awer och, datt mer d'Elteren net aus hirer Responsabilitéit als Elteren entloosse sollen. A wann ech soen, Elteren, da mengen ech, déi zwéin Elteren, de Papp an d'Mamm, an net nuren deen een oder deen aneren, an dëst souguer wa se divorcéiert oder séparéiert sinn; an ech weess, datt dat och duerch déi Reform vun der Autorité parentale, déi den Här Mosar an ech an enger Proposition de loi proposéiert hunn, och an déi Richtung do geet.

Doniewent brauche mer eng autonom Verwaltung vu Schoulgebaier, esouwuel a pedagogescher Hisiicht wéi budgetärer oder um Niveau vun der Gestion du personnel. D'Schafe vun engem Conseil pédagogique bestoend aus Enseignantë vun engem Gebai misst den Enseignanten hëllefen, hir Aarbecht besser ze maachen.

An de Spill- a Primärschoule muss de Poste vun engem administrative Schouldirekter geschafe ginn. An dësen Direkter dierf kee Schoulmeeschter sinn. Däitschland huet mat der Schafung vun administrative Primärschouldirektere positiv Erfahrunge gemaach.

Déi pedagogesch Autonomie muss verbonne gi mat standardiséierten Tester.

D'Professere musse méi Zäit an der Schoul verbréngen, fir de Schüler méi zur Verfügung ze stoen. Si mussen hir Zäit opdeelen, tëschent dem Unterrecht an der schoulescher Begleedung. Mir ënnerstëtzen heiranner d'Regierung, déi an där Richtung Initiative wëllt huelen. Mä loosse mer nach kucke wat fir eng.

Motion 15

La Chambre des Députés,

- considérant que les résultats aussi bien de la première étude PISA, que ceux de la deuxième étude de PISA sont plus que décevants pour le Luxembourg;

- considérant qu'il faut procéder à une remise en question fondamentale des savoirs et compétences que l'école doit développer chez les enfants et les jeunes;

- considérant qu'une révision des programmes et des méthodes ainsi que l'organisation des cycles scolaires et des services d'accompagnement s'impose;

- considérant que les disparités sociales dans notre société nécessitent une approche plus active de l'État;

demande au Gouvernement

- de prévoir dans chaque établissement de l'enseignement secondaire des infrastructures pour assurer l'accueil et l'accompagnement des élèves hors des heures de classe;

- d'assurer l'accompagnement des élèves par un personnel compétent et en nombre suffisant;

- de réformer l'organisation de l'enseignement secondaire de sorte à assurer une plus grande flexibilité et perméabilité des structures.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

D'Schoulmeeschtere musse geléiert ginn, wéi ee mat Klassen ëmgeet, déi sech leeschtungsméisseg a sozial ëmmer méi differenzéieren. Do wou et Schwieregkeete gëtt, dierfen d'Schoulmeeschteren an d'Proffen net eleng gelooss ginn. Et muss hinnen iwwer eng multidisziplinaresch Hëllef déi Ënnerstëtzung zoukommen, déi si brauche fir hir schwiereg Aarbecht erfollegräich ze meeschteren. D'Erfahrunge weisen, datt d'Hëllef, déi vum SREA ugebuede gëtt, dësem Zil net ganz gerecht gëtt, an dofir muss een dat nei kucken an nei encadréieren. An d'OECD seet an dem Buch iwwer „Renforcer l'autonomie scolaire": „Les politiques de l'éducation: Le facteur principal est dans la pratique scolaire: L'école doit être exigeante et renforcer la discipline."

Ech mengen dat si Reformen, un déi mer mussen denken.

D'Orientéierung am 6. Schouljoer ass den Ament ze fréi an ech mengen do misst se zäitlech wéinstens ëm ee Joer verluecht ginn.

D'Basis, op där dat ganzt Unterrechtswiesen opgebaut ass, gëtt an der Spill- a Primärschoul geluecht. Dofir geet déi vun der Regierung geplangten Ofschafung vum Sëtzebleiwen, onser Meenung no, an déi falsch Richtung. Mir deelen d'Meenung vun den Elteren, déi soen, datt d'Sëtzebleiwen ëmmer nach besser ass, wéi e Kand op eng Voie pédagogique moins exigeante ze schécken. Den ADR schléit dofir Schoulcyclë vir, fir de Problem vum Sëtzebleiwen ze ëmgoen, an ech hunn Iech, Madame Ministerin, virdrun héieren, datt Der och wëllt elo op dee Wee do goen. Ech mengen, da solle mer eis och un dee Modell vu Genève halen, well si hunn deeselwechte Problem wéi mir, mat der Mehrsproochegkeet.

Projets pilotes musse weiderhin ënnerstëtzt ginn. Si mussen awer méi transparent ginn a virun allem muss eng seriö Auswäertung vun deenen eenzelne Projeten erfollegen. Dat geschitt bis elo net.

Mir sinn d'accord, fir op de Wee vun enger Ganzdagsschoul op fakultativer Basis ze goen. Se muss am ganze Land ugebuede ginn. Mir wäerten dëse Problem bei der Diskussioun vum Projet de loi méi eingehend beliichten. Mä mir mengen, datt d'Ganzdagsschoul awer misst am ganze Land agefouert gi während dëser Legislatur, an datt een net soll also eng Expérience pilote maachen, déi während fënnef Joer lafe loossen, bis datt déi nächst Regierung da kuckt, wat se soll maachen. Ech mengen, dat kann et net sinn. Wann och e pedagogescht Konzept do muss an deem Ganzen dra sinn, dann ass et awer net fir iwwert dee Wee elo déi ganz Schoul ënner een neit pedagogescht Konzept do ze leeën.

Ech mengen, déi Reaktioun, déi Der elo vun den Enseignantsgewerkschafte kritt hutt, weist kloer, datt dat doten net vun den Enseignantë gedroe gëtt, datt et an déi Richtung do soll goen. An et wier och déi falsch Richtung, well et ass dat wat net kéint funktionéieren.

Déi zweet Saach, Madame Ministerin, déi an deem Kontext wichteg ass, dat ass, datt wann een d'Ganzdagsschoul, wéi Dir se proposéiert hutt elo, wéilt am ganze Land duerchféieren, da froen ech mech, ob mer déi néideg Leit kéinte fannen, fir dat doten ze maachen. Mir kéinten dat héichrechnen, Madame Ministerin, mir hunn déi Leit am Grand-Duché net. An da gëtt et och déi finanziell Implikatiounen, an ech mengen, datt wann ee budgetär a personalméisseg Problemer huet, da soll een net Experienze wéi Ganzdagsschoulen ugoen, wou een am Viraus weess, datt eleng aus Personalmangel dës Reform net kann zum Droe bruecht ginn.

Drëttens brauche mir alljährlech obligatoresch Standardtester an Evaluatioune vun de Schüler. An deem Sënn gi mer och eng Motioun eran, fir datt mer an onsem Enseignement dat wat een nennt Bilan diagnostique, Bilan d'évaluation au niveau national soll duerchzéien; an d'Iddi fir eng Evaluatioun vun de Lycéeën ze maache fanne mer ganz gutt, Madame Ministerin. Mir sinn och bereet, déi matzedroen.

Mir mengen awer och, datt dat misst bei de Primärschoule geschéien, well et och wichteg ass, datt mer déi Basis, vun där mer ausginn a vun där d'Enseignantë mussen ausgoen, op déi muss am Lycée opgebaut ginn, awer och misste mat kontrolléieren, an dat ass also och de Sënn vun onser Motioun.

Motion 11

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il faut faire le point sur les savoirs et les savoir-faire des élèves à des moments clés de leur scolarité et confronter sur base d'un constat objectif les résultats de l'ensemble des élèves par rapport aux objectifs assignés au système éducatif;

- considérant que l'accord de coalition du 29 juillet 2004 retient «le maintien respectivement l'introduction d'épreuves standardisées à différentes étapes du cursus scolaire, tant dans l'enseignement secondaire que dans l'enseignement secondaire technique»;

- considérant qu'actuellement de telles épreuves standardisées ne sont réalisées qu'au niveau de la sixième année scolaire;

- considérant que ces épreuves standardisées doivent répondre à toute une série de critères objectifs et qu'elles doivent être évaluées à plus bref délai par des organismes de contrôle indépendants;

- considérant que les épreuves standardisées doivent permettre d'établir des données permettant d'évaluer le niveau de compétences individuelles non seulement des étudiants mais aussi des élèves et qu'il s'agit dès lors d'étendre les évaluations aux écoles primaires;

- considérant que des évaluations diagnostiques et des évaluations bilan doivent servir en premier lieu les enseignants mais aussi les responsables politiques pour leur permettre de déceler les limites et les manques du système éducatif et pour faciliter la prise de décisions en matière de politique éducative;

demande au Gouvernement

- de réaliser annuellement au niveau national une évaluation diagnostique devant servir d'outil professionnel aux enseignants et une évaluation bilan servant d'outil de pilotage du système éducatif afin de permettre de déceler les limites et les manques du système éducatif et de contribuer aux décisions en matière de politique éducative;

- d'étendre les évaluations des lycées telles que prévues par l'accord de coalition du 29 juillet 2004 aux écoles primaires.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

D'Evaluatioun vun de Schüler muss en fonction vun den Objektiver a vun de Kompetenzen, déi et ze erreeche gëllt, geschéien, an dëst bei all Etapp um Enn vum Schouljoer, fir ze kucken, ob et an déi richteg Richtung geet. Et kann net esou sinn, datt een eréischt d'Resultater miesst, wann een um Ofschlossdiplom den Examen ofhält. Et kann net esou sinn, wéi et elo ass, Madame Ministerin, datt den éischten Examen, deen déi meescht Schüler maachen, deen ass vum Autosführerschäin. Dat kann et net sinn.

An dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob een och net op Sixième oder Septième den Examen, den Opnahmeexamen, nees als Regel hëlt an déi psychologesch Betreiung als Ausnahm, fir datt ee wierklech de Schüler seet, datt se eng Kéier gefuerdert ginn.

Do musse Modalitéite fonnt ginn, datt mer dat méi realitéitsno maachen, méi der heiteger Gesellschaft an dem wirtschaftleche Kontext entgéintkommen, wéi dat bis elo de Fall ass. Well dee System wéi mer elo fueren ass net gutt. Et ass oft gesot ginn, datt een Examen een Dag Stress wier. Mä ech géing awer och soen, datt déi zwou oder dräi Woche psychologesch Tester an Diskussiounen, etc. och e Stress duerstellen, dee ganz schwéier ass a wou och ganz vill Diskussiounen opkommen.

Véiertens, mir brauche qualifizéiert an engagéiert Enseignanten an eng periodesch Bewäertung vun de Schoulmeeschteren, de Proffen, de Schoulen an de Lycéeën. Ons Enseignanten hunn eng eminent wichteg Roll ze spillen an der Realisatioun vu Reformen. Ouni si, ouni datt si eng Reform matdroen, ass all Schoulreform zum Scheitere veruerteelt.

D'Schafe vun engem Conseil pédagogique an all Schoulgebai soll den Enseignanten hëllefen, gradesou wéi eng Bewäertung vun hirer Aarbecht. Esou eng Bewäertung dierf op kee Fall als eng Bestrofung vum Léierpersonal mëssverstane ginn, mä als e Mëttel fir hir Aarbecht ze verbesseren an aus der Experienz vun anere Schoulmeeschteren ze léieren.

Mä wann een an onsem Land vu Qualifikatioun vun den Enseignantë schwätzt, da muss ee sech fir d'éischt awer och un déi Zuelen erënneren, déi Der ons geliwwert hutt wat de Besoin u Personal ugeet. Och do muss ee virausgesinn, well vill Leit an den nächste Joren a Pensioun ginn, datt mer do e ganz gehéierege Mangel u qualifizéiertem Personal wäerten hunn an datt een also, wéi hei de Sprecher vun der CSV et scho virdru gesot huet, muss kucken, ob een net op d'„native speakers" méi muss zréckgräifen. Well wa mer dat net maachen, da musse mer op Leit zréckgräifen, déi keng Qualifikatioun hunn.

Mir mengen och, datt mer am Enseignement mussen op de Wee goe fir wéinstens um Niveau vun de Primärschoulen en zweete Wee, eng zweet Voie de formation anzegoen, an do déposéiere mer och eng Motioun, Madame Ministerin, wou mer Iech opfuerderen, dass déi Chargé-de-coursen, déi mer elo hunn, wann déi zwee Joer oder dräi Joer - doriwwer kënnt een diskutéieren - Schoul gehalen hunn, datt dat engem Joer ISERP kéint gläichgestallt ginn an datt se sech dann zum Schluss awer missten dem Exame kënne stellen. Dat ass eng Méiglechkeet, déi a Frankräich geschafe ginn ass an déi ons géing hëllefen de Problem ze léisen.

Motion 13

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 6 septembre 1983 portant a. réforme de la formation des instituteurs; b. création d'un institut supérieur d'études et de recherche; c. modification de l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire prévoit actuellement dans son article 1er que la préparation aux fonctions d'instituteur d'éducation préscolaire et d'instituteur d'enseignement primaire comporte un cycle de trois années d'études supérieures;

- considérant que la durée de la formation actuelle des instituteurs du préscolaire et du primaire avec 180 crédits ECTS correspond à un degré de bachelor dans le processus de Bologne auquel le Luxembourg a adhéré;

- considérant que l'Université de Luxembourg considère que 180 crédits ECTS ne sont pas suffisants pour la formation de base des instituteurs de l'enseignement préscolaire et primaire;

- considérant que les syndicats du secteur de l'enseignement partagent également ce point de vue;

- considérant qu'une prolongation de la durée de formation des instituteurs est absolument nécessaire pour permettre aux enseignants de faire face aux défis d'une société en évolution permanente;

- considérant que les enseignants doivent faire face à une grande complexité du système scolaire luxembourgeois avec son multilinguisme et les besoins très diversifiés de ses élèves face aux exigences de l'école;

- considérant qu'une formation prolongée des instituteurs du préscolaire et du primaire sera propice à la qualité de l'enseignement et de la qualité d'une recherche sérieuse en matière pédagogique;

- considérant qu'au vu des piètres résultats de nos élèves à l'échelle internationale une formation prolongée des instituteurs s'impose;

- considérant que la formation des instituteurs aussi bien de l'enseignement préscolaire que primaire doit donc comprendre une formation initiale de 240 crédits ECTS voire de 300 crédits ECTS dans une étape ultérieure;

- considérant que pour éviter un accroissement de la pénurie d'enseignants, l'extension de 180 à 240 crédits ECTS ne peut se faire que si enseignement et formation se font simultanément durant la 4e année de formation selon des modalités à définir;

- considérant que la question de la prolongation de la formation des instituteurs doit être analysée indépendamment des questions de salaires et de carrières professionnelles des enseignants;

demande au Gouvernement

- de faire le nécessaire pour aboutir à une formation initiale de 240 crédits ECTS des instituteurs des enseignements préscolaires et primaires selon des modalités à définir.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Mä och do mengen ech, datt mer nei Weeër musse goen. Mir mengen och, datt mer déi Schoulstudië vum ISERP, déi elo dräi Joer daueren, missten op véier Joer eropsetzen a vläicht souguer op fënnef Joer an datt mer dat mussen an Etappe maachen, well wa mer et op ee Coup maachen, da kréie mer ee Problem, dat ass, datt ee Joer dann deen Ablack keng Enseignanten zur Verfügung stinn.

Dofir kann et net iwwert dee Wee goen, a mir mengen, datt au contraire duerch e Mix vun Enseignement a Formatioun kënnt eng Léisung kommen, an dofir déposéiere mer och an deem Sënn eng Motioun, datt mer do op de Wee ginn, fir den ISERP, also d'Schoulmeeschteschformatioun, vun dräi op véier Joer an enger éischter Etapp eropzesetzen.

D'Formation continue muss awer och fir all Enseignant während der ganzer Carrière obligatoresch sinn, an dëst ënner ähnleche Konditioune wéi dëst scho fir d'Enseignanten an den dräi éischte Joren de Fall ass.

Motion 14

La Chambre des Députés,

- considérant la mission fondamentale qui revient à l'école publique dans l'éducation des enfants;

- considérant que face à la pénurie de personnel breveté, il a été procédé au recrutement de chargés de cours pour assurer tant des cours d'enseignement que l'encadrement des élèves;

- considérant qu'une priorité absolue doit être accordée au personnel breveté pour occuper les postes vacants d'enseignants de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire;

- considérant qu'au vu de la pénurie d'instituteurs brevetés il y a notamment lieu de créer une nouvelle voie d'accès à la profession d'instituteur breveté;

- considérant que les chargés de cours pouvant faire valoir une expérience professionnelle de plusieurs années doivent pouvoir accéder à la profession d'instituteur diplômé à condition de se voir offrir des cours de formation et de réussir à l'examen d'accès à la profession;

demande au Gouvernement

- de poursuivre les efforts de recrutement de personnel breveté;

- d'organiser une formation continue permettant aux chargés de cours de parfaire leur formation et leur expérience professionnelle acquise;

- de prévoir, dans le cadre de l'élaboration d'un projet de loi portant sur la réforme de la formation des instituteurs, la possibilité d'une deuxième voie de formation permettant d'accéder à un diplôme d'instituteur.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Wann een d'Zuele kuckt wat mir u qualifizéierten Enseignantë brauchen, a speziell wann een d'Ganzdagsschoul wëllt afeieren, da muss een och iwwer eng Erhéijung vun der Tâche vun den Enseignantë schwätzen. Déi sou genannte Gagastonnen, déi dozou gefouert hunn, datt en Enseignant scho mat 35 Joer déi éischt altersbedéngten Décharge kritt, si schwéier ze verstoen. Ech weess, dëst ass e waarmt Eisen, mä et muss awer diskutéiert ginn. Well ech gesi schlecht, datt mer ouni iergendeng Reform op deem Gebitt do déi ambitiéis Ziler, déi mer ons alleguerte wëlle ginn, kënnen duerchzéien.

An dofir wëll ech och d'Madame Ministerin ganz kloer froen, ob si an dëser Legislatur wëlles huet iwwert d'Tâche vun den Enseignanten ze schwätzen. Sot mer Jo, sot mer Neen. Ech mengen do ass eng Debatt amgaangen, mä et muss een de Problem ugoen. Et ass besser mir maachen et am Ufank vun der Legislatur, wéi datt dat nach permanent hin an hier geet.

En anere Problem, Madame Ministerin, wëll ech just an engem Saz soen, dat ass dee vun de Schoulgebaier. Et ass net an der Rei, datt et bal siwe bis aacht Joer dauert. Dat ass e Problem an do muss d'Regierung sech domadder eens ginn, datt se do muss eng gehéierlech Reform duerchzéien.

Mir appeléieren un d'Regierung fir endlech ze handelen. Regéieren heescht de Risiko vun enger tatsächlecher an ëmfaassender Schoulreform unzegoen, am Dialog mat allen Interesséierten. Dëst Joer muss et nach zu esou enger Reform kommen. Do mussen d'Weiche gestallt ginn. D'Zäit drängt. Et geet ëm eis Kanner an hir Zukunft.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Castegnaro agedroen. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll mech dann un deem Frontalunterrecht vun haut de Mëtteg bedeelegen, mech deem uschléissen an der Hoffnung, dass et méiglech ass dann awer déi richteg Konklusiounen ze zéien a virun allem déi dann och ëmgesat ze kréien am Interesse vun der Schoul a vun de Kanner.

Sécherlech, no PISA I ass PISA II e weidere Bestanddeel vun enger neier Gespréichsronn iwwert d'Stäerkten an d'Schwächte vun eisem gesamte Schoulsystem. Mir sollten dës Debatt awer esou féieren, dass mer déi Analys vun eisem Schoulsystem zukunftsorientéiert féieren, dat heescht net mam Bléck zréck. Dat heescht och keng Scholdzouweisungen a lamentéieren, mä de Bléck an d'Zukunft mat der Gewëssheet, dass mir als Parlamentarier eng riseg Responsabilitéit ze droen hu vis-à-vis vun eiser Jugend, mä och vis-à-vis vun der ganzer Gesellschaft, awer och eng sozial a wirtschaftlech Responsabilitéit dësem Land a senge Mënsche géintiwwer, iwwert den Thema Schoul eraus, ze droen hunn.

Dee beschte Schoulsystem ass méi wéi jee de Schlëssel zum Erfolleg, ass d'Ausgangsbasis dofir, dass Lëtzebuerg sech an der Europäescher Unioun vun de 25, mä awer och an der industrialiséierter, globaliséierter a mondialiséierter Welt behaapte kann. Och do geet et ëm d'Interesse vun de Mënschen a vun dësem Land. En Erfolleg vun der Schoulpolitik ass déi beschte Basis, awer och d'Viraussetzung fir Chancëgläichheet a fir sozial Kohärenz an eiser klenger a multikultureller Gesellschaft.

Mir si méi wéi jee, Kolleeginnen a Kolleegen, zum Erfolleg verdaamt a mir hunn et hei zu Lëtzebuerg a villen anere Beräicher an der Vergaangenheet fäerdeg bruecht iwwer politesch, ideologesch a reliéis Ënnerscheeder ewech d'Erausfuerderungen unzehuelen, gemeinsam unzegoen an entspriechend Léisungen ze fannen. An de Wonsch ass deen, dass et an der Schoulpolitik och esou misst sinn.

Mir musse parteieniwwergräifend mat allen Acteuren, dat heescht och mat de Familljen, mat de Kanner, mat de Schüler, mat de Gewerkschaften, mam Patronat dëst Land zeideg maache fir d'Wëssensgesellschaft.

Dofir brauch een e staarkt Partenariat, wat kritesch awer décidéiert déi schoulpolitesch Weichestellung virhëlt, fir dass all déi, déi zu Lëtzebuerg liewen a schaffen, eng Chance hunn, fir am Konkurrenzkampf mat der Wëssensgesellschaft aus anere Länner, mä och am Konkurrenzkampf, deen ëmmer méi haart gëtt, ëm déi eenzel Aarbechtsplaz, och am eegene Land, fir do eis kënnen ze behaapten. An dat ass net géint d'Grenzgänger geriicht, mä dat ass eng Fro vu Chancëgläichheet. Eis Mënsche mussen déiselwecht Chancen hu wéi all déi aner, fir kënnen ze iwwerliewen.

Mä och d'Zukunft vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg ass eppes wat ee muss zesumme gesi mat der beschter Schoul-, Beruffs- a Weiderbildung, an duerfir sollte mer keng Zukunftsängschte verbreeden, mä mir sollten dat upaken a mir sollten och dat vermëttelen, wat eis Leit brauchen, nämlech keng Angscht virun der Zukunft a virum Beruffsliewen ze hunn. A mir mussen eis drusetzen, well de Wirtschaftsstanduert attraktiv muss bleiwen. Attraktiv, soen ech ëmmer erëm, duerch de beschte Schoulsystem, deen dann erëm eng Kéier héich sozial Standarde garantéiert, mä och soziale Fridden an domat eng staark a solidaresch Kohärenz duerch ebe Chancëgläichheet queesch duerch eis Gesellschaft.

A mir hunn, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e Potenzial dofir a mir hunn d'Méiglechkeeten an d'Viraussetzungen, an déi sollte mer notzen. Mir sollten am Konsens versichen d'Léisungen ze fannen an net an der Rechthaberei oder am Géinteneen, well dat geet op Käschte vun eise Kanner. A mir sollte wëssen, dass e liewenslaangt Léieren eng Konditioun, eng Viraussetzung méi wéi jee ass, fir sécher, gutt bezuelten a konkurrenzfäeg Aarbechtsplazen ze kréien.

Mir riede jo scho laang net méi nëmmen iwwer PISA, mä mir schwätzen am Endeffekt, Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert d'Roll an de Stellewäert vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun a mir schwätze vun der Europäescher Unioun an hirem Stellewäert am Konkurrenzkampf mat anere Kontinenten a Wirtschaftsimperien.

An dat féiert mech zur Lissabon-Strategie vun 2000, an dat gëllt och fir déi ugepasste Strategie vu muer, déi weiderhin d'Wëssensgesellschaft als eng éischt Prioritéit gesäit. Och well déi 450 Milliounen EU-Bierger, an dovu 450.000 Lëtzebuerger an Netlëtzebuerger, deen eigentleche Räichtum an där EU duerstellen. Dat mënschlecht Kapital, wa richteg an dat investéiert gëtt, da bitt et d'Garantie fir kompetitiv ze sinn, fir innovativ ze sinn, fir qualitativ ze sinn an domat Wirtschaftswuesstum, Nohaltegkeet an Innovatiounscapacitéiten ze erméiglechen, am Beräich vun der Recherche am Allgemengen, mä och an der Ëmwelttechnologie am Besonneschen. Dat ass och eng wesentlech Viraussetzung fir d'Erëmhierstelle vun der Vollbeschäftegung.

Mir lamentéieren, kräischen zu Recht iwwert dee milliounefache Chômage an der Europäescher Unioun an och dee wuessende Chômage bei eis. Wa mer eng gutt Schoul hunn, déi bescht Schoul hunn, da brénge mer et fäerdeg bei eis an an deenen aneren europäesche Länner, d'Vollbeschäftegung erëm hierzestellen, Fridden ze garantéieren, soziale Fortschrëtt ze garantéieren. Mä mir bréngen et och esou fäerdeg, de Riets- an de Lénksextremismus ze verhënneren. An duerfir si mer alleguer gefuerdert. Dat sollte mer eis bewosst sinn, an eis och esou uleeën.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn der Meenung, dass mer all an eiser Gesellschaft de Reformwëllen, dee jo awer erkennbar ass, sollte positiv ugoen. An dat gëllt och fir déi Diskussioun, déi elo ufänkt, iwwert déi noutwendeg an iwwerfälleg Reform vum Schoulgesetz vun 1912. Dat gëllt och fir de Pilotprojet „Neie Lycée". Dat gëllt och fir déi positiv Erfahrungen, déi mer am Précoce gemaach hunn, déi menger Meenung no ze generaliséieren sinn an, firwat net, obligatoresch ze maache sinn. Natierlech mussen dann d'Rahmebedingungen och stëmmen.

Dat gëllt och fir déi bescht Ausbildung vun eisen Enseignanten, an dat op héchstem Niveau. An d'Fro sollt gestallt ginn, firwat mer net méi och iwwert den Enseignant unique schwätzen, fir dass mer wierklech op héchstem Niveau Schoul kënnen halen an dass mer an alle Schoultypen Ausbilder hunn, déi d'Garantie fir eng optimal an zukunftsorientéiert Schoul garantéiere kënnen.

Jo, d'Schoulprogrammer mussen ugepasst a moderniséiert ginn, mä ech warnen och dervir, dass dat ëmmer op Käschte vun der realer Schoulzäit geet, déi net weider kann no ënne reduzéiert ginn. Ech wëll domat soen, d'Schoulprogrammer däerfen am Endeffekt net d'Affer gi vun enger Stonnen- oder Aarbechtszäitorganisatioun an eise Schoulen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Lëtzebuerg huet a senger rezenter Vergaangenheet grousszügeg an d'Kultur, de Sport an d'Stroossen investéiert. Mir sollten nach vill méi grousszügeg si mat eisem gesamte Bildungssystem a mat all deenen, déi vun deem System betraff sinn. Et sinn dat déi richteg, wichteg an noutwendeg Investitiounen an d'Zukunft an domat och an d'Zukunft vun eise Mënschen. Dat gëllt och fir d'Erwuessenebildung, fir d'Beruffsausbildung. Dofir ass och d'Diskussioun iwwert d'École de la deuxième chance oder den zweete Bildungswee et wäert, dass se gefouert gëtt an dass mer Äntwerten dorop ginn.

Mä ech wëll een negative Punkt ervirsträichen: Zënter Wochen a Méint ginn d'Primë gestrach fir déi Leit, déi keng Chômageënnerstëtzung hunn, mä bereet sinn a sech ageschriwwen hunn an Erwuessenebildung, déi bis do ënnerstëtzt gi sinn a wou elo d'Ënnerstëtzunge gestrach gi sinn. Dat ass net de richtege Wee. Dat découragéiert déi an hëlt de Courage vun deenen, déi sech wëllen investéieren, fir och an der Zukunft eng Plaz an eiser Aarbechtsgesellschaft ze hunn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir brauchen e Wäissbuch. Ech weess, mir hu ganz vill Dokumenter, déi eis stéckchesweis soe wou mer dru sinn. Mä e Wäissbuch, wat global gesi misst Mängel, Schwächten, Réckstänn am Bildungswiesen opzeechnen. Ech mengen domat och en Inventaire betreffend déi schoulesch Infrastrukturen, mä respektiv och déi, déi feelen, oder déi, déi mangelhaft sinn. A mir brauchen eis op deem Gebitt wierklech net ze bretzen.

Mir bräichten eigentlech de Bau vun zwee Lycéeë pro Joer fir d'Capacitéiten ze kréien a fir den Nachholbedarf opgeschafft ze kréien.

Firwat maache mer net och ee Verglach mat den „best practices" an anere Länner? Mir mussen d'Rad jo net ëmmer nei erfannen. An der Privatwirtschaft gëtt de Benchmarking gemaach. Firwat kann een dat net och an der Schoul maachen? Obwuel ech weess, dass et géifierlech ass, wann Äppel riskéiere mat Bire verglach ze ginn.

Mä ëmmerhin e Wäissbuch oder en Inventaire kënnt eis prezis Opklärung ginn. Éischtens, wéi vill Schoulgebaier hu mer? Wéi vill a wéi schnell brauche mer zousätzlech Gebaier? Zweetens, wéi sécher a qualitativ sinn eis Schoulgebaier? D'Gefill vun der Sécherheet, vum noutwendege Raum, vun der Propretéit, vun der Qualitéit sinn och wichteg Deeler, wa Léiere Spaass soll sinn. De Contraire geschitt bei eis opgrond vu ville Mängel. Drëttens, wéi vill périscolaire Ariichtunge brauche mer? Ech menge Kantinnen, Crèchen, Openthaltsstrukturen. Wat däerfe se kaschten?

Wa mer den EU-Kritären, de Lissabonner Ziler wëlle gerecht ginn am Sënn vu méi „employability", dat heescht permanent den Undeel vu Fraen um Aarbechtsmaart erhéijen, mä och den Alter insgesamt, de Rentenalter erhéijen - wat ech aneschters gesinn, wéi déi Leit dat do ëmschriwwen hunn -, da musse mer déi Infrastrukture schafen, well mer am anere Fall d'Liewensqualitéit vun eise Familljen a Fro stellen, well d'Chancëgläichheet riskéiert weider reduzéiert ze ginn. Mir brauchen Opfangstrukturen, wou keng Zweeklassegesellschaft da besteet, mä wou jiddfereen eng Plaz muss fannen, wa mer all deenen anere Kritäre sollten oder misste gerecht ginn.

Véiertens, wéi vill a wat fir eng Enseignantë brauche mer? Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir stinn ëmmer an deem Bildungswiese virun engem risege Chantier, dee wuel ëmmer eng Baustell wäert bleiwen. Mä ass et dann net och esou, dass d'Familljen, dass vill Leit an dësem Land d'Gefill hunn, dass d'Schoul bei eis zënter Joren en Experimentéierfeld ass an dass eis Kanner zu Versuchskanéngercher erofreduzéiert gi sinn?

Esou mécht d'Léiere kee Spaass, esou ass d'Vertrauen an d'Schoul net do, esou kënnen d'Resultater net gutt ginn, a mir sollten eis ëmmer erëm drun erënneren, dass et ëm Mënsche geet, ëm jonker an ëm aler, ëm Meedercher a Jongen, ëm Fraen a Männer, déi an alle Phasë vum Liewen haut Schoul a Form vu Schoul, vu Beruffsausbildung, Erwuessenebildung a Weiderbildung brauchen.

Wa mer d'Zukunftschancë wëlle garantéieren, da geschitt dat éischtens iwwer Chancëgläichheet, déi den Ausgangspunkt am gesamte Bildungs-, Ausbildungsan an der gesamter Weiderbildungspolitik ass.

Mir brauchen zweetens eng Finanzpolitik, finanziell Moyenen, déi keng budgetär Aschränkungen erlaben. Natierlech huet alles e Präis oder kee Präis. Mir soen, d'Bildungspolitik, d'Schoulpolitik ka kee Präis hunn, och wa mer wëssen, dass et e Käschtepunkt duerstellt, an duerfir musse mer genausou dru schaffen, dass Effizienz garantéiert ass, dass dat Geld, wat zur Verfügung gestallt gëtt, an dat, wat mer nach brauchen, sënnvoll an nëtzlech agesat gëtt.

Drëttens, soen ech, an ech betounen dat, musse mer endlech d'Baulandspekulatioun upaken, fir dass mer déi noutwendeg schoulesch Infrastrukturen an der richteger Zäit kënnen opriichten. Kolleeginnen a Kolleegen, ouni et ze verdéiwen, et ass en Hohn, dass d'Kanner zu Lëtzebuerg a Container an d'Schoul ginn, wéi zum Beispill an der Schoul Jenkert. Dat ass en Hohn wou mer eis musse schummen, selwer musse schummen, dass et esou wäit huet misse kommen.

Véiertens, d'Qualitéit vun eisen Enseignantë muss déi bescht sinn. D'Uni Lëtzebuerg bitt hei eng Chance, déi mer net sollte verdinn.

Fënneftens, den Dialog, d'Partnerschaft mat all deenen, déi um Schoulsystem bedeelegt sinn, muss méiglech ginn. Vun de Kanner iwwert d'Elteren, d'Politiker, d'Gewerkschaften, d'Enseignanten, d'Patronen: All Acteure mussen hei gehéiert ginn a matschaffen.

Sechstens, d'Employability, d'Vollbeschäftegung, héich sozial Standarden, Kompetitivitéit, Innovatiounsgeescht, en attraktive Wirtschafts- a Finanzstanduert, alles dat setzt déi bescht Wëssensgesellschaft viraus, an et gesäit een a Länner wou dat fonctionnéiert oder besser fonctionnéiert, dass déi Investitiounen do an d'Mënschen sech fir d'Mënschen a fir déi Länner bezuelt maachen an dass d'Zukunftschancen ouni Zweifel do méi grouss sinn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sollten duerfir méi iwwert d'Léisunge wéi iwwert d'Problemer schwätzen. Déi Problemer, déi dann optauchen, muss een dann och upaken. Mir sollten och net an de Feeler verfalen, elo schonn iwwert d'Gemengefinanzen ze lamentéieren. Wann d'Gemenge méi gefuerdert ginn, wann do méi Gerechtegkeet noutwendeg ass, och dat muss dann diskutéiert ginn. Esou wéi mat der Familljeministerin iwwert deen Deel muss diskutéiert ginn.

Mä mir mussen eis fir d'éischt en Zil, en Objektiv stellen. Wat wëlle mer erreechen? Wat musse mer erreechen? Da musse mer kucken, wéi déi Problemer, déi sech erginn, geléist kënne ginn. Alles dat féiert zu enger fundamentaler Reform, alles dat bedeit da Chancëgläichheet, a mir wëlle jo déi Chancëgläichheet. Mir wëllen, dass eis Mënschen an dëst Land eng Chance an der Zukunft behalen, an ech géing schlicht an einfach soen: Kommt mir lamentéiere manner, kommt mir kritiséiere manner, mä kommt mir paken et un!

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Als nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter agedroen. Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mäin Uleies ass et iwwert de Volet Beruffsausbildung ze schwätzen an déi wichteg Zesummenaarbecht tëschent der Schoul an der Aarbechtswelt ze ënnersträichen. An tatsächlech ass an deem Regierungsdokument beim Titel „Les enjeux pour l'avenir" och direkt éischtens de Marché du travail, zweetens d'Cohésion sociale an drëttens déi faméis Lissabonner Strategie opgelëscht.

A genau dorëms geet et, Här President, nämlech mat deenen Ingrédienten an dësem Sous-titre Neel mat Käpp ze maachen. Mir hunn nämlech, nieft der klassescher postprimairer Schoul, wou et eng ganz Panoplie vun Handlungsfelder gëtt, déi mäi Kolleeg Claude Adam jo scho beschriwwen huet, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Zäitbomm, déi tickt, nämlech déi aus dem Ënnergrad vum Enseignement technique. An zwar bei deenen iwwer 20% vu Schüler a Schülerinnen, déi bis elo all Joers d'Schoul verloossen ouni iergendee Certificat an der Täsch ze hunn.

A wa mer wëssen, dass iwwert d'Halschent vun dëse jonke Leit Netlëtzebuerger sinn, hu mir nieft engem Aarbechtsmarchéproblem an nieft engem Produktivitéits- a Kompetitivitéitsproblem ganz kloer och e Cohésion-sociale-s-Problem. An ech géif och gären der Ministesch soen, dass wuel d'Cohésion sociale vläicht an der Primärschoul stattfënnt, mä dass se nach laang net no der Primärschoul ophält. Si fänkt eigentlech do un. Mä et ass no der Primärschoul wou et ufänkt ze hapere mat der Cohésion sociale. An dee Problem vu Cohésion sociale ass net nëmme fir d'Auslännerkanner a Jugendlecher, déi en cours de route an eise Schoulsystem erageklomme sinn, mä och fir déi Jugendlech, déi säit Joren a Jorzéngten hei am Land grouss gi sinn, siefen et Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger.

Am leschten „Rapport conjoint sur l'inclusion sociale" vun der Division Emploi et Affaires sociales vun der Europäescher Kommissioun si fir Lëtzebuerg fënnef Objektiver festgehale ginn. Dorënner och - an ech zitéiere kuerz - : „renforcement du dispositif de lutte pour l'inclusion sociale en faveur des jeunes de moins de 25 ans. Deux volets de mesures sont prévus: d'une part prévenir les ruptures professionnelles et d'autre part programmer des interventions spécifiques en faveur des jeunes confrontés à une situation de détresse." Net méi spéit wéi gëschter huet och de Rapport vum Conseil économique et social op dee Problem vun der Schoul an dem Schoulofgank higewisen.

De Facteur Cohésion sociale gëtt vill gebraucht. E gëtt oft mëssbraucht an als Alibi-Notioun an e reng ekonomesche Kontext gesat. Dëst ass méiglech an einfach ze maachen, well et net onméiglech, mä dach awer schwiereg ass, d'Cohésion sociale ekonomesch ze chiffréieren. Den Intérêt, fir do déi passend Indicateuren ze recherchéieren, ass och relativ kleng.

D'Schoul soll op d'Aarbecht an op de Beruff preparéieren. Mä d'Schoul soll virun allem op d'Liewe preparéieren. Dat ass schonn hei haut de Mëtteg des Öftere gesot ginn. An dozou gehéiert awer virun allem, dass eis jonk Matmënschen d'Schoul verloosse mat enger Tromp an der Täsch. Eng Tromp, déi hinnen déi noutwendeg Autonomie a Selbstsécherheet gëtt, fir sech esou gutt wéi méiglech duerch d'Liewen ze schloen. Mir wëssen awer, dass all Joer, säit Joren an esou och d'lescht Joer, eng ronn 2.000 Schüler a Schülerinnen ouni Certificat d'Schoul verloossen, a vun deenen all Joer eng Groziffer vu ronn 300 Schüler a Schülerinnen, déi néierens méi erëmzefanne sinn, déi doheem sëtzen oder op der Strooss sëtzen oder Gott weess wou sëtzen.

Fir esou ee Jugendlechen, dee sech aus der Schoul verdréckt, well hien do nëmmen Échecen erlieft huet, well hien do keng Zukunftsperspektiven erbléckt huet, dee sech selwer opginn huet, well eigentlech all Mënsch hie schonn opginn huet, ass et immens schwéier, fir sech dann nach aktiv op d'Sich no enger Aarbecht ze maachen oder déi Démarchen ze ënnerhuelen, fir an eng Aarbechts- oder Ausbildungsmesure eranzekommen. A wéi ech et schonns gesot hat wéi mer eben iwwert de Mindestloun heibanne geschwat haten, widderhuelen ech et och haut nach an dësem Kontext: Mir zillen eigentlech eis Mindestléiner an eise Schoulen a mir zillen och eis RMGisten an eise Schoulen.

D'Cohésion sociale erhalen, „question vitale pour notre pays" heescht et am Rapport vun der Regierung, heescht awer an eisen Aen an dësem Kontext endlech effikass Brécken ze bauen tëschent der Schoulpolitik, Aarbechtspolitik a Sozialpolitik. A mir musse feststellen, dass et grad do op dësem Niveau vun der Schoulorganisatioun ass, do wou d'Schoul hir éischt Kontakter mat der Aarbechtswelt huet, dass et dach do ass, wou d'Cohésion sociale gefährdet ass, nämlech am Ënnergrad vum Lycée technique.

D'Bröckele vun der Cohésion sociale an dëse Lycéeë gesäit een net nëmmen un hire Gebaier, dës Saach huet jo och schonn d'lescht Woch esouguer eise Premier schockéiert, wéi hien déi Biller op der Télee vun engem Schoulgebai gesinn huet, dat tatsächlech den Numm vun engem Schoulgebai net méi verdéngt.

Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, där Schoulgebaier gëtt et nach am Land. An duerch Zoufall ass et och esou, dass et an dëse Gebaier ass, wou de Régime préparatoire aus dem techneschen Ënnergrad ënnerbruecht ass. Op dëse Plazen deet sech eben d'Lobbyaarbecht méi schwéier. An ech muss och de Premier an allem Respekt nach eng Kéier dorun erënneren, datt hien awer un der Spëtzt ass vun där Partei, déi säit Jorzéngten den Educatiounsministère an de Bauteministère besetzt.

(Interruptions)

Do schéngt sech och d'Lobbyaarbecht, Här Mehlen, an d'Kommunikatioun schwéier ze doen.

Brécke bauen, besser koordinéieren, mä och anescht nei strukturéieren, ass haut noutwendeg fir dësen Deel vun der Schoul esou ze gestalten, fir dass se fit ass fir déi nei Erausfuerderungen. An obwuel et eng ganz Rei vu Servicer gëtt, där hir Aarbecht et ass déi jonk Leit ze begleeden, virdrun, während, oder no hirer Scolaritéit, hirer Formatioun, an enger Mesure bei engem Patron an esou weider, stëmmt et och, wéi et am Dokument vun der Regierung steet, datt dës Instanze misste besser matenee koordinéiert ginn, a munche Fäll iwwerhaapt emol matenee koordinéiert ginn.

Mir mengen, datt et doriwwer eraus noutwendeg wier, net nëmmen d'Form, mä och den Inhalt vun dësem Accompagnement ze iwwerdenken. Et feelt u Kommunikatioun tëschent der Aarbechtswelt an der Schoul. All Acteure mussen sech an eisen Aen un een Dësch setzen an zesummen déi beschte Méiglechkeeten entwerfen. Mir mussen d'Aarbechtswelt méi mat abannen an d'Ausbildung an an d'Mesurë vun de Jugendlechen a mir mussen onbedéngt Beréierungsängschten tëscht Jugendlecher engersäits an Aarbechtswelt-Acteuren anerersäits ënnerbannen.

Dozou gehéieren och méi a besser preparéiert a suivéiert Stagen, wou et kloer ass, oder wou et kloer gëtt, wie fir wat zoustänneg ass a verantwortlech ass, well oft fillen sech esouwuel de Stagiaire wéi och de Patron de stage eleng gelooss. Mir dierfen net vergiessen, datt Betriber e wichtege Partner sinn an allen Ausbildungsdémarchen. Leider kënnt e jonke Mënsch aus engem klasseschen oder aus engem technesche Lycée kaum mat der Aarbechtswelt a mat hire Beruffer a Kontakt, sief et hie muss eben, wéinst senge widderhuelten Échecen, aus der Schoulbänk réckelen a mat engem dach awer batteren Nogeschmaach oft sech fir d'éischt bei ee Patron beginn. Dat kann an dierf haut net méi de normale Wee sinn, fir de Schratt vun der Schoulwelt an d'Aarbechtswelt ze maachen.

Dofir gehéiert och zum Redressement vum schifen Tuerm vu PISA hei zu Lëtzebuerg, d'Aarbechtswelt mat der Schoulwelt mateneen an enger nohalteger an effikasser Kommunikatioun a Kollaboratioun ze verbannen. Nëmmen esou kënne mir, a mir sinn dofir heibanne verantwortlech, d'Cohésion sociale garantéieren, den Objektiver vun der Lissabonner Strategie méi no kommen, an awer last but not least all eise Jugendlechen, ob Jongen oder Meedercher, Auslänner oder Lëtzebuerger, eng beschtméiglech Ausbildung mat op de Wee ginn; engersäits eng Beruffsausbildung, anerersäits awer och eng Liewensausbildung.

Dat gehéiert och an eisen Aen zu der Aufgab vun der Schoul an dofir ginn ech dann am Numm vun deene Gréngen déi zéngt an déi lescht Motioun of, déi eng besser Kollaboratioun tëschent Schoul an Aarbechtswelt hei ënnersträicht, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren. Wann ech gelift.

Motion 16

La Chambre des Députés,

- considérant les résultats de l'étude PISA 2000 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2001;

- considérant les résultats de l'étude PISA 2003 sur les performances des élèves de l'école publique luxembourgeoise, publiée en décembre 2004;

- considérant le nombre élevé des jeunes qui quittent l'école sans diplôme ni certificat et souvent sans autre alternative que celle de se retrouver seul face à l'organisation de leur vie «post-scolaire»;

- convaincue que des mesures efficaces et cohérentes s'imposent pour améliorer d'une façon durable le passage des jeunes, souvent en difficultés, du monde de l'école vers le monde du travail;

invite le Gouvernement

- à rassembler toutes les initiatives existantes ayant comme mission de conseiller et d'accompagner les jeunes filles et les jeunes garçons en formation professionnelle ou voulant entrer dans une mesure de formation professionnelle afin de restructurer l'offre de suivi et de coordonner leurs services;

- à inclure les chambres professionnelles dans ce processus de restructuration, notamment en améliorant la communication entre patrons de stage, conseillers à l'apprentissage, personnel enseignant et personnel socioéducatif, les jeunes concernés ainsi que leurs parents;

- à instaurer une instance responsable de la restructuration de l'offre de suivi des jeunes en formation par une supervision efficace et régulière des actions menées à tous les niveaux pour garantir un accompagnement des jeunes filles et des jeunes garçons du monde de l'école vers les premiers pas dans le monde du travail.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Diederich agedroen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer just no mengen zwee Virriedner vun der Fraktioun nach kuerz op e puer Punkten anzegoen.

Zum Thema Hausaufgabe wëll ech soen, dass zu deem wat no der Schoul nach muss erleedegt ginn, do däerf de Schüler, deen aus diverse Grënn doheem keng Hëllef ka kréien, net eleng gelooss ginn. Et däerf net sinn, datt déi Hëllef, déi e brauch, ofhängeg ass vun der Zäit, déi seng Elteren disponibel sinn, vun hirem eegenen Niveau de formation oder vun hire finanzielle Moyenen.

Wann ee bei dësem Thema ëmmer erëm héiert, datt d'Elteren d'Verantwortung op deem Gebitt fir hir Kanner hunn, esou ass dat sécher ze begréissen a vill Eltere kommen dëser Flicht och no. Wou dat awer net de Fall ass, sinn d'Kanner bestëmmt déi lescht, déi fir dës Situatioun kënne verantwortlech gemaach ginn. Datselwecht gëllt, wat elo grad gesot ginn ass, vu gesellschaftleche Verännerungen an de Familljestrukturen, Problemer an der Konsumgesellschaft, och do sinn d'Kanner, géif ech soen, wéinstens net eleng ze culpabiliséieren.

Une voix.- Iwwerhaapt net!

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Iwwerhaapt net.

Et ass d'Missioun vun der Politik, vum Ministère de l'Éducation nationale, fir an der Schoul an no der Schoul, am Appui a bei der Hausaufgabenhëllef, déi beschtméiglechst Konditiounen ze schafe fir alle Kanner hir Chance ze ginn, hir eege Potenzialitéiten ze valoriséieren, dëst am Sënn vun enger méiglechst grousser kultureller a sozialer Equitéit. Dëst bedéngt awer och, datt iwwert d'ganzt Land méiglechst déiselwecht Servicer kënnen ugebuede ginn, och an deene Gemengen, déi net esou finanzkräfteg sinn oder net iwwert déi néideg Masse critique verfügen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Wat de Sproochenunterrecht ubelaangt, esou musse mer déi besonnesch lëtzebuergesch Situatioun als en Atout gesinn, eise Schüler ee Maximum u sproochleche Kompetenze mat op de Wee ginn, déi fir si vu groussem Virdeel kënne sinn, wa si iwwer eis Grenzen eraus ginn, awer och heiheem am Kontakt mat ëmmer méi auslännesche Mataarbechter oder Matbierger.

D'Ufuerderungen an de Sproochen däerfen awer keen Obstakel sinn op dem Wee vun der berufflecher Qualifikatioun. Wann am Secondaire classique eng gutt Allgemengbildung ouni Zweifel och nach haut ganz wichteg ass, sou kéint awer ee Réajustement op eenzelne Sektiounen ubruecht sinn. Ech mengen domadder zum Beispill, mir hunn héieren, mir ware méi schwaach an de Sciencen an an der Mathematik, a keng Universitéit verlaangt herno, dass mer an deenen dräi Sproochen eist Unisstudium viruféieren. Ech mengen déi meescht Studente vun eis ginn an enger Sprooch virun, an dat ass och eng Kéier emol vläicht nei ze iwwerdenken.

Am Secondaire technique ass et nach méi wichteg, ech mengen do

och déi Dräistufung vum Technique op den Technicien an de Professionnel, do gëllt et eng ganz Rei nei Réajustementer ze maachen. Ech wëll ee Beispill zitéieren, ech hat virun zwee Joer ee Schüler op enger Techniciens-Klass, ech kann Iech soen, de Jong huet déi éischt Stonn zu mer gesot, wéi ech e puer Saache gefrot hunn - an d'Treizième war dat -: Ech ka kee Franséisch. De Schüler hat jo awer du scho wéinstens zéng Joer Franséisch gemaach. Hien hat Problemer wierklech dat Elementaarst ze soen oder och kënnen ze schreiwen. Do vir läit d'Buch, ech hunn et matbruecht. Ech wier frou wann iergendee vun Iech vun deem Buch géif emol e puer Säite liesen, wat mer an deem Joer an zwou Stonne mat deene Schüler hu misse maachen, déi wierklech, wéi gesot d'Kompetenzen - ee wichtegen Thema, wat mer elo diskutéiert hunn haut - an deene Joren net konnten erreechen.

De Schüler hätt missen, wéi gesot, déi Kompetenzen hunn; déi waren awer wéinstens zur Halschent net emol erfëllt.

An deem Fall geet d'Motivatioun natierlech flöten, an de Jong hat wéi gesot Schwieregkeeten, déi zwee Joer nach duerzehalen. En ass eng Kéier duerchgefall an e konnt am zweete Joer mat vill Efforten dann awer seng Treizième Technicien packen.

Um Niveau Professionnel musse mer iwwerleeën, ob mer mussen op déi zwou Sprooche weider virubeharren. Ech ginn Iech ee Beispill: Déi meescht Schüler, Lëtzebuerger, sinn op deem Niveau, datt fir si d'franséisch Sprooch als Friemsprooch considéréiert muss ginn, an och bei de Francophonen ass d'Däitscht als Friemsprooch ze considéréieren, an ech kenne Fäll wou Jongen doduerch hiren CATP ratéieren, wougéint dann Ausländer mat enger Sprooch hei bei eis an d'Land kommen an um Aarbechtsmaart do eng Aarbechtsplaz fannen.

Sécher ass, am Sproochenunterrecht och d'Gewiichtung tëschent dem Ecrit an dem Oral ze iwwerdenken an nei ze definéieren. Wann den Oral och an eise Schoulen agefouert ginn ass, esou geschitt d'Sélectioun an de Sproochen awer gréisstendeels iwwert d'schréftlech Epreuven. Wann een awer weess, datt op villen Aarbechtsplaze während acht Stonnen d'Fäegkeet, sech mëndlech an enger oder zwou Sproochen auszedrécken, méi wichteg ass, esou muss dëser Tatsaach och an der Ausbildung méi Rechnung gedroe ginn.

Eng grouss Erausfuerderung besteet doranner, d'Qualitéit vun eisem Enseignement ze verbesseren, méi Schüler op engem héijeren Niveau ze qualifizéieren, wéineger Schüler ouni Qualifikatioun aus dem Schoulsystem ze entloossen, ouni awer d'Diplomer ze bradéieren. Et ass de Mëtteg schonn hei gesot ginn: Mir wëssen nämlech, datt d'Lëtzebuerger Schoul net an engem loftleere Raum fonctionnéiert, mä datt et och Schoulen an eisen Nopeschlänner gëtt, wou eis Schüler hiren Diplom maache kënnen, deen hinnen d'Recht op eng Aarbechtsplaz oder op Weiderstudéieren op enger Héichschoul gëtt.

Ech kann zwee Fäll ganz séier zitéieren. Mir hate viru kuerzem aacht Problemer bei den Infirmièren, déi duerchgefall ware wéinst dem Franséischen. Eng Rei Meedercher hunn hiren Diplom dunn zu Tréier gemaach a sinn haut parfaitement och op deem Wee, wou se wollte goen, als Infirmière virugaangen. Datselwecht gëllt fir Schüler, déi well se wéinst engem Fach, Madame Ministesch oder fréier Ministesch, zum Beispill Franséisch, Däitsch oder Englesch net méi virukoumen, dunn op Metz hire BAC maache gaang sinn, duerno zréckkoumen an zu London hir Uni gemaach hunn an haut parfaitement en Unisdiplom hunn an an eisem Bankewiese schaffen.

(Interruption)

De Wee aus dëser Problematik kënnt engem Spagat gläich, dat wësse mer. Mir mussen awer der Situatioun, wéi se nun eemol ass, Rechnung droen an doraus déi richteg Konklusiounen zéien. Och den dësjährege Bericht vum Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand, deen der Commission de la Famille viru kuerzem virgestallt gouf, behandelt d'Thema „l'enfant et l'école". Den Artikel 28 vun der internationaler Kannerrechtskonventioun garantéiert all Kand d'Recht op eng ugemiesse Schoulbildung.

Laut SCRIPT sollen am Schouljoer 2002-2003 2.745 Kanner aus Lëtzebuerg belsch Schoule besicht hunn. Am Préscolaire 296, am Primaire 513 an am Secondaire 1.936. Wann ee Frankräich an Däitschland matrechent, kënnt ee schätzungsweis op 4.000 Schüler. Fir de Schoulbesuch am Ausland bezuelen d'Elteren oft iwwer 10.000 Euro pro Joer.

Als Grënn gi meeschtens d'Versoen am Lëtzebuerger Schoulsystem ugefouert, och eng besser Betreiung, Beruffsorientéierung an Internatsplazen. Awer och eng gréisser Motivatioun vum Schüler spillt bei dëser Entscheedung eng Roll. E belsche Schouldirekter huet gemengt: «Nous sommes l'infirmerie de l'enseignement luxembourgeois.» Bei hinne wier zum Beispill d'Beruffsausbildung méi praxisorientéiert a géif dem Schüler méi Stimulatioun bidden. Vill vun den Eltere wiere frou, datt hir Kanner an der Belsch en Diplom géife kréien, wougéint se am Lëtzebuerger Schoulsystem découragéiert gi wieren. Mat dësem Diplom probéieren se dann op dem Lëtzebuerger Aarbechtsmaart eng Plaz ze fannen. Dës Situatioun ass net haltbar a stellt fir eis Politik e groussen Défi duer, deem mer eis an Zukunft musse stellen.

Ee leschte Punkt nach. Net ganz d'accord kann ech si mam Kolleeg Fränz Maroldt. Hien huet haut e bëssen d'Kéier kritt. Gëschter hat en dat e bëssen anescht duergestallt um Radio. Wann e schwätzt vun excellentë Schoulinfrastrukturen - et ass schonn elo grad doriwwer geschwat ginn, mä ech wëll awer nach eng Kéier datselwecht an anerer Form widderhuelen. Et ass sécher richteg, datt am Primaire vill Gemenge mam Stat grouss Effortë gemaach hunn, datt awer och rezent Beispiller gewisen hunn, wéi seriö de Problem am Secondaire besteet.

D'Beispill ass genannt gi vu Péiteng. Den Ausbau vu bestehenden Infrastrukture wéi Ettelbréck…

(Interruptions diverses)

Ech komme vun do, ech kann Iech soen, dass d'Direktioun do wierklech alles mécht, zënter Joren, fir iwwerhaapt de Schoulbetrib um Lafen ze halen. Datselwecht gëllt fir nei Gebaier, dat ass elo grad gesot ginn, an och den Internat zu Dikrech, dee waart ëmmer nach op eng Solutioun.

Ech kommen zum Schluss, Här President. Mir gesinn also, datt sech op dësem Gebitt eng Rei Problemer stellen, wou niewent deenen anere Schoulpartner d'Politik gefuerdert ass, dëst am Intérêt vun eiser Jugend an domat fir d'Zukunft vun eisem ganze Land.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Erzéiungsministesch, d'Madame Mady Delvaux-Stehres.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Ee Genoss!

(Hilarité)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Elo kann ee sech virstellen, elo sëtze mer vun dräi bis Véirel op sechs hei, dat sinn dräi an eng hallef Stonn. Dat ass net esou laang wéi d'Kanner moies vun 8 bis Véirel op zwielef oder hallwer eng an der Schoul sëtzen.

Plusieurs voix.- Très bien.

Une autre voix.- Déi hunn och Paus.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- An da wëll ech Iech froen, wéi vill Der elo verhalen hutt vun deem wat haut hei de Mëtteg gesot ginn ass?

(Hilarité)

Une voix.- Frot Der op?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech froen net op.

(Hilarité)

Une autre voix.- Et ass awer Frontalunterrecht!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Voilà! Gutt.

(Interruptions diverses)

Et war awer een interessanten Débat, an ech soen all deene Leit, déi dorunner deelgeholl hunn, Merci. Ech weess net, ech sinn net sécher ob ech elo op alles hei kann agoen, well ech wëll Iech elo net zoumudden, nach eng Kéier eng Stonn nozelauschteren, mä ech denken, dass mer d'Geleeënheet hunn, nach an deenen zukünftegen Diskussiounen op eng ganz Rei vu Punkten zréckzekommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wollt eng Informatioun ginn. Et ass d'Fro opgeworf ginn, vu dass d'Europaschoul dës Kéier fir d'éischt an d'PISA-Etüd erageholl ginn ass, dass dat Resultat geännert huet. Dat huet ëm véier Punkten eis Moyenne gehuewen. Véier, dat ass also ganz wéineg par rapport zu deem Sprong vu 70 Punkten, dee mer gemaach hunn.

Dann hate mer eigentlech och e bëssen en Débat de principe, bal en Débat de société iwwert d'Schoul an d'Roll vun der Schoul. Ech wéilt just ee Wuert dozou soen. Wann et esou wär, fir einfach zu all Kand ze soen, elo gëss du dech drun an da geet et besser an der Schoul, da wäre mer jo alleguerte ganz fein eraus. Ech mengen, dass dat e Message ass, dee bei enger Rei vu Schüler sécher eppes hëlleft, mä ech mengen awer net, dass dat als Message duergeet.

Ech wëll och richteg stellen, dass am Dokument op der Säit 7 am drëtten Alinea steet, dass näischt géif ouni Effort goen, wann dat Iech ka berouegen. Ech gi mech och net der Illusioun hin, dass een nëmmen am Spille ka léieren, mä mir stellen awer fest, dass mer ee grousse Problem an der Lëtzebuerger Schoul hunn, an dat ass dee vun der Inégalité sociale, an dass mer musse Konditioune fir den Apprentissage an der Schoul schafen.

Dat ass och eng Missioun vun der Schoul, well et ass nämlech net richteg, dass an eiser Schoul all Kand mat senge Capacitéiten esou wäit kënnt wéi et méiglech ass. Bei eis kënnt een an der Schoul esou wäit wéi et méiglech ass, wann een an deem richtegen Elterenhaus gebuer ass.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Dat ass jo dee groussen Défi an duerfir soen ech, et ass net esou, fir einfach ze soen, si sollen sech dru ginn an da wär et gedoen.

Dat ass eng vun den Ursaachen, firwat ech - och wann dat e bëssen aus dem Kontext erausgeholl ginn ass - déi Aussoen zu den Hausaufgabe gemaach hunn. Ech sinn net der Meenung, dass mer d'Kanner solle gleewen dinn, dass een ouni léieren auskënnt. Just déi kleng Kanner am éischte Schouljoer an am zweete Schouljoer, déi musse geléiert gi wéi ee léiert. A menger Meenung no geet et net fir den Elteren déi Verantwortung ze ginn, well et ass wichteg, d'Elteren an d'Schoul ze associéieren, mä d'Eltere sinn net Hilfslehrer. D'Eltere sinn do fir hir Kanner ze begleeden, se ze encouragéieren, sech duerfir ze interesséieren, mä et muss een d'Kanner an der Schoul léieren, wéi ee selbstänneg léiert. Duerfir meng vehement Aussoe géint d'Hausaufgaben.

An deen zweete Message, deen ech wéilt weiderginn, an dat zielt da fir d'ganz Primärschoul, dat ass wa Kanner méi lues sinn a se net fäerdeg ginn an der Schoul mat hiren Aufgaben, dat ass jo deen Drama. Déi sëtze jo da stonnelaang nach doheem bei den Hausaufgaben, an ech mengen d'Missioun vun der Schoul ass, fir ze kucken, dass d'Kanner déi Aufgaben, déi fir d'Schoul sinn, och an der Schoul maachen.

Datselwecht gëllt eigentlech fir d'Noexamen. D'Iddi vun den Noexamen, d'Propositioun fir ze soen: Huet dat dann e Sënn fir Noexamen ze maachen? Wann d'Kanner am Joer d'Leeschtung net bruecht hunn, mat der Hëllef vun der Schoul, wéi sollen dann d'Kanner ouni Hëllef vun der Schoul, a wa se net en Elterenhaus hunn, dat hinne kann hëllefen, den Noexame packen?

Well ech awer gemierkt hunn, dass et an der Lëtzebuerger Traditioun esou fest verankert ass, dass d'Noexamen nëtzlech sinn, ma dann hale mer d'Noexame bäi, mä just muss d'Schoul sech dann drëm këmmeren, dass awer déi Hëllef ugebuede gëtt, dass och déi Kanner, wou d'Eltere keng Suen hu fir Nohëllefstonnen ze bezuelen, awer eng Chance hunn, den Noexamen ze packen.

(Interruptions diverses)

Well et liicht jo kengem verstännege Mënsch an, dass een ouni Hëllef eppes fäerdeg bréngt, wat ee mat Hëllef net fäerdeg bruecht huet. À moins dass et nëmme Liddereregkeet war, an dann ass et richteg, dass een deem Schüler muss soen, léier dat elo emol. Mä wann et richteg schoulesch Problemer sinn, mengen ech net, dass dat do geet.

(Interruptions diverses)

Gutt, esou vill gesot zu deem groussen Enjeu, den Défi, fir eben dass mer d'Kanner no hiren intellektuelle Capacitéite fuerderen, musse mer d'Konditioune schafen, dass dat an der Schoul geschitt.

Da wollt ech ee Wuert soen zum Lycée pilote, wou ech eigentlech net déi Opreegung verstinn a wou vun Utopie, Ideologie - ech hu mer déi Stéchwierder do opgeschriwwen - geschwat ginn ass. Also ech mengen et ass eng räsonéiert, argumentéiert Offer fir ee Lycée pilote hei zu Lëtzebuerg anzeféieren, mat engem pedagogesche Konzept, an ech hunn och net gären, wann ee gleewen deet, dass während de Schoulzäiten Zirkus géif gemaach ginn, well Dir wësst genau, dass déiselwecht Schoulstonnen offréiert gi wéi an deenen anere Schoulen.

Et ass just en Encadrement ronderëm d'Schoul offréiert ginn. An ech weess par ailleurs, dass ee grousse Bedarf besteet un enger Offer un Zirkusschoul, well dat d'Motorik an d'Motricitéit vun de Kanner immens fördert a well et en plus en Zil setzt fir iwwert d'Joren eng Performance unzestriewen. An et ass eng Offer wéi eng aner, anerer kënnen och offréiert ginn, an dofir soen ech all deene Gemengen, déi interesséiert si fir Projets pilotes Ganzdagsschoul am Primaire, an et si Gemengen interesséiert, Merci an ech denken, dass een ëmmer dem Ëmfeld ugepassten Offerë vun Encadrement niewent der Schoul muss offréieren.

Ech wéilt dann nach ee Wuert soen zu de Sproochen. Den Débat haut de Mëtteg huet eigentlech zimlech gutt déi Débate reflétéiert, wéi se och soss dobausse geféiert ginn, iwwer eis Exigenzen, wat d'Sproochen ugeet. Fir elo ze soen, jiddfereen am Lycée muss deeselwechte Kompetenzniveau an de Sproochen hunn; mir hunn elo scho moduléiert Kompetenzen an de Sproochen. Et ass jo net esou, dass jiddfereen d'selwecht Däitsch a Franséisch an Englesch kann. Normalerweis, en „normale Lëtzebuerger Schüler" op enger Première ka besser däitsch wéi franséisch. Hien huet net deeselwechten Niveau.

Esou dass ech eigentlech wéilt an aller Rou déi Diskussioun ugoen, nodeem mer déi Etüd hunn, de Profil linguistique, an och déi Tester gemaach hu vun ebe fir anzestufen op wéi engem Niveau vu Kompetenz dann eis Schüler sinn, an da kënne mer jo eigentlech vill méi roueg dee sachlechen Débat do féieren. Gutt.

Här President, ech kënnt elo nach ganz vill soen iwwer Mangel u Personal, iwwer Mangel un Infrastrukturen. Ech kréien dat awer hei um Pult net behuewen a leider sinn ech och net zoustänneg ganz eleng fir déi Mängel do ze behiewen. Ech wëllt och der Madame Brasseur soen, dass ech léiwer als Kompetenzen alles hätt an der Schoul an dass ech d'Diskussioun iwwert d'Ausbildung vun de Schoulmeeschtere schwiereg fannen.

Mir hunn am Ministère vun der Éducation nationale ee Profil ausgestallt, wou mer beschriwwen hu wat mer eis erwaarde vum Schoulmeeschter - ech maachen dann den Iwwergank op d'Motiounen - mir hunn deen eriwwer ginn. Eigentlech huet kee contestéiert, dass dat de Profil ass. Mir sinn de Moment um Stadium wou gesot gëtt, zwar huet d'Universitéit Lëtzebuerg décidéiert, si géifen sech an de Processus de Bologne erasituéieren, dat heescht eng Formatioun 3-5-8. Dat heescht also Bachelor, Master an alles wat dorobber läit, an dass se zur gläicher Zäit soen, mir kënnen awer dee Profil do net mat engem Bachelor vun dräi Joer ausbilden. Dat ass de Stand wou mer haut stinn.

Mir hunn, den Här Biltgen an ech, elo e Bréif haut fortgeschéckt - haut - un d'Universitéit, mat deene Froen dran, fir ze soen, wat géifen si dann nëtzlech fannen, wéi géifen si gesinn, dass mer da solle weidergoen, wann de Bachelor mat dräi Joer net kann dee Profil ausbilden. An dat dauert dann also nach, bis mer déi Äntwert kréien.

Dofir géif ech Iech bieden, all déi Motiounen, et sinn der zwou, iwwert d'Ausbildung vun de Schoulmeeschteren, do géif ech also froe fir déi elo an dësem Stadium net esou unzehuelen, well ech haut nach net weess wat ech dorobber kann äntweren.

Fir déi éischt Motioun, déi vun de Majoritéitsparteien, et wäert Iech jo net wonneren, dat ass jo eng, déi ganz, ganz vill Punkte bëinhalt, wat eigentlech esou e Plang ass, fir ze soen, hei voilà, dat do sinn déi Punkten, déi mussen ëmgesat ginn. Mat där hunn ech natierlech kee Problem, fir déi unzehuelen.

D'Motiounen 2 an 3 froen eigentlech Moyenen, Suen. Also Dir kënnt Iech jo virstellen, dass ech frou si wann ech méi Sue kréien. Ob mer awer elo méi Sue kréien oder net, décidéiere mir haut net hei.

(Interruptions diverses)

Dofir wollt ech Iech proposéiere bei de Motioune 4 a 5, do geet et ëm d'Kompetenzen an der Schoul, fir ze kucken: Wat solle mer erausfuelen? Wat solle mer analyséieren?

Bon, mir maachen déi Démarche fir d'Kompetenzen ze definéieren an dat bréngt forcément en Elagage mat sech. Dat ass och alles an der Motioun 1 dran.

D'Evaluatioun, souwuel vun der Schoul wéi vun de Projets pilotes, och dat, hunn ech jo annoncéiert, ass an der Motioun 1 dran.

D'Formatioun vun de Schoulmeeschteren, wéi gesot, dat sinn dräi Motiounen déi dorobber aginn.

Den Encadrement, och dat ass an der Motioun 1 ofgeseent. Dat ass dann d'Participatioun vun den Elteren, och ee Punkt an der Motioun 1. A wat d'Orientatioun vun de Schüler ugeet, fir déi Filière opzeweichen, ass och do eppes an der Motioun 1 dran, esou dass ech dankbar wier, wa mer géifen d'Motioun 1 unhuelen an déi aner si menger Meenung no de Moment net ubruecht. Dofir géif ech d'Chamber froe fir déi dann net unzehuelen, well se deelweis ofgedeckt sinn. Wéi gesot, ausser déi vun de Schoulmeeschteren, wou mer amgaang sinn nach driwwer ze diskutéieren.

Här President, ech soe Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm a mir kéimen dann zum Vote vun de Motiounen, 16 un der Zuel.

Well verschidde Kolleegen aner Obligatiounen am Owend hunn a mir nach e Projet no dësem stëmme wäerten, géif ech jidderee bieden, deen elo zu de Motiounen nach eng Kéier wëllt Stellung huelen, dat kuerz a prägnant ze maachen, da komme mer och schnell iwwert d'Ronnen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi déposéiert ginn ass vum honorabelen Här Scheuer. D'Motioun vun der Majoritéit.

Den Här Adam. Zur Motioun Nummer 1?

Une voix.- Jo.

M. le Président.- Den Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Madame Minister, et ass effektiv wouer, datt an der Motioun 1 eng Rei Saache sinn, déi sech och mat deene Motiounen, déi vun der grénger Partei eragereecht gi sinn, iwwerschneiden.

Trotzdeem sinn ech der Meenung, datt d'Motioune vun der grénger Partei relativ kloer strukturéiert sinn a wa mer vun Neel mat Käpp schwätzen, mengen ech, datt och d'Virgehensweis, déi mir hunn, an déi an deenen zéng Motioune reflétéiert ass, duerchaus richteg a berechtegt ass an datt eis Motiounen och net identesch si mat der Motioun Nummer 1. Mir géingen eis zéng Motiounen gären oprechterhalen an hei an der Chamber votéieren.

M. le Président.- Alors, wat déi éischt Motioun ubelaangt, d'Madame Brasseur.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Déi éischt Motioun, déi vum Här Scheuer déposéiert ginn ass, huet esou vill Punkten, allein mir fehlt der Glaube. Dat ass eng Sammelmotioun wou alles drasteet an et sinn och e puer Punkten, mat deene mir op kee Fall kënnen d'accord sinn. À moins dass een am Libellé liest: „étudier la possibilité d'étendre l'organisation de l'enseignement par cycles à l'ensemble de l'enseignement primaire et aux premières années de l'enseignement postprimaire".

Wëllen se dat oder net? Mä „étudier la possibilité d'étendre l'organisation"?

An dann e Punkt, wou ee sech awer wierklech Froe muss stellen, dat ass deen Tiret wou steet: „associer l'élève et ses parents par l'information, le conseil" - dat fannen ech ganz richteg - „et la prise en considération de leur avis, à chaque fois qu'une décision d'orientation ou de réorientation est à prendre".

Ech fannen, et soll een d'Eltere mat abannen, d'Décisioun awer selwer muss déi sinn, dass een eng gewëssen Zuel vu Kompetenze muss erreeche fir ze progresséieren an dass et net ka sinn, dass d'Schüler oder d'Eltere selwer décidéieren, a wellech Richtung si ginn, ouni d'Viraussetzung ze hunn.

An dann deen nächste Punkt: „veiller à la mise en place d'un authentique partenariat dans les écoles". Do stelle Leit sech vir, entre autres sozialistesch Schüler, déi hunn e Communiqué des lescht erausginn, dass si missten déiselwecht Gewiichtung an de Schoulgremien hu wéi d'Professeren. Dat ass fir si eng authentique Participatioun. An ech mengen net, dass dat de richtege Wee ass. Dëst sinn eleng zwee konkret Punkten, firwat mir dës Motioun net kënne stëmmen.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, déi Motioun vun de Majoritéitsparteie resüméiert sech a gudden Intentiounen, mä et ass wéineg Konkretes dran. Déi Motioune vun der Oppositioun si villeg méi konkret. Dofir kënne mer déi Motioun do vun de Majoritéitsparteien och net matdroen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Da komme mer zur Ofstëmmung vun där Motioun. Ech denken, dass de Vote électronique gefrot gëtt? Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl mat 38 Jo-Stëmmen, 10 Nee-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 2

D'Motioun 2, déposéiert vum Här Adam. Wa kee méi d'Wuert dozou freet, da komme mer direkt zum Vote.

Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Une voix.- Iwwerall.

M. le Président.- Da fänke mer direkt domat un.

Vote

D'Motioun 2 ass verworf mat 53 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 3

D'Motioun 3, och vum Här Adam. De Vote électronique ass gefrot.

Vote

D'Motioun 3 ass verworf mat 53 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 4

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Dat ass ganz seltsam.

M. le Président.- Vote électronique.

M. Niki Bettendorf (*DP*).- Dat ass ganz gelungen. Déi Maschinn ass gelungen.

(Interruptions)

M. le Président.- De Vote fänkt un.

Vote

D'Motioun 4 ass verworf mat 47 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

S'est abstenue: Mme Françoise Hetto-Gaasch.

Motion 5

D'Motioun 5, och déposéiert vum honorabelen Här Adam.

(Interruption)

Da kontrolléiere mer dat, Madame Mutsch. Et sinn ëmmer 59 Voten. Effektiv feelt ëmmer een. Dat kann dee sinn.

Vote

D'Motioun 5 ass verworf mat 46 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 6

D'Motioun 6, déposéiert vum Här Adam.

Wéisou dauert dat esou laang? Ass dat ëmmer esou?

Vote

D'Motioun 6 ass verworf mat 45 Nee-Stëmmen, 7 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 7

D'Motioun 7 vun deene Grénge.

Vote

D'Motioun 7 ass verworf mat 47 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich,

Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Motion 8

D'Motioun 9, och vun der Fraktioun vun deene Gréngen.

(Interruptions)

Pardon. D'Motioun 8 befënnt sech net hei a mengem Dossier. D'Motioun 8 vun deene Gréngen. Voilà.

Vote

D'Motioun 8 ass verworf mat 48 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Motion 9

D'Motioun 9, ebenfalls vun der Fraktioun vun deene Gréngen. Et ass alles vun Iech. Leider geet et net duer.

(Hilarité et interruptions)

Här Grethen, Dir wëllt jo net soen, datt PISA franséisch ass?

M. Henri Grethen *(DP).*- Neen, neen.

M. le Président.- Très bien. Voilà.

Vote

D'Motioun 9 ass verworf mat 48 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger et Carlo Wagner.

S'est abstenu: M. Xavier Bettel.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

(Interruption)

Da komme mer un d'Motioun 11, déposéiert vum honorabelen Här Henckes.

Motion 11

D'Motioun 11 ass verworf mat 55 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jean-Pierre Koepp), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 12

Da komme mer zur Motioun 12, déi och déposéiert gouf vum Här Henckes.

Vote

D'Motioun 12 ass verworf mat 54 Nee-Stëmmen a 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 13

D'Motioun 13, och vum Här Henckes.

Vote

D'Motioun 13 ass verworf mat 46 Nee-Stëmmen, bei 5 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 14

Da komme mer zur Motioun 14 vum Här Henckes.

Vote

D'Motioun 14 ass ofgelehnt bei 48 Nee-Stëmmen an 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Motion 15

D'Motioun 15, ebenfalls vum Här Henckes.

Vote

D'Motioun 15 ass ofgelehnt mat 48 Nee-Stëmmen, bei 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Motion 16

D'Motioun 16 - déi lescht - vun der Madame Loschetter.

Vote

Der Madame Loschetter hir Motioun ass ofgelehnt bei 47 Nee-Stëmmen, 7 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domat si mer definitiv um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen zur Diskussioun iwwert d'Proposition de loi 5414, eng Ofännerung vun eiser Verfassung. Et si bis elo ageschriwwen d'Madame Flesch an den Här Bodry. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

5. 5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Proposition de loi 5414 huet zum Zil fir d'Artikele 37, Alineaen 2 a 6, 51, Paragraph (3) an 107, Paragraph (4) esou ëmzeänneren, dass den Hiweis op den Artikel 114, Alinea 5, deen an deenen Artikelen enthalen ass, ersat gëtt duerch den Hiweis op den Artikel 114, Alinea 2.

Déi Ofännerung huet sech doduerch erginn, dass den 19. Dezember 2003 déi nei Fassung vum Artikel 114 a Kraaft getrueden ass. An deem alen Text waren d'Dispositiounen iwwert d'Majorité qualifiée am Alinea 5 enthalen. Déi sinn

elo am Alinea 2. Den 114 huet och nëmme méi dräi Alineaen, esou dass sech déi hei Ofännerung eigentlech opgedrängt huet. Sënngeméiss kann een dovunner ausgoen, étant donné dass den Alinea 5 net méi besteet an dass et sech ëmmer bei deene Bestëmmungen, déi an den Artikelen 37, 51 an 107 enthale sinn, ëm eng Ofstëmmung duerch eng Majorité qualifiée dréint, hätt een dovunner kënnen ausgoen - an et sinn och scho Juristen, déi där Meenung waren -, datt eng Ännerung net onbedéngt noutwendeg gewiescht wier, well keen Alinea 5 méi do ass. Also kann et nëmme méi den Alinea 2 sinn, deen déi Majorité qualifiée virgesäit.

D'Verfassungskommissioun wollt déi Ännerung do am Zesummenhank mam 37 maachen, well de 37, esou wéi de 36, sollt virun de Wahlen, zesumme mam 114 ofgeännert ginn. Dat ass awer net geschitt. Nodeem den 114 ofgeännert war, huet d'Kommissioun décidéiert de 37 net méi ofzeänneren, well de Conseil d'État eng Dispositioun drabruecht hat iwwert déi communautär Dispositiounen, déi alleguer hätten duerch e Règlement grand-ducal kënnen a Kraaft gesat ginn. Domat war d'Kommissioun net d'accord. Well de 37 net méi geholl ginn ass, ass déi hei Ännerung dee Moment och net geholl ginn, an d'Kommissioun huet direkt no de Wahlen décidéiert fir Iech déi hei Modifikatioun ze proposéieren.

Ech hu gesot, sënngeméiss hätt een enger anerer Meenung kënne sinn. D'Kommissioun war awer unanimement der Meenung, dass bei Texter vun der Verfassung net déi geréngste juristesch Onsécherheet soll opkommen, an dofir huet se och déi hei Ofännerung proposéiert.

Déi eenzeg Geleeënheet, wou an der nächster Zäit sech déi Fro kënnt stellen iwwert déi korrekt Uwendbarkeet, dat ass bei der Ofstëmmung iwwert den Traité vun der Europäescher Verfassung. Well do wahrscheinlech - ech soe wahrscheinlech oder bal sécher – den Artikel 37, Alinea 2 zur Uwendung kënnt, dee virgesäit, dass wann an engem Traité souveräin Rechter un international Gremien ofgetruede ginn, dass déi Verträg mat enger Majorité qualifiée musse gestëmmt ginn.

Dofir ass et och gutt, dass mer haut déi Ännerungen hei unhuelen. D'Kommissioun huet sech eestëmmeg dofir ausgeschwat an ech géif wënschen, dass och d'Chamber sech, esou wéi d'Kommissioun, eestëmmeg dofir géif ausschwätzen.

Ech kann och hei schonn den Accord vu menger Partei bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Als éischt Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Ech wëll ufänken traditiounsgeméiss fir dem Rapporteur Merci ze soen. En ass wierklech an der lescht au four et au moulin, an ech ka mer virstellen, dass et an der nächster Zäit an deem Rhythmus weidergeet.

Déi Fro, déi mer haut debattéieren, ass, wéi e gesot huet, eng Fro vu renger Form. Et ass d'Mise en conformité vun deenen Artikelen, déi genannt sinn, mat der Modifikatioun vum Artikel 114 vun onser Verfassung, déi am Gesetz vum 19. Dezember 2003 décidéiert ginn ass.

Et ass awer och eng Revisioun vun der Verfassung. Mir mussen also zwee Voten huele gemäss dem Artikel 114, déi Minimum dräi Méint vuneneen ewech sinn, a mir mussen déi speziell Majoritéit hunn, déi am Artikel 114, Alinea 2 vun der Verfassung virgesinn ass.

Ech mengen, deen Incident hei soll ons awer eng Léier sinn. Wa mer ons Verfassung revidéieren, da solle mer bis zum Schluss denken an net ënnerwee stoe bleiwen, wat hei geschitt ass.

Den Artikel 114 ass geännert ginn, an indépendamment vun allen anere Diskussiounen, déi musse gefëiert ginn, wär d'logesch Konklusioun, dass d'Renvoië wéinstens awer an d'Rei gesat si ginn.

De Conseil d'État hat och schonn an zwee Avisen drop higewisen, dass do e Problem sech géing stellen, dat esouwuel am Avis vum 25. Februar 2003 iwwert dat Gesetz, wat dunn am Dezember 2003 gestëmmt ginn ass, an am Avis vum 16. Mäerz 2004. Als Ursaachen, déi net mat der Formdécisioun verbonne sinn, déi mer haut huelen, ass dunn, wéi de Rapporteur et erkläert huet, den Artikel 37 notamment net ofgeännert ginn, well d'Diskussioun eben op en anert Feld iwwergaangen ass, wou keng Majoritéit konnt fonnt ginn. Mä a klorer Sprooch heescht dat, datt d'Chamber am Fong hir Aarbecht net gemaach huet, an datt se deem net Rechnung gedroen huet, wat se am Dezember 2003 décidéiert huet.

A wann ech virdru gesot hunn, et soll ons eng Léier sinn, heescht dat, an engem Moment wou mer jo wëssen, dass d'Verfassungskommissioun wëllt eng Partie Verfassungsartikelen ugoen a Modifikatioune proposéieren, dass mer sollen drun denken, an Zukunft effektiv ganz genee ze préiwen, wat fir Inzidenze Modifikatioune kënnen op aner Verfassungsartikelen hunn, fir dass mer ons net méi an eng Situatioun eramanövréieren, wéi déi an där mer haut sinn.

Dat gesot, Här President, wëll ech den Accord vun onser Fraktioun zu deem proposéierte Gesetz abréngen.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Braz wëllt och nach den Accord vun der Fraktioun vun deene Grénge bréngen.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Wat domadder schonn duerch den Här President geschitt ass.

M. le Président.- Voilà, den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, mir wëllen och onsen Accord ginn zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, och d'ADR-Fraktioun bréngt den Accord zu dëser Verfassungsännerung.

M. le Président.- Ech soen alle Riedner Merci fir déi kuerz mä prägnant Accorden, déi se hei bruecht hunn.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung an éischter Lecture iwwert d'Proposition de loi 5414. Bei dëser Proposition de loi ass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun dräi Véirel vun de Stëmmen erfuerdert. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Ofstëmme fänkt elo un.

Vote en première lecture sur l'ensemble de la proposition de loi

D'Proposition de loi 5414 ass eestëmmeg mat 52 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

6. Demandes en naturalisation

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn als nächste Punkt Naturalisatiounen op eiser Dagesuerdnung. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 18.57 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 19.01 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sëtzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sëtzung 51 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat fënnef Ännerunge vun Numm a Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 15 mars 2005

1. ADROVIĆ Raif, né le 18 décembre 1963 à Donja Vrbica/Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

2. LICINA Jasmina, née le 5 avril 1964 à Radmance/Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette

3. ALMEIDA BORGES Maria Filomena, née le 15 septembre 1966 à Santa Catarina (Cap-Vert), demeurant à Ettelbruck

4. ANDRADE LOPES Antonio, né le 4 juillet 1963 à Nossa Senhora do Rosario (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

5. ANDRES Gabriele, née le 5 décembre 1972 à Verviers (Belgique), demeurant à Bertrange

6. BARNA Dana Manuela, née le 28 octobre 1953 à Cluj (Roumanie), demeurant à Strassen

7. BERNARDO AFONSO Paula Cristina, née le 11 novembre 1966 à Aljustrel (Portugal), demeurant à Lamadelaine

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de AFONSO Paula.

8. BOZIĆ Dragana, née le 12 novembre 1983 à Brãko (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Oberanven

9. CAMARA Yétimilé Michèle, née le 29 septembre 1981 à Tafiré (Côte d'Ivoire), demeurant à Colmar-Berg

10. CHERKAOUI Samira, née le 9 juin 1971 à El Jadida (Maroc), demeurant à Luxembourg

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de Scheer Samira.

11. CLAUDE Dominique Yvan Michel, né le 28 avril 1963 à Kalima (République démocratique du Congo), demeurant à Eischen

12. SZÖCS Sophie Colette Léa, née le 20 novembre 1967 à Liège (Belgique), demeurant à Eischen

13. COSTA DA SILVA Maria Cristina, née le 4 mai 1968 à Molelos/Tondela (Portugal), demeurant à Wilwerwiltz

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de COSTA Christina.

14. COSIĆ Rifet, né le 7 juillet 1970 à Junuzovici/Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Wiltz

15. DA SILVA TRINCO Cecilia Margarida, née le 1er septembre 1970 à Mira (Portugal), demeurant à Rodange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de TRINCO Cecilia Margarida.

16. DAUTI Zhulja, née le 17 mai 1959 à Durres (Albanie), demeurant à Alzingen

17. DE ALMEIDA CARDOSO Fernando José, né le 6 mai 1978 à São Nicolau/Mesao Frio (Portugal), demeurant à Luxembourg

18. DE CASTRO MENDES Alvaro José, né le 27 mai 1962 à Lavos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Tétange

La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de MENDES José.

19. DEJANA Nathalie, née le 2 mai 1965 à Messancy (Belgique), demeurant à Differdange

20. DONG Mansi, née le 6 juin 1978 à Fujian (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette

21. FELTES Helmuth Johann Baptist, né le 23 juin 1938 à Reuland (Belgique), demeurant à Bofferdange

22. IVESIĆ Tomo, né le 5 octobre 1962 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Rumelange

23. RAKIĆ Gordana, née le 4 septembre 1959 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Rumelange

24. JIN Chengfei, né le 16 janvier 1970 à Zhejiang (Chine), demeurant à Luxembourg

25. JUKANOVIĆ Mersudin, né le 12 juillet 1970 à Donje Vukovije (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

26. KATANIĆ Marko, né le 9 septembre 1961 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

27. KAUT Amalia Magdalena, née le 7 juillet 1938 à Thommen (Belgique), demeurant à Bofferdange

28. LAAOUIJI Atiqua, née le 12 décembre 1971 à Marrakech (Maroc), demeurant à Sandweiler

29. LEBDA Hanane, née le 4 février 1981 à Douar Cantier/Kenitra (Maroc), demeurant à Esch-sur-Alzette

30. LUZZA Rosina, née le 23 janvier 1953 à Acquaro (Italie), demeurant à Howald

31. MARINOV Tzvetan, né le 23 mai 1971 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Mondercange

32. TANEVA Guergana, née le 28 septembre 1971 à Sofia (Bulgarie), demeurant à Mondercange

33. MASURA Lukas, né le 20 juillet 1983 à Bratislava (Slovaquie), demeurant à Tétange

34. MENDES LOPES Zélia Marina, née le 10 août 1980 à Penalva de Alva/Oliveira do Hospital (Portugal), demeurant à Schifflange

35. METTIDJI Khaled, né le 14 août 1954 à Akbou/Bejaia (Algérie), demeurant à Howald

36. ODABAI-FARD Seyed Hamidreza, né le 2 décembre 1984 à Téhéran (Iran), demeurant à Bereldange

37. ODABAI-FARD Seyed Mahmoudreza, né le 2 décembre 1984 à Téhéran (Iran), demeurant à Bereldange

38. OMERASEVIĆ Admir, né le 15 janvier 1977 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Troisvierges

39. OMERASEVIĆ Nesad, né le 13 août 1978 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Troisvierges

40. QU Sanrong, né le 14 mai 1952 à Shanghai (Chine), demeurant à Larochette

41. DAI Sanzhuan, née le 30 septembre 1952 à Shanghai (Chine), demeurant à Larochette

42. SELIMI Sabri, né le 5 mai 1966 à Dvorishtë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

43. SHAFIQ Muhammad, né le 1er janvier 1964 à Lahore (Pakistan), demeurant à Howald

44. SIDDIQUE Rehana Parveen, née le 26 septembre 1972 à Lahore (Pakistan), demeurant à Howald

45. SKRIJELJ Edvard, né le 3 février 1984 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

46. STYRC Milolaj Witold, né le 10 septembre 1950 à Chelm (Pologne), demeurant à Kopstal

47. LAVALL Anita Hannelore, née le 20 septembre 1941 à Amnéville (France), demeurant à Kopstal

48. TEIXEIRA LOPES José Joaquim, né le 25 novembre 1969 à São Clemente/Celorico de Basto (Portugal), demeurant à Luxembourg

49. SIMOES FIEL FERREIRINHA Maria de Fatima, née le 2 mars 1970 à Salvaterra de Magos (Portugal), demeurant à Luxembourg

50. VASILJEVIĆ Petar, né le 4 décembre 1978 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg

51. VERELST Siona Sylvia Françoise, née le 10 janvier 1974 à Merksem (Belgique), demeurant à Stadtbredimus

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Punkt siwen Auer um Enn vun eiser Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzunge si virgesi fir den 22. an den 23. Mäerz. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.01 heures)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Ordre du jour

1. Communications
2. 5450 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers

   (Déclaration de recevabilité)
3. Composition des commissions parlementaires
4. Ordre du jour
5. Dépôt d'une résolution
6. Ordre du jour (suite)
7. Heure de questions au Gouvernement
   - Question N°23 du 21 mars 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative aux infrastructures scolaires, adressée au Ministre des Travaux publics
   - Question N°24 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'Université de Luxembourg, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
   - Question N°25 du 21 mars 2005 de Monsieur Ben Fayot relative aux rotondes de Bonnevoie, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche
   - Question N°26 du 21 mars 2005 de Monsieur Camille Gira relative au plan d'intervention d'urgence en cas de pollution de l'eau potable, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
   - Question N°27 du 21 mars 2005 de Madame Vera Spautz relative au «gender mainstreaming» dans les ministères de l'État, adressée au Ministre de l'Égalité des chances
   - Question N°28 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'introduction d'une interdiction de fumer dans les restaurants, adressée au Ministre de la Santé
   - Question N°29 du 21 mars 2005 de Monsieur Roland Schreiner relative aux négociations salariales dans le secteur public, ainsi que sur la révision des salaires, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative
   - Question N°30 du 22 mars 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'action de sauvetage de la CEPAL, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
   - Question N°31 du 21 mars 2005 de Monsieur John Castegnaro relative au remboursement des analyses médicales, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale
   - Question N°32 du 22 mars 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la politique d'aménagement du Territoire, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire
8. 5387 - Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. 5379 - Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Ech froen d'Regierung nach eng Kéier, ob se eng Kommunikatioun ze maachen huet?

(Négation)

Une voix.- Ah, Här President, mir hu mam Kapp gewénkt, Dir hutt dat net gesinn.

M. le Président.- Gutt. Wann dat net de Fall ass, da komme mer zu de Kommunikatiounen, déi ech un d'Chamber ze maachen hunn.

1. Communications

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 22 mars 2005, le projet de loi N° 5451 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Roumanie en matière de sécurité sociale, signée à Bucarest, le 18 novembre 2004.

3) La première Session de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne («APEM») s'est tenue au Caire, du 12 au 15 mars 2005. Trois membres de la délégation y ont participé sur invitation de Son Excellence le Dr Ahmed Fathi Sorour, Président de l'Assemblée du peuple égyptienne et président de l'APEM.

La délégation se composait comme suit:

Le Dr Martine Stein-Mergen, Vice-Présidente de la délégation, Membre de la Commission pour la promotion de la qualité de la vie, les échanges entre les sociétés civiles et la culture;

M. Emile Calmes, Membre de la Commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation;

M. Jacques-Yves Henckes, Membre de la Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme.

Les trois commissions permanentes ont tenu des réunions parallèles le 12 mars et sous la présidence de Mme Tokia Saïfi (Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme), le Dr Hashim El-Dabbas (Commission économique, financière, des affaires sociales et de l'éducation) et conjointement par M. Miloud Chorfi et M. Mohamed El-Mansouri (Commission politique, de sécurité et des droits de l'homme).

La séance inaugurale de l'APEM s'est tenue le 14 mars. Le discours d'inauguration a été présenté par le Président de l'Assemblée du peuple égyptienne. Ont intervenu: M. Nicolas Schmit, Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration du Luxembourg, sur le thème «Revue du processus de Barcelone», M. Ahmed Aboul Gheit, Ministre des Affaires étrangères de la République Arabe d'Égypte, Mme Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne, sur «la politique de voisinage européen et le partenariat euro-méditerranéen», M. Amre Moussa, secrétaire général de la Ligue des États arabes, sur le processus de Barcelone et le partenariat stratégique de l'UE avec les pays méditerranéens, M. Fouad Mubaza'a, Président de la Chambre des Députés tunisienne, sur les vues des partenaires méditerranéens quant au partenariat stratégique de l'UE. Chaque allocution était suivie d'un débat.

Le même jour s'est tenue une séance de travail. Les Présidents des trois commissions permanentes ont présenté les rapports finaux de leurs commissions respectives à la séance plénière de l'APEM.

Un consensus a été obtenu pour demander le respect de la souveraineté et de l'indépendance du Liban. Les députés des États membres de l'UE, du Parlement européen et des dix pays partenaires (Maroc, Tunisie, Algérie, Égypte, Israël, Autorité palestinienne, Syrie, Liban, Jordanie et Turquie) ont également abordé les questions de l'immigration et de dialogue entre les cultures.

Les compromis les plus ardus à conclure concernaient les textes sur le Proche-Orient et sur le Liban. Sur le Proche-Orient, un compromis a pu être trouvé. Pour ses membres, l'APEM constitue «un cadre unique pour promouvoir le dialogue ainsi que l'occasion de contribuer à une solution pacifique, juste et durable» au Proche-Orient.

Selon les termes de la résolution de la commission économique de l'APEM, «la paix et la sécurité dans la région constitueront un élément essentiel pour la coopération économique régionale, l'intégration et la prospérité». Pour les membres de l'APEM «les réformes ne sont plus un luxe, mais une nécessité pour l'avenir de la région».

En outre, la situation économique des pays partenaires ne pourra être améliorée que si tout est fait pour «faciliter les flux d'investissements directs européens». Un groupe de travail devrait être créé à cet effet. Ledit groupe de travail sera également chargé «d'étudier l'utilité et les conditions de la création d'une Banque euro-méditerranéenne de développement». De même, les députés appellent l'UE à redoubler d'efforts pour que les perspectives financières 2007-2013 prévoient un volume adéquat pour contribuer à la modernisation des pays partenaires.

L'immigration est largement traitée dans la résolution de la commission pour les échanges entre sociétés civiles et la culture. Les députés rappellent qu'il faut régler cette question «grâce à une politique commune européenne et un partenariat efficace avec les pays d'origine et de transit». Ils demandent la mise en place d'une «stratégie de co-développement entre les pays partenaires». Les députés insistent sur le fait que toute initiative doit respecter le droit et les conventions internationales.

Ils demandent la mise en place visant à éviter la fuite des cerveaux et le retour au pays «de ceux qui pourraient contribuer au renforcement des sociétés et économies de leur pays d'origine».

Dans la déclaration finale sont à relever

- l'exhortation à l'Union européenne de jouer un rôle politique plus prononcé dans le règlement paisible du conflit arabo-israélien, vu les intérêts stratégique, politique, sécuritaire, économique et culturel de l'UE dans la région, et l'impact positif de la paix sur l'ensemble des relations euro-méditerranéennes,

- l'invitation des parties iraquiennes à participer pleinement et activement aux processus politiques en cours et à la formulation d'une constitution iraquienne qui puisse satisfaire les aspirations du peuple iraquien dans un système démocratique, et dans un Iraq libre, paisible, souverain, unifié et prospère,

- l'invitation à l'instauration d'un mécanisme de protection civile pour combattre les désastres naturels,

- l'insistance sur l'importance du rôle de la Fondation euro-méditerranéenne d'Anna Lindh pour le dialogue entre les cultures en matière de promotion de la compréhension mutuelle entre les peuples euro-méditerranéens, d'élimination des préjudices et des stéréotypes, de renforcement du pluralisme et du respect pour «autrui», de projection de l'héritage commun de la région euro-méditerranéenne et d'approfondissement du rôle de la société civile et des organisations non gouvernementales en tant que propulseurs pour le développement, la modernisation, la réforme et la compréhension et le respect mutuels.

La présidence de l'APEM sera assurée à partir du 23 mars 2005 et pour une durée d'un an par M. Josep Borell Fontelles, Président du Parlement européen.

La deuxième Session de l'APEM se tiendra à Bruxelles. Une Session extraordinaire est envisagée, en vue de célébrer le dixième anniversaire du Processus de Barcelone.

Les membres de la délégation luxembourgeoise s'étaient montrés soucieux du sort du Dr Ayman Nour, Député et Président du parti al-Ghad (Demain), emprisonné alors que son parti venait d'être légalisé et qu'il avait annoncé son intention de se présenter aux élections présidentielles.

La libération du Dr Nour a été accueillie avec satisfaction par les députés, alors que les débats avaient été houleux avec les partenaires arabes sur l'opportunité d'évoquer son cas dans le texte final.

Le Dr Martine Stein-Mergen, en sa qualité de chef de la délégation luxembourgeoise, a accompagné une délégation de huit membres de la délégation du Parlement européen, conduits par M. Edward McMillan Scott (PPE-DE, UK) à une rencontre le lundi 14 mars avec le Dr Nour.

Le Dr Nour a signalé son espoir que la coopération entre l'UE et l'Égypte aura des répercussions sur la liberté d'expression dans son pays.

2. 5450 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers

Déclaration de recevabilité

Esou wéi den Artikel 57 (1) vum Chamberreglement et virgesäit, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réuniouun vum 18. Mäerz virgeschloen, datt d'Proposition de loi 5450 vum Här Aly Jaerling iwwert d'Integratioun vun den Auslänner fir recevabel erkläert gëtt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Composition des commissions parlementaires

Op Ufro vun der LSAP-Fraktioun huet d'Presidentekonferenz sech mat folgendem Virschlag averstanen erkläert: An der Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse ersetzt den Här Fernand Diederich d'Madame Vera Spautz fir d'Voletë Famille et Jeunesse. D'Madame Spautz bleift awer Member vun der Kommissioun fir de Volet Égalité des chances.

Ass d'Chamber och heimat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Fir eisen Ordre du jour vun haut a vu muer huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

- Haut de Mëtteg huet d'Chamber fir d'éischt eng Froestonn un d'Regierung, duerno de Projet de loi 5387 iwwert d'Schafung vun engem Établissement public „Centre hospitalier neuropsychiatrique“ an de Projet de loi 5379 iwwert d'Produits biocides;

- Muer hu mer eng Aktualitéitsstonn vum ADR iwwert den Naturschutz, eng Aktualitéitsstonn vun deene

Gréngen iwwert den „gender budgeting“, de Projet de loi iwwert d'Konte vum Joer 2002, de Projet de loi iwwert de Beruff vum Geometer, de Projet de loi iwwert d'Assurancëprimmen an de Projet de loi iwwert d'Douanesregimer. Ausserdeem huet d'Regierung sech bereet erkläert, op d'Question avec débat N° 1 vum Här Castegnaro iwwert de Chômage muer de Mëtteg aganks der Sitzung ze äntwerten.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

D'Madame Brasseur freet d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, den Här Meisch an den Här Bettel wollten d'Wuert froen zum Ordre du jour.

M. le Président.- Dann huet fir d'éischt den Här Meisch d'Wuert zum Ordre du jour.

5. Dépôt d'une résolution

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Ech wollt eng Resolutioun déposéieren, an zwar wollte mer Folgendes virschloen, fir déi Diskussioun am Parlament erëm opzegräifen, déi mer virun enger Rei vu Joren hei an der leschter Legislaturperiod scho gefouert hunn, nämlech iwwert d'Stammzellefuerschung, an der deemools nach existéierender Commission spéciale, déi sech mat ethesche Froe beschäftegt huet. Do war d'Diskussioun lancéiert.

Et ass dee Moment gesot ginn, datt déi national Ethikskommissioun doriwwer sollt en Avis ofginn. Dat huet déi den 9. Januar 2002 gemaach, wou och mat enger Majoritéit proposéiert ginn ass, datt mer zu enger Reglementatioun hei am Land iwwert déi ganz Problematik ronderëm d'Stammzellefuerschung misste kommen.

Meng Fraktioun ass der Meenung, datt mer do entweder erëm eng Spezialkommissioun sollte schafen, wou mer déi Froen do kënnen diskutéieren, respektiv an enger anerer Kommissioun dat natierlech och kënne maachen, fir ganz konkret Propositiounen, wat eng zukünfteg Législatioun hei am Land ubelaangt.

Mir wëssen, datt d'Europäesch Kommissioun encouragéiert, an d'Richtung vun der Stammzellefuerschung ze goen. Mir wëssen och, datt mer mëttlerweil eng Universitéit hunn an eng Rei vu Centre-de-recherchen, wou et sécherlech net oninteressant wier, e klore legislativen a reglementäre Kader hei am Land iwwert déi dote Fro ze hunn.

Résolution

La Chambre des Députés,

considérant

- que la Commission européenne a rappelé la nécessité d'une recherche européenne sur les cellules souches y compris embryonnaires;

- la Convention sur les droits de l'homme et la biomédecine signée à Oviedo en 1997 prévoyant qu'il appartient à chaque pays de décider d'autoriser ou non la recherche sur les cellules embryonnaires humaines;

- le fait que la loi luxembourgeoise ne règle pas les techniques en matière de recherche sur les cellules embryonnaires humaines, les cellules souches et le clonage thérapeutique;

- l'avis en la matière du 9 janvier 2002 de la Commission Consultative Nationale d'Éthique pour les Sciences de la Vie et de la Santé (C.N.E.) qui recommande notamment à forte majorité au pouvoir législatif d'envisager un encadrement réglementaire rigoureux de la recherche à visée thérapeutique sur les cellules embryonnaires humaines;

- l'avis 2003.1. de la C.N.E. sur «La Recherche sur les embryons»;

- les potentialités de la thérapie cellulaire;

- que le sujet de la recherche sur les cellules embryonnaires humaines, les cellules souches et le clonage thérapeutique mérite une attention particulière;

- le potentiel de ces méthodes biotechnologiques pour l'Université de Luxembourg et les Centres de Recherche publics;

- le refus catégorique et unanime de tout clonage reproductif;

décide

d'instaurer une commission spéciale chargée de l'étude de la problématique relative à la recherche sur les cellules embryonnaires humaines en vue de l'élaboration de propositions législatives en la matière.

(s.) Claude Meisch.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Bettel huet d'Wuert.

6. Ordre du jour (suite)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, en date vum 14. Dezember hat ech dem Här Frieden eng Question parlementaire gestallt, iwwert d'Situatioun am Prisong, iwwer wéi vill Handyë fonnt gi wären, wéi vill Drogen do saiséiert gi wären, iwwert d'Méiglechkeet fir en Drogenhond ze employéieren. Den 29. Dezember, Här President, hunn ech eng Äntwert vum Här Frieden kritt, wou ech och Iech de 4. Januar e Bréif geschriwwen hunn, wou ech mech geiergert hunn, well de Minister op alles ausser op meng Froe geäntwert huet.

An do muss ech dann der Chamber félicitéieren: Den 1. Februar huet se dunn dem Här Frieden e Bréif geschéckt, si géif meng Meenung deelen a si hätt gären Äntwerte vum Här Frieden. De 17. Februar huet dës Chamber nach eng Kéier dës Saach réitéréiert. Här President, ech war iwwerrascht, wéi ech gëschter e Courrier vun der Statssekretärin Modert hat, mat der Referenz „Äntwert op d'Question-parlementairë vum Här Bettel“.

Ech weess, dass den Här Frieden net vill vu mir hält! Awer vun Iech, Här President, a vun der Conférence des Présidents, Iech esou eng Äntwert ze ginn, hie géif mengen, mir hätten eis geiert, an hien hätt eng Äntwert op dës Fro ginn, fannen ech ridicule a virun allem net konform zum Respekt, deen e Minister eiser héijer Chamber a virun Iech…

Une voix.- Oh, mäi Cola!

(Interruptions diverses et hilarité)

Une autre voix.- Aus Respekt schéisst Dir mat Glieser dorëms!

M. le Président.- Här Bettel, ech verstinn Är Opreegung, mä…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Virun allem, Här President,…

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- Soulaang et Porzeläin ass!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Gesitt Der, Här President, Dir verstitt scho meng Opreegung. Dowéinst, Här President, vis-à-vis vum Respekt, deen den Här Frieden vis-à-vis virun allem Iech a virun der Conférence des Présidents - virun deem jonke Xavier Bettel kann ech alt nach eppes verstoen…

Plusieurs voix.- Oooohhhh!!!

M. Xavier Bettel *(DP).*- …awer virun Iech, Här President -, géif ech froen, dass den Här Minister muer, well en och hei am Haus ass, endlech op déi Froen, déi mer him gestallt hunn, eis och eng Äntwert gëtt, esou wéi dat op jidde Fall d'Aarbecht vun eiser Regierung soll sinn.

Plusieurs voix.- Très bien!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Mir klären déi Froen, déi den Här Bettel hei opgeworf huet, mam Minister an, Här Bettel, ech ginn Iech am Laf vum Mëtten…

Mme Colette Flesch *(DP).*- Awer net mat der Statssekretärin, well si huet schonn Nee gesot.

M. le Président.- Jo, Madame Flesch, iwwerloosst dem President de Wee, deen en aschloe wëllt…

(Interruptions diverses et hilarité)

…fir hei zu enger Léisung ze kommen, déi sougutt Iech wéi den Här Bettel kann zefridde stellen!

Voilà, Dir Dammen an Dir Häre, dat zum Ordre du jour. Ech hunn esougutt beim Här Meisch och wéi beim Här Bettel net terribel erausgesinn, wat d'Interventioune mam Ordre du jour ze dinn haten.

(Interruption)

Ass d'Demande, datt d'Resolutioun soll dës Woch op den Ordre du jour kommen?

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Wann net jiddfereen hei géif duerchernee schwätzen, da kënnt een och verstoe wat den Här Meisch ons wëllt soen.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Meisch *(DP).*- Mir kënnen dat selbstverständlech dës Woch maachen. Eis Fraktioun huet sech doriwwer beroden. Wann awer de Wonsch vun deenen anere Fraktioune besteet, fir nach eng Kéier an d'Fraktiounen zréckzegoen, hu mer selbstverständlech och Versteesdemech dofir, datt mer dat eng aner Kéier huelen, mä mir sollten awer deemnächst eng Kéier doriwwer heibannen diskutéieren.

M. le Président.- Also wann ech mech erënneren un déi Diskussiounen, déi mer haten, iwwert d'Fro vun de Kommissiounen, d'Zuel vun de Kommissiounen an notamment d'Commission spéciale, a wann ech elo gesinn, datt an dëser Resolutioun gefrot gëtt, fir eng nei Commission spéciale anzeriichten, dann denken ech, datt déi eenzel Fraktiounen, vu datt et eng kontrovers Fro ass, dat wëllten an hire Fraktiounen décidéieren.

Ech géif der Chamber proposéieren, datt mer an enger vun deenen nächste Sitzungen, net dës Woch, mä an enger vun deenen nächste Sitzungen op déi Resolutioun zréckkommen, wann déi sech beroden hunn. Den Här Bausch freet dozou d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, vu datt déi gréng Fraktioun am Ufank vun der Legislaturperiod gefrot hat, datt eng Commission éthique soll weider bestoen, ass et fir eis natierlech selbstverständlech, datt mer och déi Demande hei ënnerstëtzen, fir erëm eng Kéier ze probéieren op de Wee ze goen, fir esou eng Commission éthique ze grënnen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Da wësse mer dat elo schonn, obschonn ech just gesot hat, mir géifen duerno kucken, an enger nächster Sitzung doriwwer…

(Interruptions diverses)

Gutt, also d'Fraktioun vun de Gréngen dès à présent, ouni d'Resolutioun gelies ze hunn, weess si awer elo schonn, datt se déi ënnerstëtzt.

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- D'Commission éthique!

M. le Président.- Gelift?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- D'Commission éthique.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, et gëtt gefrot fir eng Commission spéciale anzesetzen, mä déi kritt eng gewësse Missioun. Dat gëtt mer elo hei iwwerreecht, ech hat nach keng Zäit fir doriwwer ze liesen, mä wann Dir dès à présent d'accord sidd, da kënne mer dat esou maachen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, mir sinn der Meenung gewiescht, wann Der eis gefollegt hätt als Majoritéitsparteien am Ufank vun der Legislaturperiod, an Dir hätt déi Commission éthique gegrënnt - et gëtt vill ethesch Froen an der Gesellschaft ze klären -, da bräichte mer eis net elo erëm bei all Geleeënheet ze ënnerhalen iwwer eenzel Sujeten, déi mat ethesche Froen ze dinn hunn, an aus deem Grond soen ech, mir hunn eigentlech kee Problem mat där Revendicatioun fir erëm eng Kéier eng Commission spéciale éthique an d'Liewen ze ruffen.

M. le Président.- Also, Här Bausch, ech kann Iech nëmme vollkomme Recht gi bei deem wat Der gesot hutt…

(Interruptions diverses et hilarité)

…obschonns et mech awer wonnert, datt déi Gréng enger Kommissioun zoustëmmen, wou se net wësse wat den Objet ass vun deem wat hei gefrot ass.

(Brouhaha général)

Mä elo, den Här Wolter huet d'Wuert nach gefrot. Si mer d'accord, datt mer déi Resolutioun hei an enge vun deenen nächste Sitzungen debattéieren an diskutéieren an ofstëmmen?

(Assentiment)

Dann nach eng Kéier den Här Bettel.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech bleiwen hei sëtzen, dat ass manner geféierlech.

(Interruptions et hilarité)

Ech wollt just soen, Här President, meng Fro ass, muer ass den Här Frieden jo hei am Haus, well e jo zu verschiddene Projeten och wäert schwätzen, ob dann d'Méiglechkeet besteet, fir dass d'Chamber Kontakt mat him ophëlt, an dass en da muer hei an der öffentlecher Sitzung, well en déi Fro nach net beäntwert huet an den Délai, an deem en hätt sollen eng Äntwert ginn, laang dépasséiert ass, mer mëndlech op meng Fro äntwert, wann déi Méiglechkeet besteet. Op jidde Fall hunn ech elo vum 14. Dezember bis den 22. Mäerz gewaart, dat ass en Délai, dee Limite ass.

M. le Président.- Här Bettel, ech hat virdru verstane wat Är Interventioun war. Ech hat Iech gesot, ech géif mam Här Minister kucke fir dat muer kënnen hei ze klären. Merci nach eng Kéier fir Är zweet Demande an deemselwechte Sënn.

Da kéime mer awer definitiv zum Ordre du jour vun haut.

(Interruption)

Ech wollt dat froen, Madame Flesch, ob d'Chamber dann elo mat deem u sech net modifizéierten Ordre du jour, sous réserve vun deem wat den Här Bettel gesot huet, d'accord ass.

(Assentiment)

Madame Flesch!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, mir sinn ausdrécklech mat deem net modifizéierten Ordre du jour, mat Ausnahm vun deem wat den Här Bettel gesot huet, d'accord.

M. le Président.- Also ech mengen, mir hätten elo alleguerte verstanen an da kënnte mer dann elo zu deem Ordre du jour, dee mer no laangen Debatten dann definitiv arrêtéiert hunn, kommen.

Fir d'éischt haut de Mëtteg d'Froestonn un d'Regierung. Laut dem Artikel 78 vun eisem Chamberreglement huet en Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Froe virzedroen an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit an der Oppositioun. Als éischt Fro ass et d'Fro Nummer 23 vum Här Fernand Diederich iwwert d'Schoulinfrastrukturen.

Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

7. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°23 du 21 mars 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative aux infrastructures scolaires, adressée au Ministre des Travaux publics

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, erlaabt mer eng Fro ze stellen iwwert d'Schoulinfrastrukturen. Am Mäerz 2001, dat heescht viru genee véier Joer, war ech bei enger Réunioun dobäi, wou Rieds gaangen ass iwwert den Ausbau vum Lycée technique vun Ettelbréck zu Ierpeldeng. Dat si genee véier Joer hier a bis haut huet sech um Pabeier nach kee Millimeter an där Saach virubeweegt.

Ech wollt froen, et si jo nei Projeten do, fir op dat bestehend Gebai, op den éischte Stack en zweete Stack drop ze setzen, fir awer engem dréngende Besoin vu Schoulraum gerecht ze ginn.

Ech wollt de Minister froen, ob dat wierklech de leschte Projet wier, an a wat fir engem Zäitraum dee kënnt verwierklecht ginn?

Meng zweet Fro geet eriwwer op Dikrech. Ech wollt froe wéi et do mam Internat vun der Hotelschoul steet.

An eng drëtt méi allgemeng Fro, no der Roserei vum Premier, wat ee versteet, viru kuerzem iwwert de Mangel un Terrain fir Schoulgebaier ze bauen, wëll ech den Här Minister froen, ob d'Regierung Weeër fonnt huet, fir déi Saach ze débloquéieren?

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Den Här Bauteminister Claude Wiseler huet d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President, well d'Fro, wéi ech se schrëftlech agereecht krut, awer generell formuléiert war, an ech net onbedéngt prezis wousst, wat fir eng Detailfroen elo géingen hei gestallt ginn, erlaben ech mer just eng Minutt vu menge véier ze huelen, fir awer ze soen, datt dee Programm, deen d'Regierung amgaangen ass duerchzezéien am ganze Kader vun den Infrastructures scolaires, well esou war d'Fro formuléiert, e Programm ass, deen enorm vill Investissementer bedeit an deen enorm vill Schafung vun Neiraum bedeit.

Just déi Opzielung, well ech se wëll maachen, fir d'Saach nach eng Kéier kloer ze stellen.

Mir hu momentan Réimech a Gréiwemaacher ofgeschloss. Mir sinn zu Dikrech amgaang weiderzebauen. Am Lycée Nic Biever zu Diddeleng, am Lycée du Nord zu Wolz gëtt d'Extensioun gemaach. Mathias Adam zu Péiteng, Réide gëtt gebaut, Dummeldeng gëtt gebaut.

Et sinn elo Projeten amgaang, wou mer den definitive Projet vun Esch/Uelzecht-Lalleng maachen. Avant-Projetë si mer amgaang vum Lycée Belval, dem Lycée zu Jonglënster, dem Lycée vun de Professions de santé ze maachen, dem Lycée Hubert Clement ze maachen, der Europaschoul Mamer ze maachen, just fir déi do ze nennen. An dann hunn ech nach net déi ganz grouss Zuel vun Ausbauten, vun de Renovatiounen a vun Neibauten op verschiddenen aktuelle bestehende Sitë genannt.

Ech wëll dat just eng Kéier soen, fir lech ze weisen, wéi grouss dee Programm ass, deen déi viregt Regierung an dës Regierung och maachen, am Kader vum Schoulbau.

Dann, fir op déi prezis Froen anzegoen, déi den Här Diederich elo gestallt huet wat de Lycée technique vun Ettelbréck ugeet. Et ass richteg, datt do aus deene Grënn, déi Dir genannt hutt, well den Terrain net disponibel war, Schwieregkeete ware fir esou schnell virunzekommen, wéi mer gäre gehat hätten, datt et sollt virugoen. Dofir hu mer elo gekuckt déi Saach an zwou Etappen ze maachen.

Déi éischt Etapp ass d'Fro: Wat kann um aktuelle Lycée technique, esou wéi en elo besteet, dann nei gemaach ginn? Well et ass jo och kloer, datt deen an Zukunft nach muss benotzt ginn. Déi éischt Äntwert ass, datt mer déi Sportshal, déi do existéiert, wëlle frësch maachen. Dat ass och am Programme pluriannuel vun den Investissementer virgesi fir d'Joren 2007 an 2008. Während där Zäit, wou deen Neibau soll gemaach ginn, oder wou dee Réaménagement soll gemaach ginn, ass virgesinn, datt de Sportssall vum CHNP gebraucht gëtt. Dee muss awer, éier e ka gebraucht ginn, och nach an enger provisorescher Etapp eng Rei Réaménagementer kréien, an dat ass dat wat d'nächst Joer wäert geschéien. Dat ass déi éischt Saach.

Déi zweet Saach ass, datt gekuckt gëtt, ob déi Propositioun, déi elo gemaach ginn ass, fir en zweete Stack drop ze setzen, wou eventuell 12 supplementar Klassesäll kënne kommen, faisabel ass.

Ech sinn der Meenung, datt wa mer se nëmmen technesch hikréien, a wann déi Strukturen dat hiergi fir et ze maachen, datt mer dat solle maachen, well dat eis d'Méiglechkeet gëtt fir Raum ze schafen. Dat empêchéiert awer net, wa mer nei a supplementare Raum zu Ettelbréck schafen, datt een och an där Géigend awer nach en zousätzleche Lycée onbedéngt muss hunn.

Well mer net virukommen op deem Terrain, dee sech awer gutt dofir prêtéiert hätt, a well sech do Froe vu Propriétéit stellen, hunn ech elo nach eng Kéier gefrot, datt mer sollen déi siwen oder aacht alternativ Siten, déi bestanen hunn, nach eng Kéier duerchkucken, fir datt mer och all Méiglechkeet ausloten, déi do besteet, fir an deem Dossier, dee fir mech wichteg ass, dee mer um Häerz läit, gradesou wéi der Educatiounsministesch, weiderzekommen.

Wat d'Internat ugeet, do ass et esou, datt eng Rei Projetë gekuckt ginn, dräi Hotelen an zwou Propositioune fir nei Implantatiounen ze maachen, déi sech awer net als optimal erwisen hunn. Et ass elo esou, datt eng nei Méiglechkeet gekuckt gëtt, déi sech ubitt momentan, wou ech awer, well mer haut an enger Etapp sinn, wou d'Faisabilitéit dovunner gekuckt gëtt a wou och d'Négociatioun, dat heescht, d'Propriétéitsverhältnisser nach net gekläert sinn, nach net wëll momentan ze vill driwwer schwätzen, bis ech weess, ob et geet an ënner wat fir enge Konditiounen et geet. Mä och deen Dossier muss evidenterweis virugoen.

An déi drëtt Fro, déi Der gestallt hat, ass déi iwwert de Phenomeen fir d'Expropriatioun oder d'Méiglechkeet fir ze expropriéieren, wou mer effektiv no leschte Jurisprudenze Schwieregkeeten hunn, fir an deem Tempo déi Expropriatioun ze maachen, wéi dat par le passé de Fall war. Do ass d'Regierung amgaang de Gesetzestext duerchzekucken, fir a sech déi Prozedur, esou wäit den Text eis dat erlaabt, ze accéléréieren.

Ech weess awer par contre och, datt Dir hei an der Commission des Institutions eng Diskussioun iwwert de Prinzip vun deem wat an der Constitutioun steet, hat. Ech géing mech gär där Diskussioun uschléissen, fir ze kucke wat fir eng Léisungen do kënne fonnt ginn.

An da sinn ech fäerdeg. Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 24 vum Här Claude Meisch iwwert d'Universitéit Lëtzebuerg. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°24 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'Université de Luxembourg, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt d'Statssekretärin Octavie Modert froen, wéi dat sech mat der Relatioun huet tëschent der Uni Lëtzebuerg, deenen eenzelne Centres de recherche publics an awer och Institutioune wéi dem Ceps. Mir hunn héieren, datt den neie Recteur vun der Uni Lëtzebuerg eng éischt Prioritéit doranner gesäit an d'Recherche weider ze goen, datt dat och eng Aufgab fir d'Uni Lëtzebuerg wär, an do stellt sech natierlech d'Fro a wéiwäit dat ageflecht ass an déi bestehend Strukturen, déi mer hunn, wéiwäit dat ënner een Hutt kënnt.

Doriwwer eraus stellt sech och d'Fro vun der Plaz vun eiser Fuerschungslandschaft, vun der Luxembourg School of Finance, virun allem och am Zesummenhank mat dem scho bestehende Laboratoire de droit économique, deen am CRP-Gabriel Lippmann ugesidelt ass, déi allen zwee eng gewëssen Aufgab hunn, d'Luxembourg School of Finance zwar nach méi an der Weiderbildung, mä virun allem de Laboratoire de droit économique och an der Fuerschung iwwer eis Finanzplaz. Dofir stellt sech och d'Fro, ob déi net kënne méi no zesummeréckelen a vläicht zesumme mat der Uni Lëtzebuerg an eng gemeinsam Zukunft goen.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. D'Wuert huet elo d'Madame Statssekretärin vun der Kultur, der Héichschoul a vun der Recherche.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci, Här President. Här Meisch, fir op Är Froen ze komme géif ech gär ufänken zwou Saachen virauszeschécken.

1. D'Uni soll eng Uni sinn, wou Fuerschung gemaach gëtt, méi wéi bis elo, mä selbstverständlech ass eng Uni och ëmmer dem Enseignement verflicht, soss ass et jo och keng Uni. Do si schonn déi zwou Komponenten, déi beienee kommen. Mir wëllen d'Fuerschung stäerken, mir wëllen den Enseignement net negligéieren.

2. D'Uni wäert awer net de Monopol vun der Fuerschung hei zu Lëtzebuerg hunn. Dat heescht, mir hunn elo scho bestehend Instituter an Organer, déi Fuerschung bedreiwen, awer selbstverständlech soll d'Zesummenaarbecht, wéi Der zu Recht gesot hutt, ganz staark sinn zwëschent deene bestehenden Instanzen an der Uni, déi selbstverständlech och e Schwéierpunkt an der Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg wäert sinn a soll sinn.

Fir zu Äre Froen ze kommen iwwert d'Zesummenarbecht zwëschent der Uni an den CRPen oder dem Ceps a bestehenden Organer, esou kann ee soen, datt déi Synergien zwëschent der Uni engersäits an den CRPen oder dem Ceps op där anerer Säit schonn zu engem gudden Deel bestinn an anerer amgaange sinn op d'Bee gesat ze ginn.

Si lafen iwwert d'Konzertatioun um Niveau vun der Fuerschungsprogrammatioun an och iwwert d'Promotioun vun der Mobilitéit vun den Enseignantë souwéi selbstverständlech vun de Studenten zwëschent der Uni op där enger Säit an zwëschent de Fuerschungsorganer wéi CRPen op där anerer Säit, esou datt et eng normal Interaktioun soll ginn, déi sech och am Alldeegleche soll ofspillen. Mat der Zäit wäert sech erausschielen ob a wéi mer et formaliséieren.

Iwwregens hunn och déi extern Assisen, déi mer den 11. Mäerz gehalen hunn, ganz kloer de Wëlle vum ganze Secteur vun der Fuerschung gewisen, fir zesummenzeschaffen, fir eng kohärent Fuerschungslandschaft zu Lëtzebuerg op d'Been ze setzen. Et ass de Wëllen do fir un engem Strang ze zéien.

Allgemeng kann ee vläicht nach aflechten, datt d'Zesummenaarbecht am Fuerschungsberäich och iwwert déi pluriannuel Programmatioun, zesumme mam Fonds national de la Recherche ka gemaach ginn.

Zu Äre Froen iwwer d'Luxembourg School of Finance, do ass et esou, datt d'Luxembourg School of Finance jo zënter der Rentrée an der Uni integréiert ass, an zwar ass se Bestanddeel vun der Faculté de droit, d'économie et de finances, also e ganz kloren Deel vun der Uni, an den Accord ass amgaangen elo an dësen Deeg ënnerschriwwen ze ginn. Dat war ofgemaach ginn zwëschent der Uni an der Luxembourg School of Finance, an dat ass am géigesäitege Respekt a Wëlle geschitt.

Wat de Laboratoire de droit économique (LDE) ugeet, dat ass jo en Departement vum CRP-Gabriel Lippmann, deen effektiv lues a lues der Pouponnière entwiisst. An esou sinn dann och de Moment Gespréicher amgaangen zwëschent dem Verwaltungsrot vun dem CRP-Lippmann an dem Conseil de gouvernance vun der Universitéit vu Lëtzebuerg, mat hiren zwee Presidenten un der Spëtzt, iwwert Synergien, oder souguer nach besser iwwert d'Integratioun am Beräich vun der Recherche en droit, an et ass un den zwee Établissements publics, fir der Regierung d'Modalitéite vun sou verstäerkte Synergie virzeschloen.

Sécherlech kann do e flotte Mehrwert erauskomme vun hirer Aarbecht a sécherlech ginn dann och fir den LDE nei Fuerschungsberäicher op. D'Regierung huet u sech kee Problem, wann op där enger Säit Initiativen méi grouss ginn, an op där anerer Säit Saachen integréiert ginn.

Dozou wëll ech awer vläicht nach just soen, datt mer natierlech am Beräich vu Fuerschung a vun Uni an engem Secteur sinn, wou eng gewëssen Eegestännegkeet besteet duerch dee jeeweilege Statut vun den Acteuren, iwwert déi mer hei schwätzen. Dat heescht, datt d'Regierung selwer natierlech mat hinnen a Gespréicher ass, mä si u sech hier eegen Entscheedungen huelen, wéi se zesummewuessen a wat se op wéi eng Aart a Weis zesumme maachen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Modert. Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 25 vum honorabelen Här Ben Fayot iwwert d'Rotonden zu Bouneweg. Här Fayot!

- Question N°25 du 21 mars 2005 de Monsieur Ben Fayot relative aux rotondes de Bonnevoie, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, d'Rotondë vu Bouneweg si jo als en nationaalt Kulturmonument klasséiert a sinn interessant Konstruktioune vun der Industriegeschicht vu Lëtzebuerg. Mir wëssen, dass eng vun deene Rotonden, déi ënnescht, renovéiert ginn ass an deene leschte Joren, si huet awer nach keng Affektatioun kritt. Déi iewescht Rotonde ass nach besat, en attendant dass d'CFL en neien Atelier bauen, fir déi Bussen, déi doranner gewart ginn, opzehuelen.

Ech hu gelies, dass elo fir d'Kulturjoer 2007 an deene Rotonden do soll eng Aart Haaptquartéier vun dem Kulturjoer sinn. Duerfir wollt ech d'Regierung froen, wat dann elo mat där ieweschter Rotonde géif geschéien. Engersäits wéi et mat deem neien Atelier vun den CFL géif weidergoen, fir dass déi iewescht Rotonde ka fräi ginn, a virun allem och wat dann d'Regierung gedenkt u Renovatioun un där iweschter Rotonde ze maachen, déi jo awer an engem relativ schlechten Zoustand ass.

Doriwwer eraus wëll ech och rappeléieren, dass vun der Stad zesumme mam Stat geduecht gëtt fir déi Rotonden an e groussen Urbaniséierungsprojet eranzehuelen, fir de gesamte Quartier virun der Gare, hannert der Gare ze renovéieren an urbanistesch neizegestalten, an ech wollt d'Madame Statssekretärin froen, ob se schonn eng Partie Elementer fir d'Äntwert op déi Froen huet, zahlreich Froe selbstverständlech, déi sech am Zesummenhang mat de Rotondë stellen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet d'Madame Modert, Statssekretärin vun der Kultur, der Héichschoul an der Recherche. Madame Modert!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci, Här President. Här Fayot, Dir hutt haaptsächlech d'Fro gestallt no där ieweschter Rotonde, déi zweet, déi de Moment nach gebraucht gëtt vun den CFL a wou de Moment och nach d'Busateliere vun den CFL dra sinn. Tatsächlech sinn zënter 1991 déi zwou Rotonden als Monument national klasséiert an de Stat ass Besëtzer vum Site.

Déi éischt Rotonde, fir dat just a Klammeren nach séier ze soen, gëtt zënter Februar dëst Joer bannendran aménagéiert, während se zënter 2000 bausse frësch gemaach gëtt, an dat ënnert der Verantwortung a mam Budget vu Sites et Monuments.

Déi zweet Rotonde ass effektiv haut nach als Atelier vun den CFL am Gebrauch a soll fir Enn 2006 disponibel si fir an d'Kulturjoer 2007 mat agebonnen ze ginn. Dat heescht, et geet bis zimlech zum Schluss zou, ier d'Kulturjoer ugeet, ier mer se kréien, an et ass och geduecht, datt déi Rotonde zimlech esou wéi se elo do ass wäert gebraucht gi fir déi Projeten am Kontext 2007. Natierlech mat e puer Stabilisatiouns- a Renovatiounsaarbechten, awer ganz séier a ganz kuerz. Déi zweet Rotonde ass net geduecht fir 2007 esou renovéiert ze ginn, wéi de Moment déi éischt, dat heescht, déi ënnescht Rotonde amgaangen ass frësch gemaach ze ginn. Dat soll iwwregens bis Enn Oktober vun dësem Joer fäerdeg sinn.

Mir hu wëlles an där zweeter Rotonde am Kulturjoer 2007 eigentlech Veranstaltungen oflafen ze loossen, déi haaptsächlech jugendorientéiert sinn, wou och d'Jugend ka selwer Projeten ausschaffen, also relativ fräi ass fir hir Manifestatiounen opzestellen.

An deem éischte Gebai, an där éischter Rotonde, där ënneschter, wäert Accueil, Informatioun, Billetterie a sou viru sinn. Déi ass ënnert der Verantwortung vun der A.s.b.l. 2007, an déi zweet gëtt zesumme géréiert fir déi Zäit vum Kulturjoer 2007 vun der A.s.b.l. an dem Service national de la jeunesse. Et ass ausgemaach mat den CFL, datt mer déi iewescht Rotonde wéi gesot Enn 2006 wäerte kréien.

Bis elo ass nach keng definitiv Affektatioun, weder vun där enger nach där anerer Rotonde, fir no 2007 virgesinn an ausgemaach. Am Géigendeel, et soll 2007 e flotte Laboratoire si fir déi spéider Destinatioun vun deenen zwou Rotonden, a mir gesinn dat och an deem ganze Kontext vun der Wichtegkeet, d'Verbindung ze maachen zwëschent deenen zwee Quartiere Gare a Bouneweg, wou d'Rotondë just derzwëschent leien, fir datt do neit Liewe kann drakommen.

An deem Sënn ass natierlech d'Experienz, déi mer aus 2007 zéien, och wichteg fir afléissen ze loossen, fir d'Stad Lëtzebuerg, fir hir Pläng auszeschaffen, am Kontext ënner anerem vun der Gare, an do sinn d'Gespréicher jo och amgaangen. Souwisou ass d'Stad Lëtzebuerg agebonnen an d'Aarbechte vun 2007, well si jo do Partner vun der Kulturhaaptstad 2007 mat ass.

Bref, am Kuerzfristege sollen d'Rotonden e geographeschen Epizentrum gi vun de Manifestatiounen 2007, fir dann dorauser d'Léieren ze zéien, wat mer duerno kënne virumaachen, an et ass net virgesinn, déi iewescht Rotonde virun 2008 komplett ze renovéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Modert. Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 26 vum Här Gira iwwert den Noutplang am Fall vun enger Drénkwaasserverschmotzung. Den Här Gira huet d'Wuert.

- Question N°26 du 21 mars 2005 de Monsieur Camille Gira relative au plan d'intervention d'urgence en cas de pollution de l'eau potable, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wollt vum internationale Waasserdag profitéieren, fir dem Här Innenminister eng Fro ze stellen iwwert de sou genannte Katastropheplang am Fall vun enger gréisserer Drénkwaasserverschmotzung.

Bei der rezenter Verschmotzung vum SEBES-Waasser vum 12. Januar huet et geheescht, de Ministère de l'Intérieur hätt de bestehende Kastastropheplang korrekt applizéiert. Datselwecht huet den Innenminister och an enger Intérieurskommissioun, déi mer den 2. Februar zesummeruffe gelooss haten, confirméiert.

Ech hunn du gefrot, ob d'Chamber dat Dokument och kënnt zougestallt kréien. Dat ass an Tëschenzäit och geschitt. Ech hu mir dat Dokument emol ugekuckt, a wann ech dat richteg interpretéieren, dann ass dat awer kee formaliséierte Katastropheplang, mä dat ass wéi et dropsteet de Rapport fi-

nal vun engem Aarbechtsgrupp vun der Aluseau. An deen Aarbechtsgrupp war vum fréieren Innenminister chargéiert ginn eng Prozedur auszeschaffen, fir bei gréissere Pannen ze intervenéieren.

Dofir ass meng Fro: Ass meng Interpretatioun richteg, dass de Ministère de l'Intérieur kee formaliséierte Katastropheplang huet, fir bei gréissere Panne vun der Drénkwaasserversuergung ze intervenéieren? A wa jo: Ass de Minister dann amgaang endlech esou ee Plang opzestellen, a wéini wier da mat engem Ofschloss vu sengem Plang ze rechnen?

M. le Président.- Merci, Här Gira. D'Wuert huet elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet also hei ëm e Plan d'intervention d'urgence an den Här Gira mengt jo, mir hätte keen esou een.

Ech hunn hei en Dokument kritt vum Aluseau, an do steet grouss drop „Plan d'intervention d'urgence". Ech muss also dovun ausgoen, dass dat awer en Dokument ass, wou den Här Gira elo mengt, dass et keent wär. Ech ka just soen, et steet hei grouss drop: „Approvisionnement en eau potable, plan d'intervention d'urgence". Dat Dokument ass vun der Aluseau ausgeschafft ginn. D'Aluseau, dat si Spezialisten aus dem Gemengesecteur, respektiv aus dem Statssecteur am Beräich vun Drénkwaasser an Ofwaasser. Ech ginn dovun aus, dass wat d'Versuergung ugeet déi hiren Job gemaach hunn.

Et muss een och souwisou, wann ee vun Interventiounspläng schwätzt, dann ass dat éischter, géif ech mengen, en administrative Kader, deen ee festleet, net onbedéngt Aktiounen, well d'Aktioune si jo ëmmer anerer. Den Zeenario variéiert, d'Aktioune sinn ëmmer anescht, an d'Kompetenze sollen determinéiert ginn an esou engem Plang an ech mengen, dat geschitt hei.

Dat Wichtegst si souwisou d'Übungen. Et mussen Übunge gemaach ginn. Bei de Schoule ginn der jo gemaach oder bei den Autobunnstunnelen, an et gëtt och all Joer, hunn ech nofroe gelooss, och zum Beispill eng Übung gemaach am Plan d'intervention vun der Pollution du Lac de la Haute-Sûre. Do gëtt all Joer eng Übung gemaach an ech mengen, dat wär dat Wichtegst wat ee misst an esou Beräicher maachen.

Tatsaach ass, dass mer gesot hunn, de Syvicol soll - a mir hunn och esou ee Bréif un hie gemaach - eis eng Persoun designéieren, déi an där Krisecellule soll matschaffen, wann esou Problemer sinn.

Tatsaach ass och, dass ech gesot hunn, mir sollen een Aarbechtsgrupp maachen, fir de Plang ze verbessere bei der Informatioun a bei der Kommunikatioun. Do hunn ech jo, wéi mer de Waasserdag virgestallt hunn, Iddien op den Dësch geluecht. Ech hat Iech deemools gesot, op där enger Säit gëtt d'Press informéiert an op där anerer Säit gëtt am Eeschtfall och esou e Genre Alerte secondaire gemaach. Natierlech wäerten och do sanitär Incidencë si bei deene meeschte Fäll, wou mer Waasserpollutiounen oder Drénkwaasserpollutiounen hunn.

Dofir gëtt och d'Direction de la Santé agesat, ganz kloer, mä déi Alerte secondaire leeft dann iwwert d'Protection civile, iwwert d'Pompjeeën an da soll nach déi folgend Lëscht vu Leit, déi ech mer opgeschriwwen hunn, intervenéiere wa Problemer sinn: d'Buergermeeschteren an d'Schäffen aus de verschiddene Gemengen, déi technesch Servicer aus de Gemengen, déi Responsabel aus de Syndikater, déi staatlech Verwaltungen, déi an d'Gestioun vun der Kris mat agebonne sinn. Dann natierlech och d'Dokteren an d'Apdikteren, d'Kliniken, d'Maisons de soins an d'CIPAen, an och natierlech d'Distributiounsréseauë vu Liewensmëttel a Restauranten.

Also stellen ech mer vir, dass en Hypermarché iwwert déi Schinn och ka Leit informéieren, also dass am Ganzen et da géifen ongefeier 6.500 bis 7.000 Leit sinn. Doriwwer eraus hunn ech e Bréif gemaach un eisen Transportminister, den Här Lux, fir dass e mat den CFL, mam TICE, mat der Ville de Luxembourg a mam RGTR kuckt, ob een net och déi kann abannen an esou eng Informatioun an doriwwer eraus soll och de CITA iwwer hir Panneauen op den Autobunnen Informatioune kënne weiderginn.

Also, et ass eng ganz Strategie, déi mer am Detail amgaange sinn auszeschaffen iwwert den Aarbechtsgrupp, wou ech gesot hunn, dass de Syvicol soll matschaffen, an da mengen ech, wann esou Problemer sinn, misst ee kënnen déi Saachen 100%eg an de Gréff kréien.

Wat eng Tatsaach ass, dat ass, dass dee Plan d'intervention d'urgence opgestallt ginn ass am Joer 2001, an zwar just nodeem mer dee Problem haten 2000 mat der SEBES. Do war och e Waasserproblem. Do ware jo Kolibakterien am Waasser, an no dräi Deeg ass dat festgestallt ginn, an dunn ass dann och do reagéiert ginn, wat gutt war, mä deemools war d'Reaktioun net gradesou hysteresch wéi dës Kéier.

Ofschléissend wëll ech Iech soen, datt ee muss dovun ausgoen, dass déi Verschmotzung vum 12. Januar wahrscheinlech zu 99,9% guer keng war. Dat gesot, mengen ech, hätt ech Iech op Är Fro geäntwert.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Halsdorf. Déi nächst Fro kënnt vun der Madame Vera Spautz iwwert den Gender mainstreaming an de Ministërë beim Stat. Madame Spautz, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°27 du 21 mars 2005 de Madame Vera Spautz relative au «gender mainstreaming» dans les ministères de l'État, adressée au Ministre de l'Égalité des chances

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, haut ass internationale Waasserdag. Viru 14 Deeg war den internationale Fraendag an et war déi éischte Kéier, dass hei an der Chamber zënter laangem keen Hearing stattfonnt huet. Ech wëllt dann dofir vun dëser Geleeënheet profitéieren, fir, soe mer emol, an enger ofgewandelter Form e klengen Hearing ze organiséieren, an lech Madame Ministesch Jacobs dann e puer Froen ze stellen.

Ënnert dem Punkt „égalité" tëschent Fraen a Männer an dem Koalitiounsaccord vun dëser Regierung steet niewent enger Rei Absichtserklärungen, respektiv Suggestiounen, ënner anerem e Punkt an zwar folgenden „évaluation selon la perspective de genre dans ses actions politiques", dorënner de Recueil vu statistesche Donnéeën, opgedeelt no Geschlecht an als zweet, d'Kreatioun vun enger „cellule de compétence en genre" an dat an all Département ministériel, esou datt sech d'Fro eigentlech net op Iech eleng beschränke sollt, mä sech un alleguer eis Ministeren, respektiv Ministerinne riicht.

An deem Zesummenhang wollt ech folgend Froe stellen: Wou sti mir an dësem Dossier? A wéi enge Ministërë gëtt et mëttlerweil déi Cellule de compétence, respektiv gëtt et se net?

Et ass mer bekannt, datt et am Ministère de l'Éducation nationale déi Cellule gëtt. Wann et se net gëtt, wat ass d'Ursaach dofir? Wie kontrolléiert d'Ëmsetzung vun dësem Dossier? Gëtt et eventuell éischt Resultater oder Donnéeën, a wier et ënner Ëmstänn net néideg eng Base légale ze schafen, déi déi Cellules de compétence reglementéiert, fir dass dëse Punkt aus dem Koalitiounsaccord och ka mat Liewen erfëllt ginn.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Spautz. D'Wuert huet elo d'Madame Minister vun der Chancëgläichheet, d'Madame Marie-Josée Jacobs.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Spautz huet eng rei Fachfroe gestallt, an ech denken, datt Der am Regierungsprogramm och de Recueil fannt mat den Donnéeën an de Statistiken.

Dat ware wichteg Virgaben, fir datt mer iwwerhaapt woussten, wou mer dru waren. Wann een net weess, wou ee steet, dann ass et schwéier fir herno ze kontrolléieren oder ze kucken, wat ee besser gemaach hätt. Mä esou gutt mat dem jëtzege Minister wéi och mat dem viregte Minister vun der Ekonomie hate mer gutt Kontakter an och de Statec ass bereet fir méi op de Wee ze goe fir emol ze kucken, wou Männer a Fraen an der ganzer Ekonomie dru sinn, wat jo ee vun deene wichtege Pilieren ass, fir ze kucke wou mir a wou d'Frae virukommen.

D'Kreatioun vun de Cellules de compétence an de Ministèren ass effektiv, datt a jidderengem eenzelne Ministère soll esou eng Cellule geschafe ginn. De Chancëgläichheetsministère hat en Dossier an de Conseil ginn, wou am Januar eng éischte Kéier diskutéiert ginn ass iwwert déi verschidde Punkten, esou gutt iwwert d'Statistiken, wéi och iwwert d'Cellules de compétence, wéi iwwert den nationalen Aktiounsplang, wéi och iwwert de Renforcement vum interministerielle Komitee a vun der Agence indépendante.

No där éischter Diskussioun si mer nach net zu de Konklusioune komm, an ech hunn d'Kolleeginnen an d'Kolleege gefrot fir hir Bemierkungen ze maachen, awéifern dat fir si Problemer géifen duerstellen an där Fassong wéi de Chancëgläichheetsministère dat wollt ëmsetzen, wat komplizéiert wier oder wat vläicht och fir Eenzelner net ze realiséiere wier. Doropshin hu mer eng Partie vun Äntwerte kritt.

Dir wësst, datt mer elo am Februar an am Mäerz zu enger ganzer Partie, haaptsächlech meng Fonctionnairinnen a Fonctionnairen, zu New York bei der UNO waren, esou datt deen Dossier elo net mat där Vitesse virugaangen ass wéi ee sech dat soss hätt kënne wënschen, mä mir wäerten an deenen nächste Wochen déi Ministërë kontaktéieren, déi hir Remarquen erageschéckt hunn, fir ze kucken, wéi een domadder ka virugoen, an duerno ze soen, dat doten ass dat wat an deem dote Ministère ka gemaach ginn.

Ech sinn de Moment net an enger Situatioun fir ze soen, datt een an alle Ministèren deeselwechte System kann uwenden. Bei deenen enge geet dat besser, bei deenen anere geet et manner gutt. Generell hunn ech awer dat Gefill, datt d'Kolleegen och bereet sinn, mat op dee Wee ze goen an och do hiert dozou bäizedroen.

Dat wat mer décidéiert hunn, dat ass bei der Agence indépendante - Dir wësst, datt mer och do zwou Direktiven ëmzesetzen hunn, wou et ënner anerem och iwwert d'Egalitéit zwësche Männer a Frae geet, a wou mir awer gemengt hunn, datt et sënnvoll wier, datt dat eng eenzeg Agence géing ginn, datt mir net fir déi zwou Direktiven zwou verschidden Agencë géinge maachen, vu datt d'Land awer relativ kleng ass an datt et awer wichteg ass, datt een och do e Wëssen an e Kënne beienee kritt, wou d'Leit dann awer och kënne gehollef kréien an och Äntwerten dorop kréien.

Sou datt ech hoffen, datt mer an deenen nächste Woche kënnen déi Gespréicher ofschléissen, nach eng Kéier an de Conseil, de Regierungsrot zréckgi mat deene ganze Froen, an och hoffentlech Äntwerten dorobber kréien, an dann och hoffen, datt mer déi ganz Aarbecht, déi keng kleng ass, dann awer och an deenen nächste Méint konkret an den eenzelne Ministërë kënnen ëmsetzen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs. Den honorablen Här Meisch wëllt dem Gesondheetsminister eng Fro stellen iwwert d'Aféierung vun engem Fëmmverbuet an de Restauranten. Här Meisch!

Plusieurs voix.- Aaahhh! Ooohhh!

Une voix.- Dat ass emol eppes Neits.

- Question N°28 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'introduction d'une interdiction de fumer dans les restaurants, adressée au Ministre de la Santé

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Moie war an der Zeitung ze liesen, wat gëschter op der Journée Horesca diskutéiert ginn ass, wou also d'Acteuren aus dem Gastronomiesecteur beienee waren. Déi hu sech natierlech och Gedanke gemaach ëm d'Fro vun dem eventuelle Fëmmverbuet an de Restauranten, wéi d'Regierung e virgesäit. D'Horesca huet do och eng Ëmfro bei hire Membere gemaach. Do ass eng grouss Opposition festgestallt gi bei de Membere vun der Horesca par rapport zu deem geplangtene Verbuet an de Restauranten.

Allerdéngs op där anerer Säit hu ganz vill Memberen och gesot, et waren där 72%, si wären och averstanen, fir fräiwëlleg Léisungen ze sichen, fir an hire Restaurantë fräiwëlleg Ecke fir Netfëmmerten ze reservéieren, anzeriichten, ofzetrennen, par rapport zu deene Plazen, wou dann nach dierft gefëmmt ginn.

Duerfir wollt ech de Gesondheetsminister froen, ob hien déi Hand, déi den Horesca-Secteur hei ausgestreckt huet, ergräift a mat deene Concernéierten sech zesummen un en Dësch sëtzt, fir vläicht déi Motivatioun do vun deene Betraffenen ze notzen a fräiwëlleg Accorde kënnen erbäizeféieren, wéi se an anere Länner mëttlerweil jo och schonn existéieren, an Éistréich a ganz kierzlech och an Däitschland, wou den däitsche Gesondheetsministère mat de Gastronomiebetriber esou en Accord fonnt huet.

Mir sinn der Meenung, datt, wann dat do méiglech ass an engem grousse Land wéi Däitschland, da misst et hei am klenge Lëtzebuerg ëmmerhi méiglech sinn, an ech hunn an deemselwechten Artikel am „Tageblatt", aus enger Zeitung, déi mir net besonnesch no steet, op jidde Fall dem Här Minister Di Bartolomeo méi no steet, gelies, datt de Minister Boden, dee present war,…

(Interruption)

…den Här Boden, dee gëschter och present war, gesot huet, hie géing natierlech d'Suerge vun deem ganze Secteur verstoen, an ech hu gelies: „Fernand Boden sicherte der Branche abschließend die Unterstützung der Regierung im Rahmen des Möglichen zu." Här Minister, gesitt Dir dat och esou?

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Minister Mars Di Bartolomeo wäert eis eng Äntwert ginn op d'Fro vun där ausgestrecktener Hand.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, direkt zur ausgestrecktener Hand. Ech menge mir hunn net gewaart bis dass d'Generalversammlung vun der Horesca war fir d'Hand auszestrecken. Ech ka mech ganz gutt…

M. Henri Grethen *(DP).*- Dir hutt direkt eng gehaen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech ka mech ganz gutt un déi Zäiten erënneren, wou d'Tubakslobby besser an der Regierung vertruede war, Här Grethen, wéi se haut vertrueden ass…

(Interruptions diverses)

…an ech ka mech ganz gutt un Zäiten erënneren, wou d'OMS-Konventioun blockéiert war an där viregter Regierung, an ech ka mech ganz gutt erënneren, dass et ënnert dëser Regierung e bësse méi einfach war, fir d'OMS-Konventioun ze deblockéieren.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Di Bartolomeo, spriecht Dir iwwert d'Zäit vun 1989 bis 1999? Well Dir wësst jo, mir haten nach de leschten Donneschdeg eng Kommissiounssitzung wou mer d'Konventioun antitabac en fait traitéiert hunn. Déi war vun där viregter Regierung ënnerschriwwe ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Also ënnerbriecht net ëmmer den Här Minister! Hien huet nëmme véier Minutten Zäit. Dir wësst, datt e schonn ëmmer Schwieregkeete mat der Zäit huet.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mä wa mer bei de Léierstonne sinn, da wëll ech dem fréiere Minister soen, dass et net duergeet, dass een eng Konventioun ënnerschreift, mä dass ee se och muss ratifizéieren, an déi viregt Regierung - dat wësst Der, Här Gesondheetsminister - huet Iech zréckgepaff wéi Der se wollt ratifizéieren. Duerfir ass se net ratifizéiert ginn, si gëtt eréischt ënnert dëser Regierung ratifizéiert.

(Interruption)

Mä zréck zu där ausgestrecktener Hand.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir hunn net gewaart bis dass d'Generalversammlung vun der Horesca war fir d'Hand auszestrecken. Ech ka mech ganz gutt erënneren u Gespréicher, déi ech mam Generalsekretär vun der Horesca hat, wou ech hinnen ugebueden hunn, dass, en attendant dass e Gesetz sollt kommen, keen de Secteur drun hënnert fir wäitgehend déi doten Ausnahm zur Regel ze maachen an um Terrain eng Rei vu Schrëtter ze maachen, déi et herno vill méi einfach maache fir dat Ganzt gesetzlech ze begleeden.

Ech wëll soen, dass ech mech um Terrain vun der Regierungserklärung bewegen, wou ganz kloer gesot ginn ass, dass mir de Schutz vum Netfëmmert wäerte verbesseren. Ech si ganz kloer dovun iwwerzeegt, dass wann een d'Netfëmmerte wëllt schützen - an hei geet et zu kengem Zäitpunkt géint Leit, déi fëmmen, mä et geet ëm de Schutz vum Netfëmmert -, dass ee

fir kloer Verhältnisser muss suergen, kloer Verhältnisser, déi jiddferengem kloer soen, wou en drun ass, an duerfir wäerte mer gradesou suerge wéi deene Leit ze hëllefen, déi wëlle vun där Ofhängegkeet vum Tubak lasskommen.

Also kloer Situatiounen, an ech wëll dem Här Meisch soen, dass mir mat där Meenung jo wierklech net eleng dostinn. Dass ech genee an där Approche sinn, wou dem Här Meisch seng Partei nach e puer Méint virun de Wahle stoung, well e puer Méint virun de Wahlen huet dem Här Meisch seng Partei un eng Rei vu Korrespondente folgende Message verschéckt: „In Restaurants oder am Arbeitsplatz sollten systematisch zum Schutz der Nichtraucher rauchfreie Zonen die Regel darstellen, die abgegrenzt von Rauchzonen sein sollen."

M. Claude Meisch *(DP).*- Jo. Ech froen nëmmen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- An da geet et weider: „Rauchfreie…

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här Minister, Dir sidd awer wierklech a Kontradiktioun mat deem wat Der virun enger Minutt gesot hutt!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- „Rauchfreie…", ech zitéieren…

M. le Président.- Hien zitéiert de Moment jo nëmmen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- „Rauchfreie Zonen dürfen nicht einfach nur als eine Ausnahme oder Luxus gelten. Es sollen keine rauchfreien Inseln im Sinne einer Begünstigung, sprich Extrawurst für Nichtraucher eingerichtet werden, sondern die Raucherzonen müssten zur Ausnahme werden." Ech zitéieren heimat d'DP virun de Wahlen…

(Brouhaha général)

…an ech géif just soen, bouffdech, wann een, wann een, wann een…

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Ma Dir kënnt vill Wann-eens!

(Interruptions et hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- …wëllt op zwou Hochzäiten danzen, wann ee wëllt gläichzäiteg op zwee Still sëtzen, da kann et emol ganz seriö derniewent goen!

Ech géif där jonker Garde vun der DP roden, sech emol fir d'éischt eens ze ginn, wat se wëllen, ier se Enquêtë maache wéi hir fréier grouss Kolleegen ukomm sinn. Et ass vill méi wichteg an der Politik, dass een Inhalter fënnt amplaz dass ee sech op d'Formë focaliséiert, an ech wëll Iech soen, den Débat an den Dialog mam Horesca-Beräich wäerte mir féieren. Mä ech kann Iech ganz kloer soen a mengem Numm an am Numm vun der Regierung, d'Ausnahm gëtt zur Regel, an dat wat Dir virdrun ugedeit hutt,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, si hate mech ënnerbrach!

(Brouhaha général)

M. le Président.- Jo, mä Dir hutt dat scho laang erageholl.

M. Claude Meisch *(DP).*- Den Här Minister huet nach ëmmer net op d'Fro geäntwert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dee leschte Saz. An dat wat den Här Meisch mat „Nichtraucher-Ecken" definéiert huet, dat wëlle mir net. Mir wëllen net, dass d'Netfëmmerten an Ecker verfracht ginn. D'Regel soll zur Ausnahm ginn an d'Ausnahm soll zur Regel ginn, an ech sinn emol esou naiv…

M. le Président.- Merci, Här Di Bartolomeo, fir Är Äntwert. Dir musst awer elo wierklech ofschléissen!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech si gläich fäerdeg.

M. le Président.- Dir hutt dat scho virun enger Minutt gesot, Dir sidd nach ëmmer net fäerdeg!

Une voix.- Wat ee Schnëssert!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech sinn esou naiv ze gleewen, dass een ouni Damp muss kënnen iessen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Di Bartolomeo. Nächst Fro…

(Interruptions diverses)

Dir sidd elo fäerdeg, Här Di Bartolomeo!

Déi nächst Fro ass vum honorablen Här Roland Schreiner iwwert d'Gehälterverhandlungen an der Fonction publique. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°29 du 21 mars 2005 de Monsieur Roland Schreiner relative aux négociations salariales dans le secteur public, ainsi que sur la révision des salaires, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt dem Här Minister vun der Fonction publique e puer Froe stellen iwwert d'Gehältersituatioun am öffentleche Secteur. Dir wësst, dass de leschten Accord salarial den 31. Dezember 2004 ofgelaf ass, esou dass de Secteur sech de Moment an engem vertragslosen Zoustand befënnt.

(Interruptions diverses)

En ass eriwwer, en ass ofgelaf, ob e gutt oder schlecht war, Här Grethen.

Ech wollt eigentlech dem Här Minister eng Fro stellen.

Ech weess net firwat déi Opreegung ass. Ech wollt de Minister froen, ob hien eis ka soen, ob schonn en neie Gehältervertrag amgaang ass verhandelt ze ginn, respektiv wéi den Timing vun dëse Verhandlungen ass, a wéini mat engem Ofschloss ka gerechent ginn. Ech hu verstanen, dass de Minister, genee wéi seng Virgänger, dës Verhandlunge just mat der CGFP wëllt féieren.

Meng Fro ass déi: A wéi enger Form ginn déi aner Sozialpartner, déi an der Fonction publique an an den assimiléierte Secteuren täteg sinn, an dës Verhandlunge mat agebonnen?

(Interruption)

Ma den Här Minister äntwert mer jo, Här Grethen, ënnerbriecht mech dach net ëmmer, well Dir hutt an deem Dossier do ee schlecht Gewëssen. Da war et an der Vergaangenheet esou…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech géif lech wierklech elo bieden de Riedner ausschwätzen ze loossen.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Ech weess net, firwat Dir esou nervös do gitt.

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech si guer net nervös.

M. Roland Schreiner *(LSAP).*- Ma et schéngt ës awer bal.

Da war et an der Vergaangenheet esou, dass am Virfeld vun de Verhandlungen des Öfteren eng Étude comparative gemaach ginn ass iwwert d'Entwécklung vun de Gehälter am öffentleche Secteur an am private Secteur. Ass dat och dës Kéier de Fall gewiescht, a wa jo, gëtt et do scho Resultater?

An da wollt ech nach just kuerz op d'Gehälterrevisioun agoen, déi jo och an d'Haus steet, nodeem déi lescht Regierung, obscho versprach, se net duerch gefouert huet. D'Regierungserklärung gesäit vir, dass do eng Kommissioun punktuell Propositioune soll maachen. Et soll jo keng generell Gehälterrevisioun ginn, mä éischter eng punktuell Adaptatioun vun de Barèmen, do, wou et noutwendeg ass.

Meng Fro ass déi, wéi do den Timing an d'Prozedur ausgesinn an a wéi enger Form an dësem Dossier d'Gewerkschaften aus deene betraffene Secteuren an d'Diskussiounen agebonne ginn.

Ech soen dann dem Här Minister elo scho Merci fir d'Äntwert.

M. le Président.- Voilà, Här Schreiner. D'Wuert huet elo de Minister vum öffentlechen Déngscht, den Här Claude Wiseler.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- E puer Saache wëll ech äntweren op déi seriö Fro, déi mir gestallt ginn ass, iwwert de Lounaccord. En ass effektiv, wéi Der et wësst, den 31. Dezember ofgelaf. Virun dem Oflafen ass vun der CGFP e Fuerderungskatalog erageréecht ginn, deen awer selbstverständlech, wéi dat soss och ëmmer de Fall war, e ganz breet gefächerte Katalog ass, deen net nëmme Fuerderungen iwwert d'Opwäertung vum Punktwäert beinhalt, mä och eng ganz Rei aner Mesuren, déi iwwert dat Gehältertechnescht eraus och nach e sozialen Aschlag hunn.

D'Regierung ass och iwwert d'Prozedur befaasst ginn, an Dir hutt et selwer gesot, d'Verhandlunge wäerte wéi déi Kéiere virdrun och mat der CGFP lafen. Är Fro ass: Wéi geet et mat deenen anere Gewerkschaften? Mat deenen ass geschwat ginn an et gëtt eng Consultatiounsprozedur gemaach, déi an zwou Etappen ass an déi och soll elo am Abrëll ulafen. Dat ass déi éischt Äntwert.

Déi zweet Fro war: Wéi ass et mat de Studien? D'Regierung huet mech och gefrot fir eng Rei Studië virzehuelen, déi gemaach ginn, fir ofzeschätze wou mer momentan dru sinn, vläicht net déi, wéi se viru fënnef Joer gemaach ginn ass, déi Dir ugeschwat hutt, mä eng Rei aner Etüden, do notamment eng, déi den Inventaire iwwert déi lescht Kollektivverträg am Privatsecteur kënnt maachen, datt een do och sollt en Ableck doranner kréien.

An déi drëtt Fro, déi Der ugeschwat hutt, ass déi iwwert d'Gehälterrevisioun. Do ass et richteg, wéi Der gesot hutt, datt am Accord vun der Regierung drasteet, datt en Aarbechtsgrupp sech géing dorëms bekëmmeren. Zwou Saache sinn dozou ze soen.

Dat éischt ass, datt deen Aarbechtsgrupp schonn agesat ginn ass, datt en och seng Aarbechten ugefaangen huet, datt en déi Aarbechten op Basis mécht vun deene Memoranden, déi gesammelt gi ware vun der viregter Fonction-publique-s-Ministesch, vun dem viregte Fonction-publique-s-Statssekretär an op Basis vun deenen elo déi Etüd gemaach gëtt, déi da soll eng Rei ganz konkret Punkten, do wou et noutwendeg ass, der Regierung virschloen.

Wéini dat elo definitiv ofgeschloss gëtt, dat kann ech nach net soen, well déi Aarbechten net an deem Rhythmus momentan weiderlafen, well och d'Fonction publique an der Présidence dran ass an och wa gesot gëtt, d'Fonction publique wier net onbedéngt en europäesche Sujet, awer dee Ministère iwwer 20 Sëtzunge mat deem Personal, wat en huet, ze maachen huet, dat heescht, déi musse mer uerdentlech maachen. Déi aner Saache probéiere mer och an deem Rhythmus, wou mer kënnen, uerdentlech ze maachen, esou datt ech denken, datt am Laf vum Joer dee Grupp awer kann éischt Konklusiounen zéien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wiseler. Mir kommen dann zur Fro Nummer 30 vum Här Robert Mehlen iwwert d'Rettungsaktioun vun der CEPAL. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°30 du 22 mars 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'action de sauvetage de la CEPAL, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, de leschte Freideg huet de Landwirtschaftsminister d'urgence eng Pressekonferenz aberuff, fir ze verkënnegen, datt de Lëtzebuerger Stat fir de Géigewäert vun 12 Milliounen Euro, dat heescht net grad 500 Millioune Lëtzebuerger Frang, Immobilië vun der CEPAL géing ofkafen, fir der CEPAL Loft ze verschafen.

Do gëtt et eng ganz Partie Froen, ech wollt der e puer hei opwerfen.

1. Brauch de Stat dës Immobilien oder ass et nëmmen e Gefälleggkeetskaf?

2. Wéisou huet d'CEPAL dës Immobilien net um fräie Maart verkaaft, wéi si dat mat hirem Siège um Boulevard d'Avranches gemaach huet, wa se dat da wäert sinn?

3. Wéi kommt Der op de Präis vun deenen 12 Milliounen Euro? Ass do déi normal Procédure d'acquisition ënner Consultatioun an Aschaltung vun der Commission d'acquisition respektéiert ginn?

4. Hutt Der de geneeën Iwwerbléck iwwert déi finanziell Situatioun vun der CEPAL, wann Der se scho wëllt retten? Wéi héich ass déi tatsächlech Schold, d'Banken, d'Sécurité sociale, d'Steieren an d'Fournisseuren abegraff?

5. Geet dat do duer fir d'CEPAL ze retten, oder kommen nach esou Aktiounen no? Gëtt et iwwerhaapt en Audit, gëtt et e Gesamtplang fir dat Ganzt, deen och eng Aussiicht beinhalt, fir eng Kéier op e gréngen Zweig ze kommen?

6. Kann an Zukunft all Betrib, deen esou gutt wéi faillite ass, mat esou Faveure rechnen?

7. An dat betrëfft d'Technik: Kënnt ee Projet de loi, well mer jo hei iwwert déi 7,5 Milliounen erausginn, wou muss ee Projet de loi spéciale kommen, oder gëtt d'Chamber einfach iwwergaangen, doduerch dass d'Technik vum Saucissonnage hei applizéiert gëtt?

M. le Président.- Merci, Här Mehlen.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President.

M. le Président.- Jo, Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Ech wollt trotzdeem eng Kéier weisen, dass wann ee seet een Deputéierten huet zwou Minutten Zäit, fir eng Fro ze stellen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir ze äntwerten, datt wann een innerhalb vun zwou Minutten - an dat ware keng siwe Froen - zéng Froe stellt, dass et relativ schwiereg gëtt fir ee Member vun enger Regierung, fir a véier Minutten dorobber ze äntweren.

Ech mengen, dass et och wichteg wier an der Responsabilitéit vun den Deputéierten, datt si am Kader vun der Froestonn hei géife Froe stellen, déi och raisonnablement a véier Minutten ze beäntwere wieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President!

M. le Président.- Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech menge wann den Här Minister sech esou kuerz faasst a prezis faasst wéi dem Robert Mehlen seng Froe waren, da kann hien op alleguerten déi Froen a véier Minutten äntwerten. Wann hien natierlech mengt hie misst zu all Fro eng Ried halen, da geet et net duer. Dat si prezis Froen, an hie kann och prezis dorop äntweren.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Här Minister Boden, Dir hutt d'Wuert fir d'Äntwerten.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Merci bien, Här President. Et ass net fir d'éischt, datt den Här Deputéierten Mehlen hei iwwert d'Problematik vun der CEPAL Froe stellt, an ech hunn d'Impressioun, datt hien net méi richteg schléift, well hie fäert d'CEPAL kéint et awer nach finalement packen.

(Brouhaha général)

Ech bedaueren dat wierklech, well hei geet et éischtens emol ëm vill Aarbechtsplazen an zweetens geet et drëm, datt mir kucken, datt mir eng Landwirtschaft hei zu Lëtzebuerg behalen, wou mir net nëmme Primärprodukter maachen, se dann an d'Ausland exportéieren, an datt dann do…

M. le Président.- Da lauschtert dach wann ech gelift no.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- …Aarbechtsplaze geschaf ginn an do Méiwäert geschaf gëtt an eis Baueren hei am Reen stoe bleiwen. Mir hätte gären, datt mir sollen ee staarken agroalimentairë Secteur behalen, an dofir versiche mir eppes ze retten, wann eppes ze retten ass.

An ech wëll soen, datt déi Aktioun, déi gemaach ginn ass, guer näischt Neies ass, zum Deel op jidde Fall net. Ech hu virun annerhallwem Joer - mengen ech - an der Agrarkommissioun des Laangen an des Breeden erkläert, ënner wat fir enge Konditiounen de Stat géif de Kuelbicher Haff opkafen. Déi Konditioune sinn erfëllt. Den SEG an den Herdbuchverband hunn no laangen Diskussiounen sech ënner Verantwortung an ënner Guidance vun auslänneschen Experten dovunner iwwerzeegt, datt et gutt wier fir gemeinsam an der Schwéngsproduktioun ze schaffen an datt de Kuelbicher Haff e wichtegt Element dofir wier.

De Stat ass dofir, an dat huet hie virun annerhallwem Joer scho gesot, bereet de Kuelbicher Haff ze kafen an en der neier Vereenegung zur Verfügung ze stellen, am Intérêt vun der Lëtzebuerger Schwéngsproduktioun, fir déi ze stäerken, wat e wichtege Secteur vun der Agrarpolitik hei am Land ass.

(Interruptions)

An ech wéilt Iech just soen, datt eng Etüd gemaach ginn ass - dat hat ech och deemools scho gesot - vun engem neutralen Expertëgrupp op Grond vum Optrag vun enger Bank, an déi hu festgestallt, datt de Kuelbicher Haff ronn 8,6 Milliounen Euro Wäert hätt a si kréie véier Milliounen Euro dofir, wéi dat och an der Vergaangenheet schonn an Aussiicht gestallt ginn ass. Dat kënnt den Ordre de grandeur sinn, deen de Stat géif dofir ginn.

Mir hunn all Subsiden ofgerechent, déi deelweis vu Bréissel, deelweis vu Lëtzebuerg komm sinn. Dat ware 4,4 Milliounen. Also hu mer net méi bezuelt op jidde Fall wéi an Aussiicht gestallt gi war a wéi d'CEPAL dofir investéiert huet. Ech menge schonn, datt dat e gudde Marché ass, datt mer doduerch d'Schwéngsproduktioun kënne stäerken an och méi Autosuffisance an der Schwéngsproduktioun kréie wéi dat haut de Fall ass.

Dat ass ee Punkt. Een anere Punkt ass den Agrocenter. Am Agrocenter wësse mer, datt d'CEPAL - an dat ass jo näischt Neies, den Här Mehlen weess dat ganz gutt - a finanzielle Schwieregkeete war an och nach ass. An do muss een dann heiansdo kucken - wéi dat och bei anere Betriber gemaach gëtt -: Hu mer eng Chance fir de Betrib do ze retten, fir him eng supplémentaire Chance ze gi fir och kënnen ze investéieren?

De Problem vun der CEPAL an de leschte Méint oder am leschte Joer war, datt se net genuch Finanzkraaft haten, fir ze investéieren. Si hunn Oplage gemaach kritt vum Gesondheetsminister, vun der Gewerbeinspektioun, vun der Ëmweltverwaltung, a si ware bereet ze investéieren an haten och e Plang fir dat ze maachen, mä et huet u Vertraue gefeelt bei de Banken, fir hinnen déi Kreditter ze ginn, well se net genuch Finanzkraaft haten.

Elo huet d'CEPAL, Gott sei Dank muss ech soen, eng Rei vun Terrainen, déi wäertvoll sinn, wou d'Infrastrukture komplett leien, dat sinn iwwer zéng Hektaren, wou d'Infrastrukture leien. D'Regierung huet elo gesot, mir huelen Optiounen op déi Terrainen a mir wëllen déi och kafen. An dat insgesamt fir Montantë vu ronn aacht Milliounen Euro.

Or, jiddferee weess, wat hei eng Bauplaz oder en Terrain, op deen e Gewerbebetrib ka kommen, oder en Terrain, op dee kann eng Schoul kommen, wou d'Infrastrukture leien, wäert ass. Dividéiert eng Kéier déi aacht Milliounen Euro duerch déi méi wéi zéng Hektar, déi do am Spill sinn, da gesitt Der, datt dat hei en Deal ass, dee menger Meenung no fair ass. Ech sinn iwwerzeegt, datt se um private Maart, wa se Zäit gehat hätten, méi kritt hätte wéi se elo vum Stat…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Jo, Dir kënnt dat evaluéieren. Also, ech mengen, hei wier e fairen Deal gemaach ginn, fir enger Entreprise eng Chance ze ginn, datt d'Banke bereet sinn hinne Kreditter ze ginn, fir datt se kënnen investéieren an erëm schaffen.

Déi Banken hunn de Businessplang examinéiert, hunn e fir gutt fonnt, an da mengen ech ass et net un der Regierung fir ze soen, dee Businessplang daagt näischt. Also, ob si elo domat gerett sinn, dat weess ech net. Mä op d'mannst ass elo déi finanziell Basis do, datt si kënnen investéieren an déi Oplagen, déi se gemaach kritt hunn, kënnen erfëllen, datt si un deem neie Projet fir Fleeschveraarbechtung, fir Produktioun vu Fleeschprodukter kënne schaffen, datt doduerch Aarbechtsplaze gerett ginn. Ech hoffen, datt si erauskommen.

Ech hoffe wierklech, datt si erauskommen, datt Aarbechtsplazen erhale bleiwen, well déi Leit, déi do schaffen, si Leit, déi aus dem Baueremilieu kommen - ech hunn et scho gesot -, déi ee gewëssenen Alter hunn. Wann déi géifen entlooss ginn, dat géif vill dramatesch Zoustänn mat sech bréngen. Dofir mengen ech, datt mer hei sollte gemeinsam dru schaffen, fir Aarbechtsplazen ze retten an engem Betrib, deen och am Intérêt vun der Landwirtschaft ass.

(Interruption)

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann déi nächst Fro vum honorabelen Här John Castegnaro iwwert de Remboursement vu medezineschen Analysen. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°31 du 21 mars 2005 de Monsieur John Castegnaro relative au remboursement des analyses médicales, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, an der Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie den 9. November 2004 ass ënner anerem beschloss ginn, dass an Zukunft just nach 12 Analyse pro Ordonnance am ambulante Milieu remboursëiert ginn. Zousätzlech Analyse gi just dann nach remboursëiert, wann eng komplementar Ordonnance virläit.

Et huet sech elo erausgestallt, dass de Public, mä och d'Dokteren net méi genee wësse wéini ee wellech Analyse remboursëiert kritt, haaptsächlech am Fall vun enger méi laangwiereger Krankheet. Et ass zum Beispill net kloer, ob et sech ëm 12 Posten an enger Analys handelt - nëmme fir ze soen, bei der Schilddrüs ginn zwee oder dräi Posten ënnersicht. Et ass och net kloer, ob en Ënnerscheed gemaach gëtt, wann de Patient an e private Labo geet oder d'Analysen am Milieu hospitalier gemaach ginn.

Kann de Minister mer wann ech glift op déi Fro eng zefridde stellend Äntwert ginn? Merci.

M. le Président.- Här Minister vun der sozialer Sécherheet Mars Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dem Här Castegnaro Merci fir déi Fro, déi eng Rei vu Klärungen erméiglecht. Ech wëll vläicht fir unzefänken déi Moossnam vun der Limitatioun op 12 Analyse pro Ordonnance an dee Kontext erastellen, wou se higehéiert. Et ass eng vun deene Mesuren, déi an der Ronn vun der Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie décidéiert gi sinn, fir deem dach awer relativ héijen Defizit an de Krankekeesen entgéintzetrieden.

Där doter Décisioun sinn Analyse virausgaang, déi festgestallt hunn, wou dann d'Dépensen an deene leschte Joren am dynameschste geklomme sinn. Ee vun deene Secteuren, wou d'Dépensen am dynameschsten iwwer eng Rei vu Jore geklomme sinn, ass dee Poste vun de Labosanalysen, an nach méi speziell - well dat méi liicht identifiabel ass, am Géigesaz zu de Spidolslaboen, déi budgetiséiert sinn - an de private Laboen, wou een an deene Jore vun 1998 bis 2003 e Wuesstum vun der Zuel vun den Analyse bis zu 14% festgestallt huet, en Duerchschnëtt vun 12%, mat enger Spëtzt am Joer 2003 vun iwwer 17%.

Dunn ass an den Diskussiounen zwëschent deene verschiddene Sozialpartnere gekuckt ginn, wat eng räsonnabel Zuel vun Analyse wier, déi een optimal kéint verschreiwen. Et ass och selbstverständlech mat den Dokteren doriwwer diskutéiert ginn, an do ass déi Zuel vun 12 Analysen erauskomm, mat Klärungen, déi herno komm sinn, wou ee festgestallt huet, wou een ee Posten als eng Analys oder dräi Sous-analysen als ee Poste festgestallt huet.

Ech wëll awer vun Ufank un drun erënneren, dass et net geduecht war fir déi Begrenzung do op d'Privatlaboen ze limitéieren, mä dass dat e Message war un d'Acteuren alleguer an dass an enger éischter Phas vläicht eng falsch Interpretatioun drageluecht ginn ass. Mä jiddefalls ass de Message ganz kloer vun de Verantwortleche vun der UCM bei sämtlech Acteurë gaangen, dass et 12 Analyse sinn, déi unzestriewe sinn. An der Zwëschenzäit sinn et dann eng Rei vun Diskussiounen zwëschent der Union des Caisses de Maladie, der Spëtzt vun der Union des Caisses de Maladie an den Acteuren um Terrain ginn, och de Labosvertrieder, wou op eng Rei vu Problemer an der praktescher Applikatioun higewise ginn ass.

Ënner anerem ass d'Fro opgeworf ginn, dass wann een Analyse mécht an et stéisst een op ee Problem, deen ee weider muss ënnersichen, wat fir eng Prozedur dass een da muss huelen, fir dass weider analyséiert ka ginn, ouni dass elo en neien Zertifikat muss komm sinn. An deene leschte Wochen ass et do zu enger Unnäherung komm vun deenen eenzelne Gespréichspartner.

Wat ze kläre bleift, dat ass, ob et dann zu engem Automatismus bei de weideren Analyse kënnt oder ob den Dokter zumindest säin Avis dee Moment nach muss ginn. Mir wäerten deemnächst eng Décisioun huelen op Grond vun deene Propositiounen, déi vun der Commission de nomenclature komm sinn. Dat hei ass keng Science exacte. Hei muss ee praktesche Problemer Rechnung droen, déi sech um Terrain weisen.

Et muss een awer soen, dass een all Secteur, och de Labossecteur, am A behale muss, fir dass et net zu enger Explosioun vun Dépensë kënnt an dass et net zu Analyse kënnt, déi net onbedéngt noutwendeg sinn. Och bei de Laboe gëllt de Prinzip vum utile et nécessaire. Dat heescht, dass een dat kritt, wat ee brauch, awer net méi.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da kéime mer zu där leschter Fro vun haut. Dat ass d'Fro vum Här Henckes iwwert d'Landesplanung; eng Fro un den Här Innenminister. Här Jacques-Yves Henckes, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°32 du 22 mars 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la politique d'aménagement du Territoire, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, ech wollt den Här Innenminister froen, wat fir ee Stellewäert déi IVL-Etüd, d'integratiivt Verkéiers- a Landesplanungkonzept, fir dës Regierung huet? Wann ech d'Regierungserklärung liesen, da kann ech do erausfannen, datt d'Regierung wëlles huet déi sechs Pilotprojeten ze realiséieren an datt d'IVL-Etüd, ech zitéieren: «orientera les démarches du Gouvernement». Dat heescht, datt et en Orientéierungsinstrument soll sinn.

Nach stellt sech d'Fro am Konkreten, wéi wäit déi Orientéierung vu Säite vun der Regierung geet, notamment, an als Beispill nure geholl, dee Pilotprojet vum Südweste vun der Stad. An deem Kontext wollt ech also dräi Froe stellen.

Éischtens, ass dee Pilotprojet vum Südweste vun der Haaptstad? Sinn déi Orientéierungen, déi dra sinn, nuren indikativ? Kann also d'Gemeng maache wat se wëllt? Oder ass et e Konzept, e Pilotprojet wou d'Regierung seet, dir, d'Stad Lëtzebuerg, dir aner Gemengen, déi ronderëm sidd, musst Iech un dat halen, wat do an där IVL-Etüd drasteet, well soss ginn ech Iech verschidde Genehmegungen net? Dat heescht, juristesch ass et vläicht net bindend, mä politesch wier et bindend.

Déi zweet Fro, déi sech an deem Kontext stellt: Wat ass d'Marge de manoeuvre vun der Stad Lëtzebuerg, respektiv vun deenen anere Gemengen, déi concernéiert sinn, bezüglech dee Projet pilote?

An drëttens: Wann eng Gemeng Initiativen hëlt, wéi d'Stad Lëtzebuerg, wier et dann net ubruecht, datt och d'Regierung géing dofir suergen, datt d'Nopeschgemenge wéi Hesper och hirersäits Mesurë géingen huelen, net datt déi zwou Initiativen, déi vun där enger oder vun där anerer Gemeng geholl ginn, herno net openaner ofstëmmbar sinn a wat dann zu Incohérencen an der Realisatioun vum Pilotprojet géif féieren?

Dat woren déi puer Indicatiounen, wou ech frou wier, Här Minister, wann Der mer kéint drop äntwerten.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng interessant Fro, déi den Här Henckes mer hei stellt, an et ass eng interessant Fro an deem Sënn, well jo op där enger Säit, an d'Stéchwuert ass virdru gefall, d'Autonomie communale en hellege Prinzip ass vun de Gemengen an op där anerer Säit awer den Aménagement du Territoire e gewëssenen Dirigismus huet an och eng gewësse legislativ Wichtegkeet huet. An ech menge grad dat ass dat, wéi ee muss deen Dossier hei ukucken.

De Stellewäert vum IVL ass sécherlech éischtrangeg fir déi heite Regierung. Et sinn, mengen ech, sechs oder aacht Säiten am Koalitiounsofkommes, déi doriwwer berichten, an esou kann et och nëmme sinn, dass mer versichen déi Prinzipien do de Gemenge schmackhaft ze maachen a se mat de Gemengen op eng gewëssen Aart a Weis hinzekréien. Dat Ganzt kann nëmme geschéien an enger gewëssener Partnerschaft, wou jiddferee säi Rôle spillt, a mir hunn dat och esou ugepaakt, fir dass mer am Fong geholl eng Konventioun wëllen an de Mëttelpunkt setze vun eisem Mateneen.

Mir sinn eis bewosst, dass dee Projet, deen Der ugeschwat hutt vum Südweste vun der Stad Lëtzebuerg, ee wichtege Projet ass, gradesou wichteg wéi de Projet vu Belval a gradesou wichteg wéi de Projet vun der Nordstad. Dat sinn dräi Projets pilotes, géif ech bal soen, wou ee ka weise wéi ee ka vernetzt denken a wéi ee kann Elementer vu Landesplanung mat Gemengeplanung zesummebréngen. Doriwwer eraus maache mer nach Regionalpläng, wou mer dee maachen am Süden an deen am Westen a sektoriell Pläng wéi dee vum Transport, vum Logement vun de Zones d'activités économiques a vun de Grands ensembles paysagers. Et ass also eng ganz Strategie an, wéi ech Iech gesot hunn, eng Konventioun steet am Mëttelpunkt.

D'Konventioun huet awer éischter eng politesch oder eng moralesch Bedeitung, an net onbedéngt eng juristesch an deem Sënn. Mir hunn och do Réunioune gehat mat alle Gemengen, déi concernéiert sinn: Hesper, Leideleng, Bartreng, Stroossen an d'Stad Lëtzebuerg. Et ass also esou, dass do matenee geschwat gëtt, dass horizontal do vernetzt geduecht gëtt. Mer versichen am Fong geholl do Neel mat Käpp ze maachen.

Den idealen Zoustand wier am Fong geholl dee wann een et géif fäerdeg bréngen, dass ee kéint ee PAG maachen, deen interkommunal wier iwwert déi ganz Gemengen. Dat ass jo och méiglech iwwert dat neit Gesetz vum Aménagement communal, dass ee géif kucken, wéi kréie mer et hin, dass d'Gemengen sech ofstëmmen an esou plangen, wéi den IVL dat virgesäit.

Kloer ass et, mir mussen en Equiliber kréien zwësche Wunnen a Schaffen, oder anescht ausgedréckt, tëschent Wunnen a Wirtschaft, déi musse matenee spillen; an d'Nohaltegkeet huet jo déi dräi Schinnen. D'Nohaltegkeet heescht Wirtschaft, heescht Ekologie a sozial Elementer. Mir hoffen, dass d'Gemengepolitiker dee Message verstinn an dass si konstruktiv mam Minister zesummeschaffen. De Kader ass gesat, d'Instrumenter kenne mer an et geet elo nëmmen drëm, dass mer all un engem Strang zéien.

Wat d'Stad Lëtzebuerg ugeet, erwaarden ech mer, dass mer an deenen nächste Méint konstruktiv zesummeschaffen. Mir hunn och deemnächst eng Réunioun mat der Stad Lëtzebuerg an och mat deenen anere Partenairen. Wéi gesot, ech erwaarde mer awer, dass mer do kënnen an der Complémentaritéit schaffen, dass mer deen néidege Phasage dra kréien an all déi Evolutiounen, dass eist Land kohärent ka wuessen, dass de Süden eng Chance kritt am Belval, dass d'Stad seng Chance kritt iwwert de Südwesten an iwwert de Kierchbierg an dass den Norden et versteet, d'Nordstad esou ze positionéieren, dass, wann eng Kéier d'Nordstrooss kënnt, dann net dee ganzen Norden iwwerrannt gëtt.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Froestonn un d'Regierung ukomm.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an dat ass d'Diskussioun vum Projet de loi 5387 iwwert d'Schafung vun engem Établissement public Centre hospitalier neuropsychiatrique. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Dokter Stein, den Här Wagner, den Här Huss an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Romain Schneider. Här Schneider.

8. 5387 - Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé „centre hospitalier neuropsychiatrique“

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5387, dee sech mat der Modifikatioun vum Gesetz vum 17. Abrëll 1998 iwwert d'Schafung vun engem Etablissement public, genannt Centre hospitalier neuropsychiatrique, deen ech a menger Ried elo ëmmer mat CHNP betitelen, gouf de 14. Oktober 2004 vum Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo déposéiert an ass ausgeschafft gi vum fréiere Gesondheetsminister Carlo Wagner.

De Statsrot huet säin Avis den 23. November 2004 ginn a säin Avis complémentaire den 22. Februar vun dësem Joer. D'Kommissioun vun der Santé huet de Projet de 27. Januar 2005 ënnersicht an de 17. Mäerz unanime votéiert.

Ëm wat geet et elo an dësem Projet? Wat sinn déi nei Aspekter? Wéi gesäit d'Zukunft aus fir den Etablissement, d'Personal an d'Psychiatrie? Wéi ass d'Versuergung vum Patient garantéiert? Dat sinn déi véier Froen, déi ech a mengem Exposé wëll uschneiden.

Fir mer e bessert Bild iwwert d'Situatioun an d'Stëmmung ze maachen, hat ech mer erlaabt perséinlech déi Responsabel vun dem Conseil d'administration, der Direktioun an de Personalvertrieder zu Ettelbréck opzesichen, fir vun hinnen direkt hire Point de vue ze héieren. Et waren dat interessant a wäertvoll Gespréicher, déi mer erlaabt hu méi strukturéiert duerch dëse Projet ze kommen.

Et ass kloer, datt Modifikatioune vum Gesetz vum 17.04.1998 ustoungen, an dat no sechs bis siwe Joer Erfahrungen am neie Statut. Virun allem den Artikel 18 vum ale Gesetz hat annoncéiert, datt dës Adaptatioune misste gemaach ginn an der Erwaardung vun neien Infrastrukturen a Servicer, virun allem am Beräich vun den eelere Matbierger an den Handicapéierten.

Och wann an der Tëschenzäit eng Rei vu pragmatesche Solutioune fonnt goufen, esou hunn dach déi nei Fäll d'Besoinë vu spezialiséierte Strukture bewisen. Esou gouf d'Schafung vun engem Service intégré des soins pour seniors a vun engem Service handicap mental décidéiert. Dës Aktivitéite goufe mat Konventiounen zwëschent dem Ministère de la Famille an dem CHNP agréeiert.

De Projet hält also fest, datt den Etablissement CHNP an Zukunft dräi Entitéite géréiert: 1. d'Spezialisatioun am Domaine neuropsychiatrique, 2. de Service intégré de soins pour seniors, oder SIS genannt, an 3. d'Servicer fir Persoune mat engem Handicap mental.

An dësem Kontext ass gewosst, datt de CHNP am Begréff ass, d'Dispositioune vum Plan hospitalier ëmzesetzen, wat eng Deeldezentralisatioun vum CHNP a seng progressiv Spezialisatioun am Beräich vun der Rehabilitatioun vun deene psychesch chronesch Kranken a Fleegefäll ubetréfft. Dës Dispositioune gesi jo och den Arrêt vun den Aktivitéiten am Beräich vun den Akutfäll vir, zwëschent dem 1. Januar an dem 1. Juli 2005, dat an enker Konzertatioun mat deene véier Hôpitaux généraux vum Land.

Natierlech - an dat hu Gespréicher mat sämtlechen Acteuren um Terrain bewisen - war déi praktesch Ëmsetzung während dëser Iwwergangsperiod net esou einfach an huet organisatoresch Problemer duergestallt. An natierlech bedéngt dës Reorganisatioun och eng Rei vu Mutatioune vum Personal. Ëmmerhin huet de CHNP ablécklech 626 Persounen do schaffen, dovunner 311 am Statut vun der Fonction publique an 315 am Statut vun de Spideeler. Mat Sécherheet wäerten dës Leit och an Zukunft gebraucht ginn, och wann et vläicht op anere Siten oder an anere Beräicher wäert sinn. Ech zitéieren hei d'Beräicher vun der Kannerpsychiatrie oder der Drogepsychiatrie oder der Affektatioun an der Akutpsychiatrie an engem Hôpital général.

Gespaant waarde mer och op d'Suite vum Rapport Häfner, vum Rapport vum Här Wulf Rössler, dee geschwë soll publizéiert ginn an deen nei Direktive vun der Reform an der Psychiatrie wäert proposéieren. Et ass awer wichteg, datt bei dësen Iwwergäng e gudden Austausch zwëschent deenen dräi Acteure leeft, dem Conseil d'administration, der Direktioun an dem Personal. Ech soen och op dëser Plaz dem Minister mäi grousse Merci fir säi perséinlechen Asaz, fir dës Kommunikatioun erëm un d'Lafe kritt ze hunn. Den Dialog wäert de Schlëssel zum Erfolleg an dësem Kontext sinn.

Een aneren Défi ass awer souwuel fir de Patient wéi och fir d'Personal d'Verbesserung vun deene bestehenden Infrastrukturen. Déi sinn zum Deel an engem schlechten, vétusten Zoustand a gi mat der Zäit mat Sécherheet net besser. Et ass och schued, datt an deene leschte Joren net vill no dëse Gebaier vu Säite vum Stat gekuckt ginn ass. Dofir ass et ëmsou méi ze begréissen, datt dëse Projet och déi finanziell Mëttelen zur Verfügung stellt, fir eng schnell Réfectioun a Mise en conformité vun der Sécherheet vun de Gebaier. 10,92 Milliounen Euro si virgesinn, déi progressiv de Statsbudget wäerte belaaschten.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An enger éischter Phas gesäit de Projet de loi eng finanziell Participatioun vum Stat, op zéng Joer limitéiert, vir. Dat alles wat de Käschtepunkt betrëfft fir de Bau, den Aménagement, d'Réfectioun an d'Sécherheetsmoossnamen am Beräich vun dem SIS an dem Handicap mental, mä och d'Spidolsinfrastrukture selwer vum CHNP. D'Kommissioun war sech bewosst, datt, wann an dëser Zäitspann d'Aarbechten net kënnten ofgeschloss ginn, eng Prolongatioun vum Finanzement misst méiglech sinn. Onofhängeg dovunner fält de CHNP jo ënnert de Finanzement vun den Établissements publics, do wou jo d'staatlech Participatioun bei 80% läit, wat d'Investissementer betrëfft.

Den drëtte Volet vun dësem Gesetzesprojet war d'Eropsetze vun der Zuel vun de Membre vum Conseil d'administration vun aacht op zéng Persounen. D'Experienzen hate bewisen, datt d'Suppléanten hire Rôle net efficace konnte spillen, well se duerch hir onregelméisseg Presenz net ëmmer konnten am Bild sinn iwwert déi eenzel Dossieren, esou datt et besser wier méi Effektiver ze hunn, wéi all eenzelne Suppléant ze nennen. De Projet gesäit an der drëtter Phas schlussendlech vir, eng Rei vu materielle Feeler ze verbesseren, déi sech am Relevé vun de staatleche Propriétéiten ageschlach haten.

Dir gesitt also, datt dëse Projet de loi eng Rei vu Modifikatioune vum ale Gesetz virgesäit. Ech résuméieren déi dräi grouss Voleten: Éischtens, den Etablissement besteet an Zukunft aus dräi Entitéiten; zweetens, d'Améliioratioun vun den Infrastrukturen a speziell d'Participatioun vum Stat; drëttens, déi nei Zesummesetzung vum CA, a véiertens, d'Mise à jour vum Relevé vun de staatleche Propriétéiten. Et sinn dat wichteg Ännerungen am Bezuch och zu enger neier Philosophie, déi jo och aus dem Rapport Häffner 1997 ervirgoung. Eng méi offen, méi spezialiséiert Psychiatrie, déi och an Zukunft muss gewappnet sinn, fir nei Beräicher unzepaken.

Eis Gesellschaft an dëser schnellieweger an iwwersponnener Zäit kreéiert ëmmer méi nei Fäll an neie Beräicher. Ech si sécher, datt duerch d'Verbesserung vun den Infrastrukturen, der Kloerstellung vun de Beräicher an der Neidémarriséierung vum Dialog zwëschent Verwaltungsrot, Direktioun a Personal de CHNP an en général d'Psychiatrie hei zu Lëtzebuerg nei Perspektive kréien a mir esou dem gesamte Personal d'Méiglechkeete ginn, hir Aarbechtsplazen ze sécheren. D'Zäit vun der Psychiatrie, déi hannert de Mauere stattfonnt huet an iwwert déi eis Gesellschaft ongär geschwat huet, muss eriwwer sinn. Mir brauchen an Zukunft eng kontrolléiert an organiséiert an deels offe Struktur.

Dëse Projet erlaabt eis e weidere Schrëtt an dës richteg Richtung ze maachen, op engem laange Wee, deen nach virun eis läit. An dësem Kontext géif ech lech bieden, dëse Projet ze stëmmen, an ech géif elo schonn den Accord vu menger Fraktioun erdeelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

(Interruption)

Ah, entschëllegt! Als nächst Riednerin ass d'Madame Dokter Stein agedroen. D'Madame Stein huet d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech géing fir d'éischt dem Här Romain Schneider villmools Merci soe fir säin ausféierleche Rapport zu dësem Gesetz, wat geduecht ass fir d'Reform vun der Psychiatrie an onsem Land e Stéck virunzebréngen. Ech wëllt awer e bëssen aushuelen, fir déi ganz Reformbewegung an hire Kontext ze setzen.

Als Papp vun der moderner Psychiatrie däerfe mer de franséischen Dokter Philippe Pinel betruechten, dee während der Franséischer Revolutioun, wou d'Gesellschaft op war fir Verännerungen, als Éischten déi mëttelalterlech Praktike kritiséiert huet. En fait sinn déi sou genannte Geckeg entweder virun d'Paarte vun de Stied ausgeschloss ginn oder awer an der Folgezäit a quasi Prisongen agespaart ginn, wéi Béischten, ouni Traitementer an ouni Hoffnung jee erëm erauszekommen. Bis dohinner war d'Sozialbestëmmung vum Mënsch als gottgegeben Natur betruecht ginn. Dee psychesch Kranke war aus der mënschlecher Gesellschaft ausgeschloss, well him eng mënschlech Natur ofgesprach gouf.

Dës méi modern Opfaassung nom Pinel deelt em, mengen ech, seng Natur an eng biologesch an eng sozial an. De Pinel huet also gesot, dem Wahnsinnege seng Natur wier keng prinzipiell onmënschlech, mä eng mangelhaft Form vum Mënschsinn. Fir d'éischt ginn domat d'Gecken als Kranker betruecht. E grousse Fortschrëtt!

An der Folleg vum Pinel sengen Aarbechte sinn allgemeng Tendenzen zu méi humane Behandlungen erschéngen. An England gouf et am 19. Jorhonnert déi sou genannten „non restraint"-Bewegung. De Robert Gardiner Hill war deen Éischten, dee systematesch a senger Klinik d'Zuel vun den Zwangsmoossnamen erofgesat huet. Den John Connolly huet zu Middlesex d'Prinzipie vu Gedold, Gerechtegkeet a Guttheet an d'Behandlung agefouert.

An Däitschland huet den Dokter Gustav Kolb eng grondleeënd Reform vum „Irrenwesen" gefuerdert. De Psychiater sollt net méi als Kerkermeister fungéieren, mä als Frënd vun de Kranken an hirer Famill. D'Anstalte sollte sech net vun enger anerer Klinik kënnen ënnerscheeden. Fir dëst ze erreechen, sollten déi Krank méiglechst séier aus de Kliniken entlooss ginn an dobausse weider vum Psychiater a Fleeger versuergt ginn. Hien huet selwer zu Erlangen virum Éischte Weltkrich mat der offener Psychiatrie ugefaangen. An den 20er Joren hunn hei dräi Dokteren a sechs Fleegerinne méi wéi 4.000 Patienten ambulant versuergt. Fir seng Zäit war dës Approche revolutionär.

Et gouf also aner Methoden, psychesch Kranker ze behandelen, wéi se hannert héije Maueren ewechzespären. De Modell huet an anere Länner Schoul gemaach an iwwerall an Europa si Modeller entwéckelt ginn, psychesch Kranker och doheem ze behandelen. Parallell dozou gouf et fir si och Verbesserungen am soziale Beräich. D'Behandlungsmethoden an de Klinike selwer sinn humaniséiert ginn. Aarbechtstherapien hu fir d'éischt de Patienten erméiglecht, hir Deeg mat enger sënnvoller Beschäftegung erëmzebréngen.

Dës modern Approche huet mat der Muechtiwwernahm vun den Nazien an Däitschland e béise Réckschlag erlieft. D'Nationalsozialisten hunn 1933 d'„Gesetz zur Verhütung erbkranken Nachwuchses" erlooss an an den nächste Jore sinn an den däitschen, mä och duerno an den annektéierte Gebidder Zwangssterilisatiounen duerchgefouert ginn. D'Fleegesätz sinn erofgesat ginn. Et si keng Moyenë méi zur Verfügung gestallt ginn. D'Anstalte waren hoffnungslos iwwerfëllt an d'Stierflechkeet ass geklommen. Mä et koum nach méi schlëmm: Vun 1939 un ass eng weider Radikaliséierung agetratt. Et ass ugefaange ginn, déi psychesch Krank systematesch aus dem Wee ze raumen. Se sinn erfaasst ginn an a speziellen Tötungsanstalte vergaast ginn.

Firwat ech am Zesummenhang mat dësem Gesetz dat trauregt Kapitel hei zitéieren, ass fir kloerzemaachen, datt et nach guer net esou laang hier ass, dass am Averständnis iwwregens vun enger grousser Zuel vu Psychiateren an engem vun onsen Nopeschlänner dës grujeleg Moossname geholl gi sinn.

Nom Zweete Weltkrich, am Joer 1952, ass fir d'éischt zu Paräis vun den Dokteren Delay an Deniker de Chlorpromazin agesat ginn, eng revolutionär Method fir d'Patiente roueg ze stellen. Dëst ass d'Gebuertsstonn vun de Psychopharmaka. Mat de moderne Methode vun der Pharmafuerschung hu si e rasanten Essor geholl. Duerch d'Dédramatiséierung vun de psychiatresche Krankheetsbiller - d'Leit hunn net méi gejaut an net méi getoobt - ass heefeg och eng ambulant Behandlung méiglech ginn. D'Natur vum Mënsch ass un d'Kultur ugepasst ginn.

De Patient konnt also mat der Camisole chimique roueg gestallt ginn, amplaz dass en ugestréckt war oder ähnlech Methoden ugewant si ginn. Et ass fir d'éischt zu enger Kategoriséierung vu Geeschteskrankheete kommt, woubäi net vun den Ursaachen ausgaange gëtt, mä vun der Reaktioun op e bestëmmten oder eng bestëmmte Kategorie Psychopharmaka. Säit dëser Zäit huet d'Entwécklung vun der Psychopharmaka, wéi gesot, eng rasant Entwécklung geholl. Et gëtt elo eng Rei vu ganz aneren Zorten nach ausser den Neuroleptiker an den Antidépresseuren, mä ech menge fir dorobber méi wäit anzegoen, géif eis hei ze wäit féieren.

Parallell zu dëser Entwécklung vun de Psychopharmaka an zum Deel och als Kritik un der Camisole chimique sinn nom Zweete Weltkrich Antipsychiatrie-Bewegungen opgetrueden. De Professer Dokter Heinz Häfner, deeselwechten, deen hei zu Lëtzebuerg um Rapport matgeschafft huet iwwert d'Psychiatrie zu Lëtzebuerg, dee jo säin Numm dréit, bezeechent d'Antipsychiatrie als: „eine Bewegung, die von sozialwissenschaftlichen Theorien der sozialen Stigmatisierung der schwarzen Bevölkerung in den Vereinigten Staaten ausging, zu der Überzeugung kam, die Schizophrenie sei ein Produkt sozialer Prozesse." Si denkt also, eleng déi sozial Oflehnung vun engem ofwäichende Verhalen, d'Etiquettéierung vun dësem Verhalen als Krankheet géif de Grond zu enger Krankheetscarrière leeën.

Den amerikanesche Psychoanalytiker Thomas Szasz ass esouguer zu wäit gaangen, d'Schizophrenie zu engem Mythos ze erklären, an huet d'Psychiatrie als eng iwwerflësseg an durchweg schlecht Disziplin bezeechent. Den Häfner erkläert allerdéngs dëse sozialwëssenschaftleche Reduktionismus als naiv. D'Antipsychiatrie, mat där allerdéngs laang Zäit net nëmme Wëssenschaftler an Intellektueller, mä och Politiker gespillt hunn, a sief et nëmme fir Käschten ze spueren, gëtt iwwerholl vun der Realitéit vun der Krankheet an dem Misär vun de Kranken. Si ass net amstand, hinnen an hire Famillje Behandlung an Hëllef ze ginn.

An dësem Zesummenhang géif ech och nach gären e leschten Exkurs an Italie maachen, an Iech mathuelen an d'Joer 1978, wou an Italien déi berühmte Legge centottanta gestëmmt ginn ass. Dëst Gesetz huet zu enger Opléisung vun de psychiatresche Kliniken an Italie gefouert, op d'mannst mol theoretesch. De Psychiater Franco Basaglia, deen zu Gorizia, zu Görz, geschafft huet, war ee vun de Pappe vun dësem Gesetz. Op der Basis steet hei d'Theorie, dass a psychiatresche Kliniken de Patienten net gehollef gëtt, mä dass si au contraire de Patiente weidere Schued zoufügen. Dës Stéierunge wiere méi schlëmm wéi déi ursprénglech Krankheet et war.

D'Kritik fügt sech an eng allgemeng Diskussioun iwwer onmënschlech Zoustänn an de Kliniken; d'Patiente wiere virun allem dowéinst agespaart, well dann de Rescht vun der Gesellschaft sech net misst mat hinnen ausenaner setzen.

Am Stroum vun der 68er-Bewegung si radikal Reforme verlaangt ginn. Zu Parma hunn d'Studenten a Fleeger d'psychiatresch Klinik méintelaang besat, bis der Provinzialverwaltung konnte Verbesserungen ofgetrotzt ginn. De Franco Basaglia selwer huet zu Görz déi geschlossen Abteilungen opgemaach. Et ass verbuede ginn, d'Leit unzestrécken. Et si manner Psychopharmaka agesat ginn. D'Aarbecht, déi vun hinnen an der Therapie geleescht ginn ass, ass bezuelt ginn - och dat war revolutionär. Vill Patiente sinn entlooss ginn a kruten Hëllef dobaussen. Hei zu Görz ass och fir d'éischt d'Hierarchie zwëschent Dokteren, Soignanten an hire Patienten a Fro gestallt ginn.

„La libertà e terapeutica" - d'Fräiheet heelt - stoung als Maxime op enge vun de Pavillonen zu Triest. A ville Provënze vun Italie sinn d'Methode vu Görz iwwerholl ginn a schliisslech ass ënnert dem politeschen Drock a leschter Instanz vun de Patientevertriedungen d'Legge centottanta gestëmmt ginn. Theoretesch musste mat dësem Gesetz all italienesch Provënzen ufänken hir psychiatresch Anstalten opzeléisen.

Wat sinn hei Konsequenze vun dësem Gesetz an Italien? Am Wesentleche fousst d'Prise en charge op dräi Zorten Ariichtungen. Eischtens d'sozialpsychiatresch Ambulatorien an de gréissere Gemenge mat multidisziplinären Equipen, wou d'Patienten, awer och hir iwwerfuerdert Famillje kënnen Hëllef sichen. De Patient gëtt net nëmme mat senger Krankheet, mä och am Zesummenhang mat sengem Liewens- an Aarbechtsverhältnis considéréiert. Si betreien therapeutesch Wunngemeinschaften. Dës Ambulatorië solle mat all hire Moyenen eng stationär Opnahm verhënneren.

Zweetens, d'psychiatresch Servicen an den Allgemengkliniken, mat net méi wéi 15 Better, déi mat de regionalen Déngschter enk zesummeschaffen. D'Moyenne vun engem stationären Openthalt a ganz Italien ass eng bis zwou Wochen; zu Triest souguer nëmmen zwee bis dräi Deeg. D'Zwangsbehandlung ass gesetzlech erschwéiert ginn an huet an Italien säit dem Gesetz ëm 60% ofgeholl.

Drëttens, a verschidde Stied gëtt et haut nach psychiatresch Kliniken - et däerfen iwwregens keng nei méi gebaut ginn -, wou nach eng 10 bis 20% vun de fréiere Patienten ënnerbruecht sinn, vill vun hinne fräiwëlleg als Gäscht. Si si formal entlooss, konnten awer nach net an enger ambulanter Betreiung eng Plaz fannen, oder sinn dofir

ongëeegent oder hu keng Wunngeleeënheet a keng Aarbecht.

Obwuel vu ville Leit gesot gëtt, d'Legge centottanta wier un der Realitéit gescheitert, huet si sécher dozou bäigedroen, déi stationär Psychiatriereariichtungen a Fro ze stellen a vill vun den italienesche praktesche Mesurë fanne mer och bei ons an der Psychiatriereform erëm. An dat ass och d'Ursaach, firwat datt ech hei e bësselche méi laang dorobber agaange sinn.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et muss ee kloermaachen, datt et net eng Entwécklung an der Psychiatrie gëtt, mä dass parallell verschidden Theorien an Approchen zu enger méi mënschlecher, méi performanter, moderner Psychiatrie gefouert hunn.

Wéi ass dës Entwécklung zu Lëtzebuerg ëmgesat ginn? 1994 ass ugefaange ginn, eng approfondéiert Analys iwwert den Zoustand vun der Psychiatrie hei am Land ze maachen. Dëse Pabeier ass jo allgemeng bekannt ënnert dem Numm Rapport Häfner. Hee war den Ausdrock vum Besoin, ausser deene punktuelle Reformen, déi bis dohi scho gelaf waren, eng méi fundamental Orientéierung vun onsem Gesondheetssystem an déi richteg Richtung ze erreechen.

D'Regelen, no deene verfuer gouf, spigelen déi Iwwerleeungen erëm, déi a ganz Europa als Basis zu Reforme gedéngt hunn: en Zougang fir all Patienten zu der appropriéierter Prise en charge, eng Gläichstellung vun der psychiatrescher Krankheet mat der somatescher Krankheet, eng Enttabuiséierung vun der Geeschteskrankheet, eng Opdeelung a stationär an ambulant Therapien, a schliisslech de sozialen Encadrement vun dësen Therapien.

De Besoin u psychiatrescher Behandlung mat all hire méigleche Methode gëtt op 10 bis 12,5% vun der Populatioun geschat. Dat sinn eng 40.000 Patiente pro Joer. Bei der Altersklass iwwer 65 Joer sinn dat scho 24% vun de Leit. 2 bis 3% vun der Populatioun sinn alkoholkrank an 0,5% leiden ënner anere méi schlëmmen oder Polytoxicomanien.

Am Joer 1990 hate mer bei ons 2,6 akut psychiatresch Better op 1.000 Awunner. Dat waren der immens vill, wann ee bedenkt, dass se der an Italie grad 0,55 hunn, mä an Däitschland an a Frankräich geet et och duer mat enger 1,6 Better op 1.000 Patienten.

De wierkleche Besoin gëtt am Rapport Häfner op 0,8 Better pro 100 Awunner geschat. Dës Betterzuel gëtt dann am Sënn vun der Dezentraliséierung zwësche véier Hôpitaux généraux opgedeelt, wou et erméiglecht gëtt, och Patienten ze placéieren.

D'Kreatioun vun enger Kanner- a Jugendpsychiatrie war eng Prioritéit an ass entre-temps Realitéit mat de Servicer am Centre hospitalier an um Kierchbierg.

1998 ass aus dem alen Hôpital neuropsychiatrique de Centre hospitalier neuropsychiatrique ginn, en Établissement public de droit privé, wéi de Rapporteur et scho gesot hat. Dës Ëmstellung bréngt sécher eng Rei vu praktesche Problemer mat sech wéinst den ënnerschiddleche Statute vun de Leit, grad esou wéi d'Délocalisatioun vun den 81 Better der wäert hannert sech zéien. D'Direktioun an de Conseil d'administration hunn dës Aarbecht an Ugrëff geholl. An enger Ulafzäit wäerte sech Léisunge fir all déi Betraffen offréieren. Am Centre hospitalier, wou no der Fusioun mat der Eecher Klinik ähnlech Problematike sech opgedoen hunn, ware si jo och net onléisbar.

De Versuch de geeschtegen Handicap an d'Gériatrie ganz aus dem CHNP erauszelageren ass doru gescheitert, dass de Besoin fir dës Leit opzehuele sech weiderhi gestallt huet. Zu Ettelbréck sinn an de leschte Joren ëmmer erëm och dëser Patienten opgeholl ginn. Dat ass kloer en Zeechen dofir, dass hei dës Aarbecht op eng excellent Aart a Weis gemaach gëtt, an aus der Nout ass eng Dugend ginn. D'Kompetenze kënne beim CHNP bleiwen, de Fonctionnement vun dëse Strukture konnt iwwer eng Konventioun mam Familljeministère geséchert ginn.

Fir esou enger Vokatioun fir d'Prise en charge vun de chronesch Kranken an der Dépendance gerecht kënnen ze ginn - dat sinn déi zwou Haaptvokatiounen, déi dem CHNP elo zougesprach ginn -, gëtt also d'akut Psychatrie largement erausgeholl an an de CHL, de Kierchbierg, Esch an de Saint-Louis verdeelt - am Ganzen 81 Better.

Dëst wäert sécher déi visibelst Konsequenz vun de Reforme sinn. D'Spideeler si momentan amgaang sech prett ze maache fir dëser Aufgab gerecht ze ginn, respektiv funktionéiere se haut schonn an hirer neier Roll.

No der Akutphas sollen déi Patienten, déi méi eng laang Behandlung brauchen, dann awer zréck an de CHNP. Fir dass dëst méiglechst reibungslos leeft, hu si Accords de collaboration mat deenen anere Spideeler ofgeschloss, respektiv sinn amgaang déi ze huelen.

Ech wëllt och nach eng Kéier de Projet psychiatresch Rehabilitatioun zu Nidderkuer uspriechen, vun deem eng Zäit geschwat gouf. An ech wollt drop hiweisen an hoffen, dass och dëst Instrument eng Kéier wäert zur Verfügung stoen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et wier schued dës Debatten ze féieren an net vun der Geleeënheet ze profitéieren, fir eemol op de Problem am Zesummenhang mat den Zwangsmoossnamen, also de Soins psychiatriques sous contrainte hinzeweisen. Nom Artikel 4 vum Gesetz vum 26. Mee 1988 huet de Patient d'Recht op e medezineschen Traitement, dee sengem Zoustand entsprécht, dee personaliséiert ass an deen am Respekt vum Patient applizéiert gëtt. Dësen Traitement soll senger physescher a psychescher Gesondheet notzen.

Wat geschitt mat de Patienten, déi délirant, konfus oder suicidaire sinn, an déi esou eng Gefor fir sech oder fir anerer duerstellen? Dës Patiente gi placéiert; mir soen och nach internéiert. Den Dokter, deen de Certificat schreift, dréit dës Décisioun net eleng: Beim Internement gëtt e Familljemember mat erugezunn oder awer eng juristesch Autoritéit. Heefeg ass dat - hei an der Stad zum Beispill - de Procureur.

Wa bei verschidde Krankheetssituatiounen en Isolement, eng Zwangsbehandlung oder eng Contentioun - dat heescht, wann d'Leit mussen ugestréckt ginn - néideg sinn, sinn dës Traitementer duerch d'Gesetz sanktionéiert am Prinzip, virausgesat natierlech, si entspriechen dem Stand vun der Wëssenschaft. Hei spillt de juristesche Prinzip vum „état de nécessité", deen erlaabt e klengt Iwwel a Kaf ze huelen, fir méi e grousst Iwwel ze verhënneren.

Or, dëse Prinzip ass awer net expressis verbis am Gesetz festgehalen. Obwuel mer hei am Land keng gréisser Problemer mat Placementer hunn, kënnt ee sech wënschen, dass d'Zwangsmoossnamen, déi eigentlech e medezineschen Akt duerstellen, dee Moment missten duerch eng juristesch Autoritéit matgedroe ginn. D'Décisioun, engem Mënsch d'Fräiheet ze huelen, dierft net bei den Dokteren eleng leien.

A verschiddenen europäesche Länner ass dëse Problem scho geregelt. Duerch de Fait, dass vun elo un Internementer net méi eleng zu Ettelbréck, mä och an deene véier anere Spideeler getätegt wäerte ginn, kënnt ee sech virstellen, dass de Besoin méi akut gëtt. Onsen Informatiounen no ass eng Iwwerschaffung vun dësem Gesetz vum Placement an der Maach, an d'CSV géif déi zwee Ministeren encouragéieren, dëst Gesetz esou schnell wéi méiglech op den Instanzewee ze bréngen.

Ech wëll hei net méi op den akuten Noutstand vun de Gebailechkeeten am CHNP agoen. Wie si eng Kéier gesinn huet, weess, wéi batter néideg si déi an dësem Gesetz proposéiert Renovatiounen hunn. D'CSV stellt fest, dass an de leschte Joren den Ausbau vun den ambulante Strukturen ëm de CHNP - Atelieren, betreitent Wunnen - grouss Fortschrëtter gemaach huet.

De CHNP huet och d'Psychiatrie am Prisong mat vill Engagement iwwerholl. Dës Efforte wäerte sécher am Zwëschebericht vum Dokter Rössler, deen an Optrag ginn ass, fir d'Fortschrëtter vum Land a Richtung vum Häfner-Rapport ze analyséieren, positiv bewäert ginn. Hie soll deemnächst zur Verfügung stoen, a mir si scho gespaant drop.

Am Hierscht soll Ettelbréck seng 150 Joer feieren. Loosse mer also dëst Gesetz stëmmen, e Schrëtt fir onst Land virunzebréngen a Richtung modern Psychiatrie an awer och e moderne Centre hospitalier neuropsychiatrique.

Ech bréngen Iech heimat och d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun a soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Projet de loi, dee mer de Mëtteg hei solle stëmmen, ass - wéi schonns aganks gesot ginn ass - vun der leschter Regierung preparéiert ginn, an ech muss soen, e stellt fir mech e ganz wichtege Projet duer.

Et ass en fait d'Reform vum 1998er Gesetz, dem 1998er Basisgesetz, wou d'Transitioun vum HNPE, dat heescht vum Hôpital Neuropsychiatrique de l'État, an de CHNP, an de Centre hospitalier neuropsychiatrique duerstellt. Et ass also vun där Zäit un en Etablissement public ginn.

Dee Projet de loi hei ass méiglech ginn duerch verschidde Circonstancen. Dat alleréischt, dat war selbstverständlech - an do hu mer relativ laang missen drop waarden - duerch déi massiv Investissementer, déi fir d'éischt an d'Infrastructures hospitalières an deene leschte Jore gemaach si ginn. Dir kënnt lech virstellen: Ouni alleguerten déi Investissementer, an ech schwätzen net nëmmen elo vum Ettelbrécker Spidol oder vum Kierchbierger Spidol, mä och vum Escher Centre Hospitalier Emile Mayrisch, a selbstverständlech och vun deem véierte Spidol - wann déi Infrastrukturen net fäerdeg gewiescht wieren, da wier d'Realisatioun vun dësem Projet de loi oder vun deem Gesetz absolut net méiglech gewiescht.

Et ass awer och méiglech ginn, zweetens, duerch de Plan hospitalier vum Abrëll 2001, dee ganz däitlech virgesäit, dass mer mussen, de Recommandatioune vum Rapport Häfner entspriechend, hei am Land endlech décisiv op dem Wee vun der Dezentralisatioun virukommen, dass mer also dofir mussen zweetens d'Transferte vun de Cas-aiguën an déi véier Hôpitaux généraux maachen, an dann drëttens och nach, dass mer mussen eng progressiv Spezialisatioun kréien an der Rehabilitatioun, souwuel wat déi chronesch psychiatresch Fäll ubelaangt, wéi och sämtlech Fäll vu Suchtkrankheeten.

Dem CHNP wäerten an Zukunft dräi Haaptdomäner virbehal bleiwen. Dat éischt - et ce n'est pas le moindre - ass dee vun der Neuropsychiatrie; deen zweeten, et ass éinescht scho gesot ginn, de Service intégré fir d'Fleeg vun eelere Leit, an drëttens d'Servicer fir d'Fleeg vum Handicap mental.

An deem Projet de loi hei sinn awer nach aner ganz positiv Aspekter, iwwert déi och scho geschwat ginn ass, un alleréischter Stell selbstverständlech och déi Participation financière vu bal eelef Milliioune vum Stat, déi et erlaabt fir endlech, géif ech soen, déi néideg Réfectioun a Mise en conformité vun de Gebailechkeeten ze ënnerhuelen.

Et ass a mengen Aen awer och ganz wichteg, dass eng kleng Restrukturatioun gemaach ginn ass vum Fonctionnement vum Conseil d'administration, wou net nëmmen d'Zuel vun aacht op zéng steigt, mä haaptsächlech wou déi Nouveautéit doranner besteet, dass an Zukunft nach just Membres effectifs do sinn. Firwat ass dat esou wichteg? Mä well mer hei an enger ganz spezialiséierter, sensibeler a komplizéierter Matière sinn, wou d'Trägere vun den Décisiounen onbedéngt mussen ëmmer um Lafende si vun deem Aktuellen, vun all deem, wat geschitt.

Ech wëll awer net verstoppen, Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dass déi Dezentralisatioun, déi jo d'Essenz ass vun dësem Gesetz, selbstverständlech och verschidde Problematike mat sech bréngt. Dat alleréischt ass selbstverständlech déi onbedéngt néideg Kollaboratioun zwëschent dem CHNP an deene véier Hôpitaux généraux. Eng Koordinatioun, déi net 100%eg evident ass d'office, wou een also muss dozou bäidroen, dass am Intérêt vu sämtleche Patiente gekuckt gëtt, dass déi Koordinatioun optimal ass, an deem Sënn dass, wéi gesot, Cas-aiguën net ze laang sollen an de Spideeler am Allgemenge sinn, dass déi Leit also méi fréi nees erauskommen aus de Spideeler oder, wann et effectivement méi schlëmm chronesch Fäll sinn, dass dann effectivement muss den Transfert esou schnell wéi méiglech gemaach ginn.

Ech kënnt mer och virstellen, Här Minister, an deem Zesummenhang, dass et op alle Fall vu Sënn wär, wann ee géif sou genannte Comités d'accompagnement oder Comités de pilotage, oder wéi Dir et och ëmmer wëllt nennen, vläicht zesummesetzen, fir sech ëm déi dote spezifesch Matière ze këmmeren.

Déi Aufgabe vun esou engem Comité oder vun esou enger Kommissioun beispillsweis kënnten och dozou bäigedroe ginn, fir déi Problematik vum Personnel ze léisen. Dass d'Personnel, déi 626 Leit, sech relativ vill Gedanken ëm hir Zukunft maachen, ass en fait mënschlech, woubäi ech awer muss soen, dass se villäicht iwwerdriwwen ass, an deem Mooss dass ech fest iwwerzeegt sinn, dass an Zukunft hei zu Lëtzebuerg d'Psychiatrie sech duerch déi Jalonen, déi mer haut setzen, wäert considérablement développéieren an dass net manner Personnel, mä an Zukunft ouni Zweiwel e groussen Deel nach méi Personnel wäert gebraucht ginn. Wat selbstverständlech eng Problematik och gëtt, wat d'Coûts UCM ubelaangt, wat awer an dësem Fall onbedéngt muss secondaire sinn.

Et soll drëm goen, fir haaptsächlech deene Leit, déi vun där Krankheet frappéiert sinn, prioritairement ze hëllefen, mä ech kënnt mer virstellen, och an der Verdeelung vun deene Leit, beispillsweis op déi verschidden Hôpitaux généraux, kéint dee Comité d'accompagnement ganz utile Aarbecht maachen. Et huet nämlech kee Wäert, dass déi nei Hôpitaux généraux an d'Ausland nees neit Personnel débauchéiere ginn, wou mer hei zu Lëtzebuerg confirméiert Leit um Terrain hunn.

Et ass d'éinescht hei ugeschwat gi vu menger Virriednerin, dass angeblech e Problem besteet wat d'Admission forcée oder sous contrainte ubelaangt. Och ech hu mer dat rapportéiere gelooss, dass verschidde Problemer bestinn, wat d'Interpretatioun vum 88er-Gesetz géif ubelaangen. Ech muss awer allerdéngs soen, wann ech meng Virriednerin richteg verstanen hunn, kann ech net op just deeselwechte Wee matgoen, wa se seet, dass net méi onbedéngt sollen d'Doktere jugéieren, wéi e Fall ass, oder Décisiounen huelen. Alleng schonn déi Fro beweist natierlech d'Problematik vun där ganzer Admission forcée oder sous contrainte, mä ech mengen op alle Fall awer d'Doktere wären déi, déi de manière générale am beschten op alle Fall dotéiert wäre fir Décisiounen ze huelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an Zukunft wäert also d'Psychiatrie duerch déi heiten Dezentralisatioun op verschiddene Féiss stoen. Fir d'éischt mol de CHNP, fir dat wat mer nenne chronesch méi speziell Fäll; zweetens awer och d'Hôpitaux généraux fir Cas-aiguën; drëttens awer och Psychiatrie oder déi Efforte vun der Psychiatrie, déi gemaach si ginn am Prisong, déi ee beileiwen net soll négligéieren; véiertens awer och de Service national vun der Psychiatrie infantile am CHL an de Service national vun der Psychiatrie juvénile am Centre hospitalier, zwee Services nationaux, déi wéi gesot schonn zënter iwwer engem Joer, géif ech soen, zur allgemenger Satisfaktioun fonctionnéieren.

Ech menge bei där ganzer Problematik däerf een awer net de Feeler maachen, an dat ganz besonnesch am Kader vun der Intégration sociale vun all deene Leit, déi ënnert psychiatreschen Troublë leiden, an dat ass déi Problematik vun der Psychiatrie extra-hospitalière. Do sinn an de Joren '99 bis 2004 ganz considérabel Efforte gemaach ginn, beispillsweis d'Moyens budgétaires sinn ëm gutt 80% an d'Luucht gaangen, vun 3,8 Milliounen Euro op 6,9, a wa mer d'Beispill huelen entre autres vun de Plaze wat d'Logements encadrés ubelaangt, esou sinn déi ëm iwwer 40% op 107 Plaze gestigen, an d'Plazen an den Ateliers thérapeutiques, déi sinn esouguer méi wéi verduebelt ginn op 260 Plazen.

Ech mengen, dat si considérabel Efforten, woubäi een och nach muss soen, dass beispillsweis nach eng 40 därer Plazen en voie de réalisation sinn, an zwar an der Ferme thérapeutique zu Moutfort, wou vläicht de Minister kann eppes dozou soen, mä ech mengen e Projet deen esouwäit fäerdeg ass.

Ech mengen op alle Fall fir d'Zukunft wär et ganz noutwendeg, wann alleguerten déi doten Efforte géife weider gefouert ginn. Mir sinn all deene Leit, déi frappéiert si vun där Krankheet, dat schëlleg, an net nëmmen de Patienten, mä och deene ganze Famillen, deem ganzen Entourage vun all deenen dote Leit.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn der fester Iwwerzeegung, a meng Partei, d'DP, selbstverständlech och mat mir zesummen, dass d'Dezentralisatioun villäicht net deen eenzegen, mä ouni Zweifel e ganz effikasse Moyen ass fir endlech hei zu Lëtzebuerg déi sou genannte Psychiatrie ze destigmatiséieren. An der Vergaangenheet ass versicht ginn dat ze verhënneren, et ass awer leider nach ëmmer ze vill de Fall.

Dofir, mengen ech, solle mer op deem amorcéierte Wee weiderfueren, mir solle mat Confiance an Zouversiicht, géif ech soen, de Rapport Rössler ofwaarden, dee Moment jugéiere fir ze kucken, wat mer an Zukunft nach musse maachen. Mä, wéi gesot, d'Psychiatrie ass eng vun deene groussen, oder

eng vun deenen neie Krankheeten, kann ee bal soen, vun de leschte Jorzéngte ginn, wat zu engem groussen Deel selbstverständlech op déi heiteg Gesellschaft, déi ganz vill vum Stress gepräegt ass, zréckzeféieren ass. Wéi gesot, mir sollen d'Psychiatrie nëmmen net hei am Land zum Kuerze komme loossen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Schneider, Merci soe fir säi sachlechen a kompetente Rapport, deen en hei iwwert dëse Projet gemaach huet. A well och eng Rei vu menge Virriedner, d'Madame Stein an och elo den Här Wagner, déi wichtegst Positiounen hei erkläert hunn, wëll ech probéieren, dat dann hei eng Iddi méi kuerz ze maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech wéilt awer hei fir d'éischt mol ufänken, et ass mäin éischte Punkt, mat engem Constat, engem Constat deen irréfutabel ass a mengen Aen an deen deen heien ass: Wann et am Lëtzebuerger Santéssystem een Deelgebitt gëtt, wat wierklech joren- a jorzéngtelaang d'Stéifkand war vun der ganzer Santéspolitik, dann ass et ouni Zweifel de Beräich vun der Psychiatrie. Joren- a jorzéngtelaang huet sech eis Gesellschaft, hunn d'Parteien an hunn och déi vergaange Regierungen et sech ganz einfach gemaach a sech et ganz bequem gemaach a versicht, a se ware frou dann, wann all psychiatresch Problemer konnten am Dépotoir vun Ettelbréck, hannert de Mauere vun Ettelbréck verstoppt ginn. Da ware se nom Motto „aus den Augen, aus dem Sinn"; da ware se fort. Dann huet ee sech net méi brauchen domadder ze befaassen, an dës Situatioun huet ugedauert bis Enn vun den 80er Joren, an eréischt Enn vun den 80er Joren, ufanks 90er Joren ass et do zu engem Ëmdenke komm - Gott sei Dank zu engem Ëmdenke komm.

Zum Éischte mat deem berühmte Rapport vun engem Expert, dem Här Häfner, deen déi bishereg Psychiatrie kloer a Fro gestallt huet an deen eng rapid Dezentraliséierung an Entwécklung vun extra-hospitalièrë Strukture gefuerdert huet.

Dat war 1991, awer réischt am Joer 2001, dat heescht ganz 10 Joer duerno, ass et dunn zu enger gesetzlecher Regelung vun der Dezentraliséierung komm, an elo réischt Mëtt 2005 soll dann elo déi Dezentraliséierung an de véier Haaptspideeler realiséiert ginn, also 14 Joer nom Rapport Häfner.

Eenzel extra-hospitalière Strukture sinn zwar an den 90er Jore geschafe ginn, betreite Wunnstrukturen, Ateliers protégés oder aner Strukturen. Se sinn haaptsächlech vun engagéierte Leit geschaf ginn, mä insgesamt, besonnesch wat d'Dezentraliséierung ubelaangt, sinn an eisen Ae vill ze vill laang Jore sënnlos verluer gaangen, an dofir ass bis viru kuerzem an eisen Aen d'Psychiatrie och nach ëmmer d'Stéifkand vun der Lëtzebuerger Santéspolitik bliwwen, an et bleift dofir haut nach ganz vill nei opzebauen.

Zweete Punkt: Datt nach ganz vill Problemer bestinn, ass spéitstens an de Joren 2003 an 2004 däitlech ginn, via Communiqué vum Conseil d'administration vum CHNP an a Presseartikelen iwwert d'Malaisen am CHNP, wéi iwwer Problemer oder Dysfonctionnementer geschwat ginn ass. Et ass do Rieds gaange vu Konflikter tëschent Direktioun, Conseil d'administration a Personal, a mir haten dunn als Gréng dëse Problem analyséiert an an engem seriöen Dossier eng Partie vu Froen opgeworf iwwert d'Mëssstänn bei der Behandlung, iwwert d'Froen zum Beispill vun de Placementer, op déi d'Madame Stein jo och hei agaangen ass, oder och iwwert d'Fro vun zweifelhafte Fixatiounen.

Mir si frou, nodréiglech, elo an engem rezenten Zeitungsinterview kënnen ze liesen, datt eis Froen a Kritiken anscheinend vun der Direktioun vum CHNP opgegraff gi sinn an datt anscheinend intern och Analysen doriwwer duerchgezu gi sinn.

Just, Här Minister, wiere mer awer frou gewuer ze ginn, wat dann elo bei dësen internen Analysen erauskomm ass. Well do geet et jo awer ëm d'Qualitéit vun der Betreiung vu psychesch kranke Mënschen, an och dës Leit musse jo awer Rechter als Patiente behalen.

Drëttens, dat gesot, si mer awer der Meenung, datt mer elo konstruktiv no vir sollte kucken. Mir begréissen et, datt elo gelongen ass déi verschidde Säiten an der CHNP-Direktioun, d'Personal an esou virun, erëm eng Kéier ronderëm en Dësch ze bréngen, fir gemeinsam ze diskutéieren a konstruktiv Léisungen ze fannen.

Wann elo endlech dëst Joer déi geplangten Dezentraliséierung wäert realiséiert sinn, no der Mëtt vum Joer, da misste kënnen och weider Schrëtter an Ugréff geholl ginn, virun allem wat den noutwendegen Ausbau vun der extra-hospitalièrer Psychiatrie betrëfft.

Véiertens, mat dësem neie Gesetz ginn d'Missioune vum CHNP nei definéiert. Nieft dem Pilier Psychiatrie am Sënn vun der Beschäftegung mat chronesch Kranken a schwéierste Fäll, an am Sënn vu Konzepter vu Rehabilitatioun, soll elo als zweeten an als drëtte Pilier d'Betreiung vun eelere Leit a vu geeschteg Handicapéierten derbäikommen. An doduerjer kënnt dann och de Ministère vun der Famill iwwert d'Konventioun mat an d'Spill. Mir sinn domadder d'accord.

Fir eis ass awer dobäi ee Punkt ganz wichteg, dat ass de Contrôle vun der Qualitéit. Déi muss an den nächste Joren an dëse Beräicher vu gréisster Wichtegkeet sinn.

Fënneftens, wichteg an dësem Gesetz ass och, datt endlech déi architektonesch an déi hygienesch Renovatioun vun de Gebailechkeete virugedriwwe gëtt. De Stat iwwerhëlt déi finanziell Käschten dovunner iwwert déi nächsten zéng Joer. Mä en cas de besoin - do ware mer eis eens an der Santéskommissioun - misst dat dann och an deene Joren duerno weidergemaach ginn, wann do nach Besoinë géife bestoen.

Just eng Remarque dozou. Mir waren a mir bleiwen der Meenung, datt dat onméiglecht héicht Gebai, dee Building mat enger moderner Psychiatrie absolut näischt ze dinn huet, an do misst et endlech definitiv zu aneren architektoneschen an och inhaltleche Léisunge kommen.

Sechstens, de Conseil d'administration soll vun aacht op zéng opgestackt ginn, well och d'Famill soll do erakommen. Dogéint ass am Prinzip näischt anzewenden. Mä et stellt sech awer dobäi d'Fro vun der inhaltlecher Fachkompetenz vun deem Conseil d'administration. Mir wieren der Meenung gewiescht, datt do och aner Leit, sief et aus dezentralen Akut-Struktur-Spideeler oder aus dem Extra-hospitalier hir Plaz hätte missen doranner fannen, fir eng besser Vernetzung vun deem Ganzen ze garantéieren.

Wichteg wier et an eisen Aen dofir, datt zumindest dee Conseil scientifique, dee jo anscheinend elo geschaf soll ginn, dëse Considératioune misst Rechnung droen, woubäi och d'Integratioun vun auslänneschen Experten an dee Conseil scientifique an eisen Aen absolut noutwendeg misst sinn.

Siwentens - kuerz: D'Dezentraliséierung vu Rehastrukturen à la Modell Nidderkuer. Mir waren a bleiwen do, zumindest wat d'Gréissenuerdnunge betrëfft, méi wéi skeptesch. De Moratoire bis Juni soll an eisen Ae wierklech genotzt gi fir do zu méi adaptéierten neie Léisungen ze kommen. D'Zil muss an eisen Ae bleiwen, am Kontext vun Denzentraliséierung och op dësem Gebitt a méi kleng, gemengenno Strukturen ze schafen.

Aachtens, d'Fro vum Personal a senge Suergen ëm d'Aarbechtsplazen. Datt do am Moment e wéineg Onrou nach bleift, ass verständlech. Mir mengen awer, datt d'Reform vun der Psychiatrie u sech an deenen nächste Jore méi Personal wäert oder misst erfuerderen, wéi dat haut de Fall ass. Besonnesch wann ee gesäit, datt et haut schonn an extra-hospitalièrë Strukturen, mä och am Beräich vun der Kanner- a Jugendpsychiatrie an der Forensic, bei den eelere Leit an esou virun, u Personal feelt. Dat heescht Plaze genuch géif et am Fong ginn, esou datt kee sech bräicht Suergen ëm eng Aarbechtsplaz ze maachen.

A Saache Personal fanne mer et allerdéngs awer e wéineg bedauerlech, datt hei anscheinend erëm eng Kéier zwee Joer laang de Problem vun noutwendegen Transfertë vu Personal an déi dezentral akut Spideeler verschlof ginn ass. Mä d'Konklusioun ass, mir soen op jiddfer Fall, datt et beim weidere Virgoen elo bei de Personalfroen a kengem Fall däerf zu Entloossunge kommen.

Néngtens, mir waarde gespaant op de sou genannte Rapport Rössler iwwert déi weider Psychiatriereform, a virun allem do op seng Analys vum Ist-Zoustand, souwuel wat d'Strukure selwer betrëfft wéi och d'Qualitéit vun dëse Strukturen, Personalaspekter an esou virun. A mir sinn do och gespaant ze héieren, wéi do insgesamt d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Psychiatrie soll ausgesinn, vun hiren Therapiemodeller hier a vun hire sozialen Integratiounsmodeller hier.

Mir sinn als Gréng op jidde Fall Demandeur, datt et iwwert dëse Rapport Rössler hei an der Chamber op dëser Tribün och misst zu enger öffentlecher Debatt kommen, wann e publizéiert ass.

Zéngten a leschte Punkt: An déi ganz Debatt ëm déi beschte Psychiatrie misst an eisen Aen endlech och méi staark den Aspekt Ursaachefuerschung a Preventioun vu psycheschen a psychiatreschen Erkrankungen erakommen. Oft sinn d'Iwwergäng relativ flou a fléissend zwësche psycheschen a psychiatreschen Erkrankungen. Mä dës Krankheeten huele weltwäit an och hei zu Lëtzebuerg zou, an dofir misst sech méi Gedanke gemaach ginn am Sënn vu Preventiounsfuerschung, firwat datt dat esou ass; firwat déi Krankheeten ëmmer méi zouhuelen. Wat sinn do zum Beispill d'sozial Aflëss? Wat huet dat eventuell ze di mat schlechter oder mat belaaschtender Ernährung, wat mat engem eventuellen Afloss vu Schwéiermetaller oder aneren Ëmweltgëfter, wéi et eenzel wëssenschaftlech Etüden iwwer neurologesch an neuropsychiatresch Erkrankungen ëmmer méi staark noleeën? Och bei psycheschen a psychiatreschen Erkrankunge sinn Ursaachefuerschung a preventiv Politike wichteg fir d'Inzidenz vun esou Krankheeten eng Iddi besser an de Gréff ze kréien oder souguer zréckzeféieren.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, kommen ech zur Konklusioun. Et ware jo eng Rei Iwwerleeungen, déi iwwert dee leite Projet selwer ewechginn. D'Konklusioun ass déi, datt de Projet, esou wéi e virläit am Moment, an eisen Aen och an eng richteg Richtung geet. Et huet laang gedauert bis dass et dozou komm ass. Mä finalement geet et dann elo an eng gutt Richtung. Dofir hu mer och kee Problem fir dee Projet ze stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen dem Rapporteur och Félicitatioune fir säin explizite Rapport. Als ADR begréisse mer dëse Projet, well en e Problem upaakt a versicht ze léisen, dee scho länger Zäit brockt. Ech mengen déi Leit aus där zoustänneger Kommissioun, déi d'Orangerie an der Klinik zu Ettelbréck mat besicht hunn, déi wësse wat gemengt ass a wat fir eng Zoustänn dass do geherrscht hunn. Esou eng Aart vu Betreiung vu psychesch kranke Leit wëlle mer op jiddfer Fall net méi erliewen. Dofir sinn och iwwert de Plan hospitalier vun 2001 zu Recht nei Weeër gesicht ginn, déi eng mënschewierdeg a reintegratiounsorientéiert Betreiung sollen erméiglechen.

Et ass och richteg, datt de Richtlinne vum Häfner-Rapport Rechnung gedroe gëtt, déi viséieren, datt den Openthalt vu psychesch kranke Mënschen an enger Klinik esou kuerz wéi méiglech soll gehale ginn. D'Behandlung soll dezentraliséiert ginn an déi Betraffe sollen erëm an d'Gesellschaftsliewen integréiert ginn, fir hinnen normal Aarbechts-, Wunnengs- a mënschlech Liewensbedingungen ze verschafen. Dat heescht also, ewech vum sturen Isoléieren an hin a Richtung Rehabilitatiounsstrukturen, ewech also vun deem deelweis praktizéierte klassesche laangfristege Rouegstellen an hin zu enger mënschewierdeger Betreiung. Dofir sti mer och enger Dezentraliséierung op véier Sitë mat enger geziilter Betreiung positiv géigeniwwer.

Mir gesinn a mir stelle fest a mir sinn och frou doriwwer, datt déi ugepeilte Synergien iwwerhaapt am Gesondheetswiesen och deen Effet bréngen, deen erwënscht ass, an dass mer duerch e bessert Asetze vum Personal a vun de Strukturen a Richtung vun enger méi qualitativer Medezin kënne goen.

Wou mer awer selbstverständlech wäerten en A drop halen - mengen ech -, dat sinn d'Transfertë vum Personal. Mir sinn op jidde Fall géint en Ofbau vum Personal an de psychiatresche Beräicher a spriechen eis éischter aus fir e qualitativen Opbau. Ech géif mengen, do wëll ech kuerz déi Problemer an der Klinik zu Ettelbréck uschwätzen, wou effektiv eng Petitioun d'Onzefriddenheet vum Personal ausgedréckt huet, wou och, mengen ech, d'gesetzlech Bedingunge vum Comité mixte net respektéiert gi sinn, wou d'Personal virun de Fait accompli gestallt ginn ass an iwwert de Kapp vun de Leit ewech décidéiert ginn ass.

Mä dat ass awer elo, mengen ech, am Nachhinein riicht gebéit ginn, an et ass dann awer versicht ginn déi Leit ze prévenéieren an hinnen och matzedeelen, wa Versetzunge kéimen oder wann Transfertë géife kommen, fir dass se dann och d'Méiglechkeet kréie fir sech selwer schonn ze mellen op anere Siten, déi virgeschloe ginn, a sech anzeschreiwen. Dat heescht also, et war schonn e bësse méi eng haart Tounaart do. Mä déi huet dozou gefouert, dass awer elo méi oder wéineger alles an déi richteg Richtung geet, an ech mengen dat ass jo dat, wat jo net nëmmen an Interesse vum Personal wichteg ass, mä dat ass awer och wichteg am Interesse vun der Betreiung vun de Patienten, well et ass jo esou dass zefriddend Personal, e Personal wat gutt Bedingungen huet, sech jo och mat méi Motivatioun de Patiente widmet.

Ech menge wat den Här Huss ugeschwat huet, dat kann een nëmme mat zwou Hänn deelen. Dat ass de Rapport Rössler, wou awer effektiv eng Reform muss kommen an der psychiatrescher Betreiung a wou och doriwwer wierklech eng seriös fundamental Debatt hei muss stattfannen, fir dass mer dann och an där direkter Betreiung och all Méiglechkeeten opmaachen, fir déi richteg Weeër ze siche fir och an deem Beräich d'Isoléierung an d'Marginaliséierung vun deene psychesch Kranken an Zukunft ze verhënneren, esou wéi dat elo de Fall ass, wou se jo e bëssen an den Abseits gedréckt gi sinn. An och Froe musse mer eis effektiv stellen, wou am Fong déi Problemer hierkommen, wat d'Ursaache sinn, wou d'Ursaache leien. Leie se an der Onzefriddenheet mat der Ëmwelt? Leie se an der Belaaschtung duerch d'Ëmwelt? Leie vill Ursaachen dran duerch d'Belaaschtung, duerch den Harcèlement op der Aarbechtsplaz?

Ech mengen all déi Froe musse mer eis stellen, op déi Froe musse mer Äntwerte sichen an dann dorauser déi néideg Konklusiounen zéien, fir an Zukunft ze versichen och déi psychesch krank Leit wierklech erëm un Hand vun enger mënschewierdeger Betreiung an dat normaalt Liewen eranzeféieren, an dofir hu mer och kee Problem als ADR den Accord zu dësem Projet ze ginn.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo de Gesondheetsminister, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt mol e ganz häerzleche Merci fir déi Aart a Weis, wéi déi Diskussioun hei gefouert ginn ass, virausbléckend an déi nächst Échéancen, déi an der Psychiatrie op eis zoukomme wäerten. Ganz villes vun deem wat de Mëtte gesot ginn ass, kann ech ënnerschreiwen a geet och an déi Richtung déi mer entaméiert hunn, respektiv déi mer weiderféieren.

Ech wollt dem Rapporteur e ganz häerzleche Merci soe fir säin Engagement. An deem heiten Dossier huet e sech net nëmmen drop beschränkt fir e Rapport virzeleeën, mä en ass och op den Terrain gaange fir sech dovunner ze iwwerzeegen, wou den Handlungsbedarf an deem Zentrum do uewen ass. An ech mengen dat ass och wichteg, dass dat hei de Mëtten ervirgestrach ginn ass, dass bei alle Bestriewunge fir d'Psychiatrie ze moderniséieren, ze adaptéieren, ëmzebauen, dass ee bestoend Strukturen net soll vernoléissegen, dass ee se net soll aus den Ae verléieren an dass ee sech weider soll ëm se këmmeren. Ganz intensiv ëm se këmmeren, well deen Zentrum, wa mer ufänke Steng ze réckelen, och do dovu betraff ass an een och muss oppassen, an dat ass vun e puer Riedner de Mëtte gesot ginn, dass déi verschidden Zännrieder anenee gräifen an dass matenee geschafft gëtt, net niewenteneen.

Et ass kee Geheimnis, dass d'Reform vun der Psychiatrie oder déi weider Reform vun der Psychiatrie eng vun de Prioritéite vun dëser Regierung ass. Ech hunn dofir och am Numm vun der Regierung direkt e puer Wochen no dem Mandatsuntrëtt proposéiert, fir dass mer bilanzéiere wat mer an deene leschte Joren am Beräich vun der Psychiatrie gemaach hunn, opgrond vun der Etüd Häfner, a mir si ganz séier eis eens ginn, dass een ee vun de Mataarbechter vum Pro-

fesser Häfner, de Professer Rössler, sollt mat där doter Aufgab beoptragen. E sollt eis also zweeërlee liwweren.

Éischtens d'Bilanzéierung vun deem, wat an deene leschten 12, 13 Joer um Terrain geschitt ass, an Ausbléck op dat wat mer zesumme sollte maachen. Ofgemaach ass mat der Chamberskommissioun, a ganz gär och mat der Chamber, dass wa mer dee Rapport virleien hunn, dass mer doriwwer diskutéieren. Well ech mengen et ass wichteg, dass een hei och duerch eng anstänneg Diskussioun de Sukkurs kritt vun dësem Haus, fir weider an der Psychiatrie ze kommen.

Mir hunn zwar vill ëmgebaut an der Psychiatrie, mä mir sinn nach laang net um Enn vun där Ëmstrukturéierung an nächst Etappe wäerte mat Sécherheet op eis zoukommen. Dat wat an den 90er Joren ausgeléist ginn ass, war eng gutt Saach. Dezentraliséierung, Diversifizéierung, Ëmbau vun der Mentalitéit, och net nëmme vun de Gebailechkeeten, well mer ganz kloer vun enger Mentalitéit ewech komm sinn, déi drop erausgelaf ass, dass de psychesch Kranke stigmatiséiert un de Rand vun der Gesellschaft gestallt ginn ass a Richtung zu enger Approche, déi de psychesch Kranken als Kranke schlechthin ugesäit, deen d'selwecht behandelt verdéngt wéi all aner Kranken, mat deene selwechte Rechter, mat deene selwechten Usprëch och op Qualitéit, an ech mengen dat ass déi richteg Richtung, déi ageschloe ginn ass.

Europawäit ass d'Psychiatrie weider am Ëmbroch. Ech hat d'Geleeënheet op enger ganz interessanter Konferenz derbäi ze sinn, wou dat, wat an der Psychiatrie an deene leschte Jore geschitt ass, och bilanzéiert ginn ass a wou déi verschidden Acteurë sech eens gi sinn, weiderzefueren op der Entstigmatiséierung vun der Psychiatrie. Mir sinn nach net um Enn ukomm.

Um Terrain huet sech also ganz villes gemaach, ugefaang beim Centre neuropsychiatrique, dee säi Statut geännert huet, deen awer och seng Missiounen adaptéiert huet, wou net méi ze vergläichen ass mat deem Zentrum, dee mer nach virun 20, 30 Joer kannt hunn. An do muss ee soen, et ass extrem vill geschitt. Et ass sech a Fro gestallt ginn. Et sinn diversifizéiert Strukture ronderëm de Centre neuropsychiatrique entstanen an dat och wann een heiansdo elo an de Vierdergrond deen een oder anere Problem stellt, déi berechtegt sinn, dass ee sech drëm këmmert, soll een net vergiessen all dat Positiivt wat um Terrain geschitt ass.

An ech mengen et ass och heiansdo mol d'Geleeënheet, wann ee Kritik übt, och Leit Merci ze soen, déi duerch hire Bénévolenengagement zum gudden Deel an engem Verwaltungsrot de Kapp mussen duerhale fir eppes wat sech ännert, mä déi nom beschte Wëssen a Gewësse schaffen. Eng Direktioun déi et net einfach huet an enger Ëmstrukturéierung an och e Personal wat vill Engagement bréngt a sech zu Recht Froe stellt.

Et ass gemengt ginn, dass et net onbedéngt engem Minister seng Aufgab ass fir sech ëm d'Problemer ze këmmeren, déi an engem Etablissement public bestinn. Ech mengen awer, an do gesinn ech meng Missioun esou, och wann ee sech net direkt amëscht, dass een awer Médiateur ka spillen an, wann ee gesäit dass en Dialog zwar misst bestoen, mä dass éischter laanschtenee geschwat gëtt an dass ee vläicht déi Instrumenter, déi Schlësselen net am Grapp huet, fir erëm mateneen zesummen ze fonctionnéieren, dass een dann iwwer eng ganz Rei vu Gespréicher an alle Richtungen deen Dialog erëm kann hierstellen.

Ech si ganz frou, dass do um Terrain sech munches beweegt huet. Et soll een net soen, dass elo alles rosa ass an dass een de Gletscherbrëll kann undoen a soen, et ass alles besonnesch schéin an där schéinster Welt. Mir sinn nach net um Enn vun de Problemer. Mä et gëtt gutt an intensiv matenee geschwat, a soubal wéi matenee geschwat gëtt, ass dat och richteg.

Also, vill geschitt beim CHNP. Vill geschitt ronderëm de CHNP. Vill geschitt am Extra-hospitalier. Do sinn d'Strukturen opgebaut ginn, déi si modellhaft an ech hunn den Tour an deene leschte Méint duerch déi verschidden Institutioune gemaach an ech kann nëmme soen, dass hei excellent Aarbecht geleescht gëtt an der Betreiung, an de Wunnstrukturen, an den Ateliers thérapeutiques. Do gëtt fantastesch Aarbecht geleescht an ech mengen et kann een net esou maachen, wéi wann näischt passéiert wier.

Dann ass zu Recht drop insistéiert ginn, dass déi Aufgabeniwwerdenkung zwëschent CHNP an akute Spideeler keng einfach ass an och keng einfach bleift. Richteg ass awer, dass den akuten Deel an déi akut Spideeler eragehéiert an dass de CHNP sech muss op aner Missiounen, nei Missiounen, awer och Rehabilitatioun, an all déi Missioune muss kënne konzentréieren, déi haut erwähnt gi sinn. Et ass ganz kloer, och wann de CHNP eng Rei vun Aufgaben ewechgeholl kritt, dass en eng Rei vun aneren Aufgabe wäert kréien. An do ass den Dréi an Aangelpunkt ganz kloer d'Koordinatioun déi muss entstoen oder intensivéiert ginn zwëschent deene verschiddenen Acteuren.

Et ass virdru proposéiert ginn, dass een e Steiergrupp misst asetzen. Ech fannen dat eng ganz gutt Saach, à tel point dass ech dee Steiergrupp virun enger Rei vu Méint schonn agesat hunn, e Groupe de pilotage, e Comité de pilotage, eng Plattform Psychiatrie, déi am Moment besteet aus Leit aus dem Ministère, aus Leit aus den akute Spideeler, aus Leit aus dem CHNP, a wou mer noeneen eis Objektiver wäerte ginn. Am Moment ass d'Haaptobjektiv fir déi Reorganisatioun akut Psychiatrie un d'Rullen ze kréien, am Dialog zwëschent deene verschiddenen Acteuren, well déi verschidden Acteurë mussen zesummeschaffen, an duerno gëtt déi Plattform erweidert, wa mer nei Zilsetzungen och wäerte ganz sécher am Rapport vum Professer Rössler kréien.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, erlaabt Der eng Fro vum honorabelen Här Wagner?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Kee Problem.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, et ass keng direkt Fro, et ass just eng Prezisioun par rapport zu deem wat ech virdru gesot hunn. Ech gesinn éischter e Groupe de pilotage oder e Groupe d'accompagnement, wéi een et wëllt nennen, zwëschent justement alleguerten den Acteuren, déi directement concernéiert sinn. Dat heescht op där enger Säit d'Vertrieder vum CHNP, op där anerer Säit eben déi vun deene véier…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif bieden, endlech mat den Tëlefonen heibannen opzehalen!

Une voix.- Très bien!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Ech hunn nach keen Tëlefon.

M. le Président.- Déi eng kréien Appelen, déi aner maachen Appelë vun heibannen! Dat ass dach net erlaabt!

(Interruptions diverses)

M. Carlo Wagner *(DP).*- Also entschëllegt, Här President, ech hunn näischt héiere wou e genau hierkomm ass, den Tëlefon, mä ech mengen, et war net op dëser Säit.

M. le Président.- Et ass schonn zéngmol dat nämlecht geschitt!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Fein. Nach eng Kéier, Här Minister, wann Der erlaabt, dee Groupe de pilotage, wéi ech mer e virgestallt hunn, sollt si fir essentiellement Question-pratiquen ze léisen, déi sech justement an der Relatioun, dat heescht zwëschent den Acteuren, déi directement concernéiert sinn, stellen. Ech mengen do mussen net onbedéngt Statsvertrieder derbäi sinn. Dat soll och e Comité sinn, deen net ze grouss ass. Mä ech mengen et ass effectivement esou wéi ech et och éineschters gesot hunn. De CHNP an déi véier Hôpitaux généraux musse ganz enk zesummeschaffen, also sollen et Vertrieder si vun deenen zwou Säiten.

Datselwecht gëllt net nëmmen elo fir wat d'Patienten ubelaangt, d'Betreiung vun de Patienten, wie wat genau oder wéini dass deen een oder deen anere sollt säi Rôle iwwerhuelen, mä och haaptsächlech wat d'Personal ubelaangt. Ech mengen am beschte géif dat à l'intérieur vun engem Comité restreint gemaach ginn, dat heescht vun deenen Acteuren, déi directement concernéiert sinn.

Une voix.- Très bien.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Dat war meng Iddi.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech hu kee Problem mat deenen Ausféierunge vum Carlo Wagner. Mir hunn eng Plattform, déi sech e bësse méi breet gesäit, an näischt hënnert eis dru fir aus där Plattform eraus, jee nodeem wat fir eng Themen akut sinn, Aarbechtsgruppen ze maachen, wat och zum Deel scho geschitt ass.

Ech weess, dass déi Zesummenaarbecht zwëschent CHNP an deenen akute Spideeler lues awer sécher un d'Rulle kënnt an dass och vill méi intensiv wéi an der Vergaangenheet matenee geschwat gëtt. Mä an där enger Approche an an där anerer gëtt et keng grouss Differenzen. Dat heescht also déi Plattform, wéi se schonn emol eng Kéier bestan huet, ass reaniméiert ginn a gëtt progressiv ausgedehnt op den Extra-hospitalier. Et soll ee se net direkt vun Ufank un ze vill belaaschten, ee Problem nom anere léisen an dann déi aner duerno.

Et ass richteg gesot ginn, dass an e puer Wochen de Rapport vum Professer Rössler ze erwaarden ass. Mat deem Rapport wäerte mer nei Indikatioune kréien an den Dialog selbstverständlech mat der Chamber fleegen, fir doraus och Konklusiounen ze zéien.

Ech wollt zum Schluss, well de Gros vun der Diskussioun net iwwert de Projet gelaf ass, mä ëm dat wat hannerum Projet ass, och e kloere Message a Richtung CHNP ginn. Dat hei ass e wichtege Projet, well nei Missioune vum CHNP dran enthale sinn, wou d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs mer gesot huet, dass ech soll insistéieren, dass déi Zesummenaarbecht an deem Zentrum mat deene Leit vum Zentrum, zwëschent Santé a Famille, ganz excellent ass an hei deem och Rechnung gedroe gëtt, doduerch dass och de Verwaltungsrot méi Spillraum kritt an der Zesummesetzung, wou ech net ausschléissen, dass déi Zesummesetzung an Zukunft e bësse méi diversifizéiert gëtt an ee sech och duerchaus kann iwwerleeën, ob den Extra-hospitalier oder/an den Hospitalier dra vertruede ka sinn.

Wichteg Missioun, e wichtegt Signal vun dësem Projet ass, dass een de CHNP mat de Moderniséierungsaarbechten och an deenen nächsten zéng Joer, a wie weess doriwwer eraus, net eleng wäert loossen. E wichtege Message, deen haut aus der Chamber erausgaang ass, dat ass, dass een de Centre neuropsychiatrique als wichtegen Acteur an der Psychiatrie weiderhi gesäit, och wann déi Psychiatrie sech wäert diversifizéieren.

E wichtege Message och vun haut, dass een net u Personalofbau an deem heite Secteur denkt, mä d'Personal muss awer eng gewësse Mobilitéit weisen, well wann d'Patiente Mobilitéit zougemutt kréien, da muss och eng gewësse Mobilitéit beim Personal do sinn. Well ech muss soen, dass esou Zentre jo och kee Selbstzweck sinn, mä dass d'Zil vun neie Strukturen dat ass, dass een de Patienten déi beschtméiglech Betreiung soll ginn. Dat heescht Versteesdemech fir Suergen, mä och Mobilitéit an déi eenzel Richtungen eran, an do ginn och an der Zwëschenzäit gutt Diskussioune gefouert.

Ech wollt just dann nach op eng Fro agoen, déi eng wichteg Fro ass an déi vun der Madame Stein-Mergen opgeworf ginn ass, dat ass déi vun den Zwangsmoossnamen, wou effektiv e Projet de loi ënnerwee ass fir dat nei ze regelen. Wann ech d'Madame Stein-Mergen richteg verstan hunn, dann ass d'CSV - net nëmme si, mä d'CSV - der Meenung, dass mer kloer solle vun deem System ewechkommen, wou den Dokter d'Zwangsaweisung eleng mécht, mä dass mer kloer sollen an déi Richtung goen, dass eng nei Aufgab bei de juristeschen Instanzen, bei de Justizinstanze soll kommen, fir an déi Richtung ze goe wou eng Rei vun europäesche Länner ginn. Hunn ech dat richteg verstanen?

Da wär ech och frou wann déi Messagë géife weidergoen, well dat ass ee vun deenen Diskussiounspunkten, déi mir an eise Gremien hunn a wou e Klärungsprozess noutwendeg ass, fir dass mer mam Gesetz virukommen. Do gëtt et eng Rei vun Avisen. Dat gesot, géif ech nach eng Kéier allen Intervenanten en häerzleche Merci soe fir déi gutt Diskussioun.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech si fäerdeg.

M. le Président.- Jo, mä Dir hutt Är Zäit och schonn iwwert dräi an eng hallef Minutt iwwerschratt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, neen, do war dem Här Wagner seng Ried nach dran.

M. le Président.- Jo, et ass an der Rei, Här Di Bartolomeo, mir kennen Är Explikatiounen an der Zwëschenzäit.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Mä, Här President, Dir sidd esou streng mat mir!

Plusieurs voix.- Jo, jo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Et ass esou e wichtegen Thema, Här President…

Une voix.- Do hutt Der Recht.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*-…an Dir kommt aus der Nopeschgemeng, wou dee wichtegen Zentrum ass. Da misst Der ganz besonnesch vill Versteesdemech hunn an…

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, wann Der am Ufank net esou vill Zäit verluer hätt, da wiert Der längst fäerdeg. Sou, maacht lech elo wann ech gelift fäerdeg.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Majo, Här President, wann Dir mech net dauernd géift ënnerbriechen, da wär ech scho laang fäerdeg!

(Hilarité)

Duerfir géif ech lech alleguer Merci soen an lech, Här President, fir déi Gedold, déi Der ëmmer erëm mat mir hutt, villmools Merci.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Häre, d'Diskussioun ass elo definitiv ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5387. Den Text steet am Document parlementaire 5387[4].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par Mme Nelly Stein), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet 5379 iwwert d'Produits biocides. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwe si bis elo: d'Madame Martine Stein-Mergen, den Här Wagner, den Här Huss an den Här Jaerling. Ech denken dat sinn déiselwecht wéi...

Plusieurs voix.- D'Madame Frank!

M. le Président.- D'Madame Frank. Voilà. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

9. 5379 - Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP), rapportrice.*- Här Minister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, beim Projet de loi 5379 handelt et sech en fait ëm eng Ëmännerung vum bestehende Gesetz vum 24. Dezember 2002 «relative aux produits biocides».

Déi vun Iech, déi déi lescht Legislaturperiod schonn an dësem héijen Haus siégéiert hunn, kënne sech ganz sécher un dëst interessant Gesetz an och un d'Diskussiounen heizou erënneren. Fir déi, déi d'Chance net haten do derbäi ze sinn, an dozou gehéieren ech selwer jo och, wëll ech awer kuerz erklären, wat dann elo iwwerhaapt e Produit biocide ass an ëm wat et sech am Gesetz vun 2002 handelt.

Fir unzefänken, ginn ech Iech mol d'Definitioun vun esou engem Biocideprodukt, an zwar handelt et sech heibäi ëm e Produit, deen dozou dénge soll, Beschiedegunge vu Liewensmëttelen, Baumaterialien, zum Beispill Holz, awer och vun allgemenge Bedarfsobjeten, wéi zum Beispill Pabeier oder Lieder, Faarwen an och Lacken, ze verhënneren. Zu de Biocideproduitë gehéieren awer och Désinfectanten oder awer och Produiten, déi agesat gi fir zum Beispill Raten, Mais oder awer och Schleeken Här ze ginn. An e ganz bekanntene Biocide, deen eigentlech jiddferengem heibanne misst e Begréff sinn, dat ass den Eau de Javel. Ech ginn dann och elo weider net méi op déi Definitioun an, well Dir fannt se nach méi prezis am Gesetz erëm an och a mengem schréftleche Rapport.

Ma natierlech gëtt et beim Gebrauch vun eben dëse Produitë Risiken, net nëmme fir deen, deen domat ëmgeet, dat heescht den Anwender, mä och fir déi Leit, déi a Kontakt komme mat Materialien, déi mat esou engem Biocideproduit eben traitéiert goufen. A genee dowéinst koum dann och déi EU-Direktiv 98/8/CE zustan, an doropshin dann och eist bestoend Gesetz vun 2002, woumat mer déi Direktiv, déi ech genannt hunn, eben an d'nationaalt Recht ëmgesat hunn, an dat mir haut och mat deem Projet de loi ëmännere respektiv och verbesseren.

Wat wëlle mer ëmännere respektiv verbesseren? Ma fir prezis ze sinn, zwou Saachen. Éischtens, den Artikel 10 vum bestoende Gesetz. Wat seet deen Artikel? Ma e seet, datt Taxen agefouert ginn, an zwar via e Règlement grand-ducal; Taxen, déi bezuelt ginn, wann een eng Demande mécht, fir eben esou e Produit biocide autoriséiert ze kréien. Et steet an deem Artikel, datt déi Taxen an engem groussherzogleche Reglement festgeluecht ginn, mä se däerften net méi héich si wéi 4.000 Euro. Allerdéngs si mëttlerweil dann och Taxen an deenen aneren EU-Länner bekannt, a se sinn ëm e Villfacht méi héich fixéiert wéi hei zu Lëtzebuerg, an e konkret Beispill heifir wär zum Beispill Däitschland mat 45.000 Euro.

Bon, wat bedeit dat doten elo fir Lëtzebuerg a säi Gesetz? Dir kënnt Iech jo virstellen, datt aus Käschtegrënn, dat heescht eisen niddere-ge Präisser, d'Hiersteller vun esou Produitë kënnten dozou bruecht ginn, hir Demandë fir eng Umeldung alleguerten hei bei eis eranzeginn. An ebe fir dëst ze verhënneren, drängt sech elo eng Upassung vun eisem Taux am Gesetz, no uewen natierlech, op. Et soll een och wëssen, datt eis Administratioun net à même wier enger enormer Flut vun esou Demandë Rechnung ze droen, d'autant plus wou nach guer net bekannt ass, wat genee d'Aarbecht an den Opwand bei der Analys vun esou Produitë wäert sinn.

Firwat ass dat net bekannt? Ma well eis Administratioun eben nach mat kenger Demande saiséiert gouf, ausser um Niveau communautaire, dat heescht wou schonns bestoend Substanzen - wuertwiertlech nenne se déi Substances actives anciennes - vun eis sollen analyséiert ginn.

Et handelt sech ëm zwee Produiten, an de Ministère vun der Santé huet op Nofro vun der Kommissioun matgedeelt, ëm wat fir Produiten et sech do handelt: Et sinn dat d'Substanze mat deene schéinen Nimm Imidazole an Imazalil.

(Hilarité et interruption)

Imidazole an Imazalil, Här Bettel.

En huet eis awer am gläiche Schreiwe matgedeelt, datt dës Demandes d'analyse null an nichteg sinn duerch de Fait, datt de Produzent vun deene Substanze seng Demande zréckgezunn huet.

Dofir gëtt dann och proposéiert beim Artikel 16 vum bestoende Gesetz een Abschnitt bäizesetzen, dee Folgendes seet: «Le ministre peut, aux frais de l'État, occasionnellement ou régulièrement confier tout ou partie des tâches visées à l'alinéa qui précède à des experts ou instituts nationaux ou étrangers.»

Firwat soll dëst bäigeschriwwe ginn? Ma, wéi ech Iech schonns sot, ass net genee gewosst, wat esou Demandë vun Aarbecht mat sech bréngen, an dofir ass an der Verwaltung och bis dato elo nach keen heirop spezialiséiert Personal agestallt ginn.

De Fall also gesat, datt Lëtzebuerg an noer oder a ferner Zukunft mat Demandë saiséiert gëtt, déi eis Administratioun net kënnt bewältegen, schafe mer heimat déi legal Basis fir inländesch an ausländesch Experten ebe mat erunzeéien. Dëst also als Erklärungen an zum Versteesdemech vun dësem dach, wéi ech mengen, zimlech technesche Projet de loi an och dem bestoende Gesetz.

Zu der Prozedur ass et esou, datt de Santésminister, den Här Di Bartolomeo, de Projet de loi den 9. September d'lescht Joer hei an der Chamber déposéiert huet. De Projet de loi ass och aviséiert gi vum Collège médical, der Chambre des Métiers an natierlech och dem Statsrot. An der Sitzung vum 28. Oktober 2004 huet d'Santéskommissioun mech als Rapportrice vun dësem Projet de loi genannt, an doropshin ass de Projet an der Sitzung vum 27. Januar virgestallt, diskutéiert an natierlech analyséiert ginn.

De schréftleche Rapport ass unanime an der Réunioun vum 17. Mäerz 2005 ugeholl ginn, nodeems mer eis natierlech an der Diskussioun mat den Avisen ausernee gesat hunn, déi keng Objektiounen an Observatiounen opgeworf hunn, a soumat also dëse Projet och vum Statsrot, dem Collège médical an der Chambre des Métiers favorabel aviséiert gouf. Favorabel gëtt en och vu menger Fraktioun aviséiert.

Ech géing da profitéiere vun der Geleeënheet, fir zum Schluss net nëmmen deene Leit Merci ze soen, déi aktiv beim Ëmsetze vun dësem Projet de loi matbedeelegt waren, mä och fir eben hei den Accord vu menger Fraktioun ze ginn, an domat géing ech Iech, Här Minister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass agedroen déi honorabel Madame Frank. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, e kuerze Rappel: E Biocide ass kee Medikament, dat um Mënsch oder um Déier genotzt gëtt. E Biocide ass kee kosmetesche Produit, neen, Produits biocides hunn e preventive Charakter. Si gi benotzt doheem am Stot, a Spideeler, an den Dokteschpraxisen, an de Laboratoiren. Si sinn also e Produit de conservation an e Produit de protection. De Biocide gëtt agesat géint Viren, Bakterien, Pilzer, géint d'Raten, d'Vigel an Algen.

Här President, d'Direktiv 98/8/CE gesäit am Artikel 24 vir, datt d'Memberstaten all dräi Joer e Rapport iwwer hir Tätegkeet am Beräich vun de Biociden zu Bréissel ofginn. Dëse Rapport soll Informatiounen iwwer eventuell Vergëftungen duerch d'Biocidë ginn. Den éischte Rapport war am Mee 2000 bis November 2003, an de Rapport selwer koum den 22. November d'lescht Joer eraus.

Den éischte Constat ass, datt Lëtzebuerg selwer relativ wéineg Informatiounen am Rapport gëtt. Et kann een erausliesen, datt déi zu Bréissel onzefridde mat der Informatiounspolitik vu Lëtzebuerg waren.

En zweete Constat ass, datt hei zu Lëtzebuerg keng Persoun exklusiv fir den Dossier vun de Biociden zoustänneg ass. Dat liicht och a fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg, wann ee bedenkt, datt a Frankräich nëmmen eng Persoun Vollzäit am Ministère an eng Persoun Vollzäit an der Agence française de la Sécurité sanitaire des Aliments un dësen Dossierë schaffen.

Et heescht am Rapport weider, datt Frankräich an nächster Zäit ëm déi 50 Persoune soll astellen, well si festgestallt hunn, datt dës zwou Persounen einfach net duerginn - also eng fierchterlech Augmentatioun. Lëtzebuerg huet op Bréissel gemellt, datt geplangt ass, e separate Service ze schafen, dee sech nëmmen ëm d'Biocidë këmmert. Dës Meldung op Bréissel steet awer liicht am Widdersproch zu eisem Gesetzesprojet, wou mir explicite dem Ministère d'Fräiheet ginn, extern Expertë bäizezéien.

Duerfir meng Fro un de Minister: Soll weiderhin d'Division de la pharmacie et des médicaments an der Direction de la Santé fir den Dossier vun de Biociden zoustänneg sinn? Oder gëtt e spezielle Service exklusiv fir d'Biociden am Gesondheetsministère geschaf?

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

En drëtte Constat ass, datt Lëtzebuerg keng Zuel vu Kontrollen op Bréissel gemellt huet. Kontrollinstanze sinn d'Police, d'Douane, d'Direction de la Santé, de Laboratoire National de Santé an den Ëmweltministère - eben eng laang Rutsch vu Kontrollinstanzen. Ech froe just, Här Minister, ob dat net e bëssen dees Gudden ze vill ass.

Dem Rapport no ass beim Lëtzebuerger Stat en hallefzäit beschäftegten Apdikter-Inspekter mat der Kontroll agesat. Et gëtt am Rapport zouginn, datt eng quasi hallef Persoun e bëssen ze wéineg ass. Duerfir soll jo d'Zesummenaarbecht mat den zoustännegen Autoritéiten an eisen Nopeschlänner gefördert ginn.

Här President, mir hate virun der Direktiv 98/8/CE keng speziell Gesetzgebung am Beräich vun de Biociden. Duerfir doe mir eis vläicht e bësse schwéier, déi néideg Servicer opzebauen. Mat dësem Gesetzesprojet gi kleng, mä wichteg Ännerungen um Lëtzebuerger Gesetz virgeholl. Dës Änneruge kann d'CSV-Fraktioun voll ënnerstëtzen, duerfir ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen der Rapportrice Merci fir hire schréftlechen a mëndleche Rapport.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner. Dir hutt d'Wuert, Här Wagner.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischt wëll ech et net verfeele fir der Rapportrice, der honorabeler Madame Dall' Agnol, ze félicitéiere fir deen excellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech muss soen, si huet dat därmoosse prezis gemaach, dass et mir erlaabt fir ganz kuerz ze sinn. Ech wëll just rappeléieren trotzdeem, dass och deen heite Projet de loi, wéi sollt et anescht sinn, vun der viregter Regierung élaboréiert ginn ass.

(Interruption)

Mir halen op déi historesch Wourechten, Här Wolter.

(Interruptions diverses)

Dat gesot, wéi gesot ass et eng Reform vun der Loi de base vum 24. Dezember 2002; eng Loi de base, déi haaptsächlech aus zwee Punkte bestanen huet. Dat Éischt, d'Definitioun vun de Produit-biociden, zweetens awer och déi néideg Evaluatioun, well ebe gesot ginn ass, dass op alle Fall kee Produit biocide méi däerft op de Marché kommen, dat net evaluéiert wär a wou prouvéiert wär, dass net Risque-inacceptablen dra wären. Et war also eng Garantie fir d'Consommateuren dobaussen.

Zousätzlech, wéi gesot, hu missen déi Produkter op déi sou genannten Annexes, dat heescht Listes positives communautaires kommen. Et ass virdrun ugeklongen, dass effectivement dee Präis vu 4.000 Euro, deen am Ufank am Gesetz steet, bal ridicule war soubal mer et verglach hu mat deenen anere Länner an der Union européenne, wou - an d'Chiffere sinn hei och scho genannt ginn - dat considérablement méi héich ass.

Mir hätten also riskéiert, carrément mat esou Demandë submergéiert ze ginn hei zu Lëtzebuerg, an dat obschonn dass mer keng Experten en fait an deem doten Domän hunn. A souguer wa mer Experten hätten oder där géifen astellen, muss ech soen, mat 4.000 Euro wär et ouni Zweifel nach kee Geschäft fir Lëtzebuerg, au contraire, mir géifen do vill Sue bäileeën. Duerfir, ouni elo wëllen am Numm vu mengem Successeur d'Fro vun der Madame Frank ze beäntweren, kënnt ech mir raisonnablement net virstellen, Här Minister, dass, esou wéi d'Fro war, e Service spécial biocides an der Direktioun vun der Santé géif geschafe ginn.

Ech mengen op alle Fall, d'Hausse sensible vun den Tariffer war déi richteg Äntwert op déi heite Problematik, an duerfir wäert Der Iech alleguerten net wonneren, dass ech däerf am Numm vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Nächste Riedner ass den Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madame Rapportrice Merci soe fir hire klore Rapport, dee se hei gemaach huet zu dësem klenge Gesetz, well et ass am Fong e klengt Gesetz, wou et nëmmen ëm liicht Ofännerunge geet vum Gesetz iwwert d'Biocidë vum Joer 2002, e Gesetz wat bekanntlech berout huet op enger europäescher Direktiv 98/8, déi mer hei dann ëmgesat hunn.

Mat de virgeschloene Modifikatiounen - Erhéijung vun den Taxe beim Enregistrement vu Biociden hei zu Lëtzebuerg - si mer selbstverständlech averstanen, a mir sinn och d'accord mam Prinzip vum Réckgréff op auslännesch Expertise, wann eenzel Demanden un eis hei a Lëtzebuerg erugedroe ginn.

Domadder wier eigentlech alles zu dësem Gesetzesprojet an zu senge Modifikatioune gesot an ech kënnt mech eigentlech erëm direkt sëtze goen. Ech wäert dat awer net maachen. Dir musst mer awer nach e puer Minutten nolauschteren, well ech mengen, datt déi Modifikatioune vläicht net esou vu Bedeitung sinn, mä d'Gesetz selwer awer vu Bedeitung ass, an déi EU-Direktiv iwwert d'Biocidë vu Bedeitung ass, a well ech der Meenung sinn, éischtens, datt de Gros vun de Leit, déi heibannen nolauschteren an hei sëtzen, iwwert déi Problematik net vill Informatiounen hunn, an datt och de grand public dobaussen iwwert déi Problematik net vill Informatiounen huet, obschonn et eng ganz wichteg Problematik ass.

An zum Zweeten, well ech der Meenung sinn, datt dat Biocide-Gesetz, wat op der Biocide-Direktiv berout, nach laang net eng positiv Biocide-Direktiv ass. An där Biocide-Direktiv gëtt et eng ganz Partie vu Lacunen a Widderspréch, an ech wëll Iech kuerz erklären, firwat déi Biocide-Gesetzgebung oder Biocide-Richtlinn op europäeschem Plang nach laang keen zefriddestellende Schutz vun der Gesondheet vun de Leit an Inneraim ass, ob dat a Wunnengen ass oder ob dat a Bürosraim ass a sou virun.

Am Ënnerscheed zu de Pestiziden, déi an der Landwirtschaft, am Wäibau oder an de Gäert dobaussen ausbruecht ginn, mat alle Gesondheetsrisiken, déi mer och do lues a lues ufänken ze mierken, ginn also vill Biociden, ganz vill verschidde Biociden a Banneraim, a Wunnengen a sou virun agesat, ouni datt se genuch gepréift wieren iwwer Laangzäitwierkungen a virun allem iwwer Kombinatiounswierkungen, déi se kënnen hunn op eis Gesondheet!

A wann et dann zu Gesondheetsproblemer an esou Wunnengen duerch Biocidë kënnt, da gëtt geschwat vu Wunngéfter, vun „indoor pollution", vu Sick-Building-Syndrom, an dat ass bekanntlech ee vun den Haaptaspekter vun der Problematik Ëmwelt a Gesondheet, déi eis haut zounehmend europawäit ëmmer méi beschäftegt.

D'Aféierung vun enger europäescher Biocide-Direktiv war sécher noutwendeg a begréissenswäert. Gradsou wéi de Prinzip vu sou genannte Positivlëschten, dat heescht, datt en neie Produkt theoretesch just op déi Positivlëscht vun zougeloossene Biociden däerf kommen, wa virdru seng gesondheetlech Onbedenklechkeet nogewise gouf.

Mir befannen eis mat dëser Biocide-Direktiv an där méi aktueller grousser Problematik, déi ganz aktuell ass, vun der Reach-Problematik, déi elo am Europaparlament diskutéiert gëtt an ëm déi heftegst gestridde gëtt an op déi ech am Mee vun dësem Joer an enger Interpellatioun un d'Regierung nach eng Kéier hei wäert zréckkommen.

D'Biocide-Direktiv ass een Ënneraspekt do dervun, a mir mengen, datt et iwwert déi Reach-Direktiv misst méiglech sinn, an deenen nächste kommende Méint a Joren, datt och déi Biocide-Direktiv drastesch verbessert gëtt par rapport zu deem Zoustand, dee se haut huet. Si muss iwwerschafft ginn an deem dote Sënn.

Wat ass dann esou problematesch an där aktueller Biocide-Gesetzgebung oder Biocide-Direktiv aus dem Gesetz vun 2002? E puer Beispiller nëmmen iwwert déi wichtegst Biociden, dat heescht Holzschutzmëttel, Insektiziden, Desinfektiounsmëttel oder Konservéierungsmëttel.

En éischte Problem vun der Direktiv ass deen heiten: All déi al Biociden, déi scho virun 2000 um Mar-

ché waren, däerfen - och wa se gesondheetsgeféierlech sinn - an enger Iwwergangszäit vun zéng Joer, dat heescht also bis zum Joer 2010, weiderhin an den Haiser agesat ginn! Wann et noweisbar schlecht ass fir d'Gesondheet vun de Leit och nach déi nächst Joren, also wäert dat problematesch sinn.

En zweete Problem vun där Biocide-Gesetzgebung ass den eklatante Widdersproch, datt zum Beispill geféierlech Insektiziden oder Produkter zum Schutz géint d'Matten a Wollteppecher, wéi zum Beispill de Lindan oder de Permethrin, an der Landwirtschaft net méi däerfen agesat ginn, awer am Haushalt, do bleiwe se erlaabt! Am Traitement vun Holz, vu Schief, vun Teppecher oder souguer géint Lais bei Kanner. Wat sinn d'Gefore vun deenen zwee? Ech wëll dat emol un deenen zwee Stoffer festmaachen.

Wat sinn d'Gefore vun esou Stoffer? Beispill Lindan. Lindan huet noweislech - an deen däerf nach ëmmer agesat ginn am Haushalt - eng östrogen, dat heescht eng hormonell Wierkung. Lindan ass noweisbar ierfgutschiedegend. Lindan ass am Déiereversuch kriibserregend an e steet am dréngende Verdacht, bei Fraen de Broschtkriibsrisiko ze vergréisseren. Lindan misst dofir an eisen Aen, gradsou wéi de Pentachlorphenol virun e puer Joer, direkt verbuede ginn!

Lindan an ähnlech gëfteg Substanzen, Här Minister, gi vun Ärem Service de médecine de l'environnement, vun der Ëmweltambulanz also, ëmmer erëm an eenzelne Stëbsprouwen an eisen Haiser erëmfonnt. Lindan fënnt een zum Beispill och an de biochemeschen Analyse vu Broschttumeurë bei Fraen.

Wat mer an de Stëbsprouwe vu munche Lëtzebuerger Haiser fannen, dat sinn zum Beispill och sou genannte chemesch Altlasten. Zum Beispill nach ëmmer DDE, den Ofbauprodukt vum DDT, deen 1978 verbuede ginn ass. Hei verbuede ginn ass, mä net am Tiers-Monde! An deen DDE, den Ofbauprodukt vum DDT, wou fanne mer deen erëm? Mä dee fanne mer erëm am Hausstëbs, mir fannen en erëm an importéierten Teppecher aus dem Tiers-Monde, an doduerjer fanne mer en och erëm bei de Leit. Datselwecht gëllt fir de Pentachlorphenol als eng weider Altlast.

Nom Rapport d'activité vum Ministère vun der Santé vun 2004, dat heescht aus deem leschte Rapport d'activité, do ass gesot gi vun der Ëmweltambulanz, datt se 510 verschidden Haiser hei am Land, hei zu Lëtzebuerg analyséiert hätten.

(Interruption)

Do ass DDT…

Här Fayot, wat hei d'Problematik vun der Chamber ugeet, dat kéint een duerchaus, dat wier sënnvoll dat och eng Kéier ze ënnersichen. Ech géif mengen, virun allem d'Klimatisatioun ze ënnersichen, an och do kënne Problemer sinn. Dat schéngt mer hei den Haaptproblem ze sinn, wann och dat op Ärer Säit ëmmer schéngt Problemer ze sinn.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Fuert Dir weider, Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Zum Beispill ass deen héich geféierlechen DDT a 36 Fäll vun deene 510 ënnersichten Haiser fonnt ginn, hei zu Lëtzebuerg. Pentachlorphenol ass no deenen Analysen an 33 Haiser fonnt ginn.

An ech hu virdru gesot wou deen DDT hierkënnt. En ass éischtens extrem laanglieweg an zweetens ass en an den Teppecher, déi aus dem Tiers-Monde kommen, nach ëmmer zum Deel enthalen.

Ech hat virdrun och zum Beispill vum Widdersproch geschwat, datt engersäits de Lindan an der Landwirtschaft verbueden ass, an an den Haiser erlaabt ass. Datselwecht gëllt fir d'Permethrin, eng héich geféierlech Substanz aus dem Beräich vun de synthetesche Pyrethroiden. Wou ass dee Permethrin ze fannen? Mä Dir fannt en an allen, net an allen, mä a ganz villen Haiser an a ganz ville Büroen, well dat zu jorelaange Belaaschtunge mat deene Stoffer féiert.

Bei Moossunge vun der Ëmweltambulanz am Joer 2004 goufen an 125 Wunnengen, vu 500, dat heescht dass an engem Véierel vun de Wunnenge vun deene 500, déi ënnersicht gi sinn, kritesch Schwellewäerter fir Permethrin iwwertraff ginn. No Moossungen, déi offiziell gemaach gi sinn.

Wat ass Permethrin, wat si Pyrethroiden? Mä och déi hunn eng hormonell Wierkung, sinn immunschiedegend an hunn eng neurotoxesch Wierkung. An esou Substanzen, déi dierften dach eigentlech net an Haiser virkommen. Déi missten also vun deene Positivlëschten erofgeholl ginn, an där Richtlinn.

Mä et sinn net nëmmen dës Substanzen a Stëbsmaterial oder Loftprouwen, déi gemooss gi si vun Ärer Ëmweltambulanz, och aner Stoffer sinn do fonnt ginn. Zum Beispill an 102 Fäll ass Eulan fonnt ginn, och en héich problemateschen Insecticide. Et si Solvantë fonnt ginn an de Wunnengen, wéi Toluol oder Benzol, an et si Weichmacher a Flammschutzmëttel fonnt ginn. Flammschutzmëttel, zum Beispill, do hu mer eng Substanz, déi heescht TCEP. Déi ass net nëmmen am Hausstëbs fonnt ginn. Déi ass, Madame Stein,…

(Interruptions et hilarité)

Wësst Der wou déi fonnt ginn ass? E kriibserregende Stoff? Dee kriibserregende Stoff ass an 12 Fäll an Hausmatraze vu Kanner fonnt ginn, a Kannerzëmmeren an den Hausmatraze fonnt ginn. Dat ass eng kriibserregend Substanz, wou ech mengen, datt déi net an eng Kannermatraz géif gehéieren.

(Interruptions)

An et si Matrazen zwar fonnt ginn. Fir déi Leit, déi betraff sinn, wou Kanner eventuell Gesondheetsproblemer kréien, do ass dat net eppes fir driwwer ze laachen.

(Interruptions)

E lescht Beispill, fir d'Inneraumbelaaschtung duerch Biociden ze illustréieren, dat ass d'Beispill vun de Weichmacher, vun de Phtalaten, e ganz komplizéierten Numm. Zum Beispill vun enger Substanz, déi ech do nëmme wëll erwähnen, dat ass den DEHP. Deen DEHP ass fonnt ginn a Kannerspillsaachen, a Plastik, an de Schnulleren, an de Suckele vun de Kanner ass e fonnt ginn, an d'europäesch Kommissioun huet elo virun e puer Méint den DEHP an dräi Beräicher verbueden. Esou geféierlech gëtt deen DEHP ageschätzt.

Deen DEHP, dee gëtt et awer nach a villen anere Beräicher, och am Haushalt. Zum Beispill a PVC-Buedembeläg gëtt et en. An eng rezent Etüd vum November d'lescht Joer vum Karolinska Institut aus Schweden, ee vun de renoméiertste wëssenschaftleche medezineschen Instituter, huet erausfonnt, an engem Vergläich vun 200 Kanner mat Asthma an 200 Kanner ouni Asthma, datt den eenzegen Ënnerscheed war, d'Belaaschtung vum Hausstëbs a vun de Buedembeläg an de Kannerzëmmer mat PVC, mat dem Weichmacher aus dem PVC. Dat war den eenzegen Ënnerscheed, dee se festgestallt hunn zwëschent deene belaaschtene Kanner an deenen net belaaschtene Kanner.

Dat si Saachen, déi nach ëmmer erlaabt sinn, laut Biocide-Gesetzgebung, a mir mengen dofir, et ass dat wat ech am Ufank gesot hunn, datt et net nëmmen e Problem ass vun net genügend Informatioun doriwwer, mä dass et e Problem ass, datt déi Biocide-Richtlinnen dringend missten iwwerschafft ginn, op der Basis vun deene rezentste wëssenschaftleche medezineschen Erkenntnisser.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, eng ganz Rei vun anere Beispiller kënnt ech hei virbréngen. Ech mengen, et ass awer net ubruecht. Well et hei am Fong just ëm déi kleng Modifikatioune geet, wëll ech dorobber verzichten. Mä ech ginn lech d'Garantie, datt wa mer hei iwwert d'Interpellatioun iwwer „Reach" schwätzen, datt dat doten een Ënneraspekt ass vun där Problematik, déi am Moment am europäesche Parlament diskutéiert gëtt a wou et ëm Ëmwelt a Gesondheet geet a wou d'Europäesch Kommissioun ëmmerhin 2003 eng relativ couragéiert Propositioun „Reach" op den Dësch bruecht huet, fir endlech dee Chemikaliemarché am Sënn vun Ëmwelt a Gesondheet besser an de Griff ze kréien. An dorobber wäerte mer also hei mussen agoen. A wann et bei enger couragéierter Léisung op europäeschem Niveau bleift, da wäerte mer d'Chance an deenen nächste Jore vläicht kréien, datt eng Rei ëmweltbedéngten Erkrankungen, datt mer déi vläicht wäerte kënne mol an de Grëff kréien. Datt mer se kënnen eventuell souguer reduzéieren. Datt et net méi zu esou Krankheete kënnt, an dann huet dat och Implikatiounen op eis Krankekeeseproblematik.

Well dat dote sinn d'Problemer, déi vun Doktere meeschtens net erkannt ginn an da lafen déi Leit vun Dokter zu Dokter, vu Spezialist zu Spezialist, vun Analys zu Analys an esou virun. An dat sinn och Saachen, déi eise Krankekeesesystem zu engem Deel finanziell belaaschten, an dat muss net sinn.

Do musse mer preventiv virgoen an dofir mengen ech, datt déi Biocide-Geschicht hei eng wierklech wichteg ass. Mä si muss geännert ginn. Si muss verbessert ginn an dat soll lafen iwwert eng besser Reach-Gesetzgebung. A wann dat geschitt, da kënne mer méi Satisfaktioun hunn um Niveau Ëmwelt a Gesondheet, datt et besser geet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Als leschte Riedner ass den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Dat deet esou wéi, datt ech ëmmer dee Leschte sinn.

Här President, ech géif och der Madame Rapportrice selbstverständlech meng Félicitatiounen ausspriechе fir deen excellente Rapport. Si huet dat mat esou vill Charme gemaach, dass ee schonn erëm drop waart, fir se erëm eng Kéier hei op der Tribün ze gesinn.

(Hilarité)

Ech war de mueren an der Commission de l'Égalité, do sinn ech inspiréiert ginn.

(Hilarité et interruptions)

Ech hu méi verstane wéi Der mengt, dat wësst Der jo. Ech gesinn et just aus engem anere Bléckwénkel wéi Dir.

Här President, Biociden, déi si soss am Fong ëmmer als Pesticides pour usage non agricole bezeechent ginn, mä et gëtt awer nach eng Rei aner Bezeechnunge fir d'Biociden. Zum Beispill bei den Entreprisen, déi se hierstellen, do gi se Produits phyto-sanitaires genannt. Bei den europäesche Reglementer fënnt een de Begréff Produits phyto-pharmaceutiques erëm a bei den agronome Wëssenschaftler, do heesche se Produits agro-pharmaceutiques. Egal wéi se op jidde Fall genannt ginn, se déngen awer dem Zweck fir eng Rei Produiten unzebidden, déi fir Désinfectants ménagers, Insecticiden, Holzschutzmëttel oder eng Rei waasserléislech Fuerwen a Schutzmëttelen hierzestellen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Den Objektiv soll awer sinn, fir eng héchste Protectioun fir Mënsch, Déieren an Ëmwelt ze garantéieren. Et geet drëm Produiten op de Maart ze bréngen, déi akzeptabel Risike mat sech bréngen. Laangfristeg gesi sollen déi Produitë preventiv wierke géint kriibserregend Effekten oder toxesch Nowierkunge fir Reproduktiounen, fir toxesch Substanzen ze ersetzen, respektiv persistenten oder bio-cumulabel Produiten.

De Projet, dee mer haut hei virleien hunn, ass eng noutwendeg Ergänzung vum Gesetz vum 24. am Chrëschtmount 2002 a respektéiert och voll a ganz déi diesbezüglech EU-Direktiv vun 1998.

Wa mer elo an dësem Gesetz haaptsächlech Strofe verstäerken, esou sinn ech awer der Meenung, dass dat net duergeet, mä dass niewent de Strofen trotzdeem awer d'Kontrollen, ier déi Produiten op de Maart kommen, onbedéngt musse verschäerft ginn, an och wann ech net grad esou défaitistesch si wéi den Här Huss, esou mengen ech awer, dass e ganz Recht huet, wann e seet, dass et net duergeet hei mat Strofen ze operéieren, mä dass awer preventiv muss gewierkt ginn an och op jidde Fall muss dofir gesuergt ginn, dass déi Substanzen, wa se op de Maart kommen, enger strengster Kontroll ënnerworf ginn an dass et net nëmmen déi Produitë sinn, mä dass een awer och gesäit, an elo e puer rezent Beispiller, wéi zum Beispill am Enregistrement, am neien Enregistrement um Kierchbierg, wou ganz vill gesondheetlech Problemer opgetaucht sinn, wou Kloe si vu Leit, wou Krankheetsfäll méi wéi iwwert der Moyenne leien. Dat heescht, wou och mat esou Substanze geschafft gëtt a wou och besonnesch den Tapis plain mat de Stëbsmilben an all deem, wat do drunner hänkt, awer e groussen Impakt op d'Gesondheet vun deene Leit huet.

Esou dass et och net schlecht wier, wann eng Kéier eng Analys géif gemaach ginn, wéi besonnesch an den öffentleche Gebaier mat esou Substanzen ëmgaangen ass, ëmgaange gëtt an dass gekuckt gëtt, dass zumindest do mol un allerëischter Stell dofir gesuergt gëtt, dass esou Substanzen net méi an de Gebrauch kommen.

Well dëse Projet awer an déi richteg Richtung geet, kënne mer e selbstverständlech als ADR awer stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Grethen freet d'Wuert nach.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, hei am Haus ass jo mat Momenter ganz vill Opreegung. An nodeem ech elo dem Här Huss opmierksaamst nogelauschtert hunn, froen ech mech, ob dat net kéint drop zréckzeféiere sinn, dass hei och am Bau e puer geféierlech Substanze gebraucht gi sinn, an ech froe mech, ob et net wichteg wier, emol d'Ëmweltambulanz heihinner kommen ze loossen, fir ënnersichen ze loossen, wat dann d'Leit esou opreegt.

(Hilarité)

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Här Huss, hutt Der eppes Substanzielles zu där Propositioun ze soen?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Jo, ech hunn eppes Substanzielles ze soen, well wéi hei déi Chamber renovéiert ginn ass, du war ech an engem Aarbechtsgrupp mat derbäi, deen duerfir sollt suergen, datt déi Saachen, déi hei gebraucht gi sinn, solle baubiologesch eenegermoossen an der Rei sinn. Ech sinn och der Meenung, datt villes heibannen an der Rei ass, mä et schéngt ee Problem hei effektiv ze bestoen, deem ee misst nogoen, deem d'Ëmweltambulanz misst nogoen, dat ass d'Problematik vun der Lëftung, vun der Aératioun heibannen. Do kann et sinn, datt an der Lëftung, wann déi net seriö gewart gëtt oder net oft genuch oder net mat deene richtege Produkter gewart gëtt, datt da Saachen an de Raum kommen.

Ech ka mech erënneren, datt schonn d'lescht Joer a virlescht Joer hei Kloe waren, virun allem op der Säit vun deenen dote Bänken.

(Interruptions et hilarité)

Vun deene Bänken op där doter Säit, datt do Kloe komm sinn iwwer Problemer, datt Leit op eng Kéier Schleimhautreizungen haten, datt si sech net gutt do gefillt hunn, an ech géif et vläicht sënnvoll fannen, datt een nëmme wéinst deem Problem, well dat do op där Säit ass, mat der Aératioun, sollt effektiv Nopréiwunge maache loossen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

(Interruptions diverses, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Huss, ech kann lech berouegen, d'Belüftung an d'Entlüftung an d'Klimaanlag si viru kuerzem hei nogekuckt ginn, nogecheckt ginn. Bei der Belüftung an der Entlüftung schéngt alles an der Rei ze sinn, mä bei der Klimaanlag, déi eis awer nawell relativ vill kascht huet, klappt et nach ëmmer net. Ech weess net ob et hei uewen nëmmen esou waarm ass. Et ass iwwerall esou waarm. Also kucke mer nach eng Kéier duerno, fir lech Satisfaktioun ze ginn.

(Interruptions diverses)

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn um Enn vun der Diskussioun ukomm. D'Wuert huet elo de Gesondheetsminister fir Stellung ze huelen zum Projet. Här Di Bartolomeo, Dir kënnt och vun do uewen.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, ech mengen, Här President, well Der de ganzen Nomëtten esou gentil mat mer waart a mech net ënnerbrach hutt, wann ech meng Riedezäiten iwwerschratt hunn, probéieren ech da ganz, ganz kuerz ze äntwerten…

M. le Président.- Très bien.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- …an Iech Merci ze soe fir Är Indulgence.

Éischtens, no där gudder Presentatioun vum Projet duerch d'Rapportrice brauch ech net méi op d'Detailer zréckzekommen. Et ass en noutwendege Projet, well mer d'Taxe fir den Enregistrement op eng räsonnabel Héicht festleeën an domat och verhënneren, dass mer als Land iwwerrullt gi bei niddereregen Tariffer vun esou Demandë fir déi verschidde Produiten ze préiwen.

Well mer dann och net iwwerrullt wäerte ginn, an do ginn ech dann op d'Fro vun der Madame Frank an, brauche mer déi Servicer net deementspriechend wéinst dësem Problem auszebauen, wat eis awer net wäert drun hënnere fir Iwwerleeungen ze féieren, awéifern dass mer d'Division pharmaceutique op aner Erausfuerderungen hin adaptéieren. A mir kënne schliisslech iwwert dat heite Gesetz op auslännesch Experten zréckgräifen, wann da sollen Demandes d'enregistrement kommen. Duerfir ass et net

noutwendeg hei eng speziell Divisioun ze kreéieren.

Op déi Iwwerleeunge vum Här Huss, déi ech an enger ganzer Rei vu Punkten deelen, wëll ech soen, dass mer net fir näischt an deenen nächste Méint innerhalb vun eiser Présidence wäerten eng Konferenz organiséieren, wou mer den Impakt vun Ëmweltgëfter op d'Gesondheet besonnesch an den Inneraim wäerte préiwen, wou mer eng ganz gutt Kollaboratioun hunn an, mengen ech, net nëmme Konferenze maachen, fir nei Iwwerleeungen ze maachen, mä fir Iwwerleeungen, déi op anere Plaze scho gemaach gi sinn, ze implementéieren. Do wäert also e positiven Impakt kommen an e positiven Input kommen, dee mer och weider wäerte leeden un d'Kommissioun, déi esou Iwwerleeunge muss implementéieren.

Dann e fënnefte Punkt. Wann d'Chamber selbstverständlech de Wonsch géif äusseren, dass d'Ëmweltambulanz eng Kéier laanscht kënnt, da stinn ech ganz gär zur Verfügung mat deene Servicer, déi mer hunn, fir ze verhënneren, dass eng Kéier eng aner Ambulanz muss kommen.

(Hilarité)

Ech soen lech villmools Merci a besonnesch dem President, dass hie mer esou laang nogelauschtert huet.

M. le Président.- Merci, Här Gesondheetsminister, speziell well Der lech haut esou kuerz gefaasst hutt an och fir Är gentil Offerte. Do ass d'ganz Haus lech dankbar.

Mir kommen elo zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5379.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par Mme Nelly Stein), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par Mme Lydie Err), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Romain Schneider), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Niki Bettendorf), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn haut de Mëtteg d'Demande gehat vum honorabelen Här Bettel, fir eng Question parlementaire, déi hien un de Justizminister geriicht huet, op den Ordre du jour ze kréien a fir déi kënnen hei virzedroen. Et ass esou, dass opgrond vum Reglement déi Demande vum Här Bettel an deem Sënn net receivabel ass, well mer an eisem Reglement virgesinn hunn, wa keng Äntwert vun der Regierung do ass, da kann den Deputéierte froen, fir d'Fro op den Ordre du jour ze kréien.

Elo ass et awer esou, dass an dësem Fall eng Äntwert do ass. Mä et ass eng Äntwert, déi an den Ae vum Här Bettel an och an den Ae vun aneren net zefridde stellend ass an deem Sënn, wou d'Äntwert net komplett ass. Ech hu mer dat ugekuckt an ech géif der Chamber proposéieren, effektiv wann eng Äntwert kënnt, déi esou onzefridde stellend ass, dass Deeler net beäntwert sinn, dass d'Chamber da soll domat d'accord sinn, fir déi Fro op den Ordre du jour ze kréien.

Ech proposéieren also, dass muer de Mëtteg - an ech informéieren de Justizminister an där Richtung - um hallwer dräi den Här Bettel déi Froen hei aus senger Fro stellt, déi net beäntwert sinn oder déi a sengen Aen net beäntwert sinn. Déi, déi beäntwert sinn, dat ass an der Rei. Déi aner stellt Der a mir fueren nom Prinzip an no der Riedezäit, esou wéi se an eisem Reglement fir d'Heure de questions virgesinn ass.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà, da si mer um Enn vun der Sitzung. Muer de Mëtteg um hallwer dräi gesi mer eis erëm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.08 heures)

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung **live** *an* **integral** *mat enger Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un*

MERCREDI, 23 MARS 2005

28E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Dépôt de deux projets de loi
2. Ordre du jour
3. Question avec débat N°1 de M. John Castegnaro relative à l'évolution du chômage
4. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR concernant l'interprétation et l'application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

   (Discussion générale - motion)
5. Question parlementaire N°212 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité au Centre pénitentiaire
6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le gender budgeting, c.-à-d. l'établissement du budget de l'État selon la perspective du genre

   (Discussion générale - motion)
7. 5171 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002

   (Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. 5166 - Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. 5306 - Projet de loi concernant l'assistance administrative entre les États membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
10. 5298 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles, le 26 juin 1999

    (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
11. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Jo, Här President.

M. le Président.- Den Här Ëmweltminister huet d'Wuert.

1. Dépôt de deux projets de loi

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, de Statschef huet mer de 7. Mäerz d'Autorisatioun ginn, e Gesetz ze deponéieren, wat eng Modifikatioun vum Juegdgesetz wäert mat sech bréngen, an de 16. Mäerz huet e mech autoriséiert eng Modifikatioun vum Kommodosgesetz vum 10. Juni '99 ze déposéieren, wat zur Aufgab huet d'Aarhus-Konventioun an de Kommodo ze transposéieren.

- Projet de loi N° 5452 modifiant et complétant la législation sur la chasse, et

- projet de loi N° 5453 modifiant la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Merci.

M. le Président.- Ech huelen Akt vum Dépôt vun dësen zwee Projets de loi. Déi Projete ginn un déi zoustänneg Kommissioune verwisen.

2. Ordre du jour

Wat den Ordre du jour vun haut de Mëtteg ubelaangt, wëll ech drun erënneren, éischtens datt uganks der Sitzung d'Question avec débat Nummer 1 vum Här John Castegnaro iwwert de Chômage évacuéiert gëtt, an datt zweetens den Här Bettel, no den Aktualitéitsstonnen, Prezisiounen zu senger Fro Nummer 212 vum Justizminister kréie wäert.

Mir kommen elo un d'Question avec débat vum Här Castegnaro, iwwert d'Entwécklung vum Chômage. Den Auteur vun der Questioun huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro, an no der Äntwert vum Minister eng Minutt, fir seng Zousazfroe virzedroen. Der Regierung stinn 10 Minutten zou. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Castegnaro. Här Castegnaro.

3. Question avec débat N°1 de M. John Castegnaro relative à l'évolution du chômage

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, Europa steet an dësen Deeg am Mëttelpunkt vun der Aktualitéit. E Samschden hunn Zéngdausende vu Gewerkschaftler demonstréiert géint Ofbau a géint Aarbechtslosegkeet. D'Regele vum Währungs- a Stabilitéitspakt schénge méi realistesch ze ginn, also ugepasst ze sinn. De Fréijorsgipfel vun den EU-Stats- a Regierungschefen ass amgaang ze tagen an d'Mënschen an Europa erwaarden sech vun deem Sommet positiv Signaler, wat hir Zukunft ubelaangt.

Europa steet ganz besonnesch ënnert dem Androck vun der Massenaarbechtslosegkeet, vum Kafkraaftverloscht, vun der Veraarmung an och vu sozialen Ängschten, an der Zukunft. De Chômage an der Europäescher Unioun, mä och zu Lëtzebuerg, mécht de Mënschen Angscht. D'Statec-Zuelematerial an de Comité de conjoncture vun haut de Muere bestätegen, dass et kee Réckgang gëtt, mä esouguer eng liicht Erhéijung: 9.945 Mënschen op der Sich no enger Aarbecht, 3.500 a sou genanntene Beschäftegungsinitiativen, dat heescht an der Prekaritéit an an der Ongewëssheet, eng definitiv Aarbechtsplaz ze fannen.

Lëtzebuerg huet zënter 1975 e Koup vu Mesuren agefouert, de Fonds de chômage oder pour l'emploi ass geschafe ginn, d'Solidaritéitssteier koum, Noutstandsaarbechten, Chômage partiel, vill Initiativen, innovativ a preventiv hu mer gehandelt, an déi zoustänneg Verwaltungen, wéi d'ADEM sinn och moderniséiert a Personnel opgestackt ginn. D'national Tripartite ënner anerem beschäftegt sech regelméisseg mat dësen an aneren Themen, och am Kader vun de sou genannte PAN-Gesetzer.

Vill, oft ongenotzte Moossnamen, vill finanziell Moyenen, och oft ongenotzt, stinn also zur Verfügung. An dach si mer bal 14.000 Mënschen ouni Aarbecht, eng Tendenzwenn ass net sichtbar an u Beispiller wéi Villeroy & Boch, wéi Valfond, wéi TDK, wéi ëmmer nach vill Failliten, loosse Schlëmmes erwaarden.

De Regierungs- a Koalitiounsprogramm gesäit nei Moossnamen an Iddië vir, oder soll bestehender reforméieren, upassen, respektiv eng legal Basis schafen, e Finanzéierungsgesetz, fir déi sou genannte Beschäftegungsinitiativen, oder nach eng gesetzlech Basis fir d'Solidarwirtschaft als en zousätzleche Pfeiler an eiser Ekonomie.

Generell, Här Minister, géing ech mer wënschen, dass d'Parlament hei, quasi automatesch een- bis zweemol am Joer, iwwert d'Beschäftegungssituatioun an d'Beschäftegungspolitik informéiert an an dee wichtege Prozess do mat abezu gëtt. An ech wär frou, wann de Minister an deem Sënn eng Initiativ géing ergräifen.

Méi konkret, Kolleeginnen a Kolleegen, géing ech gäre froen, ob déi Froen, déi ech elo stellen, Äntwerte kréien. Wou sti mer an der Ëmsetzung vum Regierungsprogramm? Wéi wäit sinn d'Preparatiounen, éischtens fir en neien Audit iwwert d'ADEM fir och si fit géigeniwwer vun de wuessende Problemer ze maachen? De strukturelle Chômage, an et ass jo dat, wat eigentlech dramatesch ass, hëlt an dësem Land zou.

Zweetens, d'Aarbechtszäitmodulierung an de Betriber, wou Entloossunge programméiert sinn, soll duerch staatlech finanzéiert Aarbechtszäitverkierzung iwwer eng ze vereinbaren Zäitdauer opgefaang oder verhënnert ginn, an dat soll verbonne gi mat obligatorescher Aus- a Weiderbildung, an domat am Endeffekt och enger Verbesserung vun der Employability. Wéi steet et mat der Ausdehnung vum Artikel 43 vum PAN-Gesetz? Brauche mer net endlech, Här Minister, e Kadergesetz a Saachen Aarbechtszäit, fir iwwerhaapt deen néidege Rahmen ze hunn, wou sech déi Saachen do an anerer entwéckele kënnen?

Drëttens, wat ass d'Meenung vum Minister, respektiv vun der Regierung, zu deem OGB-L-Virschlag iwwert d'Aféierung vun enger Cellule pour le maintien de l'emploi, dat heescht, d'Finanzéierung an d'Ofsécherung vun Aarbechtsplaze statt Entloossungen, Aarbechtslosegkeet a Sozialpläng?

Ech menge mir wieren eis och hei eens doriwwer, dass dee beschte Sozialplang an déi beschte Prime de départ ëmmer nëmmen eng Plooschter op en Holzbeen duerstellt an a kengem Fall eng verlueren Aarbechtsplaz ersetzt. A mir wëssen och, dass all verlueren Aarbechtsplaz e Verloscht u Substanz duerstellt u Räichtum a vollekswirtschaftlech op Dauer ontragbar gëtt, an dat gëllt ganz besonnesch an der Industrie, wou mer drastesch an dramatesch zréckgaange sinn. Mä dat gëllt och fir d'Finanzplaz a fir aner Wirtschaftsberäicher.

Mir däerfen och besonnesch net an de Feeler verfalen, déi entloosse Grenzgänger ausser Uecht ze loossen. Fir si wéi fir d'Lëtzebuerger an d'Netlëtzebuerger bedeit Aarbechtsplazverloscht eng Existenzfro, eng dramatesch Situatioun, eng Ausgrenzung; fir Lëtzebuerg insgesamt wirtschaftlech Veraarmung, Auswierkung op d'Finanzéierung vum Sozialstat a vun der allgemenger Liewensqualitéit.

D'Regierung muss handelen a mat de Sozialpartner - ech sinn direkt fäerdeg; de Chômage wiisst, d'Riedezäit misst och wuessen - nei Weeër goen. Et ass och eng Fro vun der sozialer Responsabilitéit. Politik misst zu Lëtzebuerg positiv Signaler setzen, an duerfir muss och a Saache Bolkestein, wou jo munches schéngt erwaart ze ginn, mä och Lissabon-Strategie, an déi mat deenen zwee Reiztheme verbreeten Angscht an Onsécherheet, Zouversiicht entgéintgestallt ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. D'Wuert huet elo den Aarbechtsminister, den Här François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Ech war gëschter och um Sommet dobäi, beim Sommet social, haut ass dee Sommet eriwwer gaangen.

Ech hunn d'Konklusioun nach net gesinn, mä ech kann Iech awer soen, dass ech gudder Hoffnung sinn, dass déi Iwwerleeungen, déi d'Lëtzebuerger Présidence vun Ufank u gemaach huet, am Kader vun der Revisioun vun der Lissabon-Strategie, nämlech dass déi Lissabon-Strategie eng grouss Bréck ass, déi ee muss bauen, déi net nëmme kann op engem Pfeiler berouen, mä op dräi Pfeiler soll berouen, nämlech nieft dem wirtschaftlechen, deen natierlech zentral ass, well ouni Wuesstem a méi a besser Aarbechtsplaze komme mer net weider, mä och op dem Pfeiler vun der sozialer Kohesioun an dem Pfeiler vun den Développements durables; dass déi Iddië sech, mengen ech, konnten op deem Sommet do duerchsetzen, wat och e positiivt Signal ass fir déi Diskussioun an Europa an och hei, déi mer wëlle weiderbréngen.

Den Här Castegnaro huet et scho gesot, mir haten de Moie Comité de conjoncture. Effektiv ass, an ech kann Iech vläicht déi Ziffere ginn, am Mount Februar d'Zuel vun den Demandeurs d'emploi ëm 59, dat ass net vill, mä ëmmerhi gestigen, obwuel och d'Offres d'emploi ëm 71 gestige sinn. Ech kann Iech och e puer Ziffere soen, déi e bëssen erklären, wat do hannendru ka geschitt sinn.

Et ass nämlech ganz iwwerraschend - fir mech ass et net iwwerraschend -, neen, et ass ganz signifikativ festzestellen, dass déi Leit, déi manner wéi e Mount ageschriwwe sinn, ëm 350 Unitéiten zréckgaange sinn. Dat heescht, et ass ganz vill Mouvement geschitt. Obwuel sech 1.463 nei Leit ugemellt hunn am Mount Februar, sinn der 350 manner - dat ass vu ronn 1.500 op 1.150 zréckgaangen - ageschriwwen, déi manner wéi e Mount ageschriwwe waren. Dat heescht, et geschitt eppes um Aarbechtsmaart. Et ginn dauernd Leit, och Résidenten, agestallt.

Mir stellen och erëm eng Kéier fest, wat ech elo schonn zënter e puer Méint net midd ginn ze soen, nämlech dass d'Zuel vun deene jonke Leit, déi ageschriwwe sinn, zréckgeet - lues zréckgeet. Mir hunn nach ëmmer Problemer mat Jonken, déi keng Aarbecht fannen. Ech bekëmmere mech all Dag drëm, an och souguer perséinlech ëm Leit. Déi Zuel geet zréck, währenddeems déi vun deenen, déi méi wéi 40 Joer hunn, dauernd zënter e puer Méint wiisst, wat déi Gefor vu Chômage structurel, déi den Här Castegnaro hei opgegraff huet, effektiv ënnersträicht.

An dat sinn déi Suergen, déi mer eis musse maachen, well mer och feststellen, dass d'Zuel vun den Netqualifizéierten dauernd wiisst. Do musse mer eis Suerge maachen. Natierlech soen ech ëmmer, mir mussen um Schoulsystem änneren a schaffen, mä et däerf een net vergiessen, dass am Chômage d'Lëtzebuerger manner wéi een Drëttel ausmaache mëttlerweil, an d'Netlëtzebuerger zwee Drëttel, an déi Netlëtzebuerger hunn net all hir Schoul zu Lëtzebuerg gemaach a maachen an Zukunft net all hir Schoulen hei zu Lëtzebuerg. Dat heescht, mir mussen och kucken, wéi mer lifelong learning an de Grëff kréien.

Wéi vill Minutten hunn ech, Här President? Dir sidd elo streng.

M. le Président.- Zéng!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Zéng Minutten, da kommen ech nach vläicht drop zréck. Ech wëll mech awer un déi Minutten halen.

Et ass och net esou, dass mer géifen d'Frontalieren ausser Uecht loossen. Dir wësst, dass mer e Kompromëss fonnt hunn op europäeschem Niveau, dass d'Frontalierë wuel och an Zukunft hire Chômage am Ausland kréien, mä mir iwwer Accords bilatéraux, notamment mat eisen dräi Nopeschlänner, do eens ginn. Wéini dat a Kraaft trëtt, kann ech Iech elo nach net soen, well do sämtlech europäesch Reglementer nach net geholl sinn, mä et ass evident, dass mer dat gemaach hunn.

Mir hunn et och gemaach bei der Invalidepensiounsregelung bei deene Leit, déi net Vollinvalid sinn, mä net méi hir lescht Aarbecht kënne maachen. Do ass et och esou, dass 35% vun deene Leit, déi mer do ageschriwwen hunn, Frontalierë sinn. Also, et ass net esou, dass mer hei zu Lëtzebuerg d'Frontalierë géife lénks leie loossen, well ouni Frontalierë hätt och eis Wirtschaft net déi Prosperitéit, déi mer elo hunn.

Den Här Castegnaro huet eng Propos gemaach, nämlech fir eng Debatt een- bis zweemol am Joer ze maachen iwwer Chômage. Also, ech sinn deen éischten Demandeur. Ech huelen déi Iddi gären op. Ech géif Iech virschloen, vu dass mer elo jo d'Rapporte kritt hunn, mä d'Debatt vum État de la Nation ass méi spéit. Ech wäert och wéi all Joer de Rapport mat der ADEM virstellen, wat d'lescht Joer geschitt ass.

Ech géif Iech da wierklech virschloen, Här President, mä et ass un Iech dat ze décidéieren an der Conférence des Présidents, fir zum Beispill donneschdes, de 27. Abrëll hei mëttes en Débat de consultation ze maachen, wou ech Iech virdrun nieft dem Rapport, deen Der souwisou hutt, nach vläicht eng Partie aner Dokumenter géif ginn, fir dass mer hei en connaissance de cause kënne schwätzen.

Woufir donneschdes, de 27.? Aus deem ganz einfache Grond, well mer moies de Comité de conjoncture hunn, esou dass mer och déi lescht Zifferen hu vum Mäerz. Dann hu mer e ganzt Trimester, wat engem och eng gewëssen Indicatioun gëtt. D'Leit mengen, dass am Februar de Chômage an d'Luucht gaange wär aus enger Partie reng konjunkturellen Ursaachen, notamment well et am Bau elo roueg war, wéinst dem kale Wanter. Mä ech mengen, wa mer d'Mäerzzuelen hunn, da gesäit ee wierklech, ob mer mat der Verschlechterung rapid eropginn oder ob mer an enger normaler konjunktureller Ofsenkung sinn - déi mer net duergeet.

Also, dat wär eng Propos vu mir, mä et ass selbstverständlech un Iech, Här President, dat mat der Conférence des Présidents ze diskutéieren.

Wou si mer dru mat deene Saachen, déi mer virgeschloen hunn an der Regierungserklärung? Mir hunn notamment an deene puer Méint virun der Présidence, well mer jo wëssen, dass an der Présidence net nëmmen de Minister vill drun ass, mä och seng Beamte vill dru sinn, ganz vill Viraarbechte gemaach.

Mir hunn nämlech ugefaangen ze schaffen, un där Iddi, déi de Wirtschaftssozialrot hat, fir eis Mesuren opzeforsten. An Däitschland zum Beispill ass eng Etüd elo rauskomm, déi seet, all déi Mesures d'activation, dat ass schéin a gutt, mä u sech ass hiert Resultat ganz geréng. Mir haten direkt gesot, déi Iddi vum Wirtschaftssozialrot, déi schonn d'lescht Joer komm ass, déi huele mer op, an dodru schaffe mir elo schonn zënter Méint. Mir maachen dat nämlech och zesumme mat de Sozialpartner.

Den 2. Mäerz ware mer zesummen, do hu mer en Accord fonnt mat de Sozialpartner iwwert déi dräi Etappen, mat deem mer elo wëlle virgoen. Elo Ufank Abrëll kënnt dee Comité nach eng Kéier zesummen an da gi mer en Optrag enger indépendanter Firma fir all déi Mooss-namen ze kucken: Wat fir eng sinn effikass, wat fir eng sinn net effikass?

Do wäerte mer och analyséieren, Här Castegnaro, woufir den Artikel 43, wéi anerer och, net gegraff huet. Ech erkläre wéinst der Zäit net, wat den Artikel 43 ass, da mussen d'Leit dat den Här Castegnaro oder mech hei froen.

Eng zweet Initiativ, déi mer geholl hunn, dat ass déi fir iwwert d'Fonctionnéierensaart a -weis vun der ADEM en Audit ze maachen. Do hu mer mat der OCDE Kontakt opgeholl. Dee Kontrakt ass elo amgaangen ënnerschriwwen ze ginn. D'OCDE huet eis just gesot, si kéint net virum September ufänken, deen Audit ze maachen, mä deen ass scho politesch accordéiert, mir mussen elo nach just d'Formalitéite maachen.

Do hu mer der OCDE och ganz kloer gesot, dass se net soll d'Missioun vun eiser ADEM a Fro stellen, nämlech dass et e Service public ass, deen de Monopol huet an deen eng Politique d'activation mécht, well et gëtt aner Modeller am Ausland. Ech mengen, mir wëllen déi ADEM do bäibehalen. Mä si soll kucken, ob d'ADEM efficace schafft oder net efficace schafft, an och dat ass also amgaang exekutéiert ze ginn. Wéi gesot, mir hu versicht, soubal d'Regierung do stung, op deene Punkten ze schaffen.

Een drëtte Punkt, op deem mer geschafft hunn, dat ass de Plan „Maintien de l'emploi". Dir wësst, dass virun net grad zwee Joer ech als Minister an d'Tripartite gaang sinn. Ech hunn do gesot, mir missten intelligent Restrukturéierunge maachen amplaz de Leit déck Ofgangsentschiedegungen ze ginn. Ech hat do e ganze Plang an deen ass notamment vum Patronat wéinst enger ganzer Partie Ursaachen, déi awer och zum Deel novollzéibar sinn, nämlech dem Problem vun den Aides d'État, refuséiert ginn. Doropshin hunn d'Sozialpartner mer gesot, ech soll mech do emol eraushalen, si géife vläicht besser bilateral eens ginn. Ëm d'Wahlen, ech weess net méi ob et kuerz virdrun oder kuerz duerno war, hunn d'Sozialpartner, dat heescht d'Gewerkschaften haaptsächlech, mer matgedeelt, si géifen net eens ginn.

Doropshin hunn ech de Koalitiounspartner virgeschloen op véier Mesuren ze schaffen, déi - mengen ech - kéinte konsensfäeg sinn:

Dat ass en Audit social en amont, well wa mer wësse mat Zäiten, wéini e Betrib sech muss restrukturéieren, kënne mer mat Zäiten intelligent Moossname fannen.

Zweetens, Prêts de main d'œuvre op sektorieller Basis - d'Gesetz ausweiden.

Drëttens Outplacement favoriséieren, wat awer zum Deel elo schonn d'ADEM mécht, wa se d'Profiler kennt.

A véiertens, Aarbechtszäitreduktioun begleeden an deem Moment, wou et intelligent ass, nämlech wou mer wëssen, dass d'Leit duerno kënnen op enger Aarbechtsplaz bleiwen, notamment iwwer Formatioun.

Mir hunn och do ee Questionnaire ausgeschafft, nach virun der Présidence. D'Sozialpartner hunn Zäit bis den 30. Juni mer hir Äntwerten eranzeginn. Ech hu bis elo nach keng kritt. Ech waarden awer bis den 30. Juni. An da wäert ech Iech mat engem Projet de loi befaassen iwwert déi dote Moossnamen.

Dir verstitt, dass ech hei als President um Pabeier vun dem Office National de Conciliation net kann op d'TDK agoen. Dat maachen ech ni esoulaang d'Négociatiounen do lafen. Ech wëll just soen, dass deen Dossier nach net zou ass, well do wäert de President vum Office National de Conciliation eng Initiativ huelen.

Dofir wäert ech nëmmen allgemeng iwwert dee Modell OGB-L schwätzen, ouni en an de Kontext TDK ze setzen. Déi Iddi ass folgend, fir nämlech ze soen: Majo, de Betrib soll d'Leit während zwee Joer halen, bis dass mer se aneschters placéiert hunn, an de Stat soll och 50% bäiginn. Ech hunn déi Propos de leschte Freideg an der Regierung mat de Kolleegen diskutéiert. An der Regierung si mer zur Meenung komm, dass dat net kéint goen, well nämlech eng Partie Problemer do sinn, wa mer zwee Joer waarden, an duerno mussen d'Leit awer entlooss ginn, dann hu mer net onbedéngt eppes geschafft, well mer net wëssen, wou mer erauskommen. A mir mussen nawell herno Indemnités de chômage bezuelen.

Den zweete Problem ass deen, dass mer jo net nëmme kënnen eppes fir ee Betrib maachen. Wa mer esou e Modell wéilte maachen, misst deen iwwert d'ganzt Land goen, an dat ass, soen ech Iech éierlech, als Alternativmodell zum Fonds pour l'emploi net ze bezuelen - deen dote Modell en tant que tel. Ech bleiwen awer der Meenung, dass mer sollen op sektorieller Basis - an dat hoffen ech, dass dat och erauskënnt bei deenen Négociatiounen a Consultatiounen, déi ech mat de Sozialpartner hunn - esou Poole maachen, an da muss een natierlech Gesetzer änneren, well da muss ee verschidde Saache vum Fonds pour l'emploi an aner Moossname stiechen.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass mer elo schonn eng Partie Mesuren hunn, déi d'Sozialpartner kënnen en oeuvre setzen, wéi zum Beispill Travaux d'intérêts généraux, wéi zum Beispill Chômage partiel - dat ass Aarbechtszäitverkierzung, wou een net soll vergiessen, dass d'Aarbechter selwer do eng Abouss hunn, an dass ech och zënter dem leschte Joer en Artikel kritt hunn, deen heescht Maintien de l'emploi, deen ass net am Fonds pour l'emploi, deen ass am Budget, mat deem ech intelligent Moossname ka begleeden.

Mir haten de Moien am Comité de conjoncture en Dossier vun enger Firma, wou mer dat fäerdeg bruecht hunn. Eng Firma, déi zum Deel delokaliséiere muss an d'Tschechesch Republik, fir kënnen hei zu Lëtzebuerg weiderzeschaffen, dat heescht, zu Lëtzebuerg geschitt d'Plus-value an dat Bëllegt geschitt an der Tschechescher Republik. Doduerch ginn 42 Leit iwwerflëssegq, a mir sinn eens ginn - iwwregens mat de Sozialpartner, déi am Kollektivvertrag sech eens gi sinn, fir mat de Lounfuerderungen gedaamt ze bleiwen -, dass dee Betrib awer nei investéiert zu Lëtzebuerg, esou dass déi 40 Leit kënnen op enger neier Ligne de production agesat ginn.

Allerdéngs mussen se fir déi ëmgeschoult ginn, an dat kann ech dann iwwert deen Artikel Maintien de l'emploi - Formation maachen. Dat wäert de Stat 200.000 Euro kaschten, mä dat ass eng Moossnam, wou ee gesäit, dass wann d'Sozialpartner an de Stat intelligent Moossnamen huelen, dass mer esouguer virun deem Gesetz, wat ech gären hätt iwwert de Maintien de l'emploi, elo scho Méiglechkeeten hu fir geziilt positiv Saachen ze maachen.

Här President, ech hunn eng Minutt an 30 Sekonnen iwwerzunn, da sidd och fäin mam Här Castegnaro.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt. Jo, Här Castegnaro? Eng Zousazfro? Kuerz, wann ech gelift!

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Merci fir d'éischt dem Minister fir d'Äntwerten, déi zum Deel drop hiweise wou et higeet. Ech stelle just fest, dass et beim Comité de conjoncture och nach Dosende vu Chômeure gëtt, déi net erfaasst gi sinn, esou dass ech fäerten, dass et der iwwer 10.000 sinn. Mä d'Fro ass déi, ob et an der Regierung eng konzertéiert Aktioun ënnert den zoustännege Ministere gëtt, déi mat Wirtschaft an Aarbecht ze dinn hunn - de Finanzminister, den Aarbechtsminister, de Wirtschaftsminister, de Mëttelstandsminister -, déi sech konzertéieren, déi sech gesinn, déi Tripartiten an och vläicht Parlamentssitzunge misste virbereeden an domat eigentlech e Vollzäitaarbechtsminister och formidabel kënnten ënnerstëtzen.

M. le Président.- Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech considéréiere mech nach wie vor als Vollzäitaarbechtsminister well ech och eng Vollzäitstatssekretärin zu menger Säit hunn. Dat fir déi kleng Pick vum Här Castegnaro.

Ech wollt awer op déi Haaptfro agoen, nämlech d'Konzertatioun um Regierungsniveau, déi Debatt, déi mer de leschte Freideg an der Regierung haten iwwert déi ganz Geschicht Maintien de l'emploi, wou mer véier Punkten zréckbehalen hunn:

- nämlech éischtens deen, dass mer bestehend Moossname solle voll notzen;

- zweetens, dass de Stat nëmme ka subsidiaresch agräifen; fir d'éischt mussen d'Sozialpartner eens sinn, déi zwou Säite wuelverstan;

- deen drëtte Punkt, dass mer keng gesetzlech Initiativen huelen, ier ech mat de Sozialpartner verhandelt hunn;

- déi véiert Konklusioun ass déi, Här Castegnaro, dass mer en Aarbechtsgrupp an d'Liewe ruffen, notamment tëschent Wirtschaftsministère an Aarbechtsministère, fir ze kucke wéi mer kënnen „en amont", wa Betriber op Lëtzebuerg kommen, dat, wat mer jo awer elo schonn hunn, nach verstäerken, fir nämlech ze kucken, dass um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart rekrutéiert gëtt, an awéiwäit een och do kann eng Partie Ofsécherunge maachen, notamment fir déi Betriber, déi Subside kréie vum Stat.

Do besti scho Saachen. Ech perséinlech mengen awer, dass een do nach kéint méi wäit goen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen elo zum nächste Punkt. Dat ass eng Heure d'actualité iwwert d'Interpretatioun an déi praktesch Applikatioun vum Artikel 17 vum Gesetz vum 19. Januar 2004 iwwert den Naturschutz, eng Aktualitéitsstonn, déi ugefrot ginn ass vum ADR.

D'Riedezäit ass nom Artikel 78 (2) vum Chamberreglement festgehalen a gesäit vir: Déi Fraktioun, déi déi Aktualitéitsstonn ugefrot huet, huet zéng Minutten Zäit, déi aner Fraktioune jeeweils fënnef Minutten, an der Regierung steet eng Véierelsstonn zur Verfügung. Bis elo hu sech ageschriwwen: déi Häre Schank, Goerens, Negri a Gira.

D'Wuert huet elo de Vertrieder vun der Fraktioun vum ADR, den honorablen Här Robert Mehlen. Här Mehlen.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR concernant l'interprétation et l'application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. D'Ursaach vun dëser Heure d'actualité iwwert d'Interpretatioun vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz, wat den alen Artikel 14 vum Naturschutzgesetz vum 11. August 1982 war, ass e grousse Sträit, deen ausgebrach ass tëscht der Forstverwaltung engersäits, an enger Partie Baueren an och deelweis Bauerenorganisatiounen anerersäits.

Dat huet sech déi lescht Zäit héichgeschaukelt. De „Lëtzebuerger Bauer" huet viru kuerzem geschriwwen: „Naturschutz via Strafgericht". Ech erlabe mer och gläich - obschonn ech jo mat där Organisatioun net ëmmer op därselwechter Linn leien - en Zitat aus dem Leitartikel ze ginn, fir awer ze weisen, wéi hefteg datt d'Diskussioun gefouert gëtt: „Im Zentrum der Diskussion und der Kritik steht eine übertriebene, fast surrealistisch anmutende unsinnige Interpretation eines Gesetzartikels, die weit über die Problematik von Hecken oder sonstigen Landschaftsstrukturelementen hinaus reicht. Im Zentrum der Kritik steht eine die Landwirtschaft verachtende Denkweise, die, falls sie mit ministerieller Zustimmung tatsächlich voll zum Tragen käme, eine produktive Landwirtschaft schier unmöglich machen würde."

Domat si mer matzendran am Débat. Et ass, Här President, déi klassesch Ausenanersetzung tëschent der moderner Landwirtschaft an den Naturschützer. Wann d'Opfaassungen an d'Positiounen ze wäit ausernee ginn, dann ass de Konflikt virprogramméiert. Dat ass de Fall wann de Bauer mengt, all Quadratmeter misst intensiv genotzt ginn, oder all Heck dobausse géing bei der Aarbecht hënneren. Et ass awer och de Fall wann d'Verwaltung all diren Äppelbam als schützenswäerte Biotop ugesäit an de Baueren esou vill Virschrëfte mécht, datt se vu lauter Beem de Bësch net méi gesinn.

Wann een den Artikel 17 à la lettre ausleet, da leeft näischt méi. Dann däerfen d'Baueren hir Stécker am Fréijor net méi aséien, well d'Broochen en Habitat fir déi jonk Huesen an eenzel Bodenbrüter duerstellen. Och d'Wisen däerften dann eréischt nom hallwe Juli geméit ginn, well si als Wunnraum fir vill Déieren a Vigel gëllen an déi modern Maschinne vill méi performant sinn ewéi déi gutt al vum Päerd gezunne Méimaschinn.

D'Landwirtschaft huet sech enorm verännert, virun allem sinn d'Betriber vill méi grouss ginn an déi wéineg Baueren, déi iwwreg bliwwe sinn, stinn ënner enormem Leeschtungsdrock a Stress. Nëmmen duerch grouss performant Maschinnen ass et méiglech d'Aarbecht nach ze bewältegen. Déi Maschinne brauchen awer grouss arrondéiert Flächen. Do ännert och d'Neiorientéierung vun der Agrarpolitik näischt.

Loosse mer dofir mat de Féiss um Buedem bleiwen. De Konsument engersäits hätt gäre gutt, awer virun allem bëlleg Liewensmëttel, an déi huet hien. Nach ni an der Mënschheetsgeschicht hunn d'Leit an Europa verhältnisméisseg esou wéineg fir hir Liewensmëttel bezuelt an nach ni waren d'Liewensmëttel esou propper a sécher wéi haut. Nach ni hunn esou wéineg Aarbechtskräften an der Landwirtschaft esou ville Matbierger hir Nahrung verschaaft. Awer hei läit eng vun den Haaptursaache vum Konflikt, an dat ass net méi ëmzekéieren. De Retour an déi gutt al Zäit ass net méiglech an all Woch verschwënnt op d'mannst ee Bauerebetrib.

De Bauer ass an där Situatioun tëscht Hummer an Amboss geroden. An et muss ee warnen: Wann do iwwerdriwwe gëtt, dann hu mer geschwënn net de Problem, datt mer ze wéineg Hecken an der Gewan stoen hunn, mä vläicht ze vill.

D'Léisung ass net einfach. Si kann nëmmen an engem ausgeglachene Kompromëss leien, op kee Fall awer an der Konfrontatioun. Duerfir ass et ze begréissen, datt versicht ginn ass, am Dialog tëschent Bauerenorganisatiounen engersäits an Naturschutzorganisatiounen anerersäits, no Léisungen ze sichen, wou sech och eng gemeinsam Approche ofgezeechent huet. An der Landwirtschaftskammer ass gesot ginn, et géif gemeinsam no gangbare Léisunge gesicht ginn. Elo huet d'Bauerenzentral aus relativ duerchsiichtege Grënn déck op d'Tromm geschloen, ouni awer konkret ze soe wéi si sech d'Léisung virstellt.

Dat gefält ville Baueren dobaussen, déi aktuell mat där Problematik gehäit sinn, mä et bréngt eis awer net weider an der Fro wéi eng pragmatesch Léisung kann ausgesinn. Grondsätzlech muss ee soen: Kommt mer probéieren esou mann Bürokratie wéi méiglech doran ze bréngen, esou wéineg Verbuetsschëlder wéi méiglech, mä eng positiv Approche zum Biotop-Schutz solle mer vermëttelen.

Do stellt sech d'Fro: Soll d'Reglementéierung esou detailléiert wéi méiglech sinn oder soll een de Fieschtere méiglechst vill Fräiheet loossen? Dat Zweet féiert sécher zu vill Arbitraire an och groussen Differenzen an der praktescher Applikatioun. Also misst een en faveur si vu méi enger detailléierter Regelung, awer mat Aemooss. Op jidde Fall net vun uewen erof, mä zesumme mat den Acteuren. Hei schéngt et eis wéi wann deen éischte Feeler geschitt wär, well keng Consultatioun vun de Bauerevertriedunge stattfonnt huet. Elo ass leider de Krich amgaang. D'Gefor besteet, datt d'Fronten sech verhäerden an datt kee méi op deen anere lauschtert.

Här President, ech wëll nach eng Kéier op d'Landwirtschaft zréckkommen. Bei de Bauere mécht sech e grousse Malaise breet. D'Gefill vun der „schleichender Enteignung" mécht sech breet. D'Terrainë ginn ëmmer méi deier. D'Bauere musse ganz vill Geld op den Dësch leeë fir Akerland ze kafen, a se kréien awer op där anerer Säit ëmmer méi virgeschriwwen, wat se net méi op hiren Terrainen däerfe maachen.

Dat Zweet ass eng Bürokratiséierung, déi all Virstellungen iwwersteigt: Agrarreform, cross-compliance, Naturschutz, bonne pratique agricole. 19 europäesch Direktiven a Reglementer, honnerten an honnerte Säite vun Interdictiounen a vu Virschrëften. Fir alles eng Genehmegungsprozedur a laangt Waarden op en Accord.

Ech zitéieren aus dem Avis vun der Landwirtschaftskammer: «Au lieu de simplifier la gestion, nous constatons une véritable bureaucratisation de l'ensemble de la production.» Dat betrëfft awer och nach all dat anert.

Hannert all Bam steet e Kontroller an neierdéngs gëtt och schonn aus der Loft kontrolléiert. Dobäi gëtt et fir all Klengegkeet Sanktiounen a Strofen. Dat dreift d'Flemm an a mécht eis Familljebetriber, déi mat Aarbecht iwwerlaascht sinn, futti.

An drëttens: Eng ganz dacks scho bal dogmatesch Interpretatioun vum Naturschutz, déi d'Zesummeliewe vu Landwirtschaft an Naturschutz onméiglech mécht. D'Landwirtschaftskammer beklot sech an hirem équilibréierten Avis zum Reglement iwwert d'Konditiounen am Kader vun der cross-compliance ënner anerem och iwwert d'Aart a Weis wéi den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vun der zoustänneger Verwaltung interpretéiert gëtt. Dat ass dat berüchtegt Dokument vun 133 Säiten, vun deem den Här Minister an der Ëmweltkommissioun gemengt huet, et wier gradesou gutt, mir hätten et net.

Ech zitéiere kuerz: «L'administration responsable est en train de mettre en œuvre une interprétation extrêmement restrictive et inadaptée de cette loi et spécialement de l'article 17, interprétation que la Chambre de l'Agriculture ne peut accepter en aucun cas.»

Fir dat ze ënnersträichen, ginn ech mir een aneren Thema sichen. Am „Kéisecker" Nummer 1 schreift den Här Téid Faber, dee jo awer a Saachen Naturschutz iwwer all Zweiwel erhaben ass - ech zitéieren…

(Interruption)

Ech zitéieren nëmmen: „Aber mit Verlaub: Was diese Verwaltung ohne jeden Dialog mit Landwirten und Naturschützern (beziehungsweise ihren eigenen Förstern) hinter verschlossenen Türen ausgeheckt hat, widerspricht jedem Ansatz von Kooperation und Dialog und ist als extremer Dirigismus anzusehen. Auf Grund eines seit Jahren fehlenden Dialoges werden Ansätze eines kooperativen Naturschutzes durch eine unsinnige Polarisierung gefährdet."

Här President, dat héiert sech net onbedéngt no engem Luef un de Ministère oder un d'Verwaltung un. D'Landwirtschaftskammer hirersäits proposéiert eng voluntaristesch Approche, an ech zitéiere kuerz: «En revanche l'agriculture ne veut en aucun cas nier l'importance du respect de la nature et de la nécessité d'une protection adéquate des ressources naturelles. Elle propose donc que des mesures d'entretien et de sauvegarde se fassent dans le cadre du deuxième pilier» - vun der neier Agrarpolitik - «dont notamment les programmes agri-environnementaux. Ainsi le succès des activités sera assuré par une démarche volontaire qui débauchera sur une coopération accrue des agriculteurs avec les acteurs de la protection de la nature.» Ech mengen, et misst ee kucken op dee Wee ze kommen.

D'Landwirtschaftskammer kritiséiert dann e puer Punkten, op déi ech aus Zäitmangel net kann agoen. Dat betrëfft déi praktesch Applikatioun, wann een eng Heck wëllt op de Stack setzen. Et ass ganz besonnesch och de Problem vun den Drainagen, iwwert deen een onbedéngt eng Kéier misst am Detail schwätzen. Et misst een och iwwert de Remembrement schwätzen, bei deem dauernd een deen anere blockéiert.

Ech muss aus Zäitgrënn zum Schluss kommen.

Här President, wann ee gäre bëlleg Liewensmëttel hätt, muss een och bereet sinn, d'Moossnamen am Sënn vum Ëmweltschutz ze bezuelen amplaz ze bestrofen.

Den ADR verlaangt dofir, datt fir d'éischt soll matenee geschwat ginn; zweetens, datt ee soll an der Praxis eng pragmatesch Approche anhuelen; drëttens, datt déi zwou Reglementatiounen, nämlech déi vum Naturschutz an déi vun der cross-compliance am Kader vun der neier Agrarpolitik sollen openeen ofgestëmmt ginn; véiertens, datt de bürokrateschen Opwand op de strikte Minimum muss reduzéiert ginn; a fënneftens, datt eng kloer Situatioun soll geschafe ginn, wou jiddferee weess, wou en drun ass, an den Arbitraire esou wäit wéi méiglech eliminéiert gëtt.

Här President, mir hunn eng Motioun verfaasst, an där dat alles zum Ausdrock kënnt. Mir hunn se zu fënnef ënnerschriwwen. Wa si deenen anere Fraktioune gefält, si mir gär bereet Ënnerschrëften zréckzezéien, fir datt si se och kënnen ënnerschreiwen.

Ech soen lech Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ordonne l'interdiction de réduire, de détruire ou de changer les biotopes;

- constatant que l'application pratique de ces dispositions a suscité depuis quelques mois de vives discussions et contestations dans les milieux concernés;

- estimant que l'Administration des Eaux et Forêts se donne actuellement à une interprétation très restrictive des dispositions légales précitées;

- considérant que cette approche ne correspond point aux besoins et aux réalités rencontrés dans le monde agricole;

- considérant qu'il y a lieu de trouver une approche commune et dans l'application de la loi sur la protection de la nature et dans l'application des règles à appliquer dans le cadre de la nouvelle politique agricole commune;

invite le Gouvernement

- à entamer une concertation entre les différents acteurs concernés, à savoir l'Administration des Eaux et Forêts, l'Administration des Services techniques de l'Agriculture, les représentants du secteur agricole et les organisations environnementales afin de revoir de commun accord l'interprétation actuelle de l'article 17 de la loi sur la protection de la nature;

- à veiller à ce que les différentes réglementations concernant la protection de la nature et l'application de la nouvelle politique agricole soient rendues concordantes et que les effets bureaucratiques soient réduits au strict minimum nécessaire;

- à favoriser une approche positive et volontariste en faveur de la protection des ressources naturelles au lieu de mettre l'accent sur la répression.

(s.) Robert Mehlen, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Schank. Här Schank Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et kann een Naturschutz nëmme mat de Leit maachen, net géint se, schreift de Mouvement an enger Stellungnahm an engem leschten Info. Ech mengen, datt dat och villen anere Leit vu menger Fraktioun hir Meenung ass.

Mat de Leit, wat heescht dat? Et heescht fir d'éischt emol um Terrain mat de Gemengen. An dat ass och d'Grondiwwerzeegung vu villen Naturschützer an och vu menger Fraktioun, déi scho laang fuerdert, nodeem datt mir d'Gesetz vun 2004 gestëmmt hunn, datt d'Gemengen eng zentral Verantwortung iwwerhuele sollen am Naturschutz, well d'Gemengen no bei de Biergerinnen a bei de Bierger sinn, a well d'Gemengen no bei de Propriétairë sinn. An deem Kontext sinn ech och frou, datt mir elo amgaange sinn dee Projet ze finaliséieren iwwert d'Partenariat vu Stat a Gemengen, schwätz Gemengesyndikater am Naturschutzberäich an an den Naturparken, an och déi wëssenschaftlech Virgoensweis, déi do eng ganz grouss Roll spillt.

Zënter Jore maachen déi regional Naturschutzsyndikater wéi de Sicona, awer och d'Naturparken an hire jeeweilege Regiounen eng ganz gutt Aarbecht, eng positiv Aarbecht vun ënnen, déi ganz professionell gemaach ginn ass. Et ass dat, wat mir ënner Communaliséierung vun Naturschutz verstinn.

Zweetens heescht dat awer och mat de Leit eng kooperativ Manéier iwwer Kontrakter mat de Propriétairen, dat heescht mat de Baueren - dat ass nämlech dat Wesentlecht - geziilt Programmer ze maache fir de Schutz vun Aarten, déi gefährt sinn, fir de Schutz vu Liewensraim, wou mat entspriechenden Entschiedegunge geschafft gëtt. An deene leschte Jore sinn do ganz vill Erfolleger ze verzeechnen.

Dës positiv Entwécklung gesinn ech duerch den Entworf vun där Interpretatioun vun der Forstverwaltung a Fro gestallt. Den Artikel 17 vum Naturschutzgesetz vun 2004 gëtt do op eng - ech soen et emol fein - wéineg konstruktiv Manéier a rechtlech och zimlech zweifelhaft Manéier interpretéiert.

D'Absicht vun der Forstverwaltung kann ee selbstverständlech verstoen. Et geet engersäits eben drëm fir déi Interpretatiounsproblemer ewechzekréien, an et geet och drëm fir selbstverständlech dat hehrt Zil ze erreechen, de Réck-

gang vun Déieren- a Planzenaarten ze bremsen. Mä et geet awer net esou. Et geet net mam Briecheisen, datt een Natur a Landschaft erhale kann. Et mécht kee Sënn, wéi eng Organisatioun schreift, fir hanner all Ho oder hanner all Bongert ee Fierschter ze stellen, fir duerch strofrechtlech Poursuiten den Aarteschwund an de Gréff ze kréien. Den Effet vun esou enger Politik schaaft mëttelfristeg méi Problemer wéi en der definitiv léist.

A mat esou enger repressiver Interpretatioun vum Naturschutzgesetz leeft een och Gefor d'Verhältnis tëschent Naturschutz a Landwirtschaft ze vergëften. Dat wat a méiséileger Aarbecht opgebaut ginn ass déi lescht Joren zesumme mat de Syndikater a mat de Gemengen, dat gëtt dann op d'Spill gesat.

Meng Fraktioun steet ganz kloer fir d'Anhale vum Naturschutzgesetz. Mir hunn et mat Iwwerzeegung matgestëmmt a mir wäerten och mat Iwwerzeegung dat stëmmen, wat nach nokënnt - de Projet iwwert de Partenariat.

Mir sinn awer net d'accord mat enger repressiver Interpretatioun vum Gesetz vun 2004. Problematesch Bestëmmunge mussen am Konsens an op eng pragmatesch Aart a Weis geléist ginn.

An dann nach eppes: D'Kooperatioun tëschen Naturschutz a Landwirtschaft ass fir mech deen éischte Schlëssel zum Erfolleg, an deen zweete Schlëssel, dat ass ee ganz wesentlechen, dat ass d'Partenariat zwëschen all den Acteuren am Lëtzebuerger Tourismus. Dat ass eis Stäerkt zu Lëtzebuerg: de Ministère zesumme mat der Forstverwaltung, mat de Gemengen, mat den ONGen, mat de Muséeën, an esou weider; dat ass d'Stäerkt vun dem Naturschutz Lëtzebuerg. Ech géif jiddferengem recommandéieren dat net ze verkennen.

Dofir ass den Dialog esou wichteg wéi en elo leeft an absolut sënnvoll tëschent de landwirtschaftleche Verbänn: Bauerenallianz, Centrale paysanne, FLB, Jong Baueren, an natierlech op där anerer Säit och den Naturschutzorganisatiounen. Dat ass éischter sënnvoll.

An à propos Dialog, ech wëll awer och soen, d'Forstverwaltung huet drop higewisen, datt de Minister deene betraffenen Acteure jo den ëmstriddenen Text zoukomme gelooss hat, pour avis, fir domat och den Dialog unzebidden.

Domat wier ech beim Schluss. Fir mech ass d'Léisung vum Problem, wat de Mouvement och scho méi dacks proposéiert huet, ee ronnen Dësch zwëschen Landwirtschaft an Naturschutz, dat heescht, dat géigesäitegt Versteesdemech förderen, fir gemeinsam Weeër ze fannen.

Do wëll ech soen, den Ëmweltminister huet viru kuerzem eng Aart ronnen Dësch aberuff eben am Kader vun dem Projet Partenariat Stat-Gemengen, an dat kéint jo zu enger Institutioun ginn. Dat heescht, déi Dialogkultur gefält mir, wou d'Acteuren alleguerte beienee setzen, dat ass de richtege Wee. Do brauch een nach just d'Landwirtschaft dobäizehuelen, dann ass een amgaang de Match ze wannen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schank. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt Iech zwee Artikele virliesen. Deen éischte seet: «Sont interdits pendant la période du 1er mars au 30 septembre: a) la taille des haies vives et des broussailles à l'exception de la taille des haies servant à l'agrément des maisons d'habitation ou des parcs, ainsi que de celle rendue nécessaire par des travaux effectués dans les peuplements forestiers; b) l'essartement à feu courant et l'incinération de la couverture végétale des prairies, friches ou bords de champs, de prés, de terrains forestiers, de chemins et de routes. Le Ministre peut exceptionnellement déroger à ces interdictions pour des motifs d'intérêt général.»

Eng zweet Lecture: «Sont interdits pendant la période du 1er mars au 30 septembre: a) la taille des haies vives et des broussailles à l'exception de la taille des haies servant à l'agrément des maisons d'habitation ou des parcs, ainsi que de celle rendue nécessaire par des travaux effectués dans les peuplements forestiers; b) l'essartement à feu courant et l'incinération de la couverture végétale des prairies, friches ou bords de champs, de prés, de terrains forestiers, de chemins et de routes. Le Ministre peut exceptionnellement déroger à ces interdictions pour des motifs d'intérêt général.»

Dir gesitt, datt déi zwee Artikelen sech do extrem vill gläichen. Et si quasi déiselwecht. Ech iwwerloossen et Ärem Choix fir ze kucke wat fir een den Artikel 14 vum Gesetz vun 1982 ass a wat fir ee vun deenen zwee den Artikel 17 ass vum Gesetz vun 2004, wat d'Transpositioun vun deenen zwou Direktiven „Habitats" a „Vulleschutz" an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung virgesinn huet.

Et gëtt also kee Grond fir en Excès de zèle an dëser Matière ze maachen, et ce d'autant plus wou 22 Joer Experienz mat deem éischte Gesetz bestinn a wou déi zwou Dispositiounen sech extrem vill gläichen.

Elo huet den Här Mehlen villes gesot, awer eppes wou ech net d'accord si mat em. E seet et wiere keng Consultatioune gelaf. Dach, et si Consultatioune gelaf, an ech weess, datt ech selwer eng initiéiert hat, ech mengen et war nach den hallwe Mee, de 15. Mee 2004, wou present waren d'Häre Gaasch, als President vun der Chambre d'Agriculture, Aloyse Marx vum FLB, Camille Schroeder vun der Bauerenallianz an och Vertrieder vun der Forstverwaltung a vum Ministère.

An deemools ass sech drop geeenegt gi fir eng Testperiod ze maache vun zwee Joer, wou ee géing den Dialog privilégiéieren, an net d'Konfrontatioun. À l'exception vun deene Fäll, wou et sech manifestement ëm eng Destruction de biotopes handelt. Wann een eng Heck op e Stack setzt, dann ass dat keng Destruction de biotopes. Dat ass grad wéi wann ee bei de Coiffer geet, dat ass keng Destruction de la chevelure; dat ass eng Coupe zwecks Régénératioun vun deemselwechten; a bei den Hecken ass et ähnlech.

Wann een no véier, fënnef Joer erëm kënnt an d'Heck huet sech régénéréiert, da war dat wat ënnerstallt gëtt bei der Coupe vun der Heck, nämlech eng Destruction de biotopes keng Destruction de biotopes, mä da war et just ee Mëttel, dat muss agesat ginn zwecks Régénératioun vun därselwechter.

Elo hu mir zwou Méiglechkeeten, den Dialogmodell oder de Konfrontatiounsmodell, a meng prezis Fro un de Minister ass déi, ob e fir den Dialogmodell ass, an deem Sënn wéi ech et gesot hunn, datt ee sech déi Testphas gëtt vun zwee Joer, oder ob een net genuch Mesuren hëlt, déi à la longue riskéieren an e Konfrontatiounsmodell auszeaarten.

Ech wëll awer och hei zur Klärung vun de Faitë soen, datt de Minister net an alle Fäll kompetent ass an datt déi Procès-verbauxen, déi dresséiert ginn, an déi Plainten, déi beim Parquet gemaach ginn, net ënnert senger Responsabilitéit geschéien, mä ënnert der Responsabilitéit vun de Beamten, déi net vun him vereedegt goufen, mä vum Procureur selwer.

An deem zweete Modell, am Konfrontatiounsmodell, riskéiere mer Gefor ze lafen, datt mer elo keng politesch Interpretatioun méi kënne gi vum Artikel 17, natierlech baséiert op wëssenschaftlech Erkenntnisser, mä datt mer riskéieren eng Interpretatioun ze kréie vun de Geriichter, wa bei all Dossier, deen zweifelhaft ass, oder wou gemengt gëtt, d'Intentioun bei enger Coupe vun enger Heck zum Beispill wier domat verbonnen, fir déiselwecht ze zerstéieren. Dat kann net goen. Dat kéim och à la longue, wann dat géing System kréien, enger Virveruerteelung gläich, wat och mat mengem Rechtsverständnis jiddefalls schwéier vereinbar ass.

Ech mengen, mir sinn eis dat do schëlleg, well, an dat wäerte mer de Mëtteg wahrscheinlech alleguer hei soen, an der Hoffnung, datt mer dann och op där Ähnlechkeet weiderkommen: Mir mussen dozou kommen, datt mer e participativen an e proaktive Bäitrag kréie vun deenen, déi vum Naturschutz concernéiert sinn, amplaz datt mer bei deenen Ofwiermechanismen déclenchéieren.

Ech kann Iech jiddefalls soe wat beim Konfrontatiounsmodell erauskënnt: een absolute Refus vun de Bauere fir nach iergendee Strauch opkommen ze loossen, well se fäerte si géifen duerno, wa se deen eng Kéier ewechmaachen, konfrontéiert gi mat engem Dossier, deen um Parquet ugeluecht gëtt. Dat kann et net sinn.

An ech menge mir hunn Intérêt drun, fir déi Fro do relativ schnell ze klären, wou esou een Apport muss komme vum Ministère, oder e Rappel, ob een an där Dialogkultur do weiderfiert, en Accord och vun der Forstverwaltung, déi a sech och déi Saach ënnerschiddlech gesäit - wëll ech ganz kloer soen, well déi eng gesinn et esou an déi aner esou.

An deem Modell hu mer, wa mer eis déi zwee Joer Zäit ginn, d'Méiglechkeet fir eppes Verstänneges erauszekréien, well d'Bauere sinn es definitiv sat.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mac-Sharry-Reform - ech sinn da fäerdeg, Här President -: En décke Minus an de Präisser, 80% Kompensatioun vun deemselwechten. D'Bauere ginn net dohinnergestallt als déi, déi eppes verluer hunn, mä als déi, déi eppes vum Stat kréien. Or, se kréie manner wéi dat wat se verluer hunn. Da kënnt Fischler 1, nach eng Kéier eng Reduktioun vun de Präisser, erëm nëmmen en Deel Kompensatioun vun deemselwechten, iwwer Subventiounen. Da kënnt Fischler 2, erëm eng Kéier eng Reduktioun vun de Präisser, Akommesaboussen, erëm nëmmen eng Deelkompensatioun.

Si sinn es definitiv sat fir och nach dann de Mantel ugehaangen ze kréien, eng Kéier vum Subsidenempfänger an dann och nach vum Ëmweltzerstéierer.

(Interruptions)

Ech kennen se gutt genuch, Här President - an da sinn ech fäerdeg -, fir ze wëssen, datt ee se och kann an eng opbauend Logik agebonne kréien, an dat wier mäin innegste Wonsch fir d'Interpretatioun vum Artikel 17 op dee verstännege Wee eriwwerzekréien.

M. le Président.- Den nächste Riedner ass den honorablen Här Negri. Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Positiounspabeier vun der Forstverwaltung iwwert den Artikel 17 vum neien Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004, ass, wéi et an der Introductioun vun deem Dokument steet, ee flexibelt Instrument an adaptéierbar. Mä en huet awer grondsätzlech de Mérite, datt elo mol e Basisdokument besteet iwwert déi konkret Moossnamen, déi an deene verschiddene Beräicher fir d'Erhale vun eiser Natur um Terrain ze huele sinn.

Dass och hei verschidde Conditions type fir déi néideg Autorisatioune proposéiert sinn, ass positiv am Sënn vun enger op laang Weil ugestriefter, uniformer an domat objektiver Virgoensweis am Naturschutz iwwert d'ganzt Land. Awer déi Zouspëtzung vun de Konflikter zwëschent de Leit am Naturschutz an an der Landwirtschaft muss onbedéngt ofgebaut ginn. An all implizéiert Leit mussen sech an engem Forum, an engem echte Forum zesummefannen an an aller Sachlechkeet sech de Froe stellen, wéi den Naturschutz an Zukunft soll orientéiert ginn, an dëst awer och am Aklang mat den neien Erausfuerderunge vun de Baueren am Kader vun de sou genannten „cross compliances".

Dobäi soll net vergiess ginn, datt grad just d'Baueren et sinn, déi am meeschten dobaussen an der Natur schaffen, an dofir muss den Naturschutz och mat hinnen déi néideg an déi richteg Kompromësser sichen. Fallbeispiller sinn hei d'Schneide vun Hecken an d'Botze vun Uebstbongerten.

Engersäits ass et also wichteg, dass mir Naturschutz vun uewe maachen, via den Ëmweltminister an d'Forstverwaltung, mä op där anerer Säit soll awer och Fräiraum bleiwe fir Naturschutz vun ënnen um Terrain ze maachen, dëst am positive Sënn, ënnert enger gewësser reglementärer, mä räsonnabler Form.

Ebenfalls an deem Sënn soll och dat neit Partenariatsgesetz am Naturschutzberäich verstane ginn, wat de Moment amgaang ass säi parlamentaresche Wee ze goen.

Op dëser Plaz wëll ech zesumme mat mengem Kolleeg Marcel Oberweis als President vun der Agrarkommissioun a mir selwer als President vun der Ëmweltkommissioun, zesumme mat eise Kolleegen aus deene respektive Chamberkommissiounen, eis Hëllef ubidden, a Concertatioun selbstverständlech mat den implizéierte Ministere Fernand Boden a Lucien Lux, fir d'Konfliktwellen zwëschent dem Naturschutz an der Landwirtschaft hëllefen ze glätten.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Nächste Riedner ass den honorablen Här Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bal 25 Joer nom éischten ëmfaassenden Naturschutzgesetz vun 1982 si mer kee Millimeter weiderkomm wat de Stellewäert vu Fauna a Flora an d'Akzeptanz vum Naturschutz zu Lëtzebuerg ubelaangt.

Am Géigendeel, d'Fronte si méi wéi jee verhäert. Verschiddener, och haut, schwätze vu Krich dobaussen um Terrain. Dat ass ëmsou bedauerlecher, wann ee weess, dass déi rout Lëschte vun de bedrohten Aarten zu Lëtzebuerg ëmmer méi grouss ginn, d'Biodiversitéit ofhëlt an d'Banaliséierung vun de Landschafte schläichend weidergeet. Et besteet also akuten Handlungsbedarf.

Dat Handelen däerf awer net esou ausgesinn, wéi et elo vun der Forstverwaltung ugeduecht ass. Wann een am Beräich Naturschutz wëllt weiderkommen, dann däerf een net mat, ech zitéieren, „geneeltene Schung duerch d'Land goen", wéi den Théid Faber am leschte „Kéisecker" et richtegerweis gesot huet.

Duerfir wëll ech och am Ufank vu menger Interventioun soen, dass déi Gréng net mat der Virgoensweis vun dëser Verwaltung d'accord sinn. Ech wëll awer gradesou kloer am Ufank hei soen a mech do vläicht differenzéiere vun enger Rei Virriedner, dass déi Gréng d'Reaktioun vun dëser Verwaltung awer deelweis erkläre kënnen. Mir hunn d'Gefill, dass et d'Reaktioun ass vun enger Verwaltung, déi iwwer Joren huet missen nokucke wéi lues a lues eng Rei Liewensraim ongestrooft zerstéiert gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa Fierschtere sech wond schreiwen, ouni dass eppes geschitt, wann d'Beamte feststellen, dass Protokollen op Basis vum Naturschutzgesetz ëmmer erëm klasséiert ginn, wann eng Verwaltung mierkt, dass eng Rei Leit, obwuel si Illegalitéite maachen, keen Euro vun hirer Landschaftsfleegeprime verléieren, da kann een eventuell esou Reaktiounen - esou Trotzreaktiounen - vun enger Verwaltung verstoen.

Mir sinn eis awer eens, Kolleeginnen a Kolleegen, Trotzreaktioune sinn ëmmer falsch. An d'Verwaltung misst eigentlech selwer mierken, dass se falsch läit, well wann ee muss 130 Säite schreiwe fir een Artikel - den Artikel 17 vun deem mer schwätzen - aus dem Gesetz ze deiten, dann ass dat, mengen ech, dee beschte Bewäis, dass een esou net ka funktionéieren.

Gefuerdert ass an eisen Aen dofir och net den Ëmweltminister, mä de Landwirtschaftsminister ass an deem hei Dossier deen, dee muss untrieden. An zwar aus zwou Ursaachen: Deelweis well hie mat schold ass un dëser verfuerener Situatioun, an zweetens well hien eiser Meenung no de Schlëssel am Grapp hält fir endlech eppes Positives ze bewierken am Beräich Naturschutz. Ech probéiere mech ze erklären.

Zum éischte Punkt vun der Matschold vum Landwirtschaftsminister: De Landwirtschaftsminister huet sengerzäit eng Landschaftsfleegeprime agefouert, déi hiren Numm net verdéngt huet; eng Prime, wou ondifferenzéiert mat der Strenz iwwert d'Landschaft Geld verdeelt gëtt; eng Prime, wou dee Bauer, deen nach beispillsweis sechs Prozent natierlech Liewensraim op senge Flächen huet, net méi Geld kritt wéi deen, deen nach null Prozent vun natierleche Liewensraim op senger Fläch huet; schlëmmer nach, eng Prime wou eng Zäit laang esouguer d'Fläche vun den Hecken erausgerechent si ginn an domat déi Betriber bestrooft si ginn, déi nach Strukturelementer erhalen haten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann een esou Perversitéiten an d'Welt setzt, da brauch een sech och net ze wonnere wann ee pervers Resultater erziilt. An den Drock op déi natierlech Liewensraim - an dat kënne Leit vum Terrain Iech bestätegen - ass no der Aféierung vun der Landschaftsfleegeprime méi grouss gi wéi e virdru war. Dir kënnt d'Fierschteren do als Témoin huelen; och d'Naturschützer kënnen Iech dat soen. Well komescherweis hate mer 15 Joer laang keng Problemer mat dem Gesetz vun 1982 an eréischt no der Aféierung vun der sou genannter Landschaftsfleegeprime sinn d'Konflikter dobausse vill méi grave ginn. Dat ass dat wat dobausse geschitt ass.

Mä ech soen awer och zweetens, dass de Landwirtschaftsminister de Schlëssel am Grapp huet fir d'Situatioun ze débloquéieren.

Éischtens: Deene schwaarze Schof kann en d'Handwierk leeën andeem en deenen einfach d'Landschaftsfleegeprime sträicht oder zumindest kierzt. Da brauche mer keng Gendaarmen a keng Fierschteren hannert all Bongert ze setzen. Dat géing sech ganz séier erëmschwätzen an da wier dee Volet emol ofgedeckt an d'Bürokratie mat an engems.

An zweetens kann de Landwirtschaftsminister bei der Reform vun

der Agrarpolitik profitéiere fir endlech dofir ze suergen, dass déi Betriber, déi méi een héije Pourcentage vun natierleche Liewensraim op hire Flächen hunn, dat och finanziell, substanziell ze spiere kréien.

Et gëtt vill geschwat vun der cross-compliance; ech mengen, dat ass dat Instrument woumat ee kann dofir suergen, dass d'Betriber net méi gläichméisseg a mat der Strenz Geld verdeelt kréien, mä wierklech déi favoriséiert ginn, déi Effortë maachen. Ech hunn hei scho Modeller vun Nidderéisträich mat engem Ökopunktesystem virgestallt; ech sinn och gär bereet Énnerlagen ze bréngen, wou wierklech an enger positiver Approche villes erreecht ginn ass.

Op där anerer Säit ass den Ëmweltminister amgaang de Plan national concernant la protection de la nature auszeschaffen. Ech weess net, Kolleeginnen a Kolleegen, ob et eigentlech scho méi een ideale Moment ginn ass fir endlech d'Basis ze leeë fir eng integréiert Naturschutzpolitik zu Lëtzebuerg.

Ofschléissend eis Konklusioun: Den Här Boden virun allem, mä och den Här Lux si gefuerdert fir mat alle concernéierte Parteien dofir ze suergen, dass matenee geschafft gëtt an net géinteneen, dass et iwwerflësseg gëtt, 130 Säiten ze schreiwe fir een Artikel am Naturschutzgesetz an d'Praxis ëmzesetzen, an dass endlech jiddfereen de Sënn vu méi enger héijer Biodiversitéit agesäit. Ech mengen dofir, dass et dringend noutwendeg ass, dass d'Fronten opgebrach ginn am Intérêt vu Fauna a Flora, am Intérêt vun der Landwirtschaft selwer, a schlussendlech am Intérêt vun der nach relativ intakter Lëtzebuerger Kulturlandschaft.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Ëmweltminister, den Här Lucien Lux. Här Minister.

Loosst Iech net ophalen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech zweifelen heiansdo an dësen Deeg und der Dialogfäegkeet hei an dësem Land. Ech zweifelen heiansdo drun, dass mer nach capabel si fir roueg an ouni direkt aus der Këscht ze sprangen ze diskutéieren, Avisën ofzeginn an den normalen Diskussiouns- a Konzertatiounsprozess och zu Enn ze féieren.

Säit Jore gëtt gefuerdert, net fir eng Interpretatioun ze ginn - well ech mengen, dass dat net d'Aufgab ass vun enger Verwaltung fir eng Interpretatioun ze ginn; dofir ass d'Chamber do oder Geriichter - mä fir engem Artikel aus engem Gesetz eng Reglementatioun ze ginn, eng Circulaire ze ginn, déi op där enger Säit de Baueren als Betraffenen eng gewësse Planungssécherheet gëtt, an op där anerer Säit och deenen, déi um Terrain dofir responsabel si fir deen Artikel ze iwerwaachen, seng Applikatioun ze iwwerwaachen, eng Sécherheet ze ginn, dass si dat alleguer harmonesch d'selwecht op déi richteg Aart a Weis maachen.

Dee Prozess si mer amgaangen ze féieren, an ech wëll zu deem Prozess just fënnef Bemierkunge maachen. Déi éischt ass déi, an de Kolleeg Camille Gira huet dat virdru scho gesot an dat ass heiansdo dann awer eng surrealistesch Diskussioun, déi mir féieren: Op där enger Säit soe mer, mir stelle fest zu Lëtzebuerg - net nëmmen an den Tropebëscher, mä och zu Lëtzebuerg - eng seriö, ech kéint scho bal soen eng dramatesch Erosioun vun der Biodiversitéit, ee seriöen, bal dramatesche Réckgang vu räiche Kulturlandschaften. A wa mer dann amgaang sinn ze kucke wéi mer déi Erosioun vläicht emol nëmme stoppe kënnen, mol net ze soe wéi mer se vläicht erëm réckgängeg maache kënnen, dann awer geet d'Gejäiz un an et ass kee méi amstand roueg ze bleiwen an ze kucken: Mä kënne mer net konzertéiert a fair diskutéiere wéi mer dann déi Erosioun an enger éischter Phas emol kënne stoppen, an da kucke wéi mer an deenen nächste Jore weiderkomme fir eng räich Kulturlandschaft nees erëmzekréien.

Wann een d'Zuele kuckt, dass an dësem Land bei den einheimeschen Déierenaarten 63% vun de Fësch a 47% vun de Vulle bedroht sinn, wann ee weess, dass 44% vun de Bléieplanzen hei zu Lëtzebuerg bedroht sinn, dann - mengen ech - wier et vläicht gutt wa mer um Ufank vun esou enger Diskussioun mol géingen de Constat maachen a kucke wat mer da kënne maache wa mer eis doriwwer eens sinn.

An ech begéinen nëmme Riedner an Organisatiounen, a wann ech op Kongresser ginn héieren ech och nëmme Sonndesrieden iwwer nohalteg Entwécklung wou jiddferee seet: Majo dat do ass déi Zilsetzung, déi mer musse maachen. A wa mer dann diskutéieren driwwer, wéi mer dat da fäerdeg bréngen, da stelle mer fest, dass grouss Problemer sinn.

An ech wëll och dem Här Mehlen soen, wat d'Motioun ubelaangt, wou en eis freet, mir sollten net dekretéieren, mä mir sollten diskutéieren, do verstinn ech definitiv näischt méi. Well den Ëmweltministère huet virun e puer Wochen een Dokument, wat säit Jore verlaangt gëtt, als Diskussiounsbasis weiderginn un all d'Acteuren um Terrain fir dozou Avisën ze kréien an duerno, no enger Konzertatioun vun allen implizéierte Kräften, sech dann zesummenzesetze mam Landwirtschaftsminister a mam Landwirtschaftsministère, fir zu engem harmoniséierte Regelwierk vum Artikel 17 ze kommen.

Dat wat mir erausginn hunn, ass net dekretéiert gesot: Hei sinn 130 Säiten an esou ass et elo! Dee Bréif, deen do derbäi läit, rifft all Kräften op, déi dat do kritt hunn, fir hir Meenung ze soen. Ech hu bis haut de Moie vun dräi Organisatiounen en Avis dozou kritt. Roueg a brav, op zwou, dräi, véier Säite soen se Punkt fir Punkt wat se menge wat ee kéint besser maachen a wat ee kéint änneren.

Dee Prozess - an ech hoffen, dass déi Avisën alleguer sou schnell wéi méiglech kommen - féiere mer zu Enn an da setze mer eis, wéi virun dräi Wochen, mam Landwirtschaftsminister oder mat der Landwirtschaftsstatssekretärin zesummen, fir dass dann déi zwee Ministèren zesummen deenen Acteuren, ëm déi et geet, e Regelwierk ginn, wat dann eng Applikatioun vum Artikel 17 bedeit.

Net méi an net manner ass geschitt. An ech wëll iwwerhaapt net ufänken ze kommentéieren, firwat déi eng an déi aner zum Deel ganz polemesch hei reagéieren. Den Här Mehlen huet eng Rei vu Grënn genannt. Wéi gesot, et ass net u mir fir déi ze kommentéieren.

Mä loosse mer mol als éischte Punkt zréckbehalen, dass et awer zu Lëtzebuerg e grousse Réckgank u Biodiversitéit gëtt an dass et vläicht noutwendeg wier ze kucken, wéi mer deem kënnen entgéintwierken.

Dat Zweet ass vläicht och nëmmen drun ze erënneren, dass mer hei zu Lëtzebuerg och eng Rei vun internationale Verflichtungen hunn. Et geet net nëmmen duer, dass mer heiansdo op Bréissel oder op aner Plaze ginn, fir do erëm eng Kéier grouss solennel Regelwierker, europäescher an internationaler, ze akzeptéieren. Mä et wier dann och gutt, wa mer vu Río iwwert déi europäesch Direktiven, sief et déi fir de Vulleschutz oder fir d'Habitats-Direktiven, déi 47 Habitatgebidder, déi 12 Vulleschutzgebidder, déi 31 europäesch bedrohte Liewensraim hei zu Lëtzebuerg, déi 75 Vullenzorten, déi 19 aner Déieren an zwou Planze solle schützen, dass mer déi dann och applizéieren. An dass mer net nëmmen higinn an da wéi gesot solennel eppes ënnerschreiwen, mä dass mer och capabel sinn dat hei zu Lëtzebuerg dann och ëmzesetzen.

Dofir brauche mer d'Dispositioune vum Artikel 17, déi hei iwwregens, Här Mehlen, wann ech et gutt an Erënnerung hunn, wéi mer am Januar 2004 doriwwer diskutéiert hunn, keng Géigestëmm haten. Ech mengen och net mech kënnen drun ze erënneren, dass den ADR géint dat Naturschutzgesetz, also och den Artikel 17, gestëmmt huet, deen iwwregens praktesch deeselwechten ass - an de Kolleeg Goerens huet jo hei d'Demonstratioun gemaach - wéi deen aus dem Artikel 14 vum Gesetz vun 1982, déi praktesch identesch sinn. Dat ass also och näischt Neies, wat hei erfonnt ginn ass.

Dat Drëtt, wat ech wollt soen, ass, wa mer eis och vläicht géifen eens ginn driwwer – an net nëmme sonndes an eise Rieden -, dass d'Biodiversitéit och zu de fundamentale Wäerter vun enger intakter an nohalteger Gesellschaft gehéiert. Dat musse mer ëmmer erëm soen, dat hu mer haut iwwregens och zu Bréissel an de finale Konklusioune vum Conseil Européen iwwert d'Lissaboner Strategie festgehalen, well d'Länner bal unisono gesot hunn, zu enger Strategie vu muer an iwwermuer am 21. Jorhonnert gehéiert och d'Noutwendegkeet Biodiversitéit als e wichtegt Element an als e wichtege Wäert festzeschreiwen. Ech mengen, och dat ass eng gutt Saach.

Véiertens - an ech hunn dat scho gesot - dat neit Naturschutzgesetz ass also a sengen Haaptdispositiounen op deem Gebitt näischt Neies. Et gëtt also vu mir a vun dem Ministère a vun de Verwaltunge konsequent och ëmgesat, well et e Garant fir eng harmonesch a responsabel Entwécklung op eisem lëtzebuergeschen Territoire duerstellt.

Dat hu mer also ëmzesetzen, gradewéi och, wéi ech gesot hunn, déi eenzel Direktiven am Beräich vum Vulleschutz oder vun den Habitatgebidder, déi mer an deenen nächste Joren ëmzesetzen hunn. An et ass richteg, dass mer den nationalen Naturschutzplang, deen am Gesetz virgesinn ass, mat alle Kräfte musse versichen ze diskutéieren.

Dat hu mer zu Beetebuerg am Dezember eng éischte Kéier gemaach. Dat wëlle mer am Juli mat deenen Organisatiounen eng zweete Kéier maachen. Mir hunn en éischten Entworf vun deem Naturschutzplang den Associatioune virgeluecht fir e kënnen ze beuerteele bis de Juli. Ech mengen, dat ass jo wuel eng Zäit, déi misst duergoe fir a Rou eng Kéier dat unzekucken, am Juli ze diskutéieren an am Hiersch dann ze kucken zu Konklusiounen ze kommen. Déi Ëmsetzung vun deem neien Naturschutzgesetz ass also an all sengen Applikatiounen a Facetten amgaange gemaach ze ginn.

Fënneft a lescht Bemierkung. Här Mehlen,…

(Interruption)

Dat ass léif.

Déi fënneft Bemierkung ass déi, wat den Artikel 17 ubelaangt, an ech wëll et nach eng Kéier ganz kloer soen, an och der Forstverwaltung, déi jo vill am Moment kritiséiert gëtt fir dat, wat se virgeluecht huet. Ech wëll mech wat den Esprit Zilsetzung an d'Method vun der Forstverwaltung ubelaangt, honnertprozenteg hannert déi Verwaltung stellen.

Ech mengen, dass et zu Lëtzebuerg nach ëmmer muss méiglech sinn - ech hunn dat am Ufank gesot -, fir bei enger Demande, déi laang Jore gemaach gëtt, fir den Artikel 17 kloer ze ëmleeën, däitlech ze soe wéi en ze applizéieren ass, dass eng Verwaltung eppes dohinner leet, wat dann diskutéiert gëtt. Ech ruffe wierklech jiddfereen op, fir dat calme an op eng fair an uerdentlech Aart a Weis ze maachen.

Ech hunn dat hei gesot, an dofir ass d'Presenz vun der Madame Modert de Mëtten och wichteg, fir ze weisen, dass déi zwee Ministèren dat zesummen zu Enn wëlle bréngen, et ugefaangen hunn ze diskutéieren an och zu Enn wëlle bréngen. Mä dass et elo drëm geet, fir wéi gesot roueg Avisën ofzeginn.

Ech wëll och dat heite soen: Mir sinn am Ëmweltministère drun interesséiert - an dat ass dann net nëmmen einfach ee Saz, wéi den Här Goerens gesot huet, dee jiddfereen de Mëtten hei seet - mä interesséiert drun, dass mer dat Ganzt op eng onbürokratesch a partnerschaftlech Aart a Weis maachen. Dee Message hunn ech an deene leschte Wochen an och haut de Mëtteg gutt verstanen, an ech wëll och soen, datt meng Erfahrung a 17 Joer als Buergermeeschter gewisen huet um Terrain an dem Syndikat vum Sicona an als Gemeng selwer, dass et nëmme geet mat de Baueren zesummen et ze maachen, fir zu Resultater ze kommen. An ech mengen, dat wat zu Beetebuerg an am Beräich vum Sicona gaangen ass, geet och haut a villen anere Syndikater, déi zesumme mat der Forstverwaltung an zesumme mat de Baueren an der Lag sinn, fir Biotopen ze schützen a fir dofir ze suergen, dass mer eng besser, méi räich Kulturlandschaft kréie wéi mer se am Moment hunn.

Deen Esprit, mengen ech, wäerte mer fäerdeg bréngen, fir a wa méiglech vun 130 Säiten op e gudde Strapp manner Säite kloerzemaachen, et esou onbürokratesch ze maache wéi et nëmme méiglech ass, well ech halen näischt dovunner, wann ee vun de Leit Autorisatioune verlaangt, déi een heiansdo mangels Personal net an der Lag ass mol iwwerhaapt en temps utile ze beäntwerten, wat dann natierlech och zu onméigleche Situatiounen an zu engem Mangel un Akzeptanz um Terrain féiert, wat net gutt ass. Alles dat do mengen ech ass e Message, dee gutt verstanen ass.

Dofir, gitt eis nach e bëssen Zäit fir ze kucken, wat fir eng Avisë mer zu dem Artikel 17 an zu de Propositioune vun der Forstverwaltung kritt hunn. Da setze mer eis mat all deenen zesummen a virun allem och mam Landwirtschaftsminister zesummen, fir ze kucken dann e verdënntend Regelwierk ze schafen, en onbürokratescht Regelwierk ze schafen, wat, wéi nach eng Kéier souwuel de Baueren eng gewësse Planungssécherheet gëtt, wéi op där anerer Säit awer och dem Fierschter eng Aktiounssécherheet gëtt, déi och si brauche fir dobausse kënne virzegoen.

Ech mengen, den Här Goerens géif mer gären eng Fro stellen.

M. le Président.- Jo, den Herr Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech wollt den Här Minister froe fir an enger Debatt, déi mer hei ganz sereinement féieren, ob e bereet wier, ier en déi Interpretatioun vum Artikel 17 en définitive adaptéiert, virun d'Kommissioun vun der Agriculture an dem Environnement ze kommen a fir déi ze consultéieren.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Dir wësst, Här Goerens, datt ech schonn am Ufank vun der Legislaturperiod gesot hunn, datt ech Dag an Nuecht bereet sinn all Demanden, fir an der Kommissioun…

(Hilarité)

Och an de Vakanzen, och an de Schoulvakanzen.

(Interruptions et hilarité)

Ech géif lech proposéieren, dass mer eis déi nächst Woch an der éischter Woch vun der Ouschtervakanz zesummesetzen, fir doriwwer ze diskutéieren.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hu kee Problem domat.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech si jo dann hei.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech hu kee Problem domat.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech wëll soen, Här Goerens, dass eise Ministère an och d'Forstverwaltung - an ech wëll dat wierklech och par rapport zu der Forstverwaltung soen, déi menger Usiicht no, ech soen dat nach eng Kéier, zu Onrecht hei oft op eng polemesch Aart a Weis ugerempelt gëtt, dass ech mech virun déi Verwaltung stellen, virun déi Aufgab, déi se gemaach hunn -, datt also souwuel si wéi och de Ministère bereet si mat jidderengem an natierlech och mat der Chamber doriwwer ze diskutéieren, fir eng partnerschaftlech Aart a Weis ze kréie wéi mer se am Naturschutz hei zu Lëtzebuerg ganz, ganz dringend brauchen.

Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun der Debatt ukomm. Mir sinn awer befaasst mat enger Motioun, déi eragereecht ginn ass vun dem Grupp ADR, vum Här Mehlen. Wëllt nach ee Stellung huelen zu där Motioun, oder kënne mer direkt zur Ofstëmmung kommen? Den Här Goerens huet d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP).*- Ech kann op wäite Strecken dat deelen, wat an der Motioun do steet. Mä no der Ausso vum Minister, datt hie bereet ass d'Kommissioune consultéieren ze kommen, an ech ënnerstellen him och, datt hie bereet ass de Geescht vun der Debatt hei mat fortzehuelen, mengen ech soll een do en Acte d'effort maachen a säi gudde Wëllen an dat akzeptéieren.

Aus deene Grënn enthale mir eis bei där Motioun, well mir si mat enger ganzer Partie Dispositiounen d'accord: manner Bürokratie, net pauschal Virveruerteelunge vun dem betreffenden Ustriewen. Dat kënne mer alles deelen. Ech mengen déi Concertatioun, déi mer gefuerdert hunn, déi ech och gefuerdert hunn a menger Ried, déi gëtt jo och gefouert tëschent dem Ministère, deene betreffende Gruppen an dem Landwirtschaftsministère.

M. le Président.- Den Här Gira huet d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt soen, dass mir eis och enthalen aus ähnleche Grënn wéi den Här Goerens se gesot huet, well mir sinn der Meenung, dass een dach net ka schwätze vu „revoir de commun accord l'interprétation", well et ass jo keng definitiv Interpretatioun, déi do ass. Et ass eng Propos, wéi de Minister gesot huet, vun der Forstverwaltung. Déi gëtt an alle Kreesser diskutéiert, kontrovers, dat ass jo ganz flott. Duerfir mengen ech ass et ze fréi scho vun enger Reinterpretatioun ze schwätzen an dofir wéilte mir eis bei dëser Motioun enthalen.

M. le Président.- An den Här Minister.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, ech mengen ech hat kuerz a menger Interventioun gesot, dass ech der Meenung sinn, dass dës Motioun sans objet ass. Well effektiv den Här Mehlen och a senger mëndlecher Interventioun mengen

ech net verstanen hat, dass dat Dokument vun der Forstverwaltung net en Dekret ass wat dohinner geluecht ginn ass, an domadder ass et esou, mä dass dobäi e Begleitbréif loung, deen opgeruff huet zu enger Concertatioun zu Avisë fir also net dat wat hei steet, dat wat also amgaangen ass „d'entamer une concertation". Déi ass ebe just amgaangen. Dofir ass déi Motioun hei sans objet. Just dat wat hei steet si mer säit zwee Méint amgaangen ze maachen, an dofir kann d'Regierung déi Motioun net unhuelen.

(Interruptions)

M. le Président.- Voilà. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun der Motioun 1.

Motion 1

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 38 Nee-Stëmmen, 17 Abstentiounen a 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par Mme Nancy Arendt), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par Mme Marie-Josée Frank);

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Niki Bettendorf);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Domat ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss a mir kommen zum nächste Punkt vum Ordre du jour, respektiv mir kënnen och elo d'Fro vum Här Bettel huelen, well de Justizminister do ass. Et ass de Wonsch vun der Regierung. Elo oder méi spéit?

(Interruptions)

Dann huele mer elo d'Fro vum honorabelen Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt zwou Minutten Zäit fir déi Froen ze stelle wou Der mengt, dass keng Äntwert drop komm ass.

(Interruptions et hilarité)

Et ass nun um Här Bettel, well en huet net vill Zäit an en huet mer gesot, en hätt vill Froen.

(Hilarité)

5. Question parlementaire N°212 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité au Centre pénitentiaire

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat um Datum vum 14. Dezember eng Fro un den Här Frieden gestallt iwwert d'Deklaratioun, déi en um Radio an op der Televisioun gemaach hat iwwert d'Drogen an d'Handyen am Prisong, wou e geschwat huet - de Brouillage wor jo och déi éischt Léisung, déi en elo préconiséiert huet - iwwert d'Utilisatioun vun engem Drogenhond an iwwert d'Drogen an d'Handyen, déi dohanne fonnt gi wären.

Ech hat dann d'Fro gestallt, wéi oft dann esou en Drogenhond gebraucht gi wier, well ech vun interne Quelle gesot kritt hunn, dass deen nëmmen zwee- bis dräimol d'Joer benotzt gi wär. An dann nach wéi vill Handyen a wéi vill Droge saiséiert gi wären déi lescht fënnef Joer.

Dunn huet den Här Minister mer geäntwert, eng gewëssen Zuel Handyen an eng gewëssen Zuel Droge wiere fonnt ginn.

Här President, ech si frou, dass Dir insistéiert hutt, well wann ech an eng Epicerie froe gi wat e Pond Kiischte kascht, an den Epicier seet mer e gewëssene Präis, da weess ech och net wat et kascht, obwuel e mer richteg geäntwert huet. Mä wann een eng Fro stellt, da soll de Minister och eng Äntwert ginn.

Ech fanne keng Wierder, Här President, fir Iech Merci ze soe fir déi Insistance, fir dass de Minister haut op jidde Fall op déi Fro mer Äntwert gëtt.

(Interruptions)

Nämlech hat Dir als Conférence des Présidents zweemol insistéiert fir eng Äntwert ze kréien. Do hu mer och keng kritt. An elo schlussendlech hu mer den 21. Mäerz eng Äntwert vun der Madame Modert kritt, dass de Minister geduecht huet, et wier genuch geäntwert.

Ech fannen awer just, Här Minister, wann ech Iech eng Fro stellen, wéi vill Handyen a wéi vill Droge saiséiert gi sinn, da kënnt Der net soen, dass de Secret vun der Instructioun do Iech et net erlaabt mer eng Äntwert ze ginn.

Ech mengen, et ass och net all Kéiers, dass wann Drogen oder en Handy saiséiert gi sinn am Prisong, dass dann eng Instructioun gemaach ginn ass. Et si ganz oft Mesures de discipline internes geholl ginn an déi Leit sinn net ëmmer virun een Untersuchungsriichter gefouert ginn. Dat weess ech ganz genau!

Dofir géif ech Iech haut froe mer ze soen, wéi oft den Drogenhond benotzt ginn ass déi lescht fënnef Joer; firwat keen Drogenhond en permanence do ass, well da kéint ee laanscht d'Päck den Hond schnüffele goe loossen an dee géif da kucken, ob iergendeppes dran ass; wéi vill Droge saiséiert gi sinn déi lescht fënnef Joer a wéi vill Handyen déi lescht fënnef Joer zu Schraasseg am Prisong fonnt gi sinn.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Minister vun der Justiz, den Här Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net esou wéi den Här Bettel gëschter gesot huet a wéi mer hei rapportéiert ginn ass, dass et aus Mangel u Respekt ass, weder virun engem Deputéierten, nach virun der Chamber, datt ech déi Froen, déi zousätzlech Froen, déi do gestallt gi sinn, net beäntwert hunn.

Ech hunn e Respekt, esou wéi d'ganz Kolleegen an der Regierung, virun all gewieltene Vertrieder an dësem Haus. Mä wann een eng Fro gestallt kritt, op déi ee keng Äntwert huet a wou een erkläert, firwat et keng Äntwert gëtt, da weess ech wierklech net wat ech kann äntwerten. Duerfir sinn ech frou, datt ech de Mëtten dat hei kann erklären.

Et ginn, wa Saisië gemaach gi vun Drogen am Prisong, oder och vun Handyen, da ginn déi gemaach entweder op Uerder vum Untersuchungsriichter, oder et gi Fouillen an den Zelle gemaach, déi gemaach gi vun de Gardienen. Wa Saisië gemaach ginn op Uerder vun dem Untersuchungsriichter, da gëtt et doriwwer keng Statistik, déi all Dossier zesummeleet, deen iergendee Lien mam Prisong huet. All eenzelnen Dossier, deen d'Justizautoritéiten hunn, wou Drogen dra sinn, läit niewenteneen an e gëtt jo net traitéiert en fonctioun vun der Plaz wou Droge saiséiert ginn. Dofir kënnen d'Justizautoritéiten eis och mam beschte Wëllen, à moins datt se géingen e puer Joer all d'Dossierë vun Drogen duerchkucken, déi Donnéeën do net ginn.

Da gëtt et déi Saisien, déi gemaach ginn, wou Saisie net dat richtegt Wuert ass, wa Fouillë gemaach gi vun den Zellen. Doriwwer gëtt et eng Rei Donnéeën. Och wann ech awer direkt muss preziséieren, datt d'Direktioun vum Prisong mer seet, datt si doriwwer net Buch féieren, am Sënn datt do offiziell Statistike bestinn, esou datt si an deene leschte Wochen eng ganz Rei Leit gefrot hunn, respektiv an e puer individuellen Dossieren - dat gëtt an den individuellen Dossier vum Gefaangene geschriwwen - dat alles nogekuckt hunn.

A si hunn dann erausfonnt, datt am Joer 2003 28 Gramm Heroin an 30 Gramm Cannabis saiséiert goufen duerch déi Fouillë vun de Gardienen, an am Joer 2004 30 Gramm Heroin a 50 Gramm Cannabis an Ähnleches fonnt ginn ass bei deene Fouillen.

Dat beinhalt wéi gesot net dat wat ënnert den Autorités judiciaires geschitt, wat héchstwahrscheinlech de Gros dovunner awer ausmécht.

Wat d'Handyen ubelaangt, gëllen déi nämlecht Prinzipien, déi ech elo grad gesot hunn. D'Gardienë vum Prisong hunn no den Informatiounen, déi d'Direktioun vum Prisong mer gëtt, 2003 aacht Handye fonnt an 2004 15 Handyen. Mä och do nach eng Kéier muss ech soen, datt et keng offiziell Statistike gëtt, déi geféiert gi sinn, an duerfir ass et och quasi onméiglech, aus deene Joren do virdrun Donnéeën ze hunn.

Schliesslech, wat den Drogenhond ubelaangt, esou ass deen an der Vergaangenheet heiansdo agesat ginn. Si mengen, datt dat ongeféier eemol am Mount gewiescht wier am Joer 2004. Ech mengen, datt dat eng gutt Iddi kënnt sinn, esou een Drogenhond ze hunn. Dofir hunn ech dat och deemools gesot.

D'Direktioun vum Prisong mengt awer, datt dat net gutt wier, well dat relativ komplizéiert wier. Et bräicht een also eng ganz Rei Hënn. Déi ginn och relativ séier midd. Et wier besser een effikassen Détecteur ze hu vun Drogen. Dat mussen d'Spezialisten engem soen. Ech mengen nach, datt et utile wier, datt een heiansdo géing, zemools am Ausseberäich, deen oder déi Drogenhënn, déi mer bei der Police hunn, kënne complémentaire asetze fir do Kontrollen ze maachen. Et war och an deem Sënn wou ech mech virun e puer Méint ausgedréckt hat.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass eng Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le gender budgeting, c'est-à-dire l'établissement du budget de l'État selon la perspective du genre. Dat heescht op Lëtzebuergesch eng Aktualitéitsstonn iwwer Gender budgeting.

(Hilarité)

Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Bettel, d'Madame Err an den Här Jaerling.

D'Wuert huet elo d'Madame Viviane Loschetter als Vertriederin vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi d'Debatt hei iwwert den Gender budgeting ugefrot huet.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le gender budgeting, c.-à-d. l'établissement du budget de l'État selon la perspective du genre

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President, ech erklären Iech elo gläich wat dat ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aktualitéit ebe vun dëser Heure d'actualité ass engersäits déi Konferenz zu New York iwwert de Bilan „Peking + 10" an anersäits déi Déclaration ministérielle vun de 25 EU-Ministeren a -Ministerinnen, wou de Prinzip vum Gender mainstreaming an dem Gender budgeting dran ageschriwwen ass, an och vun eiser Ministesch dann ënnerschriwwe ginn ass.

Mat där Déclaration ministérielle huet och déi lëtzebuergesch Delegatioun vum Chancëgläichheetsministère an och eis Chancëgläichheetsministesch am Numm vun der Présidence eng gutt politesch, oft diplomatesch Aarbecht geleescht, am Sënn vun der Förderung vun enger reeller Gläichheet tëschent Mann a Fra zu New York.

Dofir wéilt ech och mat enger Erklärung vun der Definitioun vun Gender budgeting ufänken. Gender budgeting heescht soss näischt wéi dovun ausgoen, datt egal wéi mir de Budget plangen, dëst eng Auswierkung huet op de Grupp Meedercher a Fraen engersäits a Jongen a Männer anerersäits. Den Gender budgeting fänkt u bei enger Analys vum Budget iwwert d'Verdeele vun de Suen op dës zwou Gruppen, awer och der Unerkennung vun der Tatsaach, dass, deemno wéi de Budget organiséiert ass, dëst och Auswierkungen huet op d'Organisatioun an d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Den Gender budgeting ass deemno keng quantitativ Ännerung vum Opstelle vum Budget, mä eng qualitativ Ännerung. Sech enger Disziplin vum Gender budgeting uschléissen, féiert zu engem Budget, dee gerecht ass, engem Budget, deen effikass ass, an engem Budget, deen transparent ass.

Gender budgeting asetze kann och nëmmen dowéinst mëttelfristeg geplangt ginn an e muss och gutt preparéiert ginn. Den Gender budgeting brauch och dofir Instrumenter an Indicateuren, Donnéeë wéi zum Beispill déi systematesch geschlechterspezifesch Statistiken. An dëst ass, ech wëll lech just drun erënneren, och en Engagement vun dëser Regierung an et ass festgehalen am Koalitiounsaccord - ech zitéiere kuerz: „Le recueil systématique de données statistiques ventilées par sexe contribuera à l'analyse de la situation des femmes et des hommes." Vun dohier misst jo mindestens all Minister, all Ministesch wëssen, wat et ass.

Gender budgeting ass a ville Länner kee friemt Wuert méi. Australien war dat éischt Land, wat mat esou engem Budgetsprinzip ugefaangen huet. Den Gender budgeting ass no der véierter UNO-Weltkonferenz zu Peking am Joer 1995 iwwerall an Australien agefouert ginn. An iwwerhaapt war och déi Weltkonferenz zu Peking 1995 den Ulass fir mam Gender budgeting an iwwerhaapt mam Gender mainstreaming a ville Länner unzefänken. Esou och a Südafrika, wou 1995 d'Parlament zesumme mat enger Plattform ONGe während dräi Joer eng systematesch geschlechterspezifesch Budgetsanalys gemaach hunn. Et ass vläicht wichteg ze wëssen an deem Kontext, datt och do d'Universitéite mat an déi Analysen agebonne gi sinn. 1998 ass dunn deen éischte geschlechterspezifesche Budget a Südafrika opgestallt ginn.

Mä mir fannen och dëse Prinzip ganz oft um lokalen Niveau erëm, wéi zum Beispill an der Stad San Francisco. Dat ass eng Stad, déi huet integral d'CEDAW-Konventioun adoptéiert a si huet progressiv en Gender budgeting an all sengen Departementer agefouert.

Mä och hei - fir zréck an Europa ze kommen - mécht den Gender budgeting eigentlech säi Wee, dëst um lokalen oder um regionalen Niveau. Zum Beispill gëtt et de Baseler Kanton, deen am Joer 2000 eng geschlechterspezifesch Budgetsanalys gemaach huet, dat heescht Statistike ventiléiert huet no Fra a Mann op allen Niveauen. A wat ganz interessant am Baseler Kanton gewiescht ass, dat ass, dass si eigentlech déi Resultater un de grousse Publikum erugedroen hunn, dat heescht si hunn déi esou festgehalen, publizéiert un de grousse Publikum, an enger Sprooch, déi och jiddferee verstanen huet, wat natierlech eng ganz flott Sensibiliséierungsaarbecht war, an net nëmme beim grousse Publikum, mä och bei der Press, déi säitdeem zimlech interesséiert ass all Joers wann de Budget da kënnt, fir dann och ze kucke wéi déi Analys op deem Genderaspekt ausgesäit.

Och an Italien hu grouss Stied wéi Genova oder Parma oder Turin sech zesumme vernetzt. Déi Stied sinn e bëssen anescht virgaangen. Si sinn nämlech sektoriell virgaangen an zwar an engem Domän, deen eis och nawell kéint interesséieren, nämlech deem vun der Vereinbarkeet vu Famill a Beruff. Zu dëser Budgetsanalys hu si dann déi verschidde politesch Felder am Budget ënner anerem ënnersicht, wéi zum Beispill d'Aarbechtsmaartpolitik, d'Sozialpolitik, haaptsächlech am Beräich Structures d'accueil, awer och den Aménagement du territoire an och d'Transportpolitik.

Um nationalen Niveau gëtt et Projeten am Gender budgeting a Schweden. Et gëtt Projete fir esou eppes ze maachen e Belgien, a Frankräich, an der Schwäiz, a Spuenien, an - och e ganz interessant Land - a Groussbritannien. An England ass dëse Prinzip eigentlech - an dat ass och interessant - vun ONGen ausgaangen, vun engem Grupp, dee sech zesummegesat huet, an deen eigentlech konnt d'Regierung iwwerzeege fir e Pilotprojet an dräi verschidde Ministèren ze lancéieren. An dat ass och domadder ëmgesat ginn an dat geschitt als Pilotprojet an dräi verschidde Ministèren.

Frankräich huet zum Beispill en anere Wee ageschloen, nämlech e Wee wou légiféréiert ginn ass. Dat heescht, dass dat franséischt Parlament d'Regierung verflicht huet fir zu all Budget all Joers eng Annex ze presentéieren, wou Statistiken zu Projeten, déi entweder fraefördernd oder chancëgläichheetsfördernd sinn, déi sou genannte giel Säiten - sou nennt een dat bei hinnen - an déi och d'Objektiver dovunner festhalen, wat natierlech eng Analys vill méi einfach mécht.

Wat een och do erëm a Frankräich muss soen, wat net oninteressant ass, dat ass, dass an der Annex och d'Rapporten an d'Etüde vun den Universitéiten, déi op deem Thema schaffen, mat dra sinn. Dir gesitt also, datt et eigentlech immens vill verschidde Méiglechkeete gëtt, fir esou en genderspezifeschen Aspekt ze evaluéieren an der Politik an allen Domänen, an esou och am Budget. Wichteg ass, datt et gemaach gëtt!

A wichteg ass och, dass Lëtzebuerg - an dofir si mir hei verantwortlech - sech organiséiert fir an e

puer Joer en europäescht Land ze sinn, wou d'Chancëgläichheet tësche Männer a Fraen net nëmme grouss geschriwwe gëtt, mä wou se och praktesch ëmgesat gëtt. A praktesch ëmsetzen ass egal wéi ëmmer verbonne mat enger Visibilitéit um Niveau vun de Finanzen.

Wann dësen Exercice zum Beispill längerfristeg mam Budget gemaach gëtt, da wäerte mer sécherlech feststellen, datt eis Fraen an eis Chancëgläichheetspolitik schonns finanziell gefördert gëtt, mä mir wäerten awer wahrscheinlech och feststellen, dass dës Chancëgläichheetspolitik onéquilibréiert tëscht de verschiddene Ressortë gefördert gëtt. An et si genau dës Informatiounen, déi mer brauchen, fir an Zukunft och e Budget méi effikass ze plangen an och méi gerecht opzedeelen.

Dir Dammen an Dir Häre, Här President, de Budget vun engem Land reflektéiert ëmmer d'Wäerter vun engem Land, wat a wie wäertvoll ass fir e Land, wéi eng Politik wäertvoll ass fir e Land, an esou och wat net wäertvoll ass a wéi eng Politik net wäertvoll ass.

An an dësem Sënn hunn ech eng Motioun preparéiert, wou am Fong geholl d'Regierung invitéiert gëtt fir sech déi néideg Moyenen ze ginn, fir den Gender mainstreaming anzeféieren hei am Ressort vun der Regierung, esou wéi d'Ministesch dat och an der Déclaration ministérielle ënnerschriwwen huet. Ech géif Iech déi Motioun hei weiderreechen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- vu la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW);

- vu la Déclaration et le programme d'action de Pékin;

- vu la Déclaration de Vienne sur les droits de l'homme;

- vu le traité CE et notamment son article 3, paragraphe 2;

- vu la déclaration ministérielle du 4 février 2005 des 25 ministres de l'Union européenne chargés de la politique d'égalité des chances entre les femmes et les hommes qui dit que: «Nous, ministres des 25 États membres chargés de la politique d'égalité entre les femmes et les hommes (...) acceptons de développer des méthodes et des instruments d'intégration de la dimension de genre, notamment l'établissement des budgets publics selon la perspective de genre, l'audit selon le genre et les évaluations de l'impact selon le genre, en tant que priorités pour l'avenir;»;

- vu l'accord de coalition qui dit: «Le Gouvernement s'engage à procéder à une évaluation selon la perspective de genre dans ses actions politiques pour prévenir l'impact différent sur les femmes et les hommes, éviter des conséquences négatives non intentionnelles et améliorer la qualité et l'efficacité des politiques. Le recueil systématique de données statistiques ventilées par sexe contribuera à l'analyse de la situation des femmes et des hommes»;

- considérant que l'égalité des chances entre femmes et hommes est un principe fondamental;

- considérant qu'il y a lieu de promouvoir l'égalité des chances entre femmes et hommes;

invite le Gouvernement

- à mettre en place les instruments et indicateurs nécessaires pour permettre l'application du principe de «gender mainstreaming», c'est-à-dire l'intégration de la perspective du genre.

(s.) Viviane Loschetter, Nancy Arendt, François Bausch, Christine Doerner, Lydie Err, Marie-Josée Frank.

Ech wëll och soen, datt ech d'Zoustëmmung fonnt hu vun der Sozialistescher Partei a vun der CSV-Partei, esou dass déi Motioun ënnerschriwwen ass vu mir selwer a vum François Bausch, vum Lydie Err, vum Marie-Josée Frank a vum Nancy Arendt. Domadder wëll ech soen, dass ech frou sinn, datt en éischte Schratt gesat ginn ass, an ech hoffen zumindest, datt mer hei an dëser Chamber nach méi wéi eemol wäerten iwwer Gender mainstreaming schwätzen an iwwer Gender budgeting.

Ech soen Iech domadder Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet elo d'Madame Frank. D'Riedezäit ass fënnef Minutte fir d'Spriecher vun de Parteien.

Une voix.- Et ass d'Madame Doerner, déi ënnerschriwwen huet.

M. le Président.- Jo.

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dass bei der Opstellung vun de Budgeten deenen ënnerschiddleche Liewenssituatiounen am Interesse vu Mann a Fra Rechnung soll gedroe ginn ass net nei. Mat dëser Thematik hunn d'chrëschtlech-sozial Fraen sech scho säit Joren ausernee gesat an hunn iwwerluecht, wéi ee kéint geschlechterdifferenzéiert Gemengebudgeten opstellen.

Och um internationalen Niveau ass am Joer 2001 am Kader vun der OECD-Konferenz zu Bréissel dat ambitiéist Zil formuléiert ginn, dass bis spéitstens 2015 weltwäit Gender-Budgete solle realiséiert ginn. Dann hunn de 4. Februar vun dësem Joer jo déi 25 europäesch Memberstaten an enger gemeinsamer Deklaratioun festgehalen, datt all Memberland Methoden an Instrumenter soll entwéckelen, fir Budgete selon les perspectives de genre opzestellen.

Wat heescht elo konkret Gender budgeting? Den Gender budgeting ass e finanzpolitescht Instrument, dat eng geschlechtergerecht Verdeelung vun de Recetten an den Dépensen am öffentleche Budget bewierke soll. Den Gender budgeting bedeit deemno d'Ëmsetzung vum Gender mainstreaming op allen Niveaue vun der budgetärer Prozedur.

Well de Budget selten geschlechterneutral ass, heescht Gender budgeting konkret, dass ee Budget esou opgestallt an analyséiert soll ginn, dass der Gläichheet tëschent Mann a Fra Rechnung soll gedroe ginn. Deemno ass den Gender budgeting keen Instrument à part, mä e wesentleche Bestanddeel vun dem ganze Mainstreaming-Prozess.

D'Ëmsetze vun dësem Budget ass also ganz enk mat der Ëmsetzung vum Gender mainstreaming gekoppelt. D'Schafe vun dem Ministère de la Promotion féminine virun zéng Joer war e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung.

Dank der Iwwerzeegungsaarbecht, déi an dem Ministère an an der Egalitéitskommissioun a vun de Fraenorganisatiounen an deene leschte Joren am Sënn vun der Egalitéit gemaach ginn ass, gëtt mol endlech thematiséiert.

Ech erënneren an dësem Kontext un d'Action positive, de Prix Féminin de l'Entreprise, och déi sëllech Informatiounscampagnen op Tëlee an um Radio. All dës Mesuren hunn derzou bäigedroen, d'Öffentlechkeet fir d'Gender-Problematik ze sensibiliséieren.

Zum dësjährege Fraendag hu mir an der Familljekommissioun d'Problematik vun der Individualiséierung respektiv dem Splitting vun de Pensiounsrechter opgegraff. An ech hoffen, datt mer an dësem schwieregen Dossier an dëser Legislaturperiod e Stéck weiderkommen.

D'Fro, déi mer eis musse stellen, ass déi, wéi mer et fäerdeg brénge, en gendergerechte Budget op d'Been ze stellen. En éischte Schrëtt an déi Richtung ass sécherlech d'Schafe vun enger Cellule de compétence de genre an den Départements ministériels, esou wéi et am Accord de coalition virgesinn ass. Also gëllt et déi konkret Kompetenzen a Missioune vun dëser Cellule ze definéieren.

Eng Aufgab ass zum Beispill déi politesch Aktiounen an deene jeeweilege Ministèren, esouwuel vum Bléckwénkel vun der Frau aus wéi vum Mann ze analyséieren. Eng aner wichteg Missioun ass d'Erstelle vu Statistiken an d'Analys vun de Projeten no geschlechterspezifische Kritären.

Här President, d'Erfahrungen aus dem Ausland, zum Beispill aus Däitschland, hu gewisen, dass fir d'Erstelle vun engem Gender-Budget déi noutwendeg Informatiounen an Donnéeën oft nëmmen zum Deel oder guer net zur Verfügung stinn. Duerfir brauche mir elo eng operationell Cellule an ech mengen dat ass deen alleréischte Schrëtt.

Déi do gewonnen Erkenntnisser an Erfahrunge géifen dann à la suite an déi ganz budgetär Prozedur matafléissen. Deemno fält d'Erstelle vun engem Gender-Budget mat dem Zesummendroe vun deenen noutwendege genderspezifeschen Informatiounen un; eng Aufgab, déi d'Cellule de compétence muss iwwerhuelen.

Här President, egal wou an op wéi eng Aart a Weis dës Cellule de compétence de genre an Zukunft wäert funktionéieren, si wäert duerch hir Aarbecht, Analysen a gesammelt Donnéeë sécherlech derzou bäidroen, e Budget an der Perspective du genre ze erstellen.

An dësem Sënn soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech rappeléieren nach eng Kéier drun, dass mir dës Motioun mat ënnerstëtzen, déi d'Madame Loschetter hei déposéiert huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Deen nächste Riedner ass den Här Bettel. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir unzefänke kann ech Iech net soe wat d'DP vun der Motioun vun der grénger Fraktioun hält, well déi gréng Fraktioun eis net gefrot huet fir se ze ënnerschreiwen an iwwerhaapt net eis Meenung gefrot huet, dofir kann ech Iech et net soen. Soulaang mer se net gelies hunn, kënne mer Iech et net soen, Madame Loschetter.

(Interruption)

Ech war do!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,…

(Interruptions)

Madame Loschetter!

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Also, Madame Loschetter,…

M. le Président.- Loosst Iech net ënnerbriechen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann d'Konzept vum Gender budgeting hei zu Lëtzebuerg nach nei erschéngt, esou…

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Loschetter, Dir kënnt Iech d'Wuert froe wann Der eng Fro un den Här Bettel ze stellen hutt.

(Interruptions diverses)

Här Bettel, d'Madame Loschetter wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wann et mam Sujet eppes ze dinn huet. Wann et awer net mam Sujet eppes ze dinn huet, géif ech d'Madame Loschetter bieden…

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bettel, fuert wann ech gelift virun.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Also, Här President, Dir Dammen an Dir…

M. le Président.- Den Här Bettel huet d'Wuert, Madame Loschetter. Frot Iech duerno d'Wuert wann ech gelift.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann d'Konzept vum Gender budgeting hei zu Lëtzebuerg nach nei erschéngt, esou ass dat awer eng Mesure, déi an anere Länner schonns laang funktionéiert. Effektiv gouf den Gender budgeting schonns virun iwwer 20 Joer an Australien ageféiert, an eng ganz Rëtsch vu Länner weltwäit analyséieren haut den Impakt, deen hire Statsbudget op d'Geschlechter huet.

Dës Entwécklung ass verständlech, wann ee bedenkt, dass dësen Gender budgeting eng Virbereedung ass, fir dass ee Stat eng Politik vum Gender mainstreaming ka bedreiwen. Den Gender budgeting ass näischt anescht wéi eng geschlechtsdifferenzéiert Analys vum Statsbudget. Den Hannergedanken ass fir d'Ressourcen, déi de Stat senge Bierger zur Verfügung stellt, méi gerecht tëschent Mann a Fra ze verdeelen.

Dëst ass nëmme méiglech wa mir d'Auswierkungen analyséieren, déi d'öffentlech Recetten an d'Ausgaben op d'Ongläichheeten tëschent Fraen a Männer hunn. Mä den Gender budgeting bleift net do stoen. An dëser Analys ginn och d'Auswierkunge vum Statsbudget méi spezifesch no de sozialen a wirtschaftleche Liewenslage vun den ënnerschiddleche Gruppe vu Fraen a Männer ventiléiert. Et ass da méiglech fir dës Auswierkunge genee ze verstoen, fir d'Prioritéiten ze veränneren an d'Mëttelen ëmzeverdeelen, fir e geschlechtssensibelen a gerechte Budget opzestellen.

Deemno hëlleft den Gender budgeting also, d'Strategie vum Gender mainstreaming am Beräich vun der Haushaltspolitik ëmzesetzen. An och op europäeschem Niveau si schonns konkret Mesurë geholl ginn, fir den Gender budgeting ze entwéckelen, en anzeféieren.

Ech wëll hei net an den Detail goen - well ech och keng Zäit hunn -, wat gemaach ginn ass a wéi et op europäeschem Niveau op jidde Fall ënnerstëtzt ginn ass.

Dës Regierung huet an hirem Accord de coalition stoen, dass se sech fir den Gender mainstreaming asetzt. Wéi ech erkläert hunn, ass dat nëmme méiglech, wa mir eis och hei zu Lëtzebuerg méi konkret Gedanken iwwert den Gender budgeting maachen. Ech kann och hei net an den Detail goen, wéi een den Gender budgeting kann applizéieren. Esou kann en zum Beispill bei den Dépensen oder bei de Recetten am Allgemengen, awer och a gewësse Beräicher vum Budget gekuckt ginn.

Et schéngt awer och esou, dass den Gender budgeting eng Rei vu Mesurë virgesäit, mat deem de Budget kann op Gläichstellung zwëschent de Geschlechter iwwerpréift ginn. Den Gender budgeting ass an eisen Aen e komplexe Projet. Net all Voletë vum Statsbudget kënnen elo direkt an enger éischter Phas ofgedeckt ginn.

Ech mengen, a meng Partei och, dass et dofir wichteg ass, fir esou eng differenzéiert Budgetspolitik mol op e puer Domäner ze limitéieren. Ech kommen natierlech och net derlaanscht fir ze soen, dass et schued ass, dass d'Kommissioun vun der Égalité des chances net bestoe bliwwen ass an dass se elo mat der Familljekommissioun, wou Jugend, den Troisième âge an d'Égalité des chances, zesummen ass, well et wier jo eng Kommissioun gewiescht, déi wierklech sech hätt kënnen drop konzentréieren, fir esou e Budget screening ze maachen.

Ech soen Iech op jidde Fall Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. D'Madame Loschetter hat aacht Minutte geschwat, se huet nach zwou Minutten Zäit. Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Ech wollt just ganz kuerz Stellung huelen, well ech jo net wëll als eng Ligenesch hei duergestallt ginn. Esou datt ech gäre géing soen, datt mir leider d'DP net konnten, net wollte froe fir déi Motioun mat ze ënnerschreiwen, well d'Representantë vun der DP eigentlech ni méi wéi 15 Minutten an enger Chancëgläichheetskommissioun sinn, ënner anerem och net an där vu virun dräi Deeg, wou mir iwwer zwou Stonne laang iwwert d'Déclaration ministérielle, iwwer „Peking + 10", iwwert den Gender mainstreaming an iwwert den Gender budgeting geschwat hunn.

Et ass schwéier eng Ënnerschrëft op eng Motioun ze froe vu Leit, déi net informéiert sinn a wou mer keen Echange haten, wou mer eigentlech net kënne wëssen, wat se dovunner halen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wann Der erlaabt, ganz kuerz. Et sinn zwou Kommissiounen elo gewiescht. Déi eng, dat woren dräi Kommissiounen, wou ech Member sinn, zur selwechter Zäit. Ech ka mech dach net an dräi deelen, sorry. Dat ass déi éischt Saach.

An déi zweet Saach ass: Gëschter hunn ech mech bei der Madame President offiziell entschëllegt, well ech e Fall hat, justement vun enger Violence domestique a wou ech, wou mer dat Ganzt driwwer diskutéiert hunn, a wou ech carrément vun Iech jo nach alleguerte gesot krut: Gutt, dat ass awer wierklech eng valabel Excuse.

Wann Der haut scho vergiess hutt, wat Der gëschter gesot hutt, dofir kann ech net.

M. le Président.- D'Madame Frank nach, an da schléisse mer dee klengen Incident of.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Ech muss mech awer de Wierder vun der Madame Loschetter uschléissen, well net nëmme gëschter, mä och an där letzter Zäit war ganz oft d'DP duerch nëmme ganz kuerz an der Komissioun present an dat bedauere mir eben.

M. le Président.- Domadder ass dat ofgeschloss. D'Madame Err huet d'Wuert. Madame Err, wann ech gelift.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech bedauere virun allem, dass, och wa mer vu Problemer oder vun Aspekter vu Gläichheet zwëschent de Geschlechter schwätzen, mer nach ëmmer vun der Familljekommissioun schwätzen. Och wa mer keng spezifesch Egalitéitskommissioun méi hunn, wier ech de Kolleegen an de Kolleeginnen heibanne verbonne fir d'Kand mam Numm ze nennen.

Meng Fraktiounskolleegin Vera Spautz huet gëschter der Chancëgläichheetsministesch eng Fro iwwert den Gender mainstreaming gestallt. Et ass och dofir normal,

dass net eleng de Budgetsminister, mä och d'Egalitéitsministesch hei sëtzt fir zu dëser Problematik Stellung ze huelen.

Et ass nämlech somme toute, an dat geet och aus deene Riede vun deene Kolleegen a Kolleeginne virdrun ervir, am Fong datselwecht wéi den Gender mainstreaming, et ass just applizéiert méi prezis op d'Budgetsprozedur.

No all deem, wat gesot ginn ass, hunn ech e bësse gesënnert a mengen Notizen an ech wëll mol probéieren, éischtens ze definéieren, wat et ass, a wa méiglech dem Aly Jaerling op Lëtzebuergesch, well hien och gär géing verstoen, ëm wat et geet.

(Hilarité)

Ech hunn also du probéiert dat esou ze erklären. Also op Lëtzebuergesch mengen ech kënnt ee soen, dass et sech dobäi handelt ëm eng geschlechterspezifesch Budgetspolitik, an zwar net nëmmen, wat d'Previsiounen, mä och wat d'Fixatioun vun den Zifferen, an drëttens wat d'Exécutioun vum Budget ubelaangt.

Geet dat esou, Här Jaerling, op Lëtzebuergesch?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech hu bal alles verstan!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Très bien.

Et ass och, wéi - ech mengen - d'Madame Loschetter gesot huet, net eng quantitativ Approche oder Ëmännerung oder eng Perspektiv vun der Budgetspolitik, mä eng qualitativ. Dat heescht also och, dass hei net fraespezifesch Budgeten opgestallt ginn, mä dass eng fraespezifesch oder eng egalitéitsspezifesch Optik a sämtlech Prozedure vun der Budgetspolitik erageet.

Ech soen Iech duerfir vläicht ee Beispill, wat vill Wierder eventuell iwwerflësseg mécht. Et ass relativ kloer, dass mir hei zu Lëtzebuerg - elo muss ech oppassen, wéi ech mech ausdrécken - manner Fussballsterrainen net genuch hu wéi Crèchen. Dat ass sécherlech keen Zoufall. Wann ee géif, ouni elo wëllen zu deenen zwee en Zesummenhang virzestellen,…

(Interruptions)

…gëtt et domadder kloer, dass déi Décisiounen, déi e budgetspolitesche Impakt hunn, eng aner Wierkung hunn op d'Bénéficiairen, jee nodeem ob et sech ëm Fraen oder Männer handelt. Do kann een elo natierlech lästeren iwwert de Begréff u sech, an et kann een et och net verstoe wëllen, mä een dee wëllt, dee kann op jidde Fall elo net méi behaapten, dass, egal wat an engem Budget steet, dat net differenzéiert Effekter hätt, jee nodeem ob et sech ëm Männer oder Fraen handelt.

Et ass also duerfir och wichteg, zwee Prinzipien oder dräi Prinzipien aus dëser geschlechterspezifescher Budgetsprozedur ze énnersträichen. Éischtens ass se méi neutral, net nëmme wat d'Politik ubelaangt, mä och wat d'Differenzen tësche Männer a Fraen ubelaangt, mä si bréngt och méi Transparenz mat sech a si mécht et méi einfach ze verstoen, wou sech dann d'Politik an och besonnesch d'Egalitéitspolitik an de Chifferen am Budget verstoppt.

D'Objektiver vun dëser Budgetspolitik kann ee soen, sinn der dräi. Et gëtt am Fong doduerjer méi transparent, wou d'Effekter an den Zifferen ze siche sinn. Et mécht och méi einfach méiglech, déi speziell Besoinë vun énnerprivilegéierte Gruppen aus der Bevölkerung ze respektéieren. Et mécht et méi einfach fir ze verstoen, wéi de System funktionéiert, an et mécht et natierlech och vill méi einfach ze evaluéieren, wat dann nom Budget passéiert ass.

D'Viraussetzungen dovunner si menger Meenung no - an dat wier mäi véierte Punkt - éischtens d'Wëssen, zweetens d'Kënnen an drëttens de Wëllen. Beim Wësse mengen ech, dass et do zu Lëtzebuerg nach u munchem feelt, net un der Theorie, well dat ass eng Saach, déi kann ee sech uneegnen, andeem een dräi Bicher iwwer eppes liest, mä an der Praxis, wéi ee virgeet, well esou vill Praxisse wéi et gëtt an Europa an och op anere Kontinenten, esou sinn d'Prozeduren, wéi virgaange gëtt, ëmmer verschidden.

Ech géif duerfir virschloen, dass mer all zesummen, déi mir eis fir déi heiten Approche géifen interesséieren, probéieren eis dat Wëssen unzëeegnen, an zwar net nëmmen an de Cellules de compétence, an do sinn ech mat der Presidentin vun der Chancëgläichheetskommissioun net d'accord. Et geet net duer, dass d'Experten an deene Cellules wëssen, wéi et geet. Et geet drëms, dass Dir a mir heibanne genee wëssen, wat mer am Budget proposéiert kréien, a wéi mer och kënnen d'Exécutioun vun deem Budget kontrolléieren. An dat wësse mer de Moment net, dat musse mer also léieren.

Zweetens mussen d'Viraussetzungen erfëllt sinn - an do kënnt der Madame Loschetter hir Motioun drop eraus -, dass mer wëssen, wat d'Donnéeën haut sinn, fir kënne festzestellen a wéi engen Domäner d'Besoinë méi akut si wéi an aneren. Dofir ass dat doten eng Viraussetzung, net nëmme fir eis international Obligatiounen ze erfëllen, mä och fir déi geschlechterspezifesch Budgetspolitik duerchzesetzen.

Drëttens ass de Wëllen. Natierlech net nëmmen den technesche Wëllen, mä de politesche Wëllen, deen ass och wat Lëtzebuerg ubelaangt x-mol ausgedréckt ginn, an zwar an der Plattform vu Peking, déi mer matgedroen hunn, an de Millennium goals, deem drëtten, deen d'Egalitéit zwëschent de Männer an de Fraen ustrieft an deen och den Gender mainstreaming als Instrument gesäit.

Den Ausseminister huet op der Konferenz vun eiser Chancëgläichheetsministesch uganks Februar sech och formell ausgeschwat fir dëse System, esou dass et um politesche Wëllen op jidde Fall um Pabeier an a Wierder bis elo net feelt. Et feelt vläicht dann nach just um prakteschen Know-how. Duerfir zum Schluss e puer Inspiratiounssourcë fir déi Leit, déi sech wëllen domadder ausernee setzen.

Et gëtt vun der UIP, der Union Interparlementaire…

M. le Président.- Madame Err, Dir misst zum Schluss kommen.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Jo, mä ech hunn nach e puer Minutten Zäit, well ech an engems zu der Motioun schwätzen, déi d'Madame Loschetter eraginn huet, an eise Statuten no hunn ech duerfir nach fënnef Minutten. Ech wëll déi net ausschöpfen, mä ech wëll mäi Saz awer fäerdeg maachen, Här President.

M. le Président.- Dir hutt Recht. Profitéiert vun Ärem Recht, Madame Err.

(Interruptions et hilarité)

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Also éischtens, et gëtt och ausser dem Guide vun der UIP, dem Guide Numero sechs, also deem, deen en Handbuch ass fir Parlamentarier wéi se kënnen an dëser Matière virgoen, e praktesche Guide vun der Unifem. Et gëtt e Rapport vum Europaparlament an et gëtt Expertinnewëssen, well et si meeschtens Expertinnen, déi an deem Rayon schaffen, vum Conseil de l'Europe. Esou dass praktesch ausser deenen Erfahrungen, déi hei schonn ugeschwat gi sinn an op déi ech net méi wëll zréckkommen, d'Theorie op jidde Fall, de Wëlle schéngt jo hei ze bestoen, d'Kënnen existéiert a beim politesche Wëlle gi mer dovunner jo aus, dass en existéiert, soss kéint jo och net den Gender mainstreaming am Koalitiounsprogramm stoen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

(Brouhaha général)

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Spëtzt Är Oueren! Här President, Gender budgeting gëtt mëttlerweil als internationale Begréff fir geschlechtergerecht Budgetspolitik gebraucht. Den Gender budgeting ass a sech d'Kärstéck vum Gender mainstreaming, dee scho vu menge Virriedner hei erwähnt ginn ass, esou dass ech net méi extra dorop brauch anzegoen. Mat Hëllef vum Gender budgeting kënnen déi énnerschiddlech Auswierkunge vun den öffentleche Recetten an Dépensen op Fraen a Männer am Allgemengen definéiert ginn. Awer den Gender budgeting kann och no sozialen a wirtschaftleche Liewenslagen ze énnerscheedende Gruppe vu Fraen a Männer ermëttelen a kucken, wéi de Budget sech op déi besonnesch Gruppen auswierkt.

E Budget ass an der Regel geprägt duerch déi aktuell politesch Prioritéiten. D'Fro, déi sech stellt, ass, ob ee sech op geschlechterspezifesch Problemer beschränke soll oder aner Gruppen, déi ze kuerz kommen, och soll mat aschléissen. D'Fraen hu sech am Laf vun de Joren, wou se sech intensiv fir hir Rechter agesat hunn, staark Lobbygruppen zougeluecht. Et gëtt awer aner Randgruppen an eiser Gesellschaft, déi net esou staark…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Jaerling, loosst Iech net duerjernee bréngen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech hu gesot aner Randgruppen, dann hunn ech aner Randgruppe gemengt, dann hunn ech net Frae gemengt.

(Interruptions diverses)

Wann Der mech wann ech gelift ausschwätze géift loossen! Ech hu jo och hei missen nolauschteren, well ech hu scho bal dofir, dass ech déi Recherche hei gemaach hunn, en Doktertitel verdéngt.

(Hilarité)

Also wann ech gelift, et ass scho schwéier genuch esou, gell.

(Interruption)

Jo, Här Bausch, ech ginn dat och zou.

Wann ech vu Randgruppe schwätzen, da soll dat net negativ opgeholl ginn.

Als Beispill kann een d'Nerveklinik vun Ettelbréck huelen, iwwert déi mer jo gëschter hei geschwat hunn, an an déi während Joren näischt investéiert ginn ass. Dat ass eng Randgrupp vu Leit, déi keng Lobbygrupp hunn, an déi och an de budgetären Décisioune jorelaang vernoléissegt gi sinn. Bei méi Transparenz beim Budget hätt dës Vernoléissegung zum Beispill kënne festgestallt ginn.

Här President, eng stäerker Verflichtung fir méi genee ze kucken an ze analyséieren an e Siichtbarmaache vun den Ongläichheeten an eiser Gesellschaft ze erwierke wär also net vu Muttwëll. An et gëtt och méi wéi ee Grond fir d'Noutwendegkeet fir geschlechterspezifesch Budgetsanalysen anzefëieren.

Ee vun de Grënn, déi opgefouert ginn, ass, datt och wa vill iwwer Gläichberechtegung geschwat gëtt, d'Ressourcë fir déi Iddiën ëmzesetzen awer net ausräichend sinn. Eis Budgetë gi vu Joer zu Joer iwwerholl an et ass schwéier nei Ännerungen dran ze integréieren, zemools wa se mat fortschrëttlechen Iddië verbonne sinn. Den Gender budgeting, eng nei Method also, hëlleft vläicht nei Weeër an der Budgetspolitik ze fannen a Saachen am Budget ze gesinn, déi ëmmer iwwersi gi sinn, well Joer fir Joer de Budget vun deem Joer virdru bal integral kopéiert gëtt.

Een neien Usazpunkt kann also nei Iddië bréngen an en traditionelle Kader sprengen. Opgepasst muss just ginn, datt et net zur Verfestegung vu Rolleclichetë kënnt. Eng geschlechterdifferenzéiert Analys géif e Budget méi transparent maachen a se kënnt och op ökonomesch Entscheedungen opmierksam maachen. Well wann een an eppes investéiert, kann een net esou vill an eppes anescht investéieren, an do sinn déi Froen, déi mer musse klären.

Woufir ginn d'Frae benodeelegt? Woufir ginn am Budget déi eng oder aner Prioritéite gesat, ouni dass kloer definéiert gëtt firwat? Woufir gëtt net méi wäit gekuckt wéi de geschlechtlech differenzéiert Analys? Woufir dauert zum Beispill d'Psychiatrie-Reform esou laang? Ëmmer méi Mënsche si betraff, déi och a schlechte Konditioune liewe mussen. Woufir goufen e Pei-Musée, eng Coque, Konzerthal, Rockhal, etc. virgezunn, anstatt fir d'éischt an de Mënsch ze investéieren?

D'Investitioun an esou Bauten ass och vläicht noutwendeg an ech wëll och net hei d'Kultur géint aner Investitiounen ausspillen, mä wann eng Analys weist, datt ëmmer nees Décisiounen en faveur vun esou Baute falen, an net zum Beispill prioritär en faveur vu psychesch gestéierte Mënschen oder aner benodeelegte Mënschen, dann huet dës Gesellschaft an hir Politik wierklech e grousse Problem.

Här President, wat kënnt sech duerch den Gender budgeting änneren? Mir kënnten eis zum Beispill en Iwwerbléck verschafen iwwert déi ökonomesch Bedeitung vun der onbezuelter Aarbecht an emol hir Plus-valuen, déi se eiser Gesellschaft bréngen, chiffréieren. Dorënner falen d'Erzéiung vu Kanner an d'Betreiung vu Fleegefäll, awer och aner bénévole Asätz am Sozialberäich.

Zum Beispill ass d'Mammerent als Unerkennung vun der onbezuelter Aarbecht vun der Kannererzéiung zougestane ginn. Als ADR gesi mer awer méi wäit a fuerderen, dass d'Hausfraenaarbecht, verbonne mat der Kannererzéiung, eng direkt finanziell Unerkennung kritt, fir datt d'Fraen, déi sech der Erzéiung vun hire Kanner widmen, sech selwer iwwert dee Wee kënne Pensiounsrechter erschaffen.

Här President, an Dänemark goufen zum Beispill am Kader vum Gender mainstreaming Moossname virgestallt, déi virun allem Randgruppen aus der Bevölkerung an eeler Mënsche viséieren. Dëst Beispill weist, datt mer och kënnen décidéieren, wou eis Schwéierpunkte leien.

Den Gender budgeting ass eng nei Analys vum Budget. Ech sinn iwerzeegt, dass dës Analys sech awer net nëmmen duerf op Frae konzentréieren.

Wéi steet et zum Beispill ëm déi sozial Schwaach an eiser Gesellschaft, där mer ëmmer méi kréien an domadder och ëmmer méi sozial schwaach Fraen. D'PISA-Etüd huet bewisen, datt d'Ausbildung besonnesch bei deene sozial Schwaachen net optimal ass, an do besteet keng Differenz tëschent Lëtzebuerger oder Netlëtzebuerger, respektiv tësche Meedercher oder Jongen.

Mir duerfen eis also net nëmmen op eng Zilgrupp konzentréieren, mä sollen de Problem vum sozialen Noutstand an den Ongerechtegkeete global ugoen. Dat ass fir eis als ADR eng Prioritéit wou mer déi néideg budgetär Mëttele brauchen. Zougehéieregkeet zu engem Geschlecht beaflosst opgrond vun der soziokultureller Prägung vläicht Liewensméiglechkeeten, de beruffleche Status, d'sozial Bezéiung an och vläicht d'gesellschaftlech Positioun.

M. le Président.- Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech géif mer dann datselwecht Recht huele wéi d'Madame Err an ech géif dann och zu der Motioun schwätzen.

M. le Président.- D'Madame Err war a siwe Minutte fäerdeg, Dir hutt dann nach 18 Sekonnen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Majo, ech hunn awer keng siwe Minutten.

M. le Président.- Ma eben, Dir hutt sechs Minutten a fofzeg Sekonnen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech huele mer dann nach déi zwou Minutten zur Motioun, an da sinn ech fäerdeg.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Jaerling, haalt Iech un d'Regelen, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo, et ass erstaunlech, wéi d'Regelen änneren, wann den ADR schwätzt.

(Brouhaha général)

D'Zougehéieregkeet zu engem Geschlecht beaflosst oprond vun der sozialer kultureller Prägung vläicht d'Liewensméiglechkeeten, de beruffleche Status, d'sozial Bezéiung an och vläicht d'gesellschaftlech Positioun. Se beaflosst awer nëmme bedingt de sozialen Noutstand.

(Interruptions diverses)

Ech sinn domat d'accord, dass d'Gläichberechtegung tëschent Mann a Fra eng gewësse Prioritéit soll hunn. Menger Usiicht no ass d'Gläichberechtegung tëschent sozial Schwaachen a sozial Staarken awer méi e prioritäre Problem, dee mer léise mussen. Well, wa mer déi Zesummenhäng vergiessen, da kënnen déi verkéiert Moossname geholl ginn.

Här President, fir den Zougang zu enger Gender…

M. le Président.- Här Jaerling, wann ech gelift, kommt zum Schluss.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech kommen och zum Schluss, et dauert just e bëssen.

M. le Président.- Da misst Der ophalen, zum Schluss kommen, éischter ophalen.

(Brouhaha général)

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Bon, da géif ech da Stellung huelen zu der Motioun, gell, et ass kee Problem. Éischtens mol wëll ech hei matdeelen…

M. le Président.- Här Jaerling, Dir musst d'Tribün verloossen! Ech bieden Iech d'Tribün ze verloossen!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech kann awer zur Motioun Stellung huelen. Da loosst mech dach schwätzen!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Wat huet dat da fir ee Sënn, wa mer en Ordre du jour maachen, mat Zäiten an onsem Reglement, a se ginn net agehalen. Si gi refuséiert, vun engem Deputéierten agehalen ze ginn!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här Fayot, ech wäert Iech deemnächst

dorunner erënneren. Ech däerf dach hei zu der Motioun schwätzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- D'Madame Err huet och gefrot, fir méi Zäit ze kréien.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech schwätzen elo just nach zu der…

(Interruptions)

Mat der Motioun sinn ech an enger Minutt fäerdeg.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Also, Här Gibéryen, ech fannen dat e staarkt Stéck, dass Dir als Fraktiounspresident dat och nach ënnerstëtzt!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wëll soen, datt den Här Fayot da vergiess huet, datt seng Kolleegin, d'Madame Err, och déi Zäit gefrot huet.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech wäert lech deemnächst dorun erënneren, Här Fayot.

Une voix.- Très bien.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. le Président.- Domat huet d'Regierung d'Wuert, d'Diskussioun ass ofgeschloss.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing fir d'éischt wëllen der Madame Loschetter Merci soe fir hir Stellungnahm an iwwerhaapt och d'Ufro zu dem Gender-Budget. De Minister Luc Frieden hätt gäre gehat, datt ech dat géif op Maarnech iwwersetzen, dees sinn ech awer net mächteg. Also, ech fannen och, datt et kee gudden Ausdrock ass, mä ech kann en awer och net iwwersetzen.

Ech soen lech Merci, wéi gesot, fir Är Stellungnahm an och fir d'Explikatioun, och vun deenen anere Riednerinnen a Riedner, well ech denken, datt awer fir vill Leit elo méi kloer ass, wat dat heescht, wéi et virauser wor.

Ech sinn och frou, datt de Luc Frieden de Mëtteg hei bei eis ass, fir och ze héieren, wat dann Är Virschléi alleguerte sinn a fir och ze kucken, wéi mer dat do kënnen an d'Regierungsaarbecht mat erabréngen, a wou en dat och wëllt hëllefen ënnerstëtzen.

D'Tatsaach, datt Männer a Fraen dacks nach ënnerschiddlech Rollen an Aufgaben hunn, hat och selbstverständlech eng direkt Auswierkung op den Zougang zu de Ressourcen an och d'Kontroll vun deenen. D'Analys nom Genre ass eng Method fir Informatiounen ze sammelen, ze analyséieren an ze evaluéieren no dem Geschlecht.

D'Zil ass zu all Moment vun der Konzeptioun, der Ausféierung, dem Suivi an der Evaluatioun vu politeschen, ekonomeschen a sozialen Décisiounen, zum Beispill bei Gesetzer, Reglementer, Programmer oder och selbstverständlech beim Budget, festzestellen, wat d'Auswierkungen op Männer a Frae sinn, an dann och deem Rechnung ze droen, datt deen een an deen aneren dovunner d'selwecht profitéiert.

Den Gender-Budget oder de Budget sexospécifique ass eng Exigenz aus der Plattform vu Peking an et soll evaluéiert ginn, wat d'Einnahmen an d'Ausgabe vum Budget fir Auswierkungen op d'Fraen hunn. D'Zil ass d'Effikassitéit ze verbesseren, fir dës Gläichheet zwëschent Männer a Fraen ze erreechen.

D'Initiatives Budget genre besti säit 20 Joer a si kënne vun de Regierungen, awer och vun der Société civile oder och a Partnerschaft mat deenen zwee realiséiert ginn.

D'Gender-Budgetë maachen eng Referenz op verschidde Prozesser a Methoden, déi probéieren den Impakt vun dem Budget, besonnesch den Nationalbudgeten, op verschidde Gruppe vu Männer a Fraen an der Gesellschaft an an der Ekonomie festzestellen.

Et si keng separat Budgetë fir Fraen. De Budget gëtt net Kredit fir Kredit opgespléckt, fir wéi vill Geld deen een an deen anere géing kréien. Et ass also net, wann eng Strooss gebaut gëtt, op där rechter Säit oder op där lénkser Säit, d'Männer oder d'Frae solle fueren, a wéi vill datt et fir deen een a fir den aneren ausmécht.

Et geet drëm fir och ze kucken a Programmen, déi realiséiert goufen, wat fir eng Auswierkungen dat huet. An ech géing lech vläicht just ee Saz liesen aus dem Préambule vun dem franséische Rapport, dem „Jaune budgétaire", wéi si dat nennen Dee vun 2002 seet: «Les crédits recensés correspondent essentiellement au financement, d'une part, d'actions spécifiquement destinées aux femmes, qu'il est apparu nécessaire de mettre en place afin de pallier les inégalités de traitement constatées entre les hommes et les femmes, et d'autre part, d'actions de sensibilisation ou de formation des décideurs et des acteurs à la prise en compte de la dimension de l'égalité des chances.»

Dir gesitt also, wat dat an deem heite Fall, bei de Fransousen an deem dote Budget fir 2002 bedeit huet. Mëttlerweil denken ech, datt se dat och op aner Gebidder ausgeweit hunn.

Bei deene verschiddenen europäesche Länner, wou dëser Initiative geholl goufen, dat ass zum Beispill a Belgien, Irland, Schweden, Frankräich, England, do hunn ech bis elo kee Land fonnt, wat integral den Gender-Budget agefouert hätt an allen Dimensioune vu sengem Budget. Ech muss awer och soen, datt d'Zäit mer ze kuerz war fir dat och iwwerall kënnen nokucken ze goen.

Dat heescht elo net, datt dat onbedéngt méi Geld muss kaschten. Heiansdo hunn d'Leit jo dat Gefill, wann een elo seet, et ass en Gender-Budget, dass da méi Suen do mussen erauskommen. Mä et ass elo grad gesot ginn, et ass och dacks sou, dass d'Transferten aneschters musse gemaach ginn. Woubäi ech net wëll soen, datt dat net ëmmer gradesou schmäerzhaft ka sinn, wéi wann ee méi Sue muss fir eppes zur Verfügung stellen, well da muss een eventuell engem aneren se ewechhuelen, wat sécher net bei deem zu grousser Begeeschterung féiert.

Mir hunn an der Deklaratioun vu Lëtzebuerg stoen, dat ass vun där Konferenz, vun där geschwat gouf: «(…) d'identifier les processus et les instruments qui permettent une meilleure responsabilité pour aborder les questions d'égalité entre les femmes et les hommes; de développer des méthodes et des instruments d'intégration de la dimension de genre, notamment l'établissement des budgets publics selon la perspective de genre, l'audit selon le genre et les évaluations de l'impact selon le genre (…); de continuer à améliorer le recueil, la compilation et la propagation de données ventilées par sexe fiables, précises et comparables; de définir des objectifs dans le temps et les mettre progressivement à jour (…)» - an da selbstverständlech och - «de contrôler les progrès (...)».

Dir gesitt also, datt an där Deklaratioun dran och déi verschidde Weeër eigentlech gezeechent sinn. Verschidden Aarbechtsinstrumenter gi gebraucht fir de Budget ze analyséieren, wéi zum Beispill eng Estimatioun vun der Politik, déi dem Genre Rechnung dréit, iwwer Interviewe mat Männer a mat Fraen, fir ze kucken, ob déi Programmer oder och déi Servicer, déi fir si bestinn, och vun hinnen emfonnt ginn als dat, wat se brauchen, an emfonnt ginn och als richteg Prioritéit.

Ech denken zum Beispill un d'Crèchen, ob déi zu deenen Zäiten op sinn, zu deenen d'Leit se brauchen. Ech denken dorun, ob d'Crèchen zum Beispill deem Präis entspriechen an där Prioritéit, déi d'Leit hunn, fir einfach emol ze gesinn, wat dat konkret heescht. Mir stellen eis ënnert deem Budget du genre eppes Onwahrscheinleches vir an dofir hu mer eng gutt Ausried, mä ech mengen, et muss ee mol einfach a konkrete Beispiller och gesinn, wat dat eigentlich bedeit.

Da soll awer och evaluéiert ginn, wat de Bénéfice ass, dee gemaach gëtt an dee lo opgeschlësselt gëtt no dem Genre. Wichteg ass, fir eng ekonomesch Impaktstudie iwwert déi öffentlech Ausgaben detailléiert ze maachen no dem Genre. Do kënnt natierlech dran d'Croissance, den Emploi, de Chômage an alles, wat dozou gehéiert an eng Steieranalys opgeschlësselt nom Genre, fir och do ze gesinn, wat fir eng Auswierkungen dat dann op Männer an op Fraen huet.

Da gëtt et nach eng aner Zort vu Budget, an dat ass den Zäitbudget. Do geet et besonnesch och drëm fir ze kucken, wat datt d'Zäit fir d'Aarbecht ass, déi doheem an der Famill vu Männer a vu Frae gemaach gëtt, a besonnesch ëm déi onbezuelten Aarbecht, vun där elo grad och hei geschwat ginn ass.

Ech géing lech vläicht just zwee Beispiller och wëllen nennen aus dem Ausland, fir och ze weisen, wat fir eng Auswierkungen déi politesch Décisiounen hunn. An England gouf et zum Beispill eng ONG, déi heescht Femmes et Budget, beziehungsweis heescht se ganz bestëmmt net Femmes et Budget, mä déi heescht vum Engleschen iwwersat esou, mä déi huet virun allem d'TVA analyséiert an hir Auswierkungen op d'Fraen an deene Stéit, déi net vill Suen hunn. D'TVA, déi bekanntlech eng direkt Steier ass an och op der Consommatioun läit, mécht am englesche Budget 30% aus.

D'Resultater vun där Analys hu bewisen, datt d'Fraen als Gestionnaire vun de Stéit besonnesch vill an disproportionéiert TVA géinge bezuele vis-à-vis vun de Männer. An déi ONG huet d'Regierung iwwerzeegt kritt fir d'TVA op verschiddene Produkter, déi déi am meeschte gebraucht géifen an déi néideg sinn, och erofzesetzen.

Een anert Beispill ass d'Banque mondiale, déi eng Analys iwwert d'öffentlech Ausgaben am Ghana gemaach huet an do besonnesch an der Educatioun. Do hu se festgestallt, datt d'Meedercher 45% vun de Subventioune kréien am Primärunterricht, hir Participatioun awer bei 65% läit. Dir gesitt also, datt een Drëttel méi Meedercher do si wéi Subventiounen eigentlech fir si zur Verfügung gestallt ginn.

Den Gender-Budget ass en Instrument. Mä mir brauche fir dat ëmzesetze Statistiken a ville Beräicher, déi mer bis elo awer net hunn. Mir brauchen Indicateure fir ze moossen, wou a wéi grouss d'Fortschrëtter an der Gläichheet zwësche Männer a Frae sinn, an dat esougutt op nationalem wéi op EU-Niveau.

Mir brauchen den Gender mainstreaming an de Ministèren, fir vum Ufank bis zum Enn Gesetzer op hir Gläichbehandlung vu Fra a Mann ze evaluéieren an ze kontrolléieren, well e Scheedungsgesetz huet aner Auswierkungen op Frae wéi op Männer. Eng Steierreform huet aner Auswierkungen op Frae wéi op Männer. Eng Pensiounsreform huet aner Auswierkungen op Frae wéi op Männer. Den RMG huet aner Auswierkungen op Frae wéi op Männer.

Dir gesitt also, ech kënnt virufueren an domadder wollt ech och weisen, datt den Gender-Budget an den Gender mainstreaming net nëmmen eng Affär vum Budgets- a Finanzminister sinn, mä se sinn eng Affär vun der ganzer Regierung a se sinn iwwergräifend, a jiddferee muss sech och domadder ausernee setzen.

Ech wëll awer och hei net verheemlechen, datt ech mengen, datt nach vill Iwwerzeegungsaarbecht misst gemaach ginn an de Ministèren an och an de Verwaltunge bis mer dat erreecht hätten. Mir brauchen also Studien an Analysen a Statistike fir iwwerhaapt kënnen d'Basis ze hunn, fir deen Gender-Budget auszeféieren.

Bei der Regierungsbildung ass och iwwert den Gender-Budget diskutéiert ginn. Mä et ass net zréckbehale ginn, datt mer e géingen an d'Regierungserklärung draschreiwen, well d'Meenung do war, mir kréichen dat grousst Wierk net esou séier, dat heescht an enger Legislaturperiod, ganz ëmgesat.

De Minister Frieden ass bereet ze studéieren, wéi een den Gender-Budget kënnt aféieren, a besonnesch och mat Projet-piloten a spezielle Beräicher mol ze kucken, wéi een dat kënnt realiséieren.

Sécher ass d'Diskussioun vun de Mëtteg ze kuerz fir definitiv Konklusiounen ze zéien. Wann et de Wonsch vun der Chamber ass, géing ech mech gären engagéieren ze kucken, ob mer och géingen am Ausland Spezialisten a Spezialistinne fannen, fir mol op Lëtzebuerg ze kommen an d'Chamberskommissioun - an da wier et och gutt, wann d'Leit vun dem Budget an de Finanzen derbäi wieren -, fir och ze héieren an ze gesinn, wéi dat an anere Länner funktionéiert.

Ech denken och, datt et wichteg wier de Leit dobaussen d'Méiglechkeet ze gi sech doriwwer ze informéieren, well et ass e wichtegt Instrument, wat richteg muss agesat ginn an op dat ee sech also och muss richteg virbereeden. Dofir sollte mer och virufuere fir Informatiounen an Dokumenter ze échangéieren an och eventuell an der Kommissioun - wann dat de Wonsch ass - an an de Kommissiounen ze diskutéieren. Ech si gäre bereet, esouwäit wéi Ären Interesse dofir do ass an esouwäit wéi ech d'Méiglechkeet hunn, fir mat lech an där Fro virunzeschaffen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm.

(Interruption)

Jo. Ech wollt soen, dass mer elo zur Motioun géife kommen, déi déi honorabel Madame Loschetter déposéiert huet. Wëllt nach een d'Wuert froen zu der Motioun? Fir d'éischt huet den Här Grethen d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn déi Debatt hei opmierksaamst verfollegt. A besonnesch aus den Ausféierunge vun der Madame Minister Jacobs hunn ech elo net eraushéieren, ob si dës Motioun als Regierung ka matdroen oder net. Et si wuel d'Madame Marie-Josée Frank an d'Madame Err, déi am Numm vun de Majoritéitsfraktiounen déi Motioun hei ënnerschriwwen hunn.

Mä ech wollt d'Regierung froen, an och besonnesch de Budgets- a Finanzminister, ob d'Regierung wierklech der Chamber kann d'Garantie ginn, dass wann dës Motioun haut hei gestëmmt gëtt, dass dat dann och gemaach gëtt, well hei ganz prezis steet, Här President, «à mettre en place les instruments et indicateurs nécessaires».

Ass d'Regierung gewëllt dat elo ze maachen, jo oder nee? Well wa mer sollen hei driwwer ofstëmmen an et ass just en Exercice de style, wou de Wëllen net besteet fir et ze maachen, da misst Der verstoen, dass mer als Fraktioun dës Motioun net kéinte stëmmen. Mä wann et awer eng Motioun ass, déi suivie d'effet ass, da wäerte mer natierlech eisen Accord ginn.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Dann huet den Här Jaerling d'Wuert gefrot.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wëll kloer soen, dass ech an där Kommissioun, wou déi Motioun diskutéiert ginn ass, bis zum Schluss do war, dass ech awer net gefrot gi si fir déi Motioun ze ënnerschreiwen.

Ech soen lech éierlech, ech fannen et aarmséileg, wann hei esou iwwer ee Kommissiounskolleeg hiergefuer gëtt, well deen hei verlaangt, dass en och hätt kënne gefrot gi fir déi Motioun ze stëmmen. Ech war och bis zum Schluss do an et ass also keng Ursaach gewiescht fir mech net ze froen, fir déi Motioun do ze ënnerschreiwen, an ech sinn net gefrot ginn. Dat heescht, wann een also sech als Gläichberechtegungsfanatiker esou duerstellt, da muss een dat awer och praktizéieren an alle Beräicher an da muss een och d'Gläichberechtegung tëschent de Kolleegen an enger Kommissioun gëlle loossen, egal vu wat fir enger Partei, dass dat ass.

Mä mir hunn awer kee Problem mat där Motioun. Et ass eng Zilsetzung, déi richteg ass, déi mer och ënnerstëtzen, déi eis vläicht net wäit genuch geet, well mer einfach der Meenung sinn, dass dee Begréff Gender vläicht misst ersat ginn duerch „equality" oder „integration", fir dass e méi wäit geet, fir dass wierklech d'Gläichberechtegung an alle Beräicher an eiser Gesellschaft hiergestallt gëtt. Mä op jidder Fall hu mer kee Problem mat där Motioun a mer wäerten se och ënnerstëtzen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet den Här Bausch d'Wuert gefrot.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wëll mech elo absolut net méi aloossen op d'Polemik, déi elo hei zum Schluss gefouert ginn ass.

Une voix.- Wien huet dann ugefaangen?

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Da loosse mer elo net nach eng Kéier domat ufänken. Den Här Bausch huet elo d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll just soen, Här President, dass déi gréng Fraktioun, déi d'Demande gemaach huet fir dës Heure d'actualité, déi Motioun ausgeschafft huet, an dass et och d'Recht vun der grénger Fraktioun ass fir ze froe wie se wëllt, wien d'Motioun ze ënnerschreiwen huet.

Als zweete Punkt, Här President, wëll ech lech soen, datt mech e bëssen déi Attitüd erstaunt, déi den Här Grethen hei anhëlt, wann e seet, ech hätt gär vun der Regierung eng verbindlech Ausso, ob se sech dann och un dat hält wat hei an der Motioun gefrot ass. Ech wëll soen, dat ass fir mech, wann ech kucken d'Verfassungsrecht, d'Prerogative vun der Chamber par rapport zu enger Regierung, eng ganz komesch Approche, well fir mech ass et awer relativ evident, datt d'Gesetzer hei gestëmmt ginn an datt der Chamber hire Wëllen ze respektéieren ass vun enger Regierung an datt ech iwwerhaapt mol net wëll am Prinzip eng Regierung froen ob se d'accord ass oder net mat enger Motioun, déi ech erabréngen.

Ech ginn dovun aus, wann déi Motioun hei 60 Jo-Stëmme kritt, dann ass d'Regierung gebieden, sech

un de Wonsch vun der Chamber ze halen. Esou verstinn ech de Parlamentarismus, an an deem Sënn mengen ech och, datt et eigentlech relativ kloer ass ëm wat et hei geet. Wann een natierlech eng Excuse sicht fir d'Motioun net wëllen ze stëmmen, da soll een dat soen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Dann ass et un der Regierung, de Budgetsminister hëlt Stellung zu der Motioun.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, d'Regierung ka jo opgrond vun der Verfassung zu all Moment schwätzen. Dat zum Éischten. Zum Zweete mengen ech ass et net anormal, wann en Deputéierten, an insbesondere en Deputéierte vun der Oppositioun, der Regierung hir Meenung freet. Ech wëll mech awer par ailleurs net an dee Sträit tëschent e puer Fraktiounschefen amëschen. Mä der Regierung hir Meenung ass gefrot ginn a wann der Regierung hir Meenung gefrot gëtt, da seet d'Regierung hir Meenung gären.

D'Regierung schwätzt zu dësem wéi zu anere Sujetë wéi aus engem Mond. An duerfir ass dat, wat…

Une voix.- Et mierkt een et net ëmmer.

(Hilarité)

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt d'Ënnerbriechung. Fuert weider mat Ären Ausféierungen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Dat war e politesche Kommentar, Här President, deen natierlech géing zu villen Äntwerten Ulass ginn, mä ech bleiwen awer bei dëser Motioun. Ech géing gären der Chamber soen,…

(Interruptions)

…opgrond vun där Fro, déi den Här Grethen gestallt huet, datt mir net d'Schwieregkeete verkenne vun deem Exercice, deen hei gefrot gëtt. An dofir soen ech ganz kloer, datt ech hei net kann, an d'Regierung, dat huet d'Madame Jacobs och gesot, d'Engagement huelen, datt mir d'nächst Joer mat engem Budget kommen, deen, och nëmmen an Deelberäicher, dat heite géing applizéieren.

Dofir kann ech nëmmen nach eng Kéier confirméieren, wat d'Madame Jacobs am Numm vun der Regierung gesot huet, datt mir bereet sinn ze kucken an Deelberäicher vun der Politik, opgrond och vun den Erfahrungen am Ausland, a Pilotprojete mol versichen dat heiten ze applizéieren. Dat ass net nëmme schwiereg fir déi politesch Responsabel, mä virun allem fir déi Beamten, déi dat musse maachen. Dofir soen ech hei nach eng Kéier: Ech verkennen absolut net d'Schwieregkeeten. Ech hu laang Gespréicher mat der Finanzinspektioun doriwwer geféiert, déi do gréisste Schwieregkeete gesäit, dat ze maachen - dat wëll ech der Chamber och soen - an datt een duerfir, mengen ech, wat interessant wier, mol d'Experienz am Ausland kuckt.

Dee giele Budget vu Frankräich, d'Madame Jacobs huet proposéiert, datt vläicht deen een oder aneren Expert vum Ausland géing heihinner komme mat der Chamber schwätzen, mä selbstverständlech och mat deenen zoustännege Verwaltungen.

An dann hutt Der zum Schluss héiere vun der Ausso vun der Ministerin vun der Chancëgläichheet, datt et sech jo net nëmmen ëm Budgetspolitik bekëmmert, mä ëm d'Politiken, déi selbstverständlech och am Budget hire Reflet fannen. Et ass ënnert deene Limiten an ënnert dem Unerkenne vun deene Schwieregkeeten, wou d'Regierung kënnt mat dëser Motioun liewen, géing dann d'Chamber dës Motioun stëmmen. Mä dat läit ausschliesslech an den Hänn vun der Chamber.

Merci.

M. le Président.- Voilà. Domat denken ech…

(Interruption)

Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt nach ganz kuerz, well mer nach e puer Sekonnen iwwreg bleiwen, Stellung huelen zu deem wat de Budgetsminister gesot huet, well ech awer elo immens frou sinn, datt och de Budgetsminister Stellung geholl huet. Ech mengen, dass dat wichteg ass, och par rapport zu deem wat mir haut geschwat hunn, well et huet awer och en Deel mam Budget ze dinn.

Ech sinn absolut, a meng Fraktioun och, d'accord, dass et nach laang net einfach ass, datt et och schwéier wäert ginn, och fir d'Beamten. Esou dass do jo och e Processus vläicht vu Weiderbildung wäert noutwendeg sinn. Dofir steet dat och net esou an eiser Motioun. Ëmmerhin ass jo awer en Engagement do, och vum Budgetsminister, an dat begréisse mir.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Da si mer definitiv um Enn vun där Debatt ukomm.

Motion 1

Ass de Vote électronique gefrot?

(Assentiment)

Da maache mir dat esou, wéi déi gréng Fraktioun dat freet.

Vote

D'Motioun 1 ass ugeholl, Madame Loschetter, mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Domadder ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour évacuéiert a mir kommen dann zu dem Projet 5171 iwwert d'Konte vum Joer 2002. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et sinn ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Castegnaro an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Lucien Clement, stellvertriedend fir den Här Norbert Haupert, deen haut de Mëtten net kann hei sinn. Här Clement.

7. 5171 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002

Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur, en remplacement de M. Norbert Haupert.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, eng Informatioun virewech. Den Här President hat et schonn ugedeit: Et ass net nëmmen dee Projet hei, wou den Norbert Haupert als Rapporteur virgesinn ass, mä och déi zwee nächst déi um Ordre du jour stinn, do ass den Norbert Haupert als Rapporteur virgesinn. Hie kann awer haut net hei sinn an deemno wäert ech en dann och an deenen nächsten zwou Kéieren esou gutt wéi méiglech vertrieden. Ech mengen et sinn och dem Norbert Haupert seng Texter, déi ech hei virbréngen. Dat wollt ech vir ewech gesot hunn, da brauch ech et net bei all Projet ze widderhuelen.

Elo zum Projet selwer. Den Exercice 2002 ass deen zweeten an deem de Budget komplett ënnert dem Régime vum neie Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Cour des Comptes, de Statsbudget, d'Kontabilitéit an d'Trésorie vum Stat ausgeféiert gouf. Dat heescht, datt all Recetten an all Dépensë vum Stat vum Contrôle financier op hir Konformitéit zum Budgetsgesetz an deem schonn erwähntene Gesetz vum 8. Juni 1999 kontrolléiert gi sinn.

D'Konte vum Exercice 2002, nodeems d'Regierung duerch d'Gesetz vum 6. Dezember 2004 en Deel vum Einnahmeniwwerschoss an d'Investitiounsfongen affektéiert hat, weisen op der Einnahmesäit 6.200.420.986,74 Euro aus, wat e Plus vun 223 Millioune par rapport zum Budget initial ausmécht. A Prozenter ausgedréckt sinn dat 3,7%.

Op der Säit vun den Dépensë fanne mer en Total vu 6.200.177.157,72 Euro, wat eng Mehrausgab par rapport zum Budget vun 201 Millioun Euro ausmécht. A Prozenter ausgedréckt sinn dat 3,3%.

Par rapport zu de Konte vun 2001 ass d'Progressioun vun den Dépensen 8,64%.

(Coups de cloche de la Présidence)

Den Exercice clôturéiert esou mat engem Boni vun 22.222.995,92 Euro, währenddeems de Budget en Defizit vu ronn 22 Milliounen Euro u sech virgesinn hat. Et sief nach bemierkt, datt iwwert d'Gesetz vum 6. Dezember 2004 59 Milliounen Euro an d'Investitiounsfongen affektéiert goufen, esou datt de Boni vum Exercice 2002 a Realitéit ëm dee Betrag vun 59 Millioune méi héich ass.

Mehreinnahme komme besonnesch vun de Plus-valuen op de Kierperschaftssteieren an der Vermëigenssteierung, plus 248 Milliounen Euro, an den Douanes et Accises, plus 73 Milliounen Euro, hier. Wat de Surplus vun den Dépensen ubelaangt, esou si schonns 23 Milliounen Euro op dräi Gesetzer zréckzeféieren, déi d'Chamber am Laf vum Joer 2002 gestëmmt huet: d'Gesetz iwwert den Dateschutz, d'Gesetz iwwert de Centre virtuel des connaissances de l'Europe an d'Gesetz iwwert d'Gehälterofkommes vun de Statsbeamten.

Déi aner Mehrausgabe si besonnesch op d'Uschafe vun Terrainen a Gebaier (ronn 65 Milliounen Euro) an den Transfert vu Revenuen un d'Sozialversécherungen (37 Milliounen Euro) zréckzeféieren.

D'Finanzkontrolleuren, déi an deenen eenzelne Ministèrë sëtzen, déi awer net deenen eenzelne Ressortministeren ënnerstallt sinn, sondern der Direktioun vum Contrôle financier, hunn 2002 am Ganzen 243.828 Operatioune vun der Regierung validéiert, dovunner 35.261 Engagementer an 208.567 Ordonnancen. A 744 Fäll hunn d'Kontrolleuren de Visa refuséiert géintiwwer 593 Fäll am Joer 2001. 6.200 Dossieren, déi net komplett waren, sinn un d'Départementer zréckgaangen.

D'Haaptursaachen, fir de Visa ze refuséieren, leien op den Engagementer, déi ex post geholl gi sinn, an och op dem Netanhale vun der Législatioun iwwert d'Frais de route oder der Législatioun vun den öffentlechen Ausschreiwungen.

Den Ausseministère an de Ministère vun den öffentleche Baute sinn am meeschte vun de Visae betraff. D'Ministeren hunn 2002 eng 57 Décisioune geholl fir iwwer e Refus vum Visa ewechzegoen, wat mir dann am Sproochgebrauch als «Décision de passer outre» nennen. Dovu betreffen der 32 Stéck d'Bezuele vu Gehälter vun de Statsbeamten a fënnef Stéck bezéie sech op Frais de route.

Wat d'Observatioune vum Contrôle financier vun der Direktioun vum Contrôle financier iwwert d'Verweigerung vun de Visaen ubelaangt, a wat d'Äntwerte vun de Ministèren doropshin sinn, verweisen ech op de schréftleche Rapport.

D'Kommissioun vun de Konten an der Kontroll vun der Exécution budgétaire stellt mat Zefriddenheet fest, datt d'Ministeren an deene meeschte Fäll de Refus vum Visa akzeptéieren an nëmmen an deene selteste Fäll eng Décisioun de passer outre geholl hunn. An deene Fäll, wou e Passer outre zustane komm ass, handelt et sech an de meeschte Fäll ëm d'Bezuele vu Fournisseuren oder d'Bezuele vu Gehälter. D'Comexbu ass awer der Meenung, datt d'Ministeren an Zukunft nach méi rigoréis mat de Visaverweigerungen ëmgoe missten.

An hirem Rapport zu de Statskonte vun 2002 huet d'Cour des Comptes sech méi speziell mat den Uschafunge vun informateschem Material an dem Bezuele vun de Statsgehälter beschäftegt. Wat d'Acquisitioune vu Matériel informatique ubelaangt, esou huet d'Cour an alle Ministèrë Stéchprouwe gemaach iwwert d'Legalitéit an d'Regularitéit vun deene verschiddenen Uschafunge vu Matériel informatique. Donieft huet si och d'Gestioun vun deem Material ënnert d'Lupp geholl.

D'Cour huet u sech keng wesentlech Feeler an deem Domän virfonnt, déi missten ernimmt ginn. Si huet just e puer méi oder manner grouss Anomalië festgestallt, op déi se och an hirem Rapport agaangen ass. Esou huet se zum Beispill 60 Ordinateurs de haute sécurité virfonnt, déi 2001 an 2002 fir d'Ambassade kaaft gi sinn, déi bis dato awer nach mol net ausgepaakt gi waren.

D'Ëmweltverwaltung verfügt engersäits iwwer keen Inventaire vun hirem informatesche Material an anerersäits huet se en Deel vun deem kaafte Material aus dem Joer 2002 nach net de Beamten zougestallt, mat dem Argument d'Konfiguratioun géif net de Besoinë vun der Verwaltung entspriechen. Och de Statslaboratoire vun der Santé féiert keen Inventaire.

D'Kommissioun deelt der Cour hir Bemierkunge mat zu deenen eenzelnen Anomalien an hält als Konklusioun fest, datt an Zukunft dat kaafte Material och misst a virun allem méi schnell a Betrib geholl ginn, an datt en eenheetlechen informatiséierten Inventaire an allen Départementer an all Administratioun misst agefouert ginn.

D'Comexbu ass och der Meenung, datt, wann et Sënn mécht, déi eenzel Ministèren hiert eegent vläicht méi spezifescht Material selwer akafen, an deem Fall een allerdéngs dann och d'Roll vum Centre Informatique de l'État sécherlech nei misst iwwerdenken.

Wat d'Bezuele vum Statspersonal ubelaangt, esou huet d'Cour en Echantillon vun 10% vun de Beamtepaien aus verschiddenen Départementer kontrolléiert. D'Cour huet leider misse feststellen, datt d'Kommunikatioun vun deenen eenzelne Ministèrë vun den Ënnerlage vun hire Beamten, déi fir d'Berechnung vun de Paien awer dringend noutwendeg sinn, allerdéngs staark ze wënschen iwwreg léisst.

De Ministère vun der Fonction publique weist dann drop hin, datt d'Prozedur fir esou eng Kommunikatioun haut nach zimlech komplizéiert ass. D'Comexbu ass der Meenung, datt d'Mise à jour vun de Statsbeamten hiren Daten awer regelméisseg misst ënner Opsiicht vun enger zentraler Unitéit geschéien, an encouragéiert och den zoustännege Minister vun der Fonction publique a sengen Effort-en, déi ganz Prozedur nozepréifen a gegebenefalls och ze revidéieren.

D'Cour weist op zwou strukturell Defizienten hin, déi um Ursprong vun deene ville Feeler sinn, déi beim Ausbezuele vun de Paië festzestelle sinn. Éischtens, den Ordonnateur vun de Paien, dee sech also vun der Legalitéit an der Regularitéit vun den Akte misst vergewësseren, ier hien d'Liquidatioun ordonnéiert, intervenéiert awer eréischt nodeems d'Trésorerie d'Gehälter schonns avancéiert huet.

Zweetens, d'Finanzkontrolldirektioun baséiert hir Kontrollen op den Donnéeën, déi se vun der Administration du Personnel de l'État geliwwert kritt; Donnéeën, déi awer net ëmmer, wéi scho virdrun ugeschwat, à jour sinn an eréischt spéider oder heiansdo och guer net redresséiert ginn.

D'Cour insistéiert, datt d'Finanzkontrollkommissioun de Contrôle vun de Statsbeamtepaien an de Grëff kréie misst. Dës Direktioun weist och drop hin, datt d'Verwaltung vum Statspersonal zesumme mam Ministère amgaangen ass e System vun enger informatescher Gestioun vun den Donnéeë vun den Ugestalltene beim Stat ze erstellen. E System, deen dann och u sech eng besser Kontroll erméigleche misst an och géif.

D'Comexbu begréisst déi Initiativ an insistéiert, datt bei der Erstellung vun deem Programm déi Leit vun der Cour och missten associéiert ginn, déi sech während Joren elo mat der Kontroll vun de Gehälter vun de Statsbeamten ofginn hunn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

De Statsrot huet en Avis zu deem Gesetzesprojet an och zu den Amendementer, déi d'Regierung opgrond vun der Attributioun vun de Plus-valuë gemaach huet, ofginn. Déi héich Kierperschaft weist eemol méi drop hin, datt d'Differenz tëschent den Zuelen aus dem Budget an den Zuelen aus de Konten ëmmer méi enk gëtt, wat engersäits u sech jo wierklech ze begréissen ass, well de Budget jo domat wesentlech méi no der Realitéit entsprécht, wat awer anerersäits d'Alimentatioun vun den Investitiounsfonge vu Joer zu Joer reduzéiert.

De Statsrot bedauert awer och, wéi déi Jore virdrun, datt de Gesetzesprojet iwwert d'Konte keng Ausso iwwert den ekonomesche Kontext mécht, an deem d'Exécutioun vum Budget sech ofgewéckelt huet. D'Comexbu bedauert och, datt d'Plus-valuen oder d'Moins-valuë vun de Statsrecetten oder -dépensen u sech nëmme chiffréiert sinn, awer keng wirtschaftlech Erklärungen zu deene verschiddenen Ofwäichunge geliwwert goufen.

D'Kommissioun huet de Projet an d'Amendementer opgrond vun

dem Rapport vun der Cour des Comptes an dem Avis vum Statsrot diskutéiert an de Rapport mat grousser Majoritéit ugeholl. Si schléit dofir och der Chamber vir, de Projet, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen.

Dat gesot, Här President, soen ech all deenen, déi hei waren, Merci fir d'Nolauschteren…

(Interruption)

…a selbstverständlech ginn ech och den Accord vun der CSV zu dësem Projet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Als éischt Riednerin ass d'Madame Flesch ageschriwwen. Dir hutt d'Wuert, Madame Flesch.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Léif Kolleegen, ech wëll fir d'alleréischt dem Rapporteur Merci soen, dem Norbert Haupert, mä och dem Lucien Clement, dee jo haut dem Norbert Haupert säi Rapport virgedroen huet. Ech sinn och wäitgehend mam Rapporteur d'accord, bis op ee Punkt, op deen ech duerno nach wäert méi genee agoen.

Ech wëll och hei net répétéieren, wat alles scho geschriwwen a gesot ginn ass, mä ech wëll e puer Bemierkunge maachen. Déi éischt Bemierkung ass politescher Natur éischter wéi budgetstechnescher Natur. Entgéint de Befierchtungen, déi déi deemoleg Oppositioun à l'égard vum Budget 2002 un den Dag geluecht hat, schléisst de Kont 2002 mat engem Excédent de recettes of, genee wéi iwwregens all d'Konten aus der viregter Legislaturperiod.

Zweet Bemierkung, do schléissen ech mech deem u wat hei gesot ginn ass, mä ech mengen et ass wichteg, dass ee kuerz drop insistéiert, dat hei ass den zweeten Exercice, dee ganz ënnert déi nei Bestëmmunge fält vum Gesetz vun '99 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes an dem Budget, der Kontabilitéit an der Trésorerie de l'État.

Wann een eng allgemeng Konklusioun zitt, da muss ee soen, dass d'Exekutioun vum Budget nach ëmmer net perfekt ass, mä näischt an dëser Welt ass perfekt. Ech mengen, wat erfreelech ass, an d'Cour des Comptes an d'Commission du Contrôle budgétaire soen dat och, et si Fortschrëtter ze verzeechnen, also si mer do um gudde Wee.

Mä, et sinn eng Partie Problemer, déi bleiwe bestoen Déi Problemer, dat sinn, wéi mer alleguerte wëssen, al bekannten. D'Ursaache fir d'Refus de visa si meeschtens d'Absence vun enger legaler Basis, d'Netrespektéiere vun der Législatioun vun de Marchés publics, d'Netrespektéiere vun der Législatioun iwwert d'Frais de route.

Ech félicitéiere mech iwwert d'Konklusioun vun onserer parlamentarescher Kommissioun, déi hei ënnersträicht, dass ganz oft, wann d'Ministërë vun der Direction du Contrôle financier op Problemer higewise ginn, iwwert de Wee vun engem Refus de visa, se dann higinn a sech deem fügen an de richtege Wee aschloen. Dat ass gutt, mä dat beweist ower och, dass et also méiglech ass korrekt ze handelen. Sou wär wuel ze hoffen, dass an Zukunft d'Ministërë méi Rigueur, vun Ufank un, un den Dag leeën a sech net dem Refus de visa vun der Direction du Contrôle financier exposéieren. Wann et duerno geet, da wär et jo natierlech och virdru scho gaangen.

D'Cour des Comptes huet, wéi de Rapporteur gesot huet, sech ganz besonnesch mat dem Problem vun der Informatik beschäftegt a mir fannen hei déi éiweg Debatt iwwert d'Acquisitioun an ech géing soen d'Utilisatioun vun der Informatik an de Betriber, an de Verwaltungen. Dat ass d'Debatt: Centralisatioun géint Décentralisatioun. A wann een d'Geschicht kuckt vun der Informatik an de Betriber an an de Verwaltungen, da gesäit een, dass de Pendel mol no där enger Säit schléit an dann erëm no där anerer Säit. An all d'Verwaltungen an all d'Betriber, déi ech kennen, sinn duerch déi verschidde Phasen hinan hiergaangen.

Perséinlech sinn ech der Meenung, dass d'Décentralisatioun besser gëeegent ass, fir de spezifesche Besoinë vun den Utilisateuren entgéintzekommen, an dass ee soll, also wéi d'Cour des Comptes et seet a wéi d'Kommissioun et och ënnerstrach huet, deem Rechnung droen, wuel verstane soll een awer och, an dat ass och eng Suggestioun vun der Cour des Comptes, net drop verzichten, en uniformen Inventaire vum Informatiksmaterial ze hunn, deen de Stat an all senge Servicer huet. Dann huet een d'Iwwersiicht, mä dat wëllt net soen, dass ee muss an een Zentralismus verfalen, fir d'Acquisitioun vun Informatiksmaterial.

Mir fannen och déi al bekannte Problemer erëm, bei der Rémunératioun vum Personal. Och hei wëll ech net an den Detail goen. Ech hale just fest, dass d'Cour des Comptes wahrscheinlech Recht huet, wa se seet, et misst een d'Moyens de contrôle vun den Ordonnateuren nei examinéieren an en d'Méiglechkeet ginn, sech där Responsabilitéit gerecht ze ginn, déi se laut Gesetz hunn. Mä ganz besonnesch soll de System vun der Gestioun vum Personal beim Stat verbessert ginn, d'Informatik soll hei ageféiert ginn. Ech weess, dass de Ministère de la Fonction publique amgaang ass sech domadder ze beschäftegen. Mer kréien elo en neien, wéi soll ech soen, en neit d'Wuert an onse Vokabulär eran, de SIGEP, dat ass den Numm vum System, dee soll d'Informatiséierung vun der Gestioun vum Personal vum Stat virhuelen.

Ech sinn also mat där Propositioun vun der Cour des Comptes a vun onser Kommissioun d'accord, dass een de Ministère de la Fonction publique soll encouragéieren do weider ze maachen. Mä hei kënnt deen ee Punkt, wou ech eng liicht Meenungsverschiddenheet hu mat onsem Rapporteur. Deen huet nämlech a sengem Rapport geschriwwen, et wär wënschenswäert, dass ee bei deene Viraarbechte fir den Informatiksystem vun der Gestioun vum Personal vum Stat ze definéieren, déi zwee Beamten aus der Cour des Comptes, déi mat deene Problemer am meeschten Erfahrung hunn, associéieren.

Menger Meenung no hätt esou eng Method d'Gefor, dass déi Leit aus der Cour des Comptes géinge „juge et partie" ginn, bei engem System, dee se mat concevéiert hunn. An ech géif mengen et wär fir hir Indépendance vill besser, wann ee se net géing froen, un deenen Aarbechte beim Stat deel ze huelen. D'Regierung kennt jo d'Positioun vun der Cour des Comptes. D'Regierung weess, où le bas blesse. Ech sinn der Meenung, dass d'Regierung sécherlech am Stand ass, déi Affär richteg duerchzezéien an de Suerge vun der Cour des Comptes Rechnung ze droen, ouni d'Cour des Comptes an d'Preparatioun vun deene Systemer mat eranzehuelen.

Ech si frou, wéi de Rapporteur a wéi och d'Kommissioun, kënne festzestellen, dass d'Zuel vun de Comptables extraordinaires erofgesat ginn ass, dat wor jo eng konstant Demande aus dësem Haus, d'Regierung huet deem Rechnung gedroen. Et bleift natierlech, dass d'Comptables extraordinaires a gewësse Fäll noutwendeg sinn. An aus Erfahrung weess ech, dass dat ganz besonnesch de Fall ass am Ministère des Affaires étrangères. Ech begréissen déi Suggestioune vun der Cour des Comptes, dass een och hei soll d'Informatik zu Hëllef zéien, fir déi Gestioun vun den eenzelne Comptables extraordinaires, déi an der Welt verspreet sinn, ze assuréieren, an dass ee soll déi Comptables extraordinaires behandele wéi Services de l'État à gestion séparée.

Schliesslech, Här President, si mir als Fraktioun mat dem Conseil d'État a mat onser Kommissioun hei d'accord, dass d'Analyse économique vun de Konten nach ze wënschen iwwreg léisst, a wann ech dat esou soen, dann ass dat en Understatement. An do bleiwen doudsécher nach Efforten ze maachen an ech wär frou, wann de Minister ons do kënnt soen, wéi hien an Zukunft déi Problematik gesäit. Dat gesot, Här President, wëll ech den Accord vun onser Fraktioun heimat abréngen, mir wäerten dee Projet de loi also stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Nächste Riedner ass den Här Castegnaro.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, merci dem Rapporteur a sengem Vertrieder fir de schréftleche Rapport a fir déi mëndlech Ausführungen haut de Mëtten. Et ass eigentlech deem, wat do geschriwwen a gesot ginn ass, näischt méi bäizefügen, an ech wëll just och nach eng Kéier drop hiweisen, dass dat jo och ënner anerem op Basis vun engem gudde Rapport vun der Cour des Comptes dës Kéier gemaach konnt ginn, och mat de Kontrollen, déi vun där Säit aus do ausgefouert gi sinn.

Entspriechend wëll ech fir d'LSAP soen, dass technesch dat do alles ok ass. Duerch de Fait, dass d'LSAP an der Oppositioun war während där Zäit a keng direkt politesch Responsabilitéit gedroen huet, wäert d'LSAP sech beim Vote enthalen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci villmools. Nächsten a leschten agedroene Riedner, den Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech wëll et och kuerz maachen. Dat Joer hei ass ofgeschloss, déi Debatten hei sinn ëmmer vill méi roueg, wéi wann een iwwert e Budget vun esou engem Joer schwätzt. Den Excédent ass verdeelt, insofern kënnt ee séier zur Dagesuerdnung iwwergoen.

Ech wëll awer, wéi och scho Virriedner hei, op ee Kapitel agoe vum gudde Rapport vun der Cour des Comptes, déi sech vill Méi gemaach hunn, an dat ass dat vun der Rémunération des agents de l'État. Wou mer festgestallt hunn, datt villes net esou funktionéiert wéi et sollt sinn. Wou mer mat grousem Bedauere feststellen, datt just an där komplizéierter Matière d'Informatik praktesch inexistent ass. Datt sech schrecklech schwéier gedoe gëtt, fir beim Contrôle Pièce ze communiquéieren. Wann ech hei kucken, e puer Remarquen, déi d'Cour des Comptes gemaach huet, ech däerf zitéieren: «forcé de constater que cette communication des pièces a été et continue d'être défaillante».

Ech froe mech, wa mer Gesetzer stëmmen, déi der Cour des Comptes Recht ginn, fir all d'Pièce unzefuerderen, sech communiquéieren ze loossen, fir de Contrôle kënnen auszeféieren, an dat gëtt einfach refuséiert, da muss ee sech awer d'Fro stellen, wéi funktionéiert dat hei am Stat.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Dee Saz hannendrun: «Pour preuve le Ministère de l'Environnement a cessé toutes communications des pièces depuis l'année 2001.» Als Konklusioun vun deem Kapitel «Communications défaillantes de pièces»: «En conclusion la Cour a dû constater qu'une grande partie des dossiers sélectionnés se sont avéré incomplets de sorte qu'un nombre considérable de documents justificatifs ont dû être réclamés auprès des départements ministériels concernés.»

D'Resultater vum Contrôle, do stellt ee fest, datt ganz vill Observatioune waren an datt déi respektiv Administratiounen oder Ministèrë relativ cool, géing een haut soen, domadder ëmginn. Bei de Fonctionnairë steet bei den Observatiounen: «À neuf observations de la Cour, aucune explication ou une explication peu claire a été donnée par le Ministère.»

Bei den Employés de l'État steet als Konklusioun: «Après l'examen contradictoire, quarante dossiers restent incomplets et soixante-quatorze pièces justificatives font toujours défaut.» Dat heescht, déi Kontroll konnt eigentlech net duerchgefouert ginn.

D'Cour des Comptes stellt och fest, datt zum Beispill och bei den Employés de l'État: «À quatorze observations de la Cour, aucune explication ou une explication peu claire a été donnée par le Ministère.»

Wann een dann de Résumé hëlt vun deem ganze Beräich, da stellt ee fest, datt nom Examen contradictoire 75 Dokumenter, déi 41 Beamte betreffen, ëmmer nach net communiquéiert si ginn, an datt 147 Dossieren am Ganzen 183 Iertëmmer presentéieren, wouvun der 56 vum Ministère contestéiert ginn. Si maachen emol eng Ventilatioun vun all deene Schwieregkeeten. Et géing ee sech op d'Allermannst wënschen, Här President, datt d'Ministèren an d'Administration du personnel de l'État an Zukunft e bësselche méi e Kollaboratiounsgeescht mat der Cour des Comptes, déi jo am Fong geholl de verlängerten Aarm vun der Chambre des Députés ass, géinge weisen.

Ech wollt zum Ofschloss nach eppes soen: An deem Échantillon, dee vun der Cour des Comptes ënnersicht ginn ass, ass den Enseignement net dra gewiescht, well si gemengt hunn, dat wär eng Carrière, déi relativ plane wär a wou d'Iertëmmer eigentlech net esou séier géinge virkommen. Mir hunn elo zënter kuerzem e Rapport spécial virleien, wou een Établissement scolaire méi genee ënnert d'Lupp geholl ginn ass a wou mer zu eiser grousser Iwwerraschung feststellen, datt eng Partie Modalitéiten, déi à la base vun der Berechnung vun de Gehälter vun den Enseignantë sinn, keng legal Basis hunn, wou e Reglement, wat am Gesetz vun 1980 virgesinn ass, net geholl ginn ass, a wou dann iergendwéi awer sou, wéi soll een dat nennen, eng Circulaire oder eng Décision administrative oder ministérielle, déi awer keng legal Valeur hunn, à la base vun deene Berechnunge sinn.

Do geet et zum Beispill ëm déi Koeffizienten, déi fir vill Gespréich op anere Plaze suergen, oder déi Affär vun de sou genannte Gaga-Stonnen, a wann ee kuckt an deem Rapport wéi vill déi Stonnen ausmaachen, wa vun 100 Stonnen, déi bezuelt ginn, der iergendwou an der Moyenne 60 nëmmen effektiv gehale ginn, an datt dat anert fiktiv Stonne sinn, déi dropgerechent ginn opgrond vun esou Usagen, deenen eng legal Basis feelt, da muss ech soen, dat betrëfft jo och dee Budget oder dee Kont, dee mer hei amgaange sinn ze diskutéieren. Da muss ech soen, da gëtt et héich Zäit, datt mer do awer eppes ënnerhuelen, fir d'Legalitéit hierzestellen, well hei geet et ëm ganz, ganz déck Chifferen.

Dat gesot, Här President, mir haten de Budget net gestëmmt, mir wäerten eis duerfir och bei dësem Kont enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet nach d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Merci, Här President. Kuerz e puer Remarquen. Fir d'éischt e Merci och vun der Säit vun der Regierung un d'Chamber an insbesondere un déi schréftlech a mëndlech Rapporteuren, déi Häre Haupert a Clement. Zweetens, d'Satisfaktioun vun der Regierung, datt déi Konten an domat och d'Budgetsjoer mat engem groussen Excédent ofgeschloss hunn. Drëttens, d'Satisfaktioun vun der Regierung, datt mer et fäerdeg bruecht hunn, opgrond vun deenen Améliorationen, déi duerch d'Kontabilitéitsgesetz vun 1999 entstane sinn, eis Délaie fir d'Transmissioun vun deenen Dokumenter un d'Parlament, déi definitiv Ofrechnung an d'Affektatioun vun de Plus-valuen an engem vill méi schnellen Délai ze maachen.

Et ass hei gesot ginn, näischt ass perfekt an näischt wäert och perfekt ginn. Et muss een awer hei feststellen, datt och d'Cour des Comptes d'Regierung lueft an der Fassong, wéi se besser déi Kontroll mécht a besser déi Konten ofschléisst. Duerfir wär ech frou, wann dës Konte kënnten hei d'Approbatioun vun der Chamber fannen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5171.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 41 Jo-Stëmmen an 19 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Ali Kaes), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par Mme Nancy Arendt), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par M. Marc Spautz), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Deem ass also esou.

Da komme mer un den nächste Projet um Ordre du jour vun haut, dat ass de Projet 5166 iwwert de Beruff vum Geometer. D'Wuert huet elo den Här Lucien Clement, stellvertriedend fir den Här Rapporteur Norbert Haupert. Här Clement, Dir hutt d'Wuert, wann ech gelift.

8. 5166 - Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur, en remplacement de M. Norbert Haupert.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Summer 2002 huet d'Chamber e Gesetz gestëmmt, dat de Beruff vum Geometer a vum „Géomètre officiel" op der Basis vun enger Profession libérale reglementéiert huet.

Dëst Gesetz sollt haaptsächlech dozou bäidroe fir d'Retarden opzeschaffen, déi sech an der Kadasterverwaltung iwwer Joren accumuléiert hunn. Retarden, déi déi technesch Operatiounen an Etüden iwwert d'Grenze vu Grondstécker ubelaangen, wann dës Bemoossungen offiziellen Akten annexéiert gi mussen. Bis zu deem Datum waren d'Bemoossungen, déi den offiziellen Akten annexéiert hu misse ginn, nëmmen deenen offizielle Geometere vun der Kadasterverwaltung reservéiert.

D'Gesetz vum 25. Juli 2002 iwwert d'Libéralisatioun vun de Beruffer vum Geometer a vum offizielle Geometer schreift vir, datt den offizielle Geometer e Stage vun zwee Joer hei am Land maache muss, wouvun der sechs Méint an der Kadasterverwaltung ze absolvéiere sinn. D'Gesetz gesäit och nach vir, datt de Stage an der Verwaltung eréischt däerf entaméiert ginn no engem Joer Stage am Privatsecteur.

An der Praxis huet dës lescht Mesure awer zu zolitte Problemer gefouert. Problemer si sichtbar ginn, well u sech zu deem Zäitpunkt nach net genuch offiziell Geometer sech am Secteur privé etabléiert haten an esou och d'Plaze fir Stagiairen am Privatsecteur nach äußerst rar waren. Dofir gesäit dëse Projet elo vir, datt an Zukunft d'Kandidate fir de Beruff vum offizielle Geometer hire Stage gläich an der Verwaltung ufänke kënnen.

Des Weidere proposéiert de Projet, de Stagiairë fir déi Zäit vun hirem Stage an der Verwaltung eng Indemnitéit kënnen ze bezuelen. Dës Indemnitéit oder d'Héicht vun dëser Indemnitéit gëtt iwwer Règlement grand-ducal festgeluecht.

D'Avisë vum Conseil d'État a vun de Beruffschambere vum Handwierk, vum Commerce, vum Travail a vun de Statsbeamte leien och vir. D'Chambre des Métiers, du Commerce a vum Travail hu keng wesentlech Bemierkung zum Projet ze maachen an hunn hiren Accord zu dësem Projet ginn.

De Statsrot an d'Statsbeamtekummer sinn e bësselche méi kritesch mam Projet ëmgaangen, besonnesch an dëser neier Mesure Problemer, déi sech kënnte bei der Verwaltung astellen, well se fäerten, d'Administratioun géif vun Demandë vu Stagiairen iwwerschwemmt ginn, besonnesch well jo och d'Demandë vu Kandidaten aus Länner aus der EU net kënne refuséiert ginn.

D'Verwaltung gesäit dat net esou, well déi Stagiairë kengesfalls eng Belaaschtung fir si duerstellen. Am Géigendeel, se kënnen no enger kuerzer Aféierung an d'Verwaltung schonns wäertvoll Aarbecht fir de Stat maachen, deemno géif dann och de Virschlag fir d'Bezuele vun enger Indemnitéit sech justifiéieren. Wohlwissend awer och, datt e Règlement grand-ducal vum 16. Abrëll 2003 besteet, deen d'Zuel vun de Stagiairë festleet an och limitéiert, esou datt d'Craintë vun ze ville Kandidaten, datt d'Berechtegung vun där Crainte geholl ginn ass.

D'Finanz- an d'Budgetskommissioun huet de Projet analyséiert an de Rapport ass vun der Kommissioun och unanime ugeholl ginn. Se schléit dofir och der Chamber vir, de Projet an där Form ze stëmmen, wéi en elo virläit, an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Éischt Riednerin ass d'Madame Doerner. Dir hutt d'Wuert, Madame Doerner.

Discussion générale

Mme Christine Doerner *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Liberaliséierung vum Geometerstatut bréngt et mat sech, dass fir d'alleréischt en externe Geometer, wann en offiziell agrééiert ass, Vermiessunge ka virhuelen, awer och dass jonk Ingenieuren e Stage rémunéré bei der Kadasterverwaltung maache kënnen.

Dës zwou Dispositiounen erlaben eng optimal Kontinuitéit vun dëser wichteger Verwaltung, déi zesumme mam Hypothéikenamt eigentlech den État civil vun den Immobilien duerstellen. Mir wëssen, dass säit 1846 d'Kadasterverwaltung hei zu Lëtzebuerg mat grousser Prezisioun an Zouverléissegkeet d'Begrenzung an d'Beschreiwung vun eise Stied, Dierfer a Lännereien op Basis vu Pläng a Kaarte géréiert. Dem Kadaster seng Kompetenze si villsäiteg an erstrecke sech fir d'éischt dobaussen um Terrain bei all Wieder fir Vermoossungen ze maachen, Pläng ze zeechnen an ze mutéieren, an dat esou gutt fir d'Regierung, fir de Stat wéi fir d'Gemengen a fir de Particulier, kontradiktoresch mat de Parteie Grenze festzestellen an ze verhandelen, dem Stat ze hëllefe fir den Domaine public Terrainen opzekafen, a selbstverständlech och de klasseschen Departement vun der Topo- a Kartographie ze féieren.

Déi nei Beruffsstruktur vum Geometer an d'Méiglechkeet, d'Stagiairen auszebilden, bedeiten e Léisungsusaz fir déi accumuléiert Retarden, déi bei den Emprisen, haaptsächlech vun de Gemengen, fir déi, déi sech ugehauft hunn, opzeschaffen, déi selbstverständlech och entstane sinn duerch de massive Bau vun Autobunnen, vu Kilometere vu Stroossen a Contournementer a selbstverständlech och vu Lotissementer.

Duerch d'Schafung vun engem autonome Geometer huet d'Aarbecht vum amtleche Geometer op kee Fall ofgeholl, mä d'Aarbecht, seng Missiounen hu sech verlagert. Firwat? Well de fräischaffende Geometer, dat muss ee wëssen, sech uniquement ëm déi technesch Vermoossunge bekëmmert, säin Dossier an d'Kadasterverwaltung eragëtt, an den amtleche Geometer muss déi Vermoossunge kontrolléieren, validéieren a mutéieren.

Mä eng aner Säit vun der Erfollegsgeschicht vun eisem Kadaster sinn d'Erneierunge vun hirem Aarbechtsprozess an d'Aféierung vun engem dynameschen, vernetztenen neien Internetsite. Dat ass ugaangen 1997, wou den numériséierte Kadasterplang agefouert ginn ass. Dat huet mat sech bruecht, dass méi wéi 1.800 Planchen, dat wëllt soen, déi Plan-îloten, gescannt gi sinn an informatiséiert gi sinn. Dir wësst, dass dat d'Integralitéit vum ganze Lëtzebuerger Territoire duerstellt. Dat wëllt soen, domadder si méi wéi 680.000 Parzelle Land vum Support papier plan op d'Informatik transferéiert ginn.

An enger zweeter Etapp huet de Kadaster mat der Hëllef vun enger Ingenieursfirma d'Fichiers alphanumériques aktualiséiert. Déi ware leie bliwwen. Dat wëllt soen, d'Notärsakten, wat d'Propriétairen ubetrëfft, konnten net mat Zäiten, duerch déi vill Aarbecht, iwwerschriwwe ginn.

Op den heitegen Dag sinn 59 Gemengen aktualiséiert. An dat bedeit, dass bei dësen 59 Gemengen déi al a respektabel Traditioun, no där de Plang nach op der Hand à jour gesat ginn ass, an dat meeschtens bannent zwee Joer no der Vermoossung, dass déi Traditioun säit kuerzem ersat ginn ass duerch eng quasi instantanée Mutatiounsprozedur. Dat heescht, wann elo eng Parzell vermooss ass, da kritt si direkt vum amtleche Geometer eng spezifesch Kadasternummer, och wann et nach net aktéiert ginn ass; dat wëllt soen, och wann net den neie Propriétaire en Akt ënnerschriwwen hätt.

Do kann een doraus schléissen, dass hei eng Erliichterung kënnt, wat déi leidlech Prescriptioun ubetrëfft, vun de Geometer a Kadasterpläng, wat d'Emprisen haaptsächlech vun de Gemengen ubetrëfft.

Schlussendlech huet d'Direktioun vum Kadaster, zesumme mat hire jonken Ingenieuren, eng revolutionär vernetzte Publicité foncière ausgeschafft. Duerch e Flux informatique, dee besteet zwëschent dem Enregistrement op där enger Säit, dem Kadaster op där anerer Säit, an an der Mëtt d'Notärsetüd, selbstverständlech mat der Hëllef vum Centre Informatique de l'État, kann d'Dokumentatioun vun de Rechtsverhältnisser vun enger Parzell Land, ob se bebaut ass oder net, direkt à jour gesat ginn.

Dat wëllt soen, den Notär iwwermëttelt seng Daten dem Kadaster; dat wëllt soen, seng Daten aus engem Notärsakt, ob dat e Verkaf ass, eng Deelung, eng Schenkung, ginn direkt dem Kadaster vermëttelt, dee späichert se elektronesch an domadder gëtt direkt eng Mise à jour net nëmme vun der Parzell, mä och vun der Publicité foncière gemaach. Dat wëllt soen, ech kann elo um Schierm nokucken, net nëmme wellech Kadasternummer et ass, mä och wat d'Lag, d'Gréisst, d'Classe cadastrale, d'Grenzen, d'Provenance, den Historique ass, a selbstverständlech och mat de Personalien an der Matricule vum Propriétaire.

Mä och d'Technik vun der Kadastervermoossung huet sech qualitativ verbessert. Déi topographesch Kaarte wäerten an Zukunft duerch e GPS-Vermoossungssystem berechent ginn. Wat schonns de Fall ass beim Office de Remembrement, déi, wat d'Felderzusammenlegung ubetrëfft, schonn dee System hunn. Heimadder, wësse mer, gëtt eng extrem prezis a séier Vermoossung méiglech. Mir wëssen, dass dëse GPS-System an den 80er Joren développéiert ginn ass vum amerikaneschen Defense Department.

An da kommen ech zur Konklusioun: Mir stelle fest, dass d'Kadasterverwaltung mat hirem innovativen technesche Geescht, technologesche Geescht, sech dem Informatiounszäitalter ugepasst huet. Dat wëllt soen, si huet e Kadaster

ausgeschafft, deen zur Zefriddenheet zum eGovernment steet. Dat wëllt soen, de Kadaster ass méi no dem Bierger komm an de Bierger méi no dem Kadaster, an domadder geet déi optimal Kontinuitéit vun dëser wichteger Verwaltung fir eis all weider.

Merci.

M. Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Doerner, dat war ganz interessant. Nächste Riedner ass den Här Charles Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, mir hunn elo genuch Argumenter héieren, firwat datt mer fir dee Projet de loi do kënne stëmmen, dofir bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun.

M. Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nächste Riedner ass den Här Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur, oder de Rapporteuren, Merci soe fir hiren excellente schrëftlechen a mëndleche Rapport am Numm vun eiser Fraktioun.

Wéi d'Gesetz, dat mir haut amendéieren, virun dräi Joer zur Debatt stoung, hat eis Fraktioun deemools ferme Bedenken zum Ausdrock bruecht iwwert déi reell Avantagen, déi eng Libéralisatioun, beziehungsweis eng Privatisatioun an dësem Beräich géing bréngen. Ceci étant dit, d'Gesetz vum 25. Juli 2002 ass nun eemol do a mir mussen dat Bescht doraus maachen. A wann d'Besoinen nach ëmmer déiselwecht sinn, notamment wat d'Délais d'évacuation vun den Dossierë betrëfft, musse mir elo kucken alles an d'Weeër ze leede fir schnellstméiglech eng genügend héich Unzuel vu Geometeren auszebilden an domadder d'Administratioun bei der Ausféierung vun hire Missiounen ze ënnerstëtzen.

Wat de Problem vun der Unzuel vun de Stagiairë betrëfft, dee souwuel vun der Chambre des Fonctionnaires wéi och vum Statsrot ënnerstrach ginn ass, huet d'Kommissioun schonn drop higewisen, dass eng Limitation express net néideg ass, vu datt de Règlement grand-ducal vum 16. Abrëll 2003 d'Zuel vun de Geometeren, déi an enger Sessioun zoulässeg sinn, festleet. Wat d'Rémunératioun ubelaangt, si mir och der Meenung, dass eng Indemnisatioun appropriéiert ass. Natierlech muss se awer och esou festgeluecht ginn, datt de Privatsecteur net konkurrenzéiert gëtt.

Domadder ginn ech den Accord zu dësem Projet am Numm vun eiser Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Elo ass et nach um Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll dem Rapporteur an der Madame Doerner Merci soe fir déi gutt Explikatiounen, déi si eis iwwert déi ganz Geschicht an Entwécklung hei ginn hunn.

Ech mengen, mir waren och deemools mat deem Projet averstanen, wéi mer am Fong de Beruff vum Geometer liberaliséiert hunn. Mir hunn haut déi fräischaffend Geometeren an déi amtlech Geometeren, a villes ass an der Zwëschenzäit och an där Richtung geschitt. Dëse Projet fënnt selbstverständlech eis Zoustëmmung, a mir wiere selbstverständlech och frou, wann dat Ganzt géif dozou bäidroen, datt mer déi Retarden, déi trotzdeem nach bestinn, kéinte lues a lues opschaffen.

Mir wieren och frou, wa mer vläicht nach e bësse méi Transparenz an d'Verwaltung géifen erakréien, well een dach awer ëmmer nach d'Gefill huet, datt d'Gemengen zum Beispill, wa se Demandë maachen, méi lues beaarbecht ginn an ënnert de Koup kommen, fir ausmoossen ze kommen, wéi wann dat zum Beispill Privatpromoteuren oder aner Leit sinn, déi hir Terrainë gären ausgemooss hätten. Dofir wiere mer frou, wann do e bësse méi Transparenz géif drakommen.

Wat d'Madame Doerner gesot huet vun där neier Moossnam, duerch déi alles informatiséiert ginn ass, begréisse mir; doduerjer mengen ech ass och e gudde Fortschrëtt gemaach ginn. Do ass et och de Gemengen an Zukunft méiglech, wa si sech selwer déi Méiglechkeeten an de Gemengen, wat d'Informatik ubelaangt, ginn, och an Zukunft den direkten Zougréff kënnen op dee System ze kréien, wat mengen ech och eng gutt Moossnam ass. Dofir, wéi gesot, mir hunn an deem heiten Domän an där Verwaltung vill Guddes geschafft an deene leschte Joren. Dofir ass et och selbstverständlech, datt mer d'Zoustëmmung zu dësem Projet wäerte bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Elo huet nach d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, ech sinn erstaunt, datt eng Verwaltung an d'Efforten, déi mer gemaach hunn, fir déi Problemer ze léisen, hei esou e Secours kritt. Ech soen am Numm vun all deenen, déi do schaffen, selbstverständlech Merci.

Mir haten a mir hunn nach ëmmer Retardë bei der Iwwerschreiwung vun den Notärsakten. Virun dräi Joer hate mer ronn 130.000 Akten, déi nach net iwwerschriwwe waren. Ech hunn doropperhin d'Décisioun geholl, fir ënnert der Kontroll vum Kadaster een Deel vun der Aarbecht vun deem Opschaffe vun deem Retard ze sous-traitéieren un Experten, déi eis dobäi gehollef hunn, niewent dem Effort an der Informatisatioun. Ech hunn elo d'Hoffnung, datt mer bis Enn des Joers vun dësem Joer all déi Retardë bei der Iwwerschreiwung vun den Notärsakten opgeholl hunn. Mir si gutt bäikomm. Wéi gesot, et bleiwen nach e bësse Retarden an e puer Problemer. Mä wéi gesot, ech hunn d'Hoffnung, datt mer bis Enn des Joers déi Retarden opgeholl hunn.

Och bei de Mesuragen, also bei der Grenzvermoossung, mengen ech och kënnt dat heiten hëllefen. Esou datt mer och do Problemer, déi mer nach hunn, léise wäerten. Ech mengen, Problemer soll een net verkennen, an op der richteger Schinn sinn. Dofir kënnen déi Moossnamen, déi mer hei haut hunn, déi complémentaire sinn zu deenen, déi mer an der Vergaangenheet hunn, déi hei in extenso esouwuel vum Rapporteur, dem Här Clement, wéi vun aneren Orateurë gesot gi sinn, dozou bäidroen, datt dëse wichtege Betrib, deen awer mat ganz ville Leit effektiv ze doen huet, déi Erwaardunge kann erfëllen, déi e muss.

Ech soe Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5166.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5166 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Ali Kaes), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Thiel), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen (par M. Marcel Sauber), Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir gi weider an eisem Ordre du jour vun haut a mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5306 iwwert d'Assurancëprimen, an och do hu mer den Här Lucien Clement stellvertriedend fir den Här Rapporteur Norbert Haupert. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

9. 5306 - Projet de loi concernant l'assistance administrative entre les États membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Clement *(CSV), rapporteur, en remplacement de M. Norbert Haupert.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Bekämpfung vun der internationaler Steierhannerzéiung sinn an der Vergaangenheet eng Rei Direktive geholl ginn iwwert déi géigesäiteg Ënnerstëtzung vun de kompetenten Administratiounen an deenen eenzelne Länner vun der EU.

Et geet hei, Här President, esouwuel ëm déi indirekt wéi och ëm déi direkt Steieren. Dës Direktive si selbstverständlech och an déi national Gesetzer ëmgesat ginn. Esou hu mer zwee Gesetzer, déi dës administrativ Assistance virgesinn: d'Gesetz vum 15. Mee 1979 iwwert d'Ënnerstëtzung a Saache vun den direkte Steieren an d'Gesetz vum 4. Juni 1981 iwwert d'Assistance a Saache vun der TVA. Dës zwee Gesetzer decken eng eenzeg Direktiv of, an zwar d'Direktiv 77/799/CEE, déi duerch d'Direktiv 79/1070/CEE komplettéiert gouf.

De 7. Oktober 2003 huet de Conseil vun der Europäescher Unioun e Reglement geholl, dat déi administrativ Kooperatioun tëschent de Länner am Domän vun der TVA nach verstäerkt. Duerch dëst Reglement, wat direkt an alle Länner applikabel war, huet d'Gesetz vum 4. Juni 1981 u sech keng Daseinsberechtegung méi. Parallell dozou huet de Conseil eng Direktiv adoptéiert, déi d'Assistance vun deene jeeweilege Verwaltungen, déi an der Direktiv vun 1977 virgesinn ass, op de Recouvrement vun Taxen op de Versécherungsprimen ausdehnt.

Den Objet vum Projet 5306 ass deen, fir déi Direktiv an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung ëmzesetzen. D'Regierung hat do en Text proposéiert, dee sech wäitgehendst un déi bestehend Gesetzer, wat déi administrativ Assistance ubelaangt, ugelehnt huet. Si hat och virgesinn, datt d'Gesetz u sech scho sollt den 1. Januar 2004 a Kraaft trieden.

De Statsrot huet awer a sengem Avis gemengt, datt déi nei Direktiv u sech näischt anescht géif verlaangen, wéi dat bestehend Gesetz iwwert d'administrativ Ënnerstëtzung a Saachen TVA ze abrogéieren an en neien Dispositif légal, deen d'Assistance vum Recouvrement vun den Taxen op de Versécherungsprime mat virgesäit, aplaz ze setzen.

Ausserdeem huet de Statsrot eng formell Oppositioun gemaach, wat d'Retroaktivitéit vum Gesetz op den 1. Januar 2004 ubelaangt. De Conseil d'État huet dunn en neien Text proposéiert, deem d'Finanz- an d'Budgetskommissioun sech no Récksprooch mat der Regierung uschléisse konnt. Déi eenzel Chambere vun der Agrikultur, vum Travail, vun de Statsbeamten, vum Commerce a vum Handwierk hunn ebenfalls hiren Accord zu dësem Projet ginn.

D'Kommissioun huet de Rapport zu dësem Projet an hire Sëtzunge vum 24. Februar 2005 analyséiert an och unanime ugeholl. Si schléit der Chamber dofir vir den Text, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen.

Ech wëll dann nach zum Schluss den Accord vun der CSV-Fraktioun bréngen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Clement. Ageschriwwen ass den Här Charles Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP)*.- Ech wëll nëmme just soen, datt och meng Fraktioun dee Projet do stëmmt.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Nach ageschriwwen ass den Här Negri. Dir hutt d'Wuert, Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur nach eng Kéier och Merci soe fir den excellentë schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Dëse Gesetzesprojet situéiert sech am Kader vun der administrativer Kooperatioun zwëschent den EU-Memberstaten am Beräich vun den direkten an indirekte Steieren; eng Kooperatioun, déi schonn am Dezember 1977 am Kader vun deene sou genannte 77/779/CEE-Direktiven instituéiert ginn ass. Am Artikel 1 gëtt dës Assistance administrative fir d'Taxen op d'Assuranceprimen agefouert an domadder déi europäesch Direktiv vum 7. Oktober 2003, déi d'Ausweitung vun der administrativer Kooperatioun am Beräich vun den direkten an indirekte Steiere virgesäit, an nationaalt Recht ëmtransposéiert.

Den Artikel 2 vum Projet, deen Iech hei virläit, beschränkt sech dorop déi zwee Gesetzer ze abrogéieren, déi bis elo d'Assistance an d'Coopération administrative am Beräich vun der TVA réglementéiert hunn, an zwar d'Gesetz vum 4. Juni 1981 an dat vum 23. Dezember 1992. Dës Gesetzgebung ass also net méi néideg, vu datt d'Coopération en matière de TVA am europäesche Reglement 1798 vum 7. Oktober 2003 festgeluecht ginn ass an datt esou e Reglement net transposéiert muss ginn, mä direkt an all sengen Elementer um nationalen Niveau applizéiert ka ginn.

Domadder ginn ech am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Projet a soen Iech Merci.

M. Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Elo huet eis Regierung d'Wuert. Här Minister, mir haten Iech bal verluer. Mä huet d'Regierung näischt méi dozou ze soen?

(Négation)

Dann ass d'Diskussioun elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5306.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Ali Kaes), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers) et Michel Wolter (par M. Lucien Clement);

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro (par M. Romain Schneider), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Colette Flesch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Charles Goerens);

MM. Claude Adam (par M. Camille Gira), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen un den nächste Projet de loi vun haut. Dat ass de Projet 5298 iwwert d'Régimes douaniers. De Rapporteur vun dësem Projet ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

10. 5298 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles, le 26 juin 1999

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Douaneskontrollen an -tariffer spillen haut eng eminent wichteg Roll am internationalen Handel an duerfir

bleiwen och verschidden Douanesregimer net ouni Incidence op d'Kompetitivitéit vun deene verschiddenen Acteuren.

D'Konventioun vu Kyoto hat als Objektiv d'Harmoniséierung an d'Vereinfachung vun den Douanesprozeduren an dës Konventioun ass de 25. September 1974 a Kraaft getrueden. Duerno ass et no enger laanger Viraarbecht vu véier Joer zu enger Iwwerschaffung vun dëser Konventioun komm, déi sech erëmfonnt huet an enger neier Konventioun vun 1999 vu Bréissel.

Firwat ass dës nei Konventioun noutwendeg ginn? Éischtens, well et ëmmer zu méi engem grousse Wuesstum an den internationalen Transportbewegunge komm ass. Zweetens, well et och wichteg gëtt, eng Verbesserung vun de Kontrolltechniken am Douanesberäich ze erlaangen. Dann drëttens och fir d'Evolutioun vun den Informatiounstechnologien an dës Prozeduren anzebauen, a véiertens, well och dat kommerziellt Ëmfeld sech ëmmer méi verschäerft huet.

Haut solle mer also duerch dat Gesetz déi Konventioun vun 1999 approuvéieren. Dës Konventioun begräift eng Annexe générale an e puer Annexes particulières. Déi grouss Prinzipien, déi an der Annexe générale festgeschriwwe sinn, gesi vir: éischtens eng Vereinfachung an eng Harmoniséierung vun den Douanesregimer, dann eng konstant Verbesserung vun de Kontrolltechniken, e maximale Réckgrëff op d'Informatiounstechnologien a schlussendlech e Partenariat zwëschent den Douanen an den Entreprisen, deen nach soll weider verbessert ginn.

Vun deenen Annexes particulières sinn der zwou obligatoresch an eng ass fakultativ. De Statsrot hat do a sengem Avis e Problem, well en der Meenung war, et wär net kloer genuch am Text preziséiert, datt déi Appendice, déi nëmme fakultativ wär, och fakultativ an eisem Projet de loi géif bleiwen. Déi zoustänneg Finanzkommissioun huet dës Reserv mat ugeholl. Mir hunn den Text dorobberhin amendéiert. Par ailleurs hat de Statsrot kee Problem mat deem Text.

Ech géif lech och bieden, Är Zoustëmmung ze ginn, a meng Fraktioun wäert och heizou hir Zoustëmmung ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Den Här Goerens an den Här Negri. Här Goerens!

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, och meng Fraktioun kann den Accord ginn zu dësem Projet de loi.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dat ëmsou méi wéi d'Chambres professionnelles alleguer unanimement d'accord sinn domadder an och well de Bedenke vum Statsrot konnt Rechnung gedroe ginn an dorobberhin déi lescht Obstaclen aus der Welt geschafe gi sinn. Duerfir fanne mer keen Obstacle méi fir eise Jo zu dësem Projet de loi ze manifestéieren.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Här Negri, wann ech gelift.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dem Rapporteur Merci soe fir säin excellent schréftlechen a mëndleche Rapport. Wéi elo grad hei erkläert ginn ass, geet et bei dësem Protocole d'amendement dodrëms, der Evolutioun vun den Zollprozeduren a vun de Verzollungsmodalitéiten, déi am Kader vum Welthandel applizéiert ginn, Rechnung ze droen. De Protokoll soll also letztendlech zur Vereinfachung vun deenen Echangë bäidroen, déi d'Welthandelsorganisatioun OMC viséiert.

Et kann een nach just ganz kuerz drop hiweisen, datt de Projet a sengem Artikel 2 et der Regierung erlaabt, sech net un d'Dispositioune vun der Appendice 3, annexe spécifique, ze halen, well d'Dispositioune vun dësem drëtten Deel an der Décisioun vum Conseil net mat abegraff sinn, beziehungsweis net am Journal officiel publizéiert gi sinn.

Domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. D'Regierung.

(Interruption)

Da kënne mer doriwwer ewechgoen.

Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5298.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Ali Kaes), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Lucien Clement), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen (par Mme Marie-Josée Frank), Lucien Thiel et Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel (par Mme Lydie Err), Alex Bodry (par M. Roger Negri), John Castegnaro (par M. Roland Schreiner), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par Mme Colette Flesch), M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Deem ass esou décidéiert.

11. Ordre du jour

Ech wollt lech nach matdeelen den Ordre du jour fir déi nächst Sëtzung. Déi ass den 12. Abrëll an do stinn um Ordre du jour de Projet de loi iwwert d'Fiscalité sur les PAN, nom Modell 2, an de Projet de loi iwwert de Referendum vum 10. Juli, nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert an d'Sëtzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.50 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications page 258

Ordre du jour page 258

Intervention de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 258

Débat de consultation sur la mission de l'école luxembourgeoise et le renforcement de ses moyens d'action (PISA) pages 258-272

5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution pages 272-273

Demandes en naturalisation page 273

Communications page 274

5450 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers page 274

Composition des commissions parlementaires page 274

Ordre du jour pages 274-275

Dépôt d'une résolution page 275

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°23 du 21 mars 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative aux infrastructures scolaires, adressée au Ministre des Travaux publics pages 275-276

- Question N°24 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'Université de Luxembourg, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 276

- Question N°25 du 21 mars 2005 de Monsieur Ben Fayot relative aux rotondes de Bonnevoie, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 276

- Question N°26 du 21 mars 2005 de Monsieur Camille Gira relative au plan d'intervention d'urgence en cas de pollution de l'eau potable, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 276-277

- Question N°27 du 21 mars 2005 de Madame Vera Spautz relative au «gender mainstreaming» dans les ministères de l'État, adressée au Ministre de l'Égalité des chances page 277

- Question N°28 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'introduction d'une interdiction de fumer dans les restaurants, adressée au Ministre de la Santé pages 277-278

- Question N°29 du 21 mars 2005 de Monsieur Roland Schreiner relative aux négociations salariales dans le secteur public, ainsi que sur la révision des salaires, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 278

- Question N°30 du 22 mars 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'action de sauvetage de la CEPAL, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 278-279

- Question N°31 du 21 mars 2005 de Monsieur John Castegnaro relative au remboursement des analyses médicales, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 279

- Question N°32 du 22 mars 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la politique d'aménagement du Territoire, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 279

5387 - Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé „centre hospitalier neuropsychiatrique" pages 279-283

5379 - Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides pages 283-286

Dépôt de deux projets de loi page 286

Ordre du jour page 286

Question avec débat N°1 de M. John Castegnaro relative à l'évolution du chômage pages 286-288

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR concernant l'interprétation et l'application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 288-291

Question parlementaire N°212 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité au Centre pénitentiaire page 291

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le gender budgeting, c.-à-d. l'établissement du budget de l'État selon la perspective du genre pages 291-295

5171 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002 pages 295-297

5166 - Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales pages 297-298

5306 - Projet de loi concernant l'assistance administrative entre les États membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance page 298

5298 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles, le 26 juin 1999 page 298

Ordre du jour pages 298-299

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 7 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
2738	M. Gast Gibéryen	Mise en demeure sur la nationalité luxembourgeoise
0232 cf. 0204	Mme Nancy Arendt	Introduction d'un congé extraordinaire au bénéfice des personnes souhaitant faire une déclaration de partenariat
0233	M. Jean-Pierre Koepp	Envasement de deux bassins de rétention à Esch-sur-Sûre
0234	M. Gast Gibéryen	Composition de l'allocation de fin d'année
0237	M. Marcel Oberweis	Transposition de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments
0239	M. Fernand Diederich	Orientation des personnes handicapées vers le marché de travail ordinaire ou vers les ateliers protégés
0243	Mme Claudia Dall'Agnol	Aide financière de l'État pour études supérieures
0244	M. Marc Spautz	CR 112 reliant les localités de Septfontaines et de Greisch
0246 cf. 0155	M. Roger Negri	Construction de l'École européenne Luxembourg II
0249	Mme Marie-Josée Frank	Dossier médical en cas d'hospitalisation
0250	M. Claude Adam	Offre de formation continue (SCRIPT)
0252	M. Aly Jaerling	Recherche de la paternité
0253	M. Gast Gibéryen	Exercice des fonctions du Grand-Duc
0254	M. Marcel Oberweis	Centrale Turbine-Gaz-Vapeur (TGV) à Esch-sur-Alzette
0257	M. Xavier Bettel	Instauration d'une taxe sur le kérosène
0258	M. Ben Fayot	Octroi du forfait d'éducation par le Fonds national de Solidarité
0259	M. Robert Mehlen	Blocage de la délivrance des autorisations de construire
0262	M. Marc Spautz	Gratuité du transport public
0264	Mme Claudia Dall'Agnol	Transformation du bâtiment "Schuman" pour les besoins de la Bibliothèque nationale
0265	M. Robert Mehlen	Défibrillateurs
0266	M. Emile Calmes	Relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (Centres intégrés)
0267	M. Xavier Bettel	Consultations des épreuves d'examen de fin d'études secondaires
0268	M. Marcel Oberweis	Guide pour la protection de la nature et de l'environnement au niveau communal
0269	M. Aly Jaerling	Crématoire à Hamm
0270	M. Aly Jaerling	Préretraite ajustement (Convention entre le Ministère et Arcelor)
0271	M. Laurent Mosar	Énergie éolienne
0272 urgente	M. Aly Jaerling	Constatation d'un cas de méningite au Lycée technique Mathias Adam
0275	Mme Viviane Loschetter	49e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CCFNU)
0276	M. Carlo Wagner	Coopération transfrontalière en matière d'infractions au Code de la route
0278	M. Emile Calmes	Autorisations pour l'installation d'antennes
0281	M. Jacques-Yves Henckes	Hydroélectricité
0284	M. Jacques-Yves Henckes	Protection de l'environnement
0285	M. Jacques-Yves Henckes	Directive européenne sur les émissions de particules de suie et de plomb
0287	M. Emile Calmes	Décharges pour déchets inertes
0292	M. Jacques-Yves Henckes	Accises sur le kérosène
0298	M. Carlo Wagner	Interdiction de fumer dans les restaurants
0299	Mme Lydia Mutsch	Pandémie

Question 2738 (12.5.2004) de M. Gast Gibéryen *(ADR)* concernant la mise en demeure sur la nationalité luxembourgeoise:

Duerch déi grouss Zuel vun auslännesche Matbierger an eisem Land kënnt et ëmmer méi oft zu der Situatioun, datt Kanner mat nëmmen engem lëtzebuergeschen Elterendeel hei op d'Welt kommen. Well et zu Lëtzebuerg net de Prinzip vun der duebeler Nationalitéit gëtt, mussen dës Kanner sech dann no hirer Volljähregkeet am Prinzip fir eng vun deenen zwou Nationalitéiten entscheeden. An der Praxis schéngt et awer hei zu Lëtzebuerg esou ze sinn, datt Jonker, déi an esou enger Situatioun sinn, net vum lëtzebuergesche Stat opgefuerdert ginn, sech no hirer Volljähregkeet fir eng Nationalitéit ze entscheeden. Och wann dat un der juristescher Situatioun u sech naischt ännert, werft et dach awer d'Fro op, firwat hei, wéi vum Gesetz gefuerdert, eng Situatioun mat zwou oder méi Nationalitéiten net definitiv gekläert gëtt.

Am Artikel 25-7° vum Gesetz vum 22. Februar 1968 «sur la nationalité luxembourgeoise» gëtt preziséiert, datt «Perd la qualité de Luxembourgeois…, le Luxembourgeois..., ou qui, nonobstant une mise en demeure à lui adressée par le Ministre de la Justice, n'a pas dans un délai de deux ans à partir de cette mise en demeure renoncé à la nationalité étrangère, ...».

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Kënnt de Stat senger gesetzlecher Verflichtung no, deene Betraffenen nom Erreeche vun hirer Volljähregkeet eng «mise en demeure» zoukommen ze lossen, fir dës Persounen opzefuerderen, sech fir eng Nationalitéit ze entscheeden?
2) Wann neen, kéint den Här Minister mer erklären, wat déi genee Grënn fir d'Netanhale vun dëser gesetzlecher Bestëmmung sinn?
3) Wéi vill «mises en demeure» konform zum Gesetz iwwert déi lëtzebuergesch Nationalitéit vum 22. Februar 1968 sinn an de leschten zéng Joer erausgeschéckt ginn a wéi hunn déi Betraffe sech an deene Fäll entscheed?

Réponse (11.3.2005) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Une personne qui a deux nationalités de par sa naissance (cas des enfants qui ont deux parents de nationalité différente et dont les deux lois nationales prévoient que la nationalité de l'un des parents devient automatiquement celle de l'enfant) garde, en droit luxembourgeois, ces deux nationalités d'origine.

L'article ne vise pas l'hypothèse citée par l'honorable Député des doubles nationaux d'origine. Ces double nationaux restent Luxembourgeois. Aucune mise en demeure ne leur est envoyée.

Cet article vise essentiellement la situation selon lequel un étranger peut devenir Luxembourgeois par option ou naturalisation sans apporter la preuve de la perte de sa nationalité d'origine lorsque sa loi nationale ne permet la perte qu'après l'acquisition de la nationalité nouvelle.

Q 58

Question 0204 (3.12.2004) de M. Ben Fayot *(LSAP)* concernant l'adaptation du statut général des fonctionnaires:

La loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État prévoit dans son article 31-2 modifié que «peuvent bénéficier d'un congé sans traitement ou d'un congé pour travail à mi-temps (…) soit le fonctionnaire de sexe féminin, soit le fonctionnaire de sexe masculin dont le conjoint a bénéficié d'un congé de maternité, d'un congé d'accueil (…).»

Or, il résulte du commentaire des articles de la loi susmentionnée que le terme de conjoint vise les seules personnes mariées.

- À l'instar de la nouvelle loi relative aux effets légaux de certains partenariats et en considération de l'existence d'autres formes de partenariat que le mariage traditionnel, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas opportun d'adapter le statut des fonctionnaires en ce sens?
- Dans l'affirmative, est-ce qu'un projet de loi devrait être déposé ou est-ce qu'une interprétation différente, respectivement plus large du terme «conjoint» suffira pour accorder les congés sans traitement et à mi-temps aux fonctionnaires de l'État?

Question 0232 (4.1.2005) de Mme Nancy Arendt *(CSV)* concernant l'introduction d'un congé extraordinaire au bénéfice des personnes souhaitant faire une déclaration de partenariat:

La loi précitée du 9 juillet 2004 impose aux personnes désireuses de déclarer leur partenariat de se présenter personnellement devant l'officier de l'état civil de la commune du lieu de leur domicile ou de leur résidence commun qui recevra cette déclaration. La loi ne prévoit cependant aucune disposition relative à un éventuel congé extraordinaire à accorder aux partenaires qui occupent une activité rémunérée afin qu'ils accomplissent les différentes démarches liées à la déclaration de partenariat.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si le Gouvernement entend modifier la législation en introduisant un congé extraordinaire, ne serait-ce que d'un seul jour, au bénéfice des salariés de droit privé et des fonctionnaires ou employés publics qui souhaitent faire une déclaration de partenariat?

Réponse commune (20.1.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*, de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

La nouvelle loi sur le partenariat est entrée en vigueur le 1er novembre 2004. Vu que cette loi constitue une nouveauté importante, le Gouvernement, dans sa déclaration gouvernementale, a retenu qu'il «évaluera l'application concrète de la loi du 9 juillet 2004 sur le partenariat pour y apporter, le cas échéant, des ajustements».

Les questions évoquées par les honorables Députés seront examinées dans le cadre de cette évaluation qui aura lieu après la première année d'application de la nouvelle loi.

Question 0233 (5.1.2005) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant l'envasement de deux bassins de rétention à Esch-sur-Sûre:

1991 ass de Stauséi zu Esch-Sauer auslafe gelooss ginn, fir eng Rei vun Ënnerhaltsaarbechten, haaptsächlech un der Staumauer, können ze maachen.

D'Opfangbecke vun der Misärsbréck, wéi och dat vum Béiwener Séi, goufen deemools net mat eidel gemaach. Dës zwee Opfangbecke woren awer Enn de fofzeger Jore gebaut gi fir de Schlamm esou wäit ewéi méiglech aus dem Stauséi erauszehalen.

Elo hu sech awer, no Informatiounen aus Fëscherkreesser, am Laf vun de Jore grouss Quantitéite vu Schlamm an deenen zwee Opfangbecken ugesammelt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

- Stëmmt dës Informatioun aus de Fëscherkreesser a wéi gesäit et genee aus mat der Verschlammung vun dësen zwee Opfangbecken?
- Wa jo, besteet hei Handlungsbedarf a wat fir Moossname mussen an nächster Zukunft geholl ginn?

Réponse (17.2.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Il est exact que suite, d'une part au charriage de matériaux d'érosion par les cours d'eau et, d'autre part, à l'eutrophisation, c'est-à-dire à l'accumulation d'éléments nutritifs favorisant le développement des algues, des sédiments fins se sont déposés dans les lacs de retenue de Bavigne et de Pont-Misère et également dans la retenue principale du lac de la Haute-Sûre.

L'enlèvement des boues n'est pas indiqué pour des raisons essentiellement écologiques. En effet, il faut constater que depuis l'envasement des retenues de Pont-Misère et de Bavigne, des habitats aquatiques et amphibiens précieux se sont développés en queue de retenue des deux barrages, c'est-à-dire en amont du Pont-Misère et tout de suite en aval de la localité de Bavigne. De cette manière des roselières et des hauts fonds à végétation abondante se sont installés le long des berges présentant des caractères idéals pour la reproduction et la présence de nombreuses espèces de l'ichtyo- et de l'avifaune. Ainsi a pu être démontré récemment la présence de la bouvière (Rhodeus sericeus amarus) à l'embouchure du ruisseau de Bavigne dans la retenue, une espèce de poisson vulnérable et menacée qui avait disparu sur le territoire luxembourgeois pendant les derniers vingt ans et qui aujourd'hui est inscrite à l'annexe II de la Directive européenne 92/43/CE concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages («Directive Habitats») et à l'annexe III de la Convention de Berne.

Suite è la construction de la passe à poissons au barrage du Pont-Misère en 1996 comme mesure de compensation à la vidange de la retenue principale en 1990, les frayères et habitats naturels de la Sûre en amont du barrage de Pont-Misère sont devenus accessibles pour de nombreuses espèces de poissons rhéophiles et potamophiles présentes dans le lac principal.

Question 0234 (6.1.2005) de M. Gast Gibéryen *(ADR)* concernant la composition de l'allocation de fin d'année:

Am Géigesaz zu 2003 muss ech feststellen, datt 2004 d'Extraite vun der «Allocation de fin d'année» fir d'Rentebezéier (op d'mannst déi, déi ech bis elo kontrolléiert hunn) keen detailléierten Décompte méi iwwert d'Zesummesetzung vun dëser Allocatioun opweisen.

Dëse Réckschrëtt ass onverständlech, zemools bei dëser Allocatioun eng Besonnerheet besteet: D'Indextranche vum Oktober, déi am Privatsecteur net mat Zäiten ausbezuelt konnt ginn, gouf op dës Joresendzoulag dropgeschloen.

Dëse Mangel un Transparenz féiert onnéidegerweis zu ville Nofroen. Och ass et doduerch schwiereg, d'Behaaptung vum Sozialminister nozepréiwen, kee Rentner géif duerch déi verspéit Ausbezuelung vun der Indextranche e Schued erleiden.

No enger entspriechender Motioun am Juli 2002 vu menger Fraktioun, déi an déi zoustänneg Kommissioun renvoyéiert gouf, an dräi parlamentareschen Ufroen (Juli 2002, Oktober 2002 a Januar 2003) vum Deputéierten Aly Jaerling ass et 2003 bei der Allocation de fin d'année fir d'éischt zu esou engem detailléierten Décompte komm.

Dowéinst dës Fro:

- Firwat huet den neie Sozialminister deen erreechte Fortschrëtt a Saachen Informatioun vun de Rentner iwwert d'Zesummesetzung vun hirer «Allocation de fin d'année» annulléiert?

Réponse (4.2.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Wéi den Här Deputéierte richteg feststellt, ass bei der Ausbezuelung vun der Joreszoulag vun 2004 och d'Indextranche, déi am Oktober 2004 erfall ass, mat ausbezuelt ginn.

D'Erklärung firwat ee ka mengen, datt e Réckschrëtt geschitt wier, ass ganz einfach: Well zwou verschidde Komponente mateneen ausbezuelt goufen, war einfach net genuch Plaz op de Virementsziedelen, fir eng detailléiert Ofrechnung, sou wéi dat 2003 de Fall war, dropzeschreiwen.

D'Ursaach war, datt de Centre commun ze spéit informéiert gouf, datt eng Indextranche erfale géif.

Dofir hunn d'Pensiounskeesen, an net de Minister vun der sozialer Sécherheet, décidéiert, nëmmen de folgenden Text an zwou Zeilen ze schreiwen: «Allocation de fin d'année 2004 + Tranche indiciaire octobre 2004».

De Centre commun huet awer elo déi néideg Schrëtt ënnerholl, fir mat Zäite gewuer ze ginn, wann deen een oder deen anere Facteur, wéi zum Beispill den Index, an der Berechnung ännert.

Och gouf en extraen informatesche Programm geschriwwe mat deem et méiglech ass, all de Leit, déi dat ufroen, eng ganz detailléiert Ofrechnung ze schécken.

Question 0237 (7.1.2005) de M. Marcel Oberweis *(CSV)* concernant la transposition de la directive européenne sur la performance énergétique des bâtiments:

Aujourd'hui, le secteur résidentiel et tertiaire, constitué pour l'essentiel de bâtiments, représente plus de 40% de la consommation finale d'énergie dans l'Union européenne et par conséquent constitue un des plus grands émetteurs de gaz à effet de serre. Les mêmes pourcentages sont valables pour le Grand-Duché.

La dépendance du pétrole et du gaz naturel constitue un des éléments-clés de l'approvisionnement énergétique de l'Union européenne. En 2000, 76% de la demande de pétrole et 40% de la demande du gaz naturel de l'UE-15 ont été couverts par des sources extérieures. Si toutefois nos comportements de consommation d'énergie actuels ne changent pas, le taux de dépendance pour le pétrole augmentera à 90% et pour le gaz naturel à 70% à l'horizon 2020.

Constatant que l'amélioration de l'efficacité énergétique des constructions résidentielles et tertiaires représentent un volet important de la panoplie des politiques et mesures nécessaires pour respecter le protocole de Kyoto, le Parlement européen a émis le 16 décembre 2002 la Directive 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâtiments. Cette directive s'inscrit dans le cadre des initiatives de la Communauté relatives au changement climatique dont l'objectif est de promouvoir l'amélioration de la performance énergétique des bâtiments, c'est-à-dire la quantité d'énergie effectivement consommée ou estimée pour répondre aux différents besoins liés à une utilisation standardisée du bâtiment.

Ce texte comporte trois mesures clefs. Tout d'abord, une méthode de calcul commune est mise en place pour déterminer la performance énergétique (c'est-à-dire la quantité d'énergie nécessaire à une utilisation normale des locaux) des bâtiments neufs ou ayant fait l'objet de travaux de rénovation importants. Ensuite, il est créé un certificat informatif sur la consommation énergétique des locaux, qui devra être mis à la disposition de tout acheteur ou de tout nouveau locataire. Enfin, les chaudières et les systèmes de climatisation devront faire l'objet d'inspections régulières. Toutes ces dispositions devront être transposées en droit national au plus tard le 4 janvier 2006.

Cette directive constitue sûrement un instrument visant à limiter les émissions de CO_2 dans le secteur résidentiel et tertiaire et à faire face aux défis et obligations relevant du protocole de Kyoto.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement.

- Au vu de l'importance de la directive en la matière, quel est l'état d'avancement du processus de transposition y relatif?
- Existe-t-il déjà un avant-projet?
- Dans l'affirmative, la date du dépôt à la Chambre des Députés est-elle déjà arrêtée?

Réponse (1.3.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question de l'honorable Député M. Marcel Oberweis concernant la transposition de la directive européenne 2002/91/CE sur la performance énergétique des bâtiments, je tiens tout d'abord à préciser que le Gouvernement est tout à fait conscient de l'importance de la directive sous rubrique et que les travaux législatifs préparatoires sont en cours.

La directive en question s'inscrit dans le cadre des initiatives de la Communauté relatives au changement climatique et à la sécurité d'approvisionnement. La proposition du cadre général repose sur les quatre principaux éléments suivants:

1. une méthodologie commune de calcul de la performance énergétique intégrée des bâtiments;

2. les normes minimales relatives à la performance énergétique des bâtiments neufs et des bâtiments existants lorsqu'ils font l'objet de travaux de rénovations importants;

3. les systèmes de certification pour les bâtiments neufs et existants et, dans les bâtiments publics, l'affichage de certificats et d'autres informations pertinentes. Les certifications devraient dater de moins de cinq ans;

4. le contrôle régulier des chaudières et des systèmes centraux de climatisation dans les bâtiments ainsi que l'évaluation d'une installation de chauffage lorsqu'elle comporte des chaudières de plus de 15 ans.

En ce qui concerne les deux premiers points mentionnés ci-dessus, ils seront repris dans un règlement grand-ducal qui est en cours de préparation et qui remplacera le règlement grand-ducal de novembre 1994 concernant l'isolation thermique des bâtiments.

Pour ce qui est du troisième point concernant les systèmes de certification pour les bâtiments neufs et existants, il faudra encore tenir compte du développement des normes y relatives au niveau européen avant de pouvoir établir le règlement grand-ducal afférent.

Finalement, le quatrième point concernant le contrôle des chaudières et des systèmes de climatisation est déjà couvert par le règlement grand-ducal du 14 août 2000 relatif aux installations de combustion alimentées au gaz, par le règlement grand-ducal du 4 mars 1997 modifiant le règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1987 relatif aux installations de combustion alimentées en combustible liquide ou gazeux, ainsi que par le règlement grand-ducal du 18 avril 2004 relatif au contrôle de fuites dans des équipements frigorifiques et climatiques.

Au vu des ressources humaines très limitées de la Direction de l'Energie - qui plus est largement engagées dans les travaux de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne -, considérant aussi la nécessité de modifier les règlements grand-ducaux concernant les énergies renouvelables et l'urgence de transposition des directives gaz et électricité, je ne suis pas encore en mesure de communiquer la date probable du dépôt des règlements grand-ducaux en question à la Chambre des Députés.

Toutefois, si l'entrée en vigueur de la directive en question date du 4 janvier 2003, il ne faut pas perdre de vue que la date limite de transposition dans les États membres est fixée au 4 janvier 2006. Étant donné l'importance du dossier en question, tout sera mis en œuvre pour que la directive 2002/91/CE soit transposée dans notre droit national dans les délais impartis.

Question 0239 (7.1.2005) de M. Fernand Diederich *(LSAP)* concernant l'orientation des personnes handicapées vers le marché de travail ordinaire ou vers les ateliers protégés:

La «loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées» règle entre autres l'orientation des personnes handicapées vers le marché de travail ordinaire ou, le cas échéant, vers les ateliers protégés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre et Monsieur le Ministre:

- Combien de personnes reconnues travailleurs handicapés (ou assimilées) sont occupées actuellement dans les secteurs public et privé? Combien se trouvent en situation de chômage respectivement participent à des mesures en vue de leur réinsertion professionnelle?
- Quel est le nombre de personnes handicapées ou assimilées travaillant dans les ateliers protégés?
- Quel est le taux d'intégration des travailleurs handicapés reconnus dans le marché du travail ordinaire?
- Comment tous ces chiffres ont-ils évolué au cours des dernières années?

Réponse commune (3.2.2005) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi* et de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Quant à la première question, au 31 décembre 2004, 1.634 personnes ayant le statut de travailleur handicapé ont été employées dans les secteurs privé et public.

Parmi les 352 travailleurs handicapés inscrits à l'Administration de l'Emploi, 98 personnes suivent des mesures en vue d'une réinsertion professionnelle.

En ce qui concerne la deuxième question, le nombre de contrats de travail des travailleurs handicapés avec les ateliers protégés s'élève à 566 au 31 décembre 2004.

En réponse à la troisième question, le taux d'intégration de travailleurs handicapés défini comme étant le rapport des travailleurs handicapés ayant une occupation sur le marché du travail ordinaire et la population active des travailleurs handicapés y incluse les travailleurs handicapés inscrits à l'Administration de l'Emploi reconnus dans le marché du travail ordinaire est de 64%.

Quant à la quatrième question, il y a lieu de relever que depuis le 1er janvier 2002 jusqu'au 31 décembre 2004, le nombre de contrats de travail des travailleurs handicapés dans le secteur privé est passé de 814 unités à 1.029 tandis que celui du secteur public a connu une augmentation de 453 à 605 unités.

Les mesures en vue de la réinsertion professionnelle pour les demandeurs d'emploi ayant le statut de travailleur handicapé ont progressé de 61 à 98 unités.

Les contrats de travail dans les ateliers protégés affichent une augmentation de 165 unités passant de 401 à 566.

En ce qui concerne l'évolution du taux d'intégration des travailleurs handicapés reconnus dans le marché du travail ordinaire, on constate un fléchissement de 67 à 64%.

Question 0243 (11.1.2005) de Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)* concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures:

Le 26 novembre 2004 le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi 5407 modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures. Le projet de loi prévoit l'introduction d'une condition de résidence pour les étudiants luxembourgeois tel qu'il est déjà le cas pour les autres catégories de bénéficiaires potentiels. Ne pourront donc plus bénéficier de l'aide financière les étudiants de nationalité luxembourgeoise dont les parents ou eux-mêmes n'ont pas leur domicile sur le territoire du Grand-Duché.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) Monsieur le Ministre dispose-t-il de chiffres précis quant au nombre d'étudiants de nationalité luxembourgeoise domiciliés à l'étranger ayant bénéficié de l'aide financière depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée?
2) Les étudiants de nationalité luxembourgeoise domiciliés à l'étranger qui ont entamé leurs études supérieures sous le régime actuellement en vigueur pourront-ils continuer à bénéficier de l'aide selon les dispositions de ce régime, à savoir pour une période dépassant d'un an la durée officiellement prévue pour l'accomplissement de la totalité des premier et deuxième cycles d'études et de quatre ans pour les études de troisième cycle?
3) Dans la négative, quelles mesures Monsieur le Ministre envisage-t-il de prendre afin de permettre aux étudiants concernés de terminer leurs études dans les conditions financières qui leur ont été offertes au début de leurs études?

Réponse (15.2.2005) de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Sur les 6.886 demandes d'aides financières au titre de l'année académique 2004/2005 traitées par le service des aides financières au 1er février 2005, une quarantaine de dossiers émane d'étudiants de nationalité luxembourgeoise qui n'ont pas leur résidence sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Les étudiants en question seront avertis de la modification apportée à la loi du 22 juin 2000 et des solutions appropriées seront proposées par le service des aides financières du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Question 0244 (12.1.2005) de M. Marc Spautz *(CSV)* concernant le CR 112 reliant les localités de Septfontaines et de Greisch:

La partie du CR 112 reliant les localités de Septfontaines et de Greisch est depuis des mois fermée à la circulation à cause d'un projet de redressement de la route entre Leesbach et Greisch et de réaménagement de la traversée de Greisch. D'après les informations contenues dans le rapport d'activité du Ministère des Travaux publics de mars 2004, ledit projet a déjà été mis en adjudication et aurait du être entamé en 2004.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Travaux publics:

- Quel est l'état actuel des travaux?
- Quelles sont les raisons retardant la réouverture du CR 112?
- Quand est-il prévu de rouvrir le tracé à la circulation?

Réponse (25.2.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable député Monsieur Marc Spautz je puis fournir les précisions suivantes:

1) Quel est l'état actuel des travaux?

Les travaux relatifs au réaménagement du CR 112 entre Leesbach et Greisch et à la reconstruction de l'ouvrage d'Art sur la «Leesbach» ont commencé le 25 janvier 2005.

2) Quelles sont les raisons retardant la réouverture du CR 112?

Les inondations importantes de janvier 2003 ont été à l'origine de destructions considérables du corps de chaussée de la route avec la formation de rétrécissements de la largeur carrossable mettant en cause la sécurité des usagers de la route.

Pour des raisons de sécurité, la route fut barrée à tout trafic à partir de mi-janvier 2003.

Une étude du réseau d'évacuation des eaux superficielles avec adaptation du débit maximal fut entamée en janvier/février 2003 et les travaux de consolidation des berges, de la construction des bassins d'amortissement ont commencé en fin 2003 pour se terminer en mars/avril 2004.

Un autre facteur retardant une mise en chantier rapide des travaux de reconstruction de la chaussée et de l'ouvrage d'Art sur la «Leesbach» était la mise à disposition tardive des emprises.

3) Quand est-il prévu de rouvrir le tracé à la circulation?

Le CR 112 entre Leesbach et Greisch sera ouvert à la circulation en fin d'année 2005 au plus tard.

Question 0155 (3.11.2005) de Mme Anne Brasseur *(DP)* concernant l'implantation d'une deuxième École européenne à Mamer:

Le Gouvernement précédent ayant décidé la construction de l'École européenne de Luxembourg II à Mamer et le lauréat du concours d'architectes venant d'être proclamé, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget:

- Est-ce que le projet de loi prévoyant la construction de l'École européenne de Luxembourg II est en train d'être élaboré?
- Dans l'affirmative, quand est-ce que le projet de loi afférent sera déposé?
- Enfin, est-ce que les terrains nécessaires ont été acquis?

Question 0246 (13.1.2005) de M. Roger Negri *(LSAP)* concernant la construction de l'École européenne Luxembourg II:

Un élément clé pour garantir la présence future des institutions européennes au Grand-Duché de Luxembourg est d'encadrer les fonctionnaires européens de manière adéquate, notamment en ce qui concerne la scolarisation de leurs enfants. L'élargissement de l'Union européenne vient d'accentuer la nécessité d'une deuxième école européenne dans notre pays. Étant donné que le Gouvernement précédent avait décidé la construction de l'École européenne de Luxembourg II à Mamer et que le lauréat du concours d'architectes a présenté son projet de construction il y a quelques semaines, les premiers pas dans la bonne direction sont faits. Or, jusqu'au jour où les premiers élèves européens pourront fréquenter la nouvelle enceinte, de nombreux travaux restent à effectuer.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'avancement des achats des terrains nécessaires pour réaliser la construction de la deuxième école européenne à Mamer?
- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les délais de l'évolution future du projet de construction en question, notamment en ce qui concerne:
- le dépôt du projet par la Chambre des Députés;
- le commencement définitif des travaux en construction;
- l'achèvement des travaux de construction et la finalisation du bâtiment;
- le début de la première année scolaire dans le nouveau bâtiment?

Réponse commune (28.1.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics* et de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le projet de loi relatif à la construction de l'École européenne de Luxembourg II est en train d'être élaboré par les services compétents. Le concours d'architectes a été lancé en juin 2004 et la remise des projets a eu lieu en septembre 2004. La proclamation du lauréat à l'issue de ce concours s'est dégagée lors des dernières séances de délibérations du jury qui se sont tenues les 26 et 27 octobre 2004.

Il y a lieu de noter que le Gouvernement n'a pas encore réussi à acquérir tous les terrains nécessaires dans le périmètre alors que quelques propriétaires n'ont pas encore accepté à ce jour les conditions de prix.

Dans le cadre de sa politique visant à freiner l'explosion des prix des terrains, le Gouvernement estime nécessaire de ne pas offrir des montants qui pourraient conduire à la spéculation et à une hausse générale des prix. Il est toutefois entendu que l'offre de l'État constitue une indemnisation juste des propriétaires tenant compte entre autres de la classification des terrains et des prix réellement payés pour des objets similaires dans le passé.

Finalement il est difficile de préciser dès à présent des dates fixes tant pour le dépôt du projet de loi que pour le début de la construction étant donné que celles-ci dépendent des délais nécessaires aux procédures préalables.

Question 0249 (17.1.2005) de Mme Marie-Josée Frank *(CSV)* concernant le dossier médical en cas d'hospitalisation:

En cas d'hospitalisation, il est établi un dossier comprenant obligatoirement les données médicales sous forme d'anamnèse, de rapports médicaux et soignants, de résultats d'analyses, de comptes rendus d'investigations diagnostiques, d'ordonnances ou de prescriptions, de radiographies et tout autre document ou effet intéressant l'état de santé respectivement le traitement du patient.

L'accès à ce dossier se fait généralement dans le cadre du rapport de confiance qui lie le patient et le médecin. Or, il m'est revenu que le droit à l'accès d'un dossier médical n'est pas absolu. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. Qui peut faire la demande de consultation du dossier?
2. Comment une telle demande peut être introduite?
3. Est-ce que le médecin a le droit de refuser ou du moins restreindre la consultation du dossier et, le cas échéant, sur base de quelles dispositions législatives?
4. Quelle est la durée de conservation du dossier par l'hôpital?
5. Est-ce que Monsieur le Ministre juge la situation actuelle satisfaisante?

Réponse (21.2.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'article 36 de la loi hospitalière du 28 août 1998 impose la tenue d'un dossier médical de tout patient. Ce dossier comprend obligatoirement les éléments visés par la question de l'honorable députée. L'article 36 de la loi hospitalière précise que «chaque établissement hospitalier est tenu d'assurer la garde du dossier pendant dix ans au moins à partir de la date de la fin du traitement hospitalier, à moins que la nature de la maladie n'impose une durée plus longue» et impose aux établissements hospitaliers de prendre les mesures de sécurité requises pour prévenir tout accès illicite au dossier.

Tant l'article précité de la loi hospitalière que l'article 28(3) de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel reconnaissent le droit du patient de consulter le dossier tenu à son égard. Le droit du patient d'accéder à son dossier peut être librement exercé soit en personne ou par l'intermédiaire d'un médecin que le patient désigne.

La loi n'impose pas de formalisme particulier à observer par le patient et l'hôpital est tenu de remettre au patient, ou au médecin par lui désigné, une copie des pièces figurant obligatoirement au dossier. Le directeur de l'établissement est au vœu de la loi personnellement responsable du respect de cette disposition.

Pour ce qui concerne les malades placés sous tutelle ou curatelle, la loi relative à la protection des données précise que le droit d'accès est exercé par l'intermédiaire d'un médecin désigné par le curateur ou tuteur.

Après le décès du patient «son conjoint non séparé de corps et ses enfants ainsi que toute personne qui au moment du décès a vécu avec lui dans le même ménage ou, s'il s'agit d'un mineur, ses père et mère, peuvent exercer, par l'intermédiaire d'un médecin qu'ils désignent, le droit d'accès».

La réglementation actuelle du dossier médical en milieu hospitalier est globalement satisfaisante. J'ai cependant chargé mes services d'évaluer l'opportunité d'y apporter des précisions complémentaires, le cas échéant concernant l'approche à adopter dans des cas non encore envisagés par l'état actuel du droit: patient inconscient, non lucide ou instable; mineur d'âge...

En concertation avec tous les milieux intéressés je compte aussi entamer dans les mois à venir une réflexion plus fondamentale portant sur le dossier médical en milieu hospitalier et extrahospitalier et sur les atouts et désavantages d'une éventuelle généralisation du dossier médical unique informatisé.

Question 0250 (18.1.2005) de M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)* concernant l'offre de formation continue (SCRIPT):

Le Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) avait fait publier une offre de formation continue volumineuse et intéressante pour le premier semestre 2004-2005 pour l'éduction préscolaire, l'enseignement primaire, l'enseignement secondaire et secondaire technique ainsi que pour l'éducation différenciée. (Numéro spécial du Courrier de l'Éducation nationale).

J'aimerais poser les questions suivantes, relatives à cette offre de formation continue, à Madame la Ministre:

- Quel est le nombre d'enseignants qui ont profité ou profitent encore de cette offre de formation continue?
- Quel est le nombre d'activités de formation qui ont dû être annulées faute de participants?
- Quel est le nombre des participants aux offres prioritaires de l'enseignement post-primaire, à savoir «les compétences d'évaluation en classe» et «la pédagogie différenciée et le climat scolaire»?

Réponse (18.1.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Les chiffres se rapportent au premier semestre 2004-2005.

- Nombre d'enseignants qui ont profité ou qui profitent encore de l'offre de formation continue

  4.666 (3.377 € et 1.289 €) inscriptions ont été enregistrées pour les cours offerts pour le 1er semestre 2004-2005.

  En déduisant les inscriptions aux cours annulés ainsi que les annulations d'inscriptions, 4.098 inscriptions (2.964 € et 1.134 €) ont été confirmées.

  Comme un certain nombre de personnes ont participé à plusieurs activités, le nombre total de participants était de 1.957, dont 1.349 (69%) femmes et 608 (31%) hommes.

- Nombre d'activités de formation annulées

  323 formations continues ont été proposées, 65 ont dû être annulées en raison du faible nombre d'inscriptions.

- Nombre de participants aux offres prioritaires de l'enseignement post-primaire, à savoir «les compétences d'évaluation en classe» et la «pédagogie différenciée et le climat scolaire»

  1.703 (1.282 € et 421 €) inscriptions se rapportent aux formations prioritaires, dont 1.004 (665 € et 339 €) aux priorités mentionnées ci-dessus.

  Comme un certain nombre de personnes ont participé à plusieurs activités de type prioritaire, le nombre total de participants était de 701, dont 469 (67%) femmes et 232 (33%) hommes.

Question 0252 (18.1.2005) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la recherche de la paternité:

Déi däitsch Justizministesch Zypries plangt, bis 2006, heemlech Pappeschaftstester ënner Strof ze stellen (bis zu engem Joer Prisong). Nëmmen nach mat der ausdrécklecher Awëllegung vun der Mamm, oder am Sträitfall mat Erlaabnis vun engem Geriicht, soll et méiglech sinn, esou eng genetesch Iwwerpréiwung duerchzeféieren, falls e Mann un der Authenticitéit vu sengem Nowuess zweifelt.

Dank de grousse Fortschrëtter an der Gentechnik ass et hautdësdaags méiglech, d'Pappeschaft bannent e puer Deeg eendeiteg a präiswäert festzestellen.

Déi däitsch Ministesch huet och ugekënnegt, datt se op EU-Niveau eng Initiativ huele wëll, fir anonym Pappeschaftstester EU-wäit ze verbidden.

Dofir dës Froen:

1. Wéi ass déi aktuell gesetzlech/juristesch Situatioun hei zu Lëtzebuerg, wat eesäiteg Pappeschaftstester ugeet - gesäit den Här Minister och hei am Land gesetzlechen Handlungsbedarf?
2. Wéi steet d'Lëtzebuerger Regierung zur däitscher Initiativ a virun allem wéi géing se sech bei engem entspriechenden däitsche Virstouss op EU-Niveau positionnéieren?
3. Géing esou eng EU-wäit Réglementatioun net dem Subsidiaritéitsprinzip an dem Gedanke vun der Diversitéit an Europa widderspriechen?
4. Ass et, am Intérêt vum Familljefridden, net besser „heemlech Tester“ och an Zukunft ze toleréieren, se also dem offizielle Wee iwwert d'Geriichter virzezéien - de Verdacht op e „Kuckuckskand“ muss sech jo net bestätegen?

Réponse (8.3.2005) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Obwuel den Här Jaerling eng Kéier vun «anonyme» an eng aner Kéier vun «eesäitege» Pappeschaftstester schwätzt, kann een unhuelen, datt hien «heemlech» Pappeschaftstester mat senger Fro mengt: déi Tester also, déi ouni d'Wësse vun deene Betraffene gemaach ginn.

Wann esou Pappeschaftstester iwwer sou genannten «ADN-Tester» gemaach ginn, da sinn am Prinzip d'Regele vum neie Procédure-civile-s-Buch iwwert d'Expertisen (Artikelen 461 bis 480) uwendbar. De Prinzip vum «contradictoire» muss respektéiert ginn. D'Tester sinn nëmme gülteg, wa si vun engem vereedegten a medezineschen Expert duerchgefouert ginn.

Wann déi gesetzlech Regelen net respektéiert ginn, dann ass d'Resultat vun dem «ADN-Test» net legal, an et ka vun deene Betraffene contestéiert ginn.

No der momentaner gesetzlecher Lag kann een also dovun ausgoen, datt keen neien Handlungsbedarf besteet.

Wat déi sou genannten däitsch Initiativ op EU-Niveau betrëfft, ass et nach ze fréi fir sech doriwwer ze äusseren. Dës Initiativ ass nach net preziséiert ginn, esou datt een nach guer net weess, a wat fir eng Richtung dat goe soll.

Question 0253 (20.1.2005) de M. Gast Gibéryen *(ADR)* concernant l'exercice des fonctions du Grand-Duc:

Eis Verfassung weist eisem Statschef eng kloer délimitéiert Roll zou. Als Symbol vun der Unitéit vun eisem Stat huet hien iwwert de Parteien ze stoen.

Esou seet den Artikel 4: «La personne du Grand-Duc est inviolable.»

Den Artikel 33 bestëmmt: «Le Grand-Duc est le chef d'État, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale. Il exerce le pouvoir exécutif conformément à la Constitution et aux lois du pays.»

Den Artikel 45 hält fest: «Les dispositions du Grand-Duc doivent être contresignées par un membre du Gouvernement responsable.» Den explizite Sënn vun dësem Artikel ass et, fir dem Grand-Duc am Exercice vu senge Fonctiounen «toute action personnelle» ze verbidden «qui ne serait pas couverte par son Gouvernement».

Dowéint ass et verständlech, wann déi rezent politesch Stellungnahme vum Grand-Duc bei ville Bierger Froen opwerfen. Besonnesch dem Grand-Duc seng Chrëschtusprooch huet hei fir Kontroverse gesuergt, an do an éischter Linn folgend Ausso: «An deem Geescht soen ech lech, léif Matbierger, datt ech um Referendum deelhuele wäert. Domat wëll ech menger Iwwerzeegung fir en dynamescht a respektéiert Lëtzebuerg an dem neien Europa Ausdrock ginn.»

Dofir folgend Froen:

1. Gouf déi genannt Ried vun deem zoustännege Member vun der Regierung contresignéiert?
2. Widdersprécht déi zitéiert Ausso net der Verflichtung zur Impartialitéit vum Statschef a kontroversséierte politeschen Dossieren?
3. Ass de Grand-Duc op enger Wielerlëscht ageschriwwen - wa neen, gesäit d'Regierung eng Prozedur vir, fir datt de Grand-

Duc kéint um Referendum iwwert den Traité participéieren?

Réponse (24.2.2005) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Konform zu eise verfassungsrechtleche Regelen ass déi ugesprache Ried vum Grand-Duc vun der Regierung am Virfeld approuvéiert ginn a reflétéiert der Regierung hir Meenung fir déi dës d'politesch Responsabilitéit dréit. Eng Ofännerung vum Wahlgesetz mat senge Bestëmmungen iwwert d'Wielerlëschten ass net geplangt.

Question 0254 (21.1.2005) de M. Marcel Oberweis *(CSV)* concernant la Centrale Turbine-Gaz-Vapeur (TGV) à Esch-sur-Alzette:

La centrale Turbine-Gaz-Vapeur, dite TGV, à Esch-sur-Alzette est conçue pour atteindre un rendement électrique de 57%. Faute d'une récupération de la chaleur et de la vapeur, la centrale a contribué à augmenter les émissions de CO_2 au Luxembourg. Avec un rendement plus élevé et une récupération de la chaleur et de la vapeur on pourrait économiser plusieurs milliers de tonnes de CO_2 conformément aux objectifs poursuivis par le Protocole de Kyoto.

En date du 5 janvier 2005, lors d'une entrevue avec une organisation non gouvernementale, le Ministre de l'Économie a rapporté un développement positif en matière de récupération de l'énergie thermique de la centrale TGV à Esch-sur-Alzette. Lors des débats parlementaires du 14 décembre 2004 sur le projet de loi concernant la transposition du Protocole de Kyoto, Monsieur le Ministre de l'Environnement a également parlé de certains progrès en matière de récupération de la chaleur et de la vapeur de la centrale TGV.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement et à Monsieur le Ministre de l'Économie:

- Quel est l'état d'avancement réel du dossier en question?
- Pourriez-vous m'en indiquer les points saillants?
- Quels sont les utilisateurs potentiels qui pourraient profiter de cette énergie thermique moyennant un réseau de chauffage urbain?

Réponse commune (24.2.2005) de M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

En réponse à la question de l'honorable député M. Marcel Oberweis concernant la centrale TGV d'Esch-sur-Alzette, permettez-nous de rappeler que la centrale TGV est conçue de manière à permettre un soutirage d'énergie thermique à différents points de la turbine vapeur. Il est possible de soutirer jusqu'à 40 MW_{th} pour l'approvisionnement d'un réseau de chaleur à construire à Esch-sur-Alzette, respectivement dans les environs immédiats de la centrale TGV. Afin de promouvoir la construction d'un réseau de chaleur à Esch-sur-Alzette et environs immédiats de la centrale TGV, il avait été retenu de constituer un groupement d'intérêt économique portant la dénomination GIE Sudcal. Cette constellation a été retenue eu égard à l'éclosion du projet Agora qui présente de très intéressantes opportunités pour l'établissement d'un réseau de chaleur. En effet, la réalisation de ce projet comporte la construction d'une surface de bureaux et d'habitations de plus d'un million de mètres carrés qui doivent être chauffés voire même être climatisés. En outre, la ville d'Esch-sur-Alzette poursuit également plusieurs projets de lotissements respectivement de surfaces commerciales qui seraient à raccorder à un réseau de chaleur. Afin de mieux pouvoir rentabiliser l'implantation d'un réseau de chaleur, il a été décidé de fusionner les projets d'Agora et de la Ville d'Esch-sur-Alzette et d'en analyser la faisabilité au sein du GIE Sudcal.

L'évolution des travaux d'infrastructures à réaliser dans le contexte du projet Agora a rendu nécessaire de poser un premier tronçon de quelque 2.000 mètres de conduites pour le réseau de chaleur. Ceci notamment afin d'éviter une coûteuse réouverture des tranchées par la suite. En décembre 2004, le Gouvernement en conseil a donné son accord de principe à la création d'une société Sudcal. La forme que prendra la société reste toutefois encore à clarifier.

En ce qui concerne la réalisation d'un réseau de chaleur urbain sur le site de Belval-Nord, il faut préciser qu'il ne s'agit pas d'une nécessité en soi, étant donné que ce site pourrait très bien être alimenté de manière classique à l'aide de chaudières décentralisées. Néanmoins, ce qui motive principalement la réalisation de ce réseau, c'est la réduction des émissions de CO_2 au niveau national qui en résultera et, par conséquent, l'amélioration du bilan luxembourgeois en ce qui concerne les engagements découlant du protocole de Kyoto.

L'évolution des avantages en matière d'émissions de CO_2 du réseau de chaleur urbain par rapport au modèle classique à l'aide de chaudières à gaz représente la possibilité de réaliser d'ici 2020 une économie de près de 13.000 tonnes de CO_2 par an. Toutefois, même sans récupération de chaleur, le rendement élevé de la centrale TGV contribue à rendre plus efficace le parc de production électrique de la grande région et contribue ainsi sensiblement à la réduction des émissions de CO_2.

En ce qui concerne les utilisateurs qui profiteront de l'énergie thermique produite, il s'agit dans un premier temps du Fonds Belval (Rockhal), du groupe Dexia-BIL (immeuble administratif) et de toutes les constructions à réaliser à l'avenir sur les friches industrielles d'Esch-Belval.

Question 0257 (21.1.2005) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant l'instauration d'une taxe sur le kérosène:

Il me revient, par voie de presse, que Monsieur le Ministre des Transports aurait récemment insisté, lors d'une entrevue avec le secrétaire général de l'association européenne des compagnies aériennes (AEA), que la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne tenait à trouver un accord sur l'instauration d'une taxe sur le kérosène dans le cadre de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Aussi souhaiterais-je poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me préciser les incidences économiques qu'une taxation sur le kérosène aurait pour les compagnies aériennes européennes et luxembourgeoises en particulier?
- Enfin, quelles sont les mesures préconisées par la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne pour soutenir la compétitivité des compagnies aériennes européennes et luxembourgeoises?

Réponse (1.3.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

L'honorable Monsieur Bettel souhaite avoir des informations complémentaires sur les nouvelles qui ont récemment parues dans la presse et selon lesquelles les milieux politiques communautaires ont lancé l'idée d'une éventuelle introduction d'une taxation du kérosène.

Je tiens d'abord à rappeler qu'en vertu de la Convention relative à l'aviation civile internationale signée le 7 décembre 1944 à Chicago et approuvée par la loi du 25 mars 1948, le kérosène n'est pas imposé sur le plan fiscal. Or, la Commission européenne a été autorisée, dans le cadre de son mandat de renégocier avec les pays tiers les clauses relevant de la compétence communautaire dans les accords aériens bilatéraux conclus par les États membres, à prévoir l'application future éventuelle d'une telle taxe sur le kérosène aux compagnies communautaires et étrangères, dans la mesure où celle-ci serait introduite pour les vols intracommunautaires.

L'idée de la taxation du kérosène, d'ailleurs soutenue depuis nombre d'année par certains milieux politiques dans plusieurs États membres, a récemment fait surface dans l'enceinte communautaire devant la double toile de fonds du financement des engagements nationaux pris par les États membres en vue de la mise en œuvre du protocole de Kyoto ainsi que des perspectives financières communautaires pour la période 2007-2013 qui présupposent que l'Union européenne dispose des moyens budgétaires requis pour pouvoir financer les grands programmes d'investissement dont entre autres celui des projets prioritaires en matière de réseaux transeuropéens des transports.

Ensemble avec d'autres États membres, la présidence luxembourgeoise soutient l'idée de l'introduction d'une taxe sur le kérosène, tout en étant consciente qu'il s'avérera probablement difficile de transposer cette idée à court terme. En effet, avant de se mettre d'accord sur cette taxe il faudra s'interroger sur l'impact environnemental effectif ainsi que sur les conséquences économiques de la taxe qui se répercutera selon les compagnies aériennes par une majoration du prix du transport, et qui devra être conçue en sorte à éviter des distorsions de concurrence au détriment des compagnies européennes dans la compétition que celles-ci se livrent en dehors des frontières de l'Union européenne avec les transporteurs aériens de pays tiers.

Question 0258 (24.1.2005) de M. Ben Fayot *(LSAP)* concernant l'octroi du forfait d'éducation par le Fonds national de Solidarité:

En mars 2003 Madame la Ministre de la Famille a répondu à la question parlementaire 2061 du 27 février 2003 du député Lucien Lux que le nombre total des dossiers traités par le Fonds national de Solidarité relatifs à l'octroi du forfait d'éducation s'élevait à 5.133.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quel est le nombre actuel de dossiers traités par le FNS?
- Combien de demandes ont été avisées positivement, respectivement combien de demandes pour le forfait d'éducation ont été refusées?
- Est-ce que toutes les demandes avisées ont également fait l'objet d'une liquidation?

Réponse (3.2.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Actuellement 41.335 dossiers (au 25.1.2005) sont entrés auprès du Fonds national de Solidarité, gestionnaire de la prestation «forfait d'éducation», en vertu de l'article 10 de la loi du 26 juin 2002 portant création de ladite prestation.

Le nombre des dossiers traités et liquidés au 1er février 2005 s'élève à 40.397.

988 dossiers ont été refusés.

Le nombre des dossiers dont l'instruction est toujours en cours s'élève à 938.

Question 0259 (25.1.2005) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant le blocage de la délivrance des autorisations de construire:

Am Zesummenhang mat de Problemer, déi sech bei der Applikatioun vum Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert den «Aménagement communal» an den «Développement urbain» gewisen hunn, huet d'ALOC, d'Associatioun vun den Organisatiounen aus der ganzer Baubranche, Iech mat Bréif vu gëschter, 24. Januar 2005, eng konkret Propositioun gemaach, fir sou séier wéi méiglech aus deem gefäierleche Blocage erauszekommen, an deen de Bausecteur duerch verschidden Dispositioune vun dësem Gesetz geroden ass.

Dës Solutioun hätt de Virdeel, datt dee Blocage séier kënnt fir eng Iwwergangszäit opgehuewe ginn an datt een déi erfuerderlech Adaptatiounen un deem neie Gesetz mat der néideger Rou an Iwwerluechtheet kënnt maachen.

Duerfir géif ech Iech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Ass déi Iwwergangsléisung, sou wéi se vun der ALOC virgeschloe gëtt, applicabel am Kader vun der bestehender Législatioun?
2. Géif si den aktuelle Problem kuerzfristeg léisen?
3. Wa jo, sidd Dir bereet, fir op dëse Wee ze goen, a wéi séier kënnt, mat vill guddem Wëllen, dës Solutioun ëmgesat ginn?

Réponse (21.2.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Den Här Deputéierte Robert Mehlen verweist a senger parlamentarescher Ufro op e Bréif vun der ALOC vum 24. Januar dëst Joer, an deem dës Associatioun verschidde Propose mécht, fir d'Gesetz vum 19. Juli 2004 iwwert d'Gemengeplanung an d'Gemengenentwécklung ofzeänneren. Dës Modifikatioune sollten et dem Bausecteur erméiglechen, an enger Iwwergangszäit aus deem vill gefaartene Blocage an dëser Branche erauszekommen.

A mengem Ministère hu mer och relativ schnell festgestallt, dass d'Gesetz vum 19. Juli 2004 a senger Applikatioun zemools an der sou genannter Transitiounsphas kéint zu Komplikatioune féieren.

Als zoustännege Minister hunn ech och déi verschiddenst Representanten aus deem Secteur empfaangen a mer hir Argumenter a Proposen ugehéiert.

Säit e puer Méint si mer amgaange juristesch relevant Solutiounen ze sichen, eng Tâche, déi méi kompliziéiert ass wéi et ausgesäit. Fir aus där blockéierter Situatioun erauszekommen, proposéiere mer finalement am Kader vun enger neier Mesure transitoire d'harmonesch Exekutioun vu Bebauungspläng, déi nach ënnert deem ale Regime ausgeschafft goufen, ze garantéieren.

D'Propositioun vun der ALOC, wat den Artikel 108 vum Gesetz betrëfft, ass natierlech louabel, mä si huet allerdéngs e grousse juristesche Problem: Et kann een d'Gesetz vun 1937 net méi an d'Liewe ruffen, well dëst Gesetz mam Gesetz vum 19. Juli 2004 abrogéiert gouf. Et gëtt et einfach net méi an et kann een et och net retroaktiv «réaniméieren».

Mir hunn also en Text ausgeschafft, dee juristesch vertriedbar ass an déi Problemer léise wäert, déi sech stellen. Dësen Text geet deemnächst an de Regierungsrot, a wann en déi Hürd gepackt huet, gëtt en an der Chamber déposéiert. Dësen Text proposéiert eng Rei Dispositiounen, déi als «mesures d'urgence et transitoires» kënne bezeechent ginn. Ausserdeem géing déi Approche eis erlaben d'Gesetz in toto an aller Rou a Sérénitéit nach eng Kéier op seng Applikatioun ze préifen, ouni natierlech seng Philosophie inhérente a Fro ze stellen.

Question 0262 (26.1.2005) de M. Marc Spautz *(CSV)* concernant la gratuité du transport public:

Au Luxembourg, outre les élèves, les étudiants, les personnes invalides et le personnel affecté au Régime Général des Transports Routiers, certaines personnes profitent chaque année d'un titre de transport gratuit. Ce dernier est valable pour une année de calendrier sur toutes les lignes exploitées par les quatre réseaux de transport public de personnes (RGTR, AVL, TICE et CFL). Selon mes informations, pour bénéficier de la gratuité de transport, les personnes intéressées doivent être en possession d'un titre dénommé «carte de libre parcours».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports.

- Qui sont les bénéficiaires de ce titre de transport gratuit?
- Quelles sont les conditions d'obtention de la carte de libre parcours?
- Combien de personnes profitent pour l'instant de la carte en question?

Réponse (25.2.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports:*

L'honorable Député fait mention de la gratuité du transport accordée à certaines catégories de voyageurs, telles que les élèves et les personnes invalides. Ces derniers bénéficient de la gratuité sur l'ensemble du réseau des transports publics du Grand-Duché.

Les élèves de l'enseignement postprimaire sont admis à titre gratuit uniquement sur les relations directes entre leur domicile et le lieu de l'établissement scolaire.

Le personnel affecté au Régime Général des Transports Routiers (RGTR) est muni de cartes de libre circulation valables uniquement sur le réseau des lignes d'autobus du RGTR, tout comme le personnel des CFL et des TICE, dont la validité des cartes est limitée à leur réseau respectif.

Quant au titre de transport gratuit, dénommé «carte de libre parcours», l'honorable Député vise probablement le titre de transport pour personnes économiquement faibles.

Lesdites cartes sont émises aux personnes secourues par l'office social de l'administration communale du lieu de leur résidence, ainsi qu'à celles bénéficiant d'un complément dû en exécution de la loi modifiée du 26 juillet 1986 sur le

revenu minimum garanti. Les cartes sont délivrées aux guichets des transports publics sur présentation d'un certificat, sur formule spéciale, établi par la commune de résidence.

Peuvent également bénéficier de ces cartes de libre parcours, les réfugiés politiques résidant au Grand-Duché, sur base d'une attestation établie par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers.

En 2004, 25.192 cartes de libre parcours ont été délivrées pour personnes économiquement faibles et pour réfugiés politiques.

Question 0264 (27.1.2005) de Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)* concernant la transformation du bâtiment «Schuman» pour les besoins de la Bibliothèque nationale:

Le 20 juillet 1998, la Chambre des Députés avait voté une loi relative à la construction d'une annexe à la Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg, les dépenses ne pouvant dépasser la somme de 970 millions de francs luxembourgeois, soit quelques 24 millions d'euros. Force est de constater que ce projet n'a jamais été réalisé. Or, depuis un certain temps, il est question de transformer le bâtiment «Schuman» pour les besoins de la Bibliothèque nationale. Ainsi, le projet figure dans le programme pluriannuel d'investissement du Gouvernement, une enveloppe budgétaire de 120 millions d'euros étant prévue à sa réalisation.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Messieurs les Ministres comptent-ils exécuter la loi du 20 juillet 1998 relative à la construction d'une annexe à la Bibliothèque nationale à Luxembourg-Kirchberg?

   Dans la négative, quelles démarches seront prises afin de remédier au manque d'espace qui a été à l'origine de l'idée de faire construire une annexe pour la BnL?

2) Qu'en est-il du projet de transformation du bâtiment «Schuman» pour les besoins de la BnL?

3) Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche peut-il me confirmer qu'une partie des services de la BnL a déjà été transférée vers l'ancien bâtiment «Eurocontrol» au Kirchberg? Dans l'affirmative, quels sont les services concernés? Quels services vont en encore y déménager?

4) Combien d'agents sont ou seront concernés par ce déménagement?

5) Concernant les conditions de stockage de livres et d'autres documents, le bâtiment «Eurocontrol» répond-il aux exigences posées par des activités bibliothécaires?

6) Est-il toujours prévu d'intégrer la bibliothèque de l'Université du Luxembourg et la Bibliothèque nationale?

Réponse commune (25.2.2005) de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

Ad question 1:

Le 22 février 2002, le Gouvernement en conseil s'est prononcé en faveur du regroupement de l'ensemble des activités de la Bibliothèque nationale - dispersées aujourd'hui sur quatre sites différents - sur un site unique, Place de l'Europe, dans le bâtiment Robert Schuman occupé actuellement par le Secrétariat général du Parlement européen. À cet effet, il a été prévu de transformer le bâtiment Robert Schuman pour le rendre apte à accueillir la Bibliothèque nationale. Cette décision implique l'abandon de la construction d'une annexe de la BnL à l'intersection du boulevard J.F. Kennedy et de la rue Coudenhove-Kalergi, objet de la loi du 20 juillet 1998.

Plusieurs faits et considérations expliquent ce choix:

- la décision de regrouper tous les services du Parlement européen à Luxembourg sur un site unique entraînera la libération du bâtiment Schuman;
- l'implantation de la Bibliothèque nationale sur la Place de l'Europe permettra d'y créer une véritable cité de la culture, source de judicieuses synergies, comprenant la Salle philharmonique, le Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean, le Musée de la Forteresse et la nouvelle Bibliothèque nationale qui abritera aussi les six sections de l'Institut Grand-Ducal ainsi que la Société Préhistorique;
- dans l'hypothèse de la réalisation du projet d'annexe voté en juillet 1998, il aurait fallu rénover en profondeur le bâtiment central de la BnL, boulevard Roosevelt, qui ne correspond plus du tout aux exigences d'une bibliothèque moderne;
- la concentration de la Bibliothèque nationale sur un site unique permettra une gestion plus rationnelle de la bibliothèque et sera ainsi un important facteur d'économies;
- le nouveau site sera facilement accessible par tous les types de publics et la présence de la Bibliothèque nationale sur la Place de l'Europe sera un facteur d'animation urbaine de ce nouveau quartier de la ville de Luxembourg.

Ad question 2:

Un concours international d'architectes a été lancé en vue de la réaffectation du bâtiment Schuman. Un jury international a choisi comme lauréat le projet du cabinet d'architectes allemand Bolles & Wilson. Un groupe de travail composé de représentants du Ministère des Travaux publics et du Ministère de la Culture est en train de finaliser l'avant-projet qui sera soumis en temps utile au Conseil de gouvernement.

Ad questions 3 et 4:

L'ancien bâtiment «Eurocontrol» est à la disposition de la Bibliothèque nationale depuis 2004. Plusieurs services ont été transférés dans cette nouvelle annexe de la BnL:

- le service informatique et des nouvelles technologies de l'information
- une partie du département des Luxemburgensia
- la coordination du réseau des bibliothèques luxembourgeoises dont les réunions et formations se déroulent dans l'ex-bâtiment «Eurocontrol»
- une antenne du service des magasins.

Une fois les travaux d'aménagement indispensables terminés, il est prévu de transférer à «Eurocontrol» les principales activités des services chargés du traitement du livre et du travail bibliothéconomique, ainsi qu'une partie de l'administration.

Les services au public resteront concentrées aussi longtemps que possible au siège principal de la Bibliothèque nationale au Boulevard Roosevelt.

Ad question 5:

Au Luxembourg, il n'y a pas d'immeuble conçu, ab initio, comme bâtiment de bibliothèque auquel la Bibliothèque nationale pourrait recourir comme annexe. L'ex-bâtiment «Eurocontrol» est une solution transitoire, qui devrait permettre à la BnL de résoudre ses problèmes d'espace dans l'attente de l'aménagement définitif sur le site unique, Place de l'Europe. Il présente le grand avantage d'être proche du siège principal, ce qui raccourcit les navettes et facilite le travail interne ainsi que le service au lecteur. Moyennant quelques travaux d'aménagement qui devraient être faits dans n'importe quel autre bâtiment mis à la disposition de la BnL, l'ex-bâtiment «Eurocontrol» permettra de stocker les documents y transférés dans de bonnes conditions.

Ad question 6:

Le programme de gouvernement a prévu une «nouvelle Bibliothèque nationale avec bibliothèque universitaire». La future Bibliothèque nationale et universitaire assurera la mission de bibliothèque universitaire centrale. Pour répondre aux exigences de la société de la connaissance et suivant en cela l'exemple étranger et une longue tradition nationale, la Bibliothèque nationale et universitaire centrale sera ouverte à toute personne intéressée. Le regroupement de la Bibliothèque nationale et de la bibliothèque universitaire centrale sur un site unique est un important facteur d'économies que ce soit du point de vue des frais de construction ou des frais de fonctionnement.

Question 0265 (28.1.2005) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant les défibrillateurs:

Il est un fait que bon nombre de décès sont causés par des arrêts cardiaques qui, sans intervention rapide, mènent à la mort ou causent de graves lésions cérébrales auprès des personnes concernées. Or, les progrès en techniques médicales ont conduit au développement de défibrillateurs qui permettent une réactivation du coeur dans les plus brefs délais, sous condition qu'un tel appareil soit disponible à proximité du lieu du drame.

Dans bon nombre de pays, ces défibrillateurs externes automatiques, spécialement conçus pour l'emploi par des personnes sans formation médicale, sont placés bien visiblement dans des lieux publics afin d'être disponibles sur place. Ils agissent automatiquement, en s'adaptant à l'état individuel de la personne concernée, une fois bien placé sur son corps.

Aux États-Unis, l'utilisation de ces dispositifs s'est progressivement répandue, en vue d'une généralisation dans les lieux publics. Cette approche s'appuie sur une vaste étude, selon laquelle des manipulations inappropriées étaient extrêmement rares et l'utilisation de ces appareils par des volontaires formés permettait quasiment de doubler le nombre de personnes ayant survécu à une attaque cardiaque (23,4% contre 14,1%).

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Est ce que le Gouvernement a connaissance de ces expériences à l'étranger?
2. Quelle est l'attitude actuelle du Gouvernement dans ce domaine?
3. Si le Gouvernement voulait ainsi agir, en combinaison avec la formation nécessaire du public, quelles seraient éventuellement les contraintes sur le plan législatif et budgétaire?
4. Ne serait-il pas indiqué d'équiper également les services de secours (protection civile, sapeurs-pompiers...) de ces appareils?

Réponse (2.3.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mon prédécesseur a autorisé un projet-pilote portant sur l'utilisation de défibrillateurs semi-automatiques sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Ce projet, qui a démarré en 2003, habilite le personnel non infirmier, mais spécialement formé, du service incendie et ambulance de la Ville de Luxembourg à se servir de défibrillateurs dans le cadre de l'aide médicale urgente, avant même l'arrivée sur place du médecin-urgentiste.

Le projet est surveillé par un comité scientifique ainsi que par un comité de pilotage.

L'analyse statistique des résultats a été confiée au CRP-Santé. L'analyse des protocoles d'intervention devrait permettre de tirer des conclusions vers la mi-juin de cette année, notamment en ce qui concerne l'utilité de la défibrillation précoce au Luxembourg (réduction du nombre de décès, gain de qualité de vie pour les personnes défibrillées, réduction de la morbidité) ainsi que la possibilité de l'utilité d'équiper ou non, toutes les ambulances du service public de tels dispositifs semi-automatiques.

La défibrillation est un acte médical. Suivant la réglementation actuellement en vigueur les défibrillateurs semi-automatiques peuvent être utilisés par des infirmiers à la condition qu'un médecin puisse intervenir à bref délai. Si le projet dont question ci-dessus s'avérait concluant, il faudra procéder à une adaptation de cette réglementation.

Ce n'est qu'à la lumière de l'expérience actuellement en cours qu'une vulgarisation plus poussée des défibrillateurs, c'est-à-dire une mise à disposition d'un public non spécialement formé, pourra être mise à l'étude.

Question 0267 (31.1.2005) de M. Xavier Bettel *(DP)* concernant la consultation des épreuves d'examen de fin d'études secondaires:

Il me revient que les élèves n'auraient pas un droit de regard sur leurs copies rédigées lors de leur examen de fin d'études secondaires. Tout au plus peuvent-ils consulter leurs notes.

D'où mes questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il vrai que les élèves n'ont pas de droit de regard sur leurs copies de fin d'études secondaires?
- Les élèves du secondaire ont-ils le droit de consulter les copies corrigées de leurs épreuves de passage et de leurs épreuves complémentaires?
- Madame le Ministre partage-t-elle l'avis qu'il serait important pour les élèves qu'ils puissent consulter leur épreuve corrigée en bonne et due forme?

Réponse (21.2.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Conformément au règlement grand-ducal modifié du 6 avril 2001 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires, les épreuves écrites de l'examen sont corrigées séparément par trois examinateurs. Les épreuves complémentaires quant à elles font l'objet d'une double correction. Afin de garantir l'impartialité et l'objectivité des examinateurs, ceux-ci ne peuvent annoter les copies qu'ils corrigent, ce qui implique que les copies des élèves sont vierges de toute annotation de la part des correcteurs.

Une consultation par les élèves des épreuves corrigées, telle que la suggère l'honorable Député, s'avère donc matériellement impossible.

Question 0268 (31.1.2005) de M. Marcel Oberweis *(CSV)* concernant le guide pour la protection de la nature et de l'environnement au niveau communal:

Le 24 janvier 2005, un nouveau guide pour la protection de la nature au niveau communal de la «Fondation Hëllef fir d'Natur» et un guide pour la protection de l'environnement au niveau communal, élaboré par la «Ëmweltberodung Lëtzebuerg (EBL)», ont été présentés au Ministère de l'Environnement. Les nouveaux ouvrages ont été réalisés avec la collaboration financière du Ministère.

Le guide élaboré par la «Fondation Hëllef fir d'Natur» informe sur les mesures de protection de la nature envisageables dans les cinq domaines suivants: urbanisme, zone verte, agriculture, sylviculture et eau. L'ouvrage réalisé par l'EBL donne des conseils en matière de gestion de la circulation, d'aménagement communal et urbain et sur les marchés publics. Il a été élaboré en collaboration avec les Partenaires nationaux oeuvrant dans ces domaines (e.a. SIDEC, CRTE et SEBES) ainsi qu'avec l'Université de Trèves.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- En ce qui concerne l'élaboration du guide pour la protection de l'environnement, pourquoi a-t-on préféré une collaboration avec l'Université de Trèves à la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication de l'Université du Luxembourg qui possède néanmoins des compétences dans le domaine de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme?
- À quelle date les deux ouvrages seront-ils disponibles pour le grand public?
- Quels en seront les moyens de distribution?

Réponse (2.3.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1

Pour la réalisation du «Leitfaden für den Umweltschutz» il a fallu un partenaire pouvant se prévaloir d'une large expérience dans les domaines de l'aménagement du territoire, du développement urbain et du transport. L'Université de Trèves dispose depuis 1995 d'une section reconnue en matière d'aménagement du territoire, d'aménagement communal et de développement urbain et de planification du trafic, sous la responsabilité du Prof. Dr. Heiner Monheim et du Dr. Johannes Michael Nebe *(voir annexe)*.

Suite aux renseignements obtenus auprès de l'Université de Luxembourg, celle-ci ne dispose pas d'un enseignement spécifique en matière d'aménagement du territoire, d'aménagement communal et de développement urbain. Le programme des études dans le cadre du diplôme d'ingénieur industriel en génie civil inclut seulement des notions de base en aménagement du territoire et d'urbanisme à raison de 15 heures en 3e année et de 30 heures en 4e année. De même l'analyse et la planification du trafic sont enseignées seulement à raison de 30 heures en 4e année.

L'élaboration des chapitres en question a pu être réalisée dans le cadre d'un mémoire d'études par un jeune homme luxembourgeois, étudiant à l'Université de Trêves, qui d'ailleurs dispose d'une large expérience dans les domaines demandés *(voir annexe)*.

Le travail a été encadré par le professeur Monheim.

ad 2

L'a.s.b.l. Ëmweltberodung Lëtzebuerg a signé une convention avec le Ministère de l'Environnement pour conseiller les communes en matière de protection de l'environnement. Le grand public n'est pas la cible privilégiée par l'a.s.b.l. Ëmweltberodung Lëtzebuerg. Néanmoins l'a.s.b.l. Ëmweltberodung Lëtzebuerg a introduit un projet dans le cadre du cofinancement par le Ministère de l'Environnement qui se propose d'élaborer une version électronique du guide. Cette version électronique sera placée sur le site Internet www.ebl.lu et ceci pour l'intégralité des six thèmes du guide et sera accessible à tous les intéressés.

ad 3

Les guides peuvent être commandés auprès de l'a.s.b.l. Ëmweltberodung Lëtzebuerg qui en fait la diffusion. Actuellement, suite à l'intérêt inattendu pour le guide, l'a.s.b.l. Ëmweltberodung Lëtzebuerg est en rupture de stock, mais s'est engagé à reproduire le guide dans les meilleurs délais. *(Annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*

Question 0266 (28.1.2005) de M. Emile Calmes *(DP)* concernant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique (Centres intégrés):

La loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique stipule en son article 2 à l'endroit du point c) définissant les conditions pour l'octroi d'un agrément qu'il faut: «disposer d'un personnel qualifié en nombre suffisant pour assurer la prise en charge ou l'accompagnement des usagers. Le niveau et le type de qualification professionnelle ou de formation équivalente ainsi que la dotation minimale en personnel sont fixés en considération des prestations offertes, des besoins des usagers et du fonctionnement du service.»

En ce qui concerne plus particulièrement les Centres intégrés pour personnes âgées (C.I.P.A) et les maisons de soins, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille:

- Est-ce que Madame le Ministre peut me dire combien et quels prestataires dans le secteur social ont reçu un agrément par le Ministère de la Famille?
- Est-ce que Madame le Ministre peut me préciser combien de personnel soignant est requis par patient pour assurer les soins adéquats de jour comme de nuit?

Réponse (9.3.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

- Combien et quels prestataires dans le secteur social en ce qui concerne plus particulièrement les Centres intégrés pour personnes âgées et les maisons de soins, les institutions suivantes ont reçu un agrément par le Ministère de la Famille?

Je vous joins la liste des services disposant d'un agrément soit limité dans le temps, soit provisoire, soit définitif:

a) liste des Centres Intégrés pour Personnes Âgées (CIPA):

Numéros d'agrément	Nom du service et du gestionnaire	
98/01/001	1. HPPA-St François	Clervaux
98/01/002	2. HPPA -St François	Redange
98/01/003	3. HPPA -St François	Grevenmacher
98/04/004	4. HPPA St Joseph	Mersch
98/01/006	5. Institut des Aveugles	Berbourg
98/01/007	6. Claire-Foyer Ste Elisabeth	Bettembourg
98/01/011	7. Zitha-Maison St Joseph	Consdorf
98/01/013	8. Zitha-Maison de retraite	Junglinster
98/01/015	9. Zitha-St Jean de la Croix	Luxembourg
98/01/016	10. Servior-CIPA	Bofferdange
98/01/017	11. Servior-CIPA	Niederkorn
98/01/018	12. Servior-CIPA	Dudelange
98/01/019	13. Servior-CIPA	Echternach
98/01/020	14. Servior-CIPA	Esch/Alzette
98/01/021	15. Servior-Centre du Rham	Luxembourg
98/01/022	16. Servior-CIPA	Mertzig
98/01/023	17. Servior-CIPA	Rumelange
98/01/024	18. Servior-CIPA	Vianden
98/01/025	19. Servior-CIPA	Wiltz
98/01/026	20. Hospice Civil St Jos.	Remich
98/01/027	21. Association des aveugles-Blannenheem	Berschbach
98/01/028	22. Fondation Pescatore	Luxembourg
98/01/030	23. Résidence du Parc	Diekirch
98/01/031	24. Hospice Civil	Echternach
98/01/032	25. Résidence Dickskopp	Soleuvre
98/01/033	26. Hospice Civil	Pfaffenthal
98/01/034	27. Maison de Gériatrie	Hamm
98/01/035	28. Résidence des Arden	Clervaux
98/01/036	29. Annexe Pfaffenthal	Luxembourg
00/01/037	30. Mon Plaisir	Mondorf
02/01/038	31. Servior-Howald Cipa	Howald
02/01/039	32. Servior-Cipa Am Sand	Niederanven
02/01/040	33. Maredoc	Heisdorf
04/01/042	34. HPPA Mamer	Mamer

b) liste des Maisons de soins (Mds):

Numéros d'agrément	Nom du service et du gestionnaire	
A/01/98	1) Sodhexo - An de Wisen	Bettembourg
A/02/98	2) Fondation Rentaco - Parcs du 3e âge	Bertrange
A/03/98	3) Zitha - Mds	Pétange
A/04/98	4) Clinique Saint Josef - Mds	Wiltz
A/06/98	5) Servior - Mds	Esch/Alzette
A/07/98	6) Servior - Mds	Differdange
A/08/98	7) Servior - Mds	Echternach
A/09/98	8) Servior - Mds	Vianden
A/10/98	9) Hôpital intercom.	Steinfort
A/12/98	10) Claire - Mds Sacré-Cœur	Diekirch
A/13/99	11) Novelia - Am Schmëttbesch	Schifflange
PA/99/10/001	12) Solucare - Op Lamp	Wasserbillig
A/16/00	13) CHNP	Ettelbruck
PA/02/10/002	14) Elysis	Kirchberg
PA/02/10/003	15) HPPA Saint François	Luxembourg

Le personnel soignant requis par patient pour assurer les soins adéquats de jour comme de nuit.

Il faut savoir que le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999 concernant l'agrément à accorder aux gestionnaires de services pour personnes âgées prévoit à son article 12 alinéas 1) et 2):

- un nombre minimal d'agents d'encadrement en fonction du nombre d'heures de prestations hebdomadaires d'assistance d'aide et de soins par pensionnaire;
- une permanence d'accueil et de soins de 24 sur 24 heures par au moins un agent qui doit avoir la qualification professionnelle d'infirmier gradué, d'infirmier diplômé ou d'infirmier psychiatrique.

Ces agents doivent garantir l'accueil gérontologique et peuvent intervenir dans la prise en charge prévue par l'assurance dépendance.

L'assurance dépendance définit de façon précise le nombre d'heures et la qualification des agents requis par patient.

Question 0269 (1.2.2005) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le crématoire à Hamm:

Zënter 1995 besteet och hei am Land - zu Lëtzebuerg-Hamm - e „Crématorium". Dës Institutioun gëtt vum Gemengesyndikat S.I.C.E.C. gefouert.

Iwwert déi lescht Jore konnt een den Androck gewannen, datt hei am Land ëmmer méi Leit d'Verbrennung vun hire stierflechen Iwwerreschter engem traditionelle Begriefnis virzéien. Hei schéngt e gesellschaftlechen Trend ze bestoen, deen eng nohalteg wuessend Nofro no „Feierbestattungen" mat sech zitt. Tatsächlech gouf mir bestätegt, datt déi zwee Iewe vum Lëtzebuerger Crématoire bal zu 100% ausgelaascht sinn.

An deem Kontext stelle sech also folgend Froen:

1. Wéi huet sech den „Taux d'incinération" hei zu Lëtzebuerg iwwert déi vergaange Joren entwéckelt?
2. Wéi héich ass momentan d'Auslaaschtung vum Crématoire zu Hamm?
3. Wéi grouss ass déi maximal Anäscherungscapacitéit vum Hammer Crématoire?
4. Wéi vill Verstuerwener gi momentan am Ausland (z.B. Léck) incinéréiert a wéi huet sech dës Zuel zënter 1995 entwéckelt?
5. Muss net an deenen nächste Joren iwwert eng Vergréisserung vum Crématoire zu Hamm nogeduecht ginn? Besteet zu Hamm iwwerhaapt d'Méiglechkeet en Uewe bäizebauen - a gëtt et schonns konkret Iwwerleeunge fir eng Erweiderung vum bestoende Crématoire oder dem Bau vun engem zousätzleche Crématoire op engem anere Site?
6. Wéi vill Anäscherunge goufen zanter 1995 zu Hamm virgeholl?
7. Wéi oft mussen déi genannt Verbrennungsiewe gewart ginn - a besonnesch wéini (no wéi vill Anäscherungen) mussen d'Iewe bannen nei opgebaut ginn, also d'„briques réfractaires" vun den Iewen ersat ginn, a wéini gouf dat fir d'lescht gemaach?
8. Wéi vill Woche wier ee vun deenen zu Hamm benotzten Anäscherungsiewen, duerch d'Ersetze vun den „briques réfractaires", ausser Betrib?
9. Wat geschitt (rsp. géif geschéien) mat deene Verstuerwenen déi op eng Verbrennung waarden, am Fall wou esou en Uewen, entweder duerch Renovatiounsaarbechten oder soss en Tëschefall, länger Zäit ausser Betrib ass (wier)?

Réponse (21.2.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

De Crématoire zu Lëtzebuerg-Hamm gëtt vum S.I.C.E.C., engem Gemengesyndikat, gefouert. Wéi den honorablen Deputéierte sécherlech weess, féieren d'Gemengesyndikater déi Aufgaben aus, déi si vun deene Gemengen, déi Member am Syndikat sinn, opgedroe kréien. Den Innenminister ass d'Kontrollorgan vun de Gemengesyndikater a féiert dës Missioun esou aus wéi dat am Gesetz steet. E verfügt duerfir net iwwert déi konkret Renseignementer, déi den Här Jaerling interesséieren, a misst sech un de Syndikat selwer wenden, fir Opschloss iwwer all déi Froen ze kréien.

Am Gesetz vum 23. Februar 2001 iwwert d'Gemengesyndikater, e Gesetz wat iwwregens vun där Chamber gestëmmt gouf, wou och den honorablen Deputéierten Aly Jaerling d'Vollek dra vertrueden huet, sinn d'Relatiounen tëschent de Syndikater an hire Member-Gemenge ganz kloer verankert. Bei dësem Gesetz gouf grousse Wäert geluecht op d'Transparenz vun allem wat an de Syndikater geschafft gëtt, an dëst besonnesch vis-à-vis vun de Conseilleren aus de Gemengeréit vun deene Gemengen, déi Member sinn am Syndikat.

D'Gemeng vun Esch-Uelzecht, wou den honorablen Deputéierten Aly Jaerling Conseiller ass, ass eng vun de Gemengen, déi Member sinn am Syndikat S.I.C.E.C. Den Här Jaerling huet also eng ganz Rei vu gesetzleche Méiglechkeete fir sech déi Informatiounen, déi an deenen néng Punkte vu senger parlamentarescher Ufro ugeschwat ginn, als Member vum Escher Gemengerot ze besuergen.

An dëser Qualitéit kritt den Här Jaerling nämlech, laut Artikel 14 vum Gesetz, all Convocatioun fir d'Comitéssitzunge vum S.I.C.E.C. schréftlech zougestallt. Well jo dës Sitzungen öffentlech sinn, huet den Här Jaerling, wéi all anere Bierger, d'Méiglechkeet dorun deelzehuelen.

Als Member vum Escher Gemengerot kritt den Här Jaerling och, opgrond vum Artikel 9, de Procèsverbal vun all Comitéssitzung vum S.I.C.E.C. vun der Madame Buergermeeschter vun Esch zur Verfügung gestallt. Dat nämlecht gëllt fir de Budget a fir d'Konten.

Sollten dës Méiglechkeeten dem honorablen Deputéierten a Gemengeconseiller nach net all Renseignementer ginn, déi hie gär hätt, da bitt den Artikel 10 vum Syndikatsgesetz d'Méiglechkeet, Informatiounen iwwert d'Aktivitéite vum Syndikat direkt bei den delegéierte Conseillere vun der Escher Gemeng ze froen.

A schlussendlech gëtt d'Gemengegesetz all Conseiller d'Méiglechkeet, e Punkt op den Ordre du jour vun enger Gemengerotssitzung setzen ze loossen (Artikel 13) oder eng Fro un de Schäfferot ze riichten (Artikel 25).

Wann den Här Jaerling a senger Qualitéit als Deputéierten also net direkt iwwer all déi Renseignementer iwwert de Crématoire verfügt, déi hien als Volleksvertrieder interesséieren, sou huet hie sécher als Vertrieder vun den Escher Bierger am Gemengerot vun der Stad Esch gudden Zougang zu allen Informatiounen, déi de S.I.C.E.C. betreffen, an ech recommandéieren him vun dëse Méiglechkeete Gebrauch ze maachen.

Question 0270 (1.2.2005) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la préretraite ajustement (Convention entre le Ministère et Arcelor):

Vun Notznéisser vun der Préretraite ajustement sinn ech gewuer ginn, datt déi genannt Mesure dank enger Konventioun vum zoustännege Ministère mat der Arcelor soll weidergefouert ginn.

Falls dës Informatioun stëmmt, stelle sech folgend Froen:

1. Wéini ass esou eng Konventioun ënnerschriwwe ginn?
2. Wéi vill Leit si vun dëser Konventioun betraff?
3. Wéi laang soll dëst Ofkomme gëllen?
4. Wat gesäit dës Konventioun vir a puncto:

a) Participatioun vun der Arcelor un der Préretraite ajustement?

b) Bedeelegung vun de Pensiounskeesen (Iwwerweisungen un de Fonds pour l'emploi)?

c) Ufank vun der jeeweileger Préretraite - geet se um Ufank vum Kalennerjoer un oder gëtt se vum Gebuertsdag vum Betraffenen un applizéiert?

Réponse (23.2.2005) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

1. Den 22. Dezember 2004 si mat de Betriber ARBED, STFS, TrefilARBED Beetebuerg an TrefilARBED Bissen Konventiounen ënnerschriwwe ginn, déi et de Leit erméigleche während dem Joer 2005 an eng Préretraite ajustement ze goen.
2. Vun der Préretraite ajustement kënnen an deem Joer bei der

Chamber TV

an der Stad

um Kanal S 29 (Coditel) oder

um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

ARBED a bei STFS maximal 76 Aarbechter a 67 Employéë profitéieren. Zousätzlech dozou kënne wahrscheinlech 143 Aarbechter an 22 Employéen eng Demande maache fir an eng Préretraite fir Schichtaarbechter ze goen, respektiv fir hir fréizäiteg Alterspensioun unzefroen. Bei den zwou Tréfilerien hunn am Ganze 7 Aarbechter an 8 Employéë Recht op eng Préretraite ajustement. 16 Aarbechter a 6 Employéë kënnen hir Demande maache fir eng Préretraite fir Schichtaarbechter, respektiv fir hir fréizäiteg Alterspensioun.

3. Dës Ofkommësse gëlle vum 1. Januar 2005 bis den 1. Januar 2006 nach mat.

4. a) D'Participatioun vun der Arcelor un de Käschte vun der Préretraite ajustement gëtt an engem separaten Accord definéiert opgrond vun der Tripartite-Décisioun vun 2004. An dëser Berechnung gi mat a Considératioun geholl, engersäits déi schonns lafend Bedeelegung vun der Arcelor un de Käschte vun der «Cellule de reclassement», an anerersäits d'Oftriede vum Terrain vun der LDD un de Stat.

b) Wat d'Bedeelegung vun de Pensiounskeesen ubelaangt, gëtt den Artikel 28bis vum Gesetz vum 24. Dezember 1990 iwwert d'Préretraite applizéiert. Dësen Artikel gëtt net speziell an deene genannte Konventiounen ernimmt.

c) Déi betraffe Leit kënne fréistens den éischte vum Mount no hirem 57. Gebuertsdag a Préretraite goen, virausgesat si hu spéitstens mat 60 Joer ee Recht op eng fréizäiteg Alterspensioun.

Question 0271 (1.2.2005) de M. Laurent Mosar *(CSV)* concernant l'énergie éolienne:

À l'issue de la Conférence de Kyoto en 1997, la majorité de la communauté internationale a décidé de réduire les émissions de gaz à effet de serre, en promouvant notamment les énergies renouvelables, dont l'énergie éolienne. L'Europe des 15, puis des 25, s'est fixée des objectifs ambitieux en la matière. En vertu de la directive 2001/77/CE[1], tous les États membres ont adopté des objectifs nationaux concernant la part de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables. Compte tenu des mesures qui ont été mises en place, la Commission estime que l'on est en bonne voie d'atteindre 10% d'énergie produite à partir de sources d'énergie renouvelables dans l'UE en 2010. Selon les informations de la Commission européenne, le secteur européen en la matière détient 90% du marché mondial de l'équipement d'énergie éolienne. Des pays comme l'Espagne, le Danemark et l'Allemagne disposent à eux seuls de 84% de la capacité de production européenne.

C'est précisément en Allemagne qu'une étude récente fait des vagues dans le monde politique et économique. La «Bundesagentur für Energie» (dena) vient de finaliser un document fort de 500 pages selon lequel la rentabilité de l'énergie éolienne ainsi que les objectifs que le Gouvernement allemand s'est fixés sont profondément remis en question. C'est notamment la question de l'alimentation du réseau électrique par de l'énergie éolienne et les répercussions budgétaires et techniques en résultant qui semblent être au centre des préoccupations des experts allemands de la dena. L'étude est largement commentée dans l'édition n°4/2005 de l'hebdomadaire «Der Spiegel», dont ci-après quelques extraits:

«Um die von der Bundesregierung bis zum Jahr 2015 geplante Ökostrommenge überhaupt in das deutsche Stromnetz einspeisen zu können, wäre laut Studie nämlich ein weiterer finanzieller und technischer Kraftakt notwendig. 845 Kilometer gewaltiger Hochspannungstrassen müssten in den nächsten Jahren für 1,1 Milliarden Euro gebaut werden, um die in der gesamten Republik aus dem Boden schießenden Windparks einglie-dern zu können. Trotz erheblicher Investitionen in verbesserte Techniken können Risiken für die Stromversorgung nicht vollständig ausgeschlossen werden. Die durch Windenergie eingesparte Menge des klimaschädigenden Gases CO_2 könnte mit anderen Maßnahmen billiger erreicht werden. Die Kosten, die Verbraucher für den Ökostrom bezahlen müssen, liegen deutlich höher ais bisher angenommen.»[2]

Sans vouloir mettre en question l'utilité, voire la nécessité des énergies renouvelables, il se pose toutefois toute une série de questions en la matière, compte tenu du fait qu'une telle étude a été réalisée dans un pays jusqu'ici précurseur dans le secteur. Dans le rapport sur les progrès accomplis par les États membres au niveau national, la Commission européenne déplore que pour l'Italie et le Luxembourg, des chiffres relatifs aux mesures et objectifs en matière d'énergies renouvelables ne soient pas disponibles, alors que le site Internet du Ministère de l'Environnement informe d'une façon très vague que «le Gouvernement s'est fixé comme objectif d'augmenter substantiellement la part des sources d'énergies renouvelables dans la consommation finale d'énergie. Cet objectif est à mettre en relation étroite avec l'engagement du Luxembourg à ramener entre 2008 et 2012 ses émissions de gaz à effet de serre à 72% de ce qu'elles étaient en 1990 (Protocole de Kyoto).» Il en va de même pour le rapport d'activité 2003 du Ministère de l'Environnement ainsi que pour l'accord de coalition d'août 2004, dans lequel le détail sur les objectifs nationaux, le poids de l'énergie éolienne dans la mixité des énergies renouvelables et les implications techniques, environnementales et budgétaires fait défaut.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1. Quels sont les objectifs nationaux en matière d'énergie éolienne?
2. Quelle est la quote-part de l'énergie éolienne dans la mixité des énergies renouvelables au Luxembourg?
3. Combien y a-t-il d'éoliennes sur le territoire luxembourgeois? Est-il prévu d'installer d'autres éoliennes, voire de parcs d'éoliennes?
4. Quel est l'impact budgétaire de ces mesures envisagées dans le court et moyen terme?
5. Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois a rencontré les mêmes problèmes que ceux évoqués dans l'article de presse susmentionné?

[1] Directive 2001/77/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 septembre 2001 relative à la promotion de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables sur le marché intérieur de l'électricité

[2] «Windige Rechnungen», Spiegel 04/2005, 24. Januar 2005

Réponse (24.2.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1) Selon la directive N°2001 /77/CE, le Luxembourg doit atteindre en 2010 un objectif indicatif de 5,7% d'électricité en provenance de sources renouvelables au niveau de la consommation nationale d'électricité. Il y a lieu de souligner que l'électricité générée par des éoliennes constitue actuellement l'énergie électrique la moins onéreuse comparée aux autres filières renouvelables et capable de pouvoir fournir une contribution substantielle à l'achèvement dudit objectif.

ad 2) Au niveau du bilan énergétique de 2003, la quote-part de l'énergie éolienne s'élève à +/- 20%. L'honorable Député trouvera les informations y relatives au rapport d'activités 2003 du Ministère de l'Économie. Vu que le parc éolien de Kehmen-Heiderscheid fut mis en service en automne 2004 et la phase 3 du parc éolien de Heinerscheid en automne 2003, on peut s'attendre à ce que cette quote-part peut s'élever à environ 27% en 2005 pour une année climatique standard et représente environ 0,9% de la consommation électrique nationale totale si l'augmentation de la consommation garde le rythme observé durant les dernières années.

ad 3) Nous avons actuellement 35 éoliennes d'une puissance entre 500 kW et 1.800 kW et deux très petites machines (2 kW et 12,5 kW dont l'exploitation n'est néanmoins pas confirmée; elles disposent toujours d'un contrat de fourniture). La puissance totale installée s'élève à 35.315 kW. L'énergie électrique produite par les aérogénérateurs luxembourgeois correspond à l'équivalent de la consommation annuelle de 13.800 ménages, quoique cette comparaison ne soit pas correcte d'un point de vue purement technique vu le caractère aléatoire lié à la disponibilité de la puissance installée.

Au niveau des projets de parcs éoliens, nous avons connaissance de deux parcs éoliens en planification dans le canton de Redange (2 x 7 éoliennes à 1.800 kW); d'un parc éolien projeté à Boursdorf (4 x 100 kW) dans la commune de Mompach, d'une extension du parc éolien Pafebierg (2 x 100 kW) à Mompach.

D'autres initiatives ne sont pas exclues.

ad 4) Dans le cadre de la loi-cadre économique, un ordre de grandeur de 10% d'aide à l'investissement fut d'application.

Au niveau de l'électricité produite, l'impact au niveau du budget étatique s'élevait à 0,025 Euro/kWh en tant que prime d'encouragement écologique (r.g. du 28 décembre 2001) expiré le 31 décembre 2004. Il est prévu de prolonger ce régime d'aides.

Tel qu'il ressort du rapport d'activités 2003 du Ministère de l'Environnement (p.125), jusqu'en 2003 il n'y a pas eu de demandes de primes concernant la production d'électricité à partir d'éoliennes, étant donné que ces dernières ont toujours pu bénéficier de la tarification spéciale par le biais du fonds de compensation.

À l'heure actuelle seulement 174.000 euros de primes ont été payées depuis le 1er janvier 2004.

Toutefois, si le nouveau régime d'aides tel que proposé entre en vigueur, il faut s'attendre à un impact budgétaire annuel entre 625.000 euros (production actuelle de 25 GWh) et 1.250.000 euros (si les projets d'éoliennes susmentionnés seront réalisés).

Dans l'hypothèse d'une extension de 25 MW, l'aide financière (estimée à 10% du coût d'investissement) pourrait s'élever à environ 3,5 mio euros et la prime d'encouragement écologique (estimée à 2,5 euro et /kWh) à environ 1,0 mio euros/an.

ad 5) Il y a lieu de souligner qu'au niveau du raccordement au réseau électrique il y a deux différences fondamentales en comparaison avec la situation en Allemagne:

1. Au Luxembourg, c'est l'exploitant du parc éolien qui doit financer la ligne «moyenne tension/ MT» et les modifications du poste de transformation requises pour le raccordement à un réseau existant, alors qu'en Allemagne ces frais sont à charge du gestionnaire du réseau. Ces lignes MT (posées en câble souterrain pour des raisons de protection de l'environnement) peuvent aller de 10 à 15 km et atteindre un investissement de 2 à 3 mio euros.
2. Le gestionnaire de réseau n'est pas contraint à reprendre à ses frais toute puissance pouvant être injectée à un endroit quelconque.

Cette pratique luxembourgeoise permet d'éviter des frais liés au renforcement des lignes de transport d'électricité.

Il y a lieu de mentionner aussi que la centrale hydro-électrique d'accumulation de Vianden (SEO) est capable de stabiliser le réseau électrique UCPTE ce qui a un effet bénéfique sur le réseau électrique national lié au réseau RWE.

Il est vrai que, vu le caractère aléatoire du vent, la gestion technique des réseaux électriques internationaux est devenue plus difficile et que les centrales permettant de stabiliser le réseau sont beaucoup plus sollicitées qu'il y a dix ans. On peut aussi mentionner d'autres instruments comme celui d'un modèle permettant de prédire la puissance éolienne à escompter sur une période d'environ deux heures (actuellement en service en Allemagne) permettant aux centrales thermiques (au gaz essentiellement) de piloter la demande en conséquence.

À noter qu'au niveau des statistiques il n'y a pas de lacune. Le Ministère de l'Économie, l'actuelle Direction de l'Énergie, publie annuellement une liste avec l'emplacement et la puissance des éoliennes en service. Au niveau de la production d'électricité, les éoliennes ressortent comme filière à part et l'évolution de cette filière peut être retracée en détail (voir rapport d'activités).

De plus, Eurostat reçoit régulièrement des statistiques en matière d'énergies renouvelables et de la cogénération.

Question urgente 0272 (1.2.2005) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant la constatation d'un cas de méningite au Lycée technique Mathias Adam:

Am Lycée technique Mathias Adam gouf elo e Fall vu Méningite (Hirnhautentzündung) festgestallt. Dobäi handelt et sech ëm eng séier ustiechend Infektioun, déi déidlech verlafe kann. De Risiko vun enger Epidemie an deem Raum ass also manifest.

Dofir folgend Froen:

1. Wat réit de Ministère de Leit, déi a Kontakt mat dem Infizéierte kéinte komm sinn?
2. Goufe schonns all Persounen, déi a Kontakt mam Patient kéinte komm sinn, informéiert?
3. Mat wéi engem Transportmëttel ass déi betraffe Persoun normalerweis an d'Schoul komm a wéi eng Mesurë goufen ergraff, fir déi Matreesend ze determinéieren an ze informéieren?
4. Ass eng gréisser Testcampagne vun de Schüler vum betraffene Lycée, op eng Ustiechung mat deem Krankheetserreeger hin, virgesinn, an ass an deem Kontext och eng Impfcampagne fir déi (nach) net infizéiert Schüler an Enseignantë geplangt?
5. Wéi ass/wäert de Ministère konkret virgaang/virgoen, fir eng weider Ausbreedung vun der „Méningite à méningocoques" schonns am Keim ze erstécken?

Réponse (4.2.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Soubal meng Servicer vun der ustiechender Infektioun informéiert gi sinn, hu se déi an deem Fall üblech Prozeduren an d'Wee geleet.

D'Kontaktpersoune goufe benoriichtegt an opgefuerdert en Dokter ze consultéieren.

All Schüler vun deene Klassen, wou déi betraffen Enseignanten an deene leschte véier Deeg virum Optriede vun der Krankheet Schoul gehalen huet, hunn en Informatiounsblat vun der Schoulmedezin kritt. Datselwecht gëllt fir déi aner Membere vum Léierpersonal vun deem Lycée souwéi fir dat administratiivt an technescht Personal. Bei deem Informatiounsblat, an deem se opgefuerdert ginn en Dokter opzesichen, leien Uweisunge fir den Dokter bäi, déi vum Conseil supérieur d'hygiène fir esou e Fall ausgeschafft gi sinn. An deenen Uweisunge gëtt gesot, datt d'Kontaktpersoun profilaktesch Antibiotika sollt kréien. Well net all Antibiotikum fir d'Preventioun vun der Méningite gëeegent ass, ginn déi empfuelen Antibiotika opgelëscht.

Déi betraffe Persoun ass ëmmer mat hirem eegenen Auto an d'Schoul gefuer.

Et huet sech erausgestallt, datt et sech ëm eng «méningite à méningocoques de type B» handelt, géint déi et keng Impfung gëtt. Eng Testcampagne vun de Kontaktpersounen ass net virgeholl ginn. Déi Testcampagne hätt héchstens kënnen derzou féieren, d'Zuel vun deene Persounen, déi preventiv Antibiotika mussen huelen, ze begrenzen. Well awer engersäits beim Ofwaarde vun de Resultater vun den Tester wäertvoll Zäit verluer gaange wier, an anerersäits d'Profilaxie keng gréisser Risike bëinhalt, war et sënnvoll, direkt d'Profilaxie fir een e bësse méi grousse Krees vu Kontaktpersounen ze recommandéieren.

Déi getraffe Moossname ginn duer fir en Ausbreede vun der Méningite ze verhënneren.

Question 0275 (1.2.2005) de Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)* concernant la 49e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CCFNU):

La 49e session de la Commission de la condition de la femme de l'ONU (CCFNU) aura lieu du 28 février au 11 mars 2005 à New York dans le but d'examiner, après dix ans (Beijing +10), la mise en oeuvre des engagements ayant trait à l'égalité des sexes et de discuter des défis qui demeurent et des stratégies prospectives pour la promotion et l'habilitation des femmes et des filles.

J'aimerais poser les questions suivantes, relatives à cette conférence, à Madame la Ministre:

1. Est-ce que le Ministère a l'intention d'associer des ONGs luxembourgeoises (CNFL ou LIDIA, p.ex.) à la délégation luxembourgeoise qui participera à cette conférence?
2. Est-ce que le Ministère a l'intention d'associer des ONGs luxembourgeoises (CNFL ou LIDIA, p.ex.) à la présentation du bilan luxembourgeois des engagements pris dans le cadre du programme Beijing +10?

Réponse (15.2.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances:*

Concernant la première question, il y a tout d'abord lieu de souligner qu'il ne s'agit pas d'une conférence dans le cadre de la révision et du bilan de Pékin.

La Commission de la condition de la femme (CSW) a décidé dans sa 48e session en mars 2004 de faire le suivi de la déclaration et de la plate-forme d'action de Pékin et des documents issus de la 23e session extraordinaire de l'Assemblée générale 2000 pendant une session régulière de la CSW, en l'occurrence la 49e session ayant lieu du 28 février au 11 mars 2005. Cette session comportera d'une part des réunions informelles et d'autre part des événements de haut niveau (panels et tables rondes) ainsi que la célébration de la journée de la femme.

Dans sa session de juillet 2004, le Conseil économique et social a décidé d'élargir la 49e session et d'inviter des ONGs qui n'ont pas de statut consultatif auprès de l'ONU.

Les invitations envoyées par l'ONU fin 2004 ne comptent que pour les événements officiels. Les ONGs ne peuvent pas assister aux réunions formelles et informelles. L'accès direct n'est pas prévu pour les ONGs nationales.

La Ministre a donné la possibilité au Conseil national des femmes du Luxembourg d'assister à la réunion régionale préparatoire spéciale pour ONGs organisée par le Conseil économique et social (UNECE) en décembre 2004 à Genève.

Si demande est introduite, le Ministère entend bien donner également la possibilité aux ONGs luxembourgeoises d'assister aux réunions ouvertes à leur participation à New York. La demande des ONGs devrait spécifier les événements auxquels elles veulent participer.

Concernant la deuxième question, il y a lieu de préciser que la Présidence luxembourgeoise interviendra au nom de l'Union européenne à la table ronde concernant les mécanismes institutionnels et à la réunion plénière sur les défis et stratégies futures pour la promotion et l'émancipation des femmes et des jeunes filles.

Il ne s'agit pas de présenter une position nationale, mais de présenter la position communautaire agréée par les États membres.

Question 0276 (1.2.2005) de M. Carlo Wagner *(DP)* concernant la coopération transfrontalière en matière d'infractions au Code de la route:

Depuis mars 2003, le Bureau commun de coopération policière et le Centre commun de coopération policière et douanière ont été créés, sur base d'un accord bilatéral avec la France ainsi que d'un accord bilatéral avec l'Allemagne et la Belgique, et installés à Luxembourg-ville.

Parmi les missions qui incombent à cette structure internationale on peut citer notamment l'échange d'informations concernant des propriétaires de véhicules, des adresses et des numéros téléphoniques. Cette mesure paraît nécessaire et légitime du moment que les quatre pays cosignataires y contribuent avec la même assiduité.

Étant donné que de nombreux Luxembourgeois ont été et sont poursuivis pour des contraventions ou infractions mineures au Code la route par l'un des trois autres pays, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Combien de demandes d'identification de véhicules luxembourgeois ont été adressées au Centre commun de coopération policière et douanière pour des contraventions ou infractions mineures au Code de la route et dans combien de cas a-t-il été donné une suite à ces demandes?
- Combien de procès-verbaux relatifs à ces contraventions ont été dressés au Luxembourg contre des ressortissants émanant d'un des trois autres pays depuis mars 2003?
- Dans combien de cas ces propriétaires ont-ils été poursuivis par les autorités luxembourgeoises dans leur pays de résidence?
- Dans combien de cas ces poursuites ont-elles été couronnées de succès?

Réponse (9.3.2005) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Le Bureau commun de coopération policière et le Centre de coopération policière et douanière sont régulièrement sollicités pour identifier des plaques d'immatriculation de véhicules. Il faut rappeler dans ce cadre que le Centre de coopération policière et douanière n'est destinataire que des demandes émanant de la région frontalière, à savoir pour la Belgique les arrondissements judiciaires d'Arlon, de Marche en Famenne et Neufchâteau, pour l'Allemagne le district de police de Trèves et de la Sarre et pour la France les départements de la Moselle et de Meurthe-et-Moselle.

Dans le domaine des infractions au Code de la route entre mars 2003 et décembre 2004 quelque 12.150 demandes d'identification de véhicules luxembourgeois ont été adressées à la délégation luxembourgeoise dudit centre. Dans la même période la délégation luxembourgeoise a adressé 1.850 demandes d'identification similaires à ses partenaires. Une réponse fut donnée à toutes les demandes formulées.

En ce qui concerne les infractions en matière de circulation routière durant cette période, la Police grand-ducale a dressé quelque 156.436 avertissements taxés et 2.968 procès-verbaux à l'encontre de personnes résidant dans nos pays voisins. Ces chiffres englobent l'ensemble de la population et vont bien au-delà de la seule région frontalière.

À la suite de l'identification effectuée par le Centre commun de coopération policière et douanière, qui a pour résultat d'identifier le propriétaire d'un véhicule et non le conducteur, les procédures normales de poursuite judiciaire prennent leur cours en fonction de la gravité des faits et du principe de l'opportunité des poursuites défini par les autorités judiciaires des pays respectifs.

Question 0278 (2.2.2005) de M. Emile Calmes *(DP)* concernant les autorisations pour l'installation d'antennes:

Selon certains opérateurs nationaux de téléphonie mobile, ceux-ci seraient confrontés à des problèmes majeurs de couverture et de garantie de la capacité du réseau en place. Ces problèmes seraient dus au fait qu'actuellement plus aucune autorisation pour l'installation d'antennes n'est délivrée. La délivrance d'autorisations se heurterait notamment à une législation contradictoire en la matière.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils confirmer les problèmes évoqués ci-dessus?
- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons pour lesquelles aucune autorisation pour l'installation d'antennes n'est délivrée et comment Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à cette situation?
- Dans la négative, combien de demandes d'autorisations ont été introduites en 2004 et combien d'autorisations ont effectivement été délivrées en 2004?
- Le plan directeur sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles» devra-t-il être modifié?

Réponse commune (8.3.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications:*

Le 13 mai 2004, à l'occasion de la présentation en séance publique du projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «stations de base pour réseaux publics de communications mobiles», le Ministre de l'Intérieur, le Ministre du Travail et de l'Emploi et Ministre délégué aux Communications ont exposé à la tribune de la Chambre des Députés le dispositif législatif et réglementaire applicable aux stations de base des opérateurs de téléphonie mobile ainsi que la situation de fait qui en découle. Ce dispositif n'a pas évolué, le règlement grand-ducal en question n'ayant pas encore été avisé par le Conseil d'État.

En parallèle le Gouvernement a travaillé à la mise en place de mesures accompagnatrices devant faciliter l'exploitation de ces stations une fois le plan directeur sectoriel en vigueur.

Question 0281 (2.2.2005) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant l'hydroélectricité:

Utilisée depuis environ 3.000 ans, la force de l'eau fournit aujourd'hui, en plus de l'énergie mécanique, de l'énergie électrique. En marge des grandes centrales alimentées par les barrages, la picohydraulique, à travers les petites centrales hydrauliques (PCH), produit annuellement 39 MW (en 2000) d'électricité au Luxembourg. Cette petite hydroélectricité désigne les centrales ne dépassant pas 10 MW de puissance.

Une technique récente est le turbinage de la pression excédentaire en eaux usées ou potables, particulièrement en zone montagneuse. La différence d'altitude entre le captage et le réservoir ou entre deux réservoirs ou le débit du trop plein d'un réservoir génèrent de l'énergie exploitable. Des stations d'épuration, qui traitent des volumes d'eau considérables, peuvent également être aménagées d'un point de vue hydraulique et ainsi s'auto-alimenter en électricité. Ainsi, chaque réducteur de pression sur les réseaux d'eau est une source facile de potentiel microhydraulique. Un avantage considérable de cette technique est de valoriser énergétiquement des canalisations déjà existantes tout en limitant au maximum l'impact sur l'environnement.

Si la mise en place d'une grande installation hydraulique correspond à un investissement important, celui des petites installations individuelles sur des conduites existantes est faible. La mise en place d'un équipement hydroélectrique sur les canalisations n'entraîne généralement pas de modification notable du système existant, ce qui limite grandement les investissements économiques.

Dans ce contexte, Messieurs les Ministres, j'aimerais vous poser les questions suivantes:

1. Est-ce que le Luxembourg dispose d'une étude sur le potentiel micro-hydraulique des conduites d'eau potable ou des conduites d'eaux usées et des stations d'épuration?
2. Est-ce que de nouveaux projets sont envisagés en ce sens dans un proche avenir et le cas échéant lesquels?
3. Est-ce que le Luxembourg fait des efforts pour promouvoir cette nouvelle technologie aussi bien au niveau public qu'au niveau privé et le cas échant par quels moyens?

Réponse commune (8.3.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement* et de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que la promotion de la production d'énergie à partir de sources renouvelables constitue une priorité pour le Gouvernement. Pour atteindre ces objectifs, le Gouvernement réalisera un inventaire des potentiels de production d'énergie à partir de sources renouvelables dont dispose le Luxembourg. Cet inventaire devrait inclure tant les centrales hydrauliques qu'aériennes, les sources de production d'énergie à partir de la biomasse et les potentiels d'utilisations rationnelles de l'énergie solaire.

Sur base des conclusions tirées à partir de cet inventaire un programme concret d'utilisation des sources d'énergies renouvelables sera élaboré et promu. Le règlement grand-ducal ayant pour objet la promotion des énergies renouvelables, moyennant des aides financières allouées aux particuliers, sera adapté aux conclusions qui se dégagent de cet inventaire.

Le turbinage de la pression excédentaire en eaux usées ou potables constitue une des sources de production d'énergie à prendre en considération.

Question 0284 (3.2.2005) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant la protection de l'environnement:

Wëssenschaftler vun der amerikanescher Universitéit Yale a Columbia hunn eng Vergläichsetüd iwwert den nohaltegen Ëmweltschutz virgestallt. Ënner anerem sinn erfollegräich Moossname fir eng harmonesch Gestaltung vum Ëmweltschutz a vun der wirtschaftlecher Entwécklung analyséiert ginn. Et gëtt 21 Indikatoren unhand vun deenen een d'Länner matenee vergläiche kann («Environmental Sustainability Index» (ESI)).

Iwwert deen ESI-Index sollen d'Leeschtunge vun den eenzelne Länner am Beräich vum nohaltegen Ëmweltschutz ënnert d'Lupp geholl ginn an esou e Wettbewerbsdrock tëschent de Länner geschafe ginn, dee laangfristeg zu Verbesserungen am Ëmweltschutz féiert.

Lëtzebuerg huet net un dëser Etüd deelgeholl. Zwar gëtt et och bei eis eng Rei vun Ëmweltindikatoren, en unerkannten Index, mä een Index, deen all relevant Indikatore géing regruppéieren, gëtt et awer zu Lëtzebuerg net.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Firwat gëtt et zu Lëtzebuerg keen unerkannten Index, deen all relevant Indikatoren am Ëmweltschutz regruppéiert?

2) Wier et net sënnvoll fir esou en Index auszeschaffe fir an Zukunft un esou Vergläichsetüde kënnen deelzehuelen, oder ass dat net erwënscht?

3) Ass d'Ausschaffe vun esou engem Index zu Lëtzebuerg an nächster Zäit geplangt?

Réponse (8.3.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1. Lëtzebuerg huet säit Juni 2002 e Set vu 27 Nohaltegkeetsindikatoren, 9 aus dem soziale Beräich, 9 aus dem ökonomesche Beräich an 9 Ëmweltindikatoren. D'Opstelle vun engem eenzegen Index ass problematesch well d'Pondératioun vun deenen individuellen Indikatoren innerhalb vun dem Index net wëssenschaftlech ze ënnerleeën ass. Deemno welcht Gewiicht ee welchem Indikator gëtt, riskéiert deen Index enger gewësser Manipulatioun ze ënnerleeën.

ad 2. et 3. Och wann d'Ausschaffe vun esou engem Index net spezifesch fir Lëtzebuerg geplangt ass (aus deene virgedroene Grënn), ass et an der Zukunft net ausgeschloss un europäeschen oder weltwäite Vergläichsstudien deelzehuelen, souwäit déi Indikatoren zu Lëtzebuerg bestinn oder et Sënn mécht, se ze entwéckelen.

Question 0285 (3.2.2005) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant la directive européenne sur les émissions de particules de suie et de plomb:

Den 1. Januar 2005 ass déi europäesch Richtlinn iwwert de «Feinstaub», déi fir all Land vun der EU verbindlech ass, a Kraaft getrueden. Domadder ass et elo méiglech, e Fuerverbuet ze décidéiere wann d'Grenzwäerter fir gefëierlech Russ- a Stëbspartikelen iwwerschratt ginn. Dës Richtlinn soll zu enger Reduktioun vu klengste Partikelen, zum Beispill vu Russ a Bläi an der Loft bäidroen. Dës Partikele gi fir Longekriibs an eng Rei aner Otemweekrankheete responsabel gemaach.

Wann dee vun der EU festgeluechte Grenzwäert iwwerschratt gëtt, muss Lëtzebuerg mat Sanktioune rechnen an et kënne Fuerverbueter, wéi zum Beispill beim Summersmog, ausgesprach ginn.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill Miessstatioune fir Stëbs (Russ a Bläi) gëtt et zu Lëtzebuerg? Si weider nei Miessstatioune geplangt, a wa jo, wou?

2) Sinn an deene leschte fënnef Joer zu Lëtzebuerg déi vun der EU festgeluechte Grenzwäerter iwwerschratt ginn, wa jo, wou a wéi oft?

3) Wéi eng Mesurë sinn zu Lëtzebuerg geplangt falls d'Grenzwäerter sollten eemol iwwerschratt ginn?

4) Wëllt Lëtzebuerg steierlech Ureizer schafe fir d'Leit ze encouragéieren hir Diesel-Autoen nodréiglech mat engem Russpartikelfilter auszerüsten? Sinn eventuell nach aner Mesuren an deem Kontext geplangt?

Réponse (2.3.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

Précision concernant la valeur limite pour les particules dans l'air ambiant.

La directive 1999/30/CE du Conseil du 22 avril 1999 est entrée en vigueur le 29 juin 1999. Elle est reprise dans le règlement grand-ducal du 24 juillet 2000. Une valeur limite existe donc pour les particules depuis 1999. La définition du terme «particules» concerne des poussières d'un diamètre inférieur à dix millionièmes de millimètre, encore appelée fraction thoracique ou PM10 (particulate matter). Ces particules représentent donc la somme de toutes les catégories de poussières y inclus de la suie.

- Au Luxembourg existent trois stations mesurant les particules PM10, à savoir: Luxembourg-Bonnevoie, Esch/Alzette et Beckerich. À Beckerich est mesurée la pollution de fond, en retrait des sources d'émissions.

Il n'y a pas de stations mesurant spécifiquement les particules de suie vu l'absence d'une valeur limite européenne.

Le Luxembourg dispose de quatre stations de mesure (Luxembourg-Centre, Luxembourg-Eich, Esch/Alzette et Beckerich) évaluant la teneur en plomb dans l'air ambiant.

La couverture territoriale est suffisante selon les exigences des directives européennes et de nouvelles stations ne sont pas prévues.

- Durant les cinq dernières années, la valeur limite de l'Union européenne pour les particules PM10 n'a pas été dépassée au Luxembourg. La valeur limite du plomb n'est pas dépassée depuis les cinq dernières années.

- Lorsqu'une valeur limite, inscrite dans la réglementation luxembourgeoise, est dépassée, l'élaboration ou la mise en oeuvre d'un plan ou programme permettant de respecter durablement la valeur limite devient nécessaire. Ce plan ou programme consiste essentiellement à déterminer les sources d'émission et de les réduire à moyen ou à long terme. Des mesures à court terme (par exemple limitation de la circulation) sont également envisageables afin de limiter les jours de pointes de pollution si elles sont trop nombreuses.

- Le Gouvernement est en train d'étudier de telles mesures.

Question 0287 (3.2.2005) de M. Emile Calmes *(DP)* concernant les décharges pour déchets inertes:

Nombre de compagnies de construction, mais également beaucoup de particuliers, sont confrontés à des problèmes d'écoulement de leurs déchets inertes issus de la construction ou des travaux publics („Bauschutt"). Lors de la dernière législature différentes mesures ont été prises afin de trouver une solution à ces difficultés. Ainsi par le règlement grand-ducal du 14 octobre 2002 la composition, l'organisation et le fonctionnement du groupe de travail chargé de l'élaboration du projet de plan directeur sectoriel „décharges pour déchets inertes" ont été arrêtés.

Le 5 décembre 2003, le Gouvernement en Conseil s'est mis d'accord sur le projet de règlement grand-ducal relatif au plan sectoriel „décharges pour déchets inertes", qui définit principalement les régions selon lesquelles la mise en décharge des déchets inertes est à organiser.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quand la mise en œuvre du projet de plan directeur sectoriel „décharges pour déchets inertes" pourra-t-elle être finalisée respectivement quels problèmes se posent à sa concrétisation?
- Comment Messieurs les Ministres jugent-ils la situation actuelle en matière de décharges pour déchets inertes?

Réponse commune (8.3.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement* et de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'élaboration du plan directeur sectoriel „décharges pour déchets inertes" poursuit actuellement la procédure définie à l'article 9 de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire. Les communes et le Conseil supérieur de l'Aménagement du Territoire ont déjà émis leurs avis respectifs, l'avis du Conseil interministériel de l'Aménagement du Territoire faisant encore défaut.

Au vu des avis émis le Gouvernement décidera sur la nécessité d'amender le projet de plan et par la suite le présentera à la tribune de la Chambre des Députés.

Toute appréciation de la situation générale en matière de décharges pour déchets inertes doit se faire en tenant compte d'un partage du Luxembourg en deux régions.

On peut affirmer qu'une première région qui se trouve au Nord de la ville de Luxembourg dispose de capacités suffisantes avec les décharges et remblais de Rippweiler, Brouch, Moersdorf, Folkendange, Nothum et Hosingen. Dans cette région, la décharge de Rosswinkel vient en outre d'être autorisée en janvier 2005. Le projet de décharge de Bettborn/Folschette sera prochainement soumis à une procédure d'autorisation.

La situation est plus critique dans la partie sud du Luxembourg. Fin février, la décharge du Pafewé à Sanem vient d'être définitivement fermée, celle de la carrière Cloos au Bridel va suspendre sous peu l'acceptation de déchets inertes jusqu'à création de nouvelles capacités par l'exploitation de la carrière. La continuation de la décharge du Héihenhaff est également hypothéquée par le fait que les investissements supplémentaires nécessitent une loi spéciale de fInancement. La décharge de la carrière Feidt à Altwies a définitivement arrêté l'acceptation des déchets inertes depuis le début de l'année 2005 pour cause de manque de capacités. Seule la décharge installée dans les Sablières Hein à Remerschen accepte encore des terres d'excavation à un rythme normal.

Cette pénurie a pour conséquences:

- le transfert des déchets inertes de la région Sud vers la région Nord avec consommation plus rapide des capacités dans cette région;
- l'exportation des déchets inertes surtout vers la France et l'Allemagne;
- une augmentation des remblais individuels.

Outre l'élaboration du projet du plan directeur sectoriel „décharge pour déchets inertes", les services de l'Administration de l'Environnement ont activement collaboré à la recherche et la mise en place de nouvelles décharges. Parmi les possibilités envisagées, on peut citer deux sites à Kleinbettingen et dans la région de Dudelange/Bettembourg. Ces projets ont dû être abandonnés suite au désistement en dernière minute des propriétaires des terrains. Un troisième projet est envisagé dans le crassier de Mondercange. En vue de sa réalisation, des pourparlers avec les autorités communales sont en cours.

Question 0292 (9.2.2005) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant les accises sur le kérosène:

Bei der Presentatioun vun de Prioritéite vun der lëtzebuergescher EU-Rotspresidentschaft huet de lëtzebuergeschen Ëmweltminister d'Fuerderung no enger Besteierung vum Flugbensin, dem Kerosin, erneiert. En europäeschen Allenggang, ouni d'amerikanesch Fluggesellschafte mat an esou eng Regelung ze huelen, soll et awer de Wierder vum Ëmweltminister no net ginn.

Elo ass awer rezent an der Press ze liese gewiescht, datt den Här Finanzminister matgedeelt huet, datt eng Majoritéit vun den europäesche Finanzministeren d'Iddi vun enger Besteierung vum Kerosin guttheescht, dëst fir d'Entwécklungshëllef an Zukunft ze finanzéieren.

De Generalsekretär vun der europäescher Loftfahrtgesellschaft (AEA) hält näischt vun esou Projeten. De Fluggesellschafte géingen esou Méikäschte vun 2,5 Milliarden Euro entstoen, wat dat d'wirtschaftlecht Iwwerliewe vu ville Gesellschaften a Fro stellt. Doriwwer eraus wier den Ëmweltschutzeffekt minim.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un déi Häre Ministeren:

1) Handelt et sech bei der geplangter Kerosinsteier ëm eng europäesch Steier oder ëm eng national Steier? Vu datt et sech ëm eng Steierfro handelt, muss d'EU esou eng Kerosinsteier eestëmmeg décidéieren oder net?

2) Gëtt d'Besteierung vum Kerosin an der EU agefouert, och wann Amerika net un esou enger Regelung deelhëlt? Mécht esou eng Regelung awer net nëmme Sënn wa se weltwäit agefouert gëtt?

3) Kann elo schonns ofgeschat ginn, wat esou eng Regelung a wirtschaftlecher Hisiicht fir d'Luxair an d' Cargolux bedeiten?

4) Ass esou eng Besteierung nëmme fir d'Finanzéierung vun der Entwécklungshëllef geduecht a stëmmt et, datt esou eng Besteierung net vill fir den Ëmweltschutz bréngt? Bréngt dann esou eng Besteierung net méi Nodeeler wéi Virdeeler fir d'EU?

5) Kann d'Entwécklungshëllef iwwerhaapt mat esou enger Kerosinsteier bezuelt ginn, wann ee bedenkt, datt d'Fluggesellschafte jo relativ liicht op Länner kënnen auswäichen, déi net un der Regelung bedeelegt sinn, fir do hir Fligeren ze betanken?

Réponse commune (24.2.2005) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État* et de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

D'Fro ob an der EU eng Kerosinsteier agefouert gëtt wäert während der Lëtzebuerger EU-Presidentschaft an an de Méint duerno an all hire Facetten diskutéiert ginn. Et ass dofir nach ze fréi fir déi opgeworfe Froen ze beäntwerten.

Question 0298 (10.2.2005) de M. Carlo Wagner *(DP)* concernant l'interdiction de fumer dans les restaurants:

Le Ministre de la Santé a annoncé vouloir déposer dans un futur proche un projet de loi visant à introduire une interdiction de fumer dans les restaurants. Le Ministre d'État vient de confirmer qu'une telle mesure serait applicable avant la fin de l'année en cours.

Nombre de professionnels du secteur «Horesca» redoutent, suite à une telle interdiction, une baisse de la fréquentation de restaurants ou brasseries et partant un manque à gagner.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Peut-il partager les craintes exprimées par les professionnels du secteur «Horesca»?
- Quel sera selon lui l'impact d'une telle mesure?
- Est-ce que selon lui des mesures moins radicales auraient pu être envisagées?
- Quelles mesures compensatoires pourraient être envisagées afin de pallier un éventuel manque à gagner de la part des professionnels du secteur «Horesca»?

Réponse (21.2.2005) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Sachant qu'à l'heure actuelle le Ministre de la Santé a annoncé de déposer un projet de loi d'ici la fin de l'année, il me semble que tous les acteurs concernés par le projet ont encore suffisamment de possibilités pour se concerter et exprimer leurs points de vues respectifs à ce sujet.

C'est dans cet ordre d'idées d'ailleurs que l'Horesca a lancé la semaine passée une enquête auprès de ses membres pour analyser leur position quant au projet d'interdiction de fumer dans les restaurants.

Il est évident que le Ministère du Tourisme suit de très près l'évolution de ce dossier et est prêt à coopérer dans la recherche de solutions évitant d'affecter trop le secteur de la restauration tout en respectant le droit de ceux qui ne désirent pas être gênés par la fumée ou l'odeur de cigarettes, cigares ou pipes dans les restaurants.

Question 0299 (15.2.2005) de Mme Lydia Mutsch *(LSAP)* concernant la pandémie:

Depuis l'apparition du virus de grippe avaire et la transmission du virus à l'homme, les scientifiques redoutent l'arrivée d'une épidémie de grippe à l'échelle mondiale. Actuellement l'OMS étudie la possibilité d'une transmission interhumaine, c'est-à-dire de l'homme à l'homme. Si tel était le cas, on pourrait craindre le pire: une propagation d'un nouveau virus de la grippe, d'origine avaire, par la respiration et donc également par les systèmes d'aération et de climatisation à l'intérieur des avions ou des grands bâtiments.

Il en résulterait une épidémie redoutable de très grande ampleur. Rien qu'en Allemagne cette pandémie risquerait de toucher jusqu'à 21 millions de personnes, 180.000 à 600.000 devraient être hospitalisées et jusqu'à 160.000 pourraient mourir des suites de cette pandémie.

Suivant les recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé, l'Allemagne, tout comme la France, a élaboré un plan d'urgence destiné à prévenir l'importation, l'expansion et, le cas échéant, toute transmission humaine du virus.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Le Luxembourg a-t-il élaboré un tel plan d'urgence pour le cas d'une épidémie de grippe d'origine avaire? Si oui, quels sont les acteurs impliqués dans ce plan d'urgence? Qui en assure la coordination?
- Le secteur hospitalier est-il préparé à faire face à une épidémie d'une telle ampleur?
- En l'absence de vaccin, les experts estiment que l'administration aux personnes contaminées d'agents antiviraux pourrait du moins aider à réduire le potentiel mortel de cette nouvelle forme de grippe. Le Luxembourg dispose-t-il de réserves suffisantes d'antiviraux pour faire face à une telle pandémie?
- Est-ce que des mesures ont été prises à l'aéroport pour informer et sensibiliser les personnes en provenance de pays touchés par la grippe avaire ou le virus? A-t-on prévu des mesures d'urgence pour réagir au débarquement de personnes soupçonnées d'être infectées? Si oui, lesquelles?

Réponse (25.1.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Mes services sont en train de finaliser en collaboration avec le Conseil supérieur d'hygiène un plan d'urgence à mettre en œuvre en cas de pandémie de grippe. Ce plan serait à observer dans le cas de la survenance d'une grippe aviaire de nature pandémique ou de toute autre pandémie de grippe.

Il comprend entre autres des recommandations et instructions à transmettre aux hôpitaux. Il prévoit une réserve de médicaments antiviraux et définit les catégories de personnes à risque. Le Ministère est sur le point de finaliser ses négociations en vue de compléter ses stocks actuels en antiviraux.

Quant aux mesures spéciales à prévoir à l'aéroport, celles déjà prises en rapport avec l'épidémie dite SARS seront mises en œuvre et le cas échéant complétées. Le personnel à bord des avions recevra des informations et des instructions. Des panneaux d'avertissement seront disposés à l'aéroport à l'intention des passagers qui débarquent.

En cas de besoin la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé habilite les médecins de cette administration à prendre des mesures d'urgence sous forme d'ordonnances. La même loi prévoit l'hospitalisation forcée de toute personne susceptible de propager une maladie contagieuse qui négligerait ou refuserait de se faire traiter.

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures.*

Compte rendu des séances publiques
N° 8 – Session ordinaire 2004-2005

29e séance, mardi 12 avril 2005
30e séance, mardi 19 avril 2005
31e séance, mardi 26 avril 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Le Référendum s'annonce

Le 10 juillet, les citoyennes et citoyens du Grand-Duché sont appelés à s'exprimer sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe. La Chambre des Députés, se voulant un lieu d'échange et d'information pour sensibiliser le public et encourager sa participation politique, va accompagner le débat autour du Traité et du Référendum. Ainsi, vous trouverez dans les pages du Compte rendu des articles et interviews qui se rapportent au sujet.

De plus, la Chambre a mis en place un forum Internet qui vous permet de participer de manière interactive aux discussions sur cette question importante.

Auditions sur le traité constitutionnel

Un échange de vues fructueux

Les discussions autour du Traité établissant une Constitution pour l'Union européenne échauffent les esprits: lors des trois auditions organisées par la Chambre en vue du Référendum s'est développé un véritable échange d'arguments entre la société civile et le Parlement.

Les rangs de la salle des séances plénières étaient bien remplis et sur la tribune des spectateurs, les gens se disputaient les meilleures places: la Chambre avait ouvert ses portes - et les citoyens et citoyennes étaient au rendez-vous pour assister aux discussions sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Pour la première fois, la chaîne de télévision parlementaire «Chamber TV» transmettait des auditions sur l'avenir de l'Europe. Et même si les intervenants défendaient des positions opposées, l'heure était à l'échange entre les défenseurs du oui et les partisans du non, entre les associations du patronat et des syndicats, entre la société civile et les parlementaires.

Une initiative utile

Nombre de personnes ayant pris la parole ont d'ailleurs salué l'initiative, certes tardive, de la Chambre qui permettait d'impliquer enfin le public dans le débat, ce qui n'avait guère été le cas jusque-là. Dans les pays membres, ce débat aura contribué à l'émergence d'une «conscience européenne» et amorcé une véritable réflexion sur l'orientation politique et économique de l'Union. D'aucuns ont même exprimé le souhait d'organiser des auditions semblables à propos d'autres questions européennes ou luxembourgeoises. Parmi les principaux sujets évoqués lors des auditions étaient le processus d'élaboration du Traité constitutionnel, le débat luxembourgeois autour du Référendum, le nouveau rôle des institutions dans l'Union, l'économie et le travail de même que la fonction de l'Union dans le monde. La légitimité de la Convention européenne - qui avait entrepris l'élaboration d'un projet de Traité - a été remise en question par certain(e)s intervenant(e)s: ils (elles) ont revendiqué la mise en place d'une véritable assemblée constituante, dont les membres seraient élus, ou encore d'une «Convention des citoyens». D'autres étaient cependant d'avis que les composantes de la Convention - parlements nationaux, Parlement européen, gouvernements - représentent de manière adéquate la société européenne.

Justin Turpel (déi Lénk)

En Neen zu dësem Vertrag ass eng Viraussetzung fir eng demokratesch Erneierung an Europa, fir iwwerhaapt iwwer e Vertrag kënnen ze diskutéieren, deen esou en Europa erlaabt.

Voter oui ou non?

Lors de la première audition, qui traitait de la démocratie dans l'Union, un des principaux sujets évoqués était le nouvel instrument d'initiative populaire prévu par le traité. Salué par les uns, il se résume pour les autres à un simple droit de pétition sans véritable impact. Les représentants des syndicats surtout le considèrent comme un moyen utile pour faire participer les citoyens et citoyennes au processus de décision de l'Union. Ces derniers ont également approuvé le fait que les séances du Conseil européen seront désormais publiques et que les parlements nationaux joueront à l'avenir un rôle plus important lors de l'élaboration des lois européennes. Les détracteurs du Traité ont quant à eux souligné que le Parlement n'a toujours pas les fonctions législatives d'un véritable parlement et que la Banque centrale est indépendante du pouvoir politique.

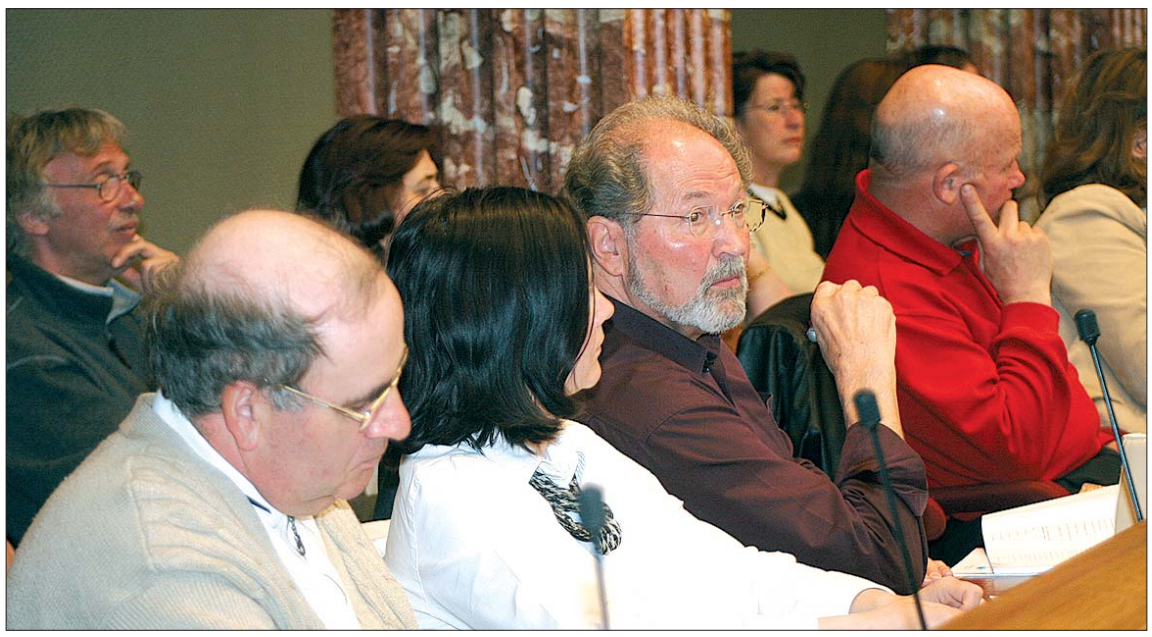
L'Europe sociale et écologique était au centre de la deuxième audition. Visiblement, le développement durable passionnait beaucoup moins les esprits que l'emploi et l'économie. Les intervenant(e)s s'interrogeaient surtout sur la question si le Traité peut apporter plus ou moins de protection aux salariés. Le Traité encourage-t-il oui ou non la délocalisation des entreprises? Mettra-t-il un frein à l'ultralibéralisme? Pourrait-il fournir les moyens d'empêcher la directive Bolkestein ou l'esprit de cette directive est-il néanmoins dissimulé dans le texte? La Charte fondamentale, intégrée au Traité, peut-elle protéger les droits sociaux des citoyens et citoyennes? Les travailleurs, syndicalistes et représentants du patronat ne sont pas de cet avis. La création d'emplois ne suffirait pas à remédier au problème du chômage - comme le soulignent les représentants du travail social, il faudrait également assurer la stabilité des emplois.

La troisième audition était essentiellement consacrée aux débats sur l'engagement de l'Union européenne pour la paix. Pour les adeptes du oui, le Traité sera à la base d'une Europe forte qui pourrait jouer son rôle de puissance économique, politique et stratégique, mais qui pourrait également assurer la paix dans le monde. Ils ont dans ce contexte notamment évoqué le nouveau poste du ministre des Affaires extérieures de l'Union, prévu par le Traité. Les défenseurs du non ont par contre formulé une mise en garde contre une Europe hégémonique privilégiant l'armement et les interventions militaires. Il y avait plus de consensus sur la question de la coopération au développement: l'Union européenne pourrait, selon les intervenant(e)s, défendre la paix en luttant contre la faim dans le monde, notamment en développant des relations commerciales plus équitables avec les pays du Sud. Il s'agirait enfin, selon certains intervenants, non seulement de vivre en paix avec les autres humains, mais également avec les animaux.

Bernard Zamaron (Centre Robert Schuman pour l'Europe)

Pour modifier le traité, il faut l'unanimité, nous dit-on - mais tout nouveau traité nécessitera également l'unanimité. N'est-il pas préférable alors de concentrer les efforts sur des progrès supplémentaires localisés dans le Traité actuel que d'avoir à tout renégocier? Moi je dis: «Jo soen» pour aller plus loin.

Faut-il alors voter oui ou non le 10 juillet prochain? Si les nombreux défenseurs du non ont argumenté qu'un rejet du Traité ouvrirait la voie à l'élaboration d'un texte offrant plus d'Europe et plus de démocratie, les partisans du oui ont évoqué le fait que le texte actuel est le meilleur compromis possible dans l'Union telle qu'elle est aujourd'hui: le risque d'un retour au niveau du Traité de Nice serait trop grand. Sur un point, il y avait cependant unanimité entre les interlocuteurs: tou(te)s ont exprimé leur regret sur le fait que les personnes non luxembourgeoises ne peuvent pas participer au Référendum.



Erny Gillen (Caritas)

Ëmmerhin huet Europa et elo fäerdeg bruecht, datt mer eis haut hei kënne versammelen, datt mer haut hei kënnen iwwer e schwieregt Thema schwätzen. Mir kéinten hei och esou e groussen Hearing zu aneren, Lëtzebuerger Froe maachen.

La parole au public

Les trois auditions de la Chambre sur le Référendum étaient riches en interventions. Voici un choix de citations marquantes.



Le débat autour du Traité au Luxembourg et en Europe

Serge Urbany (déi Lénk)

Eppes ass geschitt an deene leschte Méint an Europa, dat ass, dass sech iwwerhaapt amgaang ass en europäescht Bewosstsäin erauszebilden, dat sech seriö a konkret ausenaner setzt mat där Politik, déi an Europa gemeet gëtt.

Georges Bach (FCPT-Syprolux)

Ech begréissen dës Initiativ vun der Chamber ausdrécklech, well si versicht en Defizit am leschte Moment, souzesoe kuerz vrun Torschluss, ze behiewen: en Defizit, deen doranner besteet, dass d'Diskussioun iwwer Europa net bei de Bierger a mat de Bierger gefouert ginn ass, mä a Regierungen, Parlamenter, Institutiounen, Kommissiounen an anere politesche Gremien.

Initiative populaire

André Hoffmann (déi Lénk)

Eng Millioun Leit däerfen d'Kommissioun „invitéieren", sou steet et am Text, invitéieren, eng Propositioun ze ënnerbreeden. Inhaltlech ass d'Kommissioun net un de Wëlle vun där enger Millioun Bierger gebonnen. Wann iwwert deem Artikel steet: „Démocratie participative", dat entsprécht der Realitéit net.

Nico Clement (OGB-L)

Wann een Organisatioune kuckt, déi europawäit organiséiert sinn, wéi zum Beispill den EGB mat 60 Millioune Memberen, kënne mir eis duerchaus virstellen, dass et méiglech ass fir Millioune vun Ënnerschréften zesummenzekréien, a mir mengen net, dass et enger Europäescher Kommissioun einfach esou wäert méiglech sinn, an Zukunft Millioune vun Ënnerschréften einfach ewechzedrécken.

Politique étrangère et politique de sécurité

Fränk Jost

Dësen Traité zitt kee Schlussstréch ënnert den Neokolonialismus.

Bernard Thomas (UNEL)

Dës Constitutioun bedeit keng Alternativ zum hegemoniale System vun den USA, mä eng Konkurrenz. D'EU-Verfassung ass e Verrot un der Friddensbewegung.

Janine Frisch (déi Lénk)

D'EU gëtt just gebraucht fir Handlangerdéngschten, a fir e klengen Hëllefspolizist vun Nato an USA ze ginn. D'Nato huet näischt an enger Europäescher Verfassung ze dinn.

Norbert Friob (Confédération des Classes moyennes)

Fridde kënnt duerch d'Zesummeschaffen. Och wann et eppes kascht, ass dee Präis dat net wäert fir de Fridden ze behalen?

Claude Frentz (Comité pour le Non)

An Zukunft wäerte weider EU-Militärinterventiounen ouni UN-Mandat stattfannen. Besonnesch bedenklech ass: Aussen- a Sécherheetspolitik sinn den Entscheedungskompetenze vum EU-Parlament entzunn. Si kënnen emol net vum EU-Geriichtshaff kontrolléiert ginn.

Oui ou non au Traité?

Pierre Gramegna (Chambre de Commerce)

Et ass e Kompromëss gemaach gi par rapport zu méi Europa oder manner Europa, an et ass e Kompromëss zwësche 25 Länner gemaach ginn. Dofir ass meng Konklusioun: Wa mer - mir Lëtzebuerger an och anerer an Europa - Nee soen: D'Chance, dass mer eng besser Constitutioun kréien, ass extrem limitéiert, fir net ze soen onméiglech.

Nicole Lorentz (LIDIA)

Ech hätt mer gewënscht beim Referendum, datt een net einfach kéint Jo oder Nee soen, mä datt ee kéint zu verschiddene Punkte Jo soen an zu aneren sech enthalen an zu aneren Nee soen.

Nico Wennmacher (FNCTTFEL)

Ech hätt ee Wonsch, datt wa mer iwwert den Europäesche Verfassungsvertrag diskutéieren, datt mer dann déi, déi Stellung bezéien, nit a schlecht oder a gutt Europäer katalogiséieren.

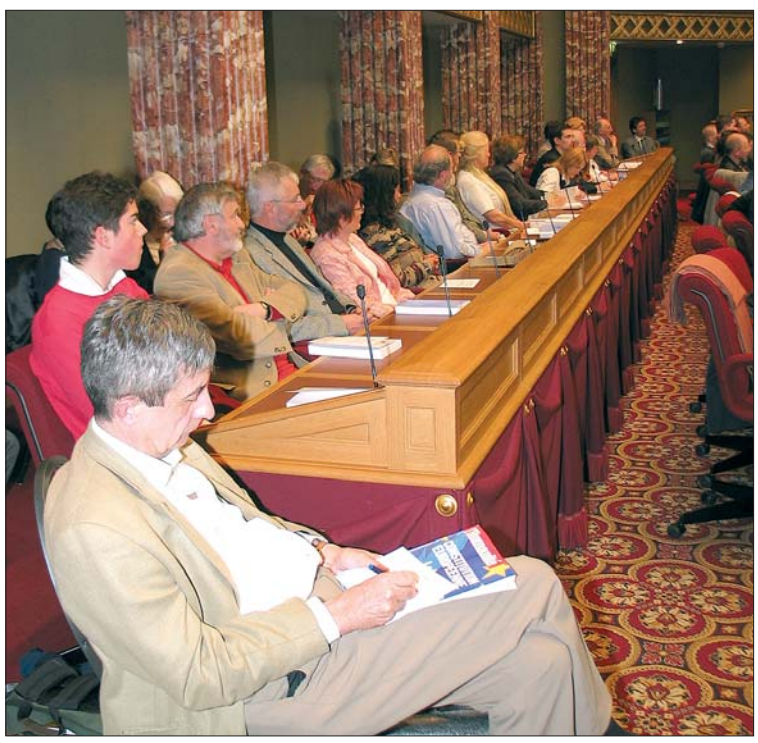
Letztendlech ass et fir mech just eng taktesch Fro, ob ee mat engem Nee oder engem Jo dat soziaalt Europa virubréngt.



Référendum: en savoir plus

Vous avez envie d'en savoir davantage sur le Traité constitutionnel, sur les travaux de la Convention ou encore sur le processus de ratification au Luxembourg ou en Europe? Vous trouverez des liens intéressants sur le site de la Chambre:

www.chd.lu



La participation des non-Luxembourgeois

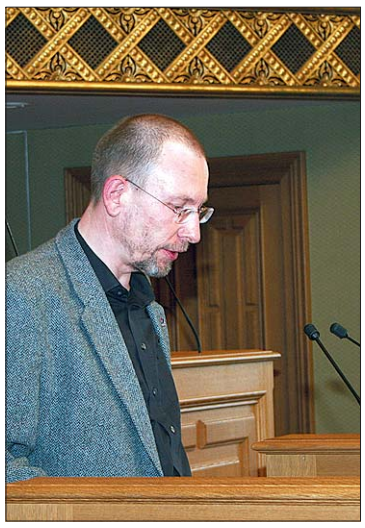
Michel Wurth (Union des Entreprises luxembourgeoises)

Mir wëssen, dass d'Entreprisen den Traité net stëmmen. Mir wëssen och, dass déi meescht vun de Mënschen, déi an den Entreprisen zu Lëtzebuerg schaffen, och net kënne matstëmmen, well se net dee richtege Pass hunn.

Patrick Reisdorff

Le Gouvernement luxembourgeois a raté une magnifique occasion d'intégrer tous nos concitoyens non luxembourgeois à ce référendum. Quelle belle image du Luxembourg aurait-on pu donner de notre adhésion à ce projet.





Parler d'une seule voix sur le parquet international

Hilda Rau-Scholtus

Ech si fir en Europa, dat no bausse staark do steet, dat heescht, dass mer zesummen no bausse schwätzen, dass mer eng Weltmacht kënnte ginn, dass mer Amerika kënnten de Bass halen.

Combattre la faim dans le monde

Caroline Thewes (Caritas)

Mir verlaangen e verstäerkt Engagement fir d'Objectifs du millénaire. Mir sinn déi éischt Generatioun, déi et an der Hand huet fir d'Aarmut ze reduzéieren: eng Geleeënheet, déi Europa net däerf verpassen.

Mike Mathias (Cercle de Coopération des ONG de Développement)

D'ONGe kloen, dass d'EU mat hirer Handelspolitik Economien zerstéiert, déi da mat Entwécklungshëllef erëm mussen opgepäppelt ginn. Handelspolitik dierf net Aarmut produzéieren, mä se muss dozou bäidroen, d'Aarmut an der Welt ze reduzéieren.

Jean Thill

Et gëtt kee Fridde wann d'Aarmut an der Welt weider grasséiert. Wa mir an Europa géifen en éierlechen Déiereschutz bedreiwen, kéinte mir d'Aarmut an der Welt bekämpfen.

L'Europe sociale

Dr Nicolas Hoffmann

Mir sinn effectivement mat engem wëlle Liberalismus konfrontéiert, ech wëll dat net leegnen, mä déi Verfassung dréit dozou bäi, ons Moyenën ze gi fir eis dogéint ze wieren.

François Retter

Dir hutt d'Fräiheet Iech eng Aarbecht sichen ze goen - eng grouss Ironie, wa keng Aarbecht do ass.

Ali Ruckert (KPL)

Et gëtt zum Beispill am Zesummenhang mat dem Recht op Kollektivverhandlungen a Kollektivmoossname festgehal, dass et e grenziwwerschreidend Streikrecht an der Europäescher Unioun net ka ginn.

Robert Urbé (Caritas)

Aarbecht ass sécher eng Méiglechkeet, der Aarmut ze entkommen, mä et ass net alles domat geschitt. Et gëtt sou genannte "working poor" queesch duerch Europa, an et muss do méi geschéie wéi dass ee just Aarbechtsplaze schaaft.

Robert Weber (LCGB)

Dëse Verfassungstext gëtt eis méi Subsidiaritéit. Wa mer dat zum Beispill bei der Bolkestein-Direktiv scho gehat hätten - an dat kréie mer jo wa mer déi Verfassung hei an deene 25 Länner unhuelen - dann hätte mer dee ganze Problem ëm déi Déngschtleeschtungsdirektiv net gehat.

Armement

Jean-Marie Cottong

Ech fannen et gutt, wa mir an Europa endlech eng eenheetlech Arméi kréien.

Chmelik Libor

Den Traité gesäit vir, déi militäresch Capacitéite Schrëtt fir Schrëtt ze verbesseren. Bis wouhinner geet déi Oprüstung? De Wee an den Nucléaire wäert net ausbleiwen.

Marceline Barberi-Waringo

Ech sinn net dofir, dass Europa sech an engem Vertrag verpflicht, weider opzerüsten.

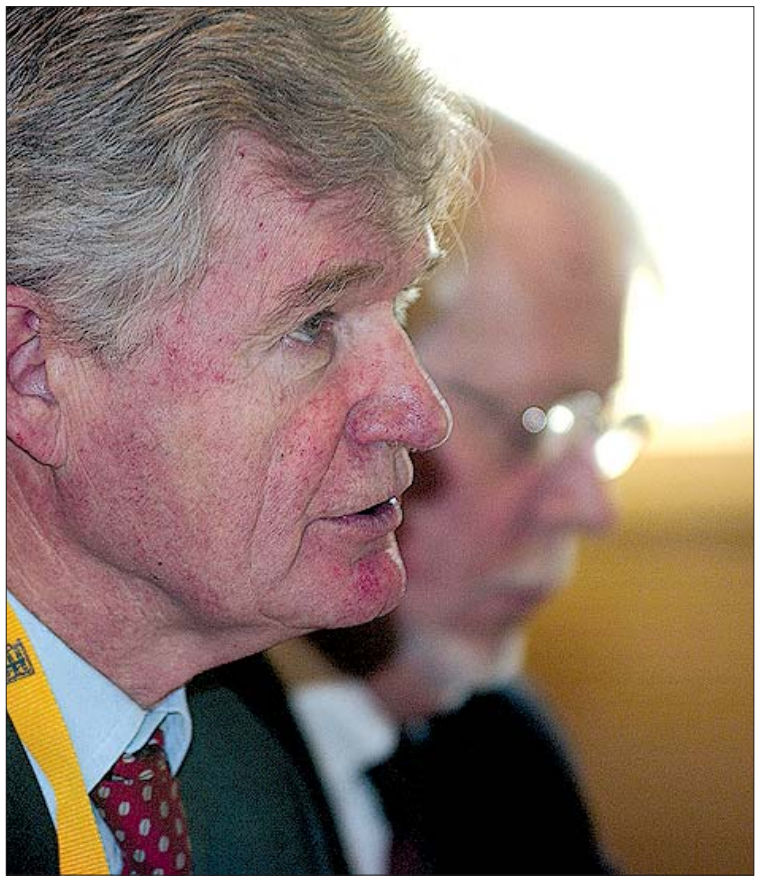
Aloyse Bisdorff (KPL)

All Oprüstung bréngt Verschëlldung mat sech. Dat steet awer am Widdersproch zu de Kritäre vum Stabilitéitspakt.



Interview mam Ben Fayot

„D'Leit hunn de Besoin, sech iwwer Europa auszeschwätzen“



De Ben Fayot, Rapporteur vum Gesetzesprojet iwwert d'Ratifikatioun vun der neier Europäescher Verfassung, huet déi dräi Auditioune geleet, déi viru kuerzem - am Virfeld vum Referendum - an der Chamber stattfonnt hunn. Hei seng Andréck vun där Experienz.

Wuerfir huet d'Chamber dës Auditiounen organiséiert?

Fir eis als Chamber wor et interessant, mat der sou genannter Zivilgesellschaft a Kontakt ze kommen, och während onser Aarbecht um Bericht zum Gesetzesprojet fir d'Ratifikatioun vun der Verfassung. Mir ginn op de Referendum zou; mir sinn also net méi honnertprozenteg an der Démocratie représentative, mä schonn an der Démocratie participative. D'Iddi war fir Reaktiounen op d'Verfassung ze kréien, déi natierlech och Reaktiounen op Europa sinn. An ech wëll och als Rapporteur eng Partie Aussoen aus den Auditiounen zitéieren, eng Partie Argumenter analyséieren an eventuell dorobber äntweren, fir op déi Manéier och dee Rapport méi breet unzeleeën.

Ech hunn där Auditioune scho gemaach hei an der Chamber, bei deem éischte Konvent, beim zweete Konvent, an dann elo bei der Ratifikatioun. Fir mech wor et dobäi ëmmer eng wichteg Experienz, fir iwwert déi üblech politesch Betruechtung ewechzekommen an ze spieren, wat bei de Leit dobaussen an de Käpp ass.

Während den Auditiounen hu Leit bemierkt, den Débat hätt eng nei Qualitéit kritt, et géif esouguer vläicht eng nei Passioun fir den Thema. Hutt Dir dat och esou erlieft?

Dee Referendum an och deen Débat iwwert d'Verfassung huet bei de Bierger dobaussen eng ganz grouss Opmierksamkeet kritt. Bei den Auditiounen, mä och bei anere Versammlunge sinn oft vill Leit, ganz opmierksam Leit an och ganz vill Froen, déi gestallt ginn. Et constatéiert een, dass do e reelle Besoin ass, fir sech, net ëmmer exklusiv iwwert d'Verfassung, mä iwwer Europa auszeschwätzen. Dat geet menger Ansicht no an deenen nächste Woche bis zum Referendum crescendo. Ech sinn net onbedéngt fir de System vum Referendum, mä an dësem Fall ass et gutt, dass déi Diskussioun entsteet.

Woort Der iwwerrascht iwwert déi vill negativ Reaktioune während den Auditiounen?

Neen, ech hu mer dat geduecht. Esou eng Auditioun ass jo keng codifiéiert Assemblée; dat ass jo eppes ganz Oppenes, Spontanes. - Mir wousste selwer net, wat dobäi erauskéim. Et hätt jo gradesou gutt kënne sinn, dass net vill Leit kéimen, mä et waren der vill do. An et war mer och kloer, dass déi Leit, déi fir den Nee sinn oder déi mat Europa e Problem hunn, éischter motivéiert wäre fir sech ze expriméiere wéi déi Leit, déi global mat Europa a mat der Verfassung averstane sinn. Et huet een allerdéngs gesinn, no där éischter Auditioun, wou ganz vill Leit negativ geschwat hunn, dass dann awer an der zweeter Auditioun eng Partie Leit present waren, déi fir de Jo agetruede sinn. Do war d'Diskussioun méi équilibréiert. D'Verfechter vum Jo sinn also motivéiert ginn, fir sech ze mellen. Et ass e bëssen deeselwechte Phenomeen, dee mer a Frankräich gesinn: Wa vill Leit sech fir den Nee staark maachen, da kënnt d'Reaktioun hannendrop.

Während den Auditiounen hu Leit gesot, déi doten Diskussiounen hätte misse méi fréi gefouert ginn, iert de Konvent seng Aarbechten ofgeschloss hat. Anerer hu carrément gemengt, mir hätten eng Constituante gebraucht an net e Konvent.

Et ass richteg, dass mer während dem Konvent nëmmen eng Auditioun gemaach hu fir d'Biergerinnen an d'Bierger, an eng fir d'Jugend. Mir hätte vläicht méi kënne maachen. Wat mech un där Kritik stéiert: Zu deem Zäitpunkt wou de Konvent gelaf ass, hu sech ganz vill Leit, déi sech och elo asetze fir den Neen, net dofir interesséiert. Dat do ass jo e Prozess, dee vum Dezember 2000 un amgaang ass an nach bis November 2006 dauert: Nice, d'Deklaratioun vu Laeken, d'Convocatioun vum Konvent, d'Ofhale vum Konvent, d'Conférence intergouvernementale, d'Procédure de ratification. Anerer hunn sech nämlech deemools schonn ageschalt: d'Lobbyen zu Bréissel, Lobbys écologiques, Lobbys humanitaires, Lobbys économiques…

Dann déi zweet Kritik iwwert d'Constituante. Dat ass eng Saach, déi mer och am Konvent diskutéiert hunn, ob et en europäeschen Demos, en europäescht Vollek gëtt, an ob dat Vollek de Pouvoir constituant soll kréien. Ech constatéieren am ablécklechen Zoustand vun der Europäescher Unioun, dass d'Memberlänner net bereet sinn, de Pouvoir constituant ofzeginn. Sou dass dat eng illusoresch Vue ass, mat där een eigentlech näischt hätt kënnen ufänken. Fir eng Assemblée constituante ze wielen, dat ass foncièrement net konform zu deem, wat d'Europäesch Unioun haut ass.

D'Problematik vun de Kompetenzen ass während den Auditiounen ëmmer erëmkomm. Do hat een d'Gefill, d'Leit hätten Erwaardungen un Europa, déi haut nach net realisabel sinn.

Fir mech ass dat de sprëngende Punkt beim Verständnis vun der Unioun: Déi Unioun huet nëmmen déi Pouvoiren, déi se vun de Memberlänner kritt. A wann déi Länner net bereet si fir Pouvoiren ofzeginn, da gëtt et näischt mat der Méthode communautaire, da bleiwe mer an der renger Collaboration intergouvernementale. D'Leit froen - vläicht heiansdo zu Recht vun engem politesche Standpunkt hier: Firwat mécht Europa net méi Soziales? Firwat? Ma well d'Länner d'sozial Kompetenz wëlle bei sech behalen. Firwat mécht Europa net méi Beschäftegungspolitik? Ma well d'Länner d'Kompetenz vun der Beschäftungspolitik net wëllen ofginn. Dofir ass och d'Strategie vu Lissabon e Konzept vu Koordinatioun vun nationale Beschäftegungspolitiken. Och an der Wunnengspolitik oder an der Educatioun huet d'Unioun keng Kompetenz, se ka keng Gesetzer maachen. Dat Eenzegt wat se ka maache si Programmer: An der Educatioun zum Beispill ka si e Programm Erasmus maachen. Mä si kann net an d'Universitéitssystemer agräifen. Dat ass menger Ansicht no dat Wesentlecht, wat een de Leit muss vermëttelen, fir hinnen ze erklären, dass d'Unioun nëmmen dat ass, wat d'State wëllen, dass se ass.

La Convention européenne

Plus démocratique, plus efficace, plus transparente

Le traité établissant une Convention pour l'Europe a été rédigé selon une nouvelle méthode: à l'issue d'un an et demi de travaux et de discussions, la Convention européenne a remis au Conseil européen un projet de texte. Regard en arrière.

En décembre 2000, la construction européenne a connu une de ses heures les plus sombres: chargés de préparer l'adhésion de treize nouveaux États membres, en adaptant les institutions européennes à l'Europe élargie, les chefs d'État ne parvenaient pas à un rééquilibrage satisfaisant. Le sommet de Nice, le plus long de l'Union, déboucha sur un compromis lourd et compliqué. Un an plus tard à Laeken, face aux critiques de plus en plus acerbes vis-à-vis de sa méthode de travail, le Conseil européen réagit: il décida d'instaurer une Convention pour élaborer un nouveau traité pour l'Union.

La formation de la Convention

Ce n'était pas la première fois qu'une telle structure avait été mise en place: déjà en 1999, en vue de la rédaction de la Charte des Droits fondamentaux, le Conseil avait décidé à Tampere de créer un organe composé de représentants des gouvernements, du Parlement européen et des parlements nationaux des États membres. Le Luxembourg y avait été représenté par Ben Fayot, Simone Beissel et Paul-Henri Meyers. Cette première Convention, présidée par Roman Herzog, avait fait son travail en moins d'un an, et le Conseil avait adopté la Charte à Nice, sans y changer une virgule.

Une nouvelle Convention allait donc être instituée. Qui la présiderait? Très vite, le nom de Valéry Giscard d'Estaing était mis en avant - et l'ancien président français fut chargé de cette tâche difficile. Secondé par Giuliano Amato, ancien Premier Ministre italien, et Jean-Luc Dehaene, ancien Premier Ministre belge, il devait donner vie à une structure qui allait compter 105 membres: les quinze représentants des gouvernements, trente membres de parlements nationaux, deux représentants de la Commission européenne et seize du Parlement européen, auxquels s'ajoutaient encore les représentants parlementaires et gouvernementaux des États candidats. Comme les membres effectifs pouvaient être représentés par des membres suppléants, la Convention comptait en pratique 207 membres. Enfin, il y avait encore 12 observateurs représentant le Conseil économique et social, les partenaires sociaux, le Comité des Régions et le Médiateur européen. Au Luxembourg, le choix des représentants à la Convention tomba sur Ben Fayot et Paul Helminger (membres effectifs), Gast Gibéryen et Renée Wagener (membres suppléants) pour la Chambre des Députés, Jacques Santer (membre effectif) et Nicolas Schmit (membre suppléant) pour le Gouvernement.

L'élaboration d'un texte

Le 28 février 2002 a eu lieu la première séance de la nouvelle Convention européenne. Alors que pendant plusieurs mois, elle siégeait uniquement en plénière, le besoin de créer des groupes de travail thématiques devenait de plus en plus évident. Le Président devait céder à la demande des conventionnels: dès l'été 2002, les premiers groupes de travail furent mis en place; en février 2003, le dernier groupe de travail sur l'Europe sociale acheva son rapport. Ces rapports servaient essentiellement de base à l'élaboration des parties I et II du Traité constitutionnel, la partie I constituant la partie générale du Traité, la partie II reprenant la Charte des Droits fondamentaux. Une des pommes de discorde entre les conventionnels et leur président fut d'ailleurs le fait que le projet de Traité était concocté à huis clos, le fameux «squelette» ne devenant public qu'en octobre 2002, et les premiers projets d'articles du futur Traité constitutionnel n'étant soumis à la discussion de la plénière qu'à partir de février 2003. Les discussions sur la partie III, définissant en détail les politiques et le fonctionnement de l'Union, n'ont commencé que fin mai 2003, deux mois avant l'achèvement des travaux de la Convention.

Trois critiques majeures ont été formulées à propos des travaux de la Convention. On a remis en question, d'une part, la légitimité d'un organe qui n'était pas élu directement par le peuple européen. Et on a également critiqué le fait que les décisions ne se prenaient pas par le vote, mais se faisaient par voie de consensus.

En réponse aux deux premières critiques, les défenseurs de la méthode «conventionnelle» ont argumenté que par rapport à la méthode de la Conférence intergouvernementale, celle de la Convention - associant les gouvernements, la Commission, les parlements nationaux et le Parlement européen - constituait une avancée considérable.

En troisième lieu a été souligné le manque d'implication de la société civile dans l'élaboration du Traité. Par rapport à la méthode «gouvernementale», celle de la Convention a cependant apporté un plus de démocratie, d'efficacité et de transparence. Et la plupart des conventionnels ont cherché le dialogue avec les citoyennes et citoyens, directement ou par le biais de l'écoute des ONG - un exercice dont les deux parties ont tiré un gain. Mettre en pratique la démocratie n'est pas seulement un droit, c'est aussi un apprentissage. La Convention en a été une étape, le Référendum en sera une autre.



La Chambre propose un forum Internet sur le Référendum

Dans le cadre du Référendum, la Chambre a mis en place sur son site un forum Internet. Grâce à ce service, elle veut vous aider à vous forger une opinion à propos de ce sujet. En même temps, elle vous donne l'occasion d'échanger vos idées sur la construction européenne et de discuter avec d'autres des aspects qui vous préoccupent.

Afin de donner suite au débat qui a été entamé lors des trois auditions publiques sur le Référendum, le forum a été lancé le 10 mai, quelques jours après la dernière des trois auditions publiques de la Chambre. Il restera en ligne jusqu'au 16 juillet, date de la fin de la session parlementaire. Ainsi, vous aurez également l'occasion de vous prononcer sur le résultat du Référendum.

Vous pouvez accéder au forum Internet en passant par le site de la Chambre

http://www.chd.lu

Sujets de discussion proposés entre autres:

1. Orientation idéologique du Traité
2. Citoyenneté
3. Économie, social et travail

Perspectives financières 2007-2013:

Combien d'argent pour l'Europe?

Parlementaires européens et nationaux ont discuté les 4 et 5 avril dans l'enceinte du Parlement européen à Bruxelles des «défis politiques et moyens budgétaires de l'Union européenne pour les années 2007 à 2013» - donc: du sujet qui marquera sans doute la seconde moitié de la Présidence luxembourgeoise. Sans surprise, l'échange de vues a révélé qu'au niveau parlementaire les clivages étaient les mêmes qu'au niveau gouvernemental.

L'Europe est en effet divisée: d'un côté, les contributeurs nets, c'est-à-dire les pays qui versent plus d'argent au budget européen qu'ils n'en retirent, aimeraient voir leur charge amoindrie; les bénéficiaires - et parmi eux, surtout, les nouveaux États membres - espèrent par contre que les ressources financières de l'Union resteront telles qu'ils puissent (continuer à) en tirer un sérieux profit.



M. Josep Borrell et M. Laurent Mosar



La délégation luxembourgeoise

Le Parlement européen a mis en place une commission temporaire en charge du dossier. C'est cette commission qui était à l'origine de la rencontre avec les parlements nationaux, dans le but d'intégrer leur point de vue dans le rapport qui devrait être voté en juin, avant le Conseil européen des 16 et 17 juin. Le rôle du PE en la matière ne se borne d'ailleurs pas à une simple recommandation au préalable: la procédure prévoit en effet que tout accord intergouvernemental devra impérativement être soumis à l'approbation PE.

La réunion était coprésidée par MM. Josep Borrell, Président du Parlement européen et Laurent Mosar, Président de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés. Le Parlement luxembourgeois était par ailleurs représenté par MM. Charles Goerens, Roger Negri, François Bausch et Gast Gibéryen.

Asile et fiscalité

En date du 14 avril 2005, une délégation de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés a visité la Commission de la politique extérieure du Conseil des États suisse. La délégation était composée de M. Ben Fayot, Président de la Commission ainsi que de M. Laurent Mosar et M. François Bausch, membres de la Commission.



Les délégations suisse et luxembourgeoise

Les discussions avec la Commission de la politique extérieure ont surtout tourné autour de la réforme en Suisse et au Luxembourg de la procédure d'asile. Les questions étudiées visaient plus particulièrement le soutien financier des demandeurs déboutés, le rapatriement, le standard minimum retenu dans la législation européenne, la mise en place de centres de rétention et le système établi par la Convention de Dublin sur l'État responsable de l'analyse de la demande. Étaient aussi évoquées l'incidence de la présidence de l'Union européenne sur la politique interne ou encore l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

La délégation a également profité de son séjour à Berne pour discuter avec Mme Micheline Calmy-Rey, Chef du Département fédéral des affaires étrangères. Les parlementaires ont par ailleurs rencontré l'Association suisse des banquiers, la Présidente du Conseil national, Mme Thérèse Meyer, le chef du Bureau de l'Intégration du Département fédéral des affaires étrangères ainsi que le chef de la Division des questions financières internationales et de la politique monétaire du Département fédéral des finances. Les entrevues étaient dominées par le dossier de la fiscalité de l'épargne, la Chambre des Députés ayant adopté en date du 12 avril 2005 le projet de loi 5297 transposant en droit luxembourgeois la directive en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts.

Visite d'une délégation de la Commission des Finances du Bundestag allemand

La délégation allemande présidée par M. Lothar Binding, porte-parole du groupe parlementaire SPD au sein de la Commission des Finances du Bundestag allemand, a rencontré le 4 avril dernier une délégation de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés.

Les deux délégations se sont entretenues notamment sur le pacte de stabilité, la concurrence fiscale et le secret bancaire.

Les députés du Bundestag ont exprimé des réserves quant à la période transitoire non définie accordée au Luxembourg, à l'Autriche et à la Belgique dans le cadre de la mise en œuvre de la directive relative à la fiscalité de l'épargne qui entrera en vigueur le 1er juillet de cette année. En effet, ces trois pays ne sont pas soumis à l'obligation d'informer les autres États membres des intérêts versés à partir de leur pays à des particuliers résidant dans d'autres États européens. La délégation allemande a plaidé pour plus de transparence en la matière dans l'intérêt de tous les États de l'Union.

La délégation luxembourgeoise, présidée par le Vice-Président de la Chambre des Députés M. Jos Scheuer a défendu dans ce contexte le secret bancaire qui constitue une garantie pour un pays de la taille du Luxembourg qui subit les contrecoups des décisions aussi bien politiques et économiques que fiscales de ses voisins.

Girl's Day



La Chambre des Députés a accueilli le 28 avril 2005, à l'occasion du quatrième Girl's Day au Luxembourg, une dizaine de jeunes filles des classes de 8e, 9e et 5e. Cette journée particulière permet aux élèves féminins de vivre une journée pratique dans une entreprise ou une administration. L'objectif est de leur faire connaître des professions et métiers dits «atypiques» pour une femme. Des explications ont été données aux jeunes élèves sur le volet politique, mais aussi sur le fonctionnement technique de la Chambre.

Une entrevue a également eu lieu avec des député(e)s, à la fin de laquelle il a été conclu qu'un changement doit se faire, puisque les femmes sont en général sous-représentées à travers tous les domaines, alors qu'elles sont légèrement majoritaires au niveau de la population mondiale.

Visite officielle du Président du Parlement turc

L'UE profiterait d'une adhésion turque

Au cours d'une entrevue avec une délégation de la Chambre des Députés composée de membres du Bureau et de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration, le Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, M. Bülent Arinç a souligné que - malgré la déception suite au Conseil européen de décembre 2004 - les ambitions européennes de la Turquie étaient restées intactes. «Le processus de réforme continue!»

Il a déploré le fait que certains hommes politiques des pays de l'UE utilisaient la Turquie à des fins de politique intérieure.



Le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler et le Président de la Grande Assemblée nationale de Turquie, M. Bülent Arinç entourés des délégations turque et luxembourgeoise

Visite slovaque à la Chambre des Députés



Les membres de la Commission luxembourgeoise des Finances et du Budget ont reçu leurs homologues slovaques

Une délégation de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre des Députés sous la conduite de son Président M. Laurent Mosar, a rencontré le 11 avril 2005 une délégation de la Commission des Finances, du Budget et des Affaires monétaires de l'Assemblée Nationale de la République Slovaque.

Les entretiens ont porté essentiellement sur les systèmes fiscaux des deux pays. Alors que les parlementaires slovaques se sont renseignés sur la TVA luxembourgeoise, les députés luxembourgeois se sont particulièrement intéressés aux premiers enseignements à tirer de l'introduction (en 2004) du système d'un taux d'imposition unique - fixé à 19% et valable dans tous les domaines de la fiscalité directe et indirecte - en Slovaquie. Il s'est avéré au cours de la discussion que, malgré un premier bilan satisfaisant au niveau des recettes fiscales, ce système ne faisait pas l'unanimité.

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures*

NOUVELLES LOIS

5166 - Projet de loi

modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales

Afin d'accélérer le traitement des demandes d'établissement de plans de bornage, la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel a libéralisé l'exercice de la profession de géomètre officiel au Grand-Duché de Luxembourg.

Les candidats à la profession de géomètre officiel sont tenus d'effectuer un stage de deux ans au Grand-Duché de Luxembourg, dont six mois au moins dans l'Administration du Cadastre et de la Topographie. La loi du 25 juillet 2002 prévoit que l'admission au stage auprès de l'Administration ne peut avoir lieu avant la fin de la première année du stage professionnel. Suite aux expériences acquises depuis la mise en œuvre de cette loi, le Gouvernement propose de biffer cette stipulation trop restrictive, car il peut arriver qu'à un moment donné il n'y ait pas assez de bureaux privés ou parastataux pouvant remplir la responsabilité du patron de stage. Le projet de loi propose que les candidats-géomètres puissent désormais accomplir la partie du stage auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie déjà dès la première année.

Par ailleurs, le projet propose l'allocation d'une indemnité aux candidats-géomètres officiels durant la période de stage suivie auprès de l'Administration du Cadastre et de la Topographie. Le montant de cette indemnité est fixé par un règlement grand-ducal.

La Commission note que le règlement grand-ducal du 16 avril 2003 portant organisation de l'examen de fin de stage et de l'épreuve d'aptitude à la profession de géomètre officiel limite dans son article 1er le nombre de géomètres admis par session à huit, et à douze pour les quatre premières sessions, de sorte que le danger de voir l'Administration submergée par un afflux de candidats se trouve limité.

Les candidats géomètres officiels, après une courte période d'initiation, sont capables d'exécuter un travail de qualité et de valeur, de sorte qu'ils pourront efficacement seconder l'Administration dans ses travaux durant une plus ou moins longue période de leur stage. Cette appréciation est confirmée par différents patrons de stage. Ainsi, l'allocation d'une indemnité s'avère justifiée.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 12.06.2003

Rapporteur:
M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président:
M. Laurent Mosar):

02.02.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.02.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
23.03.2005

Loi du 25 avril 2005

Mémorial A, N° 57, page 898

5171 - Projet de loi

portant règlement du compte général de l'exercice 2002

Les **comptes généraux** de l'exercice 2002 peuvent, suite aux amendements gouvernementaux, être résumés comme suit:

A.- Recettes et dépenses courantes et en capital

I. Recettes:
6.200.420.986,64

II. Dépenses:
6.200.177.157,72

III. Excédent de recettes:
243.828,92

IV. Report du solde des recettes et dépenses:
505.860.145,78

B.- Recettes et dépenses pour ordre

I. Recettes pour ordre:
3.089.667.111,95

II. Dépenses pour ordre:
3.064.437.888,12

III. Excédent de recettes pour ordre:
25.229.223,83

IV. Report du solde des recettes et dépenses pour ordre:
10.957.723,45

C.- Recettes et dépenses des fonds déposés à la Trésorerie de l'État

I. Recettes:
1.854.99.767,73

II. Dépenses:
1.949.135.510,20

III. Excédent de dépenses:
94.137.742,47

IV. Report du solde des recettes et dépenses:
3.158.039.748,36

Par rapport au budget définitif de l'exercice 2002, les **variations** sont les suivantes:

	Budget définitif 2002	Compte général 2002	Variations	
			En valeur	En %
Recettes				
- courantes	5.935.153.555,00	6.149.413.915,08	214.260.360,08	+ 3,6
- en capital	42.020.329,00	51.007.071,56	8.986.742,56	+ 21,4
Total recettes (1)	5.977.173.884,00	6.200.420.986,64	223.247.102,64	+ 3,7
Dépenses				
- courantes	5.145.880.385,00	5.217.274.196,87	71.393.811,87	+ 1,4
- en capital	853.272.666,00	982.902.960,85	129.630.294,85	+ 15,2
Total dépenses (2)	5.999.153.051,00	6.200.177.157,72	201.024.106,72	+ 3,3
Excédent de recettes (1) - (2)	-21.979.167,00	243.828,92	22.222.995,92	

Les dépenses courantes et en capital effectives dépassent de 3,3% le total des dépenses prévues pour 2002. En valeur absolue, cet écart correspond à 201,02 millions d'euros. Ces dépenses supplémentaires proviennent notamment de la majoration relative:

- à l'achat de terrains et bâtiments dans le pays (+ 65.889.801 euros);
- aux subventions d'exploitation (+ 38.795.611 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations de sécurité sociale (+ 37.773.127 euros);
- aux dotations de fonds de réserve (+ 33.159.900 euros);
- aux transferts de revenus aux administrations publiques locales (+ 20.535.745 euros).

Par rapport au compte 2001, la progression des dépenses courantes et en capital a été de 8,64%.

Dans le cadre du projet de loi sous rubrique, la Cour des Comptes a procédé à des contrôles approfondis concernant l'acquisition de matériel informatique et les rémunérations des agents de l'État.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 19.06.2003

Rapporteur:
M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire

(Président:
M. Henri Grethen):

08.12.2003	Désignation d'un rapporteur
	Examen du rapport de la Cour des Comptes
14.02.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
14.03.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique:
23.03.2005

5298 - Projet de loi

portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles, le 26 juin 1999

La Convention de Kyoto sur l'harmonisation et la simplification des procédures douanières est entrée en vigueur le 25 septembre 1974. Cette convention a été révisée au cours de quatre années de travaux et adoptée le 26 juin 1999. Cette révision a pris en compte la croissance enregistrée dans le domaine des transports internationaux, l'évolution des technologies de l'information et l'environnement commercial de plus en plus concurrentiel.

La Convention de Kyoto révisée comporte une Annexe générale obligatoire et des Annexes spécifiques facultatives traitant des grands thèmes touchant aux procédures douanières.

Sur le plan communautaire, il a été convenu que les États membres de l'Union européenne (UE) déposeraient simultanément leurs instruments de ratification (décision 2003/231/CE). Considérant que quelques États membres (dont le Luxembourg) n'ont pas ratifié le Protocole d'amendement avant l'élargissement de l'UE au 1er mai 2004, les États membres ayant clôturé les procédures nationales le 30 avril 2004 ont déposé à cette date les instruments d'adhésion à cette Convention.

Le Conseil d'État, dans son avis, renvoie à la décision du Conseil du 17 mars 2003 qui oblige les États membres à ratifier les parties obligatoires du Protocole d'amendement, à savoir le protocole lui-même et ses appendices I et II. L'appendice III n'est par contre pas compris dans la décision du Conseil. Par conséquent, l'appendice III ne fut pas publié dans le Journal Officiel de l'Union européenne.

Le Conseil d'État suggère dans son avis complémentaire l'ajout d'un deuxième article au projet de loi qui aura la forme expressément prévue par le Protocole d'amendement, si un pays veut émettre une réserve. La Commission se rallie à cette analyse et adopte la proposition de texte du Conseil d'État.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.02.2004

Rapporteur:
M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président:
M. Laurent Mosar):

03.01.2005	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
13.01.2005	Examen et adoption d'une proposition d'amendement
24.02.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
23.03.2005

Loi du 25 avril 2005

Mémorial A, N° 57, page 899

5306 - Projet de loi

concernant l'assistance administrative entre les États membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance

Le projet de loi sous rubrique a pour but de transposer en droit national la directive 2003/93/CE en changeant le moins possible les textes actuellement en vigueur en matière d'assistance, afin d'éviter que la directive modifiée 77/799/CE ne soit transposée en droit national par des textes législatifs par trop divergents. La loi du 23 décembre 1992 portant exécution du règlement CEE N° 218/92 du Conseil devenant superfétatoire du fait de l'abrogation dudit règlement, était destinée à être abrogée dans le sillage des nouvelles dispositions proposées.

Le Conseil d'État a estimé qu'en substance, la directive 2003/93/CE ne demande rien d'autre que l'abrogation du dispositif légal relatif à la coopération administrative en matière de taxe sur la valeur ajoutée et de lui substituer un nouveau dispositif légal relatif à la coopération administrative en matière de taxe sur les primes d'assurance. Par ailleurs, la Haute Corporation s'est opposée formellement à la transposition rétroactive de la directive.

Le Conseil d'État a proposé un nouveau texte auquel la Commission des Finances et du Budget s'est ralliée.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 05.03.2004

Rapporteur:
M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président:
M. Laurent Mosar):

02.02.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.02.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
23.03.2005

Loi du 25 avril 2005

Mémorial A, N° 57, page 898

5379 - Projet de loi

modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides

Le projet de loi apporte deux modifications ponctuelles à la loi de base du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides, qui se résument comme suit:

1) L'article 10 de la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides introduit un droit fixe à verser à l'appui de toute demande en autorisation d'un produit biocide et de toute demande en inscription d'une substance à l'une des annexes de la directive communautaire en matière de biocides. Selon ce même article 10 un règlement grand-ducal est appelé à fixer le montant de ce droit sans pouvoir dépasser 4.000 euros.

Il s'avère aujourd'hui que dans la plupart des cas de figure le droit national maximal de 4.000 euros est très nettement en dessous des tarifs en vigueur ou projetés dans les autres pays membres de l'Union européenne.

Voilà pourquoi le présent projet propose d'augmenter substantiellement le montant maximal légal de la taxe. À défaut de ce faire, les producteurs se verraient incités à introduire leurs demandes devant l'administration luxembourgeoise qui est cependant dépourvue en moyens en personnel pour traiter une telle demande.

2) Devant l'incertitude de la tâche de travail effectivement à accomplir, l'administration s'est abstenue à ce jour de procéder à l'engagement d'experts pour traiter les demandes d'autorisation. Plutôt donc que d'engager un personnel très spécialisé, le projet propose de créer par une modification de l'article 16 de la loi précitée la base légale permettant de recourir à des experts ou instituts, sans doute étrangers, pour l'examen des dossiers effectivement introduits au Luxembourg.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 09.09.2004

Rapportrice: Mme Claudia Dall'Agnol

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.10.2004	Désignation d'un rapporteur
27.01.2005	Présentation et examen du projet de loi
17.03.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2005

5387 - Projet de loi

modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique»

Le projet de loi comporte plusieurs modifications à la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique».

Ainsi l'article 2 de cette loi est complété en ajoutant aux missions originaires de l'établissement hospitalier spécialisé dans le domaine de la neuropsychiatrie, la prise en charge de personnes souffrant d'un handicap mental et de celles atteintes de troubles neuropsychiatriques du troisième, voire du quatrième âge.

Le projet prévoit encore que le conseil d'administration du CHNP sera dorénavant composé exclusivement de membres titulaires effectifs, dont le nombre sera porté de huit à dix unités. Étant donné que les membres proposés par le Conseil de Gouvernement peuvent représenter différents ministères, et non pas exclusivement le département de la Santé, les références au Ministre de la Santé sont supprimées.

En ce qui concerne la durée du mandat des deux nouveaux administrateurs à nommer, une disposition transitoire fait coïncider la fin de leur mandat avec la fin du mandat des autres membres du conseil d'administration.

Le projet propose d'associer les pouvoirs publics par le biais d'une participation financière, aux travaux de réfection, de mise en sécurité, ainsi qu'aux réparations urgentes des bâtiments. Selon la fiche financière jointe au projet de loi, les coûts engendrés par ces dispositions correspondent à 10,92 millions d'euros. Il s'agit de dépenses qui ne prendront qu'un impact progressif et à moyen terme sur le budget de l'État.

La prise en charge de cette participation financière aura pour conséquence immédiate de pouvoir mettre en conformité tant l'ensemble des bâtiments faisant partie des entités non opposables à l'UCM que les bâtiments qui ne relèveront désormais plus du secteur hospitalier, et qui ne sont pas conformes à l'heure actuelle aux normes applicables aux établissements hospitaliers à vocation générale, voire à vocation psychiatrique.

Le projet de loi limite à une période de dix ans, à partir de sa mise en vigueur, la prise en charge financière par l'État du coût de la construction, de l'aménagement, des travaux de réfection et de mise en sécurité des infrastructures relevant des services intégrés de soins pour seniors et des services pour personnes atteintes d'un trouble mental. Cette prise en charge vise encore l'adaptation aux normes de sécurité et d'hygiène des infrastructures hospitalières proprement dites du CHNP.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 14.10.2004

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

25.11.2004	Présentation et examen du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
11.01.2005	Présentation et adoption d'un amendement
27.01.2005	Présentation d'un projet de rapport
17.03.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 22.03.2005

5443 - Projet de loi

portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'organiser un référendum national pour appeler les électeurs à se prononcer, en date du 10 juillet 2005, sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

Le projet de loi fait ainsi suite aux engagements politiques pris par le Gouvernement et la Chambre des Députés.

En effet, au lendemain du Conseil européen de Thessalonique du 19 au 21 juin 2003 le Gouvernement précédent avait décidé de soumettre le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe à un référendum national.

L'intention du Gouvernement d'organiser un référendum dans le cadre de la procédure d'approbation du Traité constitutionnel a été réaffirmée par le Gouvernement issu des élections du 13 juin 2004 dans sa déclaration du 4 août 2004 annonçant que la Constitution européenne serait soumise à un référendum après que la Chambre des Députés se soit prononcée par un premier vote sur l'approbation du traité.

Dans une motion adoptée le 5 août 2004 la Chambre des Députés a soutenu la décision du Gouvernement d'organiser un référendum sur le Traité instituant une Constitution pour l'Europe.

Même si ce référendum, basé sur l'article 51, paragraphe (7) de notre Constitution, ne peut avoir, d'un point de vue juridique, qu'un caractère consultatif, les pouvoirs politiques ne peuvent pas ne pas respecter le résultat du référendum.

C'est ainsi que la Chambre des Députés, qui devra, dans un premier vote, se prononcer sur l'approbation du Traité constitutionnel avant la date du référendum, devra au plan politique tenir compte, dans son deuxième vote constitutionnel (basé sur l'article 59 de notre Constitution) à intervenir donc après la date du référendum, de la volonté exprimée par les électeurs le 10 juillet 2005.

À noter d'ailleurs que, s'agissant d'un traité comportant dévolution temporaire de compétences au sens de l'article 49bis de notre Constitution, la loi d'approbation du traité doit, aux termes de l'article 37, alinéa 2, être votée dans les conditions de l'article 114, alinéa 2, de notre Constitution (majorité qualifiée de deux tiers au moins du nombre total des députés, les votes par procuration n'étant pas admis).

Le référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe sera organisé suivant les modalités prévues par la loi du 4 février 2005 relative au référendum au niveau national.

À relever ainsi notamment que la participation au référendum sera obligatoire et que le vote par correspondance sera admis, étant entendu que seuls les électeurs inscrits sur les listes électorales pour les élections législatives seront admis à participer au référendum, le texte actuel de notre Constitution ne permettant pas d'élargir le corps électoral pour le référendum aux résidents communautaires.

À noter encore que le référendum sera précédé d'une campagne d'information nationale organisée par le Gouvernement, d'une part, et d'une série d'auditions publiques, de réunions d'information publiques et d'émissions télévisées organisées par la Chambre des Députés, d'autre part.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.02.2005

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Paul-Henri Meyers) :

02.03.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
23.03.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
24.03.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.04.2005

Loi du 14 avril 2005

Mémorial A, N° 48, page 780

Chamber TV

Chambre des Députés LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Hommage à la mémoire de M. Jos Brebsom, Député honoraire
2. Communications
3. Dépôt d'une motion et ordre du jour
4. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la politique d'expulsion du Gouvernement de demandeurs d'asile déboutés

   (Discussion générale - Motions)
5. Ordre du jour
6. 5443 - Projet de loi portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004

   (Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. Question préalable de M. Jacques-Yves Henckes
8. 5297 - Projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motions)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Hommage à la mémoire de M. Jos Brebsom, Député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, no den Ouschterdeeg huet eis déi traureg Noriicht vum Doud vun engem vun eise fréiere Kolleegen, dem Jos Brebsom vun Esch-Uelzecht, erreecht. Hien ass den 28. Mäerz am Alter vun 92 Joer gestuerwen. Een erfëlltent Liewen, an dat esouwuel op privatem wéi op politeschem Plang, ass domat op en Enn gaangen. Duerch säi joviaalt Wiesen a säin oprichtege Charakter ass him den Ëmgang mat de Mënsche liicht gefall an esou si fir hien am Beruff an och op der politescher Bühn d'Dieren zum Erfolleg grouss opgaangen.

Am Escher Gemengerot, an deem de sozialistesche Politiker ganzer 38 Joer vertruede war, vun 1952 bis 1990, huet hie regelrecht Geschicht geschriwwen, sief dat als Conseiller, als Schäffen oder als Buergermeeschter - en Amt, fir dat de Jos Brebsom no der Stolkris net ze beneide war. An der Chamber huet de Jos Brebsom 20 Joer laang an de Reie vun der LSAP-Fraktioun gewierkt, bis hie sech 1994 aus Altersgrënn aus der Politik zréckgezunn huet.

Hie war e villsäitege Politiker, deen dat richtegt Gespier fir dem Vollek säin Uleies hat, a sech dofir wäit iwwert dat politescht Wierkungsfeld eraus agesat huet. Ville Leit wäert de Jos Brebsom feelen. D'Chamber verléiert een Éierendéputéierten, d'Stad Esch verléiert een Éierebuergermeeschter, an déi Escher verléieren ee vun hire bekannteste Jongen.

Senger Famill gëllt haut eist oprichtegt Bäileed. Loosse mir opstoen, fir dem Verstuerwenen eng lescht Éier ze erweisen.

(Respect d'une minute de silence)

Ech soen lech Merci.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. 5454 Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire

   Dépôt: M. le Ministre de la Justice, le 25.03.2005
2. 5455 Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz

   Dépôt: M. le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire, le 25.03.2005
3. 5456 Projet de loi sur la revalorisation du site de Höhenhof

   Dépôt: M. le Ministre des Transports et M. le Ministre des Travaux publics, le 05.04.2005
4. 5457 Projet de loi relatif à la transformation et l'extension du Lycée Technique Mathias Adam, Annexe Jenker à Differdange

   Dépôt: M. le Ministre des Travaux publics, le 06.04.2005
5. 5458 Projet de loi portant modification de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'État

   Dépôt: M. le Premier Ministre, Ministre d'État, le 07.04.2005

3) Par lettre du 5 avril 2005, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 21 au 24 février 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la Roumanie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil et de la Commission relative à la conclusion du protocole additionnel à l'accord européen établissant une association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République de Bulgarie, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse dans le domaine de l'audiovisuel, établissant les termes et conditions pour la participation de la Confédération suisse aux programmes communautaires MEDIA Plus et MEDIA Formation, ainsi que d'un acte final,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord de coopération entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, pour lutter contre la fraude et toute autre activité illégale portant atteinte à leurs intérêts financiers, position sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature et à la conclusion, au nom de la Communauté européenne, d'un accord de coopération avec la Principauté d'Andorre, recommandation à l'intention du Conseil sur la qualité de la justice pénale et l'harmonisation de la législation pénale dans les États membres,

- résolution sur les aides d'État sous forme de compensation de service public, résolution sur la situation de l'économie européenne - rapport préparatoire sur les grandes orientations des politiques économiques,

- résolution sur les finances publiques dans l'UEM 2004, position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord euro-méditerranéen entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et la République arabe d'Égypte, d'autre part, pour tenir compte de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Hongrie, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque,

- position sur la proposition de décision du Conseil autorisant les États membres à ratifier dans l'intérêt de la Communauté européenne la convention de l'Organisation internationale du travail relative aux pièces d'identité des gens de mer (convention no 185), résolution sur le partenariat euroméditerranéen,

- résolution sur les perspectives de la sidérurgie, résolution sur les priorités et les recommandations de l'Union européenne dans la perspective de la 61e session de la commission des droits de l'homme des Nations unies, qui se tiendra à Genève du 14 mars au 22 avril 2005,

- résolution sur l'action contre la faim et la pauvreté,

- résolution sur le programme législatif et de travail de la Commission pour 2005,

- résolution sur la promotion de la santé et de la sécurité sur le lieu de travail.

3. Dépôt d'une motion et ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg ubelaangt, ass gëschter d'Presidentekonferenz zesummekomm, fir sech mat engem Ännerungsvirschlag ze befaassen.

Ech froen deemno d'Chamber, ob si domat averstanen ass, als éischte Punkt eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Flüchtlingsproblematik, déi vun der Fraktioun vum ADR ugefrot gouf, op den Ordre du jour ze setzen.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

(Interruption)

Den Här Mehlen huet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, ech froen am Numm vun eisem Grupp eng Modifikatioun vum Ordre du jour verbonne mam Dépôt vun enger Motioun, an zwar geet et hei ëm de Waffenembargo, dee soll opgehuewe ginn, géint d'Volleksrepublik China. Dir wësst, datt de Moment do Tractatioune lafen, datt probéiert gëtt vu verschiddene Säiten, fir dat um europäesche Plang duerchzesetzen.

Et muss een och soen, datt eise Statsminister, wéi hie Mëtt November seng Visite an der Volleksrepublik China gemaach huet, sech am selwechte Sënn ausgeschwat huet. Ech zitéiere ganz kuerz d'„Lëtzebuerger Wort", wat seet: „So ist Luxemburg wie andere EU-Länder auch der Ansicht, dass das 1989 nach der blutigen Beendigung der Studentenproteste auf dem Tiananmen-Platz von der EU gegen China verhängte Waffenembargo aufgehoben werden sollte."

Mir mengen, et wier noutwendeg, datt een dat an dëser Enceinte géing diskutéieren. Ech deponéieren dofir eng entspriechend Motioun, an ech froen, vu datt den Här Ausseminister schonn hei ass, eis mat senger Presenz beéiert, an esouwäit wéi mir wëssen d'nächst Woch net disponibel ass - wou mir vläicht besser Zäit hätten -, fir se och haut nach op den Ordre du jour ze kréien.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que l'Union européenne avait imposé en 1989 un embargo sur l'exportation d'armes à la Chine pour protester contre la répression du mouvement pro-démocratie sur la place Tiananmen;

- considérant que de nombreux défenseurs des droits de l'homme en Chine sont encore emprisonnés seize ans après les évènements de la place Tiananmen;

- considérant que d'après les dires d'Amnesty International des centaines de milliers de personnes en Chine sont détenues en violation de leurs droits humains fondamentaux, la peine de mort est prononcée à l'issue de procès inéquitables, la torture et les mauvais traitements sont généralisés et la liberté d'expression reste très limitée;

- considérant que le 14 mars 2005 le Parlement chinois a voté une «loi anti-sécession» qui autorise Pékin, pour la première fois, à «faire usage de moyens non pacifiques» contre Taïwan au cas où les autorités de l'île opteraient, «par quelque moyen que ce soit», pour l'indépendance;

- considérant qu'il est à craindre que la levée du prédit embargo permette à la Chine d'obtenir du know-how militaire ainsi qu'une puissance de feu qui menacerait Taïwan et modifierait l'équilibre des forces en Asie;

- considérant que pour la protection des droits de l'homme en Chine un Code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements ne peut être considéré comme une solution de remplacement satisfaisante de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine;

demande au Gouvernement

de s'opposer au niveau de l'Union européenne et en particulier lors de la prochaine réunion du Conseil européen les 16 et 17 juin 2005 à la levée de l'embargo sur les ventes d'armes à la Chine.

(s.) Robert Mehlen, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen.

Här Grethen, wann Dir d'accord sidd, géif ech kucken, dass mir deen hei Punkt direkt géifen evakuéieren. Dir wësst alleguerten, dass mir haut de Mëtteg ee méi wéi chargéierte Programm hunn, net nëmmen datt mir zwee ganz grouss Projeten um Ordre du jour hunn, mä och nach déi Aktualitéitsstonn.

Wa mir elo déi Motioun hei drop huelen, an ech huelen d'Riedezäit, déi deenen eenzelne Fraktiounen zu esou enger Motioun zur Verfügung steet, da fäerten ech kréie mir wierklech eng Nuetssitzung. Et ass awer der Chamber iwwerlooss ze décidéieren.

D'Fro ass also, ob mir déi Motioun, déi den ADR hei abréngt, a wou e freet, déi op den Ordre du jour ze huelen an ze diskutéieren, ob d'Chamber domadder averstanen ass.

Jo, ech gesinn, datt kee vun der Chamber sech zu Wuert mellt, mä d'Regierung mellt sech zu Wuert, da ginn ech dem Här Ausseminister d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Jo, Här President, selbstverständlech, wann déi Motioun hei ugeholl gëtt vun der Chamber, sinn ech bereet fir haut direkt dorobber ze äntwerten an ze soen, wat d'Positioun ass vun der Présidence, wat d'Positioun ass vun der Lëtzebuerger Regierung.

Sollt dat elo en Débat ginn, dee méi laang dauert, ech mengen, da sollten d'Fraktioune matenee schwätzen, wéini dass se dat organiséiere wëllen. Ech wëll lech just soen, wat meng Persoun elo ugeet, ass et schwiereg an deenen nächste Wochen an der Chamber kënne present ze sinn.

M. le Président.- Den Här Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här Ausseminister, ech muss just soen als Fraktiounspresident vun der CSV, datt ech erstaunt sinn iwwert d'Démarche vun dem ADR, awer net erstaunt an deem Sënn, well dat hei nu wierklech kee Problem ass, dee sech an deene leschten zwee, dräi Deeg ogeworf hätt. Déi Fro vum Embargo vun de Waffe par rapport zu China, dat ass e Punkt, dee säit Wochen a Méint an der Diskussioun ass.

Mir haten eng Conférence des Présidents virun der Vakanz. Mir hate gëschter nach eng Confé-

rence des Présidents fir iwwer en anere Punkt, deen d'Kolleege vum ADR opgeworf hunn - nämlech dee vun engem Débat d'actualité iwwert d'Flüchtlingspolitik -, ze beroden. Et wär op d'mannst fair gewiescht par rapport zu deenen anere Kolleegen hei an der Chamber, wann den ADR deen dote Punkt och gëschter da mat op d'Dagesuerdnung vun der Conférence des Présidents bruecht hätt, dann hätt ee kënnen doriwwer diskutéieren.

Dofir soen ech, ech sinn iwwerrascht an ech sinn awer och net iwwerrascht, well hei weist sech jo ganz kloer, ëm wat dass et geet, an dofir hätt ech éischter e Préjugé favorable, dass mer dat heiten net géifen op den Ordre du jour huelen.

Ech mengen, et ass d'Fairness, déi par rapport an ënnereneen an de Fraktiounen an tëscht de Fraktiounspresidente soll herrschen, an déi muss och an eng Richtung goen, dass wann ee gären eppes op den Ordre du jour hätt, een et dann dohinner brëngt, op déi Plaz, wou mer vun der Chamber aus doriwwer diskutéieren, an dat ass d'Conférence des Présidents. Dat géif deenen anere Kolleegen dann och Zäit ginn, fir sech ze preparéieren op déi Debatten, an net nëmmen ze preparéieren, mä dat da kënnen an där Serenitéit och ze diskutéieren, wéi dat - mengen ech - ënner eis Usus ass.

Ech sinn also wierklech zimlech erstaunt an och e bëssen enttäuscht iwwert déi Aart a Weis wéi den ADR deen heite Punkt virbruecht huet, an et geet mer elo net ëm dee Punkt hei, et geet mer einfach ëm de Prinzip, iwwert d'Aart a Weis, wéi mer hei matenee fueren. Et kann net sinn, dass dat eng Einbahnstrasse ass, wann et drëm geet fir den Ordre du jour ze maachen, an dass mer bei all drëtte Kéier eng an d'Schinne gerannt kréien, wann et verschidde Leit aneschtes passt.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot, duerno den Här Bausch. Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President, ech wollt drun erënneren, dass mer virun dräi Wochen op Grond vun engem Bréif vun der CSV-Fraktioun an der aussepolitescher Kommissioun iwwert de Waffenembargo vun der Europäescher Unioun zu China geschwat hunn, respektiv iwwert d'Situatioun, déi duerch d'Antisécessiounsgesetz a China vis-à-vis vun Taiwan geschitt ass. Mir hunn an där Kommissioun do mam Delegéierten Ausseminister Nicolas Schmit ausféierlech iwwert dës Problematik diskutéiert, an d'aussepolitesch Kommissioun ass zur Konklusioun komm, ouni elo onbedéngt en Text ze verabschieden, dass et net gutt wär, wann ënnert der Lëtzebuerger Présidence dee Waffenembargo vun der Europäescher Unioun géif opgehuewe ginn.

Et ass also e bësse Moutarde après dîner, Här President. Déi zoustänneg Kommissioun huet intensiv mat alle Fraktiounen doriwwer diskutéiert. Et war zu kengem Ableck, et war zu kengem Ableck d'Demande vun enger Fraktioun, dass sollt e formellen Text an der Chamber ofgestëmmt ginn. Ech sinn also och elo e bëssen erstaunt iwwert déi Method.

Ech mengen d'Chamber huet sech domat befaasst, huet sech seriö domat befaasst. Wann dat de Wonsch sollt si vun iergendenger Fraktioun, hei an der öffentlecher Sitzung en Débat ze maachen, ech mengen da soll een deen Débat annoncéieren, da soll een dann en Text probéieren ze kréien an et dann hei an aller Form maachen. Mä ech mengen, déi Manéier do, wéi dat ugepaakt gëtt, ass a mengen Aen net seriö, an dofir si mir net fir déi Prozedur, déi den ADR proposéiert.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, meng Fraktioun huet eng ganz däitlech Meenung zu där dote Fro. Mir hunn déi an der Kommissioun, wou et drop ukomm ass, gesot, mir hu se nach duerno iwwer en offene Bréif no bausse matgedeelt. Mir hunn och kee Problem nach eng Kéier en Débat hei an der Plénière driwwer ze féieren, mä ech mengen awer, datt ee muss korrekterweis soen, datt mer gëschter extra eng Sëtzung haten, datt ech et awer och e bësse schued fannen, datt mer net gëschter konnten iwwert déi Motioun diskutéieren, d'autant plus wou jo awer vu gëschter op haut an där dote Fro keen neie Moment bäikomm ass.

Et ass jo absolut näischt Neies. Déi Fro steet am Raum, dat wësse mer alleguerten, an ech mengen, duerfir géing ech suggeréieren, datt een déi Motioun an d'Kommissioun soll verweisen, an datt eventuell dann d'Kommissioun nach eng Kéier iwwert déi Motioun diskutéiert, datt mer se an d'Plénière an eng oder zwou Wochen zréckbréngen. Wann den Här Asselborn da keng Zäit huet, kann deen zweeten Ausseminister, den Här Nicolas Schmit, jo heihinner kommen. Dee war jo iwwregens och an der Kommissioun fir ze diskutéieren. Da solle mer dann doriwwer tranchéieren.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo. Merci, Här President.

M. le Président.- Ah, zu deem heite Punkt? Dann den Här Grethen fir d'éischt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Jo, selbstverständlech.

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, Här President, ech verstinn d'Demande vum ADR fir eng öffentlech Debatt iwwert déi Fro ze kréien, besonnesch wou et eng Fro ass, déi an de Reie vun de Majoritéitsparteie schéngt net esou eng breet Zoustëmmung ze fannen. Duerfir mengen ech, dass et wichteg wier, dass net nëmmen an enger Kommissioun, mä och en séance publique doriwwer diskutéiert gëtt, fir ze wëssen, wou deen een a wou deen anere steet, dat ganz besonnesch en vue vun deenen eenzelne Communiquéen, déi emol schonn an där Fro publizéiert goufen.

Als Kompromissvirschlag kéint ee vläicht zréckbehalen, dass dës Motioun dann d'nächst Woch um Ordre du jour vun der Chamber wier. Ganz bestëmmt huet ee vun deene puer Ausseministeren, déi mer hunn, Zäit fir sech an der Chamber anzefannen.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Wat meng Konklusioun ubelaangt, kéint ech mech deem, wat den Här Grethen elo gesot huet, uschléissen. Ech mengen, ech sinn och e bëssen erstaunt an enttäuscht, muss ech soen, iwwert dat wat de Kolleeg Fraktiounspresident vun der CSV hei gesot huet, datt hien hei op eemol feststellt, datt eng Fraktioun sech d'Erlaabnis hëlt fir eng Motioun hei an der Chamber ze deponéieren.

(Interruption)

Ech muss soen, ech sinn elo iwwer 15 Joer hei an der Chamber an ech hunn dat bal all Woch erlieft, datt een Deputéierten, eng Fraktioun, eng Motioun hei deponéiert huet, an et ass bis elo nach ëmmer esou, datt et engem Deputéierten, enger Fraktioun, fräigestallt ass, wat fir eng Motioun se hei deponéieren an och wéini datt se se deponéieren.

Ech hunn och scho matgemaach, Här President, dat wëll ech dem Här Wolter soen, datt mer souguer scho moies Presidentekonferenz haten a mëttes dann een, net onbedéngt ech, mä ee vun deenen anere Fraktiounen hei opgestan ass an eng Motioun deponéiert huet, wou och moies näischt annoncéiert ginn ass. Et ass also näischt Aussergewéinleches, et ass eng ganz normal Prozedur, déi mer hei maachen, a mir hätten nu mol ebe gären iwwert deen dote Sujet eng öffentlech Debatt.

Ech ginn och éischter dovun aus, wann den Här Wolter an den Här Fayot elo hei esou reagéiert hunn, datt si éischter Problemer mat esou enger Motioun hunn, well si intern opgrond vun deem, wat bis elo deklaréiert ginn ass, öffentlech an och a Konditioune wat net ëmmer genau iwwertenee stëmmt a wat a Communiquéé geschriwwe ginn ass, datt si éischter Problemer hunn, fir hei an der öffentlecher Sitzung zu esou engem Thema Stellung ze bezéien. Duerfir géif ech éischter mengen, datt dat en Oflenkungsmanöver vun hiren eegene Problemer ass.

Et ass also ganz normal, datt mir e Recht hunn, wéi all aner Fraktioun dat och ëmmer hei mécht, fir déi Motioun ze deponéieren. Mir wieren awer averstane mat der Propositioun vum Här Grethen, wann aus Zäitmangel haut, een da géif eben d'nächst Woch mat engem vun deenen dräi Ausseministeren hei an der Chamber eng Debatt iwwert dës Motioun féieren. A wa kee vun deenen dräi Zäit huet, dann ass bestëmmt nach een aneren an der Regierung, dee sech Zäit géif huelen, fir zu esou engem wichtege Punkt hei am Numm vun der Regierung Stellung ze bezéien.

(Interruption)

M. le Président.- Also ech stelle fest, dass mer eis eens sinn, dass mer den Ordre du jour vun haut net modifizéieren, den Ordre du jour, wat dëse Punkt ubelaangt, dës Modifikatioun, déi vum ADR gefrot ginn ass, dass mer déi net maachen. D'Presidentekonferenz wäert sech da mat där Motioun beschäftegen, an den Här Grethen…

(Interruption)

Ech denken, Här Grethen, dass et an dëser Koalitioun esou ass wéi an där leschter Koalitioun, dass ee vun deene Leit, déi Kompetenzen hunn an den Affaires étrangères, d'nächst Woch Zäit fënnt fir heihinner ze kommen.

Voilà, domadder denken ech, dass dee Punkt ofgeschloss wier. Da kéime mer zu enger nächster Demande, och wat den Ordre du jour ubelaangt, vum honorabelen Här Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, no Äre Befierchtungen, dass d'Sitzung vun haut ze laang dauert, sinn ech mat menge Kolleegen zu Kouer gaang. Mir wollten eigentlech froen, dass all déi Questions parlementaires, déi net beäntwert sinn, géifen haut diskutéiert ginn. Mä fir awer Ärer Suerg entgéintzekommen, géif ech dann dorobber verzichten, awer elo schonn umellen, dass, wann nächsten Dënschdeg déi Froen net beäntwert wieren, mir da froen, dass se alleguer hei - op d'mannst déi, déi meng Fraktioun uginn - beäntwert ginn.

Wéi et an deenen anere Fraktiounen ass, besonnesch an de Majoritéitsfraktiounen, déi kënne maache wéi se wëllen. Do gëtt et jo Froen, déi si schonn zwee Joer al, mä mir hätte gären, dass déi Froen, déi elo scho méi wéi ee Mount gestallt sinn, wat meng Fraktioun ugeet, beäntwert ginn.

(Brouhaha général et hilarité)

Här President, op deen Zwëscheruff vum Här Mehlen wollt ech soen, dass ech mech ëmmer déi Zäit, wou ech d'Chance hat an der Regierung ze sinn, beméit hunn, aus Respekt virun der Chamber, d'Froen an den Délaien ze beäntwerten. Dat ass och ze kontrolléieren.

(Interruption)

M. le Président.- Ech stelle fest, mech bezéiend op d'Ausféierunge vum honorablen Här Grethen, dass hien u sech d'Wuert gefrot hat, fir keng Modifikatioun vum Ordre du jour ze froen.

(Hilarité)

M. Henri Grethen *(DP).*- Ech hat fest d'Absicht, mä fir lech entgéintzekommen, an nëmme wéinst Ärer, aus déiwer Sympathie, hunn ech elo dorobber verzicht. Maacht mir net dorauser elo e Virworf!

(Brouhaha général et hilarité)

M. le Président.- Ech hunn lech kee Virworf gemaach, Här Grethen, just eng Feststellung.

Madame Flesch, och zum Ordre du jour?

Mme Colette Flesch *(DP).*- Neen, Här President…

(Interruptions et hilarité)

M. le Président.- Mir sinn awer de Moment, Madame Flesch, beim Ordre du jour.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Zum Ordre du jour an zu där Fro, déi elo hei gestallt ass. Wann Dir et wënscht, kënne mir déi Froe gäre stellen, mä fei wéi mer sinn, si mer bereet dorop ze verzichten a mir stellen se d'nächst Woch.

M. le Président.- Madame Flesch, ech begréissen d'Determinatioun vun där demokratescher Fraktioun fir d'Regierung opzefuerderen, sech un d'Reglement vun der Chamber ze halen an d'Froen an deem Délai, dee se huet, ze beäntwerten. Ech géif mer wënschen, datt dat ëmmer de Fall wier, dann hätte mer déi Diskussiounen hei net.

Wie freet d'Wuert nach zum Ordre du jour?

(Brouhaha général et hilarité)

Une voix.- Am Moment net.

M. le Président.- Wann dat net de Fall ass, da kéime mer elo zu eisem Ordre du jour esou wéi en dann arrêtéiert ass.

Mir fänken u mat der Aktualitéitsstonn iwwert d'Flüchtlingsproblematik. D'Riedezäit ass am Artikel 78-2 vum Chamberreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Wolter, den Här Bettel, d'Madame Err an den Här Braz. D'Wuert huet elo den Här Gibéryen als Vertrieder vun der Fraktioun vum ADR, déi dës Stonn ugefrot huet. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la politique d'expulsion du Gouvernement de demandeurs d'asile déboutés

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. A regelméissegen Ofstänn féiert d'Asylpolitik zu Diskussiounen, oft souguer zu heftegen Diskussioune queesch duerch eis Bevölkerung, Organisatioune bis hin zu parteiinternen Ausenanersetzungen.

Speziell hefteg gëtt dës Diskussioun wa forcéiert Réckféierungen duerchgezu ginn, esou wéi dat elo e Freideg virun aacht Deeg de Fall war, wou 24 Persounen op Priština ausgewise si ginn, dorënner eng Famill wou de Papp an ee Kand zréckgeflu si ginn, d'Mamm an en anert Kand sinn hei bliwwen, well ee Meedche vun zwielef Joer net present war.

Ech ginn net op d'Diskussioun an, déi innerhalb vun der LSAP zu dësem Sujet stattfonnt huet. D'LSAP ass grouss a staark genuch fir hir Problemer intern selwer ze regelen.

Une voix.- Merci!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Fir d'Debatt awer an de richtege Kontext ze stellen, Här President, wëll ech e puer Chifferen nennen, déi och den Här Ausseminister d'lescht Woch bei dem Regierungsbriefing, Pressebriefing, matgedeelt huet, an zwar, bannen 2004 sinn 1.577 Demandes d'asile traitéiert ginn hei am Land, an dovunner sinn der 1.463 ofgewise ginn, dovunner 1.224 aus dem Balkan. Dat heescht also 92,7% vun deenen traitéierte Fäll si refuséiert ginn.

Am Laf vun deenen dräi éischte Méint vun 2005 sinn 234 nei Demandë gestallt ginn. Opgrond vum Regierungsaccord huet d'Regierung 154 Persounen aus 38 Familljen zougestan, eng gewëssen Zäit hei weider am Land ze bleiwen, dat opgrond vun dräi Kritären, déi mir och als ADR approuvéieren: Leit, déi virum 1. Juli 2001 am Land waren, déi zweetens net géint d'Gesetzer verstouss hunn an drëttens och ee Kand am postprimären Unterrecht haten.

D'Fro, déi ee sech stelle muss, dat ass, ob Lëtzebuerg dann esou restriktiv ass, wéi et a verschiddene Riedensaarten am Land de Fall ass. Prinzipiell wëlle mir festhalen, datt Lëtzebuerg ëmmer e Land war, an och an Zukunft e Land muss bleiwen, deem seng Dieren opsti fir Leit, déi politeschen Asyl sichen. Zweetens, datt d'Akzeptanz vun de Bierger och muss bleiwen, fir kënnen déi Politik ze realiséieren.

Bleiwen däerf a kann awer nëmmen een, dee keen Abus mat der Asylpolitik bedreift andeems de politeschen Asyl duerch wirtschaftlech oder kriminell Abusën hannergaange gëtt. An hei ass de Rechtsstat gefuerdert. Et ass ee Stat, eng Regierung, a mir alleguer heibanne mussen déi Éischt sinn, déi op d'Anhale vun de Gesetzer musse bestoen. A wa Problemer optauche mat Gesetzer, da musse mer déi Gesetzer ännere. Ausser Kraaft setze kënnen an dierfe mer kee Gesetz a mir mussen och eis Gesetzer respektéieren.

Als ADR hu mir duerfir den 9. Mäerz 2004 schonn eng Proposition de loi eraginn, fir d'Prozeduren an der Asylproblematik ze verkierzen. Déi lescht Regierung huet en ähnleche Gesetzesprojet zwee Méint méi spéit deponéiert, an zwar den 22. Abrëll 2004, mat deemselwechte But. Et war kuerz virun de Wahlen, an dat Gesetz konnt virun de Wahlen net méi gestëmmt ginn.

Déi nei Regierung huet de 27. Januar dëst Joer en anere Projet deponéiert, dee momentan an der zoustänneger Kommissioun behandelt gëtt. Dee grousse Problem, dee mer hunn, ass nun emol eben eis Prozedur, eis ze laang Prozedur. Heiduerch ass Lëtzebuerg attraktiv fir Demandeurs d'asile, a virun allem déi, déi kee Recht op Asyl hunn oder kënne kréien.

D'Zuelen, déi d'lescht Woch genannt gi sinn, wëll ech eng Kéier rappeléieren: Zur Zäit vum Koso-

vo-Krich 1999 hate mer 2.900 Demandeuren, dat Joer duerno, 2000, sinn se zréckgaangen op 621, 2001 liicht ugeklommen op 687, 2002 staark ugeklommen op 1.042, 2003 nach eng Kéier staark ugeklommen op 1.549 an 2004 si se liicht iwwert déi Zuelen erausgaangen op 1.577. Vun 2001 op 2003 ass hei zu Lëtzebuerg d'Progressioun 125% gewiescht vun Demandeurs d'asile. 2004 ass se wéi gesot op deemselwechten Niveau bliwwen.

Am gläichen Zäitraum ass an Europa den Duerchschnëtt vun den Demanden ëm 23% gefall. An der Belsch ass en 31% erofgaangen, an Holland 59%, an Däitschland 43%, a Portugal 52%, an Dänemark 64% erofgaangen. Ech erënneren nach eng Kéier drun, hei zu Lëtzebuerg ass en an deemselwechten Zäitraum ëm 125% eropgaangen. Mir sinn also do d'Spëtzt, a wann ee pro 1.000 Awunner kuckt, sou läit Lëtzebuerg och do un der Spëtzt mat 3,5 Demandeurs d'asile pro 1.000 Awunner. D'Belsch läit bei 1,64, Frankräich bei 0,86, Holland bei 0,83 an Däitschland bei 0,61.

Doriwwer eraus muss ee festhalen, datt laut dem Accord vun Dublin en Demandeur d'asile an deem éischte Land, wat e betrëtt a wat ënnert dësen Accord fält, seng Demande op Asyl muss stellen. Fir Lëtzebuerg besteet deemzufolleg no nëmmen eng Grenz, an dat ass de Findel. Praktesch all Demandeurs d'asile kommen also aus engem oder duerch een oder méi Länner, wou se hätte missen hir Demande stellen, op Lëtzebuerg a stellen dann hei hir Demande.

Et ass dëst en Zeechen, datt d'Demandeurs d'asile net esou schlecht hei zu Lëtzebuerg behandelt ginn, wéi verschidde Leit an Organisatiounen dat behaapten. Déi grouss Demande fir heihinner ze kommen an déi grouss Oppositioun fir erëm fortzegoe beweisen dat ganz kloer. Mir mussen also légiféréiere fir d'Prozedure verkierzt ze kréien. Well déi Situatioun, déi mer haut hunn, mat all hire Problemer, ass gréisstendeels op d'Prozedur zréckzeféieren.

Dat ass net eleng d'Schold vun dëser Regierung an dësem Ausseminister Jean Asselborn, mä a priori vun der leschter Regierung mat hirem Justizminister, dem Här Luc Frieden, deen déi néideg Gesetzesännerung fir d'Prozeduren ze verkierzen net virgeholl huet, obscho se am Regierungsprogramm vun der leschter CSV-DP-Regierung virgesi war.

De Problem, dee mer op der Gare mat westafrikaneschen Drogendealer hunn, wou an der Zwëschenzäit iwwer 150 Verhaftunge stattfonnt hunn, kéint, ech soen awer nëmmen zum Deel, duerch eng Verkierzung vun der Prozedur geléist ginn, well hei och Problemer mat der Zréckféierung bestinn. Duerfir hunn d'Leit dacks d'Gefill, well se dat méi global, méi pauschal kucken, wa Familllje mat Kanner iwwert d'Grenz gesat ginn, datt hei géifen Exemple statuéiert ginn, wou grad Familllje mat Kanner géifen iwwert d'Grenz gesat ginn, a Krimineller kéinte bleiwen, wat awer an der Realitéit net esou de Fall ass.

Här President, ech sinn also absichtlech net op d'Problematik agaangen, och elo nach, wat d'Demandeurs d'asile de Statsbudget géife kaschten, well dat menger Meenung no näischt mat där Problematik hei ze dinn huet. Déi lescht Regierung huet nohalteg, wat d'Regulariséierung ubelaangt, eng Regulariséierung duerchgezunn, déi och deemools eisen Accord fonnt huet.

Et muss een awer haut feststellen, datt déi Regulariséierung, nohalteg gesinn, näischt bruecht huet, mä héchstens dozou gedéngt huet, Lëtzebuerg nach méi interessant ze maachen. Duerfir gesi mir och zu dësem Zäitpunkt vun enger neier Regulariséierungsphas of.

Als ADR verlaangen a proposéiere mir éischtens, datt den Accord vun Dublin muss iwwerpréift ginn, laut deem am Prinzip d'Demande op Asyl an deem éischte Land, wat ee betrëtt, misst gemaach ginn.

Zweetens, datt d'Gesetz iwwert d'Verkierzung vun de Prozeduren esou séier wéi méiglech muss gestëmmt ginn, am Respekt vun der Genfer Konventioun.

Drëttens, datt déi respektiv Verwaltunge musse mat genuch Beamte besat ginn, fir datt d'Gesetz an den Délaie ka respektéiert ginn.

Véiertens, datt d'Gesetzer musse respektéiert ginn.

Dat heescht och, fënneftens, datt Persounen, déi a leschter Instanz vun de Geriichter ofgewise gi sinn, mussen d'Land verloossen.

Sechstens, si mer domat averstanen, datt d'Regierung bei Familljen oder Persounen, aus humanitäre Grënn, virun allem awer wa Kanner hei an d'Schoul ginn, se länger Zäit schonns am Land sinn an net géint d'Gesetzer verstouss hunn, ka vun enger Ausweisung ofgesinn.

A siwentens, si mer als ADR zu dësem Zäitpunkt géint eng weider Regulariséierungsphas.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn an deene leschte Jore vill, hefteg a kontrovers iwwert dëse Sujet diskutéiert, an dat souwuel an der Politik wéi och an der Gesellschaft. Dass de Stoff fir Neies ausgeet, dat huet ee just elo grad bei mengem Virriedner gemierkt, well näischt wat en, an enger sou genannter Aktualitéitsdebatt, hei zum Sujet bäigedroen huet, ass wierklech vun enger neier Aktualitéit. Et war soss näischt wéi d'Widderhuele vu grondsätzleche Positiounen, déi den ADR an deene leschte Joren opgrond an am Kader vun deenen Debatten, déi mer hei gefouert hunn, scho getätegt huet.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Da lauschtere mer elo mat Spannung op nei Iddie vun Iech.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Mä sou dass ech Iech direkt wollt soen, Här Gibéryen, dass Der och vu mir net ganz vill Neies wäert de Mëtten hei an deene fënnef Minutten héieren, well et keen neit Element gëtt. Mir hunn eis an deene leschte Joren als CSV, déi eng Responsabilitéit an der Regierung hat, an der viregter an och an dëser, eis Philosophie zu där Problematik do gemaach. Déi Philosophie, déi hu mer probéiert a Gesetzer ëmzesetzen, an déi Philosophie baséiert op enger ganzer Rei vu Grondprinzipien, wou fir eis dee wichtegsten ass, dass mer eng Terre d'accueil si fir déi Leit, déi verfollegt ginn.

A fir dass mer déi Terre d'accueil kënne bleiwen, fir dass mer Leit kënnen ophuelen, déi fir hire Leif a fir hiert Liewe musse fäerten, kënne mer do derniewent net jiddfereen, deen der Meenung ass, dass en aus iergendengem Grond och nach op Lëtzebuerg wëllt kommen, aus iergendengem Deel vun der Welt, hei zu Lëtzebuerg ophuelen.

Dat ass en Deel vun enger Politik, déi sech an eng gesamt europapolitesch Politik aschreift, woubäi déi Politik - an dat ass e Punkt, deen eis ganz staark um Häerz läit - och muss an deene Géigende vun Europa nach méi staark bedriwwe ginn, déi am Fong dovunner musse profitéieren, dass se wirtschaftlech sech kënnen erhuelen an opbauen, fir ze verhënneren, dass déi Migratiounen, déi ebe stattfannen aus deene Grënn, déi mer kennen, an Zukunft weiderfuere kënnen.

Et ass fir eis extrem wichteg, dass mer notamment am Balkan eng geziilten europapolitesch Initiativ ergräifen, fir de Leit donidden, op hirer Plaz wou se hierkommen, och eng Zukunft kënnen esou ze organiséieren, datt se liewenswäert ass. Mir sinn dann der Meenung, dass d'Leit d'Konditioune vun der Stee kennen, wa se op Lëtzebuerg kommen. Si kennen d'Konditioune vun der Stee, well mer als Lëtzebuerger eben eng kontinuéierlech Politik an deem Domän gemaach hunn, déi net vun engem op deen aneren Extrem innerhalb vun deem engen an deem anere Mount iwwergeschwappt huet.

Et stellt ee leider fest, dass de Rechtsstat, dee mer opgebaut hunn, heiansdo strapazéiert gëtt; e soll och strapazéierfäeg sinn, soss wär et kee Rechtsstat, mä politesch gesinn - an dat ass jo am Fong den Ausléiser vun där Debatt, déi mer d'lescht Woch dann haten - kriss de ganz séier eng Diskrepanz tësche Rechtsstaatlechkeet, Prinzipien, déi s de hues, an de Gefiller vun deenen eenzelne Situatioune vu Familljen, vu Leit, déi während enger gewëssener Zäit an eisem Land waren, déi sech agewinnt hunn, agelieft hunn, an eisem Land. A wann een déi Leit dann Heem schéckt, een dann am Konflikt ass, mat de generelle Prinzipien, déi ee sech par ailleurs huet misse ginn.

Dofir huet déi viregt Regierung e Projet de loi op den Instanzewee ginn, fir d'Prozeduren, déi sech erwisenermoossen als ze laang an ze strapazéierfäeg erausgestallt hunn, fir déi ze kierzen, a fir eis ass et eng alleréischt Prioritéit an dat ass jo amgaangen an där zoustänneger Chamberskommissioun gemaach ze ginn, nom Avis vum Statsrot, dee mer hoffen an deenen nächste Wochen ze kréien, zügeg zur Adoptioun vun deem Projet de loi iwwerzegoen, deen dann d'Prozedure méi kuerz mécht, deen d'Leit méi séier an déi Situatioun erabréngt oder an déi definitiv Konklusiounen erabréngt vun hirer Situatioun, an där se dra sinn, an dann esou Situatiounen, wéi déi, déi mer d'lescht Woch haten, an der Mesure du possible solle verhënneren.

Nach zwee Wierder zum Schluss. Dat éischt ass, dass mir der Meenung sinn, dass mer en humane System hei zu Lëtzebuerg hunn, fir souwuel mat de Flüchtlingen, mat den Asylante wéi och mat den Demandeuren, déi an der Prozedur sinn, ëmzegoen. Wa mer dee System vergläichen, dee mer hei zu Lëtzebuerg opgebaut hunn, déi Aart a Weis wéi mer d'Leit hei zu Lëtzebuerg behandelen, mat aneren europäesche Länner, da menge mir net, dass mer eis brauchen ze schummen.

Mir hunn notamment e System vum Retour assisté geschaf, deen e ganz grousszügege System ass, deen d'Leit soll incitéieren, wann hir Prozedur eriwwer ass, a se sinn déboutéiert ginn, dann op fräiwëlleg Aart a Weis an hiert Land zréckzegoen. Mir bedaueren et - sou wéi vill Leit dat och bedaueren -, dass d'Polizei an aner Kräften, wann déi Leit dann deenen Décisiounen awer widderstriewen a se einfach net wëllen akzeptéieren, fir dat dann ze maachen. Mir bedaueren, dass een dann d'Rechtsstaatlechkeet op aner Moyenen op aner Aart a Weise muss ëmsetzen, fir dann awer déi Décisioune respektéiert ze kréien.

Als Konklusioun, mengen ech, datt mer an der Kontinuitéit an der Asylpolitik sinn. Déi Regierung, déi elo do ass, féiert an de groussen Zich mat där enger oder anerer Nuance déi Politik virun, déi mer hei zu Lëtzebuerg eis duerch eng ganz Rei vun Debatten an de leschte Jore ginn hunn, an et gëtt fir eis als CSV och kee Grond fir dorunner eppes ze änneren.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre: „Bestimmte Personengruppen wie Traumatisierte, Eltern mit kleinen Kindern, Behinderte oder Minderjährige müssen besonders vor Abschiebungen geschützt werden. Familien mit Kindern, die mindestens drei Jahre in Luxemburg sind, sowie Junggesellen oder Familien ohne Kinder, die sich schon wenigstens fünf Jahre im Großherzogtum aufhalten, dürfen mit einer Aufenthaltsgenehmigung rechnen." Ech liesen Iech hei eppes vir, dat nennt ee Wahlprogramm vun der Sozialistescher Aarbechterpartei, an deen ass net esou al.

Ech liesen Iech elo just den Accord de coalition vir: «Les personnes en fin de procédure d'asile et auxquelles le statut de réfugié n'a pas été encore accordé devront quitter le territoire luxembourgeois.» Mä awer och: «Le Gouvernement continuera à régler les cas exceptionnels de familles de demandeurs d'asile, en portant une attention particulière à la situation des jeunes en voie d'accomplissement de leur formation postprimaire.»

Och wann d'Verhandlunge bei de Koalitiounsaccorden iwwert d'Immigratiouns- an d'Asylpolitik dräi Deeg gedauert hunn, fannen ech hei net vill Input vun der Sozialistescher Aarbechterpartei.

Den Här Asselborn hat gesot viru kuerzem: „De Stat ka sech net erpresse loossen an där Matière." Jo, d'LSAP awer! An hei vu wiem? Vun der CSV! Si hunn de Ministère de l'Immigration kritt.

Et ass keng einfach Saach, Här Minister! Mir sinn do ganz eens. Et wonnert mech just, dass d'CSV Iech net proposéiert huet Ärer Partei nach e Statssekretariat fir de Prisong ze ginn, well dat och esou en delikate Sujet ass, deen den Här Frieden doudsécher gär lass gi wär.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat ass fir Iech déi nächste Kéier.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Oh, dat ass fein, Här Bodry, dass Der eis e Retour an d'Regierung wënscht. Ech soen Iech Merci.

(Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hu leider net vill Zäit a wann ech méi Zäit hätt, Här Bodry, da géif ech gäre meng Zäit der Madame Spautz oder dem Här Castegnaro, Ärer OGB-L-Fraktioun an Ärer Fraktioun d'Wuert ginn, well ech si sécher, dass déi och ganz interessant Saachen eis hei matzedeelen hätten.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Wat mengt Dir dann derzou?

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Ma ech kommen dozou, Här Bodry. Ech wollt dofir elo eng Rei vu Propose maachen, déi justement der DP no wichteg sinn. Ech hunn eng Motioun preparéiert, Här Bodry, wann Der herno wëllt, kënnt Der se selbstverständlech och ënnerschreiwen. Ech hunn nëmmen eng Ënnerschrëft am Moment. Wa se dann elo duerchgeet, wann aner véier Leit se wëllen ënnerschreiwen, da sinn ech ganz frou, wann net, dann hat ech ebe Pech, mä da fannen ech awer doudsécher nach Frënn aus menger Fraktioun, déi se mat ënnerschreiwen.

Also, als éischt, Här President, engagéiere mir eis fir d'Recht op Asyl och weider ze respektéieren, fir bei eis Leit opzehuelen, déi aus hirem Land musse flüchten, well se virum Krich fortlafen oder wéinst hirer politescher Meenung, hirer Hautfaarf oder hirer Relioun verfollegt sinn.

Da wëlle mir eis och dofir asetzen, dass d'Asylprozedur verkierzt gëtt, a mir begréissen och dofir de Projet de loi, deen elo an der Chamberskommissioun ass, a sinn dofir, dass deen och ganz séier soll gestëmmt gëtt. Et ass lamentabel, wann ee gesäit, dass eng Prozedur fënnef oder sechs Joer kann daueren.

Mir wëllen eis awer och weider dofir asetzen den Demandeurs d'asile ugemooss materiell an hygienesch Liewenskonditiounen ze bidden. Et geet net duer Opfangstrukturen ze bauen an dann herno net ze kucke wéi se ausgesinn. Gitt eng Kéier den Don Bosco kucken op de Lampertsbierg! Do ass alles futti! Et ass gutt, mir hunn eppes gebaut; mir hunn eppes fir si gemaach, mä et geet net duer ze bauen, an dann herno et einfach ze loossen, an ze soen, elo si se do an deem Eck, an da loosse mer se.

Wa mer elo zum Beispill vun Taudis oder Ghetto géife schwätzen, huele mer d'Beispill vun deem Centre de rétention, dee se wëllen um Findel bauen. Am Ufank wor en eminente sozialisteschen Aarbechtersparteimember vu Bartreng, wou jo d'Diskussioun komm ass, et kéint zu Bartreng gebaut ginn, deen och bal an de Statsrot jo komm ass, mä wou dat net opgaangen ass, deen awer selwer gesot huet, hie wéilt net esou e Ghetto bei sech an der Gemeng hunn. Ech zitéieren hei Äre Member, dee bal an de Statsrot komm ass, mä et jo net ginn ass. Hie seet selwer, et wier e Ghetto.

(Interruptions diverses)

Fir déi Demandeurs d'asile, Här President, déi déboutéiert ginn, do verschléisse mir eis net hirer Ausweisung. Wa mer Gesetzer stëmmen, an all Voie de justice épuiséiert ginn ass, do ass esouguer nach en Appel, e Recours gracieux, éischt an zweet Instanz sinn duerchkomm, dann ass et esou, soss brauche mer keng Gesetzer méi ze stëmmen, wa mer se herno net respektéieren.

Mä et muss een awer och kucken, Här President,…

(Interruptions)

Majo, Här Angel, Dir reegt Iech op, mir hunn d'Gesetz selwer jo gestëmmt. Dat heescht, ech wier net gären am Här Asselborn senger Situatioun, et ass keng agréabel Situatioun!

Dir hutt et ebe misse kréien, fir an d'Regierung ze goen, an et wonnert mech, dass Der de Prisong net och kritt hutt, gleeft mer et.

(Hilarité et interruptions)

Här President, wat wichteg ass, a wat traureg eben ass, mir sinn elo Abrëll an dass da Familllje wou Kanner do sinn, déi just an der Schoul sinn, an hirer Formatioun sinn, och heemgewise si ginn, dat ass eng Situatioun, déi net opportun ass. Et hätt ee vläicht kënne waarden, op jidde Fall bis d'Schouljoer eriwwer wär, fir esou eppes ze ënnerhuelen.

Wichteg ass och, Här President, an da kommen ech zum Schluss, dat ass déi finanziell Efforten an de Krisegebidder weiderzeféieren. Den Här Asselborn huet gesot, dass all Joer 1,5 Milliounen Euro an de Kosovo a ronn 7 Milliounen am ganze Balkan inves-

téiert ginn. Ech mengen, déi Sue si wichteg, an et ass och ganz, ganz wichteg, ier mer een heemschécken, dass mer Presenz do ënnen hunn. Dat ass och eng Linn, déi de Minister verteidegt, fir do ënnen ze kucken, wéi d'Situatioun iwwerhaapt ass, dass mer d'Leit net einfach erofschécken, ouni ze wësse wéi d'Situatioun ass, mä wéi gesot, wa mir A soen a mir stëmmen e Gesetz, wou d'Konditiounen dra sinn, da muss een och B soen, wann d'Konditiounen net erfëllt sinn, wéi d'Décisioun ass.

Mä wéi gesot, Här Asselborn, Dir wollt an d'Majoritéit.

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Dir och!

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que de nombreuses personnes ont déposé auprès des autorités luxembourgeoises une demande d'asile;

- considérant qu'il appartient dès lors aux autorités luxembourgeoises de vérifier si les personnes remplissent les conditions de la Convention de Genève et du Protocole relatif au statut des réfugiés, signé à New York, le 31 janvier 1967;

- rappelant que le droit d'asile est un droit fondamental auquel le Luxembourg adhère complètement;

- estimant que le Luxembourg a toujours été et restera toujours une terre d'accueil pour les demandeurs d'asile;

invite le Gouvernement à

- continuer à s'engager pour une politique d'asile juste et équitable;

- adopter dans les meilleurs délais le projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection afin de réduire la durée de procédure d'une demande d'asile;

- veiller à garantir aux demandeurs d'asile des conditions de vie matérielles et hygiéniques décentes et de veiller à l'entretien des infrastructures existantes;

- trouver ensemble avec les communes des structures d'accueil décentralisées qui répondent aux conditions de salubrité essentielles;

- prévoir une ouverture conditionnelle du marché du travail luxembourgeois aux demandeurs d'asile;

- renvoyer les personnes déboutées définitivement de leur demande par toutes les institutions judiciaires luxembourgeoises sous condition que la situation politique dans leur pays d'origine est stable et que la personne n'encourt plus de danger d'être persécutée;

- veiller à ce que ce retour se fasse dignement et en respectant les règles internationales;

- poursuivre et développer les efforts d'accompagnement aux demandeurs d'asile dans leur pays d'origine;

- contribuer aux efforts de reconstruction dans les régions du Balkan.

(s.) Xavier Bettel.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Als nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Err agedroen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn elo schonn e puer Riedner hei héieren, a vun deem leschte si mer näischt aneschters gewuer ginn, wéi dass éischtens d'Genfer Konventioun soll weider applizéiert ginn, an dass déi Leit, déi en Uerteel hunn, dat se ofweist vun hirem Statut de réfugié, sollen ausgewise ginn. Ech fannen dat wierklech eng schwaach Kontributioun fir déi éischte Kéier, wou d'DP sech zu dëser Problematik ausdréckt. Op den Här Gibéryen wëll ech ganz zum Schluss nach eng Kéier zréckkommen, wa mer nach Zäit bleift.

Dir Dammen an Dir Häre an ech, mir wëssen, dass den Entwécklungsgrad vun enger Gesellschaft sech moosst un der Manéier, wéi e mat deene schwaachste Glidder a senger Gesellschaft eens gëtt, an d'Flüchtlingen an och déi Leit, déi deen Titel kréien, an déi en net hunn, falen zweifelslos ënnert déi Kategorie. Dat ass esou eng wichteg Problematik, dass ech mer selwer verbueden hunn, och an der Oppositioun an dat och haut wäert maachen, fir mat deem Sujet do wëlle Politik ze maachen oder Polemik ze bedreiwen.

Ech wëll dozou just zwou Reflexiounen zu zwee Stéchwierder soen. Éischtens Rechtsstaatlechkeet, an dat ass op alle Bänken hei ugeklongen, dat heescht, dass déiselwecht Gesetzer gëlle fir jiddereen, onofhängeg vun der Nationalitéit oder vun aneren Elementer a Rechtsstaatlechkeet heescht och, dass Uerteeler, déi definitiv geschwat gi sinn, sollen exekutéiert ginn, och da wa mer, an dat musse mer zouginn, ze vill laang gebraucht hunn, fir déi Uerteeler an der Praxis ze exekutéieren, an dass een deem muss Rechnung droen, wann et ëm d'Ausféierung vun deenen Uerteeler do geet.

Et muss ee wëssen, dass wann ee Leit esou laang hei gelooss huet no engem Uerteel, dass se sech konnten Illusioune maachen, si kënnten dat op definitiv Zäit maachen, dass een Hoffnunge geschaf huet, an dass ee muss probéiere mat deenen Hoffnungen eens ze ginn, wa keng aner Remedur méi ze schafen ass.

Dat heescht also am Klortext an am Résumé, Mënschlechkeet a Mënscherechter sinn ugesot. Wat heescht dat? Dat heescht, dass zum Beispill, wat d'Regierung bis elo gemaach huet zënter dem August 2003, 150 Leit regulariséiert gi sinn, ouni dass doriwwer groussen Tapage gemaach ginn ass. Dat heescht, dass 325 Leit ausgefouert gi sinn, mat hirem Accord, nodeems se drop virbereet gi sinn. Dat heescht zum Beispill, dass keng Minoritéiten zréckgefouert gi sinn, dat heescht zum Beispill keng Romen. Dat heescht och, dass kee Serb an de Kosovo zréckgefouert ginn ass, an dat heescht, dass am Wanter, an där haarder Joreszäit, keen zréckgefouert ginn ass.

Dat heescht och, dass en neit Gesetz ënnerwee ass, wat méi fortschrëttlech ass wéi dat wat mer virdru virleien haten, mä dat kann net driwwer ewechhëllefen, dass trotz all där Mënschlechkeet, déi doraus ervirgeet, nach iwwer 1.400 Leit hei zu Lëtzebuerg sinn, déi en definitiivt Uerteel an der Täsch hunn, nodeem se missten zwangsréckgefouert ginn.

Dat heescht, dass mer fir déi Leit musse Méiglechkeete virgesinn, fir dass déi Zwangsréckféierungen do beschtméiglechst kënnen ofgewéckelt ginn. An ech verweisen dann de Minister Asselborn op eng Recommandatioun vum Conseil de l'Europe, déi ech dem Här Frieden schonn eng Kéier op dëser Tribün an de Grapp gedréckt hat, et ass eng Recommandatioun vun 2002, déi heescht «procédures d'expulsion conformes aux droits de l'homme et exécutées dans le respect de la sécurité et de la dignité».

Ech mengen, wann näischt méi Rescht bleift, fir d'Rechtsstaatlechkeet ze retten, da muss ee kucken, dass een déi Konditiounen esou hält, dass der Dignitéit vun de Leit Rechnung gedroe gëtt. Dat heescht, dass déi ganz Prozedur muss transparent sinn, dass se muss accompagnéiert sinn am Virstadium bei der Exekutioun selwer an och duerno. Dat heescht, dass d'Leit individuell hir Argumenter musse kënne virdroen, dat heescht och, dass Leit vum Stat, déi déi Expulsioune sollen accompagnéieren, sensibiliséiert gi sinn op den Ëmgank mat deene Leit, déi an enger ganz schwiereger Situatioun sinn. Dat heescht, dass zum Beispill och, an dat geet aus der Recommandatioun eraus, 36 Stonne mindestens am Viraus muss gewosst si wéini de groussen Départ da soll stattfannen an Ähnleches.

Dat heescht am grousse Ganzen Transparenz a Kommunikatioun. Dat heescht also och kee Retour forcé moies um fënnef Auer ouni Virwarnung, mat groussem Polizeiopwand, mat Handschelle viru Kanner ouni Kontakt mat Frënn, Noperen, ONGen oder Affekoten. Dat heescht am Klortext, Här Minister, dass mir ganz prezis e Reglement brauchen, wat transparent ass, wat erlaabt d'Konditiounen ze kontrolléieren, fir all Excès ze vermeiden oder schlëmmstefalls ze bestrofen.

Ech weess, dass dat méi einfach gesot ass, wéi gemaach ass, mä den Opwand ass noutwendeg, well et geet ëm d'Mënscherechter an d'Mënscherechter, déi sinn, wéi mer alleguer wëssen, universal, och fir déi Leit, déi laang zu Lëtzebuerg gelieft hunn an hei net méi däerfe bleiwen an déi sollen zréckgeschéckt ginn an e Land, zu deem se eventuell méi Angscht wéi Heemechtsgefiller hunn, besonnesch dann, wann et sech ëm Kanner handelt, déi hiert Liewe ganz oder deelweis hei zu Lëtzebuerg verbruecht hunn an eventuell zréck an e Land mussen, vun deem se weder d'Sprooch kennen, nach d'Awunner vun deem Land.

Zum Ofschloss, ee Wuert, ech mengen ech hunn nach e bëssel chen Zäit, dem Här Gibéryen wollt ech just recommandéieren, hie mengt jo d'Flüchtlinge wieren zu Lëtzebuerg esou gutt drun, dofir hätte mer der esou vill. Wann hie bereet ass eng Kéier dräi Deeg an den Don Bosco ënnert deene Konditioune liewen ze goen, wéi do gelieft gëtt, da schwätze mer nach eng Kéier doriwwer.

M. le Président.- Merci, Madame Err. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Braz ageschriwwen. Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee fënnef Minutte Riedezäit huet ass et onméiglech zu enger allgemenger Asylpolitik Stellung ze bezéien. Déi Geleeënheet wäerte mer awer nach kréien, wann hei an der Chamber iwwert d'Gesetz 5437 mat der neier Asylprozedur diskutéiert gëtt.

Ech wëll mech haut op dat beschränken, wat um Ordre du jour stong, nämlech d'Ausweisunge vun dem leschte Freideg. Do si 24 Leit an de Kosovo ausgewise ginn, e Land wat nom Krich um Balkan an zënter 1999 ënnert d'Applikatioun vun der UNO-Resolutioun 1244 fält, e Land vun deem een awer weess, wouhinner déi Leit zréckgeschéckt gi sinn, e Land an deem haut méi wéi d'Halschent vun de Leit ënnert dem Seuil de pauvreté liewen, 12% vun de Leit ënnert dem Seuil de pauvreté extrême liewen, e Land, wat eng Mortalité infantile huet, déi zéngmol méi héich ass, wéi déi hei zu Lëtzebuerg, e Land wou 27% vun de Leit keen Zougank hunn zu propperem Waasser, e Land wou 33% keen Zougank hunn zu engem Kanalsystem fir d'Schmotzwaasser an e Land wou bal jiddereen ënnert de Pénurië vum Stroum muss leiden.

D'lescht Woch sinn, wéi gesot, Ausweisunge gemaach ginn, an et koum zu ganz ville Reklamatiounen a Protester, esou dass ee sech d'Fro muss stellen, wat war dann Neies? Firwat gouf et elo op eemol nees esou vill Protester? Wat ass dann Neies geschitt? Déi bedauerlech Äntwert ass, dass näischt Neies geschitt ass, dass déi nei Regierung mat deem weidergemaach huet, wat déi viregt Regierung och gemaach huet.

Déi nei Regierung huet och Leit op de Findel bruecht, si huet déi Leit, déi en fin de droit waren, déi déboutéiert waren - deelweis Familljе mat Kanner - an et koum zu deenen üblichen Zeenen, wou ech kengem ënnerstellen, dass en se gutt fënnt, a wou ech kengem ënnerstellen, dass en sech iwwert dat freet, mä dat sinn awer Zeenen, déi reell zu Lëtzebuerg geschitt sinn, an déi net just um Pabeier oder an engem Uerteel stinn, déi hei net wäit ewech um Findel Realitéit waren.

Firwat gouf et dann deen Opschrei? Deen Opschrei gouf et, well ee mat där neier Regierung och nei Hoffnunge verbonnen hat. Et hat een d'Hoffnungen domadder verbonnen, dass déi Regierung, déi sech fir d'éischte Kéier en Immigratiounsdépartement ginn huet, déi déi éischte Kéier probéiert huet d'Asylpolitik am Kader vun enger méi genereller Approche ze diskutéieren, mat därselwechter Politik weidergefuer ass, wéi virdrun, dat obwuel se e Projet de loi déposéiert huet, fir d'Asylpolitik ze regelen, deen och a mengen Ae besser ass, wéi dee viregten.

En ass net perfekt, do mussen nach Saachen dru geännert ginn, mä en ass schonn eleng doduerch besser, well e probéiert d'Asylpolitik als ganzheetlech Politik ze definéieren, doduerch dass en d'Direktiven an aner international Texter, déi um Dësch leien, probéiert wäitgehendst an deen Text mat eran ze huelen. Et ass also eng Approche, déi aus Asylpolitik net nëmmen Ausweisungspolitik wëllt maachen, esou wéi de Minister Frieden dat ënnert der viregter Regierung gemaach huet, respektiv wéi och d'Proposition de loi vum ADR et virgesinn huet.

Et hätt een also dofir kënnen dovun ausgoen, dass bei deene Leit, déi en fin de droit ukomm sinn, déi nei Regierung och eng aner Hand géing gëlle loossen, d'autant plus well och den zoustännege Minister, den Här Asselborn, an der Vergaangenheet hei an der Chamber op dëser Tribün zu dësem Thema Saache gesot huet, déi richteg waren. An deeselwechte Minister fiert elo nawell genee mat deem weider, wat virdrun d'Politik war.

Et ass awer och d'Aart a Weis, wéi et geschitt ass. D'Madame Err ass schonn drop agaangen. Et si Saache geschitt an der Aart a Weis wéi d'Expulsioun virgeholl ginn ass, déi einfach net akzeptabel sinn. Déi Leit hunn een eenzegt Verbrieche begaangen, an zwar dat, datt se e Krichsland verlooss hunn. Dat ass hiert eenzegt Verbriechen a se gi behandelt wéi Krimineller, déi e Risque duerstelle fir d'Sécherheet an de Rechtsstat, dat ass inakzeptabel.

Wann den zoustännege Minister op der Televisioun ugeschwat gëtt op de Fait vun deem 12-jährege Meedchen, dat fortgelaf ass, ob dann awer déi Expulsioun virgeholl gëtt, wann Dir do sot, Här Minister: Ma selbstverständlech schécke mer d'Elteren heem a wa mer d'Kand fonnt hunn, schécke mer dat no. Beim beschte Wëllen a bei aller Sympathie, Här Asselborn, dat ass fir keen normale Mënsch ze verstoen. Do freet ee sech a wéi engem Film, dass Dir dee Moment waart, wéi der déi doten Aussoe gemaach huet. Dat huet einfach kee Sënn.

Ech wëll awer och net alles elo op den Här Asselborn ofwälzen, well den Här Asselborn ass d'Regierung net eleng. An och wann et elo kritesch Stëmmen an der LSAP gëtt, wëll ech awer trotzdeem bemierken, dass et keng zwou LSAPe gëtt. Et gëtt just eng, an déi ass an der Regierung. An der Regierung si méi Ministeren, och wann déi aner sech elo ënnert den Dësch verstoppt hunn déi lescht fënnef Deeg, an den Här Asselborn eleng am Reen stoe loossen, an och wann den Androck opkënnt, dass et zwou LSAPe gëtt, eng LSAP an der Regierung, déi sech muss mat deenen ondankbaren…

(Interruptions diverses)

M. Henri Grethen *(DP).*- En ass dach soss net esou schei!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Also, wësst Der, Här Grethen, heibanne si Leit, do kënnt Dir esou haart schwätze wéi Der wëllt, dat notzt eis näischt.

M. le Président.- Da loosst elo emol den Här Braz a Rou seng Ausféierunge fäerdeg maachen.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Dofir wëll ech och kloermaachen - Merci, Här President! -, dass et keng zwou LSAPe gëtt. Et gëtt net déi kritesch an et gëtt net déi onkritesch, et gëtt eng LSAP a si ass an der Regierung.

D'Immigratiounspolitik, déi se vertrëtt, ass déi vun der ganzer Regierung - wahrscheinlech zur Freed vum Här Frieden, dee sech nodréiglech fir villes, wat e sech huet mussen unhéieren, elo ka berouegt zréckleeën a säi Stull. Et gëtt nëmmen eng LSAP an et ass déi, déi den Här Asselborn a senger Regierungspolitik vertrëtt. An ech fannen et wierklech bedauerlech, dass aner Ministeren en esou am Reen stoe loossen an dann net duerfir suergen, dass eng aner Politik elo an der Regierung gemaach gëtt.

Dat gesot, Här President, sinn déi fënnef Minutte schonn ëm. Mir wäerte wéi gesot an engem anere Kontext méi am Detail op munches agoen, och wat haut schonn nees vum ADR gesot ginn ass. Do ass ganz villes relativ liicht ze widderleeën. Dat wäerte mer dann dee Moment maachen.

Ech wëll awer trotzdeem eng Motioun déposéieren, déi sech souwuel mat dem Aspekt vun de Familljе mat Kanner, wéi och mat dem Aspekt vun der Prozedur an der Aart a Weis vun den Ausweisunge beschäftegt. Et stinn am Moment zwou Ënnerschrëften drop, déi vum Kolleeg François Bausch a meng selwer. Wann aner Leit se wëlle mat ënnerschreiwen, da wier ech ganz frou. Ech mengen dat géing an dësen Dossier e bësse méi Linn erabréngen, en attendant dass mer en neit Gesetz stëmmen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant les récentes expulsions vers le Kosovo, le Monténégro et la Macédoine de personnes déboutées du droit d'asile;

- considérant que les dispositions légales en vigueur n'ont pas permis de mener la procédure relative à la demande d'asile de ces personnes à terme dans un délai raisonnable;

- considérant que des enfants qui ont vécu une part importante de leur vie au Grand-Duché font partie des personnes expulsées ou à expulser;

- considérant qu'à travers le dépôt du projet de loi 5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection le Gouvernement a clairement affiché son intention de réformer la procédure de demande d'asile actuelle et d'intégrer les textes communautaires relatifs aux droits des différentes personnes qui ont besoin d'une protection internationale dans la législation nationale;

- considérant que cette législation aura pour effet, entre autres, d'éviter qu'à l'avenir des personnes se trouvent confrontées à un retour forcé, après des années de séjour au Grand-Duché, souvent synonyme d'intégration scolaire des enfants;

- considérant que les discussions sur ce projet de loi dans la commission afférente progressent;

- considérant que le Gouvernement dispose d'une marge d'appréciation en ce qui concerne le retour des personnes déboutées de la procédure actuelle du droit d'asile;

invite le Gouvernement

- à utiliser sa marge d'appréciation en la matière afin d'éviter, au moins, les retours forcés d'enfants scolarisés et de leur famille;

- à revoir sa façon de procéder aux retours forcés afin que tous les droits humains des personnes concernées soient respectés.

(s.) Felix Braz, François Bausch.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Aussen- an Immigratiounsminister Jean Asselborn. Den Här Asselborn huet d'Wuert!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech sinn eigentlech frou, dass mer déi Debatt hei iwwert d'Asylpolitik elo däerfe féieren, an ech géif och probéieren, wéi déi meescht vun Iech alleguerten heibannen, oder se alleguerten, dat op eng Aart a Weis ze maachen, déi digne ass vis-à-vis vun deem Problem mat deem mer et ze dinn hunn.

Ech wëll vläicht emol kuerz widderhuelen oder Iech soen, wéi déi Prozedur eigentlech fonctionnéiert, well et gëtt op ville Plaze verschidde Saachen, och an der Öffentlechkeet, ech soen emol net liichtfankeg, mä einfach aus Onwëssen duerchenaner gehäit.

Fir d'alleréischt, wann een Demandeur d'asile hei an d'Land kënnt, dann ass déi éischt Analys, déi gemaach gëtt, bei der Police judiciaire. D'Police judiciaire mécht eng Foto, si kuckt d'Fangerofdréck a si kuckt och dann - zënter 2003 fonctionnéiert den Eurodac -, ob effektiv Dublin spillt oder net. Dat heescht, ob déi Persoun schonn an engem anere Land vun der Europäescher Unioun eng Demande gemaach huet. Wann dat de Fall ass, da gëtt direkt erëm een Transfert gemaach an dat Land.

Am normale Fall leeft dann d'Auditioun un. Do ass den Affekot derbäi, an et muss een dann als Asylantebewerber soen, wat sinn déi Grënn, déi e bewegen, fir kënnen oder fir wëllen hei Asyl ze froen.

Elo wëll ech Iech direkt eppes soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Mir kënnen dat beschte Gesetz maache vun der Welt, mir behale scho bei der Auditioun grouss Diskrepanzen an der Zäit. Wa Leit aus Europa kommen, ass et a sechs Méint ofgeschloss. Wa Leit aus Afrika kommen, do ass et terribel, terribel schwéier, well et ganz, ganz schwéier ass, den Origine vun deem Land festzestellen. Fréier war dat jo esou, wann een an d'Land komm ass an e war illegal hei, dann ass en op d'Grenz gesat ginn. Dat ass jo glécklecherweis net méi de Fall, mä do musse mer wëssen, dass dat och an der Zukunft mat deem beschte Gesetz och kënnt zwee Joer a méi dauere bis eleng d'Procédure administrative ofgeschloss ass.

Gëschter war den nigerianeschen Ausseminister hei zu Lëtzebuerg um Kierchbierg. Mir haten eng Troika do, an ech hu mat em geschwat. Mir hunn eleng iwwer 500 Leit aus dem Nigeria, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. Dat musse mer wëssen, dat ass eng Tatsaach…

(Interruption)

Gelift?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- An d'Halschent sëtzt am Prisong.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Loosse mer déi Amalgamë vläicht net esou séier maachen, Här Henckes.

(Interruption)

Ech wëll Iech just soen, dass d'Prozedur bei deene Leit doudsécher och mat engem neie Gesetz wierklech ganz laang dauere wäert. Déi Leit an der Procédure administrative, déi gi vum Stat logéiert a si gi vum Stat bekäschtegt, vum Ministère de la Famille. Si hunn eng Gratuité médicale an där ganzer Zäit vun hirer Procédure. Och dat musse mer wëssen.

Wann also elo déi Auditioun ofgeschloss ass an et gëtt am Numm vum Minister gesot, do ass een, dee mer kënnen als Flüchtling bei eis ophuelen, dann ass d'Prozedur eriwwer. Da gëtt déi Persoun oder déi Famill betruecht praktesch wéi wa se Lëtzebuerger wieren. Si brauche kee Permis de travail fir ze schaffen. Dann ass also aus hirer Siicht doudsécher d'Prozedur ofgeschloss, et ass alles an der Rei.

Wann et elo Neen ass, wann d'Procédure administrative Neen ass, da gëtt et dräi Zorte vu Recoursen. Dat Éischt ass de Recours gracieux virum Minister. Et gi Recours gracieux ugeholl. Dat ass wann an deene Méint nodeem d'Prozedur ofgeschloss ass an de Recours gëtt gemaach - Dir wësst, dass een do dräi Méint Zäit huet zu Lëtzebuerg -, wann do nei Elementer optauchen, da kann de Minister direkt de Recours gracieux unhuelen an da kann en eben déi Décisioun, déi geholl ginn ass an der Décision administrative, eigentlech doduerjer ersetzen.

De Problem kënnt jo elo wann et Non ass an de Recours gracieux ass och ofgeschloss, da komme mer an eng aner Schinn, da komme mer an déi judiciaire Schinn. Dann ass déi administrativ Schinn eriwwer. Et ass dann also net ee Minister, ee Politiker, deen d'lescht Wuert doran huet, dann ass et den Tribunal an et ass herno d'Cour. Wann d'Cour administrative Oui seet, si mer och an der Rei, ass alles fäerdeg.

Beim Non vun der Cour hu mer et ze di mat enger Décision coulée en force de chose jugée. D'Lydie Err an aner Leit heibannen, ech menge jiddferee praktesch vun de Fraktiounen huet jo net dergéint opponéiert, dass mer déi Décision coulée en force de chose jugée einfach kënnen op d'Säit leeën.

Wat geschitt elo um Terrain? Nun, de Ministère vun der Immigratioun, wéi en elo heescht, convoquéiert…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- …déi Leit respektiv déi Familljen op de Ministère an e seet: Duerch déi Décisioun do ass eppes geännert an ärem Liewen. Do ass eng Décisioun elo geholl ginn a leschter Instanz vum Geriicht, an et deet eis Leed, et ass elo e Fait, Dir hutt de Statut vum Flüchtling net zougestane kritt.

Bon, d'Regierung proposéiert dann - an do sinn ech net ganz d'accord mat deem wat den Här Braz gesot huet - deene Leit, déi ofgewise sinn, de Retour assisté. Dat ass net no enger Woch, no engem Mount, dat ka sechs Méint daueren. D'Leit kréie souguer d'Geleeënheet fir selwer ze décidéieren, wéini dass se dann zréckginn.

(Interruptions)

Si kréien och eng kleng Hëllef vun 1.190 Euro pro Erwuessenen, 590 Euro pro Kand. Mat dräi Kanner sinn dat iwwer 4.000 Euro. Dat ass net d'Welt, mä dat ass awer eppes wou se kënnen en neie Start dann an hirer Heemecht maachen, well mir schécken se jo zréck an hir Heemecht. Et ass jo net, dass se iergendwéi an en Niemandsland do kommen, wou se kënnen dann nei ufänken.

Bon, do gëtt et vill Familljen, déi iwwerhaapt net op d'Invitatioun vum Ministère äntwerten, an et gëtt der, déi et carrément drop ukomme loossen a soen, fir mech kënnt näischt aneschters a Fro, wéi wann ech gezwonge gi fortzegoen, da muss ech eben an de saueren Apel bäissen. Dat ass dann do, wou mer beim Retour forcé sinn.

Et si vill Chiffere genannt ginn. Ech wëll Iech der awer e puer widderhuelen, déi ganz, ganz wichteg sinn. Mir hunn effektiv 1.463 Leit de Moment, déi déboutéiert sinn. Ech hoffen, dass et ass wéi an der Vergaangenheet, dass déi Leit net alleguerte musse mat Retour-forcéën zréckgefouert ginn! Dass do ganz vill Leit agesinn, dass se kënne profitéiere vum Retour assisté an och dat da maachen.

Vum Balkan si bei deenen 1.463 der 1.224 derbäi. Wann Der och nach wëllt d'Andeelung, déi ëmmer schwiereg ass, mä trotzdeem: Jonggeselle sinn et der 481, Familljemembere sinn et der 743. Dat sinn déi Leit, déi elo ofgewise sinn a leschter Instanz vum Geriicht.

Mir hunn actuellement, kënnt ee soen, also zurzäit hu mer 2.260 Leit an de Strukture vum Ministère de la Famille. Et muss een also iwwert den Daum gepeilt elo der 1.000 derbäizielen, fir da festzestellen, dass mer tëschent 3.000 an 3.200 Leit an der Prozedur hunn oder déi dann ofgewise sinn, wat mer ënnert dem Kontext da vum Asylant oder Demandeur d'asile gesinn.

D'Zuelen, déi evoluéiert hunn, huet den Här Gibéryen schonn hei explizéiert. Dir kritt och eppes ausgedeelt wou Der vu menger Säit aus, also vum Ministère kënnt déi Zuele genee kucken. Et ass esou dass, wann een 2004 kuckt, dat lescht Joer, et do nach zwou grouss Provenancë sinn. Dat Eent dat ass de Kosovo, Serbien-Montenegro mat 361, an dat Zweet ass - ech hunn et schonn ugedeit - Nigeria. Eleng am leschte Joer 330 Leit, déi ebe vun do komm sinn.

Regulariséierung: D'Experienz ass jo gemaach ginn hei am Land 2001, déi viregt Regierung huet dat gemaach. 1.478 Leit sinn deemools regulariséiert ginn, 95% vun den Demandeurs d'asile waren do derbäi. Och déi Illegal sinn dee Moment regulariséiert ginn. Mä dat ass ganz kloer, dass dat keng Solutioun ass. Dat ass eng Solutioun fir ee Mount, fir zwee Méint, fir dräi Méint, héchstens fir e Joer, mä an engem Joer sti mer erëm virun deem nämlechte Problem, dee mer elo hunn, an déi Chifferen, déi no der Regulariséierung komm sinn, 2003-2004, weise wéi staark dass den Drock do no uewe gaangen ass.

Wa mer elo d'Joer 2004 kucken, do si bei eis 1.575 Leit un d'Dier klappe komm, fir de Statut ze kréien, erausgaange sinn der 400, déi ënner Dublin falen, an 381 wat Retourë sinn, forcés oder assistés, wéi Der et wëllt huelen, déi zwee also zesummen.

Nun, wat ass d'Politik vun der Regierung?

Éischtens emol fir den Accueil, fir kënnen an de Statut ze kommen, brauch ee sech net zu Lëtzebuerg ze qualifizéieren. An anere Länner ass dat anescht. Hei brauch ee sech net ze qualifizéieren. Jiddferee gëtt an d'Procédure opgeholl.

Dat Zweet dat ass dann, mir hunn eigentlech wat de Fong ugeet dräi Solutiounen:

Entweder deen zoustännege Minister huet d'Recht fir ze soen, alleguerten déi Décisiounen, déi vum Geriicht geholl gi sinn, déi respektéieren ech net, oder Verschiddener respektéieren ech net. Déi eng loossen ech also hei an déi aner schécken ech fort. Mä ech soen Iech, da si mer komplett am Arbitraire. Dann ass dee berühmten, dat Wuert wou mer jo alleguerten dru gleewen als Demokraten, État de droit ënnerhielegt.

Dat Zweet, dat wier e Gesetz ze maachen, kloer vu virera soen, jiddfereen, deen hei Asyl freet, dee kann och hei bleiwen. Jiddfereen, deen e freet, huet d'Recht dann och hei ze bleiwen.

An dann dat Drëtt, dat ass eben dat wat och déi 24 aner Länner an der Europäescher Unioun maachen, nämlech si respektéieren d'Décisioun vum Riichter, déi „coulée en force de chose jugée" ass.

Et gëtt a mengen Aen nëmmen zwou Exceptiounen.

Dat Eent, dat ass déi, déi de Minister ze huelen huet. En ass jo e Mënsch, en denkt wierklech och mat de Gefiller, déi e Mënsch huet, a wa sech erausstellt no där leschter Décisioun, et ass jo eng humanitär, loosse mer soe reng um Plan médical oder och am Land selwer wou déi politesch Situatioun - ech ginn Iech e Beispill, wéi an Transnistrien - sech esou entwéckelt, dass carrément vun der Décisioun un, déi geholl ass, bis zu deem Punkt wou soll dann d'Ausweisung geschéien, dat gefëierlech wier fir d'Liewen, dass dann de Minister en âme et conscience mat sengem Gewësse muss eens ginn. An dat mécht en och an doriwwer ginn och keng Statistike gefouert.

An dat Zweet, dat ass dat wat mer gemaach hunn a wat mer ausgehandelt hunn an de Koalitiounsverhandlungen, mä déi Regele musse vu virera feststoen, déi kënne jo net en cours de route fixéiert ginn.

An déi dräi Regele wësst Der, déi mer fixéiert hunn, wou mer driwwer diskutéiert hunn, wann eng Regierung gebilt gëtt. Ech mengen d'DP huet jo och scho matgehollef Regierunge bilden. Dat hei war ee vun deene wichtege Punkten.

Mir hunn dann do festgehalen, dass alleguerten déi Familljen, déi hei sinn zënter dem August 2001, déi e Kand hunn am Postprimaire, déi net verstousse géint den Ordre public an och d'Volontéit hu fir hiert Liewen hei ze maachen, dass déi Dossieren individuell zwar nach gekuckt ginn, mä dass déi dann d'Chance kréie fir kënnen hei ze bleiwen. Domadder hu bis elo also 38 Familljen, 154 Persounen d'Chance kritt fir kënnen hei ze bleiwe wa se dat wëllen. Dann och net temporairement, Här Gibéryen, wéi Der gesot hutt, déi hunn definitiv den Accord kritt fir kënnen hei ze bleiwen. Allerdéngs mussen se weisen, dass se effektiv och hiert Liewen hei wëlle maachen doduerch, dass se eng Aarbecht unhuelen an esou weider.

(Interruption)

Bon, jo.

Da wollt ech Iech nach soe vun den Aiden un de Balkan, an den Här Braz seet dat ganz richteg. Ech si komplett mat Iech averstane wat Der do sot. Mir ginn 8 Milliounen Euro iwwer Lux-Development un Unicef, un d'PNUD, un d'Caritas, un aner ONGen. Mä politesch gesinn, an dat ass dee groussen Enjeu, dat ass déi grouss Erausfuerderung: Mir hëllefen dem Kosovo net wa mer hei am Land géifen 3.000, 30.000 oder souguer 50.000 Leit ophuelen. Domadder ass der Situatioun am Kosovo net gehollef.

(Interruptions diverses)

Dat wat muss gemaach ginn, dat ass, dass mer déi Perspektiv, déi mer deene Länner ginn hunn, zu Saloniki am Joer 2003, och erfëllen. Dat heescht den État de droit erëm opriichten, hinnen eng wirtschaftlech an eng sozial Zukunft ginn, an ech mengen dat ass als Ausseminister wierklech deen Enjeu, deen hei ze bewältegen ass.

Ech wëll Iech och selbstverständlech hei zum Schluss net belästege mat menge Suergen, déi ech hunn iwwer spezifesch Fäll. Ech wëll Iech nëmme soen, mat wat ee konfrontéiert ass a verschiddene Fäll als zoustännege Minister. Et gëtt da vun enger Famill gesot, an enger Zeitung, grouss opgefouert mat Karikaturen an ech weess net wat nach alles derbäi, dass déi Famill - zwee erwuesse Leit, dräi Kanner - géif schonn dräi Deeg am Kulang am Kosovo liewen.

Bon, ech hunn dat héiere wéi ech zu London aus dem Bahrain gelant sinn an ech hunn direkt op Priština ugeruff an eise Mann dohinner geschéckt. Deen ass kucke gaangen an dunn ass da festgestallt ginn, dass déi Leit den 1. Abrëll zréckkomm sinn an de Kosovo, op Priština. Zwou an eng hallef Stonn duerno war déi ganz Famill mat de Kanner zu Mitrovica am Haus vun den Elteren, déi dout sinn, a si liewen also do mat hirem Brudder an deem Haus.

Bon, dat Zweet, wat ech Iech wollt soen, ass, vun deenen 381 Leit, déi d'lescht Joer fortgaange sinn, hunn der 325 vum Retour assisté profitéiert. Ech wëll Iech awer och hei soen, an ech mengen Dir deelt dat awer och mat mer, zemools vis-à-vis vun deem Kand vun zwielef Joer wat verschwonnen ass am leschte Moment. Ech kann Iech soen, ech hunn de Bericht vun der Police hei, et ass bis elo - dat si jo elo schonn etlech Deeg - nach keng Vermësstemeldung gemaach ginn!

Also wann dach eng Mamm hiert Meedche vun zwielef Joer net méi bei sech huet, da mengen ech ass awer deen éischte Wee, deen ee mécht, et mécht een eng Vermësstemeldung. Ech hu mat där Fra selwer geschwat. Ech ka fillen an ech hunn dat matgefillt wat an där Fra alles do ka virgoen an dass se och d'Moyenen, oder loosse mer soen, dass se mussen dat Instrument hunn, fir och ze probéiere mat alle Moyenen ze operéieren. Mä ech kann Iech awer nëmme soen, an ech soen dat hei vum Pult aus och, dass déi Eltere jo awer och eng Responsabilitéit hunn!

Déi hunn dach d'Responsabilitéit, wann dat Geriichtsuerteel gefällt ass, fir dann ze soen, gutt, elo hu mer dat ze akzeptéieren, eise Kanner kënne mer dach net Joren a Jore soen, dat wäert schonn iergendwéi goen - der Mensch lebt in der Hoffnung -, an da komme mer ee Moment dozou, dass mer duerch iergendee Biais kënnen hei bleiwen.

Neen, ech soen Iech, de Stat proposéiert Retour-assistéën. Wa mer déi Présidence eng Kéier do eriwwer hunn, an dat ass jo an dräi Méint de Fall, da kucke mer wierklech vun eisem Ministère aus, dass mer alleguerten déi Leit, déi déboutéiert sinn, kontaktéieren, dass mer mat hinne schwätzen an hinne soen: Wann ech gelift, hei zu Lëtzebuerg sidd Der an engem Rechtsstat an dat wat décidéiert ginn ass vum Geriicht, do kann dee beschte Minister an och net de Grand-Duc an och net een deen anere sech einfach driwwer ewechsetzen, soss si mer am Arbitraire. Dat brénge mer net fäerdeg.

Wou mer musse besser ginn a wou mer och kënne besser ginn, dat ass bei den Arrivéeën, ob dat elo am Kosovo ass, virun allem am Kosovo, oder anzwousch anescht. Ech wëll Iech soen, dass ech direkt wéi ech dat héieren hunn - an et ass jo näischt ëmmer schlecht esou -, dass dee Problem do wier, deen eigentlech kee Problem war, vun deene Kanner déi sollten am Kulang sinn, hunn ech awer gekuckt fir direkt Kontakt ze kréie mat der OIM, dat ass d'Organisation Internationale de la Migration.

Gëschter waren Diplomate vun eis am Kosovo a mir hu Kontakt opgeholl, mir hunn och e Bréif vun hinne kritt wou se natierlech proposéieren am léifsten Assistenz ze gi bei de Retour-assistéën. Mä och bei de Retour-forcéën ass déi Organisation Internationale de la Migration d'accord fir do eng Hand mat unzepaken.

Ech wëll Iech soen, zum Schluss, Här President, dass mer an där neier Regierung elo hei dat gemaach hu wat mer ausgehandelt hunn. Mir hunn deenen 38 Familljen, 154 Leit, eng Chance gi fir hei ze bleiwen. Mir hunn dat Zweet gemaach. Mir hunn dat neit Gesetz op den Instanzewee ginn, an ech hoffen, dass mer dat kënne stëmme virum 15. Juli hei an der Chamber, wann Der do mathëlleft a wann de Conseil d'État selbstverständlech mathëlleft, dee ganz intensiv drop schafft. D'Prozedure gi méi rapid doduerch.

Mir hunn och nieft deem, wat an der Convention de Genève drasteet, alleguerten déi Protection-subsidiairë matagebaut. Mir hunn och - an dat ass dat Drëtt - an d'Wee geleet, an ech hoffen, dass et eis och geléngt, fir déi Structure nouvelle fir Leit, déi effektiv ofgewise sinn, déi déboutéiert sinn, déi illegal hei am Land sinn, wat keng Krimineller sinn, fir kënnen déi an eng extra Struktur anzeschléissen.

An da soen ech Iech - fir mech op jidde Fall - dat Aller-, Allerwichtegst, well dat anert, et bleift ëmmer eppes wou een an der Defensiv ass, wou een an der Defensiv och bleift, dat ass dass mer musse kucken, dem Immigratiounsgesetz vun 1972 eng nei Nues ze ginn. Dat schéngt mer eppes ze si wat déi Däitsch zum Beispill gemaach hunn, een Zuwanderungsgesetz. Dass mer net nëmme blockéieren; dat Gesetz vun 1972 blockéiert. Hei musse mer eng Ouverture ginn, och am Intérêt vun eisem Land, fir dat an Zukunft kënne fäerdeg ze bréngen.

Här President, et deet mer Leed, ech halen direkt op. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da wäre mer um Enn vun där Debatt ukomm. Mir hunn zwou Motiounen, déi eis virleien. D'Madame Flesch freet d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Jo, Här President, Rappel au règlement, article 35, paragraphe 8, ech géing drëm bieden d'Wuert ze kréien no enger Deklaratioun vun engem Member vun der Regierung.

M. le Président.- Selbstverständlech ass dat Äert gutt Recht, Madame Flesch. Deementspriechend kritt Dir d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Ech hu mat groussem Intérêt dem Ausseminister nogelauschtert an ech sinn och dankbar fir déi Renseignementer, déi Elementer, déi hien ons geliwwert huet, an op ville Punkte muss ech soen, sinn ech mat him d'accord.

Et schéngt mer awer, dass an dëser Diskussioun nach zwee Aspekter vun der Fro bleiwen, déi misste näher beliicht ginn. An dat Éischt, dat ass, ech ginn zréck op d'Regierungserklärung vum Här Statsminister, dee gesot huet, an ech zitéieren: „Déi, déi Asyl froen a kee kréien, deenen hir Kanner awer schonn e gutt Stéck Wee an onsem postprimairen Unterrecht avancéiert sinn, kënnen a bestëmmte Fäll, wa se dräi Joer zu Lëtzebuerg wunnen, mat hire Kanner am Land bleiwen."

An ech zitéieren eppes aus dem Accord de coalition, de Punkt 5 an der Rubrik Asile et Immigration: «Le Gouvernement continuera à régler les cas exceptionnels de familles de demandeurs d'asile, en portant une attention particulière à la situation des jeunes en voie d'accomplissement de leur formation postprimaire.»

Den Här Minister huet gesot, hie géing net wëllen op déi spezifesch Fäll agoen, nach mengen ech wär et derwäert, wann en ons kënnt assuréieren, dass an deene leschte Fäll vun Expulsiounen, déi geschitt sinn nodeem d'Prozeduren alleguerten ofgelaf waren, an ech erkennen dat och gären un, dass deene Gedanken, déi an der Regierungserklärung an déi am Accord de coalition stoungen, effektiv Rechnung gedroe ginn ass an deenen eenzelne Fäll, déi den 1. Abrëll an déi Deeg duerno expulséiert si ginn. Dat ass deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt, Här President: Et schéngt mer awer - indépendamment vun der gesamter Diskussioun iwwert d'Asylpolitik, wou ech mech nëmme ka freeën, dass se hei an enger ganz grousser Serenitéit gefouert ginn ass, a wou ech menge mer alleguerten d'accord sinn, dass mer gären hätten, dass dat neit Gesetz, wat d'Prozeduren accéléréiert, ka gestëmmt ginn - e gewëssene politesche Problem an enger vun deene Majoritéitsparteie schéngt ze herrschen. An do wär ech frou, wann de Minister ons kéint soen, wéi seng Attitüd derbäi steet.

Eng vu senge Parteifrëndinnen huet engem Presseorgan den 2. Abrëll gesot, si wär um Flughafe gewiescht a si wär net zougelooss ginn. Si hätt keen Zougank kritt zu deene Familljen, déi expulséiert si ginn. Si hätt dem Minister télefonéiert a si géing mengen, dass den Accord de coalition net géing respektéiert ginn. Si huet gesot, si wär als Mënsch schockéiert a skandaliséiert, an dass verschidde vun hire Komeroden an hirer Partei därselwechter Meenung wären.

Si huet schlussendlech gesot, an ech zitéieren nach ëmmer aus der Zeitung, wann dat soll stëmmen - vläicht huet d'Zeitung hir Aussoen net richteg erëmginn, mä nach zitéieren ech d'Zeitung -, dass säit d'Sozialisten an der Regierung sinn, d'Autoritéite vum Stat, an ech zitéieren, „ont perfectionné les expulsions".

(Interruptions diverses)

Ech wär awer frou wann de Minister zu deene prezise Reprochen, déi net vun onser Säit kommen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Flesch, Dir musst zum Schluss kommen. Faasst Iech kuerz.

Mme Colette Flesch *(DP).*- …mä vu senger Säit kommen, géing Stellung huelen. Merci, Här President.

Une voix.- Très bien.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Madame Flesch, zu där zweeter Fro ee Saz. Ech mengen ech si Minister, zoustänneg fir den Intérêt vum Land. An ech mengen ech bekëmmere mech dorëmmer esou gutt wéi ech dat kann.

Déi éischt Fro ass méi eng seriö Fro. Also Madame Flesch, et war vläicht nach net konkret genuch, ech géif Iech awer nach eng Kéier rappeléieren, dass déi dräi Konditiounen, déi mer geschafen hunn, dat huet jo och de Statsminister hei zitéiert bei der Regierungserklärung: Fir d'alleréischt, dass d'Leit eng länger Zäit hei sinn, dat ass den 1. August 2001; zweetens, dass ee Kand am Postprimaire ass; drëttens, dass se wëllen hiert Liewen hei maachen. Dat si just déi Fäll, déi Zuel och vun deene 34 Familljen an 154 Leit, déi ech hei zitéiert hunn.

Ech si bereet, wann Der dat wëllt, wann d'Chamber dat wëllt, well ech hunn näischt doranner ze verstoppen, mä Dir musst mer awer zougestoen, dass wann een als Minister virun engem Dossier sëtzt, kann et jo zwou Saache ginn. Dat Eent, dat ass, dass eng Nécessitéit besteet, dass eng Persoun muss erausgoen, an dat Zweet, dat ass, dass de Minister muss kënnen ofweien, mat sengem Häerz virun allem, ob en deene Familljen, där Famill oder där Persoun eng Chance gëtt fir hei ze bleiwen, opgrond vun deenen Informatiounen, déi en huet.

Dat Eent ass wierklech fixéiert an enger Trame, déi vu virera festgesat ass. Ech weess net wéi een dat Humanitäert soll an e Kader oder an eng Carcasse erakréien, wann eng Situatioun sech zum Beispill um medezinesche Plang oder um politesche Plang développéiert, an dat maachen ech. Ech soen Iech dat, dat maachen ech.

Mä ech si bereet, wann d'Fraktiounspresidenten dat wëllen, dass ech och eng Kéier, dann awer an aller Confidentialitéit, bei Iech kommen, mat och deem Beamten, deen dat jo do mécht, well als Minister - ech mengen Dir wësst dat, mir si jo do wierklech och op d'Confiance vun deene Leit, déi den Dossier virbereeden, ugewisen, an déi maachen dat mat engem äusserst grousse Seriö -, ech sinn also gäre bereet fir eng Kéier mat Iech doriwwer ze schwätzen, wéi een an a wat fir Situatiounen een do esou oder esou ka reagéieren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zu de Motiounen.

Motion 1

Déi éischt Motioun, déi mer virleien hunn, ass abruecht gi vum Här Bettel. Si dréit de Moment nach nëmmen eng Ënnerschréft.

Une voix.- Mir ënnerschreiwen dann nach.

M. le Président.- Jo. Si keng aner Fraktiounen do, déi wëlle mat ënnerschreiwen?

Also Äre Wonsch vu breeder Ënnerstëtzung hei am Parlament fënnt eigentlech…

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ech hunn alt geduecht, déi hei géif d'Unanimitéit kréien.

M. le Président.- An Ärer Fraktioun?

(Brouhaha général)

Den Här Mehlen, zu där Motioun vum Här Bettel? Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, et ass vläicht nëmmen eng Formalitéit, awer och vläicht e bësse méi. Ech hu grousse Respekt virum Här Bettel senge Kenntnisser wat de Fonctionnement vun eisen Institutiounen ubelaangt. Mä ech fannen et e bëssen iwwerdriwwe wann en d'Regierung invitéiert am Punkt 2, «d'adopter dans les meilleurs délais le projet de loi». Dat ass normalerweis dëser Chamber virbehalen,…

Une voix.- Ah! Très bien! Ah!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- …an ech géing en invitéieren, iergendwéi dann awer deem Rechnung ze droen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Här Bettel hat geduecht, «à faire adopter».

M. Xavier Bettel *(DP).*- «à faire adopter», jo.

Une voix.- Also bestëmme se mat.

(Hilarité et interruption)

M. le Président.- Jo, ech weess, ech hu mer geduecht, datt déi Remarque kéim.

Sou, lauschtert emol, elo wéisst ech gären, wien ënnerstëtzt déi Motioun hei nach? Den Här Meisch, den Här Grethen, d'Madame Brasseur, d'Madame Flesch an den Här Helminger. Dann huet se genuch Ënnerschréften.

Da komme mer zum Vote iwwert déi Motioun. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Jo.

Une voix.- Vote électronique!

M. le Président.- Här Braz!

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt awer zu der Motioun vum Här Bettel soen, si huet munches wat irréfutabel ass, wat evident ass. Si huet awer een Tiret dran, deen eis et net erlaabt se ze stëmmen. Dat ass de véiertleschten Tiret, wann den Här Bettel schreift, «de renvoyer les personnes déboutées définitivement de leur demande par toutes les institutions judiciaires luxembourgeoises sous condition que la situation politique dans leur pays d'origine est stable et que la personne n'encourt plus de danger d'être persécutée».

Esou wéi dat hei steet, an där Konsequenz, wier zum Beispill all humanitär Ausnahm net méi méiglech. Ech huelen un, dass Der net dat wollt bezwecke mat deem wat Der hei schreift. Et ass awer dat wat hei steet. Dofir kënne mir d'Motioun, wéi se hei elo formuléiert ass, net stëmmen.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, wéi géift Dir dann do schreiwen?

M. le Président.- Madame Err!

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Wéi a menger!

(Hilarité)

Wéi a menger!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Här President!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- D'Madame Err huet d'Wuert!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Ech hu mer déi Motioun hei ugekuckt, an ausser Saachen, déi am Fong iwwerflësseg sinn, «continuer à s'engager pour une politique d'asile juste et équitable», dat kënnt drop eraus wat den Här Gibéryen gesot huet. Mir bleiwe bei der Genfer Konventioun. Mir hunn déi, mir halen déi, mir kommen net derlaanscht. Also mengen ech net, dass dat derwäert wier.

Et ass a mengen Aen ee Punkt dran, deen interessant wier, an zwar «de prévoir une ouverture conditionnelle du marché du travail luxembourgeois aux demandeurs d'asile». Or dat ass justement ee Punkt, deen an deem neie Gesetzesprojet, deen den Här Bettel jo gären hätt, dass mer e sollen esou schnell wéi méiglech hei unhuelen, wat mer maache wäerte soubal wéi mer den Avis vum Statsrot hunn, esou dass ech mengen, dass dat eenzegt konkret Neies, wat hei dran ass, souwisou ënnerwee ass, an dass dofir déi Motioun hei iwwerflësseg ass.

Une voix.- Très bien.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech si ganz iwwerrascht iwwert dat, wat d'Madame Err seet, wou se virdrun dem Här Gibéryen gesot huet, hie soll dräi Deeg an den Don Bosco goen! D'Regierung huet vläicht Saache gemaach, mä esou wéi d'Institutiounen haut ausgesinn, ass et ënner aller Clarinette. Wou d'Madame Err selwer dem Här Gibéryen wënscht, dräi Deeg do an dee Ghetto ze goen, esou wéi hir Genossen et zitéiert hunn,…

(Interruption)

…dann ass dat bestëmmt awer kee Punkt, deen iwwerflësseg ass, well soss weess d'Madame Err net méi wat se virdru gemengt huet.

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, elo komme mer zur Ofstëmmung. De Vote électronique ass verlaangt. Da maache mer dat.

(Interruption)

De Vote fänkt un.

Vote

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthale sech.

D'Motioun 1 ass verworf bei 45 Nee-Stëmmen, 10 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Paul Helminger), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Wëllt nach een seng Abstentioun begrënnen?

Wann dat net de Fall ass, da komme mer zur Motioun 2.

Motion 2

D'Motioun 2 ass déposéiert gi vum honorabelen Här Braz. Mir brauchen nach dräi Ënnerschréften op där Motioun.

Den Här Bausch huet schonn ënnerschriwwen. Hie kann net eng zweete Kéier ënnerschreiwen.

Den Här Kox, den Här Adam an d'Madame Loschetter ënnerschreiwen nach. Voilà, mir hunn der da fënnef. De Vote électronique, ass deen och verlaangt?

D'Madame Err huet d'Wuert nach gefrot zur Motioun. Madame Err!

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Jo, kuerz zur Motioun, Här President. Zum éischte Punkt mengen ech, dass d'Regierung hir Marge d'appréciation domadder bewisen huet, dass 156 Leit entre-temps regulariséiert gi sinn. Ech hätt och léiwer et wieren der méi. Mä et kann een an deenen Ëmstänn awer net froen, déi Marge d'appréciation ze schafen, wa se existéiert.

Zu deem zweete Punkt, den Här Braz schwätzt do vu Saachen, déi ech dem Minister proposéiert hunn, an ech hunn de Minister elo grad gefrot; déi Recommandatioun vum Conseil de l'Europe ass hie bereet an e Reglement ëmzesetzen. Mir maachen him natierlech Confiance fir dat ze maachen, esou dass dat heiten a mengen Aen dann iwwerflësseg ass.

Une voix.- Très bien!

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- An der Praxis sinn dat awer keng Argumenter, Här President.

M. le Président.- D'Madame Err mengt deen zweeten Tiret wär superfétatoire. Dir hutt eng aner Meenung, Här Braz?

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Just ganz kuerz. Ech wëll awer och nach eng Kéier zwee Wuert zur Motioun soen. Et ass de Mëtten oft genuch widderholl ginn, mir hätte jo Uerteeler, déi, wann se définitivement „coulés en force de chose jugée" wieren, keng aner Méiglechkeet méi géife loossen. Mä dat ass net de Fall.

Ech hunn als Äntwert op eng Question parlementaire elo endlech déi Kritäre beschriwwe kritt vum Här Nicolas Schmit, déi d'Regierung uwennt. Et gëtt also selbstverständlech Ausnahmen zu den Uerteeler. Mir sinn eis eens, dass Uerteeler musse vollstreckt ginn. Mä mir sinn eis awer genausou eens, Här Asselborn, dass et selbstverständlech Ausnahme gëtt.

D'Fro ass just, wou déi Ausnahme gemaach ginn. An dat wat hei steet, Madame Err, ass net, wéi Dir et duergestallt hutt, de Wonsch fir eng Marge ze schafen, déi et scho gëtt. Et steet ganz kloer dran am leschte Considérant, d'Regierung disposéiert schonn iwwer déi Marge, a mir soen, si soll déi Marge esou notzen, dass zumindest vun den „déboutés en fin de droit", déi elo nach do sinn, keng Familljе mat Kanner méi ausgewise ginn. An dass dat net superfétatoire ass hu mer de leschte Freideg gesinn um Findel!

Zum zweeten Tiret. Här Asselborn, sot net der Madame Err en aparté ënner véier Aen, wat Der wëlles hutt. Da sot Äre Fraktiounskolleegen, dass Der kee Problem hutt mam zweeten Tiret. Da kënne mer se stëmmen. Ech halen dem Här Minister an der Madame Err gären de Mérite dovunner gutt.

M. le Président.- Sou, elo ass alles kloer an däitlech.

(Hilarité)

Mir kommen dann zum Vote. Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Selbstverständlech.

Vote

D'Motioun 2, Här Braz, ass ofgelehnt mat 39 Nee-Stëmmen, bei 7 Jo-Stëmmen an 13 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Jean-Pierre Koepp.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Robert Mehlen.

Domat, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour.

5. Ordre du jour

Den Ordre du jour gesäit elo de Projet iwwert d'Besteierung vun den Zënse vir. Ech wëll awer d'Regierung froen, ob se…

(Interruptions)

De Wonsch war geäussert ginn, dass mer géifen déi zwee Projeten inversëieren a fir d'éischt deen iwwert de Referendum huelen, duerno deen iwwert d'Zënsbesteierung.

Ass dat de Wonsch vun der Regierung?

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Et ass esou, den Här Frieden ass nach am Ecofin do uewen, a mir hunn do matenaner geschwat. Ech hat héieren, dass schonn eise Fraktiounspresident an och den Här Wolter do matenaner geschwat haten, fir dat ze inversëieren. Mä et ass mer elo virun enger hallwer Stonn gesot gi vum Här Frieden, dass mer sollen deen anere Projet virhuelen, well si ginn net fäerdeg do uewen.

M. le Président.- Ass d'Chamber domat d'accord, dass mer elo fir d'éischt zum Projet iwwert de Referendum kommen?

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Wann den Här Frieden dat esou décidéiert huet…

M. le Président.- Neen, den Här Frieden huet dat net esou décidéiert, Här Braz, ech froen d'Chamber ob se domadder d'accord ass?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert. Den Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech mengen déi Diskussiounen am Conseil vum Ecofin gi justement ëm d'Applikatioun vun dëser Direktiv an d'Conditions d'application. Dofir muss ee sech d'Fro stellen, ob et net besser wier den Débat iwwert dëse Projet de loi op déi nächst Woch ze verleeën, datt mer dem Minister Zäit loosse fir hei kënnen d'Debatt ze suivéieren, an ech mengen da wier der Saach och genotzt an datt mer och da vun deenen Informatiounen, déi virleien, wou anscheinend driwwer Rieds geet fir d'Introductioun, d'Mise en vigueur vum Gesetz nach eng Kéier ze reportéieren, datt mer deen Ablack en connaissance de cause kënnen doriwwer debattéieren.

M. le Président.- Ech wëll lech soen, Här Henckes, datt mer den Ordre du jour virdrun arrêtéiert haten. Et kann elo net a Fro kommen, datt mer en erëm eng Kéier modifizéieren. Mir bleiwe bei deem Ordre du jour, deen arrêtéiert ass, sauf datt en elo inversëiert gëtt.

Mir kommen elo zum Projet de loi 5443 «portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004». D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Bodry an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

6. 5443 - Projet de loi portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004

Rapport de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleegen…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Sou, da géing ech ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden, et ass hei e wichtege Projet!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- All Projete si wichteg, Här President.

M. le Président.- Deen ass awer méi wichteg wéi déi aner, Här Meyers!

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- De Gesetzesprojet 5443 schaaft déi gesetzlech Basis, déi et erlaabt, den 10. Juli 2005 zu Lëtzebuerg e Referendum ofzehalen an deem de Wieler säi Jo oder säin Neen ausdrécke kann zu dem Vertrag, deen eng Europäesch Verfassung schafe soll.

De Projet ass den 18. Februar 2005 an der Chamber vun dem Aussen- an Immigratiounsminister déposéiert ginn. Déi zoustänneg Chamberskommissioun vun den Institutiounen an der Verfassungsrevisioun huet de Projet den 2. Mäerz diskutéiert an eng Rei Ofännerungen ugeholl, déi deeselwechten Dag un de Statsrot weidergeleet si ginn. Den Avis vum Statsrot vum 22. Mäerz 2005 ass den 23. Mäerz an der zoustänneger Kommissioun diskutéiert ginn an de 24. Mäerz 2005 huet déiselwecht Kommissioun eestëmmeg de schréftleche Rapport ugeholl.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun der Diskussioun iwwert de Projet 5443 mengen ech dräi Punkte missen an Erënnerung ze ruffen. Éischtens, dass déi politesch Entscheedungen iwwert d'Ofhale vun engem Referendum schonn an de Joren 2003 an 2004 getraff si ginn, dass et eng constitutionnel Basis gëtt, déi ze respektéieren ass, dass d'Rahmebedingungen iwwert d'Ofhale vum Referendum an dem Gesetz vum 4. Februar 2005 festgeluecht sinn.

Déi politesch Entscheedung iwwert d'Ofhale vun engem Referendum iwwert de Vertrag vun der Europäescher Verfassung ass schonn am Juni 2003 vum Regierungsrot getraff ginn. Et war nämlech no dem europäesche Conseil vu Saloniki vum 19. bis 21. Juni 2003, wou d'Regierung sech dozou ausgeschwat huet fir de Vertragsprojet iwwer eng Europäesch Verfassung engem Referendum ze ënnerwerfen. D'Regierung huet dat Uleies an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 erneiert a confirméiert.

D'Chamber selwer huet de Virschlag vun der Regierung de 5. August 2004 an enger Motioun, déi eestëmmeg duerch Handophiewen ugeholl ginn ass, ënnerstëtzt. Si huet gläichzäiteg dozou opgeruff, ee breede politeschen Débat iwwert déi Europäesch Verfassung ze féieren. Déiselwecht Motioun huet de Wonsch ausgedréckt, datt den Datum vum Referendum en accord mat der Chamber soll festgeluecht ginn.

No der politescher Rentrée am Hierscht 2004 sinn d'Parteie sech eens gi fir de Referendum den 10. Juli 2005 ofzehalen. D'Motivatioun fir deen Datum ze wiele war engersäits, dass Lëtzebuerg nach bei dem éischte Peloton vu Länner soll derbäi sinn, déi de Vertrag unerkennen, ratifizéieren, an dass derniewent awer den Débat iwwert de Referendum, de Referendum selwer weder während der Lëtzebuerger Présidence nach während der Wahlcampagne zu de Gemengewahle soll stattfannen, sou dass doduerch praktesch nëmmen den Datum vum 10. Juli iwwreg bliwwen ass.

Den zweete Punkt dat ass, de Referendum muss juristesch gesinn an de Kader vum Artikel 51 Paragraph 7 gestallt ginn. De Statsrot huet a sengem Avis vum 18. Januar 2005 déi constitutionnel Bedingunge fir de Referendum rappeléiert. Et sinn dat, dass d'Organisatioun vum Referendum duerch e speziaalt Gesetz muss virgesi sinn, datt nëmmen d'Wieler, déi op de Wahllëschte fir d'Parlamentswahlen ageschriwwe sinn, um Referendum kënnen deelhuelen, dass de Referendum e konsultative Charakter huet an dass den Traité no de Bestëmmunge vun den Artikele 37, Alinea 2, 59 an 114 vun der Verfassung misst gestëmmt ginn.

Wann de Referendum reng juristesch gesinn no de constitutionnellë Bestëmmungen e konsultative Charakter huet, dann ass et awer evident, dass d'Chamber d'Resultat vum Referendum vum 10. Juli 2005 net ignoréiere kann, dass se au contraire dat Resultat respektéiere muss.

D'Chamber soll virum Referendum den Débat iwwert den Traité hei an der Plénière féieren. Et soll een éischte Vote geholl ginn iwwert den Traité an et ass eréischt no dem Referendum wou deen zweete Vote vun der Chamber, dee virgeschriwwen ass nom Artikel 59 vun der Verfassung, soll virgeholl ginn.

Wann d'Wieler an hirer Majoritéit den Traité géifen oflehnen, ech mengen da wier et kloer, dass politesch gesinn och de Wielerwëllen ze respektéiere wier an dass et héchstwahrscheinlech net zu engem zweete Vote an der Chamber komme kéint.

Drëttens, de gesetzleche Kader, deen d'Modalitéite vum Referendum festleet, ass d'Gesetz vum 4. Februar 2005. Ech mengen et wier net noutwendeg fir op d'Modalitéite vun deem Gesetz zréckzekommen. D'Kommissioun huet awer gemengt, dass een haaptsächlech eng Dispositioun misst an Erënnerung ruffen, dat ass déi, dass eng breet Informatioun iwwert den Traité gemaach misst ginn.

Dat Uleies war schonn am Rapport vun der Kommissioun vum Gesetz vum 4. Februar virgedroe ginn. De Conseil d'État huet sech och deem ugeschloss an huet och gemengt, dass déi komplex Matière ausféierlech misst diskutéiert ginn, also dass de Wieler och d'Méiglechkeet hätt, fir sech mat där Matière ofzeginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e lescht Wuert iwwert d'Artikele vum Gesetz. Am Regierungstext gouf et nach fënnef Artikelen. D'Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Verfassungsännerung an och de Statsrot waren der Meenung, dass et iwwerflësseg wär, all déi Bestëmmungen, déi schonn am Gesetz vum 4. Februar 2005 enthale wieren, nach eng Kéier an dat heite Gesetz anzeschreiwen. Duerfir war souwuel d'Kommissioun wéi och de Statsrot der Meenung, dass ee véier Artikele vum Gesetz kéint sträichen. Dat ass och geschitt, en accord tëschent dem Statsrot an där zoustänneger Kommissioun.

Et bleift also nach een Artikel iwwreg, deen eigentlech dräi Punkten enthält. Dat ass éischtens, den Datum vum 10. Juli wou d'Wieler opgeruff ginn zu de Wahlurnen ze komme fir iwwert de Vertrag vun der Europäescher Verfassung ofzestëmmen. Deen zweeten Alinea ass d'Fro, déi d'Wieler gestallt kréien. Do war et esou, dass d'Kommissioun déi Fro vereinfacht huet par rapport zu deem Text, deen d'Regierung proposéiert hat.

De Conseil d'État huet e bësse méi e komplizéierten Text proposéiert, hat awer als alternativen Text och dee vun der Kommissioun zréckbehalen, an d'Kommissioun ass bei hirem Text bliwwen, dee si an den Amendementer proposéiert hat, wou mir fannen, dass e méi einfach a méi verständlech fir de Wieler ass.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

An deen drëtte Punkt, dat ass den Hiweis an deem heite Gesetz, dass selbstverständlech de Referendum no de Bestëmmunge vum Gesetz vum 4. Februar 2005 ofgehale muss ginn.

D'Kommissioun huet eestëmmeg den Text ugeholl, an ech géif och d'Chamber bieden, deen Text an där Form ze stëmmen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet. Ech selwer géif och heimat den Accord vu menger Partei zu deem doten Text ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als éischte Riedner ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Colette Flesch *(DP).*- Merci, Här President. Als Alleréischt wéilt ech onsem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport an him félicitéiere fir déi Aart a Weis wéi en dee Projet - ënner net ëmmer einfache Konditiounen - duerch ons Verfassungskommissioun gelootst huet an et fäerdeg bruecht huet, deen Text hei virun de Plenum ze bréngen, zu deem, mengen ech, mir ons alleguerte kënne ralliéieren.

Ech ralliéiere mech op jidde Fall deene juristeschen, politeschen an informatiounspolitesche Considératiounen, déi hien elo hei a sengem mëndleche Rapport virgedroen huet, a ganz besonnesch wëll ech ënnersträichen, dass mir als DP der Meenung sinn, dass no engem éischte Vote an der Chamber, wann de Referendum da kënnt, am zweete Vote d'Chamber sech soll op jidde Fall un den Entscheed vum Lëtzebuerger Vollek an deem Referendum halen, an dass mir am zweete Vote keng aner Décisioun kënnen huele wéi déi, déi d'Vollek gewënscht huet.

Här President, wann ech dem Rapporteur félicitéieren, da gëllen déi Félicitatiounen doudsécher net fir d'Regierung! D'Regierung ass d'Affär vum europäesche Verfassungsreferendum a mengen Aen dräimol falsch ugaangen, groussmäuleg, ze spéit a schliesslech op eng schlecht duerchduechten, iwwerflächlech

an onseriö Aart a Weis. An ech erkläre mech dozou.

Éischtens groussmäuleg. Fir d'éischt huet de Statsminister d'Land mat senger Ausso begléckt, hie géing demissionéiere wann d'Verfassung net géing beim Referendum vum Vollek approuvéiert ginn. Dat schéngt bei him eng Gewunnecht ze ginn, esou Aussoe bei Wahlen ze maachen, mä enfin. Hien huet dat anscheinend d'lescht Woch och op France 2 widderholl.

Här President, d'Vergaangenheet huet bewisen, an dat augenblécklecht Trauerspill vun de franséische Parteien a Politiker beweist et eemol méi, wéi gefeierlech et ass, en Amalgame téschent nationaler Parteipolitik an europäeschem Referendum wëllen hierzestellen! D'Fro, ob den Här Juncker hei zu Lëtzebuerg an der Regierung ass oder net, kann dach net d'Mooss si vun der Zukunft vun Europa!

Zweetens ass d'Regierung dat ze spéit ugaangen. Wéi all Parteien an dëser Chamber ausser dem ADR si mir als DP der Meenung, dass d'EU-Bierger, déi esou zahlreich an onsem Land present sinn, hätte missen un dësem Verfassungsreferendum kënnen deelhuelen. Schonn am Oktober 2004 hu mir als DP an der Verfassungskommissioun dorop higewisen, dass dat nëmme méiglech wär, wann ons eege Lëtzebuerger Verfassung géing ofgeännert ginn.

D'Regierung huet net wëlle lauschteren an huet bis den 8. Dezember gewaart, bis dass se de Statsrot doriwwer konsultéiert huet. Mat dem Resultat wat den 18. Januar 2005 bekannt gouf. Aus enger ganzer Rei vu verfassungsrechtlechen Ursaache kënnen - laut Statsrot a laut Verfassung - nëmme Lëtzebuerger Wieler um europäesche Referendum deelhuelen. Mir bedaueren dat.

Mä dee Moment war et dunn ze spéit, vu d'Délaie fir eng Verfassungsännerung virzehuelen, déi mir iwwregens e bësse méi komplizéiert schéngt wéi ons gréng Kolleegen an den Här Braz dat an hirer Proposition de loi 5436 mengen. Ech mengen do misst een nach e bëssen dorunner schaffen ier mer zu enger Léisung kommen, déi effektiv och verfassungsrechtlech tragbar ass.

Drëttens ass d'Regierung op eng schlecht duerchduechten, iwwerflächlech an onseriö Aart a Weis dëse Problem ugaang. Elo hu mer deen aarmséilege Projet de loi virun ons leien, deen den Här Ausseminister den 18. Februar 2005 déposéiert huet. Domadder huet menger Meenung no d'Regierung versot. Souguer an der Madame Delvaux hirem Schoulsystem, wou bekanntlech kee méi kann duerchfalen, hätt den Ausseminister fir dës Hausaufgab eng Datz kritt. An ech kommen elo am Detail dorop zréck.

Ech wëll awer, ier ech dorop aginn, Här President, zum Fong direkt soen, dass mir als Demokratesch Partei an als demokratesch Fraktioun an dëser Chamber dëse Projet de loi, wéi en nei redigéiert ginn ass vun der Verfassungskommissioun a vum Statsrot, wäerte stëmmen, genee wéi mir och de Projet de loi iwwert d'Approbatioun vum Traité zu enger Europäescher Verfassung stëmmen. Mir sinn absolut décidéiert an där Fro, ons Responsabilitéite vis-à-vis vum Land a vis-à-vis vun Europa wahrzehuelen, och wann d'Regierung an dësem éischte Schrëtt, deen ons op de Wee vum Verfassungsreferendum soll bréngen, an onsen Ae versot huet.

Wat reprochéiere mir deem Projet, deen haut virun ons läit an dee mer haut diskutéieren?

Här President, et muss ee sech wierklech froen, ob d'Regierung an den Ausseminister sech Rechenschaft ofgeluecht hunn, wéi onzoulänglech deen Text ass, dee mer virgeluecht kruten. Sécherlech ass deen Text, dee mer hei an der Chamber den 20. Januar 2005 gestëmmt hunn, an aus deem d'Gesetz vum 4. Februar 2005 ginn ass, also d'Kadergesetz zu engem nationale Referendum, am Statsminister sengem Gaart gewuess an net am Ausseminister sengem Gaart.

Nach muss ee sech froen, ob den Ausseminister, deen ons elo dësen Text virgeluecht huet, deen Text vum 4. Februar gelies hat, a wann en e gelies hat, ob e gemierkt huet wat drastoung. An ech erkläre mech. An ech géing dobäi soen, dass et ons schéngt, dass déi lénks Hand vun enger Regierung awer eigentlech och misst wëssen, wat déi rechts Hand mécht.

(Interruption)

Ech ginn elo op eenzel Punkten an.

Den Artikel 1 vum Regierungsprojet, deen ons hei virläit, iwwerhëlt d'Definitioun vum Projet de loi esou wéi en am Libellé vum Projet steet. De Conseil d'État ass der Meenung, dass den Artikel 1 „surabondant" ass a ka suppriméiert ginn.

Den Artikel 2 Alinea 2 seet, dass d'Wieler mat Jo oder mat Nee sollen äntwerten. De Conseil d'État weist drop hin, dass am Artikel 28 vum Gesetz vum 4. Februar genee dat steet, an dass een also an dësem Gesetzestext deen Artikel soll sträichen.

Den Alinea 3 vum selwechten Artikel gesäit vir, dass de Statsminister d'Bulletin-de-voten drécke léisst. Dat ass scho virgesinn am Artikel 27 vum Kadergesetz vum 4. Februar 2005. Laut Conseil d'État soll deen Artikel also suppriméiert ginn, an d'Kommissioun ass därselwechter Meenung.

Den Artikel 3 definéiert de Corps électoral. De Corps électoral ass definéiert am Artikel 39 vum Gesetz vum 4. Februar 2005. Laut Conseil d'État ass den Artikel also „superfétatoire" a soll gestrach ginn.

Den Artikel 4 gesäit vir, dass de Vote obligatoresch ass, wat, wéi mer all wëssen, wéinstens mir alleguerten heibannen, den Artikel 37 vum Gesetz vum 4. Februar 2005 virgesäit. Laut dem Conseil d'État ass also den Artikel 4 „redondant" a soll suppriméiert ginn.

„Surabondant", „superfétatoire", „redondant": Den Ausseminister, vun Haus aus Jurist, laang Member vun dësem Haus a vu senger Kommissioun vun den Institutiounen a vun der Révision constitutionnelle, misst wëssen, schéngt et ons, dass et ëmmer de mauvaise méthode législative ass, an neien Texter Dispositiounen ze répétéieren, déi schonn an engem aneren Text stinn.

Mä et kënnt nach méi schlëmm! Den Auteur vum Projet de loi schéngt manifestement net gewosst ze hunn, dass den Artikel 26 vum Kadergesetz vum 4. Februar 2005 e Renvoi gemaach huet, fir d'Composition vun de Bureaux de vote, op den Artikel 60 vum Wahlgesetz. Deen Artikel 60 gesäit vir, dass de President vum Haaptwahlbüro vun der Circonscription unique d'Bureau-de-votë wéinstens eelef Woche virun dem Datum vun der Consultation électorale muss constituéieren.

Wat dorop erauskënnt, Här President, dass de Referendum, dee jo virgesinn ass den 10. Juli, wann dee soll kënne stattfannen, da muss dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, de 24. Abrëll 2005 a Kraaft sinn, an da muss et spéitstens mëttwochs, den 20. Abrëll am Mémorial publizéiert sinn, soss si mer net an der Lag, d'Délaien anzehalen.

Et ass d'Verfassungskommissioun a ganz besonnesch hire Rapporteur, déi op dee Problem higewisen hunn an d'Regierung drop opmierksam gemaach hunn. Dunn ass eng gewësse Panikstëmmung an der Regierung entstanen an e Bréif vun der Secrétaire d'État aux relations avec le Parlement ass un de Conseil d'État geschriwwe gi fir drop hinzeweisen, dass hei eng aussergewéinlech Urgence géif bestoen. An et ass och dat wat obligéiert huet, dass de Conseil d'État engersäits an d'Chamber anerersäits hu missen den Hochstand drécken, fir dass dëse Projet kann haut hei gestëmmt ginn, an dass mer dann déi Délaie kënnen anhalen, fir dass effektiv den 10. Juli dee Referendum ka stattfannen.

Also et deet mer Leed, mä et schéngt mer awer e bëssen u Virsiicht vun der Regierung an dëser Fro gefeelt ze hunn.

Den Ausseminister schéngt och eng approximativ Approche zu der Sprooch an zu de Sproochen ze hunn.

Une voix.- Schéi formuléiert!

(Interruptions)

Mme Colette Flesch *(DP)*.- En huet zum Beispill am Gesetz proposéiert, mir sollen d'Fro formuléieren: „Êtes-vous pour le Traité établissant une Constitution pour l'Europe?" Här President, dat ass e Luxembourgeoisissem. Korrekt muss dat heeschen: „Êtes-vous en faveur". Sou wéi d'Kommissioun et iwwregens gesot huet.

Mä wat nach méi iwwerraschend ass, dat ass dass d'Iwwersetzung da vun där Fro am Text, deen d'Regierung virgeluecht huet, am Lëtzebuergeschen an am Däitschen, an zur Form, an zum Fong falsch läit, well wa gesot gëtt „Êtes-vous pour", da gëtt dat iwwersat „Stëmmt Dir fir". Dat heescht eppes anescht. An op Däitsch heescht et d'selwecht „Stimmen Sie für". Dat heescht eppes anescht wéi d'Fro, déi am Franséische formuléiert ginn ass. Also „ce qui se conçoit bien, s'exprime clairement et les mots pour le dire se trouvent aisément".

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Ooohhh!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- D'Verfassungskommissioun huet eng einfach Formulatioun proposéiert,…

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Ass déi besser?

Mme Colette Flesch *(DP)*.- …identesch, Här Minister an Här President,…

(Interruption)

…an den dräi Sproochen: „Êtes-vous en faveur du traité", „Sidd Dir fir den Traité", „Sind Sie für den Vertrag". Wéi de Rapporteur et scho gesot huet, wëll ech och hei erwirhiewen, dass de Conseil d'État eng Formulatioun proposéiert huet, déi juristesch wahrscheinlech méi prezis war: „Êtes-vous en faveur de l'approbation par le Luxembourg du traité?"

D'Kommissioun war de juristeschen Argumenter vum Conseil d'État net entgéintgesat a mir och net, mä mir hunn awer alt gemengt, dass et der Einfachheet halber besser wär, wa mer déi Formulatioun géinge festhalen, déi d'Verfassungskommissioun proposéiert huet.

Dann, Här President, e leschte Punkt, ech géing soen, à titre anecdotique. Den Auteur vum Projet de loi schéngt emol net am Stand gewiescht ze sinn, d'Virlagen aus dem Gesetz vum 4. Februar 2005 korrekt ofzeschreiwen, well wa mer de Projet kucken, dee virun ons läit, da sinn an der Annex 1 vu sengem Projet déi Casen, déi fir de Jo an den Nee reservéiert sinn, intervertéiert ginn. An et gëtt guer keng Explikatioun dozou.

(Interruption)

Wann de Minister hätt wëllen eppes do erreechen a bewegen, dann hätt e wéinstens misse soe woufir. En huet dat net gesot, also muss ech dovunner ausgoen, dass en emol net gemierkt hat, dass en eppes anescht proposéiert huet wéi dat, wat am Gesetz vum 4. Februar 2005 stoung.

Här President, compte tenu vun all deenen Incohérencen an Incongruitéiten hunn de Statsrot an d'Verfassungskommissioun aus der Chamber proposéiert, de Projet vun der Regierung fundamental ëmzekrempelen. Vun engem Projet mat fënnef Artikelen an enger Annex gëtt et e Projet mat engem eenzegen Artikel, wou den Datum vum Referendum virgesinn ass, wou eng kloer Froestellung zréckbehale ginn ass, identesch an deenen dräi Sproochen, a wou selbstverständlech eng Referenz gemaach gëtt op d'Gesetz vum 4. Februar, a wou schliesslech d'Annex, déi, wann ech géing d'Terminologie vum Statsrot iwwerhuelen, „surabondante, superfétatoire" a „redondante" ass, gestrach gëtt.

De Projet, esou wéi en elo nei formuléiert ass, vun der Verfassungskommissioun a vum Statsrot, fënnt onsen Accord. Mä mir kënnen nëmmen hoffen, dass no deem onglécksséilegen Essai, deen d'Regierung hei gemaach huet fir an d'Referendumsprozedur anzesteigen, se op hir Féiss zréckfënnt, oder op hir Patten - ech weess net wéi ech soll soen - an dass se mat e bësse méi Seriö a Clairvoyance op déi Campagne d'information zougeet iwwert d'Constitutioun fir Europa.

A ganz besonnesch géing ech hoffen, dass dat wat an Zukunft vun der Regierung kënnt e bësse méi Substanz huet, wéi deen aarmséilege Wësch, dee mer bis elo an onse Bréifkëschte fonnt hunn, well heimadder fänkt ee wierklech net vill un.

Här President, esou wéi ech et scho gesot hunn, ass ons Fraktioun bereet deen ëmgekrempelten Text ze stëmmen. Mir wäerten och bei engem nächste Vote en faveur vum Projet de loi stëmmen iwwert d'Approbatioun vum Traité zu enger Europäescher Constitutioun, a mir wäerten och an där Campagne, déi elo lassgeet, fir e Jo beim Referendum ons asetzen, well onser Meenung no déi Europäesch Constitutioun wéi se elo virläit, an obschonn se net perfekt ass, e Fortschrëtt ass an deem Prozess vun der europäescher Integratioun, déi säit 50 Joer undauert, an déi Constitutioun och eng reell Amélioratioun ass vun den Texter, esou wéi se elo sinn.

Haut ass d'Europäesch Unioun paralyséiert, doduerch dass se muss Regelen a Mechanisme gebrauchen, déi an de 50er Joren definéiert si ginn, fir eng Communauté zu sechs, an elo si mir eng Unioun zu 25. Déi Mechanisme sinn an de successiven Traitéen ëmmer erëm iwwerholl ginn, y compris an deem vun Nice, dee wahrscheinlech deen onzoulänglechste vun en alleguerten ass.

Déi Constitutioun, déi dem Referendum vum 10. Juli virläit, ass eng Äntwert op déi do Onzoulänglechkeeten. Si huet en éischten Deel, deen d'Valeuren an d'politesch sozial an ëmweltpolitesch Objektive vun der Unioun festleet, déi eng nei institutionell Architektur fir d'Unioun opzeechent. Hiren zweeten Deel gëtt der Charte des Droits fondamentaux en obligatoresche Charakter, wat doudsécher eng gutt Saach ass. Den drëtten Deel vun der Constitutioun ass a mengen Aen total onliesbar. Mä dat ass guer net wichteg, well deen drëtten Deel iwwerhëlt nëmmen déi Bestëmmungen aus den Traitéen, déi haut scho gëllen, a versicht déi Bestëmmungen e bëssen ze vereinfachen, ouni dass dodrunner eppes geännert gëtt.

De véierten Deel organiséiert d'Prozedure vun der Revisioun. An anere Wierder, ass d'Constitutioun en Text, deen ons erméiglecht e Fortschrëtt ze verzeechne bei der Kohärenz vun de Politike vun der Unioun, bei der Modernisatioun vun dem legislative System vun der Unioun, bei der Rationalisatioun vun de Prozeduren, bei der Implicatioun, an dat muss ons hei interesséieren, vun den nationale Parlamenter. Dat ass e Fortschrëtt am Sënn vun der Transparenz, vun der Demokratie a vun der Visibilitéit vun der Unioun um internationale Plang.

Här President, léif Kolleegen, dat ass d'Ursaach woufir mer haut fir deen Text stëmmen, deen ëmgekrempelt ginn ass, an ech soulignéieren dat, vun der Verfassungskommissioun a vum Statsrot an deen doduerch zu engem uerdentlechen Text ginn ass. Mir wäerten also deen Text stëmmen, an dat ass och d'Ursaach woufir mer muer fir den Traité stëmmen, deen d'Approbatioun vun der Europäescher Constitutioun beinhalt.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien

M. le Président.- Merci der Madame Flesch, an als nächste Riedner ass den Här Alex Bodry agedroen. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wann ech elo d'Madame Flesch héieren hunn, fält mer en anere franséische Sproch an, „tout ce qui est excessif est dérisoire". Ech mengen, dass effektiv mat alle Reserven a Kritiken, déi ee ka formuléieren, d'Geballtheet vun der Kritik hei eigentlech disproportionéiert ass zu deem wat dem Regierungstext virgeworf gëtt. Ech géif herno nach am Detail gären dorobber zréckkommen.

(Interruption)

Ech mengen awer, dass mer et eigentlech jo hei mat engem historesche Moment an dëser Chamber ze dinn hunn, well et fir d'éischt ass zënter 68 Joer, dass d'Chamber um Punkt ass ze décidéiere fir d'Wieler direkt iwwer eng Fro vu groussem nationalen Intérêt ëm hir Meenung ze froen.

Dat ass keng Flucht virun der Verantwortung vun der Politik oder vun de gewieltene Vertrieder. Dat ass an dat däerf och kee verstopptene Plebiszit ginn. Mä dat ass den éierleche Versuch an enger komplexer, mä essenzieller politescher Fro, déi vun der politescher Unioun hiren Objektiven, hirem Fonctionnement, hire Kompetenzen an de Grondrechter vun den europäesche Bierger de Wieler entscheeden ze loossen. Jo, obwuel et formaljuristesch eng Konsultatioun ass, dat heescht ee Referendum mat konsultativem Charakter ass, ass et evident, mengen ech, fir all Parteien hei am Parlament, dass politesch gesinn dat Resultat vun der Wielerbefroung wäert bannend si fir dës Chamber.

Als LSAP sti mir zu dëser Referendumsprozedur, déi mir sengerzäit als Oppositiounspartei gefrot haten. Dat bedeit awer ganz kloer och vun eis, mä och vu villen aneren, e grousst Engagement déi nächst Wochen, et ass schonn amgaang, och e pedagogeschen Effort, dee muss gemaach gi fir eng extrem breet an eng extrem komplex Matière, en internationalen Traité vu groussem Ausmooss, dem Wieler méi no ze bréngen, an dat an enger méiglechst éierlecher a méiglechst vollstänneger Fassong, an dat soll och kontradiktoresch esou wäit wéi méiglech geschéien.

D'Regierung huet hir Campagne virgestallt, d'Chamber huet Initiative geholl. Ech géif mer wënschen, dass mer och d'Zivilgesellschaft méi staark nach implizéiert géife kréien an déi ganz Virbereedung vun deem nationale Referendum.

Mä virun allem sinn awer och d'politesch Parteie gefuerdert, net nëmmen duerch eng Ofstëmmung hei an der Chamber, mä virun allem awer och well se als politesch Partei an eisen Aen eng Haaptaufgab hunn, dat heescht zur allgemenger Meenungsbildung vum Bierger bäizedroen. Et ass also selbstverständlech, dass keng Partei sech do kann der Verantwortung entzéien, a si muss hirer Käraufgab, déi politesch Meenungsbildung vum Bierger ze fërdern, och an där heiter Fro gerecht ginn.

Den Ausgang vun all Referendum ass trotz Sondagen ëmmer offe bis zum Wahldag selwer. An all Wieler soll sech fräi en connaissance de cause kënnen entscheeden iwwert déi Fro, déi em virläit an och sech bewosst si wat d'Konsequenze si vun där Entscheedung. E muss dat kënne maachen ouni Drock vu baussen. Bis zu dem 10. Juli bleiwen eis nach knapp zwielef Woche fir déi öffentlech Debatt, déi schonn etlech Wochen amgaang ass, ze accéléréieren an un e gutt Enn ze bréngen.

Als LSAP setze mir ganz kloer op eng Campagne de proximité. Versammlungen, Tables rondes, Informatiounsstänn, do wou d'Leit sech ophalen, no bei de Leit, do wou sech och d'Froe gestallt ginn a wou mer probéiere wäerten als Partei eis Äntwerten ze ginn.

Nom Ofweie vum Pro a Kontra op eisem Landeskongress dee leschte Mount hu mer als Partei mat grousser Majoritéit eis fir ee Jo zu deem Traité constitutionnel ausgeschwat, a mir wënschen et, dass deen Traité constitutionnel den 10. Juli och vun enger grousser Majoritéit vun de Wieler guttgeheescht gëtt, well e ganz einfach eng Plusvalue duerstellt a ganz ville Beräicher par rapport zu deem geltenden europäesche Recht.

Lëtzebuerg ass net dat eenzegt Land iwwregens wat sech op de Wee vum Referendum begeet, fir déi dote wichteg Matière tranchéieren ze loossen. Spuenien huet et scho gemaach, als nächst sti Referenden un a Frankräich, an Holland, an Dänemark, a Portugal, an Irland, an England, a wéi et schéngt géif et op deemselwechte Wee och tranchéiert ginn a Polen an an der Tschechescher Republik. Insgesamt zéng vu 25 europäesche Staten hu sech also décidéiert fir net de parlamentaresche Wee ze goen, mä fir eigentlech d'Haaptgewiicht op d'Consultation populaire, op de Referendum ze leeën.

Ech mengen, dass mer als Lëtzebuerg richteg sinn, dass mer deen dote Wee amgaang sinn ze beschreiden. Mir maachen dat am Kader vun eiser eegener legislativer Prozedur, déi e bëssen atypesch ass, well se eigentlech opgebaut ass, wann een d'Texter kuckt vun der Verfassung a besonnesch och den Artikel 59, op zwee Voten, déi misste bei all Gesetzesprojet hei an der Chamber stattfannen, et sief dann de Conseil d'État gëtt d'Dispens vun deem zweete Vote constitutionnel.

Abee, et ass déi Prozedur, déi eigentlech hei applizéiert gëtt, mat engem éischte Vote hei an der Chamber, dann de Referendum an duerno den zweete Vote vun därselwechter Chamber, deen natierlech dem Resultat vum Referendum Rechnung ze droen huet.

Dat ass e Wee, dee wéineg Länner beschreiden. Et gëtt vill Länner, déi eng Kombinatioun maache vun dem parlamentaresche Wee an dem Referendum, mä eigentlech - souwäit ech dat gesinn - kee Land wat zweemol d'Chamber mat implizéiert an dat Ganzt. Mä dat ergëtt sech aus eise Prozeduren, an ech mengen et ass och wichteg fir dass all politesch Parteien, all politesch Bewegungen, Gruppéierunge sollte kloer Faarf bekenne virun deem Referendum fir ze soen, wou se an enger essenzieller politescher Fro stinn a wat hir Meenung zu där doter Fro ass.

An deem heite Projet de loi ginn eigentlech nëmmen zwou Froen tranchéiert. De Rapporteur huet dat ervirgehuewen, deem ech och bei där Geleeënheet wëll félicitéiere fir déi gutt Aarbecht, déi e geleescht huet. Dat ass den Datum an et ass d'Fro, déi gestallt gëtt. Dat si wichteg Froen! All de Rescht gëtt geregelt iwwert dat allgemengt Gesetz vum 4. Februar 2005 iwwert de Referendum.

D'Madame Flesch huet sech hei a ganz haarde Wierder geäussert zu där Aarbecht, déi vu Regierungssäit gemaach ginn ass. Ech wëll awer vläicht do e Wuert vun Explikatioun ginn. Ech verstinn, dass eng Regierung, dass Beamten, déi un esou engem Text schaffen am Numm vun der Regierung, net onbedéngt wollten hei en Eenartikelprojet deponéieren.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Do hutt Der Recht.

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wou ass Recht a wou ass Onrecht an deenen dote Froen? Si hunn deen Text étofféiert duerch eng Rei Regelen, déi deem entsprieche wat an deem allgemenge Gesetz steet, déi awer net kontradiktoresch zu deem Text sinn!

An d'Madame Flesch huet hei andauernd Zitater beméit vum Avis vum Conseil d'État. Ech wëllt soen, dass net eng Opposition formelle am Avis vum Conseil d'État dran ass!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Wat hätt Der nach gär?

M. Alex Bodry *(LSAP).*- Wéi vill Texter sinn et ginn, vun alle Regierungen, och an deene Regierungen, wou d'Madame Flesch direkt Responsabilitéit hat, wou de Conseil d'État Opposition, a méi wéi eng Opposition formelle formuléiert huet? Abee, hei ass net eng Opposition formelle vum Conseil d'État dran, en huet eng aner Approche zu der Matière gehat.

D'Regierung hat eng Approche fir eng Rei vu wesentleche Punkten nach eng Kéier ze rappeléieren an hirem Text, de Conseil d'État hat eng Approche fir net ze widderhuelen, mä einfach dat Neit just nach am Text selwer vum Gesetz stoen ze loossen, an där Approche huet sech d'Kommissioun vun den Institutiounen och ugeschloss. Mä deen anere Wee ass keng Häresie an et gëtt och Beispiller aus aneren Texter, wou schonn déi eng oder déi aner Widderhuelung gemaach ginn ass.

Wichteg ass, dass keng Kontradiktioun an Texter besteet. Fir mech ass et eng zweetrangeg Fro ob een eenzel wichteg Dispositiounen eventuell och nach an engem zweeten Text widderhëlt, esou dass ech mengen, dass hei probéiert ginn ass, aus enger Méck en Elefant ze maachen, an dass all déi Reprochen net esou grave sinn, wéi d'Madame Flesch dat hei mat kräftege Wierder versicht huet duerzestellen.

Wichteg ass et awer bei där Geleeënheet nach eng Kéier e puer essenziell Froen ze rappeléieren, déi effektiv och net méi am Text stinn, wou d'Leit sech awer dobaussen och déi lescht Woche scho Froe gestallt hunn, mä wéi ass et dann elo, a wou se alt emol an offizielle Stellen, op Gemenge geäntwert kritt hunn: Majo, den Text ass nach net do, mir kënnen lech do keng Äntwert ginn.

Or, all déi praktesch Froen, déi sinn effektiv schonn tranchéiert iwwert deen allgemengen Text vum 4. Februar 2005. D'Wahlflicht, d'praktesch Organisatioun vun de Wahlen, och déi wichteg Fro, wou d'Leit elo scho kommen, déi vun der Bréifwahl: Ass eng Bréifwahl méiglech, ass keng Bréifwahl méiglech? Do gëtt eng Referenz gemaach op den allgemengen Text iwwert d'Bréifwahl an do gëllen also d'Bestëmmunge vum Artikel 171 vun eisem Wahlgesetz, wou fréistens zéng Wochen a spéitstens 30 Deeg viru Wahle muss déi Bréifwahl ugefrot ginn.

Dat heescht an net allze laanger Zäit, an zwou Wochen Zäit kënnen d'Leit eigentlech scho bei de Gemengen d'Bréifwahl ufroe bis spéitstens 30 Deeg virun de Wahlen, wou se also e bësse Sputt hunn. Dat ass, mengen ech, eng wichteg Informatioun, déi net am Text steet, mä déi een awer hei sollt ginn, well dat sech aus aneren Texter ergëtt.

Mir géifen als Fraktioun och d'Regierung bieden - et ass éischter eng Responsabilitéit direkt vum Innenminister, mä ech gi se hei awer gären un den Ausseminister weider -, dass elo schnellstméiglech sollt eng Circulaire un d'Gemengen erausgoen, fir dass déi zoustänneg Gemengeverwaltungen, déi mat Froe vun de Bierger elo wäerte konfrontéiert ginn, kënnen am Detail op déi eenzel praktesch Froen eng Äntwert ginn, déi sech am Zesummenhang mat der Organisatioun vun deem heite Referendum stellen. Et ass wichteg, dass dat wierklech an deenen nächsten eng, zwou Woche geschitt, fir dass do net weider Zäit verluer geet an Onsécherheet opkënnt.

Ech géif zum Schluss nach just de Wonsch äusseren, dass an där öffentlecher Debatt vun deenen nächste Wochen zum Referendum an zum Traité constitutionnel all Meenungen zum Droe kommen, dat besonnesch och an der offizieller Campagne, woubäi natierlech de politesche Kräfteverhältnisser an dëser Chamber muss Rechnung gedroe ginn. Dat gesot, géif ech den Accord vu menger Fraktioun zu deem heiten Text abréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Bodry Merci. Als nächste Riedner ass den Här Felix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, et sinn de Mëtte scho munch Kritike formuléiert ginn, net nëmmen um initiale Projet de loi, mä och un aneren Aspekter, an et wär ee bal tentéiert ze soen: Zu Lëtzebuerg hu mer scho laang kee Referendum méi gemaach an dat mierkt een och.

(Interruptions diverses et hilarité)

Une voix.- Keen nationaalt!

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Keen nationaalt.

Mä de Geck an den Eck, dëst Gesetz schléisst u sech dee prozeduralen Deel vum Referendum vum 10. Juli of. D'Chamber wäert jo nach befaasst gi mat der Fro vum Referendum, mä da geet et méi ëm den Inhalt vum Traité constitutionnel. Mir schléisse mat dësem Text, dee mer haut ofstëmmen, och déi Diskussiounen of, déi mer gefouert hunn am Kader vum Kadergesetz iwwert de Referendum an haut eben am ad-hoc-Gesetz zum Traité, zum Vote iwwert den Traité constitutionnel, dee jo den 10. Juli soll stattfannen. Déi positiv Aspekter wëll ech da fir d'éischt eraussträichen.

Éischte positiven Aspekt ass, dass de Referendum definitiv net mat de Gemengewahlen op een Datum fält - och dat war jo eng Zäitchen am Gespréich. Et ass och gutt, dass sech schlussendlech eng Majoritéit dofir fonnt huet, fir d'Gemengewahle mat den Diskussiounen iwwert den Traité constitutionnel net ze vermëschen, esou dass also béid Diskussiounen an hirer Plénitude kënne gefouert ginn. Dat ass eng positiv Entwécklung.

En zweete Punkt, dee mir och begréissen, dat ass dass d'Chamber, sou wéi eben och eis Verfassung dat virgesäit, en éischte Vote muss huelen, wat och de Parteien d'Méiglechkeet gëtt, Faarf ze bekennen.

Et schéngt jo esou ze sinn, wéi wann net all Parteien dat wëlles hätten. Mir halen dat awer fir absolut normal an engem demokratesche Prozess, dass Parteien an hir Vertrieder par rapport zu hire Wieler eng Meenung anhuelen, Positioun bezéien a kloer soe wat se denken a wéi se sech wäerte beim Referendum verhalen. Och dat ass een Element an der Meenungsbildung vun de Bierger, a mir fannen dat dofir och nëmmen normal an och gutt, dass dat am Kader vun dësem Referendum wäert geschéien.

Dann ass et awer och scho bal mat de positive Punkten eriwwer. Well wann een dann awer déi ganz Aarbecht vun der Regierung nach eng Kéier Revue passéiere léisst, am Kader vun den Diskussiounen iwwert de Referendum, muss een awer soen, dass d'Regierung hei zumindest vum Handwierkleche ganz, ganz schwaach, ganz mangelhaft geschafft huet.

Ech fänken u bei der Fro vun der Participatioun vun den net Lëtzebuerger EU-Bierger hei vu Lëtzebuerg. D'Regierung huet dat ugekënnegt, an et muss een am Prinzip an am Normalfall kënnen dovun ausgoen, wann eng Regierung esou eng Ukënnegung mécht, dass se dann och weess, dass se d'Moyenen huet vun hirer Meenung, an dass se weess, dass se dat och wäert kënnen zu Enn brénge wat se ugekënnegt huet. Dat war net de Fall. Dat ass bedauerlech.

(Interruption)

Mir hu mat där Konklusioun, déi schlussendlech huet misse gezu ginn, e groussen Deel vun de Leit, déi hei wunnen, ausgeschloss. Ech mengen déi meescht Parteie bedaueren dat. Mir hunn dofir als Gréng - d'Madame Flesch ass och kuerz drop agaangen - an deem Sënn en Text op den Dësch geluecht, deen net d'Prétentioun huet, dass en op all de Kommae perfekt wier, loin de là. Dat kann d'Regierung jo emol net vu sech behaapte wa se en Text op den Dësch leet. Mir hunn déi Prétentioun och net.

Mir wollte mat deem Text awer d'Diskussioun ganz séier ustoussen, fir dass mer hoffentlech ganz rapid zu engem Text kommen, deen dann all de kriteschen Appréciatioune standhält an dee mer hei kënne stëmmen, fir dass dat, wat sech do ofgespillt huet, sech an Zukunft net méi kann nach eng Kéier widderhuelen.

Zweete Punkt ass dee vun der Ouverture vun de Wielerlëschten. Do wëll ech awer och nach eng Kéier drop agoen, well dat Stéchwuert de Mëtten nach net erwähnt ginn ass. Och do wär et gutt gewiescht, wann dat wat gesot ginn ass - deelweis och vum Grand-Duc gesot ginn ass - hätt kënne Realitéit ginn. Eng Ouverture oder eng nei Revisioun vun de Wielerlëschten hätt et erlaabt, och nach eng Kéier eng ganz Partie Uniounsbierger mat zouzeloossen, wa mer dann do d'Aussoe vun der Regierung hätte kënnen ëmsetzen.

Och dat ass net geschitt, och dat ass bedauerlech, a mir fannen, dass do d'Regierung misst eng Léier draus zéien an am Kader vun de kommunale Gesetzgebungen d'Revisioun vun de Wielerlëschten op de Metier huelen, well do hu mer eng Prozedur, déi komplett „surannée" ass. Et ass net méi normal, am Joer 2005, dass ee muss mat Wielerlëschten hantéiere bei Wahlen, déi 18 Méint al sinn. Dat dréit a kengster Weis der Entwécklung vun der Technologie Rechnung, dat ass einfach iwwerlieft, an dat soll eng vun de Léiere si vun dëser dach handwierklech relativ dürfteger Aarbecht, déi d'Regierung ofgeluecht huet.

Drëtte Punkt ass den Text selwer, d'Madame Flesch huet dee Problem do schonn ënner all senge Couturë beliicht, ech ka mech dofir drop beschränken ze soen, dass deen Text effektiv kee gudden Text war, ob et elo den Här Asselborn dat perséinlech geschriwwen huet, dat bezweifelen ech éischter, mä ech denken, datt et awer stëmmt, dass deen Text, esou wéi e formuléiert war, kee gudden Text war. En huet sech nahtlos an dat agereit, wat d'Regierung am Kader vum Dossier Referendum Opweises huet, an dat ass net ganz vill. Den Text huet gepasst bei dee Patzer mat der Revisioun vun de Wielerlëschte fir de Grand-Duc a bei déi ganz bedauerlech Entwécklung, dass schlussendlech d'Uniounsbierger net konnte matmaachen.

Also ënnert dem Stréch, vun der Absicht hier, géing ech soen, ass et begréissenswäert, vun der Ëmsetzung dovunner absolut mangelhaft.

Ofschléissend nach e puer Wuert zu der Informatiounspolitik. Ech kann dat wat den Här Bodry gesot huet nëmme confirméieren. Déi Leit, déi och an de Gemengen aktiv sinn, wëssen, dass d'Leit effektiv vill där do Froe stellen. D'Informatioune sinn deelweis nach net bis an d'Gemenge virgedrongen: Wéi ass et mat der Bréifwahl? Wéi ass et mat der Wahlflicht?

Och den Inhalt vun der Informatiounscampagne vun der Regierung léisst am Moment nach ganz staark ze wënschen iwwreg. Ech hunn éischter d'Gefill, dass d'Chamber amgaangen ass hir Aarbecht hei seriö ze maachen, si mécht dat wat an hire Kompetenze läit a wat hire Rôle ass. Dat kann ee vun der Informatiounscampagne vun der Regierung net behaapten, weder den Inhalt nach den Zäitpunkt an d'Diligence mat där se ausgefouert gëtt sinn ze wierdegen. Éischter de Contraire ass de Fall.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ofschléissend och nach ee Wuert zum Respekt, dee mer eis alleguerten engagéiert hunn ze accordéieren zum Ausgang vum Referendum. Mir huele selbstverständlech hei e premier vote constitutionnel a mir respektéieren den Ausgang vum Referendum hei zu Lëtzebuerg. An ech deelen och d'Meenung vun deenen, déi fannen, dass dee Vote hei zu Lëtzebuerg net acquis ass. Dee wäert net vum selwe positiv ausgoen. Déi, déi sech fir den Traité ausgeschwat hunn, sinn an deenen nächste Wochen a Méint gefuerdert fir den Enjeu vun deem Text de Leit kloerzemaachen, esou dass mer duerno net mussen de Constat maachen, dass Lëtzebuerg bei deem Text mat Nee gestëmmt huet.

Ee lescht Wuert och un d'Adress vum Statsminister, deem seng Attitüd ech nëmme ka kritiséieren. Säi politescht Schicksal un den Ausgang vum Referendum ze bannen, fannen ech eng Aart a Weis, déi zumindest net clever ass. Wann d'Leit sech erpresst fillen, da reagéieren se och deementspriechend. Ech fannen et och iwwerdriwwen, e perséinlecht Schicksal un esou en Enjeu, wéi d'Entwécklung vun der europäescher Konstruktioun, wëllen ze

bannen. Dat hätt e besser gehat ze ënnerloossen; en huet et net gemaach. Et ass evident, dass wann de Referendum sollt mat Nee ausgoen, politesch Konklusioune misste gezu ginn. Do wäre vill politesch Froe gestallt an déi géinge bäi Wäitem dat perséinlecht Schicksal vum Statsminister dépasséieren. Déi Ausso hätt en also besser gehat sinn ze loossen.

Mat deene leschte Remarquë bréngen ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Henckes war nach net un der Rei.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Oh pardon! Entschëllegt, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, et ass léif, datt Der deene klenge Fraktiounen och nach d'Wuert gitt. Merci, Här President.

Als ADR, als Aktiounskomitee fir Demokratie a Rentegerechtegkeet, hu mir ëmmer eng grouss Prioritéit e groussen Akzent gesat op méi Demokratie, dat heescht op d'Méiglechkeet fir Referenden an eisem Land ofzehalen. An dofir si mer frou, dass d'Iddi selwer vum Referendum lues a lues hire Wee gemaach huet an elo hir Friichten dréit.

Ech wëll drun erënneren, dass mir den 13. Februar 2003 eng Motioun hei an der Chamber deponéiert hate fir e Referendum iwwert den Traité constitutionnel ofzehalen. Deen Ablack ware mir déi eenzeg Partei, déi dës Motioun gedroen huet. All aner Parteien hunn unisono géint de Referendum geschwat a géint ons Motioun gestëmmt. Lues a lues huet ons Iddi awer bei de meeschte Parteie Sympathie fonnt, se ass méi sympathesch ginn a mir konnte feststellen, datt et schlussendlech op eng Unanimitéit débouchéiert huet.

Haut soll nun d'Gesetz iwwert de Referendum zum Traité constitutionnel Realitéit ginn, an dat ass en historesche Moment, well mer esou laang scho kee Referendum haten. Ech hunn dem Rapporteur mat ganz vill Intérêt nogelauschtert an ech soen him och e ganz grousse Merci als President an als Rapporteur fir déi gutt Aarbecht, déi en op dësem Gebitt vum Referendum mécht.

Ech wëll him awer och soen, an ech répétéiere mech do, datt ech awer mat enger Ausleeung, déi e mécht, net d'accord sinn, an dat ass déi, datt ons Constitutioun géing festhalen, datt de Referendum misst konsultativ sinn an net décisionnel an net e legislative Charakter huet.

Ech wëll den Artikel vun onser Constitutioun, den Artikel 51(7), nach eng Kéier virliesen, dee seet: «Les électeurs pourront être appelés à se prononcer» - an et geet ëm d'Wuert „se prononcer" - «par la voie du référendum dans les cas et sous les conditions à déterminer par la loi.» A wat heescht nun „se prononcer"? An den Ae vum Conseil d'État an och vun deene meeschte Parteien heibannen, heescht dat, datt d'Leit mussen un engem Referendum deelhuelen, well mer d'Wahlflicht hunn, mä dass herno, esouguer wann eng Majoritéit vun de Leit sech géint de Referendum, géint déi Fro, déi gestallt ass, géing ausschwätzen, da kéint d'Chamber awer anescht maache wéi dat wat d'Vollek, wat d'Bierger gewollt hunn; dat heescht e konsultative Referendum ofhalen.

Jidderee weess, datt dat vläicht nëmmen an Ausnahmefäll ka geschéien, well et misst jo relativ vill politesche Courage do si vun deenen Deputéierten, déi géint de Wëlle vun der Majoritéit vun de Bierger géinge stëmmen, mä et ass eng Méiglechkeet. Mir mengen au contraire, wann d'Bierger zu engem Referendum erugezu ginn, datt déi Décisioun vum Bierger dann och geholl gëtt an datt déi legislative Charakter huet, an datt dann eng Chamber näischt méi domadder ze dinn huet, wann d'Bierger décidéiert hunn.

Dat ass och d'Situatioun wéi et zum Beispill a Frankräich elo ass, wou an engem grousse Land d'Bierger décidéieren an d'Chamber net an engem éischte Vote sech zu engem Traité ausschwätzt an an engem zweete Vote sech zu engem Referendum ausschwätzt. Ech mengen dat ass déi richteg Demokratie. A wann ee kuckt wat de „Larousse" seet iwwert d'Wuert „se prononcer", da gesäit een, dass de „Larousse" dräi Possibilitéite virgesäit fir d'Wuert „se prononcer" auszeleeën. Et heescht op jiddfer Fall, ech zitéieren: „choisir tel parti; se décider. Se prononcer en faveur d'une mesure fiscale".

Et ass also kloer, datt wann ee franséisch schwätzt an d'Wuert franséisch ausleet, da kann de Referendum zu Lëtzebuerg décisiven, décisionnellë Charakter hunn, an et muss net esou sinn, wéi de Conseil d'État et seet, datt et just nuren dorëmmer geet, fir eng Meenung auszedrécken. Dat war gewollt vun deene Leit, déi mat ganz Weisheet ons Constitutioun ausgeschafft hunn.

Dofir bedaueren ech, datt elo déi meeschte Parteien hei an der Chamber net wëllen op dee Wee vum Référendum décisionnel goen. Se wëssen och woufir, well se sech soen, hei bei dësem Referendum misst et jo weider keng Schwieregkeet sinn, mä et kéint jo awer emol bei anere Referende sinn, datt et besser wier, datt et konsultativ ass an datt mir als Chamber deen Ablack eppes aneschters décidéieren, wéi dat wat d'Bierger wëllen. Dat ass dat, wat mer falsch maachen.

Zweete Punkt, deen oft an der Debatt stoung an de leschte Méint, dat ass: Wien däerf um Referendum deelhuelen? Wien ass den Électeur? Wann een d'Oppositiounsparteien, d'DP an DÉI GRÉNG, héieren huet, da war et, datt niewent de Lëtzebuerger Wieler och nach d'EU-Bierger dru sollte participéieren, déi op de Wielerlëschten ageschriwwe sinn. Mir hunn direkt als ADR gesot, datt den Artikel 51(7) vun onser Constitutioun virgesäit, datt vun Électeur geschwat gëtt an am Artikel 52 vun onser Constitutioun steet: «Pour être électeur, il faut: 1° être Luxembourgeois ou Luxembourgeoise.» Méi kloer kann een et net soen.

An deem Ablack wou et ëm national Souveränitéitsrechter geet, ass et kloer - an net ëm kommunal Affären oder ëm Wahle fir d'Europaparlament -, datt hei muss eng konstitutionell Ännerung virgeholl ginn.

An ech hunn d'Impressioun, datt och d'Regierungsparteien dat dote wossten. A si wossten, datt de Conseil d'État géing nee soen, mä se hu sech alt bei den EU-Bierger virun de Gemengerotswahlen de schéine Männche maache wollen an hinne soen: Kuckt mol do, mir géingen lech och gär mat froe kommen. An da gëtt gesot: Oh, wéi kënnt der ons esou eppes zoutrauen, datt mer esou eppes géinge maachen?

Mir mengen et, well et ass méiglech gewiescht, fir iwwert de Wee vun enger Verfassungsännerung den EU-Bierger d'Wahlrecht ze gi fir de Referendum, wann d'Majoritéitsparteien dat dote gewollt hätten.

Et ass kierzlech nach gesot ginn - an ech wëll drun erënneren -, datt mer keng Zäit gehat hätte fir eng Verfassungsännerung ze maachen. Dat ass falsch, net wouer, well mir hunn eng virgeholl, elo kierzlech justement fir de Referendum iwwert dësen Traité constitutionnel ofhalen ze kënnen! De leschte Mount hu mer eng Verfassungsännerung gestëmmt, déi de 15. Juni zum Droe kënnt. Et wier also ganz gutt méiglech gewiescht, bei därselwechter Geleeënheet eng Réforme constitutionnelle virzehuelen, wann dat politesch gewënscht gi wier.

Et ass dat wat ech wëll dénoncéieren, datt een eppes seet an dann net bereet ass, fir esou ze handelen, well ee sech insgesamt hofft, datt een esou vläicht méi e positiivt Resultat beim Referendum kéint kréien.

A wat mer elo festhalen, dat ass déi Prozedur, déi mer virgesinn hunn, well mer kee legislative Charakter beim Referendum hunn, an dat ass déi, datt mer elo d'Gesetz iwwert de Referendum décidéieren, datt an enger éischter Lecture de Projet de loi iwwert den Traité constitutionnel soll gestëmmt ginn an datt mer bei där Geleeënheet eng Resolutioun solle stëmmen, wou d'Chamber sech engagéiert fir d'Resultat vum Referendum unzehuelen a mer da kucken, ob et zu enger zweeter Lecture kënnt oder net, jee nodeem wéi d'Resultat ass. Et wier villes méi einfach gewiescht, wann ee scho wëllt d'Chamber bannen, datt een deen Ablack e legislativen, en décisionnellë Referendum virgesinn hätt.

Dat gesot, wäert awer schlussendlech d'Resultat datselwecht sinn. Dat heescht, datt d'Chamber bereet ass déi Décisioun vum Vollek ze respektéieren an dat wëllt an enger Resolutioun festhalen. Wann een et komplizéiert ka maachen, kann een et och einfach maachen. D'Prozedur also fir d'Chamber ass, fir et komplizéiert ze maachen. Mä wichteg ass et, datt et zu engem Referendum kënnt, wéi mir als ADR dat scho laang Jore gewënscht hunn an ons dofir agesat hunn, an dofir wäert och d'ADR-Fraktioun Jo zu dësem Projet de loi soen.

(Interruption)

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Elo ass d'Debatt ofgeschloss. Fir d'Regierung huet den Här Ausseminister Jean Asselborn d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech hei soen, dass, mengen ech, an där prozeduraler Approche alles gesot ass wat ze soe war. Ech hu mech besonnesch gefreet fir d'Madame Flesch, déi jo scho laang hei an der Chamber ass an déi eng grouss Erfahrung huet, dass se sech nach kann esou um Glacier vum Wesentlechen défouléieren. Dat huet mech wierklech gefreet!

(Hilarité)

Bon, den Här Rapporteur, de Paul-Henri Meyers, huet eng wonnerbar Aarbecht gemaach, wéi mer dat gewinnt sinn. Den Alex Bodry huet dat scho gesot, mat där ganzer Kommissioun. Och de Conseil d'État huet gutt geschafft a mir wäerten dann d'nächst Woch och besser schaffen, Madame Flesch.

Sou, ech wollt, wann Der erlaabt, just hei soen, dass mer iwwert den Datum eis eens sinn. Et ass och eng Evidenz fir d'Regierung, dass politesch dat bannend ass, wat d'Lëtzebuerger den 10.07. soen, an ech géif vläicht e puer Wuert dann un lech riichten, vläicht aus menger Siicht elo, aus der Siicht vun der Regierung iwwert de Fong vum Referendum.

Fir d'éischt kënnt een eng historesch Approche hunn, op Lëtzebuerg bezunn, an dann awer och d'Nécessitéit e wéineg um Ufank vun dësem 21. Jorhonnert aus EU-Siicht. Ee vun de Kritikpunkten, deen een a Saache Referendum vum 10. Juli jo ëmmer erëm héiert, ass deen, dass d'Leit soen, mir wëssen eigentlech net ëm wat dass et geet. Wéi kënne mer eis erëmfannen an deenen honnerten Artikelen do, déi am Traité drastinn? An dann: Brauche mer iwwerhaapt eng EU-Verfassung?

Nun, wann een dat also kuckt an et vergläicht een eigentlech mat deem wat war virun engem hallwe Jorhonnert, wéi Europa sech lues awer sécher déi institutionell Wuerzele ginn huet, deemools ass jo keen op d'Iddi komm, an de 50er Joren, an op de Gedanke komm, weder a Frankräich nach an Italien nach an Däitschland nach an Holland nach an der Belsch nach hei zu Lëtzebuerg, fir elo duerfir e Referendum ofzehalen.

An och '56, an eise President vun der Kommissioun weess dat, den Artikel 49bis, dat ass jo eigentlech dee gréisste konstitutionellen Agréff, dee mer jee an eiser Verfassung hei gemaach hunn, an deen ass deemools ouni Problemer iwwert d'Bühn gaangen. Nämlech am legislative Beräich, exekutive Beräich am judiciairë Beräich, kënne jo, wéi Der wësst, Attributiounen zäitlech begrenzt ginn, mä déi zäitlech Begrenzung ass iwwerhaapt net definéiert. Dat kënne 50 Joer sinn, et kënnen 100 Joer sinn, et kënne 500 Joer sinn. Dass do eben dann déi Attributioune kënnen un international Institutiounen iwwerdroe ginn.

Keen huet un ee Referendum deemools geduecht, well et jo evident war, an dass Europa, d'Konstruktioun vun Europa eigentlech ouni jidder Alternativ war. Europa war deemools deen eenzege Wee fir Kricher ze évitéieren a fir och déi ganz Energie, dat ganzt Potenzial an den Déngscht vun dem sozialen a vun dem wirtschaftlechen Opschwong vun Europa ze setzen.

Haut soll, no engem hallwe Jorhonnert Europa, d'Iddi fir e Referendum ze organiséieren eigentlech just de Géigendeel bewierken, wat deemools de Fall war. D'EU soll sech och aus dem Lëtzebuerger Vollek eraus en neien Impuls gi loosse fir déi 50 Joer, déi elo kommen.

D'EU ass haut eigentlech esou eng Selbstverständlechkeet gi fir vill Leit, dass een hir Daseinsberechtegung och net méi richteg erkennt. A mengen Aen ass d'Positioun z'ënnermaueren duerch d'Tatsaach, dass zënter Maastricht, an dat sinn elo 13 Joer hier, an do hate mer flott Débaten och hei an dësem Haus, dass do déi politesch Ausenanersetzung mat Europa eigentlech nach just um Rand, innenpolitesch gesinn, gefouert gouf. Maastricht war och, dat däerfe mer net vergiessen, och fir eis alleguerten heibannen, un éischter Plaz keng europäesch Debatt, mä et war carrément eng innenpolitesch Debatt, wa mer drun denken ëm wat dass et gaangen ass, un éischter Plaz nämlech fir d'Wahlrecht den EU-Bierger bei de Gemengewahlen ze ginn.

Den Euro ass vu ville Leit considéréiert ginn als eng zeideg Fruucht, déi méi oder wéineger vum selwe vum EU-Bam erofgefall ass, an d'Erweiderung op déi zéng Länner d'lescht Joer ass an der Opinion publique éischter erdroe ginn, wéi se begleet ginn ass.

Also wann Europa an deene leschte 50 Joer eng onëmstridden Noutwendegkeet war, gëtt haut d'Iddi propagéiert, dass heiansdo Europa eng ëmstridden Noutwendegkeet wier. An dat ass archifalsch!

De President Borrell vum Europaparlament huet an engem Artikel ganz richteg gesot: «Le monde n'attendra pas l'Europe.» Ech mengen Europa, mat all senger Diversitéit, senger Denkweis, senger Kultur, senger sozialer Astellung virun allem, ass eigentlech de Géigepol zu deem wat mer vun Amerika gesinn, wat mer och elo vun deene Länner gesinn, déi an der Emergence sinn, wéi China, wéi Indien. Um Globus stellt Europa eng Unitéit duer, oder muss eng duerstellen, a senger Ënnerschiddlechkeet, déi politescht Gewiicht huet.

D'Häerz vun dëser Europäescher Unioun ass a mengen Aen de Kompromëss, oder d'Fäegkeet Kompromësser ze sichen, am Sënn eben och vun där Unitéit an der Verschiddenaartegkeet. Lëtzebuerg huet d'EU viru 50 Joer gebraucht fir dat ze gi wat mer haut sinn, um wirtschaftleche Plang, um soziale Plang, um kulturelle Plang. Nun, zwou Generatioune méi spéit brauch Lëtzebuerg d'Europäesch Unioun fir seng Zukunft aus der Offensiv, wann ech däerf soen, vu sengem politesche Wierken erauszegesinn.

Den EU-Verfassungstraité soll net massakréiert gi vu Stëmmungsbiller, déi bewosst d'Leit ierféiere sollen. Et sollt ee gesinn, dass vill Leit Angscht hu virun engem méi groussen Europa, virun engem risegen Europa wat mer haut hu par rapport zu deem Europa wat mer haten an de 50er Joren. Virun engem Europa och, dat muss een zouginn, wou heiansdo massiv Interessekonflikter tëschent de Memberstaten ze léise sinn. Mä à la fin du compte ass dëst Europa ëmmer virukomm, lues awer sécher virukomm, an dobäi ass et Lëtzebuerg net schlecht gaangen.

Ech wëllt ofschléissend, Här President, nach eng Kéier widderhuelen, dass d'Europäesch Unioun als Motor de Kompromiss ugesäit, an dass dee Referendum, dee mer virleien hunn, selbstverständlech iwwer een Traité geet, deen och e Kompromiss ass. Deen Traité ass héchstwahrscheinlech net en vigueur fir déi nächst 50 Joer. Et ass en Traité, deen ausgeschafft ginn ass. Dat muss een och de Leit kloer soen. An déi, déi mengen, dass een en einfach géing renégociéieren, wann e géif ofgelehnt ginn, ech wéisst net wat een a wou een a wéi een dat kéint fäerdeg bréngen.

Nun, ech wëllt als leschte Saz een Auteur, de Lëtzebuerger Auteur Roland Meyer zitéieren, deen e ganz flotte Roman geschriwwen huet iwwert d'Entwécklung vun Europa. Dee Roman ass geduecht fir déi Jugendlech, an als leschte Saz seet en: „Die Entwicklung der EU kannst du dir am besten wie das Erklettern einer langen, sehr hohen Leiter vorstellen. Durch das Aufnehmen der neuen Länder, durch die Versöhnung der einstigen Gegner haben wir ein neues Stockwerk erreicht. Wir stehen sicherer und bequemer hier auf dieser Stelle, etwas besser als vor einigen Jahren noch, können kurz verschnaufen und die schöne Aussicht bewundern.

Doch nun können wir nach oben blicken, neue Visionen entwickeln und langsam und stetig daran arbeiten, dass sie verwirklicht werden. Die Treppe geht weiter, tief einatmen, und dann machen wir uns auf den Weg zu neuen Zielen. Spring auf!" Dat ass e Buch wat sech effektiv un déi jonk Leit adresséiert, ganz interessant ass, an ech hoffen, dass och vill jonk Leit dat liesen a mathëllefen, dass den 10. Juli fir Lëtzebuerg en Erfolleg gëtt.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun iwwert dëse Projet definitiv ofge-

schloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5443.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par M. Claude Adam), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President!

M. le Président.- Här Ausseminister!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Zu deem nächste Projet wollt ech soen, dass d'Verhandlungen um Kierchbierg nach amgaange sinn. Wann Der d'accord wiert, géif ech elo hei bleiwe wann d'Diskussioun géif ugoen, an de Luc Frieden, dee kënnt esou séier erof wéi e ka kommen, fir dann hei säin Accord zu deem Gesetz ze bréngen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President! Mir sinn net ganz begeeschtert vun…

M. le Président.- Här Henckes!

7. Question préalable de M. Jacques-Yves Henckes

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt nach eng Kéier eng Question préalable stellen, gemäss dem Artikel 36(1) vun onsem Reglement. Mir hätte gären als Fraktioun, datt de Ministre compétent hei ass, well justement déi Problematik, déi mer wëllen abordéieren, nämlech déi ob d'Karibikinselen zum Beispill den Accord ginn hunn, ob do Konventioune gemaach gi sinn, dat heescht ob d'Konditiounen, fir datt d'Direktiv kann den 1. Juli a Kraaft trieden, erfëllt sinn oder net.

An dat soll justement elo debattéiert ginn. No mengen Informatiounen ass an der Debatt, fir de Report vun dem Gesetz a vun der Direktiv nach eng Kéier ëm sechs Méint erauszezögeren. Dofir wier et awer wichteg, datt mer d'Nouvellen, datt mer frësch Nouvellë vum Minister géingen héieren, an net datt mer hei debattéieren, e Gesetz unhuelen, wat mer dann nees an aacht Deeg nach eng Kéier mussen änneren.

M. le Président.- Mä ech denke grad just, Här Henckes, dass mer frësch Nouvellë vum Minister aus dem Conseil héieren, soubal wéi e kënnt. De Moment gi jo grad just déi dote Froen, déi Dir hei soulevéiert, diskutéiert…

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Jo, a wann en net kënnt?

M. le Président.- …an ech denke wann e kënnt, da kann en eis dat matdeelen. Den Här Thiel huet d'Wuert gefrot.

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Jo, Här President, eng Äntwert op dem Här Henckes säin Awand. De Problem, deen um Kierchbierg ass, huet näischt mat der Karibik ze dinn. Et geet do ëm Interpretatioune vun der Direktiv a vum Gesetz iwwert déi mir haut guer net ofstëmmen hei. Dat heescht et wäert näischt drun änneren um Gesetz, wat och ëmmer elo um Kierchbierg erauskënnt.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Voilà!

Mme Colette Flesch *(DP).*- Oh Gott!

(Hilarité)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, den Ordre du jour gesäit eppes anescht vir! An et ass e Vote virgesinn!

M. le Président.- Ech gesinn net an, firwat datt mer hei missten zu engem Vote kommen.

(Interruption)

Den Här Henckes freet d'Presenz vum Minister. D'Regierung ass jo awer vertrueden. Den Här Asselborn huet gesot, hie géif den Här Budgetsminister vertriede bis datt deen heihinner kënnt. Dat hu mer oft esou hei am Parlament gemaach, an ech gesinn net an, datt mer doriwwer sollen elo ofstëmmen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Dach, Här President! A menger Question préalable ass en Ajournement gefrot bis datt de Minister hei wier. Méi verlaange mer net.

(Brouhaha général)

An doriwwer hu mer d'Méiglechkeet fir ofstëmmen ze loossen. Mä ech wëll awer op jidde Fall soen, datt et wichteg ass, datt de Minister hei ass, och wat d'Interpretatiounsfroen ugeet, well et ass justement doriwwer wou bal d'Halschent vu menger Interventioun wäert goen.

Plusieurs voix.- Oooohhhh!!!

M. le Président.- Ech froen dann d'Chamber ob se d'accord ass, dass mer elo géife mat der Diskussioun iwwert de Projet ufänken oder ob mer der Demande vum Här Henckes solle Recht ginn.

Vote

Wien domat d'accord ass, dass mer mat der Diskussioun vum Projet ufänken, dee géif ech bieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

(Hilarité)

Ech denken, Här Henckes, Dir kënnt lech selwer vum Resultat iwwerzeegen. Deementspriechend komme mer elo zu dësem Projet.

D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Meisch, den Här Fayot, den Här Bausch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel!

8. 5297 - Projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz, iwwert dat mer haut hei ze befannen hunn, huet eng laang Geschicht, a wéi Der elo grad nach gemierkt hutt, eng ganz beweegte Geschicht, déi nach laang net eriwwer ass, déi och net wäert eriwwer si wa mer haut iwwerstanen hunn. Et geet nach weider.

D'Geschicht geet zréck op d'80er Joren, wéi sech déi deemoleg Gemeinschaft vun den 12 - do ware mer nëmmen zu 12 - dozou duerchgerongen huet, e Schrëtt weider a Richtung Integratioun ze maachen an d'Barrièrë beim grenziwwerschreidende Kapitalverkéier bannent der Communautéit ofzeschafen. D'Geschicht hat awer e Knuet, nämlech deen, datt d'Kapital net iwwerall d'selwecht besteiert gouf, an nach haut net gëtt, an domat d'Gefor bestoung, datt et zu Verzerrunge vun de Konkurrenzbedingungen an domat zu eesäitege Kapitalverlagerungen an deem Bannemaart kënnt kommen.

Am Fréijoer 1989, zwee Joer virum Stéchdatum fir de Start vum fräie Kapitalverkéier, hunn d'Finanzministere sech eng éischte Kéier mat der Fro beschäftegt. Si hu gemengt, wann een eng Quellesteier op de Kapitalrevenuë géif afféieren, déi iwwerall d'selwecht wier, kéint een dem Risiko vun onerwënschten eesäitege Kapitalverlagerungen aus de Féiss goen. Mä déi Léisung war net no jiddferengem sengem Goût. Si koum virun allem net fir den däitsche Finanzminister a Fro, deem säi Virgänger kuerz virdru säin Hutt hat missen huelen, well hie mat enger nationaler Quellesteier op dem Akommes vum Erspuerte bäigelaf war.

Den zweeten Ulaf koum datselwecht Joer am Dezember, mir sinn nach ëmmer 1989, wéi de spuenesche Finanzminister zimlech onerwaart - an déi onerwaarte Momenter spillen och eng gewësse Roll an där Geschicht hei - senge Kolleegen am Ecofin eng méi enk Zesummenaarbecht vun de Steierautoritéite proposéiert huet. Do huet natierlech de Lëtzebuerger Vertrieder, an dat war deemools de Premier Jacques Santer, dee fir säi kuerz virdru verongléckte Finanzminister Jean-Claude Juncker agespronge war, d'Ouere gespëtzt.

Wat de Spuenier virgeschloen huet, ass nämlech direkt op eng Ofschafung vum Bankgeheimnis erausgelaf, eng fir Lëtzebuerg onméiglech Virstellung. Folglech huet de Jacques Santer Nee gesot, wat zur Folleg hat, datt de ganze Prozess duerch säi Veto blockéiert gouf, well deemools wéi haut an der Communautéit d'Eestëmmegkeet a Steierfroen erfuerdert war an ass.

Domat hate mer mol einstweilen eis Rou, bis dann 1992 Däitschland opgrond vun engem Uerteel vun hirem Verfassungsgeriicht erëm eng Quellesteier agefouert huet a prompt dat agetratt ass wat virauszegesi war: Virun där Steier sinn déi däitsch Spuerer mat hire Sue fort an d'Ausland gelaf, ënner anerem och op Lëtzebuerg, wou d'Zuel vun den däitsche Banken sech quasi iwwer Nuecht verduebelt huet.

D'politesch Reaktioun huet net laang op sech waarde gelooss an den Drock op Lëtzebuerg ass lassgaangen. Déi Däitsch hunn natierlech eis Lëtzebuerger d'Schold un där Kapitalflucht ginn, obschonns mir guer näischt gemaach haten. Mä dat ass nun eemol esou, wann ee Groussen et mat engem Klengen ze dinn huet.

1997, ënnert eiser viregter Présidence, huet Lëtzebuerg dovu profitéiert fir den Drock oder d'Loft erauszeloossen. Eise Finanzminister huet de sou genannte Koexistenzkompromëss proposéiert, deen den EU-Membere bei der Besteierung vun de Kapitalrevenuen de Choix tëschent enger Kontrollmatdeelung, also engem Austausch vun Informatiounen tëschent den nationale Steierbüroen, an enger anonymer Quellesteier sollt loossen. De Kompromëss gouf deemools eestëmmeg ugeholl.

Mä éier et zur Ëmsetzung vun deem Kompromëss koum, gouf dee Koexistenzmodell schonn iwwert de Koup geschmass, an zwar am Juni 2000 um EU-Sommet am portugisesche Feira.

Wat war geschitt? Total onerwaart haten d'Engländer op deem Sommet proposéiert, nëmme méi eng Solutioun gëllen ze loossen, an zwar déi vum Informatiounsaustausch. Dat war wierklech eng Iwwerraschung, well bis dohinner, an nach haut, waren a sinn d'Engländer nach net grad dofir bekannt sech an d'Kaarte vun hirer City kucken ze loossen. Mä vläicht ware si zu London sauer, well se sech net mat hirer Fuerderung duerchgesat kritt haten, datt d'Euroobligatiounen, hiert grousst Geschäft, bei der Quellesteier ausgeklammert sollte ginn. Oder si wollte ganz einfach déi europäesch Quellesteier évitéieren, fir och a fiskalescher Hisiicht weider Här doheem am Haus ze bleiwen. An do kenne mer jo déi englesch Mentalitéit.

Wéi och ëmmer. Mat deem englesche Virstouss hat d'Lëtzebuerger Delegatioun zu Feira e seriöe Problem, well all aner Länner, mat Ausnahm vun Éisträich, mä Éisträich war dee Moment net grad dee beschten Alliéierten, op den engleschen Zuch gespronge sinn a mir domat esou gutt wéi eleng do stoungen. Ënnert der immenser Pressioun blouf eise Vertrieder näischt anescht iwwreg wéi sech de Prinzip vun der Kontrollmatdeelung opzwéngen ze loossen. Mä awer och nëmmen de Prinzip, well si hunn direkt eng Rei Konditiounen un hir Zoustëmmung gehaangen, déi an der Praxis dorobber erausgelaf sinn, datt trotz allem bis op Weideres den ale Koexistenzmodell gëlle gelooss gouf.

Et war net esou vill dat Lëtzebuerger Argument, datt eng Kontrollmatdeelung eigentlech soss näischt géif bedeite wéi festhalen un der nationaler Steiersouveränitéit, an domat de Contraire vun enger europäescher Steierharmoniséierung, dat déi aner zum Arenke beweegt huet. Et war villméi den Hiweis, datt d'Kontrollmatdeelungen an domat d'Ofschafung vum Bankgeheimnis bannent der Unioun onweigerlech eng massiv Kapitalflucht aus Europa an Drëttlänner géif no sech zéien. An dorënner hätt net nëmmen d'Finanzplaz Lëtzebuerg, mä d'gesamt europäesch Ekonomie ze leide gehat.

Mat deem Argument huet Lëtzebuerg erreecht, datt d'Alternativ Quellesteier op d'mannst als Iwwergangsléisung zréckbehale ginn ass, datt ausdrécklech festgehale gouf, datt mat Finanzplazen ausserhalb vun der Unioun Accordë getraff misste ginn, fir eng illoyal Steierkonkurrenz ze évitéieren, an datt ähnlech Mesurë géife fir d'Steieroasen agefouert ginn, déi um Gebitt vun der Europäescher Unioun leien, wéi zum Beispill d'Kanalinselen, d'Cayman Islands an d'hollännesch Antillen.

Domat war d'Bankgeheimnis einstweile gerett an d'Gefor vun enger Konkurrenz fir eis Finanzplaz ofgeblockt, déi direkt déidlech fir eis hätt kënne ginn.

Den Accord vu Feira huet trotzdeem fir Opreegung op der Plaz gesuergt, well déi Lëtzebuerger Astuce am Ufank net esou richteg eriwwerkomm ass. Am Ausland gouf d'Ofmaachung esou verkaaft, wéi wann elo generell d'Kontrollmatdeelungen ageféiert géifen. Vun deenen dräi Memberlänner Éisträich, Belsch a Lëtzebuerg, déi sech nach op der Plaz fir eng Quellesteier décidéiert haten, goung genausou wéineg Rieds, wéi vun deene sëlleche Konditiounen, déi un d'Ëmsetzung vum Accord geknäppt gi waren.

An du goung d'Knachenaarbecht lass. De politeschen Accord war eng Saach, seng Ëmsetzung am Detail eng aner. Dräi Joer laang hunn d'Regierungsexperten um héchsten Niveau sech zu Bréissel mat deem komplizéierten Dossier erëmgeschloen, fir all déi kleng Schreiwercher anzedréien, déi schliesslech den Accord vu Feira sollte prett fir d'Praxis maachen.

Esou wéi een net derlaanscht kënnt, de Regierungsmembere vun deemools - dem Premier- a Finanzminister Jean-Claude Juncker, dem Budgets- a Finanzplazeminister Luc Frieden an dem Wirtschaftsminister Henri Grethen - déi déckste Komplimenter fir hiert geschéckt Taktéieren zu Feira ze maachen, esou muss een de Fonctionnairen, déi duerno den Detail zu Bréissel ausgehandelt hunn, engem seng onageschränkten Unerkennung fir dat ausspriechen, wat si erreecht hunn. Wat do ënnert der Leedung vum Gast Reinesch, dem Administrateur général am Finanzministère, zustane koum, ass scho méi wéi e politescht Meeschtersteck. Et ass eng Glanzleeschtung, där hiren Impakt fir eis Finanzplaz onermiesslech ass.

Firwat? Mä ganz einfach, well dat wat bei deene Verhandlungen hannen erauskoum, dat Bescht ass, wat ee fir eis Finanzplaz erausschloe konnt. Et däerf een net vergiessen, vu wou mir zu Feira fortgaange waren - nämlech vun engem generellen Informatiounsaustausch tëschent de Steierverwaltungen, also enger Ofschafung pure et simple vum Bankgeheimnis.

Dat steet, net fir d'lescht och Dank der geschéckter Implikatioun vun der Schwäiz, einstweilen net méi zur Diskussioun an däerft fréistens 2012 erëm op d'Tapéit kommen. An och d'Quellesteier, fir déi sech nieft den dräi EU-Länner Éisträich, Belsch a Lëtzebuerg all Drëttlänner, d'Schwäiz, Liechtenstein, San Marino, Andorra a Monaco, plus déi sou genannt ofhängeg Territoirë wéi d'Kanalinselen entscheet hunn, ass net esou uerg ausgefall wéi gefäert gi war. De Steiersaz ass, op d'mannst an enger éischter Phas, ze erdroen an de Katalog mat de Finanzprodukter, op déi d'Quellesteier sech applizéiere wäert, ass net iwwerdriwwe laang ausgefall.

Eng vun deene wichtegste Froen, wann net souguer déi wichtegst fir Lëtzebuerg, war an de Verhandlungen den Traitement vun den Investmentfongen, déi jo zu eise Spëtzeprodukter entre-temps gehéieren an e gudde Fënneftel zur Wäertschöpfung vun eisem Finanzsecteur bäidroen.

Et stoung vu virera fest, datt nëmmen déi Kapitalrevenuë géife vun der Besteierung erfaasst ginn, déi

a Form vun Zënsen ufalen. Dat heescht, datt nieft de Revenuë vu Spuerbicher an Termäikonte wuel och d'Revenuen aus Obligatiounen an Investmentfongen, déi an Obligatiounen ugeluecht sinn, där Quellesteier ënnerleie wäerten, mä datt dofir awer d'Dividenden, wéi se bei Aktien an Aktiefongen ufalen, verschount wäerte ginn.

Elo gëtt et awer och nach gemëschte Fongen, déi souwuel dees enge wéi dees aneren enthalen, dat heescht e Mix vun Obligatiounen a vun Aktien. Wat geschitt da mat deenen? Eigentlech missten déi jo ausernee geholl ginn, ausernee gespléckt ginn, fir datt nëmmen Zënsrevenuë besteiert ginn.

Dat huet sech awer zimlech komplizéiert ugesinn, op d'mannst fir déi EU-Länner, déi net esou spezialiséiert an de Fonge si wéi mir, an dofir haten déi jo och kee Problem domat wéi et geheescht huet, et géif eng Forfaitsléisung zréckbehalen, déi dorop erausleeft, datt gemëschte Fongen, an deenen net méi wéi 40% Obligatioune sinn, ganz einfach wéi reng Aktiefongen traitéiert ginn an ergo net ënnert d'Quellesteier falen. Et hänkt also elo am Endeffekt nëmme vun der Kompositioun vun engem sengem Investmentportefeuille of, ob ee Quellesteier ofgehale kritt oder net. An déi fein Nuance, dee feinen Ënnerscheed, kann ee soen, ass selbstverständlech weder eise Banquieren, nach hire Clienten entgaang.

Dat Ganzt ass natierlech nach e Krack méi komplizéiert wéi ech et elo duergestallt hunn. Mä et léisst lech dach awer miessen, wéi kriddelech déi Verhandlungen zu Bréissel waren, an et erkläert och firwat den Text vun der Direktiv, déi mer elo ëmsetzen, déi no dräi Joer endlech zustane koum, esou schwéier lieserlech a verständlech fir en net Spezialist ass.

Déi Direktiv, déi den 3. Juni 2003 vum Ecofin ofgeseent gouf an déi mir haut an eist nationaalt Recht ëmsetzen, gesäit vir, datt an deenen éischten dräi Joer all EU-Steierzueler, ausser de Lëtzebuerger selwer natierlech, vun hirer Lëtzebuerger Bank 15% vun hiren Zënsrevenuen als Quellesteier ofgeknäppt kréien. Duerno wäerten et 20% sinn a schliesslech, vun 2012, 2013 un, 35%. En Taux, deen direkt konfiskatoresch gëtt an un deen nach keen esou richteg gleeft, besonnesch wou d'Steiertendenz och bei de Persounen iwwerall an Europa däitlech no ënnen an domat an déi entgéintgesate Richtung weist.

Wat geschitt elo mat deene Prélèvementer, déi d'Banken op de Konte vun hire Clientë maachen? Mä déi Sue ginn un en extrae Büro vun eiser Steierverwaltung, déi dann emol direkt ee Véierels fir hir eege Keess abehält, dat heescht fir d'Lëtzebuerger Steieren abehält, an dräi Véierels dann un déi jeeweileg Heemechtslänner vun de Clientë schéckt, an zwar am Pak, dat heescht ouni d'Identitéit vum eenzelne Client ze révéléieren.

Dat alles soll elo den 1. Juli lassgoen. Eigentlech war et schonns fir den 1. Januar geplangt, mä net jiddferee war du prett, ënner anerem mir, well mir haten nach kee Gesetz. A souguer den Datum vum 1. Juli ass neierdéngs erëm a Fro gestallt, well engersäits d'Virbereedungsaarbechten anscheinend nach ëmmer net iwwerall ofgeschloss sinn an et op där anerer Säit Zweifel dru gëtt, datt zum Beispill an der Karibik d'Konditioune wierklech zu 100% erfëllt sinn. Ob do elo alles an der Rei ass, sollt net méi spéit wéi haut den Ecofin feststellen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Très bien, Här Rapporteur.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Jo.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Virdrun hutt Der de Contraire gesot.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Neen!

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Une voix.- Mä da loosst en dach schwätzen!

(Interruptions)

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech hu probéiert, Här Henckes, Iech kloerzemaachen, datt dee Retard vun der Regierung näischt heimat ze dinn huet,…

(Interruptions diverses)

…mä mat zwou Detailfroen, déi ech kann am Eenzelnen explizéieren, wann Der Zäit hutt bis den Owend zéng Auer, an déi net an dësem Gesetz verankert sinn. Dat sinn Interpretatiounen, déi gemaach gi si vun der ABBL an hirem Handbook fir d'Banken.

(Coups de cloche de la Présidence)

Déi sinn emol net vun engem offiziellen Organ gemaach ginn. An dat ass op Bréissel komm an zu Bréissel ass gesot ginn: Wann Der dat doten esou maacht, hu mir e Problem domat. Mä dat huet mam Gesetz selwer näischt ze dinn! An dofir gesinn ech net an, datt mer elo dauernd probéieren dat hei mateneen ze verknëppen.

Une voix.- Très bien.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir hutt d'Wuert. Wann de Rapporteur geschwat huet, ass munches méi kloer, Här Henckes.

(Interruptions diverses)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech gleewen et net.

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Ech wollt och nach derbäi soen, fir komplett ze sinn a fir den Här Henckes ze berouegen, datt viru véier Deeg de President vum Ecofin e Bréif kritt huet vun der europäescher Bankfederatioun a vun der Federatioun vun den Investmentfongen, déi nach eng Kéier drop higewisen hunn, datt gewëssen Zweifel bestinn un der Preparatioun oder dem definitiven Ofschloss vun alle Konditiounen an déi gesot hunn, et wier awer vläicht besser, datt et net soll den 1. Juli ulafen.

Dat wier dat Eenzegt wat kënnt sinn. Ech weess awer net ob do iergendwéi ee bis elo schonn dra gelaut huet an ech hunn och net héieren, datt de President bis elo dra gelaut hätt.

Et ass natierlech grad déi Suerg, datt iergendee sech net un d'Regele géif halen an domat alles erëm a Fro gestallt wier, wat Lëtzebuerg zécke gelooss huet a schliesslech mat sech bruecht huet, datt mir bei der Ëmsetzung zu deenen Allerleschte gehéieren an dofir och scho vu Bréissel e béise Fanger gemaach kritt hunn. Dat ass déi eng Explikatioun firwat et héich Zäit gëtt fir d'Ëmsetzung.

Déi aner ass déi, datt et en etlechen Hin an Hier, souwuel mat Bréissel wéi mat eisen eegenen Instanzen heiheem gouf, déi fir d'Verspéidung gesuergt hunn. Esou war zum Beispill de Statsrot net mat der urspréngleche Versioun vun der Regierung d'accord, well déi d'Banken zwénge wollt, dem Client op deem seng Demande hi souwuel d'Méiglechkeet ze offréieren, sech en Zertifikat bei sengem Fisc doheem ze froen, deen d'Quellesteier géif iwwerflësseg maachen, wéi och d'Bank unzestellen, amplaz vun der Quellesteier eng Kontrollmatdeelung un d'Steieren doheem ze maachen.

D'Zertifikatsléisung konnt de Statsrot plus ou moins akzeptéieren, mä net déi fräiwëlleg Kontrollmatdeelung, déi senger Meenung no géint d'Bankgeheimnis géif verstoussen. Déi Iwwerleeung ass net ganz falsch, well genau geholl ass de Client jo net Propriétaire vu sengem Bankgeheimnis a kann deemno och seng Bank net dovun entbannen.

Op där anerer Säit awer ass d'Zäit net spuerlos un deem Bankgeheimnis eriwwergaangen. Scho viru Jore sinn d'europäesch Banke vum amerikanesche Fisc dozou gezwonge ginn, Kontrollmatdeelungen, à la demande natierlech vun hire Clienten, an dësem Fall vun hiren amerikanesche Clienten, ze maachen, sou datt ee sech froe muss, firwat déi Prozedur net och vis-à-vis vun eisen europäeschen Nopere méiglech sollt sinn. D'Finanz- an d'Budgetskommissioun huet dofir dem Statsrot virgeschloen, souwuel den Zertifikat wéi d'Kontrollmatdeelung gëllen ze loossen.

Si huet awer op där anerer Säit och Versteesdemech fir d'Acteurë vun der Plaz gewisen, déi vereenzelt Problemer haten, fir hire Clienten direkt déi zwou Alternativen zur Quellesteier ze offréieren. Dofir soll et de Banken iwwerlooss bleiwen, ob si déi zwou oder nëmmen eng vun deenen zwou Alternativen ubidden. Genausou wéi et an der Direktiv virgesinn ass.

Et ass besonnesch am Ausland vill driwwer spekuléiert ginn, wat dann elo d'Konsequenze vun där paneuropäescher Quellesteier fir d'Finanzplaz Lëtzebuerg wäerte sinn. Munch een huet schonns d'Enn vun de Banke bei eis eropdämmere gesinn, a bis haut hält sech zimlech haartnäckeg an der internationaler Press d'Meenung, datt elo eis Bankeplaz keng Zukunft méi hätt. Mir däerfen net vergiessen, datt mir an der Vergaangenheet fir Jalousie ronderëm eis gesuergt hunn an datt et munchen Noper gëtt, deen den Ënnergank vun eiser Finanzplaz erbäibiet a souguer mat heiansdo zweifelhaften Amnestietricken ze accéléréiere versicht.

Et wier elo iwwerdriwwen ze soen, déi Quellesteier wier eng gutt Saach fir eis Finanzplaz. Wa se och nach esou gutt vun eiser Regierung agefädelt a vun hiren Ënnerhändler modeléiert ginn ass, bleift dach ëmmer d'Tatsaach, datt e wichtege Steen aus dem Steierverwëllef erausgebrach ginn ass, dat bis elo eis Finanzplaz gedroen huet. Wann ee seng Attraktivitéit aus gewëssen Avantagen zum Beispill am steierleche Beräich bezitt, dann ass et onvermeidlech, datt déiselwecht Attraktivitéit schrompt wann och d'Avantagë gekierzt ginn. An dat trëfft ouni Zweifel an dësem Fall op Lëtzebuerg zou.

Mä esou absolut däerf een déi Saach och erëm net gesinn. Ënnert den heitegen Ëmstänn, déi duerch eng progressiv Integratioun vum gemeinsamen europäesche Maart an déi dozou noutwendeg a schrëttweis Harmoniséierung charakteriséiert sinn, ass déi Léisung, déi mer haut ofseene sollen, dat bei wäitem geréngsten Iwwel. Op där anerer Säit däerf een net vergiessen, datt heiansdo eng onbequem Léisung besser wéi guer keng Léisung ass.

Während Joren hu sech eis Bankclienten aus dem Ausland besuergt gefrot wéi et da weider géif goe mat eisem Bankgeheimnis, dat iwwregens net nëmme gefrot ass wann et drëm geet Steieren ze strëppen, wëllt ech emol ënnersträichen. Elo kennen si d'Äntwert op hir Froen, op d'mannst fir déi nächsten Zukunft. Lëtzebuerg ass domadder als Finanzplaz e gutt Stéck méi prévisibel a méi sécher ginn.

A schliesslech ass mat der Direktiv och den Drock, net nëmmen op d'Banken an hir Clienten, mä och op eis Politiker gewach, déi sech elo op e kloert an europawäit unerkannte Bankgeheimnis berufe kënnen, deem een net méi de Geroch vun Illegalitéit, vu Steierparadäis a Geldwäsch unhänke kann. Fir den Image vun der Plaz ass deen Aspekt net ze ënnerschätzen, an et sollt een deen och elo konsequent bei der Promotioun vun deem Image asetzen.

Allerdéngs - an d'Harmoniséierungswell deit och an déi Richtung - hunn d'Zäite sech fir eis Finanzplaz geännert. Ob mir et wëlle wouerhunn oder net, sinn déi gëlle Jore vun de séier a liicht verdéngte Suen hei op der Plaz eriwwer. D'Spillregelen, déi mer eis do selwer gezammert haten an déi net ganz zoufälleg exakt op d'Besoinë vun eise Banken zougeschnidde waren, ginn, wéi mer et grad haut erëm gesinn, no an no duerch d'Gemeinschaftsregele vu Bréissel ersat, déi eis ëmmer méi an d'Noperschaft vun eisen EU-Partner a Konkurrente réckelen. Déi Souveränitéitsnischen, an deene mer eis breet gemaach an an deene mer gutt verdéngt hunn, ginn no an no zou an et gëtt ëmmer méi enk dran.

Dat seet eis, datt et un der Zäit ass sech no neien Nischen ëmzegesinn, déi hir Attraktivitéit an hir Stäerkt forcément net méi aus eiser Eegestaatlechkeet eleng bezéie kënnen. Déi grouss Fro ass, wouru mer dann d'Zukunft vun eiser Finanzplaz ophänke kënnen. Enger Finanzplaz, déi nach ëmmer 28% zu eisem Bruttosozialprodukt an direkt ee Véierels zum Steierakommes bäidréit. Et gëtt wuel nëmmen eng Äntwert op déi Fro: Mir mussen nach méi kompetent ginn.

Mir mussen innovativ Finanzprodukter offréieren. Mir mussen eis op Finanzdéngschtleeschtunge spezialiséieren, déi eng méiglechst héich Wäertsteigerung erlaben. Bref, mir musse besser wéi all déi aner sinn, op d'mannst an deene Maartnischen, op déi mer eis spezialiséiert hunn.

Dat alles ass net onméiglech, well mir bréngen net déi schlechtste Viraussetzungen dofir mat. Mir hunn eng laang a grouss Erfahrung am internationale Finanzgeschäft. Mir hunn eis an deene leschte 40 Joer mat alle wichtegen Acteurë vun der Finanzwelt ronderëm de Globus vernetzt a mir hunn den eemolegen Avantage vun de kuerzen Entscheedungsweeër an der séierer Upassung.

Mä geet dat duer fir och weiderhin d'Nues vir ze behalen? Musse mer net nach kräfteg un der Verbesserung vun eiser fachlecher Kompetenz feilen? Musse mer net vill méi an d'Fuerschung investéieren, fir wierklech an der Innovatioun vir ze sinn? Musse mer net déi gescheitste Käpp op Lëtzebuerg lackelen, fir datt se eis hëllefen am Spëtzepeloton ze bleiwen? Ech hoffen, neen, ech si sécher, datt mir mat der Uni Lëtzebuerg an hirer School of Finance um richtege Wee dohinner sinn.

Mir hunn d'Quellesteierschluecht gewonnen an dofir kann ech lech nëmme recommandéieren dësem Ëmsetzungsgesetz zouzestëmmen, mä mir sollten net vergiessen, datt mir mat där enger Schluecht nach laang net de Krich ëm d'Iwwerliewe vun eiser Finanzplaz gewonnen hunn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- D'Wuert kritt elo den Här Mosar.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Diskussioun an de Vote vum Projet de loi iwwert d'Quellesteier sinn a sech déi viraussetzlech lescht Etapp an enger laanger Prozedur, déi 1989 vun der Europäescher Kommissioun ugefaange ginn ass an déi den 20. Juni 2003 zu Feira a Portugal eng bis elo zumindest endgülteg Léisung fonnt huet.

Ech wëll haut an hei net méi op dee ganzen Historique agoen, deen zu dësem Projet de loi gefouert huet. Mäi Kolleeg, de Rapporteur Lucien Thiel, huet dat op eng äusserst komplett an ausgiebeg Manéier esouwuel a sengem schréftleche wéi sengem mëndleche Rapport gemaach, wouzou ech him am Numm vu menger Fraktioun wëll Merci soen, dëst an engem net einfache Beräich, deen hien awer dank senger laangjähreger Erfahrung op de Fangerspëtze kennt.

Ech wëll dofir och net méi op déi eenzel Modalitéite vun dësem Accord agoen, mä mech mat zwee Volete beschäftegen, déi och an der zoustänneger Kommissioun fir länger Diskussioune gesuergt hunn.

Deen ee betrëfft d'Bankgeheimnis am Allgemengen a ganz besonnesch am Kontext vun dësem Projet de loi, an zweetens wëll ech mech da mat de Konditiounen beschäftegen an deenen d'Direktiv a Kraaft wäert trieden.

Här President, de Rapporteur Lucien Thiel huet a sengem Rapport schonn op d'Interpretatiounsschwieregkeeten higewisen, déi sech ëmmer erëm stellen am Kontext vum Bankgeheimnis. An deene ganzen Diskussiounen am Virfeld vun der Adoptioun vun der Direktiv vu Feira ass ëmmer erëm aus dem Bankesecteur op d'Wichtegkeet higewise ginn, déi d'Bäibehale vum Bankgeheimnis fir d'Kompetitivitéit vun eiser Finanz- a Bankeplaz huet.

Och bei anere Gesetzprojeten, déi eng Répercussioun op dës Finanzplaz hunn, wéi zum Beispill d'Gesetz iwwert de Blanchiment oder awer och d'Gesetz iwwert d'Entraide judiciaire en matière pénale, ass ëmmer erëm vun de Vertrieder vun der Bankeplaz drop gepocht ginn, datt vu Regierungs- a vu Chambersäit alles misst ënnerholl ginn, fir all Attack op d'Bankgeheimnis ofzewieren.

Allerdéngs, an ech wëll dat dann nach eng Kéier betounen, an de Rapporteur huet et och scho gemaach a sengem schréftleche Rapport, ass a sech dëst Bankgeheimnis de facto opgehuewe ginn duerch dee sou genanntenen Qualified Intermediary Agreement, deen am Joer 2000 tëschent de Lëtzebuerger Banken an den amerikanesche Steierautoritéiten ofgeschloss ginn ass. Dësen Agreement ass a sech deen éischte Schratt gewiescht an Direktioun Ophiewe vum Bankgeheimnis an ech hunn dofir och ëmmer erëm Schwieregkeete fir nozevollzéien, firwat d'Bankenautoritéite sech mat Hänn a Féiss wëlle géint d'Direktive wieren, nodeem si selwer an deem virgenanntenen Agreement eigentlech enger Aushielegung vun deem Bankgeheimnis expressément zougestëmmt hunn.

Et soll een also haut an hei net esou maache wéi wa mat dëser Direktiv Neiland géif betruede ginn, an heimadder och een éischte Schrëtt a Richtung Aushielegung vum Bankgeheimnis gaange géif ginn, well déi Prinzipien, déi an dësem Projet de loi festgeschriwwe ginn, sinn zimlech genau déiselwecht, an de Rapporteur huet et virdrun och nach eng Kéier erkläert, déi an deem Qualified Intermediary Agreement festgehale gi sinn.

An dësem Text ass par ailleurs kloer festgehale ginn, datt den Titulaire vum Bankgeheimnis net de sou genannten Agent payeur, also am Regelfall d'Bank ass, mä de Client selwer, deen och fräi ass ze décidéieren ob hien op säi Bankgeheimnis wëllt oder net wëllt verzichten.

Ech begréissen dofir och, datt iwwert deen Amendement, deen d'Kommissioun ugeholl huet, nach eng Kéier ënnerstrach gëtt, datt den Titulaire vum Bankgeheimnis net de Banquier, mä de Client ass. Ech weess, datt dës Interpretatioun vun enger ganzer Rei vu Juristen net gedeelt gëtt, déi der Meenung sinn, datt et den Agent payeur eigentlech wier, deen den Titulaire vum Bankgeheimnis ass an deen och kënnt doriwwer bestëmmen ob a wéini dëst Bankgeheimnis opgehuewe gëtt.

Déiselwecht Juriste sinn dann och der Meenung, datt mer mat deem Artikel, deen am Projet de loi festgeschriwwen ass, elo géifen een definitiivt Doudesuerteel iwwert d'Bankgeheimnis spriechen.

Här President, ech war, sinn a bleiwen der Meenung, datt an de Relatiounen tëschent dem Agent payeur an dem Client net den éischtgenannten, mä de Client deen ass, deen duerch d'Bankgeheimnis an der Intimitéit vu sengem Privatliewe soll geschützt ginn. Ech wëll nämlech nach eng Kéier drun erënneren, datt d'Bankgeheimnis eigentlech en Attribut vum Privatliewe vun all Bierger ass, dat muss géint all extern Aflëss geschützt ginn. D'Bankgeheimnis fënnt nämlech genau an deem Schutz vun der Privatsphär seng Originen an et läit natierlech op der Hand, dass wéi bei all aneren Attributer vum Privatliewen de Bierger och heirobber kann expressément renoncéieren.

Ech kann dofir och net novollzéie wat fir eng pertinent Argumenter dogéint schwätzen, datt de Bierger, deen an dësem Kontext de Client vun der Bank ass, net kann op dësen Attribut vu senger Privatsphär verzichten. Heiraus ergëtt sech, datt ech elo net déi Kritike vun deene Leit kann novollzéien, déi steif a fest behaapten, datt duerch den Amendement, deen déi zoustänneg Kommissioun ugeholl huet, dem Client seng Rechter an Zukunft wäerten ageschränkt ginn.

Allerdéngs wëll ech betounen, datt souwisou d'Bankgeheimnis hei zu Lëtzebuerg an an deenen aneren EU-Memberstaten, esou wéi an den Drëttstaten an den Territoires associés souwisou jo nëmme méi wäert bestoe bleiwe während der Iwwergankszäit bis zum 1. Januar 2010 an duerno mer souwisou automatesch op de System vum Informatiounsaustausch wäerten iwwergoen.

Déi verschidden Acteure vun der Banken- a Finanzplaz wieren also gutt beroden dës Iwwergankszäit ze notzen, fir hir Aktivitéiten esou ze orientéieren, datt se net méi ofhängeg si vum éiwege Weiderbestoe vun dësem Bankgeheimnis.

Perséinlech sinn ech dovun iwwerzeegt, datt eis Finanzplaz, wéi schonn an der Vergaangenheet, wäert déi Reaktivitéitskapazitéiten hunn, fir sech an dëser neier Situatioun erëmzefannen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo d'Akraafttriede vun der Direktiv ubetrëfft, wëll ech nach eng Kéier drun erënneren, datt am Prinzip all Memberstaten déi Direktiv hätte misse bis zum 1. Januar 2004 ëmsetzen, esou datt mir eng substanziell Verspéidung opzeweisen hunn an ech dofir och frou sinn, datt mer schlussendlech haut elo eis Hausaufgab endlech maachen, andeem mer den Text vum Projet de loi definitiv unhuelen.

Mir maachen dat deeselwechten Dag wou a sech de Conseil Ecofin soll en Zwëschebilan maachen iwwert d'Ëmsetzungsprozedur vun der Direktiv an deene verschiddene Memberslänner, den Drëttstaten, awer och de sou genanntenen Territoires dépendants an associés an deenen equivalent Mesurë sollen adoptéiert ginn.

Ech sinn iwwerzeegt, datt den zoustännege Budgets- an Tresorsminister eis herno wäert soe wat de Moien an de Mëtten am Ecofin-Conseil erauskomm ass a wéi et wäert virugoe mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv. Ech wier dann och herno gespaant ze héieren ob entre-temps all Drëttstaten an associéiert Territoiren dës equivalent Mesuren ugeholl hunn.

Esou konnt ee besonnesch an de leschten Deeg a Wochen an den internationale Medien deelweis kontradiktoresch Informatiounen iwwert den Ëmsetzungsstand vun der Direktiv enthuelen, aus deenen notamment erausgaangen ass, datt ganz besonnesch um Niveau vun den associéierten an ofhängegen Territoirë mer nach wäit vun enger Ënnerschréft vu Konventioune respektiv och vun enger Ratifikatioun ewech wären.

Ech wëll duerfir och nach eng Kéier drun erënneren, dass d'Direktiv eréischt kann a Kraaft trieden, wann d'Europäesch Kommissioun festgestallt huet, datt an alle Memberlänner, Drëttstate souwéi associéierten an ofhängegen Territoiren dës sou genannte Mesures équivalentes a Kraaft getruede sinn.

Leider Gottes ass et allerdéngs esou, datt an der Direktiv keng genee Prozedur a sech festgeluecht ginn ass, déi beschreiwe soll, wéi a wéini a vu wiem dës Kontroll vun der Ëmsetzung vun der Direktiv verlafe sollt, esou datt et fir mech net ganz kloer ass, wéini genau d'Direktiv a Kraaft trëtt an domadder natierlech och d'Gesetz, wat mer haut hei solle stëmmen.

Mengem Informatiounsstand no ass et jo am Prinzip d'EU-Kommissioun, déi muss am Detail d'Ëmsetzung vun der Direktiv kontrolléieren an heiriwwer dem Conseil Ecofin ee genaue Rapport maachen. Ech géif op jidde Fall wënschen, datt, ier d'EU-Présidence hire Segen heizou géif ginn, genauestens géif nokontrolléiert ginn, ob a wéini déi verschidde Bestëmmungen an deenen diversen EU-Memberlänner, Drëttstaten an associéierten Territoiren a Kraaft trieden.

Meng Fraktioun an ech selwer hu vollt Vertrauen an d'Regierung an an déi zoustänneg Ministeren, datt d'Présidence eréischt hire Feu vert wäert ginn, wa wierklech kloergestallt ass, datt zumindest all Memberstate wéi Drëttstaten, wéi zum Beispill d'Schwäiz, Liechtenstein, Andorra, Monaco, San Marino an och d'Vereenegt State vun Amerika, esou wéi déi verschidden associéiert an ofhängeg Territoiren hir Hausaufgab gemaach hunn.

Mir sinn eis bewosst, datt et schwiereg ass fir ze kontrolléieren, ob all pazifesch oder karibesch Insel bis in extenso d'Oplage vun der Direktiv erfëllt, mä et muss zumindest ofgeséchert sinn, datt déi Länner, déi ech virdrun opgezielt hunn, hir Hausaufgabe komplett gemaach hunn.

Här President, d'Manéier, wéi dës Direktiv an an ausserhalb vun Europa wäert ëmgesat ginn, ass vun enger kapitaler Bedeitung fir d'Finanz- a Bankeplaz Lëtzebuerg. Mir kënnen net akzeptéieren, datt, nodeem mir déi verschidden Dispositioune vun där Direktiv 100%eg ëmgesat hunn, dëst nëmmen hallefhäerzeg vun anere Länner an associéierten Territoirë géif gemaach ginn.

Hei geet et och ëm d'Glafwierdegkeet vun der europäescher Politik, dëst ganz besonnesch am Virfeld vu verschiddene Referenden iwwert d'EU-Verfassung, an dofir schéngt et menger Fraktioun a mir onerlässlech ze sinn, all Garantien ze hunn, ier mir als lëtzebuergesch EU-Présidence eise Feu vert zum Akraafttriede vun dëser fir Lëtzebuerg esou wichteger Direktiv ginn.

Ech géif dofir am Numm vun de Majoritéitsparteien eng Motioun déposéieren, déi d'Regierung invitéiert ganz genau nozepréifen, ob déi verschidde concernéiert Länner an associéiert Territoiren d'Bestëmmungen erfëllen, esou wéi se am Artikel 17, 2. Alinea vun der Direktiv festgeluecht gi sinn, an hire Feu vert fir d'Akraafttriede vun der Direktiv eréischt da ginn, wann och all dës Konditiounen erfëllt sinn.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le vote du projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts intervient au moment où le Conseil Ecofin prend connaissance du rapport intermédiaire de la Commission sur l'état de la transposition de la directive par les États membres de l'Union européenne ainsi que sur l'adoption, par les pays tiers et les territoires associés concernés, de mesures équivalentes;

- considérant que «mesures équivalentes» signifie «les mêmes mesures», soit l'échange d'informations ou l'introduction d'une retenue à la source de niveau égal à celui pratiqué par l'Autriche, la Belgique et le Luxembourg;

- considérant qu'il est essentiel que l'ensemble des pays membres, des pays tiers concernés et des territoires associés ou dépendants pratique soit l'échange d'informations, soit une retenue à la source de niveau suffisant à partir de la date prévue pour l'entrée en vigueur de la loi de transposition, afin que le Luxembourg ne soit pas placé à un désavantage par rapport à des pays ou territoires qui, en réalité, ne pratiqueraient aucune de ces mesures;

- considérant que c'est le Conseil, sur la base d'un rapport de la Commission, qui doit constater que des mesures équivalentes ont été prises dans l'ensemble des pays et territoires concernés afin de permettre l'entrée en vigueur des mesures prévues par la directive 2003/48/CE;

- considérant que l'article 17 paragraphe 3 de la directive prévoit que si tel n'est pas le cas, le Conseil devra décider d'une nouvelle date pour la mise en œuvre de l'échange d'informations respectivement de la retenue à la source;

invite le Gouvernement

- à veiller au respect scrupuleux des dispositions de l'article 17 paragraphes 2 et 3 de la directive;

- à différer la publication et, partant, l'entrée en vigueur de la loi de transposition de la directive jusqu'au moment où les dispositions précitées se trouvent remplies par l'ensemble des pays et territoires visés par la directive.

(s.) Laurent Mosar, Alex Bodry, Ben Fayot, Lucien Thiel, Michel Wolter.

Här President, dëst gesot wëll ech dann hei awer och ausdrécklech den Accord vu menger Fraktioun zum Projet de loi bréngen an hoffen, datt dës Direktiv esou komplett wéi méiglech an allen EU-Staten, Drëttstaten an associéierten an ofhängegen Territoiren ëmgesat gëtt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Als zweeten Diskussiounsriedner ass den Här Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun iwwert den Inhalt vun deem Gesetz, dat mer haut stëmmen, geet op 1989 zréck, also scho méi wéi 15 Joer, an de Rapporteur huet nach e bësse méi ee wäite Réckbléck gemaach. Ech wëll direkt virausschécken, datt dëse Projet de loi, deen d'Direktiv iwwert d'Fiscalité de l'épargne soll ëmsetzen, d'Interesse vu Lëtzebuerg respektéiert a gläichzäiteg deene vun der Europäescher Unioun Rechnung dréit.

Dës Direktiv naturaliséiert nämlech dat Damoklesschwäert, dat während méi wéi 15 Joer iwwer Lëtzebuerg a senger Bankeplaz gehaangen huet. D'Wichtegkeet vun der Bankeplaz fir eis Ekonomie ass onverkennbar. D'Bankeplaz, dat heescht 22.470 Aarbechtsplazen. D'Bankeplaz, dat heescht méi wéi 28% vun eisem PIB. D'Bankeplaz, dat heescht 80% vun de Recetten an der Kollektivitéitssteier.

Dat ënnersträicht wéi wichteg den Dossier vun der Zënsbesteierung fir Lëtzebuerg ass, firwat och an Zukunft ee kompetitiivt Ëmfeld fir d'Banke muss garantéiert bleiwen.

Den Här Thiel, deem ech op dëser Plaz villmools Merci wëll soe fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport, huet den Historique vun de Verhandlunge gemaach. Ech géing mer awer erlaben, nach eng Kéier kuerz dorobber anzegoe fir ze ënnersträichen, datt et wierklech e schwieregen Exercice war, fir zu dësem Accord ze fannen. Ech wëll awer och dorop hiweisen, datt déi décisiv Momenter an deem Dossier während der leschter Legislaturperiod stattfonnt hunn, an dofir kann een der deemoleger Regierung mat Sécherheet félicitéieren.

Här President, d'Ursaachen, déi den Accord oder déi Direktiv, iwwert déi mer haut schwätzen, néideg gemaach hunn, si bekannt: de fräie Kapitalverkéier an d'Tatsaach, datt tëschent deene verschiddenen nationale Regimer, wat d'Zënsbesteierung ubelaangt, a besonnesch wat d'Zënse vun den net Résidenten ubelaangt, bis elo keng Koordinatioun besteet, erlaabt et de Bénéficiairë vun Zënsen, déi an engem anere Land wunnen, der Besteierung ze entkommen. Beim Kapitalverkéier besteet eng direkt Konkurrenz um Niveau vun der Fiscalitéit tëschent de Memberlänner. Dat huet als Konsequenz, datt géint d'Regele vum Marché intérieur verstouss gëtt.

D'Europäesch Kommissioun huet also 1989 eng éischt Propositioun gemaach fir eng Quellesteier vu 15%, déi fir all Résidentë vun der Communautéit gëlle sollt, mat der Méiglechkeet, d'Résidentë méi héich ze besteieren. Däitschland notamment war net favorabel agestallt zu enger europäescher Quellesteier. Lëtzebuerg huet vun deem Moment un eng Approche vertratt, déi net nëmmen d'Zënsbesteierung fir Privatpersoune virgesäit, Lëtzebuerg wollt an dës Iwwerleeungen eng allgemeng Steierharmoniséierung aschléissen, déi och d'Besteierung vun de Gesellschaften integréiert hätt.

1997, ënnert der europäescher Présidence, konnt een Accord ënnert deenen deemolege 15 Membere fonnt ginn, deen e Package vun dräi Moossname fir d'Steierkoordinatioun proposéiert: d'Asetze vun engem Code de conduite, wat d'Besteierung vun den Entreprisen ubelaangt, dee sech erëmfënnt am Projet de loi 5231, deen d'Gesetz vum 31. Juli 1929 iwwert d'„holding company" ofännert, eng Direktiv, déi d'Ausbezuele vun Zënsen tëschent associéierte Gesellschaften an de Memberlänner virgesäit, an d'Direktiv iwwert d'Zënsbesteierung.

Et ass selbstverständlech, datt et fir Lëtzebuerg net a Fro konnt komme verschidde vu senge Steieravantagen opzeginn, ouni datt d'Spezifissitéite vun anere Memberlänner am Steierberäich géinge mat considéréiert ginn. Mä och loung et op der Hand, datt een Territoires associés vu verschiddene Memberlänner wéi Groussbritannien an Holland, mä awer och vun Drëttlänner, an déiselwecht Iwwerleeungen huet missen aschléissen. Dee Risque vun enger Kapitalflucht an déi Länner als Konsequenz vun enger Steierharmoniséierung war net vun der Hand ze weisen. Eng Kapitalflucht, déi sech och onweigerlech agestallt hätt an der Attraktivitéit vun eiser Bankeplaz geschuet hätt, wann een de Bestriewungen, fir de Lëtzebuerger Secret bancaire ze relativéieren, net Stand gehalen hätt.

1998 ass mat enger neier Proposition de directive de sou genannte ne Koexistenzmodell virgeschlo ginn, deen de Memberlänner de Choix gelooss hätt tëschent enger Quellesteier, déi vun der Bank vum Bénéficiaire vun den Zënsen agezu gi wier, an der Kommunikatioun vun den Zënserträg un d'Steieradministratioun vun deem Memberland, an deem de Bénéficiaire wunnt.

D'Divergenzen, déi tëschent den eenzelne Memberlänner, wat d'Applicatioun vun esou enger Direktiv ubelaangt, a Lëtzebuerg, dat weiderhi verlaangt huet, datt d'Territoires associés an d'Drëttlänner mat ageschloss misste ginn, hunn de Modell awer ëmmer méi a Fro gestallt. Mat der Zäit ass den Drock fir en Échange d'informations anzeféieren, deen et de Steieradministratiounen erlabe géif, d'Steieren op Zënsen, déi an engem anere Memberstat ufalen, anzezéien, ëmmer méi grouss ginn.

Mir mussen och wëssen, datt Lëtzebuerg mat den USA schonns säit dem Aféiere vum System vum „qualified intermediary" en Informatiounsaustausch akzeptéiert huet, wat natierlech dozou bäigedroen huet, datt mer, wat den Informatiounsaustausch ubelaangt, op eis europäesch Partner hu missen zougoen.

Zu Feira am Juni 2000 ass also de Koexistenzmodell definitiv fale gelooss ginn a fir een allgemengen Informatiounsaustausch optéiert ginn. Et ass awer och deemools festgehale ginn, datt dräi Länner, dat heescht Lëtzebuerg, Éisträich an d'Belsch, den Échange d'informations duerch eng Quellesteier ersetze kéinten an en ugemiessenen Deel vun deene Recetten an d'Länner vun de Bénéficiairen, déi d'Zënse kréien, iwwerweise missten. Ausserdeem sollte mat den Drëttstate Verhandlungen ugefaange ginn, fir dass déi ähnlech Dispositioune géingen unhuelen. Hei huet déi fréier Ausseministesch Madame Polfer insistéiert, datt déi Konditioun vun de Verhandlunge mat Drëttstaten an d'Schlussdokument vu Feira géing ageschriwwe ginn.

Am Ecofin vum 26. a 27. November 2000 koum eng nei Proposition de directive op den Dësch. D'Unanimitéit konnt awer net um Niveau vum Conseil fonnt ginn, an deemools sinn et duerfir véier Haaptgrënn ginn:

- D'Schwäiz konnt sech eng Quellesteier virstellen awer net den Échange d'informations;

- Amerika wollt iwwerhaapt näischt wëssen dovunner;

- déi britesch ofhängeg Territorien hunn net virugemaach;

- de Code de conduite iwwert d'Besteierung vun de Gesellschaften, deen um Rapport Primarolo baséiert huet, huet geschleeft.

Den 21. Januar 2003 konnt dunn en Accord am Ecofin tëschent deenen deemolege 15 Memberstate fonnt ginn. Dësen Accord war awer nach ëmmer un d'Konditioun gebonnen, déi zu Feira festgehale gi war, nämlech dass d'Schwäiz, Liechtenstein, Andorra, Monaco, San Marino an Ameri-

ka equivalent Moossnamen an der Fiscalitéit vun den Erspuernësser géingen ëmsetzen.

Déi Drëttlänner, déi net op en Échange d'informations eriwwerwiessele wéilten, misste genau deeselwechten Taux a puncto Quellesteier uwende wéi Lëtzebuerg, Éisträich an d'Belsch. Déi Tauxë belafen sech jo no Akraafttriede vun der Direktiv op 15% fir déi dräi éischt Joren, 20% fir déi dräi folgend Joren an da vun deem Moment un op 35%. Eréischt wann de Conseil eestëmmeg géing feststellen, dass alleguerten d'Drëttlänner den Informatiounsaustausch géingen applizéieren, da géingen och Lëtzebuerg, Éisträich an d'Belsch op den Informatiounsaustausch iwwergoen. Bis op d'mannst den 1. Januar 2010 steet dëst allerdéngs net zur Debatt.

Här President, verschidde Stëmmen hunn et awer fir besser fonnt, dat wat erreecht ginn ass, an dat wat allgemeng vun all den Acteuren op der Bankeplaz begréisst ginn ass, ze kritiséieren. Deen ach esou emsegen LSAP-Europadeputéierte Robert Goebbels huet am Dezember 2000 ganz opgereegt geschriwwen, ech zitéieren: „Nach dem letzten Ecofin-Rat, wo Luxemburg in Sachen Quellensteuer und Bankgeheimnis definitiv umfiel, versuchten Juncker und Frieden der Öffentlichkeit weiszumaachen, ihr Waterloo sei in Wirklichkeit ein Austerlitz gewesen, da sie der französischen Ratspräsidentschaft größere Konzessionen ‚abgetrotzt' hätten."

D'Zitat geet viru mat enger Klammer vum Här Goebbels: „Der Dritte am Brüsseler Ratstisch, Wirtschaftsminister Grethen, hielt sich vornehm zurück." Dat heescht jo implizit, well den Här Grethen net weider Gedäisch ëm deen erziilten Accord gemaach huet, dass en net solidaresch mat sengen anere Regierungskolleege gewiescht wär an deem doten Dossier.

Mä den Här Krecké hat an deem Kontext och schonn eppes net richteg verstanen.

(Interruption)

Vläicht weess en et haut besser, besonnesch nodeems en eng Rei vu Méint an der Regierung ass, an dat och nach während der EU-Présidence vu Lëtzebuerg. Den Här Krecké huet sech an enger Froestonn iwwert den Accord am November 2000 zu Bréissel gefrot, firwat den Här Grethen zu engem bestëmmten Zäitpunkt zu der Press gesot huet, an der Lëtzebuerger Koalitioun géing nach keen Accord bestoen.

Den Här Juncker huet deemools hei op dëser Plaz dozou gesot, ech zitéieren nach eng Kéier: „Déi Äusserung vum Wirtschaftsminister, et géif nach kee Lëtzebuerger Accord ginn, déi war richteg an ass net geschitt ouni dass ech et net gewosst hätt, dass et elo gutt wier, dass e lëtzebuergesche Minister dat géif zu engem bestëmmte Moment deenen anere Kolleegen am Conseil an och virun der internationaler Press soen."

Dat war also en Team, deen do deemools zu Bréissel opgetrueden ass, an deen dee beschtméiglechen Accord fir Lëtzebuerg erausgeschloen huet. An do ass eng Strategie gefuer ginn, wéi den Här Juncker och hei confirméiert huet.

Ech wëll och dem Här Goebbels soen, vläicht héiert e mech, dass mir no vir kucken an net zréck, an dass mir der Meenung sinn, dass een international Finanzpolitik net eleng a sengem eegene Virgäertche ka maachen.

Am Dezember 2000 huet den Här Goebbels nach geschriwwen: „Im Gegensatz zu einem Staatsminister Jacques Santer, dessen CSV-LSAP-Regierung einem früheren Vorstoß zur Aushebelung des Bankgeheimnisses allein gegen elf Staaten trotzte, hat die heutige luxemburgische Regierung nicht den Mut, nationale Interessen mit der gleichen Konsequenz zu vertreten wie alle anderen Staaten." Mir sinn op jidde Fall frou festzestellen, dass d'Sozialisten dësen interne Konflikt - also nach en interne Konflikt, mir hu jo haut schonn iwwer anerer geschwat - esou berengegt hunn, dass se haut dëser Regelung hoffentlech wäerten zoustëmmen.

Här President, wa mer iwwer Zënsbesteierung a Quellesteier schwätzen, da vergiesse mer allze oft d'Fongenindustrie an déi Importenz, déi se fir d'Lëtzebuerger Bankeplaz huet, a besonnesch dat wat mer fir déi Branche hei zu Lëtzebuerg erreecht hunn.

Un éischter Stell ass do ze ënnersträichen, dass een Drëttel vun alle Fongen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, net an den Uwendungsberäich vun der Direktiv falen. Och ass ervirzesträichen, dass bei deene sou genannte gemëschte Fonge just d'Obligatioune betraff sinn, well déi Zënsen ausschëdden, d'Aktie sinn net betraff, well se bekanntlech Dividenden ausschëdden.

Déi gemëschte Fongen, an domadder déi Revenuen, déi aus Obligatioune kommen, falen ënnert d'Direktiv wa 40% vum Kapital an Obligatiounen investéiert sinn, an 2011 soll jo déi Barrière do, déi Barre do op 25% erofgoen. Och aner Fongen, siefen dat Immobilien, Assurancen oder Pensiounen, falen net ënnert den Uwendungsberäich vun dëser Direktiv.

Et ass och ze bemierken, dass 25% vun de Steieren, déi op Zënserträg agezu ginn, am Land vun der Bank vum Bénéficiaire vun den Zënse bleiwen, an déi aner 75% an d'Land ginn, wou de Bénéficiaire wunnt. Ech wéilt och op dëser Plaz nach eng Kéier widderhuelen, dass et an deem Kontext unabdingbar ass, eis Steierverwaltung „en hommes et moyens" opzerüsten, fir deem Surplus u Prozeduren an un Aarbecht, deen an deenen nächste Jore wäert op se duerkommen, kënne gerecht ze ginn.

Ech wëll dann och op dëser Plaz drop opmierksam maachen, dass mer e Bréif vun der European Banking Federation a vun der European Fund and Asset Management Association virläit, deen un d'Présidence vun der Europäescher Unioun geriicht war. Dat Mannst wat ee ka soen, dat ass, dass Onrou an der Bankewelt hei zu Lëtzebuerg an a ganz Europa herrscht.

An deem Schreiwes gëtt ervirgehuewen, dass eng ganz Rei vun technesche Froe wat d'Applikatioun vun där Direktiv betrëfft, déi mer haut an nationaalt Recht ëmsetzen, nach guer net gekläert sinn. Do geet et zum Beispill dorëms, wéi ee Clienten identifizéiert, wéi een eng standardiséiert Zertifizéierung freet, wéi een Net-EU-Fongen traitéiert. Et kéint een déi Lëscht ouni weideres virufëieren. Ech héieren och, dass nach keng Koordinatioun tëschent deenen eenzelne Steierverwaltunge besteet am Fall wou e Client sech géing fir den Échange d'informations entscheeden.

Dee Bréif, deen ech elo just zitéiert hunn, werft och de Problem op, dass verschidden Drëttstaten an och Territoires associés bei deenen Accorden, déi agaange gi si fir equivalent Mesuren anzefëieren, och a Verzuch si mat hirer Ëmsetzung. A virdrun hunn ech d'USA ugeschwat, déi näischt vu Verhandlunge wësse wëllt. Wéi ass et dann domadder? Riskéieren déi europäesch Länner um Enn net vis-à-vis vun Amerika en Attraktivitéitsverloscht ze erleiden?

A mir hu jo scho vu menge Virriedner an och virdrun héieren, dass momentan nach iwwer esou Froen an ähnlech Froen am Ecofin-Conseil diskutéiert gëtt. Et bleift also nach esou munches ze maachen, ëmzesetzen an och ze décidéieren, wéi mer konkret an der Ëmsetzung vun dëser Direktiv, och wa mer dat Gesetz haut hei stëmmen, déi nächst Méint weiderfueren. An och déi Diskussioune wäerte vu grousser Bedeitung fir eis Bankeplaz sinn.

Dir gesitt, Här President, do sinn nach eng ganz Rei vu Froen ze klären. Dat wëllt awer net heeschen, dass d'DP net zu dëser Direktiv, déi mat hir an der Regierung ausgehandelt ginn ass, steet. Mir sinn awer der Meenung, dass vun alle Säiten d'Konditioune réellement sollten erfëllt ginn. Mir wënschen eis, dass dat esou schnell wéi méiglech geschitt.

Mat dëser Direktiv ass Kloerheet geschafe ginn. Eis Bankeplaz weess wat à terme op se duerkënnt, an déi aner Finanzplazen an Europa d'ailleurs och. Mä fir dass dat alles esou klappt, wéi mer eis dat virstellen, muss awer elo nach eng Schëpp nogeluecht ginn, fir all Froen aus dem Wee kënnen ze schafen.

Bis mindestens 2010 eng Quellesteier, an dann, an nëmmen dann, wann all Territoiren op se associéiert oder dépendant sinn an all Drëttlänner d'accord si mam Informatiounsaustausch, a wann de Conseil eestëmmeg dem Informatiounsaustausch zougestëmmt huet, musse Lëtzebuerg, Éisträich an d'Belsch dat och ëmsetzen. Duerfir hale mer elo nach eng Kéier fest: D'Bankeplaz huet Zäit genuch, Zäit, sech op déi Eventualitéit anzestellen, a si mécht dat jo och.

D'Fongenindustrie ass ofgeséchert. Nach ass et awer esou, dass mir gefuerdert sinn, fir der Bankeplaz d'Moyenen ze gi fir nei Produkter ze entwéckelen. Och dofir hat d'DP an hirem Wahlprogramm fir den 13. Juni 2004 proposéiert, eng Retenue à la source libératoire vun 10% op d'Revenuen aus den Erspuernësser vu Privatpersounen, déi zu Lëtzebuerg wunnen, anzeféieren, a gläichzäiteg d'Verméigenssteier ofzeschafen.

Och wann den Här Fayot nach an de leschte Budgetsdebatten ee Problem domadder hat a vun enger fragwürdeger Nischepolitik geschwat huet, déi Lëtzebuerg zu engem zweete Monaco ëmfonctionnéiere géing, esou kënnt den Här Fayot awer net derlaanscht, dass déi Propositioun vun der DP och Agang an de Koalitiounsaccord vun der CSV-LSAP-Regierung fonnt huet.

Mä wann den Här Fayot a seng Partei domadder e Problem hunn, da kann een nëmmen de Stats- a Finanzminister an och de Budgetsminister encouragéieren, schnellstméiglech trotzdeem e Gesetz op den Instanzewee ze bréngen, hei an der Chamber ze déposéieren, an ech si fest dovunner iwwerzeegt, an op jidde Fall meng Fraktioun wäert dozou bäidroen, dass och esou e Projet hei trotz de Kritike vun eenzelnen LSAP-Memberen eng Majoritéit wäert kréien. Fir dat nach eng Kéier ze ënnersträichen, wëlle mer eng deementspriechend Motioun areechen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- approuvant la transposition de la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;

- notant les vives inquiétudes des acteurs de la place financière s'interrogeant sur la mise en œuvre appropriée de ladite directive étant donné que de nombreuses questions pratiques ne semblent pas encore être réglées;

- soulignant l'importance de notre place financière en tant que pilier important de notre économie;

- considérant qu'il est nécessaire de continuer à prendre des mesures assurant la compétitivité et l'attractivité de notre économie en général et de notre place financière en particulier;

- vu la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 retenant que «le Gouvernement, dans un souci de rendre notre régime d'imposition de revenus de capitaux plus efficient et socialement plus équilibré, introduira une retenue à la source libératoire en matière de revenus de capitaux. L'introduction et les effets attendus d'une telle retenue appellent également la suppression de l'impôt sur la fortune des personnes physiques»;

invite le Gouvernement

- à prendre dans les meilleurs délais les dispositions nécessaires, en concertation étroite avec tous les acteurs de la place financière, afin de garantir l'application adéquate de la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts;

- à déposer sans tarder un projet de loi prévoyant l'introduction d'une retenue à la source libératoire de 10% sur les revenus de l'épargne des personnes résidentes au Luxembourg ainsi que la suppression de l'impôt sur la fortune.

(s.) Claude Meisch.

Här President, et bleift mer just ofschléissend nach eng Kéier déi Feststellung festzehalen, déi ech schonn am Agang gemaach hunn: Déi viregt Regierung huet fir Lëtzebuerg mat sengen europäesche Partner eng Léisung fonnt, déi gerecht ass fir eist Land. D'Finanzplaz weess, wéi se an deem neie Kontext agéiere soll. E schwieregen europäeschen Dossier, an ee fir eist Land eminent wichtegen Dossier, huet e gutt Enn fonnt. Dat soll eis awer elo net dovunner ofhalen, eis Bankeplaz an domadder e wichtege Pilier vun eiser nationaler Ekonomie tatkräfteg ze ënnerstëtzen. Ech mengen, Dir hutt et alleguerten eraushéieren, d'Demokratesch Partei wäert dësem Projet de loi hir ganz Zoustëmmung ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech wëll drop hiweisen, Här Meisch, datt Är Motioun nëmmen eng Ënnerschréft huet.

(Interruptions)

M. Claude Meisch *(DP)*.- Wa Kolleege vun anere Fraktiounen dat net wëlle mat ënnerschreiwen, da wäerten…

Une voix.- Dir kënnt jo mam gudde Beispill virgoen!

M. le Président.- En attendant ginn ech d'Motioun weider un de Greffe. Als nächste Riedner ass den Här Fayot ageschriwwen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, Här Minister, d'Fiscalitéit ass ee vun deene Gebidder, bei deenen d'Länner an der Europäescher Unioun am meeschten op hir Souveränitéit pochen an och an der Vergaangenheet ëmmer gepocht hunn. Dat erklärt firwat dass an där neier Verfassung wéi och an deenen augenblicklichen Verträg vun der Europäescher Unioun alles, wat domadder ze dinn huet, weider ëmmer mat Eestëmmegkeet décidéiert gëtt. Domadder erhoffen d'Memberlänner sech an hu sech an der Vergaangenheet och ëmmer erhofft, dass se sech weider laanscht europäesch Léisunge kënnen drécken an hir Eegenheet esou laang wéi méiglech op deem Gebitt kënnen erhalen.

D'Erfahrung grad mat der Fro, déi ons de Mëtteg haut hei beschäftegt, weist awer, dass déi Eestëmmegkeet am Vertrag net verhënnert, dass de politeschen Drock esou grouss gëtt, an esou grouss ka ginn, dass schlussendlech awer eng Léisung erauskënnt. An et ass schonn ugedeit ginn an ugeklongen hei, dass d'Ministeren, déi successiv Ministeren, déi domat ze dinn haten um Steierplang, gradewéi och hir Fonctionnairë besonnesch e Liddchen dovunner sange kënnen.

An da kënnt eng Léisung eraus no all deene Jore vun Drock, déi net ëmmer optimal ass an déi vläicht besser gi wär, wann een se éischter zesumme geholl hätt. An dat Beispill vun der Fiscalité de l'épargne, déi „never-ending story" do, ass sécher e Léierbeispill fir déi Constatatioun. Et ass d'Geschicht jo vum Op- a vum Ausbau vun engem Wirtschaftsraum ouni Grenzen. An an deem Wirtschaftsraum ouni Grenzen hunn natierlech all Memberlänner de Wonsch hire Betriber, hiren Initiativen an deem Raum déi gréisstméiglech Chancen ze ginn.

Op där anerer Säit huet sech awer gewisen, dass doduerch wuel e Land seng Eegestännegkeet kann halen an och säi Wuelstand ausbaue kann, mä et weist sech och, datt esou e Wirtschaftsraum net ouni grenziwwergräifend, also national grenziwwergräifend Regelen um sozialen, ekologeschen an natierlech och steierleche Plang bestoe kann.

Méi konkret kann ee wuel eng Steierkonkurrenz an deem Wirtschaftsraum als eppes wirtschaftlech Verstänneges gesinn. Ech hunn eigentlech och kee Problem domat. Et muss een awer och gesinn, dass dës Steierkonkurrenz hir Avantagen an hir Désavantagen huet. D'Avantagë bestinn natierlech doranner, dass e Land duerch méi niddereg oder och keng Steieren Investissementer, Betriber a Kapital aus anere Länner unzéie kann.

D'Steierkonkurrenz kann awer och dozou féieren, dass den nationale Budgeten op eemol d'Loft ausgeet. D'Chargë vun de Länner huelen net of, si huelen éischter zou. Dat huet natierlech mat de Sozialausgaben ze dinn, mat dem Wonsch vun de Bierger no gudden öffentlechen Infrastrukturen, no gudden öffentleche Schoulen, no Kultur an no Schutz vun der Ëmwelt, géint de Raubbau un natierleche Ressourcen.

Dofir mécht de Steierdumping ëmmer méi Länner Suergen, a mat allem Respekt fir den Notze vun der Steierkonkurrenz muss all Land drop beduecht sinn, seng finanziell Mëttelen ze erhalen. Mir hunn dat ausgiebeg bei de leschte Budgetsdebatten diskutéiert, an och Lëtzebuerg ka sech net méi egal wat fir Steiermesurë leeschten, fir iwwert d'Ronnen ze kommen.

An engem Europa ouni gewësse steierlech Regelen, zum Beispill fir d'Kapitalerträg, ass all Land bis elo ëmmer e Steierparadies fir Net-Awunner vun deem Land gewiescht. Dat huet natierlech Lëtzebuerg voll ausgespillt, well Lëtzebuerg eben eng ganz florissant Steierplaz war a well et eng vun den Haaptaktivitéiten och vu Lëtzebuerg war, mä dat war net manner wouer fir all aner Land vun der Europäescher Unioun, well all anert Land vun der Europäescher Unioun hat natierlech déiselwecht Avantagë fir net Résidenten, déi bei hinne Suen elo investéiert respektiv déposéiert hunn.

Dofir hunn och vill aner Memberlänner an der Europäescher Unioun vun esou engem Steieravantage profitéiert, fir hir eege Finanzplaz opzebauen. Mir gesinn dat jo och dorunner, dass niewent Lëtzebuerg och d'Belsch zum Beispill mat hirem Centre de coordination an Éisträich mat senge Strukturen op esou e Wee gaange sinn.

Ech muss och soen, dass natierlech d'Lëtzebuerger Finanzplaz op eng intelligent Manéier de Private banking entwéckelt huet an och aner Mëttelen natierlech entwéckelt huet, fir eben déi blühend Finanzplaz, déi mer hunn an déi mer alleguerte weider wëllen erhalen, opzebauen.

Wéi onse Rapporteur a sengem ganz gudde mëndlechen a schréftleche Rapport duergeluecht huet, sinn d'Beméiunge gewëss europäesch Regelunge fir d'Kapitalerträg anzeféieren 1989 ugaangen - ech kommen net méi dorobber zréck - mam Projet de directive vun der deemoleger Kommissärin Madame Scrivener a sinn also och virugaangen an deene Joren dono.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Zwëschen 1989 an 1997 huet deen Drock awer sech opgebaut, an d'Lëtzebuerger Présidence huet dunn am Dezember 1997 op Grond ebe vun deem allgemengen Drock an der Europäescher Unioun e Steierpak am Conseil Ecofin duerchbruecht, dee jo bekanntlech op dräi Pfeiler berout huet:

Éischte Pilier, e Code de conduite fir d'Steiere vun de Betriber, also keng gesetzlech Moossnam, mä eng volontaire Aschränkung vun de Memberlänner - an dofir gouf dann dee sou genannte Primarolo-Grupp ageruff, fir alles wat mat Betribssteieren a Steiererliichterungen an deem Zesummenhang zesummenhänkt, duerchzeforsten. Dobäi sinn dann nach fir all Land eng Partie Praktiken épingléiert ginn, déi doropshin an den nationale Législatioune geännert hu musse ginn.

Zweete Pilier ass déi Direktiv, déi mer haut iwwert d'Fiscalitéit vun de Kapitalerträg ze traitéieren hunn.

Drëttens ass et eng Direktiv iwwert d'Bezuele vun Zënsen an Abgaben ënnert associéierte Gesellschaften.

Ech wëll hei net d'Geschicht vun där Direktiv an dee ganze Werdegang duerleeën - dat ass schonn de Mëtteg gemaach ginn. Et kann een awer op een Aspekt hiweisen, dee fir Lëtzebuerg wichteg ass. Lëtzebuerg ass nämlech duerch seng Klengheet an duerch dee relative Monolithismus vu senger Wirtschaftsstruktur besonnesch ufälleg fir Schwankungen an engem Wirtschaftssecteur. Dofir hunn déi successiv Regierungen natierlech eng besonnesch Suerg fir d'Interesse vun der Finanzplaz gehat.

Deemools ass jo dann och, besonnesch 1997 an duerno, de Joint vu Lëtzebuerg gemaach ginn zwëschent de Länner vun der Europäescher Unioun an deene Länner ronderëm d'Europäesch Unioun: d'Kanalinselen, d'Schwäiz, Liechtenstein, Andorra, Monaco, San Marino. Dat heescht, datt Lëtzebuerg sech géint d'Konkurrenz vu Gebidder wiere wollt, an nach haut wiert, déi net Member vun der Europäescher Unioun sinn, an doduerch keng Regelunge vun deem Wirtschaftsraum unhuelen, respektiv net un esou Regelunge gebonne sinn.

Et muss een natierlech déi Affirmatioun do relativéieren, well déi meescht vun deene Länner wéi och d'Schwäiz oder wéi aner Territoiren, déi ech elo genannt hunn, si wirtschaftlech an institutionell un d'Europäesch Unioun gebonnen a kënnen sech net egal wat leeschten.

Et héiert ee jo heiansdo zu Lëtzebuerg, dass Lëtzebuerg vläicht besser dru wär, wann et esou wär wéi d'Schwäiz, wann et ausserhalb vun der Europäescher Unioun wär, an da kënnt et maachen op deem Plang, wat et wëllt. Ech mengen awer, dass dës Erfahrung mat där Direktiv iwwert d'Fiscalitéit vun de Kapitalerträg weist, dass et och an Europa kee wëlle Liberalismus gëtt, an dass et e Kompromiss muss ginn zwëschent dem Maart an der liberaler Wirtschaft engersäits an nationale Besoinen a Regelen anerersäits. Op jiddfer Fall um europäesche Kontinent muss et esou eng Gouvernance ginn.

Et ass och ze bedaueren, dass dat mat den USA net ze erreechen ass; dass et do net méiglech ass, och esou Gesamtregelen anzeféieren, fir eben d'steierlech Substanz vun de Länner ze erhalen an op déi Manéier awer eng méi raisonnéiert Konkurrenz, och Steierkonkurrenz ze kréien. Ech mengen, d'USA kënnen sech mat hirer wirtschaftlecher Power e Risendrock erlaben. Se kënnen sech alles erlaben. Et ass natierlech bedauerlech, dass mer op deem Plang ausser deem bilateralen Agreement, deen do komm ass, de Qualified Intermediary Agreement, do näischt aneschters méiglech ass.

Et ass schonn hei gesot ginn, dass den Duerchbroch fir de virleienden Text vu Feira am Juni 2000 komm ass. Deemools ass jo dann de Koexistenzmodell, op dee mer ëmmer gesat hunn, fale gelooss ginn an ass ersat ginn duerch den allgemengen Informatiounsaustausch, an - wéi den Här Mosar hei richteg gesot huet - am Fong geholl duerch den Ufank vum Enn vum Bankgeheimnis an Europa.

Den Artikel 1 vun der Direktiv, déi mer hei transposéieren, gëtt jo dann d'Zil och un, dat heescht, dass Spuererträg, déi an engem Memberstat un e Résident aus engem anere Land ausbezuelt ginn, an deem sengem Heemechtsland effektiv besteiert musse ginn. Dat ass de Prinzip, dat ass den Haaptobjet vun dëser Direktiv.

D'Ausnahm fir Lëtzebuerg steet effektiv an engem Kapitel, deen e Chapitre transitoire ass. Dat heescht den Iwwergangskapitel, wat bis 2012 soll daueren, wourënner da Lëtzebuerg, Éisträich an d'Belsch och falen, déi also eng Retenue à la source, eng Quellesteier virhuele kënnen an dofir dann och keng Informatioune brauchen ze ginn - dat heescht d'Bankgeheimnis kënne bis dann halen.

Dat ass natierlech fir ons Banken hei op der Finanzplaz weider eng Tromp an der Konkurrenz mat deenen anere Länner, déi esou e Bankgeheimnis net hunn. Wann ee kuckt, wat elo an Däitschland vir sech geet, wou jo dann och méi Informatioune vun de Banken iwwert d'Dépositairë sollen un de Stat kommen, dann ass dat sécher erëm e Schub fir Lëtzebuerg fir weider Suen aus esou Länner op seng Bankeplaz ze kréien.

Et ass also scho richteg, dass bis 2012 elo eng gewëss Sécherheet besteet an dass dann och doduerch e Konkurrenzvirdeel fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz erhale bleift.

Ech sinn awer och mat deene Virriedner, mam Här Thiel an och mam Här Mosar d'accord, dass mer net derlaanscht kommen, oder d'Bankeplaz, d'Finanzplaz net derlaanscht kënnt sech no neie Produiten ëmzesichen, Recherchen ze maachen. Ech hoffen och, wéi den Här Thiel, dass déi School of Finance, déi elo an der Uni integréiert ass, wierklech un d'Lafe kënnt, dass déi effikass ka schaffen a Recherchë maachen. Fir den Abléck schéngt dat jo e bësse méi schwiereg nach ze sinn. Jidderee wënscht sech, dass dat e Succès gëtt an dass doduerch och fir d'Finanzplaz méi Kompetenz erauskënnt, dass mer also eng héichqualifizéiert Finanzplaz kréien.

Ech wollt just nach och op dee Courrier vun der Bankefederatioun hiweisen. Den Här Minister Frieden ass jo elo ukomm a kann ons sécher iwwert déi Befierchtungen, déi an deem Bréif vun der europäescher Bankefederatioun drastinn, Opklärung ginn. Et gesäit aus, wéi wann eng ganz Partie Problemer nach, wat d'Transpositioun vun deene Mesuren an Drëttlänner ugeet, géife bestoen.

Et ass sécher och wichteg, dass déi Transpositioun, déi mer elo huelen, an déi Akraafttriedung vun der Direktiv stattfënnt zu engem Ableck, wou e „level playing field" op allen Niveauen, esouwuel an der Europäescher Unioun wéi och an Drëttlänner, zustane komm ass. Dat steet jo och an der Motioun, déi mir hei mat ënnerstëtzt hunn.

Ech wëll nach just zum Schluss soen, dass mer an der Optik, déi ech iwwert d'Steierpolitik an Europa gesot hunn, sécher och nach an Zukunft wäerten iwwer eng gewëss Gouvernance um Plang vun de Betribssteieren an Europa schwätzen. Do si sécher och Lëtzebuerger Betriber, déi interesséiert dru sinn, dass do de Steierdumping net kann iwwerhand huelen, well se doduerch keng Chance méi an der Konkurrenz an Europa hunn. Dat ass dat, wat mer kënnen hei ënnersträichen.

Mir hoffen, dass och um europäesche Plang, vläicht net ënnert der Lëtzebuerger Présidence, mä dann ënnert deene kommenden - wat natierlech d'englesch Présidence ugeet, do hunn ech meng Zweiwelen - an deenen nächste Méint a Joren op deem Plang eppes weider geschitt.

Dat gesot an ouni mech weider wëllen an déi technesch Detailer ze beginn, wëll ech hei awer den Accord vu menger Fraktioun fir d'Transpositioun vun der Direktiv iwwert d'Fiscalité de l'épargne brëngen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här François Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och net op déi ganz Technicitéit agoe vum Projet, well de Rapporteur dat ganz gutt gemaach huet, an d'autant plus wou mer als gréng Fraktioun dee Projet hei wäerte matstëmmen an och kee Problem domadder hunn.

Dofir wäert ech awer dovunner profitéiere fir eng Rei méi prinzipiell Saachen ze soen zur Steierpolitik insgesamt an Europa an awer och haaptsächlech am Zesummenhank mat der Besteierung vum Kapital.

Ech mengen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn als Gréng der Meenung, datt, jee nodeem wéi d'Steierpolitik ausgeriicht ass vun enger Regierung oder vun engem Stat, een eigentlech och d'Ausriichtung vun deem Stat erkennt als solches.

Et gesäit een zum Beispill ganz gutt, jee nodeem wéi d'Verhältnis ass tëschent den direkten an den indirekte Steieren, jee nodeem wéi d'Verhältnis ass vun der Besteierung vun Aarbecht par rapport zu Kapital oder souguer a leschter Zäit kënnt een nach derbäisoen, dat Verhältnis ass an deem Kontext och zur Besteierung vum Verbrauch vun den natierleche Ressourcen, deen Aspekt, deen eréischt an den 90er Joren derbäikomm ass, wéi ee Stat sech ausriicht, wéi en zur Sozialpolitik steet, wéi en zur Ëmweltpolitik steet, wéi en d'Gesellschaft insgesamt gesäit.

Et ass och evident, datt dat sech un der Steierpolitik festmécht, well d'Steiere bei wäitem déi Haaptrecettë si vun engem Stat a sech och dofir ronderëm d'Steieren de ganze politesche Spillraum fir e Stat respektiv eng Regierung oder eng parlamentaresch Majoritéit oder e Parlament als solches dréit.

Et ass dofir net erstaunlech, datt natierlech am Kontext vun der Zënsbesteierung, am Kontext vun deene Virwërf, déi ëmmer gemaach gi sinn u Lëtzebuerg an deem Beräich, datt natierlech den Zesummenhang ganz kloer war tëschent deem Aspekt an deem éischten, wou ech elo gesot hunn, well dat natierlech fir grouss Länner, déi ronderëm eis sinn, Problemer geschafen huet, se ageschränkt huet an hirem politesche Spillraum, duerch de Fait, datt mer et hei mat Évasion fiscale ze dinn haten - dat muss een esou soe wéi et ass -, déi am Zesummenhang stoung mat der net Besteierung vun Zënserträg, zum Beispill op der Finanzplaz Lëtzebuerg.

Ech wëll dat awer och gradesou däitlech am Ufank soen, well an der Diskussioun an deene leschte 15, 20 Joer, wa mam Fanger op Lëtzebuerg gewise ginn ass, och ëmmer vill Saache matenee vermëscht gi sinn. Et ass zum Beispill des Öftere vermëscht ginn deen Aspekt vum schmotzege Geld, wéi een esou schéi seet op Lëtzebuergesch, dem Argent sale, mat dem Aspekt vun der Steierflucht, vun der Évasion fiscale.

D'Finanzplaz Lëtzebuerg, de Lëtzebuerger Stat huet immens vill Effortë gemaach, bei wäitem méi wéi vill aner Länner, fir zum Beispill dofir ze suergen, datt d'Finanzplaz „propper" ass, datt mer hei kee schmotzegt Geld stoen hunn. Dat heescht Geld zum Beispill, wat aus Drogeverkaf oder soss anere ganz komesche Geschäfter kënnt, déi mer jo kennen, vun deene mer wëssen, dass et se gëtt an datt och vill Millioune Geld domadder verdéngt gëtt.

Mä et ass awer relativ kloer, datt déi Vermëschungen do och bewosst gemaach gi sinn, well wann iwwert dat Thema Steierflucht diskutéiert ginn ass vun deene Länner an der Europäescher Unioun, haaptsächlech natierlech vun deene 15 Länner aus där aler Europäescher Unioun, déi am meeschten ëmmer do insistéiert drop hunn - Däitschland vläicht emol à part -, well se domadder och am beschte konnte Lëtzebuerg ënner Drock setzen an dovunner oflenken, datt si eigentlech selwer keng immens propper Situatioun hunn, wat d'Steierflucht als solches ubelaangt.

Et brauch een nëmmen ze kucke wéi vill eenzel Territoiren, där sou genannter Drëtterritoiren Holland, England, oder och Frankräich sech souguer mat Monaco, geleescht hunn, da wësse mer alleguerten, datt do deelweis eng ganz hypokritesch Diskussioun gefouert ginn ass an deene leschte Joren, wa mam Fanger op Lëtzebuerg gewise ginn ass.

Här President, et ass fir eis als Gréng gradesou däitlech, an dat wëll ech awer och soen, datt mer eis net sollen der Illusioun higinn, datt mat deem, wat mer haut hei ofstëmmen, an natierlech sous condition datt dat, wat an der Motioun herno hei verlaangt gëtt, och herno applizéiert gëtt, wat jo d'Viraussetzung dofir ass, datt och dat Gesetz hei eng Kéier fir eis géing a Kraaft trieden - an dofir wäerte mer déi Motioun hei vun der Majoritéitspartei herno stëmmen -, datt mer dann net à l'abri si vun all méiglechen Diskussioune ronderëm d'Besteierung vum Kapital insgesamt.

Well, ech menge mir musse wëssen, mir liewen haut an enger globaliséierter Welt an an där globaliséierter Welt ass et relativ kloer, datt virun allem déi enorm Kapitalmassen, déi de Moment zur Verfügung sti weltwäit, datt do ëmmer erëm zu Recht nei Diskussiounen opkommen, wéi een dat Kapital misst insgesamt besteieren, fir eng besser weltwäit Verdeelungsgerechtegkeet ze kréie vum erschafftene Räichtum.

Dir wësst, datt mer grouss Diskussiounen op internationalem Niveau hunn, fir den FMI ze reformëieren, fir iwwerhaapt d'Institutioune vu Bretton Woods ze reformëieren, an ech sinn och zimlech sécher, wann een d'Situatioun an d'Evolutioun kuckt op Weltniveau de Moment, haaptsächlech och den Abroch vun de Steierrecetten a ville grousse Länner weltwäit, datt mer wäerten um Niveau vun der OECD eng Diskussioun kréien, fir en elementaresche Kader ze setzen, fir weltwäit d'Steierflucht besser kënnen ze bekämpfen. A wéi gesot, mir fannen och als Gréng eigentlech, datt dat net méi wéi berechtegt ass.

Natierlech sous condition datt och e reglementaresche Kader op OECD-Niveau geschafe gëtt, datt och keng Schlupflächer fir kee méi kënnen iwwreg bleiwen, datt eigentlech net déi eng musse verschidde Lächer zoustoppen, fir datt anerer kënnen der opmaachen oder ophalen.

An ech mengen dat ass natierlech och déi heikelst Diskussioun, an da kommen ech zréck op de Projet vun haut, déi mer eigentlech vun Ufank un haten am Kader vun der Zënsbesteierung an der Europäescher Unioun. Mir hunn als Gréng zënter dem Ufank vun den 90er Joren ëmmer d'Meenung vertratt, datt et net gerecht wier, datt et iergendee Land an der Europäescher Unioun gëtt, och net Lëtzebuerg, wou et keng Zënsbesteierung géing ginn. Mir hunn awer ëmmer gläichzäiteg gesot, datt natierlech, wa mer am Kader vun der Europäescher Unioun eng Regelung fannen, da kann et nëmmen eng si wéi déi, déi mer eigentlech och elo um Dësch hunn, dat heescht déi net nëmme fir Lëtzebuerg gëllt, mä fir all d'EU-State souwisou, mä och fir all d'Drëttstaten, déi an iergendengem Sënn mat der Europäescher Unioun ze dinn hunn.

Mir hunn awer och ëmmer gemengt, datt fir Lëtzebuerg eng Kéier den Dag kéim, wou ee sech misst eng Strategie ginn, déi géing drop erauslafen, datt mer do dee Problem an deem Sënn léisen, wéi mer en elo amgaang sinn ze léisen, dat heescht datt mer zur Zënsbesteierung kommen, awer mat engem gréisstméiglechen Zäitraum fir Lëtzebuerg, fir kënnen d'Bankeplaz Lëtzebuerg esou ëmzestellen, datt mer kee gréissere Schued erleiden.

Well ech mengen et ass relativ kloer, wann een eng kleng Ekonomie wéi Lëtzebuerg hélt a wann een dann d'Bedeitung vun där Finanzplaz fir déi kleng Ekonomie vu Lëtzebuerg do kuckt, dann ass et evident, et wier fatal gewiescht wann een do fréizäiteg all méiglechem Drock noginn hätt op europäeschem Niveau, fir einfach esou zu där Zënsbesteierung do iwwerzegoen, esou wéi dat an der Zäit och nach verlaangt ginn ass.

Eng ganz Rei Gesetzer, déi mer och geholl hunn an deene leschten zéng Joer, an dat kann een nëmme begréissen, datt deen Zäitraum genotzt ginn ass, fir dofir ze suergen, datt eigentlech déi Bankeplaz sech konnt ëmstellen, datt mer eben eng Diversifizéierung kruten am breedeste Sënn vun der Produktpalette, déi op der Finanzplaz Lëtzebuerg kann ugebuede ginn. Duerfir hu mer onzähleg Gesetzer an deene leschten zéng Jore gestëmmt an déi gréng

Fraktioun huet déi och alleguerte matgedroen, well mer der Meenung waren, datt dat de richtege Wee wär fir deen Zäitgewënn, dee mer jo erausgeschloen hunn, iwwert dee Wee kënnen ze notzen, fir d'Finanzplaz kënnen ofzesécheren.

Ech wëll awer dann direkt soen, datt déi Motioun 2, déi vum Här Meisch déposéiert ginn ass, net eis Zoustëmmung fënnt, well mer der Meenung sinn, datt dat, wat am zweeten Tiret verlaangt gëtt an der Motioun, fir eis net eng Erweiderung vun der Produktpalette ass oder vun de Méiglechkeete vun der Produktpalette vun der Finanzplaz, mä dat ass einfach eng Erofsetzung vun enger Steier, respektiv eng Ofschafung vun enger Steier, an domadder eleng huet een nach net eng nei Produktpalette op der Finanzplaz.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Ech wëll drop hiweisen, datt déi meescht Gesetzer, déi mer déi lescht zéng Joer hei gestëmmt hunn, wou och fiskal Elementer oft dra waren, meeschtens am direkten Zesummenhank a Relatioun stounge mat neie Produkter, déi d'Finanzplaz wollt „ugebaut" kréien. Ech huelen nëmmen ee Beispill eraus, ee wichtegt, dat sinn d'Pensiounsfongen an alles wat mer do gemaach hunn, well dat e ganz gutt Beispill ass.

Mä dat wat hei verlaangt gëtt, dat ass einfach, wéi gesot, eng Steierreduktioun, respektiv d'Ofschafung vun enger Steier, a mir kënnen aus Grënn vu Steiergerechtegkeet domadder net d'accord si wat verlaangt gëtt, awer och aus Grënn vu Verloscht un Image de marque, well mir fäerten als Gréng, datt dat, wat mer un Image de marque gewannen duerch dee Schratt, dee mer hei maachen, mer erëm kéinte verléieren duerch dat wat mer op där anerer Säit hei proposéieren, wat an där Motioun hei virgeschloe gëtt. An ech mengen ech hunn dat schonn eng Kéier bei de Budgetsdebatte gesot. Mir kënnen duerfir och déi doten Approche net deelen.

Et ass natierlech kloer - an ech hunn dat scho gesot, an duerfir ass déi Motioun och richteg hei, déi hei proposéiert gëtt -, datt dat heiten nëmmen e Sënn mécht, wa mer och sécher sinn, datt dat, wat zu Feira ofgemaach war, nämlech datt all déi Territoiren, déi unhängeg sinn, déi sou genannt Drëttstaten, datt och do d'Applikatioun voll muss spillen. Alles anescht wier eiser Meenung no net nëmme schlecht fir Lëtzebuerg, mä dat wier eigentlech just dann Hypokrisie vun deene Länner, déi do méi helleg wiere wéi de Poopst, deenen op de Läim gaangen, an duerfir, wéi gesot, wäerte mer déi Motioun och matstëmmen.

Et ass och duerfir esou, wéi den Accord zu Feira zustan komm ass, dat hu mer och no enger Deklaratioun als Gréng hei an der Chamber gesot, datt mir d'Marschroute, déi du vun der leschter Regierung fixéiert ginn ass, géinge mat ënnerstëtze vun der Regierung. An dat wat mer jo hei eigentlech haut maachen, ass jo nëmmen déi praktesch Ëmsetzung vun der Marschroute, soit datt nach verschidde Mol huet missen haart verhandelt ginn, wou et ëm konkret Texter gaangen ass, fir datt och wierklech de Geescht vun deem, wat zu Feira décidéiert ginn ass, sech awer an den Texter erëmgespigelt huet.

Ech mengen et ass awer ganz kloer déi praktesch Ëmsetzung dovunner an duerfir, Här President, ass et och fir eis wéi gesot kloer, datt mer dësen Text haut wäerte stëmmen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci dem Här Bausch an als leschte Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President. Ech sinn och frou, datt den Här Budgetsminister konnt hei sinn, obwuel en haut e schwéieren Ecofin-Conseil hat. Mä et ass awer wichteg, wann een dës Direktiv diskutéiert, datt deen Ablack awer och den zoustännege Minister do ass, d'autant plus datt eng etlech vun deene Froen, déi sech stellen, hien déi lescht…

(Hilarité et interruptions)

Ech géing also hei just nuren dat heite festhalen, déi europäesch Ambitiounen a Visiounen…

(Interruption et hilarité)

…vun de sukzessive Regierungen. Also ech mengen…

Une voix.- Schoss no hannen!

(Interruptions)

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech erënnere mech och heiansdo, wou op anere Bänke vläicht net grad déi Presenz fënnef Minutten do war.

(Interruption)

Déi europäesch Ambitiounen a Visioune vun de sukzessive Regierungen a speziell vun onsem Statsminister fir ons Bankplaz si grouss. Mä a Wierklechkeet bedreift onst Land um europäeschen Niveau nure méi Réckzuchsgefechter a mécht Schadensbegrenzung.

Wa Réckzuchsgefechter a Schadensbegrenzung erfollegt sinn, da gëtt dëst als grouss Victoire vun der Lëtzebuerger Regierung gefeiert. Dëst erënnert e bësselchen un oder ka sech vergläiche loossen, wéi wann eng Gewerkschaft sech géing doriwwer freeën, wa se e gudde Sozialplang ausgehandelt huet.

D'Afëiere vun enger Quellesteier op den Zënserträg illustréiert beschtens dës Politik.

Viru manner wéi zéng Joer war d'Afëiere vun der Quellesteier e rout Duch fir all Regierung. Den 1. Dezember 1997 koum eng éischt Ännerung an do huet de Ministerrot vun der Unioun, ënner Lëtzebuerger Présidence, eng Décisioun geholl wat d'Zënsbesteierung ugeet, de sou genannte Koexistenzmodell, deen engersäits fir déi Länner, déi e Bankgeheimnis hunn, d'Quellesteier opgemaach huet, a fir déi Länner ouni Bankgeheimnis e Kontrollmatdeelungsverfahren.

An deem Europa vun haut sinn et nure méi dräi Länner, déi e Bankgeheimnis hunn: Lëtzebuerg, Éisträich a Belgien. Déi 22 aner Länner hu keent.

Mat Ausnahm vun de grénge Kolleege si mir ons all eens, datt fir d'Lëtzebuerger Finanzplaz d'Bankgeheimnis liewenswichteg ass. Dofir hu mer ons gewonnert, wéi um Conseil zu Feira Lëtzebuerg op eng Kéier vum Koexistenzmodell ofgewach ass an de Prinzip vum Kontrollmatdeelungsverfahre fir ganz Europa unerkannt huet, ënnert der ausdrécklecher Bedingung natierlech, datt Drëttlänner wéi d'Schwäiz dësem Prinzip och géingen zoustëmmen. Jidderee wosst oder konnt sech denken, datt d'Schwäiz d'Bankgeheimnis net géing opginn.

Dofir ass och hei am Land déi lëtzebuergesch Regierung gelueft ginn, datt si et fäerdeg bruecht hat, datt et zu kenger Décisioun iwwer eng Quellesteier koum an datt nei Konditioune festgeluecht goufen. Mä an den auslännesche Finanzzeitunge konnt een op der Titelsäit liesen: Lëtzebuerg ass bereet d'Bankgeheimnis opzeginn. D'Banke kruten déi bestehend Clientèle berouegt, mä nei Clientë goufen ofgeschreckt, an et gesäit een och, datt d'Zuel vun de Banken zréckgeet. Do muss een oft oppassen, datt dat, wat een zu Lëtzebuerg kommunikéiert an als gutt fënnt, ganz oft am Ausland anescht opgefaasst gëtt.

Dräi Joer huet déi lëtzebuergesch Regierung zesumme mat den Éisträicher an de Belsch gebraucht, fir dëse faux pas nees ze redresséieren, a fir datt et zu där Direktiv komm ass, déi zum heitege Gesetz féiert. 2003 huet den éisträichesche Finanzminister, den Här Karl-Heinz Grasser, zu dëser Direktiv gesot, ech zitéieren: „De facto komme mer nees op de Koexistenzmodell zréck." Den ADR huet deemools an enger Motioun d'Regierung opgefuerdert, sech elo strikt un d'Direktiv ze halen a keng nei Konzessiounen ze maachen, notamment wat d'Drëttstaten an d'Territoires associés ugeet.

De Rapporteur, den Här Thiel, huet a sengem Bericht d'Dispositioune vun der Direktiv an deem doraus folgende Gesetz erläutert, esou datt ech déi net nach eng Kéier brauch oder wëll widderhuelen. Dat gesot muss een awer festhalen, datt d'Direktiv zwou wesentlech Konditioune festhält, fir datt de Koexistenzmodell esou ënnert där neier Form, wéi en elo besteet, fonctionnéiert.

Éischtens, all Drëttlänner mat enger Finanzplaz, dat heescht d'Schwäiz, Liechtenstein, Monaco, Andorra, San Marino an déi associéiert Territoirë vun den EU-Memberstaten aus der Karibik an de Kanalinsele mussen déiselwecht Mesuren aféieren.

Zweetens, d'Ausleeung vun der Direktiv an d'Aart a Weis wéi d'Direktiv applizéiert gëtt an de Quellesteierlänner an an den Territoirë muss déiselwecht sinn.

Déi éischt Konditioun ass nuren zum Deel erfëllt. D'Karibikinselen an och d'Kanalinselen hu menges Wëssens haut keen Accord ofgeschloss esou wéi d'Direktiv dëst virgesäit. Ech froen d'Regierung: Wou si mer drun? Wat fir eng Accordë sinn ënnerschriwwe mat de Kanalinselen an der Karibik? Ech mengen et ass wichteg, mir hunn haut eng Motioun virleie vun der Majoritéitspartei, wou dat als Konditioun gesat gëtt, a mir kënnen dach net engem Gesetz zoustëmmen, wann eng wesentlech Konditioun net erfëllt ass.

Mir verlaangen net, datt de Projet de loi do läit, mä datt wéinstens d'Accordë sollten do leien. Déi Äntwerten an der Finanzkommissioun, déi op dës Fro koumen, waren ze vague. Et ass gesot ginn, mir waarden elo emol of wat um Ecofin-Conseil geschitt. Et ass dowéinst och wou Är Presenz haut absolut wichteg ass.

Den Artikel 17(3) vun der Direktiv seet och, ech zitéieren: «Le Conseil décide, à l'unanimité, au moins six mois avant le 1er juillet 2005, si la condition sera remplie, compte tenu des dates d'entrée en vigueur des mesures pertinentes dans les pays tiers et les territoires dépendants ou associés concernés.» No dësem Text hätt missen also am Dezember 2004 - net haut, mä am Dezember 2004 - alles kloer gewiescht sinn. Dat war awer deen Ablack anscheinend net de Fall. Och do wier et wichteg ze froen, wou mer elo a wat fir enger Prozedur dra sinn.

An dësem Kontext wëll ech och drop hiweisen, datt aus engem Dokument vun der Fédération bancaire européenne vum 17. Februar 2005, dat mer zoukomm ass an dat ech der Finanzkommissioun zoukomme gelooss hunn, ervirgeet, datt Zypern, Ungarn, Italien, Litauen, Portugal, Slowenien a Griichenland d'Direktiv nach net ëmgesat hunn. Standpunkt: 17. Februar 2005. Wou si mer och do haut drun?

Deen anere wichtege Punkt, déi zweetwichtegst Konditioun, déi an dëser Direktiv, an an dësem Gesetz usteet, dat ass, datt et eng eenheetlech Uwendung vun der Direktiv muss ginn. Well et muss een net drun erënneren, datt mer hei an engem Kontext vu ganz staarker internationaler Konkurrenz ënnert deene verschiddene Bankeplaze stinn.

Wann d'Direktiv a 40 Länner soll ugewannt ginn, an zwar an de 25 Länner vun der EU an a 15 Drëttlänner, respektiv Territoiren an op den Inselstaten aus der Karibik an de Kanalinselen, dann däerf et net sinn, datt all Land an all Territoire seng Ausleeung huet, well soss si mer am totale Chaos.

Den Text vun der Direktiv, wéi e redigéiert ginn ass, ass e politeschen Text, deen e politesche Kompromiss duerstellt. Doduerch ass den Text vun der Direktiv op munche Plazen net kloer a werft Applikatiouns- an Interpretatiounsproblemer op, déi an deenen eenzelne 40 Länner, déi hei concernéiert sinn, verschiddentlech interpretéiert ginn.

Natierlech interpretéiert all Land d'Direktiv no sengem Interessi. Mir riskéieren doduerjer en heillos administratiivt Duerchenaner ze kréien, mä mir riskéieren och - an dat däerf een net vergiessen - e strofrechtlecht Duerchenaner ze kréien, well verschidden Interpretatioune kënnen dozou féieren, datt an engem Land eppes ausgeluecht ka ginn als eng Escroquerie fiscale oder als eng aner Strofdot, wat awer an engem anere Land vun der Quellesteier als richteg ugesi gëtt.

D'Tatsaach, datt d'ABBL, d'Bankenassociatioun, en Handbuch vun iwwer 100 Säiten huet missen ausschaffen, fir d'Gesetz, wat mir elo stëmme sollen, auszeleeën an ausféieren ze kënnen, weist op d'Problematik vun der Uwendung vum Gesetz hin. Ech hat fir d'éischt versicht fir mer bei der Bankenassociatioun dat Dokument do ze beschafen, mä dat huet 1.000 Euro kascht. Ech wier frou, wann d'Bankenassociatioun wéinstens der Chamber esou en Dokument zur Verfügung géing stellen, anstatt datt een da muss bei déi eng oder aner Bank goen, fir ze kucke fir Asiicht an dat Dokument ze kréien.

An et ass wichteg, datt een dat ugeet, well ech wëll véier Beispiller ufëieren, ënner villen aneren, déi méiglech si fir ze weisen, datt et Uwendungsproblemer gëtt. Fir dat ze illustréieren hunn ech mech op d'Schwäiz konzentréiert, an ech hunn déi lescht Ausféierungsbestëmmunge vun der Schwäiz, déi vum 1. Abrëll dëst Joer, gelies a verglach mat dem Lëtzebuerger Handbuch.

Éischtens, d'Notioun vum Agent payeur. D'Notioun vum Agent payeur ass kloer wann een d'Banken, nuren d'Banke kuckt, wou eng Persoun e Kont huet an engem Client Zënsen op sengem Spuerbuch ausbezilt.

Mä ech wëll e Beispill ginn, wou d'Definitioun vun Agent payeur net kloer ass, respektiv ganz schwéier ass unzewenden. Huele mer un, datt e Lëtzebuerger Résident senger Firma a Spuenien e Prêt d'actionnaire mécht. Op deem Prêt sinn Zënse geschëlt a folglech muss een eng Quellesteier zréckbehalen an un de spueneschen an un de Lëtzebuerger Stat ausbezuelen.

D'spuenesch Firma seet mat Recht, ech maachen dëst net, ech si keen Agent payeur, ech verstinn näischt dovun, ech verkafe meng Wueren, ech bezuelen de Prêt zréck an dat ass alles. Meng Bank a Spuenien soll sech ëm déi Retenuen an déi ganz aner Geschichte këmmeren. D'spuenesch Bank seet awer, a mat Recht, ech sinn net Agent payeur dem Gesetz no, ech këmmere mech net ëm déi Quellesteier. Déi lëtzebuergesch Bank, déi de Remboursement vum Prêt iwwert d'Rate kritt, seet natierlech och datselwecht...

Une voix.- Do huet se Recht.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- …a mat absolutem Recht.

Une voix.- Voilà!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Resultat: Et gëtt keng Retenue à la source! Där Saachen do sinn am alldeegleche Bankeliewe courant.

E weidere Problem an deem Kontext, am Kommentar vum Artikel 4 vum Gesetzesprojet, wéi mer en hei virleien hunn, steet: «L'agent payeur est celui qui verse effectivement les intérêts au bénéficiaire effectif.» A weider steet do: «Lorsqu'une banque n'intervient que de façon purement passive» - purement passive! - «elle n'est pas considérée comme agent payeur.»

D'Schwäiz seet an hirem Handbuch just de Contraire, an zwar datt déi Bank, déi d'Suen ausbezilt, ëmmer den Agent payeur ass, sauf convention écrite mat där anerer Bank. Hei riskéiere mer e monumentale Cafouillage.

Dann de Contrat fiduciaire. Am Handbuch vun der ABBL, Punkt 2.1.4, steet, datt keng Quellesteier ufält wann un eng Personne morale ausbezuelt gëtt. Well de Contrat fiduciaire gemäss dem Lëtzebuerger Steiergesetz - de Mémoire mengen ech ass den Artikel, de Paragraph 11 vum Steierupassungsgesetz - transparent ass, heescht dëst, datt wann den Actif fiduciaire dem Fiduciant restituéiert gëtt, da muss d'Bank d'Quellesteier réckwierkend iwwer Jore gegebenefalls ewech berechnen, a si muss kucken, wat dann de Remboursement vum Kapital ass a wat d'Zënse sinn - eng freeschtlech Aarbecht, déi mir onse Banken net zoumudde kënnen a wou menger Meenung no misst eng aner Interpretatioun kommen.

D'Schwäiz huet de Problem erkannt a seet dofir just de Contraire vun deem, wat mir am Lëtzebuerger Handbuch festhalen a wëllen duerchféieren. De Paragraph 75 vun den Directives relatives à la fiscalité de l'épargne de l'Union européenne - ech kann lech déi hei weisen, déi déi aus der Schwäiz do komm sinn, dat ass och e ganz déckt Buch, ech hunn nuren e puer Säite matgeholl - seet: «Aux fins de la fiscalité de l'épargne de l'Union européenne, le bénéficiaire effectif est le fiduciant et non le fiduciaire.»

Dont acte! Mä, wann een dat awer elo muss am Internationalen applizéieren, da muss ee sech awer d'Fro stelle, wat dann elo richteg ass, an dat heite werft eng etlech Problemer op. Wann een dann och nach gesäit, datt an Territoirë wéi Liechtenstein an op den Antillen nach aner Interpretatioune solle kommen, da gesäit een, datt dat Gesetz an déi Direktiv schwéierlech uwendbar sinn an zu engem heillosen Duerjernee kënne féieren.

En anere Problem, deen ech wëll ugoen, dat ass den Apport vun engem Portefeuille titres an zum Beispill eng lëtzebuergesch Holding. Ass dëst eng Cessioun esou wéi d'Direktiv an onst Gesetz et virgesinn oder net? D'ABBL seet Jo, d'Schwäizer Banke soen Neen, sauf wann an der Convention de prêt eppes anescht géing stoen.

D'Schwäiz gesäit och d'Méiglechkeet fir eng Prime fir eng Liewensversécherung mat Obligatiounen ze bezuelen, mat engem Coupon attaché an dat ouni Quellesteier. Mir gesinn dës Possibilitéit fir den Ablack net vir. An do muss och Kloerheet geschafe ginn.

D'Schwäiz huet och d'Lëtzebuerger Handbuch gelies an d'Ausleeung vun der Direktiv, wat d'Investmentfongen ugeet, kuerzfristeg geännert an ass der Lëtzebuerger Interpretatioun nogaangen.

Dir gesitt, et gëtt also ganz kloer gekuckt, wie wat wou mécht, fir ze kucken déi beschten Interpretatiounen erauszehuelen. Mä heiansdo si se kontradiktoresch an et ass dat, wat Schwieregkeete mécht.

Den Här Stats- a Finanzminister huet widderholl op dëser Tribün deklaréiert, ech zitéieren: „Déi Léisungen, déi et an der Schwäiz, zu Liechtenstein, zu Monaco an op anere Plaze gëtt, musse vergläichbar si - wéi een Zwilling - mat deene Moossnamen, déi an Europa agefouert ginn." Da muss dat awer och geschéien! Da musse verschidde Leit awer och hir Hausaufgabe maachen. Esou wéi et elo ass, schuede mir onser Finanzplaz. Wien déi Hausaufgabe maache soll, ass mir egal. Mä et muss fir Kloerheet gesuergt ginn iwwer eng eenheetlech Uwendung vun der Direktiv, well soss gi mir béisen Zäiten entgéint, well kee weess, wat da richteg ass a wéi déi Direktiv soll applizéiert ginn, mat alle méigleche Konsequenzen.

D'Bankbeamten, déi dëst ausféiere sollen elo zum 1. Juli, wann dat den Datum sollt sinn, deen zréckbehale ginn ass, hunn Angscht, well se fäerte falsch Interpretatiounen ze maachen, falsch Avisën ze ginn an doduerjer Responsabilitéiten um zivil- oder strofrechtleche Plang anzegoen.

Dofir ass et wichteg, datt Kloerheet geschafe gëtt, an ech wier frou ze wëssen, wéi dat dann elo an der Praxis soll virugoen. Et ass awer och kloer an däitlech, datt mer mat deem augeblécklechen Text zwar legal a vis-à-vis vun der EU am Aklang sinn, mä datt d'Applikatioun vun dëser Direktiv a ganz Europa an och an deene 15 associéierten Territoirë respektiv Drëttstaten nach munch Problemer wäert opwerfen an do muss nach vill geschafft ginn.

D'Lëtzebuerger Résidentë si vun dësem Gesetz net betraff, mä si sollen awer och…

(Interruption)

…an de Genoss vun enger Quellesteier kommen nom Wonsch vun der Regierung, well dëst zum sozialen Equiliber - wéi d'Regierung seet - géing bäidroen.

An der Erklärung zur Lag vun der Natioun 2003, dat war nach déi viregt CSV/DP-Koalitioun, huet den Här Statsminister d'Ausso gemaach, datt d'Regierung wéilt, ech zitéieren: „Zäitgläich mat der Akraafttriedung vun der europäescher Zënsdirektiv oder kuerz duerno d'Zënsrevenuen an aner Spuerrevenuen un der Quell besteieren." An dëst mat 10%.

Weider huet et geheescht: „Dat bedeit fir d'Spuerer eng wesentlech Steiererliichterung. Mir verduebelen d'Steierabattementen: De Steierabattement gëtt op 3.000 Euro fir deen eenzelne Steierzueler, an op 6.000 Euro fir déi bestuete Koppel ugehuewen. Kee Spuerer bezilt méi, mä all Spuerer bezilt manner Steiere wéi haut."

Wann een dat héichrechent, déi 3.000 oder 6.000 Euro Zënsabattementer, dann équivaléiert dat ongeféier engem Kapital vun 150.000, respektiv 300.000 Euro, wat steierfräi kéint ugeluecht ginn.

Am Programme gouvernemental vun der CSV/LSAP-Regierung steet, ech zitéieren: «Dans le domaine de la fiscalité des personnes physiques, le Gouvernement, dans un souci de rendre notre régime d'imposition de revenus plus efficient et socialement plus équilibré, introduira une retenue à la source libératoire en matière de revenus de capitaux. L'introduction et les effets attendus d'une telle retenue appellent également la suppression de l'impôt sur la fortune des personnes physiques.»

Ech huelen un, datt den Här Statsminister, deen de Statsminister war ënnert der CSV/DP-Regierung an deen elo och ënnert der CSV/LSAP-Regierung deeselwechten ass, seng Meenung net geännert huet an datt e sech also elo muss d'Fro stellen, wéi déi Retenue à la source, déi Quellesteier, déi libératoire soll sinn, soll ugewant ginn. Heescht dat, datt déi Abattementen nach bestoe bleiwen oder net méi bestoe bleiwen? Ass déi Quellesteier absolut, dat heescht, datt se geholl gëtt op egal wat fir engem Revenu, op egal wat fir engem Spuerkont, egal, ob dat elo fënnef Euro Zënsen ausmécht oder 5.000 Euro Zënsen? Dat ass dat, wat sech awer vill Leit hei d'Fro stellen.

Dat wat een och muss soen, dat ass, wann et eng Retenue libératoire ass, dann hunn natierlech déi Leit, déi 30, 35, 38% Steiere bezuelen, en Avantage fiscal dovunner, wa se op 10% libératoire ginn. Mä dee klenge Spuerer, deen dee keng Steiere bezilt oder manner wéi 10% Steiere bezilt, huet vum Impôt libératoire näischt. Dee kritt déi 10% Steieren ofgeholl.

Ech mengen, et kann dach net sinn, datt eng Regierung seet, datt esou eng Mesure socialement équilibrée wier an dat méi sozial géing maachen. Mir wëssen, datt ganz vill Leit zu Lëtzebuerg keng Steiererklärung ze maache brauchen oder keng maachen.

Do muss een eng Léisung sichen, Här Minister. Mir mengen, datt et besser wier, wann ee géing wéi zum Beispill an Däitschland higoen an d'Steierverwaltung de Lëtzebuerger Résidenten géif en Zertifikat ginn, dass si mat 3.000 bis 6.000 Euro respektiv steierfräi Dépôtë kënnten uleeën op hire Spuerbicher. Et gëtt vläicht nach aner Moyenë fir dat ze maachen, mä et kann net esou sinn, datt där enger Säit manifestement vill entgéintkomm gëtt um steierleche Gebitt an datt dee klenge Spuerer awer hei op senge puer Groschen och nach misst Steiere bezuelen. Dat ass op jidder Fall net an der Rei.

D'Regierung huet gesot, et wier e Régime d'imposition plus efficient mat der Taxe libératoire. Dat stëmmt! Mä wa se da seet socialement plus équilibré, do géing ech soen, do leie mer falsch, et wier éischter moins équilibré. Ech wier also och do frou, wann ech wéisst wéi d'Haltung vun der Regierung wier.

A mir proposéieren och zwou Motioune fir de Problem unzegoen, eng déi mer als Motion principale ugesinn, wou mer och froen, datt d'Regierung keng Retenue à la source op de Revenus d'intérêts vun de Résidentë soll applizéieren, an eng zweet Motioun, wou mer soen, datt mer am Intérêt vun deene klenge Spuerer, fir datt déi an déi méi grouss Spuerer gläich behandelt solle ginn, Méiglechkeete gesicht gi vun der Regierung, fir datt dee klenge Spuerer net brauch op senge puer Groschen oder puer Cent oder Euro, déi e kritt, muss Zënse bezuelen an datt en also do déiselwecht Donnéeën an Hëllefe kritt an datt en net muss eng Steiererklärung maachen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il s'agit d'éviter que les résidents aient à payer une retenue à la source sur leurs revenus de capitaux;

invite le Gouvernement

- à ne pas appliquer de retenue à la source sur les revenus d'intérêts des résidents.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Motion 4

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il s'agit d'éviter que les épargnants résidents et surtout les petits épargnants aient à payer une retenue à la source sur leurs revenus de capitaux;

invite le Gouvernement

- à prendre les mesures adéquates pour que tous les épargnants percevant des revenus d'intérêts annuels inférieurs à 3.000 euros pour une personne et 6.000 euros pour un couple n'aient pas à supporter de retenue à la source.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Dat gesot, Här Minister, mengen ech, datt au vu vun de Konditiounen, wéi se elo festleien, an och d'Tatsaach, datt d'Konditiounen, déi an der Direktiv net erklärt sinn, au vu vun de Schwieregkeeten, déi et an dëser Applikatioun vun dëser Direktiv gëtt, datt also deen Engagement, deen hei de Statsminister ënnert der viregter Regierung an ënnert dëser Regierung agaangen ass, datt en nure géing dëser Direktiv zoustëmmen, wann all Konditiounen 100% erfëllt sinn. No mengen Informatiounen ass dat net de Fall, mä Dir kënnt ons dat nach soen. Mä wann dat sech sollt bestätegen, no Ären Aussoen, da kënne mir als ADR dësem Projet net zoustëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass heimadder ofgeschloss an elo huet de Budgetsminister Luc Frieden d'Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing gären der Chamber Merci soe fir déi Debatt a virun allem och dem Rapporteur, dem Här Lucien Thiel. Ech géing d'Chamber och biede mech ze entschëllegen, datt ech mat déckem Retard an d'Chamber komm sinn. Mä wéi Der wësst, a wéi hoffentlech och hei gesot ginn ass, hunn ech siwe Stonne laang un intensiven a net ëmmer fir Lëtzebuerg ganz agréablen Debatten am Finanzminister-Conseil deelgeholl, wou et grad ëm dësen Text gaangen ass, an duerfir sinn ech méi spéit hei an d'Chamber komm.

Déi Debatten, déi Dir haut hei féiert, iwwert d'Approbatioun vum Projet de loi, deen d'Zënsbesteierungsdirektiv soll ëmsetzen, setzt en Enn ënner 15 Joer Debatte ronderëm dës Fro vun enger europäescher Regelung fir d'Zënsbesteierung.

Ech ginn dovun aus, datt de Rapporteur, deem ech jo net konnt nolauschteren, op deen Historique agaangen ass an ech erspueren lech dee selbstverständlech den Owend nach eng Kéier. Mä de Fait, datt mer no 15 Joer eng Léisung fannen, ass mengen ech begréissenswäert, well se der Finanzplaz Lëtzebuerg eng nei Sécherheet gëtt, déi mer an deene leschte Joren an dëser Debatt gesicht hunn an déi hire Reflet fënnt an deem Projet de loi, deen haut zur Diskussioun steet.

D'Diskussioun war laang Zäit: Wat fir eng Regelung maache mer? An ech stelle mat Satisfaktioun fest, datt mer an Europa eng Regelung duerchgesat kritt hunn, déi heescht, d'Quellesteier oder Informatiounsaustausch fir Non-Résidenten, an ech beschränke mech och hei op Non-Résidenten, fir datt net Confusioun bei de Leit ass, also déi Leit, déi net an engem Land wunnen. Et sinn also Leit, déi net am Land wunnen, déi zum Beispill bei eis op d'Banke Sue bréngen.

Lëtzebuerg huet an där viregter Legislaturperiod op europäeschem Plang duerchgesat kritt, datt mer zu Lëtzebuerg am europäesche Feld net op de Wee vum Informatiounsaustausch ginn, obschonns datt dat e massiven Drock vu ville Länner war, datt d'Majoritéit vun de Länner dat maachen, an et sinn nëmmen dräi Länner, dräi, dorënner Lëtzebuerg niewent Éisträich an der Belsch, déi also eng Quellesteier aféieren op der Zënsbesteierung. Mir waren do derfir, well dat eis erlaabt, d'Bankgeheimnis bäizebehalen, wat een Element ënner villen am Secteur vun dem „private banking", vun der Gestioun vun dem Patrimoine vu Privatleit ass.

Duerfir hu mer no laangen Diskussiounen deem Accord zougestëmmt, well mer zwou Saache wollten erreeche fir d'Finanzplaz, an ech mengen déi hätte mer erreecht. Dat eent, dat ass d'Prévisibilitéit vun eiser Finanzplaz, an dat anert ass d'Kompetitivitéit vun der Finanzplaz.

D'Prévisibilitéit ass e wesentleche Punkt fir Leit, déi an eist Land kommen an hei wëllen op de Banken, mat de Banke schaffen. Well si soe sech a si hunn eis gefrot an deene leschte Joren, si hunn lech gefrot: Jo wat geschitt dann an e puer Joer mat dem „private banking"? Gëtt et nach e Bankgeheimnis? Kënnt eng Quellesteier? Kënnt en Informatiounsaustausch?

Hei hu mer elo fir d'éischte Kéier an der Geschicht vun onser Finanzplaz an enger europäescher Direktiv d'Bankgeheimnis europäesch festgeschriwwe kritt. Well et ass net nëmmen e Lëtzebuerger Text dee seet, datt mir d'Quellesteier an d'Bankgeheimnis hunn, mä et ass en europäeschen Text dee seet: Jo, d'Belsch, Éisträich a Lëtzebuerg dierfen d'Bankgeheimnis hunn, bei gläichzäiteger Aféierung vun enger Quellesteier op den Zënserträg.

Duerfir kënne mer elo a kënnen d'Banken elo de Clientë soen, wat an deenen nächste Jore geschitt am Secteur vum „private banking", an dat erlaabt der Finanzplaz nei Marchéen unzegoen, ze erklären wat op där Finanzplaz geschitt an datt och den Investisseur weess, wat mat senge Suen zu Lëtzebuerg, och a puncto Fiscalitéit, geschitt.

Mir sinn aus der Kritik, an där mer waren, erauskomm. Mir hu méi Sécherheet op d'Finanzplaz bruecht an duerfir Prévisibilitéit.

Zweet Argument: Kompetitivitéit. Dat war a bleift dat wichtegst Zil an dësem Kontext. D'Kompetitivitéit an engem Konkurrenzëmfeld wat haart ass. An Europa ass Plaz fir eng Rei Finanzplazen a ronderëm Europa gëtt et seriö Finanzplazen. An d'Zil vun där viregter a vun dëser Regierung war et, fir datt mer d'Konkurrenzfäegkeet vun eiser Finanzplaz géingen erhalen, an duerfir hu mer deemools gesot, wéi mer esou staark ënner Drock komm sinn:

a) mir wëllen d'Bankgeheimnis behalen, duerfir si mer d'accord eng Quellesteier ze maachen, a

b) si mer awer nëmmen domat d'accord, wann och Länner, déi mat eis op der Finanzplaz a Konkurrenz sinn, déi nämlecht Konditiounen erfëllen.

Doriwwer ass laang diskutéiert ginn, wat fir eng Länner dat wären. Mir hunn elo eng Rei Drëttstaten definéiert a mir hunn eis bekëmmert ëm déi Länner, déi ofhängeg Territoiren hunn, virun allem Holland an England, wou och eng Rei Finanzzentere bestinn.

Dat Element vun der Kompetitivitéit ass an der Direktiv berücksichtegt, dat Element ass berücksichtegt am Projet de loi, deen Dir haut zur Diskussioun hutt, an dat bleift bis zu dem leschte Moment eng Haaptkonditioun vun der Lëtzebuerger Regierung, och éier mir dëse Projet de loi, wann d'Chamber en dann haut stëmmt, am Mémorial veröffentlechen.

Mir maachen näischt an deem Beräich, wa mer net d'absolut Garantie hunn, datt déiselwecht Moossnamen an deenen Territoiren an an den Drëttstaten applizéiert ginn. An duerfir hate mer haut ënner Lëtzebuerger Présidence de Punkt op den Ordre du jour gesat, fir ze kucken, wou si mer dann drun an der Ëmsetzung vun der Zënsrichtlinn an de Memberstaten, an den Drëttstaten an an den Territoiren. Dat ware siwe spannend Stonnen, an dat aus e puer Ursaachen.

Fir d'éischt hu mer de Point gemaach vun deene Länner, déi all mussen dës Direktiv ëmsetzen. Wat d'Memberstaten ubelaangt, a contrairement zu deem, wat virdru gesot ginn ass, hunn op den Datum vun haut all d'Memberstaten, mat Ausnahm vu Lëtzebuerg, dës Richtlinn ëmgesat. Italien huet der Kommissioun dat nach net matgedeelt, mä huet awer gesot, si hätte schonn deen noutwendegen Text approuvéiert.

Ech hu gesot, d'Lëtzebuerger Parlament wier amgaang dës Debatt ze féieren, esou datt all d'Memberstaten, wann och déi aner Konditiounen erfëllt sinn - an ech ënnersträichen dat ëmmer erëm - prett si fir den 1.Juli 2005 dës Direktiv anzeféieren. Mä, nach eng Kéier: Wann och déi aner Konditiounen erfëllt sinn!

An dat bréngt mech zum zweete Punkt, nämlech d'Situatioun an den Drëttstaten. D'Situatioun an den Drëttstaten um Dag vun haut ass nom Bericht vun der Kommissioun esou, datt d'Schwäiz, wat e wesentleche Punkt an dëser Diskussioun ass, all Moossname geholl huet, fir datt d'Direktiv, oder bei hinnen dann den Traité, den 1. Juli 2005 kann a Kraaft trieden. Et kënnt an der Schwäiz net zu engem Referendum. Deen Délai ass elo expiréiert.

Andorra a San Marino hunn och déi noutwendeg Moossname geholl. Et bleiwen zwee Länner, déi d'Moossnamen nach net geholl hunn, dat ass Liechtenstein a Monaco. Liechtenstein huet fir de Moment kee Parlament, well se Wahlen haten, a Monaco wäert den Text Enn Abrëll stëmmen an hirem Parlament.

Mir hunn also och do gesot, datt mir gäre schréftlech Confirmatioun hätte bis de Juni - do ass nach en Ecofin -, wéi et an deenen zwee Länner ass. Mä opgrond vun deenen Informatiounen, déi mer hunn, gi mer dovun aus, datt déi zwee Länner an deenen nächsten zwee Méint och deen Traité approuvéieren.

An da komme mer zu den Inselen, de sou genanntenen Territoires dépendants ou associés. Do hu mer festgestallt, datt déi dofir noutwendeg Accordë mat de Kanalinselen vun England a mat den hollänneschen Territoiren, dat heescht d'hollännesch Antillen an Aruba, ënnerschriwwe sinn, mä datt déi Accorden nach net an deene meeschte Parlamenter approuvéiert gi sinn. Iwwregens och net am Lëtzebuerger Parlament, well mir déi Accorden all zesumme wollten an d'Parlament bréngen, iwwregens aner Regierungen och, an eng Rei vun deenen Accordë mat de karibeschen Territoirë sinn nach net ënnerschriwwen um Dag vun haut.

Mir hunn haut nach eng Kéier ganz kloergemaach am Numm vum Lëtzebuerger Land, datt mir och do op d'Conditionnalité externe, wéi mir dat nennen, halen, dat heescht, datt et ganz kloer ass, datt virum Akraafttriede vun der Direktiv op dem 1. Juli 2005 selbstverständlech déi Accordë mat den Territoirë mussen ënnerschriwwe sinn an approuvéiert sinn an all de Parlamenter.

Dat ass vläicht méiglech. Ech soen haut net, datt dat net méiglech ass, mä d'Zäit leeft eis fort, iwwregens och der Lëtzebuerger Regierung an dem Lëtzebuerger Parlament. Soubal mir déi Accorden ënnerschriwwe vun England kréien, wäerte mir déi a Form vun engem Projet de loi an d'Parlament bréngen a bieden dann d'Parlament ëm Zoustëmmung dozou, esou wéi dat och an all deenen anere Parlamenter wäert goen.

Ech soen also hei nach eng Kéier ganz kloer: D'Memberstate si prett, mä d'Konditioune sinn um Dag vun haut nach net all erfëllt. Ech wëll lech och duerfir soen, datt ech mat där Motioun, déi den Här Mosar hei abruecht huet, d'accord sinn, datt mir selbstverständlech wäerten un deene Konditioune vun der Direktiv iwwert d'Akraafttriede festhalen, an datt mir d'Publikatioun vun dësem Gesetz am Mémorial no Ärem Vote net maachen, bis mer déi Garantien hunn.

An deem Text, deen Dir haut stëmmt, steet dran, datt d'Gesetz den éischten Dag vum éischte Mount no senger Publikatioun a Kraaft trëtt. Dat heescht, wa mir nom Ecofin vum Juni d'Gesetz publizéieren, dann trëtt et den 1. Juli nach a Kraaft. An duerfir ass et esou wichteg, datt mer gesot hunn, am Ecofin vum Juni kucke mer nach eng Kéier ob déi Problemer, déi haut nach am Ecofin bestanen hunn, bis dohinner erfëllt sinn oder net.

Dat huet net jiddferengem haut um Ecofin geschmaacht. All déi, déi nach mat eis eng Rechnung opstoen haten, hunn dat haut och kloergemaach. Mir hunn un där Positioun festgehalen. Duerfir soen ech lech, et war net ëmmer agréabel haut, well Verschiddener wollte soen, coûte que coûte muss et den 1. Juli a Kraaft trieden.

Zweetens gouf et eng länger an hefteg Diskussioun iwwert d'Ausleeung an d'Uwendung vun der Direktiv. Et ass hei virdru gesot ginn, et wär esou wichteg, datt mer eng eenheetlech Uwendung vun der Direktiv hätten, heiheem an an Europa a ronderëm Europa. Mä grad do koum d'Lëtzebuerger Land haut schäerfstens an d'Attaque, well mer attackéiert gi sinn, datt mir géingen d'Direktiv net richteg uwenden, an dat virun allem op zwee Punkten: Engersäits deen Artikel, deen haut am Gesetz steet, wat hei zur Ofstëmmung ass, iwwert d'Berechnung vun den Zënsen, an zweetens iwwer verschidden Zënsfongen, déi a verschiddene Konstruktiounen zu Lëtzebuerg eventuell net géingen ënnert d'Direktiv falen.

Ech erkläre mech iwwert deen éischte Punkt. Mir hunn am Gesetz, wat haut hei zur Ofstëmmung virläit, geschriwwen, datt et sech applizéiert op all Zënsen, déi nom 1. Juli erfalen a bezuelt ginn. D'Kommissioun, ënnerstëtzt vun 23 Memberstaten, seet, datt et missten Zënse sinn, déi nom 1. Juli bezuelt ginn, och wann dat Zënse sinn, déi virum 1. Juli erfall sinn.

Den zweete Punkt, wou 23 Memberstate géint eis Interpretatioun waren, war deen - an dat steet net am Gesetz, dat steet just an deem provisoresche Buch vun der ABBL, wat virdrun den Här Henckes ugeschwat huet, wat also eng Guideline ass, wéi ee kann déi Direktiv ausleeën -, verschidden Zënsfongen, déi ganz wéineg a Créancen investéieren, sinn an der Direktiv ausgeschloss. Mir hunn dat och esou ëmgesat.

Do gouf et eng Diskussioun, ob indirekt Investissementer géingen drënner falen oder net. D'Kommissioun huet ganz kloergemaach, ënnerstëtzt vun 23 Memberstaten, datt, wa mir géingen un eiser Ausleeung festhalen, wat net eng Regierungsausleeung ass, mä eng, déi wéi gesot an den Ausféierungsbestëmmungen ass vum Secteur, mir da géingen d'nächst Woch ugesicht gi vun der Kommissioun beim Europäesche Geriichtshaff, fir ebe just sécherzestellen, datt dat géing uniform applizéiert ginn.

An déi meescht vun de Memberstaten hu gesot, datt si sech esou engem Prozess géinge ralliéieren. Mir hunn du gesot, datt mir d'accord wäre mat der Interpretatioun vun der Kommissioun, well mer ganz kloer gesinn hunn, datt, wa mer virun d'Geriicht kommen, et zwou Méiglechkeete gëtt: Entweder et gewënnt een de Prozess oder et verléiert een en.

Wann een e verléiert, da géing sech déi Regelung net op d'Schwäiz applizéieren, well et selbstverständlech ass, datt den Europäesche Geriichtshaff keng Kompetenz iwwert d'Schwäiz huet. An et ass dorobberhi wou ech am Numm vu Lëtzebuerg gefrot hunn, datt mir mat der Interpretatioun vun der Kommissioun d'accord wären, oder mat der Applikatioun vun der Kommissioun - Interpretatioun ass vläicht e bësse wäit -, à condition datt mer géinge schréftlech confirméiert kréie bis de Juni, datt och erëm eng Kéier d'Drëttstaten, also d'Schwäiz, Liechtenstein, Monaco an och d'Territoiren, dann och déi doten Zënsfonge géingen drënner applizéieren.

Dir kënnt lech virstellen, wat fir en Zodi dat am Conseil vun de Finanzministere ginn ass, déi eis reprochéiert hunn, mir géingen erëm nei Konditiounen aféieren. Mir hunn no siwe Stonnen Debatten dunn awer den Accord fonnt.

Éischtens hu mer eis duerchgesat kritt op der Fro vun der Berechnung vun den Zënsen, well ech ëmmer erëm gesot hunn, datt d'Regierung zu Lëtzebuerg net bereet wär, an d'Parlament ze kommen an eng Ännerung vum Projet de loi ze froen, deen Dir haut zur Ofstëmmung hutt, an zweetens wat d'Fongen ubelaangt oder ee Grupp vu Fongen, do hätte mer gären d'Confirmation écrite vun den Drëttstaten an den Territoirë bis de Juni, datt déi datselwecht géinge maachen, fir datt d'Konkurrenzfäegkeet géing erhale bleiwen. Dorobber krute mer dann elo den Owend kuerz no sechs Auer en Accord.

Domadder, mengen ech, hu mer sécher net alles erreecht wat mer gäre gehat hätten, mä mir hunn dat Wesentlechst erreecht. An dat ass d'Konkurrenzfäegkeet vun der Finanzplaz Lëtzebuerg, d'Prévisibilitéit vun där ech scho geschwat hunn. Et mécht eis nei Perspektiven op, mir kënnen eis ëm aner Problemer bekëmmeren, dont déi, déi och an der Regierungserklärung ugi waren an déi och haut, wann ech dat richteg gesinn hunn no enger Motioun vun dem Här Meisch, och nach eng Kéier rappeléiert ginn, zu där d'Regierung opgefuerdert gëtt, notamment d'ganz Thematik vun der Besteierung, der libératoirer Quellesteier fir d'Résidenten an d'Ofschafung vun der Verméigenssteier.

Et ass a bleift d'Intentioun vun der Regierung dat ze maachen. Dee Projet de loi ass nach net geschriwwen, duerfir kann ech och net déi aner Froen an deem Kontext beäntwerten, mä et bleift bei deem wat an der Regierungserklärung steet. Et wäert och selbstverständlech zu deenen diesbezüglechen héije Fräibeträg kommen, an ech kann also och am Numm vun der Regierung soen, bei schneller Lecture, datt d'Regierung déi Motioun, déi den Här Meisch erabruecht huet, och kann unhuelen.

Selbstverständlech bleiwe wat déi europäesch Quellesteier ubelaangt eng Rei Problemer, déi mam Secteur vun der Bankeplaz mussen diskutéiert ginn. Duerfir sinn och déi déck Handbicher do komm. Mir mengen net, datt et noutwendeg wär, dat alles an e Gesetz oder a Reglementer ze géissen. Ech menge schonn, datt dat kann - esou wéi an der Schwäiz, esou wéi zu Lëtzebuerg - an engem Manuel d'utilisation bestoen, an ech kann lech do soen, datt d'Regierung mat der Steierverwaltung an dem Secteur u sëllechen Aarbechtsgruppen deelhëlt, fir ebe grad Kloerheet an deenen dote Secteuren ze schafen. Do si mer an enkem Kontakt mat den Drëttstaten, fir och do erëm sécherzestellen, datt déi datselwecht maachen.

En fait ass dee Vote, deen Der den Owend maacht, fir eis d'Enn vun enger laanger a schwiereger Debatt. Ech mengen et wär gutt wa mer dëse Projet den Owend géinge stëmmen, mä ech wëll lech nach eng Kéier am Numm vun der Regierung soen, datt dëse Projet gestëmmt gëtt, mä datt mir op keng eenzeg vun de Konditioune wäerte verzichten. Konditiounen, fir déi mer gekämpft hunn an där viregter Regierung an an dëser Regierung haut. An dëser Regierung huet et sech op dee laangen Ecofin vun haut limitéiert. Mir hunn eis dofir agesat, datt mer eng Finanzplaz och an Zukunft hätten, déi staark wär, déi développéiert kënnt ginn, déi sech kann opmaachen op nei Mäert, déi net permanent an der Kritik steet.

Ech mengen dat Wesentlechst hätte mer erreecht, an duerfir wäerte mer och bis den 1. Juli, a wann noutwendeg doriwwer eraus, eis un déi Konditiounen halen, déi mer ofgemaach hunn, an déi Äert Parlament och haut nach eng Kéier, wann ech dat richteg verstinn, ausdrécklech gefrot huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Budgetsminister Luc Frieden. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5297. Den Text steet am Document parlementaire 5297[10].

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Gesetzprojet 5297 ass gestëmmt gi mat 55 Jo-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. François Maroldt), Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nelly Stein) et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Wëllt ee seng Enthalung begrënnen? Wann dat net de Fall ass: Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann och nach zur Ofstëmmung vu verschiddene Motiounen.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun Nummer 1, déi vu mir selwer eragereecht ginn ass. Ech mengen, mir kënnen déi par main levée ofstëmmen.

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass net mat där Motioun d'accord?

Wien enthält sech?

Domadder wär déi Motioun ugeholl.

Motion 2

Da kéime mer zum Vote iwwert d'Motioun Nummer 2 vum Här Claude Meisch. Den Här Fayot wëllt dozou d'Wuert huelen.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech wollt zu där Motioun Stellung huelen. Den Här Meisch huet mech éinescht a senger Interventioun à propos vun dëser Motioun an de Mond geholl, well ech an den Débaten iwwert de Budget gesot hunn, dass mer wuel d'accord wären, dass een eng Retenue à la source libératoire vun 10% géif aféieren, mat der Ofschafung vum Impôt sur la fortune, wéi dat jo och am Koalitiounsprogramm steet.

Ech menge perséinlech, Här Minister, Dir hutt an Ärer Guttheet gesot, Dir wäert mat där Motioun d'accord. Ech mengen net, dass mer et néideg hunn, dass mer Motiounen hei kréie mat Stécker vum Koalitiounsprogramm an déi dann hei scheibchensweis ofgestëmmt kréien.

Ech wëll dem Här Meisch soen, dass ech mat deem Punkt vum Koalitiounsprogramm averstane sinn, mä Dir kënnt lech erënneren, dass mer eng Diskussioun hate bei de Budgetsdebatten, wou den Här Mosar nach aner Perspektiven opgemaach huet, dass ech deemools zu deene Perspektiven eigentlech nee gesot hunn.

Ech wäert mech bei där Motioun enthalen aus där Ursaach, well ech der Meenung sinn, dass mer de Koalitiounsprogramm, dee mer hei ofgeseent hunn, net brauchen duerch Motiounen ze confirméieren. Dat kann natierlech eng Oppositiounspartei sech erlaben. Ech wëll also dat kundtun. Also, et ass e klengen Différend, deen ech mam Här Minister hunn, mä ech mengen iwwert de Fong hu mer kee Problem, mä ech hunn iwwert d'Method, wéi dat hei geschitt vun der DP aus, meng Problemer, an duerfir wäert ech mech dobäi enthalen.

M. le Président.- D'Motioun vum Här Meisch ass bis elo just vun him selwer ënnerschriwwen.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Jo, wa keng aner Fraktioune sech bereet erkläre fir déi Motioun mat ze ënnerschreiwen, da sti meng Fraktiounskolleege selbstverständlech zur Verfügung fir dat ze maachen.

D'Motioun gëtt nach ënnerstëtzt vun den Damme Brasseur a Flesch, an den Häre Grethen a Wagner.

Ech wonnere mech awer e bëssen iwwert d'Positioun an d'Erklärung vum Här Fayot, firwat en hei seng Abstentioun begrënnt. E seet u sech, en Deel vun der Oppositioun géing en Deel vum Koalitiounsaccord hei nach eng Kéier afuerderen an akloen, datt dat soll ëmgesat ginn, dat ass jo net üblech, an duerfir géing en Deel vun der Majoritéit sech do elo enthalen oder wär do dergéint.

Normalerweis ass et jo ëmgedréint, datt d'Oppositioun géint de Koalitiounsaccord ass an d'Majoritéit e vertrëtt. Also hei schéngt d'Welt op de Kapp gestallt ze sinn. Mir wäerten dann awer kucken, wéi jiddereen heibanne dozou stëmmt.

M. le Président.- Ass soss keng Wuertmeldung zu där Motioun Nummer 2 vum Här Claude Meisch? Den Här Minister Frieden wëllt dozou nach eng Kéier Stellung huelen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Ech wollt och soen, Här President, datt ech richteg frou war, datt d'Oppositioun gutt Elementer an der Regierungserklärung fonnt huet. Dat ass jo awer eppes wat net all Dag geschitt, an duerfir ass et schonn en Ënnerscheed, wann d'Majoritéit ufänkt eis nach eng Kéier dat alles ze rappeléieren oder net. Ech mengen, datt dat eng Ursaach ass.

Dat Zweet ass, datt ech selbstverständlech och dermat d'accord sinn, datt deen éischte Punkt vun där Motioun, dee seet, datt mer - cela va de soi, kann een och soen - déi noutwendeg Bestëmmunge musse mam Secteur sichen, fir déi Direktiv vun 2003 vun der Zënsversteierung richteg ëmzesetzen. An ech wëll och soen, datt et jo grad och e Mérite vun dem deemolege Wirtschaftsminister, dem Här Grethen, war, datt mer an där Regierung, an deenen Ecofin-Stonnen, déi net ëmmer einfach waren, och deen Accord kritt hunn. An ech hunn dat e bëssen am Suivi gesi vun deem wat do gemaach gi war, mä ech wëll mech awer doriwwer weider net hei an Är Fraktiounsdebatten amëschen.

Ech wëll just soen, mam Contenu vun där Motioun sinn ech ganz d'accord, well et ass genau dat wat mer wëlle maachen. A wann dat eng breet Zoustëmmung kritt, kënnt Der net de Contraire vun der Regierung erwaarden.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Dir hutt dem Här Meisch seng Commentairen net dobäi matkritt!

(Interruptions)

M. le Président.- Gutt! Kënne mer elo zum Vote iwwert d'Motioun Nummer 2 kommen? Kënne mer déi Motioun par main levée ofstëmmen?

E Vote électronique ass verlaangt.

Vote

D'Motioun Nummer 2 vum Här Claude Meisch ass ugeholl gi mat 34 Jo-, 7 Nee-Stëmmen an 19 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. François Maroldt), Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler (par Mme Nelly Stein) et Michel Wolter;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helmin-

ger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jean-Pierre Koepp), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Wëllt nach eng Kéier ee seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Motion 3

Da kéime mer zum Vote iwwert d'Motioun Nummer 3, d'Motioun vum Jacques-Yves Henckes. Dozou wëllt de Budgetsminister nach Stellung huelen.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, vu datt d'Chamber d'Motioun Nummer 2 gestëmmt huet, ass et evident, datt d'Motioun Nummer 3 net méi geet, well déi ass ganz kloer contraire zum Regierungsprogramm an déi ass contraire zur Motioun, déi eng breet Zoustëmmung virdru kritt huet.

Ech wëll direkt och zur Motioun Nummer 4 schwätzen, well dat hänkt e bëssen domat zesummen. D'Regierung ass bereet e Projet de loi ze déposéieren, Dir hutt zwar elo grad gestëmmt „sans tarder". Ënner „sans tarder" verstinn ech, datt mer dat virum Enn vum Joer versichen ze maachen, mä d'Modalitéiten, déi do dra sinn, déi hu mer natierlech nach net festgeluecht. Déi stinn am Projet de loi, dee mer an der Ausaarbechtung hunn.

Duerfir kann ech net domat d'accord sinn, och wa mer hei gesot hunn, à d'itératives reprises, datt mer grouss Fräibeträg maache fir d'Spueren ze encouragéieren an d'Klengspuerer net ze penaliséieren, wëll ech mech haut net festleeën op Montanten an op Modalitéiten, déi wierklech eréischt an der Ausaarbechtung sinn an déi net am Regierungsrot diskutéiert gi sinn. Duerfir géing ech d'Chamber bieden, d'Motiounen 3 a 4 ofzelehnen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Mir kommen domadder zum Vote iwwert d'Motioun Nummer 3. Ass hei de Vote électronique verlaangt?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn. Da stellen ech déi Motioun zum Vote.

Vote

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass géint déi Motioun?

A wien enthält sech?

Dat ass relativ kloer, d'Motioun ass ofgelehnt.

Motion 4

Ech ginn dann och dovun aus, datt fir d'Motioun Nummer 4 kee Vote électronique verlaangt ass.

(Assentiment)

Vote

Wien ass also fir d'Motioun Nummer 4?

Wien ass do dergéint?

A wien enthält sech?

Domadder wär och d'Motioun Nummer 4 ofgelehnt.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domadder um Enn vun eisen Debatten. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 19., den 20. an den 21. Abrëll, an den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.52 heures)

MARDI, 19 AVRIL 2005

30E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications

2. Rôle des affaires

3. Ordre du jour

4. Motion de M. Robert Mehlen relative à la levée de l'embargo sur les ventes d'armes en Chine

(Discussion générale - Résolution - Votes)

5. Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes

6. 5231 - Projet de loi portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies)

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5402 - Projet de loi portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

8. 5262 - Projet de loi portant approbation:

a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997;

b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997;

c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999;

d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. Résolution de M. Claude Meisch relative à l'instauration d'une commission spéciale chargée de l'étude de la problématique relative à la recherche sur les cellules embryonnaires humaines en vue de l'élaboration de propositions législatives en la matière

(Discussion générale - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre et M. Luc Frieden, Ministre.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

Plusieurs voix.- D'Chamber?

M. le Président.- Pardon! Huet d'Regierung eng Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Conformément à l'article 7 de la loi modifiée du 8 juin 1999 portant organisation de la Cour des Comptes et aux dispositions des articles 117 à 131 de son Règlement interne, la Chambre des Députés sera appelée, 30 jours au moins après la présente communication, à établir une liste de trois candidats pour le poste de Président à la Cour des Comptes en remplacement d'un membre ayant fait valoir ses droits à la retraite.

Les intéressés posent leur candidature par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés.

Les Députés peuvent proposer des candidatures par lettre adressée au Président de la Chambre des Députés. Dans ce cas ils doivent s'assurer au préalable que le candidat accepte la candidature.

Pour être recevables, les candidatures doivent être adressées au Président de la Chambre des Députés au plus tard dans les 15 jours qui suivent la présente communication.

Les candidatures doivent être accompagnées de notices biographiques et de toutes pièces utiles indiquant que les conditions prévues à l'article 7, paragraphe 2, alinéa 2 de la loi précitée sont remplies, à savoir:

a) être de nationalité luxembourgeoise,

b) jouir des droits civils et politiques,

c) offrir les garanties de moralité requises,

d) satisfaire aux conditions d'aptitude physique requises pour l'exercice de la fonction,

e) être détenteur d'un diplôme d'études universitaires documentant un cycle complet de quatre années d'études accomplies avec succès.

D'Presidentekonferenz huet virgeschloen, beim Appel aux candidatures keng spezifesch Ufuerderungen ze stellen, wat d'Formatioun ubelaangt, déi vum Universitéitsdiplom sanktionéiert gëtt.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dës Kommunikatioun gëtt vum Greffe als Avis officiel an der Press veröffentlecht.

2) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau. Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

3) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. 5459 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets

Dépôt: Monsieur le Ministre de l'Environnement, le 12.04.2005

2. 5460 Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lettonie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 14 juin 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005

3) 5461 Projet de loi portant approbation de l'Accord sur la promotion, la fourniture et l'utilisation des systèmes de navigation par satellites de GALILEO et du GPS et les applications associées, signé à Dromoland Castle, Co. Clare, le 26 juin 2004 et de son Annexe

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005

4) 5462 Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) à usage civil entre la Communauté européenne et ses États membres et l'État d'Israël, signé à Bruxelles, le 13 juillet 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 13.04.2005

5) 5463 Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, la République fédérale d'Allemagne, le Royaume d'Espagne, la République française et le Grand-Duché de Luxembourg relatif au Corps européen et au statut de son Quartier général, signé à Bruxelles, le 22 novembre 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre de la Défense, le 15.04.2005

6) 5464 Projet de loi portant réalisation de mesures constructives préparatoires dans le cadre de la liaison Micheville.

Dépôt: Monsieur le Ministre des Travaux publics, le 18.04.2005.

Tous les documents peuvent être consultés au Greffe.

2. Rôle des affaires

An hirer Réunioun vum 13. Abrëll huet d'Presidentekonferenz sech mat der Demande vun der Regierung averstan erkläert, de Projet de règlement grand-ducal 4421 iwwert déi zivil Aviatioun vum Rôle ze sträichen.

Ass d'Chamber domadder averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

1) d'Opstellung vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir de Postë vum Conseiller bei der Cour des Comptes;

2) de Projet de loi 5231 iwwert d'Holdingen, nom Modell 1;

3) de Projet de loi 5402 iwwert d'Asetze vun der Informatik bei der Douane, och nom Modell 1;

4) de Projet de loi 5262 iwwert d'Bekämpfung vun der Korruptioun, nom Modell 1;

5) d'Resolutioun vum Här Claude Meisch iwwert d'Schafung vun enger Spezialkommissioun, déi sech mam Gebitt vun der Zelleforschung befaasst a

6) d'Motioun vum Här Robert Mehlen iwwert den Embargo vun de Waffeliwwerungen u China.

Et sief bemierkt, datt d'Regierung de Wonsch geäussert huet, dem Här Mehlen seng Motioun als éischte Punkt ze behandelen.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann direkt zur Motioun vum Här Robert Mehlen iwwert den Embargo vun de Waffeliwwerungen u China. Wat d'Riedezäit ubelaangt stinn dem Auteur vun der Motioun, de Fraktiounen an der Regierung jeeweils fënnef Minutten zou. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Mosar, den Här Helminger, den Här Fayot an den Här Bausch. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Motioun, den honorabelen Här Robert Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

4. Motion de M. Robert Mehlen relative à la levée de l'embargo sur les ventes d'armes en Chine

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Diskussioun ëm d'Ophiewe vum Waffenembargo géint Rout-China ass eng Diskussioun, déi ganz kontrovers gefouert gëtt an déi déi lescht Zäit relativ staark an der Aktualitéit stoung. Mir hunn op där enger Säit déijéineg, déi een Intressi drun hunn an dat och wëllen, d'wirtschaftlech Bezéiunge mat China ze verbesseren, a mir hunn anerersäits déi, déi net bereet sinn, d'Mënscherechter an d'Schanz ze schéissen, fir Geschäfter mat Rout-China ze maachen.

Eindeuteg geet et enger Partie Länner dorëm fir a beschter Harmonie mat de Rout-Chinesen hir Geschäfter kënnen ze maachen, virop Däitschland a Frankräich. An ech verweisen drop, datt souguer de Bundeskanzler Schröder et gewot huet ze soen, hie wier souguer dann derfir wann d'däitscht Parlament dergéint wier, wat em allerdéngs net ganz vill Bäifall vun der Säit vum Bundestag abruecht huet.

Et gëtt och nei Momenter. Als neie Moment d'Antisezessiounsgesetz vum chinesesche Volleks-kongress, wat elo kierzlech gestëmmt ginn ass, wat dorop erausleeft fir eng Invasioun op Nationalchina, op Taiwan ze legaliséieren. Et komme ganz rezent derbäi déi jéngst Spannungen tëscht China a Japan, wou engersäits déi Saach vun der Geschichtsverfälschung an de Schoulbicher am Vierdergrond steet, mä wou mer awer wëssen, …

(Coups de cloche de la Présidence)

…datt et net zulescht och virum Hannergrond vun engem Sträit ass ëm Gasvirkommen am ostchinesesche Mier.

Här President, de Waffenembargo war 1989 agefouert ginn no dem Massaker op der Plaz, déi ironescherweis, kënnt ee bal soen, d'Plaz vum Himmlesche Fridde genannt gëtt, nodeem datt do déi Leit, déi op d'Strooss gaange waren, fir fir d'Mënscherechter ze manifestéieren, brutal néiergeknëppelt an néiergewalzt gi waren.

Et war deemools gesot ginn, deen Embargo géing eréischt opgehuewe ginn, wann d'Mënscherechter a China géife respektéiert ginn. Dës Konditioun ass de Moment ganz kloer net erfëllt!

Amnesty international weist ëmmer erëm drop hin, datt d'Mënscherechtler och 16 Joer duerno nach ëmmer a grousser Zuel a Prisonge sëtzen, datt Honnertdausenden ënner Verletzung vun de Mënscherechter, ënner onmënschleche Konditiounen agespaart sinn, well se fir déi Mënscherechter antrieden, datt Folter an Exekutiounen a groussen Zuelen no Scheinprozesser nach ëmmer un der Dagesuerdnung sinn, datt och d'Ënnerdréckung a Mënscherechtsverletzungen am Tibet, datt sech un där Situatioun näischt geännert huet.

Wann een elo kuckt wéi déi ganz Entwécklung gelaf ass an deene leschte Méint, da kann ee sech nëmme wonneren. De Statsminister Juncker huet Rout-China am November 2004 mat senger Visite beéiert, a mir liesen dann den Dag duerno am „Lëtzebuerger Wort": „Luxemburg für Aufhebung des Waffenembargos". Ganz grouss Iwwerschrëft. An am Text kann ee liesen: „So ist Luxemburg wie andere EU-Länder auch der Ansicht, dass das 1989 nach der blutigen Beendigung der Studentenproteste auf dem Tiananmen-Platz von der EU gegen China verhängte Waffenembargo aufgehoben werden sollte."

Här President, ech weess net wien déi lëtzebuergesch Positioun do ausgeschafft hat. Och wann de Statsminister dat virun der staunender Weltöffentlechkeet verkënnegt huet, kënne mir eis op jidde Fall als ADR net erënneren, datt hei d'Parlament em dofir gréng Luucht ginn hätt. A mir fannen et eng komesch Attitüd, datt d'Regierung an esou enger wichteger Fro Deklaratioune mécht ouni d'Parlament virdru consultéiert ze hunn an och den Accord vum Parlament ageholl ze hunn.

Mäi Fraktiounskolleeg Aly Jaerling huet zwee Deeg duerno, de 15. November, eng Question parlementaire un de Statsminister geriicht. Déi ass den 20. Dezember beäntwert ginn, ganz kuerz, „seng Positioun wär d'Positioun vun der Europäescher Unioun", an e schwätzt da vun „one China policy", obschonn datt dat awer e bësselchen ausgewach war, fir et emol gelënd auszedrécken.

Op där anerer Säit, wann dat do d'Positioun vun der ganzer Europäescher Unioun soll gewiescht sinn, da muss ee sech och froen: Wéi funktionéiert dann d'Prise de position an der Europäescher Unioun? An hunn déi Leit, déi soen, datt sech do ëmmer géif iwwert d'Meenung vum Vollek an och vun de parlamentaresche Vertriedungen ewechgesat ginn, net Recht? Gëtt hei net op eng eklatant Aart a Weis…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Mehlen, Dir musst zum Ofschloss kommen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Jo, Här President, ech wollt mat Ärer Erlaabnis d'Zäit vun eiser Fraktioun elo huelen, wat jo och fënnef Minutte sinn. Soss muss ech herno virufueren. Ech sinn direkt fäerdeg.

M. le Président.- Jo.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir kënnt mer dat vun der Zäit vun der Fraktioun ofzéien.

Et muss ee wierklech och d'Fro stelle vun der Legitimatioun vun esou enger Positioun vun der Europäescher Unioun.

Mir hunn elo gesinn, datt d'Europaparlament guer net där Meenung ass an datt och am Ënnere vun der Lëtzebuerger Regierung en Zickzackkurs gefuer gëtt, iwwert deen ee sech eigentlech nëmme wonnere kann. Mir liesen am Tageblatt vum 18.03., datt den Ausseminister Jean Asselborn, ech zitéieren: „Die luxemburgische EU-Ratspräsidentschaft erhielt vom Europäischen Rat im Dezember ein Mandat, eine Einigung über die Aufhebung des Waffenembargos gegen China innerhalb der EU herbeizuführen." Ech huele jo un, datt dat dann esou war. Den Här Ausseminister huet deklaréiert: „Wir wollen alles unternehmen um dies zu ermöglichen."

Natierlech, wann een e Mandat kritt huet, Här Ausseminister, huet ee Verständnis wann ee seet, da probéiere mer dat. Mä da mierke mer, datt awer och d'Lëtzebuerger Positioun relativ an der Regierung hin- an hiergeet, datt den Nicolas Schmit, ech zitéieren do aus dem Journal vum 01.04., awer déi Saach e bëssen anescht gesäit. De Journal schreift, deen hätt nämlech: „seinem Kollegen, zumindest zum Teil widersprochen, als er behauptete, die Aufhebung des Waffenembargos sei ein Ziel während der luxemburgischen EU-Ratspräsidentschaft", also bis Enn Juni, datt dat net ze erreeche wier. Den Nicolas Schmit argumentéiert, „das von der Volksrepublik erlassene und gegen Taiwan gerichtete Antisezessionsgesetz sei ein Hindernis".

Dofir, Här President, wier et interessant, wann ee mol wéisst wat dann d'Lëtzebuerger Regierung tatsächlech hei och vu Lëtzebuerger Säit vertrëtt, an och net nëmmen als Exécutant vun enger Partie Leit, déi menge se missten onbedéngt Geschäfter mat Rout-China maachen, egal wéi d'Mënscherechtssituatioun da wier, a sech als Exécutantë vun deene Leit gesinn.

D'Positioun vum ADR, Här President, ass ganz kloer: Géint d'Ophiewe vum Embargo, esoulaang wéi déi Konditiounen net erfëllt sinn. Ech wëll och hei, fir der Ausgewogenheet gerecht ze ginn, soen, datt, wann et dann e Sënn géif erginn, mir och derfir géinge stëmme fir e Waffenembargo géint d'USA auszespriechen, esoulaang wéi d'Mënscherechter op Guantanamo net respektéiert ginn. Leider hätt dee Waffenembargo net schrecklech vill prakteschen Effet.

Mir gesinn, Här President, datt an der ganzer Welt d'Konflikter zouhuelen, datt an deenen nächste Jore wahrscheinlech de Sträit just ëm d'Energiereserven ëmmer méi grouss gëtt an datt ee muss fäerten, datt wann déi entwéckelt Länner, déi Waffesystemer zur Verfügung hunn, wa se déi exportéieren, datt mer wierklech do op engem Polverfaass sëtzen an datt mer eis net sollen, an dat ass och d'Positioun vu menger Partei, an de Waffenhandel erabeginn an e Waffenembargo ophiewen, esouguer wann anerer dat mat alle méiglechen Tricke probéieren ze ëmgoen. Dat ass eis Positioun, an domadder wëll ech schléissen, ech behalen dann nach eng Minutt am Rescht.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Laurent Mosar ageschriwwen. Här Mosar, Dir hutt dWuert.

Discussion générale

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Summer 1989, nodeems déi chinesesch Féierung mat brutaalster Gewalt géint d'Studentendemonstratioune virgaange war, gouf also géint d'Volleksrepublik China en allgemenge Waffenembargo verhaangen. Dësen Embargo war nëmmen een Deel vun der weltwäiter Réprobatioun iwwert déi Methoden, mat deene China all Bestriewunge vu senger Populatioun, fir zu méi Demokratie a Participatioun ze kommen, niddergeschloen huet. Och haut nach ass de Pekinger Regime alles anescht wéi ee Modell a Saachen Demokratie a Mënscherechter, an dat esouguer wann een asiatesch Spezifissitéiten an déi gigantesch Populatioun vun 1,3 Milliarde Mënsche berücksichtegt.

Zwar huet sech zënter 1989 a China munches geännert an et änert sech weider. Déi chinesesch Spëtzt huet sech verjéngt, déi chinesesch Ekonomie wiisst an engem enorme Mooss, ënnert dem Impuls vun der wirtschaftlecher Entwécklung entkrampft sech lues a lues déi chinesesch Gesellschaft, an och um Niveau vun de politeschen Ausdrocksméiglechkeeten a Fräiheeten huet sech déi chinesesch Regierung virubeweegt.

Et wier falsch unzehuelen, datt China am Joer 2005 nach exakt datselwecht China wier wéi 1989. An dach! An den Ae vu menger Fraktioun geet dat, wat sech a China gedoen huet an deene leschte 50 Joer, net duer fir een Ophiewe vum Waffenembargo géint Peking haut ze rechtfäerdegen. A verschidde méi rezent Entwécklunge bestätegen eis an där Opfaassung.

Wa mir Europäer, wa mir Lëtzebuerger eisen eegenen Attachement zu de Mënscherechter eescht huelen, wa mir eis wëlle weltwäit fir hire Respekt an hir universell Bedeitung a Gültegkeet asetzen, da musse mer och fir China Prinzipie gëlle loossen, déi iwwerall op der Welt Bestand hunn. Da kann et net goen, datt déi chinesesch Féierung och nach dee Massaker rechtfäerdegt, wéinst deem viru 15 Joer de Waffenembargo verhaange gouf.

Wann en offizielle Spriecher vum Ausseministère vu Peking nom Doud vum Zhao Ziyang, dee sech als Generalsekretär vun der chinesescher KP deemools géint d'Asetze vun der Arméi géint d'Studente gestallt hat, och haut nach fënnt, China hätt deemools richteg gehandelt, da muss dat eis méi wéi ze denke ginn.

Och déi iwwer 3.000 Exekutiounen, déi a China d'lescht Joer nach stattfonnt hunn, sinn net derzou ugedoen eis ze iwwerzeegen, China géif um Plang vum Respekt vun de Mënscherechter déi Fortschrëtter maachen, déi mir eis erwaarden.

Här President, de chinesesche Vollekskongress huet am Mäerz ee Gesetz ugeholl, mat deem eng sou genannte Sezessioun vun Taiwan soll verhënnert ginn. Dëst Gesetz gouf gestëmmt, nodeems Rout-China iwwer Jore schonn eng 600 Missilen op taiwanesesch Ziler ausgeriicht huet. Mat dësem Gesetz wëllt China sech selwer erlaben, militäresch an Taiwan anzefalen, an d'Republik China op der Insel géif ee Geste maachen, deen zu Peking als eng Bewegung a Richtung formal Onofhängegkeet vun Taiwan gesi gëtt.

Et huet ee wuel nach ni gesinn, datt ee Stat sech selwer per Gesetz wëllt de militäreschen Iwwerfall vun engem friddlechen an demokrateschen Noper erlaben. Et léisst sech nämlech net bestreiden, datt d'Republik China op Taiwan e souveräne Stat ass, an deem 23 Millioune Leit versichen en normaalt Liewen an anstännege wirtschaftlechen a politesche Konditiounen ze féieren, an um Niveau vum Respekt vun de Mënscherechter Peking Meile viraus sinn.

China huet sech wuel zënter 1989 verännert, mä déi Signaler, déi haut nach vu China an d'Welt geschéckt ginn, si leider nach laang net nëmmen därer vu positiven Entwécklungen. Niewent der Situatioun vun de Mënscherechter an den Drohgebäerde vis-à-vis vun Taiwan, sinn och déi rezent Ausschreidunge géint japanesch Ariichtungen a China net derzou gëeegent, eis Begeeschterung fir en Ophiewe vum Waffenembargo ze vergréisseren.

An och am Tibet verfollegt Peking eng Politik géintiwwer der tibetanescher Populatioun, déi vum mënscherechtleche Standpunkt vill Froen opwerft a wou ganz wéineg Froe beäntwert ginn, notamment um Niveau vun den individuelle Fräiheeten.

Här President, déi Vereenegt Staten, déi ähnlech wéi d'Europäesch Unioun e permanenten an intensiven Dialog op alle Pläng mat China ënnerhalen, sinn net der Meenung, datt Europa sollt zu dësem Zäitpunkt säi Waffenembargo géint China ophiewen. Mir deele mat de Vereenegte Staten e gemeinsamen Asaz fir Fräiheet an Demokratie uechtert d'Welt. Et wier eigentlech e gelungent Signal, wann d'Europäesch Unioun grad an deem Moment, wou déi transatlantesch Bezéiungen sech nees intensivéieren, géif eng Chinapolitik bedreiwen, déi sech an engem wichtegen Aspekt wesentlech vun där vun de Vereenegte Staten ënnerscheet.

Déi Iwwerzeegungen, déi ech elo am Numm vun der CSV-Fraktioun duergeluecht hunn, sinn an där Resolutioun enthalen, déi de Kolleeg Ben Fayot deemnächst wäert hei abréngen. Mat dëser Resolutioun soll eis Chamber hir Ofneigung géint en Ophiewe vum Waffenembargo géint China zu dësem Zäitpunkt zum Ausdrock bréngen. Wa mer dës Resolutioun stëmmen, wat meng Fraktioun staark hofft, da bezitt d'Lëtzebuerger Parlament domadder déi eenzeg méiglech Haltung fir d'Volleksvertriedung vun engem Stat, deen d'Mënscherechter respektéiert, deen Demokratie praktizéiert, deen uechtert d'Welt Fridde propagéiert, mä deen och a virun allem Fräiheet, déi individuell a politesch Fräiheet vun de Mënschen, iwwerall op eisem Planet wëllt weiderbréngen.

M. le Président.- Här Mosar, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech sinn direkt fäerdeg, Här President.

China beweegt sech virun a China mécht op ville Pläng Fortschrëtter, déi mer encouragéieren. Mir wëlle China och op sengem Wee no vir ënnerstëtzen a begleeden. Dëse Wee, de Wee zu méi biergerleche Fräiheeten, zu méi Respekt fir dem Eenzelne seng Rechter, zu engem zäitgeméissen Ëmgank…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Mosar, Dir hutt wierklech elo eng Minutt iwwerzunn, et gëtt elo Zäit.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- …mat de politeschen Aspiratioune vun enger riseger Populatioun, kann a muss een onofhängeg vu Waffeliwwerungen beschreiden.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Mosar, ech bieden lech.

M. Laurent Mosar *(CSV).*- Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Helminger agedroen. Här Helminger, Dir hutt d'Wuert, an déi aner lauschteren no.

(Brouhaha général)

M. Paul Helminger *(DP).*- Här President, Remarquen, e puer zum Fong, an e puer Remarquen zu der Lëtzebuerger Positioun - et ass ganz schwéier dat an e puer Minutten ze maachen. Ech mengen, d'Biller vun der Tiananmen-Plaz, wou se mat Panzere géint d'Leit virginn, och wann dat 16 Joer erëm ass, déi si ganz schlëmm a bleiwen eis an der Erënnerung.

Dee Grignotage vun den Demokratierechter zu Hong Kong weist och op ee komescht Demokratieverständnis hin. Den traurege Rekord vun den Hiriichtungen, well China d'Doudesstrof nach ëmmer net ofgeschaf huet, gëtt eis och ze

denken, an dat Antisécessiounsgesetz, wat géint Taiwan just gestëmmt ass, weist och op ee Verständnis vun internationaler Politik a wéi ee Problemer soll regelen, dat net onbedéngt deem Verständnis entsprécht, dat mir hunn. Datselwecht gëllt fir déi Demonstratiounen, déi elo stattfannen, well et kann ee jo awer net dovun ausgoen, datt dat spontan Demonstratioune sinn, déi de Moment a China géint Japan lafen.

Op där anerer Säit muss een awer och soen, datt China eng Rei Effortë gemaach huet, och esouguer um Niveau vun de Mënscherechter. Een, dee China iwwer 30 Joer oft besicht huet a kennt, muss soen, datt den Ausdrock vun der Meenungsfräiheet haut e ganz aneren ass wéi virun 30 Joer. Et ass och onmëssverständlech, datt um ekonomesche Plang eng ganz grouss Evolutioun stattfonnt huet, gradesou wéi et evident ass, datt um politesche Plang entgéint allen Demonstratiounen nobaussen a Wuertspillereie China éischter am Sënn vun der Stabilitéit agéiert wéi am Sënn vun Oprou.

Virun deem Hannergrond, wou also munches negativ ass, mä wou awer och dat eent oder dat anert positiv ass, musse mir eis eng Meenung maachen iwwert déi Problematik vum Ophiewe vun dem Waffenembargo.

Et ass ganz kloer, datt China do nach e ganze Koup Effortë muss maachen, besonnesch um Niveau vum Respekt vun de Mënscherechter, ier een zu deem Schrëtt ka kommen.

Ee weidere Schrëtt wier zum Beispill, datt China, dat chinesescht Parlament, de Pakt mat der Europäescher Unioun, wou d'Rechter fir d'Bierger virgesi sinn, géing ratifizéieren. Viraussetzung wéi gesot ass also fir d'Ophiewung vum Embargo, datt weider mat China iwwert de Respekt vun de Mënscherechter geschwat gëtt. Dat kënne mir allerdéngs ëmsou besser wéi mir eben den Dialog mat hinnen oprechterhalen. An deen Dialog mat hinnen oprechterhalen, maache mir och ëmsou besser - dat wëll ech ganz kloer ënnersträichen -, wa mir do mat all deenen, déi an der Welt fir Demokratie a Mënscherechter antrieden, also och mat Amerika, un engem Strang géingen zéien.

Et ass also wichteg, an domadder kommen ech och schonn op déi Lëtzebuerger Positioun, datt mir an deem Dossier, besonnesch wa mir och nach d'Présidence vun der Europäescher Unioun hunn, probéieren eng kloer Linn ze fueren. Da muss ech zwar och drop hiweisen, datt dat eiser Regierung an dësem Dossier net grad just perfekt gelongen ass.

Well, wann een dem Här Asselborn de 17. März nolauschtert, esou wéi hien an der Press zitéiert ginn ass, dann huet hie wuel wëlles, esou wéi dat och säin Optrag ass, deen hie vum Conseil européen krut, fir ze probéieren dee Waffenembargo opzehiewen. Den 31. März also, knapp 14 Deeg méi spéit, seet allerdéngs den Här Nicolas Schmit virum Europaparlament, an ech zitéieren: «That was a goal , but it is a goal that cannot be reached», an hien huet weider gesot: «I tell you frankly, I would not bet today that the lifting of the embargo will be decided on before the end of June.»

Dorobberhin huet den Här Minister Asselborn missen deklaréieren, datt nach ëmmer dru festgehale gëtt fir deen Embargo hei opzehiewen. Elo net méi spéit wéi dëse Weekend ass dem Här Asselborn erëm eng Kéier widdersprach ginn, an zwar soll anscheinend den Här Premierminister Juncker dem Här Bush versprach hunn, datt den Embargo ënnert der Lëtzebuerger Présidence sécher net géing opgehuewe ginn. Dat hat allerdéngs als Konsequenz, datt den Här Asselborn vis-à-vis vu Reuters an op Ufro vun de Chinesen huet mussen deklaréieren, den Här Juncker hätt him um Tëlefon gesot, hien hätt dat net esou gesot. Ech hoffen, datt mir am Verlaf vun dëser Debatt Kloerheet iwwert déi Aussoen do kréien, a wat dann elo d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung an och vun der Présidence vun der Europäescher Unioun ass.

Ech wëll just dorop hiweisen, dass grad just ee klengt Land konsequent muss sinn. Dat hunn eis ganz Vergaangenheet, all eis diplomatesch Vergaangenheet an déi diplomatesch Succèsen, déi mir do haten, gewisen, well dorop opgebaut ginn ass, datt mir eng kloer Linn haten, datt mir déi duerchgestanen hunn, datt mir och doduerch dee Vermëttler, deen Impulsgeber oft waren, well mir eben eng Kohärenz an eiser Haltung haten, an eng grodlinnesch Politik do verfollegt hunn.

Ech hoffen also ganz staark, datt den Här Ausseminister, dee jo haut de Mëtteg do ass, eis hei déi néideg Erklärungen dozou ka ginn. Dat alles gesot schéngt et mir och, datt déi Motioun, déi vun de Majoritéitsparteien hei wäert virgedroe ginn, an déi mir d'Geleeënheet hate fir ze liesen, an ënnert déi mir och eis Ënnerschrëft gesat hunn, datt déi där komplexer Situatioun Rechnung dréit an also ganz kloer de Wëllen ausdréckt, datt dës Chamber wuel bereet ass iwwert den Embargo ze diskutéieren, awer nëmme wa China nach eng ganz Rei Fortschrëtter um Wee vum Respekt vun de Mënscherechter mécht.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Helminger. Nächste Riedner ass den Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, et ass net fir d'éischt, wou dës Chamber sech mam Waffenembargo vis-à-vis vu China befaasst. Mir hunn an der aussepolitescher Kommissioun viru 14 Deeg op Grond vun enger Ufro vun der CSV-Fraktioun eng länger Ausspro och mat der Regierung iwwert dee Problem gehat.

D'allgemengt Gefill war deemools, dass et net kéint sinn, dass an dësem Abléck de Waffenembargo géif opgehuewe ginn, an dass a China mat deem Antisécessiounsgesetz eng Situatioun agetraff wier, déi vläicht net gënschteg wier fir an dësem Abléck dee Waffenembargo opzehiewen. Dat ass also d'Gefill vun der aussepolitescher Kommissioun gewiescht. Dat ass och an der Motioun vum ADR zum Virschäi komm.

Mir hu geduecht, dass et awer an dësem Abléck, étant donné dass Lëtzebuerg an der Présidence ass, net géif ugoe fir elo hei als Chamber der Regierung, déi an der Présidence ass, e Mandat ze ginn, well si en anert Mandat huet, nämlech dat vun der Présidence.

Mä mir waren awer der Meenung, dass et wichteg wier, dass dës Chamber der Lëtzebuerger Regierung an dem Lëtzebuerger Land kloer seng Meenung géif ausdrécken, dohier d'Iddi fir eben net eng Motioun, déi sech jo un d'Regierung went, ze verfaassen a virzebréngen, mä eng Resolutioun, déi eben d'Gefill an d'Meenung vun dëser Chamber géif ausdrécken.

Sécher muss ee Verständnis fir d'Présidence hunn, an ech mengen dat ass jo och eng Haltung, déi d'Lëtzebuerger Parteien ëmmer an enger Zäit vun der Présidence haten. Déi Présidence ass schwiereg, besonnesch och um aussepolitesche Plang, wou jo eigentlech d'Europäesch Unioun Relatioune mat der ganzer Welt huet, a wou eben déi Relatioune vum Conseil européen determinéiert ginn. Dorunner muss een sech och erënneren. Dee Conseil européen vum Dezember 2004 huet ganz kloer gesot, dass an dëser Lëtzbuerger Présidence déi Aarbechte sollen ofgeschloss gi fir den Waffenembargo opzehiewen.

An der Zwëschenzäit wéi gesot sinn eng Partie nei Faite virkomm. Ech erënneren och drun, dass d'Europaparlament mat enger ganz grousser Majoritéit virun enger Woch eng Resolutioun ugeholl huet, fir sech géint d'Levée vun deem Waffenembargo auszeschwätzen.

Vläicht méi allgemeng och wat den europäesche Plang ugeet: Et ass jo och gewosst, dass Europa mat China säit enger Partie Jore probéiert een normaalt Verhältnis ze kréien. Et gëtt regelméisseg Sommeten zwësche China an der Europäescher Unioun, an dee leschte Sommet war den 8. Dezember 2004 zu La Haye. Déi Sommeten, déi dinge jo och fir d'Zesummenaarbecht tësche China an der Europäescher Unioun ze développéieren an natierlech d'Mënscherechtssituatioun ze beschwätzen.

An der Diskussioun am Europaparlament, an dat wëll ech hei ënnersträichen, ass och bedauert ginn, dass China zwar déi UNO-Konventioun, déi sech op d'politesch Rechter an d'Mënscherechter bezitt, zwar ënnerschriwwen huet, mä nach net ratifizéiert huet. Ratifizéiert heescht, dass ee Land esou eng Konventioun a säin Nationalgesetz ëmsetzt an doduerch sech verflicht fir déi Rechter an déi Flichten ze respektéieren. Dat ass bis elo nach net geschitt, an dofir muss een och ganz kloer dorobber hiweisen.

Et muss een och drop hiweisen, dass an dem Conseil vun de Relations extérieures vun der Europäescher Unioun och ënnert der Lëtzebuerger Présidence probéiert ginn ass, deen Dialog iwwert d'Mënscherechter a China ze relancéieren, ze intensivéieren. Et ass sécher keng einfach Saach fir mat de Chinesen op deem Plang virunzekommen, mä dat ass op jidde Fall ënnert der Lëtzebuerger Présidence probéiert ginn.

Aus all deenen Ursaachen hu mer also eng Resolutioun virgeluecht, Här President, an där mer ons ganz kloer géint d'Levée vum Embargo ausschwätzen andeem mer och froen, dass all politesch Prisonnéier, net nëmmen déi, déi no Tiananmen an de Prisong komm sinn, mä all politesch Prisonnéier a China solle fräigelooss ginn. Mir wëllen och, dass, trotz deene Problemer, déi an de Relatiounen tëscht der Europäescher Unioun a China sinn, déi Politik vu Kooperatioun a Frëndschaft, déi sech tëscht Europa a China développéiert huet, awer weider ausgebaut gëtt.

Well et ass nëmmen op déi Manéier wou och dat Land China do aus enger Diktatur zu engem demokrateschen an héich entwéckelte Land gëtt, an ech menge schonn, dass mer als Europäer d'Flicht hunn, fir dat ze accompagnéieren an dat ze ënnerstëtzen. Aus där Ursaach, Här President, wëll ech déi folgend Resolutioun op den Dësch vum Haus leeën.

Merci.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant les efforts entrepris par l'UE pour développer sa coopération avec la Chine, comme réaffirmé lors du 7e sommet UE-Chine le 8 décembre 2004 à La Haye;

- considérant les conclusions du Conseil européen des 16 et 17 décembre 2004 invitant la présidence luxembourgeoise à achever les travaux en vue de permettre une décision sur la levée de l'embargo sur les armes vers la Chine;

- rappelant que cet embargo a été introduit par l'UE pour protester contre la répression du mouvement démocratique de la place Tiananmen de 1989;

- considérant les critères du Code de conduite en matière d'exportations d'armements, en particulier ceux qui concernent les droits de l'homme, la stabilité et la sécurité dans la région et la sécurité nationale des pays amis et alliés;

- considérant que la Chine a signé le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, sans l'avoir cependant ratifié;

- considérant les travaux en cours au sein du Conseil des Relations extérieures de l'UE sous présidence luxembourgeoise, et en particulier le dialogue UE-Chine sur les droits de l'homme;

- considérant que l'UE s'engage dans toutes ses relations extérieures pour l'abolition de la peine de mort, peine cruelle et inhumaine et sans effet dissuasif;

se prononce pour une politique d'amitié et de coopération entre la Chine et le Luxembourg tel qu'engagée par les gouvernements successifs;

exprime cependant son appréhension face au signal politique que constituerait la levée de l'embargo sur les armes par l'UE au moment où la Chine met en place la loi anti-sécession;

souhaite que la Chine libère tous les prisonniers politiques;

encourage la Présidence luxembourgeoise à œuvrer à cette fin et à continuer à développer des relations de confiance entre l'UE et la Chine.

(s.) Ben Fayot, François Bausch, Lydie Err, Paul Helminger, Michel Wolter.

M. le Président.- Merci, Här Fayot.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den honorabelen Här François Bausch ageschriwwen. Här Bausch!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho gesot ginn, China ass an engem rasanten Ëmbroch an dat a villerlee Hinsicht, éischtens op wirtschaftlechem Plang. China ass awer och amgaange soziologesch sech enorm staark ze veränneren, an et muss jiddferengem um Häerz leien, datt dee rasanten Ëmbroch, dee mer an deem risege Land mat där gréisster Bevölkerung op der Äerd do erliewen, net zu innerpolitesche Verwerfunge féiert. Ech mengen et ass relativ kloer, d'ganz Weltcommunautéit huet en Intérêt drun, datt deen Ëmbroch do sech weiderentwéckelt, awer ouns datt et zu innerpolitesche Verwerfunge féiert.

Allerdéngs ass et esou, datt et fir dat ze erreeche jo villfälteg Méiglechkeete gëtt, fir esou e Prozess ze ënnerstëtzen. Déi bilateral Bezéiungen, den Dialog tëschent der Europäescher Unioun a China ass sécherlech wichteg, an ech mengen, datt et och an deene leschte Jore gutt war, datt dee gefördert ginn ass, woubäi mir awer direkt wëllen derbäi soen, datt, wann een deen Dialog féiert, dann einfach déi zentral Froen, déi fir d'Europäesch Unioun, fir déi Gemeinschaft do wichteg sinn, net ënnert den Dësch falen dierfen.

An déi éischt Fro, déi sech do stellt, dat ass déi vun der Demokratiséierung. Dat ass d'Fro vum Respekt vun de Mënscherechter. Dat muss fir eis als Gréng en absoluten a ganz klore Bestanddeel si vun deem Dialog, an zu deem Dialog muss dann och gehéieren, datt een hischafft, datt a China den absolute Respekt vun de Mënscherechter erreecht gëtt, an dat net laangfristeg, mä eiser Meenung no éischter kuerzfristeg.

Zu deem Dialog gehéiert awer dann och, datt ee sech op keng geféierlech Aventuren aléisst, déi eigentlech net nëmme géingen der Fro vun de Mënscherechter all Respekt ofschwätzen, mä déi och ganz geféierlech kënnte si fir d'Stabilitéit an der ganzer Regioun. Et ass geschwat ginn hei vun der Fro, déi Taiwan betrëfft, mä dat ass net déi eenzeg, wéi mer an deene leschten Deeg konnten erliewen. Am Zesummenhang mat Hongkong, mä och par rapport zu Japan sinn do aggressiv verbal Entwécklungen amgaangen, déi schonn eng gewëssse Brisanz hunn. Ech mengen, soulaang wéi déi dote Froen net alleguerten an engem demokrateschen a friddleche Sënn geléist gi sinn, ass et fir eis kloer, datt et och een Ophiewe vum Waffenembargo net kann an net däerf ginn.

Ech muss allerdéngs soen, datt mer déi mësslech Lag, an där d'Europäesch Unioun sech elo befënnt, ganz kloer dem franséische Statspresident Chirac an dem däitsche Bundeskanzler Schröder ze verdanken hunn. Déi hunn d'Europäesch Unioun an och all d'Memberstaten an déi mësslech Lag do bruecht. An dat muss een och gradsou däitlech soen: Si hu se an déi mësslech Lag do bruecht an och deementspriechend, dat muss een och dobäi betounen, den Dialog mat China net verstäerkt, mä en éischter geschwächt. Si hunn dat gemaach aus ganz, ganz däitlechen Eegeninteresse par rapport zu der Rüstungsindustrie an deenen eenzelne Länner.

A wann ech Aussoen héiere wéi déi vum däitsche Bundeskanzler, dee seet, et wier him souguer egal wat de Bundestag majoritär géing beschléissen an där doter Fro, hie géing awer un där Marschroute do festhalen, esou kann ee sech d'Fro stellen, ob bei esou Aussoe wéi där doten den Här Schröder net souwisou domat gerechent huet vu vireran, datt an der Europäescher Unioun souwisou keen Ophiewe vum Embargo wäert kommen, well fir den Embargo opzehiewe muss eng Unanimitéit bestoen, mä datt dat awer him an dem Statspresident Chirac, also dat heescht deenen zwee Länner, dann natierlech um wirtschaftleche Plang gewëssermoosse Virdeeler géing abréngen am Zesummenhang mat wirtschaftleche Relatioune mat China.

Dat heescht am Kloertext, do hu menger Usiicht no zwee Statspresidenten och op Käschte vun deenen aneren EU-Staten e bësse sech ugebiddert, fir et emol op gutt Lëtzebuergesch ze soen, fir sech deementspriechend Virdeeler erauszeschaffen.

Dat huet dozou gefouert, datt natierlech och d'Lëtzebuerger Présidence an enger zimlech delikater an dommer Situatioun war, woubäi ech awer soe muss, datt ech dem Här Helminger muss Recht ginn, datt déi Cacophonie, déi gewëssermoossen do existéiert huet, sécherlech net dozou bäigedroen huet, datt méi Kloerheet komm ass doriwwer wat dann d'Meenung wierklech ass vun der Lëtzebuerger Regierung an deem heite Kontext.

Här President, mir hunn elo eng Motioun virleie vum ADR a mir hunn eng Resolutioun virleien, déi déi gréng Fraktioun och mat ënnerschriwwen huet. Ech muss soen, eigentlech wëllen déi zwou genau dat nämlecht. Wann ech mer den Detail ukucke wat drasteet, esou gëtt dat wat den Enjeu ass d'nämlech behandelt op deenen zwou Säiten. Et gëtt just gemengt vun där enger Säit aus gesinn, et kënnt een der Lëtzebuerger Regierung kee souze-

soen imperatiivt Mandat ofverlaangen iwwer eng Motioun an doméinst, well mer d'Présidence hätten, wär et besser et géing een eng Resolutioun huelen.

Eigentlech ass awer eiser Meenung no als Gréng dat net den Haaptenjeu. Den Haaptenjeu ass deen, datt vu Lëtzebuerg aus, a vum Lëtzebuerger Parlament, a vun deem wat insgesamt d'politesch Klass zu Lëtzebuerg mengt, e klore Message ausgeet, dee seet, mir sinn de Moment net fir d'Ophiewung vun deem Waffenembargo.

Duerfir stellt d'Fro sech net esou séier par rapport zu der Présidence, mä éischter wann et zu engem Vote am Conseil kéim, wéi géing d'Lëtzebuerger Regierung sech da verhalen. Ech mengen ob dat eng Motioun oder eng Resolutioun ass, eng Regierung muss eng Resolutioun gradsou imperativ verstoe wéi eng Motioun, zemools wa se wahrscheinlech unanime ugeholl gëtt vun engem Parlament.

Bei alle Schwieregkeeten a bei aller Delikatess, déi sech hannerun där Fro verstoppt, fir den Ausseminister, fir d'Regierung, fir déi mer Verständnis hunn, menge mir, datt mer eis am Fong vun der Saach hier all eens sinn. Fir eis als Gréng ass och duerfir relativ kloer, datt mir sougutt d'Motioun wéi d'Resolutioun kënne stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo fir d'Regierung den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Här President, léif Kolleegen, d'Ophiewe vum Waffenembargo mat China ass eis jo net aus heiterem Himmel op eemol an eiser Présidence op de Kapp gefall. Mir hunn dat éischtens emol net gefrot, an zweetens hunn déi Présidencë virdrun dorunner geschafft, d'Hollänner virun allem, an et ass jo net zu engem Resultat komm.

Duerfir huet de Conseil européen - ech wëll dem Här Mehlen dat awer vläicht soen, op Lëtzebuergesch - déi nächst Présidence invitéiert, d'Aarbechten, déi gutt virugeschratt sinn, fäerdeg ze stellen, fir dass eng Décisioun ka geholl ginn. Dat ass de Wuertlaut op Lëtzebuergesch vun deem wat op Englesch, op Franséisch an an anere Sproochen de 17. Dezember 2004 um Conseil européen zu Bréissel festgehale ginn ass.

Mä, an dat gëtt an der Debatt, souwuel hei am Land wéi och an Europa, ganz wéineg beuecht, an ech wëll probéieren hei awer virum Parlament an och virun de Leit emol ze soen, ëm wat dass et richteg geet. Den Embargo gëtt nämlech duerch eppes ersat. Den Embargo huet e Pendant, de Pendant ass net null. Et gëtt vun „standstill" geschwat, et gëtt vun engem Code de conduite virun allem geschwat, dee reviséiert ass, an et gëtt vun enger Toolbox geschwat.

Ech verstinn, dass kee Mënsch eppes domat kann ufänken, mä ganz schematesch gesot géif den Embargo ersat ginn am Geescht vum Text duerch e Code de conduite renforcé. Et ass schwiereg ze vermëttelen an der Opinion publique a selbstverständlech och hei an der Chamber, an ech ginn dat zou, iwwerall wou een dialogéiert, fir ze soen, dass de Code de conduite eigentlech méi effikass wier wéi den Embargo. Ech explizéiere mech.

Fir d'éischt emol, de Champ d'application vum Embargo vis-à-vis vun all Land ass extrem, extrem limitéiert. Fir d'éischt gëtt gesot bei China: keng Militärkooperatioun, keen Handel mat Waffen. Wat ass eng Waff? En Instrument fir deen aneren doutzeschloen, do si mer eis eens. Zum Beispill awer, dir hutt al Rakéitesystemer an engem Land, an et gëtt nei Software ugeschaaft. Ass dat eng Waff déi geliwwert gëtt oder ass et keng Waff déi geliwwert gëtt? Radar ka kaaft gi fir netmilitäresch Zwecker, kann agesat gi fir militäresch Zwecker. Dat heescht all déi Saache falen net ënnert den Embargo.

Den Embargo ass och eng Décisioun vum Conseil, déi par rapport zu all Land muss geholl ginn. Mir hunn - an dat wëll ech hei emol soen - dräi Länner ënner Embargo. Mir, als Europäesch Unioun. Dat eent, dat kennt Der, dat ass Sudan, dat anert Myanmar, fréier Burma, an da China. Déi dräi Länner stinn also ënnert dem Embargo. An ech wëll hei soen - ech hoffen, dass de President mer Zäit gëtt fir e wéineg ze explizéieren -, dass mer a Libyen den Embargo opgehuewen hu virun e puer Méint, mat der Hëllef vun den Englänner, vun den Dänen, vun de Schweden, vun den Amerikaner, well se alleguerte gesot hunn: Dat ass e gudde Geste, deen Der do maacht.

D'Mënscherechter sinn also elo a Libyen. Domadder kréien se d'Garantie, dass se respektéiert ginn. Mir wëssen awer, dass nach fënnef Leit, bulgaresch Schwësteren, zum Doud do veruerteelt sinn, och e palästinenseschen Dokter, mä do ass an der Europäescher Unioun op eemol am September, Oktober d'lescht Joer eng Flambée gewiescht fir ze soen: Elo kënne mer den Embargo liften, a Libyen respektéiert dann d'Mënscherechter.

Dann deen zweete Punkt, dat wat ech wollt soen iwwert de Code de conduite. Wat ass dat eigentlech, de Code de conduite? Och dat kann ech nëmme schematesch hei soen. All Land vun deene 25 aus der Europäescher Unioun, wat bei enger Demande vun engem Land fir Waffen ze kréie refuséiert, muss dee Refus deenen anere Länner matdeelen. Mat alle politesche Konsequenzen, déi dat da beinhalt. Elo si mer amgaangen - an déi Diskussioun ass praktesch ofgeschloss zu Bréissel am Cops -, den Effet contraignant an eben de Code de conduite eranzebréngen.

Effet contraignant heescht, dass an alle Code-pénalë vun deenen eenzelne Länner misste Sanktiounen da virgesi ginn. Dee Code de conduite renforcé wier scho laang um Dësch, wann net op enger Insel, déi och e Land ass, Wahle wieren. Da wëll ech soen, dass de Champ d'application, entgéint deem wat beim Embargo de Fall ass, vill méi vaste ass. Do kënnen all Militäréquipementer mat erakommen, et geet villes méi wäit wéi reng nëmme bei Waffen.

Dann ass an de Konklusioune vun der Deklaratioun vum Conseil européen vun enger Toolbox geschwat ginn. Toolbox heescht, dass net nëmmen de Refus vun engem Land muss matgedeelt ginn, mä och d'Demande. Wann also eng Demande un eent vun deene 25 Länner gestallt gëtt, fir Waffen ze liwweren, muss déi Demande direkt un alleguerten déi aner 24 Länner weider matgedeelt ginn, wat also ganz, ganz wäit geet.

An dann de „standstill", deen och drasteet. Bon, elo kënnt Der natierlech froen, wann „standstill", da froen ech mech firwat dass mer iwwerhaapt d'Levée mussen ophiewen. „standstill" heescht, de Volume vun dem Impakt vun de Waffen u China däerf net wuessen.

Nun, ech hunn Iech gesot, dass China, an Dir wësst dat gradsou gutt wéi ech, e Land ass op dësem Globus wou 1,5 Milliarde Leit liewen, an dass et politesch-psychologesch richteg ass vun deem Land, net considéréiert ze gi wéi Burma oder de Sudan.

An dann, Här President, eppes ganz Wichteges. D'USA maache vill Drock op d'Europäesch Unioun, fir den Embargo net ze liften. Nun, virun e puer Woche konnt jiddferee liesen an der Friedrich-Ebert-Stiftung - d'Friedrich-Ebert-Stiftung ass eng seriö Institutioun -, dass am Militärbudget vu China d'Europäesch Unioun 2,7% vun de militäreschen, also vun de Waffe liwwert. D'USA liwwere 6,7% an deene leschten dräi Joer.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Asselborn!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Oh, loosst mech awer dat heite fäerdeg maachen, soss muss ech nach den Artikel 80 évoquéieren! Mir sinn dach hei net op der Fouer!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Also, ech wëll soen…

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Dir stellt mer hei Froen. Ech muss awer kënnen drop äntwerten, Här President!

M. le Président.- Lauschtert emol, ech muss awer soen, Här Minister, wann ech d'Reglement hei invoquéieren, kann een awer net gutt soen, mir géifen hei maache wéi wa mer op der Fouer wären! Esou ass et awer net. Hei versichen d'Deputéierte sech tant soit peu un d'Reglement gehal ze kréien. Ech hu jo och näischt dergéint, wann d'Regierung hei freet fir supplementar Zäit ze kréien, mä ech sinn awer hei fir ze kucken, datt d'Reglement agehale gëtt, an ech sinn net d'accord domat, dass d'Regierung an esou engem Toun hei mat der Presidentschaft schwätzt!

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Gutt, wann den…

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Ech froen den Artikel 80 un.

Une voix.- D'Madame Flesch.

M. le Président.- Fir d'éischt huet den Här Ausseminister d'Wuert. Ech géif Iech bieden, Här Ausseminister, maacht Är Ried fäerdeg, faasst Iech…

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Ech hunn den Artikel 80 gefrot, Här President! Wann ech gelift! Et huet ee kënnen zéng Minutten heiriwwer schwätzen! All Deputéierten huet fënnef Minutte gehat. Da musst Der mir awer d'Chance ginn, dass ech mech kann explizéieren heiriwwer, soss brauch dach kee vun der Regierung heihinner ze kommen!

M. le Président.- Ech wëll Iech soen, Här Ausseminister, Dir waart jo och laang an deem Parlament hei. Dir kennt ganz gutt d'Reglement. Reprochéiert mir elo net, datt een zéng Minutten hei schwätzt. Deen huet nëmme Gebrauch vum Reglement gemaach.

(Interruptions diverses)

Dir hutt den Artikel 80 vun der Verfassung invoquéiert. Deementspriechend huet den Här Ausseminister d'Wuert a ka schwätzen.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Bon, ech kucken an e puer Minutte wierklech fäerdeg ze sinn.

Sou, ech hat dat nach eng Kéier hei wëllen ënnersträiche mat der Friedrich-Ebert-Stiftung. An deene leschten dräi Joer huet d'Europäesch Unioun 2,7% vun de Waffenexporter vun der Welt, wat China ugeet, geliwwert, während d'USA 6,7% geliwwert hunn. Dee gréisste Waffenexportateur u China ass Israel, gefollegt vu Russland.

Ech si mat Iech alleguerten hei d'accord wann Der sot, mir kënnen hei net an engem Vakuum selbstverständlech eng Décisioun huelen. D'Antisécessiounsgesetz, wat jiddfereen och heibanne gesot huet - dat ënnerschreiwen ech -, huet eis bestëmmt net doranner gehollef.

D'Mënscherechter a China: Wat den Här Bausch, wat den Här Fayot, wat jiddferee gesot huet ass richteg. Mir hunn an all Dialog ëmmer drop higewisen, dass d'Doudesstrof och an deem grousse Land China misst ofgeschaaft ginn, dass all Prisonnéier, virun allem déi vun Tiananmen, mä och alleguerten déi aner politesch Prisonnéier missten erauskommen. A mir insistéiere bei all Réunioun mat de Chinesen, dass och dee Pakt um Niveau vun der UNO, deen ënnerschriwwe ginn ass vun de Chinesen, iwwert d'politesch an d'zivil Rechter, misst vum Parlament a China ratifizéiert ginn.

Mä mir féieren hei en Dialog - dat musse mer wëssen - mat engem kommunistesche Regime, wat 1,5 Milliarde Leit beinhaltet. A wéi d'USA muss awer och d'Europäesch Unioun de politeschen Dialog mat China wierklech kultivéieren. Mir hunn all Intérêt fir China, esou wéi d'Amerikaner et maachen, als e strategesche Partner ze gesinn, eng Puissance émergente vum 21. Jorhonnert, en „raising power", wéi dat op Englesch heescht, an do derbäi selbstverständlech den Drock maximal op d'Mënscherechter bei deem Dialog ze setzen.

Fazit also: D'Lëtzebuerger Présidence mécht hir Aarbecht. Am Dialog kucke mer, dass ënnert deene 25 eng Position commune erauskënnt. Et ass eis Flicht a Schëllegkeet als Présidence dat ze maachen. Als Présidence geet ee jo net hi fir seng national Positioun dohinner ze stellen, mä eis éischt Prioritéit ass et fir ze kucken, dass ënnert deene 25 eng Linn bestoe bleift. D'Debatt an deene 25 Länner geet virun, an ech wollt Iech och soen, dass ech d'Éier an d'Chance hunn, uganks Mee elo eng Troika kënnen ze presidéieren, mam Här Solana, mat der Madame Ferrero-Waldner, also mat der Kommissioun zu Peking.

Also nach eng Kéier - dee leschte Saz -, an zwee Méint, Här President, kucke mer ob mer virukomm sinn. Déi Evénementer, déi vu banne spillen, déi vu bausse spillen, déi sinn net ëmmer einfach ze verdauen, mä mir mussen un deem Mandat, wat mer kritt hu vum Conseil européen, selbstverständlech weiderschaffen.

China huet, ech soen dat zum Schluss, eng Bringschold, doudsécher, iwwert d'Mënscherechter, mä d'Europäesch Unioun, eis Présidence, muss respektéiere wat an de Konklusioune vum Conseil européen vum 17. Dezember drasteet a kucken, dass mer mat deem grousse Land China wierklech e politeschen an e strategeschen Dialog um Ufank vun dësem 21. Jorhonnert fäerdeg bréngen.

Ech soen Iech Merci an entschëllegt meng Emotioun.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà, d'Diskussioun ass domadder ofgeschloss. D'Wuert freet d'Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Motion d'ordre. Artikel 35(8), parole après un membre du Gouvernement, wann ech gelift.

(Hilarité)

M. le Président.- Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, ech wëll dem Minister Merci soe fir all déi Explikatiounen, déi en ons ginn huet. Ech menge mir sinn ons alleguerte bewosst, wéi delikat d'Relatioune vun all de Länner aus der Union européenne mat China ëmmer sinn, net nëmme well et Problemer gëtt, mä och well mer mat onse chineseschen Interlocuteuren heiansdo speziell Schwieregkeeten hunn.

Déi Problemer sinn natierlech besonnesch schwéier fir d'Présidence. Ech kann dat ganz genee verstoen. Dofir sinn ech och der Meenung, dass déi Resolutioun, déi ons virgeluecht ginn ass vun de Majoritéitsparteien an déi mir mat ënnerstëtzen, deene Problemer Rechnung dréit. An dofir si mir och bereet, déi Resolutioun ze ënnerschreiwen.

Ech war awer e bëssen iwwerrascht, Här President, iwwert dat wat de Spriecher vun der sozialistescher Partei ons hei gesot huet, wéi en op dëser Tribün gesot huet, déi Resolutioun géing sech kloer géint eng Levée vum Embargo ausspriechen. Dat ass mäi Verständnis net vun deem Paragraph, dee seet: «exprime cependant son appréhension face au signal politique que constituerait la levée de l'embargo sur les armes par l'Union européenne au moment où la Chine met en place la loi anti-sécession». Domadder condamnéiere mer ganz kloer déi Loi anti-sécession an domadder si mir och d'accord.

Mä mir mengen, dass d'Présidence muss de Moyen hunn, engersäits ze kucke wéi se de Mandat erfëllt, dee se vum Conseil kritt huet, an dass mer hier net vu virera sollen all Weeër verspären. Dofir géing ech gäre vum Ausseminister wëssen, ob hie mam Spriecher vun der sozialistescher Fraktioun d'accord ass, dass dës Resolutioun sech ganz kloer géint d'Levée vum Embargo ausspréicht.

Ech soen nach eng Kéier, mir ënnerstëtzen déi Motioun, mä ech mengen - a mäi Kolleeg Paul Helminger huet et gesot - et muss ee Kloertext schwätzen, et muss ee loyal zu deem stoen, wat ee seet, an als klengt Land hu mir do nach vläicht méi eng grouss Responsabilitéit wéi aner méi grousser. Mir kënnen ons manner leeschten. Ons Crédibilitéit hänkt dovunner of ob mer ons kloer ausdrécken an ob mer och effektiv zu deem sti wat mer soen.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Den Här Fayot freet d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech froen d'Wuert wéinst Fait personnel. Ech muss éierlech soen, ech hu mat groussem Erstaunen déi Interpretatioun vun der Madame Flesch zu deem Saz an där Resolutioun gehéiert.

Ech sinn - wéi ech dat éischtens an der zoustänneger Kommissioun gesot hunn, wéi ech dat och hei op dëser Tribün gesot hunn - der Iwwerzeegung, dass et an dësem Ableck net ubruecht ass, de Waffenembargo op China opzehiewen, an dat ass och a menger Interpretatioun op jidde Fall kloer am Text vun der Resolutioun gesot.

Wann ech soen, dass ech mengen, dass et e falscht politescht Signal wär, wann ee géif d'Levée de l'embargo elo maachen, an deem

Ableck wou China d'Loi anti-sécession en place setzt, da schéngt mer et ganz kloer ze sinn, dass an dësem Ableck dann net kann a Fro kommen, dass een d'Levée de l'embargo wëllt duerchzéien. An dat schéngt mer déi richteg Interpretatioun heivunner.

Ech wëll och soen, dass dës Resolutioun, deen Text hei jiddferengem laang genuch bekannt war an dass ech keng Reklamatioun doriwwer kritt hunn. Ech mengen also, dass mer hei eens si mat all deem, wat ech hei gehéiert hunn, och wat ech gesot hunn, an och an deem Text hei, dass dat dat ass, wat mer mengen an näischt aneschters.

M. le Président.- Den Här Mehlen. Op Grond vu wéi engem Artikel frot Dir d'Wuert, Här Mehlen?

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Frot d'Madame Flesch, Här President. Déi weess et besser wéi ech. Ech hu souwisou nach eng Minutt.

Här President, ech wëll fir d'allereischt bedaueren, datt déi Resolutioun hei anscheinend sämtleche Fraktioune bekannt war wéi just der ADR-Fraktioun net. Ech wëll fir d'zweet bedaueren, datt déi Resolutioun hei e bësselche mou gehalen ass, datt iwwerhaapt net kloer an däitlech condamnéiert gëtt, datt déi Mënscherechtsverletzungen a China riicht weiderginn, och wann et sech vläicht dann e bësselche gebessert huet.

An dann, Här Ausseminister, ech sinn awer trotzdeem iwwer Är Haltung verwonnert. An ech widderhuelen dat, wat ech éinescht gesot hunn: Dat weist awer e bësselchen déi Aart a Weis, wéi de Ministerrot considéréiert, wéi wann en iwwer allem géing stoen.

Wann ech de Wuertlaut huele vun deem, wat d'Europäescht Parlament als Vertriedung vun den europäesche Völker ausgesprach huet, da kann et dach iwwerhaapt keng Diskussioun iwwert dat ginn, wat d'Politik um europäeschen Niveau soll sinn. Dann ass et net fir hin an hier ze wackelen, an ze probéieren an awer nach hei oder do, dann ass et ganz kloer neen. An et ass och dat, wat mir vun lech erwaarden.

Ech wëll soen, dass déi Resolutioun eis an deem Wuertlaut, wéi se elo virläit, net wäit genuch geet, an datt mer se duerfir net kënne mat droen.

M. le Président.- Den Här Ausseminister huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre*.- Just ee Saz, Här President. Ech mengen, mir kennen an Zwëschenzäit - mir si laang genuch elo dobäi -, wéi d'Europäesch Unioun funktionéiert an déi Trinitéit, déi et an der Europäescher Unioun gëtt, engersäits de Conseil, anerersäits d'Kommissioun, anerersäits d'Parlament. An do gëtt et eng gewëssen Autonomie.

Ech mengen, de Conseil huet sech eng Aufgab ginn. Ech hoffen, dass awer Verschiddenes, wat ech gesot hunn, och e wéineg ageliicht huet - Ech hoffe mol! -, nämlech dass do net einfach den Embargo mir näischt, dir näischt soll op Wonsch vum Conseil opgehuewe ginn, mä dass do e Pendant derzou ass, an dass selbstverständlech d'Europaparlament eng Meenung ausdréckt, esou wéi all Nationalparlament eng Meenung ausdréckt, an dat ass jo och gutt fir déi Leit, déi am Conseil do elo mussen d'Décisioun huelen, an do hale mer eis selbstverständlech drun, an der Richtung.

Mä loosst mer awer net verwisselen: Mir sinn an enger Présidence, mir hunn e Mandat kritt. Dat Mandat leeft eréischt of dee Moment, wou eis Présidence ofgelaf ass, a loosst mer weiderschaffen dorunner. Wann et méiglech ass, da maache mer et, wann et net méiglech ass, da maache mer et net, da bleift Lëtzebuerg net stoen a China och net.

(Hilarité)

M. le Président.- Sou, Dir Dammen an Dir Hären, mir si befaasst mat enger Motioun an enger Resolutioun. Ech denken, dass am Kader vun deenen Interventiounen iwwer Parole après ministre a Fait personnel, do alles gesot ginn ass, wat zu der Motioun an der Resolutioun ze soen ass. Ech hunn dat op jidde Fall esou verstan. Deementspriechend mengen ech, dass mer kënnen zum Vote kommen.

Fir d'éischt d'Motioun, déi déposéiert ginn ass vum Här Mehlen.

Motion

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

Da stëmme mer par Vote électronique.

Vote

D'Motioun vum Här Mehlen ass ofgelehnt mat 47 Nee-Stëmme bäi 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam (par M. Felix Braz), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par Mme Lydie Err), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner.

Da komme mer zur Resolutioun, déi abruecht ginn ass vum honorabelen Här Fayot.

Résolution

Stëmme mer do par main levée of?

(Assentiment)

Vote

Wie fir déi Resolutioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn, dass déi Resolutioun mat enger ekrasanter Majoritéit vun der Chamber ugeholl ass.

5. Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes

Dir Dammen an Dir Hären, sou wéi dat ofgeännert Gesetz vum 8. Juni 1999 iwwert d'Organisatioun vun der Cour des Comptes an d'Artikelen 116 bis 131 vum Chamberreglement et virgesinn, stelle mer haut eng Lëscht vun dräi Kandidate fir de Postë vum Conseiller bei der Cour des Comptes op. Dës Lëscht gëtt dann iwwert d'Regierung dem Grand-Duc virgeluecht.

D'Chamberreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuration gestëmmt ginn. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongülteg Wahlziedelen net a Betruecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit kritt, kënnt et zum Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertruede sinn, déi am éischten Tour déi meescht Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour fir d'Kandidate fir de Ballottage ze designéieren. Eng relativ Majoritéit geet dobäi duer.

Bei Stëmmegläichheet am Ballottage kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Bleift et bei enger Stëmmegläichheet, entscheet d'Lous.

Et gëtt och iwwer jidder Kandidat eenzel ofgestëmmt.

Vote du premier candidat

Mir wielen elo deen éischte Kandidat. D'Ziedele ginn de Moment ausgedeelt. De Vote geschitt par appel nominal.

Appel nominal

D'Resultat vum éischte Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	51
Blank Wahlziedelen:	2
Ongülteg Wahlziedelen:	1
Gülteg Wahlziedelen:	48
Absolut Majoritéit:	30

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

1. Här Christian GINTER	2
2. Här Damien HOUEL	5
3. Här Lucien PETERS	1
4. Här Pierre PETERS	
5. Här Jean-Paul PORTZ	
6. Här Georges RAMOS	39
7. Här Laurent URTH	
8. Här Jean-Marie VERLAINE	1

Den Här Georges Ramos huet déi absolut Majoritéit kritt mat 39 Stëmmen. Hien ass domat als éischte Kandidat gewielt.

***

Da komme mer zur Wahl vum zweete Kandidat.

Vote du deuxième candidat

Ech géif bieden d'Wahlziedelen auszedeelen.

Et dauert ee Moment, well déi nei Wahlziedele mussen eréischt fäerdeg gemaach ginn opgrond vun deem Vote, dee mer elo just virgeholl hunn. Mir sträichen op deem nächsten Ziedel den Numm vun deem aus, deen elo scho gewielt ass. Dat ass eng Mesure de précaution.

Fir den zweeten Tour sinn d'Ziedelen elo ausgedeelt.

Ech géif lech bieden de Vote ofzeschléissen an da kéime mer zum Appel nominal fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultat vum zweete Wahlgang ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	51
Blank Wahlziedelen:	2
Ongülteg Wahlziedelen:	2
Gülteg Wahlziedelen:	47
Absolut Majoritéit:	29

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

1. Här Christian GINTER	34
2. Här Damien HOUEL	7
3. Här Lucien PETERS	3
4. Här Pierre PETERS	1
5. Här Jean-Paul PORTZ	
6. Här Laurent URTH	
7. Här Jean-Marie VERLAINE	2

Den Här Christian Ginter huet déi absolut Majoritéit mat 34 Stëmme kritt. Hien ass domat als zweete Kandidat gewielt.

***

Mir kéimen dann zum Vote vum drëtte Kandidat.

Vote du troisième candidat

Ech géif lech bieden, wann Der elo ofstëmmt, opzepassen op de Stylo, deen Der huelt. Ech mengen nämlech, datt déi ongülteg Ziedelen dohier kommen. Deemno wéi d'Tënt ass an et faalt een d'Blat zesummen, kritt een zwee verschidden Zeeche well dat offierft. Dat war elo de Fall.

Ech géing lech biede mam Stëmmen ofzeschléissen a mir kéimen zum Asammele vun de Stëmmziedelen.

Appel nominal

D'Resultat ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	50
Blank Wahlziedelen:	3
Ongülteg Wahlziedelen:	0
Gülteg Wahlziedelen:	47
Absolut Majoritéit:	29

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

1. Här Damien HOUEL	8
2. Här Lucien PETERS	30
3. Här Pierre PETERS	
4. Här Jean-Paul PORTZ	
5. Här Laurent URTH	1
6. Här Jean-Marie VERLAINE	8

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, déi absolut Majoritéit huet mat 30 Stëmmen den Här Lucien Peters erreecht. Hien ass domat als drëtte Kandidat gewielt.

Mir hunn deemno eng Lëscht mat folgenden dräi Kandidaten:

- éischte Kandidat: den Här Georges Ramos;

- zweete Kandidat: den Här Christian Ginter;

- drëtte Kandidat: den Här Lucien Peters.

Dës Lëscht wäert dem Grand-Duc iwwert d'Regierung virgeluecht ginn.

Domat ass dee Punkt vun eisem Ordre du jour och ofgeschloss. Da komme mer zur Diskussioun vum Projet de loi 5231 iwwert d'Besteierung vun den Holdingen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meisch an d'Madame Mutsch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Laurent Mosar.

6. 5231 - Projet de loi portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies)

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Laurent Mosar *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet iwwert d'Holdinggesellschaften ass déi viraussiichtlech lescht Etapp an der Ëmsetzung vun de Recommandatioune vum Conseil européen vun 1998 iwwert de Paquet fiscal. Dëse Projet geet u sech op de Code de conduite zréck, deen duerch eng Décisioun vum 9. Mäerz 1998 vum Conseil Ecofin an d'Liewe geruff ginn ass. Dëse Grupp Code de conduite hat u sech den Optrag fir d'éischt d'Steiermesuren ze evaluéieren, déi an de Memberstaten esouwéi an den associéierten an ofhängegen Territoirë susceptibel sinn ënnert dëse Code de conduite ze falen.

Dës Evaluatioun huet erginn, datt 66 Steiermesurë géife sou genannten Éléments dommageables beinhalten, an ënnert dëse 66 Mesuren ass dann och den aktuelle Regime vun den Holdinggesellschaften opgefouert ginn.

Wat sinn elo d'Modalitéite vun dësem Projet de loi? Ech wëll drun erënneren, dass u sech den Objektiv vum Législateur vun 1929 dee war, fir eng duebel Besteierung vun de Revenuë vu Participatiounen a Gesellschaften ze eliminéieren. D'Fro, déi sech elo hei gestallt huet ass déi op wat fir engen Dispositiounen d'Holdinggesellschafte kënnten déi sou genannten Éléments dommageables beinhalten.

Hei wëllt ech virewech nach eng Kéier betounen, dass de Prinzip vum Regime Holding a seng konzeptuell Base a sech net duerch de Code de conduite a Fro gestallt ginn, mä just d'steierlech Befreiung vun Dividenden aus auslännesche Gesellschaften, deenen hir Benefisser op engem Niveau besteiert ginn, dee wesentlech ënnert deem normale vu besteierbare Gesellschafte läit. Dëst kléngt alles komplizéiert, ass awer relativ einfach an ech wëll dat mat engem konkrete Beispill ënnermaueren.

Eng lëtzebuergesch Gesellschaft, déi den Holdingstatut huet an déi eng Participatioun an enger Gesellschaft zum Beispill an der Belsch huet an déi aus dëser Participatioun Dividende bezitt, kann och an Zukunft vum Holdingstatut integral profitéieren. Déiselwecht Gesellschaft, déi eng Participatioun an enger Offshoregesellschaft op enger Karibikinsel besëtzt, wou d'Benefisser praktesch guer net besteiert ginn, verléiert op deenen Dividenden, déi se aus dëser Offshoregesellschaft erauszitt, de Benefiss vum Holdingstatut.

Wann elo déi Gesamtzomm vun Dividenden, déi eng Holdinggesellschaft an engem Joer bezitt, méi wéi 5% Dividende comportéiert, déi net méi an de Regime Holding falen, esou verléiert dës Gesellschaft automatesch hiren Holdingstatut. Dës Décisioun gëtt vum Direkter vun der Steierverwaltung geholl an trëtt och mat Effet immédiat a Kraaft, an déi Gesellschaft gëtt normal besteiert wéi all aner kommerziell Gesellschaften an eisem Land.

Ech wëll nach eng Kéier betounen, datt dës Regelen nëmmen ziele wat d'Ausbezuele vun Dividenden ubetrëfft an net fir Plusvaluen, déi zum Beispill eng Holding kann erzile beim Verkaf vu Participatiounen aus anere Gesellschaften.

De Statsrot hat a sengem Avis de Problem opgeworf wat de Recouvrement vum Holdingstatut vun enger Gesellschaft ugeet, déi dëse Statut duerch déi Décisioun vum Steierdirekter verluer hat. Am initialen Text war virgesinn, datt dës Gesellschaft definitiv an ni méi kënnt dëse Statut récupéréieren. D'Finanzkommissioun, déi op dësem Punkt de Statsrot och suivéiert huet, ass der Meenung gewiescht dëst wier eng iwwermëisseg streng Sanctioun, an huet also am Projet, dee mer lech elo virleeën, festgehalen, datt

prinzipiell eng Gesellschaft hiren Holdingstatut kënnt erëmkréie wa se all Konditioune géif erfëllen.

E groussherzoglecht Reglement soll dann och laut dem Projet de loi déi genau Modalitéite vun esou enger Prozedur festleeën.

D'Kommissioun huet des Weideren décidéiert, datt wann eng Holdinggesellschaft de Statut ewechgeholl kritt, se trotzdeem virun d'Recht huet op hiren Numm, well et eis geschéngt huet, datt et iwwerdriwwe wär eng Gesellschaft ze obligéiere während engem Steierexercice mussen hiren Numm ëmzeänneren.

Eng aner Fro, déi vum Statsrot opgeworf ginn ass, ass déi ob Holdinggesellschaften, déi de Statut géife verléieren, automatesch de Konventioune géint d'duebel Besteierung géifen ënnerleien an domadder d'selwecht behandelt gi wéi all normal kommerziell Gesellschaft. D'Äntwert ass hei kloer Jo, an dat ass eis nach eng Kéier och vun der Direktioun vun der Steierverwaltung confirméiert ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Här President, mir hunn als Kommissioun awer och op engem Punkt de Statsrot net a senger Argumentatioun suivéiert an dat ass do wou e gär gehat hätt, datt mer e feste Steierpourcentage géifen an den Text festschreiwen. Mir sinn nämlech zur Iwwerzeegung komm, datt esou eng fest Definitioun vun engem Pourcentage net compatibel wär mat der Flexibilitéit, déi d'Steierverwaltung sech och sollt ginn, fir ze décidéieren, ob en auslännesche Steiersaz vergläichbar ass mat eiser Kollektivitéitssteier. Hei proposéiert also d'Kommissioun beim ursprünglechen Text vun der Regierung ze bleiwen.

Schlussendlech wëll ech dann nach eng Kéier betounen, datt an dësem Projet generéis Iwwerganksbestëmmunge festgeschriwwe sinn, déi festhalen, datt all bestehend Holdinggesellschaft, respektiv all déi, déi elo nach virum 1. Juli, Datum vum Akraafttriede vun dësem Text, gegrënnt ginn, ënnert déi al Dispositioune falen, an dat bis zum 1. Januar 2011. Fir all dës Gesellschafte wäert den neie Regime also eréischt vum 1. Januar 2011 un applizéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss wëllt ech betounen, datt de Projet de loi, esou wéi d'Finanzkommissioun en zréckbehalen huet, deenen allermeeschte Virbehalter, esouwuel vum Statsrot, wéi awer och vun deenen anere Beruffskummeren entsprécht. Dëse Projet stellt d'Weiderbestoe vun den Holdinggesellschaften absolut net a Fro, au contraire, hiert Weiderbestoen ass och iwwert d'Joer 2011 garantéiert, dëst zumindest um Niveau vum Code de conduite, esou wéi en 1998 festgeluecht ginn ass.

Ech sinn och perséinlech dovun iwwerzeegt, datt d'Finanzplaz mat all hiren Acteure ka mat dësem Projet liewen. Allerdéngs muss ee fäerten, datt d'Europäesch Kommissioun et net wäert heibäi beloossen a versiche wäert iwwer aner Weeër, wéi zum Beispill de Mechanismus vun den Aides de l'État, d'Gesetzgebung iwwert d'Holdinggesellschaften zu Fall ze bréngen. Ech hunn op jidde Fall Vertrauen an eis Regierung, datt si mat alle Mëttelen, déi hir zur Verfügung stinn, dëst wäert ze verhënnere wëssen.

Här President, mat der Adoptioun vun deene verschiddene Projeten iwwert d'Wäisswäsche vu Suen, de Projet iwwert d'Entraide judiciaire internationale en matière pénale, dem Gesetz iwwert d'Domiciliatioun vun de Gesellschaften, dem Gesetz iwwert d'Fiscalité de l'épargne, wat mer d'lescht Woch hei ofgestëmmt hunn, an da last but not least d'Gesetz iwwert d'Holdinggesellschaften, hu mir eis en ligne gesat, op där enger Säit mat de Recommandatioune vun deene verschiddene Conseils Ecofin, wat d'Fiscalitéit vun den Entreprisen ugeet, an op där anerer Säit all déi Direktiven ëmgesat, déi d'Bekämpfung vum Wäisswäsche vu Suen an de Finanzement vum Terrorismus beinhalten.

Mir hunn domadder eis Hausaufgabe gemaach, esouwuel um Niveau vun der Regierung wéi vum Parlament an domadder hoffentlech d'Finanzplaz aus der Schosslinn vun den internationale Kritike bruecht. Ech géif lech dofir bieden dëse Projet ze stëmmen, an ech bréngen och direkt d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mosar. Als éischte Riedner ass den Här Claude Meisch ageschriwwen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt dem Rapporteur, dem Laurent Mosar, Merci ze soe fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport.

Ech wëll och net déi eenzel Dispositioune widderhuelen, hien huet dat ganz flott gemaach, ech wëll just nach eng Kéier ënnersträichen, datt dëse Projet de loi jo och eng Suite ass vun deene Konklusiounen, déi de Conseil des Ministres vun der Union européenne gezunn huet den 3. Juni 2003, dat an der Matière vun der Fiscalitéit vun den Entreprisen. Lëtzebuerg war jo och ëmmer Demandeur, datt mir an den Diskussioune ronderëm d'Zënsbesteierung eis net nëmmen op d'Zënsbesteierung konzentréieren, mä ebe grad och de Volet Fiscalitéit vun den Entreprisë mat abezéien, an dat heiten ass souzesoen also och eng Konklusioun doraus.

Den Holdingstatut ass jo geschafe gi fir Duebelbesteierungen ze évitéieren, an am Laf vun der Zäit huet et sech awer esou erginn, an dat gëtt besonnesch dann eben opgeworf vun eisen europäesche Partner, datt do ënner gewësse Konstellatiounen, bei gewëssene Fäll, d'Avantagen ze grouss wären, respektiv virun allem da par rapport zu den Dispositioune wéi mir se an anere Länner kennen.

Dat huet dozou gefouert, datt mer dës Adaptatiounen hei maachen, wat keng bedeitend Adaptatioune sinn. Den Här Mosar huet se am Detail explizéiert, an ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer hei jo awer och e Projet hunn, deen eng Rei vun Iwwerganksbestëmmunge beinhalt, wéi mer héieren hunn, datt déi Holdingen, déi virun der Akraafttriedung vun dësem Projet de loi hei constituéiert gi sinn, bis 2011 eng Iwwergankslëisung hätten, dat heescht, datt se an hirem aktuelle Statut géinge bleiwen a sech net un dëst Gesetz direkt bräichten ze adaptéieren, datt eng Holding, déi eng Kéier de Statut géing verléieren, herno en och erëm eng Kéier kënnt zréckkréien.

Dat si Mesuren, déi et erlaben trotzdeem hei en attraktiven Environnement op eiser Finanzplaz ze halen an awer gläichzäiteg den Demandë vun den europäesche Partner gerecht ze ginn. An dofir ass et och esou, datt d'Demokratesch Partei dësem Projet wäert zoustëmmen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch ageschriwwen. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zirka 13.000 bis 14.000 Holdingen, déi mer hei am Land hunn - esou e ganz genaue Chiffer war net an Erfahrung ze bréngen -, sinn e ganz feste Bestanddeel vun eisem Secteur financier, an doduerch dass se ebe grad dee spezielle Statut fiscal hunn, wou se vun enger ganzer Rei vu Besteierunge befreit sinn: Kollektivsteier, Gewerbesteier, Verméigenssteier an och Quellesteier op deenen Dividenden, wou se d'Distributioun dovunner maachen, waren se an der Lescht virun allem vun deenen anere Länner oft ugesinn als Instrument d'évasion fiscale, a mir waren och oft dowéinst am Gespréich.

A Wierklechkeet war natierlech 1929, wou dat Gesetz iwwert d'Holdinge gemaach gouf, wuel am Hannerkapp, dass ee sollt e favorabelt wirtschaftlecht Ëmfeld fir den Développement fir déi Gesellschafte schafen, virun allem doduerch dass d'double imposition verhënnert ginn ass. Dat war niewent anere Formulen, déi an anere Länner gebraucht goufen, eng vun deene Formulen, déi hei ausgewise waren an déi och deemools net weider am Gespréich waren.

Mir konnten natierlech, baséierend op där Législatioun, eng Rei vun Aktivitéiten am Finanzsecteur hei am Land opbauen, déi sech awer an engem gudden Ëmfeld konnten entwéckelen, zum Beispill am Beräich vum Contrôle a vun der Gestioun vu Fortunen oder och als Sociétés de financement, well déi Sociétéiten dierfen zwar wuel keng eege kommerziell oder industriell Aktivitéiten hunn a mussen sech drop beschränken, Participatioune bei anere Sociétéiten ze hunn, mä si dierfen awer Emprunten ophuelen a se och un aner Sociétéite weiderginn, wouvunner dann och profitéiert ginn ass. Si konnten och eng ganz Rëtsch vu Formulë sur mesure ubidden, virun allem fir grouss international Gruppen, Stéchwuert „corporate".

Dat war also a bleift och weider fir eis vu grousser Bedeitung. Trotz där héijer Zuel - vläicht kann de Minister eis déi genee Zuel vun Holdingen hei am Land nennen - si se awer net mat Banken oder aneren Organismes de placement collectif an hirer Bedeitung ze vergläichen oder och Assurancen oder Réassurancë beispillsweis. Et ass och ganz schwéier déi genee Répercussiounen op d'öffentlech Recetten auszeweisen oder déi genee Retombée-économiquen oder wéi vill Leit elo genee an deem Secteur schaffen.

Mir haten an eiser Kommissioun eng Rei vu Chiffre matgedeelt kritt, déi awer interessant waren. Et ass fir déi Zuel vun Holdingen, déi mir ongeféier presentéiert kritt haten, also tëscht 13.000 a 14.000, e Gesamtkapital vu ronn 42 Milliarden Euro, an dee mam Verglach, 200 Bankinstituten, 650 Milliarden Euro, also eng komplett aner Proportioun. Oder och d'Organismes de placement collectif, 870 Milliarden Euro bei 1.700 eenzelnen Organismen. Dat situéiert also vläicht d'Holdinge wat hir Bedeitung um wirtschaftleche Plang fir eist Land ass.

Elo maache mer jo net méi an net manner - an et gouf hei scho gesot - wéi en neien Alinea anzebannen an dat bestoend Gesetz vun 1929, wat natierlech dann zu engem neie Gesetz gëtt, an domat verléieren d'Holdinge just dann dee besonnesche Statut d'exemption fiscale wa se méi wéi 5% vum Montant total vun deenen Dividenden, déi se ausginn, aus Sociétés non résidantes bezéien, déi kengem Impôt sur le revenu ënnerleien.

Dat muss dann och all Joer - an och dat gouf hei scho gesot - vun engem Réviseur d'entreprises oder engem Expert-comptable per Zertifikat attestéiert ginn, an am Juni 2005 kënnt dat en vigueur fir déi, déi ënnert deen neie Regime falen, a fir déi, déi elo schonn do sinn, gëllt den Délai vun 2011.

Well de Rapporteur ganz am Detail dorobber agaangen ass, wéilt ech him net nëmme Merci soe fir säin ausféierlechen an iwwersiichtleche Rapport, mä och drop verzichte fir nach weider dorobber anzegoen.

Et ass awer vläicht nach interessant trotzdeem kuerz op dat geännert europäescht Ëmfeld anzegoen an och op dee Package, deen dat heite jo duerstellt, nieft aneren Diskussiounen, déi mer zum Beispill schonn am Zesummenhang mat der Quellesteier verbonnen hunn. Et ass e ganz sensibele Kontext, an et war och ausser Fro - och dat ass an der Kommissioun diskutéiert a confirméiert ginn - et war och onméiglech fir géint déi heiten awer trotzdeem liicht Modifikatiounen ze sinn als Lëtzebuerg.

Dat war net nëmmen net ubruecht wéinst der inhaltlecher Envergure vun deem Ganzen, mä natierlech och net ubruecht wéinst deem kontraproduktive Message, dee mer géinge ginn, net nëmme wat den Image de marque vun eisem Land ugeet, mä besonnesch wat d'Bedeitung vun der Place financière ugeet.

An et ass jo och schonn hei eng Kéier rappeléiert ginn, dass dat Ganzt op Mesure-fiscalen zréckgeet, déi 1997 ënnert der Présidence vun eisem Land ausgeschafft goufen, mat engem Code de conduite, deen doropshin ausgeschafft ginn ass am Domän vun der Fiscalitéit vun den Entreprisen, an dass do een Haapthannergrond deem zugrond louch, nämlech dass de Mesuren, déi kéinten Délocalisatioune bewierke vu wirtschaftlechen Aktivitéiten, soll entgéintgewierkt ginn, wat natierlech am europäesche Kontext eng Absicht ass, déi vum Wirtschaftlechen hier eng ass, déi mir matdroen.

Dann nach eng Kéier, dat hei ass een Deel vun engem Gesamtpackage. Et si keng dramatesch Agréffer an eis Législatioun, zemools d'Legitimitéit vun der Existenz a vum Handlungsspillraum vun den Holdingen hei zu Lëtzebuerg net a Fro gestallt ass. Souguer wann ee sech net kann en conformité setze mat deem doten Zertifikat, da verléiert ee weder de juristeschen nach den ekonomesche Statut, mä eigentlech ledeglech während engem Exercice en cours d'Exemption vun deem spezielle Régime fiscal a kritt dann och eng Geleeënheet fir sech nees ze rattrapéieren.

Insgesamt konnte mir eis och nom Gespréich mat dem Minister an och mat senge Beamten dovunner iwwerzeegen, dass et bestëmmt e schwierege Match ass, deen op europäeschem Plang ze féieren ass, souwuel vun eiser Regierung wéi och deenen, déi mer an deene ville Groupes de travail sëtzen hunn. Elo hate mer nach d'Chance - fir ee Moment nach bei dësem Projet ze bleiwen -, dass sech d'Portée vun deem heite Gesetz limitéiert huet op d'Dividenden, an et net zum Beispill esou wäit gaangen ass wéi eng Rei vun europäesche Länner gefuerdert hunn, dass et zum Beispill och fir d'Plus-valuë géing gëllen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Doraus kënne mer schléissen, dass wahrscheinlech déi ganz Diskussiounen nach net ofgeschloss ginn, a mer nach déi eng oder déi aner Kéier wäerte missen hei dorobber zréckkommen. Fir eis heescht dat einfach an deenen nächste Méint a Joren d'Obligatioun fir och e Mëttelwee ze fannen, op där enger Säit vun där Surveillance an deem Contrôle, dee mer eis selwer mat aus dem europäesche Partenariat operluecht hunn, fir d'Finanzaktivitéiten op déi Aart a Weis ze begleeden, an op där anerer Säit awer och den Investisseuren déi Protektioun ze garantéieren, oder deen Encadrement ze garantéieren, dass se net fortlafen.

Dat heescht op där enger Säit dem Drock net nozeginn an op där anerer Säit awer och zur Kenntnis ze huelen, dass et fir déi, déi concernéiert sinn, ëmmer méi opwändeg gëtt, méi schwiereg gëtt, ëmmer méi schwiereg gérabel gëtt an domat och ëmmer méi deier gëtt, fir sech en conformité ze setzen. Dat huet natierlech seng Répercussiounen net nëmmen op déi concernéiert Sociétéiten, mä och zum Beispill op eis Administration de l'Enregistrement, déi net nëmme méi Aarbecht kritt, mä einfach och méi e Volume ze bewältege kritt, fir déi Mise en conformité ze begleeden, déi hei och schonn ugeklongen ass.

Et heescht awer och, an domat wier ech um Schluss ugelangt, dass ëmmer manner Spillraum bleift fir hei zu Lëtzebuerg nei Créneauen ze schafen, déi eis vun anere Länner ofhiewe respektiv als Nischepolitik kéinten interpretéiert ginn. An et soll och fir eis awer an der Zukunft virun allem als Encouragement verstane sinn, fir weiderzefuere mat enger Diversifikatiounspolitik um wirtschaftleche Plang, a virun allem och an Zukunft drop ze setzen, dass mer net nëmmen e performante Finanz- an Déngschtleeschtungssecteur hunn, mä och déi aner Secteure confirméieren a weider ausbauen.

Zum Beispill ass et gradesou wichteg en Industriesecteur ze förderen an et ass och gradesou wichteg op nei wirtschaftlech Pilieren ze setzen, zum Beispill d'Innovatioun, d'Fuerschung an d'Formatioun och um universitäre Plang. Mat deene Remarquë géing ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi matbréngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. D'Diskussioun ass domadder ofgeschloss an d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Luc Frieden.

Entschëllegt! Ja?

(Interruption)

Dir sidd net ageschriwwen. Géift Der lech nach gären aschreiwen? Très bien, dann huet den honorabelen Här Henckes d'Wuert.

(Interruption)

Här Bausch, et ass net u mir fir dat ze appréciéieren.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, entschëllegt mech, ech hat geduecht, datt ech als Riedner ageschriwwe wor.

Et muss een nach eng Kéier festhalen, datt mer eng vun onse fundamentale Législatiounen, déi vun der Holdinggesetzgebung '29, elo modifiéieren an datt mer also an där Linn leien, déi ech scho regrettéiert hat bei der Debatt iwwert d'Quellesteier, an zwar datt mer ëmmer méi Schadensbegrenzungen a Réckzuchsgefechter maachen, wat e gudden Deel vun onsen Dispositions législatives uginn, déi d'Finanzplaz Lëtzebuerg ausgemaach hunn.

Et muss een och soen, datt déi Holdinggesetzgebung vun 1929 hir Daseinsberechtegung hat, wéi se geschafe ginn ass, well et dorëmmer gaangen ass, deenen Entreprisen, déi am Ausland investéiert hunn, et ze erlaben, datt wa se herno d'Dividende rapatriéiert hunn op Lëtzebuerg, wou eng Quellesteier drop wor, se deen Ablack zu Lëtzebuerg net

nach eng Kéier besteiert gi sinn. Deemools sinn et och ganz wéineg Duebelbesteierungsofkommesse ginn tëschent Lëtzebuerg an deenen anere Länner, dofir hat déi Gesetzgebung absolut hire Wäert.

An och haut muss ee soen, datt mer zu Lëtzebuerg eent vun deene Länner sinn, wat zwar eng etlech Duebelbesteierungsofkommessen huet, mä awer vill manner wéi Holland, Frankräich oder Däitschland. An et ass also sonner Zweifel, datt wann eng Entreprise wëllt an d'Ausland investéieren, an e Land wou Lëtzebuerg keen Duebelbesteierungsofkommes huet, datt deen Ablack déi Gesetzgebung vun onser Holding '29 nach ëmmer hir Berechtegung huet.

Ech bedaueren, datt dat Positiivt un där Saach, wat absolut ekonomesch richteg ass, net richteg an der internationaler Finanzpress an och soss dohierter op den europäesche Regierungsconseilen duerchkënnt. Ech wënsche mer oft, datt een heiansdo déi Gesetzgebung, déi een huet, méi positiv soll verkafen, well een och gesäit, datt aner Länner ähnlech, all méiglech Dispositiounen huelen, fir do bei hire Gesellschaften, déi am Export täteg sinn, Steiermesurë virzehuelen, déi eng Exonération fiscale oder soss eng Faveur kënne virgesinn. Ech wëll nuren un d'Foreign Sales Corporation denken, op déi d'amerikanesch Firme kënnen zréckgräifen a wou et eng etlech Diskussioune gëtt.

Dat zweet wat ee muss festhalen, dat ass, datt mer elo mat enger Gesetzgebung konfrontéiert sinn, déi mir zwar e bëssen à regret kënne matdroen, well et esou négociéiert ginn ass, well och an aneren europäesche Länner ähnlech Mesuren, déi bestanen hunn an der Belsch oder an Holland a sou weider, datt déi och solle bis Enn 2010 ofgeschaaft ginn oder modifiéiert gi sinn, mä nach bedaueren ech, datt mer hu missen zu deem Schratt do kommen.

Da géing ech den Här Finanzminister bieden, awer och mol eng Kéier ze kucken, datt mer méi Duebelbesteierungsofkommesse géinge kréien. Et sinn der eng etlech négociéiert, Här Minister, an déi leien am Tirang an der Steierverwaltung. An dat sinn der eng etlech, ech wëll nuren een ervirsträichen, wann ech mam A bei de Länner ufänken, dat ass dee vum Aserbaidschan, mä et gëtt der nach eng etlech anerer, an déi Gesetzgebungen, déi Accorden, déi missten awer op den Instanzewee kommen. Mir wëssen, datt dofir dann de Ministère des Affaires étrangères zoustänneg ass, mä et wier awer gutt, wa mer och géingen op dee Wee do goen.

Dat zweet, wat mengen ech noutwendeg ass, dat ass, datt mer och als Land, also Dir als Regierung sollt kucke fir eng Étude comparative ze maache vun den Duebelbesteierungsofkommessen, wéi mir se hei zu Lëtzebuerg négociéiert hunn, a wéi se an onsen Nopeschlänner an an anere Länner vun der Europäescher Unioun bestinn. An do muss ee feststellen, datt mat munche Länner Lëtzebuerg net esou gutt do steet, wéi zum Beispill Holland, Frankräich oder Däitschland. An dat ass net gesond, well deen Ablack Entreprisen, anstatt vu Lëtzebuerg aus ze investéieren, deen Ablack an aner Juridictioune musse goe fir do vu bessere Konditiounen ze profitéieren. Dofir wier et gutt, wann een déi Aarbecht géing maachen.

En drëtten Deel, dee wichteg ass an dem Kontext vun den Investissementer an d'Ausland, dat ass, datt mer och Konventioune géingen ënnerschreiwe mat verschiddene Länner, iwwert d'Protektioun vun den Investissementer. Och do, mengen ech, leie mer wäit am Hannertreffe vis-à-vis vun onsen Nopeschlänner.

Dat gesot, kënne mer mat engen etleche Regreten awer den Text, esou wéi den Här Mosar e virgestallt an explizéiert huet, matdroen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo awer definitiv den Här Minister Luc Frieden. Här Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech géing och gären dem Här Mosar an deenen anere Kolleege Merci soe fir hir Stellungnahm zu dësem Projet de loi; Stellungnahmen, déi am Fong net d'Komplexitéit an d'Häert vun där Debatt erëmspigelen, déi mer ronderëm dës europäesch Regelen, déi zu dësem Gesetzprojet gefeiert hunn, an deene leschte Jore gefeiert hunn.

Et ass hei an e puer Interventiounen erauskomm, wéi wann dat heiten d'Resultat wär vun engem Op-d'Säit-gedréckt-Gi vun europäesche Reglementatiounen. Elo grad ass nach geschwat gi vu Réckzuchsgefechter a Schadensbegrenzung. Dat kann ee sécher esou gesinn, mä dës anti-europäesch Astellung, déi natierlech a contrario heescht, datt ee seet: Mä mir wären nach vill besser drun, wa mer dat do alles net hätten. Mir kéinten eist Holdinggesetz halen, mer bräichten eng ganz Rei aner Gesetzgebungen net ze maachen.

Da muss ee sech d'Fro stellen, a wéi enger Situatioun een ass a wat fir eng Choixen een huet. Mir hätte selbstverständlech kéinte soen, mir maache bei all deene Saachen do net mat a mir bleiwen op eiser Insel hei sëtzen. Dann hätte mer keng fräi Circulatioun vum Kapital, mir hätte kee groussen europäesche Bannemaart an deem d'Kapital géing fräi circuléieren, an deem d'Leit kéinte fräi circuléieren, a mir wären iwwerhaapt net an déi Situatioun komm, wou mer haut eng grouss international Finanzplaz hätten.

Et ass innerhalb vun deenen europäesche Regelen, wou mer d'Diskussioun geféiert hunn, wat ass eng fair Besteierung vu Gesellschaften, an et ass déi Diskussioun, déi mer geféiert hunn. An an där Diskussioun, mengen ech, wann een de ganze Code de conduite kuckt, deen am Beräich vun der Betribsbesteierung um europäesche Plang arrêtéiert ginn ass, datt Lëtzebuerg relativ gutt ewechkomm ass. Well et si 66 Moossnamen, déi vun den europäesche Ministere considéréiert gi sinn als onfair Besteierung. Do sinn der nëmmen zwou, déi Lëtzebuerg betraff hunn. All déi aner hunn aner Länner betraff. An déi richteg Debatt war am Fong: Wat ass eng fair Besteierung? Ass et fair - war eng vun de Froen - wann ee verschidden Typë vu Gesellschafte ganz anescht behandelt wéi déi, déi an hirem nationale Bannemaart esou traitéiert ginn?

An duerfir mengen ech, datt déi falsch Schlussfolgerung déi wär fir ze soen, et ass dat béist Europa, wat eis zu dësem Schrëtt verleet. Et muss ee virun allem déi grouss Opportunitéite gesinn, déi mer hunn, doduerch datt mer an deem Europa sinn an datt mer kënnen an Europa eis Finanzprodukter verkafen, och wann dat heiansdo heescht, eng Réadaptatioun vu Regelen, déi mer hunn.

Et muss een och gesinn, wéi gesot, niewent dem Fait, datt 64 Steiermoossnamen an anere Länner mussen ofgeschaaft ginn, datt mer och zu Lëtzebuerg an dëser Verhandlung eppes vill méi Wichteges fäerdeg bruecht hunn, nämlech alles dat wat net am Code de conduite zréckbehale ginn ass, an notamment d'SOPARFIen, wat eng aner Zort vun Holdinggesellschaften ass, wouriwwer mer laang diskutéiert hunn.

Dee Schrëtt, dee mer hei gemaach hunn, an deen d'Chamber de Mëtten hei diskutéiert, ass am Fong e klenge Volet, dee mir als Contributioun gemaach hunn, fir eng méi fair Besteierung vun den Entreprisen am groussen europäesche Bannemaart ze maachen.

Dat ass och en Débat, deen net ophält. Et wär och falsch ze mengen, datt mer haut mat deenen Debatte fäerdeg sinn. Europa ass Gott sei Dank e Kontinent, deen evoluéiert. Mir wäerten och nach an deenen nächsten 10, 20, 30, 40 Joer iwwer Besteierung an Europa schwätzen, a kucken, wéi mer dee Bannemaart esou kënne gestalten, datt mer all d'Opportunitéiten och wierklech voll kënnen notzen.

An ech soen nach eng Kéier: Fir eist Land sinn déi Opportunitéiten enorm. Et géing eise Räichtum hei zu Lëtzebuerg net ginn ouni dat Europa, weder am Stol nach bei de Medien a scho guer net op der Finanzplaz.

Duerfir bieden ech drëm, datt een déi ganz Diskussioun am Breede gesäit, an datt esou Ännerunge wéi dës am Fong zu enger europäescher Partnerschaft gehéieren. Quitte datt déi Verhandlungen, déi heizou geféiert gi sinn, net einfach waren, well et selbstverständlech eng Attitüd gëtt vun enger Rei Memberstaten, déi natierlech aus enger gewëssener Jalousie eraus, respektiv och well hinne ganz vill Kapital verluer geet, wann dat an d'Nopeschlänner geet, versichen dat eent oder anert Instrument, wat d'Noperen hunn, ze eliminéieren.

Mä nach eng Kéier: Och déi aner hunn hei an dëser Diskussioun missen op eng Rei Instrumenter verzichten. Et wäert och d'Aufgab sinn ze kucken an deenen nächste Joren, wéi déi aner Länner dëse Code de conduite ëmsetzen.

Dës Debatt ass net eriwwer. Och de Rapporteur huet et ugeschwat: Et gëtt effektiv eng Tendenz an der Europäescher Kommissioun, fir ze soen, datt dës Holdinggesellschafte géint d'Regele vun den Aides d'État verstoussen. Dat ass eng Theorie, déi d'Lëtzebuerger Regierung net deelt. Wann d'Kommissioun op deem Wee géing weidergoen, da muss dat um europäesche Geriichtshaff gekläert ginn. Dat muss een an deenen nächste Woche gesinn. Mir wäerten op jidde Fall déi Argumentatioun widderleeën. Mä wéi gesot, d'Geriichter sinn dann do fir dat ze tranchéieren.

Och aner Gesetzer, déi de Rapporteur hei mentionnéiert huet, bedeiten net d'Enn vun der Gesetzgebung ronderëm d'Finanzplaz. De Rapporteur huet geschwat vum Gesetz iwwert d'Geldwäsch. Et muss ee wëssen, datt op europäeschem Plang fir de Moment eng drëtt Direktiv iwwert de Kampf géint Geldwäsch an der Diskussioun ass, datt mir also och déi mat verhandelen, an déi och le moment venu mussen an eis national Gesetzgebung ëmsetzen.

An deem Europa, wat eis esou villes bréngt, also vill Räichtum elo an an der Zukunft bréngt, gëtt et selbstverständlech och ëmmer nei Opportunitéiten. Ech mengen, dat ass och an där Debatt vläicht net genuch zum Virschäi komm. Europa huet sech net zum Zil gesat, a kann dat och guer net, fir d'Besteierung ze uniformiséieren an ze harmoniséieren.

Mir hunn och grad duerch déi Diskussioun am Code de conduite ganz vill nei Méiglechkeete fir Lëtzebuerg entdeckt. Am Ufank stoungen op där Lëscht 226 Moossnamen, déi analyséiert gi sinn. Et sinn der 66 bliwwen. Mir hunn do ganz villes an deenen Diskussioune geléiert. Mir hu ganz interessant Strukturen am Ausland gesinn, vun deene mer net ausschléissen, datt mer déi och an d'Lëtzebuerger Gesetzgebung kënnen aféieren, well Europa elo gesot huet, datt dat Gesetzgebungen oder Moossname sinn, déi europakonform sinn - wann ech dat dierf esou nennen.

Duerfir mengen ech, datt och an Zukunft Kreativitéit grad an engem klenge Land wéi eisem gefuerdert ass, sou datt mer also an deenen nächste Joren eis d'Konditioun gesat hunn, nei Instrumenter ze schafen, déi konform sinn zu den europäesche Regelen, an déi et wäerten erlaben och zu Lëtzebuerg nei Finanzaktivitéiten unzeéien. Mir mussen also nach besser kucken, wat sech am Ausland deet, an domadder d'Konkurrenzfäegkeet vun eiser Finanzplaz erhalen. Dat ass vill Aarbecht an dat ass virun allem och eng technesch Aarbecht. Dorunner schaffe mer mat den Acteure vun der Finanzplaz.

Ech mengen, et wären nach vill Méiglechkeeten, och wa mer hei e Millimeter ännere vun enger Gesetzgebung, déi awer während 80 Joer e gudden Déngscht geleescht huet, mä wéi gesot, et sinn anerer, déi haut méi attraktiv sinn a méi wichteg si fir Lëtzebuerg wéi déi heiten.

Ech si frou, datt mer beim Code de conduite zu deem dote Resultat komm sinn, mä wéi gesot, et wäert och an Zukunft och an dësen Dossieren nach esou munch Debatt op europäeschem Plang ze féiere sinn. Dat Wesentlecht ass, datt een d'Gesamtbild vun der europäescher Integratioun, vun der Ouverture vun de Finanzmäert net vergësst, déi méi wichteg ass, wéi verschidden Deeler, déi mer haut hei diskutéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Debatt. Mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi, dee mer elo just diskutéiert hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5231 ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Paul-Henri Meyers), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par Mme Martine Stein-Mergen), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Marie-Josée Frank), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Carlo Wagner), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Felix Braz), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer zum nächste Projet, der Diskussioun iwwert de Projet 5402 iwwert den Asaz vun der Informatik bei der Douane. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Flesch, den Här Bodry an den Här Braz. Als éischte Riedner huet elo de Rapporteur d'Wuert, den honorabelen Här Patrick Santer.

7. 5402 - Projet de loi portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee vun der Bekämpfung vun der grenziwwerschreidender Kriminalitéit schwätzt, däerf een déi wichteg Contributioun vun den Douanesautoritéiten net vergiessen. Och si spillen eng wichteg Roll fir d'Schafe vun engem Espace de liberté, de sécurité et de justice an der Europäescher Unioun.

Wann et um Niveau vun de Polizeia Justizautoritéite Kooperatiounsstrukturen an -institutiounen um Niveau vun der Europäescher Unioun gëtt, an ech schwätzen hei Europol an Eurojust un, da funktionéiert d'Zesummewierke vun den Douanesautoritéiten an der Unioun ouni esou zentral Strukturen. Duerfir ass et grad esou wichteg, datt d'Informatiounsflëss tëschent den nationalen Douanesautoritéiten optimal solle stattfannen.

Duerch e Gesetz vum 20. Dezember 2002 hu mer eng Konventioun vun 1995 approuvéiert, déi als Objet d'Uwendung hat vun der Informatik am Kader vun der Zesummenaarbecht tëschent den Douanesautoritéiten. Esou gouf de Système d'Information des Douanes oder SID geschafen.

De Système d'Information des Douanes ass een, fir all Douanesautoritéit an der Europäescher Unioun zougänglecht, Computernetzwierk, dat d'Zil verfollegt, an ech zitéieren hei d'Konventioun: «aider à prévenir, rechercher et poursuivre les infractions graves aux lois nationales en renforçant, par une diffusion plus rapide des informations,…»

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Et interesséiert net vill Leit, mä ech fänken erëm un. D'Zil vun der Konventioun war «aider à prévenir, rechercher et poursuivre les infractions graves aux lois nationales en renforçant, par une diffusion plus rapide des informa-

tions, l'efficacité des procédures de coopération et de contrôle des administrations douanières des États membres.»

D'Donnéeën, déi op de Système d'Information des Douanes gespäichert ginn, konnten der Konventioun vun 1995 no nëmme fir bestëmmte Kategorië vun Aktivitéite vun den Douanesautoritéite traitéiert ginn: dat waren d'Observatioun, d'Surveillance an de Contrôle.

De Protokoll zu der Konventioun vun 1995, dee mer duerch dëse Projet de loi wäerten approuvéieren, erweidert den Zougréff op de Service d'Information des Douanes och op d'Donnéeën, déi sech op Enquêten, ob déi Enquêten nach amgaange sinn oder schonn ofgeschloss sinn, bezéien. Esou kënnen d'Enquêten, déi vun de verschiddenen Douanesautoritéiten duerchgeféiert ginn, besser koordinéiert ginn.

Zu dësem Zweck gëtt e spezielle Fichier geschafen, de Fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières. Esou kënnen d'Douanesverwaltungen, déi zum Beispill géint eng bestëmmte Persoun enquêtéieren, elektronesch a systematesch nopréiwe loossen, ob dës Persoun och an aner Memberstaten den Objet vun Enquêtë vun Douanesverwaltunge war oder nach ass.

Här President, wann de Statsrot sech prinzipiell mat dësem Protokoll a mat dësem Projet de loi averstanen erkläert huet, esou wollt en awer dëse Projet de loi duerch zwou Zousazbestëmmungen ergänzt gesinn. Ech wéilt lech elo scho matdeelen, datt mer dem Statsrot sengen Observatiounen net Rechnung gedroen hunn.

Zum enge wollt de Statsrot, datt am Projet de loi eng Lëscht vun Infractioune sollt festgehale ginn, well am neien Artikel 12 A steet, datt all Memberstat deenen anere Memberstate wéi och engem Komitee, deen niewebäi gesot nach net existéiert, eng Lëscht vu gravéierenden Infractiounen, déi an d'Kompetenz vun den Douanesautoritéite falen, soll matdeelen. Dës Infractiounen, déi gravéierend sinn, sinn där, déi mat enger Prisongsstrof vu mindestens zwielef Méint bestrooft ginn oder op deenen eng Geldstrof vun op d'mannst 15.000 Euro drop steet.

D'Kommissioun huet d'Meenung vertratt, datt de Projet de loi net brauch esou eng Lëscht vun Infractiounen ze beinhalten. Lëtzebuerg kann nawell deenen anere Memberstaten, oder besser gesot déi Lëtzebuerger Douanesautoritéit kann nawell hiren Amtskolleegen aus deenen anere Memberstaten déi Lëscht mat deenen Infractiounen zoukomme loossen, och wann déi Lëscht net an dësem Projet de loi festgehalen ass. Dat wier och heiansdo schwiereg, besonnesch an deene Fäll wou dat lëtzebuergescht Gesetz d'Geldstrof pro Quantitéit vun de Wuere festleet.

Zum aneren hätt de Statsrot gär gehat, datt d'Délaien, wéi laang d'Donnéeë kéinten am Système d'Information des Douanes gehale ginn, solle preziséiert ginn. Am neien Artikel 12 E sinn d'Maximaldélaie festgehalen. Dat geet jee no Situatioun bis zu zéng Joer.

An der Konventioun, déi mer 2002 approuvéiert hunn, steet am Artikel 12, datt d'Daten esou laang kënne gehale ginn, bis d'Objektiv, dat se verfollegen, erreecht ginn ass. Dëse Proportionalitéitsprinzip, deen allgemeng an Dateschutzkonventiounen, Dateschutzdirektiven oder Dateschutzgesetzer erëmzefannen ass, bilt d'Minimaldurée fir déi Daten, déi am Système d'Information des Douanes ze hale sinn. Mir hunn also eng Minimaldurée, déi geregelt ass duerch de Prinzip vun der Proportionalitéit, an eng Maximaldurée, déi elo an deem neien Artikel 12 E festgehalen ass. Esou brauch de Projet de loi och op dësem Punkt net ergänzt ze ginn.

Zum Schluss wéilt ech nach zwou Bemierkunge maachen:

Éischtens ass de Système d'Information des Douanes bis elo zumools net grad als Erfolleg unzegesinn. Et ass eng ridicule kleng Zuel vun Donnéeën an deem System gespäichert, wat besonnesch op eng komplizéiert Handhabung vum System an enorm laang Waardezäiten zréckzeféieren ass. D'Problemer sinn amgaange behuewen ze ginn, an d'Kommissioun hofft, datt eng méi zäitgerecht Infrastruktur de Système d'Information des Douanes zu engem effikasse System ausbaue kann. Soss wär jo d'Zilsetzung vum ganze System a Fro gestallt.

Zweetens wëll ech am Numm vun der Kommissioun nach eng Kéier betounen, wat schonn 2002 bei der Approbatioun vun där Konventioun von 1995 gesot ginn ass: Duerch de Système d'Information des Douanes kritt eis Douanesverwaltung keng nei Kompetenzen. Och wann d'Douanesverwaltungen aus anere Memberstate vill méi large Kompetenzen hunn, an Donnéeën, déi hire Kompetenzen entspriechen, op de Système d'Information des Douanes kënne späicheren, esou bedeit dat nach laang net, datt eis Douane Donnéeën, wou se opgrond vun eise Gesetzer kee Recht drop huet, kann eroflueden.

Am Numm vun der Kommissioun wéilt ech och dem Här Dicken vun der Douanesverwaltung Merci soen. Den Här Dicken stoung der Kommissioun Ried an Äntwert an huet eis wäertvoll Informatiounen iwwert déi praktesch Erfahrung mam Système d'Information des Douanes matgedeelt.

Ech wollt lech also, als Rapporteur, virschloen de Projet de loi, deen unanime an der Kommissioun approuvéiert ginn ass, esou unzehuele wéi en als Annex zum Rapport steet. An als mandatéierte Spriecher vun der CSV wéilt ech och matdeelen, datt d'CSV dëse Projet wäert matstëmmen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Santer. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi mer schonn an der Commission juridique eisen Accord bruecht hunn, wäert ech och eisen Accord haut zu dësem Projet de loi bréngen.

Ech mengen et ass ganz wichteg, wann een déi ganzen Zäit schwätzt vu Kommunikatioun a vun Zesummenaarbecht vu Policeautoritéiten, dass och d'Douanesautoritéite méi Kooperatioun zesumme kréien, well éischtens eis Douane eng ganz Rëtsch vu Kompetenze kritt huet duerch fréier Gesetzer, déi mer gestëmmt hunn.

Mä da muss ech den Här Minister awer froen, wann e mer nolauschtert?

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech wollt just den Här Minister froen: Här Minister, wann Der erlaabt, mir hunn elo duerch dat heite Gesetz jo méi eng Verknäppung tëschent europäeschen Douanen, mä op der Generalversammlung vun der Douanesgewerkschaft, wou eng ganz Rëtsch vun eisen Deputéierten dobäi waren, hu se awer gesot, dass zum Beispill der Brigade motorisée vun den Douanen hei zu Lëtzebuerg ongeféier 30 Leit feelen.

Ech weess, et ass net Är Kompetenz, et ass dem Här Juncker seng Kompetenz. Ech hunn em och d'Fro gestallt, als Finanzminister a Premierminister. Et ass gutt dass mer kucken, dass se um internationalen Niveau besser zesummeschaffen. Mä wat maache mer wa se um nationalen Niveau vir an hannen net bäikomme mat hirer Aarbecht, an op jidde Fall eng 20 bis 30 Leit an hirer Brigade motorisée, esou wéi d'Gesetz et awer deemools virgesinn huet, haut feelen. Dowéinst ass déi Fro, Här Minister: Wéi kënnt Der hinnen d'Moyene ginn, wann Der hinnen och nach nei Chargë gitt an nei Missiounen?

Esou wéi dat jo bei CRIen haut ass, bei engem Untersuchungsriichter, wou eng ganz Prozedur hannendrun ass. Wann een Infoe brauch, wéi soll d'Douane dat maachen, wa se haut scho ruffen, dass se net genuch Leit hu fir ze schaffen? Mä wéi gesot, ech mengen et ass e wichtege Projet an e geet an déi richteg Richtung. Duerfir wäert och d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heite Projet stëmmen.

Une voix.- Mir haten näischt aneschters erwaart.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Bodry agedroen. Den Här Alex Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, no den Ausféierunge vum Här Rapporteur brauch een net méi op den Inhalt weider vun deem Text hei anzegoen. Ech mengen dat hei ass eréischt eng zweet Etapp, déi mer beschreiden. Eng éischt Etapp, dat war d'Gesetz vum 20. Dezember 2000, wou mer eigentlech um Niveau vun den Douanen an Europa en Informatiounssystem ageriicht hunn, wou mer allerdéngs och héieren hunn, dass net allze vill Gebrauch vun deem System gemaach gëtt. Elo kënnt eng zweet Etapp dobäi, wou mer déi Verstäerkung vun der Zesummenaarbecht tëschent den Zollverwaltungen an Europa ustriewen.

Interessant ze gesinn ass och, dass dee Protokoll eigentlech am Fong d'Resultat ass vun der intergouvernementaler Zesummenaarbecht an der Europäescher Unioun mam Zil, fir méi Sécherheet an Europa ze kréien an och fir eben Efforten ze maachen, fir gemeinsam géint d'Kriminalitéit, a besonnesch géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit virzegoen.

Dozou gehéiert selbstverständlech, dass een op gewëssen Informatioune muss kënnen an engem anere Memberstat zréckgräifen, fir seng eegen Enquêtë kënne gutt ze féieren, respektiv a Kontakt ze triede mat deenen aneren Autoritéiten, fir also optimal do Informatiounsaustausch kënne virzehuelen am Kader vun Enquêten, déi d'Zollverwaltungen duerchzéien.

Wat jo interessant ass, dat ass, dass mer u sech an deem heite Fall haaptsächlech jo iwwer sou genannten Accords d'assistance mutuelle eraus déi hei Zesummenaarbecht an Europa méi systematesch maachen. Doduerch ergëtt sech natierlech och eng Vereinfachung vun de Prozeduren, déi sech aus deenen normalen internationalen Accorden ergëtt. Hei besteet also d'Méiglechkeet fir en direkten Zougréff ze huelen op eng Rei vu perséinlechen Daten, déi an engem gemeinsame System gespäichert sinn.

Dat féiert net nëmmen dozou, dass een u sech méi komplett Donnéeë kritt, mä haaptsächlech och dozou, dass ee vill méi schnell ka virgoen, an d'Schnelllegkeet ass, mengen ech, eng wichteg Viraussetzung fir an esou Dossiere kënnen d'Enquête zu engem glécklechen Ofschloss ze bréngen.

Fir eis ass et nach wichteg festzestellen - an de schréftleche Rapport mécht dat och -, dass u sech heimadder awer och eis Dateschutzbestëmmungen hei zu Lëtzebuerg net ausgehiewelt ginn, mä dass selbstverständlech eis Zollverwaltung - et ass op déi wou mir jo och hei Zougréff hunn - sech muss un déi Texter vum Dateschutz halen, déi also fir si voll a ganz bestoe bleiwen. Ech géif just hoffen, andeem ech och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Text hei abréngen, dass déi zweet Etapp méi Succès hätt wéi déi éischt Etapp.

Et ass e bëssen droleg. Normalerweis verdéift een eréischt wa schonn déi éischt Etapp eigentlech d'Resultater voll bruecht huet. Et wär also ze hoffen, dass dat heiten, déi Kooperatiounsefforten, déi hei gemaach ginn, och wierklech genotzt gi vun deenen eenzelnen Douanesverwaltungen an Europa. Et ass selbstverständlech, dass och vu Lëtzebuerger Säit aus, soufern do muss dee System gespeist gi mat Lëtzebuerger Donnéeën, och dat Néidegt gemaach gëtt vun eiser Douanesverwaltung aus, fir dass deen dote System kann droen an dass en sengem Zil gerecht gëtt, dat heescht u sech fir d'Kriminalitéit hei an Europa besser kënnen ze bekämpfen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz!

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wëll och just kuerz dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht, deen en haut mat perséinlech kierperlechem Asaz virgedroen huet. Mir stëmmen dëse Projet och als gréng Fraktioun, esou wéi mer och d'Gesetz vum 20. Dezember 2002 deemools gestëmmt hunn iwwert d'Schafe vum SID.

Mir ginn haut e Schrëtt méi wäit mat dëser zweeter Etapp fir eis am Beräich vun der Douane besser informatesch Méiglechkeeten ze ginn, fir bestëmmte Formen, net all, bestëmmte Forme vu grenziwwerschreidender Kriminalitéit besser kënnen ze bekämpfen. Dat ass e richtege Schrëtt. Mir ënnerstëtzen en och dofir, mä et muss een awer trotzdeem och d'Fro stellen, woufir datt den éischte Schrëtt nach net esou gutt funktionéiert huet.

Et ass bis elo e Pabeiertiger bliwwen, déi Konventioun, déi mer hunn. De Rapporteur sot et, d'Zuel vun Donnéeën, déi an deem aktuelle System bis elo dra sinn, sinn extrem geréng, wierklech ridiculement geréng, an ech wollt duerfir och d'Fro un de Minister stellen, wéi en dat erkläre kann, dass bis elo den SID net méi genotzt ginn ass, a wéi eng Gedanke sech um europäeschen Niveau dann doriwwer gemaach ginn, fir dass d'Fourniture, d'Alimentatioun mat Donnéeë besser funktionéiert, well ouni déi wäert och déi zweet Etapp e Pabeiertiger bleiwen.

Une voix.- Gutt.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Henckes agedroen. Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och dem Rapporteur félicitéiere fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Bericht. Ech mengen et ass wichteg, datt mer Lacunen, déi bestinn, ophiewen, datt mer och där internationaler Kriminalitéit méi ferme entgéinttrieden. Déi Base de données, déi soll geschafe ginn, déi viséiert Enquêten, wou et ëm eng Infraction grave geet, an ënner Infraction grave si Strofen, Prisongsstrofe vu Minimum zwielef Méint a vu Minimum 15.000 Euro virgesinn.

Mä et muss ee soen, datt mer där Dispositions européennes um Niveau vun den Infractiounen, um Niveau vun de Prozeduren, ëmmer méi kréien. An, Här Minister, mir sinn der Meenung, datt d'Regierung sollt higoen an emol alleguerten déi Texter, déi et niewent dem Code pénal gëtt, déi et niewent dem Code d'Instruction criminelle gëtt, wat d'Prozeduren ugeet, wat Infractiounen ugeet, datt een déi misst an engem Code du Droit pénal et de Procédure pénale codifiéieren, datt ee se soll op een Nenner bréngen.

Dat Zweet wat ee muss festhalen, an ech benotzen dat fir et an dësem Kontext ze soen, dat ass, datt mer an onsem Code pénal nach ganz oft Wierder gebrauchen, déi der heiteger Zäit net méi adaptéiert sinn, a wou d'Geriichter sech dann heiansdo ganz schwéier dinn, fir déi ze adaptéieren. Et geet nach am Code pénal Rieds vu Machine à vapeur, et geet nach Rieds vun Appareil télégraphique, an ech mengen et wier awer un der Zäit fir esou Wierder ze ersetzen duerch modern Moyens de communication, fir datt een och den Infractiounen, déi um internationalen Niveau geschéien, déi transfrontalières sinn, kënnt begéinen.

Duerfir erlaabt mer, Här President, fir nach eng Motioun ze déposéieren, fir d'Regierung opzefuerderen, fir op där enger Säit e Comité anzesetze fir ze kucken, fir déi Terminologie aus dem Code pénal an aus dem Code d'Instruction criminelle ze moderniséieren, a fir op där anerer Säit alleguerten déi Dispositions pénales, déi elo am Laf vun de leschte Jore gestëmmt gi sinn, an een eenzege Code eranzebréngen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que le Code pénal luxembourgeois est basé sur une loi du 16 juin 1879 et que le Code d'Instruction Criminelle est basé sur une loi du 17 novembre 1808;

- considérant que de nombreuses dispositions de ces Codes sont partiellement formulées dans des termes juridiques surannés et qu'il y a lieu de remplacer ces termes par une terminologie nouvelle adaptée au monde d'aujourd'hui;

- considérant par ailleurs qu'en supplément de ces deux Codes existent une multitude de lois contenant des dispositions pénales les plus variées qui ne sont pas codifiées;

- considérant qu'une telle évolution n'est guère dans l'intérêt de l'État de droit et d'une bonne gestion de la justice;

- considérant qu'il y a lieu de faciliter l'application du principe «nul n'est censé ignorer la loi» et de codifier les textes prévoyant des sanctions pénales;

demande au Gouvernement

- d'entamer une refonte linguistique du Code pénal et du Code de l'Instruction Criminelle afin de remplacer les termes juridiques surannés par des termes juridiques adaptés à une justice moderne;

- de regrouper toutes les dispositions pénales et de procédure pénale contenues dans d'autres lois dans un seul Code du Droit pénal et de Procédure pénale.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Ech menge wann ee seet, «nul n'est censé ignorer la loi», mä wann ee se elo muss an deenen dausende vu Säite vum Mémorial siche goen, dat ass net onbe-

déngt jiddermanns Saach, an dat féiert och dozou, datt ganz oft d'Dispositions pénales net applizéiert gi respektiv dass se ignoréiert ginn. Soss kënne mer natierlech mat dem Projet de loi d'accord sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo den Här Minister Luc Frieden. Här Frieden!

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, ech hunn de sëllechen Erklärunge vun de Kolleegen hei an der Chamber net villes bäizefügen. Et ass e wichtegt Instrument vu méi Koordinatioun a Kooperatioun an deem dote Beräich. Dat ass hei beschriwwe ginn. Dat ass positiv.

Nun ass et awer esou, datt d'Aféierung an d'Utilisatioun vun der Informatik net eppes Einfaches ass, an datt dat - leider, kann ee soen, mä dat ass d'Realitéit - meeschtens eng gewëssen Zäit brauch, an esouguer wann et da bis besteet, muss och nach jiddfereen domadder wëllen a kënne schaffen. Wéi gesot, duerfir muss et emol fir d'éischt bestoen. Duerfir mengen ech, datt dat alles méi lues effektiv gaangen ass wéi dat sech vläicht erhofft ginn ass. Mä dat heescht awer net, datt et doduerch manner gutt ass. Et muss een also kucken, datt een déi néideg Infrastrukture schaaft, fir datt dat geet.

Aus der theoretescher Siicht gekuckt, well ech si selbstverständlech kee Spezialist vun dem Inhalt vun deenen dote Fichieren, mengen ech ze verstoen, datt dat en extreem utilet Instrument ass fir eng besser grenziwwerschreidend Kriminalitéitsbekämpfung, wann et da bis voll operationell ass. Dat gëllt souwuel fir déi éischt Etapp wéi fir déi zweet Etapp.

Zu der Remarque vum Vertrieder vun der DP géing ech just wëlle soen, datt et ganz normal ass, datt, wann een op e Gewerkschaftskongress geet, Leit soen, si bräichte méi Leit, a si hunn och héchstwahrscheinlech Recht. Mir waren d'lescht Joer konfrontéiert mat 1.000 Demandë beim Numerus clausus. Et ass mer elo gesot ginn, datt dëst Joer nach méi Demandë kommen. Eleng nëmmen a menge Beräicher: Geriicht, Police, Douane, Enregistrement, direkt Steierverwaltung ginn e puer honnert Leit gefrot, an dat ass ganz normal.

Eist Land huet ganz vill Aufgaben, mir wäerten net nokommen, esou vill Leit anzestellen. Wann een awer d'Responsabilitéit huet, an duerfir ass et méi einfach wann een natierlech aus der Chamber déi Revendicatioun hei matbréngt, et ass einfach engem ze soen, majo da kriss de méi Leit. Wa mer awer de Budget maachen, da kënne mer net heihinner kommen a soen, d'nächst Joer kommen iwwer dausend Leit. Duerfir muss dann e Choix gemaach ginn, an duerfir kann een net all gewerkschaftlech Revendicatioun an deem do Plang berücksichtegen, well soss kann een net, besonnesch net bei deene Masse-salarialen, déi de Stat bezilt, och nach herno e Budget eenegermoossen op eng uerdentlech Aart a Weis presentéieren.

An duerfir bieden ech all d'Kolleegen drëm, datt net all Beamten, deen op enger Plaz gefrot gëtt, och vun der Regierung agestallt ka ginn. Mir hunn trotzdeem an deene leschte Joren honnerte vun zousätzleche Beamten a ganz ville Verwaltungen agestallt, wat eis iwwregens vun där deemoleger Oppositioun reprochéiert ginn ass, an duerfir hoffen ech, datt déi heiteg Oppositioun beim nächste Budget dann déi Kritiken net wäert maachen.

Datselwecht gëllt iwwregens fir déi Propositiounen, déi elo grad vum Vertrieder vum ADR hei am Bezuch op de Code pénal gemaach gi sinn. Ech weess och, datt am Code pénal eng ganz Rei Termë sinn, déi e bëssen net méi zäitgeméiss sinn, an ech weess och, datt et schwiereg ass, wann een déi sëllech Gesetzgebunge kuckt, wou Strofrechtsbestëmmungen drastinn, datt déi net an engem Code sinn.

Nach muss ech soen, datt, wa mer déi Aarbecht wëllte maachen, dat eng enorm grouss Aarbecht wär, an ech wierklech net weess, wéi mer mat deene Beamten, déi mer hunn an déi ganz gutt sinn, och nach déi doten Aarbecht géinge maachen, fir en neie Code pénal ze schreiwen, eng Codificatioun vun alle strofrechtleche Bestëmmungen.

Dat ass eng Aarbecht fir e Chercheur, dee vläicht eng Kéier déi Aarbecht wëllt maachen. Et ass also eng Iddi, déi ech a priori net schlecht fannen, mä ech kann déi Motioun do aus Regierungssiicht net unhuelen, well ech weess, datt mer dat do kuerzfristeg net gemaach kréien. Mir hu vill aner Saachen am Justizberäich, déi mer annoncéiert hunn, déi mer wëlle maachen, déi och enorm aarbechtsintensiv sinn, an duerfir géing ech dat prioritär maachen, virun esou Compilatiounen, déi eng Utilitéit hunn, mä déi kuerzfristeg onrealistesch sinn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder si mer um Enn vun där Debatt a mir stëmmen elo of iwwert de Projet de loi 5402.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5402 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Paul-Henri Meyers), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes (par M. Marc Spautz), François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Marie-Josée Frank), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Felix Braz), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Dann hu mer d'Motioun vum honorabelen Här Henckes. D'Regierung huet Positioun geholl. Kënne mer direkt ofstëmmen? Par main levée? Geet dat?

(Assentiment)

Vote

Wie mat där Motioun d'accord ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht!

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Ech gesinn et ass eng relativ grouss Majoritéit, déi mat där Motioun net d'accord ass, an domat ass se ofgelehnt.

(Interruptions)

Et ass eng Majoritéit, eng relativ grouss.

Voilà, da komme mer zur Diskussioun vum nächste Projet de loi, d'Bekämpfung vun der Korruptioun. D'Riedezäit ass och nom Modell 1 festgeluecht. Ageschriwwe sinn: d'Madame Flesch, den Här Bodry an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur, déi honorabel Madame Christine Doerner. Madame Doerner!

8. 5262 - Projet de loi portant approbation:

a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997;

b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997;

c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999;

d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt ëmmer erëm spekuléiert, dass de Phenomeen vun der Korruptioun weltwäit verbreet wär a sech an all Gesellschaften, all Gesellschaftsformë géif erëmfannen an och existéiere kënnt.

Lëtzebuerg steet op der Ranglëscht vun Transparency international op der siwenter Plaz vun de Länner - selbstverständlech mat der niddregster Korruptioun.

(Interruptions diverses)

Dëse Korruptiounsindex berout primär op subjektiven Impressiounen, well et gëtt keng exakt Chiffere a keng Fakten. D'Ursaach läit doran, dass et sech hei net ëm e klassesche Crime handelt mat engem Auteur a mat engem Opfer, mä et ass an der Korruptioun wéi am Tango: Et muss een zu zwee sinn, fir en ze danzen…

(Hilarité)

…, en aktive Corrupteur an e passive Corrompu.

Mä trotz ganz wéinege Condamnatiounen an héijen Donkelzifferen huet d'Korruptiounsfuerschung de Verdacht, dass eis Gesellschaft korruptiounsufälleg ass an dass et zu enger Verlagerung kënnt vun der Inlandskorruptioun op eng transnational Korruptioun. Nodeems d'Bestiechung an der internationaler Wirtschaft eng laang Zäit als funktionellt Schmiermëttel, also als noutwendegt Iwwel akzeptéiert an toleréiert ginn ass, hu sech déi lescht 20 Joer lues a lues och negativ Auswierkungen fir eis Gesellschaft, eis Wirtschaft an eise Rechtsstat bemierkbar gemaach.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Isoléiert national Strategië ginn ersat duerch nei international ofgestëmmte Konzepter, an dat vun der Europäescher Unioun, der OCDE, dem Europarot a selbstverständlech och der UNO. Dofir fanne mir elo um Niveau vum Droit international public fir d'alleréischt Bestriewunge vun der EU, hir eege finanziell Interessen ze schützen an dat en présence vun engem enorme Budget a ganz héijen Auslandssubventiounen.

Op där anerer Säit huet d'OCDE-Korruptiounskonventioun bewierkt, dass eng ganz Rei vu Länner Antikorruptiounsmoossnamen an hir intern Gesetzgebung agebaut hunn an opgeholl hunn. An da selbstverständlech och de Conseil de l'Europe, dee versicht mat ganz groussem Enthusiasmus eng ëmfaassend europäesch Léisung, an dat och an Osteuropa, fir dee Problem an déi Problematik ze fannen. Da selbstverständlech zu allerlescht ass d'UNO-Deklaratioun bestrieft e globale politesche Konsens ze fannen.

Duerch d'Gesetz, dat dës Chamber votéiert huet de 15. Januar 2001, wou et a Kraaft getrueden ass, ass do d'OECD-d'Antibestiechungskonventioun approuvéiert ginn. Domadden ass de Begréff vun der Bestiechung am öffentlechen Déngscht, mam Trafic d'influence a mat der Prise illégale d'intérêt nei definéiert ginn an eisem Code pénal. En plus kënne steierrechtlech Pots de vin net méi steierrechtlech ofgeschriwwe ginn. Et war den honorabelen Laurent Mosar, dee Rapporteur war vun dëser déifgräifender Reform.

Plusieurs voix.- Ah! Oh!

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice*.- Haut den Owend geet et drëms véier aner international Instrumenter ëmzesetzen. Dat sinn op där enger Hand d'EU-Antibestiechungskonventioun vun Europabeamte mam zweete Protokoll iwwert de Finanzschutzaccord - allen zwee sinn aus dem Joer 1997 -; op där anerer Hand hu mer d'Convention pénale vum Conseil de l'Europe iwwert d'Korruptioun vun 1999, och Europarotskonventioun genannt, mat engem zousätzleche Protokoll aus dem Joer 2003.

Ech wëll elo kuerz e puer Explikatiounen, e puer Kommentare ginn iwwert déi fënnef Artikelen, déi an dësem Gesetzesprojet virleien, dee mer haut wëlle stëmmen. Am Artikel 1 gi fir d'alleréischt déi verschidde juristesch Instrumenter opgezielt, déi ze approuvéiere sinn. D'Europarotskonventioun befaasst sech haaptsächlech mat der Procédure pénale a versicht d'Korruptioun ze bekämpfen net nëmme mat gemeinsame Regelen, mä och mat enger verstäerkter internationaler an transnationaler Kooperatioun.

Am Artikel 26 iwwert d'Entraide judiciaire ginn d'Staten elo opgefuerdert eng Rechtshëllef an deem gréisstméiglechen Ëmfank, an dat esou schnell wéi méiglech, ze leeschten. Selbstverständlech kann all Land an engem konkrete Fall seng Rechtshëllef verweigeren, wa se géif de Prinzip vun der Souveränitéit respektiv vun der interner staatlecher Rechtsuerdnung affectéieren.

Mä wat d'Bankgeheimnis betrëfft, esou sinn hei ganz kloer Regele gesat. Dat wëllt soen, déi international Kooperatioun ganz generell, an d'Entraide, déi international Rechtshëllef spezifesch däerfen net eleng ofgelehnt gi mam Hinweis op d'Bankgeheimnis. Dat internt staatlecht Recht däerf awer dës Dispositiounen aschränken doduerch, dass d'Ophiewe vum Bankgeheimnis nëmme ka vun enger geriichtlecher Instanz autoriséiert ginn. An hei zu Lëtzebuerg kann nëmmen e Riichter d'Levée vum Secret bancaire autoriséieren.

De Follow-up an de Monitoring vun dëser Europarotskonventioun gëtt dem Greco, dat wëllt soen Groupe d'États contre la corruption uvertraut.

Am Kader elo vum Artikel 2 vun dësem Projet gëtt den Artikel 252 vum Code pénal erweidert a betrëfft elo zousätzlech auslännesch Beamten a Parlamentarier, international Schiedsriichteren, Juréën an Experten, Europafonctionnairen an international Riichteren a Greffieren, dat Ganzt selbstverständlech am Respekt vun den interne Bestëmmungen a selbstverständlech och vun den Immunitéitsregelunge vun dësen internationalen Organisatiounen. D'Strofverfolgung ass also nëmme méiglech no uerdnungsgemëissem Ophiewe vun hirer Immunitéit.

Mam Artikel 3 komme mer elo zum wichtegsten Deel vun dësem Gesetzesprojet. Vill Länner, och dorënner Lëtzebuerg, gesinn nëmme Sanktioune vir bei der Korruptioun vu Beamten am öffentlechen Déngscht a keng Sanktioune fir d'Bestiechung am private Secteur. Awer och déi privat Korruptioun huet negativ Auswierkungen a féiert zu enger Verschlechterung vum Präisleeschtungsverhältnis, der Innovatiounsfreedegkeet a selbstverständlech och zur Benodeelegung vun Drëttpersounen.

D'Banque mondiale qualifizéiert d'Korruptioun als dee gréissten eenzelnen Obstacle fir déi wirtschaftlech a sozial Entwécklung. No der Décision-cadre vum 22. Juli 2003 hunn d'Memberstaten sech engagéiert och intern staatlech Sanktioune fir déi privat Korruptioun virzegesinn an domadder gëtt also och déi aktiv a passiv Bestiechung am private Beräich konkret an eise Code pénal agebaut duerch zwee nei Artikelen: den Artikel 310 an 310-1.

De Libellé vun dësen neien Artikelen ass iwwerholl ginn aus dem belsche Gesetz vum 10. Februar 1999 relative à la répression de la corruption. Firwat? Well zesumme mam Conseil d'État war d'Kommissioun sech eens, net d'Definitioun vum initiale Projet unzehuelen, dee ganz wäit gaangen ass, dee souguer iwwert d'Direktiven eraus gaangen ass, an zwar fir ze évitéieren, dass d'Korruptioun am private Beräich net méi staark soll sanktionéiert gi wéi an der politescher Korruptioun.

Den Text, wéi en elo virläit, verweist och net méi op déontologesch oder professionell Regelen. Wat de Champ d'application vun deenen neien Artikelen ubelaangt: Elo falen ënner d'Corruption privée fir d'alleréischt d'Ugestallten aus den Entreprisen, aus de Geschäfter an aus de Gesellschaften, d'Persounen, déi de Statut vun engem Indépendant hunn, an och déi, déi mandatéiert gi sinn, fir eng spezifesch Missioun ze maachen.

Et betrëfft net nëmmen de Milieu vun de lukrativen Aktivitéiten, mä och de Bénévolat, wéi zum Beispill d'Presidente vun enger A.s.b.l. oder engem Fussballsclub. An der Praxis begéint een der passiver Bestiechung, wann e Gérant vun enger Entreprise en Avantage vun engem Drëtte fuerdert, unhëlt oder sech versprieche léisst. Dat heescht, deen dee bestécht, mécht aktiv Bestiechung, an de Gérant, dee sech kafe léisst, dat wëllt soen e Vertrauensbroch, e Loyalitéitsbroch mécht, dat ass deen, dee passiv Bestiechung mécht. Och wann am Fong geholl näischt Passives hei a sengem Rôle opzeweisen ass. Mä ech wëll drop hiweisen, dass sech dëse Begréff vu passiv an aktiv Korruptioun an der Praxis duerchgesat huet an et ass och esou wéi en ëmmer gebraucht gëtt.

De Virdeel, deen also de passivë Corrompu freet oder kritt oder versprach kritt, ka materiell oder immateriell sinn. Et ka fir hie selwer sinn oder fir en Drëtten, an de Wäert huet absolut keng Inzidenz op d'Incriminatioun. Do ass et interessant ze liese wat d'belsch Travaux-préparatoirë gesot hunn, déi mengen, dass déi kleng sozialadequat Geschenker, déi am Fong an aller Öffentlechkeet ëmmer mat enger gewësser Regelméissegkeet offréiert ginn, net kéinten ënnert déi privat Dispositioune vun der Privatbestiechung falen.

Als Géigeleeschtung vum Virdeel provozéiert oder vereinfacht de Corrompu en Akt, deen zu senger normaler, berufflecher Tätegkeet gehéiert, an dat selbstverständlech ouni d'Wëssen an ouni d'Erlaabnis vu sengem Patron, sief dat e Verwaltungsrot, eng Generalversammlung, en Employeur oder ganz einfach e Mandant. Dozou sinn zwou Bemierkungen ze maachen.

Fir d'alleréischt, och den Employeur oder de Mandant kënnen als Coauteur oder als Kompliz bestrooft ginn, falls si géifen Akten erlaben, déi ënnert d'Korruptioun falen. Et bleift awer elo de Problem vum Mandat, deen dat vum Conseil d'administration, vun engem Verwaltungsrot vun enger Gesellschaft ginn ass. Nom Prinzip „societas non delinquere potest" kann nëmmen eng natierlech Persoun als Täter a Fro kommen an net eng juristesch. Well awer oft a Korruptiounshandlungen net Eenzelpersounen, mä Gesellschaften involvéiert sinn a ginn, hat de Statsrot gemengt, et wier ganz wichteg an noutwendeg, och Sanktioune fir juristesch Persoune virzegesinn.

D'Auteure vun dësem Projet waren awer der Meenung, dass dës Fro, well se esou technesch an esou komplex ass, misst am Kader vun engem separate Gesetzestext geléist ginn, wéi och de Schutzprogramm vu Kronzeugenaussagen an, wat och dozou gehéiert, dat ass d'Finanzéierung vu Parteien a vum Wahlkampf. An d'Kommissioun deelt dës Meenung, dass déi gewëssen nei Dispositiounen an engem separaten Text misste presentéiert ginn.

Mir kommen elo zum Artikel 4 vun eisem Gesetzesprojet. Hei gëtt de Procureur général d'État als zentral Autoritéit mat der zwëschestaatlecher Kommunikatioun beoptraagt. An dann zum Schluss kommen ech zum leschten Artikel. Deen erlaabt der Regierung, verschidden Aussoen ze maache par rapport zu dëse Konventiounen, wéi zum Beispill iwwert d'Geriichtsbarkeet a selbstverständlech och iwwert d'Direktkompetenz vum Europäesche Geriichtshaff.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wier frou wann dësen Text, deen zu enger Harmoniséierung net nëmme vun der Bekämpfung, mä och vun der Preventioun vum Bestiechungsdelikt bäidroe wäert, eng grouss Zoustëmmung vun lech géif fannen. Ech géif lech bieden dësen Text, deen och den Accord vu menger Fraktioun huet, ze stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Doerner. Als éischte Riedner ass den Här Bettel agedroen.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, wann Der erlaabt géif ech vun hei aus mech un déi héich Chamber riichten. Ech hunn hei eng Ried vun néng Säite preparéiert, fir iwwert de Sujet ze schwätzen. An ech…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Haalt se!

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo.

(Hilarité)

M. Xavier Bettel *(DP)*.- …wollt lech einfach soen, Här President, also, fir den Här Bodry a fir den Här Gibéryen, déi jo esou gespaant sinn, leeën ech se dem Greffe zur Verfügung. Si kënnen eng Kopie herno dovunner kréien.

Mä op jidde Fall, d'Madame Doerner war esou komplett, dass et wierklech hei superfétatoire wier an einfach net nëtzlech wier, nach eng Kéier dat virzeliesen. Wéi gesot, déi néng Säiten, Madame Doerner, dat wier nëmme Répétitioun vun deem wat Der scho gesot hutt.

Dofir wëll ech vun hei aus der Rapportrice Merci soe fir de schréftlechen a fir dee mëndleche Rapport an lech och soen, dass d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heiten Text wäert stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den nächste Riedner ass den Här Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Well ech dat elo preparéiert hunn, wëll ech och e puer Wuert dozou soen. Bon, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv mengen ech brauch een hei opgrond vun deem ausféierleche Rapport net méi op den Detail anzegoen. Dat huet d'Madame Doerner, mengen ech, ganz gutt gemaach.

Ech wëll just op dee wesentlechen Aspekt vläicht zréckkomme vun deem heiten Text, an deem mer jo eigentlech och als Kommissioun der Chamber proposéiere fir méi wäit ze goen, éischtens wéi d'Regierung et wollt, a méi wäit och ze goe wéi mer dat eigentlech opgrond vun internationalen Texter hätte misse maachen.

Mir wëssen alleguerten, dass de Phenomeen vun der Korruptioun net e Phenomeen ass, dee sech nëmmen am Beräich vun der öffentlecher Fonctioun am breetste Sënn ofspillt, mä dass en de facto, wann och net bis elo ëmmer de jure, de facto awer ganz kloer och a ganz anere Beräicher eng Realitéit, eng ganz traureg Realitéit ass, déi et gëllt ze bekämpfen.

Ee vun de Mëttele vun der Bekämpfung ass natierlech, dass een e bestëmmtent Verhalen ënner Strof stellt, an ënner zolidd Strofe stellt, wat jo och mengen ech mat deem heiten Text soll geschéien, well hei net nëmmen, géif ech soen, symbolesch Geldstrofe kënne verhaange ginn, et kënnen déck Geldstrofe verhaange ginn, a virun allem kënnen déi dote Vergehen och mat héije Prisongsstrofe geahndet ginn. Also ech mengen den ofschreckenden Effet vun deenen neien Dispositiounen ass sécherlech an deem heite Fall ginn.

Wann een dat geltend Recht zu Lëtzebuerg kuckt, haaptsächlech an den Artikelen 246 bis 250 vum Code pénal iwwert d'Korruptioun, iwwert den Trafic d'influence an iwwert d'Korruptioun vun de Magistraten, da gesäit een, dass traditionell an där Definitioun bis eng Reform komm ass am Joer 2001 et esou war, dass sech de Phenomeen vun der Korruptioun, de strofbare Phenomeen vun der Korruptioun an eiser Législatioun ausschliesslech beschränkt huet op praktesch den öffentleche Beräich am wäiteste Sënn. Dat sinn also Leit, déi eng öffentlech Funktioun, eng öffentlech Missioun oder eng öffentlech Déngschtleeschtung gemaach haten. Et waren si, déi ënner Strof gestallt gi sinn, sief et, dass si selwer Anstalte gemaach hu fir sech bestiechen ze loossen, respektiv dass si direkt bestach si ginn.

Dat alles ass also strofbar gewiescht an den éischte Schratt ass zu Lëtzebuerg gemaach ginn, och opgrond vun internationalen Texter, virun e puer Joer, wéi déi dote Propositioune geännert gi sinn an ausgedehnt gi sinn an enger éischter Phas elo op Leit, déi een nach ëmmer kann zum öffentleche Beräich zielen, mä zum internationalen an europäeschen öffentleche Beräich zielen, well zënter engem Gesetz vum 15. Januar 2001 ënner Korruptioun och international Fonctionnairë falen, europäesch Fonctionnairen an och Membere vun europäeschen Institutioune falen.

Deen heitegen Text geet erëm eng Kéier e Schratt méi wäit an der Definitioun vum Delikt vun der Korruptioun a geet elo ganz kloer och an dee méi private Beräich, an den netöffentleche Beräich eran, fir och do bestëmmte Verhalen ënnert de Begréff vun der Bestiechung falen ze loossen, sief et déi aktiv Bestiechung, sief et passiv Bestiechung. Dat sinn am éischte Fall Leit, déi een och nach kann zum öffentleche Raum zielen. Dat sinn also international Arbiteren, et sinn Experten, déi an Zukunft och ënnert déi Bestëmmung falen.

Mä déi interessantsten Neierung eigentlech duerch deen hei virleienden Text kënnt doduerjer, dass elo och d'Korruptioun strofbar ass am Beräich vun der Wirtschaft. Net an der Schnëttstell Wirtschaftspolitik, wou et jo eklatant Beispiller gëtt, mä reng an der Wirtschaft eigentlech, an de kommerzielle Relatioune kann et e Phenomeen vu Korruptioun an Zukunft ginn, an awer virun allem alles wat zesummenhänkt mat enger netkonformer Ausféierung vun engem Mandat wat ee kritt huet. Dat ass mengen ech den zentrale Begréff.

Et ass eigentlech de Mandataire, deen ënner Strof gestallt gëtt, och also am netöffentleche Beräich, wann e versicht huet sech Avantagen ze beschafe respektiv Avantagen akzeptéiert huet, fir eng Décisioun ze huelen oder en Akt ze setzen, deen eigentlech net ze setze gewiescht wier. Wichteg ass also och ze kucken, ob jeeweileg dee Mandataire sech u säi Mandat gehalen huet, wat e kritt huet. Wann en e Mandat hat, wat kloer war, dann ass natierlech déi strofrechtlech Situatioun eng aner, wéi wann en ouni Mandat gehandelt huet à l'insu vun deenen Organer, déi eigentlech berechtegt ware fir hien ze mandatéieren, an engem gewësse Sënn ze handelen.

Mir maachen also d'Dier op hei fir eng Astrofstellung vun der Korruptioun am Beräich vun de Gesellschaften, an dem Beräich vun de moralesche Persounen, am Beräich och, kann een hei soen, vun de Veräiner, vun den Associatiounen. Mir sinn also hei am Beräich era vum Alldag praktesch, wou elo d'Korruptioun och strofrechtlech ka geahndet ginn a mir si schonn der Meenung, dass dat e wichtege Schratt ass, deen hei gemaach gëtt. Et ass en Akt vu Moralisatioun, dee mer hei als Législateur virhuelen. Net nëmme vum politesche Liewen, mä och vum wirtschaftleche Liewen a vum Sozialliewen am Allgemengen.

Wichteg ass och festzestellen, an dat huet d'Madame Rapportrice schonn duergeluecht, souwuel schréftlech, wéi mëndlech, dass also d'Bestiechung an Zukunft strofbar ass, souguer bei net bezueltener Aarbecht. Dat heescht, wa mer eis am Kader vum 100%ege Bénévolat bewegen, wann do esou Akte stattfonnt hunn, wou sech onrechtméisseg Avantagë beschaaft gi sinn, respektiv wou een déi akzeptéiert huet, sief et fir sech, sief et och fir eng Drëttpersoun, et muss keen Enrichissement personnel an alle Fäll virleien. Dat ass an Zukunft strofbar.

Et wier just gutt, duerfir bleiwe mer eigentlech elo e bëssen op hallwem Wee hei stoe mat deem heite Gesetz, wa schnellstens, och besonnesch eis Législatioun iwwert d'Penalresponsabilitéit vun de juristesche Persounen, géif hei an d'Lëtzebuerger Recht transposéiert ginn. Well dat ass eigentlech de Corollaire zu deem Akt, dee mer hei setzen. Et ass also och wichteg, besonnesch bei Gesellschaften, dass net nëmmen de Lampiste praktesch mam Kolli geholl gëtt, mä dass déi Organer, déi d'Responsabilitéit an enger Gesellschaft hunn, och kënne penal zur Rechenschaft gezu ginn, wann Akte vu Korruptioun mat hirem Wësse geschitt sinn.

Et ass also ganz wichteg, an do géife mer als LSAP drop insistéieren, och bei der Regierung, dass schnellstens gekuckt gëtt, dass also och dee Gesetzesprojet iwwert d'Penalresponsabilitéit vun de juristesche Persounen, vun de Gesellschaften, dass dee schnellstméiglech hei an der Chamber zur Diskussioun kënnt a verabschiet gëtt. Wéi mer och drop insistéieren, dass déi sou genannte Stroossbuerger Konventioun vun '99, d'Zivilkonventioun iwwert d'Korruptioun, och an d'Nationalrecht ëmgesat gëtt.

Dann hu mer mengen ech e ganz kohärent Wierk geschafen am Sënn vun enger méi strenger Strofgesetzgebung, an engem ganz sensibele Beräich, wou, wéi de Rapporteur schonn drop higewisen huet, munches um Spill steet, och d'Glafwierdegkeet an den Zesummenhalt vun enger Gesellschaft a vun engem politeschen a Wirtschaftssystem um Spill läit, dass mer do Neel mat Käpp maachen an dass mer do wierklech zu deene gehéieren, déi och no baussen dokumentéieren, dass se gewëllt si géint deen dote Fléau virzegoen a wa méiglech preventiv och alles maachen, an dozou gehéiere staark Strofgesetzer, preventiv also alles maache fir dass et net zu enger Ausbreedung vun deem Phenomeen och hei zu Lëtzebuerg kënnt. An deem Sënn géif ech den Accord vun eiser Fraktioun zu deenen Texter abréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Nach agedroen ass den Här Felix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci och der Rapportrice fir hire Bericht, souwuel dee schréftleche wéi dee ganz gutt verständleche mëndleche Bericht iwwert de Phenomeen vun der Korruptioun.

D'Korruptioun ass mat Sécherheet e Fléau an et ass eng besonnesch subtil a perfid Form vum Recht vum Staarken, wat an eis modern Gesellschaften sech eriwwergerett huet. Keng Korruptioun kritt een net fir näischt. Keng Korruptioun gëtt et nëmmen dann, wann een eppes aktiv dogéint ënnerhélt. D'Korruptioun schéngt e Phenomeen ze sinn, deen et natierlech gëtt, a wann een näischt dergéint ënnerhélt, da verschwënnt d'Korruptioun net vum selwen. Et soll ee sech zwar iwwert déi Zuel freeën, déi d'Rapportrice genannt huet, datt Lëtzebuerg an engem Ranking op der siwenter Plaz optaucht. Et soll een déi Zuel net méi schlecht rieden, wéi et muss sinn. Et ass besser, wa mer als Siwenten do stinn, wéi als 77., mä et muss een awer och d'Grondlag kucken, mat där déi Zuel zustan komm ass.

Et ass am Wesentlechen eng Saach vun Appréciatioun a vu Subjectivitéit, an duerfir muss ee wëssen, dass een déi gutt Zuel an deem Ranking als Lëtzebuerger Land net gepacht huet. Mir sinn dofir och frou, an d'Rapportrice huet och dat ënnerstrach, datt et esou vill international Institutioune gëtt, déi sech mat där Fro beschäftegen, an et ass och ënnert deem Impuls wou hei zu Lëtzebuerg eng Gesetzgebung an de leschte Joren ugefaange ginn ass opgebaut ze ginn, notamment oder haaptsächlech, fir net ze soen exklusiv am Beräich vun der Fonction publique.

Mat dësem Gesetz gi mer elo e Schratt méi wäit. Mir ginn eriwwer an de Privatsecteur, an de kommerzielle Secteur an net nëmmen, och an de Beräich vum Bénévolat a vun aneren a mir maachen dat no laangen Diskussiounen, mengen ech, awer trotzdeem schlussendlech mat Iwwerzeegung.

Dëst Gesetz huet, eleng well et existéiert, och e preventive Charakter, wat och e Bäitrag ass zur Bekämpfung vun der Korruptioun, an dat ass en Element wat sécher positiv ass. Mir hunn no laangen Diskussiounen eis schlussendlech dofir décidéiert, eis um belschen Text unzelehnen. Et wier och anescht gaangen. Et sinn och aner Varianten diskutéiert ginn. Verschiddener hätten um Pabeier méiglecherweis an der Theorie och Avantagë gehat. Mir hunn awer schlussendlech gemengt, dass et géing Sënn maachen, an déi Gréng deelen och déi Aschätzung, een Text ze iwwerhuelen deen et gëtt, dee vläicht ausgeschafft ginn ass vu Leit, déi insgesamt méi Erfahrunge scho konnte sammelen.

Ech wëll awer och do direkt bemierken, dass dee belschen Text bis elo an der Belsch nach zu kenger eenzeger Condamnatioun gefouert huet. Dat Gesetz ass vun 1999 an zënter sechs Joer huet dat Gesetz offensichtlech dofir gesuergt, dass et an der Belsch keng Korruptioun méi gëtt.

(Hilarité)

Et ass natierlech e Geck. Selbstverständlech gëtt et an der Belsch Korruptioun, wéi an anere Länner och. Mä et muss een awer och do dat hannerfroen. A wa mer och elo en Text hunn, dee praktikabel ass, muss een och do awer sech d'Fro stellen, firwat dass an engem Land, wat awer trotzdeem e puer Kräck méi grouss ass wéi Lëtzebuerg, et bis haut net zu Condamnatiounen opgrond vun deem Gesetz komm ass. Dat fir wuechtsam ze bleiwen, net fir sech der Illusioun hierzeginn, mam Vote vun dësem Gesetz wiere mer duerch dës Diskussiounen. Mir wëssen, dass et, wéi an anere Länner och, mam Vote vum Gesetz net ka gedoe sinn.

Dat gesot, wëlle mer eis Zoustëmmung zu dësem Gesetz hei bréngen.

Ofschléisse géing ech gäre mat enger Fro un d'Regierung. Och déi ass scho vu verschiddene Virriedner opgeworf ginn. Dat ass d'Fro vun der Korruptioun bei Personnes morales, bei Personnes juridiques. Do ware mer eis eens, dass et dëse Projet wäit retar-

déiert hätt, wa mer eis elo mat deem beschäftegt hätten. Et schéngt jo awer eng Unanimitéit hei am Parlament ze bestoen, dass mer doriwwer sollen e Gesetz maachen. Do hätt ech just gäre vun der Regierung eng prezis Äntwert op eng prezis Fro: Wëllt d'Regierung nach an dëser Legislatur esou e Projet de loi op de Wee bréngen iwwert d'Korruptioun bei de Personnes morales?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Dann huet elo nach d'Regierung d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

Ah, den Här Henckes huet sech net ageschriwwen, mä en huet sech awer elo gehuewen. Här Henckes, dann hutt Dir d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ech hat mech iwwer onst Sekretariat bei alle Projets de loi aschreiwe gelooss.

Ech wëll ervirsträichen, datt - d'Madame Rapportrice an hirem mëndlechen Exposé vum Tango corruptis geschwat huet a wou se ervirgestrach huet, datt wann ee Korruptioun bedreift, da muss een zu zwee sinn, een deen d'Suen hëlt an eng Géigeleeschtung bréngt an een deen d'Sue gëtt. Dat ass e bësselchen, wann ech kënnt op e rezent lëtzebuergescht Beispill higoen, wéi wann d'lëtzebuergesch Regierung bei der Cepal Immobilien ofkeeft fir 12 Milliounen Euro, déi awer nuren e Wäert hu vu 5 Milliounen Euro, dann ass dat keng Korruptioun, well op där anerer Säit jo keng Géigeleeschtung schéngt gewiescht ze sinn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat ass also d'Differenz wou mer hei an der Matière pénale sinn an et ass kloer, datt wann ee schonn zu zwee muss esou eng Infractioun duerchzéien, an datt déi zwee da wéinst Korruptioun kënne condamnéiert ginn, souwuel deen aktive wéi dee passiven, dann - halen déi zwee zesumme wéi Kitt a Pech.

(Interruption)

Dofir gëtt et am Ausland…

(Interruptions diverses et hilarité)

Also, ech gesinn, Här Spautz, Dir kennt Iech vläicht an der Matière gutt aus, dofir kënnt Der nach herno d'Wuert ergräifen.

(Interruption)

Mä ech wëll awer just soen, datt mer hei an enger Matière eng etlech Schwieregkeeten hunn an der praktescher Applikatioun.

M. le Président.- Här Gibéryen, loosst den Här Henckes schwätzen.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Dofir ergëtt et sech och, dass zënter 1999 beispillsweis an der Belsch mat esou engem Text net vill Resultater opkomm sinn. Et gesäit een, datt een eng Dispositioun misst afëieren, déi et a verschiddene Länner gëtt; dat ass dat, wat een nennt d'Kronzeugenregelung.

Dat heescht, datt wann een aus iergendengem Grond esou e Phenomeen wëllt dénoncéieren, quitte datt ee mat implizéiert war oder datt ee vläicht liichtfankeg Suen entgéintgeholl huet an dat herno regrettéiert, datt een deen Ablack net riskéiert an de Prisong ze kommen, well ee soss keng Aussoe ka maachen an de Corrupteur net ka virun d'Geriichter bréngen. Do muss ee sech d'Fro stellen, wéi een effikass an esou Affäre ka virgoen. Ech gesinn, datt Däitschland dee Wee geholl huet. Aner Länner refuséieren dat. Mä et ass awer derwäert, datt een déi Debatt féiert.

Da muss een och ervirsträichen, datt mer hei e relativ wäite Wee gemaach hunn an de leschte Joren um Niveau vum Combat vun der Korruptioun, well ech erënnere mech nach, datt an engen etleche Länner - Däitschland, Frankräich, Lëtzebuerg - déi Gelder, déi fir d'Korruptioun ausgi gi sinn am öffentleche Secteur oder am private Secteur an an d'Ausland iwwerwise gi sinn, steierlech zu Lëtzebuerg, an Däitschland, a Frankräich, fir nëmmen déi ze nennen, déductibel war. Dat heescht, datt et och nach gefördert ginn ass um steierleche Wee, fir esou Weeër ze goen.

Et ass verständlech, datt et noutwendeg ginn ass, fir um europäeschen Niveau an um Niveau vum Conseil de l'Europe eng resolut Aktioun an eng international Aktioun unzegoen, fir déi Korruptioun, déi ganz vill ekonomesch a sozial negativ Auswierkungen huet, ze bekämpfen, a mat deene Mëttelen, déi hei elo an deenen eenzelne Konventiounen an Texter virgesi sinn.

Do kommen ech och nach eng Kéier op meng Motioun zréck, déi ech virdrun zwar am Geescht vun der Regierung guttgeheescht kritt hunn, mä wou een awer gesäit, dass se herno net ugeholl gëtt. Mä et ass awer wichteg, datt mer iergendwéi awer versichen um Niveau vun der Regierung, ech wëll net soen an der Urgence, mä awer als Zilrichtung hunn, datt mer all déi Texter, déi hei bestinn, elo hu mer der an enger Sëtzung schonn zwee, dräi hei duerchgezunn, datt déi iergendwéi sech an engem Code erëmfannen.

Dat muss en Zil sinn, well soss ginn esou Dispositioune wéi déi, déi mer haut stëmmen, zwar gestëmmt, mä si kommen net zum Droen. Da mengen d'Leit et wier eppes, mä si ignoréieren, datt si iwwert dëse Wee géint Korruptioun am private Secteur beispillsweis kéinte virgoen an net nëmme géint déi, déi am öffentleche Secteur besteet.

Dat gesot, Här President, kann d'ADR-Fraktioun mat dësem Text d'accord sinn a mir wäerten en och dofir stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Jacques-Yves Henckes. D'Diskussioun ass domadden ofgeschloss a mir kommen direkt zum Vote vun dësem Projet de loi. Ech denken, dass alles relativ kloer an däitlech ass.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hat eng kuerz prezis Fro un d'Regierung gestallt, déi kann an zéng Sekonne beäntwert ginn.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Jo, Här President. D'Äntwert ass jo. Mir wäerten e Gesetzesprojet iwwert d'Responsabilité pénale des personnes morales maachen. Mir schaffe schonn zwee Joer drun. Mä et ass awer och do méi komplizéiert, well soss hätt ech e schonn an der leschter Legislaturperiod gäre bruecht. Mä all déi juristesch Texter sinn extreem komplizéiert an dat erkläert och, firwat se ganz oft, wa se bis gemaach sinn, dann och e ganz laange Wee brauche bis se heihinner kommen. Et leien eng hallef Dosen extreem gutt Texter do, déi ënnerwee sinn am Statsrot, déi net heihinner kommen, déi zwee, dräi Joer ënnerwee sinn. Dofir bremse mer eis och e bëssen, fir der nach do derbäizeleeën, well mer gesot kréien, soss kommen déi Texter ni.

Ech denken un d'Afferschutzgesetz; ech denken un d'Ännerunge vun der Prozedur, fir méi schnell beim Strofgeriicht weiderzekommen. Dir kennt se alleguerte vum Rôle. Un deem dote schaffe mer wéi gesot. Ech mengen awer, datt dat nach op d'mannst een, zwee Joer dauert bis och déi doten Texter fäerdeg sinn, well mer och nach u ganz villen aneren Texter schaffen. Bei deenen, déi feelen, ass och d'Société européenne. Et sinn der also vill, déi ënnerwee sinn. Mä d'Responsabilité pénale des personnes morales kënnt, y compris d'Korruptioun.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Elo komme mer zum Vote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5262 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par Mme Marie-Josée Frank), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens (par M. Carlo Wagner), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Felix Braz), François Bausch, Felix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann, Dir Dammen an Dir Hären, zu dem leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, der Resolutioun vum Här Claude Meisch iwwert d'Schafung vun enger Spezialkommissioun, déi sech mam Gebitt vun der Zelleforschung befaasse soll. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Resolutioun, den honorabelen Här Claude Meisch.

9. Résolution de M. Claude Meisch relative à l'instauration d'une commission spéciale chargée de l'étude de la problématique relative à la recherche sur les cellules embryonnaires humaines en vue de l'élaboration de propositions législatives en la matière

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, well Lëtzebuerg nach kee legale Kader fir Stammzellefuerschung an all déi Problemer, déi domadder direkt liéiert sinn, huet, wollte mer hei proposéiere fir eng Spezialkommissioun ze maache fir sech da spezifesch ëm déi dote Fro ze këmmeren.

Et ass esou, datt d'Europäesch Kommissioun virgesäit, datt all eenzelne Memberstat bei sech doheem eens gëtt, wéi en déi dote Fro traitéiert. Also si mer mat der Fro direkt confrontéiert. Et ass esou, datt déi Spezialkommissioun, déi bestanen huet an der leschter Legislaturperiod, nämlech d'Ethikskommissioun, schonn iwwert déi dote Fro, iwwert déi ganz Thematik diskutéiert hat, an dunn en Avis bei der nationaler Ethikskommissioun ugefrot hat. Deen Avis läit zanter zwee Joer do. En ass komplettéiert ginn duerch en Avis complémentaire ee Joer méi spéit, dee sech befaasst huet mat der Konventioun vun Oviedo vun 1997.

Also, sämtlech Iwwerleeungen, sämtlech Diskussioune si gefouert a mir missten also elo kucken, fir lues a lues awer an déi parlamentaresch Aarbecht ze kommen, fir dat Thema do erëm och an dësem héijen Haus opzegräifen an ze kucken, wéi mer légiféréiere kënnen.

D'Themegebitt ass ganz, ganz komplex a mir wëllen och an de Fong goe vun där doter Matière. Mir wëllen et also net mat enger ganzer Rei vun anere Projete vermëschen, an dofir war d'Iwwerleeung fir eng Spezialkommissioun ze grënnen.

D'Fro stellt sech zum Beispill, wat mer mat Embryoë maachen, déi scho bestinn? Kënnen déi fir Fuerschungszwecker genotzt ginn? D'Fro stellt sech och: Kënnen nei Embryoë kreéiert ginn, fir dann och herno domadder kënne Fuerschung ze bedreiwen? D'Fro iwwert dat therapeutescht Klone muss gestallt ginn. A wat fir engem Kontext wëlle mer dat hei am Land, an a wat fir engem Kontext wëlle mer dat hei am Land net? Etc., etc..

Ech erspueren Iech all déi Froen elo nach eng Kéier anzebezéien, mä d'Multitude vun deene Froen huet eis zur Konklusioun bruecht, datt eng Spezialkommissioun besser wier, wéi elo déi dote Froen an enger vun eise bestoende permanente Kommissiounen ze diskutéieren, well mer fäerten, datt awer d'Diskussioun do an der Mass vun der Aarbecht, déi do uläit, géing ënnergoen.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Also éischte Riedner ass den Här Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, mir hunn déi Motioun vun de Kolleege vun der DP mat villem Interesse zur Kenntnis geholl. Si werft eng wichteg Problematik op, déi u sech muss behandelt ginn. Do si mer mat hinnen eens. Mir ginn informéiert, dass mer geschwënn als Chamber chargéiert gi mat engem Gesetz iwwert déi Oviedo-Konventioun. Mir mengen zwar, dass dat soll an der zoustänneger Chamberskommissioun vun der Santé behandelt ginn.

Ech wëll net soen, dass ech prinzipiell géint Commissions spéciales sinn, mä ech sinn der Meenung, dass mer scho ganz vill Kommissiounen an dëser Chamber hunn, an enger relativ klenger Chamber, an dass mer dans la mesure du possible déi parlamentaresch Organismen huelen, déi mer hunn an dofir si mer der Meenung, dass een dës Problematik och an dëser Santéskommissioun kann diskutéieren.

Mir wëssen, dass mer en Embryoneschutzgesetz brauchen hei zu Lëtzebuerg, et muss also kommen. Ech mengen, déi Kommissioun do ass outilléiert fir och wichteg ethesch Problemer mat ze traitéieren, déi sech an deem Zesummenhank stellen. An dofir, mat allem Respekt fir déi Considérationen, déi an där Resolutioun do dra sinn, déi och inhaltlech Kapp a Fouss hunn, menge mer, dass mer net kënne mat enger Commission spéciale d'accord sinn, dass mer dat sollen an där zoustänneger Kommissioun maachen, wann dann d'Regierung déi néideg Gesetzer virleet. Mir hoffen, dass dat dann och geschwë kënnt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Wie wëllt d'Wuert nach? Den Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat d'Demokratesch Partei hei an hirer Motioun verlaangt, dat ass an de Considérantë ganz interessant. Mir mengen och, datt eng Debatt doriwwer misst gefouert ginn. Mir bedauere just e wéineg d'Formuléierung vun deem leschten Tiret, well do steet just eppes dra vun enger «commission spéciale chargée de l'étude de la problématique relative à la recherche sur les cellules embryonnaires humaines».

Ech mengen awer, datt d'Problematik méi grouss ass wéi just déi Cellules embryonnaires. An eisen Ae misst et drëm goen déi ganz Problematik, wann een eng Spezialkommissioun huet, ze behandelen, déi Der an de Considérantë jo och opgezielt hutt, zum Beispill d'Problematik vun de Cellules souches insgesamt, zum Beispill d'Problematik vum Clonage thérapeutique an et gëtt nach aner Saachen an der Recherche médicale, déi ethesch Froen opwerfen, déi elo hei net dra sinn.

Ech wëll just ee Beispill ginn. Hei gëtt dann haaptsächlech fokusséiert op embryonal Stammzellen. An den USA gi se méi wäit wéi dat. Am Moment leeft do eng Diskussioun an der National Academy of Sciences. Déi maachen Direktive fir eppes an de Gréff ze kréie wat do schonn an der medezinescher Fuerschung amgaangen ass ze lafen, nämlech carrément Hybriden tëschent Mënsch an Déieren!

Si sinn amgaangen déi ze fabrizéieren, fir ze kucke fir déi Hybriden, Mëschungen tëschent Mënsch a Schimpans beispillweis hierzestellen an déi dann als Ersatzorganlager ze fabrizéieren. Am Moment ginn op der Stanford University of California esou Considératioune gemaach. Och mat aneren Déieren ass dat gemaach ginn an dat werft natierlech ganz grouss ethesch Problemer op. An dat ass eng Diskussioun, déi wahrscheinlech an e puer Joer och hei op Europa zréckfält an da muss ee sech och mat esou ethesche Froen auserneee setzen.

Dofir wiere mir der Meenung, datt et scho sënnvoll wier eng Spezialkommissioun ze maachen. Mä mir bedaueren e wéineg, datt dës Regierung déi Iddi vun der leschter Koalitioun fale gelooss huet, well do hate mer nämlech eng spezial Ethikkommissioun. An där spezial Ethikkommissioun hu mer eis ënner anerem iwwert d'Sekteproblematik, iwwer Euthanasie an esou viru beschäftegt. Déi hätt solle virugefouert ginn an déi Kommissioun wier déi ideal Plaz gewiescht, fir ënner anerem déi dote Problematik och ze traitéieren.

Mir wieren der Meenung, datt een déi erëm misst afëieren, fir sämtlech ethesch Froen, an et ginn nach anerer, déi ech net opgezielt hunn, déi och doranner géife gehéieren. Déi Kommissioun misst an eisen Aen erëm nei geschaaft ginn an ech géif dofir och der Demokratescher Partei proposéieren, fir eng liicht Ännerung an hirem Décide virzehuelen. Wa se bereet wieren déi unzehuelen, da kënnte mer hir Résolutioun matstëmmen.

Eiser Meenung no soll et esou heeschen: «décide d'instaurer une commission spéciale éthique chargée entre autres de l'étude de la problématique relative à la recherche sur les cellules» an da géif ech net soen embryonnaires, mais sur les cellules «souches humaines» - dat heescht dat sinn adult Stammzellen an embryonal Stammzellen - «et des thérapies cellulaires en vue de l'élaboration de propositions législatives en la matière». Dat sinn zwou, dräi kleng Ännerungen, déi awer de Problem méi global géife maachen; dat heescht déi Gesamtproblematik sollt an enger Spezialkommission behandelt ginn.

Wann Der domadder kënnt d'accord sinn, da könnte mir och Är Propositioun hei ënnerstëtzen.

Merci

M. le Président.- Merci, Här Huss. Fir d'éischt huet den Här Gibéryen d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech am Fong mengem Virriedner, dem Här Huss uschléissen. Mir sinn och der Meenung, datt ee könnt erëm déi Spezialkommissioun Ethik, wéi mer se an der leschter Sessioun haten, aféieren. Prinzipiell sinn ech mam Här Fayot averstanen, datt een net soll méi Kommissiounen am Parlament maache wéi een der muss hunn. Mir waren och vun Ufank un eens, wéi déi nei Sessioun hei zesummekomm ass, datt een net méi sollt fir alles Spezialkommissioune maachen, an datt een deenen eenzelne Sachkommissioune sollt déi Sujetë mat ze behandele ginn.

Mir sinn nëmmen zu 60 a mir stellen och fest, datt ganz dacks an deene Spezialkommissioune Leit sech erëmfannen, déi dach dann iergendwéi an enger Kommissioun, hei gëtt ugeholl an der Santéskommissioun, déiselwecht Leit sinn. Mä ech géif zwou Saachen hei wëllen, déi zu Gonschte vun dëser Spezialkommissioun schwätzen, ervirsträichen.

Éischtens wësse mer, datt dat hei eng ganz komplex Matière ass, well déi, déi an der leschter Period an där Spezialkommissioun waren, déi vum Här Rippinger presidéiert ginn ass, wësse wéi komplex déi Matière ass a wéi vill Deeg, ech géif soe Méint, Joren driwwer diskutéiert ginn ass, fir iwwerhaapt zu deem Rapport ze kommen, deen deemools déi Kommissioun ausgestallt huet.

Wa mer dat géifen an d'Kommissioun vun der Santé ginn, dann ass et normal, datt eng Kommissioun, déi sech mat Projets de loi befaasst, sécherlech net déi Zäit kritt, fir dann am Kader vun hirer Kommissiounsaarbecht dës komplex a grouss Aarbecht könne seriö an uerdentlech ze realiséieren.

Dat Zweet wat ech wëll soen, dat ass, datt mer awer och erausfonnt hunn an der leschter Period, datt an deenen eenzelne Fraktiounen dach Leit waren, déi sech an där Matière do méi spezialiséiert hunn, déi net onbedéngt awer an der Sozialkommissioun waren, esou datt mer do awer soss erëm hikommen, wa mer géifen dat heiten der Santéskommissioun iwwerginn, datt mer dann erëm eng Mëschung kréichen, datt aner Leit sech erëm géifen an déi Sozialkommissioun misse mellen, just fir dat Gebitt, wou dat doten dann erëm géif behandelt ginn, wat dann erëm eng Opdeelung vun der Kommissioun wier, wat d'Saach erëm géif vill méi kompliziéiert maachen.

Dat gesot, Här President, si mir der Meenung, dass et fir déi Propositioun, déi elo hei gemaach ginn ass an dëser Matière, genuch Argumenter gëtt. Esou eng Kommissioun ass ganz wäit gefächert, si geet och bis bei d'Fro vun der Euthanasie. Alleguer déi ethesch Problemer a Froen, déi sech stellen, könnten an esou enger Spezialkommissioun behandelt ginn. Dat wier schonn derwäert, mengen ech, fir datt mer déi Froeproblematik géife seriö an intensiv diskutéieren an dofir ënnerstëtze mir als ADR och d'Asetze vun esou enger Kommissioun.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Den Här Meisch huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, mat där Propositioun vum Här Huss an och vum Här Gibéryen könne mer d'accord sinn, fir eis Resolutioun dohigehend ofzeänneren, datt mer eben net eng spezifesch Spezialkommissioun just fir d'Problematik vun de Stammzellen schafen, mä dann eng ethesch Kommissioun, déi sech natierlech primär emol mat där doter Diskussioun beschäftegt, well déi wierklech elo schonn zwee, dräi Joer op eng parlamentaresch Diskussioun a Konklusioune waart an dann natierlech eng ganz Rei vun anere Sujeten, déi um ethesche Plang och ustinn, diskutéiert solle ginn an diskutéiert musse ginn, datt ech déi an Zukunft géing unhuelen.

Also könne mer mat där Propositioun, wéi den Här Huss se och an Textform hei proposéiert huet, d'accord sinn.

M. le Président.- Den Här Wolter freet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech wollt just soen, Här President, datt eis Fraktioun sech den Ausféierunge vun der LSAP uschléisst, wat mech dispenséiert nach eng Kéier dorobber anzegoen.

M. le Président.- Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert déi modifizéiert Resolutioun vum Här Meisch. Weess jidderee wéi elo de geneeën Text ass, iwwert dee mer elo ofstëmmen?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Den Här Huss hat e virgelies.

M. le Président.- Also jidderee weess Bescheed iwwert den Text, wéi en elo ausgesäit.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech ginn dovunner aus, Här President, datt déi meescht en net kennen, soss géifen se dofir stëmmen.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Mir kommen dann zur Ofstëmmung.

Könne mer dat par main levée maachen?

(Négation)

Da maache mer den elektronesche Vote.

Vote

D'Resolutioun ass ofgelehnt mat 37 Nee-Stëmmen, bei 19 Jo-Stëmmen an 1 Abstentioun.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Claude Meisch), MM. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Henri Kox), François Bausch, Camille Gira (par M. Jean Huss), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Ali Kaes), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis (par M. Marcel Sauber), Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Paul-Henri Meyers), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. John Castegnaro), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner).

S'est abstenue: Mme Françoise Hetto-Gaasch.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir de 26. an den 28. Abrëll, dat ass d'nächst Woch dënschdes an donneschdes. Mëttwochs ass keng Sitzung. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.22 heures)

Ordre du jour

1. Communications
2. Composition des commissions parlementaires
3. Règlement de la Chambre des Députés
4. Ordre du jour
5. 5277 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime

   (Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale)
6. 5384 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

   (Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5277 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime - Suite

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. Débat sur l'application du principe de subsidiarité dans le cadre du troisième paquet ferroviaire

   (Discours introductifs - Discussion générale)
9. Demandes en naturalisation

   Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Une voix.- Net fir de Moment, Här President.

M. le Président.- Dann huele mer Akt dovunner, dass d'Regierung am Laf vum Mëtte sech zu Wuert melle wäert.

1. Communications

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. 5465 Projet de loi modifiant a) la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics b) la loi du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: Monsieur le Ministre des Transports, le 21.04.2005

2. 5466 Projet de loi portant approbation - de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et du Règlement, faits à Washington le 2 décembre 1946 - du Protocole, fait à Washington le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington, le 2 décembre 1946

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.04.2005

3. 5467 Projet de règlement grand-ducal concernant la fourniture d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables

Dépôt: Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 25.04.2005.

2. Composition des commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun der Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse ubelaangt, wëll ech d'Chamber froen ob se domat averstanen ass, datt den Här Henri Grethen den Här Claude Meisch fir de Volet Égalité des chances ersetzt?

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Wann d'Chamber domat averstanen ass, ass et esou décidéiert.

3. Règlement de la Chambre des Députés

An den Artikele 87 bis 97 befaasst eist Chamberreglement sech mat der Procédure budgétaire an domat implizit mat der Debatt iwwert den État de la nation. Aus organisatoresche Grënn schloen d'Presidentekonferenz an d'Regierung vir, datt d'Deklaratioun an d'Debatten iwwert d'Lag vun der Natioun während dëser Sessioun ausfalen. Am Géigenzuch soll den Här Premierminister den zweeten Dag vun der Rentrée eng Deklaratioun iwwert déi wichteg politesch Zilsetzunge vun der Sessioun 2005/2006 vun der Regierung maachen, mat enger uschléissender Debatt, déi géing den Dag duerno stattfannen.

Ech wëll d'Chamber deemno froen ob se domat averstanen ass, datt während där lafender Sessioun keng Debatt iwwert den État de la nation stattfënnt.

(Interruptions)

Ech gesinn, datt d'Majoritéit domadder averstanen ass. Dann ass et also esou décidéiert.

4. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz Folgendes virgeschloen:

D'Chamber siégéiert haut, an iwwermar um hallwer dräi.

Haut de Mëtteg steet op eisem Ordre du jour:

1. de Projet de loi 5277 iwwer international maritim Konventiounen, nom Basismodell. Bei dësem Projet ass eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert. De Vote par procuration ass net erlaabt;

2. de Projet de loi 5384 iwwert d'Intérêts de retard, och nom Basismodell;

3. eng Debatt iwwert d'Uwendung vum Subsidiaritéitsprinzip am Kader vum drëtte Paquet ferroviaire an da

4. hu mer och nach um Enn vun der Sitzung d'Naturalisatiounen.

En Donneschden hu mer op eisem Ordre du jour:

1. de Projet iwwert de Schutz vu Kulturgidder, nom Basismodell;

2. d'Projeten 5178, 5179, 5180 an 5181, genannt Paquet Télécom, nom Modell dräi. Dës véier Projete ginn innerhalb vun enger Diskussioun regruppéiert. De Rapporteure sti fir all Projet eng ugemiesse Riedezäit zur Verfügung.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5277. Et handelt sech heibäi ëm international maritim Konventiounen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht Et ass bis elo just den honorablen Här Henri Grethen ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

5. 5277 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5277, zu deem ech haut schwätzen, reit sech an eis international Gesetzgebung an. D'Zil ass et nämlech, d'Gesetz a Saache Miereskonventioune vum 9. November 1990 ëmzeänneren an och ze ergänzen.

Virewech wëll ech awer drop hiweisen, datt et sech bei dësem Gesetzesprojet ëm eng sou genannten Dévolution de puissance souveraine handelt, an anere Wierder erfuerdert dat, datt d'Chamber mat enger 2/3-Majoritéit muss fir dëse Projet stëmmen, fir datt en ugeholl ka ginn.

Déi lescht 15 Joer hu bewisen, datt een Accidenter, déi op eise Stroossen, an der Loft oder um Mier passéieren, net verhënnere kann. Dat bedeit awer net, datt een se net reduzéiere kann. An dat ass d'Haaptuleies vun dësem Gesetzesprojet. Nämlech ons international Gewässer méi sécher maachen, andeems mer méi héich Qualitéitskritäre vun de Schëffer verlaangen, d'Sécherheetsstandarden gradewéi d'Kontrollnorme sollen eropgesat ginn, a gläichzäiteg sollen och besser Bedingunge fir d'Besatzungen agefuerdert ginn.

Och dëse leschten Aspekt, mengen ech, ass besonnesch wichteg, well dat jo och scho laang vun de Gewerkschafte gefuerdert gëtt. Hautdësdags ginn nämlech méi wéi dräi Véierel vum Welthandel iwwert de Waasserwee transportéiert, sief dat iwwert d'Mier, iwwer Séier oder iwwer Flëss. Iwwerall brauche mer ähnlech streng Sécherheetsmoossname fir ons Ëmwelt, ons Fëschbestänn, mä awer och fir d'Awunner vun de Küsten an Uferregiounen an hiert Liewensëmfeld ze schützen.

Laut Statistike wäert de Schëffsverkéier an deenen nächste Joren och nach weider no uewe goen. An Zäite wou de Pëtrol ëmmer méi rar an och ëmmer méi deier gëtt, wäerten d'Schëffscontainer als idealen Transport ëmmer méi geschat an awer och ëmmer méi benotzt ginn. D'Schëffer ginn ëmmer méi performant, si kënnen ëmmer méi Tonnen an enger kierzerer Zäit transportéieren. Allerdéngs dierf dobäi d'Sécherheet net ze kuerz kommen.

Ech wëll erënneren un e puer schrecklech Schëffskatastrophen an deene leschte Joren, déi d'Küsten a ganz Europa verknascht hunn an de Leit net nëmmen hire Strand verschmotzt hunn, mä och hir Liewensqualitéit verschlechtert hunn. Ech wëll der do e puer nennen, déi an deene leschte Jore passéiert sinn. Am Joer 1993 ass den Uelechtanker „Braer" virun de britesche Shetlandinselen op Fiels gelaf. D'Resultat war: Méi wéi 85.000 Tonnen Uelech sinn an d'Mier gelaf. An ähnlech war et e puer Joer drop bei engem aneren Accident, d'„Sea Empress" op der Küst vu Wales, wou iwwer 130.000 Tonnen Uelech ausgelaf sinn.

Mä et sinn net ëmmer d'Uelechtanker, déi fir Opreegung an Entsetze suergen. Et soll ee sech och erënneren un d'Katastroph vun der MS Estonia, dat Schëff wat de 27. September '94 zu Tallinn a Richtung Stockholm opgebrach ass a wat do leider ni ukomm ass. Deemools sinn do bal 900 Leit ëm d'Liewe komm.

Dofir musse mir eis Flichten als Parlamentarier wouerhuelen an dofir suergen, datt esou Accidenter net méi virkommen. Dofir sollte mir alles ënnerhuele wat zur Sécherheet vun de Fähren, den Tankeren, de Kräizschëffer, de Frachtere bäidréit. Notamment sollen d'Modifikatiounen, déi an dësem Projet de loi stinn, vun deene verschiddene Miereskonventiounen dozou bäidroen, d'Sécherheet um Mier ze verbesseren an d'international Kooperatioun ze verdéiwen.

Zënter dem 9. November 1990 huet sech an der Schëffstechnik vill gedoen. Dëse Projet soll dee juristesche Kader un déi nei Techniken an un déi nei Ufuerderunge vun haut upassen. An anere Wierder, et geet ëm eng Adaptatioun vun de rechtlechen Instrumenter un d'Ufuerderungen an och un d'Erausfuerderunge vun onser Zäit.

Déi international Mieresorganisatioun OMI, déi am Joer 1948 gegrënnt ginn ass, stellt de Rahme fir dëst internationaalt Mieresofkommen duer. Si gliddert sech als Ënnerorganisatioun vun der UNO an dat internationaalt Feld vun de Konventiounen a Verträg an. Am Moment sinn 164 State Member, an alleguer zesummen hu si een Zil virun Aen, nämlech déi international Schëfffahrt méi sécher ze maachen an esou mat zum Schutz vun der Ëmwelt vun den Awunner a vun de Besatzunge bäizedroen.

Opgrond vun deenen heitege Gegebenheeten an och opgrond vun den Accidenter, op déi ech am Ufank agaange sinn, kann ech d'Chamber, Här President, nëmmen dozou opfuerderen, Jo zu dësem Projet ze soen.

Weder de Conseil d'État, nach déi zoustänneg Kommissiounen, haten iergenwellech Observatiounen zu dësem Gesetzesentworf ze maachen. Dofir géif ech och heimat den Accord vu menger Fraktioun ginn, an der Hoffnung datt mir duerch dës Ratifikatioun Mieres- a Schëffskatastrophen aus der Vergaangenheet wesentlech reduzéiere kënnen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorablen Här Henri Grethen. Här Grethen.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi d'Gesetz iwwert de Pavillon maritime gestëmmt ginn ass, war d'Demokratesch Partei strikt géint déi Initiativ, well mer der Meenung waren, dass et eng falsch Diversifikatioun vun der Lëtzebuerger Ekonomie wier.

Un där grondsätzlecher Haltung huet sech näischt geännert an och an deene fënnef Joer wou ech Transportminister war hunn ech mech net doduerch ausgezeechent, dass ech eng offensiv Politik fir dee Pavillon gemaach hunn. Ech hunn, au contraire, an allen europäesche Réuniounen, an ech mengen, dass d'Ereegnisser mer Recht ginn hunn, derfir plädéiert, dass déi héchstméiglech Sécherheetsstandardë géife respektéiert ginn, an zum Beispill Initiative wéi d'Obligatioun bei Pétrolieren nëmme méi Schëffer anzesetzen, déi eng duebel Coque hätten, hunn all Kéier d'Ënnerstëtzung vun der Lëtzebuerger Regierung fonnt.

Ech sinn dofir frou an dofir kann ech mech mat dësem Projet d'accord erklären, well en d'Sécherheet verstäerkt. Ech géif awer d'Regierung warnen dovir, fir an dësem Secteur offensiv virzegoen. De Risiko fir Lëtzebuerg, fir d'Image de marque vu Lëtzebuerg ass ze grouss, an d'Retombéeën, déi ekonomesch, déi finanziell fir Lëtzebuerg si vill ze vill kleng.

Mir wäerten als Fraktioun eisen Accord zu dësem Projet ginn, deen an d'Richtung vu méi Sécherheet geet, wëllen awer nach eng Kéier ënnersträichen, dass mir der Iwwerzeegung bleiwen, dass dëse Secteur kee Secteur vun der Zukunft vun der Lëtzebuerger Ekonomie ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. D'Wuert huet elo fir d'Regierung den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Elo ass en un. Ech war nach net laang genuch an der Chamber fir ze wësse wéi dat do geet, schéngt et mir.

Ech hu Kenntnis geholl vun dem Statement vun dem Henri Grethen, deen de Projet hei deponéiert huet nach, an dee gesot huet seng Fraktioun kéint dat hei och droen. Ech wëll haaptsächlech dem Rapporteur Merci soen, dass hien eis duergeluecht huet, ëm wat dass et hei geet.

Hei geet et ëm d'Kompilatioun vun enger ganzer Rei Texter, déi, esouwuel wat de Volumen wéi och de Fong ubelaangt, zesummegeluecht ginn. Mir féieren hei keng Diskussioun iwwert d'Ausriichtung vum Pavillon maritime, sinn awer gär bereet dat heibannen nach eng Kéier ze maachen, vu datt ech do souwisou meng eege Meenung entwéckelt hunn, an déi geet a Richtung, dass dat, wat déi grouss Pétrolieren ubelaangt, fir eis keng Zukunft ass. Do sinn ech mam Henri Grethen d'accord. Ech sinn allerdéngs der Meenung, dass et een Instrument vun Diversifikatioun ka sinn an anere Beräicher, déi eben net just déi grouss Pétroliersschëffer beinhalten. Doriwwer kann ee gedeelter Meenung sinn.

Lëtzebuerg huet net méi esou vill Méiglechkeete fir sech ze diversifiéieren. Mir kënnen nach e puer Saachen zoumaachen. Ech gesinn am Moment net, wou mir der opmaachen, an dofir mengen ech, dass all klengt Stéck ee Bäitrag ass zu der ganzer wirtschaftlecher Entwécklung, déi Lëtzebuerg gären hätt. Dofir kënne mir déi Diskussioun roueg eng Kéier féieren.

Ech mengen, dee Projet hei ass haaptsächlech geduecht, dass mir eng Ofsécherung bréngen, wa Schëffskatastrophen an där doter Aart kommen. Et muss een awer wëssen, dass de Schëffswee vis-à-vis vum Wee duerch d'Luucht nach wie vor eng ganz Rei Avantagë beinhalt, an dass en och muer noutwendeg ass. Ech weess nämlech net, wéi mir soss eis Trägere vun der Arcelor hei aus Europa bis op Shanghai kréien, fir do anstännege Business ze maachen, wa mir dat net um Schëffswee maachen. Dat kënne mir jo schlecht mat Fligere maachen. Dofir mengen ech, dass dat nach ëmmer eng Zukunft huet an dass mir och sollen do matmaachen.

Mir hunn ee Secteur financier, deen dorun hänkt, mir hunn haaptsächlech den Assurancësecteur, deen do interessant Betätegungsfelder fënnt. Ech mengen, dass och hei kee Problem dierft si fir d'Chamber fir dat matzestëmmen, well et sech jo dorëm handelt, d'Saach op där enger Säit besser ofzesécheren an op där anerer Säit eng Rei Garantië fir d'Leit, déi op deene Schëffer do schaffen, ze bréngen. Dofir wier ech frou, wann Dir der ganzer Saach géingt Är Zoustëmmung ginn.

Här President, dat esouwäit zu deem heite Projet.

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir Är Explikatiounen.

Ech géif proposéieren, dass mir de Vote géife reportéieren op herno, no dem nächste Projet. Mir musse jo d'Majoritéit hunn.

Voilà, mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5384 iwwert d'Intérêts de retard. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Bettel an den Här Klein. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Christine Doerner.

6. 5384 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

Rapport de la Commission juridique

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass kee Verbrieche Scholden ze hunn…

(Hilarité)

…, mä si sinn awer eng iwwel Saach, a ploen net nëmmen deen, dee Sue schëlleg ass, mä och deen, deen der ze kréien huet, an domadder eis ganz Ekonomie. Hei kann nëmmen eng Discipline pécuniaire hëllefen, an dat esougutt am private wéi am kommerzielle Beräich.

Den Napoléon Bonaparte huet a sengem Code civil deen allgemenge Prinzip festgeluecht, dass d'Onpünktlechkeet am Bezuelen nëmmen da kann zivilrechtlech sanktionéiert ginn, wann de Créancier dem Débiteur eng schréftlech Mahnung zoustellt mat der Opfuerderung seng Scholde fristlos ze bezuelen. Wann net, da lafen d'Zënsen vun dem Dag vun dëser Interpellatio, dat wëllt soe vun där Mise en demeure, un.

Dësen Artikel 1153, dee viru méi wéi 200 Joer geschriwwe ginn ass, huet schonns zu där Zäit d'Méiglechkeet vu Sonderregelunge fir d'Handels- an d'Geschäftswelt virgesinn.

Am Joer 1909 hat de Législateur eng Léisung um Dësch, fir déi finanziell Interesse vun den Handwierker an den Eenzelhändler, den Détaillants, vis-à-vis vum private Verbraucher ofzesécheren. Dësen Text schreift vir, dass déi gesetzlech Verzuchszënsen automatesch de plano, dat wëllt soen ouni schréftlech Opfuerderung, dräi Méint no der Liwwerung vun de Wueren oder den Aarbechten ulafen, ënnert der Konditioun selbstverständlech, dass dat an de Facturë festgesat ass.

Am Joer 1984 ass dëst Gesetz iwwerschafft ginn, wat den Taux légal betrëfft. Dës zwee Gesetzer vun 1909 an 1984 zesumme mat den Dispositioune vum Code civil hunn déi ganz Problematik vun de Retards de paiement a vun de Verzuchszënse ganz eleng bis d'lescht Joer geregelt. Dat wëllt soe bis zu deem Moment, wou den 18. Abrëll 2004 déi zwee Gesetzer gläichzäiteg ofgeschaf an ersat goufen duerch dat Gesetz.

Dëst neit Gesetz, dat vun 2004, huet an éischter Linn an haaptsächlech déi europäesch Direktiv iwwert d'Bekämpfung vun de Retards de paiement am kommerzielle Secteur transposéiert. Dës Direktiv huet als Objektiv eise Kleng- a Mëttelbetriber d'Andreiwe vun hire Rechnungen ze vereinfachen, an dat esougutt a grenziwwerschreidende wéi internationale Geschäftsverbindungen.

Säit e puer Joer bedauert nämlech d'EU-Kommissioun d'Verschlechterung vun de Pünktlech-Bezuele-Praktiken an och d'Ofhuele vum Vertrauen an de Kredit nom Motto: Le crédit est mort, les mauvais payeurs l'ont tué.

D'Gesetz vum 18. Abrëll 2004 setzt sech aus dräi grousse Kapitelen zesummen, dat ass fir d'éischt d'Kapitel 1, dat transposéiert déi Direktiv an duerch déi Transpositioun hu mir elo intern an eiser Gesetzgebung dräi nei Regelen, déi wichteg si fir eis Kommerzwelt.

Dat ass fir d'alleréischt: Wann net aneschtes ofgemaach ass, gëtt présuméiert, dass bannen drësseg Deeg no der Rechnung bezuelt muss ginn. Wann net bannen drësseg Deeg bezuelt ass, lafe Verzuchszënse vun 9%, déi sech baséieren op den Taux directeur vun der Europäescher Zentralbank.

Drëttens, och eng Neierung, de Créancier kann dem Débiteur seng Affekotskäschte fir d'Andreiwe vu senge Rechnunge viru Geriicht zréckfroen.

Dëse Kapitel 1, muss een awer bemierken, dee bezitt sech exklusiv nëmmen op all kommerziell Transaktiounen, déi sech tësche Geschäftsleit, Handwierker a Fräiberuffler ofspillen, oder tëschen hinnen an enger Gemeng oder dem Stat.

Domadden ass awer all Struktur gemengt, all Betrib, deen enger wirtschaftlecher oder eegestänneger Aktivitéit nogeet, egal, ënner welcher juristescher Form dëse Betrib constituéiert ass.

Wat awer elo Transaktioune betrëfft zwëschent dem Geschäftsmann an dem Consommateur, esou spille weider d'Regele vun de Gesetzer vun 1909 an 1984, déi awer elo am 2. Kapitel vum Gesamttext vum 18. Abrëll 2004 nei regruppéiert gi sinn. Dës al Texter sinn tels quels mat enger minimaler Ëmännerung an dat neit Gesetz iwwerholl ginn, an am Artikel 12 gëtt festgehalen, dass d'Rechnunge vun engem Geschäftsmann un de Particulier de plano déi gesetzlech Zënsen droen. An dat zu engem Zënssaz, dee Joer fir Joer duerch e Règlement grand-ducal fixéiert an am Mémorial publizéiert gëtt.

An engem drëtten a leschte Kapitel vun dësem Gesetz sinn d'Dispositions transitoires an abrogatoires virgesinn. Esou wäit, esou gutt.

Dëse Gesetzestext ass den 18. Abrëll d'lescht Joer an dësem Haus votéiert ginn. Bei der Ëmsetzung huet sech awer erausgestallt, dass d'Dispositioun iwwert den Taux légal tëschent Privatleit ersatzlos gestrach ginn ass. An zwar an deem Moment, wou d'Gesetz vun 1984 abrogéiert a gläichzäiteg an dat neit Gesetz vun 2004 agebaut ginn ass.

Firwat ass hei eng Lacune entstan? Well nämlech ganz einfach déi gesetzlech Zënsregelungen net nëmmen zweepolesch, mä dräipolesch sinn. Dat heescht, niewent der Zënsfoussreglementéierung vun de Créancen aus enger Transaction commerciale, déi sech nom Taux directeur vun der Europäescher Zentralbank orientéiert a virgesinn ass am Kapitel 1, hu mir den Taux légal, dee sech eenheetlech applizéiert, sougutt bei Créancen tëschent Geschäftsleit a Privatleit, sou wéi et am Artikel 14 am Kapitel 2 virgesinn ass.

Mä deen Taux légal applizéiert sech awer och tëschent Créancen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif ëm Opmierksamkeet bieden!

Mme Christine Doerner *(CSV), rapportrice.*- …déi nëmmen tëschent Privatleit respektiv vu Geriichter allouéiert ginn. Mat der Ofschafung am Kapitel 3 vun deem Gesamttext huet awer den Taux légal, wat d'Privataffären ubetrëfft, seng Base légale verluer. An dofir solle mir elo den Artikel 15 vun dësem Gesetz erweideren, an zwar mat deem Saz: «Dans tous les cas non visés aux chapitres I et II de la présente loi, le taux de l'intérêt légal est celui fixé à l'article 14.» An domadder ass eist Gesetz vum 18. Abrëll 2004 vollstänneg.

De Statsrot ass mat dëser Prozedur averstan, an am Numm vun der Commission juridique, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, erlaben ech mer Ären Accord zu dësem Projet de loi ze froen, dee méi Kloerheet wäert schafen. E steet och do fir eng gréisser Sécurité juridique, déi ganz am Interesse ass vun eiser Geschäftswelt, vun eise Betriben, mä och vum Konsument. Ech ginn heimadder och den Accord vu menger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech soen Iech Merci, esou wéi der Rapportrice, där ech hei vun eiser Bänk aus wëll félicitéiere fir hir Rapporten. Et ass net fir d'éischt, dass se ganz komplett war am schréftlechen an am mëndleche Rapport.

Wéi gesot, d'Madame Doerner sot, et wier fir méi Kloerheet. Et geet net nëmmen ëm méi Kloerheet, et geet iwwerhaapt fir Kloerheet, well de Problem ass am Moment, et wosst keen op wat e sech sollt baséieren, a mat deem heiten Text gëtt e Punkt, deen eben an deem Gesetz vum 18. Abrëll 2004 vergiess gi war, komplettéiert, dee fir d'Taux d'intérêts légaux fir d'Créances non contractuelles an d'Créancë fir verschidde Kontrakter tëschent Particulieren.

Wéi gesot ass dat heiten eng Perfektioun vun deem Gesetz wat mer hunn, an net nëmmen eng Perfektioun, mä dat heescht eng Gesetzkomplettéierung well dat gefeelt huet, an dofir wäert selbstverständlech och d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei deen heite Projet de loi stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den honorabelen Här Klein mellt sech zu Wuert. Här Klein!

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP).*- Jo. Här President, ech wollt och der Rapportrice Merci soe fir déi gutt Rapporten. Si war ganz explizit. Deem ass net méi vill bäizefügen.

Duerch d'Gesetz vum 18. Abrëll 2004 war par rapport zum Artikel 1153 e Vide juridique entstanen, an duerch déi hei Dispositioune gëtt dat erëm alles an d'Rei gesat. Wat elo d'Abezéie vun de liberale Beruffer an déi kommerziell Transaktiounen am Zesummenhang mam Gesetz vum 18. Abrëll 2004 ubelaangt, sou war dee Problem schonn iwwert de Wee vun der Direktiv opgekläert ginn, esou dass den Awand, deen de Statsrot op deem Plang gemaach huet, hifälleg ass. Dat Gesetz hei ass elo ganz konform an et besteet keng Insécurité juridique méi. Duerfir géif ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Dann ass d'Riednerlëscht ausgeschöpft. Mir kënnen direkt zum Vote komme vun dësem Projet 5384.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Hei geet erëm näischt. Dir musst Iech ee Moment gedëllegen, dat funktionéiert nach net. Ech denken, datt et elo geet.

De Projet ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement (par Mme Martine Stein-Mergen), Mmes Christine Doerner (par M. Fred Sunnen), Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jean-Pierre Koepp).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

7. 5277 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime (suite)

Mir kéimen dann zréck zu dem Projet 5277. Dat war de Projet, dee mer virdrun haten. Da géife mer doriwwer ofstëmmen.

Et ass keng Prokuratioun bei deem Projet erlaabt.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Dir musst Iech ee Moment gedëllegen. Voilà, de Vote fänkt un.

De Projet ass mat 48 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Debatt iwwert d'Uwendung vum Subsidiaritéitsprinzip am Kader vum drëtte Paquet ferroviaire. Et sinn 30 Minutte Riedezäit virgesinn, éischtens fir de President vun der Commission des Affaires étrangères, fir de President vun der Transportkommissioun a pro Fraktioun an och fir d'Regierung. Ee gëtt behandelt wéi deen aneren. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Grethen an den Här Braz. D'Wuert huet elo den Här Ben Fayot als President vun der Commission des Affaires étrangères. Här Fayot!

8. Débat sur l'application du principe de subsidiarité dans le cadre du troisième paquet ferroviaire

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, mir sinn an dëse Wochen amgaang, eng öffentlech Debatt iwwert d'Europäesch Verfassung ze féieren…

Une voix.- De Mikro! De Mikro!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech huelen un, dass de Mikro un ass.

(Interruption)

Da musse mer mat der Technik schwätzen.

Une voix.- Aahh!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Eng vun de groussen Neierungen an dëser Verfassung ass déi nei Roll vun den nationale Parlamenter an Europa.

D'Verfassung stellt déi national Parlamenter erëm op eng wichteg a richteg Plaz, zwar net op déi vum Gesetzgeber an Europa - dat ass jo bekanntlech d'Europaparlament an de Ministerrot -, mä d'national Parlamenter gi vun der Verfassung an eng wichteg Kontrollfunktioun am Ufank, während an zum Schluss och vun där Gesetzgebungsprozedur gesat. Domat gëtt déi parlamentaresch Komponent an dem europäesche Muechtapparat entscheedend gestäerkt. Domat kann déi parlamentaresch Demokratie an Europa souwéi an de Memberlänner endlech duerchgesat ginn.

Domat gëtt et dann och méiglech, d'europäesch Politik méi no bei de Bierger ze gestalten. D'Deputéierten an den nationale Parlamenter sinn déi, déi ganz no bei de Bierger an domat bei hire Suerge sinn. Si kënnen hinnen d'Politik vun Europa erklären an Afloss op hir Ministeren als Gesetzgeber an Europa ausüben.

Dës Errongenschaft vun der Verfassung ass net vun haut op muer an dee Vertrag erakomm. Et ass de virleefegen Ofschloss vun enger laanger Entwécklung hin zur Parlamentariséierung vun der Europäescher Unioun. Déi Parlamentariséierung ass d'Resultat vun der permanenter Stäerkung vum Europaparlament säit 1979, wéi och vum Afloss vun enger Partie nationale Parlamenter.

Ech erënneren drun, dass 1991 schonn zu Roum am Gebai vum italienesche Parlament Assisen zesummekomm sinn, un deenen europäesch an national Deputéierten deemools deelgeholl hunn, fir hiren Afloss bei der Ausschaffung vum Vertrag vu Maastricht auszeüben. Deen Afloss war allerdéngs geréng an d'Regierungen hunn dee Vertrag meeschtens hanner zouenen Dieren ausgeschafft. Säithier sinn et keng esou Masseveranstaltunge méi zwëschent Europaparlament an nationale Parlamenter ginn.

D'parlamentaresch Komponent vun Europa, dat war laang Jore virun allem e selbstbewosst Europaparlament, wat bei all Vertrag méi Pouvoirë krut. Zwëschent dem Europaparlament an dem Nationalparlament war et och eng Zäit éischter eng misstrauesch Attitüd, een huet deen aneren e bëssen en chiens de faïence gekuckt. Déi eng hu geduecht, déi aner wären hire Konkurrent.

An de leschte Joren allerdéngs huet dës Haltung enger wuessender Zesummenaarbecht Plaz gemaach. Haut ass et ëmmer méi üblech, dass Kommissioune vum Europaparlament an den Nationalparlamenter zesumme Sitzungen ofhalen.

Rezent ass an der Erënnerung déi Sitzung, déi zwee Deeg laang gedauert huet iwwert de Lissabon-Prozess, ënnert dem Virsëtz vum Josep Borrell an dem Lucien Weiler, oder och d'Sitzung vun de Finanzkommissioune vum Europaparlament an den nationale Parlamenter, ënnert dem Virsëtz vum Laurent Mosar an dem Här Lewandowski. Am Mee hu mer eng Sitzung vun de Verdeedegungskommissioune vum Europaparlament mat den entspriechende Kommissiounen aus de 25 nationale Parlamenter.

Zu dësem Rapprochement vun de Parlamenter vun Europa hu sécher och déi zwee Konventer bäigedroen, deen éischten, deen 1999 bis 2000 d'Charta vun de Grondrechter ausgeschafft huet, an deen zweeten, deen d'europäesch Verfassung zwëschent Februar 2002 a Juli 2003 ausgeschafft huet. Allenzwee Konventer si massgeeblech vu Parlamentarier gepräegt ginn, zesumme mat Regierungsvertrieder a Vertrieder vun der Zivilgesellschaft. Allenzwee Konventer waren d'Geleeënheet vu Parlamentarier, aus ville politesche Richtungen an Usiichten iwwer Europa, d'Ausriichtung vun deem zukünftegen Europa festzeleeën.

Dëst ass eng demokratesch Method, déi d'national Parlamenter voll an d'Gestaltung vun der Europäescher Unioun erabruecht huet. Et ass eng offen an transparent Method, bei där demokratesch legitiméiert Vertrieder aus de Parlamenter hiren Afloss an der Europäescher Unioun, niewent a mat deem vun de Stats- a Regierungschefen, wéi och vun de Ministeren, abrénge kënnen.

Et ass dofir ëmsou méi traureg, eigentlech, dass eent vun den Argumenter vun de Verfassungsgéigner ass, dass dëse Konvent a senger Bedeitung net dat gewiescht wär, wéi en eigentlech war, e soll a senger Bedeitung erofgespillt ginn, an de Konventsmembere gëtt d'demokratesch Legitimatioun ofgeschwat. Gradesou bedauerlech, muss ech allerdéngs och soen, ass fir mech d'Ironie mat där eise Statsrot d'Roll vun deem Konvent begleet. De Fonctionnement wéi och d'Öffnung vun deem Konvent op d'Zivilgesellschaft op d'Bierger dobaussen ass eppes komplett Neies fir d'Europäesch Unioun. Dofir ass jo och d'Konventsmethod an d'Verfassung ageschriwwe ginn, fir bei den zukünftege Vertragsännerungen oder Revisiounen agesat ze ginn.

An deem Verfassungsvertrag kréien iwwregens d'national Parlamenter och nach eng ganz Partie aner nei Pouvoiren. Ech erënneren drun, dass zum Beispill bei der vereinfachter Revisiounsprozedur d'national Parlamenter mussen informéiert ginn a mussen hir Zoustëmmung zu dëser vereinfachter Revisiounsprozedur ginn. Déiselwecht vereinfacht Revisiounsprozedur kann och fir den drëtten Deel vun der Verfassung agesat ginn, och do muss eng Revisioun an all Parlament duerch e konstitutionelle Vote approuvéiert ginn.

An der Politik vun der Justiz an der Fräiheet kréien och d'national Parlamenter eng nei Kontrollfunktioun, déi nach méi staark ausgepräegt ass wéi bei deenen anere Politikberäicher. D'national Parlamenter sinn och agebonnen an d'Kontroll vun Europol, also vun der polizeilecher Zesummenaarbecht.

Et kënnt also munches duer op onst Parlament, am kloerste geet dat aus den zwee Protokoller iwwert d'Roll vun den Nationalparlamenter an der Europäescher Unioun an iwwert d'Applikatioun vun de Prinzipie vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit ervir.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Säit Jorzéngte gëtt an der Europäescher Unioun de Respekt vum Subsidiaritéitsprinzip verlaangt. Dëse Prinzip erschéngt an de verschiddene Verträg, déi noëneen d'Europäesch Unioun opgebaut hunn. Dee Prinzip seet bekanntlech, fir dat ganz kuerz ze soen, dass um europäeschen Niveau nëmmen dat soll gemaach ginn, wat do méi efficace wéi um nationale Plang gemaach ka ginn. Selbstverständlech am Kader vun de Kompetenzen, déi der Europäescher Unioun zougesprach ginn.

D'Subsidiaritéit ass also kee Mëttel fir ze soen, wat fir Kompetenzen d'Europäesch Unioun huet oder wat fir Kompetenzen d'national Staten hunn, mä d'Subsidiaritéit ass e Mëttel fir déi Kompetenzen, déi d'Europäesch Unioun huet, besser kënnen auszefëllen.

1997 ass de Vertrag vun Amsterdam ugeholl ginn, an dora war schonn e Protokoll iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter. A

ville Länner an och zu Lëtzebuerg sinn eenzel Initiative geholl ginn, fir dës Roll ze stäerken. Ons Chamber, an de vergaangene Joren, huet Leit agestallt fir d'Europapolitik ze verfollegen.

Mir hu fir den Ableck zwee Fonctionnairen, déi dorobber spezialiséiert sinn. Mir hunn och, wéi 16 aner national Parlamenter, säit leschtem Joer e Vertrieder vun der Chamber zu Bréissel, deen am Europaparlament installéiert ass, dat am Kader vun der Présidence vun der COSAC, also där Conférence des Organes Spécialisés en Affaires Communautaires, déi sech e stännegt Sekretariat ginn huet. An dësem Sekretariat sinn déi dräi Länner, déi vun der viregter, der heiteger an der kommender Présidence, mat engem Fonctionnaire vertratt.

Et gesäit een och, dass vill Parlamenter, besonnesch a méi rezente Memberlänner, déi parlamentaresch Iwwerwaachung vun hirer Regierung an Europa ganz seriö huelen an intern Strukturen dofir op- an och ausgebaut hunn an nach weider ëmmer ausbauen.

Och d'Chamber, ons Chamber huet sech nei Mëttele ginn. Ech erënneren drun, dass all Deputéierten Zougank zum Bulletin vun der Agence Europe huet, wat eng wichteg Informatiounsquell ass, an iwwert den Internet sinn Datebanke vun dem Europaparlament, vun der Kommissioun, vum Ministerrot, vun allen europäeschen Organer unzezapen. Et huet haut keen nationalen Deputéierte méi d'Entschëllegung, keng Informatioun iwwer iergendeen europäeschen Dossier ze hunn. D'Europapolitik, mengen ech, gehéiert haut zum deegleche Brout, och vun den nationalen Deputéierten.

Ech wëll och nach soen, dass am Ufank vun dëser Legislatur de Büro vun der Chamber sech länger Zäit mat der Fro vun der Europapolitik an der Chamber ofginn huet an en huet du festgehalen, dass mer eigentlech keng spezialiséiert Europakommissioun géifen asetzen, mä dass mer d'Europapolitik an de sektoriellen, an de spezialiséierte Kommissioune géife behandele loossen, quitte dass d'aussepolitesch an d'europäesch Kommissioun fir déi méi allgemeng Froen zoustänneg ass.

Wéi gesot, Här President, sinn an der europäescher Verfassung zwee Protokoller iwwert d'Roll vun den nationale Parlamenter enthalen. Déi zwee Protokoller enthale wuel allgemeng Wënsch, mä virun allem enthalen se eng nei Prozedur, an et ass dat wat wichteg ass.

Dës Prozedur seet, dass d'national Parlamenter zum selwechten Ableck d'Gesetz an d'Reglementsprojete kréie wéi den europäesche Gesetzgeber. Dobäi muss eng prezis Motivatioun iwwert d'Subsidiaritéit an d'Verhältnismëissegkeet leien, eng Fiche muss de finanziellen Impakt ëmräissen a wann et sech ëm e Rahmegesetz handelt, da muss en d'Implikatioune fir déi national Reglementatiounen ëmmer ëmschreiwen.

Et musse souwuel qualitativ wéi och quantitativ Indicateuren ugefouert gi fir ze weisen, dass e politescht Zil besser um europäesche Plang wéi um nationale Plang erreecht ka ginn. Doropshi kann all nationaalt Parlament innerhalb vu sechs Wochen der Kommissioun, dem Europaparlament an dem Conseil e motivéierten Avis virleeë fir ze soen, firwat senger Meenung no déi Gesetzgebung dem Subsidiaritéitsprinzip net entsprécht.

De Protokoll seet lapidar, dass d'Kommissioun dësen Avis a Betruecht zitt, net méi. Mä wa mat engem Drëttel vun de Stëmmen, déi d'Parlamenter hunn, oder manner nach ee Véierel bei Froe vu Justiz a Gerechtegkeet, d'Subsidiaritéit a Fro gestallt gëtt, muss de Projet réexaminéiert ginn. Duerno kann den Urheber de Projet entweder bäibehalen, zréckzéien oder ëmänneren. Den Urheber, dat kann natierlech d'Kommissioun sinn an deene meeschte Fäll, mä et kann och de Conseil sinn, an et kann och esouguer d'Banque centrale sinn.

Wann trotzdeem, trotz deem Asproch do, de Gesetzgebungsprozess weidergeet, kënnen d'national Parlamenter zum Schluss, wann de ganze Prozess ofgeschloss ass, iwwer hir Regierung beim Europäesche Geriichtshaff fir Violatioun vun der Subsidiaritéit Recours aleeën. Et gëtt also eng giel Kaart, dat ass eben deen Asproch wéinst Subsidiaritéit vun engem Drëttel vun de Parlamenter virdrun, an et gëtt och eng rout Kaart, dat ass herno den Asproch bei dem Europäesche Geriichtshaff wéinst der Subsidiaritéit. Dëst ass d'Prozedur an de Prinzip.

Wéi dat an der Realitéit allerdéngs ausgesäit ass eng aner Fro, mä et ass e wichtege Schrëtt, dass d'Verfassung dës Prozedur virgesäit mat där Prezisioun. Ouni d'Bedeelegung vun den nationale Parlamenter um Konvent, deen eben d'Verfassung ausgeschafft huet, wär dëst net méiglech gewiescht, wär dëst och net geschitt.

Et bleift elo d'Erausfuerderung dës Prozedur an d'Realitéit ëmzesetzen. A fir dat virzebereeden am Virfeld vun der Ratifikatioun vun der europäescher Verfassung, si mer dann amgaangen eng Experienz mat engem prezisen europäesche Gesetzgebungspak ze maachen, nämlech mam sou genannten drëtte Paquet ferroviaire. Dat maache mer an de Parlamenter vu 25 Länner, déi an der COSAC, also an der Conférence des Organes Spécialisés en Affaires Communautaires dra sinn.

Et gëtt natierlech eng Partie Problemer, déi nach musse geléist ginn. En éischte Problem, deen ech kuerz wëll undeiten, dat ass d'Notioun vun der Subsidiaritéit selwer. Et ass ganz kloer, dass dëst keng mechanesch Notioun ass, wou een automatesch ka soen no objektive Kritären, dëst ass conforme zum Prinzip vun der Subsidiaritéit an dëst ass net conforme vun der Subsidiaritéit. Et ass eng héich politesch Notioun, déi no der Astellung vun deem engen oder deem anere kann anescht sinn, an dëst ass natierlech och den Objet vu politeschen Diskussiounen ënnert de Memberlänner an ënnert de politesche Kräften an de Memberlänner.

Deen zweete Problem ass natierlech deen extrem kuerzen Délai vu sechs Wochen, deen d'national Parlamenter duerch d'Verfassung kréien zwëschent dem Ableck, wou e Projet de loi déposéiert gëtt oder erauskënnt aus der Kommissioun, an dem Dag, wou den Avis vun den nationale Parlamenter muss do leien.

Déi sechs Wochen sinn en Délai, dat hu mer gesinn, an ech huelen un, de President Roland Schreiner wäert ons doriwwer e Wuert soen, deen extrem kuerz ass. Dat ass allerdéngs net ze änneren, well en an dem Protokoll vun der Verfassung ass. Et muss een also kucken, wéi een domat eens gëtt.

Wéi gesot vun där Experienz wäerte mer, wann all Parlamenter ofgeschloss hunn, hei zu Lëtzebuerg de 17. an den 18. Mee op der Réunion plénière vun der COSAC Bilanz zéien, an dann natierlech och d'Léieren aus deem, wat mer do ausgeschafft hunn.

Dat, Här President, waren déi puer Remarquen, déi ech wollt zu dëser Fro hei virbréngen. Ech wëll also nach eng Kéier ënnersträichen, dass déi Roll, déi mer als national Parlamenter bei dëser Kontroll vun der Subsidiaritéit kréien, eng intensiv Beschäftegung mat enger ganzer Partie europäeschen Texter viraussetzt. Déi intensiv Beschäftegung muss souwuel an der Verwaltung wéi an de Fraktioune wéi och an de Kommissioune gemaach ginn.

Dëst wäert net einfach sinn, well mer och nach doriwwer eraus eng ganz Partie Informatioune mussen zesummendroen, déi esou en Text begleeden, well et ass jo esou, dass en Text net aus dem heiteren Himmel kënnt. Esou en Text, dee gëtt ausgeschafft, en huet eng Virgeschicht an de Comitéë vun der Kommissioun. Mir mussen also och enk Kontakter hu mat de Servicer vun der Regierung, och mat de Servicer an Europa, besonnesch och mat dem Europaparlament. Op déi Manéier, mengen ech, kënnte mer lues a lues zu engem wichtege Player an där europäescher Gesetzgebungsprozedur ginn.

Dat waren, Här President, déi puer Remarquen, déi ech wollt zu deem Sujet maachen. Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet elo de President vun der Transportkommissioun, den Här Roland Schreiner.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Ben Fayot huet elo op eng ganz exhaustiv Manéier de Prinzip vun der Subsidiaritéit am Kader vum Traité constitutionnel beschriwwen an och op déi bedeitend Roll higewisen, déi an Zukunft déi national Parlamenter ze spille kréie beim Contrôle vum Prinzip vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit, nach ier déi jeeweileg Texter vun der Europäescher Kommissioun op den Instanzewee geschéckt ginn.

Ech versichen dann elo a menger Qualitéit als President vun der Transportkommissioun iwwer eis Experienz ze berichten, déi mir an der Transportkommissioun gemaach hunn am Kader vun der Analys vum drëtte Paquet ferroviaire.

Ech muss soen, et war au départ e ganz interessanten Exercice, dee mer als Kommissioun mat dësem Projet pilote, dee mer jo vun der COSAC, esou wéi et gesot ginn ass, gradewéi déi aner EU-Länner als Hausaufgab opgedroe kruten, maache konnten. Interessant, well en och eis d'Geleeënheet ginn huet, eis inhaltlech mat dem Projet auserneen ze setzen, obschonn ee muss soen, dass et bei dëser Missioun jo manner ëm den Inhalt gaangen ass wéi ëm d'Prozedur. Mä wann ee soll kontrolléieren ënner anerem, ob en Text de Prinzip vun der Subsidiaritéit respektéiert, kann een natierlech och net laanscht den Inhalt kommen.

Zu dësem drëtte Paquet ferroviaire wär jo och eigentlech ganz vill ze soen - vill Guddes, awer och vill Schlechtes. Dir kënnt Iech virstellen, dass et mer op der Zong brennt, dat ze maachen, well do einfach Entwécklungen och amgaange sinn, déi net onbedéngt d'Eisebunnen an Europa an hei zu Lëtzebuerg wäerte virubréngen. Ganz am Géigendeel! Mä wa mer géifen eng inhaltlech Diskussioun elei bis zum Schluss féieren, da géife mer natierlech de Kader vun dëser Diskussioun ganz wäit sprengen.

Eis primär Aufgab, déi war jo eigentlech, wéi et scho gesot ginn ass, de Contrôle vum Prinzip vun der Subsidiaritéit. Et ass och an deem Geescht, dass mer eisen Avis an d'Resolutioun, déi Iech virläit, verfaasst hunn.

Et war och en interessanten Exercice, fir ze kucken, ob mer iwwerhaapt an der Lag sinn an deem Zäitraum vu sechs Wochen, dee virginn ass, eng richteg Analys vum Text ze maachen. Ech muss soen, mir hunn dat méi oder wéineger konnte respektéieren, allerdéngs awer dann och vläicht direkt mat der Aschränkung, dass et just ee Projet war, wou mer eis hu missen drop konzentréieren, an dass et Texter waren, déi schonn zum Deel bekannt waren a schonn um europäeschen Instanzewee sinn, also fir d'Kommissioun oder fir d'Leit aus der Kommissioun keen Neiland méi waren.

Et muss een och soen, dass mer ganz vill Ënnerstëtzung an Informatioune kritt hu vum Transportministère, wat eis natierlech d'Aufgab an dësem Prozess ganz wesentlech erliichtert huet. An der Realitéit misst et jo awer esou sinn, dass d'Chamber natierlech selwer misst an der Lag sinn, hir Aufgab eleng ze maachen, ouni op d'Hëllef vum Ministère zréckzegräifen.

Dann ass et och esou, dass ee sech d'Fro muss stellen, wéi et ausgesäit, wa mer emol mat méi Texter gläichzäiteg konfrontéiert ginn. Mir si letztendlech nëmmen an eiser Gesamtheet zu 60.

Laut enger Publikatioun - et ass net nokontrolléiert - vum finnesche Parlament géife ronn 770 esou Propositiounen am Joer dem Contrôle vun der Subsidiaritéit ënnerleien. Wann et sech ëm Texter handelt, an an alle Fäll ass et jo an der Zukunft esou, déi am Virfeld net bekannt sinn, da muss ee sech d'Fro stellen, ob mer hei elo dëse Projet pilote eigentlech ënnert deene richtege Rahmebedingungen an ënnert deene richtege Prémissë konnten analyséieren.

Et muss ee sech duerfir d'Fro stellen, a mir als Chamber mussen eis déi Fro stellen, mä och d'Fraktioune mussen sech d'Fro stellen, ob mer eigentlech à ce stade genuch outilléiert si fir eis Aufgab kënnen termingerecht ze maachen, a wéi eng eventuell intern Reorganisatioune vläicht musse gemaach gi fir dësem zousätzlechen Aarbechtspensum, deen op eis alleguer duerkënnt, kënnen ze entspriechen.

Mir hunn awer dëse Punkt bewosst aus eisem Avis ausgeklammert, well dat jo Froe sinn, déi mer intern hei zu Lëtzebuerg mussen ënnert eis léisen, an déi jo d'COSAC, déi den Destinataire vun eisem Rapport am Kader vun dësem Projet pilote ass, eigentlech direkt net betreffen.

Eis Missioun war also d'Analys vum drëtte Paquet ferroviaire am Kontext vun der Subsidiaritéit. Subsidiaritéit wëllt jo heeschen, nach eng Kéier rappeléiert: Wat mer besser kënnen - fir et emol eng Kéier ganz salopp ze soen - national organiséieren, soll national organiséiert ginn, a wat besser europäesch ze organiséieren ass, soll europawäit oder europäesch organiséiert ginn.

Ech wëll vläicht eng Kéier kuerz rappeléieren, wat den drëtte Paquet ferroviaire eigentlech duerstellt. Et ass u sech déi drëtt Etapp vun der Liberaliséierung am Eisebunnsberäich, vun där sech erwaart gëtt, dass iwwert de Wee vun der Konkurrenz a vum fräie Wettbewerb d'Qualitéit vum Eisebunnstransport sech soll verbesseren an dass doduerch d'Parts de marché vun der Schinn och sollen an d'Luucht goen, eppes wat jo och effektiv bluttnoutwendeg ass, schonn eleng wou mer wëssen, dass Europa ëmmer méi ënnert enger wuessender Congestioun leit, déi mëttlerweil reng ekonomesch gesi ronn 1% all Joers vum PIB vun der Europäescher Unioun ausmécht.

Ech muss natierlech hei awer da vläicht eng Klammer opmaachen a soen, dass een awer berechtegt Zweifel muss hunn iwwert d'Opportunitéit an d'Effikassitéit vun der Démarche, well eng vun de Grondviraussetzungen, fir dat doten och kënnen unzegoen, nämlech d'Harmoniséierung vun de Konkurrenzbedingungen tëschent der Schinn an der Strooss net realiséiert ass. Och wa mer iwwert d'Eurovignette dann elo ufänken ze diskutéieren, och an eng positiv Richtung, och wann et vläicht nach net der Weisheit letzter Schluss ass, mä déi Konkurrenzbedingunge si bis haut nach net realiséiert ginn. A mer mussen och de Constat maachen, dass d'Konkurrenz bis haut der Schinn näischt bruecht huet.

Am Géigendeel, am Gidderverkéier ass de Réckzuch aus der Fläch ageleet ginn, an déi Transporter, ganz vill Transporter, sinn erëm op der Strooss gelant, a wann et Verbesserungen am Persouneverkéier gëtt a gouf, dann net onbedéngt doduerch well et Konkurrenz gëtt, mä ganz einfach well méi héich öffentlech Investitiounen an deem Beräich getätegt gi sinn. An da maachen ech awer déi Klammer zou, well ech gesot hunn, ech maache keen ze groussen inhaltlechen Exkurs an dee Beräich do eran.

Den éischte Paquet ferroviaire ass vum Conseil am Februar 2001 ugeholl ginn an ass de 15. Mäerz 2001 a Kraaft getratt. E setzt sech zesummen aus dräi Direktiven, déi den Accès zur Infrastruktur, d'Fro vun den Eisebunnslizenzen an d'Fro vun der Verdeelung vun de Sillonen entspriechend den infrastrukturelle Capacitéite regelen. Duerch dës Direktive soll de gesamte Gidderverkéier an Europa, esou wéi et deemools festgehal gouf, bis d'Joer 2008 liberaliséiert sinn. Hei zu Lëtzebuerg - dat muss een och soen - hu mer dës Direktiven awer bis haut nach net an nationaalt Recht transposéiert.

Deen zweete Paquet ferroviaire ass am Januar 2002 dévoiléiert ginn a sollt d'Froe vun der Sécherheet a vun der Interoperabilitéit regelen, mä gläichzäiteg och de Prozess vun der Ouverture vum Marché am Gidderverkéier accéléréieren, zousätzlech zu deem, wat am éischte Paquet virgesi war, mat dem Resultat, dass d'Liberaliséierung vum gesamte Gidderverkéier ëm ee Joer, an zwar op 2007 virgezu gouf.

D'Diskussioune ronderëm dësen zweete Paquet ferroviaire waren nach net richteg ofgeschloss, dunn ass da schonn d'Kommissioun mat neien Texter komm, déi an der Liberaliséierung vum Eisebunnsverkéier nach e Schratt weider ginn an och dës Kéier dann de Persouneverkéier, dee bis elo ausgeklammert war, mat abezéien, an dat zu engem Zäitpunkt, wou eigentlech d'Effete vun deenen zwee éischte Paqueten nach net ofzeschätze sinn.

Dësen drëtte Paquet ferroviaire, deen de Moment am Europaparlament diskutéiert gëtt - d'lescht Woch huet sech de Verkéiersausschuss nach domat befaasst -, setzt sech aus véier Dokumenter zesummen, zwou Direktiven an zwee Reglementer, oder à ce stade nach Propositioune vun Direktiven a Propositioune vu Reglementer.

Engersäits eng Direktiv, déi virgesäit, dass de Persouneverkéier international ab dem 1. Januar 2010 soll liberaliséiert ginn. Hei huet de Verkéiersausschuss awer d'lescht Woch scho gemengt, dass dat op den 1. Januar 2008 virgezu soll ginn. An och den nationale Persouneverkéier ab 2012 soll mat abezu ginn. Bon, bonjour les dégâts!

Dann eng zweet Direktiv, déi d'Zertifikatioun vun de Lokomotivführer am grenziwwerschreidende Verkéier regelt a wou et och en Accord tëschent de Sozialpartner driwwer gëtt.

Dann déi zwee Reglementer, eent wat d'Rechter an d'Flichte vun de Reesenden definéiert, an eent wat d'Qualitéitsexigenzen am Gidderverkéier definéiert an d'Kompensatioune regelt am Fall wou déi Kritären net vun den Transporteuren agehal ginn.

Dësen drëtte Paquet ass den 3. Mäerz 2004 vun der Kommissioun

adoptéiert ginn, nach éier also den zweete Paquet definitiv ugeholl war an nach éier den éischte Paquet an alle Memberstaten ëmgesat war. Dat fir e bëssen de Kontext vun dësem drëtte Paquet ze situéieren; deen e bëssen ze skizzéieren.

Wéi si mer elo als Kommissioun un eis Aarbechten erugaangen? Wéi mer den 21. Februar dës Missioun kruten, hu mer als Transportkommissioun gemengt, dass et fir d'alleréischt och emol sënnvoll wier, den Avis vun deenen eenzelnen Acteuren aus dem Eisebunnsberäich anzehuelen, déi heivunner betraff sinn. Sou hu mer de 15. Mäerz als Kommissioun d'Vertrieder vum Transportministère oder d'Vertrieder vum Transportminister kann een da scho soen, d'Eisebunnsdirektioun an d'Gewerkschaften, de Landesverband a Syprolux gesinn a mat hinnen e Meenungsaustausch iwwert déi Texter gefouert.

Den 22. Mäerz hu mer als Kommissioun eis eege Konklusioune gezunn, an de 14. Abrëll hu mer eisen Avis adoptéiert, iwwert dee mer dann och haut ze befannen hunn an deen lech jo alleguerte virläit.

Mir konnte bei eiser Aarbecht op déi verschidden administrativ Servicer vun der Chamber zréckgräifen, wat speziell wichteg war bei der Recherche vun Dokumenter. Och den Transportministère, wéi ech et schonn uklénge gelooss hunn, huet eis mat Hannergrondinformatioune gedéngt, déi wichteg ware fir eis Diskussioune konnten ze féieren, an och an deenen Délaien, déi mer virgi kruten innerhalb deene sechs Wochen, fir eis Diskussiounen do konnten ofzeschléissen.

Mir hunn also versicht, d'Analys vun dësem Pilotprojet esou unzegoen, wéi wann den Traité constitutionnel schonn a Kraaft wier, och wa mer - dat muss een dann awer och dobäi soen - déi Fiche technique, déi de Ben Fayot éinescht schonn ugeschnidden huet an déi jo eigentlech sollt de finanziellen Impakt e bëssen ofschätzen, an och, dat ass jo da wann et sech ëm e Kadergesetz handelt, d'Auswierkungen op déi national Reglementatioune sollt e bësse präzisëieren, also déi Fiche technique hate mer net dobäi, wat eis da vläicht awer an der Aufgabestellung e bësse behënnert huet. Dat ass eng Donnée, déi eis herno vläicht e bësse gefeelt huet, déi mer an der Analys dunn net konnte berücksichtegen.

Bon, niewent der prozeduraler Démarche war awer eng vun de wichtegste Missiounen och déi dann erauszefannen, ob dann elo aus eiser Siicht de Prinzip vun der Subsidiaritéit am Kader vun dëse véier Texter géif respektéiert ginn oder net. An do hu mer da speziell eng Rei vu Problemer entdeckt bei der Analys vun der Direktiv, déi eben d'Liberaliséierung vum internationale Persouneverkéier ab dem 1. Januar 2010 soll festschreiwen.

Esou wéi an dësem Text d'Notioun vum internationale Persouneverkéier definéiert gëtt, géifen, opgrond vun der Exiguïtéit vun eisem Schinnennetz, also opgrond vun der spezifesch lëtzebuergescher Situatioun hei, an och dem grenziwwerschreidende Charakter vu praktesch eisem ganze Persounentransport, praktesch 70% vum Persouneverkéier, deen hei zu Lëtzebuerg ofgewéckelt gëtt, d'Kritäre vum internationale Persouneverkéier erfëllen, an domadder misst en och, entspriechend deem wat an der Direktiv virgesinn ass, no baussen opgemaach ginn.

Dat hätt natierlech Konsequenzen op d'Maîtrise iwwer eise Service public, hätt Konsequenzen op d'Organisatioun vun eisem Service public, wou mer jo awer der Meenung sinn, dass mer all Intérêt drun hätten, fir deen an eegener Hand kënnen ze behalen an och d'Maîtrise driwwer ze behalen.

Dann, wat am Kader vun dëser Direktiv och nach derbäikënnt, ass d'Aféierung vum Recht op Cabotage, dat heescht, datt och am internationale Verkéier zum Beispill eng Eisebunnsentreprise innerhalb vun engem bestëmmte Land Leit kann ophuelen a vun enger Plaz op déi aner transportéieren. Just well mer esou en ausgeprägte grenziwwerschreidende Regionalverkéier hunn, deen eigentlech och als Service public ze considéréieren ass, géif praktesch d'Gesamtheet vun eisem Schinnennetz dodrënner falen an de Service public géif praktesch duerch déi dote Moossnam ënnerlaf ginn.

Elo ass et jo awer esou, dass de Service public d'Réckgrat vun eisem Eisebunnstransport duerstellt, just och wou den Transfrontalier e wichtege Bestanddeel dovunner ass. D'Gefor besteet, dass zum Beispill bei verschiddene lukrative Plage-horairen Ubidder kommen, déi en Deel ewechhuelen, well se ebe just fir si interessant sinn, an de Rescht, deen da vläicht net esou interessant ass fir déi Ubidder, déi jo wëllen deem Ganzen eng kommerziell Ausriichtung ginn, dee bleift dann nach just fir de Service public a fir d'Allgemengheet iwwreg.

Dat géif natierlech mat sech bréngen, datt ee mat der Zäit e Service public hei zu Lëtzebuerg krit à plusieurs vitesses, datt een net méi d'Leit alleguer d'selwecht behandelt. Do wou zum Beispill gréisser Agglomeratioune sinn, Ballungsraim sinn, do kéint ee sech virstellen, dass een all Véierelstonn en Zuch kritt, a wou dann net méi vill Leit wunnen, do kritt een da vläicht nach en Zuch zweemol am Dag. Dat sinn natierlech keng Perspektive fir e qualitativ héichwäertegen öffentlechen Transport am Intérêt vun den Utilisateuren.

Mir mengen also, dass just opgrond vun eiser spezifescher Situatioun mer hei dem Prinzip vun der Subsidiaritéit net gerecht ginn, an dass och déi finanziell an administrativ Chargen, déi doropshi géifen op eise Stat zoukommen, fir d'Objektiver, déi mer eis jo awer wëlle setzen, ze erreechen, net onbedéngt déi niddregstméiglech sinn, esou wéi den Artikel 4 vum Protokoll iwwert d'Applikatioun vum Prinzip vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit et virschreift.

Manner Problemer hu mer mat deenen aneren Texter. D'Direktiv iwwert d'Lizenzéierung vun de Lokomotivführer, déi ass wichteg an dréngend noutwendeg an déi hätt eigentlech scho misse realiséiert sinn, ier et zu enger Liberaliséierung vum Eisebunnstransport kënnt. Et ass noutwendeg, dass d'Asazbedéngunge vun de Lokomotivführer europawäit harmoniséiert ginn, dass d'Formatioun an d'Qualifikatioun vun de Leit, déi d'Zich féieren, europawäit identesch sinn, an dat muss gëlle fir déi traditionell Entreprisen, déi mer kennen, wéi och fir déi nei privat Gesellschaften, déi elo duerch dee Prozess hei wäerten derbäikommen.

Hei geet et ëm d'Festschreiwe vu Sécherheetsnormen. Et geet awer och ëm d'Verhënnerung vu sozialem Dumping. Eng Direktiv also, déi ganz dréngend misst verofschit ginn, dat ëmsou méi an enger Rei vu Länner, wou de Gidderverkéier jo scho liberaliséiert ass. Et ass also nëmme richteg a wichteg, dass déi Harmoniséierung do op europäeschem Plang kënnt an dass dat dann och europawäit identesch geschitt.

Virgesinn ass, dass eng onofhängeg Instanz dës Lizenz, déi eppes ass wéi en europäesche Führerschäin, dem Lokführer ausstellt, deen da Propriétaire dovunner ass an domat an alle Länner vun der EU kann Zich fueren. Dës Lizenz bestätegt eigentlech dem Lokführer, dass en eng bestëmmte Grondausbildung huet, dass e professionell Kompetenzen huet, dass en d'Reglementatioun am Beräich vun der Circulatioun an der Sécherheet kennt an dass en och déi entspriechend medezinesch a mental Aptituden, déi noutwendeg sinn, huet. Dat soll also fir jiddfereen d'selwecht sinn an ass also ganz sécher um communautairë Plang ze regelen.

Dann d'Reglement nach iwwert d'Rechter an d'Flichte vun de Reesenden am internationale Verkéier. Och hei si mer als Kommissioun der Meenung, dass déi viséiert Objektiver besser ze erreeche sinn, wa se communautaire organiséiert ginn op eng eenheetlech Aart a Weis. Hei geet et drëm fir minimal Exigenze virzeschreiwe bei der Informatioun vun de Reesenden. Et geet ëm d'Responsabilisatioun vun den Entreprisen am Fall vun Accidenter, Verspéidungen oder Annulatioun vu Servicer.

Et geet ëm d'Festschreiwe vun de Konditiounen ënnert deenen zum Beispill och handicapéiert Persounen assistéiert musse ginn. Et geet awer och drëm, fir dem Voyageur virzeschreiwen, wéi eng Konditiounen hie selwer muss erfëllen a puncto zum Beispill Kaf vun engem Billjee oder allgemeng Behuelen, wann hie mat dem Zuch fiert. U sech also eng positiv Saach, déi eenheetlech soll definéiert ginn an och eenheetlech europawäit soll geregelt ginn.

Hei stelle mer eis just d'Fro beim Punkt 13 vun dësem Reglement, dee virgesäit, dass e Reesenden, deen eng Reklamatioun ka virbréngen, well hie mat sengem Transport vläicht net zefridden ass opgrond vun engem spezifesche Virfall, do kann u sech e Recours maache bei iergendenger Gesellschaft vun deene Gesellschaften, déi un deem Transport do bedeelegt sinn. Mir schwätze jo hei vun internationalem Verkéier.

Dat huet natierlech eventuell als Konsequenz, dass dat zu Laaschte ka goe vun deenen Entreprisen, déi just mat kuerzen Distanzen un der Ofwéckelung vun deem Transport bedeelegt sinn, well do de Risiko jo awer, dass just si Ausléiser vun deem Evénement sinn oder vun der Reklamatioun sinn, dach relativ kleng ass par rapport zu deenen aneren Entreprisen, an dass dee Präis, dee se dann eventuell musse bezuelen, am Verhältnis héich ass.

Och weise mer drop hin an eisem Avis, datt iwwert dëst Reglement eraus et schonn eng international Konventioun - d'Cotif - gëtt, déi vun 42 Länner ënnerschriwwen ass, déi op eng ähnlech Aart a Weis d'Rechter an d'Flichte vun de Reesenden definéiert.

Dann och beim véierten a leschten Text menge mer, dass de Prinzip vun der Subsidiaritéit respektéiert gëtt doduerch, dass um europäesche Plang fest Qualitéitsnormë fir de Gidderverkéier agefouert ginn an dass och entspriechend Kompensatioune fir de Client virgesi ginn am Fall wou déi Normen net respektéiert ginn.

Mat dësem Reglement erwaart sech d'Europäesch Kommissioun, dass déi verschidden Eisebunnsentreprisen hir Effikassitéit an hir Flexibilitéit am Intérêt vum Client verbesseren. Dat ass sécher luewenswäert an och néideg. Et geet awer sécher net duer fir dës Ziler ze erreechen, nämlech d'Verbesserung vun der Transportqualitéit, well do sinn nach aner Mesuren noutwendeg, wéi zum Beispill den Ausbau vun den Netzer, d'Besäitegung vun den infrastrukturellen Enkpäss, déi e schnellt Ofwéckele vum Trafic ganz oft net zouloossen. Et muss also emol fir d'éischt an d'Infrastrukturen investéiert ginn.

Dëst Reglement, wat u sech awer eng positiv Approche duerstellt, hëlt d'Eisebunnsentreprisen an d'Flicht. Et ass och vläicht dofir, dass et op esou eng grouss Oflehnung an den Diskussioune stéisst. Mir mengen awer, dass d'Grondausriichtung richteg ass, virun allem well eenheetlech Normë festgeluecht ginn, och wann den Artikel 3 virgesäit, dass all Transporteur sech mat sengem Client kann eens maachen iwwert d'Konditiounen ënnert deenen en Trafic kann ofgewéckelt ginn.

Den Artikel 18 vun deem Reglement gesäit da vir, dass och de Gestionnaire vun der Infrastruktur ka mat an d'Flicht geholl ginn a kann haftbar gemaach ginn, wann zum Beispill e Retard vun engem Transport entsteet opgrond vun enger Perturbatioun bedéngt duerch d'Schinnennetz selwer. Hei menge mer awer, dass dat u sech d'Saach verkomplizéiert an net noutwendeg ass, dat ëmsou méi et am Stroossentransport esou e Mechanissem och net gëtt.

Voilà, ech wëll domadder zum Schluss kommen. Mir hunn als Transportkommissioun eisen Avis a Form vun enger Resolutioun verfaasst, déi de 14. Abrëll - wéi gesot - vun der Kommissioun och unanime adoptéiert gouf, déi Der virleien hutt, a wou ech frou wier, wa se och Är Zoustëmmung an dësem Plenum hei géif fannen. Fir d'LSAP-Fraktioun kann ech dës Zoustëmmung heimadder op alle Fall ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. D'Wuert huet elo den Här Marco Schank als éischte Riedner. Här Schank, wann ech gelift.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wollt uganks vu menger Interventioun drop hiweisen, datt et an der Diskussioun vun haut de Mëtteg jo eigentlech net ëm de Fong vum drëtte Paquet ferroviaire geet mat deenen entspriechenden Inhalter vun der Proposition de directive an de Reglementer, mä et soll analyséiert ginn, ob de Subsidiaritéitsprinzip an deem konkrete Fall spillt a wou e spillt, respektiv wou en net spillt.

Natierlech huet d'Transportkommissioun sech awer missen an hire verschiddene Sëtzunge mam Fong beschäftege vun dësem Projet pilote, fir dës Simulatioun ze maachen, an huet dat och am Kader vun dräi respektiv véier Sëtzunge gemaach, ganz consciencieux an och relativ séier. Herno soen ech dozou nach eppes. Si huet dat och mat Entrevuë gemaach vis-à-vis vum Ministère, mat der Direktioun vun der CFL, mat de Gewerkschaften am Transportsecteur. An an deem Avis, deen eis dann och elo virläit a Form vun enger Resolutioun, deen de Kolleeg Roland Schreiner am Detail elo presentéiert huet, huet dann och d'Kommissioun effektiv analyséiert, a wéi engen Aspekter vun dësen Direktiven dat da ka spillen, Kontext Subsidiaritéit.

Här President, mir erliewen am Moment, datt an Europa no an no den Traité ratifizéiert gëtt. Wéi dat Ganzt ausgeet, dat muss een nach gesinn. Dee ganzen Traité gesäit e Koup Protokolle vir, Dir wësst dat, 36 un der Zuel, fir eben déi praktesch Ëmsetzung vum Traité. A wa mer d'Protokollen Nummer 1, Nummer 2 kucken, Nummer 1 an der laanger Rëtsch geet iwwert de Rôle vun den nationale Parlamenter an der Unioun, deen zweeten effektiv iwwert d'Uwendung vum Prinzip vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit.

De Subsidiaritéitsprinzip ass bekanntlech jo net nei. E gouf schonn am Traité vu Maastricht 1992 festgehalen, an de Grondgedanken - dat ass jo och scho gesot ginn - läit jo bekanntlech doranner, datt déi gréisste Struktur keng Aufgabe soll, däerf iwwerhuelen, déi vun enger méi klenger Struktur ënnendrënner besser respektiv méi effikass erfëllt ka ginn.

Den Titel 3 vum Traité gesäit ënner anerem vir, datt Zoustännegkeete vun der Unioun, déi net am Traité stinn, bei de Memberlänner bleiwen. Nom Subsidiaritéitsprinzip gëtt d'Unioun och nëmmen dann aktiv, wann an deene Beräicher, wou se een Deel Zoustännegkeet huet, déi entspriechend Objektiver vun de Memberlänner weder op zentralem nach op regionalem oder lokalem Niveau kënne verwierklecht ginn.

Am Hibléck vun Europa - ech mengen, dat ass wichteg - geet et dobäi virun allem emol drëm sécherzestellen, datt déi Entscheedunge biergerno, méiglechst biergerno getraff ginn, an datt déi national Identitéit respektiv och d'Gewunnechte vun de Memberlänner bestoe bleiwen. Wéi dat Ganzt an der Praxis fonctionnéiere soll, gëtt dann och an deem Protokoll, deen ech virdru schonn erwähnt hunn, iwwert d'Uwendung vun de Prinzipie vun der Subsidiaritéit an der Proportionalitéit beschriwwen.

Déi Europäesch Kommissioun soll deemno - an de Ben Fayot huet dat och scho gesot, dat steet am Protokoll - bei all legislativ Propositioun eng Fiche derbäileeën, eng Fiche de subsidiarité, mat detailléierten Informatiounen, wou se erkläert firwat aus hirer Siicht de Grondsaz vun der Subsidiaritéit respektiv der Proportionalitéit agehale gouf. An dës Fiche soll dann och Informatiounen iwwert déi viraussiichtlech - dat ass wichteg - finanziell Auswierkunge vun der Propositioun respektiv déi zukünfteg Rechtsvirschréfte vun deem jeeweilege Memberland beinhalten.

An dat ass am Fong een Deel Kritik mengersäits. Am Géigesaz zu deem, wat ech eben elo gesot hunn, hate mir bei dëser Simulatioun - an de Roland Schreiner huet et och an engem Saz gesot - keng entspriechend Fiche mat Informatioune fir kënnen eben ze evaluéieren, ob de Grondsaz vun der Subsidiaritéit agehale gouf. Dat ass a mengen Aen awer trotzdeem e relativ grousse Manko, well wann een en Experiment mécht, da mussen d'Donnéeën eigentlech alleguerte stëmmen.

Wichteg ze soen ass, datt mer europäesch Gesetzespropositioune berücksichtege mussen, datt déi finanziell Belaaschtung - dat steet och am Protokoll - an de Verwaltungsopwand vun der Unioun respektiv vun den nationale Regierungen oder regionalen, lokale Strukturen ënnendrënner, an den ekonomeschen Acteuren, de Biergerinnen a Bierger, esou kleng wéi méiglech musse gehale ginn. Och dat e wichtege Saz am Protokoll.

Dann, an engem Zäitraum vu sechs Wochen hunn dann, wéi gesot, déi national Parlamenter Zäit, séier an effizient anzegräifen. Problem Zäit - dat ass och schonn ugeschnidde ginn. Wa se der Meenung sinn, datt ee legislativen Text, deen zu Bréissel proposéiert ginn ass, net konform ass zum Prinzip vun der Subsidiaritéit, an dëst geschitt mat engem begrënnten Avis un d'Presidente vum Europäesche Parlament, dem Conseil respektiv der Kommissioun, an dann, wann d'Zuel vun dësen Avisen, also déi, déi der Meenung sinn, dem Subsidiaritéitsprinzip wier net Rechung gedroe ginn, Minimum een Drëttel vun der Gesamtzuel vun den nationale Parlamenter iwwersteigt, muss déi entspriechend Propositioun iwwerpréift ginn. Souguer nëmmen ee Véierel vun der Gesamtzuel - och dorobber ass schonn higewise ginn - wann et sech ëm eng Gesetzesproposi-

tioun handelt op der Grondlag vum Artikel, am Kontext vun dem Espace Fräiheet, Sécherheet an der Justice.

Wéi dat elo an der Praxis spéider ausgeet, dat ass selbstverständlech nach ongewëss. Op jidde Fall - an dat mengen ech ass awer e ganz wesentleche positive Punkt -, duerch dëse Mechanismus kréien déi national Parlamenter eng zousätzlech an a mengen Aen och nei Bedeitung, well et hinnen erlaabt an engem ganz fréizäitege Stadium déi legislativ Initiativ vun der Kommissioun méi genee ze kucken, ze kontrolléieren an deementspriechend och ze reagéieren.

D'Kompetenz vun den nationale Parlamenter wiisst, well se bei der Kontroll vum Principe de subsidiarité direkt mat abezu ginn. Dat heescht d'Membere vun den nationale Parlamenter kréie méi Afloss. De Ben Fayot huet dorobber higewisen, an ech brauch dat och elo net méi genee am Detail ze maachen.

Här President, déi Resolutioun, déi eis virläit, ass d'Resultat effektiv vun där Aufgab, déi mer vun der COSAC gestallt kruten. Et handelt sech wéi gesot ëm e Projet pilote, wou mer dann de Contrôle vum Subsidiaritéitsprinzip simuléiert hunn duerch eist Parlament. Dat ass och an deenen aneren EU-Memberlänner geschitt. Opgrond vun dëser Simulatioun sinn dann déi Konklusioune gezu ginn, déi Der am Avis och erëmfannt.

Firwat ass fir dës Simulatioun den drëtte Paquet ferroviaire zréckbehale ginn? Ech mengen, datt dësen sech als Diskussiounsgrondlag ganz gutt gëeegent huet, well en eben aus enger Rei vun Deeler besteet, wou een dat ebe relativ prezis ka maachen. Ech wollt och nach eng Kéier soen, datt ech net elo nach eng Kéier op déi verschidden Zesummenhäng aginn. De Roland Schreiner huet dat mat vill Kompetenz a Prezisioun virdru gemaach, an dat kann een och am Avis dann noliesen. Ech wollt awer nach zwou respektiv dräi Iwerleeunge méi zum Schluss maachen.

Fir d'éischt emol, de Contrôle vum Subsidiaritéitsprinzip bei sämtleche Propositioune vu Bréissel duerch déi national Parlamenter dréit dozou bäi - dat ass och scho gesot ginn -, de Stellewäert vun den nationale Volleksvertriedungen opzewäerten. Dëse Prinzip erlaabt et, wéi gesot, relativ fréi an den europäeschen Décisiounsprozess anzegräifen.

Ee vun de Kritikpunkte vun dësem Mechanismus ass deen, datt et a mengen Aen awer eng relativ kuerz Zäit ass. Natierlech kann ee Gas ginn, an dräi, véier Kommissiounssëtzungen an Zäit vu sechs Wochen, déi ee vläicht och net grad zur Verfügung huet, wann de Mechanismus emol dréit. Mä op jidde Fall, wann et e komplexen Dossier ass, da gëtt et schwiereg an där kuerzer Zäit selbstverständlech all Aspekter op de Subsidiaritéitsprinzip hin ze kontrolléieren.

A wa mer dës Aufgaben an Zukunft anstänneg wëlle realiséieren, da musse mer eis zu Lëtzebuerg och déi noutwendeg Moyene ginn, an ech mengen, datt mer déi de Moment eben net hunn. Dat heescht natierlech méi Aarbecht fir d'Chamber, méi Aarbecht fir eis alleguerten, fir eis Mataarbechterinnen a Mataarbechter. Da brauch ee méi Raimlechkeeten. Et brauch ee méi Ressources humaines, an ech géif och da mengen, datt den Neibau op där anerer Säit hei net duergeet fir deem an Zukunft ze entspriechen.

Näischtdestotrotz musse mer eis Gedanke maachen, wéi gesot, fir dës zousätzlech Aufgaben, déi awer ganz sënnvoll sinn, an Zukunft ze meeschteren. Ech wollt dann och ofschléissend den Accord vu menger Fraktioun fir dës Resolutioun bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Als nächste Riedner ass den Här Grethen ageschriwwen.

(Interruption)

Den Här Helminger huet d'Wuert. Här Helminger, wann ech gelift!

M. Paul Helminger *(DP)*.- Här President, léif Kolleegen, mir hunn eis d'Aufgab opgedeelt. Ech wollt eng Rei Bemierkunge maachen zum Subsidiaritéitsprinzip a senger Applikatioun selwer, an de Kolleeg Henri Grethen wäert herno op de Fong vun deem wat mer hei diskutéieren agoen.

Ech wollt ufanks emol festhalen, datt dat wat mer amgaange sinn hei ze maachen, nach éier dee Vertrag, mat deem déi europäesch Constitutioun soll a Kraaft gesat ginn, approuvéiert ass, e Beispill ass woufir datt mer där Constitutioun sollen zoustëmmen. Well dat wat mer hei maachen ass en fait eng Illustratioun dovunner, datt an Zukunft, wann déi Constitutioun da ratifizéiert gëtt, déi national Parlamenter mat agebonne sinn an deen europäeschen Décisiounsprozess. An zwar iwwert déi Kontroll, déi mer kënnen doriwwer exerzéieren ob d'Unioun sech iwwerhaapt soll mat engem Problem beschäftegen oder net.

Mir wëssen, datt eng vun de Suergen, déi eis Bierger dobaussen hunn, déi eben ass, datt se d'Impressioun hunn, datt Europa sech ëm e ganze Koup Saache këmmert, ëm dat Europa sech eigentlech net soll këmmeren. Abee hei kréien déi national Parlamenter, also déi an éischter Instanz direkt gewielte Vertrieder vum Lëtzebuerger Vollek, d'Geleeënheet fir, éier eng Propositioun vu Bréissel wäit fortgeschratt ass, d'orange Luucht oder souguer d'rout Luucht unzemaachen an ze soen: Passt op, mir sinn der Meenung, datt dat hei eng Geschicht ass, déi besser soll um nationale Plang geregelt ginn, anstatt datt Europa sech esou dorëmmer soll këmmeren.

Elo si mer eis bewosst, datt deen Exercice, dee mer elo hei op Invitatioun vum COSAC maachen, zwar e Pilotprojet ass, mä eigentlech nach net ënnert deene reale Bedingungen ofleeft, wéi dat herno wäert de Fall sinn. Am positive Sënn hu mer et hei mat enger Proposition de directive ze dinn, déi scho relativ wäit fortgeschratt ass, wou och d'Regierung an déi Servicer an der EU, déi sech dorëmmer këmmeren, déi Texter schonn eng Zäitche laang haten, esou dass et méiglech war fir hei iwwert de Fong op eng Manéier ze diskutéieren, déi vläicht normalerweis, herno wa mer am reale Fall sinn, net besteet.

Zweetens, op där negativer Säit, hate mer awer och déi sou genannt Fiche de subsidiarité net, déi d'Kommissioun an Zukunft bei all hire Propositioune muss bäileeën, dat heescht wou si selwer argumentéiert, woufir datt si der Meenung ass, datt d'Kommissioun an domat Europa sech soll ëm déi Problematik këmmeren.

Mä dat mol op d'Säit gesat, wëll ech nach eng Kéier ënnersträichen, datt mer et hei wierklech mat enger Demonstratioun ze dinn hunn, wéi déi national Parlamenter an domat Lëtzebuerg an alleguerten déi aner Memberstaten agebonne ginn, nach méi wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, a kënne matschwätzen iwwert dat wourëmmer sech Europa soll këmmeren.

Wéi gesot, wëll ech mech limitéieren op dat wat d'Applikatioun vum Prinzip vun der Subsidiaritéit ugeet an op déi Lektiounen, déi ee kann zéien aus deem Pilotprojet, fir dës Chamber.

Do ass dat Éischt wat opfält, ech wëll elo net all dat widderhuele wat d'Virriedner gesot hunn zum Fonctionnement vum Subsidiaritéitsprinzip, un deem ech strictement näischt auszesetzen oder näischt bäizefügen hunn, well si hunn dee Mechanismus total korrekt ausernee geluecht, ech wëll just ënnersträichen, dee Volume vun Aarbecht, deen effektiv riskéiert op eis duerzekommen.

Mir wäerten et an Zukunft - wa mer dat hei wëlle seriö huelen, an ech menge wierklech, datt mer et solle seriö huelen, well mir sinn eise Bierger dat schëlleg, besonnesch déi vun eis, déi Jo soen zu där neier Verfassung - mat enger Rëtsch honnerten am Joer vu Propositioune vun der Kommissioun ze dinn hunn, déi mer mussen hei an der Chamber duerchkucken a bewäerten, ob se dann dem Prinzip vun der Subsidiaritéit an accessoirement deem vun der Proportionalitéit entspriechen oder net.

Et ass also ganz kloer, Compte tenu och vun den Délaien, déi eis imposéiert ginn, sechs Wochen an deene mer Zäit hu fir dat ze maachen, datt mer eis do musse Prozedure ginn an datt mer eis mussen déi néideg Ressourcë ginn, hei an der Chamber.

Ech si ganz mat deenen d'accord, déi soen, datt mer an dësem Exercice eis net ofhängeg solle maachen nëmme vun deem wat d'Regierungsvertrieder an d'Regierungsservicer a -verwaltungen eis soen, mä datt mer eis also mussen en mesure setzen, fir eis e Bild doriwwer ze maachen, als Chamber, mä och als politesch Fraktiounen. Well mir komme jo net heiranner als onbeschriwwe Blieder, mir komme mat eise Sensibilitéiten heiranner. Mir wäerten alleguerten do eis Iddien hunn. Mir mussen also en mesure gesat si ginn, souwuel als politesch Parteien, als Fraktiounen, wéi als Chamber, fir där Geschicht do, deem zousätzlechen Opwand vun Aarbecht, deen do op eis duerkënnt, gerecht ze ginn.

Dat Zweet wat ech wollt soen, dat ass dee potenzielle Konflikt, dee mer hei hunn, tëschent Subsidiaritéit, der Applikatioun, der Vérificatioun vun der Subsidiaritéit an der Substanz vun de Saachen. Wa mer déi Debatten och hei verfollegen, déi besonnesch an deene Länner stattfannen, déi e Referendum iwwert d'Approbatioun vun der Constitutioun wëlle maachen, da stelle mer fest, datt ganz vill vun deenen Argumenter, déi gebraucht ginn, besonnesch vun deenen, déi géint déi Verfassung sinn, eigentlech Argumenter si vu Leit, déi mat dësem oder deem Aspekt vun der europäescher Politik net d'accord sinn. Dofir musse mer oppassen, datt wa mir elo eis ausspriechen driwwer, ob eppes dem Prinzip vun der Subsidiaritéit entsprécht oder net, datt mer d'Differenz maachen tëscht deem wou mer eigentlech mengen, jo, dat do wär eng Geschicht, déi Europa soll reglementéieren.

Ech huelen elo an dësem konkrete Fall d'Beispill vun deem Führerschäi fir Lokführer, wou mer jo effektiv alleguerten der Meenung sinn, datt dat eng gutt Saach wär, wann Europa sech dorëmmer géing këmmeren, mä wou et awer liicht kéint sinn, datt mer mat där Manéier, mat där Europa sech domadder ausernee setzt, net d'accord sinn an datt mer also do nach Reserven hätten.

Ech mengen am Kader vun deem ganze Prozess, an deem mer hei engagéiert sinn, a well mer jo och net eleng do stinn, fir datt déi Remarquen, déi zum Subsidiaritéitsprinzip seriö geholl gi sinn, mussen dat fundéiert Remarquen dozou sinn, ob Europa sech dann elo dorëmmer soll këmmeren oder net, a manner Remarquen dozou sinn, ob elo déi Manéier, wéi Europa sech drëm këmmert déi richteg ass oder net. Dat ass eng Fro, déi da muss herno am Kader vun den Négociatiounen iwwert déi europäesch Mesuren, déi do geholl ginn, diskutéiert ginn.

Nach weist och dat Beispill, wéi séier déi zwou Matièren do, d'Subsidiarité formelle an de Contenu vun där Propositioun, déi virläit, zesummenhänken. An dat féiert mech zu menger leschter Remarque.

Deen Avis, dee mer als Chamber ofginn iwwert de Prinzip vun der Subsidiaritéit, wéi wäit datt dee soll oder ka goen, an Directioun vun engem Mandat dann un d'Regierung, déi jo dann herno muss déi Direktiv zu Bréissel négociéieren. An ech mengen do solle mer awer relativ virsiichteg sinn, well, bon, ech weess och datt et do déi eng an déi aner Systemer gëtt, mä ech menge Lëtzebuerg als klengt Land ass bis elo gutt gefuer, an ech mengen all politesch Parteien oder bal all, déi, déi d'Verantwortung hate jiddefalls, hunn alleguerte materlieft, datt mer am Fong all Intérêt hätte fir zu Bréissel zu deenen ze gehéieren, déi eng gewësse Flexibilitéit kënne weisen. Also déi net op Bréissel gi mat engem imperative Mandat vun hirer Chamber: Dat do däerft der maachen an dat do däerft der net maachen.

Mir sinn elo hei gefuerdert fir eis iwwert de Prinzip vun der Subsidiaritéit auszeschwätzen. Et ass inévitabel, datt mer dobäi jo och d'Substanz vun deem wat um Dësch läit mat considéréieren. Mä ech géing dervir warnen, datt mer déi zwee total, dat eent mat deem anere vermëschen, an datt mer also do eis och déi Selbstdisziplin operleeën, fir datt mer do engersäits deem Rechnung droen, wat heiansdo am Intérêt ass, datt Europa eng Saach géréiert an Direktiven erausgëtt, an eisem eegenen Intérêt, an awer op där anerer Säit der Regierung deen néidege Fräiraum solle loossen, fir dann zu Bréissel dat ze négociéieren, wat wierklech an eisem Intérêt ass, quant à la substance.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Helminger. Als nächste Riedner ass den Här Felix Braz un der Rei.

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, mir beschäftegen eis haut mat engem Exercice, deen an engem Text virgesinn ass, deen nach net ugeholl ass an deen also nach net en vigueur ass. Et ass en prévision vun der Ratifikatioun an de 25 Länner vum Traité constitutionnel, wou d'COSAC déi national Parlamenter invitéiert huet, sech schonn eng Kéier mat deem Exercice ze beschäftege vun der Analys vun der Subsidiaritéit.

Dës Méiglechkeet ass ageschriwwen am Traité an der éischter Partie. Déi éischt an déi zweet Partie si jo déi, déi eigentlech déi nei sinn, an et ass e bëssen eng Ironie vun der Geschicht wann een elo kuckt, wéi och hei am Land d'Debatte lafen, en vue vum Referendum vum 10. Juli, dass d'Leit elo, déi éischte Kéier wou se encouragéiert gi sech mat deenen Texter ausenaner ze setzen, déi dann och liesen.

Dat ass eng gutt Entwécklung. Si entdecken dann och déi berühmt drëtt Partie, an dat ass déi, déi am allermannsten nei ass. Dat ass déi, déi praktesch onverännert ass oder am wéinegste geännert huet, an et kënnt eng Stëmmung op opgrond vun där drëtter Partie, déi bei Verschiddenen zu enger negativer Aschätzung vum Text féiert. Wat eigentlech schued ass, well grad an dësem Traité iwwerhaapt mol eng éischt an eng zweet Partie eng éischte Kéier derbäi sinn, déi ebe just déi drëtt Partie do wëlle contrebalancéieren. Dat ass e bëssen d'Ironie vun der Geschicht.

Mä mir mussen da probéieren, all déi déi fir de Jo wëlle plädéieren an deenen nächste Wochen a Méint, deen Aspekt do de Leit kloerzemaachen, dass eigentlech dat Neit tatsächlech d'Partien eent an zwee sinn, an eben net esou vill d'Partie dräi.

Den Här Fayot hat dat jo och um Radio sech erlaabt ze suggéréieren. En ass och schonn dofir kritiséiert ginn, well Leit him elo ënnerstellen, en hätt wëllen oflenke vun der drëtter Partie. Ech mengen net, dass dat seng Absicht war. Ech fannen, datt e Recht huet, wann e wëllt haaptsächlech op déi nei Partien d'Opmierksamkeet lenken, déi och sollen déi drëtt Partie besser encadréieren.

Mir maachen also haut een Exercice, deen an där éischter Partie do agedroen ass, an där Partie also, wou d'Unioun sech selwer an hir Objektiver definéiert. Déi Partie ass och relativ kuerz. Dat ass jo och ee Virworf, dee gemaach gëtt un den Traité, e wier esou laang an esou onlieserlech. Ech wëll och do just rappeléieren, datt déi éischt an déi zweet Partie, déi vun de Grondrechter, zesumme knapps 40 Säiten ausmaachen. Si hunn also och an der Längt eigentlech déi Kierzt, déi verlaangt gëtt vun Texter, déi esou Grondrechter beinhalten.

Zwee Protokoller sinn haut och an der Diskussioun. Dat sinn déi éischt zwee Protokoller, allerdéngs vun enger ganz laanger Lëscht vu Protokoller am Traité constitutionnel. Dat sinn déi zwee, déi sech mat der Roll vun den nationale Parlamenter beschäftegen, respektiv mat der Kontroll vun der Subsidiaritéit an och vun der Proportionalitéit.

Den 10. Juli, wann de Referendum hei zu Lëtzebuerg zum Vote kënnt, solle mir eis och mat deem, wat mir haut maachen, mat de Leit ausenaner setzen. D'Subsidiaritéit ass net nei an d'Proportionalitéit och net, mä et sinn awer ganz wesentlech Elementer doduerch, dass déi national Parlamenter elo eng Matsprooch op deem Punkt kréien. Natierlech kritt net all eenzelt Parlament verbindlech Rechter, déi décisiv kéinte sinn; dat géing sécherlech ze wäit goen an dat ass mam europäesche Gedanken net kompatibel, mä et ass awer sécher ee ganz wesentleche Fortschrëtt fir d'Europapolitik de Leit méi no ze bréngen an och eng Demokratiséierung vun ënnen no uewen ze maachen, an net nëmmen eng, déi vun uewen no ënne géing goen.

Den Traité wäert also net wéi eng Dampfwalz iwwer Lëtzebuerg ewechfueren, gradesou wéineg wéi e wäert iwwer aner Länner ewechfueren, an dat aus zwee Grënn. Den éischte Grond ass, well mir och duerch dësen Exercice vun haut jo méi mat um Lenkrad sëtze vun der sou genannter Dampfwalz, wéi dat ëmmer de Leit probéiert gëtt dobausse kloerzemaachen, an awer och well duerch dësen Traité a sengen Dispositiounen iwwert d'Kompetenze vun der Unioun d'Matsproocherecht vun den nationale Parlamenter eben däitlech verbessert a gesteigert gëtt.

Den drëtte Punkt, deen een och da muss, mengen ech, an dësem Kontext ënnersträichen, dat ass, dass d'Unioun just eng Compétence d'attribution huet. D'Unioun mécht contrairement zu deem, wat och oft duergestallt gëtt, net wat si wëllt, wou si wëllt, wéini si et wëllt. D'Unioun däerf nëmmen dat, wat hir expressis verbis am Viraus an engem Text attribuéiert ginn ass. All de Rescht ass nach ëmmer national Kompetenz an all de Rescht gëtt nach ëmmer vun den nationale Politiker, also och vun eiser Chamber hei, mat décidéiert.

Fir déi Attributiounen ze exercéieren, muss d'Unioun sech un zwee Prinzipien halen, de Prinzip wéi gesot vun der Subsidiaritéit, ëmmer do wou si keng exklusiv Kompetenz huet; där Fäll gëtt et jo vill. Si ass virdru scho vu verschiddene Virriedner zitéiert ginn. Ech ka mir dat erspueren.

Ech hat mir iwwregens d'Méi gemaach nozeliesen an der Sozialenzyklika vun der Kierch, der Quadrogesimo anno…

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

M. Felix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- …vum Pius XI, wou dat alles drasteet, a contrairement zu aneren Texter vun der Kierch fannen ech, ass deen Text do notamment um Punkt vun der Subsidiaritéit een erstaunlech modernen Text, an déi Leit, déi deen nach net gelies hunn, sollen dat maachen. Dat ass eng Notioun, déi net zu Onrecht hire Wee bis haut gemaach huet.

Een zweete Prinzip, deen och net onwesentlech ass, dat ass dee vun der Proportionalitéit, deen huet nach keen zitéiert, ech hunn dofir och als brave Bierger, deen um Referendum soll deelhuelen, mäin Text hei bei mir. Ech kann nëmme jiddferengem recommandéieren sech dat unzegewinnen.

(Hilarité)

An ech zitéieren dann och, wat zu der Proportionalitéit am Traité constitutionnel steet, fir dass och do d'Leit wëssen, wat dat ass: «En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union n'excèdent pas ce qui est nécessaire pour atteindre les objectifs de la Constitution. Les institutions de l'Union appliquent le principe de proportionnalité conformément au protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.»

Firwat ass et interessant deen ze liesen? Majo, well déi national Parlamenter eben doduerch opgewäert ginn, datt si eng wesentlech besser Informatioun kréien, au point datt ee sech ka froen, ob mir als klengt Land net elo vun enger ganz schlechter Informatioun zu enger Iwwerschwemmung vun Informatioun riskéieren iwwerzegoen, doduerch eben och dass déi national Parlamenter hire Contrôle vun der Subsidiaritéit vun deenen eenzelne Projets d'acte législatif européen kënne virhuelen.

Bedauerlech ass awer, dass dee Contrôle sech nëmme bezitt - dat ass de Mëtten nach, mengen ech, vu kengem ënnerstrach ginn - op de Prinzip vun der Subsidiaritéit. De Prinzip vun der Proportionalitéit ënnerläit net engem nationale Contrôle. Do bleift et dobäi, dass d'Kommissioun an anerer sech selwer musse beschränken. Et ass op deene Plazen am Traité, wou iwwert de Contrôle vun der Subsidiaritéit a vun der Proportionalitéit Rieds geet, ganz kloer een Distingo gemaach tëschent der Subsidiaritéit, déi national an de Parlamenter ka kontrolléiert ginn, an der Proportionalitéit, déi a kengster Form enger Kontroll vun den nationale Parlamenter ënnerläit.

Do hunn d'Rédacteure vum Text op zwou Plaze schonn opgepasst eng Differenz ze maachen an der Formulatioun vun deenen Artikelen an och an deem Protokoll iwwregens, deen dovunner handelt.

Et kann een zwar duerchaus verstoen, firwat datt dat esou ass, mä et ass awer fir kleng Länner - besonnesch fir kleng Länner - méiglecherweis een Nodeel, well grad a klenge Länner d'Proportionalitéit eng Fro ass, déi net onwesentlech ass.

Wann een an den Detail geet vum Paquet ferroviaire, an den Impakt zum Beispill gesäit vun der Ouverture vum internationale Marché, wat dat a Prozenter ausmécht par rapport zu eisem Réseau a par rapport zu Réseauë vu grousse Länner, da gesäit ee schonn, dass och do de Prinzip vun der Proportionalitéit an eisen Iwwerleeungen eigentlech keen onwesentlechen ass, mä wéi gesot mir hunn déi Méiglechkeet net wéi mir si hu bei der Subsidiaritéit, fir dat kënnen ze kontrolléieren, respektiv ze kommentéieren, a mat anere Länner zesummen d'Kommissioun oder anerer zu enger Inflexioun vun hirer Politik ze bréngen.

Eng Aschränkung muss een och nach maachen, och erëm eng Kéier aus der Vue vun engem vläicht méi klenge Land. Wa mir wëllen de Contrôle vun der Subsidiaritéit maachen, wäerte mir an der nächster Zäit, wann dat richteg lassgeet, riskéieren iwwerschwemmt ze gi vun Dokumenter - virdrun ass schonn eng Zuel genannt ginn -, wou mir als klengt Parlament reell Schwieregkeete wäerte kréien, fir do matzehalen.

Komplizéierend kënnt dann nach dobäi, dass d'Kommissioun beispillsweis net zu all den Direktiven, Regulatiounen oder Recommandatiounen sech och d'Méi wäert maachen eng Justifikatioun ze schreiwen. Dat heescht, déi Qualitéit vun der Informatioun, déi mir wäerte kréien, wäert net fir all déi Texter déiselwecht sinn. Mir wäerte mat Momenter méi prezis, méi detailléiert Informatioune kréien. Mir wäerte bei aneren Texter déi prezis a mat Sécherheet interessant a relevant Informatiounen net ëmmer kréien. Och dat wäert eis Aarbecht net erliichteren. Ech wäert herno nach eng Kéier kuerz och agoen op d'Moyenen, déi d'Parlament sech eventuell muss gi fir kënnen domadder eens ze ginn.

Dëse Pilotprojet ass och dofir wichteg, well mir bis elo an der Regel jo - an dat gëtt elo anescht - als national Parlamenter déi europäesch Texter eréischt dann entdeckt hunn, an och hei am Land an den Zeitungen, an de Parteie politesch debattéiert hunn, wa si schonn zu Bréissel approuvéiert waren, an eigentlech net méi ze ännere waren. Dat heescht, et gouf een Décalage tëschent der nationaler politescher Debatt an der eigentlecher politescher Debatt, déi an deene Gremië stattfënnt, wou d'Regierung Lëtzebuerg vertrëtt, respektiv eis sechs europäesch Parlamentarier. Dat kann elo anescht ginn, an dat ass mat Sécherheet eng positiv Entwécklung.

Dëse Contrôle vun der Subsidiaritéit ass jo keng reng Formsaach, och dat ass scho gesot ginn. Et kritt een de Fong vun der Form net getrennt bei deem Kritär vun der Subsidiaritéit; et gesäit och jiddfereen e bëssen dat dran, wat e gäre wëllt aus politesche Grënn dra gesinn.

Mir kréien awer duerch dëst Instrument vläicht och d'Geleeënheet, dass an Zukunft wichteg europäesch politesch Décisiounen och dann hei national diskutéiert ginn, och vläicht an de Medië répercutéiert ginn, wann nach Zäit ass fir kënnen Afloss ze huelen op déi final Décisioun, an net zum Beispill wéi och bei ville Liberaliséierungen, dass engagéiert an hefteg debattéiert gëtt, wann et eigentlech scho laang ze spéit ass, wat de Prinzip betrëfft, an et et just nach ëm d'Applikatioun dovunner geet an ëm näischt méi.

Och soll d'Zesummenaarbecht tëscht den nationale Parlamenter verbessert ginn duerch de Réseau IPEX, deen amgaangen ass ze entstoen, och dat ass een Element, wat ee soll ënnersträichen, wat d'politesch Kontroll an d'politesch Matsprooch vun de Memberlänner aus gesi soll verbesseren.

Europäesch Politik gëtt also vill éischter debattéiert. Mir sinn och dofir da konfrontéiert gi mat dësem Pilotprojet, deen d'COSAC, agesat duerch den Traité vu Maastricht, wollt eng éischte Kéier maachen, a mir hunn als Testobjet den drëtte Paquet ferroviaire ausgesicht.

D'Transportkommissioun huet sech mat där Fro beschäftegt, a si sollt net nëmmen en Avis formuléieren, mä eigentlech och Erfahrunge sammele fir Léieren draus ze zéien, wat mir dann hei bei eis mussen änneren, preparéiere fir an Zukunft mat där neier Prozedur um Enn vun de Ratifikatioune kënne besser eens ze ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech mengen, dass et an Zukunft ganz vill Texter wäerte ginn. Et steet och an der Verfassungstraité dran, wéi eng Institutiounen alleguerten eis wäerte kënne mat Texter befaassen; dat si se praktesch all: iwwert d'Zentralbank, iwwert d'Cour de Justice, iwwert d'Kommissioun, d'Parlament an anerer. Praktesch all europäesch Institutioun kann en nationaalt Parlament mat engem Contrôle vun der Subsidiaritéit befaassen. Dat ass also en enorme Paquet vun Aarbecht, an do kënnt och nach erschwéierend derbäi, dass déi Fiches standards mat der Justificatioun am Exposé du motif a besonnesch och d'Étude d'impact, déi soll gemaach ginn, zum Deel nëmme bei ganz wichtege Projeten an där Prezisioun gemaach gëtt a bei aneren eben net.

Eis Prozedur wéi mer se hei intern gefouert hunn - de Kolleeg Schreiner huet se virdru schonn duergeluecht, ech brauch se duerfir net ze widderhuelen -, wëll ech just an dräi Punkte kuerz bewäerten.

Éischte Punkt: Dësen Avis wäert sech ënnerscheede vun de spéideren. En ass op eng Manéier méi liicht gewiescht opzestellen, well e bezitt sech op en Text, dee scho méi laang publik war an deen och schonn immens vill kommentéiert gi war, net nëmme vun der Politik, och vun de Gewerkschaften a vun der Société civile. Dat wäert an Zukunft anescht ginn.

Do wäerte mer den Text entdecken a bannen 42 Deeg musse mer dat Ee da geschielt hunn. An dat ass wierklech vun der Erausfuerderung hier, mengen ech, iwerhaapt net ze vergläiche mat deem relativ confortablen Exercice, dee mer dës Kéier hei gemaach hunn. Dee war net besonnesch schwiereg, a mir hunn nawell Schwieregkeete scho gesinn, déi sech wäerten opbauen.

Deen zweete Punkt: An deem heite Fall sinn déi national Parlamenter gefuerdert an net d'Regierungen. Den Här Schreiner huet et virdru scho gesot. Mir krute gehollef vun der Regierung, vun hire Beamten, mat Informatiounen, fir zu eisem Text ze kommen. Dat soll sech awer net méi widderhuelen. Dat ass fir dës Kéier, soen ech emol, gutt gewiescht, mä dat kann awer net d'Léisung sinn, dass mir als nationaalt Parlament eis an deenen dote Froen einfach domadder zefridde ginn ze waarden, wat d'Beamte vun der Regierung eis proposéieren, an dass mer da soen: Majo gutt, dat do kléngt jo verstänneg, et ass mam Minister ofgeschwat, da kommt mir maachen dat esou.

Dat ass net de Sënn vum Traité constitutionnel, et ass net d'Absicht vum Traité constitutionnel, an dat kann och net dat si wat mer an Zukunft maachen. Mir mussen…

(Interruption)

Wéi den Här Vogel géif soen, mir si keng „Moutonen", mä mir musse wierklech do als Parlament eis där Aufgab seriö stellen a mir mussen och duerfir d'Fro vun de Moyene stellen. Et ass sécher net elo de Moment, et ass ze fréi, fir d'Fro vun de Moyene schonn ze diskutéieren.

Et kann een och elo laang driwwer diskutéieren ob et um Niveau vum Parlament u sech ass oder um Niveau vun de Fraktiounen, oder vläicht vu béiden. Vläicht ass d'Wourecht, dass souwuel d'Parlament wéi d'Fraktioune méi Moyene bräichten. Mä et ass kloer, dass mer mat deene Moyenen, déi mer am Moment zur Verfügung hunn, keng Méiglechkeet hunn, eiser Aschätzung no, fir déi doten Aufgab an Zukunft seriö ze bewältegen.

Den drëtte Punkt ass deen, dass den Avis zur Subsidiaritéit keng Saach vun der Form eleng eben ass. D'Form an de Fong sinn, wéi ëmmer eigentlech, net däitlech ze trennen, an et wäert och an Zukunft esou sinn, dass de Contrôle vun der Subsidiaritéit och gebraucht wäert ginn, fir Inhalter ze beaflossen.

D'Fro ass gestallt, dee Moment wou d'Parlament säin Avis formuléiert huet, onofhängeg vun der Regierung - hänken ech hannendrun - vum imperative Mandat. Do kann och hei zu Lëtzebuerg eng Diskussioun opkommen. Déi wäert mat Sécherheet opkommen! Eng institutionell Fro an de Relatiounen tëschent Parlament a Regierung, dat ass kloer. Wann d'Regierung bis zu engem bestëmmtene Punkt en Avis formuléiert huet, deen noutgedrongen och de Fong beréiert, dann ass et natierlech fir eng Regierung net liicht, an et dierft hir och net liicht sinn, op Bréissel eng aner Meenung vertrieden ze goen.

Ëmgedréint ass et natierlech fir eng Regierung net onbedéngt ganz agréabel, an där do Zort Verhandlungen op Bréissel ze fueren, wa se am Réck eng Positioun huet a si däerf keng aner anhuelen. An dat ass en neie Moment an eiser Politik, notamment an der Relatioun mat der Europapolitik, wou, mengen ech, d'Regierung an d'Parlament sech an deenen nächste Méint a Jore méi wéi eng Kéier wäerte missen domadder befaassen, wéi ee mat deem doten ëmgeet, well en imperatiivt Mandat an där Däitlechkeet kann et kaum sinn.

Verhandlunge kann een net féieren, wann een nëmmen eng Positioun däerf anhuelen, mä trotzdeem muss awer d'Regierung dat, wat d'Parlament a sengem Avis gesot huet, respektéieren. An do ass um institutionellen Niveau och eng Diskussioun nach ze féieren an deenen nächste Méint a Joren.

Wat och nach eiser Meenung no wichteg ass, dat ass, dass den Traité virgesäit, dass eng Programmation commune vun den Aarbechte gemaach gëtt, och vun der Bréisseler Kommissioun, an och dat gëtt den nationale Parlamenter d'Méiglechkeet, méi fréi, méi décisif op déi Diskussiounen anzewierken, déi zu Bréissel lafen.

De Paquet Télécom, pardon, deen ass eréischt iwwermuer, de Paquet ferroviaire, deen drëtten, dee brauch ech elo net nach eng Kéier ze widderhuelen, do sinn d'Kolleege schonn drop agaangen. Den Här Schreiner huet och deen Avis duergeluecht, dee mer eestëmmeg geholl hunn an der Kommissioun.

Mir sinn eis eens, dass deen éischten Text vun der Ouverture vum Marché een ass wou mer wëssen, dass en net wäert ze évitéiere sinn, wou ee kann e bësse Bedenken hunn. Déi sinn och artikuléiert ginn. Mir wëssen och, dass d'Zertifikater vun de Chauffeure mat Sécherheet eng richteg Entwécklung sinn. Mir wëssen och, dass de Contrôle vun der Qualitéit beim Fret problematesch ka sinn, a mir wëssen eben och, dass d'Rechter vun de Passagéier eng positiv Entwécklung sinn.

Et kann een et awer - an dat war ee Moment an der Kommissioun de Fall - net pauschal verdäiwelen, schonn aus zwee Grënn net. Éischtens emol well et ze spéit ass fir dat ze maachen, aus deene Grënn, déi ech virdru genannt hunn. Déi Liberaliséierung ass amgaangen a si huet éischter d'Tendenz beschleunegt ze ginn. A wann een hei am Land Rieden hält, déi eppes anescht wëlle gleewen doen, da seet een de Leit eigentlech net d'Wourecht. A wann Der gesitt wat de leschten Dënschdeg an der Transportkommissioun vum Europäesche Parlament erauskomm ass, eben och do eng Beschleunegung souguer vun der Ouverture vum Persouneverkéier, vum nationale Persouneverkéier, da weess een, dass ee kann a soll probéieren, déi Elementer, déi hei zu Lëtzebuerg de Service public an de Service universel riskéieren a Gefor ze bréngen, ze bekämpfen.

Mä et soll ee sech awer net domadder zefridde ginn an an eng Position attentiste verfalen, well dat geet mat Sécherheet schif, well d'Entwécklung zu Bréissel, déi mécht hire Wee, an et huet nach kee Lëtzebuerger Transportminister déi opgehal kritt, kee liberalen a kee rouden. An ech mengen och, dass dat net an Zukunft wäert de Fall sinn, esou dass een awer hei am Land déi Froen, déi gestallt sinn, probéiere muss seriö ze beäntwerten.

Well déi Paquet-ferroviairen, déi komme jo och net vun ongeféier. Déi Paquet-ferroviairen, déi si net komm, contrairement zu deem wat och heiansdo gesot gëtt, well do iergendwellech wüst Liberaliséierer net hätte kënne gebändegt ginn, mä déi sinn och komm, well d'Zuelen notamment beim Fret bei der Eisebunn dramatesch réckleefeg waren. Well also dee Kader, dee virdru bestanen huet, absolut keng zefridde stellend Äntwerte méi bruecht huet. A wann ee System esou verseet, brauch ee sech net ze wonneren, dass aner Leit op aner Gedanke kommen an aner Iddie proposéieren.

An déi Zuelen, wann een d'Situatioun 2000/2001 mat 1970 vergläicht, weisen, dass am selwechten Zäitrahmen den Transport iwwert d'Strooss véier- bis fënnefmol multiplizéiert ginn ass, während gläichzäiteg den Undeel vum Transport iwwert d'Schinn vun 22% op ënner 8% erofgefall ass. An dat ass de Constat, dee jo och deene Leit d'Méiglechkeet ginn huet ze soen: Geet et dann net eventuell besser mat aneren, méi liberale Methoden?

Methoden, déi mer haut, mengen ech, praktesch an engem nationale Konsens net guttheeschen, wou mer eis awer mussen domadder beschäftegen, firwat dass dat dann och virdru schonn net gutt funktionéiert huet, fir dass mer kënne Léisunge fannen, déi eventuell dann Alternative sinn op déi reng Liberaliséierungslogik an Tendenz, déi tatsächlech den Dossier mat Momenter riskéiert ze iwwerhuelen.

Dat gesot, wëll ech och nach eng Kéier eng lescht Zuel awer nennen. Den Här Schreiner huet virdrun och schonn a senger Interventioun dovunner geschwat. Hien huet gesot, dass mer Léisungen, déi Europa brauch, och nëmmen iwwert d'Schinn wäerte kënne fannen, well mer mat der Politik iwwert d'Strooss, onofhängeg souguer vun Ëmweltaspekter, einfach eng Congestioun op der Strooss hunn, déi - den Här Schreiner huet d'Zuel genannt - an der Gréissenuerdnung vun 1% vum PIB vun der gesamter Unioun Käschten occasionnéiert fir d'Ekonomie.

Wat den Här Schreiner virdrun net gesot huet, wat ech awer gären nohuelen, dat ass dee Prozent vum PIB emol a Relatioun ze stellen. Dee Prozent vum PIB, dat ass dat wat d'Unioun am Moment d'Memberlänner kascht. De Budget vun der Unioun ass net méi grouss wéi dat! De Budget 2004 vun der Europäescher Unioun louch souguer ënnert deem 1% vum PIB vun der Unioun!

Just fir d'Gréissenuerdnung, well soss wann ee seet, dat ass 1% vum PIB wat dat kascht, dat kléngt net no schrecklech vill, dat ass eigentlech esou vill oder souguer nach méi wéi dat wat den Uniounsbudget fir e ganzt Joer ausmécht, vu sämtleche Politiquë confondues. Dat ass d'Gréissenuerdnung vun där mer schwätze fir d'Congestioun vun der Verkéierspolitik iwwert d'Strooss ze beschreiwen. An dat ass Grond genuch fir wierklech d'Eisebunn wëllen an hirer Benotzung drastesch eropzebrénge beim Persounentransport, awer och beim Transport vum Fret.

Duerfir ass et wichteg eiser Meenung no, fir dësem enormen Enjeu, souwuel ekonomesche wéi ekologeschen enormen Enjeu bäizekommen, dass éischtens europäesch Initiative geholl ginn, an zweetens awer och, dass se wierklech den öffentlechen Transport iwwert d'Schinn verbesseren an net nëmme bestehend Strukturen zerschloen, fir schlussendlech déi rentabel Strecken an d'Hänn vun der Privatwirtschaft ze ginn, an déi kontabel net esou rentabel Strecken der öffentlecher Hand dann awer ze iwwerloossen, well ee se trotzdeem muss bedreiwen.

Déi zwou virgeschloen Direktiven an déi zwee virgeschloe Reglementer si vun ënnerschiddlecher Qualitéit an hunn op Lëtzebuerg och ënnerschiddlech Auswierkungen. Mä well dee Rapport wéi gesot unanime war, wëll ech se lo net nach eng Kéier widderhuelen.

Ech wëll awer ofschléisse mat där enger oder anerer Fro un den Här Lux. Ech wär frou, Här Lux, wann Der eis kéint vläicht kuerz soen, wat schlussendlech den definitiven Accord beinhalt, deen Der fonnt hutt bei der Fro vun der Eurovignette, d'lescht Woch, wat sécher eng positiv Avancée ass.

Ech wëll awer och eng Aschätzung da vun Iech héieren, Här Lux, wann Der d'accord sidd, iwwert de Bericht, deen d'Transportkommissioun vum Europaparlament ugeholl huet, notamment déi méi rapide Ouverture, déi soll virgeholl gi vum Persounentransport an Europa.

An eng zweetlescht Fro zu der Direktiv vun de Rechter vun de Passagéier, do ass et eng Suerg vun de Gewerkschaften, dass dat net op Käschte geet vum Droit de grève. Och do wär et gutt, wann de Minister eis kéint soen, a wéi engem Sënn dass hie mengt, dass den Droit de grève do kann a Fro gestallt ginn a wéi seng Positioun dozou ass.

E véierten a leschte Punkt, just fir dem Minister nach eng Kéier den Opruff mat op de Wee ze ginn, dass mer mat der Tripartite Eisebunn net esou laang solle waarden. Den Här Minister seet zënter enger Weilchen op munneche Plazen, e géing dat preparéieren. Ech hat selwer d'Geleeënheet och bei verschiddene vun deenen Entrevuen dobäi ze sinn. Dat Gefill, wat ech hunn, Här Minister, ass, dass mëttlerweil alles gesot ass. Et ass och net fir d'éischt alles gesot ginn, an all déi Leit, déi un deene Ronnen deelhuelen, hunn déi Saache scho méi wéi eng Kéier gesot a si wäerten och bei hire Meenunge bleiwen. Deen Eenzegen, deen nach näischt gesot huet, ass de Minister selwer. Et ass alles bekannt, Här Minister. Wourop waart Der?

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den honorablen Här Gibéryen ageschriwwen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir hunn haut hei eng Übung ze maachen, déi Neiland fir eist Parlament ass. Et ass e Projet pilote, dee mer opgrond vun enger Propositioun vun der COSAC hei zu Lëtzebuerg virun all deenen aneren EU-Memberstaten an dësen Deeg a Woche wäerten applizéieren, wou mer als Aufgab kritt hunn, fir am Kader vum Paquet ferroviaire ze kucken, wéi déi am Traité constitutionnel virgesinne Prozedur vun der Applikatioun vun der Subsidiaritéit kéint ugewannt ginn a wéi se an der Praxis géif funktionéieren a wou eventuell Problemer géifen opkommen oder och keng.

Ech menge wann een als sechste Riedner zu deem Thema kënnt, da leeft een de Risiko gären, datt ee villes muss widderhuele wat d'Virriedner gesot hunn, a well ech dat esou geduecht hunn, hunn ech geduecht, wann ech mech géif vläicht méi spezifesch mat dem Problem befaassen, ob mir als Lëtzebuerger Parlament de Prinzip vun der Subsidiaritéit géife richteg applizéieren, esou wéi mer mengen datt e géif am Traité, respektiv am Protokoll stoen, oder ob mer en net géife richteg applizéieren. Dofir entschëllegt mech, datt ech vläicht eng Rei vun Texter zitéieren, déi am Fong de Wee beschreiwen, wéi de Subsidiaritéitsprinzip Uwendung, menger Meenung no, misst fannen.

De Prinzip vun der Subsidiaritéit huet scho bestanen, mä hei an der Constitutioun am Artikel I-11 gëtt en awer fir d'éischt ernimmt: «Le principe d'attribution régit la délimitation des compétences de l'Union. Les principes de subsidiarité et de proportionnalité régissent l'exercice de ces compétences». An an deemselwechten Artikel gëtt festgehalen, am Alinea 3: «En vertu du principe de subsidiarité, dans les domaines qui ne relèvent pas de sa compétence exclusive, l'Union intervient seulement si, et dans la mesure où, les objectifs de l'action envisagée ne peuvent pas être atteints de manière suffisante par les États membres».

Hei gëtt also festgehalen, datt de Prinzip vun der Subsidiaritéit nëmmen do spillt wou d'Unioun keng exklusiv Kompetenzen huet. Ech wëll vläicht mol déi exklusiv Kompetenzen opzielen, déi d'Unioun huet: dat ass d'Union douanière, dat ass den Établissement des règles de concurrence nécessaires au fonctionnement du marché intérieur, la politique monétaire pour les États membres dont la monnaie est l'euro, la conservation des ressources biologiques de la mer dans le cadre de la politique commune de la pêche, la politique commerciale commune.

Dat sinn also déi Domäner wou d'Fro vun der Subsidiaritéit net spillt, wann exklusiv Kompetenze vun der Europäescher Unioun sinn. Se spillt also do wou d'Compétences partagées sinn, an dat sinn der zéng. Dat ass de Marché intérieur, dat ass d'Politique sociale, d'Cohésion économique sociale et territoriale, d'Agriculture an d'Pêche, Environnement, Protections des consommateurs, les transports, les réseaux transeuropéens, l'énergie, l'espace de liberté de sécurité de justice an les enjeux communs de sécurité en matière de santé publique pour les aspects définis an der Partie III.

Da muss een sech d'Fro stellen, wa mer gedeelte Kompetenzen hunn, wien determinéiert dann ob et d'Europäesch Unioun ass oder ob et déi eenzel national State sinn, déi d'Initiativrecht hunn. An do seet och den Artikel I-12 a sengem Ofsaz 2 kloer: «Lorsque la Constitution attribue à l'Union une compétence partagée avec les États membres dans un domaine déterminé, l'Union et les États membres peuvent légiférer et adopter des actes juridiquement contraignants dans ce domaine». An da kënnt awer ee wichtege Saz: «Les États membres exercent leur compétence dans la mesure où l'Union n'a pas exercé la sienne ou a décidé de cesser à l'exercer.»

Dat ass en interessante Saz, well d'Unioun huet also, wann een deen interpretéiert, d'Prioritéit virun den nationale Parlamenter, och bei deene gedeelte Kompetenzen. Ier een nationaalt Parlament also kann agéieren oder légiféréieren, muss fir d'éischt festgestallt ginn, ob d'Unioun hir Kompetenzen an deem Domän net exercéiert huet oder ob se an deem Domän op hir Kompetenze refuséiert huet. Et ass dëser Meenung no eng Belaaschtung an der Interpretatioun, well bis elo ëmmer gesot ginn ass, et kéint jiddfereen einfach légiféréieren an de gedeelte Kompetenzen. Neen, déi national Parlamenter kënnen nëmme légiféréieren, wann d'Europäesch Unioun net légiféréiert huet oder drop verzicht huet.

De Prinzip vun der Subsidiaritéit, datt op deem beschtméiglechen ënneschten Niveau décidéiert gëtt, ass also hei schonns bei der Applikatioun vum System vun der Subsidiaritéit net respektéiert. Hei gëtt vun uewen, also op europäeschem Niveau décidéiert, ob oder ob net déi national Parlamenter kënnen an dierfen aktiv ginn.

Am Artikel I-11, Ofsaz 3, gëtt dann och nach festgehalen, datt de Prinzip vun der Subsidiaritéit konform zum Protokoll zur Application des principes de subsidiarité et de proportionnalité geregelt gëtt. De Kolleeg Felix Braz huet virdun aus der Constitutioun zitéiert, awer et ass och wichteg, datt een herno aus dem Protokoll zitéiert, well dann eréischt de ganze Krees zougeet. D'Fro, déi sech stellt, an déi ass och scho virdrun ugeschnidde ginn, dat ass d'Subsidiaritéit an d'Proportionalitéit, oder ass et nëmmen d'Subsidiaritéit, iwwert déi déi national Parlamenter kënne befannen.

D'Äntwert ass kloer, nëmmen iwwert d'Fro vun der Subsidiaritéit kënnen déi national Parlamenter an dëser Prozedur befannen. An da ginn ech op de Protokoll, wat am Artikel 6 vum Protokoll steet: «Tout parlement peut, dans un délai de six semaines à compter de la date de transmission d'un projet d'acte législatif européen, adresser aux présidents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission un avis motivé exposant les raisons pour lesquelles il estime que le projet en cause n'est pas conforme au principe de subsidiarité».

Dat heescht, och wa mer ëmmer am ganzen Text souwuel d'Subsidiariéit an d'Proportionalitéit fannen an och wann am Protokoll den Titel iwwert d'Subsidiaritéit an d'Proportionalitéit geet, esou seet den Artikel 6 awer ganz kloer, datt just iwwert d'Subsidiaritéit d'Parlamenter ze befannen hunn. Den Avis kann also nëmmen iwwert d'Subsidiaritéit, net awer iwwert d'Proportionalitéit ewechgoen.

Also d'Fro ass net, ob ee kann iwwert de Contenu diskutéieren, mä d'Fro ass, ob een de Contenu besser op nationalem Niveau wéi op europäeschem Niveau ka realiséieren. Dat ass déi Fro, déi am Fong hei an den Texter gestallt gëtt - net d'Fro iwwert de Contenu.

Déi Diskussioun iwwert d'Proportionalitéit, déi gëtt iwwerall diskutéiert, an duerfir huet d'Lëtzebuerger Presidentschaft bei der Kommissioun och nach eng Kéier nogefrot, fir gewuer ze ginn, wéi d'Kommissioun déi Fro vun der Proportionalitéit gesäit.

An engem Schreiwes vun der Kommissioun vum 22. Mäerz vun dësem Joer, wat vum Greffe de Memberë vun der Kommissioun vun den Affaires européennes hei vun der Chamber an der Presidentekonferenz zougestallt ginn ass, dat vun engem Eric Philippart, wat den Expert vun der Kommissioun an de Froen iwwert d'Subsidiaritéit ass, geschriwwe ginn ass, dat seet och ganz kloer: «Le représentant de la Commission a d'ailleurs tenu à souligner la différence entre le principe de subsidiarité et le principe de proportionnalité. Tandis que les parlements nationaux auront le droit de contrôler la subsidiarité des projets d'acte législatif sous le traité constitutionnel, la Commission n'entend pas se justifier par rapport au principe de proportionnalité.»

A weider schreift en a sengem Avis fir d'Lëtzebuerger Regierung: «Ainsi la Commission ne tiendra pas compte des objections éventuelles des parlements nationaux quant au principe de proportionnalité comprises dans l'avis motivé adressé aux institutions européennes.»

Et ass also ganz kloer. Och an eisem Avis, dee mir haut hei ginn, ech kommen herno nach drop, verweise mir a verschiddene Punkten als Argumentatioun op d'Proportionalitéit, wou awer kloer gesot ginn ass, datt déi net berücksichtegt gëtt, souguer wa se an den Avisen drasteet.

D'Fro, kann een natierlech och soen, ass: Wat versteet een ënnert der Proportionalitéit? Déi eng soen, et sinn d'Moyenen, déi ee sech gëtt fir eng bestëmmte Politik ze realiséieren. Déi aner schwätze méi vum Inhalt, an déi aner schwätze méi vun der Prozedur. An am Artikel I.11 Ofsaz 4 vum Traité gëtt och dës Fro geklärt an den Här Braz huet se virdrun och scho virgelies: «En vertu du principe de proportionnalité, le contenu et la forme de l'action de l'Union…» a sou weider. Déi zwee zielen zu der Proportionalitéit. Et ass also kloer, datt an der Proportionalitéit och de Contenu zielt.

D'Fro, ob mer den Inhalt vun dem Acte législatif, iwwert dee mer an der Prozedur iwwert d'Subsidiaritéit ze befannen hunn, kënne contestéieren, ass also kloer mat Neen ze beäntweren. Och wann et am Protokoll heescht «Le protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité», an d'Kommissioun muss eng Fiche dobäiginn, déi souwuel d'Subsidiaritéit wéi och d'Proportionalitéit motivéiert, esou hunn déi national Parlamenter dat als Basis, awer net d'Recht fir kënnen driwwer ze debattéieren oder en Avis ofzeginn. Den Avis limitéiert sech ëmmer op d'Subsidiaritéit.

Den Avis, also d'Resolutioun, déi eis hei virläit, Här President, dréit zumindest an dräi Punkten deenen Texter net Rechnung. Well am Avis steet nämlech «Avis sur le respect du principe de subsidiarité et de proportionnalité». Woubäi dach awer kloer aus den Texter erausgeet, datt déi national Parlamenter keen Avis iwwert d'Proportionalitéit ofzeginn hunn!

Dobäi steet bei der éischter Proposition de directive hannen zum Schluss och erëm, wou d'Kommissioun eiser Chamber seet: «Or, ces conditions constituent en vertu de l'article 5 du protocole sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité, annexé au traité établissant une Constitution pour l'Europe, des éléments circonstanciés permettant d'apprécier le respect des principes de subsidiarité sinon de proportionnalité.» Och dat ass contraire zu den Texter, wéi mer se am Protokoll zum Traité virleien hunn.

An och am leschten, am véierten Avis, dee mer ofginn, soe mer zum Schluss: «En ce qui concerne les actions contre le gestionnaire…» - a sou weider - «pour atteindre les objectifs visés (principe de proportionnalité) car une telle responsabilisation n'existe pas pour les transports routiers.» Dat heescht, mir hunn also hei an eisem Avis eng Rei vun Argumenter opgeholl fir zu Konklusiounen ze kommen op Grond vun der Proportionalitéit, wou d'Kommissioun an d'Texter awer kloer soen, déi ginn net a Considératioun gezunn.

Et ass also kloer, nëmmen iwwert d'Subsidiaritéit hu mer ze befannen. Et ass net onwesentlech, well vill Leit och behaapten, datt een iwwert de Wee vun der Fro vun der Subsidiaritéit och kéint wesentlech d'Politik vun der Europäescher Unioun beaflossen. Dat ass nëmme limitéiert méiglech, well an eisen Avisen zu dëser Prozedur mer net kënnen iwwert d'Proportionalitéit, mä nëmmen iwwert d'Subsidiaritéit befannen.

Ech wollt spezifesch op dee Punkt agoen, well menger Meenung no e grousst Mëssverständnes do ass, an ech och der Meenung sinn, datt d'Kommissioun net kloer déi Trennung an hirem Avis gemaach huet, well et muss ee wëssen, wa mir en Avis eraginn, dee mer motivéieren op Grond vun der Proportionalitéit, dann huet e fir d'Kommissioun kee Wäert, well se ganz kloer seet, mir kucken déi Argumentatiounen net.

(Interruption)

Duerfir ass et jo gutt, datt mer mam Exercice sollen alleguer léieren, an duerfir maache mer jo och deen Exercice hei.

Wann awer elo e Parlament d'Fro vun der Subsidiaritéit invoquéiert, ka se also wéi gesot net iwwert d'Proportionalitéit befannen, mä just soen, dat wat am Acte législatif steet, kënne mir op nationalem Plang besser realiséieren, an dat muss da motivéiert ginn. Un avis motivé steet am Text, also wou e motivéiert, datt dat wat am Contenu vum Text steet, datt een dat kann op nationalem Plang besser realiséieren.

Et kann een also net nëmmen higoen a soen, wéi dat och zum Deel an eisem Avis erauskënnt, mir sinn der Meenung, mir géifen dat besser maachen, ouni et awer ze motivéieren. Et muss also och motivéiert ginn, wann ee gären eng Chance hätt, fir datt een domadder kann duerchkommen. An dat hu mer och net an eiser Resolutioun deementspriechend motivéiert, sou datt bei eiser Übung, déi mer hei maachen - mir léiere jo alleguer -, ech der Meenung sinn, datt mer an Zukunft musse genee wëssen op wat mer do aginn.

Et ass kloer, Här President, datt dat doten nach sécherlech vill Froen an och vill Jurisprudenze wäert mat sech bréngen. Et sinn der iwwregens schonn an deem Sënn geholl ginn - Jurisprudenzen, wat d'Subsidiaritéit ubelaangt, wat d'Proportionalitéit ubelaangt, déi awer kloer och soen, datt d'Proportionalitéit och de Contenu ass an net nëmmen d'Méiglechkeeten, déi ee sech gëtt, ob et en Akt ass, wat e legislatiivt Gesetz ass, eng Direktiv ass oder e Reglement, oder eng Recommandatioun, mä kloer och de Contenu, deen zielt.

Et war mer wichteg fir op déi Differenz hinzeweisen, well ech der Iwwerzeegung sinn, datt mer hei als Parlament déi Trennung, déi net onwesentlech ass, mä ganz wesentlech ass, net gemaach hunn.

Domadder muss een dann awer och soen, déi ganz Diskussioun wou mer am Fong einfach esou global soen, datt duerch dee Prinzip vun der Subsidiaritéit d'Parlamenter elo agebonne ginn, an datt mer doduerch déi an déi Méiglechkeet kréien, an dat kënne mer verhënneren, an dat wier net virkomm: Dat ass net de Fall! Dat wäert och an Zukunft net änneren, well mer net kënnen iwwert de Contenu befannen, mä mir kënne just soen: Dat, wat der do wëllt maachen, kënne mir besser maachen. Mä et gëtt dann awer gemaach, an et ass net esou, datt een et ka verhënneren.

D'Fro wat geschitt, wann een oder méi Länner am Kader vun der Subsidiaritéit hir Objectioun…

M. le Président.- Här Braz, wëllt Dir eng Fro stellen?

(Négation)

Ech hu geduecht, well Der esou haart geschwat hutt, mä dann ass d'Saach an der Rei. Här Gibéryen, fuert virun.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. D'Fro ass, wa Länner am Kader vun dëser Prozedur hir Objectiounen umellen, da mussen se éischtens soen, datt se en Avis motivé ofginn, dee kloer seet, ënner wat fir enge Konditiounen datt se d'Zil vum Text kéinten op nationalem Plang besser realiséieren, an et muss op d'mannst een Drëttel vun den nationale Parlamenter där Meenung sinn oder ee Véierel, deemno ëm wat et geet.

Dann ass et och net esou, datt wann een Drëttel vun den nationale Parlamenter eng Objectioun mécht, d'Kommissioun agéiere muss. Et ass ëmmer am Konvent geschwat gi vu gielen a vu roude Kaarten, mä d'Realitéit ass, datt d'Kommissioun net muss agéieren. Et steet wuel am Text: «Le projet doit être réexaminé.» Mä wann een dann awer e bësse méi wäit liest, da gëtt dat «réexaminé» erëm erkläert an da steet do: «À l'issue de ce réexamen la Commission peut décider soit de maintenir le projet, soit de le modifier, soit de le retirer.» Dat heescht, dat Réexaminéieren, dat kann och doranner bestoen, datt se seet: Ma, mir behalen eisen alen Text bäi.

Et ass also net datt ee mengt, wann een elo een Drëttel hätt, an et steet do, «doit être réexaminé», datt een dann een anere kritt. Also si kann och soen, mir halen eisen alen Text trotzdeem bäi, si kann en awer och ëmänneren a si kann en zréckzéien. Egal wat fir eng Décisioun datt se hëlt, si muss déi Décisioun motivéieren.

Wann dann en nationaalt Parlament net mat där Décisioun averstanen ass, da ka se iwwer hir Regierung higoen an e Recours bei der Cour de Justice de l'Union européenne maachen, wat ech awer perséinlech ëmmer géif fir eng schlecht Léisung halen, wann d'Politik muss hir Décisioune virun engem Geriicht entscheede loossen, wat am Fong politesch Froe sinn.

Ech wëll och nach kuerz op d'Prozedur, déi mer hei am Parlament haten, agoen. Opgrond vun enger Propositioun vun der COSAC ass déi ganz Prozedur gelaf, an eis Kommissioun huet den 21. Februar ugefaangen, an haut, de 26. Abrëll, hu mer d'Debatt an der Chamber. D'Kommissioun war zwar am Délai vun deene sechs Méint, sechs Wochen entschëllegt, fäerdeg. Et muss een och wëssen, si hat hir Fiche technique, déi an dem Text misst derbäi sinn, iwwer souwuel wat d'Subsidiaritéit, d'Finanze wéi d'Proportionalitéit ugeet, net derbäi, wat sécherlech méi séier soss och gaange wier.

Mä d'Fro, déi ee sech awer muss stellen, ass wéi mer dat an Zukunft kënne realiséieren. Et gëtt geschwat vu 400 Propositiounen am Joer. D'Kommissioun seet, datt si der Meenung wier, datt se bei 100 Propositioune géif eng Fiche technique derbäi maachen, a bei deenen aneren 300 wier se der Meenung, datt se se net bräicht derbäi ze maachen, mä datt se am Exposé du motif kéint kuerz drop agoen, well d'Envergure vun deenen eenzelne Moossnamen net esou grouss ass.

Et muss een awer wëssen, datt ee muss déi 100 liesen, an eventuell och een Deel vun deenen 300 anere liesen, wou d'Kommissioun vläicht seet, datt si der Meenung wier, d'Fro vun der Subsidiaritéit wier keng esou wesentlech, oder vun de Finanzen oder vun de Répercussioune vun den anere Méiglechkeeten. Dat muss awer dann net d'Meenung vun deenen eenzelne Parlamenter sinn. Et ass also och net esou, datt ee ka soen: Ma mir loossen dann déi 300 op der Säit leien a mir beschäftegen eis just mat deenen 100.

An da muss een och wëssen, datt mer déi jo gläichzäiteg erakréien. An et muss een och wëssen, datt d'Europäesch Kommissioun hir Congéen aneschters huet wéi d'Lëtzebuerger Parlament seng Congéen huet, an datt emol Zäite kënne sinn, wou mir hei am Parlament net esou tagen, wéi dat awer vläicht an aneren Institutiounen de Fall wäert sinn.

Duerfir musse mer eis also och hei intern iwwer eist Reglement eng Prozedur ginn, wann dat sollt a Kraaft trieden, wéi mer dat maachen, ob mer do den eenzelne Fachkommissiounen d'Méiglechkeet ginn, hir Avisen ofzemaachen, oder ob et all Kéiers muss duerch d'Chamber goen, wat da praktesch méi wéi sécher net wäert méiglech sinn. Also och do musse mer eng Léisung fannen, wéi mer dat Ganzt kënnen ofwéckelen, fir an den Délaien ze bleiwen.

An et muss een och soen, datt souguer déi franséisch Assemblée nationale an hirem Avis geschriwwen huet, datt et fir si net méiglech wier, fir déi Aarbecht do richteg ze maachen. Wa mir dann als Lëtzebuerger Parlament mengen, et wier fir eis och net méiglech, fir déi Aarbecht richteg ze maachen, ech mengen dann hu mer net iwwerdriwwen.

An da muss een och wëssen, datt d'Appréciatioun vun der Subsidiaritéit vu Land zu Land verschidden ass, datt, wann ee Land mengt, si géifen dat besser maachen, da muss nach laang net dat anert Land dat och mengen. Et ass och esou, datt déi eenzel Länner verschidden Intérêten hunn, aus engem anere Bléckwénkel kucken.

Souguer an de Länner intern hu mer am Kader vun dësen Debatte festgestallt, datt zum Beispill an Däitschland, déi hunn elo den Exercice gemaach a si hu gesot, komm mer kucken emol all Texter, déi 2003 komm sinn, ob mer mengen, déi wieren am Respekt vun der Subsidiaritéit gemaach ginn. Dunn huet dann d'Bundesregierung gesot, si wier der Meenung, an dräi Texter wier de Subsidiaritéitsprinzip net respektéiert ginn. De Bundestag huet gesot, senger Meenung no wiere bei 13 Texter de Subsidiaritéitsprinzip net respektéiert ginn.

Mir gesinn also, datt och souguer tëschent Regierung a Parlament aner Vuë kënne sinn, geschweige tëschent deenen eenzelne Länner. Wichteg ass awer - ech mengen dat war eng Diskussioun, déi mer hei gefouert hunn - ob sollten, well mer e bësse méi kleng sinn als Land wéi eis Noperen, d'Chamber an d'Regierung zesummen e Sekretariat oder eng Administratioun opbauen, déi sech mat där Fro befaasst.

Eis Meenung war kloer, datt een dat net sollt maachen, datt déi wuel zesumme schaffen, mä et sollt ee schonn déi Trennung vun der Legislativ a vun der Exekutiv bestoe loossen, an d'Chamber soll hir Prozedur maachen, sech à même setze fir kënnen hirer Roll gerecht ze ginn, an d'Regierung soll hiert maachen. Déi zwee kënnen sech jo ergänzen.

Wichteg ass awer och, datt mer d'Fraktioune mussen en mesure setzen, fir mat där doter Roll eens ze ginn, well soss ginn eis Debatten heibanne sécherlech och net esou wéi se mussen duerchgefouert ginn. An et ass kloer wann d'Chamber sech do mam Personal en mesure setzt, musse mer och higoen, wéi aner Parlamenter dat maachen, datt mer eng Antenn zu Bréissel am Parlament hunn, déi also no bei der Quell ass a weess wat geschitt ass. Am Abléck - den Här Fayot huet et gesot - hu mer eng Persoun do, mä déi ass am Prinzip elo nëmmen

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

•

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff),
Keespelt, Meespelt,
Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

zäitlech bedéngt, soulaang wéi d'Troika vun der COSAC fonctionnéiert, mä déi muss natierlech eiser Meenung no och doriwwer eraus fonctionnéieren.

Ech sinn och der Meenung, datt hei e gewësse Mouvement entsteet, wann dat heite sollt eng Kéier a Kraaft trieden, an zwar datt och wahrscheinlech tëschent deenen eenzelne Parlamenter wäert en Aktivismus entstoen, datt Länner, déi wierklech en Intérêt drun hunn, fir am Kader vun der Subsidiaritéit hir Argumentatioune virzebréngen, da bei aner Parlamenter intervenéieren a soen, hei mir maachen iech drop opmierksam a mir wiere frou wann dir och déi Meenung géift huelen, fir eleng de Seuil vun deem Drëttel a vläicht nach méi en héijen ze erreechen, fir eben hir Thees ze verstäerken.

An do sinn ech och der Meenung, datt d'COSAC, déi sech jo och elo e Sekretariat ginn huet, kéint am Fong och déi Roll huelen, fir eng Austauschroll tëschent deenen eenzelne Parlamenter ze spillen, fir en Austausch vun den Avisen ze maachen, fir datt mer eben och tëschent deene 25 haut a 27 Parlamenter muer kënnen higoen an eben deen Austausch do realiséieren, wat virun allem engem Parlament wéi dem Lëtzebuerger, wou d'Moyenen dach awer limitéiert sinn, kéint vun Notzem sinn, wat d'Matière ubelaangt, wann een do Informatioune kritt.

Et ass also net esou absolut positiv, déi Prozedur hei, mä si ass staark limitéiert. D'Parlament kann nëmmen a gewëssene Punkten agéieren, et kann nëmmen iwwert d'Subsidiaritéit reagéieren. D'Kommissioun muss net doropshi reagéieren, an duerfir mengen ech, sollt een dat net als déi grouss Errungenschaft dohinner stellen. Et ass e Fortschrëtt, mä et ass net déi grouss Errungenschaft, wéi verschidde Leit dat soen.

Wichteg ass awer och, datt mer als Parlamenter elo vun Ufank un, wann dat a Kraaft trëtt, mat an d'Diskussioun agebonne ginn, a vläicht schonn ier déi Texter komme kann ee schonn informéiert ginn iwwer eis Leit vu Bréissel, fir datt ee schonn am Virfeld ka matschaffen. An doduerch entsteet dann eng Diskussioun hei am Parlament, a wa se hei am Parlament entsteet, kann ech mer och virstellen, datt se éischter op d'Société civile iwwergeet, datt se op d'Chambres professionnelles iwwergeet, déi dann och a méi engem fréie Stadium kënne mat iwwert déi Prozeduren hei an iwwert déi Texter diskutéieren, wat sécherlech méi transparent ass, wat eis Europapolitik méi no bei de Bierger bréngt.

Wa mer d'Europapolitik méi an d'national Parlamenter bréngen, dann ass dat menger Meenung no deen eenzege Wee wéi mer d'Europapolitik kënne méi no bei de Bierger bréngen. Well wa mer se iwwert d'national Parlamenter méi diskutéieren, a wann dat sollt eng Kéier a Kraaft trieden, da wäert dat heibannen ee vun den Haaptsujeten an Zukunft sinn, an dat wier menger Meenung no e gudden Exercice am Interesse vun Europa.

Ech soen Iech Merci.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech wousst jo, dass den Här Gibéryen e grousse Spezialist vun der Subsidiaritéit wär.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen agedroen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mäi Fraktiounskolleeg Paul Helminger ass ausféierlech op d'Aspekter vu Subsidiaritéit a Proportionalitéit agaangen. Ech kann mer dat also erspueren. Ech wollt eigentlech op de Fong vum drëtte Paquet ferroviaire agoen.

Wann d'Chamber dësen Exercice gemaach huet, dann ass dat eng gutt Saach, well ech nach ëmmer der Meenung war, dass d'Chamber sech misst am Virfeld vill méi mat europäeschen Dossiere befaassen, wéi dat an der Vergaangenheet vläicht de Fall war. Ech hätt mer gewënscht, dass mer och beim éischte Paquet ferroviaire a beim zweete Paquet ferroviaire déi Diskussioun gehat hätten, déi mer haut bezüglech dem drëtte Paquet hunn.

Den éischte Paquet ferroviaire, dee jo fir d'Lëtzebuerger Eisebunn eng ganz Rei vu Konsequenzen huet, och wann een haut nach - an dat ass monter amgaangen, ech bedaueren dat zudéifst - de Kapp an de Sand stécht. De Kapp gëtt an de Sand gestach, haaptsächlech vun den Eisebunnsgewerkschaftler, déi sech de Realitéiten net wëlle stellen, déi mengen, si kéinten hiren Truppen nach ëmmer verzielen, si géifen d'Saach riichten! Si brénge strictement näischt fäerdeg! Wann ech haut kucken, mir si jo nach ëmmer an der Virbereedung vun där faméiser Tripartite Eisebunn, déi eigentlech keng Tripartite dierft sinn, well wie schwätzt do mat wiem?

Do schwätzt eng Direktioun vun der Eisebunn, déi eigentlech eenzeg an eleng dem Transportminister muss follegen! Do schwätzt also d'Eisebunnsdirektioun mam Transportminister a mat de Gewerkschaften. Et soll een et also net Tripartite nennen, mä et soll een et eng Bipartite nennen. Da wier een eigentlech der Saach méi no. An d'Regierung muss dann den Eisebunner, mä net nëmmen den Eisebunner, dem Land soen, wou se wëllt hifueren, wat se wëllt - well dat ass jo Element vum éischte Paquet ferroviaire - mam Wuerentransport maachen.

E Wuerentransport, deen d'lescht Joer méi wéi 30 Milliounen Euro Defizit gemaach huet! Toute chose étant égale par ailleurs. Wéi se dat wëllen an der Zukunft riichten, wëssend, dass privat Opérateuren haut scho kënnen um Lëtzebuerger Réseau operéieren. Wéi se dann, wëssend, dass den Haaptclient vun der Lëtzebuerger Eisebunn, d'Sidérurgie, 80% vum Ëmsaz mécht, an dass d'Sidérurgie an engem Ëmfeld operéiert, wou se net an der Lag sinn, Cadeauen ze maachen.

Wann een also higeet an et seet een, mir wäerte scho mat der Sidérurgie eng Léisung fannen, eng gemeinsam Gesellschaft, da muss een awer och gläichzäiteg soen, dass déi gemeinsam Gesellschaft Konsequenzen huet, an dass se haaptsächlech Konsequenzen huet fir déi Leit, déi op der Eisebunn schaffen. Dat ass een deene Leit schëlleg! Wann een eppes anescht seet, wann een hinnen eppes anescht versprécht, da féiert een se an d'ler.

Et war ëmmer meng Suerg fir deene Leit wierklech klore Wäin auszeschëdden, an ech sinn duerfir desto méi traureg, dass weidergefuer gëtt mat där Vogel-Strauß-Politik. Dat ass, wësst Der, de Prinzip vum fréiere Statsminister Bech: Loosst den Dossier laang genuch leien, dann hu sech schonn 80% vun de Problemer geléist. Abee, deen heite Problem, dee gehéiert zu deenen 20%, déi sech net léisen, wann een se op d'laang Bänk schiebt.

Ech sinn also definitiv der Meenung, dass een den Eisebunner - an ech sinn do och mam Kolleeg vun der grénger Fraktioun d'accord - esou séier wéi méiglech, an och dem Land esou séier wéi méiglech soll soen, wat lass ass. Gläichzäiteg muss ech och warnen, Här President, well dat och Element vum éischte Paquet ass, virun där Décisioun fir elo d'Eisebunn ze chargéieren, déi ganz Infrastrukturaarbechte virzehuelen. Well Element vum éischte Paquet ass, dass de Gestionnaire vun der Infrastruktur onofhängeg ass an dass e muss en équitabelen Droit d'accès garantéieren.

Deen onofhängege Gestionnaire ass de Fonds du rail, a wann d'Eisebunnsgesellschaft do elo d'gutt an d'schlecht Wieder mécht, da riskéiere mer op d'mannst, dass mer iergendwann eng Kéier vu Bréissel gesot kréien, dass dat contraire ass zum Geescht vum éischte Paquet ferroviaire, d'selwecht wéi mer am éischte Paquet ferroviaire och musse festhalen, wien dann den Organisme de contrôle ass. Ech war ëmmer der Meenung, dat kéint den ILR sinn, an ech wier frou, wa mer och do géifen Opschloss driwwer kréien, wéi dat dann elo soll gehandhaabt ginn. Dat ass deen Organisme, deen herno iwwert d'Attributioun vun de Sillone muss befannen.

De Rapporteur, de Kolleeg Schreiner, huet jo hei ugeschwat, dass een esou e Gestionnaire brauch, dee muss derfir suergen, dass net déi eng d'Korinthen huelen an déi aner mussen d'Brout iessen, mä mir mussen esou e Gestionnaire kréien. Ech hu mech gebalegt derfir, dass mer zu Bréissel net missten eng nei Verwaltung opriichten, mä dass mer kéinten eventuell engem Organisme wéi dem ILR dat iwwerdroen. Mä mir mussen dat maachen, dat sinn d'Elementer vum éischte Paquet.

D'Elementer vum zweete Paquet, wou mer nach net mussen alles iwwerhuelen a wou ech och Problemer gesinn, wou ech als Minister géint den zweete Paquet ferroviaire fir Lëtzebuerg gestëmmt hunn, wou mer iwwerstëmmt gi sinn a wou mer awer och an der Flicht sinn, fir dat ëmzesetzen.

An da komme mer bei deen drëtte Paquet ferroviaire. Här President, fir deen drëtte Paquet hu mir jo als Chamber an der Kommissioun eng Unanimitéit gehat fir dat, wat mer hei festgehalen hunn a wat an där Resolutioun niddergeschriwwen ass, dann alleguer zesummen an deemselwechte Sënn ze gesinn. Dat ass jo eng formidabel Stäip fir déi, déi mussen op Bréissel verhandele goen.

Mä gläichzäiteg, Här President, an do wëll ech drop opmierksam maachen, ass et awer och eng onwahrscheinlech Gefor fir déi, déi dohinner verhandele ginn, a mäi Kolleeg Paul Helminger huet drop higewisen, dass mer déi néideg Flexibilitéit behalen. Hei huet d'Verhandlungsdelegatioun, wat den drëtte Paquet ferroviaire ugeet, Här President, vun haut u vun der Chamber en imperative Mandat! Eis Verhandlungsdelegatioun kann net zu Bréissel en Accord ginn zu eppes wat contraire ass zu deem, wat mir als Chamber hei festgeluecht hunn. Dat geet net, à moins de Minister kënnt erëm virun déiselwecht Chamber zréck a seet, ech hunn elo e Problem zu Bréissel.

Mä mat där Diskussioun hei an haut huet de Minister, och wann dat em vläicht net gefält, en imperative Mandat, an duerfir, Här President, war ech ee vun deenen, déi an der Kommissioun gewarnt hu virdrun, ze vill wäit ze goen. An doropshin ass jo deene Warnungen zum Deel Rechnung gedroe ginn. Ech si mat deem d'accord wat am Text vun der Resolutioun steet, mä ech wëll einfach nëmmen drop opmierksam maachen, deen imperative Mandat, dee steet elo am Raum, a wann de Minister oder seng Mataarbechter zu Bréissel verhandelen, da mussen se dee Mandat am Kapp hunn, a wa se domadder net eens ginn, da mussen se erëm virun d'Chamber zréckkommen.

A mir hu gesinn, Här President, wéi zäitopwändeg deen Exercice ass fir véier Texter. An et si vill Kolleegen dorobber agaangen, wat fir eng Moyenen ee sech muss an Zukunft ginn, wann ee wëllt déi Aufgab hei seriö huelen. Et ass zitéiert ginn, dass am franséische Parlament praktesch festgestallt ginn ass, dass souguer d'franséisch Parlament net an der Lag wier, dat mat, wéi soll ech soen, där noutwendeger Prezisioun ze maachen.

Ech bleiwen der Meenung, an dat hunn ech och an der Kommissioun gesot, dass mir hei zu Lëtzebuerg net sollten, wéi soll ech soen, d'Rad nei erfannen. Mir hu Leit, an däerf ech virausschécken, Här President, a Froe vun der Europäescher Unioun gouf et bis elo ëmmer bei eis am Land e ganz breede Konsens. Et ass äusserst selte virkomm, dass Regierungsmemberen aus europäesche Verhandlungen erausgaange sinn, ouni dass se d'Zoustëmmung vun der Chamber haten, wann se net d'Unanimitéit vun der Chamber an hirem Réck haten, mat deene Resultater, déi se erziilt hunn.

Ech sinn duerfir net der Meenung, baséierend op deenen historeschen Erfahrungen, dass mir deene Leit, déi fir eis op Bréissel verhandele ginn, solle Vertraue schenken. Dass mer deene Leit op eiser RP respektiv an deenen eenzelne Ministèrë wéinstens emol de Bénéfice du doute loossen. Wann déi Leit also dohinner ginn a si ginn eis als Chamber eng faktuell Informatioun, da brauche mir net hei an der Chamber e risege Service opzebauen, fir déiselwecht Aarbecht ze maachen, déi si scho gemaach hunn.

Duerfir war och mäi Wonsch an der Kommissiounssitzung, dass d'Beamten aus dem Ministère sollte kommen, fir eis hir Meenung iwwert déi véier Texter ze soen. Wa mir dann als Chamber, als Kommissioun anerer Meenung sinn, dann ass et net onbedéngt d'ganz Chamber, mä et sinn eenzel Fraktiounen.

Duerfir sinn ech der Meenung, Här President, statt dass, fir dës Aarbecht ze maachen, d'Servicer vum Greffe musse verstäerkt ginn, sinn ech nodrécklech der Meenung, dass d'Servicer vun deenen eenzelne Fraktioune misste verstäerkt ginn, fir an de Fraktiounen déi noutwendeg Aarbecht ze maachen.

Dee Problem do, dee stellt sech jo net muer. Dee stellt sech, hoffen ech als ee vun deenen iwwerzeegten Unhänger vun deem Traité iwwert d'Europäesch Verfassung, eréischt fir Lëtzebuerg, wann all déi aner Länner, wéi Lëtzebuerg och, den 10.Juli Jo zu där Verfassung gesot hunn. Dat hoffen ech instännegst, dass mer dann, wa mer dee groussen europäesche Projet realiséiert hunn, och kënnen dëse Problem an e puer Joer an Ugréff huelen, eis dann déi Moyene ginn, déi mer brauchen, fir um nationale Plang eis europäesch Aarbechte richteg ze maachen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Wéi gesot, Här President, ech war frou, dass mer an der Kommissioun, dass mer och haut am Plenum déi Diskussioun haten. Ech maachen drop opmierksam, dass dat hei e Schratt an déi richteg Richtung ass. Ech muss warne virun de Konsequenzen, déi et och fir déi Leit huet, déi fir Lëtzebuerg verhandele ginn, a wëll ofschléissend soen, meng Partei, déi jo ëmmer fir eng flott Zukunft fir d'Lëtzebuerger Eisebunnswiesen ass, géif drëms bieden, dass mer den Eisebunner klore Wäin aschëdden, dass mer den Eisebunner soen, a wat fir eng Richtung den Zuch geet, an net mengen, dass een d'Rad vun der Geschicht kéint zréckdréinen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Elo huet den Här Minister Lux d'Wuert. Här Lux, wann ech gelift.

Et ass un Iech, Här Minister.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, als aachte Riedner ass et nach méi schwéier fir d'Method vun der Diskussioun, déi d'Chamber haut an engem Test souzesoen duerchgefouert huet, nach ze kommentéieren, besonnesch wou ee sech freet, wéi staark dass hei de Rôle vun der Regierung ze beuerteelen ass.

Déi eng waren der Meenung, et sollt eng strikt Trennung sinn tëschent der Aarbecht, déi d'Chamber hei mécht. Dee leschte Riedner huet éischter plädéiert, ech géif och éischter mengen an déi Richtung ze argumentéieren, dass Chamber a Regierung trotzdeem ëmmer sollten an Tuchfühlung matenee bleiwen, wa se, deen een an deen aneren, a sengem eegene Rôle amgaange sinn, déi Dossieren ze preparéieren.

Mä virun allem awer wëll ech aus der Erfahrung, an och wann een d'Bänk changéiert huet an der Tëschenzäit, soen, dass an alle Fäll de Prinzip gëllt, dass eng Stäerkung vun de Parlamenter ëmmer eng Stäerkung vun der Demokratie ass. An ech mengen dee Prinzip ass ëmmer richteg a gëtt och hei richteg, wann ee gesäit wéi vill Retard mer dach awer hunn hei um Niveau vum Parlament an deenen Diskussiounen, déi zu Bréissel lafen.

Wann ee 15 Joer als Deputéierten an der Chamber war an elo aacht Méint op där anerer Säit sëtzt an an zwee Ressorten am Conseil matschafft, da mierkt een, wéi grouss déi Distanz ass tëschent der Informatioun, déi een huet, tëschent dem Involvéieren an déi Prozeduren, déi lafen, an dofir ass sécherlech d'Method an der grousser Hoffnung déi mer hunn, dass de Verfassungstext déi 25 Parlamenter wäert duerchlafen a ratifizéiert ginn, scho grouss, dass et an déi Richtung geet.

Ech mengen och, dass déi Fro, déi de Kolleeg Helminger opgeworf huet, sécherlech eng richteg ass tëschent engersäits enger Tuchfühlung tëschent Parlament an der Regierung an hire jeeweilege Ministeren oder awer engem imperative Mandat. Déi Fro stellt sech natierlech. Ech mengen et gëtt eenzel Parlamenter haut schonn - dat dänescht fält mer direkt an - wou et en imperatiivt Mandat gëtt. Ech hunn an deene jeeweilege Conseilen elo schonn erlieft, wéi opgereegt an opgedréint dänesch Ministeren all Véirelstonn eraus an de Gank telefonéiere ginn, fir ze kucken ob se nach um Buedem vun der Verfassung sinn, wann een esou däerf soen.

Ech mengen och do sollt een éischter an d'Richtung vun deem goen, wat de Kolleeg Grethen an anerer gesot hunn, dass och hei - mengen ech - de Minister sécherlech eng Toile de fond soll hu vun deem wat d'Parlament denkt, mä dass dat awer kee strikt, imperatiivt Mandat soll ginn.

Ech mengen et gëtt jo verhandelt zu Bréissel. Deementspriechend brauch een eng Marge de manoeuvre. De Ressortminister muss natierlech wëssen, dass, wann en op Lëtzebuerg zréckkënnt, en hei net d'Mësstrauen ausgeschwat kritt, well dat wat en ugeholl huet vläicht ze vill wäit vun deem ewech geet wat d'Chamber denkt. Ech mengen och do muss e Wieselspill stattfannen. Ech mengen, dass och am Laf vun esou enger Prozedur d'Ministeren an hir jeeweileg Kommissioune ginn, fir ze informéieren, fir ze kucken ob d'Richtung nach ëmmer stëmmt.

Ech mengen also, dass een net esou strikt soll soen, et ass entweder en imperatiivt Mandat oder et ass net en imperatiivt Mandat. Ech mengen d'Wourecht wäert do - an ech menge besonnesch zu Lëtzebuerg wier dat noutwendeg - iergendwou dertëschent leien. Jiddefalls emfannen ech et an där Diskussioun iwwert den drëtte Paquet als éischter eng Chance wéi e Fardeau fir eng jeeweileg Regierung, d'Parlament hanneru sech ze wëssen a wéi gesot an deem Spill vun Diskussioun do kënnen sech ofzespriechen.

Ech denken och, dass d'Moyene vun der Chamber, wann ech dat aus menger Erfahrung däerf soen, oder awer vun de Fraktiounen oder vu béide jiddefalls musse staark ausgebaut ginn. Well wann ee gesäit nëmmen an deenen zwee Ressorte vum Transport a vun der Ëmwelt, wéi vill honnerten an dausende vu Säite Woch fir Woch traitéiert musse ginn, wann een dat also wierklech wëllt uerdentlech maachen, da muss déi Verstäerkung personell, u Ressources humaines, un intellektueller Aarbecht, déi muss kënne geleescht ginn, un analytescher Aarbecht, déi muss kënne geleescht ginn, natierlech ausgebaut ginn, well soss bleift d'Distorsioun vun der Capacitéit, déi d'Ressortministeren hu par rapport zum Parlament, ëmmer méi grouss.

Wien d'Informatioun an d'Kompetenz huet, huet ëmmer e Virsprong herno, esou dass ech scho géing plädéieren, mä dat steet mer net zou direkt, mä wann Der meng Meenung scho frot, da soen ech lech, dass ech mengen, dass d'Parlament an déi eenzel Gruppe da schonn hei mussen en Ausbau maachen.

Doniewent - an ech mengen de Kolleeg Gibéryen ass dorobber agaangen - ass jo och, an ech mengen dat muss ee soen, och wann et eng Avancée ass, d'Kontrollrecht vum Parlament net absolut. Ech mengen et gëtt eng Prozedur hei, déi bis zu engem Réexamen ka féieren. Hien huet zu Recht gesot, e Réexamen, dat heescht net, dass den Text geännert gëtt. Ech mengen d'Kommissioun kann duerno zur Konklusioun kommen, dass deeselwechten Text awer weider leeft, well se der Meenung ass, dass och de Réexamen keng nei Momenter fir si bruecht huet.

Mä ech denken awer dass, wann hei eng grouss Zuel vun nationale Parlamenter an eng Richtung ginn, dat e politeschen Drock op d'Kommissioun erzeugt. Mir hunn dat elo erlieft an der faméiser Bolkestein-Direktiv. Ech menge vun deem Moment u wou och an zwee grousse Länner eenzel Leit d'Bolkestein-Direktiv emol méi genau gelies hunn an ugefaangen hunn ze schéissen, wann ech dat däerf soen, huet dat schnell dozou gefouert, dass den Drock op d'Kommissioun dach awer ganz staark ginn ass.

Ech mengen och hei, wann aus ville Parlamenter deen Drock kënnt, dann huet dat net nëmmen en Afloss op d'Kommissioun, mä et huet natierlech och en Afloss op de Conseil. Well ech mengen do sëtze jo dann och Regierungen, déi Emanatioune si vun deene Parlamenter, déi jo en Drock erzeugen, an ech mengen dee geet jo net dann neutral laanscht déi, mä dee wäert da schonn dozou bäidroen, dass souwuel bei der Kommissioun wéi och um Niveau vum Conseil en Drock, e politeschen Drock entsteet, deen dann awer seng Répercussiounen op d'Texter wäert kréien.

Ech denken also, dass och d'Parlament hei, a wann ech mer déi Bemierkung nach däerf erlaben, et ass gesot ginn, déi sechs Wochen hei elo fir deen Avis iwwert den drëtte Paquet ferroviaire ass kuerz. Eenzel Parlamenter waren anscheinend jo dann ausser Stand fir an deem Délai hir Aarbecht ze maachen. Dat ass sécherlech richteg. Et muss een awer soen, hei war éischtens och fir d'Lëtzebuerger Chamber eng éischte Kéier wou dat gemaach ginn ass. Ech mengen, dass dofir excellent Aarbecht an der Kommissioun gemaach ginn ass, fir dat doten esou schnell ze traitéieren.

An ech denken dass, wann dat méi oft de Fall ass, sech jo dorauser och eng gewësse Method installéiert, dass een och eng Informatioun scho virdrun huet. Hei kënnt dat esou parachutéiert op eemol eng Kéier dohinner. Et war den drëtte Paquet. Et hätt och iergendeng aner Proposition de directive oder de règlement kënne sinn. Esou dass - mengen ech - och do dann awer aus dem Rodage herno eng Method entsteet, déi et misst erlaben, fir endéans vun deene Fristen dach awer en tant soit peu räsonnabelen Avis och kënnen ofzeginn.

Nun ass dat alles wat ech als Member vun der Regierung hei de Mëtteg zu Ärer Method, wéi Dir wëllt schaffen, wëll kommentéieren. Ech mengen, dass ech mech kloer dofir ausgeschwat hunn, dass een dem Verfassungstext den 10. Juli och hei am Referendum e kloere Jo soll ginn, well dat heimat och implizéiert, dass d'national Parlamenter méi Méiglechkeeten, besser Methode kréien, fir och d'Regierung ze kontrolléieren oder awer se ze ënnerstëtzen, esou wéi dann eben déi jeeweileg Meenungen sech maachen.

Nun zum Fong vläicht och nach e puer Bemierkungen, well ech mengen, dass dat jo och eng vun de Léieren ass, déi mer mussen heiraus zéien. D'Method an de Fong si ganz schwéier auserneen ze halen. Souwuel an der Beuerteelung vum Prinzip vun der Subsidiaritéit mierkt een, wann een d'Avisen an eenzelnen anere Parlamenter kuckt, dass se anescht ers beuerteelt ginn. Dofir ass dat schonn de Beweis, dass dat keng exakt Wëssenschaft ass.

Jiddferee beuerteelt dat entweder méi oder manner staark, souwuel dee Prinzip vun der Subsidiaritéit wéi och dee vun der Proportionalitéit. Et mierkt een oft, dass wann d'Leit quant au fond zu de politeschen Inhalter, déi zur Diskussioun stinn, Problemer hunn, dann hunn se oft d'Method fir se ze contrecarréieren, an ech mengen dee Prinzip, dee spillt sech dann och hei e bësse mat of, esou dass déi exakt Wëssenschaft esouwuel bei deem Punkt mengen ech ëmmer aneschters ze beuerteelen ass.

An da kënnt natierlech de Fong an d'Method, déi sinn och net dovun ze trennen, well et ass ganz kloer, dass deejéinegen, dee mat dem Fong Problemer huet, sech dann oft och un der Method ukrämpt, fir eng gewëssen Oppositioun ze maachen, esou dass, mengen ech, déi zwou Beuerteelunge keng exakt Wëssenschaft sinn an deementspriechend och ëmmer politesch ze beuerteele sinn.

Zum Fong dann och e puer Bemierkungen an e puer Äntwerten op déi Froen, déi gestallt gi sinn. Ech mengen engersäits ass dat d'Fro vun der Liberaliséierung am Beräich vun dem Eisebunnersecteur insgesamt. Elo kënnt ee soen, et ass müsseg nach dorobber laang prinzipiell zréckzekommen, well den Zuch effektiv op de Schinnen ass, duerch den éischten an den zweete Paquet. Och wa Lëtzebuerg beim zweete Paquet do eng aner Positioun hat wéi d'Majoritéit vun de Länner, esou ass et kloer, dass eng Ouverture vun de Grenzen den 1. Januar 2007 onausweichlech op eis zoukënnt, an ech mengen do sinn ech mat jidde Riedner d'accord déi soen, Lëtzebuerg ass da censéiert sech dorobber ze preparéieren.

Elo wëll ech net mat mengem Virgänger hei an eng Polemik eragoen, well ech dat bei all Geleeënheet versichen ze vermeiden. Ech muss allerdéngs soen, fir bei senge Wierder ze bleiwen, dass nodeem mer elo während véier Joer an där dote Fro de Kapp an de Sand gestach hunn, mer endlech amgaange si lues a lues de Kapp erauszezéien. Deementspriechend mengen ech, dass déi Tripartite, déi jo elo mat vill Inbrunst vu jiddferengem erwaart gëtt, déi hätt jo och am Joer 2002 oder 2003 oder déi hätt Ufank 2004 kënne stattfannen; si fënnt elo am spéiden Hiersch 2005 statt. Mä da fënnt se och statt, an ech mengen et ass dat wat mer an deene leschte Méint geleescht hunn.

Ech géif dann och dem Kolleeg Felix Braz wëlle soen, ech mengen, dass déi, déi um Hearing, wéi hien, zu Beetebuerg derbäi waren, misste verstanen hunn, dass déi Décisioun, fir sech déi Zäit ze gi fir d'Virbereedung dorobber, dass dat genau déi richteg Décisioun war. Net nëmmen aus engem psychologeschen Element eraus, mä och fir sech Zäit ze ginn, fir déi Rieder do erëm beieneen ze kréien an dofir ze suergen, dass e Klima entsteet, wat et erlaabt eng Rei vu Saachen ze maachen, déi een nach virun enger Zäit net fir méiglech gehal huet.

Dass de President vun der Chambre de Commerce um Hearing zu Beetebuerg Argumenter dohinner geluecht huet a se diskutéiert huet, och mat den Eisebunnergewerkschaften, ass schonn, fir Lëtzebuerger Verhältnisser, een enorme Fortschrëtt par rapport zu deem klasseschen, heiansdo klengkaréierten - soen ech - Denken, wat op deem Gebitt hei zu Lëtzebuerg existéiert.

A wa mer et elo fäerdeg bruecht hunn, genau d'lescht Woch, och den Accord ze fannen, dass souwuel d'Direktioun vun der Eisebunn wéi d'Gewerkschafte vun der Eisebunn, d'Arcelor an de Ministère du Transport an e gemeinsamen Aarbechtsgrupp elo antrieden, fir d'Optiounen ze diskutéieren, wéi eng gemeinsam Gesellschaft am Beräich vum Fret tëschent der CFL an der Arcelor kënnt ausgesinn, dann ass dat een enorme Fortschrëttt par rapport zu där Situatioun, déi ech virfonnt hunn am August 2004.

Esou dass dat wat ech gesot hunn, nämlech Optioune preparéieren, och déi Tripartite ze kucken, wat fir eng Méiglechkeeten hu mer, een enorme Fortschrëtt ass par rapport zu deem wat mer haten. Dofir setze mer eis och an d'Lag, fir Enn 2005 eis kënnen zesummenzesetzen a kloer ze gesinn, wou et soll higoen.

A wann Der sot, waart net, all Informatioune leien do: Ech woen ze bezweifelen, ob all Informatiounen do leien. Mä ech mengen, wann ee seet, mir brauche mar eng Eisebunn - an dat mengen ech war dat wat ech schonn um Hearing gesot hunn an och schonn hei gesot hunn -, déi en integréierte Betrib bleift, dat ass schonn eng staark Ausso par rapport zu deem wat Eenzelner wollte maachen. Mir brauche mar souwuel an deene Beräicher vun dem Fret wéi vun dem Voyageur wéi vun de Fonctions essentielles, déi mat drunhänken, ee gesamte Bléck vun deem wat eng Gesellschaft, eng Lëtzebuerger CFL, an Zukunft soll kënne sinn.

Ech mengen, dass dat schonn e Wee ass, a mir diskutéieren dann och iwwert déi Filialen, déi dann noutwendeg sinn am Beräich vum Fret, am Beräich vum Voyageur, am Beräich vun der Infrastruktur oder vun aneren, wéi zum Beispill der Fro vun der Verdeelung vun de Sillonen, ob do den ILR - dat ass eng Léisung, déi ech net ausschléissen - déi richteg Léisung ass oder ob et aner Léisunge gëtt, déi an anere Länner getest gi sinn, zum Beispill an der Bundesrepublik Däitschland, wou aner Méiglechkeete gesicht gi sinn.

Wann ech dann d'Formatioun huelen, do ass gesot ginn d'Chambre de Commerce. Weder d'Chambre de Commerce wëllt dat maachen, nach anerer. Och do mengen ech ass ze kucken, inwieweit dass et bei där Fonction essentielle och nach aner Iddie gëtt. Woubäi ech mat dem Kolleeg Grethen d'accord sinn, dass een net fir all déi Beräicher do nei Strukture soll bauen, nei Waasserkäpp soll opriichten an esou virun, déi vill Geld kaschten.

Dat féiert mech iwwregens och dozou, fir nach eng Ausso ze kréien, Här Braz, dass déi Iddien, déi elo mol um Dësch leien an haut nach do leien, fir onbedéngt musse fënnef Filialen um Niveau vun der Eisebunn ze maachen, jo och sech d'Fro muss gestallt ginn, ob eng Gesellschaft, wéi d'Lëtzebuerger Eisebunn, sech onbedéngt a fënnef Entitéite muss éparpilléieren, mat all deem Coût, deen dat mat sech bréngt. Och do mengen ech kënnt et méi schlank Solutioune ginn, wéi déi, déi geduecht sinn.

Dofir ass et mer net baang virun där Aufgab, déi do op eis zoukënnt, an dass mer herno, wa mer iwwert d'Strukturen an iwwert déi konzeptuell Ausriichtung, wou et natierlech richteg ass, an dat hunn ech den Eisebunner an deene leschte Méint eng dose Mol gesot, wat hei gesot ginn ass, och de Mëtten, dass wa mar d'Arcelor 70 oder méi souguer Prozent Clientë vun der CFL am Fret-Beräich, wann déi mar an engem offene Marché sech en aneren Opérateur sicht fir seng Routen, fir seng Fracht ze transportéieren, dann ass et natierlech kloer, dass et fir e Fret-CFL keng Zukunft gëtt.

Dat ass natierlech eng Donnée, déi muss jiddferee wëssen, an do muss och da jiddferee seng Verantwortung iwwerhuelen, wa mer wëllen hunn, dass et eng Zukunft fir de Fret ënnert enger Lëtzebuerger Gesellschaft soll ginn. Well mir kënnen et jo och maache wéi…

(Interruption)

…zum Beispill d'Hollänner oder d'Dänen et gemaach hunn, déi hire Fret einfach verkaaft hunn an domadder waren se all Problemer lass. Dee Wee wëlle mer net goen, well mer mengen, dass et eng Solution luxembourgeoise gëtt, wou och de Fret-CFL mar souguer vläicht eng ganz grouss Chance huet, fir an engem iwwerregionale Raum och mar kënne Frachten ze fueren an och Benefisser kënne generéieren, well dat dierft jo dann och noutwendeg sinn.

An ech denken och, dass souwuel am Fret-Beräich wéi am Voyageur, an de Kolleeg Roland Schreiner als President huet dat e puermol hei gesot, et däerft och noutwendeg sinn, dass d'Notioun vum Service public, d'Notioun vum Aménagement du Territoire, d'Notioun vun den environnementale Konklusiounen a Konsequenzen, déi de Beräich vun der Eisebunn a besonnesch an der Fracht huet, dass déi net einfach däerfen op d'Säit geschubst ginn. Do spillt mar och de Stat weider eng grouss Roll fir ze kucken, dass wa mer hei zu Lëtzebuerg eis de Fret ukucken, dass et eenzel Frachte gëtt, déi gefuer ginn, déi vläicht defizitär sinn, mä déi awer mengen ech fir d'Ëmweltnotioun, fir d'Kyoto-Ziler anzehalen an esou virun, ganz wichteg sinn. Ech wëll elo keng nennen; zum Beispill déi, déi an d'Géigend vu Rëmeleng ginn. Et kënnt een iwwert déi zum Beispill schwätzen.

Do stellt sech dann d'Fro, ob de Stat an déi Gemengen en Intérêt drun hunn, dass déi Fracht mar eriwwergeluecht gëtt op d'Strooss an dass da mat honnerte Camionen am Joer eppes gemaach gëtt, wat och mat der Eisebunn geet, an do muss de Stat an enger iwwergoender Aufgab, déi en huet, souwuel aus Grënn vun Aménagement du Territoire oder aus Ëmweltgrënn oder aus Grënn vu Service public säi Rôle spillen.

Dat wäert och mar wouer sinn am Beräich vum Voyageur. Dofir mengen ech jo och, déi dach awer kritesch virsiichteg Aschätzung, déi deen Avis vun der Chamber hei hëlt, par rapport zu der Liberaliséierung am internationale Voyageursberäich, wou dat sécherlech eng Roll spillt, dass dat eng Rei vun Äntwerte sinn, Här Braz.

Mir waarden also net! Am Géigendeel, mir si mat enger gudder Geschwindegkeet amgaangen déi Tripartite do ze preparéieren an eis an d'Lag ze versetzen, net nëmmen dann driwwer ze rieden an ze polemiséieren, mä dofir ze suergen, dass mer den 1. Januar 2007 wëssen, wou den Zuch vun der Eisebunn am Fret-Beräich hifiert.

Ech sinn och der Meenung, dass mer an där Tripartite en vue vun deem, wat den drëtte Paquet eis am Voyageursberäich bis dohinner seet, och schonn Äntwerte ginn op dat wat eis am Voyageursberäich dann erwaart. Dass mer also net nëmmen elo iwwert de Fret schwätzen, mä dass mer schwätzen iwwert dat wat d'Gesamtbild soll ginn, och am Voyageursberäich mat deenen Änneerungen, déi da kommen am internationale Beräich, och am Zesummenhank mam Cabotage, dass mer an der Lag sinn och do Äntwerten ze ginn.

A mir ass et enorm wichteg, dass mer do net zerschloen, dass mer do eenzel Opérateure maachen, mä dass mer e gesamte Bléck - en integréierten, wéi d'Gewerkschafte soen, et kann een och aner Ausdréck dofir gebrauchen - do behalen.

Ech wëll och dat heiten nach zur Liberaliséierung soen. Mir hunn als Lëtzebuerg och an där leschter Regierung jo keng Begeeschterung gewisen an den europäesche Gremie fir déi Liberaliséierung do. Souguer mäi Virgänger, dee sech där Liberaliséierungspolitik sécherlech méi no gefillt huet wéi ech, hat ëmmer eng kritesch Attitüd, eng kritesch bis souguer negativ Attitüd par rapport zu deem wat wëlles ass.

Ech soen dat an einfache Wierder wat de Kolleeg Schreiner virdru gesot huet an ech hunn dat zu Bréissel an deene leschte Méint öfters gesot: Wann d'Liberaliséierungspolitik nëmmen zur Aufgab sollt hunn, fir aus 25 öffentleche Monopolen herno dräi privat Sociétéiten ze maachen, déi sech just nach déi gutt Kotletten an déi gutt Bifdecker huelen an de ganze Rescht vereinsame loossen a kapott maachen, da mengen ech war déi Liberaliséierungspolitik de falsche Wee.

Dofir, wa mer scho vun dem Conseil vun en Donneschdeg schwätzen, hunn ech nach eng Kéier mat Nodrock - an ech spiere vu Conseil zu Conseil, dass ëmmer méi Ministeren dat och soen - drop higewisen, dass mer déi Evaluatioun vun deene bisherege Liberaliséierungsbestriewunge gären hätten, an dass mer gären hätten, dass se net eleng vun Technokrate vun der Kommissioun zu Bréissel gemaach gëtt, mä dass déi eenzel Memberstaten aktiv an intensiv an déi Evaluatioun mat agebonne ginn.

Et ass geschwat gi vun de Parts de marché, vum „modal split“ tëschent der Strooss an der Schinn. Wéi huet e sech dann entwéckelt an deene leschten zéng Joer? Wéi sinn d'sozial Besëtzstänn vun den Eisebunner? Wéi hunn déi sech entwéckelt? All déi Äntwerten do muss ee sech ginn, fir eng Kéier den Otem unzehalen. Dofir halen ech iwwregens och net ganz vill

dovunner, wann d'Transportkommissioun vum Europaparlament déi lescht Woch e Mëttwoch décidéiert huet, fir dat vum Voyageursberäich onbedéngt nach vun 2010 op 2008 virzezéien. Ech mengen et ass éischter noutwendeg, dass mer emol eng Kéier den Otem unhalen a kucken: Gi mer dann an déi richteg Richtung?

Well ech mierken - wéi gesot - ëmmer méi Ministere fannen, dass an hire Länner oft de Wee just an déi aner Richtung geet, an dass all déi Zilsetzungen aus dem Wäissbuch vun der Kommissioun iwwert d'Transportpolitik bis 2010 éischter amgaange sinn net agehalen ze ginn duerch déi Liberaliséierungspolitik, wéi dass se agehale ginn.

Zu der Fro vun deenen eenzelne véier Paquete gëtt et jo nach déi grouss Diskussioun tëschent dem Conseil an dem Europaparlament iwwer „paquet or not paquet". Dat ass jo eng vun de groussen Diskussiounen. Mir hunn ëmmer gemengt, dass en fin de compte aus där metaphysescher Diskussioun do schlussendlech d'Europaparlament eleng décidéiert, ob de Paquet erausgeholl gëtt oder net.

Wa se mat 31 zu 12 Stëmmen an der Transportkommissioun der Meenung sinn, dass déi Proposition de règlement iwwert d'Qualité Fret näischt daagt, dann ass op jidde Fall dee Paquet, esou wéi d'Kommissioun en dohinner geluecht huet, am Prinzip scho kee Paquet méi. Dat ass eng Diskussioun, déi bréngt eis net weider.

Et wär jiddefalls ganz sage, wann d'Europaparlament déi Propositioun, déi souwuel am Conseil en Accord politique fonnt huet wéi och ënnert de Sozialpartner en Accord fonnt huet, iwwert de Führerschäi vun de Maschinisten, iwwert d'Zertifikatioun, net nach géing onnéideg laang ophalen. Ech mengen dat wär eppes wat mer direkt kënnte maachen. Dat ass jiddefalls de Wëlle vun deene jeeweilege Regierunge fir do virunzemaachen.

Et gëtt, an ech mengen do wëll ech elo net nach eng Kéier déi Argumenter all widderhuelen, déi hei schonn de Mëtte virgeluecht gi sinn, keng Begeeschterung fir déi Reglementatioun iwwert d'Qualitéit am Frachtberäich.

Der Transportkommissioun hiert Resultat hunn ech elo grad gesot. Am Conseil hu mir, en vue vun dem Rôle vun e leschten Donneschdeg, an engem Tour de table d'Memberlänner gefrot, wellecher Meenung si wären. Ech mengen, 17 hu sech ausgedréckt an hu gesot, dass se der Meenung wären, dass se dat net wëllten. Esou dass mer der Kommissioun dat en Donneschdeg matgedeelt hunn, an et ass elo un der Kommissioun fir ze kucken, wat fir eng Konklusiounen dass se doraus zitt.

Ech denke jiddefalls, wa mer gläichzäiteg bei der Eurovignette, iwwert déi ech nach ee Wuert wäert soen, versichen, fir dem Rail méi Avantagen ze gi wéi der Strooss, fir de „modal split" gedréint ze kréien, dass mer net gläichzäiteg sollten higoen an dem Frachtberäich um Niveau vun der Eisebunn duerch eng ze vill iwwerdriwwe Reglementatioun, wat natierlech oft och e Coût generéiert, erëm déi Avantagen ewechhuelen an domadder et erëm méi schwéier ze maache fir dee faire Wettbewerb, dee mer endlech gären tëschent deenen zwee hätten. Dat ass fir mech nach ëmmer dat Haaptargument fir virsiichteg ze si wa mer an déi Richtung ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Schlussendlech ass et vun den Droits des passagers wou mer vill geschwat hunn iwwert d'Relatioun tëschent där doter Propositioun an der Cotif, wat mech iwwregens dozou gefouert huet, emol nozekucken, dass et héich Zäit gëtt, dass mer déi Cotif och emol hei am Lëtzebuerger Parlament deponéieren an diskutéieren a verabschieden. Dat ass och nach niewebäi ze soen. Et ass en Dokument wat och scho vill ze vill laang am Ministère läit an endlech misst heihinner bruecht ginn, fir dann och ratifizéiert ze ginn.

Ech denken, dass d'Kommissioun verstanen huet, no der Diskussioun vun en Donneschdeg, dass et utile wär fir ze soen, mir gesinn eis éischter um Niveau vun der Cotif, mat Ausnahm vläicht vun der Diskussioun iwwert d'Personnes à mobilité réduite. Ech mengen do ass jiddferee bereet méi wäit no vir ze goen.

Wat déi Fro ubelaangt vum Droit de grève, dat ass sécherlech eng berechtegt Fro. Ech hunn e juristeschen Avis zu där Fro ugefrot, well ech mengen et ass noutwendeg effektiv ze kucken, wéi sech déi Relatioun mécht, wann e Client hei en Opérateur verklot a Recht kritt, an deen Opérateur da weidergeet bei déi, déi um Ursprung waren, am Verursacherprinzip déi waren, déi de Streik ugeleiert hunn. Dat ass eng Fro, déi geféierlech ass, an ech wäert jiddefalls oppassen, a wat fir eng Richtung dass et geet. Ech mengen zu der Liberaliséierung, der véierter Propositioun, hätt ech alles gesot.

Schlussendlech e lescht Wuert iwwert d'Eurovignette. Dat wat de Kolleeg Braz gefrot huet, ech mengen, dass dat eng utile Décisioun endlech war, wou sécherlech jiddfereen dovun iwwerzeegt ass, dass dat do nach net onbedéngt der Weisheit leschter Schluss ass. Wann een den Avis vum Europaparlament kuckt, wann een d'Wäissbuch kuckt, dann hätt ee sech bei der Eurovignette nach eppes kënne virstelle wat méi wäit géif goen.

Ech denken zum Beispill un d'Tatsaach, dass een déi extern Käschte méi nach kënnt mat applizéieren an d'Berechnung vum Tarif wéi dat elo de Fall ass. Ech sinn och dovunner iwwerzeegt, dass de Rabatt, dee mer schlussendlech an den Text abruecht hunn, fir awer op déi néideg Stëmmenzuel ze kommen, net onbedéngt och vum Usaz hier eng richteg Décisioun ass, dass een dem Camionsverkéier, dee méi oft fiert, e Rabatt gëtt. Dat ass u sech de Géigendeel vun deem wat mer wëllen.

Mä ech mengen et muss een dofir suergen, dass een net iwwer 90 Stëmmen am Conseil huet, soss hätte mer en drëtten Échec erlidden, an ech mengen deen hätt d'Eurovignette ëm laang Zäit no hanne gedriwwen. Esou dass ech mengen, dass elo an der Diskussioun mam Europaparlament eng Rei vu Verbesserungen nach kënne kommen. Vläicht souguer bis zu enger Conciliatioun.

Wann ech dat ongefeier zäitlech ausrechnen, da kënnt eng Conciliatioun ënnert éisträichescher Présidence stattfannen. Wat fir een Dossier wär besser an enger Conciliatioun mam Europaparlament wéi d'Eurovignette bei den Éisträicher? Ech mengen dat géing schonn erlaben, dass déi Présidence géing Drock maachen, fir eng Rei vu Verbesserungen an déi richteg Richtung ze kréien.

Dofir, summa summarum, déi Stäerkung vun de Parlamenter hei ass och eng Stäerkung vun der Demokratie a sécherlech och eng Stäerkung vun de Regierungen, wa se zu Bréissel an op anere Plaze musse verhandelen. A wat d'Tripartite fir d'Virbereedung vun der Lëtzebuerger Eisebunn op d'Zukunft ubelaangt, esou kann ech Iech just soen, leet Äre Kapp a Rou.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

9. Demandes en naturalisation

D'Debatt ass domadder ofgeschloss a mir kommen elo un eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat sinn d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 18.04 heures.)

***

(Le huis clos est levé à 18.08 heures.)

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung zwielef Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat zwou Änerunge vum Numm a Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 26 avril 2005

1. AHMAXHEKAJ Avdullah, né le 25 mars 1965 à Isniq (Serbie et Monténégro), demeurant à Dudelange

L'intéressé est autorisé à porter les nom et prénom de AHMAXHEKAJ Jacky.

2. ASHRAFI Ali, né le 27 mai 1951 à Téhéran (Iran), demeurant à Senningerberg

3. ARAB Mitra, née le 2 février 1953 à Chiraz (Iran), demeurant à Senningerberg

4. DE COCK Edwig Ronald Gustaaf, né le 27 mai 1969 à Aalst (Belgique), demeurant à Wallendorf-Pont

5. COPUS Jean Louis Marcel Edouard, né le 6 septembre 1962 à Arlon (Belgique), demeurant à Rambrouch

6. FERNANDES FITAS Ernesto, né le 2 avril 1976 à Fão/Esposende (Portugal), demeurant à Rodange

L'intéressé est autorisé à porter les nom et prénom de FERNANDES Ernesto.

7. KRSlå Mirza, né le 29 décembre 1981 à Berane (Serbie et Monténégro), demeurant à Bastendorf

8. MC KAY Ciaran Pearse Hugh, né le 29 mai 1963 à Dublin (Irlande), demeurant à Biwer

9. PEREIRA NEVES Jonathan José, né le 27 mai 1983 à Paroquia el Recreo (Venezuela), demeurant à Esch-sur-Alzette

10. PEREZ Rose-Marie, née le 10 février 1962 à Villerupt (France), demeurant à Esch-sur-Alzette

11. POZEGlå Fatima, née le 2 avril 1970 à Rainci Donji (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Schifflange

12. WEYTEN Sophie Louis Irma, née le 14 février 1965 à Uccle (Belgique), demeurant à Holzem

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.09 heures)

Sommaire des séances publiques

Hommage à la mémoire de M. Jos Brebsom, Député honoraire page 300

Communications page 300

Dépôt d'une motion et ordre du jour pages 300-301

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la politique d'expulsion du Gouvernement de demandeurs d'asile déboutés pages 301-306

Ordre du jour page 306

5443 - Projet de loi portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004 pages 306-310

Question préalable de M. Jacques-Yves Henckes page 310

5297 - Projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts pages 310-318

Communications page 318

Rôle des affaires page 318

Ordre du jour pages 318-319

Motion de M. Robert Mehlen relative à la levée de l'embargo sur les ventes d'armes en Chine pages 319-322

Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes page 322

5231 - Projet de loi portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) pages 322-324

5402 - Projet de loi portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003 pages 324-326

5262 - Projet de loi portant approbation:

a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997;

b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997;

c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999;

d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal pages 326-328

Résolution de M. Claude Meisch relative à l'instauration d'une commission spéciale chargée de l'étude de la problématique relative à la recherche sur les cellules embryonnaires humaines en vue de l'élaboration de propositions législatives en la matière pages 328-329

Communications page 329

Composition des commissions parlementaires page 329

Règlement de la Chambre des Députés page 329

Ordre du jour pages 329-330

5277 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime page 330 page 331

5384 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard pages 330-331

Débat sur l'application du principe de subsidiarité dans le cadre du troisième paquet ferroviaire pages 331-340

Demandes en naturalisation page 340

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 8 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2003-2004		
2761	M. Laurent Mosar	Imposition des personnes concernées par le partenariat
Session ordinaire 2004-2005		
0143	M. Aly Jaerling	Évolution des demandes de permis de travail depuis 1999
0154	M. Jacques-Yves Henckes	Prise en charge des frais médicaux des demandeurs d'asile
0235	M. Robert Mehlen	Autorisation de travail pour les mains d'oeuvre étrangères
0236 cf. 0238 et 0338	M. Xavier Bettel	Installation d'un système de brouillage GSM au Centre pénitentiaire de Schrassig
0238 cf. 0236 et 0338	M. Jacques-Yves Henckes	Installation d'un système de brouillage GSM au Centre pénitentiaire de Schrassig
0240	Mme Marie-Josée Frank	Procédure des déclarations de naissance
0241	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Campagne «Safeborders»
0242	M. Carlo Wagner	Clôture des comptes annuels des sociétés holdings
0245	M. Xavier Bettel	Contamination bactériologique de l'eau du robinet du réseau de la SEBES
0247	M. Camille Gira	Politique communautaire dans le domaine de l'eau
0248	Mme Colette Flesch	Autorisations de travail pour ressortissants d'un pays tiers
0251	M. Emile Calmes	Création d'un centre de stockage de déchets radioactifs
0260	M. Jean-Pierre Koepp	Contamination bactériologique de l'eau du robinet du réseau de la SEBES
0261	M. Xavier Bettel	Fouilles archéologiques dans l'enceinte du château d'Useldange
0263	M. Marc Spautz	Appui financier des sportifs de haut niveau
0273	M. Jean-Pierre Koepp	Sécurité de la bretelle «Lipperscheid-Dällt» de la route nationale N7
0274	M. Jean-Pierre Koepp	Infrastructures du Lycée technique agricole à Ettelbruck
0277	M. Henri Kox	Contribution au Fonds de compensation pour l'an 2005
0279	M. Robert Mehlen	Automobilistes roulant à contresens sur une autoroute
0280	M. Romain Schneider	Végétation aquatique d'une partie du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre (algues)
0282	Mme Anne Brasseur	Sélection des étudiants étrangers en France
0286	M. Marc Angel	Implantation du deuxième pilier de l'Université du Luxembourg
0288	M. Xavier Bettel	Traitement des demandes d'autorisation de séjour
0289 cf. 0349	M. Xavier Bettel	Hélicoptère de la Police grand-ducale
0290	M. Henri Kox	Directive Bolkestein
0291	M. Henri Kox	Loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables
0292	M. Jacques-Yves Henckes	Accises sur le kérosène
0293	M. Aly Jaerling	Passage à niveau à Bascharage
0294	M. Aly Jaerling	Contournement de Bascharage
0295	M. Jean-Pierre Koepp	Pension d'invalidité
0296	M. Marcel Oberweis	Harmonisation de l'appellation des classes de l'enseignement secondaire
0297	Mme Anne Brasseur	Élaboration d'un cours d'éducation aux valeurs
0301	Mme Martine Stein-Mergen et M. Marcel Oberweis	Extension de l'aérogare
0302	M. Marco Schank, M. Jean-Paul Schaaf et M. Ali Kaes	Réaffectation des sites de l'ancienne tannerie Ideal et de l'entreprise Eurofloor à Wiltz
0303	M. Robert Mehlen	Restructuration de la Cepal
0305	M. Gast Gibéryen	Poursuites pénales au niveau de la fonction publique
0307	M. Laurent Mosar	Représentation du Taïwan à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)
0308	M. Roger Negri	Directives européennes relatives au statut des ressortissants de pays tiers
0309	M. Marc Angel	Reclassement du site de Meysembourg en «zone d'aménagement différé»
0310	M. Claude Meisch	Lutte contre le tabagisme
0311	M. Romain Schneider	Permis de travail pour les non-ressortissants de l'Union européenne
0312	M. Marco Schank	Remboursement des analyses médicales
0313	Mme Christine Doerner	Répertoire général des personnes physiques et morales
0315	M. Marco Schank	Accès des lieux publics aux chiens accompagnant des personnes handicapées
0316	M. Robert Mehlen	Enquête dans l'affaire du «Bommeleeër»
0338 cf. 0236 et 0238	M. Xavier Bettel	Installation d'un système de brouillage au Centre penitentiaire de Schrassig
0349 cf. 0289	M. Alex Bodry	Hélicoptère destiné au service de la Police grand-ducale

Session ordinaire 2003-2004

Question 2761 (4.6.2004) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant l'**imposition des personnes concernées par le partenariat:**

S'il existe au niveau international et notamment européen un large mouvement de reconnaissance et de protection de communautés de vie autres que le mariage se traduisant par l'adoption de législations visant à accorder aux couples non mariés un statut juridique propre - la récente adoption de la loi luxembourgeoise relative aux effets légaux de certains partenariats en est le dernier exemple en date - il n'en demeure pas moins que les différentes législations divergent entre elles. Si la reconnaissance de partenariats étrangers ne devrait en principe pas poser de problème en tant que telle, la question demeure en ce qui concerne les effets qu'une telle reconnaissance entraîne logiquement.

Ainsi par exemple en droit français les personnes «pacsées» bénéficient de l'imposition commune sur le revenu à compter de la troisième année de l'enregistrement du PACS. Sous l'empire de la nouvelle loi luxembourgeoise, les personnes qui auront déclaré leur partenariat continueront à être soumises à l'imposition individuelle. Elles ne pourront bénéficier que d'un abattement spécial pour charges extraordinaires en raison de l'aide matérielle que les partenaires sont tenus de se donner mutuellement.

Supposons dès lors qu'une personne réside en France, tout en travaillant au Luxembourg, de sorte qu'elle soit soumise à l'imposition au Luxembourg. Supposons encore que cette personne ait conclu un PACS en France. Se pose dès lors la question de savoir si cette personne, bien qu'imposée au Luxembourg, pourra ou non bénéficier des avantages de la loi française du 15 novembre 1999 relative au pacte civil de solidarité, en l'occurrence de la double imposition? La question se pose également dans l'hypothèse où les deux personnes résident en France où elles se sont «pacsées» tout en travaillant au Luxembourg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- S'agissant d'un problème de droit international privé, peut-on considérer qu'une loi nationale doit primer sur l'autre, voire que la législation du pays d'imposition des personnes concernées prime sur celle de leur pays de résidence?

- La reconnaissance du bénéfice de l'imposition collective à des couples de nationalité étrangère ressortissants de pays qui permettent une telle imposition pouvant être considérée comme discriminatoire à l'égard de personnes dont le partenariat est enregistré au Luxembourg et qui restent imposées individuellement - l'ensemble de ces personnes se trouvant dans une situation identique au regard du droit fiscal luxembourgeois - le Luxembourg peut-il, du fait d'une imposition individuelle continuée de couples «pacsés» en France, ainsi empêcher une loi française de sortir la totalité des effets voulus par le législateur français?

- Le Gouvernement entend-il procéder par voie d'accords bilatéraux avec les autres pays, notamment européens, ayant reconnu aux couples non mariés un statut juridique afin de régler les problèmes que la reconnaissance d'un tel statut entraîne notamment au niveau fiscal?

Réponse (26.4.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

- Comme le droit fiscal est une branche du droit public qui a pour seul but l'encadrement pratique de l'impôt, le problème abordé ne relève pas vraiment du droit international privé, mais plutôt du domaine des conventions contre les doubles impositions qui règlent le droit d'imposition entre les pays. À défaut de telles conventions, de nombreux revenus seraient imposés tant dans le pays de la source des revenus que dans le pays de résidence des contribuables. Dans le cas de personnes résidant en France, ayant conclu un PACS en France et travaillant au Luxembourg, le droit d'imposition des revenus professionnels réalisés au Luxembourg appartient au Luxembourg. L'application du tarif de l'impôt et les modes d'imposition de ces revenus sont régis par les lois fiscales luxembourgeoises.

- En matière de fiscalité directe, la souveraineté des pays est incontestée. Ainsi, la loi française relative à l'impôt sur le revenu reste sans influence pour la détermination des revenus et la fixation des impôts au Luxembourg. Il s'ensuit que d'éventuels avantages ou charges que le législateur français réserve en matière d'impôt sur le revenu aux couples «pacsés», ne peuvent concerner que les personnes résidant en France qui touchent des revenus imposables en France.

- Afin d'éviter toute discrimination en matière d'impôts sur le revenu, l'article 29 de la loi relative aux effets légaux de certains partenariats dispose que le régime fiscal prévu au Luxembourg pour les personnes liées par un contrat de partenariat au sens de la loi précitée est également applicable aux personnes liées par un contrat de partenariat de droit étranger enregistré dans un pays étranger. L'existence d'un tel contrat doit être appuyée par un certificat émis par les autorités compétentes de l'État dans lequel le partenariat de droit étranger a été enregistré. Ainsi par exemple une personne «pacsée» en France et résidant au Grand-Duché ou y réalisant au moins 90% de ses revenus professionnels, et une personne liée au Luxembourg par un contrat de partenariat sont imposées de façon similaire, de sorte que toute discrimination est écartée. Ceci étant, il semble qu'à l'état actuel de la législation française, des couples liés par un partenariat de droit étranger ne pourront bénéficier en ce moment des dispositions fiscales françaises.

Session ordinaire 2004-2005

Question 0143 (27.10.2004) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**évolution des demandes de permis de travail depuis 1999:**

Am Kader vun der Debatt iwwert d'Immigratioun (Spierkel 2004) hat den Här Minister ënner anerem deklaréiert, 90% vun den Ufroe fir en Aarbechtspermis géifen accordéiert ginn.

Wat dës Ufroen ugeet, wier ech frou, méi detailléiert Informatiounen iwwer hir Entwécklung zënter 1999 ze kréien.

Kéint den Här Minister mer besonnesch op folgende Punkte Prezisioune ginn:

- Wéi vill Aarbechtspermisë sinn zënter 1999 ugefrot ginn - opgeschlësselt no Permiskategorien (A,

B an C), no Hierkunftsland an no Beruffsprofil (Qualifikatiounsniveau a Wirtschaftssecteur) vun den Demandeuren?

- Wéi vill vun dësen Demanden - opgeschlësselt no Permiskategorien (A, B an C), no Hierkunftsland an no Beruffsprofil (Qualifikatiounsniveau a Wirtschaftssecteur) vun den Demandeuren - goufen accordéiert?

- Wat waren, bei deenen ofgelehnten Demanden, déi haaptsächlechst Grënn fir en negative Bescheed?

Réponse (14.3.2005) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Als Äntwert op déi verschidde Punkte vu senger Fro verweisen ech den Här Jaerling op déi bäigeluechten Tableauen *(tableaux à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*. Aus deene geet ervir, wéi vill Aarbechtspermisen an de Joren 1999 bis 2003 ausgestalt gi sinn (no de Kategorien A, B an C), a wéi vill der refuséiert gi sinn. D'Zuele fir d'Joer 2004 sinn de Moment nach net disponibel.

E weideren Tableau gëtt Opschloss wéi vill Permisen a wat fir Secteuren accordéiert gi sinn.

Den honorablen Här Jaerling wäert entschëllegen, dass déi Statistiken op Franséisch sinn.

Statistiken iwwert de Qualifikatiounsniveau vun den Demandeure gi keng gefouert.

Déi haaptsächlechst Grënn fir en negative Bescheed sinn déi folgend:

- appropriéiert Demandeurs d'emploi sinn op der Plaz disponibel;

- Bierger aus der Europäescher Unioun hu Prioritéit virun net EU-Bierger;

- d'Aarbechtsplaz war vum Employeur net déclaréiert ginn;

- et huet sech ëm en net erlaabten «recrutement à l'étranger» gehandelt.

Question 0154 (3.11.2004) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **prise en charge des frais médicaux des demandeurs d'asile:**

Tout demandeur d'asile, qu'il soit en cours de procédure ou débouté, a droit à une couverture médicale durant la durée de son séjour sur le territoire national. Ne pouvant pas être affiliés à une caisse de maladie, c'est l'État luxembourgeois qui, par le biais du Ministère de la Famille, prend en charge la totalité des frais médicaux; les demandeurs d'asile n'ayant pas de revenus, ils ne peuvent ni cotiser ni participer aux frais.

Ni le rapport annuel du Ministère de la Famille ni le rapport de l'Inspection générale de la Sécurité sociale renseignent sur le nombre des personnes bénéficiaires, sur les coûts qui résultent de cette prise en charge des frais et sur l'étendue de la couverture.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quel est le montant annuel des dépenses médicales au profit des demandeurs d'asile en cours de procédure et les demandeurs d'asile déboutés pour la période de 1998 à 2004?

- Est-ce que ce sont les caisses de maladie qui supportent les dépenses médicales en totalité et est-ce que l'État rembourse ces frais aux caisses de maladie? Si oui, par quel crédit budgétaire?

- Les demandeurs d'asile sont-ils assimilés à 100% à des assurés luxembourgeois? Y a-t-il une différence entre les demandeurs d'asile en cours d'instruction et les demandeurs d'asile déboutés?

Réponse (8.12.2004) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Quant à la première question:

Les dépenses pour soins de santé sont couvertes soit par l'assurance maladie facultative soit par le budget du Commissariat du Gouvernement aux Étrangers/Ministère de la Famille et de l'Intégration:

1. Les informations n'ont pas pu être recueillies faute de temps. Elles pourront être fournies ultérieurement.

2. En ce qui concerne les dépenses couvertes directement par le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers les comptes renseignent les montants suivants:

2001: 2.155.575,36

2002: 1.681.718,43

2003: 1.466.629,94

les premiers six mois de 2004: 637.683,87.

Les chiffres sur les années 1998 à 2000 ne sont plus disponibles en raison du changement du système de comptabilisation des dépenses de l'État.

Réponse à la deuxième question:

La Caisse de Maladie des Ouvriers supporte les frais de santé (excepté la part patient) pour les assurés, par le biais de l'assurance facultative. Le Commissariat du Gouvernement aux Étrangers paye la cotisation mensuelle par ménage pendant toute la durée du séjour des personnes au Luxembourg, comprenant tant la phase de la procédure d'asile que la phase suivante ainsi que les soins reçus par le demandeur d'asile pendant les trois à quatre premiers mois de leur séjour étant donné qu'en matière d'assurance facultative le droit aux prestations n'est ouvert qu'après un stage d'assurance de trois mois à partir de la demande au Centre commun de la Sécurité sociale.

Réponse à la troisième question:

Aux termes de l'assurance maladie facultative auprès de la Caisse de Maladie des ouvriers il n'y a pas de différence entre assurés luxembourgeois, ni entre assurés «demandeurs d'asile en cours de procédure» et assurés «demandeurs déboutés».

Complément d'information (14.3.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Me référant à la question parlementaire N°0154 du 2 novembre 2004 de Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes et en complément à la réponse fournie par le Ministère de la Famille et de l'Intégration en date du 2 décembre 2004, j'ai l'honneur de vous informer que le Ministère de la Sécurité sociale - l'Inspection générale de la Sécurité sociale m'a informé que, dans le contexte de ladite question parlementaire, l'Inspection générale de Sécurité sociale n'entendait pas, d'une manière générale, publier des données statistiques qui, sorties de leur contexte global et dépourvues des mises en garde nécessaires, pourraient mener à des appréciations erronées et mettre en exerce de façon biaisée le comportement de tel ou tel groupe social.

Question 0235 (6.1.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**autorisation de travail pour les mains-d'œuvre étrangères:**

Ech hunn Är Explikatiounen, wat d'Aarbechtsgenehmegung vun enger philippinischer Haushaltshëllef fir de Stot vun eiser EU-Kommissärin ubelaangt, opmierksam gelies. Well et virun allem an de Baurebetriber - opgrond vun de schwieregen Aarbechtskonditiounen - grouss Problemer gëtt fir Aarbechtskräften ze fannen, déi bereet a capabel sinn, fir an der Landwirtschaft ze schaffen, wollt ech virum Hannergrond vum Gläichbehandlungsgrondsaz folgend Froen un lech riichten:

1. Kann een dervun ausgoen, datt an Zukunft all Demandeur, dee keng gëeegent Aarbechtskraaft um Aarbechtsmaart fënnt, eng Aarbechtsgenehmegung «à durée indéterminée» fir en net EU-Bierger kritt?

2. Gëllt dat och fir polnesch Aarbechtskräften an der Landwirtschaft, deenen hir Aarbechtsgenehmegung mengen Informatiounen no trotz EU-Memberschaft bis elo nach ëmmer op manner wéi sechs Méint limitéiert ass?

3. Wann dat net sollt de Fall sinn, wéi ass dat mat dem verfassungsrechtleche Prinzip vun der Gläichheet vun de Bierger virum Gesetz iwwereneen ze bréngen?

Réponse (14.3.2005) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Obschonns d'Fro un den Aarbechtsminister geriicht war, ass hei d'Äntwert vum zoustännege Minister.

1. Et kann een net dervun ausgoen, datt an Zukunft all Demandeur, dee keng gëeegent Aarbechtskraaft vun der ADEM vermëttelt kritt, eng Aarbechtsgenehmegung «à durée indéterminée» fir en net EU-Bierger kritt. Déi éischt Aarbechtsgenehmegung wäert och an Zukunft e Permis de travail catégorie A bleiwen (1 profession, 1 patron), deen 1 Joer gutt ass, sou wéi dat och de Fall ass fir d'Aarbechtsgenehmegung fir d'Haushaltshëllef fir dee Stot, deen ugeschwat ginn ass.

2. Bis elo waren, am Averständnis vun der Chambre de l'Agriculture, d'Aabechtsgenehmegunge fir polnesch Aarbechtskräften an der Landwirtschaft op 6 Méint minus 1 Dag limitéiert, well an den Diskussiounen, déi den Aarbechtsminister mat der Chamber gefouert huet, ëmmer nëmme vun «travailleurs saisonniers» Rieds goung. Déi Diskussiounen hunn allerdéngs stattfonnt virum 1. Mee 2004. D'Situatioun vun de Bierger aus deenen neie Memberstate muss adaptéiert ginn. An deem Kontext ass et noutwendeg mat de Vertrieder vun der Landwirtschaft an dem Wäibau ze kucken, wat fir Géigeléisunge kënne fonnt ginn.

3. Am Fall wou et sech an Zukunft net méi sollt ëm «travailleurs saisonniers» handelen, muss op Basis vun den deklaréierten a rezenséierte Besoinë gekuckt ginn, wat fir aner Solutioune méiglech sinn. Den honorablen Deputéierte ka sécher sinn, dass de verfassungsrechtleche Prinzip vun der Gläichheet vun de Bierger virum Gesetz voll respektéiert gëtt.

Question 0236 (7.1.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**installation d'un système de brouillage GSM au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

En date du 9 décembre 2004 Monsieur le Ministre de la Justice avait informé par voie de presse qu'il avait depuis quelques semaines pris la décision de faire installer un système de brouillage au Centre pénitentiaire de Schrassig.

Il avait même indiqué que le matériel avait déjà été commandé et que les travaux d'installation allaient commencer d'ici peu.

Cependant il me revient que dans une note de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, qui doit autoriser l'usage d'un tel brouilleur, on informe Monsieur le Ministre de la Justice que l'Institut ne sera pas en mesure d'autoriser l'usage d'un brouilleur GSM.

Qu'en effet, l'usage de brouilleurs GSM est illégal et que conformément à l'article 68(1) et (2) de la loi modifiée du 21 mars 1997 sur les télécommunications, l'Institut devra intervenir en cas de constatation d'une mise en service d'un brouilleur.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si Monsieur le Ministre avait sollicité l'avis de l'ILR avant de commander un tel matériel?

- Si Monsieur le Ministre peut confirmer ses propres informations qu'il avait bien commandé un tel matériel avant le 9 décembre 2004?

- Dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre peut m'informer de l'avancement des travaux?

- Quels sont les coûts de l'achat et de l'installation du système à ce jour?

- Comment les pays voisins ont-ils pu installer de tels systèmes?

- Enfin, comment Monsieur le Ministre compte remédier à la situation?

Question 0238 (7.1.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**installation d'un système de brouillage GSM au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

L'information reprise par la presse luxembourgeoise que l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) se serait prononcé contre le système de brouillage de GSM que Monsieur le Ministre de la Justice avez proposé d'installer au Centre pénitentiaire de Schrassig afin d'empêcher la communication des détenus avec d'autres personnes par voie de GSM a fait scandale dans la population.

La motivation de l'ILR pour interdire un tel système de brouillage des communications de GSM ne serait pas dans l'intérêt des opérateurs de GSM et de toute manière contraire aux réglementations européennes en la matière, pour autant que les propos aient été repris correctement, revient à un vrai scandale, alors qu'il est ainsi gravement porté atteinte au bon fonctionnement de la justice luxembourgeoise. Il est urgent d'enlever aux détenus, notamment à ceux en détention provisoire, toute possibilité d'entrer en relation avec d'autres personnes à l'aide d'appareils GSM.

Dans ce contexte j'aimerais, Monsieur le Ministre, vous poser les questions suivantes:

1. Pouvez-vous me confirmer la décision de l'ILR, me préciser la motivation exacte de cette décision et m'indiquer les textes légaux à la base de cette décision?

2. Considérant que nos pays voisins, appliquant la même législation européenne, ont, d'après mes renseignements, admis l'installation de systèmes de brouillage des communications GSM et ceci même dans le cadre privé (p. ex. cinémas) et considérant que d'après mes informations de tels dispositifs fonctionnent actuellement au Luxembourg à d'autres endroits, j'aimerais savoir si le Gouvernement n'entend pas harmoniser la législation luxembourgeoise avec celle de nos pays voisins en la matière?

3. De quels autres moyens le Gouvernement dispose-t-il pour assurer le bon fonctionnement de la justice et d'empêcher toute communication de détenus et de détenus provisoires avec le monde extérieur? Le Gouvernement envisagerait-il notamment d'isoler les cellules des détenus de prévenus de manière à rendre de fait impossible aux prévenus de capter un réseau?

Question 0338 (4.3.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**installation d'un système de brouillage au sein du Centre pénitentiaire de Schrassig:**

En date du 6 janvier 2005, j'avais posé un certain nombre de questions parlementaires à Monsieur le Ministre de la Justice concernant le problème de l'installation d'un système de brouillage au sein du CPL.

Malgré vos trois rappels, je reste actuellement sans réponse à mes questions. Le délai est d'un mois et Monsieur le Ministre aurait dû me répondre en date du 6 février 2005.

Je viens d'apprendre par RTL que l'Institut Luxembourgeois de Régulation vient d'autoriser par sa décision 05/INT/008 du 3 février 2005 l'installation d'un tel système au sein du CPL.

Monsieur le Ministre avait cependant indiqué sur les antennes de RTL en date du 9 décembre que le matériel avait déjà été commandé et qu'une autorisation de la part de l'ILR n'était pas nécessaire en l'espèce.

Dans sa décision l'ILR précise qu'une demande a été introduite par la direction du CPL en date du 26 janvier 2005.

D'autre part l'ILR fixe un nombre de conditions nécessaires pour l'installation d'un tel système de brouillage et la limite dans le temps.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer ces informations?

- En cas d'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer pourquoi la direction du CPL a sollicité une telle demande si elle n'est pas nécessaire selon Monsieur le Ministre?

- Si la direction du CPL a sollicité l'autorisation de Monsieur le Ministre de la Justice avant de pouvoir contacter l'ILR?

- Si Monsieur le Ministre peut me confirmer que le matériel qu'il affirme avoir commandé dès début décembre remplit les conditions fixées par l'ILR?

Réponse (14.3.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

1. L'utilisation de téléphones portables par les détenus est interdite au Centre pénitentiaire (CPL).

2. Afin d'assurer le principe susénoncé, j'ai décidé de faire installer au CPL un système d'inhibition de téléphones portables qui bloque les communications émises ou reçues par ces téléphones.

3. Le principe du blocage des communications pour des raisons de sécurité publique est expressément prévu par la loi sur les télécommunications qui prévoit que, lorsque la sécurité publique l'exige, le Gouvernement peut interdire en tout ou en partie la fourniture d'un Service de Télécommunications.

4. La décision de l'Institut Luxembourgeois de Régulation du 3 février 2005 fixe les modalités techniques relatives au système d'inhibition.

5. La phase d'expérimentation technique du nouveau système est prévue à partir de fin mars 2005.

Question 0240 (10.1.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **procédure des déclarations de naissance:**

L'article 55 de notre code civil prévoit que: «Les déclarations de naissance seront faites dans les cinq jours de l'accouchement à l'officier de l'état civil du lieu; le jour

de l'accouchement n'est pas compté dans ce délai. Lorsqu'une naissance n'aura pas été déclarée dans le délai légal, l'officier de l'état civil ne pourra pas la relater sur ces registres qu'en vertu d'un jugement rendu par le tribunal de l'arrondissement dans lequel l'enfant est né et mention sommaire sera faite en marge à la date de naissance. (...)»

Ce système très formaliste ne tient compte ni des technologies de communications modernes telles que Internet, ni des cas d'accouchements difficiles suite auxquels l'état de santé de la mère et/ou de l'enfant est/sont particulièrement critique(s).

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Si le Gouvernement a déjà réfléchi à une réforme de la procédure de déclaration en prévoyant par exemple la possibilité d'une déclaration par voie électronique?

- S'il n'y a pas moyen de prévoir des délais plus longs ou des exceptions à la règle des cinq jours en cas de force majeure, notamment en cas d'accouchement difficile, alors qu'il me semble assez inhumain de demander dans une telle hypothèse au père de famille de respecter les délais légaux?

Réponse (14.3.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans la mesure où l'acte de naissance est un acte instrumentaire à caractère authentique produisant des effets juridiques aussi bien à l'égard de l'enfant né qu'à l'égard des personnes indiquées comme parents, une constatation officielle établissant avec certitude la naissance de l'enfant est indispensable. Pour ces raisons il n'est pas envisagé d'accepter une déclaration de naissance par voie électronique.

Le délai pour faire une déclaration de naissance (art. 55 du code civil) a été porté en 1975 de trois à cinq jours. De par l'application de la Convention européenne du 16 mai 1972 sur la computation des délais, les jours non ouvrables et les fêtes légales ne sont pas pris en compte dans le calcul de ce délai. Comme ce délai de cinq jours n'a pour l'instant pas donné lieu à des problèmes, il n'y a pas lieu de procéder à une modification de la loi.

Question 0241 (10.1.2005) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **campagne «Safeborders»:**

Les adolescents ont de plus en plus recours aux nouvelles technologies de communication, à savoir l'Internet et le courrier électronique, d'une part pour effectuer leurs communications et d'autre part pour se procurer des informations, soit à des fins privées, soit à des fins scolaires. Les plus innovateurs d'entre eux créent leurs propres sites Internet avec des photographies et des informations biographiques privées très détaillées. Bien que ces initiatives fassent preuve d'une certaine créativité, les adolescents ne sont souvent pas au courant des risques et dangers encourus par la publication de leurs informations et photographies privées. Certaines organisations comme l'Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand (ORK) déplorent le fait que les photographies publiées sur ces sites peuvent être utilisées abusivement par des réseaux ou des personnes à tendance pédophile. À titre d'exemple, ces images peuvent être copiées et collées sur des corps nus et remis sur des sites pédophiles spécialisés.

Dans le cadre d'»eLuxembourg», la campagne «Safeborders» a voulu sensibiliser les enfants et les jeunes aux dangers potentiels d'Internet et d'informer les parents, les enseignants et les consommateurs ainsi que les enfants eux-mêmes des possibilités de minimiser ces risques tout en profitant des opportunités offertes par Internet. La campagne a pris fin en mars 2004.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre délégué aux Communications:

- Quels moyens étaient mis en œuvre dans le cadre de la campagne «Safeborders» afin d'informer sur les risques encourus en la matière?

- Ces efforts de sensibilisation ne devraient-ils pas être maintenus d'une manière permanente?

- Sous quelle forme une telle initiative pourrait-elle être envisagée?

Réponse commune (14.3.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre délégué aux Communications* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député aimerait connaître les moyens qui avaient été mis en œuvre dans le cadre de la campagne de sensibilisation «Safeborders» et s'interroge sur la question de savoir si de tels efforts de sensibilisation aux défis et aux dangers potentiels d'Internet ne devaient pas être accomplis d'une façon permanente.

La campagne, qui avait bénéficié d'un cofinancement de la Commission européenne, avait été conçue et réalisée par un comité national «Safeborders», qui réunissait des représentants du Ministère de l'Éducation (le script était le signataire officiel de la convention conclue avec la Commission européenne), du Service Information et Presse, de la Police grand-ducale et d'une association privée, l'association des fournisseurs de services sur Internet (ISPA). La coordination des travaux de ce comité était assurée par le service «e-Lëtzebuerg» qui à l'époque était rattaché au Ministre délégué aux Communications et qui depuis la mise en place du nouveau Gouvernement fait partie du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Le but de la campagne était de sensibiliser les enfants et les jeunes aux dangers potentiels d'Internet et d'informer les parents, les enseignants et les consommateurs ainsi que les enfants eux-mêmes des possibilités de minimiser ces risques tout en profitant des opportunités offertes par Internet.

La campagne s'articulait autour de trois volets: formation, interaction et information.

Dans le cadre de la Formation, 16 ateliers de sensibilisation et deux journées pédagogiques destinés aux parents, enseignants et animateurs des Internetstuffen avaient été organisés. Par ailleurs, un brevet d'expertise sur Internet avait été élaboré en collaboration avec les enseignants du Lycée Aline Mayrisch.

Le volet Interaction de la campagne était caractérisé par la mise en place d'un site web (www.saferinternet.lu) qui a enregistré plus de 113.000 visites et l'organisation d'un concours en vue de la création d'un poster multimédia consacré au sujet «Sécurité sur Internet» et qui a attiré plus de 90 participants.

Enfin, l'Information était assurée par la publication et la distribution à une large échelle de 60.000 brochures intitulées «À la découverte d'Internet», et la distribution de 70.000 flyers (tracts) et de 8.000 affiches sur le thème «Surfer en toute sécurité» à l'intérieur des établissements d'enseignement et des points d'accès public.

En outre deux conférences de presse avaient été organisées, l'une pour annoncer le lancement de la campagne le 16 octobre 2003 et la deuxième à l'occasion de la Journée européenne «Sécurité sur Internet» le 6 février 2004.

Si le développement fulgurant des technologies de communication, telles qu'Internet ou la téléphonie mobile, et les nouvelles perspectives qu'elles offrent doit incontestablement être salué, les autorités nationales ne sont pas moins conscientes du fait qu'elles doivent créer un climat de confiance et prendre toutes les mesures en vue de lutter contre une utilisation abusive et illicite de ces outils de communication. Toutefois en raison du caractère transfrontalier de l'Internet, il est très difficile pour les autorités d'un pays déterminé d'assurer de manière totalement efficace la protection des utilisateurs.

Il est dès lors indispensable que toute action législative soit complétée par des mesures de sensibilisation aussi bien des acteurs professionnels concernés que des utilisateurs, mineurs ou adultes. Cette sensibilisation se traduit actuellement par une éducation aux médias qui est assurée dans les établissements d'enseignement à différents niveaux et qui a pour but non seulement de former et de familiariser les étudiants avec cet outil de communication et de travail, mais de permettre en même temps d'attirer leur attention sur les risques potentiels et sur l'existence des mesures ayant pour objet de se protéger.

Cette mission de sensibilisation et de prise de conscience est encore accomplie d'une façon permanente à travers les Internetstuffen ou points d'accès publics qui offrent un encadrement technique et pédagogique.

Enfin un Comité de Coordination pour la Modernisation de l'État (CCME) a été installé sous la tutelle du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative avec comme objectif de veiller à l'encadrement et au suivi des différentes activités ministérielles en matière de gouvernance électronique et de réforme administrative suivant arrêté du Conseil de Gouvernement du 12 novembre 2004.

Un plan directeur pour la gouvernance électronique arrêtant un cadre stratégique global pour la mise en œuvre des mesures de standardisation, de mise en œuvre des moyens technologiques, de refonte organisationnelle et de réforme administrative est en finalisation. Il comprend en outre un plan d'action reprenant les projets de réalisation correspondants.

Parallèlement différents groupes de travail ont été mis en place dont le groupe de travail «e-Protection». Sa mission consiste à proposer au CCME des projets pouvant être intégrés au plan d'action et respectant le cadre stratégique du plan directeur. Ces projets auront pour but de garantir une utilisation sûre de l'Internet et d'étudier dans ce contexte la réalisation, voire la participation à des initiatives comme «Safer Internet Plus», un plan d'action communautaire qui a notamment pour objet de sensibiliser le public aux dangers potentiels de l'Internet.

Question 0242 (11.1.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **clôture des comptes annuels des sociétés holdings:**

La loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises modifiant certaines autres dispositions contraint les sociétés luxembourgeoises à déposer les comptes, qu'ils clôturent au 31 décembre de chaque exercice, auprès des administrations compétentes au plus tard pour le 31 juillet de l'année suivante.

Si le délai ainsi imposé ne semble pas poser de problèmes aux sociétés commerciales, tel n'est pas le cas pour les sociétés holdings.

En effet, la majorité des sociétés holdings installées au Grand-Duché de Luxembourg détiennent des participations étrangères dont l'audit des comptes, pour des raisons diverses, ne sera finalisé et disponible qu'en mai ou juin de l'annee suivant l'exercice clôturé au 31 décembre. Cet état de fait a pour corollaire que les sociétés holdings luxembourgeoises, ne pouvant ainsi évaluer leur(s) actif(s), éprouvent des difficultés pour respecter le délai qui leur est imparti. Subsidiairement se pose la problématique des sociétés qui approuvent leurs comptes après le 31 juillet.

Aussi, si l'esprit de la loi est tout à fait logique et louable, son application n'est pas évidente, voire impossible dans certains cas.

Dès lors j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance de la problématique relatée ci-dessus?

- Quelles mesures envisage-t-il afin de rendre la loi mieux applicable?

Réponse (21.3.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La loi du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises comporte deux volets, l'un ayant trait à une réforme du registre de commerce, l'autre ayant trait à une réforme portant sur la comptabilité. Ce second volet qui est entré en vigueur pour les exercices sociaux commençant à partir du 1er janvier 2005 prévoit, entre autres, la mise en place d'une banque de données informatique dans laquelle seront repris les comptes annuels des entreprises.

Cette banque de données, qu'on désigne par commodité sous le nom de centrale des bilans, sera un élément d'information privilégié à la fois pour le public (dans la mesure où les comptes sont publics) et pour les administrations qui doivent recevoir les informations financières des entreprises dans le cadre de leurs missions et attributions (Administration des Contributions directes, STATEC, Administration de l'Enregistrement...). Afin de permettre à ces administrations de pouvoir utiliser en temps utile les données figurant dans la centrale des bilans, il était impératif de réduire le délai dans lequel les comptes annuels des entreprises doivent être publiés et partant être disponibles dans la banque de données.

Il convient d'abord de signaler que la loi luxembourgeoise n'impose pas que l'exercice social d'une société coïncide avec l'année civile, de sorte qu'il existe la possibilité de fixer l'année sociale de façon à pouvoir bénéficier à temps de l'information relative sur les participations dans des sociétés étrangères sur base des comptes approuvés de ces dernières sociétés.

Par ailleurs on constate que des grands groupes cotés établis à Luxembourg et détenant de nombreuses participations étrangères parviennent à faire remonter les informations nécessaires des filiales aux fins de consolidation et à établir leurs comptes annuels et comptes consolidés dans le délai imparti.

Enfin il faut relever que la législation luxembourgeoise n'est pas un cas unique puisque d'autres législations européennes prévoient également des délais similaires.

Toutefois, s'agissant d'une nouvelle loi, je compte, avec les organisations professionnelles des réviseurs et experts-comptables, évaluer la situation à la lumière de l'expérience qui sera acquise dans l'application de la loi pour y apporter, le cas échéant, les aménagements requis, sans mettre en cause les objectifs de la réforme.

Question 0245 (13.1.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **contamination de l'eau du robinet du réseau «SEBES»:**

En date du 12 janvier 2005 le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et le Ministère de la Santé ont averti la population de la contamination bactériologique de l'eau du robinet du réseau de la SEBES suite à des analyses de routine effectuées le même jour.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quel laps de temps s'est écoulé entre l'obtention des résultats des analyses et l'avertissement de la population par voie de communiqué?

- Quelles en étaient les raisons? Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que la population devrait être informée immédiatement vu les risques de santé?

- Pourquoi RTL a d'abord été informé par l'Hôpital de la Ville d'Esch-sur-Alzette et non pas par les autorités compétentes en la matière?

- De plus, ne devrait-on pas prévoir des vecteurs d'information autres que radiophoniques afin de toucher un maximum de gens, par exemple les SMS?

- Les analyses de routine de notre eau potable sont effectuées une fois par semaine. Cette fréquence est-elle jugée satisfaisante? Ne devrait-elle pas être amplifiée en raison d'éventuels risques sanitaires? Dans l'affirmative, comment Messieurs les Ministres entendent-ils remédier à la situation?

Réponse commune (17.3.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Il nous importe de préciser d'emblée que le plan d'intervention applicable en cas d'incident en matière d'eau a été élaboré en octobre 2001 à la demande du Ministre de l'Intérieur de l'époque par un groupe de travail de l'Association Luxembourgeoise des Services d'Eau (ALUSEAU), une a.s.b.l. regroupant des représentants spécialistes du secteur local (communes et syndicats de communes) et étatique responsables de l'approvisionnement en eau potable et de l'épuration des eaux usées.

Ce plan prévoit un schéma assez précis du flux d'informations entre tous les acteurs concernés par l'incident. Il crée d'autre part une cellule de crise qui est à mobiliser le cas échéant et qui se compose entre autres de fonctionnaires spécialistes dans le domaine de l'eau (médecin, ingénieur, chimiste), dont la première mission consiste à cerner l'incident et à en apprécier la portée avant de proposer la panoplie de moyens à mettre en œuvre pour pouvoir réagir correctement à l'incident constaté et pour résoudre de manière efficace et professionnelle les problèmes afférents. En cas de besoin, et dans l'intérêt des usagers, l'information de la presse fait partie de la stratégie pour réagir correctement à l'incident. Le déroulement de cette

procédure s'explique par la nécessité dé déterminer en premier lieu et avant toute chose la nature exacte et la gravité de la pollution. Comme l'analyse faite par la cellule de crise peut, le cas échéant, déboucher sur une injonction à la population de s'abstenir de consommer ou d'utiliser l'eau potable - denrée alimentaire de toute première nécessité - cette analyse doit être particulièrement précise. Pour cette raison il ne saurait donc être question de faire passer une information hâtive et non suffisamment contrôlée. À noter qu'en général un tel message n'est diffusé qu'après une, voire deux contre-analyses ne laissant planer plus aucun doute sur l'existence, la nature et la gravité de la pollution.

Quoiqu'il en soit, le fournisseur de l'eau, lorsqu'il a constaté le résultat de l'analyse le 12 janvier 2005, a immédiatement informé les services compétents et parallèlement à la réunion de la cellule de crise convoquée par ces services, le SEBES à réuni les membres de son bureau qui ont été invités à relier le message à leurs autorités communales respectives. Le SEBES a également fait parvenir la même information à toutes les communes preneurs d'eau mais non membres. Lorsque la cellule de crise a constaté la nécessité d'informer par mesure de prudence et de transparence la population, le Ministère de la Santé pour sa part a, suivant une procédure bien déterminée, averti les hôpitaux et maisons de soins du risque d'une pollution éventuelle.

Pour ce qui est de la question concernant les vecteurs d'information, les services compétents de l'État sont en train d'étudier différents moyens permettant de toucher de manière plus ciblée dans des délais adaptés à la situation un maximum de personnes concernées.

Enfin, s'agissant de la dernière question posée par l'honorable Député, il convient de noter que le SEBES est le seul établissement en matière d'approvisionnement en eau potable qui dispose d'un laboratoire pouvant effectuer ses propres analyses de routine, alors que les analyses plus globales et plus spécifiques sont réalisées par des laboratoires hautement spécialisés à l'étranger, les analyses sur l'eau potable des autres syndicats de communes et communes étant pour l'instant encore effectuées partiellement par le laboratoire de l'Administration de la Gestion de l'Eau.

Les analyses de routine sont effectuées de manière journalière au laboratoire du SEBES sur la majorité des paramètres. Cependant le paramètre incriminé observé lors de l'appréciation des résultats de l'analyse qui laissa apparaître une pollution bactérienne n'était déterminé, au moment de l'incident, qu'à raison d'une fréquence hebdomadaire, ceci conformément aux prescriptions réglementaires en vigueur. Pour des raisons de précaution cette fréquence a été augmentée et le paramètre en question est à partir de l'incident également analysé de manière journalière. Il faut cependant réaliser que pas tous les paramètres ne peuvent être contrôlés à chaque moment.

Question 0247 (14.1.2005) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **politique communautaire dans le domaine de l'eau:**

La directive 2000/60/CE du Parlement européen établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau devait être transposée jusqu'au 22 décembre 2003 par les États membres dans leur législation nationale. Or, le Luxembourg n'a toujours pas effectué cette démarche et il se trouve, aujourd'hui, renvoyé devant la Cour de Justice européenne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles sont les raisons de ce retard?

- Quel est l'état d'avancement du projet de loi transposant cette directive cadre européenne?

Réponse (14.3.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les deux questions soulevées par l'honorable Monsieur Gira soulèvent de ma part les réponses suivantes:

1. Il est vrai que la directive 2000/60/CE dite «directive cadre» n'a pas encore été transposée dans notre législation nationale. Les raisons de ce retard résident essentiellement dans la volonté du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire de profiter de cette transposition pour procéder à une réforme en profondeur de la législation concernant le régime de l'eau et notamment sa gestion quantitative. En effet, alors que la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau a pour objet essentiel d'instituer des mécanismes de lutte contre la pollution des eaux et leur régénération (cf. art. 2) - des dispositions qui rentrent par ailleurs parfaitement dans le champ d'application de la «directive cadre» - la législation concernant l'entretien et l'amélioration des cours d'eau - législation datant de 1929 voire même parfois encore de 1669 - n'a guère encore été adaptée aux exigences des temps modernes.

2. Les travaux de rédaction du projet de loi portant transposition de la directive sont sur le point d'être finalisés et j'entends en saisir le Gouvernement en Conseil avant la fin du premier semestre de cette année. J'aimerais néanmoins relever que les exigences de la directive et les délais qu'elle impose aux États membres ont jusqu'à présent toujours été respectés:

- recensement des bassins hydrographiques et rattachement à des districts hydrographiques (art. 3 §1);

- désignation de l'autorité compétente adéquate pour l'application des règles prévues par la directive et communication du nom de l'autorité à la Commission (art. 3 §2 et §8).

Ces documents ont été transmis à la Commission dans les délais prévus (22 juin 2004).

- Analyse des caractéristiques de chaque district hydrographique (art. 5);

- étude des incidences de l'activité humaine sur l'état des eaux de surface et des eaux souterraines et analyse économique de l'eau (art. 5);

- établissement de registres de toutes les zones situées dans le district nécessitant une protection spéciale (art. 6).

Les rapports visés aux articles 5 et 6 ont été finalisés et seront transmis à la Commission dans le délai prévu par la directive (23 mars 2005).

Question 0248 (17.1.2005) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant les **autorisations de travail pour ressortissants d'un pays tiers:**

Me référant au permis de travail délivré à une ressortissante d'un pays tiers (non UE) pour travailler comme employée de maison dans un ménage à Luxembourg, il me revient par voie de presse que Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi aurait demandé déjà au printemps, plus précisément avant les élections du 13 juin 2004, à un fonctionnaire de son Ministère d'accorder ledit permis.

Or, il paraît que ce fonctionnaire n'aurait pas octroyé ce permis et qu'il aurait attendu la formation du nouveau Gouvernement pour soumettre ledit permis à la signature du Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Est-il exact qu'un fonctionnaire n'aurait pas donné suite aux instructions de Monsieur le Ministre du Travail el de l'Emploi d'octroyer le susdit permis de travail et qu'il n'aurait soumis l'autorisation à signature qu'après le transfert de compétence le 1er septembre 2004? Si tel est le cas, quelles en étaient les raisons?

- Comment est-il possible qu'un fonctionnaire aurait été chargé de l'octroi d'un permis de travail avant le 13 juin 2004 alors que Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi a indiqué dans son communiqué de presse du 5 janvier 2005 qu'une «nouvelle demande fut cependant introduite le 29 juin 2004 faisant état qu'aucune personne n'avait pu être assignée par l'Administration de l'Emploi, ce qui a été vérifié par les services du Ministère»?

- Combien de permis de travail pour des ressortissants de pays tiers (non UE) Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration a-t-il signé depuis le 1er septembre 2004? Combien de ces permis se référaient à des demandes introduites avant le 1er septembre 2004?

- Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration peut-il préciser quelles règles il entend faire valoir et quels critères il entend appliquer en matière d'octroi de permis de travail? En particulier, un permis de travail sera-t-il désormais octroyé à tous les ressortissants de pays tiers (non UE), si l'ADEM n'est pas en mesure d'assigner un ressortissant d'un pays membre?

- L'avis de la Commission d'avis spéciale prévue par le règlement grand-ducal du 12 mai 1972 modifié n'est-il désormais plus requis lorsqu'une nouvelle demande d'autorisation est introduite après un premier avis négatif de ladite Commission?

- Dans l'affirmative, cette façon de procéder est-elle conforme à l'article 7bis (2) dudit règlement grand-ducal stipulant que la «commission d'avis spéciale est obligatoirement entendue en son avis avant toute décision d'attribution, de refus ou de retrait d'un permis de travail par l'autorité compétente»?

Réponse commune (18.4.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Par sa question N°0248, l'honorable Députée Colette Flesch voudrait avoir certaines précisions en relation avec la délivrance d'une autorisation de travail à une employée de maison dans un ménage à Luxembourg.

Cette question appelle les observations suivantes:

1) L'information diffusée sur les ondes de RTL selon laquelle le Ministre du Travail et de l'Emploi aurait demandé à un fonctionnaire de son ministère avant la date des élections du 13 juin 2004 d'accorder ladite autorisation de travail, constitue un canular que le Ministre a d'ailleurs de suite démenti personnellement sur les mêmes ondes. Comme la compétence de délivrer un permis de travail appartient au Ministre, il n'a par ailleurs aucunement besoin d'en charger un fonctionnaire. Dans le cas sous rubrique le Ministre avait délivré un accord de principe conditionné. Le permis ne fut matérialisé qu'après que la compétence ministérielle eut été transférée. En effet, les conditions émises par le Ministre ne furent remplies que quelques semaines plus tard. Mais l'émission du permis trouve son origine légale dans l'accord de principe précité.

2) Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration entend, en matière d'octroi de permis de travail, continuer à faire valoir les règles et appliquer les critères tels qu'ils sont énoncés dans la loi et la réglementation en vigueur. En particulier, un permis de travail sera, en règle générale et conformément à la jurisprudence, octroyé à un ressortissant d'un État tiers au cas où l'ADEM n'est pas en mesure d'assigner un ressortissant d'un État membre de l'Union européenne répondant au profil souhaité par l'employeur et pour autant qu'il n'y ait pas eu une définition abusive de ce profil.

3) S'agissant de la commission d'avis spécial, il est précisé qu'il s'agit d'une commission consultative qui donne son avis sur une demande individuelle de permis de travail. Si le Ministre, après avoir suivi l'avis de la commission dans un premier stade, est par la suite saisi d'un recours gracieux, il lui appartient seul d'apprécier si le requérant a fait état d'éléments nouveaux lui permettant de revenir sur sa décision ou s'il y a lieu de confirmer purement et simplement la décision antérieure.

Dans le cas sous rubrique, comme il fut déjà répondu à l'honorable Députée dans le cadre d'une précédente question parlementaire, la nouvelle demande a répondu aux motifs de refus avancés par la commission (priorité à l'embauche de ressortissants communautaires, des demandeurs d'emploi appropriés étaient disponibles sur place, le poste de travail n'avait pas été déclaré vacant). Dès lors il n'y avait plus de motif de refus, sous peine de courir le risque de voir le Tribunal administratif annuler la décision ministérielle. En effet, selon la jurisprudence courante, «même s'il se dégage des éléments figurant au dossier que de la main-d'œuvre susceptible d'occuper le poste pour lequel (une personne) a été recrutée était théoriquement disponible sur le marché de l'emploi (…), il n'en reste pas moins que l'exigence de la disponibilité de la main-d'œuvre doit être interprétée en ce sens que l'administration doit également justifier la disponibilité concrète» (T.A. 30 mars 1998, Cheung), et au Tribunal administratif de conclure si une déclaration de vacance de poste envoyée à l'ADEM celle-ci n'a pas assigné un quelconque demandeur d'emploi pour le poste en question, elle reste en défaut d'établir la disponibilité concrète de demandeurs d'emploi remplissant les critères prétracés. Dès lors la décision sous rubrique ne constitue nullement un précédent nouveau mais l'application d'un principe jurisprudentiel bien établi.

4) Les statistiques sur les permis de travail délivrés à des ressortissants non communautaires en 2004, de même qu'avant et après le 1er août 2004 (date d'entrée en fonction du nouveau Gouvernement) sont annexées à la présente *(tableau à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*. C'est la confection de ces dernières qui explique le retard que la présente réponse a pris. Il est à noter qu'il n'est pas possible de distinguer entre les demandes de permis de travail introduites avant une date déterminée et signées après cette date, alors que seule la date de signature d'une autorisation de travail est renseignée dans le fichier statistique.

Ainsi, en 2004, 4.228 autorisations de travail individuelles ont été délivrées (2003: 4.811 / 2002: 4.978) et 545 refusées (2003: 565 / 2002: 399).

Au total, il y avait donc 4.773 décisions qui se rapportaient à 4.144 salariés (2003: 4.621 / 2002: 4.598). La différence s'explique par le fait qu'un même salarié peut avoir obtenu au courant de la période de référence plusieurs autorisations, soit en raison de relations de travail multiples, soit en raison d'un changement d'employeur.

Aux 4.228 autorisations individuelles, il y a lieu d'ajouter 728 autorisations délivrées pour les vendanges à des ressortissants polonais selon une procédure simplifiée.

Question 0251 (18.1.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **création d'un centre de stockage de déchets radioactifs:**

En France, l'Agence Nationale pour la Gestion des Déchets Radioactifs (ANDRA) étudie la faisabilité d'un stockage en profondeur des rebuts nucléaires français les plus radioactifs. Dans cette optique un laboratoire souterrain est actuellement en phase d'aménagement dans la commune de Bure située dans le département de la Meuse. Le choix de ce site, qui se trouve à une centaine de kilomètres de la frontière luxembourgeoise, fut arrêté le 3 décembre 1998 par le Gouvernement français.

Dans sa réponse à ma question parlementaire du 30 décembre 1998, le Ministre de l'Environnement de l'époque avait fait savoir qu'il s'était informé auprès du Préfet de la Région Lorraine afin d'avoir des éclaircissements sur ce projet. Ainsi celui-ci affirmait que le projet approuvé sur le site de Bure était bien celui d'un laboratoire souterrain et non pas d'une décharge pour déchets nucléaires. Or, la loi française du 30 décembre 1991 prévoit que le Gouvernement français adressera au Parlement, au maximum en 2006, un rapport global d'évaluation accompagné, le cas échéant, d'un projet de loi autorisant la création d'un centre de stockage de déchets radioactifs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelle est l'évolution de ce dossier?

- En est-on toujours à l'installation d'un simple laboratoire ou envisage-t-on la création d'une décharge de déchets radioactifs?

- Le rapport global d'évaluation existe-t-il déjà?

- Le Gouvernement français a-t-il repéré d'autres sites à proximité du Luxembourg? Si oui, lesquels?

- À l'époque les experts scientifiques estimaient que cette installation n'aurait aucune incidence sur le Luxembourg. Cette affirmation est-elle toujours valable aujourd'hui?

Réponse (15.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Depuis que le site de Bure est un de ceux entrant en ligne de compte en France pour le stockage de déchets radioactifs le Gouvernement luxembourgeois suit attentivement ce dossier.

L'honorable Parlementaire s'interroge sur la question de savoir si les autorités françaises en sont toujours à l'installation d'un simple laboratoire ou si la création d'une décharge de déchets radioactifs est envisagée. La réponse est que, si pour l'instant seul un laboratoire est installé sur le site de Bure, celui-ci n'est cependant pas une fin en soi, mais a bien pour objectif d'étudier la faisabilité du projet de décharge.

D'après les renseignements recueillis par mes services auprès des autorités françaises, le rapport global d'évaluation aurait pris quelque retard, et il est douteux qu'il soit disponible à l'échéance initialement prévue, à savoir fin 2005. Le choix final du site appartient à l'Assemblée nationale.

Il y a d'autres sites en discussion, dont un site granitique au Massif Central. Le site de Bure est le seul qui se trouve à proximité du Luxembourg.

Dans l'attente du rapport global d'évaluation sur le site de Bure il n'est pas possible de s'exprimer sur d'éventuelles incidences pour le Luxembourg. De toute manière le Luxembourg a pris la précaution de s'attacher les services d'un expert indépendant en matière de stockage de déchets radioactifs dans les sols, qui procédera le moment venu à un examen critique du rapport d'évaluation final élaboré par les autorités françaises.

Question 0260 (25.1.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **contamination bactériologique de l'eau du robinet du réseau de la SEBES:**

Den 12. Januar goufe bei routinemëissege Waasserënnersichunge bakteriell Veronrengegungen am Drénkwaasser vun der SEBES festgestallt. D'Ursaach vun dëser Veronrengegung ass laut enger éischter ministerieller Pressematdeelung zréckzefeieren op een technneschen Tëschefall. Dës Bakterië kommen och an der Natur vir, an zwar am Uewerflächewaasser.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat sinn déi genee Ursaachen, déi zu dëser bakterieller Veronrengegung gefouert hunn, a wat fir Moossname mussen an nächster Zukunft geholl ginn, fir datt dëse Problem net méi ka virkommen?

2) Misst de Mechanisme vum Drénkwaassersystem an eisem Land net nei iwwerduecht ginn, an zwar esou:

a) datt Waasser kontrolléiert ass, ier et an d'Leitungsnetz afléisst?

b) Ass et gutt wa ronn 2/3 vum Land praktesch vun enger eenzeger Waasserquell ofhänken? Misst een hei net iwwer Alternativen nodenken? Wéi ass heizou dem Minister seng Stellung?

Réponse (4.4.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

ad 1) Wéi et am Artikel 10 vum groussherzogleche Reglement vum 7. Oktober 2002 virgesinn ass, huet de Büro vum SEBES bei der Direktioun en ausféierleche Rapport iwwert de Virfall vum 12. Januar 2005 ugefrot. Dëse Rapport gëtt, soubal e fäerdeg ass, den zoustännegen techneschen Déngschter vum Gesondheetsministère an dem Innen- a Landesplanungsministère souwéi de betraffene Gemengen a Gemengesyndikater zougeschéckt.

Opgrond vun dësem Rapport wäert dann de Comité vum SEBES déi néideg Moossnamen ergräife fir an Zukunft esou Virfäll ze vermeiden.

D'Waasser, dat vum SEBES geliwwert gëtt, wéi iwwerhaapt d'Waasser, dat am ganze Land verdeelt gëtt, gëtt geméiss dem groussherzogleche Reglement vum 7. Oktober 2002 kontrolléiert, ofgesi vun den eegene Kontrolle vun den Drénkwaasserlieferanten.

ad 2) D'Gemengen oder d'Gemengesyndikater, déi Problemer hate fir sech selwer mat Drénkwaasser ze versuergen, hu sech am SEBES zesummegedoen, fir op dës Aart a Weis eng zweet Drénkwaasserversuergungsquell fir hir Populatioun ze hunn a fir esou gläichzäiteg d'Sécherheet vun der Versuergung ze verstäerken.

Duerch d'Infrastrukturen, déi de Moment bestinn, erreecht d'Waasser vum SEBES 80% vun der Populatioun aus eisem Land an dréit zu 1/3 vun hirer Drénkwaasserversuergung bäi. Et ass also net richteg ze soen, datt 2/3 vun der Populatioun vun enger eenzeger Waasserquell ofhängeg sinn. Wat d'Sécherheet vun der Drénkwaasserversuergung an de Gemengen ubelaangt, muss een drop hiweisen, datt 24 Gemenge vum Land hir eegen Drénkwaasserversuergungsquell hunn a wouvun nëmmen eng Gemeng de SEBES als eenzegen Drénkwaasserlieferant huet.

Question 0261 (25.1.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **fouilles archéologiques dans l'enceinte du Château d'Useldange:**

D'après le Rapport d'activité 2003 du Ministère de la Culture, des fouilles archéologiques sont effectuées dans l'enceinte du Château principal d'Useldange depuis septembre 2002. Ces fouilles sont réalisées par la firme ArcTron disposant sur place d'une archéologue et d'un technicien de fouilles hautement qualifiés. Ces travaux de recherche sont effectués en étroite collaboration avec le Service des Sites et Monuments nationaux.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quel est l'état d'avancement de ces fouilles archéologiques?

- Ces fouilles sont-elles accompagnées d'une restauration du château en question?

- Quel coût ces travaux ont engendré jusqu'à présent?

- À combien Monsieur le Ministre estime-t-il le coût total final de l'ensemble des travaux?

Réponse (6.4.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

- Après une interruption en 2004, les travaux de fouilles - entamés en 2001 - sont bien avancés: en matière de volume à excaver, environ 80% de la cour intérieure du château sont terminés.

- Plusieurs mesures accompagnent les travaux de fouilles:

Des travaux de stabilisation qui comprennent les mesures nécessaires pour stabiliser les murs et les talus de façon à permettre une exécution correcte des travaux de fouilles. Leur but est de garantir la sécurité du personnel des entreprises exécutantes et du public, mais également d'éviter des dégâts au patrimoine historique.

Des travaux de conservation qui comprennent les mesures nécessaires pour protéger le patrimoine historique contre le délabrement. Il s'agit notamment de travaux de réfection d'enduits, les enduits étant altérés par l'action du vent, de la température et des précipitations. Les nouveaux enduits actuellement mis en place remplacent pour leur majeure partie des enduits réalisés dans les années 1930.

Des travaux de mise en valeur qui comprennent la mise en place d'un sentier culturel traitant la thématique du Moyen Âge. La spécificité de ce sentier culturel réside dans le fait qu'il sera adapté aux handicapés de la vue. À cet égard, le projet du sentier culturel a reçu le label de «projet pilote de l'UNESCO».

- En date du 14 février 2005, le coût des travaux réalisés s'est élevé à 3.035.811,22 euros, dont 961.343,56 euros pour les fouilles archéologiques, y compris les travaux de stabilisation et de conservation.

- Le coût final avait été estimé, en 2000, à 290 millions de flux.

Question 0263 (26.1.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**appui financier des sportifs de haut niveau:**

Au Luxembourg les sportifs de haut niveau ainsi que ceux qui ont l'intention de se lancer dans une carrière professionnelle sont généralement bien encadrés par leur fédération et peuvent profiter de diverses mesures d'appui de la part de l'État. À titre d'exemple on peut citer la section de sports d'élite de l'armée luxembourgeoise grâce à laquelle le sportif, après avoir suivi et réussi la formation militaire de base, peut s'adonner à plein temps au sport de haut niveau. Les sportifs y retenus pratiquent généralement des sports individuels.

Selon mes informations, les Luxembourgeois qui poursuivent une carrière sportive de haut niveau à l'étranger en pratiquant un sport d'équipe ne sont pas bénéficiaires de mesures d'appui.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Existe-t-il des appuis financiers pour les sportifs de haut niveau pratiquant un sport d'équipe à l'étranger?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les modalités et conditions d'obtention?

Réponse (14.3.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Il y a lieu de distinguer entre deux catégories de Luxembourgeois qui poursuivent une carrière sportive de haut niveau à l'étranger: les sportifs qui y évoluent comme professionnels d'une discipline déterminée, et les jeunes qui fréquentent un établissement scolaire ou de formation à l'étranger permettant, soit d'accéder à un niveau sportif élevé, soit de garantir une formation professionnelle parallèlement à une pratique sportive spécifique, soit les deux.

En ce qui concerne les sportifs professionnels luxembourgeois à l'étranger, ceux-ci disposent d'un contrat de travail et, en principe, des mesures d'appui ne leur sont pas concédées, si ce n'est par le biais de leurs fédérations respectives en vue de la participation à des championnats européens ou mondiaux, voire de la part du C.O.S.L. en vue des Jeux Olympiques.

Pour ce qui est des jeunes qui suivent une filière de sports-études à l'étranger, il est à souligner qu'aucune distinction n'est faite entre sports individuels et sports collectifs.

L'inscription à un centre ou un établissement de sports-études se fait en principe sur incitation de la fédération respective, ou encore sur initiative personnelle de l'intéressé ou de ses tuteurs. En cas d'initiative individuelle, l'avis de la fédération concernée et du C.O.S.L. est pris pour un appui éventuel.

Les crédits disponibles pour des aides financières aux sportifs qui entrent en ligne de compte, sont certes encore restreints et doivent être accentués aux fins de permettre des participations au-delà de celles modiques pour les frais d'inscription et les cours scolaires.

En bref et résumé, il est à préciser qu'il est de règle de traiter les sports collectifs et individuels à la même enseigne et qu'il y a des appuis tout spécifiques de promotion. Ces aides s'appliquent aux seuls sportifs de haut niveau qui pratiquent à l'étranger, notamment si les revenus qu'ils tirent de leurs activités sportives sont insuffisants pour vivre. Cependant, toutes ces aides sont octroyées aux fédérations sportives, hormis celles du C.O.S.L. dont certaines sont allouées plus directement aux sportifs eux-mêmes.

Question 0273 (1.2.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **sécurité de la bretelle «Lipperscheid-Dällt» de la route nationale N7:**

D'Opfahrt vun der Lëppschter-Dällt erop op d'Nationalstrooss N7 respektiv E420 a Richtung Norden ass fir méi lues Gefierer eng geféierlech Opfahrt, speziell duerch dee villen Trafic an de Spëtzestonnen an haaptsächlech wann Niwwel ass.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Besti Statistiken iwwert d'Zuel vun den Accidenter op dëser Plaz?

2) Besti Pläng fir dës Opfahrt anescht ze gestalten, an de Fall gesat jo, wéi eng a fir wéini wier mat esou Aarbechten ze rechnen?

3) Net onwäit vun der Schinkerkräizung a Richtung Norden ass fir d'Vëlosfuerer nach kierzlech eng Unterführung gemaach ginn. Wär eng Unterführung, déi menger Meenung no an der Lëppschter-Dällt net onwäit op der Héicht vum Hotel liicht ze maache wier, net eng sënnvoll Léisung fir dës Stroossenopfahrt méi sécher ze gestalten?

Réponse (14.3.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1. Der Stroossebauverwaltung leie keng Statistiken iwwer Accidenter op der N7 bei der Lëppschter-Dällt vir.

2. Südlech vun der Lëppschter-Dällt ass eng normgerecht Kräizung mat Lénksofbéierspuer op der N7. D'Vitesse vun den Autoen, déi op dës Plaz zoufueren, ass op 90 km/h begrenzt. An der Lëppschter-Dällt gëtt d'Signalisatioun verbessert fir d'Automobilisten unzereegen, déi sécher an iwwersiichtlech Opfahrt op d'N7 ze huelen.

3. Sécherlech wär et eng Léisung fir mat enger Ënnerféierung d'Sécherheet op dëser Plaz ze verbesseren, mä et ginn tëschent dem Friedhaff a Wäiswampech zwielef esou Kräizungen op deenen dräispueregen Deeler vun der N7 an et kann ee kaum op hinnen all eng Ënnerféierung bauen.

Question 0274 (1.2.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant les **infrastructures du Lycée technique agricole à Ettelbruck:**

Bei der rezenter Diplomiwwerreechung huet den Direkter vun der Ackerbauschoul vun Ettelbréck op eng Rei vu gebaileche Problemer higewisen. Den Här Direkter huet drop opmierksam gemaach, datt well verschiddentlech an der Deputéiertechamber dës Problemer vun den Infrastrukture vun der Ackerbauschoul opgegraff goufen.

Een Haaptproblem ass, datt d'Ackerbauschoul op siwe verschidde Plaze fonctionnéiert, a vu 49 Klassen hätten der nëmme sechs een eegene Sall. An der Press ass des Weideren ze liesen, datt et a verschiddene Säll erareent an datt a Klassecontaineren d'Heizung regelméisseg géif ausfalen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madame respektiv den Här Minister:

1) Wat ass genee am Beräich vun den Infrastrukturen an der Ackerbauschoul bis elo hei geplangt respektiv virgesinn?

2) Wat sinn déi genee Grënn firwat d'Infrastrukture vun der Ackerbauschoul net de modernen Ufuerderungen ugepasst goufen?

Réponse commune (25.3.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1) Vun 1988 u schafft de Ministère vun der Erzéiung a Beruffsausbildung zesumme mat de Responsabele vun der Ackerbauschoul un engem Bauprogramm fir en neie Lycée; des Öftere sinn d'Besoinë vun der Ackerbauschoul vun de Responsabele vum Lycée nees nei formuléiert ginn. De leschte Bauteprogramm ass de 14. Abrëll 2004 un de Bauteministère weidergeleet ginn.

Opgrond vun deem hunn d'Servicer vun den «Bâtiments publics» eng éischt «étude de faisabilité» opgestallt. Dës éischt Etüd ass den 2. Mäerz an enger Réunioun vun der Commission d'analyse critique analyséiert an diskutéiert ginn.

D'Kommissioun huet haaptsächlech recommandéiert, datt an enger éischter Phas d'Direktioun vum LTA zesumme mam Ministère vun der Erzéiung a Beruffsausbildung op Basis vun der «étude de faisabilité» vun de Bâtiments publics Propositioune sollt maachen, fir de Programm esou ze modifizéieren, datt eng Käschtenerspuernis méig lech wär. Ausserdeem sollen d'Méikäschte fir de Splitting vun der Ackerbauschoul op zwee Sitë par rapport zur Optioun vun engem eenzege Site chiffréiert ginn.

Dobäi ass nach ze soen, dass niewent dem ganz komplexe Programm, deen d'Responsabel vum Lycée opgestallt hunn, de Problem vum «site d'implantation» nach net geléist ass.

2) Säit ongefeier 15 Joer stellt sech de Problem vun enger Restrukturéierung vun der Ackerbauschoul. Et sinn ëmmer erëm provisoresch Solutioune gesicht an exekutéiert ginn.

Esou si viru 15 Joer véier Containerklassen opgeriicht ginn an duerno nach e puer Zären. Elo ass virgesinn, fir déi véier Klassen, déi mëttlerweil net méi an engem gudden Zoustand sinn, duerch 14 nei provisoresch Klassen ze ersetzen.

Doriwwer eraus sollen d'Zären duerch nei amovibel Zären ersat ginn, déi am Fall vun der Realisatioun vun dem neie Projet (Gesamtprojet) op den neie Site kënnen déplacéiert ginn.

Och ginn all Joer, am Averständnis mat der Direktioun vun der Schoul an der Educatiounsministesch, laut den Disponibilitéite vum ordinäre Budget, Entretiens- an och Transformatiounsaarbechten ausgefeiert.

Question 0277 (1.2.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **contribution au Fonds de compensation pour l'an 2005:**

Dans sa réunion du 14 décembre 2004, le Comité de Direction de l'Institut Luxembourgeois de Régulation a décidé de fixer la contribution au Fonds de compensation pour l'année 2005 à 0,0094 EUR/kWh. D'après le Comité de Direction ce taux tient compte des points suivants: du rapport prévisionnel de l'année 2004, d'un tarif inchangé pour le rachat de l'énergie alternative, d'une base de clients assujettis identique à celle de l'année 2004, d'une augmentation considérable de la production alternative et d'une augmentation globale de la consommation d'électricité.

Vu la modification annoncée du régime de subvention pour les énergies alternatives, la publicité de toute information sur le coût de ces

énergies (cogénérations, énergies renouvelables) est indispensable à un débat public et fondé. En outre, par souci de transparence, chaque client final a le droit de connaître les raisons exactes d'un quasi doublement du taux en 2005.

Est-ce que le Ministre de l'Économie peut me communiquer toutes les données prévisionnelles sur lesquelles le Comité de Direction se base pour augmenter la contribution au Fonds de compensation de 0,0049 en 2004 à 0,0094 EUR/kWh en 2005?

Réponse (21.3.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le Fonds de compensation fut instauré par le règlement grand-ducal du 22 mai 2001 concernant l'introduction d'un Fonds de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité afin de répartir équitablement les surcoûts résultant de l'obligation d'achat de l'électricité issue de sources d'énergies renouvelables et de la cogénération.

En effet, suivant le règlement grand-ducal du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération, les distributeurs sont tenus d'acheter l'électricité précitée à des prix réglementés supérieurs au prix du marché de l'électricité ordinaire.

Le règlement du 22 mai 2001 détermine la méthodologie de répartition des surcoûts entre tous les distributeurs d'électricité et, moyennant ceux-ci, entre l'ensemble des consommateurs assujettis à la contribution au Fonds de compensation.

Ainsi, chaque distributeur détermine l'ensemble des coûts engendrés par le rachat obligatoire de l'électricité visée par le règlement du 30 mai 1994. Il détermine également son prix de revient moyen de son approvisionnement ordinaire.

Le produit entre ce prix moyen et la quantité d'énergie soumise à l'obligation d'achat correspond aux coûts évités, donc au coût de l'électricité ordinaire qu'il a substitué par l'énergie soumise à l'obligation d'achat à tarifs réglementés.

La différence entre les coûts engendrés par le rachat obligatoire et les coûts évités correspond aux surcoûts qui sont déclarés par les distributeurs au régulateur. Celui-ci les répartit entre les différents distributeurs, en fonction de leur part respective de marché.

Le régulateur détermine annuellement, sur base de la consommation totale des consommateurs assujettis, le taux de contribution au Fonds de compensation. Le règlement du 22 mai 2001 en définit le schéma de calcul. Étant donné que le taux de contribution doit être fixé avant la période de facturation et qu'à ce moment ni les surcoûts, ni la consommation assujettie ne sont connus avec précision, le taux fixé d'avance ne peut être qu'estimatif. Il y a donc toujours une différence entre les recettes annuelles résultant du taux ainsi déterminé et la somme annuelle des surcoûts, d'où résultent, d'année en année, des reports positifs ou négatifs.

Pour les estimations qu'il doit faire lors de la fixation du taux de la contribution, le régulateur ne peut que se baser sur les informations alors à sa disposition. Bien que la loi modifiée du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité prescrive la communication mensuelle par les distributeurs des informations nécessaires à la gestion du Fonds de compensation, des retards de plusieurs mois sont la règle. Ainsi, lors de la fixation annuelle du taux de l'année suivante, le régulateur ne peut que se baser sur des informations incomplètes de l'année en cours. En effet, bien que rappelés à plusieurs reprises, différents distributeurs communaux mettent jusqu'à 18 mois pour déclarer leurs quantités d'énergie et surcoûts.

Comme précisé ci-dessus, le montant à financer à travers le Fonds de compensation correspond à la somme:

1. du report de l'exercice écoulé et

2. des surcoûts prévisibles de l'année suivante.

1. Le report de l'exercice 2004

Les estimations faites en décembre 2004 ont résulté dans un report négatif prévisible important de plus de 5 mio EUR pour l'exercice 2004. Le taux de la contribution de l'année 2004, fixé en décembre 2003, était donc trop faible. Selon les nouvelles estimations, les surcoûts de l'année 2004 se chiffreront à 19 mio EUR, tandis que l'estimation faite fin 2003 s'élevait à moins de 14 mio EUR. Le taux de l'année 2004 aurait donc dû être de 6,7 au lieu de 4,9 EUR/MWh. Le déficit qui en résulte sera absorbé par les contributions de l'année 2005. Cet effet est représenté en annexe 1.

L'écart entre les estimations faites fin 2003 et celles de décembre 2004 résulte partiellement du fait que le régulateur n'avait pas connaissance de certaines installations de cogénération mises en service au courant de l'année 2003. En effet, comme précisé ci-avant, un certain nombre de distributeurs communaux est en retard de déclaration des quantités soumises à l'obligation d'achat et des surcoûts y relatifs.

De ce fait, les quantités estimées par le régulateur fin 2003 étaient basées sur des données incomplètes, nettement inférieures à celles effectivement soumises au Fonds de compensation.

Il convient également de signaler que, bien que prévu à l'article 5.4 de ladite loi, le régulateur n'est pas systématiquement informé des projets et des mises en service de nouvelles installations de production de façon que ses estimations doivent se baser sur des extrapolations du passé partiellement incomplètes. La qualité des estimations pourrait être améliorée si ces informations étaient à sa disposition. Néanmoins, même en présence de données plus pertinentes, l'effet aléatoire des conditions météorologiques sur la production d'électricité sur base de sources renouvelables et de la cogénération restera un élément important d'incertitude.

D'autres facteurs difficiles à estimer avec précision sont notamment la consommation totale des consommateurs assujettis à la contribution au Fonds de compensation et les surcoûts moyens par kWh issu des installations de productions financées par le Fonds.

Une appréciation récente (mars 2005) de la situation, effectuée sur base de données plus complètes, permet toutefois d'améliorer les estimations de fin 2004.

1) Au vu de l'évolution du marché international de l'énergie, la tendance haussière des surcoûts moyens s'est renversée à la fin de l'année 2004. Le déficit encore estimé en décembre 2004 ne sera donc vraisemblablement pas atteint et par conséquent les coûts prévisibles de l'année 2005 peuvent subir une adaptation à la baisse. En effet, en considérant les nouvelles estimations des surcoûts moyens, le déficit n'atteindra que 3,7 mio EUR (contre 5,2 mio EUR estimés en décembre 2004).

2) La consommation assujettie qui, selon les informations alors à la disposition du régulateur, n'affichait qu'une progression modeste atteint finalement quelques 3,7%.

2. Les surcoûts estimés pour 2005

Après réévaluation en décembre 2004 des estimations réalisées en 2003, celles-ci ont servi à estimer les quantités et les surcoûts de l'année 2005. En décembre 2004, le régulateur est parti du principe que les surcoûts moyens (EUR/MWh) resteraient inchangés. Seules les quantités ont alors été estimées pour chaque source d'énergie comme suit:

- photovoltaïque:

production augmentée en fonction de l'accroissement de la puissance installée de 7 MW fin 2003 à 15 MW fin 2004;

- éolienne:

production de 2004 augmentée de la production prévisible du nouveau parc éolien à Kehmen;

- biogaz:

production de l'année 2004 augmentée de la production prévisible de la nouvelle installation de 600 kW mise en service dans le courant de l'année 2004;

- hydroélectrique:

en l'absence de nouvelles installations significatives et au vu des conditions climatiques exceptionnelles de l'année 2003, la moyenne des années de 1999 à 2002 a été considérée;

- cogénération:

augmentation modérée de 15%.

Ces estimations pour l'année 2005 conduisent à des surcoûts de près de 23 mio EUR et sont renseignées en annexe 2. En l'absence d'un report négatif de l'année 2004, le taux aurait pu être de 7,7 EUR/MWh.

La somme des coûts à financer à travers le Fonds de compensation en 2005 tels qu'estimés en décembre 2004 par l'Institut Luxembourgeois de Régulation (report 2004 et surcoûts prévisibles 2005) s'élevait donc à 28,25 mio EUR. En tenant compte d'un accroissement de la consommation assujettie de 3% (3,005 TWh), le taux de la contribution a été fixé à 9,4 EUR/MWh. L'évolution du taux de contribution de la consommation assujettie, des surcoûts et du report annuel est renseignée en annexe 3.

Comme déjà précisé ci-avant, les surcoûts moyens considérés lors des estimations faites en décembre ne se sont pas confirmés. En partant de l'hypothèse que les surcoûts moyens de l'année 2005 seront identiques à ceux qui se dégagent pour l'année 2004, les coûts à charge du Fonds de compensation se réduisent à 21,6 mio EUR (soit au total à 25,3 mio EUR en tenant compte du déficit prévisible de l'année 2004). En appliquant ces nouvelles estimations, il s'avère possible de considérer une adaptation de la contribution au Fonds de compensation pour l'année 2005 à 8,2 EUR/MWh. Toutes ces adaptations sont représentées en annexe 4.

Considérant les difficultés rencontrées par les gestionnaires de réseau, qui doivent facturer la contribution à leurs clients, une adaptation du taux n'a, jusqu'à présent, jamais été envisagée en cours d'année. Néanmoins, au vu du niveau élevé de la contribution fixée pour 2005 et du potentiel important de réduction de celle-ci, le régulateur s'est concerté avec les gestionnaires de réseau de sorte qu'une adaptation du taux se fera pour la consommation à partir du premier février 2005. Dès lors, le taux de 9,4 EUR/MWh ne sera appliqué que pour la consommation de janvier 2005. Entre le 1er février et le 31 décembre 2005, le taux de 8,2 EUR/MWh sera appliqué *(annexes à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).*

Annexes:

1. Évolution des surcoûts cumulés et des recettes cumulées du Fonds de compensation depuis 2001

2. Relevé des productions et des surcoûts à charge du Fonds de compensation

3. Décomptes du Fonds de compensation des années 2001 à 2005

4. Décomptes du Fonds de compensation des années 2004 à 2005

Q 72

Question 0279 (2.2.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **automobilistes roulant à contresens sur une autoroute:**

Et ass ee vun deene gréissten Alpdreem vun all Automobilist: op der Autobunn engem «Geisterfahrer» ze begéinen. Eng Situatioun, déi Gott sei Dank net dacks, mä dach awer regelméisseg virkënnt a bal ëmmer dramatesch Konsequenzen huet. Wéi dëser Deeg erëm op der Escher Autobunn. Duerfir meng Froen un déi Häre Ministeren:

1) Wat fir eng Roll huet de CITA-Iwerwaachungssystem bei dësem Accident gespillt? Ass dee betreffenden «Geisterfahrer» fréizäiteg entdeckt ginn? Wa jo, wat gouf dorophin ënnerholl? Ass de CITA iwerhaapt e gëeegent Instrument, fir séier op esou Situatiounen ze reagéieren?

2) Besti kloer Direktiven, wéi an esou enger Situatioun muss reagéiert ginn, fir d'Automobilisten esou séier wéi méiglech ze warnen? Wa jo, wéi gesinn dës Direktiven am Wesentlechen aus?

3) Wéi steet d'Regierung zur Iddi vun engem Verkéierswarnfunk, mat deem een d'Chauffeuren um schnellste Wee iwwer Funk warne kënnt, egal wat se grad op hirem Radio lauschteren?

Réponse commune (15.4.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dat tragescht Accident, bedingt duerch e Geeschterfuerer, ass op der Diddenhuewener Autobunn, net op der Escher, geschitt.

Hei wat zu deenen eenzelne Punkte vum Här Deputéierte senger Fro ze soen ass:

1) Nom Uruff vun der RIFO-Zentral vun der Police hunn d'Leit vum CITA déi ugepasste Beschëlderung an d'Wee geleet, ofgesprach mat den Agenten op der Plaz.

De Moment sinn déi Betribssystemer, fir e Geeschterfuerer op der oppener Streck ze entdecken, nach net perfekt genuch. D'Zielautomaten, déi op de Portiquë stinn a Video-Kamerae benotzen, si mat enger Funktioun versinn, fir kënne Geeschterfuerer ze entdecken. D'Stroossebauverwaltung huet bei Tester festgestallt, datt déi Funktioun nach net zur Satisfaktioun funktionéiert: Et ginn ze vill Fehlalarmer ausgeléist, ënner anerem wéinst dem Zréckstrahlen an d'Kamera beim Passage vun de Pharen a besonnesch bei naasser Strooss. Déi technesch Servicer vun der Stroossebauverwaltung teste fortlafend déi nei verbessert Modelle vun de Constructeuren; si wäerten déi asetzen, soubal d'Zuel vun de Fehlalarmer an engem akzeptable Mooss ass. Et bleift ze bemierken, datt d'Entdecke vu Geeschterfuerer nëmme ka vun de Portiquen aus geschéien, déi an der Moyenne 1 bis 1,5 km ausernee sinn. An dem prezisen Accident op der A3 schéngt et wéi wann de Geeschterfuerer op d'Autobunn opgefuer wier iwwer eng Bretelle vum Verdeeler Léiweng: Dee Moment hätt hie kee Portique passéiert an hätt och net kënnen entdeckt ginn.

Dat eenzegt Mëttel, fir géint Geeschterfuerer virzegoen, besteet aus materiellen Ariichtungen, déi op de Bretellen (Opfahrten, Verdeeler a Raschtplazen) missten installéiert ginn. Dësen Typ vun Ariichtung huet allerdéngs een net ze ënnerschätzenden Nodeel: Hie verhënnert och den Zougank vun Hëllefsgefierer, déi wëllen oder musse vun der verkéierter Säit bäikommen.

2) Wann d'Leit vum CITA e Geeschterfuerer op de Moniteuren entdecken, kontaktéiere si direkt d'Autobunnspolizei zu Bartreng an d'RIFO-Zentral vun der Police, déi d'Meldung un d'Press weidergëtt. Duerno benotzen d'Leit vum CITA all bestehend Beschëlderungsméiglechkeete fir d'Chauffeuren ze warnen.

3) Wann een un déi speziell Verkéierssituatioun an eisem Land denkt, a besonnesch un déi zeg Grenzbewunner, déi all Dag op Lëtzebuerg schaffe kommen an owes erëm heemfueren an hiren Heemechtssender lauschteren, ass et schwéier mat engem nationalen Trafic-Info-Sender d'Informatiounen un déi Autofuerer an hire verschiddene Sprooche weiderzeginn. Dofir sinn déi responsabel Leit vum CITA ëmmer erëm beméit, fir all nei Technologien ze ënnersiche fir déi bestehend Infrastrukturen an technesch Méiglechkeeten esou ze verbesseren, datt d'Informatioune séier a verständlech fir all Chauffeure weidergeleet kënne ginn.

Question 0280 (2.2.2005) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **végétation aquatique d'une partie du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre (algues):**

Depuis des années une partie du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre, plus précisément celle se situant entre Neimillen et Pont-Misère, connaît une prolifération accrue d'algues vertes filamenteuses et de lentilles d'eau. À partir de la mi-juillet, le lac se trouve abondamment colonisé par la végétation aquatique et rend l'accès des eaux difficile pour les pratiquants de sports nautiques. En outre, la pêche est également fortement gênée, voire quasiment impraticable pendant les mois d'été.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quelles sont les raisons de ce développement inquiétant d'algues?

- Quelles sont les conséquences pour la qualité de l'eau et le développement de la faune et de la flore?

- Quelle est la position du Ministre concernant l'idée d'introduire des carpes herbivores (Ctenopharyngodon idella), qui se nourrissent de plancton, notamment d'algues et de lentilles d'eau, ceci en vue de lutter contre l'accumulation d'algues? Sinon, quelle autre solution Monsieur le Ministre envisage-t-il pour remédier à ce problème majeur dans une partie du lac de barrage d'Esch-sur-Sûre?

Réponse (1.4.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Il est vrai que l'eutrophisation de la Sûre fait apparaître régulièrement en période estivale des proliférations d'algues dans la retenue de la Sûre à Pont-Misère. Le développement d'algues vertes est d'autant plus important que les eaux sont calmes et peu profondes, comme c'est précisément le cas pour cette retenue de la Sûre.

Il échet toutefois de remarquer que les algues fixent les nutriments présents dans l'eau et ont ainsi un impact positif sur la qualité de l'eau. Il s'agit là d'un processus tout à fait naturel. Le développement d'algues n'a par ailleurs d'effet négatif, ni sur le développement des autres plantes, ni sur les poissons.

L'idée d'introduire des carpes exotiques dites herbivores (Ctenopharyngodon idella), consommatrices de plantes aquatiques et d'algues

en vue d'une utilisation plus variée du lac de barrage, ne saurait toutefois trouver mon accord alors qu'elle serait contraire à la Directive 2000/60/CE du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau («Directive cadre de l'eau»). Suivant cette directive, les eaux de surface doivent en effet être remis dans un bon état écologique jusqu'en 2015. À ce sujet, seules de «légères modifications dans la composition et l'abondance des espèces par rapport aux communautés caractéristiques» sont tolérées. Tout repeuplement en espèces de poissons non indigènes comme dans notre cas la carpe herbivore, dont le pays d'origine est la Chine, n'est donc pas acceptable («Faunenverfälschung»).

À titre subsidiaire, je donne à considérer que la destruction de toute végétation dans le lac signifierait la destruction des frayères naturelles des poissons et aurait des répercussions exclusivement négatives sur la présence et la diversité des macroinvertébrés benthiques, nourriture de base pour toutes les espèces de poisson présentes dans le lac.

Question 0282 (3.2.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **sélection des étudiants étrangers en France:**

D'après un article paru dans l'édition du 29 janvier du quotidien français «Le Monde» et se basant sur une note remise au Ministre de l'Éducation en France, il serait préconisé de faire une sélection des étudiants étrangers en France. Le rapport révèle que «le taux de réussite des étudiants étrangers est inférieur de 40% à celui des étudiants français».

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

1. Si le Ministre est au courant de ces velléités?

2. Dans l'affirmative, s'il compte mettre ce point à l'ordre du jour d'un prochain Conseil européen des Ministres de l'Éducation?

3. Quel est le taux de réussite des étudiants luxembourgeois inscrits en France?

Réponse (2.3.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

J'ai pu prendre connaissance de l'article publié dans «Le Monde» du 29 janvier 2005 sous la plume de Luc Bronner.

Comme il s'agit d'une problématique inhérente au système d'enseignement supérieur français, je laisserai à mon homologue français l'initiative d'un débat au niveau du Conseil européen des Ministres de l'Éducation.

Pour ce qui est de la réussite des étudiants luxembourgeois dans les universités françaises, je me baserai sur les chiffres relatifs aux primes d'encouragement accordées dans le cadre de l'aide financière de l'État pour études supérieures. Au 15 février 2005, 1.381 primes d'encouragement ont été accordées pour des diplômes obtenus à l'issue de l'année académique 2003/2004. 459 primes (33%) ont été accordées à des étudiants ayant obtenu leur diplôme dans une université française, dont 171 primes (37%) pour des diplômes de 1er cycle, 243 (53%) pour des diplômes de 2e cycle et 45 (10%) pour des diplômes de 3e cycle.

Je me permets de rappeler que les primes d'encouragement ne sont accordées que si l'étudiant a accompli son cycle d'études dans la durée officiellement prévue par le curriculum académique. Une dérogation existe pour le premier cycle, dont la durée officielle peut être majorée d'une année.

Question 0286 (3.2.2005) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**implantation du deuxième pilier de l'Université du Luxembourg:**

Dans son accord de coalition, le Gouvernement affirme qu'à côté du site de la Cité des Sciences à Belval-Ouest, il s'efforcera, dans un souci d'optimisation des ressources, de rassembler à moyen terme sur un site unique, situé sur le territoire de la Ville de Luxembourg, la Faculté de Droit, d'Économie et de Finances ainsi que la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation de l'Université du Luxembourg. Alors qu'il semble désormais acquis que les friches industrielles d'Esch-Belval accueilleront la Faculté des Sciences, de la Technologie et de la Communication, un site précis pour les deux autres facultés n'a pas encore été retenu définitivement.

Dans ce contexte je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1) À Luxembourg-Ville les quartiers de Kirchberg, Limpertsberg et Dommeldange sont le plus souvent cités comme sites éventuels pour l'implantation du deuxième pilier de l'Université du Luxembourg. Monsieur le Ministre entend-il faire réaliser une étude d'impact (Standortstudie) portant sur les sites en question, ceci notamment en tenant compte de leur accessibilité aux transports publics?

2) Depuis le délogement des activités industrielles de l'entreprise Paul Wurth de son site traditionnel dans le quartier de la gare à Luxembourg-ville, ces terrains attendent une nouvelle affectation. Monsieur le Ministre estime-t-il intéressant d'inclure ce site dans l'étude susmentionnée?

Réponse (2.3.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Lors de sa réunion du 20 décembre 2004, le Gouvernement en Conseil a décidé de mettre en place un groupe de travail relatif à la recherche d'un site unique pour l'Université du Luxembourg sur le territoire de la Ville de Luxembourg, à côté de celui d'Esch-Belval.

Le groupe de travail, dont la mission est d'identifier les différents emplacements possibles, d'en analyser les avantages et les inconvénients et d'évaluer l'impact financier des différentes solutions, est composé de représentants du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère des Travaux publics, du Ministère de l'Intérieur, Direction de l'Aménagement du Territoire, de la Ville de Luxembourg, du Président de la Commission des Loyers et du Recteur de l'Université du Luxembourg.

Le groupe de travail en question entamera ses travaux sous peu.

Question 0288 (4.2.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **traitement des demandes d'autorisation de séjour:**

Le 2 février 2005, le Médiateur a présenté lors d'une conférence de presse ses activités et a présenté les principaux types de dossiers auxquels il se voit confronté dans sa fonction.

Il ressort des explications du Médiateur que de nombreuses demandes lui sont adressées par des citoyens qui ont entamé des démarches administratives auprès du Ministère de l'Immigration. Plus spécifiquement, un délai raisonnable dans le traitement des demandes des autorisations de séjour pour raisons humanitaires ne semble malheureusement souvent pas être respecté.

Je voudrais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- S'il partage les soucis exprimés par le Médiateur?

- Dans l'affirmative, comment entend-il remédier aux problèmes soulevés?

Réponse (14.3.2005) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Les autorisations de séjour dites «pour raisons humanitaires» sollicitées auprès de la Direction de l'Immigration, Service des Réfugiés du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration sont dans la majorité des cas déposées après que la demande d'asile de/des intéressé/s a définitivement été rejetée.

Une partie de ces demandes sont basées soit sur l'article 3 de la Convention européenne des Droits de l'Homme (torture, traitements inhumains ou dégradants), soit sur l'article 8 de cette même Convention (protection et respect de la vie privée et familiale), soit sur des raisons d'ordre médical. Dans ce dernier cas, le dossier est soumis au Contrôle médical de la Sécurité sociale pour avis et les maladies d'une gravité exceptionnelle rendant impossible un retour vers le pays d'origine sont retenues pour l'octroi d'une autorisation de séjour pour raisons humanitaires.

La plupart de ces demandes ne sont néanmoins formulées que pour la simple forme et ne contiennent aucune raison valable quant à l'octroi d'une autorisation de séjour dans le chef des intéressés.

La situation des personnes susceptibles d'obtenir une telle autorisation de séjour fait l'objet d'une analyse individuelle au cas par cas et le délai de réponse peut, selon le sérieux de la demande et l'instruction complémentaire nécessaire, varier entre une semaine et six mois. Dans un futur proche ce délai va sensiblement diminuer, étant donné que le personnel du Service des Réfugiés sera renforcé.

De même, je me permets de rappeler que le projet de loi relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection permettra de décider de tous les aspects de la protection internationale dans le cadre d'une procédure unique, ce qui évitera que des personnes susceptibles de tomber sous le coup d'instruments de protection internationale autres que la Convention de Genève de 1951 soient obligées de déposer une demande d'autorisation de séjour dite pour raisons humanitaires après le rejet définitif de leur demande d'asile.

En 2004, 219 personnes (correspondant à 60 dossiers de demandeurs d'asile) se sont vues accorder une autorisation de séjour pour raisons humanitaires. Du 1er janvier au 17 février 2005, 70 personnes (correspondant à 23 dossiers de demandeurs d'asile) ont pu bénéficier d'une telle autorisation.

Question 0289 (4.2.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**hélicoptère de la Police grand-ducale:**

Il me revient d'après un article publié le 2 février 2005 au «Lëtzebuerger Journal» que l'hélicoptère de la Police grand-ducale du Luxembourg, disponible depuis septembre 2004, reste collé au sol et ne peut actuellement effectuer des missions de surveillance.

Apparemment l'hélicoptère n'est pas encore immatriculé et ne dispose ainsi pas d'autorisation de vol.

Je voudrais donc savoir de Messieurs les Ministres:

- S'ils peuvent me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, pour quelles raisons exactes l'hélicoptère n'est pas encore immatriculé?

- À partir de quelle date l'hélicoptère sera-t-il disponible et pourra effectuer ses missions?

- Comment le personnel spécialement affecté pour assurer le vol de l'hélicoptère est-il employé pendant la période où l'appareil n'est pas opérationnel?

Question 0349 (10.3.2005) de **M. Alex Bodry** *(LSAP)* concernant l'**hélicoptère destiné au service de la Police grand-ducale:**

Selon les informations dont je dispose, le Gouvernement avait mis à la disposition de la Police grand-ducale via une firme civile un hélicoptère dont le contrat est venu à échéance en août 2004.

Depuis, les fonctionnaires de police affectés auprès du Service de Surveillance aérienne par hélicoptère se sont retrouvés au chômage technique et sont logés dans les containers qui se trouvent dans un état délaissé.

Enfin, au mois de décembre 2004 un hélicoptère destiné aux services de police et acheté par l'État luxembourgeois serait arrivé à l'aéroport de Luxembourg. Cependant l'hélicoptère en question n'aurait toujours pas pris son envol, suite à des difficultés d'immatriculation.

Je voudrais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Pour quelles raisons l'hélicoptère de la Police grand-ducale reste-t-il actuellement cloué au sol, et quels sont les frais impliqués par cette immobilisation?

- Le moyen de surveillance et de dissuasion aérien faisant défaut pour un laps de temps assez long (depuis août 2004), quelles peuvent en être les conséquences sur la lutte contre la criminalité?

- À défaut de couverture aérienne, la sécurité des personnalités européennes dans le cadre de la Présidence UE est-elle pleinement garantie?

- Les locaux attribués au personnel affecté à la surveillance aérienne sont-ils à considérer comme adéquats?

Réponse (17.3.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans le cadre de la prévention et de la lutte contre la criminalité et le grand banditisme le Gouvernement a décidé l'acquisition et l'exploitation d'un hélicoptère de police.

L'hélicoptère récemment acquis par l'État pour compte de la Police grand-ducale a été livré dans les délais et suit actuellement la procédure d'immatriculation et de certification technique, procédure obligatoire pour tout aéronef exploité au Grand-Duché de Luxembourg.

À cet effet un bureau d'experts externe compétent en matière de certification aéronautique et de surveillance technique des compagnies aériennes a été mandaté par l'État pour établir un constat de navigabilité de l'hélicoptère. Au vu de l'état d'avancement des différentes procédures, la mise en service de l'hélicoptère de police aura prévisiblement lieu vers la fin du mois de mars 2005.

Dans l'attente de la finalisation de la procédure d'immatriculation et de certification à laquelle est soumis le nouvel hélicoptère de police, la police continue à recourir à un hélicoptère loué.

Question 0290 (4.2.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **directive Bolkestein:**

Lors du Conseil des Ministres français du 2 février 2005, le Président français a réaffirmé son «refus de tout dumping fiscal, social ou réglementaire». Il a demandé que cet avant-projet de directive «soit remis à plat». Et le Gouvernement allemand vient également d'opter pour une approche plus critique à l'égard de cette directive.

Quant à notre Premier Ministre, Monsieur Juncker a exigé de la Commission qu'elle explique en détail toutes les conséquences du principe du «pays d'accueil» avant de conclure par: «Je suis vieux jeu, je ne signe pas ce que je n'ai pas compris.»

Face à ces critiques et réticences évidentes, j'aimerais connaître l'attitude officielle du Gouvernement luxembourgeois quant à la directive Bolkestein.

- Vu l'opposition croissante de plusieurs États membres et vu notre Présidence actuelle du Conseil, est-ce que le Gouvernement ne considère pas qu'il s'agit d'une opportunité de choix pour demander à la Commission européenne de retirer la directive?

Réponse (22.3.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

De manière générale le rôle d'une Présidence de l'Union européenne est de faire progresser les dossiers dans un esprit constructif en vue de promouvoir des accords équilibrés, en prenant en compte les intérêts de tous les États membres.

En ce qui concerne la proposition de directive citée par l'honorable Député, il n'y a pas eu de demande des membres du Conseil de retirer cette proposition qu'ils considèrent comme une initiative majeure pour stimuler la croissance et l'emploi.

La Présidence approche néanmoins ce dossier avec toute la prudence qui s'impose.

Le Conseil estime qu'il y a des aspects très positifs dans la proposition et des aspects à améliorer ou à modifier. Il est conscient que la directive ne sera pas d'application en l'état et que des modifications devront y être apportées au cours du parcours institutionnel. Ainsi seront prises en compte les préoccupations exprimées par les différentes parties concernées, notamment sur l'impact de la directive sur certains secteurs. En tout état de cause, la proposition ne doit pas générer de dumping social.

La Commission européenne a récemment ouvert la porte à des modifications de la proposition. Le Conseil en a pris bonne note et intégrera cette nouvelle donne dans la poursuite de ses travaux. La balle est dans le camp du Parlement européen qui ne devrait pas voter son rapport avant l'automne. D'ici là le Conseil continuera à travailler de manière concrète, au niveau technique, en vue de progresser sur les clarifications à apporter au texte, en collaboration avec le Parlement et la Commission. À l'issue du vote du Parlement en première lecture, la Commission présentera une proposition modifiée, qui sera alors examinée par le Conseil et le Parlement européen selon la procédure de co-décision.

Question 0291 (4.2.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables:**

Selon mes informations plusieurs demandes d'aides en rapport avec la loi susmentionné introduites rapidement après l'entrée en vigueur de la loi n'ont toujours pas été traitées. Dans ce contexte et en com-

plément aux questions écrites de mon collègue député Camille Gira je voudrais donc recevoir des informations concernant le régime d'aide pour les entreprises tel que définie par la loi susmentionnée:

- Quel est le nombre total des demandes reçues dans le cadre de la loi du 22 février 2004 et quel est le coût total des aides financières déjà accordées?

- Quel est le nombre de demandes non encore traitées et quand est-ce que les entreprises en attente de réponse peuvent-elles prévoir le traitement de leurs dossiers?

- Quelles sont les causes de ce retard?

- Quelle est la ventilation du nombre des demandes et des coûts pour chacun des régimes d'aide instaurés par cette loi?

- En ce qui concerne spécifiquement la production électricité électrique à partir de sources d'énergies renouvelables, quelle est la ventilation du nombre des demandes et des coûts selon la technologie de production?

Réponse (17.3.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le nombre total de demandes d'intervention publique au titre de la loi du 22 février 2004 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables s'établit à 28 au 1er mars 2005. 13 demandes avaient été présentées à titre conservatoire avant même l'entrée en vigueur de la loi précitée.

La commission spéciale prévue à l'article 11 de la loi du 22 février 2004 a avisé à ce jour six demandes. Deux demandes ont été jugées irrecevables.

Les quatre demandes avisées positivement concernent des projets comportant un investissement prévu de 9.324.458 EUR. Les aides engagées en faveur de ces projets totalisent 2.087.125 EUR.

Deux autres demandes ont été classées sans suite étant donné que les projets afférents ont été abandonnés par leurs promoteurs.

Toutes les demandes introduites ont bénéficié d'un suivi administratif approprié, notamment par l'engagement de la procédure de demande d'informations supplémentaires.

Les demandes se répartissent sur les divers régimes comme suit:

Régime d'aide (article de la loi)	Projet(s)	Coûts
protection de l'environnement (art. 3)	12	20.830.878
utilisation rationnelle de l'énergie (art. 4)	2	274.160
production d'énergie électrique à partir de sources d'énergie renouvelables (art. 5)	9*	36.183.000
production combinée d'électricité et de chaleur (art. 6)	1	15.000

* une demande ne précise pas le montant de l'investissement

En ce qui concerne la production d'électricité à partir de sources renouvelables, les demandes concernent les technologies suivantes:

Technologie	Projet(s)	Coûts
Énergie éolienne	6	35.875.000
Énergie photovoltaïque	2*	170.000
Énergie hydrodynamique	1	138.000

* une demande ne précise pas le montant de l'investissement

Le traitement des demandes en rapport avec la protection de l'environnement (art. 3) et l'utilisation rationnelle de l'énergie (art. 4) ne souffrent pas de retard.

Les demandes se rapportant à des investissements dans la prod2*ction d'énergie électrique à partir de sources renouvelables ont été évoquées et discutées à plusieurs reprises dans la commission spéciale. Aucun avis n'a cependant été émis jusqu'à présent étant donné les incertitudes quant à la reconduction ou la modification des règlements grand-ducaux du 30 mai 1994 et du 28 décembre 2001.

En effet, les aides prévues dans lesdits règlements sont cumulables avec celles accordées au titre de la loi du 22 février 2004 sans que toutefois les plafonds renseignés dans ladite loi ne puissent être dépassés.

Ces incertitudes étant désormais levées alors que le Gouvernement a arrêté sa politique en matière d'aide à la production d'énergie à partir de sources renouvelables, les dossiers peuvent désormais être avisés par la commission spéciale.

Question 0292 (9.2.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant les **accises sur le kérosène:**

Bei der Presentatioun vun de Prioritéite vun der lëtzebuergescher EU-Rotspresidentschaft huet de lëtzebuergeschen Ëmweltminister d'Fuerderung no enger Besteierung vum Flugbensin, dem Kerosin, erneiert. En europäeschen Elenggang, ouni d'amerikanesch Fluggesellschafte mat an esou eng Regelung ze huelen, soll et awer de Wierder vum Ëmweltminister no net ginn.

Elo ass awer rezent an der Press ze liese gewiescht, datt den Här Finanzminister matgedeelt huet, datt eng Majoritéit vun den europäesche Finanzministeren d'Iddi vun enger Besteierung vum Kerosin guttheescht, dëst fir d'Entwécklungshëllef an Zukunft ze finanzéieren.

De Generalsekretär vun der europäescher Loftfahrtgesellschaft (AEA) hält näischt vun esou Projeten. De Fluggesellschafte géingen esou Méikäschte vun 2,5 Milliarden Euro entstoen, wat dat wirtschaftlecht Iwwerliewe vu ville Gesellschaften a Fro stellt. Doriwwer eraus wier den Ëmweltschutzeffekt minim.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un déi Häre Ministeren:

1) Handelt et sech bei der geplangter Kerosinsteier ëm eng europäesch Steier oder ëm eng national Steier? Vu datt et sech ëm eng Steierfro handelt, muss d'EU esou eng Kerosinsteier eestëmmeg décidéieren oder net?

2) Gëtt d'Besteierung vum Kerosin an der EU agefouert, och wann Amerika net un esou enger Regelung deelhëlt? Mécht esou eng Regelung awer net nëmme Sënn wa se weltwäit agefouert gëtt?

3) Kann elo schonns ofgeschat ginn, wat esou eng Regelung a wirtschaftlecher Hisiicht fir d'Luxair an d'Cargolux bedeit?

4) Ass esou eng Besteierung nëmme fir d'Finanzéierung vun der Entwécklungshëllef geduecht, a stëmmt et, datt esou eng Besteierung net vill fir den Ëmweltschutz bréngt? Bréngt dann esou eng Besteierung net méi Nodeeler wéi Virdeeler fir d'EU?

5) Kann d'Entwécklungshëllef iwwerhaapt mat esou enger Kerosinsteier bezuelt ginn, wann ee bedenkt, datt d'Fluggesellschafte jo relativ liicht op Länner kënnen auswäichen, déi net un der Regelung bedeelegt sinn, fir do hir Fligeren ze betanken?

Réponse commune (24.2.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État, Ministre des Finances* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

D'Fro ob an der EU eng Kerosinsteier agefouert gëtt wäert während der Lëtzebuerger EU-Presidentschaft an an de Méint duerno an all hire Facetten diskutéiert ginn. Et ass dofir nach ze fréi fir déi opgeworfe Froen ze beäntwerten.

Réponse complémentaire (6.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Den éirewäerten Deputéierte gräift a senger parlamentarescher Ufro en Thema op, deen och schonns an dem Här Deputéierte Xavier Bettel senger Ufro N°0257 vum 21. Januar 2005 zur Diskussioun stoung.

Zousätzlech zur Äntwert vum Finanzminister vum 21. Februar 2005 erlaben ech mir dofir op d'Erklärungen, déi ech a menger Äntwert vum 24. Februar ginn hat, ze verweisen.

Ech wëll just widderhuelen, datt d'Fro vun enger Besteierung vum Kérosène opgeworf gouf am dueble Kontext vun der Finanzéierung vun den nationalen Engagementer, déi sech aus dem Kyoto-Protokoll erginn, a vun de Méiglechkeete vun der Europäescher Unioun, beim Festleeë vun de finanzielle Perspektiven 2007-2013 op nei national steierlech Ressourcë kënnen zréckzegräifen.

Et géif also kee Sënn maachen, dës Tax am nationalen Alleingang anzeféieren.

D'Fro, ob en Accord mat Drëttlänner méiglech ass fir d'Tax weltwäit z'applizéieren oder ob se sech nëmmen op intracommunautaire Volë beschränkt, ass nach net ausdiskutéiert.

En exakten Impakt op d'Exploitationskäschte vun eenzelne Fluggesellschaften ass net méiglech, soulaang een net weess wat den Taux an den Uwendungsberäich vun der Tax sinn. Dat gëllt och fir d'Fro, ob d'Recetten, déi sech aus esou enger Tax erginn, kënnten un e bestëmmten Zweck gebonne ginn.

Ofschléissend wëll ech bemierken, datt een d'Diskussioune vun deene kommenden europäesche Rendez-vousen ofwaarde muss, fir ze gesinn ob d'Iddi vun der Aféierung vun enger Tax um Kérosène mehrheetsfäeg ass. Dann eréischt ass et méiglech, d'Uwendungsmodalitéiten, esou wéi den éirewäerten Här Deputéierten déi gesäit, ze diskutéieren.

Question 0293 (10.2.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **passage à niveau à Bascharage:**

D'Aarbechten, fir d'Zuchstreck Péiteng-Lëtzebuerg zweegleiseg auszebauen, sinn amgaang. Am Zesummenhang mat dësen Aarbechten an dem Verkéierskonzept «mobilitéit.lu» ass geplangt, den Iwwergank iwwert d'Bunn («Passage à niveau») zu Käerjeng a Richtung Suessem um CR 110A ze supprimëieren an ënnerierdesch ze leeën. Gläichzäiteg soll och d'Capacitéit vum Opfangparking däitlech vergréissert ginn. En entspriechenden Avant-projet gouf dem Käerjenger Gemengerot am Chrëschtmount 2004 presentéiert.

Haaptsächlech wéint groussen Terrainsverloschter vun engem Noerhuelungsgebitt («Terrain Hopp»), dat do beim Käerjeng-Suessemer Bunn-Arrêt läit, stéisst de genannte Projet op lokal Resistenz. Esou datt elo eng am Gemengerot vertruede Partei fir d'Iddi militéiert, de Käerjenger Halt a säin Opfangparking integral a Richtung Péiteng ze verleeën. Déi Käerjeng-Suessemer «Gare« sollt no dësem Virschlag bei d'Collectrice du Sud leie kommen an direkt vun dëser och ugefuer kënne ginn.

Dofir dës Froen:

- Wat hält den Transportministère vun dëser Iddi?

- Wann eng Verleeung vun deem genannten Zuch-Halt an d'A gefaasst kéint ginn, wier et dann net vill méi sënnvoll, dësen Arrêt a Parking dohinner ze verleeën, wou vill Frontalieren zu Käerjeng schaffen, also tëscht oder bei déi nei Gewerbezon «Zaemer» an d'Industriezon «Bommelscheuer», dat heescht an déi aner Richtung (Lëtzebuerg respektiv Sprénkeng) - eng Stroossenubannung kéint do iwwert déi geplangten Ëmgehungsstrooss vu Käerjeng erfollegen?

Réponse (14.3.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Den Här Deputéierten Aly Jaerling befaasst sech a senger Ufro mam zweegleisegen Ausbau vun der Zuchstreck Péiteng-Lëtzebuerg, an an deem Zesummenhang mat der Iddi vun enger am Käerjenger Gemengerot vertruedener Partei fir de Käerjenger Arrêt an de geplangten Opfangparking a Richtung Péiteng ze verleeën.

A Récksprooch mat der CFL kann ech Iech folgend Äntwert op Är Froe ginn:

Am Kader vum zweegleisegen Ausbau vun der Zuckstreck Péiteng-Lëtzebuerg ass den Aménagement vun engem Zucharrêt mat engem regionalen P&R-Opfangparking an der Diskussioun. Fir mat den Aarbechte vum zweegleisegen Ausbau vun der Streck Péiteng-Lëtzebuerg net a Verspéidung ze kommen, hunn ech, op Avis vun der Commission de l'Infrastructure ferroviaire, décidéiert fir en interministeriellen Aarbechtsgrupp ze grënnen, deen dësen Dossier am Sënn vun der Strategie «mobilitéit.lu» an dem IVL soll studéieren. Dësen Aarbechtsgrupp wäert sech zesummesetzen aus Fonctionnairë vum Transportministère, dem Innenministère, der Stroossebauverwaltung an Agente vun der CFL. Dësen Aarbechtsgrupp soll eng Evaluatioun maache vu verschiddene méigleche Siten, fir ze kucke wéi ee Site am beschte gëeegent ass fir de Parking optimal un de Stroossen- an un den Zuchréseau unzebannen. Des Weidere soll och gekuckt ginn, wéi een/eng Zucharrêt(en) op der Linn Péiteng-Lëtzebuerg wéinst ze niddereger Fréquentatioun kéinten ofgeschaaft ginn.

Question 0294 (10.2.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **contournement de Bascharage:**

Zënter 1997 gehéiert d'Ëmgehungsstrooss vu Käerjeng an och vun Dippech zum «Relevé des contournements», deen am Kader vum «Plan directeur des contournements des localités» opgestallt gouf an dee vum Regierungsrot, den 3. am Wäimount 1997, guttgeheescht gouf. Mä schonns Jore virdru waren dräi Variante vun engem méigleche Contournement ausgeschafft ginn, allen dräi goufen 1993 vum Ëmweltministère verworf.

Op eng entspriechend Nofro vum Sud-Deputéierte Gast Gibéryen am Hierschtmount 2000, hat déi viregt Bauteministesch betount, datt «la nécessité de construire un contournement de Bascharage reste évidemment donnée de sorte que les travaux afférents figurent parmi les priorités du département des travaux publics.»

Den 22. am Wäimount 2003 gouf dunn der betraffener Gemeng vun der Stroossebauverwaltung en neie Plang fir e Contournement presentéiert.

D'Nécessitéit vun dëser Ëmgehungsstrooss gouf och vun zwou Etüden iwwert d'Loftqualitéit (Flechtekartéierung & Loftmiessungen iwwert e Joer) an der Gemeng Käerjeng bestätegt. D'Uwunner vun der RN5 leiden ënnert Besuergnis erregende Schuedstoffwäerter. Déi europäesch (respektiv déi däitsch a franséisch) Grenzwäerter vu Stéckstoffdioxid a Benzol (Kriibs erreegend) ginn do deelweis staark iwwerschratt.

Dofir dës Froen:

- Wou ass de Projet vun engem Käerjenger Contournement drun a wéini wäerten d'Bauaarbechte fir de Contournement ulafen?

- Wéini rechent den Här Minister, a seng Servicer, mat der Fäerdegstellung vun der Käerjenger Ëmgehungsstrooss?

Réponse (21.4.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierten Aly Jaerling kann ech Folgendes soen:

D'Etüde vun dësem Projet, deen am IVL-Konzept ageschriwwen ass, sinn um Niveau vum APS (Avant-Projet Sommaire).

Consultatiounen, dei bei de concernéierte Gemenge gefouert gi sinn, hu gewisen, datt einstweile keng Eenegung iwwert den Tracé vum Contournement méiglech wier.

Opgrond vun den Awänn vun de Gemengen ass vu Ponts et Chaussées eng Impaktnotiz erstallt ginn; déi baséiert op dräi verschiddenen Impaktstudien aus de Joren 1992, 1995 an 1998.

Well den Tracé nach net definitiv approuvéiert ass an d'Emprisen nach net akaaft gi sinn, ass et schwéier haut ze soen, wéini d'Realisatioun vum Projet ugefaang ka ginn.

D'Bauzäit fir dëse Projet bedréit dräi bis véier Joer.

Question 0295 (10.2.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant la **pension d'invalidité:**

Bei der Ufro fir eng Invaliderent kënnt et méi dacks vir, datt dës irrtümlech bei der Krankekeess agereecht gëtt. Do derbäi kënnt nach, datt verschidde Leit esouguer vun der Krankekeess opgefuerdert ginn hiren Invaliderentenantrag bei der Krankekeess selwer anzereechen. An dann ass et ganz oft esou, datt dës Ufroen bei der Krankekeess ganz einfach leie bleiwen. Dëst bréngt dann déi Betraffen an eng ganz schwiereg Situatioun.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill Invaliderentenanträg goufen an de leschte fënnef Joer bei der Krankekeess eragereecht?

2) Wéi vill a firwat goufen eng Rei vun Invaliderentenanträg net un d'Pensiounskeess weidergereecht?

3) Den Artikel 13 vum Gesetz vun 30. Juli 2002 gesäit vir, datt de Patient banne véier Méint beim Kontrolldokter muss passéieren. A wann de Gesondheetszoustand dëst virweist, misst dann net vun hei aus automatesch een Invaliderentenantrag agereecht ginn? Wéi ass hei déi genee Prozedur, well et schéngt mir, wéi wann net all Dossier géing gläich behandelt ginn.

Réponse (1.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Fir d'éischt wëll ech dem Här Deputéierte matdeelen, datt, op Ufro vu menge Beamten, déi zoustänneg Verantwortlech vun der Aarbechterpensiounskeess nodrécklech verséchert hunn, datt déi vum Här Deputéierten ugesprache Fäll äusserst seele sinn. Natierlech kann een net ausschléissen, dat heiansdo e Fall leie bleift, mä am Normalfall reechen d'Beamte vun der Krankekeess déi Fäll sou séier wéi méiglech weider un d'Pensiounskeess.

Et ass leider net méi feststellbar, wéi vill Anträg bei der Krankekeess agereecht goufen, well se bei der Pensiounskeess net extra gekennzeechent ginn an net méi vun deene, déi direkt dohin adresséiert sinn, ënnerscheet kënne ginn.

Duerch déi nei gesetzlech Bestëmmungen iwwert d'Invalidepensiounen, déi deemnächst der Chamber zum Vote virgeluecht ginn, gëtt déi ganz Prozedur reforméiert an da komme sou Fäll, och wann se haut schon extrem seele sinn, net méi vir.

Question 0296 (10.2.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**harmonisation de l'appellation des classes de l'enseignement secondaire:**

L'article 46 de la loi du 12 juillet 2002 portant modification 1. de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement, titre VI: de l'enseignement secondaire; 2. de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue prévoit que l'enseignement secondaire, classique et moderne, comprend sept années d'études réparties en une division inférieure de trois années, à savoir la classe de 7e ainsi que les classes de 6e et de 5e, et une division supérieure de quatre années, comportant une classe polyvalente (4e) et un cycle de spécialisation (classes de 3e, 2e et de 1re).

La loi du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, telle qu'elle a été modifiée, prévoit en son article 2 que l'enseignement secondaire technique comprend trois cycles, à savoir un cycle inférieur de trois ans (7e, 8e et 9e), un cycle moyen du régime technique d'une durée de deux ans (10e et 11e) ainsi qu'un cycle supérieur du régime technique d'une durée normale de deux ans (12e et 13e).

Étant donné qu'aussi bien l'enseignement secondaire que l'enseignement secondaire technique préparent aux études supérieures, et dans l'optique d'une simplification administrative de notre système scolaire, et afin de motiver davantage les élèves de l'enseignement technique, n'y a-t-il pas un moyen d'harmoniser l'appellation des différentes classes des deux enseignements, une appellation qui comprendrait d'une part les classes de 7e à la 1re pour l'enseignement secondaire, et les classes de 7e à la 1re techniques pour l'enseignement secondaire technique?

Réponse (14.3.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

On peut effectivement se poser la question pour quelle raison l'enseignement secondaire technique n'est pas structuré suivant la même nomenclature que l'enseignement secondaire. La question a été posée en 1979 lors de la création de l'enseignement secondaire technique, une seconde fois en 1996 lors de la réforme des critères de promotion. À chaque fois il a été retenu qu'il était préférable de donner une identité distincte à l'enseignement secondaire technique.

À la même occasion des problèmes d'ordre technique ont été évoqués. En effet, la durée des études à l'enseignement secondaire technique n'est pas la même suivant les régimes. Au régime technique et au régime de la formation de technicien, les études se terminent en général en classe de 13e à l'exception de la division des professions de la santé et des professions sociales qui finit en classe de 14e. Le régime professionnel comprend uniquement le cycle moyen; la classe terminale est la classe de 12e. Il serait difficile de trouver des appellations pour toutes les classes terminales.

Cela étant, j'estime qu'il faut éviter autant que possible de singulariser chaque ordre d'enseignement. C'est dans cet ordre d'idées que mes services ont préparé une réglementation des conditions de promotion des élèves harmonisée pour les deux ordres d'enseignement et fondée sur des principes communs.

Question 0297 (10.2.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant l'**élaboration d'un cours d'éducation aux valeurs:**

Le projet de loi sur la «Ganztagsschule» qui vient d'être déposé prévoit de remplacer les cours de formation morale et sociale et d'instruction religieuse et morale par un cours d'éducation aux valeurs.

À cet égard, l'accord de coalition prévoit qu'un groupe de travail sera institué sous l'autorité conjointe du Premier Ministre et du Ministre de l'Éducation nationale. Ce groupe fera des propositions en prenant en compte la diversité croissante des cultures et des convictions religieuses et philosophiques. Il veillera particulièrement à l'intégration de ces diversités dans un climat de respect et de tolérance réciproques.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Si ce groupe de travail a été constitué et combien de fois il s'est réuni?

- Quelles ont été les conclusions de ce groupe de travail?

- Qui a été chargé de l'élaboration du programme?

- Qui sera chargé de l'enseignement de ce nouveau cours?

- Si une formation adéquate des enseignants a eu lieu?

Réponse (17.3.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le groupe de travail en question a été constitué dès la rentrée scolaire. Il travaille à deux niveaux.

En premier lieu il s'agit d'élaborer des propositions pour le socle de compétences pour la branche d'éducation aux valeurs ainsi que pour les lignes directrices du programme.

À ce niveau il y a eu trois réunions avec des membres du groupe qui prépare la mise en œuvre du lycée-pilote, des experts de formation morale, d'instruction religieuse et d'histoire des religions et des responsables de différents services du Ministère.

Une fois les propositions avalisées à ce niveau, elles ont été présentées par Monsieur le Premier Ministre à un conseil de représentants du monde religieux et du monde laïc.

Lorsque ce conseil aura examiné les propositions qui lui ont été soumises, il sera également possible de déterminer quels enseignants seront chargés de ce nouveau cours.

Question 0301 (15.2.2005) de **Mme Martine Stein-Mergen** *(CSV)* et de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**extension de l'aérogare:**

L'a.s.b.l. Mouvement écologique avait introduit ensemble avec un certain nombre de particuliers un recours devant les juridictions administratives tendant à la réformation sinon à l'annulation d'une décision du Ministre de l'Environnement datée du 19 mars 2003 et accordant à l'Administration des Bâtiments publics l'autorisation de procéder dans l'enceinte de l'aéroport à l'extension de l'aérogare.

Les demandeurs ont critiqué la décision ministérielle, alors qu'à leurs yeux le Ministre se serait contenté de fixer un nombre maximum de vols, à savoir annuellement 63.000, sans déterminer les conditions d'exploitation.

Pour les requérants, le fait pour le Ministre de reprendre ce nombre de mouvements ne constitue pas une condition d'exploitation, bien au contraire, ce nombre n'est qu'un simple pronostic. Ce faisant, le Ministre n'aurait pas respecté diverses dispositions de la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Le Tribunal administratif a déclaré le recours inscrit sous le numéro du rôle 16965 fondé et a reformé la décision ministérielle précitée, plus particulièrement l'article 2 de ladite décision tout en renvoyant le dossier devant le Ministre de l'Environnement aux fins d'exécution, et plus spécifiquement d'insertion du nombre de vols annuels d'avions.

Dans ce contexte nous aurions aimé poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Environnement et des Transports:

- Le Gouvernement a-t-il procédé à l'exécution de la décision précitée rendue par le Tribunal administratif de et à Luxembourg en date du 19 mai 2004?

- De quelle manière le Gouvernement entend-il contrôler que le nombre de vols ainsi fixé soit respecté dans la pratique?

Réponse (29.3.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et *Ministre de l'Environnement:*

Par un arrêté du 28 janvier 2005, le Gouvernement a exécuté le jugement rendu par le Tribunal administratif le 19 mai 2004. Le délai entre la date du jugement et son exécution s'explique par le refus de l'OACI d'intervenir comme organisme vérificateur des mouvements d'avions.

L'arrêté du 28 janvier 2005 exécute le jugement précité suite à la délivrance, par l'Administration de l'Aéroport, du nombre officiel de mouvements d'avions entre le 1er juillet 2003 et le 30 juin 2004. Les parties avaient accepté, en janvier 2005, devant le Tribunal, le remplacement de l'OACI par l'Administration de l'Aéroport.

Il appartient au Ministre de l'Environnement de veiller au respect des décisions qu'il a rendues en matière d'établissements classés.

Par ailleurs, il se basera sur les données statistiques rassemblées mensuellement par l'Administration de l'Aéroport pour surveiller l'évolution du nombre des mouvements d'avions à l'Aéroport.

Question 0302 (15.2.2005) de **MM. Marco Schank**, **Jean-Paul Schaaf** et **Ali Kaes** *(CSV)* concernant la **réaffectation des sites de l'ancienne tannerie Ideal et de l'entreprise Eurofloor à Wiltz:**

Le programme de coalition d'août 2004 dispose dans son chapitre relatif au Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire que «la reconversion des friches industrielles reste au centre des préoccupations de l'aménagement du territoire. Les sites de Dudelange, de Dommeldange et de Wiltz seront pris en considération dans ce contexte en plus des friches industrielles situées dans le sud du pays.» Alors que la reconversion des friches industrielles au sud du Luxembourg semble avancer à grands pas, des projets concrets quant à une éventuelle réaffectation du site de l'ancienne tannerie Ideal, puis de l'entreprise Eurofloor à Wiltz se font attendre. Á ce qu'il paraît, le silence dans ce dossier s'explique par des problèmes, d'une part, relatifs à l'acquisition du terrain par les autorités communales de Wiltz et, d'autre part, à la (dé)contamination du terrain.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Quels sont les projets concrets envisagés par le Gouvernement luxembourgeois pour le site en question? Quel est le potentiel du site en matière de création d'emplois?

- Est-ce que les pourparlers entre le Gouvernement luxembourgeois et les autorités communales de Wiltz ont apporté des résultats concrets?

- Est-ce que la commune de Wiltz a entre-temps acquis le terrain précité? En cas de réponse négative, quelles sont les raisons expliquant ce retard? Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois dispose de moyens pour inciter la commune à accélérer l'acquisition du terrain en question?

- Est-ce que le site a déjà fait l'objet d'analyses du sol afin de pouvoir quantifier l'envergure des travaux de décontamination du site? Dans l'affirmative, quels en sont les résultats?

Réponse (23.3.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Introduction

Les questions concernent plusieurs ministères et administrations, à savoir notamment le Ministère de l'Économie, le Ministère de l'Environnement et le Ministère du Travail. Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire répond aux aspects qui tombent sous ses attributions.

Parmi les attributions du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire est d'une part la coordination des acteurs concernés par les projets d'aménagement du territoire et des projets d'aménagement communal et, d'autre part, la promotion de projets qui ont un intérêt régional et national au sens du Programme directeur d'Aménagement du Territoire. L'approbation des contrats entre la commune et les différents bureaux d'études et l'approbation des transactions immobilières concernant les communes incombe également au Ministère de l'Intérieur,

Il importe de rappeler que l'État n'est pas propriétaire des immeubles. En conséquence, le Gouvernement ne peut avoir envisagé, en ce qui concerne ce site, que des projets à caractère stratégique. Ces projets sont mentionnés dans le Programme directeur d'Aménagement du Territoire.

Il s'agit d'une friche industrielle, située dans une commune définie comme centre de développement et d'attraction de type régional. Le site se trouve au centre de la localité et à proximité de la gare. En ce sens, le site offre toutes les potentialités de réaliser un projet compatible avec la majorité des objectifs préconisés par le Programme directeur et le concept IVL. La revitalisation du site permettra de concrétiser une politique de développement urbain durable.

Il est actuellement convenu que les autorités communales de Wiltz assurent, en ce qui concerne un projet technique et urbain «concret» sur le site, la tutelle des études et travaux requis, en collaboration étroite avec les ministères et administrations concernées.

Le site potentiellement constructible est composé de deux entités, à savoir l'entité «Eurofloor» et l'entité «Baumaself», d'une envergure totale de quelque dix hectares.

Une estimation de la surface utile potentielle est disponible. Un bureau spécialisé en urbanisme et en architecture a été chargé par la commune de Wiltz avec la réalisation d'un «masterplan».

Deux variantes ont été étudiées. La surface utile brute estimée se situe entre 42.980 m² et 54.450 m². La population active envisageable est de 524 à 791 personnes.

Une programmation plus précise sera réalisée lors de la dernière étape du «masterplan».

Il importe de préciser que la commune de Wiltz collabore étroitement avec plusieurs ministères concernés. Le résultat de cette collaboration est l'ensemble des différents projets et études en cours.

La nature et l'envergure du projet ont un «rayonnement» qui dépasse de loin le contexte immédiat de la ville de Wiltz. En conséquence, les communes du canton sont également concernées. Il importe de rappeler qu'en octobre 2003 a eu lieu un colloque intitulé «Wei eng Zukunft fir d'Weelzer Industriefrichen?», auquel toutes les communes du canton ont été invitées.

En ce qui concerne le volet financier, tous les acteurs concernés sont conscients du fait que les coûts à prévoir pour l'assainissement et la viabilisation du site dépassent de loin les capacités financières de la Ville de Wiltz. Un projet de financement qui intègre les aides étatiques doit donc être élaboré.

Le précédent Ministre de l'Intérieur a proposé de constituer un comité de pilotage dans lequel sont représentés tous les acteurs concernés par le projet. Il a été retenu de constituer ce comité après les élections, respectivement après la réorganisation des ministères et administrations. Cette constitution est actuellement en cours.

Le comité de pilotage aura comme mission la supervision et la coordination des volets politiques, techniques et financiers du processus destiné à préciser le projet. La finalité de ce processus est une prise de décision optimisée et accélérée.

La commune de Wiltz a acquis le terrain «Baumaself» qui a une envergure approximative de 2,5 ha, le terrain «Eurofloor» n'a pas été acquis jusqu'à ce moment, pour les raisons suivantes:

- L'entreprise «Eurofloor» doit finaliser sa «cessation d'activités» en assumant entre autres sa responsabilité en ce qui concerne la décontamination du site.

- Une des entreprises du site a fait faillite, en conséquence une part de l'assainissement incombe à la commune respectivement à l'État selon des modalités à définir.

- L'envergure du coût de l'assainissement du site ne peut être précisée qu'après un processus qui intègre, d'une part, les variantes du

projet urbain et, d'autre part, les variantes possibles de l'assainissement du site.

L'estimation de la charge financière à supporter par la commune de Wiltz dépend de plusieurs facteurs:

- Envergure des aides étatiques.

- Projet urbanistique et concept d'assainissement définitif.

- Garantie que l'entreprise «Eurofloor» assume sa responsabilité.

Bien entendu, le Ministre de l'Intérieur ne peut approuver l'acquisition du site tant que les coûts d'assainissement et de viabilisation dépassent les capacités financières de la Ville de Wiltz.

Les différents ministères concernés ont la possibilité de cofinancer des études et autres prestations. En ce qui concerne le volet aménagement du territoire et aménagement communal, le Ministre de l'Intérieur a accordé un subside de 50% pour l'élaboration du «masterplan» par le bureau spécialisé en urbanisme et architecture.

Le volet assainissement a la plus grande envergure financière et peut varier selon les options urbanistiques retenues. En conséquence, la précision du coût et des modalités concernant le cofinancement par l'État donnera aux autorités communales les moyens de prendre une décision. Le comité de pilotage mentionné plus haut est certainement le meilleur outil pour optimiser la communication entre les acteurs concernés et pour préciser le projet en intégrant tous les aspects et ainsi accélérer le processus.

Le site a fait l'objet d'analyses du sol par un bureau spécialisé. Une estimation du coût a été réalisée, mais en considérant les explications à ce sujet fournies plus haut, il est évident que ces estimations seront à préciser.

Une étude hydrogéologique sera entamée prochainement et s'étendra probablement sur 12 à 15 mois. Il n'incombe pas au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire de commenter les résultats de ces analyses, mais au Ministre de l'Environnement.

Conclusion

Le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire tient à informer que la revitalisation des friches au centre de Wiltz est un des projets qui permettra de concrétiser des objectifs du Programme directeur de manière exemplaire,

En conséquence il invite tous les acteurs concernés à participer de manière constructive au comité de pilotage. En outre, il invite les ministères concernés de prévoir les moyens budgétaires qui permettront à l'État de catalyser ce projet dont l'intérêt régional, voire national est évident.

Toutefois, au vu des travaux qui restent à faire sur les friches du Sud du pays, sans parler de la friche de Dommeldange et autres projets pilotes de l'aménagement du Territoire, le Ministre se permet d'insister sur le fait qu'une avancée rapide et coordonnée de l'ensemble de ces travaux permettant un développement durable et plus équilibré du territoire luxembourgeois nécessite des moyens personnels nettement plus importants que ceux dont disposent les Directions de l'Aménagement du Territoire et de l'Aménagement communal.

Question 0303 (15.2.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **restructuration de la Cepal:**

Mat dem Restrukturéierungsplang vun der Cepal an der Fleeschveraarbechtung huet d'Diskussioun iwwert d'Strukture vun eise Schluechthaiser a fleeschveraarbechtenden Atelieren neien Opdriff kritt. Aus dem rezenten Artikel vun enger Lëtzebuerger Wochenzeitung (*) geet ervir, datt d'Spriecher vun deenen dräi anere Schluechthaiser (Esch, Ettelbréck a Wecker) sech driwwer eens sinn, datt dat bei wäitem iwwerdimensionéiert a verkomment (vétuste) Mierscher Cepal-Schluechthaus net ze rentabiliséiere wär. Weider gëtt a Fro gestallt, datt de Business-Plang vun der Cepal-Direktioun fir d'Rentabiliséierung vun der Découpe an der Fleeschveraarbechtung kënnt opgoen, well en op enger onrealistescher Ausweidung vum Ofsaz baséiere géif. Och gëtt beklot, datt d'Cepal vun enger bedingungsloser politescher Ënnerstëtzung géif profitéieren, souwuel wat d'Kreditter, wéi och d'sanitär Konditiounen ubelaangt.

Duerfir meng Froen un déi zoustänneg Ministeren:

1. Gëtt et eng staatlech Strategie, wat déi weider Entwécklung vun eiser Schluechthausstruktur ubelaangt, a wat fir Konklusiounen erginn sech doraus a puncto öffentlecher Ënnerstëtzung vu Moderniséierungs- an Erweiderungsprojeten?

2. Gëtt all Projet an deem Beräich mat staatleche Mëttelen iwwert d'Agrargesetz ënnerstëtzt, och wann en ekonomesch op wackelege Bee steet? Gëtt esou e Projet enger seriöer Analys ënnerzunn, ier en d'Zousécherung vu staatlecher Bäihëllef kritt?

3. Wéi steet et an deem Zesummenhank mat dem Moderniséierungsprojet vun der Cepal? Wat seet déi am Artikel 59 vum Agrargesetz agesate Kommissioun an hirem Avis zu dësem Projet? Wat fir finanziell Engagementer huet d'Regierung konkret vis-à-vis vun der Cepal geholl?

4. Ass et sécher, datt et bei dem Respekt virun de sanitäre Virschrëfte keng Extrawurschte gëtt? Wat sot Dir zum Reproche, datt d'Cepal ze liicht ëmmer erëm nei Délaien accordéiert kritt hätt, fir hir Installatiounen an d'Rei ze setzen an datt domat eng déloyal Konkurrenz vis-à-vis vun deenen aneren Entreprise bedriwwe gi wär?

(*) Lëtzebuerger Land vum 11.2.2005

Réponse (22.3.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

Avant de répondre plus précisément aux différentes questions posées par l'honorable Député au sujet d'un projet de restructuration et de modernisation d'une fabrique de produits de viande à Mersch, il m'importe de faire quelques remarques plus générales concernant la situation actuelle du secteur agroalimentaire en matière de viande.

Il est un fait que notre secteur agroalimentaire accuse un grave déficit en infrastructures pour la valorisation de la viande qui est une matière première de haute qualité produite sur notre territoire par une agriculture indigène compétente et performante.

En effet, faute de capacités de valorisation indigènes suffisantes, un tiers des bovins de boucherie sont exportés à l'étranger pour y être abattus et transformés en produits de viande, générant une plus-value non négligeable. S'y ajoutent les carcasses abattues dans nos abattoirs mais qui sont ensuite exportées afin d'y gagner en valeur ajoutée. De plus, il importe de souligner que pour la production de viande de veau le marché luxembourgeois est presque entièrement dépendant des marchés étrangers.

Ceci dit les questions posées appellent de ma part les réponses suivantes:

1. Pour réagir aux carences expliquées ci avant et afin de mieux répondre aux exigences du consommateur, le Gouvernement entend promouvoir le développement d'une industrie de viande performante par la mise en place d'établissements adéquats d'abattage, de découpe et, surtout, d'entreprises de fabrication de produits de viande.

Afin d'analyser les capacités de notre industrie de viande et d'évaluer les potentialités d'une valorisation rationnelle de la viande, un groupe d'experts étrangers est en phase de préparer, ensemble avec les administrations de ce Ministère, une étude sur le secteur de la viande avec la mission d'esquisser les potentialités et les stratégies futures en matière de traitement de la viande. Les premiers résultats de cette étude devraient être disponibles vers la mi-année.

2. L'article 59 de la loi du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural exige que toutes les demandes introduites dans le cadre du chapitre 7 (Amélioration de la transformation et de la commercialisation des produits agricoles), sont à soumettre à l'avis de la commission compétente (commission spéciale).

Cette commission a élaboré un questionnaire qui doit être joint à chaque demande d'aide et qui comporte entre autres des indications:

• sur la situation financière du demandeur d'aide (bilans et comptes de pertes et profits des trois dernières années dûment approuvés);

• sur le financement du projet (indication des moyens propres, des emprunts éventuels et des aides publiques escomptées);

• sur la rentabilité économique du projet au niveau du demandeur sur base des comptes des pertes et profits prévisionnels pour le ou les exercices comptables de la réalisation du projet ainsi que pour les trois exercices comptables suivant la réalisation du projet;

• sur les retombées économiques au niveau des fournisseurs de matières premières d'origine agricole.

À l'aide des données précitées, la commission spéciale soumet tous les projets présentés à une analyse économique et financière poussée et y consacre un chapitre particulier dans ses avis.

3. La commission spéciale vient tout juste d'être saisie du projet en question, mais elle n'en a pas encore débattu. Il s'ensuit qu'aucune décision quant à un éventuel subventionnement du projet n'a été prise.

4. La nouvelle réglementation communautaire en matière d'hygiène exige une révision et une adaptation des installations et équipements des établissements travaillant dans le secteur de la viande. Des travaux de mise à norme sont actuellement en cours à l'Agro-Center à Mersch. Ces travaux de rénovation, exécutés conformément à la réglementation communautaire, ont pris un certain retard dû à la fois à la restructuration administrative de la société Cepal et aux tractations infructueuses avec des potentiels partenaires financiers et commerciaux.

Malgré ces retards, il importe de souligner que les produits mis sur le marché sont fabriqués sous le contrôle des autorités compétentes et répondent aux normes réglementaires.

Question 0305 (17.2.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant les **poursuites pénales au niveau de la fonction publique:**

Q 76

Am Zesummenhang mat vu penale Poursuitë betraffene Statsbeamten hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) E Beamten aus der öffentlecher Funktioun, deen an Ënnersichungshaft asëtzt oder géint dee penal Poursuitë lafen, behält dee seng Aarbechtsplaz, a wa jo, kritt en an där ganzer Zäit vun der Ënnersichungshaft weiderhin säi Gehalt integral ausbezuelt?

2) Am Fall vun enger Veruerteelung, muss dee betraffene Beamten aus der öffentlecher Funktioun an deem Fall säi Gehalt vun deene Méint, wou d'Instruktioun gelaf ass, un de Stat zréckbezuelen?

3) Wéi vill Beamten aus der öffentlecher Funktioun sinn an de leschten zéng Joer am Kader vu penale Poursuitë bis hin zur Ënnersichungshaft vum Déngscht suspendéiert ginn?

4) Wéi vill Statsbeamte sinn an de leschten zéng Joer op Grond vun enger penaler Veruerteelung aus dem Statsdéngscht entlooss ginn?

Réponse (19.4.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse aux deux premières questions, permettez-moi de renvoyer aux articles 48 à 50 de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État. En effet, ces dispositions prévoient notamment qu'un fonctionnaire détenu en exécution d'une condamnation judiciaire passée en force de chose jugée pour la durée de la détention est suspendu de plein droit et est privé de plein droit de son traitement.

Par contre, un fonctionnaire condamné par une décision judiciaire non encore passée en force de chose jugée, qui porte ou emporte la perte de l'emploi, - jusqu'à la décision définitive, le fonctionnaire détenu préventivement, - pour la durée de la détention et, enfin, le fonctionnaire condamné disciplinairement à la révocation ou à la mise à la retraite d'office pour inaptitude professionnelle ou disqualification morale par une décision non encore passée en force de chose jugée, - jusqu'à la décision définitive - , est de même suspendu de plein droit mais la privation de plein droit de son traitement est réduite à la moitié du traitement. Dans ces cas, la moitié du traitement retenue est soit payée intégralement en cas de non-lieu ou d'acquittement, soit retenue définitivement en cas de condamnation à une peine d'emprisonnement et en cas de révocation ou de mise à la retraite d'office pour inaptitude professionnelle ou disqualification morale, soit, enfin, payée, après diminution des frais d'instruction et de l'amende, dans les autres cas.

En ce qui concerne les deux dernières questions, je voudrais rappeler d'abord que les procédures disciplinaires ont changé avec l'entrée en vigueur de la loi du 19 mai 2003 portant notamment réforme du statut général des fonctionnaires de l'État, avec la création de la nouvelle fonction de commissaire chargé de l'instruction disciplinaire à partir de novembre 2003. En effet, la décision de suspension rentrait auparavant dans la compétence exclusive du ministre du ressort, de sorte que mes services n'ont jamais reçu des informations à ce sujet avant cette date.

Il s'ajoute que de toute façon le système informatique actuel sur le paiement des rémunérations n'a jamais permis ni ne permet maintenant de recenser les causes possibles et détaillées de l'arrêt du paiement d'une rémunération d'un agent de l'État (pension, démission, révocation par mesure disciplinaire, révocation sur base d'une condamnation pénale ou autre), si bien que mes services ne sont pas en mesure d'établir une statistique dans le sens demandé par l'honorable Député. Par ailleurs, et dans ce contexte, l'on pourrait encore se demander si de tels traitements de données sont conformes à la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Question 0307 (18.2.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **représentation du Taïwan à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS):**

La République de Chine à Taïwan consent actuellement des efforts substantiels afin de se voir reconnaître le statut de membre observateur à l'Organisation Mondiale de la Santé. Ces efforts résultent de la réalisation de ce que les 23 millions de Taïwanais ne bénéficient actuellement d'aucune représentation à l'OMS, alors que la crise du SARS a démontré que l'appartenance de Taïwan à l'OMS aurait grandement facilité la mise à sa disposition du support international qui fut acquis aux autres États touchés.

Étant donné que Taïwan a besoin du soutien d'un nombre significatif de pays pour pouvoir accéder à l'OMS en tant qu'observateur j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Si le Gouvernement du Luxembourg est disposé à supporter la demande de Taïwan au sein de l'Organisation Mondiale de la Santé?

- Dans la négative, j'aimerais connaître les raisons qui peuvent amener le Gouvernement à adopter une telle attitude.

Réponse commune (14.3.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale* et de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Je précise d'entrée que la présente réponse intervient en étroite concertation avec le Ministère des Affaires étrangères.

Tout comme ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg adhère pleinement au principe fondamental inscrit dans la Constitution de l'Organisation Mondiale de la Santé dont le but premier est d'amener tous les peuples au niveau de santé le plus élevé possible.

Aussi, le Gouvernement s'est-il félicité de l'accès qu'ont pu avoir les experts de l'OMS sur le territoire de Taïwan lors de la crise du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS).

Quant aux initiatives lancées ces dernières années à l'OMS pour inviter les autorités sanitaires de Taïwan à participer comme observateur à diverses réunions de l'OMS, l'Union européenne s'en est tenue et s'en tient à sa politique d'une seule Chine. Dès lors, les pays de l'Union européenne, et parmi eux le Luxembourg, ont voté contre l'inscription de cette question à l'ordre du jour des diverses réunions de l'OMS.

L'Union européenne souhaite que la coopération entamée entre l'OMS et Taïwan à l'occasion de la crise du SRAS soit renforcée et élargie de sorte à protéger les intérêts de santé des habitants de Taïwan et à tenir dûment compte des efforts à l'échelle mondiale en faveur de la santé publique.

De concert avec ses partenaires de l'Union européenne, le Luxembourg appuie les efforts des responsables de l'OMS et notamment de son Directeur général pour trouver des solutions pragmatiques qui assureront l'application authentiquement globale des règles sanitaires internationales.

Question 0308 (18.2.2005) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant les **directives européennes relatives au statut des ressortissants de pays tiers:**

L'Union européenne a arrêté deux directives européennes qui auront une incidence directe sur les ressortissants de pays tiers se trouvant légalement au Grand-Duché.

Il s'agit en premier lieu de la directive 2003/86/CE relative au regroupement familial des étrangers, adoptée le 22 septembre 2003 par l'Union européenne et qui devra être transposée en droit national avant le 3 octobre 2005; deuxièmement de la directive 2003/109/CE relative au statut des ressortissants de pays tiers résidents de longue durée, adoptée le 25 novembre 2003 et qui devra être transposée avant le 23 janvier 2006 par les États membres.

À cet égard j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- S'il peut me renseigner sur l'état actuel des préparatifs législatifs nécessaires pour satisfaire aux délais imposés par lesdites directives?

Réponse (14.3.2005) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Le programme gouvernemental prévoit que la loi du 28 mars 1972 concernant entre autres l'entrée et le séjour des étrangers est à modifier en tenant compte notamment des directives européennes adoptées en la matière.

D'ores et déjà il peut être annoncé que la loi de 1972 ne sera non seulement modifiée, mais abrogée et remplacée par une législation moderne en matière d'immigration.

Les travaux préparatifs relatifs à ce grand chantier législatif sont en cours. Ils seront accélérés dès la fin de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne. Les directives mentionnées seront évidemment transposées en droit national à cette occasion.

Question 0309 (18.2.2005) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant le **reclassement du site de Meysembourg en «zone d'aménagement différé»:**

Le vote provisoire du conseil communal de Larochette en faveur du reclassement de l'ensemble du site de Meysembourg (la ferme du château et l'ensemble du parc paysager), actuellement classé «zone verte» et protégé en tant que monument national, en «zone différée» a suscité une vague importante de réclamations écrites (plus de 700) contre un tel reclassement.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Messieurs les Ministres s'il est exact que le reclassement en «zone d'aménagement différé» va désormais exclure l'accord de la part du Ministère de l'Environnement en cas d'un projet de construction ou de réaménagement du site.

Étant donné que l'ensemble du site (château, ferme, parc paysager) vient d'être protégé à titre de monument national, le reclassement en «zone d'aménagement différé» ne risquerait-il pas de compromettre sérieusement cette protection en vigueur? Est-ce que le Ministère de la Culture a déjà entrepris des mesures urgentes de sauvegarde et de conservation, étant donné que le château, la ferme et le parc paysager sont dans un état avancé de délabrement?

Comme Meysembourg est manifestement situé en dehors d'une agglomération et à l'écart d'infrastructures routières adéquates, quels peuvent être l'intérêt et l'utilité d'un reclassement d'une «zone verte» en «zone d'aménagement différé» dans le cadre des nouvelles orientations du concept «IVL»?

Réponse commune (29.3.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement*, de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Concernant le volet «reclassement et exclusion de l'accord de la part du Ministère de l'Environnement en cas d'un projet de construction ou de réaménagement du site»

En raison des décisions intervenues en application de la législation sur la protection de la nature, il convient de rappeler que l'ensemble du site «Meysembourg» est classé zone verte au regard de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des réserves naturelles.

Tout projet de construction ou d'aménagement reste soumis à approbation au titre de cette même loi nonobstant le vote provisoire du conseil communal de Larochette portant reclassement du site en une zone d'aménagement différé.

Dans l'hypothèse envisagée par Monsieur le Député où le Ministre de l'Intérieur et le Ministre de l'Environnement auraient entériné, chacun dans le cadre de ses attributions, un reclassement du site, une autorisation de la part du Ministre de l'Environnement en cas de projet de construction sur ces lieux ou de réaménagement du site ne serait plus requise, sans préjudice néanmoins des dispositions de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004.

Pour l'heure, le Ministre de l'Environnement n'est pas encore saisi du dossier: dès que celui-ci lui sera soumis il demandera à ses services de lui signaler tous les éléments déterminants et il statuera en en tenant compte.

Concernant le volet «protection du site au titre de monument national»

Les effets de la protection découlant de l'inscription à l'inventaire supplémentaire, opérée en date du 12 février 2004 aux termes de la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux, restent en vigueur quel que soit le statut de la zone où l'objet est situé. Aucune modification ne pourra y être apportée sans l'accord préalable du Ministre ayant la Culture dans ses attributions.

Les édifices mentionnés n'ont pas encore bénéficié de mesures de sauvegarde et de conservation gérées et financées par l'État étant donné que les propriétaires n'ont pas encore saisi les services compétents de propositions à ce sujet. Lors de l'inscription à l'inventaire supplémentaire, le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche avait invité les propriétaires à lui demander les conseils techniques et le soutien financier auxquels ils ont droit.

En l'état actuel des choses, les agents du Service des Sites et Monuments nationaux ne sont donc pas habilités à intervenir. Sauf en cas d'urgence, c'est-à-dire quand la substance du bien est menacée, l'État peut intervenir sur un bien privé protégé sans l'autorisation des propriétaires.

Concernant le volet «intérêt et utilité d'un reclassement d'une zone verte en zone d'aménagement différé dans le cadre des nouvelles orientations du concept IVL»

Étant donné que le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire n'est pas encore saisi du dossier et que l'avis du Ministre de l'Environnement n'est pas encore disponible pour les raisons expliquées plus haut, seules des remarques de caractère général peuvent être émises.

Un ensemble paysager tel que Meysembourg est de par sa taille, son histoire, son château et les dépendances de ce dernier, mais aussi en raison de la beauté du parc paysager à la fois ouvert et forestier et surtout du fait qu'il se trouve aux mains d'une seule famille de propriétaires, pratiquement unique au Luxembourg.

Il est donc compréhensible qu'en raison de cette attractivité évidente, Meysembourg suscite nombre d'intérêts potentiels et que les autorités communales soient intéressées à une mise en valeur de l'ensemble puisqu'il est indéniable que le type de mise en valeur retenu aura des répercussions sur l'évolution de la commune.

Or, d'après l'aménagement du territoire et les orientations du Programme directeur, précisées dans le concept IVL, Meysembourg mérite qu'on soit extrêmement prudent quant à une éventuelle mise en valeur. En effet, le site se trouve en dehors d'une agglomération existante et les infrastructures routières qui le desservent sont à la fois d'un faible gabarit et traversent des secteurs forestiers plus ou moins importants. Partant, il serait contraire aux principes de l'aménagement du territoire de prévoir un développement sensible du bâti à Meysembourg entraînant non seulement un accroissement sensible des flux automobiles, mais aussi une réduction du parc paysager.

Toutefois, une certaine latitude de possibilités reste dont il est cependant difficile de mesurer l'impact notamment spatial et environnemental avant de les avoir étudiées plus en détail. Voilà pourquoi, un groupe interministériel va ensemble avec la commune directement concernée réfléchir à des possibilités viables. D'ici là, le reclassement en zone d'aménagement différée peut être interprété, d'un point de vue strictement en rapport avec l'aménagement communal, comme un soucis de la commune de se préserver cette latitude de possibilités et ainsi maximiser les opportunités pour une mise en valeur du site.

Il s'agit donc de faire la part des choses entre un classement certainement plus restrictif en zone verte et un classement moins restrictif en zone d'aménagement différé tout en sachant que ce dernier ne permettra certainement pas tout et n'importe quoi et qu'il n'enlève rien à la rigueur des principes de l'aménagement du territoire qu'il convient de respecter scrupuleusement.

Question 0310 (18.2.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **lutte contre le tabagisme:**

Le tabagisme est nuisible pour la santé, c'est un fait. Aussi doit-on aider les gens soucieux d'arrêter de fumer. À cela s'ajoute l'importance d'une sensibilisation accrue de la population aux dangers liés au tabagisme.

Au nom de la protection des non-fumeurs Monsieur le Ministre a récemment fait savoir qu'il envisage d'introduire une interdiction de fumer dans les restaurants. Cette interdiction serait totale dans la mesure où des zones réservées aux fumeurs ne seraient plus tolérées.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Peut-il me confirmer qu'il envisage d'introduire une interdiction totale de fumer dans les restaurants?

- Pour quand le dépôt du projet de loi en question est-il prévu?

- Cette décision a-t-elle été discutée au préalable avec des représentants du secteur Horesca? Dans l'affirmative, quelles ont été les conclusions? Dans la négative, pourquoi le dialogue avec les restaurateurs n'a pas été cherché?

- N'estime-t-il pas qu'une mesure moins contraignante aurait pu être envisagée?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le pourcentage de restaurants ayant aménagé un coin non-fumeurs?

- La division entre zones fumeurs et non-fumeurs est-elle jugée insuffisante? Si oui, pourquoi?

- Comment Monsieur le Ministre entend-il lutter contre le tabagisme chez les mineurs?

Réponse (21.3.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

L'honorable Parlementaire concède que le tabagisme nuit à la santé. Il met l'accent sur la sensibilisation de la population aux dangers liés au tabagisme et l'aide à apporter aux fumeurs désirant d'arrêter de fumer.

Je puis souscrire l'appréciation faite par l'honorable Député. Je me rends parfaitement compte qu'en la matière il ne suffit pas de procéder par interdictions, mais qu'il faut sensibiliser le public et qu'il faut soutenir les fumeurs dans leur effort d'arrêter, ce qui est une tâche particulièrement ardue pour la plupart des personnes concernées.

Aussi la déclaration gouvernementale ne se contente-t-elle pas d'assurer une protection accrue des non-fumeurs à assurer par voie législative, mais prévoit-elle encore une offre de consultations anti tabac.

La discussion passionnée que mon annonce en matière d'interdiction de fumer dans les restaurants a déclenchée démontre à elle seule qu'en une matière où il y va du comportement des gens il n'y a pas antinomie entre législation et sensibilisation du public, mais que bien au contraire la mesure législative est un élément de la sensibilisation. J'ai bien entendu dans ce contexte pris bonne note de l'argument versé au débat consistant à dire que dans une société libérale l'État ne devrait pas intervenir par des mesures coercitives dans le comportement des gens, mais je donne à considérer que, dans les restaurants, le comportement des fumeurs n'intéresse pas qu'eux-mêmes mais encore les gens attablés à côté. Dès lors j'entends ériger en règle générale par voie législative le principe du non-fumeur dans les restaurants. Des espaces fumeurs bien séparés pourraient être aménagés sous des conditions à définir.

Bien entendu je suis ouvert au dialogue avec les secteurs et associations concernés.

Je puis assurer l'honorable Parlementaire que les campagnes de sensibilisation déjà menées dans le passé seront intensifiées et que le projet de loi à intervenir prévoira, à côté d'une interdiction de fumer dans les restaurants et de diverses autres mesures, une offre de consultation aux fumeurs désirant arrêter. S'agissant de la question de la lutte contre le tabagisme chez les mineurs, spécialement soulevée par l'honorable Parlementaire, le projet tendra à introduire une interdiction de vente de tabac et de produits de tabac aux mineurs.

Avant son dépôt à la Chambre, qui est prévu d'ici les vacances d'été, le projet sera bien entendu soumis, outre au Collège médical, à la Chambre de Commerce, dans laquelle les milieux professionnels concernés sont représentés, notamment l'Horesca.

Rien n'empêche d'ailleurs le secteur d'anticiper les mesures législatives.

Mes services ne disposent pas de données sur le nombre de restaurants ayant d'ores et déjà aménagé des endroits non-fumeurs. Il est loisible à l'Horesca, dans le cadre de la consultation de la Chambre de Commerce, de verser au débat cet élément d'information, s'il est disponible. Mais de toute manière, en ce qui me concerne, j'estime que seuls des salles ou locaux séparés, dont disposent certains restaurants, sont de nature à assurer une protection efficace des non-fumeurs. L'interdiction légale projetée ne vaudra pas dans les salles séparées spécialement signalées par le restaurateur. De simples sections non-fumeurs ou fumeurs ne feront pas l'affaire, alors que la fumée avec ses odeurs et gaz contenant des irritants et substances toxiques et cancérigènes circule et s'infiltre partout.

Question 0311 (18.2.2005) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant le **permis de travail pour les non-ressortissants de l'Union européenne:**

D'après mes informations, une multitude de demandes pour l'obtention d'un permis de travail, émanant de non-ressortissants de l'Union européenne, mariés à des personnes de nationalité luxembourgeoise ou ayant poursuivi des études au Luxembourg, se trouve actuellement en suspens, en raison du simple fait que la commission, en charge d'accorder des permis de travail, a été dissoute suite au remaniement de compétences au sein du Gouvernement.

Or, il s'avère que de nombreuses demandes résultent de jeunes demandeurs d'emploi auxquels un stage dans une entreprise, un stage d'initiation ou un contrat d'auxiliaire temporaire a été proposé par l'ADEM.

Vu le non-établissement de ces permis de travail, ces jeunes se trouvent dans une situation intolérable étant donné qu'ils se voient privés de toute occupation et sont ainsi forcés de rester au chômage à défaut d'un permis de travail.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut-il confirmer cet état des choses?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent que la commission susdite n'est pas en mesure de fonctionner, respectivement quand est-ce qu'elle sera en mesure de siéger?

- Quelles sont les mesures envisagées pour redresser cette situation inacceptable?

Réponse (14.3.2005) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Il est vrai que le transfert du Service des Permis de Travail du Ministre du Travail et de l'Emploi vers le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration, suite à l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des ministères, a nécessité certaines adaptations internes, le service est désormais pleinement opérationnel. Je peux rassurer l'honorable Député que la commission d'avis spéciale n'a jamais cessé de fonctionner.

Actuellement un projet de règlement grand-ducal qui a pour objet d'agencer la composition de ladite commission en fonction de l'arrêté grand-ducal prémentionné a été présenté.

En attendant son adaptation, ladite commission continue à se réunir et à délibérer dans son ancienne composition et veille à évacuer toute demande de permis de travail à laquelle une réponse favo-

rable peut être réservée. Je peux assurer que les demandes résultant de jeunes demandeurs d'emploi, auxquelles l'honorable Député fait référence, sont traitées avec la plus grande diligence.

Question 0312 (21.2.2005) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant le **remboursement des analyses médicales:**

Depuis le 1er janvier 2005, l'Union des Caisses de Maladie (UCM) ne rembourse plus qu'un maximum de douze positions d'analyses biologiques les plus coûteuses par ordonnance. Les positions supplémentaires sont en principe à charge du patient. Or, une position ne signifie pas une analyse. Par exemple, une sérologie toxoplasmose correspond à deux positions (IgG et IgM) et une uroculture positive correspond à trois positions.

Ladite modification des statuts de l'UCM ne concerne que les laboratoires extra-hospitaliers (laboratoires privés, le Laboratoire national de Santé, Centre thermal de Mondorf), car ces laboratoires facturent à l'UCM chaque position individuelle de la nomenclature. Par contre, les laboratoires hospitaliers reçoivent de l'UCM un forfait par passage au laboratoire (remboursement au prix coûtant).

On peut désormais observer un transfert probablement important de patients s'opérant du secteur privé vers le milieu hospitalier avec une diminution sensible du chiffre d'affaires des laboratoires privés qui met en péril leur survie économique. Ce phénomène menace par conséquent des emplois dans le secteur privé tandis que les laboratoires hospitaliers fonctionnant déjà à l'heure actuelle avec un effectif en personnel réduit sont confrontés à un afflux de clientèle non gérable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer des négociations en cours avec l'UCM pour limiter l'impact de la mesure quadripartite? Dans l'affirmative, sur quoi portent exactement ces négociations?

2. Considérant que le remboursement des analyses se fait au secteur hospitalier par forfait (unité d'œuvre) comprenant frais fixes (personnel, infrastructure…) et frais variables (réactifs…) et que ce forfait est calculé en divisant le montant des dépenses engagées l'année précédente par le nombre de prélèvements effectués, les directions des hôpitaux manifestent leur désintérêt vis-à-vis de leurs laboratoires, puisque ces derniers ne peuvent pas leur rapporter de bénéfice. Est-ce que Monsieur le Ministre juge cette situation satisfaisante?

Réponse (1.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le transfert éventuel de patients du secteur extra-hospitalier vers le secteur hospitalier ambulatoire, dont fait état l'honorable Député, sera analysé sur base des statistiques dont disposera prochainement l'Union des Caisses de Maladie. Il faut préciser d'emblée que le recul dans le temps n'est actuellement pas encore assez important pour disposer de statistiques permettant une appréciation concluante sur des transferts éventuels.

À côté de la migration éventuelle des patients entre les secteurs hospitalier et extra-hospitalier, un paramètre important est constitué par le chiffre d'affaires réalisé par les laboratoires privés qui sont également tributaires, tout comme le secteur hospitalier, du comportement de prescription d'analyses médicales par le corps médical.

En effet, à côté de l'impact du nombre de patients migrant éventuellement entre les deux secteurs, il convient de tenir compte en parallèle des suites données par le corps médical à l'appel à la modération des prescriptions médicales lancé par le Ministre de la Sécurité sociale dans une action concertée avec l'Association des Médecins et Médecins-Dentistes.

Concernant les négociations en cours relatives à la nomenclature, dont fait état l'honorable Député, il convient de préciser que la Commission de nomenclature, dans un avis récemment adopté majoritairement, a redéfini un certain nombre d'analyses médicales dans le but d'assouplir la rigueur des mesures statutaires critiquées.

Ces nouvelles mesures préconisent notamment une agrégation de différentes positions de la nomenclature pouvant être effectuées en groupe, soit dans des situations cliniques précises, soit au vu de résultats obtenus par des analyses précédentes. De cette manière les positions afférentes ne seraient comptées qu'une fois ou, suivant le cas, leur prise en charge serait dispensée d'une nouvelle ordonnance médicale tout en prenant l'avis du médecin prescripteur.

Il appartiendra au Gouvernement d'introduire ou non ces mesures qui sont actuellement examinées par mes services.

Concernant la différenciation des secteurs hospitalier et extra-hospitalier évoquée par l'honorable Député dans la deuxième partie de sa question, il convient de préciser que l'affirmation que les directeurs d'hôpitaux manifesteraient un désintérêt vis-à-vis de leurs laboratoires est toute contredite par les démarches documentées dans un passé récent dans ce contexte.

Il est vrai que les hôpitaux ne tirent pas nécessairement un bénéfice pécuniaire de leur activité de laboratoire, car celle-ci est censée se dérouler dans un équilibre financier assuré par les moyens financiers alloués par les budgets hospitaliers.

Toutefois il ne peut échapper aux observateurs du système que les hôpitaux sont intéressés en fait non seulement à offrir un service convivial aux patients, mais également à faciliter au corps médical libéral qu'ils ont agréé en leurs services un accès aisé et rapide aux diagnostics de laboratoire.

S'il ne peut être contesté que les nouvelles dispositions statutaires sont susceptibles de comporter des répercussions sur la situation économique des laboratoires, il faut néanmoins placer ce constat dans le contexte de l'évolution exorbitante de l'activité réalisée par ceux-ci au cours des dernières années à charge de l'assurance maladie. Il parait opportun d'afficher ce constat par les statistiques ci-après.

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Moyenne 1998-2003
Nombre d'analyses	2.233.462	2.437.431	2.710.774	3.064.880	3.479.736	3.972.938	
Var. en %		9,1%	11,2%	13,1%	13,5%	14,2%	12,2%
Var. en % du coût		9,68%	12,85%	16,23%	4,56%	15,56%	11,77%
Population protégée	403.998	410.709	418.182	424.037	428.459	433.425	
Var. en %		1,7%	1,8%	1,4%	1,0%	1,2%	1,4%
Nombre d'analyses moyen	5,5	5,9	6,5	7,2	8,1	9,2	
Var. en %		7,3%	9,2%	11,5%	12,4%	12,9%	10,6%

Les statistiques les plus récentes, non reprises dans le tableau ci-devant, dont dispose l'UCM, montrent une croissance des analyses de laboratoire dans le secteur privé de l'ordre de 17%, rien que pour l'exercice 2004 par rapport à 2003.

Finalement il convient de préciser que suite à l'introduction des mesures statutaires critiquées, le Tribunal administratif a été saisi d'une requête introduite par certains laboratoires privés, qui estiment qu'un traitement égalitaire ne serait pas garanti par la législation en place compte tenu de la prise en charge différente qu'elle prévoit pour les laboratoires du secteur hospitalier et ceux du secteur extrahospitalier.

Question 0313 (22.2.2005) de **Mme Christine Doerner** *(CSV)* concernant le **répertoire général des personnes physiques et morales:**

Le répertoire constitue une source d'information inestimable pour certains professionnels dont les notaires puisque toute une série de données relatives à des personnes physiques et/ou morales y sont tenues à jour.

Ainsi par exemple toutes les personnes domiciliées au Luxembourg sont reprises dans le répertoire en fonction de leurs numéros d'identités mais également au regard de leur nom et prénom, de leur sexe, de la date et du lieu de leur naissance, de leur état civil, de leur nationalité, de leur domicile, de la date de leur décès, des coordonnées de leur père, mère et conjoint.

Or, force est de constater que la liste des données répertoriées ne tient pas compte de l'entrée en vigueur de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats en ce sens qu'il est à l'heure actuelle impossible de savoir si des personnes ont fait une déclaration de partenariat en consultant la banque de données du répertoire, voire si elles ont établi une convention. Or, de telles informations peuvent être essentielles.

Force est également de constater que la liste des données du répertoire est incomplète. Ainsi, s'il est possible de savoir si une personne s'est mariée et de connaître la date précise du mariage, il en est autrement du lieu de mariage. Une telle précision peut néanmoins revêtir une certaine importance. Il en est de même du lieu du décès qui ne figure pas parmi les données inscrites au répertoire.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Si le Gouvernement n'envisage pas de revoir l'organisation du répertoire général des personnes physiques et morales, et plus particulièrement la liste des actes et données à y inscrire en prévoyant entre autres que le répertoire doit renseigner sur l'existence d'une déclaration de partenariat respectivement d'une convention réglant les différents aspects du partenariat, ainsi que mentionner le lieu de décès d'une personne et de son mariage?

Réponse (1.4.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Le répertoire général des personnes physiques et morales a été établi pour la conservation des numéros d'identité par la loi du 30 mars 1979 organisant l'identification numérique des personnes physiques et morales. Le Centre informatique de l'État a été chargé par la même loi de la gestion et de la communication des données du répertoire général. Les données à répertorier sont limitativement fixées par cette loi. Les informations telles que le lieu de mariage, de décès etc., ainsi que le partenariat introduit par la loi du 9 juillet 2004, ne sont pas prévues par la loi de 1979 de sorte qu'elles ne peuvent actuellement pas être gérées par le répertoire.

L'utilité de la gestion de ces données au niveau du répertoire n'est pas contestable et il sera procédé à un réexamen des différentes inscriptions lors de la réorganisation du répertoire général, dont les travaux préparatoires internes sont en cours.

Le résultat de ces réflexions va être présenté et discuté avec tous les interlocuteurs principaux, à savoir les départements ministériels et les administrations communales.

Question 0315 (23.2.2005) de **M. Marco Schank** *(CSV)* concernant l'**accès des lieux publics aux chiens accompagnant des personnes handicapées:**

À noter que la problématique a déjà fait l'objet d'une question parlementaire de la part du soussigné en date du 18 décembre 2003 à laquelle Madame la Ministre a répondu en date du 27 janvier 2004 *(cf. compte rendu N°10/2003-2004 - question parlementaire N°2541).*

Selon mon état d'information, plusieurs personnes handicapées accompagnées d'un chien se sont vues interdire l'accès à des lieux publics tels que des supermarchés ou des restaurants au motif que le dispositif législatif, et plus particulièrement réglementaire, tel qu'il existe actuellement n'autorise l'accès aux lieux publics qu'aux chiens accompagnant des non-voyants. Cette lecture stricte de la loi conduit à une distinction intolérable entre les personnes handicapées selon qu'elles sont voyantes ou non. Il est rappelé dans ce contexte que la présence et l'assistance d'un chien accompagnateur peut être primordiale y compris pour une personne voyante dès lors qu'elle est atteinte d'un handicap. Lorsqu'on sait que de plus en plus de personnes handicapées ont recours à l'assistance d'un chien dans la vie de tous les jours, il me semble urgent de modifier au plus vite notre législation.

Dans ce contexte j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Si le Gouvernement entend modifier le dispositif législatif et réglementaire en vigueur afin d'autoriser expressément l'accès des lieux publics aux chiens assistant une personne handicapée sans que celle-ci doive nécessairement être non-voyante?

Réponse (1.4.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

En réponse à votre question, je peux vous informer que les travaux préparatifs à une révision de la réglementation sur l'accessibilité des lieux ouverts au public sont actuellement en cours. L'examen quant à la possibilité de l'introduction d'une disposition réglant l'accès aux chiens accompagnant les personnes handicapées et les non-voyants est envisagé pour faire, le cas échéant, partie intégrante de ces travaux.

Question 0316 (24.2.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**enquête dans l'affaire du «Bommeleeër»:**

Virun 20 Joer war eist Land duerch eng ganz Rëtsch vu bal 20 Bommenuschléi betraff, déi zu héijem Materialschued gefouert hunn. D'Spekulatiounen doriwwer, wien a wat sech hannert dësen Explosiounen géif verstoppen, hunn nie opgehalen, mä d'Enquêten hu bis haut offiziell näischt un d'Dagesliicht bruecht. No laanger Zäit ass d'Affär dat lescht Joer virun de Wahlen erëm zur Sprooch komm, am Zesummenhank mat der Duerchféierung vun DNA-Analysen. D'Verwonnerung doriwwer, datt net scho méi fréi op dës Zort vun Analysen zréckgegraff ginn ass, war duerfir an der Öffentlechkeet och relativ grouss. Mä duerno ass et erëm roueg ginn, ofgesi vun engem Interwiew, wou de Procureur d'État vu Lëtzebuerg virun e puer Méint an Aussiicht gestallt huet, datt duerch verbessert DNA-Analysen dës mysteriéis Affär dach nach kënnt opgekläert ginn. Och ass an deem Zesummenhank vun enger néideger Adaptatioun vun der Législatioun geschwat ginn.

Duerfir géif ech Iech, Här Minister, gären dës Froe stellen:

1. Wou steet d'Enquête an der Bommeleeër-Affär? Gëtt tatsächlech nach ëmmer enquêtéiert?

2. Sinn déi ugekënnegt DNA-Analysen duerchgefouert ginn, a wa jo, wat kënnt Dir zu den Erkenntnisser soen?

3. Besteet no 20 Joer nach iergend eng reell Chance, fir dës Affär opzeklären an déi Verantwortlech zur Rechenschaft ze zéien?

4. Wat sinn d'Virstellunge vun der Regierung iwwert d'gesetzlech Reglementatioun vun dem Gebrauch vun DNA-Analysen bei Verbriechen? Ass mat engem entspriechenden Projet de loi ze rechnen, a wa jo, fir wéini?

Réponse (1.4.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

D'après les renseignements qui m'ont été donnés par le Parquet de Luxembourg, l'enquête au sujet des 19 attentats à l'explosif des années 1984 à 1986 n'est effectivement pas clôturée à l'heure actuelle.

Le Parquet estime qu'il existe toujours des chances de déterminer les auteurs des attentats en question. Ainsi, notamment, des analyses ADN ont été effectuées dont, en raison du secret de l'instruction, ni le Gouvernement, ni la Chambre des Députés ne peuvent avoir connaissance. D'après nos connaissances, elles ne semblent pas avoir permis d'identifier un auteur pour l'instant.

Par ailleurs, il a sans doute échappé à l'attention de Monsieur le Député que déjà en date du 16 juin 2004 un projet de loi relatif aux procédures d'identification par empreintes génétiques en matière pénale a été déposé à la Chambre des Députés (documents parlementaires N°5356). Le projet de règlement grand-ducal y afférent a été transmis à la Chambre des Députés pour information en août 2004.

Compte rendu des séances publiques
N° 9 – Session ordinaire 2004-2005

32e séance, jeudi 28 avril 2005
33e séance, mardi 3 mai 2005
34e séance, mercredi 4 mai 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

La ratification du Traité en cours de préparation

Dans quelques semaines, le Parlement va se prononcer par un vote sur l'adoption du Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Il marquera le début du processus de ratification à Luxembourg, dont le point culminant sera cependant le Référendum du 10 juillet. Dans le cadre de la campagne d'information de la Chambre, vous trouverez dans ce Compte rendu des contributions qui se rapportent à cette procédure ainsi qu'à l'outil du référendum national. Mais il contient également un aperçu de la Convention jeunesse qui vient d'avoir lieu.

Audition des jeunes

Plaidoyer pour le compromis

Le 13 mai dernier, la Chambre a ouvert ses portes aux jeunes: La «Convention jeunes sur la Constitution européenne» s'est réunie dans son enceinte. Invités par la Chambre des Députés et la Conférence nationale de la Jeunesse luxembourgeoise, plus de quatre-vingt jeunes ont pris part aux groupes de discussion thématiques et au débat en plénière qui s'en suivait.

M. Lucien Weiler, Président de la Chambre, auquel il incombait d'ouvrir la séance, a souligné dans son discours d'ouverture que le débat autour de la Constitution n'est pas une occasion de manifester son insatisfaction avec tel ou tel sujet, mais de vérifier si ce texte convient à notre temps et à l'évolution politique de l'Europe. Cependant, contrairement aux auditions précédentes, le ton était pour le moins favorable au Traité établissant une Constitution pour l'Europe chez les jeunes. Qu'ils soient organisés dans des partis ou d'autres organisations ou qu'ils soient venus pour parler dans leur propre nom, les oratrices et orateurs s'exprimaient globalement en faveur du Traité constitutionnel.

Harmoniser l'enseignement

Cela n'a pas exclu que les jeunes adressent les problèmes qui les préoccupent en relation avec la construction européenne. Dans le domaine de l'éducation supérieure par exemple, plusieurs intervenants ont salué les efforts d'harmonisation entre les différents systèmes d'enseignement secondaire et supérieur des pays membres, ce qui augmente les chances de trouver un travail dans un des vingt-cinq pays membres.

Mais ils ont également exprimé leur incompréhension que ces efforts ne soient pas poursuivis avec plus de détermination: il faudrait surtout harmoniser les diplômes de fin d'études dans des domaines aussi variés que l'artisanat, les professions de santé ou les cycles universitaires classiques. On a également souligné que le principe de la démocratie sur lequel se fonde le Traité implique l'accès égal à l'enseignement supérieur et ne devrait pas dépendre des moyens financiers individuels.

La double nationalité a été un autre des sujets traités dans le cadre de la Convention. Aussi longtemps que les Européens ne sont pas prêts pour une seule nationalité européenne, le concept de la double nationalité apparaît comme la seule solution réaliste aux problèmes d'intégration qui se posent dans l'Europe de la libre circulation.

Au-delà de ces deux sujets, les jeunes se sont également intéressés aux questions clés que soulève le Traité. À côté du fonctionnement des institutions politiques, c'est notamment le droit au travail qui a préoccupé l'audience. En ce qui concerne la protection sociale dans le domaine de l'emploi, toujours insuffisante dans nombre d'États membres, une harmonisation à un haut niveau a été revendiquée afin de repousser le danger du dumping social.

La défense divise

Le sujet qui a le plus divisé les jeunes était celui de la défense et de l'armement. Du statu quo actuel à l'armée européenne unique, en passant par le corps civil européen ou une Europe misant sur des moyens non militaires de résolution de conflits, toutes les positions étaient représentées.

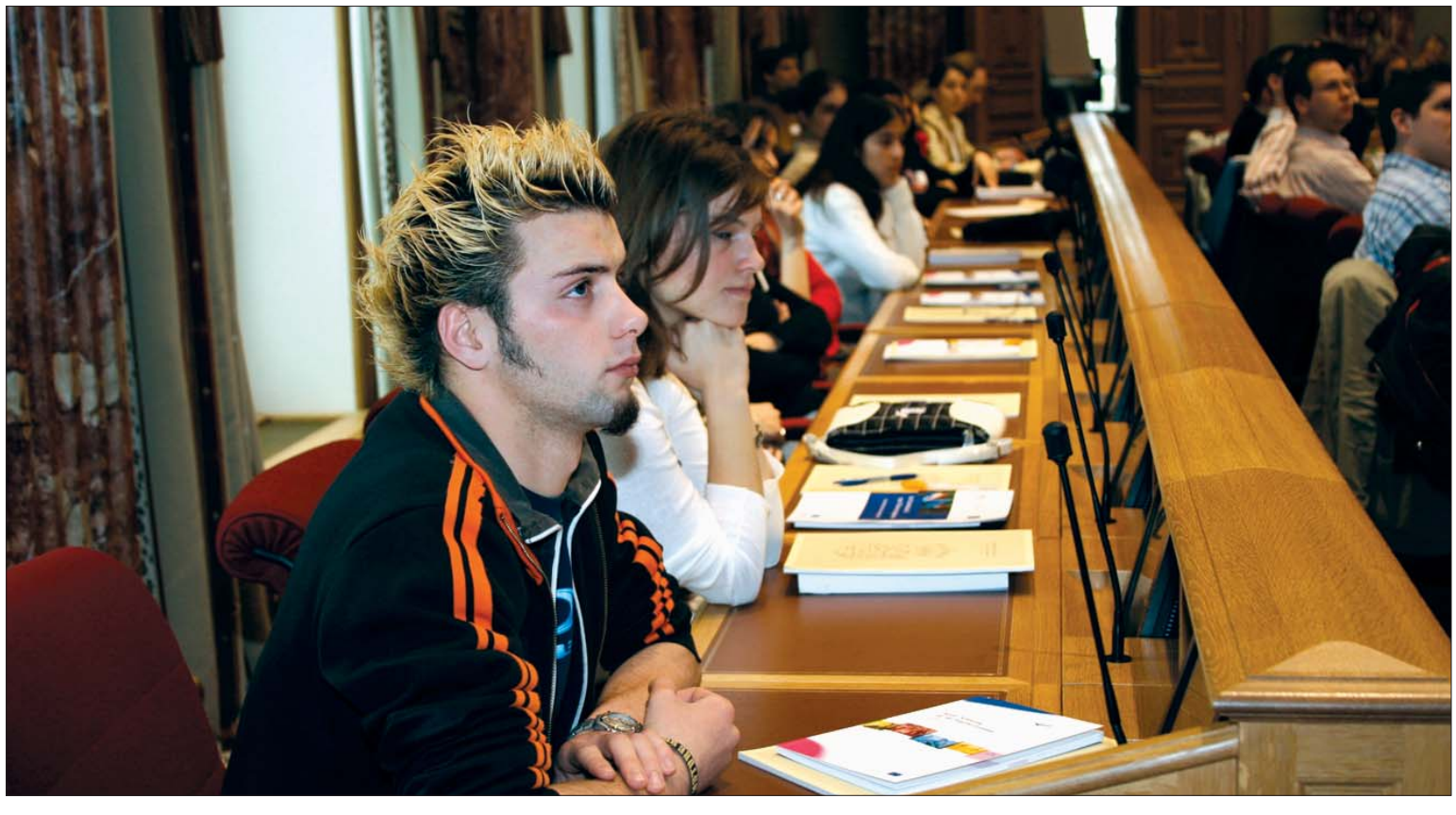
Tout compte fait, la tonalité du débat s'est caractérisée par beaucoup plus de pragmatisme que celle des débats précédents. Peut-être est-ce parce que les jeunes s'intéressent moins aux détails techniques d'un texte qu'il jugent compliqué, peut-être aussi parce que leur façon de penser est plus résolument européenne: davantage que pour leurs aînés, l'idée du projet européen est une évidence qu'ils vivent, comme ils le disent eux-mêmes, «tous les jours».

Mais, au cours du débat final - auquel ont également participé une douzaine de membres de la Chambre et du Parlement européen - ils ont également évoqué le droit d'exprimer leurs incertitudes quant aux conséquences d'un oui ou d'un non au Traité. Comme le disait un participant: «Nous n'avons pas vécu l'évolution de l'Europe dès ses débuts comme l'ont fait nos générations antérieures. Il faut comprendre qu'à dix-huit ans, confrontés avec notre obligation citoyenne de nous prononcer sur le Traité, nous ressentons d'abord un besoin d'information.»

Référendum: en savoir plus

Vous avez envie d'en savoir davantage sur le Traité constitutionnel, sur les travaux de la Convention ou encore sur le processus de ratification au Luxembourg ou en Europe? Vous trouverez des liens intéressants sur le site de la Chambre:

http://www.chd.lu



Déi Jonk hunn d'Wuert

Bei der Jugendkonventioun an der Chamber haten déi Jonk d'Geleeënheet, sech iwwer hir Hoffnungen an Ängschte par rapport zur europäescher Konstruktioun auszedrécken. Hei eng Auswiel vun hiren Aussoen.

Schoul, Studium an Aarbecht

Charel Fischbach

Et steet näischt iwwert d'Études supérieures an der Verfassung. Do hu mer eis gefrot, wéi dat dann an der Zukunft ausgesäit mat der héijerer Bildung. Huet jiddfereen d'Méiglechkeet fir kënnen ze studéieren? Huet jiddfereen déi finanziell Moyenën dofir?

Ralph Wecker

Et ass positiv, dass an der EU eng Bildungsharmoniséierung amgaang ass. Dat gëtt eis duerno d'Méiglechkeet, an deene 25 EU-Memberstate schaffen ze goen. Déi Harmoniséierung ass um Wee, mä si ass bei wäitem nach net fäerdeg. A soulaang dat net gemaach ass, fir d'Formatioun wierklech op een Niveau ze brénge, a wa méiglech en héijen Niveau, kann deen Dram, datt all EU-Bierger an all Stat wou e wëllt schaffe goen, ka schaffe goen, net erfëllt ginn.

Gilles Dahmen

Wann ee keng Perspektiven am Beruff huet, dann ass een einfach onsécher. Dann traut ee sech net en Haus ze bauen oder e Prêt dofir opzehuelen, et traut ee sech net, eng Famill ze grënnen oder e Betrib opzemaachen.

Den Débat iwwert den Traité

Gilles Ramponi (Union nationale des Étudiants luxembourgeois)

Vill Leit sinn net gefrot ginn, mir kruten d'Verfassung fäerdeg dohinner geluecht. An elo kënne mer just nach Jo oder Nee soen. Léif Politiker, mir trauen Iech net. Firwat sidd Dir all quasi eestëmmeg dofir? Wat hutt Der wëlles a firwat frot Der eis iwwerhaapt nach?

Aby Toussaint (Jugend-ADR)

Firwat gëtt mat Héichdrock vun de Regierungen an der EU-Kommissioun probéiert, der europäescher Bevölkerung dësen Text quasi opzezwéngen? Firwat sech net Zäit huelen, den Ängschten, Kritiken an Doléancë vun der Bevölkerung an och ville politesche Vertrieder Rechnung ze droen an en Text auszeschaffen, deen esou kloer a staark ass, wéi dat Europa, dat mir eis all wënschen, dat verdéngt huet?

Baussen- a Verdeedegungspolitik

Oli Pozzacio

E militäreschen Opbau ass eng Aart Drockmëttel fir no baussen, fir dass d'EU kann awierken am Fall wou e Konflikt entsteet baussent der EU-Zon. Mä d'Recht oder den Zwang, sech an e Konflikt anzemëschen, geet heiansdo gär an d'An, dat huet eis d'Geschicht scho geléiert.

Yves Cruchten (Jeunesse socialiste Luxembourg)

Et ass duerchaus luewenswäert, wa sech déi Jonk géint d'Militariséierung wëllen asetzen. Et ass awer falsch ze behaapten, mat dësem Traité géif Europa zu enger grousser Militärmuecht. Richteg ass, dass sech Europa d'Méiglechkeet gëtt ze intervenéieren am Fall vu Gewalteskalatiounen op eisem Kontinent oder aneschtwou an der Welt. Europa däerf ni méi d'An zoumaachen, wann esou Atrocitéite virkomme wéi de grausame Völkermord a Ruanda virun zéng Joer.

Citoyennetéit

Michèle Fink

Europa ass net nëmmen en Zesummeschloss vu Staten, et ass och en Zesummeschloss vu Bierger a vu Mënschen, déi an hirer gemeinsamer europäescher Citoyennetéit all verschidde sinn. An eng duebel Statsbiergerschaft dréit dëser Diversitéit, dësen transnationale Kulturen, Wäerter an Identitéite Rechnung.

Jo oder Nee zum Traité?

Chris Wohl (Jeunesse démocratique Luxembourg)

Wa mer Nee soen, da fale mer erëm zréck op den Traité vun Nice, deen net esou super ausgeschafft ass. Dann ass et jo awer besser, dass mer e kloert Grondgesetz festgehalen hunn.

David Arlé (Jonk Gréng)

Dësen Traité ass dee beschten Text säit 1957. Wa mir géifen dës Verfassung einfach leie loossen an eng aner schreiwen, géif esou eng Verfassung net méi zustane kommen. Mat där Verfassung ginn nei Reformen ugestouss a Schwaachpunkte gi behuewen.



Marc Rollinger (Jeunesse européenne luxembourgeoise)

Deen Text ass laang, en ass komplizéiert an en ass och net einfach ze verdauen. Et hätt kënnen anescht sinn, wann d'Leit sech géifen u kuerz an einfach Regelen halen. Mä mir hu gesinn, wou dat mat den zéng Geboter higaangen ass: Dat ass en einfachen Text, mä et huet och net besonnesch gutt fonctionnéiert. Sou einfach kënne mer eis et also net maachen.

Europa an déi Jonk

Laurent Derkum (Association des cercles d'étudiants luxembourgeois)

Deen Text hei ass just en Instrument, en Instrument mat deem grad mir jonk Leit déi europäesch Zukunft gestalte kënnen. Déi Europäesch Verfassung ass dat, wat mir duerno draus maachen. Well mir hunn et an der Hand, dee Kontinent hei esou ze gestalte wéi mir eis et virstellen. Eis gehéiert d'Zukunft. Et ass déi historesch Chance, Jo zu der Aventure Europa ze soen. Mir mussen den europäesche Gedanke relancéieren. Mir Studente liewen all Dag den europäesche Gedanken, well déi meescht vun eis studéieren am europäeschen Ausland. Dat heescht mir hunn all Dag vill mat europäesche Matbierger ze dinn.

Patrick De Rond (Conférence générale de la jeunesse luxembourgeoise)

De Verfassungsvertrag gëtt der Jugend generell eng Opwäertung, si gëtt als unerkannten Akteur vun der Société civile gesinn.

Luc Bertemes (Chrëschtlech-Sozial Jugend)

Mir alleguerte sinn an engem fräien Europa opgewuess, en Europa ouni Grenzen an en Europa mam Mënsch am Mëttelpunkt. Dat alles ass fir eis eng gewësse Selbstverständlechkeet ginn. An dowéinst ass et fir eis wichteg, dass et eis erkläert gëtt, an dass mer dorun erënnert ginn, wéi wichteg Europa am Fong geholl fir eis ass.

Maurice Losch (Daachverband Jugendklibb)

Wann et Europa net géing ginn, hätte mer keen Euro, keng oppe Grenzen, mir hätte wahrscheinlech net eng länger Zäit vu Fridde gehat, wéi mer se elo haten. Als Studente kéinte mer net esou einfach queesch duerch Europa studéiere goen.





Forum Internet sur le Référendum

Dans le cadre du Référendum, la Chambre a mis en place sur son site un forum Internet. Grâce à ce service, elle veut vous aider à vous forger une opinion à propos de ce sujet. En même temps elle vous donne l'occasion d'échanger vos idées sur la construction européenne et de discuter avec d'autres des aspects qui vous préoccupent. La liste des sujets est actualisée régulièrement. Ainsi vous y trouverez maintenant parmi les sujets de discussion proposés l'issue du référendum en France.

Le forum a été lancé le 10 mai et restera en ligne jusqu'au 16 juillet, date de la fin de la session parlementaire. Ainsi vous aurez également l'occasion de vous prononcer sur le résultat du référendum.

Vous pouvez accéder au forum Internet en passant par le site de la Chambre

http://www.chd.lu

Ratification

Le rôle du référendum

Fin juin, le Parlement se prononcera par vote sur l'adoption du Traité établissant une Constitution pour l'Europe. Avant le deuxième vote constitutionnel prévu pour l'automne, les citoyens et citoyennes auront cependant leur mot à dire. L'issue du Référendum sera cruciale pour le processus de ratification.

Lorsqu'en mai 2003 le Gouvernement a déposé un projet de loi relatif au référendum au niveau national, l'exposé des motifs ne mentionnait pas la nouvelle Constitution européenne. Après une pause d'un demi-siècle, cet instrument de démocratie directe, qui n'avait servi que deux fois dans l'histoire luxembourgeoise, a été redécouvert comme moyen de contribuer à une société plus participative. À l'instar d'autres pays de l'Union, le Luxembourg s'est donné - quoique par étapes - les moyens législatifs pour insuffler une nouvelle vie à cet outil. Le référendum au niveau communal avait déjà été mis en place en 1988. En décembre 2003 la Chambre a introduit le système du référendum constitutionnel, qui pourra être déclenché dans le cas d'une adaptation de notre loi fondamentale.

Le cadre législatif du référendum

À la suite du Conseil européen de Thessalonique pourtant - qui s'était vu remettre le projet de Traité établissant une Constitution pour l'Europe, le Gouvernement luxembourgeois s'est engagé à appeler les électeurs et électrices à se prononcer sur le Traité par voie de référendum. Cet engagement n'a non seulement été renouvelé en août 2004 par le Gouvernement fraîchement élu, mais également appuyé par une motion de la Chambre. Le Luxembourg n'est pas le seul pays à avoir opté pour cet instrument dans sa procédure de ratification: l'Espagne l'a déjà appliqué en février, la France, les Pays-Bas, l'Irlande, le Portugal et d'autres vont suivre.

Au Grand-Duché, le dispositif législatif en matière de référendum était jusqu'ici rudimentaire: notre Constitution prévoit bien, dans son article 51, l'instrument du référendum, et ceci depuis 1919. Mais une loi générale, qui en fixerait les conditions, a fait défaut jusqu'ici. Deux mesures étaient donc nécessaires afin de rendre le Référendum du 10 juillet possible:

- Le 4 février 2005, 86 ans après l'inscription de l'outil du référendum dans notre Constitution, la Chambre a créé un cadre général pour les référendums nationaux, en votant la loi relative au référendum au niveau national.

- Le 12 avril, elle a adopté la loi spécifique organisant le Référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe. (Les documents parlementaires afférents peuvent être consultés sur le site www.chd.lu, dans le menu «Recherche d'archives».)

Le processus de ratification

La création d'un cadre législatif pour l'organisation du Référendum n'est qu'un des éléments nécessaires à la ratification du Traité constitutionnel. La tenue du Référendum fait partie intégrante du processus de ratification. Ce dernier se trouvera cependant quelque peu changé par rapport aux traités antérieurs.

Le Parlement doit d'abord approuver le Traité par un vote, comme il le fait pour tous les Traités internationaux signés par notre Gouvernement: fin juin, il devra donc se prononcer sur le projet de loi portant sur l'approbation du Traité qui a été signé par les Gouvernements des États membres le 29 octobre 2004.

Puisque des pouvoirs souverains sont transférés à des institutions européennes, les articles 49bis et 37 de notre Constitution sont applicables: le Traité devra être approuvé par une loi, et ceci dans les conditions de l'article 114 de la Constitution, c'est-à-dire qu'une majorité qualifiée de deux tiers des suffrages sera nécessaire pour l'adopter.

Après un délai d'au moins trois mois, la Chambre procédera au second vote prévu par la Constitution. Mais d'abord elle sera à l'écoute des citoyennes et citoyens: au Référendum du 10 juillet ils se prononceront en répondant à la question: «Êtes-vous en faveur du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004?» Comme pour les élections, le vote sera obligatoire. Le Référendum, conformément à la Constitution, aura cependant un caractère exclusivement consultatif.

Nous pouvons nous attendre à ce que le second vote constitutionnel se fera au début de la prochaine session qui s'ouvrira le deuxième mardi du mois d'octobre. La plupart des groupes politiques s'étant déjà explicitement prononcés en faveur du Traité, vont-ils donc prendre en compte le résultat du Référendum du 10 juillet?

Il est impensable que la Chambre choisisse de passer outre le vœu des électeurs et électrices tel qu'il se dégagera du Référendum. Pour dissiper les derniers doutes, le Parlement compte adopter, lors du vote sur l'approbation du Traité, une résolution dans laquelle il s'engagera à respecter le résultat du Référendum. Au peuple souverain de rendre son verdict.

Le Traité: un long chemin

Le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, sur lequel vont bientôt se prononcer les électeurs et électrices luxembourgeois, est le fruit d'un processus amorcé il y a plusieurs années déjà:

- Le 15 décembre 2001, au sommet de Laeken, le Conseil européen a décidé de convoquer une Convention chargée d'élaborer un nouveau Traité pour l'Europe qui rendrait compte de l'élargissement prévu de l'Union.

- Le 28 février 2002, la Convention européenne a entamé ses travaux, et le 13 juillet 2003, elle les a clôturés.

- Le 19 juin 2003, son président Valéry Giscard d'Estaing a remis le projet de Traité au Conseil européen de Thessalonique.

- Le 29 octobre 2004, les représentants des Gouvernements ont signé le Traité à Rome.

- La procédure de ratification du Traité a été entamée par la Lituanie. Son Parlement a approuvé le texte le 11 novembre 2004.

- L'entrée en vigueur du Traité, après la ratification par les 25 États membres, est prévue pour le 1er novembre 2006.

Interview mam Paul-Henri Meyers

„De Referendum ass e valabelt Instrument vun der Demokratie“

Nodeems et 70 Joer keen nationale Referendum méi zu Lëtzebuerg ginn ass, gëtt dëst Instrument vun direkter Demokratie den 10. Juli erëm agesat. Wéi kënnt et zu dëser Renaissance? Hei d'Meenung vum Paul-Henri Meyers, CSV-Politiker a President vun der Verfassungskommissioun vun der Chamber.

Et ass scho bal 70 Joer hier, dass zu Lëtzebuerg dee leschten nationale Referendum ofgehal gouf. Firwat ass déi Form vun direkter Demokratie sou laang aus der Moud gewiescht?

Dofir gëtt et e puer Ursaachen. Éischtens ass de Referendum vun 1937 net esou ausgaang, wéi d'Regierung vun deemools sech et erwaart hat. Dat huet wahrscheinlech dozou geféiert, dass keng nei Initiativ geholl ginn ass. Eng aner Ursaach ass déi, datt de Referendum laang verpönt war, besonnesch well en am 19. an 20. Jorhonnert benotzt gi war, fir ondemokratesch Pouvoiren ze legitiméieren. Eréischt zënter de 60er a 70er Jore gouf de Referendum an den demokratesche Staten erëm méi ugewannt, notamment a Frankräich duerch den De Gaulle. Haut gesäit een, dass de Referendum e valabelt Instrument ka sinn, wann et richteg genotzt an agesat gëtt.

Nom Referendum fir Verfassungsfroe gouf dëst Joer den allgemenge Referendum agefouert, an dunn dat speziaalt Gesetz iwwert d'Ofhale vum Referendum zum europäeschen Traité. Si mer an enger neier Phas vun der politescher Participatioun?

Et ass sécher eng Entwécklung do, doduerch dass an enger Rei vun europäesche Länner de Referendum e Mëttel ginn ass vun direkter Demokratie, deen nieft deem vun der Démocratie représentative ka bestoen. Déi Oflehnung vum Referendum, déi een och bei ville Politiker gesinn huet, huet kee Bestand méi. An eenzelne Punkten ass et souguer noutwendeg fir dat ze maachen, zum Beispill bei Verfassungsfroen. D'Vollek gëtt jo seng Pouvoiren duerch normal Wahlen un d'Deputéiert of, mä et gëtt Punkten, wou et wichteg ass, datt een et freet. Duerfir hu mer 2003 d'Méiglechkeet vum Referendum agefouert fir de Fall vun enger Verfassungsännerung. Wann een dat an d'Verfassung setzt, muss een natierlech och e Gesetz iwwert de Referendum maachen, mat enger Prozedur wéi e soll oflafen. Dat hat u sech guer näischt mam europäesche Referendum ze dinn.



Dëst ass net den éischten europäesche Vertrag, dee Lëtzebuerg ratifizéiert. Firwat gëtt et grad dës Kéier e Referendum?

Et hätt een tatsächlech scho kënne bei den éischte Verträg an de 50er Joren, wou jo ganz am Ufank scho souverän Pouvoiren ofgetruede gi sinn, d'Fro stellen: Ass dat do net esou wichteg, dass een d'Vollek muss froen? Wahrscheinlech wollten d'Politiker dat dunn net maachen, well d'Frousse vu '37 nach do war. Wuerfir ass et dës Kéier gemaach ginn? No dem Sommet vun Thessaloniki hunn eng ganz Rei Regierungen ugekënnegt, si géifen deen Traité dem Referendum ënnerwerfen. An och d'Lëtzebuerger Regierung huet - vläicht well dat och méi e grondlegende Vertrag ass - fonnt: Dat ass wichteg genuch, dass mir doriwwer d'Lëtzebuerger Wieler froe ginn an e Referendum driwwer ofhalen. D'Chamber huet sech deem dann och eestëmmeg ralliéiert.

De Verfassungsreferendum, deen am Artikel 114 vun der Verfassung virgesinn ass, ass bindend. Firwat ass deen heiten et net?

Deen heite Referendum gëtt ofgehal opgrond vun dem Artikel 51 vun der Verfassung. Do steet dran, dass de Wieler ka gefrot ginn, e ka sech ausschwätzen iwwer verschidde Froen oder iwwer Gesetzer, déi geholl ginn. Hei handelt et sech elo ëm en Traité. No eiser Verfassung muss all Traité duerch e Gesetz approuvéiert ginn, mä all Gesetz muss awer och vun der Chamber gestëmmt ginn. Fir d'Approbatioun vun engem Gesetz gëtt et keng aner verfassungskonform Prozedur. Et kann een et also net einfach duerch Referendum approuvéieren. Et ass awer evident - an d'Chamber huet dat och gesot -, wann een an esou enger Fro wéi där hei de Wieler froe geet, da kann ee sech duerno net iwwert d'Resultat vun deem Referendum ewechsetzen. Dat hu mer 1937 gesinn: Do war d'Maulkuerfgesetz scho gestëmmt, an no dem Vote huet d'Oppositioun e Referendum gefrot. Deen Text ass „lettre morte“ bliwwen, obschonn d'Chamber e gestëmmt hat. A wann d'Vollek haut an deem Referendum géint deen Traité wär, géif et hei d'selwecht goen: Den Traité kéint net a Kraaft trieden.

Et stellt een elo fest, dass den Débat an der Öffentlechkeet ronderëm den Traité staark polariséiert ass. Ass e Referendum wierklech gëeegent, e sachlechen Débat ze förderen?

Wann dat e kuerzen Text wär, wier deen Débat manner polariséiert. Mä et ass schwiereg, dobaussen ee Sujet wéi en europäeschen Traité vun e puer honnert Artikelen de Leit plausibel a verständlech ze maachen an dann doriwwer ze diskutéieren an e konstruktiven Dialog ze féieren. Mä deen Exercice dréit sécher zur politescher Bildung bäi. Et spiert een zwar eng gewëssen Angscht bei de Leit doriwwer, wéi et mat Europa weidergeet, wann den Traité kënnt. Et gëtt eng Rei Themen, déi d'Leit besonnesch beschäftegen: Den Elargissement, d'Aarbechtslosegkeet an de Sozialdumping, d'Sécherheet, d'Verteidegungspolitik, d'Sozialpolitik. Dat ass eng Geleeënheet, dass d'Leit dat, wat hinnen uewe läit, soen, an dass een Erklärunge ka liwwere fir verschidde Sachverhalter. An deem Débat gëtt och däitlech, dass dee Vertrag een Instrument ass, wou villes kann domat gemaach ginn, wann een dat wëllt. Ee Beispill: Elo wäert am Ministerrot méi Transparenz erakommen iwwert dat, wat do diskutéiert an décidéiert gëtt. En anert Beispill ass dat vun där enger Millioun Bierger, déi kënnen eng Initiative législative huelen.

A Frankräich gëtt et en onofhängegt Gremium, dat en An hält op den Zougang zu de Medien an zu de finanzielle Mëttele bei der Campagne fir e Referendum.

Mir hunn déi Diskussioun geféiert am Kader vum allgemenge Gesetz iwwert de Referendum. Mir hu gemengt, et misst een dat gegebenefalls an deem Spezialgesetz, wat dann all Kéier kënnt, festleeën. Hei ass elo näischt virgesi ginn, vläicht och, well mer relativ spéit mat deem Spezialgesetz befaasst gi sinn. Mir hunn do relativ séier misse schalten, fir datt dat Gesetz nach konnt gestëmmt an esou den Datum vum 10. Juli konnt agehale ginn. Mä d'Fro vun der Finanzéierung, an allgemeng vun der Informatioun vum Bierger duerch déi Leit, déi fir en Text respektiv géint en Text sinn, bleift domat awer voll a ganz bestoen. Et muss een dat do fir d'Zukunft nach eng Kéier op de Métier huelen.

XXXIIIe COSAC à Luxembourg

Le rôle des parlements nationaux dans l'Europe de demain



La Chambre des Députés - en tant que parlement national du pays assurant actuellement la Présidence du Conseil de l'UE - a accueilli à Luxembourg la XXXIII[e] «Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires et européennes des parlements de l'Union européenne» du 16 au 18 mai.

Les travaux de la COSAC étaient essentiellement consacrés au rôle des parlements nationaux dans l'Europe de demain.

Ainsi a-t-elle tiré les conclusions de son premier projet-pilote concernant le contrôle du principe de subsidiarité dans le cas du Troisième paquet ferroviaire.

Une grande majorité des parlements nationaux a participé à cette «expérience utile» qui devrait cependant être complétée par un second projet-pilote, afin que les parlements puissent jouer dans un avenir proche le rôle que le Traité constitutionnel leur attribue.

La COSAC s'est également penchée sur le rôle des parlements nationaux au niveau de l'espace européen de liberté, de sécurité et de justice.

La discussion de ce sujet avait été introduite par un exposé de M. Patrick Santer, président de la Commission juridique de la Chambre des Députés.

Figuraient également à l'ordre du jour des échanges de vues avec MM. Jean-Claude Juncker, Président en exercice du Conseil de l'UE, et Jeannot Krecké, Ministre luxembourgeois de l'Économie. Le Premier Ministre luxembourgeois a fait le point sur l'état d'avancement des négociations sur les perspectives financières 2007-2013. Il a par ailleurs exclu une renégociation du Traité constitutionnel en cas de non-ratification du projet dans un ou plusieurs pays de l'Union. Le sujet de l'intervention de M. Krecké fut la stratégie de Lisbonne et sa mise en oeuvre suite à la publication par la Commission des lignes directrices intégrées (LDI) qui devraient guider les pays membres dans l'élaboration de plans d'action nationaux.

Visite slovène à la Chambre des Députés

En date du 19 mai 2005, le Président de la Commission des Affaires européennes du Parlement slovène, M. Anton Kokalj, a rencontré à la Chambre des Députés une délégation parlementaire luxembourgeoise conduite par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Les entretiens ont porté essentiellement sur le déroulement d'une Présidence.

La Slovénie sera appelée à assurer cette tâche au cours du premier semestre de l'année 2008: Une première pour ce pays qui n'est membre de l'Union que depuis le 1er mai 2004 et pour qui cette Présidence constituera bien évidemment un énorme défi.

Les députés slovènes se sont particulièrement intéressés à l'implication du parlement national dans l'organisation et le déroulement de la Présidence.



Les délégations slovène et luxembourgeoise

Coopération interparlementaire à Budapest



M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, a représenté le Parlement luxembourgeois à la Conférence des Présidents des Parlements de l'Union européenne qui s'est déroulée du 5 au 7 mai 2005 à Budapest.

Au cours de leur réunion annuelle, les Présidents ont abordé plusieurs thèmes d'actualité parlementaire, et plus particulièrement la nécessaire amélioration de la coordination interparlementaire, le renforcement de la coopération entre la Commission européenne et les parlements nationaux, la rationalisation des organisations interparlementaires européennes, les perspectives financières 2007-2013, la ratification du traité établissant une Constitution pour l'Europe, la contribution des Parlements de l'Union européenne au renforcement du rôle de l'Union européenne ainsi que les relations parlementaires entre l'Union européenne et les pays du Balkan de l'Ouest. Dans son intervention, le Président de la Chambre des Députés a souligné l'importance de ne pas créer de nouvelles assemblées parlementaires, rappelant qu'avec ses soixante députés, le Parlement luxembourgeois participe à pas moins de dix assemblées parlementaires et organisations interparlementaires. «Ce ne sont pas seulement les membres des petits parlements nationaux qui éprouvent des fois des difficultés à participer de manière conséquente à ce nombre sans cesse croissant de réunions interparlementaires et à coordonner de manière judicieuse leur agenda national avec leurs obligations internationales!» a-t-il expliqué à ses homologues. À noter enfin que Mme Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne en charge des relations institutionnelles et de la stratégie de communication, a profité de la conférence pour présenter les propositions de la Commission européenne pour renforcer sa coopération avec les parlements nationaux. En effet, la Commission européenne est disposée à jouer un rôle de facilitateur de l'échange électronique d'informations sur l'Union européenne entre les parlements nationaux.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

«Le Conseil de l'Europe a su rester fidèle à ses valeurs. Il est irremplaçable.»



(de gauche à droite) M. Charles Goerens, M. Jean Huss, M. Norbert Haupert, M. Jean-Claude Juncker, Mme Lydie Err, M. Marcel Glesener, Mme Toiny Thommes et Mme Anne Brasseur.

Tel est un des messages principaux du discours que le Premier Ministre luxembourgeois, M. Jean-Claude Juncker, en sa qualité de Président en exercice du Conseil de l'Union européenne a prononcé devant l'Assemblée parlementaire le mercredi 27 avril 2005, après avoir déclaré préalablement: «Je sais bien qu'au sein de l'Union européenne, les jeunes, les intrépides, les superficiels, ceux qui ignorent tout du passé, pensent que sans problème majeur, cette union pourrait remplacer le Conseil de l'Europe. Telle n'est pas ma conception.»

La stratégie de Lisbonne, le difficile processus de ratification du Traité constitutionnel, la rivalité stupide entre le Conseil de l'Europe et l'Union européenne, à laquelle il faudrait mettre un terme, le troisième Sommet des Chefs d'État et de gouvernement du Conseil de l'Europe à Varsovie les 16 et 17 mai 2005, l'augmentation des moyens notamment en ressources humaines de la Cour européenne des Droits de l'Homme etc. ont été quelques éléments de réflexion soumis par le Premier Ministre luxembourgeois à l'assemblée qui a suivi avec grand intérêt son allocution ainsi que ses réponses aux questions des parlementaires.

Ont été présents à cette deuxième partie de la session ordinaire de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 25 au 29 avril 2005, M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs, MM. Norbert Haupert et Jean Huss ainsi que Mme Anne Brasseur, suppléants.

Après ouverture de la première séance par le Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée et à l'élection d'un Vice-Président de l'Assemblée au titre de la Fédération de Russie, vice-présidence qu'assumera M. Konstantin Kosachev, le siège de Vice-Président de Moldova restant vacant.

Après adoption du procès-verbal de la Commission permanente et approbation du rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente, l'Assemblée est passée à l'ordre du jour, dont les points culminants des huit séances ont été les suivants:

- les droits des enfants en institution: un suivi à la Recommandation 1601(2003) de l'Assemblée parlementaire,
- légalité de la détention de personnes par les États-Unis à Guantánamo Bay,
- la vulnérabilité croissante de l'Europe en matière d'énergie et les systèmes énergétiques et l'environnement avec l'intervention de M. Claude Mandil, Directeur exécutif de l'Agence Internationale de l'Énergie (AIE),
- programme nucléaire de l'Iran: nécessité d'une réaction internationale,
- accompagnement des malades en fin de vie,
- discrimination à l'encontre des femmes parmi les demandeurs d'emploi et sur le lieu de travail et discrimination à l'encontre des femmes et des jeunes filles dans les activités sportives,
- migration et intégration: un défi et une opportunité pour l'Europe,
- protection et assistance en faveur des enfants séparés demandeurs d'asile,
- référendums: vers de bonnes pratiques en Europe et
- pollution des mers.

Il faut souligner que le Luxembourg a activement participé par trois intervenants au débat sur l'accompagnement des malades en fin de vie bien que la résolution amendée n'ait pas été adoptée par l'assistance.

En dehors du discours précité de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg et Président du Conseil de l'Union européenne, l'Assemblée a écouté

- la communication de M. Adam Daniel Rotfeld, Ministre des Affaires étrangères de Pologne et Président du Comité des Ministres et
- le discours de M. Svetozar Marović, Président de la Serbie-Monténégro.

Mme Ineta Ziemele a été élue juge à la Cour européenne des Droits de l'Homme au titre de la Lettonie, à compter du 27 avril 2005 jusqu'au 31 octobre 2007.

Une discussion selon la procédure d'urgence ayant eu pour sujet: «La liberté de la presse et les conditions de travail des journalistes dans les zones de conflits» ainsi qu'un débat d'actualité sur «Le traité constitutionnel européen» ont eu lieu au cours de cette deuxième session de 2005.

L'Assemblée a adopté quatre recommandations et huit résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Lucien Weiler en visite officielle en Roumanie

Lors de sa visite officielle en Roumanie, M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés a rencontré en des entretiens bilatéraux ses homologues roumains, M. Nicolae Vacaroiu, Président du Sénat de la Roumanie qui lui a remis une médaille anniversaire du Sénat de Roumanie, et M. Adrian Nastase, Président de la Chambre des Députés au Palais du Parlement.

Les entretiens ont été marqués par une atmosphère chaleureuse et amicale. Ils ont porté entre autres sur l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne conformément au calendrier fixé et la concrétisation de relations parlementaires plus fortes pour affronter les défis communs à venir.

Le Président Lucien Weiler a été reçu le même jour par M. Calin Popescu-Tariceanu, Premier Ministre au Palais de Victoria. Au cours de cet entretien, M. Lucien Weiler a exprimé le soutien de la Chambre des Députés pour l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne. À la fin de l'entrevue, le Premier Ministre Calin Popescu-Tariceanu et le Président du Parlement luxembourgeois ont exprimé leur espoir de se revoir lors de la signature du Traité d'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne.

Un échange de vues a eu lieu avec M. Mihai Razvan Ungureanu, Ministre des Affaires étrangères. Les bonnes relations entre la Roumanie et le Luxembourg, basées notamment sur une partie d'histoire commune entre les deux peuples ont été relevées et l'espoir a été exprimé de renforcer les relations économiques dans les années à venir. En vue de l'adhésion de la Roumanie des questions précises quant à la communication et la coopération entre députés nationaux et députés européens ont été évoquées.

Le lendemain, la délégation a rendu visite à la révérende Sœur Marie-Renée Colling, institutrice luxembourgeoise du préscolaire



en retraite qui s'occupe depuis de longues années à Bucarest d'enfants roumains défavorisés.

Des entretiens ont eu lieu avec M. le Député Stefan Glavan, le président de la Commission pour la politique étrangère de la Chambre des Députés et M. Eugen Mihaescu, le vice-président de la Commission pour la politique étrangère du Sénat soulignant le rôle des parlements nationaux.

En fin d'après-midi, le Président Lucien Weiler a été reçu au Palais de Cotroceni par M. Traian Basescu, le Président de la Roumanie.

Les discours ont porté sur des questions de l'adhésion, le coût de l'intégration de l'intérêt et du scepticisme que la population porte à la perspective de l'élargissement de l'Union.

Lors de son voyage en Roumanie, le Président de la Chambre des Députés était accompagné de M. Mihai Ferariu, consul honoraire du Luxembourg à Bucarest, M. Christophe Schoentgen, secrétaire de légation, Vice-Consul pour la Roumanie ainsi que Mme Pia Bisenius, fonctionnaire au Service des Relations internationales.

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures*

NOUVELLES LOIS

5231 - Projet de loi

portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies)

Le présent projet de loi a pour objet de mettre le régime fiscal des holdings en ligne avec les conclusions et recommandations prises le 3 juin 2003 par le Conseil des Ministres de l'Union européenne en matière de fiscalité des entreprises.

Si le régime holding et ses bases conceptuelles n'ont pas pu être remis en question, l'exemption des dividendes de source étrangère provenant de sociétés filiales dont les bénéfices ont été imposés à un niveau effectif nettement inférieur par rapport aux cas où les dividendes sont versés par des filiales résidentes pleinement imposables fut néanmoins considérée comme élément dommageable. L'UE a ainsi invité le Luxembourg à procéder à un démantèlement de cette caractéristique dommageable de son régime holding.

Afin de rendre le régime des holdings compatible avec les règles édictées par le Code de conduite, il est indiqué d'exclure dorénavant du statut holding toute société luxembourgeoise qui reçoit au moins 5% de dividendes en provenance de participations dans des sociétés non résidentes qui ne sont pas assujetties à un impôt sur le revenu comparable à l'impôt sur le revenu des collectivités au Luxembourg.

L'exclusion de la réception de plus de 5% de dividendes en provenance de juridictions à faible fiscalité est à certifier annuellement par un réviseur d'entreprise ou un expert-comptable. Le non-respect de cette condition du statut holding par la société entraîne la perte du régime qui est prononcée par le Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et qui prend effet conformément aux dispositions de la loi modifiée du 12 juillet 1977 relative à la surveillance du régime holding. La société est dans ce cas soumise à l'impôt sur le revenu des collectivités.

Le projet de loi initial ne prévoyait pas expressément le recouvrement du régime fiscal holding par une société qui l'a perdu pour un exercice donné. C'est suite aux suggestions du Conseil d'État que la Commission des Finances et du Budget a retenu un texte qui prévoit que la perte du régime fiscal s'opère «pour l'exercice en cours», ce qui permet implicitement le recouvrement du régime au moment où la structure des recettes de la société concernée est de nouveau compatible avec le Code de conduite. En outre, un règlement grand-ducal peut préciser les conditions et les modalités d'un tel recouvrement.

Dans la mesure où le statut juridique et la nature économique d'une société holding ne sont pas directement affectés par la perte d'un régime fiscal spécifique, les sociétés qui ne perdent que temporairement le bénéfice de l'application de ce régime ne seront pas contraintes à une modification de leurs statuts. En effet, une société qui est une société holding - car elle détient et gère des participations et n'exerce pas d'activité commerciale propre - doit porter la désignation de «holding» dans son nom. Il serait pourtant exagéré de contraindre une société à un changement de nom pendant un exercice fiscal donné, et même rétroactivement, ce qui est matériellement impossible, et de le changer une nouvelle fois dès qu'elle aura recouvré le bénéfice du régime fiscal spécifique. Dès lors, une société holding qui perd le bénéfice de l'application de ce régime par décision du Directeur de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines peut conserver son nom.

Finalement, il est utile de souligner que les sociétés holding constituées et bénéficiant du régime fiscal spécifique avant l'entrée en vigueur de la présente loi ne seront soumises à ses dispositions qu'à partir du 1er janvier 2011. L'entrée en vigueur de la loi se fera au 1er juillet 2005, conformément à un amendement parlementaire ayant reçu l'aval du Conseil d'État. Elle ne s'applique que pour les exercices sociaux commençant après cette date.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 06.11.2003

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

19.04.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
03.05.2004	Examen de l'avis du Conseil d'État
13.01.2005	Remplacement du rapporteur
	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.02.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
10.03.2005	Entrevue avec Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget
	Examen du texte du projet de loi

Vote en séance publique: 19.04.2005

5262 - Projet de loi

portant approbation:

a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997;

b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997;

c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999;

d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003;

et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver respectivement de transposer en droit luxembourgeois différents instruments en matière de répression pénale du phénomène de corruption adoptés au sein du Conseil de l'Union européenne et du Conseil de l'Europe entre les années 1997 et 2003.

Ainsi la Convention du 26 juillet 1995 relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes et son Protocole du 27 septembre 1996 ont été complétés par un second Protocole, notamment pour voir incriminer de manière coordonnée, au niveau de tous les États membres de l'Union européenne, les actes de fraude ou de corruption commis au détriment du budget communautaire pour le compte de personnes morales, ainsi que le blanchiment du produit de tels actes de fraude ou de corruption.

Le nouveau Protocole fut signé par les États membres à Bruxelles, le 19 juin 1997.

Parallèlement une nouvelle Convention à caractère autonome fut élaborée, dont l'objectif était d'aboutir à une incrimination cohérente au niveau des États membres, de tous les actes de corruption impliquant des fonctionnaires communautaires ou des fonctionnaires des États membres, indépendamment de leur incidence éventuelle sur les intérêts financiers communautaires. Cette Convention fut signée à Bruxelles, le 26 mai 1997.

Au sein du Conseil de l'Europe fut élaborée une Convention pénale sur la corruption prévoyant une incrimination coordonnée des infractions de corruption, une coopération renforcée dans la poursuite de ces infractions, un mécanisme de suivi efficace ouvert aux États membres et aux États non membres, et surtout l'introduction de l'incrimination de la corruption active et passive dans le secteur privé.

La Convention pénale sur la corruption fut signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999, suivie d'un Protocole additionnel signé à Strasbourg, le 15 mai 2003.

Le Luxembourg, à l'occasion de sa présidence du Conseil européen en 1997, proposa, sous la forme d'un projet d'action commune, une initiative destinée à lutter contre la corruption dans le secteur privé.

Cette action commune, adoptée par le Conseil européen en date du 22 décembre 1998, fut par la suite remplacée par une Décision-cadre 2003/568/JAI du Conseil du 22 juillet 2003 relative à la lutte contre la corruption dans le secteur privé.

Étant donné que le droit pénal luxembourgeois ne punit, à ce jour, que les actes de corruption qui impliquent le secteur public, la transposition de cette Décision-cadre et l'approbation de la Convention pénale sur la corruption obligent le Luxembourg à compléter son arsenal législatif par des dispositions réprimant et sanctionnant la corruption également lorsqu'elle n'affecte que le secteur privé.

C'est pourquoi le projet de loi prévoit, outre l'approbation des Conventions et Protocoles figurant dans l'intitulé, l'insertion au Code pénal d'un article 310 nouveau incriminant la corruption privée passive et d'un article 310-1 nouveau incriminant la corruption privée active.

Dans les deux cas le coupable sera passible d'une peine d'emprisonnement d'un mois à cinq ans et d'une amende de 251 euros à 30.000 euros.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 19.12.2003

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

12.01.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
26.01.2005	Examen du projet à la lumière de l'avis du Conseil d'État
02.02.2005	Examen des articles
16.02.2005	Examen des articles
23.03.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.04.2005

5402 - Projet de loi

portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003

La loi du 20 décembre 2002 a transposé en droit interne la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signée à Bruxelles, le 26 juillet 1995. La Convention a institué un système d'information automatisé commun, dénommé «système d'information des douanes»(SID). Elle a également créé un instrument renforçant la coopération entre les administrations douanières telle que prévue dans la Convention établie sur base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à l'assistance mutuelle et à la coopération entre les administrations douanières, signée à Bruxelles, le 18 décembre 1997, approuvée par la loi du 6 juillet 2001.

Le SID comprend les données à caractère personnel nécessaires afin d'«aider à prévenir, rechercher et poursuivre les infractions graves aux lois nationales en renforçant, par une diffusion plus rapide des informations, l'efficacité des procédures de coopération et de contrôle des administrations douanières des États membres». Ces données sont actuellement insérées dans le système aux seules fins d'observation et de compte rendu, de surveillance discrète ou de contrôles spécifiques. L'introduction de données à toutes autres fins n'est possible que moyennant la création d'une nouvelle base juridique.

L'objectif poursuivi par le Protocole à approuver est justement de créer une base juridique permettant l'échange entre autorités douanières compétentes, par voie électronique et de manière systématique, des informations relatives à l'existence de dossiers d'enquête concernant des enquêtes en cours ou terminées, et ce afin de coordonner de manière adéquate les enquêtes menées par ces autorités.

Il s'agit plus précisément d'établir une base de données centrale spéciale, appelée «fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières (FIDE)» accessible aux autorités douanières des États membres et de développer davantage la coopération opérationnelle entre ces autorités.

D'après le Protocole à approuver, «l'objectif du fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières est de permettre aux autorités compétentes d'un État membre en matière d'enquêtes douanières (…), qui ouvrent un dossier d'enquête ou qui enquêtent sur une ou plusieurs personnes ou entreprises d'identifier les autorités compétentes des autres États membres qui enquêtent ou ont enquêté sur ces personnes ou entreprises».

Ne figureront dans cette base de données centrale que les enquêtes relatives à une «infraction grave» aux lois nationales de chaque État membre, lesquelles infractions graves feront l'objet d'une liste. Cette dernière ne comprendra que les violations qui sont punies d'une peine privative de liberté ou d'une mesure de sûreté privative de liberté d'un maximum d'au moins douze mois ou d'une amende d'au moins 15.000 euros.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 18.11.2004

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

09.03.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
23.03.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 19.04.2005

Chamber TV

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. 4902 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

(Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. 5178 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques

5179 - Projet de loi portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

5180 - Projet de loi portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

5181 - Projet de loi

- relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et
- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle

(Rapports de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Votes et dispenses du second vote constitutionnel - Motion)

3. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Louis Schiltz, Ministre; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eis eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Wann dat net de Fall ass, da komme mer direkt zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 4902 iwwert de Schutz vun de Kulturgidder. D'Riedezäit ass bei dësem Projet no dem Basismodell festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen als Riedner: d'Madame Brasseur an den Här Fayot. D'Wuert huet da fir d'éischt de Rapporteur vun dem Projet de loi, déi honorabel Madame Nelly Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

1. 4902 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 18. Januar 2002 ass de Projet de loi 4902 iwwert d'Protektioun vu Kulturgidder am Krichsfall vun der deemoleger Ausseministesch Lydie Polfer an der Chamber abruecht ginn. De Statsrot hat säin Avis schonn den 21. Dezember 2001 ofginn. An de Réunioune vun der Kommissioun vum Enseignement supérieur a vun der Kultur, vum 21. Juni 2002, respektiv vum 28. Oktober 2004, gouf de Rapporteur genannt an den Text vum Projet wéi och den Avis vum Statsrot sinn ënnert d'Lupp geholl ginn. De schréftleche Rapport gouf an der Sitzung vum 14. Abrëll 2005 ugeholl.

Fir de Fong vum Projet muss ech elo leider e bëssen aushuelen, zum Projet selwer ass jo net esou vill ze soen. Am Joer 1935…

(Interruption)

Jo, Här President!

…war nach keen op der Welt heibannen, do hu sech déi amerikanesch Staten dozou duerchgeronge fir de sou genannten „Roerich-Pakt" zu Washington ze ënnerschreiwen, benannt no engem amerikanesche Professer. Et war dëst een Text, deen u sech de Wee opgezeechent huet, fir eng méi genau Konventioun zum Schutz vu Kulturgidder am Krichsfall auszeschaffen.

Duerch den Zweete Weltkrich allerdéngs goufen d'Aarbechten noutgedrongen op Äis geluecht. An op Initiativ vun Holland ass dunn 1948 erëm Bewegung an d'Viraarbechten zu dëser Konventioun komm. 1951 huet sech eng spezialiséiert Kommissioun vun der UNESCO mat dëser Fro beschäftegt. An op enger Regierungskonferenz zu Den Haag, déi vum 21. Abrëll bis de 14. Mee 1954 ofgehale gouf, konnt een definitiven Text fir d'Konventioun redigéiert a vun de 56 Staten ugeholl ginn.

Dësen Text war u sech den éischten Text mat enger universeller Vokatioun, déi sech exklusiv op d'Protektioun vu Kulturgidder konzentréiert huet. D'Gidder, déi haut ënnert dës Konventioun falen, sinn ënner anerem: Konschtwierker, Bicher, Architekturdenkmäler, archeologesch Siten, wëssenschaftlech Kollektiounen, Geschichts- oder Konschtdenkmäler, egal vu wou se hierkommen an och wiem se gehéieren.

Här President, haut hu sech iwwer honnert Staten derzou verflicht fir speziell preventiv Moossnamen op dësem Gebitt ze huelen, déi sech net nëmmen op Krichszäiten, mä och op Friddenszäiten applizéieren. E puer vun dëse Mesurë wëll ech opzielen:

- de Schutz an de Respekt vu Kulturgidder am Krichsfall. Dorënner falen och déi Konflikter, déi net internationale Charakter hunn;

- dann d'Obligatioun zu enger méi spezieller Protektioun vu Kulturgidder, andeems beispillsweis verschidde Refugen ausgewise ginn, wou Kulturschätz kënnen ënnerbruecht ginn;

- d'Méiglechkeet fir verschidde Biens culturels immeubles an de sou genannten „Registre international de biens culturels sous protection spéciale" anzeschreiwen;

- d'Méiglechkeet fir verschidde Gebaier oder Monumenter mam Zeeche vun der Konventioun auszezeechnen;

- d'Schafe vu Spezialunitéiten an de respektiven Arméien, déi sech op de Schutz vu Kultursiten a Kulturschätz spezialiséiert hunn;

- d'Pénalisatioun, am Fall wou d'Konventioun net respektéiert gëtt;

- eng besser Informatioun vum grand public iwwert de Sënn an d'Objektiver vun der Konventioun.

Wéi all internationalen Traité bënnt dësen Text nëmmen déi Staten, déi d'Konventioun och ënnerschriwwen hunn.

Gläichzäiteg zu dëser Konventioun gouf 1954 en éischte Protokoll ënnerschriwwen, deen engem Stat verbitt Kulturgidder aus engem besetzte Gebitt ze exportéieren. An de Joren duerno ass et ëmmer méi däitlech ginn, datt den Text verschidde Lacunen enthalen huet, déi sech virun allem bei der Applikatioun vun der Konventioun vun 1954 erausgestallt hunn.

Ënnert dës Lacunë falen zum Beispill: d'Feele vun der individueller Responsabilitéit vun deenen, déi d'Konventioun verletzen; den zum Deel ineffiziente Charakter vun de Schutzmoossnamen; d'Feele vu prezisen Dispositiounen iwwert d'Kulturgidder op Territoiren, déi vun anere Länner occupéiert sinn an d'Ausbleiwe vun engem effizienten Iwwerwaachungsorgan fir d'Exekutioun vun der Konventioun besser ze kontrolléieren.

Et huet sech och ëmmer méi erausgestallt, datt den Text huet missen un d'Entwécklungen an deem Beräich adaptéiert ginn. Eng vun dëse wichtegen Etappe waren ënner anerem déi Zousazprotokollen zu der Genfer Konventioun vun 1977.

D'Viraarbechten zum zweete Protokoll, dat heescht also den eigentlechen Objet vun dësem Projet, sinn 1991 vun der UNESCO ugefaang ginn. Dës hunn zu engem definitiven Text gefouert, deen dunn de 26. Mäerz '99 adoptéiert an de 17. Mee fir d'Ënnerschréften opgemaach gouf. Domadder konnten e puer substanziell Verbesserungen um Text vun der Konventioun abruecht ginn.

Zum Beispill wat de generelle Schutzregime ubelaangt, esou preziséiert den zweete Protokoll déi Mesuren, déi vun den États signataires opgrond vum Artikel 3 aus der Konventioun geholl musse ginn.

Den zweete Protokoll féiert doriwwer eraus de Prinzip vun enger verstäerkter Protektioun an, an zwar duerch d'Erstelle vun enger Lëscht mat Kulturgidder, déi ënnert eng Protection renforcée falen.

D'Violatioun vun der Konventioun vun 1954 a vum zweete Protokoll gëtt als Verstouss vum internationale Recht ugesinn.

Zu gudder Lescht gesäit den zweete Protokoll eng Rei formell Dispositioune vir, déi sech virun allem op déi territorial Kompetenze vun den nationale Juridictioune bezéien. E wichtegt Element ass dann d'Entraide judiciaire an och d'Extraditioun bei Verstéiss géint d'Konventioun vun Den Haag.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg ass dat 21. Land, dat den zweete Protokoll ratifizéiert. An domadder kann den zweete Protokoll a Kraaft trieden. Fir Lëtzebuerg kommen awer fir d'Applikatioun vun der Konventioun a sengem zweete Protokoll déi Kulturgidder a Fro, déi op der Lëscht vun de Monuments nationaux classés festgehale sinn.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 21. Dezember 2001 gréng Luucht zu dësem Gesetzprojet ginn, awer dat mat der Reserv, datt d'Approbatioun vun dësem Instrument vum internationale Recht muss duerch zousätzlech national Exekutiounsmoossname complétéiert ginn. Déi Responsabel aus dem Kulturministère, d'Madame Statssekretärin Modert, ass hei. Si huet eis an der Kommissioun wësse gelooss, datt en zweet Gesetz fir déi juristesch Instrumenter no der Ratifikatioun gemaach gëtt. De Kulturminister huet an engem Bréif vum 27. Mee 2004 den Ausseministère doriwwer informéiert, dee sech sengersäits soll mam Justizministère iwwert dës Froen eens ginn.

Dat war u sech dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat et zu dësem Text ze soe gëtt. Ech hoffen, datt ech Iech alleguerten d'Tragwäit vun dësem Projet konnt méi no bréngen. Ech schléisse mam Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech Merci fir Är ausserguewéinlech Opmierksamkeet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Bei esou engem gudde Rapport fält dat net schwéier. Als éischt Riednerin ass d'Madame Brasseur agedroen. Madame Brasseur!

Discussion générale

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, et ass net nëmme mat gréisster Opmierksamkeet mat där ech der Madame Stein nogelauschtert hunn, mä och mat groussem Intérêt. Si huet an hirer gewinnter Aart a Weis op eng pedagogesch Manéier ons probéiert dee méi komplexe Sachverhalt duerzebréngen, esou dass ech am Fong deem net vill bäizefügen hunn.

Et kann ee sech allerdéngs froen, wann een esou Konventiounen hei duerch d'Gesetz unhëlt, wat déi praktesch Suiten dovu sinn. An dëst ass ee vun deenen Texter wou ech hoffen, dass en ni zur Applikatioun kënnt, weder bei eis nach bei den Noperen, well et muss ee jo awer virun Aen halen, dass wann e Conflit armé ass, dass déi, déi de Konflikt ausléisen, déi, déi attackéieren, déi hu wierklech kee Verständnes fir Kultur, well si hunn emol kee Verständnes fir mënschlecht Liewen. An an deem Sënn dann och nach d'Kulturgidder ze schützen, ass relativ schwiereg. Dofir musse mer och realistesch bleiwen a soen, et ass gutt wann et esou Texter gëtt, et ass nach besser wa mer déi Texter ni mussen applizéieren.

Elo ass et och esou, dass mer et hei zu Lëtzebuerg jo souwisou net kënnten ëmsetzen, well d'Dispositions pénales nach feelen, an dofir wollt ech d'Madame Modert froen - d'Madame Stein huet et an hirem Rapport schonn ugeschwat elo grad -: Wéini ass domat ze rechnen, dass de Justizminister e Projet de loi déposéiert, fir dass mer ons Dispositioune kënnen am Code pénal complétéieren, fir Sanktiounen hei virzegesinn, wann et eng Kéier dozou géing kommen.

Ech weess och, dat ass en theoreteschen Exercice, mä wa mer Konventiounen aginn, da musse mer ons och d'Instrumenter ginn, fir déi Konventiounen dann duerno kënnen an d'Praxis ëmzesetzen.

Dat sinn déi puer Bemierkungen, déi ech wollt maachen, an domat bréngen ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur, als nächste Riedner ass den honorablen Här Ben Fayot agedroen. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt selbstverständlech der Madame Stein Merci soe fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport, dee si mat där gewinnter Prezisioun an Energie gemaach huet. Mir kennen se säit laange Joren, esouwuel als Presidentin vun der Kulturkommissioun wéi elo als Member an als Rapportrice vun dëser Kulturkommissioun. Si huet e ganz grousst Wëssen doriwwer a mir soen hir Merci fir hiren Engagement.

Här President, ech wollt e puer Wuert iwwert dës Konventioun soen, well se en interessant Beispill ass fir um Weltplang eng international Gouvernance duerchzesetzen. Mir wëssen, datt et net ëmmer einfach ass, dat internationaalt Recht, besonnesch um Gebitt vun der Kultur, duerchzesetzen, well d'Kultur jo vu ville Leit als eppes Mineures ugesi gëtt, woubäi et awer dann dat wesentlecht mënschlecht Gutt ass wat mer hunn.

Selbstverständlech geet a Krichszäiten villes duercherneen an ass besonnesch d'internationaalt Recht a Gefor fir mat Féiss gestouss ze ginn. Mir hunn dat a fréieren Zäite gesinn, mä mir gesinn et och andauernd elo an den heitegen Zäiten, well bei där Konventioun hei, déi jo eng international Konventioun tëschent Staten ass, muss een dobäifügen, dass et och ëmmer méi Opléisung vu staatleche Strukture gëtt, dass et also a Géigenden iwwerhaapt keng Strukture méi gëtt, déi kënne fir eppes responsabel gemaach ginn. Dat huet ee ganz gutt gesinn, wéi zum Beispill am Afghanistan vun den Taliban Weltkulturgidder zerstéiert gi sinn, wou natierlech herno näischt méi guttzemaache war.

Dës Konventiounen ass eppes äusserst Wichteges. Et ass viru kuerzem an Däitschland e Buch erauskomm vun engem däitschen Historiker, vum Götz Aly, iwwert den „Hitlers Volksstaat". An deem Buch gëtt ganz kloer gewise wéi e Stat, en l'occurrence dem Hitler säin Nazistat, mat Kulturgidder, en plus nach mat all deem wat net niet- und nagelfest war, säin eegene Krich bezuelt huet, dat heescht am Fong geholl besaten Natiounen ausgeplënnert huet a mat deem Ausplënnere säi Krich bezuelt huet. Dat ass och eng wichteg Erkenntnis, déi ee muss hunn, wann een iwwer international Kulturgidder schwätzt.

Sécher huet dës Konventioun am Fall vu Krich a vun Opléisung vu Strukturen net ganz vill Mëttel fir eppes ze verbesseren. Mä dës Konventioun ass ëmsou méi wichteg wann de Krich emol eriwwer ass a wann et drëm geet fir déi Responsabel ze sichen an och déi Kulturgidder, déi anzwousch geklaut a respektiv zerstéiert gi sinn, entweder zréckzeginn oder ze probéieren se op déi eng oder aner Manéier ze ersetzen.

Ech fannen also, dass een esou eng Konventioun, mat aller Skepsis, déi een natierlech kann hu vis-à-vis vun esou engem internationale Recht, ganz seriö muss huelen. Ech si mat der Madame Brasseur d'accord, dass ee sech do déi noutwendeg national Instrumenter soll ginn, fir se och um nationale Plang duerchzesetzen an et soll ee sécher och déi Auteure vun esou

Déifställ an Zerstéierung vu Kulturgidder verfollege wou een nëmme kann.

Dat gesot, wëll ech selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu dëser Konventioun bréngen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Domadder ass d'Riedner-lëscht erschöpft an d'Wuert huet elo d'Regierung, d'Madame Statssekretärin Octavie Modert.

Madame Modert, Dir musst lech ee Moment gedëllegen, den Här Adam freet d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Entschëllegt, Madame Statssekretärin, ech maachen et och ganz kuerz.

Ech wëll awer trotzdeem vun der Geleeënheet profitéieren och d'Zoustëmmung vun deene Grénge fir dësen zweete Protokoll vun Den Haag ze bréngen. Et wier nach vill méi flott wa mer eng aner Konventioun hei kënnte stëmmen, nämlech d'Konventioun fir op all Conflit armé iwwerhaapt ze verzichten. En attendant datt mer dann esou wäit sinn, menge mer, datt et awer scho richteg ass. Et gëtt ganz vill Beispiller, déi eis dat weisen. Et brauch een net zréckzegoen an den Zweete Weltkrich, et brauch een och net nach méi wäit zréckzegoen, wéi d'Muséeën sech an der Kolonialzäit gefëllt hunn, et gëtt nach als Beispill d'Zerstéierung vun Dubrovnik an et gëtt d'Zerstéierung vun de Statuen duerch d'Taliban an Afghanistan.

Mir mengen, et ass selbstverständlech richteg fir eis Kulturgidder ze schützen an et ass och duerch esou Konventiounen, déi esou komplizéiert solle si wéi si nëmme kënne sinn, fir datt déi Leit, déi wëlle Krich féieren, wa si dat bis liesen sech denken: Mir hu vläicht besser mir paken eis Bommen an a mir fänken iwwerhaapt net un, well duerch esou Konventioune kënne mer um internationale Geriichtshaff vun Den Haag verfollegt ginn. An dofir si mer selbstverständlech dofir fir déi Konventioun ze ënnerstëtzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Elo ass et dann un der Madame Statssekretärin. Madame Modert!

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci, Här President. D'Virriedner hu villes gesot vun deem wat ze soen ass, wann net esou wäit alles.

Ech wëll soen, datt et gutt ass, datt mir dëst Gesetz elo hei stëmmen, och wann et net ganz perfekt ass op deem engen oder anere Punkt. Am Inhalt kann een ëmmer eppes nach méi maachen. Et hunn och net sämtlech Staten ënnerschriwwen. Trotzdeem ass et gutt, datt mir dat Gesetz elo hei stëmme wäerten, well mir hu rezent Beispiller an der Geschicht gehat, wou mir gesinn hu wat mat de Kulturgidder geschitt ass, och wann natierlech de Mënscheschutz am Krich nach vill méi wichteg ass, wéi dee vun de Kulturgidder, mä et gëtt och Beispiller vun net bewaffnetem Konflikt, wou de Schutz vu kulturelle Gidder néideg gewiescht wär. Dofir ass et gutt wa mer dat Gesetz hei hunn.

D'Madame Stein huet an hirem ganz gudde Rapport alles gesot, wat am Projet drasteet. Ech wëll just een Element zousätzlech ervirhiewen. Et gëtt en neie System vu „Protection renforcée" fir Kulturgidder vun héchster Bedeitung fir d'Mënschheet, dat fält an Zukunft ënner d'Kategorie „Crimes de guerre". Dat ass jo awer eng Neierung, déi et derwäert ass fir se ze ënnerstréichen.

Op lëtzebuergeschem Plang wëll ech och e puer Saachen ausféieren. Dat éischt ass, datt mer als Kulturministère gesot hunn, déi Lëscht vun de Gidder, déi schützenswäert sinn, dat ass éischtens d'Lëscht vun de Monuments nationaux classés, mä dat sinn awer och, an dorobber hunn ech gehalen, alleguerten déi Saache wat Patrimoine national ass a wat am Patrimoine national läit; natierlech alles wat an der Nationalbibliothéik läit, wat an den Archive läit, wat an de Muséeën ass, dat gehéiert selbstverständlech och zu esou schützenswäerte Gidder.

Eng zweet Saach, déi ausféierungsméisseg op eis duerkënnt, dat ass, dass mer musse penal Bestëmmungen ausschaffe fir dat Gesetz hei, wann et bis ratifizéiert ass. An zwar sollte mer e separat Gesetz maache fir déi stroofrechtlech Moossnamen, fir de Code pénal ze complétéieren.

Ech hunn am Hierscht de Justizminister gefrot gehat, fir eis een Avis dozou ze ginn. De Procureur général d'État huet eis säi ginn am Dezember d'lescht Joer an de Justizminister wäert e separat Gesetz déposéieren, soubal wéi dës Ratifikatioun hei promulgéiert ass. Dat ass also an nächster Zäit.

Ech wëll doriwwer eraus och nach soen, datt dës Konventioun wéi gesot net nëmmen zur Applikatioun kënnt wa Staten ënnerenee Krich féieren, mä datt et och esou ass, datt individuell Leit eng international Responsabilité pénale aginn, wa se Handel mat deene Gidder dreiwen, déi heiriwwer solle geschützt ginn. An do wëll ech just eng Klamer opmaachen, fir ze soen, datt mer jo och nach eng Konventioun vun der UNESCO amgaange sinn ze ratifizéieren - d'Aarbechte sinn ugelaf an der Kulturkommissioun - iwwert den Import/Export an den „Transfert de propriétés illicites" vu Kulturgidder. Dat reit sech och an déi hei Matière an.

An dann hunn d'Virriedner mer zu engem Deel d'Wuert aus dem Mond geholl, well dat wollt ech och soen: Ech hoffen, datt mer dëst Gesetz hei ni wäerte brauchen. Ech hätt och léiwer wéi dëst Gesetz, datt et géif duergoe fir een Appel ze maachen, fir net nëmme kulturell an historesch Gidder ze respektéieren, mä nach vill besser, datt et iwwerhaapt keng Konflikter verbonne mat Gewalt a Krich méi sollte ginn an datt mer aner Méttelen hu fir Differenzen oder Divergenzen auszedroen. Mä trotzdeem ass et ganz gutt, wa mer dat Gesetz hei elo ratifizéieren.

Merci.

M. le Président.- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 4902.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 58 Jo-Stëmme bei kenger Géigestëmm a kenger Enthalung ugeholl ginn.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), M. Norbert Haupert (par M. Fred Sunnen), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par Mme Marie-Josée Frank), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox (par M. Camille Gira) et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen direkt zur Diskussioun vun de Projets de loi 5178 bis 5181, genannt Paquet Télécom. Déi véier Projets de loi ginn an enger Diskussioun regruppéiert. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Maroldt, den Här Grethen, den Här Diederich, den Här Braz an den Här Klein. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun de Projets de loi 5178 an 5179, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel!

2. 5178 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques

5179 - Projet de loi portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

5180 - Projet de loi portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

5181 - Projet de loi

- relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle

Rapports de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications concernant les projets de loi 5178 et 5179

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, et huet wuel seelen en technesche Beräich sech an esou kuerzer Zäit esou radikal verännert. Net nëmmen, datt d'Telekommunikatioun, vun där hei d'Ried ass, iwwert de Wee vum technologesche Fortschrëtt och nach 150 Joer no deenen diversen Entdeckungen, Télefonen an aner Telekommunikatiounsmëttel, nach ëmmer Quantesprëng mécht. Bei déi technesch Revolutioun à la téléfax, GSM, Internet an digital Televisioun ass och nach déi um organisationelle Plang dobäikomm, déi Europa hirem Telekommunikatiounssecteur ufanks den 90er Jore verschriwwen huet an déi als Dereguléierung bekannt ass.

Bis dohinner war d'Welt, op d'mannst an der Telekommunikatioun, an Uerdnung, well alles wat domat zesummenhung war a festen Hänn, nämlech an deene vun der Post. Déi war sengerzäit esouzesoe prédestinéiert derfir, sech der Vernetzung iwwer Kabel oder Hertz-Wellen unzehuelen, well et jo säit jeehier hir Missioun war, d'Verbindung, deemools déi per Schrëftverkéier, tëscht de Mënschen ze assuréieren.

Mä dunn ass déi sou genannt Dereguléierungs- oder Liberaliséierungswell vun déi Säit vum Atlantik hier iwwer Europa eragebrach an huet esou munches duerchernee gerëselt, wat bis dohinner an öffentleche Monopoler ofgeséchert a protegéiert war. Dozou huet och eis Post gehéiert, déi jo am August 1992 vun enger Statsverwaltung, déi se bis dohinner war, an eng Entreprise ëmgewandelt ginn ass, allerdéngs ouni datt, wéi an aneren europäesche Länner, gläich zu enger regelrechter Privatiséierung gegraff ginn ass.

D'Déngschtleeschtungen am Post-an Telekommunikatiounsberäich, déi bis dohinner der Post hir Chasse gardée waren, goufen och fir aner Opérateuren opgemaach. A fir datt déi Dereguléierung hir Uerdnung sollt hunn, huet d'Kommissioun zu Bréissel eng ganz Hickicht vu Regelen ausgebréit: Net manner wéi 21 Direktiven hunn d'Dereguléierung reguléiert. 2/3 dovunner ware geduecht, fir fir d'Harmoniséierung vun de Spillregele vun der Telekommunikatioun an Europa ze suergen. De Rescht sollt sécherstellen, datt och wierklech d'Konkurrenz géif spillen.

Säithier si ronn zéng Joer vergaangen an et muss ee scho soen, datt déi ganz Dereguléierung net ëmsoss war. Telefonéieren ass méi bëlleg a méi mobil ginn. An nei Forme vun Dateniwwerdroung sinn net fir d'lescht Dank deem oppene Maart entstanen, déi am Begréff sinn eis Gesellschaft gehéierlech ëmzekrempelen an eis de Wee an déi sou genannt Wëssensgesellschaft ze erliichteren.

A well an deenen zéng Joer sech engersäits esou munches gedoen huet an op där anerer Säit eng Rëtsch Erfahrunge mat den Deregularéierungsregele vum éischte Worf gesammelt konnte ginn, war eng Revisioun vun deem ganze Regelwierk net vu Muttwëll. Dofir gouf zu Bréissel eng nei Rutsch vu Bestëmmunge gestréckt, déi sech allerdéngs dës Kéier mat nëmme siwen Texter zefridde ginn huet an déi elo den Telekommunikatiounskader vun deemools complétéieren an à jour setze sollen.

Lëtzebuerg hat fir d'Ëmsetzung vun deenen neien Direktiven de Choix oder d'Alternativ, entweder seng eege Gesetzer vun deemools ëmzemodelen, oder awer d'grouss Botz ze maachen an déi al Texter duerch ganz neier ze ersetzen. Eis Regierung huet sech fir déi zweet Solutioun entschloss an de sou genannten Telekommunikatiounspak, deen zu Bréissel ficeléiert gouf, op véier verschidde Gesetzesprojete verdeelt.

Dat huet den Avantage, datt dat Ganzt e bësse méi iwwersiichtlech gëtt, an dat ass och net vu Muttwëll. Well et ass net esou einfach sech an deem Sammelsurium vu Regelen erëmzefannen, déi sech deels iwwerschneiden, deels awer och mat anere Regelwierker kollidéieren, well op deem weide Feld vun der Telekommunikatioun souwuel heiheem wéi um internationale Plang och nach aner Instanze matmëschen.

Wat ass dann elo an deem Telekommunikatiounspak? Et sinn am Ganze siwen Aspekter, déi hei verschafft ginn. Sechs dervu sinn an Direktive gepaakt, bei deem siwenten handelt et sech ëm eng Décisioun.

Do hu mer fir d'éischt d'Directive „cadre", déi all Zorte vu Kommunikatiounsréseauen ënnert een Hutt bréngt, also d'Télefonsnetz, Radio an d'Telediffusioun, Kabelréseau an esou weider.

(Coups de cloche de la Présidence)

Si hält doriwwer eraus fest, wéini e sou genannte „Branchëplayer" als dominant um Marché ze gëllen huet a wat vun neien Aufgaben op d'Kontrollinstanz zoukënnt, déi jo bei eis „Institut luxembourgeois de régulation" heescht.

Da kënnt d'Directive „autorisation", déi, wéi den Numm et seet, festhält, ënner wéi enge Konditiounen eng Entreprise am Kommunikatiounsberäich matmaache kann. Si féiert entre autres de Prinzip vum fräien Zougank op de Marché an, also ouni extra Autorisatioun.

D'Nummer dräi ass d'Directive „accès", déi den Zougank op d'bestehend Netzer séchert, och wann dës Netzer engem Konkurrent gehéieren.

D'Directive „service universel" raumt den eenzelne Staten d'Recht an, een oder méi Netzopérateuren ze forcéieren, e Basisservice unzebidden, fir de Fall datt net garantéiert ass, datt jiddfer Bierger op e Minimum vun Telekommunikatiounsdéngschtleeschtungen zréckgräife kann.

Dann d'Directive „vie privée et communications électroniques" soll, an den Numm seet et jo och schonn, dofir suergen, datt deem eenzelne Bierger seng Privatsphär protegéiert bleift. Eng Suerg, déi jo grad an eiser Zäit, wou Verschiddener no der totaler Transparenz jäizen, net op déi liicht Schëller ze huelen ass.

D'Directive „concurrence" hélt déi al Bestëmmungen iwwert d'Kompetitioun tëscht den Opérateuren erëm, déi sech allerdéngs mat der Zäit ëm eng Rëtsch Direktiven erweidert huet. An dofir, den Zweck bleift deeselwechten. Et soll dofir gesuergt ginn, datt de fräie Maart och wierklech am Telekommunikatiounsberäich spillt.

Bleift nach dee lescht Punkt, bei deem et sech net ëm eng Direktiv wéi gesot, mä ëm eng Décisioun handelt, also eng méi contraignant Form, déi de Kader fir de sou genannte „spectre radioélectrique" festhält. Domadder ass d'Gestioun an d'Koordinatioun vun den Äther-welle gemengt, awer nëmmen esouwäit wéi et sech ëm Kommunikatiounsnetzer handelt.

Dës lescht Décisioun, geneesou wéi d'Direktiv iwwert den Dateschutz am Telekommunikatiounsberäich an d'Dispositioun iwwert de Fonctionnement vun der Kontrollinstanz, also bei eis dem Institut luxembourgeois de régularisation, ginn a separate Gesetzestexter ëmgesat a festgeschriwwen. All déi aner Direktive ginn an engem eenzegen Text iwwert d'Réseauen an d'Déngschtleeschtungen an der elektronescher Kommunikatioun - e schrecklechen Titel - an d'nationaalt Recht transposéiert.

Dat mécht also zesumme véier Gesetzer, déi mer haut ënnert dem Sammelbegréff Telekommunikatiounspak diskutéieren an adoptéiere sollen.

Zum Projet 5178, eben dem Gesetz iwwert d'elektronesch Kommunikatiounsréseauen an -déngschtleeschtungen. An deem Text fanne mer wéi gesot de Gros vun den Direktiven erëm, déi et ëmzesetze gëllt. Den Text hält sech méi oder wéineger un d'Struktur vum Telekommunikatiounspak, deen ech elo grad a groussen Zich probéiert hu virzestellen, a riicht sech och am Contenu no deem, wat zu Bréissel festgehale gouf.

Am éischte Kapitel fanne mer nieft der Definitioun oder den Definitioune vun all de wichtege Begréffer, déi am Telekommunikatiounspak virkommen, déi nei Grenzzéiung, duerch déi elo sämtlech elektronesch Kommunikatiounsnetzer a -servicer ënner een eenzege Reguléierungsdaach kommen.

D'Kapitel 2 hält fest - an dat ass eng vun deenen éischter méi groussen Neierungen -, datt een als Opérateur keng extra Autorisatioun méi brauch, mä datt et mat enger Matdeelung, enger Notifikatioun un d'Iwwerwaachungsinstanz duergeet, wann een am Kommunikatiounsgeschäft wëllt matmëschen. Wat natierlech näischt drun ännert, datt ee sech weiderhin un d'Regele bei eis hei vum ILR muss halen.

Am Kapitel 3 geet et ëm d'Konkurrenz an ëm déi sou genannte Maartdominanz vun eenzelnen Opérateuren, zu deenen natierlech dacks déi fréier Post-Monopolistë gehéieren. Déi al Mächtegkeetsklausel, déi vun engem Maartundeel vu 25% u gespillt huet, gëtt elo duerch dee méi gängege Begréff vun der Position dominante ersat, dee jo unhand vu méi qualitative Kritären an net méi duerch e Prozentsaz ermëttelt gëtt.

D'Kapitel 4 beschäftegt sech indirekt och erëm mat der Konkurrenz oder mat de Konkurrenzdefizienzen, déi duerch déi al Monopolistë kënne weiderbestoen. Fir deem esou wäit wéi méiglech ofzehëllefen, kann d'Opsiicht agräifen an déi al Netzer fir nei Opérateuren opmaachen, oder iwwert de Wee vu Vernetzungen neien Opérateuren d'Chance gi matzehalen.

Am Kapitel 5 geet et dann ëm dee sou genannte Service universel, dee jiddferengem eng Aart Grondversuergung am Beräich vun der Telekommunikatioun garantéiere muss. Well de Service universel bei eis haut souwisou vun all deenen eenzelnen Opérateuren assuréiert gëtt, bleift déi virgesinne Méiglechkeet, datt d'Opsiicht ee bestëmmten Opérateur domat beoptraagt oder souguer dozou zwéngt bis op weideres Theorie.

Dat wat am Kapitel 6 festgehale gëtt, kënnt een d'Konsumenteklausel nennen. Hei gëtt nach eng Kéier widderholl, datt d'Opérateuren hir Servicer esou ubidde mussen, datt se fir de Client, also den Utilisateur, transparent a mat der Konkurrenz vergläichbar ginn.

D'Kapitel 7 rappeléiert d'Regelen, no deenen d'Opsiicht deenen eenzelnen Opérateuren hir Netznummeren zoudeelt - Dir kennt se, am Ament bei eis 021, 061 an 091 -, un déi dann déi individuell sechsstelleg Nummeren drugehaange ginn.

Am Kapitel 8 gëtt den Droit de passage iwwer oder duerch d'Terrainë vum Stat oder vun de Gemengen confirméiert. An deen Droit de passage soll allen Opérateuren et erliichteren hir Réseauen opzebauen.

Am Ënnerscheed zum Privatpropriétaire, mat deem den Opérateur sech fir d'éischt eens muss ginn, däerf den öffentleche Propriétaire keng Indemnitéit oder Pacht fir dat Passagerecht froen.

D'Kapitel 9 befaasst sech mat där net onwichteger Fro vun der gemeinsamer Notzung vun Infrastrukture wéi zum Beispill vu GSM-Antennen. Hei kann d'Opsiicht agräifen an d'Opérateuren dozou bréngen, sech vu Fall zu Fall zesummenzedinn, fir datt net jiddferee seng eegen Infrastruktur opriicht, wann och eng eenzel, oder well och eng eenzel et deet, déi da vu méi Opérateure benotzt ka ginn.

Schliesslech hu mer, ausser deem iwwert d'Sanktiounen an deem mat den Iwwergangsbestëmmungen, déi normalerweis an engem Gesetz erëmzefanne sinn, nach en 10. Kapitel. Dat befaasst sech mam ILR, obwuel eis Opsiicht jo an engem separate Gesetz behandelt gëtt. Hei geet et dann och nëmmen ëm ganz spezifesch Froen am Zesummenhang mat eiser Opsiicht, virun allem ëm d'Zesummewierken tëschen ILR an där neier Konkurrenzopsiicht, déi jo beim Wirtschaftsministère opgehaange gouf, an och ëm secteuriwwerschreidend a souguer international Kontakter vun dem ILR. Souwäit zum éischte vun deene véier Gesetzprojeten aus deem Pak.

Ech ginn zou, datt hien näischt Weltbewegendes enthält a sech virun allem drop beschränkt, d'Deregulariséierungsregelen – wat ee schéint Wuert – vun deemools opzefrëschen an op de leschte Stand ze bréngen. An dat ass net verkéiert, well schliesslech si mer hei an engem Beräich, deen an de leschte Joren eng rasant Entwécklung duerchgemaach huet, an deen nach ëmmer op der Iwwerhuelspuer am Verglach zu aneren Technologien ass.

Ausser Zweifel steet och, datt ouni d'Liberaliséierung vum Telekommunikatiounssecteur dës spektakulär Entwécklung kaum stattfonnt hätt, well eréischt duerch d'Spill vun der Konkurrenz de richtegen Driff entstanen ass.

Dass mat der Verbesserung an der Accélératioun vum Informatiounsaustausch tëscht de Mënschen d'Entwécklung an déi richteg Richtung goung, wot wuel keen ze bestreiden. Et heescht jo ëmmer, Wësse wär Muecht. Wann dat stëmmt, stellt d'Wëssensiwwermëttelung an d'Wëssensstreeung am grousse Stil, wéi se dank der Telekommunikatioun méiglech ginn ass, e grousse Sprong a Richtung Demokratie duer. Well nëmmen deen, dee weess, dat heescht, deen deen informéiert ass, ass och amstand, en connaissance de cause matzeschwätzen a mat ze décidéieren.

Dann zum Projet 5179, dem zweete Projet aus dem Kommunikatiounspak. Dee Projet bezitt sech op d'Verwaltung vun de Radiosfrequenzen. Allerdéngs muss een do direkt preziséieren, datt et an éischter Hisiicht net ëm déi Sendefrequenze geet, wéi mir se beim Radio a bei der Televisioun gewinnt sinn, mä ëm den Ensembel vun den elektresche Wellen, iwwert déi Signaler - ob analog oder digital, ob Sprooch, Biller oder Daten - transportéiert kënne ginn.

Am Contraire zu de Réseauen, mat deenen sech de Projet 5178 befaasst huet, hu mer bei de Radiowelle mat enger Matière ze dinn, déi net esou mir näischt dir näischt dereguléiert a liberaliséiert ka ginn. Firwat? Mä ganz einfach, well mir et hei mat enger Wuer ze dinn hunn, déi net beliebeg produzéiert an ëmmer erëm frësch opgeluecht ka ginn, mä mat eppes dat endlech - endlech par Oppositioun zu onendlech - ass, an dat ee weder regeneréieren nach reproduzéiere kann.

Duerfir ginn d'Radioswellen zu de rarë Ressourcë gezielt, op déi de Stat den Daum hält an déi een héchstens verpacht awer ni verkeeft. De Kader fir déi Mise à disposition vun de Radioswelle gëtt vun dësem Gesetz gezunn, allerdéngs nëmmen esouwäit, erëm eng Kéier, wéi et sech ëm Telekommunikatiounsréseauen handelt, déi an d'Kompetenz vun der Europäescher Unioun falen.

Geregelt gouf d'Gestioun vun de Radioswelle bei eis jo schonn ufanks der 30er Joren, an zwar fir e ganz bestëmmten Zweck. Deemools goung et ëm d'Schafe vun enger Radiosstatioun op Lëtzebuerger Buedem, allerdéngs net ëm e sou genannten öffentleche Sender, wéi se deemools iwwerall entstane sinn, mä ëm e private Sender, deen no kommerzielle Kritäre fonctionnéiere sollt a fonctionnéiert huet - a gutt, wéi mer entre-temps wëssen, well dat war d'Gebuertsstonn vu Radio Lëtzebuerg, eigentlech engem fransëische Sender op Lëtzebuerger Buedem, deem de Lëtzebuerger Stat seng Frequenzen natierlech géint Bezuelen an eng Rëtsch aner Ploe verpacht hat.

Laang Zäit goufen eis Frequenze fir soss näischt wéi fir Radio Lëtzebuerg a seng verschidden Emissioune gebraucht, bis dann déi modern Telekommunikatiounstechnik fir d'Transmissioun vun der Sprooch a spéider vun den elektroneschen Daten net nëmme méi op den traditionelle Kabel, mä och op d'Radioswellen zréckgegraff huet. D'Notzung vun de Radiosfrequenzen, där hir Gestioun bis dohinner eiser Post iwwerlooss war, ass schliesslech am Telekommunikatiounsgesetz vun 1997 geregelt ginn, allerdéngs ouni datt d'Frequenze vu Radio an Televisioun mat a bezu gi wären. Déi gi weider vum 91er Gesetz iwwert d'elektronesch Medië geregelt.

Eigentlech huet Bréissel an där ganzer Wellegestioun näischt oder net vill ze sichen, well déi gëtt net um europäeschen, mä um Weltniveau gemaach, an zwar vun enger Ënnerorganisatioun vun de Vereenten Natiounen, der Union Internationale des Télécommunications, ofgekierzt UIT, zu där hire Grënnungsmemberen iwwregens och Lëtzebuerg gehéiert. Mä well et hei och ëm Réseaue geet, an d'EU-Instanze sech fir déi zoustänneg fillen, hu si sech an der Vergaangenheet schonn emol dragemëscht a probéiert, vereenzelt Initiativen ze entwéckelen.

Dat ass dann alt emol an d'Box gaangen, wéi deemools wéi probéiert ginn ass, e paneuropäeschen „Pager"-System opzeriichten, deen awer leider laanscht de Maart oder laanscht d'Nofro vum Maart gaangen ass. Mä d'Saach ass och emol gutt ausgaangen, wéi mat der Frequenzen-Direktiv vun 1987, där mir de Réseau fir d'Mobiltelefonie an domat d'GSM-Revolutioun verdanken.

Dës Kéier beschränkt sech d'Kommissioun drop, nëmmen asoufern an d'Gestioun vun de Frequenzen anzegräifen, wéi et Iwwerschneidunge mat hirer Réseau- an Telekommunikatiounspolitik gëtt. Dofir fanne mir am Gesetzesprojet 5179 och dräi Direktiven erëm, déi schonn deelweis duerch de Projet 5178, also deen, deen ech lech elo grad virgestallt hunn, ëmgesat ginn. Et handelt sech dobäi ëm:

- d'Directive „cadre" iwwert déi gewësse Prinzipie fir d'Zoudeelung vu Frequenzen un d'Opérateure vu Kommunikatiounsréseaue festgehale ginn;

- d'Directive „autorisation", an där ënner anerem och d'Rechter an d'Flichten opgefouert ginn, déi déi eenzel Staten den Opérateuren als Virbedéngung fir d'Notzung vun de Frequenzen operleeë kënnen;

- a schliesslech déi sou genannt Décisioun „spectre radioélectrique", déi sech jo grad mat de Frequenzen, also mat dësem Sujet befaasst.

Et hätt ee sech kënne froen, ob et bei där grousser Iwwerlappung vun dëse Punkte mat dem Gesetzesprojet iwwert d'Réseauen net méi sënnvoll gewiescht wier, datt dat Ganzt mateneen zu engem eenzege Gesetz verschmolt gi wär. Mä well mir et hei mat enger Entwécklung ze dinn hunn, déi eréischt un hirem Ufank ass, a well nach keen dat ganzt Ausmooss vun der digitaler Revolutioun erfaasse kann, ass et vläicht net esou falsch, mat engem separate Gesetz d'Grondlag fir e globaalt Regelwierk ze schafen, dat mat der Zäit evoluéiert an dofir suergt, datt d'Funkfrequenzen, déi ëmmer méi seele Wuer, well ëmmer méi duerno froen, och optimal genotzt ginn.

Här President, erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert zum Zäitpunkt vun der Ëmsetzung vun dësem Telekommunikatiounspak ze soen. Eigentlech hätte mer jo dat, wat mer haut maachen, scho virun zwee Joer maache missen. Et stëmmt wuel, datt mir net déi Eenzeg sinn, déi sech hu misse vu Bréissel soe loossen, si wären am Verzuch mat hirer Ëmsetzung. Mä et fält dach awer op, datt mir ëmmer méi an d'Trentele geroden, wann et ëm d'Ëmsetze vun den Direktive geet, déi jo haut den déckste Pak vun eiser Aarbecht an der Chamber sinn.

Wa mir awer elo scho Problemer hunn, fir zäitlech kënne matzehalen, wat gëtt dat dann eréischt wann d'national Parlamenter nach méi wéi bis elo agespaant ginn? Mir wësse jo, datt beim zweete Lissabon-Ulaf e gudden Deel vun der Aarbecht soll op den nationalen Niveau vertässelt ginn. Mir hunn eis och virgëschter hei mat engem Pilotprojet beschäftegt, bei deem et ëm d'praktesch Uwendung vum Subsidiaritéitsprinzip goung. Do hu mer e Virgeschmaach op dat kritt, wat op eis zoukënnt, wann de Verfassungsvertrag eng Kéier a Kraaft ass.

Wéi awer solle mir dat alles ronn kréien, wa mer elo schonn heiansdo d'Schlappe verléieren? Ech mengen dofir, et wier un der Zäit sech eeschtlech Gedanken iwwert den Oflaf vum legislative Prozess bei eis heiheem ze maachen an ze kucken, wéi déi eenzel Intervenanten - well et ass jo net ëmmer nëmmen un der Chamber wou et hänkt - sech besser organiséiere kënnten. Et sollt ee jiddefalls net waarde bis datt et esou wäit ass, éier ee sech op d'hënnescht Bee stellt. Well da kënnt et gäre sinn, datt mir alles iwwert de Knéi brieche missten, woumat der Saach a wuel och eis selwer bestëmmt net gedéngt wier.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Thiel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun de Projets de loi 5180 an 5181, den honorabelen Här Santer. Här Santer, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications concernant les projets de loi 5180 et 5181

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Titel vum Projet de loi 5180 «portant réorganisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation» kéint sech irreféierend unhéieren, well et hei eigentlech net ëm eng Reorganisatioun vum ILR geet, mä éischter ëm eng Reorganisatioun vun den Texter, déi d'Kompetenzen an d'Strukture vun deem ILR regelen.

Den ILR ass duerch d'Telekommunikatiounsgesetz vum 21. Mäerz 1997 an d'Liewe geruff ginn. Deemools huet den ILR nach Institut Luxembourgeois des Télécommunications geheescht. An de Joren 2000 an 2001 hu weider Gesetzer d'Attributioune vun deem Établissement public op aner Wirtschaftssecteuren ausgedehnt: D'Marchée vum Elektreschen, vum Gas an de Post-Servicer ënnerleien elo der Kompetenz vum ILR. Dofir ass jo verständlecherweis den Institut Luxembourgeois des Télécommunications an Institut Luxembourgeois de Régulation ëmgedeeft ginn.

An der Zukunft ass et nach net ausgeschloss, datt weider Secteuren ënnert d'Obhut vum ILR wäerte falen. Wann d'Kompetenze vum ILR an de verschiddene Gesetzer, déi sech op d'Secteuren uwenden, déi der Regulatioun vum ILR ënnerstinn, geregelt sinn, esou bleift déi intern Struktur a Funktiounsaart a -weis vum ILR nach am Telekommunikatiounsgesetz vun 1997 festgehalen. Dat Gesetz gëtt jo och duerch de Paquet Télécom ofgeschaaft.

De Projet de loi 5180 ass am Fong geholl d'Loi-cadre vum ILR. Sou eng Loi-cadre war scho vum Statsrot am Joer 2000 gefrot ginn. Mir hunn am Projet de loi 5180 d'Geschicht net nei erfonnt an déi heite Struktur an Organisatioun vum ILR aus dem Telekommunikatiounsgesetz erausgeholl an an engem eegestännege Gesetzestext mat klengen Ännerungen a Verbesserungen iwwerholl.

An anere Wierder hu mer eis a wesentleche Passagë vum heitege Projet de loi 5180 um Telekommunikatiounsgesetz vun 1997 inspiréiert. Mir wollten och, esou wäit dat gaangen ass oder méiglech war, e gewësse Parallellismus mat aneren Établissements publics, wéi der CSSF oder der nationaler Dateschutzkommissioun, bäibehalen.

Well mer kee Kadergesetz iwwert d'Strukturen an d'Organisatioun vun Établissements publics hunn, oder nach net hunn, hu mer eis vun enger Instruktioun, déi de Conseil de Gouvernement den 11. Juli 2004 ugeholl huet, inspiréiert. D'Telekommunikatiounsgesetz vun 1997, Gesetzer, déi vergläichbar Établissements publics regelen, an d'Instruktioun vun der Regierung vum Juli 2004 bilden also d'Grondlag vun dësem Projet de loi.

Éier ech lech elo déi grouss Zich vum Projet de loi wäert virstellen, wéilt ech lech just matdeelen, datt de Statsrot a verschidde Chambres professionnelles op dräi Punkte Problemer mam initialen Text vum Projet de loi haten. Et waren dat d'Mandatsdauer vun de Membere vum Verwaltungsrot an der Direktioun vum ILR, an de Fait, datt de Projet de loi weder d'Missiounen nach d'Ressourcë vum ILR opgelëscht hat. Op deenen zwee leschte Punkten, also d'Missiounen an d'Ressourcë vum ILR, hat de Statsrot souguer mat enger Opposition formelle gedroht. All dës dräi Froe sinn awer elo de manière satisfaisante am Projet de loi erëmzefannen.

Den ILR ass en onofhängegen Établissement public. Säi Sëtz ass zu Lëtzebuerg, mä kann duerch Règlement grand-ducal an eng aner Uertschaft verluecht ginn. Mir hate an der Kommissioun eng länger Diskussioun ob de Siège vum ILR sollt zu Lëtzebuerg sinn oder iwwerhaapt sollt am Projet de loi festgeluecht ginn. D'Solutioun, déi mer fonnt hunn, huet de Virdeel, datt se kohärent ass mat anere Gesetzer, déi Établissements publics geschafen hunn, an datt se am Aklang ass mam Gesetz vun 2002 iwwert de Registre de Commerce et des Sociétés, dee virschreift, datt d'Établissements publics musse mat hirem Siège an deem Register agedroe ginn.

Wat d'Missioune vum ILR ugeet, esou hält de Projet de loi nëmme fest, datt den ILR, ech zitéieren, «a pour mission la régulation des secteurs économiques, entreprises et opérateurs dans le cadre et dans les limites des pouvoirs lui accordés par les lois et règlements qui les régissent».

Implizit also verweist den Artikel 2 vum Projet de loi op aner Gesetzer, ënner anerem op d'Gesetz vun 2000 iwwert d'Organisatioun vum Marché de l'électricité, d'Gesetz vun 2000 iwwert de Post-Service an d'Gesetz vun 2001 iwwert d'Organisatioun vum Marché vum Gas, an natierlech net ze vergiessen d'Gesetzer, déi mer haut am Paquet Télécom ugeholl hunn. Esou kënnen och weider Wirtschaftssecteuren dem ILR ënnerstallt ginn, ouni datt dëst Kadergesetz speziell misst ugepasst ginn.

Esou wéi bei de Missioune stinn d'Ressourcë vum ILR net an dësem Projet de loi. Hei mussen erëm déi sektoriell Gesetzer a Betruecht gezu ginn. Dëse Verweis op aner Gesetzer erklärt sech doduerch, datt déi administrativ Taxë bei de Post-Servicer anescht geregelt ginn, wéi am Telekommunikatiounssecteur oder beim Gas oder beim Elektreschen.

D'Gesetz vun 2000 iwwert d'Post-Servicer seet, datt d'Fraisë vum ILR vum Stat ze droe sinn. An deenen dräi anere Secteure sinn et d'Opérateuren, déi d'Reguléierungskäschten droen. Wann een deeselwechte Modus operandi bei de Post-Servicer géif huelen, géifen esou d'Käschten op d'Entreprisen, déi am Postsecteur schaffen, drastesch an d'Luucht goen, wat weder wirtschaftlech nach par rapport zu der Direktiv 2002/19 vertrietbar wier. Well d'Käschtenopdeelung an de Secteuren, déi dem ILR ënnerstinn, grondverschidden ass, konnt eng eenheetlech Léisung am Kadergesetz net festgehale ginn, dofir also de Verweis op déi sectoriel Gesetzer.

Wat d'Struktur vum ILR ugeet, esou bleift hei d'Opdeelung tëschent engem Verwaltungsrot an der Direktioun oprechterhalen. De Verwaltungsrot besteet aus siwe Memberen, déi vum Grand-Duc op Propos vum Regierungsrot fir fënnef Joer genannt ginn.

D'Kommissioun huet dës vereinfacht Nominatiounskompetenz besser fonnt, wéi déi, déi am initiale Projet de loi stoung, wou eng ganz Rëtsch vu Ministèren hir Memberen an de Verwaltungsrot konnten ernennen. Well déi heiteg Mandatsdauer fir d'Membere vum Verwaltungsrot dräi Joer ass, ass am Artikel 25 de Mandat vun de Verwaltungsrotsmemberen, dee beim a Akraafttriede vum Gesetz en cours ass, fir zwee Joer verlängert ginn.

De Projet de loi gesäit och vir, datt d'Membere vum Verwaltungsrot mussen onofhängeg sinn. An anere Wierder, si däerfe kee Lien hu mat enger Entreprise oder engem Opérateur, deen der Iwwerwaachung duerch den ILR ënnerläit. D'Kommissioun huet dës Onofhängegkeet, déi am initiale Projet de loi stoung, mä duerno vum Statsrot erausgeholl gouf, erëm an de Projet de loi integréiert.

D'Kommissioun war der Meenung, datt, vu déi wichteg Missioun vum ILR a wesentleche Secteure vun eiser Wirtschaft, esou eng Onofhängegkeet en adequate Garde-fou ass, fir vermeintlech Interesseverstréckungen ze vermeiden. Dës Onofhängegkeetsverflichtung gëllt natierlech och fir d'Direktioun an d'Personal vum ILR.

D'Missioun vum Verwaltungsrot gouf preziséiert a vervollstännegt. Esou ass de Verwaltungsrot, dee prinzipiell d'Direktioun iwwerwaacht, och zoustänneg fir ënner anerem de Règlement d'ordre intérieur vun der Direktioun, d'Zuel vun de Beschäftegten oder déi verschidde Primen, Indemnitéiten oder Avantagen, déi d'Direktioun oder d'Personal bezéien, guttzeheeschen. De Verwaltungsrot muss och Actes de disposition, déi d'Direktioun ugeholl huet, oder Actes d'administration, déi iwwert d'Gestion journalière erausginn an de Budget vum ILR signifikativ belaaschten, approuvéieren.

D'Direktioun vum ILR setzt sech aus dräi Memberen zesummen. D'Direktioun fungéiert als Exekutivorgan vum ILR. Duerfir ass d'Kommissioun der Meenung, datt et onëmgänglech ass, datt déi Leit, déi an der Direktioun genannt ginn, déi néideg technesch Kompetenz a professionell Erfahrung kënnen opweisen, fir hirer Missioun kënne gerecht ze ginn.

Der Kommissioun no misst e Member vun der Direktioun op d'mannst een Ingénieursdiplom hunn, och wann diesbezüglech näischt am Projet de loi steet. Fir dem ILR ze erméiglechen, senger Missioun, déi dacks genuch en technesche Charakter huet, nozekommen, sinn d'Kompetenzen an d'Erfahrung um Niveau vun der Direktioun ausschlaggebend. D'Kommissioun wär also frou, wann dës Recommandatiounen, déi och am schréftleche Rapport erëmzefanne sinn, géife berücksichtegt ginn.

D'Membere vun der Direktioun gi fir eng Mandatszäit vu fënnef Joer genannt an hunn de Statut vum Statsbeamten. D'Mandatszäit vu fënnef Joer gouf aus der Instruktioun vun der Regierung vum 11. Juli 2004 iwwerholl. Déi initial Mandatsdauer vu siwe Joer wor vu säitens vum Statsrot an der Chambre des fonctionnaires kritiséiert ginn. Déi fënnefjähreg Mandatsdauer, souwuel beim Verwaltungsrot wéi bei der Direktioun, ass vun der Richtlinn, déi d'Regierung am Juli dann ugeholl huet, iwwerholl.

De Projet de loi gesäit och vir, datt d'Carrièrë vun dräi Agente vum ILR engem Attaché de direction, engem Ingénieur technicien an engem Expéditionnaire administratif, déi fälschlecherweis agestuuft goufen, erëm nei constituéiert gi mat fiktive Promotiounen. Den Text vum Artikel 23, deen dës Reconstitutioun virgesäit, ass vum Statsrot virgeschloe ginn, well den initialen Text vum Projet de loi an där Form vum Statsrot kritiséiert gi war an hie mat enger Opposition formelle gedroht hat. Den Text, wéi en am Projet de loi steet, deen d'Kommissioun elo ugeholl huet, dréit den Observatioune vum Statsrot a vun der Statsbeamtechamber Rechnung.

Schlussendlech ginn duerch dëse Projet de loi fënnef Employéë vum ILR zu Statsbeamten ernannt. Dës Ernennung geschitt no de Bedingunge vun enger Instruktioun vun der Regierung vum 5. Mäerz 2004.

Här President, de 5. Abrëll dëst Joer huet de Statsrot eis e Bréif geschriwwen an eis op verschidden Ännerungen, déi nach missten an de Projet de loi afléissen, opmierksam gemaach. All ausser eng vun deenen Ännerunge sinn d'Konsequenze vun engem Amendement, deen d'Kommissioun vum Statsrot iwwerholl huet. An zwar hat de Statsrot eis virgeschloen, a verschiddenen Artikelen, déi anglizistesch Schreifaart a -weis „et/ou" entweder duerch „et" oder duerch „ou" ze ersetzen. D'Kommissioun huet dann och décidéiert, deen Anglicisme ze ersetzen an iwwerall „ou" ze schreiwen, wou dann „et/ou" am Text war.

Elo ass awer de Statsrot mat deem Punkt an dräi Artikelen net averstanen a seet eis, mir hätten do net „ou" solle schreiwen, mä „et". De Sënn vun deenen dräi Artikelen ass awer kloer an d'Ännerungen, déi vum Statsrot proposéiert ginn, brauchen net an de Projet de loi anzefléissen. Mir brauchen also de Projet de loi 5180 net erëm eng Kéier op de Métier ze huelen.

De Statsrot huet an deemselwechte Bréif och eng Ännerung vum Artikel 13 gefrot. Dësen Artikel, deen de Statut vum Personal vum ILR festleet, ass vum Telekommunikatiounsgesetz vun 1997 iwwerholl an et ass deeselwechten, deen am initialen Text vum Projet de loi steet. Hei gouf weder vu Säite vun der Regierung nach vu Säite vun der Kommissioun Amendementer agereecht. Den Text, wéi e vum Statsrot aviséiert ginn ass, fënnt sech an deem Text erëm, dee mer haut wäerten ofstëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Kadergesetz soll dem ILR déi néideg Moyenë ginn, fir datt e seng fir eis Wirtschaft ouni Zweifel wichteg Missioun ausübe kann. Dat wäert net ëmmer einfach sinn, well d'Reguléierung an d'Iwwerwaachung vu Secteuren, déi dem ILR ënnerleien, däerfen net zu enger Iwwerreguléierung ausaarten, mä d'Intensitéit vun der Reguléierung an der Iwwerwaachung, déi net nëmme fir den ILR spillt, ass eng aner Debatt.

Ech géif lech also bieden, dëse Projet de loi, wéi e vun der Kommissioun ugeholl gouf, ze stëmmen, an ech soe fir dëse Projet Merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Här Santer.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Elo komme mer zum leschte Projet - ech gi mech nach net.

M. le Président.- Ech hat gemengt, Dir hätt Merci gesot, fir ee Punkt.

(Interruptions)

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee leschten, mä net grad deen einfachste Projet vum Paquet Télécom, dréint sech ëm den Dateschutz am elektroneschen Telekommunikatiounssecteur.

D'Entwécklung vun de modernen Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologië stellt nei Erausfuerderungen duer, wat d'Sécherheet beim Ëmgang vu privaten Donnéeën an Informatiounen ugeet. Mir hu mam Gesetz vum 2. August 2002 eng ausféierlech, verschidde géife soe vill ze vill ausféierlech Gesetzgebung iwwert den Dateschutz. Iwwert dëst Gesetz vum 2. August 2002 hu mer eng europäesch Direktiv aus dem Joer '95 ëmgesat. Souwuel déi europäesch Texter wéi och par ricochet déi national Dateschutzgesetzgebung hu missen un déi technesch Begebenheeten an Ufuerderunge vum Telekommunikatiounssecteur ugepasst ginn.

Dës Upassung fënnt duerch zwou Direktiven aus de Joren 1997 an 2002 statt. Et geet an dësen Direktive virun allem drëm e Regelwierk opzezeechnen, dat als Zil de Schutz vu privaten Donnéeën an Informatiounen am Kader vun elektronesche Kommunikatioune verfollegt.

D'Direktiv 97/66 gouf vun enger méi rezenter Direktiv 2002/58 iwwerholl. Dës zweet Direktiv, déi am Fong geholl d'Prinzipie vun där éischter iwwerhélt, war ausgeschafft ginn, well nach eng ganz Rëtsch vu Froe mat där éischter net definitiv gekläert woren. Mam Projet de loi 5181 setze mer also dës zwou Direktiven zesummen ëm.

Dës zwou Direktiven iwwerhuelen d'Zilsetzung vun der genereller Dateschutzdirektiv vun 1995 a wennen dës Zilsetzung, also de Schutz vu privaten Donnéeën a vum Privatliewen, spezifesch op d'elektronesch Medien un.

Folglecherweis, gradesou wéi d'Relatiounen tëschent den Direktiven aus de Jore '97 an 2002 an der allgemenger Dateschutzdirektiv 95/46, esou ass dëse Projet de loi eng sectoriel Reglementatioun par rapport zum allgemengen Dateschutzgesetz vun 2002, deen och an dësem Secteur nach applicabel bleift. Dëse Lien tëschent där generaler Dateschutzgesetzgebung an dëser sektorieller Dateschutzgesetzgebung steet och am Artikel 1 vum Projet de loi.

Här President, fir mat de generelle Bemierkungen opzehalen, wollt ech lech informéieren, datt Lëtzebuerg de 6. Mäerz 2003 erëm eng Kéier vum europäesche Geriichtshaff veruerteelt ginn ass, wéinst Netëmsetzung vun der Direktiv 97/66. Wéi ech dat scho gesot hunn, wollt d'Regierung ofwaarden, bis datt all Froen, déi mat der Direktiv 97/66 net oder nach net definitiv gekläert waren, eng Äntwert kruten, éier mat der Ëmsetzungsprozedur hei am Land sollt ugefaange ginn.

Här President, ech wéilt mech a mengem mëndleche Rapport nëmmen op déi wesentlech Aspekter vum Projet de loi beschränken. D'Detailer kënnt Der mat Genoss bestëmmt a mengem schréftleche Rapport noliesen.

Beim Projet de loi 5181 geet et also drëm fir bei den elektroneschen Telekommunikatiounsmedië secteurspezifesch Dateschutzbestëmmunge virzegesinn. D'Opérateure vu Kommunikatiounsréseauen a Fournisseurs de services, dat heescht déi, déi Kommunikatiounsservicer ubidden, kréie speziell Obligatiounen operluecht. Esou mussen si all Mesuren huele fir d'Sécherheet vun de Kommunikatiounen ze garantéieren. D'Abonnéë mussen informéiert ginn, wann e Risiko fir d'Confidentialitéit vun de Kommunikatiounen oder e Risiko fir d'Sécherheet vum Réseau besteet a wat dergéint ënnerholl gëtt. D'Confidentialitéit vun de Kommunikatioune muss geséchert ginn. Dat ass hei eng Obligation de résultat fir den Opérateur an de Fournisseur de services.

Et ass also verbueden d'Kommunikatiounen ofzelauschteren, ze stockéieren oder ze iwwerwaachen. Dat gëllt och fir d'Données relatives au trafic, dat heescht déi Donnéeën, déi et erméiglechen datt d'Kommunikatiounen zustane kommen oder déi et erméiglechen d'Kommunikatiounen ze facturéieren.

Et gëtt natierlech verschidden Ausnahmen zu dësem Verbuet, d'Kommunikatiounen ofzelauschteren, ze stockéieren oder ze iwwerwaachen, zum Beispill wann een en Numéro d'appel d'urgence - zum Beispill den 112 - urifft, oder wann de Benotzer sech domadder averstanen erkläert huet, datt seng Kommunikatiounen iwwerwaacht ginn am Kader vum flagrant délit Artikel 40 vum Code d'instruction criminelle oder am Kader vum Repérage téléphonique oder der Iwwerwaachung vun den Telekommunikatiounen am Artikel 88.1 bis 88.4 vum Code d'instruction criminelle.

Eng weider Ausnahm bilt d'Ophuele vu Kommunikatiounen oder vun deenen Données relatives au trafic, wann dat am Kader vu geschäftleche Relatioune fir de Beweis vun enger Transaction commerciale stattfënnt. Dës Ausnahm spillt zum Beispill am Fall, wou eng Bank oder e Professionnel du secteur financier Bourse-Uerdere per Télefon matgedeelt kritt. Hei muss just de Client, dat heescht de Benotzer, deen deen d'Uerder gëtt, informéiert ginn, datt säin Télefonsgespréich opgeholl gëtt a wéi laang d'Télefonsgespréich gespäichert bleift.

Dës Informatioun brauch net bei all Télefonsgespréich gemaach ze ginn, mä eng generell Informatioun, zum Beispill an de Conditions générales de banque oder am Vertrag tëschent dem Client an der Bank, deen et erméiglecht, datt de Client der Bank oder dem Professionnel du secteur financier d'Bourse-Urdere per Télefon matdeele kann, geet duer fir de Bestëmmunge vum Gesetz gerecht ze ginn. Eng préalabel Informatioun bei all eenzelnem Uerder iwwer Télefon, wéi dat gefaart ginn ass, ass also net noutwendeg.

Den Artikel 5 vum Projet de loi beschäftegt sech mat den Données relatives au trafic. Wéi ech scho gesot hunn, sinn dat Donnéeën, déi et erlaben, datt d'Kommunikatioun zustane kënnt oder d'Kommunikatioun facturéiert gëtt. Dës Donnéeë kënnen ënner verschidde Bedingungen an dräi Fäll traitéiert ginn.

Éischtens, wann esou Donnéeë bei esou Enquêtë vun der Justice kënne wichteg sinn, muss den Opérateur oder de Fournisseur de services dës Donnéeën zwielef Méint laang opbewahren. Nëmmen d'Justiceautoritéite kënnen an dëser Zäit Zougréff op dës Données relatives au trafic kréien. No dëser Period mussen d'Donnéeën entweder geläscht ginn oder si mussen anonym gemaach ginn. Dat heescht, si däerfe weder d'Kommunikatioun nach de Benotzer identifizéieren.

Zweetens kënnen d'Données relatives au trafic traitéiert gi fir d'Opstellunge vu Rechnungen oder d'Bezuele vun enger Interkonnexioun zwëschen zwee Réseauen.

Drëttens kann den Opérateur oder de Fournisseur de services d'Donnéeën och traitéiere fir seng Servicer unzebidden, awer nëmme wann de Benotzer sech domadder averstanen erkläert huet, nodeems hien iwwert d'Zil an den Zweck vun dësem Traitement informéiert ginn ass. Natierlech kann de Benotzer säin Averständnis zu jidder Zäit erëm zréckhuelen.

Et gëtt och Donnéeën, Här President, déi méi detailléiert si wéi d'Données relatives au trafic. Et sinn dat Donnéeën, déi et erméiglechen eng Persoun, déi en Télefonsgespréich zum Beispill mat engem Handy féiert, genau ze lokaliséieren. Dofir heeschen se och Données de localisation. Ech brauch lech d'Wichtegkeet an d'Nëtzlechkeet vun esou Donnéeë bei strofrechtlechen Enquêten net ze erklären. Dofir gëllt och bei deenen Donnéeën d'Flicht fir den Opérateur oder de Fournisseur de services, fir dës Donnéeë während zwielef Méint fir d'Justiceautoritéiten zougänglech ze maachen.

Niewebäi mussen d'Localisatiounsdonnéeën och fir den Numéro d'appel d'urgence 112 zougänglech gemaach ginn. Och hei ass der Wichtegkeet vun esou Donnéeë bei enger Noutsituatioun net ze widderspriechen.

Fir weider Traitementer vun Données de localisation muss den Opérateur oder de Fournisseur de services entweder dës Donnéeën anonym maachen oder muss d'Averständnis vum Benotzer hunn. Dëst Averständnis kann entweder zu jidder Zäit réckgängeg gemaach ginn oder fir bestëmmte Kommunikatiounen oder bestëmmte Konnexiounen op e Réseau zäitweileg vum Benotzer verbuede ginn.

Des Weidere ginn am Projet de loi fënnef Servicer oder Situatioune geregelt, déi hautdësdags gängeg ugebuede ginn oder respektiv stattfannen ouni awer - bis elo zumindest - e klore rechtleche Kader kritt ze hunn. Dat ass zum Beispill déi detailléiert Rechnung. Eng net detailléiert Rechung muss gratis sinn. Den Opérateur oder de Fournisseur de services kann also a contrario fir eng detailléiert Rechnung Fraisë froen, muss awer net. Dat ass him iwwerlooss. Op enger detailléierter Rechnung däerfen net gratis Nummeren inklusiv Nummere wéi den 112 opgelëscht ginn. Dobäi däerf och eng detailléiert Rechnung d'Identificatioun vun deemjéinegen, deen ugeruff ginn ass, net erméiglechen.

Zweete Service ass de Renvoi automatique d'appel, also d'Déviatiounen. Wann Der eng Nummer wielt, kann, wann dëse Service aktivéiert ass, d'Kommunikatioun op eng aner Nummer weidergeleet ginn, entweder wann een net ophieft oder wann déi Nummer besat ass. Et kann also virkommen, datt eng Drëttpersoun esou eng Déviatioun vu sengem Télefonsapparat op eng Nummer vun engem aneren Abonné mécht. Dësen Abonné kritt d'Recht fir géint dëse Renvoi automatique d'appel, dee vun enger Drëttpersoun op seng Nummer gemaach ginn ass, virzegoen.

Drëtte Service, deen ëmmer méi ugebuede gëtt, sinn d'Identifikatioune vun der Nummer, déi ugeruff gëtt oder déi urifft. Wann dëse Service aktivéiert ass, muss deejéinegen, deen urifft, och ausserhalb der Europäescher Unioun, d'Méiglechkeet kréie fir datt seng Nummer net däerf identifizéiert ka ginn. Eng Ausnahm gëtt et, wann den 112 oder aner Numéros d'appel d'urgence ugeruff ginn. An deene Fäll gëtt d'Nummer vun deem, deen urifft, ëmmer ugewisen.

Deen, deen ugeruff gëtt, och wann dat aus engem Drëttstat de Fall ass, muss kënnen d'Identifikatioun vun der Nummer, déi urifft, verhën-

nere kënnen. Och muss de Fournisseur de services op Ufro, an dat gratis, d'Méiglechkeet ubidden, wann d'Identifikatioun vun der Nummer, déi urifft, verhënnert ginn ass, dësen Uruff net unzehuelen.

Als Regelung vun engem weidere Service gesäit de Projet de loi och vir, wéi eng Donnéeë vun engem Abonné an engem öffentlech zougänglechen Annuaire sollen ageschriwwe ginn. D'Tëlefonsbuch ass hei een ze restriktiven Ausdrock, éischtens well et sech hei net noutgedrongenerweis ëm e Buch handelt, och eng elektronesch Versioun ka méiglech sinn, an zweetens well et net nëmmen Tëlefonscoordonnéeë sinn. En Abonné muss informéiert ginn, wat fir eng Donnéeën, déi hie betreffen, an esou en Annuaire kommen, a muss och kënne festleeën, wat fir eng Donnéeën an deen Annuaire agesat ginn, an hie muss och d'Recht hu fir dës Donnéeë kënne läschen ze loossen oder geännert ze kréien.

An der Kommissioun hu mer eis och mat der Konsequenz vun engem falschen Androen oder engem net Androen an engem Annuaire befaasst. Mir hunn diskutéiert, ob een net an dësem Projet de loi soll eng forfaitaire finanziell Indemnisatioun festhalen, wann d'Donnéeën an engem Annuaire falsch oder iwwerhaapt net veröffentlecht goufen.

Sollt e Betrib, deem seng Donnéeë vergiess goufen an engem Annuaire publizéiert ze ginn an deen doduerch kéint e kommerzielle Schued erlidden hunn, Recht op eng forfaitaire Entschiedegung hunn? De Problem ass, datt et net ëmmer einfach ass ze behaapten, dass e schwaachen oder méi reduzéierte Chiffre d'affaires op eng net Veröffentlechung vun den Donnéeën an engem Annuaire zréckzeféieren ass.

Et muss een natierlech och soen, datt de Beweis vun engem Lien de causalité tëschent engem kommerzielle Schued an enger net Veröffentlechung oder enger falscher Veröffentlechung an engem Annuaire och op Grond vun deene klassesche Regelen vun der Responsabilité contractuelle schwéier hierzestellen ass. Mä eng forfaitaire Indemnisatioun géif de Risiko vun Abusë mat sech bréngen, wou, dobäi gesot, d'Grondlag vun der Entschiedegung net ze ëmschreiwen ass.

Ech verweisen och hei op den Artikel 45 vum Projet de loi 5178, dee virgesäit, datt den Editeur seng Datebank diesbezüglech esou séier wéi méiglech ännere muss a bei der nächstbeschter Geleeënheet säi Feeler behiewe muss.

Dee leschte Punkt, deen ech uschwätze wëll, si keng Servicer, déi ugebuede ginn, mä éischter de Géigendeel. D'elektronesch Kommunikatiounsmëttele kënnen och gebraucht ginn, fir d'Leit op déi eng oder aner Aart a Weis ze belästegen. Esou Belästegunge kënne stattfannen entweder, wann anonym ugeruff gëtt, dat sinn déi sou genannten Appels à contenu malveillant ou dérangeant, oder wann aus iergendwelleche kommerzielle Prétexter ee mat enger onméiglecher Unzuel vu Messagen iwwerschott gëtt.

Den Artikel 7 vum Projet de loi betrëfft d'Appels à contenu malveillant ou dérangeant. Deejéinegen, deen esou belästegt gëtt oder gestéiert gëtt, kann den Opérateur oder de Fournisseur de services froen, datt déi Nummer vun där dës Uriff kommen identifizéiert soll ginn. E Règlement grand-ducal wäert nach d'Modalitéiten, wéi dës Identifikatioun technesch soll stattfannen, preziséieren.

Dës Bestëmmung ersetzt net, mä au contraire ergänzt den Artikel 6 vum Gesetz vum 11. August 1982, deen eng Strof vun aacht Deeg bis ee Joer Prisong an/oder - elo däerf ech dat soen, de Statsrot héiert net mat - eng Geldstrof vun 251 bis 5.000 Euro virgesäit fir deen, dee wëssentlech eng Persoun iwwer Tëlefon oder soss belästegt huet. Esou wäert deen, dee vun der Anonymitéit vun de Kommunikatiounsmëttele profitéiert fir d'Leit ze belästegen, aus sengem donkelen Eck kënnen erausgeholl ginn.

Déi zweet Zort vu Belästegunge sinn déi Messagen iwwert de Fax, E-Mail oder SMS, manner dës Kéier iwwer Tëlefon, fir iergendwellech Produkter oder Servicer ugebueden ze kréien. Mir alleguerten heibanne ware schonn - a sinn nach haut - iwwer E-Mail-Adress oder soss elektronesch Kommunikatiounsmëttele vun honnerte vu Messagen iwwerschott ginn, fir sou genannte wonnerwierkend Produkter ze kafen.

Esou Communications non sollicitées, fir Clienten unzewerben, kënnen nëmme mam Averständnis vum Abonné stattfannen. Et ass hei de System vun „opt in“, dat heescht, fir an de Genoss vun engem Service ze komme muss een domadder averstane sinn. Beim System vum „opt out“ ass een am Contraire automatesch am Genoss vun engem Service mat dran an et muss ee soen et wëllt een en net méi. Mä hei ass et de System vun „opt in“, dat heescht et muss ee soen, et ass een domadder averstanen, fir déi Communications non sollicitées ze kréien.

Dëse Problem - pour la petite histoire - war ee vun deene Problemer, déi an der Direktiv 97/66 nach net geregelt goufen an duerno eréischt an der Direktiv vun 2000 konnte gekläert ginn.

Hei geet et nëmmen ëm kommerziell Messagen. Zum Beispill karitativ Zwecker sinn zwar net expressis verbis am Projet de loi ausgeschloss, mä falen net ënnert d'Notioun vu Prospection directe, déi eng kommerziell Konnotatioun huet an dorobber ausgeriicht ass fir nei Clienten ze kréien.

Wann een Abonné engem Verkeefer seng elektronesch Coordonnéeën, zum Beispill seng E-Mail-Adress, matgedeelt huet fir gewësse Produkter oder Servicer ze bestellen, da kann dee Verkeefer dës elektronesch Coordonnéeë benotzen, fir analog oder similaire Produkter oder Servicer unzebidden. An deem Fall huet awer den Abonné d'Recht - do komme mer erëm op den „opt out“ -, fir sech géint dës weider Ausnotzung vu sengen elektronesche Coordonnéeën ze wieren. Wann et sech ëm net elektronesch Coordonnéeën handelt, da muss d'Averständnis vum Abonné ëmmer do sinn.

E lescht Wuert zum Projet de loi. Am Titel vum Projet de loi steet, datt d'Artikelen 88-2 an 88-4 vum Code d'instruction criminelle geännert ginn. An dësen Artikelen ass festgehalen a wat fir Fäll a wéi an duerch wien d'Telekommunikatiounen an d'Korrespondenz kënnen iwwerwaacht ginn.

Dës zwee Artikele ginn net an hirer Substanz geännert. Well d'Post kee Monopol am Telekommunikatiounssecteur méi huet, sinn d'Referenzen un den Direkter vun der Post duerch eng Referenz un d'Opérateure vun der Post an der Telekommunikatioun, wat den Artikel 88-2 ass, duerch eng Referenz op den Opérateur des Postes beim Artikel 88-4 ersat ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wat déi parlamentaresch Aarbecht betrëfft wëll ech just ervirhiewen, datt de Statsrot a sengem Avis vum 4. Mee 2004 zwou Opposition-formellë gemaach huet. An zwee Artikele stoung, datt déi national Dateschutzkommissioun de Pouvoir géif kréien, fir d'Kategorië vun Donnéeën, déi net ënnert dës zwee Artikele géife falen, opzelëschten. De Statsrot huet gemengt, hei géif géint den Artikel 36 vun der Verfassung verstouss ginn, dee beseet, datt et nëmmen dem Grand-Duc virbehalen ass, fir Reglementer auszeschaffen, déi e Gesetz exekutéieren.

D'Kommissioun huet dem Statsrot senger Opposition formelle zwar Rechnung gedroen an do d'Kompetenz vun der nationaler Dateschutzkommissioun duerch eng Referenz op e Règlement grand-ducal geännert, zu dësem Punkt huet sech awer d'Kommissioun gefrot, ob d'Argumentatioun vum Statsrot nach ëmmer pertinent a richteg ass.

Duerch e Gesetz vum 19. November 2004, also nom Avis vum Statsrot, ass den Artikel 108bis iwwert d'Établissements publics an eis Verfassung agefouert ginn. Dësen Artikel beseet: «La loi peut créer des établissements publics», an e seet a sengem zweete Saz: «Dans la limite de leur spécialité, le pouvoir de prendre des règlements peut leur être accordé par la loi.»

Et kann ee sech also d'Fro stellen, ob opgrond vun deem neien Artikel 108bis eng Opposition formelle nach ëmmer ubruecht ass an ob een net der Dateschutzkommissioun de Pouvoir hätt kënne ginn, fir gewësse Lëschte vun Donnéeën auszeschaffen, fir dëst Gesetz ze exekutéieren. Well d'Kommissioun op Nummer sécher wollt goen, ass awer de Règlement grand-ducal, dee vun der Regierung a sengen Amendemente virgeschloe gouf, bäibehale ginn.

Här President, zum Schluss vu mengem mëndleche Rapport wollt ech iwwert d'Dateschutzgesetz vum 2. August 2002 e puer Wierder verléieren. Am initialen Text vun der Regierung war virgesinn, datt dëst Dateschutzgesetz punktuell sollt ofgeännert ginn. Dësen Deel gouf awer vun der Regierung aus dem Projet de loi geholl. D'Dateschutzgesetz soll generell iwwerpréift ginn opgrond vun den Erfahrungen, déi mer an de leschten dräi Joer mat dësem Text gemaach hunn.

D'Kommissioun an d'Regierung wollten sech net géint de Prinzip vun enger Iwwerpréifung ausschwätzen, an de Fait, datt duerch dëse Projet de loi d'Dateschutzgesetz net geännert gëtt, soll net esou ausgeluecht ginn. Mir wollten d'Ëmsetzung vum Paquet Télécom net nach méi laang aussetzen. Mir wollten op där anerer Säit d'Reform vum Dateschutzgesetz net iwwert de Knéi briechen.

Gläich sinn et dräi Joer hier wou mer eis e richtegt Dateschutzgesetz ginn hunn. Dat viregt Gesetz vun 1979 war scho säit laange Jore veraltert, souguer éier et ausgeschafft gouf, a gouf iwwerhaapt net méi ugewannt. Mam Gesetz vum 2. August 2002 hu mer also bei null ugefaangen. Lëtzebuerg hat iwwerhaapt keng Erfahrung op dësem wuel wichtege Gebitt. Et gouf keng Jurisprudenz, et goufe keng Texter op déi mer eis hätte kënne stäipen, just zwee Artikelen am Gesetz vun 1982 iwwert d'Vie privée. Also et war just eleng eng Direktiv vun 1995, déi mer ëmsetze sollten a wou mer och laang a Verzuch gerode waren.

Et ginn, heiansdo zu Recht, heiansdo zu Onrecht, Kritike géint d'Dateschutzgesetz gemaach. Mat verschiddene Kritiken, Remarquen, Observatiounen, Suggestioune kann een averstane sinn. Mä wat ech mer schwéier erkläre kann ass, wann elo vu verschiddene Säite Kritike gemaach ginn, wuelwëssend datt, wéi de Projet de loi 4735, also deen duerno d'Gesetz vum 2. August 2002 ginn ass, ausgeschafft gouf, iwwerhaapt keng Kommentare vun deeneselwechte Säiten ze héiere waren, oder wann dës Kommentare koumen, da wéi déi parlamentaresch Prozedur schonn eriwwer war.

Ech wollt Iech just matdeelen, datt déi deemoleg Kommissioun ëm déi zwielef Sëtzungen zu dësem Projet de loi hat an zwou Serië vun Amendementer gemaach huet, datt d'Commission du Travail et de l'Emploi e Rapport pour avis gemaach hat, an datt mer nach séllech Avisë kritt hunn, déi mer och akribesch analyséiert hunn an déi och am Detail an deem deemolege Rapport erëmzefanne sinn. Fir elo ze soen, mir haten lech gesot, dat geet schif, fannen ech staarken Tubak, a wann ech dat soen, da muss et wierklech staarken Tubak sinn.

(Hilarité)

No deenen éischte Jore vun der Uwendung vun dësem Dateschutzgesetz kënne mer eis e Bild maachen, wat mer mussen änneren, wat falsch gelaf ass, wou mer iwwert d'Zil geschoss hunn, wou mer ze vill administrativ Hürde gebaut hunn. Eng Iwwerpréifung vun dësem Gesetz sollt also esou séier wéi méiglech stattfannen, well iwwert d'Recht op d'Privatsphär eraus den Dateschutz zu engem Grondrecht sech amgaangen ass erauszeschielen, an ech bezéie mech hei op den Artikel II-68 vun der Europäescher Verfassung, dee bei de Grondrechter vun de Bierger vun der Unioun ganz kloer den Dateschutz festhält.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

An dësem Zesummenhang hunn ech och eng Motioun virbereet, déi d'Regierung opfuerdert, fir eng Reform vum Dateschutzgesetz der Chamber virzeleeën an dobäi op d'Erfahrunge vun alle Säiten, souwuel déi, déi d'Donnéeën traitéieren, wéi och déi, där hir Donnéeën traitéiert ginn, zréckzegräifen an onnëtz administrativ Prozeduren ofzebauen. Dës Motioun huet véier Ënnerschréften. Et feelt nach eng, mä ech ka mer virstellen, datt d'ADR-Fraktioun, déi nach net ënnerschriwwen huet, déi wäert ënnerschreiwen, well se mer gesot hunn, si géifen dës Motioun ënnerstëtzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'avant la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, le Luxembourg ne disposait pas d'une législation appropriée relative à la protection des personnes à l'égard du traitement de leurs données à caractère personnel, la loi du 31 mars 1979 étant devenue obsolète et communément inappliquée;

- que le manque total d'expérience en la matière explique, entre autres, certaines difficultés pratiques et surcharges administratives, peu compatibles avec le but recherché par le législateur, mises en exergue lors de la mise en œuvre de la loi du 2 août 2002;

- considérant que la loi du 2 août 2002 aurait dû être révisée dans le cadre du projet de loi 5181;

- que le projet de loi 5181, tel qu'il a été adopté par la Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications le 12 avril 2005, ne contient plus le volet relatif à la révision de la loi du 2 août 2002, alors que cette révision nécessite un examen approfondi de la mise en œuvre de cette loi et des difficultés qu'elle a générées en pratique;

- vu la déclaration gouvernementale aux termes de laquelle «il sera procédé rapidement à une révision de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel avec comme objectif primaire de clarifier et de simplifier les procédures de façon à éliminer certains obstacles purement administratifs sans plus-value pour la protection de la vie privée et les libertés fondamentales»;

invite le Gouvernement

- à soumettre à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais un projet de loi révisant la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel,

lors de l'élaboration de ce projet de loi et tout en restant dans le cadre de la directive 95/46/CE:

- à tenir compte de l'expérience acquise dans la mise en œuvre de cette loi et des besoins et exigences constatés en pratique tant du point de vue des personnes dont les données sont traitées que de celui des personnes traitant de ces données, et

- à veiller à alléger les procédures administratives surabondantes là où nécessaire.

(s.) Patrick Santer, Félix Braz, Henri Grethen, Jacques-Yves Henckes, Roland Schreiner.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, am Numm vun der Kommissioun géif ech also bieden, dëse Projet de loi, deen unanime an der Kommissioun ugeholl ginn ass, ze stëmmen. Ech soen Iech Merci, an dann ass et fäerdeg mam Rapport vun deenen zwee Projeten an doriwwer eraus mat de Rapporte vum ganze Paquet Télécom.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Den éischten Diskussiounsriedner ass den Här Maroldt. Här Maroldt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. François Maroldt *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt un éischter Plaz deenen zwee Rapporteure vun deene véier Gesetzesprojeten am Numm vu menger Fraktioun e grousse Merci soe fir hir kompetent Aarbecht.

De President vun der zoustänneger Kommissioun, den honorablen Här Patrick Santer hunn eis op hir gewinnt kompetent Aart a Weis Opschloss ginn iwwert dës Projeten, déi, wéi mer grad héieren hunn, vu ganz komplexer an technescher Natur sinn. Si hunn et och verstanen d'Aarbechten zu dëse Projeten an der Kommissioun ze guidéieren, wat dozou bäigedroen huet, datt mer se relativ séier an an engem konstruktive Klima konnten ofschléissen.

Déi zwee Rapporteuren hunn et gesot, déi betreffend Direktiven hätte schonn am Juli 2003 an eis national Gesetzgebung transposéiert misste ginn. Mä och aner Länner an Europa hu sech e bësse schwéier gedoe bei der Transpositioun. Ech wëllt do nëmme Länner, wéi Däitschland, Griicheland, Frankräich, Holland an d'Belsch ervirsträichen, déi och alleguerten Enn Oktober 2003 eng Procédure d'infraction ageleet kritt hunn.

D'Kommissioun hat och eng Partie konkret Problemer opgezeechent, déi bei der Transpositioun an deene jeeweileg nationale Législatiounen optriede kënnen. Als Beispill kann een ufëieren, datt déi national Reguléierungsinstanzen onbedéngt e klore Profil vun hire Kompetenze musse kréien, fir datt dat gesamt Regelwierk einwandfrei ka fonctionnéieren.

En anere Punkt, ëm deen et bei der Kommissioun och gaangen ass, war virun allem d'Fro vun de Services publics an ëm d'Mechanismen, déi eventuell hu missen agefouert ginn, fir Fournisseuren ze designéieren, déi de Service universel sollen ubidden, an dat mat der Oplag fir domadder esou mann wéi méiglech eng Verfälschung vun de Maartkonditiounen hierzestellen a fir de Prinzip vun der net Diskriminatioun oprechtzeerhalen.

Ech wëll mech awer net an den techneschen Detailer vun de Projete verléieren, mä e puer generell Iwwerleeungen ustellen iwwert d'Wichtegkeet vun dësen Texter, esouwuel um Niveau vun de Medien a vun dem Kommunika-

tiounsstanduert Lëtzebuerg, wéi fir Europa selwer, an dat an engem Secteur, deen an de leschte Jore rasant Entwécklunge matgemaach huet. Et ass e Secteur, deem seng Wirtschaftskraaft nach net ëmmer épuiséiert schéngt an deen als Outil onerlässlech ass fir eis Wirtschaft u sech.

E puer Zuelen op europäeschem Niveau beleeën dat. Esou ass fir d'Joer 2003 de Marché vun den elektronesche Kommunikatioune méi gewuess, mat engem Taux tëschent 3,7 a 4,7% wéi d'Croissance nominale vum PIB vun der Europäescher Unioun selwer, déi sech bei 3% agependelt huet.

Och déi mobil Telefonie huet eng impressionnant Progressioun virgeluecht. An de Joren 1995 bis 2003 huet d'Zuel vun den Abonnementer ëm 42% pro Joer zougeluecht. 2003 hate mer an der Unioun vun deene 25 net manner wéi 364 Milliounen Abonnementer. Dat heescht, dass an der Moyenne op 100 Awunner 80 Abonnementer kommen. Lëtzebuerg stécht an dem Tableau ervir mat 120 Abonnementer op 100 Awunner, wäit viru Schweden mat 98, Italien 96 an der Tschechescher Republik 95. Eng ähnlech Progessioun gëtt et och am Secteur vun der Breetbandtelefonie.

Dir Dammen an Dir Hären, ech erënneren drun, datt d'Politik mat Bezuch op d'Telekommunikatioune bis un d'Enn vun den 80er Joren eng reng national staatlech Affär war. D'Diskussiounen hu sech an der Regel op d'Konzessiounsfroen am Beräich vum Fernseh beschränkt.

An der Tëschenzäit hunn déi elektronesch Kommunikatiounen e ganz grousse Stellewäert an Europa ageholl. Si gi mëttlerweil an engem méi breede Kontext gesinn, am Sënn vun enger Informatiouns- a Kommunikatiounspolitik, déi all implizéiert Partner um Informatiounsmaart mat aschléisst. Dat heescht esouwuel d'Produzente vun Informatiounstechnologien an d'Ubidder vun esou Servicer, wéi natierlech och déi, déi an de Benefiss vun esou Déngschtleeschtunge kommen, dat heescht de Konsument. Op dësen Aspekt kommen ech spéider nach eng Kéier zréck.

D'Strukturen an dësem Beräich waren deemno u sech ëmmer méi monopolistesch an oligopolistesch geprägt, wou sech de Stat nach eng grouss Main mise geséchert hat. Grad an Europa gouf dëse Beräich eng laang Zäit ëmmer als eng reng Infrastrukturpolitik ugesinn, déi an den zentralen Aufgabeberäich vum Stat gefall ass.

Eréischt an de leschte 15 Joer gouf eng entgéintgesaten Tendenz an dësem Politikberäich spierbar. Moto an dëser Entwécklung war a bleift déi Europäesch Unioun, déi versicht huet den ënnerschiddleche Stand vun der Technik an de Memberlänner, d'Differenze vum Volume an de Potentialitéiten op deene vereenzelten nationale Mäert, déi international Ramificatiounen, esou wéi d'Bezéiunge vun de staatleche Monopolentreprisen zu de Produzenten op e gemeinsamen, oder besser gesot, e gemeinschaftlechen Nenner ze bréngen, fir mat vill Fangerspëtzegefill déi al Strukturen opzebriechen.

Éischt europawäit Iddien an dës Richtung goufen am Dezember 1993 am Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun „Growth, competitiveness and employment: the challenges and ways forward into the 21st century" zu dëser Thematik ausformuléiert. An dësem Dokument gouf schonn detailléiert iwwert d'Verbreedung vun der Notzung vun Informatiounstechnologien, d'Entwécklung vu grenziwerschreidene Basisdéngschtleeschtungen, déi kontinuéierlech Realiséierung vun engem gemeinsame Regelwierk, den Ausbau vun der Formatioun an dësem Beräich, esou iwwert d'Stäerkung vun der technologescher an industrieller Leeschtungsfäegkeet vun Europa referéiert.

Déi 1994 agesaten Task force, déi dës Iwwerleeunge weider ausgedäitscht hat, ass deemools zum Schluss komm, datt d'Liberalisatioun an dësem Secteur misst beschleunegt ginn, mat engem Akzent op d'Interoperabilitéit vun den Informatiouns- a Kommunikatiounsstrukturen an -déngschtleeschtungen an den eenzelne Länner.

D'Décisioun vum Europäesche Rot, fir d'Strukturen am Beräich vun den elektronesche Kommunikatioune bis den 1. Januar 1998 ze liberaliséieren, war deemools e Kompromëss, Compte tenu vun den ënnerschiddleche Vuen a Viraussetzungen an deenen eenzelne Memberlänner vun der EU. Deemno war et nëmmen normal, datt sech verschidde Länner fir Iwwerganksbestëmmunge staark gemaach hunn. Ech erënneren drun, datt Lëtzebuerg, zesumme mat der Belsch, Frankräich an Däitschland, prinzipiell näischt géint de Prinzip vun der Liberalisatioun anzewenden hat, ma sech net wollt fir eng soforteg Ouverture vum Marché ausschwätzen.

Dir Dammen an Dir Hären, haut schreiwe mer 2005 a mir hunn erëm aner Rahmebedingungen, déi d'Adaptatioun vun engem eenheetleche Cadre réglementaire méi wéi jee noutwendeg maachen. D'Evolutioun vun der Technologie, d'Innovatioun bei der Offer vun den Déngschtleeschtungen, d'Präispolitik an déi qualitativ Amélioratioun duerch d'Aféiere vun der Konkurrenz an dësem Secteur hunn de Wee fir an déi villbeschwueren Informatiouns- a Kommunikatiounsgesellschaft opgezeechent.

D'Konvergenz vun den Télécommunicatiounssecteuren, vun der Radiodiffusioun a vun den Informatiounstechnologien huet de Marché grondleeënd revolutionéiert. Déi traditionell Trennung vu Reglementer nom jeeweilege Secteur ass hifälleg ginn, au vu vun der Konvergenz vun engem Secteur op deen aneren. D'Verbindung vu Mobiltelefonie an Internet sinn hei e gutt Beispill.

Déi virleiend Texter versichen dës Facteure mateneen an Aklang ze bréngen an e Regelwierk ze ficeléieren, wat fir déi kommend Joren en akzeptabele Cadre réglementaire duerstellt.

Här President, d'Liberalisatioun vum Secteur vun den elektronesche Kommunikatioune reimt awer net mat enger willkürlecher a wëller Dereguléierung, mä verfollegt an alleréischter Linn d'Zil fir d'Konkurrenz an dësem Secteur ze stimuléieren a fir dem Konsument ee gudde Service unzebidden, deen hie sech ka fräi eraussichen.

Ech wëllt un dëser Plaz nach eng Kéier zréckgoen an den Traité vu Maastricht aus dem Joer 1992, deen d'Grondprinzipie vun deenen ze ergräifende Moossnamen an dësem Schlësselwirtschaftszweig scho fréizäiteg erkannt huet.

Ech wéilt dofir kuerz e puer Extraiten aus dem Artikel 129B an 129C aus dem Traité zitéieren: «La Communauté contribue à l'établissement et au développement de réseaux transeuropéens dans les secteurs des infrastructures du transport, des télécommunications et de l'énergie. Dans le cadre d'un système de marchés ouverts et concurrentiels, l'action de la Communauté vise à favoriser l'interconnexion et l'interopérabilité des réseaux nationaux ainsi que l'accès à ces réseaux. (…) la Communauté établit un ensemble d'orientations couvrant les objectifs, les priorités ainsi que les grandes lignes des actions envisagées dans le domaine des réseaux transeuropéens. La Communauté met en œuvre toute action qui peut s'avérer nécessaire pour assurer l'interopérabilité des réseaux, en particulier dans le domaine de l'harmonisation des normes techniques.»

Den Text huet u sech dräi inhärent Aussoen. Et geet zum Éischten net dorëm déi national Monopolgesellschafte mir näischt dir näischt ze privatiséieren. Et geet zweetens och net dorëm fir eng total Ouverture vum Marché anzeféiere mat der Konsequenz vun enger totaler Dereguléierung. Et gëtt awer am Text dorop higewisen, datt et ëm eng kontrolléiert Ouverture geet, wou Clignotanten an Instanzen agebaut sinn, déi agräife kënnen, wann zum engen den Zougang zu de Réseauen a Fro gestallt ass, an zum aneren, wann d'Funktiounsfäegkeet vun der gesamteuropäescher Infrastruktur duerch mangelhaft Verbindungen oder duerch feelend Standarden hypothekéiert ass.

Wat 1992 wouer war, ass och bei der Reform, déi mir mat de virleiende Gesetzesprojeten alauden, net zur Onwouerecht ginn. Et geet net virrangeg dorëm fir ee Monopolbetrib op de fräie Marché ëmzeswitchen. Mä et soll zum engen de konkurrenzielle Marché verschäerft ginn an zum anere soll ee Beitrag zu deene verännerten technesche Rahmebedingunge geleescht ginn. En erfreelechen Nieweneffekt ass eng wesentlech Vereinfachung vum Regelwierk an eng besser Iwwerschaubarkeet vun de bestoende Rechtsgrondlagen.

Här President, ech hunn aganks scho gesot, datt de Paquet Télécom seng Wichtegkeet virun allem doraus zitt, well hie fir Europa a fir Lëtzebuerg, als Medien-, Informatiouns- a Kommunikatiounsstanduert, eng Grondlag ass fir dëse Secteur dauerhaft zu Lëtzebuerg ze konsolidéieren.

Et brauch een nëmmen den Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot vum 11. Mäerz 2005 ze consultéieren, deen ënner anerem dorop higedrängt huet, fir déi virleiend Gesetzesprojeten esou schnell wéi méiglech ëmzesetzen - dat och am Hibléck op déi dringend Noutwendegkeet fir d'Missioune vum ILR nei ze definéieren.

Den Avis weist och dorop hin, datt sech déi europäesch Stats- a Regierungschefen um Sommet zu Sevilla am Juni 2002 dorop verstännegt hate fir den Aktiounsplang eEurope 2005 mat Liewen ze erfëllen. Dëse Plang setzt seng Prioritéiten ënner anerem nach op d'Sécherheet vun de Réseauen a vun den Informatiounen, op den Ausbau vun Online-Administratiounen, op eLearning an op de Commerce électronique.

De Plang gesäit an de Méiglechkeete vun der Informatiouns- a Kommunikatiounsgesellschaft een enormt wirtschaftlecht Potenzial fir eis a fir Europa, notamment um Niveau vun de Privatinvestitiounen a bei der Schafung vun Aarbechtsplazen. Eis öffentlech Déngschtleeschtunge kënnen optimiséiert ginn, an den Zougang vum Privatbenotzer gëtt duerch eng méi schnell, méi einfach Technologie gewëssermoossen demokratiséiert.

De Wirtschafts- a Sozialrot mengt awer, datt d'Regierung misst méi Efforte maachen um Niveau vun der sou genannter Signature électronique, fir dës an de beschten Délaië bei eis anzeféieren.

Um Niveau vum ILR plädéiert de Wirtschafts- a Sozialrot och nach dofir d'Missiounen an d'Kompetenze vum Conseil de la concurrence a vum ILR kloer ze délimitéieren, fir datt et zu kengem double emploi oder zu Kompetenzstreidegkeete kënnt. Et muss och zu enger klorer Ofgrenzung tëschent dem ILR an dem Statec kommen, wat d'Kollekt vun den Donnéeë fir Statistiken ubelaangt.

Ech wëllt awer och nach op zwou Remarquen aus dësem Avis zréckkommen, déi d'GSMen ubelaangen. Et ass fir d'Opérateure wichteg, datt de Plan sectoriel iwwert d'GSM-Antennen esou schnell ewéi méiglech ugeholl gëtt, fir datt Kloerheet op dësem Gebitt besteet.

Och gëtt dofir plädéiert, den UMTS-Réseau esou schnell ewéi méiglech anzeféieren. Aner Länner sinn eis do u sech e gutt Stéck viraus. Wa meng Informatioune stëmmen, si beispillsweis d'Belsch, Dänemark, Holland a Schweden eis do scho wäit viraus. Vläicht kann eis de Minister e puer Prezisiounen zu dëse Voletë ginn. Här Minister!

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, een Aspekt, dee mir an dëser Diskussioun net dierfe vergiessen, ass d'Potenzial am Beräich vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien. Ech denken hei virun allem un d'Fuerschung an d'Formatioun.

De Wirtschafts- a Sozialrot seet zum Beispill, ech zitéieren: «Le Luxembourg devra faire l'inventaire des activités de R&D pour identifier, notamment en collaboration avec le monde des entreprises, les niches où il veut et peut créer un niveau d'enseignement et de recherche de qualité et orienter la recherche vers les domaines stratégiques susceptibles d'engendrer des impacts positifs pour l'économie. (…)

En outre, le CES insiste pour que l'évaluation ne se limite pas à la recherche, mais qu'elle englobe également l'enseignement. (…) Le CES est d'avis que les activités de recherche universitaire pourraient démarrer dans les domaines où le Luxembourg dispose déjà d'avantages dus à l'accumulation de compétences ou bien dans les domaines en forte croissance, dont (…) les communications électroniques et par satellite.»

Et geet also dorëm, fir déi Beräicher, wou mir d'Spëtzt sinn, auszebauen. Dorënner falen ouni Zweiwel d'Informatiouns- an d'Kommunikatiounstechnologien. Mir hunn eng jonk Université du Luxembourg, déi an hire kruziaalste Jore stécht. Mir hu Lëtzebuerg als solches, wat zu engem Informatiouns- a Mediëstanduert erugewuess ass. A mir hunn CRPen, déi eng qualitativ héichwäerteg Fuerschung praktizéieren. Dës dräi Facteure stellen eng Chance duer virun allem um Niveau vun de Formatiounen, déi kéinten ugebuede ginn.

De Kontakt tëschent dem Héichschoulwiesen an deenen eenzelnen Acteure wier schnell hiergestallt. Symbiose kéinten doduerch entstoen, déi mëttel- a laangfristeg Lëtzebuerg als ee regelrechte Centre d'excellence an den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien eruwuesse loossen.

Ech erënneren dorun, datt d'Orientatiounsdebatt vum 13. Juni 2002 iwwert déi audiovisuell Medien ënnert der Fiederféierung vu mengem Fraktiounskolleeg Laurent Mosar schonn dës Pisten opgezeechent huet.

Dat setzt viraus, datt mir Entreprisen zu Lëtzebuerg kréien, déi sech dauerhaft wëllen installéieren an déi een Intérêt drun hunn, fir och um Niveau vun der Formatioun mat eiser Héichschoul zesummenzeschaffen.

D'Gesetzer vun haut de Mëtteg setzen deemno d'Jalone fir d'Attraktivitéit vum Standuert ze verbesseren a fir den Entreprisen am Secteur eng stabil Rechtsgrondlag ze verschafen.

Här President, ee leschte wichtegen Aspekt ass dee vum Intérêt fir de Benotzer an de Konsument vun den Déngschtleeschtungen an dësem Secteur, deen, ech hunn et scho gesot, mëttlerweil eng direkt an net méi ewechzedenkend Inzidenz op eiser allerguerten alldeeglecht Liewen huet. Ech denken, datt beispillsweis jiddfereen hei am Haus op d'mannst een Handy huet.

Dat neit Regelwierk gesäit eng verbessert Protektioun vum eenzelne Konsument am Beräich vun den Telekommunikatioune vir. Esou gëtt beispillsweis d'Nummer 112 obligatoresch, déi bestoend Obligatiounen iwwert d'Prozedure bei Plainten a bei Sträitfäll, esouwéi d'Transparenz virun allem an der Präis- an Tarifpolitik gi wesentlech verstäerkt.

Des Weidere ginn d'Fournisseuren dozou verflicht, hir Clienten adequat an ausräichend iwwer hir Déngschtleeschtungen an hir Produiten ze informéieren. Net zulescht kënnt et zu enger Harmoniséierung an enger wesentlecher Vereinfachung vun der Attributioun vun Internetsadressen a bei der Attributiouun vun Handysnummeren. Den „Portage", vun deem mer säit Ufank vun dësem Joer kënne profitéieren, ass do en éischte Virgeschmaach.

Net zulescht consacréiert dat neit Regelwierk de Service universel, dee verschidde Kritäre bei der Ausgestaltung muss entspriechen an dee räsonnabele Prinzipie bei der Präisformatioun vum Service universel muss entspriechen. Et sinn dëst alles Aspekter, déi scho vu menge Virriedner ugeschnidde goufen an op déi ech net méi wëll am Detail zréckkommen, déi awer doduerch net manner wichteg sinn.

Här President, fir meng Fraktioun a mech sinn dëst alles Grënn fir eis onageschränkt zu dësen Texter ze bekennen. Et si virun allem wichteg Texter fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, deen an dësem Secteur Kloerheet gebraucht huet, fir datt sech weiderhin eng Consolidatioun an en Ausbau ka vollzéien. Net zulescht sinn et Projeten, déi en direkten Intérêt fir den Normalverbraucher hunn, well se eng verbessert Transparenz schafen. Dëst gesot, ginn ech den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësen Texter a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Maroldt. Als nächste Riedner ass den Här Henri Grethen ageschriwwen. Här Grethen, wann ech gelift, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn hei mat véier ganz wichtege Projete befaasst, d'Ëmsetzung vun enger ganzer Rei vun Direktiven, mat deene mer schonn am Verzuch sinn. Fir d'Bedeitung vun deene Projeten ze ënnersträichen, huet och d'Conférence des Présidents fir dës Projeten de Modell 3 gewielt, dee menger Fraktioun eng Riedezäit gëtt vu 60 Minutten.

(Hilarité)

Ech wëll awer ënnersträichen, Här President, dass d'Virriedner, souwuel déi zwee Rapporteure wéi och de mandatéierte Spriecher vun der CSV, schonn am Detail, ech géif souguer soe bis an déi klengst Detailer eran dës véier Projeten exposéiert hunn. Duerfir mengen ech, dass ech mech kann dovun dispenséieren si nach eng Kéier ze widderhuelen.

(Interruptions)

A well ech och de Souci kenne vun eisem President, deen op eng Straffung vun den Debatten ëmmer erëm drängt,…

(Hilarité)

…dee wierklech insistéiert, dass een awer déi Riedezäit soll esou kuerz wéi méiglech halen, wëll ech och déi sechzeg Minutten net voll ausnotzen.

M. le Président.- Dir hëlleft dem Vizepresident, Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, an deem Moment wou de Vizepresident d'Présidence vun der Chamber huet, ass e President.

M. le Président.- Merci, Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Ech hunn dee richtegen, dee gellege President, voll am A.

(Interruptions diverses et hilarité)

Ech hat haut de Muere mat him eng laang Diskussioun iwwer eist Reglement, wou d'Chamber och nach eng Kéier wäert domat befaasst ginn.

Här President, ech hu just eng eenzeg Suerg, déi ech awer hei wollt artikuléieren a wou ech schonn d'Geleeënheet hat dës Woch driwwer ze schwätzen, dat ass am Bezuch op den ILR. De Rapporteur schreift dat och a sengem Rapport op der Säit 2 vum Document parlementaire 5180[15], dass den ILR och kann an der Zukunft aner Missiounen iwwerdroe kréien, déi iwwert déi erausginn, déi en elo huet.

Ech denken do haaptsächlech un d'Attributioun vun de Sillonen am Eisebunnswiesen. Ech hat schonn d'Geleeënheet, dës Woch hei dorobber ze insistéieren. Leider ass den zoustännegen Transportminister, dee freet sech nach, deen ass nach amgaange mat sech zu Chouer ze goen, mä dat Einfachst wier, wann een dat och géif dem ILR iwwerdroen. Dat ass ee vun de Wënsch, déi ech hunn.

Mir hunn och als Kommissioun deementspriechend elo schonn de Projet 5180 esou artikuléiert, dass dat méiglech ass. Dat ass dee Wonsch, deen ech hu fir d'Zukunft. Mat deem Wonsch verbonne bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zu deene véier Projeten an hunn domadder nëmme 5% vun eiser Riedezäit ausgenotzt.

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Als nächste Riedner ass dann den Här Diederich ageschriwwen. Här Diederich, wann ech gelift.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz schaaft de gesetzleche Kader, deen der Ouverture vun de Mäert, déi sech säit den 90er Joren entwéckelt hunn, souwéi den technesche Changementer, déi an där Zäit erfollegt sinn, Rechnung dréit mam Zil, d'Opmaache fir d'Konkurrenz vun de Réseauen an de Servicer vun den Telekommunikatiounen ze preparéieren.

Et geet dorëm, e substanziellen Deel vun den Texter vum Paquet Télécom, déi vun der Kommissioun vun der Europäescher Unioun ausgeschafft gi sinn, an nationaalt Recht ze transposéieren, an zwar véier Direktive vum Europaparlament a vum Conseil, eng Direktiv vun der Kommissioun souwéi eng Décisioun vum Europaparlament a vum Conseil.

A sengem Avis vum 4. Mee 2004 bedauert de Conseil d'État ënner anerem e gewësse Mangel u Rigueur wat d'Definitioune betrëfft, souwéi de Fait, datt de Projet de loi sech net ëmmer genee genuch un d'Texter vun de verschiddenen Direktiven hält.

D'Objektiver vum Gesetz bestinn doranner, e concurrencielt Ëmfeld fir de Secteur vun den elektronesche Kommunikatiounen an déi fräi Ausübung vun dësen Aktivitéiten am Respekt vun de gesetzleche Bestëmmungen ze schafen, souwéi den Zougang zu den elektronesche Kommunikatiounsréseauen an déi Interkonnexioun ze reglementéieren, mam Zil, eng nohalteg Konkurrenz ze favoriséieren, gläichzäiteg awer esou de Konsumenten Avantagen ze verschafen.

D'Rechter vun de Benotzer souwéi déi entspriechend Obligatioune fir d'Entreprisë gi festgeschriwwen. De Service universel am Beräich vun elektronesche Kommunikatioune gëtt definéiert an déi zwou Funktiounen, d'Reguléierung an d'Exploitatioun vun de Réseauen, gi getrennt.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nëmme ganz kuerz véier Artikelen aus dem Projet de loi ze zitéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Am Artikel 5 vum Projet de loi gëtt e Comité national des Communications geschaaft, deen aus 20 Vertrieder maximal besteet, déi aus Ministèren a staatlechen Organisme kommen, an deen d'Regierung soll assistéieren a conseilléieren.

Den Artikel 9 seet, datt all Entreprise notifiée, déi Réseauen oder elektronesch Kommunikatiounsservicer offréiert, autoriséiert ass, d'Interkonnexioun mat anere Fournisseure vu Réseauen ze négocéieren a gegebenenfalls den Accès oder d'Interkonnexioun zu hire Réseauen op allen Deeler vum Territoire vun der Europäescher Unioun ze kréien.

Den Artikel 37 hält fest, datt all Utilisateur e Recht huet op den „droit universel" am Beräich vun den elektronesche Kommunikatiounen. De Service universel ka vun enger oder méi Entreprisen oder Gruppe vun Entreprisen assuréiert ginn, déi verschidden Elementer vum Service universel erbréngen oder verschidden Deeler vum nationalen Territoire couvréieren. Den ILR kontrolléiert, datt de ganzen nationalen Territoire couvréiert ass.

Laut Artikel 56 gëtt e Fong geschaf fir de Maintien vum Service universel, dee vum ILR géréiert gëtt.

Weider wichteg Dispositioune fanne mer ënner Kapitel 6, „droits des utilisateurs finaux", dem Kapitel 8, „droits de passage", an dem Kapitel 9, „partage d'infrastructures", op déi virdru schonn de Rapporteur prezis agaangen ass.

Dir Dammen an Dir Hären, eng einfach Ofännerung vum Lëtzebuerger elementaresche Kader hätt eng Upassung vum ofgeännerte Gesetz vum 21. Mäerz 1997 iwwert d'Telekommunikatioune souwéi vun alle groussherzogleche Reglementer un déi nei communautaire Bestëmmunge bedéngt. Mat Hiweis op déi fundamental Differenzen, déi tëschent dem alen an neie Kader bestinn, war et sënnvoll, dee bestehende Kader ze abrogéieren an duerch en neien Text ze ersetzen, zu deem ech heimat den Accord vu menger Fraktioun wëll ginn.

De Projet de loi 5179 huet als But deen Deel vum Paquet Télécom, deen d'Gestioun vun de radioelektresche Welle betrëfft, an nationaalt Recht ëmzesetzen. Fir d'Gestioun vun de radioelektresche Wellen ass d'Union Internationale des Télécommunications (UIT) zoustänneg. Dës Organisatioun vun de Vereenten Natiounen huet als Zil, d'Membere vun de Vereenten Natiounen zu engem rationellen Ëmgang mat de Ressources rares, déi d'Frequenzen duerstellen, ze bréngen, deen dem Intérêt général um internationalen Niveau Rechnung dréit.

D'Auteure vum Projet wëllen een eenzege reglementaresche Kader fir d'Réseauen uwennen, deen neutral ass vum Standpunkt vun den applizéierten Technologien an den Elementer, déi d'Réseaue constituéieren.

Dës Elementer kënnen Träger sinn, wéi de Koffer an d'Glas oder radioelektresch Wellen. Wann d'Konstruktioun vu câbléierte Réseauen aus Koffer oder Glasfaser op aner Ressources rares wéi d'Droits de passage ka stoussen, sou sinn d'radioelektresch Welle par nature Ressources rares, déi de Gesetzer vun der Physik ënnerleien. Dës Gesetzer imposéieren all Benotzer vu Frequenze Contrainten, am Fall wou een dës Welle wéilt valoriséieren an effikass a rationell gebrauchen, dëst besonnesch well d'Uwendungen, déi mat de radioelektresche Welle realiséiert kënne ginn, sech vervillfacht hunn. Zu den traditionellen Utilisateure vum Spektrum, de Radiodiffuseure sinn d'Opérateure vun de mobile Servicer an de Services à distance dozoukomm.

Am Gesetz gëtt festgehal, datt d'radioelektresch Welle Ressources rares sinn an datt d'Gestioun an d'Benotzung dovunner dem Stat reservéiert sinn. Kee kann op Lëtzebuerger Gebitt eng Frequenz oder ee radioelektresche Kanal benotzen, ouni déi dozou noutwendeg Autorisatiounen ze hunn. Dëst gëllt esouwuel fir d'Emissioun wéi fir den Empfank.

Ee groussherzoglecht Reglement, genannt „plan des fréquences", leet de Plang vun der Zoudeelung vun de Frequenze fest. Dës Zoudeelunge ginn an engem öffentleche Fichier festgehalen, dem Registre des fréquences, deen och iwwert d'Obligatiounen, déi domat verbonne sinn, informéiert.

De Minister vergëtt d'Lizenzen no objektive Kritären an op eng transparent an net diskriminatoresch Manéier, entspriechend dem Plan des fréquences an nodeem de Registre des fréquences consultéiert ginn ass.

Eng Rei Obligatioune sinn un d'Lizenze geknëppt, wéi d'Bezeechnung vum Typ vu Réseau oder Technologie, fir déi d'Benotzerrechter accordéiert gi sinn, d'Exigenzen en vue vun engem performanten an effiziente Gebrauch vun de Frequenzen, eventuell Exigenzen, déi d'Couverture betreffen, technesch Konditioune fir de Brouillage ze évitéieren an d'maximal Dauer vun der Benotzung.

Am Fall vun engem Brouillage kann de Minister all Mesurë beschléissen, déi dozou dinge kënnen, d'Ursaache vum Brouillage ze ënnerbannen. Dozou gehéiert och de Verbuet, d'Exploitatioun vun den Ariichtunge weiderzefëieren.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Dispositioune vun dësem Projet de loi stellen een optimaalt Basisinstrument duer fir d'natierlech Träger, déi d'radiophonesch Frequenze sinn, op eng rationell an effikass Manéier ze géréieren, dëst souwuel um nationale wéi um internationale Plang. An ech wëll heimadder den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet bréngen an nach eng Kéier nodréiglech dem Rapporteur scho Merci soe fir säin excellente Rapport, deen et eis op dës Manéier erlaabt huet vill méi kuerz ze äntweren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Här Braz, Dir kritt elo offiziell d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi véier Gesetzer vum Paquet Télécom sinn, dat ass schonn ënnerstrach ginn, ganz wichteg Gesetzer an ech wäert probéieren op déi Saachen, déi scho gesot gi sinn, net nach eng Kéier anzegoen. Ech wäert allerdéngs vläicht e bëssen een anere Bilan maache vun der aktueller Situatioun, wéi deen, dee bis elo gemaach ginn ass, an och bei deem enge Gesetzesprojet, beim 5181 iwwert d'Données personnelles an d'Protektioun vun de Leit vläicht och nach eng Fro opwerfen, déi bis elo nëmmen um Rand opgeworf ginn ass.

Dës Gesetzer hunn als Zweck, de Marché unique am Télécomberäich ze realiséieren, fir een aalt Wuert ze gebrauchen, dat awer hei an dësem Kontext ganz aktuell ass. Dëse Marché unique soll och doduerch realiséiert ginn, datt d'Direktiven elo eng technesch Neutralitéit kréien. Dat heescht, et gëtt elo generell vum Zougank zu Réseaue geschwat ouni sech opzehale mat der eenzelner Technik. Mä et ass eng generell Approche, déi technesch neutral ass, fir de Marché unique ze realiséieren.

Dat wäert och mat sech bréngen, dass nieft där méi grousser Konkurrenz an där méi séierer Entwécklung vun de Réseauen a vun den Angeboter et och esou wäert sinn, datt natierlech ee Stéck Privatiséierung domadder zesummenhänkt. Dat war ganz am Ufank vun der Entwécklung bei den Opérateurs historiques eng vun hire Suergen.

Si waren net onbegrënnt, mä trotzdeem huet d'Entwécklung net nëmmen negativ Säite gehat, mä si huet och fir de Konsument ganz vill positiv Aspekter gehat an dat muss een och kënnen unerkennen, och wann elo mat dësen Direktiven am Beräich vun der Télécom déi privat Opérateuren méi liicht et wäerten nach kréie wéi an der Vergaangenheet, fir sech méi séier kënnen ze entwéckelen, méi séier nach kënnen op Entwécklungen ze reagéieren an domadder misst och de privaten Opérateuren hir Part de marché duerch dës Texter kënne klammen.

Den Zougank zu dëse Réseauen ass haaptsächlech wichteg gewiescht fir déi Leit, déi am Telekommunikatiounsberäich, an der mobiler Telefonie aktiv sinn. Déi ganz breet Ouverture huet Virdeeler. Dat brëngt mat sech, dass zum Beispill d'Colocalisatioun méi grouss geschriwwe gëtt, dass d'Siten am Beräich vun der mobiler Telefonie méi kënne gedeelt ginn, dass also manner Antenne mussen ënner Ëmstänn opgeriicht ginn. Dat ka Virdeeler hunn am Beräich vun der Santé, dat kann och Virdeeler hunn am Beräich vun de Käschten. Et kann och Virdeeler hunn am Beräich vum Landschaftsschutz respektiv vum Urbanismus an de Stied, an dat ass dofir och an eisen Aen a priori eng positiv Entwécklung, dass déi Ouverture an deen Zougank méi séier ginn.

D'Kommunikatioun ka vill Pabeier ersetzen, d'Kommunikatioun ka vill Transport ersetzen. Et gëtt also och indirekt zumindest en Ëmweltaspekt an dësen Direktiven, deen een net négligéiere soll. Et soll een dann awer fairerweis hannendrun hänken, dass déi ganz E-Kommunikatioun och E-Waste produzéiert am Beräich vun de Komponenten, am Beräich vun de Qualitéite vun de Produiten entsteet och munchen Offall op deem schnellliewege Marché, wou et an Europa bis haut nach keng zefridde stellend an adequat Äntwert op déi rapid Entwécklung vun deem mobilë Marché gëtt.

Mäi Virriedner, den Här Maroldt, hat virdrun drop verwisen, dass sech dëse Secteur méi séier entwéckelt wéi den Duerchschnëtt vun der Ekonomie. Hien huet awer vergiess hannendrun ze hänken, dass en sech nach laang net esou séier entwéckelt wéi gemengt gi war.

Bis zum éischte Crash vum Nasdaq am Mäerz 2000 hu mer eis jo an där Bulle spéculative befonnt, wou d'nei Technologië Monts et merveilles versprach hunn am Beräich vun der wirtschaftlecher Entwécklung, dass d'Croissance géing ganz séier klammen. Fakt ass awer och, dass een haut muss feststellen, dass et wuel ee Secteur ass, deen an Expansioun ass, et ass awer och e Secteur, dee fir d'Croissance vun den nationalen Ekonomien a vum europäesche PIB net deen Impakt schlussendlech kritt huet, dee viru Jore gemengt gouf, an d'Croissance ass zënter dem Crash vum Nasdaq am Mäerz 2000 mat Sécherheet net esou séier virugaange wéi ee wollt.

Dat huet och Impakter gehat op d'Entwécklung vun der mobiler Kommunikatioun. Déi drëtt Generatioun vun der mobiler Kommunikatioun, déi sou genannten UMTS-Technik, leit och ënnert där doter Entwécklung.

Jiddferee ka sech erënneren un dat villt Geld wat noutwenneg war fir d'Opérateuren, fir un eng Lizenz ze komme vun der drëtter Generatioun. An déi Opérateuren, déi houschten haut nach ganz kräfteg ënnert der Laascht vun deem Käschtepunkt, well eben de Marché, nodeems si Lizenze deelweis ersteet hunn, hinnen ënnert de Féiss ewechgefuer ass an e bëssen déi Bulle spéculative och hinnen an den Hänn geplatzt ass. Sou dass déi Technik am Moment wuel ufänkt hire Wee ze maachen, mä wesentlech méi lues, wesentlech manner rapid, wéi dat gemengt gi war.

Au contraire gesäit een, dass bei den Handye vun der zweeter Generatioun eng Partie Techniken dobäikomm si wéi WiFi, wéi Bluetooth, déi déi méi einfach Technik vun der zweeter Generatioun awer elo nach zu neie Parts de marché bruecht hunn an net nëmmen déi Hightech-Technologie vun der drëtter Generatioun sech konnt duerchsetzen, mä dass do e bëssen eng kleng Paus agetrueden ass an deem dote Marché an eng kleng Stabiliséierung vum Marché, déi och guttdeet. Wann ee fënnef Joer zréckkuckt, war dat eng Entwécklung, déi praktesch mat Rationalitéit net méi ze gräife war. Elo si mer erëm e bëssen an engem Beräich, wou déi kleng Schrëtt och hire Sënn maachen.

Een Aspekt ass virdrun och schonn ugeschwat ginn, vum éischte Rapporteur, dem Här Thiel, deen drun erënnert huet, wéi wichteg dass am Kontext vun der Wëssensgesellschaft déi nei Informatiounstechnologië wieren.

Eppes ass awer och do net gesot ginn: Et gëtt bei dëser Diskussioun och e sozialen Aspekt. Wa vum Internet geschwat gëtt a vun deenen Technologien, muss ee vläicht och rappeléieren, dass 90% vun den Internetuschlëss weltwäit sech an den entwéckelte Länner befannen. 50% vun der Weltbevölkerung hunn haut nach emol net den Télefon. Mol net den Tëlefon! Do gesäit een, wou d'Problemer leien.

Et läit och eng Problematik am Beräich vun de Logiciels libres. D'Patentéierung - d'Brevetéierung besser gesot - vun de Logicielen huet natierlech och en Impakt op de Coût a wäert och d'Fracture digitale, déi tësche verschiddene Regioune vun der Welt besteet, net méi kleng maachen. An déi Logicielen, déi um Marché sinn, ouni datt se e Code source secret hätten, kënnen sech natierlech net entwéckelen, wann se op där anerer Säit mat der Brevetéierung vun de Logicielen an där Form wéi elo konfrontéiert sinn. Dat sinn och Realitéiten, déi am Beräich vun der Kommunikatioun a vun der mobiler Kommunikatioun musse genannt ginn.

D'Alphabétisation numérique ass och zu Lëtzebuerg nach ëmmer en Thema. Och zu Lëtzebuerg huet nach laang net jiddfereen Zougang, och emol net sproochlechen Zougang zu der Technologie. Och duerch de Coût vun der Technologie muss ee soen, si Grenzen, Barrieren haut nach ëmmer gesat, déi vill Leit dovunner ofhalen, op dës Technologie zréckzegräifen.

An e lescht Wuert zu deem Block: Wann ee schwätzt vun der Société du savoir, wann ee vum Wësse schwätzt, vun der Technologie, däerf een awer ni vergiessen, dass och d'Computeren an ähnlech modern Apparater deelweis nach ëmmer vun Aarbechter zesummegesat ginn, an dass dat sech net nëmmen am Beräich vum Wëssen ofspillt, mä dass och hei e groussen Deel Handwierklechkeet nach ëmmer verlaangt ass. Et soll een dat am A behalen, well soss huet ee vläicht net all d'Aspekter am A behalen.

Dat gesot, wëll ech kuerz op déi véier Projeten oder déi éischt dräi Projeten agoen, fir ze soen, dass mir déi éischt dräi, den 5178 bis 5180 inclus, ënnerstëtzen. Déi sinn eiser Meenung no insgesamt positiv, well se eng Entwécklung virubréngen, déi eiser Meenung no eng positiv Entwécklung ass. Dofir ass et och okay, wann de libre accès zu de Réseauen e Prinzip gëtt. Mir halen dat och dofir fir richteg, dass eng einfach Notifikatioun an Zukunft soll duergoen. Dat wäert mat Sécherheet méi Driff an deen dote Marché bréngen.

Et ass awer och dofir wichteg, dass souwuel d'Rechter wéi d'Obligatioune vun den Opérateuren elo e bësse méi prezis beschriwwe ginn. Mir sinn och domat averstanen, dass d'Position dominante um Marché op déi Aart a Weis definéiert gëtt, wéi se elo soll definéiert ginn, nämlech mat qualitativen Aspekter, a manner mat engem renge Pourcentage.

Et wär och nach eng drëtt Optioun ginn, déi éischter am Beräich vun der Loi de la concurrence da géing stattfannen, dat wär eng Ex-post-Kontroll. Dat ass e bëssen de Microsoft-Prinzip: Et léisst ee mol de groussen Opérateur gewäerden an iergendwann eng Kéier seet een, et fänkt u problematesch ze ginn. Mir optéieren och wéi am Projet éischter fir déi Ex-ante-Approche, déi hale mir fir méi zäitgeméiss a méi adequat fir dem Marché gerecht ze ginn.

De Service universel soll assuréiert ginn; d'Interopérabilitéit a -connectivitéit duerch de ganze Réseau soll och assuréiert ginn. Och dat si Punkten, déi mer kënnen ënnerstëtzen, gradesou wéi mer och kënnen de Mechanismus gutt heesche vum Service universel, wou elo de Service net méi engem Opérateur zougeschriwwe gëtt, mä wou de Service universel als Gesamtleeschtung vu sämtlechen Opérateure betruecht gëtt, mat engem bestëmmte Mechanismus fir dee kënnen ze déclenchéieren, wann en iren net méi zefridde stellend am Moment assuréiert wär.

Eng Remarque awer an dem Beräich zum Rôle vum ILR, deen an der Definitioun vum Service universel e ganz grousse Rôle, e ganz wichtege Rôle spillt. Et muss ee soen, dass d'Régulateuren am Prinzip de verlängerten Aarm vun der Kommissioun sinn. Et huet wuel all Land säi Régulateur. Och hei zu Lëtzebuerg ënnersteet de Régulateur engem Ministre de tutelle, mä et ass awer eigentlech an deem Konflikt tëschent europäescher Politik an nationaler Politik éischter déi Institutioun, déi op der Säit vun der Kommissioun steet.

Mir hätten eis och dofir gewënscht, dat hu mer an der Kommissioun artikuléiert, dass de Service universel zumindest deelweis an den Hänn wär vun engem wierklech nationalen, engem méi politesche Gremium, quitte dass den ILR e ganz wichtege Rôle ze spille gehat hätt. Mä mir mengen awer, dass do dem ILR seng Kompetenzen eigentlech ze wäit ginn, a mir hätte wierklech eng Preferenz gehat fir déi Definitioun vum Service public méi an den Hänn vun der nationaler Politik ze behalen an net nëmmen an deenen, déi à juste titre de verlängerten Aarm éischter vun der Kommissioun wéi vun der Regierung sinn.

(Interruption)

Ech kommen nach zum Traité, Här Jaerling. Do steet munches dran, wat Dir nach net gelies hutt.

(Interruption)

Dat gesot, komme mer gären iwwer zum Projet de loi 5179, zu deem net vill ze soen ass. Et geet ëm d'Gestioun vun de Fréquences radioélectriques. Et ass am Prinzip nach ëmmer eng national Kompetenz. Et war noutwendeg eng Harmoniséierung ze maache wéinst der mobiler Kommunikatioun, soss hätt déi sech net kënnen esou entwéckelen, wéi se sech entwéckelt huet. Et bleift awer am Wesentlechen nach ëmmer eng national Kompetenz mat e bësse méi Harmoniséierung wéi virdrun.

Wat allerdéngs eiser Meenung no an dësem Kontext och hätt kënnen diskutéiert ginn, dat ass den Aspekt vun den Emissiounen, vun der Puissance d'émission vun den eenzelnen Antennen. Et kann een et heirobber beschränken, mir hätten awer gäre gehat, déi aner Diskussioun wär matgefouert ginn. Dat ass net de Fall gewiescht. Mir bedaueren dat, mä mir kënnen awer insgesamt dësem Projet d'Zoustëmmung bréngen, well e keng gréisser Problemer duerstellt.

Den drëtte Projet de loi ass den 5180 iwwert den ILR, deem seng Kompetenzen, nodeems en ufänglech Institut Luxembourgeois des Télécommunications geheescht huet, mat der Zäit erweidert gi sinn op d'Elektrescht, op d'Post, op de Gas. Tendenz steigend! Déi Lëscht ass mat Sécherheet nach net ofgeschloss. Dofir ass et och noutwendeg, wann ee kuckt, wéi vill Marchéë liberaliséiert gi sinn - dat heescht, wéi vill Marchéë fir d'Konkurrenz opgemaach gi sinn -, dass een e Régulateur huet. Dat ass an Europa net jiddferengem seng Meenung.

Et gëtt och Tendenzen an Europa, déi mengen, dass een dat soll op den Niveau reng vum Konkurrenzrecht reduzéieren. Mir Gréng fannen dat net. Mir sinn entschieden dofir, dass een am Kader vun oppene Mäert, vu Konkurrenzmäert och engem Régulateur seng Pouvoirë gëtt, dass de Régulateur ka Spillregele festleeën, wou d'Konkurrenz ka stattfannen, an dass d'Konkurrenz net op deene Gebidder stattfënnt, wou se gesellschaftlech ufänkt kontraproduktiv kënnen ze ginn. Et mussen also minimal Regelen definéiert ginn; et musse minimal Qualitéiten definéiert ginn; et musse Rechter definéiert ginn; de Service public, de Service universel muss kënnen definéiert ginn; d'Transparenz muss kënnen an deene Marchéë stattfannen.

Dat si lauter Elementer, déi sech net automatesch astellen. Dat sinn Elementer, déi sech an engem konkurrenzielle Marché dann eréischt astellen, wann et e Régulateur gëtt, deen dofir suergt, dass déi elementar Spillregele respektéiert ginn, well de Rôle vum Régulateur - an dat kann een eigentlech net oft genuch ënnersträichen - ass net d'Intérêtë vun den Opérateuren ze verfollegen; de Rôle vum Régulateur - esou steet et an der Direktiv, esou steet et am Gesetz - ass et den Intérêt public ze verdeedegen, an net d'Zomm vun den Intérêts particuliers vun den Opérateuren. En huet e Rôle d'intérêt public ze spillen, fir dofir ze suergen, dass d'Konkurrenz net nëmmen den Opérateuren eppes bréngt, mä datt d'Konkurrenz tatsächlech esou ofleeft, dass de Schlusskonsument an d'Allgemengheet eppes dovunner hunn.

Dofir menge mer och, dass dat mat de renge Konkurrenzregelen net ze bewerkstellege wär, an dofir gesi mer och do kee Widdersproch tëscht dem Conseil de la Concurrence an dem ILR, au contraire, mir halen dat fir eng absolut noutwendeg Komplementaritéit, déi wierklech d'Qualitéit garantéiert, déi anerer esou net kéinte garantéieren.

Da muss een och eng Kéier verweisen op déi Diskussioun, déi gefouert ginn ass an der Kommissioun iwwer eng Loi-cadre fir d'Établissements publics. Do hu mer elo probéiert an der Kommissioun eis unzepassen un anerer, mä et läit nach ëmmer de Wonsch och vun der Kommissioun um Dësch un d'Adress vun der Regierung, sech mat der Fro vun enger Loi-cadre ze beschäftegen am Beräich vun den Établissements publics.

An deem Kontext, mengen ech awer, misst eng Fro och mol eng Kéier opgeworf ginn, déi ee seelen héiert hei am Land. Mir hunn dem ILR elo och an dësem Gesetz méi Rechter ginn, méi Kompetenze ginn, well säin Aufgabegebitt sech erweidert. Déi Leit, déi do schaffen, kruten elo méi e prezise Statut; si hu ganz vill Afloss a Rechter par rapport zu de Marchéen an den Opérateuren. Si hunn e Beamtestatut kritt. Dat muss och sinn. Si sollen ofgeséchert si par rapport zu Tendenze vum Marché, mä eng Fro ass net gestallt an dofir och net beäntwert ginn. Dat ass d'Fro vum Iwwergank vu Leit, déi bei engem Régulateur schaffen, eriwwer an d'Privatwirtschaft.

Et kann ee sech virstellen, wéi vill Wëssen datt e Beamte vum ILR, e Beamte vun anere Régulateuren an Europa accumuléiert während senger aktiver Zäit, wéi vill Hannergrondinformatiounen déi Leit kréien iwwer sämtlech Opérateuren op engem Marché. Dat ass e Wësse wat Milliioune wäert ass! Dat si Leit, déi kënne vun haut op muer an d'Privatwirtschaft wiesselen a si bréngen e Wësse mat, wou de „golden handshake" emol eng Kéier beim Agank wier an net bei der Sortie.

Mir hunn zu Lëtzebuerg vläicht deen een oder anere Fall gehat, wou ee kann driwwer diskutéieren. Ech verweisen awer am Ausland op den Här Bangemann deemools, deen och mat dësem geballte Wësse vum EU-Kommissär bei Telefónica a Spuenien schaffe gaangen ass, wou an Europa zu Recht en Tollé war, well dat selbstverständlech problematesch war.

An Europa sinn du Regelen agefouert ginn. Hei zu Lëtzebuerg hu mer Regelen, déi sinn net esou prezis. Ech wëll kengem eppes ënnerstellen, kengem dee beim ILR schafft a kengem héije Beamten an der Fonction publique, mä déi Fro - grad bei Régulateuren ass se vläicht nach méi akut wéi an de Ministèren - wéi een deen Iwwergank vun der Fonction publique an de Privatsecteur ka gestalten, déi Fro ass awer gestallt, an et muss jo net eng Kéier esou wäit kommen, dass mer de konkrete Fall hunn, dass mer e Lëtzebuerger Bangemann hätten, fir dass mer eis mat där Fro misste beschäftegen.

Mir missten eis eiser Meenung no elo schonn domadder beschäftegen: Wat sinn d'Passagen, wat sinn d'Rechter an d'Obligatioune vu Leit, déi bei engem Régulateur géinge fortgoen, fir sech iergendwou an der privater Wirtschaft néierzeloossen, mat hirem ganzen Insiderwëssen, wat natierlech ganz vill Geld wäert ass vum éischten Dag un.

Leschte Projet, dat ass den 5181, e Projet, deen och eng ganz Partie positiv Elementer huet, dat wëll ech net leegnen. E mécht eng sektoriell Reglementatioun am Beräich vun der Telekommunikatioun. Dat ass och verständlech: Nei Technologië brauchen nei Reglementatiounen. Dat ass a senge Pluspunkten och schonn opgeworf ginn. Mir stellen awer fest, dass dat schéngt e Beräich ze sinn, wou Lëtzebuerg sech schwéier deet. Mir hunn et net fäerdeg bruecht, d'Direktiv 97/66 - et de loin - an den Délaien ëmzesetzen. Déi war fälleg zënter dem 24. Oktober 1998. Dofir si mer 2003 da condamnéiert ginn.

Et ass bedauerlech, dass mer d'Gesetz vun 2002 net elo konnten änneren. Gutt, dat kann een à la rigueur nach vläicht packen. Mä et gëtt awer ee Punkt, an deen ass problematesch, dat hunn ech an der Kommissioun och gesot, dat ass d'Ëmsetzung vun der Direktiv 2002/58 op deem Punkt deen een op Däitsch mat Vorratsdatenspeicherung bezeechent.

Dat ass also de Prinzip - de Rapporteur hat dat virdru kuerz erwähnt -, dass ee kann Daten, dass d'Opérateure souguer d'Obligatioun hunn, Donnéeë vum Trafic, déi am Normalen nëmme fir d'Facturatioun gebraucht ginn, an och d'Localisatiounsdonnéeë bei der Téléphonie mobile (wéi eng Nummer mat wéi enger Nummer a wéi enger Zell stoung, wou se matenee geschwat hunn) zwielef Méint laang ze späicheren.

Dat gëtt begrënnt mam Argument, dass dat wichteg wär a kéint a Police-Enquêten nëtzlech sinn. Dat ass richteg. A Police-Enquêtë kann enorm villes nëtzlech sinn. Wann an all Wunneng e Mikro wär, dat wär och nëtzlech. D'Fro ass awer ob dat ubruecht ass. D'Fro ass ob dat proportionell ass.

An déi Fro kritt doduerch méi Acuitéit, well jo um europäeschen Niveau elo och nach eng Initiativ komm ass vu véier Memberlänner, an zwar vu Frankräich, Irland, Schweden a Groussbritannien, déi de Virschlag vun enger Décisioncadre gemaach hunn, a spezifesch deem dote Beräich, fir eng Obligatioun doraus ze maachen. D'Direktiv huet eis elo net gezwongen, op deen dote Wee ze goen, et war eng Méiglechkeet. D'Majoritéit huet se gezunn.

Ausser deene Grénge waren se alleguerten dofir, och d'liberal Partei, där hire President nach viru kuerzem erkläert huet, op der Fro vun de Grondrechter, vun de Rechter vum Individuum wéilt déi liberal Partei besonnesch opmierksam sinn. An der Kommissioun hat se keng Bedenke fir problemlos eng obligatoresch Vorratsdatespeicherung iwwer zwielef Méint mat ofzestëmmen.

Duerch dee Virschlag vun deene véier Memberlänner si Leit an Europa ëm en Avis gefrot ginn: dat ass den europäeschen Dateschutzbeoptragten an dat ass dee berühmte Groupe de travail, deen agesat ginn ass opgrond vum Artikel 29 iwwert d'Protection des données.

Den normale System ass, dass déi Opérateuren hir Daten esou laang späichere wéi se dat brauche fir d'Facturatioun, a wann e Riichter, e Juge d'instruction Zweifel huet mat engem, da seet en, lauschtert emol, deen dote wëll ech mer gär méi no ukucken. Déi Méiglechkeet huet en à tout moment, fir haut schonn ze soen, späichert wann ech gelift deem dote seng Daten e bësse méi laang, deem dote musse mer kënnen e bësse méi op d'Fanger kucken. Dat ass bei Leit wou e Verdacht besteet.

Hei gëtt elo de Verdacht generaliséiert. Dat gëtt natierlech begrënnt mam Terrorismus - parfois il a bon dos, le terrorisme -, mä déi Leit, déi sech domadder beschäftegt hunn op engem juristesche Plang an déi dat verglach hu mat der europäescher Mënscherechtskonventioun, mat Uerteeler, déi scho komm si vum Europäesche Mënscherechtsgeriichtshaff, déi soen awer ganz däitlech eng aner Saach.

Dat gëtt souwuel gesot vun deenen dote Leit wéi och iwwregens vun eiser Commission nationale vun der Protection de données - an ech wäert e puer Saachen doraus zitéieren, fir dass et, mengen ech, och fir déi Leit, déi eis nolauschteren a vläicht kucken, ganz verständlech gëtt ëm wat dass et geet.

Et geet also dorëms, d'Plaz, d'Numeroen, déi benotzt ginn, bestëmmte Services téléphoniques, fixes oder mobiles, SMSen an anerer kënnen ze späicheren iwwer eng bestëmmten Zäit, ouni dass e prezise Verdachtsmoment op deene Leit läit. Op eis alleguerten. All eis Date ginn an Zukunft e ganzt Joer laang gespäichert, net de Contenu - ausser bei den SMSen, well do ass nämlech d'Technik net esou vum Contenu ze trennen -, mä sämtlech Date gi vun eis alleguerten an Zukunft e ganzt Joer laang gespäichert.

Selbstverständlech huet net jiddfereen Zougank. Dat géing awer och nach feelen, géing ech soen! Wann dat en Argument ass fir dat heite guttzeheeschen,…

(Interruption)

…à la bonne heure! Also dat géing awer och just nach feelen, dass dat och nach ouni Problem kéint zougänglech gemaach ginn!

An et ass kloer, dass déi doten Donnéeën iwwer jiddferengem säi Liewen eppes aussoen. Souguer wann en net kriminell ass kann een, wann een déi doten Informatiounen huet, sech duerchaus e Bild iwwer jiddferee maachen, wat seng Preferenze sinn, wat seng Aktivitéite sinn. Dat sinn also keng harmlos Informatiounen, souguer wann een net ofgelauschtert gëtt am klassesche Sënn, dass ee matlauschtert, nom berühmte Knack - wéi dat fréier war - an der Leitung.

De Prinzip ass awer, dass all Interceptioun vun esou Donnéeën - all Interceptioun! - eng Violatioun vum Droit à la vie privée vun den Individuen a vum Secret vun der Korrespondenz duerstellt. Dat ass de Prinzip. Wéi all Prinzip huet e seng Ausnahmen, do si mer ganz d'accord. An et ass kloer, dass déi Ausnahmen, dass déi Interceptiounen also inakzeptabel sinn, ausser si géingen dräi Kritären entspriechen.

Dat si fundamental Kritären, déi am Artikel 8 Paragraph 2 vun der Europäescher Konventioun an och duerch d'Interpretatioun, déi de Geriichtshaff dovunner gemaach huet, drastinn. 1. Si brauchen eng Base légale. Déi schafe mer heimat. 2. Och d'Nécessitéit vun der Mesure «dans une société démocratique» ass ee Kritär. An 3. d'Konformitéit «à l'un des buts légitimes», déi an der Konventioun énuméréiert ginn.

Et gëtt schonn Uerteeler doriwwer. Déi europäesch Cour européenne des droits de l'homme seet zum Beispill am Uerteel an der Affär Klass - dat war an Däitschland -, datt e „besoin social pressant" muss virleien. Dat kann een nach interpretéieren. Si seet awer och ganz kloer, dass, an do liesen ech erëm eng Kéier, wann Der erlaabt, kuerz aus deem Uerteel vir, iwwert de Prinzip ewech: «Les États contractants ne disposent pas pour autant d'une latitude illimitée pour assujettir à des mesures de surveillance secrète les personnes soumises à leur juridiction. Consciente du danger, inhérent à pareille loi, de saper, voire de détruire, la démocratie au motif de la défendre,...»

Dat ass jo d'Perfidie vun der Argumentatioun vun deenen, déi déi aktuell Dispositioune vun dësem neie Gesetz verteidegen. Et sapéiert een d'Demokratie hannert dem Virwand se wëllen ze verteidegen! Dat ass d'Perfidie vun där Argumentatioun! An dat steet och schonn a méi alen Uerteeler, dass et esou Argumentatioune gëtt.

«…de saper, voire de détruire, la démocratie au motif de la défendre, elle affirme qu'ils ne sauraient prendre, au nom de la lutte contre l'espionnage et le terrorisme, n'importe quelle mesure jugée par eux appropriée.» Dat steet an engem Uerteel vun der Cour européenne des Droits de l'Homme.

Dee Stockage, dee globale Stockage vun Donnéeën, deen zur Routine erkläert gëtt an dësem Gesetz, dee mécht aus der erlaabter Surveillance a ganz exzeptionelle Fäll d'Regel! Dat wat an eisen international gültegen Texter als Ausnahmen, als Regel definéiert gëtt, gëtt mat dëser Dispositioun just einfach ëmgedréint. Mir deklaréiere mat där doter Dispositioun d'Ausnahm zur Regel an d'Regel zur Ausnahm. An dat kann an enger Demokratie, dat kann an engem Rechtsstat net sinn! Dat wäert och um europäeschen Niveau net duerchgoen. Da wäerte mer nach op dëst Gesetz mussen zréckkommen. Dat do ass an där Form eiser Meenung no net laang haltbar.

Une voix.- Très bien!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Et gëtt awer nach e weidert Beispill. Déi Mesuren, déi kënnen heiansdo natierlech praktesch sinn, utile, si kënne wënschenswäert sinn, si kënne souhaitabel sinn, mä si mussen awer an enger Société démocratique noutwendeg sinn, besonnesch wann dat zu deem systemateschen Enregistrement vun elektronesche Kommunikatiounsdate féiert. An ech zitéieren hei aus Berichter vum europäeschen Dateschutzbeoptraagten an aus Uerteeler, déi vun der Cour européenne des Droits de l'Homme kommen. Dat si keng Appréciatioune vun eis eleng, dat si gréisstendeels Zitater aus esou Texter.

Den Opérateuren ze imposéieren, déi doten Donnéeën ze halen, iwwert den Trafic, respektiv d'Lokaliséierung, ass jo eigentlech hinnen eppes opdroen, wat iwwerhaapt net hir Aufgab an iwwerhaapt net hire Problem ass. Si iwwerhuelen do eng Aufgab fir anerer mat, wat och erëm eng Kéier eng nei Derogatioun, eng Derogatioun sans précédent zum Prinzip vun der Finalitéit an dem But duerstellt.

A mir maachen eis et dann och nach immens einfach: Selbstverständlech geet dat op hir Käschte gemaach. De Stat dekretéiert ganz kammoud, dass mer dat esou maachen. E stéiert sech net eng Sekonn drun, dass dat ganz héich Käschte generéiert fir d'Opérateuren, Käschte selbstverständlech, déi de Schlusskonsument, dat heescht den normalen Handysbesëtzer op senger Rechnung herno muss droen. Op Lëtzebuergesch seet een, aus aner Leit hirem Lieder Rimmer schneiden, dat wär eng liicht Saach.

Ma hei geschitt genee dat. Genee dat geschitt. Dat gëtt den Opérateuren, obwuel et iwwerhaapt net zu hiren Aufgabe gehéiert, operluecht; si mussen et finanzéieren; de Schlussclient kritt et facturéiert an de Stat huet sech domadder och nach ganz op eng labber Aart a Weis am Widdersproch mam Artikel 8 vun der Mënscherechtskonventioun placéiert. Wann dat net summa summarum eng gelongen Operatioun ass…

An dobäi gëtt et och aner Modeller. Déi international Konventioun beispillsweis iwwert d'Cyberkriminalitéit gesäit och vir, dass e Stockage individuel nëmmen au cas par cas ka gemaach ginn. Nom Modell „fast freeze - quick thaw", dat heescht, dass dat just de Contraire ass vun deem wat déi véier Regierungen elo proposéieren a wou mir eis schonn hei am Viraus un dat ugelehnt hunn, wat menger Meenung no europäesch net ganz wäit wäert kommen.

Et geet drëm, datt hei mol net e Soupçon méi verlaangt ass, et ass mol net méi e Soupçon verlaangt, fir dass där dote perséinlech Donnéeë kënne gespäichert ginn. Dat ass wierklech fir eis eng Entwécklung, déi bedenklech ass, déi net akzeptabel ass a wou mer hoffen, dass mer op déi sollen zréckkommen.

Ech zitéieren dofir dee leschte Saz nach eng Kéier vum europäesche Grupp «Artikel 29»: «Le groupe de travail est d'avis que la conservation obligatoire de tout type de données sur toute utilisation des services de télécommunications à des fins d'ordre public, dans les conditions prévues par le projet de décision-cadre,» - dat ass dat wat mir am Gesetz schonn iwwerholl hunn - «n'est pas acceptable dans le cadre juridique établi à l'article 8.», de la Convention européenne des Droits de l'Homme, hänken ech hannendrun.

Méi däitlech an einfach kann een dat net ausdrécken. Déi national Dateschutzkommissioun seet iwwregens genee datselwecht. Och do zitéieren ech een e bësse méi laange Passus, wou iwwregens déi national Dateschutzkommissioun selwer d'Déclaration des commissaires européens à la protection des données zitéiert. Ech liesen se vir: «Après un très long et très explicite débat, il a été établi, selon l'article 15 (1)» vun der Direktiv «que la conservation des données de trafic à des fins policières doit remplir des conditions strictes: dans chaque cas la conservation des données doit être prévue pour une période limitée et constituer une mesure nécessaire appropriée et proportionnelle dans une société démocratique.» An dat ass e ganz wichtegt Wuert!

«Lorsque des données de trafic doivent être conservées, sa nécessité doit être démontrée» - an et ass net pauschal ze beweisen, dass vu jiddferengem seng mussen zréckbehale ginn - «la période de conservation doit être aussi courte que possible» - et ass also och ganz kloer, dass dat heescht, dass se net fir jiddferee kann d'selwecht laang sinn; aussi courte que possible, et ass individuell festzemaachen, an net pauschal fir sämtlech Handysbenotzer am ganze Land - «et cette pratique doit être clairement établie par la loi, de façon à prévenir tout accès illégal ou autre forme d'abus. La conservation systématique de tout type de données de trafic pour une période d'un an ou plus serait clairement disproportionnée et par conséquent inacceptable.» Och dat un Däitlechkeet net ze iwwerbidden.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech kéint där Zitater nach méi drunhänken. Ech mengen awer de Punkt ass kloer gemaach. Ech wëll just awer duerfir ofschléisse mat engem leschten Zitat, an zwar iwwer Grondrechter an aus dem Traité iwwert d'europäesch Verfassung, dee vu ville Leit schlecht gemaach gëtt.

Ech wëll nach eng Kéier rappeléieren, dass an deenen éischten zwou Partië vum Traité iwwer eng Verfassung fir Europa och iwwert déi dote Rechter Aussoen drastinn. Dat ass an der Partie 1, beim Artikel 51, deen heescht «Protection des données à caractère personnel», wou kloer drasteet wat de Prinzip ass. De Prinzip ass: «Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.» Dat an net säi Contraire ass de Prinzip.

Och dat gëtt e weideren Acquis, wa mer hei zu Lëtzebuerg, an an deenen anere 24 Länner hoffentlech och, dësen Traité ratifizéieren. Net de Contraire ass de Prinzip, dat do ass de Prinzip. An et ass net de Prinzip, dass vu jiddferengem kënne privat Donnéeë gespäichert ginn iwwer ee ganzt Joer. Dat muss d'Ausnahm bleiwen. Och dat steet heidranner, ass heidranner verankert.

Dat steet och nach op enger anerer Plaz am Traité dran. An der zweeter Partie vun deem Text steet am Artikel 67 an am Artikel 68 erëm eng Kéier erwähnt, wat d'Prinzipie sinn, an de Rescht sinn d'Ausnahmen. An d'Ausnahme kënnen net verallgemengert ginn. De Prinzip, Artikel II-67, Respect de la vie privée et familiale. An do steet näischt hannendrun, Här Schiltz. Ech liesen herno och den zweeten Alinea gäre mat.

Beim Artikel II-67, Titel „respect de la vie privée et familiale", steet dran: «Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de ses communications.»

Nächsten Artikel, do steet näischt hannendrun, dat ass de Prinzip. Dat a keng Ofschwächung dovun, an net de Contraire dovun.

Artikel II-68, do gëtt erëm eng Kéier deen Artikel vu virdrun zitéiert. Bien entendu gëtt et dozou Ausnahmen, dat ass deen Alinea 2 op deen Der wëllt verweisen, Här Schiltz. Natierlech gëtt et d'Ausnahm am Fall vun enger Enquête judiciaire, do si mer eis ganz eens. Mä de Punkt ass ebe just deen, dass dat d'Ausnahme sinn, an déi kënnen net op deeselwechte verallgemengerten Niveau gehuewe gi wéi de Prinzip, an déi Avisën, déi ech lech virdrun zitéiert hunn, loossen un Däitlechkeet näischt ze wënschen iwwreg.

Dat ass ee Grond fir sech mat dësem Text hei ze beschäftegen an eventuell den 10. Juli mat Jo ze stëmmen. An ech géing lech bieden, Här Schiltz, op déi zwou méi prinzipiell Froen, den Avis zu der Initiativ vun de véier Länner, d'Haltung vun der Lëtzebuerger Regierung dozou, respektiv déi Fro vum Passage vun héije Fonctionnairen an d'Privatwirtschaft, notamment beim Régulateur, vläicht eng Stellungnahm vun der Regierung ze ginn; dofir stëmme mer beim leschte Projet mat Nee, bei deenen dräi éischte mat Jo.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Klein ageschriwwen. Här Klein, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Merci de Rapporteure fir hir Rapporten an och fir dat Gescheck, dat se gewisen hunn, fir d'Kommissioun duerch déi ganz wichteg a komplex Matière hei ze féieren, komplex um Plang vun der Juristerei an och vun der Technicitéit. Dat war wierklech eng schwéier Matière, déi Neiland war fir deen een oder anere vun der Kommissioun.

Dir Dammen an Dir Häre, e puer Wuert zum ILR, zum Institut Luxembourgeois de Régulation. Et ass scho gesot ginn, mä ech wéilt et nach eng Kéier hei widderhuelen, dass d'Source vum deem Institut do op d'Gesetz vum 21. Mäerz 1997 iwwert d'Telekommunikatiounen zréckgeet, wat ofgeruff gëtt iwwert de Projet de loi 5178, dee mer haut sollen hei stëmmen, an deen de Libellé huet „Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques". Deemools huet den Institut luxembourgeois des Télécommunications, wéi en du geheescht huet, ganz wichteg Kompetenzen an Attributioune kritt, wann een dat Gesetz vun 1997 noliest. Den ILR war de Garant vun der korrekter Ëmsetzung vum Geescht an den Dispositioune vun deem Gesetz a vun deenen, déi nach kommen, oder duerno komm sinn, a wou den Institut och agebonne ginn ass.

Och déi aner Gesetzer, déi mer haut hei stëmme wäerten, am ganzen Dossier Télécom, ginn dem ILR wäitgehend Kompetenzen a Missiounen. E kann zum Beispill och zwéngend Décisiounen huelen, e beréit den zoustännege Minister, e mécht Propositiounen, e formuléiert Avisën, elo zum Beispill bei Geleeënheet zum Système de brouillage fir d'Ausschaltung vun de GSMen am Prisong. Déi Circulaire hu mer jo alleguer kritt, déi Leit, déi an der Kommissioun waren. D'Exécutantë vun dem Gesetz, déi hunn och ganz wichteg Funktiounen. En Deel vun de Fonctionnairen, déi vum Minister designéiert gi sinn, dat ass d'Gesetz vun 1997, hunn d'Qualitéit vum Officier de police judiciaire kritt.

Et ass just eng Fro do. Duerch d'Abrogatioun vum Gesetz vun 1997, wat geschitt elo mat deene Leit, déi déi Qualitéit kritt haten an déi se an Zukunft nach kéinte kréien, wann de Geescht vun deem Gesetz géing bleiwen? Mä dat ass jo ofgeruff ginn, oder et gëtt ofgeruff duerch den 5178. Wéi fonctionnéiert dat dann elo mat der Qualitéit vun den Officiers de police judiciaire, déi jo d'Attributioun hu fir Infractiounen zum Gesetz ze constatéieren an ze recherchéieren? Ech hunn elo déi legal Basis an deene Gesetzer vermësst. Sauf erreur de ma part hunn ech néierens gesinn, dass dat vun 1997 mat an en neit Gesetz iwwerholl ginn ass.

Lues a lues huet also den ILR méi grouss Missioune kritt, besonnesch och duerch d'Gesetz vum 24. Juli 2000 iwwert d'Organisatioun vum Elektrizitéitsmarché, de 15. Dezember 2000 d'Service-postalen, an 2001 wat de Marché vum Äerdgas ubelaangt. Et ass nach net um Enn, an nach nei Gesetzer wäerte geschafe ginn, duerch déi den ILR Kompetenze kritt.

Den ILR muss also eng robust Struktur kréien, eng nei Organisatioun, déi an dësem Projet de loi festgehale ginn ass. D'Organisatioun muss gutt fonctionnéieren an dat soll mat dësem Gesetz geschéien. Et ass en organescht Gesetz, wat eng autonom Organisatioun fir den ILR schaaft. Den ILR gëtt en Établissement public, en Établissement public, deen un déi generell Regelen sech ulehnt, déi an enger Regierungsinstruktioun vum 11. Juni 2000 festgeluecht gi sinn.

Mir hunn nach ëmmer kee Kadergesetz iwwert d'Établissements publics. Dat ass eng Situatioun, déi schonn x-mol reklaméiert ginn ass; et ass awer nach keent do. Ëmmerhin, déi hei Instruktioun gëtt prezis Orientatiounen, wou ee sech kann drun orientéieren. Mä och d'Kommissioun, déi zoustänneg Kommissioun huet dat nach eng Kéier kritiséiert, dass bis elo nach kee Kadergesetz gemaach ginn ass iwwert d'Établissements publics.

Wat d'Missioune vum ILR ubelaangt, do renvoyéiert dëst Gesetz op Texter, Gesetzer a Reglementer, déi him Kompetenzen zougestinn. Zum Finanzement vum ILR, do mécht och dat organescht Gesetz hei Referenz op aner Gesetzer, wou de Finanzmodus virgesi ginn ass.

Déi Inscriptioun do vun de Kompetenzen, vun de Missiounen a vum Finanzement, dat ass gefuerdert gi vun de Chambres professionnelles, vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics an och vum Statsrot. Deem ass dann och schlussendlech an dem definitiven Text Rechnung gedroe ginn.

D'Responsabilité civile vum ILR kann och vun Opérateuren, Clienten, déi geschiedegt gi sinn, invoquéiert ginn, nëmmen am Fall vun enger Faute grave, wat am Fong net konform ass zu deenen allgemenge Bestëmmunge vum Gesetz vun 1988 iwwert d'Responsabilitéit vum Stat a vun de Gemengen a vun den öffentleche Kollektivitéiten, wou virgesinn ass, dass och fir ee méi klenge Feeler oder manner grave Négligencë kann den Auteur vun engem Schued belaangt ginn. Hei ass dat net esou. Et muss eng Faute grave virleien, fir dass eng Aktioun, e Recours en dommages et intérêts ka géint den ILR gemaach ginn.

D'Nominatioun vun de Membere vum Conseil d'administration vum Établissement public ass och ganz kloer festgeluecht. D'Gesetz gesäit och vir, datt d'Membere vum Conseil d'administration onofhängeg musse si par rapport zu den Entreprisen oder den Organisatiounen, déi ënnert d'Surveillance vum ILR falen ënnert der Sanktioun vum Artikel 245 vum Code pénal, wat d'Immixtion ubelaangt. Dës Bestëmmung hat dem Statsrot net convenéiert an hien huet gesot, am Fong géing keen operationelle Lien bestoen tëschent dem Conseil d'administration an deenen Organisatiounen. Mir hunn dann als Kommissioun et méi ubruecht fonnt, fir dat stoen ze loossen, fir eng total Indépendance tëschent dem Conseil d'administration an deenen aneren, de Clienten oder den Opérateuren, anzeféieren.

De Kader vun de Beamten ass och festgeluecht ginn, souwuel am technesche wéi och am administrative Beräich, wéi d'Qualifikatioun, déi ganz diversifzéiert muss sinn, well jo d'Fonctionnairen - déi technesch an déi administrativ - an deene verschiddenste Beräicher mussen aktiv sinn. Si kënnen och - besonnesch déi, déi eng speziell Ausbildung hunn - eng supplementar Indemnitéit bezéien. Dat ass och am Hibléck, fir de Recrutement méi attraktiv ze maachen, eng ganz gutt Dispositioun.

Den Här Braz huet elo grad de Problem opgeworf iwwert de Passage vun engem, deen am ILR schafft, engem Fonctionnaire, dee sech do Erkenntnisser erworben huet, wéi dat sollt regléiert ginn, wann deen erëm zréck an de Secteur privé geet. Dat schéngt mer eng ganz interessant Fro ze sinn, déi enger ganz komplexer Diskussioun och misst ënnerworf ginn.

D'Fonctionnairen däerfen och kee Lien mat den Organismen hunn, wéi och d'Membere vum Conseil d'administration. Dat schéngt mer och eng ganz normal Saach, dat och ënnert der Sanktioun vum Artikel 245, wann dat net agehale géif ginn.

Wéi gesot, dat hei ass e ganz wichtege Projet de loi, wat de Fonctionnement vum ILR, d'Organisatioun, de Statut vun de Beamten, d'Fonctionnairë vum ILR ubelaangt, e wichtegt Kadergesetz, fir dass den ILR ka seng Missioun voll a ganz erfëllen. Dofir wëll ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn.

M. le Président.- Merci, Här Klein. Als leschte Riedner ass den Här Schreiner agedroen. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll nach e puer Wuert soen zum Projet de loi 5181 iwwert den Dateschutz am Secteur vun den Telekommunikatiounen. Fir d'alleréischt wëll ech awer domadder ufänken, dass ech dem Rapporteur, dem Patrick Santer, Merci soe fir säin excellente schréftlechen a mëndleche Bericht an och déi Aarbecht, déi vill Aarbecht, déi hie sech am Virfeld domat gemaach huet.

Et ass e ganz wichtege Projet - an ech wëll net hei op all déi Aspekter nach eng Kéier agoen, déi hei scho gesot gi sinn -, mat deem mer déi zwou europäesch Direktiven iwwert den Dateschutz am Secteur vun der Telekommunikatioun an nationaalt Recht ëmsetzen.

D'Direktiven hu jo zum Zweck am Kader vum Marché intérieur vun der Telekommunikatioun eng Harmoniséierung vum Dateschutz, awer och vun der Transmissioun vun den Donnéeën an all deem, wat do hannendrun hänkt, ze realiséieren.

Et ass en importent Gesetz, dat ass scho gesot ginn, dat e Secteur couvréiert, deen duerch déi permanent a rasant technologesch Evolutioun ganz vulnérabel ginn ass, wou en ëmmer méi grousse Public op eng dach ëmmer méi einfach Aart a Weis an zu ëmmer méi gënschtege Konditiounen Accès kritt zu Donnéeën, déi eigentlech perséinlecher Natur sinn. Hei geet et ëm d'Vertraulechkeet vun de Kommunikatiounen. Et geet ëm d'Conservatioun vun den Donnéeën, a wa jo zur Conservatioun, da wéi laang an zu wéi enge Konditiounen? Mä virun allem muss et hei drëm goen a geet et och drëm, fir den Utilisateur oder de Konsument ze schützen an ze verhënneren, dass perséinlech Date mëssbraucht ginn.

Et geet also drëm perséinlech Donnéeë géint abusiv Traitementer ze schützen, ouni op d'Avantagen op där anerer Säit vun den neien Technologien ze verzichten. Dat ass e Spagat, e Spagat tëschent op där enger Säit den Intérêtë vun deem, deen d'Modalitéiten an d'Finalitéite vum Traitement festleet, an

op där anerer Säit de Rechter an de Fräiheete vun der betraffener Persoun. Esou en Equiliber ass ganz schwéier zustan ze bréngen an net ëmmer evident an der Praxis ëmzesetzen. Dat wësse mer an dat stelle mer och dagdeeglech fest bei der Applikatioun vum allgemengen Dateschutzgesetz aus dem Joer 2002.

Vill méi einfach wier et gewiescht, wa mer entweder all Traitementer vu perséinlechen Donnéeë verbueden oder alles ouni Aschränkung zougelooss hätten. Mä dës zwou extrem Situatioune si weder realistesch nach wënschenswäert. Et ass also héich Zäit ginn, dass mer och an dësem Beräich légiféréieren, net nëmme wéinst den europäeschen Obligatiounen, déi mer hunn, mä virun allem, well e groussen Handelsbedarf an deem ganze Beräich do besteet. Mir bekennen eis duerfir och als sozialistesch Fraktioun zu de Grondgedanken, déi den Direktiven an och dem Regierungsprojet hei zugronn leien.

Et ass awer interessant, och an deem Kontext ze ënnersträichen, dass den Ausgangspunkt vun der Direktiv net de Schutz vum Eenzelne géint de Mëssbrauch vun Daten, déi seng Persoun uginn, ass, mä et handelt sech hei ëm eng Marché-intérieur-Direktiv, wou et drëm geet duerfir ze suergen, dass den europäesche Bannemaart sech voll kann entfalen, dass d'Transmissioun vun Date méiglechst fräi zirkuléiere kann an dass et net duerch verschidden national Regelen, déi den Dateschutz oder d'Transmissioun vun Donnéeën uginn, zu Konkurrenzdistorsiounen tëschent den eenzelne Länner oder tëschent eenzelnen Entreprisë kënnt.

Duerfir also déi Vereenheetlechung respektiv Harmoniséierung vun den nationale Bestëmmunge wat d'Dateveraarbechtung an Europa ugeet. Et ass also am Kontext och, dat muss ee gesinn, vun enger Marché-intérieur-Direktiv wou mer eis mussen ausernee setze mat de Schutzbestëmmungen, fir perséinlech Rechter a Fräiheeten ze garantéieren.

Den Numm vum Projet de loi ass och duerfir vläicht e ganz bëssen irreféierend, well en eigentlech déi éischt Komponent, déi fräi Transmissioun vun den Donnéeën, wat eng vun den Zilsetzunge jo ass um europäesche Plang, net erëmgëtt, mä ausschliesslech eigentlech vum Dateschutz schwätzt respektiv vum Schutz vun der Persoun an dass hir perséinlech Daten net mëssbräichlech benotzt kënne ginn.

D'Fro, déi sech an dësem Zesummenhang och stellt, ass déi: Wéi kënne mer de Prinzip vun der fräier Zirkulatioun vu perséinlechen Date mat dem Schutz vun der Privatsphär an Aklang bréngen? Et muss een also genau ofweien oder e genaut Ofweie maache vun deene verschiddene Wäerter, Grondprinzipien, déi hei a Konkurrenz zuenee stinn, fir ze probéiere méiglechst eng ausgeglachen, eng logesch Léisung ze fannen.

Och musse mer et fäerdeg bréngen, eng Rei vu Perséinlechkeetsrechter mat der technologescher Entwécklung ze verflechten an zu engem prekäre Gläichgewiicht ze bréngen. D'europäesch Direktiv huet dat grosso modo fäerdeg bruecht. Si fixéiert en akzeptabelen, e relativ héije Schutz um Niveau fir d'Persounen. Dat ass och gutt esou an dat spigelt sech och an enger Rei vu wesentleche Merkmaler vun deem neie reglementaresche Kader erëm.

Fir d'éischt emol d'Recht op Informatioun. D'Noutwendegkeet, dass am Prinzip jiddferee muss seng Zoustëmmung gi fir d'Veraarbechtung vun den Daten. De fräien Zougank zu den Daten. D'Recht sech ze opposéiere wann een net wëllt, dass seng Daten zu engem gewëssen Zweck benotzt a veraarbecht ginn. D'Recoursméiglechkeete bei enger onofhängeger Autoritéit respektiv bei de Geriichter an enger zweeter Phas. D'Iddi vun der Transparenz, déi verankert ass an dësem System. Dat alles si Punkten, déi eigentlech d'Positioun vum Bierger stäerke géigeniwwer enger exzessiver Dateveraarbechtung a méigleche mëssbräichleche Benotzunge vu perséinlechen Donnéeë vun de Leit.

Date sammelen a besonnesch d'Dateveraarbechtung, well et ass déi jo, déi hei viséiert ass, muss enger legitimer Zilsetzung entspriechen. Dat ass dee Grondgedanken, deen dëser ganzer Législatioun zugronn läit. Mä et geet net duer Regelen ze fixéieren a Gesetzer ze stëmmen. Et geet besonnesch drëm fir déi Regelen och bekannt ze maachen, fir dass se akzeptéiert ginn ähnlech wéi beim allgemengen Dateschutzgesetz vun 2002 an dass se da schlussendlech och respektéiert gi vun de Leit, vun all deenen, déi an dësem Beräich Dateveraarbechtung maachen.

Dann ass et natierlech och wichteg, dass et Kontrollorganer gëtt oder Kontrollmechanisme gëtt, fir d'Iwwerwaachung vun der Gesetzesausféierung kënnen duerchzeféieren. Dozou gehéiert jo och déi national Kommissioun, déi duerch d'Gesetz vun 2002 agefouert ginn ass, déi onofhängeg ass an déi d'Befugnis huet, anzegräifen an och disziplinaresch Moossnamen huele kann. Et ass also wichteg, dass een opkläert, informéiert an duerfir suergt, dass déi néideg Mechanismen, dass d'Ausféierung vum Gesetz och tatsächlech stattfënnt.

An enger entwéckelter an héich technologiséierter…

(Interruption)

Et ass e schwéiert Wuert, jo.

…Informatiounsgesellschaft muss genügend Fräiraum och an Zukunft bleiwen, fir d'Privatliewen, de Respekt vum Eenzelnen a senger Privatsphär. Op där aner Säit ass et natierlech och esou, dass d'Dateveraarbechtung haut e feste Bestanddeel ginn ass vun eisem ganze wirtschaftlechen a gesellschaftleche Liewen. Dass et do méiglech muss sinn, dat weider kënnen ze entwéckelen, fir dass mer net do hannendru geroden.

Mir sinn also als Fraktioun mat der Grondausriichtung vun dësem Text d'accord. Ech wëll awer vläicht nach eng Kéier d'Aufgabe vun engem modernen Dateschutzgesetz an Erënnerung ruffen, esou wéi mir et verstinn an et och schonn 2002 bei der Diskussioun vum allgemenge Gesetz zum Ausdrock bruecht hunn.

Éischtens emol, den Dateschutz, dee muss effektiv sinn. Dat heescht e muss op wesentlech Bedrohunge reagéieren an e muss enger ganz wierksamer Kontroll ënnerleien.

Zweetens, den Dateschutz muss risikogerecht ëmgesat ginn. Dat heescht de Schutz muss an enger vernetzter, enger all Beräicher ëmfaassender Dateveraarbechtung nach garantéiert bleiwen.

Drëttens, den Dateschutz muss verständlech sinn. Dat heescht e muss einfach, iwwersiichtlech a kloer strukturéiert sinn.

A véiertens, den Dateschutz muss och attraktiv sinn. Den Opwand, dat heescht déi Flichten, déi ee muss leeschten, mussen an engem vernünftege Verhältnis zum Ertrag och stoen. Den Ertrag, dat heescht Selbstbestëmmung, Vertrauen a Sécherheet, déi een duerch dëse System ka kréien.

Mir hu schonn iwwert d'Gesetz vun 2002 geschwat, an de Patrick Santer huet dat méi ausféierlech gemaach, huet och gesot, et entsprécht sécher net dëse Kritäre vun engem modernen a wierksamen Dateschutz. Et muss also onbedéngt zu weideren Adaptatioune vun der Gesetzgebung kommen opgrond vun der praktescher Erfahrung, déi gemaach gouf, an och mat deenen oft schwéierfällegen administrative Weeër, déi dësem Gesetz zugronn leien.

Mä awer och opgrond vun der gesellschaftlecher Entwécklung, speziell och am Informatiounsberäich, déi och nach net op dem Niveau vun haut wäert stoe bleiwen, mä sech wäert explosiounsaarteg an deenen nächste Jore weiderentwéckelen, a wou kee genau ka soen, a wat fir eng Richtung dat higeet.

An deem Sënn ënnerstëtze mir selbstverständlech och d'Motioun, déi de Patrick Santer hei agereecht huet, dass mer esou séier wéi méiglech mat enger Revisioun vum Gesetz vum 2. August 2002 befaasst ginn. D'Fro, déi bleift, ass déi, ob mer bei där explosiounsaarteger Entwécklung vun den Informatiounstechniken an enger globaler Welt vum Internet mat gesetzleche Regelen a Prozeduren iwwerhaapt nach kënnen eng Protektioun sécher a wierksam duerchzéien. Ass dat net einfach eng Illusioun, där mer eis higinn? D'Praxis vun den nächste Jore wäert dat weisen.

Als sozialistesch Fraktioun wäerte mer awer dëse Projet, well d'Grondausriichtung ganz sécher stëmmt, ënnerstëtzen. Mir mengen, dass et en éierleche Versuch duerstellt am Sënn och vum Gesetz 2002, fir verschidde Wäerter a Grondregelen, Grondfräiheete mateneen an Aklang ze bréngen, an aus dësen Iwwerleeungen eraus wäert eis Fraktioun dann och dësen Text stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Domadder ass d'Generaldiskussioun zu dësem Projet ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Minister Jean-Louis Schiltz. Här Schiltz!

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn extrem vill hei gesot ginn zu deene véier Projeten. Ech wëll och sécherlech hei kee Résumé maachen. Ech si frou, datt mer esou wäit komm sinn, datt mer haut, wann d'Chamber dee Projet hei da stëmmt, zu der Transpositioun vun deem Paquet Télécom kommen, datt mer zousätzlech dat Gesetz iwwert d'Gestioun vun de Frequenzen - ech mengen, den Här Thiel huet et virdru gesot -, en Domän wou Europa eigentlech net vill domat ze dinn huet, mä dat och hei mat dran ass, och kënnen da stëmmen, an datt mer och dat Gesetz iwwert d'Organisatioun vum ILR an deem nämlechte Kader haut kënne mat um Ordre du jour hunn.

Ech hunn et gesot, ech wëll kee Résumé maachen hei vun deene verschiddenen Dispositiounen. Ech wëll awer op de generelle Kader agoen an ech wëll och deen een oder anere Punkt vläicht awer méi am Detail beliichten.

De generelle Kader ass deen, datt haut, zéng Joer nom Schluss vum staatleche Monopol, d'Fro ubruecht ass, ob duerch déi Ouverture, déi realiséiert ginn ass a wou mer haut nach e Schrëtt weiderginn, de Client - dat heescht mir alleguer - profitéiert huet.

Ech menge wat d'Mobiltelefonie ubelaangt ass d'Äntwert sécherlech jo. D'Präisser sinn erofgaangen, gi weider erof. D'Offer huet sech diversifiéiert, an ech mengen dat sécherlech am Intérêt vum Konsument. An d'Präisser gi weider erof. Wann Der kuckt, en Débit vun engem Megabyte, deen huet Ufank 2003 nach 129 Euro kascht, Ufank 2004 36 Euro an haut 29 Euro. Ech mengen dat ass nëmmen ee Beispill wéi deen dereguléierte Kader, deen neie Kader et awer erlaabt, datt d'Präisser erofginn.

Och wann ëmmer gesot gëtt, datt d'Präisser hei zu Lëtzebuerg nach a verschiddene Punkten ze deier sinn, wëll ech ervirhiewen, datt d'OECD an enger rezenter Etüd zur Konklusioun komm ass, datt Lëtzebuerg deen niddregsten Taux hätt wat e Panier vun Télefonsservicer ubelaangt par rapport zum Revenu net vun den Awunner hei am Land. Datt mer also do och, mengen ech, op engem Wee sinn, wou de Konsument scho vun deem ale Kader profitéiert huet a weider och wäert vun deem neie Kader profitéieren. Och wat d'Entreprisen ubelaangt, mengen ech, sinn d'Präisser amgaange kompetitiv ze ginn. Dat wäert sécherlech net ännere mat deem neie Kader, dat wäert weider an déi nämlecht Richtung goen.

D'Offer huet sech och diversifiéiert. Ech brauch lech net ze soe wat haut d'Offer alles ass. Ech mengen et besteet eng effektiv Konkurrenz, eng Konkurrenz, déi och an allen Domänen amgaangen ass sech auszebauen an déi och am Intérêt vum Konsument ass, net nëmme well se en Impakt op d'Präisser huet, mä well och d'Offer méi diversifiéiert ass a jiddferee sech dat kann erauswielen, wat en da wëllt.

D'Infrastrukturen hu sech an deene leschten zéng Joer net därmoosse weiderentwéckelt. D'Capacitéit vun de Réseauen ass zwar eropgaangen, mä et sinn net elo massiv nei Infrastrukturen opgeriicht ginn, sauf am Domän vun de Satellitten a vun der Téléphonie mobile. Mä wat déi terrestresch Installatiounen ubelaangt, sinn net massiv nei Infrastrukturen derbäikomm. Duerfir ass et och wichteg, mengen ech, datt deen neie Kader den Droit de passage organiséiert.

Et ass scho gesot ginn, datt de Partage vun Infrastrukturen organiséiert gëtt. Mir kréien dann och elo an noer Zukunft e Plan sectoriel iwwert d'Antennen. An den neie Kader virun allem, mengen ech, dréit der Entwécklung och Rechnung vun deene leschte Joren, andeem nämlech - an et ass och scho vun enger Rei vu Riedner ervirgehuewe ginn - virun all Aktioun den ILR eng Analys vum Marché mécht, wat em dann erlaabt, méi cibléiert, méi individuell, méi genau a méi op d'Spezifissitéite vun deene verschiddene Fäll ugepasst ze intervenéieren. Do kënnt also nach eng Verbesserung am Kader vun deem neie Paquet op eis zou.

Generell géif ech gär bei deem Paquet, nieft deene ville Charakteristiken, déi en huet, dräi spezifescher ervirhiewen. Et gëtt eng Simplification administrative realiséiert. De Paquet assuréiert eng effektiv Konkurrenz, a leschtendlech sinn och Regele virgesinn, déi sécherstellen, datt de Konsument weider vum Marché ka profitéieren, weider sech doranner erëmfënnt mat Garde-fouen, mat Garantien. Ech kommen herno dorobber ze schwätzen.

Et ass eng Simplification administrative aus deem Grond, well net méi fir alles muss eng Autorisatioun gefrot ginn. Am 5178 ass de Prinzip dee vun der Notifikatioun, an da kann den Opérateur ufänken ze schaffen. D'Kontroll gëtt effectuéiert op Basis vun der Analys vum Marché, wou dann och den ILR eng ganz Rei, e ganzen Arsenal vu Mesurë kritt huet, op déi een da kann zréckgräifen, fir do anzegräife wou et dann net klavéiert.

De System erlaabt eng effektiv Konkurrenz. Ech hu scho gesot, datt keng Lizenze méi ausgestallt ginn, mä wéi gesot, datt den ILR ex post intervenéiert an do kuckt wou et net klavéiert. De System ass och e System, deen der technologescher Neutralitéit Rechnung dréit. Dat heescht mir ginn net méi hin a mir reglementéieren dat eent esou an dat anert esou, well déi technologesch Neutralitéit esou haut ass, datt mer alles mussen an engem Kader appréhendéieren, well déi Servicer, déi jo duerch verschidde Moyenen diffuséiert ginn, déi nämlecht sinn, an et och duerfir wichteg ass, datt mer all technologesch Moyenen appréhendéieren.

Eng effektiv Konkurrenz ass och an deem Sënn wichteg, well mer nämlech higinn an deen Telekomskader op de Konkurrenzkader alignéieren - den honorablen Här Thiel huet et virdrun och ugeschnidden ënner anerem -, sou zwar datt all Mesure vum ILR, déi eng Inzidenz huet op d'Konkurrenzrecht, muss vum Conseil de la Concurrence guttgeheescht ginn.

A virun allem profitéiert vum System de Konsument, well - ech hunn dat schonn zweemol gesot - eng Konkurrenz do ass. D'Präisser wäerte weider erofgoen, d'Diversitéit vun de Produite wäert sech weider entwéckelen. Et sinn eng Rei Garde-fouen agebaut, d'Rechter vun den Utilisateure ginn definéiert. Ech ginn net dorobber an. Et ass en Arsenal vu Mesurë virgesinn, dee ka geholl gi fir do, wou et muss sinn, ze ajustéieren an och do wou et muss sinn ze sanktionéieren an ze intervenéieren.

Finalement - an dat ass ee vun deene Punkte wou ech vläicht e bësse méi laang wëll drop agoen - de Service universel, deen ass an deem neie Gesetz garantéiert. Et kënnt fir d'éischte Kéier zu enger Definitioun vum Service universel. Dat ass 1997 bemängelt ginn. De Service universel gëtt duerch véier Komponenten definéiert: de Festnetztélefon, d'öffentlech Kabinnen, d'Télefonsbuch an de Service de renseignements, dat heescht de Renseignement téléphonique. Véier Komponente wou nach e puer accessoire Komponenten derbäikommen op déi ech elo net wëll agoen.

Dat ass en Ensembel, dat ass eng Saach, déi och nach an der Evolutioun ass, well nämlech wéi et elo ausgesäit um europäeschen Niveau déi Fro vun deem, wat an dee Service universel erakënnt oder net, erëm wäert an deenen nächste Joren op de Métier geholl ginn. Do muss ee kucken, datt et zu enger kontinuéierlecher Adaptatioun am Sënn vum Konsument kënnt, ënner anerem an de Froe vum Internet, obwuel an där heiteger Definitioun schonn drasteet, datt dat Recht op e Festnetztélefon e funktionellen Accès op den Internet och beinhalt.

Wéi gesot, dat ass eppes, wat nach weider an der Evolutioun ass, a wou Lëtzebuerg och an Europa wäert dat soen, wat et ze soen huet am Intérêt vum Konsument, datt de Konsument e Service universel huet, deen eppes daagt. Wann ech soen, e Service universel deen eppes daagt, dann heescht dat och eng Surveillance vun deem Service universel. Dat heescht eng Surveillance vun der Qualitéit. D'Minimalqualitéit gëtt vum ILR festgesat, an den ILR surveilléiert och d'Präisser vun deem Service universel, ënner anerem par rapport zum Indice des prix à la consommation, an e kann och Encadrementsmesurë festsetzen, wat déi Präisser ubelaangt.

Finalement ass och nach wichteg ze soen, datt wann dee Service universel emol eng Kéier net méi sollt assuréiert ginn, kann et zu engem Appel d'offres kommen, a wann deen ouni Resultat ass, kann de Service universel enger oder méi Entreprisen imposéiert ginn. Ech mengen also, datt dat e Kader ass, dee stëmmt, e Kader ass, wou mer awer weider ëmmer periodesch wäerte kucken, ob en erëm stëmmt, well d'Evolutioun geet weider an et ass also net auszeschléissen, datt déi véier Komponenten elo op nationalem Niveau oder op EU-Niveau an deenen nächste Jore wäerten ännere.

D'Droitë vun den Utilisateure ginn och festgesat an deem Kader. Och dat ass eppes wat am Intérêt vum Konsument ass. Hien huet d'Recht op komplett Informatiounen, hien huet d'Recht op transparent Informatiounen, hien huet d'Recht op Informatiounen, déi vergläichbar sinn. Ech ginn do net an den Detail eran.

Finalement gëtt am éischte Projet, am 5178, och den Droit de passage an de Droit de partage vun den Infrastrukture regléiert. Dat war e Sträitpunkt am 97er Gesetz. Dat war e Punkt wou Lëtzebuerg och condamnéiert gi war am Joer 2003 vun der Cour de Justice vun der Communauté européenne. Dat ass eng technesch komplizéiert Fro, obwuel et esou ass, datt déi meescht Infrastrukture jo leien. Et ass scho gesot gi virdrun, d'Prinzipie vun 1997 bleiwen. Si ginn awer nei ausgeluecht. Si gi besser reglementéiert.

Et ass esou, datt et zu enger Konventioun kënnt, wann et e Passage ass iwwert den Domaine public, an datt eng Permission de voirie ausgestallt gëtt am Strossen- a Schinneberäich. Et ass esou - dat ass och vu menge Virriedner gesot ginn -, datt keng Taxen do kënnen imposéiert ginn, a virun allem gëtt den Akzent geluecht op d'Deele vun deenen Infrastrukturen. Dat heescht datt, all Kéiers do wou eng Demande kënnt, gekuckt gëtt, ob déi Demande net kann zefridde gestallt ginn, an deen, dee freet, eng Infrastruktur opzeriichten, eng existent Infrastruktur mat engem aneren deelt, an dann, wa se sech do net eens ginn, ass et och den ILR deen tranchéiert.

Virun allem ass am Gesetz och festgehale ginn, datt déi Infrastrukturen an deene mannst schiedleche Konditioune mussen opgeriicht ginn, datt se mussen esthetesche Kritäre Rechnung droen an datt se mussen Environnementskritäre Rechnung droen. Alles an allem bréngt eis dee Projet 5178 en zolitte Schrëtt weider. En erlaabt eis nach méi ee kompetitive Kader ze schafen, deen zur gläicher Zäit awer och d'Rechter vum Konsument festegt. Ech mengen dofir, datt dee Projet an déi richteg Richtung geet. Wéi gesot, et ass keng figéiert Matière; d'Matière geet weider. Ech mengen, mir hätten awer elo hei een zolitte Kader virgeluecht fir déi nächst Joren.

Op d'Frequenze wëll ech hei vläicht net weider agoen, mat Ausnahm vun engem Punkt; Den Här Klein huet d'Fro soulevéiert, ob déi Officiers de police judiciaire, déi am ILR mol eng Zäit bestan hunn, an haut och nach bestinn, ofgeschaf ginn. Et ass sou, datt Problemer deemools bestanen hunn am Beräich vum CB-Funk, dee vum noen Ausland erakomm ass. Deemools ass gesot ginn, datt et wichteg wier, fir déi Emetteure vu Radiodiffusioun ze kontrolléieren, dass och Leit, déi Kompetenzen am ILR hätten, géifen assermentéiert ginn als OPJ. Entre-temps huet de Savoir-faire vun der Police sech ausgebaut.

Den Artikel 9 vum 5179 gesäit elo eng ganz Rei Méiglechkeete vir, duerch déi de Minister och ka Leit mandatéiere fir dann do ze kucken, wou déi Brouillagë sinn a fir déi Mesuren ze huelen, déi musse geholl ginn. E kann och mam Accord vum President vum Tribunal deene Brouillagen en Enn setzen.

Den Artikel 9 - ënnen - gesäit vir, datt wann de President vum Tribunal an deene Kaderen, wou Saisien oder Perquisitioune wären, intervenéiert, hien een oder méi Officiers de police judiciaire designéiert, déi mat bei den Operatiounen dobäi sinn. Ech mengen also, dat wier am neie Gesetz iwwert dee Wee do couvréiert.

Beim 5180 iwwert d'Organisatioun vum ILR wëll ech mech vläicht dorobber beschränken, fir ze soen – zum Cadre organisationnel vum ILR – datt den IRL nei Funktioune kritt huet an datt den ILR och nach, selon le cas, nei Funktioune wäert kréien. Ech sinn der Meenung, datt all Kéiers do, wou mir mengen, datt een Organe de régulation besteet, wat gutt zousätzlech Missioune kann erfëllen, mir dat solle maachen, well et huet kee Wäert, datt mir nach 37 Autoritéite parallell kreéieren. Mä wéi gesot, et muss awer séchergestallt ginn, datt dat Institut déi Mesuren an dee Secteur och ka betreien.

Fir op dem Här Braz seng Fro anzegoe vum Iwwergang vun de Beamten an de Privatsecteur, géif ech soen, Här Braz, datt et jo esou ass, datt d'Politik net kann déi sinn, datt mir den Iwwergang vum Privatsecteur an den öffentleche Secteur a vice versa blockéieren. Ech mengen, dat ass net den Zweck vun der Übung. Mir kënnen d'Leit och net ustrécken.

Ech sinn awer mat lech eens, datt dat effektiv a verschiddene Fäll kann ee Problem duerstellen, och wann ech ze bedenke ginn a soen, datt déi Confidentialitéit an déi Obligatiounen u Secret, déi déi Beamten hunn, jo weider bestinn, och wa si net méi am Service vun deem Institut oder vun engem aneren Institut sinn. Dat ass also schonn een éischte Punkt, mengen ech, dee wichteg ass ervirzehiewen.

Op där aner Säit soen ech awer, datt, esou laang mir net an d'Richtung gi fir Iwwergäng ze blockéieren, ee sécherlech déi Fro do sollt traitéieren am Kader vun där méi weider Fro vum Statut vun den Établissements publics. Op Basis vun der Instruktioun, déi do ass, stelle sech sécherlech och esou Froe wéi déi heiten. Wéi gesot, et ka kee Blocage sinn, mä ech mengen awer och, datt een déi Fro konstruktiv soll ugoen.

Ech kommen dann, Här President, op dee leschte Projet, den 5181, deen eng Rei Saache reglementéiert, deen d'Sécuritéit vun de Kommunikatioune garantéiert, an d'Confidentialitéit vun de Kommunikatiounen, och eng Fro, déi den Här Santer opgeworf huet, regelt. Déi Fro vun den Transactions commerciales vun de Banken, bei deenen d'Gespréicher enregistréiert ginn, gëtt och do geregelt. Dat ass eng gutt Saach. Da gëtt och iwwert d'Identifikatioun vun de Linne geschwat, iwwert d'Annuairen; a finalement gëtt iwwert déi Fro geschwat vun der Conservatioun vun den Donnéeën.

Ech géif gären dozou eng Rei Remarquë maachen. Ech géif gär fir d'éischt soen, datt et jo net esou ass, wéi den Här Braz dat hei gesot huet, datt mir do eis am Domän vum Arbiträr befannen, well mir zwar nämlech eng genau Reglementatioun virgesinn hunn.

Ech weess och mech ze erënneren, datt ech an der Kommissioun lech e puer Mol gefrot hunn, wéi Dir lech da géift d'Ausriichtung vun deem Text virstellen. Do hutt Dir mir awer ni dorop geäntwert, Dir hutt ëmmer Blocage gemaach an Dir hutt gesot, Dir wäert eigentlech radikal dogéint. Dofir…

(Interruption)

Selbstverständlech!

M. le Président.- Den Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Just dat heiten: Esou net, Här Minister, gell! Dat do ass e bëssen einfach!

Also éischtens, dat Wuert „arbiträr" hunn ech net gebraucht; dat Zweet, wann Dir een alternativen Text wëllt hunn zu deem, wat Dir virgeschloen hutt, do braucht Dir just den Avis zu dësem Projet de loi vun der Commission nationale de la protection des données ze liesen, déi hunn en Alternativtext virgeschloen, deen een ouni Problem hätt kënnen huelen. Schwätzt - dat wier méi fair - iwwert d'Argumenter, déi opbruecht ginn, d'Mënscherechtskonventioun Artikel 8 Alinea 2. Déi do Zocht Ënnerstellung ass e bëssen einfach.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications.*- Ech mengen, Här Braz, ech hunn lech näischt ënnerstallt hei.

Ech mengen, datt et esou ass, datt mir am Detail iwwert déi Dispositioun an der Kommissioun diskutéiert hunn, an datt och erkläert ginn ass, an ech ginn déi Erklärungen dann hei nach eng Kéier. Op Basis vun deenen Erklärungen ass net eng alternativ Formulatioun proposéiert ginn. Dir erlaabt mir awer dobäi ze bleiwen. Ech soen lech zum Beispill, datt wat d'Facturen ubelaangt jo eng Dispositioun vu sechs Méint drasteet. An ech soen och, datt déi zwielef Méint, déi hei drastinn, dat ass elo fir mech keen definitiven Dogma, dat heescht ech mesuréieren dat gären en vue vum Resultat vun deenen europäeschen Diskussiounen, op déi ech elo direkt hei wäert kommen.

Ech mengen, Dir hutt et selwer gesot, datt et bei där Dispositioun hei effektiv dorëm geet fir verschidden Donnéeën ze halen. Et sinn nëmme verschidden Donnéeën an net all Kategorië vun Donnéeën, well d'Kategorië vun Donnéeë ginn nämlech par Règlement grand-ducal festgemaach. Et ass also net all Donnée nécessairement.

Dat heescht, et gëtt genau determinéiert, wat fir eng Donnéeën do gehale ginn, a bei deenen Donnéeë besti jo massiv Garantien. Den Text vum Artikel, ëm deen et geet, ass jo net fir näischt - et ass den Artikel 5 - esou laang, an et ass net fir näischt, datt deen d'Obligatioun den Opérateuren operleet, datt kee kann zu deenen Donnéeën accédéieren. Dat ass also eng zousätzlech Garantie. Et ass esou, datt fir d'Facturen d'Donnéeën - ech hunn dat virdru gesot - sechs Méint conservéiert ginn. Hei sinn et zwielef Méint, dat ass also net wäit aus de Féiss.

Et ass och esou, datt allgemeng unerkannt ass, ech mengen och vun lech, datt et eng Dispositioun ass, déi utile ass, wann de Kader stëmmt, an de Kader stëmmt hei, am Kampf géint d'grenziwwerschreidend Kriminalitéit.

Sou. Elo ass et awer esou, datt wa mir hei vu grenziwwerschreidender Kriminalitéit schwätzen, datt et, mengen ech, awer absolut sënnvoll ass, datt et eng europäesch Regelung zu där Fro do gëtt, well wa mir wëllen d'grenziwwerschreidend Kriminalitéit heimadder appréhendéieren, da schéngt et mir jo awer esou ze sinn, datt déi Durée de conservation muss an deene verschiddene Memberstaten déi nämlecht sinn.

Ech soen lech elo schonn, datt mir als Lëtzebuerger Regierung där Durée, déi wäert aus den europäeschen Diskussiounen erauskommen, wäerten dann hei och Rechnung droen. Ob et elo méi laang gëtt oder manner laang gëtt, dozou kommen ech.

Dir hutt richteg gesot, datt ee Projet de décision-cadre virgeluecht ginn ass vu Frankräich, Irland, Schweden a Groussbritannien. Dee Projet huet an enger éischter Phas eng Durée de conservation vun den Donnéeë vun zwielef bis 36 Méint virgesinn. Et leien elo Texter vir an den Diskussiounen, wou tëschent zwielef an 48 Méint diskutéiert ginn. Mir sinn also de Moment op dem Minimum vun deem, wat op europäeschem Niveau diskutéiert gëtt, a wa mir vu Bekämpfung vu Criminalité transfrontalière schwätzen, mengen ech, kann et och net esou sinn, datt de Subsidiaritéitsprinzip hei, deen lech jo och um Häerz läit, spillt, datt all Land dat ka selwer reglementéieren, da brauche mir à un moment donné eng europäesch Regelung.

Wéi gesot, d'Diskussioune sinn ugaang op Basis vun dem Projet décision-cadre, déi vun deene véier Länner virgeluecht ginn ass. Déi Diskussioune sinn nach laang net ofgeschloss. Et si jo och Parteikolleege vun lech, oder fréier Parteikolleegen, déi - well dat ass de Moment am Pilier JAI wou dat diskutéiert gëtt - do wäerte matdiskutéieren, an ech si gespaant och emol fir d'Meenung ze héieren da vu Leit wéi dem Här Schily zu där Fro do.

(Interruptions diverses)

Wéi gesot, dat wat mir hei virgesinn, sinn zwielef Méint. Wat virgesinn ass, sinn och net all Donnéeën, wat virgesinn ass, sinn déi Donnéeën, déi iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht ginn.

An da wëll ech awer vläicht nach eppes soen, dat ass, datt, wann e Recht constitutionnel verbrieft gëtt, a genau wéi Dir hunn ech och gutt Lecturen, wann e Gesetz constitutionnel verbrieft ass, dann heescht dat net, datt dat net ka reglementéiert ginn, an dann heescht dat och net, datt et zu deem Recht keng Ausnahmen dierfe ginn. Dir hutt dat selwer gesot. Mir hunn hei wéi gesot eng strikt Reglementatioun, déi eng strikt Durée virgesäit, déi strikt Konditioune virgesäit.

Fir op d'Europäesch Constitutioun zréckzekommen: Deen Artikel, ëm deen et geet, ass den Artikel II-68, wou Folgendes steet: «Toute personne a droit à la protection des données à caractère personnel la concernant.», dat hutt Der virgelies. An dann: «Ces données doivent être traitées loyalement, à des fins déterminées et sur base du consentement de la personne concernée ou en vertu d'un autre fondement légitime prévu par la loi.»

Ech menge mir wären hei an deem leschte Fall, mä wéi gesot d'Diskussioun geet op europäeschem Niveau weider, mir wäerten eis an deen europäesche Kader areien. En attendant hu mer déi do Dispositioun.

Voilà, Här President, ech kommen zum Schluss. Ech mengen, datt mer e Pak hei virleien hunn, deen et erlaabt, weider zu Lëtzebuerg kompetitiv ze sinn am Domän vun den Telekommunikatiounen, fir op e Punkt zréckzekommen, deen den Här Maroldt soulevéiert huet, datt dee Kader stëmmt, datt et e Kader ass, deen eng effektiv Konkurrenz erlaabt.

Datt et op där anerer Säit e Kader ass, deen d'Rechter vum Konsument, d'Rechter vum Utilisateur, d'Rechter vun eis alleguer fest verbrieft: Recht op Service universel, Recht op Informatioun, Recht op all Donnéeën. Och spillt sech nach dat Ganzt am Kader vum méi globale Protection-des-données-Gesetz of, well déi Dispositioune spille jo zousätzlech zu deenen, déi mer hei hunn.

Domadder wëll ech vläicht ofschléissen. Et ass richteg, datt d'Regierung wëllt dat Gesetz vereinfachen, an do wou fir d'Protektioun vun deenen individuellë Libertéën de Moment administrativ Hürde bestinn, déi näischt zu där Protektioun bäidroen, wëlle mer déi ofbauen. Dat ass eppes wat e bëssen Zäit hélt. Mir maachen dat gär an engem Worf. Mir wäerten dat an deenen nächste Méint maachen, an ech wäert dann d'Chamber mat deem Projet saiséieren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt definitiv ofgeschloss a mir kommen dann zu den Ofstëmmungen iwwert déi eenzel Projeten.

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert de Projet de loi 5178.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5178 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Nelly Stein), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zum Projet de loi 5179.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5179 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5179 ass mat 57 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), M. Norbert Haupert (par M. Marcel Oberweis), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par Mme Marie-Josée Frank), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5180.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5180 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert (par Mme Marie-Josée Frank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marc Spautz), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Charles Goerens) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jean-Pierre Koepp), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5181.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 5181 et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen, bei 8 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener (par Mme Martine Stein-Mergen), Norbert Haupert (par Mme Marie-Josée Frank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Michel Wolter), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Jean-Pierre Koepp.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

M. Aly Jaerling.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Da komme mer zur Motioun, déi déposéiert ginn ass vum honorabelen Här Patrick Santer.

Motion 1

Ech denken, dass zu där Motioun alles gesot ass. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Voilà.

Vote

Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze halen.

Voilà, ech stelle fest d'Motioun ass eestëmmeg ugeholl.

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir d'nächst Woch folgenden Ordre du jour proposéiert.

En Dënschdeg, den 3. Mee, um dräi Auer mëttes:

- eng Froestonn un d'Regierung;

- d'Question avec débat N°2 vum Här Claude Adam iwwert deen neie Lycée pilote an

- d'Interpellatioun vum Här Lucien Clement iwwert d'Gestioun vum Héichwaasser a vun den Iwwerschwemmungen.

E Mëttwoch, de 4. Mee, um hallwer dräi mëttes, eng Aktualitéitsstonn, déi vun der LSAP-Fraktioun ugefrot gouf iwwert d'Aids-Problematik an dann de Projet de loi 5419, eng Konventioun iwwert d'Bekämpfung vum Tubak.

(Hilarité)

Ass d'Chamber domat averstan?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir sinn elo um Enn vun eiser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.52 heures)

MARDI, 3 MAI 2005

33E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour
3. Heure de questions au Gouvernement
   - Question N°33 du 3 mai 2005 de Monsieur Roger Negri relative à l'extension du tracé Luxembourg-Gouvy-Liège, adressée au Ministre des Transports
   - Question N°34 du 3 mai 2005 de Monsieur Camille Gira relative à la réduction des participations de l'État à accorder aux communes et syndicats intercommunaux par le biais du fonds pour la protection de l'environnement, adressée au Ministre de l'Environnement
   - Question N°35 du 3 mai 2005 de Monsieur Marco Schank relative à la réduction des émissions de polluants atmosphériques, adressée au Ministre de l'Environnement
   - Question N°36 du 3 mai 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux dépassements réguliers des teneurs maxima en métaux lourds et dioxines dans les légumes-feuilles cultivés dans les jardins exposés aux émissions de l'industrie sidérurgique (Differdange, Esch-sur-Alzette, Schifflange), adressée au Ministre de la Santé
   - Question N°37 du 29 avril 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au génocide arménien, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
   - Question N°38 du 3 mai 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au diplôme d'ingénieur industriel, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
   - Question N°39 du 3 mai 2005 de Monsieur Laurent Mosar relative au résultat d'élection présidentielle au Togo, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration
   - Question N°40 du 3 mai 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'étude initiée par le Ministère de l'Agriculture concernant le secteur de viande au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
   - Question N°41 du 2 mai 2005 de Monsieur Claude Adam relative à la circulaire de printemps adressée au personnel enseignant et aux administrations communales, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
   - Question N°42 du 3 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative à l'actuel CATP «auxiliaire économe» qui serait transformé en «auxiliaire de vie», adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle
4. Question avec débat N°2 de M. Claude Adam relative à la création et au fonctionnement du lycée pilote
5. Interpellation de M. Lucien Clement au sujet de la politique de gestion des crues et des inondations

   (Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre*.- Neen, Här President. Merci.

M. le Président.- Merci, Här Vize-Premier.

1. Communications

Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

a) 5468 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 16 février 2005 transposant la directive 2003/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 14 avril 2003 relative aux prescriptions spécifiques de stabilité applicables aux navires rouliers à passagers

Dépôt: à la demande de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 29.04.2005;

b) 5469 - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal du 16 novembre 2001 transposant la directive 94/58/CE du Conseil du 22 novembre 1994 concernant le niveau minimal de formation des gens de mer telle que modifiée par la directive 98/35/CE du Conseil du 25 mai 1998

Dépôt: à la demande de Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 29.04.2005.

3) Par lettre du 22 avril 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 7 au 10 mars 2005:

- une résolution sur le commerce d'ovules humains;

- une résolution sur la conférence de révision du traité de non-prolifération prévue pour 2005 et les armes nucléaires en Corée du Nord et en Iran;

- une résolution sur la science et la technologie - orientations pour la politique de soutien à la recherche de l'Union;

- une résolution sur le Bélarus, et

- une résolution sur les délibérations de la Commission des Pétitions au cours de l'année parlementaire 2003-2004.

2. Ordre du jour

An hirer Sitzung vum 28. Abrëll hat d'Chamber fir dës Woch den Ordre du jour ugeholl, deen lech deen Dag duerno zougestallt gouf. Op Ufro vun der Regierung a mam Averständnis vun de Fraktiounschefe gëtt virgeschloen, muer als leschte Punkt de Projet de loi 5432, eng Konventioun iwwert d'Schafung vun enger Agence spatiale européenne, op d'Dagesuerdnung ze setzen. Bei dësem Projet de loi ass eng qualifizéiert Majoritéit nom Artikel 114 vun der Verfassung virgesinn.

Ass d'Chamber mat dësem ofgeännerten Ordre du jour d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Haut de Mëtteg hu mer eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Froe virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vun der Majoritéit a vun der Oppositioun.

Et ass allerdéngs esou, datt opgrond vun de Contraintë vu verschiddene Membere vun der Regierung, well mer jo allerguerte wëssen, datt eis Regierung an der Présidence ass…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dat ass awer nei!

M. le Président.- Verschidde Ministeren hu Contrainten a kënnen net de ganze Mëtten hei bleiwen, esou datt mer déi Regel vu Majoritéit/Oppositioun e bëssen inverséiert hunn a fir d'éischt déi Froen huelen, déi un den Här Di Bartolomeo an un den Här Lux gestallt ginn.

3. Heure de questions au Gouvernement

Sou, déi éischt Fro ass d'Fro Nummer 33 vum Här Roger Negri un

den Transportminister iwwert d'Extensioun vun der Streck Lëtzebuerg-Gouvy-Léck. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°33 du 3 mai 2005 de Monsieur Roger Negri relative à l'extension du tracé Luxembourg-Gouvy-Liège, adressée au Ministre des Transports

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an den 80er Jore war d'Eisebunnslinn 42 vu Lëtzebuerg op Gouvy, och bekannt ënnert dem Terme Nordstreck, schonn eemol gefährdet. Deemools huet de Lëtzebuerger Stat fir den Erhalt vun dëser fir Lëtzebuerg eminent wichteger Streck d'Elektrifizéierung op der belscher Säit mat Lëtzebuerger Sue bezuelt. De Coût total vun dësem Invest louch bei 24,284 Milliounen Euro, an dovunner huet de Lëtzebuerger Stat 14,370 Milliounen Euro iwwerholl.

Elo, esou vill Joer méi spéit, sti mir nees virun därselwechter Problematik. D'belsch Eisebunn huet wëlles, dës Linn 42 vun enger internationaler Linn zu enger sou genannter Ligne rurale ze degradéieren. Dëst huet zur Konsequenz, dass hei erëm aalt Zuchmaterial fir Voyageuren agesat gëtt, an dass d'Verbindung a Richtung Lëtzebuerg lues a lues ausgeblutt gëtt.

Dës Haltung vun de Belsch ass duebel schued, engersäits natierlech wéinst dem Vernoléissege vun der Streck vu Léck op Lëtzebuerg, mä anerersäits och well elo dës Streck proaktiv opgewäert kéint ginn, wann ab dem Joer 2007 den TGV-Est vu Paräis op Lëtzebuerg fiert. Da kéint d'Nordstreck effektiv eng vill méi wichteg Bedeitung kréien. Dëst well een domadder wierklech eng Interkonnexioun zwëschent dem TGV-Est an dem TGV-Nord kéint hierstellen, esou dass een hei kéint eng Verbindung a Richtung Léck mat deenen haaptdäitschen Achse vu Köln, Hamburg a Berlin an domat fir Lëtzebuerg en Zesummeschloss vum TGV-Est a vum TGV-Nord hierstellen.

An dësem Kontext, Här Minister, wollt ech folgend Froe stellen: Wéi ass dee leschte Stand an dësem Dossier? Hutt Dir schonns mat Ärem belschen Homologue iwwert dës Problematik diskutéiere kënnen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den Här Transportminister, den Här Lux, huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, déi Fro betrëfft jo effektiv en Dossier, deen hei zu Lëtzebuerg vill a breet diskutéiert ginn ass an och an deene leschte Wochen an Deeg souguer fir eng gewëssen Opreegung gesuergt huet, och aus deem Grond, deen de Kolleeg Negri elo genannt huet, dass och an den Investitiounen de Lëtzebuerger Stat vill investéiert huet an dass och am „memorandum of understanding" vun 1991 eng Rei vu Verflichtunge fir déi zwou Säite virgeholl gi waren, wou ee muss soen, dass se net alleguer bis haut agehale gi sinn. Ech denken un den Artikel 5 zum Beispill, un e prezise Concept d'exploitation. Wann een dovun ausgeet, dass den Zweestonnentakt eleng net duergeet, fir ze soen, dass een domadder e Konzept huet fir d'Zukunft.

Wichteg ass, dass mer am Dezember, wéi déi Gerüchter opkomm sinn iwwer eng eventuell Deklassëierung vum Statut vun der Streck op der belscher Säit, natierlech déi néideg Kontakter opgeholl hunn, engersäits um politesche Plang an anerersäits awer och tëschent deenen zwou Gesellschaften. De belschen Transportminister, dee sech voll hannert d'Décisioune stellt, déi do vun der SNCB musse geholl ginn, an déi SNCB, déi eis elo viru ganz kuerzem, an zwar den 11. Abrëll, ech géing soe Gott sei Dank gutt Nouvellë ginn huet, an deem Sënn, dass se déi Gerüchter dementéiert a kloermécht, dass se net drun denkt fir un der Streck op hirer Säit um Statut eppes ze änneren, an dass och mëttelfristeg keng fundamental Ännerungen un der Streck an un hirer Bedeitung vun der belscher Säit géife geholl ginn.

Dat ass eis also matgedeelt ginn, via CFL. Ech hunn trotzdeem drop gehalen, dass weider déi zwou Gesellschafte solle mateneen diskutéieren, fir ze kucke wéi een awer à moyen terme och méi kéint eraushuelen aus där Streck. Dofir hunn zwou Réuniounen tëschent deenen zwou Gesellschafte stattfonnt, déi u sech och an engem gudde Geescht iwwert d'Bühn gaange sinn, woubäi een allerdéngs muss soen, dass mer op der belscher Säit virun allem Investitioune brauchen.

Dat kascht allerdéngs Geld, an dat wäert op der belscher Säit och zu relativ haarde Verdeelungskämpf an den Investitiounen um belsche Réseau féieren, dat ass ganz evident. An déi Iddien, déi jo vu Gewerkschaftssäit awer och hei an dësem Haus vu politescher Säit vun enger ganzer Rei vu Kolleeginnen a Kolleege schonn an de Raum gestallt gi sinn, nämlech déi international Bedeitung ze kucken, déi dat op eiser Säit huet, well fir eis ass et eng international Streck, während et op der belscher Säit eng Streck vum Service public ass, wat iwwregens eng Fro ass, déi mir eis och eng Kéier op eiser Säit musse stellen, mä ech mengen dat ass da vläicht fir iwwermar.

D'Fro ass also déi, wa mir déi Iddië fir mar iwwert déi Gouvyer Streck eng Ubannung ze kréien un eng grouss international TGV-Streck vu Köln eriwwer op Bréissel, da muss op der belscher Säit munches geschéien. Well ech mengen do fuere mer haut, wann ech dat gutt am Kapp hunn, 60 oder 70 km/Stonn. Dat brauche mer mam TGV net ze probéieren, dat huet kee Sënn.

Dat heescht also, géif ech soen als Äntwert op Är Froen, engersäits also gutt Nouvellen an deem Sënn, dass déi Gerüchter vum Dezember net der Realitéit entspriechen. D'Belsch denkt net drun, d'Bedeitung erofzehuelen. Domadder kann also och den Takt an alles wat drunhänkt weiderlafen.

Zweetens awer mengen ech vun eis d'Bestriewen um Ball ze bleiwen. Dofir hunn ech jo och ugekënegt, dass ech drun denken, fir Ufank 2006 an engem iwwerregionale Raum eng ministeriell Konferenz ze maachen, souwuel mat der belscher wéi der däitscher, wéi der franséischer Säit, fir eng Kéier de Point ze maachen iwwert d'Ubannunge vu Lëtzebuerg un de Réseau ferroviaire mat deenen dräi Länner, fir wierklech politesch ze kucken, wéi mer do weiderfueren.

Well mir hunn och grouss Suerge mat der däitscher Säit wou vill vun den Investitiounen zréckgestallt gi sinn an an Ostdäitschland fléissen, wat ee jo vläicht innenpolitesch an Däitschland ka verstoen, mä eis awer Suerge mécht, dass déi Investitiounen, déi mir op eiser Säit gemaach hunn, net honoréiert ginn, duerch déi gläichbedeitend a parallell Investitiounen op där anerer Säit, an dat géif ech gär mat mengen Homologuen nach eng Kéier zesummen diskutéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann, déi nächst Fro ass déi vum Här Camille Gira «relative à la réduction des participations de l'État à accorder aux communes et syndicats intercommunaux par le biais du fonds pour la protection de l'environnement». Här Gira!

- Question N°34 du 3 mai 2005 de Monsieur Camille Gira relative à la réduction des participations de l'État à accorder aux communes et syndicats intercommunaux par le biais du fonds pour la protection de l'environnement, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn d'lescht Woch mengen Aen net getraut, wéi ech op der Gemeng eng Circulaire vum Ministère de l'Intérieur gelies hunn, déi eis matgedeelt huet, dass de Ministère de l'Environnement décidéiert huet, eng substanziell Reduktioun vu senge Bäihëllefe virzehuelen, Bäihëllefe fir d'Gemengen iwwert de Fonds pour la protection de l'environnement eng Kéier am Beräich Naturschutz - iwwert déi wëll ech haut net diskutéieren -, mä déi déi mech haut virun allem interesséiere sinn déi am Beräich Energie spueren a kommunal Projeten am Beräich alternativ Energien.

Ech muss Iech wierklech soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dass dës Décisioun fir mech absolut onverständlech ass an och aus heiterem Himmel op d'Gemengen duerkënnt. Onverständlech, well grad elo eng gewëssen Dynamik an deem Secteur festzestellen ass. Ech kennen eng ganz Rei Gemengen, déi amgaange si sech Gedanken ze maachen, fir zum Beispill am Beräich Biomass Holzhackschnitzelanlagen eventuell ze installéieren.

Onverständlech, well mer awer hei jo wierklech am Beräich virun allem vun der Wäermt sinn, wou mer jo awer wëssen, dass grad an deem Beräich all Tonn CO_2, déi mer do aspueren, mer fir Kyoto guttgehale kréien, wat jo am Beräich Elektresch net de Fall ass.

Onverständlech och, well et total onkohärent mat deem ass wat eng aner Verwaltung vum Ministère de l'Environnement amgaangen ass ze maachen, nämlech eng positiv Werbung dobaussen ze maachen, bei de Gemengen, fir eppes mat hirem Schwachholz ze maachen.

Dofir hunn ech wierklech net verstan wou dat do hierkënnt an dofir wollt ech de Minister froen, firwat lo op eemol aus heiterem Himmel dës Reduktiounen, opgrond vu wéi enge Grënn, an ass eng Evaluatioun virdru gemaach ginn, fir op déi Tauxen ze kommen, déi elo do sinn.

Ech fannen et och bedenklech, wann een am Abrëll réckwierkend op den 1. Januar frësch Tauxë festleet, wann do Gemengen an der Tëschenzäit Projeten eraginn hunn. Ass mam Syvicol a mat de Gemenge geschwat ginn? Wéi ass et mat bestehende Projeten? An ass de Minister sech bewosst, dass mat deenen do Tauxen eng Rei Projeten, déi héchstwahrscheinlech komm wieren, riskéieren ze stierwen?

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Dann huet d'Regierung d'Wuert, nach eng Kéier den Här Ëmweltminister Lux. Här Lux!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, déi Froen, déi de Kolleeg Gira stellt, si jo net esou aus heiterem Himmel komm - och wa se hien esou getraff hunn -, wéi dat elo duergestallt ginn ass, vu dass innerhalb vum Fong déi éischt Sëtzung, déi sech mat dem Sujet vun der mëttelfristeger Finanzéierung vun den Investitiounen am Fong befaasst huet, de 7. Juni d'lescht Joer stattfonnt huet. Duerno huet de Fong nach eng Kéier de 16. November, de 17. Januar dëst Joer an de 14. Mäerz dëst Joer iwwert d'Tauxen an d'Aiden diskutéiert a Beschlëss virgeluecht. Ech géif soen, dass dat véier Grënn huet.

Deen ee Grond ass deen, dass mer eis effektiv musse Gedanke maachen iwwert déi mëttelfristeg Finanzéierung vum Fong insgesamt. Et ass esou: Wann een d'Investitioune besonnesch am Beräich vun den Déchetë kuckt, op déi ech nach zréckkommen, da gesäit een, dass mer e Réajustement vum Rhythmus vun den Dépensen effektiv musse maachen, fir ze kucke fir déi nächst fënnef Joer, well dee jo esou pluriannuel gespeist gëtt, iwwert d'Ronnen ze kommen.

Dat Zweet huet awer mengen ech domadder ze dinn, an dofir ass den heiteren Himmel jo awer net esou evident, dass mat den Tauxen, déi mer och um Niveau vun de Particulieren an de Reglementer gemaach hunn, sech jo och d'Fro gestallt huet, inwieweit dass mer zum Beispill bei der Fotovoltaik och eng Upassung géife virhuelen, parallell zu deem wat mer fir d'Reglementer fir d'Leit gemaach hunn doheem an hiren Investitiounen. Mir hunn dat also och missen um Niveau vun de Gemenge kucken. Ech mengen et géif kee Sënn ginn, wann eenzel Saachen do nach zu 40% - ech menge bei der Fotovoltaik waren et 40% - géife subventionéiert ginn. Duerfir ass also do och eng Adaptatioun gemaach ginn.

Deen drëtte Grond ass méi schwiereg a gëtt souwisou och an deenen nächste Méint a Jore méi komplizéiert. Dat ass dee vum Drock vun der Bréissler Kommissioun. Et ass esou, dass d'Gemenge bei der Bréissler Kommissioun ugesi ginn, wéi Privatentreprisen, an dass mer do elo scho puermol geschriwwe kritt hunn, esouwuel de Ministère de l'Économie wéi mir selwer, dass den Taux maximal op kee Fall däerf iwwer 40% goen. Fir déi 40% ginn awer souwuel d'Infrastrukturaidë wéi och d'Aspeisprime iwwert de Fonds de compensation gerechent. Sou dass mir esouguer fäerten, dass mat deenen Aiden, déi mer elo erofgesat hunn, wann do d'Aspeisprime iwwert de Fonds de compensation dobäikënnt, mer nach iwwer 40% Aide wäerte leien, vu dass eng Rei vun Aiden hei an eisem Fong bei 33% leien. Da si mer net ganz wäit ewech a mir fäerten, dass also elo schonn eleng d'Aspeisprime géing duergoen, fir iwwer 40% ze kommen, wou mer da géint de Code des aides vu Bréissel géinge verstoussen.

Wéi gesot, déi sinn also amgaangen eis do mat Argusaugen ze beobachten, fir dat wat mer op deem Gebitt maachen. Mä besonnesch déi Definitioun ze soen, Gemenge si gläichbedeitend mat privaten Entreprisen, dat muss een net gutt fannen. Ech mengen dozou hunn ech och meng Meenung, mä ech mengen et ass awer dat wat am Code des aides vu Bréissel festgehale ginn ass.

A véiertens, schlussendlech mengen ech brauche mer an engem gewësse Moment, an do géif ech gären op Iech zréckkommen, eng gewëssen Otempaus, well ech mer dach awer gären Zäit huele fir mol eng Kéier generell a prinzipiell ze kucken, wou d'Suen aus dem Fong iwwerhaapt higinn. Wann ech Iech soen, aus dem Fonds de protection de l'environnement, 50% vun den Ausgabe vun deem Fong ginn am Moment an d'Superdreckskëscht. Dat halen ech fir net normal, wann dann nach déi aner puer Deponien dobäikommen, da si mer op 65% vun de gesamten Ausgabe vum Fonds de protection de l'environnement, déi ginn eleng an de Beräich vun den Décheten.

An do, mengen ech, wär et noutwendeg an deen Exercice géife mer gäre bis zum Enn vum Joer maachen, fir wierklech ze kucken, ob de Fong net muss réajustéiert ginn, generell a sengen Dépensen. Ech mengen et ass net normal, dass 65% eleng an déi Richtung ginn. Dofir géif ech och gären eng Kéier prinzipiell kucken an dat och gären an der Kommissioun eng Kéier mat diskutéieren, an dofir hunn ech meng Leit och beoptraagt fir mol eng Kéier generell an deene leschte Joren ze kucken, wéi d'Entwécklunge sinn, well do ee Réajustement absolut noutwendeg wier.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, Dir musst zum Schluss kommen!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Pardon.

M. le Président.- Voilà. Als nächst Fro hu mer d'Fro vum honorabelen Här Schank iwwert d'«réduction des émissions de polluants atmosphériques» un den Här Ëmweltminister.

- Question N°35 du 3 mai 2005 de Monsieur Marco Schank relative à la réduction des émissions de polluants atmosphériques, adressée au Ministre de l'Environnement

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, den 3. Februar d'lescht Joer huet den deemolege Statssekretär fir Ëmwelt e Programme national presentéiert, ee Programme national fir d'progressiv Reduktioun vun Emissiounen am Kontext mat de Polluants atmosphériques: Verkéier, industriell Anlagen, Stéit an esou weider, virun allem - Dir kennt se - Stéckoxiden, Schwefeldioxid, Ammoniak an déi sou genannt Composés organiques volatils, déi sou genannt COVen.

Dat sinn déi Substanzen, déi virun allem allem schold sinn un der Entstoung vum Ozon. An duerch d'Ëmsetzung deemools vun der Direktiv huet de Ministère sech engagéiert, fir all Joer ee Programm ze presentéieren, ebe fir déi progressiv Reduktioun vun deene Polluants atmosphériques.

Wat geschitt um Enn? D'Stéckoxide gi weider an d'Luucht. Mir hunn de Problem mat deem sou genannte Feinstaub vu virun allem Dieselmotoren, déi awer net nëmme schold sinn. Da wäerte mer deemnächst och erëm ee Problem mam Ozon kréien, wann de Summer méi no bäikënnt.

Meng Fro elo: Wat mécht d'Regierung am Kontext vun deem, wat ech elo gesot hunn? Wéi eng Prioritéiten, wéi eng Aktiounsfelder sinn do geplangt? An drëttens virun allem och: Gëtt konkret doru geduecht fir de Partikelfilter ze bezouschossen, respektiv och fir vläicht fiskal virzegoe fir déi Autoen, déi e Partikelfilter hunn, ze begënschtegen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet dann nach eng zweete Kéier den Här Ëmweltminister.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, ech mengen et kéint een elo laang aushuele fir déi Froen ze beäntwerten, well do jo munches domadder verbonnen ass.

Engersäits géif ech generell soen, par rapport zu deenen Diskussioune vun deene leschte Wochen, dass dat en Dossier ass, wou ee gläichzäiteg muss Rou an Determinatioun behalen, e ganz eescht huelen, ouni awer mengen ech alles, wat an anere Länner disku-

téiert gëtt, direkt ze importéieren an dovun auszegoen, dass d'Situatioune gläichzäiteg och zu Lëtzebuerg esou dramatesch sinn.

Ech huelen de Feinstaub. Mir hu Vergläicher gemaach tëschent däitsche Stied, franséische Stied a Lëtzebuerger Stied, ech mengen dat kann een lech eng Kéier zoukomme loossen. Do gesäit een awer, wat fir een Ënnerscheed een an der Gravitéit huet. Mä ech mengen och dat wat do gesot ginn ass, ass esou, dass eenzel Miessplazen, wat jo ee vun den Awänn war, effektiv an der Direktiv prezis esou virgeluecht sinn. Dat heescht, d'Direktiv seet ganz prezis, dass net all Miessplaze sollten um Boulevard Royal sinn,…

(Interruptions)

…mä dass ee soll versichen e variéiert Ugebot vu Miessinstrumenter a -plazen ze maachen.

Ech mengen och, Här Schank, dass déi Zuelen, déi mir hunn, jo weisen, an Dir hutt et gesot, dass mir virun allem bei de Stéckoxiden e Problem hunn. Déi lescht Zuelen, déi mir de Mueren nach eng Kéier gekuckt hunn, soen, dass mir bei 17.482 Tonne Stéckoxide leie bei der leschter Miessung. Mir musse bis 2010 11.000 Tonnen erreecht hunn.

Eis geet et op anere Gebitter, bei de Schwiefeldioxiden, loosse mir soen, besser, an deem Mooss, wou déi lescht Zuelen do 2.401 Tonnen zu Lëtzebuerg weisen. Mir hunn en Zil ze erreeche vu 4.000. Dat heescht also, do si mir scho wäit ënnert deem Zil, wat 2010 ze erreechen ass.

Datselwecht ass och beim Ammoniak de Fall, wou 7.000 Tonnen de Riichtwäert sinn, a mir bei der leschter Zuel, wann Dir lech déi wëllt opschreiwen, bei 5.376 Tonne leien, tendenziell no ënnen, sou dass mir also do, wat d'Wäerter ubelaangt, gutt leien.

Ech mengen, dat ass keng Ausso iwwert d'Qualitéit, déi een da mécht, wann een dee gesamten Tonnage vun engem Land hëlt, well nëmmen den Intérêt ass op enger preziser Plaz ze kucke wat d'Situatioun ass.

Dir hutt geschwat vun deem Plan de réduction, dee virgestallt ginn ass. Deen huet sech virun allem bezunn op Anlage vun der Privatindustrie, wou d'Diskussioune mat enger Glasfabrik amgaange si gefouert ze ginn, fir hei eng Ëmrëschtung op Katalysatoren ze kréien, well dat eng vun de grousse Geforequelle war.

Dann ass natierlech d'Fro och, fir ze kucke wéi mir et am Beräich vum Transport maachen. Mir hu wëlles mat den Opérateuren zum Beispill am Transportberäich iwwer Ëmrëschtung vu Bussen ze diskutéieren.

D'Fro, déi sech stellt, dat ass bei dem renge Stëbs, wéi PM10, wou iwwregens d'Wäerter vu Bréissel à partir vun 2010 sollen d'selwecht bleiwen, sou dass also do keng Augmentatioun vun de Wäerter geplangt ass an deene Verhandlungen, déi bis elo stattfonnt hunn. Do stellt sech dann natierlech d'Fro, ob een an e Förderregime erageet.

Ech géing soen, dass déi Diskussioun am Rahme vun de Budgetsvirbereedunge fir 2006 um Niveau vun der Regierung ze féieren ass, géif mech awer éischter dofir ausschwätzen, fir eng al Diskussioun erëm opzehuelen an ze kucken inwieweit dass mir um Niveau vun der Fiscalitéit eppes maache wéi um Niveau vun der direkter Förderung. Ech géif dat ee gudde Moment fannen, fir dat elo ze maachen, mä ech mengen, dofir mussen déi eenzel Ministèren, déi hei betraff sinn, sech concertéiere fir dat fir de Budget 2006 ze diskutéieren an lech Propositiounen an deem Sënn ze maachen. Ech selwer wier op jiddfer Fall op, fir an déi Richtung ze diskutéieren.

Datselwecht ass dann och d'Fro, wat de Stëbs ubelaangt. Hei ass et esou, dass mir jo 35-mol d'Joer Eenzelwäerter kënnen iwwersteigen. Do si mir wäit dovunner ewech, a wéi gesot gëtt net zu Bréissel doru geduecht, fir 2010 méi streng Wäerter ze maache wéi déi, déi mir haut hunn.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mir un déi nächst Fro, déi vum honorabelen Här Braz iwwert d'Belaaschtung vun de Gäert duerch d'Industrieofgasen am Süde vum Land an dat Ganzt un den Här Gesondheetsminister. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°36 du 3 mai 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux dépassements réguliers des teneurs maxima en métaux lourds et dioxines dans les légumes-feuilles cultivés dans les jardins exposés aux émissions de l'industrie sidérurgique (Differdange, Esch-sur-Alzette, Schifflange), adressée au Ministre de la Santé

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eng Fro op den Ordre du jour gestallt, déi ganz wichteg ass fir eng Partie Gemengen am Süden, notamment Déifferdeng, Schëffleng an Esch, an zwar geet et ëm d'Situatioun ronderëm d'Stolwierker, wat d'Loftqualitéit an d'Kulturen aus de Gäert betrëfft.

Zënter der Abetribnahm vun den Elektrostolwierker Mëtt der 90er Joren an dee Monitoring, deen dobäi gehéiert, beispillsweis iwwert de Bergerhof-Réseau, hu mir iwwert d'Joren eng Situatioun, déi ni stabel ginn ass. Et ass ëmmer nees op an of gaange mat der Qualitéit vum Geméis, haaptsächlech am Bezuch op Schwéiermetaller, awer och op Emissioune vun Dioxinnen a Furanen, a mir hu regelméisseg, notamment oder haaptsächlech am Wantergeméis, dat Geméis, wat also méi laang dobaussen ass, wat méi laang brauch fir ze wuessen, Dépassementer festgestallt, déi dozou gefouert hunn, dass d'Geméis schlussendlech fir net consommabel huet missen erklärt ginn.

Dat ass eng Situatioun, déi net tolerabel ass, d'autant plus wou d'Resultat vun der Analys ganz oft eréischt zu engem Zäitpunkt public gemaach ginn ass, wou d'Geméis scho giess wor.

An de vergaangene Joren ass oft op dee Problem do opmierksam gemaach ginn, a mir sinn och dofir - mengen ech - alleguerten d'accord fir ze soen, dass déi nei Regierung richteg reagéiert huet, wéi si eng Recommandatioun erausginn huet, déi seet, en attendant dass mir Stabilitéit an deene Saachen hunn, gëtt prophylaktesch recommandéiert kee Geméis an enger bestëmmtener Unzuel vu Gäert ronderëm déi Stolwierker unzeplanzen.

Dat ass wuel eng richteg Décisioun, et ass awer eleng nach keng Léisung. D'Fro ass elo gestallt, wéi et weidergeet. Mir mengen, dass et ganz wichteg ass, dass an dëser Matière hei ganz vill d'Öffentlechkeet informéiert gëtt. D'Leit wëlle méi wëssen, si maache sech Suergen, och wa si elo eng Recommandatioun kritt hunn, déi endlech emol verständlech a kloer war. D'Leit wëllen awer gäre wëssen, wéi et dann elo weidergeet, fir de wierklechen Ursaache vum Problem op de Grond ze kommen.

D'Arcelor seet, si wären net eleng responsabel, vläicht guer net responsabel, a verweisen do op bestëmmten Zuelen. Ëmgedréint muss een awer och soen, dass et nëmmen do, wou et Elektrostolwierker gëtt, och dee Problem do gëtt, wat awer misst erlaben eng Relatioun hierzestellen, déi net esou diskutabel ass.

Dofir wëll ech just un den Här Gesondheetsminister e puer Froe stellen, a bewosst och un de Gesondheetsminister, well mir an der Vergaangenheet deem säin Input an dësem Dossier vermësst hunn…

(Interruption)

Jo, ech stellen d'Fro direkt, da kommen ech zum Schluss, Här President. Entschëllegt, ech hunn net op d'Auer gekuckt. Ech maachen et ganz séier, Här President.

Dofir dräi Froen un de Gesondheetsminister: Wéi geet et weider an deem heiten Dossier? Wéi geet et weider notamment mat de Gespréicher mat der Arcelor? Gëschter Owend ware jo esou Gespréicher. Wéi wëll an Zukunft d'Santé hire Rôle an dësem Dossier definéieren? Ee Rôle, deen an der Vergaangenheet ënnert der viregter Regierung mangelhaft war.

Ech soen lech Merci an och Merci fir déi 30 Sekonne weider.

Une voix.- Et gëtt eng Sandauer dohinner gestallt.

M. le Président.- Här Gesondheetsminister, Dir hutt d'Wuert. Ech wäert och tolerant mat lech sinn.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Bonjour, Här President. Merci fir d'Fro. Ech wëll hei soen, dass mer an deene leschte Wochen a Méint ganz vill d'Käpp zesummegestreckt hunn, a jiddfereen, mengen ech, souwäit ewéi dat bis elo méiglech war, seng Responsabilitéit iwwerholl huet.

Den Här Braz huet d'Problematik definéiert. Si ass net nei, si kënnt ëmmer erëm, an eng Solution miracle ass et bis elo net ginn. Vun der Biergerinitiativ vu Schëffleng zesumme mam Mouvement écologique Südregioun ass d'Initiativ ausgaang, fir déi zwee Ministèren anzeschalten, begleet vun de betraffene Gemengen - Schëffleng, Esch, an Déifferdeng hu sech deem Ganzen ugeschloss.

Mir si mat de Gemengen zesummekomm a mir hunn eis eens gesat iwwer eng Démarche, déi souwuel den Environnement wéi och mäi Ministère droen. De Lucien Lux war bei deenen Diskussiounen ëmmer mat senge Servicer dobäi, gradewéi ech selwer och mat eise Servicer dobäi war. Déi eenzel Ministèren hu gesot, ech sinn zoustänneg fir dat hei, ech sinn zoustänneg fir dat do. Mir hunn op Grond vun deenen Ofmaachungen, déi mir mat de Gemengen haten, déi mir mat deene betraffene Leit haten, d'Arcelor ugeschriwwen.

Mir hunn an der Zwëschenzäit eng éischt Réunioun um techneschen Niveau gehat, wou d'Arcelor bereet war konstruktiv matzeschaffen a sech net enger neutraler Expertise verschléisst, well jo Interpretatiounsdivergenzen do sinn, awéifern d'Arcelor selwer duerch d'Elektrostolwierker aleng betraff ass beziehungsweis aner Sourcen do sinn. Dat kann een iwwer neutral Expertisë feststellen a mir wäerten dat och maachen.

Um Ministeschniveau wäerten de Lucien Lux an ech uganks Juni, de 6. Juni, mat der Arcelor zesummentreffen. Mir wäerte jiddferfalls och dauernd déi betraffe Gemengen um Courant halen, a mir wäerten eng no där aner Moossnam, op déi mir eis gëeenegt hunn, an d'Praxis ëmsetzen; ob dat elo zousätzlech Miessunge sinn, ob dat Miessunge sinn zum Beispill vun Hingereeër, wou ee sech och net honnertprozenteg eens ass iwwert d'Verlässlechkeet vun deenen Donnéeën, oder aner Initiativen, déi nach solle kommen.

Ech wëll awer ënnersträichen, fir dass keng falsch Meenung opkënnt, dass d'Problematik ganz staark limitéiert ass ronderëm d'Sitë vun deenen Elektrostolwierker, well wéi wär et soss ze erklären, dass mir op e puer Honnert Meter Loftlinn vun deem enge Stolwierk festgestallt hunn, dass d'Loft esou reng ass, dass mir eng Ëmweltklinik kënnen installéieren? Et ass also ganz kloer esou, dass et limitéiert ass.

Ech mengen, et ass och wichteg gewiescht, dass dofir d'Gemenge mat deenen zoustännege Ministèren zesummegeschafft hunn an zum Beispill zu Déifferdeng och eng Informatiounsversammlung war a beispillsweis zu Esch an zu Schëffleng all eenzelne Stot ugeschriwwe ginn ass.

D'Fro, awéifern dass et gesondheetsschiedlech ass, kann een net mat allerleschter Sécherheet beäntwerten, mä wat awer sécher richteg ass, dat ass, dass mir dat gemaach hunn, wat mir ze maachen hunn. Léiwer eng net ganz populär Moossnam huelen, an de Leit soen: Loosst d'Fanger vum Blatgeméis ewech, besonnesch wann ee weess dat d'Analysen eréischt da kommen, wann dat meescht Geméis scho giess ass, wéi de Risiko fir d'Gesondheet a Kaf ze huelen.

Ech mengen, ech kann dofir de Gemengen nëmme Merci soen, dass si eis Décisiounen esou responsabel begleet hunn. Mir kënnen hinne versécheren, dass déi zwee Ministèrë Partneren an deem doten Dossier bleiwen.

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Et war très bien.

M. le Président.- Merci, Här Di Bartolomeo. Nächst…

Mme Nelly Stein *(CSV).*- Här President!

M. le Président.- Madame Stein?

Mme Nelly Stein *(CSV).*- Här President, däerf ech just eppes ergänzen? Den Här Braz huet vun Esch, vun Déifferdeng a vu Schëffleng geschwat, mä en huet vergiess ze soen, datt Esch Schëffleng ganz laang eleng am Ree stoe gelooss huet. Schëffleng huet ganz laang eleng geschafft! Mir hunn Analysen op eege Fauscht gemaach, déi eis vill Geld kascht hunn.

(Interruption)

D'Ministeren an d'Vertrieder vum Environnement a vun der Santé waren des Öfteren zu Schëffleng am Schäfferot.

M. le Président.- Jo, Madame Stein, Dir musst lech…

Mme Nelly Stein *(CSV).*- Ech wollt dat just soen!

(Brouhaha général)

Elo ass op eemol…

M. le Président.- Et ass an der Rei. Mir huelen Akt dovunner a kommen…

(Brouhaha général)

Une voix.- Et huet awer misse gesot ginn, dat hei.

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, och Schëffleng ass virdrun nach vum Ministère de la Santé ënnerstëtzt ginn.

(Interruptions diverses)

Mme Nelly Stein *(CSV).*- Genau dat hunn ech jo gesot! Den Här Minister huet et gesot.

M. le Président.- Mir huelen och Akt vum Här Wagner senger Deklaratioun a kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Fro vum honorabelen Här Fayot un den Aussen- an Immigratiounsminister betreffend de Génocide arménien. Här Fayot!

- Question N°37 du 29 avril 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au génocide arménien, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, zwëschent 1915 an 1922 sinn am deemolegen Ottomanesche Räich eppes 1,5 Milliounen Armenier aus hire Stied an Dierfer deportéiert ginn an och exterminéiert ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass keen Zweifel no all deene geschichtlechen Aarbechten an och opgrond vun der UNO-Konventioun vun 1951 iwwert d'Preventioun vun de Crimes de génocide, dass et sech dobäi ëm e Génocide gehandelt huet.

Ech wëll ënnersträichen, dass d'Tierkei als Nofolgerepublik vum Ottomanesche Räich keng direkt geschichtlech Responsabilitéit dorunner huet. Si huet awer ëmmer och refuséiert fir déi Faiten als Génocide un der armenescher Bevölkerung unzeerkennen. Déi Unerkennung wär natierlech och am Intérêt vun der geschichtlecher Wourecht, besonnesch an engem Abléck wou d'Tierkei jo ganz enk un d'Europäesch Unioun erukënnt. Duerfir wollt ech un den Här Ausseminister zwou Froe stellen, déi eng a senger Qualitéit als President vum Conseil, déi aner als Lëtzebuerger Ausseminister.

Als President vum Conseil wollt ech e froen, ob Gespréicher an där Hinsicht mat der Tierkei gefouert gi sinn, wéi d'Haltung vun der Tierkei an deene Gespréicher, och am Conseil Association zwëschent der Europäescher Unioun an der Tierkei sinn, an ob eventuell do eppes bougéiert. An da wollt ech en och als Lëtzebuerger Ausseminister froen, wéi d'Lëtzebuerger Regierung sech deem Problem vun der Unerkennung vum Génocide arménien vis-à-vis stellt.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. D'Wuert huet den Aussen- an Immigratiounsminister Jean Asselborn. Här Asselborn!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee Fall, deen den Här Fayot elo kuerz skizzéiert huet, Armenien-Türkei, ass a mengen Aen e Fall wou d'Geschicht laanschtgaangen ass ouni dass se opgeschafft ginn ass.

D'Türkei huet zwar Armenien unerkannt als Land, mä ni diplomatesch Bezéiungen opgebaut. 1915-1916 bis an déi 20er Jore kenne mer d'Evénementer, déi sech tëscht dem Osmanesche Räich an den Armenier zougedroen hunn. D'Zuel vun den Affer variéiert - tëscht 300.000 an 1,5 Milliounen. Se läit héchstwahrscheinlech vill méi no bei enger Millioun wéi drënner…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*.- Armenier also, déi hiert Liewe gelooss hunn duerch Exekutiounen, duerch Guerilla, duerch Deportatioun, zum Deel jo bis a Syrien.

Derbäi kënnt nach an deene Relatiounen elo de Konflikt tëscht den Türken an den Armenier wat Nagorny-Karabach ugeet, wou jo Aserbaidschan mat implizéiert ass. D'Türkei huet aus historesche Grënn, aus sproochleche Grënn, aus kulturelle Grënn sech op d'Säit

vun den Azérië geschloen. D'Grenzen tëscht deenen zwee Länner sinn zënter 1993 zou.

Et ass och en Embargo vun den Türke vis-à-vis vun den Armenier ausgesprach ginn, deen awer deels iwwer Georgien opgehuewe gëtt. Allerdéngs muss ee soen, wat liicht positiv ass, tëscht Istanbul an Eriwan an och elo an Zukunft tëscht Antalya an Eriwan gi Flugverbindungen opgebaut.

Nun, mir hunn also engersäits déi Tragédie, die onmoosseg mënschlech Tragédie, anersäits och déi Relatiounen, déi absolut inexistent a ganz, ganz schlecht sinn tëscht Armenien vun haut an der Türkei vun haut. Mir haten - an den Här Fayot huet et gesot - en Associatiounsconseil mat der Türkei de 26. Abrëll. Deen Dag virdrun hate mer d'Ausseministeren hei zu Lëtzebuerg zesummen an engem CAGRE, Conseil Affaires générales, an am Numm vun deene 25 Ausseministeren hunn ech den Abdullah Gül, dat ass den Ausseminister vun der Türkei, ugeschwat op dat wat geschitt ass tëscht der Türkei an den Armenier.

Ech hunn him am Numm vun der Europäescher Unioun gesot, dass d'Geschicht muss opgeschafft ginn. Mir hei an Europa hunn dat gemaach nom Krich. Ech hunn him och am Numm vun der Présidence gesot, dass mer de Premierminister Erdoğan an d'ganz Regierung ënnerstëtzen, fir dass déi Historiker-Kommissioun tëscht den Türken an den Armenier un d'Schaffe kënnt. De President Kotscharian vun Armenien ass net ofgeneigt.

Am Numm vun der Présidence musse mer d'Türkei inspiréieren an encouragéieren, d'Réconciliatioun net ze verdrängen, d'Geschicht och net ze verdrängen. Dat wat d'Evénementer ware vun 1915-1916, wéi Dir richteg gesot hutt, huet sech am Osmanesche Räich zougedroen. Mir sinn also do op enger Pist wou mer, mengen ech, och an der Perspektiv vum 3. Oktober vun der Türkei nach musse Fortschrëtt erwaarden, an als Lëtzebuerger Regierung soll een ni d'Geschicht an d'Tatsaachen ignoréieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur nächster Fro, déi déi den Här Claude Meisch geriicht huet un den Här Minister vun der Kultur, dem Enseignement supérieur an der Recherche iwwert den Diplom vum Ingénieur industriel.

(Interruption)

Une voix.- Schhhhh!

- Question N°38 du 3 mai 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au diplôme d'ingénieur industriel, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Effektiv ech wollt eng Fro stelle wat den Diplom vum Ingénieur industriel ubelaangt a wat virgesinn ass, an Zukunft op der Uni Lëtzebuerg mat där doter Formatioun ze maachen. Et gëtt mer gesot, datt déi dote Formatioun net méi sollt ugebuede ginn. Déi vum Ingénieur industriel sollt ersat ginn duerch eng Formatioun, déi éischter un e BTS géing erënneren.

Dat gëtt engem ze denken, well ee weess, datt momentan ganz, ganz vill Ingénieur-industrielë gesicht ginn, souwuel um private Marché fir d'Privatbetriber wéi awer och fir Administratiounen, notamment och fir Gemengen. Datt an der leschter Zäit, an de leschte Joren d'Aufgabegebitt fir den Ingénieur industriel konstant erweidert ginn ass, zum Beispill duerch d'Aféierung vun engem Coordinateur de sécurité.

Et ass och esou, datt et am Ausland - bis ewell op jidde Fall - grosso modo esou ass an eisen direkten Nopeschlänner, datt d'Formatioun vum Ingénieur industriel soll oprechterhale ginn, an et kann ee sech froen, wa mer elo higinn an déi Formatioun hei am Land op der Uni Lëtzebuerg net méi ubidden, ob dann net herno ganz vill Leit mat där doter Formatioun aus dem noe Grenzgebitt géinge recrutéiert ginn, well et jo effektiv esou ass, datt se um Aarbechtsmaart gefrot ginn. Ech wollt duerfir den Héichschoul- a Fuerschungsminister froen, ob dat esou ass, a wa jo, firwat.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Minister zoustänneg fir d'Héichschoulwiesen, den Här François Biltgen, huet d'Wuert. Här Biltgen!

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President. Ech soen dem Här Meisch Merci dass e mer erlaabt, nach eng Kéier am Laf vun dëser Äntwert op de Problem vum Bologna-Prozess anzegoen, well ech mengen, dass d'Onverständnis vum Bologna-Prozess och à l'origine ass vun der Fro, déi e mer hei stellt.

Fir d'éischt e puer Virausschéckungen. Éischtens, d'Uni ass autonom fir Coursen unzebidden. Et ass de Conseil de gouvernance, deen op Propositioun vun de Fakultéite respektiv „gestreamlined" duerch de Rektorat Décisiounen hëlt.

Zweetens, dat wat an dësem Fall geschitt, mä ech ginn nach eng Kéier am Detail drop an, dat ass konform zu deem Gesetz wat mer och hei - ganz vill vun Iech waren derbäi - gestëmmt hunn, 2003.

Drëttens, wat extrem wichteg ass, hei handelt et sech ëm en „bachelor" professionnel, dat heescht ëm - an ech kommen nach eng Kéier op den Terme „bachelor" zréck, fir deen nach eng Kéier ze erklären - en Diplom, en Unisdiplom, deen haaptsächlech op de Beruff axéiert ass. An do hält den Héichschoulminister et mat folgender Erkenntnis, dass e „bachelor" professionnel soll och op d'Besoinen notamment vum Secteur privé ausgeriicht sinn. Esou dass dat, wat hei d'Uni décidéiert huet, op wat ech elo nach eng Kéier aginn, och op Wonsch ass vum Secteur privé, déi esou Leit brauchen.

Dann nach als lescht, d'Virbemierkung iwwert de Bologna-Prozess: De Bologna-Prozess baséiert op dräi verschidden Unisdiplomer. Bachelor, dräi Joer am Prinzip, awer mir schwätzen net méi vu Joren, mir schwätze vu Kreditten, 180 Kreditten, woubäi an der Regel an engem Joer 60 Kreditte kënne verdéngt ginn. Dann de Master, 300 Kreditten, wat am Prinzip fënnef Joer sinn. An dann den Doktorat, wat dann am Prinzip aacht Joer sinn.

Woufir ass dee Bologna-Prozess esou wichteg? Mir hunn eng grouss Konferenz zu Bergen, déi ech copresidéieren, mat der norwegescher Ministesch. Et ass ganz einfach. De Bologna-Prozess ass wichteg, fir dass mer an Europa en Universitéitsraum kréien, wou d'Diplomer, d'Studien esou mateneen interchangeabel sinn, dass mer Mobilitéit kréien, dass mer Unerkennung kréie vun deene Studien.

Dat ass natierlech eng Rupture mat eisem ale klassesche System, dee ganz staark op de franséische System ausgeriicht war, wou mer Bac+4 als Endding aller Möglichkeiten haten. Mir mussen, an dat wäert och eng Kéier den Här Wiseler am Statut ëmsetzen, dee klassesche Bac+4-System, dee fir eis elo wierklech iewescht Raison ass, ersetzen duerch dee Bologna-Prozess.

Wat d'Uni décidéiert huet, ass Folgendes: Dass den Ingénieur industriel ersat gëtt duerch en „bachelor" professionnel, dat vun der Rentrée 2005 un, also elo am Hierscht, deen och 180 Kreditten huet. Dat heescht, fir déi Leit, déi elo en cours sinn, gëtt deen ale Regime weidergefouert. Fir déi nei Leit gëtt den neie Regime agefouert.

Dobäi kënnt - an dat geet op eng Motioun zréck, déi och an dëser Chamber ugeholl gouf am Kader vun den Debatte vun der Uni -, dass déi Leit, déi dann de Bachelor hunn, kënne während engem weidere Joer Studie maachen, fir den Droit d'établissement ze kréien. Dat heescht, mir maachen hei en neie Bachelor, deen…

(Interruptions)

Also ech schwätzen dat Escher aus, an op Escher gëtt dat e Bachelor.

(Interruption)

Jo, mä hien ass en engleschen Escher.

(Interruption)

En hält zwar nach ëmmer zur Jeunesse, mä soss ass et gutt.

Gutt, also, den Diplom, dat ass also e Bachelor - wann dat lech berouegt -, wou een awer kann nach e Joer hannendrun hänken, fir da sech och kënne fräi nidderzeloossen. An ech mengen dat ass extrem wichteg. Dat geet och op eng Motioun vun der Chamber zréck, dass déi dote Leit kënnen e Betrib grënnen. Dat sinn also Leit, déi Unistudie gemaach hunn an déi awer kënnen och hiren eegene Betrib grënnen, wat bis elo net de Fall war.

An deem Sënn si mer och absolut am Aklang mam Artikel 6, Paragraph 6 vum Gesetz vun 2003, dee just déi dote Méiglechkeet virgesäit.

An dann ass et och ganz kloer, Här Meisch, dass mer hei e Bachelor maachen a kee BTS. Dat heescht, mir maachen hei en Unisdiplom an net en Héichschouldiplom. Et ass e groussen Ënnerscheed zwësche BTS an Unisdiplom, an et ass och net geduecht, dass mer géifen e BTS als Konkurrenz zu deem doten Unisdiplom aféieren, esou dass déi Gefor net besteet.

Da mengen ech och, dass mer hei net géint belsch an hollännesch Précédantë verstoussen. Mir maachen ebe just den Ënnerscheed hei tëschent den…

M. le Président.- Här Minister, Dir misst elo zum Schluss kommen.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Jo.

…technesche Studien engersäits an eben de Studien, fir sech kënnen nidderzeloossen am fräie Commerce, an ech mengen, dass dat net nëmmen eppes ass, wat d'Chamber gefrot huet, mä wat och ganz gutt ass, fir eben déi dote Leit ze revaloriséieren. Ech halen op.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur Fro vum Här Laurent Mosar iwwert d'Presidentewahlen am Togo. Här Mosar!

- Question N°39 du 3 mai 2005 de Monsieur Laurent Mosar relative au résultat d'élection présidentielle au Togo, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration

M. Laurent Mosar *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun enger décker Woch ware Presidentewahlen an der Republik Togo, wou den Här Gnassingbé, de Fils vum laangjährege Generalpresident Eyadéma, déi Wahle gewonnen huet mat iwwer 60%. Duerno ass awer déi Victoire net unerkannt gi vun der Oppositioun, déi e groussen Deel och vun der Populatioun op d'Stroosse geholl huet. Am Moment ass eng grouss Onrou an deem Land. Et si schonn e puer Honnert Doudeger ze bekloen an et gesäit och duerno aus, wéi wann net ausgeschloss wär, datt et eventuell do zu engem Biergerkrich géif kommen.

An de leschten Deeg ass ëmmer erëm méi gefrot ginn no enger Mediatioun vun der Europäescher Unioun, déi eventuell do kënnt um Terrain intervenéieren. Duerfir wollt ech eigentlech haut de Mëtte vum Ausseminister wëssen, wat d'Positioun vun der Europäescher Unioun an där konfliktueller Situatioun am Togo ass. Ob och do envisagéiert ass, eng Mediatioun ze maachen.

An da wollt ech awer och nach an deem Kontext drop hiweisen, datt an de franséische Medien behaapt ginn ass, et wär eng Positioun vun der Europäescher Unioun do gewiescht. Déi wär awer zréckgehale ginn, op Drock vun der franséischer Regierung. Och do wär ech frou, wann den Här Ausseminister eis géif soen, ob déi Informatioun richteg ass oder net.

M. le Président.- Den Här Ausseminister huet d'Wuert. Här Ausseminister. Da kommt!

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, léif Kolleegen a Kolleginnen, am Togo ass et e President ginn, Eyadéma, deen 38 Joer do un der Muecht war, ënnert dem Protektorat virun allem och vu Frankräich. An de Mann ass gestuerwen, de 5. Februar, zimlech onverhofft. Dir wësst jo, dass de Fils vun deem President sech dunn direkt déclaréiert huet, dass d'Constitutioun him et géif erlabe fir als President do ze fungéieren.

Nun, do huet d'CDAO, dat ass déi Organisatioun vu Westafrika, eng ganz wichteg Roll gespillt. Si huet net unerkannt wat nom Doud vum President geschitt ass. Dat war eng wichteg an eng richteg Roll, déi vun den Afrikaner selwer gespillt ginn ass.

De 24. ass et dunn zu Wahle komm an deem Land. Zwee Kandidaten, Dir kennt se, de Gnassingbé engersäits, an dann den Akitani déi aner Säit, d'Oppositioun. D'CDAO, wéi d'Wahle waren, haten 150 Observateure sur place. Allerdéngs waren déi nëmmen een eenzegen Dag do. Se ware just den Dag vun de Wahlen do. Se waren och net dobäi, wéi d'Bulletinen dépouilléiert gi sinn.

D'Wahle selwer waren nach roueg. Sonndes mëttes huet dunn d'Oppositioun d'Computere beschlagnahmt kritt an d'Situatioun ass ëmmer méi explosiv ginn. A wat do remarquabel ass, dat ass dass d'CDAO a Frankräich - ech betounen, d'CDAO a Frankräich - direkt gesot huet, dass déi Wahlen ofgelaf sinn, de façon satisfaisante.

Bon, d'Europäesch Unioun - Här Mosar, fir Iech ze berouegen -, d'UNO an anerer waren do vill méi zréckhalend a se hunn en Appel gemaach, fir dass erëm soll Rou antrieden.

Dënschdes dunn no de Wahlen ass d'Resultat bekannt ginn, Dir hutt et gesot, 60% fir deen een, 38% fir deen aneren.

Déi Violencen zu Lomé, mengen Informatiounen no, oder vun eisen Déngschter: Et si keng honnerten Doudeger. Bis elo wieren also 22 Leit gemuert ginn an honnert Blessëierter. Et sinn awer allerdéngs och scho 16.000 Réfugiéen. Virun allem am Ghana an am Bénin.

Déi Däitsch hunn, fir Iech dat och ze situéieren, ongeféier 270 Leit an deem Land wunnen, während d'Fransousen der 3.300 do wunnen hunn. D'Goethe-Institut ass e Freideg geplëmmt an zerstéiert ginn. Haut ass e wichtegen Dag an där Saach hei.

Haut soll d'Cour constitutionnelle - si hunn eng Cour constitutionnelle am Togo - Stellung bezéien. Dat kënnt ganz wichteg sinn.

Bon, d'Positioun vun der Présidence: D'Présidence, dat ass jo eppes wat net am Vakuum fonctionnéiert. Mir hunn eng Deklaratioun gemaach. Déi ass ze gesinn op eisem Site; déi ass dann duerch ganz Europa an och duerch d'ganz Welt gaangen. Ech weess net ob ech elo hei soll widderhuele wat drasteet, mä dat ass ganz kloer. Frankräich, wann esou eng Deklaratioun gemaach gëtt: D'Présidence proposéiert, et gëtt e Courrier gemaach an all Land kann da seng Positioun festhalen.

Op jidde Fall hu mir den 28.04. als Présidence déi Deklaratioun hei gemaach. Do félicitéiere mer dem Vollek am Togo, dass et iwwerhaapt participéiert huet, well et war ënner schwierege Verhältnisser wou dat stattfonnt huet. Mir hunn d'Violencë condamnéiert; mir hunn en Appel gemaach zum Calme a mir hunn alleguerten déi politesch Dirigeanten encouragéiert, fir Reconciliatioun an deem Sënn ze schafen an och fir e Prozess vun Transitioun fäerdeg ze bréngen.

Also hei si mer jo an engem Land, op engem Kontinent, deen Afrika heescht, an an Afrika gëtt et d'Union africaine; et gëtt d'CDAO zum Beispill a Westafrika. Ech mengen, et muss een esou vill Confiance hunn an déi Leit an an déi Organisatiounen, dass déi et selwer fäerdeg bréngе fir do Médiateur ze spillen.

Dir wësst jo, dass elo och de President vum Niger a vun Nigeria sur place sinn. Do gëtt wierklech dono gekuckt vun afrikanescher Säit, an dorëms geet et. Et wier wierklech gutt, wann d'CDAO dat géif fäerdeg bréngе fir do d'Mediatioun kënnen zu engem Resultat ze bréngen.

Ech wëll Iech allerdéngs och nach soen, zum Ofschloss, dass den 18. Mee hei zu Lëtzebuerg eng Réunioun ass mat der CDAO, also eng ministeriell Réunioun ass mat der CDAO, a selbtverständlech wäerte mer dat Thema hei, wat ee wichtegt Thema ass fir déi ganz Regioun, och do zur Sprooch bréngen.

Mir als Présidence, d'Europäesch Unioun en tant que telle, probéieren alles ze maachen, fir dass an deem Land de Fridden am Intérêt vun der Populatioun erëm hiergestallt gëtt.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vum honorabelen Här Mehlen un de Landwirtschaftsminister an et geet hei ëm de Fleeschsecteur. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°40 du 3 mai 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'étude initiée par le Ministère de l'Agriculture concernant le secteur de viande au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat de 15. Februar schonn eng schréftlech Fro un den Här Minister gestallt iwwer eng staatlech Strategie am Beräich vun de Schluechthaiser am Allgemengen a méi am Speziellen iwwert d'Moderniséierung vum Mierscher Schluechthaus. Ech hunn de 16. Mäerz eng Äntwert kritt, an där de Minister eng Etüd an Aussicht gestallt huet, vun där éischt Resultater Mëtt vun dësem Joer géinge virleien.

Elo ass awer entre-temps mengen Informatiounen no passéiert, datt mat Bréif vum 7. Abrëll praktesch sämtlech Acteuren op deem Secteur hei am Land refuséiert hunn - dat sinn dräi Schluechthaiser plus zousätzlech sechs Fleeschveraarbechtungsbetriber - bei där Etüd do matzemaachen, mam Argument Décisiounen en faveur vun der Cepal géingen eng Concurrence déloyale pure et simple duerstellen.

Duerfir wollt ech den Här Minister froen, wat fir Konklusiounen datt hien aus dësem Refus zitt. Ech wollt en awer och froen, ob d'Regierung wëlles huet sech aktiv an dee Secteur anzemëschen, well dat wär eng fundamental nei Approche. Bis elo war et normalerweis esou, datt de Stat de legislative Kader stellt, datt en och d'Privatinitiativ iwwert d'Agrargesetz ënnerstëtzt, wa moderniséiert an ausgebaut gëtt, sech awer net an d'Décisioune vum Privatsecteur amëscht. D'Fro stellt sech, ob de Stat iwwerhaapt d'Recht huet fir aktiv an d'Wirtschaft anzegräifen.

Ech wollt och nach zousätzlech froen: Wéi ass déi quasi ënnerschwelleg Drohung ze verstoen, eng Verweigerung un där Etüd matzemaache géif riskéiere sech schiedlech op Bäihëllefen am Kader vum nationalen Entwécklungplang auszewierken? Soll hei Drock op Entreprisen ausgeübt ginn, déi sech bis elo ganz gutt am Konkurrenzkampf behaapt an entwéckelt hunn, fir eventuell a Strukture gezwongen ze ginn, déi hirer Entscheedungsfräiheet an enger oppener a fräier Wirtschaft géingen zewidderlafen?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden huet d'Wuert.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Mehlen huet drop higewisen, datt ech am Mäerz op eng Question parlementaire geäntwert hunn, woufir mer géinge mengen, datt eng Etüd fir de Fleeschsecteur an d'Fleeschveraarbechtung hei am Land ganz néideg wär.

Ech wëll et nach eng Kéier widderhuelen: En Drëttel vun de Schluechtranner ginn an d'Ausland exportéiert, do gi se verschafft, do gi Fleeschprodukter produzéiert, do ginn Aarbechtsplaze geschaf, do gëtt Mehrwäert geschaf. Eng ganz Partie vun deene Carcassen, déi hei am Land geschluecht ginn, ginn och an d'Ausland exportéiert fir do valoriséiert ze ginn, also och do ginn Aarbechtsplaze verluer.

Dat ass keng nei Erkenntnis. Schonn zënter enger ganzer Zäit vun e puer Joer froen d'Bauerenorganisatiounen, datt de Fleeschsecteur misst reforméiert ginn, datt dee misst méi op Vordermann bruecht ginn. An déi Leit, déi elo da wëllen déi Etüd net matmaachen, déi hunn net méi spéit wéi am Mäerz 2003 selwer aus där Erkenntnis eraus, datt misst eppes reforméiert a changéiert ginn, eng Initiativ ergraff fir esou eng Etüd op d'Been ze stellen. Se hunn zesumme mat der Veterinärinspektioun e Cahier des charges ausgeschafft. Finalement hu se awer kee Konsens fonnt, fir déi Etüd do duerchzezéien.

D'Chambre d'Agriculture huet dorobberhin och probéiert fir d'Initiativ ze ergräifen, do hätt de Stat 80% bäigeluecht. No laangen Diskussiounen huet nach eng Kéier de Secteur net matgemaach, fir déi Etüd do ze maachen.

Mir hunn dunn auslännesch Expertë geholl am Kader vun der Zesummenaarbecht tëschent dem SEG an dem Herdbook. Déi hunn eng Etüd gemaach iwwert d'Situatioun am Mëllechsecteur, am Fleeschsecteur, am Ranner- an och am Schwéngssecteur.

An där Schlussfolgerung, déi se do gemaach hunn - an dat ass jo zesummen ausgeschafft ginn, souwuel mat de Verantwortleche vum Herdbook-Verband wéi och vun dem SEG a mat aneren Acteuren aus dem Secteur -, si se zur folgender Konklusioun komm: „Auf dem Sektor der Fleischverarbeitung sind Defizite unverkennbar. Strukturelle Verbesserungen könnten sich an bisher erfolgreichen Konzepten orientieren, zum Beispill Luxbrid beziehungsweise Cactus-Label.

Im Bereich der Schlachtungen ist eine neue tragfähige Konzeption zur Schlachthofstruktur unter Beachtung von Spezialisierung, Kapazitätsauslastungen und Wirtschaftlichkeit von Schlachtung, Zerlegung und Vermarktung erforderlich. Die vorhandenen Strukturen in der Schlachtung und Verarbeitung erscheinen nicht zukunftsfähig, die Erarbeitung einer neuen Konzeption hierzu ist deshalb zu empfehlen."

Dorobberhin, well déi concernéiert Acteuren sech jo net selwer konnten dozou duerchréngen eng Etüd ze maachen, huet d'Regierung da gesot, da wëlle mir eng maachen am Intérêt vum Secteur, vun de Baueren, déi dovun ofhänken, datt se hannert hinne Leit hunn, déi hir Produkter, mat deenen se sech vill Méi ginn, fir datt dat Qualitéit ass, fir déi ze verschaffen, fir e Mehrwäert ze schafen a fir och hei am Land e staarken agroalimentairë Secteur opzebauen.

Mir hunn also du Co Concept beoptraagt fir esou eng Etüd ulafen ze loossen. Si hu Kontakt opgeholl, an och d'Veterinärinspektioun, mat de Leit aus dem Secteur. Se waren e puermol zesummen. Déi Leit waren am Dezember vum leschte Joer zu der Opfaassung komm, datt ee soll esou eng Etüd maachen, dat wär wichteg. Mir hunn dono de Cahier des charges weider ausgeschafft mat Co Concept a wollten am Mäerz elo déi Etüd ulafe loossen. Mir hunn hinne geschriwwen, mir wëllten dat maache wéi bei där anerer Etüd, mat dem Secteur zesummen.

Mir hu se ugeschriwwen, ob se wëllte matmaachen, ob se wëllten och bereet si fir an engem Steierungsgrupp matzemaachen, fir datt déi Etüd soll vum Secteur aus matgedroe ginn, an datt déi Erkenntnisser, déi géifen erauskommen, och kënnte mat hinnen duerchgeschafft ginn. Si hu mer dann elo e Bréif geschriwwen de 7. Abrëll, deen den Här Mehlen zitéiert huet, se wéilten elo net matmaachen an der Etüd, a si ginn als Grond un, duerch déi Aktioun mat Cepal wär eng Concurrence déloyale gemaach ginn.

Ech hunn dorobber zréckgeschriwwen, datt dat mech géif ganz staark wonneren, éischtens mol, well wann de Kuelbecherhaff integréiert gëtt an eng besser Schwéngefleeschproduktioun, da kënnen nëmmen d'Schluechthaiser an d'Veraarbechter dovunner profitéieren.

Zweetens kann ech hinnen och vun hei aus soen, datt wa si Terrainen hunn, déi gradesou wäertvoll si wéi déi vun der Cepal, a si bidden dem Stat déi un, wäert de Stat, wann en se brauche kann, an e kann eng ganz Partie gebrauchen, bereet sinn zum nämlechte Präis och esou Terrainen opzekafen.

Ech gesinn also net, wou do soll eng Concurrence déloyale sinn. Et war menger Meenung no weider näischt wéi en Ophänger, fir net brauchen déi Etüd do ze maachen, déi menger Meenung no an der Meenung no vun allen Expertë bluttnoutwendeg ass.

M. le Président.- Här Minister, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Dofir hu mer hinnen och zréckgeschriwwen, datt mir der Meenung sinn, déi Etüd misst duerchgezu ginn. Mir hunn hinnen och gesot - an dat ass déi Fro, wou mer elo da sollen Drock ausüben -, mir mussen en neit Agrargesetz maachen, wat vun 2007 bis 2013 gëlle soll. Virdru muss en nationale Programme de développement rural gemaach ginn, dee vun der Bréisseler Kommissioun aus approuvéiert muss ginn. A fir fir deen iwwerhaapt eng Approbatioun ze kréien, muss eng Etüd, eng Evaluatioun ex ante gemaach ginn. Do muss also bewise ginn, datt déi Secteuren, an déi mer wëllen investéieren…

M. le Président.- Här Minister, ech muss lech bieden.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Gitt mer nach eng Minutt, Här President.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Jo, jo, mä et deet mer Leed, all Minister huet sech haut de Mëtteg u seng Riedezäit gehalen. Et deet mer Leed, Dir sidd elo annerhallef Minutt driwwer. Mir hunn eben ee Reglement hei an der Chamber, dat ass esou.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Da géif ech awer och biede prezis Froen ze stellen, net där, bei deenen ee wierklech muss wäit aushuelen.

Ech soen lech, dat hei ass fir de Fleeschsecteur eng immens wichteg Problematik an och fir d'Baueren a fir d'Landwirtschaft mat.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Dir braucht nëmmen eng Heure d'actualité unzehuelen, da komme mer drop zréck.

M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*- Also ech wëll lech soen datt, wa mer net eng seriö Etüd, eng Gesamtevaluatioun hunn, da wäert d'Kommissioun net d'accord sinn, fir datt mer an Zukunft kënnen de Fleeschsecteur esou subventionéiere wéi mer dat an der Vergaangenheet gemaach hunn. Dofir mengen ech d'Etüd wär am Intérêt vun der gesamter Landwirtschaft a vum Fleeschveraarbechtungssecteur bluttnoutwendeg.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Als Nächsten huet den Här Claude Adam d'Wuert mat der Fro iwwert d'Circulaire de printemps fir d'Schoulpersonal an d'Gemengen. Här Adam!

- Question N°41 du 2 mai 2005 de Monsieur Claude Adam relative à la circulaire de printemps adressée au personnel enseignant et aux administrations communales, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, d'Circulaire de printemps vun der Madame Minister huet e ganze Koup Froen opgeworf. Ech wëll der just hei véier opgräifen, wou ech mengen, datt se och relativ kuerz Äntwerten zouloossen.

Éischtens, och gutt Iddien, déi een am Beräich Schoul wëllt ëmsetzen, brauchen Zäit a musse preparéiert ginn. Hutt Dir, Madame Minister, Är Direktiv iwwert d'Hausaufgaben am Primaire mat de Schoulpartner Elteren, Schoulmeeschteren, Collège des inspecteurs oder aneren ofgeschwat?

Zweetens, fir datt d'Kanner an hirem Rhythmus an an hirem eegene Stil kënne léieren, schreift Dir: «Il y a lieu de prévoir plus de souplesse dans l'organisation de l'horaire hebdomadaire.» Wat verstitt Dir ënnert «plus de souplesse»? Wie proposéiert, wien décidéiert iwwer esou nei a soupel Horairen?

Eng drëtt Fro: Am Museksunterrecht sollen déi éischt an d'véiert Stroph vun eiser Nationalhymne geléiert ginn. An Dir schreift souguer, datt all Schüler am Uewergrad dës Hymne muss maîtriséieren, wat dat och ëmmer heescht, summen oder sangen, hoffentlech net schreiwen. Hutt Dir lech och Sanktiounen ausgeduecht, wann e Schüler am Uewergrad eis Nationalhymne net kann? Wat maache mir mat Schüler, déi aus reliéisen oder anere Grënn keng Nationalhymne sangen?

Eng véiert a lescht Fro. D'Inspektere ginn invitéiert fir eng regional Formation continue ze organiséieren. Dat ass eng gutt Saach an eng richteg Saach. Vläicht kënnt Der eis preziséieren, ob dës Formatioun an der Schoulzäit oder ausserhalb vun der Schoulzäit organiséiert gëtt, a wat dann eventuell d'Envergure vun deene Mesuren an engem Schouljoer ka sinn?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Ech wëll soen, datt Der interessant Froe gestallt hutt. Et sinn der allerdéngs méi wéi véier gewiescht. Et ass minimum dat Duebelt. Ech muss och do soen, an do muss ech awer der Regierung Recht ginn, datt et schwiereg ass…

Une voix.- Schwéier!

M. le Président.- …a véier Minutten op all déi Froen, déi gestallt gi sinn, ze äntwerten, egal wéi interessant datt se sinn.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Et sinn awer véier Froen.

M. le Président.- Jo, mä an all Fro waren nach minimum dräi, véier Ënnerfroe mat dran.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech maachen dat ganz schnell, Här President.

M. le Président.- Voilà, Madame…

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Ech probéiere mech un d'Riedezäit ze halen.

M. le Président.- Ech hu vollt Vertrauen an Iech, Madame Delvaux, datt Dir dat packt.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Wann een direkt zur Saach kënnt, da brauch een net…

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Zielt dat do elo scho mat?

M. le Président.- Neen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, éischt Fro: Ass direkt d'Circulaire de printemps mat de Partner ofgeschwat ginn? Jo. Wéi all Joer ass déi Circulaire de printemps un d'FAPEL, un d'Elteren, un d'Gewerkschaften an un d'Inspektere geschéckt ginn.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Ouh?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Zweet Fro: Méi Souplesse an der Organisatioun vun der Schoul wëllt an dësem Fall soen, dass ee soll op d'Kanner agoen an hire Rhythmus…

(Interruption)

Den Här Adam ass iwwerrascht iwwer meng Äntwert. Ech kann lech awer soen, dass et esou war.

Souplesse heescht, dass ee soll op d'Kanner agoen an hinnen Zäit loossen, well mir schécken d'Kanner jo an d'Schoul, fir dass se solle léieren a léiere léieren. An d'Aufgab vun den Enseignanten ass et, fir ze vérifiéieren, dass d'Kanner dat, wat se supposéiert sinn ze léieren, och geléiert hunn.

Drëtt Fro: Et steet an der Circulaire de printemps en Appel, dass d'Kanner alleguerten déi zwou Strophen, déi éischt an déi lescht, vun der Heemecht solle léieren. Dat ass eng Demande gewiescht vun eise patrioteschen Organisatiounen. Mir sinn dëst Joer am sechzegste Joer nom Enn vum Krich. Ech perséinlech fannen och, dass ee soll d'Heemecht kënnen, wann een zu Lëtzebuerg lieft. Et sinn awer keng Sanktioune virgesinn, wann een se net kann.

An dat Véiert ass iwwert d'Formation continue. Et ginn elo scho Formation-continuen organiséiert. Wa mer wëllen hunn, dass differenzéierten Unterrecht gemaach gëtt, dass Evaluatioun soll diskutéiert ginn, da mengen ech, dass et wichteg ass, dat regional ze organiséieren. Zum Beispill wéi den „Mila" agefouert ginn ass, si regional esou Konferenzen ofgehale ginn, fir d'Enseignanten domadder ze familiariséieren. Déi waren an der Schoulzäit. Näischt verhënnert awer, dass se och a fräien Nomëtteger sinn.

Merci, Här President.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Madame, fir Är Äntwert.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux. An enger Minutt 20 sinn all d'Froe vum Här Adam beäntwert ginn.

(Brouhaha général)

Voilà, als lescht Fro hu mer haut eng Fro vun der Madame Viviane Loschetter, och un d'Ministesch zoustänneg fir d'Éducation nationale an d'Formation professionnelle, iwwert d'Ëmbenennung vum CATP «auxiliaire économe».

- Question N°42 du 3 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative à l'actuel CATP «auxiliaire économe» qui serait transformé en «auxiliaire de vie», adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo. Merci, Här President. Also meng véier Froe betreffen deen CATP «auxiliaire économe», dee sollt, wann dat richteg esou ass, a CATP «auxiliaire de vie» ëmgeännert ginn oder gi sinn. Déi éischt Fro wier: Stëmmt dat? Ass deen een CATP duerch deen aneren ersat ginn? A wéi engem Kontext soll déi Wandlung stattfonnt hunn?

Zweet Fro: Ass an dësem Kontext mat de concernéierte Leit um Terrain geschwat ginn? Ass do sondéiert ginn, wat wéi sollt do gehandhaabt ginn?

Meng drëtt Fro ass: A wéi enge Lycéeë gëtt dann elo déi nei Formatioun CATP «auxiliaire de vie» forméiert? Wie forméiert déi nei Leit, déi do an deen CATP ginn?

A meng véiert Fro wär déi: Mécht dat Sënn fir elo schonn esou eng Ëmännerung vum CATP an en «auxiliaire de vie» ze maachen, wou mer jo awer och nach e Projet

de loi 5338 fir eng Kreatioun fir e Lycée pour professions éducatives et sociales hunn? Wär et net gutt gewiescht, datt déi zwou Formatiounen an deemselwechte Lycée stattfonnt hätten? Wéini soll dann och déi Formatioun ufänken?

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. D'Wuert huet d'Madame Minister vun der Éducation nationale, d'Madame Delvaux.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, wann ech der Madame Loschetter hir véier Froe suivéieren, da weess ech, dass se d'Äntwert schonn op all Fro vun deene véier weess! Well soss hätt dat sech net esou logesch enchaînéiert.

Also éischt Fro.

(Interruptions)

Jo. Neen, dat ass, wann een den Dossier kennt, weess een, dass si d'Äntwert weess. Ech ginn awer ganz gären…

Éischt Fro: Den CATP «auxiliaire économe», gëtt dee verwandelt an en CATP «auxiliaire de vie»? Dat ass richteg, dass déi Diskussiounen amgaang sinn, fir deem «auxiliaire économe» en aneren Numm ze ginn. Awer net nëmmen en aneren Numm, och méi eng breet Formatioun. Dat ass eng Demande gewiescht vum Ministère de la Famille a vun den Haiser um Terrain, fir déi Leit kënne méi polyvalent anzesetzen, dass se eng Formatioun also kréie fir mat Kanner, fir mat eelere Leit, mat Handicapéierte kënnen ze intervenéieren, während den «auxiliaire économe» eng reng Haushaltshëllef war. Also ass d'Äntwert Jo.

Déi zweet Fro: Ass do diskutéiert ginn? Jo, do ass diskutéiert ginn. Do ass en Aarbechtsgrupp säit dem Oktober 2003 amgaang dorunner ze schaffen, fir e Référentiel, wéi dat heescht, de Profil vun där Professioun auszeschaffen. Do si ganz vill Leit: d'Chambres professionnelles, d'Schoulen, de Ministère, dorunner associéiert gewiescht.

Déi drëtt Fro ass, mir hoffen, mir plangen dorunner fir deen neien CATP am Hierscht, am September lafen ze loossen, an zwar an deeneselwechte Lycéeën, déi bis elo den CATP «auxiliaire économe» ausgebilt hunn. An dat ass, wa meng Erënnerung richteg ass: den Norden, also Wolz, an dann d'École Sainte-Anne zu Ettelbréck, dat ass Bouneweg a mengen ech nach een, dee fält mer awer elo de Moment net an.

Déi véiert Fro ass: Dir frot, firwat dann net an deem neie Lycée zu Fenteng. Näischt verhënnert, dass eng Kéier am Lycée zu Fenteng och géifen CATPen ausgebilt ginn. D'Gesetz léisst déi Méiglechkeet jo op wann et gestëmmt ass. Ech wëll awer soen, dass mer elo scho Problemer hu vu Plazmangel an där Infrastruktur. Mir hunn och de Moment an deem Iwwergank, wou d'Gesetz nach net gestëmmt ass, och Problemer vu Leit, esou dass ech net ausschléissen, dass eng Kéier do déi CATPe kënnen ausgebilt ginn. Mä si sollen elo emol an deene Schoulen ausgebilt ginn, déi dat virdru gemaach hunn.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech hunn eng Fro.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Dir musst de President froen.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech hunn d'Fro gestallt, wien déi Leit da forméiert an deene Lycéeën? Dat war och nach eng Fro.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Vu dass mer et an deeneselwechte Lycéeën ausbilde wéi déi, déi bis elo den «auxiliaire économe» ausgebilt hunn, ginn ech dovunner aus, dass dat déiselwecht Leit sinn. Dat si jo Lycée-techniquen. Déi hunn natierlech déi Enseignanten a Proffen, an ech ginn elo éierlech zou, Madame Loschetter, dass ech net genau weess wéi eng Proffen op der Lëscht si fir elo op deenen Dixièmen do d'nächst Joer Cours ze halen.

Ech kann Iech vläicht nach soen, dass geplangt ass eng Dixième plein temps ze maachen, wou d'Kanner dann an der Schoul sinn, an dann d'Onzième an d'Douzième, do gi se op den Terrain. Do si se an der Léier an da kommen se een Dag an d'Schoul.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux. Domat si mer um Enn vun dësem Punkt vun eisem Ordre du jour ukomm.

Mir kommen elo zum nächste Punkt vun der Dagesuerdnung, an do hu mer d'Question avec débat Nummer 2 vum Här Claude Adam iwwert d'Aféierung vum Engleschen op Septième. Den Här Adam huet fënnef Minutten Zäit fir seng Haaptfro an no der Äntwert vun der Ministesch kann en och nach eng Zousazfro virdroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou, Madame Delvaux. Zéng Minutte Riedezäit fir op d'Froe vum Här Adam ze äntweren. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

4. Question avec débat N°2 de M. Claude Adam relative à la création et au fonctionnement du lycée pilote

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Merci och, Här President, datt Der richteg gestallt hutt, datt meng Fro effektiv ëm d'Aféiere vum Engleschen op Septième geet a vill manner ëm de Projet „neie Lycée". Déi Fro hätt een och kéinte stellen. Dat kann ee jo dann nach eng Kéier nohuelen.

Am Résumé vum Conseil de Gouvernement vum 8. Abrëll 2005 steet am Kontext zu Amendementer zum Projet pilote „neie Lycée": «Une innovation importante réside dans un amendement qui modifie la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement afin d'introduire l'apprentissage de l'anglais dès les classes de septième.»

An der Regierungserklärung steet am Kapitel „Éducation nationale", zum Enseignement des langues: «Devant une situation linguistique de plus en plus complexe et sensible, en raison notamment d'une immigration toujours plus variée, un réajustement de l'enseignement des langues se fait pressant.» Dir bekennt Iech och an der Regierungserklärung nach eng Kéier zum Trilinguisme an eisem Schoulsystem, an et steet och do: «Eu égard à l'importance de l'anglais, l'apprentissage plus précoce de cette langue sera envisagé.»

An der Regierungserklärung steet näischt Spezielles iwwert den Enseignement vun de Sproochen am neie Lycée. Duerfir wollt ech vun Iech, Madame Minister, e puer Prézisioune kréien.

1. Ass et richteg, datt d'Enseignéiere vun Englesch zumindest mol nach fir déi nächst Rentrée op d'Septième vum Lycée pilote beschränkt ass? Ëmmer virausgesat, datt mir d'Gesetz nach virun der Summerpaus stëmmen. Ech hoffen, Madame Minister, Dir kënnt eis do berouegen a ganz einfach mat Jo äntwerten.

2. Wéi an der Unterrechtskommissioun d'Fro gestallt ginn ass, wou déi Stonne fir d'Englesch op Septième da géingen hiergeholl ginn, huet den zukünftegen Direkter gemengt, datt d'Organisatioun vum neie Lycée dat ouni Problem géing erméiglechen. Gesitt Dir dat och esou?

Op wéi engen Iwwerleeunge baséiert d'Décisioun, Englesch schonns op Septième anzeféieren? Gëtt et eng Etüd op d'Auswierkunge vun esou enger Décisioun op d'Situation linguistique, déi jo, wéi Der an der Regierungserklärung richteg schreift, zu Lëtzebuerg extra komplex ass a sensibel ass? Si scho Gespréicher mat de concernéierte Milieuë gefouert ginn? Och ëmmer virausgesat, wa mer d'Englesch op de Septièmen alleguerte wëllen aféieren.

Hutt Dir schonns konkret Virstellungen iwwert d'Onkäschten an d'Organisatioun vun esou enger Mesure op alle Septièmen? Hu mir genuch Englesch-Proffe fir esou eng Mesure nach an dëser Legislaturperiod ëmzesetzen? An, Madame Minister, well Der jo esou schnell a prezis an Ären Äntwerte sidd, an Dir hätt nach e bësselchen Zäit: Wou si mer mam Projet „neie Lycée" drun? Wéini, Madame Minister, ass domat ze rechnen, datt mer hei an der Chamber kënnen driwwer debattéieren?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Adam. D'Wuert huet elo d'Madame Delvaux, Minister, zoustänneg fir d'Éducation nationale an den neie Lycée.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci. Ech fille mech zoustänneg fir all d'Lycéeën. Merci, Här President.

Also ech sinn e bësse verwonnert, well eigentlech ass e Gesetz déposéiert an doriwwer hu mer jo da gutt Zäit fir och an der Chamber ze diskutéieren. Dofir war ech eigentlech e bëssen erstaunt iwwert déi Froen hei. Mä ech äntwerten awer ganz gären dorobber.

Also déi éischt Fro. D'Englesch soll op Septième, wann d'Gesetz fir den neie Lycée, de Lycée pilote, virun der Summerpaus gestëmmt gëtt, da géif jo deen neie Lycée am September ufänken an da wär effektiv virgesinn, am neie Lycée Englesch op Septième ze enseignéieren. Woubäi ech wëllt préziséieren, dass de Programm virgesäit, dass mer d'Englesch op Septième limitéieren. Dir wësst jo, dass et véier Kompetenze ginn an de Sproochen: also liesen, schreiwen, héieren, also nolauschteren, a schwätzen. A mir géifen et limitéieren op d'Schwätzen, Nolauschteren, Liesen, an net d'Schreiwen am éischte Joer Englesch am neie Lycée. Esou vill zu Ärer Informatioun.

Déi zweet Fro, do weess ech net méi wat Der genau do gesot hutt. Herno stellt Der jo sécher nach eng Fro, da kann ech dat vläicht préziséieren.

D'Iwwerleeungen, firwat d'Englesch méi fréi anzeféieren, déi sinn an den Diskussiounen an de Koalitiounsverhandlunge geféiert ginn, well mer feststellen, dass alleguerten d'Länner ronderëm eis ganz fréi mam Engleschen ufänken.

D'Fransouse plangen elo e Gesetz, dass een am véierte Joer, dat heescht also schonn an der Primärschoul domat ufänkt; d'Schwäizer sinn och amgaangen, déi jo och e bilinguë System hunn, Englesch méi fréi anzeféieren. An ech mengen, dass mer traditionell ee groussen Atout hätten zu Lëtzebuerg mat eiser Villsproochegkeet an dass et drëm geet fir deen net ze verléieren. An dofir d'Iddi, d'Englesch méi fréi anzeféieren.

A wann ech mer dann iwwerleeën, wat kënne mer da méi fréi maachen, dann ass et jo fréistens op Septième, well ech éierlech gesot net gesi wéi mer an der Primärschoul elo Englesch-Proffen aféieren. Also ass et déi eenzeg Méiglechkeet, fir d'Englesch dann op Septième anzeféieren, wa mer et wëllte méi fréi maachen.

Gespréicher mat dem Milieu: Also d'Englesch-Proffe sinn natierlech selbstverständlech Demandeur. Ech wëll Iech och berouegen. Firwat hu mer deen Amendement gemaach? Wa mer wëllen d'Englesch eng Kéier op Septième aféieren, musse mer effektiv d'Gesetz änneren. Well am Gesetz stinn déi Branchen, déi op Septième enseignéiert ginn, an do ass de Moment keen Englesch derbäi. Dat heescht, wa mer eng Kéier wëllen op Septième Englesch aféieren, da musse mer d'Gesetz dofir änneren.

An dofir ass och virgesinn déi Dispositioun am Gesetz, an hannendru steet, dass mer iwwer Règlement grand-ducal dann d'Mise en vigueur kënne maachen. Dat heescht, mir hunn net gesot, dass mer d'nächst Joer mam Englesche géifen ufänken. Ech denken och net dorunner, well mer jo eng Etüd beim Conseil de l'Europe commanditéiert hunn, iwwert de Profil linguistique vun eisem Land, iwwer och d'Besoinen, d'Kompetenzen, déi mer wëllen erreeche mat eise Schüler, an dat gëtt jo eng grouss Diskussioun iwwert de Sproochenunterrecht hei zu Lëtzebuerg. An ech wëll jiddefalls dat ofwaarden, éier mer eng Décisioun huelen, wéi vill Englesch a wéi een Niveau Englesch mer op Septième wëllten aféieren. Esou dass déi Dispositioun am Gesetz steet fir deen Dag, wou mer dat wëlle maachen, dass mer et kënne maachen, mä net wëllen aféieren, ouni eng large Consultatioun.

De Coût, dee kann ech Iech net soen. Dat hänkt jo dovunner of, wa mer géife méi Schoulstonne maachen, da gëtt et natierlech e Coût supplémentaire. Wa mer net méi Schoulstonne maachen, dann ersetze mer jo einfach eigentlech déi eng Enseignanten duerch déi aner an da gëtt et net méi deier.

Englesch-Proffen, hu mer der genuch? Ech mengen, dat do ass déi ganz schwéier Fro. Wou hu mer genuch Proffen, a wéi engem Fach? Mir hunn e risege Problem souwisou bei alle Proffen a mir recrutéieren zwar ganz fläisseg, all Joer der méi, mä mir kréien net all déi Leit recrutéiert, déi mer eigentlech zur Verfügung kënnten hunn. Ech denken awer, dass am Englesche genuch Proffen ënnerwee sinn, dass mer déi Lacunë kënnten ausfëllen.

An dann déi lescht Fro: Wou ass de Projet „neie Lycée" drun? Deen ass am Conseil d'État a mir waarden op den Avis vum Conseil d'État.

Merci, Här President.

M. le Président.- Madame Delvaux, nach kuerz eng Zousazfro vum Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Madame Minister, Dir sidd erstaunt iwwer meng Fro. Ech mengen, dat wat ech zitéiert hu virdrun, wat am Conseil de Gouvernement geschwat ginn ass, dat ass och effektiv an der Press erëmkomm an et huet ee sech geduecht, datt dat sech géing op de Projet pilote bezéien. Mä dat war awer net esou sécher. Dofir ass mol Är éischt Äntwert fir ze soen: Ma dat bezitt sech op de Projet pilote.

(Interruption)

Ass dat net richteg?

M. le Président.- Nach eng Kéier, fir dat do kloerzestellen, d'Madame Delvaux direkt dozou.

(Interruption)

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Madame Delvaux, fir datt mer hei ganz kloer eis och richteg verstinn, wa mer elo ausgefrot hunn, ganz prezis d'Fro: Gëtt am Hierscht vun dëser Rentrée d'Englesch op Septième am Lycée pilote agefouert?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Jo.

(Interruptions)

M. le Président.- Ech denken, datt et elo kloer an däitlech ass. D'Madame Delvaux huet mat Jo geäntwert. Lycée pilote, jo.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Merci.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Et ass alles gesot.

M. le Président.- Dir kënnt awer nach eng Kéier eropkommen, wann Der dat wëllt. Dir hutt nach Zäit.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen.

(Hilarité)

M. le Président.- Gutt! Da wär och dee Punkt ofgeschloss an da kéime mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Interpellatioun vum Här Lucien Clement iwwert d'Gestioun vum Héichwaasser a vun den Iwwerschwemmungen. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Wagner, den Här Scheuer an den Här Kox. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Lucien Clement.

5. Interpellation de M. Lucien Clement au sujet de la politique de gestion des crues et des inondations

M. Lucien Clement *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir hate Chance, géif ech soen, dëse Wanter mam Wieder. De Schnéi, dee mer haten, ass ouni Reen ofgaangen an dofir si mer och vun Héichwaasser verschount bliwwen. Mä well mer Chance haten, a well d'Wiederkonditiounen esou ware wéi se waren, ass dës Interpellatioun vläicht och net esou aktuell, wéi se et gewiescht wier am Fall wou mer keng Chance gehat hätten.

(Brouhaha général)

Mä, Här President, näischt ass esou sécher wéi dat nächst Héichwaasser. Et kënnt esou sécher wéi den Amen am Gebiet an dann ass d'Thema Héichwaasser an och Héichwaasserschied erëm un éischter Front vun der Aktualitéit, an deemno dann och erëm Ursaach fir verschidde politesch Ufroen an Debatten esouwuel um nationale Plang wéi och um lokale Plang.

Dofir fannen ech u sech dësen Zäitpunkt ideal fir lassgeléist vun all Aktualitéitsdrock an all Misère, déi esou eng Héichwaasserkatastroph mat sech bréngen, elo haut an aller Rou an ouni Opreegung iwwert dëst Thema heibannen ze diskutéieren an ze debattéieren.

Viru ronn zwee Joer hate mer schonn esou eng Interpellatioun hei an der Chamber iwwert d'Problematik Héichwaasser an Iwwerschwemmungen. Dës Interpellatioun war vun eis selwer, Här President, deemools ugefrot ginn. Et war sécherlech eng gutt an och eng konstruktiv Debatt, ee Joer virun de Wahlen. Dunn ee Joer méi spéit hate mer Wahlen an all Parteien hunn an hire jeeweilege Wahlprogrammer méi oder manner däitlech kloergemaach, wat an dësem Domän nach ze geschéien hätt. Si hunn och méi oder manner däitlech kloergemaach, datt nach eppes misst geschéien.

Ech zitéieren e puer Sätz aus deenen eenzelne Wahlprogrammer.

Esou schreift zum Beispill d'Demokratesch Partei: „Neben der Renaturierung sind Maßnahmen zum Schutz des Hochwassers notwendig." D'LSAP schreift: „Hochwasserkatastrophen bewirken hohe volkswirtschaftliche Schäden. Die Sozialisten sprechen sich deshalb für höhere staatliche Beteiligung an Hochwasserschutzmaßnahmen aus, welche die Gemeinden vornehmen."

D'CSV schreift an hirem Wahlprogramm: „Dem Hochwasserschutz wird auch weiterhin verstärkte Aufmerksamkeit gewidmet werden. Die CSV setzt sich für vorbeugenden Hochwasserschutz ein, wobei es zunächst gelten wird die natürlichen Überschwemmungsgebiete zu erhalten, bezwecklich zurückzugewinnen. Wo dies erforderlich ist, muss deren Wirksamkeit durch kleinere bauliche Maßnahmen erhöht werden.

Prävention allein reicht jedoch kaum aus, um die hochwassergefährdeten Gemeinden entlang der großen Flüsse, wie zum Beispill Sauer und Mosel, zu schützen. Die CSV ist der Meinung, dass man hier nicht ohne technische Maßnahmen (Schutzmauern unter anderem) auskommen wird. Der Hochwasserschutz kostet Geld und die am meisten betroffenen Gemeinden sind finanziell kaum in der Lage sämtliche erforderlichen Schutzmaßnahmen zu finanzieren.

Hochwasser ist kein lokales oder regionales, sondern ein nationales Phänomen, da durch überall stattfindende Flächenversiegelung im ganzen Land die natürliche Absickerung und der ursprüngliche Wasserlauf gestört werden. Das Vorgehen gegen Hochwasser ist deshalb ein nationales Anliegen, dessen Finanzierung auf staatlicher Ebene koordiniert werden muss. Wir wollen studieren, inwieweit die nicht betroffenen Gemeinden zukünftig im Rahmen eines solidarischen Finanzierungsinstrumentes der Maßnahmen zum Hochwasserschutz einen angemessenen Beitrag zum Gesamtaufwand leisten können."

Den ADR schreift a sengem Wahlprogramm: „Wir wollen Hochwassergefahr in Zusammenarbeit mit den Landeigentümern durch ein flächendeckendes System von Rückhaltedämmen an ihrem Ursprung entgegenwirken. Punktuell sind zusätzliche Maßnahmen wie der Bau von Schutzwällen oder Mauern zu ergreifen."

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Bei deene Gréngen ass den Héichwaasserschutz éischter méi dürfteg behandelt ginn an hirem Wahlprogramm, oder ech hunn en net fonnt dodran, ausser: „Wir werden Wasserschutzprogramme, getrennte Kanalisationssysteme für Niederschlags- und Schmutzwasser sowie Regenrückhaltebecken fördern", hunn ech u sech näischt an deem Programm fonnt.

Dir gesitt, Här President, ech hunn dat heiten zitéiert, fir ze weisen, datt all Parteie virun de Wahlen der Meenung waren, datt hei a Saachen Héichwaasserschutz eppes misst ënnerholl ginn. Ech ginn dann och dovunner aus, datt sech un dëser Meenung och no de Wahlen näischt geännert huet. Mir wäerten dat sécher elo am Verlaf vun dëser Debatt vun deenen eenzelne Riedner, déi ageschriwwe sinn, héieren.

Dofir ass et och net weider verwonnerlech, Här President, datt een am Accord de coalition deen heiten Textpassage dann och erëmfënnt: «En matière de gestion des crues et des inondations, le Gouvernement établira un plan national des zones inondables et des zones de rétention des cours d'eau du pays. Un concept de gestion des risques liés aux crues et de protection contre les inondations définissant notamment les possibilités de financement des mesures anticrues sera mis en place. Les travaux de renaturation des cours d'eau seront poursuivis suivant un plan d'intervention prioritaire à établir par l'Administration de la gestion de l'eau.» Dat ass dat wat mer am Accord de coalition fannen.

Ech hat ufanks scho gesot, Här President, mir hätten dëst Joer Chance gehat. Dat heescht awer net, datt d'Héichwaasserkatastrophe vun 1993, 1995 a vun 2003 elo vergiess wieren. Si sinn haut net méi direkt aktuell. Mä si si mat Sécherheet och net vergiess, virun allem net bei deene Leit vergiess, déi direkt dovunner betraff waren. All Regioun uechtert Land, wou e Floss leeft, ob grouss oder kleng, ka vun Héichwaasser betraff ginn. D'Kritären oder besser gesot déi äusserlech Ëmstänn, déi zu Héichwaasser féieren, si bei all Floss bal ëmmer déi nämlecht. An d'Spueren an de Schued, deen ugeriicht gëtt, déi si méi oder manner och déiselwecht.

Et muss een allerdéngs soen, datt Héichwaasser op der Musel awer éischter mat Annonce kënnt wéi et vläicht bei der Sauer oder bei anere méi klenge Flëss de Fall ass. No Schnéischmelzen an de Vogesen, no undauerndem Reen oder no undauerndem staarke Reen ass direkt a ganz sécher och Héichwaasser ugesot. Mä wéi schonns gesot, d'Musel kënnt net iwwer Nuecht. Si kënnt net ouni Virwarnung, wéi dat bei anere méi klenge Flëss awer duerchaus de Fall ka sinn.

Héichwaasserprognose fir dee gréisste Floss an eisem Land sinn dank engem dach performanten Informatiounssystem als relativ fiabel unzegesinn, obschonns se awer ëmmer nach duerch nei technesch Mesurë kënne verbessert ginn. Déi eenzel Uertschaften un der Musel hunn ënnerschiddlech performant Informatiounssystemer.

Et konnt een de leschten Donneschdeg an der Zeitung liesen, datt zu Waasserbëlleg en neien elektronesche Pegelanzeiger géif installéiert ginn. Dat ass mat Sécherheet ze begréissen a wäert och den Awunner vu Waasserbëlleg zu gegebener Zäit eng grouss Hëllef a Saachen Héichwaasser sinn.

Och ass d'Zesummenaarbecht mat deenen eenzelne Statiounen aus Frankräich an Däitschland séier wichteg. Ech muss allerdéngs festhalen, datt den Informatiounsaustausch mat eisen Nopeschstaten séier gutt fonctionnéiert. Ech hu mech selwer kënne bei der Statioun zu Tréier informéieren an hunn eng ganz gutt Kollaboratioun mat Lëtzebuerg confirméiert kritt. Eng Tréirer Statioun, déi d'ailleurs séier performant équipéiert ass, wat Virwarnsysteme betrëfft mat Donnéeën iwwert d'Regeneinzugsgebiete vun der Musel a vun all hiren Niweflëss mat direktem Uschloss un déi betreffend Wiederstatiounen an esou weider. Ech hat och d'Impressioun, datt déi Statioun net nëmme gutt équipéiert ass, mä datt se och nach gradesou performant a gutt schafft.

Do wou een an dësem Domän hei zu Lëtzebuerg, Här Minister, nach verbessere kann, soll dat och gemaach ginn. Bei der Musel ass et op jidder Fall, wéi schonns gesot, net esou, datt een owes schlofe geet a moies steet ouni Virwarnung de Keller oder d'Haus ënner Waasser. Bei der Sauer, der Uelzecht, der Our oder anere Flëss kann dat schonn de Fall sinn, ouni datt een den Dag virdrun owes dorunner geduecht huet.

Dat alles ännert allerdéngs näischt un der Tatsaach, datt d'Musel trotz allem Schéine wat se mat sech bréngt - ech denken hei besonnesch un den Tourismus, un de Wéngert, un d'Landschaft, un de Floss selwer - awer och schonns vill negativ Spuren hannerlooss huet. All Héichwaasser, egal wou et am Land ass, ass als nationale Problem unzegesinn. Deemno ass en och esou ze behandelen. Hei dierfen déi betraffe Gemengen oder déi betraffe Regiounen net elenggelooss ginn. Hei muss déi national Solidaritéit spillen.

Et ass, Här President, ze einfach fir drop hinzeweisen, datt fir Waasser - egal wat fir eng Aart Waasser - hei zu Lëtzebuerg d'Gemengen eleng zoustänneg sinn. Et gëtt verschidden Ursaachen, déi zu Héichwaasser féieren. Et gëtt der, déi kann ee beaflossen. Et gëtt der, déi kann een net beaflossen, wéi zum Beispill de Reen, de Schnéi oder d'Wieder am Allgemengen. Aner Ursaachen, déi zu Iwwerschwemmunge féieren, kann ee beaflossen, oder au moins et kann ee se korrigéieren.

Eng Deelursaach vum Héichwaasser ass mat Sécherheet iwwerméisseg vill Reen an engem kuerzen Zäitraum. Mä dëse Ree fält jo awer net nëmmen an deenen Uertschaften, déi un engem Floss leien, neen, e fält am ganze Land an e fält an enger ganzer Regioun. Datselwecht gëllt selbstverständlech och fir iwwerméisseg vill Schnéi, deen da mat Reen ofgeet. Ech mengen d'Gesamteinzuchsgebitt vun der Musel beleeft sech op 22.000 km² a betrëfft u sech dräi Länner oder dräi Regiounen, nämlech d'Lorraine, Lëtzebuerg a Rheinland-Pfalz.

Eng aner Deelursaach gëtt mat Sécherheet duerch de Mënsch selwer awer erbäigefouert. Ech denken hei un déi iwwerméisseg Versigelung vum Buedem, an dat ouni Kompensatiounsmesuren. Ech denken un d'Kanalnetzer, déi d'Waasser schnell, fir net ze soen ze schnell deenen eenzelne Flëss oder Baachen zoufëieren. Net dacks genuch gëtt hei, wa gréisser Bauprojeten ustinn, doru geduecht fir ufalend Iwwerflächewaasser fir d'éischt a Retentiounsbecken ofzefëieren.

Derbäi kënnt och nach, datt op ville Plazen am Land an der Zäit op deene falsche Plaze gebaut gouf. Eréischt d'Kopplung, Här President, vun all dëse Mechanismen, de Reen, de Schnéi, d'Versigelung, feelend Retentiounsbecken, zum Deel falsch Bebauungspolitik, féieren zu engem bestëmmte Moment zu Héichwaasser, ergo dann och zu zolitten Héichwaasserschied.

Well awer bal iwwerall am Land dës vu Mënschenhand ervirgeruffe Feeler gemaach goufen, a well de Reen och am ganze Land oder an der ganzer Regioun fält, duerfir geet d'Héichwaasserproblematik eis alleguer eppes un, an duerfir musse mir och alleguerten zesummen no Léisunge sichen. Allerguer, dat heescht un éischter Stell de Stat an d'Gemengen, mä an dësem Dossier géif ech soe sinn awer och d'Responsabilitéit an d'Solidaritéit vun all Eenzelne gefuerdert.

Här President, et gëtt Léisunge fir dem Misère Iwwerschwemmungen a Schied bäizekommen. Et gëtt zwar keng honnertprozenteg Léisungen, mä et gëtt der. D'Méiglechkeeten, dem Héichwaasser mat Mënschenhand entgéintzewierken, sinn zwar zu engem groussen Deel begrenzt, mä dat wëllt awer net heeschen, datt ee se duerfir net soll notzen.

Op däitscher Säit sinn déi Méiglechkeete genotzt ginn. Dee leschte baulechen Héichwaasserschutz op däitscher Säit ass vis-à-vis vu Waasserbëlleg zu Wasserliesch d'lescht Joer fäerdeg gestallt ginn. Bis erof op Bernkastel sinn esou zum Deel dach séier effikass Moossname realiséiert ginn. Bis zu 50-jähreg Pegele sinn esou an de Gréff ze kréien. Ech géif jiddfereen heibannen invitéieren, fir sech esou eng Schutzmoossnam emol ukucken ze goen, virausgesat en huet dann och déi néideg Zäit an och déi néideg Loscht dozou.

(Interruptions)

Et ass jo net nëmmen de Schutz eleng, dee wichteg fir déi jeeweileg Uertschaften ass, et entsteet och hannert deem Schutz e ganz anert, en neit Liewen an deenen Uertschaften. E Paradebeispill heifir ass Saarburg. E ganzen Deel vun dëser Stad, deen ënnerhalb vum Waasserfall läit, war virun de Schutzmoossnamen e wierklech verfalenen, dreckege Quartier ouni Aktivitéit, an et wollt och kee Mënsch méi do wunnen an et huet och kee Mënsch do gewunnt.

Haut, e puer Joer nom Installéiere vun deene Schutzmoossnamen, fënnt een do kleng Künstlergeschäfter, Atelieren, Haiser, déi restauréiert gi sinn, a selbstverständlech ginn dës Haiser dann och erëm zu Wunnzwecker genotzt. Et ass wierklech derwäert fir sech dat eng Kéier ukucken ze goen.

Wichteg schéngt mir awer och, datt een, wann ee vu Schutzmoossname schwätzt, de Leit allerdéngs kloermaache muss, datt et keen honnertprozentege Schutz géint Héichwaasser gëtt, an et wäert en och ni ginn. Mä wéi schonns gesot, dat däerf keen Argument oder keng Ursaach sinn, fir keng baulech Moossname virzehuelen.

Fazit ass awer, datt a Saachen Héichwaasserschutzmesuren Däitschland Lëtzebuerg mat Sécherheet zéng bis 15 Joer viraus ass. D'Etüden iwwert d'Héichwaasser an iwwer Héichwaasserschutz op der Musel an op der Sauer, déi de viregten Innenminister, den Här Wolter, an Optrag ginn huet, sinn ofgeschloss, an d'Resultater leie fir. Virewech geholl, de Schutz géint Héichwaasser ass technesch hei duerchaus machbar, wann en och net iwwerall mat deeneselwechte Moyene soll duerchgezu ginn.

D'Etüde gesinn net fir all Uertschaften déiselwecht Mesurë vir. Fir verschidden Uertschafte gëtt Linienschutz proposéiert, dat heescht am Kloertext, datt all Haiser geschützt solle ginn. Well d'Etüd sech awer och ausschwätzt iwwert de finanzielle Volet, gëtt bei aneren Uertschaften nëmmen en Objektschutz proposéiert. Et gëtt hei nom Kosten-Nutzen-Prinzip verfuer, dat heescht, wann ech zum Beispill zéng Milliounen Euro fir Héichwaasserschutz op där enger Säit bereetstellen oder investéieren, muss ech op där anerer Säit op d'mannst och fir zéng Milliounen Euro Haiser schütze kënnen, sou datt mer zu engem Ratio 1:1 op d'mannst kommen.

Schied, déi duerch grouss Iwwerschwemmungen entstinn, si meeschtens och verheerend fir d'Existenze vun deene Leit, déi et betrëfft. Et spillt hei och guer keng Roll ob dat Geschäftsleit, Wënzer, Handwierker oder Privatleit sinn. De Schued spieren se alleguerten, a jiddfereen op seng Aart a Weis.

An ech wëll duerfir och e Passage aus der Etüd zitéieren: „Der in der Untersuchung ermittelte mögliche Gesamtschaden für den heutigen Zustand an der Luxemburger Mosel ist beeindruckend: Falls heute ein Hochwasser wie 1983 auftreten würde, müsste mit Schäden von circa 38,6 Millionen Euro nur auf luxemburgischer Seite gerechnet werden. Die Schäden verteilen sich dabei sehr unterschiedlich auf die einzelnen Gemeinden."

Dir gesitt, et geet net hei ëm dräi Frang a fënnef Su, et si schonn immens Zommen, déi hei am Raum stinn. An dat beweist dann och sécherlech, datt et net vu Muttwëll ass, et ass souguer eng Rechtfertegung fir haut heibannen iwwer esou e Sujet ze diskutéieren.

Niewent enger ganzer Rei vu méi punktuelle Moossname gesäit d'Etüd och eng Verbreederung vum Muselbett ënnerhalb Réimech vir. Dës Mesure ass mat Sécherheet nëmme mam Accord vun eisem Nopeschland Däitschland méiglech an iwwerschreit mat gradsou grousser Sécherheet d'Kompetenzen a virun allem och d'Méiglechkeete vun der Réimecher Gemeng.

Ech hunn an deene verschiddenen Uertschaften an Däitschland gesinn, datt Maueren oder natierlech Wäll, déi eng Uertschaft schütze sollen, sech relativ gutt an d'Bild vun der Landschaft integréieren. Mä et ass net nëmmen dat wat ee vum Wall gesäit wat richteg vill Geld kascht. De Gros vum Käschtepunkt läit am Buedem selwer.

Et sinn dat Palplanchen, déi an de Buedem musse gerammt ginn, fir dat natierlecht Grondwaasser vum Floss ze eliminéieren. De ganze Kanalréseau muss mat Drockklappen ausgestatt ginn, fir den Offloss ze garantéieren an de Réckfloss selbstverständlech och ze verhënneren. Pompele mussen am Fall vun Héichwaasser dat ufalend Iwwerflächewaasser an de Floss transportéieren. Ech mengen, d'Stad Iechternach - an ech ginn dovun aus, datt den Här Scheuer herno och nach dorop zréckkënnt - huet kierzlech esou e System installéiert. Ech hoffe just an ech wënsche mer, datt de Succès vun dëser Mesure d'Erwaardunge vun de Leit och erfëlle wäert.

Dat alles awer, Här President, kascht vill Geld, esou vill Geld, datt eng eenzel Gemeng, déi betraff ass, dat onméiglech eleng opbrénge kann. Duerfir ass et wichteg, datt een, éier een iwwer Héichwaasserschutzmoossnamen diskutéiert, en zolitte Finanzplang mat enger Prioritéitelëscht stoen huet.

Dir, Här President, - elo ass et awer en anere President deen hei ass, mä et war den Här Weiler - hutt virun zwee Joer fir eng Solidaritéit ënnert de Gemenge plädéiert an iwwert de Finanzement dat heite gesot: „Hei wäert sech ganz séier erausstellen, wéi grouss d'Solidaritéit ënnert de Gemengen ass. Eng, denken ech, interessant Aufgab fir de Syvicol an de Conseil supérieur des Finances communales."

Esou ee Solidaritéitsfong, dat wier, géif ech soen, eng Méiglechkeet. Mä et gëtt och nach aner Méiglechkeeten. Haut gesäit d'Finanzéierung vum Bau vu Schutzmoossname géint Héichwaasser esou aus, datt déi concernéiert Gemeng 50% vun de Käschten dréit, an déi aner 50% vum Stat iwwerholl ginn. Dat mag e Modell sinn, dee funktionéiert. En huet jo och bis elo funktionéiert do wou e gebraucht ginn ass, mä ech mengen, datt et sech dobäi awer ëmmer ëm Beträg gehandelt huet net an där Gréissenuerdnung wéi d'Etüd vun der Musel se virgesäit.

D'Planung allerdéngs gëtt mat 80% vum Stat subventionéiert. Déi rezent Etüd iwwert d'Musel gesäit am Fall vu Réimech e finanziellen Opwand vu +/- 16 Milliounen Euro vir, d'Muselverbreederung bei de Caves Saint-Martin inclus. Well ech awer elo de Budgetsiwwerschoss am ordinäre Budget laut Konte vun der Stad Réimech kennen, an duerfir och weess, datt dat +/- 1,5 Milliounen Euro sinn, weess ech, datt d'Stad Réimech mat deem bestehende Finanzéierungsmodus vu fifty-fifty keen Héichwaasserschutz an där Gréissenuerdnung baue kann. Ech hunn elo vu Réimech geschwat, net well ech dat prioritär wëll gesinn, mä ganz einfach well ech déi finanziell Méiglechkeete vun der Stad Réimech kennen.

Ech sinn awer gradsou sécher, datt aner Gemengen, déi un deenen eenzelne groussen an och manner grousse Flëss uechtert d'Land leien - an deene Gemengen hir Finanzsituatioun ass lech, Här Minister, sécherlech bekannt oder op d'mannst ass si Äre Servicer bekannt -, datt déi Gemengen ähnlech gelagert Finanzprobleemer kréie wäerten, wa si Héichwaasserschutz an där Gréissenuerdnung baue wëllen oder baue mussen.

Egal wéi elo de Finanzéierungsmodell ausgesäit, sinn ech der Meenung, datt déi concernéiert Gemeng net soll méi wéi 10% vun de

Fraisën droen a wahrscheinlech och net droe kann. All anere Finanzéierungsmodell ass fir déi kleng Uertschafte laanscht d'Flëss finanziell net tragbar. Et misst menger Meenung no ee Programm opgestallt ginn, wéi mir en u sech vum Kläranlageprogramm hier kennen. Ee Programm, deen d'Zäitschinn, an där mir dee gesamten Héichwaasserschutz laanscht een an deeselwechte Floss wëlle realiséieren, festleet. Dat muss net alles an engem Joer gemaach ginn, et kann ee sech do schonn aacht oder zéng Joer virstellen - allerdéngs mat Prioritéiten. E Programm, deen de Finanzéierungsmodell och definéiert a selbstverständlech dann, wéi ech scho gesot hunn, Prioritéite festleet, wat fir eng Uertschaften am meeschte betraff sinn, a wou dann och déi baulech Moossname fir d'éischt sollen ugefaange ginn.

An Däitschland ass de Finanzéierungsmodell och 90:10, mat deem Ënnerscheed allerdéngs, datt do d'Land an net d'Gemeng de Bauhär ass. Do ass et also esou, datt d'Gemeng 10% vun de Käschten un d'Land rembourséiert. Mat Sécherheet, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ee Modell iwwert deen een och hei zu Lëtzebuerg nodenke kann an och nodenke soll. Ech kommen nach eng Kéier dorobber zréck.

National Solidaritéit gesinn ech awer net nëmmen um finanzielle Plang, obscho si hei séier wichteg ass, fir déi verschidde Projeten iwerhaapt realiséieren ze kënnen. National Solidaritéit geet fir mech méi wäit. All eenzel Gemeng am Land misst hire Bebauungsplang esou gestalten, datt haaptsächlech bei gréissere Bauprojeten oder Lotissementer Retentiounsbecke virgeschriwwe wieren. Datselwecht gëllt och fir de Stat beim Bau vu Stroossen, Schoulen, Altersheimer, Kliniken oder anere grousse Gebaier.

Wann ee kann, elo soen ech emol dräi Parkingen ënner ee grousst Gebai setzen, da mengen ech, da kéint een och ënnendrënner eppes maachen, fir bei ganz staarkem Reen d'Waasser e bëssen ze reguléieren, wat do fält. Duerch dës Bassins de rétention géif ee selbstverständlech verhënneren, datt d'Waasser eréi bis elo um schnellste Wee an deen nächste Floss oder an déi nächst Baach géif offléissen.

Vill esou dach éischter kleng Moossname géifen awer an hirer Gesamtheet een zolitte positiven Effet kreéieren. Och wann déi verschidden Héichwaasseren an hirem Mooss vu Verwüstung wuel mateneen ze vergläiche sinn oder datt ee si wuel matenee vergläiche kann, sou kann een allerdéngs déi gewalteg Waassermengen, déi d'Musel bei Héichwaasser féiert, net mat deene Menge vergläichen, déi aner Flëss hei am Land hunn.

Sou ass zum Beispill nozeliesen, datt d'Musel 1993, wou mir Katastrophenhéichwaasser haten - elo lauschtert gutt no, Dir Dammen an Dir Hären -, 4.200 m³ an der Sekonn an de Rhein déverséiert huet. Rechent een dat elo mol eng Kéier héich, mécht dat 252.000 m³ an der Minutt, dat mécht 15.120.000 m³ an der Stonn aus.

Dat, Här President, wëll ech Iech soen, si gewalteg Waassermengen. Ech kann Iech ee Lidd dovu sangen. Et brauch ee sech nëmme bei esou Saachen op d'Réimecher Bréck stellen ze goen, da gesäit ee wat do transportéiert gëtt.

Wéi gewalteg dat ass, wëll ech un deem Beispill dokumentéieren: De Barrage vun der Sauer huet eng Gesamtcapacitéit vun 58 Millioune m³. Dat heescht an anere Wierder a knapp véier Stonnen ass dee gesamte Barrage zu Réimech ënnert der Bréck passéiert. Beim Héichwaasser vun 1993 a vun 1995 si ronn 3.000 Millioune m³ Waasser duerch d'Musel gefloss: Dat ass ongeféier 50-mol dee ganze Stausee.

Ech hunn déi Chifferen hei genannt fir einfach emol eng Kéier ze illustréieren, wéi gewalteg déi Waassermenge sinn, an déi soll ee kennen, déi Chifferen, wann ee wëllt doriwwer diskutéieren.

Ech hunn dës Interpellatioun un d'Regierung ugefrot, éischtens, fir meng Meenung kënnen ze soen, an zweetens, fir iwwer verschidde Punkten Opschloss ze kréien.

Deen éischte Punkt war dee vum Finanzement. Meng Meenung dozou hunn ech elo grad duergeluecht. Ech kennen d'Iddië vun der Regierung net, ech sinn awer trotzdeem gespaant wéi d'Regierungspropos ausgesäit.

Deen zweete Punkt behandelt d'Fro iwwert d'Iwwerschwemmungszonen, déi a verschiddene Gemengen ausgewise goufen, an dat als Konklusioun no den Iwwerschwemmunge vun 1993 a vun 1995. Et gëtt mat Sécherheet Iwerschwemmungsgebidder, wou net dorop gebaut soll ginn, an och net däerf dorop gebaut ginn. Et handelt sech hei zum Deel och schonns ëm Terraien, déi net bebaut sinn, an déi als Retentioun eng Roll spillen. Wann awer wéi zum Beispill zu Iechternach Schutzmoossname scho geholl gi sinn, misst een d'Verbuet vum Bauen och, mengen ech, do nei iwerdenken.

Den drëtte Punkt ass d'Fro un d'Regierung: Wéi geet et weider? An dat ass och menger Meenung no ee ganz wichtege Punkt: Wéi geet et weider mat den Etüden iwwert d'Sauer, an notamment iwwert d'Musel? Éischtens, wie këmmert sech dorëm? Wéi gesäit den Här Minister den Timing oder besser gesot d'Zäitschinn, op där geschafft gi soll? Et wier u sech eigentlech schued, wann dës dach deier a virun allen Dénger och wäertvoll Etüde kee Suivi kriten, a si géifen am Tirang verschwannen.

Ech hat et schonn ugedeit, eng eenzel Gemeng ass menger Meenung no mat der Handhabung vun esou engem risegen Dossier ouni Ënnerstëtzung vum Stat oder vum Ministère einfach iwwerfuerdert. Hei wier et sécher wichteg a gutt, wa mir eng Cellule d'accompagnement oder de coordination am Ministère selwer installéiert hätten, déi sech, wann et politesch dann och gewollt ass, oder wierklech gewollt ass, ëm d'Ëmsetze vun der Etüd dann och géif këmmeren.

Dee véierte Punkt freet, ob schonn ee Plang oder ee Konzept do ass iwwert d'Renaturatioun a selbstverständlech och déi natierlech Rétentioun bei a vu méi klenge Flëss. Bei deene klengen oder sou genannten Niewefléss an och bei de Baache si Mesurë wéi d'Renaturéierung an d'Retentioun sécher vu grousser Wichtegkeet. Ee Landesplang, dee séier wichteg ass an deen och Prioritéite festleeë soll, ass hei virgesinn. Dofir froen ech, Här Minister: Wou sinn déi Aarbechten drun, oder wéi wäit sinn dës Aarbechten?

Dee fënnefte Punkt enchaînéiert gewëssermoossen un d'Fro vum Punkt dräi, wat de Suivi vun der Etüd ugeet. Et wier ausserdeem trotzdeem och interessant vum Minister ze héieren, ob nach aner Gemenge schonns Mesures anticrues lafen hunn oder envisagéiert hunn.

Dat gesot, Här President, sinn ech gespaant op d'Äntwerte vun der Regierung. Ech hoffe schonns, datt si esou ausfalen, datt endlech Mesurë machbar ginn, déi deene Leit hëllefen, déi Joer fir Joer baange mussen, wann et Wiederbedingunge gëtt, déi zu Héichwaasser féiere kënnen. Et ass mat Sécherheet, an ech mengen, dat hutt Dir alleguerten elo matkritt, déi, déi hei nogelauschtert hunn, net vu Muttwëll fir am Beräich…

Wat mengt Dir, Här Klein?

(Interruption)

Ech hu geduecht, Dir hätt eppes gesot, Här Klein.

Also, et ass mat Sécherheet net vu Muttwëll fir am Beräich vum Héichwaasserschutz, esou wéi Dir ëmmer sot, Här Minister, Neel mat Käpp ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech soen dem Här Clement Merci. Als éischte Riedner ass den Här Carlo Wagner ageschriwwen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech mengen d'Iwwerschwemmunge vun 1947, 1983, 1993, 1995, haaptsächlech op der Musel an esou virun, sinn hei an der Chamber schonn a villen Débaten évoquéiert ginn. Et ass och geschwat ginn awer, dass net nëmmen Iwwerschwemmungen op der Musel an op der Sauer waren, mä dass mir och am Rescht vum Land Iwwerschwemmunge kannt hunn.

Ech ka mech iwwregens erënneren un een illustren Député-maire vun Esch, deen 1983 hei an der Chamber gesot huet, adresséiert un déi Miseler Leit, et hätt jo kee si ugestallt fir dohinner ze bauen.

(Hilarité)

E puer Méint duerno hate mir och riseg Iwwerschwemmungen zu Esch. Do gesäit ee wéi et ka goen, wann een oniwwerluecht Deklaratioune mécht.

Ech wëll och dorun erënneren, effectivement - och mäi Virriedner, den Interpellant, den Här Clement, huet schonn dorop higewisen -, dass mir dee leschten Débat hei 2003 an der Chamber haten.

Ech wëll dofir net méi ze vill op déi verschidden Ursaachen agoen. Mir kennen se alleguerten: accentuéiert Versigelungen, dat heescht d'Zoubëtonéiere vum Buedem, de Klimawandel an aner Ursaache sinn hei oft genuch schonn évoquéiert ginn.

Ech mengen eng Saach, déi terribel wichteg ass bei den Iwwerschwemmungen, dat sinn déi sou genannte Systèmes d'alerte. Mir brauchen effectivement e ganz performanten Informatiounssystem, fir dass mer esou schnell wéi méiglech gewarnt ginn. Deen Informatiounssystem – dat ass och erëm hei préconiséiert ginn - misst onbedéngt méi zentraliséiert ginn. Et ass och geschwat gi vu permanenten Télefonslinnen, notamment mat de Schleisbeamten, an esou virun.

Ech wëll och dorun erënneren, dass den deemolege Minister, den Här Wolter, 2003 hei an der Chamber op alle Fall seng Volontéit ausgeschwat hat, fir sou genannten Internet-Säiten op d'Been ze setzen, wou een dee Moment kéint déi verschidde Pegelstänn en permanence an en direct nokontrolléieren. Ech muss awer soen, wann een haut beispillsweis op den „Observatoire hydroclimatologique" geet, do fënnt een net vill, et sief da verschidden Télefonsnummeren. Vun deenen Internet-Säite fäerten ech ass op alle Fall bis elo net vill realiséiert ginn; och dofir meng Fro un de jëtzege Minister, wéi wäit mer domadder sinn.

Ech wëll beispillsweis awer dorun erënneren, dass et a Frankräich schonn zënter 20 Joer sou genannte Fluviometere gëtt, Fluviomètres parlants, wou ee regelméisseg informéiert gëtt. Preventiouns- a Fréiwarnsystemer, wéi se schonn zënter 1993 vun der Protection civile hei an deem Land agefouert gi sinn, mussen, no der Meenung vun der Demokratescher Partei, onbedéngt verbessert an ausgebaut ginn.

2003 hei bei deene leschten Debatten an der Chamber hat den deemolegen Innenminister och geschwat vun engem sou genannte Système de préalerte, fir d'Anzuchsgebidder vun der Sauer an awer och vun der Musel an deem sou genannte Waasserwirtschaftsamt zesummenzeleeën, ze konzentréieren. Och do kann de Minister eis vläicht Äntwerte ginn, wéi wäit dass mer entre-temps sinn.

Selbstverständlech kann een, wat d'Iwwerschwemmungen ubelaangt, d'Risikoen erofsetzen, beispillsweis duerch Renaturéierungsmesurë vun eise Waasserleef duerch Zones de rétention, duerch Retentiounsbecken. Och doduerch dass beispillsweis Bebauungspläng virgesinn, dass net däerf a sou genannte Gefahrenzone gebaut ze ginn. Ech perséinlech sinn der Meenung, dass beispillsweis d'Ausbaggere vun eise Baachen a Flëss nëmme sollt als allerlescht Mesure geholl ginn, mä dass dat op alle Fall keng effikass Mesure ass.

Ech géif awer soen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, trotz all deene preventive Mesurë muss eng adequat Protektioun garantéiert ginn, an et ass héich Zäit. Wuel sinn a verschiddene Gemenge flott Mesurë geholl ginn an deene leschte Joren. Ech wëll beispillsweis un d'Ierpeldenger Gemeng erënneren, ech wëll och un d'Stad Dikrech erënneren,…

Une voix.- Jo!

M. Carlo Wagner *(DP)*.- …déi Mesuren ergraff huet, oder d'Gemeng vu Bettendorf.

Une autre voix.- Oder?

(Hilarité)

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Och Berdorf huet gutt Mesuren ergraff, zu Bollendorf-Pont, a fir dass…

Une voix.- E kënnt ëmmer méi no!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Et gëtt méi waarm!

(Hilarité)

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Par contre, Här Scheuer, wat d'Gemeng vu Rouspert ubelaangt,…

(Hilarité)

…wou d'Leit därmoosse geplot si wat Steenem ubelaangt, do effectivement ass bis elo eng Etüd gemaach ginn, an et ass nëmmen ze hoffen, dass do déi néideg Mesuren awer esou schnell wéi méiglech ergraff ginn. Mesuren, déi Dir, Här Scheuer, zu Iechternach geholl hutt. Zwar fannen ech relativ spéit, mä ëmmerhin…

(Interventions diverses)

…si se virun engem décke Mount oder zwee Méint agewiehe ginn, sou zwar dass wa mer am Mäerz, Abrëll Iwwerschwemmunge kritt hätten, hätten se scho gewierkt, mä wa mer, wéi beispillsweis 1983 an 1993, schonn Iwwerschwemmungen am Dezember gehat hätten, hätte mer misse soen, den Här Scheuer huet ze spéit ugefaang.

(Interruptions diverses)

Mä ech wëll Iech awer félicitéieren, Här Scheuer, fir déi Mesuren, déi Der ergraff hutt. Ech hoffen, dass dat Ärem Stolz op alle Fall déi néideg Genugtuung bréngt.

Den Interpellant huet och d'éinescht déi verschidden Héichwaasserschutzkonzepter vun der Sauer ugeschwat, déi 1999 geholl gi sinn, an dat wéi gesot elo vun 2003 wat d'Musel ubelaangt, wou effectivement Etüde gemaach gi sinn an deenen 13 Uertschafte laanscht d'Musel wat d'Preventiounsméiglechkeeten ubelaangt, wou och gekuckt ginn ass ob potenziell Schied, déi eventuell kéinten entstoen, an haaptsächlech awer och wat déi rentabelst Mesurë wären a puncto Preventioun fir déi siwe Gemengen.

Ech muss awer soen, och zënterhier hapert et um Suivi. Esou seet beispillweis - hunn ech mer soe gelooss - d'Direktioun vun der Gestion des Eaux, dass se mat deene verschiddene Gemengen am Kontakt wär, fir weider ze kucke wat ee kéint konkret esou schnell wéi méiglech ënnerhuelen. Wann een awer mat verschiddene Gemenge laanscht d'Musel schwätzt, da wëssen déi näischt dovun. Do muss een also éischter soen, bis elo, trotz allem gudde Wëlle vläicht, „rien à signaler".

Wat Réimech ubelaangt, och do ass jo effectivement eng Etüd gemaach ginn. Et sinn och Mesuren ergraff ginn. Den honorabelen Interpellant huet d'éinescht de potenzielle Coût hei erwähnt, 16 Milliounen Euro, wat selbstverständlech enorm, enorm vill ass. Dat wär net nëmme fir Retentiounsbecken, mä dat do beispillsweis fält och am Kader vun der Solidaritéit mat där Gemeng, déi hannendrun ass, zesummen. Dat heescht beispillsweis, bei deem grousse Coût do wären och dee Moment Ausbaggerungsaarbechten am Ausgang vu Réimech virgesinn, fir dass net soll Bech-Maacher iwwerschwemmt ginn.

Mir mussen natierlech soen, an dat ass och richteg hei zum Virschäi komm, dass dat dote Montantë sinn, déi allgemeng selbstverständlech erschrecken. Net vill besser geet et mat der Mäerterter Gemeng, Mäertert, dat och enorm Problematiken huet, souwuel zu Waasserbëlleg wéi och zu Mäertert selwer, an net zulescht doduerch, dass et effectivement an där Gemeng ass wou dräi Flëss: d'Musel, d'Sauer an och d'Syre, zesummekommen, an zousätzlech och nach déi Gemeng en fait ee vun deenen déifste Punkten ass, déi hei am Land sinn. Mir sinn eis alleguerte bewosst, dass selbstverständlech mat där zounehmender Versigelung déi dote Problematiken ëmmer méi grouss wäerte ginn.

Zu Bur - hunn ech mer soe gelooss - sinn och nach keng grouss Spréng gemaach ginn, ausser dass eng sou genannte Zone d'inondation bestëmmt ginn ass. Mä do ass et awer och nach leider ëmmer Affaire à suivre.

Ech kommen op de Kärpunkt vun där ganzer Problematik, an dee Kärpunkt, dee schéngt mer ouni Zweifel beim Finanzement vun all deene Mesuren ze leien. Net nëmmen dass beispillsweis elo bei der lokaler Étude approfondie nach net gekläert ass, wéi vill dass de Ministère iwwerhëlt a wéi vill dass d'Gemeng muss iwwerhuelen, mä haaptsächlech - an den Här Clement huet dat richteg ugeschnidden - bei deem jëtzege Finanzéierungsmodus, dee mer hunn, dat heescht fifty-fifty, 50% fir d'Gemengen, 50% fir de Stat, do kënnen déi meescht Gemengen absolut net matmaachen, do si se carrément iwwerfuerdert, loosse mer eis näischt virmaachen.

Den Här Clement huet och d'éinescht ugeschnidden, dass et an Däitschland ganz anescht ass, dass do d'Bundesland, an dësem Fall da Rheinland-Pfalz, déi 90% iwwerhëlt, d'Verbandsgemengen déi aner 10%, an déi kleng Ortsgemeinden, wéi et se dohanne gëtt, déi gi souguer gratis mat duerchgeholl, dat heescht déi brauchen zu 0% ze participéieren.

Ech sinn och der fester Iwwerzeegung, dass, d'selwecht wéi och bei de Kläranlagen, beim Mode de financement, fir de Gemengen ze erlaben, effectivement op eng effikass Aart a Weis ze participéieren, de Stat misst 90% iwwerhuelen an d'Gemeng 10%. Domadder selbstverständlech hu mer awer nach net vill realiséiert.

Ech mengen och, dass endlech d'Waasserwirtschaftsamt, wéi soll ech soen, d'Koordinatioun vu sämtleche Mesuren, déi am Land ze huele sinn, misst iwwerhuelen, an dat méiglechst schnell. Dee Moment deem Mode de financement

entspriechend, wou den Här Clement an ech eis jo awer honnertprozenteg eens sinn, deementspriechend de sou genannte Plan pluriannuel suivant priorité opstellen, well selbstverständlech kann een och net vum Stat verlaangen, dass hie bei esou engem Mode de financement géif elo a kierzester Zäit, an een, zwee Joer, alles mateenee maachen. Dofir wéi gesot e Plan pluriannuel, dat wär op alle Fall terribel wichteg!

Am Résumé, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kënnen och an deenen nächste Joren nach oft hei diskutéieren, mä effectivement wann d'Waasserwirtschaftsamt d'Koordinatioun net iwwerhëlt, wa mer net e Mode de financement fannen, deen de Moyens financiers vun eise Gemengen entsprécht, da fäerten ech wäerte mer nach laang nokucken. Dat kënne mer eis awer net leeschten! An den Här Clement huet d'éinescht d'Chifferë genannt, wéi vill de Schued ongeféier kascht bei Iwwerschwemmungen. Sousentendu selbstverständlech, dass déi Iwwerschwemmungen sech géife während e puer Joer répétéieren, ass dat dat Puerfacht vun deem ganze Coût, dee géif ufalen.

Ofschléissend, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sinn ech awer och der Meenung, dass selbstverständlech all Gemenge missten deeselwechten Traitement kréien, dat wierklech de Prioritéiten no, wou déi gréisste Geforenzone sinn.

Ech wëll awer och nach ofschléissend, Här President, déi Geleeënheet hei net verpassen, fir haaptsächlech alleguerten deene Leit, déi am Fall vun der Nout vill Aarbecht geleescht hunn, e grousse Merci ze soen, an dat haaptsächlech eise Pompjeeën, déi wa mer Iwerschwemmungen hunn Dag an Nuecht ënnerwee sinn, an dat onentgeltlech. Hinnen e grousse Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci dem Här Wagner. Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Här Scheuer, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

Sou, elo huet ganz eleng den Här Scheuer d'Wuert.

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Ech wäert mech duerchsetzen, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, à moins datt e Latinist heibanne mech elo korrigéiert, dann huet d'Interpellatioun mam laténgesche Verb „pellere" ze dinn, an dat heescht dreiwen, joen. Ech stelle fest, am Joer 2003 huet den Här Lucien Weiler den Här Innenminister Wolter gejot am Beräich vum Héichwaasser, an elo am Joer 2005 jot den Här Lucien Clement den Här Halsdorf.

(Interruption)

Ech muss awer soen, am Joer 2003 huet deen deemolegen Innenminister, den Här Wolter, et fäerdeg bruecht, fir de Kapp iwwer Waasser ze halen. En huet eng excellent Ried gehalen. Ech weess net, ob den Här Halsdorf elo déiselwecht hält, wann en se hält, dann huet en och eng excellent Ried gehalen.

Ech wëll an dësem Kontext och dem Här Wolter Merci soe fir déi Hëllef, déi en eis ginn huet, där klenger Stad, aus där ech kommen. Hie war an eng Versammlung komm an huet och do de Kapp duergehalen. Dat zur Interpellatioun. D'Regierung ass bis elo ëmmer geschount gi vun den Deputéierten aus der Majoritéit, wa se hir Kolleegen interpelléiert hunn. Dat war dës Kéier och beim Här Clement de Fall. Et ass awer zum Héichwaasser munches nach ze soen.

1996 huet de Regierungsrot den 10. Mee e Pabeier guttgehalen, an deen heescht Stratégie globale en matière de zone inondable, an dat ass en excellente Pabeier. Et ass ee Pabeier, deen duergeet fir eng ganz konkret Politik dodrop ze grefféieren.

Munches wat no 1996 geschitt ass, ass och an deem Pabeier schonn enthale gewiescht - alles wat hei gesot ginn ass - Système de préalerte, et sinn um Terrain Héichwaasserzonen ausgewise ginn, d'Gemenge si regelrecht waakrech ginn an hu Geld an hire Budget gesat fir ze investéieren. D'Bureaud'étuden hunn och bäigeléiert, a virun allem sinn am Stat an deenen eenzelne Verwaltunge Zelle geschaf ginn, déi d'Gemenge beroden, déi mat de Büroen zesummeschaffen an déi excellent Aarbecht leeschten. Et ass eng Kaart erauskomm; verschidde Regioune si festgeluecht ginn. Ech géif et bal en Héichwaassercadaster nennen, dee fir den Zentrum gëllt, fir de Westen a fir den Osten. Eng Serie vun deene Mesuren, déi virgesi sinn, déi proposéiert gi sinn, gëlle fir all déi Zonen, anerer ënnerscheeden sech do dervun.

Ech wäert elo net alles dat widderhuelen, wat gesot ginn ass. Ech beschränke mech op e puer ganz konkret Froen.

Éischtens déi Fro, déi och vum Här Wagner ugeschwat ginn ass, d'Fro no der Koordinatioun vun all deene Servicer, déi am Héichwaasserberäich beim Stat schaffen. Ech zitéieren do virun allem d'Waasserwirtschaftsamt, dat um Terrain bei technesche Léisungen an och anere Léisungen eng excellent Aarbecht leescht, wat och eng berodend Funktioun huet. Ech nennen awer och d'Forstverwaltung - all Fierschter huet domat ze dinn - an awer och den Naturschutz, deen, besonnesch wann et ëm Renaturéierung geet, e Wuert matzeschwätzen huet. Ech mengen, datt den Naturschutz virun allem am Beräich vun der Nohaltegkeet, vum nohaltegen Héichwaasserschutz munches a Bewegung gesat huet an och munches bidde kann.

Ech stellen net d'Fro no der Hierarchie vun deenen eenzelne Servicer, mä awer d'Fro no der Organisatioun vun dëse Servicer.

Dann an deemselwechte Kader vun der Zesummenaarbecht stellen ech och d'Fro no der Kollaboratioun mat eisen Noperen, ob dat d'Belsch, d'Fransousen oder déi Däitsch sinn. Mir sollen net vergiessen, datt d'Sauer op enger grousser Streck, an d'Musel ganz condominium sinn, wou eis Noperen d'office an de jure matschwätzen, egal wat op deem Floss geschitt, an egal wat och op der Lëtzebuerger Säit geschitt. Wien dréit do d'Verantwortung bei eis, a wéi leeft déi Kollaboratioun?

Zweete Volet, d'Fro no der nationaler Solidaritéit an d'Fro no der nationaler Responsabilitéit. An zwar verschidde Facettë vun der nationaler Solidaritéit, éischtens um Niveau vun de Finanzen, et ass elo geschwat gi vu 50%, et kann een natierlech och 90% froen, wéi dat den Här Wagner gesot huet. Da seet een, et ass Héichwaasser a Schmotzwaasser, an d'Héichwaasser gëtt esou behandelt wéi d'Kläranlage behandelt ginn. Wann den Här Halsdorf elo dat seet, dann huet e besser geschwat wéi säi Virgänger, den Här Wolter…

Une voix.- Nach besser geschwat!

M. Jos Scheuer *(LSAP)*.- Nach besser geschwat!

Mä säi Virgänger, den Här Wolter, dee war schonn net bei deene 50% stoe bliwwen, deen hat eng Rechnung gemaach, wou en dann och de Kanalsystem mat agebonnen hat an dunn ass en op 66% komm vun deem Ganzen. Also, wa mer déi 66% elo erauskréien, och dann hu mer generell scho munches gemaach.

An dem Kontext vun de Finanze stellen ech d'Fro, déi och eng Kéier am Raum stoung, nom Schafe vun engem Héichwaasserfong. Am Ufank ass gesot ginn, fir d'Affer vum Héichwaasser ze indemniséieren. Et kann een awer och iwwer en Héichwaasserfong Mesurë bezuelen, déi dann uechtert d'Land a besonnesch an deene Gemengen da geholl ginn, déi betraff sinn. Dat ass och e méiglecht Element vun der nationaler Solidaritéit.

Drëtte Volet: No der nationaler Solidaritéit stellt sech d'Fro no der nationaler Responsabilitéit. En Héichwaasser huet verschidden Ursaachen: Déi eng sinn ofhängeg vun eiser Härgott, do maache mer näischt, wéi den Här Clement dat souguer zouginn huet. Bei anere kënne mer awer eppes maachen: dat ass de Problem vun der Buedemversigelung. An dee Problem vun der Buedemversigelung spillt uechtert d'ganzt Land an e spillt fir d'Musel an e spillt fir d'Sauer, wou eben all Waasser, wat zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, oder erofkënnt vum Himmel, gesammelt gëtt an dann iwwert d'Grenz fortleeft a virdrun huet et munech Uertschaft iwwerschwemmt.

Ech maache folgend Suggestioun, Här Minister: Ech soen, datt misst nogekuckt ginn, wat fir eng Gemeng en Héichwaasserschutz kéint an de PAG abauen. An da gëtt d'Héichwaasserproblematik eng Fro vun Aménagement du territoire. Et kënnt een zum Beispill soen, datt a bestëmmte Gemengen e Regenüberlaufbecken sollt gebaut ginn, fir d'Offléisse vun de Waassermassen e bëssen zréckzehalen, fir datt d'Waasser Zäit kritt fir ofzelafen, an net alles op ee Koup kéim.

Dat ass déi eng Propos. Do kann een - an et ass nach Zäit fir et ze maachen - um reglementareschen Niveau, um Kontrollniveau am Innenministère munches erreechen, wat d'Gemenge selwer net onbedéngt bereet sinn ze maachen.

Dann, an deemselwechte Kontext, wa mer vu Regenüberlaufbecke schwätzen, da fënnt een datselwecht an der Natur, an do nenne mer dat natierlech Retentiounsfläche bei de Baachen a bei de Flëss.

E Wuert zu deene Retentiounsvolumen, Wa mir zu lechternach véier Retentiounsbecke bauen, dann investéiere mir an déi véier Retentiounsbecke ronn 12,5 Milliounen Euro. Dat ass Waasser, dat gëtt net bei eis produzéiert, dat gëtt op enger anerer Plaz produzéiert an dat kënnt och do zréckbehale ginn ouni datt et da bei eis erafléisst, mam selwechten Tempo a wou mir et da staue mussen, fir datt et nees offléisst. An esouguer wann een da 50% bäikritt, da bleiwen nach ëmmer sechs bis siwe Milliounen, déi da vun enger Gemeng ze droe sinn. National Solidaritéit, national Responsabilitéit.

A just zu deenen natierleche Retentiounsvolumen nach e puer Umierkungen. Et ass jo evident, datt esou Retentiounsvolumen net méi existéieren no enger bestëmmter Zäit, well d'Natur sech nees hiert Recht zréckgeholl huet. Mir schwätze vu Sand, dee sech gekippt huet. Da muss ausgebaggert ginn. Or, et muss ausgebaggert ginn op Terrainen, déi net der Gemeng gehéieren, un den Uferflächen an da musse Biotopen ugeluecht ginn. Do froen ech ganz einfach: Wie keeft déi Terrainen op? Wann ech d'Gemeng Steenem wëll schützen, muss ech an der Gemeng lechternach Terrainen ausbaggeren. Wann ech d'Gemeng lechternach wëll schützen, muss ech op der däitscher Säit Terrainen ausbaggeren.

Or, wie geet hin a forcéiert déi däitsch Säit fir Retentiounsvolume fir Lëtzebuerger Héichwaasser ze schafen. Do ass munches um Niveau vu bilaterale Relatiounen ze klären, do ass menger Meenung no munches um Niveau vun europäesche Programmen och nach ze bewegen. Dat zum Schafe vu Retentiounsvolumen an zu deene Froe vun Aménagement du territoire, vu Finanzement a vu Responsabilitéit beim Uschafe vun den Terrainen a beim Beschaffe vun deenen Terrainen.

Leschte Punkt, mäin Hobby, ech leeden iwwer zum Héichwaasserkadaster, dee jo geschaaft ginn ass, an deen Héichwaasserkadaster begleet vu verschiddene Règlements grand-ducaux, déi d'Gemengen octroyéiert kritt hunn. Dee Kadaster betrëfft op d'mannst 16 Gemengen an déi Règlements grand-ducaux hunn an deene Gemengen, wou Zones d'inondation ausgewise ginn, zu regelrechte Blocagen um Niveau vum Baumaart gefouert.

Ech huelen elo dat Reglement net auserneen, do geet et emol éischtens drëm datt d'PAPen net méi erlaabt sinn an zweetens gëtt d'Bauen nëmmen erlaabt, wann e puer Konditiounen erfëllt sinn, inklusiv déi, datt nëmme Baulücken dierfen opgefëllt ginn, inklusiv datt de Retentiounsvolume muss kompenséiert ginn. An ech erënneren drun, datt am Regierungstext vun 1996 de Begréff kompenséieren och méi differenzéiert gi war wéi just nëmme Waasserfläche kompenséieren. Do ass och vu Compensation financière geschwat ginn.

Dës Idee ass verluer gaangen.

Vill Gemengen hunn also Reglementer geholl, respektiv octroyéiert kritt, an d'Konsequenzen dovu si munchmol dramatesch. Dat ka quasi zu engem komplette Baustopp a verschiddene Gemengen an den Iwerschwemmungsgebitter féieren, an ech stellen d'Fro fir déi Gemengen, wou Mesurë geholl gi sinn, déi ganz Quartieren dréche leeën oder déi esouguer eng ganz Stad dréche leeën, Mesuren, déi laut techneschen, wëssenschaftlechen Angaben vun de Büroen a vum Waasserwirtschaftsamt vu vereedegte Beamten zertifiéiert ginn. Hei muss ee menger Meenung no déi Règlements grand-ducaux ophiewen, ganz ophiewen, net nëmmen an Etappen, an net nëmmen a bestëmmten Echelonen, mä ganz.

Entweder gräifen déi Mesuren oder se gräifen net, mä da muss d'Preuve du contraire erbruecht ginn, an d'Preuve du contraire, déi kann an dësem Fall nëmmen d'Natur bréngen. Eng ganz Serie vun deene Règlements grand-ducaux si sans objet, op jidde Fall wat den administrative Volet ugeet, dee vun de PAPen. Dat misst een direkt sträichen.

Dat wollt ech als Ofschloss suggéréieren.

Ech soe vun dëser Plaz aus dem Stat Merci fir déi Hëllef, déi mir kritt hu fir d'Stad lechternach ze sanéieren, déi zu engem Drëttel Zone d'inondation war. En Drëttel vun der Alstad ass och nach ëmmer baulech blockéiert wann d'PAPë gemaach ginn an dat kënne mer eis net erlaben.

Ech soen nach eng Kéier Merci fir d'finanziell Hëllef a virun allem och fir déi technesch Hëllef duerch d'Verwaltungen.

M. le Président.- Merci dem Här Scheuer. An als nächste Riedner ass agedroen, den Här Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, „in tempo non suspecto", esou huet jiddefalls den deemolegen Innenminister Wolter op d'Interpellatioun, et ass scho gesot ginn, virun dräi Joer, dem jëtzege Chamberspresident geäntwert, fir iwwert déiselwecht Problematik u sech ze schwätzen. Also viru genee zwee Joer. An enger Joreszäit also wou selten Héichwaasser ze erwaarden ass. Souwäit ech den Här Wolter awer do verstanen hunn, wollt hien domat soen, mat klorem Kapp oder besser gesot mat dréchene Féiss iwwert d'Phenomeen Héichwaasser kënnen ze schwätzen.

No engem Weekend, besonnesch no dësem, mat 30 Grad Temperatur dobaussen, dat fir den 1. Mee, trëfft dës Feststellung sécherlech och fir de jëtzegen Interpellant zou. Et ass scho komesch sech haut iwwert d'Héichwaasser ze ënnerhalen, wou mer dach éischter iwwert de Reemangel misste schwätzen. Nom Summer 2003, mat exceptionnellen héijen Temperaturen an deenen zwee mëlle Wanteren, mat relativ wéineg Schnéi an domat och wéineg Waasser, ass de Grondwaasserspigel nach ëmmer vill ze déif.

A Frankräich schwätzen se schonn erëm vun engem extrem dréchene Summer 2005, mat ähnleche Situatioune wéi 1976. Fir mech ass dat ganz kloer, an net nëmme fir mech, eng Konsequenz vum Klimawiessel, e Klimawandel, dee säit den 90er Joren hei an Europa och ze beobachten ass, mat noweisbar mëlle Wanteren an domadder fatale Konsequenze fir eis Ëmwelt a fir de Mënsch. Ech komme méi spéit op d'Auswierkunge vum Klimawandel op d'Héichwaasser ze schwätzen.

Ech wëll dem Kolleeg Lucien Clement trotzdeem Merci soe fir seng Initiativ fir haut iwwert d'Héichwaasserproblematik souzesoen am Dréchenen ze debattéieren. Als Réimecher wësse mer allen zwee, an net nëmme mir zwee eleng, dass dat nächst Héichwaasser sécher kënnt. Ech wëll dofir och hei gläich virausschécken, an dat ass mengen ech vu menge Virriedner net esou betount ginn: En 100%ege Schutz gëtt et ni bei Héichwaasser, och wa mer nach esou héich Maueren a Walle bauen, den 100%egeSchutz ass net gewährt, obschonns mir säit Januar 2003 op der Musel vum Héichwaasser verschount goufen. A sech ass dat och erëm atypesch, well normalerweis hu mer all Wanter eng Kéier en Héichwaasser op der Musel stoen.

Dës Interpellatioun erlaabt mer awer op e puer Aspekter anzegoen, déi déi Zäit virun zwee Joer an der Debatt vum deemolege Minister Wolter ugeschwat gi sinn, an ech wäert op déi Froen herno zréckkommen.

Froe wéi: Huet d'Waasserwirtschaftsamt eng Verbesserung bei den Héichwaasserschutzmoossname bruecht? Et ass scho virdru vum Här Scheuer iwwert d'Koordinatioun Rieds gaangen. Inwiefern ass dann elo effektiv d'Koordinatioun um Terrain besser ginn? Wéi steet et mat de Preventiounen? Wéi steet et bei den Hëllefsmoossname wann Héichwaasser optrëtt a wéi ass et am Endeffekt mat där néideger Broschür, déi déi Zäit ugekënnegt ginn ass.

Säit de schlëmmen Héichwaasser vun 1993, 1995 an 2003 kann ech och feststellen, kënne mer alleguerte feststellen, dass a sech um Terrain jo awer e bëssen eppes passéiert ass, dat souwuel am Beräich vun den direkten Héichwaasserschutzmoossnamen, wéi de Linienschutz a Form vu Maueren, respektiv indirekte Moossnamen, déi ech esou nennen, wéi zum Beispill d'Renaturéierung vun de Flëss oder d'Schafung vun natierleche Retentiounsflächen.

Op der Musel bleift - an dat huet den Här Clement virdru schonn ausféierlech duergeluecht - nach ganz villes ze maachen. D'Konzept läit um Dësch, mä a sech musse mer dat schlussendlech elo um Terrain ëmsetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Virriedner hunn natierlech eng ganz Rei vun Aspekter scho beliicht, dofir beschränken ech mech just op e puer zousätzlech Punkten nach. Dat Éischt ass

d'Héichwaasser als Konsequenz vum Wieder, natierlech. Héichwaasser als Konsequenz - ass och scho gesot ginn - vun der Flossbegradegung, vun der Versigelung an der Bebauung. An drëttens, wéi steet et, wa mer d'Héichwaasser a sech solle bekämpfen, mat der Koordinatioun vun den Hëllefsstellungen um Terrain. Dat sinn déi dräi Punkten, déi ech hei wëllt développéieren.

Zum éischte Punkt, Héichwaasser als Konsequenz vum Wieder. Ma selbstverständlech ass et nach ëmmer Héichwaasser ginn an et wäert och nach ëmmer Héichwaasser an Zukunft ginn. Vill Völker hu sech grad wéinst dem Héichwaasser bei d'Waasser ugesidelt, well mam Héichwaasser gläichzäiteg fruchtbare Buedem ugeschwemmt gouf. Usidelen heescht awer net direkt an d'Héichwaassergebitt bauen, esou wéi dat oft fälschlecherweis vu sou genannten héich ziviliséierte Völker, wéi zum Beispill hei zu Lëtzebuerg, gemaach gëtt.

D'Wiederverhältnisser sinn natierlech den Haaptausléiser vum Héichwaasser. Ouni Ree keen Héichwaasser, ouni Reen awer och kee Liewen. Wat awer ze beobachten ass, ass dass d'Heftegkeet an d'Intensitéit vum Nidderschlag zougeholl hunn, wat natierlech och Konsequenzen huet op d'Heftegkeet an d'Häufegkeet vum Héichwaasser selwer. An dëst net nëmmen an de klassesche Gebidder vu fréier wéi un der Musel an un der Sauer, wou mer soss ëmmer Héichwaasser hunn, mä dëst kann ee beobachten am ganze Land. An dat ass fir mech eng Konsequenz vun der globaler Klimaveränneerung.

Esou ännert logescherweis och d'Klima hei an Europa. Dat bréngt zum Beispill mat sech, dass déi stabil Héichdrocklag iwwert de Wanter net méi esou häufeg hei an Europa ze beobachten ass, a mir vill méi oft sou genannte Weststréimungen hunn. Ech wëll net weider an d'Detailer goen, mä Dir wësst alleguerten, d'Weststréimunge brénge bekanntlech de Reen hei an Europa eran.

Et stellt sech natierlech d'Fro vun der Responsabilitéit. Sécherlech, mir kënnen hei zu Lëtzebuerg d'Klima net eleng änneren an och net retten. Mä eleng d'Signalwierkung, déi vu Lëtzebuerg kéint ausgoen, wann dat sou genannten héich entwéckelt Land mat héijem Wuelstand eng Entwécklung opweise kéint, ouni op en exzessiven Energie- a Landverbrauch zréckzegräifen.

Une voix.- Très bien.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Wann ech awer d'Diskussiounen ëm déi erneierbar Energiereglementer hei zu Lëtzebuerg héieren, esou stellen ech just fest, obschonns mer aus Klimasiicht schonn d'Waasser laang bis zum Hals stoen hunn, dass mer et net fäerdeg bréngen, endlech hei Kloerheet ze schafen. Wa vläicht de Moment och éischter d'Sonn dobausse schéngt - anscheinend reent et awer elo endlech emol erëm dobaussen -, loosse mer awer säit Méint e ganze Wirtschaftssecteur hei total am Ree stoen. Aktive Klimaschutz ass nämlech preventiven Héichwaasserschutz.

Dofir, Här Minister, wollt ech Iech och dozou eng kleng Fro stellen. Fir eis Gréng ass ganz kloer, dass d'Gemengen och an deem Domän e ganz wichtegen Apport kënne bréngen. Dofir wär ech frou, wann Der herno kéint kuerz Stellung dozou huelen, firwat Der d'Gemengen, oder firwat den Innenministère d'Gemengen net endlech an deem Beräich aktiv schaffe léisst, well alternativ Energië brénge vläicht net direkt den Héichwaasserschutz vun haut, mä den Héichwaasserschutz vu muer.

Zum zweete Punkt, Héichwaasser als Konsequenz vun der Flossbegradegung an der Bebauung. Hei gesäit et aus als hätte mer endlech aus deene vergaangene Feeler geléiert an zumindest emol d'Erkenntnis kritt, dass mer eise Gewässer erëm dee Raum zur Verfügung zréck musse ginn, fir am Fall vu staarke Reefäll sech auszebreeden. Dofir ass et och nëmme logesch, dass, éier iwwerhaapt en Héichwaasserschutz a Form vun zum Beispill enger Mauer duerchgefouert gëtt, déi néideg Kompensatiounsmoossnam am Virfeld ausgewise gëtt.

Et weist sech awer, dass dëst an der Praxis net esou einfach ëmzesetzen ass. Och e Waasserwirtschaftsamt, mengen ech, huet hei nach net déi néideg Verbesserung bruecht. D'Kompetenzgerangel téschent verschiddene Ministèren ass nach ëmmer datselwecht bliwwen. D'Leit um Terrain, ech menge besonnesch déi un der Sauer, an do zu Steenem - et ass virdru schonn eng Kéier kuerz ernimmt ginn -, interesséiert dat op jidde Fall net vill. Déi verlaangen endlech do Kloerheet.

Dofir, Här Minister, vläicht kënnt Der mer och do kuerz op déi Fro äntwerten - et ass scho virdrun dovu geschwat ginn -: Gëtt et eng kloer Kompetenzopdeelung, wien a wéi a wéini an no welchem Schema Héichwaasserschutzmoossnamen duerchgeféiert ginn? Oder wéi ass et mat deene Retentiounsflächen, déi bis elo an deenen eenzelnen Héichwaassergebidder laanscht d'Sauer ausgewise sinn? Well et schéngt jo do ze sinn, wou dee gréisste Problem läit.

Wann am Fall vun der Sauer oder bei aneren nationale Flëss et nach mat lokale Moossnamen oft duergeet, esou ass dat bei der Musel - den Interpellant, den Här Clement, huet dat virdru schonn des Laangen a Breeden ugeschwat - net de Fall. Dat gëllt besonnesch fir Réimech. Wa mir nämlech Waasserschutzmoossname wëllen zu Réimech duerchféieren, da musse gläichzäiteg zu Bech-Klengmaacher Moossnamen duerchgezu ginn, an zousätzlech op der däitscher Säit Kompensatiounsmoossnamen duerchgefouert ginn.

De Waasservolumen - virdrun ass mat villen Zuele geschafft ginn - muss ech elo net kommentéieren, mä et weist sech, dass mir oder dass déi lokal Réimecher, Bech-Klengmaacher oder déi un der Musel net effektiv schlussendlech de Verursacher sinn. Déi Moossname sinn deemno net méi lokal ze gesinn, mä regional, an iwwersteigen da bei wäitem déi finanziell Rumm vun der jeeweileger Gemeng.

D'Ursaache vum Héichwaasser sinn och net nëmmen an der Gemeng selwer ze sichen, mä gi praktesch importéiert. Dëst erkläert ënner anerem, dass de finanzielle Schlëssel - dovun ass virdru vill geschwat ginn - vu 50% Stat a 50% Gemeng op der Musel dann net gräift. Dofir kann ech dem Interpellant seng Fuerderung vu méi enger héijer finanzieller Ënnerstëtzung, an net nëmme finanzieller - an dat ass och scho virdrun ugeschwat ginn -, logistescher, koordinatiounsméisseger Hëllefsstellung nëmmen ënnerstëtzen. Vläicht kënnt den Här Minister dann och dozou spéider Stellung huelen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mä een Haaptproblem bleift awer och dann nach ëmmer, well ech mengen - et ass och scho virdru gesot ginn - d'Bebauung ass a bleift de gréisste Problem. Wa mer natierlech ëmmer nach erlaben, an Iwwerschwemmungsgebidder bauen ze goen, da schafe mer fir eis selwer de Problem. Et gëtt nämlech nach Gemengen, déi Bauterrainen an esou Gebidder ausweisen an och zouloossen.

Ech menge virdrun ass och scho vum Här Scheuer dat Reglement vun 2000 ugeschwat ginn, wou déi jeeweileg Gemengen opgefuerdert ginn, net méi dat zouzeloossen. Dofir och do eng Fro: Wëllt Der reglementaresch nach eng Kéier do awierken? Wa Jo, vläicht a Form vun deenen neie PAGen aus dem neie Bautereglement, déi an deene Gemengen elo entstinn, fir do eben dat festzeschreiwen a méi fest Contrainten dann ze maachen.

E leschte Punkt handelt nach iwwert d'allgemeng Informatiounspolitik. Och do hate mer virdru schonn héieren, dass den Internet, wéi en ugekënnegt ginn ass vum Här Wolter déi Zäit, nach net um leschte Punkt ass. Wat weider vum Här Wolter virun zwee Joer ugeschwat ginn ass an der Interpellatioun, ass déi sou genannte Broschür.

Eng Broschür sollt ausgeschafft ginn, mat deenen néidegen Informatiounen, besonnesch fir d'Leit, déi an esou Gebidder wunnen, opzefuerderen, selwer Moossnamen, kleng Moossnamen duerchzeféieren, dass de Schued am Endeffekt net esou héich ass. Dofir och do, Här Minister Halsdorf, vläicht kënnt Der nach nolauschteren, dass Der mer do d'Äntwert kënnt ginn, ob déi Broschür dann elo endlech fäerdeg ass, déi virun zwee Joer ugefuerdert ginn ass, a wéi laang mer do nach musse waarden.

An dann nach eng lescht Fro…

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Ech hunn zwee Oueren. Zwee Oueren!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- *Ah excellent!* Ech hunn der och zwee. Heiansdo geet dat zwar awer net esou richteg, ne?

(Hilarité)

Mä eng lescht Fro nach, an dat sinn déi sëllechen Télefonsnummeren, déi een och op deem Site gesäit, wann een déi eenzel Pegelstänn wëllt offroen. Ech mengen et sinn am Ganzen 21 Pegelstänn, déi ee mat ënnerschiddlechen Télefonsnummere kann ufroen, ouni System, déi eng mat sechs, déi aner mat aacht Zifferen. Ech wier frou wann Der do och kéint reglementaresch agräifen, fir dass et da vläicht eng eenheetlech Nummer gëtt, esou dass ee sech zréckfanne kann. Vläicht mat enger Extensioun eent, zwee, dräi an esou weider. Da géifen d'Leit am Fall vun Héichwaasser och méi séier d'Informatioune kréien.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Kox. Als leschte Riedner ass den honorablen Här Robert Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et kënnt ee mengen, et géif hei eng Debatt iwwert d'Héichwaasser am Oste gefouert ginn, wann een d'Riednerlëscht kuckt. Dat ass och vläicht keen Zoufall, well dat meeschte Waasser, wat esou iwwert d'Lëtzebuerger Land néiergeet, leeft iergendwou awer am Osten zesummen an dann ass et meeschtens och do wou et zesummeleeft, wou dee gréisste Misère entsteet, wann es ze vill beieneekënnt.

Ech sinn och der Meenung, och wann et zu allen Zäiten Iwwerschwemmunge gi sinn, esou wäit wéi een zréckkucke kann, datt d'Klimachangementer effektiv dozou bäigedroen hunn, datt mer Wiederphenomeener hunn, déi esou rapid Nidderschlëi mat héije Quantitéiten a kuerzer Zäit favoriséieren.

Et ass evident, datt eng Temperatursteigerung, wéi mer se an deene leschte Joren an Uecht geholl hunn a wou nogewisen ass, datt zum Beispill an deene leschten zéng Joer am Fong geholl déi wäermste Jore ware vun deene leschten honnert Joer, datt eindeuteg do eng Erwärmung vun der Atmosphär stattfonnt huet, déi physikalesch gekuckt et mat sech bréngt, datt d'Loft méi Fiichtegkeet kann ophuelen. A wann dann eng Kalfront do drop trëfft, dann ass meeschtens d'Katastroph fäerdeg.

Dat ass ee Phenomeen, deen eis soll dovir warnen do ze mengen, well esou laang näischt passéiert wär, et wär elo keng grouss Gefor méi do, datt dat sech erëm géing widderhuelen. Datt déi nächst Iwwerschwemmunge kommen, dat ass esou sécher wéi d'Amen am Gebiet.

Mir haten hei zu Lëtzebuerg an deene leschte Joren ëmmer enorm Chance. Wann een iwwer Europa kuckt, wat sech a Spuenien, an Italien - wann een de ganzen Tour ronderëm mécht -, an Éisträich an an Ostdäitschland ofgespillt huet, da musse mer soen, datt mir hei ëmmer esou am Kär louchen, datt déi schwéier Onwiederen, déi Wiederzone mat deenen héijen Nidderschléi eigentlech ëm de Kär hei ronderëm gedréint hunn an datt mer onheemlech Chance haten. Dat wëllt awer net soen, datt zum Beispill d'Nidderschlagseinzuchsgebitt vun der Musel net eng Kéier gradesou kënnt betraff ginn, wéi dat vun der Elbe virun zwee oder dräi Joer.

Dofir déi Debatt hei, an domat schléissen ech mech och deenen un, déi soen, et ass eigentlech e gudde Moment, ouni Opreegung an ouni elo voll an der Aktualitéit ze sinn, fir datt mer hei sollen de Point maachen. Et ass och net déi éischt Interpellatioun. Et ass jo schonn op déi viregt higewise ginn. Ech selwer hat 1995 schonn eng gemaach an et ass effektiv noutwendeg vun Zäit zu Zäit ze kucke wou mer stinn. Wat ass vun deem, wat mer déi leschte Kéier gesot hunn, realiséiert ginn a wat hu mer nach ëmzesetzen? Wéi steet et mat de Finanzen, fir dat ëmzesetzen, well do huet sech jo d'Landschaft och e bësselche verännert? A wat fir eng Mesurë kënne mer ergräifen, déi déi héchstméiglech Effizienz bréngt bei deem geréngst méigleche Kapitalasaz? Dat ass och en Aspekt, deen een net däerf aus den Ae verléieren.

Mir, an ech wëll dat ganz kloer soen, sinn an alleréischter Linn fir d'Preventioun. Do gehéiert de Klimaschutz dozou. Do sinn ech honnertprozenteg mat d'accord. Dat ass eng laangfristeg Aktioun, wou mer alleguer an der Flicht stinn. Dat soll een hei erwähnen an do soll een och hannendru bleiwen, mä do kënne mer elo ganz kuerzfristeg net drop awierken. Mir wëssen, datt dat eng Geschicht ass, déi sech fréistens a Jorzéngte positiv wäert auswierken.

Mä Preventioun an deem Sënn, datt wann d'Waasser scho kënnt, datt mer probéieren et net esou séier wéi méiglech lasszeginn. Dat war laang Zäit d'Strategie: Kommt mir maachen d'Baache méi riicht a mir baggeren nach e bëssen aus a wa mer et lasssinn, da kënne jo déi, déi ënnendru leien - a mir wësse wien dat ass - kucken, datt se eens ginn. Dat ass eng Strategie, déi sécher d'Ënnermusel net schrecklech begeeschtert an de Rhein hannendrun och net.

Dofir, et ass wichteg, datt mir eis hei zu Lëtzebuerg Gedanken iwwer eisen Territoire maachen, mä et ass awer gradesou wichteg, datt um europäesche Plang eng koordinéiert Aktioun entsteet vu Preventioun a wann ech soe Preventioun, da schwätzen ech Zréckhale vu Waassermassen esou vill wéi et méiglech ass a probéieren se verzögert lues oflafen ze loossen. Domadder wëll ech net soen, dass et net géing dozou féieren, datt d'Flëss géingen usteigen, mä heiansdo geet et jo duer, dass een 20 oder 30 oder wann en héichgräift, 50 cm um Niveau ënnert deem bleift wat d'Spëtzt dann ass, dann huet ee schonn enorm vill bewierkt.

Wa mir iwwer Bassins de rétention schwätzen, da menge mer meeschtens esou Baséngen, déi glécklecherweis a leschter Zäit ëmmer méi ugeluecht ginn, wa Stroosse gebaut ginn, wa Parkinge gebaut ginn, wa grouss Infrastrukture gebaut ginn, wou vill Waasser opgefaange gëtt an ofgeleet gëtt. Dat ass eng gutt Saach, mä dat geet bei wäitem net duer wann ee wëllt effikass sinn.

Mir hunn - an ech soen dem Här Clement Merci dofir, datt en aus eisem Wahlprogramm dat och zitéiert huet - eis schonn ëmmer dofir agesat, fir net nëmmen an de Flossdelten, do wou d'Baache souwisou lafen, iwwer Renaturéierung méi Plaz ze schafen. Dat ass zwar e klenge Bäitrag, mä et ass net dat wat déi grouss Wierkung huet.

Déi grouss Wierkung hätte mer anzwousch anescht. Ech hunn emol eng Rechnung gemaach, ech weess awer net ob se richteg ass. Mir hunn ongeféier, wa mer d'Bëscher ewechloossen, wou mer net kënne ganz vill maachen, 128.000 Hektar landwirtschaftlech Fläch am Land. Dovunner sinn, mengen ech, 54% ongefëier Gréngland. Wann een dovunner d'Halschent nëmme géing huelen, dat si meeschtens grouss Wisebänn, déi relativ flaach sinn, mä dach awer enorm vill Waasserquantitéite kënnten ophuelen, wann een et do mat klenge Barragë géing probéieren, wou een dann e gewëssenen Duerchfloss hätt, wou een dat kënnt regléieren, wann dann eng Kéier a 24 Stonnen honnert Liter kommen, oder mir hunn och scho méi gehat, da kéint ee riseg Quantitéiten zréckbehalen. Et léisst een se iwwer 24 oder 48 Stonne verzögert oflafen a schonn huet een an de Flëss, do wou alles zesummeleeft, d'Crête gebrach. Dat schéngt mer déi Approche ze sinn, wou een den héchste Wierkungsgrad hätt bei deem geréngsten Investissement.

Mir schwätzen net vu Maueren. Mir schwätzen einfach vun Äerdhiwwelen, déi ee kann uplanzen. Dann huet een och nach an där Bezéiung eppes fir den Naturschutz gemaach. Mä, an da stousse mer schonn op de Problem, et muss een awer och mat de Propriétairen eens ginn. An ech setzen emol viraus, datt bei ville Leit de gudde Wëllen ass wann d'Viraussetzungen dofir geschafe ginn.

Mä dann däerf sech net eppes opbaue wéi et elo leider déi lescht Zäit e bësse geschitt ass téschent deenen, déi fir den Environnement zoustänneg sinn, an de Verwaltungen an de Propriétairen, well déi sech e bëssen iwwert den Dësch gezu fillen, mä et muss e vertrauensvollt Verhältnis geschafe gi wat et erméiglecht, datt een esou Mesuren ergräift, een de Leit och eng Entschiedegung iergendwéi dofir an Aussiicht stellt a virun allem en hëlleft herno ze botzen. Wann esou Waasser zréckbehale ginn ass, wësse mer, datt ëmmer e bëssen Dreck do ronderëm läit, datt si net de Misère domat hunn oder datt een se dann entschiedegt fir déi Aarbecht, déi se musse maache fir do propper ze maachen.

Domadder géinge mer ganz sécher vill méi erreechen, wéi mat esou „end-of-pipe"- Léisungen, och wann een dat favorabel gesäit, Här Clement. Ech kennen och déi Mesuren, déi déi aner Säit, ech mengen et ass net zu Waasserliesch, et ass zu Uewerbëlleg haaptsächlech wou d'Sauer riicht drop stéisst.

Schrecklech schéi gesäit et och net aus, mä fir déi Leit huet et sécher den Avantage, datt se méi roueg kënne schlofe wann et Héichwaasser gëtt. Dat sinn alles Moossnamen, déi ganz deier sinn, déi een och do soll maache wou et versprécht eppes ze bréngen, mä mat engem preventive System fir

grouss Waassermengen iwwer Land zréckzehalen, mat engem geréngstméiglechen Opwand, hätt ee wahrscheinlech e bessert Resultat.

Ech hat och eng Kéier eng Question parlementaire an deem Sënn gestallt. Déi ass mer deemools negativ beäntwert ginn an ech mengen, et wier och bis elo an deem Sënn, well do muss ee jo emol fir d'éischt kucke wou sinn d'Potentialer an da muss ee plangen, et muss ee kucke wéi een do virgeet, et muss een e ganze Programm opstellen, et muss ee sech mat de Leit, déi Propiétaire sinn, zesummesetzen, wahrscheinlech och mat de Bauerenorganisatiounen zesummesetzen, fir ze kucke wéi een do iwwert d'Ronne kënnt. Ech mengen, Här Minister - et géing mech och interesséiere wat Är Meenung dozou ass -, an deem Sënn wär bis elo nach net ganz vill passéiert.

Ech wëll och nach e Wuert zu de Renaturéierunge soen, déi sécherlech hiren ekologesche Wäert hunn, wou awer maasslos iwwerdriwwe gëtt, wa gemengt gëtt, dat wier elo déi Moossnam, wou sou schrecklech vill fir den Héichwaasserschutz géif gemaach ginn.

Ech huelen als Beispill de Réiserbann. Wann de Réiserbann vollgelaf ass wéi eng Buedbidden, dann ass et dem Waasser zimlech egal, ob d'Uelzecht ënnendrënner riicht gezunn ass an engem Gruef oder ob se am Zickzack do ronderëm leeft, dann ass et eng Buedbidden, wou ënnen esou vill fortleeft wéi uewen eraleeft. Dofir ass dat, wa manner Waasser fält, sécher eng Moossnam, déi dozou bäidréit, datt d'Waasser e bësse méi lues ofleeft. Mä wa mer wierklech en Héichwaasserzeenario hunn, dann hëlleft dat ganz sécher näischt méi.

Et soll een dat net iwwerdreiwen, an dofir froen ech mech och op där enger Säit: Dat si Moossnamen, déi hu bis elo relativ vill Geld kascht an do hu mer och net gespuert. Do si mer op jiddfer Fall méi séier virukomm wéi an enger richteger Strategie fir haaptsächlech an de Wisebänn, well um Akerland geet et net esou gutt, mä fir zum Beispill an de grousse Wisebänn ze probéiere Waasser zréckzehalen.

Eppes anescht sinn déi punktuell Moossnamen, déi mir wéi gesot begréissen, do wou se sënnvoll sinn. Do muss een sech effektiv en Investitiounsplang ginn. Mir ënnerstëtzen och, datt een de Gemengen hëlleft, besonnesch deenen, déi et brauchen. A mir si jo an enger e bëssen onméiglecher Situatioun hei am Land, datt et Gemenge gëtt, déi esou am Geld schwammen, datt se heiansdo bal net esou richteg wëssen, wéi si et solle lass ginn, an datt anerer wierklech Schwieregkeeten hu fir d'Enner beieneen ze kréien. Mir fannen, datt een awer deene Gemenge vläicht, déi do iwwerfuerdert sinn - heinansdo sinn et kleng Gemengen, déi awer ganz staark drënner ze leiden hunn -, vu staatlecher Säit hier e bësse méi sollt entgéintkommen.

Ech wëll och, wann ech bei de punktuelle Moossname sinn, e Wuert iwwert de Problem zu Steenem verléieren. Et liicht engem net ganz an, wann ausgebaggert gëtt, datt doduerch automatesch dann den Niveau ofgesenkt gëtt. Mä hei schéngt et haaptsächlech de Fall ze sinn op Grond vu speziellen topographesche Gegebenheeten, an et wier och absolut noutwendeg, wann ee gesäit wéi vill do ugeschwemmt ginn ass, och wann et e bëssen deier gëtt, datt do eppes geschitt.

Ech wollt nach e Wuert zur Versigelung soen. Et wier ganz vill dozou ze soen. Mir wëssen, datt d'Landwirtschaft zu engem Deel och dozou bäidréit. Duerch déi modern landwirtschaftlech schwéier Gefierer gëtt duerch Buedemverdichtunge ganz vill bewierkt, datt d'Waasser net méi esou kann anzéie wéi dat fréier mol de Fall war. Dat ass awer eppes, wat sech ganz schwéier ännere léisst.

Dofir ass et och ze begréissen, datt d'Grengland, wat eigentlech eng besser Capacité d'absorption huet, zougeholl huet. Et ass de Moment eng Tendenz fir - ech gebrauchen deen däitschen Term - die pfluglose Bestellung, dat heescht eng Buedembeaarbechtung ouni ze plouen, well beim Plouen effektiv déi Verdichtung, do wou de Plou ënnen duerch de Buedem geet, entsteet, fir lues a lues och ze bewierken, datt d'Capacitéit vum Buedem fir Waasser opzehuelen an ze stockéieren domadder soll verbessert ginn.

Ech wëll och an deem Zesummenhank vehement deene widderspriechen, déi soen, datt Drainagë géingen Héichwaasser förderen. Et ass just de Contraire. Dat ass nun en Thema, do kann een sech nëmme wonneren iwwer Leit, déi menge si wiere Spezialisten a sech och als Spezialisten ausginn, a wat fir en Unfug do verzaapt gëtt. E Buedem, deen drainéiert ass, dee gesond ass, deen ass porös, deen huet vill Huelraim och duerch déi Déieren, déi dra wunnen, déi do wullen a schaffen, deen huet eng Capacité d'absorption, déi ganz gewalteg ass, an e gëtt d'Waasser iwwer Drainage ganz lues of. Dat ka kee falsch maachen.

E Buedem, deen net drainéiert ass, deen naass ass, deen doudeg ass, deen ass wéi eng Betongsplaque, deen ass zou, an dat wat drop fält, dat leeft uewen driwwer of. Dofir alleguer déi, déi eng aner Theorie do verbreeden, déi sinn einfach um falsche Päerd. Leider, leider hu mer jo do deen Antagonismus téschent deenen, déi Agrarwirtschaft studéiert hunn, an deenen, déi dat dann awer e bësse falsch verstanen hunn an Ëmweltschutz wëlle bedreiwen.

D'Roll vum Barrage vun der Sauer dann nach an der leschter Minutt.

Här President, och do muss - dat war déi leschte Kéier nach en Thema - déi Capacitéit optimal genotzt ginn. Mir hunn haut d'Méiglechkeet, datt d'Cruën oder d'Nidderschléi ëmmer méi exakt virausgesot ginn - Gott sei Dank, dat hu mer virun enger Rei vu Joren nach net mat där Prezisioun gehat. Wann ee gesäit, wéi dat och déi leschte Kéier de Fall war, datt ganz héich Nidderschléi am Einzuchsgebitt vun der Sauer sollten néiergoen, da kann een och duerch Preventioun, dat heescht duerch preventiivt Waasserofloossen d'Capacité de rétention vum Stauséi notzen, doduerch datt een einfach méi eng grouss Capacitéit huet fir Waasser opzehuelen.

Voilà, ech hunn domadden dat meescht gesot, wat mir dozou ze soen hunn. Här President, mir wiere frou, wann eist Uleies fir preventiv virzegoen, fir der Preventioun Prioritéit ze ginn, wann dat beim Minister géing op en oppent Ouer falen. Ech denken, och wat déi aner Moossnamen ubelaangt, erwaarde mer vun him, datt hien hei Kloertext schwätzt, wat hien da gewëllt ass vu senger Säit, fir aktiv Héichwaasser-Schutzmoossnamen ze maachen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Voilà, domat ass d'Debatt ofgeschloss. An d'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn also elo zwee Joer no deem Débat vun 2003 hei an der Chamber zesummekomm fir de Point ze maachen, wéi den Här Mehlen elo grad gesot huet, an enger Problematik, wou ech feststellen, dass all d'Intervenantë ganz konstruktiv a ganz sachlech mat diskutéiert hunn.

Dat ass och sécherlech esou, well mer an der leschter Zäit keng Problemer haten, well am Joer 2004 hunn ech nogekuckt, war d'Waasser, wat hei zu Lëtzebuerg niddergaangen ass, wäit - 16 oder 17% souguer - ënnert der Moyenne, déi mer an de leschten 30 Joer haten, esou dass mer net vill Problemer haten am Joer 2004. Och dëst Joer hu mer keng Problemer kritt mat Héichwaasser, wat vläicht dozou féiert, firwat dass d'Débaten awer ganz sachlech sinn an dass am Fong geholl net esou intensiv an esou massiv gefuerdert gëtt, wéi dat vläicht wier wa Problemer gewiescht wären.

Mä et muss een sech bewosst sinn: Wann esou Situatioune kommen, an där wäerten nees eng Kéier an deenen nächste Jore kommen, da si mer alleguerte gefuerdert. Gefuerdert sinn dann d'Pompjeeën, déi ugeschwat gi sinn, déi betraffe Leit, déi Misère hunn doheem, déi sécherlech sinn och getraff, esou dass een déi Joren 1993 a 1995 gäre vergësst. Mä dës Jore sinn awer déi, déi d'Basis bilde fir déi Gesetzgebung, déi mer haut hunn.

Wann een dat esou kuckt, da gesäit een am Fong geholl, dass dat d'Basis ass vun enger Mesure d'urgence. Et ass also an enger Zäit entstanen - an déi ganz Approche muss een och e bëssen esou kucken -, wou schnell huet misse gehandelt ginn. Ech sinn och der Meenung wéi vill Riedner heibannen, dass mer musse verschidden Elementer, déi haut diskutéiert gi sinn, op de Leescht huelen a verschiddener evaluéieren a kucke wéi mer do weiderkommen.

Den Interpellant Lucien Clement huet jo de Programme gouvernemental zitéiert. Do si jo déi grouss Achse vun deem, wat mer solle maachen, ugeschwat. Mir wäerten e Plan national des zones inondables kréien. Ech ginn herno kuerz dorop an, dat ass e Concept de gestion des risques, well dat soll och geschéien. Et soll och e Plan d'intervention prioritaire gemaach ginn am Kader vun de Renaturatiounen. Och do wëlle mer, wéi de Lucien Clement och ofgeschloss huet, Neel mat Käpp maachen an dat wäerte mer och hikréien.

Zu deem, wat an deene leschten zéng Joer gelaf ass, muss ee soen, dass d'Regierung mengen ech eng laangfristeg ausgeriichten Héichwaasserschutzpolitik gemaach huet, déi een als wierklech gutt dohinner ka stellen, well et huet sech munches gedoen, an dat wëll ech awer hei feststellen. Et kéint sécher munches nach méi effikass an nach méi effizient gemaach ginn, an et muss och nach munches gemaach ginn, an dorop wëll ech och nach agoen.

Tatsaach ass awer Folgendes: Ech hunn och eng Annex matbruecht iwwert de Pluriannuel, dee mer säit e puer Joer hunn, iwwert d'Investissementer bei Mesures anticrues. Do hu mer en Dokument, do sinn am Ganze 16 verschidden Dossieren, déi an der Prozedur sinn, mat enger Ventilatioun bis an d'Joer 2009, wou mer also kloer gesinn, dass an deenen nächste Joren zwielef Milliounen Euro sollen investéiert ginn, zwielef Millioune vum Stat an och zwielef Milliounen da vun de Partner, vun de Gemengen, mat ongefeier enger Ratio vun zwou Milliounen d'Joer. Mir gesinn also, hei ass eng kloer Strategie do. Do sinn och verschidden Ouvragë betraff, iwwert déi haut vill diskutéiert ginn ass, déi op der Musel also am Oste sinn an op déi ech herno nach kann agoen.

Mir hunn also am Ganze 16 Projeten, wat direkt Mesures anticrues sinn, mat Maueren, Terrassementer an esou weider, Diguen. Awer am Ganze si säit 1995 - an dat soll een net vergiessen - 78 Projeten hei am Land entaméiert ginn, deelweis fäerdeg oder sinn ugefaange ginn a ginn elo fäerdeg. Dir gesitt also, et ass net geschlof ginn, och wann d'Regelen haut e bëssen a Fro gestallt ginn. D'Regele si jo déi, dass mer soen, 80% vun de Käschte bei technesche Studie gi vum Stat geholl a 50% bei de Realiséierungskäschten, wann et Héichwaasser-Schutzmoossname solle sinn.

Gutt, mir kënnen an deem Rhythmus weiderfueren. Mir si bis elo weidergefuer an et wäert och net esou einfach ginn, fir dës Ratioen oder dës Pourcentagen ze änneren. Ech sinn awer der Meenung, et sollt een driwwer diskutéieren, a mir sollten och an der Regierung, an eisem Waasserwirtschaftsamt kucken, wéi eng Potenzialitéiten et do gëtt, fir un deenen Tauxen ze fréckelen, wëssend awer och, dass an deene leschte Joren esou vill investéiert ginn ass an deene ganze Beräicher, wëssend awer och, dass d'Situatioun net ëmmer déiselwecht ass. An de Lucien Clement huet dat jo och ugeschwat.

Mir hunn am Fong geholl, kéint ee bal soen, dräi Situatiounen. Mir hunn déi Situatiounen, wou mer Gewässer hunn, wat navigabel Gewässer sinn, laut dem Gesetz. Dat ass d'Sauer bis op Ettelbréck. Dann hu mer d'Musel, déi ass och als navigabel ze betruechten, an do ass de Stat mat am Boot. Do gëtt et och keng Subsiden, mä do gi Kofinanzementer gemaach. Dat heescht, do ass dem Stat seng Responsabilitéit als solch engagéiert.

Do muss een och herno kucken, an déi Diskussioun hu mer nach net gefouert, déi huet haut och kee Riedner gefouert: Wéi ass et mat deenen Ouvragë wann déi fäerdeg sinn? Wann där Zone sinn, wou de Stat dann am Fong geholl mat Propriétaire ass, wéi ass et do mat dem Entretien, mat all deenen Elementer? Déi Diskussioun, déi wäerte mer misse féieren, wéi de Stat sech do engagéiert a wéi d'Gemengen sech do engagéieren.

Anescht ass et natierlech wann et Gemenge sinn, wou Mesurë geholl ginn, déi keng navigabel Gewässer hunn. Do läit d'Kompetenz bei der Gemeng an do gëtt och mat Subsidë geschafft. Do hu mer also eng aner Logik. Mir hunn also hei zwee Systemen, an an deem System vum Kofinanzement hu mer och zwou Approchen. Do muss ech dem Lucien Clement Recht ginn, dass am Fong geholl an der Musel d'Envergurë vun de Gewässer, déi sech do bewegen, vill méi grouss sinn, an dass och déi Präisser, déi am Spill sinn, grouss sinn.

Obschonn, ech hu mer opgeschriwwen, hie sot, Réimech géif 16 Milliounen Euro kaschten, wann do géife Moossname geholl ginn. Do muss ech awer soen, dass am Fong geholl déi Etüd, déi gemaach ginn ass, e Katalog ass; dat ass eng Rumm, an do ass e Maximum dran an e Minimum dran. Do muss een och kënne mateneen diskutéieren. Deemno wéi een dee Maximum an dee Minimum mécht, kann déi Moossnam e bëssen zréckgoen, muss dat net esou vill sinn. Awer ech hu gesot, ech si gären op fir Diskussiounen do nach eng Kéier ze féieren an ze kucken, wat do dran ass a wat net dran ass.

Do ass och mengen ech dat, wat ech ganz positiv un där Interpellatioun hei fannen, dass mer elo an enger Zäit si wou mer a Rou nach kënnen eis eng Strategie ginn. Eng Strategie, déi komplex gëtt a vill méi komplex gëtt wéi se jee war, doduerch well mer verschidde Schinnen hunn, wou mer mussen investéieren. De Kader, wéi muer d'Waasser hei zu Lëtzebuerg géréiert gëtt, dee gëtt festgehale ganz kloer iwwert d'Waasserkaderrichtlinnen, déi mer vu Bréissel imposéiert kréien. Mä do si vill Elementer dran, an ech wäert och, mengen ech, am Juni kënnen éischt Dokumenter op den Dësch leeën, wéi mer wëllen d'Léisunge vun der Waasserkaderrichtlinn léisen.

Mä do sinn Elementer dran, an Dir kennt jo den Endsaz dovun, dat ass deen, dass eis Gewässer musse bis 2015 ekologesch a chemesch propper ginn. Mä do sinn Echéancen dran, an eng Echéance ass déi jo vum reelle Waasserpräis, deen ech ëmmer soen, bis 2010. Mä do sinn och Obligatiounen dran. An Obligatiounen zum Beispill vun eise Kläranlagen. Et ass haut nach net gesot, mä wa mir eis Kläranlage wëlle fit maachen, dass se der Direktiv entspriechen, da leeë mer 800 Milliounen Euro op den Dësch. Dat ass vill Geld.

Wa mer wëlle Renaturéierunge maachen, an nach net déi grouss Renaturéierungen, mä kleng Renaturéierungen, well et gëtt zwou Zorte Renaturéierungen, géif ech soen. Et gëtt déi wéi se elo zum Beispill am Réiserbann virgesi sinn, wéi se zu Schëffleng gemaach gi sinn, wéi se zu Walfer gemaach gi sinn. Dat sinn deier Renaturéierungen. An da gëtt et méi kleng Renaturéierungen, déi der Hydromorphologie och entspriechen. Wa mer nëmmen déi maachen, gi mer schonn nees eng Kéier 250 Milliounen Euro Geld lass. Et ass also iwwer eng Milliard Euro, déi do mussen, egal wéi, ausgi ginn, ouni all déi Elementer, déi mam Héichwaasser ze dinn hunn.

Mir mussen eis also Prioritéite ginn, an et ass wierklech derwäert global driwwer ze diskutéieren, an do gesinn ech dee grousse Mehrwäert vun dëser Diskussioun, déi mer hei féieren a gefouert hunn, fir am Fong geholl dëst als eng Aart Opbroch ze gesinn, wéi mer kënnen och d'Héichwaasserproblematik an dësem Puzzle vu villen Obligatiounen an Elementer esou positionéieren, dass am Fong geholl d'Gemengen an de Stat hiren Obligatioune kënne gerecht ginn, an d'Bierger, déi am Fong geholl am meeschte gehäit si wa Problemer sinn, fir do e Kompromëss ze fannen, deen e gudde Kompromëss ass an dee genuch Leit zefridde stellt.

Duerfir ass jo och d'Iddi vun der Regionaliséierung an de Moossname mat abegraff. Esou zum Beispill, wann ech nees op den Osten aginn, well mer jo vill driwwer geschwat hunn, wann ech zu Réimech a Bech-Maacher Polder wëll maachen, wat Sënn mécht, dann huet dat eng regional Bedeitung, an et ass jo ugeklonge bei verschiddene Riedner, da kréien ech jo en Effet iwwert d'ganz Regioun, an deen ass net negativ fir deen een, mä deen ass positiv global gekuckt. An ech mengen dat ass och déi Approche, déi mer mussen hunn.

Mir kënnen net all Héichwaassermoossnam huelen. Mir musse kucken am Fong geholl Kompromësser ze maachen. Mir mussen d'Käschten an och d'Käschtewierksamkeet an deen ekonomesche Profit kucken, dat ass jo ugeschwat ginn. Wann et ze deier ass, da kann een et sech net erlaben. Mir hu jo do ganz kloer e Grenzkostekriterium. Mir soen 1:2. Mir soen also, déi Moossnam muss esou sinn, dass wann ech zum Beispill e Schued géif kréie vun, wat soll ech soen, 100 Milliounen, da kann ech Moossnamen huele vu bis zu 200 Milliounen, fir déi 100 Milliounen ze vermeiden. Dat ass jo net schlecht. An dat ass eng Regel, déi och gutt ass, mengen ech, an déi och gutt dobaussen ze vertrieden ass.

Wann et natierlech elo esou ass, wann ech eng Moossnam huele vun 200 Milliounen an ech kann nëmmen e Schued vun zéng Millioune verhënneren, da kann ech déi Moossnam net huelen, well se vill ze vill deier ass. Also ech mengen dee Ratio vun 1:2 wier richteg an dee wier wirtschaftlech och vertrietbar. Dat ass jo an de leschte Joren och esou gemaach ginn, an duerfir huele mer och do eis Responsabilitéit a mir wëllen dann och do an déi Richtung weiderfueren.

(Interruption)

Wat sot Der?

(Interruption)

Dat ass Är Visioun vun de Saachen. Mä ech mengen, et muss een eng Linn hunn, an déi Linn soll een duerchzéien. Ech fannen dee Ratio vun 1:2 gutt, an en huet jo scho seng Erfahrungswäerter ginn an deenen zéng Joer wou mer elo do sinn, an d'Donnéeë sinn do. De Jos Scheuer huet d'Règlement-grand-ducalen ugeschwat. Et sinn 22 Gemengen, déi esou e Règlement grand-ducal hunn. Mir hunn eng Gemeng, déi en Naturschutzreglement huet, a mir hu sechs Gemengen, déi dat an hirem PAG geregelt hunn.

Dir wësst, d'Kaarte si verdeelt, mir wësse wéi et geet. Wéi et soll lafe mat de Règlement-grand-ducalen huet de Jos Scheuer ugeschwat. Hien huet geschwat vun de Baulücken, déi kënnen opgebaut ginn, an esou weider. An do muss ech soen, do ass meng Approche déi, dass Héichwaasser am Fong geholl, wéi den Här Kox et och gesot huet, ëmmer kënnt, an et kann een et ni honnertprozenteg vermeiden. Dat ass einfach esou. Et kann ee just de Schued verréngeren, an duerfir kënnen Héichwaassermoossnamen, déi dat verhënneren, net geduecht si fir nei Bauten ze erméiglechen, sensu stricto. Dat kann net sinn.

Et gëtt keng absolut Protektioun. Dat muss ee wëssen. Duerfir mussen déi Gemengen, wou Problemer sinn, am Prinzip aus deenen Zonen eraus bauen. Ech stelle mer awer vir, dass mer an deenen nächste Méint an och Jore kucken, fir fir déi Zones inondables e globale Plang, eng global Strategie ze fannen. Dat ass jo och am Regierungsprogramm gesot ginn. Dee Plan national wäerte mer kréien.

De Moment hu mer just, géif ech soen, Donnéeën iwwert dräi Gewässer: iwwert d'Attert, iwwert d'Uelzecht an deelweis iwwert d'Sauer. Wat mer elo wëlle maachen a wat och schonn am Rullen ass deelweis, dat ass dann och Donnéeën ze kréien iwwert d'Musel, d'Our, d'Syre, d'Äisch, d'Mamer, déi Schwaarz Ernz, déi Wäiss Ernz, d'Wolz, d'Klierf an d'Waark. Wa mer dat hunn, dann hu mer eng global Strategie fir d'Land. Da kënne mer och déi Vernetzunge vun deenen eenzelne Flëss kucken, well een hänkt jo e bësse vun deem aneren of, wéi een do da ka virgoen a wéi een do da kann am Fong strukturéieren a cadréieren.

Déi zweet Approche, déi mer och wëlle maachen an deenen nächste Méint, ass déi fir ze kucken, déi Règlement-grand-ducalen, déi baséieren am Fong geholl just op zwou Cruën, an zwar vun 1993 an 1995, an do gëtt ëmmer déi stäerkst geholl. Mir wëlle kucken, wat dat elo heescht, déi Cruën, a wat nach méiglech ass driwwer an drënner.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wa mer dat fäerdeg bréngen, dass mer am Fong geholl kënnen de Wäert vun deem Héichwaasser wat mer haten an engem gewëssen absolute Kontext gesinn, da bréngen mer et och fäerdeg, eng Reglementatioun ze kréien, déi méi differenzéiert ass. Do leeën ech Wäert drop fir ze kucken, wéi héichwaassergefährdet datt déi eenzel Zonen, déi mer dann definéieren, sinn, a wou dann eventuell ka gebaut ginn, wou guer net ka gebaut ginn, a wou vläicht nach manner Oplage sinn.

D'Tatsaach ass, an ech weess dat zum Beispill vu Bech-Maacher, do ass gebaut ginn och an Héichwaasserzonen. Mä do sinn dann ënne Garagen higesat ginn an dann de ganzen elektresche Volet ass op den éischte Stack komm. Dat si Méiglechkeeten. Op dat dat Bescht oder dat Gielt vum Ee ass, dat wëll ech am Raum stoe loossen. Mä ech gesinn also Potenzialer doranner, dass mer d'Règlement-grand-ducalen, déi mer hunn, versiche méi nuancéiert ze formuléieren, fir eis also do Méiglechkeeten ze ginn, méi nuancéiert virzegoen.

An do kréie mer och Instrumenter fir dat ze maachen. Do wëll ech besonnesch den Transnational Internet Map Information System on Flooding nennen, dat heescht d'TIMIS. Am normale Gebrauch gëtt dat esou genannt. Dat ass also am Fong geholl e System, e Konzept, wat am Einzuchsgebitt vun der Musel eis et méiglech mécht, e Modell ze maachen, wann Héichwaasser op der Musel kënnt, wat dann do geschitt an och ronderëm mat deene Gewässer. Do gi Geforekaarten opgestallt. Do gëtt am Fong geholl d'Iwwerschwemmung als e globaalt Konzept gekuckt fir dat ganzt Land.

Dee Modell, deen dann do entsteet, dee gëllt am Fong geholl fir déi dräi Länner, well mer jo hei mat de Fransousen a mat deenen Däitschen an engem Boot sinn. Do ginn dann déiselwecht Donnéeë verschafft. De Moment ass et jo esou, dass mer am Fong geholl dräi Previsiounen hunn an deenen dräi Länner, wat ech net gutt fannen. Et wier besser - dat hat den Här Kox och ugeschwat -, datt mer eng Previsioun géife kréien, a mir schaffen och dorunner fir dat ze kréien; e Modell also ze kréien, wou nëmme méi dee ganze Basseng nach just iwwer eng Previsioun - ech géif soen - interpretéiert gëtt an och ausgeschafft gëtt.

Wa mer dat fäerdeg bréngen, mengen ech, dann hätte mer och méi Elementer fir do nuancéiert virzegoen, a fir dann Décisiounen ze huelen, wou de Rapport vun der Leeschtung a vum Invest gutt ass, a wou mer da kënnen am Fong geholl verschidden Dossierë méi nuancéiert maachen. Also, hei ass eng vun de Konditiounen, déi mer mussen ausschaffen.

Da wollt ech op en anere Volet agoen, deen och ugeschwat ginn ass vum Interpellant, vum Här Clement, dat ass dee vun deenen Etüden iwwer „Hochwasserschutz an der Luxemburger Mosel" vun 2003 an och dee vun 1999 „Hochwasserschutzkonzept an der Sauer". Déi eng, déi vun der Musel sinn, dat muss ech och mol eng Kéier hei soen, sinn zu 100% finanzéiert ginn, mat 219.000 Euro, déi vun der Sauer nëmmen zu 80% mat 70.000 Euro. Dat ass elo net relevant.

Relevant ass awer fir festzestellen haut, no zéng Joer, dass an deem Dossier Sauer 43 Projeten entaméiert gi sinn, wou Moossname geholl ginn. Eleng d'Stad Dikrech huet 13 Moossname geholl fir d'Sauer an och hir Zouflëss. Zum Beispill Welschent, dat Réckhaltebecken, dat do gebaut ginn ass, dat ass jo net direkt un der Sauer, mä dat ass un der Waark. Mä an deem ganze Konzept si bis haut 43 Investissementer getätegt ginn, 43 Dossieren, wou dann d'Gemengen: Iechternach, Dikrech, Ierpeldeng, Bettenduerf zesumme Geld ausginn hunn a sech Moossname ginn hunn, fir déi Géigenden, géif ech soen, méi héichwaassersécher ze maachen.

Wat d'Musel elo ugeet, muss ee feststellen, dass mer do am Fong geholl nach net esou vill Opweises hunn. Dat, mengen ech, wier och normal, well am Fong geholl ass déi ganz Etüd eréischt Enn 2003 fäerdeg ginn. Den Här Clement hat dat jo och nach ugeschwat virdrun, an do stellen ech mer och vir, dass mer do gutt weiderkommen, an dass mer do och bis 2006 dann och kënnen, wéi hien et virdru gesot huet, Neel mat Käpp maachen. Well do sinn e puer Projeten, déi elo schonn um Rulle sinn. Do sinn e puer Moossnamen, déi deemnächst kënnen ëmgesat ginn.

Ech hunn nogesicht, wat sech am Fong geholl hei an dësem Raum elo mécht. Am Raum Rëmerschen gëtt de Moment eng Renaturéierung gemaach vun de Parcelles du ruisseau an der Millebach; zu Wellesteen gëtt eng Évacuation des eaux superficielles gemaach; zu Wuermeldeng gi Regularisatioune gemaach an op der Sauer gëtt och e Konzept ausgeschafft, fir géint d'Cruë vun der Sauer zwësche Wallendorf-Pont a Waasserbëlleg ze wierken.

An dann direkt Moossnamen, déi am Raum Oste gemaach ginn, dat sinn déi folgend: eng Mauer, Mesure de protection sur la Moselle vun enger Millioun, wou mer definéiere mussen, ob déi gemaach muss ginn, do ass esou vill festgesat; da laanscht d'Uertschaft Réimech nach eng Millioun; da laanscht d'Uertschaft Bech-Klengmaacher zwou Milliounen a laanscht d'Uertschaft Mertert 1,8 Milliounen an nach eng Kéier laanscht d'Uertschaft Waasserbëlleg 2,080 Milliounen.

Dir gesitt also, et si Gelder, déi prett sinn, déi kënne ventiléiert ginn iwwert déi nächst Joren. Et ass also net, dass do näischt geschitt ass, mä et ass wierklech de Wëllen do, och Neel mat Käpp ze maachen, an dann ze kucken déi Projeten, déi d'Gemenge mussen abréngen. Dat ass ganz wichteg. D'Gemenge mussen sech elo mam Waasserwirtschaftsamt un een Dësch setzen a Projeten ausschaffen. An da musse mer kucke wéi mer weiderkommen.

Wéi gesot, iwwert d'Regelen 50:50 an 80:20 sinn ech gär d'accord nach eng Kéier ze diskutéieren, an ze kucke wéi mer dann do kënnen am Fong geholl eng gewëssen Zefriddenheet kréien, an dat Gefill kréien, dass hei eppes gemaach gëtt, wou jiddfereen am Fong geholl sech esou solidaresch stellt, wéi mer dat gären hätten.

Da wollt ech nach e puer Wierder soen iwwert d'Renaturéierung. D'Renaturéierunge sinn ugeschwat gi virdrun, an dass dat keng Moossname sinn am Fong geholl, déi alles kënne bewierken, mä se kënnen awer munches, wat d'Héichwaasser ugeet, bewierken. Do war jo eng Analys gemaach ginn, an déi Analys hu mer elo bei d'Kommissioun op Bréissel geschéckt an am Juni gëtt se och virgestallt.

Laut där Analys hu mer hei zu Lëtzebuerg nach 57,8% vun den Haaptgewässer, déi ekomorphologesch an der Rei sinn. Dann hu mer 16,6%, wou mer kleng Änneronge musse maachen. Mir hunn 12,0%, wou mer e bësse méi Änneronge musse maachen, kann ee soen. A mir hunn 13,6%, wou et wierklech Problemer gëtt fir Renaturéierungen ze maachen, au sens large du terme.

Dat géif och kee Sënn maachen, well dat si Gewässer wéi zum Beispill eis Musel, déi navigabel musse bleiwen, oder wéi eise Stausee, wat nu mol e Stauséi ass. Do kann ee keng Moossnamen huele fir am Fong geholl den ekomorphologeschen Aspekt honnertprozenteg an de Gréff ze kréien. Mä all déi aner Gewässer kënne mer mengen ech esou an de Gréff kréien, an dat léisst sech maache mat 250 Milliounen Euro - ech hat et virdru gesot. Dës Aarbechte wäerten och deemnächst mat enger Strategie vu Prioritéiten opgesat ginn.

Dëslescht ware mer zu Schëffleng bei enger Renaturéierung, an do hat ech gefrot, dass d'Gemengen zesumme mat dem Waasserwirtschaftsamt a mam Ministère de l'Environnement sech un en Dësch solle setzen a sech eng Strategie solle ginn, wou mer Prioritéite setzen, fir dëse Volet vun der Ëmsetzung vun der Waasserkaderrichtlinie ëmzesetzen, fir dat hinzekréien, an dat wäerte mer och hikréien, wa mer eng kloer Strategie hunn, an och wa mer déi ganz Finanzéierung anescht gestalte wéi bis elo.

De Moment lafen alleguerten déi Aarbechten iwwer sechs Artikelen an de Budgeten. An ech stelle mer och do vir, dass mer dat méi regruppéieren, an ech stelle mer souguer vir, dass mer en extraen Artikel maachen an deem nächste Budget, fir am Fong geholl d'Waasserkaderrichtlinie ëmzesetzen, wat bis elo de Fall net ass, fir och do Transparenz ze behalen an ze gesi wéi mer am Fong geholl an deenen eenzelnen Dossierë weiderkommen.

Weiderkomme wäerte mer sécherlech och, wa mer d'Prévision des crues, wat ugeschwat ginn ass, de Système de préalerte och optimiséieren. Do ass nach munches ze maachen, muss ech éierlech soen, well de Moment ass et esou, dass jo d'Previsioune vun der Musel iwwert de Service de navigation gemaach ginn, deen dem Ministère des Transports ënnersteet; an déi vun der Sauer gi gemaach iwwert d'Administration des services de secours zesumme mat dem Waasserwirtschaftsamt.

Hei, mengen ech, misste mer fir d'Previsiounen dat fäerdeg bréngen, wat am Gesetz steet iwwert d'Waasserwirtschaftsamt, an zwar just esou eng Cellule ze kreéieren, wéi et am Gesetz virgesinn ass, an da mengen ech, kéinte mer do och méi effizient oder optimal schaffen.

De Problem ass natierlech de Personalproblem, dee mer hunn, an dee wëll ech och hei kloer an däitlech soen. Ech weess, datt am Joer 2000, wéi d'Waasserwirtschaftsamt gestëmmt ginn ass an der Chamber, gesot ginn ass, et sollen ongeféier 33 Leit an deenen nächste fënnef Joer engagéiert ginn. Tatsaach ass, dass der bis elo siwen engagéiert gi sinn iwwer en Numerus clausus. Dat ass natierlech keng optimal Situatioun.

Mä mir hunn de Problem mat der Personalpolitik beim Stat. Et kann een net einfach massiv astellen, well dat Problemer gëtt mat der Finanzéierung. Dat ass eng Realitéit an déi Realitéit musse mer onbedéngt an de Gréff kréien, well soss fäerten ech, dass mer Strofe kréien, well mer verschidden Elementer net kënnen ëmsetzen, an dat kascht och Geld. Also wësse mer, wou et higeet. Mir wëssen also wéi de Kader ass, a mer wëssen also, dass mer gefuerdert sinn, dass dës Interpellatioun net däerf einfach esou eng Aktioun si wéi der mol esou gestart ginn an der Chamber, mä hoffentlech kënne mer wierklech…

(Brouhaha général)

Hoffentlech kënne mer wierklech an e puer Joer, an zwee bis dräi Joer, mengen ech, méi kloer gesinn. Wa mer den TIMIS hunn, dee bis 2008 soll fäerdeg sinn, dann hu mer am Fong geholl GIS-Kaarte vun alle Gewässer vum Land, da kënne mer konkret Mesurë wierklech direkt ëmsetzen. Ech erwaarde mer also, dass mer an zwee, dräi Joer wierklech gutt weiderkommen am Interesse vun eise Bierger, am Interesse vun der Sécherheet vun eisem Land, am Interesse och vun der Liewensqualitéit, well Héichwaasser ass och e Stéck Liewensqualitéit. Et ass e wichtegt Element am Alldag, an do wëll ech gär mat Iech alleguerten un engem Strang zéien. Ech wënsche mer also, dass mer déi gutt Wënsch, déi mer eis hei alleguerten an de Raum gesat hunn, kënnen zesummen ëmsetzen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Clement huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll fir d'éischt dem Minister Merci soe fir déi Äntwerten, déi e ginn huet, mä seng Äntwerten hu mech net ganz esou zefridde gestallt.

Plusieurs voix.- Oh! Oh!

M. Lucien Clement.- Dat ass normal. Ech hat eng Ausso gemaach, wat de Finanzement betrëfft. De Minister ass deem net nokomm, du moins huet en awer eng Ouverture an deem Dossier gemaach, well e gesot huet, de Stat ass Propriétaire, ergo komme mer zu engem Kofinanzement a sinn net méi an deem Zeenario vu Subsid, mä kommen an den Zeenario vu Kofinanzement. En huet awer keng Ausso gemaach, wéi dat soll sinn. Ech gi mol dovun aus, datt en do säi Bescht mécht, datt d'Gemengen do kënne matschwätzen.

En huet och gesot, am Raum Réimech wier ewell vill geschitt. Ech soen, wann ech Wellesteen kucke mat enger renaturéierter Baach, also et deet mer Leed: Ech hu vu Chifferen hei geschwat a vu Waassermengen, do ass et ongeféier, wéi wann eng Maus an d'Musel pisse geet, fir déi eenzel Baach, déi do draleeft. Elo schwätze mir hei vun anere Mengen.

En plus, wëll ech nach soen, datt dat Waasser, wat d'Musel op Lëtzebuerger Säit zu 95 oder 98% féiert, am Prinzip net direkt eppes mat de Baachen zu Lëtzebuerg ze dinn huet, loosse mer et mol esou soen, dat kënnt vu sosswou hier, ergo musse mer mat anere Mëttelen op der Musel hantéieren, mat engem richtegen Héichwaasserschutz, well mir kréien dat net an de Gréff. Wa mer e puer Baache renaturéieren op der Musel oder e puer Retentiounsbecke maachen, kréie mer dat do net an de Gréff.

Des Weideren hunn ech eppes e bësselche vermësst. Ech hat de Suivi vum Dossier ugeschwat: Wéi geet et elo weider? A wat fir enger Form geet et weider? Well ech wëll just nach eng Kéier drop hiweisen, déi Etüd, déi schwätzt zum Beispill vun enger Museelverbreederung. Déi Etüd seet och, datt d'Musel fir d'Fliessgeschwindegkeet a fir déi Gemengen, déi uewendru leien, wéi Bech-Maacher net ze vill ze belaaschten, muss d'Muselsbréck zu Réimech op däitscher Säit, op Pfeiler gesat ginn. Déi steet elo op vollem, festem Buedem, déi misst do op Pfeiler gesat ginn.

Ech hu gesot, mir brauchen do administrativ Hëllef vum Ministère, vun enger Cellule, déi am Ministère fonctionnéiert, well ech mengen, de Minister weess jo och, datt d'Gemeng Réimech éischtens emol d'Kompetenz net huet, fir dat däerfen ze diskutéiere mat deenen Däitschen, an zweetens och d'Moyenen net huet, fir dat ze diskutéiere mat deenen Däitschen.

Dofir wollt ech nach eng Kéier nofroen: Ass de Minister gewëllt esou eng Cellule anzesetzen oder seng Beamten ze beaflossen, fir déi Diskussioun iergendwann eng Kéier unzefänken, wéi déi Etüd soll weidergoen, notamment wat och den däitschen Noper ubelaangt?

M. le Président.- Merci, Här Clement. Dann nach eng Kéier ganz kuerz den Här Minister.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire*.- Jo, ech muss jo detailléiert soen, wéi am Fong geholl deen Zoustand ass vun deene Moossnamen, déi am Kader vun der Musel geholl ginn.

Do sinn déi dräi Uertschaften. D'Uertschaft Waasserbëlleg, do ass d'Etüd en cours, dat heescht also eng Studie ass gemaach, fir Waasserbëlleg am Fong geholl ze schützen. Et leie verschidde Varianten um Dësch, an elo gëtt driwwer diskutéiert, wéi eng do geholl gëtt.

Et ass och eng Étude géotechnique amgaangen. Déi muss jo och ëmmer gemaach ginn an esou engem Fall. Esou dass mer zu Waasserbëlleg kënne relativ séier Neel mat Käpp maachen, wéi den Här Clement virdru gesot huet.

Zu Réimech, do läit just eng Proposition de contrat vir, Här Clement, an déi muss elo diskutéiert ginn,

mengen ech, mat de Responsabele vun der Gemeng, mat eis, mam Waasserwirtschaftsamt, an doraus kënne mer da kucken, wéi mer dann deen Dossier géréieren. Wann do déi Iddi, déi Dir elo maacht, déi ech och sympathesch fannen, firwat net, wa sech do e Groupe de travail oder e Groupe ad hoc wëllt maachen, an dee soll dann do e Suivi maachen, hunn ech kee Problem domat. Mä mir musse fir d'éischt awer dozou kommen, dass déi Propositioun vum Kontrakt ënnerschriwwe gëtt.

An dann zu Bech-Maacher, dat ass déi drëtt Gemeng, déi concernéiert ass. Do ass de Kontrakt och approuvéiert vun der Gemeng an do ass d'Etüd och amgaangen. Dir gesitt also, mir sinn am Ufank, mä et geet scho gutt weider, a wa mer elo alleguerte gudde Wëlle weisen, da kréie mer och do eppes op den Dësch.

M. le Président.- Très bien. Merci, Här Minister.

Da si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm, eisen Ordre du jour ass erschöpft. Ech wëll lech nach drun erënneren, datt de Projet de loi 5432, eng Konventioun iwwert d'Schafung vun der Agence spatiale européenne, muer als leschte Punkt um Ordre du jour steet, an datt bei dësem Projet de loi eng qualifizéiert Majoritéit nom Artikel 114 vun der Verfassung virgesinn ass.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun dëser Sitzung ukomm.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.15 heures)

MERCREDI, 4 MAI 2005

34E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le rapport d'activité 2004 du Comité de surveillance du sida

   (Discussion générale)

2. 5419 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, faite à Genève, le 21 mai 2003

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. Dépôt d'un projet de loi

4. 5432 - Projet de loi portant approbation - de la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975 - de l'Accord entre les États parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence spatiale européenne relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004

   (Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Här Minister, ech hunn d'Regierung gefrot, ob si eng Kommunikatioun ze maachen huet.

(Négation)

Dann ass et gutt.

Fir haut de Mëtteg huet d'Sozialistesch Fraktioun eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Aids-Problematik ugefrot. D'Riedezäit ass bei dëser Debatt nom Artikel 78-2 vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktioune jeeweils fënnef Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Dokter Stein-Mergen, den Här Bettendorf an den Här Huss.

(Interruption)

Här Jaerling, et war mir net gemellt ginn, datt Dir géift d'Wuert ergräife, mä ech notéieren lech dann.

Da fänke mir direkt mat der Debatt un, an d'Wuert huet elo den Här Marc Angel als Vertrieder vun der sozialistescher Fraktioun. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

1. Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le rapport d'activité 2004 du Comité de surveillance du sida

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wéi ech dësen Aktivitéitsbericht 2004 vum Comité de surveillance du sida mat deenen neien Zuele vun den HIV-Infektiounen zu Lëtzebuerg kritt hunn, hunn ech direkt d'Initiativ geholl fir och dës Problematik hei am Parlament mat lech a mam Minister ze diskutéieren.

Här Minister, et huet mech gefreet an deem Rapport ze liesen, dass Dir, soubal Dir am Amt waart, lech iwwert dës Problematik informéiert hutt an am Comité de surveillance deelgeholl hutt an och direkt d'Noutwendegkeet erkannt hutt, een neie Plan d'action auszeschaffen. Dir hutt och erkannt, dass den Haaptaccent vun esou engem Aktiounsplang op dem Volet vun der Preventioun leie muss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zu Ärer Informatioun kuerz op déi erschreckend Zuele vum 2004er Bericht anzegoen. 60 nei Infektioune mam HIV-Virus am Joer 2000 zu Lëtzebuerg. 42 Männer an 18 Fraen, een absolute Rekord! Dës 60 Fäll sinn dat Duebelt vun der Joresmoyenne aus den 90er Joren. An et geet weider: Eleng dëst Joer, vum 1. Januar 2005 u bis haut, hu mir schonn zu Lëtzebuerg 24 nei Fäll. Aids gëtt et also nach ëmmer, an Europa a Lëtzebuerg erliewen eng zweet Well vun Aids-Fäll. D'Politik ass also elo gefuerdert.

Interessant ass och ze kucken, wéi déi 60 Leit sech mam HIV-Virus infizéiert hunn. 20 vun hinnen duerch Rapports homosexuels et bisexuels, dräi duerch Drogesprétzen, 35 duerch heterosexuell Rapporten, a bei zwee Fäll leie keng Donnéeë vir.

Och ass et interessant d'Altersgruppen ze analyséieren. Zéng Fäll vun de 60 neien Infektiounen 2004 hunn ënner 26 Joer; siwen Heteroan dräi Homosexueller. 28 Fäll, also bal d'Halschent, sinn zwësche 26 a 35 Joer. Vun deenen 28 Fäll sinn der 18 heterosexuell, aacht homosexuell an zwee hu sech duerch Drogesprétzen infizéiert. Bei der Altersklass 55 plus hu mir véier nei Infektiounen, dovunner sinn der dräi hetero- an een homosexuell. Wann ech dann zesummenzielen, alles wat ënner 35 Joer läit, hu mir 38 Fäll, also iwwert d'Halschent vu 60 Fäll si Fäll bei jonke Leit ënner 35 Joer.

Wat sinn eigentlech d'Ursaache vun dëser alarmanter Steigerung vun den Neiinfektiounen? Ech mengen, et muss ee festhalen, dass säit der Mëtt vun den 90er Joren den Interesse un dësem Problem bei de Medien, bei der Populatioun an awer och bei de Politiker e bëssen nogelooss huet. An et gëtt nach ëmmer d'Certitude bei villen, déi denken Aids géif si selwer näischt ugoen, a si liewen no deem Motto „Mir kann keiner was"; ähnlech wéi bei der Sécurité routière: Déi, déi rennen, mengen et géif hinnen näischt geschéien.

D'Perceptioun vum Aids huet sech och an der westlecher Welt staark verännert, säitdeem et glécklecherweis och Traitementer gëtt. Hei zu Lëtzebuerg ass kee Problem beim Accès un dës Traitementer - an der Drëtter Welt ass dat eng ganz aner Saach -, mä dës Traitementer hunn dozou bäigedroen, dass vill Leit soen Aids ass nëmmen hallef esou schlëmm an et ass heelbar. Neen, dat ass falsch, an dat muss een och ëmmer erëm ënnersträichen. An da gëtt et nach ganz vill Leit, déi mengen Aids wier haut nach just ee Problem eben an de sou genannten Entwécklungslänner.

Interessant ass awer och ze kucken, aus wat fir enge Regiounen déi 60 Matbierger kommen, déi 2004 hei am Land positiv getest gi sinn. 34 vun hinnen, also méi wéi d'Halschent, si Westeuropäer. Ee Fall ass en Osteuropäer, dräi Fäll si vum amerikanesche Kontinent an 18 Mënschen aus Afrika.

Dës Zuele beweisen, dass den HIV-Virus keng Differenz mécht zwëschen Aarm a Räich, zwësche Mann a Fra, zwësche Jonk an Al, zwëschen Hetero an Homo; den Aids kennt keng Grenzen. Beim Aids ass et wéi bei alle gesellschaftspoliteschen oder medezinpolitesche Froen: Och hei gëtt et e sou genannt soziaalt Gefäll. Hei hänkt et och oft vum soziale Status of, an dofir ass dat, wa mir herno iwwert d'Preventioun schwätzen, net esou einfach, an dofir muss déi Preventioun och ganz differenzéiert gemaach ginn.

Hei am Land funktionéiert d'Behandlung an de psychosoziale Suivi vun HIV-Positiven excellent. Och d'Recherche leeft gutt. Heizou muss een eisen Dokteren, de Chercheuren, dem Gesondheetsministère a senge verschiddene Ministeren an deene leschte Jore Merci soen, an awer och der Aids-Berodung vum Roude Kräiz gratuléieren.

Et ass d'Preventioun, déi hei zu Lëtzebuerg verstäerkt a verbessert muss ginn. Dëst ass net nëmme meng Meenung an déi vun de Leit um Terrain, mä och déi vu menger Fraktioun, an ech hoffen och Är heibannen.

Et geet also elo dorëms deen neien Aktiounsplang esou séier ewéi méiglech ze konkretiséieren an ze ënnerstëtzen. Et ass ganz wichteg dofir ze suergen, dass genügend budgetär a Personalmëttele fir eng besser Preventiounsaarbecht agesat kënne ginn.

Lëtzebuerg brauch een nationalen Aids-Koordinator, dee mat deene verschiddene Ministèren an ONGen zesummeschafft. Virun allem ass et wéi gesot wichteg d'Preventiounspolitik besser ze koordinéieren. Aids-Preventioun muss verstäerkt an eis Schoulprogrammer agebaut ginn. Hei wier nach ze ënnersträichen, dass et zu Lëtzebuerg nach ëmmer keng offiziell Éducation sexuelle an eise Schoule gëtt.

D'Preventioun muss och virun allem verstäerkt bei eisen net Lëtzebuerger Matbierger gemaach ginn. Och am Prisong muss dëst Thema behandelt ginn. Aids-Preventioun an Opklärung muss och verstäerkt gi bei den ONGen, déi mat de Réfugiéë schaffen. Well eis Gesellschaft, wéi ech virdru gesot hunn, zu Lëtzebuerg esou vielfälteg ass, ass d'Preventioun besonnesch schwéier, an een nationalen Aids-Koordinator kéint hei hëllefen an dës Aarbecht vereinfachen.

Ech ginn lech ee Beispill: Viru 15 Joer war d'Zuel vun den HIV-Positive bei Heroinofhängege besonnesch héich. D'Drogepolitik huet op dësem Gebitt enorm Effortë gemaach, mam Resultat dass 2004 vun de 60 neien Infektiounen nëmmen dräi Drogekranker sinn. Et ass ze erënneren, dass am Gesondheetsministère et e sou genannten nationalen Drogekoordinator gëtt. Also, wann een eng voluntaristesch Politik bedreift, da kritt een och Resultater. D'Politik ass gefuerdert. Ech sinn och sécher, dass d'Aarbecht um Terrain vun de Bénévolen, déi am Kampf géint den Aids hëllefen, besser gëtt, wa si wëssen dass d'Politik si nach méi ënnerstëtzt.

Erlaabt mir just e puer wichteg Acteuren, déi zur Preventioun bäidroen, opzezielen. Dat ass d'Aids-Berodung vum Roude Kräiz an eng Rei vun A.s.b.l.en, wéi Stop Aids Now, den DropIn, de Gesondheetsministère mat sengem Service AST an der Division de la médecine préventive, awer och vill aner Ministèren: den Immigratiounsministère, de Justizministère - wann et ëm d'Preventioun am Prisong geet -, den Educatiounsministère, de Ministère vun der Famill a vun der Jeunesse an awer och eis Gemengen.

Dofir soll also en nationalen Aids-Koordinator mat all dëse concernéierten Acteuren zesummeschaffen. Esou ee Koordinator kann dann um Terrain ëmsetzen, wat de Comité de surveillance recommandéiert. Dëse Koordinator géif och dofir suergen, dass déi dräi Niveaue vun der Preventioun gemaach géinge ginn.

D'Prévention primaire ass déi wichtegst. Hei geet et virun allem dorëms Informatioun an Opklärung iwwert d'Ustiechungsrisiken ze maachen, a virun allem och ee Marketing vum Gummi. Dës primär Preventioun muss souwuel beim grand public wéi och bei deene verschiddenen Zilgruppe gemaach ginn. Hei ass et och wichteg Face-to-face-Aarbecht um Terrain ze maachen. A wann ech Terrain soen, soll d'Preventioun net nëmmen hei an der Stad gemaach ginn, mä am ganze Land bei de Lëtzebuerger a bei den net Lëtzebuerger.

Déi sekundar Preventioun, dat ass déi, méi Informatioun iwwer Aids-Tester ze maachen an d'Leit ze iwwerzeegen sech testen ze loossen, wa se öfters de Partner wiesselen. Zu dësen Tester muss een erënneren, dass se gratis, anonym a fräiwëlleg sinn, an dat muss och esou bleiwen. Wichteg ass et och, dass wann ee positiv getest gëtt, et direkt eng psychologesch Betreiung gëtt.

Da gëtt et och nach déi tertiär Preventioun. Dat ass déi wou et drëms geet dofir ze suergen, dass déi HIV-Positiv sech richteg a seriö traitéiere loossen.

Dofir, all déi Grënn, déi ech opgezielt hunn, iwwerzeege mech dovun, dass et ganz wichteg ass, dass mer esou en nationalen Aids-Koordinator kréien. Doniewent sinn awer och déi finanziell Mëttele wichteg. Well Aids an eiser Gesellschaft nach ëmmer en Tabuthema ass, ass et fir d'Organisatiounen, déi um Terrain schaffen, net esou einfach Donën ze kréien. An Dir gesitt wann Dir d'Zeitungen opmaacht an a verschiddenen Annoncë kuckt, ass ganz selten en Don dobäi fir eng Aids-Organisatioun. Dofir ass et also wichteg, dass de Ministère hei nei a méi Moyenen opbréngt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Ofschloss nach den Dokter Robert Hemmer, de President vum Comité de surveillance du sida ze zitéieren. Hie seet: «Pour vaincre le sida au Luxembourg, il faut le vaincre dans le monde.» Dëst ass méi wéi jee wouer, well den HIV-Virus oder Aids all véier Woche weltwäit esou vill Doudeger zielt wéi den Tsunami am Dezember d'lescht Joer. 40 Millioune Mënsche si weltwäit infizéiert, dräi Millioune Mënsche stierwen all Joers un Aids. Et gi 14 Millioune Weesekanner duerch Aids, pro Dag gi 14.000 nei Infektioune registréiert an 8.000 Leit stierwen un Aids. Et ass also wichteg drun ze erënneren, dass Lëtzebuerg duerch seng generéis Entwécklungshëllef vun eiser Regierung säit 2001 d'Lutte géint den

Aids an den Accès zu den Traitementer an deenen aarme Länner zu enger Prioritéit gemaach huet.

M. le Président.- Här Angel, Dir musst zum Schluss kommen.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Dëst ass gutt, besonnesch wou an deene leschte Woche vill Aussoen zu dësem Thema vum Vatikan komm sinn. Mir däerfen net wéi déi zu Roum d'Aen zoumaachen. Mir mussen drun erënneren, dass de Kondom nach ëmmer dee beschte Schutz géint den Aids ass.

Här Minister, ganz kuerz: Wat gëtt um europäesche Plang am Rot vun de 25 Gesondheetsministeren zur Bekämpfung vum Aids virgesinn?

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Als éischt Riednerin ass ageschriwwen: déi honorabel Madame Martine Stein-Mergen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'éischt dem Marc Angel Merci soe fir dës Fro, och wa si net exakt zu deem Zäitpunkt um Ordre du jour stoung wou de Rapport erauskoum. Ech sinn nämlech der Meenung, d'Aktualitéit ass net de Rapport, mä d'Situatioun vun deene Leit, Männer a Fraen, déi dëse Moment um Virus erkrankt sinn. Si mussen a si kréien och an onsem Land all medezinesch Hëllef, déi de Moment zur Verfügung steet, fir méiglechst laang bei méiglechst gudder Liewensqualitéit ze iwwerliewen.

Dat ass u sech awer net d'Fro, déi mer eis haut musse stellen. D'Fro ass villméi déi, wéi et méiglech ass, dass um leschte Stand vun den Erkenntnisser bei deem wat mir entre-temps iwwert den HIV-Virus wëssen esou vill Leit sech esou behuelen, dass si sech konnten ustiechen. Wann den Aids an den 80er an 90er Joren ëmmer fir e puer Schlagzeile gutt war, an och deemools d'Wëssenschaftler op der ganzer Welt all hir Energien dragestach hunn dës nei Infektiounskrankheet ze erfuerschen, esou huet se haut däitlech u medialer Attraktivitéit verluer. Dëse Virus ass deemools och an enger Rekordzäit identifizéiert ginn, et sinn eng ganz Rei Medikamenter entwéckelt gi fir dës Krankheet ze behandelen. Mä, et ass wichteg fir et ëmmer erëm ze widderhuelen, mir kënnen si bis elo weder heelen nach existéiert eng Impfung.

Och hei zu Lëtzebuerg gëtt a gouf mat gefuerscht, virun allem de Laboratoire de rétrovirologie, dee scho säit 1991 besteet, iwwerwaacht engersäits d'Behandlung vun onse Patienten a bedeelegt sech anerersäits un der aktiver Recherche, haaptsächlech op neie Medikamenter.

Deemools, wéi d'Krankheet entdeckt ginn ass, war Aids d'Krankheet vun den Homosexuellen an den Drogéierten. Dat waren dann och Gruppen, déi d'Öffentlechkeet interesséiert hunn. Do konnt déi grouss Majoritéit vun de Leit sech nämlech soen, mat engem Schaueren iwwert de Réck, déi aarme Leit, mä Gott sei Dank dozou gehéieren ech jo net, da kann ech dat och net kréien. Déi grouss Majoritéit vu Leit huet sech also net nëmme vun deenen zwou Gruppen, mä och vun der Krankheet distanzéiert. Entre-temps wësse mer et besser wéi deemools. Iwwert d'Halschent vun den nei Infizéierte koumen dat lescht Joer aus der Grupp vun den Heterosexuellen.

Dee Message also, dass de Sida eng Krankheet ass, déi jidderee ka kréien, deen ongeschützte Geschlechtsverkéier huet, deen ass anscheinend net richteg eriwwerkomm. D'Fro, déi mir ons also mussen haut stellen ass: Ass de Message net kloer genuch? Ass en net verständlech, oder sprieche mer mat eise Campagnen déi falsch Leit un?

Déi Campagnen, déi esouwuel vum Ministère wéi och vun den Associatiounen, déi sech mam Aids befaassen, zum Beispill am Milieu vun den Drogesüchtege gelaf sinn, droen och hir Friichten. Eng ganz Panoplie vu Preventiounsmoossname sinn ugelaf. Esou sinn de facto Toxicomanë largement aus dem Grupp vun Nei-Infektioune verschwonnen, an dat well si éischtens informéiert sinn iwwert de Risque, an zweetens kënnen si déi gebrauchten Seringuë géint steriler antauschen.

Wéi ass et awer mat der Informatioun ausserhalb vun dësen Ex-Risikogruppen? Dee Message, an hei wëll ech dat vläicht berühmtesten Affer vun der Aidspandémie zitéieren, de Freddie Mercury, de Sänger vu Queen, dee schonn an den 90er Jore gesongen huet, „too much love will kill you". Dëse Message ass et, dee muss duerchkommen.

(Interruptions)

Mir mussen d'Informatioun bei déi Jugendlech droen. Meedercher a Jongen, déi Schoule besichen, sollten net nëmmen an hirer Éducation sexuelle gewuer gi wéi et funktionéiert fir Kanner ze kréien oder fir keng ze kréien, mä och wéi een Nee seet a wéini dass ee muss Nee soen, also am Résumé, wéi kann ech mech géint den Aids schützen.

Ech stelle mir vir, dass ee scho kënnt am sechste Schouljoer usetzen, well jo hei schonn en éischte Biologiesprogramm uleeft. Mir däerfen och net vergiessen, dass an dësem Schouljoer scho vill Kanner geschlechtsräif sinn, well jo net jiddereen d'sechst Schouljoer mat zéng oder mat eelef Joer packt, mä well der eng Rei méi laang do sëtzen.

Spéitstens awer no dem éischte Joer secondaire misst all Kand wësse wéi ee sech mat Aids ustécht a wat dat fir Konsequenzen huet. Ob een dat elo dem Titulaire iwwerléisst oder de Biosproff domat chargéiert, oder et an der Relioun oder Éducation morale et sociale usprécht oder esouguer Persoune vu baussen an d'Schoulen invitéiert, ass eigentlech egal.

Wichteg ass, dass dat Ganzt keng ze vill moralesch Connotatioun kritt, mä eng praktesch, bal technesch. Dës Krankheet soll als Krankheet ofschrecken, net déi Krank sollen d'Leit ofschrecken. An dësem Zesummenhank ass et mer och en Uleies ze vermëttelen, dass einfache Kontakt mat engem Kranken net zu enger Ustiechung féiert, net dass mer erëm esou eng Hysterie ausléise wéi an den 90er Joren. Den Thema Zwangstesten ass bei ons vum Dësch a muss och vum Dësch bleiwen.

D'Resultater vun dësen Ausnahme mussen sech an den Ustiechungsstatistiken ausdrécken. Déi vill 25- bis 35-Jähreg mussen eraus. Dat ass deen Alter, wou ee säi Liewen opbaut an net den Alter, wou ee säin Testament schreift, well léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Aids ass kee Schicksal, mä vermeidbar. Déi falsch Meenung, et wier eng Krankheet wéi déi aner, muss erëm aus de Käpp verschwannen.

40% vun den nei Infizéierte kommen aus Länner ausserhalb vu Westeuropa, en additionnellë Message, deen een net däerf aus den Ae verléieren; och ee fir ons Leit, fir ons Touristen. Doriwwer eraus, dass Sextourismus eng besonnesch knaschteg Manéier vun Exploitatioun an den Entwécklungslänner ass, beinhalt fir seng Adepten och e gewësse Risiko.

M. le Président.- Madame Stein, Dir musst zum Schluss kommen.

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Ech wëll och mäi Schluss ewechloossen, well de Kolleeg Angel huet den Dokter Hemmer schonn zitéiert: «Pour vaincre le sida au Luxembourg, il faut le vaincre dans le monde.»

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf ageschriwwen. Här Bettendorf!

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, d'Demokratesch Partei hat den Thema Aids an hirem leschte Wahlprogramm ganz däitlech beschriwwen an et steet e flott Kapitel dodran, „Aids immer noch ein Thema".

Här President, fir Zäit ze gewanne liesen ech Iech net vir, wat mer deemools gesot hunn, mä ech stelle fest, datt mir honnertprozenteg richteg louchen. Dat Kapitel geet nämlech un: „Das Thema Aids ist in den vergangenen Jahren in unserer Gesellschaft zunehmend in Vergessenheit geraten. Trotzdem stecken sich hierzulande und weltweit immer mehr Menschen mit dieser Krankheit an", an esou weider an esou virun. Mir waren där heiteger Debatt also e gutt Stéck viraus, an ech kann den heitege politesche Responsablen nëmmen un d'Häerz leeën ze recommandéieren dat ze liese wat mir geschriwwen hunn.

De Rapport d'activité 2004 vum Comité de surveillance weist leider drop hin, an et gouf schonns hei gesot, dass 60 nei Fäll vun Infizéierungen d'lescht Joer hei am Land dobäikomm sinn. Dat ass en traurege Rekord, deen op e gewëssend iwwerdriwwend Sécherheetsgefill zréckzeféieren ass.

De Kolleeg Angel huet déi 60 Fäll statistesch ënnersicht a beluecht, esou wéi se am Rapport sinn. Lëtzebuerg läit dem Rapport d'activité no am europäeschen Trend vun enger sou genannter zweeter Ustiechungswell. D'Krankheet ass an engem gewëssene Mooss an deene leschte Jore banaliséiert ginn. De Schock, deen d'Ausbriechen oder d'Erkenne vun dëser Krankheet an den 80er Joren ausgeléist huet, ass iwwerwonnen. D'Précautiounsreflexer an d'Schutzmoossnamen hunn deemno och nogelooss.

Jidderee muss sech erëm bewosst ginn, datt den Aids eis all eppes ugeet, datt jidderee kann dovu betraff ginn, zumools eis jonk Matbierger mussen erëm nei a méi geziilt mat dem Thema sensibiliséiert ginn. Dës Krankheet trëfft net nëmmen e marginalen Deel vun eiser Populatioun an net nëmmen eng gewësse Populatioun. D'Preventioun muss groussgeschriwwe ginn. En Heelmëttel gëtt et bis haut leider nach net, och wann d'Laboratoirë weltwäit säit Joren intensiv an onermiddlech fuerschen.

Ech wëll hei nach op d'Wichtegkeet vun der medezinescher Fuerschung an der Fuerschung insgesamt hiweisen. D'Fuerschung kascht an et mussen deemno Effortë gemaach ginn, fir d'Fuerschungsaarbecht finanziell ze ënnerstëtzen. En Heelmëttel gëtt et net, et gëtt awer Traitementer, déi mat der Zäit ëmmer méi performant ginn. En Infizéierte kann haut dank engem adequaten Traitement iwwer 15 Joer oder méi weiderliewen an zwar net andeems en an engem Spidolsbett muss dohivegetéieren, neen, déi Leit kënnen e plus ou moins normaalt Liewe féieren, schaffe goen an an enger Famill liewen.

Éinescht huet d'Madame Stein en Englänner hei zitéiert, ech kënnt dee beschte Basketballspiller vun der Welt zitéieren, de Magic Johnson, dee schonn iwwer zéng Joer Aids huet…

(Interruption)

…- HIV-positiv ass, selbstverständlech - an deen nach ëmmer anstänneg ka liewen.

Wichteg schéngt mer och an deem Kontext d'net Ausgrenzung vun infizéierte Matbierger. Dat Beispill ass hei och schonns gesot ginn. Mir hunn zum Beispill e Gesetz wou dra steet, wann een den Examen mécht fir de Mariage, da muss een e Zertifikat vum Dokter bréngen, dass ee keng ustiechend Krankheet huet. Wéi mer dat gestëmmt hunn, hu mer den Aids ausgeschloss, an deen ass och haut nach ausgeschloss. Et ass vläicht wichteg,dass een nach eng Kéier dorun erënnert.

Weltwäit hunn am Joer 2004 sech 4,9 Millioune Leit mam HIV-Virus infizéiert. 3,1 Millioune Leit sinn d'lescht Joer un Aids gestuerwen. Dat sinn erschreckend héich Zuelen, mä et sinn se nach laang net alleguerten. Besonnesch betraff si Länner wéi am Moment Indien, afrikanesch Länner, wéi Sambia, Burundi, Kenia, wou Enn 2004 25,4 Millioune Leit infizéiert waren. A Südafrika liewe ronn 5,3 Milliounen Infizéierter, ouni China ze vergiessen, wou keng Zuelen do sinn, mä wou Millioune Leit am Ableck einfach elo stierwe gelooss ginn.

En Haaptproblem sinn déi vun den Elteren infizéiert Kanner, déi ouni Eltere grouss ginn, an Orphelinatë musse liewen, an hei kann haut scho mat Geld a Medikamenter de Kanner à la base gehollef ginn, eng ganz wichteg Saach.

Besonnesch an deene Regioune mussen immens Effortë gemaach gi fir de Problem an de Gréff ze kréien. Mir hunn an der Kommissioun eng Diskussioun gehat tëschent Deputéierte wat d'Influenz vun der kathoulescher Kierch an dem verstuerwene Poopst an dëser Problematik ubelaangt. Ech erlabe mer just dorop hinzeweisen, datt d'Kierch, notamment a villen afrikanesche Géigenden, eng gewësse Responsabilitéit ze droen huet, mä d'Kierch ass do ganz bestëmmt net eleng. Et gëtt an Afrika méi net Katholike wéi Katholiken. A China sinn all déi Infizéiert guer net Katholiken an dat huet net vill zur Verminderung vum Sida bäigedroen.

Et kann een nach vläicht ee Wuert soen zum Sang contaminé. A China gi Millioune vu Leit, déi duerch Blutttransfusioune contaminéiert ginn, stierwe gelooss. A Libyen sinn elo fënnef bulgaresch Infirmièren an een Dokter zum Doud verueerteelt ginn, well 425 Kanner iwwer Blutttransfusiounen infizéiert gi sinn. A Frankräich, wann een eng Blutttransfusioun kritt, muss no engem Mount d'Kontroll gemaach ginn, ob d'Blutt net infizéiert war. Mir hu Gott sei Dank hei zu Lëtzebuerg d'Croix-Rouge, déi déi Aarbecht exzellent mécht, de Plasma sammelt. Dat ass formidabel, mä ech ka mer awer och d'Fro stellen, ob een hei net géif soen, nom franséische Muster, ob een net sollt do och eng zweet Kontroll no enger Blutttransfusioun maachen.

Bon, et ass scho villes gesot ginn. Ech wëll nach just op de Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme hiweisen.

M. le Président.- Dir musst wierklech zum Schluss kommen!

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Ech kommen zum Schluss.

M. le Président.- Jo, Dir sidd bei sechs an enger hallwer Minutt.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Wann Dir mech gestéiert hätt, dann hätt ech direkt reagéiert. Ech loossen Iech dësen Ziedel hei „Pourquoi les amis du fonds mondial". Da kënnt Der mer dee verdeelen un d'Kolleegen, dann ass d'Saach an der Rei.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Huss ageschriwwen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwert d'Aids-Problematik géif et eigentlech vill méi ze soe gi wéi een dat hei am Kader vun dëser Aktualitéitsdebatt ka maachen. Den 1. Dezember d'lescht Joer war bekanntlech déi offiziell Journée mondiale contre le sida, an dat mannst wat een haut muss soen ass, datt de Problem vum Aids absolut net geléist ass an am Géigendeel riskéiert an deene kommende Jore weltwäit nach vill méi dramatesch Ausmoossen unzehuelen.

E puer Zuele just wëll ech och hei bréngen, et sinn der eng Partie scho genannt ginn zu der internationaler Verbreedung vun Aids, ier ech op de Problem vu Lëtzebuerg zréckkommen. Weltwäit stierwen all Dag, dat muss ee sech emol virstellen, ongefëier 8.500 Leit un de Folge vun Aids. 4/5 dovun an Zentral- a Südafrika, mä och a Südostasien, an Europa a weltwäit.

A Länner wéi Südafrika sinn 21,5% vun der Bevölkerung infizéiert. Dat ass 1/5 vun der Bevölkerung. Wann ee sech do d'Entwécklung virundenkt, da kann et ee grujelen. A Sambia 15 bis 20%, am Mosambik 12,2%, an Tansania 8,8% an esou virun.

25 Milliounen Afrikaner an deene Länner sinn HIV-infizéiert, dovunner 57% Fraen a leider och scho vill Kanner. Weltwäit schéngen iwwer 40 Millioune Mënschen infizéiert ze sinn, a grad och an engem Riseland wéi China schéngt den Aids ëmmer méi rasant ëm sech ze gräifen.

No offiziellen awer zweifelhaften Zuele waren 2003 a China zwar nach nëmmen 840.000 Leit als offiziell Séropositif registréiert, mä de Problem schéngt awer rasant ëm sech ze gräifen.

Deen dramateschsten Aspekt vun Aids ass also ouni Zweifel ze gesinn an den aarme Länner vum Süden. A vu datt leider net vill Aussiicht op eng Verbesserung vun der Situatioun besteet, riskéieren d'Ekonomië vun enger ganzer Partie vun afrikanesche Staten, souwéi hir Educatiouns- a Gesondheetssystemer an eng total humanitär Katastroph eranzerutschen, trotz Entwécklungshëllef.

Schold un dëser dramatescher Entwécklung sinn net nëmme kulturell Traditiounen an deene Länner wéi déi weiderhi grasséierend Ënnerdréckung vun de Fraen, schold si virun allem och déi grouss Aarmut an den Analphabetissem, a schold si kloer och westlech Finanzinstitutioune wéi den FMI oder d'Weltbank, déi den dortege Regierungen insgesamt an och esouguer am Beräich vu sozialen Ariichtungen am Santéssecteur an esou virun eng sozial Austeritéitspolitik imposéieren.

A mat schold si finalement och déi grouss Reliounen, grad och de Vatikan vu Roum, mä net nëmmen hien, all déi grouss Reliounen oder Regierunge wéi déi vum Här President Bush, déi d'Schwéiergewiicht vun der Aids-Bekämpfung op Appeller zur sexueller Enthaltsamkeet riichten, anstatt anzetriede fir bëlleg oder gratis Preservativen an anzetriede fir bëlleg oder gratis Anti-Aids-Medikamenter.

Wien absolut aarm ass an näischt ze bäissen huet, dee ka sech selwer weder Preservativer nach Aids-Medikamenter leeschten, an esouguer wann zwëschenzäitlech de Präis vun dëse Medikamenter e Stéck zréckgaangen ass bleiwen se nach vill ze vill deier fir déi Aarm. Iwwert déi kommend nei Brevetsregelungen am Kader vun der Welthandelsorganisatioun OMC riskéieren d'Präisser am Intérêt vun den Aktionäre vun de grousse Pharmakonzerner geschwënn erëm an d'Luucht ze klammen.

Wann dat geschitt, dann ass Aidsbedingt, virun allem an Afrika, eng

nei Form vun Auschwitz virprogramméiert.

E puer Wuert zur Lëtzebuerger Situatioun. Och hei am Land schéngt trotz villen Efforten, déi an deene vergaangene Joren ouni Zweifel gemaach goufen, d'Zuel vun den Nei-Infektiounen erëm zouzehuelen. An och hei zu Lëtzebuerg stierwe vereenzelt nach Leit un de Folge vun Aids.

D'Opklärungsaarbecht iwwer Aids an déi preventiv Moossnamen, déi vun der Santé an Zesummenaarbecht mat enger ganzer Rei vun aktiven ONGen an d'Wee geleet goufen, mussen also weidergefouert ginn. An de Ministère ass an eisen Ae gutt beroden, wann en sech dobäi verstäerkt op d'Kompetenz an op d'Terrainsaarbecht vun all deenen ONGe stäipt, déi hei an der Diskussioun ënner anerem och vum Här Angel schonn erwähnt goufen: d'Aids-Berodung „Stop Aids Now"' oder och „Abrigado" oder „Jugend- an Drogenhëllef", wann et sech ëm de Lien mat der Toxicomanie handelt.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Déi preventiv Aarbecht muss sech wahrscheinlech iwwert déi méi allgemeng Opklärung eraus nach méi staark konzentréieren op déi sou genannte Risikogruppen, woubäi net eleng gratis Preservativer a beschtméiglech medezinesch Therapië vu Wichtegkeet sinn, mä och déi sozialpsychologesch an déi sozial Betreiung fir de Betraffenen an hirer Situatioun déi beschtméiglech Aussiichten ze assuréieren.

Här Minister, eng kleng Fro just an dësem Kontext: Am Rapport d'activité vun Ärem Ministère hunn ech gelies, datt fir d'Joer 2005 esouwuel d'Editioun vun enger Informatiounsbroschür wéi och d'Distributioun iwwer DVD vun engem Film virgesi waren, ass dat scho geschitt? Ass déi Distributioun schonn op engem méi breeden Niveau geschitt? A wéi soll et mat weidere preventive Mesurë weidergoen?

Et ass kloer, dass mir als Gréng all nëtzlech preventiv Mesuren an all sënnvoll wëssenschaftlech Fuerschunge wäerte politesch ënnerstëtzen. Mir wieren awer och frou, Här Minister, wann Dir als Gesondheetsminister, an Zesummenaarbecht mam Finanzminister, mam Ekonomiesminister a mam Minister fir Entwécklungshëllef, eng kloer Lëtzebuerger Stëmm an allen internationalen Institutiounen, wéi der OMC, dem FMI an der Weltbank géift erhiewen, fir datt an Afrika zum Beispill endlech eng realistesch a sozialverdréiglech Léisung vun der Aids-Problematik méiglech kënnt gemaach ginn. Och dat wier eng wichteg Pièce am Dossier, wann et ëm eis Glafwierdegkeet a Saachen Anti-Aids-Bekämpfung geet.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den Här Jaerling huet sech nach gemellt, dee virdrun net ageschriwwe war. Et ass an der Rei.

Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, et ass ëmmer erëm erschreckend, wéi trotz allen Opklärungsversammlungen a -campagnë periodesch de Fléau vum Aids sech ëmmer erëm bemierkbar mécht a wat e weltwäit fir e Schued uriicht. An et ass och erschreckend a scho skandaléis, dass, trotzdeem se d'Konsequenze vun hirem Handele kennen, et nach ëmmer spirituell a Groussmuechtoberheite gëtt, déi d'Benotze vu Preservativmëttele verdamen a fir hiert onverantwortlecht Virgoe mol net zur Rechenschaft gezu gin, e Virgoen, wat besonnesch an deenen ënnerentwéckelte Länner bei de gleewege Leit vill Schued am Zesummenhang mam Aids uriicht.

Awer och hei am Land si 60 nei Infektioune jo net grad näischt a beweisen eis erëm op eng schrecklech Aart a Weis, dass et ëmmer nach Leit gëtt, déi mengen de Virus vum Aids géif laanscht si fléien a géif nëmmen déi aner treffen. Oder d'Nouvellë vun eventuell heelende Medikamenter bréngen si zur Meenung, dass den Aids jo awer dann net méi liewensgefäierlech wär an zu all Moment kënnt geheelt ginn. Et ass déi Onbedenklechkeet, déi geféierlech ass an déi et unhand vu Campagnen heescht onbedéngt aus der Welt ze schafen.

Esou wéi och déi onsënneg Meenung muss bekämpft ginn, den Aids géif nëmmen a Kreesser vu Bi- oder Homosexuelle respektiv bei Suchtkranken optauchen. D'Chifferen, déi mer virleien hunn an déi hei schonn e puermol ernimmt gi sinn, léieren eis kloer eppes anescht. Vun deene 60 neie Fäll sinn der 35 - also iwwert d'Halschent - bei Heterosexuelle festgestallt ginn, 20 bei Homo- a Bisexuellen an dräi bei Infektioune vu Rauschgëft. D'Chiffere beweisen also ganz kloer, dass trotz eisem héije Wëssensstand an trotz eiser Opklärung nach ëmmer Leit duerch onvirsiichtegt Verhalen de Virus oprafen. Et heescht also oppassen, well verschount gëtt keen!

Dat Wichtegst ass also erëm eng Kéier d'Preventioun, a besonnesch déi differenzéiert Preventioun an Opklärung, mat enger optimaler Ënnerstëtzung vun der Politik fir déi Leit, déi um Terrain schaffen, dass déi och optimal vun der Politik begleet ginn. A wat nach besonnesch wichteg ass, dat ass, dass déi krank Leit net marginaliséiert ginn, sondern dass och eng Opklärung gemaach gëtt, wéi ee mat dëse Leit soll a kann ëmgoen, a wéi ee se soll betreien, wann ee mat hinnen direkte Kontakt huet.

Haut hu mer eng Diskussioun iwwert de Rapport gefouert an eng Analys dovu gemaach, a mir musse feststellen, dass mer net genuch gemaach hu fir ze verhënneren, dass nach Leit sech weider ustiechen. Et mussen also nei Efortë gemaach gi fir d'Situatioun an de Gréff ze kréien. An et ass hei kloer ervirgaangen, dass no dësem Réckbléck en neien Aktiounsplang muss kommen, fir dass mer net erëm d'nächst Joer mat nach schlëmmere Chifferen hei konfrontéiert ginn. Dofir ass d'Regierung gefuerdert, déi néideg Moossnamen ze ergräifen, an esou schnell wéi méiglech mam Comité de surveillance a mat der zoustänneger Kommissioun en effizienten Aktiounsplang auszeschaffen. An et wier och net vu Muttwëll, wann de Comité de surveillance du sida sech zu engem effikasse Comité de lutte contre le sida géif entwéckelen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Regierung huet elo nach d'Wuert. Här Minister, wann ech gelift.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn elo gutt 20 Joer, dass mer hei zu Lëtzebuerg mam Phenomeen vum Sida bewosst konfrontéiert sinn an et muss een haut soen, dass d'Situatioun och no 20 Joer nach ganz bedenklech ass a besonnesch no deene Statistiken, déi mer vum leschte Joer an och elo vun deenen éischte Méint vun dësem Joer hunn.

Den Aids hei zu Lëtzebuerg ass e seriöe Problem: E mécht d'Leit weider krank. De Sida ass net heelbar a weltwäit stierwen am Joer dräi Millioune Leit. Dat muss ee sech mol eng Kéier déclinéieren. Dräi Millioune Leit, dat ass de Géigewäert vu 15 Tsunami-Katastrophen all Joer an der Stëllt, méi oder manner an der Stëllt ouni dee Medierummel, dee mer - zu Recht - hate bei där Katastroph, déi mer Enn vum leschte Joer erlieft hunn.

Haut schwätze mer ganz vill iwwer eng potenziell Weltgripp, déi Millioune Leit kéint doutmaachen. Abee, mir brauchen déi Diskussioun iwwer potenziell Risiken, mä iwwerdeem solle mer net vergiessen, dass mer och haut scho mat enger reell existéierender Weltepidemie konfrontéiert sinn, déi gradesou vill futti mécht wéi déi hypothetesch Weltgripp, déi kéint op eis zoukommen.

Den Aids bleift déidlech, ass net heelbar an ass eng vun deene Krankheeten, ee vun deene Phenomeenen, déi am Joer weltwäit am meeschte Leit doutmécht. Et kann een d'Aen do virdrun net zoumaachen an och wann Eenzelner mengen, dass een deen dote Phenomeen duerch Enthaltsamkeet kéint léisen, dann ass dat doudsécher net de Fall.

Mir sinn hei zu Lëtzebuerg, wéi an deene meeschten aneren europäesche Länner, mat enger zweeter Well vum Sida konfrontéiert. Mir hate vläicht fälschlecherweis gemengt, Mëtt der 90er Jore wou d'Well erofgaangen ass, dass een déi Krankheet kéint an de Gréff kréien. Mä dat war nëmme vu kuerzer Dauer. Spéitstens zënter 1999 gesäit een, dass d'Zuelen erëm beängschtegend an d'Luucht ginn. Ufanks der 90er Jore bis Enn der 90er Joren hat d'Zuel sech stabiliséiert bei ëm 25 bis 30 nei Infektiounen d'Joer. 1999 ass se eropgaangen op 40, duerno huet se sech stabiliséiert op deem Niveau; 2003 ass se eropgaangen op 47 fir dann am leschte Joer 60 nei Infektiounen ze erreechen.

Wéi ass et méiglech, nodeem een eng Senkung vun den Infektiounszuelen hat iwwer eng Rei vu Joren, dass et zu enger neier Well hei zu Lëtzebuerg konnt kommen? Et gëtt eng Rei vun Explikatiounen, an de Marc Angel huet der eng Rei ginn. Déi aner Riedner, deenen ech Merci soe fir d'Aart a Weis wéi se de Sujet ugaange sinn, och. Mir hunn eis, oder besser, et huet ee sech un déi Krankheet gewinnt; si ass banaliséiert, doduerch dass een dermat lieft, doduerch dass et wierklech staark Fortschrëtter an der Medezin gi sinn a Medikamenter komm sinn, déi de Virus net konnte Meeschter ginn, mä en awer gebremst hunn. Doduerch ass vläicht déi falsch Impressioun opkomm, dass déi Krankheet heelbar wär.

Dat ass falsch! Si ass net heelbar an et ass net esou, dass ee mam Virus gradesou gutt kann iwwerliewen ewéi anescht. Et si Verbesserungen do, mä et muss een och wëssen zu wat fir engem Präis déi Verbesserunge sinn. Well et ass esou, dass, wann een infizéiert ass, ee säi Liewe laang ganz staark Quantitéite Medikamenter muss huelen. Ech hu mer soe gelooss, dass dat op bis zu 40 Pëllen den Dag ka goen. Dat ass zwar e Liewen, mä dat ass anescht wéi wann ee gesond ass. Et huet sech also déi falsch Meenung duerchgesat, dass déi Krankheet heelbar wär.

Wat och e Fait ass, dat ass, dass de Sida, anescht wéi den Honger an der Welt, e Phenomeen ass, deen exportéierbar ass.

Un den Honger an der Welt hate mer eis zu engem gewëssenen Zäitpunkt gewinnt, well en a Länner war, déi wäit vun eis ewech sinn. Beim Sida ass et esou, dass och déi Haaptproblematik nach a Länner ass, déi wäit vun eis ewech sinn, mä och net méi esou wäit, well déi Welle kommen ëmmer méi no un eis erun, an d'Nopeschländer vun der Communautéit sinn an der Zwëschenzäit och ganz staark dovu betraff. Do kënne mer d'Aen net méi zoumaachen. Mer kënnen net soen: Dat ass e Problem vun deene Länner. Well dee Problem do, dee wandert, an dee kritt een och net duerch zoue Grenzen an de Gréff - fir déi, déi vläicht fälschlerweis op esou Iddië sollte kommen -, dat ass net domat ze bewältegen.

Aneschters wéi nach virun e puer Joer - an dat ass hei richteg gesot ginn - ass de Phenomeen vum Sida net méi een, deen ee ka limitéieren op - déi souwisou scho Schëlleg an den Ae vu ville Leit - Toxicomanen an op Homosexueller. Dat ass net méi de Fall, dat war fréier de Fall, dat waren d'Haaptzilgruppen. Haut ass dat kaum nach de Fall, well wann ee kuckt, wéi d'Chifferen evoluéiert hunn, da waren am leschte Joer nach just dräi Toxicomanë bei deene Statistiken dobäi. An den Equiliber zwëschent Homoan Heterosexuellen huet sech och ganz seriö zu Gonschte vun den Heterosexuelle gewandelt; zwee Drëttel zu engem Drëttel.

Et muss een also feststellen, dass de Problem vum Sida hei zu Lëtzebuerg ee ganz préoccupanten ass. De Marc Angel huet d'Chiffere genannt, ech wëll hie just op engem Chiffer korrigéieren, dee vun den neien Infektiounen an dësem Joer, dat sinn net méi 24 nei Fäll, zënter haut sinn et der 27. Wann een déi dote Statistik extrapoléiert, da schloe mer am Joer 2005 erëm en neie Rekord, well da géife mer bei geschätztenen 80 Nei-Infektioune landen, wat ganz beängschtegend ass. An dofir, mengen ech, dass mer hei musse ganz konsequent handelen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

De Comité de surveillance du sida, déi Leit, déi och um Terrain schaffen, déi vill Organisatiounen, déi Joer an Joer aus um Terrain schaffen, hunn eng Rei vu Pisten entwéckelt an ech wëll hinnen - un der Spëtzt dem Dokter Robert Hemmer an dem Goedertsen Heng - fir hir exzellent Aarbecht, stellvertriedend fir alleguer déi, déi um Terrain schaffen, en häerzleche Merci soen. Virun allem Merci soen, dass se sech net domat begnüge fir eng Feststellung vun der Problematik ze maachen, mä konkret Propositioune maachen.

Et ass esou, dass mer net drop gewaart hu fir eng Diskussioun an der Chamber ze hunn, fir d'Virbereedungsaarbechte fir en neien Aktiounsplang anzeleeden. Et sinn eng Rei vu Réuniounen, déi an der Zwëschenzäit mam Comité de surveillance vum Sida stattfonnt hunn an et sinn och eng Rei vun éischten Direktiven ausgeschafft ginn, wéi esou en Aktiounsprogramm ausgesi kéint.

Ech mengen - an dat ass queesch duerch d'Diskussioune gaangen -, dass all Aktiounsprogramm, ob en neien oder en alen, d'Prioritéit op d'Preventioun muss setzen; dat ass eng Evidenz. Nëmmen dann, wann ee virsuergt, nëmmen dann, wann ee bewosst handelt, nëmmen dann, wann ee bewosst a responsabel mat senger Sexualitéit ëmgeet, kann een de Sida verhënneren.

Mä dat geet awer net duer. Mir hunn décidéiert, dass mer eng nei intensiv allgemeng Campagne lancéieren. Mä, nach eng Kéier, domat geet et net duer, mir musse méi an d'Déift eragoen, mir musse kucke wou déi eenzel Risikogruppe sinn an da musse mer geziilt op déi eenzel Risikogruppen zougoen. Ouni d'Aen zouzemaachen, och d'Kand beim Numm nennen an dann och eis d'Moyene gi fir, vill méi schwiereg wéi mat Campagnen, op déi eenzel Risikogruppen anzegoen.

Et ass virdru kuerz erwähnt ginn, déi Interviewë mat deene Leit, déi betraff sinn, mussen op fräiwëlleger Basis gemaach ginn. Net fir se auszequetschen, mä fir Pisten ze fannen, iwwer wat fir ee Wee déi Infektioune geschéien. Net fir dann d'Leit fänken ze goen a se un de Pranger ze stellen, mä fir kënnen drop ze reagéieren. Wa mer net genee wësse wou et hierkënnt, kënne mer och net cibléiert drop agoen. Dëst natierlech niewent de Campagnen an niewent de Preventiounsmoyenen, an do ass de Gummi ëmmer nach ee vun deenen effikassten hei an och an den afrikanesche Länner, och wann Eenzelner dat net wëllen esou gesinn.

Mir mussen och multidisziplinär virgoen, mir musse mat Partnerschafte virgoen, an et ass virdru gesot ginn, dass mer mat den Acteuren um Terrain, déi sech spezialiséiert hunn op d'Ausenanersetzung mat där Krankheet, mä awer och mat aneren Associatiounen, zesummeschaffen.

Mir waren elo déi lescht Woch zesumme mat der ASTI a mir wäerten och mat der ASTI zesummen e Programm entwéckelen, fir op déi betraffen - an dat soll een net leugnen - auslännesch Populatioun anzegoen. De Sida mécht keng Differenz zwëschent Lëtzebuerger an net Lëtzebuerger a mécht och keng Differenz zwëschent Schwaarzen, Gielen, Rouden oder Wäissen, dat soll een einfach a seng Ausenanersetzung mat där Krankheet mat eran huelen. Mir wäerten also déi Campagne relancéieren, méi an d'Déift a méi cibléiert virgoen.

Den Dokter Hemmer - an ech deelen dat, wat hie gesot huet - huet festgestallt, dass mer eigentlech erëm eng Kéier vu vir mussen ufänken. Wat net wëllt heeschen, dass an deene leschte Joren net vill a gutt geschafft ginn ass, do kéinten déi Resultater vläicht driwwer ewechtäuschen. Wann déi Campagnen, wann déi Aarbecht um Terrain net gewiescht wären, da wäre mer mat enger anerer Envergure vun där doter Krankheet konfrontéiert gewiescht.

Wat ech Iech just wëll soen, dass nun awer eng Rei Erfollegserliefnisser do sinn. D'Zuel vun deenen, déi de Sida net iwwerliewen, déi also stierwen, déi ass halbéiert vis-à-vis vun deem, wat mer Mëtt vun den 90er Joren haten. Mir kënne feststellen, dass bei den Toxicomanen duerch déi Moossname mat dem Echange vu Seringuën, déi Populatioun quasi net méi present ass an de Statistiken. Wou een awer net däerf soen, dass se keng Risikogrupp sinn, dat wär dee falsche Message, mä duerch eng geziilte Politik, duerch geziilten Aktiounen, konnt een do Erfolleger bréngen. Et kann een och net soen, dass keng Moyenen an d'Lutte géint de Sida investéiert gi sinn. An deene leschten zéng Joer sinn déi Budgetsmëttele verfënneffacht ginn a mir brauchen och an Zukunft weider zousätzlech Mëttelen.

Ech wëll vläicht op ee ganz wichtege Punkt agoen, dee vun e puer vun den…

M. le Président.- Här Minister, et deet mir Leed, mä Är Zäit ass scho massiv iwwerschratt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech hu geduecht ech hätt 15 Minutten an enger Heure d'actualité, Här President!

M. le Président.- Dir hutt ganz Recht, Här Minister.

(Hilarité et interruptions)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Wësst Dir, Här President, dat ass d'Macht vun der Gewunnecht, Dir mengt, Dir misst mech ëmmer zur Uerdnung ruffen, haut sinn ech awer e gudde Schüler an ech wäert probéiere mech drun ze halen.

(Hilarité)

M. le Président.- Ech hat mech verlooss op dat, wat d'Kol-

leege mer vun do ënne gewénkt hunn an ech gesinn, ech soll mech op mech selwer verloossen an net op dat, wat ech matgedeelt kréien.

M. Henri Grethen *(DP).*- Zumools vun de Kolleege vun der eegener Partei.

M. le Président.- Voilà, ganz genau.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech wollt just, éier ech zum Schluss kommen - an de President gëtt mer nach zwou Minutten - soen, dass een Element extrem wichteg ass an der Diskussioun iwwert de Sida, dass een se net kann op den nationale Plang oder souguer op den europäesche Plang limitéieren.

D'Lutte géint de Sida ass eng, déi sech éischtens op de Beräich Santé an zweetens op de Beräich Kooperatioun, op den nationale Beräich, op den europäesche Beräich an op den internationale Beräich muss konzentréieren an dofir, zesumme mam Kolleeg Jean-Louis Schiltz, hu mer eis während deene sechs Méint, déi mer haten an der Présidence, drop konzentréiert, fir aus dem Sida alleréischt prioritär Themen ze maachen an deene Conseilen, déi mer presidéieren.

Am Conseil vum Développement am Juni wäert de Sida als ee vun den Haaptpunkte stoen. Och am Conseil vun der Santé am Juni wäert de Sida als ee vun deenen Haaptpunkte stoen. An do wou mer wierklech frou doriwwer sinn, um Ofschloss-Sommet wäert de Sida als ee vun de prioritären Theme stoen, well nëmme wa mer gëeent iwwer Santé, iwwer Kooperatioun - wéi den Här Huss och richteg ënnerstrach huet - awierken op déi dote Krankheet, dann hu mer eng Chance se an de Grëff ze kréien.

Well och wa mer déi erfollegräichst Campagnen hei zu Lëtzebuerg hätten, kënne mer déi Krankheet net an de Grëff kréien, ouni d'Haaptinfektiounsherde ronderëm d'Communautéit an an den afrikanesche Länner duerch konsequent Politik ze bekämpfen. An dat ass nëmme méiglech duerch e fräien Accès zu de Medikamenter, duerch Preventioun an d'Bekämpfung vun den Ursaachen, déi dozou féieren, an do haaptsächlech d'Ënnerdréckung vun de Fraen an deene Länner.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wäerten an deenen nächste Wochen den Aktiounsprogramm fir de Kampf géint de Sida finaliséieren a mer hoffen och, dass mer Ënnerstëtzung kréien, fir dann éischt Akzenter an de Budget vum nächste Joer eranzekréien. Well, wann een esou een Engagement mécht, da geet dat sécherlech net ouni déi noutwendeg Mëttelen. Och wa mer an deene leschte Jore ganz vill dran engagéiert hunn, musse mer eis d'Mëttele gi fir méi eng cibléiert Virgangsweis.

An deem Sënn soen ech Iech ee ganz häerzleche Merci an och Merci, dass Der dozou bäigedroen hutt, dass mer eppes Wichteges maachen, dass mer an de Käpp vun de Leit déi falsch Messagë verhënneren, nämlech déi, dass den Aids ze banaliséiere wär, dass en heelbar wär, mä dee richtege Message ginn, dass den Aids nach wie vor eng vun deenen déidlechste Krankheeten ass an dass mer eis deementspriechend musse verhalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Diskussioun vum Projet de loi 5419, eng Konventioun iwwert d'Bekämpfung vum Tubak. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Martine Stein-Mergen, den Här Bettendorf, den Här Huss an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch!

2. 5419 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, faite à Genève, le 21 mai 2003

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, och wann ee Rapporteur ass iwwer ee Gesetz iwwert d'Fëmmen, dann heescht dat net, an dat war och e bëssen den Tenor an der Gesondheetskommissioun, dass een heihinner soll komme fir en Discours ze féieren iwwer Fumeuren oder net Fumeuren. Et heescht och net, dass ee sech méi un d'Adress vun deenen engen oder vun deenen anere soll riichten. An et heescht och net, dass ee soll hei grondsätzlech Iwwerleeungen iwwer Toleranz, Fräiheet, Respekt oder gudde Wëlle féieren, dat gehéiert eigentlech méi an eng Ethikskommissioun wéi an eng Gesondheetskommissioun, a mir si jo als Gesondheetskommissioun hei befaasst mat dësem Projet. An dee Projet huet als Kader eng Konventioun, déi mer haut solle mat eisem Vote ratifizéieren.

Et ass e bëssen eng exceptionell Konventioun, well et ass eng vun der Organisation Mondiale de la Santé, déi hir Base juridique an den Traitéë vun der Europäescher Unioun huet. Et ass e weltwäiten Traité, deen éischten a sengem Genre. An en huet eng erkläerten Absicht, eng duebel: fir Mënscheliewen ze retten a fir Krankheeten ze verhënneren, wann een et ganz global wëllt betruechten.

D'Doktesch Gro Harlem Brundlandt, déi d'Generaldirektioun hat, wou déi Kaderkonventioun 2003 hei zustane komm ass, an déi mir als Lëtzebuerger de 16. Mee 2003 ënnerzeechent hunn, huet et op de Punkt bruecht: «La convention marque un réel tournant dans le domaine de la santé publique. C'est aussi un tournant dans la collaboration internationale à l'heure de la mondialisation. Ainsi, les pays collaborent systématiquement pour protéger la vie des générations présentes et futures.»

Dat ass jo net näischt als Absicht, well ëmmerhi geet et ëm net méi an net manner wéi e weltwäite gemeinsame Gesondheetsplang, deen éischten an deem Genre, ech hunn et scho gesot, deen e gemeinsamen Effort vun alle Länner viraussetzt fir d'Bekämpfung vun engem weltwäite Problem mat fatalen Auswierkungen.

Bis elo hunn 62 vun 168 Länner dës Konventioun ratifiéiert - ech gi vläicht och do nach mat de leschte Chiffere vum Minister liicht korrigéiert, mä et geet awer an déi dote Richtung -, eng Konventioun, déi Auswierkungen huet op ganz vill Beräicher: Gesondheet, Soziales, Sanitärproblemer, wirtschaftleche Kontext an ëmweltpolitesch Problemer, déi domadder verbonne sinn. A wann een tatsächlech d'Ausso mécht, dass een hei e gemeinsamen Effort weltwäit mécht, dann huet een et wahrscheinlech och mat enger Saach ze dinn, déi et justifiéiert firwat een hei mat hir ëmgeet, wéi wa se eng Epidemie wier; vläicht gesi mer et jo och als Epidemie. Well tatsächlech gëtt jo gesot, dass den Tabagisme „la plus grande cause de maladies et de morts évitables" vun eiser Zäit ass.

Chifferen, e puer just: 1,3 Milliarde Fumeure weltwäit, 13.500 Doudeger all Dag, fënnef Milliounе Stierffäll elo schonn a wann et esou weidergeet an deem Rhythmus, da sinn et der 2020 zéng Milliounen all Joer, ee vun zéng Erwuessener stierft dodrunner.

Normalerweis, an et läit e bëssen Zynismus an där Ausso, loosse mir eis hei zu Lëtzebuerg jo net mat Zuelen esou beandrocken, déi weltwäit sinn. Ob dat d'Kannerstierflechkeet oder den Honger oder den Tubak ubelaangt, do si mer nawell meeschtens net onheemlech alarméiert dodriwwer, an och hei wann ech gelift den Zynismus berücksichtegen, zumools wann ëm déi 70% vun deene Stierffäll net an eise Breitegraden, mä an den Entwécklungslänner stattfannen.

Dofir, wann dat heiten nach net duergeet, baséiert op den Appel un d'Décideuren, dee mer ufanks des Joers kritt hunn am Numm vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer, déi sech mat enger ganzer Rëtsch vu Milieuen aus dem Gesondheetswiesen zesummegeschloss huet, d'Chifferen hei zu Lëtzebuerg, opgrond vun enger Etüd, déi ufanks des Joers duerchgefouert ginn ass:

Ongeféier 36% vun de Männer hei zu Lëtzebuerg fëmmen, ongeféier 26% vun de Fraen. 5 bis 600 geschätzte Stierffäll, déi reng, awer wierklech reng, op den Tubak zréckginn, ouni déi vill Krankheetsfäll opgrond vum Tubak ze erwähnen. An ee vun dräi Kriibsfäll, dat ass och elo scho gesondheetlech wëssenschaftlech ermëttelt, geet op d'Fëmmen zréck. Oder wann een et nach méi op Jugendlecher wëllt bezéien: bei deene vu 15 bis 17 Joer sinn ëm déi 24% ofhängeg, a bei där Kategorie vun 18 bis 24 Joer 47%. Am Kloertext: Bal al zweete Jugendlechen tëscht 18 a 24 Joer fëmmt méi wéi 20 Zigarette pro Dag.

Oder wann een et nach méi kloer wëllt soen, da bezitt ee sech op eng méi grouss ugeluechten Enquête vun der Weltgesondheetsorganisatioun, déi a verschiddene Länner duerchgefouert ginn ass, zum Beispill och bei eisen däitschen Noperen 2003.

Déi Chiffere sinn eigentlech ëmsou méi dramatesch, well an deene Statistiken, bei deene vu 15 Joer un, sinn en Deel vun hinnen einfach nach guer net mat dran, well do hu mer nämlech Statistiken, dass 10% vun de Jugendlechen, déi tëscht 12 an 13 Joer al sinn, scho Fumeur sinn. 10% vun deene Jonken tëscht 12 an 13 Joer si scho Fumeur an eisem däitschen Nopeschland. Ech kennen d'Chifferen net vu Lëtzebuerg, mä gleeft mer, se sinn net vill aneschters. Dee Chiffer klëmmt op 29% bei deenen, déi tëscht 14 a 15 Joer al sinn, an op 44%, also do komme mer scho gutt erun u geschwënn 50%, vun deenen, déi 16 bis 17 Joer al sinn.

Ech wëll elo net un d'Gefiller hei appeléieren, mä vill vun Iech hu jo Kanner, da wësst Der wat dat bedeit.

An den duerchschnëttlechen Astiegsalter an d'Fëmme läit bei 13,7 Joer.

13,7 Joer, wësst Dir wéi kleng se nach si wa se 13 Joer hunn? Da fänken se ebe schonn u mat fëmmen. An et gëtt och geschat, dass e ganz groussen Deel vun hinnen, an do kommen ech dann nach eng Kéier zréck op déi Chifferen, déi ech hei fir Lëtzebuerg genannt hunn, wa se bis 18 Joer sinn, schonn d'Halschent vun hinnen ofhängeg si vun den Zigaretten, also méi wéi 20 Zigarette pro Dag fëmmen.

Huet dat elo vill mat Loscht ze dinn, mat Fräiheet, mat Respekt, mat Toleranz? Ech weess et net. Well ëmmerhi soen der zwee Drëttel vun hinnen, wa se 18 Joer hunn: „Hätt ech nëmmen ni ugefaangen."

Dat ass vläicht awer eng Ausso, déi mer eis sollten zu Häerz huelen, wa mer déi ganz sentimental Diskussioune ronderëm d'Loscht féieren, loosst se dach gewäerden. Also wann et do ugeet, ech mengen do ass déi doten Diskussioun net appropriéiert, zumools wou och eng ganz Drogeproblematik drunhänkt. Ech wëll domadder beileiwe net d'Ausso maachen, dass all Fumeur herno och bei deene méi haarden Droge lant, mä et ass awer bekannt, dass Tubak eng Astiegsdrog ass, zesumme mat aneren, wéi och den Alkohol beispillsweis. An déi, déi eng klassesch Drogecarrière duerchlafen, fir et mol esou ze nennen, déi hu ganz oft mat béidem kombinéiert ugefaangen.

Dat heescht, et sollt een et och als Drogeproblematik astufen an och net zécke fir dat ze maachen, an doraus ergëtt sech da vill méi wéi eng Diskussioun ronderëm de Respekt oder d'Toleranz, eng Diskussioun iwwert d'Obligatioun, déi mer hunn, an och eng Diskussioun iwwert d'politesch Handlungsprioritéiten.

Dës Kaderkonventioun, wa mer déi haut approuvéieren, dann ass dat méi wéi just soen, elo hu mer eis mol e gudde Kader gesat, mä da sinn dat eng Rei vun Obligatiounen. Et ass virun allem en Engagement, fir d'Approbatioun vun dëser weltwäiter Konventioun, déi zënter Februar en vigueur ass, als Lëtzebuerger aktiv ze begleede - mam Akzent op aktiv - an zweetens fir eis op legislativem Plang déi Instrumenter ze schafen, déi eis et och erméigleche fir aktiv ze ginn.

Ech wéilt nach gären eng Kéier rappeléieren - vläicht ass dat an deene leschte Méint bei den Diskussiounen oft vergiess ginn -, dass mer haut schonn e Gesetz hunn iwwert d'Fëmmen, an zwar e Gesetz vum 24. Mäerz 1989, dat ëmgeännert ginn ass de 6. Januar 1995. Et ass e Gesetz «portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, et interdiction de fumer dans certains lieux».

Firwat vergiesse mer et? Et géing ee mengen, mir géingen elo bei null ufänken. Ëmmerhi steet awer schonn am Kapitel 2, Artikel 9 vun deem Gesetz do ganz däitlech, dass en Deel Fëmmverbuet an de Spideeler gëllt, an de Schoulgebaier, an de Sportshalen, an de Bibliothéiken, an de Muséeën an esou weider an esou fort. Dat ass also elo näischt Dramatesches, wa mer elo nei d'Diskussioun nees ukuerbelen, wéi eng Lieux publics dozou solle gehéieren.

Dat ass wuel och den Hannergrond, op dee mir eis haut baséieren, mat eisem heitege Wëssensstand, mat deenen Erkenntnisser an der Gesondheetspolitik, déi mer haut hunn - zum Beispill wat d'Kriibsfuerschung ubelaangt, zum Beispill wat déi dramatesch Entwécklung mat ëmmer méi jonke Fumeuren ugeet, zum Beispill wat gesondheetlech nogewise Gefore beim Passivfëmmen op der Aarbechtsplaz sinn, an zum Beispill wat d'Wierkung ass vun deenen ëm déi 4.000 chemesche Substanzen, déi an enger Zigarett enthale sinn, op den Organismus vum Mënsch - an duerch déi mer domat eng Obligatioun hunn, fir eis Législatioun net nëmmen unzepassen an ze ergänzen, mä fir se ganz dréngend ze adaptéieren an nach weider auszebauen.

Et ass e ganze Mix vun Handlungsfelder, déi hei ugeschwat sinn. Zum Beispill de Schutz vun de Mineuren, d'Verbuet vun der Publicitéit, dat zum Deel och schonn am Artikel 4 vum Kapitel 1 vum 95er Gesetz zréckbehale gouf, d'Verfügbarkeet vun den Zigaretten - iwwer Automaten drukommen, an de Geschäfter, wéi gi mer domadden ëm? -, d'Protektioun vun den Nonfumeuren, net nëmmen op der Aarbechtsplaz, d'Präisser vun den Zigaretten, d'Tubakssteier, Stéchwuert Begleedung vun de Fumeure beim Entzuch, d'Roll vun eise Krankekeese beispillsweis an och d'Produktreguléierung a vill anerer nach.

Wat de legislative Kader betrëfft besteet also Handlungsbedarf, an zwar dréngenden Handlungsbedarf, wat gläichzäiteg heescht, dass dann och en dréngenden Diskussiouns- an Handlungsbedarf ass fir ënnereneen eng kloer Positioun ze kréien. De Minister huet jo schonn zesumme mat aneren Acteuren domat ugefaangen an dat ass och richteg esou.

Mir brauchen also eng Rëtsch vun Adaptatiounen zu eiser Législatioun. Mir brauchen awer och eng Rei vun neie Gesetzer, zum Beispill e Gesetz iwwert d'Steier- an d'Präispolitik am Ëmgank mat den Tubaksproduiten. Do sollte mer oppassen, dass mer bei Adaptatiouns- a Kompensatiounsfroe keng falsch Akzenter setzen, weder gesondheetspolitesch nach sozialpolitesch - Stéchwuert Index. Hei musse mer Kohärenz beweise bei deenen Décisiounen, déi mer huelen, soss kann dat nees genee an de Géigendeel vun deem ëmfalen, wat mer eigentlech gären hätten.

Da brauche mer och e Gesetz iwwert d'Restrictiounen an d'Verbuetsbestëmmungen, wat d'Vente vun de Produiten ubelaangt, virun allem och bei deene Keefer, déi vun eise Grenzen aus erakommen. Do hänkt jo e ganze wirtschaftleche Pilier un där Vente drun. Dann och e Gesetz iwwer repressiv Mesurë géint de Commerce illicite an d'Surveillance vum Commerce transfrontalier. Do musse vill Ministèren zesummeschaffen: d'Santé, den Intérieur, d'Finanze mat der Douane, d'Justiz an esou weider.

Dann d'Interdiction de la vente aux mineurs - dat ass en élaboration krute mer scho gesot - oder och Reglementatiounen iwwert d'Publicitéit an de Parrainage, wou mir jo déi nei Direktiv ofwaarden, déi am Moment nach blockéiert ass duerch d'Interventioun vun eisen däitschen Noperen, oder och d'Responsabilité pénale et civile, déi et am Detail ze definéiere gëllt. Ech hunn elo mol nach net geschwat vun deem ganze Volet Etiquetage an Information du public, Sensibilisation an esou weider an esou fort.

D'Zeeche stinn also - an da sinn ech scho bal um Schluss ugelaangt - eindeuteg an och onausweechlech op Ännerung vun der aktueller Législatioun, net zulescht och dofir dass dës Ratifikatioun haut um Ordre du jour steet. Et kënnt also zu enger Ausdehnung, enger obligatorescher Ausdehnung vun de Restrictioune fir d'Publicitéit an et kënnt och zu enger Ausdehnung vun der Interdiction de fumer dans certains lieux. Dat ass elo scho sécher.

Wann et nom Wonsch vum Statsrot geet, da ginn dës Bestëmmunge wäit a se bezéien sech net nëmmen op eng ganz Rëtsch vu Lieux publics…

M. le Président.- Madame Rapportrice, ech bieden Iech elo zum Schluss ze kommen.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP), rapportrice.*- Jo.

…, mä och op Caféë beispillsweis. Mir sollten also net vergiessen, dass den Handlungssputt ganz grouss ass.

Ofschléissend eng perséinlech Appréciatioun.

Ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass et op Grond vun dëser Convention-cadre an deene Gesetzer, déi nach drunhänken, weder zu engem Volleksopstand kënnt, wat d'Emsetzung ubelaangt, nach zu engem Polizeistat, wat d'Kontroll ubelaangt - well et ass net vill Police an de Fligeren - oder och zu enger wierklecher Polariséierung vun zwou Gruppen, déi sech eigentlech géigeniwwerstinn. Dat war net esou an der Gesondheets-

kommissioun, an ech sinn dovunner iwwerzeegt, dass dat och net an dësem héijen Haus wäert esou sinn.

Op alle Fall géing ech am Numm vu menger Fraktioun den Accord fir dës Convention-cadre mat op de Wee ginn.

M. le Président.- Merci, Madame Rapportrice. Als éischt Riednerin ass d'Madame Martine Stein-Mergen ageschriwwen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, am Numm vun der CSV-Fraktioun wëll ech fir d'éischt der Rapportrice villmools Merci soe fir hire gutt recherchéierte Rapport, deen alleguerten d'Facettë vun de Konsequenze vun der OMS-Kaderkonventioun beliicht. Ech wëll dofir just nach op e puer Aspekter agoen, déi ons wichteg schéngen.

D'Diskussioun an dësem Thema ass wéi all Diskussioun ëm Themaen, déi vill Leit direkt betreffen, an der Öffentlechkeet zimlech ondifferenzéiert gefouert ginn. Och dovunner huet d'Rapportrice scho geschwat. Ëmmer erëm gouf jiddferengem seng Fräiheet ugefouert, fir ze fëmmen oder net. Or, d'Theorie, dass et jiddferengem selwer iwwerlooss ass ze fëmmen oder net, an dass jiddferengem seng perséinlech Fräiheet direkt betraff wier, ass an zwou Hypotheese falsch.

Déi éischt Hypothees ass déi, dass nëmmen deen eng fräi Décisioun hëlt, wann en am volle Wësse vun alle Konsequenzen handelt. Déi zweet Hypothees ass déi, dass jiddferengem seng Fräiheet do ophält, wou deem anere seng ugeet.

Fir d'éischt zur éischter Hypothees. Eng wierklech fräi Décisioun kann also nëmmen deen huelen, wann een am Wësse vun alle Konsequenze steet. Or, dat ass bei deene meeschten Tubaksofhängegen net de Fall. Den Alter an deem Jugendlecher, jo Kanner, den éischte Kontakt mat der Zigarett hunn - mir hunn et jo elo grad héieren, 13 Joer an e puer Méint -, ass leider nach ëmmer amgaangen erofzegoen.

Elo ass et zwar e Fait, dass d'Kanner an der Schoul duerchaus iwwert d'Geforen am Zesummenhank mam Fëmmen informéiert ginn. Hei muss een och eng Kéier ervirsträichen, dass zum Beispill d'Association contre le cancer bei deene Jonke mat hirer Smokebusters-Campagne ganz staark present ass. Mä wann een esou jonk ass, da weist een d'Konsequenzen, déi jo och eréischt vill méi spéit optrieden, ganz wäit vu sech.

Wat kraazt een - fir an hirem Slang ze bleiwen - 14-Jähregen, dass hie vläicht a 40 oder 50 Joer eng Gefässkrankheet oder Kriibs ka kréien? Den Image vun dëse Krankheeten ass dee vum héijen Alter, a Gott sei Dank si se dat jo och majoritär. De Marlboro-Cowboy ass zwar u Longekriibs gestuerwen, mä hie war jo och schonn al. Fir si ass et also wichteg, dass net nëmmen déi negativ Konsequenzen ugeschwat ginn, mä dass déi positiv Messagen, déi se aus der Publicitéit kréien, ënnerbonne ginn.

Vläicht mussen ons Informatiounscampagnen an de Schoulen och nach e bësse méi dissuasives ginn, e bësse méi realistesch nach, fir hinnen d'Loscht um Fëmmen ze huelen. Firwat sollten si net zum Beispill e Patient mat enger Folgekrankheet kenne léieren, ee mat enger Laryngectomie? Dat sinn déi Leit, déi kee Kehlkopf méi hunn. Oder een, deen de ganzen Dag un enger Sauerstoffbomm hänkt? Dat wier vläicht méi reell an ofschreckend. Ech sinn iwwerzeegt, dass sech och fräiwëlleg Patiente géife fannen, fir deen Exercice matzemaachen.

Et ass awer e Fait, dass de Mënsch sech virun esou Messagë schützt. Säit et déi ellen Ziedelcher op den Zigarettepäck gëtt, gëtt et och Pochetten ze kafe fir d'Zigaretten dranzemaachen, dass een d'Ziedelcher net méi gesäit.

E weidere Message, deen een der Jugend muss nobréngen, ass dee vun der Sucht. Mir hunn am Zesummenhang vum Fënnefjoresplang zur Suchtpreventioun rezent doriwwer geschwat. Tubak oder all déi Stoffen, déi dem Tubak zougesat ginn, biergen en extrem héicht Suchtpotential. Jugendlecher sollte wëssen, ier se den éischte Pak Zigarette kafen, dass et eng Sucht ass, egal ob dat op Tubak, Alkohol oder illegal Drogen ass.

All Mënsch huet individuell eng aner Äntwert op dëst Suchtpotential vun deem Stoff. Déi eng si kloer méi a Gefor wéi anerer. Och wat den Entzuch ubelaangt, sinn déi individuell Reaktioune verschidden - deenen enge geléngt et opzehalen, deenen aneren net.

Mir sinn haut an der Medezin à même deem Patient, dee wëllt ophale mat fëmmen eng gewëssen Hëllef unzebidden. Dëse Mechanismus fonctionnéiert iwwert dat perséinlecht Bild, wat all Mënsch sech iwwer säi perséinleche Gesondheetszoustand a säi Liewenswandel mécht.

Wéi gëtt dëst Bild vermëttelt? Mir hu scho geschwat vu senger eegener Perséinlechkeet a sengem eegene Suchtpotential, et spillen awer och eng Rei äusserlech Facteure mat.

D'Meenung an de Modell vun der Famill, vun de Kolleegen a Frënn, d'Rollemodeller an der Gesellschaft, den Afloss vun der Educatioun an déi Wäerter, déi si vermëttelt, mä och déi öffentlech Meenung, wéi si sech zum Beispill dozou stellt op öffentleche Plazen ze fëmmen, beaflosst deen Eenzelnen. Aus all dësen Informatioune rechent jidderee sech säi perséinleche Risiko aus a gëtt doduerch méi oder manner staark motivéiert säi Verhalen ze veränneren.

Ausléiser zu dëser Verhalensännerung sinn - mir nennen et an der Verhalensfuerschung „triggers of change" - verschidde Momenter. Zum Beispill wann een aus dem Frëndeskrees krank gëtt, oder bei de Fraen ass et oft dann, wa si déi éischt Falen entdecken oder zum Beispill wann de Präis fir den Tubak spierbar an d'Luucht geet an ee vläicht muss op eppes aneres verzichte fir seng Zigarett ze kafen. Wann dëse Moment dann do ass, dann ass et un de Professionellen ze profitéieren an dem Patient bäizestoe bei sengem Entzuch.

An der Formation spécifique vun de Generaliste gëtt et säit den 90er Jore Modulë vun Tabacologie. Den Dokter léiert wéi e sengem Patient esou effikass wéi méiglech kann hëllefen. Hie muss déi richteg Argumenter hu wann hie mierkt, dass de Patient zeideg ass fir den Entzuch ze riskéieren. Och vu verschiddenen Associatioune gi ganz vill Coursën ugebuede fir deenen Tubaksofhängegen ze hëllefen, mä ophale muss natierlech nach ëmmer jidderee selwer.

Ech wëllt nach eng Kéier ganz kuerz op den Afloss vum Tubakspräis op d'Fëmmverhale vun deene Jonken agoen. Den Haut Comité d'experts cancérologues, huet a sengen Helsinki-Recommandatioune schonn 1996 gesot: «Il est prouvé que les augmentations de prix dissuadent de fumer, surtout en ce qui concerne les enfants. Pour que cet effet soit maintenu, les prix doivent être augmentés régulièrement.»

D'Spezialiste roden zu enger europäescher Harmoniséierung vun der Steierpolitik a Richtung op en héije Verkafspräis. Doriwwer eraus proposéiere si awer och eng Limitatioun vun der Vente u Jugendlecher a si géint de Self-service an Automate fir Tubaksprodukter. Dës sënnvoll Mesure gëtt vun der Konventioun préconiséiert a mir wäerten se da sécher och deemnächst an engem Gesetzesprojet erëmfannen - d'Rapportrice huet schonn dovunner geschwat.

Ech mengen, mir hate mat dësen Ausféierunge gewisen, dass de Begréff vun der fräier Décisioun unzefänken ze fëmmen, staark muss relativéiert ginn. D'CSV-Fraktioun ass iwwerzeegt, dass eng ganz Rei gesetzlech a reglementär Mesuren amstand si ville Jonken ze hëllefen net unzefänken.

Ech wëll do nach kuerz iwwert déi zweet Hypothees schwätzen an där d'Kritiker vun der Conventioncadre Onrecht hunn. Wou deem Nächste seng Fräiheet ugeet, hält engem seng eege Fräiheet op. D'Philosophie ass et eben net deem Eenzelne seng Fräiheet anzeschränken, mä d'Recht vun deene Leit, déi net fëmmen, ze garantéieren. Si sollen den Nuisancë vum Passivraachen net ausgesat ginn. Dass dat schiedlech ass, ass eendeiteg, an dat huet schliesslech dozou gefouert, dass d'Populatioun, déi net fëmmt, no Moossname freet, fir vum Législateur dergéint geschützt ze ginn. Et ass ze diskutéieren, awéiwäit mer do dem Beispill vun Irland an Italien noginn d'Fëmmen op öffentleche Plazen ze verbidden.

Mä ech stelle mer awer nach eng aner Fro: Wéi ass et bei de Leit doheem? Wann een dovunner ausgeet, dass een no enger Stonn an engem Bistro duerch Passivfëmme geschiedegt ginn ass, wéi ass et da mat schwangere Fraen, déi fëmmen? Wéi ass et mat de Kanner an engem Stot, wou andauernd den Damp an der Loft hänkt? En Embryo kritt bei engem Strapp Zigarett vun der Mamm Häerzklappen, dat ass bewisen. Kanner aus engem Stot, wou gefëmmt gëtt, hunn erwisenermoosse méi oft Asthma. Och hei gëllt et unzegräifen an d'Argument vun der Gesondheet vun de Kanner rifft no enger Iwwerleeung, awéiwäit een duerch Campagnë méi speziell kann Elteren oder zukünfteg Eltere sensibiliséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, de Gesondheetsminister Johny Lahure huet am Joer 1994 e Wäissbuch iwwert d'Gesondheet zu Lëtzebuerg erausginn. Dëst Buch war en interessante Bäitrag d'Couranten an allen Domäne vun der Santé eemol festzehalen an op dëser Basis Ugréffspunkter ze definéieren a Strategien ze entwéckelen. Ech sinn iwwregens iwwerzeegt, dass net nëmmen d'Gesondheetsberuffer, mä och d'Politiker sech géifen iwwer eng nei Oplag vun dësem nëtzlechen Instrument freeën.

Firwat ech awer dovunner schwätzen, dat ass, well d'Buch eng flott Statistik enthält iwwert d'„années de vie perdues". Dat sinn déi Jore bis 65 Joer, déi déi Leit net erliewen, déi fréizäiteg stierwen. Am Ganze waren dat zum Beispill 1990 13.675 Joer bei 941 Doudesfäll. Et ass ënnersicht ginn, wat d'Ursaache fir dës „années de vie perdues" waren an hei schléit de Kriibs mat 22,8% zu Buch, d'Gefässkrankheete mat 13,8% an d'Otemweeskrankheete mat 2,7%. Dat maachen zesummen 39,3% vu Krankheeten, déi zu engem groussen Deel dem Fëmmen zouzerechne sinn. Dës Zuele sollen eis dann encouragéieren d'Anti-Tubak-Konventioun vun der OMS sou séier wéi méiglech ze ratifizéieren.

An am Intérêt vun der Santé publique géif ech Iech heimadder och den Accord vun der CSV-Fraktioun zu dësem Projet de loi brénge. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut geet et am Prinzip ëm d'Unhuele vun der OMS-Konventioun fir de Kampf géint den Tubak. Domat hu mir als Demokratesch Partei guer kee Problem, well si ass vu Lëtzebuerg de 16. Juni 2003 ënnerschriwwe ginn an dat ënnert engem DP-Gesondheetsminister, dee Carlo Wagner geheescht huet, an enger Ausseministerin, déi d'Lydie Polfer war.

Mir hunn der Rapportrice, der Madame Lydia Mutsch, hire Rapport an der Santéskommissioun eestëmmeg guttgeheescht an ech soen der Rapportrice och Merci fir hiren exzellente Rapport.

Eis Diskussioun vun haut dréint sech awer genausou vill ëm dem neie Gesondheetsminister säin ugekënnegt neit Gesetz. Ech gesinn dofir eisen Débat vun haut och e bëssen als en Débat d'orientation un ebe fir da kommend Gesetz - dat am Géigesaz zu der Madame Rapportrice.

Jiddereen, ob e fëmmt oder net fëmmt, weess hautdësdags, datt den Tubak der Gesondheet schuet. Een dee fëmmt ass sech bewosst, datt hie senger Gesondheet keen Déngscht erweist. Et kann haut kee méi kommen a behaapten hien hätt net en connaissance de cause gefëmmt. D'Risikoen an d'Gefore si säit längerem bekannt an d'Sensibiliséierungscampagnë lafe scho säit Joren a gi mat der Zäit ëmmer méi schlagkräfteg. Sou sollen an der Zukunft net nëmmen Texter op den Zigarettepäck ze liese si wou op d'Geforen higewise gëtt, mä et sollen och ofschreckend Fotoen op d'Päck derbäikommen - d'Madame Stein huet eis elo grad erkläert, dass et haut awer och scho Pochettë gëtt, wou een déi Päck dann erëm kënnt doranner verstoppen.

Déi bescht Method fir perséinlech dem Tubaksproblem, dat heescht der Tubaksofhängegkeet aus dem Wee ze goen, ass déi, fir iwwerhaapt net mat Fëmmen unzefänken. Et gëtt der och déi schonns bei der éischte Kéier därmoossen den Dégoût an d'Fëmme kréien, datt si duerno hiert Liewe laang keng Zigarett méi upaken. Dat ass awer nach laang net ëmmer de Fall an eng héich Unzuel vu Leit kommen net méi oder ganz schwéier vum Tubak lass.

Dorauser ergi sech folgend Erkenntnisser:

- Haaptsächlech muss eis Jugend sensibiliséiert an informéiert ginn; an dat huet bis haut net richteg geklappt. Déi meescht Fëmmerte fänken am ganz jonken Alter mam Tubakkonsum un. Am Rapport steet, datt d'Unzuel vun deene méi jonke Fëmmerten och nach haut ëmmer zouhëlt. Mir mussen also weider Effortë maache fir ze verhënneren, dass eis jonk Matbierger an d'Tentatioun komme fir iwwerhaapt unzefänken ze fëmmen.

- Déi, déi schonns ugefaangen hunn, musse mer dovunner iwwerzeegt kréien, sou fréi wéi méiglech opzehalen; wat éischter wat besser. An deem Kontext ass och e Verkafsverbuet u Jugendlecher ënner 16 Joer ze begréissen.

- Déi Tubaksofhängeg mussen och an hiren Efforten, fir hirer Sucht lasszeginn, ënnerstëtzt ginn.

De Rapport seet eis, datt ronn 50% vun deenen déi fëmme wëllen ophalen, woubäi 33% näischt an deem Sënn wëllen ënnerhuelen. Ech kéint mer virstellen, datt ënnert deenen 33% eng Majoritéit vu Jonke sinn, déi d'Fëmmen nach net als problematesch emfannen. D'Demokratesch Partei ass der Meenung, dass d'Substitutiounsmëttele wéi d'Nikotinspatchë sollte vun der Krankekeess rembourséiert ginn.

Wat mir besonnesch opfält ass, datt ëmmer méi jonk Meedercher ufänken ze fëmmen, duerch d'Groussgaass trëppelen an den Damp esou richteg déif an d'Long eranzéien. Wéi nennt een dat? Égalité des chances.

Misst een net dëse jonke Meedercher kloermaachen, wat dat fir hir spéider Kanner mat sech brénge kann? An et wier vläicht och gutt wann och Fraenorganisatioune sech géifen hei vehement zu Wuert mellen.

Här President, erlaabt mer hei awer och, virun enger Stigmatiséierung vun de Fëmmerten an eiser Gesellschaft ze warnen. Domadder léist ee kee Problem. Et ginn der héchstens neier geschafen. Beim Cannabiskonsum zum Beispill gëtt et esouguer Politiker hei am Haus, déi dat banaliséieren. An déiselwecht verdäiwelen den Tubak. Fir mech bleift eng Drog eng Drog an…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Wien ass dat?

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Oh, et sinn der souguer vun Ärer Facultéit, et waren der ganz staark dobannen.

(Interruption)

Jo.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech géif den Här Bettendorf bieden opzehalen ze polemiséiere mat esou engem eeschte Sujet wéi deem doten an enger Fraktioun heibannen ze ënnerstellen, wann et ëm Droge géing goen, hei géing eng Fraktioun oder een hei am Parlament d'Drogeproblematik banaliséieren.

(Interruption)

Här Bettendorf, schwätzt hei zum Sujet wann ech gelift a schwätzt hei net iwwer aner Saachen.

(Brouhaha général et interruptions diverses)

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bausch, loosst elo den Här…

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Den Här Bettendorf huet zum Cannabis geschwat an net zu den Drogen am Allgemengen, an duerfir fannen ech déi Interventioun do super déplacéiert, Här Bausch!

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, ech muss lech soen, ech sinn net gewinnt als Politiker ze léien, mä ech kennen anerer, déi dat regelméisseg maachen.

(Interruptions)

M. le Président.- Berouegt lech elo all an den Här Bettendorf fiert weider.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Et brauch een och net ze pauschaliséieren. Et ginn déi sou genannte Ketteraucher. Anerer fëmmen nëmme geleeëntlech. Déi eng fëmme well se d'Gefill hunn, ouni Tubak géif et net méi goen. Anerer fëmmen heiansdo, well se dat als e klenge Plëséier emfannen.

Ech mengen d'Kaderkonventioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun, déi mer haut ëmsetzen, huet och net d'Verdäiwelung vun de Fëmmerten am Sënn. Hei gëtt villméi de politesche Wëllen ausgedréckt, fir progressiv den Tubakskonsum weltwäit ze reduzéieren.

Ech brauch hei net op all Eenzelheete vun der Kaderkonventioun anzegoen, well déi sinn aus dem Rapport vun der Madame Lydia Mutsch kloer ervirgaangen.

Ech wëll awer och déi Beschëllegungen, déi eise Gesondheetsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, hei virun e puer Wochen der DP an dësem Dossier gemaach huet, zréckweisen. Mir brauchen eis hannert kenger Tubakslobby ze verstoppen. D'DP steet voll a ganz hannert dëser OMS-Konventioun a wäert déi och haut stëmmen.

Mir warnen awer virun engem Sträit Fëmmert/net Fëmmert. D'Kaderkonventioun gesäit vir, datt déi verschidde Signatairë méi wäit kënne goe wéi et vun der OMS festgehale gouf.

D'Demokratesch Partei ass der Meenung, datt och hei de Proportionalitéitsprinzip sollt ugewannt ginn: Méi wäit Jo; ze wäit Neen. Den Artikel 6 énoncéiert finanziell a steierlech Mesuren - ech komme vläicht nach drop zréck, Här Minister -, déi an deenen eenzelne Länner kënne geholl ginn. Am Kloertext heescht dat, datt en Eropsetze vum Tubakspräis an d'Ae kéint gefaasst ginn, fir d'Demande ze drosselen.

Effektiv kënnen héich Präisser ofschreckend op potentiell Fëmmerte wierken. Déi, déi schonns ofhängeg sinn, wäerten awer wuel kaum vun esou Mesurë profitéieren. Dëslescht huet e franséische Student um Radio gesot, vu datt de Pak Zigaretten elo esou deier wier, géif hien elo keng méi kafen. Hie géif elo nëmmen nach Zigaretten heesche goen.

Ech wëll niewebäi nach bemierken, dass d'Accisen op den Zigaretten dem Lëtzebuerger Stat ronn 25 Milliounen Euro am Joer 2002 abruecht hunn. 2003 sollen et der 33 Millioune gewiescht sinn a fir 2004 waren et der 57 Milliounen. Hei kann eng ähnlech Diskussioun wéi déi vum Tanktourismus gefouert ginn.

Wann de Lëtzebuerger Stat esou vill méi Accisen erakritt, dann ass dat net, well mir Weltmeeschter am Fëmme sinn, mä well mat eise Präisser d'Camione vun Tubak an Zigaretten iwwert d'Grenze ginn. Ech krut dëslescht eng Invitatioun fir e Fousstour an den Hautes Fagnes. De Präis vum Mëttegiesse war net an Euroen uginn, mä et konnt ee säi Mëttegiesse mat enger Staang Boule-d'Or-Filter bezuelen, och mat Lëtzebuerger Steierbännercher. Ech weess, hei kënnt op eis politesch Responsabel nach ganz vill Aarbecht duer.

Här President, ech kommen elo zum Schutz virum Tubaksdamp op der Aarbechtsplaz oder an öffentleche Gebaier. Wat de leschte Punkt ubetrëfft, dee vun de Lieux publics intérieurs, esou besteet e Fëmmverbuet schonns säit 1989. Allerdéngs gëtt dat Fëmmverbuet net iwwerall agehalen. Esou zum Beispill hei an der Chamber, oder ass ons Chamber keen öffentlecht Gebai?

(Interruption)

Wa mer also en neit Gesetz kréien, da muss et eent si wat Kapp a Fouss huet. Jo, mir hunn och ënnert ons Tubaksdrogéierter, an ech géif déi net virun d'Trap oder virun de Palais oder hei virun d'Chamber fëmme schécken, mä ech géif an der Chamber e Raum schafe wou ka gefëmmt ginn.

Da kommen ech zu de Lieux de travail intérieurs. D'Gesetz vum 6. Januar 1995, wat dat vun 1989 ëmgewandelt huet, mécht eng Oplëschtung vun deene Plazen, wou et verbueden ass ze fëmmen. Op dëser Lëscht sinn d'Restauranten an d'Caféen net drop. Elo kënnt ëmmer méi d'Meenung op, de Statsrot seet dat och, do misst och elo Fëmmverbuet gëllen.

D'Demokratesch Partei ënnerstëtzt all Mesuren, déi zu engem bessere Schutz virum Tubaksdamp bäidroen, wéi et d'Kaderkonventioun jo och virgesäit. E bessere Schutz heescht awer net onbedéngt, datt iwwerhaapt net däerf gefëmmt ginn oder keen Zigarettendamp méi däerf toleréiert ginn. Et gëtt och nach manner radikal Léisunge wéi déi, déi de Gesondheetsminister schonns ugekënnegt huet. Vun engem totale Fëmmverbuet an de Restaurante war ufanks Rieds, wéi et schonns an Irland an an Norwegen applizéiert gëtt. Am Mäerz dunn huet et an enger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro vum Claude Meisch geheescht: «des espaces fumeurs bien séparés pourraient être aménagés sous des conditions à définir».

Ech erënneren hei gären drun, datt d'Fëmmverbuet, conformément zum Gesetz vum 6. Januar 1995, net operluecht ka ginn „dans les fumoirs spécialement aménagés à cette fin par l'exploitant des lieux".

D'Demokratesch Partei ass kloer géint en totalen a radikalen an direkte Fëmmverbuet an de Caféen a Restauranten. Et handelt sech hei net ëm öffentlech Raimlechkeete wéi eng Post oder eng Gare. Et handelt sech och net ëm e Büro. Et handelt sech ëm e Lieu de rencontre, wou een net muss higoe wann een net wëllt, ausser awer d'Personal wat do schafft. Ech weess wat Passivfëmme bedeit, wor ech dach 25 Joer laang vun null bis 25 Joer an enger Wiertschaft, wou et ëmmer schwaarz vun Damp war, a meng Mamm huet no 45 Joer Wiertsfra fënnef Joer gebraucht, bis si erëm clean war.

D'DP wäert sech och an der Zukunft dofir asetzen, fir datt d'Recht vun den net Fëmmerten op propper Loft besser zur Geltung kënnt. Mir sinn nach wie vor der Meenung, an do hu mer eis Meenung vu virun de Wahlen net geännert, och wann hei probéiert ginn ass virun e puer Wochen dat op eng polemesch Aart a Weis ze demonstréieren. De Gesondheetsminister huet hei e Saz aus engem klengen Text virgelies, dee scheinbar aus enger DP-Enquête ervirgaange wier. Dobäi huet et sech ëm eng Äntwert op eng Fro vun enger Privatpersoun iwwer Email gehandelt.

Mir hu gesot, Här Minister: „Unter DP-Gesundheitsminister Carlo Wagner wird im Rahmen der Gesundheitserziehung der Tabakkonsumbekämpfung eine große Bedeutung angemessen. Erinnern wir an die verschiedenen Anti-Tabak-Kampagnen, die vom Gesundheitsministerium gestartet wurden.

Allgemein sind wir ebenfalls der Meinung, dass das Recht der Nichtraucher auf saubere Luft besser geschützt werden soll. Besonders an öffentlichen Stellen muss das Rauchverbot gemäß dem Gesetz aus dem Jahre 1989 strenger angewendet werden. Restaurants sind eigentlich nicht mit öffentlichen Stellen („lieux publics") gleichzustellen. In Restaurants oder am Arbeitsplatz sollten systematisch zum Schutz der Nichtraucher rauchfreie Zonen die Regel darstellen, die abgegrenzt von Rauchzonen sein sollen.

Rauchfreie Zonen dürfen nicht einfach nur als eine Ausnahme oder Luxus gelten; es sollen keine rauchfreien Inseln im Sinne einer Begünstigung (sprich Extrawurst) für Nichtraucher eingerichtet werden, sondern die Raucherzonen müssten zur Ausnahme werden. Es gilt allerdings eine friedliche Koexistenz zwischen Rauchern und Nichtrauchern anzustreben. Eine Politik zum Schutz der Nichtraucher darf nicht zu einer Hexenjagd gegen Raucher ausarten, auch darf das Rauchen nicht wie teilweise in den USA kriminalisiert werden."

Dat hu mir viru ronn zwee Joer gesot, an déi Meenung vertriede mir nach haut. D'Schafe vu méi fëmmfräien Zonen ass ze encouragéieren, wa méiglech getrennt mat enger adequater Entlüftung fir Fëmmzonen, sou datt och d'Personal méiglechst propper Loft kann anootmen.

Mir leeën awer weiderhi Wäert op eng friddlech Koexistenz zwëschen Tubakskonsumenten an net Tubakskonsumente nom Motto: „Meng Fräiheet hält do op, wou deem anere seng ugeet." Dat gëtt elo hei fir d'drëtt gesot.

Wann ech dëse Saz aus eisem liberale Manifest vu viru méi wéi 12, 13, 14 Joer zitéieren, dann ass dat well ech mengen Oueren net konnt gleewen, wéi den Här Mars Di Bartolomeo dësen Text op der Televisioun auswendeg virgedroen huet a fir sech an Usproch geholl huet. Ech hätt net gemengt, dass hien op esou excellent DP-Literatur géif zréckgräife fir de Leit seng Politik ze explizéieren.

Une voix.- Très bien!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Dir hutt de Message vun de leschte Wahlen nach net verstan. Mä ech wäert Iech en awer an Erënnerung ruffen, de Message vun deene leschte Wahlen.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Här President, ech weess, Dir sidd mat mir eens, zu enger Hexejuegd däerf et net kommen.

D'DP kritiséiert och weiderhin, datt elo per Gesetz vun uewen erof soll ee Verbuet imposéiert ginn. Firwat net méi Vertrauen an d'Horesca hunn? Firwat net dem Beispill vun Holland, Éisträich oder Däitschland folgen an op de Wee vun engem Accord goen? Wat Rout/Gréng an Däitschland fäerdeg bréngt misst dach och am klenge Lëtzebuerg méiglech sinn.

Misst hei net nom Prinzip vun der Subsidiaritéit gehandelt ginn, an der Horesca d'Chance gi ginn déi Saach an de Gréff ze kréien? Am Rapport steet 70% vun den Employeuren am Horeca-Secteur wäre géint ee Fëmmverbuet. D'Horesca selwer seet an hirer Publikatioun vum Mäerz, et wieren 80%, déi dogéint wären.

Déi concernéiert Leit fäerte ganz einfach, datt si een net négligeablen Deel vun hirer Clientèle verléieren. Si sinn awer bereet Efforten ze maachen, fir datt déi Leit, déi net fëmmen - an dat ass statistesch gesi jo ëmmerhin d'Majoritéit -, besser geschützt ginn.

Här President, erlaabt mir nach eng Kéier op deen Accord zréckzekommen, deen den 1. Mäerz 2005 zwëschent der Dehoga (deutscher Hotel- und Gaststättenverband) an dem Bundesministerium für Gesundheit und Soziale Sicherung zustane komm ass.

Heivu concernéiert sinn all Betriber an Däitschland, déi regelméisseg Iessen zerwéieren an iwwer 75 m² respektiv 40 Sëtzplazen hunn. Bis zum 1. Mäerz 2006 solle mindestens 30% vun deene Restaurateuren 30% vun hire Raimlechkeete fir net Fëmmerte reservéieren. Dat Joer dorop sollen et 60% vun de Restaurateure sinn, a 40% vun de Raimlechkeeten, a bis zum 1. Mäerz 2008 solle mindestens 90% vun de Restauranten ee Minimum vu 50% vun hire Raimlechkeeten den net Fëmmerte reservéieren. Dozou gehéiert natierlech eng adequat Kennzeechnung.

Ech wëll dat Dokument vun der Dehoga hei an der Chamber deponéieren, fir dass et och deenen aneren Deputéierte kann zougestallt ginn. D'Demokratesch Partei fuerdert de Gesondheetsminister op, dach och op de Wee vun esou engem Accord ze goen amplaz vun enger gesetzlecher Zwangsjackett.

Ass esou ee Gesetz net dach awer een Agréff an déi individuell Fräiheet vum Eenzelnen? Wie soll dann d'Anhale vun esou engem Gesetz kontrolléieren, d'Police oder den Agent municipal? Dat ass e ganz wichtegen, e springende Punkt. Wie verbaliséiert? Wie gëtt verbaliséiert? De Client? De Wiert? Ech weess et net! Ech mengen, mat Knëppele fänkt ee keng Vullen. Mir sollen eis nom däitsche Muster een Zäitraum ginn an deem mir den Idealfall wëlle realiséieren.

Näischt verhënnert ee Restaurateur a senger Entrée ze affichéieren, dass bei him am Restaurant net gefëmmt gëtt. Dat gëtt et schonns op verschiddene Plazen hei zu Lëtzebuerg.

Zu der Konventioun, déi mir mat eisem Gesetz vun haut an d'Lëtzebuerger Recht ëmsetzen, wëll ech awer nach kuerz rappeléieren, zu wat mir eis mat der Ënnerschrëft vun der Konventioun engagéiert hunn. Do si véier Punkten: „l'obligation d'information", ee staarke politeschen Engagement, international Kooperatioun, a véiertens - an do läit wierklech de grousse Problem - „la reconnaissance de l'importance d'une assistance technique et financière pour faciliter la reconversion économique des cultivateurs de tabac ainsi que des travailleurs dont les moyens de subsistance sont gravement compromis par l'application des programmes de lutte antitabac".

Honorabel Deputéierten, dat ass net d'Tubakslobby, mä dat sinn aarm Leit!

(Interruption)

A meng Zäit ass ofgelaf.

Europa huet an der Zäit 80 Milliounen Euro an de Maroc investéiert, fir dass do d'Cannabisplantagë sollte verbrannt ginn. D'Marokkaner hunn dat gemaach. Mir Europäer hunn deenen hir aner Wueren awer net ofkaf. Wat hunn d'Bauere gemaach? Si hunn erëm neie Cannabis ugeplanzt. Marokko läit 14 km vun der spuenescher Grenz ewech, an haut hu mir de Cannabis erëm massiv an Europa dran.

Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren. Op alle Fall mir als Demokratesch Partei wäerten dëst Gesetz stëmmen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Als nächste Riedner hu mir den honorabelen Här Huss. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Villmools Merci, Här President, fir d'Wuert. Dir Dammen an Dir Hären, et ass kloer, dass déi Gréng dëse Projet de loi iwwert d'Ëmsetzung vun der OMS-Kaderkonventioun am Kampf géint den Tubak wäerte stëmmen.

Wann d'Gesondheetsschied an d'Doudesfäll duerch Tubak an Nikotin net esou gravéierend wieren, wier et bal esouguer scho langweileg hei nach eng Kéier doriwwer schwätzen ze missen. Mä nach gëtt et ze vill Leit, déi vun hiren Zigaretten ofhängeg sinn an net dovunner lasskommen, an nach gëtt et ze vill Fëmmerten, déi net nëmmen déi eege Gesondheet op eng schläichend Aart a Weis op d'Spill setzen, mä déi doduerjer an Innenraimlechkeeten och d'Gesondheet vun hire Matmënschen a vun hire Kanner op d'Spill setzen.

Wann an der Ëmweltmedezin vun enger sou genannter Pollution de l'habitat geschwat gëtt, da gehéiert do op jidde Fall och d'Fëmmen zu enger vun deene problemateschste Belaaschtungen. Beim Fëmmen ënnerscheet een tëschent dem Haaptstroum vum Zigarettendamp, deen de Fëmmert direkt anotemt, an dem sou genannte Niewestroum, oder dem Schwielbrand, deen da jiddfereen an engem geschlossene Raum matanotemt, ob e wëllt oder net.

Grad dësen Niewestroum vum Zigarettendamp oder dat passiivt Matfëmmen ass no alle virleiende wëssenschaftlechen Donnéeën héich gesondheetsgefäierlech. Vun all deene ville chemesche Molekülen, déi doranner enthale sinn, gëllen der schätzungsweis 800 als Kriibs erreegend. Den Taux oder d'Konzentratioun vu verschiddene vun dëse Substanzen ass esouguer am Niewestroum munchmol vill méi héich wéi am Damp selwer, deen de Fëmmert anotemt.

Beim Formaldehyd zum Beispill ass d'Konzentratioun am Niewestroum bis zu 50-mol méi héich, den Anilin 30-mol méi héich, den Nickelgehalt ass 31-mol méi héich, Kadmium siwemol méi héich, d'Nitrosamine 440-mol méi héich am Niewestroum wéi dat am Damp ass, deen de Fëmmert selwer anotemt. Beim Benzpyren, deen noweisbar Kriibs erreegend ass, héich Kriibs erreegend ass, ass d'Konzentratioun véiermol esou héich am Niewestroum wéi am Haaptstroum, deen de Fëmmert selwer anotemt.

Passiv matfëmmen ze mussen ass also kee Kavaléiersdelikt, mä eigentlech ee Problem vu Kierperverletzung an ee grousse Problem vun der öffentlecher Gesondheet.

Firwat, Dir Dammen an Dir Hären, dës Zuelen? Firwat dës Opzielungen? Ganz einfach, well anscheinend nach ville Leit, déi ongenéiert an zouene Raim oder Buroe fëmmen, net bewosst ze si schéngt, wéi staark si net nëmmen hir eege Gesondheet, mä och déi vun deenen anere Leit an de Raim op d'Spill setzen - vu Bëbeeën a Kanner mol iwwerhaapt net ze schwätzen.

Wann een och weess, wéi vill Krankheeten duerch dee Gëftmix am Zigarettendamp provozéiert ginn, an dat sinn der ganz vill, da kann ee sech nëmme wonneren, wéi vill Leit, och intelligent Leit, trotzdeem nach fëmmen. Typesch Folge vum Zigarettendamp sinn Allergien, Otemweeërkrankungen, Asthma, Mëttelohrentzündunge bei Kanner an Zëmmeren, wou gefëmmt gëtt, Arteriosklerose, Häerzinfarkt, Hireschlag, Osteoporos, a munche Fäll Beenamputatioun, a scho wéi gesot Bronchialkriibs, Kehlkopfkriibs, Longekriibs an esou virun.

Et ass dofir och kloer a richteg, datt d'Weltgesondheetsorganisatioun Kampagne géint den Tubakkonsum lancéiert, an hei eben dës Kaderkonventioun, déi et soll erméigleche konkret Moossname géint den Tubakkonsum ze ergräifen.

Als Gréng wäerte mer all positiv Moossname vun de Majoritéitsparteien op dësem Gebitt ënnerstëtzen, ob et sech ëm preventiv oder ëm kurativ Moossnamen handelt. Mä, et ass fir eis awer essentiell, datt wann nei Gesetzer oder Reglementer gemaach ginn, datt dann awer och muss dofir gesuergt ginn, datt dat dann awer och iwwerwaacht a kontrolléiert gëtt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir hate jo schonns e Gesetz vun 1989, dat d'Fëmmen an enger Rei vu Banneraim verbueden hat, well praktesch awer guer keng Kontrolle gemaach goufen, ass d'Fëmmen a Büroen oder op Aarbechtsplazen an och hei an der Chamber einfach monter virugaangen.

Als Gréng ënnerstëtze mer d'Initiativ vum Gesondheetsminister, fir a Restauranten zu engem Fëmmverbuet ze kommen. Et wier an eisen Aen awer méi einfach a méi sënnvoll d'Fëmmen insgesamt an allen öffentleche Raim ze verbidden, well d'Problematik vum Passivfëmmen ass déiselwecht, ob et sech ëm Büroen, Schoulen, Spideeler, Restauranten, Caféen oder ëm öffentlech Raim handelt.

Mir ënnerstëtze selbstverständlech och all Moossname géint d'Publizitéit fir den Tubak oder géint de Sponsoring vu Manifestatiounen duerch d'Tubaksindustrie, wa se vum Ministère a vun dëser Regierung wäerte virgeschloe ginn. Sou wéi mer virun allem am Intérêt vun der Gesondheet vun de Jonken der Meenung sinn, datt d'Zigarette misste méi deier ginn, fir hei à la source ze handelen an nei Fëmmerten ënnert de Jugendlechen, ënnert den 12-, 13- a 14-Jährege vum Astieg an d'Nikotinsucht ofzehalen.

Eng regelméisseg a progressiv Erhéijung vun den Tubakspräisser, déi dach am interregionalen an am internationale Vergläich hei zu Lëtzebuerg absolut niddereg am Moment leien - dofir hu mer jo dee ganzen Tubaktourismus -, wier a

mengen Aen op jidde Fall gerechtfäerdegt; wann ee bedenkt, wéi vill käschtenintensiv Krankheeten duerch den Zigarettekonsum geschaaft ginn, Krankheeten, déi eis Krankekeese belaaschten, a wann een och weess, wéi vill Steiersuen de Stat all Joer bäisteiert, fir de Budget vun dëse Krankekeesen eenegermoosse kënnen an der Riicht ze halen.

Dir Dammen an Dir Hären, an der Diskussioun nom Gesondheetsminister sengen Ukënnegungen ass vu munchen, net vun allen Nikotinofhängegen, an Zeitungsartikele gemengt ginn, elo géif op eng Kéier op eng diktatoresch Aart a Weis an hir perséinlech Fräiheet agegraff ginn. Dat ass an eisen Aen natierlech Kabes. Si behalen natierlech d'Recht op d'Fëmmen, dat, wat si hir Fräiheet nennen, mä sou wéi dat och op aner Gebidder de Fall ass, wou et Rechter gëtt, mä och Aschränkungen, sou soll et och hei sinn.

Et ass erlaabt an et gëtt d'Fräiheet mam Auto ze fueren, et ass awer net erlaabt mam Auto mat 100 duerch eng Uertschaft ze fueren, dat ass da gesetzlech geregelt. Wat op deem Gebitt richteg ass, dat muss och hei gëllen. An eisen Ae gëtt d'Fëmmen, d'Fräiheet fir ze fëmmen, fir kee Fëmmert ageschränkt, hie ka roueg virufëmmen, hien däerf och roueg seng Gesondheet ruinéieren, wann en dat wëllt maachen, mä et kann net sinn, datt hien duerch säi Fëmmen an engem geschlossene Raum aner Leit zwéngt passiv mat ze fëmmen, an doduerjer eventuell och krank ze ginn an doduerch eventuell och esouguer Longekriibs a sou virun ze entwéckelen; dat kann net sinn.

Dës international Conventioncadre ass an eisen Aen also absolut begréissenswäert a mir hoffen, datt elo dann awer och relativ schnell déi noutwenneg reglementaresch oder gesetzlech Projeten nokommen a Saache Verbuet an Innenraim, a Saache vu Sponsoring a Publizitéit oder a Saache vu Fiscalitéit. A mir drängen drop, dass dës Reglementer dann awer och kontrolléiert an agehale ginn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Nach zwee Punkte kuerz zum Schluss.

Deen éischten, wat den europäesche Kontext ubetrëfft, wou et an eisen Aen, Här Minister, endlech zu engem drasteschen Iwwerdenke vun der Subventionéierung vun den Tubaksbaueren an Europa misst kommen…

Une voix.- Très bien.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- …, well et kann een net glafwierdeg engersäits hei héich Subventioune weiderhin deene Leit ginn an anerersäits aus Gesondheetsgrënn de Konsum vun dëse Produkter bekämpfen.

An eng zweet Saach ass, déi eis awer och ganz wichteg schéngt bei alle Mesuren am Kampf géint den Tubak…

(Interruption)

Et muss een hinnen da Reconversiounsmesuren ubidden, dat ass ganz kloer, Här Mehlen, ech si ganz mat Iech averstanen.

…, wann engersäits streng Mesurë géint d'Passivfëmmen an Innenraim ergraff ginn, wat mir ënnerstëtzen, sou menge mir awer och, datt genuch a ganz vill Mëttele missten agesat ginn, fir de Fëmmerten, déi bereet sinn opzehalen, ze hëllefe vun hirer Nikotinofhängegkeet ewechzekommen. Dat misst an eisen Aen esouguer ee vun den Haaptpunkte vun allen Antitubakskampagne sinn, niewent der Suerg fir iwwer cibléiert Preventiounsmesuren, grad och Jonker, Jongen a jonk Meedercher, dovun ofzehalen, iwwerhaapt zur Zigarett ze gräifen.

An en allerleschte Punkt, fir datt ech dat elo hei net vergiessen: Wa mer als Chamber - hoffentlech unanime - dës Kaderkonventioun géint den Tubak wäerte stëmmen, da misst et jo dach awer och evident sinn, datt mer hei bei eis an der Chamber selwer gläich missten ufänken. Hei am Sall ass d'Fëmme jo verbueden, mä dëst Fëmmverbuet misst sech op all Raim an all Büroe bezéien, wou e Fëmmert net alleng an engem Raum schafft.

Här President, loosst eis grad hei mat engem gudde Beispill virausgoen an dës Konventioun gläich selwer fir eis eege Raimlechkeeten…

Une voix.- Den Här Scheuer huet opgehalen!

M. le Président.- Dierf ech lech ënnerbriechen? Dir hutt de falsche President attackéiert.

(Hilarité)

Ech hu viru 25 Joer opgehale mat Raachen.

Une voix.- Très bien.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President Scheuer, deen elo hei den Här President Weiler ersetzt, da kann ech lech nëmme gratuléieren zu Ärem Beschloss vu viru 25 Joer.

Ech géif lech da wëlle bieden, dem Här President Weiler, deen de Moment net hei ass, matzedeelen, datt ech hie géif bieden, datt mer sollen déi Convention-cadre hei an der Chamber insgesamt uwennen an net nëmmen heibannen am Raum, mä a sämtleche Büroen, a sämtleche Bürossëtzungen an an alle Raimlechkeeten, wou net een alleng an engem Büro sëtzt, well wann een alleng doranner sëtzt, da soll e kënne fëmmen, well e jo dann nëmme sech selwer a senger Gesondheet schuet.

Ech mengen et wier wichteg, datt mer eis selwer géife mam Wuert huelen an do déi Saache maachen, déi mer da musse maachen. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech wäert dat do ausriichten, Här Huss. Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, ech wëll och der Madame Rapportrice félicitéiere fir deen ausféierleche Rapport, deen hei virbruecht ginn ass, an deen och dat erëmgëtt, wat d'Kommissioun an dësem Kontext festgehalen huet.

Lëtzebuerg huet de 16. am Heemount 2003 d'Kaderkonventioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun ënnerschriwwen. Dës Konventioun wëllt aktiv géint de Konsum vum Tubak virgoen. Si ass och déi éischt Konventioun vun der Weltgesondheetsorganisatioun, déi en Thema vun der Gesondheet direkt betrëfft.

Dës Tatsaach misst och déi Leit iwwerzeegen, déi nach ëmmer mengen, d'Fëmme wier awer net esou geféierlech, an och mengen, datt d'Kampagn géint d'Fëmmen net onbedéngt eng vun de Prioritéite vun enger gudder Gesondheetspolitik misst sinn.

Ech wëll hei net verfeelen drun ze erënneren, datt mäi Frënd, den Dokter Jean Colombera, a senger Interpellatioun iwwert de Kriibs - déi éischte Kéier iwwregens, datt iwwert de Problem vum Kriibs an der Chamber geschwat ginn ass -, virun zwee Joer schonn drop opmierksam gemaach hat, dass en Drëttel vun de Kriibserkrankungen duerch den Tubak verursaacht ginn an datt mer hei zu Lëtzebuerg sou schnell wéi méiglech Mesurë mussen huelen, fir de Prozentsaz vun de Leit, déi fëmmen, däitlech ze reduzéieren.

Während senger Interpellatioun hat den Dokter Colombera fir d'Joer 2002 folgend Chiffere genannt: 35% vun de Männer fëmmen a 25% vun de Fraen, dat war eng Moyenne vun 30%.

Haut musse mer feststellen, dass fir d'Joer 2004 36% vun de Männer a 36% vun de Frae fëmmen. Dat heescht, datt méi Leit haut fëmmen, wéi zu deem Zäitpunkt, wou den Dokter Colombera op d'Thema Kriibs an der Chamber opmierksam gemaach huet.

Mir wëssen, datt d'Preventioun eng Politik vu laanger Dauer ass, mä hei zu Lëtzebuerg schéngt sech net vill ze bewegen, wat dat Thema ugeet.

Mir brauchen nëmmen d'Chifferen ze kucke vun deene Leit, déi fëmmen. Am Joer 1987 hate mer 33% vun der Bevölkerung, déi gefëmmt huet, 1993 waren et der 29, 1998 32, 2001 30, 2002 30, 2003 33 an 2004 31. Mir bleiwen also trotz der bishereger Preventiounspolitik bei ëm déi 30%.

Trotz all deem wat mer wëssen iwwert déi Schied, déi den Tubak uriicht, schénge vill Leit sech de Konsequenze vum Fëmmen net bewosst ze sinn. Vläicht well se d'Konsequenzen dovun net direkt gesinn an d'Laangzäitschied ënnerschätzen. Kloer ass awer leider, datt eng vun dräi Kriibserkrankungen op de Konsum vum Tubak zréckzeféieren ass.

No Aussoe vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer stierwen hei zu Lëtzebuerg all Joer méi wéi 500 Leit un de Suitë vum Genoss vum Tubak. Alleng dës Chiffere missten eis dach dozou brénge méi aktiv géint den Tubak virzegoen a missten dach och all d'Fëmmerten erschrecken.

Säit 1987, säit bal 20 Joer, bleift d'Zuel vun deene Leit déi fëmme bal konstant. Dat hätt och déi zoustänneg Leit drop opmierksam maache missen, datt an der Politik, déi se bedriwwen hunn, fir de Konsum vum Tubak ze reduzéieren, eppes net geklappt huet an datt zousätzlech Mesuren hätte geholl misse ginn, respektiv datt aner Mesuren hätte misse geholl ginn a mir hätten net op eng Weltgesondheetsorganisatioun dierfen ze waarden, fir festzestellen, datt mer e gravë Problem hunn an datt mer eppes hätte misse maachen.

Alleng d'Tatsaach, datt am Regierungsprogramm een eenzege Saz steet, deen den Tubak betrëfft: «Le Gouvernement déposera un projet de loi visant à améliorer la protection des non-fumeurs. Des consultations antitabac spécialisées seront offertes», weist drop hin, datt am Joer 2004 d'Wichtegkeet vun dësem Thema nach ëmmer net erkannt ginn ass.

Och wa mer et begréissen, dass sech elo lues a lues eppes beweegt an dass d'Taxë liicht erhéicht gi sinn, ass et kloer, dass dës Mesure eleng net duergeet. D'Fondation luxembourgeoise contre le cancer huet iwwregens eng Erhéijung vum Präis vu mindestens 10% virgeschloen. Dës Erhéijung wier ëmsou méi wichteg, well se d'Zuel vu Persounen, déi fëmmen, virun allem bei Jugendlechen, erofsetze kënnt. Déi Jugendlech hunn nach net esou vill Suen zur Verfügung. Dofir kann de Präis een Argument méi si fir ee Jugendlechen, sech géint d'Fëmmen ze décidéieren.

Déi Zuelen, déi eis zur Verfügung stinn, weisen drop hin, datt d'Opklärungscampagnë bei de Jugendlechen net genuch gräifen. Un de Chifferen, déi mer vun der Fondation luxembourgeoise contre le cancer hunn, ass net nëmme beonrouegend, dass d'Zuel vun deene Leit, déi fëmmen, net erofgeet, mä datt och de Prozentsaz vu Jonken tëschent 18 a 24, déi fëmmen, lues awer sécher klëmmt.

2004 hunn 28% vun de Jugendlechen tëschent 16 a 17 Joer gefëmmt an 53% vun de Jugendlechen tëschent 18 a 24 Joer. 53% also, dat ass iwwert d'Halschent. Dës Chiffere sinn ëmsou méi beonrouegend, wa mer wëssen, datt déi Jugendlech, déi fréi ufänken ze fëmmen, méi Schwieregkeeten hu vum Fëmmen ewechzekomme wéi en Erwuessenen, deen eréischt méi spéit ufänkt.

Mir hunn d'Statistike vu Jugendleche vum Alter vu 16 Joer un, wëssen, datt awer ëmmer méi fréi gefëmmt gëtt an datt et guer net rar ass e Jugendleche mat 12, 13 Joer mat enger Zigarett an der Hand ze begéinen. Dofir misst besonnesch an deem Altersberäich méi intensiv preventiv gewierkt ginn an och mol festgestallt ginn oder analyséiert gi bei deene Jugendlechen, déi vu 16 Joer un an de Statistiken erfaasst ginn, ob déi net och scho mat 12, 13 Joer ugefaangen hu mat fëmmen. Dat ass nämlech eppes wat aus de Statistiken net erausgeet.

Här President, d'Campagne géint den Tubak ass en nationaalt Thema wat eis alleguer betrëfft an net nëmmen déi Leit, déi fëmmen. A wa Leit mat de Konsequenze vun hirem Tubakskonsum liewe mussen - an hei wëll ech net iwwert d'Passivfëmme schwätzen -, musse mir als Solidargemeinschaft dës Konsequenze matdroen, iwwer eis Krankekeesen, iwwer eis Pensiounskeesen, wa Leit duerch d'Konsequenze vum Tubak an d'Invaliderent falen. Well loosst eis net vergiessen, den Tubak huet net nëmme Kriibs als Konsequenz, mä och Häerzproblemer an och Longeproblemer, déi et engem Mënsch onméiglech maache kënne weiderzeschaffen.

Ech wëll hei nach eemol opgräifen, wat mäi Frënd den Dokter Colombera a senger Interpellatioun vun 2003 gesot huet. Mir musse véier Mesuren esou schnell wéi méiglech afëieren: en effikasse Preventiounsprogramm. Well d'Preventioun virun allem bei de Jonken esou wichteg ass, misst besonnesch an deem Beräich alles op d'Bee gesat gi fir ze verhënneren, datt ugefaange gëtt mat fëmmen.

Zweetens, dat totaalt Verbuet vun der Publicitéit a vum Sponsoring iwwer Tubak. Besonnesch bei deene Jonken, déi jo ëmmer ideal Virbiller sichen, a well Verschiddener sech dozou verleede loosse coolen Typë mat enger Zigarett am Bak oder mat enger Fläsch Cognac am Grapp gären nozeäifen. Dofir ass et wichteg, dass d'Publicitéit fir gesondheetsschiedlech Produiten iwwerhaapt verbueden oder zumindest staark muss ageschränkt ginn.

Dann dréttens en totaalt Verbuet, fir an öffentleche Gebaier ze fëmmen. Dat Verbuet, dat schonn deelweis ausgeschwat ass, an et ass schonn hei gesot ginn, awer net esou richteg respektéiert gëtt, misst generaliséiert, awer och kontrolléiert ginn, wou awer kloer misst definéiert ginn, wat öffentlech Gebaier sinn. An de Spideeler zum Beispill ass et verbueden ze fëmmen, et ginn awer ofgetrennte Fëmmecken ageriicht. A wann Der do d'Dier opmaacht, da kritt dee ganze Stack eng Nikotininhaléierung. Esou schlëmm ass et wann een d'Fëmmen an engem Eck konzentréiert, wou dann och nach net déi néideg Entlüftung ass.

Dat heescht also, wann ee Fëmmecken ariicht, dann awer och wann ech gelift mat deenen néidegen Entlüftungen, fir net dass, wann een d'Dier opmécht, dann awer d'ganz Noperschaft mat eng Nikotinkris kritt!

D'Fro stellt sech vum Fëmmen op der Aarbechtsplaz an och do a besonnesch a geschlossene Raim stellt sech dann d'Fro vum Passivfëmmen an do missten d'net Fëmmerten op déi eng oder aner Aart a Weis geschützt ginn. Et ass natierlech ze soen, e generellt Verbuet op der Aarbechtsplaz ze fëmmen, géif zum Beispill an engem Stolwierk zur Farce ginn, well een do jo awer nach aner Saachen anotemt wéi den Tubaksdamp a wou ech da mengen, dass den Tubaksdamp nach dee mannste Problem wier.

D'Fëmmverbuet an de Restaurante war an der leschter Zäit en héichgespilltent Thema, dat een och manner emotional hätt kënnen ugoen. Et ass e Fait, datt do, wou Fëmmverbueder sinn, wéi an de Fligeren, respektiv an de Kinoen, wou et ausgeschwat ginn ass, sech dru gehale gëtt. Mir sinn awer, am Zesummenhang mat de Restauranten an de Caféen, fir méi e soft Virgoen. Mir sinn der Meenung, datt et eventuell géif duergoen, datt een an de Fënstere vun den Etablissementer kloer misst schreiwen, hei gëtt gefëmmt oder hei gëtt net gefëmmt. Oder datt publizéiert gëtt, datt getrennte Raimlechkeeten do si fir d'Fëmmerten an d'net Fëmmerten, dann hätt jiddfereen de Choix.

Mä wat awer hei vläicht als Mesure vergiess ginn ass ze soen, dat wier zum Beispill wann nei Raimlechkeeten, öffentlech Raimlechkeete gebaut ginn, iwwert de Kommodo-Inkommodo, eng adequat Entlüftung mat virzeschreiwen. Dat wier och e Wee fir effektiv deem Problem entgéintzekommen. Well de Problem vum Matfëmmen ass jo dee Problem meeschtens vun enger schlechter Entlüftung oder vun enger klorer Oftrennung vu Fëmmraim an net Fëmmraim. Dofir géif ech mengen, dass awer iwwert de Wee vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur bei neje Gebailechkeeten, déi fir d'Öffentlechkeet ageriicht ginn, och misst dofir gesuergt ginn, dass eng adequat Entlüftung misst mat virgesi ginn.

Da véiertens eng Politik vun héijen Tubakspräisser. Wa mer eng Politik vun héijen Tubakspräisser wëllen ugoen, dann awer mat zwee Objektiver. Éischtens natierlech fir méi Leit vum Fëmmen ofzehalen, besonnesch Jonker. An zweetens awer, datt déi Suen, déi zousätzlech do erakommen, awer dann och mussen der Sécurité sociale zegutt kommen, dat heescht am Fong dä Institutioun, déi fir d'Schied muss opkommen.

A Frankräich hu se déi Politik vun héije Präisser bedriwwen an dunn hu se da mat Houfert festgestallt, dass de Kaf vun Zigaretten erofgaangen ass. An ech betounen de Kaf, awer net onbedéngt de Konsum, well besonnesch an de Grenzgebidder vu Spuenien a Lëtzebuerg, wou d'Zigarette bal zwee Euro de Pak méi bëlleg sinn, do bléit de Schwaarzhandel.

Wann een zum Beispill a Lëtzebuerg ausrechent, wéi vill Zigaretten dass verkaaft ginn, an ee weess, dass nëmmen 33% vun de Leit fëmmen, da misst theoretesch all Fëmmert 136 Päck Zigaretten den Dag fëmmen, fir dat, wat hei am Land verkaaft gëtt, opzebrauchen. Beim Bensin ass et zum Beispill ähnlech. Do misst jiddferee 1.600 Liter op 100 Kilometer verbrauche fir dee Konsum vu Bensin hei opzebrauchen, deen eleng hei am Land verkaaft gëtt, fir nëmmen ee Beispill ze ginn. An do gesäit ee jo, wéi de Schwaarzhandel am Fong besonnesch mat den Zigarette bléit.

Och wa mer eis nëmme fir Lëtzebuerg zoustänneg fillen, esou schéngt et mer awer, datt mer am Interesse vun de Leit an eisen Nopeschlänner misste mathëllefen dem Schwaarzhandel, dee manifestement méi Ëmsaz huet wéi eise legale Maart, een Enn ze setzen.

Wat eis hei am Land betrëfft, do kënne mer nëmmen hoffen, dass esou schnell wéi méiglech déi noutwendeg Mesurë geholl gi fir dës Kaderkonventioun ëmzesetzen.

Elo hu mer vun der Weltgesondheetsorganisatioun eng Basis vir-

geluecht kritt, op där mer kënne schaffen a wou mer dat Bescht am Interesse vun de Fëmmerten an net Fëmmerten an eisem Gesondheetswiese kënne maachen.

Wann ech elo nach eng Kéier un d'Fëmmen an de geschlossene Raim erënneren, dann erlaabt mer, dass ech awer hei eng Bemierkung géif maachen, déi mer awer wichteg schéngt. Wann een d'Wiel huet an e Raum ze goe fir ze fëmmen oder net ze fëmmen, da geet een eran oder et geet een net eran, mä da kënnt ee gewéinlech awer eraus an eng vun der Industrie verschmotzte Loft, wou een net ka fortlafen a wou et endlech un der Zäit wier, dass mer dat Thema och emol eng Kéier géifen am Interesse vun der Gesondheet vun de Mënschen hei am Land zur Diskussioun bréngen; mer och emol eng Kéier géifen driwwer schwätzen, wat fir eng Schied, dass d'Ëmweltverschmotzung duerch d'Industrie hei am Land uriicht.

An deem Sënn soen ech Iech Merci a mir géife selbstverständlech déi Konventioun hei och stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Regierung huet elo d'Wuert. Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si ganz frou, dass mer haut d'Geleeënheet hu fir dës Konventioun ze stëmmen an domat en Text ze ratifizéieren, dee mer als ee vun deenen éischten ënnerschriwwen haten, schonn am Joer 2003.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et ass e wichtegen Text, wou d'international Communautéit sech eens ginn ass, dass den Tubak a staarkem Mooss gesondheetsschiedlech ass an dass et wichteg ass sech en Aktiounsprogramm ze ginn, fir där Gesondheetsschiedlechkeet entgéintzewierken. Dat war en Duerchbroch, dee sengerzäit erreecht gi war, well déi Unanimitéit bis dunn net bestanen hat, och wann d'Wëssenschaft scho laang zu där Evidenz komm war, dass d'Fëmmen an all Alter, besonnesch awer bei deene ganz Jonken, an extrem héije Mooss gesondheetsschiedlech ass.

E puer Chifferen niewent deenen, déi virdru genannt gi sinn: Néng vun zéng Longekriibse sinn op d'Fëmmen zréckzeféieren. Bei den Häerzinfarkter ass d'Proportioun zwar net grad esou héich, mä do ass ëmmer nach d'Fëmmen ee vun den Haaptfacteuren, déi zu den Häerzinfarkter féiere kënnen. Bei enger ganzer Rei vun aneren organeschen Erkrankungen ass den Tubak zumindest matschëlleg.

Den Tubak ass och matschëlleg, dass ganz vill Leit stierwen. Zu Lëtzebuerg sinn et der ëm 600, also vill méi wéi déi Affer, déi mer an dem Stroosseverkéier hunn, a vill méi wéi déi, déi mer duerch den illegalen Drogekonsum hunn. Ech wëll net soen, dass déi aner Faiten ze bagatelliséiere sinn, mä ech wëll dat just als Argument huelen, fir dass mer eis endlech och ëm déi dote bekannten Doudes- a Krankheetsursaach vill méi këmmere wéi an der Vergaangenheet, well den Tubak, dat soll een esou soe wéi et ass, ass ee vun deene bekannten an Haaptkrankmécher, déi et op dëser Welt gëtt. Also ass et eis Verantwortung fir dorop ze reagéieren.

Ech sinn numol net Tubaksminister, ech si Gesondheetsminister, a wann ech déi doten Erkenntnis hunn, da muss ech mech dofir asetzen, fir alles wat méiglech ass ze maachen, fir d'Leit virun den negative Folge vum Tubakskonsum ze schützen.

Mir stinn net eleng do, wa mer déi Konventioun haut ratifizéieren. Et sinn iwwer 100 Länner, déi se ënnerzeechent hunn; et sinn an der Zwëschenzäit 64 Länner, déi se ratifizéiert hunn. Mir sinn dat 65. Land. Et sinn 13 europäesch Memberstaten, déi se ratifizéiert hunn. Mir sinn de 14., also ass et eng grouss Majoritéit, déi hannert der Konventioun steet.

Ech wollt eigentlech haut aus där Konventioun net eng Orientéierungsdebatt maache fir déi nächst Schrëtt, déi mer maachen, mä ech sinn awer dem Här Bettendorf ganz dankbar, dass en dat gemaach huet, aus dëser Diskussioun iwwert d'OMS-Konventioun eng Orientéierungsdebatt, wéi mer solle virufueren, well ech hunn eigentlech vu véier oder fënnef Fraktioune bedingungslos d'Zoustëmmung kritt, fir dee Wee ze goen, deen d'Regierung aschléit, ech hu just vun enger Fraktioun gesot kritt, dass mer ze radikal wären.

Wann ech also d'Konklusioun zéien, dann ass eng ganz grouss Majoritéit an dëser Chamber der Meenung, dass dee Wee, dee mer an der Regierungserklärung agéschloen hunn, an dee mer elo mat enger ganzer Rei vu konkrete Moossname wëllen ëmsetzen, dee richtege Wee ass.

Ech zéien, mengen ech, dann d'Konklusioun doraus, dass mer sollen op deem dote Wee virufueren. Wann ech dat gewousst hätt, wann ech déi Méiglechkeet gehat hätt, Här President, dann hätt ech eng Motioun abruecht, mä leider kann…

M. le Président.- Déi Zäite sinn eriwwer.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Déi Zäite si leider eriwwer.

Ech stelle fest, dass eng Fraktioun, an zwar d'DP, géint dat Fëmmverbuet an de Restauranten ass, esou wéi ech dat virgeschloen hunn. Ech hu keng aner…

(Interruptions)

Ech hu keng aner Stëmme jiddefalls dozou héieren.

(Interruption)

Ech wëll bei dëser Geleeënheet der Rapportrice e ganz grousse Merci soe fir deen excellente Rapport an och de Kolleegen aus der Chamber fir déi gutt Interventiounen.

Ech sinn och frou, dass d'Kolleege vun der DP kloer gesot hunn, dass se hannerun där Konventioun stinn. Dat war net ëmmer esou kloer, well Dir wësst, dass ënnert der viregter Regierung den deemolege Gesondheetsminister zwar proposéiert hat fir se ze ratifizéieren, mä säi Kolleeg Wirtschaftsminister der Meenung war, dass ee soll waarde bis dass d'europäesch Direktiv géif virleien. Deemools huet d'Regierung dat - ech kann Iech d'Texter weisen…

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Wagner?

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, ech géif den Här Minister invitéieren, fir fir dat, wat en elo hei gesot huet, dann och de Bewäis ze bréngen…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Jo, ech trieden deen un. Ech hu just déi Dokumentatiounen net bei mer, well ech net mat Regierungsréitberichter vun zéng Joer dorëmmer lafen, mä ech ginn, Här President, wann Dir dat wëllt…

M. Henri Grethen *(DP)*.- Sou laang ware mir net an der Regierung.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- …Iech déi doten Dokumentatioun bei där nächster Geleeënheet selbstverständlech op den Dësch vun dëser Chamber.

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Wagner?

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Neen, Här President, keng Zwëschefro, mä just awer eng Richtegstellung. Den Här jëtzege Minister huet vläicht…

M. le Président.- Dat ass zwar de Moment net virgesinn, Här Wagner, mä wann de Minister d'accord ass, dann ass et an der Rei.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Glift?

M. le Président.- Dat ass net esou virgesinn, Dir kënnt Froe stellen, mä fir Kommentaren ze maachen…

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Ech stellen dem Här Di Bartolomeo d'Fro, ob en eben d'Lëtzebuerger Positioun, wat den Tabagissem ubelaangt um europäeschen Niveau an deene leschte Joren net suivéiert huet.

Et ass nämlech esou, dass Lëtzebuerg op europäeschem Niveau zu Bréissel sämtlech Initiativen, wat den Tabagissem ubelaangt, sämtlech Direktive matgedroen huet. Dat just als Richtegstellung, mä meng Fro war dann: Weess de Minister dat net?

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Ech weess selbstverständlech, Här Exminister, dass Lëtzebuerg ënner Ärer Regie sech ugeschloss huet un de Recours vun deenen Däitsche vis-à-vis vun där Direktiv, déi am Moment ënnerwee ass, an dat och d'Argumentatioun war, fir dës Konventioun net ze ratifizéieren.

Dat kënnt Dir nokucken, an Dir wësst dat, well do gëtt et Bréifwiesselen zwëschen Ärem fréiere Ministère an anere Regierungsstellen, déi dat beleeën, well Dir hutt selwer - an ech kann Iech do deen Text ginn, deen hunn ech nämlech dobäi - der Regierung proposéiert, Här Exminister, dass se soll ratifizéiert ginn, mä d'Regierung ass Iech net op deem dote Wee gefollegt. A wann Dir éierlech sidd, da gitt Dir dat zou.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Ech hunn eng Fro un de Minister: Wat fir eng Regierungskompositioun war et, déi dës Konventioun ënnerschriwwen huet an hei am Parlament déposéiert huet?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- A wat fir eng war et, déi se ratifizéiert huet, a wat fir eng war et, déi se net ratifizéiert huet?

Ech huele meng Kolleegen als Zeien, déi hei setzen, dass et net esou evident war, fir se ze débloquéieren, well Dir se gutt zougemauert hat.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Vous êtes un populiste!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, ech géif…

M. le Président.- Loosst eis zur Serenitéit zréckkommen, a fuert Dir mat Ären Ausféierunge weider.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Voilà! Ganz gär, ganz gär!

Ech stellen also fest, dass eng eenzeg Fraktioun an där Orientéierungsdebatt, déi mer hei hunn, net op der Positioun vun der Regierung ass.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Di Bartolomeo, erlaabt Dir eng Tëschefro vum Här Jaerling?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Jo, selbstverständlech.

M. le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här Minister, ech wollt froen, ob Dir nogelauschtert hutt wéi ech geschwat hunn.

(Hilarité)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Selbstverständlech, an ech war mat ganz ville Punkte vun Iech d'accord.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Da misst Dir jo awer héieren hunn, dass ech gesot hunn, dass mir net mat engem absolute Fëmmverbuet d'accord sinn, an dass mir aner Propositioune gemaach hunn, wéi zum Beispill gesot hunn, dass mer et de Restaurateure fräiloossen oder zu de Restaurateure soen, si sollen an hirer Fënster ukënnegen, hei gëtt gefëmmt an hei gëtt net gefëmmt, oder se sollen ubréngen, mir hu Fëmmecken an net Fëmmecken.

Ech hunn och eng Propos gemaach, do zousätzlech iwwer Kommodo an Inkommodo bei neie Gebaier eventuell Entlüftungen an deene Raimlechkeeten eranzemaachen.

Mä mir hunn eis net kloer fir e Fëmmverbuet ausgeschwat. Dat ass falsch! Dat ass falsch!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Et ass ganz interessant ze wëssen, dass Dir dann net fir d'Fëmmverbuet an de Restaurantë sidd.

(Hilarité)

Ech muss Iech soen…

Une voix.- Den Här Colombera wär bestëmmt dofir!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Jo, den Här Colombera huet och an déi dote Richtung plädéiert, mä den Här Colombera ass leider net méi do. Mä zréck…

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Neen, Här Jaerling, ech mengen, et wier elo alles gesot. Loosse mer elo dem Här Minister nolauschteren a sengen Ausféierungen. Dir hutt d'Méiglechkeet fir herno eropzekommen an ze soen, wat Dir nach um Häerz hutt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll am Zesummenhang mat där Orientéierungsdebatt, déi mer haut de Mëtteg hunn, drop hiweisen, dass de Regierungsprogramm an deem dote Punkt ganz kloer ass. D'Preventioun vu Suchtkrankheeten - an et sinn net nëmmen zwou Zeile gewiescht, déi doriwwer am Regierungsprogramm waren -, ob dat Suchtkrankheete sinn, déi op sou genannte legal Drogen zréckzeféiere sinn, wéi och Suchtkrankheeten, déi op illegal Drogen zréckzeféiere sinn, d'Preventioun dovun huet am Regierungsprogramm eng alleréischt Prioritéit, dat gëllt fir d'Preventioun virun Alkohol-, Tubaks- awer och Medikamentsofhängegkeet.

D'Regierung huet ugekënnegt, dass se e Gesetz géif deponéieren, dat de Schutz vun deenen, déi net fëmmen, verbessert. D'Regierung huet ugekënnegt, dass se spezialiséiert Consultatiounen, fir vum Tubak lasszekommen, géif ubidden. All dat wär ze maachen an all dat sinn och Punkten, déi an der OMS-Konventioun virgeschloe ginn, sou dass mer eng ganz Rei vu Punkten, déi an der OMS-Konventioun stinn, an deenen nächste Wochen a Méint wäerte mat Liewe fëllen.

Ech wëll och soen, dass déi Initiativen, déi mer huelen a Saache Schutz virum Tubak, nëmmen een Element sinn, mä e wichtegt Element vun deem Gesondheetsplang, dee mer amgaang sinn opzestellen. An ech sinn dofir frou, dass d'Martine Stein drop higewisen huet, dass virun zéng Joer, ënnert dem Johny Lahure, e ganz gutt Wäissbuch opgestallt ginn ass. Mir sinn och amgaang als Basis vum Gesondheetsplang dat Wäissbuch ze aktualiséieren.

Wéi geet et elo weider no dem Vote vun der OMS-Konventioun? Mir wäerte ganz schnell de Bilan vun deem 89er Gesetz zéien, wou eng Rei vu Moossname scho realiséiert gi sinn, déi elo an der OMS-Konventioun widderholl gi sinn. Mir wäerten e Gesetz deponéieren an der Chamber - ech hoffe virun der grousser Vakanz -, wou eng ganz Rei vun Elementer an der Transpositioun vun der Regierungserklärung wäerte kommen. Dozou gehéiert d'Recht, d'verbréiftent Recht, fir dampfräi kënnen ze iessen. Hei geet et net ëm Initiative géint Fëmmerten, mä fir elementar Rechter fir ouni Damp däerfen ze genéissen.

Da wäerte mer an deem Gesetz d'Interdiction de vente vun Tubaksprodukter u Mineure proposéieren - och dat ass en Element, dat an der OMS-Konventioun ass - a gläichzäiteg och en anere Punkt aus dem Regierungsprogramm realiséieren, nämlech d'Interdiction de vente vun Alkohol oder Alkopops u Mannerjähreger.

Dann och Prezisiounen a Saache Publizitéit, wou aner Schrëtt iwwert d'EU-Direktiv wäerte kommen, déi méi incisiv wäerte sinn.

Dann hu mer eng ganz gutt Zesummenaarbecht mat der Educatiounsministesch a mam Aarbechtsminister engagéiert fir éischtens an de Schoulen zousätzlech Schrëtt ze maache géint Ofhängegkeet, zweetens Schrëtt ze maachen an der Aarbechtswelt fir kënnen de Schutz vum net Fëmmert ze verbesseren.

Mir kommen do ganz gutt virun a mir hunn am Moment eng Initiativ lafen zesumme mat de Spideeler fir tubaksfräi Spideeler ze avantagéieren. Dat ass ee vun de Schwéierpunkten, déi an dëser Campagne dëst Joer wäerte lancéiert ginn an am Hierscht wäerte mer eng cibléiert Campagne a Richtung Jugendlecher maachen, wou den Haaptmotto ass: „Looss se stiechen." Well dorëm geet et, een deen d'Zigaretten zu deem richtegen Alter stieche léisst, dee brauch herno net dovun entwinnt ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn e puer Suggestioune komm - just ganz kuerz dozou -, déi ganz gutt waren, déi ech och ganz gären ënnerstëtzt hätt, wéi zum Beispill, mat der Horesca eens ze gi fir fräiwëlleg Restauranten ouni Tubak ze entaméieren. Ech wëll soen, dass dat iwwer Jore scho méiglech war an dass ech dat Ugebuet virun dräi Méint och un d'Horesca gemaach hunn. Sage und schreibe ee Restaurant huet an der Zwëschenzäit sech als dampfräi deklaréiert, dat ass d'Postkutsch zu Esch. Fir déi, déi net wëssen, wéi agréabel dass et ass ouni Damp ze iessen, kann ech Iech…

(Interruptions)

M. le Président.- Dir musst awer elo net onbedéngt Propaganda hei maachen, Här Minister.

(Hilarité et interruptions)

An dann ass et och esou lues Zäit, datt Dir zum Schluss kommt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécu-*

rité sociale.- Jo, selbstverständlech, Här President.

Ech hunn héieren zu Dikrech wär och ee Restaurant, deen dat géif envisagéieren, dee kënne mer dann och an nächster Zukunft nennen.

M. le Président.- Sou, Här Minister, kommt zum Schluss, wann Dir wëllt.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Ech kommen zum Schluss.

Här President, ech mengen, et ass e ganz eeschte Sujet iwwert dee mer diskutéieren. RTL hat fir den 1. Abrëll e Witz lancéiert, deen drop erausgelaf wär, dass een deene Leit, déi wëllen ophale mat fëmmen, géif eng Prime ginn. Dat war selbstverständlech en Abrëllsgeck.

Op deen dote Wee wäerte mer net goen, mä ech mengen, an ech widderhuelen dat nach eng Kéier, wat ech scho gesot hunn: All deene Leit, déi ophale mat fëmmen oder net domat ufänken, kann een eng Prime ubidden, déi wäertvollst Prime, déi een hinne kann ubidden, nämlech d'Gesondheet. Een deen net fëmmt lieft méi laang a lieft virun allem besser.

Ech soen Iech Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot. Här Jaerling, op Grond vu wéi engem Artikel vum Reglement frot Dir Iech d'Wuert?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech kennen d'Reglement net auswenneg, Här President…

(Hilarité)

…, mä ech weess awer, dass ech d'Recht hunn, fir nom Här Minister ze schwätzen.

M. le Président.- Also Parole après ministre.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo, ech géif schonn en Artikel fannen, also do ass kee Problem.

Une voix.- Genau.

M. le Président.- Da faasst lech kuerz.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Dat maachen ech ëmmer.

Ech wëll just kloerstellen, dass ech net kann zouloossen, wann den Här Minister hei eng Desinformatioun mécht iwwert dat wat den Här Colombera hei gesot huet. Den Här Colombera huet zu kengem Moment de Radikalismus hei am Zesummenhang mam Fëmme gepriedegt. Den Här Colombera huet hei virun dräi Joer dat gemaach…

(Interruption)

…, wat d'Regierunge virdru scho laang hätte solle maachen, an zwar konkret Proposen hei op den Dësch geluecht, wéi ee géint d'Fëmme kann ugoen.

An dann déi zweet Saach, wou Dir elo…

(Interruption)

Gelift?

(Interruption)

Neen.

An da kënnt déi zweet Saach, Här Minister. Dir hutt hei gesot, dat mat enger Prime ze gi fir d'Fëmmerten, dat wär eng Farce. Ma da wëll ech lech soen: Sou laang, wéi Dir d'Erhéijung vum Tubak am Index dra loosst, da gitt Dir de Fëmmerten eng Prime, well da maacht Dir se méi räich, fir hir Zigaretten ze kafen. Dofir stellen ech lech dann d'Fro: Sidd Dir dann och bereet d'Erhéijung vum Tubak aus dem Index erauszehuelen?

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Vläicht eng Äntwert dozou, Här Minister?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Jo, ganz, ganz gären, Här President. Selbstverständlech hu mer hei net d'Geleeënheet, fir all déi gesammelt Wierker vum Här Colombera nach eng Kéier nozeliesen, mä ech géif lech déi awer…

(Brouhaha général)

…nach eng Kéier presentéieren. Selbstverständlech huet dës Regierung och e Gesamtkonzept iwwert d'steierlech Behandlung vun den Zigaretten a vum Tubak, a selbstverständlech huet dës Regierung och Virstellungen, wéi een, wann een Taxë fir gesondheetlech Zwecker an Taxen aus gesondheetlechen Iwwerleeunge schaaft déi da répercutéiert am Index. Déi Diskussioun ass awer net ofgeschloss.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, domat si mer um Enn vun der Diskussioun zu dësem Projet ukomm. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5419.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

•

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder
um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Emile Calmes), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Éier mer dann zum nächste Punkt…

(Interruption)

Jo, Här Huss?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Ech si frou, datt dat unanimement esou décidéiert ginn ass. Ech hat a menger Ried, do war Dir leider net hei, dofir wollt ech lech dat kuerz widderhuelen…

M. le Président.- Ech hunn Är Ried héieren, Här Huss, maacht lech guer keng Suergen, ech kennen Är Interventioun.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Hutt Dir dann och matkritt, datt ech lech gebieden hunn, datt Dir sollt suergen, datt wa mer e Gesetz hei stëmme wat an déi do Richtung geet, datt mer dat och hei sollen uwennen?

M. le Président.- Jo, ech hunn Är Ried ganz héieren, integral, Här Huss, maacht lech guer keng Suergen.

(Hilarité et interruptions)

A fir de Rescht ass et de Büro vun der Chamber, deen décidéiert wéi mer an där do Prozedur virginn.

Éier mer elo zum nächste Projet vum Ordre du jour kommen, wëll ech dem Här Wirtschaftsminister, dem Här Krecké d'Wuert ginn, dee wëllt en Dépôt maachen. Här Minister Krecké.

3. Dépôt d'un projet de loi

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, et freet mech lech matzedeelen, dass de Grand-Duc mech mat Datum vum 25. Abrëll beoptraagt huet an d'Autorisatioun ginn huet, hei e Projet de loi ze déposéieren, deen heescht, autorisant l'État à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain.

- Projet de loi 5471 autorisant l'État à fournir une garantie bancaire pour la réalisation et l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain.

Voilà, Här President.

M. le Président.- Ech ginn dem Här Minister Akt vum Dépôt vun deem Projet de loi, deen un déi zoustänneg Chamberskommissioun weidergeleet gëtt.

Dann, Dir Dammen an Dir Hären, komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat heescht zur Diskussioun vum Projet de loi 5432, d'Konventioun iwwert d'Schafung vun enger Agence spatiale européenne. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Thiel, d'Madame Flesch an den Här Angel. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marcel Oberweis.

4. 5432 - Projet de loi portant approbation - de la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975 - de l'Accord entre les États parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence spatiale européenne relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

M. Marcel Oberweis *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Här Minister, et fält mir e bësse schwéier fir lech an de Weltraum matzehuelen, mat deenen terrestresche Problemer, déi mer hei gewenzelt hunn.

(Hilarité)

Mir hunn et hei mat engem Projet ze dinn, deen eng Konventioun an zwee Accordë soll ëmsetzen. D'Konventioun befaasst sech mat der Kreatioun vun der europäescher Weltraumagence aus dem Joer 1975. Den éischten Accord behandelt dann d'Protectioun an den Echange vu klassifizéierten Informatiounen aus dem Joer 2002. Den zweeten Accord, deen interessantsten dovunner, ass dee mat der Memberschaft vu Lëtzebuerg bei der europäescher Weltraumagence, der ESA, aus dem Joer 2004.

Wéi ech dee Rapport geschriwwen hunn, hat ech dauernd e Bild viru mer. Ech hat d'Bild viru mer vum 21. Juli 1969. Deemools wor ech Zeie ginn, wéi den Neil Armstrong deen éischte Schrëtt gemaach huet bei der Moundlandung. En huet gesot deemools, op englesch zwar: „Ee klenge Schrëtt fir mech, mä ee gewaltege Schrëtt fir d'Mënschheet."

An esou ee gewaltege Schrëtt mécht och Lëtzebuerg haut, andeem et dann der ESA bäitrëtt.

De Projet selwer ass déposéiert ginn de 17. Januar 2005, den Avis vum Statsrot koum eran den 22. Mäerz, an der Chamberskommissioun ass alles den 14. Abrëll erklärt ginn an an der Sitzung vum 26. Abrëll ass de Rapport eestëmmeg ugeholl ginn.

An hirem Wäissbuch zur europäescher Weltraumnotzung schreift d'Europäesch Kommissioun awer schonn, dass grad déi friddlech Notzung vun den Erkenntnisser aus der Weltraumfuerschung ee qualitative Sprong fir d'Europäesch Unioun duerstellt, an dat op sozialem, technologeschem, wirtschaftlechem Plang.

D'Memberschaft vu Lëtzebuerg bei der ESA gëtt eis also ganz vill Méiglechkeeten, eis elo mat eranzebréngen. Si ass eng logesch Suite vun dem sou genannte Programm ARTES, engem Fuerschungsprogramm fir Telekommunikatioun. Eleng fir dee Projet gëtt Lëtzebuerg an de Joren 2000 bis 2006 zwielef Milliounen Euro aus. Mä duerch de Bäitrëtt zur ESA kënnt dann awer den ARTES zu Enn, no der Transitiounsphas vu sechs Joer.

D'europäesch Weltraumagence ass gegrënnt ginn am Joer 1975. Si war e Pendant zur amerikanescher NASA. Wuelverstanen, d'ESA ass friddlechen Zwecker zougewannt, wou d'NASA deelweis och militäresch Zwecker verfollegt.

D'Haaptaufgab ass a bleift kloer, eng Kooperatioun ze maachen tëschent allen europäesche Länner fir d'Notzung vum Weltraum. Lëtzebuerg wäert elo als dat lescht vun de 15 europäesche Länner, no Griechenland, och dësem Club da bäitrieden. Et gëtt eng „task force" geschaaft zwëschent der ESA a Lëtzebuerg, fir ebe während sechs Joer eis drop virzebereeden.

D'ESA selwer ass och eng europäesch Gemeinschaft, well si huet nämlech Zentren an Holland, an Däitschland, an Italien an an der Belsch. Duerch dës Adhésioun kann och Lëtzebuerg dann nach méi staark an d'Telekommunkatioun an an de Satellitteberäich eraklammen. Dat hëlleft eis onsen Deel an enger globaliséierter Welt bäizesteieren; an notamment de Mediaport vu Betzduerf wäert hei e bedeitende Rehaussement erliewen.

Jiddferee weess et och, déi elektronesch Kommunikatioune per Satellit sinn an de leschte Jore ganz staark ausgebaut ginn, notamment am Sënn vun der Wëssensgesellschaft, un déi mir alleguer gleewen. Och doniewent wäert ons Universitéit sech an dësem Gebitt erabréngen, an dat duerch d'Fuerschung an och duerch d'Léier.

Vläicht zwee kleng Projete vun der ESA aus där viller, grousser Serie erausgepickt: Dat ass engersäits den HUBBLE-Projet, mat deem mir lo bal un d'Enn vun eisem Weltraum kënne kucken, an dann déi sou genannt METEOSATellitten an och den ENVISATellit. Engersäits kënne mer d'Wieder kontrolléieren, erofspille loossen, an anerersäits kënne mer Klimadaten ophuelen an eis Ressources naturelles op der Äerd besser gestionnéieren.

An och kënne mer am Speziellen de Kyotoprotokoll iwwerwaachen. An aus deem Projet wiisst erëm een neien eraus, de sou genannte GMES, de Global Monitoring Environment Security Programm.

Wat nun de finanziellen Impakt fir Lëtzebuerg ubelaangt, et ass ee ganz modesten. Mir klammen do era mat engem Adhésiounsbäitrag vun nëmme 700.000 Euro. A well awer d'ESA selwer tëschent obligatoreschen an och fakultative Projeten a Programmen ënnerscheet, bezuele mer nëmme fir déi obligaresch Projeten 0,21% vum Bruttoinlandprodukt, dat sinn 1,2 Milliounen, fir am Laf vum Joer bei Projete matzemaachen.

Interessanterweis awer - d'ESA ass éierlech mat ons - huet se de „juste retour", dat heescht si passt op, dass keen, wann ee Geld investéiert doranner, ze vill bezilt. No fënnef Joer gëtt de Kont gemaach an da gëtt zu engem Land gesot: Du hues méi investéiert, elo kanns du dech méi a Projete bedeelegen, fir dass de „juste retour" agehale ka ginn.

90% vun den abezuelte Mëttele fléisse souwisou erëm zréck an d'Industrie européenne, fir eis méi staark an der Weltraumnotzung ze maachen. Mir kréien domat e besseren Zougang zum Wëssen an enger Technologie op engem Marché, wou sech niewent den Amerikaner mëttlerweil och d'Chineesen, d'Japaner an d'Brasilianer breet maachen.

Ee ganz spezielle Punkt wëll ech och dem GALILEO-Projet dann zoumudden. Mir kréien domadder d'Chance, dass mer eis an der zweeter Generatioun vun de sou genannten Telekommunikatiouns- a Satellittennavigatiounsprojete kënne bedeelegen.

D'Europäesch Unioun kritt endlech eng Méiglechkeet sech lasszekapselen vun dem amerikanesche GPS; déi Méiglechkeete kréie mer elo. Interessanterweis awer musse mer 30 Satellitten eropschéissen; 27, déi mer direkt brauchen, dräi an der Reserv. An déi ginn an enger Héicht iwwer Europa getässelt vun 23.000 km. An duerch d'Triangulatioun, duerch d'Spill vun dräi Satellitte kënne mer einwandfräi ons Positioune festleeën.

Interessant gëtt dat op alle Fall fir de Stroosseverkéier, fir de Schëffsverkéier an och zum Beispill fir d'Landwirtschaft. Et kann ee sech virstellen, dass iergendwann eng Kéier de Bauer mat engem Empfänger op sengem Trakter fiert a genee weess, duerch e Piepser: Elo sinn ech um Enn vu mengem Kadasterplang ukomm. Dat kann alles gemaach ginn, wann dee Projet hei duerchgeet.

Am Ganze schätze se 140.000 nei Aarbechtsplazen, eleng an deem Beräich GALILEO. Lëtzebuerg wäert der bestëmmt och dovunner kréien.

Ee leschte Volet awer nach, ee wichtege Punkt war den Avis vum Statsrot. De Statsrot huet gemengt a senger Liesung vun dësem Projet de loi, mir kéinten hei eventuell en Transfert de souveraineté erleiden. Dat wier de Fall gewiescht wa mir duerch d'Adoptioun vum Joresbudget vun dem Conseil vun der ESA all Décisioune missten droen. Dofir wär dann den Artikel 114, Alinéa 2, vun der Verfassung an d'Spill komm. Och de Ministère huet dat an der Chamberskommissioun gesot, war awer enger anerer Meenung, huet awer herno gemengt aus juristesche Grënn an och wéinst den Délaië sollte mer eis awer dem Statsrot sengem Avis da ralliéieren. Soss hätte mer vläicht riskéiert, dass bei deenen éischten Opträg, déi elo vergi ginn, Lëtzebuerger Entreprisen net méi dobäi hätte kënne sinn.

Duerch de Bäitrëtt vu Lëtzebuerg bei d'ESA kënnt et zu enger „added value" op verschiddene Plänge, op dem wëssenschaftlechen, dem technologeschen, dem industriellen an och dem wirtschaftleche Beräich. Grad an der Rumm vun der Lissabonstrategie muss een dëse Schrëtt begréissen, well mer elo einwandfräi op de Wee vun där sou genannter performanter Wëssensgesellschaft higinn.

Mëttlerweil huet sech awer och schonn an eisem Land e Grupp vun dynamesche Mënschen aus der Wirtschaft beieneegesat an eng Plattform gegrënnt, de GLAE. Hir Aufgab a Missioun wäert da sinn, d'Notzung vun der europäescher Weltraumfuerschung nach méi op Lëtzebuerg ze axéieren an domadder och e weideren Ausbau vun eiser dynamescher Wirtschaft erbäizebréngen.

Grad elo brauch Lëtzebuerg Mënsche mat enger Visioun, grad elo wou mer wëssen, dass d'industriellt Standbeen net méi esou fest ass, wou onse Bankeberäich och an enger globaliséierter Welt sech nei muss positionéieren, musse mer nei Weeër goen. An nei Weeër sinn hei mat der ESA de Weltraum mat eranzebréngen op eng friddlech Aart a Weis ze notzen.

Interessanterweis zum Schluss dann: Mir klammen hei an d'ESA eran, an engem Joer, wou mer de 50. Doudesdag feiere vum Albert Einstein. Dee Mënsch, deen eis duerch seng Relativitéitstheorie de Weltraum opgemaach huet. An den 100. vum Jules Verne, dem éischte Visionär, deen a sengem Buch „Vun der Äerd op de Mound" eis déi Saach schonn e bësse virgezeechent huet.

Ech hunn am Ufank gesot: Ee klenge Schrëtt fir de Mënsch, ee gewaltege fir eis Gesellschaft. An ech mengen, och elo dierf Lëtzebuerg no de Stäre gräifen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner hu mer den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Thiel *(CSV).*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, dat Gesetz, dat mir elo stëmme sollen, geet - an den Här Marcel Oberweis huet et schonn ugedeit - zimlech wäit iwwert d'Rentabilitéitsconsidératiounen eraus, déi een am Zesummenhank mat enger Memberschaft vu Lëtzebuerg an der europäescher Raumfahrtagence ESA ka maachen.

A sengem grëndleche schréftlechen an net manner interessante mëndleche Rapport huet mäi Kolleeg Marcel Oberweis och schonn op déi gesamtwirtschaftlech Auswierkunge vun der ESA-Memberschaft higewisen. Déi soll een effektiv net ënnerschätzen.

Dofir erlaabt mir dëse Projet an dee méi breede Kontext vun der ekonomescher Entwécklung vun eisem Land ze setzen.

Mir Lëtzebuerger gehéiere jo bekanntlech zu deene räichsten Natioune vun der Welt. Mir sinn zwar net d'Nummer 1, wéi d'OCDE ëmmer behaapt - well déi vergësst jo ëmmer d'Frontaliere mat anzerechnen -, mä mir sinn am Spëtzepeloton. Dat war schonn an der éischter Halschent vum vergaangene Jorhonnert de Fall, wéi mer dee siwentgréisste Stolproduzent vun der Welt waren an domat méi wéi genuch Sue verdéngt hunn, fir eis ekonomesch a vläicht och politesch iwwer Waasser ze halen an eis Eegestaatlechkeet ze behalen.

Duerno si mer déi aachtgréisst Finanzplaz vun der Welt ginn. Gott sei Dank just zur Zäit, fir iwwert déi batter Restrukturéierung vun eiser Stolindustrie ewechzekommen, déi ënner aneren Ëmstänn wuel zu enger nationaler Katastroph gefouert hätt. Vun de 70er Joren un hu mir du ganz bequem vun de Revenuë vun eiser Finanzplaz gelieft, déi lues a lues esou eng Aart Selbstverständlechkeet fir eis ginn ass.

Mir hunn eis ouni weideres un de Gedanke gewinnt, datt den Herrgott e Lëtzebuerger wier, a mir domat fir ëmmer op der gewonnener Säit wieren. Dat huet och méi oder wéineger bis viru kuerzem geklappt. Mä säit enger Zäit trëppele mir mat eise Banken op der Plaz. Ënner anerem och dofir, well eis Noperen eis net méi esou gewäerde loosse wéi fréier. Fir de Moment gesäit et jiddefalls net no enger Neioplo vum Boom vun den 90er Joren aus, wou mer Zouwuessrate bis zu 10% an engem Joer haten.

Derbäi gi mer eis och nach méi bewosst, wéi ofhängeg mir vun deem enge Secteur gi sinn, deen eleng, trotzdeem hien e bëssen ageknéckst ass, nach ëmmer een Drëttel vun eisem Statsbudget finanzéiert.

Do geet et net méi duer mat e bëssen Diversifizéierung hei an e bësse Steieravantagen do, wa mir eis ekonomesch Zukunft op e séchert Fëllement wëlle setzen. Mir mussen eis, ob mer wëllen oder net, no Alternativen ëmkucken, déi dofir suergen, datt mir eis eisen Train de vie weider leeschte kënnen, wann et mol eng Kéier méi lues mat eiser Finanzplaz goe sollt. Ofgesinn dovu wier et och e méi berouegend Gefill, wa mir net méi esou ofhängeg wiere vun engem eenzelne Wirtschaftssecteur, wéi mir et am Moment vun der Finanzplaz sinn.

Elo kann een awer net esou einfach en neie Wirtschaftscréneau aus dem Zylinder zauberen. Esou eppes kritt een - wann iwwerhaapt - nëmmen a laanger an haarder Klengaarbecht zustanen. Ongeféier sou wéi wann een e grousse risege Puzzel géif zesummebastelen. Mir hu jo scho méi där Uleef geholl, fir eis Ekonomie ze diversifizéieren a wann een dovunner voll

an d'Schwaarzt getraff huet, da war et den SES-Projet, mat deem eist Land sech als dee gréisste Satellittenopérateur weltwäit positionéiere konnt.

Mäi Virriedner huet mat Recht op déi méiglech Verbindung tëschent der SES an der ESA higewisen an d'Opportunitéiten ervirgestrach, déi sech mat den ESA-Programme fir eis Satellittebedreiwer opdinn.

Mä et ass net bei där enger Entreprise deemools bliwwen. Entretemps ass zu Betzduerf en Unzéiungspol entstanen, deen, wa mir et richteg upaken, zur Wéi kënnt gi vun enger ganz neier an zukunftsträchteger Wirtschaftsbranche, well haut schaffen am Beräich vun der Weltraumtechnik eng ronn 350 Leit hei am Land. Si verdeele sech op eng hallef Dosen Entreprisen, déi nëmmen drop waarden, datt mir hinnen d'Dier fir d'ESA opmaachen. Zum Deel hu se scho bewisen, datt si an hirem Beräich zum Beispill beim Bau vu Parabolantennen duerchaus mat der internationaler Konkurrenz mathale kënnen, sou datt se och an der ESA ouni weideres hire Mann wäerte stellen.

Dobäi hält sech och - wéi de Marcel Oberweis et schonn ugedeit huet - de Risiko, deen eise Stat mat sengem Engagement beim europäesche Weltraumprogramm ageet, nu wierklech a Grenzen, well mir vu virera plus au moins sécher sinn, datt mir quasi déi ganz Mise iwwert de Wee vun Opträg fir eis Entreprisen erëm erakréie kënnen.

Här President, d'Memberschaft an der ESA ass awer net nëmmen eng Chance fir déi Lëtzebuerger Betriber, déi schonn an der Iwwerdroungs- an an der Weltraumtechnik doheem sinn. Si wäert och eiser Uni zousätzlech Perspektiven opmaachen, well mir hei an engem Beräich sinn, an deem d'Fuerschung grouss geschriwwe gëtt.

Dank der SES hu mer eis schonn e gewëssene Know-how am Satellitteberäich ugëeegent, souwuel an technescher Hisiicht wéi och a puncto Management an an der Juristerei. Dorobber kënne mir baue fir en neie Créneau an eiser Uni opzemaachen, déi sech jo virun allem an der Fuerschung a bestëmmtene Beräicher en Numm maache wëllt.

D'Retombée fir eis Ekonomie, nei Perspektive fir déi Entreprisen, déi sech an dësem Hightechberäich virgewot hunn, an den zousätzleche Fuerschungskick fir eis Uni, dat si gewëss där Grënn genuch fir dem Lëtzebuerger Bäitrëtt zur ESA säi Segen ze ginn. A well domat och nach d'Ausiicht op eng Diversifizéierung vun eiser Ekonomie verbonnen ass, déi natierlech hëlleft eise Wuelstand weider ze consolidéieren, fält et mir alles aneschters wéi schwéier fir den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ze ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Als nächst Riednerin ass d'Madame Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dee Projet, dee mer hei virun eis leien hunn, ass e gudde Projet. E brëngt der Lëtzebuerger Wirtschaft ganz sécher eppes, a mir wäerten als DP-Fraktioun dee Projet stëmmen.

Ech wéilt och dofir dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Rapport, deen den Historique gemaach huet, d'Analys gemaach huet am Detail, wat de Projet ka vu Méiglechkeete fir Lëtzebuerger Betriber opmaachen, an deen also domadder d'Zukunftsperspektiven entwéckelt huet.

Ech wëll also net hei alles dat répétéieren, wat hie gesot huet a wat hie geschriwwen huet, dat ass jo entre-temps gewosst.

Ech gehéieren net zu deenen, déi mengen, dass mir elo e Champion an eng Weltmuecht am Weltall géinge ginn, doduerjer dass mer der ESA bäitrieden. Mä dach sinn ech iwwerzeegt, dass et eng ganz gutt Saach ass, well et eben, wéi gesot, eng ganz Partie nei ekonomesch Méiglechkeeten opmécht fir d'Lëtzebuerger Betriber, notamment nom Prinzip vum „juste retour".

An Zukunft wäerte Programmer wéi GALILEO - bei deem mer matmaachen - eng wichteg Roll fir Europa spillen, souwuel um wirtschaftlechen, mä och um strategesche Plang. De GMES zum Beispill - d'Äerdobservatioun mat villfältegen Applikatiounen - wäert och e wichtege Pilier vun der zukünfteger Weltraumpolitik ausmaachen an de Rapporteur huet jo drop higewisen.

Méi speziell ass de Moment de Budget vun der ESA an der Diskussioun, deen och vun der Kommissioun iwwert deen nächste Recherchebudget gespeist gëtt. Do géing ech de Minister wëlle froen: Wou sinn do d'Diskussiounen drun? An ech wéilt hien nach froen: Wéi ass et weider mam Conseil de l'espace, deen esou wäit mer gesot ginn ass, schonn hätt sollen am Abrëll ënner Lëtzebuerger Présidence stattfannen, mä deen nach net zustane komm ass, well nach eng Rei Froen opstinn an haaptsächlech well déi finanziell Punkten nach net ofgekläert sinn. Dofir hunn ech de Lien gemaach tëschent dem Budget engersäits an dem Conseil de l'espace anersäits.

De Projet, dee mer haut diskutéieren, ass déposéiert ginn duerch den Ausseminister, wat normal ass, well et d'Approbatioun vun enger internationaler Konventioun ass. Mir hunn - ech muss soen zu menger Iwwerraschung - dee Projet an der Kommissioun vum Enseignement supérieur, vun der Recherche a vun der Kultur diskutéiert.

Mir schéngt et, dass ee sech awer ka froen, notamment au vu vum Avis vun der Chambre de Commerce a vum Groupement luxembourgeois de l'aéronautique et de l'espace, dee jo bei der FEDIL ugesiedelt ass, ob deen Dossier net besser an der Ekonomie wier, well et fir Lëtzebuerg virun allem en ekonomesche Projet a manner e Rechercheprojet ass, well dat en ekonomeschen Aspekt huet, éischter wéi e Rechercheaspekt.

Ech wëll drop hiweisen, dass bei der Europäescher Kommissioun et de Kommissär Verheugen ass, dee fir deen Dossier zoustänneg ass. Ech hale fest, dass och den Här Thiel, an deem wat hien elo just hei gesot huet, de Projet an de wirtschaftleche Kontext gesat huet. Et géing mech interesséieren zu där Froestellung d'Meenung vun der Regierung ze kennen.

En anere Punkt schéngt mer ze sinn, dass een zu Lëtzebuerg an deem Kontext vun der Recherche a vum Lien zur Industrie méi eng konzentréiert a koordinéiert Démarche misst hunn, déi Recherche an Ekonomie zesummebréngt - a wéi mer wëssen ass Luxinnovation jo hei och concernéiert. Also mir schéngt et, dass eng Vernetzung vun Intérêt wier, och fir ons Betriber.

Dann, Här President, erënneren ech mech drun, datt am Koalitiounsaccord steet, dass eng Aart Wäissbuch oder Plan directeur fir d'Lëtzebuerger Weltraumpolitik soll ausgeschafft ginn. Wéi gesot, ouni mer do ze vill Illusiounen ze maachen, géing ech nawell gäre wëssen, wat d'Iddi vun der Regierung à ce stade zu där Fro ass a wou d'Regierung an der Preparatioun vun deem Wäissbuch de Moment drun ass.

Zesummefaassend, Här President, begréisse mir als DP-Fraktioun dee Projet, deen deene wéinege Lëtzebuerger Betriber, déi eng excellent Aarbecht an dësem Domän maachen, nei Méiglechkeeten opmécht. Et kann nëmme positiv sech auswierke fir ons Ekonomie.

De Conseil d'État war der Meenung, dass d'Approbatioun vun der Konventioun en Transfert de Souverainité kéint beinhalten an dass mer mussen den Accord mat der spezieller Majoritéit vum Artikel 114, Paragraph 2 vun onser Verfassung stëmmen. D'Regierung war dans un premier temps net esou dovun iwwerzeegt, huet sech awer schliesslech dem Conseil d'État ralliéiert, sou wéi och d'Kommissioun. An deem Mooss wou de Conseil d'État déi Fro opgeworf huet, schéngt et ons och am Intérêt vun der Sécurité juridique ze sinn, dass mer dee Projet no de spezielle Bestëmmunge vum Artikel 114, Paragraph 2 vun onser Verfassung stëmmen. Mir fir onsen Deel wäerten dee Projet op jidde Fall stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als nächsten an als leschte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Här President, léif Frënn, gläich am Ufank wëll ech Iech soen, dass d'LSAP-Fraktioun och hiren Accord heizou gëtt an ech wollt dem Rapporteur Marcel Oberweis villmools Merci soen.

Dëse Projet 5432 besteet, wéi gesot, aus deenen dräi Deeler:

1. Mir approuvéieren d'Konventioun, wou d'ESA kreéiert ginn ass, dat war den 30. Mee 1975, déi kritt also elo 30 Joer Enn des Mounts, a wann Der den Exposé des motifs gelies hutt, gesitt Der, dass et sech hei ëm eng Success story handelt, déi 30 Joer laang dauert.

2. Mir approuvéieren och den Accord vum 19. August 2002 zwëschent der ESA an hire Memberstaten iwwert d'Protectioun an den Echange vun deene sou genannten Informations classifiées. Dëst, mengen ech, ass och wichteg fir Lëtzebuerg a fir seng Betriber, déi an deem Domän vum Espace a vun der Aéronautique aktiv sinn.

3. Deen drëtten Deel, dee wichtegsten Deel, do geet et jo ëm eis Vollmitgliedschaft bei der European Space Agency.

Wann ee Biller vu Lëtzebuerg kuckt vun engem Satellit aus, da gesäit ee wahrscheinlech just e klenge Punkt. Wann een awer Lëtzebuerg a seng Politique de l'espace géing ukucken, dann ass dat kee klenge Punkt méi, mä da kann ee soen, do si mer trotzdeem e „big player". Ech wëll nëmmen drun erënneren, dass d'SES Astra an och elo d'Mammefirma SES Global déi gréisste private Satellittebedreiwer si weltwäit.

Säit dem Joer 2000 bedeelegt sech Lëtzebuerg och um Programm ARTES - wéi scho gesot gi war - vun der ESA. Deemools hate mer de Projet de loi 4750 hei gestëmmt an de Conseil d'État hat deemools gesot: Ma gitt dach direkt Member vun der ESA. D'Regierung huet awer gesot: Mir wëllen awer d'Resultater ofwaarden. A si huet ofgewaart. D'Resultater waren och gutt, well mir haten e Retour vun 1,03 an dee Retour géographique, dee jo hei festgesat ass, dee kann nach bis op 1,21 eropgoen.

Wa mir also elo Vollmember sinn, da sinn déi 15 al EU-Länner Member, an och déi zéng nei Länner hu scho groussen Interesse zu Paräis bei der ESA ugemellt.

Vläicht ass et och nach interessant ze bemierken, dass och Kanada mat associéiert ass bei verschiddene Projeten - an dat ass och wichteg fir och Know-how an Technologië vun där anerer Säit vum Atlantik ze kréien.

Säit November 2004 gëtt et jo och op EU-Niveau eng Politique de l'espace, déi sech allerdéngs an d'Aktivitéite vun der ESA areit. Et gëtt also elo e Conseil conjoint vun deenen zoustännegen EU-Ministere mat dem Conseil vun der ESA.

Erlaabt mer och eng Remarque ze maachen: Den Artikel 254 an deem drëtten Deel vun der Europäescher Verfassung traitéiert och just déi europäesch Politique de l'espace.

Duerch eis Memberschaft bei der ESA hu mir also elo vill Know-how a kënnen eis eege Politique de l'espace besser gestalten a mir kënnen och méi aktiv an der europäescher Weltraumpolitik matschaffen.

D'Avantagë vun eiser Mitgliedschaft leien awer net nëmmen um politesche Plang, mä wéi gesot virun allem um wirtschaftlechen an um industrielle Plang an och um Plang vun der Recherche. Bei dësem Projet de loi si mer wierklech voll am Lissabonprozess dobäi.

Et ginn duerch eis Participatioun bei der ESA vill nei Opportunitéiten op. Well d'ESA ganz vill Recherche- an Développementsprojeten huet - an et ass virdru scho gesot gi vu Virriedner -, kritt hei d'Uni, besonnesch den Technoport zu Esch, eng grouss Roll ze spillen.

Niewent deenen technologeschen industriellen Aspekter, wëll ech fir d'Uni awer een Aspekt ënnersträichen, deen ech och an der Kommissioun gesot hunn, dat ass deen Aspekt vum Droit de l'espace. Wa mer d'Uni hunn, déi jo och e Laboratoire de droit huet, da mengen ech, kann een do vill am Domän vum Droit de l'espace maachen, well hei an Europa nach net esou vill Fakultéite spezialiséiert sinn op deen Droit de l'espace.

Mir kënnen als Uni Lëtzebuerg och enk zesummeschaffe mat der International Space University vu Stroossbuerg, déi Programmer huet fir Ingénieuren, Ekonomisten, Juristen, fir deene méi eng breet Formatioun am Domän vum Espace ze ginn.

An ech wëll drun erënneren, das d'ESA formidabel Programmer huet fir „young graduates", wou dann och Lëtzebuerger Unisabsolvente kënnen deelhuelen.

Ech kommen awer elo dann, wéi gesot, nach eng Kéier zu deem wichtege wirtschaftleche Punkt. D'ESA beschäftegt a senge verschiddenen Zentren an Europa 40.000 Mënschen direkt, indirekt sinn dat der iwwer 250.000. An, wéi gesot, d'ESA géréiert eng Onzuel vu Kontrakter a Milliardenhéicht, an duerch eis Memberschaft kënnen déi Lëtzebuerger Entreprisen e Stéck vun deem Kuch matkréien. Dat ass jo, wéi virdru scho gesot ginn ass, duerch de Prinzip vum geografic return geséchert.

Wa mer haut ofstëmmen, ass dat wichteg, an ech si frou, dass hei déi ganz administrativ Prozeduren net ze laang gedauert hunn, well mir si jo vu verschiddene Leit drop higewise ginn, dass, wa mer dat verschleefen, da verschidden Entreprisen net méi un deem wichtege Projet GALILEO kënne matmaachen. An deen ass wichteg, well mer doduerch als Europäer net méi esou ofhängeg si vun den Amerikaner hirem GPS-Programm.

A wat vläicht och interessant ass, de Projet GALILEO gesäit véier Kontrollzentre vir. Zwee vun deene Kontrollzentre sollen an Europa sinn. Ech mengen, et wier vläicht interessant, wa mer ee vun deene Kontrollzentren hei op Lëtzebuerg kéinte kréien, entweder zu Esch um Technoport oder zu Betzduerf um Mediaport.

Duerch d'ESA kritt Lëtzebuerg och méi Méiglechkeeten am Domän vun den Telekommunikatiounen a ka bei Programmer matmaache vu Satellittennavigatioun an och vu Beobachtung vun der Äerd, wat um ëmweltpolitesche Plang och ganz wichteg ass.

Um Technoport zu Esch gëtt schonns haut nogeduecht mat de Partnere vum CRP Henri Tudor via de CITI - dat ass de Centre d'Innovation par les Technologies de l'Information - iwwer eng interaktiv Télevisioun per Satellit.

De Minister vun der Kultur, Recherche an Héichschoulwiesen huet Luxinnovation den Optrag ginn, de Kontaktpunkt vun der ESA zu Lëtzebuerg ze sinn. Déi national Agence fir d'Promotioun vun der Innovatioun an der Recherche huet also als Missioun eis Betriber iwwert d'ESA-Programmer ze informéieren, awer besonnesch eis Betriber an eis Centres de Recherche publics ze begleeden an hiren Démarchë bei der ESA.

D'Objektiv ass d'Projeten ze promouvéieren am Kader vun den Appels d'offre vun der ESA.

All dëst geet jo an d'Richtung vun der Regierungserklärung 2004, déi seet, dass d'Recherche an d'Innovatioun eng vun de grousse Prioritéite sinn.

Et ass och ze begréissen, dass d'Wirtschaft sech excellent op eisen ESA-Bäitrëtt preparéiert huet. De Lucien Thiel huet scho vum Groupement luxembourgeois de l'aéronautique et de l'espace, GLAE, dee béi der FEDIL ugesiedelt ass, geschwat. Dat ass also e privilegiéierten Interlocuteur vun der Regierung an dësem Domän.

De GLAE erméiglecht nämlech Synergien op nationalem an op europäeschem Plang a grad wéi Synergien zwëschent dem Secteur public an dem Secteur privé.

Et ass och interessant nach eng Kéier ze ënnersträichen, dass an deem Groupe de travail ESA-Lëtzebuerg, déi „task force", déi jo an der Konventioun virgesinn ass, wou während sechs Joer eng Période transitoire virgesinn ass, dass do de Ministère de la Recherche, de Ministère de l'Économie, de Kommunikatiounsministère an och de Ministère vun der Défense kënnen zesummeschaffen. Do wëll ech e bëssen op dat hiweisen, wat d'Madame Flesch schonn ugeschwat huet. Ech mengen et ass wichteg, dass de Ministère de l'Économie do wierklech agebonne gëtt, an ech hoffen, dass besonnesch déi zwee Ministeren, dee vun der Recherche an dee vun der Ekonomie, do zesumme kommunikéieren an un engem Strang zéien.

Une voix.- Haaptsächlech hir Beamten.

M. Marc Angel *(LSAP)*.- Voilà.

Dee Groupe, vun deem ech elo geschwat hunn, deen ass jo do fir auszelotsen, wéi eng nei Betriber vun der ESA zu Lëtzebuerg profitéiere kënnen. Et sinn heiduerch iwwregens och schonn zwee nei Betriber an d'Land ugelackelt ginn.

Op de finanziellen Aspekt, mengen ech, ass de Marcel Oberweis agaang. Ech wëll just zum Schluss soen, dass dëse Projet de loi, mengen ech, eng gutt Saach ass fir eist Land an och fir seng Betriber.

Ech soen Iech Merci, dass Der mer nogelauschtert hutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet elo nach d'Regierung. Den zoustännege Minister, den Här François Biltgen, huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- Merci, Här President.

Sommaire des séances publiques

4902 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999 pages 341-342

5178 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques

5179 - Projet de loi portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques

5180 - Projet de loi portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

5181 - Projet de loi

- relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle pages 342-352

Ordre du jour page 352

Communications page 352

Ordre du jour page 352

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°33 du 3 mai 2005 de Monsieur Roger Negri relative à l'extension du tracé Luxembourg-Gouvy-Liège, adressée au Ministre des Transports page 353

- Question N°34 du 3 mai 2005 de Monsieur Camille Gira relative à la réduction des participations de l'État à accorder aux communes et syndicats intercommunaux par le biais du fonds pour la protection de l'environnement, adressée au Ministre de l'Environnement page 353

- Question N°35 du 3 mai 2005 de Monsieur Marco Schank relative à la réduction des émissions de polluants atmosphériques, adressée au Ministre de l'Environnement pages 353-354

- Question N°36 du 3 mai 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux dépassements réguliers des teneurs maxima en métaux lourds et dioxines dans les légumes-feuilles cultivés dans les jardins exposés aux émissions de l'industrie sidérurgique (Differdange, Esch-sur-Alzette, Schifflange), adressée au Ministre de la Santé page 354

- Question N°37 du 29 avril 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au génocide arménien, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 354-355

- Question N°38 du 3 mai 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au diplôme d'ingénieur industriel, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 355

- Question N°39 du 3 mai 2005 de Monsieur Laurent Mosar relative au résultat d'élection présidentielle au Togo, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 355

- Question N°40 du 3 mai 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'étude initiée par le Ministère de l'Agriculture concernant le secteur de viande au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 355-356

- Question N°41 du 2 mai 2005 de Monsieur Claude Adam relative à la circulaire de printemps adressée au personnel enseignant et aux administrations communales, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 356

- Question N°42 du 3 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative à l'actuel CATP «auxiliaire économe» qui serait transformé en «auxiliaire de vie», adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 356-357

Question avec débat N°2 de M. Claude Adam relative à la création et au fonctionnement du lycée pilote page 357

Interpellation de M. Lucien Clement au sujet de la politique de gestion des crues et des inondations pages 357-364

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le rapport d'activité 2004 du Comité de surveillance du sida pages 364-367

5419 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, faite à Genève, le 21 mai 2003 pages 367-373

Dépôt d'un projet de loi page 373

5432 - Projet de loi portant approbation - de la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975 - de l'Accord entre les États parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence spatiale européenne relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004 pages 373-375

Dir Dammen an Dir Häre, mol fir d'éischt e grousse Merci un de Rapporteur, de Marcel Oberweis, deen hei säi Fachwëssen ënnerstrach huet. Och Merci deene verschiddene Riedner. Dir hutt scho bal alles gesot wat ech hei kéint soen, dofir wëll ech just op e puer Froen agoen.

Erlaabt mer awer virdrun ze soen, dass ech wierklech frou sinn, dass mer haut deen heite Projet scho stëmmen. Et ass eng Geschicht, déi ganz kuerz ass. Et war nach zum Schluss vun der viregter Regierung meng Virgängerin, d'Madame Hennicot, déi ESA ënnerschriwwen huet. Mir hunn dunn an dëser Legislaturperiod ganz séier de Projet fäerdeg gemaach an ech si frou, dass mer en haut kënne stëmmen. Well doduerch, dass mer offiziell Member ginn - mir sinn déi lescht vun deene 15 an der ESA -, kënne mer wierklech ganz vill maache fir d'Diversification économique zu Lëtzebuerg. Ech wëll erënneren un 1984; do hu mer ugefaange mat der Satellittenaventure. Mä hei ass e weidere Schrëtt, an et ass oft genuch gesot ginn.

Dass et den Héichschoul- a Rechercheministère ass, dee sech drëm bekëmmert, dat huet eng Partie Ursaachen. Éischtens ass an der Regierungserklärung festgehale ginn, dass d'Politique de l'espace zu mengen Aufgabe gehéiert, an déi wäert ech och versichen uerdentlech auszeféieren. Et kënnt derbäi, dass een net kann eng Trennung maachen tëschent Ekonomie, Betriber an einfach Innovatioun, op där enger Säit, an op där anerer Säit Stat a Recherche publique. Déi Saache musse méi no uneneen erubruecht ginn, wéi mer et och an der Regierungserklärung ënnerstrach hunn, an dofir schaffe mer och zesummen. Bei deenen enge Fäll, do huet de Wirtschaftsministère de Lead. Bei deenen aneren huet de Forschungsministère de Lead. Hei, mengen ech, ass et richteg, dass de Forschungsministère de Lead huet, och well vill iwwert d'Universitéit kënnt a well mer hei wierklech laangfristeg musse plangen a laangfristeg Recherche musse maachen; kleng alldeeglech Recherche geet hei net duer.

Mir hu selbstverständlech - an den Här Angel hat et virdru scho gesot - an där „task force" och déi aner Ministèren, notamment natierlech de Ministère de l'Économie, mat erageholl. Da gëtt et och nach e Groupe d'accompagnement, wou eigentlech Leit um Terrain - vun der Wirtschaft - dra genannt ginn. Dat leeft och. Do kënnt zum Beispill selbstverständlech och Luxinnovation mat derbäi; dat ass fir eis eng Evidenz. Mir schaffen also hei zesummen.

Dann ass d'Fro: Wou kënne mer an Zukunft Marchéë kréien zu Lëtzebuerg? Éischtens am Telekomsberäich an am Navigatiounsberäich, zweetens bei Terminalen, drëttens beim Equipement vu Buedemstatiounen, do ass wierklech d'Chance, dass mer Marchéë kënne kréien. Ech wëll erënneren, dass mer an den ARTES-Programmen, wou mer scho matgemaach hunn, do 103% „juste retour" haten. Dat heescht, mir hunn eigentlech liicht méi erauskritt wéi mer eragestach hunn.

Dann zum Programme directeur. Do hu mer eis e Rapport gefrot, wat d'Potentialitéite si vun der Lëtzebuerger Weltraumindustrie. Dee Rapport hu mer kritt; deen iwwerschaffe mer elo, an am Hierscht wäerte mer mat engem Projet de programme directeur selbstverständlech och an d'Chamber kommen. Do si mer ganz aktiv amgaangen dat ze maachen.

Dann e Wuert iwwert den Traité. Am Traité gëtt d'Politique de l'espace eng Compétence partagée vun der EU mat de Memberstaten; mir preparéieren dat elo schonn duerch den zweete Conseil «Espace», deen de 7. Juni um Kierchbierg stattfënnt. Mir wollten e schonn am Abrëll maachen. Dat war vläicht e bësse fréi fir d'Kommissioun, déi nach net alles fäerdeg hat. Well do muss nämlech d'Kommissioun mat der ESA zesummeschaffen. Dat ass net nëmmen Europa. Dat ass Europa mat ESA, wou och aner Länner dra sinn. Also de 7. Juni wäerte mer den zweete Conseil «Espace» hunn.

Dann e lescht Wuert zum Artikel 114. Mir mengen eigentlech net, dass ee misst iwwert den Artikel 114 goen. Mä ech menge mir sollen dat wierklech esou maache wéi de Statsrot et virschléit. Well dat Schlëmmst, wat mer elo kéinte maachen, ass, wa mer Rechtsonsécherheet géife schafen. Dofir géif ech lech bieden, hei wierklech unanime dee Projet ze stëmmen. Et ass vläicht e klenge Schrëtt fir d'Mënschheet, mä e grousse Schrëtt fir Lëtzebuerg.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt definitiv ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung vum Projet de loi 5432.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Marcel Sauber, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger et Carlo Wagner;

MM. François Bausch, Felix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et also esou décidéiert.

Déi nächste Sitzunge si virgesi fir den 31. Mee, den 1. Juni an den 2. Juni. Den Ordre du jour gëtt lech schréftlech matgedeelt. D'Sitzung ass elo opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.29 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures.*

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 9 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0283	M. Jacques-Yves Henckes	Introduction d'un nouveau passeport
0300	M. Gast Gibéryen	Connaissance de base de la langue luxembourgeoise (naturalisation)
0304	M. Laurent Mosar	Simplification de l'octroi de visas (décret «Volmer»)
0306	M. Jean-Pierre Koepp	Étude relative à l'impact du canotage sur l'écosystème du cours d'eau frontalier «Sûre»
0317	M. Gast Gibéryen	Approbation d'une loi antiséparation par l'Assemblée populaire nationale de Chine
0318	M. Marc Angel	Cartes d'identité blanches
0319	M. Roland Schreiner	Bâtiment «Jenker» du Lycée technique Mathias Adam à Differdange
0320	M. Marcel Oberweis	Fonctionnement des stations biologiques
0321	M. Marc Angel	Travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité à Dreiborn
0322	Mme Claudia Dall'Agnol	Introduction d'un dossier médical digital
0323	M. Fred Sunnen	Extension du Lycée technique de Bonnevoie (LTB)
0324 cf. 0348	M. Niki Bettendorf	Situation financière de l'association «Amiperas»
0325	M. Ben Fayot	Évolution des prix sur le marché immobilier
0326	Mme Marie-Josée Frank	Loi portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé et instaurant le système de budgétisation prévisionnelle et flexible des hôpitaux
0327	M. Claude Meisch	Homologation de diplômes de pays tiers
0328	M. Roger Negri	Rapport de l'UNICEF relatif à la pauvreté des enfants
0329	M. Laurent Mosar	Locaux du Service des Dommages de Guerre corporels
0330	M. Ben Fayot	Institution européenne «Euratom»
0331	Mme Anne Brasseur	Durée de la formation des enseignants de l'enseignement préscolaire et primaire
0332	M. Henri Grethen	Politique des transports publics
0333	M. Henri Grethen	Avenir de la compagnie aérienne Luxair
0334	M. Marc Spautz	Cadence des lignes d'autobus
0335	M. Marc Spautz	Installation d'un arrêt supplémentaire sur la ligne autobus «Luxembourg - Stadtbredimus - Remich»
0336	M. Roger Negri	Construction d'un vélodrome
0337	M. Jacques-Yves Henckes	Concentration du gaz «Radon»
0339 cf. 0343	M. Claude Meisch	Liste électorale de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
0340	M. Laurent Mosar	Politique tarifaire de la société Coditel
0341	Mme Nancy Arendt	Trouble neurologique du cerveau «épilepsie»
0342	M. Romain Schneider	Construction du Centre intégré pour personnes âgées à Wiltz
0343 cf. 0339	M. Roland Schreiner	Liste électorale de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics
0344	M. Aly Jaerling	Utilisation de pièges à mâchoires
0345	M. Emile Calmes	Double nationalité
0346	M. Robert Mehlen	Décharges pour déchets inertes
0347	M. Marcel Oberweis et M. Ali Kaes	Organisation de la filière bois-énergie
0348 cf. 0324	M. Niki Bettendorf	Situation financière de l'association «Amiperas»
0350	M. Camille Gira	Zones de protection des eaux
0351	M. Camille Gira	Ancien pilote en chef de Luxair travaillant pour le compte de la Direction de l'Aviation civile
0352	M. Xavier Bettel	Installation d'un parc à éoliennes dans les communes de Redingen, Rambrouch, Wahl et Ell
0353	M. Xavier Bettel	Diffusion de publicité dans les cases des enseignants
0354	M. Marc Spautz	Primes d'apprentissage
0355	M. Félix Braz	Directive européenne relative au droit au regroupement familial
0357	M. Carlo Wagner	Poursuites judiciaires au niveau de la coopération transfrontalière en matière d'infractions au Code de la Route
0358	Mme Anne Brasseur	Aides financières pour études supérieures
0359	Mme Anne Brasseur	Site Internet du département ministériel de l'enseignement supérieur
0360	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Fluidité du trafic sur la route d'Echternach
0361	M. Marco Schank et M. Ali Kaes	Construction du Centre intégré pour personnes âgées à Wiltz
0362	M. Robert Mehlen	Impact de la radiation de la téléphonie sans fil sur la santé humaine
0363	M. Félix Braz	Attribution des autorisations de séjour provisoires
0364	M. Henri Kox	Fonds de compensation (énergies renouvelables et cogénération)
0365	M. Henri Kox	Connexion directe au réseau électrique de la Centrale nucléaire de Cattenom
0366	M. Robert Mehlen	Dette du groupe Cepal au niveau des cotisations de la sécurité sociale
0367	M. Jean Huss	Incident de contamination à la Centrale nucléaire de Cattenom
0368	Mme Christine Doerner	Trafic de poids lourds dans le centre-ville de Bettembourg
0369	M. Aly Jaerling	Revêtement de sol des Administrations de l'État
0371	M. Aly Jaerling	Visite du Dalaï-Lama à Luxembourg
0372	M. Marcel Oberweis et M. Marco Schank	Valorisation des boues de station d'épuration
0373	M. Roland Schreiner	Rotondes de Bonnevoie
0374	M. Claude Meisch	Plan d'aménagement général d'une commune (infrastructures souterraines communales)
0375	M. Emile Calmes	Système d'extinction de feu - FM200
0376	Mme Colette Flesch	L'Automobile Club de Luxembourg (ACL) et les questions de circulation routière, de sécurité et de mobilité
0377	M. Jos Scheuer	Mouflon
0379	M. Félix Braz	Commission de surveillance des cinémas
0380	M. Xavier Bettel	Portabilité des numéros téléphoniques mobiles
0383	M. Emile Calmes	Transformation d'anciens halls d'exposition à Wiltz par l'Objectif Plein Emploi
0384	M. Aly Jaerling	Zone d'activités commerciales à Sterpenich (Ikea)
0385	M. Lucien Clement	Transfert d'un numéro d'immatriculation personnalisé
0386	M. Xavier Bettel	La surveillance électronique en matière pénale
0387	M. Marc Spautz	Implantation de stations à essence à proximité de zones résidentielles
0389	M. Xavier Bettel	Nombre de piétons heurtés par des voitures
0390	M. Marc Spautz	Système informatique en matière de radiographie dans les hôpitaux
0393	M. Lucien Thiel	Émission de titres de propriété nominatifs par la société Arcelor
0394	M. Xavier Bettel	Tentative d'évasion du Centre pénitentiaire de Schrassig
0395	M. Xavier Bettel	Transplantation d'organes

Chamber TV

an der Stad: *um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)* **zu Esch:** *um Kanal S40 (455.25 MHz)*

zu Déifferdeng: *um Kanal S 29* **zu Diddeleng:** *um Kanal S 32* **an der Gemeng Nidderaanwen:** *um Kanal S 29*

Question 0283 (3.2.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**introduction d'un nouveau passeport:**

Den 1. November 2005 féiert Däitschland en neie Reespass an. Dësen elektronesche Pass mat agebautem Funkchip soll bedeitend méi deier fir d'Bierger ginn. Hannergrond vum neie Reespass ass de gemeinsame Kampf vun allen EU-State géint den intemationalen Terrorismus, awer och d'Droung vun den USA vum 26. Oktober 2005 un EU-Touristen ouni Visum net méi eranzeloossen, wa se net iwwer esou en neie Reespass mat biometreschen Date verfügen.

Am neien däitsche Pass sollen Ofdréck vum lénken a rietsen Zeigefanger dra sinn, eng digitaliséiert fotograféiert Gesiichtserkennung an den Numm an de Gebuertsdatum. Eng Anerkennung (Iris-Scan) soll awer an Däitschland net an de Reespass kommen. Dës Date ginn dann um Chip vum Pass gespäichert a bei enger Grenzkontroll gëtt dann deen neie Pass un e Liesapparat gehal. Iwwer Funkwelle gëtt de Reesenden dann esou detailléiert identifizéiert.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéini gëtt zu Lëtzebuerg deen neie Reespass agefouert a wéi eng Date sinn dorobber gespäichert?
2) Mussen d'Bierger d'Käschte vun deem Pass selwer droen a wéi héich wäerten déi Käschten dann ausfalen?
3) Wie stellt deen neie Reespass aus, wéi eng nei Apparater musse fir deen Zweck ugeschaaft ginn a wéi deier wäert dee ganzen Opwand da kaschten?
4) Ass den Dateschutz mat deem neie Reespass fir all Bierger garantéiert? Kann dee Schutz och bei Reesen an aner Länner garantéiert ginn?

Réponse (4.5.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

En réponse à la question de l'honorable Député relative à l'introduction d'un nouveau passeport, je peux vous fournir les informations suivantes sur l'évolution de ce dossier.

En date du 13 décembre 2004, le Conseil de l'Union européenne a adopté le règlement N°2252/2004 établissant des normes pour les éléments de sécurité et biométriques dans les passeports et documents de voyage délivrés par les États membres.

Dans une première étape, les États membres doivent prévoir le stockage de la photo faciale sur un support électronique pour le 28 août 2006 au plus tard. Dans la nouvelle série de passeports que le Luxembourg émet depuis le 15 septembre 2004, la photo digitalisée du titulaire est imprimée dans le passeport et stockée dans une base de données. À partir de là, l'enregistrement de la photo sur un support électronique ne requérra que l'installation de l'équipement nécessaire au Bureau des Passeports, flanquée de l'application informatique adéquate. Aucun changement ne sera à apporter à la procédure de demande et de délivrance des passeports. À ce moment, les négociations avec notre producteur sont en cours.

La seconde étape concerne l'intégration des empruntes digitales dans les passeports et documents de voyage. Vu que certaines spécifications techniques doivent encore être définies par la Commission, la date d'entrée en vigueur pour ces derniers identifiants biométriques reste en suspens (par estimation en 2008). L'introduction des empreintes digitales nécessitera un équipement spécial ainsi qu'une formation adéquate des agents qui procéderont à la prise des empreintes.

Le Ministère en collaboration avec d'autres services est en train d'étudier les modalités de la mise en place d'un tel système. Suite à une demande de l'Union européenne de proroger de dix mois le délai au-delà de la date-butoir du 26 octobre 2005, fixée par le Congrès américain, et étant donné que la majorité des pays européens ne sera pas prête à cette date au niveau technique pour délivrer un passeport avec une image faciale stockée sur une puce, la Chambre des Représentants a estimé qu'une prorogation de ce délai était «peu probable». Il faudra donc attendre une décision définitive à cet égard.

Nonobstant la situation très sensible qui existe actuellement entre l'Union européenne et les États-Unis, il faut admettre que le volet technique en rapport avec l'intégration de données biométriques dans les passeports s'avère beaucoup plus compliqué qu'initialement prévu.

Ignorant actuellement le coût de production d'un passeport biométrique, il est prématuré de se prononcer sur le montant à payer pour l'obtention d'un tel document. De toute façon, l'arrêté grand-ducal en vigueur sur les «passeports à l'étranger», daté du 31 mai 1934, devra être remplacé par une loi adaptée à la nouvelle situation. Il devra le cas échéant être tenu compte des coûts engendrés par l'introduction d'éléments biométriques dans les passeports.

En ce qui concerne la sécurité et la confidentialité des données stockées sur la puce du passeport, celles-ci devront être garanties. À cet effet, un organe spécialisé, appelé communément «certification authority», devra être créé avec la mission d'établir et de gérer la diffusion des clés d'accès (PKI). Un certain nombre de questions d'ordre technique devront être résolues préalablement.

Question 0300 (15.2.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant la **connaissance de base de la langue luxembourgeoise (naturalisation):**

D'Gesetz vum 22. Februar 1968 "sur la nationalité luxembourgeoise" gesäit a sengem Artikel 7-4° vir, datt "la naturalisation sera refusée à l'étranger lorsqu'il ne justifie pas d'une intégration suffisante, et, lorsqu'il n'a pas au moins une connaissance de base de la langue luxembourgeoise, appuyée par des certificats ou documents officiels".

An der Praxis ass awer elo e groussen Duercherneen, well aus dësem Gesetzestext net erauszeliesen ass, wat genee ënner enger "connaissance de base de la langue luxembourgeoise" an de "certificats ou documents officiels" ze verstoen ass. D'Resultat dovunner ass, datt an all Gemeng déi am Artikel 7-4° virgeschriwwe Konditioun op eng aner Manéier interpretéiert gëtt, wat zu enger grousser Rechtsonsécherheet féiert a mat Sécherheet och net esou vum Législateur gewollt war. De Prinzip muss awer sinn, datt déi sensibel Problematik an all Gemeng op déiselwescht Manéier behandelt gëtt.

An dësem Zesummenhang hunn ech dofir folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat ass genee ënnert enger "connaissance de base de la langue luxembourgeoise" ze verstoen a wou ass dat genee definéiert?
2) Wat huet ee genee ënnert der Bezeechnung "certificats ou documents officiels" ze verstoen a wou ass dat genee definéiert?
3) Wier et net op Grond vun den Onsécherheeten, wat genee ënnert deenen uewen opgefouerte Begréffer ze verstoen ass, ubruecht de Gesetzestext ze preziséieren oder wéinegstens de Gemenge kloer Uweisunge vu Säite vun der Regierung zoukommen ze loossen?
4) Misst dës sensibel Problematik net am Intérêt vun der Saach landeswäit duerch de Stat ofgestëmmt a koordinéiert ginn?

Réponse (6.5.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

La formulation "connaissance de base de la langue luxembourgeoise" a été retenue dans le cadre d'un amendement adopté par la Commission juridique de la Chambre des Députés. C'est donc avant toute chose à la Chambre des Députés de s'exprimer sur l'interprétation des textes élaborés par elle.

Les documents parlementaires relatifs au projet de loi 4743 aboutissant à la loi du 24 juillet 2001 portant modification de la loi du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise précisent que les certificats ou documents officiels attestant les connaissances linguistiques en luxembourgeois dans le cadre d'une demande de naturalisation pourront être des pièces attestant que l'impétrant a suivi des cours de luxembourgeois, mais aussi une déclaration écrite de son employeur. Les termes de connaissance de base de la langue luxembourgeoise visent une certaine pratique de la langue luxembourgeoise par des notions de base dans le cas où au départ aucune connaissance de cette langue n'est donnée, en tenant compte des connaissances et capacités générales de chaque demandeur.

D'un point de vue procédural, le conseil communal de la dernière résidence de l'étranger est au préalable entendu dans son avis motivé. Le conseil communal se prononce en séance secrète sur base du dossier du requérant qui contient entre autre un questionnaire-type rempli au commissariat de police compétent lors d'un entretien avec le demandeur, et qui se prononce sur les connaissances linguistiques du requérant, ainsi qu'un certificat signé par l'officier de l'état civil de la commune de résidence attestant le degré de connaissance active et passive de la langue luxembourgeoise.

L'appréciation des conditions de naturalisation, et des connaissances linguistiques en particulier relèvent toutefois en dernière analyse d'une appréciation en opportunité de la Chambre des Députés, conformément à l'article 10 de la Constitution.

Dans ces circonstances et au vu notamment du pouvoir d'appréciation souveraine garanti de par la Constitution au pouvoir législatif en la matière, il ne paraît pas indiqué de faire préciser par un acte émanant du Gouvernement les dispositions légales en question.

Question 0304 (17.2.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **simplification de l'octroi de visas (décret «Volmer»):**

Le décret «VOLMER» de mars 2000, du nom de l'ancien Ministre d'État allemand aux Affaires étrangères, Ludger Volmer, dont l'objectif a été de simplifier l'octroi de visas dans certains pays et régions, dont l'Ukraine, a été rapidement mis à profit par des bandes de passeurs qui ont ainsi détourné, avec semble-t-il la complaisance de certains agents consulaires allemands, de nombreux visas entre 2000 et 2003. Ces visas auraient été utilisés entre autres à des fins de trafic humains et de prostitution forcée. Dans ce contexte il semblerait que de nombreux ressortissants des pays de l'Est, et notamment de l'Ukraine, ont pu entrer sur le territoire de l'Union européenne, dont le Luxembourg, grâce à ces visas.

Dans ce contexte j'aurais souhaité que Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration confirme cet état des choses.

Réponse (28.4.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Il est quasiment impossible de vérifier les implications de la politique allemande en matière de visas au Luxembourg. Ceci vaut particulièrement pour les personnes en séjour irrégulier, pour lesquelles il n'existe pas de chiffres officiels.

Concernant les demandeurs d'asile, le tableau ci-dessous démontre néanmoins une forte augmentation du nombre de demandeurs d'asile originaires de Biélorussie, de Russie et d'Ukraine depuis l'année 2001.

	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004
Biélorussie		3	6	3	8	55	40
Russie	9	29	24	66	68	60	66
Ukraine	2	6	9	18	19	30	12

Il est possible qu'un certain nombre de ces demandeurs d'asile ait pu se rendre au Luxembourg moyennant un visa allemand. Toutefois, étant donné que la majorité de ces demandeurs d'asile n'étaient pas en possession d'un document de voyage, il n'est pas possible d'établir un lien de causalité direct entre cette augmentation des demandeurs d'asile et la politique allemande en matière de visas.

Question 0306 (17.2.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant l'**étude relative à l'impact du canotage sur l'écosystème du cours d'eau frontalier «Sûre»:**

A senger Äntwert op eng parlamentaresch Fro vum 13. Juli 2004 huet den Här Minister matgedeelt, datt um Ufank vum Hierscht 2004 eng, vum Bundesland Rheinland-Pfalz beoptraagten, Etüd iwwert den Impakt vum "canotage sur l'écosystème du cours d'eau frontalier" vun der Sauer virgestallt gëtt. Dës Etüd soll et erméiglechen eng gemeinsam Regelung, wat de Canotage op der Sauer betrëfft, tëschent Däitschland a Lëtzebuerg auszeschaffen. Den Ament ass de Canotage op lëtzebuergescher Säit am Summer verbueden an op däitscher Säit erlaabt.

An deem Kontext sief dorun erënnert, datt schonns virun zwielef Joer den deemolegen Ëmweltminister a senger Äntwert vum 2. August 1993 op eng parlamentaresch Fro ugekënnegt hat: "C'est pourquoi, au terme de multiples contacts et échanges de vues avec la "Bezirksregierung Trier", compétent en la matière, une réglementation commune est en voie d'élaboration."

Folgend Froen hunn ech an deem Kontext un den Här Minister:

1) Wat ass d'Resultat vun der vum Bundesland Rheinland-Pfalz beoptraagten Etüd iwwert den Impakt vum "canotage sur l'écosystème du cours d'eau frontalier" vun der Sauer?
2) Wat sinn déi weider gemeinsam Démarchë vu Lëtzebuerg an Däitschland an der Ugeleeënheet?
3) Ass nach virum Summer 2005 mat enger gemeinsamer Regelung vum Canotage op der Sauer ze rechnen?

Réponse (27.4.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Déi dräi Froe vum Här Koepp wëll ech folgendermoosse beäntwerten:

1. Déi zwou vu Rheinland-Pfalz beoptraagten Etüden - déi éischt ass eng "Fischbestandsaufnahme", déi zweet nennt sech "Störungsökologische Beurteilung der Vögel und Libellen der Sauer" - kommen zu der Schlussfolgerung, datt während verschidde Méint de Canotage op der Sauer ganz verbuede soll ginn (Mäerz bis Mee), während aneren (de Summerméint) soll e staark ageschränkt ginn.

   Sou soll zum Beispill festgeluecht ginn, wéi vill Booter pro Dag d'Sauer eroffueren däerfen ("Kontingentierung der Boote").

2. Mir wäerte versiche mat den zoustännegen Instanzen aus Rheinland-Pfalz eng "gleichlautende Verordnung" auszeschaffen, dat heescht an eng Richtung ze goen, datt d'Rechtslag op deenen zwou Säiten identesch ass.
3. Neen.

Question 0317 (25.2.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant l'**approbation d'une loi antiséparation par l'Assemblée populaire nationale de Chine:**

Le 5 mars 2005 la Chine a l'intention de faire approuver par le Congrès national du peuple une loi antiséparation. Le contenu exact de cette loi reste jusqu'à ce jour inconnu aux autres pays de la communauté mondiale. Notamment le Gouvernement du Taiwan craint qu'avec cette loi le Gouvernement chinois se fait donner l'autorisation de réunifier la Chine avec le Taiwan à l'aide d'une intervention militaire.

Il est à craindre que non seulement cette loi mène à une augmentation des tensions entre la Chine et le Taiwan et constituerait ainsi une menace sérieuse pour la paix et la sécurité dans cette région, mais qu'en plus pour les autres pays les relations commerciales avec le Taiwan vont devenir beaucoup plus difficiles.

Dans ce contexte j'aimerais, Monsieur le Ministre, vous poser les questions suivantes:

1. Vu l'urgence, est-ce que le Gouvernement n'a pas l'intention d'intervenir auprès des autorités chinoises pour les inviter à s'abstenir de toutes démarches mettant en péril la paix et la sécurité de cette région du monde?
2. Est-ce que le Gouvernement est-il disposé à prendre des contacts diplomatiques, même inofficiels, avec le Taiwan?

Réponse (14.3.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

Je vous remercie de vos questions relatives au projet de loi antisécession dont est actuellement saisi le Congrès national du peuple en Chine et aux contacts avec Taiwan.

Tant le Luxembourg que l'Union européenne ont déjà communiqué à de multiples reprises aux autorités chinoises l'importance qu'ils attachent à la nécessité d'éviter toutes démarches mettant en péril la paix et la sécurité dans cette région du monde.

Ainsi, dans sa déclaration du 3 février 2005 à l'occasion de l'établissement de vols charters directs entre la Chine continentale et Taiwan pour le nouvel an lunaire, l'Union européenne a rappelé que la paix et la stabilité dans le détroit de Taiwan sont de la plus grande importance pour la région entière et au-delà.

La déclaration précise encore que, dans le cadre de sa politique d'une Chine unique, l'Union européenne continue à considérer que la question de Taiwan devrait être résolue de manière pacifique par des négociations entre les deux parties. L'Union européenne a en outre appelé celles-ci à éviter des mesures unilatérales qui pourraient aviver les tensions.

Quant aux contacts avec Taiwan, il convient de souligner que l'UE est comme tous ses États membres attachée au principe d'une seule Chine selon lequel Taiwan fait partie de la République populaire de Chine. Comme plus de 160 autres États dans le monde, le Luxembourg entretient donc des relations diplomatiques avec la Chine et non avec Taiwan. Des relations commerciales ou culturelles sont possibles et celles-ci existent tant entre l'UE et Taiwan qu'entre le Luxembourg et Taiwan.

Question 0318 (25.2.2005) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **cartes d'identité blanches:**

Dans son rapport 2004, tout comme l'année précédente, l'Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand met en exergue la problématique des cartes d'identité blanches délivrées aux parents des enfants de moins de 15 ans et dont la base légale ferait défaut.

En effet, dans différentes situations, les autorités étrangères auraient refusé de reconnaître la validité de ce document d'identité établi par les communes luxembourgeoises parce qu'il ne figure pas sur le relevé des documents d'identité reconnus au niveau européen. Un problème se pose dès lors à chaque fois que des enfants ou adolescents voyagent sans être accompagnés par leurs parents (en colonies de vacances, en voyage avec de la famille ou des amis), ou même s'ils sont accompagnés par ceux-ci, mais que ceux-ci ne disposent pas de passeport valable dans lequel sont inscrits les enfants.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il conscient du problème soulevé?
- Quelles solutions Monsieur le Ministre envisage-t-il pour solutionner ce problème?
- Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il serait utile de créer un document d'identité national pour enfants, qui soit renouvelable et surtout reconnu dans les autres pays européens?

Réponse (1.4.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. Il est évident que je suis conscient du problème soulevé étant donné que plusieurs honorables Parlementaires ont déjà posé la même question à mes prédécesseurs.
2. Comme mes prédécesseurs l'ont déjà indiqué dans leurs réponses respectives, une solution indigène n'est pas opportune pour le moment au vu des discussions menées au niveau international et européen en matière de documents d'identité.

   L'honorable Parlementaire n'est pas sans ignorer qu'une solution communautaire en matière de documents d'identité est en train d'être recherchée, de sorte que le Grand-Duché devra se conformer aux prescriptions harmonisées au sein de l'Union.

   Je me dois néanmoins de signaler d'ores et déjà que mon département n'est pas impliqué ni associé dans les discussions au sujet des documents d'identité à quelque niveau que ce soit. Ce sont au contraire les départements de la justice et des affaires étrangères qui participent activement aux réunions à ce sujet.
3. En ce qui concerne les documents d'identité pour enfants je tiens à rappeler qu'il y a toujours moyen de faire établir un passeport pour lesdits enfants, passeport qui a une durée de validité plus réduite que celui établi pour les adultes, respectivement de faire inscrire les enfants dans le passeport des parents.

   L'honorable Député conviendra avec moi qu'en matière de documents d'identité en général et plus particulièrement en matière de documents d'identité pour enfants il y a lieu de faire preuve de toute la prudence nécessaire et de ne s'engager dans une nouvelle voie qu'une fois des solutions harmonisées et complètement sécurisées trouvées.

Question 0319 (28.2.2005) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant le **bâtiment «Jenker» du Lycée technique Mathias Adam à Differdange:**

Lors de l'heure des questions de la session parlementaire du 16 novembre 2004, les mesures de sécurité du bâtiment scolaire Jenker du Lycée technique Mathias Adam à Differdange ont été discutées. Dans ce contexte Monsieur le Ministre s'est prononcé comme suit: "Mä ech géing proposéieren, datt mer hei dee schnellste Wee huelen. Well ech si mer och bewosst, datt dat hei e prioritäert Gebai ass an datt dee Projet och scho vun der leschter Regierung fäerdeg gemaach ginn ass a prett ass fir an d'Aarbechten ze goen." Or, jusqu'à ce jour le dossier en question n'a apparemment pas évolué. Les élèves et professeurs de l'annexe Jenker fréquentent toujours un établissement dont les conditions d'hygiène et de salubrité sont quasiment inhumaines et dont la sécurité publique n'est plus garantie.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état actuel de l'avant-projet de loi concernant la transformation et l'extension du Lycée technique Mathias Adam, annexe Jenker à Differdange? Dans quel délai est-ce que Monsieur le Ministre envisage-t-il le dépôt du projet de loi en question?
- Dans quels délais les rénovations urgentes au bâtiment existant seront-elles réalisées pour garantir une vie scolaire convenable?

Réponse (20.4.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Le projet de loi relatif à la transformation et l'extension du Lycée technique Mathias Adam - annexe Jenker à Differdange a été approuvé par le Conseil de Gouvernement dans sa séance du 4 mars 2005. Par arrêté du 25 mars 2005 le Grand-Duc a autorisé le dépôt du projet de loi à la Chambre des Députés.

Pour ce qui est des rénovations urgentes dans l'intérêt de la sécurité du bâtiment diverses mesures ont déjà été exécutées, à savoir:

- mise en conformité des extincteurs,
- mise en conformité des luminaires dans les salles de classe et ateliers,
- élaboration de plans d'évacuation,
- renforcement de la menuiserie extérieure,
- mise en conformité de l'installation de chauffage avec l'installation d'une détection gaz,
- remplacement des luminaires dans les couloirs et cages d'escaliers.

Préalablement à la rentrée 2005/2006 d'autres travaux seront réalisés:

- ajout de ferme - portes et serrures antipanique sur les portes des chemins d'évacuation,
- installation d'un éclairage de secours provisoire,
- révision de l'intégralité des tableaux électriques avec ajout de disjoncteurs différentiels.

Question 0320 (28.2.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **fonctionnement des stations biologiques:**

Au Luxembourg, la conservation de la nature et la protection des ressources naturelles sont régies à la fois par des textes nationaux et internationaux.

La loi du 5 juillet 1989 modifiant et complétant la loi modifiée du 4 juillet 1973 portant réorganisation de l'Administration des Eaux et Forêts définit les missions du Service et des Arrondissements de la Conservation de la Nature. Le Service de la Conservation de la Nature a des compétences couvrant le Territoire national, les arrondissements ont des compétences régionales (nord, centre, sud). Les missions du Service de la Conservation de la Nature et des Arrondissements de la Conservation de la Nature sont entre autres:

- la protection de la nature et des ressources ainsi que des milieux naturels,
- la conservation des paysages et la coordination des actions tendant à la restauration des paysages dégradés,
- la création et la gestion de zones protégées,
- la restauration de sites naturels dégradés ou détruits,
- l'étude et l'inventaire de la flore et de la faune,
- l'information du public en matière de conservation de la nature.

La gestion des forêts appartenant à l'État, aux communes et aux établissements publics est assurée par l'Administration des Eaux et Forêts. Cette dernière fonctionne au travers d'une structure décentralisée en services extérieurs, comprenant, en ce qui concerne la forêt, six cantonnements gérés chacun par un ingénieur des Eaux et Forêts. Ces services extérieurs sont compétents pour la gestion des forêts publiques ainsi que pour le conseil et l'entretien contre rémunération des forêts privées sur demande du propriétaire. Ils assument en outre les attributions conférées par les lois et règlements en matière de police des forêts, de la conservation de la nature, de la chasse et de la pêche.

À côté de ces services, il fut instauré des stations biologiques financées par les communes et le Ministère de l'Environnement. En 2003, le Ministère a conclu quatre conventions avec quatre stations biologiques à savoir le SICONA Ouest, le Naturpark Uewersauer, le SIVOUR et le SIAS qui tous ont installé une station biologique sur leur territoire.

La mission de ces stations est de réaliser des prestations dans le domaine de la protection de l'environnement et de la conservation de la nature pour le compte des communes membres du syndicat, du syndicat lui-même, du Ministère de l'Environnement ainsi que pour le compte de tiers. En voici quelques compétences de leur vaste champ d'activités:

- de conseiller les syndicats de communes ayant pour attribution la conservation de la nature ainsi que les communes non syndiquées, lors de l'exécution de leurs projets de protection de la nature en vue de la réalisation d'un réseau écologique tel que défini au Plan national pour un Développement durable,
- de contribuer à la collecte des données scientifiques sur la faune et la flore,
- de contribuer à la réalisation de programmes de recherche dans le domaine de la conservation des espèces et habitats menacés et protégés,
- de contribuer à l'élaboration de plans de gestion pour des réserves naturelles ou des zones du réseau Natura 2000,
- de sensibiliser le public pour la sauvegarde de la biodiversité biologique, de la pureté de l'air et des eaux ainsi que de la qualité des sols.

Même si les stations biologiques fonctionnent à la satisfaction des responsables, il n'existe selon mes informations aucune structure de coordination au niveau national des activités des différentes stations biologiques.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Le Ministre n'envisage-t-il pas de mettre en place une structure coordinatrice en vue d'accroître davantage le fonctionnement des stations biologiques à l'instar de l'organisation des cantonnements forestiers ou arrondissements de la Conservation de la Nature? La coordination des activités au niveau national incomberait à une cellule de coordination placée sous l'autorité du Ministre de l'Environnement afin de garantir une exécution uniforme de la politique gouvernementale en matière de protection et de conservation de la nature dans tout le pays.

Réponse (1.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Le projet de loi concernant la promotion du partenariat entre les syndicats de communes et l'État ainsi que le renforcement de la démarche scientifique en matière de protection de la nature, approuvé par le Gouvernement en Conseil en date du 7 mai 2004, prévoit la création d'un comité de coordination qui serait placé sous l'autorité du Ministre de l'Environnement et qui aurait pour mission d'assurer la cohérence et la coordination entre les programmes et activités à réaliser par les syndicats dans le cadre des conventions conclues avec le Ministère de l'Environnement.

Le comité serait composé comme suit:

- deux représentants du Ministère de l'Environnement dont le président du comité;
- deux représentants de l'Administration des Eaux et Forêts, dont le secrétaire;
- un représentant du Musée national d'Histoire naturelle;
- un représentant par syndicat signataire d'une convention.

Les représentants seraient nommés par le Ministre pour un terme de trois ans.

Question 0321 (28.2.2005) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant les **travaux de construction de l'Unité spéciale de sécurité à Dreiborn:**

Dans son rapport 2004 l'«Ombuds-Comité fir d'Rechter vum Kand» signale que la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État n'est pas encore en voie d'exécution et que les travaux de construction de l'«Unité spéciale de sécurité» prévue sur le site de Dreiborn n'ont pas encore été entamés.

Rappelons que le choix même du site était contesté en raison d'une concentration accrue de jeunes à problèmes sur un même site. Or, il a été soulevé que l'exécution du projet risquait d'être retardée s'il fallait se remettre à la recherche d'un nouveau site.

En attendant, des jeunes continuent à vivre dans l'enceinte même du Centre pénitentiaire de Schrassig, ce qui a été dénoncé par la Commission des Droits de l'Homme et le Conseil de l'Europe.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Pour quelles raisons les travaux de construction de l'unité spéciale de sécurité à Dreiborn n'ont-ils toujours pas été entamés?
- Dans quel délai Monsieur le Ministre espère-t-il résoudre ces problèmes?
- Ce délai est-il raisonnable si l'on considère que l'exécution rapide du projet constituait un argument important pour justifier le choix du site?
- Ne faudrait-il pas prévoir une solution de rechange pour le cas où ces problèmes s'avéreraient insurmontables?

Réponse (29.4.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En réponse à la question parlementaire N°321 du 28 février 2005 de Monsieur le Député Marc Angel, je vous transmets les informations suivantes:

1. Les travaux de construction de l'unité de sécurité n'ont pu être entamés alors que l'Administration communale de Wormeldange n'a pas délivré l'autorisation de construire.
2. Le début des travaux est envisagé dans les délais les plus courts, suivant les procédures administratives.
3. Le Gouvernement souhaite bien évidemment que le délai soit le plus bref possible.
4. Conformément aux arguments développés dans l'exposé des motifs de la loi du 16 juin 2004 portant réorganisation du centre socio-éducatif de l'État, le Gouvernement considère que le site du CSEE Dreiborn correspond parfaitement aux missions de l'unité de sécurité.

Question 0322 (28.2.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant l'**introduction d'un dossier médical digital:**

Depuis bientôt une dizaine d'années l'introduction d'un dossier médical digital qui devrait contenir toutes les données concernant l'évolution de l'état de santé du patient fait régulièrement l'objet de discussions.

Or, le 18 février 2005 le Conseil de Gouvernement a adopté un règlement grand-ducal définissant entre autres une nouvelle position dans la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, à savoir l'ouverture et la gestion par le médecin généraliste d'un dossier médical au nom du patient.

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0249 *(cf. compte rendu N°7/2004-2005)*, Monsieur le Ministre annonce qu'il compte "entamer une réflexion plus fondamentale sur le dossier médical en milieu hospitalier et extrahospitalier et sur les atouts et désavantages d'une éventuelle généralisation du dossier médical unique informatisé".

Il va sans dire qu'un tel dossier médical unique informatisé permettrait de disposer rapidement de données nécessaires et d'optimiser le traitement d'un patient - sans parler des doubles emplois et des dépenses qui pourraient être évités.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel est l'état actuel des discussions et réflexions concernant l'introduction d'un dossier médical digital?
- Quelles données prévoit-on de recueillir et d'enregistrer dans ce dossier médical?
- Quels seraient les moyens et modalités techniques possibles pour l'ouverture, la mise à jour, le stockage et l'accessibilité des dossiers médicaux?
- Qui aurait accès aux données stockées et dans quelles circonstances?
- Comment entend-on résoudre les problèmes concernant la protection et le traitement des données à caractère personnel?
- Quelle est la position des différents acteurs du monde médical et de représentants des patients concernant l'introduction d'un tel dossier médical unique informatisé?
- Dans quel délai peut-on envisager l'introduction du dossier médical unique informatisé? Sera-t-il généralisé et obligatoire?

Réponse (4.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le dossier médical informatisé ou électronique qui vise les échanges de données pour un patient par support informatique (transfert d'images - radiologie, endoscopies, etc. -, transmission de résultats d'examens biologiques...) est certainement l'outil plus efficace de la coordination des soins et d'une meilleure information aussi bien du prestataire de soins que du patient.

C'est pour cette raison que l'action concertée d'octobre 2004 a retenu qu'un système électronique intégré de données du patient devra à moyen terme être développé pour améliorer la coordination et la qualité ainsi que l'efficience de la prise en charge du patient.

Ce dossier médical devra toutefois satisfaire à toutes les obligations découlant de la loi sur la protection des données et son accès devra être soumis au contrôle du patient.

Comme la mise en place d'un système cohérent et généralisé de l'information médicale comporte un investissement financier important, j'ai demandé à un groupe de travail composé d'experts gouvernementaux en matière de santé, de sécurité sociale et de gestion électronique de procéder à une pré étude des systèmes d'informatisation des données médicales déjà existants de par l'Europe.

D'ici octobre 2005, les résultats de cette étude pourront être présentés au comité quadripartite. Ce n'est qu'ensuite qu'une réflexion plus fondamentale sur le dossier médical unique informatisé pourra se faire en concertation avec tous les acteurs concernés.

Au vu de ce qui précède, l'honorable Députée comprendra certainement que je ne suis pas en mesure aujourd'hui de répondre d'avantage aux questions posées. Toutefois, je ne manquerai pas d'y revenir en temps utile.

En ce qui concerne la nouvelle position dans la nomenclature des actes et services des médecins pris en charge par l'assurance maladie, il s'agit de l'ouverture et de la gestion du dossier médical du médecin généraliste (DMG), dont la mise en place est prévue dès que la Commission nationale pour la protection des données aura donné son approbation. Il est à noter que ce dossier ne pourra pas encore recourir à un échange des données médicales par voie électronique, mais que cet échange se fera sur base de documents papier.

Néanmoins, le DMG constitue une première étape dans l'établissement du dossier médical unique informatisé du patient.

Question 0323 (1.3.2005) de **M. Fred Sunnen** *(CSV)* concernant l'**extension du Lycée technique de Bonnevoie (LTB):**

Le Lycée technique de Bonnevoie (LTB) a été inauguré en 1989 et a été conçu pour mille élèves. Depuis lors, le nombre d'élèves a constamment augmenté pour atteindre les 1.600 élèves en 2005. Par la loi du 3 juin 1994 portant création du régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, le régime préparatoire, donc les anciennes classes complémentaires organisées par les communes, a été intégré dans le LTB. Les classes en question restaient initialement logées dans des infrastructures louées auprès des autorités communales de la Ville de Luxembourg. Actuellement ces classes sont logées dans des structures provisoires.

La direction, le corps enseignant ainsi que les élèves déplorent le fait que la moitié des salles de classe de l'enseignement général disponibles se situent dans des structures provisoires dont les plus anciennes ont d'ores et déjà atteint une durée de vie de plus de dix ans. Les cours d'éducation physique de la moitié des classes doivent actuellement être assurés dans un hall sportif de la commune de Hesperange, respectivement dans la piscine du campus «Geesseknäppchen», une situation engendrant des frais de location et de transport supplémentaires. Le parc des structures provisoires a été étendu à plusieurs reprises. La deuxième phase d'infrastructures provisoires est fonctionnelle depuis le 1er janvier 2003. La troisième phase d'infrastructures provisoires est occupée depuis la rentrée 2003/2004.

S'y ajoute le fait que les ateliers de l'alimentation ne correspondent plus aux normes requises HACCP[1]. La plupart des équipements des ateliers dans les structures provisoires, hérités des ateliers de la Ville de Luxembourg, se trouvent dans un état vétuste et ne correspondent plus aux normes de sécurité en vigueur.

Il devient également de plus en plus apparent que des salles d'accueil adéquates, à savoir une salle de séjour, un restaurant et un self-service adéquat, une bibliothèque de travail, des bureaux pour le corps enseignant, une salle d'accueil pour les parents d'élèves sont de toute nécessité pour garantir un encadrement impeccable de la communauté scolaire.

À l'instar de ce qui précède, une extension du LTB constitue une nécessité absolue.

Rappelons à cet égard que le 1er septembre 2000, le Conseil de Gouvernement a donné son feu vert pour la construction d'une annexe du LTB afin de reloger les élèves du régime préparatoire. Le démarrage des travaux de conception de l'agrandissement du lycée semble piétiner et se heurter à des questions de propriété du terrain projeté pour l'extension. Depuis 1994, la direction s'est à maintes reprises adressée au Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pour attirer l'attention sur la situation pour le moins dérangeante afin de faire avancer les choses.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Est-ce que l'État est en possession du terrain projeté pour l'extension du LTB?
- En cas de réponse négative, quelles en sont les raisons?
- Est-ce que les travaux de conception de l'extension du LTB ont toutefois pu être entamés?
- Quelle est la date approximative du commencement des travaux?
- Pour le cas où les problèmes relatifs à l'acquisition du terrain derrière le lycée actuel seraient insurmontables, une alternative concernant une construction sur un autre terrain appartenant à l'État est-elle prévue?

[1] Les normes HACCP (Hazard Analysis Critical Control Point) s'appliquent en premier lieu dans l'industrie agroalimentaire afin d'optimiser la salubrité des produits.

Réponse commune (29.4.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Les travaux de conception en sont au stade d'un plan schématique élaboré par l'architecte sur la base d'un programme de construction. Un PAP a été élaboré ensemble avec la Ville de Luxembourg et l'État en vue de définir l'utilisation des surfaces en question.

Il n'en demeure pas moins qu'à l'heure actuelle l'État n'est toujours pas en possession du terrain projeté pour l'extension du Lycée technique de Bonnevoie. Les raisons en sont que les négociations avec le propriétaire desdits terrains n'ont pas encore abouti.

Aucune date approximative de commencement des travaux ne peut donc être avancée.

Une alternative consistant à construire sur un autre terrain conduirait inévitablement à une scission de l'unité que constitue le Lycée technique de Bonnevoie en deux entités distinctes: la maison mère et l'annexe située à une certaine distance. Il faut se rappeler que le Lycée technique de Bonnevoie a longtemps souffert de devoir gérer des classes éparpillées sur différents sites sur le territoire de la Ville de Luxembourg. On comprendra que la construction qui serait à nouveau éloignée du lycée n'est pas envisagée pour le moment.

Question 0324 (1.3.2005) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant la **situation financière de l'association «Amiperas»:**

Il me revient d'après un article publié aujourd'hui dans le "Lëtzebuerger Journal" que le président de l'Amiperas aurait démissionné parce que l'on ne lui aurait pas mis à disposition les moyens nécessaires afin de remédier à la situation financière difficile de l'association. Aussi n'aurait-il pas pu faire procéder à un audit financier de l'Amiperas.

Sachant que l'Amiperas bénéficie d'un soutien financier non négligeable de la part de l'État et plus particulièrement du Ministère de la Famille et de l'Intégration, et considérant les quelque 20.000 membres que compte l'association et le rôle important qu'elle occupe pour accompagner et encadrer les personnes âgées dans leur vie quotidienne, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Est-ce que Madame le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus et plus particulièrement des problèmes financiers?
- Vu que l'Amiperas bénéficie d'un soutien financier non négligeable de la part de l'État, est-ce que Madame le Ministre ne juge pas opportun d'insister à ce qu'il soit procédé à un audit financier de l'Amiperas afin d'assurer l'avenir de cette organisation dans l'intérêt de nos concitoyens âgés?
- Est-ce que Madame le Ministre peut m'informer si toutes les personnes travaillant au sein de l'Amiperas exercent cette activité à titre bénévole?

Question 0348 (10.3.2005) de **M. Niki Bettendorf** *(DP)* concernant la **situation financière de l'association «Amiperas»:**

Le Ministre de la Famille subventionne différentes associations, dont notamment l'Amiperas. C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quel a été le montant alloué en 2004 au profit de l'Amiperas par le Ministère de la Famille?
- Quel est le montant prévu pour 2005?

Par ailleurs, le Ministère de la Famille a conclu avec l'Amiperas une convention pour le service "Vun Dir zu Dir". Ce service permet à l'Amiperas d'organiser un service de taxi pour les personnes âgées. Dans ce contexte j'aimerais savoir de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Quel a été le montant accordé en 2004 par le Ministère de la Famille dans le cadre de la convention prévoyant le service "Vun Dir zu Dir"?
- Quel est le montant prévu pour 2005?

Réponse (23.3.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

1. L'association sans but lucratif Amiperas a.s.b.l. se voit accordée par le Ministère de la Famille et de l'Intégration depuis 2001 un subside annuel de 54.536 EUR. Le même subside est alloué pour l'année 2005. Le montant est accordé à l'a.s.b.l. sur simple demande et le paiement se fait en deux tranches annuelles.

Dans le cadre des subsides ainsi accordés aucun contrôle ne s'effectue à défaut de base juridique qui se retrouve pour toute association sans but lucratif dans ses propres statuts. C'est ainsi la loi du 21 avril 1928 sur les a.s.b.l. qui règle entre autres son objet, son activité, ou encore son fonctionnement et le règlement des comptes.

L'a.s.b.l. Amiperas ayant acquis une personnalité civile à part entière, il appartient au conseil d'administration de gérer les affaires de l'association.

En complément du subside mentionné ci-haut et afin de permettre à l'Amiperas a.s.b.l. de garantir un travail administratif approprié, le Ministère a par ailleurs conclu une convention avec l'a.s.b.l. relative à la prise en charge d'un poste de secrétaire administratif (carrière PA 3). Le montant ainsi attribué à l'association pour l'année 2004 s'élève à 51.893 EUR et pour l'exercice 2005 à 54.577 EUR. Ce montant est calculé suivant la tarification de la Convention collective de travail des ouvriers et employés privés du secteur d'aide et de soins du secteur social.

Une convention conclu entre le Club Senior "Um leschten Steiwer" et le Ministère de la Famille prévoit une participation de l'État à des frais de personnel (soit au total 3,75 postes) pour le montant total de 178.157 EUR pour l'exercice 2005. Dans le cadre du décompte de l'année 2000, l'association est actuellement redevable d'un montant de 40.255 EUR. Ce genre de participation financière de l'État est soumis bien évidemment aux règles normales de contrôles tels que prévus par les législations relatives au budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État ou par la Cour des Comptes.

Le Ministère ne peut évidemment que soutenir, dans la mesure de ses moyens, toute démarche qui favorise la transparence de la gestion des comptes d'une association, afin que soit assuré pour l'avenir l'intérêt de nos concitoyens âgés à travers l'a.s.b.l.

2. À noter que le Ministère de la Famille et de l'Intégration n'a pas conclu de convention avec le service "Vun Dir zu Dir". Il n'y a pas de montants accordés pour 2004 ni prévus pour l'année 2005. C'est le Service National d'Action Sociale (SNAS) qui soutient depuis de longues années ce service en y affectant des bénéficiaires de l'indemnité d'insertion et ce dans le cadre de l'article 10 de la loi du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti modifiée par la loi du 22 juin 2004.

Depuis le mois d'octobre 2003, les affectations de personnel se font suivant des contrats d'insertion avec des échéances de trois mois à trois mois. En 2004 huit personnes ont ainsi bénéficié d'une telle affectation. En 2005 cinq personnes sont actuellement affectées à ce service et disposent d'un contrat d'insertion valable jusqu'au 30 avril 2005.

Question 0325 (2.3.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**évolution des prix sur le marché immobilier:**

La situation délicate sur le marché du logement a été dénoncée à plusieurs reprises au niveau de la Chambre des Députés, notamment dans le cadre d'une interpellation sur la politique du logement et l'évolution des prix des terrains à bâtir le 4 juillet 2001 et dans un débat d'orientation sur la politique du logement le 19 mars 2003.

Une multitude de mesures ont été proposées pour freiner la hausse

des prix des terrains à bâtir et des habitations, pour créer davantage de logements à prix abordables et pour offrir à un plus grand nombre de ménages les moyens nécessaires pour loger dans des conditions acceptables.

Quelques-unes de ces mesures peuvent être retrouvées dans le programme gouvernemental. Ainsi, il est retenu que les pouvoirs publics procèderont à l'acquisition de terrains destinés à la construction; qu'une réserve foncière publique devra être créée et qu'une extension de la garantie de l'État pour les emprunts immobiliers sera envisagée. Par ailleurs, on peut lire: «Le programme d'action national en matière de logement visera principalement une augmentation de l'offre de logements, conduisant à une maîtrise des prix du marché immobilier. L'endiguement des prix constitue le défi le plus important de la politique du logement. Il sera poursuivi avec détermination par le Gouvernement.»

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Quel est l'état actuel des différents projets annoncés?
- Considérant qu'il est urgent de prendre les mesures projetées pour influencer le marché du logement, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les délais dans lesquels le Gouvernement procédera à la réalisation de ces mesures?

Réponse (15.4.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le rapport d'activité du département du logement, accessible depuis le 25 mars 2005 sur le site internet www.logement.lu, fournit des renseignements détaillés sur les effets générés par le programme d'action "Logement" prévoyant toute une palette de mesures mises en œuvre depuis novembre 2001.

En effet, en 2003, le nombre des autorisations de bâtir était en nette progression avec 3.364 logements contre 2.956 en 2002, soit +13,8%.

Quant à l'année 2004, il y a lieu de relever que le nombre de logements autorisés (cumul des neuf premiers mois) a de nouveau progressé de 42,1%, comparé à la même période de l'année 2003. Ainsi, le nombre d'autorisations de bâtir s'est élevé au cours des neuf premiers mois de 2004 à 2.792 unités (1.965 unités pour la même période en 2003).

Quant aux logements achevés, il y a lieu de relever qu'entre 1990 et 2002 un total de 33.609 logements a été achevé sur le territoire du Grand-Duché, correspondant en moyenne à 2.585 unités par année.

Entre 1990 et 1995, cette moyenne a été dépassée avec 2.827 logements achevés (+8,9%). Pour la période 1996 à 2002, on comptait 2.378 logements achevés en moyenne, soit - 9,2% par rapport à la période 1990-2002. En 2002, dernière année connue, un nombre de 2.475 unités de logement a été achevé, ce qui constitue une majoration de 5,7% par rapport à l'année 2001.

Aussi, l'Observatoire de l'Habitat a-t-il constaté que tant les loyers que les prix de vente des logements se sont quelque peu stabilisés, ceci a un très, sinon trop, haut niveau. C'est pourquoi les promoteurs publics s'efforcent de développer leurs activités. À l'heure actuelle, le seul Fonds pour le développement du logement et de l'habitat est actif sur 15 chantiers avec 355 logements alors qu'il est en train de préparer le démarrage de douze nouveaux chantiers avec 333 unités de logement. 30 projets avec 863 unités font l'objet d'études. En plus, le Fonds réalise à l'heure actuelle quatre réserves foncières accusant une surface de 73,5 ha.

Concernant le plan sectoriel "Logement", il y a lieu de noter qu'un groupe de travail chargé de son élaboration vient d'être mis en place. Il est principalement composé de représentants du Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et du département du logement. Un projet de règlement grand-ducal et un arrêté ministériel concernant l'élaboration du projet de plan directeur sectoriel "Logement" viennent d'être préparés. Le projet de règlement sera prochainement soumis au Conseil de Gouvernement pour approbation.

L'article 3 de la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 a prévu la prorogation des mesures fiscales temporaires en faveur du logement, instituées par la loi du 30 juillet 2002, jusqu'au 31 décembre 2007.

La loi du 8 novembre 2002 a prévu l'introduction d'une épargne-logement généralisée.

L'objectif est d'encourager les gens à épargner davantage afin qu'ils puissent accéder un jour à l'acquisition d'un logement. Le règlement grand-ducal fixant les mesures d'exécution de l'aide d'épargne-logement généralisée est entré en vigueur en 2004 et les premiers 430 bénéficiaires de cette mesure viennent de toucher l'aide au cours des dernières semaines.

Le projet de règlement grand-ducal relatif au carnet de l'habitat a été substantiellement amendé et complété au cours des derniers mois. Il sera soumis de nouveau au Conseil de Gouvernement au cours du mois d'avril pour approbation.

Un avant-projet de loi sur le bail à usage d'habitation principale a été soumis au Conseil de Gouvernement en juillet 2003 et en septembre 2003. Il a été approuvé et transmis début octobre 2003 au Conseil d'État et aux Chambres professionnelles pour avis.

Au cours du deuxième semestre de l'an 2004, il y a eu plusieurs réunions de la commission compétente de la Chambre des Députés, au cours desquelles le projet de loi a été examiné en détail.

Suite à la réception (prochaine) des avis du Conseil d'État et des instances juridictionnelles, les amendements nécessaires seront finalisés (plusieurs articles dudit projet de loi seront amendés conformément au programme de coalition du nouveau Gouvernement issu des élections législatives de juin 2004) afin que le projet de loi puisse être voté dans les meilleurs délais possibles vu l'importance d'une adaptation rapide de la législation sur le bail à loyer.

Question 0326 (2.3.2005) de **Mme Marie-Josée Frank** *(CSV)* concernant la **loi portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé et instaurant le système de budgétisation prévisionnelle et flexible des hôpitaux:**

La loi du 27 juillet 1992 portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé instaure, dans ses articles 60 et 74 à 79, le système de budgétisation prévisionnelle et flexible des hôpitaux. Les objectifs de cette réforme étaient:

- la connaissance des besoins en soins requis et donc l'identification du besoin en activités soignantes;
- le financement des ressources soignantes en fonction des besoins des clients et des soins requis;
- l'instauration d'une équité de couverture des soins requis quel que soit l'hôpital et le type de client;
- le développement de l'offre de soins pour améliorer la qualité des prises en charge.

Les modalités de prise en charge sont réglées par une convention-cadre négociée entre l'Union des Caisses de Maladie (UCM) et l'Entente des Hôpitaux (EHL). L'article 29 de cette convention expose les principes généraux en matière de normes de personnel:

«Les frais de personnel à charge de l'UCM sont négociés sur la base de normes en personnel établies selon une méthodologie uniforme pour tous les hôpitaux. (…)

Les normes de personnel en matière de personnel de soins sont établies en s'orientant sur la méthode PRN (…).»

Le Projet de Recherche en Nursing (PRN) est un système issu d'une recherche initiée en 1969 à l'Hôpital Sainte-Justine de Montréal (Canada) par Monique Chagnon et développée par l'Équipe de Recherche Opérationnelle en Santé (E.R.O.S.). Le but du PRN est la mesure de la charge en soins requis pour un patient sur 24 heures et dès lors la détermination de l'effectif en personnel nécessaire par unité de soins pour chacune des trois périodes de travail du lendemain. Cette méthode se base essentiellement sur les informations planifiées à partir de la démarche de soins et suppose donc l'existence et la bonne tenue de plans de soins infirmiers. À l'origine, c'était donc un système d'étude de charge de travail. Le premier audit PRN au Grand-Duché a eu lieu dans la période du 15 janvier 1994 au 15 mars 1994 durant sept jours consécutifs dans les différents établissements hospitaliers.

Les dotations des unités d'hospitalisation en soins normaux dépendent des résultats d'audits PRN. Afin d'éviter des fluctuations annuelles trop importantes de la charge en soins requis, la dotation est calculée comme moyenne mobile sur trois ans. Une Commission des Normes se composant paritairement de représentants de l'EHL et de l'UCM détermine annuellement le seuil des dotations qui sera financé et qui varie actuellement, selon mes informations, entre 82% et 110% des résultats PRN.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1. Quelles étaient les variations de postes dans les établissements hospitaliers suite à l'audit PRN depuis son introduction?
2. Pourquoi des dotations inférieures aux résultats PRN sont allouées aux hôpitaux alors que les résultats PRN sont obtenus à partir de données collectionnées sur le terrain?
3. De nouveaux objectifs des mesures de charges en soins sont établis annuellement. Quels sont les objectifs 2005 pour l'audit PRN des unités d'hospitalisation en soins normaux et soins intensifs?

En 2001, il a été créé un Service d'Analyse des Systèmes et Services de Santé (SASSS) auprès du Centre de Recherche Public - Santé (CRP-Santé). L'objectif de cette convention est de réaliser des études dans le respect de la neutralité scientifique et de donner des avis sur les services de santé au Luxembourg. À cet effet, les activités du SASSS font l'objet d'un cahier des charges annuel défini avec l'UCM.

4. Quels moyens budgétaires sont mobilisés annuellement par les services de vos ministères et par l'UCM en faveur du SASSS?

Q 83

Les hôpitaux sont obligés de nommer des coordinateurs PRN afin d'assurer un calcul des charges en soins selon des objectifs fixés par le SASSS.

5. Combien de coordinateurs PRN existe-t-il au Grand-Duché et comment sont-ils répartis sur les différents établissements hospitaliers?
6. À qui incombe la rémunération de ces coordinateurs?
7. Est-ce que le Ministre ne juge pas plus avantageux et moins coûteux de créer une cellule nationale composée de quelques coordinateurs au lieu de doter chaque hôpital d'un ou plusieurs coordinateurs PRN?

Malgré le bien-fondé de l'idée de départ du PRN - qui était celle d'améliorer les soins accordés aux patients - la mise en pratique du PRN est très complexe, car le temps passé par les services de soins à élaborer des dossiers élaborés se perd aux dépens des soins effectifs. Il y a des équipes multidisciplinaires qui craignent en effet que le contact avec les patients ne soit en train de se perdre. Le système risque d'avoir des conséquences aussi perverses que paradoxales: le personnel doit prouver en permanence qu'il travaille, ce qui l'oblige en dernière analyse à travailler beaucoup moins avec le patient, ce qui se révélera à terme négatif pour la qualité des soins. Ainsi, on peut lire dans le rapport annuel 2004 du Centre Thérapeutique d'Useldange (CTU):

«Si je ne me fais pas trop de soucis sur l'avenir du CTU, je dois pourtant m'inquiéter sur la surcharge de travail administratif auquel notre personnel est confronté de plus en plus. En effet, même si je suis d'avis que notre travail devra être bien documenté au niveau du PRN, je suis pourtant convaincu que les exigences administratives trop poussées éloignent notre personnel de sa mission primaire consistant à soigner les patients.»

8. Est-ce que Monsieur le Ministre partage ce point de vue?
9. Dans l'affirmative, comment entend-il réagir face à ce cri d'alarme?
10. Faut-il continuer à faire des audits pour un coût annuel élevé alors que les variations d'effectifs à espérer sont faibles maintenant?
11. Sachant que le Canada, le pays où l'application du PRN a eu lieu la première fois, a entre-temps abandonné ce dernier, Monsieur le Ministre ne plaide-t-il pas également pour une modification de la méthode de détermination de l'effectif en personnel?

Réponse (18.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

1. Sur base des accords budgétaires entre les différents hôpitaux et l'UCM le nombre de postes plein temps dans les unités d'hospitalisation a augmenté de 1.895 en 1998 à 2.110 en 2003, soit 215 postes. Cette augmentation est essentiellement due à l'entrée du CHNP en 1999 et du Rehazenter en 2003 dans le système de la budgétisation. Pour le secteur aigu, le nombre de postes budgétisés dans les unités d'hospitalisation est pratiquement resté inchangé. Il faut cependant remarquer que suite à l'introduction de la méthode PRN dans les hôpitaux, les équipes de soins ne se composent plus que de professionnels de santé.

Tous les postes d'ouvriers affectés à des tâches logistiques ont été retirés des équipes de soins. La compétence soignante s'est ainsi vue améliorée.

2. Les taux de satisfaction PRN s'élèvent actuellement à 82% pour les unités de soins normaux. Pour les unités de soins intensifs, les taux peuvent varier entre 90% et 110%. Ces taux ont été retenus par la commission des normes du personnel EHL-UCM. Ils permettent au Luxembourg d'afficher un ratio de 0,73 infirmier par lit aigu dans les statistiques de l'OCDE pour 2001. Le ratio correspondant est de 0,50 en France et de 0,48 en Allemagne.

3. L'objectif des mesures PRN est de calculer les minutes de soins requis par patient moyen et unité de soins sur base d'un échantillon représentatif. Il n'y a pas de nouvel objectif pour 2005.

4. L'UCM a conclu une convention-cadre avec le CRP-Santé en vue de réaliser outre le calcul du PRN des études dans l'intérêt de l'UCM comme par exemple l'évaluation de la qualité, les normes hospitalières, le dossier patient, etc. Le calcul PRN fait partie du programme de travail annuellement retenu entre le CRP-Santé et l'UCM. Les crédits inscrits au budget de l'UCM en faveur du CRP-Santé s'élèvent à 425.000 euros en 2005.

5. Il n'y a pas de coordinateurs PRN, mais des auditeurs PRN dont la mission est de réaliser la mesure des soins requis des patients hospitalisés. Le nombre d'auditeurs PRN s'élève à 18 en 2005. Le nombre de postes plein temps d'auditeurs PRN varie entre 0,25 et 3, selon la taille de l'hôpital.

6. Les frais de personnel relatifs aux auditeurs PRN sont intégrés dans les budgets hospitaliers.

7. Les auditeurs PRN font partie des effectifs de chaque hôpital. Seul l'auditeur PRN affecté à l'hôpital peut effectuer les mesures de soins requis dans les unités de l'hôpital.

Comme on ne peut pas prévoir un nombre inférieur à 18 auditeurs PRN pour l'ensemble des hôpitaux budgétisés, leur rattachement à une structure nationale est difficilement envisageable. Cette solution risquerait par ailleurs de générer un coût organisationnel supérieur à la situation actuelle.

8. Le système PRN exige une documentation rigoureuse des soins prestés. En effet, l'auditeur PRN se réfère au dossier patient, lorsqu'il établit les minutes de soins requis.

Cette documentation systématique des soins est certes une charge de travail, mais elle est en même temps le garant d'une tenue minutieuse du dossier patient, telle qu'exigée par la loi sur les établissements hospitaliers.

9. Le système PRN tient compte de la charge administrative des infirmiers estimée à 20% dans les calculs PRN.

10. Le système PRN est un outil unique pour "monitorer" la variation des charges en soins des patients hospitalisés. Ceci est particulièrement important dans le modèle organisationnel des hôpitaux luxembourgeois, qui, le plus souvent, n'ont pas d'unités réservées à des pathologies précises et où l'amalgame des patients peut changer d'une année à l'autre. D'autres arguments en faveur d'une observation continue des soins requis sont la diminution progressive de la durée de séjour et l'augmentation du nombre de patients en unités de soins intensifs.

11. Pour le moment, l'UCM et l'EHL n'envisagent pas d'introduire un nouvel outil de mesure des soins requis. Une nouvelle version PRN sera probablement introduite en 2006.

Cette version tiendra compte d'un certain nombre d'ajouts au niveau des actes infirmiers.

Enfin, il ne faut pas oublier l'investissement considérable qui a été réalisé ces dernières années au niveau de la formation des infirmiers dans les hôpitaux luxembourgeois par rapport à la méthode PRN.

Question 0327 (2.3.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**homologation de diplômes de pays tiers:**

L'article 2 du règlement grand-ducal du 22 juin 2001 fixant les critères d'homologation des titres et grades en médecine stipule que «nul ne pourra présenter à l'homologation un diplôme final d'enseignement supérieur étranger, s'il n'est pas titulaire d'un diplôme de fin d'études secondaires, d'un diplôme de fin d'études secondaires techniques, d'un diplôme de technicien approprié conformément aux dispositions de l'article 20 de la loi du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue, luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent selon la réglementation luxembourgeoise en vigueur».

L'équivalence au BAC se base sur la convention de Lisbonne sur la reconnaissance des qualifications pour l'enseignement supérieur. Or certains États, dont l'Algérie, n'ont ni signé, ni ratifié cette convention.

Le Gouvernement luxembourgeois préparerait un règlement permettant de reconnaître équivalent sous certaines conditions certains diplômes de pays tiers.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer l'élaboration d'un tel règlement?
- Dans l'affirmative, quand est-ce que ce règlement pourra entrer en vigueur?
- Est-ce que d'autres États membres de l'UE reconnaissent déjà l'équivalence de certains diplômes de pays tiers? Si oui, lesquels? Dans ce cas le Luxembourg n'entrave-t-il pas la libre circulation des personnes au sein de l'UE?

Réponse commune (25.3.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Un avant-projet de règlement grand-ducal portant sur la reconnaissance d'équivalence des baccalauréats étrangers délivrés par des pays qui n'ont ratifié ni la Convention de Paris de 1953, ni celle de Lisbonne de 1997, par rapport aux diplômes luxembourgeois de fin d'études secondaires, respectivement secondaires techniques, vient d'être élaboré conjointement par le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et celui de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

Le Conseil de Gouvernement l'a approuvé dans sa séance du 18 mars 2005. Une entrée en vigueur de ce règlement pourra donc intervenir dans les meilleurs délais.

Actuellement, un certain nombre d'États membres de l'Union européenne reconnaissent effectivement des diplômes de fin d'études post primaires délivrés par des États non membres qui n'ont signé ni la Convention de Paris, ni la Convention de Lisbonne, ceci sur base de traités bilatéraux avec ces États. Il n'est pas possible de dresser la liste exhaustive de ces traités.

Néanmoins à titre d'exemple, la France reconnaît les diplômes dont question décernés par des États d'Afrique du Nord, tandis que la Belgique en fait de même pour certains États africains, dont la République du Congo.

Ces relations privilégiées entre certains États membres de l'Union européenne et des États non signataires des conventions précitées n'engagent pas les autres États membres.

On ne peut en l'occurrence pas parler d'entrave à la libre circulation des personnes au sein de l'Union européenne dans le cas du Luxembourg, alors que les diplômes dont la reconnaissance a posé jusqu'à présent problème sont des diplômes originaires de pays non-membres de l'Union.

Question 0328 (2.3.2005) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **rapport de l'UNICEF relatif à la pauvreté des enfants:**

Selon le dernier rapport de l'UNICEF relatif à la pauvreté des enfants dans les pays riches, il ressort que le Luxembourg compte un pourcentage de 9,1% d'enfants vivant dans une pauvreté «relative»: leurs familles ne disposent que d'un revenu inférieur à 50% du revenu médian national. Force est de constater que ce taux est plus élevé que celui de nos pays voisins, à savoir la Belgique ou la France.

Par ailleurs, le rapport met également en lumière que le Luxembourg a connu une plus forte augmentation du taux de pauvreté des enfants par rapport aux autres pays membres de l'OCDE (4,2%). Il est uniquement suivi par la Pologne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre:

1. Comment s'expliquent ces chiffres et quelles sont les mesures du Gouvernement pour combler ce fossé de pauvreté existant entre les personnes les plus vulnérables de notre société?
2. Est-ce que le Gouvernement a l'intention de poursuivre les recommandations du rapport et d'établir des objectifs pour réduire peu à peu la pauvreté des enfants, notamment afin de ramener le taux de pauvreté des enfants au-dessous d'un seuil de 5%?

Réponse (18.4.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

L'honorable Député Roger Negri pose une question dans le contexte du rapport 2005 de l'UNICEF (Bilan Innocenti N°6) relatif à la pauvreté des enfants dans les pays riches.

Il aimerait d'abord savoir comment s'expliquent certains chiffres relevés dans ce rapport, à savoir que le Luxembourg:

a) compte un pourcentage de 9,1% d'enfants vivant dans une pauvreté relative, taux plus élevé que la Belgique ou la France;

b) a connu au cours de années '90 une plus forte augmentation du taux de pauvreté des enfants par rapport aux autres pays membres de l'OCDE (4,2%), à part la Pologne.

L'analyse de ces chiffres donne lieu aux remarques suivantes:

Ad a) S'il est vrai que le Luxembourg, suivant le tableau 1 du rapport cité, compte un pourcentage de 9,1% d'enfants vivant dans une pauvreté «relative»[1] c'est-à-dire dans des familles au revenu inférieur à 50% du revenu médian national, il faut relever néanmoins que, suivant le tableau 3 du même rapport, qui relève les taux de pauvreté des enfants selon différents seuils de pauvreté, le Luxembourg figure parmi les pays classés «les plus performants» si ce seuil est fixé à 40% ou à 60% du revenu médian national.

Ad b) Afin de pouvoir interpréter l'augmentation de 4,2% du taux de pauvreté des enfants, il faut tenir compte des réflexions méthodologiques suivantes, recueillies auprès du CEPS/INSTEAD:

Sur la base des calculs qu'elle a effectués, la LIS (Luxembourg Income Study), d'où sont extraits les chiffres luxembourgeois du rapport UNICEF, estime qu'avec une probabilité de 95%, le «réel» taux de pauvreté des enfants se situe entre 6,5% et 11,7% en 2001 (revenus 2000). Neuf ans auparavant, l'estimation du taux de pauvreté se situait entre 2,4% et 8,4%[2]. Étant donné que les deux intervalles de confiance se chevauchent, il n'est pas possible de conclure que le taux de pauvreté des enfants a progressé durant cette période.

Il convient aussi de noter que les chiffres de 1992 sont calculés à partir des données du Panel Socio-Économique Liewen zu Lëtzebuerg 1 (PSELL-1) qui courait de 1985 à 1994. Les chiffres de 2001 sont quant à eux calculés à partir des données du PSELL-2 qui courait de 1995 à 2002. Au lancement du PSELL-1, les méthodes et les moyens de contrôle des données n'étaient pas aussi sophistiqués que ceux utilisés lors du PSELL-2. Ainsi, lorsqu'on observe le taux de pauvreté des enfants (de moins de 18 ans) entre 1985 et 1994 (PSELL-1), nous ne notons pas de différence significative. Par contre une rupture brutale se passe en 1995, rupture que l'on peut probablement largement attribuer au changement d'échantillon (et aux méthodes et contrôles de données)[3]. Entre 1995 et 2002, aucune évolution significative du taux de pauvreté des enfants n'est constatée (voir Tableau 1).

Depuis 2003, un nouvel instrument est utilisé pour mesurer les progrès en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale. Il s'agit de la nouvelle source statistique européenne EU Statistics on Income and Living Conditions (EU-SILC), dont le PSELL-3 constitue le volet luxembourgeois. Du fait de ce nouvel instrument, une légère rupture (inévitable lors d'un changement de source et des méthodologies qui l'accompagnent) est constatée entre 2002 et 2003. Relevons que d'après cette nouvelle méthode, le taux de pauvreté des enfants luxembourgeois ne serait plus estimé qu'à 6% en 2003.

Tableau 1: Taux de pauvreté des enfants (moins de 18 ans) entre 1985 et 2002

PSELL-1						PSELL-2								EU-SILC/PSELL-3				
85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	00	01	02	03
5	6	7	5	4	4	4	7	5	4	10	8	8	10	9	9	9	8	6

Calculs effectués par le CEPS/INSTEAD.

Ces taux sont calculés en utilisant la méthodologie présent dans l'étude UNICEF; ils doivent être interprétés en tenant compte de l'intervalle de confiance et du changement de source statistique (voir plus haut).

Un dernier point à noter concerne la notion de pauvreté et comment elle est mesurée. Les auteurs du rapport de l'UNICEF ont opté pour des seuils de pauvreté relatifs établis à partir de 50% des revenus médians nationaux. L'avantage de cette méthode de calcul est qu'on obtient des taux qui tiennent compte de la situation spécifique des revenus d'un pays donné et du temps, tout en permettant leur comparaison au niveau international et l'étude de leur évolution. Néanmoins, elle présente aussi des limites, dont celle citée à la page 7 du rapport UNICEF, à savoir «de nous renseigner peu sur le niveau de vie matériel réel». Ceci est particulièrement vrai pour un pays comme le Luxembourg qui connaît un revenu médian national très élevé.

À titre illustratif et sous réserve des différences méthodologiques, citons la différence flagrante entre le Luxembourg et tous les autres pays de l'UE-5, constatée en 2001 lors d'une comparaison des seuils de pauvreté monétaire (60% de la médiane), exprimés en parités de pouvoir d'achat[4] (voir Tableau 2). On peut constater que ce seuil était de 14.376 SPA/an pour un ménage luxembourgeois d'une personne seule (contre seulement 8.253 SPA/an pour la moyenne UE-15). Pour un ménage de deux adultes et deux enfants de moins de 14 ans, il était de 30.190 SPA/an (17.332 SPA/an pour la moyenne européenne)[5]. Comparativement aux autres pays de l'UE-15, le seuil de pauvreté luxembourgeois était donc plus de 1,7 fois plus élevé.

Tableau 2: Valeurs illustratives (SPA/an) du seuil de pauvreté pour une personne seule (1) et pour un couple avec deux enfants de moins de 14 ans (2) en 2001

	BE	DK	DE	GR	ES	FR	IE
(1)	9.286	10.197	9.492	5.443	6.527	8.765	7.934
(2)	19.501	21.414	19.933	11.430	13.707	18.407	16.661

IT	LU	NL	AT	PT	FI	SE	UK	UE-15
7.044	14.376	8.309	9.468	4.967	7.680	7.679	8.984	8.253
14.792	30.190	17.449	19.883	10.431	16.128	16.126	18.866	17.331

En résumé on peut conclure de ce qui précède:

a) que les taux de pauvreté des enfants publiés dans le rapport UNICEF pour le Luxembourg doivent être interprétés avec prudence. Le taux «réel» devrait se situer aux alentours de 6% (avec un seuil établi à 50%), tel que constaté par PSELL-3 pour l'année 2003. Les nouvelles statistiques européennes (EU-SILC) devraient permettre dorénavant de mieux évaluer la situation et d'en suivre l'évolution.

b) qu'une augmentation du taux de pauvreté ne peut pas être fiablement constatée et que l'augmentation relevée dans le rapport de l'UNICEF serait plutôt due à un artefact méthodologique.

Réponses aux questions:

1. Compte tenu de ce qui précède, on ne peut pas parler de fossé de pauvreté existant au Luxembourg. Les estimations du taux de pauvreté des enfants, publiées dans le rapport UNICEF et concernant les années '90, étaient grevées de trop de déficiences d'ordre méthodologique. On peut s'attendre à des résultats plus convaincants avec le nouvel instrument introduit en 2003 pour mesurer les progrès en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (EU-SILC). Il faut noter également que le fait d'avoir un revenu inférieur au seuil de pauvreté national ne constitue pas une condition nécessaire ou suffisante pour être dans une situation de pauvreté[6]. Il est plus correct de parler de «risque de pauvreté». Ceci est d'autant plus vrai pour le Luxembourg dont le seuil de risque de pauvreté (60% de la médiane) est de plus de 1,7 fois plus élevé que celui des autres pays de l'UE-15, de sorte qu'un Luxembourgeois, se trouvant en zone de «risque de pauvreté», dispose néanmoins d'un pouvoir d'achat nettement supérieur à celui dont disposerait le ressortissant d'un état voisin rangeant dans la même zone de risque.

Bien entendu cela ne dispense pas le Gouvernement de suivre de très près l'évolution de la pauvreté en général et, à fortiori, celle des enfants en particulier. Il le fait notamment dans le cadre de ses engagements au niveau européen (plans d'action pour l'inclusion, contributions à la nouvelle vague de statistiques européennes). Au niveau national, il entend poursuivre la lutte contre la pauvreté, entamée depuis 1986, année de création du droit à un revenu minimum garanti (RMG). Cette législation, adaptée et perfectionnée au fil des années, est la mesure clé de cette lutte. Le fait que les prestations sont liées à l'indice du coût de la vie est un garant important pour éviter qu'un fossé se creuse entre les revenus des ménages bénéficiaires et les autres. À la lumière des indicateurs approuvés lors du Conseil européen de Laeken, dont notamment le concept relatif du «seuil de risque de pauvreté» cité ci-dessus, les Ministres de la Famille et de l'Intégration et du Travail et de l'Emploi ont chargé un groupe de travail interministériel d'examiner notamment le mécanisme actuel d'adaptation périodique des taux du RMG.

2. Concernant les recommandations des auteurs du rapport de l'UNICEF, le Luxembourg remplit la première recommandation de définir et de suivre la pauvreté des enfants «par rapport aux revenus médians du moment». Par contre, le Gouvernement ne voit pas actuellement la nécessité de définir, au-delà des 18 indicateurs communs d'inclusion sociale approuvés en 2001 par le Conseil européen à Laeken, des indicateurs nationaux.

Pour aborder la question de ramener le taux de pauvreté des enfants au-dessous d'un seuil de 5%, il est préférable d'attendre et de suivre les résultats des dernières statistiques EUSILC/PSELL-3 (cf. Tableau 1 ci-dessus), avant de discuter de nouvelles mesures à prendre. En attendant, le Gouvernement continuera, comme il l'a fait dans le passé, à porter une attention particulière à la pauvreté des familles et plus spécialement à celle des enfants. En tout cas, avec un taux estimatif de 6% en 2003, le Luxembourg ne serait déjà pas si loin du but.

[1] La notion de la pauvreté des enfants utilisée dans le rapport UNICEF est la suivante: "un enfant doit être considéré comme pauvre si le revenu dévolu à cet enfant, en supposant une juste distribution des ressources au sein de la famille et en tenant compte des effectifs et de la composition de celle-ci, est inférieur à la moitié du revenu médian dont bénéficie un enfant vivant dans la même société" (p. 7). Le revenu médian est tel que la moitié des ménages a un revenu plus élevé que ce revenu médian et l'autre moitié a un revenu plus faible.

[2] http://www.lisproiect.org/keyfigures/standarderrors.htm

[3] Ceci vaut également pour les autres pays ce qui a amené Eurostat à conclure que "les indicateurs calculés pour les années allant jusqu'en 1994 ne sont pas cohérents avec ceux basés sur les données de 1995 et au-delà" (Eurostat, Statistiques en bref/Population et conditions sociales, 16/2004, p. 11l)

[4] Les parités de pouvoir d'achat tiennent compte de la différence des prix des biens et services nationaux dans les pays considérés.

[5] http://europa.eu.int/comm/employment_social/soc-prot/soc-incl/sec_2003_1425_final_en.pdf

[6] (cf. compte rendu N°/2003-2004). Eurostat (op.cit., p.2)

Question 0329 (3.3.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant les **locaux du Service des Dommages de Guerre corporels:**

Le Service des Dommages de Guerre corporels a changé d'adresse et se trouve dorénavant au boulevard de la Pétrusse, N°90, 2e étage dans un immeuble qui ne dispose pas d'ascenseur et dont l'étage n'est accessible que grâce à un escalier très étroit en bois.

Or, il est un fait que les visiteurs du bureau en question se composent exclusivement de personnes âgées ayant subi des dommages corporels durant la Deuxième Guerre mondiale et disposant ainsi d'une mobilité réduite. D'après mes informations, une personne a été récemment victime d'un malaise et a du être hospitalisée.

Pour ces raisons j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Santé:

- S'il n'entend pas procéder à des transformations rendant le bureau en question plus accessible au public concerné respectivement transférer le bureau à un endroit plus approprié?

Réponse (1.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Avant le déménagement du Ministère de la Santé à la Villa Louvigny le Service des Dommages de Guerre corporels était logé dans un immeuble sis coin rue Spoo - rue Goethe, desservi par un ascenseur.

Étant donné que suite à la relocalisation du Ministère au Parc de la ville des bureaux sont devenus disponibles dans l'immeuble sis 90, boulevard de la Pétrusse, en face de la Villa Pauly, qui est la propriété de l'État, certains services, dont celui des dommages de guerre corporels, ont été transférés dans cet immeuble, l'État n'ayant plus renouvelé le bail de l'immeuble sis coin rue Spoo - rue Goethe.

Il est un fait que l'immeuble sis 90, boulevard de la Pétrusse est dépourvu d'ascenseur. Je partage l'appréciation de l'honorable Parlementaire qu'il ne représente pas la localisation idéale pour l'accueil de personnes âgées souvent affectées d'un handicap de la marche. Mais l'allocation de surfaces de bureau aux différents services de l'État obéit à des contraintes qui échappent aux compétences de mon Ministère.

Je puis confirmer l'incident dont l'honorable Parlementaire fait état. Je suis conscient qu'en attendant la mise à disposition éventuelle de locaux mieux adaptés, il serait nécessaire d'aménager les lieux en vue de les rendre plus accessibles aux victimes de guerre. Je vais contacter en ce sens Monsieur le Ministre ayant compétence pour les Bâtiments publics. Une solution pratique et peu dispendieuse pourrait consister à étendre au 2e étage du bâtiment, où le service est logé, le parlophone, dont la portée est actuellement limitée au rez-de-chaussée. De la sorte les visiteurs pourraient annoncer leur présence au fonctionnaire du service, qui pourrait descendre et les recevoir dans une pièce du rez-de-chaussée, normalement occupée que par intermittence.

Question 0330 (3.3.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**institution européenne «Euratom»:**

Il me revient que suite à des réorganisations internes de la Commission, les instances de contrôle et d'inspection d'Euratom, installées depuis longtemps à Luxembourg, sont en train d'être démantelées et les postes afférents transférés à d'autres services de la Commission à Bruxelles. J'aimerais savoir:

- Si ces transferts sont légitimes dans le cadre des accords conclus entre le Gouvernement et la Commission en matière de politique du siège?

D'autre part j'aimerais savoir:

- Si le Conseil des Ministres est au courant de la diminution importante des contrôles et inspections effectués par Euratom dans les centrales nucléaires de l'Union?

Il est bien connu que ces contrôles et inspections ont été depuis des décennies de haute tenue et d'une grande efficacité pour protéger l'environnement et imposer des normes élevées de sécurité. Suivant les décisions successives de la Commission, c'est l'Agence internationale de l'énergie atomique qui devra reprendre les tâches d'inspection d'Euratom. Suite à ce changement de cap, il semble bien que l'année passée, selon un rapport du Groupe de travail sur les questions nucléaires du Conseil en date du 28 février 2005 (Document 6768/05 ATO 30 CONOP 6), l'efficacité et le sérieux de l'activité d'inspection ont sérieusement diminué.

- Monsieur le Ministre, en sa qualité de Président du Conseil, peut-il m'informer sur l'attitude du Conseil face à ces déficiences d'une institution européenne?

Réponse (11.4.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Il est exact, comme l'indique Monsieur le Député Ben Fayot, que dans le passé, pendant des décennies, les inspections de sécurité effectuées dans les installations nucléaires de l'Union européenne par la Direction des inspecteurs Euratom, établie à Luxembourg, ont été d'une efficacité exemplaire, internationalement reconnue.

Or, récemment la Commission a pris une initiative unilatérale qui consiste à réduire le niveau de ses inspections de sécurité. Les Gouvernements des 25 États membres ne partageant pas l'opportunité de cette réduction et y sont opposés. L'Agence Internationale de l'Énergie Atomique (AIEA) reproche à la Commission d'avoir été placée devant des faits accomplis. Car si la Commission réduit ses inspections dans l'UE, l'AIEA se voit obligée de combler elle-même les lacunes d'inspection ainsi créées par la Commission. Partant l'AIEA se voit confrontée à des dépenses supplémentaires non prévues et demande un dédommagement financier de la part de l'UE.

Aussi les Gouvernements des 25 États membres ont-ils chargé la Présidence luxembourgeoise d'adresser une lettre au Commissaire responsable, Monsieur Andris Piebalgs, afin qu'il suspende la mise en œuvre du nouveau régime réduit d'inspection Euratom pour permettre des consultations entre les États membres et la Commission en vue de rechercher une solution commune et pour éviter en même temps que l'AIEA ne saisisse son Conseil des Gouverneurs de cette affaire.

La Commission a récemment déclaré au Parlement européen qu'elle contribue, en étroite coopération avec le Conseil, à la mise en œuvre de la Stratégie européenne contre la prolifération des armes de destruction massive, décidée en décembre 2003 par les chefs d'État et de Gouvernement. Par ailleurs, la Commission vient d'écrire, dans sa Stratégie politique annuelle pour 2006, qu'elle entend renforcer les politiques de contrôle de sécurité des matières nucléaires.

Aussi la Présidence luxembourgeoise s'attache-t-elle à ce que les déclarations politiques sus-visées de la Commission soient réellement mises en pratique par la Commission en coopération avec les Gouvernements des États membres de l'UE.

Quant aux éventuelles répercussions des réorganisations des services de la Commission sur les accords conclus entre le Gouvernement et la Commission en matière de politique du siège, des contacts ont été établis avec la Commission pour savoir s'il y a effectivement transfert de service, ce qui serait contraire à l'accord du 24 mars 2003 sur l'avenir des services de la Commission à Luxembourg. Dans le contexte de la mise en œuvre de cet accord, des contacts permanents sont d'ailleurs entretenus avec la Commission européenne pour contrôler de façon constante la parfaite conformité de la situation par rapport aux dispositions des accords existants.

En ce qui concerne plus précisément la Direction générale de l'Énergie et des Transports, la Commission a réitéré son engagement de mettre en œuvre les arrangements en vigueur, qui stipulent notamment qu'elle augmenterait sa présence à Luxembourg par le transfert, de Bruxelles vers Luxembourg, de l'Agence d'approvisionnement Euratom ainsi que de deux unités du secteur nucléaire, impliquant 48 personnes. Ce transfert s'est réalisé en 2004 et le nombre de personnes concernées a, depuis, été porté à 54.

Au vu de ce qui précède, les inquiétudes exprimées quant à l'avenir du site de Luxembourg ne semblent pas se confirmer.

Question 0331 (3.3.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant la **durée de la formation des enseignants de l'enseignement préscolaire et primaire:**

D'après un commentaire diffusé sur les ondes de radio RTL le 2 mars 2005, il existerait des divergences au sein du Gouvernement en ce qui concerne la durée de formation des instituteurs de l'enseignement préscolaire et primaire.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Si le Premier Ministre a connaissance de dissonances au sein du Gouvernement concernant la durée de formation des instituteurs?
- Quelle est la position du Gouvernement en ce qui concerne cette formation?

Réponse (18.4.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Dans le cadre de la mise en place du Processus de Bologne, le conseil de gouvernance de l'Université, lors de sa séance du 28 février 2005, a entériné la décision d'organiser toutes les formations bachelor sur 180 crédits ECTS. Cette décision entend favoriser les partenariats universitaires avec les pays qui ont traditionnellement accueilli et formé les étudiants luxembourgeois, à savoir la France, la Belgique, l'Allemagne et la Suisse. En effet, la mise en œuvre du Processus de Bologne dans ces pays se fait selon le modèle 3-5-8.

Sur ce, les Ministres de l'Enseignement supérieur et de l'Éducation nationale ont invité le recteur de l'université et le conseil de gouvernance à réformer l'actuelle formation des enseignants de l'enseignement primaire à partir de la rentrée 2005 en se situant dans la perspective d'une certification de base établie sous forme d'un bachelor professionnel en sciences de l'éducation de 180 ECTS.

Par ailleurs, ils l'ont prié de réfléchir à l'introduction subséquente d'un master professionnel en prenant en considération le document établissant le profil professionnel de l'instituteur de l'enseignement primaire que le Ministre de l'Éducation nationale avait remis au conseil de gouvernance.

Question 0332 (3.3.2005) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant la **politique des transports publics:**

L'accord de coalition figurant en annexe à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004 annonce parmi les priorités de la politique des transports une modification de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics qui est entrée en vigueur le 1er janvier 2005.

Sept mois après cette annonce j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelle orientation il entend donner à cette modification?
- Par ailleurs, tant l'omission de présenter ces amendements pendant plus d'une demie année, et cela nonobstant l'entrée en vigueur de la loi il y a deux mois, que l'absence de mesures d'exécution de la loi votée ne reviennent-elles pas à méconnaître de façon patente la volonté du législateur?

Enfin, un premier effort timide d'exécution de la loi consiste dans le récent arrêté grand-ducal du 4 février 2005 portant nomination du conseil d'administration appelé à diriger le futur établissement public RGTP (Régie Générale des Transports Publics). Cet arrêté prévoit de confier la présidence de ce conseil d'administration à un membre du conseil d'administration des CFL.

- Cette nomination n'est-elle pas en flagrante contradiction avec les dispositions de la loi du 29 juin 2004 qui exclut explicitement entre autres les membres des conseils d'administration de sociétés exerçant des activités de transport de personnes de la possibilité de devenir membre du conseil d'administration de la RGTP?

Réponse (14.3.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. L'honorable Député aimerait savoir quelle orientation j'entends donner à la modification de la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics suite à l'accord de coalition annexé à la déclaration gouvernementale du 4 août 2004. Après consultation de tous les acteurs dans le domaine des transports publics, j'ai proposé début janvier au Gouvernement de modifier ladite loi afin d'établir une structure d'organisation des transports publics qui vise une répartition claire des missions entre l'État en tant qu'autorité organisatrice, les opérateurs chargés de l'exploitation et une Communauté des Transports (successeur juridique de l'établissement public RGTP) destinée à servir d'enceinte de concertation et de coordination en matière de transports publics. La Communauté des Transports qui réunira des représentants de l'État, des communes, des usagers et des opérateurs, sera entre autres chargée de la promotion des transports en commun et d'autres moyens de transport économes ainsi que de la mise en place d'une centrale de mobilité.
2. Pour ce qui est tant du projet de loi portant modification de la loi précitée que des règlements d'exécution, les travaux législatifs y relatifs sont sur le point d'être terminés. Sous réserve d'approbation par le Gouvernement, la Chambre des Députés sera encore saisie au cours du mois courant du projet de loi afférent.
3. L'honorable Député affirme à tort sinon de manière gratuite que les prescriptions de l'article 7, paragraphe 1, alinéa 5, 2e tiret de la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics ne se trouveraient pas respectées, alors que le président du conseil d'administration de la Régie Générale des Transports Publics a adressé, le jour même de l'obtention de son arrêté grand-ducal de nomination, au président des CFL sa démission avec effet immédiat en tant qu'administrateur de la Société nationale.

Question 0333 (3.3.2005) de **M. Henri Grethen** *(DP)* concernant l'**avenir de la compagnie aérienne Luxair:**

Lors du débat public qui a précédé le 23 février dernier l'adoption à la Chambre des Députés d'une motion sur la manière d'assurer le suivi de l'audit McKinsey sur l'organisation et le fonctionnement de la Direction de l'aviation civile que j'avais commandé début 2004 en ma qualité de Ministre des Transports, j'ai eu l'occasion de pointer un certain nombre d'interrogations concernant l'avenir de notre compagnie aérienne Luxair auxquelles le Ministre du ressort a omis de répondre.

Comme je crois que non seulement la Chambre des Députés et le grand public, mais également le personnel de Luxair sont en droit de connaître les vues du Gouvernement en la matière, je voudrais savoir de Monsieur le Ministre des Transports:

- Quelles seront en définitive les conclusions qui se dégagent de l'analyse de la situation de Luxair qu'a faite par ailleurs le même consultant?
- Est-il vrai, comme la presse l'a affirmé, que la proposition de McKinsey comporte un splitting des activités «cargo handling» et «airline» de la compagnie?
- Est-il dans les intentions du Gouvernement d'accompagner le projet de la compagnie qui semble consister à réduire le réseau des vols commerciaux en vue de rétablir l'équilibre de cette ligne d'activité de Luxair?
- L'impact de pareille réduction du réseau sur la composition de la flotte et sur l'effectif de personnel de la compagnie a-t-il dores et déjà été évalué?
- Dans l'affirmative, de quels chiffres précis est-il question et selon quelles modalités est-il prévu de mettre en œuvre les mesures qui se dégagent de cet audit?
- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ses déclarations publiques du 18 février 2005 sur la volonté du Gouvernement d'accompagner la restructuration de la compagnie dans le consensus avec les actionnaires privés de Luxair tout en acceptant que cette restructu-

ration se fera selon une approche d'économie privée?

Réponse (22.3.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Monsieur Henri Grethen se réfère à un audit commandité par Luxair en vue de la définition d'une stratégie concernant l'avenir de la compagnie face aux nouveaux défis posés notamment par l'émergence de nouvelles plates-formes opérationnelles créées par des compagnies aériennes à bas prix sur des aéroports voisins et la mise en service sur la relation Luxembourg-Paris du TGV dès 2007 ainsi que par une progression des coûts d'exploitation de la compagnie qui, du moins pour certains de ses secteurs d'activités, s'avère plus rapide que l'évolution des recettes.

L'évaluation confiée au consultant McKinsey a pour objet d'aider Luxair à définir une stratégie à moyen terme pour l'ensemble des domaines d'activité exploités à l'heure actuelle.

L'honorable Député comprendra que les responsables de la compagnie accorderont la priorité à l'examen avec leur personnel des options ouvertes avant de commenter sur la place publique les tenants et aboutissants de l'étude en question.

Le Gouvernement est d'accord pour soutenir la compagnie dans cette démarche. Son principal souci consiste à assurer l'avenir de Luxair comme entreprise compétitive et financièrement saine et à accompagner l'actionnariat privé dans le processus de restructuration nécessaire en vue de pouvoir faire face aux défis futurs d'un marché des transports aériens en pleine mutation. Il souhaite que cette restructuration se fasse avec la participation du personnel en vue d'associer celui-ci de façon appropriée aux grandes orientations stratégiques à retenir pour atteindre les objectifs visés.

Question 0334 (3.3.20005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant la **cadence des lignes d'autobus:**

Aux heures de pointe, c'est-à-dire entre 07h00 et 08h00 respectivement entre 17h00 et 18h00, l'offre de certaines lignes d'autobus au travers du pays n'est plus ou mal adaptée aux besoins réels de ses utilisateurs. On peut citer à titre d'exemple les courses 152 et 154 de la ligne RGTR N°256 «Septfontaines - Luxembourg», qui, dès le départ, sont surchargées de passagers de façon à ce qu'une grande partie d'entre eux doivent rester debout pendant toute la durée du trajet. Il en va de même pour le trajet de la ligne RGTR N°118 «Gare centrale - Centre Hamilius - Hôpital de Kirchberg» le matin à 07h35 et en sens inverse le soir vers 17h00.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports;

- Si on veut rendre le transport public plus attrayant pour les usagers, ne serait-il pas opportun de réévaluer la situation des lignes susmentionnées en vue de faire circuler aux heures de pointe des autobus supplémentaires?
- En cas de surcharge, ne pourrait-on pas encore envisager le recours à des autobus plus spacieux?

Réponse (12.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député se réfère au problème de la capacité dans certaines lignes d'autobus aux heures de pointe. Il cite à cet effet la ligne RGTR N°256 qui est une ligne purement scolaire entre Septfontaines et les lycées à Luxembourg-ville ainsi que la ligne RGTR N°118 qui n'effectue qu'une seule course aller et retour par jour sur la relation Gare-Kirchberg, alors qu'en ordre principal elle assure le transport des frontaliers allemands de Trèves-Mesenich à Luxembourg.

Dans le premier cas, mes services ont noté une augmentation des voyageurs le matin en direction des lycées depuis la rentrée de l'année scolaire 2004/2005, de sorte que quelques élèves doivent être transportés debout.

Les moyens budgétaires mis à ma disposition en vue de l'organisation des transports publics par route étant limités, mes services sont en train de rechercher une solution au niveau d'une meilleure répartition des élèves dans les différentes courses d'autobus offertes dans la région.

Quant au transport de la ligne N°118 et notamment la course matinale de Luxembourg/Gare à Kirchberg et son retour à 17h00 heures, je rappelle qu'il s'agissait de la première offre de transport créée sur cette relation en 1995 à l'intention des premiers travailleurs dans la partie Est du Plateau de Kirchberg.

Aujourd'hui, face à une demande en augmentation constante, le service RGTR-Eurobus assure une desserte sur cette relation toutes les sept minutes. La ligne RGTR N°222 Steinfort-Luxembourg offre une communication toutes les 20 minutes entre Luxembourg/Centre et Kirchberg/Hôpital.

La clientèle autrement limitée à 40-50 passagers a dépassé les 10.000 voyageurs par jour sur cette relation. Des renforts de capacité y sont régulièrement réalisés.

Compte tenu de ce qui précède, je suis d'avis qu'un renfort de la seule course parallèle à l'offre Eurobus sur la ligne N°118 ne s'impose plus.

Question 0335 (3.3.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**installation d'un arrêt supplémentaire sur la ligne d'autobus «Luxembourg-Stadtbredimus-Remich»:**

Beaucoup de gens travaillant dans la zone industrielle de Hamm et venant avec la ligne d'autobus N°160 «Luxembourg-Stadtbredimus-Remich» de l'Est de notre pays via Sandweiler, sont obligés de faire le détour par Luxembourg-Gare pour rejoindre leur lieu de travail. À Luxembourg-Gare, ils doivent en effet prendre par la suite la ligne N°8 des autobus de la Ville de Luxembourg pour se rendre à Hamm. Il en va de même pour le trajet retour.

L'installation d'un arrêt supplémentaire sur la ligne d'autobus N°160 par exemple sur la route menant de Sandweiler via Pulvermühle à Luxembourg-ville, à l'emplacement où s'entrecroisent les deux routes venant de Cents et se prolongeant vers Luxembourg-Hamm, permettrait une économie de temps énorme aux personnes travaillant dans cette zone. De plus, certaines personnes venant de l'Est du pays n'utiliseraient probablement pas leur voiture et prendraient la ligne d'autobus N°160 pour se rendre sur leur lieu de travail ce qui contribuerait également au désengorgement de ladite route.

Dans ce contexte j'aimerais demander à Monsieur le Ministre des Transports:

- Si dans le cadre de la politique de la promotion des transports publics il n'est pas possible d'organiser cet arrêt supplémentaire sur la ligne d'autobus N°160 «Luxembourg-Stadtbredimus-Remich» à Hamm, et, si oui, pour quelle date, et, si non, pourquoi?

Réponse (11.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

L'honorable Député rend attentif à l'absence d'un arrêt d'autobus à la hauteur de la zone industrielle de Hamm.

Il est vrai que les utilisateurs des nombreuses lignes publiques d'autobus RGTR venant de la région Est du Grand-Duché n'ont aucune possibilité de débarquer ni d'embarquer dans une de ces lignes à proximité de la prédite zone industrielle.

Je me dois toutefois de préciser que l'aménagement et le signalement d'arrêts d'autobus est de la compétence des autorités communales (article 20 de la loi du 29 juin 2004 sur les transports publics).

Une demande m'adressée dans ce sens de la part d'une administration installée dans la zone de Hamm au mois de février 2004 a été transmise avec avis favorable de ma part à l'Administration municipale de la Ville de Luxembourg.

J'attends donc l'avis y relatif des autorités de la Ville, avant de pouvoir prendre les dispositions éventuelles au niveau de l'organisation des lignes publiques concernées.

Question 0336 (3.3.2005) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant la **construction d'un vélodrome:**

Au vu des excellents résultats récents des cyclistes professionnels luxembourgeois, il est incompréhensible que le Luxembourg soit toujours un des seul pays de l'Europe ne disposant pas d'infrastructure adéquate pour pratiquer le cyclisme. Or, la Fédération du sport cycliste souligne depuis longtemps la nécessité absolue de construire un vélodrome, qui de par sa polyvalence pourrait servir d'accueil scolaire, de pôle de formation et d'entraînement, d'infrastructure pour le sport de compétitions et de loisirs. La construction d'une installation pour le cyclisme à caractère d'intérêt national figure dans le huitième programme quinquennal d'équipement sportif qui expire en 2008. Le 21 octobre 2002, Madame la Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a visité le vélodrome de la Ville de Commercy, accompagnée d'une délégation de la Ville de Luxembourg et de plusieurs représentants de la Fédération du sport cycliste luxembourgeois. Au cours des dernières années, le Ministère ayant le sport dans ses compétences a engagé des pourparlers avec différentes communes intéressées. Finalement, il reste à préciser qu'en 1994, la piste cycliste a été supprimée du projet du centre national sportif et culture à Luxembourg-Kirchberg pour des raisons financières.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Sports:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état actuel de ce dossier concernant la construction d'un vélodrome?
- Quel est l'avis de Monsieur le Ministre en ce qui concerne l'intégration de la piste cycliste dans le projet de construction de l'École européenne Luxembourg II à Mamer, où avaient élu domicile deux grands héros sportifs luxembourgeois, à savoir le double vainqueur du Tour de France, Nic. Frantz (1927 et 1928), et le champion olympique du 1.500 mètres à Helsinki (1952), Josy Barthel?

Ce site présenterait également l'avantage d'un raccordement rapproché au réseau ferroviaire par le biais d'un quai moderne, appelé arrêt "Mamer Lycée".

Réponse (28.4.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Je me réjouis que nous vivons à nouveau une période si faste pour ce qui est de l'excellence de niveau de notre cyclisme et de ses coureurs de proue. En ce moment, il y a l'émergence de talents qui ne rechignent point devant l'effort, l'assiduité, le travail, lesquels sont tout aussi nécessaires et doivent être rajoutés aux aptitudes. À bon escient, la fierté ne tarit pas non plus à Mamer de pouvoir évoquer et rappeler les performances hors de pair de ses champions d'antan.

Les résultats probants de nos cyclistes sont réalisés alors que la piste de cyclisme - je préfère cette dénomination plus modeste à celle de vélodrome - tant réclamée fait toujours défaut. Qu'on ne se méprenne toutefois sur ce constat; en effet, la piste constitue un équipement dont le caractère indispensable se fait de plus en plus sentir, son absence est devenue une carence préjudiciable dans notre infrastructure nationale, autrement bien lotie. Il faut aider les coureurs cyclistes, faciliter leurs entraînements et préparations, susciter et intensifier l'intérêt et le recrutement auprès des jeunes.

Si je tiens donc à réaffirmer toute ma détermination pour concrétiser la réalisation d'une piste cycliste couverte de caractère national, je saluerais certes si un tel équipement pouvait être implanté dans le cadre, ou pour le moins à proximité directe d'une forte concentration scolaire. Tel fut jadis le cas de la Coque au Kirchberg entre autre à côté de l'École européenne, et ce pourrait à nouveau être un argument fort convaincant pour un site tel celui de Mamer où il y a d'ores et déjà le Lycée Technique Josy Barthel et où, le hasard concordant faisant bien les choses, une deuxième École européenne est programmée. De la part des instances locales et de la population, il semble y avoir une réception toute favorable pour l'idée.

La réalisation d'un centre cycliste en entreprise commune avec un ou plusieurs établissements scolaires, si l'autorité communale ou une autre entité se constituait maître d'ouvrage, serait d'un grand intérêt dans la mesure que toute l'infrastructure dudit centre, la piste en tant que telle, de même que l'ovale central, sont susceptibles de compléter et d'élargir les unités de travail et d'évolution nécessaires dans les écoles pour les cours d'éducation sportive. Dans notre cas particulier, l'installation de cyclisme permettrait par ailleurs la planification d'activités optionnelles inhérentes au programme scolaire et se prêterait aussi à des offres sportives périscolaires.

Comme je l'ai indiqué à plusieurs reprises déjà, il y a la prospection en cours afin de déterminer un site adéquat pour une piste cycliste et de trouver le maître d'ouvrage disposé à assurer la mise en place et le financement, puis le fonctionnement d'une telle installation. La suggestion préconisée par l'honorable Député constitue certainement une solution à étudier aussi par rapport à l'approche allant dans le sens de rattacher une piste cycliste, comme une supplémentaire animation, à un centre commercial d'installations en vogue de fitness et de wellness, d'activités sportives de loisirs, avec restauration et hôtellerie.

Des promoteurs privés ont fait part de leur intérêt pour se lancer dans une pareille opération et produire l'investissement auquel elle engage en comptant sur l'apport public pour la partie de la piste. Certains autres besoins sportifs encore en souffrance pourraient le cas échéant être satisfaits à la même occasion. Pour ma part, je suis très en faveur d'un dénommé PPP, c'est-à-dire d'un «public private partnership» pour une opération de l'espèce.

Cela étant l'état actuel des choses, il est prématuré de parler déjà d'une instruction concrète d'un dossier, tout au plus de l'intérêt qu'ont manifesté plusieurs intervenants potentiels.

Pour le moment, il n'y a pas d'option prise dans un sens ou l'autre. À cela n'empêche qu'en toute hypothèse un cadre financier raisonnable reste prescrit et, au titre de la destination sportive, une piste cycliste doit s'adresser au plus grand nombre d'utilisateurs, et en particulier aux jeunes.

Question 0337 (3.3.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant la **concentration du gaz «Radon»:**

Den 13. Februar 2002 hat den Deputéierte Jean Colombera an enger parlamentarescher Fro Detailer zu der héijer Konzentratioun vum radioaktiven Edelgas Radon am Éislek gefrot. A senger Äntwert huet den deemolege Gesondheetsminister confirméiert, datt am Éislek bedeitend méi héich Konzentratioune vu Radon an de Joren 1988 bis 1996 gemiess gi si wéi am Gutland. Am Éislek wier de lëtzebuergesche Grenzwäert vun 150 Bq/m³ a 40,1% vun den Haiser iwwerschratt.

Well d'Anootmen iwwer e méi laangen Zäitraum vun héije Konzentratioune vu Radon zu Longekriibs féiere kann, fuerdert d'Uni Homburg elo, datt preventiv an de Spillschoulen a Schoulen d'Radonbelaaschtung gemooss soll ginn. Kanner géingen allgemeng méi empfindlech op radioaktiv Strahlung reagéieren wéi Erwuessener a wieren deementspriechend méi enger grousser Gefor, fir spéiderhi Longekriibs ze kréien, ausgesat. D'Käschte vun esou Tester fir d'Belaaschtung mat Radon ze moossen an all Risiko auszeschléisse wiere relativ minim.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Sinn hei zu Lëtzebuerg d'Spillschoulen an d'Schoulen op Radonbelaaschtung getest ginn? Wa jo, mat wéi engem Resultat?

2) Wann neen, wier et net ubruecht der Recommandatioun vun der Uni Homburg nozekommen an esou Tester am Intérêt vum Schutz vun der Gesondheet vun de Kanner duerchzeféieren?

3) Sinn an den nächste Jore legislativ Initiative vun der Regierung, ähnlech dem geplangten däitschen "Radonschutz-Gesetz", och hei zu Lëtzebuerg geplangt?

Réponse (6.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Säit 1990 féiert de Service vum Strahleschutz vun der Direction de la Santé a Privathaiser an och a Schoulen Radonmiessungen duerch.

Am Éislek, wou déi natierlech Radonstrahlung am héchsten ass, ass an de Schoulen en duerchschnëttleche Wäert vu 86 Bq/m³ gemooss ginn. Allgemeng gëtt e Referenzwäert vu maximal 150 Bq/m³ ugeholl. All Kéiers wann dee Wäert iwwerschratt gëtt, gëtt de Besëtzer vum Haus oder de Bedreiwer vum Etablissement dorop opmierksam gemaach.

Fir Enn dës Joers ass eng nei Moosscampagne an de Schoulen,

Spillschoulen a Crèchë geplangt. Viséiert sinn haaptsächlech, mä net ausschliesslech, Établissementer am Éislek.

D'Radonschutz-Gesetz, dat an Däitschland an der Maach ass an op dat den éierewäerten Deputéierten hiweist, huet een Uwendungsberäich, dee sech op Privathaiser ausdehnt. E lëtzebuergescht Reglement vum 14. Dezember 2000 bezitt sech, wat de Radon ubelaangt, op d'Strahlungen deenen op enger Aarbechtsplaz d'Leit déi do schaffen oder "des personnes du public", wéi et am Reglement heescht, ausgesat sinn. De Maximalwäert, deen do festgeluecht ass an deen enger EU-Direktiv entspréngt, ass berechent op d'Joer op Grond vun der supposéierter Presenz vun de betraffene Leit am Etablissement.

Dat Reglement gëllt och fir Schoulen, well déi Aarbechtsplaz fir d'Léierpersonal sinn, an d'Schüler als "personnes du public" kënne betruecht ginn. Deen do festgeluechte Maximalwäert gouf an den nonzeger Joren an engem ale Schoulgebai iwwertraff, dat awer scho laang ofgerappt ass.

Question 0339 (4.3.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **liste électorale de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics:**

Il me revient que lors de l'établissement de la liste des candidats en vue des élections fin mars à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, il s'est avéré que des centaines de membres de la Fédération générale de la fonction communale ne figurent plus sur la liste électorale alors qu'ils ont participé au vote en 2000. Les communes ont communiqué le relevé de leurs fonctionnaires communaux suivant la circulaire du 7 octobre 2004 au Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Or, il s'avère que dans certaines communes seules les retraités figurent sur la liste électorale. Cet état de fait est d'autant plus étonnant que les listes envoyées par les communes devraient en principe confirmer celles tenues par le Ministère en charge et d'autant plus qu'elles sont établies en collaboration avec la Caisse de prévoyance des fonctionnaires et employés communaux tel que prévu par l'article 2 du règlement grand-ducal du 17 janvier 1984 portant réglementation de la procédure électorale pour la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics.

Aussi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des détails relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur les circonstances qui ont mené à la situation décrite ci-dessus?
- Est-ce que Monsieur le Ministre ne pense pas que le résultat des élections à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics risque d'être faussé si la liste électorale reste dans l'état actuel avec des centaines de fonctionnaires qui n'y figurent pas?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire comment il entend procéder afin que la liste électorale en vue des élections à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics soit complétée?

Question 0343 (7.3.2005) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant la **liste électorale de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics:**

Les élections pour la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics auront lieu au cours du mois de mars 2005. Dans le cadre de ces élections, de sérieux problèmes existent apparemment avec les listes des électeurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer l'information que quelque centaines de fonctionnaires et employés du groupe E (Fonction communale) auraient "disparu" des listes et ne pourraient ainsi pas voter?
- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur les raisons de cette perte des listes? Comment Monsieur le Ministre estime-t-il remédier à cette situation en vue de garantir un déroulement convenable des élections en question?

Réponse (1.4.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Les deux questions parlementaires se rapportent toutes les deux aux problèmes constatés dans le déroulement des opérations préparatoires aux élections pour le renouvellement de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics qui ont lieu au cours du mois de mars 2005.

En réponse, je me permets de rappeler brièvement la procédure telle qu'elle est prévue par les dispositions de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective, ainsi que par celles du règlement grand-ducal modifié du 17 janvier 1984 portant 1° réglementation de la procédure électorale pour la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics; 2° répartition des fonctionnaires dans les catégories A, B et C prévues à l'article 43ter de la loi modifiée du 4 avril 1924 portant création de chambres professionnelles à base élective.

Le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative est chargé d'établir la liste électorale en constituant un fichier permanent comprenant les fonctionnaires et employés en activité de service et retraités de l'État, des établissements publics et des communes. Ce fichier est constitué en collaboration avec le CIE pour les fonctionnaires et employés de l'État, avec les services du personnel des établissements publics pour les fonctionnaires et employés de ces établissements et avec la Caisse de Prévoyance des Fonctionnaires et Employés communaux (CPFEC) pour les fonctionnaires et employés des communes.

La liste électorale, qui est arrêtée provisoirement au 31 octobre, est contrôlée et peut le cas échéant être rectifiée au cours du mois de novembre par le comité électoral institué par le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

Pour l'établissement de la liste électorale le comité électoral a dû prendre recours, comme déjà à l'occasion des élections des années 1995 et 2000, aux données à fournir par les communes et les syndicats de communes.

La préparation des opérations électorales a donc commencé en pratique avec l'envoi, par le comité électoral, d'une lettre circulaire en date du 7 octobre 2004 à tous les établissements publics, les communes et les syndicats de communes ainsi qu'à la CPFEC en vue d'obtenir les données nécessaires pour l'établissement de la liste électorale. Les destinataires de cette lettre ont été invités à renvoyer ces données sous forme d'un fichier informatique.

Sur la base de ces fichiers, le comité électoral a constitué le fichier unique des électeurs à la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics. Pour ce faire, il a établi notamment un fichier intermédiaire comprenant tous les agents dont les données ont été envoyées par la CPFEC, les communes et les syndicats de communes. À cet effet, il a transféré les données de chacun des fichiers reçus, qui d'ailleurs avaient des formats très divers, dans un seul fichier. C'est dans le cadre de cette opération que quelque 290 noms n'ont pas été transmis.

Les opérations de contrôle ponctuel effectuées par le comité électoral n'ont pas permis de relever ces erreurs.

Par la suite les listes ont été déposées à l'inspection du public dans les différentes administrations communales concernées où, dès lors, un recours pouvait être introduit entre le 11 décembre 2004 et le 21 décembre 2004. Il s'agit d'une procédure simple dans la mesure où l'on peut présenter le recours, par écrit ou verbalement, au secrétariat de la commune. Le collège des bourgmestre et échevins transmet ensuite les recours jusqu'au 24 décembre au juge de paix-directeur de Luxembourg qui décide des suites à donner.

Aucun recours individuel n'ayant été introduit, la liste définitive a été arrêtée en date du 15 janvier 2005.

Dès lors il n'existe plus de moyen de recours en la matière et il n'est plus possible ni pour le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative ni pour le bureau électoral de modifier la liste électorale, de reporter la date des élections ou d'arrêter d'une manière ou d'une autre l'évolution des opérations électorales en cours.

Il y aura cependant lieu, en vue de la prochaine échéance électorale, de réexaminer en profondeur les voies d'acheminement actuelles en vue d'une meilleure transmission des données, le cas échéant par d'autres organes que ceux actuellement prévus par les textes en vigueur, tout en prévoyant des mécanismes de contrôle supplémentaires, internes et externes.

Question 0340 (4.3.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant la **politique tarifaire de la société Coditel:**

Suivant mes informations, la société Coditel a procédé en 2004 et en 2005 à une augmentation de 10% respectivement de 13,5% de ses prix d'abonnement, ce qui équivaut à une augmentation de presque 25% en deux ans, sous prétexte d'investissements importants dans les nouvelles technologies numériques. En contrepartie de ses augmentations substantielles, la société s'est engagée à offrir à ses abonnés un bouquet de nouveaux programmes de TV numérique à partir de janvier 2005, promesse qui est restée sans suite jusqu'à ce jour.

La même société a enlevé depuis quelques mois le programme Eurosport nonobstant le fait que l'Association des Antennes Collectives (AAC) a signé avec ce programme un accord qui devrait normalement garantir sa transmission par tous les câblo-opérateurs au Luxembourg.

J'attire encore votre attention sur le fait que dans le passé cette même société a eu recours à des pratiques commerciales très particulières ce qui m'avait amené à poser déjà deux questions parlementaires dans le même contexte *(cf. compte rendu N°11/2003-2004, question parlementaire N°2595 et compte rendu N°12/2003-2004, question parlementaire N°2612)*.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Économie:

- Est-ce les augmentations des tarifs substantielles de 2004 et 2005 ont été expressément approuvées par le Ministère de l'Économie?
- Ces augmentations, qui n'ont pas eu de consentement préalable des consommateurs, sont-elles conformes à la législation de la protection des droits des consommateurs?
- Est-ce que ces pratiques particulières sont en conformité avec d'autres dispositions législatives telles que le droit à la concurrence?
- Dans l'hypothèse si ces pratiques décrites ci-dessus ne seraient pas conformes à notre législation, quelles sont les mesures envisagées par le Ministère de l'Économie?
- Est-ce que vous envisagez une modification de la législation afin de garantir aux consommateurs un choix de programmes qui correspond à leurs préférences, et cela à des conditions tarifaires raisonnables?

Réponse (1.4.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

1. L'Office des prix ainsi que la tutelle étatique des prix ont été abrogés par la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence. Seuls les prix des courses en taxi et des médicaments restent fixés par règlement grand-ducal.

2. Comme vous le savez, les tarifs de Coditel pour l'année 2004 ont encore été autorisés par l'Office des prix.

3. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence (29 mai 2004), aucune entreprise n'est obligée de déclarer ses prix au Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.

4. Les deux nouveaux organes créés par la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence, opérationnels depuis novembre 2004, à savoir l'Inspection de la concurrence et le Conseil de la concurrence ne sont pas habilités à autoriser ou à fixer des prix.

Je tiens à vous informer que le comportement de l'entreprise Coditel m'a déjà été signalisé et que l'Inspection de la concurrence s'en trouve saisie. Le secret de l'instruction qui couvre l'instruction fait que je ne suis pas en mesure de fournir d'autres précisions pour le moment.

5. En dehors de la législation sur les prix et la concurrence (la loi du 17 mai 2004 relative à la concurrence) il n'existe pas d'autres dispositions légales ou réglementaires qui protègeraient les consommateurs contre des augmentations de prix intempestives ou injustifiées.

6. Avant de vouloir me prononcer sur une éventuelle modification de la législation, j'attends le résultat de la procédure actuellement en cours.

Question 0341 (7.3.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant le **trouble neurologique du cerveau «épilepsie»:**

L'épilepsie est le trouble neurologique du cerveau le plus courant, indépendamment de considérations d'âge, de race, de pays ou de région géographique. Le terme "épilepsie" vient du grec "epilêpsia," ce qui signifie "attaquer, surprendre". L'épilepsie peut avoir des conséquences physiques et psychologiques graves, dont la mort subite, des traumatismes ou des troubles de l'humeur.

Il y a dans le monde au moins 40 millions d'épileptiques, principalement des enfants, des adolescents et des personnes âgées. Au cours des siècles cette affection a suscité bien des fantasmes et des tabous qui expliquent l'ostracisme dont sont encore victimes de nos jours les malades. Parmi les quelques personnages illustres ayant vécu avec une épilepsie on peut citer: Jules César, Sainte Thérèse d'Avila, Flaubert et Van Gogh.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Combien de personnes sont concernées au Luxembourg, dont combien de jeunes?
2. Combien de médecins spécialistes de l'épilepsie compte le Grand-Duché? Comment leurs cabinets médicaux sont répartis dans le pays?

Des structures spécialement conçues pour une surveillance continue des patients permet un enregistrement vidéo 24 heures sur 24. De même le patient est relié en permanence à un EEG (l'électroencéphalogramme). Enfin le lit est équipé d'une télécommande pour que le patient puisse lancer un signal sur l'EEG à l'approche d'une crise. Grâce à ce dispositif il est possible d'étudier très précisément les crises du patient quelque soit le moment où elles surviennent. Le double contrôle, caméra et EEG, joue aussi un rôle essentiel car certaines formes de crises sont quasiment indétectables sur la vidéo et seule l'EEG permet de les déceler.

3. Existe-t-il au Grand-Duché de telles structures spécialisées?
4. Dans la négative, est-ce que Monsieur le Ministre n'envisage pas la création de telles structures?

Réponse (6.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

On estime l'incidence annuelle de l'épilepsie (le nombre de nouveaux cas par an) entre 40 et 70 par 100.000 personnes dans les pays industrialisés et la prévalence (c'est-à-dire le nombre de personnes présentant la maladie dans une population) entre 5 et 10 par 1.000 personnes. L'âge de début de l'épilepsie idiopathique se situe en général entre 2 et 14 ans; le risque de développer une épilepsie, qui est de 1% de la naissance jusqu'à l'âge de 20 ans, est de 3% à l'âge de 75 ans.

L'épilepsie étant une pathologie neurologique fréquente, son diagnostic et son traitement font partie de l'apprentissage approfondi de tout médecin-spécialiste en neurologie; tout pédiatre est aussi sensibilisé à cette pathologie. Un hôpital du pays s'est par ailleurs doté d'un neurologue spécialisé particulièrement dans le diagnostic et le traitement des épilepsies, et de deux neurologues pédiatriques supplémentaires. Ces médecins sont disposés à collaborer étroitement avec leurs collègues, notamment pour des diagnostics difficiles, des optimisations thérapeutiques et des questions spécifiques.

L'honorable Députée a par ailleurs décrit dans sa question parlementaire le système d'enregistrement simultané par caméra et EEG destiné à un enregistrement continu pendant plusieurs heures jusqu'à 24 heures et au-delà, en fonction de la situation à explorer.

Ce dispositif est utilisé lorsque les méthodes diagnostiques moins lourdes n'ont pas permis de clarifier la situation. L'équipe susdite vient d'être dotée pour cette indication d'un tel système d'exploration qui nécessite aussi des professionnels de santé très spécialisés.

Par ailleurs, ce dispositif a aussi son indication dans l'exploration préopératoire pour aider à orienter précisément l'indication opératoire en cas d'épilepsie invalidante réfractaire aux traitements médicamenteux. Cette chirurgie très spécialisée n'étant effectuée que dans des grands centres étrangers, l'ultime indication d'utilisation susmentionnée de l'enregistrement vidéo-EEG simultané n'est réalisée que dans ces centres.

Question 0342 (7.3.2005) de **M. Romain Schneider** *(LSAP)* concernant la **construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Wiltz:**

Par la loi du 8 mars 2002 le Gouvernement est autorisé à procéder à la construction d'un Centre intégré pour personnes âgées à Wiltz. En date du 24 juillet 2003 le bourgmestre de la ville de Wiltz a accordé les autorisations de bâtir concernant le projet de construction en question. Or, jusqu'à ce jour les travaux n'ont pas encore été initiés.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'état d'avancement du projet de construction concernant le Centre intégré pour personnes âgées à Wiltz? Quelles sont les raisons qui expliquent que les travaux n'ont pas encore commencé?
- Dans quel délai Monsieur le Ministre envisage-t-il le commencement des travaux?

Réponse (21.4.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1. L'état d'avancement du projet évolue actuellement au niveau de la décision d'adjudication pour les travaux de gros oeuvre.

L'examen des différents dossiers de soumission remis a été tributaire d'un délai exceptionnel vu la nécessité de demander de façon répétée des analyses de prix et des suppléments d'informations auprès des soumissionnaires afin de pouvoir vérifier la conformité des offres.

2. Le début des travaux est envisagé dans les délais les plus courts, suivant les procédures administratives.

Question 0344 (7.3.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant l'**utilisation de pièges à mâchoires:**

An enger Ënnerschréftenaktioun vu verschiddenen Déiereschutzorganisatiounen a Privatpersounen ass d'Ried vun enger vum Ëmweltministère "initiierter Vernichtungsaktion betreffend die 'Pelztiere' an der Obersauer anhand von unter Wasser aufgestellten Totschlagfallen". De Règlement grand-ducal vum 1. Dezember 1993 "(…) interdisant l'utilisation du piège à mâchoires (...)" stellt de Gebrauch vu Pièges à mâchoires zënter dem 1. Januar 1994 ënner Strof. Anscheinend soll den Ëmweltministère dës Aart vu Juegd trotzdeem all déi Joren toleréiert hunn.

Dëst féiert mech derzou, dem zoustännege Minister folgend Froen ze stellen:

1) Ass den zoustännege Minister iwwert dës Aart vu Juegd informéiert?
2) Ass et richteg, datt dës Aart vu Juegd net nëmmen toleréiert mä souguer vum Ministère initiéiert gouf?
3) Wa jo, wéi eng Konsequenze wäert den Här Minister aus der Tatsaach zéien, datt iwwer Jore géint d'Gesetz verstouss ginn ass?

Réponse (25.3.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Il convient de noter que la mulette épaisse n'est pas seulement menacée au niveau national. En effet, l'espèce se trouve sur les annexes II et IV de la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. La mulette épaisse est donc une espèce d'intérêt communautaire

a) dont la conservation nécessite la désignation de zones spéciales de conservation (ZSC, obligation Annexe II), et

b) qui nécessite une protection stricte au niveau de l'Union européenne (obligation Annexe IV).

Le Luxembourg a donc une obligation envers l'Union européenne de protéger la mulette épaisse.

Il est rappelé que le rat musqué est une espèce non indigène d'origine nord-américaine, introduite en Europe en 1905, qui a par la suite colonisé les cours d'eau de presque toute l'Europe.

Aujourd'hui l'espèce est présente sur tout le territoire le long des cours d'eau ainsi que sur les eaux stagnantes. Il ne s'agit donc pas d'une espèce menacée.

Au Luxembourg, le règlement grand-ducal du 27 juillet 1971 concernant les mesures à prendre en vue de prévenir l'introduction et la propagation d'organismes nuisibles prévoit dans son article 66 que "En vue de la destruction du rat musqué, les agents de l'Aministration des Eaux et Forêts peuvent utiliser tout moyen autorisé par le Ministre ayant dans son ressort l'Administration des Eaux et Forêts".

La directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages, transposée en droit national par la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, se prononce sur les méthodes de pièges autorisés. Un point important est le fait qu'un piège doit être sélectif afin d'éviter la capture d'individus d'espèces non ciblées (voir annexe 8 de la loi du 19 janvier 2004).

En vue de ce qui précède, l'Administration des Eaux et Forêts (service de la chasse et service de la conservation de la nature) a pris la décision de procéder, sur le niveau local limité aux tronçons de la Haute-Sûre contenant des mulettes épaisses en grand nombre (en total environ 1.500 m), pendant une période limitée à un maximum de 6 mois et commençant le 15 janvier 2005, à la capture de rats musqués par l'utilisation de pièges à appât sélectifs. À ce jour seulement des rats musqués ont été capturés: pas un seul animal non ciblé n'a été capturé. Les pièges utilisés sont donc à 100% sélectifs.

L'affirmation "initiierter Vernichtungsaktion betreffend 'Pelztiere' an der Obersauer anhand von unter Wasser aufgestellten Totschlagfallen" n'est pas fondée car

- seulement le rat musqué est visé et non pas les animaux à fourrure en général;
- les pièges ne sont pas posés en dessous de l'eau.

L'affirmation "De Règlement grand-ducal vum 1. Dezember 1993" (…) interdisant l'utilisation du piège à mâchoires (…)" stellt de Gebrauch vu pièges à mâchoires zënter dem 1. Januar 1994 ënner Strof" est bien correcte mais ne concerne pas l'affaire sous rubrique, étant donné que l'Administration des Eaux et Forêts n'utilise pas de pièges à mâchoire. Il est rappelé dans ce contexte que le piège à mâchoire est un piège qui fonctionne en capturant l'animal par un ou plusieurs membres, sans pour autant le tuer. Le piège à mâchoire est donc bel et bien un piège qui fait souffrir l'animal capturé, contrairement au piège à appât sélectif utilisé sur la Haute-Sûre, qui tue l'animal sur le coup en lui brisant la nuque.

L'affirmation "Anscheinend soll den Ëmweltministère dës Aart vu Juegd trotzdeem all déi Joren toleréiert hunn" n'est pas fondée.

Il convient donc de préciser:

1. Légalement parlant, le seul mode de chasse autorisé au Luxembourg est la chasse à tir avec des armes de feu. L'utilisation de pièges pour la capture sélective de certaines catégories bien définies d'animaux ne constitue pas un acte de chasse.
2. L'article 66 du règlement grand-ducal du 27 juillet 1971 autorise les agents de l'Administration des Eaux et Forêts à utiliser tout moyen autorisé par le ministre ayant dans son ressort l'Administration des Eaux et Forêts en vue de la destruction du rat musqué. Les pièges utilisés dans pareil cas ne sont pas des pièges à mâchoires, tels que visés par le règlement grand-ducal du 1er décembre 1993, c'est-à-dire des pièges qui capturent l'animal par un ou plusieurs de ses membres, mais des pièges à appât qui tuent l'animal sur le coup en lui brisant la nuque.
3. L'Administration des Eaux et Forêts n'a pas connaissance d'infractions qui auraient été commises depuis des années.

Question 0345 (8.3.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **double nationalité:**

Le Gouvernement a retenu dans sa déclaration gouvernementale du 4 août 2005 que «la législation sur la nationalité luxembourgeoise sera amendée pour permettre aux étrangers qui souhaitent acquérir la nationalité luxembourgeoise de pouvoir ce faire sans devoir renoncer à leur nationalité d'origine. La même possibilité sera introduite pour les Luxembourgeois résidant à l'étranger et souhaitant acquérir la nationalité de leur pays de résidence.»

Par ailleurs, les professeurs Francis Delpérée et Michel Verwilghen ont fait, dans leur étude «Citoyenneté multiple et nationalité multiple au Grand-Duché de Luxembourg», un certain nombre de propositions pour modifier la législation actuellement en vigueur.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si le Gouvernement a déjà examiné un texte permettant aux citoyens luxembourgeois et aux citoyens étrangers d'acquérir la double nationalité?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer quand il estime pouvoir déposer un projet de loi prévoyant la double nationalité à la Chambre des Députés?

Réponse (14.3.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les travaux relatifs à l'introduction de la double nationalité débuteront après la fin de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne, de sorte qu'on peut s'attendre au dépôt du projet de loi afférent au cours du premier semestre 2006.

Question 0346 (9.3.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **décharges des déchets inertes:**

Aus engem Bréif, deen de Groupement des entrepreneurs viru kuerzem wéinst der Problematik vun dem Bauschutt un Iech geriicht huet, geet ervir, datt an dësem Beräich geschwë mat gréissere Problemer ze rechnen ass, well verschidden aktuell Deponien esou gutt wéi um Enn sinn an näischt méi ophuele kënnen. Konkret gëtt bedauert, datt de "Plan directeur sectoriel - Décharges pour déchets inertes" trotz ville Verspriechen nach ëmmer net a Kraaft gesat wär.

Duerfir géif ech Iech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Situatioun um Secteur vum Bauschutt anzeschätzen?
2. Wat gedenkt Dir ze ënnerhuelen, fir kuerzfristeg Engpäss ze verhënneren?
3. Wéi gesäit déi mëttel- a laangfristeg Strategie vun der Regierung op dësem Gebitt aus? Gëtt dobäi och versicht, fir wäitreimeg Transporter sou wäit wéi méiglech ze reduzéieren oder ze vermeiden?
4. Fir wéini ass mat der Akraaftsetzung vum betreffenden "Plan directeur sectoriel" ze rechnen?

Réponse (15.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1) Als Äntwert op déi éischt Fro verweisen ech op d'Äntwert op d'parlamentaresch Ufro N°0287 vum honorablen Deputéierten Emile Calmes, deen och schonns no der Aschätzung vun der aktueller Situatioun am Beräich vum Bauschutt gefrot hat *(cf. compte rendu N°7/2004-2005)*.

2) Et ass schwéier, kuerzfristeg Léisungen ëmzesetzen, well all Décharge enger Rei vu Genehmegungen ënnerworf ass. Déi entspriechend Genehmegungsprozedure brauchen natierlech eng gewëssen Zäit vum Ausschaffe vun engem Dossier, iwwert d'öffentlech Unhéierung an d'Instruktioun duerch déi verschidden zoustänneg Verwaltunge bis schlussendlech zur Genehmegung. Dofir ginn et an der direkter Zukunft nëmmen d'Méiglechketen, fir op déi bestehend Déchargen an anere Géigende vum Land ze fueren oder awer op Déchargen an der Grenzregioun. Meng Servicer vun der Ëmweltverwaltung hu schonns entspriechend Verhandlungen zesumme mat hiren däitsche Kolleegen an de Vertrieder vun den Entrepreneuren gefuerdert, fir déi administrativ Obligatiounen, déi bei engem Export vun Offall an en anert Land bestinn, esou ze vereinfachen, datt e reiwungslosen Oflaf vun de Chantiere kann, wat dëse Punkt ugeet, geséchert ginn. Doniewent léisst d'Ëmweltverwaltung zurzäit eng systematesch Recherche vu potenzielle Siten an der südlecher Hallschent vu Lëtzebuerg duerchféieren.

3) Et dierft wuel bekannt sinn, datt et d'Zil vun der Regierung ass, e regionaalt Netz vu Bauschuttdeponien iwwert d'Land ze zéien, sou datt dee Bauschutt, deen anzwousch ufält, och an der Regioun, souwäit en net recykléiert ka ginn, entsuergt gëtt. Esou e regionaalt Netz erméiglecht selbstverständlecht, datt wäitreimeg Transporter vermidde ginn. Grad fir d'Ëmsetzung vun dëser Strategie ass de "Plan directeur sectoriel" ausgeschafft ginn. Doniewent gëtt selbstverständlech un deene Projete weidergeschafft, déi fir de Moment an der Preparatioun sinn, fir déi entspriechend Déchargen esou séier ewéi méiglech a Betrib kënnen ze huelen.

4) Wat de "Plan directeur sectoriel" selwer ugeet, kann ee soen, datt d'Prozedur esou wäit fortgeschratt ass, datt den Avis vum Comité interministériel fir den Aménagement du Territoire mat gréisster Wahrscheinlechkeet fir Enn Abrëll virleie wäert. Et kann een also realistesch dovun ausgoen, datt déi entspriechend Deklaratioun virun der Chamber nach virun der Summerpaus gemaach gëtt, sou datt dann de Projet vum Règlement grandducal dann och nach an d'Instruktiounsprozedur goe kann.

Question 0347 (9.3.2005) de **MM. Ali Kaes** et **Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**organisation de la filière bois-énergie:**

Le projet de règlement grand-ducal instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelables prévoit entre autres des aides à l'investissement en vue de la mise en place de chaudières à gazéification ou de chaudières respectivement poêles à granulés de bois (les pellets).

Le bois représente une ressource naturelle renouvelable et dont les réserves croissent régulièrement. Selon l'étude "Ganzheitliche Betrachtung der energetischen Holznutzung in Luxemburg" publiée en février 2005, le potentiel technique du bois de nos forêts est estimé à 100.000-150.000 m³/an et le potentiel énergétique s'élève à 254.000-381.000 MWh/an.

Dans ce contexte il faut se rappeler que la bonne gestion des forêts est basée sur les principes d'une gestion forestière durable telle qu'énoncée dans la résolution H1 de Helsinki, à savoir "la gérance et l'utilisation des forêts et des terrains boisés, d'une manière et à une intensité telles qu'elles maintiennent leur diversité biologique, leur productivité, leur capacité de régénération, leur vitalité et leur capacité à satisfaire, actuellement et pour le futur, les fonctions écologiques, économiques et sociales pertinentes, aux niveaux local, national et mondial".

La filière bois-énergie contribue à valoriser cette ressource naturelle. Grâce à sa disponibilité régionale, la valorisation énergétique de cette dernière peut renforcer l'économie régionale et favoriser la création d'emploi. À titre d'exemple, pour la récolte de chaque tranche de 300 m³ de bois, un nouvel emploi pourrait être créé dans la filière bois et plus généralement dans le milieu rural.

Afin d'organiser la gestion de cette filière, il s'avère nécessaire d'élaborer un programme pluriannuel et pluridisciplinaire bois-énergie, pour le mieux au sein de l'Administration des Eaux et Forêts. Cette dernière s'occupe de la gestion de 44,8% des forêts du Luxembourg, en tout environ 40.000 ha. En ce qui concerne les forêts privées, leur surface totale s'élève à environ 45.700 ha.

Dans le cadre d'un tel programme forestier et durable, l'Administration des Eaux et Forêts aurait pour mission de définir différents projets à réaliser notamment dans le domaine du débroussaillage de nos forêts et de la mise en valeur de la matière repoussante destinée à des fins énergétiques. Il va de soi qu'un bon nombre de jeunes chômeurs, encadrés par du personnel qualifié, pourraient être recrutés

pour effectuer ces travaux. En plus les jeunes chômeurs pourraient obtenir une formation adéquate leur facilitant l'insertion ou la réinsertion sur le marché de l'emploi et dans la société.

Ainsi les agriculteurs tireront profit de la valorisation de cette énergie repoussante. Celle-ci représenterait pour eux une nouvelle source d'activité et des revenus complémentaires. En tant que source d'énergie renouvelable, le bois peut aider à réduire la grande dépendance du Luxembourg à l'égard des marchés internationaux d'énergies fossiles et sachant que ces dernières ne sont pas inépuisables et que la flambée du prix de pétrole perturbe notre économie, il s'avère nécessaire de changer notre tissu d'alimentation énergétique.

L'utilisation de la biomasse bois à des fins de production d'énergie thermique présente un certain nombre d'avantages répondant au défi susmentionné et aux trois objectifs du développement durable que sont l'objectif économique, écologique et social. Conscient des contraintes en matière d'émissions de CO_2, le Luxembourg devrant réduire ses émissions de CO_2 de 28% jusqu'en 2012, l'élaboration d'un tel programme bois-énergie s'avère dès lors nécessaire.

Dans ce contexte nous aurions aimé poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Environnement et des Finances:

- Afin d'organiser la gestion de la filière ne devrait-on pas envisager de monter un programme pluriannuel et pluridisciplinaire bois-énergie et ceci au mieux au sein de l'Administration des Eaux et Forêts?
- À l'instar des conclusions de l'étude "Ganzheitliche Betrachtung der energetischen Holznutzung in Luxemburg" et afin de promouvoir la biomasse bois à des fins énergétiques, ne devrait-on pas songer à réduire le taux de TVA actuel de 12% à 6%?

Réponse commune (25.3.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Depuis plusieurs années la discussion sur les conséquences du réchauffement de notre planète est menée dans tous les pays. Une des conséquences de cette discussion est l'obligation de limiter les émissions de gaz à effet de serre, de diminuer le recours aux énergies fossiles et de favoriser les énergies renouvelables.

En suivant les discussions dans l'opinion publique dans notre pays, nous devons constater que la production d'énergie douce à l'aide d'éoliennes et à l'aide de barrages fluviaux est discutée contradictoirement. La construction d'éoliennes est mise en doute au vu des impacts négatifs sur l'esthétique des paysages et les barrages sur les fleuves et ruisseaux compromettent la migration des poissons.

Le bois récolté dans les forêts luxembourgeoises devrait jouer un rôle important dans la production d'énergie renouvelable. En effet la forêt occupe 34% du territoire national et la gestion sylvicole se base sur des considérations du rendement soutenu. La forêt luxembourgeoise pourrait remplacer sans aucun problème 40.000.000 litres de fuel par an par une énergie renouvelable tout en garantissant une gestion durable de la forêt de notre pays.

L'utilisation du bois à des fins énergétiques est neutre du point de vue de la production du gaz carbonique qui constitue un des facteurs principaux dans les changements climatiques de notre planète. La combustion de bois ne produit que du gaz carbonique stocké au cours du dernier siècle par la forêt, alors que la combustion des énergies fossiles rejette dans l'atmosphère le gaz carbonique produit il y a des millions d'années.

Au cours des dernières années l'évolution technique dans le domaine de l'utilisation du bois comme combustible a fait des progrès importants de sorte que les problèmes d'émissions ne constituent plus d'obstacles à la réalisation de tels projets. En outre, l'alimentation en copeaux des chaudières et la surveillance des installations nécessitent un volume de travail et de surveillance comparable à celui de chaudières traditionnelles en fuel.

Je me permets de relever que la comparaison directe des coûts financiers des deux matériaux de combustion (bois-matériau renouvelable et fuel-énergie fossile non renouvelable) est incorrecte, étant donné que le fuel est vendu actuellement à un prix relativement bas, qu'il peut être sujet à des hausses spectaculaires, que la combustion du fuel utilise des ressources non renouvelables, que les dégâts occasionnés lors d'accidents de transport maritime et terrestre ne sont pas pris en compte lors du calcul du prix de revient du fuel, et que cette combustion joue un rôle important dans la production de gaz carbonique de notre planète.

En comparant les flux financiers en relation avec les deux combustibles fuel et bois il a été constaté dans une étude menée en Suisse que 100% des moyens financiers restaient dans le pays en chauffant au bois et que 60% des moyens financiers étaient exportés hors des frontières nationales dans le cas du chauffage au fuel. Il y a lieu de relever que la chaîne de production et de transport des copeaux de bois engendrera des emplois dans les régions rurales.

Du point de vue de la gestion forestière je voudrais relever que le bois utilisé à des fins énergétiques revête un caractère industriel, c'est-à-dire qu'il est actuellement vendu pour être transformé dans un processus industriel en cellulose et en papier. Actuellement l'administration récolte 50-60.000 m^3 de bois de trituration par an. La totalité de ce bois pourrait être utilisé à des fins de production d'énergie sans qu'un seul arbre supplémentaire ne soit abattu. Le développement de la filière bois-énergie aura pour effet de diversifier la commercialisation du bois de trituration.

L'Administration des Eaux et Forêts a incité des communes propriétaires de forêts et de bâtiments communaux à réaliser des chauffages à copeaux de bois. Mon administration s'est chargée de la logistique relative à la production des copeaux de bois et de l'approvisionnement des chaudières. Je tiens à relever que la production des copeaux de bois à partir des grumes récoltées est confiée à un entrepreneur du secteur privé et que le transport des copeaux est assuré en principe par des agriculteurs de la région. Vous trouverez en annexe le relevé des installations réalisées et de celles en voie de planification.

Après avoir procédé à des réalisations concrètes et dans le souci de veiller à ce que la récolte de bois énergétique ne conduise à des dérapages économiques et écologiques, il est important que l'Administration des Eaux et Forêts dispose des moyens en personnel nécessaires pour inciter les administrations communales et étatiques à recourir à l'utilisation du bois à des fins énergétiques. Mon administration devrait disposer d'un poste d'ingénieur forestier (fonctionnaire ou employé) pour développer une approche nationale dans ce domaine.

Dans un futur proche les missions suivantes devraient être réalisées par mon administration: sensibilisation des administrations communales propriétaires de forêts, coordination des projets communaux, développement d'une approche globale pour la forêt privée (55% de la surface boisée du pays) dans le domaine bois-énergie.

Ad question 1: Compte tenu de ce qui précède l'Administration des Eaux et Forêts se tient prête à assurer l'organisation et le fonctionnement d'un projet pluriannuel et pluridisciplinaire sous condition de disposer d'un minimum de personnel nécessaire à cette mission. La mise en œuvre de ce projet respectera les trois piliers de la gestion durable, à savoir les volets écologique, économique et social.

Le dossier bois-énergie constituerait un pas concret, efficace et réalisable dans des délais courts dans le cadre de la mise en œuvre du protocole de Kyoto.

Ad question 2: Le Ministère de l'Environnement devrait se concerter avec le Ministère des Finances à ce sujet. Il est évident que la réduction de la TVA de 12% à 6% augmenterait l'attrait des utilisateurs potentiels de la filière bois-énergie.

Question 0350 (10.3.2005) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant les **zones de protection des eaux:**

En vue d'assurer la qualité des eaux destinées à l'alimentation humaine, l'article 18 de la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau prévoit la création de zones de protection autour des points de prélèvement, ces zones de protection pouvant être subdivisées en zone de protection immédiate, zones de protection rapprochée et zones de protection éloignée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Selon mes informations, aucune déclaration de zone de protection des eaux a été finalisée depuis 1993. Monsieur le Ministre peut-il me confirmer cet état des choses?
- Si oui, quelles sont les raisons de ce «maigre» bilan?

Réponse (28.4.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Il est vrai qu'à l'heure actuelle, aucune zone de protection des eaux souterraines captées à des fins d'alimentation humaine n'est déclarée en vertu de la loi du 29 juillet 1993 concernant la protection et la gestion de l'eau.

La raison en est que la désignation de telles zones est subordonnée à l'existence d'un plan général de gestion des eaux. Ce plan existait bel et bien dans ses grandes lignes en 1995, mais a été mis en veilleuse pour attendre des critères plus détaillés y relatifs, en voie d'élaboration dans le contexte de la proposition de la directive CE devant établir un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau («directive cadre»). Il faut savoir, en effet, que le plan de gestion de bassin hydrographique allait devenir un des éléments-clefs de la «directive cadre» adoptée le 23 décembre 2000, de sorte qu'il a été jugé utile d'attendre la version définitive du texte communautaire.

Comme la «directive cadre» sera transposée en droit national sous peu, rien ne s'opposera plus à définir les zones de protection par voie réglementaire.

Ceci étant, je tiens à informer Monsieur le Député que les travaux techniques préparatoires à la désignation des zones ont été entamés depuis quelque temps déjà par l'Administration de la Gestion de l'Eau, ceci en collaboration étroite avec les instances communales concernées, circonstance qui permettra l'engagement rapide de la procédure des projets de règlements grand-ducaux consécutivement à l'adoption définitive de la nouvelle loi sur la gestion de l'eau qui aura non seulement pour objet de satisfaire les besoins de transposition de la «directive cadre», mais qui réunira en un seul texte tous les aspects de la gestion de l'eau.

J'aimerais pour terminer informer Monsieur le Député que, contrairement à ce qu'il prétend, il existe une zone de protection des eaux dans notre pays, à savoir celle créée par la loi du 27 mai 1962 autour du barrage d'Esch-sur-Sûre.

Question 0351 (10.3.2005) de **M. Camille Gira** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**ancien pilote en chef de Luxair travaillant pour le compte de la Direction de l'Aviation civile:**

Conformément à notre règlement, je souhaite poser une question à Monsieur le Ministre des Transports au sujet d'un ancien pilote en chef de Luxair travaillant pour le compte de la Direction de l'Aviation civile.

Dans ce contexte j'aimerais avoir les précisions suivantes:

- Cette mise à disposition de l'ancien pilote en chef pour le compte de la Direction de l'Aviation civile et sur base d'un arrangement avec Luxair, est-elle toujours effective?
- Cette mise à disposition présupposant l'existence d'un contrat de travail avec Luxair, Monsieur le Ministre peut-il me confirmer qu'un tel contrat est toujours en vigueur?

  Suivant l'annuaire téléphonique de l'Administration de l'État cet ancien pilote en chef serait responsable du volet «licences personnel navigant».
- Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions quant aux fonctions concrètes de cet expert?

Réponse (12.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Mes prédécesseurs avaient trouvé à l'époque un arrangement avec Luxair pour pouvoir bénéficier pour compte du Ministère des Transports du savoir technique d'un des cadres de la compagnie dans le domaine particulier des licences du personnel navigant.

Cet arrangement, dont la dernière version avait été formalisée par une convention en due forme entre le Ministère des Transports et Luxair datée au 26 juillet 2002, est venu à échéance le 1er mars 2005 au moment de l'admission de l'intéressé à la retraite.

Or, j'ai estimé qu'il y a intérêt à faire accompagner le travail du bureau des licences de la Direction de l'Aviation civile pendant la phase initiale de la mise en œuvre du règlement grand-ducal du 6 février 2004 réglementant les licences et qualifications du personnel de conduite d'avion et à permettre au personnel en place qui a été recruté au cours des dernières années de profiter des connaissances approfondies dudit expert jusqu'au moment où l'activité du service en question aura atteint son rythme de croisière. C'est pourquoi le contrat précité a été remplacé par une convention conclue directement avec cet expert jusqu'au 31 décembre 2005.

En vertu de cette convention l'expert en question est à la disposition du bureau des licences de la Direction de l' Aviation civile à raison d'un minimum de 16 heures par semaine. Sa mission consiste "à conseiller et à assister la Direction de l'Aviation civile dans l'élaboration et la révision de la réglementation technique dans les domaines de la formation et des licences du personnel navigant et du contrôle de l'exploitation en vol ainsi que dans le contrôle et l'application de ces réglementations par des opérateurs concernés. Il exercera également la fonction de pilote inspecteur pour le compte de la Direction de l'Aviation civile dans le cadre de la mise en application des cadres réglementaires JAR-FCL et JAR-OPS."

Question 0352 (11.3.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**installation d'un parc à éoliennes dans les communes de Redingen, Rambrouch, Wahl et Ell:**

Il me revient qu'il existe un projet important d'installer un parc à éoliennes dans les communes de Ell, Redingen, Rambrouch et Wahl.

D'après certaines informations ces éoliennes mesurent près de 133 mètres de haut et se trouvent à proximité d'habitations. Un total de 15 éoliennes devraient être installées sur une superficie de 10 km?.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Si Monsieur le Ministre peut me confirmer ces informations?
- Si Monsieur le Ministre peut m'informer de l'apport énergétique des éoliennes?
- Quels sont les montants des subventions étatiques nécessaires pour un tel projet?
- Quels sont les contacts qui ont été pris avec les habitants des différentes communes?
- Quel est l'avancement du projet?

Réponse (15.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Un dossier de demande "commodo" a été introduit le 17 septembre 2003 auprès de l'Administration de l'Environnement ayant pour objet l'installation d'un parc à éoliennes sur le territoire des communes de Rédange, Ell, Rambrouch et Wahl. Selon les informations figurant dans le dossier, le projet prévoit 15 éoliennes d'une puissance unitaire de 1,8 MW et produisant environ 46 GWh (GigaWattheures), ce qui correspond à une consommation énergétique (électrique) de 10.300 ménages au Luxembourg.

Pour ce qui est de l'information des habitants des différentes communes, celle-ci a eu lieu par le biais des enquêtes publiques qui se sont déroulées entre juin et septembre 2004.

Le dossier "commodo" est en train d'être finalisé, tout en tenant compte des observations formulées lors de l'enquête publique. Sur la base de ce dossier finalisé, le Ministre de l'Environnement prendra sa décision quant à l'autorisation d'implantation et d'exploitation du projet en question.

En ce qui concerne les montants des subventions étatiques nécessaires pour un tel projet, on peut dire qu'un tel projet est éligible dans le cadre de la loi-cadre économique, tombant dans le ressort du Ministre de l'Économie. Les aides proprement dites sont déterminées en fonction des dispositions de cette loi.

Outre cette aide à l'investissement, la production d'énergie renouvelable est rémunérée conformément aux dispositions du règlement grand-ducal concernant la fourniture d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables, règlement qui est en cours de légiférération, règlement relevant également du Ministre de l'Économie.

En plus une prime de 0,025 euros par kWh injecté dans le réseau électrique peut être allouée. Cette prime peut être accordée, dans le cadre des limites budgétaires, pour une période allant jusqu'à dix ans.

Question 0353 (11.3.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **diffusion de publicité dans les cases des enseignants:**

Il me revient qu'une chaîne de librairies a déposé dans les cases des enseignants de certains lycées la pièce ci-jointe concernant une action pour la vente de livres *(annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés)*.

Cependant, certains professeurs ont été surpris d'une telle démarche, car ils pensaient que les cases n'étaient pas accessibles au public.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Éducation nationale:

- Si Madame le Ministre peut me confirmer ces informations?
- Dans l'affirmative les cases des professeurs sont-elles accessibles au public?
- Dans la négative comment Madame le Ministre s'explique une telle démarche?
- Si Madame le Ministre ne pense pas qu'une telle démarche est une concurrence déloyale?

Réponse (25.3.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Je peux confirmer l'information suivant laquelle une chaîne de librairies a déposé dans les cases des enseignants de certains lycées une note informant sur les conditions avantageuses qu'offrent les librairies en question à l'occasion de l'achat de livres devant servir à la lecture en classe, ceci pour la période du 1er mars au 31 décembre 2005.

Les cases sont aménagées soit à l'entrée, soit à l'intérieur d'une salle spécialement réservée aux enseignants. Elles sont en principe inaccessibles à toute personne non autorisée. D'après les renseignements dont je dispose, le dépôt s'est fait de manière ciblée dans les cases de professeurs de langue et à l'insu des directeurs.

Il va sans dire que je n'approuve pas la démarche en question et je contacterai les directeurs des établissements scolaires pour que, dans la mesure du possible, pareil démarchage ne se reproduise plus.

Question 0354 (11.3.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant les **primes d'apprentissage:**

Le règlement grand-ducal du 29 août 1988 a généralisé la politique des primes d'apprentissage réservées jusque-là aux uniques demandeurs d'emploi, sans emploi, désirant entamer un apprentissage dans un métier figurant dans une liste très restreinte. Le règlement précité a introduit des primes à l'intention des patrons-formateurs et à l'intention des apprentis, toutes professions confondues. Il me revient que le versement de ces primes à l'attention des apprentis accuse un retard considérable, et que le montant des primes n'a pas été adapté au salaire social minimum.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre du Travail et de l'Emploi:

1) Quelles sont les raisons de ce retard considérable?
2) Quels sont les moyens pouvant être mis en œuvre situation pour remédier à cette situation?
3) Pourquoi les primes ne sont-elles pas adaptées?

Réponse (21.4.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Plusieurs raisons sont à l'origine du retard intervenu dans la liquidation des aides et primes se rapportant aux années scolaires 2001/2002 et 2002/2003.

En effet, il y a lieu de souligner d'abord qu'en ce qui concerne le déroulement informatique de la liquidation, l'ADEM est tributaire du Centre informatique de l'État qui a connu des problèmes de programmation concernant le versement des aides et primes.

Par ailleurs, il résulte des dispositions de l'article 5 du règlement grand-ducal du 6 novembre 2000 fixant les conditions et modalités des aides et primes de promotion de l'apprentissage que les chambres professionnelles peuvent être associées par convention conclue avec le ministre ayant l'emploi dans ses attributions aux procédures d'introduction et de liquidation des aides et primes. Or, il s'avère que les demandes d'octroi des aides et primes introduites à l'ADEM par les chambres professionnelles sont souvent incomplètes ou incorrectes en ce qui concerne notamment les matricules et les comptes bancaires des bénéficiaires. Les opérations de recherche et de redressement en résultant empêchent ainsi un traitement plus efficace des dossiers.

Il y a lieu de constater finalement qu'un certain nombre d'employeurs, qui ignorent apparemment les dispositions réglementaires en rigueur, ne présentent les demandes de remboursement qu'après intervention de leur apprenti.

La liquidation des aides et primes se rapportant à l'année scolaire 2002/2003 se terminera fin mars 2005.

Le traitement des dossiers relatifs à l'année scolaire 2003/2004 qui ont été introduits à l'ADEM aux mois de janvier et février 2005 débutera début avril 2005, de sorte que le retard se limite actuellement à trois mois.

Le renforcement du service en charge des aides et primes de promotion de l'apprentissage ainsi qu'une réunion de concertation avec les chambres professionnelles sur des questions d'ordre pratique de liquidation des aides et primes devraient permettre d'éviter des retards à l'avenir.

Je voudrais néanmoins signaler à l'honorable Député que les problèmes précités se représentent régulièrement et sont en fait injustement imputés au Ministère du Travail et à ses administrations, alors que ceux-ci se trouvent en simple agents payeurs en bout de la chaîne administrative, et dépendent du traitement propre des dossiers en amont. En effet la responsabilité "politique" en matière de politique d'apprentissage réside auprès du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, alors que la liquidation appartient au Ministère du Travail et de l'Emploi en tant que gestionnaire du Fonds pour l'emploi.

Au vu de cette situation, et pour arriver à un règlement plus rapide et plus simple des montants à charge du Fonds pour l'emploi, en attendant le cas échéant une réforme plus substantielle mettant sous la responsabilité directe du MENFP la partie du FPE (section spéciale) qui traite de la formation, je me proposerai pour l'instant de saisir les partenaires sociaux, les Chambres professionnelles et le Ministère compétent ratione materiae d'une suggestion visant à faire des prestations en cause des forfaits, dont la liquidation ne demandera plus du travail administratif de longue haleine, ni auprès des entreprises, ni auprès des Chambres, ni finalement auprès des administrations.

Question 0355 (15.3.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **directive européenne relative au droit au regroupement familial:**

La réunification familiale des citoyens non communautaires résidant légalement au Luxembourg se fait depuis des décennies sans véritable base légale. La directive européenne 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial en établit le cadre légal et son délai de transposition en droit national expire le 3 octobre 2005.

- Quand et comment le Luxembourg entend-il donner suite à cette directive?
- Le Gouvernement entend-il dépasser les déclarations générales afin d'affirmer sa réelle volonté d'action?

Réponse (2.5.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

À plusieurs reprises le Gouvernement a déclaré que l'élaboration d'une nouvelle loi relative à l'Immigration sera une de ses premières priorités après le 30 juin 2005.

Dans ce cadre, il sera évidemment procédé également à la transposition en droit national de la Directive 2003/86/CE du Conseil du 22 septembre 2003 relative au droit au regroupement familial de ressortissants originaires d'États tiers non membres de l'Union européenne.

Question 0357 (15.3.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant les **poursuites judiciaires au niveau de la coopération transfrontalière en matière d'infractions au Code de la Route:**

Dans ma question parlementaire N°0276 datant du 1er février 2005 j'ai demandé à Monsieur le Ministre de la Justice des renseignements sur le Bureau commun de Coopération policière et le Centre commun de Coopération policière et douanière.

Dans sa réponse Monsieur le Ministre note qu' «à la suite de l'identification effectuée par le Centre commun de Coopération policière et douanière, qui a pour résultat d'identifier le propriétaire d'un véhicule et non le conducteur, les procédures normales de poursuite judiciaire prennent leur cours en fonction de la gravité des faits et du principe de l'opportunité des poursuites défini par les autorités judiciaires des pays respectifs».

Voilà pourquoi j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire dans combien de cas les autorités judiciaires des pays en question ont jugé opportun des poursuites?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut également m'informer sur la gravité des infractions commises?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur le nombre de poursuites ayant abouti?

Réponse (13.5.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En cas de constatation d'une infraction (en général une contravention) par des autorités policières étrangères, celles-ci s'adressent dans un certain nombre d'hypothèses au Centre commun de Coopération policière et douanière pour obtenir l'identification du propriétaire du véhicule (mais non celle du conducteur).

Ensuite, ce sont les autorités judiciaires du pays où l'infraction a été commise qui prennent à l'égard du propriétaire les mesures que leurs lois permettent de prendre.

Seules les autorités judiciaires étrangères seraient donc à même de donner une réponse quant au nombre et à la gravité des infractions qui ont donné lieu à poursuite.

Question 0358 (15.3.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant les **aides financières pour études supérieures:**

Étant donné que les réponses fournies à ma question parlementaire N°0282, dont copie en annexe *(cf. ci-avant)*, étaient lacunaires, et que je n'ai pas eu de réponse à ma question orale posée au cours des débats sur le projet de loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures, je me permets de réitérer mes questions:

- Quel est le taux de réussite des étudiants luxembourgeois inscrits en France?
- Quel est le pourcentage d'étudiants se trouvant dans l'impossibilité de rembourser dans son intégralité leur prêt accordé aux termes de la loi concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures (communément appelé prêt-étudiant)?

Réponse (18.4.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

1. Pour ce qui est de la réussite des étudiants luxembourgeois dans les universités françaises, je me permets de vous signaler que ces étudiants évoluent dans un système national français et que les statistiques sont établies en fonction des demandes des autorités françaises et pour les besoins de celles-ci. Les autorités françaises n'ont pas produit jusqu'à présent de statistiques spécifiques sur la réussite des étudiants luxembourgeois dans les universités françaises. Les seules indications sur la réussite de nos étudiants sont relatives aux primes d'encouragement, indications que je vous ai fournies dans ma réponse à votre question parlementaire N°0282 *(cf. ci-avant)*.

2. Pour ce qui est de la deuxième question concernant les étudiants se trouvant dans l'impossibilité de rembourser leur prêt-étudiant, je me permets de nuancer quelque

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

peu ma réponse. La diversité des situations des étudiants et le décalage entre les dates de début de remboursement rendent difficile la définition d'un échantillon de référence et il y a donc impossibilité d'exprimer des pourcentages. Il convient en outre de distinguer entre les étudiants qui ont des difficultés de remboursement passagères et qui demandent que l'on augmente le délai de remboursement normal qui est de dix ans et les étudiants qui sont dans l'impossibilité totale de rembourser. Je précise aussi que toutes ces demandes sont avisées par la commission consultative prévue à l'article 8 de la loi modifiée du 22 juin concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures.

Le tableau ci-dessous renseigne sur les dispenses et les délais de remboursement traités par la commission consultative au cours des trois dernières années.

	Dispenses de remboursement		Délais de remboursement	
	demandes	accords	demandes	accords
2002	32	23	27	9
2003	13	8	23	11
2004	18	12	32	21

Question 0359 (15.3.2005) de **Mme Anne Brasseur** *(DP)* concernant le **site Internet du département ministériel de l'enseignement supérieur:**

Le Luxembourg fait de grands efforts pour développer l'utilisation des nouvelles technologies de l'information. Il est étonnant dans ce contexte de constater que le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche dispose uniquement d'un site Internet pour les départements de la culture et de la recherche. Le département ministériel de l'Enseignement supérieur par contre ne dispose pas de site.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Quelles sont les raisons de l'absence d'un site Internet du département de l'Enseignement supérieur?
- Monsieur le Ministre envisage-t-il de créer un site Internet propre au département de l'Enseignement supérieur? Dans l'affirmative, quand est-ce que ce site sera consultable par le public?

Réponse (18.4.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le site Internet du département de l'Enseignement supérieur fait parti du nouveau site Internet du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, site qui sera mis en ligne sous peu.

Je tiens à signaler que le site Internet du Centre de Documentation et d'Information sur l'Enseignement supérieur est en ligne depuis le mois de juin 2003 et que les demandes d'aides financières pour études supérieures peuvent être faites en ligne depuis le 8 août 2003, à l'adresse www.cedies.lu

Question 0360 (15.3.2005) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **fluidité du trafic sur la route d'Echternach:**

Aux heures de pointe, des embouteillages importants se produisent régulièrement sur la route d'Echternach en direction de Luxembourg, notamment sur le tronçon Gonderange - Waldhaff - accès vers l'autoroute A7. Sont concernés par ces bouchons aussi bien les automobilistes que les autobus.

Par ailleurs, à hauteur de l'accès à la route du Nord (A7), on peut également constater que les automobilistes venant d'Echternach et voulant rejoindre l'A7 sont obligés d'arrêter leur véhicule pour céder la priorité aux conducteurs venant de Dommeldange. Or, le changement de priorité à cet endroit manque de logique et a pour conséquence d'entraver la fluidité du trafic.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Transport et des Travaux publics:

- Ne serait-il pas envisageable d'instaurer une bande qui soit exclusivement réservée aux autobus sur la route d'Echternach (E27) entre Gonderange et Waldhaff rendant ainsi la circulation des bus plus régulière?
- Afin d'assurer un trafic plus fluide et de réduire le risque d'accidents au strict minimum, ne serait-il pas utile de changer la priorité à hauteur de l'accès à la route du Nord, ou, le cas échéant, de mettre en place une signalisation lumineuse pour avertir les automobilistes du changement de priorité?
- Dans le même ordre d'idées, ne serait-il pas également profitable de prolonger la bande de circulation existante qui permet l'accès direct à la bretelle de l'autoroute A7 pour les véhicules venant d'Echternach?

Réponse commune (6.5.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Députée Madame Françoise Hetto-Gaasch, il y a lieu de fournir les précisions suivantes:

Point 1:

La route nationale N11 entre Dommeldange et Echternach reprend une charge de trafic de plus en plus importante, notamment à cause d'une augmentation constante du trafic transfrontalier, du trafic en direction des zones industrielles et en direction des centres d'habitation.

Rappelons aussi qu'il s'agit d'une route européenne (entre Echternach et la jonction à l'autoroute du Nord) qui doit répondre aux critères d'un réseau de routes hautement performant.

Comme cette route ne va pas être dédoublée par une autoroute ni à moyen ni à long terme, il faut garder et mieux encore augmenter les capacités de cette artère importante. Pour tenir compte des recommandations arrêtées dans les accords internationaux visant la création d'un réseau de routes européennes hautement performant, le projet relatif à la construction du contournement de Junglinster a été repris sur la liste des projets prioritaires.

L'implantation d'une voie réservée au transport en commun entre Gonderange et Waldhaff réduirait le gabarit actuel sur l'assiette de route disponible sans pourtant apporter un avantage aux lignes publiques d'autobus en ce moment.

Il importe évidemment de veiller aux besoins futurs éventuels de couloirs réservés aux transports publics sur la partie de la route nationale N11 entre l'échangeur Waldhaff et l'accès vers l'autoroute A7.

Point 2:

Lors des heures de pointe, le trafic circulant sur la N11 en provenance de Gonderange est de temps à autre ralenti, même bloqué, à la hauteur de l'échangeur Waldhaff par les automobilistes virant à droite afin d'accéder à la A7. Ce flux de trafic doit, dans la situation actuelle, céder le passage aux automobilistes venant sur la N11 en provenance de Dommeldange, virant à gauche afin d'accéder à la même bretelle vers la A7.

Ayant constaté ces problèmes de fluidité du trafic sur la N11 à la hauteur de l'accès vers la A7, l'Administration des Ponts et Chaussées fera des modifications de signalisation à titre d'essai pour une période de trois mois.

Cette modification consiste en un changement de priorité, c'est-à-dire instaurer à l'endroit de la convergence des deux bretelles d'accès à l'autoroute une priorité pour le flux en provenance de Gonderange par rapport au flux en provenance de Dommeldange.

Point 3:

En ce qui concerne le prolongement de la voie d'accès le long de la N11, il faut relever que suite au positionnement de la pile du viaduc à côté de la N11, cette solution ne peut guère être prise en considération.

Question 0361 (15.3.2005) de **MM. Ali Kaes** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **construction du Centre intégré pour personnes âgées à Wiltz:**

Par la loi du 8 mars 2002, le Gouvernement a été autorisé à procéder à la construction d'un Centre intégré pour personnes âgées à Wiltz. D'après mes informations, les travaux n'ont pas pu être entamés à cause de problèmes qui se sont présentés lors de la procédure d'adjudication publique pour les travaux à réaliser.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes au Ministre des Travaux publics:

- Pouvez-vous nous confirmer et préciser les problèmes encourus lors de la procédure d'adjudication publique?
- Quel est l'impact de ces problèmes sur l'état d'avancement du projet en général?
- Quelle est la date probable du début des travaux?

Réponse (6.5.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

En réponse à la question parlementaire des honorables Députés Messieurs Kaes et Schank, concernant la construction d'un Centre intégré pour personnes âgées à Wiltz, je puis fournir les précisions suivantes:

1) L'état d'avancement du projet évolue actuellement au niveau de la décision d'adjudication pour les travaux de gros œuvre.

L'examen des différents dossiers de soumission remis a été tributaire d'un délai exceptionnel vu la nécessité de demander de façon répétée des analyses de prix et des suppléments d'informations auprès des soumissionnaires afin de pouvoir vérifier la conformité des offres.

2) Tout compte fait, le début des travaux sera reporté d'environ six mois par rapport au planning initial.

3) Le début des travaux est envisagé dans les délais les plus courts, suivant les procédures administratives.

Question 0362 (16.3.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**impact de la radiation de la téléphonie sans fil sur la santé humaine:**

Zu Lëtzebuerg huet d'mobil Telephonie, grad wéi a villen anere Länner, eng rasant Entwécklung erlieft, ouni datt sech allze vill iwwer déi gesondheetlech Aspekter vun där neier Technologie gesuergt gi wär. Eng ganz Rei vun Observatiounen a wëssenschaftlechen Etüde weisen awer ëmmer méi däitlech drop hin, datt déi gepulste Stralung sech negativ op de liewegen Organismus auswierkt a schwéier Krankheeten ervirruffe kann. Seriö Wëssenschaftler schwätze vun deem gréisste Feldversuch un der Mënschheet, dee jee op der Äerd stattfont hätt. Virum Hannergrond vun Ärer Ambitioun, fir d'Preventioun zu engem vun de Piliere vun der Gesondheetspolitik zu Lëtzebuerg ze maachen, géif ech lech, Här Minister, duerfir gäre folgend Froe stellen:

1. Sidd Dir mat mir d'accord, datt bei dëser Technologie, där mir all ausgesat sinn, de "Principe de précaution" spille muss, bis hir Ongefäierlechkeet bewisen ass, oder deelt Dir d'Meenung vun deenen, déi ëmgedréit verlaangen, d'Gefäierlechkeet misst fir d'éischt bewise ginn, ier eppes ënnerholl däerft ginn?
2. Wann Dir fir d'Applikatioun vum "Principe de précaution" sidd, wat fir Mesuren hutt Dir wëlles ze ergräifen, fir d'Bevölkerung maximal virun den negativen Auswierkunge vum Mobilfunk ze schützen?
3. Wat ass den Input vun Ärem Ministère an der aktueller Genehmegungsprozedur vum sektorielle Plang vun de Basisstatiounen? Wat sinn Är Méiglechkeeten an Intentiounen, fir datt dem Vorbeugeprinzip maximal Rechnung gedroe gëtt?

Réponse (20.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Wéi schonns a viregten Debatten an der Chamber an Äntwerten op parlamentaresch Ufroen zu dësem Thema gesot gouf, schafft d'Weltgesondheetsorganisatioun un enger grousser Etüd iwwer eventuell Risiken, déi mat der mobil Telephonie verbonne sinn. Déi Etüd soll am Joer 2006 erauskommen.

Déi Studien, déi bis elo virleien, ginn an hirer grousser Majoritéit net an déi vum éirewäerten Här Deputéierten ugedeite Richtung, datt d'Stralungen, déi vun der mobiler Telephonie ausginn, "schwéier Krankheeten" ervirruffe kënnen.

An Däitschland huet d'Bundesamt fir Straleschutz Rotschléi erausginn, wéi ee beim Benotze vum Handy d'Stralungen erofsetze kann. Ech sinn och mengersäits fir dee vum Här Deputéierten ugeschwate "Principe de précaution" an hunn dowéinst dem Service de la Radioprotection vun der Direction de la Santé Uweisung ginn, och zu Lëtzebuerg de Leit Informatiounen ze ginn, wéi ee sech beim Telefonéiere méiglechst viru Strale schütze kann.

De Projet de règlement grand-ducal, deen e sektorielle Plang vun de Basisstatioune virgesäit, deen de Moment beim Statsrot läit, gesäit eng Commission d'avis vir, an där mäi Ministère och vertrueden ass. Allerdéngs ass dat Reglement an enger Optik vu Landesplanung ausgeschafft ginn.

Question 0363 (17.3.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**attribution des autorisations de séjour provisoires:**

Le Gouvernement a décidé d'attribuer des autorisations de séjour provisoires à des demandeurs d'asile se trouvant au Luxembourg depuis un certain temps mais, semble-t-il, arrivées en fin de droits. Selon mes informations, il est question de cibler prioritairement les familles avec enfants scolarisés.

Cette pratique du Gouvernement est mal communiquée et place tous ceux et toutes celles qui sont en contact avec des personnes ayant déposé une demande d'asile dans l'impossibilité de fournir des informations exactes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Gouvernement:

- Quelles sont les personnes visées par cette mesure: des personnes ayant déposé une demande d'asile et/ou déboutées?
- Quelle durée de séjour doivent-elles faire valoir?
- Quel ordre d'enseignement les enfants doivent-ils suivre et à quelle date afin que leur famille puisse prétendre à une autorisation de séjour provisoire?
- Quelles autres conditions doivent être remplies?

Réponse (6.4.2005) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

La mesure visée concerne tous les demandeurs d'asile, en cours de procédure ou déboutés, qui remplissent les conditions suivantes:

- les personnes doivent se trouver au Luxembourg depuis une date antérieure au 1er août 2001;
- elles ne doivent pas être susceptibles de troubler l'ordre public;
- elles doivent avoir au moins un enfant inscrit à l'enseignement post-primaire durant l'année scolaire 2003-2004.

Les personnes en question ont été identifiées sur base d'un listing des enfants scolarisés fourni par le Ministère de l'Éducation nationale.

Elles reçoivent une autorisation de séjour provisoire de neuf mois, prorogeable si en date de l'expiration de sa validité, un des parents respectivement les frères et sœurs non scolarisés sont en possession d'un permis de travail délivré sur base d'un contrat de travail à durée indéterminée sur le premier marché de l'emploi et si la famille en question dispose d'un logement indépendant non subventionné par une autorité publique.

Question 0364 (17.3.2004) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **Fonds de compensation (énergies renouvelables et cogénération):**

Le dépôt d'un avant-projet de règlement grand-ducal concernant la fourniture d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables vise à séparer le volet énergies renouvelables du règlement grand-ducal du 30 mai 1994 concernant la production d'énergie électrique basée sur les énergies renouvelables ou sur la cogénération. Compte tenu de cette distinction, il serait dès lors logique de dissocier le Fonds de compensation en "Fonds de compensation énergies renouvelables" et "Fonds de compensation cogénération" et de l'indiquer clairement, dans un souci de transparence, sur les factures d'électricité des clients finals.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Partagez-vous mes réflexions concernant le Fonds de compensation?
- Dans l'affirmative, avez-vous l'intention de modifier dans ce sens le règlement grand-ducal du 22 mai 2001?

Réponse (12.4.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

Le règlement grand-ducal du 22 mai 2001 concernant l'introduction d'un Fonds de compensation vise la répartition équitable entre tous les consommateurs assujettis des coûts résultant de l'exécution d'obligations de service public par les entreprises d'électricité, voire le surcoût des énergies renouvelables et de la cogénération.

Afin de documenter la composition des coûts de l'électricité à chaque client final, le règlement grand-ducal concernant le Fonds de compensation prévoit dans son article 27 que "chaque gestionnaire de réseau doit indiquer la contribution au Fonds de compensation séparément sur la facture destinée au client final". La législation ne prévoit actuellement pas d'indications séparées pour les énergies renouvelables et la cogénération.

La proposition de Monsieur le Député Henri Kox de dissocier le Fonds de compensation en "Fonds de compensation énergies renouvelables" et "Fonds de compensation cogénération" semble a priori intéressante. La mise en œuvre de cette proposition pourra encore accroître le niveau de transparence pour les clients en leur documentant l'apport vers des énergies "purement" renouvelables et la technologie de la cogénération qui représente plutôt une forme d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Tout en considérant que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur est actuellement en voie de préparer une révision du mécanisme de financement du Fonds de compensation, il s'avère cependant prématuré de procéder en ce moment à une adaptation de la législation en la matière qui obligerait les gestionnaires de réseau de modifier la présentation des factures aux clients finals.

Le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur tâchera cependant de considérer les propositions de Monsieur le Député Henri Kox dans le cadre de la modification du règlement grand-ducal du 22 mai 2001 concernant l'introduction d'un Fonds de compensation dans le cadre de l'organisation du marché de l'électricité.

Question 0365 (21.3.2005) de **M. Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **connexion directe au réseau électrique de la Centrale nucléaire de Cattenom:**

L'opérateur de réseau électrique Sotel - fournisseur d'Arcelor - vient de demander une autorisation pour la construction d'une ligne électrique directe entre le site d'Arcelor à Esch/Belval et le site d'EDF à Moulaine. De par cette nouvelle connexion, notre réseau sera alors directement relié à la Centrale nucléaire de Cattenom.

Dans le cadre de la procédure du "commodo/incommodo", le dossier sera consultable à partir de ce samedi à l'Administration communale d'Esch-sur-Alzette.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quand est-ce que le Gouvernement a été informé de ce projet de connexion?
- Est-ce que le Ministre de l'Énergie et le Ministre de l'Environnement sont favorables à cette connexion avec la Centrale nucléaire de Cattenom?
- Dans le cas contraire, comment le Gouvernement entend-il s'opposer à ce projet dans le cadre de la procédure d'autorisation?

Réponse commune (21.4.2005) de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur* et de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

En date du 28 avril 2004, l'ancien Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, Monsieur Henri Grethen, avait reçu de la part de l'entreprise Arcelor un courrier de demande de construction d'une ligne d'interconnexion entre le réseau de Sotel et le réseau d'électricité français.

En date du 4 juin 2004, le Ministre avait transmis par courrier le dossier à l'ancien Secrétaire d'État à l'Environnement, Monsieur Eugène Berger, avec la demande d'y réserver une suite favorable, sous réserve de la réglementation en matière de protection de l'environnement et de sécurité.

Dans son courrier de réponse du 7 juillet 2004 à Arcelor, l'ancien Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur avait formulé, dans la limite de ses attributions, son appui pour le projet en question.

En ce qui concerne l'état actuel en la matière, il s'avère qu'Arcelor a introduit récemment un dossier de demande d'autorisation commodo/incommodo pour la construction de la ligne d'interconnexion entre le réseau de Sotel et la France, dossier qui sera instruit par le Ministre de l'Environnement suivant les procédures prévues par la législation en vigueur.

Afin de pouvoir analyser l'impact de l'interconnexion de réseaux sur la sécurité et la qualité d'approvisionnement du Grand-Duché de Luxembourg dans le sud du pays, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur a prévu d'engager une étude à court terme.

Question 0366 (21.3.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **dette du groupe Cepal au niveau des cotisations de la sécurité sociale:**

Wéi an de leschten Deeg bekannt ginn ass, soll de Groupe Cepal der Sécurité sociale Cotisatiounen an Héicht vun ongeféier 2,5 Milliounen Euro schëlleg sinn, woufir d'Regierung eng Aktioun lancéiert huet, fir deen héich verschëllte Konzern erëm eng Grimmel flëssteg ze maachen. Dat bréngt mech derzou, lech, Här Minister, folgend Froen ze stellen:

1. Wéi héich war den tatsächleche Réckstand vum Cepal-Konglomerat bei de Sozialversécherungen op den 1. Mäerz? Wat bedeit dëse Réckstand, a Méint ausgedréckt?
2. Wéi ass et méiglech, datt esou eng héich Schold konnt accumuléiert ginn, ouni datt ageschratt ginn ass? Woumat gëtt dës Latitude begrënnt?
3. Wat schreift d'Législatioun respektiv d'Reglementatioun iwwert d'Andreiwe vun de Cotisatiounen vir, am Fall wou net am Délai bezuelt gëtt? Sinn Ausnahmen erlaabt, a wien ass gegebenenfalls ermächtigt, sou Faveuren ze accordéieren?
4. Kënnt Dir mir soen, datt an dësem Domän de Gläichheetsprinzip respektéiert gëtt, oder ass et esou, datt grouss Entreprisen et duerch Erpressung fäerdeg bréngen, aner Konditiounen ze kréie wéi Kleng- a Mëttelbetriber?
5. Wéi héich ass d'Zuel vun Entreprisen, déi an engem alarméirende Mooss mat hire Cotisatiounen am Réckstand sinn? Wéi héich ass déi respektiv Zomm, déi nach aussteet?

Réponse (21.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La question qui porte sur les arriérés de cotisations du groupe Cepal auprès de la Sécurité sociale donne lieu à l'observation préliminaire suivante:

S'il est certes dans l'intérêt public de disposer d'une information adéquate sur le recouvrement des cotisations de sécurité sociale, cette information ne peut être dispensée au détriment de la protection des données individuelles, garantie par la loi; raison pour laquelle les mandataires et les agents des organismes de sécurité sociale sont tenus au secret en la matière, au risque de s'exposer à des poursuites pénales.

Ce n'est donc que dans la mesure où le montant des arriérés de cotisations du groupe Cepal a été diffusé par le biais d'autres sources que je suis amené à en confirmer l'ordre de grandeur. Cette dette s'est accumulée auprès des différentes entreprises composant le groupe Cepal sur une période dépassant douze mois.

Suivant le critère fixé par le comité-directeur du Centre commun de la Sécurité sociale, le recouvrement forcé des cotisations est entamé si le retard dans le paiement des cotisations dépasse cinq mois ou plus précisément si le solde réclamé par le dernier extrait de compte dépasse le montant des cotisations nouvellement calculées ainsi que celui des extraits émis au courant des cinq mois antérieurs. Le débiteur se voit sommé par écrit à payer le solde, à réclamer ou à demander des délais de paiement conformément à l'article 33, alinéa 5 du Code des assurances sociales.

Cette mise en demeure a été adressée au courant de l'année 2004, le plus souvent à partir du second semestre, individuellement aux différentes entreprises formant le groupe, chacune d'elles constituant une entité juridique distincte et donc un débiteur de cotisation à part pour le Centre commun.

La direction du groupe Cepal a réagi en demandant qu'il soit sursis au recouvrement forcé dans l'attente de l'aliénation d'un certain nombre d'immeubles. Comme il est d'usage en présence de telles garanties, le service compétent a accepté en septembre 2004 de ne pas entamer immédiatement les mesures de recouvrement forcé, mais a demandé l'établissement d'un plan de remboursement avant la fin de l'année.

Dans une lettre en date du 29 décembre 2004 le groupe Cepal a annoncé des négociations avec le Gouvernement concernant la vente des immeubles Kuelbicherhaff.

En conséquence, le comité-directeur a décidé lors de sa réunion du 18 janvier 2005 de prolonger le délai de paiement.

En conclusion, il faut retenir que le groupe Cepal n'a bénéficié d'aucun traitement de faveur de la part de la Sécurité sociale. Comme pour tous les autres débiteurs capables d'offrir des garanties immobilières, le Centre commun a laissé audit groupe le temps nécessaire pour se procurer des liquidités. Il convient de relever que toutes les cotisations non payées dans le mois qui suit celui de l'extrait de compte produisent de plein droit des intérêts au taux de 7,25% l'an.

Quant au contexte général du recouvrement des cotisations, il y a lieu de relever que le comité-directeur du Centre commun examine chaque année l'évolution du retard dans le paiement des cotisations et se voit communiquer dans un souci de transparence les relevés individuels des retardataires relevant de la compétence du Service du Recouvrement forcé.

Lors de sa réunion du 18 janvier 2005, il a abouti aux constats suivants qui n'ont rien d'inquiétant:

- le nombre des dossiers traités par ledit service depuis l'exercice 2001 qui est passé de 1.090 à 1.555 pour les employeurs et de 1.330 à 2.326 pour les non-salariés,
- l'évolution depuis 1993 du rapport entre les cotisations échues impayées et la moyenne mensuelle des cotisations dues (0,58 pour les 11 premiers mois de 2004) contre 0,61 pour les exercices 2001, 2002 et 2003),
- la répartition par code NACE des arriérés des employeurs au 30 novembre 2004 (le rapport calculé pour novembre 2004 est particulièrement élevé, mais guère supérieur à celui calculé pour 2003 dans les secteurs suivants: 1,13 pour la construction, 1,32 pour les hôtels et restaurants et 1,25 pour les transports par eau),
- le nombre des faillites prononcées depuis 2001 qui oscille autour de 400 au cours des quatre dernières années.

Question 0367 (21.3.2005) de **M. Jean Huss** *(DÉI GRÉNG)* concernant l'**incident de contamination à la Centrale nucléaire de Cattenom:**

Le 11 mars a eu lieu une contamination radioactive de huit personnes à la Centrale nucléaire de Cattenom. Bien que EDF (http://www.edf.fr/index.php4?coe_i_id=54264) mentionne cette contamination accidentelle sur son site web et indique que l'événement a été déclaré aux autorités de sûreté, elle ne fournit néanmoins aucune explication technique sur la cause et les circonstances de l'incident lui-même. Par ailleurs, cet incident s'inscrit dans une série de contaminations sans précèdent depuis octobre 2004 et touchant plusieurs centrales nucléaires françaises (Cattenom, Penly, Nogent-sur-Seine, Gravelines, Tricastin, Paluel).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que le Gouvernement a été informé officiellement de cet incident?
- Si oui, est-ce que les autorités françaises ou à défaut EDF ont spécifié la nature des radionucléides, leur forme physico-chimique et la quantité relâchée?
- Le Ministre est-il conscient qu'il y a une véritable série d'incidents de contamination depuis octobre 2004?
- Est-ce que le Ministre de la Santé peut m'indiquer si l'autorité de sûreté française DGSNR a déjà procédé ou envisage de procéder à une inspection réactive?
- Si oui, quand est-ce que le Ministre va recevoir la "lettre de suite d'inspection" relative à l'incident du 11 mars?
- Est-ce que le Ministre reçoit systématiquement une copie des "lettres de suite d'inspection" de l'autorité de sûreté nucléaire?

Réponse (20.4.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le Gouvernement luxembourgeois a été informé de l'incident qui s'est produit à Cattenom, conformément à la procédure prévue à l'article 13 de l'Accord franco-luxembourgeois du 11 avril 1983.

Cet incident n'a pas conduit à un relâchement de radionucléides dans l'environnement.

Il s'agissait d'une contamination externe de huit agents dont deux présentaient aussi une contamination interne. Cette contamination a été détectée à l'issue de l'opération de reconditionnement d'un filtre à l'intérieur du bâtiment de traitement des effluents. La contamination était due au radionuclide Cobalt-60 retenu dans ce filtre.

D'après les informations dont mes services disposent, l'incident à Cattenom n'a pas d'analogies avec les incidents dans les autres centrales évoqués par l'honorable Parlementaire.

Du fait qu'ils n'ont pas été classés comme contaminations systématiques ou génériques dues à des défaillances dans les procédures de sécurité, les autorités françaises n'établissent pas de relation entre ces différents incidents.

Les responsables de la Centrale de Cattenom ont déclaré l'incident du 11 mars conformément aux règlements d'application à l'autorité de sûreté nucléaire. L'autorité de sûreté française a jugé qu'il n'était pas nécessaire de procéder à une inspection réactive à ce sujet (pas de dépassement des limites de doses réglementaires).

Elle a demandé à la Centrale nucléaire de Cattenom de prendre des mesures correctives à ce sujet afin d'éviter qu'un incident identique se reproduise. La mise en place de ces mesures correctives sera vérifiée lors d'une des prochaines inspections par l'autorité de sûreté.

Les "lettres de suite d'inspection" sont systématiquement publiées sur le site Internet de l'autorité de sûreté nucléaire. Mes services vérifient régulièrement ces sites et notamment les pages où sont publiées et archivées ces lettres d'inspection ainsi que les décisions de l'autorité de sûreté nucléaire.

Question 0368 (21.3.2005) de **Mme Christine Doerner** *(CSV)* concernant le **trafic de poids lourds dans le centre-ville de Bettembourg:**

La zone d'activité commerciale et industrielle "Scheleck" se situe entre Bettembourg et Dudelange longeant les chemins de fer d'un côté et la RN31 de l'autre côté. Le site héberge une multitude d'entreprises qui se font régulièrement livrer par des poids lourds. À cet effet, les camionneurs en provenance de l'A3 empruntent souvent la sortie Bettembourg et traversent le centre-ville via les routes de Luxembourg, d'Esch et de Dudelange pour rejoindre la zone industrielle.

Une autre option est la "Croix de Bettembourg" qui permet de rejoindre l'A13 en direction d'Esch-Alzette, ainsi que la sortie n°8 vers Dudelange et Bettembourg pour se rendre sur le site en question. À cet effet, un ajout aux panneaux de signalisation autoroutière indiquant la "Croix de Bettembourg" comme sortie obligatoire pour la zone industrielle présenterait une mesure efficace pour décongestionner le trafic dans le centre-ville de Bettembourg.

Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- S'il est envisageable de changer la signalisation autoroutière de l'A3 dans le sens décrit ci-dessus?

Réponse (21.4.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Dans le but de réduire la traversée de poids lourds du centre de Bettembourg, l'Administration des

Ponts et Chaussées a prévu de mettre en plan une signalisation vers la zone industrielle "Scheleck" située le long de la N31 entre Dudelange et Bettembourg.

Cette signalisation guidera les automobilistes venant de la A3 en provenance de Thionville, de la A3 en provenance de Luxembourg ainsi que ceux venant de la A13 en provenance de Schengen par la sortie n°8 (A13) "Dudelange-Burange" vers la zone industrielle "Scheleck".

La mise en place de cette signalisation se fera dans les meilleurs délais.

Question 0369 (22.3.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **revêtement de sol des administrations de l'État:**

A verschiddene staatleche Gebaier gëtt nach ëmmer Teppech als Buedembelag gewielt. Esou och am Enregistrement um Kierchbierg, deen elo eppes méi ewéi e Joer a Fonctioun ass. Et ass awer gewosst, datt dëse Buedembelag en ideale Liewensraum fir Stëbsmilbe ka sinn, Insekten op deenen hir Ausscheedunge vill Leit allergesch reagéieren.

Esou wonneren ech mech net iwwer Kloen, déi mer aus dem Enregistrement zougedroe gi sinn:

D'Personal wier iwwerduerchschnëttlech vill krankgemellt a géif sech an dëser neier a moderner Konstruktioun net wuelfillen.

Vläicht sinn d'Ursaachen och an den Temperaturënnerscheeder ze sichen, déi duerch d'Klimaanlag provozéiert ginn. Dësen ass d'Personal haaptsächlech ausgesat wann et duerch de Gang vu Raum zu Raum wiessele muss.

Duerfir dës Froen:

1. Géif den Här Minister et net ubruecht fannen, ënnersichen ze loossen, op wat déi méi heefeg Krankheetsfäll am neien Enregistrementsgebai zréckzefëiere sinn - d'Klimaanlag, d'Teppechbieden, Léisungsmëttelen an der Loft, etc.?
2. Gouf dee kritiséierten Teppechbuedem am Virfeld op gesondheetlech Onbedenklechkeet gepréift (Léisungsmëttelen, déi eventuell fräigesat ginn oder no der Pose kéinte fräigesat ginn)?
3. Firwat gëtt an öffentleche Gebaier nach ëmmer fir Tapis plain als Buedembelag optéiert, obwuel datt gewosst ass, datt Teppechbuedem gesondheetlech Nodeeler fir Hausstëbsallergiker no sech zitt?
4. Wier et net méi sënnvoll an Zukunft an öffentleche Gebaier op d'Teppechbieden zu Gonschte vun aneren, net stëbsfänkende Beleeg ze verzichten an a Gebaier, wou nach Tapis plain läit, dësen ze ersetzen?

Réponse (21.4.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Éier ech am Detail op d'Froe vum Här Deputéierten aginn, wëll ech fir d'éischt e puer Prezisioune ginn iwwert d'Gebai vun deem hei Rieds ass.

Et handelt sech ëm de Centre administratif Pierre Werner, deen an der rue Erasme um Kirchbierg steet. De Centre administratif Pierre Werner ass en Deel vun engem Immobilienkomplex, dee vun der Chambre de Commerce gebaut ginn ass a vun deem de Stat dräi fäerdeg Bléck kaf huet fir de Ministère de la Justice, de STATEC, de Registre de Commerce, de Conseil économique et social an ee Service vum Enregistrement dran ze logéieren.

D'Chambre de Commerce war de Bauhär. An der Konzeptioun vun engem "bureau-type" ass den Teppechbuedem als Buedembelag een onëmgänglecht Element, well weder déi gliese Fassad nach d'Plaffongen de Schall opfänke kënnen.

Wat déi 1. Fro ugeet, wëll ech drop hiweisen, datt d'Verwaltung vun de Bâtiments publics bis elo nach vu kengem vun deenen am Centre administratif Pierre Werner logéierte Servicer eng Reklamatioun iwwert den Teppechbuedem kritt huet.

Dat ass awer net de Fall vun der Klimaanlag. D'Chambre de Commerce, als Bauhär, ass sech bewosst, datt et Problemer mat der Astellung vun der Klimaanlag gëtt. Awer, wéi bei all deenen Anlagen, muss dës während engem Joer (deene véier Saisonen), fonctionnéieren éier d'Astellung optimal ass. Déi Responsabel vun der Chambre de Commerce hunn der Verwaltung vun de Bâtiments publics verséchert, datt si dru schaffen, de Problem an de Grëff ze kréien.

Wat déi 2. Fro ugeet, sou geet aus de "fiches techniques" vum Teppechbuedem an och vum Kliefstoff ervir, datt souwuel den Teppechbuedem wéi och de Kliefstoff ekologesch onbedenklech wieren.

Op déi 3. a 4. Fro kann ech soen, datt d'Verwaltung vun de Bâtiments publics, wann nëmme méiglech, keen Teppechbuedem méi an d'öffentlech Gebaier leet, mä Holz, Laminat oder Linoleum, déi méi einfach am Entretien sinn an och normalerweis keng Allergien ervirruffen. Et gëtt awer sécher och Ausnahme wou et sech aus baulechen Ursaachen net maache léisst. Ausserdeem wëll ech drop hiweisen, datt eng etlech Statsservicer a gelounte Gebaier logéiert sinn, wou de Propriétaire de Buedembelag bestëmmt huet.

Question 0371 (23.3.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **visite du Dalaï-Lama à Luxembourg:**

Den 10. am Broochmount 2005 ass den Dalai-Lama zu Lëtzebuerg. Virun de leschten Nationalwahlen hat d'LSAP schréftlech ginn, datt se kee Problem géif gesinn, wa se den Ausseminister géif stellen, fir den Dalai-Lama ze empfänken.

Eng Wahlfro un d'Parteien vun enger entspriechender Interessegrupp war:

«Le Dalaï-Lama a accepté l'invitation de Les Amis du Tibet, Luxembourg, de visiter le Luxembourg en juin 2005. tes-vous d'avis qu'à cette occasion le Dalaï-Lama doit être reçu par les plus hautes autorités politiques du pays?»

D'schréftlech Äntwert vun der Partei, déi haut den Ausseminister stellt, huet gelaut:

«Le LSAP ne voit pas pourquoi le Dalaï-Lama ne serait pas reçu par les autorités politiques du pays.»

An op eng weider Fro - «Si un membre de votre parti est nommé Premier Ministre ou Ministre des Affaires étrangères à la suite des élections législatives du 13 juin 2004, sera-t-il disposé à rencontrer le Dalaï-Lama lors de sa visite à Luxembourg en 2005?» - huet déi heiteg Regierungspartei mat engem kloren an einfachen «Oui» geäntwert.

Dofir stellt sech elo dës Fro:

- Ass den Ausseminister nach ëmmer bereet, den Dalai-Lama am Kader vu senger Visite hei zu Lëtzebuerg ze empfänken a wann net, firwat net?

Réponse (2.5.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:*

Den 10. Juni kënnt effektiv den Dalai-Lama op private Besuch op Lëtzebuerg. Hien hält an der Coque eng Ried iwwer eng Ethik fir den neien Millenär. Agelueden ass den Dalai-Lama vun enger privater Association.

Während sengem privaten Openthalt zu Lëtzebuerg ass keng Rencontre mat Vertrieder vun der Regierung virgesinn.

Question 0372 (23.3.2005) de **MM. Marcel Oberweis** et **Marco Schank** *(CSV)* concernant la **valorisation des boues de station d'épuration:**

La directive de l'Union européenne 86/278/CEE du Conseil du 12 février 1986 sur la protection de l'environnement et en particulier des sols lors de l'utilisation des boues d'épuration dans l'agriculture constitue la base commune pour la valorisation des boues d'épuration sur les surfaces agricoles. Cette directive a pour objet de réglementer l'utilisation des boues d'épuration en agriculture de manière à éviter les effets nocifs sur les sols, la végétation, les animaux et l'homme.

Consciente du développement durable et de la nécessité de protéger et de préserver constamment l'environnement et les ressources naturelles, la société se prononce pour l'application de la politique publique de préservation de la qualité de l'eau et des milieux aquatiques. Dans ce contexte des stations d'épuration pour le traitement des eaux usées ont été mises en place par les collectivités locales ou syndicats.

Les stations d'épuration ont pour but primaire de traiter suffisamment les eaux usées pour que leur rejet dans les cours d'eau ne dégrade pas les milieux naturels. Cependant elles génèrent un sous-produit qu'il faut éliminer: les boues d'épuration. Celles-ci sont essentiellement composées de matières sèches contenant des substances minérales et organiques et de l'eau, une composition qui ne favorise pas de transports sur de longues distances. C'est pourquoi on doit trouver une voie de recyclage ou d'élimination écologiquement et économiquement durable.

Selon nos informations au Luxembourg la valorisation agricole constitue le débouché actuel de la plupart des boues. Elle répond à une réglementation précise (règlement grand-ducal du 14 avril 1990) et doit se faire suivant un plan d'épandages des fertilisants organiques associés à un contrôle de la qualité des boues et un suivi agronomique.

La co-incinération des boues avec les ordures ménagères peut s'avérer plus simple, à condition toutefois que le four ne soit pas trop éloigné de la station d'épuration, pour ne pas alourdir exagérément les coûts d'exploitation par des frais de transports importants. La centrale d'incinération SIDOR à Leudelange dont la température des fours peut atteindre 850°C pourrait représenter un tel lieu d'incinération.

Une autre voie d'élimination technique représente la co-combustion dans l'installation pour la production du clinker dans l'usine Intermoselle à Rumelange. Le grand avantage de ce processus est la combustion des boues déshydratées ou séchées à très haute température, ce qui détruit toute substance nuisible à la biosphère. Le remplacement du combustible primaire utilisé à Rumelange, voire la houille, par des boues d'épuration pourrait également améliorer notre bilan des émissions de gaz à effet de serre vu la neutralité d'émission de ces boues.

Dans ce contexte nous aurions aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quelle est la quantité de boues produites par les différentes stations d'épuration respectivement par les syndicats intercommunaux de dépollution des eaux résiduaires?
- Quelles sont les différentes voies actuelles d'élimination et filières de valorisation de boues de station d'épuration au Luxembourg?
- Quels pourraient être les débouchés dans le cadre d'évacuation des boues par voie d'incinération?

Réponse (22.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Suivant un recensement effectué en 2003 par l'Administration de l'Environnement auprès de trente stations d'épuration (> 2000 eq.h), la quantité de boues s'élève à 7.750 tonnes de matière sèche. Une extrapolation de cette quantité sur tout le Grand-Duché de Luxembourg donne une quantité maximale de 10.000 tonnes de m.s. En moyenne les grandes stations d'épuration produisent annuellement une quantité entre 12 à 20 kg m.s. par équivalent habitant. L'analyse de la répartition des boues produites par le syndicat intercommunal de dépollution des eaux résiduaires donne l'image suivante: 8,81% SIDERO, 10,01% SIDEN, 10,16% STEP, 10,78% SIVEC, 12,37% SIACH, 36,4% Ville de Luxembourg et 11,46% autres.

En 2003, 49% des boues étaient valorisées en agriculture, 43% des boues étaient compostées (73% au Luxembourg et 27% en Allemagne), 8% des boues étaient incinérées en Allemagne. La plus grande partie des boues compostées au Luxembourg est ensuite valorisée en agriculture (91%).

Le taux moyen de boues qui peuvent être incinérées dans une installation d'incinération pour déchets ménagers est de 12,5% en poids des quantités de déchets incinérés au total à l'installation.

Pour l'installation d'incinération du SIDOR ceci signifie qu'une quantité de 15.000 tonnes de boues déshydratées (à peu près 3.750 tonnes de matière sèche) pourraient être incinérées avec les déchets ménagers. Cette quantité représente presque 38% de la quantité totale de boues produites annuellement par les stations d'épuration.

Question 0373 (24.3.2005) de **M. Roland Schreiner** *(LSAP)* concernant les **rotondes de Bonnevoie:**

En réponse à une question de Monsieur Ben Fayot relative aux rotondes de Bonnevoie, dans le cadre de l'heure des questions du 22 mars 2005, Madame la Secrétaire d'État à la Culture expliquait que la Rotonde 2, située sur le terrain des CFL à Luxembourg-Bonnevoie, classée "monument national" et qui sert toujours d'atelier d'entretien pour les autobus des CFL, sera libérée à la fin de l'année 2006.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer cette affirmation?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur le nouveau lieu d'implantation de l'atelier central des autobus des CFL?

Réponse (14.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question de l'honorable Député, je puis confirmer qu'il est prévu de libérer la Rotonde 2 fin 2006 pour les activités de "Luxembourg et Grande Région, Capitale européenne de la Culture 2007".

Au cours des derniers mois, la coordination générale de l'année culturelle 2007 s'est, en collaboration avec le Ministère des Transports et la SNCFL, intensément penchée sur le dossier de l'utilisation des deux rotondes ainsi que du bâtiment administratif et de l'espace situé entre ces bâtiments. Les CFL ont assuré vouloir devenir un partenaire majeur de cet événement exceptionnel.

Pour ce qui est du nouveau lieu d'implantation de l'atelier central des autobus des CFL, les services de la SNCFL poursuivent activement plusieurs pistes afin de pouvoir libérer la Rotonde 2. Une décision définitive en relation avec le site de rechange n'a cependant pas encore été prise.

Question 0374 (24.3.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant le **plan d'aménagement général d'une commune (infrastructures souterraines communales):**

D'après l'article 14 du Règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 concernant le contenu de l'étude préparatoire à présenter lors de l'élaboration ou de la mise à jour d'un plan d'aménagement générale d'une commune «les réseaux d'infrastructures ainsi que les équipements connexes sont analysés et représentés compte tenu des éléments suivants:

1. eau potable
2. eaux usées / assainissement
3. énergie
4. communication

L'évaluation comporte une appréciation de l'état des réseaux, des besoins de rénovation et d'extension compte tenu des projets de développement approuvés et projetés, ainsi qu'une évaluation sommaire du coût de ces mesures. Sont également intégrés à cette évaluation les projets en faisant la distinction entre projets approuvés et projets à l'étude.»

Or les réseaux énergie et communication ne sont pas la propriété des communes et appartiennent en fait à des sociétés d'exploitation (Cegedel, PTT etc.).

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Ces infrastructures étant la propriété de tiers, comment les communes peuvent-elles en faire une évaluation?
- De quels moyens disposent les communes pour que les sociétés d'exploitation leur fournissent les données sollicitées suivant le règlement grand-ducal ci-dessus?

Afin d'être à même de faire une évaluation exacte des infrastructures souterraines communales, les communes sont censées

a) disposer d'un relevé topographique détaillé de leurs conduites et d'inspections caméra des collecteurs renseignant sur le dimensionnement actuel des infrastructures souterraines et leur état et

b) disposer d'études hydrauliques de leurs réseaux d'assainissement et d'eau potable renseignant sur

- les capacités actuelles des infrastructures souterraines
- les réserves de capacité
- les points faibles des réseaux
- les mesures de renouvellement, renforcement à court, à moyen et à long terme.

La collecte de toutes ces données (inventaire des réseaux, analyse des réseaux, mesures à prévoir) est assez laborieuse et coûteuse et nécessite une période de plusieurs années surtout au niveau des grandes communes comme par exemple Differdange ou Esch/Alzette, ainsi qu'un investissement considérable en études.

Le temps nécessaire afin de finaliser ces études hautement techniques influence sans doute l'avancement de l'étude préparatoire nécessaire pour la mise à jour du plan d'aménagement général des communes. Ces études sont indispensables pour déduire les évaluations sollicitées par le règlement grand-ducal sous rubrique.

Dans ce contexte j'aimerais savoir:

- Si l'État a mis en place les structures nécessaires pour épauler les communes dans ces missions du point de vue technique et financier?
- Sur base de quelles normes ces études sont à élaborer?
- S'il existe un cahier des charges détaillé définissant les prestations des experts afin de pouvoir garantir une uniformité de ces études sur les plans communaux?
- Si les communes se voient subsidiées dans l'élaboration de ces études?

Réponse (6.5.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

1. S'il est vrai que des tiers sont propriétaires des réseaux d'énergie et de communication, il n'en reste pas moins que ces tiers n'ont pas pu opérer sur le territoire communal à l'insu des autorités communales qui ont dû accorder les autorisations nécessaires à ces tiers afin qu'ils puissent réaliser les travaux nécessaires à la pose des réseaux en question.

   Il me semble évident qu'en principe la commune n'accorde ces autorisations que dans les cas où elle dispose des plans et relevés détaillés des travaux à effectuer en vertu de l'obligation générale de veiller à la sécurité, salubrité et tranquillité publiques.

   Ainsi la commune devrait disposer de toutes les données nécessaires dans le cadre de l'établissement de l'étude préparatoire, dans l'hypothèse bien évidemment qu'elle a procédé à une mise à jour régulière de ses plans de réseaux lors de chaque pose d'un nouveau tronçon.

2. Au vu de ce qui précède, les communes n'ont dès lors pas besoin de solliciter ces données auprès des sociétés d'exploitation sur la base du règlement grand-ducal du 25 octobre 2004 mais bien plutôt sur base du pouvoir général de police dont dispose le bourgmestre.

3. L'État n'a mis en place aucune structure destinée à épauler les communes dans ces missions étant donné que l'établissement des plans d'aménagement généraux relève de la seule compétence communale.

   Il y a lieu de relever dans ce contexte que de nombreuses communes disposent d'un éventail de personnel qualifié et des moyens financiers nécessaires de sorte que la réalisation et la finalisation des études émargées devrait pouvoir se faire sans obstacles majeurs avec l'aide d'un bureau d'études spécialisé en la matière.

4. Les syndicats de communes dont font partie la grande majorité des communes dans les domaines de l'assainissement de l'eau potable sont très certainement capables de fournir à leurs communes membres les normes techniques et un cahier des charges permettant aux experts externes ainsi qu'au service technique communal d'élaborer les études nécessaires.

5. Un mécanisme de subsidiation supplémentaire ne me semble pas opportun pour le moment étant donné que les discussions menées dans le cadre d'une redéfinition territoriale au Grand-Duché mèneront inéluctablement à un recentrage des transferts étatiques aux communes.

   Ces vues sont d'ailleurs partagées par le Syvicol au sein du Conseil supérieur des Finances communales.

Question 0375 (24.3.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant le **système d'extinction de feu - FM200:**

L'Inspection du Travail et des Mines envisagerait d'autoriser dans les jours à venir le produit FM200 pour son utilisation dans les systèmes d'extinction de feu. Le FM200 étant constitué d'heptafluoropropane, sa contribution à l'effet de serre est importante. Ainsi son GWP (Global Warming Potential) est supérieur à 2.000 par rapport au $C0_2$. Aussi certains pays tels que la Suisse ou le Danemark ont-ils interdit son utilisation.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante:

Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas qu'il soit dès lors indiqué d'adopter la même attitude en la matière que les pays précités?

Réponse (13.5.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

L'Inspection du Travail et des Mines (ITM) est actuellement saisie d'une demande d'acceptation du gaz FM200 comme gaz d'extinction. Elle est en train d'analyser cette demande dans le cadre de ses compétences qui sont la sécurité et la santé des personnes au travail.

Elle ne pourra donner un accord éventuel que dans le cadre de ces mêmes compétences. La lutte contre l'effet de serre relève quant à elle de la compétence du Ministère, respectivement de l'Administration de l'Environnement.

L'ITM a informé le requérant, dès les premiers contacts, qu'il y avait lieu de saisir aussi l'Administration de l'Environnement d'une demande d'acceptation du gaz FM200 en ce qui concerne les volets de protection de l'environnement.

Question 0376 (25.3.2005) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant l'**Automobile Club Luxembourg (ACL) et les questions de circulation routière, de sécurité et de mobilité:**

Dans l'éditorial du N°2 (mars 2005) de sa revue Autotouring, l'Automobile Club de Luxembourg - qui compte près de 156.000 membres - se plaint de ne pas avoir été invité à la récente conférence de presse du Ministère des Transports consacrée à différents projets, dont la centrale de mobilité.

- Quelles en sont les raisons?
- Le Ministre considère-t-il l'ACL comme un interlocuteur valable en matière de circulation routière et de mobilité? Si tel n'est pas le cas, pourquoi?
- Le Ministre entend-il dorénavant inviter l'ACL aux conférences de presse de son Ministère consacrées aux questions de circulation routière, de sécurité et de mobilité?
- Le Ministre entend-il s'entretenir avec l'ACL sur les thèmes que celui-ci a soumis au Ministère depuis septembre 2004?

Réponse (6.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

1. En réponse à la question de l'honorable Députée, je puis confirmer que l'Automobile Club de Luxembourg ne fut pas invité à la conférence de presse organisée par le Ministère des Transports en date du 2 mars 2005, à l'instar d'ailleurs de tous les autres organismes et sociétés oeuvrant dans le domaine des transports, pour la simple raison que le Ministère présentait un état des lieux de ses propres travaux en matière d'organisation et de planification des transports publics ainsi que des projets d'infrastructure ferroviaire.

2. L'ACL n'est pas seulement considéré comme un interlocuteur valable, mais plutôt comme un interlocuteur privilégié en matière de circulation routière. Les associations qui ont été entendues à trois reprises durant les six derniers mois sont en effet rares. L'ACL en fait partie. En date du 15 novembre 2004, j'ai eu un échange de vues sur les questions qui intéressent l'automobiliste avec le président et le directeur de l'ACL en présence de deux fonctionnaires du Ministère des Transports. En date du 23 novembre 2004, j'ai assisté à l'assemblée générale d'ERIC (European Road Information Center), organisée à Luxembourg par l'ACL. En date du 9 mars 2005 finalement, le fonctionnaire en charge de la coordination générale du Ministère des Transports rencontra le directeur de l'ACL afin de concrétiser davantage la collaboration entre l'Automobile Club de Luxembourg et le Ministère des Transports. Je puis donc présumer que l'éditorialiste de la revue Autotouring n'était pas au courant de ces nombreux contacts.

3. L'ACL est régulièrement invité aux réunions de la Commission de Circulation de l'État et des groupes de travail préparant les campagnes de sensibilisation pour lutter contre l'insécurité routière tout comme aux conférences de presse y relatives. L'ACL fut également invité à assister à la présentation du bilan des accidents routiers de 2004 le 30 mars 2005. Je puis une nouvelle fois présumer que l'éditorialiste de la revue Autotouring n'est pas au courant de cet état des choses.

4. voir sub 2. et 3.

Question 0377 (29.3.2005) de **M. Jos Scheuer** *(LSAP)* concernant le **mouflon:**

Depuis trois décennies, une espèce animale non autochtone, le mouflon, erre dans les forêts luxembourgeoises. Ce fait résulte d'un côté d'une introduction volontaire dans le milieu naturel luxembourgeois en 1970 et de l'autre côté de lâchers illégaux au cours des dix dernières années dans la région de l'Our et sur le territoire du canton d'Echternach. Ces bêtes allochtones provoquent depuis des années des dégâts considérables aux cultures sylvicoles et agricoles.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1. Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur l'évolution du "cheptel" de mouflons au Luxembourg et en particulier dans les triages de Consdorf et Echternach?
2. Est-ce qu'il existe des données concernant la répartition du sexe des mouflons?
3. Quel est le taux de prolifération escompté au cours des années à venir?
4. Quel est notamment le nombre total de mouflons abattus pendant les dernières périodes de chasse?
5. Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur les dégâts spécifiques causés par les mouflons, et notamment le pourcentage d'arbres touchés, constatés dans les différentes régions concernées?
6. Quel est le nombre de plaintes déposées pour cause de dégâts au cours des dernières années?
7. Quelle est la ligne de conduite que le Gouvernement actuel se propose de suivre dans les années à venir?

Réponse (22.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'évolution du cheptel de mouflons au Luxembourg:

1905: Première introduction de l'espèce mouflon au Luxembourg: plusieurs animaux en provenance d'un parc à gibier près de Wiesbaden (D) ont été introduits dans l'enclos grand-ducal du Grünewald

Région du Lac de la Haute-Sûre:

1968: Sur proposition du Conseil supérieur de la Chasse, le Ministre de l'Intérieur charge l'Administration des Eaux et Forêts de préparer l'introduction de mouflons dans le milieu naturel luxembourgeois dans la région de Kaundorf

1970: Lâcher de 14 animaux dans le milieu naturel près de Kaundorf

Années 70 à début années 90:

- Augmentation constante de la population vu le plan de tir assez restreint

Début années 1990:

- la population compte environ 200 animaux et a proliféré sur une aire d'environ 9.000 ha

1994: Vu la mauvaise situation sanitaire du cheptel et les nombreux dégâts causés à la forêt, la chasse au mouflon est largement ouverte et le plan de tir aboli.

Années 2000: la population se stabilise à environ 60 individus (printemps)

Région de Meysembourg:

1972: Enclos de mouflons à Meysembourg, peu après: fuite de plusieurs animaux qui se sont installés dans la région Christnach/Heffingen

Années 1980:

- la population compte environ 100 animaux

1984: Dégâts importants (écorçage)

À partir de 1985:

- Large ouverture de la chasse

1993: Extinction de la population

Région de Hosingen:

1970: Création d'un parc à gibier avec cerfs, sangliers, daims et mouflons

À partir de 1983:

- problèmes financiers, fuite d'une partie des animaux (daims et mouflons)

Années 2000:

- la population de mouflons compte environ 30 individus (printemps)

Région d'Echternach:

Octobre 1995:

- Première apparition de mouflons dans la forêt "Haard" près du lac d'Echternach - provenance inconnue

Octobre 1996:

- Première apparition de mouflons près du Mélickshaff et à Kalkesbaach près de Consdorf - provenance inconnue

Décembre 1996:

- Première apparition de mouflons à Seiterhof près de Berdorf - provenance inconnue

  Forte présomption de lâchers illégaux!

Été 2003: Trois populations distinctes: Echternach: 120 animaux

Berdorf: 20 animaux

Consdorf: 20 animaux

Hiver 2003/04: Population de la Haard (Echternach): ± 160 animaux

Fin février 2005: Nouveau comptage de la population par l'Administration des Eaux et Forêts (avant la mise bas):

Echternach: ± 153 animaux (Haard)

± 25 animaux (bois de Herborn)

Berdorf: ± 70 animaux

Consdorf: ± 16 animaux

—> Cheptel mouflon dans la région avant la mise bas en mars 2005: 264 têtes

Répartition du sexe:

Le sexe féminin prédomine dans la composition des troupeaux de la région d'Echternach.

Taux de prolifération:

Régions Lac de la Haute-Sûre et Hosingen:

Les populations sont plus ou moins stables.

Région d'Echternach:

Suivant les observations des dernières années, on peut affirmer que la population augmente toujours d'un tiers après la mise bas. Elle devra donc avoir atteint actuellement le cap de ± 350 animaux pour la région d'Echternach!

Nombre total de mouflons tirés:

Tableau de tir des dernières années:

Région du Lac de la Haute-Sûre:

	Mâle	Femelle	Agneau	Total
1999/2000	27	25	12	64
2000/2001	15	9	6	30
2001/2002	14	19	8	41
2002/2003	15	16	2	33
2003/2004	9	11	4	24

Région de Hosingen:

	Mâle	Femelle	Agneau	Total
1999/2000	9	5	5	19
2000/2001	4	1	1	6
2001/2002	12	14	3	29
2002/2003	14	4	4	22
2003/2004	3	4	5	12

Région d'Echternach:

	Mâle	Femelle	Agneau	Total
1999/2000	8	4	2	14
2000/2001	14	7	7	28
2001/2002	30	24	6	60
2002/2003	31	25	18	74
2003/2004	49	40	5	94
2004/2005 (1.8.04-28.2.05)	19	29	14	62

Dégâts:

Les mouflons causent différents genres de dégâts. Ainsi, actuellement on peut constater dans la région d'Echternach les dégâts suivants:

a. écorçage d'arbres, notamment d'épicéas
b. broutage des pointes dans les plantations de feuilles et la régénération naturelle
c. dégâts dans les cultures agricoles
d. perturbation du chevreuil, espèce indigène, par la présence de mouflons, espèce non indigène

Au cours de l'été 2003, un inventaire a été réalisé dans les forêts du canton d'Echternach pour déterminer les dégâts d'écorçage dus aux mouflons:

	Triage forestier			Surface endommagée
Degré d'écorçage	Consdorf	Echternach	Marscherwald	
< 10%	0,60	4,91	0,38	5,89 ha
10 - 30%	0,00	0	0	/
30 - 50%	0,45	2,6	0,74	3,79 ha
50 - 70%	2,25	1,65	0,9	4,8 ha
> 70	0,00	4,31	0	4,31 ha
Total	3,30	13,47	2,02	18,79 ha

Les essences endommagées sont essentiellement des épicéas et des douglas, les essences feuillues sont moins touchées par l'écorçage.

Récemment on a également pu constater qu'une régénération naturelle de hêtre a été endommagée par les mouflons (broutage des bourgeons).

Nombre de plaintes:

Le nombre de déclarations de dégâts de gibier concernant l'espèce mouflon est assez restreint. Ainsi, pendant les années 1997 - 2004 seulement cinq déclarations ont été faites:

Année	culture endommagée	montant de l'indemnisation	région
juillet 2000	15 ares	117,45 €	Lac de la Haute-Sûre
août 2001	10 ares de froment	86,47 €	Echternach
août 2001	10 ares de froment	86,47 €	Echternach
septembre 2001	17 maïs	227,44 €	Echternach
mars 2003	8 ares de pâturages	120 €	Hosingen

Ligne de conduite:

Depuis la première apparition de mouflons dans la région d'Echternach en 1995, l'Administration des Eaux et Forêts a été très préoccupée de cette présence. Vu que le mouflon n'est pas une espèce indigène et qu'il n'y a pas d'autres populations de cette espèce dans la région, il était vite claire que la population ne pouvait être issue que de lâchers clandestins, voire illégaux, sans qu'il n'ait été possible jusqu'ici d'établir le ou les responsables.

Étant donné que le cheptel des mouflons ne cessait de croître, sur initiative du Ministre de l'Environnement deux réunions ont eu lieu en automne 2003 avec les locataires et les représentants des syndicats de chasse de la région d'Echternach, afin de trouver une solution à la situation préoccupante. Lors de ces réunions le but final visé a été clairement formulé, à savoir atteindre une population de mouflons "zéro", dans un délai raisonnable (cinq ans) et ce par les moyens de la chasse. L'Administration des Eaux et Forêts avait élaboré à cet effet différents modèles de réduction de la population. Les recommandations suivantes ont été faites aux locataires de chasse: il y a lieu de se concentrer prioritairement sur le tir d'animaux femelles et il faut essayer de réduire la population de plus de la moitié au cours de la première année cynégétique. Cette proposition a été acceptée par les représentants des syndicats ainsi que les chasseurs et des engagements volontaires ont été signés par tous les locataires de chasse.

À la fin de l'hiver 2004/05 (mars 2005), l'Administration des Eaux et Forêts a analysé l'état de la situation actuelle et dressé un bilan intermédiaire des engagements pris par les locataires de chasse.

Il s'est avéré que la situation ne s'est pas du tout améliorée, mais au contraire a empiré. Même si quelques locataires de chasse ont fait un effort pour tirer un maximum d'animaux, ceci ne semble pas être le cas pour d'autres. En effet il résulte des comptages récents réalisés par l'Administration des Eaux et Forêts fin février 2005 que l'effort combiné de tous les locataires de chasse a été absolument insuffisant.

La législation actuelle sur la chasse ne confère aucun droit d'intervention directe ni au Ministère de l'Environnement ni à l'Administration des Eaux et Forêts en vue de la réduction d'une espèce classée gibier, une fois que les animaux se trouvent à l'état de liberté naturelle. Le Gouvernement est donc relativement impuissant face à cette situation et doit se borner à des recommandations.

Voilà pourquoi le Ministre de l'Environnement a récemment déposé un projet de loi modifiant la législation sur la chasse et comprenant le point suivant: introduction du droit d'initiative pour l'État en vue de l'organisation d'une chasse administrative sous certaines conditions bien déterminées, à côté du droit d'initiative du syndicat de chasse qui va être maintenu. Les conditions qui doivent être remplies pour que la procédure de la chasse administrative puisse être déclenchée sont les suivantes:

- hautes concentrations de gibier, constatées par la présence de dégâts aux cultures;
- lâchers non autorisés d'espèces animales appartenant aux espèces classées gibier ou non;
- lutte contre les épizooties.

Question 0379 (29.3.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **Commission de surveillance des cinémas:**

Au Luxembourg la classification des films destinés à la projection en salle est fondée sur la loi du 13 juin 1922 concernant la surveillance des établissements et représentations cinématographiques publics prévoyant une interdiction générale de l'accès des cinémas aux jeunes de moins de 17 ans, sauf exception pour les films dont une «commission» estime qu'ils peuvent être vus en dessous de cet âge. Les arrêtés grand-ducaux qui s'y rattacheront par la suite donneront plus de précisions concernant cette commission sans jamais, toutefois, lui donner de véritable dénomination. Il faudra attendre le règlement ministériel du 28 novembre 1977 pour que cette autorité de contrôle soit surnommée Commission de surveillance des cinémas.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelle est la composition de cette Commission de surveillance?
- Comment fonctionne-t-elle concrètement?
- Sur quels critères s'effectue la classification des films?
- Où peut-on consulter les décisions de la Commission?

Réponse (13.5.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

La loi de 1922 concernant la surveillance des établissements et représentations cinématographiques publics ainsi que les arrêtés et règlements y relatifs ont posé le principe de l'interdiction aux jeunes de moins de 17 ans d'accéder aux cinémas tout en instituant une Commission de surveillance appelée à leur autoriser l'accès pour des «spectacles pour familles et enfants».

L'évolution des mœurs, de la production cinématographique et de la fréquentation des salles a fait en sorte que les règles édictées en 1922, perçues comme un instrument de censure, n'ont plus leur place dans notre société où tous doivent avoir, en principe, un libre accès à la culture. Du point de vue pratique, vu l'abondance des films, une commission ne peut plus visionner et aviser les nouveaux films qui arrivent hebdomadairement dans les salles luxembourgeoises.

Aussi, une Commission de surveillance des établissements cinématographiques publics n'est-elle actuellement plus en place. La pratique a instauré un système d'autorégulation qui fait que chaque exploitant de cinéma soit procède lui-même à une classification des films, soit adopte celle qui a été opérée dans le pays d'origine ou le pays d'établissement du distributeur. Cette classification est complétée par un contrôle effectué au moment de l'achat du billet, respectivement au moment de l'accès à la salle de cinéma. Afin d'éviter des dérapages, la classification est surveillée par le Centre national de l'Audiovisuel. Il faut dire que la pratique actuelle, qui n'est qu'une transition vers un nouveau cadre légal, a permis à ce jour une large accessibilité aux salles tout en évitant au jeune public la vision de films qui lui causerait préjudice.

Conscient de ses responsabilités en matière de protection des mineurs, le Gouvernement a instauré un groupe de travail interministériel qui l'a avisé sur la protection des mineurs contre l'accès à des contenus illicites ou préjudiciables diffusés dans les médias. En effet, l'analyse de la matière doit être horizontale et englober tous les moyens de mise à disposition dont le cinéma, les vidéogrammes, DVD et logiciels de jeu ainsi que les médias électroniques et autres et, bien évidemment, l'Internet.

Actuellement, différents ministères sont impliqués dans l'élaboration d'un projet de loi qui doit proposer un dispositif d'ensemble de protection des mineurs et qui, pour le volet cinéma, pourrait définir une classification spécifique à mettre en œuvre, le cas échéant, par une autorégulation du secteur.

Question 0380 (29.3.2005) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant la **portabilité des numéros téléphoniques mobiles:**

La décision 04/77 de l'Institut Luxembourgeois de Régulation (ILR) du 6 juillet 2004 a arrêté qu'en cas de changement de l'exploitant ou de fournisseur de services de téléphonie mobile, tout usager d'un ou de plusieurs numéros téléphoniques mobiles a le droit, sur simple demande, de conserver les numéros qui lui ont été affectés par l'opérateur/fournisseur donneur. Ce droit au «portage» est également applicable aux utilisateurs de services prépayés. Les règles relatives à la solution technique pour l'introduction de la portabilité des numéros mobiles sont déterminées dans la décision 04/78 de l'ILR. La portabilité des numéros mobiles est entrée en vigueur le 1er février dernier, soit plus d'un an et demi après la date théorique de l'entrée en vigueur de la directive européenne sur les services universels.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre délégué aux Communications:

1) Quel est le nombre approximatif d'utilisateurs ayant profité de la possibilité du «portage» jusqu'à ce jour?

2) Est-ce que des problèmes éventuels se sont posés? Dans l'affirmative quelle en était la nature exacte?

3) Est-ce que l'ILR a reçu des réclamations de la part d'utilisateurs mécontents? Quelle a été la réaction de l'ILR?

Réponse (27.4.2005) de **M. Jean-Louis Schiltz,** *Ministre délégué aux Communications:*

Au 7 avril 2005, 4.416 numéros mobiles ont été portés entre opérateurs et fournisseurs de services. Une information relative aux numéros portés est périodiquement publiée sur le site Internet de l'Institut Luxembourgeois de Régulation. Ce nombre de numéros portés représente environ 1% des clients depuis les deux premiers mois de mise en place de la portabilité, d'où une assez grande acceptation par les clients.

Depuis l'introduction de la portabilité au 1er février 2005, l'Institut Luxembourgeois de Régulation n'a reçu aucune information relative à des problèmes d'ordre techniques ou administratifs résultant du processus de portage.

Une seule réclamation datée le 25 mars 2005 est parvenue à l'Institut par laquelle il a été informé qu'il n'était pas possible de garder son numéro en voulant transformer un abonnement CMD en carte prépayée EPT/TipTop.

L'EPT a été invitée à prendre position; une réponse n'est pas encore parvenue.

Question 0383 (30.3.2005) de **M. Emile Calmes** *(DP)* concernant la **transformation d'anciens halls d'exposition à Wiltz par l'Objectif Plein Emploi:**

Il me revient que la Commune de Wiltz a acquis d'anciens halls d'exposition et des entrepôts de l'entreprise Bauma, ayant cessé ses activités, afin de reconvertir ce lieu en un hall polyvalent où pourraient avoir lieu des concerts et autres manifestations. Les travaux de transformation seraient réalisés par l'Objectif Plein Emploi.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur la procédure suivant laquelle l'Objectif Plein Emploi s'est vu attribuer le projet susmentionné?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si des petites et moyennes entreprises auraient pu être chargées de la transformation de ces anciens halls?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner si ces travaux ont été proposés à des petites et moyennes entreprises? Si tel n'a pas été le cas, est ce que Monsieur le Ministre peut me donner des explications pourquoi les petites et moyennes entreprises n'ont pas été sollicitées?

Réponse (9.5.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Afin d'être en mesure de répondre à la question parlementaire de Monsieur le Député Calmes en pleine connaissance de cause, j'ai pris les renseignements nécessaires auprès de Monsieur le Bourgmestre de la Ville de Wiltz.

Dans sa lettre datée du 21 avril 2005 Monsieur le Bourgmestre rappelle que par acte notarié du 30 septembre 2004 la Ville de Wiltz a acquis sur le curateur de la faillite Baumaself les friches industrielles d'une superficie d'environ 2,50 hectares.

Il précise d'emblée que la Ville de Wiltz, par l'intermédiaire de son collège échevinal, n'a nullement l'intention de procéder sans autres formalités à une reconversion définitive de l'ancien site industriel. Il rapporte ensuite qu'après une inspection approfondie des bâtiments, le collège échevinal a jugé opportun de mettre immédiatement à profit le bon état d'entretien d'une des halles - exploitée par l'ancien propriétaire comme locaux d'exposition et de vente - pour l'aménager provisoirement et y organiser le week-end de la Pentecôte une fête locale (bal du genêt). Il est par ailleurs envisagé, en cas d'intérêt des commerçants locaux, d'y faire une exposition commerciale et artisanale.

L'enveloppe financière des travaux nécessaires à cet effet se chiffre à environ 7.000 euros suivant devis établi par le service technique communal. Il s'agit donc de travaux de faible envergure et par ailleurs cette manière de procéder évite à la Ville de Wiltz les frais de location d'une tente auprès d'une firme spécialisée pour organiser les manifestations projetées.

Les travaux seront effectués en régie par les ouvriers communaux en collaboration avec l'initiative CIGR Wiltz +, le tout sous la surveillance du Service technique de la Ville de Wiltz. Monsieur le Bourgmestre précise que la Ville de Wiltz est

partenaire dans le projet CIGR Wiltz + (Objectif Plein Emploi), avec les différentes organisations syndicales, l'Union commerciale et artisanale de Wiltz, les représentants des petites et moyennes entreprises, ainsi que tous les partis politiques représentés au sein du conseil communal.

Monsieur le Bourgmestre souligne encore que l'économie locale avec ses petites et moyennes entreprises ne sera pas lésée par la manière d'effectuer ces travaux. En effet il affirme que tout le matériel nécessaire pour la mise en état et le fonctionnement de la halle a été commandé auprès d'entreprises locales ou de la région.

Question 0384 (1.4.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **zone d'activités commerciales à Sterpenich (Ikea):**

De 4. am Niwwelmount (November) 2004 haten d'Gemenge Kënzeg a Garnech virum belsche Statsrot géint d'Baugenehmegung vun der Areler Gemeng fir den Ikea zu Sterpenich Asproch ageluecht. Falls d'Kläger sech net duerchsetze sollten, soll dat genannt Miwwelgeschäft schonns am Karschnatz dëst Joer opgoen.

Elo schénge sech och nach d'Crainté vun enger Kënzeger Lokalinitiativ a vun enger Ëmweltgewerkschaft ze bestätegen, datt d'Implantatioun vum Ikea just den zentrale Clientsmagnéit vun enger ganzer ronderëm dëse Miwwelhandel entstoender Gewerbezon wäert duerstellen.

Et ass evident, datt dëst neit Gewerbegebitt un der belsch-lëtzebuergescher Grenz e massiivt zousätzlecht Verkéiersopkommes an dëser Géigend no sech zéie wäert. Eng Expertise duerch Schroeder&Associés hat dat schonns eleng fir den neie Miwwelgrousshändler virgerechent. Esou wäert z.B. samschdes den Trafic op der Kënzeger Strooss (CR110) ëm 70% zouhuelen.

Den Ikea - an dat neit Gewerbegebitt ronderëm - wäerten also séier negativ Konsequenzen op d'Liewensqualitéit an d'Verkéierssécherheet och op Lëtzebuerger Säit hunn. Virun allem wäerten d'Gemenge Kënzeg, Garnech a Käerjeng betraff sinn. Dëst well fir de Gros vun de Clienten de kierzeste Wee zu dëser neier Aktivitéitszon iwwert den CR110C féiert - e kuerzt Stéck Strooss vu ronn 480 Meter op Lëtzebuerger Säit, dat vum CR110 zu Grass aus den Accès op déi belsch Autobunnsausfahrt vu Sterpenich erméiglecht. Hei kéint een am Intérêt vun der Liewensqualitéit vun eise Leit preventiv handelen.

Dofir dës Fro:

- Wier et net eng pragmatesch Léisung vun deem sech annoncéierende Problem fir d'Liewensqualitéit vun eise Leit an der genannter Regioun, fir den CR110C fir all Duerchgangsverkéier ze späre?

Réponse (13.5.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Als Äntwert op d'Fro vum Deputéierten Aly Jaerling kann ech Folgendes soen: Et ass schwiereg den CR110C fir den Duerchgangsverkéier ze späre, well den CR110C ass eng Verbindungsstrooss a Richtung Areler Autobunn, déi och vun den Awunner aus dem Raum Käerjeng/Kënzeg/Garnech benotzt gëtt, fir a Richtung Arel/Bréissel ze fueren.

ann den CR110C gespaart gëtt, mussen dës Leit en Ëmwee iwwer Messancy oder Klengbetten/Stengefort a Kaf huelen, fir d'Areler Autobunn ze erreechen. Dëst bréngt negativ Konsequenze fir d'Liewensqualitéit an d'Verkéierssécherheet an dësen Uertschaften.

Ausserdem missten d'Clienten aus dem Raum Käerjeng/Kënzeg/Duelem a Richtung vum genannte Miwwelgeschäft trotzdeem den CR110 benotzen an iwwer Klengbetten/Stengefort/Sterpenich fueren. Als Resultat wär d'Ëmweltbelaaschtung zu Kënzeg/Grass net méi kleng, mä vill méi grouss zu Klengbetten/Stengefort.

Et ass also net onbedéngt am Intérêt vun dëse Leit, dës Direktverbindung a Richtung Opfahrt Sterpenich ze spären.

Question 0385 (4.4.2005) de **M. Lucien Clement** *(CSV)* concernant le **transfert d'un numéro d'immatriculation personnalisé:**

Par la présente, j'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 75 du Règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Monsieur le Ministre des Transports concernant les modalités de transfert d'un numéro d'immatriculation personnalisé octroyé au propriétaire d'un véhicule immatriculé à son nom sur un autre véhicule à immatriculer au nom de ce même propriétaire.

L'article 92.1 du Code de la Route stipule que: «Tout véhicule automoteur,..., appartenant à une personne physique qui a sa résidence normale au Luxembourg ou appartenant à une personne morale qui a son siège social au Luxembourg, doit être couvert par une carte d'immatriculation luxembourgeoise à partir de la première mise en circulation au Luxembourg jusqu'à l'exportation ou la destruction définitive du véhicule.»

En cas de changement de voiture, beaucoup de gens préfèrent garder leur ancien numéro d'immatriculation pour le véhicule nouvellement mis en circulation. Les formalités de la mise hors circulation de la voiture, de la nouvelle immatriculation ainsi que du transfert du numéro personnalisé sont généralement prises en charge par les garagistes. À ces fins, ces derniers demandent à leurs clients la carte d'immatriculation de l'ancien véhicule, pièce indispensable non seulement pour déclarer la mise hors circulation auprès de la Société nationale de Contrôle technique, mais également pour la procédure d'immatriculation de la nouvelle voiture avec transfert de l'ancienne plaque d'immatriculation. Afin de ne pas violer les dispositions de l'article 92.1 du Code de la Route et de ne pas priver les gens de leur voiture, les garagistes leur délivrent généralement une photocopie de la carte grise servant comme preuve d'immatriculation de leur voiture à mettre hors service jusqu'à réception du nouveau véhicule.

L'émission télévisée RTL «Den Nol op de Kapp» du 14 mars 2005 a cependant retracé le cas précis d'un jeune automobiliste qui a été condamné par la Police grand-ducale à une amende de 145 euros et un retrait de deux points pour cause de conduite d'un véhicule non valablement immatriculé: il ne pouvait que présenter aux policiers une photocopie de la carte grise délivrée par son garagiste parce qu'il venait d'acheter une nouvelle voiture qui devait être prochainement immatriculée au Luxembourg avec son ancien numéro d'immatriculation.

Réponse (13.5.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En se référant à l'émission télévisée RTL «Den Nol op de Kapp» du l4 mars 2005, l'honorable Député s'enquiert sur la procédure à appliquer en relation avec la carte d'immatriculation en cas du maintien d'un ancien numéro d'immatriculation sur un véhicule nouvellement mis en circulation.

Le premier paragraphe de l'article 92 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publique (Code de la Route) dispose que tout véhicule automoteur (...) appartenant à une personne physique qui a sa résidence normale au Luxembourg ou appartenant à une personne morale qui a son siège social au Luxembourg doit être couvert par une carte d'immatriculation luxembourgeoise à partir de la première mise en circulation au Luxembourg jusqu'à l'exportation ou la destruction définitive du véhicule. D'autre part, l'article 70 du Code de la Route énumère les papiers de bord qui doivent être exhibés sur réquisition des agents chargés du contrôle de la circulation routière, dont entre autres une carte d'immatriculation provisoire ou définitive valable du véhicule. Une exception à cette règle, et, partant, l'acceptation d'une copie certifiée conforme par le Ministre des Transports ou son délégué, n'est tolérée que pour les véhicules donnés en location sans chauffeur, la copie devant par ailleurs porter une mention précisant qu'il s'agit d'un véhicule destiné à être loué.

À part l'exception précitée, la circulation avec une copie de la carte d'immatriculation n'est donc pas conforme aux dispositions du Code de la Route. La question de la tolérance de la Police grand-ducale ne se pose donc pas alors qu'elle est appelée à sanctionner les infractions au Code de la Route.

La délivrance d'une copie de la carte d'immatriculation par un garagiste à un client pour la période de la procédure de la nouvelle immatriculation avec transfert du numéro personnalisé n'est donc pas opportune, alors que le client commet une infraction s'il conduit avec cette copie.

Ayant été mis au courant de ce problème mes services sont en train d'y chercher une solution qui sera incorporée dans un projet de règlement grand-ducal mettant à jour les dispositions relatives à l'immatriculation des véhicules et dont la procédure réglementaire va être entamée sous peu.

Question 0386 (5.4.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **surveillance électronique en matière pénale:**

Des études pratiques menées à l'étranger, notamment en Suisse et en Autriche, permettent de tirer des conclusions positives de l'application d'un bracelet électronique aux condamnés. Ainsi ces études relèvent en autre que le taux de récidive des délinquants diminue considérablement. Par ailleurs les considérations financières ne sont pas négligeables. En effet, appliquer et surveiller un condamné qui porte un tel bracelet revient en définitif moins cher que de l'incarcérer en prison.

Par ailleurs il ressort du programme gouvernemental que «la surveillance électronique sera introduite en matière pénale».

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- Quand est-ce que Monsieur le Ministre veut-il introduire dans la législation pénale une telle surveillance électronique?
- Pour quelles personnes condamnées une telle mesure sera-t-elle possible?

Réponse (28.4.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Sur base des conclusions d'un groupe de travail ayant été institué pour analyser l'opportunité d'introduire la surveillance électronique en matière pénale, une phase d'essai sera effectuée au Luxembourg. À l'instar de l'approche poursuivie en Belgique en la matière, il est projeté de conduire cette phase d'essai sur une durée minimale de deux ans afin de disposer de résultats concluants.

La phase d'essai sera entamée dans les meilleurs délais après que les conditions personnelles et matérielles sont remplies.

Il est prévu de faire bénéficier de cette mesure les personnes condamnées dont la peine ou le reliquat de la peine à purger est inférieur à un an d'emprisonnement ferme et qui présentent par ailleurs, après un examen individuel de leur dossier, toutes les garanties nécessaires pour assurer une réalisation concluante de cette phase d'essai.

La prise éventuelle de mesures législatives sera considérée sur base des conclusions de cette phase d'essai.

Question 0387 (5.4.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant l'**implantation de stations à essence à proximité de zones résidentielles:**

Les communes longeant les frontières germano-, belgo- et franco-luxembourgeoises, telles que Rumelange, Remerschen ou Pétange sont particulièrement touchées par le phénomène du "tourisme pétrolier". Certaines de ces stations-service se trouvent à proximité de quartiers résidentiels. Par ailleurs, une nouvelle station d'une société hollandaise vient d'ouvrir récemment ses portes dans le centre de la localité de Kayl (rue de Tétange).

La loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés impose à l'exploitant d'un établissement classé de disposer d'une autorisation d'exploitation. Les demandes en obtention d'une telle autorisation doivent répondre aux critères fixés à l'article 7 de la loi de 1999 précitée. Bien que cette procédure traite essentiellement des aspects environnementaux, se pose néanmoins toute une série de questions relatives à la sécurité du site et les conséquences pour la population y vivant à proximité en cas d'incident majeur.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

1) Quelle est la distance minimale à respecter par un exploitant potentiel d'une station-service par rapport aux maisons ou résidences avoisinantes?
2) Est-ce que la procédure commodo et incommodo comprend également l'aspect de la sécurité pour la population vivant à proximité des stations-service? De quelle manière?
3) Est-ce que l'exploitant est obligé d'élaborer un plan d'urgence pour chaque station-service qui permettrait de réagir d'une manière rapide et appropriée en cas d'incident?
4) Dans l'affirmative, quel est le rôle des autorités communales dans l'élaboration d'un tel plan d'urgence?

Réponse (22.4.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député évoque le nombre non négligeable de stations d'essence situées dans les localités de Rumelange, Remerschen et Pétange. Il en est de même d'autres localités situées aux abords de nos frontières comme par exemple Remich, Mertert ou Rombach.

La localité de Pétange abrite 3 stations (Texaco, Shell et Aral), celle de Rodange en compte 11 (2xAral, Texaco, 2xTotal, Jet, 2xQ8, Shell, 2xEsso). Dans la commune de Remerschen se trouvent 2 stations à Remerschen (Aral, Esso) et 6 stations à Schengen (Aral, Q8, Shell, Total, Q8, Les Tigres). La ville de Rumelange en a quatre (Shell, 2xESSO, Q8).

En date du 30 mars 2004, le Ministre de l'Environnement a délivré à la société Prokay de Soleuvre l'autorisation de transformer une station de distribution d'essence et de gasoil existante (anciennement Q8, actuellement sous le sigle "Gulf") à Kayl, 85, rue de Tétange. Des études des incidences de l'établissement sur la qualité de l'air et au sujet des nuisances sonores avaient démontré que l'établissement, après transformation, ne constituera pas une source d'émissions excessives ou de gêne anormale.

L'honorable Député s'enquiert essentiellement de la sécurité des sites. Il y a lieu de préciser que la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés concerne, outre la prévention et la réduction intégrées des pollutions en provenance des établissements et l'environnement humain et naturel, la protection de la sécurité, la salubrité et la commodité par rapport au public, au voisinage ou au personnel des établissements ainsi que la santé et la sécurité des travailleurs au travail. Ainsi, dans le cas des stations de distribution d'essence et de gasoil, une autorisation est requise à la fois du Ministre de l'Environnement et du ministre ayant le travail dans ses attributions. Ce dernier détermine individuellement les conditions d'aménagement et d'exploitation relatives à la sécurité du public et du voisinage en général ainsi qu'à la sécurité, l'hygiène et la santé sur le lieu de travail, la salubrité et l'ergonomie.

Ce n'est donc qu'à titre subsidiaire par rapport aux conditions fixées par le Ministre du Travail et de l'Emploi qu'une réponse peut être donnée aux différentes questions posées:

ad 1) Il n'existe pas de disposition légale imposant aux exploitants de station-service de respecter une distance minimale par rapport aux prochaines habitations. Toutefois, en matière de protection de l'environnement, les répercussions sur la qualité de l'air environnant d'un projet est préalablement étudié. Il pourrait en résulter une distance minimale à respecter entre le projet d'une station et la première habitation.

ad 2) Comme exposé ci-dessus, les aspects de la sécurité, de la salubrité et de la commodité par rapport au public, au voisinage ou au personnel des établissements sont de la compétence du Ministre du Travail et de l'Emploi.

ad 3) Indépendamment de plans d'urgence éventuellement imposés par le Ministre du Travail et de l'Emploi, afin de prévenir au mieux une pollution de l'environnement en cas d'incident, les arrêtés d'exploitation du Ministre de l'Environnement imposent qu'un plan d'urgence soit établi par l'exploitant avant la mise en exploitation. Ce plan d'urgence doit notamment fournir aux autorités compétentes les informations nécessaires pour évaluer les risques, indiquer les quantités et propriétés des substances pouvant altérer l'environnement présentes sur le site, contenir, à l'intention du personnel travaillant sur le site, des précisions sur la marche à suivre, tant sur le plan technique qu'en ce qui concerne l'organisation, pour faire face à un accident susceptible d'avoir des ef-

fets sur l'environnement et indiquer les attributions et responsabilités organisationnelles sur le site en cas de situation d'urgence.

ad 4) L'Administration de l'Environnement fait parvenir deux exemplaires du plan d'urgence établi en vertu des conditions imposées par le Ministre de l'Environnement à la Protection civile qui en informe les services de secours locaux des communes.

Indépendamment des plans d'urgence, les communes sont compétentes en matière d'aménagement communal. Les autorités compétentes ne peuvent délivrer une autorisation "commodo" que si l'établissement est situé dans une zone prévue à ces fins.

Question 0389 (6.4.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **nombre de piétons heurtés par des voitures:**

Lors d'une interview accordée à RTL - Télé Lëtzebuerg, Monsieur le Ministre a affirmé qu'un nombre conséquent de personnes âgées était heurté par des voitures en traversant les passages à piétons. Monsieur le Ministre a mis en évidence les rapports de force qui existent entre les personnes âgées souhaitant traverser un passage à piétons et notamment des conducteurs avec des voitures puissantes («dee staarke schnelle mat sengem Auto, sengem décken Auto»).

Aussi, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur le nombre de piétons ayant été heurtés par des voitures au niveau d'un passage à piétons?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut également me renseigner si les conducteurs conduisaient des «déck Autoen»?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre estime que l'on peut établir un rapport entre les conducteurs au volant d'une voiture puissante et le nombre de piétons étant heurtés par de telles voitures?

Réponse (13.5.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En se référant à une interview en marge de la conférence de presse à l'occasion de la présentation du bilan des accidents routiers pour l'an 2004, l'honorable Député pose plusieurs questions en relation avec les accidents routiers impliquant des piétons.

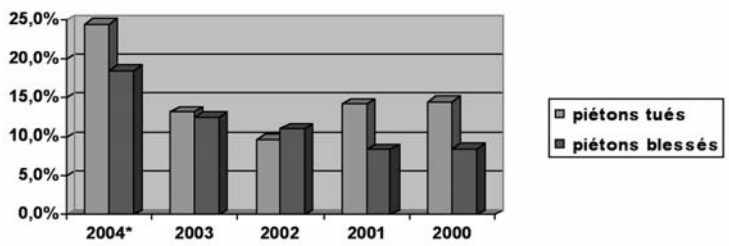
Le tableau synoptique ci-après donne un aperçu de l'évolution du nombre d'accidents corporels impliquant des piétons au cours des années 2000 à 2004. Les pourcentages sont exprimés par rapport au nombre total d'accidents corporels (tués/blessés) recensés pendant la période concernée.

	2004		2003		2002		2001		2000	
Piétons	191*		138		127		109		118	
dont tués	12	24,5%	7	13,2%	6	9,7%	10	14,2%	11	14,5%
dont blessés	179*	18,5%	131	12,5%	121	11,0%	99	8,4%	107	8,5%

* données provisoires

Il s'avère que depuis quelques années, le nombre de piétons blessés dans un accident de la route est en croissance continue, tendance illustrée par le graphique ci-dessous.

Accidents corporels impliquant les piétons



* données provisoires

En ce qui concerne le nombre de piétons heurtés par une voiture au niveau d'un passage pour piétons, ces données sont seulement disponibles pour les piétons ayant laissé leur vie lors d'un tel accrochage. Ces données sont reprises dans le tableau reproduit ci-après.

	2000	2001	2002	2003	2004
Nombre de tués sur un passage pour piétons	5	1	3	1	2

Par référence à la terminologie employée lors de l'interview précitée, l'honorable Député aimerait savoir si un lien peut être établi entre les conducteurs au volant d'une voiture puissante et le nombre de piétons heurtés par de telles voitures.

Il y a lieu de souligner qu'il n'était manifestement pas dans mon intention de mettre en évidence une certaine catégorie d'usagers de la route en fonction de la cylindrée des véhicules qu'ils conduisent pour ainsi établir un lien quelconque entre les accidents impliquant des piétons. Bien au contraire, et en ligne avec ce qui est allégué par l'honorable Député dans sa question parlementaire, je voulais mettre en évidence, de façon générale, les rapports de force inégaux existant entre les conducteurs de voitures automobiles d'une part et les piétons d'autre part, sachant que les derniers rangent dans la catégorie d'usagers de la route les plus vulnérables.

Question 0390 (6.4.2005) de **M. Marc Spautz** *(CSV)* concernant le **système informatique en matière de radiographie dans les hôpitaux:**

Il arrive de temps en temps qu'un patient traité dans un hôpital du pays doit être transféré dans un autre hôpital pour y subir un traitement médical qui n'est pas presté par l'hôpital initial. Or, il peut s'avérer que les radiographies initialement réalisées ne sont pas lisibles dans l'autre établissement, faute de logiciel compatible et apte à lire les radiographies.

De ce fait, le patient concerné est obligé de subir une deuxième fois les mêmes examens engendrant ainsi des dépenses supplémentaires à charge des caisses de maladie.

Eu égard aux efforts de pallier le déficit de l'assurance maladie, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité Sociale:

1. Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance du problème décrit ci-dessus?
2. Comment et quand Monsieur le Ministre envisage-t-il de rendre compatibles les systèmes informatiques en matière de radiographie dans nos hôpitaux?

Réponse (13.5.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Aux termes de la loi du 10 août 1983 concernant l'utilisation médicale des rayonnements ionisants, «tout médecin détenteur d'un résultat ou d'un cliché d'un acte radiologique d'un patient est tenu de mettre ce résultat ou cliché, sur demande, à disposition de tout autre médecin qui examine ce patient ultérieurement».

Lors du transfert d'un patient vers un autre hôpital l'examen complet, y inclus le rapport médical, devrait être transféré. En cas de transfert d'images radiologiques par CD, comprenant un programme de visualisation adapté, les images radiologiques peuvent être visualisées sur tout PC. Il est toutefois très difficile de les visualiser sur d'autres structures d'imagerie de l'hôpital d'accueil.

Pour le moment les hôpitaux sont en train de s'équiper de systèmes radiologiques qui permettent de visualiser des radiographies sur support informatique, indépendamment de son origine (par l'intermédiaire d'un système RIS/PACS), afin de rendre possible l'échange, que ce soit sur support informatique (CD, DVD) ou par téléchargement.

Par ailleurs mes services sont en train de réfléchir sur la possibilité d'utiliser les systèmes en place afin de créer un carnet radiologique électronique permettant également aux médecins prescripteurs de voir le passé médico-radiologique du patient.

Ces deux mesures devraient permettre de diminuer l'irradiation des patients due aux rayonnements ionisants et en même temps de réduire les dépenses à charge des caisses de maladie liées au double voire triple emploi.

Question 0393 (7.4.2005) de **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant l'**émission de titres de propriété nominatifs par la société Arcelor:**

La société anonyme Arcelor qui à son siège à Luxembourg vient d'annoncer qu'elle n'émettra plus à l'avenir des titres au porteur à ses actionnaires, mais exclusivement des titres de propriété nominatifs.

Bien qu'il s'agisse d'une décision émanant d'une société privée, l'abandon des titres au porteur par un acteur économique international de premier ordre risque d'être interprété comme l'expression d'une nouvelle attitude générale adaptée également par les milieux politiques, ceci d'autant plus que le sujet est justement évoqué à l'heure actuelle par les milieux politiques de certains pays limitrophes.

Vu les réactions qu'un tel changement d'attitude risquerait de déclencher parmi la clientèle de notre place financière, je me permets de demander à Monsieur le Ministre du Trésor, ayant dans ses attributions la place financière, quelle attitude le Gouvernement compte adopter en la matière.

Réponse (19.4.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le Gouvernement n'envisage pas de changer son attitude traditionnelle qui consiste à laisser aux sociétés anonymes le libre choix entre la forme nominative et la forme au porteur pour leurs actions, afin de leur permettre de tenir pleinement compte des multiples éléments qui, de cas en cas, peuvent les faire pencher pour l'une ou l'autre solution.

Question 0394 (11.4.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **tentative d'évasion du Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Dans une lettre émanant de l'association des détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig, ceux-ci auraient affirmé que la direction et les forces de sécurité étaient au courant de la tentative d'évasion du le 26 mars dernier.

On aurait voulu attendre de mettre fin à cette tentative d'évasion jusqu'au moment où les détenus auraient franchi l'enceinte du centre pénitentiaire afin de pouvoir intercepter également les complices de l'extérieur. Or, d'après l'association des détenus, ni les gardiens, ni l'infirmier présent sur les lieux n'auraient été avertis de cette tentative d'évasion. Ceux-ci auraient ainsi encouru des dangers inutiles puisqu'ils auraient été utilisés comme boucliers humains.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre confirme-t-il les affirmations de l'association des détenus? Dans la négative, qu'elle est sa version des faits?
- Comment Monsieur le Ministre juge-t-il l'attitude de la direction?
- Comment Monsieur le Ministre entend-il remédier à la situation?

Réponse (2.5.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Comme j'ai pu l'expliquer en détail à la Chambre des Députés, il est confirmé qu'en date du 26 mars 2005 à 19.00 heures plusieurs détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig ont maîtrisé un infirmier et un gardien en vue de s'évader. L'évasion a fort heureusement pu être évitée.

Une instruction judiciaire était ouverte depuis mi-mars 2005 pour tentative d'évasion et association de malfaiteurs en vue d'identifier les détenus et complices impliqués et de connaître la date et l'heure de l'incident projeté.

En date du 26 mars 2005 les opérations ont été menées par la police sous l'autorité du juge d'instruction compétent - qui est un magistrat indépendant du pouvoir exécutif - dans le cadre de la prédite instruction.

Avant la survenance de l'incident du 26 mars 2005 le nombre et l'identité de tous les détenus impliqués n'étaient pas connus; de même l'on ne disposait d'aucun élément précis et concret permettant d'admettre que l'incident projeté devait comporter une prise d'otages ou des violences à l'égard du personnel du Centre pénitentiaire.

Pour des raisons de sécurité, la stratégie d'intervention et les mesures prises ne sont pas spécifiées ici.

Question 0395 (11.4.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **transplantation d'organes:**

En Allemagne, la greffe d'organes d'un donneur atteint du virus de la rage a déjà causé la mort de deux personnes. En octobre 2004, un cas similaire s'est produit aux États-Unis.

Les médecins allemands prétendent que tous les contrôles auraient été effectués avant la transplantation des organes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre peut-il me donner des précisions sur les contrôles préalables aux transplantations d'organes effectués au Luxembourg?
- Après ces accidents médicaux, des contrôles plus stricts ne devraient-ils pas être envisagés à l'avenir en cas de transplantations d'organes?

Dans sa réponse à la question parlementaire N°0035 du 9 septembre 1999 de Monsieur le Député Gusty Graas *(cf. compte rendu N°1/1999-2000)* relative au contrôle des dons du sang, le Ministre de la Santé de l'époque disait qu'il avait été décidé d'un commun accord avec les responsables de la Croix-Rouge d'appliquer la technique dite PCR (polymerase chain reaction), permettant la détection des infections virales, telles que le HIV et les hépatites B et C, à tous les dons de sang dans un proche avenir.

Cette technique est-elle d'ores et déjà appliquée au Luxembourg?

Réponse (10.5.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Le prélèvement et la transplantation d'organes se font au Luxembourg dans le cadre d'Eurotransplant. Cet organisme fixe des critères très stricts pour les organes donnés susceptibles d'être réimplantés chez un receveur. Ces critères sont constamment actualisés. Ils sont repris dans un manuel dont la dernière version date du 23 février 2005.

Il n'en reste pas moins que même la stricte application des critères d'Eurotransplant n'élimine pas et ne peut pas éliminer un risque résiduel que le receveur courra toujours. Il faut en effet savoir que le candidat donneur d'organes en mort cérébrale ne reste stable et donc ne se prête pour le don que pendant quelques heures. Dès lors des tests de laboratoire qui prendraient davantage de temps ne peuvent pas être pratiqués. Mais de toute manière les procédures d'Eurotransplant prévoient, outre des tests de laboratoires, des examens et procédures susceptibles d'éliminer de la sélection des organes ne se prêtant pas au don.

Le principe d'allocation des organes au sein d'Eurotransplant est fondé sur un système sophistiqué d'échange entre les différents centres, dont celui de Luxembourg. Le système requiert une application stricte de critères de sélection harmonisés, ne laissant pas de place à des critères nationaux divergents.

Quant au volet de la question de l'honorable Parlementaire ayant trait au don de sang, je puis confirmer que depuis le 22 novembre 1999 tous les dons de sang, de plasma et de cellules sont systématiquement testés au Luxembourg suivant la technique PCR, permettant de détecter les infections virales, telles que le HIV et les hépatites B et C.

Chamber TV
an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder
um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)
zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

Compte rendu des séances publiques
N° 10 – Session ordinaire 2004-2005

35e séance, mardi 31 mai 2005
36e séance, mercredi 1er juin 2005
37e séance, jeudi 2 juin 2005
38e séance, mercredi 8 juin 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

La campagne d'information sur le référendum continue

La Chambre des Députés vient de décider de maintenir la date du 10 juillet 2005 pour le Référendum luxembourgeois sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, et nous avançons à grands pas vers ce moment décisif. Dans le cadre de la campagne d'information du Parlement, vous trouverez dans ce Compte rendu les premières impressions sur les réunions d'information organisées par la Chambre à travers le pays.
De plus, il contient un débat entre parlementaires sur le Référendum et le Traité.

«D'Chamber këmnt bei Iech»

Le Traité, ça se discute



Une audience intéressée à Mamer

Depuis début juin, la Chambre des Députés organise des réunions d'information sur le Traité dans diverses localités du pays. Une façon inédite d'approfondir le dialogue entre citoyens et politiciens.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le nouveau Traité fait bouger les gens. L'afflux aux réunions publiques organisées à travers le pays par la Chambre des Députés est tellement fort qu'il ne suffit plus d'ajouter des chaises: il faut carrément déplacer les débats dans des salles plus grandes. Ainsi, à Mersch et à Mamer, les deux premières stations de cette randonnée parlementaire, on a à chaque fois compté plusieurs centaines de personnes qui sont venues s'informer.

Sur la tribune: le modérateur de la soirée, M. Maurice Molitor, entouré des membres des cinq groupes parlementaires qui sont représentés à la Chambre ainsi que du porte-parole du Comité pour le non. Dans la salle: des citoyennes et citoyens de tous les âges et de tous les bords. Les uns veulent s'informer sur des questions précises, les autres viennent comparer les différentes prises de position sur le Traité. D'aucuns demandent même, texte à l'appui, des explications sur la portée de certains articles.

Le social en point de mire

Comme lors des trois auditions à l'Hôtel de la Chambre, la politique sociale est un point central des réunions. Les membres du Comité pour le non déplorent que le Traité constitutionnel rende impossible un nivellement vers le haut des politiques sociales: M. Claude Simon a notamment évoqué le droit à la pension, le revenu minimum garanti ou encore l'harmonisation des rémunérations. Les adeptes du oui, et parmi eux la majorité des hommes politiques présents, ont par contre insisté sur le fait que le texte donne justement une nouvelle marge de manœuvre dans le domaine social. Ainsi, l'ancien membre de la Convention européenne M. Jacques Santer a souligné que contrairement à la Constitution luxembourgeoise, le droit de grève est ancré dans la Charte.

L'élargissement de l'Union européenne et l'adhésion de la Turquie sont également des sujets qui reviennent dans toutes les réunions. Le député Aly Jaerling a soutenu que la Turquie, si elle faisait partie de l'Union, aurait un poids considérable dans les décisions politiques vu son importance démographique. La députée Lydie Err a par contre souligné que les limites de l'Europe ne doivent pas être fixées par le seul critère géographique: «L'essentiel est qu'un pays remplisse les critères démocratiques et que tous les États membres soient d'accord.» Et son collègue Claude Meisch de rappeler: «Pendant 40 ans, nous avons prêché la réunification aux pays de l'Est, maintenant il faut être conséquent.» Si pour M. Marc Thill du Comité pour le non, l'élargissement est plutôt comparable à une annexion, un citoyen a plaidé: «Au Luxembourg, nous sommes déjà en train de nouer des liens avec les nouveaux pays, comme la République tchèque. Continuons! Nos enfants devraient pouvoir vivre dans une Europe où nous nous entraidons les uns les autres.»

Le danger des délocalisations

Enfin, le problème des délocalisations est également revenu dans les débats. Le danger de transferts partiels ou complets d'entreprise vers les pays de l'Europe de l'Est a été évoqué. D'aucuns ont cependant souligné que le véritable enjeu serait les délocalisations vers les grands pays à l'extérieur de l'Union, comme l'Inde ou la Chine, et que le Luxembourg a fait fortune notamment avec des entreprises qui sont venues de l'étranger.

S'il n'est pas toujours facile de faire la part des choses entre des informations et prises de positions contradictoires, les réunions donnent cependant aux auditeurs et auditrices l'occasion de se faire une idée des implications du nouveau Traité et des évolutions qui se dessinent à l'horizon européen. En même temps, elles leur permettent de se rendre compte que le Traité n'est qu'un élément d'une nouvelle politique européenne. Ou, comme l'a dit le député Charles Goerens: «La Constitution et l'Europe, c'est un peu comme un match de football: il faut des règles, mais elles sont une condition, pas une garantie pour la qualité du match.»



Des centaines d'auditeurs et d'auditrices à Mersch

"Bei alle Kontroversen: Europa ass endlech zum Thema ginn"

E Sträitgespréich ënner Deputéiert de 6. Juni 2005

Wéi ee Stellewäert huet de Referendum vum 10. Juli zu Lëtzebuerg, nodeems Frankräich an Holland Neen zum Traité constitutionnel gesot hunn? Wéi geet et mam Traité constitutionnel virun? D'Europadeputéiert Lydie Polfer (DP) an déi zwee national Parlamentarier François Bausch (DÉI GRÉNG) a Gast Gibéryen (ADR) hunn dozou ganz ënnerschiddlech Meenungen.



Gast Gibéryen,
Dir waart Member vum Konvent.
Firwat sidd Dir elo géint den Traité?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wie Member vum Konvent war, war domat net automatesch fir den Traité. Am Konvent waren och Leit, déi géint deen Traité geschwat hunn a géint dat Dokument, dat herno festgehale gouf. Dat ass och just symbolesch ënnerschriwwe ginn, fir ze soen: Hei ass d'Ofschlossdokument, wat am Konvent erschafft ginn ass. Duerno hat eis Partei eng éischter positiv Approche, well mer eis méi op den éischte Volet, deen am Konvent erschafft ginn ass, limitéiert hunn. Wéi den Traité, a virun allem den drëtten Deel, méi am Detail diskutéiert gouf, ass bei eis eng Korrektur gemaach ginn, an eise Kongress huet Neen zu deem Ganze gesot.

Lydie Polfer, d'Sondagë weisen, datt beim Elektorat vun alle Parteien, notamment och vun der DP, vill Leit sinn, déi Nee soe wëllen. Wéi geet Är Partei domat ëm?

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Wat mech am meeschte beonrouegt, dat ass, datt iwwert d'Parteien ewech - an dat huet ee jo och a Frankräich gesinn - déi Jonk net méi en Zil oder en Ideal an Europa gesinn. Déi Jonk, déi an deene leschten 20, 25 Joer an där doe Welt grouss gi sinn, hunn net méi dat Gefill, datt de Fridden näischt Sécheres ass, wat fir ëmmer garantéiert wär. Mä de Fait ass: Déi gesamt politesch Klass huet zu spéit ugefaangen, mat de Leit a mat der Jugend iwwer Europa ze schwätzen. Iwwert d'Resultat vum Referendum eraus ass et awer positiv, datt Europa elo wierklech zum Thema ginn ass.

François Bausch,
Déi Gréng si fréier géint Maastricht agetrueden, haut si se fir den Traité constitutionnel. Wéi ass et zu där Entwécklung komm?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Mir hunn deemools fonnt, dass hannevir ugefaange ginn ass: Et ass e Wirtschaftsraum geschafen a mat Maastricht verdéift ginn. Dee politesche Volet gouf net mat abezunn. Dat huet net zur sozialer Kohesioun bäigedroen. D'autant plus, wou nom Zesummebroch vun de fréieren Ostblockstaten d'Probabilitéit deemools scho grouss war, datt mer déi relativ séier géingen ophuelen an d'Unioun. De Paradox vun der Geschicht ass, datt grad déi éischte Kéier, wou mer op de Wee gi fir Europa e politesche Kader ze ginn, mer grad do de gréisste Widderstand kréien. Dat huet natierlech als Erklärung, datt all déi Suergen an Ängschten sech elo réischt ausdrécken, well d'Leit virdrun nach ni gefrot gi sinn.

Eng ganz Rei vun deenen Ängschte kann ech total novollzéien: par rapport zu der sozialer Situatioun, dem Chômage, den Delokalisatiounen, de Risike fir de Sozialstat. Wobäi een natierlech muss verurteelen, datt et nach ëmmer Leit gëtt, déi mordikus priedegen, datt d'Dereguléierung an den Ofbau vum Sozialstat dat Allheilmëttel wieren, fir zu enger besserer Zukunft ze kommen. De Risiko dovun ass, datt mer en Europa nom angelsächsesche Modell kréien. Et gëtt der awer och, déi d'Onzefriddenheet bei de Leit wëllen instrumentaliséiere fir politesch Zwecker. Dat féiert dozou, datt déi Ängschten nach méi grouss ginn. An doduerch entsteet de Reflex, fir sech op sech selwer zréckzezéien. Et wär awer extrem geféierlech, wa mer erëm eng Renationaliséierung vun der Politik géinge kréien. Bei deene 25 Länner vun Europa, do sinn der eng ganz Rei dobäi, déi och nach net op ganz stabile Féiss stinn. Alles dat riskéiert de Projet Europa futtizemaachen.

De leschte Summer huet sech net nëmmen de Premier fir e Referendum zu Lëtzebuerg ausgeschwat, mä och d'Chamber huet eng Motioun an deem Sënn gestëmmt.
Géift Der Iech haut nach eng Kéier dofir ausschwätzen?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Absolut. Bei alle Kontroversen, déi et am Moment gëtt, sinn ech frou, datt emol eng Kéier am Fong iwwer Europa diskutéiert gëtt. Et muss een als Politiker bereet sinn, sech an där Zäit op d'Been ze setzen a fir seng Argumenter anzetrieden. Ech hoffen zwar, datt et e Jo gëtt. Mä fir mech war et och vun Ufank u kloer, datt och en Nee kéint dobäi erauskommen. Dat ass dann de Choix vun de Leit, an dee muss ee respektéieren.



M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wann een éierlech ass, muss ee soen, datt een zu deem Zäitpunkt d'Situatioun ganz anescht ageschat huet. Ech géif och soen, datt déi grouss Debatt net duerch Lëtzebuerg entstanen ass, mä se ass duerch d'Ausland entstanen, virun allem duerch Frankräich. Vill Lëtzebuerger kucken d'franséisch Televisioun, an doduerch ass déi Debatt vläicht op Lëtzebuerg iwwergeschwappt an och op aner Länner, wat awer gutt ass. Et ass net duerch den negative Vote iwwert den Traité a Frankräich an an Holland, wou eng Kris an Europa entstanen ass, mä déi Diskussioun huet d'Kris, déi scho méi laang do ass, public gemeet. Wann d'Leit op eemol anescht denken an décidéiere wéi d'Politik, dann ass dat d'Kris. D'Politiker hunn et verpasst, mat de Leit ze schwätzen, an d'Leit si wahrscheinlech mat groussen Décisioune wéi d'Erweiderung oder d'Türkeifro net averstanen.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Et ass schued, datt déi negativ Stëmmung sech op deen hei Text konzentréiert, well deen ass ganz einfach besser wéi dee vun Nice. An deem neien Traité hu mir fir Lëtzebuerg dat beschtméiglecht Resultat. Mir hunn eis sechs Europadeputéiert behalen, mir hunn op deene Punkten d'Unanimitéit behalen, wou mer se wollte behalen. Mir hunn erreecht, datt all d'Länner op déi nämlecht Aart a Weis an der Kommissioun vertruede wären.

Wat hu mir alleguer, d'Politiker an d'Länner, vun Energie, Aarbecht an Hoffnung an déi do Constitutioun gestach! Mä dat, wat elo geschitt ass, bedeit eng enorm Perte de crédibilité am Rescht vun der Welt. Et ass kee Signal vu Kohesioun a vu Stäerkt, wat mir no bausse ginn. Europa ass an enger ganz kritescher Situatioun. Dat hei ass déi gréisst politesch Entreprise, déi jee an Europa ënnerholl ginn ass, vu 450 Millioune Leit, déi wollten zesummen e politesche Projet realiséieren. Et hätt kënnen eng

D'Chamber kënnt bei Iech

Les prochaines réunions d'information et de discussion organisées par la Chambre des Députés dans le cadre du Référendum

Lundi 27 juin 2005	Niederanven Centre de loisirs «Am Sand»
Jeudi 30 juin 2005	Echternach Spiegelsaal
Vendredi 1er juillet 2005	Redange Salle polyvalente
Lundi 4 juillet 2005	Dudelange Centre sportif René Hartmann
Mercredi 6 juillet 2005	Differdange Hall polyvalent «La Chiers»
Vendredi 8 juillet 2005	Remich Centre sportif et scolaire «Gewännchen»

Les réunions débuteront à 19.30 h.

De Referendum op Chamber TV: Diskutéiert mat

D'Deputéiert äntweren no der Sendung iwwer Internet-Chat op Är Froen.

An dëse Wochen invitéiert d'Chamber all Freideg e Member vun enger vun de fënnef Parlamentsfraktiounen op Chamber TV, fir iwwert den Traité an de Referendum ze schwätzen.

Den Interview ass all Kéiers freides um 19.00 Auer a gëtt duerno (bis 23.00 Auer, ëmmer op der voller Stonn) rediffuséiert.

Folgend Deputéiert kommen nach un d'Rei:

24. Juni	Paul-Henri Meyers (CSV)
1. Juli	ee Vertrieder vun der DP
8. Juli	Ben Fayot (LSAP)

Am Uschloss un déi éischt Diffusioun um 19.15 Auer kënnt Dir all Kéiers mat den Invitéen chatten:

Dir gitt iwwert den Internet-Forum vun der Chamber **www.chd.lu** schréftlech Är Messagen a Froen duerch, an Dir kritt um selwechte Wee direkt eng Reaktioun.

Vergiesst net, Iech fir d'éischt ze enregistréieren!

Approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe

Discussion et premier vote le mardi 28 juin 2005

Dans quelques jours, la Chambre des Députés va procéder au premier vote sur l'approbation du Traité constitutionnel. Ce vote s'inscrit dans la procédure retenue lors de la décision de consulter les électeurs et électrices par voie de référendum. En voici les étapes:

- 28 juin: discussion et vote du projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe
- 10 juillet: référendum
- dans le cas d'un oui: second vote en automne (tel que prévu par la Constitution pour chaque projet de loi).

Le 8 juin, la Chambre s'est engagée formellement, par le biais d'une résolution prise à l'unanimité, de respecter le résultat du référendum. Dans le cas d'un oui, elle procédera au second vote constitutionnel après un délai d'au moins trois mois. Si le non l'emporte, le second vote n'aura pas lieu, et en conséquence, la loi n'entrera pas en vigueur.

Le rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration sur le Projet de loi 5442 portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 peut être consulté sur le site Internet de la Chambre des Députés (document parlementaire 5442[4]).

formidabel Saach sinn. Mir wäerten et leider wahrscheinlech net kréien.

Zu Lëtzebuerg gëtt jo awer elo e Referendum ofgehalen. Wéi eng Valeur kann deen dann an dëser Situatioun hunn?

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Zënter dem franséischen an dem hollänneschen Neen ass d'Diskussioun eng ganz aner. Déi Constitutioun hei, déi wäert an dëser Form net a Kraaft trieden. Ech gesinn net, wéi Frankräich muer géing nei - positiv - doriwwer ofstëmmen, ech gesinn dat och net an Holland. Mir brauchen awer d'Unanimitéit, also muss een einfach realistesch sinn, sou Leed et engem deet. Mä dofir ass den Engagement fir de Jo awer net manner grouss. Wa mir no Frankräich an Holland als drëtte Pays fondateur an engem Referendum och Nee soen, da wär dat de Coup de grâce. Mä wa mir eis positiv géingen dozou ausdrécken, dat géif de Lëtzebuerger Vertrieder an Europa awer eng ganz aner Crédibilitéit ginn, fir Propositiounen ze maachen. An duerfir ass et wichteg ze weisen: Mir wëllen, datt et weidergeet. Well mir kënnen eis Intérêten nëmme gutt verteidegen, wann d'Décisiounen all zesumme ronderëm en Dësch geholl ginn. Dat war de grousse Fortschrëtt vun Europa, datt och kleng Länner wéi mir mat um Dësch sëtzen. Wann dat heite soll renégociéiert ginn, da fäerten ech, kréie mer méi Schwieregkeete fir eis Intérêten ze vertrieden.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mat dësem Traité stëmme mer am Fong retroaktiv automatesch och alleguer deenen aneren Traitéen zou. A si ginn op Verfassungsniveau geholl; doduerch kënne mer se och net méi sou séier änneren.

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Ob mir et elo Verfassung nennen oder Traité constitutionnel: De Fakt ass, datt deen hei Text keng aner juristesch Valeur huet wéi en aneren Traité, zum Beispill dee vun Nice. En Traité, egal wéi mir en nennen, muss no internationalem Recht à l'unanimité ugeholl ginn.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mä elo kréie mer eng Prozedur, déi an der Constitutioun virgesinn ass. Just bei technesche Korrekture geet et duer, wann e Conseil à l'unanimité zoustëmmt. Wa gréisser Ännerunge solle gemaach ginn, gëtt erëm e Konvent agesat. Duerfir wier deen neien Traité net méi sou séier ze änneren. An duerfir bleift de Referendum och wichteg fir Lëtzebuerg. Vun Dag zu Dag gewënnt den Nee hei un Terrain. Wa mer alleng als Lëtzebuerg Nee hei gesot hätten, wier et net gutt gewiescht, dann hätte mer eis politesch als klengt Land an Europa isoléiert. Mä elo wou zwee aner Länner Nee soen, wou d'Engländer hire Referendum en suspens gesat hunn, ass et wichteg, datt mer elo nom Inhalt kucken, an och als Lëtzebuerger Nee soen: Mir wëllen net dat doten Europa. An doduerch datt mer en zousätzlechen Nee kréien, verstäerke mer d'Verhandlungspositioun fir dat, wat duerno kënnt.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Et kann awer och net esou sinn, datt Frankräich an Holland fir de Rescht vun Europa ofstëmmen. Bei engem Ratifizéierungsprozess muss all eenzel Natioun fir sech selwer décidéieren, wat se zu deem Traité ze soen huet. Alles anescht wär en Entzuch vum Wahlrecht.

Vill Leit froen: Firwat gëtt fir d'éischt de Vote am Parlament gemaach, an dann eréischt de Referendum?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Ech hätt léiwer gehat, et wär anescht gewiescht, awer eis Verfassung erlaabt eis dat net. Mä et ass scho wichteg, datt d'Leit wëssen, wéi d'Parteien sech positionéieren zu deem Text, ier de Referendum ass. Et kënnt awer op dat nämlecht eraus, well an där Resolutioun, déi mer den 8. Juni nach ofgestëmmt hunn, engagéiere mer eis als Chamber, dat ze respektéieren, wat d'Leit am Referendum stëmmen. Mä all Biergerinnen a Bierger, déi den 10. Juli an d'Cabine ginn, mussen sech dann och bewosst sinn: Si entscheede selwer iwwert d'Schicksal vun der Constitutioun.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- De Referendum hätt missen décisiv sinn, sou wéi dat an anere Länner de Fall ass, dann hätt d'Parlament iwwerhaapt net méi brauchen ze décidéieren. Mir haten eng Proposition de loi deponéiert fir d'Verfassung an deem Sënn ze änneren. Hei gëtt jo mat deem Vote virun dem Referendum versicht, eng Beaflossung vum Wieler ze maachen. Wa mer den 12. Juli eng Chambersitzung iwwert den Traité gemaach hätten, dann hätte mer de Respekt vun dem Referendum direkt kënnen an engem Vote an der Chamber ëmsetzen.



Wat geschitt dann elo mam Traité, wann eng Rei Länner en net ratifizéieren?

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Mir kënnen net nëmmen, mä mir musse mam Traité vun Nice weiderliewen. An dee gëtt eis och d'Moyenen. Mä do ass d'Partie 3 och schonn dran, si heescht just net esou. A mir hu manner Moyenë fir dat ze bekämpfen, wat de Leit net gefält. Et ass u sech eng schizophren Situatioun.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- An deem Kapitel si vill Saachen, wou ech léiwer gehat hätt, wann se erauskomm wieren. Ech setze mer och zum Zil, an Zukunft dofir ze kämpfen, datt do nach Saache geännert oder erausgeholl ginn. All déi positiv nei Elementer sinn am Fall vun engem Nee fort: d'Wäerter an d'Ziler, déi am Kapitel 1 beschriwwe ginn, déi e wichtege Schratt vun der europäescher politescher Constructioun duerstellen. Et sinn eben déi Saachen, déi am Konvent ausgeschafft gi sinn, déi eis Instrumenter ginn, fir datt Europa méi demokratesch, méi sozial, méi ekologesch gëtt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Mir schwätzen awer hei iwwer eppes, wat net méi a Kraaft trëtt. An deem Fall fonctionnéiere mer weider op deene bestehenden Traitéen.

Et stellt een e relativ groussen Ecart fest tëschent der Classe politique an de Leit, déi solle bei deem Referendum matmaachen. Wann een an d'Zukunft kuckt: Wéi kann een Europa de Leit méi no bréngen?

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Mir wollten zënter Jore schonn ëmmer Ännerungen am Reglement virhuelen, fir méi iwwer Europapolitik ze diskutéieren. Wann den Text hei ënnert den Dësch fält, da fält och ee ganz wichtegt Element mat ënnert den Dësch: Dat ass, datt d'national Parlamenter am Virfeld scho méi e grousst Matsproocherecht kréien iwwert d'Gesetzer, déi an Europa ausgeschafft ginn. Da géif och d'Press sech méi aschalten an den Diskussiounsprozess, da géingen d'Lobbyen op Gesetzer opmierksam ginn, déi an der Ausaarbechtung sinn, d'Zivilgesellschaft géing sech amëschen, an doduerch krit een eng aner Diskussioun. Mä och wa mer deen hei Text net kréien, mussen déi national Parlamenter sech vill méi mat Europapolitik beschäftegen an iwwert d'Joer méi intensiv mat de Leit iwwer Europa diskutéieren.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Woubäi ee muss soen, datt et de Parlamenter bis haut net verbuede war fir déi Aarbecht ze maachen. Et kann een och do d'Fro stellen: Firwat hu mer eis als Parlamenter net méi op dat Europapolitescht festgeluecht? Ebe well et och vläicht net esou populär war bei de Leit. Europa huet ze vill Saache reguléiert, déi net op den europäeschen Niveau gehéieren. Wann Europa gär virukënnt, muss et sech de Suerge vun de Leit unhuelen. An dat ass ganz kloer de Chômage an Europa an déi sozial Ofsécherung. A wann Europa net de Leit déi Garantie gëtt, kritt et och an Zukunft keng aner Texter méi duerch.

Référendum: en savoir plus

Vous avez envie d'en savoir davantage sur le Traité constitutionnel, sur les travaux de la Convention ou encore sur le processus de ratification au Luxembourg ou en Europe? Vous trouverez des liens intéressants sur le site de la Chambre:

http://www.chd.lu



Forum Internet sur le Référendum

Dans le cadre du Référendum, la Chambre a mis en place sur son site un forum Internet. Grâce à ce service, elle veut vous aider à vous forger une opinion à propos de ce sujet. En même temps elle vous donne l'occasion d'échanger vos idées sur la construction européenne et de discuter avec d'autres des aspects qui vous préoccupent. La liste des sujets est actualisée régulièrement.

Le forum restera en ligne jusqu'au 16 juillet 2005. Ainsi vous aurez également l'occasion de vous prononcer sur le résultat du référendum.

Vous pouvez accéder au forum Internet en passant par le site de la Chambre

http://www.chd.lu

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Et ass jo net, datt virdrun net iwwer Europa geschwat ginn ass. Fir zu deem Traité do ze kommen, a während där ganzer Zäit vum Konvent, hate mer an deene leschte fënnef Joer an der Chamber regelméisseg Debatten, mä den Intérêt war einfach net do. Ech hunn als Ausseministerin ugefaangen, systematesch all Propositioun, déi vu Bréissel koum, net nëmme weider un déi aner Ministèren ze ginn, mä se och an d'Parlament geschéckt.

Mä misst een net iwwert dee parlamentareschen a Regierungsniveau eraus aktiv ginn?

Mme Lydie Polfer *(DP)*.- Deen Intérêt, deen Europa suscitéiert huet, och wann et net nëmmen am Positiven ass, dee musse mer lieweg halen an zesumme musse mer kucken, wéi mer da muer besser op d'Erausfuerderungen äntwere kënnen. Mir mussen éierlech mat de Leit iwwert d'Problemer vun där globaliséierter Welt schwätzen. D'Fro ass net, ob mer déi wëllen oder net: Se ass do. Wéi kënne mir eis am beschten an där Welt verteidegen, wéi kënne mer eis am beschten ofsécheren an de Leit eng Zukunft an där Welt garantéieren? Dat ass d'Erausfuerderung.

NOUVELLES LOIS

4902 - Projet de loi

portant approbation du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999

La Convention de La Haye de 1954 constitue le premier instrument international à vocation universelle à être axé exclusivement sur la protection du patrimoine culturel. Elle s'applique aux biens meubles ou immeubles, y compris les monuments d'architecture, d'art ou d'histoire, les sites archéologiques, les oeuvres d'art, les manuscrits, les livres et autres objets d'intérêt artistique, historique ou archéologique, ainsi que les collections scientifiques de toute nature, sans égard quant à leur origine ou quant à leur propriétaire.

Les États Parties à la Convention bénéficient d'un réseau composé de plus de cent États qui se sont engagés à adopter des mesures préventives pour assurer cette protection non seulement en période d'hostilités (à ce stade, il est en général trop tard), mais également en temps de paix, par des mesures variées:

- sauvegarder et respecter les biens culturels en cas de conflit armé (cette obligation s'applique également aux conflits à caractère non international);
- envisager la possibilité d'octroyer une protection spéciale pour un nombre restreint de refuges destinés à abriter des biens culturels meubles en cas de conflit armé, de centres monumentaux et d'autres biens culturels immeubles de très haute importance en les inscrivant dans le «Registre international des biens culturels sous protection spéciale»;
- envisager la possibilité d'employer le signe distinctif de la Convention pour certains bâtiments et monuments importants;
- créer au sein des forces armées des unités spéciales chargées de la protection du patrimoine culturel;
- pénaliser les violations de la Convention et promouvoir largement la Convention auprès du grand public et des groupes cibles comme des professionnels du patrimoine culturel, des militaires ou des services chargés de faire respecter la loi.

Le Premier Protocole adopté par la Conférence de La Haye, entré en vigueur en même temps que la Convention de 1954, interdit aux États contractants d'exporter les biens culturels des territoires qu'ils occupent. De plus, ces États doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher pareille exportation par qui que ce soit. Il s'agissait d'éviter des vols tels que ceux commis durant la Seconde Guerre mondiale ou encore ceux constatés au moment de l'occupation du Koweït par l'Irak.

Le Deuxième Protocole est le résultat des négociations entamées en 1991 par l'UNESCO, dont le texte final sous forme de Protocole a été adopté le 26 mars 1999. Ce Protocole apporte un certain nombre d'améliorations qui se résument comme suit:

- En ce qui concerne le régime général de protection, le Deuxième Protocole précise, d'une part, les mesures appropriées que les États Parties s'engagent à prendre aux termes de l'article 3 de la Convention de La Haye de 1954. D'autre part, il précise les conditions sous lesquelles des dérogations sont possibles sur le fondement d'une nécessité militaire impérative afin d'assurer une meilleure application de l'article 4 de la Convention de La Haye de 1954 concernant le respect des biens culturels.
- En ce qui concerne le régime de protection spéciale, le Deuxième Protocole introduit un régime de protection renforcée qui prévoit l'établissement d'une liste de biens culturels à placer sous protection renforcée. Conformément à l'article 4 du Deuxième Protocole, si un bien culturel est à la fois sous la protection spéciale et sous la protection renforcée, seules s'appliqueront, dans les relations entre les États Parties au Deuxième Protocole, ou entre un État Partie et un État qui accepte et applique le Deuxième Protocole, les dispositions relatives à la protection renforcée.
- La violation d'une disposition de la Convention de La Haye de 1954 et du Deuxième Protocole, tel que précisé à l'article 15 dudit Protocole, est érigée en infraction de droit international. Avec la signature du Deuxième Protocole, le Luxembourg s'est engagé à incriminer les faits visés et à prévoir des peines adéquates. Il est utile de préciser que le Deuxième Protocole ne limite pas la responsabilité pénale aux seuls auteurs directs des actes. Il échet de souligner que le Deuxième Protocole n'établit aucun lien formel avec la Cour Pénale Internationale qui définit elle-même la notion de crime de guerre et qui pose elle-même le principe de la responsabilité pénale individuelle pour ces crimes et ce sans égard aux dispositions constitutionnelles des États ayant procédé à la ratification du statut de la Cour Pénale Internationale.
- Le Deuxième Protocole contient un certain nombre de dispositions formelles se rapportant notamment à l'extension de la compétence territoriale des juridictions nationales (article 16, paragraphe 1er, point (c)) et à la mise en œuvre du principe «extrader ou juger» (article 17, paragraphe 1er). Les États signataires s'engagent à s'accorder l'entraide et l'extradition pour les infractions à la Convention de La Haye de 1954 et ses Protocoles et ce conformément aux articles 18 et 19 du Deuxième Protocole. Il échet de souligner que les dispositions de l'article 20, paragraphe 2 du Deuxième Protocole priment la loi sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 18.01.2002

Rapportrice: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: Monsieur Fred Sunnen):

28.05.2002	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
21.06.2002	Examen du projet de loi
28.10.2004	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.04.2005	Examen du projet de rapport, de l'avis du Conseild'État et de l'avis du Parquet Général du Luxembourg
	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2005

5178 - Projet de loi

sur les réseaux et les services de communications électroniques

Le projet de loi 5178 contient le cadre réglementaire applicable aux réseaux et services de communications, abstraction faite des dispositions concernant la gestion des fréquences radioélectriques, la protection de la vie privée dans les communications électroniques, l'accès des handicapés aux services, le cadre de l'Institut luxembourgeois de Régulation ainsi que les aspects liés aux normes techniques applicables dans le secteur des communications électroniques.

Le projet de loi transpose en droit luxembourgeois:

la directive 2002/19/CE du 7 mars 2002 relative à l'accès aux réseaux de communications électroniques et aux ressources associées, ainsi qu'à leur interconnexion (directive «accès»). Cette directive fixe les droits et obligations des entreprises qui exploitent des réseaux de communications électroniques, et de celles qui souhaitent y accéder. Elle établit un cadre pour les accords relatifs à l'accès et à l'interconnexion dans l'ensemble de l'Union européenne;

la directive 2002/20/CE du 7 mars 2002 relative à l'autorisation de réseaux et de services de communications électroniques (directive «autorisation»). Cette directive vise à établir un marché unique des services de communications électroniques en harmonisant les règles concernant l'autorisation de fourniture de ces services; elle supprime toute autorisation préalable à l'établissement des réseaux de communications électroniques et à la fourniture de services de communications électroniques. En dehors de la protection de la santé, de l'ordre public ou de la sécurité publique, les seules exceptions à ce principe concernent l'attribution des droits d'usage des fréquences et des numéros de téléphone, la rareté de ces ressources justifiant le maintien d'un régime plus contraignant;

la directive 2002/21/CE du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire commun pour réseaux et services de communications électroniques (directive «cadre»). Cette directive fixe les dispositions pour les communications électroniques, en définissant le champ d'application de l'ensemble des textes du nouveau cadre juridique. Elle met en place une régulation à géométrie variable selon le niveau de concurrence atteint sur chacun des marchés et détaille les procédures permettant à une autorité de régulation d'imposer des obligations particulières à des entreprises désignées comme puissantes sur leur marché;

la directive 2002/22/CE du 7 mars 2002 concernant le service universel et les droits des utilisateurs au regard des réseaux et services de communications électroniques (directive «service universel»). Cette directive prévoit quatre composantes pour le service universel: service téléphonique entre points fixes, publiphonie, service de renseignement téléphonique et annuaire, dispositions en faveur des personnes handicapées et des personnes à faible revenu. La directive prévoit une révision périodique des obligations de service universel. Il appartient aux États membres de fixer le contenu précis des obligations de service universel. La directive élargit les possibilités de recourir, le cas échant, à plusieurs opérateurs pour assurer tout ou partie des obligations de service universel sur tout ou partie du territoire national. L'État membre a le droit de surveiller l'évolution des tarifs du service universel et de fixer des prescriptions en matière de tarifs, en vue d'assurer le caractère abordable du service universel;

la directive 2002/77/CE du 16 septembre 2002 relative à la concurrence dans les marchés des réseaux et des services de communications électroniques (directive «concurrence»). Cette directive, prise par la Commission en application de ses compétences propres en matière de concurrence, reprend le dispositif mis en place par la directive 90/388/CEE du 28 juin 1990 relative à la concurrence dans les marchés des services de télécommunication;

la décision 676/2002/CE du 7 mars 2002 relative à un cadre réglementaire pour la politique en matière de spectre radioélectrique dans la Communauté européenne (décision «spectre radioélectrique»). Cette décision introduit un cadre d'orientation et un cadre juridique afin d'assurer une coordination des politiques et l'harmonisation des conditions relatives à la disponibilité et à l'utilisation efficace du spectre radioélectrique, nécessaires pour l'instauration et le fonctionnement du marché intérieur dans des domaines de la politique communautaire tels que les communications électroniques, les transports, la recherche et le développement.

Ces textes sont issus d'un «paquet» de textes destinés à adapter le cadre réglementaire communautaire à l'évolution des marchés et des technologies. Les points-clés de ce nouveau cadre réglementaire sont les suivants:

- confirmation de l'objectif d'établir une concurrence effective sur l'ensemble du marché des communications électroniques;
- renforcement de la régulation sectorielle du secteur des communications électroniques et confirmation du rôle joué par les autorités réglementaires nationales (ARN) dans sa mise en œuvre;
- rapprochement des principes de la régulation et de ceux du droit de la concurrence;
- cadre réglementaire harmonisé pour l'ensemble des réseaux de communications électroniques (audiovisuel et télécommunications);
- renforcement au plan communautaire de la coordination des ARN;
- renforcement du pouvoir d'appréciation des ARN avec en contrepartie une procédure renforcée de consultation de la Commission et des ARN des autres États membres, ainsi qu'un droit de veto de la Commission sur certaines de leurs décisions.

Une simple modification du cadre réglementaire luxembourgeois actuel aurait signifié l'adaptation de la loi modifiée du 21 mars 1997 sur les télécommunications et de tous ses règlements grand-ducaux d'exécution aux nouvelles dispositions réglementaires communautaires. Eu égard aux différences fondamentales qui existent entre l'ancien et le nouveau cadre réglementaire, il a été jugé préférable d'abroger le cadre existant pour le remplacer par un texte nouveau.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre aux Communications, le 11.07.2003

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: Monsieur Lucien Thiel):

19.10.2004	Examen du texte du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
02.12.2004	Examen des articles
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
07.12.2004	Continuation de l'examen des articles et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.03.2005	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2005

Loi du 30 mai 2005, Mémorial A N° 73, p. 1144

5180 - Projet de loi portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

La loi du 21 mars 1997 sur les télécommunications a créé et organisé l'Institut Luxembourgeois des Télécommunications, qui se vit confier les missions de surveillance du marché. Ce texte a permis l'essor et le développement de l'Institut au cours des dernières années. Depuis sa création, en même temps que sa dénomination a été changée en Institut Luxembourgeois de Régulation, ses compétences ont été étendues par les lois du 24 juillet 2000 relative à l'organisation du marché de l'électricité, du 15 décembre 2000 sur les services postaux et les services financiers postaux et du 6 avril 2001 relative à l'organisation du marché du gaz naturel. Il est à prévoir que ce domaine d'activités continuera de s'étendre à l'avenir.

Du fait de l'élargissement de ses fonctions, il devenait nécessaire de consacrer à l'Institut une organisation propre, distincte de la loi sur les télécommunications. C'est ce que se propose de faire le présent projet, du moins pour ce qui concerne le cadre, c'est-à-dire le statut, l'organisation et le fonctionnement de l'Institut. Quant aux missions de l'Institut, le projet se borne à renvoyer aux lois qui ont institué la séparation des opérateurs et des régulateurs, et qui, ce faisant, ont précisé le rôle dévolu au régulateur.

Dès à présent l'idée s'est imposée que la régulation fait appel à des compétences, des techniques propres, indépendantes des matières

sur lesquelles la surveillance s'exerce. Certes il faut des connaissances différentes pour la régulation dans le domaine de l'énergie et pour celle dans le domaine des télécommunications, mais il ne s'en recommande pas moins de réunir ces connaissances spéciales dans un même organisme plutôt que de constituer des organes de régulation séparés pour chaque catégorie d'opération.

Les fonctions conférées à de tels établissements publics font appel à des connaissances techniques spécifiques, et ont recours à un personnel disposant de qualifications particulières, rares sur le marché de l'emploi où leurs connaissances sont également recherchées par le secteur privé. Le projet tient compte de cette situation en offrant la possibilité de faire bénéficier certains membres du personnel clairement définis d'un supplément de rémunération et, en incluant la fonctionnarisation du personnel de première heure, conformément aux conditions et modalités prévues dans le cadre des projets de lois portant création ou réorganisation des administrations de l'État. Le personnel visé dans ce projet a activement participé à la mise sur pied du régulateur et a de ce fait acquis une expérience spécifiquement taillée sur les besoins de l'Institut, devenue indispensable à son bon fonctionnement.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre aux Communications, le 11.07.2003

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: Monsieur Lucien Thiel):

19.10.2004	Examen du texte du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
02.12.2004	Examen des articles
07.12.2004	Examen des articles
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.01.2005	Examen des articles
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
24.01.2005	Continuation de l'examen des articles et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
14.03.2005	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2005

Loi du 30 mai 2005, Mémorial A N° 73, p. 1162

5181 - Projet de loi

- relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et

- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle

Les nouvelles technologies posent des problèmes quant à la protection de la vie privée des utilisateurs et quant au traitement de leurs données à caractère personnel. Ainsi, par exemple, l'Internet offre certes de nouvelles possibilités aux utilisateurs mais présente également de nouveaux dangers en ce qui concerne leur vie privée. Le développement transfrontalier des services de communications dépendra donc en grande partie de la certitude qu'auront les utilisateurs que ces services ne porteront pas atteinte à leur vie privée.

Conscients de ces problèmes, le Conseil et le Parlement européen ont adoptés des dispositions adéquates dans la directive 97/66/CE du 15 décembre 1997 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des télécommunications. Cette directive a pour but d'harmoniser les dispositions nationales de protection des données afin d'éviter de créer des obstacles au marché intérieur des télécommunications. Elle tend à traduire les principes définis dans la directive 95/46/CE (transposée en droit national par la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel) en règles spécifiques applicables au secteur des télécommunications en renforçant d'une part la confidentialité des communications et d'autre part les dispositions relatives au stockage et au traitement automatisés de données relatives aux abonnés et aux utilisateurs.

Afin de tenir compte de l'évolution des marchés et des technologies des services de communications électroniques, la directive 2002/58/CE est destinée à remplacer la directive 97/66/CE. La directive 2002/58/CE du 12 juillet 2002 concernant le traitement des données à caractère personnel et la protection de la vie privée dans le secteur des communications électroniques est dénommée directive «vie privée et communications électroniques». Cette directive ne vise pas à modifier profondément le contenu de la directive 97/66/CE, mais à adapter ses dispositions pour tenir compte des évolutions récentes dans le domaine des technologies des communications électroniques. Son but consiste à adopter des règles qui sont neutres sur le plan technologique, c'est-à-dire des règles qui n'imposent ni ne favorisent l'utilisation d'un type de technologie particulier ce qui implique que l'utilisateur jouit d'un même niveau de protection quelle que soit la technologie mise en œuvre pour la fourniture d'un service donné.

Vu le vide juridique total en la matière dû au retard qu'a pris le Luxembourg dans la transposition de la directive 97/66/CE et compte tenu de l'adoption de la directive «vie privée et communications électroniques», le présent projet de loi se propose de transposer à la fois les principes de base de la directive 97/66/CE et les dispositions nouvelles de la directive 2002/58/CE.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre aux Communications, le 11.07.2003

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique, de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: Monsieur Lucien Thiel):

19.10.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du texte du projet de loi
02.12.2004	Examen des articles
06.01.2005	Discussion reportée à une date ultérieure
24.01.2005	Examen des articles
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
25.01.2005	Continuation de l'examen des articles et de l'avis complémentaire du Conseil d'État
12.04.2005	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 28.04.2005

Loi du 30 mai 2005, Mémorial A N° 73, p. 1168

5275 - Projet de loi portant

a) fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

c) modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

d) abrogation de la loi du 25 août 1971 portant création de la fonction de professeur de sciences économiques et sociales aux établissements d'enseignement secondaire;

e) modification de la loi du 22 juin 1989 portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

f) modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

g) modification de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

h) modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Le projet de loi fixant les cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique poursuit donc plusieurs buts, à savoir:

1. fondre dans un texte cohérent les différentes dispositions concernant les cadres du personnel des lycées et des lycées techniques,

2. harmoniser ces mêmes dispositions sur les points où elles divergeaient,

3. élargir les cadres du personnel par la création de nouvelles carrières dans l'administration,

4. intégrer dans les cadres du personnel des lycées et lycées techniques les fonctionnaires des services de psychologie et d'orientation scolaires,

5. permettre de résoudre un certain nombre de problèmes de carrière qui se sont présentés au courant des dernières années et qui ne peuvent être réglés de manière satisfaisante que par la modification d'autres lois.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 14.01.2004

Rapporteur: M. Fernand Diederich

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

15.02.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Organisation des travaux
01.03.2005	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
16.03.2005	Examen et adoption d'une série d'amendements
10.05.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 01.06.2005

5277 - Projet de loi

modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime

Le présent projet de loi a pour objet de modifier et de compléter la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales et complète ainsi la législation maritime luxembourgeoise. En effet, plusieurs conventions de l'Organisation Maritime Internationale (OMI), du Comité Maritime International (CMI) et de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) auxquelles le Luxembourg a adhéré ont fait l'objet de modifications et de mises à jour importantes.

Parmi les conventions récemment signées figurent notamment la Convention internationale de 2001 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures de soute et la Convention internationale de 2001 sur le contrôle des systèmes antisalissure nuisibles sur les navires de l'OMI respectivement la Convention N° 178 concernant l'inspection des conditions de travail et de vie des gens de mer de l'OIT.

Parmi les protocoles signés par le Luxembourg figurent notamment le protocole de 1997 modifiant la Convention internationale de 1973 pour la prévention de la pollution par les navires, telle que modifiée par le protocole de 1978 y relatif, tel qu'amendé (Marpol Prot 97) de l'OMI, le protocole de 1992 modifiant la Convention internationale de 1969 sur la responsabilité civile pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, tel qu'amendé (CLC Prot 92) de l'OMI, le protocole de 1992 modifiant la Convention internationale de 1971 portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, tel qu'amendé (FIPOL Prot 92) de l'OMI ou encore le protocole de 1996 à la Convention de 1972 sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets (LDC 72) de l'OMI.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 15.01.2004

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

(Président: M. Ben Fayot):

30.03.2004	Désignation d'un rapporteur
07.03.2005	Désignation d'un nouveau rapporteur
11.04.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2005

5384 - Projet de loi

portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard

Le présent projet de loi a pour objet de modifier et de compléter la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard en précisant le taux d'intérêt légal pour les créances non contractuelles ainsi que pour les créances découlant de certains contrats conclus entre particuliers.

En abrogeant purement et simplement la loi du 22 février 1984 relative au taux de l'intérêt légal, la loi précitée du 18 avril 2004 a supprimé la base légale permettant de déterminer le taux légal pour les transactions entre particuliers et les intérêts moratoires ordonnés par le tribunal en dehors du cadre des transactions entre professionnels et celles entre les professionnels et les consommateurs. En effet, la loi du 18 avril 2004 ne fixe que le taux d'intérêt applicable aux transactions commerciales, à savoir les transactions entre les entreprises et entre les entreprises et les pouvoirs publics, et celui applicable aux créances pouvant exister entre un professionnel et un consommateur.

Le projet sous rubrique entend combler les dispositions lacunaires de la loi du 18 avril 2004 en précisant que pour toutes les matières autres que celles visées dans la loi précitée aux chapitres I et II, à chaque fois qu'il est fait référence au taux d'intérêt légal, le taux visé est celui fixé par l'article 14 de la loi du 18 avril 2004, et en ajoutant que l'article 15 de ladite loi est applicable.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 30.09.2004

Rapportrice: Mme Christine Doerner

Travaux de la Commission juridique

(Président: Monsieur Patrick Santer):

13.04.2005	Désignation d'un rapporteur

	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.04.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 26.04.2005

5419 - Projet de loi

portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, faite à Genève, le 21 mai 2003

Le texte du projet se limite à un article unique approuvant la convention cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

Cette Convention a été adoptée le 21 mai 2003 à Genève lors de la 56e Assemblée mondiale de la Santé et signée par le Luxembourg le 16 juin 2003. Le fait qu'il s'agit en l'occurrence du premier traité international de santé publique dans l'histoire de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) traduit la nécessité d'une coordination à l'échelle mondiale de la lutte contre le tabagisme, qu'il soit actif ou passif. Le tabagisme passif constitue une menace scientifiquement évidente pour la santé respiratoire, notamment des jeunes enfants, nourrissons et embryons.

La Convention est donc le premier instrument international de lutte contre le tabac. Son objectif principal est de promouvoir la santé publique dans un contexte mondial. Elle énonce des principes solides de santé publique et un cadre à l'intérieur duquel les parties à la convention seront tenues de mettre en œuvre des programmes complets de lutte antitabac et d'adopter des lois et mesures efficaces. La Convention souligne également les obligations de caractère transnational qui constitueront la base pour la coopération internationale sur toute une série de questions importantes dans la lutte antitabac.

Ainsi l'article 3 définit l'objectif de la Convention comme étant de «protéger les générations présentes et futures des effets sanitaires, sociaux, environnementaux et économiques dévastateurs de la consommation de tabac et de l'exposition à la fumée du tabac en offrant un cadre pour la mise en oeuvre de mesures de lutte antitabac par les Parties aux niveaux national, régional et international, en vue de réduire régulièrement et notablement la prévalence du tabagisme et l'exposition à la fumée du tabac».

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 10.12.2004

Rapportrice: Mme Lydia Mutsch

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Madame Lydia Mutsch):

17.03.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
26.04.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.05.2005

5432 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975

- de l'Accord entre les États parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002

- de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence spatiale européenne relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004

Le présent projet de loi a pour objet d'approuver la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975, ainsi que l'Accord entre les États parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002. Ce dernier texte répond au souci de garantir la sécurité des informations relatives aux technologies développées et mises en œuvre dans le cadre des programmes spatiaux. Ces informations peuvent relever du secret défense et sont considérées comme «information classifiée». Même si ces dernières n'ont jusqu'à présent pas posé de problème dans le cadre des activités spatiales au niveau national, elles peuvent néanmoins soulever des difficultés particulières dans l'exécution de programmes spatiaux civils par des organisations internationales, comme l'ESA, ayant recours à ces données faisant l'objet d'une protection particulière au niveau national. Les résultats du groupe de travail, instauré en juin 2001, ont mené à l'Accord précité qui a uniformisé les règles de sécurité relatives à la protection et à l'échange d'informations sensibles entre l'Agence et ses États membres. S'y ajoute le règlement de sécurité adopté par le Conseil de l'ESA qui ne lie pas les États membres, mais qui vise à mettre en œuvre, au sein de l'ESA, les mesures concrètes et les différentes procédures lui permettant de respecter les termes de l'Accord de sécurité.

Finalement, le présent projet de loi approuve l'Accord entre le Gouvernement luxembourgeois et l'ESA relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'ESA et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.01.2005

Rapporteur: M. Marcel Oberweis

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: Monsieur Fred Sunnen):

14.04.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
26.04.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 04.05.2005

5454 - Projet de loi

arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire

Témoignant de la volonté persistante des Gouvernements successifs «de doter les services judiciaires du personnel nécessaire pour évacuer dans des délais raisonnables le contentieux juridique toujours plus complexe et toujours plus important», le présent projet a pour objet d'arrêter un nouveau programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire portant sur la période comprise entre le 16 septembre 2005 et le 16 septembre 2009. Il entend ainsi poursuivre l'effort de recrutement initié par la loi du 24 juillet 2001 qui avait fixé un premier programme pluriannuel portant sur la période du 16 septembre 2001 au 16 septembre 2004.

Le projet prévoit l'engagement, hors numerus clausus et échelonné sur la période concernée, de 21 magistrats dont 8 pour les parquets, de 20 agents administratifs (11 rédacteurs et 9 employés) et, pour le Service Central d'Assistance Sociale (SCAS), d'un psychologue et de 6 agents de probation, un total sensiblement égal au programme précédent.

L'échelonnement du recrutement s'établira comme suit:

au 16 septembre 2005:

une chambre correctionnelle supplémentaire auprès de la Cour d'appel;

un premier avocat général au Parquet général;

un second juge de la jeunesse auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg;

au 16 septembre 2006:

deux juges pour le tribunal d'arrondissement de Luxembourg;

un premier juge pour le tribunal d'arrondissement de Diekirch;

un substitut principal pour le Parquet près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg;

un substitut pour le Parquet près le tribunal d'arrondissement de Diekirch;

un psychologue et deux agents de probation pour le SCAS;

au 16 septembre 2007:

une chambre correctionnelle supplémentaire auprès du tribunal d'arrondissement de Luxembourg;

un premier substitut et un substitut pour le Parquet près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg;

deux agents de probation pour le SCAS;

au 16 septembre 2008:

deux juges pour le tribunal d'arrondissement de Luxembourg;

un substitut principal pour le Parquet près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg;

deux agents de probation pour le SCAS;

au 16 septembre 2009:

un juge pour le tribunal d'arrondissement de Diekirch;

un premier substitut et un substitut pour le Parquet près le tribunal d'arrondissement de Luxembourg.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 25.03.2005

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission juridique

(Président: M. Patrick Santer):

04.05.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
25.05.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2005

5466 - Projet de loi

portant approbation

- de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et du Règlement, faits à Washington le 2 décembre 1946

- du Protocole, fait à Washington le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington le 2 décembre 1946

La Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine et le règlement afférent ont pour but la sauvegarde des populations baleinières et leur protection contre une chasse exagérée.

La Commission Baleinière Internationale (CBI) est composée des représentants des États contractants (un membre par État). C'est un organe de gestion et de conservation des cétacés qui a pour mission d'élaborer des directives sur la chasse à la baleine et de fixer des quotas de capture. La CBI encourage aussi des études scientifiques sur les baleines, se charge de l'organisation de ces études, en analyse les résultats et les diffuse.

La CBI reconnaît trois formes de chasse à la baleine: la chasse commerciale, la chasse dans un but scientifique et la chasse pratiquée par les aborigènes pour leurs propres besoins. A noter que la chasse commerciale est soumise depuis 1986 à un moratoire de durée limitée. Une levée de ce moratoire est liée à des conditions définies qui doivent être préalablement remplies.

Depuis le moratoire sur la chasse commerciale, la Commission connaît une polarisation aiguë entre deux courants: celui des partisans de la chasse qui voudrait lever le moratoire, et celui des conservateurs, partisans d'une politique de protection des baleines.

L'adhésion du Luxembourg pourrait garantir une très faible majorité de voix du côté des conservateurs. Cette adhésion devrait cependant se faire avant la réunion annuelle de la Commission qui se tiendra du 13 au 27 juin 2005 à Ulsan en République de Corée.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 21.04.2005

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Roger Negri):

10.05.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2005

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bartreng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Walfer *um Kanal S29 / 367.25 Mhz*

•

Zu Biwer an zu Wecker *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bous *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Konter *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dippech *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Dikrech *um Kanal S19 / 287.25 MHZ*

•

Zu Nidder- an Uewerfeelen *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Gréiwemaacher *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Hesper *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

•

An der Gemeng Mamer *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*

MARDI, 31 MAI 2005

35E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
MM. Jos Scheuer et Laurent Mosar, Vice-Présidents
Mme Nelly Stein, Doyen

Ordre du jour

1. Communications

2. Ordre du jour et dépôt d'une motion

3. Dépôt d'une proposition de loi

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°43 du 31 mai 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie des substituts nicotiniques et du bupropion utilisés dans le cadre du sevrage tabagique, adressée au Ministre de la Santé
- Question N°44 du 31 mai 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la création d'un statut pour les «assistants éducatifs à domicile», adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Question N°45 du 30 mai 2005 de Monsieur Marc Angel relative aux domiciliations de secours, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration
- Question N°47 du 31 mai 2005 de Madame Lydia Mutsch relative aux mesures décidées dans le cadre de l'assemblée générale de l'UCM en novembre 2004, adressée au Ministre de la Sécurité sociale
- Question N°46 du 30 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative aux «enseignants vacataires» décrits dans l'article 39 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de l'Égalité des chances
- Question N°48 du 31 mai 2005 de Monsieur Aly Jaerling relative au paiement des indemnités auprès du Centre national de formation professionnelle continue, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°50 du 31 mai 2005 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'indemnité de réemploi, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi
- Question N°49 du 30 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative à la proposition de directive concernant l'aménagement du temps de travail, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

5. Motion de Madame Anne Brasseur relative aux devoirs à domicile

(Discussion - Vote)

6. 5472 - Projet de loi portant

1. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles Néerlandaises des 13 mai 2004 et 27 août 2004;
2. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba des 13 mai 2004 et 9 novembre 2004;
3. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;
4. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;
5. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Ile de Man des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;
6. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Turks et Caïcos des 23 novembre 2004 et 1er avril 2005;
7. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Anguilla des 23 novembre 2004 et 21 janvier 2005;
8. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Cayman des 23 novembre 2004 et 31 mars 2005;
9. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le territoire d'outre-mer du Royaume-Uni, Montserrat des 23 novembre 2004 et 7 avril 2005;
10. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Vierges Britanniques des 23 novembre 2004 et 11 avril 2005;
11. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. Débat de consultation sur l'évolution du chômage au Luxembourg

(Exposé du Ministre du Travail et de l'Emploi - Débat - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eis eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

1. **5472** Projet de loi portant approbation des accords conclus avec des territoires dépendants ou associés d'États membres de l'Union européenne relatifs à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts et portant modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Dépôt: Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, le 09.05.2005

2. **5473** Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Lituanie tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Bruxelles, le 22 novembre 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005

3. **5474** Projet de loi portant approbation de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), signée à La Haye, le 25 février 2005

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005

4. **5475** Projet de loi portant approbation de la Décision des représentants des Gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, concernant les privilèges et immunités accordés à l'Institut d'études de sécurité et au Centre satellitaire de l'Union européenne, ainsi qu'à leurs organes et aux membres de leur personnel, faite à Bruxelles, le 15 octobre 2001

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 17.05.2005

5. **5476** Projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg

Dépôt: Monsieur le Ministre des Travaux publics, le 23.05.2005

6. **5477** Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

Dépôt: Monsieur le Ministre des Travaux publics, le 23.05.2005

7. **5478** Projet de loi portant approbation de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, adoptée par la Conférence générale de l'UNESCO à Paris, le 17 octobre 2003

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.05.2005

8. **5479** Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant un système mondial de navigation par satellite (GNSS) - GALILEO entre la Communauté européenne et ses États membres et la République populaire de Chine, fait à Pékin, le 30 octobre 2003

Dépôt: Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 25.05.2005

3) Ont été présents à la deuxième partie de la session ordinaire de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 25 au 29 avril 2005, M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs, MM. Norbert Haupert et Jean Huss ainsi que Mme Anne Brasseur, suppléants.

Après ouverture de la première séance par le Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il est procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée et à l'élection d'un Vice-Président de l'Assemblée au titre de la Fédération de Russie, Vice-Présidence qu'assumera M. Konstantin Kosachev, le siège de Vice-Président de Moldova restant vacant.

Après adoption du procès-verbal de la Commission permanente et approbation du rapport d'activité du Bureau et de la Commission permanente, l'Assemblée est passée à l'ordre du jour, dont les points culminants des huit séances étaient les suivants:

- les droits des enfants en institution: un suivi à la Recommandation 1601(2003) de l'Assemblée parlementaire,
- légalité de la détention de personnes par les États-Unis à Guantánamo Bay,
- la vulnérabilité croissante de l'Europe en matière d'énergie et les systèmes énergétiques et l'environnement avec l'intervention de M. Claude Mandil, Directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie (AIE),
- programme nucléaire de l'Iran: nécessité d'une réaction internationale,
- accompagnement des malades en fin de vie,
- discrimination à l'encontre des femmes parmi les demandeurs d'emploi et sur le lieu de travail et discrimination à l'encontre des femmes et des jeunes filles dans les activités sportives,
- migration et intégration: un défi et une opportunité pour l'Europe,
- protection et assistance en faveur des enfants séparés demandeurs d'asile,
- référendums: vers de bonnes pratiques en Europe et
- pollution des mers.

En dehors de la communication de M. Adam Daniel Rotfeld, Ministre des Affaires étrangères de Pologne et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté

- le discours de M. Svetozar Marović, Président de la Serbie-Monténégro et
- le discours de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre du Luxembourg et Président du Conseil de l'Union européenne.

Mme Ineta Ziemele a été élue juge à la Cour européenne des droits de l'homme au titre de la Lettonie, à compter du 27 avril 2005 jusqu'au 31 octobre 2007.

Une discussion selon la procédure d'urgence ainsi qu'un débat d'actualité ont eu lieu au cours de cette deuxième session de 2005, la première a eu pour sujet: «La liberté de la presse et les conditions de travail des journalistes dans les zones de conflits» et le second a porté sur «Le traité constitutionnel européen».

L'Assemblée a adopté quatre recommandations et huit résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

4) Par lettre du 23 mai 2005 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés par le Parlement européen au cours de sa période de session du 11 au 14 avril 2005:

- résolution sur le projet de décision de la Commission modifiant, aux fins de son adaptation au progrès technique, l'annexe de la directive 2002/95/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques,
- résolution sur le rôle de l'Union européenne dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,
- résolution sur la demande d'adhésion à l'Union européenne présentée par la République de Bulgarie,
- position sur la demande d'adhésion à l'Union européenne de la République de Bulgarie,
- résolution sur la demande de la Roumanie de devenir membre de l'Union européenne,

- position sur la demande de la Roumanie de devenir membre de l'Union européenne,

- résolution sur les résultats du Conseil européen réuni à Bruxelles les 22 et 23 mars 2005,

- résolution sur l'état de l'intégration régionale dans les Balkans occidentaux,

- résolution sur le rapport annuel du Conseil au Parlement européen sur les principaux aspects et les choix fondamentaux de la PESC, y compris leurs implications financières pour le budget général des Communautés européennes - 2003,

- résolution sur la stratégie européenne de sécurité,

- résolution sur la lutte contre le dopage dans le sport,

- résolution sur le Bangladesh,

- résolution sur Lampedusa.

2. Ordre du jour et dépôt d'une motion

Wat elo den Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, esou huet d'Presidentekonferenz an hirer Sitzung vum 26. Mee folgenden Ordre du jour proposéiert:

- Haut de Mëtteg hu mer eng Froestonn fir d'éischt un d'Regierung; duerno de Projet de loi 5472, verschidden Accorden iwwert d'Besteierung vun den Zënsen, dat nom Basismodell, an eng Consultatiounsdebatt iwwert d'Entwécklung vum Chômage hei zu Lëtzebuerg, an dat nom Modell zwee.

- Mar, e Mëttwoch, hu mer fir d'éischt de Projet de loi 5275 iwwert d'Enseignanten am Secondaire an am Secondaire technique; zweetens d'Chamberskonte vum Joer 2003; dann d'Presentatioun vun enger Lëscht vun dräi Kandidate fir de Poste vum President vun der Cour des Comptes a selbstverständlech och d'Ofstëmmen heiriwwer. Dann hu mer als véierte Punkt d'Nominatioun vun engem Réviseur d'entreprises fir d'Post an als leschte Punkt op eisem Ordre du jour figuréieren d'Naturalisatiounen.

- En Donneschdeg de Mëtteg féiert d'Chamber eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Industriebroochen am Süde vum Land.

Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Une voix.- Neen, Här President.

M. le Président.- Ech gesinn, datt deen Ordre du jour net d'Unanimitéit heibanne mécht an ech gesinn, datt d'Madame Brasseur d'Wuert freet zum Ordre du jour. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert. Duerno den Här Adam.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, ech wollt d'Wuert froen zum Ordre du jour. D'DP-Fraktioun, déi hat gefrot en Débat d'actualité ze féieren iwwert d'Hausaufgaben. An dat wor an der Conférence des Présidents an d'Majoritéit wor net domat d'accord fir deen Débat d'actualité hei op den Ordre du jour ze huelen. Ech si gebiede ginn deen Débat d'actualité zréckzezéien a just eng Fro ze stellen.

Ech muss lech awer soen, datt ech mat där Virgehensweis net kann d'accord sinn, well bei enger Fro do ass et esou, dass den Deputéierten eng Fro stellt, de Minister äntwert, mä da kréie mer keen Débat iwwert de Sujet hei an der Chamber.

Ech sinn awer der Meenung, dass, wat d'Orientatioun ubelaangt, déi d'Regierung elo geholl huet iwwert d'Hausaufgaben, dat net déi Orientatioun ass, déi onst Schoulwiese brauch, an dass dofir d'Chamber sech misst domat ausernee setzen an dofir wier et gutt gewiescht, wa mer vun all Fraktioun d'Positioun kritt hätten.

Or, vu dass den Débat d'actualité wéinst Ursaachen, déi ech awer net weess, ofgelehnt ginn ass vun der Majoritéit, kéint heiriwwer net diskutéiert ginn. Ech fannen et awer ee ganz wichtege Sujet an dofir, Här President, wollt ech eng Motioun déposéieren an lech froen, den Ordre du jour ze modifiéieren, fir déi Motioun dann op den Ordre du jour dës Woch ze huelen.

Et ass eng Motioun déi freet, dass d'Madame Minister vun der Educatioun soll hir Positioun iwwert d'Hausaufgabe reconsidéréieren, mat engem ganzen Argumentaire dobäi, deen ech elo awer net développéieren, well da géif ech aus dem Kader vu menger Interventioun zum Ordre du jour erausgoen. Mä ech déposéieren déi Motioun. Déi dréit am Moment meng Ënnerschréft, well ech wier ganz frou wa se och vun anere Fraktioune géif ënnerstëtzt ginn. Wann dat net sollt de Fall sinn, si mir selbstverständlech och bereet aner Ënnerschréften drënner ze setzen.

Motion

La Chambre des Députés,

- ayant analysé la lettre circulaire de printemps du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle adressée au personnel enseignant et aux administrations communales concernant l'organisation scolaire 2005-2006, et plus particulièrement les dispositions relatives aux devoirs à domicile;

- approuvant la démarche visant un apprentissage autonome des élèves;

- convaincue que tout apprentissage ne peut se faire que moyennant des répétitions régulières;

- estimant que les devoirs à domicile sont indispensables pour tout apprentissage dès le plus jeune âge;

- étant persuadée que les plus jeunes doivent effectuer des devoirs écrits pour développer leur motricité fine;

- consciente du fait que le volume des travaux à domicile doit être adapté à l'âge des enfants et que les enfants doivent être amenés à les réaliser sans l'aide d'un adulte;

- estimant que les enseignants doivent garder la liberté pédagogique d'adapter le volume et la difficulté des devoirs aux besoins des élèves;

- considérant la nécessité de promouvoir et de développer l'offre d'aide aux devoirs à organiser par les communes;

invite Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle à:

- reconsidérer sa position relative aux devoirs à domicile telle qu'exprimée dans la lettre circulaire de printemps concernant l'organisation scolaire 2005-2006;

- entamer une large discussion sur le sujet avec les milieux concernés.

(s.) Anne Brasseur.

Mä, fir lech nach eng Kéier ze soen: D'DP-Fraktioun, déi freet eng Modifikatioun vum Ordre du jour, fir déi Motioun hei kënnen ze debattéieren iwwert d'Wichtegkeet vun den Hausaufgaben, an ech hoffen, dass d'Majoritéitsparteien hei där Demande vun der DP Rechnung droen.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Ech géif proposéieren, dass mer, ier mer elo déi aner Riedner zum Ordre du jour huelen, direkt d'Fro hei klären, wat mer mat där Motioun maachen. Normalerweis géif ech déi an d'Presidentekonferenz renvoyéieren; da géif d'Presidentekonferenz décidéieren, wéini dass mer iwwert déi Motioun hei debattéieren an ofstëmmen.

Vu datt awer d'Demande vun der Madame Brasseur ass, datt déi Motioun dës Woch soll op den Ordre du jour kommen, géif ech déi aner Fraktioune froen, wéi hir Haltung dozou ass, ob mer déi Motioun dës Woch op den Ordre du jour huelen oder ob mer se an d'Presidentekonferenz renvoyéieren, fir an enger nächster Woch zur Debatt ze kommen.

Wat ass d'Haltung vun de Fraktiounen dozou? Den Här Adam. Duerno den Här Fayot. Zu der Fro vun dëser Motioun?

Une voix.- Jo.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, mir géifen et och begréissen, wann effektiv déi Ännerung vum Ordre du jour wier a wann déi Motioun och dës Woch zu Wuert kéim. Ech mengen, déi Circulaire de printemps vun der Madame Minister ass eigentlech geduecht fir Kloerheet an d'Schoulen ze ginn. An an där Circulaire stinn awer ee ganze Koup Saachen, a mir betounen, net nëmme wat d'Hausaufgabe betrëfft, déi méi Onkloerheet schafen an de Schoulen, an dofir wier et scho gutt wa mer déi Saach kéinte méiglechst schnell op den Ordre du jour huelen an och décidéieren.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Dann huet den Här Fayot d'Wuert gefrot. Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech wëll elo emol fir den Abléck op Är Fro äntweren, déi Der gestallt hutt, ob mer déi Motioun sollen direkt huelen oder ob mer se solle vertagen op muer oder iwwermuer oder d'nächst Woch, jee nodeem wéi d'Presidentekonferenz dat géif décidéieren. Perséinlech mengen ech wär et besser, mir géifen dat direkt vidéieren, wa mer déi Motioun da vrun ons leien hunn, mat deem Argumentaire, deen d'Madame Brasseur duergeluecht huet.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, ons Fraktioun mengt och, datt et besser wier, mir kéinten déi Motioun duerchzéien an an dëser Woch nach diskutéieren. Ech mengen de Sujet ass relativ bekannt an dofir kann d'Chamber och direkt eng Décisioun huelen.

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert? Dat ass net de Fall. Ech stelle fest, dass hei gefrot gëtt, dass déi Motioun hei esou schnell wéi méiglech soll op den Ordre du jour kommen, dës Woch. Den Här Fayot huet dat Wuert direkt gebraucht. Dat wëllt heeschen, dass mer, esoubal déi Motioun verdeelt ass, oder vläicht awer och no der Froestonn un d'Regierung, direkt dës Motioun debattéiere wäerten.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Très bien, dann ass et esou décidéiert.

Déi Motioun gëtt elo verdeelt an dann, wann d'Froestonn eriwwer ass, debattéiere mer a stëmmen iwwert d'Motioun of.

Den Här Fayot huet d'Wuert gefrot fir den Dépôt vun enger Proposition de loi.

3. Dépôt d'une proposition de loi

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech wollt eng Proposition de loi déposéiere fir steierlech Avantagë fir Instrumenter vun der Mikrofinanz. Dat heescht, méi prezis, der Befreiung vun der Taxe d'abonnement fir déi Instrumenter vun der Mikrofinanz, déi jo e ganz wichtegen Hiewel sinn an der Entwécklungspolitik. Ech mengen och, dass dat eng Zukunftsperspektiv ass fir déi Entwécklungspolitik, dofir also déi Proposition de loi.

- Proposition de loi N°5480 portant modification a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Déi Proposition de loi hei gëtt un déi zoustänneg Chamberkommissioun weidergeleet.

Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem modifizéierten Ordre du jour, dat ass eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro ze stellen, respektiv virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositioun. Als éischt hu mer d'Fro Nummer 43 vun der Madame Marie-Josée Frank iwwert de Remboursement vu Preparater, déi den Tubakentzuch ënnerstëtzen. Madame Frank, Dir hutt d'Wuert.

4. Heure de questions au Gouvernement

- Question N°43 du 31 mai 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie des substituts nicotiniques et du bupropion utilisés dans le cadre du sevrage tabagique, adressée au Ministre de la Santé

Mme Marie-Josée Frank *(CSV)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, bekanntlech ass haut um 31. Mee de weltwäiten Dag ouni Tubak. Ech begréissen, datt d'Professionnels de santé sech virgeholl hunn d'Problematik vum Tubak ze thematiséieren. Si sinn opgeruff e Virbild fir Patienten ze sinn.

30% vun eiser Gesamtpopulatioun zu Lëtzebuerg soll fëmmen a bei de 18- bis 24-Jähreg lues a bestänneg zouhuelen. Tubak ass deen eenzege Konsumproduit, wou d'Halschecht vun de Consommateuren un de Suitë stierft, seet d'Weltgesondheetsorganisatioun. 600 Doudesfäll pro Joer fir Lëtzebuerg, dat ass dramatesch.

Nikotin ass eng Drog wéi eng aner. Beim Ophale kréien d'Fëmmerten Entzuchserscheinungen, déi anscheinend ganz désagréabel sinn, verbonne mat Schlofstéierungen, Kappwéi, Nervositéit, Zouhuele vum Gewiicht an esou weider. Fir dës Symptomer ze bekämpfen, si sou genannten Nikotinersatzproduiten entwéckelt ginn. Bekannte Beispiller sinn: Plooschteren, spezielle Knätsch, Kamellen, och Akupunktur an anerer.

Statistike beweisen, datt bei der Uwendung vun esou Produiten de Succès duebel esou grouss ass wa Fëmmerte bereet sinn opzehalen. Bekanntlech ginn hei am Land dës Produiten net vun der Krankekeess remboursséiert, och wann den Dokter se verschriwwen huet. Also muss de Fëmmert dat aus senger eegener Täsch bezuelen.

Duerfir e puer Froen un eisen Här Minister: Ass de Minister bereet, datt d'Krankekeess d'Käschte vun dësen Nikotinersatzproduiten iwwerhuele wëllt? Dëst ass iwwregens och eng Fuerderung vun der Dokteschgewerkschaft AMMD. Wa jo, wéi séier, a wéi soll dat geschéien? An dréttens, sidd Dir bereet, eng Sensibiliséierungscampagne ze lancéieren, fir d'Fëmmerten iwwert déi méiglech Produiten, déi um Maart sinn, ze informéieren?

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. D'Wuert huet elo de Gesondheetsminister, den Här Mars Di Bartolomeo. Här Di Bartolomeo!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Fro vun der Madame Frank passt ganz genee an d'Thema vum Weltdag géint den Tubak, an dofir soen ech hir och Merci fir d'Fro. Et ass eng ganz gutt Geleeënheet fir ze ënnersträichen, dass déi Bestriewunge vun der Regierung, fir d'Leit vum Tubak lasszekréien, sech net géint déi Leit riichten déi fëmmen, mä sech fir d'Gesondheet vun de Leit asetzen, déi nach net d'Fangere vum Tubak kënnen ewechloossen an déi nach fëmme mussen, well se net fräi si fir kënnen opzehalen.

Just e klenge Säitebléck op dat wat am Regierungsprogramm steet. Dir fannt do erëm, dass d'Regierung e Gesetz wëllt erabrénge fir de Schutz vun deenen, déi net fëmmen, ze verbesseren, gläichzäiteg awer d'Méiglechkeeten, fir deenen ze hëllefen, déi wëlle lasskomme vum Fëmmen, ze verbesseren iwwer Berodungsservicer, iwwer Therapieméiglechkeeten.

Mir sinn am Moment amgaang, eng ganz Rei vun Initiativë virzebereeden, ënner anerem um reglementaresch-gesetzleche Plang, wou et noutwendeg ass fir kloer Spillregelen ze schafen, anerersäits am Beräich vun der Berodung, Sensibiliséierung, an och vun der Zesummenaarbecht op enger ganzer Rei vu Gebidder. Ech konnt gëschter mat den zwee Kolleegen, dem Biltgens Fränz an dem Claude Wiseler, eng Initiativ virstellen, wou mer eis dofir asetzen, fir och op der Aarbechtsplaz déi ze schützen, déi net wëlle matfëmmen, wat e weidere Schrëtt ass an déi Richtung, déi mer eis am Regierungsprogramm virginn hunn.

De Projet de loi, deen ugekënnegt ass, wäert virun der Vakanz an d'Regierung goen an dann hoffentlech och deemnächst kënnen an der Chamber deponéiert ginn. Ech mengen, dat wat d'Madame Frank ugeschwat huet, ass, dass effektiv d'Zigarett net - wéi dat ganz oft fréier duergestallt ginn ass - en Zeeche vu Fräiheet ass, mä poulriicht an d'Ofhängegkeet eraféiert, an eng Ofhängegkeet, déi dozou féiert, dass een net méi Nee ka soe wann ee wëllt, och wann ee wéilt Nee soen.

Aus den Ëmfroe geet ervir, dass ëmmerhi 50% vun deenen 30% vun der Populatioun, déi nach fëmmen, ganz gär géifen dovu lasskommen, wa se et kéinten. Dofir mengen ech, dass déi Ausso och eng ganz wichteg ass an eis soll motivéieren, fir eis net nëmmen drop ze beschränken, e béise Fanger ze maachen.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, Är Zäit ass elo gläich ofgelaf an Dir sidd nach net bei der Äntwert un d'Madame…

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir vertraut mir net! Ech wollt lech elo de Wee gi fir datt Dir kënnt ophale mat fëmmen, mä Dir gitt mer net d'Geleeënheet fir dat ze maachen.

(Hilarité)

M. le Président.- Da musst Der lech tommelen, fir mech iwwerzeegt ze kréien. Dir hutt nach 30 Sekonnen Zäit.

Une voix.- Dat packt Der net, Här Di Bartolomeo.

Une autre voix.- Dir hutt nach Zäit, Här Minister!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, ech hunn der nach…

Fir deene Leit ze hëllefen, déi wëllen ophalen, awer net kënnen. D'Fondation contre le cancer, d'Ligue, bidde Consultatiounen un, an déi wäerte mer och weider ënnerstëtzen. Derniewent verlaangt d'Kohärenz, dass mer, wann et Mëttele gëtt, déi de Leit kënnen hëllefe fir opzehalen, déi och ënnerstëtzen.

Do gëtt et déi Medikamenter, déi awer net ouni Niewewierkunge sinn, déi ugebuede ginn, a wou ech der Madame Frank ka soen, dass ech d'Krankekeesen - well de Minister ass net eleng zoustänneg fir dat ze décidéieren - wäert chargéieren, fir d'Fro vum Remboursement op den Ordre du jour ze huelen, ze kucke wat am Ausland an deem dote Beräich leeft a mat den Erfahrungen am Ausland a selbstverständlech opgrond vu medezinescher Indikatioun ze envisagéieren, fir déi dote Produkter ze rembourséieren.

Ech wëll awer soen, dass dat keen Allheelmëttel ass an dass et net e Wonnermëttel ass, mä dass d'Motivatioun fir opzehalen…

(Coups de cloche de la Présidence)

…eng Viraussetzung ass, fir kënnen opzehalen, an dass dat hei just en Hëllefsmëttel ka sinn, dat heescht d'Motivatioun ass dat Allerbescht an deen éischte Schrëtt fir kënnen opzehalen.

Ech soen Iech villmools Merci, Här President, fir d'Gedold.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Als nächst Fro hu mer d'Fro Nummer 44 vum Här Claude Meisch iwwert d'Schafe vun engem Statut fir d'«assistants éducatifs à domicile». Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°44 du 31 mai 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la création d'un statut pour les «assistants éducatifs à domicile», adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, dass et hautdësdags net ëmmer esou einfach ass, fir Famill, Bildung, Beruff kënnen ënner een Hutt ze kréien, fir déi verschidden Intérête kënnen och am Dagesoflaf esou organiséiert ze kréien, dass do jiddfereen sech erëmfënnt. Duerfir sinn am Laf vun deene leschte Jore vu Gemengen, vum Stat, vun A.s.b.l.en, vun aneren Träger ganz, ganz vill Strukture geschafe ginn: Crèchen, Foyer-scolairen, etc., etc..

Trotzdeem mierkt een, dass d'Demande ëmmer méi grouss ass wéi dat wat un Offer momentan besteet, an do war d'Iddi fir ze kucken, vläicht ouni d'Schafung vu gréissere weideren Infrastrukturen dozou ze kommen, ebe Leit dozou ze bewegen, éischter op aner Leit hir Kanner kënnen opzepassen, och doduerjer hir Kenntnisser an hir Fäegkeeten, déi se vläicht bei der Erzéiung vun deenen eegene Kanner bewisen hunn, kënnen an den Déngscht vun hire Matmënschen ze stellen, als sou genannten Tagesmütter kënnen aktiv ze ginn.

Elo ass et awer esou, dass do momentan kee klore Statut besteet, obschonn eng Rei vun Associatiounen d'Vermëttlung och maachen, an et ass esou, dass am Koalitiounsaccord och d'Iddi opgegraff ginn ass, fir do esou e Statut ze schafe respektiv fir d'Vermëttlung kloer Strukturen anzeféieren, déi souwuel op vläicht kommunaler wéi och regionaler Basis herno kënne funktionéieren, dass deen, deen esou eng Tagesmutter sicht, och weess, wouhin e sech ka wenden, an dass deen, deen als Tagesmutter oder vläicht Tagesvater da wëllt seng Déngschter ubidden, och weess, wou e vläicht eventuell Leit ka fannen, déi esou e Service nofroen.

Ech selwer hat virun enger Rei vu Méint eng Proposition de loi an deem dote Sënn hei déposéiert, an ech wollt d'Madame Familljeministesch froen, wéi wäit et mat hiren Iwwerleeungen do ass am Ministère, wéi wäit hire Projet do momentan ausgeschafft ass, fir ze kucken, ob mer do weiderkommen an deem doten Dossier, well ech der Meenung sinn, dass vill Leit dobaussen dorobber waarden.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. D'Wuert huet elo d'Madame Ministesch zoustänneg fir d'Famill.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt dem Här Meisch fir d'éischt Merci soe fir déi explizit Fro, déi hie gestallt huet. Dann ass et och méi liicht fir heirobber ze äntwerte wéi wann een nëmmen ee Saz kritt an een net richteg weess wat eigentlech soll gefrot ginn.

An deem heite Fall wëll ech soen, dass mer am Fong op zwee Niveauen amgaang sinn ze schaffen. Dat eent ass e Reglement wat mer huelen iwwert d'Maison-relaisen, wou Der eng Kéier och erëmfannt, dass méi liicht Iwwergäng geschafe ginn zu deene bestehenden Infrastrukturen, wat eng Kéier d'Crèchë sinn, wat eng Kéier d'Foyer d'accueile si vun de Schoulkanner, an och ze kucken, wéi wäit kann een nach do zum Beispill Dageseltere géif ech léiwer dofir soen, fir net ëmmer erëm ze soen Dagesmammen, mä Dageseltere mat aschalten. Och zum Beispill am Fall wann e Kand krank gëtt, fir dass een dann net onbedéngt muss soen, ee vun den Eltere muss doheem bleiwe fir sech ëm dat Kand ze këmmeren, mä wéi gesot, dass een do méi eng fléissend Iwwergäng fënnt.

Dat Zweet dat ass, Dir frot wou mer dru si mat deem Projet iwwert d'Dageseltere selwer. Do ass bei eis am Haus dee Projet esou wäit gediehen, dass mer e konnten an de Conseil de Gouvernement ginn, an ech hoffen, dass mer do net ze vill Oppositioun kréien, esou dass ech, ouni allze vill optimistesch ze sinn, awer domadder rechnen, dass mer kënnte virun der grousser Vakanz deen ewell hei an der Chamber déposéieren.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Jacobs. Déi nächst Fro ass d'Fro Nummer 45 vum Här Marc Angel iwwert d'Hëllefsservicer.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Dat sinn ech jo och!

M. le Président.- Jo.

- Question N°45 du 30 mai 2005 de Monsieur Marc Angel relative aux domiciliations de secours, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration

M. Marc Angel *(LSAP).*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et geet hei ëm eng Problematik an dësem Land, déi besonnesch an der Stad bemierkbar gëtt, a ganz besonnesch hei zu Bouneweg. Et gëtt ëmmer méi Leit hei an dësem Land, déi keen Dag iwwert dem Kapp hunn, also keng Wunneng hunn. Automatesch hu si keen Domicile, also keng Adress. Wann déi Leit awer den RMG wëlle bezéien, da brauchen si esou eng Adress.

Et gëtt och Noutléisungen, an dat ass zum Beispill hei an der Stad de Foyer Ulysse, an och nach e puer aner Plazen am Land, wou esou Haiser sinn, wou déi Leit dann eng Adress kënne kréie fir hiren RMG ze kréien.

An deem Kontext wollt ech aus der Regierungserklärung een Extrait virliesen, an deem steet: «Le Gouvernement procédera à la réforme de la loi du 28 mai 1897 sur le domicile de secours et l'arrêté royal grand-ducal du 11 décembre 1846 sur la réorganisation et le règlement des bureaux de bienfaisance d'après les principes arrêtés au rapport du 3 juin 2003 qui a été soumis pour approbation aux Ministres de la Famille et de l'Intérieur.»

Wichteg ass och nach ze soen, dass «Il est proposé d'envisager le regroupement des offices sociaux en bureaux régionaux garantissant ainsi une meilleure efficacité.»

Also, do wollt ech d'Madame Ministesch froen, wat da festgehale ginn ass den 3. Juni 2003. Dat soll jo am Ministère de la Famille an am Intérieur aviséiert ginn. An do wollt ech froen, wéini mir vläicht en Avant-projet kënne kréie fir déi Reform vun deene Gesetzer aus dem 19. Jorhonnert.

Ech mengen, déi Iddi vun der Regionaliséierung ass ganz wichteg, well et kann een och net vun all kleng Gemeng verlaangen, datt si en Office social huet, deen esou gutt funktionéiert wéi an deene grousse Gemengen. An ech mengen déi ganz Reform ass och wichteg, well dat de Leit och Rechter gëtt. Bis elo gëtt et eng Obligation morale vun de Gemengen, mä wa mir dat Gesetz reforméieren, kréien déi Leit och Rechter vis-à-vis vun de Gemengen, an ech mengen dat wier eng gutt Saach.

Ech wollt froen, falls et nach e bësse méi laang géif dauere mat der Reform, ob een net eng aner Noutléisung kéint fannen, andeem een iergendeng legal Basis géing schafen, fir dass déi Leit wéi an der Belsch oder an anere Länner eng Adresse de référence an hire Gemenge kréien, an deene Gemengen, wou si opgewuess sinn a wou si scolariséiert gi sinn. Ech mengen, dat wier wichteg, dat géing och deene Leit mat der Regioun, déi si kennen, nees vläicht Kontakt ginn. Dofir wollt ech Iech froen, wou Dir mat deene Projeten dru sidd.

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Marie-Josée Jacobs, Ministerin fir d'Famill.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann dem Här Angel leider net esou eng positiv Äntwert gi wéi dem Här Meisch, well dat ee Projet ass, deen enorm komplex ass, a wou een net an esou enger kuerzer Zäit elo eng Äntwert doriwwer fënnt.

Dat, wat am Regierungsprogramm drasteet, hat den Här Angel hei gesot. Ech denken, datt et wichteg ass och ze soen, datt mir do wëllen endlech festleeën, datt déi Leit, déi schlecht dru sinn, fir net ze soen insolvabel sinn, awer och nach d'Recht behalen elo an Zukunft ee Minimum vu Stroum a vun Hëtzt ze kréien.

Et ass en Aarbechtsgrupp, deen agesat gouf vun de Ministères de l'Intérieur a vun der Famille, fir eben iwwert deen Avant-projet, iwwert deen hei Rieds goung, ze schwätzen. Deen ass wéi gesot ganz komplex. Et geet do eng Kéier ëm d'Recht op Sozialhëllef, d'Recht net méi ofzehänke vun engem Office social oder vun engem Aarmebüro, wéi dat heiansdo heescht, mä wéi gesot fir do e richtegt Recht ze schafe mat engem Recours. Et géif och nach doranner bestoen, dass an deem Recht soll festgehal ginn, datt d'Leit sollen informéiert ginn an och administrativ begleet ginn an d'Affiliatioun an d'Sécurité sociale, eng Mise au travail, eventuell och Placementer an Institutiounen an och nach eng ganz Partie vun anere Punkten.

Dat Zweet, dat ass: Wien ass oder wie kann do Bénéficiaire dovunner sinn? Een drëtte Prinzip ass dee vun der Vereinfachung vun den Domiciles de secours; véiertens de Statut vun den Office-socialen; fënneftens och d'Bedeelegung vum Stat; a sechstens de Regroupement vun den Offices sociaux, vun deem den Här Angel elo geschwat huet.

Vu datt mir gesinn, datt dat also vill a komplizéiert Verhandlunge ginn, muss een och elo hei soen, datt als ganz groussen a wichtege Punkt awer och d'Autonomie communale heidra spillt, an datt et och wichteg ass, datt d'Gemenge mat op esou ee Wee ginn. Et ass elo hei gesot ginn, et ass virun allem zu Bouneweg, wou dat méi problematesch ass. Dat ass richteg, well eben do de Foyer Ulysse ass, deem seng Mataarbechter eng Kéier och vun dëser Plaz aus verdéngen, datt een hinne Merci seet fir déi Aarbecht, déi si do maachen. Mä awer och op anere Plazen am Lëtzebuerger Land an anere Gemengen gëtt dat dote gemaach a bestinn esou Infrastrukturen.

Et kann een natierlech ëmmer bedaueren, datt et der net méi sinn. Ech géing och vun dëser Plaz elo fir d'x-te Kéier en Appel maachen och un déi grouss Gemengen, besonnesch am Süden, ze kucken, datt mir méi Infrastrukturen esou zur Verfügung kréien, fir och deene Leit kënnen ze hëllefen.

Dann hu mir awer doriwwer eraus - an dat war och eng aner Fro vum Här Angel - gesot mat dem Intérieur a mat dem Ministère vun den Affaires étrangères a vun der Immigratioun ze kucken, ob et eng Méiglechkeet gëtt op méi engem einfache Wee ze kucken, datt déi Leit op eng Lëscht kënne kommen, datt si awer en Domicile kréien, iwwert dee si da vun enger Rei vun Hëllefe kënne profitéieren, well si iwwerhaapt do kënnen ageschriwwe ginn.

Mir wëssen, datt een den RMG nëmme ka kréien, wann een en Domicile fixe huet. Mir wëssen, datt een op anere Plazen och nëmme kann Hëllefe kréien, wann dat erreecht ass, sou datt mir dat probéieren ze maachen, mä ech denken awer, datt och näischt do ass, wat elo géing d'Gemengen ophalen, wa si wëlle mat op dee Wee goen, datt mir op anere Plaze sou Domicilen oder esou Plaze kënne festleeë fir eben deene Leit déi Méiglechkeet ze ginn, an domadder och ze verhënneren, datt wierklech awer och ze vill eng grouss Mass vu Leit mussen an der Stad sech aschreiwen, wat domadder och zu Problemer féiert do an deem Quartier, wou mir wëssen, datt dee souwisou ewell net einfach ass.

Also, jiddfereen ass niewent eis, déi mir eiser Responsabilitéit selbstverständlech bewosst sinn, do gefuerdert fir ze hëllefen, fir eng Hand mat unzeleeën, fir och déi Leit, déi keng grouss Lobby hunn, ze ënnerstëtzen, an net nëmmen déi, déi am haartste jäizen op der Strooss oder déi am meeschten nogelauschtert kréien. Dofir ass et wahrscheinlech ëmsou méi wichteg, dass awer jiddfereen sech beméit fir ze kucken och fir déi Leit eng digne an uerdentlech Äntwert ze fannen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Fro Nummer fënnef. Mir inversëiere véier a fënnef, well dat d'Ministere besser arrangéiert.

Lo also d'Fro Nummer 47 vun der Madame Lydia Mutsch iwwert d'Generalversammlung vun der UCM. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Ech hu proposéiert ze inversëiere wéinst der Presenz vun de Ministeren.

- Question N°47 du 31 mai 2005 de Madame Lydia Mutsch relative aux mesures décidées dans le cadre de l'assemblée générale de l'UCM en novembre 2004, adressée au Ministre de la Sécurité sociale

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 9. November 2004 huet d'Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie eng Rei Mesuren décidéiert, mat der erklärter Absicht fir d'Entwécklung vun de Recetten a vun den Dépensen am Gréff ze behalen, awer och gläichzäiteg fir ee Changement an den Attitüden am Ëmgang mat eisem Gesondheetssystem ze bewierken.

Mengen Informatiounen no läit de Bilan vun de Krankekeese vum Joer 2004 elo vir. Ech wéilt als éischt vum Minister gäre wëssen, wéi dee Bilan ausgesäit a wéi eng Konklusioune senger Meenung no dorauser ze zéie sinn.

Des Weidere sinn déi ugeschwate Mesuren do iwwer een halleft Joer en vigueur, an ech wéilt och wëssen, ob a wéi si gegraff hunn a wéi hir Auswierkungen op d'Finanze vun eise Krankekeese sinn, awer och op d'Verhale vun den eenzelnen Acteuren zum Beispill am Ëmgang mat de Medikamenter - mir haten hei zum Beispill am Kader vun enger anerer Debatt iwwert den Abus vun Antibiotiquen oder anere Medikamenter geschwat -, an och wéi et mat den Efforten ass zum Beispill am Secteur hospitalier, wou jo och Aussoe gemaach gi waren.

Wat mech och géing interesséieren, dat wieren déi éischt Konklusioune vum Comité de pilotage, deen déi dote Mesurë jo sollt begleeden. Ausserdeem wier et och interessant hei gewuer ze ginn, ob de Conseil scientifique seng Aarbechte schonn opgeholl huet, well hie sollt jo ënner anerem Recommandations de bonne pratique médicale ausschaffen.

Ofschléissend wéilt ech och gären de Minister froen, ob hien eis kéint soen, wéi eng Prioritéiten um Krankekeesenniveau fir d'Joer 2006 virgesi sinn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Den Här Gesondheetsminister ass prett fir eng Äntwert; den Här Gesondheetsminister, deen an dësem Fall schwätzt als Minister vun der Sécurité sociale.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Dir kennt d'Geschicht: Am Oktober ware mir mat engem Defizit vu ronn 100 Milliounen Euro an de Krankekeese konfrontéiert, an an der Generalversammlung vum 9. November, déi d'Madame Mutsch ugeschwat huet, sinn eng Rei vu Mesuren décidéiert ginn, fir den Equilliber vun de Krankekeesen am Joer 2005 erëm hierzestellen.

D'Madame Mutsch huet gefrot, wéi de Bilan fir 2004 ausgesäit. Effektiv läit dee Bilan an der Tëschenzäit vir, an deen ass liicht, awer nëmme liicht méi gënschteg, wéi dat virge-

si war fir 2005. Mir ginn dovunner aus, dass mir mat deene Moossnamen, déi décidéiert gi sinn an déi zum Deel - an dat kann een elo scho soen - gräifen, op dee Bilan kommen, dee mir virausgesinn hunn, dat heescht ee fragilen Equiliber fir d'Joer 2005, wat ganz kloer zur Konklusioun féiert, dass och wann eng Rei vu Moossname gräifen net Entwarnung ka sinn an dass mer d'Entwécklung bei de Krankekeese ganz opmierksam am A musse behalen. Mir mussen, wann Elementer sech weisen, déi net normal sinn, dorop reagéieren.

D'Madame Mutsch huet eng Rei vu konkrete Froe gestallt. De Steiergrupp, deen d'Entwécklung bei de Keese soll dauernd am A behalen, an net nëmmen e puer Woche virun der Generalversammlung, dee fonctionnéiert. Deen ass a ronn 30 Sëtzungen an der Zwëschenzäit zesummekomm fir och d'Strategien ze entwéckelen, wéi mer an Zukunft mat de Krankekeese sollen ëmgoen. Wa gréisser Dossieren do sinn, gëtt dee Steiergrupp erweidert.

De Conseil scientifique, dee soll definéiere wat nëtzlech an noutwenneg am medezinesche Beräich ass, ass iwwer Règlement ministériel geschaf. D'Doktere wäerte bis Mëtt Juni hir Vertrieder eraginn. Dee Conseil scientifique huet awer informell schonn ugefaang mat schaffen, wäert also gutt Praktiken an der Verschreiwung an an der Behandlung vun de Krankheeten opzeechnen an déi, an dat ass wichteg, den Dokteren zoukomme loossen, fir dass se och déi beschtméiglech Praktike kënnen applizéieren.

Eng flott Initiativ war dee gemeinsamen Appell vum Gesondheetsminister zesumme mat den Dokteren, fir och schonn ouni Konklusioune vum Conseil scientifique sech op dat Nëtzlecht an dat Noutwennegt anzeschéissen.

Ganz gutt Aarbechte si geleescht gi bei der Beobachtung vun der Entwécklung vun de Krankmeldungen a mir sinn amgaang dee System ze perfektionéieren. Ech muss lech awer schonn elo soen, dass et, obwuel mer feststellen, dass ganz vill Doktere responsabel ëmginn, mer hei zu Lëtzebuerg konfrontéiert si mat - an ech zécken net fir dat esou auszeschwätzen - enger Minoritéit vu Krankeschäinsautomaten, wou een uewen 29 Euro agehäit a wou ënnen e Krankeschäin erauskënnt. An ech muss lech soen, déi Krankeschäinsautomaten, déi kréien de Stecker erausgezunn, well dat mat Medezin näischt méi ze dinn huet. Esou abusiv Praktiken treffen och beim Gros vun den Dokteren op wéineg Versteesdemech. Et gëtt natierlech och Beispiller, déi een op Assuréssäit ka bréngen.

Bei de Medikamenter, d'Madame Mutsch huet déi Fro gestallt, encouragéieren d'Resultater bei den Antibiotiquen, wou am Joer 2004 vis-à-vis vun 2003 de Konsum ëm 13% erofgaangen ass. Nodeem d'Campagne lancéiert war, am November, ass de Konsum ëm 18% gefall, a wéi se voll gegraff huet, am Dezember, ëm 35%. Dat wëllt net heeschen, dass d'Leit net méi déi Medikamenter kréien, déi se brauchen, mä datt se se nëmmen dann huelen, wa se se brauchen.

Déi nächst Prioritéit ass de Spidolssecteur, deen dynameschsten, dee mer am Juni wäerten ugoen a wou mer mam Secteur eng Rei vu Moossnamen ausgehandelt hunn, déi elo mussen implementéiert ginn.

Konklusioun - Här President, wann ech déi fënnef Sekonnen nach däerf hunn -: Encouragéierend Resultater, mä e ganz fragilen Equiliber, esou dass mer weider en Appell mussen un all Acteure lancéieren, fir am partnerschaftleche Geescht an am Responsabilitéitsgefill deen dote Wee weiderzegoen.

Ech soen Iech en häerzleche Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Déi nächst Fro ass déi vun der Madame Viviane Loschetter iwwert d'Enseignants vacataires bei der Uni Lëtzebuerg. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°46 du 30 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative aux «enseignants vacataires» décrits dans l'article 39 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de l'Égalité des chances

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Et ass eigentlech eng Fro aus dem Ressort vun der Uni Lëtzebuerg. Ech hat se awer bewosst un d'Chancëgläichheetsministesch gestallt, ebe fir déi horizontal Kompetenze vum Chancëgläichheetsministère ze ënnersträichen. Bon, ech stellen d'Fro, an da sinn ech gespaant wie mir dann drop äntwert.

Et ass esou, datt am Gesetz vun der Uni Lëtzebuerg am Artikel 39 drasteet, datt: «Les enseignants vacataires sont employés à plein temps auprès d'un autre employeur que l'université».

Elo wëssend datt et effektiv eng ganz Rei vu kompetente Frae sinn an och waren, déi eng Rei Coursë gehalen hunn, déi awer op anere Plazen, ënner anerem zum Beispill och zu Léiweng an der Éducateur-gradué-s-Schoul, waren, mä och déi an der Schoulmeeschterausbildung Coursë ginn hunn, déi awer op enger anerer Plaz kee plein temps haten, an déi duerch deen Artikel am Gesetz eben net méi kënnen e Vacataireposten op der Uni Lëtzebuerg huelen, wat natierlech och den Taux vun de Fraen, dee schonn niddereg ass, op der Uni Lëtzebuerg nach erofdréckt, op jidde Fall net encouragéiert.

Dofir meng Fro un d'Chancëgläichheetsministesch, ob si net mengt, mat den horizontale Kompetenzen, déi de Chancëgläichheetsministère jo awer sollt hunn, sprich Mainstreaming, ob do net eppes, wat manifestement net an deem Sënn iwwerluecht gi war, kéint redresséiert ginn. Oder, d'Fro anescht gestallt, wat d'Chancëgläichheetsministesch gedenkt ze maachen, fir dass esou Saachen net méi virkommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Ech denken, dass de Minister zoustänneg fir d'Uni Lëtzebuerg déi horizontal Kompetenz huet, fir hei op d'Fro vun der Madame Loschetter ze äntwerten.

M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.*- E puer Virbemierkungen, ier dass ech zum Haaptpunkt kommen.

Éischtens, hei geet et ëm e Gesetz, an dat Gesetz ass gestëmmt. Ech ka mech och net erënneren, dass Är Fraktioun, Madame Loschetter, déi Zäit géint dat Gesetz gestëmmt hätt wéinst deem dote Punkt. An och d'Madame Chancëgläichheetsministesch, déi selbstverständlech horizontal Kompetenzen huet, huet awer nach ëmmer Kompetenzen innerhalb vun eisem Rechtsstat. Dat heescht mat allem Engagement, deen se huet, deen ech kennen, ka si net, gradesou wéineg wéi ech, e Gesetz ausser Kraaft setzen. Dat elo mol scho fir d'éischt fir dee Punkt.

Zweetens, wat gewënscht war an deem Gesetz, dat war ganz einfach dat, dass e Vacataire, deen op der Uni ass - där mer der elo iwwregens relativ vill hunn, well mer déi vun der Vergaangenheet matgeholl hunn, an där mer der an der Zukunft och brauchen, well et gëtt der ëmmer manner a mir brauchen och an Zukunft Vacatairen, einfach fir och Leit ze hunn, zum Beispill där, déi am Privatsecteur sinn -, net nëmme soll vun der Uni ofhängeg sinn. Also keng Vacatairen, déi u sech e prekären Aarbechtskontrakt mat der Uni hunn, mä déi an iergendengem, se kënnen och Indépendant sinn iwwregens, déi eben en anere Beruff hu vun deem se liewen an dat heiten zousätzlech maachen. Dat war d'Iddi.

Recht hutt Der, wann Der sot, dass „plein temps" vläicht irreführend ass. Do soen ech awer och, dass et nach ëmmer esou eppes gëtt am Liewe wéi eng Interpretatioun vun de Gesetzer, dee Moment wou se net wéi dinn a wou se konform sinn zu deem wat de Gesetzgeber wollt. Wat eis dozou an der Uni bréngt, wier selbstverständlech dat, de plein temps net op d'Spëtzt ze bréngen, fir ze soen: Du muss 40 Stonne schaffen. Mä ech kann lech och Beispiller gi vu Leit, déi net 40 Stonne schaffen, déi awer Vacataire sinn op der Uni. Dat heescht, mir maachen eng soupel Applikatioun vun deem dote Prinzip. Esou dass déi Suergen, déi Der hutt, déi sinn och an der Praxis gewaart.

Ech hu schonn e puermol hei an dësem Raum gesot, ech profitéieren nach eng Kéier dovu fir ze rappeléieren: Ech menge vill Leit, déi un der Uni interesséiert sinn, ech denken och un de Ben Fayot, deen huet och gesot, mir sollen elo net ufänken, un deem Gesetz do hei an do épluchéieren ze goen. Mir sinn eis eens, dass mer virun Enn vun dëser Legislaturperiod sollen e Bilan zéie vun deem wat d'Gesetz bruecht huet an dann e Rapport do leien hunn, dass direkt déi nächst Regierung, déi nächst Chamber kann dat Gesetz adaptéieren. Woubäi ech mer och kéint virstellen, dass dat doten adaptéiert gëtt, an deem Sënn wéi ech virdru gesot hunn: E Vacataire soll ee sinn, deen net nëmme fir d'Uni schafft, mä deen aner Sources de revenu huet wéi déi vu senge Coursën, déi en op der Uni gëtt.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Madame Minister Jacobs!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances.*- Här President, ech wéilt just ee Wuert dobäi soen, fir déi Fro vun der Madame Loschetter, ob d'Chancëgläichheetsministesch awer kënnt intervenéieren. Ech denken, dass esou wéi an der Vergaangenheet, an och bei aneren Dossieren, wa mer mierken, datt iergendwou eppes ass oder gesot kréien, datt iergendwou Ongläichheete sinn, da kann ee selbstverständlech um Niveau vun deene verschiddene Ministèren de Leit dat soen, well ganz dacks ass dat jo do net gewosst.

Also wann Der esou Saache bemierkt - well da si mir och net déi Éischt, déi dat gesot kréien -, mä wann dat ass, dann ass et kloer, datt mer och probéieren ze hëllefen dat an d'Rei ze kréien, an net datt mer eis dofir net géingen interesséieren. Mä et bleift ëmmer, datt de Ministère an de Minister, deen zoustänneg ass, selbstverständlech d'Responsabilitéit huet. A mat deenen horizontale Kompetenzen huet een net d'Recht fir engem anere virzeschreiwen, wat en ze maachen huet. Mä e ka probéieren, iwwer e gudde Wee an eng gutt Interventioun, awer de Leit ze hëllefen zu hirem Recht ze kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Déi nächst Fro ass eng Fro vun der Fraktioun vum ADR. Den Här Jaerling wëllt vum Aarbechtsminister Informatioun hunn iwwert d'Ausbezuele vun Entschiedegunge beim Centre national de formation professionnelle continue. Elo ass awer de Minister de Moment net heibannen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Oh, ech mengen, hie weess wat ech mengen.

(Hilarité et interruptions)

M. le Président.- All déi nächst Froen, déi kommen, sinn…

Ah, elo ass den Här Aarbechtsminister erëm do. Dann, Här Jaerling, hutt Dir d'Wuert.

(Interruption et hilarité)

- Question N°48 du 31 mai 2005 de Monsieur Aly Jaerling relative au paiement des indemnités auprès du Centre national de formation professionnelle continue, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am CNFPC, dem Centre national de formation professionnelle continue, gëtt et eng Rei Weiderbildungsmesuren, déi mat enger Entschiedegung rémunéréiert ginn. Et ass mer elo zougedroe ginn, dass dës Entschiedegunge länger Zäit net bezuelt goufen an och nëmmen nach solle bis am Heemount dëst Joer bezuelt ginn.

D'Ursaache fir d'net Ausbezuele vun den Entschiedegunge solle bei engem Reglement leien, wat net rechtzäiteg verfaasst an och net publizéiert ginn ass. Des Weideren ass och d'Kompetenzopdeelung tëschent deenen zwee Ministèren net grad förderlich gewiescht, fir dass déi Entschiedegungen am Fong solle rechtzäiteg ausbezuelt ginn. Engersäits ass den Educatiounsministère zoustänneg fir d'Weiderbildung an den Aarbechtsministère fir d'Ausbezuele vun den Entschiedegungen.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

En Deel vun den Erwuessenen-Entschiedegunge sollen elo ausbezuelt gi sinn, déi vun de Jugendlechen awer nach net. Wann elo déi Entschiedegunge vum Heemount un net méi bezuelt solle ginn, fannen ech dat einfach schlëmm, et verstéisst och géint déi ugekënnegt Bildungsoffensiv an ass konträr zur ugekënnegter Idee vum lifelong learning. Déi Entschiedegungen haten enger Rei vu Jonken an Erwuessenen den Usporn ginn, fir sech weiderzebilden. Déi Entschiedegunge waren och besonnesch fir Familljen, déi net vill Revenuen hunn an deenen hir Kanner awer nach eng Weiderbildung onbedéngt brauchen, eng substantiell Ënnerstëtzung.

Et kann net sinn, dass dës Entschiedegungen elo aus pure Finanzgrënn ofgeschaaft ginn!

Dofir meng Froen un den Här Aarbechtsminister: Wéisou ass dat Reglement, fir déi Entschiedegunge kënnen auszebezuelen, esou laang net verfaasst ginn a publizéiert ginn, dass do Problemer entstane sinn? Sinn déi ausstehend Entschiedegungen all ausbezuelt? Wann Neen, wéini gi se ausbezuelt? Stëmmt et, dass déi Entschiedegungen ab dem Heemount 2005 net méi sollen ausbezuelt ginn? Wa Jo, kann den Här Aarbechtsminister mer soe firwat? Ass déi finanziell Situatioun vum Stat esou dramatesch, dass elo grad muss bei deene gespuert ginn, déi duerch eng Weiderbildung sollen eng Chance um Aarbechtsmaart kréien?

M. le Président.- Den Här Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, zu dëser Fro hunn ech kee Problem um Fong ze äntwerten, ech hunn awer e Problem mat der Prozedur. An deem Sënn, dass genee dat dote mer gefrot goufen iwwer eng schréftlech Fro vun der Madame Vera Spautz; eng schréftlech Fro vun där ech muss zu menger Schan zouginn, dass mer se net - dat sinn och esou déi Avatarë vun der Présidence - dans les délais utiles schréftlech beäntwert hunn, obwuel d'Madame Spautz meng mëndlech Äntwert krut. Mä schréftlech ass se nach net erakomm. Dat war eng Fro vum 23. Mäerz. Ech ginn Iech elo déi Äntwert.

Ech hunn elo just de Problem, eigentlech misst ech Iech elo dann déi schréftlech Äntwert hei virliesen op Franséisch. Et sief dann Dir géift mech dispenséieren dat virzeliesen, mä dat ass eng Saach, déi sech un d'Madame Spautz adresséiert, vu dass si awer hei Prioritéit huet. Wa se d'accord ass…

Une voix.- …dat Wuert „Heemount" iwwersetzen.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, de Juin, dat ass…

M. le Président.- Här Minister, ech géif proposéieren Dir géift…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- An deen nächste Mount ass de Karschnatz - just fir Iech ze informéiere wéi dat weidergeet.

(Interruptions)

M. le Président.- Här Minister, ech géif da proposéieren Dir géift déi Äntwert a lëtzebuergescher Sprooch ginn. Ech ka mer virstellen, datt d'Madame Spautz och domadder d'accord ass.

Une autre voix.- Mir verstinn och Franséisch.

M. le Président.- Ech sinn dovunner iwwerzeegt.

Mme Vera Spautz *(LSAP).*- Ech sinn domadder d'accord, well ech frou sinn endlech eng Äntwert dann ze kréien. Jo.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dir hat se jo scho mëndlech kritt.

De Problem ass deen, dass mer effektiv hei verschidde Problemer hunn. Deen een ass deen, dass de Fonds pour l'Emploi eng Section spéciale huet fir d'Formation professionnelle, wat Misère mécht an deem Sënn, dass de Fonds pour l'Emploi do ass fir Demandeurs d'emploi ze ënnerstëtzen an d'Formation professionnelle awer nach aner Viséen huet. Dat leeft awer iwwert de Fonds pour l'Emploi mat deem Sënn, dass de Ministère de l'Éducation nationale u sech zoustänneg ass an dat iwwer mäi Ministère muss ausbezuelt ginn. Dat heescht, mir sinn eigentlech just Payeur. Mir hunn näischt mat der Saach ze dinn, mir si just Payeur.

De Problem ass deen, dass mir an eisem Haus, wéi all Haiser, e Contrôleur financier sëtzen hunn, an dass et entgéint deem wat a verschidde Pressenorgane stoung, notamment an där allersatireschst, hei net Beamte vu mengem Haus dergéint ware fir eppes auszebezuelen, mä dass de Contrôleur financier gesot huet, hie kéint dat net méi ausbezuele, an en huet also meng Ënnerschréft réckgängeg gemaach, well keng Base légale, respektiv réglementaire virläit - op dee Punkt kommen ech nach eng Kéier zréck.

Mir hunn du laang verhandelt mam Contrôleur financier, a wéi mer bal eens waren, huet awer dunn d'Direction vum Contrôle financier gesot, dass se dat net kéint akzeptéieren.

Ech hunn dunn dat gemaach, wat ech net gäre maachen, mä ech soen dat dann direkt dem Här Grethen, da weess hie Bescheed, dass hie mech elo deemnächst convoquéiert, ech hunn dunn e „passer outre" gemaach, wat mer natierlech dann direkt d'Foudren unzéie kann vun der Comexbu a vun der Cour des Comptes. Ech sinn also absolut bereet, fir och déi Affär an d'Comexbu erklären ze kommen, well ech mengen do eng Partie Argumenter ze hunn, fir mäi „passer outre" ze erklären.

De Problem ass, dass déi Indemnités de formation schonn an deene vergaangene Joren ausbezuelt goufen ouni Base légale. Ech hunn du selwer nach d'Initiativ geholl an der viregter Regierung - d'Madame Brasseur weess sech drun ze erënneren - am PAN-3-Gesetz, wat mer am Joer 2003 gestëmmt hunn, fir eng Base légale ze schafen. Elo kënne mer endlech dat bezuelen, mir hunn d'Base légale. Mir hunn awer nach keng Base réglementaire.

Mir haten an enger éischter Phas e Projet de règlement ausgeschafft, deen awer och vum Statsrot negativ aviséiert gouf, an zënterhier hu mer nach eng ganz Partie Iwwerleeunge gemaach, déi mer och elo vläicht an der Debatt uginn, nämlech déi vum Problem vun der Employabilitéit vun de Leit, well ee vun de Problemer deen ass, dass wa mer Demandeur d'emploi denken, dass et do net drëm geet fir Leit ze beschäftegen einfach esou an enger Formatioun, mä dass et drëm geet duerch déi Formatioun se op eng Schaff ze kréien.

D'Formation professionnelle kann awer aner Viséeën hunn, an dat ass e bësselchen dee Punkt, dee mer hei hunn, den Ënnerscheed ze maachen, tëschent deem wat d'Formation professionnelle mécht an tëschent deem wat de Fonds pour l'Emploi ka maachen, well de Fonds pour l'Emploi, dee muss d'Leit kënnen op d'Aarbechtsplaz bréngen.

Dofir hu mir eng Partie Problemer och gehat mat verschidden Associatiounen, déi natierlech wollte Leit ausbilden, ouni dass déi elo direkt géifen op eng Schaff kommen, wat d'Schwieregkeet mat sech brëngt, dass een nëmme Sue ka kréie vum Fonds pour l'Emploi wann een Demandeur d'emploi ass. Da wa mer se zwéngen, sech als Demandeur d'emploi anzeschreiwen, da setze mer eise Chômage artificiel an d'Luucht, well déi Leit awer vläicht net onbedéngt - ech denken do si ganz vill Fraen nämlech och dobäi - wëlle schaffe goen, mä si wëllen awer weidergebilt gi fir vläicht spéiderhin eng Kéier dat ze maachen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dat sinn also déi Punkten, déi mer elo amgaange sinn ze léisen a mir hunn do en Aarbechtsgrupp agesat zwëschent dem Ministère vun der Éducation nationale an dem Ministère du travail. Mäi „passer outre" leeft elo bis de 15. Juli, dat heescht sämtlech Leit…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, passez outre!

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wëll lech just soen, Här President, dass ech annerhallef Minutt virdru gespuert hunn. Ech hat alt gemengt ech kéint kompenséieren,…

(Hilarité)

…mä Dir sidd nach an deem ale Regime vun der Schoul, bei lech gëtt et kee Kompenséieren. J'en prends acte.

Also nach eng Kéier, ech hunn e „passer outre" gemaach. D'Leit kréien dat ausbezuelt bis de 15. Juli. Bis dohinner hu mer nei Proposen um Dësch leien, an da wäerte mer och mam Contrôle financier wahrscheinlech en Accord fannen, fir dat doten auszebezuelen.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech ginn lech awer nach déi schréftlech Äntwert op der Madame Spautz hir Fro.

M. le Président.- Très bien. Déi nächst Fro ass déi vun dem Här Aly Jaerling iwwert d'Indemnité de réemploi, och un den Aarbechtsminister. Här Jaerling!

- Question N°50 du 31 mai 2005 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'indemnité de réemploi, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, wann eng Persoun, déi bei der ADEM ageschriwwen ass, eng Plaz unhëlt oder eng Persoun, déi entlooss gëtt, eng Plaz unhëlt, wou se manner verdéngt wéi op hirer urspréngleche Plaz, dann huet se Urecht op en Ausgläich vun der ADEM, op d'Indemnité de réemploi.

Et gëtt Leit, déi eng Plaz unhuelen, souguer a Beschäftegungsmesuren, fir net doheem ze vergadderen an déi meeschtens de Mindestloun kréien an dofir op déi Indemnitéit ugewise sinn. Mir solle frou sinn, wann nach Leit bereet sinn dee Schrëtt ze maachen, an dofir sollte mer och dofir suergen, datt se dat wat se zegutt hunn och an engem räsonnabelen Délai kréien. Leider ass et awer esou, datt d'Ausbezuele vun där Indemnité de réemploi alt bis zu fënnef Méint hannendran ass, well anscheinend d'Servicer iwwerlaascht sinn.

Dofir meng Froen un den Här Aarbechtsminister: Ass d'Ausbezuele vun der Indemnité de réemploi duerch d'Iwwerlaaschtung vun de Servicer e Problem? Wa Jo, wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, datt d'Leit hir Suen an engem vernünftegen Délai zougestane kréien, an zwar wéi versprach all Mount? Oder gëtt et aner Ursaachen, wuerfir déi Indemnitéit net rechtzäiteg ausbezuelt gëtt?

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. D'Wuert huet nach eng Kéier an eng leschte Kéier den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, den Här Jaerling stellt mer eng Fro iwwert d'Regelméissegkeet vum Ausbezuele vun der Indemnité de réemploi. Dat ass richteg, ech kréien doséinst och regelméisseg Bréiwer. Ech hunn dofir och nach eng Kéier ganz kierzlech d'Direktioun vun der ADEM drop opmierksam gemaach - well dat leeft iwwert d'ADEM - mer ze soen, wuerfir et verschidde Mol méi laang dauert. Dat hänkt wierklech vun den Dossieren of.

Et ass selbstverständlech esou, dass mer ganz vill Dossieren hu vun där Aide de réemploi, et ass eng immens wichteg Moossnam fir Leit ze incitéiere schaffen ze goen, well mer oft de Problem hunn, a mir komme vläicht herno an der Debatt erëm drop zréck, dass och Leit net ëmmer, och Demandeurs d'emploi, interesséiert si schaffen ze goen, well se soen: „Ma eigentlech fir déi puer Suen! Elo maachen ech näischt an ech kréie Suen, a wann ech da Sue kréien, dat Wéinegt wat ech méi kréien - oder heiansdo kréien ech manner, dofir ginn ech net." Dofir ass d'Aide de réemploi eng vun eisen am meeschten efficacë Mesuren. An dofir wiisst déi Zuel och steeteg vun den Indemnités de réemploi.

Dat huet eppes heiansdo domat ze dinn, wéini d'Dossieren erageréecht ginn; et huet och eppes domat ze dinn - dat ginn ech ganz gären zou an hoffen dann, dass d'Chamber mer Ënnerstëtzung gëtt an der nächster Debatt -, dass mer vläicht méi Leit - an dofir stinn ech awer an - méi Leit drop gesat hu fir den Demandeurs d'emploi ze hëllefen, wat mol nach net ëmmer duergeet, well ech nach regelméisseg Reklamatioune kréien. Nach haut hunn ech zwee Bréiwer kritt vun Demandeurs d'emploi, déi mer gesot hunn, si hätten eigentlech ni eng Assignatioun kritt. Gutt, dat ass net ëmmer richteg, wat d'Leit schreiwen, mä ech ginn deem awer ëmmer no. Mir hunn also versicht an der ADEM haaptsächlech d'Leit drop ze setzen, fir ze kucken dass mer deene Leit, déi eng Schaff sichen, kënnen hëllefen. Dofir kann dat Retardë kréien. Ech wäert mech mat der Direktioun vun der ADEM zesummesetzen, fir dat ze maachen.

An där schréftlecher Fro, déi den Här Jaerling eraginn hat, huet e geschriwwen, ob gewënscht wär - ech wëll dorop agoen, well et schréftlech war an doduerjer un d'Press gaangen ass -, ob geduecht fir déi Aide de réemploi ofzeschafen. Dat steet an Ärer schréftlecher Fro dran.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Neen, dat war meng Fro vu virdrun.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ah, okay! Dann äntwerten ech nach eng Kéier op déi Fro vu virdrun, ech kompenséieren erëm eng Kéier d'Zäit: Also dat ass Quatsch.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann eng lescht Fro, déi vun der Madame Loschetter iwwert d'Aarbechtszäit. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

- Question N°49 du 30 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative à la proposition de directive concernant l'aménagement du temps de travail, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Jo, ech hunn eng Fro iwwert d'Aarbechtszäitdirektiv, dat heescht Aménagement du temps de travail. Et ass ee vun de wichtegste sozialpolitesche Dossieren, déi mer elo hei an der Présidence hunn.

Et ass och esou, datt eisen Aarbechtsminister am Kader vun der Lëtzebuerger Présidence muss mat enger gewëssener Diplomatie un deen Dossier do erugoen. D'nächst Woch ass de Sozialsommet, wou ënner anerem och iwwert déi Aarbechtszäitdirektiv geschwat gëtt, an dofir wollt ech am Fong geholl profitéieren, fir haut am Kader vun der Chamber awer och eise Lëtzebuerger Aarbechtsminister ze froen, wéi dann d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung an deem Dossier ass.

An zwar wollt ech méi prezis wësse wéi wäit déi Lëtzebuerger Regierung zum „opt-out" steet; wat de Lëtzebuerger Aarbechtsminister d'nächst Woch um Sozialsommet wäert vertrieden; ob d'Lëtzebuerger Regierung dem Vote vum Europaparlament kann nogoen, oder wat fir eng Kompromësser d'Lëtzebuerger Regierung wäert maachen.

Zu därselwechter Direktiv wollt ech am Fong geholl och d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung wëssen zum Temps de garde. Et ass e bëssen onkloer fir eis, an dofir wollt ech déi Saach hei och nach ënnersträichen, a wär frou, wann den Aarbechtsminister eis eng Äntwert kéint ginn, well zu engem gewëssene Moment am Europaparlament zwee vun dräi Europadeputéierte vun der CSV - d'Madame Lulling an d'Madame Hennicot - an engem kruzialen Amendement géint d'Urechnung vum Temps de garde als Aarbechtszäit gestëmmt hunn, den Här Spautz awer net. Si hunn zwar herno fir de gesamte Bericht gestëmmt.

Dofir wollt ech am Fong geholl froen, wat d'Positioun ass. Sinn se do ëmmer enger Meenung? Gëtt do eng eenzeg Positioun vertrueden, a wat seet den Aarbechtsminister d'nächst Woch am Sozialsommet zu der Urechnung vum Temps de garde?

Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den Här François Biltgen, Aarbechtsminister, huet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, Här President, ech stelle mat Bestierzung fest, dass meng regelméisseg Efforten, zënter dass ech Minister sinn, fir an d'Kommissiounen ze goen an d'Kommissioune regelméisseg iwwert d'europäesch Dossieren ze ënnerhalen, einfach onfruchtbar sinn. Well ech nämlech dat doten elo, ech weess net wéi oft schonn, an der Aarbechtskommissioun en long et en large explizéiert hunn.

Mir sinn nämlech eis och eens gewiescht, dass ech den nächste Méindeg, 6. Juni, um 16 Auer zréckkomme fir lech ze soen, wat do erauskënnt.

Une voix.- Dann ass et scho gelaf, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, mä ech hu virdrun alles an der Kommissioun gesot.

Elo kommen natierlech eng Partie nei Momenter. Jo mä, wann Dir e bëssen Zeitunge gelies hätt, géift Der déi nei Momenter kennen, mä da soen ech lech, wat an den Zeitunge steet.

Här President, ech brauch e bësse méi laang Zäit hei!

De Problem ass deen, et muss een nämlech wësse wéi eng Direktiv et ass. D'Aarbechtszäitdirektiv ass ee vun deene kruziale Punkte vum sozialen Europa, an do brauch een e bësselche méi Zäit wéi elo just hei sou aus der Hëft ze schéissen.

Also d'Aarbechtszäitdirektiv ass aus dem Joer 1994. An där Aarbechtszäitdirektiv ass virgesinn, dass d'Referenzperiod véier Méint ass, a während enger Referenzperiod vu véier Méint ee ka maximal 48 Stonne schaffen. Dat steet 1995 dran, allerdéngs steet 1995 dran, dass ee kann en „opt-out" maache vun där 48-Stonne-Woch.

„Opt-out", dat wëllt soen, de Patron an de Salarié kënnen eens ginn, fir méi laang ze schaffe wéi 48 Stonnen an der Woch. Dat war deemools geduecht fir d'Engländer. Allerdéngs steet an der Direktiv selwer «un État membre», an dat ka jiddferee sinn. Dat ass dat, wat elo Misère mécht, well notamment vun deenen neie Memberlänner eng Partie wëllen op deen „opt-out" goen.

Ech kommen nach eng Kéier op d'48-Stonne-Woch zréck. 48 Stonnen, dat wëllt net soen, dass keng Iwwerstonne méiglech sinn. Och no der Direktiv vun 1995 kann ee bis zu 72 Stonne schaffe pro Woch, virausgesat et kompenséiert een innerhalb vu véier Méint fir op 48 Stonnen zréckzekommen an der Referenzperiod.

An där Direktiv vun 1995, 1994 besser gesot - et ass 1994 - stoung awer och, dass d'Kommissioun misst e Rapport maachen iwwert den „opt-out" no zéng Joer. Dee Rapport huet d'Kommissioun gemaach, an an deem Rapport huet d'Kommissioun festgehalen, dass den „opt-out" net soll ofgeschaaft ginn, mä dass den „opt-out" soll verlängert ginn. Dat ass ee vun de Sträitpunkten tëschent de Sozialpartner, awer och tëschent de Länner, dass den „opt-out" soll verlängert ginn. Et muss een och wëssen, dass entre-temps déi Arrêtë SIMAP/Jaeger waren. D'Arrêts SIMAP/Jaeger, déi sech un…

Jo, wann et lech net interesséiert, dann…

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt just d'Positioun vun der Regierung hunn, wa se d'nächste Kéier op de Sommet geet. Et ass jo léif, dass Dir eis dat erklärt, mä Dir äntwert net op meng Fro.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, elo wëll ech lech mol soen, ech weess éischtens näischt vun engem Sommet. Ech kennen näischt vun engem Sommet. Wann ech Zäit hunn, géif ech lech vläicht gären erklären ëm wat et geet. Well e Sommet gëtt et net, also ech kenne kee Sommet, wou ech elo misst goen.

Ech hunn allerdéngs iwwermar, an dofir sinn ech och ganz interesséiert, wann ech hei schwätzen, de Sozialministerrot, wou dee Punkt um Ordre du jour ass, an dat hunn ech lech d'leschte Kéier an der Kommissioun erkläert. Dofir hunn ech lech gesot, dass ech géif de 6., den nächste Méindeg, bei lech komme fir ze soen, wat erauskomm ass.

Ech erklären lech elo nach eng Kéier d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung, wéi ech se d'leschte Kéier an der Kommissioun erkläert hunn. Mä dofir brauch ech awer e bëssen Zäit. Well ech mengen, dass Dir net alles verstanen hutt.

Mä nach eng Kéier also, zënterhier sinn d'Arrêtë SIMAP/Jaeger komm.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Jo, lauschtert, de Minister ass amgaangen hei eng Fro ze erklären, déi ganz wäit gestreet ass. Entweder si mer elo d'accord, datt en dat a Rou mécht, an da lauschtere mer no, oder awer wann alles erkläert ass, da brauch de Minister dat net nach eng Kéier hei ze erklären.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also, et muss een einfach wëssen, dass och zum Beispill a Frankräich déi Aarbechtszäitdirektiv een Element ënner ville war - well et war net nëmmen d'sozial Europa a Frankräich wat virstoung, et waren och ganz aner Saachen -, mä am sozialen Europa war d'Aarbechtszäitdirektiv ee vun de kruziale Punkten. Dofir wann ech scho mierken, dass an der Kommissioun net alles verstane gëtt, wat ech gesot hunn, da sinn ech frou et elo hei nach eng Kéier ze erklären, well et ass wierklech e politesche Problem, dee wichteg ass.

Also, mir hunn engersäits den „opt-out"-Problem an dann hu mer SIMAP/Jaeger. Do huet d'Cour de Justice gesot, entgéint deem wéi d'Länner et normalerweis virdru gemaach hunn, dass solle Perioden, wou en Dokter, eng Infirmière oder soss Gesondheetspersonal am Spidol sinn, awer net schaffen, dass déi net méi sollen als Aarbechtszäitperiod considéréiert ginn, mä als Roueperiod. Déi Arrêts SIMAP/Jaeger waren en zweet Element.

D'Kommissioun huet dunn déi zwou Saachen, an dat fannen ech richteg esou, matenee verknäppt, fir ze soen: Gutt, mat SIMAP/Jaeger komme mer de Länner entgéint, a mir soen déi Aarbechtszäit, déi Period wou d'Leit am Spidol schlofen oder wat och ëmmer, an

net schaffen, déi zielt net als Aarbechtszäitperiod, mä en contrepartie gi mer méi streng mam „opt-out“.

Déi Diskussioun, déi hate mer elo während ville Joren a Méint, wat mer domadder maachen, woubäi et natierlech zwee grouss Campë gëtt.

Et gëtt engersäits dee Camp, zu deem och Lëtzebuerg traditionell gehéiert, dee seet: „opt-out“, dat ass eng Häresie par rapport zum Aarbechtsrecht. Et muss ee wëssen, d'Aarbechtsrecht huet u sech ugefaangen, andeem ee gesot huet, et kann net sinn, dass den Employeur mam Salarié eens gëtt, well et ass een dee Staarken een dee Schwaachen an de Salarié ass dee Schwaachen, also musse mer dee schützen. Mam „opt-out“, dass kënnen den Employeur an de Salarié eens gi fir méi wéi 48 Stonnen an der Moyenne ze schaffen, dat ass an deem Sënn eng Häresie. Et gëtt dee Camp, deen huet eng gewësse Minoritéit, an et gëtt deen anere Camp, dee seet Fräiheet, „freedom of choice“, wéi d'Engländer dat nennen, du muss kënne bereet sinn ze schaffe wéi s de wëlls.

Eist Argument war ëmmer dat fir ze soen, majo hei ass d'Base légale „Sécurité&Santé“. Ech ginn ëmmer als Beispill de Fait, dass ech mer natierlech ka virstellen, dass ee mat 25 Joer vun der Uni kënnt an da bereet ass, bis 35 Joer 80 Stonnen d'Woch ze schaffen a keng Vakanz ze maachen. Entweder huet en da mat 35 Joer esou vill verdéngt, dass e kann an d'Karibik fuere bis zum Rescht vu sengem Liewen, oder - an dat ass leider méi oft fir mech de Fall - e schafft an engem Secteur wou en net dat verdéngt an ass mat 35 Joer gesondheetlech esou ugeschloen, dass en dann herno eng Belaaschtung gëtt fir eis Gesondheetssystemer. An ee vun deene wichtegsten Elementer am Lissabon-Prozess ass jo just, de Gesondheetssystem an d'Sozialsystemer laangfristeg ofzesécheren.

Zënterhier hu mer Blocage. D'Hollänner hate versicht während hirer ganzer Présidence erauszekommen. Dat hat ech, mengen ech, och schonn hei an der Chamber, souguer och öffentlech an der Chamber gesot, net nëmmen an der Kommissioun. Déi haten e Virschlag gemaach, deen awer du vun alle Säite refuséiert ginn ass, notamment vun der Kommissioun.

Et muss een nämlech d'Prozedur kenne wéi et geet. D'Prozedur ass déi, dass d'Kommissioun um laangen Hiewel sëtzt. Mä mär hunn hei Codécision. Wat heescht dat? De Conseil an d'Parlament mussen eens ginn. Am Parlament geet et duer eng Majorité relative ze hunn, also eng Majoritéit vu 50%. Am Conseil muss een entweder eng Majorité qualifiée hunn oder, wann ee wëllt géint eng Propos goe vun der Kommissioun respektiv déi d'Kommissioun net matdréit, muss een eng Unanimitéit hunn.

Mat enger knapper Majoritéit, 53 géint 47%, ass d'Kommissioun ganz wäit gaang am „opt-out“, an deem Sënn dass se gesot huet, no dräi Joer gëtt et keen „opt-out“ méi. Dat ass also eng Positioun, déi ganz däitlech an deem Sënn ass vun deene Länner, déi éischter déi sozial Approche hunn, a ganz däitlech vun Ufank un - an do gouf et vill Deklaratiounen, déi Der konnt, wann Der lech e bëssen d'Méi gemaach hutt, an den Zeitungen, an der Tëlee a sou weider noliesen - vum Tony Blair a Konsorten, fir ze soen, dat kënnt fir eis iwwerhaapt net a Fro, dass den „opt-out“ ofgeschaf gëtt.

Elo läit de Ball erëm zréck, nach net direkt beim Conseil, mä fir d'éischt bei der Kommissioun, well d'Kommissioun muss sech ëmmer prononcéiere par rapport zu den Amendementer vum Europaparlament. D'Kommissioun muss da soen, entweder ech akzeptéieren dat Amendement oder ech akzeptéieren dat Amendement net. Wann d'Kommissioun en Amendement net akzeptéiert an de Conseil wëllt doriwwer ewechgoen an eng Positioun huele wou en dem Europaparlament Recht gëtt, muss en eng Unanimitéit hunn.

Elo muss een natierlech wëssen, dass dat onméiglech ass an deenen heite Froen, wa mer wëlle weiderkommen nëmme mat enger Majoritéit. Och déi ass schwiereg, well op deenen zwou Säite Minorité-deblocagë sinn.

De Problem ass also elo deen: Wat mécht d'Kommissioun? D'Kommissioun huet haut de Mëtten, wéi Der dat vläicht matkritt hutt, eng nei Propos op den Dësch geluecht an d'Kommissioun seet notamment fir den „opt-out“, dass no dräi Joer Schluss ass an dass awer kënne Länner, déi wierklech Schwieregkeeten hunn dat ëmzesetzen, eng Derogatioun bei der Kommissioun froen. Déi Propos ass elo eréischt de Mëtte just erauskomm. Déi Propositioun, do muss ech elo héiere wat en Donneschdeg d'Leit dozou soen.

D'Zil vun der Lëtzebuerger Présidence ass éischtens, e Kompromëss ze fannen, well wa mir en Accord politique an éischter Lecture hunn ënner Lëtzebuerger Présidence, da geet nämlech de Ball zréck bei d'Europaparlament an da kann d'Europaparlament erëm eng Kéier weiderschaffen un deem Dossier.

Wa keng éischt Lecture ofgeschloss gëtt ënner Lëtzebuerger Présidence, ass et net gesot, dass iwwerhaapt eppes duerno geschitt mat där Fro dass dann den „opt-out“ géif weiderfueren. Dat ass elo e bësselchen de Punkt. Selbstverständlech hätt ech gär esou e gutt wéi méigleche Kompromëss. Dat gëtt eis ganz Diskussioun, déi mer en Donneschdeg do féieren. Dofir ass et elo wichteg ze wëssen, wat déi eenzel Länner soen. Et muss een natierlech wëssen, dass d'Saach net méi einfach ginn ass doduerch dass d'Englänner Wahlen haten, quitte dass ech mat deemselwechte Minister do nach ze dinn hu wéi virdrun.

A Frankräich wësst Der wéi de Referendum ausgaangen ass. Dat stäerkt d'Positioun vu Frankräich an deem doten Dossier net. An ech weess och nach net - ech hu just héieren, dass en neie Premier do ass -, ech sinn nach net gewuer ginn, obwuel ech versicht hat et gewuer ze ginn, mä dat sinn ech iwwert d'Press bis elo nach net gewuer ginn, ob mäi Kolleeg nach ëmmer mäi Kolleeg ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Esou, Här Biltgen, Dir musst awer elo zum Schluss kommen. Dir hutt eis hei wierklech ganz...

(Interruptions diverses et hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, gutt, Här President, da maache mer eng Kéier en Débat d'actualité iwwert...

M. le Président.- Jo, Här Minister.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wär souwisou ganz frou, also ech hu kee Problem fir net nëmmen an der Kommissioun ze schwätzen iwwer europäesch Dossieren, mä och am Plenum, well ech mengen, dass ee vun de Problemer mat dem Versteesdemech par rapport zur Europapolitik deen ass, dass mer net genuch iwwer Europapolitik schwätzen. Mä si ass just heiansdo méi komplex fir dass ee se kann an zwou Minutten ofhaken.

M. le Président.- Jo. Mä dofir hunn ech lech och zéng Minutte ginn an dofir soen ech lech och elo Merci, dass Der dat esou explizit behandelt hutt.

(Interruptions diverses et hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt awer eigentlech soen, ech hunn dat matkritt, d'Madame Loschetter wollt am Fong awer och wëssen, wat da genau d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung ass an deem ganzen Dossier.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo, dat war d'Fro.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mir hunn hei elo e klengen Exposé gehale kritt wat d'Positioun ass vu ganz Europa. Mä wa mer an Zukunft wëllen de Subsidiaritéitsprinzip am nationale Parlament eescht huelen, da musse mer zu allen Dossiere wëssen,…

M. le Président.- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …wat d'Lëtzebuerger Regierung wëlles huet ze vertrieden. Dat hu mer net gesot kritt.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Genau dat! Genau.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also et muss een emol éischtens den Ënnerscheed maachen tëschent deem, wat d'Lëtzebuerger Regierung wëllt, an tëschent deem, wat d'Lëtzebuerger Présidence muss maachen.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Majo, wat ass dat dann?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Also d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung hunn ech awer op d'mannst zéngmol a verschiddenen Instanze vun der Chamber gesot! Mir si géint den…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dann hätt Der se nach eng Kéier hei solle soen! Dat war d'Fro vun eis. Wann dat esou ass.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- D'Fro, Här Bausch, déi d'Leit dobaussen interesséiert, dat ass net wat d'ursprünglech Positioun vun der Regierung ass, mä dat ass wat herno erauskënnt!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Well wann d'Lëtzebuerger Regierung déck an d'Flilleke klappt an herno bleift den „opt-out“ bestoen, dann hu mer e Problem mam sozialen Europa! An et geet der Lëtzebuerger Présidence drëm fir hei en uerdentlechen Dossier ze maachen!

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President!

M. le Président.- Den Här Bausch nach eng Kéier ganz kuerz an da gëtt déi Fro hei ofgeschloss!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech muss lech soen, wann hei eng Deputéiert vun enger Fraktioun eng Fro stellt, eng ganz prezis Fro stellt, nämlech - an egal wat fir engem Dossier datt dat ass - wat d'Positioun ass vun der Lëtzebuerger Regierung zu engem Dossier x, da mengen ech, datt et normal wär, datt et net um Minister wär ze jugéieren, wat hie mengt wat elo wichteg ass wat een dorop sollt eventuell äntwerten, mä datt e soll prezis op d'Fro äntwerte vun der Deputéiert. Dat schéngt mir awer eng Evidenz ze sinn!

M. le Président.- Ech plädéieren dat zanter Méint hei!

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Maja! Merci, Här President.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Ech wëll nach eng Kéier soen, dass Der lech wierklech d'Saach einfach maacht mat deem doten Dossier, deen e wichtegen ass vum sozialen Europa.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mä mir hunn näischt gesot! Mir hu just hei…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Mä mir sinn an enger Présidence! An d'Lëtzebuerger Présidence muss kucken, dass mer uerdentlech erauskommen!

(Brouhaha général)

Une voix.- Majo! Dat hu mer jo gesot!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Neen! Dat hutt Der visiblement net gesot!

M. le Président.- Sou, ech mengen elo wär et Zäit, dass mer déi Debatt definitiv ofschléissen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Dir hutt hei versicht, Demagogie ze maachen!

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Ech soen dem Här Minister Merci a mir hunn domat dëse Punkt vun eisem Ordre du jour ofgeschloss, d'Heure de questions. Mir kommen dann zu der Modifikatioun vun eisem Ordre du jour, déi mer haut de Mëtteg décidéiert hunn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Wann Der lech alleguer berouegt hutt, da komme mer zur Motioun vun der…

(Interruption)

…honorabeler Madame Anne Brasseur, déi hei an enger Motioun freet, dass d'Ministesch vun der Éducation nationale soll hir Positioun betreffend d'Hausaufgaben iwwerdenken an eng large Diskussioun mat dem Milieu concerné soll organiséieren.

D'Madame Brasseur huet als Auteur vun der Motioun fënnef Minutten Zäit, an déi aner Fraktiounen alleguerten hu jiddereng fënnef Minutten Zäit fir zu der Motioun ze schwätzen, iwwregens och d'DP-Fraktioun. Voilà, Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

5. Motion de Madame Anne Brasseur relative aux devoirs à domicile

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Chamber Merci soen, dass se mat der Modifikatioun vum Ordre du jour d'accord war, fir dass mer haut kënnen, wann och nëmme kuerz, awer wéinstens Stellung huelen…

M. le Président.- Entschëllegt nach, Madame Brasseur, der Uerdnung halber. D'Motioun ass nach ëmmer nëmmen ënnerschriwwe vun lech. Ass se iwwerhaapt gedroe vu fënnef Leit heibannen?

Plusieurs voix.- Oh jo, jo!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Dann ass et an der Rei. Dann ass d'Motioun recevabel an och d'Diskussioun. D'Madame Brasseur huet d'Wuert. Madame Brasseur!

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- Nach eng Kéier Merci, Här President.

(Interruptions)

Une voix.- Schhhhhh!

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- Der Chamber also Merci fir dass mer d'Méiglechkeet hunn haut iwwert déi Motioun ze debattéieren, well d'Ausso vun der Madame Educatiounsminister Mady Delvaux am Ufank vun hirem Mandat, si wier am Fong géint d'Hausaufgaben, huet fir ganz vill Opreegung gesuergt.

Si huet zwar déi Ausso, déi se an engem Interview gemaach huet, duerno relativéiert, mä ech muss awer soen, dass, wéi d'Circulaire de printemps erauskoum, eng Circulaire, déi sech un d'Enseignantë wennt an un d'Gemenge fir d'Schoulorganisatioun fir déi nächst Rentrée, dunn d'Onsécherheet an de concernéierte Milieuë vill, vill méi grouss ginn ass, wat wierklech net gutt ass. Dat ass net gutt! Dat féiert zu Onsécherheet bei de Schüler selwer, bei den Elteren an och bei den Enseignanten!

Et ass an onsen Aen ongesond, wann e Kand bei enger Léierin, déi Hausaufgaben an der Klass gëtt, op eemol seet: Meng Mamm huet gesot, d'Hausaufgabe wiere verbueden, mir brauche keng ze maachen. Et ass och ongesond, Här President, wann d'Léierpersonal ugeruff gëtt vun Elteren an da gëtt gefrot: Vu wéini u sinn dann d'Hausaufgabe verbueden? Et ass des Weideren ongesond, wann Eltere bei den Enseignanten intervenéieren a soen: Ma haalt lech dach net un déi Instruktioune vum Minister!

An et ass net gutt wa verschidden Enseignanten driwwer nodenken, wéi se da laanscht déi Circulaire kommen. All dat ass wierklech net gutt fir d'Schoul an also ass et och net gutt fir d'Kanner. Dat also zu der Form.

Wat de Fong awer ubelaangt vun der Problematik vun den Hausaufgaben, esou wëll ech ënnersträichen, dass an onsen Aen d'Approche vun der Madame Minister net déi richteg ass, an dass, och wann et sech haaptsächlech hei ëm kleng Kanner handelt, besonnesch bei deene klenge Kanner d'Hausaufgaben e wichtege Rôle spillen. Den Apprentissage huet nämlech nëmmen Erfolleg, wann een d'Matière fir d'éischt erklärt kritt, se da léiert ze applizéieren an dann übt, an nach eng Kéier übt, an nach eng Kéier übt. An dat kann net nëmme während der Schoulzäit geschéien.

Selbstverständlech mussen d'Kanner vu klengem un dru gewinnt ginn, hir Hausaufgabe selwer ze maachen a selwer ze üben. Mä dat sollen se effektiv vu klengem u léieren, vum éischte Schouljoer un. Ze soen, d'Kanner sollen, wa se am éischten an am zweete Schouljoer sinn, doheem näischt schreiwe mussen, dat ass ganz falsch! Well éischtens sinn d'Kanner an deem Alter nach schrecklech frou dat kënnen ze weisen, wat se geléiert hunn, zweetens ass et enorm wichteg, dass d'Kanner an deem Alter hir Feinmotorik üben, an dat kann eben nëmme geschéien andeem ee ganz vill Übungen och doheem mécht.

Des Weideren ass et esou, dass kleng Kanner, déi nach gären Hausaufgabe maachen, domat d'Elteren och méi abannen andeem se voller Stolz den Elteren dat weisen, wat se bis dohinner geléiert hunn.

D'Léierpersonal muss an onsen Aen och d'Méiglechkeet kréien, an déi meescht hunn dat jo awer elo op eng ganz gutt a verstänneg Aart a Weis gemaach, d'Hausaufgaben un déi reell Besoinë vun de Kanner vun der Klass unzepassen, an dat variéiert vun Dag zu Dag. Dat variéiert vun de Matièren. Dat kann een net virschreiwen!

Dofir si mer der Meenung, dass et net gutt ass, dass ee prezis Virschréfte mécht, wéini ee wellech Hausaufgaben däerf ginn. Well soss komme mer zu där Situatioun, dass en Enseignant sech méi muss ëm d'Virschréfte këmmeren, wéi ëm de pedagogesche Sënn vun den Hausaufgaben, an dann hu mer wierklech en Déséquilibre geschaaft.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Kanner solle bei den Hausaufgaben Ënnerstëtzung kréien, an dofir froe mer an der Motioun, dass d'Gemenge sollen d'Hausaufgabenhëllefen, déi elo schonn deelweis bestinn, ausbauen.

Ech hunn eng Fro dozou. Et gëtt eng Partie Gemengen, déi hu schonn enorm Efforten do gemaach, an do gëtt et speziell Hausaufgabenhëllef fir kleng Kanner. Wat geschitt elo mat deene Coursen nieft der Schoul? Wat geschitt mat deem Personal, dat jo, wéi mer all wëssen, meeschtens kee festen Aarbechtskontrakt huet? Och dat si Froen, déi do misste geklärt ginn.

D'Madame Delvaux huet de Wee vum deelweis Ofschafe vun den Hausaufgabe gewielt, well se gesot huet, si wier der Meenung, d'Hausaufgabe wieren ongerecht. An dofir wëllt si se dann zum Deel ofschafen. Wat geschitt, wa se ofgeschaaft sinn? Mä just de Contraire vun deem wat d'Madame Delvaux wëllt erreechen!

D'Kanner, déi d'Chance hunn, an engem Milieu opzewuessen, wou d'Elteren sech fir d'Schoul interesséieren, wann do d'Kanner heemkommen a wa se keng Hausaufgab hunn, da gi se gefrot wat se an der Schoul gemaach hunn. Si soen eventuell eppes op, liesen eppes vir oder si schreiwen och eppes. Déi aner Kanner, déi déi Chance net hunn, déi kommen heem, paken de Schoulsak emol net aus, well et ass jo keen deen duerno verlaangt, weisen och net doheem wat se gemaach hunn, an da gëtt den Ënnerscheed tëschent deenen engen an deenen aneren ëmmer méi grouss, an dat au détriment vun deenen…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Brasseur!

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- Här President, ech huelen och nach Zäit. Ech hu mat menge Kolleege vun der DP-Fraktioun geschwat,…

M. le Président.- Ah, très bien.

Mme Anne Brasseur *(DP), auteur.*- …dass ech déi Zäit och nach huelen.

Esou dass den Ënnerscheed tëschent deene Kanner, déi d'Chance hunn, an engem Milieu opzewuessen, wou no der Schoul gekuckt gëtt, mat deene Kanner, déi déi Chance net hunn, ëmmer méi grouss gëtt, well déi eng dann awer nach eppes fir d'Schoul maachen ausserhalb vun der Schoulzäit, an déi aner hu leider da Pech, déi maache guer näischt.

An amplaz den Ënnerscheed méi kleng ze maachen, gëtt e méi grouss. Dat fanne mir profund ongerecht! Duerfir soll een Hausaufgabe gutt doséiert fir jiddferee ginn an dat esou applizéiere mat gesondem Mënscheverstand, an och soll ee se esou gi fir dass d'Kanner et fäerdeg bréngen, se eleng ze maachen.

Mir sinn der Meenung, dass een de Kanner vun Ufank un an der Schoul soll bäibréngen, dass ee regelméisseg en Effort muss maachen, an zu deem regelméissegen Effort gehéieren nun d'Hausaufgaben. Dat ass eng Attitüd vis-à-vis vum Apprentissage. Et ass och eng Attitüd vis-à-vis vun der Aarbecht. Et gëtt eng Attitüd, déi ee vu klengem u muss léieren, fir duerno regelméisseg Efforten ze maachen, fir gutt gemaachten Aarbecht ze hunn, fir d'Kanner och op muer virzebereeden.

Well mer der Meenung sinn, dass déi Approche, déi d'Madame Minister gewielt huet iwwert d'Hausaufgaben, net déi richteg ass, hu mer eben an der Motioun gebieden, dass d'Madame Minister soll nach eng Kéier hir Positioun reconsidéréieren, an dass soll eng Diskussioun driwwer gefouert gi mat alle Milieuen, well et resüméiert sech nämlech net nëmmen op d'Hausaufgaben.

Dat ass ee Stéck vun deem Ganzen, a mir géingen ons wënschen, dass e largen Débat kënnt stattfannen, an net dass duerch esou Deklaratioune wéi déi, déi d'Madame Minister gemaach huet, si wier géint d'Hausaufgaben, Opreegung ervirbruecht gëtt, a finalement, dass d'Kanner derbäi déi Leidtragend sinn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. D'Wuert huet gefrot den honorabelen Här Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech wollt fir d'éischt eppes soen zu der Fro, déi ons fir d'éischt beschäftegt, nämlech d'Demande de modification vum Ordre du jour. Mir hunn als LSAP an der Presidentekonferenz géint déi Heure d'actualité geschwat, well mer gemengt hunn, dat wier eng Circulaire ministérielle, eng intern Note vum Ministère, déi un d'Enseignantë geet an un d'kommunal Autoritéiten iwwert den internë Fonctionnement vun der Schoul.

Mir hunn hei an der Chamber nach ni iwwer eng Circulaire de printemps diskutéiert. Do sinn eng ganz Partie spezialiséiert Punkten dran, déi natierlech den internë Fonctionnement vun der Schoul concernéieren, an ech mengen dat ass eppes wat net an der Plénière hei Ulass gëtt fir eng breet Debatt.

Ech hätt et sécher och verstan, wa wierklech elo Onkloerkeeten dra gewiescht wieren, wann déi zoustänneg Leit, déi déi Kloerheet hätte wëllen hunn, an der zoustänneger Kommissioun eng Debatt doriwwer gefrot hätten, och mat der Ministesch am Detail iwwert deen Text ze schwätzen, well wann ech nämlech deen Text liesen, déi Circulaire de printemps, geet net aus deem Text ervir, dass et keng Hausaufgabe méi gëtt.

D'Madame Brasseur huet gesot, d'Hausaufgabe ginn ofgeschaaft. Si ginn net ofgeschaaft an dëser Circulaire!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Neen! Ech hunn d'Madame Delvaux zitéiert!

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Ech liesen elo en Text, Madame Brasseur. Ech si kee Schoulexpert wéi Dir, ech probéieren e bëssen d'Schoul ze verstoen,…

(Interruption et hilarité)

…dofir hunn ech deen Text intensiv gelies, vu vir bis hannen, an ech hunn net doranner gelies, dass d'Hausaufgaben ofgeschaaft ginn. Ech mengen och, dass mer hei an deem Cas de figure de la part vun der DP an engem Versuch sinn, fir eng Schouldiskussioun, déi sécher bei den Elteren doheem an och bei den Enseignantë vill Intérêt erviirifft, esou en Débat, fir hir Parteipolitik ze instrumentaliséieren!

(Interruptions)

Ech mengen, d'Madame Brasseur muss sech domat offannen, dass se net méi Educatiounsministesch ass, an dass eben am Joer 2004 e Koalitiounsprogramm ofgeseent ginn ass, deen an der Schoul déi Politik, déi si ebe während fënnef Joer konnt maachen, net iwwerholl huet. Ech mengen dat ass och de politesche Fong vun dëser Affär.

Ech menge wat den Débat iwwert d'Schoul ugeet, hu mer hei an dëser Chamber schonn Débate gehat iwwer PISA. Mir wäerten och nach vill Débate kréien iwwert de Projet de loi vum nei Lycée. Mir wäerten de Projet de loi iwwert d'Reform vum Gesetz vun 1912 heihinner kréien, an, Här President, d'Madame Minister vun der Éducation nationale ass amgaangen, eng ganz Partie wesentlech Viraarbecht ze maachen, déi een och schonn éischter hätt kënne maachen, iwwert d'Beschreiwung vun de Kompetenzen, déi mer de Kanner wëllen an der Schoul ginn, iwwert d'Beschreiwung och vun der sproochlecher Situatioun. Dat sinn alles Viraarbechten, déi natierlech hei och am Plenum vun der Chamber Ulass ginn zu enger breeder Debatt.

Dann, Här President, wollt ech just ee Wuert soen iwwert déi Motioun, déi ons hei virläit. Ech wëll wierklech elo net op all Detail agoen. D'Madame Brasseur huet gesot, et soll een den Enseignantë keng prezis Virschréfte ginn, wéi se sollen déi Hausaufgaben organiséieren. Ech constatéieren, dass an där Circulaire de mai déi eenzeg prezis Virschréft déi ass, dass een de Kanner am éischten an am zweete Schouljoer keng schréftlech Hausaufgabe soll ginn, dass soss aner Hausaufgabe selbstverständlech net ausgeschloss sinn.

Ech constatéieren awer, wann ech déi Motioun vun der Madame Brasseur kucken, dass an där Motioun eng Partie ganz prezis imperativ Demandë sinn, déi ech als solch eigentlech net kann novollzéien. Ech mengen, do gi wierklech Saachen dohinner geschriwwen déi, wann een dat esou géif applizéieren an der Schoul, den Enseignanten an den Elteren e ganz zolitte Carcan iwwerzéie géifen, fir eben d'Schoul fonctionnéieren ze dinn.

An ech muss och soen, dass ech eng Partie Kontradiktioune fannen, Här President, an der Motioun vun der DP. Engersäits gëtt op Répétitioun, op indispensabel Aufgaben higewisen, och op Devoirs écrits fir déi Allerklengsten, an da gëtt op där anerer Säit awer gesot, déi Hausaufgaben mussen adaptéiert ginn un den Alter vun de Kanner. D'Kanner mussen se u sech selwer realiséieren, si mussen onofhängeg léiere schaffen - näischt aneschters wéi och iwwregens an där Circulaire de printemps do steet.

Ech mengen déi Circulaire de printemps, wat den Inhalt ugeet, esouwäit wéi ech se als Laie verstinn, ass eng ganz verstänneg Circulaire. Et ass eng Circulaire, déi d'Hausaufgaben net ofschaaft, déi och eng ganz nuancéiert Positioun zu den Hausaufgaben hélt, an déi eben och den Enseignantë grad wéi den Elteren an de Kanner an der Schoul deen néidege Fräiraum gëtt fir sech ze entwéckelen.

Mir wëllen aus der Schoul keen Thema vu Parteipolitik maachen. Mir wëllen d'Schoul esou reforméieren an entwéckelen zum Wuel vun de Kanner an zum Wuel vun hirer Zukunft.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Freet nach een d'Wuert zu dëser Motioun? Den Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech deelen dem Här Fayot seng Meenung net esou ganz, wat déi Circulaire de printemps ugeet. D'Circulaire de printemps huet éischter Veronsécherung bei den Elteren, beim Léierpersonal a bei de Gemengeverantwortlechen ervirgeruff wéi fir Kloerheet gesuergt.

Dofir hu mir och déi Aussoe vun der Madame Minister kritiséiert, ënner anerem och déi wat d'Hausaufgaben ugeet. Déi Gréng sinn der Meenung, dass ee fir d'éischt misst iwwer Schoulprogrammer, Schoulzäiten, eng Redefinitioun vum Schoulmeeschter, d'Structures d'accueil et d'encadrement schwätzen, ier ee sech géing an den Detailer verléieren.

An där Circulaire de printemps stinn awer och nach eng ganz Rei aner Saachen, déi fir eis problematesch sinn. Et geet schonn un, datt vun engem Accompagnement des travaux à domicile geschwat gëtt an ënnerscheet gëtt vun enger Aide aux travaux à domicile. Dat eent fält ënnert d'Kompetenz vum Familljeministère. Dat anert ënnert d'Éducation nationale. Do sinn d'Gemengen da relativ schlecht dru fir erauszefanne wéi se dann elo hir Hëllef sollen nennen; dovunner ofgesinn, datt d'Gemenge sech froen, ob se hir Hëllefen iwwerhaapt solle bäibehalen.

Eng ganz Rei aner Froe sinn opgeworf ginn. Zum Beispill am Précoce, do gëtt gesot: «Il est recommandé aux communes d'augmenter le nombre de plages de fréquentation.» Mä et gëtt awer net ausgeschwat, wéi eng Recommandatioun dass dat da soll sinn. Sollen dat Hallefdeegméiglechkeete sinn oder wéi soll dat ausgesinn?

A vun der zweeter Persoun am Précoce heescht et op eemol nëmme méi, et soll en Éducateur oder eng Éducatrice sinn. Am Plan-cadre steet: «une deuxième personne de préférence». Wat maachen dann elo déi Gemengen, déi zum Beispill en Éducateur gradué agestallt hunn oder einfach eng deuxième personne ouni Qualifikatioun? Déi stellen sech Froen op déi se an der Circulaire keng Äntwert fannen. Et gëtt nach Beispiller. Ech erspueren eis déi.

Mat der Invitatioun vun der Demokratescher Partei un d'Madame Minister, si soll hir Positioun iwwerdenken, do si mir natierlech averstanen. Ech bedaueren et selbstverständlech, datt d'Madame Minister elo net hei ass. Et ass e bësse komesch driwwer ze diskutéieren, fir en Appel u si ze maachen, a si kann net bei eis sinn.

Et ass scho laang a breet iwwer Hausaufgaben diskutéiert ginn. Do si scho vill Diskussioune gefouert ginn. Bis elo ware fir mech d'Konklusiounen ëmmer relativ kloer. D'Hausaufgabe sollen net ze laang sinn. Si solle gutt preparéiert ginn. Wa Schoulmeeschteren oder Léierinnen domadder net esou gutt eens gi wéi se dat missten, da misst och eng Instanz do sinn, déi se drop hiweist datt se hir Praktik missten änneren.

Mir wäerten awer leider d'Motioun vun der Demokratescher Partei net kënne matstëmmen an dat wéinst zwou Formulatiounen, déi an der Motioun stinn. Déi eng fannen ech schrecklech. Do steet: «- convaincue que tout apprentissage ne peut se faire que moyennant des répétitions régulières» Also mam beschte Wëllen, wa mer awer nëmme léieren duerch Répétitioun, do feelt mer awer ganz villes.

Déi zweet Ausso fannen ech och fuerchtbar: «- estimant que les devoirs à domicile sont indispensables pour tout apprentissage dès le plus jeune âge». Also, dat ass awer eng Positioun, déi kann ech mam beschte Wëllen net deelen. Ech sinn och iwwerzeegt, datt ee ganz gutt ka Schoul halen, zumools an engem éischte Schouljoer, ouni mussen Hausaufgaben ze ginn. Also, déi zwou Formulatioune ginn eis eendeiteg ze wäit. Duerfir kënne mer d'Motioun net matstëmmen. Mir wäerten eis dann enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet nach den Här Henckes gefrot. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, effektiv ass déi Debatt iwwert d'Hausaufgaben eng Debatt, déi fir ganz vill Oprouer gesuergt huet am Land. Ech erënnere mech notamment un den Artikel am „Lëtzebuerger Wort", an deem notamment och vu Säite vum Koalitiounspartner, vun der CSV an notamment vum Fraktiounschef gefuerdert ginn ass, datt déi Circulaire do sollt revidéiert wann net zréckgezu ginn. Esou hat ech et wéinstens verstanen. Ech hat och een Ablack geduecht, datt d'CSV-Fraktioun hei awer och géing dozou Stellung huelen.

M. le Président.- Ech ënnerbriechen Iech ee Moment. Gedëllegt Iech mol, dat ass nach alles méiglech.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ah, kënnt dat nach?! Ech soen dat dofir, normalerweis ass et déi Fraktioun, déi ëmmer esou séier schwätzt an d'CSV schwätzt meeschtens virum ADR. Mä et ass jo awer ëmmer nach gutt, datt si och nolauschtere wëllt wéi mir ons dozou stellen.

Ech wollt nëmmen drop resüméieren, datt et awer wichteg wier, datt d'CSV och géing zu dësem Problem Stellung huelen. Ech hoffen, datt si deen Ablack och déiselwecht Wierder wäert gebrauche wéi déi, déi am „Lëtzebuerger Wort", oder wat jo haut „d'Wort" heescht, komm sinn.

Mir hunn zu dësem Problem ënner anerem och eng Stellungnahm an enger Pressekonferenz geholl. Mir sinn der Meenung, datt et am Prinzip esou muss sinn, datt déi Hausaufgaben - den Ausdrock Hausaufgaben ass u sech vläicht elo falsch, mä et ass awer e Begréff, deen allgemeng verständlech ass - ee Contrôle vun de Connaissancen sinn an dee soll an der Schoul stattfannen. Dat huet ee fréier d'Silenz genannt.

Mä op jidder Fall soll do d'Méiglechkeet sinn, datt d'Schoulkanner am Prinzip dat an der Schoul maachen, datt si eng Assistance hunn, datt se Leit hunn, déi hinne kënnen op hir Froen äntwerten, an datt dat also am Prinzip an der Schoul soll stattfannen. Quitte datt herno d'Elteren awer och kënnen, wa si et wënschen, soen, datt si sech géingen dorëmmer këmmeren. D'Kanner sollen doheem hir Hausaufgabe maache kënnen, wann dat gewollt ass.

Et ass also éischter fir ze kucken, datt een déi Ongerechtegkeeten, déi mer an onsem System hunn, aus dem Wee raumt, an déi dora bestinn, datt verschidden Elteren net kënnen oder net wëllen sech ëm hir Kanner këmmeren, well do eng Iwwerbelaaschtung heiansdo ass. Dofir ass et wichteg, datt dat soll an der Schoul stattfannen.

Deen zweeten Deel, dee wichteg ass, dat ass, datt d'Gemengen natierlech och mussen déi néideg Hëllef kréien, finanzieller Natur, fir kënnen dat doten ze organiséieren. An dofir menge mer, datt déi Dispositiounen, déi hei an der Motioun vun der Demokratescher Partei ugi sinn, an déi richteg Richtung ginn, an datt ee mat den Elteren zesummen, mä och mat den Enseignanten eng Kéier déi ganz Matière nach eng Kéier nei diskutéiert, an datt ee kuckt fir e Konsens ze fannen.

Wat d'Considéranten ugeet, do si mer mat e puer Saachen net d'accord. An et ass och dowéinst, dass mer wäerten ons bei dëser Motioun enthalen. Mä ech mengen et ass awer wichteg, datt de Problem nach eng Kéier diskutéiert gëtt an datt och déi zoustänneg Chamberkommissioun hiren Avis dozou sollt kënne ginn.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo als leschte Riedner den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kéint mech bei ganz villem deem uschléissen, wat den Här Adam am Numm vun der Grénger Fraktioun zum Sujet gesot huet, wat sech och am Wesentlechen net an alle Punkten ënnerscheet vun deem, wat den Här Fayot am Numm vun der LSAP gesot huet.

Dat schéngt mer ee vun de Problemer an der Diskussioun ze sinn, déi mer hei hunn. Nämlech dass déi traditionell Circulaire de printemps, déi zu relativ vill Diskussioun gefouert huet, e manifesten Décalage huet tëschent deem wat d'Deklaratioun no bausse war an dem Contenu, deen no bannen an der Circulaire weider développéiert gëtt. An deem Kontext hu mer als Koalitiounspartner eng Rei vu Froe gestallt, déi mengen ech wichteg sinn, a mir hunn och d'Fro an de Kontext probéiert ze setzen an deem mer gären hätten, datt se diskutéiert gëtt.

Net besonnesch gutt huet eis gefall, muss ech soen, d'Argumentatioun vun der Ministesch, déi se reduzéiert huet op d'Ongläichheet vun de Familljeverhältnisser doheem. Wann een iwwer Ongläichheete schwätzt, an där gëtt et der, där gëtt et der och an de Familljestrukturen doheem, menge mer, dass et eng Rei aner Ongläichheete géif ginn. Et gëtt d'Ongläichheet vum Kand par rapport zum Kand: Dir kënnt an därselwechter Famill mat deemselwechten Engagement vun den Eltere ganz verschidde schoulesch Resultater bei Kanner kréien.

Et ass e manifesten Décalage um Niveau vun deem, wat vun Enseignant zu Enseignant och enseignéiert gëtt; och do besteet net fir all Kand déiselwecht Ausgangspositioun.

An net zulescht - an dat huet den Här Adam och gesot - besteet e relativ groussen Décalage tëschent de Gemengen hei zu Lëtzebuerg, wat dann an a ronderëm, virun allem ronderëm d'Schoul als Support am Fong ugebuede gëtt, fir deene Kanner, ëm déi et eis jo haaptsächlech hei geet, nämlech déi Kanner, déi Léierschwieregkeeten hunn, ze hëllefen, fir déi ze ënnerstëtzen, fir esou wäit wéi méiglech an hirer Schoul ze kommen. Tëschent de Gemengen, déi scho praktesch e „full-fledged" Service niewent der Schoul hunn, an aneren, wou dat praktesch nach net besteet, bestinn extrem grouss Differenzen.

Mir mengen, dass Hausaufgaben dozou sollen déngen, fir Saachen, déi an der Schoul scho behandelt gi sinn, ze verdéiwen, fir se ze widderhuelen, fir se ze üben an dass besonnesch léierschwaach Kanner méi musse widderhuele vläicht wéi Kanner, déi méi séier Saache begräifen.

Duerfir hate mer och gemengt, dass een déi Diskussioun an eng wierklech wichteg Diskussioun soll abannen, nämlech déi iwwert d'Zukunft vun der Lëtzebuerger Schoul, sou wéi se och am Regierungsprogramm, Här Fayot, definéiert ginn ass. Mir mengen, dass een eng Diskussioun muss doriwwer féieren, wat de Bildungsauftrag vun der Schoul ass, wat d'Moyenë sinn, a virun allem wat d'Zilsetzunge sinn. An dass d'Hausaufgab nëmmen een Deel vun där Diskussioun ass, an dass een déi Fro definitiv eréischt ka beäntwerten, wann ee weess, wéi d'Schoul vun der Zukunft hei zu Lëtzebuerg soll ausgesinn.

Gi mer a Richtung Ganzdagsschoul? Gi mer a Richtung vun net Ganzdagsschoul mat schoulescher Betreiung ronderëm? Gi mer a Richtung vun net Ganzdagsschoul mat schoulescher Betreiung am Kader, à l'intérieur vun der Schoul? Dat sinn Optiounen, déi ee kann huelen, an d'Froe vun der Hausaufgab, vun der Intensitéit an och vun der Répétitioun dovunner, déi stellen sech aneschters en fonction dovun, wéi en fin de compte d'Schoul vun der Zukunft fir muer ausgesäit.

Ech mengen net, dass mer um Fong vun deem wat den Optrag ass a wat eis Erausfuerderung ass eng grouss Differenz hunn, an dofir wëll ech och am Numm vun der CSV-Fraktioun soen, dass mer eis hei net instrumentaliséiere loossen. Mir hu kee Kaméidi mat eisem Koalitiounspartner. Mir sinn am Kader vun deem, wat am Regierungsprogramm besteet, op, a mir hätte souguer gären, dass déi Diskussioun iwwert d'Schoul gefouert gëtt.

Mir hu just bedauert, dass hei en Element vun enger Gesamtdebatt erausgebrach ass, ier mer déi Debatt gefouert hunn. D'Ministesch huet se par ailleurs ugekënnegt, nämlech opgrond vun deenen OECD-Experten hiren Etüden, opgrond vun Etüden, déi se amgaangen ass ze maachen, iwwert d'Finalitéit an d'Objektiver vun der Schoul vu muer.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dës Motioun, déi nach vun den Häre Grethen, Henckes, Meisch a Wagner ënnerschriwwen ass.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass gefrot. Da maache mer dat.

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- …mat 38 Nee-Stëmmen, 10 Jo-Stëmmen an 11 Abstentiounen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Charles Goerens), Claude Meisch et Carlo Wagner.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Lucien Thiel), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marco Schank), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Alex Bodry).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Domadder ass och dee Punkt vun eisem Ordre du jour erledegt.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5472, verschidden Accorden iwwert d'Besteierung vun den Zënsen. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meisch an den Här Fayot. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Thiel. Här Thiel!

6. 5472 - Projet de loi portant

1. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles Néerlandaises des 13 mai 2004 et 27 août 2004;

2. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba des 13 mai 2004 et 9 novembre 2004;

3. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

4. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

5. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Ile de Man des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

6. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Turks et Caïcos des 23 novembre 2004 et 1er avril 2005;

7. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Anguilla des 23 novembre 2004 et 21 janvier 2005;

8. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Cayman des 23 novembre 2004 et 31 mars 2005;

9. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le territoire d'outre-mer du Royaume-Uni, Montserrat des 23 novembre 2004 et 7 avril 2005;

10. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Vierges Britanniques des 23 novembre 2004 et 11 avril 2005;

11. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Kolleeginnen a Kolleegen, viru genau siwe Wochen hu mer hei e Gesetz gestëmmt, wat d'Direktiv - mir nennen et Direktiv - iwwert d'Quellesteier, d'Direktiv iwwert d'Besteierung vun de Revenus de l'épargne ëmsetzt an eist Recht.

(Coups de cloche de la Présidence)

Deemools ass eng Motioun vu mengem Kolleeg Laurent Mosar ugeholl ginn, déi zwou Saache gefrot huet: Engersäits, et soll opgepasst gi mam Datum, well awer dat hei eng heikel Geschicht ass; an zweetens, et soll opgepasst ginn op all déi Konditiounen, déi notamment vu Lëtzebuerg deemools gestallt gi sinn am Virfeld vun der Direktiv, ob déi och all erfëllt sinn, éier mer lassleeën.

D'Konditioune waren haaptsächlech déi, datt d'Drëttlänner sollten d'selwecht behandelt gi wéi mir. Dat heescht, datt d'Drëttlänner sollten équivalent Mesuren ergräifen, fir datt déi Steierdispositiounen och bei hinne gräifen, an datt do keng steierlech Konkurrenz, also keng Concurrence déloyale entsteet. Dir kennt déi Drëttlänner, dat waren d'Schwäiz, Liechtenstein, Monaco, Andorra a San Marino.

Et war och Amerika. Amerika ass ee Fall à part, do wëlle mer eis net weider doriwwer ausloossen. Mat Amerika huet Lëtzebuerg u sech och en Accord à part, deen anerer och getraff hunn, an do sinn déi do Froen zum Deel geregelt ginn iwwert deen Accord, net tëschent de Staten, mä tëschent der amerikanescher Steierverwaltung an de Finanzopérateuren zu Lëtzebuerg.

Niewent den Drëttlänner - an dat ass déi zweet Konditiioun, déi an der Direktiv steet - gëtt et sou genannt ofhängeg Territoiren an associéiert Territoiren. A bei deenen ass gesot ginn, déi mussen déi identesch Moossnamen aféiere wéi d'europäesch Länner. Identesch Moossnamen heescht entweder eng Quellesteier oder awer Kontrollmatdeelung. Do war d'Angscht am gréissten, datt dat net géif klappen, well déi aner Accorde mat den Drëttlänner, déi si gemaach ginn allerguer tëschent Oktober an Dezember, du waren déi schonn ofgeschloss.

Do war net de Problem, mä de Problem war ebe just bei deenen Territoiren, an dat sinn der zéng. Déi sinn an dräi Kategorien opgedeelt: Dat eent sinn déi zwou Inselen, déi vun Holland ofhänken, dat anert sinn déi zwee Territoiren, déi direkt vun England ofhänken, an da sinn et déi associéiert Territoiren, dat ass Jersey, Guernesey, Isle of Man, Turks and Caicos an Anguilla a Cayman Isles.

Wéi si mer elo mat deene verbliwwen an deenen Accorden? Ma, véier vun deene Länner hu sech fir d'Formel vum Échange d'information, vun der Kontroll mat deenen ausgeschwat. Sechs hunn der sech ausgeschwat fir déi Formel, déi mir hunn, mir mat de Belsch a mat den Éisträicher an Drëttlänner, nämlech eng Quellesteier ze erhiewen.

Dat ass de Contenu vun deenen Accorden, déi mir elo sollen hei ratifizéieren, woubäi een natierlech d'Fro ka stellen: Wéisou musse mer eis hei mat Accorde mat Territoires dépendants an associés ofginn, währenddeem mer eis net hu misse mat deenen Accorden ofginn, déi mat den Drëttlänner getraff gi sinn? An do si mer an engem anere Film, well déi Accorde vun der Europäescher Kommissioun getraff gi sinn, währenddeem déi hei op bilateralem Niveau, sous forme d'échange de lettres elo kënnen hei festgehale ginn.

Et si bal déiselwecht Mesuren, hunn ech gesot, déi eng hunn den Échange d'information, déi aner hunn eng Quellesteier. Allerdéngs bei deene sechs Quellesteierlänner, pardon, -territoiren, sinn der dräi, déi net onbedéngt aus der Rei danzen, mä déi e spezielle Regime hunn, an zwar sinn dat d'Cayman Isles, d'Turks and Caicos, an déi dispenséiere Lëtzebuerg dovun eng Quellesteier ze erhiewen.

Elo kënnt Der soen, an der Praxis mécht dat net vill aus. Ech weess net wéi vill Clientë mer vun do hunn, mä op alle Fall gi mer do entbonnen, fir eng Quellesteier ze erhiewen. Dat ass interessant, well genau datselwecht d'Schwäiz och gemaach huet mat de Quellesteierlänner an der Unioun. Also, fir déi brauche mir keng Quellesteier ze erhiewen.

D'Cayman Islands hunn ni gesot, definitiv, dat braucht Dir net ze maachen. D'Turks- an d'Caicos-Inselen hunn dat als eng provisoresch Mesure gemaach, well si selwer keng direkt Steiere kennen, also géif et do och kee Sënn maachen. Souwäit da mat den Drëttlänner, mat den Territoires associés et dépendants.

Elo kënnt awer an deem Text hei op eemol och d'Schwäiz erëm eng Kéier zum Virschäin. Dat muss een explizéieren. Dat huet mat der Quellesteier u sech näischt ze dinn, mä et huet einfach domat ze dinn, datt deen Accord, deen d'Schwäiz mat der Europäescher Unioun geschloss huet, och aner Mesuren nach virgesäit, notamment virgesäit, datt déi europäesch Direktiven iwwert d'Mères/filiales an iwwert d'Intérêten a Redevancë vun der Schwäiz an deem Accord iwwerholl ginn.

Dat huet eng Répercussioun op eis Accorde mat der Schwäiz an op eis Steiergesetzgebung. An dofir musse mir ee Paragraph vun eiser Steiergesetzgebung ännere fir en accord mat deem Accord ze sinn, deen d'Schwäiz mat der Europäescher Unioun getraff huet.

De Statsrot hat weider keng wesentlech Remarquen. En huet op zwou Saache just gehalen. Dat eent war, hien hätt gär gehat, datt d'A-Kraaft-Trieden heivunner soll synchron lafen - an dat ass absolut logesch - mat dem A-Kraaft-Triede vun der Quellesteierëmsetzung.

Dir kënnt Iech erënneren, datt mir do virgesinn haten, datt d'Ëmsetzungsgesetz selwer soll den Dag no deem Mount, wou et am Mémorial erschéngt, a Kraaft trieden. Dat wëllt heeschen, datt d'Regierung sech e bësse Sputt verschaaft huet bis da wierklech och déi lescht Gewëssheet do wier, datt d'Konditiounen all erfëllt wieren. Dee Sputt ass doduerch gewährleescht, an en ass och an dësem Fall hei mat deenen Accorde gewährleescht, sou datt nom 7. Juni dat a Kraaft triede kann.

De 7. Juni ass e wichtegen Dag, well de 7. Juni den Ecofin ass, an um Ecofin de Constat gemaach gëtt, ob d'Konditiounen all erfëllt sinn. Dat heescht nom 7. Juni kann d'Publikatioun gemaach ginn, an da kann d'Quellesteiergesetz den 1. Juli a Kraaft trieden, sou wéi et geplangt war, neierdéngs geplangt war - well et sollt jo virdrun den 1. Januar sinn -, sou wéi et elo geplangt ass a wéi et virgesinn ass. Dofir ass déi Synchronisatioun, ass dee Parallelismus vun deenen zwee Gesetzestexter wichteg.

Dann huet de Statsrot nach ee Wonsch ugemellt, deen e bëssen e formalistesche Charakter huet. Hien huet gesot, e wollt vläicht domadder e bëssen der Chamber entgéintkommen, dat hei sinn elo zéng Accorden, déi getraff ginn, da muss d'Chamber am Fong d'Méiglechkeet hunn déi zéng Accorden individuell ze akzeptéieren, dofir si se dann eenzel opgezielt an dofir si se och am Intitulé eenzel opgezielt. Dofir hu mir wahrscheinlech dee längsten Intitulé vun der Geschicht vun dësem Haus, mä dat entsprécht dann och erëm eng Kéier dem Volume vum Gesetzesprojet. Ech huelen un, datt kee Mënsch hei am Haus de Volume huet, esou déck ass dat Gesetz, obschonn dat nëmmen 19 Zeilen huet; dat anert sinn d'Échanges de lettres.

Also wéi gesot, dat sinn och e puer Besonnechkeete vun dësem Gesetz oder vun dësem Gesetzeswierk, an deem et jo net u Besonderheete gefeelt huet, wat awer meng Fraktioun net wäert dorun hënneren dofir ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den Här Meisch.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir bleift just dem Lucien Thiel als Rapporteur vun dësem Projet de loi villmools Merci ze soen an ze félicitéieren. Hien huet dat ganz explizit erkläert. Ech kéint et bestëmmt net besser maachen. Dofir wëll ech och net nach eng Kéier op den Detail zréckgoen a mech dorop beschränken den Accord vun eiser Fraktioun ze brëngen.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President, ech wollt och d'Geleeënheet ergräife fir dem Här Lucien Thiel, dee jo wierklech en Insider ass, Merci ze soe fir seng Aarbecht an dësem Kontext vun all deene Gesetzer iwwert d'Quellesteier, d'Fiscalité - loosse mir soe Fiscalité sur l'épargne. Hien huet do wierklech och mat deenen zoustännege Verwaltungen a mat deem zoustännege Ministère ganz gutt Aarbecht geleescht. Hien huet déi Texter prezis analyséiert. Mir kënnen eis selbstverständlech senge Konklusiounen uschléissen, a meng Fraktioun wäert dëst och matstëmmen.

M. le Président.- Voilà, dann ass d'Debatt ofgeschloss. Ah, den Här Henckes. Enschëllegt, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. Et ass effektiv een zimlech voluminösen Dossier.

Ech wëll just vun der Geleeënheet profitéiere fir eng Fro un den Här Minister ze stellen. Mir wëssen alleguerten, datt d'Schwäiz eng Ausleeung vun den Accorden a vun hirer Gesetzgebung huet, déi net déiselwecht war wéi déi lëtzebuergesch. Dat war eng Situatioun nach virun e puer Wochen. Anscheinend hätt sech déi Situatioun elo nees verbessert, sou datt Rapprochementer an ähnlech Ausleeunge géinge bestoen, well et ass geféierlech, datt wa Lëtzebuerg sech engagéiert fir d'Quellesteiergesetzgebung an d'Accorden, déi hei leien, ënner enger gewëssener Form auszeleeën, ënnert der Kontroll vun der Cour européenne de Justice, an dann d'Schwäiz an aner Länner d'Ausleeunge vun der Gesetzgebung a vun den Accorden aneschters maachen.

Dofir wollt ech froen, ob do Rapprochementer gemaach gi sinn, an ob deene Kritiken a Problemer, déi ech opgeworf hat bei der leschter Debatt iwwert d'Aféierung vun der Quellesteier, scho konnt Rechnung gedroe ginn.

M. le Président.- Den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt just soen, datt ech hei den Accord brénge vun eiser Fraktioun zu deem Projet.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Dee fir de Budget zoustännegen Här Minister huet d'Wuert. Den Här Frieden!

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Volet vun der Zënsbesteierungsdirektiv, déi mir haut hei approuvéieren, nämlech d'Accorde mat den Territoires dépendants et associés, war ee wichtege Volet vun der Négociatiounsstrategie vun der Lëtzebuerger Regierung.

Mir hunn ëmmer gesot - en Argument wat laang vun deenen aneren net akzeptéiert ginn ass -, datt ee misst oppassen, datt wa mir eng Regel an Europa maachen, datt et net zu enger Délocalisatioun vu Kapital ausserhalb vun der Europäescher Unioun kënnt, wat schiedlech wier fir d'Intérête vun de Finanzplazen innerhalb vun der Europäescher Unioun. An dofir hu mir ëmmer eng Drëttstateregelung gefrot, eng Drëttstateregelung, sou wéi de Rapporteur den honorabelen Här Thiel virdru gesot huet, mat zwee Aspekter: Engersäits Accorden tëscht der Europäescher Unioun a fënnef Drëttstaten an anerersäits Accorden tëscht de Memberstate vun der Europäescher Unioun an enger ganzer Rei vun ofhängegen Territoiren. Et sinn der zéng am Ganzen, déi entweder vun England ofhänken oder vun Holland.

Mir stellen haut mat Satisfaktioun fest, datt mir dës Konditioun duerchgesat kritt hunn, net nëmmen deemools am Conseil vun de Finanzministeren, mä och bis zum Schluss duerchgehalen hunn, well esou wéi eise Wëssensstand um Datum vun haut ass, sinn all d'Konditioune souwuel an den Drëttstate wéi an den ofhängegen Territoiren erfëllt. Dat war beim leschten Ecofin nach net de Fall, mä an Tëschenzäit hunn eng Rei Länner dat nogeholl, sou datt mir elo sécher sinn op Grond vun der Informatioun, déi mir haut hunn, datt d'Konditiounen an deene Finanzzentren och erfëllt sinn.

Dat schléisst och an, datt dës Länner déi nämmlecht Ausleeung maache vun deenen eenzelnen Dispositioune vun der Directiv, y compris déi iwwer verschidde Fongen, déi Objet ware vun Diskussioun am Ecofin den 12. Abrëll. Déi Länner hu schréftlech confirméiert, datt si déi nämlecht Ausleeung maache wéi déi, déi Lëtzebuerg elo mécht.

Ech ginn dofir dovun aus, nodeem Lëtzebuerg och hei wäert Jo soen zu dësen Accorden, an op Grond vun deene Bréiwer, déi mir als Présidence bis elo kritt hunn - eng Rei Länner wäerten déi Accorde provisoresch uwennen -, datt all Konditiounen erfëllt sinn, fir datt den Ecofin-Conseil vum 7. Juni kënnt décidéieren, datt d'Direktiv dann och den 1. Juli 2005 géing a Kraaft trieden.

Esouwäit mir haut wëssen, mä wéi gesot den Ecofin-Conseil vum 7. muss dat nach eng Kéier am Detail iwwerpréiwen, schéngen all Konditiounen erfëllt ze sinn. Domadder hu mir dat, wat mir wollten an deem Accord: Prévisibilitéit fir d'Finanzplaz - mir wëssen also, wat déi nächst 20 Joer geschitt - an d'Konkurrenzfäegkeet vun der Finanzplaz ass domat assuréiert, esou datt mer déi Regelen net nëmmen an Europa maachen, mä och ronderëm.

Ech menge mir kënnen eis elo consacréieren un aner inhaltlech Projeten, déi wichteg sinn, fir déi Finanzplaz weider ze développéieren, auszebauen; dat ass d'Zil vun der Regierung. An duerfir sinn ech frou, datt mer dës laang a schwiereg europäesch Debatt iwwert d'Zënsbesteierung och heimadder parlamentaresch zu Lëtzebuerg kënnen ofschléissen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet 5472.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5472 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marco Schank), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Niki Bettendorf), Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Op Ufro vun der Regierung féiere mer jo eng Debatt iwwert d'Entwécklung vum Chômage hei zu Lëtzebuerg. D'Riedezäit ass nom Modell zwee festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Kaes, Bettendorf, Castegnaro, d'Madame Loschetter, den Här Jaerling an den Här Glesener. D'Wuert huet elo fir d'éischt den Här Aarbechtsminister François Biltgen. Här Biltgen!

7. Débat de consultation sur l'évolution du chômage au Luxembourg

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Här President, et ass effektiv een Débat de consultation deen ech ugefrot hunn, nodeem mer virun enger Partie Wochen op enger Question avec débat vum Här Castegnaro hei gesot hunn, et soll ee méi oft iwwert de Chômage schwätzen, et soll ee wa méiglech zweemol am Joer schwätzen. Wat ech géif eng ganz gutt Saach fannen, dass een zweemol am Joer géif zesummekomme fir de Point ze maachen. Och well ee feststellt, dass de Chômage dauernd ännert an dauernd nei Aspekter kommen.

Ech wär frou gewiescht wa mer et bëssen éischter am Laf vum Dag gemaach hätten, mä gutt, elo maache mer et. Fir Zäit ze gewannen, Här President, hunn ech eng schréftlech Introductioun virbereet, dat mer erlaabt net all Ziffer elo hei ze zitéieren, déi Der da fannt an deem schréftlechen Text, deen ech lech ginn. An ech géif lech da bieden, wann dat dra wär, souwuel den Deputéierte wéi och der Press dee schréftleche Background ze ginn. Dat géif et mir vläicht erlaben, hei an zéng Minutten eens ze ginn, wat wichteg ass.

Dir Dammen an Dir Hären, de Chômage klëmmt weider zu Lëtzebuerg, obwuel och d'Beschäftegung klëmmt. Dat wäert och an Zukunft nach esou weidergoen. De Statec huet ausgerechent, mir bräichte 5% Croissance, fir dass de Chômage automatesch zréckgeet. Dat ass eppes wat ech nennen den Taux de dépendance par rapport zur Croissance.

D'Fro, déi mer eis musse stellen: Ass dat eng Fatalitéit? Solle mer nach just op eng Croissance waarde vu 5%? Wou ech mer wierklech net ka virstellen, dass déi op Dauer bleift, 5%. Mir si mol nach net op 5%, obwuel mer mat der Croissance vill besser si wéi eis Nopeschlänner. Oder ginn et do aner Méiglechkeeten?

Dat gesot, soen ech lech och, dass fir mech eigentlech, an dofir zitéieren ech elo net vill Zifferen - d'Ziffere fannt Der no -, Zifferen an Taux-de-chômagen an esou weider eigentlech net interesséieren. Ech hat ugefaangen, wéi ech jonken Aarbechtsminister war, am Joer 2000, mat der ADEM all Joer de jährleche Bericht ze maachen iwwert de Chômage. Am Joer 2000 waren dat gutt Zifferen, well do ass et zréckgaang. Do war och manner Opmierksamkeet do, mä och deemools hunn ech gesot, wéi mer op 2,6% waren - haut si mer op 4,6% -, dass vläicht de Wirtschaftsminister do ass fir d'Zifferen ze kommentéieren, mä den Aarbechtsminister gesäit keng Zifferen, dee gesäit d'Mënschen hannendrun.

An esouguer wann net vill Chômage ass, da sinn et déi Leit, déi eng Schaff sichen a gären eng hätten a keng fannen, déi liewen e perséinlecht Drama, an dat soll een einfach gesinn, dass hannert allen Zifferen, ob se erop- oder erofginn, entstinn ëmmer perséinlech Dramen.

Dobäi wëll ech soen, dass vill méi Leit concernéiert si vum Chômage wéi een dat mengt. Mir héieren dann: Jo, elo ass de Chômage vun 9.500 op 9.674 eropgaangen, also sinn der 149 dobäikomm. Wat mer vergiessen, dat ass dass net bei e Stack vu Leit der esou vill dobäikomm sinn, mä dass 1.500 Leit ronn an deem Mount Abrëll sech ageschriwwen hunn a ronn 1.350 Leit an deem Mount erausgaange sinn aus dem Chômage. Dat heescht, de Chômage betrëfft vill méi Leit, wéi een dat am Ufank géif mengen. Jiddferee ka vum Chômage betraff ginn.

Dat gesot, ass de Chômage u sech keng Fatalitéit. Dofir stinn ech prinzipiell ëmmer dofir an, dass mer relativ héich Indemnités de chômage hunn, fir dass een net an ee soziaalt Lach fält an dann nees séier eng Plaz erëmfënnt.

Déi Suerg, déi mer eis musse maachen, ass déi vum Langzäitchômage, wou Leit méi wéi zwielef Méint am Chômage sinn. Well d'Erfahrung weist, wann ee méi wéi zwielef Méint am Chômage ass, dann ass d'Gefor relativ grouss, dass een iwwerhaapt net méi erauskënnt an nach just a sozial Systemer oder sozial Lächer fält. Déi Fro musse mer eis stellen.

Nun ass et esou, dass mer nach wie vor Nummer eent sinn an Europa mam Langzäitchômage. Mir sinn déi bescht. Allerdéngs stelle mer fest, wa mer d'Zifferen e bësselche kucken, dass mer do dauernd an d'Luucht kommen; an dat ass fir mech déi Haaptfro, déi mer musse beäntweren. D'Haaptfro ass net: Si mer elo op 4,6 oder 4,7 oder 4,8 oder wéini gi mer erëm erof op 4,4%?. Déi wichtegst Fro ass fir mech: Komme mer vun där Period, wou mer konjunkturell en Opdriff hate vum Chômage, Ufank vun dësem Jorhonnert, zréck, wou et erëm erofgeet, oder hu mer net d'Gefor, dass eng ganz Partie Leit iwwerhaapt net méi matkommen an dass mer déi wierklech laang Zäit behalen? Dat ass d'Fro.

I. D'Ursaache vun dem Opschwonk vum Chômage.

Fir d'éischt solle mer also analyséieren, wou kënnt de Chômage hier, respektiv wou leien d'Risike vum Langzäitchômage, an duerno kucken, wat kënne mer maachen. De Problem ass, dass jo vill Länner kucke fir op der Offer ze schaffen, dat heescht fir d'Leit ze forcéieren, méi op den Aarbechtsmaart ze goen. Dat geet natierlech ëmmer schif aus, wa keng Aarbechtsplaze geschaf ginn. Zu Lëtzebuerg ginn Aarbechtsplaze geschaf. Mir hunn also net dee Problem wéi zum Beispill Däitschland.

1) Trotzdeem hu mer e paradoxale System. Woufir? Majo éischtens mol opgrond vun den Ziffere selwer, déi ee muss hannerfroen. Mir hunn offiziell am Joer 2004 7.000 nei Aarbechtsplaze geschaf.

Nun ass et esou, dass vläicht mol net d'Halschecht vun deenen Aarbechtsplazen dem Arbeitsamt zur Verfügung stounge fir Leit dohinner ze placéieren. Woufir? Majo well e risegen Deel dovunner Interimsplaze waren. Well mer iwwer en neit Gesetz vun den Travailleurs handicapés enger Partie Handicapéierten, déi virdru geschafft hunn, awer näischt kritt hunn, elo e Revenu ginn a se lo och versécheren, wat jo sozial richteg ass; dat eleng si 400 Plazen. 529 Plaze goufe geschaf an den Transports fluviaux. Dat si Schëffer, déi fueren net op der Sauer an net op der Uelzecht an och net op der Musel, déi fueren um Rhein. Dat si Betriber, déi op Lëtzebuerg kommen, well et hei méi interessant ass wéinst der sozialer Sécherheet sech hei nidderzeloossen.

A wa mer vun Delokaliséierunge schwätzen, da muss ee wëssen, dass manner Delokaliséierunge vu Lëtzebuerg fort an d'Ausland geschéien, wéi Delokaliséierunge vum Ausland heihinner; där hu mer der all Dag. Mir hunn also ganz vill,

besonnesch däitsch Betriber, déi komme mit Mann und Maus heihinner, dat si reell Betriber, mä déi deklaréieren natierlech kee Poste bei der ADEM, dat sinn Transferten. Leider kann de Statec eis net soen, wéi vill dat der am Endeffekt sinn.

An dann hu mer effektiv och nach de Problem vun Emplois virtuels, also vu fiktiven Aarbechtsplazen. Där hu mer och. D'Affär Eclipse Airlines, ech zitéieren Iech déi just, mä mir kënnen herno nach drop agoen.

Also sinn net déi 7.000 Plazen all bei der ADEM disponibel. Déi kënnen net gemellt ginn. Et gëtt och verschidde Betriber, déi melle keng; do kommen ech herno nach eng Kéier drop zréck.

An da muss ee wëssen, esouguer wa Plaze gemellt ginn, dann ass et oft de „Buschtelefon", deen d'Leit op d'Plaz bréngt. Wann an engem Betrib haaptsächlech Leit vu Grouss-Hetteng zum Beispill schaffen, dann ass d'Chance relativ grouss, dass déi der kennen, déi dohinner kommen. Wann haaptsächlech Leit vun Esch do schaffen, ass d'Chance relativ grouss, dass Escher dohinner kommen. Dat ass eben esou. Esou funktionéiert dat am Liewen a sou funktionéiert dat och an der Aarbechtswelt.

Mir hu just de Problem vum Compartimentage, dass mer ëmmer méi Leit hunn, wou déiselwecht Nationalitéiten oder Dierfer op enger Plaz sinn, an nach just op enger Plaz, an déi aner net. Déi Ziffere kann een all nokucken, déi sinn all bei der Statec. Dir fannt se och erëm am Rapport d'activité vun der ADEM. Dat ass säitens vun der Offer.

2) Bei der Demande, wou ech soen, wou déi meescht drop schaffen. Wou stelle mer fest, wou déi meescht Leit betraff sinn? Dat si véier Kategorien a meeschtens fannen déi véier sech erëm: 1. déi net Qualifizéiert; 2. déi, déi méi wéi 45 Joer hunn; 3. déi Leit, déi gesondheetlech oder sozial Problemer hunn; a 4. d'net Lëtzebuerger.

Déi net Qualifizéiert, dat spillt fir jiddfereen, dat spillt och fir déi Jonk. Déi Jonk hunn am Allgemengen déck Chancen och haut op den Aarbechtsmaart ze kommen, dat stelle mer fest, soulaang se Qualifikatiounen hunn an déi richteg Qualifikatiounen hunn. Mä déi net Qualifizéiert, déi 20%, déi all Joer aus dem Schoulsystem erausfalen, ouni certifizéiert Qualifikatioun, déi hu ganz wéineg Chancen. Och wa mir se a Mesurë stiechen, stelle mer ëmmer erëm fest, dann huele mer se vun enger Mesure an déi aner, herno hu se 30 Joer, da falen se a keng Mesure méi an da si se laangzäitaarbechtslos. Dat ass en Drama fir déi Leit; no deene musse mer kucken.

Mä et sinn net nëmmen déi Jonk, et si ganz vill Leit ëmmer méi, an do kommen ech op déi 45-Jähreg, déi hir Schaff verléieren, oft wéinst Restrukturéierungen. Betriber zu Lëtzebuerg musse restrukturéieren, fir kënne matzehalen an der Kompetitivitéit. Mä do ass d'Gefor, dass, wa Leit dann ausgemustert ginn, besonnesch wa se dann nach gesondheetlech oder sozial Problemer hunn, déi am Chômage bleiwen.

A wann ech vun de sozialen a gesondheetleche Problemer schwätzen, muss een och wëssen, dass mer eng Partie Gesetzer hei gestëmmt hunn, zu deenen ech stinn - ech hoffen Dir och -, déi versicht hunn d'Ziffere méi propper ze maachen. Well et ass nach laang net esou, dass jiddfereen, dee Chômeur ass, also Chômeur am Sens véritable du terme, een dee keng Schaff huet an eng sicht, dass dee bei der ADEM ageschriwwen ass. Et gëtt eng Grauzon. Bei der Jugend zum Beispill gëtt et doudsécher eng Grauzon. Mä och bei deenen anere gouf et eng Grauzon, bei de soziale Fäll.

Wat hu mer gemaach? Mir hunn zwee Gesetzer gestëmmt, dat iwwert d'Handicapéiert an dat iwwert d'Travailleurs à capacité de travail réduite. Mir hunn ausgerechent an der ADEM, dass vum 1. Juni 2004 bis den 30. Abrëll 2005, also emol net grad an engem Joer, 40% vun der Augmentatioun vun den Demandeurs d'emploi zréckzeféiere sinn op d'Gesetz vun den Travailleurs handicapés. Ech hunn Iech virdru gesot, beim Emploi hu mer dat gesinn, mä och bei den Demandeurs d'emploi.

Well fir haut déi Indemnité pour travailleurs, pour personnes handicapées ze kréien, muss een ageschriwwe sinn. Also 40% vun der Augmentatioun an engem Joer sinn zréckzeféieren op dat Gesetz, an 20% sinn zréckzeféieren op de Reclassement externe vun eiser neier Invalidepensiounsregelung. 60% sinn also op d'Gesetzer zréckzeféieren.

An dann hunn ech nach guer net geschwat vun deene ronn 1.000 Leit vun deenen 9.500, déi RMG-Empfänger sinn oder ënnert d'RMG-Gesetzgebung falen, wat natierlech och meeschtens Leit sinn, déi ganz vill Problemer hunn. Och déi sinn net einfach ze placéieren.

Da kommen ech op d'net Lëtzebuerger. Vun de Residentë sinn um Aarbechtsmaart 55% Lëtzebuerger, 45% net Lëtzebuerger. Am Chômage ass et ëmgedréint: 35% Lëtzebuerger a 65% net Lëtzebuerger. Déi Distorsioun geet nach weider auserneen. D'portugisesch Communauté, déi eng wichteg Communauté an dësem Land ass, déi ass iwwerrepresentéiert am Chômage: 80% vun deenen hu keng Qualifikatioun.

Dat sinn zum Deel Jonker, déi aus der Schoul kommen a keen uerdentlechen Diplom konnte kréien. Dat sinn awer och Eelerer, déi heihinner komm sinn, déi nëmme Portugisesch, vläicht e bësse Franséisch kënnen, déi vill manuell geschafft hunn an op eemol gesondheetlech Problemer hunn. Déi si ganz schwiereg op den Aarbechtsmaart zréckzeféieren.

Wa mer nach eng Kéier op d'Gesetz zréckgi vun den neien Invalidepensiounsregelungen, Reclassement externe, da kommen eleng 313 Fäll aus dem Bausecteur, dovunner sinn der iwwert d'Halschent, déi méi wéi 50 Joer hunn. Fir déi Leit ass et schwiereg eppes ze fannen.

Wat wëll ech domadder soen? Mä, dass eisen Haaptproblem ass, Leit, déi défavoriséiert sinn? An do geet et eleng net duer, fir dass mer Croissance a Kompetitivitéit kréien. Dat brauche mer souwisou wéinst eiser Wirtschaft. Mä ze mengen, et géif duergoen, Wuesstum ze kréien, méi kompetitiv ze sinn, nei Aarbechtsplazen ze kréien, ännert näischt un deem doten Uwuesse vun eisem Chômage, well et just déi Allerschwaachste vun der Gesellschaft besonnesch betrëfft. Et ass eng Fracture sociale, déi mer kennen, déi riskéiert do nach méi grouss ze ginn. An duerfir musse mer kucke wat mer kënne maachen.

II. Nei Moossnamen

Wat kënne mer maachen? Mir kënne Moossnamen huelen op kuerz Siicht, mir kënnen och Moossnamen huelen op länger Siicht, an ech schloen déi zwee vir.

Fir d'éischt ass, dass mer kucken, dass mer d'Leit, d'Demandeurs d'emploi méi séier aktivéieren. Duerfir hu mer de leschte Freideg eng Partie Moossnamen ugeholl am Regierungsrot, déi dohinner zilen, fir dat ze maachen. Déi hu mer laang mat de Sozialpartner innerhalb vum Comité permanent de l'Emploi diskutéiert. Ech soen Iech och, dass Der déi Mesuren nach an Är Chamberkommissioun kritt selbstverständlech, déi gi jo nach op den Instanzewee, déi ginn nach diskutéiert. Et ass also net haut de Mëtteg wou mer dat ofhaken. Ech wollt déi Moossname just de Mëtteg eng Kéier kuerz virstellen.

Déi Moossnamen dinn och eisem Wëlle keen Ofbroch fir eng Etüd ze maachen iwwert d'Effikassitéit vun de Moossnamen, well ee sech och muss d'Fro stellen, ob all Moossnam, déi mer am Fonds pour l'Emploi hunn, och effikass ass. Dat maache mer. Dat leeft. Do geet deemnächst en Optrag eraus. Mä hei si Moossnamen, déi direkt justifizéiert sinn, a wou ech frou wär, wa mer déi och kéinte fir den Hierscht a Kraaft hunn.

1) Wat wëlle mer do virgesinn an deene Punkten? Emol fir d'éischt eis hëllefen ze harmoniséieren. Do gesi mer, dass déi eng, déi kritt ee wann een e Kontrakt huet vu 16 Stonnen, een anere vun 20 Stonnen. Mir wëllen alles op 16 Stonne maachen. Mir wëllen och soen, en CDD vun 18 Méint u gëtt considéréiert, an den Délai wou muss d'Demande eraginn, sechs Méint. Dat ass emol eng allgemeng Harmoniséierung. Dat ass elo net dat Grousst.

2) Wat nei ass, dat ass, dass mer wëlle Leit Hëllef gi fir e Betrib ze grënnen. Och dat hate mer bis ewell, mam Problem, dass just déi konnten eng Hëllef kréien, déi eigentlech net capabel waren, e Betrib ze grënnen. Also ech hat ganz wéineg Demanden, déi erakomm sinn a wou mer och konnten herno Jo soen. Bei ganz ville konnte mer net Jo soe respektiv konnten net erakommen.

Mir wëllen also do dat méi grouss opmaachen a mir wëllen och d'Hëllef an d'Luucht setzen, op 25.000 Euro. Mir sinn eis awer och bewosst, dass mer net däerfen de Feeler maachen, deen an anere Länner gemaach gouf, dass do versicht ginn ass, d'Statistike vum Chômage ze berengegen an duerfir méi Failliten ze kréien. Mir wëllen net méi Faillitë kréien. Duerfir hu mer och hei virgesinn, dass ee muss e Betribsplang hunn, an dass dat och vun de Beruffskummeren iwwerwaacht gëtt. Dat hei ass also och eng Saach, déi mer laang a breet an heftegst, soen ech och, mat de Leit vun de Beruffsorganisatiounen duerchdiskutéiert hunn.

3) Drëtt Moossnam, dat wier den Emploi des jeunes. Do wëlle mer effikass ginn, well mer festgestallt hunn, virun allem bei deenen CAT-Leit, déi beim Stat geschafft hunn, dass se sech oft virkomm sinn, wéi wa se geparkt wären a wéi wa se den Härgott mat der décker Zéif hätten. Dat heescht, si ware beim Stat oder bei der Gemeng an da waren se schéin zefridden, an dann hu se och nach heiansdo Hoffnung gemaach kritt, si kéinten duerno gehale ginn, wann e Posten am Numerus clausus fräi wär. Dann ass awer kee Postë komm am Numerus clausus, an da si se erëm zréck an de Chômage komm.

Dat wëlle mer verhënneren, dass mer d'Leit, besonnesch déi Jonk, dauernd vun enger Mesure an déi aner drainéieren. Mir mussen also do méi effikass ginn.

Mir maachen duerfir zwee nei Kontrakter. Fréier hate mer der dräi, elo maache mer der zwee: de Contrat d'aide à l'emploi an de Contrat d'initiation à l'emploi. Den Aide à l'emploi ass fir den öffentleche Secteur an d'Associatiounen, an deen aneren ass fir de Privatsecteur an d'Associatiounen.

4) Dann déi véiert Moossnam: Mir mussen deene 45-Jährege méi entgéintkommen. Mat déi effikasste Mesure ass déi fir dass de Patron d'Sécurité sociale remboursséiert kritt. Déi kritt en elo nëmmen, wann een entweder zwielef Méint ageschriwwen ass oder wann ee méi wéi 50 Joer huet. Mir soen, wann s de 45 Joer hues, da kritt de Patron net méi wéi bis ewell siwe Joer, mä iwwerhaapt bis dass de an d'Pensioun gees d'Cotisation sociale zréckbezuelt, well dat fir eis déi eenzeg richteg Mesure ass, wou de Patron da vläicht bereet ass, éischter en Eeleren anzestellen, wéi iergendwou an d'Ausland e Jonke sichen ze goen.

5) Lescht Moossnam, dat ass eng Formatioun. Mir stelle fest, mir hunn eng Partie Formatiounen, déi mer ubidden. Mir hu schonn de Mëtteg dovunner geschwat. Et gëtt awer och Formatiounen, déi de Leit hëllefen, déi mer net ubidden. Déi konnte mer bis elo net bezuelen. Duerfir hu mer am PAN-3-Gesetz eis eng Base légale ginn, an elo huele mer d'Reglement hei fir dass d'Leit, déi eng spezifesch Formatioun brauchen, déi och kënne bezuelt kréie vun der ADEM. Wa si selwer de Wonsch hunn, dat ze maachen, da mussen se se virstrecken. Wann d'ADEM awer seet, dat doten ass et wou s de muss higoen, dann ass et d'ADEM, déi déi géif virstrecken.

Voilà, dat sinn also fënnef konkret Mesuren, déi Dir och geschéckt kritt hutt, déi mer e Freideg am Regierungsrot haten.

6) Eng sechst betrëfft d'Zesummenaarbecht vun der ADEM mat de Betriber. Do ass et esou, dass villes muss goen, dass mer proaktiv wësse wat geschitt. Mir kënne vläicht herno eng Kéier op d'Diskussioun zréckkomme vun der Goodyear. D'Goodyear ass dee Betrib mat deem mer am beschten zesummeschaffen, dee wierklech Onqualifizéierter nach vun eis astellt a systematesch nëmmen iwwer eis rekrutéiert.

Dat geet awer nëmme wa mer mat Zäite wëssen, wat fir eng Leit si sichen, dass mer déi kënne virbereeden. Do spillen d'Consultanten eng grouss Roll. D'Consultantë goufen am PAN ?98 agefouert. Leider ass déi Base légale net ganz kloer. Mir hunn do Problemer mat eisem Contrôle financier, alt erëm eng Kéier. An duerfir brauche mer eng nei Base légale, well mir wëllen nach méi Consultanten an der Zukunft hunn, wéi mer der ewell hunn.

Drëttens ass et natierlech esou, dass mer och wëllen d'ADEM weider reforméieren. Dee leschten Audit war, mengen ech, 1997. Dunn hu mer eng Partie Saache gemaach, notamment iwwert d'Assistance personnalisée vun de Chômeuren, de Service d'assistance personnalisée, de Club emploi an anerer. Mir hunn am Regierungsprogramm décidéiert, dass mer en Audit maachen. Dee leeft am Hierscht un.

Den Audit, dat wëllt net soen, dass ech der ADEM net trauen, mä ech mengen zënter 1997 ass esou villes geschitt, dass et gutt wär, wann een eis do seet: Fonctionnéiert d'ADEM gutt, respektiv wou fonctionnéiert se gutt, wou fonctionnéiert se net gutt? Et ass bestëmmt net, dass d'ADEM géif insgesamt schlecht fonctionnéieren. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass mer kënne gutt Iddië kréien, fir de Fonctionnement nach ze verstäerken.

III. Laangfristeg denken

Dat gesot, bréngen déi dote Moossnamen à court terme net all Léisung. Léisunge fanne mer à long terme nëmmen, wa mer eng Gesamtpolitik an d'Wee leeën, wou d'ADEM eleng net duergeet, awer och den Aarbechtsminister net duergeet.

1) Fir d'éischt musse mer also kucken, dass mer d'Wirtschaftspolitik méi no un d'Aarbechtsmaartpolitik erukréien. Et geet net duer, dass mer op där enger Plaz Aarbechtsplaze siche ginn an op där anerer Säit Chômeuren hei hunn. Mir mussen also do kucken, méi no zesummenzeschaffen. Duerfir huet d'Regierung décidéiert, en Aarbechtsgrupp tëschent Wirtschaftsministère an Aarbechtsministère anzesetzen, fir deem dote Punkt entgéintzekommen.

2) Zweetens musse mer kucken, dass manner Leit entlooss ginn. Wat manner Leit entlooss ginn, wat mer der manner am Chômage hunn. Ech hu vun der Restrukturéierung geschwat. Ech hunn dat oft schonn hei gemaach, iwwert de ganze Problem, dass mer haut mussen ewechkomme vun där Iddi Sécurité de l'emploi musse mer kommen op d'Sécurité à l'emploi. Dat heescht, mir kënnen net méi domadder liewen, dass du eng Schaff hues an déi hues du sécher fir d'ganzt Liewen. Mä wat mir musse verhënneren, dat ass, dass een, wann ee seng Schaff verléiert, an d'Précaritéit fält. Mir mussen also kucken Transitiounen ze maache fir op nei Aarbechtsplazen ze kommen.

Ech weess net, wie vun Iech d'Geleeënheet hat de leschte Freideg, mengen ech, de Professer Gazier ze lauschtere bei der Chambre des Employés privés, well deem säi ganze Sujet sinn d'Transitiounen. Mir mussen en neie Modèle social maachen an hei maache mer dat. Dofir hunn ech jo och dee Plan „maintien de l'emploi" ausgeschafft, deen ech de Sozialpartner iwwerreecht hunn, wou mer wäerte bis de Juli eis Äntwerten hunn, wou ech véier konkret Moossname proposéiert hunn: Audit social, Outplacement, Prêt temporaire de main-d'oeuvre op enger sektorieller Basis - wou méiglech - a véiertens Aarbechtszäitreduktioun, mä Aarbechtszäitreduktioun mat als Contrepartie Formatioun fir d'Leit méi employabel ze maachen.

Also net Aarbechtszäitreduktioun fir op de Stau ze goen, mä Aarbechtszäitreduktioun fir wierklech erëm ze kucken, soit am Betrib, soit engem anere Betrib erëm kënne seriö ze schaffen.

Ech hu gesot, mir hu fënnef Saachen, also fir d'éischt d'Wirtschaftspolitik méi no un d'Aarbechtsmaartpolitik erunzeféieren, intelligent Restrukturéierungen, d'sozial Responsabilitéit vun de Betriber förderen, véiertens d'Ausbildung förderen a fënneftens eis ëm déi Leit bekëmmeren, déi wäit ewech vum Aarbechtsmaart sinn.

3) Op d'sozial Verantwortung vun de Betriber ginn ech elo net weider an, well ech awer wierklech no 20 Minutte wëll ophalen.

4) Véiertens hunn ech gesot initial Formatioun. Do schaffe mer gutt mam Schoulministère zesummen. Eis läit besonnesch d'Orientation professionnelle um Häerz, déi net klappt, well et oft an de Käpp vun de Leit net klappt, well d'Leit nach ëmmer gär hätten, hir Kanner solle Col blanc ginn, net Col bleu. Mir hunn also net genuch Leit am Apprentissage artisanal. Mir hunn der ze vill am Apprentissage commercial et administratif, fir nëmmen dat Beispill ze huelen.

Mä d'initial Ausbildung geet eleng net duer, well ganz vill Leit zu Lëtzebuerg ni hir initial Ausbildung gemaach hunn an och an Zukunft net maachen. Dofir brauche mer och vill méi staark lifelong learning, notamment fir all déi Eeler, déi hir Schaff verléieren. Et sinn der ganz vill, déi hu keng Qualifikatioun méi, respektiv hunn net méi déi richteg Qualifikatioun. Mir mussen also deenen hëllefen eppes ze maachen. Do hu mer en Accord tëschent de Sozialpartner iwwert den Accès individuel à la formation professionnelle continue. Dee wäert elo deemnächst vun der Regierung „d'obligation générale" erkläert ginn an eng Partie vun den Elementer vun deem wäerten iwwert de Projet de loi, dee schonn déi viregt Regierung op den Instanzewee ginn huet, duerchgesat ginn.

5) Dann de leschte Punkt, dat sinn d'Mesures durables fir déi Leit, déi wäit ewech si vum Aarbechtsmaart. Ech hunn Iech virdru gesot, wat fir eng Kategorië betraff sinn. Mir dierfen eis net der Illusioun higinn, mir géifen déi all op de konkurrenziellen Aarbechtsmaart kréien. Mir behalen der. Mir sollen déi awer net an dat soziaalt Lach

fale loossen. Mir sollen deenen och net nëmmen Almose ginn, well Insertioun iwwert d'Aarbecht ass net nëmme wichteg, fir dass d'Leit Revenuë kréien, et ass och wichteg fir iwwerhaapt Leit an eis Gesellschaft ze integréieren.

Wat kënne mer eis do virstellen? Majo, méi soen ech an de Budgetsverhandlungen. Méi Moyenë fir déi Leit perséinlech ze betreien. Zweetens, sollte mer net vläicht kucken Travaux d'intérêt général ze reaktivéieren? Drëttens kënnt do fir mech de Beschäftegungsinitiativen e besonneschen Akzent zou. D'Beschäftegungsinitiativen, déi ech jo wëll reforméieren, wou ech hoffen, dass de Statsrot eng Kéier geschwë säin Avis doriwwer ofgëtt, well ech mengen, dass d'Beschäftegungsinitiativen net sollen do si fir déi, déi souwisou kee Problem hunn, mä si sollen do si fir déi, déi Problemer hunn. Dat war hiren Zweck.

Voilà, Dir Dammen, Dir Hären, dat ass meng Introduktioun. Ech mengen also, dass ee villes soll maachen, ka maachen, mä dass ech mer bewosst sinn, dass et keen Allheilmëttel gëtt. Et gëtt kee Coup de baguette magique. Dofir ass et ze vill komplizéiert, notamment an enger globaler Welt. Mä ech mengen, et ass dach méi wäert, dass mer d'Äerm eropkrempelen an dass mer souwuel kuerzfristeg wéi laangfristeg all eis Kräfte bündelen a kucke fir manner Leit an de Chômage ze kréien, a virun allem manner Leit laang am Chômage ze halen, a fir deene Leit, déi am Chômage sinn, oder déi fäerten an de Chômage ze kommen, eng Perspektiv ze bidden. Och dat ass en Enjeu vum sozialen Europa.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Als éischte Riedner ass ageschriwwen, den Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Ali Kaes *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et geet ganz kloer aus der Interventioun vun eisem Aarbechtsminister ervir, datt d'Situatioun um Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ganz komplex ass. Eleng d'Tatsaach, datt de Chômage stänneg zouhëlt, an dat an engem Kontext, dee gekennzeechent ass duerch e wirtschaftlechen Opschwong, beweist a sech dës Situatioun.

Ech fannen et duerfir - an et ass virdru schonn erwähnt ginn - ganz wichteg, datt mer eis Zäit huelen hei an deem Haus, fir de Problem vum Chômage am Detail ze analyséieren an iwwer méiglech Léisungen nozedenken. Bon, et wier natierlech ze vill schéin, wa mer uschléissend scho fäerdeg Léisungen um Dësch leien hätten.

Erlaabt mer Iech an Erënnerung ze ruffen, datt de PIB d'lescht Joer ëm 4,5% an d'Luucht gaangen ass, wat a sech eng gutt Performance ass. Och wann dëse Prozentsaz ënnert deem läit, dee mir ufanks vun dësem Jorzéngt kannt hunn, hate mer am Verglach zu deenen anere Länner vun der Europäescher Unioun eng ganz staark oder eng staark Croissance.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Nieft dem Wirtschaftswuesstum huet Lëtzebuerg fir d'Joer 2004 och nach en Aarbechtswuesstum vun 2,5% ze verzeechnen. Trotz dëse positive Resultater ass de Chômage d'lescht Joer net erofgaangen. Am Géigendeel, en ass op 4,2% geklommen a läit mëttlerweil bei 4,6%. An Zuelen ausgedréckt sinn dat 9.674 Leit, déi bei der Administration de l'emploi am Abrëll 2005 ageschriwwe waren. Vu datt d'Matière komplex ass, kënnen d'Léisunge vum Problem och keng einfach sinn.

D'Léisung, Dir Dammen an Dir Häre, besteet awer sécher net dodran, och wann een dat vu verschiddene Säiten ëmmer erëm ze héiere kritt, de Mindestloun erofzesetzen, de Kënnegungsschutz opzelockeren oder den Index ofzeschafen.

Une voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV).*- Et muss een eng global Visioun vum Problem hunn an no spezifesche Léisunge fir eist Land sichen, Léisungen, déi nëmmen am Konsens kënne fonnt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et muss ee sech zwou Saache bewosst sinn, wann ee vun der Entwécklung um Aarbechtsmaart an der Evolutioun vum Chômage schwätzt. Déi éischt ass déi, datt et ëmmer Leit wäerte ginn, déi am Chômage sinn. Vollbeschäftegung ass net mat enger Aarbechtslosegkeet vun 0% ze verwiesselen. D'Vollbeschäftegung ass a mengen Aen, wa jiddereen, deen eng Aarbecht sicht, an enger räsonnabeler Zäit eng qualitativ gutt a vollwäerteg Aarbechtsplaz fënnt.

Déi zweet Saach, déi ee sech virun Aen hale soll, ass déi, datt jiddfereen u sech gefuerdert ass. Net nëmmen d'Politik, mä och d'Betriber an déi Schaffend solle bereet sinn u sech eng gréisser Verantwortung ze iwwerhuelen.

Kuckt ee sech zum Beispill déi vill Restrukturéierungen un, déi dacks mat engem gréisseren Ofbau vun Aarbechtsplaze verbonne sinn, mierkt een zimlech séier, datt d'sozial Verantwortung vun de Betriber just um Pabeier, jo wierklech um Pabeier gutt ausgesäit.

Säitens vun de Salariéë mangelt et awer och ganz dacks, an dat ass ee grousse Problem, un deenen néidege Qualifikatiounen, an et feelt och heiansdo un enger gewësser Portioun Flexibilitéit. Bon, ech wäert nach eng Kéier op dëse Punkt zréckkommen.

Wann een also eng seriö Debatt iwwert d'Situatioun vun eisem Aarbechtsmaart wëllt féieren, ouni duerch populistesch Aussoen, Deelwouerechten a subjektiv Interpretatiounen d'Angscht vun de Leit dobaussen eropzeschwieren, muss een als éischt u sech d'Natur vum Chômage analyséieren, ier een op gëeegent Moossnamen ze schwätze kënnt, well, Dir Dammen an Dir Hären, Chômage ass nun eben net gläich Chômage.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart ass u sech duerch verschidden interaktiv Elementer bedéngt: de wirtschaftleche Réckgang um internationalen Niveau, d'Plaz, déi eisen éischter klengen Aarbechtsmaart am Kader vun der Groussregioun anhëlt, d'Restrukturéierung am Finanzberäich, d'Verschwanne vun den net spezialiséierten Aarbechtsplazen a parallell dozou eng Spezialisatioun vun den Aufgaben, esou datt een tëschent verschiddenen Zorte vu Chômage muss ënnerscheeden, déi natierlech verschidden Äntwerten a Solutioune brauchen.

De Chômage zu Lëtzebuerg geet zënter Oktober 2001 an d'Luucht, nodeems e jorelaang erofgaangen ass. Dës Entwécklung spigelt u sech d'wirtschaftlech Lag erëm. No de Boomjoren, Enn vun den 90er Joren, koum ufanks vun dësem Jorzéngt u sech de wirtschaftlechen Abroch. Vill Leit hunn hir Aarbechtsplaz tëschent 2001 an 2003 verluer oder kruten hire Kontrakt net verlängert. Respektiv si se ganz einfach net agestallt, respektiv net ugestallt ginn. Och wa sech déi wirtschaftlech Situatioun am Laf um leschte Joer liicht verbessert huet, klëmmt d'Zuel vun de Leit, déi op der Sich no enger Aarbechtsplaz sinn, weider.

Deelweis hänkt dëst domadder zesummen, datt den Aarbechtsmaart ëmmer mat enger gewësser Verspéidung op wirtschaftlech Änneruge reagéiert. D'Fro, déi sech haut opdrängt, ass also net déi fir ze wëssen, firwat de Chômage zënter dräi Joer zouhëlt, mä ob d'Leit, déi opgrond vun engem schwieregen, wirtschaftlechen Emfeld hir Plaz verluer hunn, oder net agestallt gi sinn, kuerzfristeg eng Aarbechtsplaz wäerte fannen. An anere Wierder, ob de konjunkturelle Chômage wäert ofhuelen.

Bon, den Experten no soll jo d'Wirtschaft erëm am Joer 2005 méi lues dréinen, wéi dat 2004 nach de Fall war.

Ma dëst huet als Konsequenz, datt de Chômage, y compris de konjunkturelle Chômage, viraussiichtlech net wäert an deenen nächste Méint erofgoen, zumindest op jidde Fall net massiv. De Risiko ass also grouss, datt de konjunkturelle Chômage mutéiert an dann zu engem strukturelle Chômage gëtt.

Anescht ausgedréckt: Déi Leit, déi hir Plaz aus wirtschaftleche Grënn verluer hunn, riskéiere ganz einfach Chômeur de longue durée ze ginn. Dat ass awer genau déi Kategorie vu Leit, Dir Dammen an Dir Hären, déi mir perséinlech ganz vill Suerge mécht, well oft eeler Leit an déi Kategorie falen, déi, wéi d'Praxis dat beweist, et schwéier bis bal onméiglech hu fir zréck op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Et si grad déi iwwer 50 Joer, déi nom wirtschaftlechen Ofbroch 2001 entlooss gi sinn an elo net vum wirtschaftlechen Opschwong profitéieren. Tëschent Mäerz 2004 a Mäerz 2005 ass d'Zuel vun deenen iwwer 50 Joer, déi op der Sich no enger Aarbecht woren, eropgaangen. Si stelle 16% vun den Demandeurs d'emploi duer, géint 13,7% e Joer virdrun.

Derbäi kënnt, datt ëmmer méi Leit tëschent 40 a 50 Joer vun der Laangzäitaarbechtslosegkeet betraff sinn. Dës Populatioun stellt ronn 25% vun den Aarbechtssichenden duer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et sinn net déi eeler, mä virun allem déi jonk Leit, déi vun der wirtschaftlecher Reprise d'lescht Joer profitéiert hunn. Wann ee sech nämlech d'Zuele vun der Administration de l'Emploi ukuckt, ma da stellt ee fest, datt d'Zuel vun deene jonken Demandeurs d'emploi d'lescht Joer liicht erofgaangen ass.

Dës Entwécklung, déi kann een u sech als Zeechen ugesinn, datt de strukturelle Chômage an Zukunft weider wäert klammen.

Wéi kann een awer elo virgoen? Wéi kann een de Chômage reduzéieren? Bon, éier ech op d'Moossnamen an d'Achsen ze schwätze kommen, déi den Aarbechtsminister virdru kuerz erwähnt huet, wéilt ech kuerz op Solutiounen agoen; Solutiounen, déi sécher keng Solutioune sinn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Äntwert op de Chômage kann net eleng an der Schafung vun neien Aarbechtsplaze leien. Erënnert Iech drun, am Joer 2002 huet Lëtzebuerg trotz Abroch vun der Ekonomie et fäerdeg bruecht, en Aarbechtswuesstum vun 3,2% ze verzeechnen.

Wann et kloer ass, datt nei Aarbechtsplaze musse geschafe ginn, fir datt de Chômage zréckgeet, muss ee sech ëmmer virun Aen halen, datt dësen Automatismus Emploi-Chômage bei engem Wirtschaftswuesstum vu ronn 5%, no deene leschte Berechnunge vum Statec, spille kann.

Or, d'Wirtschaft ass am Duerchschnëtt ëm 4% déi lescht 50 Joer gewuess. Doriwwer eraus soll een net vergiessen, datt eisen Aarbechtsmaart vun der internationaler Konkurrenz geprägt ass.

All Plaz, Dir Dammen an Dir Hären, déi hei am Land geschaf gëtt, gëtt tëschent de Salariéen an engem Konkurrenzkampf an der Groussregioun ausgespillt. An do schneiden, an dat ass nun eben esou, d'Grenzgänger oft besser of.

An deene leschte fënnef Joer sinn hei zu Lëtzebuerg iwwer 51.000 Plaze geschaf ginn. Zwee Drëttel vun dëse Plaze si vu Frontalierë besat ginn.

D'Äntwert op de Chômage kann och net sinn, wéi een dat notamment vum Patronat ëmmer erëm ze héiere kritt, den Index ofzeschafen oder ze beschneiden. Och wa verschidden auslännesch Experten, déi net mam Standuert Lëtzebuerg vertraut sinn, déiselwecht Iddi vertrieden, esou muss ech Iech soen, datt ech dës Meenung absolut net deelen. Ech géif all deene Leit, déi dës Philosophie vertrieden, recommandéieren, d'Positioun vun deenen zwou grousse Gewerkschaften zum Rapport Fontagné ze liesen a sech dodrunner ze inspiréieren, dat ass dat Dokument «Pour un modèle social sans faille». Dat géif esou muncher engem ganz gutt doen, wann e sech e bëssen un deem Text, wéi gesot, géif inspiréieren.

Den Index bedeit d'Kafkraaft vun de Schaffenden, déi gläichzäiteg och Konsument sinn, oprecht ze erhalen. Dofir ass et wichteg, den Index a senger jëtzeger Form bäizebehalen. Mir kréien och net manner Chômeuren zu Lëtzebuerg, wa mer de Mindestloun ofschafen, respektiv wa mer en erofsetzen.

Ech sinn net, a bestëmmte Situatiounen, géint eng méi moderéiert Lounpolitik, wann dat wierklech néideg ass a wann dat eppes bréngt, mä ech mengen d'Gewerkschaften hei an deem Land hunn och nach ëmmer an dësem Punkt eng verantwortungsvoll Positioun ageholl. Et brauch ee jo nëmmen d'Accordë vun deene leschte Joren am Kollektivvertragswiesen ze kucken. D'moderat Lounpolitik kann - an ech betounen, kann - en Instrument si fir vorübergehend dozou bäizedroen, eng gréisser Konkurrenzfäegkeet ze hunn an domadder méi Wuesstum ze schafen.

Mä wann ech gesinn, datt zum Beispill am Joer 2003, wat jo bekanntlech dat schlechtste Joer a puncto wirtschaftlechem Wuesstum soll sinn, verschidde Secteuren, notamment de Finanzsecteur Benefisser gemaach huet, déi fir Verschiddener nawell ganz zolidd ausgefall sinn, op där anerer Säit awer wéinst der schlechter wirtschaftlecher Lag d'Salariéë manner an der Pai haten, hunn ech gréisser Bedenken, wat d'Finalitéit vun enger moderater Lounpolitik soll sinn.

Ech wéilt och nach hei erwähnen, datt am Verglach zu den anere 25 europäesche Länner mir guer net esou héich am Mindestloun leien, wéi een dat à première vue kéint gesinn. Sécher, de Mindestloun bedréit nëmme ronn 145 Euro pro Mount a Litauen, bal 12-mol manner wéi hei am Land, mä d'Liewen ass do awer, an ech mengen dat weess jiddereen, vill méi bëlleg. Doriwwer eraus ass nach ze bemierken, datt Lëtzebuerg eng vun deenen héchste Produktivitéitsraten ze verzeechnen huet.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass och eng Utopie ze mengen, et bräicht ee just de Kënnegungsschutz opzelockeren, fir net ze soen ofzeschafen, fir datt eis Betriber erëm méi Leit géifen astellen. An dëser Hypothees, an ech ginn lech et schrëftlech, schwaarz op wäiss, géif d'Aarbechtslosegkeet net ofhuelen, mä am Géigendeel ganz ferme zouhuelen, a besonnesch betraff wiere ganz sécher nees déi Leit iwwer 50 Joer.

A schlussendlech läit d'Léisung, de Chômage ze reduzéieren, och net doranner d'Indemnité de chômage ze kierzen, esou wéi dat ganz bestëmmte Kräften ëmmer erëm fuerderen a versichen ëmzesetzen. Ech wëll hei nach eng Kéier rappeléieren, datt jo nëmme ronn 50% vun den Demandeurs d'emploi eng Aarbechtslosenënnerstëtzung kréien. Laut der Theorie vun deene bestëmmte Kreesser misste jo dann u sech déi aner 50%, déi jo da keng Indemnitéit kréien, ouni Problem ze placéiere sinn.

Wou läit dann awer elo d'Äntwert op de Chômage? Wéi gesot, d'Aarbechtslosegkeet ass eng komplex Problematik. Et gëtt ganz einfach kee Wonnermëttel. Mir mussen duerfir op verschiddene Plazen den Hiewel usetzen. Fir unzefänken emol an der Schoul.

Och wa besonnesch déi Jonk vum aktuellen Opschwong profitéieren, ma esou ass d'Realitéit dach déi, datt ronn 1.700 jonk Leit an der Administration de l'Emploi als Aarbechtsichend ageschriwwe sinn, ouni déi, déi an enger Beschäftegungsmoossnam sinn, derbäizezielen.

D'Äntwert op d'Aarbechtslosegkeet vun eise Kanner läit virun allem och an hirer Formatioun. Mir musse vill méi staark an d'initial Formatioun vun de Jonken investéieren. A mengen Ae kommen nach ëmmer vill ze vill jonk Leit op den Aarbechtsmaart ouni en Diplom oder eng adequat Formatioun. Ech mengen, spéitstens zënter PISA wësse mer, datt eise Schoulsystem reforméiert muss ginn am Sënn vun enger gréisserer Chancëgläichheet. Eise Schoulsystem soll jiddferengem d'Chance ginn, säi Potenzial ze entfalen.

E Schüler, dee mat 16 Joer aus der Schoul kënnt, an dat ouni Diplom, well en einfach net mam System eens gëtt, ass ganz einfach e potenzielle Kandidat fir d'Administration de l'Emploi. D'Politik muss duerfir am Beräich vun der Ausbildung hirer Verantwortung gerecht ginn andeem se kuckt, datt d'Formatiounen an d'Léiergäng, déi an der Schoul ugebuede ginn, och deem entsprieche wat dobausse vun de Betriber gefrot a gefuerdert gëtt.

Dat geet awer nëmmen, wann d'Patronen an d'Betriber enk mat der Schoul zesummeschaffen. Duerfir musse ganz kloer Synergien entstoen. Et geet nämlech net duer, wéi dat oft de Fall ass, de jonke Leit d'Méiglechkeet unzebidden, an engem Betrib e Stage oder eng Léier ze maachen.

Ech sinn der Meenung, d'Schoulprogrammer misste vun engem gewëssene Moment un an Zesummenaarbecht mat de Betriber ausgeschafft ginn. Nëmmen esou kréie mir Leit forméiert, déi de Besoinë vum Aarbechtsmaart entspriechen. Et mécht net vill Sënn a mengen Aen, Aarbechtsplazen ze schafen, wa mer net déi néideg qualifizéiert Main-d'œuvre hunn. Dat ass genau de wonne Punkt vun eisem Aarbechtsmaart.

Eng vun den Haapterausfuerderunge wäert sinn, d'Inadéquatioun tëschent der Nofro an der Offer um Aarbechtsmaart opzehiewen. Well net jiddfereen, deen um nationalen Aarbechtsmaart ze fannen ass, passt op déi Plaz, déi nun eben dobaussen um Aarbechtsmaart ugebuede gëtt respektiv opsteet. Dat ass e Lëtzebuerger Paradox. Mir mussen et fäerdeg bréngen, datt déi Betriber, déi Plaze schafen, déi gewënschte Leit och um Aarbechtsmaart fannen, ouni mussen op dem Aarbechtsmaart vun eisen Nopeschlänner ze prospektéieren.

D'Äntwert op dëse Problem läit zum Deel an enger besserer Formatioun. Dëst awer net nëmmen zu Gonschte vun eise jonke Leit, mä och zu Gonschte vun deenen eeleren an domadder notamment iwwert de Wee vun enger aarbechtsmaartorientéierter Ausbildung oder Formation continue. Do läit u sech de Schlëssel fir de Chômage effektiv ze bekämpfen, vu datt d'Formatioun e wesentlecht Element ass fir méi effizient géint d'Aarbechtslosegkeet virzegoen.

Ma do froen ech mech, firwat datt d'Administration de l'Emploi net bei wirtschaftleche Missiounen am Ausland representéiert ass? De

Wirtschaftsminister verkeeft de Standort Lëtzebuerg. D'Administration de l'Emploi soll eis Aarbechtskraaft verkafen. Ier datt e Betrib op Lëtzebuerg kënnt, muss schonn à la base gekuckt ginn, ob mer Leit mat deenen néidege Qualifikatiounen hunn, déi kënnte fir déi entstehend Plazen a Fro kommen, respektiv ob mer esou Leit kéinte forméieren. Ech stelle fest, an der Interpretatioun vun eisem Aarbechtsminister virdrun, datt hie sech gewëssermoossen déiselwecht Iwwerleeunge gemaach huet. D'ADEM muss vu vireran an dee ganze Prozess agebonne ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nieft der Onqualifikatioun kann och eng ze staark Spezialisatioun an enger bestëmmtener Branche zu Chômage féieren. D'Informatik ass dat beschte Beispill vun enger Beruffsspart, déi sech duerch berufflech Iwwerqualifikatioun kennzeechent. A kenger Beruffsspart gëtt et esou vill Leit mat verschiddenen, héich technesche Spezialisatiounen.

Sou kënnt et, datt mer Informatiker am Chômage hunn, déi, wann eng Plaz fräi gëtt oder nei ausgeschriwwe gëtt, net kënne vermëttelt ginn aus deem Grond, datt hir Spezialisatioun net mat där iwwerenee stëmmt wéi déi, déi vum Betrib am Moment gefrot oder erwënscht gëtt. Et ass deemno wichteg, d'initial Formatioun esou auszeriichten, datt eng Reconversioun méiglech ass.

A wann ee vu Reconversioun schwätzt, da muss och d'Formation continue dorobber ausgeriicht sinn, deene Leit déi néideg Mëttelen ze ginn, fir sech ëmzeschoulen a fir sech erëm eng Kéier ze adaptéieren. D'Formatiounen, déi mir ubidden, sinn a mengen Ae vill ze vill generell an net genuch op den Aarbechtsmaart orientéiert. Hei mussen nach eng ganz Rei vun Effortë geschéien.

D'Beschäftegungsmoossnamen, déi mer am Kader vum PAN-Gesetz vun 1999 agefouert hunn, kéinten och hei nach méi geziilt agesat ginn, fir deene Leit, déi hir Aarbechtsplaz verluer hunn, oder déi no laanger Zäit nees erëm wëlle schaffe goen, d'Méiglechkeet unzebidden, eng Formatioun an deene Secteuren ze maachen, wou nun ebe Leit gesicht ginn.

D'ADEM schafft mat enger ganzer Rei vun Entreprisen a verschiddene wirtschaftleche Secteuren zesummen. Do ginn Atelieren organiséiert, Formatiounen a Léiergäng ugebueden, mam Zil, d'Leit an enger gewëssener Beruffsspart auszebilden, wou och Personal gesicht gëtt, an dann deene Leit an där Branche no Méiglechkeet och eng Plaz ze verschafen.

Hei sinn d'Resultater ermonternd, och wann een ervirhiewe muss, datt d'Begeeschterung sech bei verschidde Leit nun eben a Grenzen hält. Et ass eng Fro vu Mobilitéit, vu Flexibilitéit, mä virun allem och vun Akommes. Firwat sech an engem Secteur ausbilde loossen, wou d'Aarbechtskonditioune méi flexibel sinn, oder d'Pai net esou gutt ass wéi déi, déi een an deem Secteur hat wou ee virdru geschafft huet?

Dat hu mer gesi wéi virun e puer Joer d'Iddi do war, d'Leit, déi duerch d'Restrukturéierung am Bankesecteur hir Plaz verluer hunn, an den Horeca-Secteur eriwwerzekréien, well dat e Secteur ass, wou u sech Leit mat Informatik- a Sprooche-Kenntnisser gesicht ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, do sinn net eleng Gesetzer a Moossname gefuerdert, mä do ass och heiansdo e gewëssent Ëmdenken néideg. Ech mengen, datt d'Iddi vun engem Kontrakt tëschent der Administration de l'Emploi an dem Demandeur d'emploi, dee ganz genau d'Rechter an d'Flichte vu béide Säite festhält, keng schlecht Iddi ass. Et ass en Instrument wat sécherlech zur Responsabilitéit och vum Demandeur d'emploi géif bäidroen.

D'inadequat Ausbildung vun de Schaffende spillt eng wesentlech Roll. Mä et stellt een och nach fest, datt vill ze vill oft de Patron guer net méi probéiert, op dem Lëtzebuerger Aarbechtsmaart ze rekrutéieren. Vill Patrone mellen d'Aarbechtsplazen, déi fräi oder déi geschafe ginn, ganz einfach net méi bei der Administration de l'Emploi un, esou datt d'Leit, déi do ageschriwwe sinn, vu virera ganz einfach ausgeschloss sinn. Ronn nëmmen e Véirel vun deene Entreprisen, déi mer hei am Land hunn, an déi Personal beschäftegen, schaffen u sech mat der Administration de l'Emploi zesummen.

Bon, den Här Minister huet virdrun e Betrib erwähnt, deen dat wierklech à la lettre mécht. Ech wëll dee Betrib och nach eng Kéier hei erwähnen. Effektiv ass et esou, mä et ass net nëmmen dee Betrib eleng, mä grad dee Betrib ass exemplaresch: d'Goodyear. Als Beispill hei sinn zum Beispill an deene leschte Méint vun 133 Kandidaten, déi zréckbehale gi sinn, schlussendlech ronn 60 Leit, fir méi genau ze si 56 Leit, agestallt ginn, u sech onqualifizéiert Leit, nodeems datt se eng ganz prezis Formatioun, déi op d'Goodyear zougeschnidde war, matgemaach haten.

Den Aarbechtsminister huet et scho gesot, dëse Betrib rekrutéiert ausschliesslech an Zesummenaarbecht mat dem Arbeitsamt. Dat ass einfach ze félicitéieren an et muss een och hei eng Kéier kënne vun dëser Plaz aus esou e Betrib félicitéieren an encouragéiere weiderzemaachen, an awer och deenen anere Betriber soen, si solle sech dodrun e Beispill huelen.

Mir missten dann awer och méi politesche Courage hunn, an déi Entreprisen, déi systematesch laanscht de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart hir Leit astellen, ganz einfach sanktionéieren. D'Betriber sollen ebenfalls responsabiliséiert ginn. D'Inadéquatioun tëschent der Nofro an der Offer um Aarbechtsmaart soll net e Virwand sinn, fir eng méi bëlleg Aarbechtskraaft am Ausland sichen ze goen.

Do derbäi kënnt de Problem, datt vill Gesellschafte sech hei zu Lëtzebuerg etabléieren, mä net vill Plazen oder zumindest keng Nettoaarbechtsplaze schafen. D'Aarbechter ginn einfach vun anere Länner op Lëtzebuerg transferéiert. Do spillt och ganz sécher de Phenomeen Interim, esou wéi et och scho virdru vum Aarbechtsminister ugeschnidde ginn ass, eng ganz grouss Roll. Nom Statec sinn déi gutt Zuele vum Aarbechtswuesstum am Ufank vun dësem Joer gréisstendeels op d'Performance vum Emploi intérimaire zréckzeféieren.

Et kënnt dann derbäi, datt ganz oft vun enger Entreprise eng Persoun iwwer Interim agestallt gëtt. Déi Persoun gëtt iwwer eng länger Zäit gekuckt, a wann eng definitiv Aarbechtsplaz geschafe gëtt an hiren Interimskontrakt ofleeft, da gëtt déi Persoun dann definitiv agestallt, wat u sech näischt Anormales ass. Or, déi meeschte Leit, déi awer zu Lëtzebuerg an Interim-Agencen ageschriwwe sinn, sinn nun ebe Frontalieren, esou datt erëm eng Kéier och an deem dote Fall laanscht de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart agestallt gëtt. Et misst ee kucken, datt d'Administration de l'Emploi an Zukunft dëse Volet besser ofdeckt.

Bal als eng gewëssen Entschëllegung fir d'Betriber stellt een awer och fest, datt ganz oft d'Betriber net wëssen, wat genau hir Flichte sinn an och vu wat fir enge Moossname si kënnte profitéieren, wa si zum Beispill Leit astellen, déi iwwer 50 Joer al sinn, oder Fraen, wa Fraen an hirem Betrib ënnerrepresentéiert sinn. Mir hunn e ganzen Arsenal vun Instrumenter, déi d'Employabilitéit vu verschiddene Kategorië vu Leit ënnerstëtzen an déi net ugewannt ginn, well se ganz einfach onbekannt sinn. Dës Moossname sinn awer sënnvoll. Si kéinte mat dozou bäidroen, datt de Chômage vun deenen eelere Schaffenden net géif zouhuelen, mä am Géigendeel géif ofhuelen. D'Efforten a Richtung Informatioun vun de Betriber sollen dofir weidergefouert ginn a virun allem no Méiglechkeet nach verbessert ginn.

Mir hu gutt Instrumenter. Et ass schued, datt se net méi an Usproch geholl ginn. Ier datt ee sech u sech Gedanke mécht, wat fir aner Moossnamen - obschonns datt dat selbstverständlech positiv ass - ee kéint huelen, respektiv ier datt een aner Instrumenter schaaft, misst ee kucke wéi déi bestoend Moossnamen an Instrumenter wierken.

An d'Formatioun investéieren, d'Patronë besser iwwer hir Flichten a Rechter informéieren, mä och géint massiv Kënnegunge virgoen - ech mengen dat war och eng Iwwerleeung vum Aarbechtsminister -, do läit u sech de Schlëssel vun der Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet.

D'Patronen hu ganz einfach eng sozial Verantwortung, déi se net kënnen esou einfach ofginn, wann déi wirtschaftlech Lag net méi esou gutt ass. Restrukturéierungen, déi een net kann an engem konkurrenzfäege wirtschaftlechen Ëmfeld vermeiden, sollen net egal wéi gefouert ginn.

Nieft de Plans sociaux am Fall vu massiven Entloossungen hunn d'Sozialpartner schonn haut eng Rei vun Instrumenter, wéi se kënnen d'Entloossunge vum Personal vermeiden, zum Beispill de Prêt temporaire de main-d'œuvre oder den Outplacement.

Ech erënneren hei drun, well een dat oft dobaussen net weess oder ganz einfach vergësst: De Stat iwwerhëlt d'Finanzéierung vu Formatioune fir d'Employabilitéit vun de Salariéen ze verbesseren. Domadder kann ee vermeiden, datt Leit vun haut op muer hir Aarbechtsplaz verléiere respektiv et kann een eng Situatioun schafen, wou Leit, déi vun der Restrukturatioun betraff sinn an entlooss solle ginn, nees fit fir den Aarbechtsmaart ginn.

Mä nach mussen, an dat ass ganz wichteg, d'Employeuren sech un d'Spillregelen halen. De Risiko, datt versicht gëtt laanscht d'Plans sociaux ze kommen oder net vun deene bestoende Moossnamen ze profitéieren, well se dach iergendwéi d'Marge de manœuvre vun den Entreprisen aschränken, ass grouss.

A mengen Ae misst ee kucken, wéi een d'Instrumenter, déi schonn existéieren, am Kader vun der Restrukturatioun kéint weider optimiséieren. Et misst een et fäerdeg brénge besser d'Konsequenze vun Ännerungen um Niveau vun den Entreprisen ze anticipéieren.

Bon, d'Iddi all Joer e sozialen Audit vun den Entreprisë maachen ze loossen, virun allem am Kader vu klengen a mëttlere Betriber, ass u sech e ganz interessante Wee. Esou kann een der Evolutioun vum Personal, der Upassung tëschent de Qualifikatiounen, déi gefrot sinn, an de Kompetenze vun de Salariéë besser Rechnung droen.

Bleift natierlech d'Fro hei vum Finanzement vun esou Auditen. Esou eng Mesure wäert sécherlech nëmme gräifen, wann d'Entreprisen net eleng d'Käschte vun esou engem Audit droen. Do misst iwwer eng eventuell Participatioun nogeduecht ginn. Ech muss awer derbäi soen, datt wann eng Entreprise duerch Restrukturéierung weider Benefisser mécht, zousätzlech Resultater a besser Resultater kritt, ech net gesi wéi ee kéint eng Participatioun an deem Fall rechtfäerdegen.

D'Sozialpartner si ganz sécher awer och gefuerdert, wa mer wëllen de Chômage an de Grëff kréien. D'Gesetz iwwert d'Kollektivverträg vum 30. Juni 2004 gesäit vir, datt de Kollektivvertrag sech ënner anerem op d'Ausbildungspolitik vum Betrib oder op aner Moossname mam Zil berufflech Insertioun oder Réinsertioun ze verfollege bezéie soll. Dësen Aspekt soll ëmgesat ginn.

D'Salariéë solle gewësse Garantien am Kollektivvertrag unerkannt kréien; wann net d'Garantie och nach an 20 oder 30 Joer am selwechte Betrib ze schaffen, dann zumindest d'Garantie, datt si am Fall vun enger Restrukturéierung d'Méiglechkeet kréien, sech recycléieren ze kënnen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt, et gëtt effektiv kee Wonnermëttel fir de Chômage ze bekämpfen. Et muss een op verschiddene Plazen usetzen a jiddereen ass hei gefuerdert. Mä de Chômage ass keng Fatalitéit, där een u sech net entkomme kënnt. Esouguer net fir déi schwéier vermëttelbar, déi opgrond vun engem gesondheetlechen Defizit oder vun enger mangelhafter Qualifikatioun schwéier, wann net esouguer iwwerhaapt net um Aarbechtsmaart ënnerzekréie sinn. Leider Gottes hëlt dës Kategorie vu Leit awer ëmmer méi zou.

Mir hunn als Gesellschaft eng Verflichtung, och dëse Leit eng Aarbecht ze ginn, jo, och dës Leit ze beschäftegen. Hei ginn d'Moossnamen, déi ech virdrun opgezielt hunn, ganz sécher net duer. Dës Leit brauche méi eng enk, intensiv Betreiung a Begleedung, fir hir Chancen um Aarbechtsmaart ze verbesseren. Vill vun hinne wäerten trotzdeem mat grousser Wahrscheinlechkeet keng Plaz méi fannen.

Dofir ass et wichteg, esou wéi den Här Minister et virdru gesot huet, dass de Gesetzesprojet 5144 iwwert de Chômage social, deen en aneren Titel soll kréien an deen d'legal Basis fir d'Beschäftegungsinitiative schaaft, an absehbarer Zukunft gestëmmt soll ginn. Wann den Här Minister wëllt dëse Projet jo a verschiddene Punkten ëmänneren, esou géif ech hien hei opfuerderen, soubal en déi Ëmännerunge fäerdeg huet, der Chamber déi schnellstméiglechst matzedeelen.

Sécher ass, datt all déi Strukture wéi Beschäftegungsinitiativen, déi mer haut scho kennen, ganz sécher hir Daseinsberechtegung hunn an dass dës Instrumenter weider mussen ausgebaut ginn, wa mer verhënnere wëllen, datt d'Zuel vun deene Leit, déi um Rand vun eiser Gesellschaft liewen, weider zouhëlt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kaes.

Den nächste Riedner ass den Här Bettendorf.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an der Debatt vun haut beschäftege mer eis mat engem Sujet, dee wuel zu deene Sujete gehéiert, déi d'Leit ganz besonnesch betrëfft an awer och trefft. Dat ass esou, well et ëm de Leit hir Existenz geet, well hir Hoffnungen a Virstellungen, wéi se hiert Liewe bestëmmen, dovunner ofhänken, dass se wierklech och eng Aarbecht hunn.

Ech soen dem Här Minister Merci fir seng schrëftlech Introductioun, déi et erlaabt net sämtlech Chifferen nach eng Kéier ze widderhuelen. Ech wëll just soen, dass vun deene 7.000 nei geschafenen Aarbechtsplazen am leschte Joer der 529 an der Flossschëfffahrt derbäi sinn, wou heibanne gewosst ass, datt vill Leit vun eiser Fraktioun, wann net alleguerten, keng grouss Frënn si vun der Schëfffahrt, vum Pavillon maritime. Mir wëssen nach genau, wéi deen agefouert ginn ass, an déi kommen net wéinst eise schéine Gesiichter op Lëtzebuerg; déi komme wéinst eiser Sécurité sociale op Lëtzebuerg.

Da gëtt mer nach ze bedenken, an deene Chifferen, déi 1.500 nei Aarbechtsplazen, déi an der Santé geschafe gi sinn; mir wëssen, dass der 400 dovunner wierklech op dem Gesetz vun 2003 baséieren, wou 400 Handicapéierter regulariséiert gi sinn, an dat war wichteg. Mä da bleiwen nach 1.100 nei Aarbechtsplaze beim Stat praktesch, déi zejoert geschafe gi sinn. De Stat ass also deen, deen déi meeschten Aarbechtsplazen hei am Land schaaft. Mir musse wëssen, dass dat eis Sécurité sociale an eis Santésbudgeten an der Zukunft och wäert ganz staark belaaschten.

An dann hunn ech nach eng Ziffer, déi net genannt ginn ass. Mir hu momentan Présidence a menges Wëssens hunn iwwer 200 Leit vu Lëtzebuerg an der Présidence eng Aarbecht kritt. Ech weess net, wat geschitt. D'Présidence, déi ass geschwënn eriwwer, an da riskéieren déi 200 och nach erëm hei op den Aarbechtsmaart ze kommen, an do froen ech mech, wéi mer déi erëm alleguerten, dat si jo net déi Éischtbescht, dat sinn der lauter, déi eng gutt Formatioun hunn, mä déi mussen natierlech alleguerten erëm an den Aarbechtsprozess integréiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, mir probéieren also haut d'Pisten opzezeechnen, wéi mer déi Tendenz vun enger steigender Aarbechtslosegkeet an e positiven Trend ëmwandele kënnen. Dir wësst et, och bei eis wuessen d'Beem net an den Himmel. An dat wësse mer spéitstens säit deem Moment, wou mer dat neit Joerdausend mat engem fir eis Verhältnisser ganz schwaache Wirtschaftswuesstum agelaut hunn. No deene more Jore verzeechne mer elo awer erëm eng Kéier fir 2004 e Wirtschaftswuesstum vu 4,6%. Dat ass net schlecht. Mä am Verglach zu eisen Noperen ass dat trotzdeem excellent, souguer ganz gutt.

De Statec mengt awer, datt mir e Wirtschaftswuesstum vu 5% bräichten, fir d'Aarbechtslosegkeet bei eis an de Grëff ze kréien. Där Meenung kann ee sinn. Mä wann ech d'Situatioun an der Groussregioun kucken, da fäerten ech, datt et och mat engem ganz héije Wirtschaftswuesstum zu Lëtzebuerg net wäert geléngen, de Chômage vun eise Résidenten erofzedrécken. Éischter droe mer dozou bäi, de Chômage an der Groussregioun erofzedrécken.

Eis direkt Noperen hu 600.000 Aarbechtsloser, a maache mer eis näischt vir, dovunner wëllen der mindestens e puer honnertdausend schaffen. Déi si motivéiert an déi riskéieren nach besser ze si wéi mir. Dat ass d'Realitéit an dofir muss schnellstens reagéiert ginn, Här President.

Ech ginn net esou wäit, wéi an der Zeitung „d'Lëtzebuerger Land" ze liese steet, dass déi ganz Beschäftegungspolitik vun der Regierung géing schénge bankrott ze sinn an déi national Beschäftegungspläng an ëmmer nei Gesetzer mat dosende vu Beschäftegungsmoossname géife schéngen ëmsoss gewiescht ze sinn.

Ass dat awer ganz falsch? Mir hunn e ganz äifregen Aarbechtsminister, dee seng Aarbecht seriö hëlt. Mä ech mengen och, datt mir eis mat him och verzettelen an ëmmer neie Gesetzer a Bestëmmungen, wou kee méi weess, wat wierklech wichteg ass.

Och wa mir haut erëm e Pak vu Moossname presentéiert kréien, esou wäerte mer domadder kee

Präis gewannen. Mat alle Moossnamen, déi schonns geholl gi sinn, schéngt d'Resultat éischter moer ze sinn. Et wier un der Zäit Bilan ze zéien, fir ze gesinn, wat wierklech eppes bréngt a wat näischt bréngt.

Mäi Virriedner, den Ali Kaes, huet hei verzielt, oder virgedroen, a bedauert, dass ganz vill vun deene gestëmmtene Moossnamen iwwerhaapt dobaussen net bekannt sinn oder net befollegt ginn. Dat ass och eng vun den Ursaache firwat dass mer soen, dass mer wierklech net ëmmer mussen Neies erfannen, well d'Leit dobausse gi mol net gewuer, wat mir hei stëmmen, an dat ass wierklech schued.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wat ass dann elo wichteg fir de Chômage an de Gréff ze kréien? Ech zielen nëmmen e puer Punkten op, well ech mech och net verzettele wëll.

Eise Schoulsystem muss besser ginn. Net manner léieren, mä méi léieren, muss eis Devis ginn. Zweete Punkt, eisen Invest an d'Zukunft, an d'Fuerschung, muss méi grouss a konsequent ginn. En anere Punkt, d'Motivatioun, fir ze schaffen, muss klappen. Eis Leit musse méi motivéiert gi wéi déi aner, an dee Message, dee musse mer vermëttelt kréien. En anere Punkt, mir brauche Wirtschaftswuesstum. A mir brauchen och eng effikass an eng effizient Administration de l'Emploi.

Här President, ech gesi leider, dass de Konzept vun dëser Regierung, fir datt mer dës Stäerkte kënnen entwéckelen, mir net wäit genuch geet. Mir si wäit ewech vum „séchere Wee" oder „Mir paken et un".

Wou sinn dem Här Wirtschaftsminister seng nei Aarbechtsplazen? Et kënnt een och vläicht d'LSAP froen, firwat datt se zejoert bei de Wahlen eng däitsch Firma geholl huet fir hir Plakater opzepechen. Et kënnt een och froen, firwat déi noutwendeg Wunnengen, déi versprach gi sinn, och net an Ugréff geholl gi sinn.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer net reagéieren, da kënne mer direkt eis Rieden erëm apaken an heemgoen, da bréngt dësen Exercice net ganz vill. D'lescht Woch sot den Här Minister Biltgen, de Wirtschaftswuesstum wier net alles. Trotz gudde Resultater géif de Chômage leider klammen. Sécherlech ass de Wirtschaftswuesstum net dat Allheelmëttel, mä kommt mir stellen eis d'Fro emol aneschters: Brauche mer Wirtschaftswuesstum?

Ech mengen, d'Äntwert ass do ganz kloer a ganz einfach: Mir brauche Wirtschaftswuesstum, well soss leeft net méi vill hei am Land an och net bei eise Frënn, déi sech och mat Hänn a Féiss géint de Chômage wiere mussen. A mir wësse jo, wou do de Wirtschaftswuesstum erëmkraucht. Also géing ech mengen, datt den Här Minister mat mir d'accord ass fir ze soen, datt d'Grondviraussetzung fir Aarbechtsplazen ze schafen déi ass, datt mer en anstännege Wirtschaftswuesstum hunn.

Une voix.- Op jidde Fall!

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Dofir musse mer eis un éischter Plaz d'Fro stellen, wéi mer Wirtschaftswuesstum kréien.

Här President, tëschent 2001 an 2003 louch eise Wirtschaftswuesstum tëschent 1,5 an 2,9%. Jiddferee wosst, och déi deemoleg gréissten Oppositiounspartei huet dat zouginn, datt dee Phenomeen gréisstendeels duerch äusser Aflëss ze erklären war, an net der deemoleger Regierung hir Schold war. Elo zitt eis Ekonomie also nees un. D'Ursaach firwat mer déi Zäit relativ gutt iwwerstanen hunn, läit mengen ech och op der Hand. D'Steierreforme vun 2001 an 2002 sinn zum richtegen Zäitpunkt ëmgesat ginn, esou datt dee fräie Fall vun eisem Wirtschaftswuesstum opgefaange konnt ginn. D'DP ass der Meenung, datt mer och weiderhin deen Hiewel vun der Steierpolitik notze sollten, fir eise Wirtschaftswuesstum ze ënnerstëtzen.

D'Steiere sollte fir d'Privatpersounen an d'Betriber op engem niddregen Niveau bleiwen. A mir hu schonns bei de Budgetsdebatte fir de Budget 2005 proposéiert, d'Steiertabell vun de Privatpersounen un d'Inflatioun unzepassen. Och ënnersträiche mir nach eng Kéier, datt mer nach wie vor der Meenung sinn, datt eng Retenue à la source libératoire vun 10% op d'Erspuernisser vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg wunnen, esou schnell wéi méiglech soll agefouert ginn. Gläichzäiteg soll den Impôt sur la fortune ofgeschaaft ginn. D'Chamber huet jo och an deem Sënn majoritär mat der Enthalung vun der LSAP esou eng Motioun ugeholl.

Mech mécht deen Hickhack innerhalb vun der Koalitioun verdrëss-lech. Net nëmmen ass kee Konzept do, mä si si sech och nach net eens. Wéi wëllt dës Regierung de Problemer, déi op dëst Land duerkommen, begéinen? Eng ënnerstëtzend Steierpolitik ass déi eng Saach, mä mir mussen och onbedéngt dovunner erofkommen, de Secteur vun de Classes moyennes ze iwwerreglementéieren, wat als Konsequenz d'Erstécke vum Esprit d'entreprise huet.

Duerfir si mir als DP der Meenung, et misst een, éier e Gesetz op den Instanzewee bruecht gëtt, analyséieren, wat fir en Impakt en neit Gesetz op d'Entreprisen huet. Loosse mer dach éierlech sinn: Oft huele mer Gesetzer un, déi eng speziell Situatioun regele sollen a guer net d'Majoritéit vun den Entreprisë betreffen, mä awer alleguerten d'Entreprisë forcéieren, sech dëser neier Reglementatioun ze fügen.

Déi nei Regierung huet de Commissaire à la simplification administrative genannt, fir déi administrativ Chargen, mat deenen d'Entreprisen sech ze ploen hunn, erofzesetzen. Eis géing et emol interesséieren, wéi eng Mesuren dee Commissaire da bis elo geholl huet, fir eben den Entreprisen d'Liewe méi einfach ze maachen. Prinzipiell stelle mir eis och d'Fro, ob dee Commissaire net heiansdo oder munnechmol oder oft a Konflikt kënnt mat eisem neie Médiateur.

D'Verwaltunge musse méi op d'Besoinë vun de Betriber lauschteren. D'Verwaltunge solle manner diktéieren a reglementéieren, mä e reellen Uspriechpartner si fir d'Entreprisen, fir datt déi schnell an effikass kënnen ufänke mat schaffen. Dofir mussen och verstäerkt Guichet-uniquen agesat ginn, an de Prinzip, «le silence de l'administration vaut acceptation», soll agefouert ginn.

Här President, wa mer gären eng Ekonomie hätten, déi dréint, da brauche mer Entreprisen. Mir sollen awer net nëmmen op déi auslännesch nei Entreprisen zielen, mä och op déi, déi mir elo schonns hei bei eis doheem hunn. Den Esprit d'entreprise muss weider ënnerstëtzt ginn. Virun engem Joer hunn den Henri Grethen an de Minister vun de Classes moyennes de Plan d'action „entreprendre pour réussir" virgestallt. Eis géing interesséieren, wéi et mat der Ëmsetzung vun deem Plang ausgesäit.

(Interruptions diverses)

Deemools ass och e Comité national pour la promotion de l'esprit d'entreprise geschafe ginn. Wéi gesäit en éischte Bilan vun deene Mesuren aus? Dat ass an eisen Ae wichteg fir eventuell Ajustementer virzehuelen, fir d'Effikassitéit vun deene Mesuren ze garantéieren.

Et ass och néideg, eisen Tissu industriel weider ze diversifiéieren. Den aktuelle Wirtschaftsminister wollt an der Oppositioun net wouerhunn, datt et fir Lëtzebuerg méi sënnvoll ass, Entreprisë mat enger héijer Valeur ajoutée ze hunn. D'Regierungsverantwortung huet hien enges Bessere beléiert, an, Dir Dammen an Dir Hären, dat freet eis!

Mir wëssen och, datt et wäert schwéier ginn, nach Betriber, déi 3.000 oder souguer eng Kéier 30.000 Leit beschäftegen, op Lëtzebuerg ze kréien. Mir mussen eis awer bewosst sinn, datt an der Automobilindustrie, an den neien Technologien, am Agroalimentaire, Méiglechkeete bestinn, fir eng héich Valeur ajoutée ze erreechen a gläichzäiteg Aarbechtsplaze geschafe ginn, déi net en allze héijen Niveau vu Formatioun verlaangen. Ee vun eise Problemer ass jo deen, datt mer Problemer hunn, fir Leit mat wéineg Formatioun ënnerdaach ze kréien.

Mir däerfen et och net verpassen, déi Méiglechkeeten, déi am Kader vum Kyoto-Protokoll an den CDMen („clean development mechanism") ze notzen. Den DP-Deputéierten Emile Calmes hat dat schonns a sengem Budgetsrapport vun 2003 ënnerstrach.

D'DP fuerdert d'Regierung op, sou schnell wéi méiglech dat, wat se an hirem Regierungsprogramm ugekënnegt huet, och wouer ze maachen. Allgemeng dierfe mer d'Méiglechkeeten an d'Potenzialitéiten, déi an den erneierbaren Energië stiechen, an och an deem Marché stiechen, net verkennen. Duerfir däerfe mer do net en retrait stoen. Mir fuerderen also d'Regierung op, do virunzefueren, wou déi viregt Regierung wichteg Akzenter gesat huet.

Här President, dat si just, a graffe Linnen, eis Virstellunge fir eis Ekonomie an hire Wuesstum ze ënnerstëtzen. Ech wëll elo iwwergoen zu deem Deel vu menger Interventioun, dee sech méi speziell domadder beschäftegt, wat sech hemmend op d'Schafe vun Aarbechtsplazen auswierkt.

Mir hunn an deene leschte Joren eng Tendenz festgestallt fir ëmmer méi Opfangstrukturen ze schafe fir Leit ouni Aarbecht, fir se spéider erëm an den Aarbechtsmaart ze integréieren. Dat ass wéi et schéint net de gréissten Erfolleg, an et stellt ee sech d'Fro, ob mer domadder de Chômage reell bekämpfen. Mir riskéieren en zweeten Aarbechtsmaart ze schafen. Déi Programmer gi jo zum Deel vun öffentleche Gelder finanzéiert, an notamment vum Fonds pour l'Emploi.

Der Meenung vun der DP no misst een emol feststellen, ob déi eenzel Programmer, och wann hire But ganz luewenswäert ass, net d'Entwécklung vun eiser Ekonomie hemmen, well se jo u sech eng Konkurrenz fir de Privatsecteur duerstellen.

Une voix.- Très bien!

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Keng Aarbechtsplaz ze hunn ass schlëmm, mä et soll een de Leit awer och net d'Illusioun ginn, dass si à terme eng Plaz um Aarbechtsmaart fannen, wann dat net esou ass. Dofir ass d'DP der Meenung, et misst eng Etüd gemaach ginn, ob déi Opfangstrukturen tatsächlech dee richtege Moyen sinn, fir d'Leit erëm an den Aarbechtsprozess ze integréieren, oder ob si dozou verdaamt si länger Zäit an deene Strukturen ze bleiwen.

Här President, am Kampf géint de Chômage spillt eis Administration de l'Emploi, d'ADEM, eng ganz wichteg Roll. Si maache menger Meenung no eng gutt Aarbecht, mä ech sinn awer och dovunner iwwerzeegt, dass et net duergeet. Mir kruten elo als Deputéiert vun der ADEM eng ganz Farde geschéckt mat Publicitéiten, déi si erausginn: «Toujours en piste…en tandem avec l'ADEM», «Contactez-nous», «Vos droits et vos devoirs en tandem avec vous», «Votre emploi, votre but», «Direction embauche», «Le BiZ, le centre d'info de l'orientation professionnelle», «Travail et famille en toute sérénité», «Club-emploi», «L'ADEM une équipe en tandem avec vous» an esou weider an esou virun. Dir gesitt, och eis ADEM schafft vill a gutt. Mä dat wat mir geschéckt kritt hunn; ech froe mech awer wierklech, ob dat dobausse bekannt ass.

Mir als Deputéiert, mir kruten dat do elo geschéckt. Ech froe mech, ob mir net missten awer dat Ganzt public maachen. D'éinescht huet den Ali Kaes et gesot, mir kommen net un d'Leit erun, d'Leit wëssen net wat dobausse geschitt, wat et dobausse gëtt. Also, wa mir scho gutt Saache maachen a gutt Saache schaffen, da misst dat jo awer och dobausse public gemaach ginn.

Mäi Kolleeg Claude Meisch hat och schonns während de Budgetsdebatte fir den Exercice 2005 eng Motioun hei an d'Parlament erabruecht, fir eben een Audit vum Fonds pour l'Emploi duerchféieren ze loossen. Leider ass hien domadder op daf Ouere gestouss. Mir géifen dem Minister recommandéieren trotzdeem op dës Motioun anzegoen. Et ka jo en Deputéierte vun der Majoritéit se ofschreiwen a se vläicht nach eng Kéier eraginn.

Mä vläicht war dës Motioun dach net ëmsoss, well de Minister huet elo en aneren Audit an Optrag ginn, an zwar bei der OECD. Dat freet eis als Demokratesch Partei. Wat eis awer do stéiert ass, dass d'OECD schonns direkt gesot kritt, wat si ze maachen huet. De Monopol vun der ADEM als staatlech Verwaltung duerf net a Fro gestallt ginn. Hei gëtt gefaart am Audit kéim erëm eng Kéier dat zum Ausdrock, wat 1997 d'KPMG an hirem Audit proposéiert huet, an zwar eng Privatiséierung vun der ADEM.

Aus dem Courrier, deen un d'OECD gaangen ass, ass erauszeliesen, datt d'Fro vun de Consultants externes soll gekläert ginn. Déi Consultantë sollen d'Entreprisen démarchéieren. Mir stelle bei der ADEM am Fong geholl Manpower-Leit oder Interimsleit an, wat u sech jo e Paradox ass.

Ausser ech hätt mech verkuckt, hunn ech an dem Avant-projet de loi, dee mir als Préparatioun fir dësen Débat geschéckt kritt hunn, festgestallt, dass esou Consultantë schonns aktiv sinn, an elo dee legale Kader dofir muss geschaf ginn. Dat heescht, mir froen elo d'OECD eis en Avis iwwer eppes ofzeginn, wat éischtens elo schonns bei eis gemaach gëtt an zweetens an engem Avant-projet de loi steet. Ech muss soen, dass dat e bëssen droleg ass an et ënnersträicht och e bëssen d'Hëlleflosegkeet an d'Rotlosegkeet vun eiser Regierung.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Ech erklären lech dat herno. Ech ënnerbriechen net weider, mä Dir hutt zwou Saache matenee vermëscht. Ech erklären dat.

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Neen, ech hätt kënnen een Abschnitt maachen a soen, ech zielen dat eent op an dat anert op. Ech hätt kënne vun dem Audit eleng schwätzen an dann och vun de Consultanten, déi an deem Bréif awer och nach mentionnéiert sinn. Ech hätt dat kënnen nach méi trennen, mä Dir explizéiert eis dat nach eng Kéier.

Mä richteg ass, dass an deem Bréif steet, dass net däerf iwwer eng aner Ausriichtung vun der ADEM geschwat ginn, well mir hei de legale Kader hunn, wou effektiv net dorunner ze rüttelen ass.

Mir als Demokratesch Partei sinn op jiddfer Fall der Meenung, datt eng professionell Konkurrenz der ADEM näischt géif schueden. Elo gi mir bei Consulting-Firme Leit sichen, déi fir d'ADEM Plaze siche goe sollen.

Firwat schafe mir net en neie klore Kader, a firwat schléisse mir direkt aus, datt d'ADEM kéint eng professionell Konkurrenz hunn? Ech wier frou, wann den Här Minister eis dorobber géif äntwerten.

Hei huet een d'Impressioun, datt erëm e bësse Fléckaarbecht gemaach gëtt amplaz richteg ze informéieren. Dat gesäit een och nach mat deenen aneren Dispositiounen, déi an deem Avant-projet de loi virgesi sinn, wéi déi zum Beispill vun de jeunes travailleurs an hirem Statut als Auxiliaires temporaires, wou si elo solle méi a besser encadréiert ginn. Och liest ee vum Outplacement an den Dokumenter vum Minister. Dat ass alles schéin a gutt, a fir d'Gewerkschaften e rout Duch, mä et ass awer och eng Moossnam fir Leit nei kënnen ze placéieren.

Dës Regierung mécht Symptombekämpfung an examinéiert net dee ganze Patient. Dës Regierung huet keng Therapie a kee Rezept fir de Patient ze heelen. Dat ass zedéifst beonrouegend a gëtt engem bestëmmt kee Gefill vu Sécherheet.

Eppes, wat och definitiv net zoträglech ass, fir Aarbechtsplazen ze schafen, an éischter de Contraire bewierkt, dat ass wa Gesetzer geholl ginn, déi ze komplizéiert sinn oder an der Praxis net duerchféierbar sinn.

Mir wësse jo, wéi et mam Gesetz vum 19. Juli 2004 gaangen ass iwwert den Aménagement communal et urbain. D'DP huet dat Gesetz matgedroen; d'DP huet awer och schonns de leschten Hierscht gesot, datt et mat deem Gesetz géif Problemer ginn, mä et huet keen op eis gelauschtert, an dat aus falschem Stolz.

Et fält kengem Exminister en Zack aus senger Kroun, wann eent vu senge Gesetzer muss nogebessert ginn. Vun do un datt ech an der Chamber sinn, kennen ech mindestens schonn e puer honnert Gesetzer, déi nogebessert hu misse ginn. Wann ee mierkt, dass eppes net klappt, da soll een op de Wee goe fir dat ze verbesseren.

Op jidde Fall ass et esou, dass musse Gesetzer verbessert ginn, wann dat ewéi an dësem Secteur Problemer mat sech bréngt, wou Aarbechtsplazen um Spill stinn, da gëtt et héich Zäit, dass esou ee Gesetz geännert gëtt.

A wat de Bausecteur weider nach ubelaangt, wéilt ech och en Opruff un d'Regierung maachen, fir datt de Plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» soll esou schnell ewéi méiglech ugeholl ginn.

Här Minister, mir sinn och der Meenung, dass d'Gemengen eng Roll bei der Aarbechtsbeschafung spille kënnen. Den Här Minister war dobäi, wéi d'Gemeng Déifferdeng hiren Job-Center offiziell agewien huet. Net all Gemeng kann dat maachen. Mä misst net all Gemeng eng, zwou Persounen eng Formation continue ginn, oder déi missten déi kréien, fir iwwerhaapt ze wëssen an hir Bierger kënnen ze beroden, wat et fir Méiglechkeete gëtt fir an den Aarbechtsmaart kënnen integréiert ze ginn?

Här President, wann ech virdru vun der Ënnerstëtzung fir eis Ekonomie geschwat hunn, da kënnt een och net derlaanscht fir ze ënnersträichen, datt ee Land muss iwwert déi néideg Infrastrukture verfügen, ebe fir seng Ekonomie an hirer Entwécklung ze ënnerstëtzen. Och dat gehéiert zu enger Strategie, engem Konzept.

Transportinfrastrukture sinn hei indispensabel. An ech denken hei besonnesch un eis Eisebunn. Mat der Libéralisatioun vun der Eise-

bunn am vereenegten Europa stellt sech mat ëmmer méi enger grousser Pertinence d'Fro iwwert d'Zukunft vun eiser Eisebunn.

D'Regierungserklärung, déi eng Tripartite…

Ech muss e Schotz huelen.

(Interruption et hilarité)

D'Regierungserklärung hat eng Eisebunnstripartite virgesinn, an déi ass dann elo fir den nächsten Oktober geplangt an domadder huet eis Eisebunnsgesellschaft e ganzt Joer verluer, fir sech op déi nei europäesch Situatioun anzestellen.

D'DP ass der Meenung, dass esou schnell wéi méiglech Neel mat Käpp gemaach ginn, well wa mir gären hätten, dass de gréisste Klient vun eiser Eisebunn am Fretberäich och an der Zukunft hir Servicer an Usproch hélt, da muss sech eppes bewegen, an dat am léifste scho gëscht.

Här President, d'Liberalisatioun vun der Eisebunn ass nëmmen ee Beispill fir ze weisen, datt mir musse capabel sinn, eis ze adaptéieren. Ech géif mer wënschen, datt den Transportminister Lux deeselwechte Courage hätt wéi säi Virgänger, den Henri Grethen, an dass dem Land an den Eisebunner och hei géif klore Wäin ausgeschenkt ginn.

Mir hu virun e puer Joer kloer virun Ae gefouert kritt, dass Lëtzebuerg keng Insel ass.

D'Entreprisen, déi hei zu Lëtzebuerg sinn, si meeschtens, a ville Fäll, Filiale vu Maisons mères aus dem Ausland, déi do mat de lokale Contraintë vun der Ekonomie ze kämpfen hunn. Filiale musse gezwongenermoosse Mesuren huelen am Intérêt vun hirem Grupp. Gewerkschafte mussen sech also d'Fro stellen, ob si de richtege Wee ginn, andeems si Restrukturatioune vun den Entreprisë kritiséieren. Déi Entreprisë si gezwongen déi am Intérêt vun hirem Grupp ze huelen, oder well de Marché dat ganz oft esou verlaangt.

Wier et net besser, mir géingen enger Entreprise bei hirer Restrukturatioun Ënnerstëtzung zoukomme loossen, amplaz hinne Bängelen an d'Féiss ze geheien? Sollt ee seng Satisfaktioun net éischter zum Ausdrock brénge, dass e Grupp och weiderhi bei eis hei zu Lëtzebuerg investéiert?

Opgepasst, hei geet et net drëms de Verloscht vun Aarbechtsplazen hinzehuele wéi wann dat näischt wier. Mä hei geet et eenzeg an alleng drëms festzestellen, datt och duerch aner Entreprisen, nei Entreprisen, nach Aarbechtsplaze kënne geschafe ginn. Déi aner Aarbechtsplaze gi geschafen, well nei Entreprisë kommen, well den Environnement, deen se bei eis virfannen, favorabel ass.

Déi gréisste sozial Komponent ass nämlech déi, datt een eng Aarbecht huet.

Dat wat ech hei gesot hunn, dee Saz ass net vu mir, mä deen ass gëschter op der Televisioun vum Angela Merkel gesot ginn.

(Interruption)

D'Entreprisen, an ech si mat der Madame Merkel d'accord, dass et dat Allerwichtegst ass, dass een eng Aarbecht huet. Dat ass dat Allerwichtegst, dat ass den A an O an domadder geet et un.

D'Entreprisë kommen och nëmme bei eis an d'Land, wa se bei eis e favorabelt Ëmfeld virfannen. An iwwerlieften Dogmen ze schwiewen a sech dem Fortschrëtt ze widdersetzen, bréngt eis net weider. Wann een nëmme mauert, dann huet ee geschwënn esou eng Mauer ronderëm eis Leit gezunn, dass kee méi bei eis era wëllt.

E favorabelt Ëmfeld gehéiert och zu engem Konzept. Ob dat Konzept do ass an dëser Regierung, dat muss een a Fro stellen.

Entreprisen an hirer Entwécklung stéieren, steieren a bremsen, ass net dee richtege Message. Et kann ee fir oder géint d'Globaliséierung sinn, mä dat wat mer haut schonns gesinn, weist eis, datt mer mussen ëmdenken, ouni awer de sozialen Acquis a Fro ze stellen. Mir mussen eis permament un d'Evolutioun upassen.

Hei spillt d'Formation continue natierlech eng enorm grouss Roll, mä dofir musse mer oppe genuch si fir dat Neit, och oppe genuch si fir sech net zréckzeleeën an eis op deem auszerouen, wat mer kënnen a wëssen. Mir musse permanent no engem neien Défi sichen.

D'Fro, déi ass gestallt: Ass dës Regierung eng oppe Regierung oder verbarrikadéiert se sech léiwer hannert deenen Acquisen, déi mer hunn.

Wa mer oppe sinn, da komme mer och vun der Iddi ewech ze mengen, mir géingen 30 Joer vun eisem aktive Liewen an enger an därselwechter Entreprise schaffen. Da kënne mer och d'Fro vun der Deelzäitaarbecht an der Aarbechtszäitopdeelung aneschters diskutéieren.

Fir mat där Evolutioun matzehalen, musse mer natierlech an d'Recherche investéieren. Si ass am Ufank vum wëssenschaftleche Progrès an domadder och vun deem vun der Mënschheet an der Gesellschaft.

Mir mussen och kënne vu Kompetitivitéit schwätzen, ouni direkt mam Fändel ze wénken an ze soen, et géing een un d'sozial Standardë fréckele goen.

Diskussiounen, wéi déi iwwert de Rapport Fontagné, si wichteg an néideg, an et huet missen en amerikanesche Professer kommen, fir d'Saachen nach e bësse méi kloer ze soen. Eis Kompetitivitéit ass mëttelméisseg. A sech ass eise Wuelstand par rapport zu eiser Kompetitivitéit net gerechtfäerdegt; dat seet den Här Porter.

Déi Indicateuren, déi d'Kompetitivitéit vun eisem Land sollen uginn, wéi de Schoulsystem, d'Uni, d'Fuerschung, sinn alles anescht als gutt. Wou ass d'Konzept vun der Regierung, fir dass mer do kënne mathalen?

Et stellt sech d'Fro ob mer, wa mer d'Hausaufgaben ofschafen, d'Situatioun verbesseren. Neen, mir brauchen e Mentalitéitswandel, dat seet och den Här Porter, an där Meenung si mir als Demokratesch Partei och.

Här President, dee Mentalitéitswandel, dee geet heibannen un. Et kann net méi sinn, datt eng Instanz wéi d'Tripartite sech mat den Dossiere saiséiert, wéi der Kompetitivitéit, an dann d'Etüden an Optrag gëtt. Et ass un de Volleksvertrieder hei am Haus hir Responsabilitéit ze huelen, dat seet och esouguer den Här Reding.

An der Tripartite, wou d'Ligne Maginot tëschent de Sozialpartner verleeft a jiddereen, wann en de Fanger gehuewen huet, erëm schnell a seng Tranchée zréckspréngt, kann net d'Zukunft vun eisem Land décidéiert ginn. D'Weiche fir d'Zukunft vun eisem Land kënnen nëmmen hei an dësem Parlament gestallt ginn. Dat Parlament an déi Leit heibanne sinn déi eenzeg, déi déi Legitimitéit hunn.

D'Chamber kann net d'Caisse enregistreuse vun der Tripartite sinn, genausou wéi se se net méi vu Bréissel wëllt sinn, och wann d'Constitutioun elo e bësse méi wäit fortgeréckelt ass, vläicht esouguer vill méi wäit ewech geréckelt ass.

Ech hoffen awer, datt e Wee fonnt gëtt, fir d'nationaalt Parlament an esou wichtegen Diskussiounen ewéi och där vun der Lissabon-Strategie an Zukunft nach vill méi anzebannen.

Dat wat mer haut an hei diskutéieren, ass e wichtegen Deel vun der Lissabon-Strategie, an déi Diskussioun hätt an dësem Haus schonns vill éischter stattfanne missen, amplaz datt mer an deene Konklusioune vum Fréijorssommet d'Décisioune vum Conseil liesen.

Eng Rei vun deene Saachen, déi ech elo opgezielt hunn, fanne mer elo erëm an de Konklusiounen, wou déi Strategie en neien Elan soll kréien.

Wéi leet sech Lëtzebuerg dann elo un, fir déi Objektiver ze erreechen? Ech wier och do frou, wann den Här Minister Biltgen eis géif eng Äntwert heirobber ginn.

Här President, ech hunn ugefaangen andeems ech gesot hunn, dass de Chômage e Sujet ass, deen d'Leit besonnesch beréiert, well een ouni Aarbecht seng Zukunft net gestalte kann. Et ass eis verdammte Flicht alles ze maachen, fir dass esou vill Leit ewéi méiglech déi Zukunft plange kënnen.

D'Leit wëllen net mat Sloganë wéi „De séchere Wee" oder „Mir paken et un" an d'ler gefouert ginn. D'Leit hätte gären eng Äntwert op d'Fro: Hu mir och muer eng Aarbecht?

D'Regierung huet leider kee Konzept, huet keng seriö Propositioun iwwer e Wee, dee mer zesummen aschloe kënnen, fir de Leit eng Äntwert heirobber ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, mir musse leider feststellen, d'Regierung huet hir Hausaufgaben net gemaach. Si hätt awer besser, si géing se maachen, och zum Beispill géint den Avis vun deem engen oder anere Minister oder där enger oder anerer Ministesch.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Den nächste Riedner ass den Här John Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Här Minister, den 23. Mäerz hunn ech hei bei Geleeënheet vu menger parlamentarescher Fro zur Entwécklung vun der Aarbechtslosegkeet an dësem Land de Wonsch geäussert, dass d'Parlament op d'mannst een-, awer am beschten zweemol am Joer iwwert d'Beschäftegungssituatioun, an domat och iwwert déi noutwendeg politesch Décisiounen informéiert a konsultéiert misst ginn.

Esou eng Prozedur géing bedeiten a bedeit, dass d'Parlament, mä awer och - an ech insistéieren - déi zoustänneg Parlamentskommissioun, méi enk mat abezu muss ginn, an dobäi och a Kenntnis vun der Sachlag selwer Initiative kann ergräifen, respektiv kann hëllefen, noutwendeg legislativ Entscheedungen ze beschleunegen.

Ech begréissen et, dass den Aarbechtsminister schonn den 23. Mäerz seng Zoustëmmung ginn huet an domat déi Debatt haut stattfënnt, an ech hoffen, dass et net déi lescht fir dëst Joer ass an och an den nächste Jore regelméisseg hei diskutéiert gëtt.

Ech hätt mer allerdéngs, ech erlabe mer dat ze soen, gewënscht, dass déi heiteg Konsultatiounsdebatt ënner anere Konditioune stattfonnt hätt, an net déi, dass mer ënner Zäitdrock geroden, well mer d'Dagesuerdnung menger Meenung no net gutt organiséiert hunn. Dat ass net gutt fir d'Bedeitung vun deem Débat, deen hei gefouert muss ginn, an deen dausende vu Leit interesséiert an dausende vu Jugendlechen interesséiert, déi de Risiko lafen, muer och Chômeur ze sinn. An ech soen et: Wéinst der dramatescher Entwécklung op dem Aarbechtsmaart muss diskutéiert ginn, muss gehandelt ginn!

Ech wëll mer awer och eng Stilfro erlaben, déi hei muss gekläert ginn, nämlech déi, dass wierklech d'Parlamentskommissioun, déi zoustänneg ass, vill méi enk a vill méi fréi misst an d'Virbereedung vun esou enger Orientéierungsdebatt mat abezu ginn, an ech fannen et och net onbedéngt gutt, dass wichteg Aussoen am Virfeld vun dëser Debatt hei haut schonn an där gréisster, wann och klengster Dageszeitung am Land nozeliese waren. Ech fannen, dass dat net onbedéngt eng Opwäertung vum Parlament bedeit.

Erlaabt mer just och ze ënnersträichen, mäi Frënd Ali Kaes huet eng Rei Saache gesot, déi ech net wëll an net brauch ze widderhuelen, well ech se begleede kann an och akzeptéieren.

Wichteg schéngt mer awer ze sinn: Éischtens, esou regelméisseg Debatten an dësem héijen Haus erméiglechen eng permanent Thematiséierung op héchstem Niveau a sollen d'Thema vun der Aarbechtslosegkeet respektiv d'Erëmhierstelle vun der Vollbeschäftegung zu enger éischter Prioritéit maachen. Regelméisseg Informatioun an Diskussioun am Parlament sollen all déi, déi verantwortlech sinn, motivéieren a responsabiliséieren, fir Weeër aus dëser Situatioun ze fannen, a besonnesch Léisunge fir déi betraffe Mënschen, déi sech an enger grausamer an onwierdeger Situatioun befannen.

Zweetens, esou Debatte mussen och däitlech maachen, dass méi wéi jee koordinéiert a concertéiert Virgoe vun allen zoustännege Ministerien a Verwaltungen eng Selbstverständlechkeet misste sinn. Ech erkläre mech: An der Regierung, a laut dem Regierungsprogramm, ass den Aarbechts- an de Beschäftegungsminister den zoustännege Ressortminister. Mä geneesou verantwortlech sinn d'Schoulministerin, de Wirtschaftsminister, d'Familljeministerin, a mam neien Asylantegesetz och an Zukunft den Ausseministerium.

Iwwert de Regierungsprogramm eraus gëllt et, regelméisseg déi bestehend Moossnamen ze iwwerpréiwen an unzepassen, respektiv nei Moossnamen ze entwéckelen. An dat och an Zesummenaarbecht mat de Sozialpartner am Comité permanent de l'Emploi oder an der Tripartite.

Ech begréissen och ausdrécklech, dass de Board of Economic Development, de BED, elo soll erweidert ginn, andeem den Aarbechtsministère an d'ADEM do vertruede sinn, mä mir vergiessen, dass och de Schoul-, de Bildungsminister da misst do derbäi sinn. Wa mer iwwer Aarbechtsplaze schwätzen, iwwer Formatiounen, da muss dee Krees och do zougemaach ginn. An ech wëllt och un eppes erënneren, wat an der Zäit fonctionnéiert huet, nämlech dass op déi wirtschaftlech Prospektiounsreesen och d'Gewerkschafte matgeholl gi sinn. Elo solle mer d'Arbeitsamt mathuelen, ënner Ëmstänn den Aarbechtsministère. D'Gewerkschafte gehéieren och dozou!

Drëttens, mir brauchen natierlech Informatioun an Transparenz. An dat gëllt ganz besonnesch fir dat villt Zuelematerial. Hannert jiddfereger Zuel - an de Minister huet dat och scho gesot - steet e Mënsch, an zwar e Mënsch, deen an Nout ass. Statec an ADEM mussen duerfir eng gemeinsam Method fannen, well an Zukunft muss verhënnert ginn, dass duerch ënnerschiddlech Methodologië Konfusioun entsteet an domat noutwendeg Schwéierpunkt-Moossname falsch ugewannt ginn.

D'Fro, ob zu Lëtzebuerg den Haaptproblem d'Jugendaarbechtslosegkeet oder awer de Problem vun den eeleren Arbeitnehmer ass, dat ass eng gewësse Konfusioun, déi an der leschter Woch entstanen ass. Déi muss verhënnert ginn, och wëssend, dass dee risegen Arsenal u Moossnamen, déi mer dach an de leschte Joren entwéckelt hunn, jo keen ausschléisst, mä vu Jonk bis Al, wann ech dat esou däerf formuléieren, betreffe kann, an dass mer déi Moossname kënnen asetzen eben, fir d'Aarbechtslosegkeet ze bekämpfen.

Léif Frënn, den Neen zu der EU-Verfassung a Frankräich ass ganz enk verbonne mat der héijer Aarbechtslosegkeet an deem Land, mä och an der EU, an ass ganz enk verbonne mat der Angscht bei deenen, déi eng Aarbechtsplaz hunn, se ze verléieren, verbonne mat der Problematik vun der Delokaliséierung vu Betriber, verbonne mat Sozialofbau, Veraarmung an Ausgrenzung. Europa war jorzéngtelaang en Hoffnungsträger, an dat klappt net méi esou richteg an ass duerfir Waasser op de Mille gewiescht vun deenen, déi aus ville Grënn Neen zu där Verfassung gesot hunn.

Derbäi kënnt, dass d'Lissabon-Strategie vum Joer 2000 wéineg Léisungen, fir net ze soe keng oder bal keng bruecht huet, mä et fäerdeg bruecht huet, Zukunftsängschten ze produzéieren. An do läit dann och d'Bedeitung vun der Relance vun der Lissabon-Strategie. D'Ausaarbechtung vun den nationalen Aktiounspläng bis zum Hierscht 2005, dat soll als Chance genotzt ginn, fir positiv Signaler ze vermëttelen, statt weiderhin Zukunftsängscht ze schüren.

Dat gëllt och am Verbond mat där haut schonn ugesprachener an ugefaangener Kompetitivitéitsdebatt an hirem Ausgangspunkt, dat heescht der sou genanntener Fontagné-Etüd. D'Lissabon-Strategie, léif Frënn, an dat soll een ëmmer erëm soen, ass a bleift ëmmer nach Bolkestein, an et bleift och d'Diskussioun, déi mer haut och schonn haten, vun der Aarbechtszäitdirektiv mat villen däischtere Wolleken, déi déi produzéiert.

Déi Debatt vun haut an all déi, déi nokommen, musse kloer an däitlech vermëttelen, dass d'Politik, an dat heescht och d'Parlament, bereet ass, hir voll Responsabilitéit ze iwwerhuelen an net de Sozialpartner eleng d'Laascht iwwerléisst. An duerfir begréissen ech, dass d'Wirtschaftskommissioun hei vun der Chamber, als Géigesték zum „Monsieur Lisbonne" an der Regierung, d'Koordinatiounsfonctioun iwwerhélt. De Krees Regierung, Tripartite, Parlament muss fonctionnéieren a muss seng Responsabilitéit op allen Niveauen iwwerhuelen, an dat natierlech verbonne mat enger noutwendeger géigesäiteger Informatioun an der Koordinatioun am Sënn vu grouss Verantwortung a vun Zoustännegkeeten, déi kloer erkennbar musse sinn.

An et däerf net vergiess ginn - och dat ass schonn haut eng Kéier gesot ginn - d'Gemenge spillen eng wesentlech Roll. De Bettendorfs Niki huet onbewosst 250 Aarbechtsplaze geschaaft haut de Mëtteg, andeem e gesot huet, an all Gemeng en Jobcenter mat zwee Leit, déi duerfir ausgebilt ginn, dat ass jo schonn eng positiv Mesure. Mä d'Gemenge musse mat ageschalt ginn. All déi A.s.b.l.en, all déi bénévole Mesuren, déi existéieren, déi gutt Aarbecht geleescht hunn, mussen och an deem Débat derbäi sinn.

Kohärenz am Virgoen, an dat ouni Zäit- a Reiwungsverloscht. Geziilt, muteg an innovativ. Hartz 4 an Däitschland sollt eigentlech fir eis an där Debatt eng Warnung sinn, an deem Sënn, Bewährtes ze erhalen an Neies ze entwéckelen. Duerfir sinn ech och mat villem, wat den Niki Bettendorf gesot huet, net d'accord.

Ech warnen och all déi, déi doriwwer rieden oder dovun dreemen, dass een d'Chômageënnerstëtzung an d'Dauer, während där se bezuelt gëtt, kënnt reduzéieren, dass een Aarbechtsgesetzer kéint dereguléieren. Natierlech kann ee spezifesch Moossnamen zousätzlech entwéckelen. Den Aarbechts-

minister huet dovu geschwat. Och déi mussen dann awer enger Iwwerpréifung ënnerzu ginn, regelméisseg! Mä et däerf een a kengem Fall Moossnamen entwéckelen, déi déi Leit, déi souwisou an der Précaritéit liewen, nach zousätzlech précariséieren.

Et ass och haut an deem Débat, esouwäit wéi e scho stattfonnt huet, villes iwwer e Mangel un Informatioun an Transparenz gesot ginn. Ech sinn d'accord mat deenen, déi gesot hunn, d'Aarbechtslosegkeet ass keng Fatalitéit, mä et ass en Zesummespill vu ville Facteuren an doraus resultéierenden negative Konsequenzen.

Dofir läit jo och d'Bedeitung bei der sozialer Responsabilitéit vun all deenen, déi Entscheedungsträger sinn an der Politik, an der Ekonomie, an de Gewerkschaften. En noutwendegt Mateneen muss entstoen, an statt déi Eegeninteressen an de Vierdergrond ze réckelen, de Profit an de Vierdergrond ze réckelen ass et néideg, dass een der Mënschewierd Prioritéit gëtt an an deem Sënn handelt.

Här President, léif Frënn, ob mer ze vill Moossnamen hunn, dat ass eng iwwerflësseg Fro. Mir hunn der vläicht net genuch an et feelen eis vläicht ëmmer nach bei allem, wat mer entwéckelen, déi richteg.

Informéiere mer genuch oder net genuch? Ech mengen, dass mer vill Efforten an deene leschte Jore gemaach hunn, fir ze informéieren; net nëmmen andeem Broschüre gedréckt gi sinn, mä dass se verdriwwe gi sinn. Ech soen awer kloer aus der Erfahrung, dass vill Patronen déi Broschüren net liesen a sech bewosst net informéieren, well si an hirer Selbstverständlechkeet vu Fräiheet déi Leit wëlle rekrutéieren, déi si geziilt rekrutéieren, a keng aner, an domat un der ADEM laanscht an och un deene geholle Moossnamen laanscht ginn.

Doriwwer ze polemiséiere schaaft och keng Aarbechtsplaz. Doriwwer diskutéiere kann een. Mä et soll een elo net ufänken, nodeem mer ëmmer vum atypeschen Aarbechtsmaart schwätzen, och elo ufänken ze soen, mä et gëtt villes, awer dat meescht ass net bekannt. Een dee sicht, weess och wou e sech informéiert. Een deen hëllefe wëllt, deen Aarbechtsplaze schafe wëllt oder zur Verfügung stellt, dee weess och wou e sech informéiere geet.

Zënter dem Moien, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ass bekannt, dass mer an dësem Land an dësem Moment a bei Geleeënheet vun dësen Diskussiounen an enger Situatioun sinn, wou mer scheinbar honnerte vun Interessenten, vu jonke Mënschen hunn, déi eng Léierplaz sichen a keng fannen, well de Patronat net genuch offe Stellen zur Verfügung stellt. Dat ass eigentlech e Skandal an et ass eng Fro vu sozialer Verantwortung vun de Betriber.

Besonnesch a méi schwieregen Zäite misst d'Bereetschaft jo bestoe Léierplazen ze schafen. Dat ass jo alles net gratis. Do kritt ee jo och eppes dofir. Mä et wier eng formidabel Geleeënheet fir jonke Leit elo mol eng Beruffsausbildung, eng éischt Qualifikatioun ze ginn, och wann een hinnen net kann a muss garantéieren se ze beschäftegen, hinnen dach awer eng Chance ze gi sech muer um Aarbechtsmaart erëmzefannen. Dofir soen ech, Rieden halen ass eng Saach. Um Terrain spillen déi Saache sech oft aneschters of.

Et ass vun der Goodyear geschwat ginn. Positives. Ech hunn och do näischt dergéint. Ech weess, dass bei der Goodyear bal 800 Kandidate waren, fir der herno 60 anzestellen; an dass der knapp 100 oder wéi vill den Exame bestanen hunn. D'Fro ass gestallt: Firwat sinn esou Examen - ech hunn e viru mer leien - an där Form iwwerhaapt noutwendeg? Wat fir ee Sënn hunn se? An découragéieren se net? 700 Leit, déi et net fäerdeg bruecht hunn, vläicht fir gewësse Leit einfach Froen, mä fir si schwiereg Froen, kënnen ze beäntwerten. Mä dat ass d'Fro vun der Weiderbildung, vun der Fortbildung an där Saache méi.

An dann TDK, fir dat awer nach eng Kéier ze nennen. D'TDK hätt kënnen e Musterbeispill ginn, ass schlussendlech zu engem Fiasko ginn a war mënscheverabscheuend, well d'trei a laangjähreg Mataarbechter op eng Kéier stëndlech gekënnegt kritt hunn an hinnen den Zougank zum Betrib duerch Privatpolizei verhënnert ginn ass. Firwat ass dat gutt? Zu wat féiert dat? Dat mécht Onrou. Firwat ass net iwwert d'Cellule de maintien de l'emploi als eng Méiglechkeet diskutéiert ginn?

Ech weess, dass de Minister mer dorop äntwert, dass mer eng Chômage-partiel-Législatioun hunn, déi eng gewësse Flexibilitéit erméiglecht. Mä da musse mer déi upassen! Da musse mer déi op déi Situatiounen do och orientéieren, a mir missten och endlech dat Kadergesetz kréie fir iwwert d'Aarbechtszäit mat staatlechen Zouhëllefe kënnen dem Chômage entgéintzewierken.

Et ass einfach noutwendeg, dass mer handelen, geziilt a grousszügeg, an dass mer ëmmer erëm ënnersträichen, dass Sozialofbau an Ofsenkung vu Leeschtunge keng nei Aarbechtsplaze schafen, mä méi Misère. Dat ass déi eigentlech Wourecht.

An ech nennen et e Skandal, dass mer elo scho bal esou wäit sinn ze akzeptéieren, dass dann elo Fraen a Männer ab 45 Joer zu deenen Ale gehéieren, dat heescht de Problemgrupp Nummer eent gi sinn. Dat kann net sinn. Dat ka jo keng Fatalitéit sinn. Duerfir begréisse mer a begréissen ech och déi vum Minister ugemellten nei Moossnamen iwwert d'Sozialbeiträg an iwwer steierlech Vergënschtegungen, an der Hoffnung, dass d'Patronen déi Mesure do akzeptéieren och als eng ënnert dem Numm vun der sozialer Responsabilitéit, an deen Effort maache fir deene Mënschen do eng Chance um Aarbechtsmaart ze ginn.

Här Minister, ech begréissen och ausdrécklech, dass elo en Aarbechtslosen eng finanziell Hëllef soll kréie fir kënne selwer e Betrib ze grënnen. Ech hoffen an et muss een oppassen, dass hei elo net e weideren Aarbechtsmaart entsteet, am Sënn vun deem, wat mer haut schonn eng Kéier vun där vun de Gewerkschafte bekämpfter Aarbechtszäitrichtlinn gesot hunn. Ech vertrauen eisem Minister, dass hien e Freideg dann och do den néidege Kampfgeescht huet, esou wéi hei an der Chamber, dass mer et fäerdeg bréngen…

(Interruption)

Ech ginn dovun aus. Soss schwätze mer déi nächst Woch doriwwer.

Déi Aarbechtszäitrichtlinn, déi mécht jo d'Gefor op, dass wann een Einmannbetriber schaaft, dat op eng Kéier en neien Aarbechtsmaart gëtt, deen op den normalen Aarbechtsmaart stéisst an do zur Konkurrenz gëtt, well dat da Männer oder Frae sinn, déi an der Nout oder aus der Nout eraus bereet si 50, 60 a méi Stonnen d'Woch zu niddrege Léin an ouni Zouschléi oder Fräizäitkompenséierung ze schaffen.

Mä awer och kann et net sinn, dass de Wirtschaftsminister zu méi Risikobereetschaft bei der Grënnung vu Betriber opriifft a fuerdert, an och Pleiten a Kaf hëlt, an et kann och net sinn, dass grouss Betriber Milliarden an de Sand setzen an déi Verloschter vun de Steieren ofsetze kënnen, mä dass op där anerer Säit en Aarbechtslosen, deem säin Einmannbetrib dann innerhalb vun deenen éischten zwee Joer „kaputtgeht", forcéiert gëtt déi 25.000 Euro integral zréckzebezuelen. Do fannen ech ginn zweeërlee Mooss a Gewiicht ugewannt an d'Spillregele sollte wann ech gelift och op deem Niveau do déiselwecht sinn.

An erlaabt mer just dat heiten: Et ass gesot ginn, bei där Mesure do géingen d'Beruffschamberen nieft der ADEM ganz enk mat ageschalt ginn. Ech erënneren un d'Guichetuniquen. Et gëtt een am Norden do uewen. Brauche mer där elo net méi, ebe just fir déi Leit do ze beroden an ze begleeden?

Da geet et ëmmer erëm drëm permanent d'Facilitéite vun der SNCI op hir Effizienz an op hir Accessibilitéit fir Leit, déi Betriber wëlle grënnen, ze iwwerpréiwen an dat och am Sënn vun der Erëmhierstellung vun der Vollbeschäftegung.

Ech begréissen och, dass en neien Audit bei der ADEM virgesinn ass. Dat sollt net als Mësstrauen emfonnt ginn, mä ass fir mech eppes wat noutwendeg ass an och an Zukunft regelméisseg muss virgeholl ginn. Well esou eng Bestandsopnahm an déi domat verbonne Moossnamen dozou féiere mussen a sollen, dass esou eng bedeitend Verwaltung personal- an equipementsméisseg op Tipptopp-Niveau bruecht, respektiv gehale gëtt. Mir hate '97 d'Décisioun vun zwee Auditen. Et ass dofir un der Zäit fir en neien.

Nëmmen zwou Zuelen: Mir hu 26 Placeure bei der ADEM an all eenzelne Placeur muss sech ëm tëschent 800 bis 900 Leit këmmeren. Dir musst Iech dat mol vum Aarbechtsopwand virstellen, an déi néng Consultanten, déi gutt Aarbecht leeschten, déi duerfir och e Statut mussen hunn, déi brénge jo nach méi Aarbecht; och wa se wäertvoll ass. Et gesäit een also, dass et noutwendeg ass, och hei Kohärenz, Transparenz, Effikassitéit méiglech ze maachen a gläichzäiteg ze innovéieren. Ech begréissen et och. Ech soen nach eng Kéier, dass déi extern Consultanten, déi aus de Betriber kommen, Praxisnähe hunn an Erfahrung hunn. Dass déi net nëmmen d'ADEM verstäerken, mä dass déi Leit Recht op eng legal Basis hunn, fir dass hiert Aarbechtsverhältnis gekläert a geséchert ass.

Innovativ an der ADEM heescht awer och, dass een zousätzlech erfueren a geschult Kräfte brauch, déi fir déi schwéier placéierbar Mënschen zoustänneg sinn an déi hirersäits a ganz enkem Kontakt zum Beispill och mat de Beschäftegungsinitiative musse stoen.

Et gehéiert och derzou, dass een an der ADEM, am Ministère du Travail - an de Minister huet dat an engem Saz de Mëtte gesot -, muss iwwer eng nei Oplag vun den Noutstandsaarbechten nodenken. An ech géing et esou formuléieren, Här Minister, eist Zil muss et eigentlech sinn derfir ze suergen, dass Mënschen, déi als Demandeur, als Chômeur, déi keng Aarbecht hunn, agedroe sinn, a kengem Fall méi wéi sechs Méint ouni Aarbecht sinn. Mä dass een alles muss ënnerhuelen, dass se méiglechst schnell eng Beschäftegung fannen oder an eng Schulung kommen, dass se net dat Gefill vum Chômeur definitiv kréien. Mä dass se als nëtzlech ugesi ginn a behandelt ginn, an och esou eben et muss ronderëm se organiséiert ginn.

Da mengen ech, dass et un der Zäit wier, dass d'ADEM och de Wee vun enger eegener Cellule intérimaire misst begoen. Déi kéint flexibel a schnell op d'Besoinë reagéieren. D'Attraktivitéit vun den Interimfirmen ass jo onëmstridden. Firwat net doraus léieren an dorop reagéieren?

Ech soen awer kloer, entgéint deem wat den Niki Bettendorf gesot huet, de Monopol vun der ADEM muss erhale bleiwen an zu deem Monopol gehéiert eigentlech och den Interimssecteur. A firwat soll se dann do net am Sënn vun engem gesonde liberale Konkurrenzkampf selwer aktiv ginn a weisen, dass een aus Interimsfraen a -männer net nëmme modern Sklave mécht? Dat gëllt net fir all Interimsfirmen, mä fir ganz vill. Dass een also do méi ka maachen an do kéint eigentlech d'ADEM e gutt Beispill sinn.

Ech wollt mengem Frënd Niki soen, deen awer fort ass: Et sinn net déi rout Dicher, déi op eis wierken. Et sinn éischter déi blo, hunn ech haut erëm héieren, déi eis misste méi Gedanke maachen. Mä ech denken awer, dass mer domat eens ginn.

Dann zu der ADEM nach eng aner Bemierkung, déi vun de Profiler vun hiren Aarbechtslosen, vun den Demandeuren, déi ee misst besser kenne léieren. Et kënnt een entspriechend och d'Assignatiounsmethod an deem Sënn verfeineren, dass déi, déi eng Aarbecht sichen, méi geziilt op patronssäiteg ugemellten Jobs geschéckt ginn an dass een domat dee Virworf vu ville Patronë kënnt entkräften, dass d'Arbeitsamt egal wien an egal wat schéckt, déi och nach net ëmmer kommen, mä dann, wa se kommen, net op de Profil passen, dee si sech als Patron virgestallt hunn. Do misst also d'Method verfeinert ginn an dozou gehéiert dann och, dass, wa se méi verfeinert ass, d'Patronen net méi derlaanscht kommen, fir déi Leit dann ze berücksichtegen an anzestellen.

D'Profiler verfeineren heescht, méi prezis den Ausbildungsniveau festzestellen an d'Sproocheproblematik anzekreesen an och do geziilt Leit a Moossnamen ze schécken. An ech stellen d'Fro, Här Minister: Wéi steet et mat de Lëtzebuergesch-Coursen? Mir schwätzen ëmmer erëm bei verschiddene Geleeënheeten iwwert d'Bedeitung, dass ee Lëtzebuergesch-Coursë misst organiséieren. Kommt mir maachen et. Kommt mer diskutéieren driwwer, wien et soll maachen. Kommt mer diskutéieren driwwer, wat et kascht a wéi et finanzéiert gëtt. Mä et ass e wesentleche Bäitrag zu der Beschäftegungspolitik.

Ech wëll nach eng Kéier soen, kommt mir rieden eis net aus de Problemer eraus mat deem Moudewuert zu Lëtzebuerg vum atypeschen Aarbechtsmaart an domat versiche mer ëmmer eng Erklärung fir all Iwwel ze fannen. Mir wëssen, dass dat alles net esou an der Praxis ass. Kommt mir halen also och domat op. Oder kommt mer riede wierklech iwwert d'Nischepolitik. Mir rieden zwar driwwer, mä kee ka se sou richteg definéieren. Kee gesäit esou richteg de Gesamtëmfang, deen déi Nischepolitik do anhëlt. An et muss Kloerheet entstinn, wann ee Kralowetz-Situatioune wëllt verhënneren. Iwwregens e schéine Bonjour vum Kralowetz, et gesäit een ewell ëmmer méi Camionen erëm op den Autobunne fueren. Et gesäit een also wéi vill een däerf stiichten an awer nach däerf weider aktiv sinn!

Mä ech erënneren drun, dass d'Kralowetz-Affär eigentlech den Ausgangspunkt war fir eng Etüd ze maachen iwwert déi virtuell Aarbechtsplazen an iwwert d'Nischenaarbechtsplazen zu Lëtzebuerg. Wann ech gelift, mir brauchen déi, wa mer wëlle seriö doriwwer diskutéieren an dat Zuelewierk ass och noutwendeg. Net nëmme wéinst dem konkreten, korrektenen Iwwerbléck, mä et geet jo och duerch eng richteg Politik a) ëm de gudde Ruff vu Lëtzebuerg; et geet b) drëm deenen Onéierleche méiglechst schnell kënnen d'Handwierk ze leeën an c) geet et awer och drëm trotz allem eng geziilten Nischepolitik am Interesse vun eisem Land ze maachen, mä dat innerhalb vun alle legale Bestëmmungen.

Här Minister, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Problem op eisem Aarbechtsmaart ass jo scheinbar deen, dass mer net genügend nei Aarbechtsplaze schafen. Dat schéngt jo kee Problem ze sinn. Wann ech dat héieren hunn, 7.000 d'lescht Joer. Woubäi mer erëm eng Kéier d'Transparenz an d'Zuelematerial feelt. Et sinn haut eng Rei Zuele genannt ginn. Transparenz géing bedeiten, dass een déi 7.000 genee géing opdeelen. Vun der Qualitéit, vum Ëmfang: Sinn et Aacht-Stonnen-Aarbechtsplazen? Sinn et Deelzäit? Sinn et Engstonnenjobs? Wéi onsécher, wéi sécher si se, fir dass ee weess, dass een net Äppel mat Bire verwiesselt?

A wa mer soen, mir schafen eigentlech nei Aarbechtsplaze genuch, mä mir bréngen et net fäerdeg fir eis Chômeuren op déi nei Aarbechtsplazen ze placéieren, dann hu mer jo do de Problem; wann ech dat richteg verstinn a richteg gesinn. An do gëtt dann d'Erklärung ëmmer benotzt fir ze soen, mä dat hänkt domat zesummen, dass déi meescht vun deenen ageschriwwene Chômeuren net iwwert déi néideg Qualifikatioun verfüge fir kënne vun de Patronen agestallt ze ginn oder vun de Betriber. An do ass vun deene 50% Chômeure geschwat ginn, déi onqualifizéiert sinn, an et ass deen dramatesche Chiffer vun 80% bei de Chômeure genannt ginn, d'portugisesch Nationalitéit, wou den Undeel bei 80% géing leien. Dat muss nodenklech stëmmen.

An duerfir ass et noutwendeg, dass mer an deene Beräicher, wou dat do kann an de Gréff geholl ginn, alles ënnerhuele wat ze ënnerhuelen ass. Mir mussen d'Schoulausbildung - an do geet et un - vun eise Kanner verbesseren. Mir mussen se domat och fir d'Erausfuerderung vum Aarbechtsmaart a fir hir Zukunft eigentlech rüsten. A mir mussen hinnen domat d'Geleeënheet ginn, esou staark ze sinn, dass se an der Konkurrenz mat den Demandeurs d'emploi aus der Groussregioun, aus den Nopeschregioune kënne bestoen.

Mir begréissen als LSAP d'Effortë vun der Unterrechtsministerin mat hire Reformen. Mä mir wëssen, dass mer zu Lëtzebuerg nach wäit ewech vun enger Kultur vun der liewenslaanger Weiderbildung, vum lifelong learning sinn. Déi musse mer och hei réusséieren, well mer d'„employability" vun eise Salariéën op Dauer nëmmen esou garantéiere kënnen. Weiderbildung ass preventiv Aarbechtsmaartpolitik. Duerfir ass et och noutwendeg, dass iwwert deen „congé individuel de formation", deen um Instanzewee ass, och gehandelt gëtt.

Ech weisen op eng Etüd vum René Kollwelter hin, déi seet: Gutt 20% vun de Jugendleche verloossen d'Schoul ouni Diplom. Also musse mer duerfir suergen, dass all Mënsch, a besonnesch déi doten, an dësem Land d'Méiglechkeet kritt, e Schoulabschluss ze erlaangen, an duerfir musse mer den zweete Bildungswee opmaachen.

Mir schwätzen iwwert d'École de la deuxième chance. Kommt, mir realiséieren se onofhängeg dovun, ob mer eis de Moment driwwer eens sinn, ob se als Institutioun am Unterrechtsministerium ugesidelt gëtt, oder ob se an en Établissement public ausgelagert gëtt. Loosse mer endlech ufänken, konkret driwwer ze diskutéieren! Décisiounen drängen sech op.

Ech weess, dass et och an deem Haus hei kee Sträit iwwert d'Bedeitung vun der Schoul-, Aus- a Weiderbildung gëtt, mä mir mussen och do Kloerheet hunn, méi wéi jee, wat, wou, vu wiem organiséiert gëtt. Mir mussen d'Finanzéierungsfro natierlech stellen, mä d'Finanzéierungsfro kann net d'Prioritéit virun enger noutwendeger Bildungspolitik an all hire Formen hunn.

Erlaabt mer just nëmmen an engem Wuert déi Indemnité de formation nach eng Kéier opzewerfen. De Mëtteg ass heiriwwer geschwat ginn, ech wëll duerfir net méi op den Detail agoen. Ech wëll just nëmme soen, dass ech kaum

Verständnis hu fir déi bürokratesch Approche an Interpretatioun. Mir schwätzen engersäits mat vollem Mond vun der Lissabon-Strategie a vun enger Verbesserung vum Taux d'emploi, an anerersäits si mer klengkréimeresch, kleng Épicieren, a stelle fest, dass et net geet, statt duerfir ze suergen, dass et muss goen. Leit, déi sech wëllen nei schoulen, fir dann op den Aarbechtsmaart ze kommen, déi setze mer a Konkurrenz mat Reglementer a Gesetzer, déi anscheinend deene Situatiounen net kënne Rechnung droen.

Mir brauchen duerfir politesch Flexibilitéit a mir brauche mat Sécherheet an all deene Beräicher, iwwert déi mer haut schwätzen, net Spuermoossname fir de Fonds pour l'Emploi ze entlaaschten. Do gëtt et Rumeuren, déi zirkuléieren, déi mengen, dass éischter d'Richtung déi dote wier. Dat wier natierlech eng politesch Entschiedegung, déi hei misst diskutéiert ginn a wou hei misst Kloerheet geschafe ginn. Et kann awer net a Fro kommen, dass dat, wat noutwendeg ass, net kéint finanzéiert ginn.

Da soen ech och, d'Lamentéieren iwwert déi héich Zuel vu Grenzgänger, e gewëssene Sozialnäid, deen do entsteet, dat ass net ubruecht. Mir liewen an der Groussregioun an an Europa an duerfir musse mer, statt ze lamentéieren, eis hausgemaachte Problemer léisen. D'Realiséierung vu ville genannte Moossnamen haut an därer, déi scho bestinn, ka Chancëgläichheet zwësche Résidenten a Grenzgänger schafen. An déi Chancëgläichheet besteet net nëmmen a Lounënnerscheeder oder Gehaltsfuerderungen, déi bei deenen enge méi kleng a bei deenen anere méi héich wieren, mä et ass am Endeffekt ëmmer eng Fro vun der Qualifikatioun, an domat vun der Leeschtung, déi dee Betraffenen, deen agestallt ass, brénge kann.

Här President, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass mer wichteg, ëmmer erëm déi gemeinsam Responsabilitéit an dat gemeinsaamt Virgoen ervirzesträichen, statt dat Géinteneen oder statt falsch Krichsschauplätz ze entwéckelen. Verschidde Patronskreesser, mä och politesch Parteien - mir hunn et de Mëtten hei vum Vetrieder vun der DP héieren - stänkere respektiv kritiséieren déi sou genannten „Beschäftegungsinitiativen", déi ëmmerhin 3.500 Mënsche beschäftegen an ouni déi den Taux de chômage géing vun haut op muer erëm iwwer 2% an d'Luucht goen.

Mä et geet jo net duer mat der Kritik! Wann een eppes kritiséiert oder géint eppes ass, da misst een och Alternativen ubidde kënnen, an un deene feelt et dann. Duerfir soen ech awer, et ass richteg, mir brauchen endlech déi legal Basis, an ech soen et och duerfir, well déi Beschäftegungsinitiativen a Beschäftegungsmoossnamen, an dat wëssen d'Kritiker ganz genee, oft déi eenzeg Plaz sinn, wou Mënschen an Nout nach ënnerdaach kommen an eng Beschäftegung kënne fannen, well se op deem sou genannten éischten Aarbechtsmaart keng Chance hunn oder keng Chance kréien.

De „chômage-social"-Projet de loi ass um Instanzewee, läit beim Statsrot. Ech hoffen, dass et deemnächst och hei kann zur Ofstëmmung kommen. Ech wëll just soen: Och elo schonn, mä och da wann dat neit Gesetz do ass, kënnen d'Patronen esou Leit beschäftegen an all déi Hëllefe kréien. Wat soll dat also alles?! Jiddferee kann hei, wann e wëllt Responsabilitéit iwwerhuelen, eng Hand mat upaken.

An och, a besonnesch am Beräich vun der sou genannter Solidarwirtschaft muss légiféréiert ginn. Hei ass laut Regierungsprogramm d'Familljeministerin gefuerdert, mä och hei gëllt et eng gewësse Kohärenz ze garantéieren, well an der Solidarwirtschaft net nëmmen d'Famillejeministerin, mä och den Aarbechtsminister an de Wirtschaftsminister mat gefuerdert sinn. D'Solidarwirtschaft ass näischt wat Sozial- oder Wirtschaftsdumping géing méiglech maachen, mä et ass eppes wat och an de Beräich vun enger intelligenter Nischepolitik gehéiert an duerfir gefördert muss ginn, well se héich potenzial Beschäftegungs- an Asazméiglechkeeten erlaabt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

D'Solidarwirtschaft an de Chômage social, déi kënnen sech ergänzen, eng korrekt Zesummenaarbecht an d'Zesummeliewe mat der Privatwirtschaft ass net ausgeschloss, ass méiglech, wann de Wëllen duerfir do ass. Et soll ee wëssen an drun denken, dass dausende vu Chômeuren engersäits eng Schaff fannen, an dass anerersäits d'feelend sozial Déngschtleeschtungen an dësem Land iwwert dee Wee och kënne besat ginn. Dat gëllt iwwregens och fir den Ëmweltberäich.

Ech wënsche mer, dass eng Rei vun DP-Buergermeeschteren dem Niki Bettendorf seng Aussoen héieren hunn a si wäerten him widderspriechen, well och déi Buergermeeschter sinn déi Lescht, déi op Beschäftegungsinitiative wëlle verzichten an op déi Déngschter, déi se de Bierger an den eenzelne Gemenge leeschten an op déi net méi ze verzichten ass. Wien iwwer eng effikass Bekämpfung vun der Aarbechtslosegkeet schwätzt, wien Aarbechtsplazen erhalen an nei erschafe wëllt, muss sech der Vielfalt vun de Moossname bewosst sinn. Awer och d'Bereetschaft zur Solidaritéit wéi d'Finanzéierung vun deene Moossnamen, och däers muss ee sech bewosst sinn.

An der Halschent vun de 70er Joren ass d'Solidaritéitssteier agefouert ginn. Si huet de fréieren Aarbechtslosefong an dem heitege Beschäftegungsfong enorm Finanzmëttel zur Verfügung gestallt, déi net méi duerginn. Duerfir gëtt et budgetär Dotatiounen, mä et sinn och ëmmer nach europäesch Bäihëllefe ginn. Mir musse alleguer zesummen dofir suergen, dass all déi Gesetzer a Regelen, déi et soss nach gëtt an déi dozou bäidroen, den Aarbechtsmaart am Gréff ze hunn oder an de Gréff ze kréien, respektéiert ginn.

Ech denken un d'Bekämpfung vun der Schwaarzaarbecht an déi noutwendeg Reform vun der Gewerbeinspektioun. Ech denken un d'Respektéierung vum Détachementsgesetz, mä och d'Kontroll an d'Respektéiere vun der Aarbechtszäit, sief et déi aus de Kollektivverträg, sief et déi legal. Mir mussen zesumme verhënneren, dass d'Interimärsgesetz an domat och d'sozial Gesetzer mëssbraucht ginn. A mir musse ganz besonnesch duerfir suergen, dass net nëmmen de Regierungsprogramm, mä nach méi muss realiséiert ginn, fir d'Problemer an de Gréff ze kréien.

D'Chômeure si Mënschen, d'Recht op Aarbecht ass e Mënscherecht. Jonk Mënschen, Schoulofgänger hunn e Recht op eng Perspektiv, dat heescht op eng Aarbecht, an däerfen net elo scho mat der Angscht liewen an d'Aarbechtslosegkeet ze geroden. Ech hunn d'Beispill vun de Léierplaze genannt, wat ech schlicht an einfach als e Skandal an e grousse Problem gesinn.

Fraen a Männer, Lëtzebuerger a Résidenten, och d'Grenzgänger, all zesumme sollen net an e falsche Konkurrenzkampf verstréckt ginn. Duerfir muss et gëllen, dass jiddfereen duerch déi beschtméiglech Qualifikatioun Aarbecht an Akommes fënnt.

Mir sollten duerfir de Problem vum Chômage net op bloussť Zuelematerial reduzéieren, a mir sollten net ufänken ëmmer erëm vun noutwendege strukturelle Changementer an Entloossungen ze schwätzen, an dat och am Interesse vu méi Profit duerch méi Kompetitivitéit, fir et op all dat doten ze reduzéieren.

Den Niki Bettendorf huet Onrecht, wann e mengt d'Gewerkschaften géingen do direkt sech verkrauchen. D'Gewerkschaften, dat si Frontkämpfer, déi si gewinnt permanent mat esou Themen sech mussen auserneen ze setzen, net theoretesch mä ganz praktesch, an hëllefen an deene Betriber Léisungen ze sichen, wou d'Éierlechkeet d'Basis vun der Diskussioun ass. Och dat soll mol eng Kéier gesot ginn. Et ass net, dass déi sech géingen de Restrukturéierunge verschléissen. Et ass déi al Geschicht: Et mécht een d'Mëllechkou net futti, well dann huet een och keng Mëllech méi. Et weess een also scho wéi een domat ëmzegoen huet, an dat geschitt op deem Niveau ouni Zweifel.

Léif Frënn, mir hunn hei zu Lëtzebuerg, mä och an der Europäescher Unioun eng riseg Responsabilitéit ze droen, an duerfir mussen am Endeffekt déi Entscheedungen, déi mer huelen, zu positive Resultater féieren a mussen déi Entscheedungen och positiv Signaler senden. Et geet do ëm d'Glaubwürdegkeet. Déi ass gefrot! Et geet ëm d'Vertrauenswürdegkeet vun der Politik an den Institutiounen, mä och vun de Betriber an vun de Patronen a vun all Entscheedungsträger op allen Niveauen.

Dat, wat a Frankräich geschitt ass, an et muss een et ëmmer erëm soen, hänkt ganz enk mat där Hoffnungslosegkeet a mat deem Verloscht vu Vertraue an all déi, déi do eppes ze soen hunn, zesummen.

Mir schwätzen an der EU - elo géing ech net soe vill ze vill - iwwert dee Fridden, dee mer elo Jorzéngte konnte garantéieren. Dat ass mat Sécherheet eng formidabel, wann net déi formidabelst Saach. Mä mir mussen eis uwinnen an der Europäescher Unioun ëmmer méi iwwert de soziale Fridden ze diskutéieren. An dee soziale Fridden, déi sozial Fraktur, dat ass déi, déi dat ausléist, wat mer net nëmmen a Frankräich erlieft hunn, mä wat mer och an der Diskussioun zu Lëtzebuerg iwwert d'EU-Verfassung zu Recht oder Onrecht ëmmer erëm ze héiere kréien. D'Leit kucken awer op eis, an ech soen: Loosse mer de soziale Fridden dem Stellewäert entspriechend behandelen, deen en anhélt.

An erlaabt mer eng allerlescht Bemierkung, déi mat der Angscht vun de Leit zesummenhänkt vis-à-vis vu Privatisierungswellen, déi zënter enger Zäit regelméisseg iwwer eis alleguer hierfalen. Et ass de Mëtteg d'CFL ugeschwat ginn, a scho bal esou gesot ginn: Wa se dann endlech privatiséiert gëtt wéi si et scho längst hätt misse sinn, da wier d'Welt an Uerdnung. Ech gesinn dat net esou. Et gëtt vill ze vill Beispiller, déi weisen, dass déi Privatisierungswell de Contraire vun deem produzéiert.

Ech wëll awer eigentlech soen - an dat haut an hei, well et esou ganz waarm nach ass -: Haut an de Medien ass breet iwwert d'Bilanz-Pressekonferenz vun eiser Post bericht ginn. Ech muss soen: Bravo fir deen Nettogewënn vun 82 respektiv 87 Milliounen. Dat ass de Verdéngscht vun de Salariéë vun der Post, an et ass mat Sécherheet och de Verdéngscht vun der Direktioun.

Mä verschidden Aussoe vu Postverantwortleche stëmme mech par rapport zu deem formidabele Resultat immens traureg, well se och e falscht Signal si vu Säite vun engem Statsbetrib, deen entre Guillemetë seet: „Mir hunn elo nach en décke Benefiss gemaach, mä mir hunn ze héich Personalkäschten an déi wuessen an Zukunft nach. Zweetens, mir verlaange vun eise Mataarbechter nach vill méi Leeschtung, nodeem mir hinne Merci gesot hu fir dat gutt Resultat. Mä mir soen eise Mataarbechter awer elo schonn, dass keng Astellunge virgeholl ginn an dass esouguer net emol Ersetzastellunge virgeholl ginn."

Dat ass liberal Politik, léif Frënn, an dat ass déi mat där mir eis jo net esou gutt kënnen ufrënnen, well déi awer wierklech nëmmen op Wuesstum an op ëmmer méi Profit a guer net méi op Mënschlechkeet an op sozial Verantwortung ausgeriicht ass.

Ech fannen et, an et deet mer Leed fir et esou mussen ze soen, e falscht Signal aus engem vun de gréissten, wann net deem gréisste Lëtzebuerger Betrib an enger Zäit vun Aarbechtslosegkeet, déi wiisst, an an enger Zäit, wou mer am Risiko liewen, dass mer och an dësem Land e permanenten héijen Aarbechtslosesockel riskéieren ze hunn.

Wien nëmme vu Wuesstum a Profit schwätzt, an dat Mënschlecht, déi mënschlech Dimensioun aus den Ae verléiert, dee gëtt leider kee gutt Beispill. Dat misst d'Regierung, déi jo eigentlech den Haaptaktionär an där Post ass, och an deem Sënn un déi erfollegräich Chefetage vermëttelen.

Merci alleguer.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Haupert!

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Ech wollt just dem Kolleeg Castegnaro eppes soen. En huet elo e puer Mol hei ernimmt, dass net genuch Léierplaze vun de Patronen zur Verfügung stinn, an en huet esouguer gesot, datt et ee Skandal wier. Ech wollt awer him soen - an ech weess och, datt hien dat weess -, datt awer déi lescht zéng Joer praktesch méi Plazen ugebuede gi si wéi der konnte besat ginn. Ech froe mech, ob do net eng Rëtsch vu Patrone verschidde Plazen net méi ugebueden hunn, well se souwisou kee kritt hätten.

Ech sinn iwwerzeegt, dass wann ee mat de Beruffschambere schwätzt déi menger Meenung no déi néideg Plazen och fir dëst Joer kënnen zur Verfügung stellen, fir all déi jonk Leit dann ze beschäftegen.

M. le Président.- Dat gesot, si mer elo um nächste Riedner, dat ass déi honorabel Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng Debatt iwwert de Chômage hei am Parlament ze féieren ass sécherlech e gudden Exercice, gutt fir d'Politikerinnen, gutt fir d'Politiker an och gutt fir dëst Land.

Ech wëll fir d'éischt emol direkt am Numm vun eiser Fraktioun dem Aarbechtsminister Merci soe fir d'Zoukommeloosse vun enger Rei Dokumenter, déi mer och gefrot haten, well déi eis och erlaabt hu méi spezifesch op dës Debatt anzegoen. Doriwwer eraus, Här President, Här Minister, kënne mer eis Proposen a Kritiken dann och en connaissance de cause hei formuléieren.

Ech géif dann och direkt mat enger allgemenger Kritik ufänken. Déi Dokumentatioun, déi den Aarbechtsminister eis zoukomme gelooss huet, weist, dass sech eigentlech nach eng ganz Rëtsch vu Froe stellen iwwer eng Reorganisatioun an eng Gestioun vum Chômage a vum Emploi. Et ass effektiv e komplexen Dossier, dee sech net unilateral analyséieren a léise léisst. Déi sozialistesch Säit vun der Regierung schéngt agesinn ze hunn, datt et och net duergeet e Ruck duerch d'Gesellschaft ze annoncéieren, fir datt sech eppes um Aarbechtsmaart beweegt.

Mir wënschen eis dann och haut konkret Äntwerten zu dëse Wahlverspriechen, notamment vun der sozialistescher Säit vun der Regierung, zum Beispill a Saachen, an ech zitéieren: «Une meilleure mise en oeuvre du Plan d'action national pour l'emploi doit par ailleurs permettre de diminuer le taux de chômage actuel.» - oder - «La réduction du temps de travail reste en effet un instrument important dans le rétablissement du plein emploi.» - oder - «Un programme de reconversion professionnelle et de réorientation doit être élaboré à court terme.» - oder nach - «Les socialistes introduiront une sixième semaine de congé pour le travail posté et les travaux de force.» - oder - «Les socialistes veulent que les citoyens moins qualifiés…» - hei si mer am Thema - «...soient à même de trouver ou de retrouver un emploi sur le marché luxembourgeois.» A si froen och duerfir eng Loi-cadre iwwert d'Économie solidaire.

Et ass awer och eng ganz wichteg Mesure fir onqualifizéiert Salariéen: «Le LSAP s'engagera pour une distribution de revenu plus équitable, entre autres en offrant le supplément 20% du revenu minimum pour salariés qualifiés aux salariés non qualifiés qui ont au moins dix ans d'expérience professionnelle à leur actif.» Dat ass sécher keng onwichteg Ausso vun der sozialistescher Partei an dëser Diskussioun, well et si grad déi onqualifizéiert, eeler Salariéen, déi mir um Aarbechtsamt erëmfannen, an et sinn déi, déi deem gréisste Risiko ausgeliwwert sinn, Chômeurs de longue durée ze ginn.

Op alle Fall wier et interessant, Här President, Här Minister, ze wëssen, ob d'Regierung gedenkt, eng oder méi vun deene sozialistesche Wahlverspriechen ëmzesetzen, a wéi si dat gedenkt ze maachen, well deemno wéi kéinte mir als gréng Fraktioun méi wéi eng vun dësen Iddië mat ënnerstëtzen, fir datt dann och tatsächlech dee batteren an noutwendege Ruck duerch d'Land stattfënnt.

Wëssend awer, datt den Aarbechtsministère souzesoen ëmmer vun enger eenzeger Partei gefouert ginn ass, säit anno Tubak praktesch, dréit dës Partei - d'CSV - dann och d'Verantwortung fir d'Aarbechtspolitik, zumindest vun deene leschten 30 Joer.

De Problem vum Chômage respektiv vun der Aarbechtsplazerhalung oder Aarbechtsplazschafung ass keen neie Problem. Et ass och net e Problem, dee sech déi lescht zéng Joer gestallt huet, well en eis op eemol esou op de Kapp gefall ass, aus heiterem Himmel. De Chômage ass e Problem, dee sech am Ufank zwar lues, mä sécher, an elo ebe proportionell méi séier entwéckelt huet, deen a sech duerch nei Aspekter beschleunegt ginn ass, ewéi zum Beispill, an et ass scho gesot ginn, d'ekonomesch Situatioun am Land, awer och an Europa an op der Welt, de Problem vun der Groussregioun oder d'Konsequenze vun engem unerkannten Echec an der Bildungspolitik.

An duerfir sinn déi Froen, déi den Aarbechtsminister eis iwwer Courrier matgedeelt huet, Här President, eigentlech Froen, well se eben net nei sinn, wou mir eis eigentlech kloer a proaktiv Äntwerten erwaart haten. Mä fir kloer Äntwerten ze hunn an eng proaktiv Haltung zum Chômage hei zu Lëtzebuerg, hätt ee scho längst missen eng fundamental Reform aféieren. All déi nei Moossnamen, déi ugekënnegt sinn - de Minister huet se virdru kuerz skizzéiert, en hat eis se och geschéckt -, wéi zum Beispill den Audit vum Arbeitsamt oder d'Evaluatioun vun de Mesuren, wat och scho vum Conseil économique et social a sengem Avis 2004 suggéréiert gi war, si ganz sécher begréissenswäert a si sinn och noutwendeg.

Mä, hätt eng Evaluatioun an eng Harmonisatioun vun dëse Mesuren

net schonns missen en Deel vun engem Konzept vun enger Strategie oder vun engem Planning sinn? Hätten d'Mesuren, déi iwwert d'PAN-Gesetz agefouert gi sinn, net deemools scho méi courageis a méi visionär misse sinn, anstatt duerch eng „Reförmchen" eis europäesch Flicht ofgehaakt ze hunn? An hätt den Aarbechtsministère net schonns misse vill éischter reagéieren an nieft de Partenaires sociaux och mat de concernéierte Ministèren e regelméissegen Dialog féieren?

Et ass schonn ugeklongen, ech denken do un e Ministère de l'Économie, e Ministère de la Formation professionnelle, awer och, an dat ass bis haut nach net gefall an dësem Haus, e Ministère à l'Égalité des chances.

A wier et net primordial gewiescht den Dossier vun der Schafung vun enger reeller Économie solidaire, net dem Familljeministère zouzeschousteren, mä sech e mat dem Wirtschaftsministère ze deelen an innovativ virzegoen?

D'Regierungen, dës an och déi virdrun, hunn déi traureg Traditioun eréischt ze reagéieren, wann de Misère schonn do ass. Dat, wat an eisen Nopeschlänner säit Joren owes an den Noriichte gewise gëtt, ass kee Krimi; dat ass eng Realitéit, déi och Lëtzebuerg betreffe kann an och Lëtzebuerg mëttlerweil betrëfft. An duerfir kann ee beim beschte Wëlle keng Argumenter akzeptéieren, déi drop hiweisen, datt mir hei zu Lëtzebuerg am Verglach zu eisen Nopeschlänner et nach gutt hei hunn a mir nach gutt do stinn, well esou stëmmt dëst och net!

Wann ee Lëtzebuerg mat deene 15 alen EU-Länner vergläicht, sti mir am Verglach zimlech schlecht do. An dëst haaptsächlech bei de strukturellen Ursaache vum Chômage, mä do wëll ech méi spéit a menger Ried nach drop zréckkommen.

Ech géif gären op zwee verschidde Voleten agoen, Här President, Här Minister, fir och eis Virschléi ze bréngen, an zwar den ekonomesche Volet op enger Säit an de strukturelle Volet op där anerer Säit vum Aarbechtsmaart.

An ech géif dann direkt mam ekonomesche Volet ufänken. D'Zil ass ganz kloer, dem Aarbechtsmaart genuch Méiglechkeete gi sech am Bannemaart ze entwéckelen, ouni datt eleng oder haaptsächlech déi reng wirtschaftlech Aspekter den Aarbechtsmaart definéieren. Keen zweifelt drun, datt mir eis Wirtschaft mussen dynamiséieren. Mä et wier haut, mat deem Wëssen, dat mer hunn, an och mat deenen empireschen Informatiounen, déi mer haut hunn, e Crime, déi ekologesch Komponenten, esou wéi fréier, net méi automatesch ze berücksichtegen, oder schlëmmer nach, wéi och fréier, de wirtschaftlechen an de soziale Komponente géintiwwer ze stellen. An ech muss soen, och déi nei Well vu gewerkschaftlechen Uspriechspartner hunn dëst entre-temps verstanen.

D'Zesummewierken also vun ekonomeschen a soziale mat den ekologesche Komponente soll de Kredo vun enger proaktiver Lëtzebuerger Beschäftegungspolitik sinn. Dat setzt natierlech Teamaarbecht viraus. Net nëmmen tëscht de Ministèren, oder mat de Partenaires sociaux, mä och mat de Gremien aus der Recherche, der Entwécklung, Gremien, déi um Terrain schaffen, an der Aarbechtswelt, an déi de Pragmatismus vun de soziale Komponente vläicht besser kenne wéi déi, déi an de Verwaltunge schaffen.

Dat heescht, et ass och schonn haut ugeklongen, Synergië schafen, Beréierungsängschten ënnerbannen, keng Angscht virun Innovatioun, Kreativitéit a Sammele vun Erfahrungen, well eng vun den Haaptursaache vun eisem schnell steigende Chômage oder Chômageteaux ass précisément déi verpasste Chancen un Innovatioun.

Eenzel Länner, wéi zum Beispill Dänemark, haten et an den 90er Jore fäerdeg bruecht, nei an innovativ Weeër ze goen, wéi bei hinnen eben ufanks den 90er Joren de Chômage eng reell Gefor ginn ass, net nëmme fir d'Wirtschaft oder fir den Aarbechtsmaart, mä och fir d'Cohésion sociale. An et ginn och Beispiller vu Regiounen oder esouguer vu Betriber, déi et fäerdeg bruecht hunn op eng Gefor ze reagéieren, proaktiv ze denken an nei innovativ Weeër ze goen.

Mir hunn hei eng Multitude vun oniwwersiichtlechen an oft net kohärente Mesuren agefouert, fir se och oft dann aus anere Grënn, heiansdo och aus finanzielle Grënn, aus ekonomesche Grënn, erëm ofzeschafen oder ëmzeänneren, ouni richteg ze wëssen, ob se da gegraff hunn oder gegraff hätten. Meeschtens huet et un engem globale Konzept gefeelt. Eng gutt Initiativ ass d'Iddi, dass d'Arbeitsamt mat Consultanten aus de Betriber oder aus de Secteuren zesummeschafft. Dat ass och schonn haut gesot ginn, mir ënnerstëtzen dat och. Et ass eng Politik, déi awer nach ëmmer an de Kannerschong hei ass, hätt awer missen e Bestanddeel vun där Gesamtstrategie sinn.

Den aktuellen an net neie grousse Misère an de Verwaltunge vum Arbeitsamt ass eben de Fait, dass eng kleng Reförmchen enger anerer Mesure d'Klensch an de Grapp dréckt, wat ganz vill Energie kascht, awer ganz wéineg effikass ass. Eng Gesamtstrategie gëtt et eiser Meenung no net oder vläicht nach net um Arbeitsamt. Vläicht kann een nom Audit um Arbeitsamt - nach eng Kéier eng Mesure, déi mer begréissen - herno de Fonctionnement méi effikass maachen, eben duerch eng besser Planifizéierung an duerch ee bessert Schafe vu Synergien.

Mir als Gréng ënnerstëtzen och d'Iddi, fir d'Arbeitsamt mat an de Board of Economic Development eranzezéien. Datselwecht zielt och fir d'Iddi vun der Cellule de maintien de l'emploi, déi soll geschafe ginn.

Dat sinn alles gutt Iddien, Här President, Här Minister, mä déi maachen nëmme Sënn a kënnen nëmmen effikass sinn, wa se an engem Plang matenee verbonne sinn a wa se och interagéieren. Well et ass eis wéineg gehollef, wann de Wirtschaftsminister grouss Betriber wéi AOL op Lëtzebuerg bréngt, well si kaum Aarbechtsplaze schafen. An déi Suen, déi mir iwwert d'Fiscalitéit vun esou grousse Boîten erakréien, schafen och keng Aarbechtsplazen. Déi Sue gi vläicht erëm gebraucht fir en Deel an de Fonds pour l'Emploi fléissen ze loossen, oder eventuell d'Lach vun eisem Ofsécherungssystem ze fëllen.

Wat mir hei brauchen, dat ass a Kleng- a Mëttelbetriber ze investéieren. An dëst aus ganz villen Ursaachen. Si sinn déi Betriber, déi déi gréisste Stabilitéit an der Wirtschaft bidden, si sinn déi, déi op laang Dauer investéieren, an e groussen existenziellen Intérêt hunn, sech der Zäit an dem Marché unzepassen an dobäi aarbechtskraaftintensiv ze bleiwen. Besser nach, si sinn déi Betriber, déi forméieren an Intérêt hunn, datt d'Beruffsausbildung effikass an adaptéiert ass. Si bleiwen oft mënschlech Betriber.

Onverzeilech ass et awer, datt grad am Secteur vun den erneierbaren Energien, deen zu Lëtzebuerg jo ausschliesslech aus PMEe besteet, einfach kuerzsiichteg d'Planz am Keim erstéckt ginn ass. Contrairement zu eiser Regierung hunn déi Betriber erkannt, datt ee ka mat gréngen Iddië schwaarz Zuele schreiwen.

An Däitschland, wou déi Formë vun Energien net méi ewechzedenke sinn, schaffe mëttlerweil 130.000 Leit am Beräich vun den erneierbaren Energien. Eleng déi däitsch Solarbranche huet 2004 en Ëmsaz vun zwou Milliarden Euro gemaach a 5.000 nei Aarbechtsplaze geschafen. D'Zuel vun de Leit, déi an dësem Domän schaffen, huet scho längst d'Zuele vun de schaffende Leit an de klasseschen Energien iwwerholl.

An interessant ass och, dass grad an dësem Domän a contrairement zu der Atomenergie de ganze Spektrum vun Aarbechtskräfte vertrueden ass. Eng verpasste Chance. Mir hunn dat schonns oft hei op dëser Tribün gesot, eng ekonomesch Nisch. Hei ass e Beispill vun enger Nisch, Här Castegnaro, mat onheemlech vill Aarbechtskraaftpotenzial, déi ass futtigetrëppelt gëtt.

Nach ee Beispill, wou mer et verpasst hunn innovativ a proaktiv virzegoen, ass sonner Zweifel d'Économie solidaire. Här President, den Aarbechtsministère beschäftegt sech mat Aarbechtsbeschafungsmoossnamen, sprich de Projet de loi iwwert de Chômage social, a gëtt den Dossier vun der Économie solidaire un de Familljeministère of. Wéi wichteg wier et awer gewiescht, eng national Debatt ze féieren iwwert d'Économie solidaire an hir potenzial Méiglechkeeten, fir d'Lëtzebuerger Wirtschaft, fir de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, fir d'Lëtzebuerger Beschäftegungspolitik, an zu gudder Lescht och fir d'Lëtzebuerger Cohésion sociale.

Wéi vill Méiglechkeete géing et ginn, wa mer eng nei, eng innovativ Politik iwwert de Wee vun enger Économie solidaire zu engem drëtte Pilier um Aarbechtsmaart géingen ugoen? Lues ewech vun den Aarbechtsbeschafungsmoossnamen, eriwwer zu enger Économie solidaire, déi och anere Leit wéi nëmme Chômeurs de longue durée oder mannerbemëttelte Matmënschen eng Aarbechtsplaz géing offréieren. Wéi vill kascht d'Cohésion sociale eis elo, alles inbegriffen? A wéi vill géing se eis kaschten iwwer en négociéierte Wee vun enger Économie solidaire?

Iwwregens kann een och hei mat sozialen Iddië schwaarz Zuele schreiwen. En eklatant Beispill ass dat vun der Kooperativ Coop an Italien. Dat ass déi éischt um Maart vun den Hypermarchéën. Mat 18% um Marché si si wäit viraus, viru Carrefour, deen et och an Italie gëtt, virun Auchan, wat et och an Italie gëtt, a viru Conad. Si fonctionnéiert nom System vun der Économie solidaire, an zousätzlech ass se spezialiséiert op biologesch an „fair trade"-Produiten.

Och déi europäesch Investitiounsbank huet dëse Créneau vun der Économie solidaire als eng vun hire Prioritéite gesat an ënnerstëtzt op eng privilegéiert Manéier d'Betriber aus der Économie solidaire. Et ass e Marché, deen um Kommen ass an eng interessant Approche, ëmmer verbonne mat adaptéierten an négociéierten Aarbechtsplazen.

Ech kommen elo zum strukturelle Volet. Et ass gewosst - et ass och schonn haut hei gesot ginn -, dass en Taux de croissance, an ech woen ze behaapten och ee vu 5%, wéi esou oft gesot gëtt, net onbedéngt de Chômage hei zu Lëtzebuerg géif erofdrécken. An et ass gewosst, datt nei Aarbechtsplazen och net onbedéngt den Taux de chômage erofdrécken. Op där enger Säit ass d'Zuel vun den neien Aarbechtsplazen net méi esou grouss wéi nach viru fënnef Joer, an op där anerer Säit ginn ëmmer méi, mëttlerweil si mer bei ongeféier 70%, vun den neien Aarbechtsplazen u Frontalieren.

Dat huet verschidden Ursaachen. Eng dovunner ass sécherlech, datt eng Persoun aus der Groussregioun - et ass iwwregens eng Groussregioun, déi ëmmer méi grouss gëtt, déi sech ëmmer méi ausweit - oft besser preparéiert ass. Si ass besser qualifizéiert an huet eng Rei Plus-valuen, déi se matbréngt, wou eng Persoun hei am Land muss passen. Säit kuerzem eréischt gi Stëmme gehéiert, déi ënnersträichen, dass dat e Problem net nëmme vu Beruffsausbildung ass, mä e Problem vu Bildung en général. Mir sinn dat europäescht Land mam beschte PIB a gläichzäiteg dat europäescht Land mat engem vun deene gréissten Tauxë vun onqualifizéierte Jugendlecher, déi d'Schoul verloossen.

Dat ass leider keen neie Phenomeen. Mä wéi schonn ugeklonge ginn ass, bis PISA eist Land erschüttert huet, ass keng Rücksicht geholl ginn op déi wuessend Zuel vun onqualifizéierte Jugendlechen, déi eis Schoul verloossen. Dat sinn iwwer 20%. Dat ass ee Kand vu fënnef. An et ass net ze verkennen, datt et virun allem déi onqualifizéiert Jugendlecher sinn, déi ganz schwéier eng Aarbecht wäerte fannen. Et sinn déi Jugendlecher, déi mir spéitstens no e puer Joer als Chômeurs de longue durée an de Statistike wäerten erëmfannen; hausgemaachte Chômeurs de longue durée.

Ech hat den Aarbechtsminister an engem Interview héiere soen, datt de Problem vum Chômeur de longue durée deen ass, datt hien net méi u sech gleeft. Et ass awer an der Realitéit esou, datt de Jugendlechen, wann e bis d'Schoul einfach verléisst ouni näischt, schonn dann net méi u sech gleeft. Hien huet an der Schoul versot. Et ass keng Plaz fir hien oder fir hatt, meeschtens ass et en hien, an der Schoul. Et ass keng Plaz fir hien um Aarbechtsmaart, an d'Gefor besteet, dass dëst dozou féiert, dass geschwënn och keng Plaz méi fir hien an eiser Gesellschaft ass. Dat ass sécherlech virun allem e Schoulproblem, mä et ass och e Beruffsausbildungsproblem, et ass en Aarbechtsmaartproblem an et ass e Gesellschaftsproblem.

An d'Jugendlecher hunn och dës Préoccupatioune virun zwou, dräi Wochen, wou de Jugendhearing hei an der Chamber war, vum Jugendchômage hei zimlech staark ausgedréckt. Mir hunn en fait plus ou moins 2.000 Jugendlecher an deem Fall tëschent 15 an 22 Joer, dovunner eng 350 bis 400 Jugendlecher tëschent 15 an 18 Joer, déi ouni Perspektive sinn. Keng Schoul, keen Zertifikat, keng Ausbildung, keng Aarbecht, keen RMG. Op der Pressekonferenz vum Joresbericht vum Arbeitsamt ass de Problem och kuerz genannt ginn. De Jugendchômage klëmmt op 18%, an eng Rei vu Jugendlecher fannen de Wee net bis an d'Arbeitsamt, aus wat fir engen Ursaachen och ëmmer, ass an de Mikro gesot ginn.

Ma, Här President, ech menge grad dat wier eng absolut Prioritéit erauszefannen, aus wat fir engen Ursaachen och ëmmer e Jugendlechen de Wee net fënnt fir an d'Arbeitsamt. Dës Ursaache sinn nämlech de Schlëssel firwat, wann ee Jugendlechen et dann an der Schoul opginn huet, hien och nach wéineg Chancen huet fir eng Upak ze fannen, fir sech konstruktiv ze organiséieren. An et gëtt sécherlech eng Rei vu Mesuren a vun Institutiounen, déi grad dofir do sinn. Si entspriechen awer manifestement net oder net méi de Besoinen, an dat kann ee jo och net soen, well jo keng Evaluatioun gemaach ginn ass.

Tatsaach ass awer, datt se bei wäitem net effikass genuch sinn. Ugefaange bei der Orientéierung an der Schoul, déi sech zum groussen Deel, dat wësse mer elo, iwwert den Echec mécht, iwwert d'Organisatioun, d'Begleedung an d'Evaluatioun vu Stagen an Entreprisen, bis zur Ënnerstëtzung vun der ALJ, Action Locale pour Jeunes, BiZ, Beruffsinformatiounszentrum, an ähnleche Gremien. Et feelt u pragmatescher Visibilitéit. An och déi helle Wull vu Glanzbroschüre vun der ADEM sinn do kee gutt Instrument.

Bei Jugendlecher, déi zum Deel duerch eng ganz Rei vu schlechten Erfahrungen, mä och duerch hire pubertären Alter e komplizéiert Verhalen hunn, musse konkret pedagogesch Moossname priméieren. A virun allem muss eng konsequent Pedagogik a konsequent Moossnamen d'Regel sinn. Dofir mussen déi Synergien tëschent de verschiddene Gremien hiergestallt ginn. Et muss zesummegeschafft ginn an d'Informatioune mussen déiselwecht sinn oder wéinstens sech komplettéieren. D'Zesummenaarbecht an den Dialog mat der Schoul mussen sech och onbedéngt verbesseren, dat ass schonn hei gesot ginn.

En anere Faktor ass och deen, Här President, Här Minister, datt et héich Zäit gëtt, datt och Aussoen, Date gefouert ginn am Beräich vun der Beruffsausbildung. Et gëtt wéineg zouverlässeg Zuelen. Et gëtt keng ventiléiert Daten, wat dann och verhënnert, datt een eng adaptéiert Offer vu Formatioun ka proposéieren. An et ass och schued, datt net méi mat den Employeurë kollaboréiert gëtt, fir Daten iwwert d'Demande vum Aarbechtsmaart ze hunn. D'Feelplanung an der Beruffsorientéierung vun den Handwierksberuffer beweist dëst kloer. Mir hunn op där enger Säit eng Demande an op där anerer Säit eng Offer, an ech mengen, datt grad dee Service um Arbeitsamt, deen dës zwou Offere soll beienee leeën, gefuerdert ass.

Et ass net esou, datt Stageplaze gefrot ginn an dass keng Leit do sinn. Et ass och net sou, dass ze vill Leit do sinn a keng Stageplazen. Et ass e Problem vu Beruffer, vu Beruffstypen. Bei Beruffstypen hu mer méi Patronen, déi eigentlech gäre Léierbouwen hätten, Léiermeedercher hätten, an et si keng do. Ëmgedréint hu mer eng Hällewull vu Léiermeedercher, Léierbouwen a mir fanne keng Stageplaze fir déi Jugendlech.

(Interruption)

Sécher.

(Interruption)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.-* Ee Jonken, dee wëll an en Apprentissage commercial goen an do keng Apprentissageplaz fënnt, kënne mir net zwéngen op där anerer Säit Steemetzer ze léieren, well do hu mer der nach vill, oder ech kann nach aner Beispiller soen. Dat ass nach ëmmer de fräie Choix. Mir liewen an enger fräier Welt, wou mer leider och kee kënne forcéieren. Ech weess net, wéi et géing ausgoen, wa mer géifen d'Kanner einfach forcéieren: „Du léiers dat an dat."

Wat mer awer, mengen ech, musse maachen, dat ass fir bei verschiddenen Ausbildungen den Numerus clausus anzeféieren. Ech maache mer wierklech Suerge fir den Apprentissage commercial et administratif. Wa mer der elo hunn, déi ginn da bei de Stat. Dat maachen ech dëst Joer net méi - ech hu menge Kolleegen an der Regierung dat gesot -, fir se beim Stat ënnerdaach ze bréngen, well da mengen se, besonnesch wa se da beim Stat ausgebilt ginn, si hätten herno och nach eng Plaz beim Stat. Ech maache mer wierklech Suergen, dass mer déi herno am Chômage hunn.

Mir mussen also bei verschiddenen Ausbildungen an Zukunft den Numerus clausus virgesinn, an dat anert ass fir ze encouragéieren. Ech weess net, wat mer alles maachen, de Schoulministère wéi d'Arbeitsamt a mir. Setzt Iech eng Kéier laang mat Elteren auserneen an erkläert hinnen, dass d'Zukunft an den technesche Beruffer läit. Mä dat ass eng haart Aarbecht.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här Minister. Et stëmmt wierklech, datt et schwéier ass, dat Ëmdenken an de Käpp, wat eng Beruffsausbildung wäert ass, an dass dat wierklech e schwéiere Facteur ass.

Fir de Rescht bestätegt de Minister eigentlech, datt et wichteg ass d'Leit alleguerten op en Dësch ze kréien an dass ee virun allem och d'Employeurë muss méi an dat Ganzt mat erunzéien.

Nieft de Jugendlechen, déi fir d'Zukunft eben eng wesentlech Roll um Aarbechtsmaart spillen, sinn et awer och d'Fraen, an dat ass wierklech en Deel vun der Populatioun, deen haut nach net ugeschnidde ginn ass, an déi e grousse Potenzial um Aarbechtsmaart duerstellen. E Potenzial, deen nach net genuch ausgeschöpft gëtt, well och net genuch an de Fraenaarbechtsmaart investéiert gëtt. Dëst ass d'autant plus regrettable, well een d'Frae méi séier awer an där Kategorie vun de „working poors" riskéiert erëmzefannen.

Ech erklären. Et gëtt dräi Grënn dofir. Éischtens, mir hunn zu Lëtzebuerg ongeféier een Drëttel Fraen an zwee Drëttel Männer schaffen, wat schonn erëm e schlechten europäesche Pourcentage vun der Fraebedeelegung um Aarbechtsmaart ass. Vun där Bedeelegung si wéineg Fraen a Führungspositiounen, obwuel allgemeng déi jonk Meedecher an déi jonk Frae besser an der Schoul a während de Studien ofschneiden.

Zweetens, vun alle Salariéë kritt ee Mann vu sechs de Mindestloun, awer eng Fra vu véier de Mindestloun; an drëttens, den Taux vu Fraechômage läit bei 46%, do si mer net méi wäit vu fifty-fifty ewech.

Déi dräi Facteuren zesummen, gekoppelt un d'Ambitioune vun der Lissaboner Strategie maachen dann awer kloer, datt et net méi duergeet, den Taux d'emploi vun de Fraen op 60% eropzeschrauwen. Vill méi ass et haut wichteg fir muer ze suergen, an zwar net nëmme fir d'Fraen an der Gesellschaft, mä och fir eis Ekonomie an alt erëm eng Kéier fir eis Cohésion sociale.

Mir begréissen d'Moossnamen, fir de Sexe sous-représenté méi staark ze subventionéieren am Cas vun enger Réembauche. De Comité économique et social huet a sengem Avis vun dësem Mäerz 2005 ervirgehuewen, datt et eng evident vertikal an horizontal Segregatioun vu Fraen um Aarbechtsmaart gëtt. An ech zitéieren aus dem Avis vum Conseil économique et social: «Ainsi, en ce qui concerne l'accès à la profession, l'on observe non seulement qu'à niveau de qualification identique, les femmes ne sont pas seulement moins recrutées aux postes de dirigeant ou de responsabilité supérieure, mais également qu'elles sont de prime abord souvent écartées des postes vacants en raison de la grande probabilité d'interruption du cursus professionnel pour assumer des responsabilités familiales.»

45% vun de Fraen, déi ophale mat schaffen - dat ass eng CES-Etüd -, maachen dëst wéinst de Kanner an 23% scho wéinst dem Mann, wa se bestuet ginn. An de Conseil économique et social proposéiert dann och eng ganz Rei vu Mesuren - net fir d'Männer ze versuergen, mä fir d'Kanner ze versuergen - fir d'Kannerversuergung, woubäi de Conseil économique et social och ausdrécklech ënnersträicht, datt déi qualifizéiert Betreiung onëmgänglech ass an der Kannerversuergung. Hei offréiert de Stat haut eng ronn 10% vun de Kanner eng qualifizéiert Kannerversuergung. Do ass also, an dëst säit laangem schonn, Handlungsbedarf.

De Problem vun de Femmes rentrantes hëlt e bëssen of, mä e bleift bestoen, eben oft produzéiert duerch déi grouss Zuel vu Scheedungen, wou d'Fraen ëmmer déi sinn, déi ebe wéinst der Famill opgehalen hu mat schaffen oder en temps partiel schaffen. De Problem vun de Fraen, déi eng Aarbecht sichen, oder déi, déi eng Aarbecht hunn, se ze behalen, muss e prioritäre Problem vun der Cellule de maintien de l'emploi ginn.

Ech erënneren drun, datt net méi spéit wéi am Februar 2005 d'Lëtzebuerger Présidence a sengem Ministerrot vun der Chancëgläichheet eng Deklaratioun ënnerschriwwen huet, déi genau dës Tatsaachen iwwert de Fraechômage an déi oft prekär Situatioun vun der Fra um Aarbechtsmaart beschreift. Si erkennt all déi Problemer un a si schléit eng Rei Virsätz vir, wéi zum Beispill, an ech zitéieren do nach eng Kéier: «intensifier les efforts afin de lutter contre l'exclusion sociale et de surmonter les obstacles à la participation des femmes au marché de l'emploi» - oder nach eng aner wichteg Mesure - «de développer, parallèlement aux mesures destinées à accroître la compétitivité et la productivité, des stratégies destinées à augmenter le nombre de femmes actives et d'emplois de qualité pour ces dernières, à garantir et à protéger les droits des femmes actives et à supprimer les barrières structurelles».

Här President, ech ginn dovun aus, esou wéi dat an der Regierungsbänk gesot gëtt, datt d'Regierung aus engem Mond schwätzt, an dass, wann d'Chancëgläichheetsministesch esou eng Deklaratioun ënnerschreift, si dëst och mam Aarbechtsminister ofgeschwat huet, an deen eis dann och déi konkret Instrumenter zur Ëmsetzung vun dëser Politik ka virweisen. Dat beinhalt natierlech eng ganz Rei vu Mesuren an eng proaktiv Fraebeschäftegungspolitik.

Mir proposéieren och an dësem Dossier méi mat de bestoende Gremien ze schaffen, mä och méi d'Partenaires sociaux ze sensibiliséieren, notamment mat legislative Mesuren. Frankräich huet virun enger Woch elo just e Projet de loi ofginn, wou d'Gläichheet an de Salairë gesetzlech soll verankert ginn. Et gëtt also vill Méiglechkeeten aus Chancëgläichheet Gläichheet ze schafen an notamment per Gesetz.

An dësem Kontext wier et och wichteg eng Oplëschtung an eng Evaluatioun ze maache vun de Strategien oder vun all de Plans d'action, déi eben den Aarbechtsministère a Kollaboratioun mam Chancëgläichheetsministère gemaach huet oder plangt ze maachen. Vläicht wier et och wichteg an dësem Kontext dem Comité du Travail féminin méi eng grouss Roll ze ginn an och alt erëm eng Kéier Synergië mat bestoenden Institutiounen ze schafen.

Als Konklusioun, Här President, géing ech gäre soen, datt et wichteg a batter noutwendeg ass, éischtens eng grouss a kohärent Form vun der Prise en charge vum Chômage ze maachen; zweetens méi courageis Weeër ze goen, mat de Leit um Terrain ze schwätzen, d'Innovatioun gutt ze preparéieren, eng Prioritéit draus ze maachen, wat natierlech dann och bedeit, datt ee muss dran investéieren, och finanziell. Et ass also méiglech. Et ass eng Saach vu Prioritéit, mä et ass och eng Saach vun Ëmdenken. An et ass virun allem eng Saach vu politeschem Courage fir Innovatioun.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, et ass sécherlech keen einfacht Thema, wat mer haut hei zur Debatt hunn, mä et ass awer bluttnoutwendeg net nëmmen driwwer ze schwätzen, mä och konkret Mesuren anzeleeden.

De Statec huet d'lescht Joer houfrech eng Croissance vu 4,5% ugekënnegt. De Chômage ass awer am gläichen Zäitpunkt ëm 14,9% geklommen. Wann een awer all Leit berücksichtegt, déi net aus den Zuele vun der ADEM erausginn an awer op der Sich no enger Aarbecht sinn, da geet de Prozentsaz op 30 erop. Dat geet och kloer aus dem Statec sengen Analysen ervir.

Besonnesch bedenklech sinn déi dramatesch Zuele bei der Jugendaarbechtslosegkeet bei deene Jonken tëschent 17 a 24 Joer, wou de Prozentsaz säit dem leschte Joer vun 11,7% op 18,3% geklommen ass.

Festzestellen ass, dass mer eis lues a lues dem europäeschen Niveau upasse wat d'Aarbechtslosegkeet ubelaangt. Mir brauchen also net méi hei vun enger atypescher Aarbechtslosegkeet ze schwätzen. Mir sinn elo an därselwechter Situatioun wéi aner Länner.

All déi, déi gemengt hunn, mir hätten en Aarbechtsloseproblem, dee mer ouni Weideres zu all Moment an de Gréff kéinte kréien, kucken all Dag méi domm aus der Wäsch.

Här President, an dobäi ass et Mëtt d'lescht Joer gutt ugaangen, mat de gudde Virsätz an de Versprieche, awer virum Broochmount.

D'LSAP hat grouss op hire Plakaten ugekënnegt „Mir paken et un". Si hunn no de Wahlen d'Méiglechkeet kritt fir d'Saach an d'Hand ze huelen. Et schéngt awer, datt de Chômage esou e glëtschege Problem ass, datt och d'Sozialisten e bis haut nach net ze pake kritt hunn.

Op der CSV hirem „séchere Wee" schéngt et ëmmer méi glëtscheg ze ginn, well och si fale méi wéi oft op d'Nues. An hire Wee ass elo schonn esou glëtscheg, dass d'Aarbechts- an d'Sozialofsécherung ëmmer méi ewechrutscht an dass meeschtens Europa soll d'Schold hunn un där Schmierseef, déi lues a lues Seefeblosen aus eisem sozialen Aarbechtsrecht maachen.

Wat kënne mer iwwerhaapt ënnerhuelen, fir de Chômage ze begrenzen? E Chômage, deen duerch eng ultraliberal Politik an Europa gefördert gëtt, an dës Politik géif mat deem ominöse Verfassungstraité nach staark verschäerft ginn.

De Chômage arrangéiert besonnesch déi, déi gäre bëlleg Aarbechtskräften hätten, an déi kritt een, wann et ëmmer méi Leit gëtt, déi eng Aarbecht sichen. D'Konsequenze vun där neoliberaler Politik do mussen awer déi eenzel Memberstate selwer droen. An déi dinn hei am Land besonnesch wéi, well mer elo feststelle mussen, dass déi atypesch Aarbechtslosegkeet, déi mer ëmmer vun de Regierungen ageriet kritt hunn, eng ganz normal Aarbechtslosegkeet ass. Den Aarbechtslosen, déi en Job sichen, ass et egal, wéi mer déi Aarbechtslosegkeet nennen. Si hätte gären en Job. Si hätte gären dat Recht op Aarbecht, wat hinne vun eiser Verfassung garantéiert gëtt a wat hinnen och glécklecherweis nach erhale bleift, well de Verfassungstraité, deen hinnen nach just d'Recht ze schafe garantéiert hätt, nach net a Kraaft trëtt an och hoffentlech ni a Kraaft triede wäert.

Wou awer musse mer den Hiewel fir d'éischt usetzen? D'Regierungserklärung ass zimlech vague a léisst all Méiglechkeeten op. Do steet an der Introductioun: «Façonner le droit du travail de manière à garantir un équilibre optimal entre les besoins de flexibilité des différents acteurs et de la sécurité des aspirations des salariés».

Eent ass sécher: D'Flexibilitéit, déi ass wäitgehend garantéiert. Garantéiert duerch Deelzäitaarbecht, Deelzäitverträg, duerch flexibel Aarbechtszäiten, duerch Interimsgesellschaften an och duerch Téleeaarbecht, déi sech ëmmer méi ausbreet. Awer och duerch de POT, de Plan d'Organisation de Travail, deen am Pan-Gesetz agefouert gouf, an duerch verschidde Kollektivverträg, wou d'Iwwerstonnen eréischt bei 195 anstatt bei 173 Stonnen de Mount uginn. A wou am Horaire mobile esouguer d'40-Stonne-Woch am Horecasecteur a Fro gestallt ass.

Dat ass sécherlech d'Flexibilitéit, déi vun der Regierung gemengt ass. A wou dann och nach ugekënnegt gëtt, datt d'Regierung d'Sozialpartner géif ënnerstëtzen, wa se schéi brav an där Richtung weiderfueren, et pour cause.

Här President, wat kënne mer hei am Land awer konkret maachen, fir de Chômage ze reduzéieren? Sollte mer net emol fir d'éischt kucken, déi Saachen an de Gréff ze kréien, déi nei Aarbechtsplaze verhënneren, wéi zum Beispill systematesch geschafften Iwwerstonnen? Wieren do net méi Kontrollen ubruecht? Mä wie kéint déi maachen? Vläicht d'Douane, anstatt op de Grillfester ze kontrolléieren, ob deen een oder deen anere kee Schiertech um Kapp huet.

Oder wéi zum Beispill d'Zréckgräifen op ëmmer méi Zäitverträg. Dat ass och e Problem. Wéi zum Beispill d'Beschäftege vu Schwaarzaarbechter. Oder d'Beschäftege vu Leit, déi an der Pensioun sinn a Plaze besetzen, déi eigentlech fir Jonker missten zur Verfügung gestallt ginn. Oder Plazen, déi besat gi vu Leit mat engem zweeten Job. Ech denken do zum Beispill un de Persounentransport vu Leit, déi an der Pensioun sinn oder schonn en Job hunn, déi beschäftegt gi fir Auslandsreesen ze maachen. Oder am Beräich vun de Sécherheetsfirmen, wou pensionéiert Polizisten a Gendarmen, esouguer aus dem Ausland, beschäftegt ginn, fir Nuetsiwwerwaachungen ze maachen.

Ass et nach normal, datt mer zouloossen, datt déi Leit, déi méi wéi véiermol de Mindestloun verdéngen, nach eng zweet Steierkaart kréien, a wou bei Verschiddenen den Aarbechtsminister och nach muss säin Accord ginn? Oder Leit, déi eng Pensioun hunn, déi iwwer véiermol de Mindestloun erausgeet.

Ech denken awer och un d'Téleeaarbecht, déi net reguléiert ass an déi ëmmer méi Iwwerhand kritt, wou just d'Aarbecht als Wuer bezuelt gëtt an d'Aarbechtszäit net méi honoréiert gëtt a wou d'Sozialpartner sollen eng Léisung fannen, soss misst de Législateur agräifen.

Et wier wichteg, datt de Législateur direkt mol en Zäitlimit setzt, bis wéini datt d'Sozialpartner sech musse gëeenegt hunn. Well soss geet et wéi bei der Horesca, dann négociéieren se während bal 50 Joer, gi sech dann awer net eens an da gëtt légiféréiert. A wat do erauskomm ass bei der Horesca, dat wësse mer jo elo, wéi et an der Praxis ausgesäit.

A während deem ganze Pallawer sinn et d'Salariéen, déi d'Konsequenze mussen droen. Hei muss direkt Kloertext geschwat ginn an d'Regierung soll direkt hir Verantwortung huelen, awer och d'Parlament, fir dass et keng esou Gesetzer méi zouléisst.

Här President, solle mer net endlech emol konkret Mesuren aféieren, déi et eis erméiglechen deene Leit, déi op eisem Aarbechtsmaart zur Verfügung stinn, eng Prioritéit ze ginn? Anstatt datt mer einfach nokucke wéi ëmmer méi Aarbechtskräften importéiert ginn. A wou d'Interimsgesellschaften zu 80% an de Grenzgebidder recrutéieren an eis ADEM deem net nokënnt. An déi dann déi fest Aarbechtsplaze précariséieren, well et ass jo e gefonnent Friesse fir d'Patronat, wa se kënnen op Interimsgesellschaften an op Leit zréckgräifen, déi se mueres aus dem Bett ruffe wa se se grad brauchen, an da brauchen se keng fest Aarbechtsplaze méi ze schafen.

Dat ass eng Gefor fir eisen normalen Aarbechtsmaart. An et ass e Skandal, wann hei am Land eng nei Mëtteleisestrooss gebaut gëtt op ARBED-Belval an iwwer 200 nei Aarbechtsplaze geschafe ginn, déi dann importéiert ginn. Während déi Leit, déi bei Arcelor schaffen, an d'Cellule de reclassement versat ginn, déi gréisstendeels vum Stat, also vum Steierzueler finanzéiert gëtt. A mer bal 10.000 Aarbechtsloser op eisem Aarbechtsmaart hunn, wou der sécherlech genuch drënner gewiescht wieren, déi deen Job hätte kënnen iwwerhuelen.

Kommt also wann ech gelift net heihinner soueren, mir kréichen eise Chômage net an de Gréff, wann Der higitt an Der verschenkt Aarbechtsplazen, déi mer hei am Land schafen, schonn am Virfeld un d'Ausland. An dat och nach mat dem préalablen Accord vun de Gewerkschaften.

Mer sollen also kucken, dass mer eis Aarbechtsloser ënnerdaach kréien, an do mussen déi néideg Viraussetzunge gesat ginn. An do brauche mer net méi helleg ze si wéi de Poopst, och wann den Aarbechtsminister aus enger chrëschtlech-sozialer Partei kënnt.

Well eis Nopeschlänner, déi kucken net ëm, wann et ëm hir Interesse geet.

Ech kennen d'Äntwert, déi ech ëmmer erëm dorobber kréien: Mir kënnen dat net maachen. Mir sinn ze vill un Europa gebonnen. Mir mussen déi europäesch Dispositioune respektéieren.

A wéi mer gebonne sinn! Säit dem Traité vu Maastricht huet d'Zuel vun de Mindestlounbezéier hei am Land eng steigend Tendenz. A wann deen neie Verfassungsvertrag géif a Kraaft trieden, da kéinte mer eis drop gefaasst maachen, datt et mam Lounniveau nach méi schnell biergof géif goen.

Dat wär d'Konsequenz, well eben ëmmer méi Leit op eisen Aarbechtsmaart drängen an hir Aarbecht zu ëmmer méi niddrege Präisser ubidden an domadder Aarbechtsplaze besetzen. An dat sinn och Leit, déi mat enger héijer Qualifikatioun och manner qualifizéiert Aarbechtsplazen unhuelen, och dat ass eng grouss Gefor, an domadder eis manner qualifizéiert Leit iwwerhaapt keng Chance méi kréien.

(Mme Nelly Stein prend la Présidence)

Dat ass och eng Realitéit, mat där mer konfrontéiert sinn an där mer musse Rechnung droen a wou mer musse Mesurë fannen, fir dass dat ophéiert.

(Interruption)

Mat wéi engem Traité?

Une voix.- Mam Traité vu Bréissel.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Neen, mam Traité net. E war mat engem Text d'accord an herno ass deen Text do geännert ginn an ëmgebastelt ginn. A wéi mer e richteg gelies haten, a wéi ech en emol eng Kéier haart virgelies hat, do huet e verstanen an do huet en och nee gesot.

Une voix.- Ah!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Madame Presidentin, mer fannen awer och ëmmer méi Beschäftegungsinitiativen…

(Interruption)

Wann ech gelift, Här Minister?

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- …, dass Äre Vertrieder iwwerhaapt näischt verstanen huet.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Dach, hien huet dat verstane wat en deemools dohigeluecht kritt huet a mer ware jo och am Ufank net domat d'accord.

(Interruption)

An herno si jo awer all déi Ajoutë bei deen Traité derbäikomm, déi virdrun net do loungen. An do ass d'Diskussioun komm an do hu mer eng nei Diskussioun gefouert a mir hunn op eisem Kongress ganz kloer nee gesot. An esou einfach wéi et ass...

Mme la Présidente.- Här Jaerling, Dir kënnt elo weiderfueren! Loosst lech net ausernee bréngen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech si jo amgaang, Madame Presidentin.

Mme la Présidente.- Fuert elo an Ärer Ried weider.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ma neen, ech hu mer dat esou opgebaut, dass ech mer fënnef Minutte gelooss hu fir ze äntwerten.

Madame Presidentin, mir fannen awer och ëmmer méi Beschäftegungsinitiativen um parallellen Aarbechtsmaart erëm. Beschäftegungsinitiativen, déi en zweeten Aarbechtsmaart amgaange sinn opzebauen, an déi Aarbechten zougespillt kréien, déi eigentlech missten der Privatwirtschaft zugutt kommen.

Anstatt Ausschreiwungen ze maachen, esou wéi dat am Marché-public-s-Gesetz virgesinn ass, ginn iwwer Konventioune vun de Gemengen Aarbechtsplazen einfach u Beschäftegungsmesurë verdeelt. Den normalen Aarbechtsmaart gëtt doduerch iwwergaangen a konkurrenzéiert. Awer net well déi Beschäftegungsinitiativen d'Realiséierung vun de Projete méi bëlleg ubidden. Loin de là. Mä well einfach déi normal Bedingunge vum Marché-public-s-Gesetz ëmgaange ginn.

An der Regierungserklärung gëtt ugekënnegt, datt e Gesetz soll agefouert ginn, wat de Beschäftegungsorganisatiounen eng legal Basis gëtt, wat soll eng sozial Effizienz garantéieren an eng finanziell Transparenz bei de Beschäftegungsinitiativen. Wann also elo e Gesetz fir finanziell Transparenz soll suergen, da stellt sech awer d'Fro, ob da bis elo keng Transparenz do war. Huet de Stat keng Kontroll iwwert déi Organisatiounen, déi jo awer staark staatlech subventionéiert ginn? Déi Initiative sollen och nëmmen e limitéierten Accès op de Marché public kréien, a gesetzlech Dispositioune sollen all déi déloyal Konkurrenz vis-à-vis vun der Privatwirtschaft verhënneren.

Am Januar…

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Frënd Jaerling, de Buergermeeschter vu Fréiseng,…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Madame Presidentin, kënnt Der just mäi Mikro hei ausmaachen.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- …wann ech dat dierft soen, huet och während zwee, dräi Joer gutt Aarbecht mat Beschäftegungsinitiativen…

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- De Mikro ass nach ëmmer un.

M. John Castegnaro *(LSAP).*- …duerchféiere gelooss. An en hat all déi Problemer net mat deene Beschäftegungsinitiativen, déi Dir elo opgezeechent hutt. Och do huet en eppes net richteg gelies oder verstanen, bis Dir em et virgelies hutt, wahrscheinlech.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech wëll soen, do huet e mech net gebraucht, well en huet aus der Praxis eraus gemierkt, datt déi Initiative seng Gemeng dräimol esou deier géife ginn, wéi wann en et vu Privatentreprisë maache gelooss hätt, an duerfir huet en déi Beschäftegungsinitiativ och net méi bei sech akzeptéiert. Dat ass d'Realitéit. Wann Der schonn en Zwëscheruff maacht, dann ëmfrot lech fir d'éischt!

M. John Castegnaro *(LSAP).*- Jo, da maachen ech dat elo. En huet se nämlech net opgeléist, en huet säi Sigle nach ëmmer, en huet e just in Ruhestellung gesat bis no de Gemengerotswahlen. Wann en dann nach d'Chance huet, fiert e sécher weider domat. Et muss een oppasse mat deenen Aussoen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech hunn lech just dat gesot, wat d'Realitéit ass. Dat Eenzegt wat ass, dat ass datt et effektiv stëmmt, datt déi Initiativ nach um Site vun der Gemeng Fréiseng dropsteet, mä déi ass guer net méi aktiv, an e wäert se och net méi beschäftegen.

Mme la Présidente.- Här Jaerling, wëllt Der elo weiderfueren. Den Här Castegnaro ass scho laang fäerdeg, en hat och net gefrot, mä mir sinn e bësselche méi tolerant elo. Fuert elo weider, Här Jaerling, an ech géif deenen aneren de gudde Rot ginn, net méi ze ënnerbriechen, soss komme mer jo ni hei un d'Enn.

Une voix.- Mir schummen eis.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Also, Madame Stein, ech verstinn lech ganz gutt, well ech hunn och d'Pizza geroch.

(Hilarité)

Am Januar 2003 huet d'Sozialistesch Partei sech géint de Gesetzesprojet iwwert d'Beschäftegungsinitiativen ausgeschwat an esouguer verlaangt en zréckzezéien. Elo steet en awer an enger Regierungserklärung, déi d'Sozialiste mat ënnerschriwwen hunn. Ass dat op e plötzleche Sënneswandel hinzefëieren, oder spillt hei alt erëm eng Kéier d'Dominanz vun der CSV? Gëtt et iwwerhaapt eppes an der Regierungserklärung wat vun de Sozialiste selwer staamt, oder huet de Jean-Claude den Éischten den Text redigéiert an d'LSAP just mat den Aen zou ënnerschriwwen?

Wat ass sozial Effizienz?

Une voix.- Elo provozéiert Der erëm!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ass dat wann ee mat Steiergelder Beschäftegungsinitiative fördert, déi um normalen Aarbechtsmaart méi futtimaachen, wéi se an hirem Beräich gutt maachen? Wat heescht e limitéierten Accès op de Marché public, fir datt d'Concurrence déloyale ageschränkt gëtt? Och wann nëmmen e limitéierten Accès op de Marché public zougelooss gëtt, esou gëtt et nach ëmmer Moyenë fir iwwer Konventioune mat de Gemengen dat ze ëmgoen.

Et kënnt fir den ADR op kee Fall a Fro, datt déi Beschäftegungsmesuren an deem Rhythmus an op déi Aart a Weis ausgebaut ginn an och nach gesetzlech verankert ginn, fir datt se de Betriber nach méi Konkurrenz kënne maachen. Well d'Konkurrenz trëfft besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber, déi de Gros vun deenen Aarbechte kënnten iwwerhuelen, wa se seriö ausgeschriwwe géife ginn. Wa mer Mesurë brauche fir Leit, déi bal guer net méi um Aarbechtsmaart ënnerdaach ze bréngen sinn, da sollen déi vun der ADEM géréiert ginn.

Besonnesch bei Jonken, déi schlecht qualifizéiert sinn, muss eben dann d'Ausbildung erweidert ginn. Dat bréngt hinne méi wéi wa se an Equipen zesummegeknautscht ginn, an dat bréngt hinnen op jidde Fall méi, wéi wa se vun enger Beschäftegungsmesure an déi aner gehäit ginn.

Méi ideal wier et nach, wa mat de Betriber géifen Ofkommesse getraff ginn, fir se an den normalen Aarbechtsmaart ze integréieren. Ofkommessen, déi misste finanziell begleet ginn, déi awer méi sënnvoll a méi bëlleg wieren, wéi dat wat elo versicht gëtt mat Beschäftegungsinitiativen opzebauschen. Beschäftegungsinitiativen, jo, awer sënnvoller an net zu egal wat fir engem Präis.

Madame Presidentin, da kënnt nach derbäi, an dat gëtt bei verschiddene Gemenge schonn zum Usus, datt se Leit jorelaang beschäftegen iwwer CAT-Kontrakter. Während där gläicher Zäit awer gi Leit agestallt, fir déiselwecht Aarbecht ze maachen, déi déi richteg Parteikaart hunn oder dem richtege Sportsveräin ugehéieren. Och dat sinn Nieweneffekter vu gutt gemengte Beschäftegungsmesuren, déi voll derniewent ginn.

De Betriber gëtt virgehäit, datt se géifen hire Bilan duerch Beschäftegung vu bëllegen Aarbechtskräfte sanéieren. Op där anerer Säit loossen awer déi, déi de Betriber dat virgeheien, et zou, datt op de Gemenge Leit jorelaang an CAT-Kontrakter beschäftegt ginn.

Une voix.- Très bien.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Madame Presidentin, am Zesummenhang mam Beschäftegungsproblem gesäit d'Regierungserklärung ënner anerem vir, en externen Audit bei der ADEM duerchzezéien. Dat schéngt eis eng vernünfteg an noutwendeg Mesure. D'ADEM huet déiselwecht Problemer héchstwahrscheinlech wéi mir alleguer. Si huet de Laascht net esou richteg gesi kommen, gouf awer als Éischt domadder konfrontéiert. An do stellen sech effektiv e puer Froen.

Sinn d'Unzeeche vun enger steigender Aarbechtslosegkeet an eisen Nopeschlänner an an Europa net erkannt ginn, well mer an der Illusioun gelieft hunn, mir kënnten op ëmmer an éiweg 10 bis 15.000 Aarbechtsplazen d'Joer hei am Land schafen? Wéisou ass net fréizäiteg reagéiert ginn, wéi festgestallt ginn ass, datt d'Aarbechtsplazen, déi geschafe gi sinn, haaptsächlech vun importéierten Aarbechtskräfte besat gi sinn? D'ADEM huet Effortë gemaach a puncto Jobdescription a Betreiung vun den Aarbechtslosen. Dat ass ouni Zweifel ze beweisen an dat klappt och. Quitte datt et en neie System ass, kann een awer sech selwer vun der Effikassitéit dovunner iwwerzeegen.

Mä dat geet net duer! Wat mer brauchen ass nach méi eng offensiv Aarbechtsmaartverwaltung, déi esou konzipéiert ass, datt se och genuch Moyenen huet, fir op d'Betriber zouzegoen. A mir brauchen och eng effikass Administratioun, déi sech der Réinsertion professionnelle unhëlt. Et geet net duer, datt mer e Gesetz maachen iwwer en internen an externe Reclassement vun deene Leit, déi aus der Invaliditéit erauskommen, wann d'Begleetmoossnamen net kloer definéiert sinn a wa keng kloer Richtlinne gesat ginn, wéi zum Beispill den interne Reclassement muss geschéien.

Am Gesetz iwwert d'Réinsertion professionnelle steet den interne Reclassement wuel dran, kann awer ouni Problem ëmgaange ginn. A wann dann intern reclasséiert gëtt, dann zum ënneschte Loun, ouni datt déi Betraffen, laut deem bestehende Gesetz, Urecht hunn op eng Indemnité de réemploi, wat jo elo soll glécklecherweis geännert ginn. Déi, déi awer elo während zwee Joer an deem Fall sinn, kréien näischt. Duerfir muss onbedéngt e Reglement dat internt Reclassement klären, fir jiddferengem déiselwecht Chancen ze ginn.

Den Här Minister huet och hei geschwat vum sozialen Engagement vun de Betriber. Mir hunn haut vu villem geschwat, mir hu vu Gläichberechtegung geschwat vun der Fra, mä mir hunn awer eng Kategorie vu Leit vergiess, dat sinn déi Behënnert. D'Gläichberechtegung fir déi Behënnert um Aarbechtsmaart. Mir mussen och emol duerfir suergen, datt d'Betriber de gesetzleche Prozentsaz, dee gefuerdert ass fir Behënnerteplazen ze schafen, dee musse mer awer emol kucken, datt dee respektéiert gëtt, a ganz besonnesch bei de Gemengen an och beim Stat, woubäi bei verschiddene Gemengen dee Prozentsaz ganz wäit hannendrun hippt. Och dat gehéiert zu der Diskussioun iwwert de Chômage, och dat gehéiert zur Diskussioun iwwert d'Chancëgläichheet.

Madame Presidentin, d'Haaptursaach vun eisem Chômage soll anscheinend um Manktum u Qualifikatioun leien, wat effektiv och stëmmt. Et stëmmt zum Deel, werft awer eng Rei vu Froen op. Wie war dann an de leschte Joren zoustänneg fir d'Educatioun? Wat ass versäumt ginn, datt mer esou e Réckstand an eiser Qualifikatioun hunn? Ass et vläicht doduerch, datt all Kéiers wann en neien Educatiounsminister kënnt, dat ganzt Konzept geännert gëtt an iwwerhaapt kee seriöe Suivi méiglech ass, an datt mer dann all Kéiers erëm eng Kéier vu vir ufänken?

Wichteg ass fir eis, datt besonnesch déi Jonk, déi Schwieregkeeten hunn, sech an der normaler Lafzäit ze qualifizéieren, ebe méi laang an der Formatioun kënne bleiwen. Mir haten am Laf vun der Debatt iwwert d'Educatioun eng deementspriechend Motioun deponéiert, déi awer hei ofgelehnt gouf. Engersäits kräischt Der, datt mer net genuch qualifizéiert Leit hunn, anerersäits verwerft Der awer dann eng Propositioun, déi méi e laange Wee virschléit, fir datt méi Leit eng Chance hunn, fir qualifizéiert ze ginn. Et ass ëmmer nach besser, Jugendlecher méi laang an der Schoul ze halen, wéi hinnen als Onqualifizéierten de Chômage ze ginn oder se vun enger Beschäftegungsmesure an déi aner ze geheien.

D'Schoul kann hinnen eng Chance vermëttelen. D'Beschäftegungsmesuren an de Chômage bréngen hinnen net vill, an duerfir wëll ech déi Motioun dann hei nach eng Kéier deponéieren, fir jiddferengem eng Chance ze ginn, säin Iertum vun deemools ze revidéieren.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que la loi du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement prévoit en son article 1er que tout enfant âgé de six ans révolus avant le premier septembre recevra pendant neuf années consécutives l'instruction telle que prévue par la loi;

- considérant que la France connaît une obligation scolaire jusqu'à l'âge de 16 ans et que la Belgique connaît une obligation scolaire jusqu'à l'âge de 18 ans;

- considérant que le niveau de formation est primordial pour l'insertion professionnelle;

- considérant qu'aujourd'hui l'obligation scolaire n'a plus la même valeur symbolique et donc le même sens que lors de son instauration en 1912;

- considérant qu'il s'agissait alors d'une obligation pesant sur les familles et les contraignant à faire instruire leurs enfants plutôt que d'en exploiter la force de travail;

- considérant qu'à l'époque il s'agissait pour la société d'exhausser le niveau global de formation pour développer en chacun ses capacités citoyennes et la possibilité de contribuer au développement économique et social du pays en s'assurant un niveau de vie décent;

- considérant qu'aujourd'hui l'obligation scolaire pèse davantage sur les jeunes que sur les familles;

- considérant qu'il est manifeste que l'école a bien du mal à prendre en charge un certain nombre de jeunes, surtout quand elle les a engagés, parfois depuis la première primaire, dans la spirale de l'échec, les excluant progressivement en quelque sorte de tout projet scolaire positif;

- considérant que dans l'état actuel des choses, sortir les jeunes à 15 ans de l'école revient à les renvoyer à la rue;

- considérant qu'une prolongation de l'obligation scolaire permet de former les jeunes à un plus haut niveau de qualification professionnelle;

- considérant qu'il est évident que les structures actuelles de l'école sont inadéquates, qu'il est indispensable que l'école fasse œuvre d'invention pour offrir des voies alternatives à un certain nombre de jeunes qui ne peuvent plus entrer dans un projet de scolarisation à temps plein;

demande au Gouvernement

- de prolonger l'obligation scolaire à 16 ans;

- de trouver des manières nouvelles d'accomplir l'obligation scolaire à temps partiel à partir de 13 ans;

- d'aboutir à transformer l'obligation scolaire en une obligation de la société d'amener tous les jeunes à un niveau de formation et de qualification minimum facilitant l'insertion professionnelle.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

(Interruptions)

Ben, Här Glesener, dat weess ech, d'Majoritéit huet ëmmer eng besser Motioun wéi déi aner, mä wann Är Motioun gutt ass, da stëmmen ech se selbstverständlech och.

Mme la Présidente.- Här Jaerling, adresséiert lech un d'Chamber.

(Hilarité)

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Da schwätzen ech awer an e leere Raum, Madame Stein, a bal en eidele Raum.

Här President, wat d'Educatioun ubelaangt…

(Interruptions)

Une voix.- Et ass Madame President.

Une autre voix.- Dat ass eng Déformatioun.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Entschëllegt, et kann ee sech och emol iren.

Madame President, wat d'Educatioun ubelaangt, wëll ech hei awer net verfeelen d'Wichtegkeet vum Handwierk ervirzehiewen. Just an deem Beräich, wou Main-d'oeuvre feelt, gëtt net genuch an d'Educatioun investéiert.

D'Beruffsorientéierung muss och dozou déngen, de Jonken d'handwierklech Beruffer erëm schmackhaft an zougänglech ze maachen. An ech géif mengen, do kënne mir alleguerten an ech och mea culpa soen, well mir nom Krich gemengt hunn, eis Kanner dierfte jo dach net hir Fanger knaschtech maache a missten iergendwéi e Beruff oder eng Qualifikatioun kréien, wou se sech net méi brauche knaschtech a midd ze maachen. Mir hunn et gutt gemengt, mä mir gesinn awer wat doraus entstanen ass, dat heescht, dass mer eng falsch Beruffsorientéierung gemaach hunn, net nëmme vun de Schoulen aus, mä och vun den Elteren aus, déi einfach gemengt hunn, hir Kanner missten eppes Besseres gi wéi anerer.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Déi Kanner, déi esou an e falsche Beruff drainéiert gi sinn, dovunner sinn ech iwwerzeegt, sinn net onbedéngt glécklech; se verdénge vläicht méi Geld, mä si sinn net onbedéngt zefridden.

Dofir musse mer eis Beruffsorientéierung e bëssen no der Wirtschaft ausriichten an eis Leit, eis Kanner an déi Beruffer drainéieren, déi d'Betriber brauchen. A just do ginn déi meeschte Plazen nämlech vu Grenzgänger besat.

Mir mussen och duerfir suergen, dass grad am Handwierk net jiddfereen an den öffentlechen Déngscht zitt, an eis d'Fro stellen, wéi mer an Zukunft déi Konkurrenz zum Privatsecteur och kënne limitéieren.

Och wat déi paramedezinesch Beruffer ubelaangt, muss méi investéiert ginn. Och do si mer ze vill op d'Ausland ugewisen, an och do musse mer Méiglechkeete schafen, fir all Beruff hei kënnen am Land selwer auszebilden. Och an deem Beräich schaffen zum Beispill Infirmièren als Aide-soignanten, well hir Diplomer als Infirmière net unerkannt ginn, oder well se net als Infirmière geholl ginn an dann eben deen Job als Aide-soignante akzeptéieren, dee se ugebuede kréien. An do géif ech mengen ass an Zukunft nach vill Potenzial, wou Aarbechtsplaze geschafe ginn, mä wou awer och déi néideg Qualifikatioun muss virbereet ginn.

D'Recht op individuell liewenslaang Formatioun war hei an enger Motioun vun eis gefuerdert ginn an ass leider vun dëser Chamber ofgelehnt ginn. Dat ass bedauerlech. Et ass awer do dernieft erfreelech, dass et awer elo an der Regierungserklärung festgehalen ass, an ech hoffen, dass dat net erëm an der Regierungserklärung ee vun deenen eidele Sloganen ass, déi ni wäerte realiséiert ginn, well d'individuellt Recht op liewenslaang Ausbildung muss e Recht vum Salarié ginn, fir sech selwer kënnen auszebilden, wann eben de Betrib et net wëllt, oder wann e sech wëllt weiderbilde fir en aneren Job ze sichen. Déi Chance muss jiddferengem individuell garantéiert ginn.

Et freet mech, dass den Här Minister eis haut bestätegt huet, dass awer d'Indemnitéit, déi am CNFPC fir d'Ausbildung bezuelt gëtt, net a Fro gestallt ass, an dass déi och iwwert de 15. am Heemount eraus nach weider wäert bezuelt ginn. Dat ass eng erfreelech Nouvelle an déi Leit, déi dat betrëfft, wäerten him och dofir dankbar sinn.

Här President, fir mech ass eent kloer: All Initiativ, déi ouni Ëmweeër agesat gëtt, fir fest Aarbechtsplazen ze schafen, kann ech ënnerstëtzen. All Mesure awer, déi manifest d'Schafe vu festen Aarbechtsplaze verhënnert oder der esouguer a Fro stellt, kann ech net guttheeschen. Fir mech huet de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart eng absolut Prioritéit. Bei all Projet, deen hei am Land realiséiert gëtt, muss versicht ginn iwwer normal Soumissiounen ze fueren, an net iwwer Entreprises générales.

Et kann net méi sinn, datt all grousse Projet un déi zwou oder dräi selwecht grouss auslännesch Boîtë verschenkt gëtt an eis Betriber op der Streck bleiwen. Wann ech gesinn, dass um Rond-point zu Steebrécken eng hollännesch Firma Blumme planzt, während honnert Meter méi wäit zwee Lëtzebuerger Gäertner hir Gäertnerei hunn, da stellen ech mer awer eeschthaft d'Fro, ob der e puer se hei am Land net méi all beienaner hunn.

Musse mer esou Opträg wierklech esou opbauen, datt se nëmme kënne vun auslännesche Firmen ausgefouert ginn? Mir soen Neen, do muss eng Ännerung kommen.

Une voix.- Très bien!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Aarbecht fir eis Betriber ass Aarbecht fir eis Leit. Ech begréissen och, dass elo den Här Minister hei gesot huet, fir dass Chômeuren sech kënnen als Indépendant etabléieren, géif eng Dier opgemaach ginn a géif och eng Hëllef zustane kommen. Ech sinn net der Meenung, dass déi Leit iergendwéi no zwee Joer einfach Faillite ginn. Ech mengen, wann een d'Méiglechkeet opmécht, da soll een deene Leit eng Chance ginn. Ech sinn awer och der Meenung, dass et net dann esou duerf sinn, wann een oder deen aneren dat net packt, dass en dann déi Sue muss zréckbezuelen.

Mir hu schonn hei an anere Projeten esou vill Milliarden an de Sand gesat, dass mer awer dann net elo dierfen dofir op déi puer Sue kucken, wann elo iergendee klenge Betrib Faillite mécht.

Een anere Problem, deen awer onbedéngt muss ugeschwat gi bei de Betriber, sinn déi onméiglech administrativ Schikanen, iwwert déi och muss geschwat ginn, a wou d'Betriber och Problemer hunn, a wou d'Betriber sech och iwwerleeën, ob se nach weider Leit astellen, well bei all Persoun, déi se weider astellen, ginn d'administrativ Schikane méi grouss. Och do muss e bëssen normaliséiert ginn, an och do muss de Betriber entgéintkomm ginn, fir dass déi Betriber ënnerstëtzt ginn.

Da schwätze mer ëmmer dofir, fir héich technologesch Betriber hei an d'Land ze kréien, déi esou mann polluéiere wéi nëmme méiglech. Dat si gutt Initiativen, déi sinn och ze begréissen, mä mir mussen awer och erëm eng Kéier iergendwéi Betriber hei an d'Land kréien, déi aarbechtsintensiv sinn, an déi och Aarbechtsplazen ubidde fir net esou qualifizéiert Leit. Dat ass dat, wat feelt. An et gehéiert och zur Komplementaritéit vun engem Aarbechtsmaart, vun enger Wirtschaft, dass och Aarbechtsplaze geschafe gi fir Leit, déi net esou qualifizéiert sinn, well där behale mer, egal wat fir een Educatiounssystem mer hunn. Do sollen och Chancë geschafe gi fir déi Leit.

Mir sinn also alleguer gefuerdert fir eisen Aarbechtslosen eng Aarbecht ze verschafen, esou wéi mer hinnen se an eiser Verfassung garantéieren. Wa mer dat net fäerdeg bréngen, da sinn ech der Meenung, datt de Stat hinne soll esou laang de Chômage bezuele bis se eng hunn; dat verbonnen awer mat enger adequater Weiderbildung, fir datt se erëm eng zousätzlech Chance kréie fir op den Aarbechtsmaart ze kommen.

Dat géif nach vill méi bëlleg gi wéi dee ganze Klimbim, dee mer ronderëm deen normalen Aarbechtsmaart opbauen. An dat géif och déi Verantwortlech aus der Regierung dozou féieren, esou schnell wéi méiglech aktiv ze ginn, wann de Chômage iwwerhand hëlt.

Ech wëll ofschléissend nach bemierken, datt mer fir deen nächsten Débat iwwert d'Aarbechtslosegkeet jo net erëm wäerte musse waarde bis déi nächst Présidence. Et wier awer ze wënschen, datt ënnert dëser Présidence nach eng Rei sozial an aarbechtsrechtlech Akzenter gesat kënnte ginn. Akzenter, déi déi sozial schwaach Länner an Europa sozial virubréngen, ouni awer eis Rechter ze bradéieren, esou wéi dat am Verfassungstraité geschitt wier.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als leschte Riedner ass agedroen den honorabelen Här Marcel Glesener. Här Glesener, Dir hutt d'Wuert.

M. Marcel Glesener *(CSV)*.- Merci, Här President, fir d'Wuert. Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech hu meng Ried, déi ech sollt halen, op menger Plaz leie gelooss. Ech wëll mech da ganz kuerz faassen, éischtens well et scho spéit ass an zweetens well meng Kolleege Virriedner enorm vill Positives hei gesot hunn, mat deem ech zu engem allergréissten Deel kann d'accord sinn.

D'Noutwendegkeet vun dëser Debatt ass ënnerstrach ginn duerch d'Presentatioun, déi de Minister Biltgen hei gemaach huet, virun allem awer och op Grond vun deenen Interventioune vun de Kolleegen aus de Fraktiounen, mä virun allem awer op Grond vun enger dramatescher Situatioun, déi sech hei zu Lëtzebuerg entwéckelt, dat heescht d'Zounahm vun der Aarbechtslosegkeet. Ech mengen, et ass richteg a gutt, datt mer eis hei an der Chamber mat deem Thema ausenaner setzen.

Et ass esou, datt mer net haut een Débat d'actualité, net een Débat d'orientation féieren, soss hätt ee kéinte méi wäit aushuelen a méi zum Wiese vum Chômage schwätzen, mä d'Regierung war der Meenung, datt an dësem Moment et noutwendeg wier fir niewent de Consultatiounen, déi se mat de Sozialpartner amgaang ass duerchzeféieren, och eng Rei konkret Propositioune vun der Chamber, vun den Deputéierten ze héieren, fir dorop dann och ze reagéieren.

Ech weess net, ob den Aarbechtsminister zefridden ass mat deene konkrete Propositiounen, déi haut de Mëtteg hei gemaach gi sinn. Bon, ech waarden dann of, wat de Minister zu all deem ze soen huet, wat haut de Mëtteg hei proposéiert ginn ass.

D'Konklusiounen, déi mer haut awer mussen zéien, ech mengen déi musse mer zéien op der Basis vun dem PAN-Gesetz vun 1999. Doriwwer eraus musse mer och déi Debatt haut, déi Konsultatioun, déi d'Regierung gefrot huet, mat afügen an deen Débat d'orientation sur l'emploi, dee mer am November 1997 hei veranstalt hunn, an deen Débat d'orientation sur le marché de l'emploi den 23. Oktober 2003 an d'Aktualiséierung vum PAN-Gesetz vum 17. Dezember 2003.

Also mir hunn eis scho während deene leschte Joren des Öfteren hei an der Chamber mat der Entwécklung vum Chômage befaasst a mat Propositiounen, déi dozou ubruecht wieren, fir Vollbeschäftegung hei zu Lëtzebuerg hierzestellen.

D'Rieden, déi haut gehale gi sinn, gläiche ganz staark deenen, déi während deene Jore virdrun hei an der Chamber och gehale gi sinn, mat dem Ënnerscheed, datt 2002 mer hei 5.500 Demandeur-d'emploien haten, am Hierscht 2003 hate mer der 7.200, an haut am Abrëll hu mer 9.674 Demandeur-d'emploien. Do gesäit een also, datt d'Zuel sech praktesch verduebelt huet.

Wann ech déi Leit derbäizielen, wéi och schonn hei gesot ginn ass, déi sech an deene sou genannte staatleche Beschäftegungsmoossname befannen, da komme mer op vill méi eng héich Zuel vun ëm 13.000, 14.000 Leit, déi keng fest Aarbechtsplaz hei zu Lëtzebuerg hunn.

Ech wëll kuerz drun erënneren, 1997 hate mer dee groussen Débat hei, deen dann och dozou gefouert huet, datt mer no der Tripartite dat PAN-Gesetz hei duerchdiskutéiert hunn a gestëmmt hunn. D'Zil vum PAN-Gesetz war deemools fir d'Massenaarbechtslosegkeet ze verhënneren a fir enger weiderer Aarbechtslosegkeet virzebeugen. Ech mengen, deemools, 1999, hu mer zu engem gréissten Deel dat Zil erreecht.

Mä vun 1999 u stelle mer fest, datt opgrond vun enger Rei vu Moossnamen, déi awer do elo nach getraff gi sinn, d'Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg zouhëlt. Dat ass virun allem och drop zréckzeféieren, datt an deene leschten zwee, dräi Joer net méi deen Zouwuess u konkreten Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg vollzu ginn ass, wéi dat kuerz an deene Joren 1999, 2000 an 2001 nach de Fall war.

Duerfir stelle mer fest, an ech mengen dat geet ganz kloer och aus deem ervir, wat de Minister gesot huet a wat déi meescht Kolleegen hei presentéiert hunn, datt et mat dem PAN-Gesetz a mat deene Moossnamen, déi mer hunn, haut net méi duergeet. An duerfir erwaart d'Regierung sech och positiv Virschléi vum Parlament.

Ech wëll e puer positiv Akzenter setzen. Ech fannen et gutt, an am Numm vu menger Fraktioun kann ech dat soen, datt d'Regierung déi lescht Woch en Avant-projet op den Instanzewee ginn huet, wou se virun allem op zwee Aspekter vum Chômage ageet, an zwar ass et de Problem vun der Formatioun - an ech kommen nach dorop zréck -, wou eng Rei Moossnamen, déi ech elo net méi wëll erwähnen - Dir kennt se -, virgesi sinn, an doriwwer eraus virun allem awer och eng Rei Moossname wëllt treffen, fir d'Laangzäitaarbechtslosegkeet an de Grëff ze kréien a virun allem fir deene méi eelere Chômeuren oder de Mënschen, déi hir Aarbechtsplaz verléieren, eng Chance ze ginn, erëm eng Kéier eng vollwäerteg Aarbechtsplaz ze fannen.

Et ass dramatesch, an de John Castegnaro huet dat gesot, mä et ass eng Realitéit, datt mer eis musse Gedanke maachen, wéi brénge mer et fäerdeg, nach Leit ab 45 Joer ze beschäftegen. Et ass e Skandal, datt ee mat 45 Joer schonn zu deenen aklasséiert gëtt, déi vläicht ze al si fir den Aarbechtsmaart. Wann et awer eng Realitéit ass, datt déi Leit Problemer hunn, eng Aarbechtsplaz ze fannen, ech mengen dann ass et noutwendeg, datt mer Moossnamen treffen, fir datt déi Leit méi Chancë kréien, erëm eng Aarbechtsplaz ze fannen.

Duerfir fannen ech et eng gutt Initiativ, déi d'Regierung e Freideg geholl huet an der Rumm vun deem Avant-projet de loi mat deem mer eis wäerten hei an der Chamber och befaassen, fir virun allem dorop hinzewierken, datt déi Leit, déi ab 45 Joer Problemer kréien, datt do speziell Moossnamen zu hire Gonschte presentéiert ginn, fir datt se eng Chance kréien, eng Aarbechtsplaz ze fannen.

Doriwwer eraus ass et wichteg, datt och de Sozialdialog weider intensivéiert gëtt, an d'Berodunge mat de Sozialpartner sinn eng Konditioun sine qua non fir Lëtzebuerg, wou mer gutt Erfahrunge gemaach hunn, an déi och muss weider ausgedeent an ausgebaut ginn.

Duerfir ass et och gutt, datt d'Regierung dee Froebou un d'Sozialpartner geschéckt huet, fir Äntwert ze kréien - deen nächste Mount am Juli, mengen ech, ass et -, fir esou eng Rei Moossnamen, déi mer 1999 a virdu getraff hunn, ze aktualiséieren an ze versichen, fir déi Moossnamen opgrond vun der heiteger Entwécklung ze verbesseren an doduerch dann d'Méiglechkeeten ze schafen, datt mer dee Problem vun der Aarbechtslosegkeet besser an de Grëff kréien.

Mir hu probéiert - an ech ginn op déi aner Saachen net an, well meng Kolleegen hunn dat virdru schonn zur Genüge hei gemaach -, mir hunn eng Motioun preparéiert wou mer dem Regierungswonsch nokommen an eng Rei konkret Propositioune maachen, déi et méiglech maachen, eiser Meenung no, dee ganze Problem besser an de Grëff ze kréien. Ech ginn elo net op déi Motioun am Detail an, Här President. Ech wëll awer déi Motioun hei am Numm vun de Majoritéitsfraktiounen depouséieren, an ech wëll ganz kuerz e puer Schwéierpunkte vun där Motioun, eis konkret Propositiounen un d'Adress vun der Regierung, hei virdroen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

constatant:

- que malgré une certaine reprise économique au courant de l'année 2004, la situation de l'emploi au Grand-Duché reste préoccupante;

- que la croissance économique et son corollaire, la progression de l'emploi salarié, ne se sont pas traduits par une baisse du chômage qui, au contraire, ne cesse d'augmenter depuis octobre 2001;

- que le chômage de longue durée, partant le chômage structurel, risque d'augmenter de manière significative, frappant surtout les personnes sans qualifications, les personnes âgées ainsi que les travailleurs à handicaps ou encore à taux de capacité réduite;

- que cette corrélation paradoxale entre la croissance de l'emploi et du chômage caractérise notre marché de l'emploi et reflète la complexité de la matière;

- qu'en effet, si l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi s'explique en partie par le manque de qualifications respectivement de qualifications requises des demandeurs d'emploi, d'autres facteurs jouent également un rôle important dans la montée du chômage au Luxembourg tels que l'exiguïté du marché du travail national dans le cadre de la Grande Région, les restructurations, la spécialisation des tâches, la disparition des emplois non ou peu qualifiés ou encore le compartimentage du marché de l'emploi;

- que les réponses simplistes pour lutter contre le chômage consistant surtout à démanteler notre protection sociale et à apporter des modifications importantes au niveau du droit du travail ne sauraient à long terme améliorer la situation sur le marché de l'emploi;

- que la problématique du chômage nécessite une approche globale associant les différents acteurs concernés, alors que la politique de l'emploi est un élément de la politique économique, ainsi que de la politique de l'éducation et de la formation;

- qu'il est un fait que l'Administration de l'Emploi joue un rôle clé à l'intersection de l'offre et de la demande d'emploi, et qu'il échet d'adapter son fonctionnement aux contraintes actuelles, tant du point de vue personnel qu'organisationnel;

invite le Gouvernement

- (1) à adopter une approche globale de la politique de l'emploi, notamment:

- en associant à celle-ci tous les acteurs concernés et notamment tous les ministères intéressés, à savoir le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ainsi que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur;

- en rapprochant le monde économique du marché de l'emploi luxembourgeois respectivement en rapprochant la politique de création d'emploi des politiques de formation et de lutte contre le chômage en veillant

(a) à mieux connaître les besoins de l'économie afin d'adapter les profils des salariés, demandeurs d'emplois et chômeurs en conséquence, le tout en mettant en œuvre l'ensemble des moyens législatifs et budgétaires des divers ministères en vue de la formation des personnes concernées;

(b) à tenir compte notamment lors de chaque implantation, agrandissement restructuration, etc. d'entreprises au Luxembourg du facteur «impact sur l'emploi», et surtout sur l'emploi résident, respecti-

vement de l'aspect «lutte contre le chômage» en associant à un stade précoce des représentants du Ministère du Travail et de l'Emploi ainsi que de l'ADEM à la genèse des décisions économiques;

- (2) à améliorer ou étoffer l'arsenal de mesures en faveur du maintien de l'emploi, voire à explorer de nouvelles pistes en la matière, et ce dans l'optique d'une transition du maintien de l'emploi vers le maintien à l'emploi, en réfléchissant entre autres à la mise en place d'un audit social d'une entreprise afin d'anticiper les mutations en matière d'emploi ou au recours à l'outplacement comme outil en faveur de l'emploi, voire à l'opportunité de modifier la législation sur le prêt de main-d'œuvre dans le sens d'un élargissement des possibilités prévues pour recourir à cet instrument;

- (3) au niveau de l'ADEM:

- à moderniser, en l'adaptant aux contraintes nouvelles, l'organisation et le fonctionnement de l'ADEM en vue de recentrer son rôle vers une stratégie plus axée sur le travail personnalisé avec les demandeurs d'emplois et sur l'activité quotidienne sur le terrain, afin d'optimiser encore davantage ses services en tenant compte, le cas échéant, des recommandations de l'OCDE;

- à doter à cette fin l'ADEM de manière prioritaire en personnel qualifié supplémentaire aux fins d'activité de conseil et de placement respectivement de coopération avec les employeurs;

- à veiller à la mise en place de formations ciblées en faveur des agents dont la mission consiste dans le travail direct avec les chômeurs et les employeurs;

- (4) à mettre en œuvre dans des délais raisonnables les réformes prévues par l'accord de coalition du 4 août 2004 en matière d'éducation et de formation initiale notamment la réforme du Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires dont l'objectif est d'aboutir à une plus grande synergie entre orientation scolaire et orientation professionnelle;

- (5) à inciter les entreprises à prendre conscience de leur responsabilité sociale notamment en multipliant les campagnes d'information quant à leurs obligations mais également quant aux nombreuses aides étatiques dont elles peuvent bénéficier;

- (6) à activer de manière très précoce les demandeurs d'emploi et à les motiver à s'impliquer encore plus dans leurs projets d'emploi notamment en les responsabilisant davantage p.ex. par le biais d'un contrat entre l'ADEM et le demandeur d'emploi qui fixe les objectifs à atteindre, les droits et obligations de chacune des parties;

- (7) à concevoir les moyens pour offrir un travail aux personnes éloignées du marché de l'emploi pour des raisons personnelles, notamment un état de santé déficitaire et à prévoir dans ce cadre un rôle spécifique pour les initiatives sociales pour l'emploi.

(s.) Marcel Glesener, John Castegnaro, Ben Fayot, Ali Kaes, Michel Wolter.

Éischtens emol stelle mer fest, an do beschéinegen ech awer näischt, dass de Chômage net nëmmen zougeholl huet, mä och während deenen nächste Méint a Jore wäert weider zouhuelen, wa mer et net fäerdeg bréngen, de Problem geziilt an de Grëff ze kréien.

Zweetens, fir de Chômage ze bekämpfe soe mer ganz kloer an eendeiteg, datt et net a Fro kënnt, iergendwellechen Ofbau vu sozialrechtleche Bestëmmungen an aarbechtsrechtleche Bestëmmungen als Bekämpfung vum Chômage duerchzezéien. Ech mengen, dee sozialen Niveau, dee mer hunn, déi aarbechtsrechtlech Schutzbestëmmungen, déi mer hunn, un déi gi mer net rüttelen, well dat féiert mat Sécherheet net zu méi Aarbechtsplazen, an dat féiert och net dozou, datt mer Vollbeschäftegung besser kënne realiséieren.

Mir vermëttelen awer der Regierung de Wonsch, an ech huelen un, datt d'Chamber och do derhannert steet, datt et misst zu engem verbesserten a verstäerkten institutionellen Zesummewierken tëschent dräi Ministèren zumindest kommen, an zwar den Travail, d'Economie an d'Educatioun. Eng Rei Kolleegen hunn déi Situatioun bemängelt, well déi net effikass genuch ass. Eh bien, mir ginn der Regierung effektiv de Mandat dat ze maachen, dat institutionellt Zesummewierken.

Da weider Moossnamen treffen am Zesummenhang fir d'Laangzäitaarbechtslosegkeet an de Grëff ze kréien an doriwwer eraus och eng Rei nei Moossnamen an nei institutionell Weeër sichen, fir e verbesserte Formatiounsangebot, deen awer joborientéiert muss sinn - an ech kommen drop zréck -, an Ugrëff ze huelen, an dann zesumme mat de Betriber un e Sozialkomponent net nëmmen ze appeléieren, mä och unzereegen, datt d'Betriber net nëmmen eng Missioun hunn, fir an der Wirtschaft sech ze betätegen, mä doriwwer eraus och eng sozial Funktioun hu vis-à-vis vun der Mënschheet.

Virun allem ass et wichteg, datt mer d'Méiglechkeet schafen, datt de Stat iwwer eng verstäerkten ADEM d'Méiglechkeet kritt, de Chômage net nëmme besser ze géréieren, mä virun allem d'Moossnamen ze treffen, fir datt déijéineg, déi keng Aarbecht hunn, méi a besser Méiglechkeete musse kréien, eng Aarbecht ze fannen.

Also keen Ofbau mat Sécherheet vun dem Arbeitsamt, mat Sécherheet keng Privatisérung vum Arbeitsamt, well et ass d'Aufgab vum Stat, d'Spillregelen an d'Rahmebedingungen ze schafen, dass Vollbeschäftegung net nëmmen e Wonschdenken ass, mä dass Vollbeschäftegung eng Realitéit ass.

Doriwwer eraus wëlle mer och kee privat Konkurrenzunternehmen zur ADEM hei zu Lëtzebuerg schafen, well mer der Meenung sinn, datt, wa Privatinitiativ sech der Aarbechtslosegkeet unhëlt, da mécht se dat net zum Nulltarif, mä da gëtt mat der Aarmut a mat dem Misère vun de Leit och nach versicht Geld ze verdéngen.

Duerfir si mer der Meenung, datt eleng d'Arbeitsamt déi Institutioun ass, déi zoustänneg ass fir net nëmmen ze géréieren, mä fir doriwwer eraus och Aarbechtslosegkeet ze verhënneren, an deementspriechend si mer der Meenung, datt iwwert de Statsbudget méi finanziell Mëttele mussen zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Arbeitsamt auszebauen, fir neit Personal anzestellen, fir dat Personal ze formëieren, fir op Grond vun der zunehmender Aarbechtslosegkeet och déi genügend Zuel vu qualifizéierte Leit ze hunn, déi à même si fir deenen Aufgaben nozekommen, déi mer vun enger moderner Administration de l'emploi erwaarden.

Kolleeginnen a Kolleegen, dat fannt Der an der Motioun erëm. Ech hunn awer nach just zwou Saachen ausserhalb der Motioun, mä an Ulehnung vun der Motioun, a wëll eis konkret Propositiounen hei ënnerbreeden. An der Motioun schwätze mer vun engem institutionellen Zesummewuesse vu verschidde Ministèren, an zwar schwätzen ech vum Travail, Ekonomie an Educatioun - zumindest.

Doriwwer eraus kann et jo net sinn, datt d'Parlament net agebonne gëtt an déi Responsabilitéit. Nun ass et esou, datt mer hei an eisem Parlament net méi déi Struktur hunn, déi all déi grouss vaste Kompetenzen emfaasst. Et geet net méi duer, datt mer, wat de Marché de l'emploi betrëfft, wat den Emploi betrëfft, aarbechtsrechtlech Bestëmmungen diskutéieren, mä et muss eng Plaz an dësem Parlament bestoen, wou Vertrieder aus dem Travail, aus der Ekonomie an aus der Educatioun sech zesummesetzen an zesumme mat deem institutionellen neie Grupp, deen an der Regierung steet, kënnen dialogéieren an och participéieren.

Deementspriechend op Grond vu menger Erfahrung, déi ech hunn, sinn ech der Meenung, datt mer sollen an d'Vergaangenheet kucken e getrei deem, wat mer gemaach hunn 1997, eng Spezialkommissioun PAN asetzen, eng nei Spezialkommissioun sollen hei an der Chamber konstituéieren, eng Spezialkommissioun Marché de l'emploi, wou Deputéierten aus der Commission du Travail sinn, Deputéierten aus der Commission de l'Économie an dem Mëttelstand sinn, an aus der Éducation nationale sinn, fir esou zesumme mat de Sozialpartner an zesumme mat deene Regierungsstellen déi noutwendeg Responsabilitéiten hei am Parlament mat ze iwwerhuelen. Et ass also ee Wonsch, deen ech un eis selwer riichten. Ech hoffen an ech wënsche mer, datt dat och Är Zoustëmmung fënnt.

Eng zweet Propositioun, déi ech maachen, dat ass, wa mer dovun ausginn a soen, eng vun den Ursaache vu Chômage ass ee Mangel u Qualifikatioun - et ass jo dat wat mer scho säit Jore soen -, dann ass dat och net falsch. Wann also d'Qualifikatioun - oder effektiv de Mangel u Qualifikatioun oder net déi richteg Qualifikatioun - eng vun den Ursaachen ass vum Chômage, da musse mer et fäerdeg bréngen eng Qualifikatiounstrategie ze entwéckelen. Eng Qualifikatiounstrategie ze entwéckelen, wou mer eng Kéier eis musse kloer ginn, ganz kloer d'Besoinë vun eiser Ekonomie ze identifizéieren, wou mer eng Kéier ganz kloer dozou kommen, fir ze wësse wellech Qualifikatiounen dann noutwendeg sinn, fir datt déi Leit, déi hei zu Lëtzebuerg aus de Schoule kommen, oder hir Aarbechtsplaz verléieren, eng Chance hunn op Grond vun de Besoinë vun der Ekonomie eng Aarbechtsplaz ze fannen.

Folglech muss een et dann och fäerdeg bréngen ee Formatiounsangebot duerch Léierprogrammer ze erstellen an doriwwer eraus dat Léierangebot duerch eng verstäerkt Méiglechkeet vun der Beruffsorientéierung an der Beruffsplanung an d'Schoul eranzebréngen - dat och am Zesummewierke mat de Beruffschamberen.

Wa mer da schwätze vu Formation professionnelle continue, da solle mer déi esou ausriichten, datt se verbonnen ass mat engem Job. Do gëtt et eng Rei Iddien, déi och déi lescht Zäit hei zu Lëtzebuerg entwéckelt gi sinn. Ech géif instänneg bieden, datt een, wann ee vun neie Konzepter schwätzt vu Formation professionnelle continue, déi verbënnt mat konkreten Joben, mat konkreten Aarbechtsplazen, esou datt mer fir ganz speziell Aarbechtsplazen, déi zur Verfügung stinn oder kommen, déi noutwendeg Qualifikatioun hei zu Lëtzebuerg schafen. Da solle mer een Inventar maachen no enger Rei Joren, wéi datt mer virukomm sinn a wat mer an enger éischter Phas guttgemaach hunn. An zwar kann dat nëmme geschéien op Grond vun engem verstäerkten Zesummewierken tëschent der Aarbecht, der Ekonomie an der Educatioun.

Wann ech dat gesinn, da kommen ech op meng fréier Iddi zréck, déi ech hei eng Kéier virgedroen hunn an déi an der Vergaangenheet och d'Realitéit hei zu Lëtzebuerg war: D'Formation professionnelle an d'Formation professionnelle continue waren a gehéieren ënnert d'Tutelle vun enger politescher Kompetenz an Autorité an zwar där vum Aarbechtsministère. Et ass Emploi, wéi et fréier war!

Ech hu meng Gesellepréfung gemaach 1955 an aner Kolleegen och. Mäi Gesellendiplom hunn ech ausgestallt kritt vum Aarbechtsminister Nic Biever. Zoustänneg war de Regierungskommissär Gaston Glesener.

(Interruption)

Déi Zäit war et evident, datt all zesumme mat de Beruffschamberen, d'Chambre des Métiers an d'Chambre de Commerce eng wesentlech Aufgab ze erfëllen haten, an dat war d'Beruffsausbildung konkret um Terrain ze applizéieren. Dat ass also Emploi. Do gesi mer et, a folglech solle mer erëm eng Kéier dorobber zréckkommen, wat virdrun hei zu Lëtzebuerg de Fall war.

Eng Klamer an nach méi Geschicht: Dat war zu deem Zäitpunkt, wou de Minister Jean Dupong Aarbechtsminister an Erzéiungsminister war. Do war et ënnert der Kompetenz vum Travail. Nodeem datt eng nei Regierung komm ass an een neien Educatiounsminister komm ass, deen net méi Aarbechtsminister war, ass d'Formation professionnelle mat eriwwer gewiesselt an d'Educatioun, wou se net higehéiert.

Voilà, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat waren dann elo vu menger Säit aus nach zwou, dräi konkret Propositiounen. De Minister hätt gäre konkret Propositioune vum Parlament gehat. Ech hunn dat probéiert ze maachen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Glesener. Domat ass no iwwer véier Stonnen d'Consultatiounsronn ofgeschloss. Den Aarbechtsminister François Biltgen huet d'Wuert fir eng ofschléissend Bewäertung. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Merci, Här President. Trotzdeem och nach eng Kéier mäi Regret, dass mer eréischt spéit ugefaangen hunn. Ech gesinn, dass kee méi vun der Press schéngt do ze sinn. Ech hätt léiwer direkt um dräi Auer heimadder ugefaangen. Mä et sief dann.

Ech wëll och elo net méi op alles agoen, well soss hunn ech selwer nach fir zwou Stonnen. Ech wëll just fënnef Iwwerleeunge maachen, déi mer wichteg sinn op Grond vun där heiten Debatt, fir déi ech och nach eng Kéier wierklech jiddferengem Merci soen, och wann ech net mat jiddferengem eens sinn, mä ech sinn awer frou, dass mer iwwerhaapt déi Debatt haten. Ech wäert och an Zukunft déi Debatte féieren.

1) Éischtens muss ee wëssen, dass de Chômage déi aner Säit vun der Medail vun eiser wirtschaftlecher Prosperitéit ass. Mir hunn an 20 Joer, well mer innovativ waren, duebel esou vill Aarbechtsplaze geschafe wéi mer der virdrun haten. Déi Aarbechtsplazen, déi eis eenzeg an eleng erlaabt hunn, dass mer konnten e Rentendësch maachen, well ouni déi Verdueblung vun den Aarbechtsplaze kéinte mer net iwwert d'Rente schwätzen. Da misste mer wierklech d'Rente kierzen. Déi Aarbechtsplazen, dei eis erlaabt hunn déi Iwwerschëss ze maachen, fir och kënnen ze investéieren an Zukunft, déi Aarbechtsplaze konnte mer awer nëmme besetzen, well mer an der Groussregioun sinn a well et an der Groussregioun de Leit manner gutt geet.

Wann Der d'Zifferen nokuckt vun der ADEM, stellt Der fest, dass wuel déi däitsch Grenzgänger déi si mat der klengster Zuel, mä och déi sinn, déi am meeschte progresséiert sinn an deene leschte Joren. Woufir? Well et an Däitschland schlecht geet.

(Interruption)

Wa mer also vun deem „Taux de dépendance à la croissance" schwätzen, da muss ee wëssen, ech wëll en erofsetzen duerch konkret Moossnamen, déi mir hei maachen. Mä wann et am Ausland erëm besser geet an d'Leit manner gezwonge sinn heihinner ze kommen, da geet deen Taux vu 5% och erëm eng Kéier erof. Mä et ass elo einfach esou, dass aus Däitschland, well et do net geet mat der Wirtschaft, net nëmme Betriber op Lëtzebuerg sech nidderloosse kommen, mä dass immens vill Grenzgänger heihinner kommen. Dat ass natierlech eng Konkurrenz, virun allem fir déi Leit vun eis, déi net qualifizéiert sinn.

Et muss een och wëssen, dass mer net méi an dem industriellen Zäitalter sinn. Am industriellen Zäitalter gouf et kee Chômage. Woufir? Ma et goufen zwee Aarbechtsmodeller. Dat eent, dat war den Aarbechter, deen huet misse staark Aarm hunn, an den anere war de Beamten, de Col blanc, deen huet misse liesen a schreiwen a rechne kënnen.

Haut ass d'Spezialiséierung esou grouss, dass och fir en normalen Industrieaarbechter et net duergeet, dass en zwee staark Aarm huet, mä dee muss eng Onmass net onbedéngt vun Diplomer, mä vu Kompetenzen hunn.

Dat ass also de Problem an do kënnt eppes derbäi, wat de Mëtteg net vill ugeschwat gouf, nämlech de Compartimentage vun eisem Aarbechtsmaart. An der Industrie hu mer liicht manner Aarbechtsplaze wéi virdrun, an der Industrie geet et liicht zréck. Mä wat an der Industrie dramatesch ass, dat ass, dass d'Lëtzebuerger an d'Ausländer zu Lëtzebuerg sech aus der Industrie zréckzéien, well se an d'Préretraite an an d'Retraite ginn, an déi Jonk wëllen net méi an d'Industrie.

Dat bréngt mat sech, dass d'Grenzgänger an d'Industrie drainéieren, an da kënne mir esou vill priedege wéi mer wëllen a mat den Industriebetriber zesummeschaffen - an do sinn der vill, déi gutt mat eis zesummeschaffen, mir hunn ee genannt, mä et gëtt der nach vill -, mä wann d'Leit net méi wëllen, zum Beispill op dräi Schichte schaffen, da kréie mer dat och net. An de Problem ass, wann op där enger Plaz nëmmen där enger sinn an op där anerer déi aner, da geet dat net.

Ech ginn lech nach e Beispill. Ech gi regelméisseg, notamment vu Pappen a Mammen, ugeruff an ugeschwat, déi mer soen: Kanns de näischt fir mäi Fils maachen? An ech kréien ëmmer gesot: Kanns de näischt maachen, fir dass en op Ponts et Chaussées kënnt? Et ass nach ni ee komm, dee mer gesot huet: Kanns de näischt maachen, fir dass e bei dem Baubetrib XY ënnerdaach kënnt?

Nach ee Wuert iwwert d'Croissance. Mir brauche Croissance. Et ass evident, dat stellen ech iwwerhaapt net a Fro, ouni Croissance geet et net. Mä mir mussen och wësse wat fir eng Croissance. Et ass ugeklongen, d'Steiere missten erofgesat ginn. Dat soll een diskutéieren. Ech wëll just soen, dass, wa mer zum Beispill d'Impôts sur le revenu des collectivités nach weider erofsetzen, mengen ech net, dass dat do hëlleft wou mer Kompetitivitéitsproblemer hunn, nämlech an der Industrie. D'Industrie muss oppassen op hir Kompetitivitéit. Hire Problem vun der Kompetitivitéit ass awer bestëmmt net dee vun dem Impôt sur le revenu des collectivités.

An ech soen nach eppes: Notamment fir d'Industrie musse mer vill méi an d'Recherche investéieren. Mir haten déi leschte Kéier nach Comité de conjoncture wou mer just festgestallt hunn, dass d'Betriber, déi Schwieregkeeten hunn, och der sinn déi hir Produkter net weiderentwéckelt hunn. An där glo-

baliséierter Welt, an där mer liewen, mussen d'Produkter dauernd entwéckelt ginn. Also brauche mer méi Recherche!

Net vun ongeféier wollt ech och Recherche-Minister an Enseignement-supérieur-Minister ginn. Ech soen, dass et derwäert ass, well dat hei ugeklongen ass vum Niki Bettendorf, mir brauchen e Plang iwwer Forschung an Universitéit. Mir sinn amgaang drun ze schaffen. Doranner hu mer scho ganz villes gemaach. Ech soen zwar just: Wann Der gären hätt, dass d'Regierung méi Suen an d'Forschung an an d'Universitéit investéiert, jo da brauche mer och nach Suen. Da kann een net ëmmer soen, et komme keng Sue méi eran, da brauche mer och nach Sue fir auszeginn. Dat ass déi éischt Iwwerleeung.

2) Zweet Iwwerleeung: D'ADEM ass nëmmen de Maschinist, wéi eng Kéier de Jean-Claude Juncker op dëser Tribün gesot huet. Et ass falsch ze mengen, d'ADEM kéint alles léisen. Dat ass e grousse Feeler, d'Passivitéit vun deenen engen a vun deenen aneren. D'ADEM ass de Maschinist. Si kann d'Aarbechtsplazen an d'Demandeurë beieneefëieren. Mä dat ass net esou einfach, well eben eise Problem d'Qualifikatioun ass, nach eng Kéier Qualifikatioun an nach eng Kéier Qualifikatioun.

Ech ginn lech kuerz Ziffere vun der Evolutioun vun den Netqualifizéierten am Chômage an deenen Héichqualifizéierten, Niveau supérieur. Dat wëllt net soen Niveau universitaire. Niveau supérieur dat wëllt soen, du hues d'Première gemaach an du waars vläicht eng Kéier ee Joer oder sechs Méint iergendwou schnupperen. Tëschent Abrëll 2004 an Abrëll 2005 sinn déi Netqualifizéiert vu 4.173 op 4.940 an d'Luucht gaang, währenddeem déi Qualifizéiert vun 1.337 op 1.228 erofgaange sinn. Dat heescht, obwuel de Chômage ëm 1.600 Leit geklommen ass, kommen déi Qualifizéiert aus dem Chômage eraus. Dat ass de ganze Punkt.

Eise Problem ass ee vun Netqualifizéierung, verstäerkt doduerch, dass vill Qualifizéiert aus der Grenzregioun heihinner kommen an zum Deel och bereet sinn, op manner qualifizéierte Posten ze schaffen. Dat heescht de Konkurrenzdrock fir déi Schwaach gëtt ëmmer méi grouss. Mir hunn hei wierklech e Problem vun deene Schwaachen, an dat soll een och net vergiessen. Ech kommen nach eng Kéier drop zréck.

Elo maache mer déi Evaluatioun vun de Mesuren. Woufir maache mer déi Evaluatioun? Ma well mer dat direkt an de Regierungsprogramm geschriwwen haten, opgrond vum Avis vum Wirtschafts- a Sozialrot. Ech sinn och der Meenung, dass mer vill Mesuren hunn, déi gutt kléngen, mä déi net effikass sinn. A wat fir engem Sënn effikass? Fir mech muss eng Mesure op eng Aarbechtsplaz féieren.

Ech hat virdru schonn de Professer Gazier zitéiert, deen de leschte Freideg eng Konferenz hat bei der Chambre des Employés privés. Wat seet deen zum Beispill? Hie seet: Maacht keng Formatioun ouni dass eng Aarbechtsplaz hannendrun hänkt. Wann Der eng Formatioun maacht, dann ass deen Demandeur d'emploi, bis dass d'Formatioun uleeft, net méi interesséiert, eng Schaff ze sichen. Wa se dann ugelaf ass, da sicht en och keng Schaff, well hie wëllt d'Formatioun fäerdeg maachen, wat jo och den Zweck vun der Formatioun ass. An duerno mengt en, e misst méi verdéngen um Aarbechtsmaart. Dat heescht, a mir mierken dat och selwer praktesch, wéini hu mer dat beschte Resultat? Wa mer Formatiounen ubidden, déi direkt op eng Aarbechtsplaz kommen.

Ech kommen op d'Schoul zréck. BTS-Diplomer sinn extrem effikass zu Lëtzebuerg. Woufir? Majo well déi mat der Wirtschaftswelt zesummen ausgeheckt ginn a well se och herno direkt an d'Wirtschaftswelt féieren. Dat ass do wou mer musse kucken an dofir musse mer eng Partie Moossnamen hannerfroen.

Mir dierfen net nëmme reng dat Soziaalt gesinn. Well dat Soziaalt, wa mer just während sechs Méint, engem Joer oder och zwee Joer engem Sue ginn, an duerno fält en erëm an e Lach an dann huet e keng méi, dann hu mer guer näischt geschafft. Also musse mer kucke méi effikass ze ginn, an da muss een och verschidde Moossname kënnen a Fro stellen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Alles a Fro stellen, mengen ech net.

Ech soen lech awer wat fir eng déi zwee Modeller zurzäit an Europa sinn, déi déi effikasste si wat den Aarbechtsmaart ubelaangt. Déi, déi wierklech relativ niddreg leien a wou de Chômage erofgeet. Déi meescht, déi niddreg louchen, wéi mir an d'Hollänner, ginn erop. Et sinn der Verschiddener, déi méi héich louche wéi mir, mä déi op eisen Niveau erofkommen, dat sinn der zwee Stéck haaptsächlech. Ech schwätzen net vun Éisträich, déi sinn e bëssen entre les deux.

Zwee Modeller sinn extrem effikass: Deen engleschen, deen total alles Soziales ofschaaft a sot, op d'Aarbecht, op d'Aarbecht, op d'Aarbecht, a bëlleg schaffen. D'Haaptsaach ass du schaffs. E Modell, deen ech nu wierklech hei net préconiséiere wëll, mä en ass effikass. Mä et ass awer net dee Modell, deen ech mer virstellen. Ech mengen och net, dass et dee Modell ass, deen Dir lech kënnt virstellen.

Da gëtt et deen dänesche Modell, deen ähnlech ass wéi eisen, awer nach e puer Ënnerscheeder huet.

Une voix.- Dat hutt Der alles an der Zeitung gelies.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Gelift?

La même voix.- Dat hutt Der alles an der Zeitung gelies.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Majo, ech hunn et jo och scho virdrun an den Texter gelies.

(Interruptions diverses)

Mä an Dänemark kritt een nach souguer méi héich Indemnités de chômage wéi bei eis. Déi kënne bis zu véier Joer goen. Dofir gëtt et kee Kënnegungsschutz. An op där anerer Säit ass et esou, dass vill méi hannert de Leit…

(Interruption)

Gutt, ech maache méi séier.

…, dass vill méi Leit aktivéiert ginn. Wann een net eng Formatioun matmécht, fält een och erëm eng Kéier do eraus. Dat ass also dee Modell.

Wat kënne mir zu Lëtzebuerg maachen? Mä ech ginn op e puer Saachen hei an, déi virgestallt gi sinn. Ech wollt awer nach ee Beispill nennen, well vun der Goodyear geschwat gouf. D'Goodyear ass extrem gutt. Mir hunn do 84 Leit an engem Joer ënnerdaach kritt. Ech wëll just soen, fir 84 Leit ënnerdaach ze kréien, hu mer der 1.144 convoquéiert, déi d'ADEM zesummegeruff huet, déi konnten a Fro kommen. Dat heescht, Dir gesitt och do, dass een en Zéngtel erauskritt vun deene Leit, déi een huet, och bei enger gudder Moossnam.

Profilen erschaffe vun de Leit, dat ass richteg. Mä de Problem ass, dass der vill och kee Profil hunn. Mä mir schaffen och do weider. Mir hunn nach ëmmer déi Iddi gehat vum ROME-Projet; ech kommen nach op deen.

Sproochen: Do hu mer eppes gemaach an deem Sënn, dass mer 100.000 Euro an eisem Budget hu fir déi Betriber, déi wëllen d'Leit Lëtzebuergesch léieren. Fir de Rescht muss een och sech awer domadder eens fannen, dass Lëtzebuergesch net onbedéngt dee beschte Moyen ass fir eng Plaz ze fannen. Et sinn aner Sproochen, déi méi gefrot sinn. De Sproocheproblem ass am Chômage eppes.

(Interruptions diverses)

Et ass vun den Informatiker geschwat ginn. Informatiker ass en typescht Beispill. Mir sichen der dauernd a mir hunn der dauernd am Chômage. Woufir? Well en Informatiker keen Informatiker ass. Mir hunn zum Beispill Informatiker, deenen hunn ech Permis-de-travailë ginn an de Boomjoren, aus Russland zum Beispill, déi nëmme Russesch kënnen, an e Spezialist vun engem spezifesche Programm vun Informatik, deen déi Zäit gebraucht gouf. Jo, wann d'Bank en net méi brauch, da gëtt en entlooss. Et ass natierlech schwéier esou en héich Spezialiséierten, deen och eventuell nëmme Russesch kann, dann erëm iergendwou op eng aner Plaz ënnerdaach ze kréien. Mä dat sinn d'marginal Fäll.

Iwwerqualifikatioun hu mer an Iwwerspezialiséierung. Mä den Haaptproblem ass eigentlech dee vun der Netqualifikatioun. Iwwer Consultantë wëll ech soen, déi hu mer schonn. Dat si Leit - Consultanten, dat ass vläicht e schlechten Term -, déi kommen net vu KPMG an esou weider. Mä dat si Leit, haaptsächlech fréier Personalchefen, déi virun allem iwwert d'Beruffskummere mat eis zesummeschaffen. De Problem war, dass de Contrôle financier eis gesot huet, mir kënnten net méi mat deenen zesummeschaffen, mir missten se fest astellen. Dat wëlle mer awer net, well dat een Element ass, fir mam Privatsecteur zesummenzeschaffen. Ech sinn nach wie vor der Meenung, mir sollen dee Monopol bäibehalen.

Wa mer de Monopol opsplécke loossen, da kommen déi Privatfirmen, déi bekëmmeren sech ëm déi Gutt, an déi, déi Problemer hunn um Aarbechtsmaart, déi bleiwen nach ëmmer bei der ADEM. Dofir sinn ech der Meenung, mir sollen de Monopol bäibehalen, mä mir solle Brécke maache bei de Privatsecteur, an d'Consultanten, dat ass een Element fir déi Brécken ze maachen.

3) Dann „job security", „employment security", déi Transitioun, dat ass dat Wichtegst, dass mer d'Leit…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- E bëssen Opmierksamkeet, wann ech gelift!

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- …net méi an d'Lach fale loossen, mä dass mer aner Saache fir se maachen.

D'TDK. Mir konnte keng Cellule de maintien à l'emploi als Stat matdroen, aus deem ganz einfache Grond, well dat an engem Betrib an deem Moment kee Sënn mécht, wann net garantéiert ass, dass d'Leit och herno kënnen am Betrib bleiwen. Wa se herno awer an de Chômage falen, hu mer näischt geschafft. Mir hunn eng Cellule de maintien à l'emploi, déi gëtt et am TDK, e Plan social.

Mir hunn och als Ministère gesot, mir wiere bereet, déi zum Deel matzedroen. Awer ënnert der Konditioun, dass herno déi Leit net nëmmen elo während engem Joer do matgeschleeft ginn, mä dass et och herno Perspektive fir déi Leit gëtt. Méi war do net dran. Dat misst ee menger Usiicht no éischter op engem sektorielle Plang maachen, wéi op engem vun engem Betrib.

Dobäi gëtt et gutt Beispiller an engem Betrib. Ech ginn lech dat vun Technofibres. Technofibres ass e Betrib, dee muss en Deel vu senger Produktioun auslageren an d'Tschechei. Einfach fir kompetitiv ze bleiwen. E wëllt awer zu Lëtzebuerg bleiwen. Wat huet dee Betrib gemaach? Hien huet mat senge Sozialpartner, also mat de Gewerkschafte geschwat fir Lounmässegung ze kréien, an en huet mat sengen Aktionäre geschwat, fir Invester ze kréien. Et ginn 42 Leit ofgebaut, mä et gëtt eng nei Linn gebaut, wou déi 42 Leit kënne gehale ginn. An als Stat iwwert de Budgetsartikel, deen ech hunn, dee Maintien à l'emploi heescht, oder Réemploi heescht - en ass zitéiert a mengem Pabeier - bezuele mir d'Formatioun vun deene Leit.

Dat ass fir mech den ideale Fall. Do gëtt restrukturéiert. Et gëtt zum Deel délocaliséiert, fir dass de Betrib hei besser performant ass. An déi Leit, déi elo do sinn, déi kënne mer och nach weider do halen.

Da véiert Iwwerleeung, d'Zesummenaarbecht vun de Ministèren. Déi fonctionnéiert. Zënter dem PAN-Gesetz hu mer de Comité permanent de l'emploi, wou mer zesummesëtzen. Et kann een alles nach verstäerken. Mä mir hunn dat. Notamment mam Ministère de l'Égalité des chances hu mer ganz vill Kollaboratiounen. Notamment Pilotprojeten, wou mer der nach maachen, iwwer Femmes rentrantes.

Een iwwert déi Jonk. Well den Här Jaerling hei geschwat huet vun den Ziffere vun deene Jonken. Ze soen, dat wier dramatesch, do wëll ech just Folgendes soen. Ech hunn et virdru scho gesot, et gëtt eng Grauzon vu Jonk, déi net ageschriwwe sinn. Wéi gesot, de Statec schwätzt vun 2.400 Jonken a mir vun 1.800 am Joer 2004, déi Demandeur d'emploi waren.

Dann ass geschwat gi vum Taux de chômage vun 18%, wou ech awer nach net weess, wou en hierkënnt. Mä den Eurostat schwätzt vun 13%. Och dat ass vill.

Do muss ee just wëssen, dass deen Taux de chômage näischt ausseet bei deene Jonken. Woufir? Well den Taux de chômage gerechent gëtt - ech hunn nämlech an enger Zeitung gelies „Jeder fünfte Jugendliche arbeitslos", an dat ass natierlech Blödsinn -…

(Interruption)

Mä wéi gëtt den Taux de chômage ausgerechent? Bei deene Jonke wéi bei deenen aneren? Mir dividéieren d'Zuel vun de Leit, déi en Emploi sichen - ech huelen d'Ziffere vum Statec, déi jo keng reell Chiffere sinn, mä Sondagechifferen -, an de Statec seet, 2.400 Jonker, déi keng Schaff hunn, eng Schaff sichen, dividéiert duerch 11.000 Jonker, déi eng Schaff hunn. Do komme mer op en héijen Taux.

Mir mussen awer wëssen, dass mer 100.000 Jonker hunn. Dovunner sinn et 83.000 Jonker, déi haaptsächlech an der Schoul sinn. Ech soen haaptsächlech, well do ginn et och nach Grauzonen. Mä wann ech d'Chiffere vum Statec huelen, da soen ech, wann ech d'Populatioun vun deene Jonke vergläiche mat deenen, déi um Statec sinn - um Sondage gi jo méi Jonker erageholl, wéi mir der op der ADEM hunn -, dann ass den Taux de chômage vun deene Jonke 4,8%, an net 18%. Dat fannt Der iwwregens och an der Note de conjoncture vum Statec erëm. Et muss een och dat wëssen.

Dat gesot, hu mer de Problem, dass eng Partie Jonker laang an der Schoul bleiwen an trotzdeem ouni Qualifikatioun erauskommen. Dofir, ech ginn net weider an op déi Motioun vum Här Jaerling. Ech wëll just zu där Motioun soen: Fir vu 15 op 16 Joer eropzegoen an der Scolarité obligatoire, do ass et éischtens d'Madame Brasseur, déi dat scho virgeschloen hat, an engem Projet de loi steet et dran. Zweetens soen ech, dass dat net de spréngende Punkt ass, an ech kommen op dat zréck, wat ech virdru gesot hu vun deene Jonken: Et geet kee Jonke méi haut mat 15 Joer schaffen.

Eise Problem ass, dass se laang an der Schoul bleiwen, wat u sech gutt ass, mä dass duerno eng Partie, obwuel se bis no 20 Joer an der Schoul bliwwe sinn, herno erauskommen ouni eng Qualifikatioun. Dat ass u sech den Haaptpunkt mat deem mer ze kämpfen hunn. Voilà!

5) Da mäi leschte Punkt: Initiatives sociales pour l'emploi an Économie solidaire. Initiatives sociales pour l'emploi, déi sollen do sinn, fir sech ëm déi Leit ze bekëmmeren, déi Problemer hunn um Aarbechtsmaart. An Économie solidaire, dat ass en Deel vun der Ekonomie, wou ee just muss wëssen, dass, wann et en Deel vun der Ekonomie ass, deen net kann nëmme vun de staatleche Subventioune liewen.

An dat ass e bësselchen dee spréngende Punkt. Ech hu lo leider net méi vill Zäit, well Der all midd sidd an ech dat elo spieren an de Blécker, déi mer hei zougehäit ginn.

(Hilarité)

Obwuel Dir all eng Pizza giess hutt an ech net.

Mä de Punkt ass deen, an dofir hu mer dat getrennt - net dass ech näischt méi wollt mat der Économie solidaire ze dinn hunn -, well d'Économie solidaire eng aner Finalitéit huet wéi d'Beschäftegungsinitiativen, obwuel et eng Intersectioun gëtt an deem Dossier. A mir ware scho mat den Associatiounen zesummen. Deen Dossier maachen d'Madame Jacobs an ech nach wie vor zesummen. Mir mussen ebe just kucken, fir dat uerdentlech ze maachen.

Ech schwätzen elo leider net méi laang, mä ech wäert jo nach eng Kéier d'Geleeënheet kréien, iwwert d'Beschäftegungsinitiative méi am Detail ze schwätzen.

Meng Konklusioun ass déi, dass ech awer an där Debatt hei gespuert hunn, dass keng grouss Ännerungen un där Approche komm sinn, wéi se virgestallt gouf, notamment op deene konkrete Mesuren, déi ech elo nach eng Kéier mat lech an der Kommissioun kucken; souwuel d'Reglementer wéi selbstverständlech d'Gesetz.

Ech kann déi Motioun vun der Majoritéitspartei absolut unhuelen, well se mengen ech ganz gutt résuméiert, dass mer fir d'éischt eng allgemeng Approche brauchen tëschent Wirtschaftspolitiken, Aarbechtsmaartpolitiken a Bildungspolitiken. Zweetens, dass mer sollen am Maintien de l'emploi nei Idië vun Transitiounspolitiken eis afale loossen. Drëttens, dass se seet, dass mer an der ADEM mussen intern Strukturreforme maachen. Véiertens, dass se seet, dass mer mussen d'Bildungspolitik reformëieren. Fënneftens, dass se d'Responsabilité sociale des entreprises ënnersträicht. Sechstens, dass se seet, wat mer jo och an eise Reglementer hei hunn: D'Demandeurs d'emploi musse mer éischter aktivéieren.

A siwentens, dass se och seet - an dat ass fir mech extrem wichteg -, dass et Leit gëtt, déi ganz wäit ewech si vum Aarbechtsmaart, an dass een nëmme kann eppes fir déi maachen, wann een se mat der Hand hëlt, an dass mer do net einfach drop waarde sollen, dass et vum selwe geet, well et geet net vum selwen.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt definitiv ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung vun deenen zwou Motiounen, déi abruecht gi sinn.

Motion 1

Fir d'éischt d'Motioun, déi den honorabelen Här Jaerling hei déposéiert huet. Mir stëmmen of par vote électronique.

Vote

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 49 Nee- a 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Norbert Haupert), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Michel Wolter), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par M. Lucien Thiel), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Jos Scheuer), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Lydie Err), Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Charles Goerens), Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel) et Claude Meisch;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. François Bausch), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Da komme mer zur Motioun vun der Majoritéit. Do freet d'Madame Loschetter d'Wuert nach eng Kéier.

Motion 2

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech wollt proposéieren, ob een net kéint direkt «invite le Gouvernement» am éischte Paragraph bei der Zesummenaarbecht eben aus deene Grënn, déi och den Aarbechtsminister elo just beschriwwen huet, och nach de Chancëgläichheetsministère an de Familljeministère dobäischreiwen?

M. le Président.- Dat hei geet jo un d'ganz Regierung, do sinn déi jo dobäi.

(Interruption)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Här President, do steet «à savoir le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, ainsi que le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur»; an do proposéiere mir fir eventuell de Ministère de la Famille an de Ministère de l'Égalité des chances och nach dobäizeschreiwen.

M. le Président.- Wat hält den honorabelen Här Glesener, den Auteur vun der Motioun, dovunner?

(Interruption)

D'Regierung akzeptéiert dat.

M. Marcel Glesener *(CSV).*- Mir sinn och domat d'accord. Mir hu se jo awer gestallt d'Motioun.

M. le Président.- Da kënnt an den éischten Tiret: «en associant à celle-ci tous les acteurs concernés et notamment tous les ministères intéressés, à savoir le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur», an da setze mer bäi…

(Interruptions diverses)

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Entweder «tous les ministères concernés» oder de Familljeministère, well mer jo elo des Öfteren iwwert déi mannerbemëttelt Matmënschen an déi behënnert Matmënsche geschwat hunn. An de Chancëgläichheetsministère, vu dass jo eng excellent Kollaboratioun tëschent dem Aarbechtsministère an dem Chancëgläichheetsministère besteet.

M. le Président.- Voilà. An den Héichschoulminister fënnt dat gutt. Hien huet gesot e géif dat unhuelen. Da si mer eis alleguerten eens a mir kommen zur Ofstëmmung.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

constatant

- que malgré une certaine reprise économique au courant de l'année 2004, la situation de l'emploi au Grand-Duché reste préoccupante;

- que la croissance économique et son corollaire, la progression de l'emploi salarié, ne se sont pas traduits par une baisse du chômage qui, au contraire, ne cesse d'augmenter depuis octobre 2001;

- que le chômage de longue durée, partant le chômage structurel, risque d'augmenter de manière significative, frappant surtout les personnes sans qualifications, les personnes âgées ainsi que les travailleurs à handicaps ou encore à taux de capacité réduite;

- que cette corrélation paradoxale entre la croissance de l'emploi et du chômage caractérise notre marché de l'emploi et reflète la complexité de la matière;

- qu'en effet, si l'inadéquation entre l'offre et la demande d'emploi s'explique en partie par le manque de qualifications respectivement de qualifications requises des demandeurs d'emploi, d'autres facteurs jouent également un rôle important dans la montée du chômage au Luxembourg tels que l'exiguïté du marché du travail national dans le cadre de la Grande Région, les restructurations, la spécialisation des tâches, la disparition des emplois non ou peu qualifiés ou encore le compartimentage du marché de l'emploi;

- que les réponses simplistes pour lutter contre le chômage consistant surtout à démanteler notre protection sociale et à apporter des modifications importantes au niveau du droit du travail ne sauraient à long terme améliorer la situation sur le marché de l'emploi;

- que la problématique du chômage nécessite une approche globale associant les différents acteurs concernés, alors que la politique de l'emploi est un élément de la politique économique, ainsi que de la politique de l'éducation et de la formation;

- qu'il est un fait que l'Administration de l'Emploi joue un rôle clé à l'intersection de l'offre et de la demande d'emploi, et qu'il échet d'adapter son fonctionnement aux contraintes actuelles, tant du point de vue personnel qu'organisationnel;

invite le Gouvernement

- (1) à adopter une approche globale de la politique de l'emploi, notamment:

- en associant à celle-ci tous les acteurs concernés et notamment tous les ministères intéressés, à savoir le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur, le Ministère de la Famille et de l'Intégration ainsi que le Ministère de l'Égalité des chances;

- en rapprochant le monde économique du marché de l'emploi luxembourgeois respectivement en rapprochant la politique de création d'emploi des politiques de formation et de lutte contre le chômage en veillant

(a) à mieux connaître les besoins de l'économie afin d'adapter les profils des salariés, demandeurs d'emplois et chômeurs en conséquence, le tout en mettant en œuvre l'ensemble des moyens législatifs et budgétaires des divers ministères en vue de la formation des personnes concernées;

(b) à tenir compte notamment lors de chaque implantation, agrandissement restructuration, etc. d'entreprises au Luxembourg du facteur «impact sur l'emploi», et surtout sur l'emploi résident, respectivement de l'aspect «lutte contre le chômage» en associant à un stade précoce des représentants du Ministère du Travail et de l'Emploi ainsi que de l'ADEM à la genèse des décisions économiques;

- (2) à améliorer ou étoffer l'arsenal de mesures en faveur du maintien de l'emploi, voire à explorer de nouvelles pistes en la matière, et ce dans l'optique d'une transition du maintien de l'emploi vers le maintien à l'emploi, en réfléchissant entre autres à la mise en place d'un audit social d'une entreprise afin d'anticiper les mutations en matière d'emploi ou au recours à l'outplacement comme outil en faveur de l'emploi, voire à l'opportunité de modifier la législation sur le prêt de main-d'œuvre dans le sens d'un élargissement des possibilités prévues pour recourir à cet instrument;

- (3) au niveau de l'ADEM:

- à moderniser, en l'adaptant aux contraintes nouvelles, l'organisation et le fonctionnement de l'ADEM en vue de recentrer son rôle vers une stratégie plus axée sur le travail personnalisé avec les demandeurs d'emplois et sur l'activité quotidienne sur le terrain, afin d'optimiser encore davantage ses services en tenant compte, le cas échéant, des recommandations de l'OCDE;

- à doter à cette fin l'ADEM de manière prioritaire en personnel qualifié supplémentaire aux fins d'activité de conseil et de placement respectivement de coopération avec les employeurs;

- à veiller à la mise en place de formations ciblées en faveur des agents dont la mission consiste dans le travail direct avec les chômeurs et les employeurs;

- (4) à mettre en œuvre dans des délais raisonnables les réformes prévues par l'accord de coalition du 4 août 2004 en matière d'éducation et de formation initiale notamment la réforme du Centre de Psychologie et d'Orientation Scolaires dont l'objectif est d'aboutir à une plus grande synergie entre orientation scolaire et orientation professionnelle;

- (5) à inciter les entreprises à prendre conscience de leur responsabilité sociale notamment en multipliant les campagnes d'information quant à leurs obligations mais également quant aux nombreuses aides étatiques dont elles peuvent bénéficier;

- (6) à activer de manière très précoce les demandeurs d'emploi et à les motiver à s'impliquer encore plus dans leurs projets d'emploi notamment en les responsabilisant davantage p.ex. par le biais d'un contrat entre l'ADEM et le demandeur d'emploi qui fixe les objectifs à atteindre, les droits et obligations de chacune des parties;

- (7) à concevoir les moyens pour offrir un travail aux personnes éloignées du marché de l'emploi pour des raisons personnelles, notamment un état de santé déficitaire et à prévoir dans ce cadre un rôle spécifique pour les initiatives sociales pour l'emploi.

(s.) Marcel Glesener, John Castegnaro, Ben Fayot, Ali Kaes, Michel Wolter.

Vote

D'Motion 2 modifiée, déi vum honorabelen Här Glesener déposéiert ginn ass, ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmme bei 8 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank (par M. Norbert Haupert), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Nelly Stein), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par M. Ali Kaes), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Michel Wolter), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par Mme Christine Doerner), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Marc Angel), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Roger Negri), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Lydie Err), Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Jos Scheuer), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Fernand Diederich), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mmes Anne Brasseur, Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger (par M. Charles Goerens) et Claude Meisch.

Domadder si mer um Enn vun der Sëtzung ukomm. Déi nächst Sëtzung ass mar de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 21.03 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

Ordre du jour

1. 5275 - Projet de loi portant

a) fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

c) modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

d) abrogation de la loi du 25 août 1971 portant création de la fonction de professeur de sciences économiques et sociales aux établissements d'enseignement secondaire;

e) modification de la loi du 22 juin 1989 portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

f) modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

g) modification de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

h) modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

(Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

2. Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2003 - N°5470

(Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire - Discussion générale - Résolution - Vote)

3. Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Président de la Cour des Comptes

4. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications

5. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux.

Mir kommen dann direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5275 iwwert d'Enseignanten am Secondaire an am Secondaire technique. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Gantenbein, d'Madame Brasseur, den Här Scheuer, den Här Adam, den Här Henckes an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich!

1. 5275 - Projet de loi portant

a) fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

c) modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

d) abrogation de la loi du 25 août 1971 portant création de la fonction de professeur de sciences économiques et sociales aux établissements d'enseignement secondaire;

e) modification de la loi du 22 juin 1989 portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

f) modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

g) modification de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

h) modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Fernand Diederich *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Madame Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5275, dee mer haut solle stëmmen, ass de 14. Januar 2004 vun der Madame Anne Brasseur, Ministerin vun der Éducation nationale vun der viregter Regierung, deponéiert ginn.

Nodeem de Conseil d'État säin éischten Avis de 4. Januar 2005 ginn hat, huet d'Kommissioun vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle mech de 15. Februar 2005 als Rapporteur designéiert. An därselwechter Réunioun huet d'Kommissioun de Projet de loi an den Avis vum Statsrot examinéiert an den 1. Mäerz 2005 finaliséiert.

De 16. Mäerz 2005 huet d'Kommissioun eng Serie Amendementer ugeholl. Dës Ännerungsvirschléi sinn den 13. Abrëll 2005 vum Conseil d'État aviséiert ginn. Well den Avis complémentaire vum Statsrot favorabel war, konnt d'Kommissioun dëse Projet de rapport an der Réunioun vum 10. Mee 2005 unhuelen.

De Projet de loi, deen d'Personalkadere vun den Établissements d'enseignement secondaire a secondaire technique fixéiert, verfollegt verschidden Objektiver. An engem kohärenten Text sollen déi verschidde Bestëmmungen, déi d'Kadere vum Personal vun de Lycéeën a Lycée-techniquë betreffen, zesummegeluecht ginn an op deene Punkten harmoniséiert ginn, wou se divergéieren.

D'Personalkadere ginn erweidert duerch d'Schafung vun neie Carrièren an der Verwaltung, an d'Carrièrë vun de Fonctionnairë vun de Services de psychologie et d'orientation scolaires ginn integréiert. Ausserdeem kënnen eng Rei Carrièrë-Problemer geléist ginn, déi sech am Laf vun de leschte Jore gestallt hunn, an déi nëmme kënne geregelt ginn duerch d'Modifikatioun vun anere Gesetzer.

Déi gesetzlech Bestëmmungen, déi d'Kadere vum Personnel enseignant a vum administrativen an technesche Personal vun den Établissements secondaire a secondaire technique regelen, figuréieren nämlech a fënnef verschiddene Gesetzer iwwert den Enseignement secondaire, den Enseignement secondaire technique souwéi d'Services de psychologie et d'orientation scolaires.

Derniewent stelle mer fest, datt den Enseignement secondaire an den Enseignement secondaire technique oft an deselwechten Infrastrukturen an ënner enger selwechter Direktioun cohabitéieren, während déi gesetzlech Bestëmmungen dëser Situatioun net Rechnung droen. Vu datt dës Cohabitatioun vun deenen zwee Ordres d'enseignement an den nächste Joren sech wäert weider développéieren - Beispiller sinn de Lycée Aline Mayrisch zu Lëtzebuerg, de Lycée technique Josy-Barthel zu Mamer, Gréiwemaacher kënnt nach, oder de Réidener Lycée, deen amgaangen ass gebaut ze ginn - gëtt eng deementspriechend Upassung vun der Gesetzgebung noutwendeg.

D'Fusioun an engem eenzegen Text vun de gesetzleche Bestëmmungen erlaabt et, d'Lisibilitéit ze verbesseren, awer och eng Rei Modifikatioune virzehuelen. An der Carrière supérieure vun der Administratioun gëtt d'Funktioun vum Psycholog geschaf, an der Carrière moyenne d'Funktioun vum Assistant social a vum Éducateur gradué, an an der Carrière inférieure d'Funktioun vum Éducateur. Et geet drëm, déi gesetzlech Basis ze schafen, fir d'Personal vun de Services de psychologie et d'orientation scolaires an d'Personalkadere vun de Lycéeën ze integréieren. Dëst Personal gehéiert haut zum Personalkader vum Centre de psychologie et d'orientation scolaires.

An der Carrière moyenne vun der Administratioun gëtt d'Funktioun vum Informaticien diplômé geschaf. Den Ausbau vun den neien Informatiounstechnologien erfuerdert ëmmer méi spezialiséiert Personal, och an de Schoulen.

D'Konditioune vun der Nominatioun vun den Direkteren an den Directeurs adjoints an de Lycéeën an an de Lycée-techniquë ginn harmoniséiert. De Projet de loi proposéiert d'Gesetz vum 22. Juni 1963 ze änneren, wat de Regime vun de Statsbeamtegehälter fixéiert, wat d'Bestëmmungen iwwert d'Berechnung vun der Carrière vun de Kandidaten, nom Ofschloss vum Stage, an de Carrières enseignantes vum Enseignement postprimaire ubelaangt. D'Funktioun vum Kandidat ass duerch d'Gesetz vum 21. Mee 1999 agefouert ginn, wat virgesäit, datt d'Carrière vum Kandidat net um Schluss vum Stage pédagogique no 24 Méint reconstituéiert gëtt, mä um Schluss vun der Période de candidature, also eréischt no 24 plus 18 ass 42 Méint Déngscht.

Well awer déi normal Dauer vum Stage anzwëschent fir all Fonctionnairë vu 36 op 24 Méint reduzéiert ginn ass duerch d'Gesetz vum 28. Juli 2000, nom Accord salarial, deen an der Fonction publique ofgeschloss gouf, sinn déi nei Fonctionnairë vum Enseignement postprimaire, déi nom 1. Januar 1999 ugefaangen hunn, désavantagéiert par rapport zu hire Kolleegen aus der Administratioun.

Mat Ausnahm vun e puer Observatiounen, deenen d'Kommissioun gréisstendeels Rechnung gedroen huet, huet de Conseil d'État a sengem Avis festgehalen, datt de Projet de loi d'Objektiver erreecht, déi d'Regierung sech fixéiert huet. A sengem Avis complémentaire vum 13. Abrëll 2005 gëtt de Conseil d'État säin Accord zu alle Propositioune vun der Kommissioun an zum koordinéierten Text vum Projet de loi.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet och e favorabelen Avis zum Projet de loi ofginn. Si huet allerdéngs bedauert, datt d'Funktioun vun engem Administrateur, deen déi vill organisatoresch Tâchen a Management vun der Schoul kënnt iwwerhuelen, zum Beispill een Economiste, net virgesinn ass. D'Propositioun, eng nei Carrière anzeféieren, nämlech déi vum Attaché de direction, ass vun der Kommissioun net zréckbehale ginn. D'Regierung ass der Meenung, datt et den Direktere fräisteet, Attachés à la direction ze bestëmmen, also Enseignanten, déi eng Décharge kréien, fir den Direkteren an hirer Aarbecht kënnen ze assistéieren.

D'Kommissioun vun der Éducation nationale an der Formation professionnelle huet och iwwert d'Opportunitéit diskutéiert, d'Carrière vum Professeur de formation morale et sociale anzeféieren.

D'Madame Minister huet d'Chamber iwwert d'Schwieregkeeten informéiert, déi de Moment d'Kreatioun vun esou enger Carrière mat sech bréngt. Et ass schwiereg, d'Konditioune vun der Formatioun a vun der Certificatioun ze definéieren, déi d'Kandidate missten erfëllen, fir sech dem Examenconcours fir déi nei Funktioun ze stellen - zum Beispill e Cycle vu véier Joer Universitéitsstudien oder op universitärem Niveau a praktescher Philosophie oder an enger ähnlecher Disziplin -, ouni a Konflikt ze komme mat de Konditiounen, déi d'Kandidate fir déi bestehend Funktioune vum Professeur de lettres mat der Spezialitéit Philosophie erfëlle mussen.

D'Kommissioun huet d'Madame Minister an dësem Räsonnement suivéiert an huet en Amendement ugeholl am Artikel 2. Am Paragraph 1 ass den drëtten Tiret, dee libelléiert war «des professeurs de lettres ou de sciences» ersat ginn duerch déi folgend zwee nei Tireten: «des professeurs de lettres des spécialités suivantes: philosophie et formation morale et sociale, langues ou lettres, histoire, géographie» an «des professeurs de sciences des spécialités suivantes: mathématique, physique, chimie, biologie, géographie».

Den Intitulé «Projet de loi portant fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique» gëtt adaptéiert a komplettéiert mat deene sechs Gesetzer, déi modifizéiert ginn an engem Gesetz, dat abrogéiert gëtt. D'Kommissioun ass nämlech der Meenung, datt d'Opziele vun alle Gesetzer, déi duerch dës Législatioun concernéiert sinn, spéider Recherchen erliichtert.

Den Artikel 1 hält fest, datt déi viséiert Etablissementer d'Lycéeën an d'Lycée-techniquë begräifen, déi eng eenzeg Administratioun bilden.

Den Artikel 2 fixéiert de Kader vum Personal, dat all Lycée an de fënnef opgeféierte Carrièren niewent engem Direkter ka begräifen. An der Carrière supérieure vum Enseignement, an der Carrière moyenne vum Enseignement, an der Carrière supérieure vun der Administratioun - hei sinn d'Fonctionnairë vun der Carrière vum Psycholog opgeféiert. An der Carrière moyenne vun der Administratioun stinn déi nei Funktioune vum Éducateur gradué, dem Assistant social a vum Informaticien diplômé. An der Carrière inférieure vun der Administratioun: Nei ass hei d'Funktioun vum Éducateur.

Niewent den opgeféierte Fonctionnairen, kann de Kader vum Personal vun de Lycéeë Kandidaten an de Carrières enseignantes vum Enseignement postprimaire esou wéi Stagiairë fir déi verschidde Fonctiounen an der administrativer an technescher Funktioun begräifen.

Den Artikel 3, Employés et ouvriers, énuméréiert d'Chargés d'éducation, déi administrativ an technesch Employéen an d'Aarbechter, mat enger ganzer oder partieller Tâche, entweder à durée indéterminée oder à durée déterminée.

Den Artikel 4 fixéiert d'Konditioune vun der Admissioun vum Stage a vun der Nominatioun.

De Conseil d'État huet estiméiert, datt d'Professeurs de lettres et de sciences och am Besëtz vun engem Lëtzebuerger Diplôme de fin d'études secondaires oder secondaires techniques musse sinn, oder vun engem auslänneschen Diplom, deen als équivalent ugesinn ass. Dës Konditioun gëllt fir all déi aner Funktiounen an et ass evident, datt d'Professeurs de lettres ou de sciences se och mussen erfëllen. Dës Dispositioun huet also missen am Artikel 4 bäigesat ginn.

Wat d'Konditioune vun der Admissioun vum Stage ubelaangt, mussen d'Professeurs de lettres ou de sciences d'Homologatioun vun hiren auslänneschen Titren a Graden noweisen.

Mat der Kreatioun vun der Université de Luxembourg muss d'Schafung vun enger Base légale envisagéiert ginn, déi d'Admissioun virgesäit vu Leit, déi am Besëtz si vun engem Lëtzebuerger Diplom, deen universitär Studie vu véier oder méi Jore sanktionéiert. Dofir muss gesot ginn, datt et sech kann ëm Lëtzebuerger Diplomer handelen, oder ëm auslännesch Diplomer, déi homologéiert gi sinn nom Gesetz vum 18. Juni 1969.

Am Alinea 9 gëtt festgehalen, datt d'Schoulmeeschtere vum Enseignement préparatoire rekrutéiert ginn ënnert de Schoulmeeschtere vum Enseignement primaire oder ënnert de Kandidaten, déi admissibel si fir d'Funktioun vum Schoulmeeschter vum Enseignement primaire.

Am Alinea 18 steet, datt d'Fonctionnairë vun der Carrière vum Redakter a vum Expéditionnaire administratif, déi déi administrativ Gestioun an engem Lycée solle maachen, ënnert de Fonctionnairen oder Stagiairë vun deeneselwechte Carrièrë vun der Regierungsverwaltung rekrutéiert an an de Lycée détachéiert ginn.

An all Lycée kann ee Fonctionnaire oder Stagiaire vun der Carrière vum Redakter autoriséiert ginn, den Titel Secrétaire ze droen, ouni datt doduerch weder säi Rang, nach säi Gehalt geännert ginn.

Entgéint dem initialen Text proposéiert am Artikel 5 d'Kommissioun, den Accès zur Funktioun vum Lycéesdirekter net op d'Kandidaten aus der Carrière vum Grade E7 ze limitéieren, mä op all Kandidaten aus der Carrière supérieure vun de Graden E5 bis E7 auszedehnen. D'Kandidate mussen op d'mannst fënnef Joer dem Personal vun der Carrière supérieure ugehéiert hunn. An alle Lycéeë kënnen d'Fonctionnairen aus der Carrière supérieure, déi an de Graden E5 bis E7 klasséiert sinn, op d'Funktioun vum Directeur adjoint genannt ginn.

D'Funktioun vum Directeur adjoint ass am Grad E7ter klasséiert, wann den Titulaire ënnert den Enseignanten aus dem Grad E7 rekrutéiert gëtt, am Grad E6ter, respektiv E5ter bei Rekrutéierung aus de Graden E6, respektiv E5.

Den Direkter an den Directeur adjoint gi vum Grand-Duc genannt. Fir d'Direktioun vum Régime préparatoire kann de Lycéesdirekter sech assistéiere loosse vun engem Chargé de direction à tâche partielle ou complète, deen ausgewielt gëtt ënnert de Fonctionnairë vun der Carrière moyenne ou supérieure.

De Chargé de direction gëtt vum Minister genannt. D'Dauer vu sengem Mandat a seng Attributioune ginn duerch Règlement grand-ducal definéiert. Hie kritt während sengem Mandat eng Prime non pensionnable, déi variéiert en fonction vum Volume vu senger Tâche, ouni awer kënne 45 Indexpunkten ze dépasséieren.

Den Artikel 6 begräift eng Rei Modifikatiounen, déi duerch dëst Gesetz an aner Gesetzer virgeholl ginn. Esou gëtt zum Beispill den Artikel 19, Paragraph 1 vum Gesetz vum 22. Juni 1963 iwwert de Regime vun de Gehälter vun de Statsbeamte folgendermoosse geännert:

Um Schluss vum Stage pédagogique ginn d'Stagiairen an deene verschiddene Funktiounen, E2 bis E7, als Kandidate fir déiselwecht Funktioun nominéiert an hir Carrièrë gi reconstituéiert. Während där Zäit vun hirer Kandidatur ginn an hirem Traitement Reduktiounen tëschent 18 an 30 Indexpunkte virgesinn, ouni datt hiren Traitement ënnert dem véierten Échelon vun hirem Grad leie kann. De Kandidat, dee säin Travail de candidature net mat Succès um Enn vun der Kandidaturperiod presentéiert huet, behält seng Nominatioun als Kandidat an d'Reduktioune gi weider applizéiert. Um Schluss vun der Kandidatur gëtt de Kandidat, dee mat Succès ofgeschloss huet, a senger Funktioun nominéiert an d'Reduktioun gëtt supprimëiert.

Den Artikel 17 vum Gesetz vum 5. Juli 1991 gëtt folgendermoosse geännert: D'Contrats à durée déterminée tëschent dem Stat an de Gemengen engersäits, an de Chargés de direction vun enger Klass vum Préscolaire oder vum Primaire, de Chargés d'éducation vun de Lycéeën, den Agents socio-éducatifs, de Chargés de cours du Service de la Formation des Adultes, de Chargés de cours du Service de la Formation professionnelle, de Chargés de cours vum Centre de langues, de Chargés de cours vun dem Service de l'Éducation différenciée an de Chargés de cours vum Centre de logopédie anerersäits, kënne méi wéi zweemol erneiert ginn, souguer fir eng Gesamtdauer, déi iwwer 24 Méint erausgeet.

Den Artikel 7 enthält eng Rei Iwwerganksbestëmmungen. Esou ginn am Alinea 1 d'Funktioune vum Professeur de sciences commerciales, vum Instituteur d'enseignement technique, vun der Institutrice d'enseignement ménager agricole a vum Secrétaire vun den Établissements scolaires oprecht erhalen, am Kader vum Personal vun de Lycéeën, fir Titulairen déi am Déngscht sinn oder am Congé sans traitement, wann dëst Gesetz a Kraaft trëtt. Den Alinea 2 enthält déiselwecht Bestëmmunge fir d'Poste vun de Chargés de cours.

An den Alineaë 5 bis 8 ginn déi perséinlech Situatioune vu véier Enseignanteën aus dem Lycée technique pour professions de santé geregelt, deenen duerch fréier Gesetzer net Rechnung gedroe ginn ass, esou bei der Reorganisatioun vun den öffentlechen a private Schoule fir Infirmièren an Infirmieren. Si kommen heimat an de Genoss vun deeneselwechten Iwwerganksbestëmmunge wéi hir Kolleegen, op der Basis vum Gesetz vum 11. Januar 1995, dat dës Reorganisatioun festleet an d'Kollaboratioun tëschent dem Ministère vun der Éducation nationale an dem Ministère vun der Santé reglementéiert.

Am Alinea 10 geet et ëm een ARBED-Aarbechter, zënter 1997 mat engem CATP als Schräiner am Lycée Michel-Rodange. Hie gëtt an dësem Etablissement zum Stage fir d'Funktioun als Handwierker zougelooss a vum Examen-concours dispenséiert.

Den Alinea 11 leet fest, datt den Aarbechter, dee säit 1992 am Lycée technique agricole zu Ettelbréck beschäftegt ass, als Employé de l'État am selwechte Lycée kann engagéiert ginn. Hie gëtt autoriséiert den Titel Bibliothécaire vum Lycée technique agricole d'Ettelbruck ze droen.

Den Alinea 12 bestëmmt, datt eng Employée de l'État, déi den Diplom als Éducateur gradué huet an am Lycée technique d'Ettelbruck affectéiert ass, op d'Funktioun vum Éducateur gradué ka genannt ginn. Si ass vum Examen-concours, vum Stage a vum definitiven Examen d'admission dispenséiert.

Den Artikel 8 hält fest, datt all gesetzlech Bestëmmungen, déi contraire zu dem neie Gesetz sinn, ofgeschaf sinn, mat Ausnahm vun de grossherzogleche Reglementer, déi a Kraaft bleiwen esoulaang se net duerch Règlements grand-ducaux ersat ginn, déi op Basis vum neie Gesetz geholl goufen.

Am Artikel 9 gëtt festgehalen, datt ënner enger verkierzter Form op d'Gesetz ka Referenz gemaach ginn, andeem nëmmen de Punkt a) aus dem Intitulé gebraucht gëtt: «Projet de loi portant fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique».

Am Artikel 10 proposéiert d'Kommissioun een Datum fir d'Akraafttriedung vum neie Gesetz anzeschreiwen, an zwar fir d'Rentrée scolaire 2005/2006.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech wëll heimat och den Accord vun eiser Partei zum Gesetz ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Als éischt Riednerin ass d'Madame Marie-Thérèse Gantenbein ageschriwwen. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, den Enseignement ass ëmmer erëm ee vun deene grousse Chantieren, eng vun deene groussen Erausfuerderungen, där eng Regierung sech stelle muss. De Projet, iwwert dee mer haut ofstëmmen, ass een Deel dovun.

Wann et an dësem Projet och net ëm déif gräifend Schoulinhalter geet, dann ass et awer e wichtege Projet, well et en noutwendege Projet ass, deen eise Lycéeën a Lycée-techniquen eng eenheetlech Visibilitéit a méi eng kloer Lisibilitéit gëtt, déi béid net ze ënnerschätze sinn.

Dëst Gesetz gouf, wéi scho gesot vum Rapporteur, vun der fréierer Ministesch Anne Brasseur déposéiert, vun der jëtzeger Ministesch iwwerholl an amendéiert opgrond vum Avis vum Statsrot an opgrond vu Recommandatiounen a Propositioune vun der parlamentarescher Kommissioun.

Fir d'Alleréischt géif ech awer gären e grousse Merci soen dem Rapporteur vun dëser Gesetzesvirlag, dem honorabele Fernand Diederich. Hien huet eng kompetent Aarbecht geleescht an an der Kommissioun si mer relativ schnell, an zwar an dräi Sëtzungen, duerch dëse wichtegen Text gaangen, deen déi bestehend Législatioun an engem eenheetlechen Text harmoniséiert.

Zum anere ginn eng Rei nei administrativ Carrièren an eise Schoulen an d'Liewe geruff, an d'Fonctionnairen aus dem SPOS ginn an de personelle Kader vun de Schoulen integréiert. Op déi meeschte Froen, déi mer an der Kommissioun gestallt hunn, konnte mer, mengen ech, räsonnabel Léisunge fannen, déi bei de Betraffenen op keng gréisser Oppositioun wäerte stoussen. Zu gudder Lescht bezitt sech den Aspekt vun der Harmonisatioun och nach op vereenzelt Carrièren a verschidde Beruffsparten, déi während Joren an der Loft houngen, an déi duerch den Artikel 7 iwwert d'Dispositions transitoires regulariséiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Organisatioun vum Personal, souwuel am Enseignement secondaire wéi am Secondaire technique, ass bis dato duerch eng Rei Gesetzestexter reglementéiert. A muneche Postprimärschoule gëtt haut souwuel den Enseignement secondaire wéi och den Enseignement secondaire technique ugebueden. Si ënnerstinn deemno och därselwechter Direktioun, déi de personelle Kader ze organiséieren huet. An dës Entwécklung geet och nach weider; et gouf och éineschters dorop higewisen.

E Lifting vun der bestehender Législatioun ass also net vu Muttwëll, well d'Schoulorganisatioun no eenheetleche Prozeduren oflafe kann. Meng Fraktioun an ech, mir kënnen eis deemno total hannert d'Zilsetzung vun dëser Gesetzesvirlag stellen.

Et gouf mat dësem Text och dovunner profitéiert fir weider Modifikatiounen un der bestehender Législatioun virzehuelen, déi sech virun allem op verschidde Carrièrë bezéien. Ech entschëllege mech duerfir, wann ech dat eent oder dat anert widderhuelen, mä dat ass nun eemol den Inhalt vun deem Gesetz. Esou sinn an der Carrière supérieure vun der Administratioun d'Fonctioun vum Psycholog, an der Carrière moyenne déi vum Assistant social a vum Éducateur gradué, an der Carrière inférieure d'Carrière vum Éducateur agefouert ginn.

Domadder ass d'Personal vum SPOS, dat bis elo am personelle Kader vum CPOS, dat heescht dem Centre de psychologie et d'orientation scolaires, integréiert war, an de personelle Kader vun eise Lycéeën an eisen technesche Lycéeën integréiert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, wat esou reglementaresch kléngt an ausgesäit, an och ass, huet a mengen Aen awer e Stellewäert, op deen ech wëllt kuerz agoen. Eis Schoulpopulatioun huet sech fundamental geännert, well d'Gesellschaft sech geännert huet. An dës Schoulpopulatioun ass de Produkt vun enger Gesellschaft am Wandel an dréit u sech d'Konsequenze vun dësem Wandel a vun dëser Veränerung.

D'Roll vum Psycholog, vum Assistant social, vum Éducateur gradué a vum Éducateur ass eminent wichteg, well d'Schoul ass scho laang net méi nëmmen d'Plaz vun der Wëssensvermëttlung a vun der intellektueller Formatioun vun de Schüler a Studenten. Mir wëssen et, fragiliséiert Familljen; och eng gewëssen Orientéierungslosegkeet mécht sech breet, och e gewëssene Wäerteverfall an eiser Gesellschaft si Barrièrë fir d'Schüler an d'Studenten um Wee vun der Sich no hirer eegener Identitéit. An déi Barrièren hunn eng vermindert oder gestéiert Opnahmefäegkeet am Unterrecht zur Konsequenz.

De Mënsch Schüler an de Mënsch Student als Ganzt ze betruechten an hien net eleng ze loosse mat senge Suergen, senge Problemer, sengen Ängschten, heiansdo mat sengen Existenzängschten, dat ass de Rôle vum Service de psychologie, deem säi Personal elo zum Staff vun all Lycée gehéiert.

Ech weess, villes, fir net ze soen dat meescht an de Schoule leeft gutt. Et ass awer net ze verkennen, datt Problemer wéi Sucht, Drogen, Gewalt a Mobbing Fakten an traureg Realitéiten an eise Lycéeë sinn. Hei kann nëmme mat engem konsequente professionellen a liewensnoen Travail socio-éducatif gehollef ginn. Ech géif mer och wënschen, datt d'Orientation scolaire an eise Lycéeën enger Evaluatioun an enger Redefinitioun ënnerzu géif ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert zum Préparatoire, deen zënter 1994 an den Enseignement technique integréiert ass. Mir wëssen, datt et e schwieregt Schoulpflaster ass, deem d'Politik eng besonnesch Opmierksamkeet schëlleg ass: Der Schoulpopulatioun an och dem Personal, deem vill Fangerspëtzegefill, vill Kraaft, vill Ausdauer, vill Motivatioun an och vill Engagement ofverlaangt gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, eis Schoule schaffen ëmmer méi mat der Entwécklung vun den Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien, fir eis Schüler op d'Ufuerderunge vun der Zäit an dësem Beräich besser erunzeféieren. Aus dësem Grond gouf d'Carrière vum diplomëierten Informatiker och an d'Carrière moyenne vun der Administratioun integréiert.

Den Ëmgank mat den neien Informatiouns- a Kommunikatiounstechnologien ass haut fir vill Schüler eng Selbstverständlechkeet, well se fréizäiteg, souwuel an der Primärschoul wéi och doheem, un de Computer erugefouert goufen. Si si gewinnt mam Computer ze liewen, de Computer ass en Outil de travail wéi d'Buch oder e Bic.

Et dréint sech hei ëm en ekonomeschen Enjeu, wann eis Schüler sech mat de Standarde vun der elektronescher Dateveraarbechtung beschtens auskennen, fir als kompetitiv Aarbechtskraaft op den Aarbechtsmaart ze gelaangen. Et ass duerfir wichteg, datt eis Schoulen iwwer qualifizéiert Personal verfügen, wat ëmmer op der Plaz ass an zum Staff gehéiert.

Eng lescht wichteg Neierung ass d'Harmonisatioun vun den Nominatiounskonditioune vun den Direkteren an den Directeurs adjoints am Enseignement secondaire a secondaire technique. An dësem Kontext ass ervirzehiewen, datt d'Kommissioun der Meenung war, d'Kandidature fir dës Posten net nëmmen op de Grad E7 ze beschränken, mä och op den E5 an den E6 auszedehnen. Dëse Virschlag huet duerfir och säin Néierschlag am virleienden Text fonnt.

En anere wichtegen Aspekt vun dësem Projet, dee mer an der Kommissioun diskutéiert hunn, ass deen iwwert d'Opportunitéit fir d'Carrière vum Professeur de formation morale et sociale am Text virzegesinn. A wéi de Rapporteur schonn ausféierlech doriwwer bericht huet, géif ech mer erlaben dat ze iwwergoen a weider nëmmen drop hinzeweisen, dass an der Kommissioun d'Fro gestallt ginn ass, ob d'Professeurs de formation morale et sociale - dat heescht d'Spezialisatioun „Philosophie" gouf duerch d'Formation morale et sociale complétéiert - och kéinten en Direkter- oder en Adjointsposten iwwerhuelen. Do huet d'Ministesch eis versécher, datt et keen Argument géif gi wat dogéint géif schwätzen, well déi allermeescht jo eng Formatioun an der Philosophie hunn.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 4. Januar 2005 ënner anerem och nach drop higewisen, datt d'Professeren an de Sproochen an an de Sciencen iwwer e Premières- oder Treizièmesdiplom, oder iwwer en équivalenten Diplom, dee se aus dem Ausland kritt hunn an deen zu Lëtzebuerg unerkannt ass, musse verfügen. Doriwwer eraus mussen si hir auslännesch Diplomer no den Dispositiounen aus dem Gesetz vum 18. Juni '69 iwwert den Enseignement supérieur homologéiere loossen. Nei ass, datt och Lëtzebuerger Diplomer duerch d'Uni Lëtzebuerg ausgestallt kënne ginn, déi natierlech och homologéiert musse ginn. Dëse Remarquë konnt sech d'Kommissioun virbehaltslos uschléissen.

Dir Dammen an Dir Hären, e leschte Punkt, dee mer an der Kommissioun op Basis vum Avis vun der Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics duerchdiskutéiert hunn, ass deen iwwert d'Schafung vun engem sou genannten Administrateur en charge des multiples tâches organisationnelles techniques, deen ënnert der Responsabilitéit vun der Direktioun géif agéieren.

Virun allem um Niveau vun de para- a perischouleschen Aktivitéiten huet sech an de leschte Joren an eise Schoule ganz vill gedoen. Fir d'Organisatioun vun dësen Aktivitéite wiere gutt strukturéiert Direktiounen noutwendeg. Déi Déchargen, déi verschidde Proffe géife fir dës Aufgaben zougestane kréien, géife laut der Beamtechamber der Envergure vun der Aufgab net gerecht ginn.

Déi Responsabel aus dem Ministère haten sech an der Kommissioun an enger éischter Phas dofir ausgeschwat, d'Missioun vun esou engem Attaché méi kloer ze definéieren. D'CSV-Membere waren och der Meenung, datt sech de Corps enseignant an deem Fall besser op seng eigentlech Tâche kéint konzentréieren. Dëse Virschlag ass awer finalement net vun der Kommissioun zréckbehale ginn, fir um bestoende System weiderhi festzehalen. Eng Léisung, mat där d'CSV-Fraktioun awer och liewe kann.

Ech perséinlech sinn der Opfaassung, dass d'Direktioun e „Contact épidermique", wéi d'Beamtechamber et nennt, dat heescht en direkte Kontakt mat an zu de Schüler an de Proffe muss hunn. De Bien-être vun de Schüler an de Studenten, de Bien-être vun de Proffen, PISA 1 a PISA 2, d'Gestaltung vun der Schoul vum drëtte Jordausend, och déi spezifesch Identitéit vun de verschiddene Lycéeën, d'Wëssen ëm d'Verantwortung fir d'Formatioun vun den nächste Genera-

tiounen, brauchen Direktiounen, déi Zäit hunn, fir dëser Missioun gerecht ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, datt d'Haaptelementer vun dësem Text schonn alleguer duergeluecht goufen. D'CSV-Fraktioun stellt sech hannert d'Zilsetzung vun dësem Text, dee seng Feierprouf bei der nächster Rentrée scolaire wäert hunn an dee virun allem d'Organisatioun vum Personalkader an de Lycéeën, déi souwuel de Classique wéi och den Technique ubidden, wesentlech wäert vereinfachen. An deen dozou bäidréit, dass all eenzelne Lycée e geschlossene schoulesche Liewensraum fir d'Schüler, fir d'Studenten, fir d'Personal a fir d'Direktioun ass.

Mam Accord vu menger Fraktioun schléissen ech of a soen Iech Merci fir Är Gedold an Är Opmierksamkeet.

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Als nächst Riednerin ass d'Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, souwuel de Rapporteur, den honorablen Här Diederich, wéi d'Spriecherin vun der CSV, déi honorabel Madame Gantenbein, sinn esou am Detail op dëse Projet de loi agaangen, dass ech dat wierklech net méi muss maachen.

Ech muss Iech soen, an dat soen ech à titre personnel, dass et mech freet, dass dëse Projet esou in extenso hei explizéiert ginn ass. Et ass e Projet de loi, deen am Januar 2004 déposéiert ginn ass, an engem ganze Kader. Nämlech d'lescht Joer ass hei ee Gesetz gestëmmt ginn iwwert de Fonctionnement, iwwert d'Strukturen, iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën an de Lycées techniques, an dat hei ass de Corollaire dozou, fir dass een d'Personalstrukturen och an engem Gesetz huet.

Well, wéi de Rapporteur dat virdrun explizéiert huet, sinn et ganz vill Gesetzer ginn a si wore souguer zum Deel contradictoire. An et kann dach net sinn, dass mer an engem System, wou et ee Patron gëtt, dat heescht d'Éducation nationale, an engem Type d'enseignement, dat heescht den Enseignement postprimaire, dass mer am Fall sinn, dass, je nodeem wou een d'Nominatioun kritt, d'Referenz op aner Gesetzestexter spillen. An de But dovun, dat wor dat alles an engem Gesetzestext zesummenzebréngen.

Wéi d'Madame Delvaux sech an der Kommissioun ausgedréckt huet, ass dat hei e ganz komplizéiert Gesetz, well mer hei an d'Personalstrukturen an an d'Definitioun vu verschiddene Carrièren eraginn.

Ech wëll op dëser Plaz all deenen Expertë Merci soen, déi a fënnef Joer mir d'Méiglechkeet ginn hunn, e bësse méi kloer ze gesinn an dëser ganz komplizéierter Matière. An ech mengen et ass och wichteg, dass mer elo déi gesetzlech Basis hei schafen, dass jiddfereen, deen am Enseignement secondaire oder Enseignement secondaire technique schafft, ee Referenzgesetz huet, wou seng Carrière och dann dran definéiert gëtt.

Deen Text hei ass am Januar 2001 déposéiert ginn, an et wor am Fong dru geduecht dee parallell mat deem iwwert d'Organisatioun vun de Lycéeën ze stëmmen. Dat ass awer net gemaach ginn, well den Avis vum Conseil d'État louch net vir; dat ass awer elo nogeholl ginn.

Elo an der Kommissioun sinn eng Rei Ännerungen un deem Projet komm; Ännerungen, mat deenen ech selbstverständlech och d'accord sinn. Besonnesch eng Ännerung, déi ech ganz gutt fannen, dat ass déi, dass mer et fäerdeg bruecht hunn den Terme vu Professeur de formation morale et sociale eranzebréngen. Dat ass keng Fonctioun beim Stat, well et do keng Ausbildung gëtt, esou wéi d'Madame Gantenbein dat virdrun explizéiert huet. Mä et ass awer wichteg, dass mer ernimmen, dass et déi Fonctioun gëtt, an dofir hu mer dat un d'Philosophie ugepasst. An ech fannen et wichteg, dass mer och eng Referenz dorop hunn, net nëmmen an de Coursen, mä och op där anerer Säit bei den Enseignanten.

Zur Formation morale et sociale wollt ech nach soen, dass an deene leschte Jore ganz vill Effortë gemaach si ginn, fir Enseignanten auszebilden. Well et geet net duer Philosophie studéiert ze hunn, et muss een och nach d'Fachrichtung „praktische Philosophie" studéiert hunn, wat awer net iwwerall enseignéiert gëtt op den Universitéiten, fir mat där Matière eens ze ginn.

Dofir ass vun enger zoustänneger Kommissioun vu Philosprofesseren e System ausgeschafft ginn, mat Hëllef vun auslänneschen Experten, fir eng ganz gutt Formatioun an deem Domän ze maachen. An ech mengen dat ass och wichteg esou, well dat Fach, dat kritt ëmmer méi Bedeitung, besonnesch an enger Zäit wou déi Wäerter, déi ee siche geet, net méi esou ganz kloer palpabel sinn a wou mer deene Jonke mussen d'Méiglechkeet gi Strukturen ze erkennen, Valeuren ze gesinn a wou se an engem oppene Geescht drun erugeféiert ginn. Dofir sinn ech ganz frou, dass déi Formatioun och elo leeft.

Bei engem Projet de loi wéi deem heiten, Här President, do kéint een natierlech iwwer alles am Schoulwiese schwätzen, am Secondaire oder am Secondaire technique, wéi zum Beispill iwwert de Critère de promotion, wou vill driwwer ze soe wier, wéi beispillsweis iwwer e Règlement de discipline, wou vill driwwer ze soe wier. Ech wäert dat awer net maachen. Ech respektéieren d'Reglement an ech wäert mech un dësen Text halen, fir Iech just nach ee Punkt ze relevéieren an dat ass dee vun de Chargés d'éducation am Secondaire an am Secondaire technique. Do huet d'Madame Minister an der Kommissioun gesot, si géing deen och probéieren ze léisen an ee Moment hat se souguer geduecht dee mat dësem Projet ze léisen.

Mir hunn e Problem am Enseignement well mer ëmmer mussen - an d'Organisatioun gëtt dat esou hier - op Leit zréckgräifen, déi keng definitiv Ustellung kréien. Dat war am Primaire esou mat all deene Konsequenzen, déi mer kannt hunn, an duerfir sinn ech frou, dass mer do konnten e Gesetz driwwer stëmmen, fir dat awer an uerdentlech Bunnen ze bréngen, an dass déi Leit, déi dovu betraff waren an déi jorelaang gutt Déngschter am Enseignement geleescht haten, och eng Sécherheet hunn. Et ass natierlech kee Fräifahrtsschäi fir an den Enseignement ze kommen ouni Qualifikatioun. Dat kann et net sinn.

De Problem ass awer am Postprimaire nach net geléist. Ech muss dat zouginn. Ech hätt léiwer gehat, ech wier selwer do e Schratt virukomm. Duerfir sinn ech frou, dass d'Madame Delvaux gesot huet, dass se do un der Elaboratioun vun engem Projet de loi wieren, dee méi komplizéiert ass wéi dee vum Enseignement primaire, well am Enseignement primaire gëtt et en Enseignant unique, an am Secondaire huet een d'Spezialitéiten, an do ass et vill méi schwiereg, dann d'Attributioun vun de Posten ze maachen. Ech wier frou wann d'Madame Minister ons kënnt soen, wéini si rechent, dass e Projet de loi kënnt op den Instanzewee goen, fir de Problem vun de Chargés d'éducation an dem postprimairen Unterrecht kënnen ze regelen.

Dat sinn déi puer Remarquen, déi ech zu dësem Projet wollt maachen. An ech si frou, dass dat e Projet ass, dee vun där jëtzeger Majoritéit och opgegraff ginn ass, an dass en och d'Approbatioun vu wéinstens der LSAP- a vun der CSV-Fraktioun - déi aner hu mer jo nach net héieren - kritt. Déi aner Fraktioune wäerte mer jo nach héieren. Ech op jiddfer Fall bréngen den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Scheuer.

Une voix.- En ass net do.

M. le Président.- Den Här Scheuer schéngt net do ze sinn. Da komme mer zum nächste Riedner, dat ass den Här Adam. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech hale mech e bësse mat der Madame Brasseur, ech wëll och deene Virriedner Merci soe fir d'Ausféierlechkeet an ech wëll mech och kuerz faassen. Ech gi ganz kuerz an op den Exposé des motifs vun dësem Gesetzestext. Do si fënnef Ziler opgezielt, déi mat dësem Gesetz sollen erreecht ginn.

Éischtens, an engem eenzegen Text sollen déi verschidden Dispositiounen zesummegefaasst ginn, déi d'Personalkaderen an de Lycéeën an an de Lycée-techniquë betreffen.

Zweetens, dës verschidden Dispositioune sollen harmoniséiert ginn, well mëttlerweil ëmmer méi Lycéeë souwuel Lycée technique wéi och Lycée classique sinn.

Mir begréissen dës Ziler ausdrécklech a sinn och der Meenung, datt se mat dësem Gesetz erreecht ginn. Mir wënschen eis, datt all Lycée an Zukunft souwuel Schüler vum Lycée technique préparatoire, vum Lycée technique a vum Lycée ophëlt. Nach méi schéi wier et jo, wa mer an den ënneschte Klassen eng Filière unique hätten, mä hei zu Lëtzebuerg schénge mir jo déi Eenzeg ze sinn, déi net um dräigliddrege Schoulsystem, deen et just am däitsche Sproochraum gëtt, wëlle peche bleiwen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Déi éischt zwee Ziler sinn an der Rei. Op dat drëtt Zil wëll ech e bësse méi am Detail agoen, duerfir setzen ech dat un de Schluss. Mat dem véierten Zil, d'Leit vum SPOS an de Personalkader vun de Lycéeën ze integréieren, schéngt eis elo och eng iwwerfälleg Mesure geholl ze ginn, a mir stëmmen deem zou. Mir mengen et wier och vläicht eng Geleeënheet driwwer nozedenken, wéi dann de Service de Guidance de l'Enfance an de SREA besser an d'Primärschoul kéinte verankert ginn. An datt mir als fënneft Zil och nach eng Rei Carrièresproblemer léise kënnen, dat ass nun emol den Avantage vun engem klenge Land wou alles méi iwwersiichtlech ass, a mir fannen dat och ganz an der Rei.

Ech kommen nach eng Kéier zréck op dat drëtt Zil, «élargir les cadres du personnel par la création de nouvelles carrières dans l'administration». Do di mir eis e bësselche méi schwéier mat. Grad ewéi d'Chambre des Fonctionnaires et des Employés publics si mir der Meenung, datt et dem Gesetz hei e bëssen u Gehalt feelt. Et ass e ganz konservatiivt Gesetz, dat schonns eng ganz Rei Froen aus der Vergaangenheet zefridde stellend regelt. Eis feelt awer e courageierte Bléck no vir, d'Aplange vu Besoinen, wou mir elo schonns wëssen, datt si op eis zoukommen.

Dozou gehéiert zum Beispill d'Aféierung am Personalkader vun engem Administrateur, dee sech ëm eng ganz Rei technesch an administrativ Problemer géing këmmeren. D'Statsbeamtekummer freet esou e Posten, an de Statsrot hätt och kee Problem domat. D'Chamberkommissioun mengt, datt d'Lycéesdirektere jo ëmmer d'Méiglechkeet hätten, sech Enseignanten erauszesichen, déi dann eng Décharge kréichen, fir d'Direktioun bei hirer Aarbecht ze ënnerstëtzen. Dat ass richteg, huet awer och virun allem een Nodeel: E Professer huet net onbedéngt déi néideg Kenntnisser am Management, déi hei verlaangt sinn.

Wa mir eis also eens sinn, a PISA huet et jo bestätegt, datt eis Schoule méi Fräiheet, méi Autonomie brauchen, da musse mir eis och Gedanken driwwer maachen, wéi eng Struktur d'Schoulen eventuell an Zukunft brauchen, fir hir Autonomie och sënnvoll kënnen ze gebrauchen. Dobäi schwätze mer natierlech ëmmer vun enger relativer Autonomie vun de Schoulen, net vun enger totaler Fräiheet.

Ech zitéieren aus engem Buch, „Institutioneller Schulentwicklungsprozess" vum Dalin. Dee mécht de Verglach vun der Fräiheet vun der Schoul mat engem Hond un der Léngt. D'Professeren an d'Professeschen hunn am Prinzip d'fräi Wahl vun hire Methoden a kënnen an all Himmelsrichtunge goen, allerdéngs ëmmer nëmmen esou wäit wéi hire Meeschter, den Direkter oder respektiv de Ministère, se fortloossen.

Anerersäits ass et awer och fir eng Ministesch oder en Direkter praktesch onméiglech, innovatiivt Handelen an Denken ze erzwéngen. Eng Schoul ass ënner anerem och eng öffentlech, net profitorientéiert Organisatioun. Wéi all Organisatioun ass eng Schoul net statesch, mä entwéckelt sech bestänneg weider. Et ass esou, datt kolleegial Kulturen, wou d'Leit offen an zesummeschaffen, der Weiderentwécklung vun de Schoulen am meeschten hëllefen.

Mir mengen et wier duerchaus sënnvoll, den Direktiounen d'Méiglechkeet ze ginn, eng Rei vun hiren administrativen an techneschen Aarbechten u speziell ausgebilte Leit weiderzeginn. D'Direktiounen hätten da méi Zäit, sech ëm hir pedagogesch Aarbecht ze këmmeren, wéi zum Beispill d'Betreiung vun de Proffen an de Schüler, d'Abezéie vun alle Membere vun der Organisatioun Schoul, fir hir zukünfteg Planungen.

Mir sinn der Meenung, datt et gutt gewiescht wier, déi Aufgabe vu Management, déi an Zukunft bestëmmt nach ëmmer méi grouss ginn, méi explizit virzegesinn. Et wier wahrscheinlech och interessant gewiescht, an der Direktioun Plaz ze maache fir Leit, déi net onbedéngt Enseignantë sinn. Dat géing eventuell fir frësche Wand suergen.

Ofgesi vun dëse Remarquen, menge mir awer, datt d'Gesetz am Groussen a Ganze ganz vill positiv Aspekter huet, an ech bréngen och den Accord vun der grénger Fraktioun.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Nächste Riedner ass den Här Henckes. Här Henckes, ech wollt Iech froen, den Här Mehlen ass och nach ageschriwwen. Kënnt deen och nach?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Also, Här President, ech wollt meng Membere vun der Fraktioun entschëllegen. Dir wësst, datt onsem Fraktiounschef seng Mamm gestuerwen ass, an doduerch hunn e puer Kolleegen et fir richteg fonnt, fir haut bei deem Begriefnes derbäi ze sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat Gesetz, wat mer hei virleien hunn, huet de Mérite, datt et eng Harmoniséierung an eng Codificatioun vu bestehende Gesetzgebungen virhëlt, an datt et och verschidden interessant Neierunge mat erabréngt. An deem Sënn kënne mer och mat deem Gesetz d'accord sinn. Mä et sinn e puer Punkten, wou mer awer net domat d'accord sinn.

Een, deen ass vläicht manner wichteg, mä en ass awer hei scho vun e puer Virriedner ugeschwat ginn, dat ass deen, datt mer net d'Geleeënheet genotzt hunn, fir de Postë vum Attaché à la direction à tâche partielle oder complète virzegesinn. D'Chambre des Fonctionnaires huet mat Recht dat gefuerdert. Mir ginn och net midd, dat heiten an der Chamber ze fuerderen, schonn zënter Joren, well et ass wichteg, datt, a jee no der Importenz vun de Gebaier, déi administrativ Tâchen net vun Enseignantë beluecht ginn, déi sech sollte besser op den Enseignement konzentréieren.

Da muss ee sech och d'Fro stellen, firwat et all Kéiers muss mat Déchargë goen, wann esou Tâchë vun Directeur adjoint an de Lycéeë virgesi sinn. Et misst een och d'Méiglechkeet schafe vun enger Indemnitéit, déi deen Ablack och manner op de Volume vun den Enseignantsstonnen, déi kënnen enseignéiert ginn, géing drécken.

Mä den Haaptpunkt awer, woufir mer net kënne mat deem Gesetz hei d'accord sinn, läit an der Dispositioun déi seet, ech wëll se nach eng Kéier ganz virliesen, fir datt ee ganz genau gesäit, wourëmmer et geet: «Par dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail, les contrats à durée déterminée conclus entre l'État ou la commune, d'une part, et le chargé de direction d'une classe de l'éducation préscolaire ou de l'enseignement primaire, le chargé d'éducation des lycées, l'agent socio-éducatif d'une administration ou service dépendant du département de l'éducation nationale, le chargé de cours du service de la formation des adultes, le chargé de cours du service de la formation professionnelle et le chargé de cours du Centre de langues Luxembourg, le chargé de cours des instituts et services d'éducation différenciée et le chargé de cours du Centre de logopédie d'autre part, peuvent être renouvelés plus de deux fois, même pour une durée totale excédant 24 mois.»

Mir fannen et skandaléis, Madame Minister. Mir hunn hei schonn oft gesot, datt et zweeërlee Regimer fir d'Employés privés gëtt. Mir mengen, datt hei déiselwecht Gesetzgebung misst all Kéiers fir jiddfereen ubruecht ginn. Et ass a mengen Aen esouguer anti-constitutionnel wat hei geschitt, well hei verschidde Leit net déiselwecht Rechter kréien.

An ech hätt gär, Madame Ministerin, datt Der Iech am Laf vun der Zäit och dovunner iwwerzeege loosst, datt dës Dispositioun misst geännert ginn. Si ass net richteg, si ass falsch. An dofir wäert Der verstoen, datt mer mat dësem Gesetz net d'accord sinn, well mer dat déi ganzen Zäit gefuerdert hunn. An hei gëtt et just nach ausgeweit.

Dat Zweet, wat een an dësem Kontext och muss soen, dat ass datt all déi Employés privés, déi fir Stat a Gemenge schaffen, natierlech och d'Chargés de cours, och nach keng Rechter hunn um syndikalistesche Plang. Si däerfe weder aktiv nach passiv un den Delegatiounen deelhuele fir d'Personal.

Do huet d'Cour constitutionnelle gesot, dat wier anti-constitutionnel. Dat gëtt vun där leschter Regierung, mä och vun dëser Regierung net bëuecht.

Et ass regrettabel, datt hei vun der Regierung keng kloer Linne kommen an datt net déi néideg Refor-

men duerchkommen. An ech erënneren drun, datt ech eng Proposition de loi an deem Sënn déposéiert hat. Dat sinn déi Grënn, Madame Ministerin, woufir den ADR géint dëst Gesetz wäert stëmmen.

M. le Président.- Et schéngt keen Orateur méi do ze sinn. Dann hätt elo d'Regierung d'Wuert. Madame Minister, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt Iech Merci soen, un éischter Plaz dem Rapporteur fir säi Rapport, mä all deenen Intervenantë vun de Mëtteg fir dee feinen Débat an dee largen Accord zu dësem Gesetz. Dat kann ech esou interpretéieren, dass et e Gesetz ass, wat eigentlech net weider iwwer pedagogesch Inhalter handelt, dat och net innovativ ass, mä et ass en nëtzlecht Gesetz.

Et ass e Gesetz wat d'Fonctionnement oder wat d'administrativ Aarbecht sécher méi einfach mécht, well mer jo an engem Text alleguerten d'Dispositiounen iwwert d'Astelle vun dem Personal vun de Lycéeën a vun de Lycée-techniquë sammelen. Dat ass also wierklech en utilen Exercice, well et och Contradictiounen ofschaaft. An dofir denken ech fënnt dat Gesetz och déi breet Zoustëmmung.

Et ass richteg, dass dat Gesetz hei de Corollaire ass vun dem Gesetz, wat am Juni 2004 gestëmmt ginn ass, iwwert d'Organisation des lycées. Et ass virdrun déposéiert ginn an et ass also indispensabel, dass mer dat Gesetz hei stëmmen. Besonnesch wat d'SPOSen ugeet, well an deem Gesetz iwwert d'Organisation des lycées drasteet, dass de SPOS ënnert der administrativer Tutelle oder ënnert der Hierarchie vum Direkter steet, an ouni dëst Gesetz ass dat eigentlech praktesch net machbar, well heimadder elo d'Personal vun de SPOSen an d'Gesetz an an de Kader vun de Lycéeën transposéiert gëtt.

Dofir wëll ech net all déi gutt Résuméën, déi iwwert dëst Gesetz gemaach gi sinn, nach eng Kéier widderhuelen. Ech wëllt just op déi eenzel Punkten agoen, déi hei vu verschiddene Riedner ervirgehuewe gi sinn.

Dat éischt iwwert d'Professeurs de philosophie, déi elo den Ajout dobäi kréien, dass se och Professeur de philosophie et de formation morale et sociale sinn.

(Interruption)

Also ech sinn net President!

(Hilarité)

Dat heescht, dass eigentlech d'Philosophiesprofessere rekrutéiert ginn. Wat déi fundamental Ännerung ass, dass domadder déi Leit, déi de Stage organiséiere fir d'Proffen, dass déi en Optrag kréien, dass an déi praktesch Formatioun vum Stage pédagogique dee Volet vun der Formation morale et sociale mat erakënnt, wat mengen ech eng wichteg Aufgab ass, fir de Stellewäert an och d'Qualitéit vun deem Fach ze ënnersträichen.

Dann ass dee leidege Problem vun eise Chargés de cours an de Lycéeën. Ech kann dem Här Henckes säin Opschräi do deelen a soen, et ass eigentlech net an der Rei, dass de Stat sech eng Derogatioun gëtt zum Aarbechtsrecht, andeem e méiglech mécht, dass een e Contrat à durée déterminée méi laang ka verlängeren, fir méi laang wéi de Privatpatron dat kënnen ze maachen.

Déi Dispositioun ass et gi fir sämtlech Lycéeën, dass een also eigentlech kann e Contrat à durée déterminée ëmmer erëm erneiert kréien. Déi eenzeg, déi déi Méiglechkeet net haten, dat war de Centre de langues an d'Formation des adultes, a grad do hu mer riseg Problemer mat Leit, déi ëmmer erëm Kontrakter kréien. Esou dass dat hei Gesetz déi Derogatioun eigentlech einfach nach eng Kéier confirméiert, déi mer schonn haten. Doduerch gëtt se net méi legitim.

Ech wär immens frou wa mer eng Léisung hätten, wou mer net bräichten dorobber zréckzegräifen, also dass mer eng aner Méiglechkeet hätten. Nun ass et awer beim Stat esou, entweder ass een dran oder et ass een eraus. An deem Sënn ënnerscheet dat sech vun engem Privatpatron an duerfir, ouni dass ech glécklech sinn iwwert déi Léisung, sinn ech awer frou, dass mer déi Léisung elo an dësem Gesetz hunn, well mer och an Zukunft a wahrscheinlech ëmmer an de Schoule Leit brauche mat Contrat à durée déterminée, notamment fir ze ersetzen; well mer jo do ëmmer mussen op Leit zréckgräifen.

Ech wëll awer parallell ee Gesetz maache fir d'Chargés de cours am Secondaire - d'Madame Brasseur huet mech gefrot, wéi et domadder wär -, well mer wëllen eng ähnlech Mesure maache wéi déi am Primaire gemaach ginn ass, fir dass mer Leit, déi laang an der Éducation nationale dra sinn an déi ëmmer erëm eng Tâche, oder iwwer eng hallef Tâche hunn, kënnten als Chargé de cours à durée indéterminée astellen.

Ech hat gehofft, mir géifen den Text fäerdeg kréien, fir en als Amendement nach mat heibäi ze bréngen, mä d'Chamber huet jo awer och en Appel u mech lancéiert, dass mer dat hei Gesetz net solle retardéieren duerch Amendementer. Den Text vum Gesetz ass an eisem Ministère fäerdeg an en ass och ofgeschwat gi mat der Fonction publique, esou dass ech e kann an de Regierungsrot weiderginn.

Mir mussen allerdéngs e Règlement grand-ducal dobäileeën, wou mer d'Konditioune vun der Formatioun festleeën. Mir musse soen, et kann een e Contrat à durée indéterminée kréien, wann ee verschidde Konditiounen erfëllt, déi sti jo am Gesetz, a wann een eng Formation complémentaire mécht. Am Primaire waren dat jo 120 Stonne Formatioun, déi déi Leit hu misse maachen, fir dann e feste Kontrakt ze kréien.

Am Postprimaire ass dat elo méi komplizéiert, well mer jo verschidde Formatioune mussen ubidden, well mer verschidden Disciplinëleit hunn. Mir hu Franséisch, mir hunn Däitsch, mir hunn Englesch, mir hu Maîtres de cours pratiques; mir hu vun allem.

(Interruption)

Där sinn der manner, mä et si ganz verschidde Spezialitéiten. Dofir gëtt déi Formatioun e bësse méi komplizéiert. Ech wëll d'Gesetz net op den Instanzewee ginn, bis mer de Règlement grand-ducal kënne matginn, fir dass ee sech eng Iddi gëtt. Mä ech sinn awer zouversiichtlech an ech hunn och d'Zouso kritt vun deene Leit, déi op deem Gesetz schaffen, dass mer dat virun der Summervakanz kënnen un de Regierungsrot ginn, sou dass dat Gesetz ganz geschwënn hei an d'Chamber kënnt.

Den Här Adam huet interessant Reflexiounen iwwert d'Struktur vun de Lycéeë gemaach. Ech maache mir déi Reflexiounen och. Mir hunn effektiv e Gesetz gestëmmt, oder Dir hutt e Gesetz gestëmmt, am Summer 2004 iwwert d'Organisation des Lycées, wou gesot ginn ass: Elo kréien d'Lycéeë méi eng grouss Autonomie. Et muss een awer gesinn, dass déi Autonomie de Moment relativ begrenzt ass. Si ass finanziell, mä an engem Kader, deen natierlech gestallt ass, mä wat d'Pädagogik ugeet sinn am Fong dräi Stonne Fräiraum gestallt an der Schoul.

Ech denken, dass ee muss weider iwwerleeën, wéi ee méi Autonomie a méi Verantwortung an dann awer och méi Evaluatioun an d'Lycéeën erabréngt. Dat ass en Exercice, deen ech awer wëll mat de Schoulen, mat den Enseignanten, mat den Direktiounen zesumme maachen. Ech mengen och, dass een an deem Kader dann definéiere soll, wat da genau d'Missioune vun enger Direktioun sinn.

Ech hunn e bëssen Angscht, wa mir elo einfach ee Beamte vun der Carrière supérieure administrative an eng Direktioun erasetzen, ouni ze definéieren, wat dann elo wien an der Schoul mécht, dass deen eigentlech e bëssen do doniewent leeft.

Ech mengen, et ass wichteg, a sinn do mam Här Adam d'accord, dass mir eng Équipe an eng Schoul kréien, eng Équipe, déi zesummen e Projet entwéckelt fir d'Schoul, wou souwuel d'Enseignantë wéi d'Direktioun sollen zesummeschaffen. Ech ginn awer d'Hoffnung net op, dass mir do e Schrëtt weiderkommen an dass mir dann op déi Fro do hei géifen zréckkommen, sou dass ech denken, dass ech op all Är Froen a Remarquë geäntwert hunn.

Et bleift mir dann, Iech Merci ze soe fir deen net totalen, mä grousse Konsens zu dësem Gesetz.

Merci, Här President.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domat ass d'Debatt ofgeschloss, a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 2 Nee-Stëmmen a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert (par M. Lucien Thiel), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par Mme Lydie Err) et Mme Vera Spautz (par M. Jos Scheuer);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes) et Jacques-Yves Henckes.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert d'Chamberkonte vum Joer 2003. Et ass bis elo just den Här Fayot ageschriwwen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

2. Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2003 - N°5470

Rapport de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire

M. Henri Grethen *(DP), rapporteur.*- Merci, Här President. Fir mech selwer ass dat hei net eng Première, mä ech muss awer dësem honorabelen Haus soen, dass et fir d'Zweet a mengem Liewen als Parlamentarier ass, dass ech däerf Rapporteur sinn. Dir verstitt also dann…

(Interruptions diverses)

Genau, Här President, wéi den Här Huss seet, Dir verstitt jo da meng Nervositéit bei…

(Interruptions et hilarité)

Une voix.- Très bien!

M. Henri Grethen *(DP), rapporteur.*- A wéi, Här President, den Här Goerens richteg bemierkt, dat ass kee liichte Wee, fir dann esou eng wichteg Funktioun hei wouerzehuelen.

Ech wéilt och dofir all deenen, déi mir bei dëser schwiereger Aufgab behëlleflech waren, a besonnesch der Madame Biasini, villmools Merci soe fir déi Ënnerstëtzung, déi ech dobäi krut, an och all deenen anere Mataarbechter vum Greffe. Selbstverständlech soen ech och de Kolleegen aus der Kommissioun Merci.

Eis Aufgab als Kommissioun war desto méi einfach, well mir Ënnerstëtzung hate vun engem Réviseur d'entreprises indépendant, an zwar Mazars, deen och nach hei vun der Chamber bezeechent ginn ass, an deen déi Konten och fir eis nach eng Kéier nogekuckt huet. En ass och zur Konklusioun komm, dass déi Konten, sou wéi si der Chamber haut presentéiert ginn, an der Rei sinn.

D'Chamber hat fir den Exercice 2003 eng Dotation budgétaire kritt vu 25.616.520 Euro. D'Chamber huet ee gewësst Verméigen an aus deem krute mir 160.735,33 Euro Zënsen, a mir haten eng Rei Produits exceptionnels fir ee Montant vu 17.064,25 Euro, wat en Total vu Recetten ergëtt vu 25.794.319,58 Euro.

Doniewent a wann een dann d'Recettë mat de Chargë konfrontéiert, hate mir Chargë fir 23.863.142,30 Euro, sou dass par rapport zu eise Revenuen en Excédent bliwwen ass vun 1.931.177,28 Euro. Déi Revenuen, oder deen Excédent kënnt da bei d'Excédentë vun deene Jore virdrun dobäi, an déi Excédentë vun deene Jore virdru ware cumuléiert 5.235.851,60 Euro, esou dass um Ufank vum Joer 2004 niewent der Dotation budgétaire vun deem Exercice d'Chamber iwwer Reservë vu 7.167.028,88 Euro verfügt huet. Dat soen ech hei, fir dass d'Kolleege mat enger gewësser Serenitéit deenen nächste Méint nach kënnen entgéintkucken.

Et ass jo ëmmer besser, Här President, et huet een eng kleng Mouk…

(Hilarité)

…wéi dass ee vum Budgetsminister absolut ofhängeg ass.

Mir stëmme jo als Chamber eisen eegene Budget. Mir ginn déi Suen och ënner eiser eegener Responsabilitéit aus.

Déi grouss Dépensepostë fir den Exercice 2003 waren déi folgend, ugefaang bei den Indemnitéite vun den Deputéierten, déi alleguer eng gesetzlech Basis hunn, dat war ee Gesamtmontant vun 8.872.568,92 Euro.

Da koumen eis Participatioun an internationale parlamentareschen Institutiounen, Frais de déplacement, awer och Frais de réception hei zu Lëtzebuerg, fir 563.194,39 Euro. An der Présidence ass dat nach méi grouss, ass dee Montant héchstwahrscheinlech nach méi important, well Lëtzebuerg - an eise President leit dodrënner - bei internationale parlamentaresche Relatiounen am Moment äusserst beléift ass.

Dann hate mir 1.775.666,27 Euro; dat sinn déi Montanten, déi un déi verschidde Fraktioune gaang sinn, jee no der Opschlësselung vun der Fraktiounsstäerkt. Eis Mataarbechter hunn insgesamt 3.800.735,62 Euro un Traitementer an un Indemnitéite kritt.

D'Verwaltung u sech huet 7.607.665,76 Euro kascht, an de Compte rendu 1.243.311,34 Euro, wat eng Gesamtdépense ergëtt vun 23.863.142 Euro an 30 Cents.

An deenen Dépensen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sinn natierlech net d'Amortissementë fir d'Gebailechkeeten an och d'Loyere fir eenzel Gebailechkeeten abegraff. Hei sinn nëmmen d'Frais d'entretien dran, d'Botzen an esou weider, mä net wat de Loyer - entweder en theoreteschen oder e reellen - ugeet. Wann een dëse somptueuxen Hotel kuckt mat sengem Dekor 19e siècle, dann hat dat alles jo e Präis. Wann een dat misst amortiséieren, wat de Virgänger vun eisem aktuelle Greffier hei mat realiséiert huet, da géifen natierlech d'Dépensen nach wesentlech méi héich ginn.

Mä dat ass de Präis, Här President, dee mir fir d'Demokratie bezuelen an et muss een deen an d'Verhältnis setzen zu deenen Ausgaben, déi de Lëtzebuerger Stat insgesamt huet, an dann ass et fir d'Demokratie an d'Fräiheet awer ee ganz räsonnabele Käschtepunkt.

An dofir, Här President, well déi Konten hei vun engem Réviseur indépendant kontrolléiert gi sinn, well si vun der Kontekommissioun vun der Chamber nach eng Kéier kontrolléiert gi sinn a well si scho vun Ufank u richteg opgestallt waren, däerf ech och gudde Gewëssens der Chamber proposéieren, fir déi Konten unzehuelen an eng Resolutioun ze stëmmen, déi Dir op der Säit 18 vum Document parlementaire 5470 fannt, an déi folgende Libellé huet:

Résolution

La Chambre des Députés,

vu le rapport de sa Commission des Comptes,

approuve les comptes de l'exercice 2003 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

Souwäit, Här President, mäi Rapport.

An dann däerf ech och am Numm vu menger Fraktioun eisen Accord zu dëse Konten an zu dëser Resolutioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass ageschriwwen oder huet sech gemellt, den honorabelen Här Michel Wolter. Här Wolter.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, ech géif Iech den Accord vu menger Fraktioun souwuel zu de Konten, wéi och zur Resolutioun, wéi si elo hei vum honorabelen Deputéierte Grethen presentéiert gi sinn, ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den Här Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President, ech wollt selbstverständlech och den Accord vun eiser Fraktioun ginn an zugläich profitéieren, fir deene Leit an der Chamber Merci ze soe fir déi Aarbecht, déi si sech mat eise Konte maachen, déi Prezisioun mat där si

déi Konte féieren a selbstverständlech och dem Rapporteur a senger Aarbecht als Kontekontroller, dee gewisen huet, wéi gutt dass hien an där Aarbecht ass a fir déi ech him dann natierlech och an Zukunft alles Guddes wënsche fir déi nächst Konte vun der Chamber.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt mech all deem uschléissen a soen, datt mir natierlech och selbstverständlech déi Konte stëmmen.

M. le Président.- Den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt och den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dëse Konte bréngen an dem Rapporteur, dem Här Grethen, félicitéieren, datt hien esou e brillante Rapport virbruecht huet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss.

Esou wéi den Artikel 155 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mir elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet, déi den Här Grethen virdrun hei virgedroen huet an déi, fir ze rappeléieren, folgende Wuertlaut huet: «La Chambre des Députés, vu le rapport de sa Commission des Comptes, approuve les comptes de l'exercice 2003 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.»

Ass d'Chamber domadder averstane par main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote

Da géif ech bieden, wien d'accord ass, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dogéint?

Wien enthält sech?

Also d'Konte sinn à l'unanimité ugeholl an d'Resolutioun ass domat och à l'unanimité ugeholl a gëtt deementspriechend weidergeleet.

3. Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Président de la Cour des Comptes

Dir Dammen an Dir Hären, da komme mir zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, wou et drëm geet fir eng Lëscht fir dräi Kandidate fir de Postë vum President vun der Cour des Comptes opzestellen. Dës Lëscht, déi mir elo opstelle wäerten, gëtt dann iwwert d'Regierung dem Grand-Duc virgeluecht.

D'Chamberreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Dat heescht, et däerf also net par procuration ofgestëmmt ginn. D'Wahl vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongülteg Wahlziedelen net a Betruecht gezu ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit kritt, kënnt et zum Ballottage, an deem déi zwee Kandidate vertrueden sinn, déi am éischten Tour déi meeschte Stëmme kritt hunn.

Bei Stëmmegläichheet am éischten Tour kënnt et zu engem Spezialtour fir d'Kandidate fir de Ballottage ze designéieren. Eng relativ Majoritéit geet dobäi duer.

Bei Stëmmegläichheet am Ballottage kënnt et zu engem zousätzlechen Tour. Bleift et da bei enger Stëmmegläichheet, entscheet d'Lous.

Et gëtt och fir jidder Kandidat eenzel ofgestëmmt.

D'Lëscht vun de Kandidaten, déi d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 26. Mee ugeholl huet, ass un d'Deputéierte verdeelt ginn. Nodeems duerch ee Bréif vum 31. Mee ee vun de Kandidate seng Kandidatur zréckgezunn huet, bleiwen elo nach op der Lëscht als Kandidate folgend Hären: den Här Marc Gengler, den Här Patrick Graffé an den Här Lucien Peters.

Vote du premier candidat

Mir wielen elo deen éischte Kandidat. Ech géif bieden d'Wahlziedelen auszedeelen.

Une voix.- Dat ass scho geschitt, Här President.

M. le Président.- D'Wahlziedele sinn ausgedeelt, da maachen ech den Appel nominal fir d'Wahlziedelen anzesammelen.

Appel nominal

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, mir si fäerdeg mam Auszielen.

D'Resultat vum éischte Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	48
Gülteg Wahlziedelen:	48
Absolut Majoritéit:	25

D'Stëmme si folgendermoose verdeelt:

1. Här Marc Gengler	37
2. Här Patrick Graffé	11
3. Här Lucien Peters	0

Domat huet den Här Marc Gengler mat 37 Stëmmen déi absolut Majoritéit erreecht an ass domat als éischte Kandidat gewielt.

* * *

Mir wielen dann elo deen zweete Kandidat.

Vote du deuxième candidat

Ech géif bieden d'Wahlziedelen auszedeelen.

Voilà, ech denken, dass all Mënsch ofgestëmmt huet, da géife mir zum Appel nominal kommen.

Appel nominal

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultat vum zweet Vote ass folgend:

Total vun de Wahlziedelen:	48
Gülteg Wahlziedelen:	48
Absolut Majoritéit:	25

D'Stëmme si folgendermoosse verdeelt:

1. Här Patrick Graffé	47
2. Här Lucien Peters	1

Den Här Patrick Graffé huet déi absolut Majoritéit mat 47 Stëmme kritt. Hien ass domat als zweete Kandidat gewielt.

* * *

Mir mussen elo den drëtte Kandidat wielen.

Mir maachen dat duerch e geheime Vote, awer par voie électronique.

Vote du troisième candidat

Ech géif bieden ofzestëmmen a kee Vote par procuration ze maachen.

Voilà, huet all Mënsch gestëmmt?

(Assentiment)

D'Resultat ass folgend:

42 Jo-Stëmmen, 1 Nee-Stëmm a 4 Abstentiounen.

Den Här Lucien Peters huet also eng absolut Majoritéit kritt a figuréiert deemno als drëtte Kandidat op der Lëscht.

D'Kandidatelëscht, déi dem Grand-Duc duerch d'Regierung ënnerbreet gëtt, presentéiert sech also folgendermoossen:

- éischte Kandidat:
  den Här Marc Gengler;
- zweete Kandidat:
  den Här Patrick Graffé;
- drëtte Kandidat:
  den Här Lucien Peters.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour.

4. Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications

Den Artikel 22 vum Postgesetz vum 10. August 1992 gesäit vir: «Le ou les réviseurs d'entreprises sont nommés pour un terme ne dépassant pas trois ans par la Chambre des Députés sur proposition du Conseil. Leur mandat est renouvelable.»

Opgrond vun dësem Artikel huet d'Post der Chamber an hirem Bréif vum 29. Abrëll 2005 virgeschloen, d'Mandat vun hirem aktuelle Réviseur, der Firma Pricewaterhouse-Coopers, fir dräi Joer ze verlängeren, an dat vun 2005 bis 2007.

Wéi üblech maache mer doriwwer e Vote secret duerch eise System vum Vote électronique.

Vote secret

D'Resultat ass: 48 Jo-Stëmmen, keng Nee-Stëmm a keng Abstentioun.

D'Propositioun vun der Post ass domat ugeholl.

5. Demandes en naturalisation

Als nächste Punkt um Ordre du jour hu mer d'Naturalisatiounen. Dofir muss ech de Huis clos ausspriechen.

(Le huis clos est prononcé à 16.06 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 16.11 heures.)

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 69 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat véier Ännerunge vun Numm a Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 1er juin 2005

1. AGADJANI Bahman, né le 19 novembre 1952 à Tabriz (Iran), demeurant à Esch-sur-Alzette
2. AKBARIEH Maryam, née le 24 novembre 1954 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg
3. ALAOUI BELGHITI Hafid, né le 23 novembre 1964 à Sale (Maroc), demeurant à Syren
4. BAHRA El Houcine, né le 15 décembre 1955 à Taourirt (Maroc), demeurant à Bettembourg
5. CHEN Wenjing, né le 12 août 1963 à Puning/Guangdong (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette
6. LI Jing, née le 12 août 1965 à Guangzhou / Guangdong (Chine), demeurant à Esch-sur-Alzette
7. CORREIA COSTA Ana Catarina, née le 1er août 1983 à Oliveira de Azeméis (Portugal), demeurant à Moestroff (Diekirch)

   La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de CORREIA Anna.
8. DE LEMOS FONSECA Jorge Humberto, né le 22 septembre 1962 à Matosinhos (Portugal), demeurant à Rumelange

   La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de FONSECA Georges.
9. DOS REIS Amarante José, né le 24 janvier 1962 à Sao Joao Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Schieren
10. PIRES DOS SANTOS Maria do Rosario de Fatima, née le 2 juillet 1964 à Santo André/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Schieren

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de PIRES Marie.
11. DOS SANTOS Cesaria Maria, née le 1er septembre 1965 à Sao Joao Baptista (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg
12. FREVEL Stefan Michael, né le 21 juillet 1948 à Siegen (Allemagne), demeurant à Gonderange
13. SCHORPP Gabriele Hedwig, née le 4 mai 1954 à Karlsruhe (Allemagne), demeurant à Gonderange
14. GARAND Marlène Lina Marguerite, née le 19 octobre 1948 à Bonnert (Belgique), demeurant à Hobscheid
15. GARCIA DOS SANTOS Marco Antonio, né le 26 décembre 1961 à Belem (Brésil), demeurant à Luxembourg
16. GHOLAMIANZADEH Shiva, née le 9 décembre 1964 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg
17. GOLOVKO Nicolai, né le 6 juillet 1984 à Moscou (Russie), demeurant à Garnich
18. GOMES CASTELO BARBOSA Ana Maria, née le 22 décembre 1982 à Vilela-Paredes (Portugal), demeurant à Dudelange

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de BARBOSA Ana Maria.
19. GORQAJ Valentina, née le 2 avril 1981 à Pec (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Schifflange
20. GRATIA Florentine Marguerite, née le 27 septembre 1952 à Sterpenich (Belgique), demeurant à Steinfort
21. GROSSFELD Arié, né le 1er septembre 1950 à Haïfa (Israël), demeurant à Strassen
22. GUDELJEVIC Dragica, née le 4 juillet 1961 à Tuzla (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg
23. HE Weijuan, née le 1er juin 1984 à Kunming/Yunnan (Chine), demeurant à Rollingen
24. HENENFELD Edmund, né le 5 juillet 1946 à Swidnica (Pologne), demeurant à Luxembourg
25. HUBIC Amela, née le 2 mars 1981 à Sarajevo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Dudelange
26. ISMAILI Ilir, né le 13 juillet 1968 à Kavaje (Albanie), demeurant à Kopstal
27. TITE Mimoza, née le 30 novembre 1967 à Fier (Albanie), demeurant à Kopstal
28. ISMAJLI Nuredin, né le 30 mars 1971 à Gjylekare Viti (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bivange
29. JOLDIC Admir, né le 3 juin 1981 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg
30. JORISSEN Harold, né le 2 mars 1966 à Köln (Allemagne), demeurant à Mertert
31. KASINATHAN Thambo Puran-tharan, né le 20 juillet 1969 à Batticaloa (Sri Lanka), demeurant à Luxembourg
32. KLIMA Michael Johannes, né le 1er juin 1969 à Lilienfeld (Autriche), demeurant à Bous
33. KOVACEVIC Zivka, née le 21 novembre 1935 à Nanomir (Yougoslavie), demeurant à Luxembourg
34. LATIC Alen, né le 22 février 1982 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Esch-sur-Alzette
35. LEE Kui Ching, né le 3 octobre 1962 à Hong Kong (Chine), demeurant à Luxembourg
36. CHAN Wai Han, née le 19 février 1968 à Hong Kong (Chine), demeurant à Luxembourg
37. MANUAL Marykutty, née le 3 octobre 1954 à Bharananganam (Inde), demeurant à Rodange
38. MARTY Laurent Bruno Frédéric, né le 28 août 1962 à Casablanca (Maroc), demeurant à Altwies
39. MAXWELL Marilyn Irene, née le 20 septembre 1948 à Melbourne (Australie), demeurant à Heisdorf
40. MÜLLER Peter Aloysius, né le 8 septembre 1947 à Weibern (Allemagne), demeurant à Dillingen
41. MUSLI Sedat, né le 8 mai 1961 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bissen
42. BEJTULLAHI Fikrije, née le 18 mai 1966 à Mitrovica (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Bissen
43. MUSTAFIC Izudin, né le 27 mars 1963 à Kalesija (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg
44. NAWOJOWSKA Barbara, née le 4 décembre 1965 à Namyslow (Pologne), demeurant à Luxembourg
45. OSMANDIC Mihrudin, né le 8 mars 1979 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Rodange
46. PAUSIC Tonci, né le 3 août 1963 à Split (Croatie), demeurant à Luxembourg
47. PHILIPPE-MOUREY Germaine Lucienne Marguerite, née le 17 décembre 1956 à Ludelange/Tressange (France), demeurant à Ehlerange
48. PIRET Dominique Geneviève Marie Joseph Ghislaine, née le 4 mars 1957 à Wéris (Belgique), demeurant à Esch-sur-Alzette
49. PRIOSTE VITORINO Helena Maria, née le 29 juillet 1963 à Atouguia da Baleia/Peniche (Portugal), demeurant à Luxembourg
50. PROBST Edgar, né le 26 mai 1967 à St. Vith (Belgique), demeurant à Huldange
51. SAVA Gino Adrian, né le 23 mai 1960 à Ploiesti (Roumanie), demeurant à Luxembourg
52. MARIN Anda Mihaela, née le 12 janvier 1962 à Ploiesti (Roumanie), demeurant à Luxembourg
53. SCHEUER Margareta Maria Edith, née le 17 mars 1930 à Bollendorf (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette
54. SCHWARZE Rolf, né le 6 juin 1962 à Emden (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette
55. NOWOTNAK Friederike Marina, née le 22 septembre 1966 à Südbrookmerland (Allemagne), demeurant à Esch-sur-Alzette
56. SEHIC Sabahudin, né le 13 septembre 1973 à Borovnica

(Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg

57. SEWERYN Katarzyna Krystyna, née le 22 février 1971 à Krakow (Pologne), demeurant à Itzig
58. SIEGEL Martin Clemens, né le 17 juillet 1966 à Münster (Allemagne), demeurant à Findel
59. SPYROPOULOS Anastassios, né le 29 juin 1982 à Athènes (Grèce), demeurant à Capellen
60. TALWAR Mandeep Singh, né le 23 août 1979 à Calcutta (Inde), demeurant à Luxembourg
61. TALWAR Prem Singh, né le 10 juillet 1950 à Thakarwal Hoshiarpur (Inde), demeurant à Luxembourg
62. KAUR Surinder, née le 20 juillet 1954 à Calcutta (Inde), demeurant à Luxembourg
63. TERZIU Petraq, né le 1er janvier 1959 à Kavaja (Albanie), demeurant à Esch-sur-Alzette
64. TIMMERMANS Bernard Maurice, né le 4 juin 1950 à Arlon (Belgique), demeurant à Steinfort
65. TREINEN Hermann Lothar, né le 4 août 1941 à Reinsfeld (Allemagne), demeurant à Bertrange
66. ZINGERLING Agnes Hildegard, née le 3 septembre 1949 à Trier (Allemagne), demeurant à Bertrange
67. TSANG Kin Chung, né le 11 septembre 1948 à Hong Kong (Chine), demeurant à Howald
68. LAU Mun Ling, née le 5 janvier 1953 à Hong Kong (Chine), demeurant à Howald
69. ZEC Silvana, née le 14 novembre 1971 à Slavonski Brod (Croatie), demeurant à Luxembourg

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtteg um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.12 heures)

JEUDI, 2 JUIN 2005 — 37E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Question urgente N°463 de M. Aly Jaerling relative à la fermeture du département «Anesthésie-Réanimation» de la Clinique Sainte Marie à Esch-sur-Alzette
2. Débat d'orientation sur la revalorisation des friches industrielles de la région Sud

   (Discussion générale - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.33 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Sou, dann huele mer Akt dovunner.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Här Aly Jaerling huet eng Drénglechkeetsfro iwwert d'Reanimatiouns- an d'Intensivstatioun an der Klinik Sainte Marie zu Esch gestallt. De Gesondheetsminister huet sech bereet erkläert, direkt op dës Fro ze äntwerten. Duerfir géif ech proposéieren, dass mer direkt zu dëser Fro géife kommen, an duerfir ginn ech dem Här Jaerling d'Wuert. Här Jaerling!

1. Question urgente N°463 de M. Aly Jaerling relative à la fermeture du département «Anesthésie-Réanimation» de la Clinique Sainte Marie à Esch-sur-Alzette

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Bon, Här President an Här Minister, Merci, dass déi Fro haut direkt ka beäntwert ginn. Si ass nämlech drénglech, besonnesch fir déi Leit, déi an deem Spidol schaffen an déi sech Suerge maachen ëm hir Zukunft.

Aus zouverlässeger Quell gouf mer matgedeelt, dass an der Klinik Sainte Marie zu Esch d'Reanimatiouns- an d'Intensivstatioun riskéiert zougemaach ze ginn. Dëst, well no Verhandlunge mat der UCM déi néideg budgetär Mëttelen net méi garantéiert sinn, fir dat néidegt Personal ze beschäftegen, wat gebraucht gëtt fir dës Statiounen optimal, sécher an am Interesse vun enger qualitativer Fleeg fonctionnéieren ze loossen.

Et wier äusserst bedenklech, wann an dëser Proximitéitsklinik keng Reanimatiouns- an Intensivstatioun méi soll bestoen, déi direkt Hëllefsdéngschter kënnt leeschten. Elo schéngt et mer och net grad sënnvoll, Patienten an enger akuter gesondheetlecher Geforesituatioun hin an hier ze féieren. Duerfir meng Froen un den Här Minister:

- Sinn déi budgetär Mëttele fir d'Klinik Sainte Marie zu Esch gekierzt ginn?

- Wa jo, kann dës Kierzung dozou féieren, dass de Personalbestand an der Reanimatiouns- an Intensivstatioun, deen néideg ass fir eng sécher a qualitativ Betreiung vun de Patienten, dass dës Statiounen zougemaach musse ginn?

- Wier et net eminent wichteg, just an dëser Proximitéitsklinik déi zwou Statiounen oprechtzeerhalen, fir eng direkt Hëllef am Noutfall ze garantéieren, anstatt d'Patiente vun enger Klinik an déi aner ze féieren? Ass et net den Déngscht um Patient, dee misst priméiere viru budgetären Iwwerleeungen?

Ech wär frou wann Der mer, am Interesse vun deene Leit, déi do schaffen, kënnt déi richteg Äntwerte ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. De Gesondheetsminister, den Här Mars Di Bartolomeo, huet d'Wuert.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Deputéierte Jaerling bezeechent zu Recht d'Klinik Sainte Marie als Proximitéitsspidol a beäntwert domat en Deel vu senge Froe scho selwer. De Plan hospitalier vun 2001 gesäit vir, dass d'Proximitéitsspideeler keng Reanimatiouns- an Intensivstatiounen hunn, well se och keng schwéier Operatioune sollen duerchféieren an och keng schwéier Akutfäll solle behandelen.

Duerfir sollen se awer eng Opwaachstatioun hunn, fir d'Patienten no enger klenger Operatioun optimal kënnen ze iwwerwaachen, ier se dann no enger gewëssener Zäit op hiert Zëmmer kommen. Dat steet zënter véier Joer, zënter der Publikatioun vum Plan hospitalier fest, an et huet och eng Rei vun anere Spideeler betraff. Dëst hunn déi Responsabel vun der Sainte Marie och mat der UCM, mat der Union des Caisses de Maladie, déi zesumme mat de Spideeler iwwert d'Budgete verhandelen, fir de Budget ausgehandelt.

Dës Auswierkunge vum Plan hospitalier sinn och net op finanziell Iwwerleeungen zréckzeféieren, mä si geduecht fir dem Intérêt vum Patient Rechnung ze droen. Et ass net esou, dass engem Service déi noutwendeg Mëttele géife refuséiert ginn, mä et gëtt just de Plan hospitalier applizéiert.

D'Sainte Marie huet zwar probéiert, iwwer Synergië mat dem Escher Spidol, déi awer duerno opgekënnegt gi sinn, an engem Kooperatiounsvertrag mat dem Déifferdenger Spidol, deen awer ni materialiséiert ginn ass, déi eng oder déi aner Services spécialisés ze behalen. Well déi Accorden net konnte materialiséiert ginn, ass a bleift dat Spidol e Proximitéitsspidol.

D'Grondiddi vun der Opdeelung an Hôpitaux généraux, a Proximitéitsspideeler ass, dass et soll zu enger Opdeelung vun den Aktivitéite kommen an dass net jiddfereen, net all Spidol hei am Land alles soll kënne maachen. Déi méi kleng Spideeler, d'Proximitéitsspideeler, solle keng schwéier Interventioune maachen an och keng Urgencen, also schwéier Noutfäll unhuelen. E Proximitéitsspidol soll eng Médecine de proximité maachen. Nun ass et esou, dass vläicht an deene leschte Jore gehofft ginn ass, dass dat sech net géif materialiséieren. Dat ware falsch Hoffnungen!

Wat elo de Prinzip ugeet, sinn ech an deene leschte Méint, mengen ech, net midd gi fir drop hinzeweisen, dass et zwëschent de Spideeler hei am Land zu enger intelligenter Aufgabendeelung sollt kommen, zu enger Spezialiséierung. Mir hëllefen de Spideeler domat a mir hëllefe virun allem de Patienten domat, wann net jiddfereen alles mécht, mä wann ee sech eng gutt Aufgabendeelung mécht. Et kann een also net méi alles maachen.

Wat awer elo d'Suerge vum Personal ugeet, wat berechtegt Suergen ugeet, lafen Diskussiounen zwëschent der Santé an de Responsabele vun der Klinik Sainte Marie, déi iwwregens och niewebäi gesot déiselwecht Responsabel sinn, wéi déi fir d'Kierchbierger Spidol. Déi sollen drop erauslafen, dass déi Responsabel vun der Klinik Sainte Marie eis Propositioune maachen, fir nei Missioune fir dat Spidol, déi zwee Kritären entspriechen, deem vun der Proximitéit, ganz kloer, an och ganz kloer deem vun de Besoinë vun der Regioun.

Ech wëll déi Leit am Spidol vun Esch an der Sainte Marie net am Onkloere loossen. Et ass e Proximitéitsspidol. Proximitéitsspidol ass ganz kloer am Plan hospitalier definéiert an dobäi soll et och bleiwen. Ech waarden op kloer Propositiounen, déi et erlaben, fir eng Roll fir dat dote Spidol ze behalen, well et ass him net genotzt, wann een em falsch Hoffnunge mécht an engem Beräich, wou keng falsch Hoffnungen ze maache sinn.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Erlaabt Der eng kuerz Zousazfro vum honorabelen Här Jaerling?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Selbstverständlech.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Bon, Här Minister, Dir hutt gesot déi Accorden, déi wieren net zustane komm. Kënnt Der mer da soen, duerch wien dass se net zustane komm sinn? Et muss jo awer eng Ursaach do sinn, wann Accorden net zustane komm sinn, déi am Sënn wieren, dass verschidde Servicer an de Spideeler kënnen erhale bleiwen. U wiem läit dat dann?

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Also do sinn aner Leit heibannen, déi Iech wahrscheinlech besser kënnen informéiere wéi ech selwer. Ech souz net bei deene Verhandlungen derbäi. Ech hunn an der Zeitung gelies, dass et zu esou Accordë komm ass, wéi jiddfereen. Mä ech muss Iech soen, dass et duerno relativ roueg bliwwen ass, an dass déi Accorden, déi Ofmaachungen, déi Aufgabendeelungen, déi ugekënnegt waren, sech ni materialiséiert hunn.

Dat heescht, do sinn Hoffnunge gemaach ginn, déi awer ni materialiséiert gi sinn, an et ass ni zu engem Transfert, jiddefalls net dass ech wéisst, vu wesentlechen Aktivitéite komm. Dat ass jo awer den Inhalt vun Accords de coopération, dass mer net aus eent plus eent dräi maachen, mä dass mer aus eent plus eent e Spidol maachen, wat eng Struktur oder eng Kooperatiounsstruktur huet, wou ee virun allem de Patienten eng Plus-value bréngt.

Ech muss also feststellen, Här Jaerling, dass ouni mäi Verschulden, well déi Zäit war ech nach net derbäi, et zu deenen Accorden zwar um Pabeier komm ass, mä net an der Praxis.

M. le Président.- Gutt, domat ass dee Punkt ofgeschloss.

Mir kommen dann zu dem éischten normale Punkt vun eisem Ordre du jour. Op Ufro vun der sozialistescher Fraktioun organiséiere mer haut de Mëtteg eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Industriebroochen am Süde vum Land. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Sunnen, den Här Meisch, den Här Schneider, den Här Braz an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo déi honorabel Madame Lydia Mutsch als Vertriederin vun där Fraktioun, déi d'Debatt ugefrot huet. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

2. Débat d'orientation sur la revalorisation des friches industrielles de la région Sud

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, an enger rezenter Broschür vun der Entwécklungsgesellschaft Agora, déi eréischt e puer Deeg fäerdeg ass an déi verdeelt gëtt un all d'Visiteurë vum Site, awer och un d'potenziell Investisseuren, an déi och als «toute-boîtes» geduecht ass fir déi Gemengen, déi ronderëm leien, steet grouss op der éischter Säit: „Belval geet weider"!

Bon, Belval geet weider. Elo si mir alleguerten heibannen, op alle Fall déi meescht vun eis, keng grouss Stratege wat Marketing ubelaangt, mä et weess een awer, dass, wann een esou en Titel schreift, een zweeërlee Aussoen dorunner ka maachen. Éischtens schéngt et e Besoin ze gi fir de grand public an och déi spezifesch Acteurë ronderëm dëse Projet ze informéieren, dass et weidergeet, an zweetens sinn effektiv Upaken do, fir dass een déi Behaaptung kann opstellen.

Sou dass ech wëll probéieren, am Numm vun eiser Fraktioun, déi do Aspekter ze beliichten, wéi et konnt dozou kommen, dass gemengt gëtt, dass ee muss déi, déi sech fir dee Projet interesséieren, rassuréieren, an dass et zum aneren optimistesch Usiichte gëtt, déi de Projet haut zu deem maachen, wéi mir e scho virun e puer Joren ugekënnegt hunn.

Wann een e Réckbléck mécht, wéini et eigentlech lassgaangen ass, da kënne mer feststellen, dass an deenen eppes méi wéi zéng Joer - 1996 ass et jo eigentlech lassgaange mam Groupement d'intérêt économique Ersid, deen aus der Tripartite sidérurgique entstanen ass, bis hin zu haut, 2005, also eelef Joer - hei dräi Regierungen dru geschafft hunn an och grouss Efforte gemaach hunn, fir dass eppes gëtt aus där Iddi, fir Industrieterrainen, déi net méi gebraucht ginn, enger neier Notzung zouzeféieren.

Deemools war vun zéng Standuerte Rieds. Et gouf awer doropshin eng Etüd Agiplan ausgeschafft, wou véier Site-prioritairë genannt gi sinn, an zwar de Site Esch/Belval, Élereng, Terres Rouges a Rodange. Bon, wann ech hei soen, dass dräi Regierungen Effortë gemaach hunn, fir dëse Projet, oder dës Projeten, zu engem Succès ze maachen, da kann een déi Haaptéchéancierë vläicht kuerz opzielen, fir ze illustréieren, wéi dat gemengt ass.

Am Oktober 2000 ass den deemolege Minister Wolter eng éischte Kéier an d'Chamber komm mat engem Rapport iwwert den «avancement des travaux» op de Frichen, wou en eng Haaptausso gemaach huet, nämlech dass vun deene Site-prioritairen, déi definéiert gi waren, et ee géing ginn, deen de Site prioritaire vun de Site-prioritairë wier, an dat wier de Site Esch/Belval.

Gläichzäiteg ass gesot ginn - an och dat ass interessant hei ze rappeléieren - wuel verstanen am Oktober 2000, dass vun deem Projet prioritaire d'Cité des Sciences de Projet fédérateur vun deem Site

prioritaire wier. Also schonn 2000 ass déi Ausso gemaach ginn.

Et ass och drëttens gesot ginn, dass de Stat, d'ARBED an d'Gemenge géingen zesummeschaffen; an dunn ass jo och kuerz drop d'Agora gegrënnt ginn.

Am Februar 2001, also manner wéi en halleft Joer duerno, koum den deemolege Minister eng zweete Kéier an d'Chamber mat engem «deuxième rapport sur l'avancement des travaux» op de Frichen. An do sinn déi éischt Konklusioune virgestallt ginn an et ass och gesot ginn, dass en „masterplan" géing virleien an dass Groupe-de-travaillë géingen en place gesat ginn.

Et goung du relativ schëtzeg weider. Februar 2002 gouf et schonn déi éischt Konklusiounen, et gouf e Concours d'idées gemaach, et gouf en hollännesche Büro beoptraagt, an et gouf d'Ausso virun allem gemaach, dass ee wéilt nei Weeër goen: wunnen a schaffen, öffentlech a privat, léieren a studéieren, Commerce, Fräizäit a Kultur, alles op enger Plaz an no de Kritäre vun der Nohaltegkeet.

Am Mäerz 2003, also eppes méi wéi ee Joer duerno, huet déi deemoleg Regierung hiren Accord ginn, dass d'Regierung sech kéint engagéieren an enger éischter Tranche vun Investitioune vum Stat, an zwar an enger Gesamtenvergure vun 328 Milliounen Euro. An et ass eng Ausso gemaach ginn, dass dëse Projet, oder dës Projeten, op eng Gesamtdauer vun zéng bis 15 Joer ausgeriicht wieren, an dass ee vun engem Gesamtinvest vun enger Milliard Euro auszegoen hätt, eleng um Site prioritaire wéi en definéiert war. Eng Milliard Euro! Et ass seelen an der Geschicht vum Land, dass an ee Projet esou vill Suen investéiert gi sinn. Duerfir lount et sech e bësse méi laang driwwer ze schwätzen.

Et huet sech dunn och relativ schnell konkretiséiert. Am Mee 2003 ass hei de Projet vun der Rockhal ofgestëmmt ginn, den zweeten iwwregens. Am November 2003 gouf ofgestëmmt iwwert de Centre national de Culture industrielle respektiv iwwert d'Stabiliséiere vun eisen Héichiewen. An dunn huet eise Grupp dës Interventioun, dësen Débat ugefrot. Dat heescht am November 2003 ass dësen Débat ugefrot ginn. En ass eréischt haut zum Droe komm.

Firwat grad am November 2003? Majo ganz einfach well et an deem Joer war wou och déi éischt virleefeg Konklusioune gezu gi sinn iwwer eng Degradatioun vun der wirtschaftlecher Situatioun am Land a wat dat fir Répercussiounen op eis budgetär Planung hätt, a well et och iergendwéi net méi esou schnell weidergaangen ass, net méi an deemselwechte Rhythmus, wéi mer et gewinnt waren, an et gouf och bis haut keen drëtte Rapport an der Chamber, wou mer global informéiert gi wieren iwwert d'Démarché vun der Regierung.

Allerdéngs - an dat wëll ech och gären hei soen, well ech dovunner iwwerzeegt sinn - huet déi nei Regierung hiren Engagement fir d'Frichen, an am Besonnesche fir d'Friche prioritaire Esch/Belval confirméiert an eng ganz Rëtsch vu Projeten an d'Planungsphas geholl. Menge leschten Informatiounen no wäerte mer de 16. Juni de Projet Micheville an der Chamber hunn, an och d'Archive si jo kuerz virun der Fäerdegstellung a kënnen hei an der Chamber ofgestëmmt ginn. Gläichzäiteg sinn och eng ganz Rëtsch vu PAPe scho mat de Gemengen ofgestëmmt ginn.

Dat heescht, vun Ufank un, vun 1996 un, dat heescht wou aus deem Groupement d'intérêt économique tëscht ARBED a Stat eng Eegendynamik entstanen ass ronderëm d'Rekonversioun vun de Frichen, hunn déi dräi Regierungen dorunner geschafft an hir Absicht confirméiert, fir aus dëse Projeten e Succès ze maachen.

Si hunn och eng Ausso confirméiert, déi vun Ufank un dës Projete begleet huet. An zwar ass dat d'Ausso, dass een hei wéilt nei Weeër goen, dass een net Feeler wéilt widderhuelen, wéi se vläicht op anere Plaze gemaach gi wieren, a virun allem dass een och géing probéieren, net - fir hei ee Moment beim prioritäre Site Esch/Belval ze bleiwen - e Wuelstandsîlot an enger Regioun ze implantéieren, mä mat engem Projet, dee sech géing harmonesch un dat Gewuessend, un déi gewuesse Strukture ronderëm, an am Respekt virun de regionale Strukturen, déi elo schonn do sinn, nei Weeër ze goen, fir en ënnert de Kritäre vun der Nohaltegkeet op d'Been ze bréngen.

Net a Konkurrenz zu deene Projeten oder zu deem, wat elo schonn do ass, oder zu deem wat gewuess ass ronderëm, mä komplementar dozou, a virun allem mam Hannergedanken, fir ënnert dem Impuls vun engem Projet phare oder vun engem Modellprojet, wéi Esch/Belval ëmmer genannt ginn ass an och haut nach genannt gëtt, Impulser fir d'Restrukturatioun vun enger ganzer Regioun ze kréien an ze kreéieren.

An där Logik si mer och nach haut, an et ass nach eng aner Logik erakomm, an där mer, souwuel als Regierung wéi och als Acteuren op regionalem an op lokalem Plang, nach net esou vill Experienz haten, awer amgaange sinn, op dee Wee ze goen, wéi iwwregens ganz vill Nopeschlänner vun eis och. Dat ass d'Iddi vun engem „public-private partnership", deen hei vun Ufank un ageschloe ginn ass, well d'Agora finanzéiert zwar wuel ënnert dem Motto vun engem Partenariat, engem finanzielle Partenariat tëscht ARBED a Stat, mat der Abannung vun de Gemengen, awer wuel och no de Regele vun der privater Wirtschaft. Dat ass dat, wat mer „public-private partnership" nennen.

Mir hunn hei an der Chamber schonn eng Rëtsch vu Kéieren iwwert d'Frichë geschwat, am Besonneschen natierlech iwwert de Site prioritaire Esch/Belval. Mä mir hunn awer och hei eng Motioun gestëmmt, déi d'Konklusiounen aus deene Virgespréicher gezunn huet. Do hu mer gesot, dass net nëmmen déi dräi Regierunge sech dofir engagéiert haten, mä dass dat och ausdrécklech eng Fuerderung heibanne war an der Chamber, dass zousätzlech zum Projet phare Esch/Belval och déi aner Siten, déi um Dësch leien, an domat menge mer net nëmmen déi dräi Site-prioritairen Terres rouges, Éilereng a Rodange, mä och déi nei Siten, déi mëttlerweil um Dësch leien, wéi beispillsweis de Crassier Déifferdeng oder och déi nei Friche Diddeleng, mat an d'Diskussiounen eragezu ginn.

Mir sinn also an enger Entwécklung, wou mer eng ganz Rëtsch nei Opportunitéite bäikréien. Als Beispill fir dat erauszehiewen déngt elo Diddeleng, wou jo elo am Oktober 2005 d'Walzwierk schléisst, wou iwwer 200 Aarbechtsplazen am Industriesecteur am Moment op alle Fall verluer ginn. Et gëllt se ze kompenséieren. Als direkt Décisioun vun der Stoltripartite ginn do 30 Hektar vun der Arcelor un de Stat, fir nei Perspektiven opzeweisen a Saache Wunnen, Schaffen, Fräizäit an esou weider, wat sech integréiert an d'Gesamtabsicht vun der Regioun fir nei Impulser ze schafen, fir eng Dynamik an der Regioun ze kréien.

Dofir fanne mer eis haut, an dofir ass dës Debatt och haut esou wichteg, wuel an därselwechter Logik fir eng ganz Regioun en valeur ze setzen, awer och an der Logik fir mat Nodrock ze fuerderen, dass mer ëmfaassend informéiert ginn, och iwwert den Avancement op deenen anere Siten. Mir hunn hei elo haaptsächlech vum Süde geschwat. Mir hunn Déifferdeng, Diddeleng, Rodange oder Éilereng an Terres rouges genannt. Et gëtt awer och an anere Regioune vum Land eng Rei vu Perspektiven, déi sech doduerch opdinn, dass fréier Industrieflächen net méi genotzt ginn. Och déi gëllt et hei ze nennen. Ech erënnere just un déi zu Wolz, Iechternach oder och zu Veianen, déi och vläicht an engem anere Kader nach wäerte méi staark diskutéiert ginn.

Eis läit et um Häerz, an ech mengen ech schwätzen net fir eis Fraktioun eleng, dass et zu engem troisième rapport géing kommen. Mir haten 2000 e Rapport iwwert den Avancement vun den Aarbechten. Mir haten een 2001. Et sinn eng ganz Rëtsch vu Projeten op den Instanzewee gaangen. Et gëtt op alle Säite geschafft. De fréieren Innenminister huet hei virun zwee Joer d'Ausso gemaach, dass elo aner Ministeren déi aner Ressorten hunn, misste mat eraklammen. Dat ass richteg.

Et misst awer och eng Kéier präziséiert ginn - a vläicht ass jo haut schonn de Moment -, ob et weiderhin de Minister vum Aménagement du Territoire ass, dee fiederféierend ass, respektiv d'Tutelle huet fir d'Koordinatioun vun deenen Aarbechten ze maachen. Well, wuel geet et elo drëm fir d'Mise en oeuvre vun deem dote Projet ze maachen - also ass wuelverstanen de Bauteminister gefuerdert -; wuel geet et drëm fir den öffentlechen Transport an dee Site eranzebréngen an déi elementar Stroosseninfrastrukturen ze bréngen, esou dass dann och logescherweis den Transportminister gefuerdert ass; wuel geet et drëm fir ronderëm déi zukünfteg universitär Strukturen op Esch/Belval de wirtschaftlechen Aspekt mat eranzehuelen, also ass och de Wirtschaftsminister ganz automatesch gefuerdert.

Ouni all déi aner elo hei ze nennen, déi och an deen dote Projet mat erawierken, muss awer wéi an der Vergaangenheet - an dat war nach net esou däitlech an deene leschte Méint, wou déi nei Regierung aktiv ass - hei definéiert gi wéi e Minister d'Tutelle huet fir déi vill Aktivitéiten, déi vill Projeten, déi vill Initiativen, déi vill Pourparleren an déi vill Intérêten, déi um Dësch leien, fir déi ze regroupéieren, se ze koordinéieren a fir och d'Informatiounspolitik do ronderëm déi Projeten an de Grapp ze huelen.

Esou dass eis Recommandatioun déi ass, fir en drëtte Rapport ze maachen an den zoustännege Chamberkommissiounen a Réunion-jointë wéi et an der Vergaangenheet de Fall war, fir, wéi et och deemools geheescht huet, den État d'avancement et perspectives vun deene Siten, an zwar net nëmmen iwwert de Projet Esch/Belval, mä och wuel déi aner, déi elo hei genannt gi sinn, mat anzebezéien a mat Méiglechkeet och e Concept d'ensemble am Kader vun där Presentatioun hei virzeleeën.

Bon, mir haten an der Vergaangenheet Aussoen iwwert déi finanziell Envergure, iwwert d'Prioritéite vum Stat an deem heiten Dossier. Wat waren dat fir Aussoen? Ech hu se zum Deel scho gemaach. Dat war 2003, wou de Regierungsrot am Mäerz 2003 gesot huet, dass déi éischt Tranche vun Investitiounen an engem Gesamtzäitplang vun zéng Joer an enger Gesamtgréisstenuerdnung vu ronn 328 Milliounge géing op de Wee geschéckt ginn.

Eis géing haut interesséieren: Gëtt un deem Invest, deen als éischt prioritär Tranche definéiert gi war, mat engem Gesamtinvest vun enger Milliard an engem ausgedehntenen Zäitraum vun zéng op fofzéng Joer - ech mengen dat wier e bësse méi realistesch - festgehalen? Ass dat weiderhin déi Envergure, an där mir eis hei bewegen, an ass d'Regierung nach weider à même mat deene budgetären Donnéeën, déi um Dësch leien, déi doten Engagementer ze huelen?

Rassuréiert hunn eis d'Aussoen am Kader vun de budgetären Debatte vum Budgetsminister, deen eis gesot huet, och wann deen een oder anere Projet vläicht e bësse méi laang dauert wéi mer deemools 2003 et gesot hunn, esou huet d'Regierung awer net wëlles och nëmmen ee vun de Projeten zréckzezéien, fir dass d'Gesamtlogik erhale bleift. Esou dass mir dovunner ausginn - mä et wier vläicht gutt hei eng Ausso dozou ze kréien -, dass déi finanziell Envergure, wéi se definéiert war, och an der Zukunft, quitte dass den Zäitraum e bësse méi breet gëtt, wäert zum Droe kommen.

Wat och interessant war, 2001, wou mer hei an der Chamber driwwer geschwat hunn, an zwee, dräi Méint duerno nodeem mer hei den zweete Rapport diskutéiert hunn, gouf et och eng entspriechend Pressekonferenz vun der deemoleger Kultur- a Bauteministesch an Zesummenaarbecht mam Minister vum Transport a mam Minister vun der Ekonomie, wat awer elo mengen ech deeselwechte war - ech ka mech do iren, mä ech mengen dat war awer esou -, wou d'Ausso gemaach ginn ass, an ech hat se éineschters schonn ugedeit, dass ronderëm de Projet phare Esch/Belval, et een erausragende Projet fédérateur géing ginn, an dat ass d'Realisatioun vun enger Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation a mat der fester Absicht fir ronderëm d'Faculté des Sciences et de la Recherche vun der Uni Lëtzebuerg um Site Esch/Belval en neie Pilier fir de Süden a fir d'Land opzebauen.

2001 waren och Aussoe gemaach ginn aus wat sech déi Cité des Sciences géing zesummesetzen, déi scho relativ prezis waren. An zwar gouf gesot, dass déi Cité des Sciences sechs Beräicher géing emfaassen, éischtens d'Fonctioun Enseignement supérieur et Recherche, mat dem Département Sciences, Études en gestion et informatique, mam Institut Supérieur de Technologie, also dem IST, mat de Centres de recherche Gabriel Lippmann, Henri Tudor, Ceps a Centre de recherche public Santé fir d'Partie biologie moléculaire, an och de Centre virtuel des connaissances sur l'europe - dat fir de Volet Fonction Enseignement supérieur et Recherche -; dann eng zweet Fonctioun Enseignement secondaire am Kader vum Plan sectoriel Lycéen. Do ass et jo geplangt, an dat ass och gutt um Instanzewee mat Concours a wat och ëmmer dozou gehéiert, fir en neie Lycée technique op Belval-Ouest ze integréieren.

Zum Drëtten ass gesot ginn, dass ee parallell zu deenen dote Plänge misst eng Fonction Vie étudiante definéieren an um Site selwer a ronderëm an ënnerschiddleche Gemengen Ënnerbréngungsméiglechkeete fir Studente schafen, fir dass déi béid Saache kéinte matenee koordinéiert ginn.

Et ass véiertens gesot ginn, dass de Gesamtprojet Cité des Sciences et de la Recherche eng Fonction Start-up et entreprises de la nouvelle économie géing emfaassen, wou gesot ginn ass, dass eng Infrastructure d'accueil fir Entreprises Start-up géing implantéiert ginn um Site, e bëssen nom Modell vum Technoport Schlassgaart an dass och géing driwwer nogeduecht gi fir eng Rëtsch vun Entreprisen, déi deem kéinten förderlech sinn oder déi als Zoubréngер-Entreprisen dohinner géinge passen, fir déi och op de Site ze draináieren.

Et ass fënneftens gesot ginn - an dat ass an der Gesamtlogik vun enger Décentralisatioun vu staatlechen Infrastrukturen -, et géinge Fonctions administratives vum Stat dohinner kommen.

An et ass sechstens dovunner geschwat ginn, dass déi ganz Mémoire industrielle ronderëm d'Héichiewe géing integréiert ginn an de Gesamtprojet Cité des Sciences.

Wann ech elo déi sechs Beräicher kucken, da muss ech objektiv feststellen, dass si praktesch alleguerten ugerullt sinn, an zwar esouwuel den technesche Lycée, deen 2009 soll operationell ginn, wéi och d'Sich vun der Regierung fir Studentenënnerbréngungsméiglechkeeten ze schafen, wéi och d'Start-Upen.

De Ministère de l'Économie hat méi wéi eng Kéier d'Geleeënheet iwwer hire Porte-parole dës Informatiounen, souwuel an d'Chamberskommissioune wéi och an d'Agora eranzedroen, wéi och d'Dezentraliséierung vun de staatlechen Administratiounen, nach à définir wéi eng dat en détail sinn, wéi och d'Héichiewe mat ronderëm lues a lues d'Kreatioun vun engem Centre national de culture industrielle, wou et e bëssen happert.

An do mengen ech war et nëmme fair, dass an der Vergaangenheet dat net esou haart hei gesot ginn ass, well do si mir an ee Retard komm duerch de Stierffall vum Rekter vun der Uni Lëtzebuerg - Ass dat eigentlech den Haaptberäich wou mir Retard accumuléiert hunn? - a wou menger Aschätzung no den Informatiounsbesoin dee gréissten ass, mat der Erklärung, wéi een dat Ganzt zu engem Concept d'ensemble gemaach kritt.

Well ech kann Iech soen, nach gëschter Owend war eng gréisser Féierung um Site Belval, wou ech d'Chance hat fir en Deel vun der Presentatioun matzemaachen, a wou souwuel de Vertrieder vun der Agora, wéi och ech selwer Explikatioune ronderëm d'Cité des Sciences ginn hunn - déi wuel net am éischte Peloton vun den Aktivitéite fir déi nächst Jore läit, awer am zweete Peloton direkt hannendrun -, do war onheemlech vill Intérêt an och onheemlech vill Erstaunen, dass et eis tatsächlech wäert geléngen, fir am Kader vun der Uni Lëtzebuerg op engem Site, deen definéiert ass, nämlech Esch-Belval, en Deel vun der Uni hinzebréngen, deen eis wäert erlabe ronderëm dës universitär Aktivitéiten elei e Pilier opzebauen.

Dat interesséiert d'Leit onheemlech, sou dass mir frou waren an der Commission de l'Enseignement supérieur vum zoustännege Minister ze héieren, dass dës Aarbechte gutt viruginn an dass am Moment do an enker Zesummenaarbecht mam Fonds Belval, dee sech als dynamescht Instrument an deene leschte Joren erausgeschielt huet, fir d'Projete vum Stat ëmzesetzen, een amgaang ass d'Programmatioun, net nëmme wat d'Gebailechkeeten ubelaangt, op d'Blat ze bréngen, mä och d'Programmatioun, wat déi inhaltlech Konzeptioun vun der Uni Lëtzebuerg ubelaangt an am besonneschen deen Deel ronderëm d'Sciencen, d'Recherche an d'Innovatioun, deen op Esch-Belval soll implantéiert ginn a fir de ganze Projet esou wichteg ass.

Sou dass mir dofir plädéieren, fir ronderëm deen Thème fédérateur vun der Uni Lëtzebuerg, respektiv de Volet Recherche an Développement économique, um Site Esch-Belval e bësse méi ze héieren a virun allem d'Regierung ze encouragéieren, fir ee Concept d'ensemble virzeleeë fir déi Cité des Sciences mat allem wat dozou gehéiert. Mat deene sechs Punkten, déi ech hei genannt hunn an och mat all deenen Iddien, déi ronderëm de Projet vun enger Uni Esch-Belval dréinen, nämlech déi Iddie ronderëm ee Pilier économique vun deem Emplacement, fir déi mat op den Dësch ze leeën a gläichzäiteg d'Regierung ze encouragéieren, fir dee Pilier économique an hiren Aktivitéite mathëllefen opzebauen.

An da war een Thema - an dat ass de Grond firwat deen och besonnesch muss hei ervirgehuewe ginn -, deen d'Diskussioune mat dominéiert huet, wou mir gesot hunn, mir wëllen een neie Site ënnert de Kritäre vun der Nohaltegkeet déve-

loppéieren a mir wëllen op deem Site nei Weeër goen, an dat war dee vum öffentlechen Transport.

Vun Ufank u war gesot ginn, mir sinn hei am Land - net nëmmen am Süden - an enger Schneidstell vun eiser Entwécklung a mir kënnen net esou weidermaache wéi bis elo. A wa mir jeemools wëllen op en nationale Modal split vu 25/75, also 25% zu Gonschte vum öffentlechen Transport, kommen, da geet dat nëmme wa mir op esou grousse Projeten, wéi Esch-Belval, eis aneschters orientéieren an hei ee Modal split virgesinn, dee wäit iwwert dat erausgeet, nämlech 40/60, mat 40% zu Gonschte vum öffentlechen Transport. Dat géing eis dann d'Perspektiv ginn, fir eis vun deenen 12%, déi mir am Moment am Süden hunn, op déi 25% op nationalem Plang hinzebewegen. A mir hu jo och erkläerterweis op alle méigleche Plazen deementspriechend Aussoe gemaach, fir op déi 25% fir den öffentlechen Transport op nationalem Plang ze kommen. Och dat ass um Instanzewee.

Een éischte Rendez-vous fir ze weisen, dass et eis eescht gemengt ass domadder, wäert den 19. Juni sinn, wou éischt Concerten an der Rockhal sinn a wou den öffentlechen Transport maassgeeblech als Message vun deem éischte Concert mat op de Wee gi gouf a wou déi Jonk an déi manner Jonk, déi wëllen op Esch an op de Site vun der Rockhal kommen encouragéiert ginn, den öffentlechen Transport ze benotzen, wat onheemlech wichteg als symbolesche Message ass, fir deen dote Projet zu enger Réussite ze maachen.

An ech kann lech soen - an ech sti mat menger Meenung net alleng -, wa mir jiddferengem géingen noginn, zum Beispill de privaten Investisseuren, déi sech ëmmer méi staark fir de Projet Esch/Belval interesséieren, da géinge mir op deene Plaze wou nach keen Aménagement oder keng Gebailechkeete stinn oder d'Projeten nach net an een, zwee Joer fäerdeg sinn, iwwerall Parkplaze maache wou der nëmme kënne sinn.

Wa mir an där Logik géinge fueren - a Gott sei Dank ass weder d'Regierung nach d'Agora nach de Fonds Belval an där doter Logik -, da géinge mir herno net méi kënnen ee Redressement maachen, well da géinge mir keng Bereetschaft méi fannen, fir hei nei Akzenter ze maachen an dofir ass déi Politik, déi d'Regierung am Kader vu „mobilité.lu" hei amgaang ass ze maachen, och esou wichteg an esou richteg.

Interessant wier et och fir d'Méiglechkeet - an ech weess, dass dat amgaang ass gemaach ze ginn, well et leien eng ganz Rëtsch vun Etüde schonn um Dësch vun ënnerschiddlechen Acteuren - nach eng Kéier ze préifen, ob mir net awer kënnen d'Konzept vun engem Train-tram um Site realiséieren. Mä souguer wann dat net méiglech wier - wat mir als Gemenge géinge bedaueren -, muss et eis Regel hei sinn, dass mir op den öffentlechen Transport setzen, ob dat Train-tram, ob et Train oder Bus oder wat et och ëmmer als Kombinatioun ass, dat muss eis Richtlinn bleiwen.

Selbstverständlech heescht dat och ëmmer - well soss wiere mir an deem Inseldenken an deem mir net wëlle sinn -, dass et muss zu enger Ubannung vun deem neien öffentlechen Transport, ronderëm beispillsweis d'Gare Belval-Usines, déi mir jo hei als Projet schonn ofgestëmmt hunn an déi elo an engem Provisoire opérationnel ass, um Site kommen, zum Beispill mat deem Projet Belval-Usines an dass mir wëllen dës Infrastrukturen ubannen un déi regional Infrastrukture vum Transport public.

Dann hu mir jo och an zwou Wochen d'Liaison Micheville. Do muss mir natierlech och elo nach eng Solutioun fanne fir den nördlechen Deel, also de Contournement vu Raemerich. Mä vu dass do schonn d'Pourparlerë mat den zoustännege Gemengen entaméiert sinn, gi mir awer dovunner aus, dass dat wäert méiglech sinn, an zumools wou am Kader vum Gesetz iwwert den Tunnel Micheville d'Garantien dra sinn, dass wierklech den zweeten Deel och op den Instanzewee geschéckt gëtt.

Wat eis um Häerz läit - an et kann een et net oft genuch hei widderhuelen, a mir hoffen och, dass dat an de Regionalplang Süde wäert afléissen, als Motto, als Visioun fir eng ganz Regioun -, dat ass, dass mir hei an der Logik si vun engem Développement durable, vun enger Entwécklung wou den Urbanismus mat am Vierdergrond steet, wou mir dem öffentlechen Transport eng Chance ginn, wou mir eng Mixitéit vun de Funktioune virgesinn, wunnen a schaffen op engem Site; wou mir dat net als Fatalitéit hinhuelen, dass all Dag zéngdausende vu jonke Leit mussen an den Zentrum fuere fir eng Aarbechtsplaz ze fannen. Mir hoffe selbstverständlech, dass mat deenen heite Projeten, déi um Instanzewee sinn, och eng aner Situatioun um Aarbechtsmaart hei am Land kann entstoen.

An da sinn ech och scho bal un de Schluss ugelaangt, mat engem wichtegen Hiweis, mir hunn eis mëttlerweil ofgewinnt fir a Saache Frichen, ob dat elo de prioritäre Site Esch-Belval oder all déi aner Projeten ubelaangt, fir a Wahl-Echéancieren ze denken. Mir hunn eis och ofgewinnt fir an enger renger Gemengelogik ze iwwerleeën. Mir fillen eis hei an enger Logik vun interkommunaler Zesummenaarbecht, vun engem Pro-Sud, deen zesummenhält. Mir hunn och opgehalen, fir den Développement vun eise Frichen, deen eng eemoleg Chance fir d'wirtschaftlech Dynamiséierung vun enger Regioun a vum Land duerstellt, a Landesgrenzen ze iwwerleeën. Eis Frichen zéien sech weider iwwer eis Landesgrenzen eraus, virun allem am südlechen Deel, Richtung Frankräich.

An et ass nëmme richteg, dass d'Regierung fréi genuch Pourparlerë mat der franséischer Regierung opgeholl huet, fir dass net op där enger Säit, nämlech op Lëtzebuerger Säit, en nationale Projet besteet, wou nei Orientéierunge fir d'Zukunft vum Land geholl ginn, an op där anerer Säit eng lokal Äntwert no renge gewerblechen a wirtschaftlechen Erwägunge kënnt, wou all déi Qualitéitsufuerderungen, déi mer un eise Site stellen, keng Äntwert op där anerer Säit fannen.

Ech géing dann ofschléissend nach eng Kéier hei mat op de Wee ginn, dass dee Wee vun der géigesäiteger Consultatioun vun de Gemengen, vun der Chamber, weiderhin dee richtege Wee bleift, ob dat elo deen drëtte Rapport ass, dee mer hei an d'Chamber bréngen, oder ob dat eng breet ugeluechte Consultatioun an Informatioun vum Public ubelaangt.

Do ass nach ëmmer Nohuelbedarf a weider kontinuéierlechen Informatiounsbedarf, fir dass mer dee Message eriwwerkréien, deen eis jo awer hei um Häerz läit: Dass den Développement vun de Frichen am Süde vum Land an op anere Plaze vum Land eng eemoleg Chance ass, fir eis eng nei Orientéierung ze ginn, a fir ze weisen, dass eis dat eescht gemengt ass, wat mer am IVL op de Pabeier bruecht hunn, a wat mer an esou villen aneren Dokumenter, déi elo eng Verbindlechkeet fir eis kréien, probéieren alle méiglechen Acteure mat op de Wee ze ginn.

Sou dass ech dann de Plëséier hunn, eng Motioun hei ze presentéieren, déi signéiert ass vu Vertrieder vun der LSAP, dem Här Castegnaro a mir selwer, dem Här Sunnen als Vertrieder vun der CSV, dem Här Meisch als Vertrieder vun der DP an der Madame Loschetter als Vertriederin vun der grénger Fraktioun, a wou grosso modo drasteet - ech resüméieren et, well soss huet mäi Kolleeg keng Méiglechkeet méi, fir déi puer Ajouten nach ze maachen, wéi mir eis ofgemaach haten zu de Frichen an deenen aneren Deeler vum Land.

Et ass resüméiert

- den drëtte Rapport iwwert d'Frichë mam État d'avancement, dat ass d'Aktualisiérung vun deem Plan pluriannuel, deen eis virläit, mam Abezéie vun den Informatiounen iwwert den Avancement vun de Projeten op deenen anere Frichen;

- et ass d'Presentatioun vun engem Concept d'ensemble fir d'Cité des Sciences mat deem wat drunhänkt, nämlech d'Kreatioun vun engem Wirtschaftspilier fir d'Land ronderëm déi Thematik vun der Innovatioun, vun der Recherche a vun de Sciencen;

- et ass de Respekt vun de Prinzipië vum „masterplan" Esch/Belval, nämlech den Développement urbain durable an d'Mixitéit vun de Funktiounen;

- et ass d'Promotioun vum Transport public, mam Zil, e Modal split vu 25/75 am Land ze kréien a vu 40/60 um Site Esch/Belval;

- et ass d'Reexaminéiere vum Projet Train-tram an deem dote Kontext;

- et ass d'Poursuite vun de Pourparlerë mat de concernéierte Gemenge fir de Contournement vu Raemerech, fir eng Protektioun vun der Ëmwelt a vun der Awunnerschaft virzegesinn;

- et ass dat privilegéiert Elaboréiere vun engem Plan régional Sud, an Zesummenaarbecht mam regionale Syndikat Pro-Sud, fir dëse wichtegen Développement am Süden ze begleeden an e verträglech ze maache mat deem, wat elo schonn am Süden do ass, an natierlech gewuess ass, a fir an der Grande Région d'Pourparleren ze intensivéiere mat eise franséischen Nopere virun allem;

- an zousätzlech dozou natierlech och net ze négligéieren d'Rekonversioun, déi eis erwaart an aneren Deeler vum Land, beispillsweis Wolz, Iechternach oder Veianen, wou an enger méi grénger Envergure, mä awer trotzdeem geneesou wichteg fir dës Regioun, eng Rekonversioun och um wirtschaftleche Plang néideg ass.

A wann dat mat enger breeder Informatioun vum Public kéint geschéien, da wiere mir ganz zefridden. Ech soen Iech Merci, Här President, dass ech am Numm vu menger Fraktioun d'Méiglechkeet hat, fir dës Debatt hei an der Chamber unzefänken. Merci. An ech géing lech dës Motioun offiziell déposéieren. Wann ech gelift.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- saluant les efforts des gouvernements successifs dans la mise en oeuvre du projet de reconversion des friches industrielles au sud du pays, dans un esprit de décentralisation sur le plan économique, administratif et culturel;

- considérant l'envergure des investissements publics sur le site prioritaire Esch/Belval-Ouest;

- soucieuse que les équipements de l'État sur le site Esch/Belval-Ouest puissent se réaliser et s'intégrer dans le respect des structures régionales et locales existantes;

- insistant sur la nécessité de poursuivre la mise en place des infrastructures prévues par l'État et la société de développement Agora permettant d'accélérer le développement du projet phare Esch/Belval-Ouest dans un esprit de «public-private-partnership»;

- rappelant l'engagement des gouvernements successifs d'entamer également la revalorisation d'autres anciens sites sidérurgiques, à savoir Terres-Rouges, le crassier Ehlerange, la fonderie de Rodange, les crassiers de Differdange et Mondercange, ainsi que le site de Dudelange;

invite le Gouvernement

- à soumettre à la Chambre des Députés un troisième rapport «Friches industrielles: état d'avancement et perspectives», renseignant sur les projets et investissements de l'État sur Esch/Belval-Ouest et les autres sites prioritaires définis, tout en définissant clairement le ministre de tutelle pour la coordination des dossiers;

- à présenter un concept d'ensemble pour les friches existantes avec leurs prolongements éventuels au-delà des frontières;

- à actualiser le plan pluriannuel des investissements de l'État sur les friches, avec un échéancier précis, dans un souci de transparence et d'information continue du public et dans le but d'encourager les investisseurs potentiels privés sur Esch/Belval-Ouest et sur les autres friches en voie de revalorisation;

- à présenter dans les meilleurs délais un concept d'ensemble pour la mise en œuvre du projet fédérateur de la Cité des sciences, de la recherche et de l'innovation afin de permettre le développement d'un pilier économique et socio-éducatif autour de la faculté des sciences et de la recherche de l'Université de Luxembourg prévue sur le site Esch/Belval-Ouest;

- à respecter les principes du masterplan Esch/Belval-Ouest, à savoir le développement urbain durable et la mixité des fonctions;

- à poursuivre la promotion du transport public dans le but d'un modal split national de 25/75 (25% transport public) à l'aide de l'introduction d'un modal split 40/60 (40% transport public) pour Esch/Belval-Ouest;

- à réexaminer la possibilité d'introduire le concept d'un train-tram à l'enceinte du site Esch/Belval-Ouest permettant l'interconnexion avec les réseaux et moyens de transport public existants;

- à poursuivre les pourparlers avec les communes concernées en vue de l'élaboration d'une nouvelle solution pour le contournement de Raemerich, permettant un accès nord du site Esch/Belval-Ouest dans le respect de l'urbanisme, de la protection des habitants et de l'environnement;

- à favoriser l'élaboration d'un plan régional Sud en collaboration avec le syndicat régional Pro-Sud dans le souci d'accompagner le développement socio-économique de la région du sud du pays;

- à poursuivre et intensifier les contacts et relations avec nos partenaires dans la Grande Région, notamment nos voisins français, ceci dans le souci d'une coopération pour un développement dynamique et durable de nos régions;

- à ne pas négliger la reconversion des friches industrielles d'autres régions, comme celle de Wiltz, d'Echternach ou de Vianden, qui ont également, dans des proportions moindres, l'opportunité de recouvrir d'anciennes surfaces industrielles;

- à poursuivre une large consultation et information des communes et des milieux concernés et une sensibilisation de la population pour la reconversion des friches et de la chance qu'elle représente pour le développement du pays.

(s.) Lydia Mutsch, Félix Braz, John Castegnaro, Viviane Loschetter, Claude Meisch, Fred Sunnen.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Als éischte Riedner ass deen honorabelen Här Sunnen ageschriwwen. Här Sunnen!

Discussion générale

M. Fred Sunnen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wéilt fir d'éischt der Interpellantin Merci soe fir hir Initiativ zu dëser Debatt. Si huet eng Partie Iwwerleeungen a Froen an dës Debatt mat erabruecht, a grad eméi si sinn ech als Buergermeeschter direkt vun dësem grousse Projet betraff, well en ënnerläit och ënner anerem deenen zwou implizéierte Gemengen, fir duerch hir PAPen de Virgaben an den Iddien aus dem „masterplan" gerecht ze ginn.

D'Debatt vun haut de Mëtteg erlaabt eis, de parlamentaresche Suivi iwwert d'Rekonversioun vun de Frichen op Esch/Belval weiderzefëieren, e Suivi, dee mer am Mäerz 1999 op Initiativ vum fréieren Deputéierte vun deene Grénge, Robert Garcia, ugefaang hunn. D'Rekonversioun vun de Frichen huet bekanntlech hiren Ufank 1996 geholl, wéi de Stat zesumme mat der ARBED doriwwer nogeduecht huet, wéi een de Frichen am Minett neit Liewen anhauche kéint. Aus der Agiplan-Etüd 1997 sinn déi véier prioritär Siten definéiert ginn, déi och d'Interpellantin scho genannt huet: Belval-Ouest, Éilereng, Terres Rouges a Rodange, wourauser de Site vun Esch/Belval als éischt Prioritéit ervirgaangen ass.

Deen éischten „masterplan" ass 1999 fäerdeg gestallt ginn, an den Innenministère ass mat der Koordinatioun vum Dossier chargéiert ginn. Am Mee 2000 schreift de fréieren Innenminister a jëtzege Fraktiounspresident vun der CSV a sengem Rapport «Friches industrielles - état d'avancement et perspectives» ënner anerem: «La valorisation des friches industrielles dans le sud du pays constitue sans aucun doute un des défis majeurs de la politique d'aménagement du territoire dans les années à venir», en Dokument, dat de Coup d'envoi zu dësem urbanistesche Mammutprojet ginn huet.

Am Oktober 2000 ass d'Agora an d'Liewe geruff ginn, wou de Stat, d'Arcelor an déi zwou Gemengen Esch/Uelzecht a Bieles dra vertrueden sinn, leider nëmme mat Voix consultative. Dës Entwécklungsgesellschaft, déi de Suivi vum Projet assuréiert, huet säit Januar 2005 en neien Direkter an der Persoun vum Här Vincent Delwiche. Déi éischt Projete lafe souwuel vun der staatlecher Säit wéi och duerch privat Investisseuren. Et ass fir eis wichteg, dass d'Agora weiderhin den Equiliber hält a schaaft tëschent den iwwergeuerdnete staatlechen Interessen, déi zweifelsouni bestinn, an den ekonomeschen Interesse vun enger Entreprise, déi um internationale Plang agéiert.

Et leeft also; iwwer Stëllstand kann ee kaum sech bekloen. Ëmsou méi muss een dëse vastë Projet am A behalen, fir dass e keng Eegendynamik entwéckelt, woubäi een ëmmer verschidde Froen am Hannerkapp behale muss, déi sech virun allem op déi urbanistesch, esthetesch a geographesch Ausriichtung, déi ekonomesch Notzung, an op dat zukünftegt Mobilitéitskonzept an de Frichë bezéien. Mä och aner Aspekter konditionéieren de Fortgang vum Projet. Déi prekär ekonomesch Situatioun, déi mer an de leschte Jore kannt hunn, sief hei nëmmen als Beispill ugefouert.

Ech erënneren dorun, dass d'Regierung sech voll a ganz hannert dëse Projet gestallt huet a sech am Kontext vun der Landesplanung ambitiéis Ziler gesat huet: «La reconversion des friches industrielles restera au centre des préoccupations de l'aménagement du territoire.» A méi spéit: «C'est dans ce contexte que la mise en œuvre de la Cité des Sciences, de la recherche et de l'innovation projetée à Belval-Ouest sera activement poursuivie par le Gouvernement.» Oder och: «Le Gouvernement veillera à ce que l'évolution des trois grands pôles de développement nationaux que sont le Kirch-

berg, le Sud-Ouest de l'agglomération de la ville de Luxembourg et Belval-Ouest se fasse de manière complémentaire et non concurrentielle.»

Den nationalen Enjeu vun de Frichë geet aus den Aussoe vum Regierungsprogramm vum August 2005 kloer ervir: Et geet net méi an net manner dorëm, fir den ekonomeschen an administrativen Equiliber vun eisem Land nei ze definéieren. Entschëllegt, et ass den August 2004.

An obwuel sech d'Froestellung vun der Interpellantin ausschliesslech op de Minett bezitt, ass et awer net falsch drun ze erënneren, dass mir och op anere Plazen am Land fréier Industriesiten hunn, déi enger neier Bestëmmung zougefouert musse ginn. Ech denken u Wolz, Diddeleng an un Dummeldeng. Vläicht kann eis de Minister och zu dëse Sitë soen, wat d'Objektiver vun der Regierung sinn.

Här President, d'Interpellatioun vun der Madame Mutsch ass datéiert op de 5. November 2003. Säitdeem huet sech souwuel op der Suessemer Säit wéi och op der Escher Säit ganz vill gedoen. Oft huet een den Androck, et géif sech bei de Frichen nëmmen ëm eng eenzeg gigantesch Baustell handelen. Et ass dofir wichteg fir potenziell nei Investisseuren, datt déi infrastrukturell Viraussetzungen esou séier wéi méiglech geschafe ginn.

D'Projeten op der Suessemer Säit sinn amgaang unzelafen. Déi éischt PAPen iwwer Belval-Nord ginn a 14 Deeg der Gemeng presentéiert. D'Rockhal huet den 19. Juni, d'Madame Mutsch huet et scho gesot, hir éischt Feierprouf ze bestoen, wou virun allem muss op d'Accessibilitéit vun der Rockhal duerch den öffentlechen Transport gekuckt ginn.

Op Belval-Usines gëtt fir de Moment un enger provisorescher Bréck geschafft fir den Zougang iwwert d'Rue de l'Usine hierzestellen. Dexia-BIL als Lokomotiv vun den Investisseuren dréckt dorop fir esou séier wéi méiglech op d'Frichë kënnen ze plënneren. Eng Rei aner Investisseuren, gleeft een de Wierder vum neien Direkter vun der Agora, hunn hiert Interesse schonn ugemellt. Et gëtt geschwat vun zwee hollänneschen Immobiliëpromoteuren, vu fënnef lëtzebuergesche Promoteuren, déi am nördlechen Deel vum Site wëlle Logementer bauen. Dobäi kënnt d'Hotelchaîne Ibis, déi 2006 en Hotel wëllt opriichten, dat 250 Aarbechtsplaze bitt.

Vläicht kann eis den Innenminister dës Aussoe vum neien Agora-Direkter am „Paper Jam" vum Juni elo confirméieren an eis doriwwer opklären, wien an a wat fir engem Mooss sech déi nei Investisseure fir de Site Belval interesséieren.

Niewent de privaten Investisseuren huet och de Stat d'Aufgab säi Bäitrag ze leeschten andeems hie seng Projeten esou schnell ewéi méiglech ëmsetzt. Ech hunn d'Rockhal schonn erwähnt. Dobäi kommen och d'Nationalarchiven. Dësen Dossier gëtt, wann ech richteg ënnerriicht sinn, nach eng Kéier réexaminéiert, well d'Regierung do een Deel vun der Universitéitsbibliothéik ënnerbrénge wëllt, wat am Kader vun der Cité des Sciences a vun de Fakultéite vun der Uni Lëtzebuerg, déi op de Site kommen, net vu Muttwëll ass.

De Projet gëtt erhalen, dee vun deenen zwee Héichiewen ass a senger Realisatiounsphas. Den Architekteconcours fir e Lycée op Esch-Belval ass ugelaf, wougéint d'Pläng vun engem Lycée op dem Site Terres Rouges nach net esou wäit sinn. Den CRP-Gabriel Lippmann huet sengersäits seng Aktivitéiten an de provisoresche Gebailechkeeten opgeholl. Et geet also aus all deem ervir, dass d'Dezentralisatiounsbestriewunge vun der Regierung hir éischt Friichten droen.

D'Interpellantin wërft d'Fro op iwwert de Phasage vum ganze Projet an iwwert den ekonomesche Kontext, deen och sécher seng Implikatiounen op d'Realisatioun vun der Rekonversioun huet. Ee gutt Beispill ass d'Liaison Micheville, wou den Tunnel elo a senger kuerzer Versioun zréckbehale ginn ass, mä wou ech den Diskussiounen an der Chamber net wëll virgräifen.

Ech muss awer soen, dass de Kompromëss zwëschent dem Stat, de betraffene Gemengen an de franséischen Autoritéiten eng akzeptabel Léisung duerstellt, well d'Virgaben an d'Contraintë virun allem um finanzielle Plang respektéiert goufen.

D'Madame Mutsch huet an hirer Froestellung d'Garantien ugeschnidden, déi sech virun allem aus de landesplaneresche Virgaben erginn hunn. En éischten Aspekt ass dee vun der Nohaltegkeet. Ech mengen, datt hei virun allem um Niveau vun de Gemenge vill kann erreecht ginn, wann et dorëms geet eng energiespuersam Bauweis virzeschreiwen. Ech denken hei beispillsweis doru fir déi sou genannten Energiekennwerter an déi eenzel PAPen obligatoresch dran ze setzen.

De Chauffage urbain vum Site kann un d'Escher Kogenerationsunzentral ugebonne ginn. Et ass an deem Kontext virun allem vun der Agora als solch den Nohaltegkeetsaspekt ëmmer am Hannerkapp ze behalen. Et geet an alleréischter Linn dorëm fir ee qualitativ héichwäertegen urbanistesche Projet ze realiséieren, deem och en nohaltegt Verkéierskonzept zu Gronn läit. An do si mir dann och scho beim öffentlechen Transport.

Dir Dammen an Dir Hären, eng erfollegräich Rekonversioun, wou x-dausend Leit schaffen a liewe sollen - eleng um Belval sollen 20.000 Aarbechtsplazen entstoen -, gëtt och a virun allem un der Tatsaach gemooss, wéi een déi grouss Zuel vu Leit all Moien op hir Schaff transportéiert kritt an owes erëm an hir Uertschafte féiert, ouni dass de Verkéier an de Spëtzestonnen zesummebrécht.

Eng Etüd iwwert d'Verkéierskonzept fir d'Friche Belval, déi d'Entwécklungsgesellschaft Agora engem Bureau d'études an Optrag ginn huet, weist ganz däitlech, datt et onméiglech ass déi Bewältegung iwwert den Individualverkéier ofzewéckelen. Et ass also kloer, dass ganz héich Ufuerderungen un déi extern an intern Erschléissung vun der Friche gestallt ginn.

Well gewosst ass, datt d'Leeschtungsfäegkeet vun der momentaner externer Stroossenubannung begrenzt ass, mussen nei an zousätzlech Zoufahrte gebaut ginn, souwuel bei eis wéi och op der franséischer Säit. Ee Liichtbléck an deem Kontext ass de Nordaccès op d'Frichen iwwert d'Escher Strooss, deen amgaang ass realiséiert ze ginn.

Den öffentlechen Transport muss e groussen Deel iwwerhuelen. Ideal, sou ass geduecht a gemengt ginn, wier op Belval e Modal split vu 40/60. Et ass gewosst, datt dëst méi en héijen Zilwäert ass wéi den Taux, deen um nationale Plang ugepeilt ass mat 25/75. Um Site vun Esch/Belval kéint een dës Objektiver beispillsweis iwwert de Wee vu beschränktem Parkraum erreeche fir d'Leit, déi op de Site komme fir ze schaffen, ze studéieren oder enger Fräizäitaktivitéit nozegoen.

Et muss awer och un deen net motoriséierte Verkéier geduecht ginn. Dofir brauch een e leeschtungsfäegen, attraktive System vu Foussgänger- a Vëlosweeër. Momentan läit den öffentleche Verkéier am Süden op ongefeier 13% an ënnert dem Landesduerchschnëtt vu 14%. D'Frontalieren, déi an der Haaptsaach aus dem lothrengesche Beräich kommen, benotze virun allem hir privat Autoen an nëmmen zu 8% den öffentlechen Transport. Ee Grond méi fir d'Rekonversioun vun den Industriebroochen als Chance ze notze fir den öffentlechen Transport ze optiméieren an auszebauen. Dat geet iwwregens jo och aus de Virgabe vum integréierte Verkéiers- a Landesentwécklungskonzept ervir, deen ech spéider nach kuerz wéilt beliichten.

Well d'Zuel vun de Frontalierë stänneg klëmmt, well d'Südgemenge staark wuessen, ass et noutwendeg den öffentlechen Transport, dat heescht den Zuch an de Bus, weider auszebauen, an dat esouwuel um Niveau vum regionale Verkéier wéi um Niveau vum iwwerregionalen an internationale Verkéier. Ech denken hei virun allem un d'Verbindung mat der Stad Lëtzebuerg a mat de Grenzregioune vu Frankräich an der Belsch. D'Schinnennetz spillt an dësem Zeenario d'Haaptroll.

De Bus leescht iwwerall do seng Bäiträg, wou keng Schinne bestinn oder wou hien d'Leit bei den Zuch brénge kann. Well awer eng Partie Awunner den Trajet mat hirem eegenen Auto maache mussen, ass et noutwendeg, dass d'Parkinge bei de Garen an de groussen Agglomeratiounen am Süden ausgebaut ginn.

Wat de Belval ugeet, sou muss an enger éischter Phas en Arrêt Belval-Usines un dat bestoend Schinnennetz ugebonne ginn. Spéider soll jo hei eng performant Gare entstoen, déi d'Spectateure fir d'Rockhal op de Site brénge soll. Dës Aménagementer solle komplettéiert ginn duerch eng Verlängerung bei de Lycée an an den Zentrum vun der Uertschaft Bieles, fir e Point d'échange ze schafe mat de regionale Buslinnen a fir den Nordweste vum Site ze bedéngen.

Dës Verlängerung erlaabt dann an enger zweeter Phas mat Hëllef vun engem neien Tunnel, deen och schonn erwähnt ginn ass, deen alen Tunnel vun der ARBED, deen aus Sécherheetsgrënn net kann dénge fir de Persouneverkéier, d'Quartiere Scheierhaff zu Zolwer, de Foussbann zu Déifferdeng an d'Uertschaft Uewerkuer un d'Frichen unzebannen.

Wat den internen Trafic an de Frichë selwer ugeet, sou ginn am Moment eng Rei Etüde gemaach. Bis elo sinn zwee Couloiren Nord-Süd an Ost-West reservéiert, fir den öffentlechen Transport an d'Frichen ze integréieren. D'Gemenge sinn a bleiwen der Meenung, dass en Train-tram-System dohinner gehéiert, och wann dat keng bëlleg Léisung duerstellt. En zousätzleche Schinnestrang ass virgesi fir Raemerich mat Lalleng ze verbannen, soubal sech d'Urbanisatioun an deemno och den Trafic un den ugrenzenden Uertschafte verstäerke wäert. Dat ganzt Konzept gëtt ergänzt duerch Park-and-ride-Parkingen, déi direkt widdert der Eisebunn entstoe sollen. Besonnesch wichteg ass de Rond-point mat entspriechende Parkingen op der franséischer Säit.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass higewise ginn op e ganz wichtegen Aspekt an zwar dee vun der Interkonnexioun vun der Rekonversioun vun de Frichen an de landesplaneresche Virgaben, déi sech aus enger Rei politeschen Entscheedungen an Dokumenter erginn hunn.

Den IVL ass d'Richtlinn a Saache Landesplanung un dee mir als CSV-Fraktioun wëlle weider festhalen. Den IVL gesäit an der Südregioun eng Rei Chancen, fir de bestoenden öffentlechen Transport ze verdichten. Als komplementaren Entwécklungsraum zur Agglomeratioun an a ronderëm d'Stad Lëtzebuerg soll eng verstäerkten demographesch Entwécklung, awer och um Niveau vun den Aarbechtsplazen, entstoen. Den IVL gesäit duerfir virun allem an den Industriebroochen en héicht Entwécklungspotenzial woubäi Belval prioritär behandelt soll ginn. Duerch den Ausbau vum Schinneverkéier an der Kombinatioun mat de Siedlungsflächen, déi schonn duerch de bestoenden öffentlechen Transport erschloss sinn, ka generell de Süde revaloriséiert ginn.

Den IVL berout um Usaz, datt déi international Ubannung an d'Ubannung un d'Stad Lëtzebuerg duerch de klassesche Schinnentransport ofgewéckelt soll ginn a fir déi interregional Erschléissung den Traintram soll ageféiert ginn. Ech denken, datt mer dës Debatt vläicht kéinten notzen, fir och op dësen Aspekt anzegoen.

Här President, d'SOTEL-Leitung fir d'Arcelor huet an deene leschten Deeg e puer Welle geschloen, op déi ech net wëllt agoen. Ech wëll awer éischter vun der Geleeënheet profitéieren, fir déi negativ Avisë vun deenen dräi betraffene Gemengen nach eng Kéier ze begrënnen, deen - an do kann ech nëmmen am Numm vu menger Gemeng schwätzen - a kengster Weis géint d'Arcelor geriicht ass. Et geet hei eenzeg an alleng ëm de Projet vu Belval an deemno wëlle mer eis och par rapport zu deenen urbanistesche Konsequenze vun esou enger Leitung op de Site vun de Frichë positionéieren.

Ech erënneren drun, datt fir den Aménagement vum Site eng Héichspannungsleitung muss ewechgeholl ginn, wat sech op e Käschtepunkt vun net manner wéi 2,5 Milliounen Euro beleeft. Déi geplangte Leitung stéiert eis virun allem aus ëmweltschutzrelevante Grënn, well den Tracé duerch en Noerhuelungsgebitt verleeft an deem sech ënner anerem Spadséier- a Vëlosweeër befannen.

Eis feelt, op Grond vum Gesetz vum 24. Juli 2000 iwwert den Elektrizitéitsmarché, d'Haaptargument firwat dës Linn iwwerhaapt noutwenneg ass. De Minister vun der Ekonomie huet eng Etüd ugekënnegt iwwer e generellen Impakt vun esou enger Leitung, déi sech u verschidde Kritäre muss halen. Bis haut gouf esou eng Etüd nach net geliwwert, sou datt mer eis Froen iwwer eng alternativ Léisung gestallt hunn. A mir mengen dofir, dass eng permanent Réngleitung SOTEL-Cegedel eng gutt an zefriddestellend Alternativ fir se alleguerte kënnt duerchstellen.

Här President, ech wëllt als leschte Punkt dann nach op en neit Konzept vun deene sou genannte „public green" agoen. E Konzept un deem mir als Gemengeresponsabel wëlle festhalen, well et e flott neit Element ass an der Ausgestaltung vum Site op Esch/Belval. Et ass en Element, dat net ënnert déi 25% fält, déi d'Promoteuren de Gemenge musse ginn. Et ass eng öffentlech Fläch, déi am PAG agezeechent ass, déi an den Domaine public gehéiert an net an d'Hänn vu Promoteuren oder Copropriétairen.

Ëm wat geet et hei konkret? Et geet drëms, datt um Site méi verdicht gebaut gëtt, wat mat sech bréngt, datt u sech d'Gäert vun den eenzelne Logementer relativ kleng ausfalen. Aus dëser Tatsaach eraus ass d'Iddi entstanen, fir tëschent deenen eenzelne Wunnîlotë Gréngflächen ze aménagéiere fir d'Wunnengsunitéiten opzelackeren. Dës Aart a Weis fir de Site vun de Frichen ze aménagéieren, wier e flott Instrument fir déi dicht bebaute Wunnîloten ze kompenséieren. Dëst wier ëmsou méi eng flott Léisung, well d'Agora scho signaléiert huet, fir de Gemenge beim Ënnerhalt finanziell ënnert d'Äerm ze gräifen.

Här President, d'Rekonversioun vun de Frichë bleift op alle Fall an de kommende Joren e politeschen Dauerbrenner. Et war an et bleift déi richteg Entscheedung fir de Frichen eng nei Bestëmmung ze ginn. Et bougéiert an d'Frichë gi lues a lues awer sécher mat engem neie Liewen erfëllt. Duerch d'Envergure vun dësem urbanistesche Mammutprojet ass et en Dossier vun nationalem Interessi.

Ech denken, dass dëst fir de Moment déi Punkte sinn, déi mir am Kader vun dëser Interpellatioun am wichtegsten erschénge sinn. Dës Debatt ass fir meng Fraktioun a fir mech awer nach net ofgeschloss, mä soll duerch d'Parlament permanent suivéiert ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Meisch agschriwwen. Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg, an do ganz besonnesch och de Süde vum Grand-Duché, ass am Prozess vun engem Strukturwandel. Mir kommen aus der Industriegesellschaft a ginn an d'Déngschtleeschtungsgesellschaft eran an dat mécht sech natierlech ganz besonnesch bemierkbar an där Regioun, wou d'Industrie ganz staark vertruede war an haut Gott sei Dank och nach vertrueden ass an an Zukunft mat Sécherheet och nach wäert vertruede sinn.

Dee Prozess beschränkt sech net op Lëtzebuerg, mir kennen d'Entwécklung vun der Globaliséierung, der Mondialiséierung, der weltwäiter Konkurrenz, déi dozou gefouert huet, datt d'Schwéierindustrie hei am Land an op ganz villen anere Plazen sech huet missen ëmstrukturéieren. Esou datt zum Beispill haut hei zu Lëtzebuerg nach ëmmer gradesou vill Stol produzéiert gëtt, dat allerdéngs mat vill, vill manner Leit an allerdéngs och op vill, vill manner Plaz.

Dat huet dozou gefouert, datt nodeems d'Héichiewen definitiv zougaange sinn an d'Elektrostoliewen opgaange sinn, also ugefaangen hunn ze produzéieren, mer hei am Land ronn 500 ha Fläch haten, déi fréier vun der Stolindustrie benotzt gi sinn, an déi haut broochleien an deelweis jo - wéi meng Virriedner et scho richteg gesot hunn - schonn net méi alleguerte broochleien, mä wou och deen een oder aneren Hektar schonn nei genotzt gëtt an do dernieft eben och nach 150 ha am Frankräich datselwecht Schicksal haten.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Déi 500 ha hei am Land sinn natierlech en enormt Potenzial fir nei wirtschaftlech Aktivitéiten, fir nei Entwécklungen an där ganzer Regioun, e Potenzial, dat à moyen terme dozou ka bäidroen, fir der ganzer Südregioun vun eisem Land en neit Bild ze ginn. E Bild dat duerch vill Aspekter ka gezeechent sinn, natierlech duerch wirtschaftlech Aktivitéiten awer och duerch Wunnen, duerch Fräizäitaktivitéiten, duerch Naturraumgestaltung, duerch eng aner Aart a Weis, wéi mer vun där enger Plaz op déi aner kommen, etc..

Dat Bild vu gëschter vun där ganzer Regioun war jo éischter dat vun der Industrie, vum Knascht, vum Kaméidi, un dat mer eis och nach oft gären zréckerënneren. Dat Bild haut ass schonn éischter e Bild vum Wandel, also eng Regioun, déi sech beweegt, déi nei Perspektive sicht a probéiert dat Potenzial, dat besteet - an dorënner fale mat Sécherheet déi 500 ha -, beschtméiglechst auszenotzen. An d'Bild vu mar? Jo, do ass natierlech och nach e Fragezeechen hannendrun. Et ass eben dat, wat mer haut hei an der Chamber diskutéieren, wou mer awer och op villen anere Plaze schonn diskutéiert hunn, nämlech och an der Südregioun selwer.

Well déi 500 ha an dee ganze Strukturwandel eng grouss Chance

duerstelle fir déi Regioun, awer net nëmmen eng Chance, well all Chance beinhalt och eng ganz Rei vu Risiken an dofir solle mer eis deene Risiken och bewosst si wa mer un dee Prozess do eruginn. Wichteg ass do zum Beispill, datt mer kohärent plangen, datt mer eis net op déi 500 ha Friches industrielles konzentréieren a soen, wat kënne mer dohinner implantéieren, mä datt mer déi ganz Regioun kucken, d'Besoinë vun der Regioun kucken, d'Chancë vun der Regioun kucken an dat an alle méiglechen Domäner.

Déi ganz Regioun muss also mat agebonne ginn, mir brauchen eis och net nëmmen do a mir däerfen eis net nëmmen do op déi Gemenge beschränken, wou Friches industrielles sinn, mir mussen déi ganz Regioun mat aschléissen, dat Ganzt muss ee Konzept aus engem Goss ginn. Wichteg ass och, datt déi ganz Regioun sech mat deenen eenzelne Projetë vun deenen eenzelne Friche-industriellen identifizéiert.

Ech mengen och, datt dat ëmmer méi de Fall ass. Wann ee kuckt, wéi vill dausende Leit zum Beispill op déi Porte ouverte op Esch/Belval gaange sinn. Dat waren der net nëmmen, déi do an de Stroosse ronderëm wunnen, mä dat waren der aus der ganzer Regioun, an ech wette souguer aus dem ganze Land, déi gekuckt hunn: Ma wat entsteet dann elo hei, wéi gesäit et haut hei aus, nodeems eben hei net méi geschafft gëtt, an éier elo hei de Bagger kënnt, a wou eppes Konkretes, Neies soll entstoen.

Wichteg ass eben och, datt mer ganz vill Acteuren aus der ganzer Regioun an dee Prozess do mat abannen. Acteuren, natierlech, sinn d'Gemengen, dat ass ganz kloer, well se jo och déi Kompetenz hu fir mat ze décidéieren, wat herno dohinner kënnt. Mä Acteur ass awer och de ganze Privatsecteur, Acteure sinn och aner Associatiounen, déi sech ëm d'Wuel vum Süden a vun där Regioun do wëlle këmmeren.

Do si mer dann och ganz schnell beim Rôle vum Pro-Sud, dat heescht vun deem Regionalsyndikat, dat viru ronn zwee Joer an d'Liewe geruff ginn ass, dat eng ganz Rei vu Missiounen huet, wou awer eng vun deene wichtegste Missiounen eben och déi ass, zesummen tëscht all deenen zwielef Membergemengen sech d'Fro ze stellen: Wéi gesäit déi Regioun, an där mer haut wunnen, an där mer haut schaffen, muer aus, a fënnef Joer, an zéng Joer, a 15 Joer? Dat schéngt mir op jidde Fall déi prinzipal Aufgab vun deem Syndikat ze sinn.

Et ass och eng enorm wichteg Aufgab, well wa mer wëssen, datt mer dat grousst Potenzial vun den Industriebroochen hunn, a wa mer dovunner ausginn, datt mer eréischt richteg wëssen, wat mer domadder kënne maachen, wa mer e regionaalt Konzept hunn, wa mer wësse wou déi ganz Regioun a fënnef, an zéng an a 15 Joer soll dru sinn, dann däerfe mer haut keng Zäit verléieren, fir esou e Konzept, e regionaalt Entwécklungskonzept opzestellen.

Duerfir géing ech och e waarmen Appel maachen, fir net déi Aarbecht do rouen ze loossen, währenddeems mer déi Diskussioun ëm déi nei territorial Opdeelung vun eisem Land féieren, währenddeems hei an der Chamber an där Spezialkommissioun wahrscheinlech och iwwert d'Missioune vun esou regionale Syndikater geschwat gëtt. Mir brauchen am Süden dat regionaalt Konzept fir domadder ze schaffen, fir eis tëscht de Gemengen ofzeschwätzen. Mir brauchen de Regionalplang, deen als Basis soll déngen fir eis eege Stadentwécklungspläng, fir déi eenzel PAGe vun de Gemengen, a ganz besonnesch och fir d'Erschléissungskonzepter vun deene verschiddene Friche-industriellen.

Esou ee Regionalplang fir de Süde muss virun allem eng Charakteristik hunn, dat ass datt e gemengeniwwergräifend geplangt gëtt, datt d'Gemengen zesumme kucken. An ech wëll do nach eng Kéier ënnersträichen, déi Gemengen, déi Frichen hunn, awer och all déi aner Gemengen, déi op hirem Territoire keng eege Frichen hunn, sollen zesumme kucken, wat se zesumme kënnen ofmaachen, fir déi gemeinsam Entwécklung vun där ganzer Regioun. Eng kohärent Planung ass natierlech do nëmme méiglech, wann d'Kierchtuermpolitik doheem bleift, wa mer op déi verzichten.

Natierlech muss jiddfereen a senger Gemeng kucken, wéi e seng eegen Entwécklung gesäit. Natierlech soll en och déi Perspektiven an déi Wënsch do mat eran an eng regional Diskussioun bréngen. Mä mir mussen awer wëssen, datt mer d'Regioun als Ganzt nëmme kënnen no vir bréngen, wou jiddfereen herno kann dovunner profitéieren, wou all Awunner ka profitéieren, wann och jiddferee primär un déi regional Interessien denkt.

Elo geet et ëm regional Infrastrukturen, an déi meescht Theme si vu menge Virriedner hei schonn opgeworf ginn, ëm Stroosseninfrastrukturen, ëm Infrastrukturen aus dem öffentlechen Transport, ëm d'Méiglechkeet nei Aarbechtsplazen ze schafen, ëm d'Méiglechkeete fir neie Wunnraum ze schafen, ëm d'Zil fir och Fräizäitaktivitéiten an der Regioun kënnen ze halen, ëm d'Méiglechkeet och d'Naturraim ze erhalen an zougänglech ze maachen, ëm d'Méiglechkeet fir déi Naturraim, déi mer hunn, queesch duerch de Süde mateneen ze verbannen, ze vernetzen, ëm d'Méiglechkeet fir nach e besseren öffentlechen Transport ze kréien.

Virun allem elo wou mer d'Chance hunn, nei Quartieren, souzesoen, ze plangen, wou mer direkt kënnen den öffentlechen Transport mat integréieren, ass dat eng gutt Viraussetzung fir eben och an Zukunft op en aneren Modal split ze kommen, dee mer eis landeswäit ëm déi 25% jo alleguerte wënschen.

Wann hei d'Chancë verpasst ginn, a wa mer hei net vu virera mat aplangen, wéi ee vun doheem op d'Aarbecht kënnt, a wéi ee vun der Aarbecht op d'Fräizäitaktivitéite kënnt, a vun de Fräizäitaktivitéiten erëm heem oder ëmgedréint, da si mer mat Sécherheet deem Zil vun engem Modal split vu 25% e Stéck méi wäit ewech komm. Sou wäit ass mat Sécherheet och jiddfereen d'accord.

Mir mussen allerdéngs och kucken, wien herno wou wunnt a wie wou schafft. Et ass haut ganz oft esou, datt mer jo an der Südregioun ganz vill Aarbechtsplazen hunn, datt et trotzdeem esou ass, datt ganz vill Leit, déi an där Regioun wunnen, awer net déi Aarbechtsplazen do besetzen, datt déi éischter am Zentrum vum Land hirer Aarbecht noginn, datt ganz vill Pendler aus dem Ausland, aus der Wallonie, aus der Lorraine, an d'Südregioun erakommen, all Dag. Mir hunn eng sou genannten duebel Pendlerbewegung, déi do moies an owes spillt, an déi dann och eng ganz Rei vun Transportproblemer mat sech bréngt.

Mir mussen also och kucken, fir, wa mer am Süden Aarbechtsplaze schafen, och Aarbechtsplazen ze schafen, déi besat gi vun deene Leit, déi do wunnen. An deem Sënn, mengen ech, hätte mer emol net nëmmen eppes fir de Modal split gemaach, mä virun allem wär de Besoin un Transportméiglechkeete vu virera vill, vill méi geréng.

An da musse mer bei all deenen Iwwerleeungen do, wann ech soen, mir däerfen net nëmmen op d'Friche-industriellë kucken, mir däerfen net nëmmen op déi Gemenge kucken, déi Frichen hunn, mir musse regional denken, dann däerfe mer och net bei der eegener Grenz vum Land ophalen, mä mir mussen och iwwert d'Grenz ewechkucken, mir mussen an d'Groussregioun goen.

All déi Iwwerleeungen, déi mer maachen, wéi komme mer eng Kéier op d'Schaff, wat fir eng Attraktiounen hu mer op deene Frichen do. Wa mer vun der Rockhal zum Beispill schwätzen, da sinn dat jo net nëmme Leit hei aus dem Land, déi dohinner Concertë lauschtere ginn, mä da kommen déi ganz oft vu ganz, ganz, ganz wäit hier, an duerfir sinn dat Iwwerleeungen, déi net bei der Grenz musse stoe bleiwen, mä mir sollen iwwert d'Grenzen ewechdenken. An natierlech solle mer eis dat och am Hannerkapp behalen, wa mer iwwer e Regionalplang Süde schwätzen, datt mer eis net nëmmen op eis eege Gemenge konzentréieren, mä och iwwert d'Gemengegrenzen eraus.

Et ass gutt, datt viru Joren en éischte Projet phare determinéiert ginn ass, dee jo och scho ganz, ganz wäit virukomm ass. Wann een haut aus der Stad op Esch fiert, da gesäit een hannen op der Friche Esch/Belval d'Krane stoen, do wou geschafft gëtt, wou d'Gebai vun der Dexia héichgezu gëtt, do wou d'Rockhal deemnächst wäert opgoen. An do schéngen se schonn amgaange sinn, d'Instrumenter ze stëmme fir deen éischte Concert, deen elo gläich wäert stattfannen.

Also d'Rekonversioun vun där doter Friche a vun deem éischte Projet phare ass eng Realitéit ginn, an et ass en Zeeche fir de Strukturwandel an der ganzer Regioun. Et ass en Zeechen, dat Hoffnung mécht, net nëmme fir déi concernéiert Gemengen do, mä mat Sécherheet fir déi ganz Regioun. Virun allem Hoffnung mécht, well eng ganz Rei vu Projete jo nach sollen nokommen.

Och do ass et allerdéngs esou - an dat gëllt mat Sécherheet net nëmme fir d'Friche vun Esch/Belval -, datt eng Rei vu Risike bestinn, deene mer eis musse bewosst sinn a wou mer musse kucken, datt mer se évitéiert kréien. Esch/Belval, grad ewéi aner Développementer am Süden oder op anere Plazen am Land, däerf net dozou féieren, datt mer eng nei Stad kréien, déi fir sech ofgeschloss ass, déi a Konkurrenz op eemol trëtt zu anere regionalen Zentren, déi mer an der Regioun hunn.

Mir musse villméi kucken, eng Vernetzung ze kréien, mir musse kucken, datt e Ganzt doraus gëtt, datt mer net elo Aktivitéiten, déi mer am Süden haten, vun där enger Plaz op déi aner Plaz délocaliséieren.

Wann ech do als Déifferdenger Buergermeeschter däerf schwätzen, mir sinn natierlech net frou, wa mer héieren a liesen, datt en Institut wéi den Ceps, iwwert dat mer frou waren, datt et bei eis zu Déifferdeng zënter Joren eng gutt Aarbecht mécht an zur Renommee vun eiser Stad bäidréit, soll elo ewechkommen, fir an e gréissere Projet Esch/Belval mat integréiert ze ginn. Wa mer herno eis do géigesäiteg an der Regioun souzesoe Konkurrenz maachen, da mengen ech hu mer ënnert dem Strëch net vill geschafft, an duerfir solle mer do oppassen, datt mer zesummen do eppes schafen, wat der Regioun e Plus bréngt.

D'Dynamik, déi zu Esch/Belval entsteet an entstanen ass, solle mer alleguerten notzen, an déi symbolträchteg Aktivitéiten a Projeten, déi do amgaange si realiséiert ze ginn, droen och zu enger neier Dynamik an der ganzer Regioun bäi. Mir mussen duerfir och kucken, déi aner Frichen, sief et déi, déi vun der Agora géréiert ginn, sief dat Frichen, déi nach vun der Arcelor oder vun aneren, wou d'Arcelor nach Propriétaire ass, respektiv aner Propriétairen nach d'Hand driwwer halen, datt mer och do lues a lues virukommen, fir Entwécklungskonzepter ze erstellen.

Ech wëll och menger Virriednerin zoustëmmen, wa se gesot huet, datt d'Agora, also eng Form vun Entwécklungsgesellschaft, déi souwuel mat privatem wéi och öffentlechem Kapital gegrënnt ginn ass, ee Projet phare ass an engem neien Thema dat ëmmer méi an d'Diskussioun kënnt, nämlech dat vun der „private-public partnership", wou gekuckt gëtt eben öffentlech Interessen a privat Interessen zesummen ënner een Hutt ze kréien, fir Projeten ze realiséieren, déi wa mer se eleng mat der öffentlecher Hand géinge maachen, sécherlech vill méi schwiereg ze realiséiere wären, och well d'öffentlech Hand net ëmmer deen Know-how an déi Capacitéite matbréngt, wéi dat punktuell mol de Privatsecteur vläicht mécht.

Wat d'Agora ubelaangt, wär et natierlech interessant ze wëssen - an ech ginn dovunner aus, datt den Här Minister herno eis wäert méi Informatioune bidden -, wou all déi aner Projeten dru sinn. Déi aner Projeten, déi och wichteg si fir déi Regioun, wou notamment och eng ganz Rei vu konkreten Infrastrukturprojetë virgesi sinn, déi d'Regioun brauch, esou zum Beispill d'Lentille Terres Rouges, wou jo geschwat gëtt, datt och Esch do e weidere Lycée soll kréien; Monnerech, wou jo eng Kombinatioun tëscht Bauschuttdeponie a Renaturéierung geplangt ass; d'Fonderie Rodange, do wou an der direkter Émgéigend vum sou genannten PED jo och weider Aarbechtsplaze kënne geschafe ginn; de Crassier Éilereng, deen och disponibel soll sinn à moyen terme fir Industriebetriber, fir PMEen.

Dat ass d'ailleurs eppes, wat mer och am Süde brauchen, well wa mer vu Strukturwandel schwätzen, da geet et net duer just ze soen, datt mer d'Industrie haten an an Zukunft wäerte Banken a Fuerschung an Héichschoul hunn. Esou einfach ass et och net! Mir brauchen och ganz besonnesch an där doter Regioun Industriebetriber a Flächen, wou Industriebetriber sech kënnen usiedlen. Mir brauchen och Flächen, wou PMEen sech kënnen usiedlen. An och duerfir mussen déi Friches industrielles kënne genotzt ginn, dat am Verbond mat engem Gesamtkonzept.

Beim Crassier Déifferdeng war ech selwer jo méi involvéiert, well mer doriwwer souwuel mat der Agora schonn diskutéiert hunn, sou wéi mir eis awer och an engem Raumnotzungskonzept Kordall Iddië gemaach hunn, wéi een déi 150 ha do kéint notzen. Se eegnen sech eben ënner anerem och fir d'Usiedlung vun neien Industriebetriber, se eegnen sech awer och ganz besonnesch fir eng gréng Oftrennung ze kréien, dat heescht Natur tëscht d'Wunnen an tëscht d'Industrie ze kréien, wat bis elo virun allem zu Déifferdeng jo net an deem dote Mooss de Fall ass.

Mir hoffen och do, datt mer lues a lues aus de Startbléck erauskommen. Wann ee liest, wéini och déi eenzel aner Frichen nieft dem Projet Esch/Belval sollte realiséiert ginn, also d'Rekonversioun sollt entaméiert ginn, da waren am Ufank do Datummer virgesi vun 2004, 2005, 2006, 2007. Mir kommen also elo an eng Period, wou mer awer ëmmer méi no dorunner kommen, respektiv wou och deen een oder anere Projet scho méi konkret hätt solle sinn.

Duerfir ass et wichteg haut vläicht nach eng Kéier de Bilan ze zéien, Här Minister, wou mer konkret dru sinn, a wat déi nei Perspektive fir all déi aner Frichë sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Wichteg ass, datt d'Gemengen och hirem Rôle gerecht ginn, datt d'Propriétairë vun de Frichen, sief dat d'Agora oder anerer, Partner fannen an de Gemengen, déi konstruktiv matschaffen. D'Gemeng huet jo eng wichteg Kompetenz, dat ass nämlech herno ze kucken, wéi deen Terrain klasséiert gëtt. Dat heescht d'Gemeng - an domadder och d'Populatioun - huet e Matsproocherecht doriwwwer, wat dohinner kënnt. Do kann et natierlech sinn, datt dee Propriétaire vun der Friche aner Vuen huet, mä do muss ee sech eens ginn. Dat ass bis elo, mengen ech, och an deenen allermeeschte Fäll esou geschitt.

Wichteg ass och eben, datt d'Gemengen sech ofschwätzen. Wa mer e Regionalplang bis hunn, dann ass och deen dote Prozess vill méi einfach, well da wësse mer vu vireran, wat fir eng Schwéierpunkte mer op deenen eenzelne Frichen an deenen eenzelne Gemenge wëlle setzen. Dat ass mat Sécherheet och méi transparent a bréngt méi eng grouss Planungssécherheet da fir déi eenzel potenziell Investisseuren, siefen et öffentlech Investisseuren, siefen et privater.

Aner Frichen, vun deene manner oft geschwat gëtt awer och ëmmer erëm méi geschwat gëtt, dat ass mat Sécherheet Diddeleng, wou et wichteg ass, dass och do gekuckt gëtt, wat geschitt mat deenen Terrainen, déi jo awer och ganz no beim Stadkär zu Diddeleng leien. Och do erëm muss d'Gemeng natierlech hirer Verantwortung gerecht ginn a selwer sech och mol Iwwerleeunge maachen, wéi si d'Entwécklung vun hirer Gemeng gesäit. Deen Exercice ass zu Déifferdeng gemaach gi mam Plateau funiculaire, dat zesummen ebe mat engem Privatinvestisseur.

De Plateau funiculaire ass eng Friche industrielle, déi matzen an der Gemeng Déifferdeng läit, tëscht Déifferdeng, Uewerkuer a Fousbann, déi eng Envergure vun 8 ha huet, a wou mer elo zesumme mat engem privaten Investisseur, wéi gesot, e Projet, en Entwécklungskonzept kënne virleeën, wou och deemnächst wäert de PAP agereecht ginn, wou e gemëschtene Quartier wäert entstoen, deen d'Verbindung wäert maachen tëscht deenen eenzelnen Uertschaften. Dee Projet integréiert awer gläichzäiteg aner Projetë mat, wou de Commerce wäert seng Plaz hunn, wou d'Wunne wäert seng Plaz hunn, wou mat Sécherheet awer och Servicer wäerten hir Plaz hunn, wou eng nei gréng Long fir déi ganz Gemeng Déifferdeng wäert entstoen, andeems mer e flotte Parc de la Chiers ronderëm eng renaturéiert Kor wäerten do aménagéieren.

Dat sinn also Projeten, déi deenen eenzelne Gemenge wäerten nei Zukunftsperspektive ginn, och wa se vläicht an der Zuel vun den Hektaren net all Kéiers deem entspriechen, wat zu Esch/Belval, wat op engem Crassier Déifferdeng, wat op anere Plaze méiglech ass. Trotzdeem sinn déi Projeten enorm wichteg fir déi bedeelegt Gemengen.

A wa mer vu Rekonversioun vu Friche-industriellë schwätzen, da geet et heiansdo jo och schonn duer, en aalt Gebai enger neier Affectatioun zouzeféieren. Och do hunn ech selwer materlieft, wat et ebe bréngt, wann am Déifferdenger Schlass net méi d'Arcelor eleng Här a Meeschter ass, mä wa se dat verlount un eng Miami University: Dat bréngt e Plus fir déi ganz Gemeng.

Ech hunn den Ceps zitéiert. Ech sinn och frou, datt am alen Hadir-Direktiounsgebai deemnächst eng ganz Rei vu Betriber vum Grupp Editpress wäerten ënnerkommen. Och dat si wichteg Signaler, déi mer am Süde kennen an déi wichteg si fir déi jeeweileg Stad, fir déi ganz Regioun, datt mer och weisen, datt et mat méi klenge Projetë geet an datt virun allem och Privatinvestisseuren un déi Regioun do gleewen, datt se un d'Zukunft gleewen an haut scho wëllen e Fouss an der Dier behalen.

Ech hunn Iech gesot zu Esch/Belval deet sech ganz, ganz vill. Dat ass gutt esou. Jiddferee gesäit et. D'Rockhal geet deemnächst op. D'Dexia ass amgaang ze bauen. Et ass eng Pépinière d'entreprises geplangt. D'Archive kommen och dohinner, an ech fannen dat richteg, wann de Projet nach eng Kéier iwwerduecht gëtt, fir en ze kombinéiere mat der Universitéitsbibliothéik. De Centre de recherche Gabriel Lippmann ass schonn do, och wann an enger provisorescher Infrastruktur; e wäert och do säin definitiivt Doheem fannen. D'Cité des Sciences gëtt och doduerjer lues a lues Realitéit.

Mä näischtdestotrotz stoungen awer och, a sti vläicht nach ëmmer, eng Rei vu Fragezeichen hannert deem engen oder deem anere Projet. Wat kënnt konkret vun der Uni dohinner, wéini kënnt dat dohinner? Wéi gesäit et effektiv mat deene staatlechen Investitiounen aus? Awéiwäit packen eis budgetär Mëttelen all d'Realisatioun vun deenen ugekënnegte Projeten? Awer och, wéi ass et mat deene private Projeten? Wéi ass et mam Kino? Wéi ass et mam Hotel? Wéi ass et mat dem Commerce? Wéi ass et mat anere staatlechen Administratiounen, déi am Sënn vun enger weiderer Dezentraliséierung an eisem Land och kënnen an de Süden op d'Frichë kommen?

Wat haut wichteg ass, dat ass, datt d'Investisseuren och d'Planungssécherheet kréien, datt se wësse wou se investéieren, datt se wëssen a wat fir engem Environnement se sech mar an iwwermar erëmfannen. Duerfir ass et wichteg, datt mer do eng kloer Sprooch schwätzen.

Frichë gëtt et natierlech net nëmmen am Süde vun eisem Land; Frichë gëtt et op ville Plazen an eisem Land. Mir hu vläicht am Süden eng gewësse Pionéieraarbecht geleescht. Eng Rei vun Erfahrunge si gemaach a wäerten nach gemaach ginn, déi mengen ech och ganz nëtzlech kënne si fir aner Projetë queesch uechtert d'Land.

Ech denken do un Uertschafte wéi Wolz; ech denken un Uertschafte wéi Veianen, wou et eben och noutwendeg ass, datt et duerch eng Rekonversioun an duerch nei Aktivitéiten zu enger neier Notzung kënnt vun Terrainen, déi fréier vun enger Rei vu Betriber genotzt gi sinn an haut do broochleien, datt déi Gemengen an déi Uertschaften och eng nei Dynamik verdéngt hunn an eng nei Dynamik brauchen.

Wichteg ass och do, datt mer Punkt fir Punkt a vläicht Friche fir Friche kucken, wéi mer weiderkommen, wéi de Problem läit, wat een aus den Terrainë ka maachen. Ganz wichteg ass oft den Assainissement, wou mer natierlech oft eng Hürd hunn. Ier een iwwerhaapt mol kann ufänke konkret eppes ze realiséieren oder och nëmmen ze plangen, muss do gekuckt ginn, wéi mer den Assainissement finanzéiert kréien, wat fir een Assainissement noutwendeg ass.

Et ass op jidde Fall keng Solutioun, einfach déi Brooche leien ze loossen, well se verseucht sinn, well se duerch eng deier Sanéierung vläicht deen een oder anere Projet oninteressant maachen. Ech mengen, och do si Gemenge gefuerdert, och do ass de Stat gefuerdert, an natierlech ass do de Propriétaire an de Verursaacher gefuerdert fir eng weider Notzung méiglech ze maachen. Mir sollen net déi Altlasten do eise Kanner esou an deem Zoustand, wéi se haut oft sinn, hannerloossen.

Frichë kréie mer natierlech och nëmme rekonvertéiert, wa mer déi néideg Moyenen hunn - mir maachen et duerch staatlech Investitiounen, mir maachen et och ganz vill duerch privat Investitiounen -, déi wäerte sech natierlech nëmme realiséiere loossen, wa mer dat favorabelt wirtschaftlecht Ëmfeld kënnen halen, wann d'Betriber hei kompetitiv bleiwen, dann investéieren se weider.

Mir hunn haut e Wirtschaftswuesstum vu 4%, dat heescht eis Ekonomie expandéiert. Expandéiere kann, mä muss haut net ëmmer nëmmen heeschen, datt eis Ekonomie méi Fläch brauch, mä kann awer och dat heeschen an an deem Sënn ass et allemol méi wichteg a méi interessant fréier Industriegebidder ze rekonvertéieren, wéi nei op der grénger Wiss ze bauen. D'Frichë ginn also gebraucht. Si gi virun allem och gebraucht fir eiser Ekonomie eng nei Dynamik anzehauchen. An Iwwerleeungen, wéi se vun eise Kolleegen hei vum ADR virun e puer Joer gemaach gi sinn, mer sollen déi ganz Frichendiskussioun mol einfach lénks leie loossen an doduerjer de Wirtschaftswuesstum e bësse bremsen, mengen ech, dass se haut net méi esou géinge gemaach ginn, well mer haut jo leider an enger anerer Situatioun sinn. Mä dat weist, wéi schnell d'Meenunge sech heiansdo änneren hei am Haus an op anere Plazen; an dat zu ganz ville Sujeten.

Hei hoffen ech, datt mer eis alleguerten eens sinn, datt mer weider mussen un der Rekonversioun vun den Industriebrooche schaffen, dat am Süden, dann op anere Plaze vun eisem Land an dat zum Wuel fir d'Zukunft vun eisem Land. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Ech hunn als nächste Riedner den Här Schneider hei stoen. Vu dass hien nach net heibannen ass…

(Interruption)

Elo ass hien heibannen an da soen ech, Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général)

Alles mat der Rou.

Une voix.- Ah!

M. Romain Schneider *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Revalorisatioun vun den Industriebroochen am Süde vum Land ass net nëmmen eng wirtschaftlech a gesellschaftlech positiv nohalteg Entwécklung fir de Süden, mä wäert de Motor an d'Visioun gi fir d'Zukunft vum Lëtzebuerger Land am 21. Jorhonnert. Do wou de Räichtum vun eisem Land entstanen ass leie Fläche brooch, déi eiser Landesplanung nei Perspektiven eröffnen. Interessant sinn a wäerten d'Ausféierunge vun deenen eenzelne Riedner sinn an et kommen der nach; hoffentlech wäerten nach méi interessanter kommen.

Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer awer och an dësem Kontext d'Regierung un de Regierungsprogramm ze erënneren, wou am Deel vum Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire steet: «La reconversion des friches industrielles restera au centre des préoccupations de l'aménagement du territoire. Les sites de Dudelange, de Dommeldange et de Wiltz seront pris en considération dans ce contexte en plus des friches industrielles situées dans le Sud du pays.»

Ganz am Geescht vum Programme directeur d'aménagement du territoire si Grondzentren ausgewise ginn, déi niewent den Haapt- a Mëttelzentren all wichteg Versuergungsfunktiounen erfëlle sollen. Am IVL gëtt konkret de Projet vun der strategescher Entwécklung a Vermaartung vu gewerbleche Flächen, an hei konkret d'Industriebrooche Wolz, genannt.

Och de Mëtteg scho goufe méi dacks déi eenzel aner Industriefrichen opgezielt. An erlaabt mer an dësem Zesummenhang fir aus deem Gesamtkonzept och e Ganzt ze maachen a kuerz e puer Informatiounen iwwert dës Broochen ze soen.

D'Industriebrooche Wolz, en Areal mat 10 ha, sinn e wichtegt Element an der Entwécklung vun enger ganzer Regioun. D'Schafe vun neien Aarbechtsplazen, neien Aktivitéiten, kënnen eng nei Dynamik am ländleche Raum ausléisen. Esou wéi och am IVL d'Dokument vum Januar 2004 et virgesäit, sollen d'Aarbechtsplazen an der Regioun Nordwesten, dat heescht d'Kantone Réiden a Wolz, vun ablécklech 7.450 op 10.960 bis an d'Joer 2020 uwuessen. An dësem Kontext ass d'Revaloriséierung vun den Industriebrooche vu Wolz mat der Kreatioun vun iwwer 700 Aarbechtsplazen e wichtegt Element.

Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer kuerz op den Dossier Industriebrooche Wolz weider anzegoen, wat den Assainissement ubetrëfft, e komplizéierten Dossier souwuel an technescher wéi a finanzieller Hisiicht. An op dëser Plaz wëll ech dem fréieren Ëmweltminister Charles Goerens Merci soe fir seng onkomplizéiert Ënnerstëtzung an dësem schwieregen Dossier.

Mat deemselwechte Geescht huet den neien Ëmweltminister Lucien Lux sech dem Dossier ugeholl a wäert probéieren d'Sanéierungsprozeduren zügeg virunzedreiwen. Een Assainissement, deen ëm déi zéng Milliounen Euro geschat gëtt; dovunner 25% fir de leschte Betrib a 74% fir d'Main publique (Stat a Gemeng).

D'Ausschaffe vun der Kommodo-Prozedur ass an der Endphas a wäert no der Etüd hydrogéologique, déi elo gemaach gëtt, an zwielef Méint kënnen ofgeschloss ginn.

Fir datt d'Viabilisatioun vum Site awer kann zügeg virugedriwwe ginn, wann d'Oplage vun der Ëmweltverwaltung bekannt sinn, huet de Wolzer Schäfferot e spezialiséierte Büro beoptraagt e Masterplang ze erstellen. Duerch d'finanziell Ënnerstëtzung säitens dem Wirtschaftsminister Jeannot Krecké konnten d'Käschte fir d'Gemeng a Grenze gehale ginn. Dëse Masterplang gëtt als Propositioun vum Schäfferot der Öffentlechkeet an deenen nächste Woche presentéiert an duerno mam lokale Gemengerot, de Gemengen aus dem Kanton an den zoustännege Ministèren - Intérieur, Environnement an Ekonomie - ausdiskutéiert.

Kolleeginnen a Kolleegen, a senger Äntwert op eng parlamentaresch Ufro iwwert d'Brooche Wolz vun den Deputéiertekolleege Kaes, Schaaf a Schank, äntwert den Innenminister Jean-Marie Halsdorf interessant a fir de Projet mat wichtegen Detailer.

Hie seet kloer, datt de Projet de Rayonnement vun der Stad Wolz dépasséiert a muss mat de Gemengen aus dem Kanton Wolz zesumme realiséiert ginn. Hie weist op d'Wichtegkeet hi vum Projet am Kader vun der Realisatioun vun den Objektiver am Programme directeur an invitéiert d'Ministèren déi néideg finanziell Moyenen am Statsbudget ze débloquéieren, fir bei der Realisatioun eng kräfteg Hand an der Finanzéierung unzepaken. Et ass gewosst, datt souwuel den Assainissement mat zéng Milliounen, sou wéi d'Viabilisatioun vum Site mat etleche weider Millioune d'finanziell Rumm vun enger Gemeng an der Gréissenuerdnung vun der Stad Wolz bei wäitem sprengen.

D'Koordinatioun vun den Aarbechte soll laut Minister an engem Comité de pilotage ënnert der Leedung vum Ministère de l'Intérieur lafen. Eng Iddi, déi och scho säi Virgänger, den Innenminister Michel Wolter, am Oktober 2003 lancéiert hat. Bis haut gouf kee Comité de pilotage an d'Liewe geruff a keng Sitzung ofgehalen. Ech hoffen, den Innenminister kann eis de Mëtteg Opschloss doriwwer ginn.

Et wier wichteg, dass dës richteg Initiativ sou schnell wéi méiglech kënnt aktivéiert ginn, fir dem Dossier och säitens de Ministèren den néidegen Impakt ze ginn.

Niewent der Aktivéierung vun dësem Comité de pilotage ass et awer absolut noutwenneg ee Regionalfonds fir d'Entwécklung vun der Regioun ze schafen. Dëse Fonds soll erlaben d'Entwécklung vun der Regioun aktiv ze steieren an d'Diversifizéierung vun den Aarbechtsplazen ze förderen.

Déi nei national Raumplanung gesäit jo wichteg Ännerungen an dësem Beräich vir an dës Ännerunge kënnen net ouni déi néideg finanziell Moyenen an Ugréff geholl ginn. An dësem Kontext ass d'Viabilisatioun vun den Industriebrooche Wolz ee wichtege Facteur. D'Beispill Fonds de Belval huet bewisen, wéi effikass an noutwenneg esou eng Struktur ass. De Succès vun dësem Projet ass awer haaptsächlech och niewent de finanzielle Mëttelen op den Asaz vu professionellem Personal zréckzeféieren. Dëse Wee muss och bei der Viabilisatioun vun den Industriebrooche Wolz gemaach ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, ech si sécher, datt niewent dëser fruchtbarer Debatt iwwert d'Industriebrooche Süden d'Chamber déi ganz Diskussioun iwwert d'Broochen als ee Ganzt gesäit an eis Regierung och déi aner Siten, wéi Diddeleng, Dummeldeng a Wolz wäert schnellstméiglech an Ugréff huelen. Et sinn dat wichteg Schrëtt fir eng nohalteg an diversifizéiert Landesplanung.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Debatt, déi mer haut féieren, ass jo scho méi laang ugefrot gewiescht, scho vun Enn 2003 un. Mir mengen awer, dass et net vun Nodeel ass, dass se haut eréischt op den Ordre du jour kënnt, well et der neier Regierung d'Geleeënheet gëtt, sech doriwwer ze prononcéieren, méi wéi dat, wat am Koalitiounsofkommes steet. Mir mengen, dass dat méi interessant ass wéi wann ee vun der viregter Regierung, déi ausgetrueden ass, nach eng Kéier, eng leschte Kéier confirméiert kritt hätt, dass se déi Jore virdrun net esou schlecht geschafft hätt op deem heiten Dossier. Duerfir si mer frou, dass déi Diskussioun haut gefouert gëtt.

Et hunn eng Partie Kolleege schonn drop opmierksam gemaach, dass et sech beim Dossier vun de Frichen net nëmmen ëm e lokale Problem vu Suessem respektiv Bieles oder Esch handelt, mä dass et sech ëm e regionale Projet vum Süden handelt a wäit doriwwer eraus. Och am Zentrum, och am Norden - de Kolleeg Schneider huet drop opmierksam gemaach - sinn där Terrainen.

Et besteet e Konsens an der Chamber, an ech géing soen d'une façon générale an der Politik doriwwer, dass et Sënn mécht, Frichen ze erschléissen, dass et Sënn mécht, déi doten Terrainen, déi mer hunn, als Éischt enger neier Affectatioun zouzeféieren, ier mer aner Terrainen op der grénger Wiss géinge probéieren enger neier Affectatioun zouzeféieren. Bei esou vill Konsens mengen ech, dass et Sënn mécht, drop opmierksam ze maachen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…dass et sech bei dësem komplexe Sujet net nëmmen, wéi gesot, ëm e lokalen oder regionale Problem oder en nationale Problem handelt, mä et ass eiser Meenung no och eng national Erausfuerderung an och en nationalen Testfall.

Et ass eng national Erausfuerderung, a mir mengen, dass et elo, wou de Projet Belval-Ouest schonn eng ganz Partie Joren amgaangen ass entwéckelt ze ginn, géing Sënn maachen, unhand vun deem praktesche Beispill do e klenge Bilan ze maachen, ob mer et fäerdeg brëngen, deen nationalen Testfall an déi national Erausfuerderungen, déi sech stellen, tatsächlech esou ze beäntwerten, wéi se misste beäntwert ginn.

Ech wëll ufänke mam Stéchwuert vun der Erausfuerderung. D'Erausfuerderung, déi sech gestallt huet bei deem Dossier vun der Entwécklung vu Belval-Ouest, stellvertriedend fir déi Frichen, déi nach solle kommen, ass eigentlech déi vum Strukturwandel. Well de Strukturwandel, dee mat deem Projet sollt agelaut ginn, ass am Fong näischt anescht wéi den Ofschloss eréischt vun der Stolkris.

Mir hunn zënter der Stolkris an där Regioun vum Land constatéiert, dass d'Aarbechtsplazen an där Regioun réckleefeg waren, dass mer virun allem déi Aarbechtsplazen, déi méi Qualifikatioun beinhalten, tatsächlech praktesch just nach am Zentrum vum Land, ronderëm d'Stad erëmfannen, an do gëtt et eng ganz däitlech Wanderbewegung all Dag moies aus dem Süde Richtung Stad Lëtzebuerg an owes nees zréck.

Dat ass eng Entwécklung, déi net nëmmen eng ganz Partie Froen opwerft am Beräich vun der Verkéiersproblematik, mä déi virun allem däitlech mécht, dass zënter dem Enn oder dem Ufank vun der Stolkris an an deene Joren, déi duerno komm sinn, de Strukturwandel am Süden nach ëmmer net fäerdeg bruecht ginn ass, bis haut!

De Projet vun der Revitaliséierung vun de Frichen ass am Fong geholl, doduerch dass mer déi Terrainen, déi schonn eng Kéier zum Räichtum vum Land bäigedroen hunn, elo enger neier Affectatioun zouféieren, mat der Hoffnung, eng zweete Kéier fir de Räichtum vum Land ze suergen, eigentlech eréischt den Ofschloss vun der Stolkris an där Regioun vum Land.

Mir mengen och, dass et eréischt elo zum Ofschloss vun der Stolkris, och an de Käpp vun de Leit, kënnt, elo wou se gesinn, dass se dat, wat se eng Kéier hu mussen délaisséieren, elo kënnen nei valoriséieren, an dass et kann nei Entwécklung an en neie Räichtum fir déi Géigenden do bréngen.

Dat gëtt och doduerch dokumentéiert, dass eng ganz bestëmmten Affectatioun fir déi Terrainë virgesinn ass am Beräich vun der Science, Stéchwuert Uni Lëtzebuerg, am Beräich vun der Science a vun der Recherche, Stéchwuert nei Technologien op deem Site, Stéchwuert och Ëmwelttechnologien. Dat si wichteg Aspekter, well et och vläicht gutt wier, wann et nees mëttel an héich qualifizéiert Aarbechtsplazen an där Géigend vum Land géing ginn. Vläicht géingen dann och nees d'Lëtzebuerger net wëllen all nëmme bei de Stat schaffe goen. Vläicht géing et och erëm eng Kéier interessant gi fir Leit hei aus dem Land mat enger méi héijer Qualifikatioun, sech am Privatsecteur ëmzekucken no enger Schaff. Eng Entwécklung, déi een déi lescht Joren hei am Land vermësst, an déi scho bal mëttlerweil karikatural Zich ugeholl huet.

Et geet och dorëms, déi Aarbechtsplazen, déi do am Süde sollen entstoen, och ze versi mat deem néidege Wunnraum, deen dozougehéiert. Och dat ënnert dem Motto Strukturwandel: net nëmmen nees schaffen am Süden, mä och nees wunnen am Süden. An déi zwee Stéchwierder zesummenzebréngen, ass och eng Aufgab, déi an deene Projeten do probéiert gëtt mat ze bewältegen. Dat sinn, wéi gesot, eiser Meenung no, déi Haapterausfuerderungen, déi sech mat der Entwécklung vum Testfall Belval-Ouest, vum Projet pilote Belval-Ouest gestallt hunn.

Et ass awer och aus engem zweete Grond en Testfall, well mer probéieren unhand vun deem Strukturwandel och dem Stéchwuert Nohaltegkeet zu Lëtzebuerg déi éischte Kéier eng konkret a komplett Bedeitung ze ginn unhand vun engem gréissere Projet. An net nëmme sektoriell oder punktuell op dësem oder deem Aspekt vun engem Projet, mä hei gëtt en Terrain vun 120 ha entwéckelt, am Gesamtusproch op all senge Beräicher dem Begréff vun der Nohaltegkeet gerecht ze ginn, an domadder och en Impuls ze setzen iwwert d'Grenze vum Site eraus.

Dat ass de Fall beispillsweis bei der Mobilitéit. Wou mer bei der Mobilitéit wëssen, dass mer eis jo als nationaalt Zil gesat hunn, an enger éischter Phas de Modal split vu 25/75 ze erreechen, wat bedéngt, dass op Belval-Ouest de Modal split minimum 40/60 muss sinn. Där Meenung ass och jiddfereen. Dat ass séier gesot, 40/60. Do fënnt een d'Leit séier dran erëm. An der Praxis, am Konkreten, Dag fir Dag, Woch fir Woch, Projet fir Projet, Ouverture fir Ouverture, ass dat awer net ëmmer datselwecht. Well et ass jo liicht ze argumentéieren, d'accord mat 40/60, mä wa mer esou wäit sinn. Insgesamt maache mer och punktuell a praktesch gäre mat.

Esou kann dat natierlech net lafen. Dat ass en Effort vum éischten Dag un, an all Démarchen, déi een ënnerhélt an déi dote Richtung, mussen novollzéibar an unenaner gereit, Pärel fir Pärel un där Ketten, zu deem Zil do féieren, an et ka kee sech méi hannendru verstoppen, dass anerer sollen ufänken, dass anerer sollen d'Virleeschtung bréngen, a wann et dann esou wäit wier, mécht och dee Leschten an der Rei nach gäre mat. Dat muss wierklech eng Erausfuerderung sinn, där ee sech stellt, an dat ass net ëmmer liicht. Dat ass och ustrengend, well ee ganz vill mat ville Leit iwwert déi Saachen do ze diskutéiere kritt. Mä bis elo si mer nach, an den Absichten zumindest, op där doter Schinn, an dat ass och wichteg.

Fir dass mer dat awer erreechen, musse méi Mobilitéite seriö geholl ginn, net nëmme Mobilitéit mam Auto, net nëmme Mobilitéit mam Zuch. Och de Foussgänger, och de Vëlo si Stéchwierder, déi bei deenen doten Entwécklunge primordial sinn, a besonnesch primordial ass d'Entwécklung beim Stéchwuert vun der Schinn. Déi Gemengen, déi betraff sinn am Kader vum Projet Belval-Ouest, weisen drop hin, dass ee muss eng zentral Ubannung vun der Friche Belval-Ouest mat der Schinn erreechen. Dat hu mer haut nach net. Mir hunn haut eng Ubannung um Süde vun der Friche Belval-Ouest, an et ass eng vun de Fuerderungen a vun de Virschléi vu ganz villen, dass déi Schinn op dee Site misst eropkommen. Esou wäit si mer leider nach net.

D'Gemengen hu wuel déi Trassen an hire PAGe fräi gehalen, an et gëtt do argumentéiert mam Käschtepunkt am Wesentlechen, well gesot gëtt, dat ass relativ deier wa mer musse vun den CFL-Schinnen eriwwer op de Site kommen, an Ostwest-Richtung fueren an duerno nees op déi aktuell Schinnen erofkommen. De Käschtepunkt, deen invoquéiert gëtt, ass een ëm 20 Milliounen Euro fir zwee Fly-overen ze bauen. Dat ass e Käschtepunkt, deen natierlech net négligeable ass, deen net geréng ass, deen awer am Kontext vun de Gesamtentwécklungskäschte vun deem Site relativ geréng ass.

Ech rappeléiere just nach eng Kéier, dass de Stat, eleng fir déi öffentlech Projeten, ëm eng Milliard Euro bereet ass op den Dësch ze leeën, ouni d'Geld vun de Privatinvestisseuren, ouni d'Geld vun der Entwécklungsgesellschaft, esou dass mer mengen, dass dee Käschtepunkt do relativ geréng ass am Zesummenhang vum Développement vun deem Site, dass dat awer en Investissement wier wat wesentlech wier, wann ee wéilt an der ganzer Regioun duerfir suergen, dass tatsächlech déi Entwécklung do an der Haaptsaach op der Schinn stattfënnt.

An dat ass net nëmme relevant a richteg fir de Site Belval-Ouest, mä fir praktesch sämtlech Frichen am Süden. Déi Frichen, déi genannt ginn, ech widderhuelen se elo net, hunn eng Gemeinsamkeet: Et sinn ARBEDs-Terrainen. An déi waren nach ëmmer mat der Schinn ënnereenaner verbonnen. A wann ee sech d'Entwécklung vun deene Siten, och vum Point de vue vun der Mobilitéit hier, wëllt virhuelen, da soll ee sech och d'Liewen do net komplizéiert maachen. Da soll een déi Infrastrukturen, déi een huet, och benotzen. An déi éischt a souguer déi eenzeg Infrastruktur, déi déi Siten alleguer matenee verbënnt, dat ass d'Schinn. Dat sinn net anerer, déi nach misse geschafe ginn. Dat wier d'Schinn.

Duerfir wier et absolut noutwendeg, eiser Meenung no, dass ee sech géing mat där dote Fro beschäftegen an enger Logik vu Péiteng eriwwer bis op Diddeleng. Dat net nëmme wéinst de Frichen, mä och wéinst de Frichen, där Mobilitéit, déi et am Süde gëtt; a praktesch en Drëttel vu sämtlechen Déplacementer pro Dag fannen am Süde statt, hunn hiren Ursprong, hir Quell an hiert Zil an der Südregioun.

Dat am Kontext vum Développement vun de Frichë misst eis dozou bréngen, dass mer probéieren déi Infrastruktur, déi et scho gëtt, déi historesch gewuess ass, déi haut awer eng Aktualitéit kritt, déi enorm ass, dass mer déi géinge konsequent notzen a konsequent ausbauen, och doduerch dass mer probéieren Déplacementer op d'Friche ouni Ëmklamme méiglech ze maachen. Well mer wëssen alleguerten, dass all Ëmklammen dat Transportmëttel ëm esou vill Prozent manner attraktiv mécht.

Hei hu mer déi historesch Chance, wierklech dofir ze suergen, dass et an déi dote Richtung geet. Sécher si mer am Moment an där doter Logik. Mir bewegen eis politesch an déi dote Richtung. De Kärpunkt ass awer wierklech deen, dass een dofir suergt, dass et ouni ëmklamme muss kënne fonctionnéieren, net nëmme fir Belval-Ouest, mä duerch de ganze Süden an Ostwest-Rchtung an eben och laanscht all d'Frichen, wou d'Schinne scho leien, déi Qualitéit do hierzestellen. Dat ass d'Stéchwuert vum Train-tram.

Mir wëssen, dass den Transportminister amgaang ass eng Etüd opstellen ze loossen oder amgaang ass ze préiwen, ob et net méiglech wär déi Schinne vun der ARBED am Süde vun der Friche Belval ze kräizen, fir also net mussen driwwer ze fueren, dann hätte mer deen Ouvrage an dat Geld gespuert. Mir hoffen natierlech, dass déi Etüd positiv ass, well dat mécht d'Saach méi liicht. Mir mengen awer och, dass, esouguer wann déi Etüd negativ wier, all déi aner Argumenter nach ëmmer richteg sinn an et iergendwann eng Kéier noutwendeg ass, dass ee sech mat där Fro an deenen Terme beschäftegt.

Mir musse kënnen all déi Terrainen ënnertenee verbannen, ouni ëmklammen ze musse vun der Schinn op en anert Transportmëttel. Ouni dat ass dee Modal split vu 40/60, an doriwwer eraus vu 25/75 fir d'ganzt Land eiser Meenung no illusoresch. An et geet net duer prinzipiell dofir ze sinn, et muss een och tatsächlech praktesch dofir sinn a sengen Décisiounen an an deem wat ee mécht.

Dofir kritt och d'Ouverture vun der Rockhal den 19. Juni eng ganz speziell Bedeitung. Och dat ass net einfach, well d'Ouverture vun der Rockhal fënnt statt op engem Chantier. Et ass net hiren eegenen, mä dee ronderëm. Och do ass et net evident sech virzestellen, dass dat scho vum éischten Dag u ka mat Liewe gefëllt ginn.

Den Usproch ass awer, dass dat fäerdeg bruecht gëtt - an all d'Effortë lafen am Moment, wou mer elo schwätzen, ganz däitlech an déi dote Richtung -, dass wierklech probéiert gëtt deen Dag massiv, mat der Ënnerstëtzung vun all de Partner vum Ministère, vun der CFL, an déi dote Richtung ze goen. Dat ass och e Punkt wou mer hoffen, dass dat sech bis den 19. Juni an déi dote Richtung confirméiert. Soss hätte mer och do erëm eng Kéier de Rendez-vous verpasst an da wieren eis Deklaratiounen an Zukunft op deem dote Punkt vill manner wäert, wéi de Professer Brändli, deen hei scho méi oft zitéiert ginn ass, gesot huet: „Alles, wat am IVL steet, ass richteg a gutt." Mä wann Der dat, wat Belval-Ouest betrëfft, an deem Konzept net fäerdeg bréngt ze realiséieren, da braucht Der iwwert de Rescht net méi ze schwätzen.

Esou einfach ass de Match ëm deen et geet. Esou einfach ass en den Enjeu an esou einfach wäert et och sinn, eis kollektivpolitesch Leeschtung an enger relativ kuerzer Zäit ze moossen an ze jugéieren.

En zweete wesentlechen Aspekt, wou en Testfall stattfënnt, dat ass de Volet vun der Energie. Och do ass et wichteg, dass ee bei dësem Site probéiert dat Machbaart erauszeschloen: verbrauchssäiteg, op Säite vun de Gebaier, déi realiséiert ginn, awer och alimentatiounssäiteg.

Och do hunn d'Saachen sech net vum selwen agestallt. Och do hunn notamment d'Gemengen e ganz wesentleche Rôle gespillt fir dofir ze suergen, dass mer haut Energiekennwerter hunn, déi lafend kënnen adaptéiert ginn, déi haut zu deene strengsten zielen, déi am Land iwwerhaapt ugewannt ginn. An d'Gemengen hunn och wesentlech dozou bäigedroen, dass et elo zum Dépôt vun engem Projet de loi komm ass fir d'Kreatioun vun enger Sociétéit SUDCAL, déi sech domadder beschäftegt d'Hëtzt vun der TGV vu Rammerech auszekoppelen an domadder net nëmmen de Site Belval-Ouest ze alimentéiere mat Hëtzt, mä och nach eng ganz Partie Siten do ronderëm, fir dass mer dem Usproch vun der Energie gerecht ginn.

D'drëtt Stéchwuert, dat ass de Kontext vum IVL. Dat Konzept ass e wichtegt Konzept, well et déi éischte Kéier probéiert der Politik an der Landesplanung e Stellewäert ze ginn, dee wichteg ass an dee gewiichteg ass par rapport zu der Dynamik an zu den Intérêtë vun den eenzelnen Investisseuren, déi et am Land ka ginn.

Et ass awer wichteg, wann ee kuckt wéi vill am Moment op de Frichë muss entstoe fir se kënnen ze revitaliséieren, dass ee gläichzäiteg op anere Projeten eventuell méi lues mécht. Do ass d'Regierung gefuerdert insgesamt, speziell natierlech den Innenminister, fir dofir ze suergen, dass net parallell zwee, dräi, véier grouss Projeten op zéng, 15, 20 Kilometer Loftlinn vunenaner stattfannen. Besonnesch wann ee weess, wéi deier d'Entwécklung vun de Frichen ass. Dat sinn Terrainen au départ, déi déi Course untriede mat engem klenge Retard, well bis déi Terrainë vun de Frichen viabiliséiert sinn, muss scho ganz vill Geld investéiert ginn. Et ass e Coût, dee sech iergendwann eng Kéier muss an de gesamte Coûten an an de Gesamtpräisser erëmfannen.

A wann een da weess wéi deier déi Terrainen do ginn, da muss d'Regierung dofir suergen, dass aner gläich oder ähnlech gelagert Projeten, déi net op Frichë stattfannen, net kënnen esou séier virugoen.

Mir kënnen net gläichzäiteg behaapten, am Geescht vum IVL, mir wëllen d'Frichen développéieren aus enger ganzer Rei vu gudden a gedeelte Grënn heibannen, a gläichzäiteg aner gréisser Entwécklungsprojeten, déi direkt Konkurrente kënne sinn, och nach ënnerstëtzen. Da geet déi Rechnung net op an do ass d'Politik gefuerdert. Grad esou wéi se gefuerdert ass, fir dass den IVL eng Kéier Realitéit gëtt.

Et ass eng politesch Fro, wou de politesche Wëlle muss zielen, wou de politesche Wëlle muss bewise ginn, well soss ass d'Konzept IVL Makulatur. A wa mer de politesche Wëllen net dofir hunn, hei elo dofir ze suergen, dass d'Konkurrenzbedingunge fir d'Frichë korrekt sinn, da kann een och elo scho behaapten, dass de Projet IVL selwer dem Echec vouéiert ass. Well béides gläichzäiteg ze maachen, d'Frichë revitaliséieren an där dote Gréissenuerdnung, ech schwätze vun insgesamt 600 ha, a gläichzäiteg op der grénger Wiss Entwécklungen toleréieren, dat geet net op. A wann een de Leit eppes anescht zielt, dann zielt een de Leit ganz einfach eppes wat net stëmmt.

E lescht Stéchwuert ënnert der Iwwerschréft Testfall, dat ass, dass déi Frichen och engem aneren Usproch nach musse gerecht ginn. Nämlech deem, datt se mussen un déi Gemenge ronderëm ugebonne ginn. Déi Zäiten, wou déi Terrainen extraterritorial waren, hu mer laang genuch kannt. Déi ARBEDs-Terrainë waren ëmmer Terrainen, déi net deene Gemenge gehéiert hunn an och net vun deene Gemenge kontrolléiert gi sinn op där hirem Territoire se eigentlech louchen.

D'Gemengen hunn oft an deene Jorzéngten entdeckt, wat op den Terrainë vun der ARBED gebaut ginn ass, wa Loftopnahme gemaach gi si vum Kadaster. Wann een dann d'Fotoen niewentenaner geluecht huet, dann huet ee gesinn, oh hei, do sinn erëm dräi Hale bäikomm, do ass erëm eppes bäikomm, obwuel am Prinzip och op den ARBEDs-Terrainen d'Baueregleementer vun de Gemengen ze gëllen hätten. Alles wat gebaut gëtt, muss genehmegt ginn. Mä wann Der kuckt wat op den Terrainë vun der ARBED an deene Jorzéngte gebaut ginn ass, dann ass d'Äntwert ganz einfach esou, dass dat do net de Fall war.

Déi Extraterritorialitéit vun den Terrainë vun der ARBED muss elo der Vergaangenheet ugehéieren. An dofir ass et wichteg, dass sämtlech Frichen net nëmmen entwéckelt ginn…

(Interruptions)

M. le Président.- Dir hutt d'Wuert, Här Braz. Ech géif déi aner Kolleege bieden, e bësse roueg ze sinn.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Dofir ass et wichteg, dass déi Terrainen, déi do entwéckelt ginn, net nëmmen entwéckelt ginn zu der Zefriddenheet vun den Investisseuren an zu der Zefriddenheet vun de Vendeure vun deenen Terrainen, mä och zu der Zefriddenheet vun de Gemengen, déi d'Gléck hunn, hoffentlech an Zukunft, nieft deenen Terrainen do ze leien. Dat heescht dass also d'Ubannung vun deene Gemengen un déi Siten do eng ganz wesentlech Fro ass.

An dat ass eng Fro, déi net nëmmen déi Gemengen, déi betraff sinn, ze léisen hunn. Ech huelen och do d'Beispill vu Belval-Ouest. Mir wëssen, dass am Transportministère zënter laangem de Kritär applizéiert gëtt, dass eng Ënnerstëtzung vun der Regierung fir Buslinnen nëmmen dann accordéiert gëtt, wa se zumindest iwwer eng Gemengegrenz erausfiert an also doduerch e regionale Charakter kritt. Eng Buslinn, déi vun enger Gemeng reng op hirem Territoire agesat gëtt, ass an der Definitioun vum Ministère e lokale Problem. Sou wäit, sou gutt.

Wann een awer elo sech de Projet vu Belval-Ouest beispillsweis ukuckt, wou de Stat eleng, wéi gesot, fir seng Projeten 1 Milliard Euro investéiert, wou dagsiwwer an Zukunft 20.000 Leit sech sollen ophalen, wann dann d'Gemeng Suessem oder d'Stad Esch op de Gedanke kéim, dee Site wëlle mat hirem historesch gewuessene Kär ze verbannen, vun der Escher Säit eriwwer a vun der Friche op Esch-Centre, da kréiche mer geäntwert vum Transportministère: Wann Dir wëllt bannent Ärer Gemeng e Citybus lafen hunn, da bezuelt en och.

Dat mécht awer definitiv spéitstens bei dëse Beispiller elo kee Sënn méi. Dat mécht kee Sënn, well et selbstverständlech kee kommunale Projet ass, wat do entwéckelt gëtt. Et ass e Projet vun nationaler Bedeitung. Och vun de Käschten hier, och vu sengen Implikatiounen a vu sengen Hoffnungen hier, déi e suscitéiert, ass et en nationale Projet.

A spéitstens elo misst och um Niveau vun der Regierung am Beräich vun den Ënnerstëtzunge vum öffentlechen Transport do vläicht en Ëmdenke kommen an déi Kritäre missten e bësse méi flexibiliséiert ginn, e bësse méi nuancéiert ginn. Dat heescht, dass vläicht net méi dee geographesche Kritär eleng deen ass, dee betruecht gëtt, mä dass den tatsächleche Rôle, d'Bedeitung vun enger Linn dat ass wat gekuckt gëtt bei de Kritären, ob se da soll finanziell ënnerstëtzt ginn oder net.

Well et kann absolut net sinn, dass eng Gemeng wéi Suessem dat muss als Citybus considéréieren, wa se Belvaux-Mairie wëllt mat der Friche ubannen oder ëmgedréint, fir d'Stad Esch och, an a fortiori an Zukunft fir all déi aner Gemengen, déi drukommen, déi betraff sinn, déi Frichen op hirem Territoire hunn. Och do muss en Ëmdenke kommen, soss bleiwe mir an der Logik, dass dat, wat eng Kéier extraterritorial war, och soll extraterritorial bleiwen. An och dorauser, aus där Insellogik, wollte mir jo alleguerte mat dësem Projet erausklammen.

Drëtt Stéchwuert, wat een och hei muss ënnersträichen, dat ass, datt déi ganz Entwécklung vun de Frichen net nëmmen en nationale Problem ass, mä och fir d'Gemengen eng nei Erausfuerderung duerstellt, eng Erausfuerderung, fir déi keng Gemeng bis elo Unhaltspunkter an Erfahrungswäerter hat. Déi Gemengen, déi bei Belval-Ouest participéieren, hunn och do eng ganz Partie Saache misse léieren. Och vun der Gréissenuerdnung, vun der Envergure hier ass dat fir kommunal Déngschter net evident.

Dofir menge mir och, dass et absolut noutwendeg ass, dass dat wat elo zënter enger Zäitchen am Käim besteet, nämlech dat Syndikat Pro-Sud, dass dat Syndikat ganz séier méi staark gëtt, dass dat Syndikat ganz séier méi aktiv gëtt, dass all d'Gemengen sech dofir interesséieren, wat am Süde geschitt op de Frichen, well d'Stäerkt an d'Réckrat, wat d'Gemengen hu par rapport zu den Investisseuren a par rapport zum Stat, dat ass a priori e Match, deen net gewonnen ass. Et brauch ganz vill Kompetenz fir do matzehalen.

Wann ee kuckt wat d'Agora, d'Entwécklungsgesellschaft vun de Frichen, haut fir ee Staff huet, wéi déi équipéiert si mat Leit, wéi déi zougeschafft kréie vun de Ministèren, wat do ee geballtenen Know-how an eng geballte Kompetenz hannendru steet, fir dat virunzedreiwen, da sinn d'Gemenge gefuerdert fir do matzehalen an och nach par moment driwwer ze trancheieren, doduerch datt si d'Genehmegungen ausstellen. D'Gemenge musse jo iergendwann eng Kéier kënnen dat, wat do gesot gëtt, appréciéieren a jugéieren an iergendwann eng Kéier eng Genehmegung erdeelen oder refuséieren.

Dat kann net funktionéieren, wann d'Gemengen do eleng fir sech schaffen. Mir hunn d'Erfahrung gemaach, och do um Beispill vu Belval-Ouest, wou mengen ech eent vun de Kärelementer dat ass, datt béid Gemengen zesummeschaffen au point, dass effektiv keen Zigaretteblietche praktesch méi dotëschent passt.

Dat huet ganz villes dozou bäigedroen, dass dee Projet vu Gemengesäit esou gutt konnt begleet ginn, dass d'Gemengen ënner sech wierklech an engem neie Geescht vu regionaler Planung zesummegeschafft hunn, eppes wat vu vireran net acquis war, well et ass een dat net gewinnt esou als Gemengen zesummenzeschaffen. Dat ass hei geléiert ginn.

Mir kënnen dat Beispill wierklech nëmme recommandéieren a weiderginn un aner Gemengen, Fréiseng zum Beispill, wa si eng Friche hätten. Da wier dat och vläicht fir de Kolleeg vum ADR méi interessant wéi dat am Moment de Fall schéngt ze sinn.

Dat ass och e bësse lästeg, wann een dat ëmmer am lénken Ouer esou huet.

(Interruptions)

Ee Wuert nach zu dem Volet kommunal Zesummenaarbecht, fir ze preziséieren, dass och hei um Beispill vun Esch a Suessem eng Partie Saachen elo an d'Diskussioun komm sinn, wat ee sech am Ufank och net esou hätt kënne virstellen. Wou mir am Ufank nëmmen iwwer e PAG geschwat hunn, sou si mir mëttlerweil esou wäit, dass mir iwwert d'Gemengegrenzen an iwwer Froe vu kommunalen Taxen diskutéieren, well einfach gespuert gëtt, dass d'Zesummenaarbecht tëscht de Gemengen déi beschten Äntwert ass fir kënnen engem staarken Investisseur wéi der Agora ze begéinen.

Et weess een, wou déi Zesummenaarbecht tëschent Esch a Suessem ugefaangen huet, et weess een net, wou si wäert endegen. Verschiddener schwätzen dovun, dass et eng gutt Iddi kéint sinn, dass Esch a Suessem iergendwann eng Kéier fusionéieren. Ech halen dat e bësse fir Zukunftsmusek, mä och Zukunftsmusek ass eng Weis, op déi ee kann danzen, a - wie weess - aus deem Bal gëtt nach vläicht eppes.

Lescht Stéchwuert ass dat vun der Erausfuerderung iwwert d'national Grenzen eraus. Dat ass vläicht dee Volet, wou mir am Moment nach am meeschten hannendrun hippen. Mir hunn tëscht de Gemengen eng excellent Kooperatioun, d'Zesummenaarbecht mat den Investisseuren ass eng gutt, d'Zesummenaarbecht mat der Regierung ass eng gutt, mä et huet een d'Gefill, dass, an dat ass och eng Fro un d'Adress vun der Regierung, d'Zesummenaarbecht mat der franséischer Säit nach net esou gutt ass wéi se kéint sinn.

Wëssend dass dat net einfach ass - a Frankräich geet alles bis erop op Paräis an déi sinn am Moment vill beschäftegt -, ass et awer trotzdeem noutwendeg, dass een déi Kooperatioun um Regierungsniveau vläicht nach e bësse méi verdéift wéi dat elo de Fall ass, well eng vun de Geforen a vun de Suergen, déi jo déi Gemengen hunn, déi betraff sinn, ass déi, datt mir op eiser Säit vun der Grenz eis mat ganz vill Opwand a ganz vill Energie dorëms bekëmmeren héich Qualitéiten ze kréie fir de Strukturwandel fäerdeg ze bréngen, dass mir kéinten honnert Meter niewendrun déi aner Säit vun der Grenz genau dat kréien, wat mir net wollten, nämlech eppes wat wesentlech méi „low budget" ass, wat awer do Potenzial eraussuckele geet, an dann hätte mir am Fong geholl net sou vill geschafft, wéi mir eis virgeholl haten.

Mir mengen, dass d'franséisch Säit kann dovunner iwwerzeegt ginn, dass och si kënnen un deene Projetë vun engem héijen Niveau en Intérêt hunn. Och hir Säit, déi aner Säit vun der Grenz, huet déi lescht 30 Joer enorm ënnert der Stolkris gelidden. Och si bräichten eppes, wat méi an de Beräich geet vum héijen Niveau. Mir héieren och an der Lescht, dass et do op franséischer Säit Effortë gëtt an déi dote Richtung, mä mir mengen, déi misste vu Regierungssäit aus nach intensivéiert ginn, fir dass dee gesamte Projet op béide Säite vun de Grenzen déi Qualitéite kritt, déi mir eis haut virgeholl hunn.

Dat gesot, bréngen ech och domadder d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu där Motioun. Ech hu si och selwer fir déi Gréng mat ënnerschriwwen.

Da soen ech Merci all deenen, déi nogelauschtert hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Jaerling ageschriwwen. Här Jaerling, elo kënnt Dir Är Stëmm no baussen drénge loossen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, och Merci der Madame Interpellantin, dass mir hei nach eng Kéier kënnen d'Diskussioun iwwert d'Broochen opfrëschen.

Ech wëll am Virfeld awer eppes kloerstellen, wat den Här Meisch hei gesot huet, nämlech dass den ADR dogéint gewiescht wier, fir d'Frichen ze rekonverséieren. Ech mengen, hien huet eppes aus engem Kontext do erausgerappt, wat an enger anerer Diskussioun stattfonnt huet, nämlech beim 700.000-Awunner-Stat, wou déi Diskussioun war, wou mir als ADR gesot hunn, dass mir mussen e Choix de société doriwwer treffen, wat mir eigentlech wëllen, ob mir déi Croissance do nach wëllen op Käschte vun der Liewensqualitéit, oder ob mir net en anere Choix mussen treffen a méi lues optrieden.

Dat war dat, wat mir deemools gemengt hunn. Do ware selbstverständlech d'Frichë mat an der Diskussioun. Mä ech fannen dat awer net…

Une voix.- …en réserve.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- …en réserve halen.

Ech fannen dat awer net korrekt, wann een dann aus engem Kontext eppes erausrappt an dann dat wëllt duerstellen, wéi wann den ADR géint d'Rekonversioun vun de Frichë wier. Dat stëmmt net an dofir wollt ech dat awer hei kloerstellen.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Här President, mir hunn heibanne schonn des öfteren iwwert d'Frichen am Süden debattéiert. Wat elo deen neien Ament soll sinn, deen dësen Débat d'orientation erfuerdert, kann ech aus der Ufro vun der LSAP net erausliesen an och net kloer aus den Erklärunge vum Spriecher vun der LSAP. Et sollt also vläit emol erëm eng Kéier ee Bilan intermédiaire gezu ginn.

All Parteien heibannen haten d'Rekonversioun vun den Industriebroochen als grouss Chance fir de Süde bewäert. Däitlech Ënnerscheeder gouf et awer an der Fro „Eng Chance fir wat?", a wéi déi Chance soll ugepaakt ginn.

Wat den ADR als iwescht Gesetz an der Rekonversioun gesinn huet a weider gesäit an alle Projeten, dat ass d'Liewensqualitéit, d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi haut am Ëmfeld vun de Frichë liewen, mä och d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi eng Kéier op den Industriebrooche wunnen a schaffe wäerten. Dowéinst wëll ech direkt d'Tribün hei benotze fir d'Regierungsparteien dovir ze warnen, aus Käschtegrënn Aschnëtter a puncto Liewensqualitéit um urspréngleche Pilotprojet vum Site Belval virzehuelen.

Eis Fuerderung ass kloer: D'Liaison de Micheville huet integral realiséiert ze ginn. Et handelt sech hei en fait ëm eng Ëmgehungsstrooss fir Esch a fir Suessem. De geplangten Tunnel muss a senger initialer laanger Versioun vun 1.200 Meter realiséiert ginn, an dat am Intérêt vun der Liewensqualitéit vun deene Leit, déi spéider um Site Belval liewe wäerten. E kierzen, dat wier ee Verbriechen un der Liewensqualitéit vun den Nopere vun deem Site.

Ech wëll dofir och emol hei agoen op deen Hin-an-hier-Sprong, dee Verschiddener gemaach hunn besonnesch am Escher Gemengerot, wou eng Motioun presentéiert ginn ass, déi sech eestëmmeg ganz kloer fir den initiale Micheville-Tunnel ausgeschwat huet. Wou si dann awer eng Kéier hei an d'Stad gepilgert komm sinn an eng Kommissioun a wéi si dann do erëmkomm sinn, do ass dräi Wochen drop eng aner Motioun presentéiert ginn, wou d'Majoritéit dann an eng ganz aner Richtung gaangen ass. Dann ass och op eemol eng fënneft Versioun opgetaucht vun deem Tunnel, déi an der Diskussioun soll stoen.

Ech kann der Bautekommissioun vun der Chamber, déi momentan mat deem Projet befaasst ass a wou entspriechend Tendenze bestinn, fir deen Tunnel ze manipuléieren, nëmme wäermstens un d'Häerz leeën, datt si net um initiale Projet fréckele soll goen.

Käschtegrënn, dat ass dat Lescht, wat ziele muss, wann et ëm d'Liewensqualitéit vun de Leit geet. Dofir bedaueren ech och, dass d'Majoritéit am Escher Gemengerot hir Meenung esou geännert huet.

D'CSV huet sech jo kierzlech erëm an enger Pressekonferenz fir déi gesond Finanzsituatioun hei am Stat gelueft an erëm en Iwwerschoss am Statsbudget annoncéiert. D'Geld ass also do. D'Fro ass also just: Firwat notze mir et, fir d'Liewensqualitéit vun eise Matbierger oder fir gréissewahnsinneg Projeten, wéi Militärfligeren an esou weider oder déi zeg milliounenschwéier Restauratioun vun zwee verraschtenen Héichiewen an esou weider? An ech géif soen, wa mir do e bësse Gedold hätten, da géif dee Problem sech vu selwem léisen, well d'nächst Joer falen se souwisou zesummen.

Da schwätze mir och nach vun der Rockhal. Et ass traureg, dass mir elo musse feststelle, dass wa mer déi Rockhal elo termingeméiss wëllen un d'Goe kréien, dass mer dann nach musse Waasser bei d'Arcelor kafe goen, fir kënnen déi Rockhal un d'Goen ze kréien a wou och déi Transportinfrastrukturen, déi sollten am Virfeld do sinn ier iwerhaapt d'Rockhal sollt fäerdeg sinn, och nach net do sinn. Also dass hei am Fong geplangt gëtt wéi ech weess net wat, an ech géif mengen, dass dat an Zukunft awer net soll esou weidergoen an dass och muss dofir gesuergt ginn, dass elo net aus Käschtegrënn eng Rei vu wichtegen Transportinfrastrukturen hei a Fro gestallt ginn, einfach well d'Projete gestreckt ginn.

Iwwerhaapt insistéiere mir drop, datt prioritär d'Verkéiersproblematik am ganze Süden ugepaakt gëtt. Den ADR war déi éischt Partei, déi heifir ee Gesamtkonzept presentéiert huet.

(Hilarité et interruption)

Déi éischt Partei, déi am Süden ee Gesamtkonzept presentéiert huet…

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Däerf ech lech eng Froe stellen, Här Jaerling?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo selbstverständlech, Här Braz.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Den Här Robert Garcia ass jo mëttlerweil am Intérêt vum Land anerwäerts beschäftegt an ass jo net méi Gréngen-Deputéierten. Ech misst mech ieren, mä ech mengen hie war, wéi gesot, bei deene Gréngen, well hie war deen Éischten, deen dat gesot huet, an dat war net den ADR. Ausser Dir corrigéiert mech an Dir sot den Här Garcia wier en Deputéierte vum ADR gewiescht.

(Interruption)

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Fuerderen an e konkrete Plang virleeë sinn zwou verschidde Saachen.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Mir hunn et gemaach!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Fuerdere kann een alles.

(Interruptions)

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Hien huet eng Proposition de loi déposéiert, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här Braz, ech wëll lech just drun erënnere wat Dir an der Oppositioun zu Esch alles gefuerdert hutt a wat Dir spéider an der Majoritéit fäerdeg bruecht hutt ze realiséieren,…

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Genee datselwecht!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- …wa mir awer eng Kéier doriwwer schwätzen!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Also dee Luxus wäert Dir lech ni kënne leeschten, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ma do loosst lech emol iwwerraschen.

(Hilarité)

Op jidde Fall hu wesentlech Elementer vun eisem Konzept Agang fonnt an d'„Mobilitéit.lu"-Konzept vun der viregter Regierung, et wäert jo elo net och ee probéieren eis dat falsch ze maachen.

Mir maachen den Appel, datt déi Aarbechten accéléréiert ginn. Geld ass laut Finanz- a Budgetsminister jo do. Déi wichteg Dezentraliséierung, fir dass och am Süden emol konkret staatlech Projete realiséiert ginn, duerfen also net aus finanzielle Grënn gestreckt oder ganz gebremst ginn.

Op de Frichë selwer muss eng performant Verkéiersinfrastruktur stoen, ier datt d'Broochen sech erëm mat Liewe fëllen. Ech denken hei un éischter Linn u grenziwwerschreidenden öffentlechen Transport a Park-and-riden op de Grenzen. Et kann een net zum Beispill op de Brooche vu Belval bis zu 20.000 nei Bewunner op ee Site drainéieren, ouni dass am Virfeld dee Verkéiersproblem fir déi betraffe Gemenge ronderëm geléist ass. D'Brooche mussen organesch mat hirem lokalen Ëmfeld weiderentwéckelt ginn, sou dass mat den existéierenden Uertschaften a Quartieren am Ëmkrees en harmonescht Ganzt entsteet. Heifir huet den ADR och an deene betreffende Gemengeréit entspriechend Fuerderungen a Virschléi presentéiert. Och zu Diddeleng; do ass bis haut nach kee Fortschrëtt an deem Dossier ze gesinn.

An dofir meng Froen: Wéi steet et mat deem Dossier vum Laminoir de Dudelange? Wat geschitt mat deenen Terrainë wann d'Schmelz zou ass? Gehéieren déi Terrainen herno dem Stat oder der Gemeng Diddeleng oder missten se net fir richteg de Pensiounskeesen zougestane ginn aus deene jo d'Sue geklaut gi fir d'Préretraite, duerch déi den Aarbechtsplazofbau vun der Arcelor finanzéiert gëtt?

Wéi gëtt de Sanéierungsproblem geléist? Wat geschitt zum Beispill mam Frankelach, wou sou vill gréisser Projete jo scho sollten higoen a wou et nach ëmmer kee Millimeter weidergaangen ass? Kippe mir do och erëm alles op een hermetesch isoléierte Koup, wéi um Plateau du Saint-Esprit zu Esch-Belval, fir eng weider ökologesch Bomm ze provozéieren? Froen, déi sou schnell wéi méiglech musse beäntwert ginn. Sou wéi och eng Äntwert muss kommen, wat an Zukunft mat deenen Terrainë geschitt a wien zoustänneg ass, fir dat, wat soll drop kommen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här President, d'Liewensqualitéit steet bei all Projet fir den ADR op der éischter Plaz. Ee wichtegt Element vu Liewensqualitéit am Summer an eise Stied a besonnesch fir déi Matbierger, déi sech keng Vakanz um Mier oder um Bodensee leeschte kënnen, stellen d'oppe Schwemmen duer. An deem Kontext ass et ee Skandal, datt eng Aarbechterstad wéi Esch schonns zënter Jore keng oppe Schwemm méi huet, an awer och et am ganze Süden un oppe Schwemme mangelt.

Mat aller Vehemenz appeléieren ech hei, déi Chance hei och endlech ze notzen an op der Brooch vun den Terres Rouges erëm eng Schwemm ze installéieren. An der Zäit gouf et hei d'ERA, eng Plaz fir Erhuelung a Liewensfreed. D'ERA ass zougemaach ginn, well déi Verantwortlech vun der Escher Gemeng versäumt hate beim Département de la Moselle déi néideg Autorisatiounen unzefroen. Den neie Schäfferot huet a sengem Koalitiounsprogramm viru fënnef Joer dichteg ugekënnegt d'ERA erëm opzemaachen. Bis haut ass awer nach net ee Fanger kromm gemaach gi fir dat an d'Weeër ze leeën; d'Méiglechkeete wieren awer do.

Besonnesch well et ee grenziwwerschreidende Projet géif ginn, dee mat Gelder aus den europäesche Strukturfonge kéint finanzéiert ginn. Et géif ee regionalen Naturerhuelungszenter ginn, deen d'Liewensqualitéit vum Bassin minier bis eriwwer an eist Grenzgebitt kéint wesentlech verbesseren. Well, wéi gesot, de Süden ass jo net méi grad geseent mat oppene Schwemmen. Och wann elo kierzlech erëm - no méi wéi engem Jorzéngt! - déi vu Rodange opgaang ass.

Wann ech scho beim Site Terres Rouges sinn, da wëll ech nach eppes net vergiessen, dat ass d'Liaisoun tëschent Esch an Audun, déi Eisbunnsliaisoun, déi ganz wichteg ass, mä déi eiser Usiicht no awer direkt hätt misse vu vireran ënnerierdesch verluecht ginn. Dat hätt net nëmmen dem Site Terres Rouges eng Revalorisatioun bruecht, mä et hätt och d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi do zu Esch an deem Quartier wunnen, ganz grouss opgewäert. An et hätt och dee Quartier, deen niewendru läit, net eng dosemol am Dag vun deenen aneren Escher Quartieren ofgeschnidden.

Här President, am Sënn vun enger beschtméiglecher Liewensqualitéit ass et och eminent wichteg, datt op alle Frichen e seriöt Sanéierungskonzept duerchgezu gëtt. Maache mir eis näischt vir, d'Industriebroochen, dat sinn op ville Plazen héichgradeg verseuchte Biedem, wann och duerch Scheinanalysen oder duerch Buerungen iergendwéi eppes anescht soll vermëttelt ginn. Mir mussen onbedéngt unhand vun Analysen a Buerungen d'Friche kloer definéieren an no hirem Belaaschtungsgrad klasséieren an da virun allem och seriö entsuergen.

Wéi dee Problem bis elo an eisem Pilotprojet Belval versicht ginn ass ze léisen, ka mech wierklech net iwwerzeegen. Virun allem muss an Zukunft ee kloren Zäitkader definéiert gi bis wéini dass d'Arcelor hir jeeweileg Frichë sanéiert ze hunn huet.

Liewensqualitéit, dat heescht fir den ADR awer virun allem och bezuelbare Wunnraum. Mat de Broo-

chen deet sech eng gewalteg Baulandreserv op - 600 ha -, déi et ugesiichts der Explosioun vun den Terrainspräisser séier ze erschléisse géllt. D'Terrainë si knapp a mir sinn et de jonke Famillje schélleg Bauland zu bezuelbare Präisser ze erschléissen.

Et duerf einfach net méi sinn, datt mir ëmmer méi Leit zu Grenzgänger maachen, well si sech hei am Land mat engem normale Revenu keen Eegenheem an och keng Mietwunneng méi leeschte kënnen. E Land an deem ee méi wéi een Drëttel vun engem normale Revenu muss fir ee Loyer bezuelen, dat ass e krankt Land; a Lëtzebuerg läit an deem Kontext scho praktesch an der Agonie.

D'Frichë sinn eng eemoleg Chance, fir deem Trend entgéint ze wierken a wierklech erschwingbar Bau- a Wunnland unzebidden. Dofir musse vun der Politik awer déi néideg Viraussetzunge gesat ginn. Et kann net sinn, datt eng Agora ka schalten a walte wéi si wëllen an déi betraffe Gemengen nëmmen als Observateuren zougelooss ginn a geméinlech d'Sëtzunge mat laange Gesiichter verloossen. D'Agora gëtt den Toun un an ass deemno och den Haaptbénéficiaire vun deem ganze Projet.

Do derniewent gëtt et nach eng Konventioun tëschent Stat an Arcelor, wou sech de Benefiss vun den Terrainë gedeelt gëtt. Arcelor kasséiert seng Halschent netto, de Stat muss iwwert d'Gemengen awer de Gros vun den Infrastruktur re vun der Urbaniséierung droen. Arcelor muss d'Sanéierung nëmmen droen, wa se hir net ze deier gëtt, soss stierft all Projet. Dat ass esou am Gesetz festgehalen an dat muss geännert ginn, fir dass wierklech eng Chance besteet ,dass déi Terrainen zäitgerecht awer och seriö sanéiert ginn.

Esou kann ee keng seriö Planung vun deene ganze Sitë realiséieren an dofir gëtt och de Syndikat Pro-Sud zum Matleefer degradéiert. De Stat keeft der Arcelor d'Halschent vun den Terrainen of, gëtt si als Apport en nature an d'Agora eran an natierlech wäert och de Stat dann zukünfteg verdéngen un der Kommerzialiséierung vun deenen Terrainen. An och wann Terrainë fir staatlech Strukture méi bëlleg ugebuede ginn, bleift de Präis awer ze héich wann d'Sanéierung net seriö vun deem garantéiert gëtt, deen se verscholt huet, a wann de Stat nach ëmmer fir d'Begleitstrukturen zoustänneg ass.

Als ADR hale mer drop, dass d'Industriebroochen eng Prioritéit kréien, eng Prioritéit fir nei Industrien, awer och eng Prioritéit fir Wunnengsbau, an dat ier mer higinn an nach neien, onverbrauchte Buedem versigelen. Dat muss och de Gemenge kloer sinn. Duerfir musse vu staatlecher Säit awer och aus den europäesche Strukturfongen déi néideg Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir datt d'Gemengen dëser Erausfuerderung kënne gerecht ginn.

Et huet kee Sënn, wa mer periodesch hei héich philosophesch Discoursen halen, wat alles kënnt geschéien, wann net konkret Schrëtt a Richtung Realiséierung gemaach ginn. Mir hunn eng Chance fir nei Weeër ze goen. Loosse mer et zesummen upaken am Interesse vun enger Regioun, déi eng grouss Kris hanneru sech huet an neien Opschwong brauch, fir eng Zukunft mat grousser Liewensqualitéit.

Wat elo d'Motioun ubelaangt, ier ech schléissen, bon, esou feelt mer am Fong an der Motioun ee Passus, ausser deen ass am Alinea 5 mat dran, nämlech dee Passus, dass mer d'Regierung opfuerderen, dass soll deen initialë Projet vun der Micheville-Liaisoun bäibehale ginn. Wann dat awer elo esou ass, dass am Alinea 5, «à respecter les principes du masterplan Esch/Belval-Ouest, à savoir le développement urbain durable et la mixité des fonctions», déi ursprünglech Versioun vun der Liaisoun Micheville mat dra gemengt ass, dass dat do an deem Passus mat dran ass, da kënne mer dës Motioun stëmmen.

Wann dat net soll de Fall sinn, da géif ech virschloen, e Passus bäizefügen: «à réaliser la version initiale de la liaison Micheville». Dat hätte mer gär da mat dran. Wann dat net sollt de Fall sinn, da kënne mer se leider, trotz deenen anere gudde Punkten, déi an där Motioun do dra sinn, net matstëmmen, da wäerte mer eis enthalen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Domat ass…

(Interruptions et hilarité)

Pardon, Här Jaerling! Dat ass well den Här Gibéryen sech zu Wuert gemellt hat. Här Jaerling, Merci. An dann ass d'Wuert un der Regierung. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut an hei vu Revalorisatioun vun den Industriebrooche schwätzen, dann ass dat keen Exercice, deen eng Fin en soi wär, et ass villméi e konsequent an e gutt iwwerluechte Bestriewen, eist Land mat sengen 2.586 km² territorial esou global an optimal ze organiséieren, andeem mer eis um Programme directeur de l'aménagement du Territoire vun 2003 an och um IVL vun 2004 orientéieren, ouni awer d'Spillregelen an d'Instrumenter vun engem Aménagéieren a Fro ze stellen. Dës Instrumenter, dat ass de Plan sectoriel, dat ass de Plan régional, dat ass de Plan d'occupation du sol an och d'Gesetz vum Aménagement communal.

D'Industriebroochen hunn eng Schlësselpositioun fir eist Land am Sënn vun enger wirtschaftlecher, enger sozialer an enger territorialer Kohesioun. Si hëllefen eis, déi wirtschaftlech, sozial an territorial Entwécklungen op eisem Territoire ze rééquilibréieren, an droen och derzou bäi, d'Weiderentwécklung vun der Südregioun ze garantéieren.

Landesplaneresch gesinn, muss dës Regioun e Géigegewiicht kréie par rapport zur Haaptstad, well d'Haaptstad ass zentral an attraktiv, an d'Tatsaache beleeën dat och. An der Stad Lëtzebuerg wunnen 80.000 Awunner an am Ganzen hu mer do 125.000 Aarbechtsplazen. Dergéint am Süden hu mer 134.000 Awunner an 51.500 Aarbechtsplaze laut IVL. Déi eng Aarbechtsplaze sinn anescht wéi déi aner, déi eng si méi attraktiv wéi déi aner. Vergläicher hei ze maachen ass net wichteg an och net richteg an och vläicht net absolut, well de Süden huet trotzdeem eng industriell Vergaangenheet.

D'Haaptstad huet awer d'Haaptpotenzial vun den Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg. Ech géif bal soen, si erstéckt förmlech an hirem Succès, am Verkéier vun de Résidenten a vun de Grenzgänger. Duerfir brauche mer also eng Dynamiséierung vum Süden an duerfir musse mer och am Süden héichwäerteg Aarbechtsplazen an der Industrie an am Déngschtleeschtungssecteur aféieren.

Dat Ganzt bedeit net nëmmen eng Chance fir de Süden, mä och eng Chance fir d'Stad Lëtzebuerg, fir se eben ze entlaaschten, an esou kréie mer dann déi Terminologie, déi oft benotzt gëtt, eng „déconcentration concentrée". Dat kënnt Der an der Regierungserklärung oder och an aneren Dokumenter noliesen.

Hei zu Lëtzebuerg hu mer vill Frichë mat och vill Zwäng, an zwar duerch déi industriell Vergaangenheet, duerch en noutwendege regionale Cadrage, dee mer hei brauchen, an och duerch d'Ofstëmmung an d'Zesummenaarbecht tëschent Ministerien, tëschent Gemengen, tëschent dem Stat an de Gemengen, an och tëschent Öffentlech a Privat. Mir hu vill Exigenzen, an hei soll een dee Prinzip «qui trop embrasse mal étreint» wierklech wouerhuelen, ëmsou méi déi budgetär Mëttelen net méi esou sinn, wéi nach an de Joren 1999 an 2000.

Mir brauchen also eng kohärent Strategie tëschent de Brooche par rapport zur ganzer Regioun, jo souguer par rapport zum ganze Land, mat Prioritéiten, mat enger genereller Koordinatioun an engem Suivi, wat jo elo och schonn hei ugeklongen ass. Well vun deem wat realiséiert ginn ass, dee Suivi ass och ganz wichteg, an deen ass jo och an där Motioun, déi d'Madame Mutsch déposéiert huet.

Haut geet et also drëm de Punkt ze maachen, am Fong geholl ëmfaassend Informatioun ze ginn, dat huet d'Madame Mutsch jo gefuerdert, ze kucken, wéi et weidergeet, awer och d'Zwäng ze analyséieren, oder deenen, déi mer hunn, Rechnung ze droen.

Ech wollt also kuerz en historesche Réckbléck maachen. Déi ganz Problematik iwwert d'Frichen ass schonn an de 70er Joren ugaangen. Du goufen et éischt Restrukturéierungen am Kader vun den industriellen Aktivitéiten. Ech erënneren un d'al Tannerië vu Wolz, oder och un Iechternach, u Monsanto. 1981 huet och schonn de Stat e puer honnert Hektar vun der ARBED opkaaft, fir nei Industrien dohinner ze setzen. Dat war am Raum Beetebuerg/Diddeleng, am Raum Déifferdeng/Suessem, an och am Raum Rodange, wou d'MMRA jo net méi fabrizéiert huet, op deene 87,1 ha, an do ass jo 1985 de PED entstanen, deen eng Valorisatioun vun de Frichen iwwert d'Grenzen eraus sollt brëngen. Haut hu mer do siwen Industrien a 750 Aarbechtsplazen.

An den 90er Joren hu mer nach eng Kéier eng aner Entwécklung kritt an eisem Land, duerch d'Elektrohéichiewen, déi ageféiert gi sinn. Doduerch ass dat soziaalt Ëmfeld am Süden nees markéiert ginn, an 1996 hunn de Stat an d'ARBED an d'Syndikater sech zesummen an der Tripartite gëeenegt fir eng Etüd ze maachen, fir ze kucken, wéi kënnen d'Territoiren, déi betraff sinn, ekonomesch a sozial nei belieft ginn op Basis vun den Entwécklungspotenzialer vun dësen alen industrielle Siten.

Doraus ass dunn den GIE-ERSID entstanen, dat war am September 1996, an deemools ass dunn déi Agiplan-Etüd gemaach ginn, oder dat Dokument, dat Enn 1998 am ganze 650 Hektar opgewisen huet, mat zéng Siten, wouvu véier Sitë virrangeg behandelt sollte ginn. An esou ass déi Geschicht weidergaangen. De Conseil de Gouvernement huet - et war November 1999 - de Ministère de l'Aménagement du Territoire mat dësem Dossier chargéiert. Also säit deem Datum ass den Innenminister a Landesplanungsminister mat dësem Dossier befaasst.

D'Madame Mutsch hat scho vun deem Rapport geschwat, deen am Joer 2000 hei an der Chamber vum fréieren Innenminister Michel Wolter gemaach ginn ass, deen d'Konklusioune vun där Etüd confirméiert huet, an och d'Prioritéit fir de Site Belval-Ouest festgehalen huet. An där Zäit gouf et och vill regional Konferenzen, et goufe vill öffentlech Sitzungen zu Suessem, zu Esch. De Motto war deemools: Informatioun a Sensibiliséierung vun der Bevölkerung fir Suggestiounen ze kréien, d'Bedierfnesser an d'Ängschte vun de Leit ze verstoen. An deemools ass och dann d'Agora gegrënnt ginn.

Déi Situatioun vun deemools huet dozou geféiert, dass déi Acteuren an déi Gestiounsorganen, déi mer haut hunn, dass et mengen ech derwäert wier, eng Kéier kuerz och op si zréckzekucken. Ech hat gesot, de Landesplanungsminister huet säit November 1999 d'Koordinatioun vun den Industriebroochen. Duerfir brauche mer dat och net méi, Madame Mutsch, an d'Motioun ze schreiwen. Dass de Ministère de l'Aménagement du Territoire d'Koordinatioun huet, dat ass evident. An ech géif och herno proposéieren, dat ewechzeloossen.

Deemools sinn d'Objektiver festgehale ginn, wéi mer musse virgoen. Et ass en neie Wee gewiescht, et ass festgestallt ginn, dass e Gesamtkonzept an engem regionale Kader misst opgestallt ginn. Dernieft huet missen d'Complémentaritéit vun deenen eenzelnen Aarbechte garantéiert ginn, wat net einfach war. Et hu missen adequat Entwécklungs-, Entscheedungs- a Begleedungsstrukture geschafe ginn. D'Gemenge sinn an dee ganzen Entwécklungsprozess agebonne ginn. De Projet Belval-Ouest, wéi ech et scho gesot hunn, ass virrangeg behandelt ginn, an et hunn och missen Zukunftsperspektive geschafe ginn.

An deemools - et ass haut schonn e puermol ugeklongen - ass och gesot ginn, hei ass eng eemoleg Chance fir déi Regiounen, wou déi Brooche sinn, an dat géllt dann haut a besonnesch fir de Süden, well relativ vill Broochen am Süde vum Land sinn. Esou sollt dann eng aner Notzung vun den Arealer gemaach ginn, déi sech no nohaltege Kritären, dat heescht wirtschaftlechen, ekologeschen a soziale Kritären orientéiert. Dëse ganz komplexe Prozess war net einfach, well vill Verhandlunge stattfonnt hunn an et hu misse reglementaresch Texter opgestallt ginn.

Deemools ass dann och scho festgehale ginn, wa mer wëllen eng effikass Gestioun kréien, da muss dat Ganzt integréiert ginn an eis Landesplanung. Dat geschitt jo am Süden - et ass och haut scho méi wéi eemol gesot ginn - iwwert de Plan régional Sud. D'Verhandlunge mat der ARBED hu misse gemaach gi fir Terrainen ze kréien, dat ass jo och gelongen. Et huet missen eng Entwécklung gemaach ginn, géif ech soen, no engem integrative Schema vum Transport, an zwar an der Groussregioun hei zu Lëtzebuerg an och an der Regioun Süden. An et ass och gefuerdert ginn, dass de Stat misst direkt intervenéieren an den Infrastrukturaarbechten, fir ze garantéieren, dass d'Erschléissung vun den Terrainë kéint 100%eg geléngen.

An een anert Haaptobjektiv, wat sech deemools gesat gi war, dat war dat fir d'Dezentralisatioun konkret ëmzesetzen, an ech menge mir sinn och do um richtege Wee. Déi betraffe Gemenge sinn an d'Entwécklungsprozesser ageschloss ginn. Dat ass och gutt gelongen, géif ech haut soen. An et ass och gekuckt ginn no potenzielle Partner am Privatsecteur fir konkret Projeten ze realiséieren, an där kann ech lech haut e puer nennen. Et sinn der och schonn e puer virdrun ugeklongen.

Et muss een also feststellen, dass mer hei en neie Wee gaange sinn, deen net einfach war. Well hei hu missen de Stat, d'Regioun an d'Gemengen zesummen iwwert e Plan régional eng Opwäertung vun de Siten, déi am Agiplan waren, virhuelen, an dat mat enger Prioritéit, wéi et scho puermol haut ugeklongen ass, fir Belval-West, awer och mat enger schneller Realisatioun vun den Infrastrukturen. Dat war also eng Equatioun, déi net einfach ass.

An haut musse mer feststellen, dass säitdeem d'Saache gutt weidergaange sinn, an dat och am Respekt vun de Prinzipien, déi festgehale goufen, wann ech zum Beispill vu Belval-West schwätzen, och wann net all Objektiver - an dat muss ee kloer soen - erreecht goufen. Ech wäert och herno op eenzel Aspekter agoen.

Säit der Schafung vun der Agora, also am Oktober 2000, huet de Ministère de l'Aménagement du Territoire d'Missioun vun enger politescher Koordinatioun an der Ëmgestaltung vun den Industriebroochen, an dëst, an dat muss een ëmmer nees widderhuelen, an engem regionale Kontext. D'Agora bekëmmert sech ëm d'Ëmgestaltung als solch um Site selwer, also sinn d'Missioune ganz kloer opgedeelt. Mä de Ministère de l'Aménagement du Territoire brauch och d'Mathëllef vun deenen anere Ministèren, déi ganz wichteg Acteure sinn.

Ech wëll hei zum Beispill den Ekonomieminister nennen, deen eng historesch Virreiderroll gespillt huet am Aménagement du Territoire. Hie géréiert haut jo och nach déi wirtschaftlech Aktivitéitszonen. Ech muss de Minister vun den öffentleche Bauten, deen och hei ass, de Claude Wiseler hei nennen, well hie spillt eng éischt Gei, géif ech soen, bei der Ëmsetzung vun de Konzepter an hie garantéiert am Fong geholl, dass d'Frichen un dat öffentlecht Stroossennetz ugebonne ginn. Och beim Realiséiere vun den öffentleche Baute spillt en eng éischtklassesch Roll. An datselwecht géllt och fir de Lucien Lux, deen och hei ass, als Transportminister. Hie soll u sech de Garant si fir de 25/75 Modal split, eng politesch Haaptzilsetzung, déi mer eis ginn hunn, fir déi ëmzesetzen. An dat heescht jo, dass mer op de Frichë mussen e 40/60 Modal split kréien.

Et kéint ee soen, den Dossier Industriebrooche kann nëmmen eng „success story" ginn, wa mer horizontal an och ganz gutt Zesummenaarbecht kréien tëschent alle Ministèren, déi betraff sinn, awer och muncher, déi nëmme punktuell gebraucht ginn, wéi zum Beispill d'Ëmwelt an d'Kultur, déi mussen hei agebonne ginn.

Een aneren Acteur, deen net ze ënnerschätzen ass an dee ganz wichteg ass, ass de Regionalsyndikat Pro-Sud. Hie gouf jo '99 vun 12 Gemengen an d'Weeër geleet, iwwer eng Déclaration d'intention fir e Plan régional ze maachen, op Basis vum Landesplanungsgesetz vun '99. Deemools sinn och regional Konferenze gemaach ginn, Versammlunge gemaach ginn, an dee ganze Syndikat, géif ech soen, fonctionnéiert ganz gutt. Et sinn zwee Delegéierter vum Pro-Sud, déi sinn am Koordinatiounscomité Belval-West. Dat sinn d'Buergermeeschtere vu Suessem a vun Esch, mä si sinn awer do dran als Vertrieder vum Pro-Sud.

D'Objektiv war och hei, eng Opwäertung an eng Promotioun vun der Identitéit vun der Regioun Süden, an zwar am Kader nees, wéi ech et schonn eng Kéier gesot hunn, vun enger nohalteger Entwécklung. A wann ech dat da global kucken, gesinn ech, dass de Regionalsyndikat Pro-Sud eng virrangeg Roll muss spillen am Prozess vun der Ëmgestaltung vun den Industriebroochen hei am Süden. An dat ass och scho geschitt, zum Beispill bei der Zukunftskonferenz, déi mer d'lescht Joer haten, wat eng flott Initiativ war.

D'Agora, si spillt dee Rôle, dass si déi Siten aménagéiert an entwéckelt a kommerzialiséiert, déi hir zougesprach goufen am Agiplan. An d'Gemengen, déi spillen och eng ganz wichteg Roll ausserhalb vum Pro-Sud. D'Gemenge mussen, an dat ass ganz wichteg, ech géif mengen dat wär vu wesentlecher Bedeitung, sech ganz a voll mat der Ëmgestaltung vun de Broochen identifizéieren. Dat kann natierlech dozou féieren, datt interkommunal oder regional Iwwerleeungen afléissen, déi iwwert déi eege kommunal Interessen erausginn. Dann ergëtt sech natierlech alt emol, dass déi strikt Eegeninte-

resse vun de Gemenge musse relativ zréckgestallt ginn, zum Beispill regional Konstellatioune mussen a Betruecht gezu ginn.

Et ass also noutwendeg, dass d'Gemenge realiséieren, datt de Stat am Fong geholl hir Interessen an och déi regional Interesse muss betruechten. Et kënnten natierlech och Situatiounen entstoen, dat wëll ech och emol hei eng Kéier op dëser Plaz soen, déi vläicht lokal wéidinn, dofir awer zu enger regionaler an nationaler Solidaritéit bäidroen.

De Stat muss awer doriwwer eraus och de Subsidiaritéitsprinzip respektéieren. Dat heescht, wat den Impakt vun der Ëmgestaltung vun de Brooche méi e grousse lokalen Afloss huet, wat d'Gemenge méi mussen d'Méiglechkeet kréien, fir an der Ëmgestaltung matzeschwätzen. An dëse Prinzip, mengen ech, deen zielt besonnesch fir déi kleng Broochen, där mer e puer am Süden hunn, wou nëmmen eng Gemeng am Spill ass, dat ass d'Lentille Terres Rouges zu Esch, dat ass d'Gemeng Diddeleng, déi nei Brooch zu Diddeleng, an och de Funiculaire zu Déifferdeng.

Ofschléissend géif ech gär soen, egal wéi et och ass, d'Gemenge mussen ëmmer agebonne ginn, mä et däerf ni vergiess ginn, dass d'Entwécklungspotenzialer regional an interkommunal och spillen.

Ech wollt kuerz op déi eenzel Frichen agoen. Fir d'éischt emol d'Friche Belval, wou jo vill schonn haut de Mëtten driwwer diskutéiert ginn ass. Si ass d'Priorité des priorités. 120 ha op de Gemengen Esch a Suessem. 1,3 Millioune m². Hei solle Wunnen, Déngschtleeschtung, Commerce, Handwierk an Accueil vu mëttelstännege Betriber gemaach ginn. Wann een zréckkuckt, da gesäit ee ganz kloer, dass déi Engagementer, déi geholl gi sinn, stinn. An duerfir, déi Ängschten, déi d'Madame Mutsch hat, do kann ech soen, wat d'Cité des Sciences ugeet, do gouf de 15. Juni 2001 décidéiert, e Kaderprogramm gouf do opgesat vu 426.000 m² mat engem Invest vun enger Milliard Euro, iwwer eng Entwécklungperiod zwësche 15 an 20 Joer, an haut steet d'Regierung och nach dozou.

De 25. Juni 2002 gouf d'Gesetz iwwert d'Kreatioun vum Fonds Belval gestëmmt, mat der Missioun dass dësen Établissement public soll fir de Stat op den Terrainë bauen, déi dem Stat gehéieren. Och do ass eng kloer Linn. An de 6. Mäerz 2003 huet de Conseil de Gouvernement och eng Lëscht opgestallt mat Prioritéite vun aacht Projeten, déi vum Fonds Belval solle realiséiert ginn an iwwer eenzel Gesetzer finanzéiert ginn, mat enger Globalausgab, et ass schonn de Mëtten ugeklong, vun 327.400.000 Euro.

Hei kann ech och nëmme kloer soen, datt d'Regierung zu dësem Engagement steet, an ech weess, dass de Claude Wiseler versicht dësen Engagement esou ze tätegen, dass e méi bëlleg ka bauen. E Souci, dee mer och an anere Beräicher als Stat scho versichen ëmzesetzen.

Wann ech d'Aktivitéite vun 2000-2004 kucken, stellen ech fest, dass den Ëmbau vum Site 2001 ugelaf ass. Duerno sinn d'Schinnen ëmgeluecht ginn, et sinn Démolitiounsaarbechte gemaach ginn, de Masterplan vum Jo Coenen hu mer de Moment, an dee fonctionnéiert a gëtt respektéiert, d'PAGë sinn ëmgeännert ginn, et sinn zwee PAPen adoptéiert ginn a säit dem 18. Juli 2003 hu mer och eng Konventioun tëschent der Agora, der Gemeng Esch an der Gemeng Suessem.

Privatinvestisseuren, et ass schonn ugeklongen, si present. D'Dexia, 35.000 m² an der éischter Phas, duerno sollen zwou Phase komme mat 25.000 respektiv 20.000 m². De Belval-Square, do soll en Accor- Hotel dohinner kommen, den Hotel IBIS vum Grupp Accor. An dann och, de Fred Sunnen hat et virdrun ugeschwat, 250 Wunnengen op Belval-Nord, an an enger zweeter Phas nach eng Kéier 300 Wunnengen dobäi.

An de Stat steet och, dat wëll ech ganz kloer soen, zu sengen öffentlechen Investen: Rockhal, Centre de recherche public Lippmann, d'Héichiewen, d'Statsarchiven, de Lycée technique, d'Cité des Sciences an och dat administratiivt Gebai.

Mä et sinn awer och nach aner Haaptelementer, déi de Stat an dësem Dossier muss a Betruecht zéien. Ech wëll fir d'éischt mol do lech d'Gesetz vum 1. August 2001 zitéieren, wat déi finanziell Interventioune vum Stat fir d'Entwécklungsgesellschaft erméiglecht. D'Gesetz vum 25. Juli 2002 wat de Fonds Belval an d'Liewe geruff huet. D'Gesetz vum 15. Mee 2003 iwwert de Bau vun der Rockhal, wou 29 Milliounen Euro verschafft ginn. De Juli 2003 gouf och d'Décisioun geholl, fir d'Faculté des Sciences op Belval ze setzen. An deen éischte Schrëtt ass do geholl ginn; dat war d'Implantatioun vum Centre de recherche public Gabriel Lippmann op dem Site. Am November 2003 gouf d'Gesetz iwwer e Centre national de la culture industrielle gestëmmt. An den 18. Abrëll 2004 gouf d'Ënnerschrëft gemaach ënnert d'Konventioun, iwwert déi de Stat Terrainen akeeft. Et geet hei ëm den Transfert vu 27,3 ha, déi fir 85 Milliounen Euro an Tranchë bis 2008 eriwwerginn.

Iwwert d'Grenzen eraus gouf och de 6. Mee 2004 en Accord de coopération ënnerschriwwen. Hei ginn d'Grenzen anescht geluecht tëschent Frankräich a Lëtzebuerg, ebe fir öffentlech Equipementer, an dësem Fall ass et d'Gare an de Park and Ride, ze erméiglechen, fir dass de Site och fonctionnéiere kann.

Déi aktuell Situatioun an d'Perspektiven, wann een déi esou kuckt, da gesäit een, dass säit dem Joer 2005, dem Ufank vun dësem Joer, dass do och d'Stroosseninfrastrukturen um Site ugefaangen hunn. Mer haten do en dueblen Objektiv. Den Accès vun der Rockhal huet misse garantéiert ginn, well d'Aweiung, déi fënnt jo am September dëst Joer statt.

An och d'Dexia soll bis den Oktober 2006 d'Dieren opmaachen. Ech mengen dëse Pari wier eis gegléckt. De Stahlhofplatz, dee soll bei der Dexia entstoen, do leien d'Resultater vum Concours vir an d'Aarbechte sollen och hei 2006 am Ufank vum Joer ufänken, an da kréie mer also eng Verbindung zwëschent dem Dexia-Gebai an der zukünfteger Gare.

Wat d'Privatinvestisseuren ugeet, do muss een dräi Elementer a Betruecht zéien.

Éischtens - ech hat et scho gesot -, Belval-Nord 250 Wunnengen, hei ass de Bau-Ufank fir Enn 2005, also Enn vun dësem Joer, an d'Ënnerschrëft vun de Verkafskontrakter mat fënnef Investisseuren, déi no engem Workshop Logement aus dem Joer 2004 sélectionnéiert goufen, si gemaach. De Projet de PAP soll dësen 10. Juni op der Gemeng Suessem deponéiert ginn - also dat ass net méi laang, Här Sunnen, dat wäert an deenen nächsten Deeg sinn.

Et gouf och eng Ënnerschrëft gemaach ënner ee Contrat de développement mat engem hollännesche Grupp Multiplan, dee wëllt eng Mixstruktur vun 30.000 m² bauen op den Horizont 2009-2010; hei solle Fräizäitspektakelen, Déngschtleeschtungen a Commerce an der Complémentaritéit zur Rockhal entstoen.

Et gouf och eng Ënnerschrëft gemaach ënner ee Contrat de développement mat dem hollännesche Grupp Condor, iwwer 45.000 m² op den Terrassë vun den Héichiewen an och mat engem Horizont 2009-2010. Dëst geschitt dann nieft der Dexia an och hei muss Mixitéit entstoen: Déngschtleeschtung, Commerce a Wunnengen. Mir gesinn also, dass deen Dossier weidergeet.

A wat sinn dann elo am Fong geholl d'Aarbechte vum Fonds Belval an dësem Dossier, well si spille jo och eng wichteg Roll?

Déi éischt Aarbecht, mat där si befaasst waren, dat war de Groussbau vun der Rockhal, vum Centre de musique amplifiée. Dëse Chantier ass ugaangen am Juni 2003 - a mir hunn et schonn e puermol haut héieren - an den éischte Concert ass den 19. Juni dëst Joer.

D'Gesetz iwwert d'Stabilisatiounsaarbechte vun den Héichiewen an der éischter Phas gouf jo de 15. Oktober 2003 gestëmmt. Hei sinn och schonn éischt Hëllefsaarbechte gemaach gi fir dat Ganzt ze stabiliséieren.

De Projet de loi iwwert d'Nationalarchiven an de Projet iwwert d'Cité des Sciences sinn de 7. Juni 2004 an der Chamber déposéiert ginn. An zwee aner Projete sinn och ganz gutt weidergaangen: an zwar dee vum éischten administrative Gebai an och dee vun där sou genannter Pépinière d'entreprises, si wäerten deemnächst an der Chamber als Projet de loi déposéiert ginn.

2004 gouf och e provisorescht Gebai gebaut fir de Centre de recherche public Gabriel Lippmann. Hei gëtt jo och scho geschafft. Och eng Angscht, déi d'Madame Mutsch ausgedréckt hat, d'Gesamtstudien iwwert d'Cité des Sciences sinn amgaangen a sinn och um richtege Wee, sou dass mer also och do keng Ängschte brauchen ze hunn.

Wat de Lycée technique vu Belval ugeet, do leien d'Resultater vum Architekteconcours vir, déi ginn den 18. Juni proklaméiert.

Dann nach e ganz wichtege Punkt an deem ganzen Dossier, iwwert dee mer och scho vill an dem Regierungsrot an hei an der Chamber diskutéiert hunn, dat ass d'Liaison Micheville, déi soll jo - hat ech virdrun héieren - de 16. Juni hei an der Chamber diskutéiert ginn. Dës Liaison Micheville ass d'Réckgrad vum Stroossennetz vum Site Belval-West. Si soll am Fong geholl déi franséisch Grenzregioun mat dem Lëtzebuerger Stroossennetz verbannen. De Prinzip vun der Realisatioun gouf schonn - dat wësse vill Leit net méi - am November 2001 um Sommet vun der Grande Région geholl.

D'Trass geet jo ënnert dem Site duerch an do entsteet e flotte städtesche Boulevard am lokale Stroossennetz vum Site, deen an de Contournement vu Raemerich erageet. D'Regierung hält och drop, dass d'Verkéiersverbindungen um Site schnellstens assuréiert ginn an duerfir gëtt d'Liaison Micheville iwwer zwou parlamentaresch Etappen an der Chamber realiséiert.

Déi éischt also dëse 16. Juni limitéiert sech op de Bau vum Tunnel an der städtescher Zon vum Site an och op den Accès-Sud, deen iwwer e provisoreschen Uschloss un den CR 168 gemaach gëtt. Deen zweeten Deel brëngt am Fong geholl de Passage ënnert der Eisebunnsnetz an op der franséischer Säit. Hei ginn och Elementer vun der spezieller Technik vum Tunnel mat gestëmmt, d'Ëmgehung vu Raemerich an déi nei Echangeurë vun Éilereng a Lankels. Fir dësen zweete Projet insistéieren ech drop fir ze soen, dass wann dee realiséiert gëtt, muss sech ganz enk mat de concernéierte Gemengen ofgestëmmt ginn, dat ass jo och e Souci, deen an der Motioun herno erëmkënnt.

E puer Wierder zu deenen anere Siten oder deenen anere Broochen, déi mer nach am Land hunn. Nach eng Kéier fir unzefänke Rodange PED, ech hat et scho gesot, 27 ha, bis 1999 war do Stolproduktioun, hei si 40 ha industriellen Zwecken zougeféiert, de Rescht gëllt Ekologie a Fräizäit. De Moment sinn e bësse méi wéi 30 ha besat mat siwen Entreprisen - ech hat et schonn eng Kéier gesot - a 750 Aarbechtsplazen.

Déi aktuell Situatioun ass esou, dass op der östlecher Extremitéit den LTMA am Bau ass, et ass och e Kommodo amgaangen, an et muss een elo ofwaarden, wéi sech d'Contraintë vun der Ëmweltverwaltung, déi sech op dëse Site bezéien, do auswierken.

Da kommen ech zum Site Rodange Fonderie, dat sinn 11,5 ha op der belscher Grenz vum PED. Hei gouf 2002 eng Machbarkeetsstudie gemaach, dat soll eng Zone d'activité gi fir mëttelstänneg Betriber a Commerce. D'Modifikatioune vum PAG 2004 si scho geschitt. D'Erschléissungsaarbechte sollen Ufank 2006 ufänken. Säit 2002 ass och gewosst, dass déi Europäesch Kommissioun heihinner wëllt en Data-Center bauen op den Horizont 2008. Hei sinn och vill Demanden um Dësch fir sech op dësem Site ze implantéieren.

Wéi ass déi aktuell Situatioun?

Den Ëmweltministère imposéiert hei am Kader vum PAG verschidde Konditiounen, déi d'Machbarkeet vum Projet a Fro stelle kënnen. Deen eenzegen Accès soll effektiv déplacéiert ginn an et sollen nei Schutzgréngzonen dobäikommen.

Ech kommen zum Terrain Terres Rouges, dat sinn 11 ha Lentille an 80 ha Crassier, dovun 2/3 a Frankräich. Hei gouf d'Machbarkeetsstudie 2003 lancéiert, hei soll am Fong geholl dat globaalt Konzept, déi städtesch Agglomeratioun erlaben sech u Belval unzeschléissen. Hei sinn d'Territoirë vun Esch, Russange an Audun-le-Tiche betraff, hei brauche mer och eng Mixitéit: Gréngflächen, Wunnen, Déngschtleeschtung, Handwierk, Commerce, öffentlech Equipementer. Déi éischt Phas, déi virrangeg ass, ass déi vum Bau vum Lycée Hubert Clement. Hei gouf och e Projet gemaach wou de Lycée soll lokaliséiert ginn an dat ass gemaach gi mam Accord mat der Stad Esch.

Wéi ass de Moment déi aktuell Situatioun?

Ma déi Machbarkeetsstudie op der Lentille gouf just finaliséiert vun de Bâtiments publics. Et gëtt ee gemeinsamen Accord tëscht der Agora an der Stad Esch, dass de Lëtzebuerger Stat d'Terrainen direkt keeft an dass Bâtiments publics de Lycée bauen. Et ginn ongeféier 50% vum Areal oder vun der Fläch benotzt. De Ministère du Logement gouf och kierzlech domat befaasst oder gouf kontaktéiert, fir ze analyséieren, ob et hei méiglech ass op der Reschtfläch Wunnengen ze bauen; dat muss een elo kucken.

Well wat geschitt op där Plaz, wann eng Kéier de Crassier net méi do ass? An iwwerhaapt muss ee sech d'Fro stellen - déi Fro ass un d'Buergermeeschtesch vun Esch geriicht -, wann dee Lycée do steet, hätte mer zu Esch fënnef Lycéeën a fënnef Plazen, wéi een dat hikritt, esou fënnef Sitë fir fënnef Lycéeën, dat muss een herno kucken.

De Crassier vun Éilereng, dat sinn 93 ha. Hei ass och eng Machbarkeetsstudie 2003 gemaach ginn. De Wirtschaftministère huet mat der Arcelor en Accord fonnt, fir un de Stat ze verkafen. Fir d'Zukunft vun dësem Site ass virgesinn, dass deen am Fong geholl soll eng Baureserv gi fir Hightech-Technologie-Aktivitéiten unzesidelen, an dat an der Symbios mat der Cité des Sciences vu Belval-West.

Op Basis vun enger Etüd 2002 huet de Wirtschaftsminister en neit Konzept vun enger Zone d'activité nationale op 40 ha dégagéiert, wat qualitativ héichwäerteg Aktivitéitë mam Stadraum Esch a Suessem an Aklang brëngt. Dëst ass natierlech wënschenswäert, well mir sinn nëmme 400 Meter vum Site Belval ewech an esou gëllt et och d'Verbindung iwwert den öffentlechen Transport esou ze optimiséieren a bereet ze si maximalistesch Léisungen ze sichen, fir datt mer op e Modal split vu 40/60 hei kommen; dee brauche mer an dichtbesiedeltem Raum, soss kréie mer net deen ugestriewtene 25/75 aus dem IVL an eisem Land.

Diddeleng, hei gouf am Kader vum Plang Lux 2006, deen d'Kompetitivitéit vun der Lëtzebuerger Stolindustrie soll eropschrauwen, décidéiert fir Kalwalzwierk zouzemaachen. D'Resultat ass hei eng nei Brooch an 220 Aarbechtsplaze manner, dofir wëllt de Stat an Arcelor gemeinsam Effortë maachen, fir weider nei Aktivitéiten an esou Aarbechtsplazen am Raum Diddeleng-Beetebuerg ze schafen.

De 24. Juni 2004 goufen an engem Accord tripartite de Prinzip fir Terrainen un de Stat ze transferéiere festgehalen. Hei soll e Masterplan vun der Regierung gemaach ginn. Déi eenzel Ministèren, déi betraff sinn, sollen natierlech an d'Planunge mat ageschalt ginn an zesumme mat der Gemeng Diddeleng e Konzept ausschaffen.

D'Zilsetzung ass hei wunnen, Fräizäit, Aarbechtsplazen.

Wunnen a Fräizäit: dësen Areal läit direkt beim Zentrum vun Diddeleng. Hei muss städteplaneresch geduecht ginn, well den Areal ass grouss genuch fir en neie Quartier. Am neie PAG ass och eng Zone à étude virgesinn. A mir hunn hei zu Diddeleng eng speziell Situatioun, well d'Aktivitéiten um Site u sech sinn nach net gestoppt an op där anerer Säit ass d'Entwécklung awer éischter eng, déi e lokale Charakter huet.

Diddeleng ass awer e Centre de développement régional direkt un der Grenz. Hei mussen also beim Urbanisëieren, d'lokal Schwächten a Stäerkten an dësen iwwerlokale Kontext gesat ginn, fir dass Diddeleng mar déi wichteg Roll, déi et spille muss, och iwwert d'Grenzen ewech wouerhuele kann, fir dass d'Diddelenger Zesummenaarbecht mat der Groussregioun eng positiv Connotatioun kritt.

Hei mussen e puer Zeenarioen an engem Masterplan studéiert ginn, déi sech un der heiteger Notzung orientéieren an déi fir d'Zukunft fundamental Orientéierungen duerstelle sollen.

Verschidde Projeten, déi an der Maach sinn, also scho konkret sinn an direkt dobäi leien, mussen och iwwerduecht ginn. Ech denken hei zum Beispill un e Projet vum Fonds du Logement, e grousse Projet, deen ee muss iwwerdenken.

An och den CNA an de Waassertuerm kommen an en neie Quartier vun engem neien Zentrum, dee jo iwwert d'Schinn ze erreechen ass. Duerfir sinn ech och der Meenung, dass dësen zentrale Schinnentracé duerch Diddeleng muss iwwerduecht ginn an dat a Fonctioun vun der Organisatioun vun dëser neier Brooch.

Ech hat gesot Aarbechtsplazen, well zu Diddeleng si säit den 80er Joren 2.500 Aarbechtsplazen ofgebaut ginn an net ganz komplett récupéréiert ginn. Op dëse Site kënne mer keng Schwéierindustrie setzen, well den Accès ass schwiereg fir schwéier Camionen duerch den Zentrum vun Diddeleng, dat ass net evident. Et kéint een awer Aarbechtsplaze schafen andeem ee géif eng Zone d'activité am Norde vun Diddeleng bei der Autobunn kreéieren. Dëst misst natierlech interkommunal a regional organiséiert ginn.

Déi nächst Friche, déi ech wollt uschwätzen, ass déi vun Déifferdeng-Suessem, an dat am Kontext

vun der Etüd Kordall. De Crassier Déifferdeng ass och ee vun deenen zéng Siten, deen d'Agora géréiert. Hei gouf och 2003 eng Machbarkeetsstudië gemaach. Hei gouf den Akzent op wirtschaftlech Aspekter geluecht. Et si verschidden Zeenarioë gemaach ginn, ouni awer de generelle Kontext a Betruecht ze zéien.

Mir hunn awer aus den Erfahrunge geléiert vun Esch/Belval, vun Éilereng, an och vun der Lentille Terres Rouges, dass een am Fong geholl, wann ee wëllt wierklech optimal schaffen, méi e groussen a regionale Kontext brauch. Duerfir huet de fréieren Innenminister e Raumentwécklungskonzept fir de Kordall ausschaffe gelooss, an esou gëtt de Crassier net méi a sengem lokale Kontext, mä am Kontext vun enger ekonomescher Restrukturéierung an am Kontext vun enger Rekonversioun vum Süden analyséiert. Wou sinn hei Potenzialer? Wou sinn hei Defiziter? Wou ass Spillraum? Wou ass keen?

D'Realitéit ass jo déi, dass déi eenzel Gemengen hir eege Méiglechkeeten hunn, fir op hirem Territoire ze plangen. Hei geet et am Fong geholl drëm, déi eenzel Potenzialer, déi mer hunn, openeen ofzestëmmen, fir esou e Basiskonzept fir dës Regioun ze kréien, ech géif soen eng Aart Plan régional fir de Kordall. Am Fong geholl en informellt Instrument, wat awer kommunal, interkommunal a regional Plangen an engem generellen an héijere Kontext erméiglecht, ouni déi lokal Zwäng ze négligéieren.

Iwwert de PAG konnt festgestallt ginn, dass et ee groussen Defizit gëtt an der Kommunikatioun an an der Koordinatioun am Kordall. Hei ass also iwwert d'Brooch eraus geplangt ginn, an et gëtt och elo an deem Eck Iwwerleeungen, jo ech géif soe Bestriewungen, fir déi Zone-d'activitéën am Kordall global ze kucken an openeen ofzestëmmen.

Et ass och e Zoom gemaach ginn op d'Friche Déifferdeng-Suessem, well iwwert dëse Site gouf et scho vill Iwwerleeungen, Iwwerleeungen iwwert d'Natur, iwwert d'Ëmwelt, iwwert d'Landschaft, iwwert d'Wirtschaft, iwwert den Transport, iwwert d'Fräizäit. An dëse Zoom gëtt eis d'Méiglechkeet, spezifesch Perspektiven ze entwéckelen. D'Konzept fir dëse Site ass wierklech net einfach, well en ass am Fong geholl isoléiert zum Rescht vun der Regioun. Wéi kann een dësen Areal esou aschléissen, esou dass en am Fong geholl en homogeent Landschaftsbild ergëtt?

Dëser Deeg, ech mengen et ass den 12. Juni, kënnt de Boris Sieverts an et kann een an engem vum Ministère de l'Aménagement du Territoire organiséierten Trëppeltour, géif ech bal soen, an deem Eck do sech déi Landschaft ukucke goen. Et ass nämlech e Projet SAUL, dee soll am Süden den Ëmgang vun de Stadlandschafte verbesseren oder méi kohärent maachen. An dësem Kontext also ass esou en Trëppeltour do, a fir déi Politiker, déi interesséiert sinn, den 12. Juni kënnen se sech zu Déifferdeng treffen.

Hei sinn also an dësem Projet éischt Schlussfolgerunge gezu ginn. De graffe Schéma directeur gouf opgestallt, an ech mengen, elo sinn d'Jalonë gesat fir kohärent Landschaftsvernetzung am Kordall an doriwwer eraus ze kréien. Et däerf een awer net vergiessen, wann ee vun dësem Site schwätzt, dass de Stat 33 ha kaaft huet, een Deel gehéiert nämlech zum Crassier Déifferdeng, fir hei eng Extensioun vun enger nationaler Industriezon am Pafewee ze plangen.

Nach e puer Wierder iwwert de Plateau funiculaire, d'Seelebunn vun Déifferdeng. Och dëse Plateau huet gewisen am Kader vun der Etüd Kordall, dass een aus Déifferdeng, wann ee sech konform zum Programme directeur mécht, e Centre de développement régional ka maachen, mat engem Kärsteck, wou dëse Funiculaire eng wichteg Roll spillt. Well d'Lag vun Déifferdeng ass jo geographesch net einfach fir sech auszedehnen, a vill Arealer gehéieren der Arcelor, stellen awer trotzdeem realistesch Potenzialer duer.

Hei gëtt also de fréiere Plateau vun der Seelebunn de Moment privat erschloss, an e wäert urbanistesch wäertvoll fir dës Uertschaft ginn, well et gëtt sech am Fong geholl un de Recommandatiounë vun der Etüd Kordall orientéiert. Heiduerch gëtt d'Verbindung mat Déifferdeng, mam Zentrum, mam Foussbann an och mat Uewerkuer erméiglecht, a mir kréien do an den Zentrum vun Déifferdeng e flotten öffentleche Park. Mir kréien eng zentral Lag. Et ass also e Plus fir d'Uertschaft oder fir d'Stad Déifferdeng.

Wéi solle mer elo weidergoe mat dësen Operatiounen? Mir mussen e Bilan maachen. Deen ass haut deelweis gemaach ginn, well et ass an deene leschte Joren - Dir hutt et gesinn, ech hunn elo während 30 Minutte schonn driwwer geschwat - vill gemaach ginn. Et bleift awer nach villes ze maachen. Duerfir gëtt et och Grënn, well mir hu vill Frichen, mir hu vill Zwäng vun alen Industrieanlagen, mir hunn e regionale Cadrage, dee muss gemaach ginn, an d'Ofstëmmung an d'Zesummenaarbecht tëschent de Ministèren, tëschent de Gemengen, tëschent dem Stat an de Gemengen, tëschent Öffentlechen a Privaten, ass net einfach. Ech muss och nach eng Kéier de Käschtepunkt vum Statsbudget ervirhiewen.

Et muss een awer och feststellen, dass d'regional Planung, déi wesentlech ass fir e Gesamtprojet fir Landesplanung ze maachen, net esou gutt weidergaangen ass, wéi mer eis dat hätte kënne wënschen. Mir hu festgestallt, dass d'Ëmsetze vum IVL eis vill Zäit ewechhëlt, an dass et och do u Leit feelt, fir déi Aufgaben, déi ustinn, alleguerten an Ugréff ze huelen. Hei besteet also e manifeste Risiko, däers si mer eis bewosst, dass d'Entwécklung vun de Frichen sech vun der Entwécklung vun der Gesamtregioun léist.

Duerfir musse kuerz- bis mëttelfristeg Planifikatiounen iwwert de Perimeter vun de Frichen eraus, also vun de Broochen eraus geduecht ginn, fir hei de Risque ze minimiséieren. Parallell dozou hu mer eis virgeholl, de Plan régional ze realiséiere bis an d'Joer 2007. Bis dohinner hätte mer gär e Projet de plan directeur régional fir de Süden. Dat geet awer nëmme wann all Acteure matmaachen a wa mer déi néideg budgetär Mëttelen zur Verfügung kréien.

Iwwerhaapt musse Stat a Gemengen sech an eng kohärent Démarche eraginn a sech op e puer Prioritéite fixéieren, hir Energië konzentréieren, dass mer keng Zäit verléieren, well zum Beispill bei der Uni Lëtzebuerg si mer net esou gutt weiderkomm, wéi mer dat geduecht hunn, well oft do de Recteur gewiesselt huet. Mä déi Dossiere musse mer schnellstens weiderféieren.

Mir mussen also Prioritéiten definéieren, ech hunn et gesot, an doraus ergëtt sech dann dee Phasage, deen haut schonn ugeschwat ginn ass, dee mer onbedéngt brauchen, de Phasage tëschent dem Süden, dem Site Kierchbierg, dem Südweste vun der Stad Lëtzebuerg an der Nordstad. Mir mussen hei eng gewësse Rou an d'Land kréien, an déi dräi Haaptentwécklungspolen, déi ech elo genannt hunn, mussen och kohärent wuessen. Duerfir proposéiere mer jo och an der Réforme territoriale, fir Communauté-urbainen op dëse Plazen ze schafen, fir eng besser territorial Ofstëmmung an dëse Raim ze kréien.

Iwwerhaapt ass et wichteg a global gekuckt wesentlech, eng gutt Koordinatioun ze hunn. Déi hu mer och gréisstendeels. Déi Leit, déi Acteuren um Terrain, d'Agora, hunn alleguerte vill Mériten. Mä et gouf awer och spezifesch Situatiounen an de leschte Joren, wou d'Interesselagen ausernee gaange sinn. Doduerch sinn d'Prozesser gehemmt ginn, dat ass net gutt. Mir brauche vill ze vill Zäit, an duerfir brauche mer fir d'Zukunft e proaktiivt Denke vun alle Bedeelegten.

D'Regierung hëlt hei an dëser Problematik hir Responsabilitéit. Mir weisen nach eng Kéier op de prioritäre Charakter vun deenen eenzelne Projeten hin, a mir wëllen déi intern an extern Koordinatioun och optimiséieren. Ech hunn dat och schonn am Conseil de concertation Belval-Ouest an och am Conseil de coordination pour la mise en oeuvre vum IVL ervirgestrach. Hei ass et wichteg, dass mer richteg koordinéieren.

D'Prioritéiten nach eng Kéier kuerz skizzéiert: Belval-Ouest ass d'Priorité des priorités. Bei der Lentille Terres Rouges, wou de Lycée e wichtege Rôle spillt, mä awer och par rapport zur Stad Esch muss een hei kohärent virgoen. Rodange gëtt duerch den Data Center op den Horizont 2008 konditionéiert. Fir Diddeleng hu mer en Accord tripartite, deen eis bënnt, a bei Déifferdeng an Éilereng geet et drëm, e Link ze kréien, e Parallellismus ze kréien, op déi Aktivitéiten, déi wirtschaftlech Aktivitéiten, déi industriell Aktivitéiten, déi op dëse Siten Déifferdeng an Éilereng geplangt ginn.

Ech wëll och kuerz zwee Wierder soen zu deenen anere supralokale Frichen am Land, déi sollt een net vergiessen. Haut ass et net ëm si gaangen. Do kéint een Dummeldeng huelen, do kéint ee Wolz huelen. Ech hu gesinn, Dir hutt nach lechternach,…

Une voix.- Veianen!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- …Veianen a sou weider. D'Question parlementaire vun den Häre Schank, Schaaf a Kaes ass ugeschwat ginn. Ech hunn eng Question avec débat kritt vum Marco Schank. Ech si gär gewëllt, nach virun der Summerpaus, wa konkret Elementer um Dësch leien, déi nach unzeschwätzen. Mä an deem Dossier muss ee realistesch bleiwen: Et ass eng Fro vu Gelder an et ass och eng Fro vu Leit am Ministère de l'Aménagement du Territoire.

D'Integratioun vun de Siten an der Regioun ass eminent wichteg. Et gëtt net einfach, de Plan directeur régional zesumme mat deene véier Plan-sectorielen hinzekréien an esou integrativ mateneen ze verbannen, dass se dem IVL gerecht ginn. Duerfir musse mer exigent bleiwen. D'Regioun Süde muss sech mat hirer Vergaangenheet par rapport zu deenen anere Géigende vum Land, also och der Haaptstad, positionéieren. Hei spillt d'Ëmorientéierung vun den Industriebroochen eng wesentlech Roll. Qualitativ Objektiver realiséieren heescht hei, e gesonde Kompromëss vu Käschten - aus Urbanismus, ekologeschen Ufuerderungen, landschaftlechen Exigenzen an öffentlechem Transport - an dat op enger schnell genucher Zäitschinn.

Hei gëtt et also eng Situatioun, déi net einfach ass, och fir d'Agora. Si huet och verschidden Dilemmen. Si huet d'Qual der Wahl, géif ech soen: Soll se eng deier puristesch Modellrekonversioun wielen oder awer eng Approche, wou kompetitiv Elementer par rapport zu anere Siten afléissen, well jo beim Aménagement net nëmmen urbanistesch Kritäre spillen, mä och geographesch Argumenter an Avantagë spillen, wéi zum Beispill d'Proximitéit zur Haaptstad, an och wëssend, dass d'Privatpromoteuren hir Investissementer gäre séier monnayéieren.

Hei mengen ech musse mer e realistesche Kompromëss kréien, wou Qualitéitsfacteure par rapport zum Ausland spille mussen. Et muss een och considéréieren, dass eis Gemengen an de leschte Jore schnell gewuess sinn an och weider wäerte wuessen. Doduerch entstinn zousätzlech Chargen, an och hei mussen d'Gemengen hir Responsabilitéit huelen. Den allgemengen Interesse muss hei spillen, an duerfir sollen si och kompromëssfäeg sinn, wann et zum Beispill ëm d'Cessioun vun Terrainë geet.

Den Zäitfacteur sollt een och net ënnerschätzen an dësem komplexen Dossier, wou et ëm grouss Arealen an ëm vill Zwäng geet. Et ass wierklech net einfach kuerzfristeg ze spieren, wat mëttelfristeg geplangt gëtt a sech laangfristeg realiséiert. An de leschte fënnef Joer gouf vill realiséiert an et bleift nach vill ze maachen, an esou kënnen néideg Kurskorrekture virgeholl ginn.

D'Dimensioun iwwert d'Grenzen eraus, kritt leider net déi Plaz, déi se brauch. Mir sinn eis dees bewosst. Mä d'Fro stellt sech: Wéi kann een esou e Prozess undreiwe mat den aktuelle Strukturen? Besonnesch mat eise franséischen Noperen ass dat net ganz einfach. Mir hunn dat och am Februar dëst Joer gesinn, wou mer eng Visite hate vum Här Saint-Sernin, de franséische Statssekretär fir den Aménagement du Territoire.

Hei drängen sech also ganz kloer nei Weeër op. Hei muss een en aneren Niveau vu Planifikatioun iwwert d'Grenzen eraus kréien. Dat ass och de Mëtte schonn ugeklongen. Den Dossier IKEA weist eis, wéi d'Situatioun ass a wou d'Limitë sinn. Duerfir brauche mer am Ministère de l'Aménagement du Territoire méi Leit, well ee Wee dee vläicht kéint sinn, fir iwwer eng Reorganisatioun vun der Maison de la Grande Région op der Lëtzebuerger Säit eis Moyenen ze ginn, fir méi aktiv iwwert d'Grenze Kontakter ze kréien a Presenz ze weisen.

Ofschléissend, Här President, géif ech nach eng Kéier soen, mir musse kritesch nodenken iwwert d'Acquisen. Mir brauchen eng besser Ofstëmmung an der Regioun Süden, awer net nëmmen do. Mir brauchen eng Koordinatioun tëschent de Gemengen an tëschent de Ministèren. Si muss am Mëttelpunkt stoe vun den eenzelnen Démarchen. Nëmmen esou kréie mer wierklech eng équilibréiert Entwécklung vun eisem Land. Nëmmen esou entsteet ee konstruktive Kompromëss tëschent alle Bedeelegten am Interesse vun eiser Landesplanung, am Geescht an am Wonsch vun engem IVL-konforme Lëtzebuerger Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

(Interruption)

M. le Président.- Eng ganz kuerz Fro.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Entschëllegt, Här Minister. Ech hätt eng ganz kuerz Fro, déi ech scho gestallt hunn, déi Der mer net beäntwert hutt, an dat ass déi: D'Zesummespill vun der Entwécklung vun de Frichë mat aneren Entwécklungen am Land ausserhalb vun de Frichen.

Wéi wëllt Dir als Innenminister dofir suergen, dass net an anere Géigende vum Land mat anere grousse Projeten deene souwisou scho méi deiere Projete vun de Frichë Konkurrenz gemaach gëtt? Wéi wëllt Der dat am Geescht vum IVL léisen? Well wann Der béides genehmegt, Entwécklung op de Frichen an och an anere bestehenden Industriezonen oder an neien Industriezonen, da gëtt dat näischt. Wéi wëllt Der als Innenministère domadder ëmgoen? Dat ass eng ganz wesentlech Fro.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- D'Instrumenter, fir dat doten an de Grëff ze kréien, kënnen net nëmme landesplaneresch Instrumenter sinn. Dat sinn déi sou genannte Plans régionaux, wou mer versichen eng gewësse Kohärenz an dat ganzt Land eranzekréien. Am Süde si mer relativ wäit fortgeschratt. An den anere Géigenden ass dat net onbedéngt de Fall. Mä et ass nëmmen iwwert déi Schinn wou mer dat Ganzt kënnen hikréien. Ech gesi keng aner Moyenë fir am Fong geholl do eng gewësse Kohärenz dranzekréien.

Mir mussen, wéi géif ech soen, eng kloer Informatioun an eng global Visioun vun eisem Land hunn. Dofir wëlle mer jo och zum Beispill déi Réforme territoriale, déi mer ustriewen, fir ze gesi wéi eist Land wiisst. Dofir wëlle mer jo och eist Land iwwert dee Programme directeur, dee mer eis ginn hunn am Joer 2003, als Ganzt gesinn an och esou kënne mer dat nëmmen hikréien. Wéi dat am Detail ausgesäit, ass relativ schwiereg dat elo kuerzfristeg ze beäntwerten, well déi eenzel Acteuren, déi do eng Roll spillen, net onbedéngt hei elo am Detail bekannt sinn. Mä et geet nëmmen, wa mer eng global Visioun vun eisem Land hunn a global analyséieren.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. Mir kommen dann zur Motioun, déi déposéiert ginn ass vun der Madame Mutsch.

(Interruptions)

Pardon, den Här Minister Lux an den Här Minister Wiseler mellen sech zu Wuert. Wie wëllt d'Wuert fir d'éischt vun deenen Häre? Den Här Ëmweltminister Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Neen, den Här Transportminister. Här President, ech verspieren net de Besoin, op déi transportpolitesch Elementer anzegoen, well ech mengen, dass mer de Mëtten do e relativ grousse Konsens gespuert hunn an deem wat d'Chamber denkt an an deem wat d'Regierung amgaangen ass op deem Gebitt ze realiséieren.

Dat Eenzegt, wat ech Iech wollt proposéieren, ass an der Motioun op der zweeter Säit den éischten Tiret. Bei der Fro vun der Realiséierung vum Konzept vum Train-tram mengen ech, dass déi Formulatioun hei e bëssen ze vill wäit opmécht, déi Fro vum Prinzip vum Train-tram. Hei huet een d'Gefill, wéi wa mer erëm géingen de Prinzip examinéieren oder réexaminéieren.

Ech mengen, dass mer eis iwwert de Prinzip eens waren an dass eenzel Riedner drop higewisen hunn, dass mer u sech elo amgaange sinn ze kucken, déi technesch Realiséierung, wou mer eng Rei vu Problemer hunn - dat wësse mer -, ze examinéieren an dann, wann dat méiglech ass, technesch dann och ze kucken, an deem wat och déi viregt Regierung schonn als Prinzip zréckbehalen huet a mat de Gemengen ofgemaach hat.

Dofir géif ech Iech proposéieren déi Formulatioun vun «à réexaminer» bis bei «site Esch/Belval-Ouest» ze sträichen an ze ersetzen duerch de folgenden Tiret: «à finaliser l'étude sur la faisabilité technique d'un croisement des rails Arcelor à la hauteur de Belval-Sud, afin de permettre le passage du train-tram sur le site de la friche de Belval-Ouest», an da weiderzefueren, «permettant l'interconnexion avec les réseaux et les moyens de transport public existant». Ech mengen, dass dat méi déi Realitéit géif erëmginn, an där mer am Moment amgaang sinn ze schaffen.

M. le Président.- Ech gesinn, datt groussen Accord do ass fir déi Modifikatioun, déi den Här Minister proposéiert. Ech géif awer bieden,

dass mer deen Text hei eropkréichen, well d'Servicer vum Greffe, déi sinn net esou schnell, fir dat do notéiert ze kréien.

(Hilarité)

Den Här Minister vun der Fonction publique, deen a senger Qualitéit als Minister vun den Travaux publics wahrscheinlech d'Wuert wëllt ergräifen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech wëll u sech och soen, dass ech deem näischt zouzefügen hu wat den Innenminister gesot huet iwwer all déi Moossnamen, ob dat elo vum Héichbau oder vum Déifbau ass. Do war den Exposé vum Här Halsdorf komplett.

Ech wéilt just och op een Tiret vun der Motioun zréckkommen, dee mer net onwichteg erschéngt. An zwar deen op der zweeter Säit, den zweeten Tiret, well ech mengen an der Formulatioun, esou wéi se hei ass, awer eng Konfusioun kann entstoen.

M. le Président.- Entschëllegt emol, Här Minister, hutt Der Äre Mikro un?

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Deen ass zwar un. Ech kréien en och net an d'Luucht gehuewen.

(Interruption)

Ech kann awer méi haart schwätzen, wann dat besser ass.

Plusieurs voix.- Ah!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Fir am zweeten Tiret op der zweeter Säit dann eng Konfusioun ze évitéieren, géing ech proposéieren, datt een deen Deel, deen hei heescht «pour le contournement de Raemerich, permettant un accès nord du site Esch/Belval-Ouest» anescht formuléiert, well u sech de Contournement Raemerich op där enger Säit an den Accès nord zwou ganz verschidde Saache sinn. An d'Iddi, déi hei expriméiert gëtt, ass absolut richteg.

Dofir géing ech proposéieren ze soen: «en vue d'une élaboration d'une nouvelle solution permettant de réaliser un contournement de Raemerich dans le respect de l'urbanisme, de la protection des habitants et de l'environnement».

An da wëll ech dozou soen, well den Här Jaerling eng Rei Remarquë gemaach huet iwwert de Projet vun der Liaison Micheville, datt et do kloer ass, wat d'Regierung wëllt. Datt mer e Projet hei an der Chamber déposéiert hunn, dee kloer an däitlech seet zu wat fir ee Projet mer wëllen higoen. A fir eis ass et wesentlech, datt dee Projet relativ schnell weidergeet. Dee Projet ass esou gemaach ginn aus enger ganzer Rei technesche Grënn, och aus finanzielle Grënn, dat huet den Här Halsdorf scho virdru kloer an däitlech preziséiert. Fir eis ass et wichteg, datt de Projet schnell geet. Dofir sinn ech ganz frou, datt d'Commission des Travaux publics konnt virun zwee Deeg de Rapport unhuelen an datt dee Projet fir de 16. um Ordre du jour steet.

Firwat muss et schnell goen? Mä ganz einfach, well mer an dësem Kader mussen déi Engagementer, déi mer als Stat geholl hunn, och esou schnell wéi méiglech op dem Terrain ëmsetzen, einfach fir ze weisen, datt et fir eis e wichtege Projet ass, dee weidergeet, an och par rapport zu Privatinvestisseuren, fir d'Engagementer vum Stat kloer an däitlech ze confirméieren. Dat ass dat Éischt.

Dat Zweet, dat ass dat wat d'Madame Mutsch och scho ganz kloer gesot huet. Dee Projet, dee mer vu Micheville déposéiert hunn, ass e Projet an zwou Etappen. An déi zwou Etappe sinn och wichteg. Déi éischt Etapp ass elo just den Tunnel, dee mer wëlle maachen, wou mer just d'Carcasse dohinner setzen, deen also net funktiounsfäeg ass ouni déi zweet Etapp, déi an dem éischte Projet scho kloer beschriwwen ass an e Contournement vu Raemerich matverlaangt.

An dat Drëtt wat ech wollt soen, dat ass dat wat hei och an der Motioun expriméiert ass, wat fir mech och e wesentleche Punkt ass, dat ass u sech déi Froestellung, déi d'Gemengen Esch an d'Gemeng Suessem nach allenzwou berechtegterweis hunn, dat heescht wéi dee Contournement vu Raemerich am Detail gemaach gëtt, fir datt en och deene Leit, déi do wunnen, eng Rei Garantië ka ginn.

Do hu mer eng Rei Diskussioune mat deenen zwou Gemengen ugefaangen, wäerten och déi Diskussioune weiderféieren an hunn an Zwëschenzäit eng Rei Etüden an Optrag ginn iwwert den Trafic, iwwert d'Geräicher. Mir wëllen och an Zukunft nach d'Integratioun an de Paysage kucken, ganz einfach fir Solutiounen ze fannen, déi technesch okay sinn, déi fir eis an der Rei sinn, mä déi och de Gemengen an de Leit sur place kënnen entspriechen.

Voilà.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Dann nach eng Kéier den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Merci, Här President. Ech wollt och e puer Remarquë maachen zu dëser Motioun.

Ech hat schonn ugekënnegt, dass an deem éischten Alinea no «invite le Gouvernement» ee sollt ewechloossen: «tout en définissant clairement le ministre de tutelle pour la coordination des dossiers».

Et ass kloer an däitlech, et sollt een dat ewechloossen. Wéi den Här Weiler géif soen, et ass superfétatoire fir dat dranzeschreiwen.

Am zweeten Alinea, do steet: «à présenter un concept d'ensemble pour les friches existantes avec leurs prolongements éventuels au-delà des frontières». Ech géif do hannendrunner schreiwen «parallèlement à la finalisation du plan directeur régional». Et ass wichteg, dass wann een esou e Konzept mécht, dass een dat parallell mécht zum Plan directeur régional. Inhaltlech ass dat jo datselwecht, dofir wier ech frou, wann een dat kéint dohinner setzen.

Am drëtten Alinea steet: «actualiser le plan pluriannuel» a sou weider. An der drëtter Rei steet «information continue du public et dans le but d'encourager les investisseurs potentiels privés sur Esch/Belval-Ouest et sur les autres friches en voie de revalorisation». Do géif ech beim leschten «et» schreiwen «et dans la mesure du possible sur les autres friches en voie de revalorisation», fir do eng gewësse Latitude ze behalen.

Dann nach e leschte Punkt. Op der zweeter Säit nom drëtten Tiret steet: «à favoriser l'élaboration d'un plan régional Sud en collaboration avec le syndicat régional Pro-Sud dans le souci d'accompagner le développement socioéconomique de la région du sud du pays». Dat ass ganz richteg. Mä et ass eng vun den Aufgaben. Et sinn awer nach aner Aufgaben, dofir hätt ech léiwer et géif een doranner schreiwen «dans le souci notamment d'accompagner le développement socioéconomique de la région du sud du pays». Da wier dat och okay.

An dann nach e leschte Punkt. Dir schreift hei…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Här Minister, entschëllegt mol. Ech denken, dass Der zum leschte Punkt net méi braucht ze kommen. Esou kënne mer net fueren. Wann d'Regierung wëllt hei eng nei Motioun schreiwen, da soll se der Chamber den Text eraginn, da kucke mer, wat mer domat maachen.

Wéi solle mer da mat all deene Propositiounen, déi vun dräi Ministeren hei gemaach gi sinn, wéi solle mer dann domat eens ginn a wat soll d'Chamber dann hei ofstëmmen? Wann een esou vill Ännerungen ze proposéieren huet, da muss ee mam Auteur vun der Propositioun am Virfeld kucken, dass een dat korrekt réviséiert kritt an datt d'Chamber en Text virleie kritt, fir dass se weess, wat se ofstëmmt.

Ech géif proposéieren, dass d'Regierung hir Propositiounen, déi se ze maachen huet, mat den Auteurë vun der Motioun ofstëmmt, dass mer fir déi nächst Woch e propren Text, dee komplett ass, hei virleie kréien, wou dann d'Regierung an d'Majoritéit a vläicht dann d'Chamber sech eens sinn an da stëmme mer iwwer eppes of, wat mer kennen.

Jo, Madame Mutsch.

(Interruptions)

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, ech wéilt gären eppes dozou soen, well ech den Auteur vun där Motioun sinn, déi elo hei virläit. Et ass ganz flott, wann d'Regierung sech esou vill domadder ausenaner setzt. Déi meescht Remarquen, déi hei komm sinn, emfannen ech och als sënnvoll Ergänzung vun där heiter Motioun, déi hei kënnen afléissen.

Et war just de Schluss, wou siwen textuell Ännerunge komm si vum Minister, déi mengen ech keng Opbesserung bréngen, wann een zum Beispill schreift «et si possible» an dann nach all eenzelne Saz ëmschreiwe geet. Wann Der d'accord wiert, géing ech hei resümëieren, vu wéi enge Punkten ech mengen, dass se kéinten hei ouni Problemer integréiert ginn.

Wann de Wonsch vun der Regierung doriwwer erausgeet, fir nach zousätzlech zu där heiter Motioun e Schreiwes an d'Chamber eranzeginn, da ka se dat jo maachen. Mä ech mengen, dass ech awer dem Gros vun hinne kéint Satisfaktioun ginn, zemools wou mir awer déi heite Motioun mat den eenzelne Fraktiounen ofgestëmmt haten a si och d'Signaturen net nëmme vun der Sozialistescher Fraktioun dréit, mä och vun deenen aneren, déi sech mat hei engagéiert hunn. Dat heescht eigentlech mussen d'Signatairë vun där heite Motioun och mat deenen Ännerungen d'accord sinn.

(Interruption)

Jo?

M. le Président.- Ech muss soen, wann Dir elo mat all deene Propositiounen, déi bis elo gemaach gi sinn, wann Dir déi alleguerten elo schonn integréiert hutt an den Text, da kann ech mer dat net virstellen. Mir mussen awer en Text hei virleien hunn, wou mer wëssen iwwer wat mer ofstëmmen. Ech muss dann och soen, wann Dir sot, mir kënnen dat awer elo maachen, da géif ech awer dem Innenminister d'Wuert gi fir och seng Propositiounen alleguerten definitiv virzebréngen.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Ech kann déi Punkten hei resümëieren, déi ech notéiert hunn an déi fir mech an der Rei sinn.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Mä da ginn ech fir d'éischt mol dem Här Innenminister d'Wuert, datt hie seng Ausféierunge ka fäerdeg maachen, well ech hat hien ënnerbrach.

(Brouhaha général)

Den Här Innenminister huet d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, dee leschte Punkt, deen ech hei uschwätzen, ass ganz konstruktiv. Dir schreift «à ne pas négliger la reconversion des friches industrielles d'autres régions, comme celle de Wiltz ou d'Echternach». Da stellen ech mer d'Fro: Ass lechternach wierklech eng?

(Interruption)

Maja.

An da steet Veianen do; dat ass okay.

Wéi ass et da mat Dummeldeng? Dummeldeng ass och eng. Dofir wann, da misst een dann awer och dat esou maachen, dass een se all dran hätt. Dat ass konstruktiv. Dat ass net, dass mir hei wëllen eppes kromm béien. Et ass dofir, datt ech dat wollt soen. Also kéint een hei och Dummeldeng dobäisëtzen. Dat ass eng Suggestioun, déi ech hei ënnerbreeden.

M. le Président.- Also, ech resümëieren nach eng Kéier. Mir hunn eng Motioun virleien, zu där vum Här Lux, vum Här Wiseler a virun allem vum Här Innenminister Halsdorf e ganze Koup vu Modifikatioune proposéiert gi sinn.

D'Fro ass also: Kënne mir elo haut nach déi Modifikatiounen - a Madame Mutsch wann Dir dat kënnt, da ginn ech lech d'Wuert - esou integréieren an esou resümëieren, dass mer awer en Text hunn, iwwert dee mer wierklech kënnen ofstëmmen?

Ech wëll net, dass mer hei iwwer een Text ofstëmmen, dee mer net kennen.

(Interruptions)

D'Madame Mutsch ass Auteur vun där Motioun hei an huet d'Recht elo mol Stellung ze huelen zu deem, wat d'Membere vun der Regierung gesot hunn.

(Interruption)

Mä, Här Braz, da gedëllegt lech ee Moment. Wann et un lech ass, da kritt Der d'Wuert. Fir d'éischt d'Madame Mutsch.

(Hilarité)

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, ech hunn eigentlech éineschters meng Meenung gesot. Dir hutt mech just ënnerbrach. Ech ka se awer nach eng Kéier soen. Meng Meenung war déi, dass déi fënnef Tireten, déi mer hei festgehalen hunn, erafléisse kënnen, well se novollzéibar sinn an eng Valoriséierung vun deem Text sinn. Déi aner, déi ech net kann novollzéien, well se vum Text hier keng Clarificatioun vun där heiter Motioun bréngen, sollen net afléissen.

Ech sinn och bereet déi fënnef ze nennen, wann dat gewënscht ass. Mä ech hunn awer och gesot, dass ech déi Motioun hei zwar als Auteur presentéiert hunn, mä dass awer nach anerer se mat ënnerschriwwen hunn. Ech géing lech deemno encouragéiere fir deenen aneren och d'Wuert ze ginn. Well wann ech eleng der Meenung sinn, dass déi fënnef Ajoutë kënnen afléissen, dann notzt et näischt, well dann hu mer herno keng fënnef Signaturë méi drop.

M. le Président.- Da kritt fir d'éischt den Här Jaerling d'Wuert, duerno den Här Braz.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech géif mengen, Här President, aus deem Kuddelmuddel elo kënnt kee Mënsch méi eraus. Ech kann lech nëmme Recht ginn, wann Der sot, dass mer iwwert déi Motioun haut net kënnen ofstëmmen. Well dat doten ass jo awer, wéi wann d'Regierung der Chamber elo virschreift, zu wat d'Chamber si soll opfuerderen. Ech mengen, dat ass jo awer net den Zweck dovunner.

Dofir géif ech soen, also wa keng kloer Motioun hei virläit mat kloren Texter, wou mer eis kënnen drop beruffen, da solle mer déi Motioun zrécksetzen an dann déi nächst Woch stëmmen, wann e propperen Text do ass oder e kloren Text.

M. le Président.- Här Jaerling, ech hunn dat net esou verstanen, wéi wann d'Regierung der Chamber eppes géif wëlle virschreiwen. Mä d'Regierung huet Propositiounen an Iddiën entwéckelt, wéi déi Motioun kéint méi kloer sinn. Et ass un eis fir dat unzehuelen oder net unzehuelen.

Den Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Et ass eigentlech elo alles gesot. Mir hu jo net dee Schlamassel hei provozéiert, da mengen ech sollen déi Leit dat och riichtbéien. Mä ech fannen et e bësse frustrant, dass wann ee sech d'Méi gemaach huet, dass et zu enger Motioun kënnt, déi mat der Fraktioun ofgeschwat ginn ass, dann d'Regierung zum Schluss d'Wuert hëlt.

D'Motioun ass ganz fréi verdeelt ginn nom Dépôt vun der Madame Mutsch. De Minimum wier gewiescht, dass ee vu Regierungssäit sech dann och d'Méi mécht déi Saach zu Pabeier ze bréngen. Mir hunn elo dräi Stonnen an eng hallef praktesch doriwwer diskutéiert. Et wier ouni Problem méiglech gewiescht dat hei op den Dësch ze leeën. Et ass also frustrant, dass mer eng Debatt am Parlament iwwert d'Zukunft vun de Frichë féieren, dass mer um sechs Auer opstinn, eiser Wee ginn, an ausser dass mer matenee geschwat hunn ass näischt geschitt.

An et kann een natierlech elo soen - ech ginn lech net Onrecht -, au point où on en est ass dat eenzegt Sënnvollt fir dat ëm eng Woch ze verschieben. Mä et soll ee vläicht eng Léier draus zéien, well dat doten ass frustrant an eigentlech net seriö.

M. le Président.- Freet nach een d'Wuert? Den Här Kaes.

M. Ali Kaes *(CSV).*- Jo, ech wëll am Numm vun eiser Fraktioun soen, datt mir der Meenung sinn, dass et besser ass fir déi Motioun elo net ze stëmmen, eng Kéier driwwer ze kucken an dann d'nächst Woch déi Motioun nach eng Kéier op den Ordre du jour ze huelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, ech weess net, ob d'Leit dobaussen nach verstinn, wat hei ofgeet. Mir sinn d'Parlament, mir adresséieren eis normalerweis un d'Regierung fir eppes ze maachen. Elo kënnt d'Regierung a si wëllt der Chamber effektiv da Propositioune maachen zu wat mir si sollen opfuerderen, wéi mäi Kolleeg Jaerling elo grad gesot huet. Ech fannen einfach, dat passt dach net an de Parlamentarissem eran.

Wann déi Häre Nostalgie emfanne fir erëm eng Kéier däerfen als Parlamentarier hei an Aktioun ze trieden, dann hunn ech dofir ganz vill Verständnis,…

(Hilarité)

…mä dat hei ass den Inversement vun eise Rollen. Herno versteet jo kee Mënsch méi, wat hei ofgeet. Mir sollen si zu deem opfuerderen, wat mir fir richteg fannen, a wa si doriwwer eraus nach wëllen an Aktioun trieden, do huet bestëmmt kee Mënsch eppes dergéint.

M. le Président.- Ech wëll soen, Här Mehlen, dass et jo awer esou ass, datt et normal ass, datt d'Regierung hir Meenung seet zu enger Motioun.

Une voix.- Awer net hei.

M. le Président.- Wann den Här Lux, den Här Wiseler an den Här Halsdorf soen, datt an där Motioun déi eng oder aner Formulatioun hinnen net kloer genuch ass, datt si se gär preziséiert hätten, dann ass dat hiert gutt Recht. Et ass jo eist Recht fir domadder ze maachen, wat mer wëllen. Dofir loosse mer schéi jiddferee bei senger Roll bleiwen.

Den Här Transportminister Lux huet d'Wuert gefrot.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Ech wollt just hei soen, dass ech iwwerhaapt keng Nostalgie verspieren.

(Interruption)

Mä ech fannen et dann awer ëmsou frustréierend och fir d'Regierung, déi de Mëtten hei eng Motioun virgeluecht kritt huet, déi se haut fir d'éischt gesinn huet, dass se net d'Recht soll hu fir zu där Motioun, zu Punkte vun deenen se wierklech mengt, dass een inhaltlech eng Verbesserung ka maachen - net zu Stilfroen, mä zu inhaltleche Froen -, kënnen Änneerungsvirschléi hei ze maachen.

Ech hunn déi Propositioun, déi ech gemaach hunn, mat deene véier Fraktiounen, déi hei ënnerschriwwen hunn, während dem Débat ofgeschwat an deenen déi proposéiert, genee esou wéi den Här Braz et gär gehat hätt, a si waren alle véier d'accord, dass dat eng Verbesserung vum Text wär. Deementspriechend hunn ech se gemaach, ech weess net, wat dorunner frustréierend soll sinn.

M. le Président.- Sou, ech denken, dass mer kee kloren an däitlechen Text elo virleien hunn, à moins datt d'Majoritéit oder d'Chamber wëllt bei där Motioun bleiwen esou wéi mer se hunn. Wa mer dat wëlle maachen, da kënne mer driwwer ofstëmmen. Wa mer Modifikatiounen un där Motioun wëlle maachen, da géif ech proposéieren, dass mer se dann d'nächst Woch op den Orde du jour huelen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Voilà, ech gesinn et ass eng Unanimitéit an der Chamber an dann diskutéiere mer dat d'nächst Woch.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.54 heures)

MERCREDI, 8 JUIN 2005 — 38E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. 5480 - Proposition de loi de Monsieur Ben Fayot portant modification
   a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
   b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs

   (Déclaration de recevabilité)
3. Ordre du jour et dépôt d'une résolution par M. Ben Fayot sur la décision de ne procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution sur l'Europe
4. Résolution de M. Ben Fayot sur la décision de ne procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution pour l'Europe

   (Discussion générale - Vote)
5. 5454 - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire

   (Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6. 5416 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine en vue de l'exemption réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune dans le domaine de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, signée à Luxembourg, le 24 juin 2004

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5334 - Projet de loi modifiant
   1. la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle
   2. le Code des assurances sociales
   3. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
   4. la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi
   5. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet
   6. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Votes et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, François Biltgen et Mars Di Bartolomeo, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Ech kann d'Regierung net froen, ob se eis eng Kommunikatioun ze maachen huet, well se de Moment nach net vertrueden ass. Dann huele mer dat spéider no.

1. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

a) **5481** Projet de règlement grand-ducal instituant un régime d'aides pour les personnes physiques en ce qui concerne la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergie renouvelable

Dépôt: Monsieur le Ministre de l'Environnement, le 06.06.2005

b) **5482** Projet de règlement grand-ducal instituant une prime d'encouragement écologique pour l'électricité produite à partir de l'énergie éolienne, hydraulique, de la biomasse et du biogaz

Dépôt: Monsieur le Ministre de l'Environnement, le 06.06.2005

3) La pétition N°267 pour l'abolition des décomptes de loyers a été remise en date du 31 mai 2005 par des représentants du Syndicat national du Logement social. Les pétitionnaires réclament la réforme du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs.

2. 5480 - Proposition de loi de Monsieur Ben Fayot portant modification

a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs

Déclaration de recevabilité

An hirer Réunioun vum 2. Juni huet d'Presidentekonferenz sech fir d'Recevabilitéit vun der Propositioun de loi 5480 iwwert d'Organismes de placement collectif ausgeschwat, déi den Här Ben Fayot den 31. Mee déposéiert hat. Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour et dépôt d'une résolution par M. Ben Fayot sur la décision de ne procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution sur l'Europe

Wat eis Sitzunge vun dëser Woch ubelaangt huet d'Presidentekonferenz folgenden Ordre du jour virgeschloen: Op der Dagesuerdnung vun haut stinn de Projet de loi iwwert d'Organisation judiciaire; de Projet de loi 5416, e Steierofkommes tëscht Lëtzebuerg an Argentinien, an dann de Projet de loi iwwert d'Incapacité de travail an d'Réinsertion professionnelle.

Op Grond vu substanziellen Änneerungen um Text vun der Motioun iwwert d'Industriebroochen, déi d'Madame Lydia Mutsch an der Sitzung vum 2. Juni déposéiert hat, ass nom Débat virgeschloe ginn de Vote iwwert dës Motioun op dës Woch ze vertagen, an d'Presidentekonferenz hat virgeschloen, dat haut ze maachen. Ech géif awer proposéieren, dass mer dat géifen op den Ordre du jour vu mar de mëtte setzen, um Ufank vun der Sitzung, wéinst der Disponibilitéit vum Här Innenminister.

En Donneschden, den 9. Juni hu mer eng Konventioun iwwert de Schutz vun de Walen, dann e Protokoll zur Konventioun EUROCONTROL. Bei dësem Projet ass eng qualifizéiert Majoritéit erfuerdert an ech géif bieden Akt dovunner ze huelen. Dann de Projet de loi iwwert d'Homologatioun vun de Gefierer; de Projet de loi iwwert d'Partenariat tëscht de Gemengesyndikater an dem Stat an da schlussendlech de Projet de loi iwwert de Site Höhenhof. Ass d'Chamber mat deem Ordre du jour averstanen?

Den Här Ben Fayot freet d'Wuert zum Ordre du jour.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Jo, Här President.

Zum Ordre du jour wollt ech proposéieren, dass mer ufanks dëser Sitzung, also haut Mëttwoch virun deenen anere Punkte vum Ordre du jour, eng Resolutioun géife virleeë respektiv diskutéieren an unhuelen, fir kloerzestellen, wat mer mam Referendum an dëser Chamber maachen.

Ech wëll déi dann um Dësch vum Haus déposéieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

- considérant qu'elle procédera le 28 juin 2005 au premier vote du projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe;

- considérant que ce Traité sera soumis à référendum le 10 juillet 2005;

- soucieuse de respecter la volonté populaire telle qu'elle s'exprimera dans cette consultation,

décide de ne procéder au second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution pour l'Europe.

(s.) Ben Fayot, François Bausch, Henri Grethen, Jacques-Yves Henckes, Michel Wolter.

M. le Président.- Ass d'Chamber domat averstanen, dass mer esou eng Resolutioun elo op den Ordre du jour huelen an direkt am Ufank vun dëser Sitzung diskutéieren?

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- Ech gesinn allgemeng Zoustëmmung dozou. Da musse mer eis nach eens ginn iwwert d'Riedezäit fir dës Resolutioun. Et ass mer suggéréiert ginn d'Riedezäit op zéng Minutte pro Fraktioun ze fixéieren. Ass d'Chamber och mat där Propositioun d'accord?

Plusieurs voix.- Jo.

M. le Président.- Dann ass dat esou décidéiert. Da fänke mer also eis Sitzung u mat der Debatt iwwer eng Resolutioun an ech géif dem Här Fayot d'Wuert gi fir d'Resolutioun ze déposéieren a se och virzestellen. Här Fayot.

4. Résolution de M. Ben Fayot sur la décision de ne procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution pour l'Europe

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, mir hu leschte Méinden an der aussepolitescher an europäescher Kommissioun vun dëser Chamber e Rapport ugeholl iwwert den Traité constitutionnel, deen den 10. Juli zum Referendum virgeluecht gëtt. Mir hunn och scho festgehalen, dass mer den 28. Juni 2005 an dëser Chamber en éischte Vote maache fir d'Ratifikatioun vun deem Gesetzesprojet, dee sech mat der Approbatioun vum Traité constitutionnel befaasst.

Mir hunn dann den 10. Juli de Referendum, a mir wollten haut eng Resolutioun, also eng Opfuerderung un d'Chamber, erabréngen, fir

och vis-à-vis vum Publikum dobaussen, vis-à-vis vun de Biergerinnen an de Bierger, de Wielerinnen an de Wieler kloerzemaachen, wéi d'Prozedur an der Chamber mat dem Referendum dobausse soll goen.

Mir hunn ons elo virgeholl hei als Chamber virun dem Referendum kloer ons Meenung zu dësem Traité constitutionnel ze soen. Mir hunn ons awer zugläich verflicht a mir wëllen ons och mat dëser Resolutioun formal kloer verflichten, dass mer dee Referendum vum 10. Juli a sengem Resultat akzeptéieren an och deemno agéieren.

Dat heescht, wann dee Referendum mat Jo ausgeet, da mécht dës Chamber no deem éischte Vote, dee mer den 28. Juni maachen, dräi Méint duerno respektiv ufanks Oktober en zweete Vote, fir dann d'Ratification parlementaire op déi Manéier ofzeschléissen. Wann dee Referendum mat Neen ausgeet, da maache mer deen zweete Vote, deen néideg ass fir d'Ratification parlementaire, net, an dann ass deen Traité constitutionnel zu Lëtzebuerg net ugeholl. Et gëtt also da keng Ratifikatioun.

Déi Resolutioun, déi ech hei wëll virleeën, gëtt vun deene fënnef Fraktiounschefe respektiv fënnef Fraktiounsvertrieder ënnerschriwwen. Et ass also eng Resolutioun, déi d'breet Zoustëmmung vun dëser Chamber fënnt. An dëser Resolutioun soe mer fir d'éischt Mol, dass mer also den 28. Juni zu deem éischte Vote wäerte schreiden. Da soe mer och, dass de Referendum kënnt, a mir ënnersträichen, dass mer de Wëlle vun de Wielerinnen an de Wieler wëlle respektéieren.

Mir wësse jo och, dass dee Referendum reng verfassungsméisseg e konsultative Referendum ass, well mer an der Logik vun onser Verfassung eng parlamentaresch Ratifikatioun musse maachen. Et ass also e konsultative Referendum, dee mir als Chamber als politisch bindend hei unerkennen an duerfir soe mer dann och, dass dës Chamber décidéiert, wa se dës Resolutioun unhëlt, dass se deen zweete Vote constitutionnel, deen also virgesinn ass fir déi Ratifikatioun, nëmme mécht, wann de Referendum positiv ausgeet, dat heescht, wann am Referendum dës Constitutioun ugeholl gëtt.

Ech mengen, am Kloertext heescht dat jo dann, dass d'Wielerinnen an d'Wieler dat lescht Wuert hunn. Dat muss ee ganz kloer no bausse soen. Egal wat dann elo hei dat Resultat den 28. Juni an der Chamber ass, sinn d'Wielerinnen an d'Wieler déi, déi bestëmmen, wat mat dëser Verfassung geschitt. Et ass also wichteg, dass mer an deenen nächste Wochen och als Chamber, wéi mer dat scho gemaach hunn, mat de Wielerinnen an de Wieler dobausse schwätzen, dass mer hinnen explizéieren, dass mer se informéieren iwwert den Enjeu vun dëser Verfassung an dass mer op déi Manéier hinnen och weisen, wéi wichteg dass dës Verfassung fir Europa an domat och fir Lëtzebuerg ass.

Ech mengen, dat ass dat, wat an dëser Resolutioun gesot gëtt, net méi an net manner: e politeschen Engagement vun der Chamber fir d'Resultat vum Referendum ze respektéieren, wat d'Approbatioun oder d'Netapprobatioun vum Vertrag iwwer eng Verfassung fir Europa ugeet. Dat ass also de Sënn vun dëser Resolutioun.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Ech hu bis elo eng Wuertmeldung zu dëser Resolutioun. Et ass déi vum Här Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng hunn hinsichtlech vum Referendum vum 10. Juli op hirem Kongress Enn Januar eng kloer Linn festgeluecht. Déi kloer Linn, déi huet aus zwee Elementer bestanen.

Dat Éischt ass, datt mer mat enger ganz grousser Majoritéit op dem Kongress de Feu vert kritt hunn, fir en engagéierte sachlechen Asaz ze weisen an deene sechs, siwe Méint duerno, fir datt méiglechst vill Leit hei zu Lëtzebuerg Jo zu dëser Verfassung soen.

An deen zweeten Deel, dee mer do décidéiert hunn, dat war, datt fir eis de Referendum vum 10. Juli an d'Resultat, wat do eraus kënnt, onofhängeg vun der Meenung vun der grénger Partei oder vun iergendenger anerer Partei hei am Land, misst absolut respektéiert ginn. Dat heescht, datt wann den 10. Juli - wat mir hoffen - d'Lëtzebuerger Jo soen zu dësem Text, dann ass et kloer, datt dëst Parlament dësen Text soll ratifizéieren, respektiv wann d'Wieler - wat mer net hoffen - Nee soen zu dësem Text, dann hu mir dat ze respektéieren an da kann och d'Chamber dësen Text an där Form net ratifizéieren.

An deem Sënn ass et gutt, datt mer haut dat Signal hei ginn, dat Signal no bausse gi fir ze soen, et ass net d'Chamber, déi an deem heite Fall d'lescht Wuert huet, ob Lëtzebuerg deen Text do wäert ratifizéieren, mä et sinn déi eenzel Bierger an déi eenzel Biergerinnen hei am Land, déi den 10. Juli an der Wahlkabinn iwwert d'Schicksal vum Traité am Sënn fir Lëtzebuerg décidéieren.

Dat heescht, duerch dat wat mer de Mëtteg hei maachen, maache mer och dobaussen de Leit kloer, wat fir eng grouss Responsabilitéit se den 10. Juli hunn, wa se wäerte wiele goen. Ech mengen, et huet och elo kee Wäert, datt mer hei eis amüséieren de Mëtteg. Ech weess, datt eng Fraktioun heibannen dat elo nach prozedural e bëssen aneschters gesäit a mengt, et misst een awer dann nach duerno eng zweete Kéier och mat Neen drécken hei an der Chamber. Ech mengen, dat ass alles politesch Gespills. Dat ass där Fraktioun hiert Recht dat ze maachen, et ass awer net dat, wat d'Leit dobaussen, menger Meenung no, interesséiert.

D'Bierger an d'Biergerinnen am Land hätte gären, d'Lëtzebuerger hätte gären e kloert Signal vun dëser Chamber, datt d'Chamber sech net iwwer hire Wëllen ewechsetzt, an dat gëtt de Mëtteg mam Stëmme vun dëser Resolutioun hei gemaach.

Här President, eigentlech kënnt ech elo ophalen a mech sëtze goen, mä ech mengen, datt et un der Zäit wär, datt mer och vun dësem Haus aus eng Kéier emol géingen e kloert Signal ginn no bausse par rapport zu där, et kann ee wierklech soen entre-temps Kakofonie, déi verbreet gëtt vu verschiddenste Politiker vun deene verschiddenste Parteien iwwert den Enjeu vum 10. Juli. Dat heescht, wou op eemol an den 10. Juli Enjeuen dran interpretéiert ginn, déi eigentlech net dra sinn.

Den 10. Juli fuerdere mer d'Leit net op fir ze décidéieren, ob se de Politiker X oder d'Politikerin Y besonnesch sympathesch fannen; mir fuerderen d'Leit och net op ze froen, ob se d'Chambersresultat vum 13. Juni 2004 nach eng Kéier wëlle validéieren. Mir fuerderen d'Leit just op, Stellung ze bezéien zu dem Traité constitutionnel, a wa se do eng Décisioun geholl hunn, dann ass et un dëser Chamber fir dat ze respektéieren. Net méi an net manner steet deen Dag um Ordre du jour.

Ech muss och duerfir soen, Här President, datt et eis als gréng Fraktioun ufänkt onwahrscheinlech op d'Nerven ze goen, all déi Deklaratiounen, déi een de Moment doruechter héiert, de part et d'autre: Bal demissionéiert een eleng, bal demissionéiert déi aner Halschent vun der Regierung, dann demissionéiert een Deel vun der Opposition! Ech weess net, op wat fir eng phantasieräich a glorräich Iddië verschidde Leit nach wäerte kommen an deenen nächste Wochen. Ech hoffen awer, datt dat endlech domadder ophéiert, well et ass fir eis als Gréng ganz kloer: Den 10. Juli hu mir just dat Resultat ze respektéieren, wat do erauskënnt, a méi net.

Mä ech soen awer och gradsou däitlech: Wann et Leit hei an dëser Chamber gëtt, ob se an der Oppositioun sinn oder an der Majoritéit, déi mengen duerno, den 11. Juli oder de 15. Oktober oder den 13. Januar 2006, misste se demissionéiere vun hiren Ämter, well se midd sinn ze regéieren, respektiv well se keng Loscht méi hunn, hiert Mandat auszeüben, dat heescht, datt mer dann eng Regierungskris géinge kréien, oder souguer doriwwer eraus en Deel vun der Oppositioun sech där Kris da géing uschléissen, dann hu mer kee Problem domadder, wat gewielt gëtt hei am Land, hei zu Lëtzebuerg, mä da wiele mer net iwwert den Traité constitutionnel, da wiele mer iwwert de Bilan vun där Regierung, déi dat Joer am Amt war, mat hirer Politik, déi se gemaach huet, respektiv mir décidéieren iwwert de Fait, datt och een Deel vun der Oppositioun anscheinend keng Loscht méi huet, Mandater auszeüben, an da sollen d'Wieler dann och doriwwer tranchéieren.

Den 10. Juli stëmme mer also of iwwert de Referendum, a wann an deene sechs Méint duerno, oder an deenen dräi Joer duerno, d'Regierung wëllt demissionéieren, oder och aner Leit hir Mandater wëllen ofginn, da solle mer Neiwahle maachen, mä dann entscheede mer dann iwwert déi Leit, déi déi Kris provozéiert hunn, an net iwwert den Traité constitutionnel.

Mir als Gréng sinn der fester Iwwerzeegung, datt d'Leit gäre fräi décidéieren den 10. Juli, wéi si et gär hätten oder wéi si et richteg fannen, wat si zu deem Text do ze soen hunn. A mir mengen awer gradsou kloer, datt d'Leit den 10. Juli net an d'Wahlkabinne ginn, fir duerno Neiwahlen ze provozéieren. All déijeeneg, déi domadder spillen, solle wann ech gelift domadder ophalen! Kommt mir profitéieren duerfir déi nächst véier Wochen, fir iwwert dat ze diskutéieren, wat usteet, nämlech iwwert déi wichteg Verfassung fir Europa.

Plusieurs voix.- Très bien! Bravo!

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Als nächste Riedner huet sech den honorabelen Här Gibéryen gemellt. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zënter laangem gëtt hei am Haus diskutéiert, datt d'Chamber sech géif dem Vote, deen d'Wieler den 10. Juli beim Referendum zum Ausdrock brénge, ralliéieren. Mat der Resolutioun, déi mer haut hei wahrscheinlech eestëmmeg wäerte stëmmen, gëtt am Fong deen Ausdrock, dee Wonsch, deen hei ëmmer geäussert ginn ass, domadder officialiséiert an och domadder ofgeschloss.

Ech wëll drun erënneren, datt mir als ADR ëmmer verlaangt hunn, datt, wann een e Referendum mécht, dat misst e Référendum décisionnel sinn. Eis Constitutioun gesäit dat net esou vir. Et hätt also bedéngt, datt mer eng Ännerung vun onser Constitutioun hätte misse virhuelen, fir dat kënnen esou ëmzesetzen. Mir haten och duerfir als ADR eng Propositioun gemaach, fir d'Constitutioun an deem Sënn ze änneren. Et ass awer keng Majoritéit hei am Haus fonnt ginn, déi bereet war, fir déi Ännerung ze maachen. Et ass gesot ginn, et wier ze vill kuerzfristeg.

Mir hunn awer an deemselwechten Zäitraum eis Constitutioun geännert, wat zwar nëmmen eng Botz vun enger Artikelsnummer ass, wou mer elo d'nächst Woch, de 16. Juni, den zweete Vote constitutionnel huelen, fir eben déi Verfassungsännerung kënne virzehuelen, déi muss virgeholl ginn, ier d'Chamber kann deen Traité hei ratifizéieren. Et ass awer genausou kloer, datt d'Chamber net misst hiren éischte Vote virum Referendum huelen. Dat huet och de Conseil d'État a sengem Avis esou festgehalen.

D'Chamber stëmmt elo awer den 28. Juni an engem éischte Vote iwwert dësen Text of, zwielef Deeg virum Referendum, well gesot ginn ass, wéi och elo de Kolleeg Fränz Bausch an den Här Fayot virdru gesot hunn, fir eben no baussen e Message ze ginn, wou d'Politik oder déi politesch Parteie vis-à-vis vun deem Traité dostinn a wéi se sech äusseren.

An ech kommen duerfir op dat, wat de Kolleeg Bausch elo grad hei gesot huet, wa verschidde Leit elo soen, si géifen zrécktrieden, oder d'Regierung misst zrécktrieden, oder d'Parlament misst zrécktrieden, datt ech dat awer net esou kann deelen, wéi den Här Bausch dat hei elo esou gesot huet, well eben d'Parlament virum Referendum e Vote hélt. Dat ass nämlech ausschlaggebend!

Wann d'Parlament kee Vote geholl hätt virum Referendum a gesot hätt, mir loossen d'Leit driwwer décidéieren a mir akzeptéieren dat, wat d'Leit décidéieren, wier d'Parlament net engagéiert gewiescht. Mä wann d'Parlament elo higeet an hélt e Vote virdrun, an et géif duerch en Nee vum Vollek désavouéiert ginn, da misst och dat Parlament seng Konsequenzen zéien, well et dann ebe mat enger anscheinend grousser Majoritéit e Vote geholl huet, deen net vun der Majoritéit vun de Leit hei am Land gedroe gëtt.

Dann ass et désavouéiert an enger wesentlecher Fro, an dann ass et och konsequent, datt dat Parlament da seet: Mir stoungen aneschters do wéi eist Vollek dostoung, an duerfir demissionéiert dann oder léist dëst Parlament sech op. Et ass also d'Konsequenz vun engem Vote, deen ee virun dem Referendum hélt. An duerfir hu mir ëmmer gesot, kommt mir loossen d'Leit ofstëmmen a mir ralliéieren eis dann - wa mer et net fäerdeg bréngen, d'Constitutioun ze änneren, datt et e Referendum décisionnel ass, - no dem Referendum dem Vote vun dem Resultat vum Referendum.

Dat heescht, mir hätten am Fong kéinten haut scho soen, ma mir leeën en Datum fest. Den 10. Juli stëmmen d'Leit of. Dënschdes, den 12. Juli, hätt d'Parlament dat schonn hei kéinten op den Ordre du jour setzen an dann e Vote huelen, deen dat erëmginn hätt, wat d'Leit am Referendum gemaach hunn.

Mä nach eng Kéier: Wann dat Parlament sech hei virun dem Referendum engagéiert mat dem duerchsiichtegen Argument, datt dat just ass fir de Wieler ze beaflossen den 10. Juli, an déi Beaflossung gëllt net, an de Wieler géif se net akzeptéieren, da muss dat Parlament, wann et sech nach seriö hélt, noutgedrongen duerno demissionéieren!

Vun der Resolutioun…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Jau, jau, jauu!

M. le Président.- Roueg!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Spautz, ech weess, datt et Leit gëtt, déi Angscht virun Neiwahlen hunn! Dat verstinn ech!

(Brouhaha général)

Dat verstinn ech! Awer Dir musst dat net esou kloer hei zum Ausdrock bréngen!

(Interruptions)

Also, et huet nach déi leschte Kéier en eminenten CSV-Politiker zu mir gesot, also bei hinnen an der Rei géif awer och elo wierklech keen drun denken, fir Neiwahlen ze kréien, souguer déi Allerlescht an der Rei net. Also, duerfir verstinn ech dat, datt…

(Brouhaha général)

…verschidde Leit elo do e bëssen nervös ginn, well se eben elo mengen, datt et ebe kéint hei och aneschters ausgoen, wéi se sech dat erhofft hunn.

Här President, nach e Wuert awer zu der Prozedur. Mir hätten och léiwer gesinn, déi Resolutioun hei hätt hannen, wou mer décidéieren, eng aner Formuléierung gehat. An zwar wiere mir der Meenung gewiescht, datt, egal ob d'Leit Jo oder Nee stëmmen am Referendum, an alle Fäll d'Parlament hätt missen ofstëmmen. Et ass sech elo hei limitéiert ginn, datt d'Parlament nëmmen ofstëmmt, wann e Jo beim Referendum erauskënnt. Dat ass awer dat Wesentlecht. An duerfir konnte mir och mat där Formuléierung hei d'accord sinn, well nëmmen an engem Fall vun engem Jo gëtt hei am Parlament och en zweete Vote geholl an den Text ratifizéiert.

Et wier awer méi fair gewiescht, menge mir, fir och wann et en Nee gi wier, wann d'Parlament dann an engem zweete Vote Nee gesot hätt. Wat iwwregens bei den Hollänner och an deem Sënn gemaach gëtt, déi elo an engem Gesetz am Parlament mat Nee stëmmen.

Wat awer wichteg ass, dat ass, wéi gesot, datt nëmme bei engem Jo hei d'Parlament nach eng Kéier stëmmt.

Ech wëll awer drun erënneren, datt eise Statsminister, op europäeschem Plang, elo mat senge Kolleege Stats- a Regierungschefe wëll an deenen nächsten Deeg am Fong weider drop insistéieren, datt an alle Länner d'Ratifizéierungsprozedur bis un d'Enn duerchgefouert gëtt.

An deem Sënn muss ee sech d'Fro stellen, ob mir d'Prozedur bis un d'Enn duerchgefouert hunn, am Fall wou et en Nee géif ginn hei zu Lëtzebuerg, wann d'Parlament duerno net méi stëmmt.

Well et ass jo laut eiser Constitutioun, an do si mer eis heibannen eens, nëmmen d'Parlament wat ka Jo oder Nee soen. Ass dat e Refus, wann d'Parlament seet, ma mir äusseren eis, quasi, kéint ech soen, net méi driwwer? Ass dat als eng Oflehnung unzegesinn oder muss d'Parlament e Jo soen?

Den Här Minister dohannen néckt mam Kapp zou. Hie seet, dat wier, wann ech elo dee Message do gutt verstanen hunn, eng Oflehnung wann d'Parlament seet, et war Neen am Referendum, mir befannen net méi driwwer, dann ass et Schluss.

Dat heescht an anere Wierder, wann d'Englänner hir Prozedur elo op Äis geluecht hunn a se soen, mir befannen net méi driwwer, dann ass dat an där doter Logik jo dann och elo en Nee vun den Englänner, well déi gesot hunn, mir maache kee Referendum. Déi gi mol net méi esou wäit. Dat heescht an där Logik, wann een also net muss bis zum Schluss ofstëmmen a wann ech de Message vum Här Justizminister elo richteg interpretéieren, dann hunn d'Englänner am Fong mat hirem Refus, fir e Referendum ze maachen, och elo d'Prozedur ofgeschloss a gesot, ma et ass refuséiert an England.

Duerfir, Här President, mir kënne mat där Formuléierung do liewen, mä mir hätte léiwer gesinn, wann d'Parlament och bei engem Nee dat nach hei officialiséiert hätt mat engem Nee-Vote hei am Parlament.

Duerfir wäerte mir och an deenen nächste véier Wochen, déi bleiwen, eis engagéieren an där ganzer Debatt iwwert de Referendum, fir de Leit e Maximum vun Informatiounen zoukommen ze loossen. Mir als ADR respektéiere selbstverständlech de Vote, egal wéi en ausgeet. Mir ralliéieren eis och deem Vote, an duerfir kënne mir och dëser Resolutioun zoustëmmen, och wa mer wëssen, datt dat, wouriwwer mer den 10. Juli ofstëmmen, egal wéi et ausgeet, ni wäert a Kraaft trieden.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Ech hunn elo vu Säite vum Parlament keng Wuertmeldung méi. Den Här Minister Frieden mellt sech nach zu Wuert.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, ech wëll just op deen ee Saz vum Här Gibéryen reagéieren a Bezuch op England. D'englesch Regierung huet net gesot, datt et ni zu engem Referendum oder zu enger Ratifikatioun géing kommen.

D'englesch Regierung huet gesot, mir fixéieren elo keen Datum, notamment waarde mer op d'Entscheedung an op d'Diskussioune vum Europäesche Conseil vum 16. a 17. Juni. Et dierf een also heibannen net soen, d'Engländer hätte gesot, et kéim ni zu engem Referendum. Den engleschen Ausseminister huet am Parlament zu London gesot, hie géing elo keen Datum fixéieren. Just, datt dat kloer ass, well dorausser kann een aner Konklusiounen zéie wéi déi, déi den Här Gibéryen gezunn huet.

M. le Président.- Voilà, vu datt keng Wuertmeldung méi do ass...

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här President, ech wollt just nach dem Minister eng Fro stellen, zousätzlech dozou.

M. le Président.- Da maache mer dat. Jo, da stellt se direkt.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech wollt just soen, Här President, dem Här Minister, datt dat jo awer un en Délai gebonne ginn ass, bis wéini datt d'Länner musse ratifizéiert hunn. Dat heescht, datt d'Englänner dann och misste virun deem Datum hire Referendum gehalen hunn, soss wiere mer an deem Zeenario, datt et ofgelehnt wier.

M. le Président.- Gutt. Elo bleiwe mer mol bei der Diskussioun vun der Resolutioun an den Här Goerens huet elo d'Wuert. Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt et mol virausschécken: Et ass net d'Chamber, déi ratifizéiert, et ass de Grand-Duc, dee ratifizéiert.

Mir sinn an der Procédure de ratification dran. Mir hunn e wichtege Rôle ze spillen, an duerch déi Gesetzesännerung, déi mer virgeholl hu viru kuerzem, schalte mer och d'Lëtzebuerger Vollek an, wat sech jo da ka majoritär zu där enger Säit oder zu där anerer Säit schloen.

Déi Resolutioun, déi hei virläit, ass eng Nécessitéit opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer dobausse féieren. Well vill Leit froe sech: „Huet et iwwerhaapt e Wäert, datt mer stëmme ginn, well Dir maacht…" - esou kréie mer et ënnerstallt - „jo souwisou duerno wéi Der wëllt?" An da kënne mer ëmmer erëm soen: Mir maachen net, wéi mer wëllen; mir maachen, wéi Dir wëllt. Wann Dir den 10. Juli, wat mer net wënschen, géingt mat Nee stëmmen, da géife mer déi zweet Lecture net maachen. Wann Dir awer mat Jo stëmmt, da gëtt déi zweet Lecture gemaach. An dës Resolutioun, déi schreift dat elo schrëftlech fest, wat mer mëndlech iwwerall versprach hunn. De Ben Fayot huet dat gesot.

Déi Resolutioun hei huet och en zweeten Avantage, datt se eis erlaabt souwuel hei am Land vis-à-vis vum Wieler ze existéieren, wéi och international ze existéieren. Well ech wëll nach op d'Deklaratioun Nummer 30 aus dem Acte final vun dem Traité constitutionnel hiweisen, déi seet: «La Conférence note que, si à l'issue d'un délai de deux ans à compter de la signature du traité établissant une Constitution pour l'Europe, les quatre cinquièmes des États membres ont ratifié ledit traité et qu'un ou plusieurs États membres ont rencontré des difficultés pour procéder à ladite ratification, le Conseil européen se saisit de la question.»

Dat wat d'Englänner gemaach hunn, ass och konform zum Esprit an zu der Lettre vun dësem Text vun der Deklaratioun Nummer 30. An et ass kee Land, wat wierklech elo bereet ass schonn d'Décisioun ze huelen, definitiv den Traité ze begruewen.

Dës Resolutioun léisst also d'Méiglechkeet op, fir datt d'Vollek en définitiivt Jo ka soen an dann d'Parlament och en définitive dat duerch säi Vote an der zweeter Lecture kann entérinéieren.

Politesch gi mer duerch dës Resolutioun am Fong dem Wieler - politesch, soen ech - un pouvoir de dernier mot. Formal huet de Grand-Duc un pouvoir de dernier mot. Mä politesch gesinn net, an dat ass ganz wichteg, an duerfir beléie mer d'Leit net, mä mir soen hinne ganz kloer, wat mer wëllen, wéi eisen Understanding ass vun dem demokratesche Gebaren hei am Land. Fir eis huet op déi Manéier och politesch de Votum vum 10. Juli eng Obligation de résultat.

Dat gesot, wëll ech nach eng Kéier soen, datt d'Demokratesch Partei ohne Wenn und Aber fir deen Traité hei ass. An ob den Här Souwisou oder d'Madame Déngenskierchen dës oder déi Konsequenze wëll duerno zéien: Mir wäerten net midd gi virun de Wahlen, no de Wahlen, virum Referendum, no de Wahlen, ëmmer erëm drop ze insistéieren, datt den europäeschen Integratiounsprozess fir dëst Land absolut vital ass, a wann eppes zu de Liewensgrondlage vun dësem Land gehéiert, dann ass et de Fait, datt alleguer déi aner Länner an der Europäescher Unioun säit 1950 oder säit 1952 bereet sinn, eng Partie Regelen ze akzeptéieren, déi net nëmme gëlle fir déi Grouss an net nëmme gëlle fir déi Kleng, mä fir se alleguer.

Et ass op esou enger Toile de fond, dass dëst Land konnt zu engem onwahrscheinleche Wuelstand an enger Sécherheet verhollef kréien, déi mer net wëllen duerch eng Politique politicienne op d'Spill setzen. Duerfir menge mer ass dat hei wuel eng Gratwanderung - well et ass nach näischt décidéiert - bei där mir an der Chamber an alleguer déi, déi um Intérêt vum Land interesséiert sinn, alles musse ginn, jusqu'à leur dernier souffle, fir datt dëst Land déi schwéier Epreuve, an där mer dra sinn, honorablement besteet. An duerfir gi mer och eise Jo zu dëser Resolutioun.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Als leschte Riedner huet sech den honorablen Här Michel Wolter gemellt. Den Här Wolter huet d'Wuert.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net ze leegnen, dass den europäeschen Entwécklungsprozess sech zurzäit an enger delikater Situatioun befënnt. No dem Neen a Frankräich an an Holland huet sech d'Veronsécherung queesch duerch Europa vergréissert. A wat eis guer net gefall huet a wat eis muss interpelléieren, dat ass, dass an der leschter Woch duerch deen Neen a vläicht och op Grond vun deem Nee Leit, Tendenzen a Stréimunge queesch duerch Europa mengen nees missen iwwerhand ze kréien, déi absolut net an déi Richtung schwätze wéi mir Lëtzebuerg an Europa, a wéi mir Europa an hir Entwécklung gesinn.

Mir mussen also hei zu Lëtzebuerg mat klorem Kapp verschidden Tendenzen, verschidden Entwécklungen an Nopeschlänner gesinn. Mir musse si analyséieren; mir däerfen hinnen awer net nolafen, mä mir musse kucken, wat eis Positioun dozou ass, wat eis Intérêten dobäi sinn, a wou d'Erausfuerderunge leien an d'Potenzialer fir eist Land an deem Ratifizéierungsprozess, deen elo amgaangen ass.

Mir sinn där Meenung, dass mir als Lëtzebuerger objektiv am meeschten ze verléieren hätten, wann Europa an eng Kris géif kommen. Souwuel wirtschaftspolitesch wéi sozialpolitesch kann e Land, wat viru 50 Joer dat äermste Land war vu sechs, déi deemools Europa geschafen hunn, an entre-temps dat räichst ass vu 25, déi an deem Europa dra sinn, nëmme verléieren, wann dee Processus an d'Stocke kënnt.

Mir wollten eng Diskussioun iwwer Europa, mir hu si kritt. Zu Lëtzebuerg an an Europa. Déi Diskussioun an déi Debatt, déi d'Leit mat eis féieren, geet zur Zäit net grad esou wéi mir si vläicht gäre gehat hätten. Well d'Leit mat eis iwwer villes aneschters diskutéiere wéi grad just iwwert deen Traité, iwwert déi Ratifikatioun. Si schwätze mat eis iwwer hir Ängschten, iwwer hir Aart a Weis wéi si Europa gesinn, iwwert déi Aart a Weis wéi Europa sech an deene leschte Joren entwéckelt huet an iwwert déi Aart a Weis wéi si gären hätten, dass dat Europa sech an deenen nächste Jore soll weiderentwéckelen.

Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, ee staarke Message, dat ass ee Message, dee méi staark ass wéi vill vun eis dee sech erwaart hunn. An op dee staarke Message musse mir als Politiker och ee staarke Message dogéintsetzen, e staarke Message an der Diskussioun mat eise Leit iwwer Argumenter, iwwer Zilsetzungen, déi mir eis an deem Europa vu mar wëlle ginn.

Et muss een de Leit soen, dass de Jo sech op eppes konnt eenegen, dass de Jo, och wann hie vu ganz villen Tendenze geprägt war, an engem Kompromis en Text op den Dësch geluecht huet, deen Europa virubréngt. An ech mengen, dass een och de Leit muss d'Fro stellen, ob si der Meenung sinn, dass deen Nee, dee si elo héieren, europawäit, an och zum Deel hei zu Lëtzebuerg, ob deen Neen dann Europa méi wäit ka brénge wéi dee Jo, dee sech an deem Traité, iwwert dee mir den 10. Juli iwwer Referendum sollen ofstëmmen, erausgeschielt huet.

Et gëtt da Leit an Europa, och hei zu Lëtzebuerg - et héiert ee si elo manner haart -, déi mol der Meenung waren, et soll een dee Processus elo am Fong op Äis leeën. Et soll ee sech eng Denkpaus ginn, et soll een net virufueren, an et soll een op engem spéideren Datum op déi Froen zréckkommen. Mir sinn net der Meenung, dass een dat soll maachen. Mir sinn an engem Processus dran; mir sinn an enger Diskussioun dran; mir spieren den Intérêt vun de Leit hei zu Lëtzebuerg fir mat eis iwwer Europa ze diskutéieren, a mir sollen dat zum Deel och als eng Chance gesinn, dass mir zu engem Sujet, wou mir soss an eise Versammlunge knapps 20 Leit sëtzen hate fir mat hinnen iwwer eppes ze diskutéieren, haut alt 200 an 250 Leit hunn, déi bei eis komme fir mat eis doriwwer ze diskutéieren.

Mir sollen eis och eppes aneschters net virmaachen, nämlech dass Europa net géif op Lëtzebuerg den 10. Juli kucken. A ganz Europa an iwwer Europa eraus wäert op Grond vun der rezenter Entwécklung, déi sech gemaach huet, op Lëtzebuerg gekuckt ginn. Meng perséinlech intim Convictioun ass et, dass wa mir den 10. Juli als Lëtzebuerger, wat e souveräne Choix ass vun eis alleguerten, mat Nee stëmmen, den europäeschen Integratiouns- an Entwécklungsprozess zum Stoppe wäert kommen.

Ech weess net, ob wa mir Lëtzebuerger den 10. Juli Jo stëmmen, mir definitiv um Enn vum November vum Joer 2006 wäerten op dat kommen, wat mir gären hätten, mä ech si fest dovunner iwwerzeegt, datt wann den 10. Juli aus Lëtzebuerg de Message erauskënnt, dass och d'Lëtzebuerger, déi vu ganz ville Leit trotzdeem als en Idealbild oder Virbild och fir d'europäesch Integratioun gesi ginn, an enger Majoritéit dogéint gestëmmt hunn, dass dann e Message wäert erausgoen, deen am Cumul da vun dräi Grënnungsländer, Frankräich, Holland a Lëtzebuerg, am Fong wäert zu engem Stopp vun dem Processus féieren.

Dir Dammen an Dir Hären, all Parteien, déi haut an der Chamber sëtzen, hu sech virun de leschte Wahle fir e Referendum ausgeschwat. All Parteien, déi an dëser Chamber sëtzen, hunn an hire Wahlprogrammer vum leschte Joer an hiren Europawahlprogrammer dofir plädéiert den Traité unzehuelen.

An dofir ass déi Diskussioun vum 28. Juni och an dëser Chamber eng wichteg Diskussioun, fir de Point ze maachen, ob déi fënnef Fraktiounen, déi an d'Wahle gaange sinn am Juni 2004, nach ëmmer op deem Punkt stinn, wou si am Juni 2004 stoungen a mat deem si an d'Wahle gaange sinn, oder ob déi eng oder déi aner entre-temps eng aner Meenung kritt hu par rapport zu där, déi si de Wieler d'lescht Joer gesot hunn.

Mir sollen, an och dat ass fir eis dee wesentleche Message vum 28. Juni, de Wieler en préparation vum 10. Juli kloer an däitlech soen, wat mir denken, wat eis Meenung ass, firwat och bei alle Schwieregkeeten, déi deen een oder deen anere vläicht mat deem engen oder deem anere Punkt kann hunn, mir zur Iwwerzeegung komm sinn, dass et fir eist Land wichteg ass, dass mir deen Traité do stëmmen, an net wëllen, dass mir deen Traité do net stëmmen.

Dorauser allerdéngs dann dat ze maachen, wat ech elo de Mëtteg nees héieren hunn, a wat ech usazweis op anere Plaze gemengt hunn der Deeg ze héieren, nämlech dorauser een national-politesche Vote wëllen ze konstruéieren, eng Ubannung Vote 28. Juni - Vote vum 10. Juli, do ginn ech dem Här Bausch total Recht a sengem Raisonnement, dat ass ee Raisonnement, dee mir net wëlle féieren. Mir wëllen de Leit net soen, wéi si et musse maachen. Mir respektéieren, dat hu mir alleguerte gesot an dat ass och de Sënn vun der Resolutioun, de Vote, deen d'Leit souverän soen zu där doter Fro - awer och nëmmen zu där doter Fro.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn iwwerzeegt dovun, dass wa mir an engem rouegen, op d'Saach orientéierte Gespréich mat eise Leit an deem nächste Mount eis Leit dovu kënnen iwwerzeegen, dass fir Lëtzebuerg souwuel an der Sozialpolitik, an der Wirtschaftspolitik, an der Sécherheets- an Asylpolitik, an der Verteidegungs- an Aussepolitik, an der Stäerkung vum Rôle vun den nationale Parlamenter an am Schafe vun engem institutionelle Kader, deen et erlaabt een Europa vu 25 iwwerhaapt ze géréieren, déi wesentlech Elementer leien, déi fir eist Land sollen ausschlaggebend sinn, fir dass eis Leit den 10. Juli positiv op déi Verfassung do sollen hir Äntwert ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Domat ass d'Debatt definitiv ofgeschloss a mir kommen elo zum Vote vun der Resolutioun, déi vum Här Fayot hei déposéiert ginn ass. Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

De Vote électronique ass verlaangt, da maache mir dat.

D'Resolutioun ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par Mme Marie-Josée Frank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Romain Schneider), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5454 iwwert d'Organisation judiciaire. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen den Här Bettel, d'Madame Err an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer, wann ech gelift.

5. 5454 - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Suerg fir eng méi biergerno Justiz, déi d'Litigë méi séier evakuéiert, ass net nei. Schonn 1912 hunn zwee eminent franséisch Auteuren dat heite geschriwwen: «Une justice lente et coûteuse n'est pas celle que l'État doit aux citoyens.» Ech menge souguer, datt dëse Passus nach eng ganz Rëtsch vu Joren zu Lëtzebuerg an och an alle Länner vun der Welt wäert eng gewëssen Aktualitéit bäibehalen.

D'Justiz muss esou organiséiert ginn, datt d'Affären, also d'Prozesser, an engem Délai raisonnable kënne mat engem Uerteel ofgeschloss ginn. Dat gëtt eis vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun an och vum Europäesche Verfassungsvertrag operluecht, a wann dat och net esou wier, da wär déi Obligatioun vum Délai raisonnable awer eng Selbstverständlechkeet. Et ass enger moderner Justiz net wierdeg, wa Litigë Joren a Joren daueren, ouni datt iergendeppes am Dossier geschitt oder ënnerholl gëtt.

Mam Projet de loi 5454 gëtt eng Opstockung vum Personal vun der Justiz op fënnef Joer programméiert. An engem Gesetz vum 24. Juli 2001 hate mir schonn en Astellungsprogramm fir d'Period 2001-2005 gestëmmt. Haut stëmme mir also den zweete Programme pluriannuel fir d'Joren 2005-2009.

An deene Jore ginn am Ganzen 21 nei Riichteren agestallt, sechs Leit fir de Service Central d'Assistance Sociale an 20 Leit administratiivt Personal. Vun deenen 21 Riichtere ginn et dräi nei Conseilleren op der Cour d'appel, siwe Riichteren um Bezierksgeriicht Lëtzebuerg, zwee um Bezierksgeriicht Dikrech an ee Jugendriichter an der Stad. De Parquet général an de Parquet vun Dikrech kréie jee ee Member bäi an de Parquet vu Lëtzebuerg kritt sechs nei Substituten. Ausser zwee Riichtere vun deene siwen, déi op d'Bezierksgeriicht Lëtzebuerg kommen an déi sech méi speziell mat de Faillitë wäerten ausernee setzen, an dem Jugendriichter, wäerten all déi aner nei agestellte Riichtere sech méi mat strofrechtlechen Affären ofginn. Beim SCAS ginn ee Psycholog a fënnef Agents de probation agestallt - an deem Gesetz vun 2001 woren et zwee Leit vun der Carrière supérieure a véier Agents de probation.

D'Effektiver si vum Procureur général d'État opgestallt ginn. De Procureur général d'État hat dofir mat de Chefs de corps vun der Magistratur, dem Greffe, dem Parquet an dem Direkter vum Service Central d'Assistance Sociale Récksprooch geholl.

Dat war och d'Virgoensweis beim éischte Programme pluriannuel gewiescht, dofir sinn déi zwee Texter, ausser wat d'Zuelen ugeet, vun der Schréftweis identesch. A wann een deemools näischt gefrot huet, da krut een och näischt, an da soll een elo net kloe kommen, et hätt een näischt kritt.

Ech ka verstoen, datt een, obwuel een dat Personal, wat ee gefrot huet, kritt huet, e bëssen enttäuscht ka sinn, wann dat Personal net direkt, mä nëmmen am Laf vun deem Programme pluriannuel, also am Laf vun deene fënnef Joer, agestallt gëtt. De Procureur général d''État huet de Rhythmus, wéini agestallt gëtt, esou proposéiert. Et muss natierlech hei mat a Betruecht gezu ginn, datt net nëmmen d'Zuel vun de Kandidaten oder vun den nei geschafene Poste muss berücksichtegt ginn, mä datt och d'Qualitéit an d'Kompetenz vun deenen nei anzestellende Riichteren ausschlaggebend sinn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Eng lescht Remarque fir bei de Personalfroen ze bleiwen: Datt d'Zuel vun de strofrechtlechen Affären an de leschte Jore stänneg geklommen ass - an dat léisst sech och un der Zuel vun den Häftlingen, déi am Prison zu Schraasseg sinn, novollzéien -, huet e manifeste Lien mat där no der Fusioun vu Police a Gendarmerie 1999 systematesch duerchgefouerte Verstäerkung vun der Police. Am September ginn nach weider 50 Leit fir d'Carrière vum Inspecteur agestallt.

Mä och op där anerer Säit vun der Chaîne pénale, also am Strofvollzuch, ginn 32 nei Plazen zu Schraasseg geschafen. Alles huet also ee Lien, d'Police, d'Justizautoritéiten an de Strofvollzuch. Déi eng nëmmen ze respektéieren an do méi Leit anzestellen an déi aner net a Considératioun ze huelen, wier eng falsch Politik. Well d'Zesummegräife vun deene verschiddene Corpsen esou ass, dass, wann op där enger Säit méi Personal astellt gëtt, och op där anerer Säit muss méi Personal agestallt ginn.

Ech wollt awer hei eng Klammer opmaachen: Ech hu gesot, et geet net nëmmen duer eng bestëmmten Zuel vu Riichteren, Polizisten, Gardienen zu Schraasseg ze hunn, mä wat hannert den Zuelen nach méi wichteg ass, ass d'Qualitéit, d'Effikassitéit, also d'Kompetenz vun deene Leit, déi agestallt ginn. Dat ass bestëmmt besonnesch wichteg an deene Secteure vun der Criminalité économique. Hei handelt et sech ëm ganz komplex Fäll, wou - fir déi Kriminell do stellen ze kënnen - musse Leit mat enger spezieller Qualifikatioun, mä och mat enger grousser Erfahrung agestallt ginn, an déi Erfahrung kann een och - esou stellen ech mir dat vir - ausserhalb vun der Police gesammelt hunn, also am Secteur privé; dat fir d'Klammer zouzemaachen.

D'Opstockung duerch dëse Projet vum Justizpersonal ass mol eng Saach, mä et gëtt natierlech och d'Opstockung vun deenen aneren zwee Corpsen, déi an der Justiz am grousse Ganzen au sens large du terme ze dinn hunn, also d'Police an de Strofvollzuch.

Mä eng effikass Justiz, Här President, ass net nëmmen drop zréckzeféieren, datt een d'Personal nei astellt. D'Justiz brauch och déi juristesch Moyenen, fir d'Affären an deem vun der Europäescher Mënscherechtskonventioun operluechten Délai raisonnabel iwwert d'Bühn ze kréien.

An deenen zivilen Affären hu mir 1996 e Gesetz gestëmmt, wat 1998 a Kraaft getrueden ass, wat d'Prozedur vun der Mise en état agefouert huet a wat zu substanzielle Verkierzunge vun deenen Délaien an deenen zivilen Affäre gefouert huet. Et kéint ee sech och virstellen, datt déi Procédure de mise en état och op kommerziell Affäre ausgeweit gëtt.

Et bleiwen awer nach ëmmer Grënn, fir och bei zivilen Affären d'Prozesser an d'Längt ze zéien: Expertisen, déi daueren an daueren an daueren an ni fäerdeg ginn, well souguer Expertë stierwen an nei Experten agestallt musse ginn, Incidents de procédure, wou dann Appel gemaach gëtt, déi dann erëm zréck an d'éischt Instanz kommen an da gëtt awer erëm Appel gemaach. Mä ech mengen am zivilen Deel kann een am grousse Ganzen mam System zefridde sinn.

Awer grad bei strofrechtlechen Affäre muss den Délai raisonnabel agehale ginn - an hei kënnen d'Affäre ganz laang daueren. Sou hunn ech zum Beispill gelies am Rapport vum Justizminister, datt 2004 eng Affär gesprach ginn ass, wou d'Faiten op 1989 zréckgaange sinn. Et geet also hei net duer fir Riichteren anzestellen, mä et geet dorëms fir de Justizautoritéiten d'Moyenen ze ginn, fir Affäre séier ze spriechen.

Zum Beispill kann ee méi op d'Ordonnance pénale zréckgräifen an alle Fäll, wou Alkohol um Steier oder ze séier Vitesse de Fall ass. D'ordonnance pénale ass déi Prozedur, wou Dir vun engem Riichter per Post een Uerteel mat der Strof zougestallt kritt, a wann Dir domadder net averstane sidd, da kënnt Dir nach ëmmer an d'Sëtzung kommen, dat heescht an e Prozess am eigentleche Sënn vum Wuert, mä da kann natierlech d'Strof vill méi héich ausfalen.

Mir hunn och de Moien an der Commission juridique an engem Projet iwwert d'Instruction pénale accélérée geschwat, wat och dozou féieren ka fir datt strofrechtlech Affäre méi séier kënne gesprach ginn. Eng Datebank mat Empruntes génétiques kann och zu méi kuerzen Délaie féieren, och wann hei nach keen Avis vum Statsrot virläit.

Här President, bei de strofrechtlechen Affäre bleift och eng Ursaach vun deene laangen Délaien, nämlech datt déi Affären dacks en internationale Charakter hunn. Et ass net ëmmer einfach fir eng Commission rogatoire internationale an engem Délai raisonnable aus engem anere Land zréckzekréien. Do wäert och den eurpäesche Mandat fir d'Beweiser - dat ass wéi de Mandat d'arrêt européen, just op der Basis vun de Beweiser -, sou hoffen ech, déi néideg Verbesserunge mat sech bréngen.

Wéi laang och d'Instruktioun dauert, déijéineg, déi eng Klo agereecht hunn, also meeschtens d'Victimen, mussen informéiert ginn, wat mat hirer Klo geschitt ass, respektiv wou d'Instruktioun drun ass. Och wann de Projet de loi iwwert den Afferschutz nach net vum Statsrot aviséiert ginn ass, wäerte mer eis esou séier wéi méiglech an der Commission juridique mat dësem Projet de loi befaassen.

Här President, et muss een natierlech sech ëmmer d'Fro stellen, ob all Affär, all Litige, deen een huet, wat fir enger Natur och ëmmer, muss virun de Riichter bruecht ginn. D'Mediatioun a strofrechtlechen Affären hu mer scho säit 1999! Et weess just kee Mënsch et. Et muss do méi Publicitéit gemaach ginn; et muss méi dorop zréckgegraff ginn.

D'Mediatioun an administrativen Affäre mam Knoutermann oder Ombudsmann, wéi hien dacks genannt gëtt, - wat en awer net ass, en ass e Médiateur,…

Une voix.- Très bien.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- …schéint ze lafen. Mir hunn och Texter virleien, ënner anerem eng Proposition de loi vun der Madame Err, iwwert d'Mediatioun an zivilen a kommerziellen Affären. Dat sinn och Schinnen, déi ee muss examinéieren. Bei all Affär ass et menger Meenung no net noutwendeg, datt et zu engem richtege Prozess virun engem Riichter kënnt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi bréngt och nach verschidden Adaptatiounen zum Statut vun de Riichteren. Zum Beispill gëtt an den Incompatibilitéiten och eng Referenz op d'Partenariatsgesetz vum leschte Joer gemaach, wat bis elo net de Fall ass. Ech mengen, wann e Riichter net an enger Affär däerf sëtzen, wou säi Mann oder seng Fra Affekot oder Partei ass, da soll dat och gëllen, wann ee Partenaire ass au sens vum Gesetz vum Juli 2004.

De Statsrot hat e puer redaktionell Virschléi gemaach, déi mer dann och iwwerholl hunn an deem Kader. Den Accord an der Kommissioun zu dësem Projet war unanime, an den Accord vun der CSV zu dësem Projet ass et och.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Xavier Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass bestëmmt e wichtege Projet, dee mer stëmmen, well et gëtt eng ganz Rëtsch vun neie Riichteren agestallt. A wann ee kuckt wéi de Malaise bei de Leit ass, wa se kucke wéi laang ee brauch fir iwwerhaapt en Uerteel ze kréien an enger Affär wou een iwwerzeegt ass, dass ee Recht huet am zivile Beräich, oder am Pénale, wou een Angscht huet, well een net weess wéi et ausgeet, sinn d'Délaien, déi virdrun zitéiert gi si vum Här Rapporteur - deem ech och elo direkt wëll Merci soe fir säi schréftlechen a säi mëndleche Rapport, soss hunn ech et vergiess -, e Problem, dass déi Leit an der Inquiétude an an der Incertitude sinn, an dat ass bestëmmt keng gutt Situatioun.

Erlaabt mer awer, dass ech elo net iwwer aner grouss Punkten oder vläicht elo ganz kuerz se just abordéieren, mä, wéi den Här Rapporteur scho gesot huet, d'Ordonnance pénale. Selbstverständlech, dat huet elo näischt direkt mat deem heite Projet ze dinn, mä et wier wichteg eng Kéier driwwer ze diskutéieren, ob et méiglech ass, verschidden Affären, kleng Affären iwwer Ordonnance-pénalen geregelt ze kréien.

Et gesäit een heiansdo, dass d'Leit zitéiert ginn op d'Geriicht mat 0,9 Promill amplaz 0,8 Promill. Dat heescht, do muss zitéiert ginn, dat si Käschten, an et gëtt souwisou e Protokoll vun 250 Euro meeschtens. Dat heescht et wier vill méi einfach, et géif een de Leit direkt soen, et kascht esou deier, da géif de Stat och Sue spueren. Virun allem bei 0,9.

Da gëtt et nach eng aner Méiglechkeet, déi do ass, dat ass dat, wat een eng Comparution immédiate nennt. Déi gëtt et zum Beispill a Frankräich, wéi Der elo gehéiert hutt, wéi déi Violencë waren. Wa se d'Leit fannen, da kënne se déi Leit och direkt virun de Riichter stellen, an da kann ee bannent e puer Deeg schonn en Uerteel hunn um Pénale. Wann een zum Beispill Aveuën huet oder am Flagrant délit geholl ginn ass, ech mengen do soll een net laang Prozedure maachen an d'Leit net een, zwee, oder ech kenne verschidde Fäll, wou d'Leit schonn iwwert dräi Joer an Untersuchungshaft sëtzen, wat ech net ganz normal fannen, dass een esou laang an Untersuchungshaft soll sëtzen.

Une voix.- Lauschtert gutt no!

(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, jo, ma neen, ech wollt just dat ausféieren.

M. le Président.- Kommt, lauschtert dem Här Bettel no!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Merci, Här President.

(Interruptions)

Une voix.- Majo, mir maachen dat!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, wann ech elo op de Punkt selwer komme vum Projet de loi. Ech kann zielen, am Artikel 5 steet do, dass 2009 d'Tribunal d'arrondissement, wann een dat Ganzt zesummerechent, 113 Riichteren am Ganzen huet, an den Tribunal d'arrondissement vun Dikrech zéng. Här President, erlaabt mer ze soen: Entweder mir wëllen zu Dikrech eng besser Justice de paix, an da solle mer d'Tribunal ofschafen, oder et soll een zu Dikrech en anstännegt Tribunal mat deene Moyenen, déi en Tribunal brauch fir ze schaffen, och ginn.

Här President,…

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Si kruten dat och.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da lauschtert elo emol, Här Rapporteur! Oh, si kruten dat! 2009 kréie se ee Riichter bäi, sot net et wier elo direkt! Wann Der bedenkt, dass se haut zu aacht, a wann Der déi zwee jo ewechhuelt, zu aacht d'ganz Magistratur solle sinn. Zu aacht! Also wann Der scho vun lech zu Dikrech waren, do musst Der dat gesinn! Da sëtzt de President an der Mëtt, da sëtzt riets a lénks en aneren Affekot, deen da Riichter spillt, deen also net spillt, mä da Riichter ass, e Juge suppléant…

(Hilarité)

…déi dräi sëtzen dann uewen, an Dir hutt en Affekot, deen ënne plädéiert.

(Interruption)

Duerno, wann dee fäerdeg ass mat plädéieren, gëtt eng Interruption d'audience gemaach. Da geet deen, deen uewen do souz als zweete Riichter, erof seng Affär plädéieren, an deen, deen ënne plädéiert huet, dee geet erop als Riichter sëtzen! Do verstinn d'Leit et net! D'Leit verstinn net wéi dat ka sinn, dass deen op eng Kéier, deem säin Affekot Riichter ginn ass vun där nächster Affär. Dat ass schwiereg ze erklären!

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Mir verstinn et.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wéi bréngt Der et fäerdeg… Ma do ass de Problem! Dir wësst et jo, an enger Affaire pénale, Dir hutt een Untersuchungsriichter. Dir hutt eng Chambre du conseil, dat sinn der schonn dräi. An Dir hutt dann nach dräi Riichtere fir de Fong, dat heescht Dir sidd zu siwen, a si hunn nëmmen aacht Riichteren am Moment! Dat heescht, wann ee krank ass, da wësse si schonn net méi, wien se als Riichter mussen hunn!

Dat heescht, wann ee kuckt, 2009, Här Santer sot Dir, da wiere se zefridden. Da si se zu zéng. Si waren eben net esou guermanzech, si hunn eben net méi gefrot.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Mä d'Stad huet der 113! Sot mer net, dass d'Stad Lëtzebuerg zéngmol méi Dossieren huet wéi zu Dikrech.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Bettel, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Santer?

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Also, zwou Froe souguer. Also, et kéint ee souguer soen, wann Der déi Affären, d'Proportionalitéit tëschent zéngmol méi Riichteren, da kënnt Der och d'Proportionalitéit bei den Affekote kucken: Wéi vill Affekote sinn zu Dikrech a wéi vill Affekoten an der Stad?

Mä dovunner ofgesinn, ech wëll lech nach dorun erënneren, dass an deem éischte Plan pluriannuel 2001-2005 d'Bezierksgeriicht vun Dikrech iwwerhaapt kee Riichter gefrot huet, obwuel se opgefuerdert gi sinn: Wéi vill Riichtere wëllt Der nei agestallt kréien? Si hunn net geäntwert, also krute se och keng.

M. Xavier Bettel *(DP).*- A si hunn awer duerno eng Pressekonferenz gemaach…

M. le Président.- Ech wëll soen, Här Santer, wéi war Är Fro?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Ah jo, pardon.

(Hilarité)

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, ech wollt den Här Bettel froen, wéi hie sech dat ka virstellen, dass een elo kloe kënnt, et hätt ee keng Riichtere bäikritt an deem éischte Programme pluriannuel, wann een iwwerhaapt keng nei Riichtere gefrot huet?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, ech si ganz frou, dass den Här Santer mer déi Fro stellt.

Une voix.- Ah!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Well nämlech fir d'éischt hu mer elo emol de Rapport vum Procureur général kritt!

M. le Président.- Jo dann äntwert och elo op d'Fro!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dee mécht dat… Ech sinn amgaang drop ze äntwerten, Här President.

(Hilarité et interruptions diverses)

Den Här Procureur général, dee proposéiert dem Minister eppes, wat mer ni ze gesi kritt hunn! Et ass fir d'éischt, Här Santer, wou mir iwerhaapt gesinn, wie wat freet. Dir sot hei, dass 1999, dat heescht 2000 oder 2001, wéi de leschte Programm komm ass, dass de President vum Bezierksgeriicht Dikrech keng Leit ugefrot huet. Ech weess dat net!

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Et steet am Rapport!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Et steet am Rapport, mä et steet net am Rapport vum Procureur général vum Joer 2000, deen ech net kritt hunn, Här Santer!

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Mir hunn d'Gesetz gestëmmt 2001!

(Interruptions diverses)

M. Xavier Bettel *(DP).*- Da lauschtert, Här Santer, da musst Dir mir erkläre wéi et da méiglech ass, dass den Här Konsbruck an den Här Bourg op dem Neijoersdagsempfang zu Dikrech e puer Méint drop soen: Mir sinn nees vergiess ginn. Da musst Der mech entschëllegen, da verstinn ech et och net. Mä si hunn et op jidde Fall offiziell gesot. Et stoung an enger Press, si hunn et offiziell gesot um Neijoersdagsempfang, si wieren am Stach gelooss ginn.

Ech zitéiere just dat, wat ech esou liesen, Här Santer. Ech weess net, wat den Här Procureur général a sengem Rapport geschriwwen huet. Sorry. Ech sinn elo frou, an dofir soen ech dem Här Minister och Merci, dass mer dee Rapport ze gesi kritt hunn, dat heescht, dass mer wëssen iwwerhaapt, wéi en dozou kënnt, fir déi Zuel vu Riichteren anzestellen.

Wéi gesot also zu Dikrech mat zéng, an dat dann nach 2009, ech zitéieren elo net. Dëst Joer kréie se emol keen. Ech hat geduecht, et hätt ee kënnen direkt dëst Joer en Zeeche markéieren an da vum 16. September 2005 u soen, dass een zu Dikrech e Riichter méi géif hunn. Ech wollt awer keen Amendement hei proposéieren, well ech verschidde Leit sécher an eng delikat Situatioun bruecht hätt, an ech wollt dat net. Här President, Dir verstitt, et muss een awer zu Dikrech eppes maachen, an ech si frou, dass elo eppes geschitt.

Dann hunn ech nach e puer Punkten, déi ech wëll zitéieren. Bon, on n'est jamais mieux servi que par soi-même: Vun 29 Riichteren, déi agestallt ginn, kritt de Parquet der aacht. Dat sinn der och vill, wann ee kuckt, dass déi aner, dass den Tribunal seet, si géifen der nach brauchen, oder zum Beispill Dikrech der nach brauch.

An Dikrech, erlaabt mer awer just ze soen, Här Santer, dat wësse mer jo, dat geet jo aus dem Rapport eraus, Dikrech kritt jo dem Text no en neie Substitut bäi, «un substitut pour le parquet du tribunal d'arrondissement de Diekirch». Firwat kee Premier substitut oder firwat kee Substitut principal?

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Déi gëtt et eng Kéier vläicht.

M. Xavier Bettel *(DP).*- Jo, mä et kéint ee sech jo déi Fro stellen. Wann ee jo aner Plazen opmécht, da kéint een déi op jidde Fall och opmaachen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dann ass d'Chambre du conseil. D'Chambre du conseil huet eng wierklech immens grouss Aarbecht. D'Chambre du conseil, dat ass déi, wann eng Affär zou ass, déi dann de Renvoi muss sprieche virun enger Chambre de juridiction, déi Commission-rogatoirë nach muss maachen an dann nach dräimol d'Woch Audienzen huet fir d'Liberté-provisoirë vun den Détenuen. Dräimol d'Woch! An ech kann lech et soen, dat si keng zwou oder dräi Libertéiten, dat sinn der zéng. Do muss een all Kéiers dann nach Uerteeler, also Ordonnancë schreiwe bei deenen. Si kréien elo e Rouleur bäi. Mä wéi gesot, et wier vläicht opportun gewiescht, ech hat et och deemools an der Kommissioun gesot, dofir erlaben ech mer et hei nach eng Kéier ze widderhuelen op der öffentlecher Tribün, der Chambre du conseil ee méi ze ginn.

E grousse Prinzip awer, bei deem ee sech misst d'Fro stellen, dat hate mer och an der Kommissioun an der Diskussioun, dat ass de Problem mat der Police. Et huet kee Wäert en décke Kapp ze hunn, dass d'Justiz en décken, décke Kapp huet, mä dass keng Äerm do sinn, dass si ganz vill iwwerleeën, ganz vill Décisiounen huelen, mä dass kee se kann exekutéieren.

Wann der héiert, dass fir eng Perquisitioun heiansdo d'Police Méint brauch fir se kënnen ze maachen, wann den Här Biever, dee mir manner no steet wéi lech, Här Santer, awer behaapt, datt se d'Failliten net poursuivéiere kënnen, well se net Leit hunn an dass déi verjährt ginn, bei Banqueroute-frauduleusen. Dat erfannen ech net, Här President, dat huet alles den Här Biever op der Télee gesot. An ech mengen dat sinn alles Punkten, déi awer wichteg sinn.

M. le Président.- Här Bettel, erlaabt Der eng Tëschefro vum Här Mehlen?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här Bettel, ech lauschteren lech mat vill Interesse no. Wat wollt Der domat soen, wéi Der dem Här Rapporteur gesot hutt, den Här Procureur d'État hei zu Lëtzebuerg, dee stéing him vläicht méi no wéi lech?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Wësst Der, ech maache ganz vill Strofrecht, dann ass een oft a Konflikt mam Ministère public. Dat musst Der esou verstoen. Ech hat geduecht, Dir hätt et vläicht anescht verstanen?

(Interruptions)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn et elo just virdru gesot, d'Police brauch och Leit. D'Police brauch Leit. Mä d'Police brauch virun allem och eng Formation continue.

Wann Dir Polizisten hutt an déi sëtzen eng Kéier op engem Büro, 20 Joer duerno sinn d'Systemer bestëmmt net déiselwecht wéi virun 20 Joer. Et ass och ganz, ganz wichteg, an d'Madame Brasseur huet jo dodrop insistéiert, wéi se Minister vun der Formation continue war, vun der Formation professionnelle justement, dass de „lifelong learning" eng Prioritéit muss sinn, an dat zielt iwwerall. Bei de Riichteren och. Bei der Police och. Et geet net duer haut en Examen ze packen an da 40 Joer op därselwechter Plaz ze bleiwen ouni Formatioun ze hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, da gëtt et nach eppes, wat mer um Häerz läit, dat ass de Problem vum Suivi. Mir bekloen eis, mir hätten ze vill Détenuen an dofir bräichte mer nei Chambres correctionnelles. Dat ass normal. Wann Dir haut an de Prisong kommt, da gitt Der an de Prisong gesat an da gëtt d'Zell zougespaart an et ass guer kee Suivi do. Wann Dir en Toxico sidd, Dir gitt an de Bing gesat, Dir kritt do nach wa méiglech, an dat behaapte jo all d'Détenuen, Drogen ze kafen, déi Der soss néierens ze kafe kritt, dat heescht, d'Boucle ass zou.

Wann Der bis eng Kéier dobanne sidd, hutt Der scho bal eng Memberskaart à vie. Et ass ganz rar, dass een, deen dobanne war, net erëmkënnt. Mir hunn ee vun deenen héchsten Taux de récidive an Europa. Firwat? Well de Suivi null ass.

Wann een zu Schraasseg eng fest Prisongsstrof kritt, da kritt ee gesot - oder Dir gitt expulséiert, wann Der wëllt den Artikel 100 kréien, da gitt Der eraus an dann dierft Der net méi heihinner kommen, an da kucke se, dass se awer nees kommen, a wa se net gepëtzt ginn, dann ass jo alles an der Rei. Oder et kritt een d'Dier opgemaach an dann ass een dobaussen a Punkt basta.

D'Leit wëssen net no sechs Méint Prisong wouhin. Zum Beispill en Toxico: Wou soll e schlofe goen, seng Eltere wëlle kee Kontakt méi hunn? Wou geet en nees? Op d'Gare bei seng Kolleegen an da keeft e sech seng Wick a seng Sprëtz an dann ass nees d'Boucle zou. Den Dag drop huet en nees keng Suen. Déi 50 Euro, déi e gespuert hat am Prisong, si fort. An da geet en nees abriechen oder iergendeng Dommheet maachen oder Droge verkafen.

Dat heescht, wann de Suivi vun engem Détenu schlecht ass, ass en automatesch réabonnéiert nees fir op Schraasseg ze landen. Dofir wier et och ganz wichteg op jiddfer Fall, e Suivi ze maachen.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach e leschte Punkt, deen awer mat deem heite Projet eppes ze dinn huet, dat ass d'Personal beim Geriicht. D'Personal beim Geriicht, wat agestallt gëtt. D'Regierung huet ganz vill Appel op DATë gemaach. Ech kritiséiere bestëmmt keng DATen, mä de Problem ass, wa se bis verstanen hu wat eng Situatioun ass, wéi se déi musse schécken, wie se musse ruffen, da si se meeschtens scho fort. An da kënnt deen neien, dat heescht, bis deen Neien et nees verstanen huet, an dat geet déi ganzen Zäit esou. Déi si jo do fir dräi, véier Méint.

An den anere Punkt ass och mat den DATen, wou de Problem ass, dat ass de Suivi, de Secret vun den Dossieren. Ech mengen, Dir hutt Accès do zu Dossieren, wou et awer ëm perséinlech Saache geet, wou et Leit betrëfft. Ech weess net, ob et do opportun ass e Manège vu Personal ze hunn, well dee méi bëlleg gëtt wéi fest Personal anzestellen. Dat heescht, komm mir kucken eis eng Kéier riicht an de Spigel a mir soen eis, et muss een ebe Suen investéieren an d'Personal och gi fir d'Justizwiesen.

Wéi gesot, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no all deene Kritiken, déi ech awer mer erlaabt hunn, an och deene Recommandatiounen, déi ech dem Här Justizminister awer op de Wee ginn hunn, ass et wichteg, d'Magistratur ze verstäerken an neit Personal ze hunn, fir de Justizapparat ze verbesseren. Dofir bréngen ech och den Accord vun eiser Fraktioun vun der Demokratescher Partei.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Als nächste Riedner ass d'Madame Err ageschriwwen. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'europäesch Mënscherechtskonventioun schreift vir, dass et e Mënscherecht wier fir e faire Prozess ze hunn an engem raisonnabelen Délai. Dat ass net ëmmer de Fall. Dat ass e Recht, a vill Länner sinn - an do hate mer bis elo nach Chance - schonn öfters um Stroossbuerger Geriichtshaff dowéinst condamnéiert ginn, datt se net à même waren deen Artikel vun der Mënscherechtskonventioun anzehalen.

Fir derfir ze suergen, dass net och eis dat blitt, gëtt et zu Lëtzebuerg de Programme pluriannuel fir d'Organisation judiciaire, d'Riichteren opzestocken, an dat hei ass dann ee Gesetz vun där Zort.

Ech mengen, dass een net méi brauch drop anzegoen, wat alles hei virgesinn ass. Ech mengen, et ass ervirzesträichen, dass eng Logik an deem ganze Konzept ass: Eng gewëssen Zuel Riichtere verbonne mat enger gewëssener Zuel Greffieren, Assistant-socialen, a vläicht kéint een och nach d'Personal aus dem Prisong derbäizielen, dat an engem anere Gesetzesprojet agefloss ass, well och dat am Zesummenhank ze gesinn ass mat der Gestioun vun de Konflikter, vun den Affären op de Lëtzebuerger Geriichter.

Et ass also wichteg, dass mer Personal a genügender Zuel hunn an, wéi meng Virriedner hei gesot hunn, dat och gutt ausgebilt ass. Wichteg ass och, an dat wier eng Fro, Här Minister, dass déi Leit, déi dann do solle schaffen, an eisem Geriichtswiesen, a Lokaler sinn, déi adaptéiert sinn, an dass déi Lokaler esou équipéiert sinn, dass se net deene moderne Problemer mat Moyenen aus dem leschte Jorhonnert sollen nokommen. An et schéngt es, wéi wann um Niveau Equipement munches net an der Rei wier.

Mir hoffen, dass dat deemnächst mat der, wéi soll ech soen, Mise en fonctionnement vun der neier Cité judiciaire da generell besser geet. Vläicht kënnt Der eis en passant soen, ob mer entre-temps Délaien hunn oder en Datum hunn, wéini déi Saachen do sollen utilisabel sinn.

Dem Här Rapporteur wollt ech just eng Remarque maachen, wat d'Mise en état en matière commerciale betrëfft. Dat war eng Suggestioun sengersäits. Ech mengen net, dass en matière commerciale, wou et keng Procédure écrite gëtt, mä wou mëndlech am Fong alles nach bis zur leschter Minutt kann opgeworf ginn, d'Mise en état do deeselwechten Zweck hätt, wéi dat de Fall ass en matière civile. Mä et kann een et du moins analyséieren. Wann et näischt déngt, kann et bestëmmt näischt schueden.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Ass et noutwendeg? Dat war meng Fro. Ass et noutwendeg, datt een an den Affaires commerciales nach eng Procédure purement orale bäibehält, wou ee weess, datt bei kommerziellen Affären, déi e bësse méi komplex sinn, och eng Note écrite échangéiert gëtt? Dat war meng Fro.

Mme Lydie Err *(LSAP).*- Jo, mä vu dass keng Délaien do festgesat sinn, wéi déi Schréftwierker do solle sinn, mengen ech net, dass et wichteg wier. Mir kënnen et natierlech änneren. Mä ech mengen net, dass et een Avantage wier an dass d'Affäre géife méi schnell weidergoen, wa mer en matière commerciale, wou mer eng Procédure orale hunn, elo op eemol géifen eng Procédure écrite aféieren.

Ech mengen, dass dat vläicht d'Riichtere kënnt arrangéieren, sécherlech, mä et awer net dozou géif bäidroen, dass d'Fristen, an deenen déi Affären iwwert d'Ronne ginn, géife méi kuerz ginn.

Zum Gesetz selwer, mengen ech, ass vläicht nach ze soen, dass et sech areit an eng ganz Série vun aneren Initiativen, mat deene mer probéiert hunn d'Délaië vun den Affären op de Geriichter erofzesetzen, dass do nach verschidden aner Projeten ënnerwee sinn, wéi notamment e Projet, dat mer haut de Moien an der Commission juridique ugefaangen hunn, eng Reform vum Code d'instruction criminelle notamment iwwert de Wee vun enger Instruction simplifiée; de Projet 5354, den Opferschutz, wou mer - a vläicht ass dat heite jo eng Geleeënheet, fir dass dee Projet weidergeet - zënter zwee Joer nach näischt vum Statsrot héieren hunn; drëttens eng Proposition de loi mengersäits, déi ech besonnesch der Madame Doerner géif un d'Häerz leeën, well si mat der Reform vum Gesetz iwwert den Divorce Rapporteur genannt ginn ass, a well ech op dësem Wee wëll formell d'Jonction froe vu menger Proposition de loi iwwert d'Médiation civile et commerciale en matière judiciaire zesumme mat deem Gesetz iwwert den Divorce. An ech erkläre mech och ganz kuerz firwat.

Am Gesetz, am Projet de loi iwwert den Divorce ass ee Wuert iwwert d'Mediatioun dran; et steet op enger gewëssener Plaz dran. D'Riichteren um Tribunal, déi kënne gegebenefalls eng Mediatioun ordonnéieren. Et steet net dran, op wat fir engem Niveau vun der Prozedur. Et steet net dran, a wat fir enge Konditiounen. Et steet näischt dran iwwert d'Prise en charge, notamment iwwert d'Assistance judicaire; et steet net dran, wéi laang se kann daueren, etc. Esou dass et am Fong dee Moyen, deen et géing erlabe ganz vill Affäre vun de Geriichter ewechzekréien, net verbessert, wann net déi Modalitéiten, déi noutwendeg si fir et an d'Praxis ëmzesetzen, derbäikommen. Déi Modalitéiten iwwert d'Procédure, iwwert d'Formatioun, iwwert den Agrément sinn am Gesetz net mol ugeschwat, während meng Proposition de loi net nëmmen en matière de divorce, mä och en matière de divorce genau ëm déi Detailer geet, déi et géife méiglech maachen dat an d'Praxis ëmzesetzen. Ech géif dem Rapporteur Merci soen, dass och hien evidenterweis dee Projet am Kontext vun dësem Gesetzesprojet gesäit.

Et geet net duer fir Riichtere bäizekréien, wa mer wëssen, dass mer ëmmer méi Affäre kréien, dass mer iwwert déi Tatsaach, dass bal jiddfereen haut Rechtschutz huet, méi Affären op d'Geriichter kréien an dass mer domadder automatesch am Fong d'Leit géifen aus hirer Eegeverantwortung entloossen, sech selwer ëm déi Problemer ze këmmeren, déi si uginn.

Dofir mengen ech wier d'Mediatioun net nëmmen e Moyen fir d'Geriichter ze désengorgéieren oder fir där chronescher Verstoppung op eise Geriichter ofzehëllefen, mä virun allem och fir eng nei Konfliktkultur zu Lëtzebuerg anzeféieren, déi domadder verbonne wier, dass Leit déi Problemer, déi se hunn an an deene si jo selwer och en Deel Eegeverantwortung hunn, och an Eegeregie géife probéieren aus der Welt ze schafen. Net eleng mat engem Riichter, deen hinne vun uewen eppes imposéiert, mä mat Hëllef vun engem Drëtten, engem onofhängegen Drëtten, deen de Médiateur wier, dee speziell dozou ausgebilt ass an deen an engem confidentielle Prozess géing d'Leit dozou bréngen eegen Äntwerten zu hiren eegene Problemer ze fannen.

Ech mengen, dass dat wierklech e Fortschrëtt wier, wat eis Konfliktkultur géif ubelaangen, well jiddfereen ass Expert a senger eegener Affär. Et ass net ëmmer en droit, wou Problemer kënne geléist ginn. Au contraire, heiansdo gëtt duerch eng Affär, déi um Geriicht héichgejubelt gëtt, d'Athmosphär nach vill méi schlecht. Beispillsweis am Fall vum Nopeschsträit - fir nëmmen deen ze nennen.

Wann d'Leit geléiert ginn iwwert de Wee vun der Mediatioun sech selwer ëm hir Problemer ze këmmeren, dann hätte mer net nëmmen d'Affäre vum Geriicht ewech. Mir hätten och den Avantage, dass d'Leit geléiert hunn aneschters selwer mat hire Problemer eens ze ginn, a mir hätten eventuell och eppes doduerjer gemaach um Niveau vum Lien social ënnert de Leit, dee jo och an eiser Gesellschaft öfters ze wënschen iwwreg léisst.

De Rapporteur huet hei d'Gesetz iwwert d'Médiation pénale ugeschwat. Ech profitéieren da vun deem Stéchwuert fir op e puer Saachen hinzeweisen, déi an deem

Gesetz iwwert d'Médiation pénale dozou féieren, dass et ganz wéineg net nëmme bekannt ass, mä och ganz wéineg applizéiert gëtt, dass Lacunen an deem Gesetz sinn, déi missten onbedéngt opgehuewe ginn, notamment op verschiddene Punkten.

Éischtens ass d'Médiation pénale nëmme virgesinn als Alternativ zum Classement. Dat heescht, et kann een net virgesinn, datt eng Affär instruéiert gëtt an d'Mediatioun, an dann eventuell, wann déi Mediatioun deelweis gelongen ass, en Deelaspekt vun engem Prozess nach kënnt gefouert ginn. Et ass also och kee formellen Ofschloss vun enger Affär, déi iwwer Médiation pénale virgesinn ass an eisem Gesetz, esou dass een net weess, wat passéiert, wann een, deen eng Kéier eng gestiecht huet, deen eng Kéier mam Gesetz a Konflikt war, deen eng Médiation pénale duerchlaf huet, deen an e puer Méint erëm eng Kéier kënnt mat engem klenge Problem, dann ass et esou, vu dass et kee Casier gëtt mat enger Mediatioun, wou eng Mediatioun dra mentionnéiert ass, vu dass et keen Uerteel gëtt, dass et keng Trace dovunner gëtt, esou dass keng Indikatiounen do si fir eng eventuell Récivide. Et ass keng Dispositioun dran iwwert de Casier.

Last but not least sinn och déi Dispositiounen iwwert d'Bezuelen an deem Gesetz iwwert d'Médiation pénale totalement inadaptéiert. Si sinn nach méi niddreg wéi am Kader vun der Assistance judiciaire, an och dat dréit net dozou bäi, dass et ganz interessant wier fir Leit fir sech ëm dee Genre Affären hei ze këmmeren.

Et bleift also op dësem Gebitt och no dësem Projet nach vill ze maachen, och wann dee Projet hei sécherlech e Schrëtt an déi richteg Richtung ass.

Eng Fro, déi ech mer gestallt hunn um Fong, ass déi: De Projet de loi baséiert op engem Avis vum Procureur général. Ech huele jo un, dass deen do virdru mat all senge Leit geschwat huet. Ech froe mech, ob et net ubruecht wier fir Leit do anzestellen, oder fir Leit do ze befroen, loosse mer mol soen, mat deenen Demanden, déi do sinn, fir déi Revendicatiounen ze kucken, déi vun deenen eenzelne Geriichtsbarkeeten erakomm sinn, a wat fir eng Leit méi oder manner adaptéiert sinn.

Ech denken net, dass et onbedéngt d'Charge muss si vun engem ganz héije Magistrat fir déi Managerqualitéiten do opzeweisen, fir dat Personal, wat bäikënnt, wierklech op déi richteg Plazen ze setzen. Ech denken net, dass do eng Incompétence steet. Ech menge just, dass et net déi Fonctioune sinn, déi do exklusiv verlaangt ginn.

Ech denken duerfir, dass ee sech och kéint iwwerleeën, ob ee fir deen nächste Plan pluriannuel an dëser Matière sech vun engem Expert vu bausse kënnt en Avis froen, fir zesumme mat deene concernéierte Riichteren op deene verschiddene Geriichter a mam Parquet général ze kucken, dass déi Leit da wierklech op déi Plaze kommen, wou se am meeschte gebraucht ginn.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Err. Als nächste Riedner ass dann den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Merci soe fir säi Bericht. Ech hunn dat elo zweemol scho bei him vergiess ze maachen. Dofir maachen ech et dës Kéier direkt am Ufank, da braucht Der herno net béis mat mer ze sinn, dass ech dat erëm eng Kéier vergiess hätt.

M. le Président.- En ass seele béis.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Neen, hie gëtt net esou séier béis, dat ass wouer.

Dat gesot, Här President, mir wenden eis mat deem heite Projet de loi no enger Partie Méint, wou mer an der Öffentlechkeet zum Thema Prisong iwwer méi oder manner wichteg Saache geschwat hunn, eis elo erëm, wat de Prisong betrëfft, deene méi wesentleche Froen zou.

Mir bedaueren, wann an der Öffentlechkeet vill iwwert de Prisong muss geschwat ginn, well dat oft mat Saachen ze dinn huet, déi als Haaptauswierkung schlussendlech hunn, datt se vum Wesentlechen, vun de wesentleche Problemer vum Prisong en fin de compte méi oflenke wéi datt se géinge bäisteieren, fir dass de Prisong all déi Funktiounen, déi en eigentlech ze erfëllen hätt, och tatsächlech géing erfëllen. Mat dësem Projet de loi wäerte mer och eng ganz Partie Problemer net uschwätzen.

Et ass fir d'Zweet, wou e pluriannuele Plang gemaach gëtt am Beräich vum Rekrutement vun der Justice. Et ass wuel net ze bestreiden, dass dat noutwendeg ass. Wann een d'Zuele vun den Affäre kuckt, da kënnt keen op de Gedanken ze soen, dass dat net richteg a korrekt wier, dass an der Justice méi rekrutéiert gëtt. Mä dat ass awer en fin de compte nach ëmmer nëmmen eng Personalfro, eng quantitativ Personalfro, déi beäntwert gëtt. Aner Problemer ginn duerch dëse Gesetzestext hei net berouert.

Mir hu ganz am Ufank, wou de Projet virgestallt ginn ass, eng Kritik formuléiert, déi vun de Kolleege vun der DP haut net widderholl ginn ass, obwuel se déi jo och opbruecht haten, an zwar déi vun der Form, wéi hei rekrutéiert gëtt. D'Regierung stellt eis e pluriannuele Plang vir, e Programm, deen awer duerch de Vote vun engem Gesetz, also duerch ee Vote komplett ka realiséiert ginn. Et ass, anescht ausgedréckt, eng Ausnahm zum Numerus clausus, déi de Justizminister iwwert dëse Wee vun engem Vote unique zougestane kritt.

Wuel ginn déi Leit net alleguerten an engem Joer agestallt. Dat zitt sech iwwer fënnef Joer hin. Mä et ass awer eng Prozedur, déi ee gutt kann heeschen, wann ee gesäit, dass d'Justice Leit bäikritt, awer déi een trotzdeem kann och mol eng Kéier kritesch hannerfroen. Aner Verwaltungen hunn déi dote Méiglechkeet bis elo net kritt, fir sech iwwer e pluriannuele Programm an engem Vote unique eng substanziell Verbesserung vun der Personalsituatioun ze stëmmen.

Mir sinn net géint eng pluriannuel Planung, au contraire. Mir sinn der Meenung, dass ee fir sämtlech Verwaltungen op dëse Wee hei kéint goen, dass sech mat e bësse méi Wäitbléck géing domadder beschäftegt ginn op Grond vun den Entwécklungen. Wou si Leit noutwendeg ? Wou gi Leit gebraucht? An dat wat hei gemaach gëtt, kann am Prinzip fir all Verwaltunge beim Stat och gemaach ginn. Et wier positiv, wann et och fir aner Verwaltunge beim Stat géing gemaach ginn, fir dass ee wierklech aus där Diskussioun Joer fir Joer erauskënnt an dass ee wierklech mat engem gewëssene Wäitbléck probéiert Problemer, déi strukturell Personalproblemer an enger Diskussioun ze regroupéieren.

Wat hei awer geschitt, dat ass, dass dann dee pluriannuele Plang fir fënnef Joer scho gestëmmt gëtt. Dat menge mir ass problematesch, a wa mer och déi Dokumenter liesen, déi zu dëser Form vu pluriannueler Planung gefouert hunn, do zielt notamment een Avis vum Statsrot dozou, dann huet de Statsrot eigentlech net dat heite bezweckt. De Statsrot huet viru Joren a sengem Avis bemängelt, dass keng Planung am Rekrutement vun der Justiz besteet. Hien huet domadder awer ni dofir plädéiert gehat, dass ee soll duerch ee Vote unique iwwer fënnef oder sechs Joer Leit rekrutéieren. Et geet ëm d'Planung, déi pluriannuel muss sinn, de Rekrutement soll awer no de Regele vum Rekrutement bei der Fonction publique am Prinzip all Joers nees stattfannen.

Dofir fanne mer, dass mer, och wa mer d'accord si mat deene Leit, déi rekrutéiert solle ginn - mir menge souguer, dass dat der zumindest an engem Beräich oder zwee Beräicher sécher net genuch sinn -, awer vläicht nach eng Kéier iwwert dëse Mechanismus hei missten nodenken. Och am Kontext mat anere Verwaltungen, well dat hei ka keng ofschléissend Äntwert sinn op d'Rekrutementspolitik vum Stat, och wa se elo selbstverständlech de Leit am Beräich vun der Justiz entgéintkënnt; doriwwer solle mer eis och freeën a mir maachen dat och domat.

Ee vun deene Beräicher, deen eiser Meenung no beim Rekrutement net gutt genuch ewechkomm ass, sinn d'Servicer vum SCAS. Wann ee kuckt, wat vun Eenzelne gefrot gi war, muss ee soen, dass mat dësem Fënnefjoresprogramm d'une façon générale de Wënsch méi oder wéineger konnt Rechnung gedroe ginn. Et verhält sech awer do anescht - dat hu mer an der Kommissioun gesot kritt - mat de Servicer vum SCAS, déi 27 zousätzlech Leit gefrot haten an déi schlussendlech musse mat sechs Leit zefridde sinn.

De Volet vun der Aarbecht am Beräich vun der Justiz, dee vum SCAS erfëllt gëtt, ass awer ee vun deene wesentlechen. Besonnesch wa mer eis mat deene Froe beschäftegen duerno, wéi Resozialiséierung, wéi den Entourage vun den Auteure vu kriminellen Akten, wéi d'Affer dovunner. Do ass wierklech eng Cellule, déi hei am Land eng extrem wesentlech Aufgab spillt, och am Beräich vun den Droits des victimes, déi eiser Meenung no mat méi engem héije Rekrutement hätt musse bedéngt ginn. An dofir brauch een och nëmmen d'Zuel vun den Aarbechten ze kucken, déi aus deene Berichter vum SCAS erausgeet; de SCAS huet jo insgesamt siwe Servicer, ech huele just d'Zuele vun dräi Servicer.

Bei engem ganz wesentlechen, dem Service de protection de la jeunesse bei den Enquêtes sociales, ass zum Beispill 2002-2003 d'Zuel bei 524 Enquêtë gewiescht, déi insgesamt 792 Kanner betraff hunn. Ee Joer méi spéit läit déi Zuel bei 648 Enquêten, bal ee Véirel méi, mat 969 Kanner, déi betraff sinn. Bei den Assistances éducatives ass et datselwecht Bild: 2002-2003 ware 516 Mineuren aus 328 Familljen dovunner betraff, an am leschte Joer, 2003-2004, waren dat scho 657 Mineuren aus 399 Familljen, déi betraff waren. An en drëtt Beispill, bei dem Service vun de Sanctions et mesures appliquées dans la communauté, méi prezis dem Volet vun de Sursis probatoires, waren och 2002-2003 ronn 220 Persounen dovunner betraff, mat 63 neien Dossieren, an dat Joer drop, 2003-2004, waren et 266 Persoune scho mat insgesamt 99 neien Dossieren, déi hu mussen opgemaach ginn.

Dofir menge mer, dass deen dote Service am Rekrutement mat Sécherheet ënnerbewäert ginn ass. Do wier vun der Regierung, eiser Meenung no, en zousätzlechen Effort ze liwweren, dee mir als Gréng och bereet sinn ze stëmmen, well mer mengen, dass déi Aufgab, déi vun deem Service iwwerholl gëtt, net héich genuch ka bewäert ginn an e wesentleche Maillon ass, wann een de Justizapparat als en Apparat gesäit, dee Gerechtegkeet soll produzéieren an net nëmmen Décisiounë soll produzéieren.

En zweete Service, deen eiser Meenung no och mat dësem Plan pluriannuel de recrutement net gutt genuch ewechkënnt, dat ass de Volet vun der Police judiciaire vun der Section économique et financière. Och doriwwer ass scho munchmol diskutéiert ginn. Mir wëssen, wat haut d'Situatioun an deem dote Service ass - an net nëmmen haut, och scho méi laang. Et ass tatsächlech esou, dass am Beräich vun de Failliten, vun de Faillites frauduleuses, a méi generell am Beräich vun der Wirtschaftskriminalitéit, ee mat Momenter an enger Situation de non-droit ass, doduerch, well een de fait d'Sanktioun net méi brauch ze fäerten, se kann mol praktesch net méi theoretesch applizéiert ginn.

Déi Ëmstänn a Mëssstänn sinn zënter laangem vun der Regierung bekannt - och vun der viregter Regierung - an et ginn ëmmer nees Problemer invoquéiert fir adequat Leit ze fannen, well selbstverständlech Leit, déi an deem Service do solle schaffen, eng ganz héich Qualifikatioun mussen hunn. Déi mussen déi Rouagë beherrschen, déi musse wëssen, wat dobausse lass ass am Beräich vun der Wirtschaft, notamment an deem Beräich vun der Wirtschaft, wou et net esou ofleeft, wéi et de Gesetzer no misst oflafen.

Et ass sécher net einfach esou Leit ze rekrutéieren, well Leit mat deene Capacitéiten natierlech och an der Privatwirtschaft kënnen hir Qualitéiten, wat d'Pai betrëfft, anescht ëmsetze wéi vläicht an enger normaler Carrière beim Stat. Mä et geet awer och iergendwann eng Kéier net méi duer ëmmer nees ze widderhuelen, dass een déi Problemer do huet, dass een déi Problemer och nach ka mam Numm benennen an dass een net dofir suergt, dass eng Léisung fir déi Problemer fonnt gëtt.

Dofir menge mer, dass och am Beräich vum Renforcement vun der Section économique et financière vun der Police judiciaire mussen Neel mat Käpp gemaach ginn. Mir fuerderen och dofir d'Regierung op, fir e konkreten a spezifesche Plan de recrutement opzestellen, dee souwuel den Noutwendegkeete vun Erfahrung wéi vu Kompetenzen, déi d'Leit solle matbréngen, soll gerecht ginn, och wann dat beinhalt, dass um Niveau vum Finanzement vun deem dote Service Effortë musse gemaach ginn.

Och do si mir als Gréng bereet d'Regierung ze ënnerstëtzen, wa se do wëllt Konkretes op den Dësch leeën, well soss ass et och an dësem Beräich wéi an aneren esou, dass et net vill hëlleft, dass mer um Niveau vun der Justiz, vun der Magistratur a vum Parquet Leit bäikréien, wa mer ënnen, um operationellen Niveau déi Agenten net hunn, déi kënnen de Riichteren an de Juges d'instruction déi Dossierë preparéieren an zesummeleeën, déi si brauchen, fir hir Décisioune kënnen ze huelen.

Dat ass am Moment mat Sécherheet net de Fall am Beräich vun der Criminalité économique - an dat ass net nei. Dat ass e Volet, wou de Justizminister, dee scho méi laang déi Fonctioun huet, sou lues un de Punkt kënnt, wou seng Verantwortung engagéiert ass a wou hien net méi kann nach weiderhin drop verweisen, wéi schwiereg et ass an deem Beräich ze rekrutéieren, mä wou hien da muss Äntwerten op den Dësch leeë wéi et da muss anescht sinn, fir dass mer déi Leit kréien, déi mer brauchen. Soss muss een ee fir allemol soen: Mir wëllen dat net, dass an deem Service genuch Leit schaffen, mir toleréieren dat an déi Duldung huet bei eis System. Eng drëtt Äntwert gëtt et - no all deene Joren, wou Dir d'Verantwortung hutt an deem Dossier - eiser Meenung no sou lues net méi.

E lescht Wuert, fir och ze soen, dass mer och do, Här Minister, un Är Verantwortung als Gréng rappeléieren, well Der dee Ressort schonn esou laang ënner Ärer Responsabilitéit hutt. Et gëtt elo och Zäit, dass an anere Beräicher Neel mat Käpp gemaach ginn.

Mir hunn de Moien an der Commission juridique e Projet gehat, dee sech mat Detailfroe beschäftegt, déi wierklech net onwesentlech sinn, fir an der Praxis an am Alldag vun der Justiz kënne Verbesserungen ze maachen. Mir mengen awer och, dass Der op enger ganzer Partie wichtegen Theme vill Äntwerte schëlleg bliwwe sidd a wou Der och esou lues, eiser Meenung no, gefuerdert sidd fir ze reagéieren.

Dat ass eben am Beräich vun de Rechter vum Justiciable, deen zu Recht wëll, dass d'Justiz rapid a performant ass; och am Beräich vun de Verbesserunge vun den Droits de la défense, wou mer och do op e Korpus berouen, dee mëttlerweil schonn eng ganz Partie Joren um Bockel huet, wat grondsätzlech keng Kritik ass, dat soll scho stabel sinn, mä wou mer eis awer elo erëm eng Kéier misste mat enger neier Couche Reformen och an deem dote Beräich méi seriö beschäftegen; am Beräich vum Affer-schutz, am Beräich vun de Rechter vun den Affer, Stéchwuert «Protection des témoins», wouriwwer ee ka gedeelter Meenung sinn, mä wou awer eng seriö Diskussioun nach muss gefouert ginn. Och wann de Minister an engem Bréif un de Statsrot schonn deen dote Volet aus engem Gesetzesprojet wollt eraushuelen, si mir der Meenung, dass een déi Diskussioun awer muss als Parlament féieren.

Mir mengen och, dass de gesamte Volet vum Suivi vun de Condamnéierte muss e bësse méi seriö diskutéiert gi wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war, Stéchwuert Bracelet électronique, Stéchwuert neit Prisongsgebai, well mir wëssen och, dass ouni adequat Raimlechkeeten all Konzepter, déi an engem Prisong musse wierken, fir dass den Effort de resocialisation ka funktionéieren, Makulatur bleiwen.

Och do sinn Aussoe vun der Regierung mëttlerweil dréngend noutwendeg. Dofir menge mer, dass mer mat dësem Projet hei wuel en noutwendege Projet maachen, an dofir bréngen ech och d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun zu dësem Text, mä dass dat heiten awer just deen éischte Volet ass vun enger Politik, déi am Beräich vun der Justiz nach muss mat Sënn a mat Liewe gefëllt ginn, a wou d'Zäit mëttlerweil géint d'Regierung spillt, well schonn ze vill Zäit an deem Dossier do verluer gaang ass.

Mat dëse Wierder soen ech nach eng Kéier Merci fir Är Opmierksamkeet a si gespaant op dem Här Minister seng Äntwerten.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Et gesäit een, datt, wann de Justizminister mam Budgetsminister schwätzt, et dann heiansdo ganz positiv Resultater ka ginn. Et ass evident, datt d'Justiz muss méi Leit hunn, datt muss also méi dran investéiert ginn, well mer gesinn, datt dee ganzen Apparat schwéierfälleg ginn ass, datt en dee Volume vun Affären net méi packt, an dat huet e puer Ursaachen.

Déi eng Ursaachen, déi leie beim Personal. Duerfir ass och ze begréissen, datt een op de Wee geet, fir zousätzlech Riichteren ze kréien. Mä et ass net nuren eng Affär vum Personal um Niveau Riichteren; et ass och eng Affär vu Prozeduren, déi musse reforméiert ginn, a vu

Gesetzer, déi musse kommen. An och vu Personal wat niewent de Riichtere gebraucht gëtt, sief et um Niveau vum Greffe, sief et um Niveau vun dem SCAS oder vun anere Begleedungsmoossnamen, vun der Police an esou weider. Et ass en Ensemble, wat muss geléist ginn.

Wat de Rekrutement ugeet, esou wäert sech de Stat an nächster Zäit - an ech mengen, datt dat scho misst am Laf vum nächste Joer sinn, - Gedanke maachen, op wat fir engem Niveau universitaire mer nach rekrutéieren. Bis elo si véier Joer Universitéit gefrot ginn, mä et gesäit een, datt, en vue vun de Reformen, déi um Niveau universitaire geschéien an Europa, mer do op fënnef Joer Universitéit musse goen a wäerte goen, datt dat schonn amgaangen ass, an datt deen Ablack d'Verwaltung, déi staatlech an déi Gemengeverwaltungen alleguerten an och bien entendu d'Justiz, muss hei Adaptatioune kréien an en héijere Rekrutement froen.

Bien entendu mussen et och do lwwergangsléisunge gi fir déi Leit, déi elo scho kënne Riichter ginn an déi an de Konditioune leien. Mä och do wier ech frou, wann d'Regierung endlech géing Neel mat Käpp maachen a kloer soen, wéi déi Besoinen, wéi déi Evolutioun soll an Zukunft stattfannen. Well et ass kloer, wann ee Joer méi gefrot gëtt, datt dat herno och e Retard vun engem Joer an de Rekrutementer gëtt, à tous les niveaux, an doduerjer wäerten dann zousätzlech Engpäss kommen. Duerfir ass et scho richteg, datt elo an enger éischter Phas e Plang vu Rekrutement zréckbehale ginn ass.

Nach muss ee festhalen, datt sech nach aner Problemer um Niveau vum Personal stellen an de Geriichter. Dat ass deen, ganz kloer an evident, vum Greffe. Et ass net an der Rei, datt lauter Leit mat engem DAT oder mat ähnlechen Zäitverträg a semi-chômage-ähnleche Prozedure leien. Déi Leit si motivéiert fir dohinner ze kommen, fir eng Formatioun ze maachen, an esou laang wéi se kënnen an deem Service bleiwen, maache se och eng gutt Aarbecht.

Wa se héieren, datt et net zu enger definitiver Ustellung kënnt, da geet natierlech d'Aarbechtsmoral erof, wat mënschlech verständlech ass. Et kommen Iertemmer; dee ville Changement, och nach an dem Personal, zitt mat sech, datt beim Parquet periodesch Plaintë kommen, well ganz Dossierë verluer gaange sinn, oder well kee méi weess, wou den Dossier dann an enger Prozedur stécht. Ech mengen, dat sinn Dysfonctionnementer, déi net gutt sinn.

Deen zweeten Dysfonctionnement, deen ee wierklech kann uprangeren, dat ass, datt duerch d'Evolutioun vun den Affären, notamment a Matière économique - Failliten, Banquerouten - do eng ganz Mass vun Infractions économiques a vu Plaintë gemaach gi sinn, datt enorm Plaintë gemaach gi sinn, déi keng Effetë kréien. Wann Der haut eng Plainte eragitt wéinst enger Banqueroute frauduleuse oder enger Escroquerie, an Dir kritt da vun der Police judiciaire geäntwert, si géingen an e puer Joer drun denken a kucke fir kënnen d'Enquête unzefänken, dann ass iergendeppes faul, da muss sech iergendeppes änneren.

An et ass begréissenswäert natierlech, datt mer elo méi Leit bei der Police deelweis erageholl hunn. Et ass och begréissenswäert, datt mer méi Leit am Personal kréien um Niveau vun de Riichteren. Mä et bleift e Problem vun Arriéréën opschaffen. An doduerjer ginn ech net midd ze widderhuelen, datt ee muss zwou wesentlech Reforme virhuelen, um Niveau vun de Faillitë fir d'éischt.

Dat eent ass, datt een, prioritär, professionell Curateuren asetzt fir déi Affären, déi méi komplex sinn, an datt een déi natierlech och uerdentlech rémunéréiert, wat ablécklech net de Fall ass, a wou et natierlech zu Lenteurë féiert, wann en Affekot déi Aarbecht vum Curateur niewebäi muss maachen, niewent senger ordentlecher Aarbecht, a sech net voll op komplex Prozeduren a Matières pour faillites ka konzentréieren.

Wann dann en Affekot am Laf vu sengen Investigatiounen a vu sengen Aarbechten um Niveau Curateur schafft an e fënnt eraus, datt d'Méiglechkeet wier fir eng penal Plainte ze maachen um Niveau vu Banqueroute oder vu soss enger strofrechtlecher Aktivitéit, mécht en alles fir datt et net dozou kënnt. Woufir? Well e weess, wann dann nach eng Kéier véier Joer muss instruéiert ginn, kritt deen nach eng Kéier während véier oder fënnef Joer den Dossier vu senger Faillite net zougemaach.

An dat bréngt jo ganz vill Ierger bei de Leit dobaussen, déi Victime si vun Escrocen, a wou een och gesäit, datt een, deen normalerweis misst am Prisong sëtzen, well e wirtschaftlech kriminell gehandelt huet, dann nees kuerz Zäit drop erëm kann ënner enger anerer Form eng Autorisation de faire le commerce hunn an nees weiderfueren, wat mat enger Matière pénale net méiglech wier.

Et muss een och bedaueren, datt mer keng Reform virhuele vun dem Banqueroutesgesetz, dat heescht, datt wann een ee Fait pénal bewisen huet, deen Ablack d'Banqueroute etabléiert wier. Am Ablack ass et esou, datt, wa siwen oder aacht Punkte mussen etabléiert ginn, da muss d'ganz Aarbecht fir déi siwen oder aacht Punkte gemaach ginn, ier d'Enquête vun der Banqueroute etabléiert ass a kann duerchgezu ginn.

Do bréngt dat natierlech vill méi Aarbecht, souwuel um Niveau vun der Police judiciaire wéi um Niveau vun de Riichteren, vun den Affekoten, an dat zitt d'ganz Prozeduren an d'Längt, a wa mer wëllen den Arriéré opschaffen, da muss hei eng Reform kommen um Niveau vu professionelle Curateuren an um Niveau vun de Konditiounen, ënnert deenen eng Banqueroute frauduleuse kann etabléiert ginn.

Da si mer amgaangen an der Commission juridique, an dat begréisse mer, verschidde Prozedurreformen ze diskutéieren, notamment d'Matière criminelle.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech bieden ëm Opmierksamkeet an ech bieden och drëm fir dobaussen ze telefonéieren, net heibannen. Fuert virun, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Merci, Här President.

Dat féiert och dozou, datt mer manifestement, wann déi Gesetzgebungen elo duerchkommen, an dat begréisse mer och, wäerten zu enger Accélératioun vun e puer Prozedure kommen. Nach muss een ëmmer kucken, wéi dat an der Praxis sech auswierkt, mä dat Wichtegst ass, datt mir op jidde Fall am Parlament ons Aarbechte musse maachen.

En drëtte Punkt, deen ons wichteg schéngt, dat ass, datt ee sech iwwerleet, ob een net verschidde Procédure-judiciairen, wéi d'Ordonnance de paiement an Ähnleches, soll op d'Voie électronique bréngen. Mir gesinn, datt dat an der Belsch, a Frankräich, an Däitschland, geet, datt iwwert dee Wee eng Justice électronique méiglech ass, datt dat schonn iwwert d'Joer fonctionnéiert, datt et gutt fonctionnéiert, an datt dat en heeden Opwand fir kleng Affäre ganz staark vereinfacht a méi effikass gemaach huet.

Här Minister, Dir wësst oder Dir wäert et gewuer ginn, datt ech an deem Sënn och un lech eng Question parlementaire stellen, fir ze kucken, ob een net soll op dee Wee goen, esou wéi d'Ausland ons et virgezeechent huet.

Dat sinn déi wesentlech Reformen, déi musse kommen um Niveau vum Personal, vun der Prozedur, an um Niveau vun deenen eenzelne Komponenten, déi sech verschiddenen Infraktiounen oder Gesetzgebungen unhuelen, déi manifestement zäitraubend sinn an déi net vill Konkretes bréngen.

Da wëll ech, well dat jo och hei an der Debatt komm ass, begréissen, Här Justizminister, datt Der en Enn gesat hutt där Iddi vum anonymen Denunziantentum. Ech mengen, dat wier e Wee gewiescht, dee mer garantéiert mat Iech net gaange wieren, wou een och gesinn huet bei ganz villen Affekoten, dass dee Wee op jiddfer Fall dee falsche Wee gewiescht wier, an duerfir wëlle mer Iech och félicitéieren, datt Der als Regierung décidéiert hutt, dee Wee do opzeginn.

Dat gesot, Här Minister, wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet bréngen, well et en Zeechen ass an déi gutt Richtung, mä et geet mat dësem engen Zeechen net duer. Et mussen nach e puer anerer nofollegen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet elo d'Regierung, den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing gären dem Rapporteur, dem Här Patrick Santer, Merci soe fir dee Rapport, deen, wéi ech hei konnt feststellen, eng ganz breet Zoustëmmung an dësem Parlament kritt.

Selbstverständlech wann ee Leit de Servicer bäigëtt, dann ass dat am Fong eppes, wat vun alle Säite misst Zoustëmmung fannen. Ech soen awer ëmmer erëm: Et ass einfach Leit ze fuerderen. Et muss een dat ëmmer an engem globalen Kontext gesinn, well quasi all staatlech Servicer froen, et feelen nach Leit, an duerfir muss een ab engem gewëssene Moment natierlech ëmmer tranchéieren.

Ech hätt och gären, wéi déi Gréng, dem SCAS nach méi Leit bäiginn. Mir mussen awer drop hiweisen, datt mer an deene leschten zéng Joer grad dee Service enorm ausgebaut hunn. Datt déi nach méi Leit brauchen, dat ass richteg, mä ech soen nach eng Kéier, an ech gesinn dat och elo erëm, wou d'Demandë fir den Numerus clausus kommen: Et ginn Honnerte vun zousätzleche Beamte ganz iwwert de Stat gefrot, an duerfir muss een da Prioritéite setzen.

Dir gesitt an dësem Projet de loi, datt mer versicht hunn hei fir d'zweete Kéier mat engem pluriannuele Programm d'Personal vun de Geriichter substanziell opzestocken. An ech héieren ëmmer erëm: „Et leeft jo näischt während der Présidence." Mir stelle fest, datt mer hei fir d'Justizwiesen och während der europäescher Présidence eis drëm bekëmmert hunn an hinnen op enger substanzieller Aart a Weis hei ënnert d'Äerm gegraff hunn.

Et muss een d'Chiffere mol kucken. Et gëtt geschwat vum nächste Programme pluriannuel, mä mir hu viru fënnef Joer fir d'éischte Kéier mol déi Iddi vun engem Programme pluriannuel gemaach, a wann ech kucken, wéi vill Riichtere mer 1994 haten, an ech kucken um Enn vun deem Programme pluriannuel, deen Dir héchstwahrscheinlech haut stëmmt, da geet d'Zuel vun de Riichteren zu Lëtzebuerg an där Zäitspan, 1994 bis 2009 - et sinn also dräi Legislaturperioden - ëm 65% erop. Ech soen et nach eng Kéier: ëm 65% erop.

Wat fir eng Statsverwaltung krut esou vill Leit? Dat ass, well déi sukzessiv Regierungen, an deenen ech Justizminister war, dach eppes gemaach hunn. Dat soen ech och dem Här Braz, dee seet, et wier näischt geschitt: Do sinn also 65% an där Zäitspan u Personal bäikomm.

Derniewent sinn eng ganz Rei aner Elementer komm, well ech mengen, an ech hunn dat ëmmer erëm gesot, an ech deelen déi Meenung, déi vu villen Deputéierten hei gesot ginn ass, datt et selbstverständlech net duer geet mam Personal. Ech hunn intensiv Diskussioune mat der Magistratur, mat der Polizei gehat. Duerfir war et och gutt, datt een déi zwou Kompetenzen zesummegeluecht huet, fir ze kucken, datt mer zesummen nach méi effikass schaffen, grad och am Beräich vun der Wirtschaftskriminalitéit. An do wäert et och ëmmer esou sinn, datt trotz enorme Renforcementer an enormen Effortë fir e Concept de police judiciaire ze hunn, wou och haut Parquet, Untersuchungsriichter a Police vill besser zesummeschaffen, datt och an Zukunft eng Rei vun deenen Affären an der Wirtschaftskriminalitéit wäerte laang daueren, bis se kënnen opgekläert ginn, well et an der Natur vun deenen Affäre läit, déi esou komplex sinn, datt dat enorm komplizéiert ass an och d'Äntwert dorobber net nëmmen ass méi Leit bäizesetzen.

Ech mierken hei, och grad aus deenen Aussoe vun deene Gréngen, datt eng ganz grouss Onkenntnis schéngt do ze sinn oder schlecht Informatioun vun eiser Säit iwwert dat, wat um Terrain do leeft. Duerfir invitéieren ech se ganz häerzlech, fir datt mer eng Kéier zesumme bei d'Police judiciaire ginn, zesumme bei de Parquet ginn, datt se mol kënne gesinn, wéi vill Stonnen a Stonnen ech an deene leschte Jore grad doranner investéiert hunn a wéi positiv och d'Resultater sinn.

Ech hunn net méi spéit wéi gëschter Moien um 9 Auer eng Entrevue gehat mat Parquet a Police judiciaire, fir de Point ze maachen iwwert d'Ëmsetzung vun deem, wat mer an där viregter Regierung décidéiert hunn: déi besser Zesummenaarbecht tëscht deenen zwee an d'Prioritisatioun vun den Affären. An deen éischte Bilan ass positiv, mä et bleift ganz vill ze maachen. An ech mengen, et gëtt ni eng Situatioun, wou all déi Affäre kënne gekläert ginn, well och am Ausland d'Komplexitéit esou ass a ganz oft d'grenziwwerschreidend Aspekter esou sinn, datt et ganz schwiereg ass, all déi Elementer kënnen op eng absolut zefridde stellend Aart a Weis iwwert d'Bühn ze kréien.

Ech stellen hei fest, datt mer d'Personal vun der Magistratur enorm renforcéiert hunn. Dat muss zesummegoe mat enger besserer Organisatioun vun de Geriichtsbarkeeten, wou d'Geriichtsbarkeete selwer natierlech och hiren Deel musse bäidroen, an zesummegoe mat prozeduralen Elementer. An och do akzeptéieren ech duerfir net de Reproche, datt näischt geschitt wär, well Dir hutt selwer gesinn, an duerfir och d'Kontraditioun vu verschiddene Leit heibannen, wéi vill Projet-de-loië mer déposéiert hunn, déi grad d'Prozedure solle verbesseren. Een hu mer de Moien nach an der Commission juridique beschwat, an ech sinn och frou hei gemierkt ze hunn, datt vill Leit dat ënnerstëtzen, wat ech an deem Kontext gemaach hunn.

Mä mir brauchen net nëmmen eng méi einfach Instructioun, mir brauchen och Gesetzgebungen, wéi zum Beispill am Beräich vun der DNA-Analys an der Datebank, well mer soss a grenziwwerschreidender Kriminalitéit iwwerhaapt net kënnen effikass matschaffen. Mir mussen eng ganz Rei vun aneren Instrumenter, déi ech schonn oft exposéiert hunn, maachen, well nëmmen da kréie mer eng besser Kriminalitéitsbekämpfung, méi Sécherheet an domadder méi Fräiheet.

An ech mengen, wa mer de Bilan maache vun deem, wat an deene leschte Jore geschitt ass, da gesi mer, datt substanziell Progrèsë geschitt sinn. D'Leit mierken dat, och wa mer international Vergläicher maachen an der Kriminalitéitsbekämpfung, an der Sécherheetssituatioun bei eis an am Ausland. Duerfir sinn ech frou, datt mer fir dëse Projet, wat wéi gesot een Element vu villen ass, hei kënnen de Mëtte mat breeder Zoustëmmung hoffentlech d'Approbatioun fannen. An da mussen déi Leit agestallt ginn.

Et huet jo och kee Sënn, ze vill Leit ab engem gewëssene Moment anzestellen, well et muss een och nach Leit kréien, déi mat Engagement a mat Qualitéit déi Aarbecht kënne maachen. Duerfir, mengen ech, ass et gutt och op de pluriannuele Wee ze goen, fir all Joers e puer gutt Juriste kënnen an der Magistratur derbäizesetzen, fir eng Aarbecht, déi net einfach ass, an déi eis Unerkennung ganz oft verlaangt. Well et komme ganz vill Affäre virun d'Geriichter, an ech mengen, dat héiere mer jo och an de Medien, mä dat ass nach nëmmen een Deel dervun, well dat ass just d'Strofrecht. Et gëtt vill aner Beräicher, an deenen enorm vill geschitt a wou ech frou wär, wann och d'Commission juridique sech géing déi Chifferen ukucke vun den Uerteeler, déi vun deenen eenzelne Juridictiounen am Land gesprach ginn, an da gesäit ee wéi vill Aarbecht ufält, wéi vill Aarbecht evakuéiert gëtt an da kënne mer gären iwwer Problemer diskutéieren.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt definitiv ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5454 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Clement), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. John Castegnaro), Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Angel), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Carlo Wagner), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Paul Helminger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5416, e Steierofkommes tëscht Lëtzebuerg an Argentinien. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Lucien Thiel. Här Thiel.

6. 5416 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine en vue de l'exemption réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune dans le domaine de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, signée à Luxembourg, le 24 juin 2004

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir Häre Ministeren, mir sollen elo hei eisen Accord ginn zu engem sou genannten Duebelbesteierungsofkommes; deen Terme ass natierlech falsch. Et sinn Ofkommesse fir d'Duebelbesteierung ze évitéieren. Mä et huet sech esou agebiergert, datt een dat Duebelbesteierungsofkommes nennt.

Wat ass hire But? Ech brauch et net laang ze erklären. Et ass fir ze évitéieren, datt wann eng Firma - et kënnten natierlech och privat Persoune sinn - an zwee Länner zugläich aktiv ass, an deem enge Land hir Residenz huet an an engem anere Geschäfter mécht, datt se net zweemol zur Oder gelooss gëtt vum Fisc.

Dat erkläert Iech och firwat déi Duebelbesteierungsofkommessen, déi Lëtzebuerg bis elo ofgeschloss huet, ëmmer iergendwéi als Background eng vun deene grousse Lëtzebuerger Multinationalen hat. Dobäi hu mer der net extra vill, mä mir hunn der e puer, an deemno wou déi aktiv wollte ginn, an ech schwätzen do da besonnesch vun der ARBED an der Vergaangenheet a Paul Wurth, an entre-temps och nach aneren Entreprisen, wéi zum Beispill Cargolux, sinn déi op esou Duebelbesteierungsofkommes ugewisen.

Mir hunn der am Moment 46, déi am Lafe sinn. Et sinn der nach dräi ënnerwee: Lettland, Litauen an Israel sinn am Tube, also déi wäerte mer deemnächst och nach hei op den Dësch kréien, an elo hu mer Argentinien. Mä Argentinie gëtt net dee 47. Accord, well deen Accord mat Argentinien ass e bësse speziell. Et ass e limitéierten Accord. Déi 46, déi mer bis elo lafen hunn, si global Accorden, déi bezéie sech op d'ganz Ekonomie, op all Beräicher vun der Ekonomie, während deem deen, iwwert dee mer haut schwätzen, nëmmen op een Domän beschränkt ass, an dat ass d'Aviatioun. Et ass vläicht e bësse besonnesch, datt et e limitéierten Accord ass. Et ass awer allerdéngs keng Première, well mir hate schonn an der Vergaangenheet zwee- oder dräimol esou limitéiert Accorden, déi sinn awer ëmmer duerno ausgedehnt ginn an zu globalen Accorden erweidert ginn. An et ass net ausgeschloss, datt deen, iwwert dee mer elo schwätzen, och deemnächst „globaliséiert" gëtt - zwësche Gänseféisercher -, wat op alle Fall mol duerchblécke gelooss ginn ass vun der argentinescher Säit.

Op wat limitéiert den Accord sech dann? Mä engersäits op d'Besteierung vun de Benefissen an der internationaler Fligerei, an dat implizéiert souwuel d'Locatioun, déi verschidde Locatioune vu Fligeren; et implizéiert och - an do gesitt Der schonn direkt, ëm wéi eng Firma et hei geet - d'Utilisatioun, d'Locatioun vu Frachtcontaineren. Dann implizéiert et sech op d'Bezuele vu Leit, déi an de Fligere schaffen, wou déi hir Steiere bezuelen, a selbstverständlech dee Moment laut dësem Accord hei zu Lëtzebuerg. Da gëtt och behandelt, wa Fligere verkaf ginn an et gëtt e Benefiss realiséiert, wou dee versteiert gëtt, an da schliisslech och nach déi Verméigenssteier, déi sech op de Besëtz vun deene Gesellschaften, an dësem Fall also op d'Avionen, bezitt.

Et war de Wonsch vun den Argentinier, wéi gesot, dat ze limitéieren. Et ass awer net ausgeschloss, datt do eng Erweiderung kënnt. A wa mer soen, et ass limitéiert op d'Aviatioun, da wësse mer schonn, wien deen eigentlechen, oder fir de Moment eenzege Benefizient dovunner ass: Dat ass d'Cargolux. D'Cargolux operéiert an Argentinien, a fir d'Cargolux ass dat hei e wichtegen Accord, iwwert dee mer haut hei ze befannen hunn.

De Statsrot hat weider keng Kommentaren ze maachen zum Accord. En huet awer just eng Remarque gemaach, an déi ass e bëssen eegenaarteg. En huet gesot, oder en huet ugemahnt, datt hei net en Accord, net en Duebelbesteierungsofkommes géif traitéiert gi vun der Chamber, ouni datt d'Regierung den Avis vun der Chambre de Commerce gefrot hätt. En huet dobäi gesot, well et geet jo schliisslech awer hei ëm eng Gesellschaft, déi zu de Ressortissantë vun der Chambre de Commerce gehéiert. Dat ass eng Iwwerleeung, déi ee ka gëlle loossen.

Et kann ee sech awer och froen, wéisou da bei all deenen aneren Accorden, déi global Accordë sinn, och ni en Avis vun de Chambres professionnelles gefrot ginn ass. Wéi gesot, dat ass e Punkt, iwwert deen ee sech eng Kéier kann en marge vun dësem Accord ënnerhalen.

Well wahrscheinlech, wa se gefrot gi wär, d'Chambre de Commerce och mat d'accord gewiescht wär mat dësem Accord, well en och eiser Ekonomie oder op d'mannst engem Deel vun der Ekonomie zegutt kënnt kann ech och hei den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Ech hoffen, datt d'Chamber sech deem uschléisst an ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. An d'Wuert huet den éischte Riedner, den Här Goerens.

Discussion générale

M. Charles Goerens *(DP).*- Här President, ech hunn den Ausféierunge vum Här Thiel näischt méi bäizefügen, an ech géing den Accord vu menger Fraktioun fir deen excellente Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Negri.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wëll dem Här Rapporteur Merci soe fir seng excellent Aarbecht a ginn heimadder och den Accord vun eiser Fraktioun. Merci.

M. le Président.- Gutt, domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Regierung schéngt d'Wuert net wëllen ze ergräifen. Da komme mer direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Marc Angel), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen (par M Charles Goerens), Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Paul Helminger) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum leschte Projet de loi fir haut. Et ass de Projet 5334 iwwert d'Incapacité de travail an d'Réinsertion professionnelle. Et si bis elo ageschriwwen d'Madame Martine Stein-Mergen, den Här Wagner, den Här Huss an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Romain Schneider.

7. 5334 - Projet de loi modifiant

1. la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

2. le Code des assurances sociales

3. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

4. la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi

5. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

6. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Projet de loi 5334 ass e Projet, deen den 28. Abrëll 2004 vum deemolege Minister vun der Gesondheet an der Sécurité sociale Carlo Wagner déposéiert gouf. E war néideg gi fir eng Rei vun Ännerungen, spréch Verbesserunge vum Gesetz vum 25. Juli 2002 virzehuelen. D'Ausféierunge vun deem Gesetz hunn an der Praxis eng Rei Problemer opgewisen.

Virun allem d'Beschleunegung vun de Prozeduren, déi duerch dëst Gesetz sollte kommen, konnt net agehale ginn, mä au contraire, d'Situatioun huet sech deels verschlechtert. Dëst war deels och dorobber zréckzeféieren, datt déi Verwaltung, déi d'Gérance vun den Décisioune vun der Commission mixte sollt maachen, dat heescht d'ADEM, net dat néidegt Personal hat, fir dëser neier Missioun nozekommen.

Doniewent war de Fait, datt eng Persoun, déi an den Zyklus vun der Réinsertioun sollt kommen, fir d'éischt huet missen eng Demande fir eng Pension d'invalidité stellen, sech als net glécklech erwisen.

Am Projet de loi 5334 gouf also elo probéiert dës Mëssstänn ze verbesseren. Dobäi koum den 21. Dezember 2004 dat neit Gesetz iwwert d'Modifikatioun vum Code des assurances sociales, dee fréiere Projet de loi 5322.

Souwuel d'Gesetz vum 21. Dezember 2004 wéi de Projet de loi 5334 si jo am Kontext ze gesi vun de Moossnamen, déi am Comité de coordination tripartite geholl goufen, fir dem Defizit vun de Krankekeesen entgéintzewierken. An zur Erënnerung, dëst Gesetz vum 21. Dezember 2004 huet jo grondleeënd Ännerungen am Code vun den Assurances sociales bruecht, zum Beispill datt no zéng Woche Krankmeldung an enger Période de référence vun 20 Wochen, een Avis motivé vum Médecin traitant gefrot gëtt, dee sou genannten R4-Formulaire.

Dësen R4 muss dem Contrôle médical vun der Sécurité sociale erlaben, den Assuré op dee System ze orientéieren, dee fir hien adaptéiert ass, entweder weider Krankmeldung oder d'Invalidepensioun oder eng Réinsertion professionnelle. A grad bei enger Incapacité de travail, fir dee leschte Posten, spillen d'Mesuren, déi an dësem Projet de loi, dee mer elo diskutéieren, virgesi sinn, an op déi wäert ech elo e bësse méi am Detail agoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wollt ech der Presidentin an de Membere vun der Kommissioun an dem Sekretär vun dëser Kommissioun e grousse Merci soe fir hir gutt an effikass Mataarbecht bei der Analys vun dësem Projet an déi excellent Rapporten; derniewent dem Minister a senge Mataarbechter fir hiert oppent Ouer an hir kompetent Begleedung.

Merci wollt ech och deenen eenzelne Chamberen a Gewerkschaften soen, souwuel dem Salariat wéi dem Patronat fir hir Gespréicher a schréftlech Stellungnahmen. Och wann d'Bemierkungen net all konnte berücksichtegt ginn, war et wichteg e konstruktiven Austausch ze maachen, fir d'Gesetz esou gutt wéi méiglech ze maachen. An der Zukunft wäerten, jo musse mer op dës Remarquë mat Sécherheet nach agoen.

Kolleeginnen a Kolleegen, erlaabt mer awer elo de Projet Artikel fir Artikel duerchzegoen. Niewent mengen Ausféierungen, mengen ech, ass et wichteg, datt Dir op de Schema, deen am Rapport läit, eng Kéier kuckt, well deen am Prinzip déi eenzel Fäll ganz kloer duerstellt a beschreift. An ech ginn eng Kéier kuerz op de Schema an: Dir hutt also eng Persoun, déi an enger Krankmeldung ass, déi kritt no der sechster Woch dee sou genanntenen R4-Formulaire, deen ech zitéiert hunn, geschéckt. Dëse Formulaire geet spéitstens no der zéngter Woch zréck un den CMSS, also de Contrôle médical vun der Sécurité sociale, an et kënnt an deem Moment een Avis vun dësem Contrôle médical de la sécurité sociale.

Da gëtt et véier Méiglechkeeten. Déi éischt Méiglechkeet ass déi: Ass den Assuré net méi krank, an deem Moment hält d'Krankegeld op, ass den Assuré nach ëmmer krank, geet d'Krankegeld virun, ass den Assuré invalide fir de ganze Marché général de l'emploi, an deem Moment geet den Dossier virun, et gëtt een Antrag op eng Invalidepensioun gestallt an den Dossier kënnt bei eng Décisioun vun der Caisse de pension.

Dann de véierte Fall - deen, dee mir de Mëtteg diskutéieren -, ass den Assuré incapabel fir säi leschte Posten auszeüben, an deem Moment geet den Dossier mam Accord vum Assuré virun un d'Commission mixte. D'Commission mixte saiséiert an deem Moment de Médecin du travail, dee gëtt en Avis, an dee Moment kënnt den Dossier zréck an d'Commission mixte an déi décidéiert dann iwwer e Reclassement interne oder externe.

Dat kuerz zum Schema, e Schema, mengen ech, dee kloer Weeër weist, déi am Prinzip kënne lafen, déi véier Méiglechkeeten, an do dertëschent natierlech eng Rei Interferenzen, déi kënnen tëschent deenen eenzelne Schemae bestoen.

Doniewent awer, mengen ech, géif een och déi eenzel Artikelen eng Kéier opféieren an hei déi Neierungen, déi an deenen Artikele sinn, nach eng Kéier eraussträichen.

Den Artikel 1 gesäit vir, datt den Aarbechter muss een Aarbechtskontrakt hunn an deem Moment wou festgestallt gëtt, datt hien eng Incapacitéit huet fir säi leschten Aarbechtsposten ze maachen a säin Zoustand net deen ass, fir eng Invalidepensioun ze kréien. Et kënnen nach vun engem Reclassement profitéieren: éischtens, déi Persounen, deenen d'Invalidepensioun entzu gouf, dat laut Artikel 193 vum Code des assurances sociales, an déi Persounen, déi Krankegeld kruten, a wou de Kontrakt no 26 Wochen opgeléist gouf oder wou de Kontrakt opgehal huet indépendamment vun hirem Wëllen.

De Reclassement interne am Privatsecteur ass e Reclassement innerhalb vum Betrib während am Secteur public ass et e Reclassement innerhalb vun der Administratioun oder vum Service public d'origine.

Bei engem Reclassement interne mat enger Reduktioun vun der Aarbechtszäit dierf dës Reduktioun net méi wéi 50% iwwersteigen ausser enger Décisioun, déi de Comité mixte a speziellen Ausnahme kann huelen an da maximal 75% ka bedroen.

De Reclassement externe besteet an engem Reclassement um nationalen Aarbechtsmarché.

Ass gezwongen den Aarbechter ze reclasséieren, dee Patron, dee méi wéi 25 Salariéë beschäftegt an net den Taux vu Salariéë beschäftegt, déi virgesi sinn am Gesetz vum 12. September 2003 iwwert d'Personnes handicapées.

Wann et bei engem Reclassement interne zu enger Diminutioun vum Salaire kënnt, huet de Salarié Recht op eng Indemnité compensatoire, déi den Ënnerscheed duerstellt vu sengem ale Loun op deen neie Loun, an dat no enger Rei vu Prinzipien, déi an dësem Projet de loi beschriwwe sinn. D'Adaptatioun gëtt net nëmme gemaach op den Index, mä och op den Ajustement wann een Amendement vun der Kommissioun nodréiglech ageriicht gouf. D'Indemnitéit bleift och bestoe beim Wiessel an een anere Betrib an d'Indemnitéit gëtt doniewent och verrechent wa Chômage duerno spillt, sou wéi och bei der Préretraite.

Op Grond vun engem Avis motivé kann ee Patron och dispenséiert ginn e Reclassement interne ze maachen, hie muss dem Salarié dann natierlech déi gesetzlech festgeluechten Indemnitéite bezuelen.

Dës Bestëmmunge fir de Reclassement interne säitens vum Patron gi vun engem Beamte vun der ADEM kontrolléiert.

Ass e Reclassement interne net méiglech, décidéiert d'Commission mixte e Reclassement externe. Dat heescht, d'Persoun ass d'office als Arbeitssuchende bei der ADEM ageschriwwen, deen Dag no der Notifikatioun vun der Décisioun vun der Commission mixte. Fënnt d'Persoun eng nei Aarbecht, ass natierlech d'Indemnité compensatoire och geschëllt wann d'Persoun vun de Servicer vun der ADEM offiziell op eng Plaz assignéiert gouf.

Déi Leit, déi keng Plaz fannen, hunn Urecht eng Demande fir Chômage ze stellen. Huet dës Persoun elo no 365 Chômage plus eng Verlängerung vu sechs, néng, zwielef Méint - déi dräi Datume kenne mir vu Verlängerungen, déi méiglech sinn - keng Plaz fonnt, sou kritt si eng Indemnité d'attente, déi deem entsprécht wat si als Invalidepensioun kéint kréien.

D'Persoun bleift an deem Moment och weider bei der ADEM ageschriwwen a muss och virun sech de Mesuren, déi vun der Verwaltung presentéiert ginn, ënnerwerfen a se akzeptéieren.

Och d'Frontaliere kënne viru vun deem Reclassement souwuel intern wéi extern profitéieren, allerdéngs bleift d'Indemnité de chômage esou laang en suspens wéi eng auslännesch Prestatioun besteet.

Eng weider Ännerung an dësem Projet de loi ass de Fonctionnement vun der Commission mixte. Et ass nei, datt et fir all Member ee Suppléant gëtt. D'Commission mixte gëtt assistéiert vu Fonctionnairë vun der ADEM aus dem Service des travailleurs à capacité réduite. D'Kommissioun kann hinnen och Kompetenze ginn. De Sekretär gëtt vum Aarbechtsminister bestëmmt, deen duerch ee Secrétaire adjoint ersat ka ginn. Déi aner Detailer an de Fonctionnement gi vun engem Règlement grand-ducal determinéiert.

Op dëser Plaz soll een och eng Kéier de Wee vun enger Saisie beschreiwen. Wann den CMSS mengt, eng Persoun hätt eng Incapacitéit, fir säi leschte Posten ze maachen, saiséiert hien d'Commission mixte mam Averständnis vun dem Betraffenen. Den CMSS informéiert de Patron duerch eng Kopie vun der Saisie.

Erfëllt de Betraffenen d'Konditioune fir e Reclassement interne oder externe, saiséiert d'Kommissioun den Aarbechtsdokter. Dëse convoquéiert de Betraffene banne 15 Deeg. Wann den Aarbechtsdokter feststellt, datt d'Persoun eng Incapacitéit huet, geet den Dossier un d'Commission mixte, déi d'Form vum Reclassement bestëmmt, entweder e Reclassement externe oder e Reclassement interne, an dat an engem Zäitraum, deen net 40 Deeg duerf dépasséieren.

Gëtt bei der Persoun keng Incapacitéit festgestallt geet den Dossier un den CMSS zréck an als Kopie un d'Kommissioun.

Am Artikel 20 gëtt dann nach preziséiert, datt deen Employeur de Contrat de travail net dierf opléisen tëschent der Saisie an der Notifikatioun vun der Décisioun vun der Commission mixte.

Am Artikel II fanne mir Modifikatiounen erëm, déi de Projet mécht wat d'Statute vum CMSS ubetrëfft; an hei ganz wichteg Ännerungen, déi och zousätzlech zum Projet de loi erakoumen, an dat virun allem och op Grond vun der Motioun, déi mir de 15. Dezember 2004 hei an dëser Chamber am Kader vum Projet de loi 5322 gestëmmt hunn.

Hei goufe säitens der Kommissioun - wéi ech gesot hunn - eng Rei vun Amendementer gemaach, fir schwiereg Situatioune bei der Applikatioun virun allem vum Gesetz vum 21. Dezember 2004 ze maachen. Dëst also ganz no der Motioun, wéi si deemools hei ofgestëmmt gouf.

Et gëtt d'Méiglechkeet geschaf an Häertefäll déi virgesinne Referenzperioden ze adaptéieren, sou wéi d'échéance ze reportéieren, dëst souwuel bei der Period vun zéng Wochen, wéi och bei der Period vun den 104 Wochen, wéi am Gesetz virgesinn.

Den Artikel preziséiert och, datt an Zukunft d'Krankegeld duerch Virement ausbezuelt gëtt. Exceptiounen duerch Assignatioune per Post bleiwen awer viru méiglech.

Am Artikel IV gëtt d'Carrière bei der ADEM vum Médecin du Travail geschafen, esou wéi d'Konditiounen an d'Fonctiounen determinéiert.

Am Artikel V ginn d'Konditioune festgehale fir eng Persoun, déi een oder zwee Kontrakter à temps partiel hat. Dës Persoun muss eng Plaz verluer hu wou si op d'mannst 16 Stonne geschafft huet.

Doniewent gëtt festgehalen, datt och Travailleurs indépendants kënne vun dësem Gesetz profitéieren.

Am Artikel VI fanne mir d'Dispositioun erëm, datt e Patron eng Bonification d'impôts sur le revenu och da ka kréien, wann hien eng Persoun astellt iwwer e Reclassement externe, och wann dës Persoun net, wéi am Gesetz virgesinn, dräi Méint ageschriwwe war.

Den Artikel VII gesäit schlussendlech vir, datt der ADEM zousätzlecht Personal zougesprach gëtt, mat dem Médecin du Travail sinn dat siwe Leit, déi zousätzlech wäerten affektéiert ginn; dëst ass e Minimum fir d'Applikatioune vun dësem Gesetz kënnen ëmzesetzen.

Schlussendlech soll d'Gesetz a Kraaft triede laut dem Droit commun, sou datt et méiglech ass d'Implikatioune vum Gesetz vum 21. Dezember 2004 och ze traitéieren, e Gesetz dat den 1. Mee a Kraaft getrueden ass a wou am Laf vum Mount Juli éischt Beispiller wäerte kommen.

Dat esou wäit zu mengem Rapport. Erlaabt mir och elo am Numm vun eiser Fraktioun nach e puer Iwwerleeungen ze maachen.

Dëse Projet de loi 5334 muss een zesumme mam Gesetz vum 21. Dezember 2004 gesinn. Dofir ass et och wichteg, datt mer de Mëtteg dëse Projet stëmmen an esou d'Implikatioune vum Gesetz vum Dezember 2004 och kënnen traitéieren, ee Gesetz, dat, wéi ech scho gesot hunn, den 1. Mee 2005 a Kraaft getrueden ass a wou déi éischt Fäll elo am Laf vum Mount Juli wäerten optauchen.

Dëst Gesetz gëtt ville Leit eng nei Motivatioun an en Challenge fir trotz enger Capacité de travail réduite dach nach sënnvoll eng gutt Aarbecht ze leeschte laut hire verbliwwene Fäegkeeten. Et ass dat en immens wichtegt Element, fir d'Moral an d'Zukunft vun all dëse Salariéën och ze garantéieren.

Wat d'Envergure vun dëse Mesures de reclassement ubetrëfft, sou erlaabt mer, Iech e puer Zuelen ze nennen. Säit dem Akraafttriede vum Gesetz vum 25. Juli 2002 bis den 30. Abrëll 2005 goufen 1.491 Reclassements externes décidéiert. An därselwechter Zäit goufe 723 Reclassements internes décidéiert, woubäi a 423 Fäll eng Indemnité compensatoire bezuelt gouf. Interessant ass och ze bemierken, datt am Kader vum Reclassement externe 403 Dossiere vu Frontalieren, déi als Demandeurs d'emploi ageschriwwe si bei der ADEM, figuréieren.

Dir gesitt also den Impakt vun dëse Bestëmmungen, souwuel wat de finanzielle Volet ubetrëfft wéi och den Impakt um Uklamme vun den Aarbechtslosenzuelen hei zu Lëtzebuerg. Ëmmerhi sinn 1.107 Persounen duerch dës Moossnam méi ageschriwwe wéi virdrun.

Positiv ass och, datt 110 Persounen an der Tëschenzäit konnte vun der ADEM vermëttelt ginn an e Kontrakt bei engem Patron hei zu Lëtzebuerg kruten. 152 Dossiere si weidergaang no der Erschöpfung vun de Rechter vum Chômage, déi ech virdrun opgezielt hunn, a si virugeleet ginn un d'Pensiounskeess fir eng Indemnité d'attente ze kréien.

Kolleeginnen a Kolleegen, mir hunn d'lescht Woch iwwert de Chômage zu Lëtzebuerg debattéiert. Mir hunn och vu mengem Parteikolleeg John Castegnaro héieren, datt e Placeur vun der ADEM bis zu 800 Leit ze betreien huet. Och d'Leit aus dem Reclassement externe gehéieren dozou, genau ewéi déi, déi am Kader vum Gesetz iwwer Travail handicapé musse bei der ADEM ageschriwwe sinn. Mir sinn eis bewosst, datt grad déi Leit, déi ech elo zitéiert hunn, eng speziell a minutiéis Betreiung musse kréien. De Placeur, deen dann iwwer 700 Leit ze betreien huet an um Aarbechtsmaart muss vermëttelen, huet dës Zäit net esou wéi hien dat wëllt a muss maachen, fir dëse Leit eng nei Orientéierung ze proposéieren.

Ech géing also virschloen, datt beim Audit, deen iwwert d'ADEM gemaach gëtt, dës Iwwerleeunge mat ze berücksichtege sinn, a vläicht eng nei Cellule ze schafen, fir all dës Leit nach besser a geziller kënnen ze betreien. Eppes ass kloer: Och wann ee sech an dësem Projet de loi déi beschten Iwwerleeunge gemaach huet an dee beschten Austausch probéiert gouf mat alle Parteien ze maachen, wäerte mer och an Zukunft an der Praxis eng Rei negativ Elementer mussen eliminéieren.

D'Amendementer, déi kuerz virun dem Vote vun der Kommissioun vun der Chamber erakoumen, hu sécherlech gewisen, datt et eng ënnerschiddlech Interpretatioun vun deenen eenzelnen Artikele ka ginn. Duerfir verweisen ech mat Nodrock nach eng Kéier op déi Motioun, déi hei de 15. Dezember 2004 vun der Chamber gestëmmt gouf, an där et heescht, datt am Kader vum Gesetz vum 21. Dezember wéi och bei dësem Projet muss e Bilan no zwee Joer gezu ginn.

Ech rappeléieren op dësen Text massiv nach eng Kéier dës Motioun, datt dat och gemaach gëtt, datt mer souwuel beim Gesetz vum 21. Dezember 2004 wéi och bei dësem Projet de loi respektiv Gesetz dat mussen no zwee Joer maachen, fir ze kucken, wou mer effektiv nach Bëtz an dësem Gesetz eventuell hunn, trotz alle Kontakter, déi mer haten, trotz aller Verbesserung, trotz allen Amendementer, déi an dësem Projet de loi eragereecht goufen.

Här President, zum Schluss wëll ech mäin Accord a selbstverständlech dee vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi elo schonn ausschwätzen. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Als éischt Riednerin ass d'Madame Stein-Mergen agedroen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV)*.- Merci fir d'Wuert, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, wann ech haut dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport, dann ass dat keng Floskel. Aus menger berufflecher Praxis, aus der Lecture vun den Dokumenter an aus deene Gespréicher, déi mer gefouert hunn, weess ech wéi komplizéiert dës Matière ass a wéi vill verschidde Meenungen et grad och an den Detailfroe gëtt. Eng excellent Aarbecht also, trotz nach zum Deel ganz rezenten Awänn vun alle Säiten.

Eemol muss awer Schluss si mat den Diskussiounen. Och wa mer vläicht net perfekt sinn, gëtt et elo Zäit, dass mer an dëser Saach e Schlussstréch zéien, och wann en nëmme vläicht, oder och net, provisoresch ass oder nëmme fir eng Zäit gutt ass. Mä dorop wëll ech zum Schluss nach zréckkommen.

De Projet de loi iwwerschafft dat Gesetz, dat säit 2002 de gesetzleche Kader an d'Konditioune vun der Protektioun vun invaliden Aarbechtsnehmer duerstellt. Et geet konkret ëm d'Koordinatioun vu Beschäftegungsmoossnamen an anere Leeschtunge vun der Sécurité sociale fir déi Leit, déi aus gesondheetleche Grënn hirer Aarbecht vu bis elo net méi nogoe kënnen. D'Gesetz gesäit also Prozedure vir, fir dass si net mussen d'Bengele bei d'Tromm leeën, mä dass si nach kënnen dat schaffen, wat si nach kënne schaffen, entweder fir hiren ale Patron oder op enger neier, u si adaptéierter Aarbechtsplaz.

Ech wëll elo emol méi wäit no hanne goen an an de Geschichtsbicher vun der Législatioun am Beräich vun der Aarbechtsonfäegkeet bliederen. Bis zum Gesetz vun 2002 gouf et d'Konzept vun der Invalidité professionnelle nach net. Bis 1996 war den Artikel 187 aus dem Code des assurances sociales onproblematesch, dee besot huet, invalid ass deen, deen «par suite de maladie prolongée, d'infirmité ou d'usure a subi une perte de sa capacité de travail telle qu'il est empêché d'exercer la profession qu'il a exercée en dernier lieu ou une autre occupation correspondant à ses forces et aptitudes».

Et gouf dann awer Problemer mat enger Jurisprudenz, deem berühmten Uerteel Thill géint d'AVI vum 28. November 1996. Hei gouf zréckbehalen, datt d'Invaliditéit sech net nëmmen op déi Plaz bezitt, déi een hat, mä am Rapport zu deem ganzen Aarbechtsmaart ze kucken ass. Dat war eng grouss Neierung, an ech kann Iech aus menger berufflecher Praxis ee Lidd dovu sangen. Si huet dozou gefouert, dass d'Demanden op d'Invaliditéit vill méi restriktiv ënnersicht gi sinn. Wann no enger Zäit vun 52 Wochen nach keng Décisioun geholl war, da sinn d'Leit duerch d'soziaalt Netz gefall.

Si waren net invalid, well se zwar op hirer leschter Plaz net méi konnte schaffen, mä vill vun hinne wieren awer am Stand gewiescht, anzwouch anescht unzetrieden, a krute keng Invaliderent. Si waren incapabel ze schaffen, well si haten e Certificat vum Dokter. Si krute kee Krankegeld méi. Si konnten sech och net bei der ADEM disponibel fir den Aarbechtsmaart mellen, well se jo krankgeschriwwe waren, an domadder kruten si och kee Chômagegeld. Dat war deemools d'Situatioun. Si war onméiglech fir all Betraffen, an et war evident, dass d'Législatioun sech huet missen un dës nei Situatioun upassen.

An der Tripartite gouf no laange Verhandlungen dunn am Juni 2001 en Avant-projet de loi ausgeschafft, deen herno mat e puer klengen Ännerungen dat Gesetz vum 25. Juli 2002 gouf, dat mer elo hei solle verbesseren. Patiente mat gesondheetleche Problemer ware besser geschützt. Et ware Moossname virgesinn, fir déi Salariéën erëm an den Aarbechtsprozess anzegliderden, déi net méi capabel sinn, op hirem leschten Aarbechtsposten ze schaffen, oder net méi Vollzäit do ze schaffen, oder net méi op där, mä op enger anerer Plaz kéinte schaffen. D'Commission mixte, déi dës Fäll tranchéiert, ass dobäi agefouert ginn, si tranchéiert iwwert d'Reclassementer.

D'Gesetz huet deemools no der Pensiounsreform, deem faméise Rentendësch, eng weider bedeitend sozialpolitesch Verbesserung duergestallt. Mä „nobody is perfect". Dat gëllt och fir gutt gemengte Gesetzer. De 25. November 2003 war et schonn erëm um Ordre du jour vun der Chamber bei Geleeënheet vun enger Question avec débat vum fréieren Deputéierte Serge Urbany. En fait nämlech ass déi Saach net esou reibungslos gelaf, an dat haten déi deemoleg Gesondheets- an Aarbechtsministeren och festgestallt, wéi een an der Äntwert vun hinnen zwee konnt noliesen.

Här President, wann een sech d'Erfahrunge vum 2002er Gesetz an d'Statistiken ukuckt, stellt ee fest, datt haaptsächlech Aarbechter vun Invaliditéit betraff sinn, wat och kee Wonner ass, well si kierperlech schaffen an domadder engem méi héije Risiko ausgesat sinn. Si maache ronn 75% vun den Dossieren aus, déi bis elo duerch d'Commission mixte traitéiert goufen.

Betraff ass des Weidere virun allem d'Alterskategorie iwwer 50 Joer. Si maachen 41% vun den Demanden aus, wat jo och eigentlech normal ass, well Krankheet a besonnesch Verschleiss jo normalerweis a Gott sei Dank eng Saach vum Alter ass.

Frae maache 34% vun allen Demanden aus.

Et gouf awer festgestallt, dass d'Mesures de reclassement net richteg gegraff hunn. D'Laangzäitkrankheetsfäll hunn net esou ofgeholl wéi d'Auteure vum Gesetz vun 2002 sech dat erhofft haten. De Rapporteur huet scho mentionnéiert u wat et louch, dass d'Prozedure vum Reclassement net esou funktionéiert hu wéi dat geduecht war, an huet och opgewisen, wéi dësen neie Projet punktuell wëllt virgoen, fir dëse Mängelen entgéintzewierken. Et gouf also an der Tripartite décidéiert fir d'Beruffsonfäegkeetsgesetz nach eng Kéier op de Leescht ze huelen, wat dunn och mam virleiende Projet geschitt ass.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, den honorabelen Här Schneider huet de Projet an allen Detailer presentéiert. Mir haten an der Kommissioun vill Diskussiounen driwwer an ech wëll och net méi drop zréckkommen, ob a wéini ee kann iwwer Abusën oder awer Ongerechtegkeeten an dësem Projet schwätzen. Et geet hei drëm en neien a bessere gesetzleche Kader ze kreéieren, dee géif d'Strooss halen. Ech menge gradewéi meng Kolleegen aus der CSV-Fraktioun, dass een dësem Gesetz a senge Prozedure sollt eng Chance ginn. Déi allernächsten Zäit wäert weisen, ob si wierklech d'Strooss halen.

Ech wëll och nach eng Kéier drop hiweisen, dass mir ons den Zäitkader selwer gesat hate mat där Motioun, déi mer de 15. Dezember hei gestëmmt hunn an déi den Här Schneider schonn ugeschwat huet. Et goung jo drëm, dass de Parallelissem tëschent dem 5322 an dësem Projet respektéiert gëtt; dass d'Massnahmen elo kënnen zäitgläich, oder plus ou moins, a Kraaft trieden, fir Härtefäll op Basis vun der Applikatioun vum 5322er Gesetz ze verhënneren.

Deem war d'Regierung dunn och mat engem Amendement nokomm, deen d'Mise en vigueur vum virleiende Projet de loi op den 1. Mäerz fixéiert hat. Leider geet dat mat der Gesetzgebung awer net ëmmer esou séier wéi gehofft, sou dass de Projet also eréischt haut, den 8. Juni, zur Ofstëmmung kënnt.

Fir net mat der gudder juristescher Regel vun der Non-rétroactivité vun engem Gesetz a Konflikt ze kommen, hu mer du missen op Urode vum Statsrot op dësen Amendement verzichten.

Den zweete Punkt aus der Motioun, deen ech wéilt ernimmen, well en esou wichteg ass, ass deen, dass esoubal wéi dës Moossname Wierkung weisen, si och mussen am A behale ginn. Dass mer also spéitstens no zwee Joer e Bilan zéien, ob alles esou leeft, wéi mer ons dat erwaarden.

Här President, virun dräi Joer beim Débat zum Vote zu deem Virgängergesetz vun dësem Gesetz, huet mäi Fraktiounskolleeg Marcel Glesener dat heite gesot: „Dee virleiende Reformprojet ass d'Resultat vun engem schwéier zustane kommende Kompromëss an der Tripartite. (…) De Kompromëss ass fragile, mä en ass onverzichtbar."

Eng Rei Bemierkungen, déi vu verschiddene Beruffschambre gemaach goufen, si konsequent. Mir hunn an der CSV awer gemengt, dass et wéineg wahrscheinlech wier, dass si praktesch Konsequenzen hätten.

Mir mussen an der Praxis kucken, ob een eng Réévaluation périodique vun den Invaliditéitsgrade muss virgesinn, wann esou Fäll antrieden. Mir mussen ebenfalls an der Praxis gesinn, ob wierklech Patienten, déi an enger Procédure de reclassement sinn, eng Faute grave op hirer Aarbecht maachen; wat zwar denkbar, awer terribel wéineg wahrscheinlech ass.

Deen heitegen Text stellt also erëm eng Kéier e Kompromëss duer, dee mir als CSV mengen awer matdroen ze kënnen a sollen. Mir wäerten awer, wéi gesot, d'Entwécklung am A behalen a ganz sécher net déi Echéance vu spéitstens zwee Joer vergiessen.

Ech ginn heimat den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Carlo Wagner agedroen. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

M. Carlo Wagner *(DP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëllt virop direkt dem Rapporteur, dem honorablen Här Romain Schneider, Merci soen a félicitéiere fir deen excellenten an objektive Rapport, dat souwuel verbal wéi och schréftlech. Ech mengen, et kann ee soen, dass ënnert senger Féierung an der Kommissioun an deem ganz komplexen Dossier hei excellent Aarbecht geleescht ginn ass.

Wéi gesot, de Projet de loi 5334, deen haut zur Debatt steet, ass scho virun enger ganzer Zäit, virun engem décke Joer déposéiert ginn, den 28.04.04, a stellt en fait d'Revisioun duer vum Gesetz vum 25. Juli 2002.

Deemools hat sech eng dramatesch Situatioun erginn, wéi gesot, no der Jurisprudence vun 1996, wou op eemol net méi, wat d'Invaliditéit ubelaangt huet, jugéiert ginn ass par rapport au dernier poste, mä par rapport au marché du travail en général, wat natierlech ganz vill Leit Schwieregkeete gemaach huet. Et war deemools och esou, dass déi meescht Leit dee Moment 52 Woche krankgeschriwwe waren, an der Hoffnung si géifen d'Invaliditéit kréien. Wann herno awer déi Invalidité refuséiert ginn ass, well se, wéi gesot, nach apte ware fir de Marché du travail en général, dee Moment sinn déi Leit duerch d'soziaalt Netz gefall. Si ware praktesch, wéi ech ëmmer gesot hunn, um Trottoir gelant a waren, kann een och soen, op den RMG ugewisen.

Ech mengen also, dass dat Gesetz vum 25. Juli 2002 ganz ville Leit aus prekäre Situatiounen erausgehollef huet. Et ass jo esou, dee Projet de loi hei, wéi och dat viregt Gesetz, ass selbstverständlech federführend vum Ministère de la Sécurité sociale preparéiert ginn, mä dat awer och mat der effikasser Mathëllef vum Ministère du Travail, well och ganz vill aarbechtsrechtlech Elementer dra sinn. Ech mengen op alle Fall, dass een dee Moment och misst dem Ministère du Travail Merci soen, och fir déi Kollaboratioun, déi op där Säit fonnt ginn ass.

Wéi gesot, dat Gesetz vu virdrun huet ville Leit gehollef, mä esou wéi déi zwee Ministèren och schonn 2002 gesot hunn: Bei esou engem komplexe Gesetz muss een en Etat de situation maachen no enger gewëssener Zäit. Et war deemools gesot ginn, ongeféier zwee Joer duerno. An et huet sech an der Praxis effectivement erausgestallt, dass dat Gesetz net perfekt wär, mä dass et eng Rei vu Mängel hätt.

Et ass doropshin an am Kader vun der Tripartite vum November 2003 geschwat gi fir dat Gesetz ze revidéieren, dat awer zesummen och mat deem Gesetz vum 21. Dezember 2004 iwwert de Changement vum CAS, vum Code des Assurances Sociales. Also déi zwee Gesetzer zesummen.

Wann ee kuckt elo, ech hu gesot et wier ee gutt Gesetz gewiescht wat mer gestëmmt hunn, mä mat verschidde Lacunen. Eng vun den Haaptlacunen, an ech wëll se net alleguerten opzielen, mä just déi Haaptlacunen, dat war ouni Zweifel déi, dass entgéint deem, wou d'Auteure vun deem Gesetz - an ech mengen alleguerten déi Leit, déi dat Gesetz deemools hei an der Chamber approuvéiert hunn - net domat gerechent haten, dat ass, vu déi gutt Opportunitéiten, déi offréiert gi sinn, fir un d'Invaliditéit ze kommen, d'Leit awer, dat heescht d'Salariéen, et nach ëmmer léiwer haten sech 52 Woche krankschreiwen ze loossen. Dat heescht, si hunn dee Moment de volle Loun kritt, an net nëmmen ee Prozentsaz vun deem Loun. No 52 Woche waren se an därselwechter Situatioun wéi virum 2002er Gesetz, dat heescht ganz oft war hire Kontrakt scho résiliéiert an, wéi gesot, se stoungen nees mat eidelen Hänn do.

Duerch déi heite Mesuren an, wéi gesot, nach eng Kéier am Kader vum Gesetz vum 21. Dezember 2004, och an deemselwechte Kontext, ass dat elo net méi méiglech. Well ebe wéi gesot de Contrôle médical no zéng Woche kann iwwert deen Avis motivé, dee sou genannte Formulaire R4, dee Moment d'Leit scho guidéieren, wa se net méi apte si fir deen dernier poste de travail. Dee kann se guidéieren an d'Commission mixte fir e Reclassement, sou zwar dass déi Leit dee Moment op alle Fall kënne reclasséiert ginn.

Et muss een awer och soen, dass mer festgestallt hunn, duerch d'Experienz, dass bei deem viregte Gesetz eng Rei vu Leit laanscht dat Gesetz gelaf sinn. Dat ware beispillsweis déi Leit, déi nëmmen eng Invalidité temporaire haten. Wann déi Invaliditéit opgehuewe ginn ass, war och schonn oft de Contrat de travail résiliéiert, sou zwar dass déi Leit net ënnert d'Gesetz gefall sinn. D'selwecht och wéi aner Salariéen, wou eben och de Kontrakt résiliéiert gi war, meeschtens duerch eng Raison indépendante de leur volonté.

Elo op alle Fall ass an deenen doten zwee Fäll zwar selbstverständlech de Reclassement interne net méiglech, mä awer, si kënnen extern reclasséiert ginn.

Een drëtte Punkt, dee selbstverständlech och effectivement eis ganz vill ze schaffe ginn huet, an de Rapporteur huet dat och richteg hei widderginn, dat ass eben dat, dass d'ADEM net déi néideg Moyenen hat, fir zur Genüge, géif ech soen, no deene Leit ze kucken. Zousätzlech huet sech och nach d'Situatioun um Aarbechtsmaart verschlechtert, sou zwar dass d'ADEM ganz einfach iwwerfuerdert war. Wat derzou gefouert huet, dass zwar, esou wéi mer et gesinn hunn, 110 Leit konnte reclasséiert ginn, mä dat geet awer net duer. Elo op alle Fall, mam Schafe vun deene siwe Postes supplémentaires, misst d'ADEM gewappnet sinn, fir där doter Situatioun entgéintzewierken.

Dat Gesetz hei huet nach eng Rei aner Changementer, op déi ech awer net wëll am Detail agoen, well de Rapporteur dat scho gemaach huet. Sou beispillsweis den Ajustement un den Niveau de vie, oder awer dass d'Nécessitéit muss si vun enger bestehender Relation de travail, oder awer och dass beispillsweis d'Indépendanten elo Droit op Chômage hunn no enger Period vu fënnef Joer Cotisatioun an obligatorescher Cotisatioun bei de Pensiounskeesen. Wéi gesot de Rapporteur huet déi Saach excellent presentéiert.

Wat d'Avisë vun de Chambre-professionnellen ubelaangt, muss ech soen, dass déi am Allgemenge vu sämtleche Säiten aus éischter konstruktiv waren, quitte dass - ech mengen, et ass eng Selbstverständlechkeet, et versteet jiddfereen dat - suivant ob se d'Intérêtë vun de Salariéen oder vun den Employeurë verteidegt hunn, déi Avisën heiansdo liicht divergent waren. Ech wëllt mer hei just erlabe fir vläicht dräi Kommentaren dozou ze maachen.

Dat eent ass déi Kritik, déi komm ass vun der Chambre des Métiers an och vun der Chambre de Commerce, dass mer d'Réductioun vun der Durée de travail op 50% limitéiert hunn an an exceptionellë Fäll op 75%. Ech mengen awer, dass déi Beruffskummeren an dësem Fall net Recht hunn, well mir hu festgestallt, dass a munche Fäll regelrecht Abusë virkomm sinn. Esou kann ech Iech rapportéieren, dass mer Fäll kennen, wou beispillsweis d'Leit nach just zwou Stonnen d'Woch, dat heescht aacht, néng Stonnen am Mount schaffe gaange sinn. Mir mengen, dass dat net seriö ass. E Mënsch, deen net ka méi wéi zwou Stonnen d'Woch schaffen, ass a mengen Aen een, deen onbedéngt misst d'Invaliditéit zougesprach kréien.

En zweete Fall, an och doriwwer kann een diskutéieren, dat ass dee vun der Abolitioun vun der Méiglechkeet fir den Employeur fir de Kontrakt ze résiliéieren am Fall vu Faute-graven. D'Kommissioun huet doriwwer décidéiert. Ech hat och eng Interventioun oder zwou Interventiounen an der Kommissioun gemaach. Majoritairement ass awer zréckbehale gi fir déi Abolitioun bäizebehalen.

Ech muss soen, dass d'Saach vläicht net dramatesch ass, ech gleewen net, dass dat zu engem sou genannte Blankoscheck géif ginn an a munche Fäll zu Abusë géif féieren. Ech mengen do kënnen héchstens Exceptiounsfäll virkommen, ass et dach esou, dass beispillsweis alleguerten déi Leit, déi e Krankeschäin hunn, absolut net an déi dote Situatioun kënne kommen. Ech mengen hei wier op alle Fall d'Kommissioun vun der Chamber an de responsabele Minister och gutt berode fir déi Situatioun de près ze suivéieren, fir ze kucken ob effectivement där Fäll do virkommen.

Deen drëtte Kommentar vläicht nach ganz kuerz, dat ass dee vum Consentement éclairé, dee muss sinn wann de Contrôle médical d'Commission mixte wëllt saisiéieren. Do hu mer an der Kommissioun dovunner geschwat, wat am Fall ass, wou dee Moment déi betreffend Persoun, dat heescht de Salarié säin Accord net dozou gëtt. Do ware mer awer geschlossener Meenung an der Kommissioun, dass an deem Fall, wann de Salarié dee Consentement refuséiert, dass da selbstverständlech e Reclassement interne an och externe net méi méiglech wier, esou zwar dass et am Intérêt vum Salarié ass, dass e géif säi Consentement zu där Saach ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Finalitéit muss ech soen, ass dat heiten - trotz där Reserv, déi ech ugemellt hu bei der Abolitioun vum Droit de résiliation pour faute grave - ouni Zweifel e gutt Gesetz, en excellent Gesetz, wat awer net wëllt soen, dass et perfekt ass. Dofir kann ech mech honnertprozenteg dem Rapporteur uschléissen, dass indépendamment de la bonne volonté vun all deene Leit, déi zu deem Gesetz hei bäigedroen hunn, dass ee muss wéi gesot nees d'Evolutioun an deenen nächste Jore suivéieren an dass ee vläicht nach eng Kéier soll de Point an engem Délai vun zwee Joer maachen, fir ze gesinn effectivement, wat dee Moment nach misst behuewe ginn.

Ech wëll och mäi Bedenken soen an där schwéierer ekonomescher Situatioun oder där schwéierer Situatioun um Marché du travail, wou mer de Moment sinn, a wëll och drop hiweisen, dass ouni Zweifel d'Reclassement-externen och an nächster Zäit relativ schwiereg wäerte ginn. Mä ech mengen, dat ass eng Situatioun, déi kënne mer net gesetzlech hei behiewen.

Ech géif also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vu menger Fraktioun vun der Demokratescher Partei den Accord zu dësem Projet de loi ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer am Numm vun de Gréngen och e puer Wuert ze soen zu dësem Projet de loi iwwert d'Incapacité de travail an iwwert d'Réinsertion professionnelle, woubäi ech fir d'éischt natierlech och eisem Rapporteur vun dësem Gesetz wëll Merci soe fir säin ausféierleche Rapport. Hien huet déi puer Ännerungen un där bishereger Gesetzgebung, déi elo virgeholl ginn, am Detail hei virgedroen an och d'Begrënnung fir dës Ännerung, esou dass ech hei als véierte Riedner deen Exercice net brauch nach eng Kéier am Detail ze widderhuelen.

Et geet grosso modo bei deenen heitege gesetzlechen Ännerungen dorëmmer, d'Prise en charge vun der Beruffsonfäegkeet um leschten Aarbechtsposten an an deem Kontext eng berufflech Réinsertioun vum Betraffenen, esou wéi dat am Gesetz vum 25. Juli 2002 virgesi war, punktuell ze adaptéieren an ze verbesseren. Et schéngt eis, wéi wann dat mat den Dispositioune vun dësem neien Text insgesamt kéint geléngen, och wann ee selbstverständlech an deem engen oder anere Punkt eng méi kritesch Meenung kann hunn.

Eent vun den Ziler vum bis haut applizéierte Gesetz vun 2002 war et bekanntlech ze versichen dobäi sou genannte Cas-de-rigueuren, also sozial Härtefäll, ze vermeiden. Aus enger Rei vu Grënn, déi hei op der Tribün schonns erwähnt goufen, war dat an deene vergaangen zwee, dräi Joer awer net ganz gelongen. Den honorabelen Här Schneider, Rapporteur vun dësem Gesetz, huet dës Grënn hei op der Tribün am Detail erkläert.

Dofir kann ech och nëmmen averstane sinn domadder, datt elo endlech d'ADEM zousätzlecht Personal, zousätzlech Postë soll kréien, fir besser a méi schnell Prozedure vun eventuelle Reclassementer kënnen duerchzezéien. An et ass sécherlech och e positive Schrëtt, fir d'Gesetz vun 2002 esou ze verbesseren, datt d'Entaméiere vun der Prozedur vun der berufflecher Réinsertioun elo lassgekoppelt gëtt vun der Obligatioun, virdrun d'Invaliditéit ugefrot ze hunn. Dës zwou elo zitéiert Mesurë ginn ouni Zweifel an eng richteg Richtung a si wäerten zumindest deelweis dozou bäidroe fir déi aktuell Situatioun ze verbesseren.

Bei esou engem Problem, wou et op där enger Säit ëm déi beschtméiglech sozial Léisung am Intérêt vum betraffene Salarié geet, an ëmgekéiert awer och ëm legitim Intérêtë vun där betraffener Entreprise, ass et natierlech nëmme logesch, datt et zum Deel ënnerschiddlech Vuen a Points de vue gëtt par rapport zu eenzelnen Dispositioune vun esou engem Gesetz. Dat gëllt hei natierlech virun allem bei den Dispositiounen iwwert de Reclassement interne, dat heescht deen am Betrib selwer.

D'Patronatssäit, dat heescht d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers hunn an hiren Avisën eng Rei vun Awänn formuléiert, virun allem par rapport zum Reclassement interne, ënner anerem datt de Betrib dozou gezwonge wier, ausser de Patron kéint noweisen, datt e Préjudice grave him dat géif onméiglech maachen.

Nun, de Prinzip vum Reclassement interne ass vun engem soziale Point de vue hier allerdéngs absolut ze verteidegen, well an eisen Aen d'Entreprisen net nëmmen do si fir Benefiss ze maachen, mä si hunn an eisen Aen och eng sozial Verantwortung vis-à-vis vun hire Beschäftegten, déi bis zu hirer Krankheet oder deelweiser Invaliditéit jo och zur Entwécklung vun der Firma bäigedroen hunn. En aneren Awand bezitt sech dorobber, datt déi virgesinnen Aarbechtszäitreduktioune vu 50% an an Ausnahmefäll 75% bei interne Reclassementer ze rigide, ze onflexibel wieren, fir dem Intérêt vu béide Säiten entgéintzekommen, well d'Krankheetsgeschéien sech mat der Zäit kéint esou negativ oder ëmgekéiert heiansdo och positiv entwéckelen, an dann déi virgesinnen Aarbechtszäiten net méi adaptéiert wieren.

Dësen Awand schéngt eis net ganz vun der Hand ze weisen ze sinn. Et wier op jiddfer Fall gutt, wann an der kommender Entwécklung op deem Punkt géing no besser adaptéierte Léisunge gesicht ginn.

Op de Problem vun der Faute grave wéilt ech hei nëmme kuerz agoen, fir ze soen, datt dat aus der Vue vum Patronat psychologesch gesi sécherlech ze verstoen ass, mä d'Experten an der Kommissioun konnten eis awer glafwierdeg rassuréieren, datt déi Risiken dobäi absolut onwahrscheinlech wieren oder souguer reng hypotheetesch. Op e weideren Awand vun dëse Chambren, d'Prozedure géingen ze laang daueren, gouf eis an der Kommissioun assuréiert d'Sekretariat vun der Commission mixte géif elo d'Instruktioun kréien, fir direkt vun Ufank u vun der Prozedur schonn den Aarbechtsmedeziner anzeschalten.

Och d'Chambren, déi d'Salariatssäit vertrieden, d'Chambre de Travail an d'Chambre des Métiers, haten d'Entwécklung vun dësem Gesetz ganz aktiv begleet. Et ass hinne gelongen eng Partie vun hiren Haaptfuerderungen am neie Gesetz ze verankeren. Sécherlech bleift och vu Salariatssäit gesinn deen een oder anere Punkt nach onkloer oder net zefridde stellend geléist, mä insgesamt mengen ech awer, datt déi nei Dispositioune vun dësem Gesetz zumindest deelweis Verbesserungen an der Praxis wäerte mat sech bréngen.

A wa sech sollt erginn, datt trotzdeem nach gréisser Problemer sollte weiderbestoen oder eventuell neier optauchen, dann hënnert näischt eis dorunner ze reagéieren, schnell ze reagéieren an eventuell nach déi eng oder aner Adaptatioun iwwert d'Gesetz virzehuelen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zum Ofschloss awer nach kuerz méi allgemeng Bemierkunge maachen zur Problematik vu Beruffsonfäegkeet an Invaliditéit insgesamt. Am Zentrum vun dësem Gesetz steet, wat d'Décisiounen ubetrëfft, déi sou genannte Commission mixte, an déi soll sech be-

ruffen op medezinesch Avisë vum Médecin traitant a vun der Aarbechtsmedezin, fir d'Beruffsfäegkeet beziehungsweis -onfäegkeet deelweis oder ganz anzeschätzen oder ze beuerteelen.

Wéi krank, wéi invalid ass de Beschäftegten op sengem Aarbechtsposten am Betrib? Et sollt een dobäi net blauäugeg sinn an ëmmer eesäiteg dem Salarié alles gleewen, well et natierlech a munche Situatioune sécherlech och deen een oder anere Simulant ka ginn. Insgesamt gesi mengen ech awer, datt de Gros vun de Salariéen, déi iwwerwältegend Mehrheet vun hinnen, hir Aarbecht seriö wëllt maachen an datt wann d'Gesondheet net méi ganz matmécht, hinnen déi beschtméiglech Solutioune mussen ugebuede kënne ginn.

De Problem vun esou Krankheetsentwécklunge vun deelweisen oder méi wäitgehenden Incapacités de travail besteet a mengen Ae kloer doranner, datt trotz enger Partie vun Efforten, déi am Beräich vun Aarbechtsschutz an der Médecine du travail an deene vergaangene Joren an de Betriber gemaach goufen, nach ëmmer net wéineg Beruffskrankheeten an Invaliditéiten op inadequat oder schlecht Aarbechtsbedéngungen an engem Deel vun eise Betriber zréckzeféiere sinn.

An dofir, Här Minister, missten a mengen Aen zwou Entwécklungen an deenen nächste Joren absolut Prioritéit kréien. Éischtens, d'Uwennung vum Principe de précaution an d'Preventioun vu beruffsbedéngten Erkrankunge grad och an de Betriber, an zweetens eng Verstäerkung, personnel a qualitativ, vun der Division de Médecine du travail a vun der aarbechtsmedezinescher Iwwerwaachung vun de Betriber.

Zum éischte Punkt. De Principe de précaution an d'Preventioun däerfen an eisen Aen net virun der Dier vun de Betriber ophalen. Et sinn zwar bis haut schonn Efforten an deem Sënn gemaach ginn, zum Beispill eng Beruffsrisikoanalys, eng sou genannte Préétude, mat 260 Betriber a 16.900 Salariéen, mä dat geet bei wäitem net duer.

An Ärem Rapport d'activité iwwert d'Santé au travail, gëtt op de Säite 85 a 86 - ech schwätze vum Rapport d'activité 2004 - op d'Resultater vun där Préétude higewisen, an doranner op déi ganz vill Muskel- a Réckeproblemer bei de beruffllechen Erkrankungen, woubäi ëmgekéiert dann awer opfält, datt zum Beispill Gehéierschied duerch Kaméidi oder virun allem Krankheeten duerch chronesch chemesch Belaaschtungen zueleméisseg oder prozentual zimlech niddereg leien.

An dës niddereg Zuele stinn awer zum Beispill am Widdersproch mat internationalen Etüden, zum Beispill och an enger rezenter Enquête ënnert dem Numm „Sumer" an eisem Nopeschland Frankräich mat 50.000 Salariéen, wou zum Beispill gesot gëtt als Konklusioun: «Les ouvriers et les employés» an et ass net gemengt just déi aus der chemescher Industrie, mä les ouvriers et les employés en général «sont de plus en plus exposés aux produits chimiques» an do gëtt geschwat vun 38% vun de Salariéen, déi do op eng problematesch Aart a Weis exposéiert wieren.

Mir schéngt et also net nëmmen, datt d'Risques toxiques bei eis nach ëmmer ënnerschat ginn, mä virun allem wat déi chronesch Awierkung vu chemesche Schadstoffer op d'Gesondheet vun de Beschäftegten ubetrëfft, a wa sech dorauser da Beruffskrankheeten oder souguer Invaliditéiten entwéckelen, da ginn hir schadstoffbedéngten Ursaache ganz oft oder meeschtens net mol erkannt oder unerkannt. An deem Sënn also bräichte mer nach vill méi Preventioun fir esou Krankheeten oder Invaliditéiten op der Aarbechtsplaz souwäit wéi méiglech ze verhënneren.

Am Kontext vu menger Interpellatioun iwwer „Reach" den 29. Juni hei am Sall wäert ech nach eng Kéier op dësen aarbechtsschutzrechtlechen Aspekt zréckkommen.

E leschte Punkt nach ganz kuerz, wat déi zentral Roll vun der Aarbechtsmedezin an de Prozedure vun dësem Projet de loi ubetrëfft. Am Avis vun der Chambre de Travail gëtt zum Beispill jo och d'Fro opgeworf, wien da géing entscheede bei ënnerschiddlechen Avisë vum Contrôle médical a vum Service de Santé au travail. Natierlech läit et dann un der Commission mixte fir ze tranchéieren, mä d'Fro bleift awer am Raum, wéisou Dokteren aus ënnerschiddleche Gremien zu ënnerschiddlechen Aschätzunge vum Krankheetszoustand oder vum Invaliditéitszoustand vun engem Salarié kënne kommen.

Hei kéint den ënnerschiddlechen Ausbildungs- oder Weiderbildungscharakter vum Medeziner eng wichteg Roll spille bei der Unerkennung, Deelunerkennung oder Netunerkennung vu Krankheeten. An do geet et bei chemeschen oder physikalesche Risiken op der Aarbechtsplaz haut net méi duer, sech just op meeschtens vill ze vill héich Aarbechtsplazgrenzwäerter ze verloossen, well och d'chronesch Expositioun op der Aarbechtsplaz vis-à-vis vun esou Stoffer oder Substanzgemëscher kënnen noweisbar krankmaachen oder an d'Invaliditéit féieren. A grad dat kéint een duerch eng adequat betriblech Informatiouns- a Preventiounspolitik wäitgehend verhënneren an iwwert dee Wee och natierlech Sue spueren.

Wat d'Médecine du travail ubetrëfft, sou bräichte mer also net nëmmen eng personell Verstäerkung. An Ärem Rapport d'activité, Här Minister, gëtt op der Säit 86 gesot: «Une pénurie persiste», dat heescht et gëtt also nach ëmmer net genuch Aarbechtsmedeziner. Mä mir bräichten och eng verbessert Aus- a Weiderbildung vun eisen Aarbechtsmedeziner iwwert déi klassesch Toxikologie an iwwert déi klassesch Epidemiologie eraus, fir och chronesch Niddereg-Dosis-Wierkunge vu Chemikalie méiglech fréizäiteg kënnen ze erkennen an effikass Risikominderungen op der Aarbechtsplaz kënne preventiv duerchzesetzen.

Op der europäescher Konferenz iwwer Ëmwelt a Gesondheet an Ëmweltmedezin, déi Dir déi kommend Woch am Kader vun Ärer Présidence um Kierchbierg organiséiert, wäerten déi neiste wëssenschaftlech a medezinesch Donnéeën iwwer esou krankmaachend Belaaschtungen duergestallt ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. De Projet de loi selwer hei mat sengen neien Dispositioune schéngt eis Gréngen an déi richteg Richtung ze goen. Et sinn eng Rei vu Verbesserungen, déi wahrscheinlech kënnen d'Situatioun an deenen nächste Jore verbesseren; domat hu mir also kee Problem. Mir kënnen dëse Projet de loi also ouni Problem matstëmmen, mä nach eng Kéier zum Schluss en Appel a Richtung Preventioun, wierklech Preventioun op der Aarbechtsplaz, fir datt manner Leit beruffskrank ginn an datt manner Leit an d'Beruffsinvaliditéit erakommen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Als leschte Riedner ass den Här Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virop och dem Här Rapporteur Merci fir säin explizite Rapport, och wann den Inhalt net ganz meng Zoustëmmung fënnt. Mä trotz allem och alleguerten deene Merci, déi awer versicht hu mat deem leschte Gesetz an elo mat dësem Gesetz eng Rei vu Situatioune vu Leit, déi a Précaritéit gerode sinn, ze verbesseren.

Den Ursprong vum Gesetz vum 25. am Heemount 2002 an och vun dësem Projet haut war eng nei a fir mech onsozial Ausleeung vum Artikel 187 vum Code des assurances sociales, deen duerch eng Jurisprudence vun der Cour de Cassatioun den 28. am Wantermount 1996 gesprach ginn ass. Virun dëser neier Versioun vun der Invaliditéit krut een Urecht op d'Invaliderent wann een déi Aarbecht, déi ee gemaach huet, net méi konnt ausféieren. Nom Uerteel vun der Cour de Cassation krut een d'Urecht op d'Invaliderent nëmme wann ee seng lescht Aarbecht net méi konnt maachen an och keng aner Aarbecht méi, déi engem seng physesch Capacitéite kënnen zouloossen.

Dat huet mat sech bruecht, datt säitdeem d'Zuel vun den Invalideerentner drastesch zréckgaangen ass a ganz sécher och nach weider wäert zréckgoen. D'Zuel vun deenen, déi awer duerch dëst Gesetz an de Misère gerode sinn, ass awer drastesch gestiegen, ëmmer méi krank Leit stounge virum näischt.

Engersäits well se keen Urecht op d'Krankegeld méi haten. Anersäits well se trotzdeem aarbechtsonfäeg waren, awer d'Invalideerent net zougesprach kritt hunn an och no 18 Méint kee Recht méi op Chômage haten a guer näischt méi haten. An dréttens well hire Schutz virun Entloossungen ofgelaf war an dofir hire leschte Patron net verflicht war se erëm anzestellen.

Här President, wann ech och kann domat d'accord sinn, datt ee muss versichen Abusë wäitgehend ze verhënneren, esou schéngt mer awer eppes hei flagrant ze sinn, d'Uerteel vun der Cour de Cassation ass komescherweis komm nodeem d'EU ugefaangen huet eis de béise Fanger ze weisen iwwer eisen Altersduerchschnëtt am aktiven Aarbechtsrecht. D'EU, de BIT awer och de Wirtschafts- a Sozialrot hu recommandéiert Moyenen ze sichen, fir datt d'Leit méi laang am aktiven Aarbechtsprozess solle bleiwen. A wupps hate mer kuerz drop eng Jurisprudence do leien, déi eist Invalidegesetz total op d'Kopp gestallt huet, fir just nach nëmme Leit d'Invaliderent zouzegestoen, déi scho bal mam Kapp ënnert dem Aarm virum Contrôle médical virspriechen.

Et huet deemno eppes misse geschéien an déi viregt Regierung huet e Projet virgeluecht, deen zum Zil hat déi sozial Härtefäll opzefänken, fir dass kee méi ouni Revenu bleift; dat och wann ee kee Krankegeld, keng Invaliderent a kee Chômage kritt a wann een trotzdeem net méi an den Aarbechtsmaart ze integréieren ass.

Eng vun den Neierungen an deem Gesetz war folgend: wann eng Persoun op Grond vun hirem gesondheetlechen Zoustand hir Aarbecht op hirer leschter Aarbechtsplaz net méi ausübe kann, sou gëtt schnellstméiglech versicht, datt se an hirem Betrib eng aner Aarbecht kritt, déi hire Capacitéiten entsprécht, an dëst ouni Lounverloscht. Ech betounen: an hirem Betrib eng aner Aarbecht kritt ouni Lounverloscht!

Dat huet den honorabelen Här Marcel Glesener als Rapporteur vun deem Gesetz den 10. am Heemount 2002 hei matgedeelt. Dat war och de soziale Grondgedanke vun dëser Dispositioun, just dass d'Ausleeung vun deem Gesetz an der Praxis dat awer net zougelooss huet. Déi Leit, déi erëm an hire Betrib agestallt ginn, ginn öfters an hirer ënneschter Carrière klasséiert; och déi Leit, déi praktesch schonn 30 Joer an engem Betrib schaffen.

Ech wëll elo keen Numm vun engem Betrib nenne wou dat Usus ass, soss mengt erëm deen oder deen aneren ech hätt eppes géint d'Arcelor. Do si Leit, déi iwwer 30 Joer an deem Betrib geschafft hunn an déi de Pech haten zäitweileg an d'Invaliderent ze falen, erëm agestallt gi mat deem klengste Loun, an dat obwuel en internt Reglement, wat am Comité mixte vun där Gesellschaft ofgeseent gouf, dem Invaliderentner d'Recht op seng initial Plaz oder eng aner Plaz zougesteet, an dat ouni Lounverloscht.

Fir d'éischt wollten se iwwerhaapt kee méi erëmhuelen. Elo profitéieren se vun enger mega-flexibler Ausleeung vun deem Gesetz a reclasséieren déi, déi se erëmhuelen, an déi ënnescht Lounklass. Wann déi Leit, déi esou lounméisseg reclasséiert ginn, awer d'Indemnité de réemploi ufroen, gëtt déi verweigert. Déi Leit falen net ënnert d'Dispositioune vun der Indemnité de réemploi, well se bei hiren initialë Patron zréckgaange sinn. Well d'Indemnité de réemploi ass bis elo nëmmen ausbezuelt ginn, wann een de Patron wiesselt an do manner verdéngt.

Dat heescht also, dat wat hei an deem Gesetz vun 2002 virgesi war, wat den Här Rapporteur och hei nach eng Kéier betount huet, dat gëtt net an d'Praxis ëmgesat, well et en anert Gesetz gëtt, wat eben dat verhënnert.

An ech hunn och deenen zwee Här Ministere verschidde Fäll dohinner geluecht, wou dat hei effektiv de Fall ass, a wou dann déi Leit e Bréif kréien, dass se net kéinten déi Indemnité de réemploi ufroen, dass se net ënnert d'Dispositioune vun deem Gesetz falen, mä ënnert d'Dispositioune vum PAN-Gesetz. Ech géif mengen, dass awer do misst versicht ginn, zwëschent deenen zwee Ministèren emol eng Koordinatioun ze fannen, wann zwee Gesetzer sech widdersprièchen a wann doduerjer d'Salariéën e Schued erleiden.

An dësem Gesetz gëtt dat jo elo geännert. Och déi Leit, déi bei hiren initialë Patron zréckkommen, hunn elo Urecht op d'Indemnité de réemploi, wat och eng gutt Saach ass. Wat awer och en zweeschneidegt Schwert ass, wëll ech awer och hei betounen, well hei ginn d'Betriber aus hirer sozialer Verantwortung entlooss, op Käschte vun de Steierzueler. Et incitéiert d'Betriber regelrecht, déi Leit, déi se aus der Invaliderent erëm zréckhuelen, am ënneschte Loun ze klasséieren. Do muss déi zoustänneg Kommissioun e wachsaamt A drop halen, well och wann d'Indemnité de réemploi während véier Joer ausbezuelt gëtt, esou ass awer kloer, dass keen innerhalb vun där Zäit kann op säin normale Loun erëm zréckkommen. Déi Leidtragend sinn alt erëm déiselwecht, déi Leit, déi de Pech hate krank ze ginn.

Eng Gesellschaft, déi esou eppes zouléisst, déi ass och krank. An eng Regierung oder eng Majoritéit an der Chamber, déi et zouléisst, dass d'Employeuren aus hirer sozialer Verantwortung entlooss ginn, déi ass nach méi krank. Et ass kloer bewisen, dass Salariéë ganz oft krank ginn duerch déi jorelaang Belaaschtung, déi se op hirer Aarbechtsplaz mussen erleiden. Et tauchen ëmmer méi Beruffskrankheeten op, déi mer soss net kannt hunn, well mer net d'Moyenen haten, verschidde Krankheetserreger ze detektéieren, oder well mer einfach och heiansdo d'Aen zougemaach hunn a se net wollte wouerhunn.

D'Ergonomie op der Aarbechtsplaz ass ëmmer zweetrangeg behandelt ginn, huet awer dozou bäigedroen, dass ëmmer méi Leit doduerch Schued erlidden hunn. Muerks a Stress, Mobbing an Angscht ëm d'Aarbechtsplaz si psychesch Krankheetsphenomeener, wou mer d'Ausmooss haut eréischt ufänken ze erkennen. D'Employeuren hunn also och eng sozial Responsabilitéit ze droe vis-à-vis vun hire Mataarbechter an och vis-à-vis vun der Gesellschaft.

Ech verstinn net, firwat dass se elo och nach solle staatlech Ënnerstëtzunge kréien, wa se ehemoleg krank Mataarbechter erëm astellen? Et misst hir verdammte Flicht a Schëllegkeet sinn, fir Mataarbechter, déi hir Gesondheet am Interesse vum Betrib geaffert hunn, erëm ënnerdaach ze huelen, an dat mat vollem Loun.

D'Gesetz vum 25. am Broochmount 2002 sollt also den initialë Revenu garantéieren, wéi dat och esou vum deemolegen Här Rapporteur hei betount ginn ass. Da musse mer awer och duerfir suergen, dass all déi Leit, déi net hiren initialë Loun erëm zougestane kruten, d'Indemnité de réemploi mussen zougestane kréien. Dat ass awer duerch déi aktuell gesetzlech Bestëmmungen anscheinend net méiglech, esou wéi ech virdrun zitéiert hunn. Dat Gesetz, wat mer haut stëmmen, kann och net réckwierkend an deem Sënn ugewannt ginn. Da muss ebe gekuckt ginn, fir deene Betraffenen, déi elo während deenen zwee Joer Schued erlidden hunn, iwwer en anere Wee en Ausgläich zoukommen ze loossen.

An deem Sënn wëll ech och hei eng Motioun deponéieren, déi d'Regierung opfuerdert, all Fäll vun internem Reclassement, déi aus dem Gesetz vum 25. am Heemount 2002 resultéieren, ze analyséieren, fir am Fall vu Lounverloscht oder Aklasséierungen a méi klenge Léin oder an Ufankslein kënnen iergenden Ausgläich zouzegestoen.

Motion 1

D'Volleksvertriederkummer,

- beméit, de Grondgedanke vum Gesetz vum 25. am Heemount 2002 iwwer Beruffsonfäegkeet an d'Rëmaféieren an den Aarbechtsmaart Rechnung ze droen;

- feststellend, datt beim interne Reclassement eng Rei Persounen, déi aus der Invaliditéit erëm op hir Aarbecht zréckfonnt hunn, an déi niddereegst Lounklass zréckgestuuft goufen;

- bedauernd, datt d'Ausleeung vum Gesetz vum 25. am Heemount 2002 de Betraffene keng „indemnité de réemploi" erméiglecht, obwuel dat awer am Rapport vun der zoustänneger Kommissioun erwënscht war;

- besuergt, fir all déi sozial Härtefäll ze redresséieren;

fuerdert d'Regierung op

- all Fäll vun internem Reclassement ze analyséieren op déi nei Lounbedingungen, an eng Léisung ze sichen, fir deenen, déi Lounverloschter hunn, och e Lounausgläich iwwert de Fonds pour l'Emploi zouzegestoen;

- duerfir ze suergen, datt d'internt Reclassement net en Instrument gëtt, wat zu automateschem Loundumping inzitéiert.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Här President, wat elo den interne Reclassement weider ubelaangt, esou gëtt et awer nach eppes ze bemierken. Am Projet, deen hei virläit, ass virgesinn, dass iwwer e Règlement grand-ducal kënnen d'Modalitéite vum interne Reclassement festgeluecht ginn. Kënnen, ass gesot ginn. Ech sinn der Meenung, dass dat groussherzoglecht Reglement direkt muss d'Modalitéite vum interne Reclassement festleeë fir kloer ze sinn. Grad ebe fir ze verhënneren, dass dat internt Reclassement zum interne Lounreclassement degradéiert gëtt.

De But vun dësem Projet soll jo sinn, fir déi krank Leit erëm an den Aarbechtsmaart zréckzefëieren. Da mussen och déi néideg Moossname getraff ginn, fir d'Leit bei hirer Reintegratioun ze schützen. Da geet et net duer, dass een an d'Gesetz schreift, et kann e groussher-

zoglecht Reglement verfaasst ginn, dat den interne Reclassement regelt. Da muss een en internt Reglement maachen.

Duerfir wëll ech och zu deem Punkt en Amendement hei déposéieren, fir dass den Artikel I, Punkt 1, virleschten Alinea, erëm esou ëmgeännert gëtt, dass e groussherzoglecht Reglement muss am Zesummenhang mam interne Reclassement verfaasst ginn.

Amendement 1

L'article I point 1 avant-dernier paragraphe prend la teneur suivante:

«Un règlement grand-ducal détermine les modalités du reclassement interne.»

Commentaire:

Afin d'éviter toute ambiguïté il est indispensable qu'un règlement grand-ducal détermine les modalités du reclassement interne dès l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Här President, de Projet, dee mer hei virleien hunn, huet de Mérite, dass e versicht enger ganzer Rei sozialer Précaritéiten entgéintzewierken. Dat muss een och unerkennen, an dat maache mer als ADR, och wa mer scho beim Gesetz vum 25. am Heemount 2002 op eng ganz Rei vu Méssstänn higewisen haten, wou awer de Stopp an den Ouere vun der Regierung eréischt zwee Joer méi spéit opgaangen ass.

Et gëtt awer Verschiddenes, wat an deem urspréngleche Gesetz net vertrietbar war an awer an dësem Gesetz monter weidergefouert gëtt. An zwar d'Zilsetzung fir esou mann wéi méiglech Invaliderenten ze accordéieren, coûte que coûte. Mir hätten iwwerhaapt keng nei Gesetzgebung iwwert d'Invaliderent gebraucht, wann net eng bestallte Jurisprudenz alles op d'Kopp gehäit hätt, wat virdru gutt a richteg war. Mir hätte just den Artikel 187 misse weider bestoe loossen. Dann hätte mer de béise Fanger gewise kritt vun auswäerts, well mer anscheinend ze vill Invaliderentner kritt hätten, mä et hätt keng Sozialfäll geschaf, wéi elo während deenen zwee Joer a virdrun.

Et ass op jidde Fall eng Farce, wann ee Leit, déi 30 bis 35 Joer an engem Betrib geschafft hunn an hire Beruff net méi kënnen ausféieren, an e Reclassement externe verfracht. Dat well säi Patron him keng Aarbecht méi wëllt ubidden, déi senge Capacitéiten entsprécht. An et ass nach méi eng Farce - an där Fäll gëtt et -, jo souguer e Skandal, wann een eng krank Fra vun 63 Joer an e Reclassement externe gehäit - ech géif mengen, dat seet genuch aus iwwert déi sozial Ausriichtung vun dësem Gesetz -, fir dass se nëmmen net d'Statistike vun den Invaliderente belaascht.

Här President, wat un dësem Gesetz gutt ass, dat ass, dass elo kee méi ouni Revenu bleift. Ech mengen dat war jo eiser aller Zilsetzung a mir schéngen där Zilsetzung elo méi no ze sinn. Wou awer muss onbedéngt drop geuecht ginn, dat ass, dass d'Ausbezuele vun deene verschiddenen Hëllefen, déi virgesi sinn, a vernünftegen Délaië geschitt. Wann den Employeur en invalide Salarié net méi wëllt erëmhuelen, da kënnt en an d'Mesure de reclassement externe. Da kritt en Urecht op Chômage bis zum legale Maximum.

Déi meeschte Leit, déi vum Reclassement externe betraff sinn, sinn an engem Alter wou se net méi um Aarbechtsmaart erwënscht sinn, an dat am Alter vu 45 Joer opwäerts, och wa se net krank sinn. Ech mengen dat ass jo schonn eleng u sech e Skandal, et ass eng Aarmséilegkeet fir e Land wéi Lëtzebuerg. Dat bréngt mat - sech, dass déi Krank nach méi schlecht Kaarten hunn, fir erëm an den Aarbechtsmaart zréckzefannen, wou dann dat initiaalt Gesetz, an dëse Projet och, eng Begleetmoossnam virgesäit, déi nom Chômage a Kraaft trëtt, an zwar d'Indemnité d'attente.

Eng Indemnité d'attente, déi an der Héicht vun där zu deem Zäitpunkt geschëllter Invaliderent ausbezuelt gëtt. Dat bréngt zumindest mat sech, dass kee méi ouni Revenu bleift, wat och de But vum initialë Gesetz war an dësem Projet ass.

Dës Indemnité d'attente soll een, laut Artikel I, Punkt 10, zougestane kréien, nom Enn vum Ausbezuele vum Chômage. Dass an deem Artikel steet, dass d'Indemnité d'attente eréischt nom Enn vum Ausbezuele vum Chômage a Kraaft trëtt, riskéiert eng Rei Härtefäll ze provozéieren. Et gëtt Leit, déi sech wéinst dem Reclassement externe an de Chômage aschreiwen oder d'office ageschriwwe ginn, awer duerch iergendee Grond keen ausbezuelt kréien; déi ginn hei ausgeschloss.

Duerfir proposéiert den ADR den Artikel I, Punkt 10 ëmzeänneren, andeem drastoe kënnt, dass een nom Recht op Chômage d'Indemnité d'attente zegutt huet, an net nom Enn vum Ausbezuelen.

Amendement 2

L'article I point 10 prend la teneur suivante:

L'article 5, paragraphe (2), alinéa 1er, est modifié comme suit:

«Si, au terme de la durée légale du droit à l'indemnité de chômage y compris la durée de prolongation, le travailleur visé à l'article 1er n'a pu être reclassé sur le marché du travail, il bénéficie d'une indemnité d'attente, dont le montant correspond à la pension d'invalidité à laquelle il aurait eu droit. L'indemnité d'attente est à charge du fonds pour l'emploi.»

Commentaire:

La première modification incluse dans cet amendement fixe la détermination du point de départ de l'indemnité d'attente après la durée légale du droit à l'indemnité de chômage. Cet amendement permet d'éviter toute ambiguïté en ce qui concerne l'attribution d'une indemnité d'attente dans les cas où la personne concernée bien qu'étant au chômage n'a pas droit au paiement de l'indemnité de chômage. Cette hypothèse concerne par exemple des personnes ayant été occupées à temps partiel à raison de 16 heures/semaine au moins.

La deuxième modification incluse dans cet amendement détermine que l'indemnité d'attente sera payée par le fonds pour l'emploi et non par la caisse de pension. Le droit à l'indemnité d'attente étant lié à l'obligation de rester disponible pour le marché du travail ce droit est à considérer comme une prolongation de l'indemnité de chômage. En tant que telle il incombe au fonds pour l'emploi de porter la charge de l'indemnité d'attente et non à la caisse de pension.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Här President, dës Indemnité d'attente ass also weder als Chômage nach als Invaliderent ze betruechten. Et ass awer kloer, dass et eng beschäftegungspolitesch Mesure bleift. A well et eng beschäftegungspolitesch Mesure ass, muss se och integral vum Fonds pour l'Emploi gedroe ginn. Well déi betraffe Persoune mussen dem Aarbechtsmaart zur Verfügung bleiwen, mussen an der ADEM ageschriwwe bleiwen, a kënnen deemno zu all Moment erëm an den Aarbechtsmaart integréiert ginn.

Et ass duerfir einfach skandaléis, datt am initiale Gesetz an och an dësem Projet hei festgeluecht gëtt, dass d'Pensiounskeese mussen d'Indemnité d'attente bezuelen. Dat hu mer als ADR beim initiale Gesetz net matgemaach an dat maache mer als ADR och bei dësem Projet net mat.

Et ass ee Skandal, dass dës Regierung an och schonn déi virdrun ëmmer erëm d'Reserve vun de Pensiounskeesen als Self-service ugesinn, well se net capabel sinn déi néideg Moyenen ze fanne fir verschiddenen aarbechts- a maartpoliteschen Aflëss, déi vun der liberaler Wirtschaftsentwécklung provozéiert ginn, entgéintzetrieden.

Säit 1993 sinn ëm déi 12 Milliarden aler Frang aus de Pensiounskeese geklaut gi fir d'Préretraite ze bezuelen. Eng Préretraite, wat eng reng beschäftegungspolitesch Mesure ass, déi haaptsächlech dozou gedéngt huet, Arcelor an anere Multien hiren Aarbechtsplazofbau ze begleeden.

Den ADR huet dogéint eng Proposition de loi hei deponéiert, fir déi Ausbeutung vun de Pensiounskeesen do ze ënnerbannen. Dës Gesetzesinitiativ wäert, ewéi scho vill anerer, am ronnen Dossier verschwonne sinn. Well d'Statskeess fänkt esou lues un eidel ze ginn.

D'Automate vun der Regierung hirem Pensiounskeesebankomat, zu deenen se sech selwer eng „golden card" ausgestallt huet, mussen Dag an Nuecht fonctionnéieren.

130 Milliounen Euro sinn dann och nach aus de Pensiounskeese geklaut ginn, fir de Krankendefizit ze decken. Do hunn awer nach anerer matgehollef, déi och haut hei wäerte mathëllefe mat dësem Gesetz de Renteklau weider ze legaliséieren.

Den Defizit vun de Krankekeese war nämlech nëmmen 80 Milliounen, esou datt déi reschtlech 50 Milliounen och nach als Virschoss op zukünfteg Defiziter erausgekroopt goufen. Defiziter, déi natierlech net wäerten ausbleiwen, dat wäerte mer nach gesinn. An och wann een déi Gesondheetspolitik verfollegt, déi am Moment hei am Land praktizéiert gëtt.

A mat dësem Projet schloen d'Raubritter aus der Regierung, mat der Ënnerstëtzung vun de Knappen aus hiren Ënnerregimenter, alt erëm eng Kéier erbarmungslos zou. Alt erëm eng Kéier gëtt eng Beschäftegungsmesure aus de Pensiounskeese bezuelt. Alt erëm eng Kéier a Concubinage mat deenen, déi missten duerfir suergen, datt hiren Affiliéierten hir Pensiounsrechter misste geschützt ginn.

Hei si Leit, déi hu bei der Mammerent richtegerweis dergéint protestéiert, dass d'Suen net aus de Pensiounskeesen dierfte bezuelt ginn. Dat war mat Recht geschitt, dat huet den ADR och ënnerstëtzt, a genee déiselwecht Leit, déi wäerten awer haut bei dësem Projet hei matstëmmen, dass de Renteklau an de Pensiounskeese weidergeet. Do muss ee sech mol Gedanke maachen iwwert déi Kursännerung a mat wat fir engen Argumenter dass se heihinner kommen an elo da vertrieden, dass awer Suen aus de Pensiounskeese kënnen erausgeholl gi fir weider Beschäftegungsmesuren ze huelen. An dat, soen ech Iech, muss ophéieren. A mir wäerten och alles dofir maachen, dass dat ophéiert.

Dofir wëll ech och nach en Amendement hei areechen, wat den Artikel I, Punkt 10 esou ausriicht, dass d'Indemnité d'attente aus dem Fonds pour l'Emploi bezuelt gëtt, fir deene Leit, déi bei der Mammerent gemengt hunn, se missten d'Pensiounskeese schützen, hei nach eng Chance ze ginn, fir hir Meenung ze änneren, an och matzehëllefen d'Pensiounskeesen ze schütze virun deem Renteklau hei.

Här President, ech ginn d'Gefill net lass, datt beim Aféiere vun der Indemnité d'attente eng gewëssen Hannerlëschtegkeet matspillt. Ennerséits tauchen déi Betraffen net méi an de Chômagestatistiken op, sinn awer Chômeuren, well se dem Aarbechtsmaart mussen zur Verfügung stoen. Et sinn awer och keng Invaliderentner, well se jo disponibel musse bleiwe fir den Aarbechtsmaart, och wann duerch d'Ausbezuele vun der Indemnité d'attente duerch d'Pensiounskeesen eppes anescht soll vermëttelt ginn.

De But ass also sécherlech, datt mer vis-à-vis vun auswäerts erëm solle propper do stoen. Mer hu manner Chômeuren a mer hu manner Invaliderentner, an dat laangfristeg gesinn. Well déi Leit, déi zum Beispill am Alter vu 45 Joer an déi Prozedur do erafalen, kréie schwéier nach eng Chance. Déi bleiwen also an der Procédure d'attente, well keng Limite festgesat ass, wéi laang een an der Procédure d'attente duerf bleiwen. Dat feelt hei an dësem Gesetz, respektiv wéi laang dass een Urecht huet op déi definitiv Invaliderent, wann de Stat net capabel ass eng Aarbechtsplaz ze vermëttelen.

Ech emfannen et als aarmséileg wann eng Regierung muss Statistiken op déi Aart a Weis manipuléieren, fir no bausse schéin do ze stoen.

A wann eng Gesellschaft hir krank Leit, déi hiert Liewe laang geschafft hunn, nach mat aarmséilege Mesuren dirängele muss, anstatt hinnen dat zouzegestoe wat hinne mënschlech misst zoukommen, nämlech eng Invaliderent.

Här President, beim Gesetz vum 25. am Broochmount 2002 hat ech schonn eng Rei Bedenken erabruecht, ënner anerem déi, déi ech elo grad zitéiert hunn. Ech hat och op eng Rei negativ Konsequenzen higewisen, déi dat Gesetz kënnt mat sech bréngen an déi och agetraff sinn.

Dëse Projet huet de Mérite, datt e versicht dës negativ Aspekter aus der Welt ze schafen. Leider hält d'Regierung awer un enger Rei vun negative Mesurë fest, an zwar d'Weiderféiere vum Renteklau duerch d'Bezuele vun der Indemnité d'attente duerch d'Pensiounskeesen.

Den ADR begréisst déi positiv Aspekter, déi dëst Gesetz mat sech bréngt. Mir félicitéieren och déi, déi während zeg Sëtzungen an der Kommissioun eng Sisyphusaarbecht geleescht hunn, fir hei ee Schratt virunzekommen, fir dëst Gesetz am Interesse vun de kranke Leit zumindest ze redigéieren.

Mir condamnéieren awer d'Majoritéit an dëser Regierung, well se de Renteklau zu hirem alldeeglechen Hobby mécht an och weider mécht. Mir wäerten op jidde Fall dat doten net mat akzeptéieren an och iwwerhaapt net méi akzeptéieren.

Wéi gesot, dëst Gesetz huet gutt Aspekter, mä duerch deen doranner integréierte Renteklau kënne mer et net a senger Integralitéit guttheeschen. Mir wäerten eis enthalen, sollt eisen Amendementer keng Rechnung gedroe ginn.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Merci virun allem dem Rapporteur an dem Gros vun de Kolleegen, déi de Mëtten intervenéiert sinn, fir déi gutt Duerstellung vun der Problematik.

Op déi Kolleegen, déi ech an dat Luef net mat aschléissen, wäert ech nach zréckkommen. Well et muss ee bei deem heite Gesetz wéi bei aneren sech derfir décidéieren, ob een derfir oder dergéint ass. Et kann een net ëmmer positiv Elementer eraushiewen an da seng Ënnerschrëft hallefhäerzeg drënner setzen an dann herno behaapten, wann de Wiederhinnchen sech eng Kéier gedréint huet, dass een awer net esou richteg domat d'accord ass. Déi, déi betraff sinn, déi wäerte wëssen, wat ech domat mengen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen dass dat heite Gesetz d'Resultat ass vun engem gudden Teamwork. Et sinn zwou Regierunge bedeelegt, et sinn zwee Ministere bedeelegt, et sinn d'Sozialpartnere bedeelegt, déi mat positiv a konstruktiv dru geschafft hunn. Et sinn an der jëtzeger Regierung zwee Ministeren, déi un deem Projet konstruktiv matgeschafft hunn. Mäi Kolleeg den Aarbechtsminister François Biltgen, deen elo just erakomm ass, an de Sozialminister, deen ech sinn. Et sinn eng Rei vu Verwaltungen, déi hiert Bescht gemaach hunn, fir dass dat Gesetz hei d'Waasser hält an d'Riicht behält. Et ass d'Administration de l'Emploi, et ass d'Santé au travail, et ass de Contrôle médical, et ass de Ministère de la Sécurité sociale mat der IGSS, an net ze vergiessen och d'Betriber, déi mer brauchen an der praktescher Applikatioun vun dësem Projet.

De Projet ass e bësse simplistesch duergestallt ginn als Reaktioun op d'Krankekeesendefiziter. Dat ass een Element vum Projet, mä sécher nëmmen een. Richteg ass, datt mat dësem Gesetz Laangzäit-Krankmeldunge méi nuancéiert behandelt ginn an d'Leit, déi betraff sinn, besser guidéiert ginn.

Et muss een awer kloer soen, dass d'Haaptzil vun dësem Projet dat ass, fir dee Projet vun 2002 iwwert d'Réinsertion professionnelle an d'Invaliditéit weider ze verbesseren, fir den Instrumentarium ze affinéieren, fir d'Prise en charge vun de Salariéen un déi jeeweileg Situatioun vun de Salariéë beschtméiglech ze adaptéieren an dozou bäizedroen, dass déi eenzel Rieder optimal anenee gräifen. Fir dass deen, dee krank ass, säi Recht op d'Kranksinn behält. Fir dass deen, deen net méi à même ass fir déi lescht Aarbechtsplaz ze assuméieren, awer duerchaus nach ka weider schaffen; weider däerf schaffen op enger adaptéierter Aarbechtsplaz, fir dass deen, deen invalid ass, seng Invaliderent kritt.

Well et ass net esou, dass een engem e Gefale mécht, doduerch dass een engem d'Recht refuséiert op senger Aarbechtsplaz nach kënnen ze sinn an en an eng Invaliditéit guidéiert. Mä deen, deen also duerchaus bereet ass nach ze schaffen deem säi Recht kann erhale bleiwen. Dat heescht also e Perfectionnement vun dem Instrumentarium, dat mer 2002 geschafen hunn duerch déi gutt Reform vun der Incapacité professionnelle an der Réinsertion professionnelle.

Mir hu festgestallt bei där gudder Ausriichtung vun deem Gesetz, dass et op eenzelne Plaze geklemmt huet. Fir dat mol esou salopp auszedrécken, dass et zu Staue komm ass, dass iwwerlaang Prozeduren doduerjer entstan sinn, dass ee fir de Reclassement huet fir d'éischt missen duerch d'Prozedur vun der Invaliditéit goen, an dass een huet eng Invaliditéit misse refuséiert kréie fir éligibel ze gi fir e Reclassement professionnel, entweder intern an deem beschte Fall, oder extern.

Et huet een och festgestallt, dass bei dem Projet, dee mer 2002 gestëmmt hunn, eng Rei vun Onkloerheeten do waren. Ech huelen eng eraus: Wann ee keen Aarbechtskontrakt méi hat, bei wat fir een aarbechtsmedezinesche Service ass een dann higaangen? Dat war en Hin an Hier, wou eng Rei vun Demandë stieche bliwwe sinn, a wou mer probéiert hu praktesch Solutiounen ze fannen an enger Iwwergangsphas a wou mer d'Regelung elo definitiv an dësem Projet wäerte fannen.

Dat heescht also deen heite Projet ass un éischter Stell geduecht, fir

d'Protektioun vum Salarié, fir d'Prise en charge vum Salarié an deene verschiddenste Situatiounen ze optimiséieren. Als Nieweprodukt, wann dat heite richteg gräift, gëtt et och eng Entlaaschtung vun de Krankekeesen.

Et ass awer net esou, dass et neutral gëtt, well déi, déi een net méi bei de Krankekeesen erëmfënnt, déi fënnt een an anere Beräicher. Am beschte Fall, wann ee seng Aarbecht viru ka maachen, dann ass een an engem Aarbechtsverhältnis an et gëtt ee fir seng Aarbecht bezuelt. Wann et nëmmen nach deelweis de Fall ass, da kritt een en Deel Loun weider an et kritt een eng Indemnité compensatoire, déi och bezuelt muss ginn. A wann et net esou gutt geet, da kënnt een iwwergangsméisseg awer ofgeséchert am Chômage, ageschriwwen am Chômage, an net friséiert an de Chômagestatistiken, offiziell also als Demandeur d'emploi, oder et kënnt een an d'Invaliditéit eran. An dann ass et och net esou, dass een an allen Hisiichte spuert, mä et ass dann eng Verlagerung vun den Ausgaben.

Et huet awer den Avantage, dass de Salarié op där Plaz ass, wou en higehéiert, well et soll een net unhuelen, dass een engem Salarié e Gefale géif maachen, wann een e falsch guidéiert oder iwwer Méint am Krankeschäin hält, wann een net krank ass, mä eng reduzéiert Aarbechtscapacitéit huet.

Een, dee wëllt weider schaffen an deen eigentlech incitéiert gëtt fir weider krankgeschriwwen ze ginn, well et keng aner Filière gëtt, deem ass kee Gefale gemaach. Een an d'Invaliditéit ze schécken, deen awer duerchaus e Reschtpotenzial huet, a wann et nëmme 25% sinn, wat jo de Minimum ass, wat an dësem Gesetz elo virgeschriwwen ass - iwwregens eng Verbesserung zu deem, wat mer fréier haten, bis elo war 50% de Maximum, wou ee konnt fräigestallt ginn, elo sinn et am Ausnahmefall 75 -, deen also eng Reschtkapazitéit vu 25% huet a weider wëllt schaffe goen, deem soll een dat erlaben, well et ass him kee Gefale gemaach, wann en 10, 15, 20 Joer, wann e wëllt schaffen, net méi däerf schaffen. Dat ass also ee vun deene wesentlechen Elementer vun dësem Projet.

Ech mengen, et ass virdru richteg ënnerstrach ginn, dass et keen einfache Projet war, dass et och e Projet war, deen zesumme mat deem vum Dezember 2004 enk verbonne ginn ass, an dass et méi animéiert Diskussioune bei deem vun 2004 gi sinn. Ech kann lech awer soen, dass ech als deemools nach neie Minister schnell bäigeléiert hunn an deenen Diskussiounen, déi ech mat de Sozialpartner ze féieren hat. Et ass nach ni e Meeschter vum Himmel gefall. Och do, mengen ech, waren déi Diskussiounen, déi mer am Dezember haten, ganz positiv, well do Problemer eraus isoléiert gi sinn a mer an deenen Diskussiounen, déi mer an deene Méint duerno gefouert hunn, eng ganz Rei vun deene Problemer, déi mer eraus isoléiert haten, elo zum gudden Deel konnte léisen an der Diskussioun, am Konsens an an der Meenung, dass mer e gudden Text hei gemaach hunn.

En Text ass ëmmer perfektibel, an och Ministere sinn ëmmer perfektibel. Dat ass awer net weider schlëmm, wa se bereet sinn ze léieren. Ech mengen, mir hunn deemools kloer gemaach, dass déi zwee Projeten zesummegehéieren an dass deen een de Relais vun deem anere soll iwwerhuelen.

Mir haten eis deemools verflicht, dass mer de Projet géifen den 1. Mee a Kraaft setzen. An deenen Diskussiounen, déi mer haten, huet sech erwisen, dass mer de Choix haten, entweder den Délai vum 1. Mee ze respektéieren oder d'Gesetz weider ze perfektionéieren. Mir hunn eis fir de Perfektionnement vum Gesetz entscheet an dat ëmsou méi liicht, well et kee Problem ass, well dat viregt Gesetz vun dem Dezember 2004 eréischt voll effektiv gëtt ab Juli, an doduerch och keng Period vun Ënnercouverture entstanen ass.

Et ass virdrun drop higewise ginn, wat déi wesentlech Verbesserunge vum Projet sinn. Ech wëll just op eng Rei vu Saachen insistéieren, déi awer extrem wichteg sinn. Den direkte Wee, deen elo méiglech ass fir an de Reclassement eranzegoen, an den Détour, dee verhënnert gëtt iwwert d'Invaliditéit, ass ee vun de wesentleche Punkte vun dësem Gesetz.

Et gëtt den direkte Wee iwwert de Contrôle médical, d'Commission mixte, Aarbechtsmedeziner geholl fir kënnen e Reclassement ze maachen. Dat ass gutt, well ech hu selwer eenzel Fäll erlieft vu Leit, déi eigentlech e Reclassement wollte kréien, dunn eng Invaliditéit ugefrot hunn, d'Invaliditéit refuséiert kritt hunn an net parallell matgedeelt kritt hunn, dass se dann eng weider Prozedur misste maachen, an dat war relativ schwéier verständlech fir déi Leit. An ech mengen, et war och net dee richtege Wee. Deen hei méi direkte Wee ass ganz wichteg.

Mir wëllen also d'Prozedure verkierzen. Wa mer d'Prozedure wëlle verkierzen, musse mer och deenen Administratiounen, déi dat musse géréieren, dat Personal ginn, dat se brauchen. Dofir ass virgesinn, dass d'ADEM, déi fir d'Commission mixte eng Rei vun Aarbechte mécht, verstäerkt gëtt. Dat ass sécher dee richtege Wee. Mir sinn och mat der Demande konfrontéiert vun den Aarbechtsgeriichter, déi kënnen an deenen heiten Diskussioune mat ageschalt ginn, dass déi och gläichzäiteg verstäerkt ginn, mä dat ass da fir mar.

Ganz vill ass am Rahme vum Perfektionnement vum Instrumentarium diskutéiert ginn iwwer méiglech Härtefäll, déi weiderbestinn. Et ass duerchaus méiglech, dass bei Gesetzer Härtefäll entstinn. Mä an dem jëtzege Stadium, fir all eenzelnen Härtefall ze diskutéieren an ze isoléieren, ze identifizéieren an en dann an d'Gesetz eranzesetzen, dat ass ein Ding der Unmöglichkeit. Et war kee vun eis à même fir all déi méiglech Cas-de-figuren opzezeechnen, déi sech kéinte presentéieren.

Duerfir si mer eis eens ginn iwwer eng Regelung, déi an eisen Aen am Moment déi bescht ass. Dat ass, dass mer d'Härtefällregelungen, soufern se am Geescht vum Gesetz sinn, de Statute vun de Krankekeesen iwwerloossen, de Statute vun de Keesen, woumat mer, mengen ech, och eppes Rechnung droen, wat d'Sozialpartner ëmmer gefuerdert hunn.

Ech wëll dat just eng Kéier an Erënnerung ruffen. D'Sozialpartner hunn ëmmer insistéiert, dass se eng gewësse Flexibilitéit behalen an dass se méi staark hir Responsabilitéit kënne bei der Diskussioun iwwert d'Statuten iwwerhuelen. Mir mengen, dass dat eng gutt Approche ass an dass de Législateur net all eenzel Fall ka regelen, mä dass d'Sozialpartner vläicht besser placéiert sinn, fir dat ze maachen. Mir si wierklech fundamental iwwerzeegt, dass dat doten dee richtege Wee ass an ech sécheren hei och de Sozialpartner, wa se op esou Fäll treffen, déi noutwendeg Ënnerstëtzung zou, da wann d'Regierung kann ënnerstëtzend matwierken.

Dass mer och de Relais huele beim Retrait vun der Invalidité provisoire, ass ganz wichteg, well do sinn heiansdo schlëmm Härtefäll entstan, déi keng Ofsécherung méi haten. Wichteg ass, dass mer, wa fréizäiteg no der 26. Woch en Aarbechtsvertrag gekënnegt gëtt während der Krankheet, och do kënnen de Relais huelen. Wichteg ass - an ech mengen dat gëtt vun deenen, déi ze vill liicht Skandal jäizen a gläichzäiteg awer soen, et wär e gutt Gesetz, heiansdo vergiess -, dass mer an deem heite Gesetz virgesinn hunn, fir de Revenu beim Reclassement dynamesch ze halen, doduerch dass mer déi Rémunération de base ajustéieren an dass mer se indexéieren, wat mengen ech immens wichteg ass.

Dann hu mer eis och - an dat geet elo net esou direkt aus dem Gesetzestext ervir - ëm de Fonctionnement vun der Commission mixte gekëmmert, wat e wesentlecht Element ass, an ech menge wann déi Commission mixte gutt funktionéiert, dann ass dat hei eng ganz grouss Tromp fir d'Applikatioun vun dësem Gesetz.

Wann ech elo kucke wat am leschte Joer erauskomm ass vu Reclassementer, da muss ech soen, dass d'Kommissioun vill besser geschafft huet wéi dat heiansdo d'Impressioun konnt sinn, well, am Joer 2004 hunn insgesamt 1.000 Leit, eppes iwwer 1.000 Leit, vum Reclassement externe an interne profitéiert. 1.000 Leit an engem Joer, déi vun där heiter Prozedur profitéiert hunn, dat sinn 1.000 Leit, déi soss entweder an der Krankheet hänke bliwwe wären oder an d'Invaliditéit guidéiert gi wären, oder awer iwwerhaapt näischt gehat hätten an an eent vun deene berühmte Lächer an eisem Sozialnetz eragefall wären. Dat muss ee sech awer eng Kéier virhalen, dat si ganz vill Leit, déi vun - an eisen Aen - engem gudde Gesetz profitéieren.

An den Interventioune vun de Kolleegen hei bei der Diskussioun vun dësem Gesetz sinn eng Rei vu Saachen, wou ech ganz kuerz wëll drop agoen. Ganz kloer ass d'Bilanzéierung no zwee Joer, an de Carlo Wagner huet et gesot. Bei där leschte Kéier hu mer et an deem Rhythmus gemaach a mir hu festgestallt, dass och bei engem gudde Gesetz, wéi dat och deemools schonn an der Diskussioun gesot ginn ass, eng Rei vu Schéinheetsfeeler bestinn, déi een awer eréischt da gesäit, wann et an der Praxis applizéiert gëtt.

Hei zéie mer elo no, an et wäert och doudsécher net déi leschte Kéier sinn, wou mer Adaptatioune musse maachen. Dass mer déi eenzel Elementer am A musse behalen, wéi se sech an der Praxis auswierken, wéi d'Martine Stein-Mergen gesot huet, ass eng Selbstverständlechkeet.

Zu deenen Explikatiounen, déi de Carlo Wagner ginn huet, dass mer Diskussiounen iwwer eenzel Elementer haten, wou eis vläicht Nuancë getrennt hunn, ob ee sech op d'Säit vun deem engen oder op d'Säit vun deem anere bei méiglechen Abusë stellt, dat ass eng Affaire d'appréciation. Mir hu gemengt, dass mer richteg gedoen hätte bei der Klausel fir d'Entloossung wéinst Faute grave, dass mer eis op d'Säit vun deem Schwächere stellen. Dat ass eng éischter hypotheetesch Diskussioun, déi mer gefouert hunn, mä bon, et konnt een esou oder esou décidéieren. Mir hunn an dësem Fall fir de Salarié décidéiert.

Dem Jean Huss seng Iwwerleeungen zu de Problemer wéi se sech a Saache Gesondheet, Sécherheet op der Aarbechtsplaz stellen, kann ech ënnerschreiwen, an ech mengen et ass och net fir näischt, dass den Aarbechtsminister an de Gesondheetsminister amgaang sinn, e kohärent Konzept ze entwéckelen, fir d'Sécherheet, fir d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz. Dass se dat awer net eleng maachen, mä dass se dat am Teamwork maache mat de Betriber, wou sech och an der Zwëschenzäit d'Iwwerzeegung duerchgesat huet, dass, wann een an d'Sécherheet an an d'Gesondheet investéiert, dat och gutt a positiv Retombéeë fir de Betrib huet.

Esou kann een sech zum Beispill op eng gutt Aart a Weis mat dem Problem Krankheet an den Ursaache vun der Krankheet ausenaner setzen, wann een an de Betriber eng eege Kultur, sief dat eng Sécherheetskultur, sief dat eng Gesondheetskultur, sief dat och eng Solidaritéit kann entwéckelen, ee vis-à-vis vun deem aneren, a wann deen een op deen anere kann agoen, ouni dass een ëmmer muss mam béise Fanger een op deen anere weisen, dann ass dat gutt! Do ass e ganze Koup ze maachen.

Eist Gesetz iwwert d'Invaliditéit, iwwert d'Réinsertion professionnelle, ass d'Reaktioun op bestehend Problemer an de Betriber. Et ass also eng Reaktioun. Eng Aktioun fir déi Problemer ze verhënneren, déi herno zu engem Reclassement musse féieren, ass gradsou sënnvoll. Aarbechtsaccidenter, déi ee verhënnert, oder Krankheetsfäll, déi ee verhënnert, déi évitéieren herno och, dass ee muss a Reclassementer oder an d'Invaliditéit eragoen, an do gi mer eis Méi fir dat ze maachen.

Ee Wuert just zu den Interventioune vum honorabelen Aly Jaerling. Ech hunn d'Impressioun wéi wann e schrecklech gedeelt ass. Hie seet, de Projet ass gutt, mä gläichzäiteg awer jäizt e Skandal. An dat ass eppes wat net…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Hien ass e Massendénger.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Eben.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Et ass wéi mat der Europäescher Verfassung!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Majo, et ass dat wat ech am Ufank gesot hunn…

Une voix.- Ëmmer op déi Kleng!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Dat ass dat wat ech am Ufank gesot hunn, Här Gira. Wann ee seng Ënnerschrëft ënner en Text setzt an dann awer seet, et wär just gewiescht fir ze weisen, dass een do war, bon, dann ass dat eng nei Interpretatioun, déi vläicht Schoul mécht, mä ech weess awer net, an ech hu bis elo nach kee begéint, dee mer gesot hätt, dass en déi Seeche gleeft …

(Interruption)

Ech hu just op eng Zwëschebemierkung vum Här Gira reagéiert.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Loosst lech net hei duerchernee bréngen!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech wéisst gären, ob Der géift…

(Interruption)

Jo, loosst den Här Minister elo schwätzen, an ech wëll de Minister froen, ob en eng Zwëschefro vum Här Jaerling zouléisst.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Selbstverständlech.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här Minister, wëllt Der domadder soen, dass Der mir elo wëllt d'Recht ofspriechen, hei meng Meenung ze soen? Ech hunn hei ganz kloer…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Jo, Dir hutt eng Fro gestallt, Här Jaerling, den Här Minister äntwert lech elo drop. Här Minister!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo, ech hunn hei ganz kloer meng Meenung virbruecht, an ech hu ganz kloer déi Artikelen zitéiert, wou ech net domat d'accord sinn, a fir de Rescht vum Gesetz wëll ech lech dann awer och emol soen, dass net Dir eleng oder Dir als zwee Ministere maassgebend dru bedeelegt waart, fir dat Gesetz do ze änneren, an da kënnt Der den Här Biltgen froen, mä dass ech lech och eng Rei Elementer bruecht hunn,…

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- …fir lech ze weisen, wéi schlecht dass dat Gesetz an der Praxis funktionéiert. Da sot dat wann ech gelift och éierlechkeetshalber hei.

M. le Président.- Här Jaerling, wéi war dann elo Är Fro?

(Hilarité)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Hien hat déi als éischt gestallt.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech hu meng Fro fir d'éischt gestallt. De Minister huet d'Fro verstan…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Minister, fuert virun a schléisst of, well Är Zäit ass ofgelaf.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Selbstverständlech.

(Interruption)

Ech hu laang dorop gewaart, dass Der mer dat géift soen, Här President, mä op déi konkret Fro vum Här Jaerling, ob hien eng eege Meenung däerf hunn, soen ech: Jo! Ech soen awer gradsou, dass dat net meng Meenung ass, an och net d'Meenung vu ville Leit an dëser Chamber.

Zu der Motioun vum Här Jaerling wëll ech soen, dass d'Regierung déi net akzeptéiert, well mer e gudden Deel dovu souwisou maachen, an en aneren Deel net realiséierbar ass.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Dat ass dach net wouer!

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Zu den Amendementen huet d'Regierung hir Meenung an der Kommissioun gesot, an der Kommissioun ass doriwwer ofgestëmmt ginn. D'Regierung gesäit kee Grond fir vun hirer Meenung ofzewäichen.

Als Konklusioun, Här President, wëll ech nach eng Kéier insistéieren, dass mer mat dësem Projet, grad ewéi mat sengem Virgänger an och mam Projet vum Dezember 2004, nei Weeër ginn, nei Prozeduren aleeden, nei Gewunnechte schafen, déi heiansdo e bësse méi schwiereg si fir ze realiséieren. Dofir brauche mer de gudde Wëlle vun alle Partner, fir déi nei Prozeduren an déi nei Weeër ze beschreiden. Et si Prozeduren, déi sollen dozou bäidroen, dass jiddfereen, deen an enger spezieller Situatioun, ob dat Krankheet, Invaliditéit, Deelinvaliditéit ass, op déi Plaz kënnt, wou en higehéiert, an net dass mer an eng Richtung ginn, wou mer mengen, dass mer Leit misste Gefale maachen, wat awer a Wierklechkeet kee Gefalen ass.

Mir mengen, dass déi Instrumenter am Beräich vun der Sécurité sociale elo weider ausgebaut ginn, an dass mer och vill méi Flexibilitéit hunn, dass mer Leit dohi kënne féieren, wou se higehéieren. Ech wëll jiddferengem Merci soen, dee konstruktiv hei matdiskutéiert huet, an ech wëll jiddfereen invitéieren, fir konstruktiv matzeschaffen, fir dass dëse Projet zu engem Erfolleg gëtt.

Villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Den Här Jaerling huet d'Wuert nach eng Kéier gefrot.

(Brouhaha général)

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ma ech ginn lech esou laang op d'Nerve bis Der bekäppt, wat ech mengen.

(Hilarité)

Här President, ech wëll awer elo eppes kloerstelle wat den Här Minister hei gesot huet, dee gesot huet, d'Regierung géif déi Motioun net unhuelen, well si dat souwisou géif maache wat hei drasteet.

Här Minister, hei sot Der net d'Wourecht!

Hei sot Der net d'Wourecht, well déi meescht Leit, déi hei am Fall sinn, kréien ee Bréif vun lech geschriwwe vum Ministère du Travail, dass se keen Urecht op d'Indemnité de réemploi hunn, well se net ënnert d'Dispositioune vun deem Gesetz falen.

Kommt also net elo heihinner a maacht, wéi wann Der géift eppes fir déi Leit maachen. Dir maacht guer näischt!

An déi Motioun hei, déi huet hir Berechtegung, an ech géif lech dann emol biede mir déi Fäll ze weisen, wou Dir Leit eng Indemnité de réemploi ginn hutt, opgrond vun der Indemnité.

Et deet mer awer elo Leed, Här Minister, also lo sidd Der heihinner komm, elo hutt Der net d'Wourecht gesot, an dat geet awer net. Dat geet awer net! Dir kënnt hei net Geschichten erziele kommen.

Ech kennen d'Praxis. Et wär mol vläicht net schlecht, wann Der eng Kéier géift an d'Praxis kucke goen.

M. le Président.- Här Jaerling, emportéiert lech elo net.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Also ech wëll, Här President, just mat dem Sprachwuert äntweren, dass «tout ce qui est excessif est insignifiant».

Ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass mer selbstverständlech, an dat ass de Principal vun dëser Motioun, derfir suergen, dass d'internt Reclassement net een Instrument gëtt, wat zu automateschem Loundumping féiert. Ech wëll drop insistéieren, dass domat e gudden Deel vun der Motioun vun der Regierung souwisou an der Praxis respektéiert gëtt an dass se dofir sans objet ass.

Merci.

M. le Président.- Dir mengt also, wann ech lech richteg verstinn, se wär superfétatoire.

(Brouhaha général)

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Här President, Dir dréckt lech e bësse méi komplizéiert aus, an dat ass an dësen Zäiten net esou gutt.

(Interruption)

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zu den Ofstëmmungen. Mir stëmme fir d'éischt iwwert d'Amendementen of, déi den Här Jaerling abruecht huet.

Amendement 1

Fir d'éischt den Amendement Nummer 1, wou et ëm den Artikel I, Punkt 1 vum zweetleschte Paragraph geet.

Vote

Den Amendement 1 ass ofgelehnt mat 48 Nee-Stëmme géint 12 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Jean Huss), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Fernand Diederich), Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Marc Angel), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par Mme Lydia Mutsch) et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner.

Amendement 2

Dann den Amendement Nummer 2, wou et ëm den Artikel 1, Punkt 10 geet.

Vote

Den Amendement 2 ass ofgelehnt mat 53 Nee-Stëmme géint 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Marc Angel), Jean-Pierre Klein (par M. Romain Schneider), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Alex Bodry), Jos Scheuer et Romain Schneider;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Mir kommen dann zum Vote iwwert de ganze Projet de loi 5334.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5334 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Laurent Mosar), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par Mme Claudia Dall'Agnol), Jean-Pierre Klein (par M. Fernand Diederich), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. Alex Bodry), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par Mme Lydie Err) et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber live
Chamber TV
och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Charles Goerens), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Motioun, déi den Här Jaerling agereecht huet.

Motion 1

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Négation)

De Vote électronique ass verlaangt.

Vote

Dem honorabelen Här Jaerling seng Motioun ass ofgelehnt mat 54 Nee-Stëmme bei 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall' Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot (par M. Alex Bodry), Jean-Pierre Klein (par M. Jos Scheuer), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri (par M. John Castegnaro), Jos Scheuer, Romain Schneider et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Henri Grethen), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Domadder, Dir Dammen an Dir Häre, si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm.

(Brouhaha général)

Wann Der nogelauschtert hätt am Ufank vun der Sitzung, wou mer den Ordre du jour festgeluecht hunn, do hu mer décidéiert, datt déi Motioun mar de Mëtteg am Ufank vun der Sitzung drukënnt an net haut. Voilà.

(Interruptions)

Domadder si mer um Enn vun der Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.10 heures)

Sommaire des séances publiques

Communications pages 376-377

Ordre du jour et dépôt d'une motion page 377

Dépôt d'une proposition de loi page 377

Heure de questions au Gouvernement

- Question N°43 du 31 mai 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie des substituts nicotiniques et du bupropion utilisés dans le cadre du sevrage tabagique, adressée au Ministre de la Santé pages 377-378

- Question N°44 du 31 mai 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la création d'un statut pour les «assistants éducatifs à domicile», adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 378

- Question N°45 du 30 mai 2005 de Monsieur Marc Angel relative aux domiciliations de secours, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 378

- Question N°47 du 31 mai 2005 de Madame Lydia Mutsch relative aux mesures décidées dans le cadre de l'assemblée générale de l'UCM en novembre 2004, adressée au Ministre de la Sécurité sociale pages 378-379

- Question N°46 du 30 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative aux «enseignants vacataires» décrits dans l'article 39 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de l'Égalité des chances page 379

- Question N°48 du 31 mai 2005 de Monsieur Aly Jaerling relative au paiement des indemnités auprès du Centre national de formation professionnelle continue, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 379-380

- Question N°50 du 31 mai 2005 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'indemnité de réemploi, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 380

- Question N°49 du 30 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative à la proposition de directive concernant l'aménagement du temps de travail, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 380-381

Motion de Madame Anne Brasseur relative aux devoirs à domicile pages 381-383

5472 - Projet de loi portant

1. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles Néerlandaises des 13 mai 2004 et 27 août 2004;

2. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba des 13 mai 2004 et 9 novembre 2004;

3. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

4. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

5. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Ile de Man des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

6. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Turks et Caïcos des 23 novembre 2004 et 1er avril 2005;

7. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Anguilla des 23 novembre 2004 et 21 janvier 2005;

8. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Cayman des 23 novembre 2004 et 31 mars 2005;

9. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le territoire d'outre-mer du Royaume-Uni, Montserrat des 23 novembre 2004 et 7 avril 2005;

10. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Iles Vierges Britanniques des 23 novembre 2004 et 11 avril 2005;

11. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 383-384

Débat de consultation sur l'évolution du chômage au Luxembourg pages 384-398

5275 - Projet de loi portant

a) fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

c) modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

d) abrogation de la loi du 25 août 1971 portant création de la fonction de professeur de sciences économiques et sociales aux établissements d'enseignement secondaire;

e) modification de la loi du 22 juin 1989 portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

f) modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

g) modification de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

h) modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 399-402

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2003 - N°5470 pages 402-403

Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Président de la Cour des Comptes page 403

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications page 403

Demandes en naturalisation pages 403-404

Question urgente N°463 de M. Aly Jaerling relative à la fermeture du département «Anesthésie-Réanimation» de la Clinique Sainte Marie à Esch-sur-Alzette page 404

Débat d'orientation sur la revalorisation des friches industrielles de la région Sud pages 404-416

Communications page 416

5480 - Proposition de loi de Monsieur Ben Fayot portant modification

a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs

(Déclaration de recevabilité) page 416

Ordre du jour et dépôt d'une résolution par M. Ben Fayot sur la décision de ne procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution sur l'Europe page 416

Résolution de M. Ben Fayot sur la décision de ne procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 416-418

5454 - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire pages 418-422

5416 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine en vue de l'exemption réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune dans le domaine de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, signée à Luxembourg, le 24 juin 2004 page 423

5334 - Projet de loi modifiant

1. la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

2. le Code des assurances sociales

3. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

4. la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi

5. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

6. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs pages 423-430

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 10 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0381 cf. 0382	M. Xavier Bettel	Effectifs des brigades motorisées de l'Administration des Douanes et Accises
0382 cf. 0381	M. Xavier Bettel	Implantation d'un bureau de recette D de l'Administration des Douanes et Accises au sein de la station de contrôle technique de Sandweiler
0396	M. Robert Mehlen	Vacances scolaires
0397	Mme Colette Flesch	Pérennisation du compromis d'août 2003 au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce sur l'accès des pays pauvres aux médicaments génériques
0399	M. Robert Mehlen	Auberge de la jeunesse à Grevenmacher
0400	M. Marcel Oberweis et M. Lucien Thiel	Ancienne décharge industrielle à Dommeldange
0401	M. Xavier Bettel	Admissibilité aux examens dans les carrières de l'inspecteur et du brigadier policier
0402	M. Aly Jaerling	Prime d'apprentissage
0405	M. Claude Adam	Signature d'un contrat de coopération entre le Centre de Logopédie et l'Université de Cologne
0413	M. Xavier Bettel	Avis du Comité consultatif des Droits de l'Homme relatif à la procédure d'asile
0415	M. Carlo Wagner	Administrateur délégué de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l.
0416	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Formation des enseignants de l'enseignement préscolaire et primaire

Question 0381 (29.3.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant les **effectifs des brigades motorisées de l'Administration des Douanes et Accises:**

Il me revient que les brigades motorisées de l'Administration des Douanes et Accises comptent actuellement un effectif de 55 agents. Par la loi du 27 juillet 1993 de nouvelles compétences ont été conférées à l'Administration des Douanes et Accises. À l'époque il a été préconisé de créer onze brigades, chaque brigade comptant neuf agents.

Cependant, ces brigades totalisent aujourd'hui qu'un effectif de 55 agents au lieu de 99 agents. Il semblerait que l'effectif actuel ne permettrait pas aux brigades motorisées de remplir leurs missions de façon adéquate.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire comment il entend remédier à la situation?

Question 0382 (29.3.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**implantation d'un bureau de recette D de l'Administration des Douanes et Accises au sein de la station de contrôle technique de Sandweiler:**

À une question parlementaire du Député Gusty Graas datant du 3 février 2004 concernant l'implantation d'un bureau de recette D de l'Administration des Douanes et Accises au sein de la station de contrôle technique de Sandweiler (cf. compte rendu N°12/2003-2004 - question parlementaire N°2615), Monsieur le Ministre avait répondu qu'il avait chargé ses services à étudier cette question, ceci au regard, à la fois de la loi actuelle, en refonte, ainsi que des ressources humaines disponibles à court et moyen terme pour doter un tel bureau de façon adéquate. Par ailleurs, Monsieur le Ministre estimait également qu'une telle implantation devait être étudiée plus en avant au vu du nombre de voitures importées annuellement.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si les études relatives à l'implantation d'un bureau de recette D au sein de la station de contrôle technique de Sandweiler ont abouti?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me renseigner sur les conclusions qui ont été tirées de ces études?

Réponse (13.5.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre des Finances:*

Les deux questions parlementaires de Monsieur le Député, tout en ne traitant que de certains aspects particuliers des missions de l'Administration des Douanes et Accises, ont cependant un lien direct avec l'organisation générale de cette administration. En effet, aussi bien la question de l'opportunité de l'installation d'un bureau douanier dans l'enceinte de la Station de contrôle à Sandweiler que celle de l'augmentation des effectifs des brigades motorisées doivent être analysées en relation avec l'effectif disponible au niveau de toute l'administration pour arriver à une définition des besoins prioritaires de l'administration.

Cette analyse se fait en pratique par la procédure dite «du numerus clausus» qui, annuellement, recense les besoins des administrations dans le cadre des dispositions prévues par la loi budgétaire en matière d'engagement de personnel. Je viens de transmettre les propositions de l'Administration des Douanes et Accises pour l'exercice 2006 à la Commission d'Économies et de Rationalisation, l'organe chargé d'émettre un avis à l'intention du Gouvernement sur les propositions introduites.

Je ne manquerai pas d'évoquer devant cette commission, dans le cadre de l'analyse des propositions introduites par les administrations dépendant du Ministère des Finances, dont l'Administration des Douanes et Accises, les sujets prémentionnés.

Question 0396 (11.4.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant les **vacances scolaires:**

Am Ministerialreglement vum 5. Juli 2004 sinn d'Schoulvakanzen fir d'Jore 2004/2005, 2005/2006 an 2006/2007 festgeluecht. D'Ouschtervakanz 2005 fänkt deemno de Samschdeg, 26. Mäerz, un an dauert bis de Sonndeg, 10. Abrëll.

Dës Regelung gëtt awer scho laang net méi respektéiert, well déi lescht dräi Deeg vum Léierpersonal mat Sëtzunge vun de „Conseils de classe" verbruecht ginn. Wann een dann nach a Betruecht zitt, datt déi zwéin éischter Deeg vun där Woch meeschtens och net méi vill leeft, da ginn eleng op dës Manéier dräi Woche wäertvoll Schoulzäit verluer, ofgesinn vun deenen Ausfäll, déi ënner anerem duerch Schivakanzen an der Schoulzäit verursaacht ginn.

Well déi deemoleg Unterrechtsministesch mer op eng entspriechend Fro de 26. Januar 1998 eng onbefriddegend Äntwert ginn hat, wëll ech Iech dozou folgend Froe stellen:

1. Fannt Dir net och, datt déi am Laf vun de Joren am sou genannten Interessi vun de Schüler ëmmer weider reduzéiert Schoulzäit net wéinstens misst voll ausgenotzt ginn, fir esou den zäitlechen Drock, deen op der Schoul laascht, ofzebauen?
2. Wann Dir dës Meenung deelt, sidd Dir bereet, entspriechend Mesuren ze ergräifen, a wa jo, wat fir eng?
3. Ass et, virum Hannergrond vun eise grousse Problemer am Enseignement, net un der Zäit, fir d'Zuel vun de Schoulstonnen, déi pro Schouljoer an deenen eenzelne Filière misste gehale ginn, reglementaresch festzeleeën, verbonne mat der Konditioun, datt net däerf un dëser Stonnenzuel gefréckelt ginn?

Réponse (9.5.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Zum Punkt 1:

Am Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum 30. Juli 2002 iwwert d'Promotioun vun de Schüler am Enseignement secondaire steet: «À la fin du premier et du deuxième trimestre, le conseil de classe se réunit pour délibérer sur la situation générale des classes ainsi que sur l'application et les progrès des élèves. Il arrête les observations et les recommandations qu'il y a lieu d'adresser à l'élève ainsi qu'à la personne qui a la charge de l'enfant.»

Den Artikel 4 vum Règlement grand-ducal vum 10. Juli 2003 iwwert d'Evaluatioun an d'Promotioun vun de Schüler am Cycle inférieur an am Régime préparatoire vum Enseignement secondaire technique souwéi iwwert d'Opnahmbedéngungen op d'Klasse vun deene verschiddene Regimer vum Cycle moyen seet:

«Le conseil de classe a les attributions suivantes:

À la fin des 1er et 2e trimestres, il délibère sur les progrès des élèves en matière de connaissances, leur attitude face au travail et leur comportement. Il décide des mesures appropriées. Il en informe les élèves et les parents;

à la fin du 3e trimestre il décide de la promotion des élèves;

en 9e à la fin du 3e trimestre, il émet pour chaque élève un avis d'orientation qui précise les formations qui correspondent aux capacités des élèves; (...)».

Den Artikel 3 vum Règlement grand-ducal vum 10. Juli 2003 iwwert d'Evaluatioun an d'Promotioun vun de Schüler am Cycle moyen a supérieur vum Régime technique a vum Régime vun der Formatioun vum Techniker vum Enseignement secondaire technique huet fir déi zwee éischt Punkte quasi deen nämlechte Wuertlaut.

A jiddferengem vun dësen Texter gëtt d'Wichtegkeet vum Conseil de classe fir d'Orientatioun an de Suivi vum Schüler beschriwwen. Et ass primordial, dass d'Enseignanten an d'Direktioun sech déi Zäit huelen, fir kënnen op all Schüler anzegoen, fir eventuell Problemer an Hëllefsmoossnamen ze beschwätzen a fir de Schüler an och seng Elteren en connaissance de cause bei der weiderer Orientatioun kënnen ze beroden.

Déi Texter soen och, dass de Conseil de classe um Enn vum Trimester zesummekënnt, net nom Enn vum Trimester.

D'Presenz vun all Titulaire am Conseil de classe ass net nëmmen erwënscht, mä si ass obligatoresch. Well d'Titulairen awer net zugläich Schoul halen an um Conseil de classe deelhuele kënnen, ass et organisatoresch net anescht méiglech wéi de Klasse während där Zäit fräizeginn.

Wat déi zwee lescht Schouldeeg vun all Trimester ugeet (méindes an dënschdes), insistéieren ech drop, dass nach an de Klasse geschafft gëtt.

D'Classes de neige, déi Dir uschwätzt, si keng Schivakanzen, mä Aktivitéiten, wou moies Schoul ass an d'Schüler mëttes d'Geleeënheet hunn, Schi fueren ze léieren. D'Classes de neige ginn iwwregens de Schüler aus manner favoriséierte Milieuen d'Méiglechkeet, dës sportlech Aktivitéit ze léieren.

Zum Punkt 2:

Ech si mer es bewosst, dass den zäitlechen Drock, deen op der Schoul laascht, grouss ass. Viru kuerzem hunn ech dofir e Gesetzesprojet iwwer e Lycée pilote déposéiert. An dësem Lycée, deen a Form vun enger Ganzdagsschoul fonctionnéiere soll, kënnen d'Schoulstonnen iwwert de ganzen Dag verdeelt ginn, am Wiessel mat sportlechen oder kreativen Aktivitéiten, oder Stonnen, deenen hiren Zweck et ass, dem Schüler et ze erlaben, seng Kenntnisser méi ze verdéiwen.

Zum Punkt 3:

De Règlement grand-ducal vum 31. Juli 1980, deen d'Schoulvakanze fixéiert, leet genee fest, wéini d'Schoulvakanze sinn a wéi laang se daueren. D'Zuel vun de Wochestonne pro Fach ass an de „Grilles horaires" och per Règlement grand-ducal fixéiert, esou dass reglementaresch festgeluecht ass, wéi vill Stonne pro Schouljoer an deenen eenzelne Filièrë musse gehale ginn.

Question 0397 (11.4.2005) de **Mme Colette Flesch** *(DP)* concernant la **pérennisation du compromis d'août 2003 au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce sur l'accès des pays pauvres aux médicaments génériques:**

Quelle est l'attitude du Luxembourg au sujet de la pérennisation du compromis d'août 2003 au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce sur l'accès des pays pauvres aux médicaments génériques?

En sa qualité de Présidence du Conseil de l'Union européenne, le Luxembourg entend-il relancer les négociations au sein de l'OMC pour aboutir à une pérennisation dudit compromis?

Si tel n'est pas le cas, quelles en sont les raisons?

Réponse commune (13.5.2005) de **M. Jean Asselborn,** *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:*

La question parlementaire de l'honorable Députée se réfère à la décision de l'Organisation Mondiale du Commerce du 30 août 2003 relative à la mise en œuvre du paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et la santé publique. Celle-ci vise à permettre aux pays en développement d'importer plus facilement des médicaments génériques fabriqués dans le cadre de licences obligatoires s'ils ne sont pas en mesure d'en fabriquer eux-mêmes.

La décision permet aux pays de déroger à leurs obligations au titre d'une disposition de l'accord de l'OMC sur la propriété intellectuelle. L'article 31f) ADPIC prévoit que la production dans le cadre de licences obligatoires doit être principalement destinée au marché intérieur, limitant ainsi en fait la capacité des pays qui ne peuvent pas fabriquer des produits pharmaceutiques d'importer des génériques meilleur marchés depuis des pays où les produits pharmaceutiques sont brevetés.

La décision du 3 août 2003 concerne les produits brevetés ou produits fabriqués au moyen de procédés brevetés dans le secteur pharmaceutique, y compris les principes actifs et les kits de diagnostic. Elle est destinée à traiter les problèmes de santé publique visés au paragraphe 1 de la Déclaration de Doha sur l'ADPIC et la santé publique, qui indique que les Ministres de l'OMC «reconnaissent la gravité des problèmes de santé publique qui touchent de nombreux pays en développement et pays les moins avancés, en particulier ceux qui résultent du VIH/SIDA, de la tuberculose, du paludisme et d'autres épidémies».

La décision prend la forme d'une dérogation provisoire qui permet aux pays fabriquant des copies génériques de produits brevetés dans le cadre de licences obligatoires d'exporter les produits vers les pays importateurs admissibles. La dérogation est applicable jusqu'à ce que l'ADPIC soit modifié.

Jusqu'à présent les travaux en cours à l'OMC pour amender l'article 31f) ADPIC n'ont pas abouti. L'UE, par la voie de la Commission qui négocie à l'OMC, continue à participer très activement aux discussions en cours avec l'objectif de parvenir à un accord favorable aux pays en développement. Le Luxembourg soutient des efforts dans les enceintes du Conseil qui suivent ces négociations.

Une proposition de règlement de la Commission pour transposer la décision du 3 août 2003 dans le droit communautaire est actuellement discutée par les instances compétentes du Parlement européen et du Conseil.

Enfin, l'UE encourage l'industrie pharmaceutique à fournir des médicaments à prix fortement réduits aux pays en développement. Afin d'éviter que des médicaments fournis à des prix très réduits soient réexportés vers les marchés des pays industrialisés, le Conseil a adopté en mai 2003 le règlement 953/2003 «visant à éviter le détournement vers des pays de l'Union européenne de certains médicaments essentiels».

Question 0399 (13.4.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant l'**auberge de jeunesse à Grevenmacher:**

An der Gemengerotssëtzung vum 7. Abrëll 2005 huet de Buergermeeschter vu Gréiwemaacher confirméiert, datt d'Jugendherberg hir Dieren zougemaach huet. Eng Restauratioun vun de Gebailechkeete wär opgrond vun dem viraussiichtlech héije finanziellen Opwand net an d'A gefaasst ginn.

Dee schlechten Zoustand vun der Jugendherberg zu Gréiwemaacher war allerdéngs schonns säit laangem bekannt. Esou figuréiert am Rapport d'activité vum Ministère des Classes moyennes et du Tourisme vun 1998 ënnert dem Punkt «programme de l'infrastructure touristique … projets à réaliser par les communes … susceptibles d'être subventionnés par l'État en exécution de la loi du 3 août 1998 ayant pour objet d'autoriser le Gouvernement à subventionner l'exécution d'un sixième plan quinquennal d'équipement de l'infrastructure touristique» d'Jugendherberg vu Gréiwemaacher mat der Remarque «modernisation de l'auberge de jeunesse».

Och am siwenten «plan quinquennal» vum 17. Mäerz 2003 ass bei Gréiwemaacher d'«construction d'une auberge de jeunesse» virgesinn. Ëmsou méi enttäuschend ass elo d'Ausso vum Buergermeeschter, datt de Moment anscheinend iwwerhaapt näischt virgesinn ass.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

Sinn an de vergaangene Jore Gespréicher tëschent dem Tourismusminister an der Gemeng Gréiwemaacher iwwert d'Zukunft vun der Jugendherberg gefouert ginn? Wa jo, mat wéi engem Resultat? Woufir ass aus där geplangter Erneierung näischt ginn?

Wat ass an Zukunft am Zesummenhang mat der Jugendherberg zu Gréiwemaacher geplangt? Wéi héich sinn déi staatlech Hëllefen, déi gegebenenfalls accordéiert géifen?

Réponse (13.5.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.*

1) Déi lescht finanziell Interventioun vum Tourismusministère zugonschte vun der Jugendherberg vu Gréiwemaacher geet zréck op d'Joer 1995. Deemools huet de Ministère 1,8 Millioune LUF, dat heescht 50% vun de Käschten iwwerholl fir Reparatur- a Moderniséierungsaarbechten.

Och wann am sechste Fënnefjoresplang d'Moderniséierung an am siwenten de Bau vun enger neier Jugendherberg ageschriwwe waren, sou war dat net méi wéi eng «déclaration d'intention» säitens der Gemeng, an déi prinzipiell Zouso vum Ministère, fir sech am Fall vun enger Realisatioun finanziell ze bedeelegen. De Ministère krut allerdéngs ni eng formell Demande vun der Gemeng, an et hunn och keng Gespréicher an deem Sënn stattfonnt.

2) Am Joer 2003 huet d'Jugendherbergszentral am Einvernehme mat der Gemeng décidéiert fir den 31. Dezember 2005 de Betrib anzestellen, an der Hoffnung, dass mëttelfristeg eng Verbesserung vun der finanzieller Situatioun vun der Gemeng de Bau vun enger neier Jugendherberg kënnt erméiglechen.

Vu dass de Projet nach ëmmer op der Lëscht vum siwente Fënnefjoresplang steet, wier eng Participatioun vu Säite vum Ministère vu bis zu 50% bis 2007 méiglech, virausgesat, d'Gemeng ännert hir Meenung a géing sech entscheeden, awer eng nei Jugendherberg ze bauen.

Question 0400 (13.4.2005) de **MM. Marcel Oberweis** et **Lucien Thiel** *(CSV)* concernant l'**ancienne décharge industrielle à Dommeldange:**

Durant les dernières semaines, de nombreux arbres ont été abattus sur l'ancienne décharge industrielle exploitée par la S.A. Arcelor située aux abords de la RN7 entre Beggen et Dommeldange. Après sa fermeture définitive, cette dernière a été recouverte par une couche imperméable afin de limiter une contamination éventuelle des sols et des eaux souterraines. Malgré les efforts déployés, cette couche n'est aujourd'hui plus complètement étanche et laisse pénétrer les eaux de pluie qui sont recueillies dans une cuve de récupération spécialement aménagée à cet effet. Les liquides collectés sont par la suite évacués par camion-citerne pour traitement dans la station d'épuration de Beggen.

Conscient du développement durable et de la nécessité de protéger notre environnement et les ressources naturelles, nous aurions aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

Quelles ont été les raisons du déboisage?

Quelle est la nature exacte des liquides récupérés?

Les liquides sont-ils régulièrement analysés avant d'être traités dans la station d'épuration de Beggen?

Dans la négative, n'existe-t-il pas le risque d'une atteinte à l'environnement?

Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer qu'en cas de saturation de la station d'épuration, les liquides sont directement versés dans l'Alzette?

Ne devrait-on pas songer à moyen terme d'aplanir cette décharge et d'assainir en profondeur le terrain pour revaloriser ce site d'une étendue totale de quelque quatre hectares en vue entre autres de la construction de logements?

Réponse (19.5.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Les honorables Députés s'interrogent sur des travaux en relation avec l'ancienne décharge CASA à Beggen.

Il y a d'abord lieu de préciser que cette décharge, qui contient d'une part des scories de l'ancienne aciérie de Dommeldange et des boues en provenance de l'exploitation CASA, nécessite un assainissement afin de sécuriser le site et de réduire substantiellement voire d'arrêter ses impacts négatifs sur l'environnement humain et naturel.

Un projet d'assainissement a été élaboré par la société ARBED en concertation avec les services respectifs de l'Administration de l'Environnement et de l'Administration des Eaux et Forêts. Ce projet a fait l'objet d'une enquête publique conformément à la législation en matière d'établissements classés. L'autorisation ministérielle a été émise en date du 22 mars 2005.

Le concept d'assainissement prévoit un reprofilage de la décharge en vue de créer des pentes des talus garantissant la stabilité d'un système d'étanchement superficiel et la mise en place de ce système d'étanchement. Ce recouvrement a comme objectif d'éviter la pénétration des eaux de percolation dans la décharge et de ce fait la lixiviation des substances dangereuses qui y sont contenues.

Les travaux de déboisement s'inscrivent dans le contexte de cet assainissement. En effet, préalablement à la mise en place d'un système d'étanchement qualifié, les haies, buissons et arbres qui ont poussé sur la décharge au cours des dernières décennies doivent être enlevés.

Actuellement et faute d'un étanchement, les précipitations peuvent s'infiltrer dans le corps de la décharge et y lessiver les substances dangereuses. Il s'agit notamment de pollutions aux métaux lourds tels que le chrome, le vanadium et le molybdène. Ces contaminations se retrouvent dans les eaux souteraines en aval de l'ancienne décharge. Afin d'éviter un impact de ces eaux sur le milieu naturel dont plus particulièrement l'Alzette, des drainages ont été installés au pied de la décharge. Les eaux ainsi recueillies ne sont pas déversées dans la canalisation publique pour être traitées ensuite à la station d'épuration de Beggen, mais elles sont transférées vers le site de l'ancienne usine CASA où une installation de traitement spécifique à ces eaux est opérationnelle. Ce n'est qu'après épuration dans cette installation que les eaux sont déversées dans la canalisation publique.

Etant donné que les eaux de percolation ne sont pas déversées directement dans la station d'épuration, il n'y a par ce biais pas d'atteinte à l'environnement, ni en cas de fonctionnement normal de la station d'épuration, ni en cas de sa saturation. Il est cependant évident que le système de drainage ne donne pas de garanties que toutes les eaux de percolation soient recueillies. Il ne peut donc pas être exclu que des eaux contaminées ne pénètrent directement ou indirectement dans l'Alzette. D'où l'intérêt de l'assainissement de la décharge et plus particulièrement de son étanchement.

La proposition des honorables Députés d'aplanir la décharge et d'assainir le sol en profondeur ne peut pas être retenue comme une solution réaliste. En effet, un tel assainissement nécessiterait l'enlèvement de quelque 330.000 m^3 de déchets dont une grande partie (150.000 Mg) est constituée de boues problématiques. Outre le trafic énorme que ces déplacements créeraient, l'envol de poussières par le chargement des boues risquerait de créer un impact non négligeable sur les populations avoisinantes. À ceci s'ajoute qu'une partie de la décharge a déjà été confinée par des membranes synthétiques. L'enlèvement de cette partie nécessiterait l'ouverture d'une sécurisation déjà existante.

L'enlèvement des dépôts nécessiterait également leur élimination conforme en un autre endroit. Faute de telles possibilités au Luxembourg, elles devraient forcément être recherchées à l'étranger. L'envergure du transfert vers ces destinations, mais également le coût engendré sont des arguments en défaveur de la proposition faite.

Question 0401 (13.4.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**admissibilité aux examens dans les carrières de l'inspecteur et du brigadier policier:**

En date du 7 mars 2005 le Syndicat national de la Police grand-ducale a fait part à Monsieur le Ministre de la Justice du problème concernant la non-admissibilité aux examens dans les carrières de l'inspecteur et du brigadier policier de certains candidats.

En effet, les dispositions transitoires instaurées par la loi du 19 mai 2003 modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État concernant cet examen permettent à ces candidats de passer cette épreuve dans un délai de deux ans. Cependant, du fait de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne il a été décidé de remettre la session des épreuves du mois de mai 2005 au mois d'octobre 2005. Ainsi, six candidats ne peuvent plus participer à cet examen étant donné qu'ils ne remplissent plus les critères du délai de deux ans. Toutefois, ces critères auraient pu être remplis si ces examens avaient été organisés au mois de mai. De plus est que ces six candidats n'ont pas été informés de cette décision au préalable et de ce fait ne sont pas présentés aux examens 2004.

Dans sa réponse du 22 mars 2005 (annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés), Monsieur le Ministre explique que «ces épreuves ont dû être reportées au mois d'octobre et au mois de novembre prochains, au regard du surplus de travail qu'engendre actuellement la Présidence ... plaçant les candidats dans l'impossibilité de préparer maintenant l'examen de promotion. Cette mesure, dictée par l'intérêt du service, a malheureusement pour corollaire que les six personnes susvisées ne remplissent plus les conditions légales pour se présenter aux prochaines épreuves de l'examen de promotion.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer que ces six candidats ne pourront pas participer aux épreuves de promotion 2005?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer que la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne constitue l'unique raison empêchant ces candidats de participer à ces examens de promotion?
- Enfin, est-ce que Monsieur le Ministre ne pense pas qu'il serait opportun de prolonger cette mesure transitoire pour permettre à ces six candidats de participer à la session d'octobre 2005?

Réponse (13.5.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Les innombrables missions incombant à la police durant la Présidence ne permettent pas à cette dernière, ni aux candidats, à préparer et organiser les examens de promotion dans les carrières de l'inspecteur et du brigadier policier.

Ainsi, six personnes, qui ont déjà connu deux échecs à l'examen de promotion, ne peuvent pas se présenter à une troisième épreuve avant le mois de juillet 2005, puisque aucune épreuve n'est prévue au 1er semestre 2005.

Comme j'ai pu l'expliquer aux syndicats, ma réponse était la seule possible en l'état actuel de notre législation.

Comme le Ministre de la Fonction publique et moi-même l'ont indiqué au syndicat, le Gouvernement va proposer à la Chambre de modifier la disposition en question pour que les six candidats ne soient pas lésés et puissent se présenter lors des épreuves ayant lieu en automne.

Question 0402 (13.4.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant la **prime d'apprentissage:**

D'groussherzoglecht Reglement vum 29. am Karschnatz 1988 huet a sengem Artikel 3 all Léierbouf oder -meedchen eng Promotiounsprime vu 1.500 LUF pro absolvéiertem Léiermount zougestanen.

D'groussherzoglecht Reglement vum 6. am Haartmount 2000 huet a sengem Artikel 7 dëst ëmgeännert an déi Léierjongen a -meedecher, déi sech fir Bürosberuffer entscheet hunn, vun dëser Prime ausgeschloss.

D'groussherzoglecht Reglement vum 12. am Broochmount 2004 huet dann a sengem Artikel 2 dës Restriktioun erëm opgehuewen a gesteet al Léiermeedchen a -jong eng Promotiounsprime vun 117 Euro pro Léiermount zou.

Dat bréngt mat sech, datt just d'Léierjongen an d'Léiermeedecher aus de Bürosberuffer vun de Joren 2001-2002 an 2002-2003 eidel ausgaange sinn a keng Promotiounsprime zougestane kruten, wat eng Ongerechtegkeet ass.

Well d'Philosophie vum PAN-Gesetz, a besonnesch d'Mesuren, fir déi Jonk ze ënnerstëtzen, keng Ausnahme virgesinn, missten och déi virzitéiert Joergäng d'Promotiounsprime, déi fir d'Léierméint zougestane gëtt, zegutt hunn.

Duerfir folgend Froen:

1. Géing et net an der Logik vun der Chancëgläichheet respektiv vun der sozialer Gerechtegkeet leien, datt och d'Joergäng 2001-2002 an 2002-2003 vun de Bürosberuffer eng Promotiounsprime fir hir Léierméint zougestane kréichen?
2. Kënnen déi zoustänneg Ministere mer erklären, firwat datt fir déi virzitéiert Joergäng d'Bürosléierbouwen a -meedecher vun der Promotiounsprime ausgeschloss gi sinn?
3. Wat gedenken déi zoustänneg Ministeren ze ënnerhuelen, fir datt och déi virzitéiert Joergäng an de Bénéfice vun der genannter Promotiounsprime komme kënnen?

Réponse (27.4.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Als Äntwert op Är Fro iwwert d'Primen an der Léier muss ech lech matdeelen, dass och d'groussherzoglecht Reglement vum 29. vum Karschnatz 1988 a sengem Artikel 7 d'Leiermeedecher a -jongen, déi sech fir de Bürosberuff entscheet hunn, vun dëser Prime ausgeschloss huet.

Et ass eréischt säit dem groussherzogleche Reglement vum 12. am Broochmount 2004, dass dës Léiermeedecher a -jongen iwwerhaapt an de Genoss vun dëser Prime kommen, an dat op Propositioun vun der Nationaler Beschäftegungskommissioun.

Question 0405 (14.4.2005) de **M. Claude Adam** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **signature d'un contrat de coopération entre le Centre de Logopédie et l'Université de Cologne:**

Le Centre de Logopédie a signé un contrat de collaboration avec l'Université de Cologne durant l'été 2004.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quel est l'objectif de cette collaboration?
- S'agit-il d'évaluer les activités du Centre de Logopédie?
- Quelle est l'importance des moyens budgétaires mis à disposition pour cette collaboration?
- Quels sont les postes budgétaires où ces dépenses seront affectées?

Réponse (19.5.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

1. Le contrat stipule que le Centre de Logopédie devient école partenaire de l'Université de Cologne pour ce qui est des domaines de la déficience auditive et des troubles du langage oral et écrit. Dans le contexte de travaux de recherche et de développement, l'Université de Cologne participe à l'élaboration de méthodes pédagogiques avec l'école partenaire. Le Centre de Logopédie soutient des travaux de mémoires d'étudiants du point de vue pratique, l'Université de Cologne assure l'encadrement scientifique.

L'Université de Cologne propose et organise des formations continues pour l'école partenaire.

Les étudiants luxembourgeois qui font des études de «Sonderpädagogik» à l'Université de Cologne, peuvent faire leurs stages au Centre de Logopédie. Les étudiants étrangers qui poursuivent les mêmes études à l'Université de Cologne ont aussi la possibilité, après accord préalable, de faire leurs stages au Centre de Logopédie.

Le Centre peut participer à des travaux de recherche scientifique de l'Université de Cologne.

2. Une évaluation ou un audit des activités du Centre ne sont pas prévus.

3. L'investissement budgétaire pour 2005 s'élève à 10.000 euros. Néanmoins, comme un certain nombre de projets sont en préparation, les moyens budgétaires nécessaires seront à prévoir au budget de l'exercice 2006, en fonction de l'importance de ces projets.

4. Le financement dépend de la nature du projet et les dépenses sont affectées par conséquent aux postes budgétaires du SCRIPT, selon qu'il s'agit de formation continue ou d'innovation pédagogie.

Question 0413 (21.4.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant l'**avis du Comité consultatif des Droits de l'Homme relatif à la procédure d'asile:**

Il s'avère que le Comité consultatif des Droits de l'Homme aurait informé le Gouvernement que certaines dispositions de la nouvelle loi déposée par l'actuel Gouvernement concernant la procédure d'asile seraient contraires à certaines conventions internationales dont la convention de Genève.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration:

- Si Monsieur le Ministre peut me confirmer cette information?
- Dans l'affirmative si Monsieur le Ministre peut me faire part de la volonté du Gouvernement de faire droit aux remarques du Comité consultatif des Droits de l'Homme?

Réponse (10.5.2005) de **M. Nicolas Schmit,** *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

La Commission consultative des Droits de l'Homme vient de donner son avis sur le projet de loi N°5437 relatif au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection. La Chambre des Députés dispose également de cet avis.

Étant donné qu'à l'heure actuelle, la Chambre des Députés a largement entamé l'analyse du projet de loi précité, et que le Conseil d'État est en train de rédiger son avis, il paraît prématuré de se prononcer sur les suites à réserver à l'avis de la Commission consultative des droits de l'homme.

Question 0415 (22.4.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**Administrateur délégué de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l.:**

Il s'avère que lors d'une réunion du Conseil d'administration de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l., pendant laquelle les membres du Conseil étaient appelés à voter un nouvel Administrateur délégué, un représentant du Ministère du Tourisme aurait précisé que ce poste serait incompatible avec l'acceptation d'un éventuel mandat politique communal par un des candidats.

Cette affirmation m'amène à poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Monsieur le Ministre partage-t-il les vues du représentant du Ministère du Tourisme selon lesquelles le poste d'Administrateur délégué de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l. serait incompatible avec l'acceptation d'un mandat politique communal par un des candidats?
- Dans l'affirmative, quelle en est la base légale exacte?
- Est-ce que le représentant du Ministère du Tourisme avait obtenu un mandat formel de Monsieur le Ministre pour formuler cette position lors de la réunion dudit Conseil d'administration?

Réponse (24.5.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

La question parlementaire posée par l'honorable Monsieur Carlo Wagner a trait au vote d'un nouvel Administrateur délégué de l'Entente touristique de la Moselle.

Les différentes questions soulevées appellent les réponses suivantes:

Il y a lieu tout d'abord de rappeler qu'au début des années quatre-vingt l'Entente touristique de la Moselle a connu de sérieux problèmes financiers. Étant dans l'impossibilité de rembourser ses dettes, le Ministère du Tourisme s'était engagé à couvrir une grande partie des dettes de l'Entente sur une période de cinq ans. Cette aide permettait à l'époque à l'Entente de poursuivre ses activités. C'est également à partir de cette date que le Ministère était représenté tant dans le comité de gérance que dans le conseil d'administration de l'Entente. L'essor qu'a connu dès lors l'Entente touristique de la Moselle est le fruit de cette très étroite collaboration et du soutien financier étatique substantiel.

Lors de la dernière réunion du Conseil d'administration dans lequel le Ministère du Tourisme est représenté d'office par un délégué, conformément à l'article 22 des statuts de l'Entente touristique de la Moselle, celui-ci était très étonné de sa quasi-éviction de la procédure de la sélection des candidats (au nombre de 30) pour la désignation d'un nouvel Administrateur délégué.

Celui-ci a également soulevé la question de principe du risque d'un éventuel conflit d'intérêt pouvant résulter d'un cumul de postes entre un employé rémunéré dans une structure à caractère intercommunal et celle d'une fonction politique dans une des communes membres.

En effet, l'article 194 (2) de la loi électorale du 21 février 2003 précise que «…ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée toute personne qui reçoit rémunération, fixe ou variable, de la commune ou d'un établissement subordonné à l'administration de la commune ou d'un syndicat intercommunal dont la commune fait partie».

Même si ce texte ne fait pas expressis verbis référence aux associations sans but lucratif dont font partie les communes, il n'en reste pas moins que d'un point de vue déontologique un cumul de fonctions de contrôlé et de contrôleur est contestable.

L'intervention du délégué du Ministère du Tourisme, à laquelle j'avais marqué mon accord, visait à rendre attentif les responsables de l'Entente touristique de la Moselle de la possibilité d'une éventuelle incompatibilité concernant le cumul de ces deux postes. Une telle incompatibilité, si elle devait s'avérer exister ultérieurement, risque d'avoir des répercussions négatives pour l'Entente touristique de la Moselle.

Je tiens à rappeler que dans le passé l'Entente touristique n'a pas été traitée comme un promoteur privé lors des investissements qu'elle a réalisés dans le passé et qu'elle profite de surcroît d'un statut privilégié dans d'autres domaines. Il y a lieu d'éviter de fournir des arguments à ceux qui contestent cet état des choses très favorable à l'Entente.

À côté d'une éventuelle incompatibilité sur base de l'article 194 (2) de la loi électorale se pose aussi la question de l'opportunité d'un cumul de mandats, notamment lorsqu'il s'agit de postes à haute responsabilité.

C'est dans ce contexte qu'il y a lieu de rappeler également la loi communale du 13 décembre 1988 qui dans son article 20 «interdit à tout membre du corps communal, secrétaire et receveur: 1. d'être présent aux délibérations du conseil communal et du collège des bourgmestre et échevins sur des objets auxquels il a un intérêt direct, soit personnellement, soit comme chargé d'affaires ou fondé de pouvoir… Cette interdiction s'applique tant aux discussions qu'au vote.»

Je suis et reste convaincu qu'une séparation claire et nette de la fonction d'Administrateur délégué de l'Entente et de mandataire politique d'une de ses communes membres est dans l'intérêt du bon fonctionnement de l'Entente.

Question 0416 (25.4.2005) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant la **formation des enseignants de l'enseignement préscolaire et primaire:**

Il n'est pas nouveau que le phénomène de l'obésité prend de plus en plus d'ampleur chez les enfants avec des effets négatifs considérables à moyen et surtout à long terme. Un des moyens de lutter efficacement contre la prise de poids est la pratique d'une activité sportive dont les bases doivent être établies dès le plus jeune âge. Malheureusement l'importance de l'éducation physique et sportive à l'école est souvent sous-estimée et se doit dès lors d'être revalorisée.

À cet effet l'accord de coalition prévoit que: «Le développement physique des enfants et des jeunes sera une préoccupation constante du Gouvernement. Dans ce contexte et afin de souligner l'importance des activités physiques et sportives dans le processus éducatif des jeunes, le Gouvernement s'orientera sur les voies de réflexion et d'action suivantes:

- assurer des conditions adéquates pour l'apprentissage et la pratique du sport, notamment du point de vue des programmes scolaires, des infrastructures et d'une organisation scolaire adaptée aux besoins spécifiques de l'éducation physique et sportive;

- insister sur la nécessité d'un encadrement pédagogique de haute qualité;...»

Il n'en reste pas moins que l'éducation physique et sportive ne joue à mon avis qu'un rôle secondaire dans la formation des futurs enseignants à l'Université du Luxembourg. Vu qu'il est également prévu d'introduire l'éducation sportive dans l'éducation précoce, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Existe-t-il à la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation une formation spécifique en éducation physique adaptée aux besoins des enfants?
- Dans la négative, est-il prévu à moyen terme d'offrir une telle formation aux futurs enseignants?
- Quels sont les efforts entrepris par le Ministère en la matière?

Réponse (26.5.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Le problème de l'inactivité physique d'une partie de nos enfants et celui des cas d'obésité de plus en plus nombreux me préoccupent hautement. Je vous rejoins lorsque vous affirmez que la pratique d'une activité sportive est un des moyens les plus efficaces de lutter contre l'obésité des jeunes enfants et je puis vous assurer que je soutiens toutes les initiatives destinées à promouvoir le développement de la motricité des enfants.

La lettre circulaire de printemps 2005 insiste particulièrement sur le développement de la motricité dès le préscolaire en précisant que chaque demi-journée doit comporter un moment où le mouvement est sollicité. Concernant l'enseignement primaire les autorités communales sont invitées à mieux répartir les leçons d'éducation physique sur trois jours différents et à diversifier les activités proposées afin que les élèves puissent pleinement profiter du temps réservé au sport.

Jusqu'à présent, la formation des enseignants à l'ISERP a toujours tenu compte de l'importance que l'éducation sportive revêt dans le curriculum. 120 heures de pédagogie sportive figurent au programme des étudiants. La formation en pédagogie des conduites motrices dans l'éducation préscolaire, qui vise les futurs enseignants des classes préscolaires et des groupes d'éducation précoce, comprend même un total de 180 heures. S'y ajoute un cours sur les éléments de rééducation motrice de 15 heures à l'intention de tous les étudiants.

Ce n'est donc pas un rôle secondaire que l'éducation physique et sportive joue dans la formation des étudiants de l'Université de Luxembourg.

Comme cette formation est assez performante pour assurer un enseignement de qualité en éducation physique et sportive il n'y a pas lieu de la changer. L'Université qui fixe les programmes de formation m'informe qu'elle gardera ce volume de leçons en pédagogie sportive.

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures.*

Chamber TV

an der Stad
um Kanal S 29 (Coditel) oder um Kanal S 40 (Eltrona/Siemens)

zu Esch
um Kanal S40 (455.25 MHz)

zu Déifferdeng
um Kanal S 29

zu Diddeleng
um Kanal S 32

an der Gemeng Nidderaanwen
um Kanal S 29

Compte rendu des séances publiques
N° 11 – Session ordinaire 2004-2005

39e séance, jeudi 9 juin 2005
40e séance, jeudi 16 juin 2005
41e séance, mardi 21 juin 2005
42e séance, mardi 28 juin 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

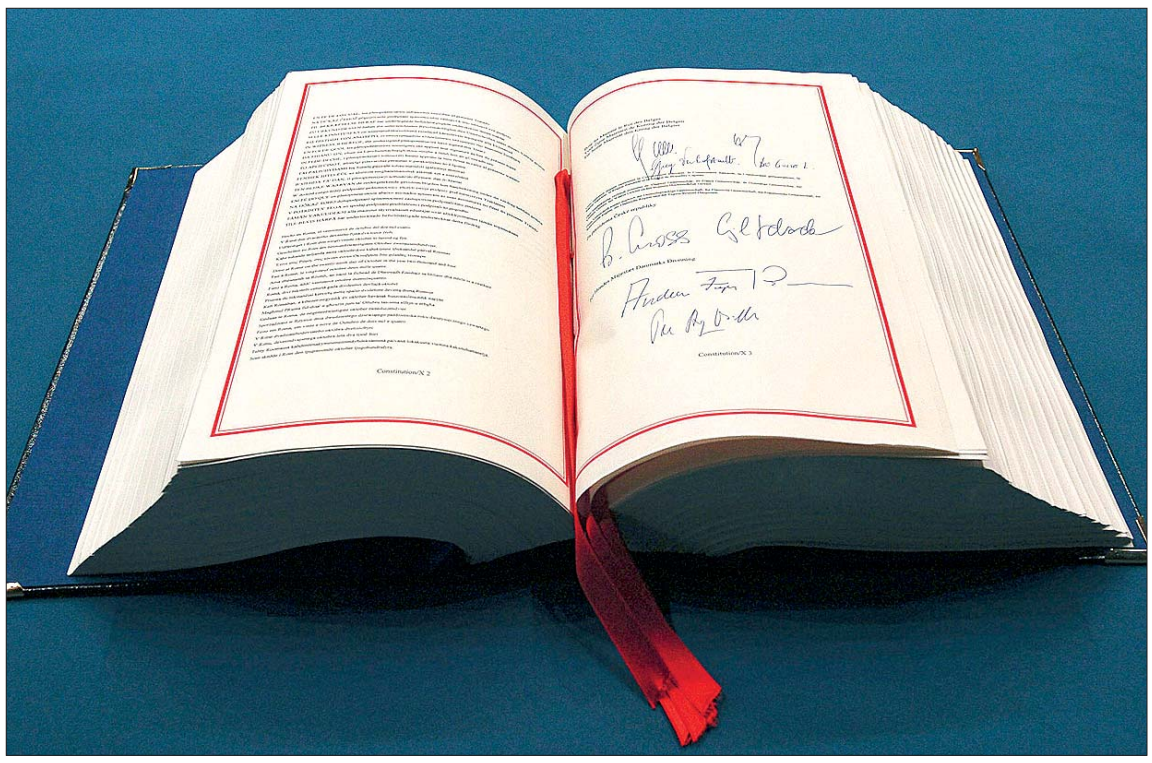
Constitution pour l'Europe

La Chambre des Députés dit «oui»

42e séance – mardi, 28 juin 2005

En date du mardi 28 juin 2005, la Chambre des Députés a procédé au premier vote constitutionnel sur le projet de loi 5442 portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004. Ce vote s'inscrit dans la procédure retenue lors de la décision de consulter les électeurs et électrices par voie de référendum.

Le 8 juin, la Chambre s'est engagée formellement, par le biais d'une résolution prise à l'unanimité, de respecter le résultat du Référendum. Dans le cas d'un oui, elle procédera au second vote constitutionnel après un délai d'au moins trois mois. Si le non l'emporte, le second vote n'aura pas lieu, et en conséquence, la loi n'entrera pas en vigueur.



Ordre du jour

1. Communications
2. Dénomination de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire
3. Ordre du jour
4. 5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

   (Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration - Discussion générale - Premier vote constitutionnel)

La Présidence de la séance publique est assurée à tour de rôle par M. Lucien Weiler, Président, M. Niki Bettendorf et M. Laurent Mosar, Vice-Présidents.

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

À 15.00 heures, M. le Président Lucien Weiler ouvre la séance publique.

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration.*- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hunn der Chamber folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Par lettre du 16 juin 2005, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 9 au 12 mai 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la Communauté européenne et la République d'Albanie établissant les principes généraux de la participation de la République d'Albanie aux programmes communautaires,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la Communauté européenne et la Bosnie-et-Herzégovine établissant les principes généraux de la participation de la Bosnie-et-Herzégovine aux programmes communautaires,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la Communauté européenne et la République de Croatie établissant les principes généraux de la participation de la République de Croatie aux programmes communautaires,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un protocole à l'accord de stabilisation et d'association entre les Communautés européennes et leurs États membres, d'une part, et l'ancienne République yougoslave de Macédoine, d'autre part, sur un accord-cadre entre la Communauté européenne et l'ancienne République yougoslave de Macédoine établissant les principes généraux de la participation de l'ancienne République yougoslave de Macédoine aux programmes communautaires,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion d'un accord-cadre entre la Communauté européenne et la Serbie-et-Monténégro établis-



sant les principes généraux de la participation de la Serbie-et-Monténégro aux programmes communautaires,

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la signature, au nom de la Communauté européenne, de l'accord entre la Communauté européenne et la Confédération suisse concernant la participation de la Suisse à l'agence européenne pour l'environnement et au réseau européen d'information et d'observation pour l'environnement,

- résolution sur la violence et la criminalité qui sont le fait de l'autoproclamée «Armée républicaine irlandaise» (IRA) en Irlande du Nord, notamment le meurtre de Robert McCartney,

- résolution sur la stratégie de l'Union européenne en vue de la conférence d'Almaty sur la convention d'Århus,

- résolution sur le séminaire d'experts gouvernementaux sur les changements climatiques,

- résolution sur le soixantième anniversaire de la fin de la Deuxième Guerre mondiale en Europe (8 mai 1945),

- résolution sur l'évaluation du cycle de Doha suite à la décision du Conseil général de l'OMC du 1er août 2004.

2. Dénomination de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire

Op Ufro vum honorablen Här Henri Grethen proposéiert d'Presidentekonferenz d'Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire ëmzebenennen a Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 22. Juni huet d'Presidentekonferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg diskutéiert d'Chamber de Projet de loi 5442, den Traité vun der Europäescher Verfassung.

Uschléissend stëmmt d'Chamber an éischter Lecture iwwert dëse Projet de loi of. Bei dësem Projet de loi ass eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert. De Vote par procuration ass net erlaabt.

Muer steet dann op eisem Ordre du jour:

1) eng Interpellatioun vum Här Jean Huss iwwert de Projet „REACH";

2) de Projet de loi 5444, eng Direktiv iwwert d'Valeurs mobilières;

3) de Projet de loi 5409 iwwert den Assurancësecteur, a

4) d'Projets de loi 5360 an 5361 iwwert d'Institutions de retraite professionnelle. Dës béid Projete ginn nom Basismodell an enger Diskussioun behandelt.

Fir iwwermuer Donneschdeg hu mer um Ordre du jour:

1) d'Question avec débat N°3 vum Här Marco Schank iwwert d'Waasserqualitéit;

2) de Projet de loi 5449 iwwert den Aménagement communal, an

3) de Projet de loi 5455 iwwert d'Fusioun vun de Gemenge Kautebaach a Wëlwerwolz.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

D'Chamber befaasst sech also haut de Mëtteg mam Projet de loi 5442 iwwert den Traité vun der Europäescher Verfassung. D'Riedezäit ass nom Modell 4 festgeluecht an et si bis elo ageschriwwen: den Här Wolter, den Här Goerens, den Här Bodry, den Här Bausch, d'Madame Flesch, d'Madame Err, den Här Huss, den Här Meisch an den Här Castegnaro. D'Wuert huet elo fir d'éischt de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

4. 5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg brauch d'Europäesch Unioun méi wéi iergendeen anert Land. D'Europäesch Unioun war an ass fir Lëtzebuerg säit dem Enn vum Zweete Weltkrich e Glécksfall, deen ons zu engem modernen, räichen a sozial gerechte Land gemaach huet. D'Europäesch Unioun ass d'Garantie fir ons Eegestännegkeet an ons Identitéit. Si schützt ons virun Nationalismus a Gläichmaacherei an Europa. Si hëlleft ons um Wee fir an d'Zukunft.

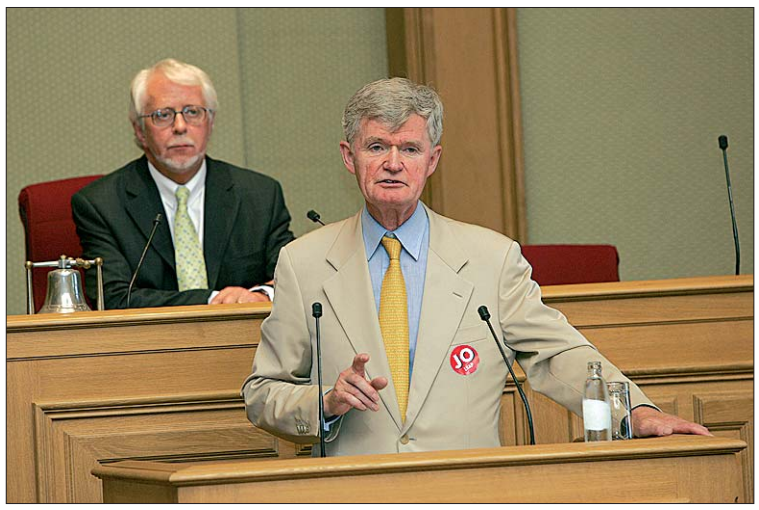
Wa mer den 10. Juli 2005 iwwert d'Europäesch Verfassung ofstëmmen, da stëmme mer och iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg an der Europäescher Unioun of. Mir stëmmen derbäi iwwer en europäesche Gesellschaftsmodell of, dee modern Wirtschaft, soziale Schutz an Nohaltegkeet am Gläichgewiicht hält.

D'Europäesch Unioun ass eng eemoleg Entreprise an der europäescher Geschicht. Et ass de réusséierten Zesummeschloss vu souveräne Länner, déi aus fräie Stécker zesummeschaffen, fir Fridden a Wuelstand ze schafen. Dës Unioun huet sech iwwer en halleft Jorhonnert entwéckelt a gefestegt. D'Haaptzil war an ass et, duerch Zesummenaarbecht d'Géintenee vun de Länner, nämlech den Nationalismus ze iwwerwannen.

Trotz deem hallwe Jorhonnert Zesummenaarbecht, Dir Dammen an Dir Hären, bleift dës Konstruktioun eppes Fragiles. Dat ëmsou méi wéi et ënnert de Länner grondverschidden Opfaassungen iwwert dës europäesch Konstruktioun gëtt, an och iwwert d'Zukunft vun der europäescher Integratioun.

Mir wëlle Solidaritéit, anerer wëllen Egoismus. Mir wëllen en Europa fir d'Mënschen, anerer wëllen en Europa fir de Profit. Mir wëllen ons Sozialsystemer an öffentlech Déngschter erhalen an ausbauen, anerer wëllen se um Altor vum Wuesstëm opferen. Mir wëllen nohaltege Wuesstëm, anerer wëlle Wuesstëm zu egal wat fir engem Präis.

E Jo zur Europäescher Verfassung ass duerfir e Jo zur europäescher Zesummenaarbecht, ass e Jo um Wee weider zu méi a méi effikasser Zesummenaarbecht. En Neen ass eng Aventure, well kee weess wou en hifëiert. Den Neen a Frankräich an an Holland huet d'Europäesch Unioun an eng déif Kris gepucht. Wa Lëtzebuerg trotz dem Neen haut d'Constitutioun ratifizéiert an d'Vollek den 10. Juli doriwwer ofstëmmt, ass dat eng staark Ausso fir all déi Fortschrëtter, déi an der



Verfassung fir e bessert Europa stinn.

Här President, dat wat mer an där ganzer Campagne iwwert d'Verfassung opgefall ass, ass engersäit en déift Onverständnis vun der Europäescher Unioun, mä och d'Fuerderung no engem ganz aneren Europa wéi deem, wat mer 50 Joer a fräier Partnerschaft mat den anere Länner opgebaut hunn.

Mir hunn elo eng Europäesch Unioun mat 25 onofhängegen a fräie Länner, déi Deeler vun hirer Souveränitéit zesummeleeën an an der Europäescher Unioun zesumme géréieren. Dës Unioun däerf nëmme maachen, wat d'Länner wëllen dass se mécht. Et gëtt awer Leit, déi mengen, et kënnt ee Länner an eppes eraforcéieren, wat se net wëllen. Déi liewen nach a Virstellunge vu virun 1990.

Nun ass d'Europäesch Unioun awer keng Sowjetunioun, wou alles vun uewen erof décidéiert géif. Bréissel ass net Moskau!

(Hilarité)

Et gëtt der och, déi mengen, et kënnt een duerch en Neen zur Verfassung eng Neiverhandlung kréien an erfollegräich duerchzéien. Dat ass am beschte Fall eng Illusioun, am schlëmmste Fall e Bedruch. D'Illusioun ass amgaang a Frankräich ze platzen, wou d'Koalitioun vum Nee keng Alternativ fäerdeg bruecht huet, mä d'Europäesch Unioun an eng Kris gestierzt huet.

Déi Illusioun platzt och an Europa! Déi 25 Länner, déi mat vill Méi de Verfassungsvertrag ausgehandelt an ënnerschriwwen hunn, handelen nämlech keen neie Vertrag aus, och net no der Päif vum Här Emmanuelli, de franséische Kommunisten an Trotzkisten, oder den Hären Hoffmann, Turpel a Kompanie.

(Interventions diverses)

Ech warnen an deem Zesummenhang d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger virun eppes aneschters, wat hannert dem Neen a Frankräich an zu Lëtzebuerg läit. Et ass d'Virstellung vun engem anescht strukturéierten Europa wéi dat, wat mer elo hunn. Ënnert dem Deckmantel vun engem méi sozialen Europa soll en zentraliséiert Europa entstoen, wa méiglech no franséischem Muster. En Europa, an deem d'Steieren an de Sozialstat vun uewen erof décidéiert solle ginn. En Europa, an deem d'TVA iwwerall esou héich wéi a Frankräich soll ginn. En Europa, an deem d'franséisch Steierverwaltung an de Lëtzebuerger Banken aus an a géif goen.

Am Europa vum Här Emmanuelli huet Lëtzebuerg keng Chance, seng Nischen ze besetzen, seng Flexibilitéit a seng Trëmp auszespillen. Den Här Emmanuelli huet schonn e puermol kloergemaach, dass en net frou mat Lëtzebuerg ass. Mir sinn no sengen Aussoen en „paradis fiscal" an en „État antisocial", deen duerch en anert Europa bekämpft muss ginn. Et ass deeselwechten Här Emmanuelli, deen de Comité vum Neen op Lëtzebuerg invitéiert, fir d'Lëtzebuerger zum Neen ze bekéieren.

Här President, an der Verfassung gesinn ech sechs wichteg Schrëtt no vir:

Fir d'éischt ginn all bestehend Vertragsbestëmmungen an engem Text zesummegefaasst. Doduerch gëtt et fir jiddferee méi einfach, d'Grondlagen an d'Bestëmmunge vun der Europäescher Unioun ze verstoen.

Deen éischten an deen zweeten Deel hu konstitutionelle Charakter, mä och den drëtten Deel, well e beschreift, wéi d'Repartitioun vun de Kompetenzen tëschent de Memberlänner an der Unioun genee verleeft.

Zweetens enthält d'Verfassung d'Grondwäerter an d'Normen op déi d'Europäesch Unioun opbaut. Si enthält den europäesche Gesellschaftsmodell mat de Finalitéiten, déi d'Länner zesummen ustriewen: eng Sozialmaartwirtschaft, dat heescht eng fräi Wirtschaft, déi an der Welt vun haut konkurrenzfäeg ass; e soziale Modell, deen ëmverdeelt a schützt; Solidaritéit ënnert de Leit, de Länner an de Regiounen, Nohaltegkeet an Ëmweltschutz.

Dat, mat där Klorheet niddergeschriwwen, ass eng verfassungsméisseg festgeluechten Obligatioun. Et ass fir d'éischt an där Klorheet d'Visioun vun der europäescher Gesellschaft.

Drëttens verbessert d'Verfassung de Fonctionnement vun der Europäescher Unioun no bannen an no baussen.

Véiertens gëtt d'Europäesch Unioun méi demokratesch a méi transparent, mat méi Pouvoire fir d'Europaparlament an d'national Parlamenter am europäesche Gesetzgebungsprozess.

Si deet sech op fir d'Bierger duerch de verfassungsméisseg festgeluechte Sozialdialog, wéi och den Agréff vun der Zivilgesellschaft an d'politescht Liewe vun Europa.

Fënneftens enthält d'Verfassung wichteg Bestëmmunge fir d'Aussepolitik an d'Sécherheetspolitik vun de Länner ze verstäerken.

A sechstens gëtt et méi einfach zesummen, fir eis bannenzeg Sécherheet ze schaffen an e Raum vu Recht a Gerechtegkeet ze schafen.

Här President, et gëtt vill Froen iwwert d'Europäesch Unioun an iwwert de Verfassungsvertrag an der Populatioun. Et ass nun awer net esou - an dat wëll ech hei an dëser Chamber ganz kloer soen - wéi wann déi Verfassung elo op eemol aus dem Näischt entstane wär.

Vill Organisatiounen, Beruffschamberen, wirtschaftlech a sozial Akteuren hu sech zum Vertrag ausgedréckt. Et muss een hinne Merci soe fir hir Aarbecht. Et ass och d'Geleeënheet fir de Kolleeginnen an de Kolleegen aus der Chamber Merci ze soen, déi sech an deene leschte Joren am éischten, wéi am zweete Konvent investéiert hunn - déi zwee Konventer wore keng Constituanten, mä trotzdeem demokratesch an offe Veranstaltunge fir d'éischt an der Geschicht vun der Europäescher Unioun -, si verdénge weder d'Ironie vum Conseil d'État, nach d'Frechheete vun de Gurue vum Neen.

Am éischte Konvent fir d'Ausaarbechtung vun der Charta vun de Grondrechter waren dat hei aus der Chamber: den Här Paul-Henri Meyers, d'Madame Simone Beissel, d'Madame Renée Wagener an ech selwer.

Am zweete Konvent: den Här Paul Helminger, d'Madame Renée Wagener, den Här Gast Gibéryen…

(Interruption et hilarité)

Plusieurs voix.- Oh!

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- …an ech selwer fir d'Chamber, an den Här Jacques Santer an den Här Nicolas Schmit fir d'Regierung.

Déi Konventsmitglieder hunn offen an öffentlech iwwer Europa diskutéiert. D'Chamber huet an de Joren 2000, dunn 2003 Auditiounen organiséiert. Si hat Débaten iwwert d'Ausriichtung vun deenen zwee Konventer. Si huet all Kéiers eestëmmeg déi Orientatioune festgeluecht, déi d'Vertrieder vun der Chamber an deene Konventer verfollegt hunn.

Et gëtt dozou Motiounen, déi all Fraktioun hei matgedroen huet.

(Interruption)

Nëmmen ee Beispill: Mir hunn dënschdes, den 1. Juli 2003 nom Enn vum zweete Konvent hei eestëmmeg eng Motioun ugeholl, ënnerschriwwe vum Här Gibéryen,…

(Interruption)

…vum Här Helminger, vum Här Claude Wiseler a vum Här Jos Scheuer a mir selwer. Eestëmmeg heescht och déi Motioun ass eestëmmeg ugeholl ginn an dat heescht och, dass den Deputéierte vun déi Lénk, den Här Serge Urbany, se deemools matgestëmmt huet.

(Interruptions)

An där Motioun gouf d'Réussite vum Konvent begréisst, et gouf begréisst, dass d'Démocratie participative agefouert gëtt, dass d'Charte vun de Grondrechter an d'Verfassung integréiert gëtt, dass d'Wertegemeinschaft op eng Verfassungsbasis gesat gëtt an dass d'Roll vun den nationale Parlamenter verstäerkt gëtt.

Une voix.- Très bien.

M. Ben Fayot *(LSAP), rapporteur.*- Haut ass dat laang hier. Keen erënnert sech méi drun, weder den ADR, nach déi Lénk, déi monter op d'Verfassung klappen.

Déi Konventer u sech waren e wichtege Schrëtt hin zu méi Transparenz an Demokratie.

Mir wëssen, dass de Verfassungsgeber an Europa d'Regierunge sinn. Si hunn deenen zwee Konventer Mandater ginn an d'Konventsmitglieder hu sech an deem Kader beweegt an dofir konnten se och net déi bestoend Verträg ëmänneren oder nei Kompetenze fir d'Europäesch Unioun schafen. Sou laang d'Europäesch Unioun e Bond vu 25 onofhängege Staten ass wäert dat esou bleiwen.

D'Chamber huet duerch hir Mataarbecht an de Konventer eng Responsabilitéit un deem Ganzen an dofir ass et nëmmen normal, dass se d'Campagne fir d'Verfassung matmécht, mat Auditiounen, mat Versammlungen uechtert d'Land, an dat op eng oppen a fair Manéier ouni Matraquage, ouni Materialschluecht, dëst ass am Respekt vu verschiddene Meenunge geschitt a geschitt all owes weider.

Dëst ass, fannen ech, beispilllos an der Geschicht vun dëser Chamber. Et ass bei all deem souzesoen net zu innenpolitesche Grabenkämpf

komm. D'Chamber huet den Interesse vu Lëtzebuerg an Europa am A an huet sech an all hiren Aktiounen duerno orientéiert.

Ech wëll elo net vergiessen, dass déi ganz europäesch Zeen - wat oft ënnert den Dësch fält wann hei zu Lëtzebuerg iwwert d'Verfassung an de Konvent geschwat gëtt - vu wirtschaftlechen a sozialen Akteuren, vun ONGen aus deene verschiddenste Beräicher, vu Lobbyen, e groussen Undeel un deem Resultat vum Konvent an also och vun där Verfassung hunn.

Ech erënnere mech drun, dass mer zu enger 40 an deem Konvent mat dem europäesche Gewerkschaftsbond, mat sengem deemolege Chef dem Emilio Gabaglio, mat Politiker aus alle politesche Familljen en Aarbechtsgrupp iwwer Sozialfroen imposéiert hunn an dass mer zesumme mat deenen Akteuren an och aus dem Wirtschafts- a Sozialrot déi Artikelen a Formulatiounen duerchgesat hunn, déi dem Vertrag eng aner, eng méi sozial Nues ginn, wéi all Vertrag virdrun.

Datselwecht war iwwregens schonn de Fall am éischte Konvent iwwert d'Kapitel Solidaritéit an der Charta, en neit Kapitel am Vergläich zur Europäescher Mënscherechtskonventioun op déi d'Charta sech an der Haaptsaach baséiert.

An dofir - dat muss ech éierlech soen - freeën ech mech iwwert dee breeden Accord vun de grousse Gewerkschaften: vum europäesche Gewerkschaftsbond, wéi deen och vum OGB-L an dem LCGB, de Beruffschambere vu Salariat a Patronat.

Mir freeën eis selbstverständlech och iwwert dee liewegen Débat an der Populatioun an do begräifen ech selbstverständlech all déi an, déi deen Débat och animéieren, ob dat de Comité fir de Oui oder den Non ass.

Här President, ech wëll hei virun allem op sechs grouss Froen agoen, déi ëmmer erëm am Zesummenhang mat der Verfassung opgeworf ginn.

Fir d'éischt ass et d'Fro, firwat dass mer dann hei vu Verfassung schwätzen.

D'Diskussioun heiriwwer war net ëmmer vun der gréisster Logik gekennzeechent. Déi eng hu behaapt, elo géif alles definitiv an de Marber gestanzt, elo kéint fir déi nächst 50 Joer näischt méi geännert ginn, wéi wann ni eng national Verfassung geännert gi wär. Déi aner hu sech iwwert den Ausdrock Verfassung opgereegt oder amüséiert a gemengt et géifen heimat falsch Virstellunge geschafen.

Dorop ass ze äntwerten, dass d'Verfassung reng juristesch selbstverständlech en internationale Vertrag tëschent 25 Länner ass - 25 onofhängeg Länner, déi och onofhängeg wëlle bleiwen - an dee Vertrag ass wéi all Vertrag ze ännere wann dann d'Konditiounen et verlaangen a wann d'Länner och alleguerten domat averstane sinn.

Dëst ass an der Vergaangenheet e puermol geschitt, et geschitt och an Zukunft nach oft, an dass dee Vertrag, wéi déi meescht europäesch Verträg bis elo, op onbeschränkt Zäit ofgeschloss gëtt ännert näischt dorunner.

Just eng Klamer dozou: Et ginn all Dag nei Argumenter géint d'Verfassung erfonnt. Et gëtt do Droitsprofesseren, Assistenten op den Unien, déi deen Text kräiz a quer duerchkucken an déi dann ëmmer erëm nei Saache fannen. An ech hunn da fonnt, dass dann och fonnt ginn ass, dass et schrecklech wier dass dee Vertrag elo géif op onbeschränkt Zäit ofgeschloss ginn. Dobäi steet dat do an allen europäesche Verträg, ausser am CECA-Vertrag vun 1952, deen 2002 ausgelaf ass. Mä ëmmer sinn déi Verträg op onbeschränkt Zäit festgehale ginn, well mer jo och hei an enger Entreprise sinn, déi soll an der Geschicht daueren, déi soll weidergoen, déi sech soll weiderentwéckelen.

Dofir, mengen ech, ass dat just eng Remarque wäert, esou eng Oppositioun. Mä et mierkt een, dass ëmmer erëm d'mënschlech Inventivitéit nei Argumenter géint d'Verfassung fënnt, an nei Argumenter, déi näischt weider bréngen.

Här President, d'Virstellung vum Konvent war et, am éischten an am zweeten Deel d'verfassungsméisseg Bestëmmungen zesummenzefaassen, fir endlech d'Europäesch Unioun verständlech ze maachen an aus der Europäescher Unioun méi ze maache wéi e Maart, nämlech eng Wertegemeinschaft gradewéi eng politesch staark integréiert Unioun.

D'Diskussioun iwwert déi zwee Deeler war intensiv a richtungsweisend. A wann Der um Internet gekuckt hutt, wéi vill Amendementer zu deenen éischten Artikele vun alle Säiten am Konvent komm sinn, vu baussen och vum Konvent, also vun där Zivilgesellschaft, déi sech dofir interesséiert huet, da gesitt Der wéi ausféierlech déi Diskussioun war a wéi intensiv déi Diskussioun war.

Als Beispill wëll ech d'Diskussioun iwwert d'Gläichheet vu Fraen a Männer zitéieren. D'Fro war am Artikel 2 vum éischten Deel, ob et néideg wär, niewent der Gläichheet allgemeng, nach spezifesch d'Gläichheet zwësche Fraen a Männer als Grondwäert vun der Europäescher Unioun ze betounen. Dëst war eng Fuerderung vun der Fraelobby vu ganz Europa; huet vill Frae mobiliséiert, an alle Länner. An déi Leit, déi am Konvent waren, krute Mailer vun hire Vertrieder vun där Lobby an de jeeweilege Länner.

An et ass dann och esou erauskomm, dass an deem Artikel iwwert d'Grondwäerter och d'Gläichheet vu Fraen a Männer als e Grondwäert agesat ginn ass.

Et sinn also wuel Verfassungsbestëmmungen, an dat ass och esou bestierkt gi vun deene Leit, déi dat ausgeschafft hunn an déi dorunner deelgeholl hunn, déi an deem éischten an am zweeten Deel enthale sinn.

Mä och den drëtten Deel huet konstitutionelle Charakter. An deem Sënn, dass déi Kompetenzen, déi am éischten Deel an déi Grondrechter, déi am zweeten Deel festgeluecht ginn, am drëtten Deel genee beschriwwen an ëmschriwwe ginn.



D'Europäesch Unioun ass nun emol kee souveränen Nationalstat. D'Europäesch Unioun ass e Bündnis, dat nëmmen déi Pouvoiren huet, déi d'Nationalstaten em ginn. An dofir d'Noutwendegkeet vun enger verfassungsméisseger Ëmschreiwung vun de Kompetenze vun deem Bündnis.

Déi zweet Fro, déi ëmmer erëm opgeworf gouf a gëtt - all Dag héiert Der se -, ass déi vum sou genannten neoliberale Charakter vun der Verfassung.

D'Europäesch Unioun ass e Bündnis vu Länner, déi alleguer fir déi fräi Maartwirtschaft a géint eng staatlech dirigéiert Wirtschaft sinn. Ënnert deene Länner gëtt et der, déi méi liberal sinn, anerer, déi et manner sinn. Et gëtt der, déi 40 Joer laang de real existéierende Sozialismus am Sowjeträich erfuer hunn an näischt méi vun dirigéierter Ekonomie wësse wëllen.

Lëtzebuerg ass säit jeehier wirtschaftlech en äusserst liberaalt Land, mat engem enke Sozialnetz. Onse wirtschaftleche Liberalismus huet ons dozou gefouert vun Délocalisatiounen ze profitéieren an Nischen ze besetzen. Onse Räichtum, mat deem mer onst Sozialnetz gradewéi ons öffentlech Verwaltungen an öffentlech Déngschter bezuelen, berout op offene Mäert a Konkurrenzfäegkeet, op gläiche Chancë fir d'Länner alleguer.

D'Fro ass awer haut net méi déi vun der Maartwirtschaft, d'Fro ass haut déi vun der Äntwert vun onse Länner op d'Erausfuerderunge vun onser Zäit.

Fanne mer als Europa eng Äntwert zesummen op d'Konkurrenz mat China, Indien, Japan, den USA? Si mer konkurrenzfäeg oder gëtt Europa zu enger Géigend, déi stagnéiert an hannendra fält? Kënne mer d'Aarbechtslosegkeet zesumme bekämpfen oder maache mer dat, wéi mer dat elo maachen, jidderee fir sech?

Dëse Verfassungsvertrag, an ech muss soen, dat ass menger Ansicht no e Manktum, enthält keng nei Mëttelen a Weeër an där Hinsicht, well kee Land seng Beschäftegungspolitik ofgi wëllt. De Lissabon-Prozess begnügt sech mat der Koordinatioun vun eegestännegen nationale Politiken. Souwuel um steierleche Plang wéi um Plang vun der Schoul an der Beruffsbildung behalen d'Länner hir voll Souveränitéit. D'Steiere bleiwe vun der Unanimitéit bestëmmt, sou wéi Lëtzebuerg dat an der Regierungskonferenz gefrot huet.

Den Exposé des motifs vum Projet de loi seet awer - ech wëll dorobber hiweisen, ech fannen et eng interessant Orientatioun -, dass à terme d'Unternehmensbesteierung harmoniséiert soll ginn, fir den Dumping social ze verhënneren. An domat kéint een dann och, seet den Exposé des motifs, nach eng Dosis Majoritéit aféieren.

D'Unien an d'Fuerschung sinn a bleiwen national Kompetenzen. D'Europäesch Unioun kann op deem Plang mat hirer Compétence d'appui héchstens Austauschprogrammer virschloen. An der Fuerschung soll mol en europäesche Fuerschungsraum geschafe gi mat pluriannuelle Rahmeprogrammer, deenen hir Existenz awer natierlech vun den néidege Finanzmëttelen ofhänkt.

Wesentlech fir déi fräi Maartwirtschaft ze encadréiere sinn déi sou genannt horizontal Artikelen am Ufank vum drëtten Deel vun der Verfassung, déi gär iwwersi ginn, déi awer eng grouss Bedeitung hunn an och, zum Deel wéinstens, ganz nei sinn. Si bestëmmen, dass d'Gläichheet vu Mann a Fra, de Kampf géint d'Ongläichheeten allgemeng, den Asaz fir en héije Beschäftegungsgrad, fir Sozialschutz, géint all Diskriminéierung, fir den Ëmweltschutz an de Verbraucherschutz, an all Politik muss respektéiert an aktiv bedriwwe ginn.

Hei si wichteg a ganz konkret verfassungsméisseg festgeluechten Hiewele fir Parlament a Conseil, fir ONGen a Gewerkschaften, op alle Gebidder équilibréiert Léisungen duerchzesetzen.

Am Zesummenhang mat der Diskussioun iwwert den Neoliberalismus geet vu sozialem Dumping Rieds an direkt duerno och vun der Bolkestein-Direktiv an der Aarbechtszäitdirektiv. Sou leeft d'Argumentatioun ëmmer an de Versammlungen; mir wëssen dat, well mer dat schonn oft matgemaach hunn.

De sozialen Dumping behält Lëtzebuerg mat senger sozialer Gesetzgebung am Gréff.

Onst Aarbechtsrecht gëllt fir jiddfereen, deen zu Lëtzebuerg schafft, ob vu baussen oder vu bannen. Weder d'Verfassung, nach déi bestehend Verträg, stellen dat a Fro. Dozou komme gesetzlech Instrumenter, déi d'Europäesch Unioun ons an de leschte Jore ginn huet, wéi zum Beispill d'Entsenderichtlinie, déi d'national Mäert och géint den Dumping aus Niddreglounlänner schützt.

Déi zwou uewe genannten Direktiven, déi wéi Arguments massue vun den Nee-Vertrieder gebraucht ginn, hu mat bestehende Verträg ze dinn, déi an der Verfassung net geännert ginn. Et gëtt awer ëmmer bei der Diskussioun iwwert déi Direktiven oder déi Projets de directive ënnerschloen, dass et se nach net gëtt. Et gëtt gemaach wéi wa se scho fest do wären.

Eng Oflehnung vun der Verfassung géif also weder déi Direktive vernichten, nach se änneren, well déi bestehend Verträg bestoe bléiwen, awer dann ouni déi zousätzlech sozial an ekonomesch Garantien, déi an der Verfassung stinn.

Am Géigendeel kann d'Ratifikatioun vun der Verfassung nei Instrumenter ginn, fir esou Direktive besser ze bekämpfen, wa se dann zum sozialen Ofbau féiere géifen.

Déi drëtt Fro, déi ëmmer erëm opgeworf gëtt, betrëfft déi öffentlech Déngschter. Och dat ass eng Diskussioun, déi bei de Beschäftegte vun onser Eisebunn an aneren öffentlech-rechtleche Betriber a Verwaltunge fir Diskussioun an Onrou suergt.

Ob een dobäi vu Service public oder vu Service d'intérêt économique général schwätzt, ass a mengen Aen e Wuertspill ouni Bedeitung, wann dann d'Objektiver kloer si vun deem, dee schwätzt.

D'Europäesch Unioun bekëmmert sech net ëm Services publics net kommerzieller Natur. Dat heescht, dass se sech net ëm d'Schoul, net ëm de Gesondheetsdéngscht mat Spideeler, Medezin, Fleeg bekëmmert. Si bekëmmert sech net ëm Sozialdéngschter an och net ëm d'Mindestakommes, net ëm déi öffentlech Kranken- an Altersversécherung. Dëst ass d'souverän Kompetenz vun all Land.

D'Europäesch Unioun huet gedeelte Kompetenze fir Transportmëttelen op der Strooss an der Schinn, fir Telekommunikatiounen, Post an Energie.

Et ass einfach falsch ze behaapten, d'Europäesch Unioun wëllt déi Servicer duerch Libéralisatioun a Privatisatioun futtimaachen. Sou leeft dat net!

D'Europäesch Unioun huet villen öffentleche Betriber e grousse Maart opgemaach a se doduerch zur voller Entfalung bruecht. Dat gëllt a Frankräich zum Beispill fir d'EDF an d'SNCF. Dat gëllt fir d'Lëtzebuerger Post an Telekommunikatioun, déi haut eng héich profitabel a performant Entreprise ass, déi op hir Clienten ageet. Och d'CFL gëtt ëmmer besser an hiren Déngschtleeschtunge fir Clienten am Land an an der Groussregioun.

An och fir de Fret setzt dës Regierung voll op d'Schinn am Land wéi och iwwert d'Grenzen eraus. Kee wëllt den öffentlechen Déngscht futtimaachen, mä villméi him Chancë fir d'Zukunft opmaachen.

Hei besteet sécher en echte Problem ze wëssen, wat öffentlechen Déngscht ass a wat ënner Konkurrenz fält, dat heescht wat nach öffentlech finanzéiert ka ginn a wat net. Dëse Problem gouf och intensiv am Konvent diskutéiert, an doraus entstoung dee wichtegen Artikel 122, deen och net aus dem Näischt entstanen ass, einfach esou, mä aus engem konsequenten Asaz vu ville fir den öffentlechen Déngscht. Domat gëtt eng legal Base geschaf, fir en europäescht Gesetz iwwert d'öffentlech Déngschtleeschtungen auszeschaffen.

Véiert Fro: Vill Mëssverständnisser gëtt et am Zesummenhang mat der Charta vun de Grondrechter. Déi eng fannen, dass nach vill méi Rechter drastoe missten, wéi den Droit au logement, den Droit au divorce, den Droit à l'avortement an esou weider. Déi aner reege sech op, dass den Droit au travail duerch den Droit de travailler ersat géif.

Mir hunn x-mol an onse Versammlunge gehéiert, wat alles net an der Charta wär. Mir hunn awer net eng Kéier gehéiert, wéi wichteg et ass, dass et déi Charta vun de Grondrechter iwwerhaapt gëtt! An dass se nach verstäerkt gëtt duerch d'Absicht vun der Europäescher Unioun, déi an der Verfassung verankert ass, fir als Europäesch Unioun der Europäescher Mënscherechtskonventioun bäizetrieden.

Et war zu Nice am Dezember 2000 net méiglech, d'Charta an de Vertrag opzehuelen. Si ass deemools eng reng Deklaratioun bliwwen. Si war domat net bindend. Dat bréngt dës Verfassung fäerdeg. Duerfir loosse mer eemol positiv sinn an ënnersträichen, dass et kee Kontinent gëtt, deen esou emfaassend akloerbar Grondrechter fir seng Bierger virgesäit wéi Europa duerch d'Europäesch Unioun an duerch déi Charta.

D'Charta vun de Grondrechter ass kee komplette Katalog vun alle méigleche Rechter. Dee Katalog gëtt et och net an den nationale Verfassungen. Och d'Lëtzebuerger Verfassung enthält weder e Recht op Scheedung nach e Recht op Ofdreiwung. D'Charta enthält awer déi wesentlech Grondrechter vun all Europäer, esou wéi se säit 50 Joer an der Europäescher Mënscherechtskonventioun bestinn an onst Liewe bestëmmen.

Dës Grondrechter kënnen, wann d'Verfassung da kënnt, virum Europäesche Geriichtshaff ageklot ginn, géint d'Kommissioun, géint d'Institutiounen, géint den Nationalstat, wann en europäescht Recht exekutéiert. Derniewent behält all Bierger seng national Rechter wéi se a senger Verfassung stinn a wéi seng Gesetzgebung se ausféiert. Dat heescht am Kloertext, dass den Divorce, deen eng national Kompetenz ass, net vun der Charta beréiert gëtt, dass den Avortement, deen eng national Kompetenz ass, net vun der Charta betraff ass.

An da wëll ech och nach soen: Op déi Fro, déi ëmmer erëm gestallt gëtt, ob dann elo dës Verfassung mat all hire Komponenten déi national Verfassung géif ersetzen, géif zréckdrécken, ass et jo kloer, dass dës Verfassung um europäesche Plang hire Wäert huet, an déi national Verfassung selbstverständlech bestoe bleift a voll hir Effete bréngt.

En anert gesellschaftspolitescht Thema ass déi berühmt Gottesreferenz, déi vum Vatikan verlaangt gouf. Während dem Konvent war dat eng laang Diskussioun. Lëtzebuerg insgesamt huet dat net matgemaach, an dat ass gutt esou. D'Präambel vun der Verfassung schwätzt vu kulturellen, humanisteschen a religiéisen Ierfschaften.

Den Artikel 52 am éischten Deel seet, d'Europäesch Unioun géif dee Statut respektéieren, deen d'Kierchen an d'net kierchlech a philosophesch Organisatiounen an de jeeweilege Länner hunn. An den Artikel 52 seet och, dass d'Europäesch Unioun den Dialog mat de Kierchen an de philosophesche Organisatioune sicht. Ech muss soen, déi meescht - esou wéi och ech - hate kee Problem mat deem Dialog.

Här President, deen Artikel heescht - dat ass och net oninteressant trotzdeem ze ënnersträichen, well mer dat oft och an de Versammlungen héieren -, dass all Land säi Verhältnis mat senger Kierch oder senge Kierchen a sengen Organisatioune selwer bestëmmt. De Voile oder net, d'Schächten oder net, Statskierch oder laizistesch Trennung vu Kierch a Stat, alles dat ass national Kompetenz, an déi d'Europäesch Unioun sech net mëscht. Si weist awer op hir Wäerter an Normen hin, wéi Netdiskriminéierung, Gläichheet, Toleranz, Fräiheet, Respekt virun der Diversitéit.

An do gëtt et sécher tëschent deenen allgemenge Wäerter vun der Europäescher Unioun an deenen nationale Regelunge Konfliktpotenzial, wou mer dann och europäesch Geriichtshäff hunn, och den Europäesche Geriichtshaff vun de Mënscherechter zu Stroossbuerg, fir dat Konfliktpotenzial ze entschäerfen, och da besonnesch wann d'Europäesch Unioun un déi Mënscherechtskonventioun adhéréiert.

Här President, wéi d'Chamber am Joer 2000 - dat ass och scho laang hier - un all Haushalter vu Lëtzebuerg e Questionnaire iwwert d'Europäesch Unioun verschéckt huet, krut se vun iwwer 10.000 Biergerinnen a Bierger als Haaptmessage erëm, dass zwou Saache misste verbessert ginn, nämlech déi bannenzeg Sécherheet an d'Optriede vun Europa no baussen.

Déi fënneft Fro, déi ech also uschwätze wëll, betrëfft de Raum fir Fräiheet, Sécherheet a Gerechtegkeet. An engem Europa ouni Grenzen ass déi international Kriminalitéit eng Gefor. Et ass eent vun de sensibelste Gebidder, wou d'Länner am stäerksten op hir Souveränitéit halen: Zesummenaarbecht vun de Policen an der Justiz, Froe vun Unerkennung vu Geriichtsuerteeler, Asyl- an Immigratiounspolitik, Rapprochement vu Strofrecht an Zivilrecht si sensibel a komplex Gebidder, op deenen am Konvent grouss Fortschrëtter erreecht goufen.

Sou gëtt an Zukunft d'Gestioun vun de Baussegrenze gemeinsam organiséiert. Eng gemeinsam Asylpolitik mat Protection subsidiaire a Protection temporaire gëtt ausgeschafft. Och d'Immigratiounspolitik soll gemeinsam traitéiert ginn, ouni dass allerdéngs d'Zuel vun den Immigrante gemeinsam festgeluecht gëtt. De Mënschenhandel, besonnesch och vu Fraen a Kanner, soll gemeinsam bekämpft ginn. Souwuel Europol wéi Eurojust sollen iwwert d'europäesch Gesetzer weiderentwéckelt ginn. D'national Parlamenter sollen och an Zukunft an d'Kontroll vun Europol matagebonne ginn.

Och den Europäesche Geriichtshaff gëtt kompetent um Gebitt vun der geriichtlecher Zesummenaarbecht am Strofrecht an der Kooperatioun vun der Police. De Geriichtshaff kann och d'Mesurë géint physesch Persounen am Kader vun der Aussepolitik kontrolléieren. Eenzelpersoune kënnen an Zukunft méi oft virun de Geriichtshaff goen, well se net mussen direkt an individuell concernéiert sinn, mä nëmmen direkt.

Nächst Fro a sechst Fro, lescht Fro, d'Optriede vun Europa no baussen a seng Sécherheet vis-à-vis vun anere Länner. Europa ass e Block vu 450 Milliounen Awunner an déi éischt Wirtschaftsmuecht vun der Welt. Europa huet an der Verfassung Objektiver no baussen, ouni déi et seng Objektiver no bannen net erreeche kann. Fridde schafen, anere Länner hëllefen sech entwéckelen, d'Charta vun der UNO hëllefen duerchsetzen, also un der Gouvernance vun der ganzer Welt deelhuelen.

Europa brauch Stabilitéit a Sécherheet u senge Grenzen. Déi ganz Action extérieure vun Europa muss kohärent an hire verschiddenen Zilsetzunge sinn. D'Aussen- a Sécherheetspolitik war an ass oft Objet vu grousse Meenungsënnerscheeder tëschent de Memberländer. Déi eng wëllen e staarkt Europa an der Welt, als Géigegewiicht zu Amerika, déi aner wëllen hir eegen national Aussepolitik. Besonnesch déi grouss Länner halen op hir Eegestännegkeet. Frankräich an England denken net drun, hire Sëtz am Sécherheetsrot vun der UNO opzeginn.

Den Irak-Krich huet gewisen, dass all Land seng voll Handlungsfräiheet a Froe vu Krich a Fridde behale wëllt. Dorunner ännert d'Verfassung näischt. D'Eestëmmegkeet bleift de Prinzip, et ka kee Land forcéiert ginn, opzerüsten. Et gëtt och keng europäesch Arméi. Zu Lëtzebuerg gëtt och de Militärdéngscht net méi agefouert. Mir musse muer och net sozial ofbaue fir ons Mëttelen ze ginn, an der internationaler Solidaritéit géint den Terrorismus virzegoen.

Zwar gëtt et en Ausseminister, mat engem Fouss am Conseil a mat engem Fouss an der Kommissioun. Engem Mann oder enger Fra d'Fiedem an d'Hand ginn ass en institutionelle Fortschrëtt, mä keen inhaltlechen. Wann och d'Verfassung déi gemeinsam Aussen- a Sécherheetspolitik net revolutionéiert, mécht d'Sécherheets- an d'Verdeedegungspolitik e Sprong no vir.

Den éischte Punkt dovunner ass d'Solidaritéit ënnert de Länner. Et gëtt eng Solidaritéitsklausel no där d'Europäesch Unioun an hir Memberländer engem Land vun der Europäescher Unioun hëllefe wat ënner enger terroristescher Attack oder ënner enger Katastroph ze leiden huet an et gëtt eng zweet Solidaritéitsklausel, déi seet, dass d'Länner sech ënnereneen hëllefe wann ee Land militäresch ugegraff gëtt.

D'Sécherheets- an d'Verdeedegungspolitik vun Europa huet als Zil Konflikter un de Grenze vun Europa ze verhënneren an d'international Sécherheet am Respekt vun der UNO-Charta ze verstäerken.

Sécher wësse mer, dass Europa dobäi e Problem huet: Et gi véier neutral Länner an de Rescht si Membere vun der NATO. Déi an der NATO si wëllen d'NATO als Schutzmëttel net opginn an déi aner wëllen hir Neutralitéit net opginn. Si sinn awer alleguer bereet als Europäer fir de Fridden ze kämpfen; dat ass de Créneau op dee mer schaffen. Net Europa der NATO ausliwweren, net Europa den USA ausliwweren, mä Europa seng eegestänneg Verantwortung fir de Fridde ginn, also Europa stäerken; och op deem Punkt.

Domat wëllt d'Europäesch Unioun keng imperialistesch Muecht sinn, déi Ugréffskricher géif féieren. D'Europäesch Unioun huet bis elo mat vill Diplomatie an och dem Scheckheft agéiert. An Zukunft gëtt se sech militäresch an zivil Mëttele fir un de Grenze vun Europa an ausserhalb Europa anzegräife fir Fridden ze erhalen oder ze schafen.

D'Fro stellt sech fir Lëtzebuerg, ob et dat matmaache wëllt oder sech do eraushale wëllt. All Land ass do fräi ze décidéieren. Ech sinn der Iwwerzeegung, dass Lëtzebuerg säi Bäitrag zum internationale Fridde maache soll. Musse mir dofir oprüsten? Muss Lëtzebuerg sech - wéi da gesot gëtt - militariséieren?

Et gëtt ëmmer erëm op deen Artikel 41 higewisen an deem ee Saz steet: «Les États membres s'engagent à améliorer progressivement leurs capacités militaires.» Och deen Text muss ee genee liesen. Do steet net oprüsten, do steet seng militäresch Capacitéite verbesseren: also Qualitéit, net Quantitéit. Dat heescht sech un dat upasse wat u militäreschen Ausenanersetzungen op eis duerkomme kann.

Mir sinn haut net méi am Kale Krich mat der Course aux armements. Mir sinn an enger Zäit mat neien Erausfuerderunge fir eis Sécherheet. Haut brauche mer keng Panzerdivisioune géint d'Sowjetunioun, mir brauche keng Rakéite méi no Oste geriicht, mir brauche keng atomar U-Booten, mir brauche keng Massen Zaldoten, mä mir brauche gutt ausgebilten a spezialiséiert Zaldoten, militäresch Mëttele fir Asätz a Krisegebidder, Vehikele fir eis Zaldoten ze schützen, Transportméiglechkeete fir schnell op d'Plaz ze komme fir ze hëllefen, Démineurspezialiste fir e Land erëm opzeriichten.

Domat stäerke mer Europa a maachen Europa och méi onofhängeg vun den Amerikaner a mir behalen dobäi eis Lëtzebuerger Entscheedungskraaft wann et heescht iwwer Krich oder Neutralitéit ze entscheeden.

Här President, et gëtt wéineg iwwer wichteg demokratesch Errungeschaften an déi Straffungen an der Verfassung geschwat. Et gëtt da gesot, dat huet mat Institutiounen ze dinn an dat interesséiert also keen. Ech verstinn dat eigentlech net, well et handelt sech hei eigentlech ëm d'Muechtverdeelung. Wichteg Weiche ginn an der Verfassung gesat, déi an Zukunft och d'Matsproochrecht vun de Bierger an d'Kontroll vun der europäescher Politik duerch d'national Parlamenter verbessere wäerten.

Déi éischt ass zum Beispill déi méi kloer Andeelung vun de Kompetenzen: Wie mécht wat an der Europäescher Unioun, d'Memberstaten oder d'Europäesch Unioun? Déi Andeelung mécht et de Bierger méi einfach ze verstoen, wat dann an der Europäescher Unioun geschitt.

Eng aner Fro zum Beispill betrëfft d'Kontroll vun der Subsidiaritéit duerch national Parlamenter; dat kléngt komplizéiert, ass et awer net. Eis Chamber wäert an Zukunft Gesetzprojete vun der Bréissler Kommissioun als Éischt kréien an ënnersichen ob se néideg si fir op engem Gebitt virunzekommen. Mat anere Wierder: Bréngt dee Projet eppes fir d'europäesch Politik, dat heescht fir d'Länner all zesummen, oder ass et besser, dass d'Länner dat fir sech maachen oder op eng aner Manéier?

Dir wësst, dass mer dat mam drëtte Paquet ferroviaire probéiert hunn, dat gëtt net einfach, mä ass awer néideg an erlaabt onser Chamber direkt um Bols vun der europäescher Gesetzgebung ze sinn.

Déi aner Weich ass d'Ausweidung vum Matentscheedungsrecht vum Europaparlament. An dëst Parlament, an deem mer sécher sinn eis sechs Sëtz ze behalen, kritt ëmmer méi Poids an der europäescher Politik an Unerkennung vun de Bierger.

Ech fannen et och wichteg, dass de Kommissiounspresident vum Parlament gewielt gëtt, onse Conseil d'État begréisst dat, bedauert awer och, dass d'Europäescht Parlament op Grond vun enger eenzeger Kandidatur entscheede muss. Méi demokratesch wier et, seet de Conseil d'État, dass d'Parlament méi Kandidature virleien hätt oder wann och d'national Parlamenter mat agebonne géifen; dat géllt och fir de Choix vum nationale Kommissär, menge mir an der Chamberskommissioun.

Lëtzebuerg behält seng Hiewelen an der Europäescher Unioun fir säin Afloss geltend ze maachen. Et behält säi Kommissär bis 2014; duerno ass Lëtzebuerg an zwou bis dräi Kommissioune vertratt. Lëtzebuerg huet och nach d'Présidence vum Conseil während sechs Méint. An Zukunft gëtt mat duebeler Majoritéit ofgestëmmt an dobäi huet Lëtzebuerg eng Stëmm wéi all déi aner, awer natierlech nëmme 450.000 Awunner. Fir d'Verfassung ze ännere kann an Zukunft och nach e Konvent aberuff ginn.

Här President, fir ofzeschléissen wëll ech dräi Grënn soen, firwat ech fir de Jo zum Verfassungsvertrag sinn. Ech mengen, ech hunn der an dësem Rapport - am schréftlechen an am mëndlechen - genuch gesot, ech fannen dëst awer einfach elo emol esou reng perséinlech.

Den éischte Grond betrëfft déi Fräiheet, déi mer all Dag ganz konkret hunn duerch Europa. Gëschter hunn ech op der Lëtzebuerger Televisioun e Reportage iwwer eng Lëtzebuerger Famill gesi vun där de Mann hei zu Lëtzebuerg schafft an an Europa wunnt. Hie verdéngt seng Suen hei a gëtt se hei an a Frankräich aus. Hien huet en Haus a Frankräich gebaut a geet all Dag iwwert d'Grenz ouni Problem, huet d'Openthaltsrecht an engem frieme Land, schéckt seng Kanner do an d'Schoul, huet seng Familljen hei zu Lëtzebuerg, lieft a Frankräich an zu Lëtzebuerg ouni Problem.

An zur gläicher Zäit, deeselwechten Dag gëschter hate mer mazedonesch Parlamentarier zu Besuch a fir op Lëtzebuerg ze kommen hunn déi Leit e Visa gebraucht an hunn dofir laang Queuen an Ambassaden, Émweeër misse maache fir op Lëtzebuerg ze kommen an hunn eis gesot, wéi si an och hir Jugend an hire Grenzen agéengt sinn an net erauskommen. E Liewe wéi ëm 1950 an net vum 21. Jorhonnert; also e Grond fir Europa weider auszebauen, déi Fräiheet, déi mer all Dag hunn an déi mer iwwerhaapt scho bal net méi ze schätze wëssen.

Den zweete Grond ass selbstverständlech - besonnesch och wann een dat an enger historescher Perspektiv kuckt a wann een e bësse Geschicht studéiert huet, da weess een, wéi schlëmm Lëtzebuerg domat bal a senger ganzer Existenz bis nom Zweete Weltkrich gestallt war - d'Sécherheet an d'Sécherheet fir d'Existenz vun dësem Land, déi vun den anere Länner vun der Europäescher Unioun mat garantéiert gëtt. An ech mengen dat sollen d'Leit och emol dobausse wëssen, et ass e gutt Gefill, dass een net all gudde Broutdag ëm déi Sécherheet muss fäerten.

En drëtte Grond betrëfft de Gesellschaftsmodell. Mir sinn e Land mat enger héich entwéckelter Ekonomie an engem staarke Sozialnetz. Mir wëllen dat halen an ausbauen an zugläich kompetitiv sinn; dat ass net evident an enger moderner Welt. Ech mengen dës Verfassung respektéiert onse Sozialmodell an eis wirtschaftspolitesch Fräiheet a wëllt zugläich Nohaltegkeet duerchsetzen.

Dat sinn déi dräi Grënn, déi ech elo emol einfach esou an de Raum stellen, an déi, mengen ech, awer d'Lëtzebuerger an d'Lëtzebuergerinne missten iwwerzeegen.

Här President, no den zwee Neen an Holland an a Frankräich huet d'Europäesch Unioun sech weder Finanzperspektive fir déi nächst siwe Jore ginn nach huet se d'Perspektiv fir an hirem Fonctionnement besser ze ginn. Si entwéckelt keng nei Dynamik, wa mer net dëse Verfassungsvertrag op d'Schinne bréngen.

Déi nächst Présidence ass elo net onbedéngt dofir bekannt, dass se frou mat dëser Verfassung oder mat engem staark integréierten Europa wär, dofir soen ech, dass mer eng schwiereg Zäit erliewen an ech sinn och iwwerzeegt, dass ee massive Jo vun der Chamber haut - bei deem ech sécher sinn - an och e massive Jo vun onse Biergerinnen a Bierger den 10. Juli, deen ech mer innegst erbäiwënschen, déi beschten Äntwert op dës schwiereg Zäit ass.

Si weist en Auswee iwwert déi Errungenschaften, déi an der Verfassung sinn. Si weist, dass dëst dee beschtméigleche Kompromiss ënner 25 Länner ass, fir dee mer eis mussen asetzen, och offensiv, an nach an deenen nächsten Deeg bis den 10. Juli. Mir mussen eis elo géint all Verdréiunge fir de Jo asetzen an dat och zesumme maachen, ouni innenpolitesch Hannergrënn, nëmme mat dem A fir dat europäescht Ideal.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Als éischte Riedner assageschriwwen den Här Michel Wolter. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 10. Juli kuckt ganz Europa op Lëtzebuerg. Mir, déi ugefaangen hunn, andeem mer gemengt hunn, mam Referendum géife mer e Spadséiergang duerch 60 Joer Europapolitik zu Lëtzebuerg gestalten, sinn an eng Situatioun, wou duerch eng Rei vun Ëmstänn, déi eis de Kalenner, respektiv d'Ausland eragefouert huet, komm, dass de Referendum vum 10. Juli zu engem richtungsweisende Rendez-vous vun der europäescher Integratiounspolitik ginn ass.

Doduerch dass mer an der Chamber déi lescht Woch um Datum festgehalen hunn - en Datum, deen an engem Moment kënnt, wou zwar schonn zéng Länner Jo gesot hunn, wat ee kaum dobaussen héiert, awer zwee Länner Neen zu deem Verfassungsvertrag gesot hunn, an et sech dobäi och nach ëm zwee Länner handelt, déi zu de Grënnungsmembere vun der Europäescher Unioun zielen -, wäert den 10. Juli op en Neits d'Stonn schloen, wou dat klengt Lëtzebuerg, wat en Dausendstel vun der Bevölkerung vun deem Europa ausmécht, wat mer haut hunn, eng ganz wichteg Roll an engem wichtege Processus wäert spillen.

Soen d'Lëtzebuerger souverän den 10. Juli, no Frankräich an Holland,



Nee, da gesäit et, an dat muss een objektiv gesinn, schlecht aus fir den europäeschen Integratiounsprozess. Well dann déi, op déi ganz Europa ëmmer kuckt, déi, déi als Modell dohinner gestallt gi vun der europäescher Geschicht, déi, déi, wann ee mat Auslänner, och besonnesch aus deenen neie Länner, zesummekënnt, ëmmer als dat Land duergestallt ginn, wou en fin de compte déi europäesch Zilsetzungen erreecht sinn, sech dann och an de Camp vun deenen eragestallt hunn, déi Schwieregkeeten hu mat der europäescher Entwécklung.

Et gëtt, an dat hunn déi lescht zwou, dräi Wochen eis kloer gewisen, e Boost fir alleguerten déi, déi net en integréiert Europa wëllen, déi en anert Europa wëllen, déi sech geschéckt am Hannergrond halen, déi waarde bis all déi aner sech ausgeschwat hunn, fir dann ze kucken op wat fir ee Quai se sech da musse placéieren, op wat fir eng Säit se da musse goen.

Seet Lëtzebuerg oder soen d'Lëtzebuerger den 10. Juli awer Jo, esou wéi zéng Länner dat an Europa scho gemaach hunn an esou wéi an deenen nächste Méint och nach eng Rei vu Länner et wäerte maachen - Zypern, Malta, Estland an d'Belsch -, da gëtt de Camp vun deene méi grouss, déi op déi Zuel vun 20 histeieren. Déi Zuel vun 20, déi een an enger éischter Etapp brauch fir dat ze verhënneren, wat verschidde Leit gären hätten, a wat mer eis de leschte Freiden, den Här Schmit an ech, op enger Table ronde hu missen unhéieren, nämlech deen Text do an eng Poubelle ze geheien an en ze begruewen.

Vu Lëtzebuerg kann also den 10. Juli, Dir Dammen an Dir Hären, e Signal vun Hoffnung ausgoen, e Signal vun Hoffnung fir all déi an Europa, an et ginn der vill an Europa, déi no deenen zwee Neeën, mat deene ganz wéineg Leit eppes kënnen ufänken en fin de compte, well se keng Alternativen opzeechnen, ee Jo wëllen an hoffen, dass e kënnt.

Den Traité, Dir Dammen an Dir Hären, ass net dout - net dout! - wéi déi, déi haut de Courage net hate fir haut heihinner ze kommen, dobaussen iwwerall soen.

Den Traité ass lieweg, en ass ganz lieweg, an Dir wäert gesinn, dass wann 20 a méi Länner um Enn vum Ratifikatiounsprozess mat Jo gestëmmt hunn, wéi lieweg deen Traité dann eréischt gëtt, wa sech d'Blat wennt. Nämlech dass déi, déi den Nee um Fändel hunn, net méi déi sinn, déi diktéieren, mä déi, déi de Jo gesot hunn, da mat deene Länner, déi Nee gesot hunn, an eng Diskussioun wäerten triede fir ze kucken, wéi et da virugeet.

Wann Der an engem Club sidd an et gëtt iwwert d'Statuten ofgestëmmt, an et ass eng grouss Majoritéit vu Länner, déi fir déi Statuten ofstëmmen, da sinn net déi am Handlungszwang an am Explikatiounszwang, déi d'Statuten ugeholl hunn, mä da kommen déi an den Handlungszwang an an den Explikatiounszwang, déi d'Statuten ofgelehnt hunn. Well se mussen da fréier oder spéider erklären, ob se am Club wëlle bleiwen oder ob se net am Club wëlle bleiwen.

An dofir menge mer, dass d'Lëtzebuerger sech den 10. Juli an d'Reie vun deene stellen, déi ëmmer méi grouss ginn, déi fir de Jo antrieden, déi fir en integréiert, politesch handlungsfäegt Europa, och fir déi nächst Joren, plädéieren. En Europa, wat kengem Land méi bruecht huet wéi deem Land, an deem mir liewen.

Ech géif dem Rapporteur, dem Här Fayot, wëlle Merci soen an och eise Respekt ausdrécke fir déi ausserguewéinlech Aarbecht, déi e sech an deene leschte Méint gemaach huet. Hien huet wéi keen aneren heibannen déi ganz Geschicht hei verkierpert. Hien huet se ëmgesat, hien huet se begleet. Hien huet als President vun där zoustänneger Kommissioun an als Rapporteur bewisen, dass en ee Mann ass, deen Europa am Blutt huet an deen un dat gleeft, wat en an deene leschte Wochen a Méint gemaach huet.

Här Fayot, ech wollt Iech am Numm vun eiser Fraktioun ee ganz groussen éierleche Merci ausdrécke fir déi wierklech vill Aarbecht, déi Der hei fir d'Parlament geleescht hutt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Dir Dammen an Dir Hären, am Laf vun der Zäit ass déi Diskussioun, déi den 10. Juli dann zu engem Ofschloss wäert kommen, duerch d'Vollek, aus enger reng akademescher Debatt zu engem Sujet ginn, deen d'Land an Otem hält. Ni ass zu Lëtzebuerg esou vill iwwer Europa diskutéiert gi wéi haut.

Mir wollten, lassgetrennt vun Nationalwahlen an Europawahlen, eng Kéier roueg mam Vollek iwwer eis europapolitesch Ausriichtung diskutéieren. Mir wollten dat mat engem rouege Kapp maachen a mir waren ugetrueden an der Gewëssheet, dass dat, well och keng aner Signaler während Joren a Jorzéngte komm sinn, zu engem méi gemittleche Spadséiergang, wéi ech dat gesot hunn, géif ginn.

Abee, mir hu misse feststellen, dass, wann ee mat de Leit diskutéiert a wann een d'Leit opfuerdert mat engem ze diskutéieren, dass d'Leit net ëmmer op deem Toun mat engem diskutéieren, deen ee gären hätt. Doriwwer kann een traureg sinn an doriwwer kann ee sech awer och freeën, well et wichteg ass, dass een net nëmmen ëmmer den Enthousiast erausspillt, mä dass een och op dat ageet, wat d'Leit engem da soen.

Et bestinn an Europa, an dat däerf een net verkennen, eng ganz Rei Zweifel iwwert de Wee, deen d'Europäesch Unioun an de leschte Joren ageschloen huet. An déi vun eis, déi elo säit enger Rei vu Wochen um Tour sinn, déi ginn all Owend mat deenen Ängschte konfrontéiert. Dat si Froen, déi d'Leit sech stellen iwwert déi Aart a Weis, wéi an Europa d'Décisioune geholl ginn. Ganz oft kënnt dat Bild vun deem Europa, wat vun de Leit wäit ewech iwwert de Kapp vun de Leit diskutéiert, dobei eraus: Nähe zum Vollek, déi net gespuert gëtt, an och de Sënn vun enger ganzer Rei vun Décisiounen, dee bei de Leit net esou ukënnt wéi dat misst sinn.

Villes, wat d'Basis vum europäeschen Engagement vun eisem Land ausmécht, gëtt och als selbstverständlech dohinner gestallt. Virun engem bis annerhallwem Mount war ee jo net schrecklech populär wann ee gesot huet, dass Europa fir d'éischt emol eng Friddensinitiativ ass. Et war een net populär, well et en fin de compte vu ganz ville Leit als eng Selbstverständlechkeet haut ugeholl gëtt, dass Europa eng Friddensinitiativ ass an dass d'Leit och mengen, och wann een an dat Europa net weider géing investéieren, dass et dann esou viru géif goen.

An et sinn eréischt déi lescht Wochen, déi gewisen hunn an der europäescher Diskussioun, dass et och aner Weeër, aner Modeller gëtt, wat d'wirtschaftlech Entwécklung ubelaangt, wat den Opbau an den Ofbau vu gemeinsame Grenzen ubelaangt.

Wat ass dann net alles geschitt an deene leschten dräi, véier Wochen, säit deem duebelen, franséischen an holläneschen Neen? Zum engen eng ganz Rei vu Reaktiounen, nationalistesch Reaktiounen, déi een am Fong an deene leschte Joren net méi esou oppen héieren huet, vu Leit, déi der Meenung sinn, dass Europa e Self-service, dass Europa eng Institutioun wier, wou ee sech dran zerwéiert an näischt méi brauch eranzeginn, respektiv vu Leit, déi d'Souveränitéit nees vum Nationalstat entdecken, déi der Meenung sinn, wéi a



Frankräich en Deel vum Non, dass en fin de compte nëmmen e staarkt Frankräich an e schwaacht Europa de richtege Wee ass.

Op där anerer Säit sinn et ganz liberal Reaktiounen, déi een aus England awer och aus Holland zum Deel héieren huet vu Leit, déi der Meenung sinn, et wier dann elo um Moment fir mat de sozialen Errungenschafte vun de Leit am Fong opzehéieren, fir dat Wirtschaftsliberaalt, de Maart an d'Fënster ze setzen an ze probéieren, eng Kéier ze kréie fir dovun ze profitéieren, vun deenen zwee Neen, fir dat Europa an eng komplett aner Direktioun eranzedränge wéi en fin de compte den Inhalt vun deem Traité, dee mer haut solle stëmmen, Europa bréngt.

An zum Drëtten eng ultrasozial Reaktioun vu Leit, déi aus enger ganzer Rei vu Grënn der Meenung sinn, dass, nëmme wann een am Sozialen nach méi géif drop setzen, een am Fong e Message misst ginn, dass deen Traité hei, déi Verfassung hei den definitiven Aus wär vum Schutz vun de klenge Leit, an dass ee géint dat Wirtschaftsliberaalt a géint déi Verfassung hei am Fong an eng Richtung vun engem anere Sozialmodell nees wéilt goen, e Sozialmodell, deen zum Deel, wann een de Sproochgebrauch vu verschiddene Leit op den Tables rondes lauschtert, déi do opgetruede sinn, een erënnert u Systemer, déi während 40 a 45 Joer hei zu Lëtzebuerg net de Beweis konnten untrieden, dass déi Philosophie, an där si sinn, an déi Philosophie, fir déi si plädéiert hunn, en fin de compte besser fir d'Leit wier.

Mech huet perséinlech an deem ganzen Tableau d'Schwächt vun den europäesche Spëtzepolitiker e bëssen iwwerrascht, déi manifestement net preparéiert waren op déi Reaktioun vun de Leit an enger Rei vu Länner, wat keng eenheetlech Reaktioun war, mä wat eng divergent Reaktioun war.

An déi Saach vun där Denkpaus, déi en fin de compte e bëssen aus der Verzweifelung vun enger Rei Leit entstanen ass, a wou, wann een d'Leit gelauschtert huet an Europa, een net richteg verstanen huet, ob een elo soll ophale mat denken an am Fong dee ganze Prozess soll op d'laang Bänk schieben, oder ob et sech ëm eng Denkpaus géif handele fir am Fong nees Otem ze huelen an duerno mat Courage virunzefueren. Dee Message, deen huet een nom duebelen Neen a Frankräich an an Holland vermësst.

E staarke Message vun Europa wär zum Beispill gewiescht, wann een dat gemaach hätt, wat eis Regierung scho viru Jore proposéiert hat, nämlech d'Referenden, déi nach ausstinn, dann op engem gemeinsamen Datum ze organiséieren, esou wéi viru Joren d'Lëtzebuerger Regierung scho gesot huet, dass een deen europapolitesch wichtegen Datum do net dem Dominoeffekt soll am Fong zum Opfer fale loossen, mä dass een an engem Dag, wéi een et bei den Europawahlen décidéiert huet, an Europa 450 Millioune Leit géif mateneen doriwwer ofstëmme loossen an da sonndes owes kucke géif, wat d'Resultat da vun deenen engen a vun deenen anere wier. Och dee Message, deen ass net komm.

Dofir menge mer, dass et wichteg war - an dat wëll ech nach eng Kéier hei bekräftegen -, dass mir, déi zu Lëtzebuerg säit Wochen a Woche mat de Leit am diskutéiere waren a sinn, an engem Moment, wou d'Leit sech fir d'Fro massiv interesséiert hunn, net op déi Bremspedall gedréckt hunn, déi vu verschiddene Leit europawäit préconiséiert ginn ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och zu Lëtzebuerg an der Diskussioun mat de Leit huet ee festgestallt, dass mer zwar eng Diskussioun hunn, mä en fin de compte iwwer villes diskutéieren. Mir hu während Wochen, an den Här Fayot un der Spëtzt, eis ganz vill Méi gi fir iwwert d'Verfassung ze diskutéieren, de Leit ze erklären, wat an der Verfassung géif drastoen.

A mir sinn an d'Versammlunge komm an dann hu mer festgestallt, dass d'Leit wäit iwwert d'Verfassung ewech aner Froen eis géife stellen. Froen iwwert d'Zukunft vun Europa, Froen iwwert de Stellewäert vun eisem Land an der Europäescher Unioun, Froen, wéi et da virugeet an der Wirtschafts- a Sozialpolitik, Froe vun de Grenze vun Europa, d'Fro vun der Erweiderung a vum Tempo, deen Europa soll huelen.

Et huet an de Gespréicher mat de Leit, an dat huet ee festgestallt, och eng gewësse Konfusioun geherrscht während laanger Zäit - mir si lues a lues amgaangen do erauszekommen -, wat mer en fin de compte och hei zu Lëtzebuerg mat deem Referendum do géife bezwecken.

Mir hu ganz vill Leit begéint, déi sech d'Fro gestallt hunn, firwat dass mer da grad just bei deem heiten Traité d'Leit géifen ëm hir Meenung froen, wou mer jo virdru bei deene successiven Traitéen a bei den Erweiderungen hir Meenung net gefrot hätten.

Ech begéine ganz vill Leit, nach dëser Deeg, déi soen: „Mä lauschtert, firwat hu mer lech gewielt? Mir hunn Iech en fin de compte gewielt, well mer der Meenung sinn, dass Dir - besser wéi mir - kënnt feststellen a wëssen, wat da fir eist Land an deem Europa d'Wichtegkeet ass."

A mir hunn eis virun allem op engem Punkt mat de Leit während Woche missen ausenaner setzen, an dat ass dee vun der Alternativ. Et ass een Text dohinner geluecht ginn, et ass een Traité dohinner geluecht ginn, et ass eng Verfassung dohinner geluecht ginn, déi de Kompromiss ass tëschent Politiker, tëschent Vertrieder vun 28 Länner, iwwer 200 Leit, déi während engem Joer an engem Konvent beienee waren, déi mat ganz villen anere Leit diskutéiert hunn, a sech duerno op en Text gëeenegt hunn.

D'Leit hätten am Fong am léifste gehat, wann eng zweet Verfassung oder eng drëtt Verfassung dernieft geleeën hätt, eng liberal Verfassung oder eng sozialistesch, kommunistesch Verfassung, dann hätt een dräi Verfassunge gehat an dann hätt ee kënne fir déi eng a géint déi aner, oder fir déi aner a géint déi eng ofstëmmen.

Et huet ee vill Schwieregkeete gehat, an dat ännert sech eréischt an deene leschten zwou Wochen an der Meenungsbildung, de Leit kloerzemaachen, dass et en anert Europa ka ginn, dass et aner Weeër gëtt, an dass déi do stinn a waarden, dass dat heiten Europa, deen heite Wee vun engem sozialen Europa näischt géif ginn, fir de Relais ze iwwerhuelen an Europa dann an eng aner Richtung ze brénge wéi mir et gären hätten.

Et kënnt een also net derlaanscht op dëser Plaz och e puer Wierder ze verléieren iwwert déi Punkten, déi net direkt an der Verfassung stinn, well ee soss d'Fro net komplett ofgegrenzt huet a well een dann och deelweis géint d'Argumentatioun vun de Leit géif goen, wéi se och an de Versammlungen an an de Gespréicher, déi ee mat de Leit huet, développéiert gëtt.

Do ass d'Fro vun der Erweiderung, déi een an all Versammlung gestallt kritt a wou mir als CSV der Meenung sinn, dass ee keng Angscht mat der Erweiderung op 25 Länner fir Europa soll hunn.

Ech ka mech erënneren - do war ech nach ganz jonk -, wéi d'Englänner koumen, ass sech Froe gestallt ginn. Wéi Portugal a Spuenien an d'EU komm sinn, ass sech gefrot ginn: „Oh Mamm, wat wäert dann aus där Europäescher Unioun ginn, wann déi elo an d'Unioun dobäikommen!" Bei all Erweiderung an der Vergaangenheet hunn d'Leit sech Froe gestallt.

An dës Erweiderung, Dir Dammen an Dir Hären, ass an deem Sënn méi komplizéiert, well et eng Erweiderung ass op Länner, déi mer net kennen. Mir eenzel, individuell, kennen déi Länner net gutt, well et Länner waren, déi bis 1989/90 an engem komplett anere System gelieft hunn, déi en fin de compte tabu waren, wou een net konnt higoen a wou een net déiselwecht historesch Relatiounen huet wéi zu deene Länner, déi an den Erweiderunge virdrun an d'Unioun komm sinn.

Wann een awer d'Realitéit kuckt, wann een d'Ängschte kuckt, déi véhiculéiert ginn, déi an eng Richtung gi fir ze soen, elo setzt sech do massiv e Vollek a Beweegung, an déi kommen a Westeuropa eis eis Aarbechtsplazen ewechhuelen, da stellt een einfach fest, dass déi Erweiderung op 25 dat net provozéiert huet, mä dass d'Erweiderung op 25 Länner de Contraire bewierkt huet, nämlech deen, dass, wann der d'Wirtschaftsentwécklung vun deene 25 Länner kuckt, un der Spëtzt haut déi Länner sti mat deene gréisste Progressiounszuelen, déi eréischt méi nei an der Europäescher Unioun sinn, dass an deene Länner richteg eppes lass ass, an dass de Fait, dass se an d'Europäesch Unioun koumen, eng Méiglechkeet war, fir sech wirtschaftlech ze entwéckelen.

A wann ee mat deene Leit schwätzt, wann een an deene Länner war, mierkt een, dass iwwerhaapt kee Besoin besteet, fir bei eis ze kommen, well eng Perspektiv, endlech eng Perspektiv an deene Länner besteet, dass si och selwer an hir Leit kënnen eng wirtschaftlech, an doduerch och eng sozial Entwécklung an deenen nächste Jore kréien.

A wär dann d'Alternativ gewiescht, dass mer gesot hätten 1989, 1990, 1992, 1995: „Kuckt, dass Der eens gitt. 45 Joer hutt Der misse kucken, dass Der eens gi sidd. Mir loossen lech elo eleng, mir bleiwen a Westeuropa hei ënnert eis."? An denke mer emol eng Kéier driwwer no, wat da geschitt wier oder wat hätt

könne geschéien, wa mer deen dote Wee gaange wieren. Da wäre mer haut vläicht an engem ganz anere Film, da wäre mer nees an engem Film vun der Konfrontatioun tëschent Systemer an tëschent Modeller. An duerfir menge mer als CSV, dass een net virun där Erweiderung do soll Angscht hunn, dass ee se als eng Chance soll gesinn.

De Statsminister huet d'lescht Woch a senger Ried richtegerweis gesot, dass no dräi Joer eis Betriber an déi zéng Länner vun der EU, déi bäikomm sinn, scho méi exportéiere wéi an Amerika. Och dat ass en Zeeche fir eis ganz kloer, dass et Länner sinn, wou mer Perspektiven hunn, wou mer wirtschaftlech Handelsperspektiven hunn, wat och an eisem Sënn ass.

D'Limite vun Europa ass eng weider Fro, déi gestallt gëtt, permanent. D'Limite vun Europa, d'Leit soen d'Limite vun Europa an denke selbstverständlech un d'Türkei. D'Türkei, wat eng Fro ass, déi ëmmer erëmkënnt, a wat eng reell Fro ass, déi een och net soll negéieren, déi een net ewech kann drécken, well et einfach e Land ass, wat eng aner Kultur huet, eng wesentlech aner Kultur huet wéi mir se haut hunn, an dat bei de Leit eng ganz Rei vu Befierchtunge mat sech bréngt.

Mir kënnen eis nach drun erënneren, 1997 an der leschter Présidence, wien dann déi waren, oder wat fir eng déi Regierung war, déi bis zulescht en fin de compte an eng gewësse Richtung plädéiert huet. Mir hunn an der Chamber d'lescht Joer eng Diskussioun heiriwwer gefouert, a mir hu jo net décidéiert als Chamber, dass d'Türkei an deenen nächsten zwee oder dräi Joer géif an d'Unioun kommen. Mä mir hu gesot, dass d'Verhandlunge géifen ugoen, dass d'Verhandlungen oppe wieren, an dass misst gekuckt ginn am Laf vun der Zäit, ob oder ob net déi Gesellschaft sech esou ännert an der Türkei, dass se d'Erausfuerderungen erfëllt, déi noutwendeg sinn, fir an där Wäertegemeinschaft Europa, déi duerch dës Verfassung en fin de compte fir d'éischt emol niddergeschriwwe gëtt, kënnen ze sinn.

An doraus gesi mer oder schléisse mer, dass, wa mer déi Verfassung unhuelen, e Bäitrëtt vu Länner, vun alle Länner, an Zukunft méi komplizéiert gëtt, an deem Sënn, dass et kloer muss sinn, dass d'Gesellschaft, an där se liewen, d'Wäerter vun der Europäescher Unioun akzeptéiert ier se an Europa era kënne kommen.

Eng drëtt Fro, déi gestallt gëtt, ass d'Fro vun der Prédominance vu Wirtschaft oder Soziales. Et ass d'Fro, ob sech de Maart duerchsetzt, oder ob sech d'Protektioun vun deem Eenzelnen duerchsetzt. Eis Partei ka mat deem Traité hei net nëmme liewen, mä ass ganz zefridden, dass de Prinzip vun der sozialer Maartwirtschaft an den Traité agefouert gëtt.

De Prinzip vun der sozialer Maartwirtschaft, deen en fin de compte aus der kathoulescher Sozialléier erauskënnt an dee vun eis scho säit Joren a Jorzéngten als Ausgläich tëschent deenen zwee Wirtschaftsfacteuren, déi et op der Welt gëtt, nämlech dem Kapital an de Leit, soll déngen, an net als en Element wat déi zwee soll trennen, dee Prinzip kréie mer an d'Europäesch Verfassung eran. Dat ass an eisen Aen e ganz grousse Schrëtt an déi richteg Richtung.

Et gëtt da véiertens d'Gespenst vun enger Rei vu Leit iwwert de Sujet vun der Militarisiérung gefouert: d'europäesch Arméi, den obligatoresche Militärdéngscht, deen zu Lëtzebuerg nees géif agefouert ginn, wa mer den Traité géife stëmmen. D'Fro, déi mer eis musse stellen, an déi mir mat Jo beäntwerte vun der Säit vun der CSV aus, ass déi, ob Europa wierklech wëlles huet, sech d'Moyenen ze gi vu sengen Ambitiounen. Kënne mer, wëlle mer ëmmer dann, wann et an Europa schwiereg ass, op d'Amerikaner mussen zielen, fir dann dat auszebigele wat mir als Europäer op eisem Kontinent net à même sinn, selwer an d'Hand ze huelen? Dat ass eng kruzial Fro, déi mer eis musse stellen. Dat huet näischt mat Militariséierung ze dinn, dat huet eppes domadder ze dinn, ob ee sech wierklech d'Moyenë wëllt gi vun deenen Objektiver, déi ee sech setzt.

Mir sinn der Meenung, dass deen Traité hei e Friddenstraité ass, dass et en Traité ass, deen Europa d'Méiglechkeet gëtt, zesumme mat sengen amerikanesche Partner nach ze schaffen, mä Europa och emol erstmoleg an der Geschicht d'Méiglechkeet an d'Moyenen an d'Hand gëtt, fir op sengem Kontinent, wa Krisesituatioune sinn - an et gëtt an Europa nach eng ganz Rei Plaze wou et net esou ass wéi bei eis, wou et schwiereg ass, wou de Fridden net ofgeséchert ass -, do dann, an och op Wonsch vun deene Länner an deene Populatiounen, ëm déi et da geet, kënnen an engem positive Sënn ze intervenéieren.

A wann da Budgetsmoyenen dozou mussen zur Verfügung gestallt ginn, a wann och zu Lëtzebuerg am Budget d'Erhéijung da muss kommen, fir do kënne matzemaachen, da si mer der Meenung, dass mer dat musse maachen. Net well mer an d'Course vun der Militariséierung wëllen antrieden, mä well mer der Meenung sinn, dass dat do eng vun deene fundamentalsten Erausfuerderungen ass, där sech eng politesch Europäesch Unioun fir d'Zukunft muss stellen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Striewen no Perfektioun, dat ee bei verschiddene Leit an deene leschte Woche spierbar gemaach kritt huet, dat sech doranner erginn huet, dass een eenzel Artikelen ëm d'Ouere gehae kritt huet, dass een eenzel Wierder aus eenzelnen Artikelen am Fong virgehale kritt huet, fir dann aus engem Räsonnement vun engem Deel vun engem Artikel eng Konklusioun ze zéien, dass e ganzen Traité net an der Rei wier, dat ass eng Approche an Aart a Weis, déi mir net kënnen deelen.

Och Roum ass net an engem Dag gebaut ginn. Och Europa ass net an engem Dag gebaut ginn. Mir gesinn deen Traité hei an enger Successioun vun Traitéën, déi an deene leschte 50 Joer gestëmmt gi sinn. Et ass e wesentlechen Traité, mä et ass e Schrëtt no vir. Et war, mengen ech, net d'Ambitioun, och net vun deenen, déi am Konvent waren, fir déi absolut Perfektioun nidderzeschreiwen, déi et d'ailleurs op dëser Welt net gëtt. Mä et war d'Ambitioun vun de Leit am Konvent, an et war d'Ambitioun vun de Regierungen duerno, fir eng Verfassung op den Dësch ze leeën, déi a wesentleche Punkte besser a méi wäit géif goe wéi dat, wat mer haut an de bestehenden Traitéën hunn.

An duerfir géif ech gären a siwe Punkten op déi wesentlech Grënn agoen, déi d'CSV dozou beweegt huet, fir haut mat Jo ze stëmmen an der Chamber, an och d'Leit ze froen, fir den 10. Juli mat Jo ze stëmmen. Mir hunn dat an engem Flyer resüméiert, dee mer och dobaussen ausdeelen, wou op eng ganz pragmatesch Aart a Weis a siwe Punkten déi wesentlech Saache gesot ginn.

Éischtens si mer der Meenung, dass duerch dësen Traité Europa méi staark an der Welt gëtt. Et gëtt en Ausseminister geschaf, et gëtt en Embryo vun enger Aussen-, an et gëtt virun allem eng Verdeedegungspolitik geschaf. Et ass e Punkt, wou d'CSV net ongäre gehat hätt, dass ee méi wäit gaange wier. Et konnt een awer net méi wäit goen an dëser Phas, well einfach d'national Intérête vun enger Rei vu Länner an där Situatioun, wou mer haut an Europa sinn, nach net esou sinn, dass een zu enger kohärenter, „full-fledged" europäescher Aussepolitik ka kommen.

Mä de Fait, dass en Ausseminister geschafe gëtt, de Fait, dass an Zukunft duerch ee Mond eng gewëss Politik soll verdeedegt ginn, ass an eisen Aen awer e wesentleche Fortschrëtt par rapport zu där Situatioun, an där mer hei sinn, a kloer um Wee ze gesinn, an deenen nächste fënnef, zéng, 15 Joer, Richtung méi gemeinsam Aussepolitik.

Zweetens, Europa gëtt eng Gemeinschaft vun de Wäerter, an dës Wäerter sinn och eis Wäerter. D'Fräiheet, d'Gläichheet, d'sozial Ofsécherung, d'nohalteg Politik, de Respekt virun der Ëmwelt, d'Gläichberechtegung, d'Solidaritéit tëschent de Generatiounen, dat ass net nëmmen eng Déclaration d'intention, dat ass och en Optrag, deen ee sech gëtt, fir Politik ze maachen, en Optrag, deem mir zu Lëtzebuerg, mengen ech, probéiere parteiiwwergräifend och am Dagdeeglechen nozegoen, och wann et eis net ëmmer honnertprozenteg geléngt.

Mä de Fait, dass dës Prinzipien an déi Verfassung erakommen, ass e wesentleche Fortschrëtt, well en en fin de compte de ganzen Traité, déi drëtt Partie, déi jo esou vill diskutéiert gëtt, an en anere Kontext setzt. E setzt se an de Kontext vun der sozialer Gerechtegkeet, vun der Fräiheet, vun der sozialer Ofsécherung a vun der Gläichberechtegung andeems Europa eng sozial Dimensioun kritt. Mir kënnen net mat deenen d'accord sinn, déi der Meenung sinn, dass et sech hei ëm e sou genannten neoliberalen Traité géif handelen, dee keng sozial Dimensioun hätt.

D'Ziler vun der Unioun, déi festgeluecht ginn - de soziale Fortschrëtt, déi sozial Ofsécherung, de Kampf och géint déi sozial Ausgrenzung -, si wichteg Prinzipien, déi mir gären europawäit géife kréien, woubäi et och fir eis wichteg ass, dass eise Sozialmodell net ugetaascht gëtt an eis Politik, déi mir gemaach hunn, soulaang mer se selbstverständlech kënne finanzéieren, soulaang mer gutt genuch si fir nei Betriber op Lëtzebuerg ze kréien, soulaang mer Steiereinnahmen hunn, déi et méiglech maache fir eng aktiv Politik ze maachen, dass mer domadder eis Pensiounssystemer, eis Krankekeesesystemer, no eiser Aart a Weis wéi mir se gesinn, kënne géréieren.

Europa kritt dann eng gemeinsam Sécherheets- an Asylpolitik. A wat hu mir dann an deene leschte Joren eis net gefrot, wéi wichteg dass et wier, dass mir endlech op deem Punkt vun der Unanimitéit géifen ewechkommen an dass Europa an ee System kéint erakomme wou et iwwer ee System vun der Majoritéit sech eng gemeinsam Sécherheets- an Asylpolitik kéint ginn.

Stëmme mer dësen Traité, da gi mer an déi Richtung vun enger gemeinsamer Politik, déi och fir ee klengt Land a besonnesch fir ee klengt Land wéi eist, wat ganz vill Schwieregkeeten huet sech eleng mat deene Froen do ronderëm ze klappen a wat all Intérêt huet dat a méi engem grousse Raum ze maachen, ganz wichteg ass.

Fënneftens: Europa respektéiert d'Souveränitéit vun de Länner. Mir ginn net ee Federalstat, mir mussen net eis Identitéit ofginn. Ee vun de Grënn, firwat dass deen Traité esou komplizéiert, esou komplex ass, esou déck ass, ass jo précisément deen, dass der Vielfalt an Europa Suerg gedroe ginn ass, dass opgepasst ginn ass an der Redaktioun vun all deenen Artikelen, dass eben Europa net Amerika ass, dass et sech net ëm eng Gesellschaft handelt, mä datt et sech ëm een Zesummeschloss vu 25 onofhängege Länner handelt, mat hiren Eegestännegkeeten a ganz oft nach an deenen eenzelne Länner och nach mat Minoritéiten, déi geschützt sinn, an déi dat och solle bleiwen.

Ee sechste Punkt, iwwert dee mer jo an der Chamber scho vill diskutéiert hunn, ass dee vum Matbestëmme vun den nationale Parlamenter. Duerch dësen Traité kréie mir eng nationalpolitesch Dimensioun. D'Parlamenter, deene jo ganz oft virgeworf ginn ass, si wären en fin de compte just d'Ofstëmmungsmaschinn vun deem wat dann zu Bréissel géif décidéiert ginn a si kéinten dorunner näischt änneren, kréien haut elo - déi 25 Parlamenter - déi Méiglechkeet, wa se sech dann zu genuch zesummeschléisse fir Initiativen ze iwwerpréifen, fir ze kucken ob si dem Prinzip vun der Subsidiaritéit och entspriechen an ob se domadder och deem entsprieche wat Europa ass a wat et net ass.

A last but not least - ee wesentleche Punkt fir all déi, déi mol eng Kéier ee Fouss an Europa scho gesat hunn - schaaft dësen Traité den institutionelle Kader, fir dass dat Europa mat 25 Länner ka funktionéieren. Mir funktionéieren haut mat enger Organisatioun, déi opgebaut ass op een Europa vu sechs, a mir kréien domadder eng Aart a Weis fir ze funktionéiere mat 25; och dat ass e wesentleche Fortschrëtt par rapport zu deem wat mir haut hunn.

Wann also och déi Texter do net perfekt sinn, wann net jiddereen alles dat erëmfënnt, wat hie gären hätt, wat allerdéngs net aneschters machbar ass wann ee gären ee Kompromëss tëschent 25 Länner hätt, sou gesi mir awer an deem Traité, an där Verfassung hei wesentlech Argumenter, déi eis an der Balance vun den Argumenter vum 'Pour' a vum 'Contre' dozou bruecht hunn, dass mer ee klore Jo zu där Verfassung ausschwätzen.

Ee Wuert nach, Dir Dammen an Dir Hären, zur Bedeitung vun dësem éischte Vote. Et gëtt jo dobaussen diskutéiert iwwert dat, wat dann eran ze interpretéieren ass oder wier, iwwert dat, wat mir de Mëtten hei an der Chamber maachen. Fir d'CSV ass dee Vote, dee mir haut maachen, deen éischte Vote. En indikative Vote, eng wichteg Etapp am Processus, deen de Leit et soll erlaben den 10. Juli hir Stëmm ofzeginn. Kënnt Dir lech eng Sekonn ee System virstellen, wou mir den 10. Juli d'Leit opgeruff hätten ze wielen, an déi eenzel Parteien an der Chamber hätten net am Virfeld dovunner de Leit gesot, wéi hir Meenung dann dozou ass?

An dofir ware mir och net der Meenung vun deenen, déi haut de Mëtten hei net ugetruede sinn an d'Politik vun der „chaise vide" bedreiwen, dass d'Parlament seng Meenung net soll soen.

Ech weess, dass et den Här G. - wéi soll ech soen - an deene Kapitele vun deem Buch, wat ech virun e puer Wochen eng Kéier ugeschwat hunn, ganz staark arrangéiert, dass hien haut géint hallwer siwen, siwen Auer net op de Knäppche muss drécken.

Well wann een aus enger Situatioun hierkënnt, wou een als Partei am Konvent war, wou ee bei der Ofschlossfoto vum Konvent net no genuch un de President vum Konvent koum, wann ee sech a senger europapolitescher Broschür fir d'Wahle vum leschte Joer mam Här Valérie Giscard d'Estaing als dee gréisste Verfechter a Verdeedeger vun der europäescher Integratiounspolitik ofliichte gelooss huet, wann een am europapolitesche Kapitel als Partei an d'Wahle gaangen ass vum leschte Juni an et huet een zu de Leit gesot: „Mir hätte gären, dass Dir eis stëmmt, well wann Dir eis stëmmt, dann hutt Dir d'Garantie, dass mir eis dofir asetzen, dass deen Traité hei ratifizéiert gëtt" - well et ass dat, wat am parteipoliteschen a wahlpolitesche Programm vum ADR drastoung -, an et muss een dann d'Kéier maachen, déi ee muss maache well een an engem Kongress mat 36 géint 33 Stëmmen an d'Minoritéit gesat ginn ass, nodeem een eng neutral Positioun wollt anhuelen, duerno zur Speerspëtzt vum Nee ginn ass, an déi lescht Woch zu Wolz annoncéiert huet, wa 24 Länner mat Jo géife stëmmen, da géif den ADR selbstverständlech och just nach hannert dem Tony Blair och fir déi Verfassung hei ofstëmmen, dann ass et net verwonnerlech, Dir Dammen an Dir Hären, dass een de Mëtten dat mécht, wat een hei mécht, nämlech dass ee seng Verantwortung net hëlt, dass een de Leit net wëll soe wat ee seet, an dass een domat seng Verantwortung virun der Geschicht vum Lëtzebuerger Land voll a ganz ausser Uecht gelooss huet. Ech muss soen, dass ech mat deene schäerfste Wierder esou eng Politik muss uprangeren, déi hei haut de Mëtte gemaach ginn ass.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Michel Wolter *(CSV)*.- Ech kommen zum Schluss. Et ass en Text, deen net perfekt ass, et ass en Text, deen awer vill positiv Punkte mat sech bréngt. Et ass en Text, deen Europa zu méi mécht wéi grad just zu enger europäescher Maartplaz, an där jidderee sech zerwéiere geet.

Deen Traité, déi Verfassung, déi mir stëmmen, ass en Text, dee sech an d'Geschicht vun Europa als Fridde stëftend Initiativ aschreift. Et ass en Text, deen de wirtschaftleche Kräften, déi et an Europa gëtt an déi wichteg si fir Europa, d'Méiglechkeet gëtt fir sech ze entfalen. Et ass en Text, deen d'Grenzen opmécht fir d'Leit, fir d'Servicer, fir d'Produkter. Et ass en Text, deen d'Méiglechkeete léisst, wann d'Politik et wëll a wa si Majoritéiten huet, fir landeswäit sozial Ofsécherunge vun deenen eenzelne Länner a vun deenen eenzelne Leit esou ze maache wéi si dem Standard entspriechen, deen dat Land dann an deem Moment erreecht huet.

Et ass en Europa, wat eng weider politesch Integratioun méiglech mécht an et ass also en Europa, wou mir mengen, dass ee soll an déi Richtung virufueren.

De Jean Monnet, deen huet, wéi hien eng Kéier iwwert d'Ziler vun Europa geschwat huet, folgende Saz gesot, an ech mengen deen ass haut méi aktuell wéi jee: „Nous ne coalisons pas les États, nous unissons les hommes."

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Charles Goerens. Här Goerens.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Ufank vun dëser Debatt wollt ech och eng Partie Mercie soen.

Merci un all déi Kolleegen, déi an de leschte Wochen a Méint enorm Effortë gemaach hu fir deem groussen Explikatiounsbedarf nozekommen, dee mir gespuert hunn uechtert d'Land. Mir hu versicht eis esou ze organiséieren hei an der Chamber, datt jiddereen een Deel konnt vun de Laaschten droen. Mir haten och zu eiser Säit excellent Organisateure stoen, déi mat Verstand an Häerz dru gaange sinn.

Ech denken do och un de President vun der aussepolitescher Kommissioun, de Ben Fayot. Ech denken un déi ganz Kommissioun. Ech denken och un d'Commission constitutionnelle, déi iwwert d'Révision constitutionnelle ze befannen hat. Ech denken och un all déi Regierungsmembere mat hiren Equipen, déi iwwert déi lescht sechs Méint hu missen zu Bréissel gerued stoe fir d'Politike weiderzebréngen, an dat an enger Phas, wou de Mainstream net méi esou kloer ze erkenne war.

Ech denken awer och un déi Beiträg, déi mir d'lescht Woch hei an



der Chamber héieren hunn a besonnesch un déi vum Statsminister Jean-Claude Juncker, deen doudsécher mat sengem Credo deem ganze Prozess en zousätzlechen Touch vu Crédibilitéit verliehen huet.

Lo kéint e jo bal soen, no esou laangen Debatten, a wou mer eis jo praktesch all owes Rendez-vous ginn op enger anerer Plaz, do wier alles gesot, just nach net vu jiddferengem. Mä well et e Bekenntnis ass vun eis alleguer, ass et besser mir soen et eng Kéier ze dack wéi eng Kéier ze mann.

Et ass sou villes an där Verfassung, wat schonn erwähnt ginn ass, wat scho justifiéiert ginn ass. Mä wat een nach eng Kéier muss rappeléieren an ëmmer erëm an engem neie Liicht presentéiere wëllt: Mir wëssen, d'Konkurrenz schléift net. Mir kréien et net einfach gemaach bei Saachen, déi eis einfach schéngen. Mir kréien et net einfach gemaach wa mer eng Kéier eng schlecht Phas hunn an et geléngt eis net, iergendee Prozess awer ganz plausibel ze erklären; dann hu mer verluer. Da musse mer wëssen, datt mer erëm eng Kéier do mussen ufänken, wou mer dann an där Phas versot hunn.

Et ass evident, datt mer och net kënnen noloosse bis den 10. Juli, well mir fäerten alleguer, datt dee Score extrem knapps gëtt. Mir kréien näischt geschenkt, well et ee groussen Ënnerscheed gëtt tëschent der representativer Demokratie, wou jiddferee muss heibanne geruedstoe fir dat wat e mécht an eng Rechenschaftsflicht vis-à-vis vum Wieler huet, an deenen déi herno an de Kabinnen am Anonymat kënnen ofstëmmen. Mir fäerten, datt der do eng Partie Ofrechnunge menge missen ze begläichen. Ofrechnungen, déi näischt mat der Constitutioun ze dinn hunn. Mä wann ee weess wéi dat do funktionéiert, da muss een dat do mat an de Kaf huelen.

An duerfir ass déi ganz Operatioun, déi eis nach vun elo bis zum 10. Juli trennt, eng Opération vérité, wou mer wierklech musse bis an den allerleschten Eck vum Land goen an déi Explikatioune weiderdroen. Well et steet enorm vill um Spill fir Europa an och fir Lëtzebuerg.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Fir Europa steet vill um Spill, well et ass déi éischte Kéier, datt mer aus Verträg, déi haaptsächlech eng ekonomesch Connotatioun haten, elo Verträg kréien, déi vill méi eng politesch Connotatioun kréien, an all deene Phasen, déi elo scho beliicht goufen, an ech wëll se nach eng Kéier rappeléieren.

Dës Chamber ass no dem Akraaftriede vun deem Verfassungsvertrag net méi déiselwecht, well mir mussen eis ëmorganiséieren. Mir musse vill méi aktiv ginn a vill méi no bannen an no baussen erkennbar gi loossen, datt dat ganzt Vertragswiesen sech och op eis Aarbechtsmethoden an op eis Dynamik heibanne wäert auswierken.

Mir kréien elo endlech dat, wat oft ageklot ginn ass, ze maachen, nämlech kucken ob déi, déi am Numm vun der Europäescher Unioun Entscheedungen ze treffen hunn, ob se déi och maachen am Kader vun hire Kompetenzen oder ob se déi maachen ausserhalb vun hire Kompetenzen. Wa se se am Kader vun hire Kompetenze maachen, ass deen Examen, dee mer hei am Parlament ze maache kréien, net ëmsoss. Wa se et ausserhalb vun hire Kompetenze maachen, dann ass deen Examen, dee mer hei am Haus ze maachen hunn, och net ëmsoss, well da kënne mer eis zesumme mat anere Parlamenter géint Abus de compétence wieren. Mir kënnen dat maachen, andeems datt mer souguer duerno iwwert d'Regierung virun d'Cour de Justice ginn an Abus de confiance akloen.

Dat ass e ganz kloren Hiweis a Richtung méi Demokratie. Dat ass och e ganz kloren Hiweis a Richtung méi Transparenz, well mir wësse vun elo un, wat Compétences exclusives sinn, mir wësse vun elo un, wat Compétences partagées sinn, a mir wëssen och, wat Compétences d'appui sinn. Mir wësse wou d'Europäesch Unioun vill ze soen huet, matzebestëmmen huet, eng Koordinatiounsmissioun ze erfëllen huet, a mir wëssen och wou d'Europäesch Unioun näischt ze dinn huet. Dat hate mer an där doter Kloerheet bis elo net. Dat ass och e ganz kloert Signal a Richtung méi Transparenz.

Mir hunn an deene verschiddene Kapitele vum Verfassungsvertrag eng ganz Rei vun Dispositiounen, déi deem Vertragswierk vill méi eng sozial Note conféréieren, wéi dat bis elo de Fall war. Mir kréien d'Méiglechkeet, elo um europäesche Plang d'Sozialpartner beieneen ze bréngen, e strukturéierten Dialog ze maachen tëschent deenen, déi Aarbecht ze verginn hunn, tëschent deenen, déi Aarbecht kréien, an tëschent deenen, déi d'politesch Responsabilitéiten ze droen hunn. Dat ass fir eis selbstverständlech, mä dat war bis elo an Europa net de Fall. Dat do ass e ganz kloren Hiweis a Richtung méi sozial Méiglechkeeten, méi sozial Gerechtegkeeten.

Mir kréien d'Méiglechkeet fir an der Aussepolitik an engem ganz anere Kader ze operéieren. D'Aussepolitik kritt net nëmmen eng Télefonsnummer, si kritt och nach ee Gesiicht. Mir hunn do d'Méiglechkeet fir eis esou ze organiséieren, datt mer kënnen dee Message, dee mer bis elo no banne konnte vernehmen an dee mer och no bausse probéiert hunn erauszeginn, nach vill méi kräfteg a vill méi transparent a vill méi visibel no baussen artikuléieren. Dat ass och ee ganz kloert Bekenntnis a Richtung méi Multilateralismus.

Dat Kapitel vun der Aussepolitik ass enorm wichteg, well bis elo d'Europäesch Unioun jo ëmmer als e wirtschaftleche Ris an als e politeschen Zwerg gegollen huet. Et ass enorm wichteg, well dat do am Fong de Profil vun där Entitéit „Union européenne" méi schäerft. Et ass e wichtegt Signal an d'Richtung vun deenen, déi gär wëssen a wat fir engem Referenzkader hir Zukunft gestalt gëtt.

Wa mer dann am Kapitel Aussepolitik weiderkucken, da gesi mer do e Saz, wat wierklech sech zu engem Reizwuert entwéckelt huet a wat zu engem onwahrscheinlechen Dialogue des sourds Ulass gëtt; d'Militarisatioun vun Europa.

D'Militarisatioun vun Europa, wann een dee Saz eleng isoléiert, esou aus sengem Kontext erausrappt, da stellt ee sech natierlech Froen an da kéint een esouguer zur Konklusioun kommen, dat wier eng onglécklech Formulatioun. Wann een awer kuckt, wat alles an dee Beräich do eraspillt, an et hëlt een zum Beispill den Artikel 1, 3, 4 - also ganz am Ufank -, wou kloer gesot gëtt, datt d'Europäesch Unioun nëmme just kann am Kader vum Respekt vu gewësse Kompetenzen, vu gewësse Valeuren agéieren, déi heesche Respekt vun de Mënscherechter, Respekt vun de Minoritéiterechter, Respekt vun anere Verträg, wou eis 25 Memberstate mat Signataire waren a ratifizéiert hunn.

Kuckt een dat mam Artikel I-41 zesummen, et liest een d'Partie IV vum Vertrag, déi sech befaasst mat der Aussepolitik, an et kuckt een a wat fir engem Kader datt do kënnen Défense-Aktioune gestart ginn, dann huet ee scho ganz villes gelies an et huet een nach keng eng Kéier d'Wuert Europäesch Arméi fonnt, well d'Europäesch Arméi kënnt an deem Vertragstext do net vir. Well et keng Europäesch Arméi gëtt. Et gëtt en Zesummeschloss vun europäesche Kräften, déi kënnen «dans une situation donnée» intervenéieren.

Fir wat ze maachen? Mir mussen dach mol kucken, a wat fir enger Welt, datt mer haut liewen. Mir liewen haut an enger Welt, wou heiansdo Souverainetéit sech reimt mat dem Begréff Monstruositéit. Wa Souverainetéit a Monstruositéit sech d'Hand ginn, da kann een dat reaktiounslos nokucken. Da maache mer just datselwecht wéi dat, wat mer an den 90er Jore gemaach hunn, faute de cadre décisionnel suffisant. Da kucke mer no, mir schécken héchstens Kameraen dohinner fir eis ze berichte wéi minabel datt mer sinn, well mer net drop reagéieren, a mir soen dann: Jo, hätte mer dann den décisionnellë Kader, da kéinte mer vläicht eppes ënnerhuelen.

Elo kréie mer endlech déi Méiglechkeete fir net méi reaktiounslos dat hinzehuelen, wat mer bis elo vill ze vill oft vun de Kamerae virgefouert kruten, a mir hunn endlech eng Situatioun wou mer kënnen an engem rechtlech kloer ofgestachene Kader Décisiounen huelen.

Wann een dee ganze Vertragstext liest, da fält engem och op, datt déi Aktiounen, op déi ech mech elo referéieren, ganz kloer musse kompatibel si mam internationale Recht. Se mussen UNO-kompatibel sinn. Se mussen UNO-kompatibel sinn, dat heescht se musse kompatibel si mat de Prinzipie vun der Charte des Droits fondamentaux vun de Vereenten Natiounen.

Da gëtt gesot: Jo, mä dat ass schéin a gutt. D'Europäesch Unioun kënnt awer och eventuell ënner gewëssen Ëmstänn Aktioune starten, déi kee Mandat hätte vum Conseil de Sécurité vun den Nations Unies.

Et stëmmt, datt dat net ausdrécklech drasteet. Da muss ee sech awer d'Fro stellen: Wat maache mer dann, wa mer virun enger Situatioun sti wéi am Kosovo an et gëtt kee Mandat erlooss vum Conseil de Sécurité vun de Vereenten Natiounen? Gi mer dann eng Käerz op d'Place Clairefontaine ufänken an da soe mer: „Mir hätte jo nawell gär eppes gemaach, mä de Conseil de Sécurité vun den Nations Unies huet eis nach kee Mandat ginn?" Si mer bereet eis mat esou enger minabler Faillite vun eiser Responsabilitéit ofzefannen, oder si mer bereet nach eppes ze maachen, wat nawell UNO-kompatibel ass?

Ech sinn der Meenung, egal wéi grouss datt déi Zerräissprouf do ass, datt awer d'Méiglechkeet ginn ass, opgrond vun deem Vertragstext hei, datt mer eis Responsabilitéiten iwwerhuelen an do agéieren, wou et noutwendeg ass a wou mer kënnen Äntwerte liwweren, esou wéi d'Communauté internationale se vun eis amstand ass ze verlaangen.

D'Europäesch Unioun gëtt sech also elo eng ganz Partie Méiglechkeeten, déi se bis elo hätt kënnen ënner vill méi schwierege Bedingunge maachen. Dat ass positiv, dat huet absolut näischt mat Militarisatioun ze dinn. Déi Diskussioun ass just eng Vermëschung vun Zweck an Zil. An d'Ekonomie, d'Défense, dat si Mëttelen, déi hunn eng dienend Funktioun. An d'Prinzipien, no deenen däerf gehandelt ginn, stinn och ganz kloer an deem Text dran iwwert dee mer haut an enger éischter Lecture ofstëmmen.

Europa gëtt um soziale Plang ganz staark op d'Prouf gestallt. An ech si wierklech erstaunt, wéi riseg datt de Gruef am Verständnis ass, tëschent der Europapolitik an den europäesche Méiglechkeeten op deem Plang, an deem, wat op nationalem Plang kann a soll entscheet gi bis elo. Mir kréie ganz oft gesot, jo mä da kënne jo elo déi, déi aus deenen neie Länner kommen, fir näischt schaffe kommen op Lëtzebuerg - also quasi fir näischt schaffe kommen.

Mir däerfen awer och rappeléieren, datt mer e Gesetz hu vun 1995, wat den Droit du travail d'ordre public erkläert. Wann elo een aus Polen kënnt den August an e seet, ech wëll mol e bëssen op Lëtzebuerg baue kommen, jo da brauch deen nëmme just de Kollektivvertrag vum Secteur de la construction gewisen ze kréien, do steet dran, datt een zum Beispill déi Zäit net däerf zu Lëtzebuerg bauen, well dat e Bestanddeel ass vum Kollektivvertrag an deen ass bei der Gewerbeinspektioun déposéiert an do gëtt och driwwer gewaacht. Mir sinn an engem Rechtsstat an et gëtt Moyenë fir dat do ze opposéieren.

Wann en da seet, da kommen ech de September erëm an ech bezuele meng Leit mat 600 Euro de Mount, da kann ee soen, dann hat Dir Pech, well am Kollektivvertrag stinn aner Besoldungen wéi déi, déi Dir virgesinn hat. Mir hunn also Moyenë fir hei am Land eng ganz Partie Geforen, déi vum Ausland kënnte kommen, an déi kënnten e Bradage vun eisen Acquis sociaux maachen, ofzewieren, ofzeschmetteren - ganz kloer rechtlech ofzeschmetteren. Datselwecht gëllt fir d'Entsenderichtlinie.

Et gëtt nëmme just e puer Problemer, wou mer mussen natierlech op der Hutt bleiwen. Beim Travail intérimaire, a mir kennen de System Kralowetz a mir wëssen, datt et heiansdo Leit gëtt, déi dem Gesetz ze staark sinn, an déi kënnen eenzel Dispositiounen ënnerlafen. Wann ee sech, als faux indépendant déguiséiert, op Lëtzebuerg etabléiere kënnt, an deen ass bereet fir e Sklaveloun ze schaffen, ass et net ëmmer evident, wat fir eng rechtlech Moyenen een deem opposéiert.

Mir mussen awer wëssen, datt mat deem Ganzen d'Kierch am Duerf bleift an datt mer genuch Moyenen hunn, fir dat do ofzewieren.

A wann dann och nach Leit an de Versammlungen eis froe kommen: „Wéi wierkt dat sech dann aus mat Hartz IV hei zu Lëtzebuerg?" Da muss ee mol soen, do hutt Dir lech am Land geiert. Dat ass an Däitschland, an et ass kee Mënsch, deen deene verbitt e soziale Mindestloun anzesetzen. Et ass kee Mënsch, deen anere verbitt sozial Standarden an hir Gesetzgebung ze schreiwen. Et ass kee Mënsch, deen deene verbitt Flächekollektivverträg bäizebehalen. Et ass keen, dee si gezwongen huet, dat opzeginn.

Wann déi natierlech fäerten, dann däerfen se awer net Europa do d'Schell unhänken, da mussen se bei sech selwer kucken, ob si net Adaptatioune gemaach hunn, déi se net vun der Europäescher Unioun imposéiert kruten, mä si sinn da selwer dofir responsabel.

Also, ech mengen - der langen Rede kurzer Sinn -: Et gëtt Aufgaben, déi kënne vun der Europäescher Unioun geléist ginn. Et gëtt Signaler a Richtung méi Solidaritéit och um soziale Plang. Versucher gi gewot fir Standarden ze kréien, déi iwwerall applicabel sinn, mä ze mengen, mir kënnten elo hei zu Lëtzebuerg iwwerschwemmt gi vu Leit, déi aus engem anere Land kommen, déi en Akommesgefäll mat Lëtzebuerg ze verzeechnen hunn, dat ass carrément d'Leit fir vill méi domm gehalen, wéi mir se halen.

Well wann dat do nämlech wouer wier, a mir kucken e bësse wéi et an der Groussregioun ass, wou en Différentiel am Akommes ass, qui varie très souvent du simple au double, da wiere mer scho laang mat bëllegen Aarbechtskräften iwwerschwemmt ginn.

Ech kucken den Här Castegnaro ganz staark an d'Aen, an ech mengen, hie ka mer do net Onrecht ginn. Mir behalen also eng enorm Marge fir selwer nach eisen Alldag hei ze prägen. Dat, wat vun eis verlaangt gëtt, dat ass, datt mer eis esou behuelen, datt mer an där internationaler Gemeinschaft vun elo 25 Staten eist dozou bäidroen, datt d'Zesummeliewe méi sozial gëtt, méi gerecht gëtt, méi responsabel gëtt, méi berechenbar.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem Verfassungsvertrag gëtt et Saachen, déi apparemment contradictoire sinn, dat gëtt mer gesot. Mä mir hu jo awer kee rechtsleere Raum. Eenzel Dispositioune kënnen duerno an hirer praktescher Uwendung ageklot ginn.

Mir sollen de toute façon net eis der Versuchung higinn an elo alles matenee vermëschen. Mir däerfen net matenee vermëschen europäesch Kompetenzen an national Kompetenzen. Dat hunn ech elo versicht ze soen. Mir däerfen net matenee vermëschen dat, wat deen Eenzelne ka maachen, an dat, wat e vum Stat verlaangt, an dat, wat d'Europäesch Unioun mécht. Jiddfereen huet op sengem Niveau en Deel vun der Responsabilitéit ze droen.

An op kee Fall kënne mer den Europäesche Verfassungsvertrag verwiessele mat der Politik a mat der Dynamik, déi mat esou enger Politik verbonnen ass. Wat heescht Dynamik, oder wat heescht iwwerhaapt Politik? Ass d'Politik net einfach ze résuméiere mat e puer Wierder als Gestaltung vun der Zukunft? Wann d'Politik d'Gestaltung vun der Zukunft ass, da liest een am Verfassungsvertrag doudsécher net all Léisung op déi Problemer, déi op eis duerkommen, mä da liest een do Méiglechkeeten, an deenen hirem Rahmen ee kann Solutiounen envisagéieren; da liest een do eng ganz Partie Opportunitéiten.

Politesch Gestaltung heescht also, datt een an engem Veräin kann aktiv ginn, wou d'Regele bekannt sinn, weess, wat jiddfereen ze soen huet, an - wat enorm wichteg ass fir e Land wéi Lëtzebuerg - dass net nëmme mir eis da mussen un déi Regelen halen, mä besonnesch déi aner. Well et gouf jo mol eng Zäit, do hat Lëtzebuerg d'Méiglechkeet fir a säin Text ze schreiwen, wat et wollt. E perfekten Text konnte mer de Lëtzebuerger virweisen als Verfassung. Deen Text war 1940 zimlech an der Rei. Do war och net vill ze beanstanden drun.

D'Fro war just déi: Wat konnte mer an enger spezifescher Situatioun ufänken? A fir méi prezis ze sinn: Wat konnte mer den 10. Mee 1940 mat deem Text ufänken? Den 10. Mee 1940 konnte mer domat net vill ufänken, well den onerwënschte Besuch ass awer erakomm. Dat ass haut an där Schicksalsgemeinschaft, an där mer dra sinn, net méi méiglech.

An déi Schicksalsgemeinschaft, déi huet et ëmmerhi fäerdeg bruecht, datt aus deene Länner, déi nach virun enger geraumer Zäit Diktature waren, fest etabléiert Demokratië gi sinn. Dat war de Fall fir Spuenien, dat war de Fall fir Portugal, déi ënner faschisteschen Diktature gelidden hunn. Déijéineg vun eis, déi nach net ze vill Joren um Bockel hunn, awer genuch, déi kënnen sech un de Prozess vu Burgos nach erënneren, wou der sollten e puer gekäppt ginn. Déi kënnen sech erënneren ënner wat fir engem Drock datt do huet missen Afloss geholl ginn op Spuenien. Dat ass haut net méi méiglech, well mir hunn eis verflicht fir d'Doudesstrof ofzeschafen.

Portugal kënnt aus enger faschistescher Diktatur. Griichenland, e Land wat méi spéit an d'Europäesch Unioun komm ass, dat hat eng Diktatur vun de Colonellen, eng rietsextrem Diktatur. Och do konnte mer d'Demokratie festegen. An dann huele mer déi aacht Länner, déi aus Zentral- an Osteuropa kommen, déi hunn och bis viru 15 Joer nach alleguer an Diktature gelieft, an och do konnt d'Demokratie gefestegt ginn. Mir sinn haut an enger Schicksalsgemeinschaft, déi „grâce à l'existence des traités existants" sech konnt entwéckelen op deen Niveau, wou se haut ass.

Ech hat gesot, d'Politik ass d'Gestaltung vun der Zukunft. D'Gestaltung vun der Zukunft huet mat Dynamik ze dinn. Dat kann also net eleng erauszeliese sinn aus dem Text, deen d'Verfassung duerstellt. Dynamik, wat ass dat? Ma Dynamik, dat ass den Enthusiasmus, dat ass d'Begeeschterung, mat där een e politesche Projet entwërft, a mat där een en duerchzitt. D'Dynamik, dat ass d'Fäegkeet, fir iwwert d'Kassandrariff ewechzegoen an dat ze maachen, de Contraire ze maache vun deem, wat de Mainstream engem seet, wa se net wëlle virugoen, wa se duerch d'Angscht sech guidéiere loossen.

Dynamik, dat heescht zum Beispill op d'Ouer goen, an d'international Verhandlungen, an dann do soen, den Zougang zu de Medikamenter fir déi, déi keng Suen hunn, „ce n'est pas une question de fric, c'est une question d'éthique". Dat ass Dynamik. A wien huet da fir déi Dynamik do responsabel gezeechent, wann net d'Europäesch Unioun? Ouni d'Europäesch Unioun hätte mer deen doten Acquis net kritt, dann hätte mer net kënnen aus deenen einfachen a simple Räsonnementer, „qui étaient liés à la propriété intellectuelle et qui l'ont réduit à une question de fric", eng Question d'éthique maachen.

Bis viru fënnef Joer hunn d'Kassandra an d'Skeptiker geruff, zum Beispill wat den Zougang vun de Medikamenter fir d'Aidspatienten an Afrika ubelaangt: Dat ass vill ze vill deier, et kascht 14.000 Dollar pro Joer. Haut hunn déi sech duerchgesat, déi un d'Dynamik vun de Prozesser geduecht hunn, déi net opginn hunn, an déi an enger Zäit, wou keen dru gegleeft huet, sech duerchgesat hunn. Déi hunn et fäerdeg bruecht, datt haut sage und schreibe déi Medikamenter zougänglech sinn, net méi fir 14.000 Dollar pro Joer, mä fir 140 Dollar pro Joer. Dat ass Dynamik.

Dat ass dat wat de Jean Monnet nennt „les croyants des heures désespérées". De Jean Monnet huet gesot, dat wat mech interesséiert, dat sinn net „les résistants de la dernière heure", dat wat mech interesséiert, dat sinn „les croyants des heures désespérées". Mir sinn heibannen alleguer „des croyants des heures désespérées". Mir gleewen heibannen drun, well mer et wëssen, an et ass net engem verbueden, deen d'Gnod hat vun der spéider Gebuert, wéi den Helmut Kohl emol eng Kéier gesot huet, dass een, dee 25 Joer al ass, et ass deem net verbuede fir eng Kéier e Geschichtsbuch ze huelen an ze kucken, wéi et déi 25 Joer virdru war.

Et wäert awer och nach kee sech missen entschëllegen, wann en haut seet, datt dat ganzt europäescht Integratiounswierk eng friddensstëftend Funktioun huet, wéi et elo grad vu mengem Virriedner gesot ginn ass. Et wäert awer och nach kee sech missen entschëllegen, wa mer et fäerdeg bruecht hunn, datt mer déi Mentalitéit vun der Maginotlinn iwwerkomm hunn, déi gemengt huet, et kënnt ee sech hannert enger einfacher Défenselinn esou organiséieren, datt keen aneren engem kéint draschwätzen.

Mir wësse jo, datt déi Mentalitéit säit 1940 och schonn hir Zäit gemaach huet, a mir wëssen och, datt déi Approches malthusiennes och net fonctionnéieren, déi doranner besti fir ëmmer nëmmen ze mengen, wat et deenen anere méi schlecht géing goen, wat et eis géing besser goen. Wirtschaftlech kréie mer all Dag just de Contraire bewisen, a mir brauchen nëmme just d'Statistike vun eisem Wuesstëm nozekucken, fir erauszefannen, datt all Kéiers dann, wann et an Däitschland, Frankräich a Belgien wirtschaftlech lues geet, et bei eis net séier geet. Wann et deene schlecht geet, geet et eis net gutt, a wann et deene gutt geet, geet et eis besser. Dat kann een alles noliesen.

Dat wat den Différentiel ausmécht, dat ass am Fong dat wat mir profitéiert hunn, vun eiser Integratioun an den europäeschen Integratiounsprozess. Et ass dat wat et fäerdeg bruecht huet, datt dëst Land sech konnt net nëmme wirtschaftlech behaapten, mä och politesch.

Et sinn der eng ganz Partie heibannen, déi a verschiddene Gremië sinn, vun de Regierungsmemberen ofgesinn, déi ganz vill an d'Ausland kommen. Ech gesinn den Ausseminister do sëtzen, ech gesinn den delegéierten Ausseminister do sëtzen, ech gesinn hei fréier Kolleegen, d'Anne Brasseur, den Henri Grethen, ech gesinn anerer hei, de Michel Wolter, alleguer si mer an iergendenger Funktioun vill an d'Ausland komm.

Et huet kee Mënsch eis brauchen drun ze erënneren, datt mer kleng sinn, dat wosste mer. Mä et goufen awer Zäiten, do wosst emol iwwerhaapt keen, datt et eis géif ginn. Wann emol all Mënsch weess, datt mer kleng sinn, dat ass ëmmerhi schonn eppes. An et ass och eppes, datt mer duerch den europäeschen Integratiounsprozess emol iwwerhaapt op d'Weltkaart gesat gi sinn.

A wann ee gesäit wat och an der Présidence méiglech war a leschter Zäit, alles dat wat gemaach ginn ass, a wat ech nach eng Kéier wëll nodréiglech begréissen an ënnersträichen, an lech dofir félicitéieren, dat hänkt jo awer och mat Lëtzebuerg zesummen, an dat gëtt mat Lëtzebuerg ëmmer erëm associéiert. Déi Roll hätte mer ni kënne spillen, wann et nëmme just eng Fräihandelszon gewiescht wier, a wa mer nëmme just hätte kënne wéi Epiciere ronderëm den Dësch handelen iwwert de leschte Centime.

Ech hu gesot, datt mer mat deenen Approches malthusiennes net vill kënnen ufänken. Well dee ganzen europäeschen Integratiounsprozess, dat ass eng „win-win"-Strategie. Alles dat wat mer dran investéiert hunn, dat hu mer mat vill méi héijen Dividenden erëmbezuelt kritt, net nëmmen Intérêten, mä och nach Kapital. Et ass schonn oft drun erënnert ginn: Aus engem vun den äermste Länner um europäesche Kontinent si mer zu engem vun de räichste ginn, a mat wat fir enger Méiglechkeet fir Politik ze gestalten!

Dat hate mer ni virdrun, an déi, déi mengen, datt déi aktuell Verträg duerginn, fir dat weiderzeschreiwen, déi kënnten sech emol gewalteg ieren, well et soll emol ee mir soen, wéi een da kann an deene Coopérations renforcées, déi elo an deenen aktuelle Verträg dra sinn, a wou déi Méiglechkeet virgesinn ass, wéi een do kann eng Dynamik ukuerbelen, mat zwee Länner, déi zu de Grënnungsmembere gehéieren, an déi supposéiert waren, do e Rôle moteur ze spillen, wéi een do kënnt a wesentleche Politikfelder grouss Fortschrëtter maachen. Dat bleift mir jiddefalls bis elo e Rätsel.

Also wann dëse Vertrag net a Kraaft trëtt, dann trieden net nëmme just déi Méiglechkeete fir méi Transparenz net a Kraaft, dann trieden net nëmmen déi Méiglechkeeten net a Kraaft, déi eis méi Demokratie bréngen, dann trieden net nëmmen déi Méiglechkeeten net a Kraaft, déi eis méi Gestaltung am Rescht vun der Welt, méi Solidaritéit no baussen an no bannen erlaben, da ginn och eng ganz Partie vun de Méiglechkeeten, déi am bestehende Vertragswierk dra sinn, paralyséiert, an da si mer wierklech voll an der Kris dran.

Duerfir, wa mer eis jo d'Wuert ginn, a mir si jo e bësse wéi déi Eintracht im Tale, momentan, a mir sinn „des croyants des heures désespérées", da loosse mer wëssen, nach eng Kéier, wat den 10. Juli um Spill steet. Fir Europa steet enorm vill um Spill. Mä wann ech dat vergläichen, wat fir Europa um Spill steet, an ech vergläichen dat, wat fir eist klengt Land um Spill steet, „il n'y a pas de commune mesure"!

Dat wat fir eis um Spill steet, ass eng Question d'être ou ne pas être. Et sinn d'Lëtzebuerger Potenzialitéiten, déi um Spill stinn, a mir kënnen den 10. Juli e formidabelt Signal no bannen an no bausse ginn, an ech hoffen duerfir, datt den 11. Juli den Dag ass nom Jo, nom kloren, däitleche Jo, no engem klore Bekenntnis zu engem politeschen Europa mat all deene Potenzialitéiten, déi an deem Text hei drastinn, wat keen Ersatz ass fir Politik, mä wat eng Méiglechkeet ass, fir méi an eng besser Politikgestaltung fir d'Zukunft ze maachen.

A wann alles vergiess ass, an no 50 Joer weess kee méi, wien hei an der Chamber war, vläicht kënnen d'Leit sech nach drun erënneren, wien de Statsminister war, mä dat wäert awer och alles sinn. Mä wat se awer och nach wëssen, dat ass wéi mer den 10. Juli gestëmmt hunn, a wien de Courage hat, fir sech ee Moment géint e soi-disant Mainstream ze stäipen.

Ech menge mir kënnen de Rescht vum Land an deem dote Sog, an deem mir elo dra sinn, mat virunhuelen. Dat ass net hinnen eppes imposéiert, mä dat ass dësem Land a besonnesch der Jugend eng ganz Partie Méiglechkeeten opgemaach, an duerfir brauche mer eis nu wierklech net ze entschëllegen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den Här Alex Bodry.

Dir hutt d'Wuert, Här Bodry.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, d'Chamber steet sécherlech virun enger wichteger Ofstëmmung haut den Nomëtteg an dat an duebeler Hisiicht, duerch den Inhalt, duerch d'Tragwäit vun deem internationalen Traité, deen d'Ambitioun huet der Europäescher Unioun eng Verfassung ze



ginn, mä awer och duerch de politesche Kontext vun dëser Entscheedung, déi getraff gëtt an engem Klima vu politescher Veronsécherung an Europa, knapp 14 Deeg virun dem Referendum vum 10. Juli, deen éischte Referendum dee Lëtzebuerg zënter 68 Joer op nationalem Plang virhëlt.

An och wann d'Chamber ausnahmsweis an där heiter Fro net déi allerlescht politesch Décisiounsgewalt huet, läit déi Gewalt dës Kéier beim Wieler iwwert de Referendum. Sou muss een dach soen, dass et wichteg ass, dass dëst Parlament haut an dëser Debatt an an der Ofstëmmung seng Verantwortung iwwerhëlt an dass d'Parlamentarier, alleguerten déi 60, gebiede si fir haut hir Verantwortung ze iwwerhuelen, fir d'Richtung unzeginn a fir Faarf ze bekennen an enger kruzialer politescher Fro. D'Parteien hunn an all demokrateschem System déi fundamental Aufgab, fir zur politescher an öffentlecher Meenungsbildung bäizedroen.

A wien haut hei net Faarf bekennt, wie sech senger Verantwortung net stellt, wie feig doheem bleift, deen huet menger Usiicht no den Usproch verwielt als politesch Partei hei zu Lëtzebuerg nach kënnen d'Wuert ze ergräifen an nächster Zäit.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Et ass blamabel fir eng politesch Partei wa si sech net dëser Erausfuerderung stellt. Et versteet een natierlech ganz gutt, firwat dass den ADR haut net hei ass. Den ADR, dee grouss ginn ass - hien huet jo glécklecherweis e klengen Dämpfer kritt bei deene leschte Wahlen -, mä deen iwwer Jore gewuess ass duerch Ënnerstellungen, duerch Attacke vun deenen aneren an deen elo op eemol an déi Situatioun erakënnt, dass hien an engem wichtege politeschen Dossier mat senger eegener Verantwortung, mat senger eegener Vergaangenheet konfrontéiert gëtt, mat senger eegener Wankelmütegkeet, an engem Sënn mat senge Reviremente, mat senger andauernder Girouettefonctioun, déi hien an deem heite wichtege politeschen Dossier während zwee Joer ageholl huet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Bal war et de Jo, bal war et den Neen a fir deen, deen et net gleeft, well si streiden dat jo andauernd of, hunn ech mer awer erlaabt der Chamber nach eng Kéier dat Dokument hei matzebréngen: „Wahlen zum Europäischen Parlament am 13. Juni 2004. Konsequent fir Lëtzebuerg!", de Programm vum ADR zu den Europawahlen. A well se haut keng Stëmm hunn - soss erliewen ech jo ëmmer, dass si hei oft net richteg hir Argumenter kënne virdroen -, wëll ech mech dann eng Kéier fir déi Minoritéit hei am Parlament asetzen…

(Hilarité)

…a ganz gären aus hirem Wahlprogramm zu den Europawahlen, déi Europawahlen, déi virun engem Joer hei zu Lëtzebuerg stattfonnt hunn, zitéieren: „Wir sagen Ja zum Europäischen Verfassungsvertrag." Ech kéint och hei zitéiere wat den Här Gibéryen, Member vum Konvent, gesot huet am Juni 2003 wéi de Konvent eriwwer war a wou e Bilan gezu ginn ass mat deenen anere Membere vum Konvent a wou hie genee de Contraire vun deem behaapt huet, wat elo zënter e puer Woche behaapt gëtt vun därselwechter Partei, déi elo ewell de Superstat Europa erëm entdeckt huet. Den Här Gibéryen huet awer den 19. Juni 2003 virun der Press just de Contraire gesot huet: „…es entstehe kein Europäescher Staat sondern ein Europa der Staaten, dem keine zusätzlichen Zuständigkeitsbereiche eingeräumt worden seien."

En ADR, deen elo net midd gëtt dat Soziaalt an de Vierdergrond ze stellen, well dat anscheinend guer net géif berücksichtegt ginn am neien europäesche Verfassungstext. Mä deeselwechten ADR huet erëm eng Kéier am Virfeld vun de leschte Chamber- an Europawahle just de Contraire behaapt, wéi a sengen Texter ze liese war: „Der europäische Konvent hat in dem Entwurf der Europäischen Verfassung die sozialen Mindestnormen beschlossen, die die Grundlage für das soziale Europa bilden müssen." Just de Contraire vun deem also wat en haut behaapt. Dat ass net seriö!

Dat erënnert mech eigentlech un e Sproch vum Edgar Faure. Den Edgar Faure e bekannte liberale Politiker aus der Quatrième République a Frankräich, dee bekannt war, dass hien ëmmer dobäi war, bei all Regierungen, déi gebilt si ginn, an deen eng Kéier, wéi hien d'Fro gestallt kritt huet vun engem Journalist, wéi da seng Positioun ze erkläre wier, ob dann net seng Positioun mat där vun engem Wiederhinchen ze vergläiche wier, geäntwert huet - hie war ëmmer ganz schlagfäerdeg -: „Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent."

(Hilarité)

Sou wäerten et och den Här Gibéryen a seng Kolleege vum ADR halen. Mä elo awer zu eis. Ech si jo eigentlech net de Fraktiounssprecher hei vum ADR.

Ech mengen et ass ganz kloer, dass mer den 10. Juli nëmmen iwwer eppes ofstëmmen. Mir stëmmen of iwwert den Entworf vun engem neien europäeschen Traité, dem Traité constitutionnel. Mir stëmmen net of den 10. Juli hei zu Lëtzebuerg iwwert de Bäitrëtt vun der Türkei. Mir stëmmen net of iwwert d'Bolkestein-Direktiv a mir stëmmen och net of iwwer eng eventuell personell Ëmbesetzung un der Spëtzt vun der Lëtzebuerger Regierung. Dat sinn alles wichteg Froen, mä Froen déi näischt awer och guer näischt mam Verfassungstext vun der EU ze dinn hunn, deen eenzeg an alleng mat Jo a mat Nee muss beäntwert ginn.

Mir stëmmen also of iwwert d'Ziler, iwwert d'Regelen no deenen d'Europäesch Unioun an Zukunft soll fonctionnéieren. Mir stëmmen am Verglach zu deenen Texter, déi haut gëllen, eenzeg an eleng iwwer Verbesserungen of par rapport zum geltenden europäesche Recht.

Ech waarden nach ëmmer drop, dass ee mer hei am Land soll soen a wat fir engem Punkt konkret deen Text, deen elo zur Ofstëmmung virläit, eng Verschlechterung géif duerstelle par rapport zu deenen europäeschen Traitéen, déi haut an Europa a fir Lëtzebuerg gëllen. Ech hunn nach haut dee Beweis net bruecht kritt fir esou eng Verschlechterung. Iergendeng Verschlechterung misst jo ze fanne sinn an deem risegen Text do! Mä nach bis elo ass net een, dee konnt esou eng Verschlechterung nennen. Et sinn also nëmme Plus-valuen ze verzeechnen an deem doten Text par rapport zu deem, wat europäescht Recht fir de Moment hei ass.

Et ass sécher, dass vill Leit Europa - a streckeweis mengen ech hu se guer net Onrecht - als ze bürokratesch, net genuch demokratesch, net genuch sozial ausgeriicht gesinn. A well se Recht hunn a villem wat se soen a wat se mengen, si mir als Sozialisten der Meenung, dass ee muss Jo zu deem Verfassungstext stëmmen, well grad dee Verfassungstext eng Äntwert versicht ze ginn op déi Saachen, déi vläicht an Europa net esou gutt lafe wéi se kënnte lafen, a probéiert déi Mängel an der europäescher Praxis an an den europäeschen Texter auszebigelen.

Duerfir also, wann Der wierklech kritesch sidd deem Europa géigeniwwer wat haut besteet, wann Der dat eent oder dat anert bemängelt, kuckt Iech déi nei Texter un, vergläicht se awer wann ech gelift mat deenen Texter, déi haut Gültegkeet hunn an da stëmmt Der Jo zu deem neien Text, well e ganz kloer an déi Richtung geet fir eng Verbesserung ze bréngen am Fonctionnement, an der Transparenz vun der europäescher Politik.

Wann Nee gesot gëtt, dann hutt Der nëmmen eng Garantie, d'Garantie dass alles beim Ale bleift. Da bleiwen déi Texter en vigueur, déi esou vill kritiséiert ginn haut. Dat ass déi eenzeg Sécherheet, déi Der hutt. Dir hutt guer keng Aussiichten, dass iergendwann an nächster Zukunft en aneren Text kënnt, deen da besser wier wéi dat, wat momentan an der Diskussioun ass.

An deen Duercherneen, deen nom Neen a Frankräich an an Holland an Europa entstanen ass, déi Ongewëssheet wéi et soll weidergoen an dee Sträit, deen eigentlech ausgebrach ass iwwert d'Orientéierung vun der Politik an Europa, beweist, dass et keng Alternativ gëtt, wéi ëmmer behaapt ginn ass, et wier guer kee Problem, dat géif alles esou roueg eroflafe wa géif Nee gestëmmt ginn. Da géif iergendeen opstoen an hie géif a seng Täsch gräifen an hätt dann de berühmte Plan B, deen dann all d'Problemer géif op ee Schlag léisen a wou jiddereen da spontan géif an d'Hänn klappen a soen, dat doten ass et, deen alen Text kënne mer vergiessen, hei ass deen neien Text, de Plan B spillt an dann ass alles an der Rei.

Et gëtt kee Plan B! Oder - géif ech soen - et ginn der honnert, vläicht nach méi. Jiddereen huet säi Plan B, mä et weess keen a wat fir eng Richtung dass et eigentlech sollt goen. Dat ass dat, wat den Neen ausgeléist huet. Dat ass kee schéint Bild, wat ee momentan an Europa an deem dote Punkt gesäit. Dat beweist op jiddfer Fall, dass d'Argumentatioun vun de Leit vum Non an anere Länner falsch war an dass se iwwert déi wierklech Konsequenze vun engem Nee hinweggetäuscht hunn.

Deen Text, deen eis virläit, ass e prekären Equiliber tëschent ganz verschiddenen Opfaassunge vun Europa. Equiliber tëschent de Positioune vu 25, 28 verschiddene Länner, mat hirer eegener Geschicht, mat hirer eegener Kultur, mat hiren eegene politesche Prioritéiten.

Et ass en Text, dee versicht en Equiliber duerzestellen tëschent Sozialisten, Sozialdemokraten, Gréngen, Liberalen, Chrëschtdemokraten, Konservativer. Alles dat probéiert en ze maachen. An ech géif soen, en hätt et fäerdeg bruecht, deen Equiliber do hierzestellen. Woubäi een dann och net däerf dohinnerkommen an ee Saz erauszéien aus deem Ganzen a soen: „Aha, do gesitt Der jo, do verstoppt sech dee liberalen Däiwel." Oder: „Oho, do ass jo dann den europäesche Superstat."

Et muss een dee ganzen Text liesen an et kann een nëmmen dee ganzen Text interpretéieren, wann een all Artikele berücksichtegt a wann een all Dispositioun à la lumière vun enger anerer Dispositioun vum Text interpretéiert. Esou kann een nëmmen un deen doten Text erugoen. Well et eben e Kompromisstext ass, wou deen ee sech éischter op deem enge Punkt duerchgesat huet, deen aneren op engem anere Punkt, mä dat Ganzt esou ausgefeilt ass, dass jiddfereen sech iergendwéi an deem ganzen Text do erëmfënnt. An da kann een net eppes erausbriechen a soen: „Dat ännere mer elo!", well da brécht déi ganz Konstruktioun zesummen, an dat kënne mer jo alleguerten net wëllen.

Dofir muss ee sech kloer bewosst sinn, wat et heescht eigentlech an esou enger grousser Gemeinschaft mat all deene verschiddene Sensibilitéiten et iwwerhaapt fäerdeg ze bréngen, esou e Verfassungstext op d'Been ze stellen.

Kompromisser och tëschent de Fédéralisten an de Souverainisten. Alleguerte fannen si sech an eenzelnen Aspekter vun deem Ganzen erëm. An dat ass mengen ech immens wichteg, dass een do de Leit näischt virmécht. Duerfir sinn ech der éierlecher Iwwerzeegung - ech gi vläicht Lige gestrooft vun der Entwécklung an deenen nächste Méint a Joren -, dass deen heiten Text am Endeffekt net dout ass. E schéngt dout fir de Moment. Mä wéi heescht et: „Totgesagte leben länger."

Deen heiten Text kritt menger Ansicht no eng frësch Vigueur, wa mol d'Prozeduren an alle Länner duerchgezu ginn a wa mol gekuckt ginn ass, wat dann eng Alternativ kéint sinn zu deem doten Text. Da sinn ech der Meenung, dass deen heiten Text duerchaus eng reell Chance huet, schlussendlech sech awer duerchzesetzen, um Enn vun alle Prozeduren.

An et ass jo net nëmmen esou, wéi wa Lëtzebuerg elo totale Cavalier seul géif an deem ganze Beräich maachen. Net nëmmen d'Lëtzebuerger hunn décidéiert, hir Ratifikatiounsprozedure virunzedreiwen. Datselwecht gëllt fir d'Belsch, déi matzendra sinn, wou awer nach eng Rei vu regionale Parlamenter mussen hir gréng Luucht ginn. Dat gëllt fir Malta, gëllt fir Zypern, gëllt fir Estland.

All déi Länner si praktesch zäitgläich mat Lëtzebuerg amgaange mat hire Ratifikatiounsprozeduren duerchzesinn, och wann dat parlamentaresch Ratifikatiounsprozedure sinn. Haut si mer jo och hei als Parlament zesummen, fir deen éischte Vote zu deem heiten Text virzehuelen. Gutt d'Halschent vun den Europäer hunn haut schonn ofgestëmmt iwwert deen doten Text. Sollt déi aner Halschent sech net däerfen äusseren zu deem Text? Ass et einfach nëmmen eng zäitlech Folleg vun de Ratifikatiounen an eenzelne Länner déi bestëmmt wien däerf ofstëmmen a wien net däerf ofstëmmen?

Hei muss all Stëmm gläich gëllen an och d'Stëmm vun de Lëtzebuerger muss dat gläicht Gewiicht kréie wéi all déi aner Stëmmen. Mir kënnen et net de Fransousen an den Hollänner oder aneren iwwerloossen an eiser Plaz praktesch iwwert déi Fro ze décidéieren, déi den 10. Juli dann de Bierger sech wäert virhuelen.

Mir mussen op eng wesentlech Fro äntweren. Jiddferee muss dat fir sech maachen. Mir haut als Cham-ber, an da jiddfer Bierger fir sech: Wat bréngt deen heiten Text Lëtzebuerg, de Lëtzebuerger? Wat bréngt en Europa an den Europäer?

Kloer ass fir mech, dass d'Rechter vun de Bierger ausgebaut ginn duerch deen heiten Text, net ofgebaut. Kloer ass et och, dass d'Positioun vu Lëtzebuerg duerch deen heiten Text gestäerkt gëtt, zementéiert gëtt an net zréckgesat gëtt. A kloer ass et fir mech och, dass duerch deen heiten Text Europa kann e Stéck méi staark ginn an op jiddfer Fall net d'Ambitioun huet, fir méi schwaach ze ginn op internationalem Plang.

Dësen Traité bréngt keng Maartgesellschaft an Europa eran, wann en och op der sozialer Maartwirtschaft opgebaut ass. Mä et ass en Traité, dee sech als iewescht Zil gesat huet, eigentlech en nohaltegen Entwécklungsmodell duerchzezéien a sämtleche sektorielle Politiken.

An eent muss och de Kritiker vu lénks kloer sinn, dass et sécherlech esou ass, dass d'Grousskapital, wat jo oft an de Vierdergrond gestallt gëtt, ganz gutt kann ouni Verfassung an Europa liewen a ganz gutt a vill besser ka liewen ouni Regelen, an dass eigentlech d'Bierger an all déi, déi hei en europäesche Sozialmodell verteidegen an un eng sozial an ökologesch Maartwirtschaft an Europa gleewen, als Modell, deen een eventuell kann esouguer international exportéieren, all Intérêt drun hunn dofir ze suergen, dass Regele festgesat ginn. Dee Versuch gëtt iwwert deen heiten europäeschen Text och ganz kloer ëmgesat.

Egal wéi de Referendum ausgeet, wëll ech am Numm vun der LSAP schonn zwou Konklusiounen zéien. Zwou Konklusiounen, déi mer an eisen Ae mussen ëmsetzen, wéi gesot, egal ob Jo oder Neen hei zu Lëtzebuerg gestëmmt gëtt.

Déi éischt Konsequenz, mengen ech, dat ass, dass eist nationaalt Parlament, eis Chamber sech muss fundamental reforméieren, an och wann déi nei Regelen nach net gëlle schonn elo sollt sech d'Instrumenter ginn, fir kënnen ze fonctionnéieren, wéi wann deen neien Text do wier.

Une voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Dat heescht dofir ze suergen, dass mer fréizäiteg als Parlament an déi legislativ europäesch gesetzlech Prozeduren erakommen. Dat bedeit e fundamentaalt Ëmkrempele vun deem, wat mer hei an der Chamber vu Fonctionnement an deem dote Beräich hunn. Dat heescht och, dass mer méi systematesch mussen öffentlech Debatte siche goe mat de Leit. Net nëmmen hei am Plenum, mä mat de Leit zu wichtegen europäeschen Themen.

Et geet net duer, dass mer deen Exercice all puer Jorzéngten eng Kéier hei zu Lëtzebuerg maachen. Dat huet ee mengen ech ganz kloer gespuert an där Campagne, déi elo déi lescht Méint hei zu Lëtzebuerg gelaf ass. Dat sollt een elo schonn als gemeinsam Konklusioun festhalen.

Zweet Konsequenz, déi mer elo scho sollten zéien, ass, dass mer et musse fäerdeg bréngen, deenen europäeschen Enjeue méi Fräiraum ze ginn, se méi an Evidenz ze setzen. Dat geschitt nëmmen doduerjer, dass mer et fäerdeg bréngen, d'Europawahle vun den Nationalwahlen ze entkoppelen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Sief et iwwer e verschiddenen Datum, sief et zumindest iwwer e Verbuet vun duebele Kandidature bei Europa- a bei Chamberwahlen. Dat sollten an eisen Aen d'Konklusioune sinn, déi mer elo schonn zéien, egal wéi dee Referendum do ausgeet.

De Michel Wolter huet siwe Grënn genannt, firwat ee sollt Jo stëmmen a firwat och seng Fraktioun wäert Jo stëmmen zu deem heiten Text. Ech erlabe mer der zéng ze nennen. Awer ech maachen et méi kuerz wéi hien.

Mir Sozialiste wëlle Jo soen, well doduerch ganz einfach d'Leit an Europa eiser Usiicht no weider a Fridden, Fräiheet a Sécherheet liewe kënnen, an enger Gemeinschaft vu Wäerter, déi mer deelen.

Mir soen och Jo zu deem heiten Text, well doduerjer d'Onofhängegkeet, de Wuelstand an d'Interesse vu Lëtzebuerg an Europa fir weider Jore gefestegt ginn.

Mir soe Jo, well doduerch Europa e Stéck méi sozial gëtt.

Mir soe Jo, well duerch dësen Text Europa och wäert e Stéck méi demokratesch ginn a méi transparent an handlungsfäeg.

Mir soe Jo, well duerch deen heite Verfassungstext d'Charta vun de Grondrechter vun den EU-Bierger rechtlech verbindlech gëtt.

Mir soe Jo, well doduerch Europa an der Welt méi staark gëtt a sech domadder och ka politesch a wirtschaftlech international besser behaapten.

Mir soe Jo, well dësen Text en éierleche Kompromiss duerstellt tëschent alle Memberstaten, mat ënnerschiddleche politeschen a kulturellen Usiichten.

Mir soe Jo, well dës Constitutioun e valabele Kader duerstellt fir eng fortschrëttlech Politik an Europa méiglech ze maachen, wann dat politescht Kräfteverhältnis dat zouléisst. An dat Kräfteverhältnis do, dat gëtt entscheet duerch national Wahlen, duerch national Regierungen, déi sech aus den nationale Wahlen erginn, an duerch d'Kompositioun vum Europaparlament. An et ass an eisen Aen do wou muss ugesat ginn. Wann ee wëllt eng fundamental nei Orientéierung kréien, da muss d'politescht Kräfteverhältnis dat méiglech maachen, well soss brauch ee guer net dovunner ze schwätzen.

A schliesslech si mer der Meenung, dass mer Jo sollte stëmmen zu dësem Text, well mer als Lëtzebuerger wëllen Europa aus der Kris vum Neen erëm erausbréngen.

Ech menge méi wäit brauch een hei net ze goen. De Fayots Ben huet op seng bekannte remarquabel Aart a Weis dat als Rapporteur gemaach.

Ech wëll zum Schluss just nach Folgendes soen: Ech sinn der fester Iwwerzeegung, dass mer als Lëtzebuerger sollten net ängstlech an net misstrauesch un eis Zukunft an och un d'Europäesch Unioun erugoen. Et ass jo dat, wat een deelweis e bësse spiert dobaussen, déi Veronsécherung, déi kënnt.

Et soll een awer trotzdeem däerfen ee klenge Bléck no hanne werfen an einfach feststellen, dass déi 60 laang Jore vu Fräiheet, vu Sécherheet, vu Fridden, an deene mir däerfe liewen als Lëtzebuerger; dee Wuelstand, deen iwwert déi lescht Jorzéngten hei geschafe ginn ass; déi wirtschaftlech Performancen; deen héije Sozial- an Ëmweltstandard, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn: Dat alles ass dach net erreecht gi géint Europa. Mä et ass erreecht gi mat Europa a gréisstendeels duerch Europa.

Dofir soe mer: Loosse mer keng Angscht hu virun der Zukunft! Loosse mer kucken, wat war, loosse mer kucken, wat ass, an da gi mer mat Zouversiicht a mat Courage un déi nei Erausfuerderungen erun, well ech si sécher, dass mir dann hei zu Lëtzebuerg an Europa weiderkommen. Europa brauch eis. Dofir solle mer Jo stëmmen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer vläicht och am Numm vun der grénger Fraktioun dem Här Fayot net nëmme Merci ze soe fir säi Rapport, deen hien hei gemaach huet, mä och fir säi ganzen Engagement iwwert déi lescht Méint ronderëm déi Hearingen. Ech mengen, hien hat oft keen einfache Stand hei. Hien huet dat awer relativ gutt gemaach eiser Meenung no…

Une voix.- Relativ?!

(Hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- …an ech wëll him duerfir hei am Numm vun eiser Fraktioun Merci soen.

Relativ gutt, dat heescht den Ëmstänn entspriechend - wéi heiansdo d'Situatioun war, soen ech. Dat war elo net schmälernd fir den Här Fayot.

Une voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll vläicht fir d'éischt versichen e klengen Historique ze maachen, fir eigentlech déi Fro ze klären, déi elo an deene leschten Deeg jo vill an der Diskussioun war, déi sech vill erëmgespigelt huet an den Debatten, déi mer haten, sief et op de Biergerversammlunge respektiv op anere Plazen, wou mer als Politiker an deene leschte Wochen ënnerwee waren.

Nämlech ass déi Fro: D'Europäesch Unioun, esou wéi mer se haut kennen, dat heescht, zum Zäitpunkt vun deem Traité, dee mer haut hei diskutéieren an iwwert dee mer den éischte Vote constitutionnel virhuelen, déi Europäesch Unioun vun haut, ass dat schonn eng politesch Unioun oder ass et am Moment éischter eng Wirtschaftsunioun?

A fir dat ze erklären, muss een e bëssen zréckgoen an der Geschicht, an zwar bis op 1945, dat heescht nom Zweete Weltkrich, wéi



déi éischt Diskussiounen ugefaangen hunn, wéi éischt Bilanë gezu gi sinn nom Debakel vum Zweete Weltkrich, mä awer och vun deem Éischte Weltkrich, a wéi do eigentlech vun enger Rei Virdenker d'Grondiddi opkomm ass, fir ze soen, d'Haaptursaach vun deenen zwee Kricher am 20. Jorhonnert, vum Éischten a vum Zweete Weltkrich, déi war deen éiwege Wirtschaftskampf, déi éiweg Wirtschaftskonkurrenz tësche Frankräich an Däitschland, an datt, wann ee wëllt laangfristeg eng Garantie hu fir Europa, datt esou Kricher, esou grausam Kricher net méi géinge virkommen, datt een et da misst fäerdeg brénge virun allem déi zwou grouss europäesch Wirtschaftsnatioune méi zu enger wirtschaftlecher Zesummenaarbecht ze kréien, an dann deementspriechend och eng Garantie kéint bestoen, datt an Zukunft esou Kricher net méi géife méiglech ginn.

An alles dat huet dozou gefouert, datt no éischten Diskussiounen 1951 zu Paräis den CECA-Vertrag ënnerschriwwe ginn ass, an 1957 zu Roum d'EWG gegrënnt ginn ass. Europäische Wirtschaftsgemeinschaft heescht EWG op Däitsch.

Et ass also relativ kloer: Dat, wat do lancéiert ginn ass, dat war deemools net eng politesch Unioun, mä effektiv eng Wirtschaftsunioun, déi am Ufank an och an deene Jorzéngten nach duerno haaptsächlech déi Zilsetzung hat, déi ech do elo am Ufank beschriwwen hunn, déi aus enger Konklusioun erauskomm ass vun den zwee Weltkricher an der éischter Halschent vum 20. Jorhonnert.

1986 den Acte unique, e weidere wichtege Grondsteen an der Entwécklung vun der Europäescher Gemeinschaft. Och do ass et drëms gaangen erëm iwwer e gemeinsame Maart ze diskutéieren, deen nach ze verdéiwen, him nei Kompetenzen ze ginn, natierlech och scho mat der Perspektiv vun Erweiderungen.

An 1992 ass mam Maastrichter Vertrag a mat dem definitive Grondstee vun der Währungsunioun déi definitiv Verdéiwung geschitt vum europäesche Wirtschaftsraum.

Et ass natierlech esou, datt wéi 1992 de Maastrichter Vertrag verabschiet ginn ass, dat heescht de Wirtschaftsraum sech definitiv verdéift huet, just virdrun 1989 eppes Historesches passéiert ass, vun deem zumindest bei der Signature vum Acte unique 1986 kee Mënsch hätt kënne virausgesinn, datt et 1989 passéiere géif. No 44 Joer brutaalsten, kommunisteschen, diktatoresche Regimer ass deem 1989 iwwer en historeschen Akt en Enn gesat ginn.

Et sinn deelweis ganz nei Länner entstanen, déi eis Geographie iwwerhaapt net kannt huet virdrun. Dat heescht, mir hunn eigentlech eng komplett nei Verdeelung kritt, eng nei Verdeelung kritt, net nëmme vun de politeschen Donnéeën, mä och de Wirtschaftsraim als solch hu sech breetstens opgemaach mat allen ze erwaardende Konsequenzen, déi dorauser entstane sinn.

Mir hunn dunn dee bankrotte Planwirtschaftssystem virfonnt, deen net nëmme wirtschaftlech bankrott war, mä och sozial bankrott war, well et waren haaptsächlech zwee Grënn, déi dozou gefouert hunn, datt dee Prozess sech beschleunegt huet: Dat eent war natierlech e fundamentalen, demokrateschen, mä dat Zweet, dat war och e fundamentale soziale Bankrott.

D'Situatioun an deene Länner huet sech déi lescht Joren, während deenen déi Regimer existéiert hunn, sozial dramatesch verschlechtert. Vun der Ëmwelt wëll ech iwwerhaapt mol net schwätzen, well wat mer virfonnt hunn am Ëmweltberäich, dat war eng eenzeg Katastroph.



Ech wëll och hei eng kleng Parenthèse opmaachen, déi mengen ech awer ubruecht ass an dësem Kontext an an den Diskussiounen, déi mer déi lescht Wochen erliewen, nämlech datt et och gewëssermoossen e bëssen e Paradox ass, datt déi Vertrieder hei aus dem Parlament oder och ausserhalb vum Parlament, aus der Zivilgesellschaft, déi sech de Moment fir de Verfassungsvertrag hei organiséieren, datt déi bestänneg Lektiounen ausgedeelt kréien an der Öffentlechkeet am Moment vu Leit, déi bis 1989 déi Diktaturen an dee bankrotte System mat Haut an Hoer verteidegt hunn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dorënner sinn der och - dat muss ech mol eng Kéier soen, fir datt mer d'Geschicht awer erëm op d'Féiss setzen - derbäi, déi haut nawell en zimlech groussen Hellegeschäin um Kapp hunn, a maachen, wéi wann dat keen Deel vun hirer eegener Geschicht wier.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Besonnesch schockant ass et natierlech, datt déi nämlecht Leit, déi dat während Jorzéngte bis 1989 verteidegt hunn, haut gréisstendeels am Kontext vun der Diskussioun iwwert dës Verfassung un déi ënneschte Gefiller appeléiere géint déi nei Länner, déi solle bäitrieden, woubäi mer da Saachen héiere wéi, do wieren d'Léin esou niddereg an déi sozial Konditiounen esou schlecht.

Dat sinn awer déi Länner, déi aus deene Regimer ervirgaange sinn, déi si bis 1989 verteidegt hunn, an dann ass et esou, datt si eis elo wëllen erkläre kommen, mir dierften op kee Fall oder mir hätten op kee Fall dierfen dofir suergen, datt no deem historesche Broch vun 1989 ee versicht hätt deene Mënschen do eng nei Zukunft ze bidden.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Parenthèse zou.

Ech kommen zréck op 1992, de Maastrichter Vertrag. Déi gréng Fraktioun hat beim Maastrichter Vertrag an dësem Parlament eng ganz kritesch Haltung. Mir hunn och dergéint gestëmmt deemools.

Mir hunn dergéint gestëmmt wéinst zwee wesentleche Punkten. Iwwregens wëll ech och soen, datt deemools, 1992, net nëmme Grénger Bedenken hate par rapport zu deem Prozess, wéi mer deemools verfuer si ronderëm Maastrecht, mä et queesch duerch Europa och innerhalb vun den eenzelne politesche Famillje ganz grondsätzlech Meenunge gi sinn a grondsätzlech Bedenke gi sinn.

Wat waren eis Haaptbedenken? Et war net d'Währungsunioun, déi mer wollten, wou mer e Problem haten, oder souguer d'Verdéiwung vum Wirtschaftsraum. Mir ware fir d'Währungsunioun. Mä mir haten zwee grondsätzlech Problemer.

Dat Éischt, dat war deen ominöse Stabilitéitspakt, well natierlech dee Stabilitéitspakt 1992 an engem Geescht ausgeschafft ginn ass vun den 80er Joren, ee Geescht aus den 80er Joren, deen een natierlech och haut nach ëmmer gäre virgehale kritt, deen et och haut nach ëmmer ganz staark gëtt, dee sou genannten neoliberalen, monétaristesche Geescht, wou eigentlech an der Ekonomie alles op d'Offer gesat ginn ass, wou eigentlech an der Ekonomie alles op Präisstabilitéit gesat ginn ass, op monetär Stabilitéit gesat ginn ass, wat d'Konsequenzen natierlech waren, duerch eng Situatioun, déi mer no 1973 hu missen erdulden, wéi d'Vereenegt Staten d'Verträg vu Bretton Woods gréisstendeels, vläicht net opgekënnegt hunn, mä se awer a Fro gestallt hunn, virun allem doduerjer, datt se bei de Währungen als solches ugefaangen hunn, d'Parité fixe ofzeschafen.

Mä dee Stabilitéitspakt, dee war an deem Geescht ausgeschafft ginn, a mir hunn deemools gesot, dee féiert dozou, wa mer a wirtschaftlech schwieregen Zäite sinn, datt en eis all Spillraum ewechhëlt als Politik, fir kënnen aktiv gestalteresch anzegräifen, fir de Maart ze relancéieren, fir op Basis vun der Relance iwwert d'Demande nei Aarbechtsplazen zum Beispill ze schafen, an datt een duerfir natierlech hätt missen duerfir suergen 1992, bei der Schafung vun där gemeinsamer Währung, datt mer Stabilitéitskritäre kréien, mä datt awer déi vill méi flexibel hätte misse gehandhabt ginn, wéi dat deemools geschitt ass.

An eigentlech huet d'Geschicht eis Recht ginn. Well wat ass geschitt viru kuerzem? Mir hunn dee Stabilitéitspakt geännert. Mir hu gewësse flexibel konjunkturell Donnéeën drabruecht, déi an der Zukunft wäerte versichen, deenen Aspekter méi Rechnung ze droen.

Deen zweete Punkt, firwat datt mer deemools reservéiert a skeptesch waren, dat war well mer gesot hunn, mä mir ginn hei zu engem Zäitpunkt, wou mer duerch 1989, duerch dee geschichtleche Broch, dee mer erlieft hunn, a mat der Perspektiv, datt wahrscheinlech déi Europäesch Unioun relativ séier wäert wuessen, hin an dann zäume mer e bëssen d'Päerd vun hannen op.

Mir verdéiwen de Wirtschaftsraum, ouni datt mer awer de politesche Raum schafen. Dat heescht, ouni datt mer eis de reglementaresche Kader ginn, deen dann duerno, zumools bei enger vergréisserter Europäescher Unioun an ënner méi schwierege Bedéngungen, duerfir misst suergen, fir datt mer effektiv eng gewësse sozial Kohesioun an Europa kënne behalen, fir datt mer effektiv och gewëssermoosse méi demokratesch Verhältnisser, zumools an engem méi vergréisserte Raum, géinge behalen.

Dat waren, wéi gesot, déi zwee Punkten, déi mer deemools abruecht hunn. Wann een och d'Debatt kuckt de Moment an der Öffentlechkeet, virun allem op deene Versammlungen, wou mer de Moment alleguer duerch d'Land rennen, da stellt ee fest, datt eigentlech, ech wëll kee Prozentsaz soen, mä ech géing awer gäre soen den iwwergroussen Deel vun de Suergen a vun den Ängschten, déi d'Leit de Moment zum Ausdrock bréngen, och souguer wa se mat dem Sozialen zum Beispill ze dinn hunn, zréckzeféieren ass op eng Erweiderungssituatioun, déi d'Leit an den 90er Joren, well se natierlech och esou schnell gaangen ass, net genuch erkläert kritt hunn, wou d'Leit d'Gefill haten, datt se net genuch abezu gi waren, wou d'Leit fonnt hunn, datt de politesche Kader insgesamt, de reglementaresche Kader net gutt genuch wier, fir datt mer dat kéinte verkraaften.

Ech mengen och, datt et duerfir wichteg ass, deen historesche Kontext vun der Unioun vun deemools op haut ze erklären, fir dann awer zu deem Punkt ze kommen, dee besonnesch paradoxal ass, an zwar datt mer, nodeems mer en Echec haten zu Nice, oder zumindest en Deeléchec, e Konvent agesat hunn, wou bal iwwer zwee Joer diskutéiert ginn ass, wou d'Zivilgesellschaft matdiskutéiert huet, wou och während deem Konvent - an dat muss een och emol eng Kéier hei soen, oft kréie mer de Moment dobausse virgehalen, mir hätten d'Leit missen nach méi fréi froe wéi haut - déi Leit, déi do am Konvent täteg waren, Versammlungen am ganze Land organiséiert haten, wou Toute-boîtë verdeelt gi waren, wou all Biergerinnen a Bierger d'Méiglechkeeten och deemools scho gehat hätten, fir sech ze informéieren, leider awer déi Versammlunge ganz, ganz schlecht besicht waren, datt e Questionnaire während dem Konvent an all Lëtzebuerger Haushalt gaangen ass, wou 10.000 Exemplairen zréckkomm sinn.

Mä awer wann ech all Lëtzebuerger Haushalt soen, an et sinn der 10.000 zréckkomm, da sinn dat der eigentlech rose wéineg par rapport zu der Gesamtpopulatioun. Dat heescht, datt dee Konvent do während zwee Joer an enger offener Struktur mat Abezéiung vun der Zivilgesellschaft geschafft huet, fir endlech zu engem Text ze kommen, deen dat géing nohuelen, wat 1992 verpasst ginn ass, wou mir gesot hunn, wou mir Schwieregkeeten hate mam Maastrichter Vertrag, fir nämlech deem Wirtschaftsraum och endlech e politesche Kader ze ginn, e reglementaresche Kader ze ginn, datt grad zu deem Zäitpunkt, wou deen Text virläit, - well dat ass jo dat wat eigentlech nei ass an deem Traité, dee mer haut virleien hunn - dee gréisste Widderstand an der Bevölkerung entsteet.

Duerfir ass et och eis Meenung, datt, wann een natierlech dësen Text, esou wéi en elo virläit, oflehnt, mer eigentlech dann zréckfalen op de Wirtschaftsraum, op dat wat an deem ëmstriddene Kapitel 3, wat jo hei einfach bäigeprafft ginn ass - dat ass jo deen Deel, deen net am Konvent ausgeschafft ginn ass, mä wat awer näischt aneschters ass, wéi d'Realitéit vun haut, dTexter, wéi se haut existéieren -, da fale mer doduerjer dorobber zréck, an déi positiv Elementer, déi an deenen zwee éischte Kapitelen drastinn, op déi ech nach ze schwätze kommen, déi verléiere mer, déi leien dann ënnert dem Dësch.

An et ass och relativ kloer, an ech wäert dat nach herno beleeën, datt grad an deenen Deeler dee reglementaresche Kader besteet, dee mir als en éischte Schrëtt gesinn, fir datt mer och erëm en Zréck kréien zu der Politik par rapport zu der Ekonomie an Europa. Et ass net esou, an dat soll een de Leit och net virmaachen, datt duerch dësen Text eleng d'Europäesch Unioun an deenen nächste Joren automatesch géing méi sozial oder méi ekologesch ginn, mä et ass awer esou, datt mer duerch dësen Text, wa mer deen hei hunn, endlech déi Instrumenter an de Grapp kréien, déi et eis erlaben als Politik, besser duerfir anzetrieden, besser ze agéieren, fir datt mer méi en ekologescht a méi e soziaalt a méi en demokratescht Europa kréien.

Ier ech am Detail op déi Aspekter aginn, déi wou mir fannen eigentlech extrem wichteg sinn an e wichtege Schrëtt no vir sinn, wëll ech awer e puer Sätz verléieren nach iwwert d'Campagne als solches an iwwert dee sou genannte Camp du Non, dat Lager wat sech gebilt huet vun deenen, déi hei wëllen Nee soen.

Fir mech gëtt et véier Kategorië bei deene Leit, déi Nee soen:

Dat éischt ass eng Kategorie vun éierlechen, besuergten an och oft ganz engagéierte Leit, déi entweder a Comitéën aktiv sinn oder souguer a Parteien. Mir hunn an eiser Partei och Leit, déi net fir den Text sinn. Mir hu souguer een Deputéierten, dee kritesch par rapport zum Text ass. Oder et sinn Individuen, déi sech an der Gesellschaft einfach esou asetzen, déi dat maachen aus enger éierlecher politescher Iwwerzeegung eraus, well se eng Rei Ängschten a Suergen hunn. Och wann ech hir Konklusiounen net deelen, respektéieren ech déi Leit, an ech fannen, datt se souguer an der Gesamtdebatt ganz wichteg sinn, well et soll jo och drëms goen, dat war jo och d'Zil vum Referendum, fir datt mer endlech emol eng Kéier e kontroversen Débat iwwer Europa kréien.

Da gëtt et eng zweet Kategorie vu Leit, déi aktiv sinn an deem Beräich Neen, déi géing ech emol ënnert enger Kategorie vun de Stimmungsmacher wëllen erëmginn. Dat si Leit, déi souwisou en anere Gesellschaftsmodell wëllen. Dat si Leit, déi wëllen d'Gesellschaft bewosst destabiliséieren. Dat si Leit, déi och an der Vergaangenheet bei all Geleeënheet, déi sech gebueden huet, wou se nëmme gemengt hunn, d'Gesellschaft kéint an eng gewësse Kris erarutschen, um éischte Plang opgetaucht sinn, well se do eng nei Chance gesinn hunn, fir d'Gesellschaft kënnen an Instabilitéit ze bréngen, a chaotesch Zoustänn ze bréngen. Ech mengen net, datt sech vill Leit hei zu Lëtzebuerg mat deene kënnen identifizéieren.

Da gëtt et eng drëtt Kategorie. Dat sinn der, déi natierlech elo versichen, bei deene berechtegten Ängschten a Suergen, déi d'Leit hunn, an déi Froen, déi sech stellen, fir déi ze instrumentaliséieren, fir sech un deem Seel aus enger politescher Versenkung erëm eropzezéien, an déi se vun de Wieler awer viru kuerzem geschéckt gi sinn.

An da kënnt eng véiert Kategorie vu Leit, an do muss ech jo soen, dat sinn déi, déi mech besonnesch schockéieren, dat si Leit, déi eigentlech selwer ee politesche Curriculum hunn, nach ni fäeg waren, en éierleche Bilan zu deem ze zéien, gären aner Leit Lektiounen ausdeelen, an oft alles aneschters wéi integer sinn, an och oft alles aneschters wéi demokratesch sinn. Dozou gehéieren der, déi sech haut als Friddensengelen opspillen, an déi bis 1989 all Diktature verteidegt hunn op engem gewëssenen Deel vun der Äerd an och all Militärinterventiounen do verteidegt hunn.

Dozou gehéieren awer och Politiker, an do kommen ech haaptsächlech op een ze schwätzen. Ech géing mer déi Méi net maachen, wann en net sech selwer géing d'Méi maachen, fir den nächste Samsdeg hei zu Lëtzebuerg opzedauchen an als groussen, neien, internationalen Held opzetrieden am Camp vum Non. Politiker wéi den Här Emmanuelli, deen den nächste Samsdeg invitéiert ass fir hei eng grouss Konferenz ze halen zu Lëtzebuerg, fir d'Lëtzebuerger ze iwwerzeege fir mat Neen ze stëmmen den 10. Juli.

Den Här Fayot huet virdrun a senger excellenter Ried schonn drop higewisen, wat fir eng Astellung deen Här do huet par rapport zu klenge Länner, wéi selbstherrlech-arrogant deen Här argumentéiert par rapport zu klenge Länner an der Europäescher Unioun, wat seng Virstellungen do sinn. Dat ass eigentlech scho relativ grave, dat wat en do seet. Grave genuch fir datt een eigentlech deem Här misst soen, et wier besser hie géing dann net an déi kleng Länner pilgere goen an do nach de Leit, der Bevölkerung, wëlle Lektiounen ausdeelen.

Mä wat nach vill méi grave ass wéi dat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass, datt deen Här do selwer eng Biographie huet, déi alles aneschters wéi propper ass. Den Här Emmanuelli ass jo - wéi Dir wësst - ee Politiker, dee sech an deene leschte Joer ganz markant géint den Dumping fiscal agesat huet, deen ëmmer mam Fanger op all vermeindlech oder sou genannte Steierparadieser vun Europa, ënner anerem och op Lëtzebuerg, weist, dee fënnt, datt déi Steierparadieser d'Fransousen ausbludden an dass déi schold sinn un dem ganze Misère a Frankräich.

Hie selwer, an d'Leit insgesamt, de Mënsch a sech, funktionéieren éischter mam Kuerzgedächtnis wéi mam Laangzäitgedächtnis an dofir muss een dat emol erëm eng Kéier rappeléieren, datt deen Här selwer 1997 zu 2½ Joer Privation des droits civiques condamnéiert ginn ass an zu 1½ Joer Prisong mat Sursis, sou datt hien eigentlech seng politesch Mandater hätt missen opginn, an zu enger Geldstrof vun 30.000 franséische Frang - an elo haalt Iech u firwat - wéinst Financement occulte vun enger politescher Partei, well hien a Frankräich déi Zäit bei den öffentlechen Ausschreiwungen Tricksereie gemaach huet fir eng Partei ze finanzéieren. Deen Här kënnt e Samschdeg hei op Lëtzebuerg fir de Lëtzebuerger ze erkläre wéi si sech solle verhalen den 10. Juli bei dësem Referendum.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger erwuesse genuch si fir sech kënnen unhand vun der politescher Diskussioun hei am Land selwer ee Bild ze maachen a si brauchen net op esou komesch lichtscheu Gesellen zréckzegräife wéi deen doten, fir sech eng Meenung ze bilden.

Ech kommen dann zu de positiven Aspekter eiser Meenung no, Här President, déi eis dozou bewegen, fir fir dësen Traité ganz engagéiert anzetrieden.

Dat Éischt ass, ech hunn am Ufank gesot, wat der Europäescher Unioun gefeelt huet, dat ass eng politesch Dimensioun an dat ganzt Kapitel 1, wou déi gemeinsam Wäerter an Ziler a Rechter fir 450 Millioune Bierger festgeluecht ginn, dat gehéiert dozou. A wann ëmmer dobausse behaapt gëtt, et stéing näischt iwwer Soziales dran, et stéing näischt iwwer Ëmwelt dran, et stéing näischt iwwer sozial Gerechtegkeet an iwwer Demokratie dran, dann ass dat einfach d'Onwourecht gesot an de Leit Angscht gemaach. Well, et ass ganz däitlech den Artikel I-3, deen d'Ziler vun der Unioun definéiert. A wat ass dat dann, d'Ziler definéieren? Dat ass jo näischt aneschters, wéi datt déi Gemeinschaft vu 25 Länner a 450 Millioune Bierger soen: Dohinner wëlle mir hikommen. An do stinn all déi Saachen dran.

Do steet dran, datt mir en ausgewogene Wirtschaftswuesstum musse kréien, datt mir eng wettbewerbsfäeg Sozialmaartwirtschaft musse kréien, datt mir d'Vollbeschäftegung ustriewen, datt mir de soziale Fortschrëtt ustriewen an datt mir en héicht Mooss un Ëmweltschutz ustriewen, datt mir eng Verbesserung vun der Ëmweltqualitéit ustriewen. Et steet och dran, datt mir déi sozial Ausgrenzung wëlle bekämpfen an Europa, datt mir d'Diskriminéierunge wëllen ofbauen, datt mir wëlle sozial Gerechtegkeet a soziale Schutz ustriewen, Gläichstellung vu Männer a Fraen, Solidaritéit zwëschent de Generatiounen.

Dat sinn dach alles keng eidel Wierder, déi an deem Text do drastinn. A wann een dann och nach weess, datt effektiv zu deene Wäerter an zu deenen Ziler, déi mir eis gesat hunn, eng horizontal Klausel zu dem Kapitel III - natierlech zu deem Kapitel wat jo an der Öffentlechkeet am meeschten ëmstridden ass, well dat natierlech all Politikfelder eenzel beschreift - drasteet, déi seet, datt an Zukunft all nei europäesch Gesetzgebunge mussen am Aklang stoe mat de Wäerter an Ziler, déi mir am Ufank beschriwwen hunn, da soll dach kee mir ziele kommen, datt dat keen neit Instrument wier, wat d'Zivilgesellschaft, wat d'Politik an de Grapp kritt, fir aktiv ze ginn um europäeschen Niveau, ee politescht Instrument fir effektiv fir méi sozial Gerechtegkeet oder méi demokratesch Verhältnisser ze suergen.

Mä dat ass net deen eenzegen Aspekt, d'sozial Dimensioun gëtt insgesamt endlech emol gestäerkt duerch deen Text. Mir kréien eng Gläichsetzung vun de soziale Rechter mat de klassesche Mënscherechter. Mir kréie méi eng staark Roll wéi et haut ass fir d'Sozialpartner. De sozialen Dialog gëtt iwwert dësen Text institutionaliséiert an der Europäescher Unioun. Mir kréien elo mol endlech dat Konzept vun der sozialer Maartwirtschaft, wat am Réimescher Vertrag 1957 net drasteet, festgeschriwwen an een Text.

Am Ëmwelt- an am Verbraucherschutz ass et datselwecht, mir kréien nohalteg Entwécklung als Zil vun der Unioun. Mir kréien eng horizontal Klausel - d'selwecht wéi fir de soziale Beräich - fir den Ëmweltschutz, déi mir an Zukunft kënne massiv asetze fir fir Ëmweltrecht anzetrieden. Mir kréien eng horizontal Klausel och fir den Déiereschutz.

Alles dat sinn dach Punkte fir déi et derwäert ass hei anzetrieden. D'autant plus datt ee weess, datt dat do jo déi nei Saache si par rapport zu der Situatioun wéi se haut ass. A wann da gesot gëtt, mir kréien ee Superstat a Lëtzebuerg huet herno strictement näischt méi ze soen, da muss een dach och do nëmme soen, datt dat absolut Ligen si wann esou eppes behaapt gëtt.

Et ass esou, datt an Zukunft an deene wichtegste Froen, a vill vun deenen, déi jo elo och nawell gären an der Öffentlechkeet no vir bruecht ginn, wéi dee ganze Sozialberäich, do alles an der Unanimitéit bleift, do ka Lëtzebuerg mat sengem Veto alles blockéiere wa versicht gëtt eppes am Sozialen ze ënnerhuele wat Lëtzebuerg net passt. An da soen ech nëmme jiddferengem heibannen an och dobaussen, ass et dach eigentlech un der Zivilgesellschaft um nationalen Niveau fir Drock ze maachen op déi eege Regierung, fir datt dann, wann et eng Kéier sollt zu eppes kommen an Europa wat sozial net deem entsprécht, wat d'Leit sech virstellen, de Veto agesat gëtt wann esou Décisioune solle geholl ginn.

Och de Ministerrot als solches gëtt méi transparent. Mir kréien an Zukunft vill méi Transparenz wat d'Délibératiounen an d'Ofstëmmungen ubelaangt. Mir kënnen an Zukunft vill besser novollzéie wat, wéini, wou diskutéiert gëtt a wien, wou a wat ofgestëmmt huet, wéi dat haut de Fall ass; e wichtegt Element wat mir laang, laang Zäit gefuerdert hunn, zumools fir d'national Parlamenter och am Sënn vun hirer Kontrollfunktioun vun de Regierungen.

Déi sechs Sëtz, déi mir de Moment am Europaparlament hunn, ginn endlech festgeschriwwen, ee wichtegen Acquis, dee guer net evident war. Mir wësse jo alleguerte wéi vill mir hu misse kämpfe vun Nice un, fir datt mir dat endlech festgeschriwwe kréien. An dann natierlech virun allem déi sechs Lëtzebuerger, déi eis am Europaparlament wäerte vertrieden, kréie méi Afloss, well d'Befugnisser an d'Matbestëmmungsrechter vum Europaparlament wäitgehendst ausgedehnt ginn.

Une voix.- Très bien.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Nëmmen nach bei ganz wéinege Saache muss an Zukunft net d'Codécisioun spillen, Europaparlament an de Ministerrot.

D'Zivilgesellschaft kritt och nei Instrumenter an de Grapp, déi wichteg sinn an der zukünfteger Alldagspolitik, fir sech kënnen europäesch méi ze engagéieren. An der Diskussioun an der Öffentlechkeet gëtt immens oft esou lapidar iwwert déi eng Millioun Ënnerschréften, iwwert deen Droit d'initiative wann een eng Millioun Ënnerschréften huet, diskutéiert. Et gëtt da vun de Géigner gesot, dat ass zwar ee klenge Fortschrëtt, mä dat ass jo net bindend.

Éischtens muss ee jo soen: Dat ka jo och net aneschters sinn. Et ka jo net esou sinn, datt et géing duergoen, datt eng Millioun Ënnerschréfte géingen an Europa gesammelt gi fir iergendeng Fuerderung an da wier d'Parlament gezwonge mam Ministerrot zesummen dat ëmzesetzen. Dat ka jo net sinn.

Mä et ass awer esou, datt, vu datt déi Millioun Ënnerschréften an engem representativen Deel vun deene 25 Länner musse gesammelt ginn, fir datt si, respektiv deen Droit d'initiative do, deen dat Gesetz, wat dann agefuerdert gëtt, jee nodeem bei wat et grad ass, eng Gültegkeet hunn, da jo natierlech eng europäesch Campagne muss gemaach ginn an deene 25 Länner, ob déi Iddi, déi do vertruede gëtt, déi déi Leit gären hätten, iwwer Gesetz soll ëmgesat ginn. An do soll awer kee mir wëlle soen, datt, wann eng Campagne europawäit - ech soe mol als Beispill vum europäesche Gewerkschaftsbond - während Wochen a Méint fir zu där Millioun Ënnerschréften ze kommen, fir eng Sozialfuerderung gestallt gëtt fir e Gesetz ze kréien, datt dat keen Impakt hätt op d'Politik.

Ech ka jo nëmme staunen, wann ech d'Leit héiere soen: Dat hätt keen Impakt. Wann dat jo esou wier, dann hätt jo all Manifestatioun vu Gewerkschaften oder all Revendicatioune vu Gewerkschaften, ni een Impakt gehat an ni eng Chance gehat sech duerchzesetzen. Dat gëtt ee wichtegt neit Instrument fir ze agéieren an der Alldagspolitik an Zukunft.

An et ass och dofir kloer, déi EU-Verfassung hei gëtt eis vill Spillraum - der Regierung, der Chamber, de Gewerkschaften an der Zivilgesellschaft, insgesamt allen Akteuren, déi si optimal kënnen an Zukunft ausnotzen -, fir kënne besser op d'europäesch Politik anzewierken.

An da kommen ech zu engem leschte wichtegen Instrument, dat och an déi Kategorie gehéiert, a wat och eng laang Fuerderung ass vun eis als Gréng a wou mir frou sinn, datt déi endlech an deem Text hei ëmgesat gëtt, mä net nëmme mir Gréng hunn dat verlaangt, och vill aner politesch Kräften oder Leit an der Zivilgesellschaft, an dat ass, datt d'national Parlamenter erëm een neien Afloss kréien an deem ganzen europäesche Prozess oder iwwerhaapt emol een Afloss kréien an deem europäesche Prozess: de Subsidiaritéitsprinzip, deen agefouert gëtt. An d'Kontroll virun allem vun dem Subsidiaritéitsprinzip gëtt et och schonn haut, mä dee gëtt haut just après coup kontrolléiert an nach nëmme vu sengem juristeschen Aspekt hier, an zwar vum Europäesche Geriichtshaff.

Wat elo hei iwwert deen Text geschitt, dat ass, datt mir, wann deen Text hei adoptéiert gëtt, als national Parlamenter en Avis mussen ofgi bannent sechs Wochen iwwer Direktiven, déi d'Kommissioun wëllt proposéieren. Dat heescht, datt mer agebonne sinn zu engem Stadium, wou déi Direktiven nach net am Ministerrot zum Beispill verofschit sinn, mä vill méi fréi virdrun, an datt dat natierlech ee wichtege Bestanddeel ass. Net nëmme well mer kënnen e Veto aleeën. Dir wësst, wann 1/3 vun de Parlamenter fannen, datt de Subsidiaritéitsprinzip net respektéiert ass, da muss d'Kommissioun se iwwerschaffen oder souguer zréckzéien. Mä dat ass net deen eenzege Punkt, deen hei wichteg ass.

Duerch de Fait, datt déi Avisë mussen an den nationale Parlamenter gemaach ginn, muss éischtens all nationaalt Parlament dat maachen, wat den Här Bodry zu Recht a senger zweeter Fuerderung am Numm vu senger Fraktioun hei verlaangt huet, nämlech: Mir mussen eis vill méi an eisem Alldag an Zukunft mat Europapolitik mol beschäftegen an dësem Parlament. Dat huet natierlech als direkt Konsequenz, wann am nationale Parlament d'europäesch Gesetzer diskutéiert ginn, dann ass déi national Press vill besser mat agebonnen, dann ass d'national Öffentlechkeet besser mat agebonnen. Dat heescht, da kënnen d'Lëtzebuerger an d'Lëtzebuergerinnen iwwer hir Organisatiounen an engem ganz fréie Stadion en Afloss huelen, iwwer hir national Parlamentarier, op den europäesche Prozess.

Elo soll jo awer wierklech kee mer soe kommen, dat wär net e wesentleche Fortschrëtt an dem demokratesche Fonctionnéiere vun der Europäescher Unioun. Ech géing bal behaapten, dat wär e Meilesteen an dem demokratesche Fonctionnéiere vun der Europäescher Unioun, par rapport zu deem wéi et haut ass. Dat ass een Aspekt, deen et och wichteg mécht, datt mer deen Text hei kréien.

Elo ass et natierlech esou, datt an där Verfassung, an deem gesamten Traité hei, well an deem Kapitel III villes einfach dra gepaakt ginn ass, et widderspréchlech Saache gëtt, déi do drastinn. Et gëtt Saachen dran, déi eis als Gréng iwwerhaapt net schmaachen. Saachen, déi mer och an der Vergaangenheet bekämpft hunn, déi mer haut bekämpfen, mat deene mer guer net zefridde sinn, déi mer gär geännert hätten.

Mä et ass awer esou, datt wann do Widderspréch dra sinn a wann och, wéi dat elo vu verschidde Leit gesot gëtt, well déi Widderspréch dra wären, elo immens vill Jurisprudenze wäerte kommen, déi déi opdecken an déi wäerte weisen, datt do villes am Widdersproch zum Beispill steet zu deem wat am Kapitel I an den Ziler, an de Wäerter definéiert gëtt, da soen ech: Ma Gott sei Dank wann dat endlech bewise gëtt. Gott sei Dank wann endlech Jurisprudenz kënnt. Da komme mer jo méi séier weider, well da kréie mer endlech beluecht, datt verschidde Saachen, déi an deem Kapitel III drastinn, net mat der Konzeptioun vun deem politeschen Europa an Aklang sinn, wat mer eigentlech jo awer alleguerte wëllen.

Dann ass dat dach näischt Negatives. Dann dréit dat dach éischter derzou bäi, datt mer vill méi séier derzou kommen, datt mer déi negativ Aspekter, déi mer an deem Kapitel III dran hunn, verännert kréien. An dofir ass och dat éischter ee Grond fir deen Text hei ze stëmmen, wéi géint deen Text hei ze stëmmen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn als gréng Fraktioun der Meenung, datt een Neen zu dësem Text absolut net zwangsläufeg zu engem bessere Vertrag wäert féieren. An, wann een déi Diskussioune suivéiert huet, no deem duebelen Neen an Holland an a Frankräich, wat do eenzel Politiker an Europa gesot hunn, net nëmme Regierungschefen, betounen ech, den Här Blair war dee gréissten Akteur op där Bühn vun der Fräihandelszon an deene leschte Wochen, mä hien ass net deen Eenzegen, dee sech op där Bühn beweegt.

Mir hunn am September an deem gréisste Land vun der Europäescher Unioun Neiwahlen, a wann Der Iech mol eng Kéier zu Gemitt féiert, wat do verschidde Parteien am Moment amgaange sinn ze proposéieren, déi an dem Schattekabinett sëtzen, fir nëmmen drop ze waarden, fir op déi grouss europäesch Bühn optrieden ze kommen, da stellt Der fest, datt dat alles an déi nämlecht Richtung geet wéi dat, wat den Här Tony Blair an England an deene leschten zwou Woche proposéiert huet.

An och wann ee kuckt wat a Frankräich de Moment diskutéiert gëtt, wann ech kucke wat de groussen Hoffnungsträger vun der UMP a Frankräich, den Här Sarkozy, de Moment an der Öffentlechkeet alles vu Virschléi mécht, wat fir Konsequenzen erauszeliese si fir hien aus dem Neen a Frankräich, da stellt ee fest, datt dat och alles éischter an déi Richtung geet vu Fräihandelszon, wéi vum politeschen Europa.

An duerfir, wann elo Leit mengen, déi Gréng oder anerer géingen dat elo missen an d'Feld féieren, well dat hinne grad wëllkomm oder passend géing kommen, an den Asaz wär, dee mer de Moment féiere fir den 10. Juli hei ee Jo erauszekréien, dann ieren se sech gewalteg. Well déi doten Argumenter, déi hu mir schonn zënter Méint an d'Feld gefouert. Dat sinn och déi Argumenter, déi ons besonnesch beweegt hunn, fir op eisem Kongress eng grouss Majoritéit ze kréie fir dëse Verfassungsvertrag.

An et ass och relativ kloer, wann déi Nee-Logik hei zu dësem Text weidergeet, da kréien déi Leit nach méi Iwwerwaasser an der Europäescher Unioun an da wäerte wahrscheinlech ganz kloer déi Leit leider d'Verléierer ginn, déi sech heibannen an och dobaussen an och bei deenen, wéi ech am Ufank gesot hunn, bei där Kategorie, déi sech éierlech engagéiere géint dësen Text, déi sech mat deenen Argumenter dofir engagéieren, da wäerten déi alleguer mat zesummen d'Verléierer ginn.

Duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 10. Juli, dat ass eng Richtungswahl hei zu Lëtzebuerg. Et ass eng Richtungswahl, wou de Jo bedeit, datt mer endlech en Astieg kréien, en éischte Schrëtt an dat politescht Europa, wou mer eis endlech een éischte Schrëtt woen, fir deem wirtschaftlechen Europa e gewëssene reglementaresche Kader ze ginn, deen Europa an der Alldagspolitik net automatesch méi sozial, méi ekologesch mécht, mä dee wéi gesot endlech der Politik déi Instrumenter gëtt, déi se brauch, fir dofir kënnen ze suergen, datt dee sou genanntene fräie Maart Regele kritt an datt e seng Blannheet ewechgeholl kritt par rapport zu sozialen, ekologeschen oder demokratesche Froen.

A beim Neen, an do sinn ech fest dovun iwwerzeegt, bleift et beim wirtschaftlechen Europa, wat mer haut hunn, mä doriwwer eraus stäerke mer déi Leit, déi dat souwisou vun Ufank un arrangéiert huet, déi d'Neiheeten an dësem Text souwisou vun Ufank un net wollten, déi nëmme vun Ufank u souwisou eng Fräihandelszon wollten. Dat stäerkt grad déi Leit. Dat stäerkt also d'Adeptë vun deem sou genannten Neoliberalismus.

An Dir braucht nëmmen och an der Geschicht nozekucken, deen angelsächsesche Modell an d'an-

gelsächsesch Konzeptioun vun der Europäescher Unioun, dat war an deene leschte 50 Joer, wann een d'ganz Geschicht vun der Europäescher Unioun kuckt, ëmmer eng ganz aner wéi d'Konzeptioun, wéi se éischter a Länner wéi de Benelux-Länner oder Däitschland oder Frankräich verstane ginn ass vun Europa.

An et ass een éiwegen Asaz an eng éiweg Zerräissprouf an eng éiweg Ausenanersetzung gewiescht tëschent deenen zwou Konzeptiounen, an dee Referendum hei, an net nëmmen de Referendum zu Lëtzebuerg, den Asaz an d'Ausenanersetzung ronderëm dësen Traité ass eigentlech e weideren Akt an deem Ganzen.

Duerfir bedeit een Nee vum 10. Juli zu Lëtzebuerg net eng Stäerkung vum politeschen Europa, mä eng Stäerkung vun der Fräihandelszon. An duerfir hoffe mir Gréng, datt all d'Leit zu Lëtzebuerg sech dat gutt iwwerleeën an duerfir den 10. Juli mat Jo stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Den Här Meisch huet d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet haut de Mëtteg jo an éischter Linn ëm den Traité fir eng Europäesch Verfassung. Den Inhalt ass diskutéiert ginn, en ass déi lescht Méint diskutéiert ginn an der Öffentlechkeet, hei am Haus, op anere Plazen.

Et geet ënner anerem dorëms, datt mer e Fonctionnement vun der Europäescher Unioun kréien, dat et mat 25 Länner erlaabt, awer nach fonctiounsfäeg ze bleiwen. Et geet drëms, Europa de Bierger méi no ze bréngen. Et geet drëms, méi Participatioun fir de Bierger ze erméiglechen. Et geet och drëms, fir transparent Décisiounsstrukturen ze schafen. Et geet drëms, de Subsidiaritéitsprinzip, zu deem mer eis jo alleguerten an ëmmer erëm bekennen, nach eemol ze verankeren a konkret mat Liewen ze fëllen.

Et geet ëm ee Matsproocherecht vun deenen nationale Parlamenter. Et geet och ëm eis gemeinsam Grondwäerter, zu deene mer eis dann zu 25 Länner wëlle bekennen.

Et geet och ëm en europäeschen Ausseminister, deen dann dozou soll bäidroen, mat enger ganzer Rei vun aneren Instrumenter, fir d'Roll vun Europa an der Welt nach kënnen ze verstäerken. Et geet ëm d'Solidaritéit och tëscht den europäesche Länner am Fall vun Terrorattacken, am Fall vun Naturkatastrophen. Et geet och ëm d'Plaz, a selbstverständlech och ëm d'Plaz vu Lëtzebuerg an Europa, an den Institutioune vun Europa, sief et am Parlament, an der Kommissioun, awer och ëm déi kruzial Froen, déi fir Lëtzebuerg wichteg wäerte sinn, wéi zum Beispill d'Unanimitéit, déi jo bäibehale gëtt, a sämtleche Steierfroen.

All dës Froe sinn diskutéiert ginn, solle weider diskutéiert ginn, fir de Biergerinnen a Bierger hei am Land nach eng Kéier duerzeleeë bis den 10. Juli, firwat et wichteg ass, hei mat Jo ze stëmmen.

Et geet awer mëttlerweil jo och ëm méi wéi den eigentlechen Text. Mir wëssen, datt zwee Länner bis ewell mat Nee gestëmmt hunn. Mir wëssen, datt eng Rei vun anere Länner hir Ratifikatiounsprozedur op Äis geluecht hunn. A mer wëssen, datt spéitstens och nom Sommet vun der leschter Woch Europa an enger Kris ass. Dat sinn net nëmmen ech, deen dat seet, mä dat liese mer an der ganzer europäescher Press.

Doduerjer och huet dëse Referendum vum 10. Juli hei am Land eng enorm Bedeitung kritt fir Lëtzebuerg an och fir Europa. Et geet



ebe mëttlerweil och drëms, ob Lëtzebuerg kann dozou bäidroen, datt de Ratifikatiounsprozess erëm och europawäit relancéiert gëtt, oder scheitert d'Iddi vun enger gemeinsamer Europäescher Konstitutioun vläicht grad hei zu Lëtzebuerg?

Et ass duerfir eben net den Ament fir taktesch Spillereien, fir parteipolitescht Geplänkel, fir nationalpolitesch Ambitiounen. Et ass och net den Ament fir Neen ze soen, well Europa vläicht net zu honnert Prozent eisen eegene Virstellungen entsprécht.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Deen, deen hei Nee seet, setzt villes op d'Spill, wat déi vergaange Jorzéngte Stéck fir Stéck opgebaut gouf. Deen, deen hei Nee seet, hannergeet d'Efforten, déi zënter dem Zweete Weltkrich Schrëtt fir Schrëtt gemaach goufen, fir Europa e Stéck méi sécher, méi friddlech a méi solidaresch ze maachen.

Deen, deen hei Nee seet, ass da vläicht fir en anert Europa, dréit awer am Endeffekt mat senger Iwwerzeegung dozou bäi, datt just manner Europa dobäi wäert erauskommen. An deen, deen hei Nee seet, muss wëssen, datt en der europäescher Integratioun méi wéi nëmmen ee Stolpersteen an de Wee leet.

Am Fall vun engem Nee wäert de Retour zur Dagesuerdnung, zum alldeegleche Geschäft also den 10. Juli net méi esou einfach méiglech sinn. An deen, deen hei Nee wëll soen, soll sech fir d'éischt emol ausmolen, a wat fir engem Europa mir an 20 oder 30 Joer wäerte liewen, wann eben net an engem gemeinsamen Europa, wou fest Regele gëllen, dat staark no baussen an effikass no bannen agéiere kann.

Wëlle mir en Europa, wou d'Stäerkt vun engem Land méi zielt wéi dat Argument, wat et virdréit? Ech mengen net!

Wëlle mir en Europa, dat an der Welt mat e puer Stëmme schwätzt? Dat an Zäiten, wou schonn déi grouss Länner an Europa heiansdo Problemer hu sech Gehéier ze verschafen, sech géigesäiteg behënnert a blockéiert? Wëlle mer en Europa, wou déi national Interessen erëm an de Vierdergrond geréckelt ginn? En Europa, wou et net méi selbstverständlech ass, datt déi räich Länner deenen aarmen hëllefen? En Europa, wou et eis hei egal ass, wat an deene Länner geschitt, déi méi wéi en halleft Jorhonnert ënner Krich an Diktatur gelidden hunn? En Europa, an deem Länner net méi gehollef kréien, hire Retard a puncto Infrastrukturen a Wirtschaftskraaft auszegläichen? En Europa, wou deen aarm bleift, deen aarm ass?

All déi, déi een anert Europa wëllen, si bis ewell d'Äntwert schëlleg bliwwen, wéi hiert Europa da soll ausgesinn: manner solidaresch, méi Entscheedunge mat qualifizéierter Majoritéit, méi oder manner Matbestëmmung vun de Bierger?

Et ass einfach géint eppes ze sinn, mä vill méi schwiereg kloer ze soen, wat dann eng realistesch Alternativ zu dësem Verfassungsvertrag kéint duerstellen. E Verfassungsvertrag, mir wëssen et, et ass oft genuch gesot ginn, deen e Kompromiss ass tësche 25 Länner, wou natierlech net jiddferee mat all eenzelnem Punkt kann d'accord sinn - Wéi wär dat méiglech bei engem Kompromiss tëscht esou vill Länner? - a wou bestëmmt och jiddferengem heibannen an deem engen oder aneren Artikel nach eppes géing afale fir nach dobäizesetzen, wou een nach e Schrëtt méi wäit hätt kënne goen.

Mä wou wär déi Alternativ, déi dann och herno erëm vu jiddferengem kéint matgedroe ginn? Sinn d'Alternativen, datt mir elo erëm op déi solle lauschteren, déi haut nach net verdaut hunn, datt de Kommunismus an Europa net méi present ass?

Si mir gutt beroden, wa mir an esou enger eminent wichteger Fro op d'Utopisten an d'Populiste vu riets a vu lénks lauschteren? Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen: Neen!

Meng Generatioun huet den Ufank vun der europäescher Integratioun net méi materlieft. Mir wëssen och just vum Héieresoen, zu wat den Nationalismus ka féieren. Fir eis ass et normal, datt mir queesch uechter Europa studéiere ginn, datt eis Diplomer iwwerall unerkannt ginn, datt hei zu Lëtzebuerg allerlee Sprooche geschwat ginn, net zulescht duerch d'Presenz vu ganz villen EU-Fonctionnairen aus allen europäesche Länner, an och well Lëtzebuerg sech an dësem Europa konnt zu enger internationaler Finanzplaz entwéckelen.

Mir kënnen eis scho bal net méi un d'Grenzkontrollen erënneren, an et ass och guer net esou laang hier, datt mer nieft dem Belschen a Lëtzebuerger Frang nach regelméisseg D-Marken an de Franséische Frang an der Täsch hu missen hunn, fir wa mer mol eng Kéier knapps hannert der Grenz waren, eis do duerchzeschloen. Trotzdeem huet den Euro sech etabléiert an ass haut schonn net méi ewechzedenken, mä dat sinn eréischt e puer Joer hier.

Ech gehéieren dann och zu enger Generatioun, déi sech zwar net méi un den Zweete Weltkrich, mä duerfir awer ganz gutt un de Kale Krich kann erënneren, an duerfir nach weess, wat et heescht, wann d'Konfrontatioun vun de Systemer sech um europäesche Kontinent ofspillt.

Jo, et ass nach net laang hier, datt mir gesinn hunn, zu wat e Wirtschafts- an e Gesellschaftssystem ka féieren, wou d'Fräiheet vum Eenzelnen dat Lescht ass, no wat gekuckt gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Europa ass mat Sécherheet net perfekt an e grousst Stéck vum Wee läit nach virun eis. Mä duerfir elo déi europäesch Iddi komplett a Fro ze stellen, dat kann net de richtege Wee an d'Zukunft sinn.

Wie mengt, datt am Eescht Lëtzebuerg oder och en anert Land géing an enger globaliséierter Welt méi erreechen, wann et eleng a jiddferee sech fir sech misst behaapten, deen iert.

Wien huet dann d'Illusioun, datt et géing duergoen, ronderëm eist Land oder ronderëm aner europäesch Länner erëm eng Mauer queesch duerch Europa ze zéien a scho wär de Wuelstand fir déi nächst Generatioune garantéiert?

Ech weess, datt et méi schwiereg ass ze erklären, datt et och an eisem Interessen ass, datt mir eis zu deenen neie Länner opmaachen. Datt all Euro, deen haut do investéiert gëtt, och erëm eng Kéier zréck wäert fléissen. Datt mam Wuelstand an deene Länner och de Konsum wäert wuessen, datt mir mar wichteg Handelspartner do wäerte fannen. Dat allerdéngs wäert net geschéien, wa mer eis zoumaachen, an eis nees erëm op eis selwer konzentréieren.

Lëtzebuerg huet sech am Laf vun deene leschte Jorzéngte strukturell enorm geännert. Dat wär mat Sécherheet ouni déi heiten Europäesch Unioun net an deem dote Mooss méiglech gewiescht. Lëtzebuerg wäert sech och an deenen nächste Jorzéngte mussen ëmmer erëm a Fro stellen, grad wéi all anert Land ronderëm eis och. Mat Scheiklappe virun deene konkrete Problemer, internationalen Evolutiounen, wirtschaftlechen Ëmbréch ass d'Zukunft net ze gewannen. Et ass awer grad déi Suerg, déi ech hunn, wann ech de Protagoniste vum Nee nolauschteren. Déi, déi fir de Jo sinn, sollen allerdéngs net de Feeler maachen, d'Suergen an d'Ängschte vun eise Bierger net eescht ze huelen.

Et ass formidabel, mat wat fir engem Enthusiasmus a mat wat fir engem Engagement déi lescht Wochen iwwert de Sënn an Zweck vun Europa debattéiert gouf. Et muss dat eng Debatt sinn, déi och nom 10. Juli muss virugefouert ginn, eng Debatt iwwert den europäesche Wee, iwwer eis Plaz an engem groussen Europa, an och iwwer konkret Politikinhalter um europäesche Plang.

Esou eng Diskussioun kann nëmmen dozou bäidroen, datt Europa e Stéck méi no erëm bei d'Bierger réckelt, datt mir Europa net nëmmen als eng Saach vun de Politiker an de Bréisseler Bürokrate gesinn, mä datt mer all Dag an der Diskussioun erliewen, wat Europa ganz konkret fir all Eenzelne vun eis ka bedeiten a bewegen, wat Europa ka maache fir kloer Ziler a Froe vun der Aussen- a Sécherheetspolitik ze definéieren, wéi mir all zesummen esou ambitiéis Ziler ewéi d'Strategie vu Lissabon erreeche kënnen, wéi déi nei Länner sech de Wuelstand erschaffe kënnen, fir esou op déi effektiivsten an effikasste Manéier de Sozialdumping ze évitéieren. Esou eng Debatt däerf nom 10. Juli net zu Enn goen, mä se muss no engem klore Jo, wéi mer hoffen, hei zu Lëtzebuerg eréischt richteg lancéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Blo soen och Jo zu Europa, an dat net nëmmen den 10. Juli, mä och doriwwer eraus. Mir schloen dowéinst vir, datt d'Chamber sech regelméisseg och an esou Debatten, wéi mer se haut erlieft hunn, wéi mer se d'lescht Woch erlieft hunn, äussere soll iwwer europäesch Froen an hei diskutéieren an e Meenungsaustausch soll hunn an de Point maachen, fir déi europäesch Diskussiounen aus der Vue vu Lëtzebuerg kënnen ze féieren.

An ech wëll och nach mol drun erënneren, datt d'DP schonn zënter längerem duerfir antrëtt - an ech si frou, datt den Här Bodry hei déi ähnlech Iwwerleeung nach eng Kéier gefouert huet -, fir den Dag vun den Europawahle vun de Chamberwahlen ze trennen.

D'Lydie Polfer an den Henri Grethen hate virun enger Rei vu Joren och an deem Sënn schonn eng Kéier eng Proposition de loi hei abruecht, a vläicht bréngt dat eis elo - wann ech héieren, datt aner Kolleegen och aus anere Fraktiounen déi doten Iddi nach eng Kéier derwäert fannen ze diskutéieren - dann do e Stéck virun. Mir kéinten eis do op e Konsens eenegen.

Ech mengen, datt dat doten eng Fro ass, déi wichteg wär, fir déi Diskussioun, déi mer elo hunn, regelméisseg op d'mannst dann all fënnef Joer och mat der Populatioun kënnen ze féieren. Mir wëssen, datt et leider esou ass, datt am Fall vu gemeinsame Wahle fir d'Chamber a fir d'Europarlament, datt do déi national Politik oft dominéiert, datt d'europapolitesch Diskussioun oft ze kuerz kënnt. Ech hoffen, datt wa mer…

M. le Président.- Här Meisch, entschëllegt, den Här Gira wëllt Iech eng Fro stellen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, Här Meisch, ech wollt Iech froen, ob d'Demokratesch Partei dann och d'accord ass fir d'Trennung vun de Mandater vum Europadeputéierten a vum Buergermeeschter?

Une voix.- Wat?

M. Claude Meisch *(DP)*.- Ech hunn…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- D'Trennung vum Europadeputéierten a vum Buergermeeschter zu Lëtzebuerg.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Ech sinn der Meenung, Dir sollt Buergermeeschter zu Biekerech bleiwen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- An net méi an d'Chamber kommen.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Eis Partei huet kloer Aussoe gemaach wat d'Mandat ubelaangt, souwuel dat vum nationalen Deputéierte mam Buergermeeschter zesummen an och dem europäeschen Deputéierte mam Buergermeeschter zesummen, dat am Kontext vun engem Pabeier, dee mer viru kuerzem presentéiert hunn, wat déi territorial Opdeelung ubelaangt vun eisem Land an d'Aufgabe vun de Gemengen ubelaangt.

An do hu mer eis fir eng Incompatibilitéit ausgeschwat, souwuel wat den nationalen Deputéierte wéi den europäeschen Deputéierten ubelaangt. Wann en dat wëllt maachen, muss en dat eleng maachen a kann net Buergermeeschter, op jidde Fall net an enger grousser Gemeng, sinn, an eisen Aen. Ech mengen, domadder hunn ech onmëssverständlech op Är Fro geäntwert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Et freet mech, déi Positioun vun Ärer Partei. Bei der Reform vum Wahlgesetz waart Der nämlech nach net d'accord.

(Interruption)

M. Claude Meisch *(DP)*.- Neen, neen, ech wëll nach eng Kéier, bei der Reform vum…

M. le Président.- Den Här Meisch huet ganz eleng d'Wuert!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Bei der Reform vum Wahlgesetz war et och esou, datt mir d'Propositioun gemaach haten, fir d'Datumer vun deenen zwou Wahlen ze änneren, mä leider war et awer esou, datt mer do kee Konsens konnte fannen. Mir mengen, an dat héiert een awer elo ganz oft, wann ee mat de Leit am Land schwätzt, wann een op déi Réunioune geet, datt ganz oft déi Propositioun gemaach gëtt; ma kommt mir maachen dat heite méi oft, separat Wahlgäng fir europapolitesch Froen. Ech mengen, da si mir als Politiker gefuerdert, d'Leit si gefuerdert, fir do nach eng Kéier Kontakt mateneen ze huelen an iwwert d'Europapolitik ze

schwätzen. Dann, mengen ech, kréie mer eng grouss an eng sënnvoll europapolitesch Debatt hei am Land, a mir sollen déi Fro nom 10. Juli onbedéngt nach eng Kéier op den Ordre du jour huelen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Meisch Merci. Nächst Riednerin ass d'Madame Err. Madame Err, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Err *(LSAP)*.- Lëtzebuerg huet, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, haut an och den 10. Juli e Rendezvous mat der Geschicht, e Rendezvous bei deem et geet ëm d'Zukunft, net nëmmen déi vun eisem Land, mä och déi vun Europa a senge Leit, an net nëmmen deene vun haut, mä och deene vu mar, deene kommende Generatiounen. Ech géing souguer behaapten, dass dëse Rendez-vous och de Rescht vun der Welt iwwer Europa eraus interesséiert.

Grond genuch also, sech d'Saach grëndlech ze iwwerleeën a richteg ze entscheeden an aller Objektivitéit an a voller Eegeverantwortung. A wëssend, dass, och dann, wann et en Acquis communautaire gëtt, et „en matière communautaire" näischt wéi en Droit acquis gëtt, an dass, wa mer dat Europa net weiderentwéckelen, mer dat Europa, wat mer haut hunn, a mat deem mer deelweis onzefridde sinn, verléiere kënnen.

D'Iddi vun Europa an d'Visioun vun engem vereente Kontinent ass a bleift faszinant an erstriewenswäert, trotz alle Schwieregkeeten, déi Europa de Moment huet. D'Iescht Woch huet d'Buergermeeschtesch vun Tübingen am Europarot zu Stroossbuerg dës Tatsaach fräi nom Heinrich Heine a mengen Ae ganz treffend a folgende Wierder kommentéiert: „Denk ich an Europa in der Nacht, bin ich um den Schlaf gebracht."

Dat kann een där Fra, denken ech, gutt noemfannen. Mä amplaz elo haut driwwer ze streiden, wiem seng Schold dës Kris ass, mengen ech, wiere mer gutt beroden, ze kucken, wat mer aus där Kris eraus opbaue kënnen, well all Kris ass och eng Chance fir eng Erneierung. Den Traité, dee mir hei diskutéieren, ass nämlech net deen éischten, deen eng Hürd verpasst huet an trotzdeem a Kraaft getrue de wier. A wéi den Alex Bodry elo grad a senger Ried treffend gesot huet: „Totgesagte leben länger".

Loosse mer net vergiessen, dass Europa eis en halleft Jorhonnert Fridde bruecht huet, Fridden net nëmmen eleng, mä och Fridden a Wuelstand. Fridden ass fir déi Leit, déi heibanne sinn, en natierlecht Element, esou wéi d'Waasser en natierlecht Element ass fir de Fësch, an de Verglach, mengen ech, drängt sech op. Wa mer näischt dofir maachen, fir de Fësch am Waasser ze behalen, iwwerlieft en net; wa mer näischt fir Europa maachen, iwwerlieft och vläicht Europa, an domat och de Fridden net. Dat kënne mer eis alleguerten net erlaben.

Haut an den 10. Juli geet et net ëm dat Europa vun haut, mä ëm dat Europa vu muer. An et ass dat eben, wat d'Saach e bësse komplizéiert mécht, well wann ee wëll d'Intérête vun deem Traité weisen, da muss een dat vergläichen, wat mer haut hunn, an dat, wat mer kënnte kréien. Dat setzt viraus, dass gewosst wier, wéi Europa haut fonctionnéiert. Elo wësse mer awer, dass dat bei ville Leit leider net de Fall ass, an duerfir gëtt ganz oft och intuitiv iwwer aner Saachen ofgestëmmt wéi iwwert déi Fro, ëm déi et eigentlech geet.

Duerfir wëll ech kloerstellen, dass haut an och den 10. Juli net iwwert d'Bréisseler Bürokratie zum Beispill ofgestëmmt gëtt, déi d'Tendenz huet, d'Leit munchmol ze nerven. Och net iwwer en europäesche Jargon, Sproochejargon, deen d'Leit ganz oft net verstinn, an deen och heiansdo net gutt ze verstoen ass. Wéi sollen d'Leit och verstoe wat e COREPER ass, wat d'JAI ass, wat d'Kritäre vu Kopenhagen genee bedeiten, oder wat d'Strategie vu Lissabon heescht. Mir missten eis uwinnen, egal wéi dee Referendum an déi Décisioun hei ausginn, eng Sprooch ze schwätzen, déi och verstane gëtt vu Leit, déi net am Europarecht spezialiséiert sinn. Mä och dorëms, iwwert de Sproochejargon, geet et net.

Et geet och net drëms, dass Europa a senger Struktur relativ komplex ass an net ëmmer ganz einfach duerchzegesinn ass. Mä ee Wuert Erklärung vläicht dozou. Europa huet sech an de 50er Joren aus dem Näischt erfonnt. Europa ass och haut esou vill Joren, bal en halleft Jorhonnert duerno, ëmmer nach en Unikum an huet sech am Fong vun Element zu Element selwer weidererfonnt a weiderentwéckelt. Dat erkläert, dass de Langage an och déi Strukturen, déi mer hunn, net ëmmer dat sinn, wat se dem Numm no ze si schéngen, an dat mécht et natierlech och net evident, fir ze verstoen ëm wat et geet.

Et geet och net ëm d'Delokalisatiounen a Chômage, well dee gëtt et wéinst der Globaliséierung an net wéinst Europa, mä deem ouni Europa op jidde Fall nach vill méi schwéier bäizekommen ass wéi dermat. Et geet och net ëm d'Deierecht vum Liewen oder de Stau op der Strooss, an et geet och net ëm de Bäitrëtt vun der Türkei, an och dozou wier vill ze soen. Well ob de Bäitrëtt vun der Türkei kënnt oder net, mengen ech, dass et am Intérêt vun all Mënsch ass, dass d'Türkei Effortë mécht, fir dee berühmtenen Acquis communautaire probéieren ze erfëllen. Ob en dann erfëllt ass oder net, wann d'Décisioun fält, ass et kloer, dass all Fortschrëtt net nëmme gutt ass fir d'Türkei, mä och gutt ass fir Europa an doriwwer eraus.

Et geet och net ëm eise Premier den 10. Juli, an et geet och net drëms, där enger oder där anerer Partei eventuell eng auszewëschen, esou ze soen en passant.

Et geet drëms, fir eng Verstäerkung vun Europa duerch eng politesch Dimensioun ze verdéiwen, fir dem Wirtschaftsris Europa zu enger ugepasstener Roll och um internationale Plang ze verhëllefen. Et geet drëms, d'Logik vum Krich ze ersetzen duerch eng erneiert a gefestegt Kultur vun der Négociatioun, op engem Kontinent, wou Länner ënner sech net méi wéi fréier mat Waffen, mä mat Argumenter fir d'Intérête vun hire Länner a vun hire Leit kämpfe wäerten. Et geet ëm eng Ausdehnung vun eisem Patriotismus an eisen Heemechtsgefiller, vun engem Land op e Kontinent, mat gedeeltene Wäerter, Objektiver, Rechter an och Symboler.

Besonnesch Lëtzebuerg, eent vun deenen äermste Länner wéi Europa gebuere ginn ass, wat entretemps eent vun deene räichste Länner ginn ass, e Lëtzebuerg, wat déi meeschten europäesch Institutiounen huet, wat am meeschte bis elo vun Delokalisatiounen op Lëtzebuerg profitéiert huet, wat als klengt Land am meeschten um internationale Plang u Prestige gewonnen huet, géif gutt drun doen, zu Europa ze stoen, och a schwéiere Momenter, well fir Lëtzebuerg ass Europa déi eenzeg Chance fir zesummen, och politesch, iwwer sech selwer erauszewuessen.

Virun ongefeier 50 Joer scho war probéiert ginn, e politescht Europa opzebauen, an och deemools scho mat der CED ass d'Grande Nation virun hirem eegene Courage zréckgeschreckt an huet décidéiert, si kéinten am Kollektiv net weiderexistéieren. An ech résistéieren net der Tentatioun, Iech eng Diskussioun vun 1983 zwëschent dem François Mitterrand an dem Jean-Pierre Chevènement erëmzeginn, an engem Moment, wou ech mengen déi éischte Kéier de Chevènement aus enger franséischer Regierung ausgetrueden ass a wou se eng Diskussioun haten, fir ze kucken, wat d'Ursaache wieren. Et ass festgestallt ginn, dass se eng eenzeg Differenz haten, an zwar déi iwwert d'Roll vu Frankräich an der Welt.

De Mitterrand huet wuertwiertlech dat heiten dem Chevènement geäntwert: «Vous avez raison, nous avons un différend. Vous pensez que la France a encore un rôle à jouer, mais moi, je sais que c'est fini. La France sans l'Europe n'est plus rien, sa seule chance d'exister est d'être au cœur de l'Europe.» Dat ass och haut nach richteg fir Frankräich, a sécherlech och virun allem fir Lëtzebuerg.

Fir dass Europa sech weiderentwéckele kann, brauche mir dësen „Traité établissant une Constitution pour l'Europe" als Kader mat verbesserte Strukturen, déi och adaptéiert si fir zu méi weider ze kommen, e Kader, an deem déi europäesch Politik sech aschreift an dee bestëmmt gëtt, net vum Kader selwer, mä vun der parteipolitescher Gewiichtung, notamment am Europaparlament. Well all Verfassung, och all national Verfassung, setzt net d'Politik op éiweg an ëmmer fest, déi hänkt dovun of wat déi Leit, déi d'Verantwortung ze droen hunn, mat deem Kader, mat där Verfassung maachen.

Ech ka vläicht ee Beispill aus der rezenter Vergaangenheet hei zitéieren: An den Debatten iwwert d'Reform, notamment iwwert dësen Traité, iwwert d'Majorité qualifiée méi prezis, war ënnert dem Aznar a Spuenien op eemol alles blockéiert. Spuenien zesumme mat Polen hu gemengt, si géife bei deem neie Majoritéitssystem méi schlecht ewechkomme wéi bei deem alen an et war alles blockéiert. Du koum dat dramatescht Attentat zu Madrid, duerno e Regierungswiessel a Spuenien a mat därselwechter Verfassung huet datselwecht Land mat engem anere politesche Responsabelen déi nei qualifizéiert Majoritéit ugeholl an Europa konnt virugoen, well Polen eleng näischt méi konnt blockéieren.

Dat just fir Iech ze beweisen, dass dee Kader, deen hei fixéiert ass, all d'Politike méiglech mécht, awer nëmme wann déi richteg Parteien, déi sozial engagéiert Parteien, gestäerkt ginn. Deen Text, ëm deen et hei geet, ass e Kompromëss, kee perfekten also, mä een dee vill besser ass wéi dat, wat mir haut hunn an een, deen och mar nach ka besser gemaach gi wéi en elo um Pabeier steet. De gesonde Mënscheverstand misst eis logescherweis dozou bréngen, léiwer e Spatz am Grapp wéi eng Dauf um Daach ze hunn, oder aneschters ausgedréckt: léiwer 50% vun engem méigleche Fortschrëtt wéi 100% vun Nullperspektiv.

Wat bréngt deen Traité vu Fortschrëtter? Verschidde Saachen - an ech hu se a sechs Kategorien opgedeelt.

1. Vereinfachung an Transparenz. Ech gi ganz séier driwwer ewech, well een als x-te Riedner oder Riednerin hei soss riskéiert ze villes ze widderhuelen.

Ee Buch, een Text, eng Struktur, eng Unioun an eng Unioun mat enger Personnalité juridique, déi et der Unioun erlabe wäert der europäescher Mënscherechtskonventioun bäizetrieden an esou domadder och intern an Europa eng extern Kontroll vun eisen eegenen Institutioune méiglech ze maachen.

Eng Clarificatioun vun de Kompetenzen. Dobäi wëll ech kuerz an engem Niewesaz just soen, dass Europa nëmmen déi Kompetenzen huet, déi d'Länner bereet waren oder sinn, Europa ze ginn - an dat sinn der de Moment nëmme véier -, an dass alles dat, wat doriwwer erausgeet, wéi zum Beispill d'Sozialpolitik, natierlech net kann um europäeschen Niveau eleng geregelt ginn, mä um nationalen, well do d'Kompetenze leien.

De Conseil muss deemnächst, wann den Traité géif duerchgoen, an öffentleche Sëtzungen iwwer europäesch Gesetzer - well dann hätte mer keng Direktive méi - diskutéieren an décidéieren.

2. Deen zweeten Avantage vum Traité ass d'Verstäerkung vun den Institutiounen. Et ass schonn hei drop higewise ginn, de Conseil européen an d'Europaparlament mat méi Pouvoiren, en europäeschen Ausseminister, eng besser qualifizéiert Majoritéit, etc..

3. En drëtte Punkt, dee mir perséinlech als Avantage ganz wichteg ass, ass méi Demokratie. An zwar net nëmmen iwwert de Wee vum Europaparlament, mä och iwwert de Wee vun den nationale Parlamenter. Ech si frou, dass hei scho gesot ginn ass, dass mir eis mat oder ouni dësen Traité als nationaalt Parlament musse virbereede fir dat Europa, dat mer haut hunn an dat ze wäit vun eise Bierger ewech ass, de Leit méi no ze bréngen, doduerch dass mer eis Verantwortung op alle Pläng an europäeschen Décisiounen och am Lëtzebuerger Parlament huelen an och déi Margen ausnotzen, déi deen neien Traité den nationale Parlamenter zougesteet.

D'Initiative populaire ass ugeschwat ginn an och dat ass en Instrument vun der Demokratie, wat net ze ënnerschätzen ass, wéi och net d'Consultatioun vun der Zivilgesellschaft oder den Accès zu Dokumenter, dee bis haut nach ëmmer deelweis problematesch ass.

4. Eng europäesch Citoyennetéit ass och fir mech ganz wichteg. Mä wat ass dat dann, froen d'Leit. Dat ass net nëmmen d'Recht ze circuléieren, sech ze etabléieren, ze schaffen an ze liewen an anere Länner zesumme mat aneren Europäer, mä dat ass och en Droit de vote actif a passif a verschiddene Wahlen, eng Protection communautaire et diplomatique fir d'Lëtzebuerger, an ech mengen, dass dat praktesch dat wichtegst Argument ass, well mir wëssen alleguerten, dass Lëtzebuerg net vill Ambassaden an der Welt huet. An dat heescht och en Droit de pétition an e Recht fir sech un den europäesche Médiateur ze wenden.

5. Last but not least kommen ech bei d'Mënscherechter. Dësen Traité bréngt méi Mënscherechter. A wie Mënscherechter seet, seet natierlech och Fraerechter, seet d'Festschreiwung vu Wäerter a vun Objektiver vun engem europäesche Gesellschaftsmodell, deen et bis haut néirens gëtt, Dir Dammen an Dir Hären, Wäerter wéi mënschlech Dignitéit, Fräiheet, Demokratie, Egalitéit, Mënscherechter, Rechtsstaatlechkeet an Objektiver wéi Fridden, Bien-être vun de Leit, Sécuritéit, Économie sociale de marché an Ähnleches, déi véier klassesch Libertéiten, a Symboler fir Europa, Symboler wéi e Fändel, eng Devise, eng Hymne an e gemeinsame Feierdag fir d'Zesummegehéiereregkeetsgefill an eisem Europa ze verstäerken. An do musse mer eis agestoen, dass et dobäi wierklech nach happert. Mir hu wierklech Intérêt, och dëse Facteur net ze vergiesse wa mer d'Prétentioun hunn, dat Europa vu muer de Bierger vu muer méi no ze bréngen wéi et haut de Fall ass mat de Bierger vun haut.

6. Dann hu mer och méi Soziales am Traité, och da wa mer wëssen, dass d'Sozialpolitik national bleift. Mir hunn eng Économie sociale de marché mat anere Prioritéiten, mat aneren Objektiver wéi nëmme Wirtschaftsperformancen, wéi zum Beispill den Niveau de l'emploi, d'Garantie de la protection sociale, d'Lutte contre l'exclusion sociale, asw., déi fir d'éischt an engem europäeschen Traité dra stinn, wéi och d'Services d'intérêt général, also eis Service-publicen. An niewebäi gesot, ginn och d'Rechter vun de Kanner an dësem Traité verstäerkt, genee sou wéi d'Kohesiounspolitik, wat erëm esou e Jargonswuert ass aus dem europäesche Kontext, well en fait ass och Kohesiounspolitik Sozialpolitik, mä net fir eenzel Leit, mä fir d'Regiounen an Europa.

Zum Schluss, Dir Dammen an Dir Hären, wollt ech Iech just un engem Beispill de Fortschrëtt vum neien Traité demonstréieren, an zwar dee vun der Egalitéit tëschent de Männer an de Fraen.

Éischtens steet an deem neien Traité an der Partie I, Artikel 2 iwwert d'Wäerter, also am éischten Artikel wou et op de Fong geet, dran, dass d'Egalitéit ee vun den europäesche Wäerter ass. Dat heescht, wa muer nei Adhésioune kommen, ginn déi Länner och am Kader vun de Kritäre vu Kopenhagen drop gepréift, ob si d'Egalitéit tëschent Männer a Fraen - jo oder nee? - respektéieren. Dat gëllt och fir e hypothetesche Bäitrëtt vun der Tierkei an enger gewëssener Zäit.

Zweetens hu mer eppes, wat mer de Moment zu Lëtzebuerg an engem Koalitiounsprogramm hunn, mä wou mer nach net vill dovu gesinn hunn, an zwar den Gender mainstreaming, deen net nëmmen am Virspann oder an der Charta steet, mä och an der Partie III am Artikel 116, en Article horizontal dee seet, dass all d'Politike vun der Unioun, dat heescht also och Aussepolitik, Justice, Affaires intérieures, drop kënne kontrolléiert ginn, ob se déiselwecht Konsequenzen hunn op d'Männer wéi op d'Fraen. Och dat ass méiglecherweis e redoutabelt Instrument fir d'europäesch Akten um legale Plang ze kontrolléieren.

Dann hu mer drëttens en Gender mainstreaming net nëmmen um Prinzip vun der Egalitéit, mä en Gender mainstreaming op alle Froe vun Netdiskriminatioun. Dësen Traité ass och deen internationalen Traité, deen am meeschten Elementer opzielt, firwat et an Europa verbueden ass diskriminéiert ze ginn. Ech brauch se net opzezie-



len, well si si bekannt. Mä och dat ass e Fortschrëtt, net nëmmen, mä och fir d'Egalitéit tëschent de Männer an de Fraen.

An da kënnt zum Schluss nach d'Charta vun den Haaptrechter an och do wëll ech lech just een Artikel virliesen, an zwar den Artikel 83, deen d'Egalitéit tëschent de Männer an de Fraen ubelaangt an dee seet: «L'égalité doit être assurée dans tous les domaines, y compris l'emploi, le travail et la rémunération et le principe ne fait pas obstacle et n'empêche pas le maintien ou l'adoption de mesures prévoyant des avantages spécifiques en faveur du sexe sous-représenté.» Dat ass, Dir Dammen an Dir Hären, heibannen eppes wat mir zu Lëtzebuerg an 20 Joer net fäerdeg bruecht hunn, net an där Form, net an där Stäerkt an och net mat deem prakteschen Nährwäert, wéi dat hei elo steet.

Mir hunn dann och nach en Artikel II-127, an deem et geet ëm d'Lutte contre la traite et l'exploitation sexuelle.

A schlussendlech hu mer nach d'Deklaratioun Nummer 13 déi virgesäit, dass d'Länner alleguerten opgefuerdert ginn alles ze maache wat se kënnen, fir d'Violence domestique an de Gréff ze kréien. Mir wëssen, dass dat a ganz Europa een enorme Fléau ass. Et kann een also soen, an ech soen dat net eleng, dat soen och Organisatioune wéi beispillsweis de Lobby européen des femmes oder den europäesche Juristinneverband, déi, mengen ech kënnen ze soen, Spezialistinnen op dëse Gebitter sinn, vun Europa an och vun der Egalitéit. Och si sinn zefridden a qualifiéieren dësen Traité als e Fortschrëtt, och da wann eng Paritéit bei der Besetzung vun allen europäeschen Institutiounen net an dësem Traité konnt duerchgesat ginn. Mä mir ginn eis hei jo och nach net sou séier geschloen.

Duerfir sinn ech mat grousser Iwwerzeegung fir dësen Traité, wéi meng ganz Fraktioun iwwregens, an net nëmme well ech un Europa gleewen, mä och well sech keng Alternativ zu dësem Traité ofzeechent. Och well d'Bolkestein-Direktiv, oder d'Bolkestein-Gesetz, wann et nom Traité kënnt, ouni dësen Traité komme kann, mä an deem Fall mat manner Awierkungsméiglechkeete wéi wa mer den Traité hätten, notamment vum Europaparlament a vun den nationale Parlamenter.

Och well ech net wëll, dass Europa nëmmen a klenge Gruppen nach sektoriell weiderkomme kann, well dat e grousse Solidaritéitsverloscht fir Europa géif bedeiten, an och well eng reng hypothetesch Neiverhandlung riskéiert méi liberal a manner sozial ze ginn a souwisou egal wéi géif Zäitverloscht bedeiten.

Och well ech kee Frënd vun Nationalismus, Egoismus a Friemefeindlechkeet sinn an déi dräi Begréffer carrément refuséieren. Ech sinn europafrëndlech, vläicht souguer nach e bësse méi. Mä ech si realistesch genuch, fir net dat Blot vum Himmel vun engem Vertrag ze verlaangen, deen och mar an iwwermar nach ka verbessert ginn.

Mä ech sinn iwwerzeegt, dass mat deem Traité, deen haut zur Ofstëmmung virläit, Europa besser gëtt, méi staark a méi effikass, méi demokratesch, méi offen a méi verständlech, méi no bei de Leit - an do si mer alleguerte gefuerdert -, méi sozial an och, Dir Dammen heibannen, méi fraefrëndlech.

Et ass also kloer, dass e positive Vote an dëser Fro net nëmme besser ass fir Europa, mä och iwwer Europa eraus, seng Bevölkerung an och a ganz besonnesch fir d'Fraen. Ech géing souguer gäre behaapten, an dat ass mäi leschte Saz, dass et och favorabel ass iwwert d'Grenze vun Europa eraus, dass dat Europa, wat haut zur Ofstëmmung virläit, mar Realitéit gëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen der Madame Err Merci an als nächste Riedner ass den Här Jean Huss agedroen. Här Huss, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, jiddereen, dee mech kennegeléiert huet, an och jiddereen, dee mech haut kennt, dee weess datt en et mat engem iwwerzeegten Europäer ze dinn huet. Jiddereen, dee meng politesch Aktivitéiten an deene vergaangenen 20 Joer, zënter der Grëndung vun deene Gréngen, verfollegt huet, konnt héieren, datt ech mech ëmmer fir eng méi staark politesch demokratesch, sozial an ekologesch Integratioun vun engem gemeinsamen Europa agesat hunn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn och haut fir de Prinzip vun enger europäescher Verfassung, well eng Verfassung ka mat dozo bäidroen, fir eng gewëssen europäesch Identitéit ze schafen; eng Identitéit, déi onofhängeg vum Jo oder Nee absolut noutwendeg ass.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir wësst alleguerten, datt ech am Januar vun dësem Joer op engem grénge Kongress fir en Nee zu deem virleiende Verfassungstext plädéiert hat an ech hat och géint deen Text gestëmmt. Ech hat deemools awer och deklaréiert, ech géif mech trotzdeem beim Vote hei an der Chamber un de Mehrheetsbeschloss vun dësem Kongress halen, an ech géif awer ëmgekéiert als fräie Bierger beim Referendum vum 10. Juli mat Nee stëmmen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass mer a mengem politesche Liewe wahrscheinlech nach ni esou schwéiergefall, hei elo, fir op de Knäppche vum „oui" ze drécken. Ech si weiderhi kloer fir den Nee, a wann ech trotzdeem elo hei aneschters ofstëmmen, dann huet dat just eng Haaptursaach, nämlech de Respekt vun de Statute vu menger Partei, déi besoen, datt all Membere vun der grénger Partei sech sollen u majoritär Kongressbeschlëss halen.

Ech liesen also vir, wat an de Statute vun der grénger Partei doriwwer steet; Paragraph 6, Punkt 2: „Jedes Mitglied hat die Pflicht, erstens die Grundsatzerklärung, die Programme und die Wahlplattform von 'DÉI GRÉNG' zu vertreten." An zweetens dee Paragraph, ëm deen et hei geet: „Jedes Mitglied hat die Pflicht, die satzungmäßig gefassten Beschlüsse der Parteiorgane zu beachten."

Grad och als Deputéierte vun de Grénge sinn ech also u Kongressbeschlëss gebonnen, och wann ech do dergéint war. A schwéieren Häerzens wäert ech also herno mat Jo stëmmen.

Eng aner Saach, déi mer dëse Vote awer vläicht e wéineg méi liicht mécht, ass meng Iwwerzeegung, datt dëse Vote hei, an och eise Referendum vum 10. Juli, souwisou Moutarde après dîner sinn, well nüchtern betruecht déi elo virleiend Verfassung, egal wéi den 10. Juli ofgestëmmt gëtt, nom negative Vote a Frankräich an an Holland menger Meenung no an där heuteger Form souwisou ni a Kraaft wäert trieden.

Och dat mécht mer dëse Vote, entgéint menger perséinlecher Iwwerzeegung, e wéineg méi liicht, an ech hoffen datt meng Frënn a Bekannte meng Situatioun haut hei kënne verstoen.

Wann ech haut hei géint de Mehrheetsbeschloss vun eisem Parteikongress géif verstoussen, da wier dat an der grénger Partei e Präzedenzfall, dee fir déi weider Entwécklung, eng demokratesch Entwécklung vum grénge Projet net gutt wier.

Trotz mengem Oui herno beim Vote wëll ech kuerz nach eng Kéier awer résuméieren, aus wat fir



Haaptgrënn ech da beim Referendum den 10. Juli trotzdeem wäert Nee stëmmen. Well ech aus Zäitgrënn net op all Detailer vu menger Kongressried vum Januar a vu verschiddenen öffentlechen Interventiounen dozou kann zréckkommen, just nach eng Kéier a Stéchwierder:

1. De virleienden Text, mat sengem drëtten Deel a mat sengen onzähllege Säite vun Annexen a Protokoller, ass iwwerhaapt keng seriö Verfassung. Seriö wier et gewiescht, just iwwert d'Deeler 1 an 2, nämlech iwwert d'Wäerter an d'Institutiounen an iwwert d'Charta vun de Grondrechter ze schwätzen.

2. Den drëtten Deel, säiteméisseg, mä och inhaltlech a mengen Aen den Haaptdeel, wou genaustens all méiglech konkret Politike vun der Unioun aus der Vergaangenheet beschriwwe gi sinn a wou vill Aspekter elo mat iwwerholl a konstitutionaliséiert ginn, mat deenen ech als Grénger net d'accord sinn, gehéiert net an eng Verfassung, besonnesch wann dat herno just nach kann iwwert d'Unanimitéit vun alle 25 verännert ginn.

3. Ech mengen dat ëmsou méi, wou an dësem drëtten Deel esouwuel eng reng liberal Wirtschaftspolitik an -entwécklung, wéi och an der Geld- a Kreditpolitik eng reng monetaristesch Politik vun der Europäescher Zentralbank virgeschriwwe ginn. An esoulaang dat net geännert gëtt, wäert Europa ni aus der ekonomescher Stagnatioun erauskommen, an och net aus Massenaarbechtslosegkeet a wuessender Précaritéit a verschiddene Länner.

Schold un der Kris an Europa ass awer net dee berüchtegte „polnesche Plombier". Schold sinn déi eben zitéiert ultraliberal a monetaristesch Politiken a schold ass och den nationalen Egoismus vun alle groussen europäeschen Helde wéi Blair, Schröder a Chirac, déi d'Erweiderung zwar berechtegterweis bedriwwen hunn, awer finanziell net bereet sinn déi Erweiderung och schnellstméiglech zu engem Succès ze maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech beim Referendum vum 10. Juli, also entgéint mengem heutege Parteibeschloss respektéierendem Vote, wäert Nee stëmmen, dann ass dat am Wesentlechen en Nee vis-à-vis vum drëtten Deel vun dëser sou genannter Verfassung a vis-à-vis vun der praktescher Onverännerbarkeet vun dëser Verfassung.

Zum Schluss vun dëser kuerzer Interventioun wéilt ech vun dëser Plaz och nach e klenge Pronostic woen. E Pronostic net iwwert d'Resultat vum Lëtzebuerger Referendum, mä iwwert déi weider Entwécklung vun der Verfassungsdiskussioun, well de Prinzip vun enger Europäescher Verfassung ass och a Frankräich an an Holland net gestuerwen, am Géigendeel.

Mäi Pronostic, mäi Wonsch och ass et nämlech, dass trotzdeem an zwee, dräi Joer eng Verfassung wäert kommen. Mä eng Verfassung, déi den Deel 3 ausschléisst a just déi zwee éischt Deeler wäert begräifen, do wou et ëm allgemeng gülteg Wäerter geet, iwwert d'Charta vun de Grondrechter an iwwert déi noutwendeg Adaptatioune vun den Institutiounen. Esou eng Verfassung kéint an zwee, dräi Joer, eventuell deeselwechten Dag, an alle 25 Länner nei virgeluecht ginn, an ech sinn iwwerzeegt, datt et da wahrscheinlech zu engem unanimë Vote fir esou eng nei Europäesch Verfassung kéint kommen.

Mäi Jo-Vote haut hei, an dat ass mäi leschte Saz, ass fir mech also kee Vote en faveur vun där elo virleiender Verfassung, mä héchstens ee Jo zu enger Verfassung, déi mer 2007 oder spéitstens 2008 hoffentlech nei wäerte kënne kréien.

Merci.

M. le Président.- Ech soen dem Här Huss Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch agedroen. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, Merci. Léif Kolleegen, als alleréischt wéilt ech dem Rapporteur félicitéieren, deen eng excellent Analys gemaach huet, net nëmme vum Traité constitutionnel, mä och vun der Genèse, déi zu deem Traité geféiert huet, an deen och, an dat fannen ech ganz gutt, déi spezifesch Aspekter ervirgehuewen huet, déi Lëtzebuerg ganz besonnesch betreffen. Also, Här Rapporteur, villmools Merci!

Dee Rapport ass vun der Kommissioun ugeholl ginn de 6. Juni. Du wousste mer natierlech nach net, wat fir Péripétieë géingen op ons zoukommen am Zesummenhang mam Referendum vum 10. Juli. Ech géing och mengen, dat wier bei dëser Diskussioun net wichteg, well déi Diskussioun, déi de Referendum betrëfft, hate mer jo d'lescht Woch.

Ech wëll an deem Zesummenhank ganz besonnesch dee remarquabelen Exposé ervirhiewe vum Statsminister, dee mat Engagement op all déi Froen agaangen ass, déi ons Matbierger beschäftegen, an deen och un déi Ursaachen erënnert huet, woufir mir als Lëtzebuerger sollen a musse fir dee Vertrag stëmmen.

Wéi de Statsminister sinn ech mat Häerz a mat Verstand fir Europa, an also och fir de Jo zur Constitutioun.

Här President, erlaabt mer e Wuert ze soen zu der Interventioun vun onsem Kolleeg Jean Huss. Ech verstinn déi schwiereg Situatioun, an där hie sech befënnt, an ech hu mat Intérêt nogelauschtert, aus wat fir engen Ursaachen hie bei dësem Vote Jo stëmmt. Et éiert hie vläicht, dass hien de Beschluss vu senger Partei wëllt suivéieren.

Ech weisen awer dorobber hin, dass et contraire ass zum Artikel 50 vun onser Constitutioun…

Une voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- …, déi virgesäit «que les Députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché».

Plusieurs voix.- Très bien!

Une voix.- Dat huet den Här Huss och.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Här President, wat nun den Traité constitutionnel betrëfft, do wëll ech drop hiweisen, dass deen net op eemol opgetaucht a wéi vum Himmel gefall ass, mä dass et ee Schrëtt weider ass an engem Prozess, dee mer engagéiert hunn an de 50er Joren.

A wann d'Deklaratioun vum Robert Schuman zu Paräis gemaach ginn ass am Salon de l'Horloge, da kann een awer soen, et huet alles zu Lëtzebuerg ugefaangen, well déi éischt Sëtzung vun der Haute Autorité vun der Communauté européenne du Charbon et de l'Acier huet stattfonnt am August 1952 hei zu Lëtzebuerg, an zwar an der Märei um Knuedler.

Mir sinn en Zwerg op der politescher Zeen. Mä ech wëll drun erënneren, dass e Parteikolleeg vu mir aus der Belsch, de Louis Michel, virun e puer Deeg gesot huet, mir wieren een «Géant de l'Europe». Ech maache mer net ze vill Illusiounen zu där Ausso, mä ech géing soen, wa mer e „géant de l'Europe" sinn, dann ass et „grâce à l'Europe".

Wa mir haut dat duerstellen, wat mer an Europa an an der Welt sinn, dann ass et, well mer e Member si vun der Europäescher Unioun. Vu jee hier war d'Tatsaach, dass mer enger gréisserer Gemeinschaft konnten ugehéieren - sief dat den Zollveräin, sief et duerno d'Union économique belgo-luxembourgeoise, sief et de Benelux, an duerno d'CEE -, ëmmer positiv fir onst Land an huet ons gehollef déi Problemer ze meeschteren, déi sech onsem Land stellen.

An ech géing hei un e Saz wëllen erënneren, deen den Här Nicolas Schmit vläicht erkennt, an deen 1989 geschriwwe ginn ass: «Jamais dans son histoire notre pays n'a joué un rôle aussi important sur la scène internationale que depuis la création de la CEE; jamais auparavant il n'a bénéficié d'une prospérité économique aussi grande.»

Här President, trotz alle Schwieregkeeten, trotz alle Suergen, déi mer am Laf vun de Jore mat der Communauté haten, an duerno mat der



EU, ass et ganz evident, dass Europa ons ganz vill ginn huet. Dat ass wouer fir ons Landwirtschaft. Dat ass wouer fir ons Sidérurgie. Dat ass wouer fir ons Finanzplaz, an dat ass wouer fir déi Plaz an dee Rôle, dee mir haut an Europa an an der Welt kënne spillen. Dat bleift wouer fir d'Zukunft, besonnesch an enger Zukunft, déi markéiert ass vun der Globalisatioun.

Wou wäre mir an dëser globaliséierter Welt, wa mer net e Member vun der EU wieren? Mir mussen also onsen Attachement zu Europa confirméieren. Mir mussen, mir sollen a mir wäerten den Owend de Projet de loi iwwert d'Approbatioun vun dëser Constitutioun stëmmen, a mir sollten alleguerten als Lëtzebuerger den 10. Juli beim Referendum Jo stëmmen.

Ech géing derbäifügen, dass wann déi franséisch an hollännesch Wieler der Meenung waren, dass si sollten Nee stëmmen, dann ass et net un hinnen ons Décisioun ze bestëmmen an ons ze soen, wéi mir ons solle verhalen a wéi mir sollen ons Responsabilitéiten iwwerhuelen.

De Conseil européen huet d'lescht Woch gesot, dass d'Poursuite vum Ratifizéierungsprozess weidergeet. Ech mengen, mir sollen an deem Kontext ganz kloer ons Responsabilitéiten iwwerhuelen a mir sollen als Lëtzebuerger Bierger, als Lëtzebuerger Wieler Jo zu där Constitutioun soen.

Woufir? Ech wëll net hei eng Analys vun allen Dispositioune vun dësem Verfassungsvertrag maachen. Dat ass gemaach ginn am Exposé des motifs, am Avis vum Conseil d'État, am Rapport vun der Commission des Affaires étrangères.

Mä ganz schnell zesummefaassend wëll ech soen, déi Constitutioun huet eng éischt Partie, déi d'Valeuren an d'Objektive vun der Unioun definéieren, d'Kompetenze vun der Unioun, d'Architecture institutionnelle vun der Unioun an den demokratesche Charakter vun der Unioun.

Déi zweet Partie gëtt der Charte des droits fondamentaux e juristesch bindende Charakter, an ech mengen dat wier eng gutt Saach an en echte Fortschrëtt.

Déi drëtt Partie, dat ginn ech dem Här Huss an aller Offenheet zou, ass illisible. Mä si mécht soss näischt wéi dat ze résuméieren, ze simplifiéieren an ze kodifizéieren, wat haut schonn d'Gesetzgebung an der Europäescher Unioun ass. Si ännert also grondsätzlech dozou guer näischt. Si mécht just nëmmen d'Liesung vun den Texter e bësse méi einfach.

Dee véierten Deel huet d'Dispositions générales et finales, déi d'Transitioun tëschent deenen zwee vergaangenen Traitéen iwwert d'Communauté européenne an d'Union européenne, engersäits, an dem Traité constitutionnel, anerersäits, regelen, an déi d'Procédures de révision regelen.

Nom President vum Konvent, dem Valéry Giscard d'Estaing, geet et duer, fir d'Portée vun der Fro, déi ons am Referendum gestallt ass, ze appréciéieren, déi siwen éischt Artikele vun der Constitutioun ze liesen, d'Artikelen I-1, I-2, I-3, I-4, I-9, I-10 an I-11.

Ech géing soen, dass souguer vläicht zwee Artikelen duergi fir drop hinzeweisen, woufir mer et musse stëmmen, a fir d'Äntwert ze ginn op déi falsch Argumenter, déi vun de Partisanë vum Neen ëmmer erëm gebraucht ginn. An dat ass den Artikel I-2 an I-3. Ech wëll déi hei net ganz virliesen. Mä ech wëll awer drop hiweisen, dass do geschwat gëtt vun: Dignité humaine; Liberté; Démocratie; Égalité; État de droit; Respect des droits de l'homme; Pluralisme; Non-discrimination; Tolérance; Justice; Solidarité an Égalité entre les hommes et les femmes.

Fridden, dat soen ech ganz haart deenen, déi mengen, dat hei wier en, net Anti-Frieden-, mä Anti-Friddensvertrag.

Weider: Bien-être des peuples; Espace de liberté, de sécurité et de justice; Marché intérieur - jo, well dat war et jo vun Ufank un -; mä och Développement durable; Économie sociale de marché; Plein emploi; Progrès social; Qualité de l'environnement; e Kampf seet den Artikel I-3 un, géint d'Exclusion sociale an Diskriminatiounen a setzt sech a fir d'Justice an d'Protection sociale.

Dat sinn d'Wäerter, déi mer bejoen, wa mer dem Vertrag onse Jo entgéingtbréngen.

An ech géing an deem Zesummenhang awer och un dat erënneren, wat de Michel Wolter virdrun op dëser Tribün gesot huet. Ech froe mech, wou onse Kolleeg, de Gast Gibéryen, haut ass, deen als Member vum Konvent keng Geleeënheet verpasst huet fir mam President op der Foto ze sinn, deen den Text vum Konvent ënnerzeechent huet, dee fir d'Constitutioun war an du géint d'Constitutioun war an dunn anscheinend net richteg weess, wat e soll maachen, an dofir ass en haut net do.

(Interruptions)

Ech mengen et ass net domadder, dass een net do ass, dass een deem Mandat entsprécht, deen d'Wieler ons mat op de Wee ginn!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Ech wëll, wéi gesot, net op all d'Dispositioune vun der Constitutioun agoen. Ech wëll vläicht nëmmen zwou, dräi Froen opwerfen, déi de Moment an der öffentlecher Debatt schénge Virrang ze hunn.

Verschidde Leit mengen, dass d'Unioun sech ze vill mam Wirtschaftleche beschäftegt an net genügend mam Sozialen. Sécher war d'original Logik vun der Unioun, vun der CECA iwwert d'CEE bis zum grousse Maart, eng wirtschaftlech Logik. Mä mir si säithier ganz wäit komm, an nach ni huet de soziale Beräich - an dat ass op dëser Tribün scho gesot ginn - esou vill Opmierksamkeet geschenkt kritt, wéi just an dëser Constitutioun.

Ech weess och, Här President, dass, wann ech elo hei vu Responsabilité sociale schwätzen, ech den Här Hoffmann an d'Madame Frisch net kann iwwerzeegen. Mä nach, schéngt et mir, ass et keen Zoufall, wann d'Chambre des Employés privés an d'Chambre du Travail an hirem Avis ervirhiewen, dass um soziale Gebitt de Vertrag vill méi wäit geet wéi alles dat, wat mer bis elo kannt hunn. Si weisen op eng Partie Bestëmmungen hin an erwähne ganz besonnesch - an dat schéngt mer wichteg - déi horizontal sozial Klausel vum Artikel III-117.

An ech wëll hei och soen, dass compte tenu vun deene ville Froen, déi d'Leit am Land sech stellen, et mer och derwäert schéngt drop hinzeweisen, dass den Artikel III-122 ganz ausdrécklech d'Zukunft vun de Services, déi een elo d'intérêt général nennt an déi ee fréier Services publics genannt huet, garantéiert. E gesäit vir, dass d'Unioun an d'Mitgliedstate mussen dofir suergen, dass déi Servicer fonctionnéieren, opgrond vun unerkannte Prinzipien an a Konditiounen, déi deene Servicer et erméiglechen, hir Missioun ze erfëllen.

Schliesslech wëll ech och ervirhiewen - et ass zwar och scho gesot ginn, mä ech wëll et nach eng Kéier ënnersträichen -, dass am Zesummenhang mat der partizipativer Demokratie deen neie Rôle, deen op d'national Parlamenter zoukënnt, mir schéngt e gewaltege Schrëtt no vir am europäesche Gefüge ze sinn.

D'national Parlamenter sinn elo associéiert ënner anerem duerch e Méchanisme d'alerte précoce fir d'Kontroll vun deenen zwee Prinzipie vu Subsidiaritéit a Proportionalitéit ze garantéieren. En Drëttel vun deene Parlamenter kann, wa se mengen, dass déi Konditiounen net erfëllt sinn, de Projet renvoyéieren a froen, dass e réexaminéiert gëtt.



Sécherlech - an de Rapporteur huet dat gesot - sinn d'Délaien, an deem dat ka geschéien, ganz kuerz, an onst Haus muss sech dorophin organiséieren a sech d'Méttele ginn, fir effektiv déi Responsabilitéit kënnen ze assuméieren. Mä menger Meenung no ass hei e ganz gewaltege Fortschrëtt gemaach ginn.

Säit laange Jore war ëmmer e gewëssenen Zwiespalt tëschent dem Europaparlament an den nationale Parlamenter, eng gewësse Frustratioun bei den nationale Parlamenter, an ech mengen, déi nei Bestëmmunge ginn e wäite Wee fir där Frustratioun entgéintzewierken a fir effektiv den nationale Parlamenter en aktive Rôle an der europäescher Gesetzgebung ze ginn.

Déi Constitutioun stellt kee fundamentalen Intérêt vun onsem Land a Fro, weder um institutionelle Plang, nach um fiskale Plang, nach um soziale Plang, wou d'Regel vun der Unanimitéit gewahrt ass. Dës Constitutioun setzt kee Moment d'Zukunft vun onse Matbierger, vun ons alleguerten a Fro, och net d'Droits acquis. Contrairement zu deem wat vill Leit mengen, geet kengem eppes of bei senger Pensioun, bei senger Rent, kee verléiert seng Plaz. Dat sinn déi Froen, déi mer ëmmer an de Versammlunge gestallt kréien. Et ass ganz evident, dass dës Constitutioun mat deene Froen näischt direkt ze dinn huet.

D'Constitutioun, au contraire, souguer wa se net perfekt ass, gëtt ons besser Mëttelen, fir weider am Intérêt vum wirtschaftleche Wuesstum a vum soziale Fortschrëtt ze wierken a fir besser op déi Erausfuerderungen ze äntworten, déi d'Globalisatioun ons, wéi allen anere Länner, stellt.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Meng Fraktioun seet also Jo zu deem Projet, dee mer haut diskutéieren. Meng Fraktioun wäert dee Projet stëmmen. Mir hoffen a mir mengen, dass d'Lëtzebuerger Vollek och Jo wäert soen am Referendum zu dëser Constitutioun. Mir hunn ons engagéiert a mir wäerten ons bis zum 10. Juli weider engagéieren, fir dass mer deen Owend vum 10. Juli net am Lager vun den Nee-Sager sinn, sondern am Lager vun deenen, déi zur Constitutioun Jo gesot hunn, a ganz bestëmmt am beschten Intérêt da vum Lëtzebuerger Land.

Engersäits fir dass Lëtzebuerg soll e ganz staarkt Signal ginn am Intérêt vun Europa, fir dass mir ons ausspriechen am Intérêt vun enger Économie sociale de marché, also enger sozialer Maartwirtschaft, engem héije Protektiounsgrad an enger nohalteger Entwécklung. An engem Wuert géing ech soen, dass mir ons ausspriechen fir den europäesche Sozialmodell a mir ons domadder och fir ons eegen Zukunft ausspriechen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Als leschte Riedner op der Lëscht ass agedroen den honorabelen Här John Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, natierlech ass schonn am Laf vun där ganzer Debatt villes gesot ginn a munches widderholl ginn. Dat wäert mir net besser goen. An trotz allem wëll ech och ënnersträichen a widderhuelen, wat déi historesch Bedeitung vun deem Referendum do ausmécht a bedeit.

Ech sinn och ee vun deenen, an déi meescht heibannen, déi voll hannert deem stinn, wat de Statsminister den 21. hei op dëser Plaz gesot huet, mä och all déi, déi haut eng kloer Sprooch an dëser Chamber, an un hirer Spëtzt de Fayots Ben als Rapporteur, zu deem Referendum ausgedréckt hunn; ech kann dat och deelen.

Kolleeginnen a Kolleegen, wéi gutt oder wéi schlecht, wéi komplett oder onkomplett déi Verfassung ass, ass se perfekt oder net perfekt, dat géing ech esou beäntwerten: Gëtt et op der Welt eng perfekt Verfassung? Si wäerten alleguer esou sinn, dass se Stäerkten a Schwächten hunn. Mä si sinn all esou, dass se Spillraum hunn, do wou et demokratesch Spillregele gëtt, do wou et en demokratesche Stat gëtt, an och an enger Europäescher Unioun, déi demokratesch ass, an dat ass se jo, bleift dee Spillraum. E bleift doduerch, well et och e Spill vu Kräfteverhältnisser ass.

Et kann een alles och mat enger Verfassung beaflossen, wann een d'Argumenter, d'Energie, d'Kraaft bréngt, an ech zweifelen net drun, dass d'Zivilgesellschaft an Europa an dass besonnesch d'Gewerkschaften, mä och déi politesch Parteien et fäerdeg bréngen, dat Bescht aus där Verfassung fir Europa, fir seng Mënschen, ze maachen.

Déi Millioun, déi ee brauch am Petitiounsrecht, schéngt vill, ass awer wéineg par rapport zu 450 Milliounne Mënschen, déi an där Unioun liewen. Kräfteverhältnis ass eng Saach, méi politesch Demokratie an där Europäescher Unioun duerch déi Verfassung ass eng aner wichteg Saach, an et ass hei oft schonn op déi Méibedeitung oder iwwerhaapt Méiglechkeet fir d'national Parlamenter higewise ginn, Asproch ze erhiewen, respektiv d'Gestaltungsméiglechkeet ze hunn, wat bis elo net de Fall war, a loosse mir éierlech sinn a loosse mir deenen dat soen - engem Deel, déi un der Spëtzt vun der Nee-Bewegung stinn -, dass si oft d'Verfechter vu Staten a vu politesche Systemer waren, déi déi bescht Verfassunge vun der Welt haten.

Une voix.- Très bien.

M. John Castegnaro *(LSAP)*.- Si haten awer keng demokratesch Spillregelen, et gouf och do kee Spillraum, et gouf do Prisongen, et gouf Aarmut an Ausgrenzung, am Endeffekt gouf et en Desaster, eng Faillite, eng Bankrotterklärung op d'Käschte vun deene Mënschen, déi elo solle verteidegt ginn.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Fall vun der Berliner Mauer - fir déi mol eng Kéier als Beispill ze huelen - huet d'Kräfteverhältnisser net nëmmen an Europa, mä an der Welt déifgräifend verännert. An de Fall vun där Mauer huet et net méi einfach gemaach - dat wësse mir - fir d'Mënschen an deem Deel vun Europa, mä huet et och schwéier gemaach fir d'Mënschen am Deel vun eisem alen Europa. An ass et net esou, dass déi Globaliséierung, déi oft ugeschwat gëtt, eng Folleg ass vun deem gesellschaftspolitesche Desaster, deen Enn den 80er Jore stattfonnt huet, an deen net nëmmen eng gesellschaftspolitesch Fraktur erbäigefouert huet, mä eng Fraktur schlechthin, well de sou genanntene Kapitalismus, an domat den ugestrieftenen Neoliberalismus, sech als Vainqueur an där jorzéngtelaanger Ausenanersetzung spiert a fillt an dofir mengt, hie misst sech kënne mat engem wëllen Neoliberalismus duerchsetzen?

Europa, dat sinn natierlech och gewëssen Turbulenzen, dat kann een an däerf ee jo net verstoppen - a mir hunn dat och an de leschte Wochen hei a villen Debatten ervirgestrach -, de Phenomeen vun den Delokaliséierungen, dee vläicht bei eis, an net nëmme vläicht, mä manner spillt, déi Privatiséierungswut, öffentlech Betriber, déi sollen ofgeschaf ginn, Déngschleeschtungen, déi privatiséiert solle ginn, alles dat mécht Ängschten op déi muss d'Politik - mir - Äntwerte ginn, an déi gi mir jo och.

An dee Projet vun enger Bolkestein-Direktiv, wierklech gedroe vu wëllem Neoliberalismus, ass vun eise Ministere während der Présidence an den Tirang vertässelt ginn, mä gëtt leider ëmmer erëm vum President vun der Kommissioun ervirgeholl an ëmmer erëm an de Vierdergrond geréckelt. An et ass dat, wat Onsécherheet mécht, an et ass do, wou d'Politik sech muss definitiv duerchsetzen. An et ass jo do, wou mir iwwert déi Verfassung déi politesch Méiglechkeete kréien, fir der europäescher Bürokratie Grenzen ze setzen, fir ze suergen dass déi, déi zu Bréissel sëtzen - wéi mir et ëmmer soen -, net méi laang d'Gefill hunn, dass si de Stat am Stat sinn an dass si déi am Endeffekt sinn, déi menge si kéinten Europa, an d'Schicksal vun Europa senge Mënschen, eleng steieren.

Dofir brauche mir déi Verfassung, fir méi politescht Matsproochrecht, Matdécisiounsrecht, fir dee Sozialmodell Europa kënnen ze erhalten, an net nëmmen ze erhalen, mä auszebauen. An dat neit Europa, gefestegt duerch déi Europäesch Verfassung, kann eng Äntwert op d'Globaliséierung, besonnesch op déi, fannen.

An déi Erausfuerderung musse mir ugoen a mir wëssen alleguer - an dat ass och scho gesot ginn -, de Prozess vun der europäescher Konstruktioun hält jo elo net op, och net wann d'Verfassung dann awer ratifizéiert gëtt an a Kraaft trëtt. Dat do ass jo eng weider, eng ganz wichteg Etapp an där europäescher Konstruktioun. A mir wëssen a mir mussen nach d'Energie dofir hunn a behalen, fir an der Zukunft weider drun ze schaffen, fir dat Europa nach besser ze maachen, fir, wa mir déi éischt Verfassung emol hunn, schonn unzefänken déi zweet virzebereeden, dat ass jo iwwerall esou, och bei eis hei zu Lëtzebuerg.

Mä ech sinn och d'accord mat deem, wat de Statsminister d'lescht Woch gesot huet, a wat anerer haut gesot hunn: D'Erweiderung vun Europa, war se ze fréi oder hätt se misse méi spéit kom-

men? Mä si war mat Sécherheet net ze fréi an et muss weidergoen, well et eng Noutwendegkeet ass. An do musse mir mat eis selwer zu Geriicht goen an dat musse mir de Leit och vermëttelen.

Wann ee Solidaritéit schwätzt, dann ass dat jo net nëmmen eppes wat een a Wierder kleet oder a Sonndesriede gebraucht, mä Solidaritéit ass eppes ganz Reelles, eppes ganz Praktesches. Et ass d'Fro vum reellen Deelen, bereet sinn e bësse vu sech ze ginn, fir dass anerer endlech eppes kréien, dass si bei sech doheem Aarbecht fannen, dass si do wou si sech wuel fillen och kënne bleiwen an net forcéiert ginn an d'Ausland ze goen. De Räichtum gerecht ze verdeelen, och an eisem alen Europa, ass a bleift dat grousst Thema, awer genee esou Aarbecht schafen am alen Europa an an deem Stéck Europa, wat bäikomm ass.

Mir brauchen en Europa - an ech mengen, dass d'Verfassung do eng nei Ausgangsbasis bitt -, wat ee soziale Fortschrëtt an domat sozial Gerechtegkeet erméiglecht an iwwert dee Wee och Fräiheet a Mënscherechter an domat och anstänneg Loun- an Aarbechtsbedingungen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Stellewäert vun de Sozialpartner an där EU-Verfassung, d'sozial Maartwirtschaft, d'Charta vun de soziale Grondrechter, d'Petitiounsrecht vun de Bierger, vun der Zivilgesellschaft, vum europäesche Gewerkschaftsbond, ënner anerem sinn dann eng Realitéit an domat och dat Kräfteverhältnis, wat ech ëmmer erëm wëll uschneiden, well et wichteg a wesentlech ass.

A mir brauchen dat Europa mat där Verfassung. Mat enger Verfassung, déi reguléiert, déi verhënnert, dass déi eng ëmmer nëmme Recht hunn an déi aner ëmmer nëmme musse streiden a kämpfe fir Recht ze kréien. Déi Verfassung, déi brauche mir awer och well si eis et erméiglecht méi soziale Fridden ze realiséieren.

Léif Frënn, hei gëtt ëmmer d'Beispill vun der Europäescher Unioun als de Kontinent vum Fridden zënter 1945 genannt. Jo, dat ass richteg, mä vergiesse mir net, dass et Weltkricher gouf, besonnesch déi lescht, déi um Ursprong déi wirtschaftlech Ausernanersetzung tëschent Groussmuechten haten an hannendru Massenaarbechtslosegkeet, Aarmut, Ausgrenzung, sozial Veraarmung, an dat gëtt Faschismus an Nationalismus, an dat musse mir verhënneren.

Soziale Fridde bedeit, Fridden, sozial Fraktur bedeit, dass et bei der Däiwel kéint eng weider Kéier goen, an d'EU kann a muss a wäert mat där Verfassung déi sozial Fraktur verhënnere kënnen, wa se geziilt agesat gëtt.

A mat där Verfassung, léif Frënn, brénge mir et och fäerdeg, där wëller an eesäiteger Globaliséierung ee Rigel virzeschiben an ze verhënneren, dass et ëmmer erëm op d'Käschte vu Länner a besonnesch vu Mënsche geet.

Loosse mer och éierlech sinn, déi Europäesch Verfassung stellt weder de bestehende Subsidiaritéitsprinzip zënter Maastricht tëschent de Sozialpartner a Fro, sou wéineg wéi se alles dat a Fro stellt, wat der Souverainetéit ënnerläit am Sozialberäich, am Aarbechtsrecht.

Eisen Indexsystem gëtt mat där EU-Verfassung net ofgeschaf, duerfir si mir hei responsabel. Dat ass en Engagement, dee mir hei zu Lëtzebuerg vis-à-vis vun eise Leit zu Lëtzebuerg hunn. Dat gëllt fir de Rentesystem, fir de Krankekeesesystem, fir d'TVA, fir d'Steierpolitik, d'Kollektivverträg an de Mindestloun; alles dat, wat eigentlech d'Stäerkt vum soziale Modell Lëtzebuerg ass, gëtt och duerch déi Verfassung net a Fro gestallt, mä gëtt a menger Interpretatioun net nëmme bestätegt, mä verstäerkt.

An et ass jo keen Zoufall an och kee Cadeau, dass d'Privatbeamtechamber, d'Arbeiterkammer, den OGB-L an den LCGB e Jo zur Verfassung gesot hunn, well se méi sozial Engagementer an där Verfassung do festgestallt hunn - an dat gesinn ech och esou -, an duerfir e ganz kloert Bekenntnis hei zu där Verfassung ausdrécken.

Et gëtt méi Wirtschaftsdemokratie, et gëtt méi politesch Demokratie fir vill Deeler aus dem Vollek, dat sech engagéiert an der Zivilgesellschaft, an de Gewerkschaften, mä och fir d'national Parlamenter; och dat ass hei gesot ginn. A wa mer dann och nach ophalen, fir alles Negatives ëmmer ze soen, déi Béis sëtzen zu Bréissel, an alles Positives, déi Gutt sëtzen zu Lëtzebuerg oder zu Paräis oder wou, da mengen ech géingen d'Leit méi Verständnis kréie fir dat wat Europa ass an och ka sinn, wann de politesche Wëllen dofir besteet.

Mir hunn hei, wéi all déi aner Länner, d'Diskussioun ugefaangen iwwert d'Relance vun der Lissabon-Strategie. Mir hu kloer zum Ausdrock bruecht, dass eist Parlament - an et ass jo amgaang - sech do voll engagéiert, well mer eis eiser Responsabilitéit net wëllen entzéien a well mer d'Gewerkschaften an d'Sozialpartner net wëllen eleng loossen, mä eisen Deel vu Responsabilitéit wëllen iwwerhuelen a mussen iwwerhuelen, an dat och am Zesummenhang mat der Kompetitivitéitsdebatt, mat der Währungs- a Stabilitéitsproblematik.

An der Aarbechtslosegkeet kënne mer jo net all eenzelne Chômeur der Politik vu Bréissel ukreiden. Mä och hei hu mer an der Debatt virun e puer Woche kloergestallt, dass mer eng national Responsabilitéit hunn an dass mer déi wëllen an den nächste Méint a Jore regelméisseg an der Chamber hei diskutéieren an deene Kommissiounen, déi duerfir zoustänneg sinn, diskutéieren a Léisungen op eis eege Problemer fannen.

Erlaabt mer op eppes hinzeweisen, well jo ëmmer gesot gëtt: Wann déi Verfassung bis do ass, da kommen d'Auslänner alleguer op Lëtzebuerg. A mir wëssen, dass et net esou ass. Mir hunn e Règlement grand-ducal, en Accord, deen 2004 ausgehandelt ginn ass, dee seet, et gëtt Iwwergangsbestëmmungen. Et gëtt Iwwergangsbestëmmungen, déi d'Fräizügegkeet anengt. Doriwwer brauch een net onbedéngt houfrech ze sinn, dat ass eng aner Fro, mä et soll een deene Leit et soen, déi Angscht hunn, dass e Pol oder en Ukrainer oder e Lett oder ween och nach kënnt eng Aarbechtsplaz ewech huelen, dat ass bis 2007 einschliesslech net méiglech. Et ka weider erweidert ginn, wa mer d'Angscht an d'Gefill hätten, oder géinge feststellen, dass ee kënnt iwwerlaf ginn. Och dat soll een de Leit, de Mënschen an dësem Land net virenthalen. Mä et muss een d'Wourechte soen an et muss een och dat soen, wat dann effektiv an deem Europa scho geschitt, respektiv duerch déi Verfassung méi positiv ka geschéien.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et soll een och vläicht mol eng Kéier drop hiweisen, dass e räicht Land wéi Lëtzebuerg - entre guillemets - vun der Europäescher Unioun vill Milliounen Euro kritt huet, fir strukturgeschiedegt Regiounen hëllefen opzebauen, ze reorganiséieren, ze restrukturéieren. Et muss een net verstoppen, dass mer aus den europäesche Sozialfonge Millioune vu Sue kritt hunn, fir all méiglech Modeller ze begleeden an ze entwéckelen, och an dem Kampf géint d'Aarbechtslosegkeet. Mir sollten also net esou maachen, wéi wa mer ëmmer nëmme géinge bezuelen, näischt zegutt hätten, oder wéi wann Europa désinteresséiert wier un deem, wat dann awer eis Suerge sinn, respektiv d'Erausfuerderung fir eis Leit sinn. Och dat soll ee gesot hunn.

An ech wëll domat eigentlech dann awer un d'Enn komme fir net hei den Owend ze iwwerstrapazéieren, andeem ech soen, e Jo fir d'EU-Verfassung, dat ass e Jo fir Lëtzebuerg. Et ass och e Jo fir Europa. Et ass virun allem e Jo fir d'Mënschen an et ass e Jo fir d'zukünfteg Generatiounen. An dee Jo, dee mir ginn, ass d'Responsabilitéit vun eis heibannen, mä och vum Vollek dobaussen.

Et geet ëm de Stellewäert vun dësem Land an Europa an an der Welt, mä et geet virun allem drëm, dass eis jonk Mënschen, déi, déi et elo scho gëtt, an déi, déi nokommen, op eis kënnen houfrech sinn an eng Plaz an der Zukunft hunn, eng Stell, eng Plaz, eng Aarbechtsplaz, eng sozial Ofsécherung hunn. Et rentéiert sech, Jo ze soen.

Merci.

Une voix.- Bravo!

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Zum Ofschloss vun der Debatt huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech géif gären, elo wou et un der Regierung ass, am Numm vun därselwechter dem Rapporteur, dem Här Ben Fayot - oder Fayots Ben, wéi den Här Castegnaro seet -, Merci soe fir dee Rapport, deen excellente mëndleche sou, wéi schréftlechen, deen e virgeluecht huet, a fir dee Liewenswee, deen et méiglech gemaach huet, dass en sech esou zu deene Froe konnt äusseren, wéi en et hei gemaach huet. Och Rapporten zu wichtege Saachen entstinn net aus dem Näischt. Mir fannen hir Wuerzelen an Iwwerzeegungen, a beim Ben Fayot sinn dat déif Wuerzelen an där, déi laang gewuess sinn, an dofir war dat gutt nozelauschteren an och gutt gesot.

Déi Debatt, déi duerno stattfonnt huet, war och gutt, well mer ee Feeler net gemaach hunn heibannen. Éischtens hu mer net ze vill mat deene gestridden, déi net hei sinn. Déi wollte jo och net, dass géif mat e gestridde ginn. Dofir si se net heihinner komm. Da solle mer och net mat e streiden, wa se net hei sinn.

(Hilarité)

An dat Zweet ass, dass net probéiert ginn ass, där Europäescher Verfassung Dugenden, Mériten, Avantagen unzedichten, déi den Europäesche Verfassungsvertrag, wéi all politeschen Entworf vu Mënschen, ganz einfach net kann hunn.

Ech sinn dergéint, dass een dee Verfassungsvertrag a Grond a Buedem stampft a verdäiwelt. Ech sinn och dergéint, dass een esou mécht, wéi wann duerch eng wonnersam europäesch Awierkung, am Fall wou dee Verfassungsvertrag eng Kéier a Kraaft trëtt, all Problemer, déi mer an Europa hunn, oder déi mer heiheem begéinen, géifen eng Léisung fannen. Esou ass et net. Wann et esou einfach wier, wieren anerer virun eis jo op d'Iddi komm, fir Problemer vun de Mënschen duerch Aufsätz ze léisen. Mir wëssen, dass ee Problemer vun de Mënschen doduerch léist, dass een, ass den Aufsaz bis gutt geschriwwen, probéiert deemselwechte Been ze ginn, fir dass en an déi richteg Richtung lafe kann.

An et ass och däitlech ginn an där Debatt, wéi och schonn a Gespréicher, déi virdru stattfonnt hunn, wouriwwer et den 10. Juli, wann d'Lëtzebuerger, wéi ech fannen, en historesche Rendez-vous mat sech selwer hunn a mat aneren, wourëms et net geet. Et geet net



drëm, elo nodréiglech Neen ze soen zu eppes, wat scho geschitt ass.

Ech weess aus ville Gespréicher, onendlech ville Gespréicher, dass d'Erweiderung vun der Europäescher Unioun no Ost- a Mëtteleuropa - vu Malta a vun Zypern schwätzt erstaunlecherweis keen; mir sollen eis mol froen, wisou eigentlech net - een Thema ass, dat d'Leit net lassléisst.

Et muss een nach eng Kéier hei soen, dass et zu där Erweiderung no Ost- a Mëtteleuropa keng valabel alternativ Optioun ginn huet. Hätt et se ginn, hätten Eenzelner se jo formuléiert, an no där Nobiederei anerer ofgeholl, fir ze soen, dass et een anere Wee géif gi wéi dee vun der Erweiderung, respektiv vum Bäitrëtt.

D'Mënschen an Ost- a Mëtteleuropa wollten dat hunn, nodeem se de Kommunismus ewechgehäit hunn, ënner Ëmstänn, déi mer jo vergiess hunn. Dat ware jo déi kleng Leit, déi dat gemaach hunn. Dat waren net d'Eliten. Well d'Eliten hu sech am Regelfall arrangéiert, mat deem System a mat deem Regime, deen do war. Dat waren déi Leit, déi ausgespäert ware vu wiesentleche Liewensleef, déi se hätte kënne goen, wa se net den Zougank zu deeneselwechte verspäert kritt hätten, a si hunn dat séier dacks ënner Asaz vun hirem Liewe gemaach, an deene kruziale Momenter.

An dann ass et net un deenen, déi an der Sonn grouss gi sinn, an der Sonn vun der Fräiheet an och an der Sonn vum Marshall-Plang, vun deem déi Länner duerch de sowjetesche Wëllen ausgespäert gi waren, fir ze soen: Bekëmmert lech ëm Är Saachen a mir bekëmmeren eis ëm eis Saachen.

Wann een d'Geschicht kuckt, duerchtréppelt, heiansdo Halt mécht op deene wichtege Kéieren - Schwänk, déi se hélt - kritt se heiansdo Sënn. Et mierkt een et just net ëmmer direkt. Et kann een zu sengem gréisste Benefiss eng Ried vum Churchill noliesen - iwwregens net déi berühmten Züricher Ried vun 1946, déi och scho villes richteg gesinn hat, well si seet, dass déi grouss an déi kleng Länner missten a gläicher Dignitéit an Europa matenee schaffen - dat war richteg gesinn - an déi gläichzäiteg seet, England bräicht sech un där Übung net ze bedeelegen. Dat war selten esou aktuell wéi haut.

(Hilarité)

Den Churchill war e grousse Mann, an dat weist virun allem - an net all seng Nofolger passen an d'Kategorie -…

(Hilarité)

Den Churchill huet…

Ech schwätzen net onbedéngt vun dem aktuellen Amtsinhaber. Et ass der jo nach virdru ginn. Et ass jo net direkt vum Churchill bei de Blair komm. Et war nach eppes derzwëschent.

(Hilarité)

Wéi d'paneuropäesch Bewegung sech 1947 zu Den Haag getraff huet, fir den éischte Kongress vum europäesche Mouvement ze maachen - deen alen Adenauer war dobäi, dee jonke Mitterrand war dobäi, Philosophen, Gewerkschaftler aus allen europäesche Länner, souwäit se hunn däerfe reesen, waren dobäi -, huet deemools den Churchill gesot, wéi et ëm d'Grënnung vum Europarot gaangen ass, deem seng Wichtegkeet och hei am Haus allze dacks net richteg gesi gëtt, well en huet villes méiglech gemaach, wat duerno geschitt ass, en huet deemools gesot: „Mir fänken haut am Westen un, wat mer enges Dags am Osten op een Enn féieren."

1947! Wéi vill verlueren Zäit, a wéi vill Jorzéngten Trennung, onnéideg Trennung bis mer do waren, wou den Churchill, den Adenauer, dee klenge Mitterrand vun deemools eigentlech jo gären an de 50er Joren hikomm wieren! Alles wier besser ginn an Europa, wa mer déi 60 Joer net gehat hätten, déi 60 Joer vun der Trennung waren.

An doriwwer sech ze bekloen, ass een ahistoreschen Akt, ass vergiessen, wat fir Lähmungserscheinungen dass dëse Kontinent kannt huet duerch de Kale Krich, wéi vill Angscht - d'Leit vun haut hunn Angscht virun alle méigleche Saachen - wéi vill Angscht Generatioune vun Europäer haten, well d'Rakéiten openee geriicht waren.

Dofir muss ee bei alle Bedenken am Detail zu deem europäesche Wierk vun der Erweiderung stoen, well se huet de Kontinent méi stabil gemaach, si huet de Kontinent méi sécher gemaach a si huet och d'Fräiheet, déi vill jonk Demokratien an Europa fonnt hunn, méi definitiv gemaach, well do gëtt et keen Zréck.

1989 waren der vill, och hei am Haus iwwregens, déi fonnt hunn, nodeem de Kommunismus elo fort wier, wier jo alles an der Rei an de Kapitalismus hätt gewonn. Déi Lektür vun där Zäsur an der europäescher Geschicht ass natierlech enorm falsch, well och de Kapitalismus, dee scheinbar triumphéiert huet deemools, ass jo keen ideale Gesellschaftssystem, näischt wat ee mat aller Kraaft wëllt, do wou en net geregelt ass, do wou en net och Plaz léisst fir Hoffnungen, deen ee soll bëtonéieren.

Eigentlech hunn déi gewonn, déi ëmmer scho fir den drëtten Wee waren, an dat sinn der vill, an déi verdeelen sech op ënnerschiddlech politesch Sensibilitéiten.

Dofir soll een och elo net esou maachen, wéi wann no der Erweiderung an no dem Fall vun der Berliner Mauer, géint där hire Réck Europa dat europäescht Haus gebaut war - an dofir huet et musse stabiliséiert ginn, wéi dee Réck vun der Berliner Mauer ewech war -, wéi wann no dem Ewechfale vum Kommunismus an no der Erweiderung no Ost- a Mëtteleuropa elo een ongebremste Kapitalismus, dee mat ongebremstem Schaum iwwer eis Länner géif hierfueren, einfach géif duerchgewénkt ginn, wéi wa mer deem géife frenetesch applaudéieren, wann e géif kommen. Dat ass jo net dat, wat mir gären hätten. Et ass net dat, wourunner mer gleewen.

Dofir ass deen Europäesche Verfassungsvertrag besonnesch wäertvoll do, wou e sech net ouni Nuancen, net ouni Aschränkungen

ausspréchт fir dat, wat ee Wirtschaftsliberalismus nennt - woubäi et mer ëmmer Leed deet fir déi Liberal, dass se mat däraarteg brutalen Deskriptiounen, zumindest semantesch an der Melodie no, an Zusammenhang bruecht ginn.

Et ass jo net dee Liberalismus, deen heibanne vertruede gëtt, dee mer domat mengen, wa mer vu Wirtschaftsliberalismus schwätzen. Dee kritt jiddefalls net seng Titres de noblesse an dëser Verfassung. An dësem Verfassungsvertrag gëtt en ënnert déi norméierend Gewalt vum politeschen Afloss gestallt, an et gehéiert zur Éier vun eisem Kontinent, dass dat eng gedeelte Gewalt ass tëscht Nationalstaten an deenen no Europa transferéierte Souveränitéitsattributer. Den Nationalstat eleng, dee fir sech a fir seng Noperen norméiert, dee féiert zum Géigendeel vun deem, wat mer haut als Europäesch Unioun kennen.

Et ass weltwäit keen anert Beispill ze gesinn, wou aus fräier Entscheedung Parlamenter a Regierungen, Länner a Leit Attributiounen, déi se hunn, mat aneren deelen, fir dass déi Attributiounen, déi, hätten se se eleng, zu gefëierlechen Entwécklunge géife féieren oder awer sech - wéi dat an eisem Fall wier - als total onwierksam géifen erausstellen, zum Droe kommen.

Dofir ass et, dass déi Souverainisten de gauche et de droite, déi sech elo hei zu Lëtzebuerg och ongenéiert zu deene Virgäng do äusseren, dat virdrun ni gemaach hunn, ni! Souguer d'Extrême droite zu Lëtzebuerg huet sech genéiert géint Europa ze schwätzen.

Elo ass eng nei Tonalitéit souwuel an Europa wéi och heiheem an d'Debatt komm. Et genéiert een sech net méi fir eigentlech haart ze soen, wat een ëmmer scho lues geduecht huet.

Ech hoffen, dass iergendwou op iergendenger Uni, soufern déi, déi do schaffen, des Lëtzebuergesche mächteg sinn, eng Kéier ee sech amëséiert - an et ass keen Amusement -, fir mol alleguer déi xenophob Zwëschenzongeschléi ze relevéieren, déi an dëser Debatt bis elo hei am Land vun eenzelnen Unhänger vu bestëmmtenen Doctrinë gefouert gi sinn. Dat war heiansdo séier erschreckend, souwuel zu Lëtzebuerg wéi iwwregens och an eisem grousse westlechen Nopeschland, wou een dees och heiansdo héieren huet.

Tëschent der Erweiderung an dem Akraafttriede vum Verfassungsvertrag - wann dat op ee gutt Enn ka bruecht ginn - geschitt näischt vun all deene Risiken, déi hei an der Debatt, net heibanne mä dobaussen, beschriwwe gi sinn, an duerno och net.

Ech kréie vill Bréiwer, där enger an och där anerer. Et ass konjunkturell séier ënnerschiddlech gefierft, an do sinn der vill dobäi vu Leit, déi Suergen hunn, ech menge souguer éierlech Suergen hunn. Et mierkt een um Toun, wéi een ugeschriwwe gëtt, ob dat éierlech Suerge sinn oder ob dat eng aner Motivatioun huet.

An et gëtt einfach vill Leit, déi liewen an där Virstellung, wéi wann elo duerch déi Verfassungsdebatt an duerch déi Realitéit, déi mer haut an Europa hunn, honnertdausenden, wann net Millioune vu Leit aus Ost- a Mëtteleuropa géifen heihinner kommen, de Leit hei d'Aarbecht ewechhuelen, de mëttelstännege Betriber d'Existenzgrondlage géife klauen a groussen Duerjerneen hei maache géifen.

A vill, déi fir den Neen ënnerwee sinn, schüren déi Angscht, mat enger gewëssener Dosis Perfidie - muss ech soen. Well déi Meescht vun hinnen intelligent Mënsche sinn, gleewen ech jo net, dass se dat gleewen, wat se déi aner Leit wëlle gleewen dinn. A fir esou ze maachen, wéi wann elo mar einfach ee Bus voll polnesch Aarbechter, voll tschechesch Aarbechter, voll slowakesch Aarbechter hei géif zu Lëtzebuerg débarquéieren, an déi géife fir zwee Euro d'Stonn hei an iergendengem Betrib kënnen agestallt ginn, oder géifen hiren eegene Betrib hei grënnen, a géifen sech ouni un eng Handelsgenehmegung ze halen, ouni sech un déi mëttelstänneg verfeinert Regelen, wat den Etablissement ubelaangt, brauchen ze halen - dat ass eng Virstellung, déi einfach béisaarteg ass. Dat ass gemaach, fir de Leit Angscht ze maachen!

Ech sinn dofir, dass een an der Politik de Leit d'Wouerecht seet, mä ech sinn awer dergéint, dass ee fir d'Zoustëmmung vun de Leit ze kréien, de Leit Geschichten erzielt, fir se fäerten ze dinn a fir déi Angschtgefiller, déi se hunn, nach wesentlech ze verstäerken. Et ass am héchste Mooss irresponsabel. Dat ass onmoralesch fir de Leit Angscht ze maachen. Et mécht een de Leit keng Angscht, wa keng Ursaach dofir do ass, dass se Angscht sollen hunn.

An dofir muss een de Leit hei am Land däitlech soen, dass dat, wat do geschitt a wat do gesot gëtt, esou net geschitt an esou och net däerf gesot kënne ginn. Et kënnt hei op Lëtzebuerg weder no der Erweiderung nach no Akraafttriede vun der Verfassung ee polneschen Aarbechter schaffen ënnert dem Mindestloun, ënnert den Tarifléin zu Lëtzebuerg. An et ka keen hei e Betrib opmaachen, dee sech net un d'Lëtzebuerger Aarbechtsrecht an un d'Lëtzebuerger Sozialgesetzgebung hält. Dat geet einfach net.

Dat geet hei am Land net! An ech géif dach d'Lëtzebuerger bieden, déi soss jo - wat ech gutt fannen - kritesch si géint Aflossmoossnamen, déi am Ausland gestart ginn, fir d'Denken hei am Land ze formëieren, dach bieden net alles ze gleewen, wat op der däitscher Televisioun gesot gëtt, fir vun aneren Televisiounen, mä dat ass fir eng aner Kéier, net ze schwätzen.

(Hilarité)

Wann an Däitschland gesot gëtt, dass polnesch Aarbechter fir dräi Euro d'Stonn zu Potsdam an engem Schluechthaus schaffen an honnerten ostdäitsch Aarbechter doduerch effektiv hir Aarbecht verluer hunn, dann ass dat richteg. Mä et ass falsch fir ze mengen, dat wier och zu Lëtzebuerg richteg an et wier hei méiglech!

Wann den däitsche Gesetzgeber, deen dichtegen, dat gemaach hätt, wat mir hei am Land gemaach hunn, 1994 fir d'éischt, 2002 fir d'zweet, nämlech kloerzestellen, dass d'Lëtzebuerger Aarbechtsrecht territorial ugewannt gëtt, dass jiddfereen, deen zu Lëtzebuerg schafft oder e Betrib opmécht, sech muss un d'Lëtzebuerger Gesetz halen, un de Lëtzebuerger Mindestloun, un d'Lëtzebuerger Tarifléin, da wier dat an Däitschland net geschitt! Da bräichten se a Frankräich keng Debatten driwwer ze féieren, dass de polnesche Klempner, de Plombier polonais - deen iwwregens mat enger Clef française schafft, dat nëmmen niewelaanscht erwähnt -,…

(Hilarité)

…dass deen de Leit géif d'Aarbecht ewechhuelen.

Hei am Land geet dat net, well mir hei am Land et fäerdeg bruecht hunn, eng mustergülteg Sozialgesetzgebung ze hunn, entstan duerch laang Jore vu sozialem Dialog an duerch laang Debatten hei am Parlament. Duerfir géif ech häerzlech drëm bieden, net alles, wat an Däitschland an a Frankräich als real existéierend Gefor ka beschriwwe ginn, als effektiv Geforemomenter fir Lëtzebuerg ze begräifen.

Mir hunn eis besser geschützt, net en vue vun deem Elargissement, wéi anerer, mä well mer ëmmer eng Rei vu Prinzipien hei am Land zur Uwendung bruecht hunn. An ee vun de Prinzipien ass, dass egal wien hei am Land schafft, deen dat nëmme kann zu engem gerechte Loun maachen, an dass ee fir déiselwecht Aarbecht ëmmer muss mindestens deeselwechte Loun kréien. Dat ass ee konstante Prinzip vu Lëtzebuerger Aarbechtsrechtsgesetzgebung a vu Lëtzebuerger Sozialgesetzgebung.

Dat hu mir gemaach, an dee Verfassungsvertrag, kënnt en, ännert dat net ëm ee Millimeter. Dat bleift esou. An déi, déi esou maachen, wéi wann duerch dee Verfassungsvertrag d'sozial Wüste zu Lëtzebuerg géif entstoen, verkennen total d'Rechtslag, déi mer hei am Land hunn, an och de politesche Wëlle vun der Regierung a vu villen aneren, fir duerfir ze suergen, dass dat dobäi bleift. An duerfir ass doriwwer net ofzestëmmen.

Mir hunn all gesetzlech Arsenalinstrumenter, déi mer brauchen, fir net an déi Situatioun ze kommen an där, opgrond vun der Verfehlung vun där do nationaler Politik, Däitschland a Frankräich no dem Elargissement eragerode sinn. Duerfir brauche mer doriwwer net ofzestëmmen, mir solle just soen, et ass gutt esou bei eis wéi et ass, a wëssen et ännert sech och net duerch dee Verfassungsvertrag.

Well ech bei der Erweiderung war: Ech weess, dass et enorm vill Leit gëtt, déi Problemer hu mat der Erweiderung a Richtung Türkei. Dat ass jo een Thema un dat ech mech ëmmer extrem virsiichteg eruwoen, well ech sinn op d'mannst an dräi grousse lëtzebuergeschen Dageszeitunge kritiséiert ginn 1997, well ech deen Eenzege war, dee sech dergéint gewiert huet, wéi mer Presidentschaft haten 1997, dass d'Türkei géif de Kandidatestatus kréien.

Dunn ass mer gesot ginn, dat wier net diplomatesch gewiescht, déi Zukunftshelden, déi wäitbléckend, déi dat geschriwwen hunn, déiselwecht, déi haut soen, mir hätten de Leit dat ni richteg erkläert mat der Türkei. Ech hat et probéiert. Et huet just kee mer gehollef hei am Land, wéi mer dat probéiert hunn.

Ech wëll zu där Saach soen, dat ass awer eng Debatt fir sech, dass déi Erweiderung, falls se géif kommen, selbstverständlech net eng Erweiderung ass, déi am Galopp kënnt, déi och weder historesch, nach sachlech, nach vun den eigentleche Befundelementer hier déiselwecht Ingrédienten huet, déiselwecht Komponenten huet, wéi déi Erweiderung, déi mer elo hannert eis hunn. Dat sinn zwee grondverschidden Themen. Déi Verhandlunge ginn ergebnisoffen gefouert, wéi de Conseil européen am Dezember 2004 festgestallt huet.

Dat heescht, dass déi kënnen no enger laanger Zäit zur Memberschaft féieren, mä dass déi ënnerwee awer och, wann d'Türken a wa mir mierken, dass déi Vollmemberschaft net geet - ech mengen dat mierke mer och enges Dags, aus enger Rei vu Grënn -, an een anert Verhältnis besonnescher Natur agewise ginn, déi Relatiounen tëscht Europa an der Türkei, wat eppes ass tëscht Associatioun an der Vollmemberschaft.

Fir esou ze maachen, wéi wann een dësem Verfassungsvertrag géif seng Zoustëmmung ginn, gläichzäiteg definitiv décidéiere géif, elo géif d'Türkei sofort, noch gestern Member vun der Europäescher Unioun ginn, ass eng total Verkennung vun der eigentlecher Situatioun, wéi se sech presentéiert, a vum eigentleche Kalenner, wéi en opläit. Dee Kalenner huet iwwregens zur Folleg, dass muer d'Kommissioun d'Verhandlungsmandat tëscht der Europäescher Unioun an der Türkei bekannt mécht, wou am Detail beschriwwe gëtt, wat fir Elementer an deene Verhandlungen ze berücksichtege sinn.

Ech géif d'Leit alt scho prophylaktesch an antizipativ bieden, net ze mengen, wa se dat muer de Moie sommaresch duergestallt kréien, muer den Owend plutôt, dass elo eng nei Etapp a Richtung méi séier Erweiderung a Richtung Türkei geschitt. Dat ass een normale Prozess, an dee Verhandlungsmandat, deen och nach eestëmmeg muss vun deene 25 Ausseministeren ugeholl ginn, dat ass keen Ticket fir séier a Richtung Erweiderung ze starten, mä dat ass de Katalog vun all deene Punkten, déi an deenen Erweiderungsverhandlunge musse berücksichtegt ginn.

Déi, déi Zweifel hunn iwwert déi richteg Artikulatioun vun där Grondrechtcharta, mussen zouginn, wa se se am Detail liesen, dass, wann déi Charta verbindlech bis erkläert ginn ass duerch d'Akraafttriede vun deem Verfassungsvertrag, déi Hürden, déi d'Türkei muss huelen, fir Member vun der Europäescher Unioun ze ginn, selbstverständlech méi héich sinn, wéi se dat haut wieren. Dat war net d'Ursaach, et soll keen esou maachen, ech hunn dat heiansdo an der franséischer Debatt esou héieren, dass dat elo extra gemaach gi wier an der Perspektiv vu Bäitrëttsverhandlunge mat der Türkei. Mä d'objektiivt Produkt dovun ass awer, dass d'Türkei wesentlech méi héich muss sprangen a méi e laangen Ulaf muss huelen, wa se wëllt deene Konditioune gerecht ginn.

Mir stëmmen also net of iwwert den Elargissement, zu deem et keng Auditioun ginn ass, mir stëmmen net of iwwert de Bäitrëtt vun der Türkei, mir stëmmen net of iwwer eng Verännerung vun der Sozial-landschaft zu Lëtzebuerg. Déi muss hir Upassunge maachen, am Kader vun deene Gesamtiwwerleeungen, déi ëmmer ze féiere sinn, wann et ëm d'Sozial- an ëm d'Wirtschafts- an ëm d'Fiskalpolitik geet. Si kritt keen Optrag duerch europäesch Verfassungsgebung, fir sech widdernatierleche Verwerfungen hinzeginn. Et ass eng Angscht, déi een net brauch ze hunn, an duerfir soll och keen déi Angscht schüren.

Et gëtt awer nach iwwer eppes net ofgestëmmt, dat ass iwwert de Statsminister. Éischtens net iwwert dat, wat deen an der Vergaangenheet emol gesot huet - well ech hunn elo observéiert, souwuel an de Wuertmeldunge vun enger Fraktioun, déi sech hei a ganzer Fraktiounsstäerkt emol net zu engem Fënneftel wollt weisen,…

(Hilarité)

…wéi och an eenzelne Kommentaren op eenzelne Medien zu Lëtzebuerg, déi jo net manner politesch si wéi déi, déi hei am Haus gemaach ginn. Et gëtt ëmmer gesot: Firwat ass dee Statsminister elo op eemol fir ee Vertrag, vun deem e gesot huet, et wier eng Dunkelkammer? Ech wëll just, esou vill autobiographesche Petting musst Der mir hei duerchloossen,…

(Hilarité)

…soen, dass ech dat net iwwert de Vertrag gesot hat, „Dunkelkammer", mä iwwert de Konvent. Während op eenzelne Radioe monter gesot gëtt, ech hätt dat iwwert de Vertrag gesot. Firwat soll een op den Detail oppassen, wann et mam Graffen och geet?

An dee sech am meeschten deemools driwwer opgereegt hat, nieft dem Här Fayot, dee sech ëmmer opreegt, wann ech esou meng Saache soen, dat war den Här Gibéryen. Also déi reegen sech awer selten iwwert datselwecht op!

(Hilarité)

Mä den Här Gibéryen war déck zefridde mat dem Resultat vum Verfassungskonvent. Well en hat jo och ënnerschriwwen,…

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- …obschonn zwee Texter zur Ënnerschrëft oplouchen. Ee wou drastoung, mir hätte gären eng Europäesch Constitutioun, an ee wou drastoung, mir brauche keng Europäesch Constitutioun. Esou vill Blieder louchen net do, et waren der nëmmen zwee. Et konnt ee sech net ieren. „Jo" oder „Neen" war et do, an den Här Gibéryen huet bei Jo ënnerschriwwen. Duerfir verstinn ech net, firwat dass en haut Nee see. Ech hätt en dat haut gäre gefrot, mä en ass net do. Dir verstitt elo vläicht besser, firwat dass en net do ass.

Ech hat de Verfassungskonvent kritiséiert, well ech gesot hunn, deen hätt deelweis am Däischtere geschafft. Ech hat dem „Spiegel" eppes gesot, wat den Här Fayot dem „Tageblatt" dräi Méint virdru gesot hat, ier en den Duerchbléck hat. A mir waren eis an der Fundamentalanalys jo och eens.

Den drëtten Deel, deen hei dauernd kritiséiert gëtt, dat war deen Deel, dee gemengt war mat der Dunkelkammer. Déi Tatsaach, dass Lëtzebuerg fënnef Deputéierten hat am Verfassungskonvent, anstatt wéi herno an der Regierungskonferenz sechs, dat war deen Deel, dee gemengt war. Déi méi genee Prezisioun vun den Aufgaben vum ze wielende President vum Europäesche Rot, wourunner de Konvent vill geschafft hat, par rapport zu den initialen Iddie vum Här Giscard d'Estaing, huet dee richtegen Ustrach an der Regierungskonferenz kritt, gradewéi d'Recht, d'Presidentschaft auszeüben, total am Däischtere gelooss vum Konvent, eréischt eng richteg Beliichtung kritt huet an der Regierungskonferenz.

An déi Deeler, déi do critiquabel waren, dat waren net nëmmen Deeler, déi vum Statsminister kritiséiert gi sinn, mä och vun de Kolleege kritiséiert gi si während den Aarbechte vum Konvent an am Konvent, wou déi supplementar Demanden ëmmer gestallt gi sinn. Sou dass ee muss en Ënnerscheed maachen tëschent Deeler vum Konventsresultat an dem Endprodukt vun der Regierungskonferenz, dee mer elo Verfassungsvertrag nennen.

An déi zweet Saach, ech weess, dass eigentlech méi Leit, wéi et misst sinn, queesch mat mir sinn, well ech gesot hunn, ech géif zrécktrieden, wann d'Lëtzebuerger dee Verfassungsvertrag hei net géife ratifizéieren. Bon, ech sinn elo schonn eng gewëssen Zäit an der Politik, 22 Joer, mengen ech, an der Regierung, dovun zéng Joer Statsminister. Ech hunn zwar héieren, dass de Radio gemellt huet, meng Popularitéit wier no 10 Joer ëm 3% agesackt fir op 89 erofzestierzen.

(Hilarité)

Dat vergläicht sech gutt mat de Resultater vu menge Kolleegen hei ronderëm, also net hei an der Chamber, mä an deenen anere Länner. Stellt lech mol vir, den Här Chirac géif gesot kréien, en hätt 89% Zoustëmmung…

(Hilarité)

…, da géif souguer vläicht d'„Tageblatt" an aner Objektiver kommentéieren a soen, dat wier erstaunlech no esou enger laanger Zäit.

Mä onofhängeg dovu sinn ech laang an der Politik an d'Saach ass esou. Ech hu mer ëmmer Méi ginn, wann ech eng Fro gestallt kritt hunn, dat ze soen, wat ech gemengt hunn. An ech hunn dat och ëmmer gesot. Ech hunn d'Leit nach ni ugeschmiert. Dat hunn ech och virun engem Joer an engem aneren Zesummenhang, awer an engem ähnlechen, bewisen.

Dunn hunn ech am Dezember, am Wëssen drëm, dass dat alles géif knapps ginn hei am Land, gesot: „Jo, wann dat esou ass, da kann ech dat net méi maachen." Well ech et och net kéint, Lëtzebuerg adequat, convenabel an esou wéi d'Leit et verdéngen ze vertrieden, wann d'Lëtzebuerger Nee gesot hätten an engem essentielle Mo-

ment vun der europäescher Geschicht. Eisen Afloss zu Bréissel wier null, wa mir dat maachen. An ech hunn alt geduecht - dat hunn ech mer awer eréischt herno geduecht, nodeem ech spontan geäntwert hat, well ech äntwere jo spontan, well ech wëll jo dat soe wat mir esou duerch de Kapp geet -, et ass jo besser du sees de Leit dat virdrun, wéi dass d'Leit herno rose mat dir ginn, wann s de den 11. Juli aus dem Palais kënns a sees: Sou dat do war et dann.

Ech hätt et awer net däerfe soen. Ech hätt et net däerfe soen. Et ass net ëmmer gutt, fir dat ze soen, vun deem ee mengt, dass d'Leit d'Recht hätten et ze wëssen, wann een net gläichzäiteg sech Rechenschaft doriwwer gëtt, dass d'Leit dat komplett falsch herno kënnen interpretéieren. An duerfir deet et mir Leed, net datt ech et gesot hunn, well ech hunn dat gesot, wat ech mengen, mä et deet mer Leed, dass dat ee Moment laang d'Debatt an eng Richtung gedriwwen huet, wou se manifestement net higehéiert huet. Ech wollt dat hei soen an och deene Leit soen, déi dat net gutt verstanen hunn.

(Applaudissements)

Ech hunn de leschten Daaschdeg - wéi se beim Marie-Josée Jacobs doheem soen - hei erkläert, firwat dass ech mengen…

Une voix.- D'selwecht wéi zu Stengefort.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Zu Stengefort och, well dat ass och un der Grenz.

(Hilarité)

…, dass ee soll zu där Verfassung Jo soen. Ech wëll d'Haus hei net nach eng Kéier mat engem Aufsatz ophalen, firwat dass ech dat mengen an et hunn esou vill excellent Kolleegen hei, och aus hiren ënnerschiddleche berufflechen Erfahrungen, eng fréier Ausseministesch, eng fréier Statssekretärin am Ausseministère, fréier Ministeren, bref, an där, déi et enges Dags ginn, wat awer viraussetzt, Här Huss, dass ee sech un d'Verfassung hält, dat ass en elementare Prinzip fir dohinner ze kommen, well do ginn ech…

(Interruption)

Wat gelift?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG).*- Wollt ech dat ginn?

(Hilarité)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État.*- Majo neen, mä d'Madame Flesch, déi hei laang Jore Fraktiounspresident an der Oppositioun war, dofir weess ech, dass si näischt besser kennt, wéi d'Reglement a wéi d'Verfassung, huet lech den Artikel 50 vun der Verfassung virgeluecht an do steet dran, dass ee keng Befehler vu bausse soll unhuelen, Parteistatuten zielen net an der Chamber. Déi zielen net hei.

Hei geet et ëm ganz aner Saachen, wéi engem Kongressbeschluss vun deene Grénge Folleg ze leeschten. Mä dat ass eng aner Saach, doriwwer streide mer net. Ech hunn lech awer ganz gär, well ech zielen lech zu deenen, déi Nee soen, net aus berechnenden, falsch opgewéckelte Grënn. Ech soen net, dass dat een europäeschen Neen ass, et ass op jidde Fall keen nationalisteschen; dofir wëll ech eigentlech guer net mat lech streiden. Mir hunn nach, wéi ech hoffen, jorelaang genuch Zäit fir dat ze maachen.

(Hilarité)

All déi Grënn si genannt ginn. Ech wëll der zwee, dräi nach nennen, déi nach net genuch beliicht gi sinn. Wat ech essentiell fanne fir e klengt Land ass, dass deen Europäesche Verfassungsvertrag, déi europäesch Kompetenzuerdnung ganz kloerstellt, dass staark Allusiounen, och vum Här Goerens, dorop gemaach ginn. Mir wëssen, wann dee Verfassungsvertrag a Kraaft ass, dass mer eng Debatt net méi brauchen ze hunn an dat ass déi Debatt iwwert d'Kompetenzkompetenz, wou d'Europäesch Unioun sech selwer Kompetenze gëtt, déi se laut Souveränitéitsiwwerdroungsverträg net huet. Elo wësse mer, dofir ass Europa zoustänneg, dofir ass ee Land zoustänneg. Dat halen ech fir wesentlech, well domat sinn d'national Souveränitéite respektéiert, domat sinn och déi national Identitéite respektéiert an domat sinn och déi national institutionell Strukture vun de Memberstate respektéiert.

Et geet awer net duer, dass dat an deem Verfassungsvertrag steet, dat muss och d'Kommissioun - iwwert déi ech mech selte kritesch äusseren, well ech et einfach gutt fanne wann ee sech net ëmmer kritesch zur Kommissioun äussert, well soss wier ee laang amgaangen - mat Inhalt erfëllen, an déi muss einfach wëssen, dass et nieft dem Prinzip vun der Subsidiaritéit och de Prinzip vun der Proportionalitéit gëtt, deen am Verfassungsvertrag awer och geregelt ass, well do elo erstmaleg gesot gëtt, Är „Bréisseler Regelungen", Är europäesch Regelungen däerfen net ze wäit an den Detail goen.

Et géif munchem Kommissär gutt doen, wann e lassgeet zu Bréissel, ech wëll soe wa seng Generaldirekteren onkontrolléiert lassginn, sech virzestellen, dass de Buergermeeschter vu Biekerech besser weess, wat gutt ass fir seng Leit a fir seng Landschaft a fir seng Zoustänn an Ëmstänn a senger Gemeng, wéi e Kommissär zu Bréissel. D'Kommissioun muss léieren, dass dee Programmrausch, déi Reguléierungswut am Detail, déi een do heiansdo feststellt, eppes ass, wat der europäescher Iddi schuet an net déi europäesch Iddi virubréngt.

An dofir ass et och um Parlament, un dësem Parlament, dat jo nei Rechter kritt duerch den Europäesche Verfassungsvertrag, well d'Parlamenter kënnen Asproch erhiewe géint d'Direktiven, falls se der Subsidiaritéit net entspriechen oder wa se der Proportionalitéit net entspriechen, wa se d'Reguléierungswut ze wäit dreiwen, fir drop ze uechten, dass do mat der Heckeschéier heiansdo laanscht déi iwwergräifend Kompetenzgrossmannssucht vun eenzelne Leit an där Bréisseler Kommissioun virgaange gëtt.

Ech gehéieren net zu deenen, déi d'Kommissioun systematesch kritiséieren, éischter zu deenen, déi se systematesch verdeedegen. Et muss een einfach wëssen, wat net gutt ass ass net gutt, a wat net gutt ass ass schlecht, a wat schlecht ass soll opgehale ginn, well mir riskéieren alleguer Problemer ze kréien.

Wat ech gutt un deem Verfassungsvertrag fannen, dat ass eppes, wat awer nu wierklech, mengen ech, net gesot ginn ass an dat ass, dass een och senger Wee ka goen, wann et engem net méi gefält. Dat halen ech fir een aussergewéinleche Réckgewënn vun nationaler Souveränitéit, dass een net definitiv agespäert ass an där Europäescher Unioun. A wann et engem ze waarm op de Kuele gëtt, da kann ee sech hiewen a goen, no e bësse komplizéierte Prozeduren, mä jiddferee muss wëssen, en ass net méi op onendlech Zäit, well de Vertrag huet jo keng zäitlech Begrenzung, wéi den Här Fayot et gutt duergestallt huet, agespäert an eppes aus deem ee léiwer eraus wier well ee sech doranner net méi wuel spiert.

Ech fannen et gutt, dass dee Verfassungsvertrag en fait nëmmen 114 Artikelen huet. Deen éischten an deen zweeten Deel, dat ass dat, wat wierklech d'Bezeechnung „Europäesch Verfassung" verdéngt, an déi ass net méi grouss an net méi laang, net méi komplizéiert an net manner an net méi subtil, wéi national Verfassungen och. Dat ass wat Europa ass, wat do an deenen 114 Artikele vun dem éischten an dem zweeten Deel steet.

En drëtten Deel, iwwert dee mer zu puer net frou waren - och Membere vum Konvent waren net frou, dass deen op eemol do mat dra koum -, ass u sech soss näischt, wéi de Versuch eppes, wat total illisibel war, méi lisibel ze maachen - obschonn ech mat der Madame Flesch d'accord sinn, datt et largement illisibel bliwwen ass.

Mä mir hate fënnef Verträg, mat deene mer geschafft hunn, plus nach dräi klenger, wann ech de Fusiounsvertrag an ähnlech Instrumenter dobäihuelen. Jiddferee weess dach, dee praktesch mat Europa ze dinn hat, wat dat fir e bibliothekareschen Opwand all Kéier bedeit huet fir ze wëssen, a wat fir engem Vertrag dass ee wier a wat déi Verträg géife soen a wéi kompatibel dass déi Dispositiounen tëscht den eenzelnen Verträg wieren. An et ass gutt, dass mer elo nëmme méi ee Vertrag hunn, dass mer eng gewësse Beschränkung hunn, an zwar eng zolidd Beschränkung vun den Décisiounsmechanismen an der Europäescher Unioun.

An et ass gutt, dass mer deenen dräi Pilierë lass sinn: Europäesch Gemeinschaft, Aussen- a Sécherheetspolitik, drëtten Deel, Justice an Affaires Intérieures, déi mer mol op Lëtzebuergesch ni iwwersat kritt hunn, déi JAI. Wéi vill Leit verstinn eigentlech, wa mer vu JAI schwätzen? Mir brauchen net méi vu JAI ze schwätzen, well de JAI ass fort. Vermësst een en? Neen. Et wosst keen, dass en do wier.

(Hilarité)

Wat een eigentlech hätt misse maachen an der pedagogescher Duerstellung vun all deem, wat mer hei hunn: Et hätt ee missen de Leit, déi verzweifeln un deem onlieserlechen drëtten Deel, alleguer déi Verträg matschécken, déi ofgeschaaft ginn, a se da misse froen: „Wëllt Der dat behalen, oder wëllt Der dat Neit hei kréien?" Dat wier eigentlech déi richteg Fro gewiescht.

Mä wann ee géint de Verfassungsvertrag stëmmt, da behält ee jiddefalls deen décke Koup do, deen nach ni ee geliest huet an dee mer probéiert hunn an deem méi klengen drëtten Deel esou zesummenzeschreiwen, dass en zwar nach net allgemeng verständlech ass, awer méi applicabel gëtt, an deen et méiglech gemaach huet, villes ze preziséieren, wat no Prezisioun geruff huet.

Déi Charta vun de Grondrechter fënnt eng Kommentéierung, déi een heiansdo zur Verzweifelung dreift. Elo hu mer - d'Madame Flesch scho wéi se Ausseminister war, vill anerer duerno - 30 Joer laang dofir gekämpft, dass dach déi Europäesch Unioun, dee Rechtsraum do, zumindest soll Personnalité juridique kréien. Kritt se elo. Dass déi Europäesch Unioun kann der Europäescher Konventioun fir Mënscherechter als Europäesch Unioun bäitrieden. Kann se elo. An derbäi gi mer eis dann nach déi Charta, déi d'Engländer an d'Schwede verhënnert hunn am Joer 2000 zu Nice, obligatoresch ze maachen a wou se dës Kéier mat partiellen Aschränkungen averstane waren, dass se géif obligatoresch ginn.

Ech sinn eigentlech net bereet, dass een dat klengriet. Wou gëtt et dann dee kontinentale Raum soss enzwousch op der Welt, wou d'Rechter opgeschriwwe sinn? Net nëmme Rechter vun haut, mä Rechter, déi wäit eragräifen a gefëierlech Verierungen, déi d'Mënschheet kann an der Zukunft huelen.

Hei sinn d'Rechter vun de Kanner festgeschriwwen, déi sinn net an alle Verfassunge vun der Europäescher Unioun an hire Länner festgeschriwwen. Hei ass festgeschriwwen, an där Grondrecht-Charta, dass d'Klone vu Mënschen net erlaabt gëtt. Wou ass da soss an der Welt ee Grupp vu 27, 28 Länner, dee sech selwer imposéiert, net all gefëierlech Verierunge vum mënschleche Geescht matzemaachen?

Hei gëtt festgeschriwwen an där Charta, dass net mat mënschlechen Organer kann Handel bedriwwe ginn. D'Welt ass awer voll mat Handel vu mënschlechen Organer. Hei ass ee gëuerdneten ziviliséierte Raum, an dat soen ech net als Ofgrenzung par rapport zu aneren, déi sech och mol op esou Zukunftsrechter zoubewegen, an deem ee kloer beweist wat d'Mënschen däerfen a wat d'Mënschen net däerfen. Si däerfen alles, wat se an hirem Rechtsraum, och an hiren zivilen a perséinleche Rechter, haut zu Lëtzebuerg däerfen.

Deen Europäesche Verfassungsvertrag verbitt eis net de Mariage vun Homosexuellen anzeféieren, an en obligéiert eis och net de Partnariat, dee mer gestëmmt hunn d'lescht Joer, ofzeschafen. En intervenéiert net an d'Familljerecht, en intervenéiert net an d'Adoptiounsrecht. E léisst alles dat an den Hänn vum Nationalstat.

Déi demonstrativ Oper, déi gesong gëtt, wéi wann Europa sech elo géif op alles stierzen, wat haut an der nationaler Zoustännegkeet ass, an dat ass ee Gefill, wat d'Leit systematesch de Moment bäibruecht kréien, stëmmt net. De Verfassungsvertrag mécht just de Géigendeel. E verweist d'Europäesch Unioun eigentlech op ville Punkten an hir Schranken, an do, wou et fir eis wichteg ass, an esouguer do wou mer bereet sinn, mat deenen aneren europäesche Länner Léisungen erbäizeféieren, léisst en d'lescht Décisioun beim Lëtzebuerger Parlament.

Dat ass richteg bei de Steieren, vun deenen ech soen, dass mer musse Koordinatioun an Harmoniséierung op ville Pläng maachen; hu mer jo och gemaach bei der TVA a bei der Kapitalertragssteier. Mä mir kréien net enges Dags vun enger Majoritéit vun anere State virgeschriwwen, dass d'TVA vu 15 op 19 oder op 22 oder op 25% eropgeet. Et ass keen deen décidéiert, dass eis Liewensmëttel, déi mer mat 3% haut besteieren, mar musse mat 25% besteiert ginn.

Een halleft Liewe sinn ech amgaang an Europa mat de Leit ze streiden iwwert d'Steierharmoniséierung, an et sinn der muncher heibannen, déi do alt scho mol periodesch dobäi waren, wéi den Här Grethen. Ech maachen do villes mat, awer ëmmer esou, dass et passt heiheem. A fir sécher ze sinn, dass et passt, brauch een a leschter Analys, jee nodeem wien déi Dossieren ze vertrieden huet, d'Unanimitéit. Net fir net matzemaachen, mä fir näischt octroyéiert ze kréien, wat een aus sozialen, aus wirtschaftspoliteschen, aus kulturellen an aus soziologesche Grënn net wëllt.

Dat stellt dëse Verfassungsvertrag sécher, gradewéi e sécherstellt, dass mir an der Sozialpolitik, do wou mir gäre selwer Meeschter wieren - wat jo net heescht, dass mer net op anerer Rücksicht huelen -, selwer kënnen décidéieren, wat „soziale Sache ist" a wat net.

Ech sinn dergéint, dass eng Majoritéit vun anere Staten décidéiere kann, wéi eis Pensiounen hei fonctionnéieren. Gott weess, dass ech mat villen heibanne schonn décken Zodi hat wéinst de Pensiounen. Mä ech hu gären, dass mer heibanne streiden an heibannen décidéieren, a wëssen drëm, wat an deenen anere Länner geschitt. Mä net, dass déi aner décidéieren, wat mir hei ze maachen hunn.

Dat soen ech als een deen, mengen ech, seng europapolitesch Convictiounen net all Kéier muss hei aus dem Bauchladen erauszéien, fir d'Publikum ze beandrocken, mä dat soen ech well ech der Meenung sinn, dass dat zum manner gutt fonctionnéierenden Europa passéiert.

Wann ëmmer méi Länner duerch eng majoritär Décisioun steier- a sozialpolitesch Décisiounen opgezwong kréien, féiert dat zu enger Désaffectioun an zu enger Ofkéier vun der europäescher Iddi. An dofir ass et gutt, dass dat an där Verfassung hei steet. Gradewéi et gutt ass, dass mer hei an dësem Verfassungsvertrag de Prinzip vun der duebeler Majoritéit ageschriwwen hunn, fir dee mer schonn zu Nice agetruede sinn.

D'Leit fäerten heiheem - ech fäerten dat net, mä ech muss d'Erkenntnis hunn, dass d'Leit dat fäerten -, mir géifen elo iwwerrannt ginn an deem groussen Europa; dat hunn d'Leit heiheem nach ëmmer gefäert. Se hu scho fonnt, an der Benelux wieren der dräi e bësse vill. Wéi mer 6 gi sinn, wéi mer 9 gi sinn, oder 10 oder 12 gi sinn, wéi mer 15 gi sinn, wéi mer 25 gi sinn; ëmmer datselwecht Gespréich.

Mir waren awer nach ni esou gutt dru wéi elo. An all Kéier, wann déi Europäesch Unioun méi grouss ginn ass - ech sinn net der Meenung, dass déi nach soll onendlech laang an och méiglechst séier erweidert ginn; ech si géigendeeleger Meenung -, mä all Kéier, wann déi Europäesch Unioun nei Stécker vum Kontinent an de Kuerf geluecht kritt huet, ass eisen Afloss méi grouss ginn.

Et ass dach eppes Wäertvolles fir ee klengt Land op engem méiglechst groussen europäeschen Dësch ze sëtzen, wou iwwer all kontinental Froen décidéiert gëtt, zu 25, zu 27, zu 30, anstatt dass mer, wéi honnerte Joer laang, a besonnesch an deenen 150 leschte Joer, mussen erdulden an erleiden, wat dräi oder véier grousser eleng décidéieren; dass een do ka matschwätzen. Dat fannen d'Leit selbstverständlech hei am Land.

Et ass net selbstverständlech. Et war ni eis Situatioun an Europa. Ech hunn dat schonn eng Kéier gesot.

Wéi mer de Referendum '21 haten a wéi d'Lëtzebuerger décidéiert hunn, mir missten eng Wirtschaftsunioun mat Frankräich maachen - mir hu jo eng mat der Belsch kritt, wéi mer wëssen -, dunn ass den deemolege Statsminister Reuter op Paräis gefuer an en huet dräi Wochen op e Rendez-vous gewaart an ass vun engem Sous-secrétaire d'État parlementaire, Pichon huet dee Geck geheescht, emfaange ginn, an deen huet em gesot: „Dat interesséiert eis net." Dat ass Lëtzebuerg ouni Europa!

An déi déi mengen, hei kënnt ee Solotouren dréinen, an hei kënnt ee sech ausklameren, aus der geographescher an demographescher Realitéit, déi iere sech fundamental. Kleng Länner kréien näischt geschenkt, wa se eleng sinn. A kleng Länner kréie vill, wa se sech intelligent, virsiichteg an engagéiert abréngen, a méi breet Disziplinen, wéi déi vun der Europäescher Unioun, déi gutt duerchstrukturéiert sinn an déi gutt duerchorganiséiert ginn.

A wann déi Europäesch Unioun an Zukunft décidéiert, trëtt dëse Vertrag a Kraaft, dann zielt d'duebel Majoritéit. Dat heescht, net déi grouss décidéieren, Majorité qualifiée hin oder hier, et muss ee Stat méi wéi d'Halschent vun alle Memberstaten averstane sinn. Et kënnen net déi véier, fënnef grouss décidéieren. Déi kënne blockéieren. Mä décidéiere kënne mer nëmmen, an deem Europa vu 27 wat mer elo hunn, wa 15 Memberstaten averstane sinn.

Dat heescht, dass, wann ofgestëmmt gëtt, déi franséisch, déi englesch an déi spuenesch an déi italienesch Stëmm net méi wäert ass wéi eis Stëmm. An da gëtt gekuckt, ob déi Majoritéit vun de Länner, wou eis Stëmm esou vill zielt wéi déi vun deene Groussen, ob dat 65% vun der Bevölkerung reflektéiert. Do spille mer keng esou eng ganz grouss Roll méi, mä bei deem éischte Vote si mer esou vill wéi d'Fransousen, si mer esou vill wéi d'Engländer.

Wéini hate mer dat da schonn, hei op dësem Kontinent, deen nach esou vill Streech kritt huet, dass eis

Stëmm esou vill wäert war, wann ofgestëmmt ginn ass, wéi d'Stëmm vun deene grousse Länner?

An dat kréie mer, an dat ass fir mech den Haaptgrond, fir zu deem Verfassungsvertrag Jo ze soen, an erkläert och vill Ierger, deen ech heiansdo net verstoppt kréien.

Ech akzeptéieren net, dass gesot gëtt, ech hätt mat der Madame Polfer ee Vertrag ausgehandelt a mat dem Här Asselborn ee Vertrag ënnerschriwwen, deen e manner sozialt Europa géif. Ech akzeptéieren dat net.

Firwat ausgerechent elo, wou ech al a verstänneg ginn,…

(Hilarité)

…soll ech mech dohinner setzen zu Roum den 29. Oktober an ënnerschreiwen, dass Europa elo soll manner sozial ginn? Firwat? Et ass jo am eigentleche Sënn vum Wuert am héchste Mooss beleidegend fir engem ze ënnerstellen, e géif bewosst kalbliddeg eng Ënnerschrëft leeschten, fir dass manner Sozialpolitik an Europa kënnt gemaach ginn.

Et steet an deem Vertrag eng iwwergräifend horizontal Sozialklausel, déi all Politiken de sozialen Exigenzen ënnerwerft. An dat ass eppes Essentielles. Dat ass d'Primat vun der Sozialpolitik erëm hiergestallt. Dat ass dat, wat mer europäesche Sozialmodell nennen, vun deem d'Madame Flesch geschwat huet, nämlech d'wirtschaftlech Kraaft a Kombinatioun brénge mat sozialer Gerechtegkeet. Wirtschaftlech Kraaft heescht guer näischt, wa se net bestëmmte Finalitéiten an der Gesellschaft déngt. Déi huet der Solidaritéit ze déngen. Déi huet der Organisatioun vun der Gesellschaft an der Gerechtegkeet ze déngen. Déi huet dem gläichméissege Verdeelen no de Maßstäb vun der Gerechtegkeet vum erwirtschaftete Räichtum ze déngen. Wirtschaft ass kee Selbstzweck. Déi Verfassung hei seet net, dass d'Wirtschaft alles ass. Si seet ganz genau de Géigendeel, well se iwwer alles d'sozial Exigenz stellt, an dat ass Ursaach genuch, fir deem Vertrag do Zoustëmmung ze ginn.

Wie weess dann, dass mer dat nach eng Kéier erëmkréien? Souguer meng gutt Frënn, déi am Konvent waren, haten dat net an den Text vum Konvent erakritt. Dat ass an der Regierungskonferenz an den Text erakomm. An dat hu mer zesumme virbereet mat de Kolleegen, déi am Konvent waren, an ech maachen hei kee Concours tëschent deenen engen an deenen aneren. Déi Texter ware jo do. Mä mir hunn zu puer an där Regierungskonferenz dat duerchgedréckt.

A wann ech elo héieren, dass et jo net wouer ass, dass mer zwou Konzeptiounen hu vun Europa, déi sech opposéieren, déi déi de Maart wëllen, dee keng Solidaritéit produzéiert, an déi déi sozial Maartwirtschaft wëllen, déi fir d'alleréischte Kéier an engem europäesche Vertrag steet, an déi wëllen och soziaalt, normatiivt Verhale vun den öffentlechen Hänn forcéieren. Déi, déi elo soen, dat wier net wouer, dat wier alles een Iertum, et wëllt een net nëmmen de Maart, et wëllt ee selbstverständlech och e soziaalt Europa.

Spéitstens am Oktober proposéiert d'Lëtzebuerger Regierung, dass mer - dat kënne mer jo maachen - déi horizontal Sozialklausel huelen an direkt uwenden. Et muss ee jo net de Vertrag dofir stëmmen. Mir kënne jo, wa mer alleguerten enger Meenung sinn, soen zu 27: Okay, dat wat elo eréischt soll kommen 2007, 2008, 2009, dat maache mer direkt, politesche Beschloss, an dann teste mer mol wéi dat da geet mat der Bolkestein-Direktiv, déi mir net wëllen, mä déi anerer wëllen; déi mir net esou wëllen an anerer gären esou hätten; wa mer dann dat duerch de sozialen Triichter lafe loossen.

Wa mer dat awer wëlle maachen, kënnen, opgrond vun eisen Iwwerzeegungen, déi jo déi vu jiddferengem heibanne sinn, jo da musse mer an der Positioun sinn am Oktober an duerno, fir dat kënnen ze verlaangen. Wat soll een dann eppes verlaangen, wou d'Leit dergéint gestëmmt hunn? Wann ee gäre méi eng adequat Sozialpolitik hätt, wann ee géif gären d'Méiglechkeet opmaachen, eenzel sozialpolitesch relevant Deeler direkt zur Applikatioun ze bréngen, well dat och duerch e politesche Beschloss kann erbäigefouert ginn, da wier et net gutt wann ee géif géint dee Verfassungsvertrag do stëmmen, well soss hätt deen, deen dat do misst virbréngen, nawell e schlechte Moment vläicht ze passéieren, an nach e puer weider Explikatiounen ze ginn, ier en zum regelrechten Text vu senger Propositioun kënnt.

A wann dee Vertrag nei verhandelt gëtt - wat ech net gleewen -, well «il ne faut pas sous-estimer le génie des peuples, y compris français et néerlandais…», ech si fundamental iwwerzeegt, dass dee Verfassungsvertrag esou a Kraaft trëtt. Dat dauert méi laang, dat gëtt schwiereg, dat brauch vill Gespréich. Mä wann en net esou a Kraaft trëtt, weess ech, dass deen, dee mer hunn, net fonctionnéiert. Also brauche mer een neien. Mir kënnen elo hei den Hochstand mat den Ouerläppercher maachen, mir kréien dann een neie Vertrag. An ech soen dat nach eng Kéier, wa mer wëllen an deem neie Vertrag, falls en da géif kommen, dat fir eist Land a fir Europa - mä mir sinn hei am Lëtzebuerger Parlament - wëlle kréien, da kënne mer net géint dee Verfassungsvertrag hei stëmmen, soss hu mer näischt an der Hand, wa mer enges Dags mussen eis Kaarten op den Dësch leeën.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Statsminister.

Dann, Dir Dammen an Dir Häre, stëmme mer elo an éischter Lecture iwwert de Projet 5442 of.

Den 10. Juli gëtt de Referendum iwwert den Traité ofgehalen. D'Chamber huet an hirer Resolutioun vum 8. Juni festgehalen, datt si dem Resultat vum Referendum Rechnung droe wäert. Deemno kënnt et nëmmen am Fall vun engem positiven Entscheed zum second vote constitutionnel.

Laut Artikel 114 vun der Verfassung ass eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert. De Vote par procuration ass net erlaabt.

Premier vote constitutionnel

De Projet de loi 5442 ass an éischter Lecture mat 55 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

(Applaudissements)

Voilà, Dir Dammen, domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung…

(Hilarité)

…Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 20.07 heures)

Ordre du jour

1. Débat d'orientation sur la revalorisation des friches industrielles de la région Sud (suite)

(Motion modifiée - Vote)

2. 5466 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et du Règlement, faits à Washington, le 2 décembre 1946
- du Protocole, fait à Washington, le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington, le 2 décembre 1946

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5376 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne „EUROCONTROL" du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002

(Rapport de la Commission des Transports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

4. 5396 - Projet de loi portant approbation

- de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958, et approuvé par la loi du 1er août 1971 (Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions);
- de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998

(Rapport de la Commission des Transports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5355 - Projet de loi concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

(Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5456 - Projet de loi relative à la revalorisation du site de Höhenhof

7. Ordre du jour

(Rapport de la Commission des Transports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Lucien Lux et Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du territoire.*- Neen, Här President.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

1. Débat d'orientation sur la revalorisation des friches industrielles de la région Sud (suite)

Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass, esou wéi mer dat gëschter arrêtéiert haten, déi Motioun, déi d'Madame Lydia Mutsch den 2. Juni am Kader vun der Orientéierungsdebatt iwwert d'Industriebroochen déposéiert hat.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- saluant les efforts des gouvernements successifs dans la mise en oeuvre du projet de reconversion des friches industrielles au sud du pays, dans un esprit de décentralisation sur le plan économique, administratif et culturel;

- considérant l'envergure des investissements publics sur le site prioritaire Esch/Belval-Ouest;

- soucieuse que les équipements de l'État sur le site Esch/Belval-Ouest puissent se réaliser et s'intégrer dans le respect des structures régionales et locales existantes;

- insistant sur la nécessité de poursuivre la mise en place des infrastructures prévues par l'État et la société de développement Agora permettant d'accélérer le développement du projet phare Esch/Belval-Ouest dans un esprit de «public-private partnership»;

- rappelant l'engagement des gouvernements successifs d'entamer également la revalorisation d'autres anciens sites sidérurgiques, à savoir Terres Rouges, le crassier Ehlerange, la fonderie de Rodange, les crassiers de Differdange et Mondercange, ainsi que le site de Dudelange;

invite le Gouvernement

- à soumettre à la Chambre des Députés un troisième rapport «Friches industrielles: état d'avancement et perspectives», renseignant sur les projets et investissements de l'État sur Esch/Belval-Ouest et les autres sites prioritaires définis;

- à préciser le concept d'ensemble pour les friches existantes avec leurs prolongements éventuels au-delà des frontières parallèlement à la finalisation du plan directeur régional;

- à actualiser le plan pluriannuel des investissements de l'État sur les friches, avec un échéancier précis, dans un souci de transparence et d'information continue du public et dans le but d'encourager

les investisseurs potentiels privés sur Esch/Belval-Ouest et dans la mesure du possible sur les autres friches en voie de revalorisation;

- à développer le concept d'ensemble pour la mise en oeuvre du projet fédérateur de la Cité des Sciences, de la recherche et de l'innovation afin de permettre le développement d'un pilier économique et socioéducatif autour de la faculté des sciences et de la recherche de l'Université de Luxembourg prévue sur le site Esch/Belval-Ouest;

- à respecter les principes du masterplan Esch/Belval-Ouest, à savoir le développement urbain durable et la mixité des fonctions;

- à poursuivre la promotion du transport public dans le but d'un modal split national de 25/75 (25% transport public) à l'aide de l'introduction d'un modal split 40/60 (40% transport public) pour Esch/Belval-Ouest;

- à finaliser l'étude sur la faisabilité technique d'un croisement des rails Arcelor à la hauteur de Belval Sud, afin de permettre le passage du train-tram sur le site de la friche de Belval West, permettant l'interconnexion avec les réseaux et moyens de transport public existants;

- à poursuivre les pourparlers avec les communes concernées en vue de l'élaboration d'une solution dans le contexte du contournement de Raemerich et de l'accès nord du site Esch/Belval-Ouest dans le respect de l'urbanisme, de la protection des habitants et de l'environnement;

- à favoriser l'élaboration d'un plan régional Sud en collaboration avec le syndicat régional Pro-Sud dans le souci notamment d'accompagner le développement socioéconomique de la région du sud du pays;

- à poursuivre et intensifier les contacts et relations avec nos partenaires dans la Grande Région, notamment nos voisins français, ceci dans le souci d'une coopération pour un développement dynamique et durable de nos régions;

- à ne pas négliger la reconversion des friches industrielles d'autres régions, comme celle de Wiltz, Dommeldange et Vianden, qui ont également, dans des proportions moindres, l'opportunité de recouvrir d'anciennes surfaces industrielles;

- à poursuivre une large consultation et information des communes et des milieux concernés et une sensibilisation de la population pour la reconversion des friches et de la chance qu'elle représente pour le développement du pays.

(s.) Lydia Mutsch, Félix Braz, John Castegnaro, Viviane Loschetter, Claude Meisch, Fred Sunnen.

Déi Motioun ass jo modifiéiert ginn. Ech denken, dass déi modifiéiert Motioun net méi modifiéiert wäert ginn. Et ass och alles dozou gesot, esou dass ech mer d'Fro stellen, ob mer net kënnen direkt zum Vote kommen.

Wann dat de Fall ass, kënne mer par main levée ofstëmmen?

Une voix.- Jo.

Une autre voix.- Neen.

M. le Président.- Par main levée? Wie freet de Vote électronique? Soss keen? Da stëmme mer par main levée of.

Vote

Wien d'accord mat där Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domat ass et däitlech: D'Motioun ass mat écrasanter Majoritéit ugeholl.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5466 iwwert de Schutz vun de Walen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Goerens, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel!

2. 5466 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et du Règlement, faits à Washington, le 2 décembre 1946

- du Protocole, fait à Washington, le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington, le 2 décembre 1946

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, bei dësem Projet 5466 geet et ëm en Article unique, wou mer sollen déi international Konventioun fir d'Juegd op d'Wale reglementéieren. Déi ass 1946 zu Washington ënnerschriwwe ginn. Mir sollen haut och e Protokoll approuvéieren, deen zéng Joer duerno, dat heescht 1956, och zu Washington gemaach ginn ass.

D'Zil vun dëser Konventioun ass d'Erhale vun de Walbestänn an awer och de Schutz géint eng iwwerdriwwe Juegd op d'Walen. Een anert Objektiv ass fir d'Bestänn vun de Walen nees opzebauen, well déi jo an deene leschte Jorzéngte staark deziméiert gi sinn. Innerhalb vun där Konventioun gëtt et déi sou genannte CBI, dat ass d'Commission Baleinière Internationale, déi als Missioun huet, Direktiven auszeschaffen iwwert de Fang vun de Walen, iwwer Instrumenter wéi ee se fänke kann, an déi fixéieren och d'Fangquoten.

D'CBI encouragéiert awer och wëssenschaftlech Etüden iwwert d'Walen. Si organiséiert dës Etüden, analyséiert an diffuséiert d'Resultater. Et ass vläicht interessant och ze wëssen, dass iwwer 100 Länner mat Küsten net Member vun der CBI sinn, also och net gebonne sinn.

Déi CBI erkennt dräi Formë vu Juegd op d'Walen un, dat ass éischtens, d'Chasse commerciale. Op där gëtt et zurzäit e Moratoire. Zweetens, dat ass d'Juegd am Sënn vu wëssenschaftlechen Etüden, an déi drëtt Form vu Juegd ass de Walfang vun aborigènë Völker, wéi zum Beispill d'Eskimoen a Grönland an an Alaska.

Déi éischt Kategorie, also d'Chasse commerciale, do ass säit 1986 e Moratoire drop. Deen ass awer limitéiert, an do ass d'lescht Joer op der Jorestagung vun der CBI zu Sorrent 2004 décidéiert ginn, dass déi Evaluatioune solle finaliséiert ginn. An elo besteet de Risiko, dass dee Moratoire opgehuewe gëtt. An der CBI sinn am Moment 60 Länner Member, a Lëtzebuerg soll jo elo do bäitrieden, ënner anerem och nach Polen an d'Slowakei, an do gëtt et eng Aart Pattsituatioun. Vun deene 60 Länner ass d'Halschent dofir fir dee Moratoire opzehiewen, an d'Halschent huet méi eng konservativ Haltung, déi wëllen dee Moratoire bäibehalen.

Wa mir elo do Member ginn, géinge mir eis selbstverständlech bei déi Länner reien, déi an deem Domän do méi eng konservativ Haltung hunn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…dat heescht fir ze verhënneren, dass dee Moratoire opgehuewe gëtt an dass d'Chasse commerciale op d'Walen nees erméiglecht gëtt.

Et ass interessant ze wëssen, dass et 90 verschidden Zorte vu Cétacéë vu Wale gëtt. Et sinn der awer nëmmen 20 vun deenen an den Annexë vun där Konventioun hei ageschriwwen, déi aner 70 sinn op fir d'Juegd, dat heescht 40.000 där Déiere gi pro Joer gefaangen. An da gëtt et och nach de Problem vun der Prise accessoire. D'Juegd ass net déi eenzeg Gefor fir déi Déieren, et ass och den Danger écologique, d'Pollutioun vun de Mierer duerch toxesch Substanzen, d'Erhëtzung vum Planéit, d'Ozonlach ass e Problem fir si, an dann och d'Nuisances sonores ënnert dem Waasser, well déi Déiere si ganz empfindlech.

Ech wëll awer elo net laang dorobber eragoen, well ech mengen de Marcel Oberweis huet mer gesot, hie kennt sech do vill besser aus an hie wäert dann do méi an d'Detailer vun deenen interessanten Déieren agoen. Ech wollt lech just am Numm vun der LSAP-Fraktioun soen, dass mir dee Projet hei stëmmen, an ech wär frou, wann déi aner dat och géinge maachen.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Marcel Oberweis.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, Här Minister, ech si wuel keen Expert am Walfëschen…

Une voix.- Très bien!

Une autre voix.- Jo, dat ass super.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Super!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Gott sei Dank!

(Interruptions diverses et hilarité)

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Awer mat „l" geschriwwen, keen „h" dran.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Dat wonnert een zwar, mä…

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Jo, Merci villmools.

Ech wëll just am Ufank direkt dem Här Rapporteur, dem Marc Angel, Merci soe fir de flotte Rapport, deen e gemaach huet, de schréftlechen an och de mëndlechen.

Wéi den Numm et scho seet, hu mer et hei mat enger Konventioun ze dinn iwwert de Protokoll zur Juegd op d'Walen. Erlaabt mer vläicht am Ufank e klenge Rappel ze maachen an d'Geschicht vum Walfang selwer. Duerch dat rücksichtsloost Ofschluechten am 19. Jorhonnert an och am 20. Jorhonnert waren d'Bestänn vun de Walen esou wäit erofgefall, dass een sech schonn am Joer 1930 Gedanke gemaach huet, fir endlech emol e Stopp vum Walfang duerchzesetzen. Deemools ass e Büro gegrënnt ginn, deen emol verlässlech Daten iwwert de Walfang erausginn huet.

Wéi Dir alleguerten…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif lech ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden!

Une voix.- Dat ass net gär geschitt.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech wollt just soen, wéi Dir alleguerten aus der Geschicht nach wësst, war et an der Renaissance wou déi éischt Mënschen op d'Mier gefuer sinn, an dat waren u sech d'Basken aus der Biskaya, déi erausgefuer sinn an déi déi éischt Walfësch gefaangen hunn. Dat ware ganz téméraire Mënschen, well deemools war et net esou einfach, op d'Mier ze fueren.

Duerno koumen d'Friese vun der Nordseeküst, déi op d'Waljuegd goungen. Um Ufank vum 17. Jorhonnert gouf dunn d'Waljuegd am grousse Stil organiséiert. Op Spitzbergen an Island a Grönland. D'Mënschen hunn d'Déiere gefaange fir den Tran ze gewannen, an doraus hu se d'Beliichtung gemaach. Duerno hu se en agesat als Schmierstoff a fir d'Fabrikatioun vu Seef an och vu Faarwen.

E battert Joer war 1846, well do war den Héichpunkt vun der Waljuegd. Quasiment war den Nordatlantik ausgeraibert gi vu senge Walen. Et ass dunn am Joer 1872 d'Harpun entwéckelt ginn, an domat konnten d'Waljeeër a Géigende goen, wou bis dato nach guer kee Jeeër war. Dat war ëm den Nordpol an de Südpol. An den Drama ass ugaange fir déi Leit, déi vun den Déiere gelieft hunn.

Nodeem um Enn vun dem 19. Jorhonnert besonnesch déi grouss Walfësch alleguerten ofgeschluecht waren - mir denken an d'Geschicht zréck, un d'Buch „Moby Dick" vum Herman Melville, deen huet eis dat e bësse beschriwwen -, an deem Jorhonnert sinn de Blauwal mat 30 m Längt, de Finnwal mat 27 m Längt an och de Seiwal mat 21 m komplett verschwonnen.

E bëssen an déi heiteg Zäit gekuckt: Während der Faangsaison vum Joer 1937/38 sinn eleng am Nordatlantik 46.000 Walen ofgeschoss ginn. Dat waren deemools 85% vun der gesamter Juegd. Nom Zweete Weltkrich, den 2. Dezember 1946, ass eng Konventioun ënnerschriwwe ginn, wou dann endlech emol d'Juegd reglementéiert konnt ginn. Et hunn deemools 19 Länner matgemaach, fir eng Kommissioun anzesetzen.

Doniewent ass et awer och drëm gaangen, ganz speziell, d'Iwwerliewenschancë vun deenen Déieren ze gewährleeschten. Leider sinn awer net all d'Länner op dës Bedrohung agaangen, well si hunn ëmmer nach gemengt gehat, dass d'Juegd op d'Walen eng ganz speziell Juegd um Mier wär. Doniewent hu se och da pseudowëssenschaftlech Argumenter virgeschéckt.

Am Joer 1962 sinn eleng 67.000 Walen ofgeschoss ginn. Dat waren der zweemol méi wéi am Joer 1933, wou mer nach keng Kommissioun haten. D'Bestänn sinn dramatesch gefall, an eréischt am Joer 1972 ass endlech eng international Walfangkommissioun op d'Bee gesat ginn, déi et duerchgesat huet, dass zumindest ëm de Südpol keng Déiere méi geschoss gi sinn.

Am Joer 1977, guer net esou laang hier, do sinn nach 22.000 Walen ofgeschluecht ginn. De 24. Juli am Joer 1982 ass zu Brighton an England no laange Verhandlungen endlech ugefaange ginn, ee Moratoire ze schreiwen. E Moratoire fir de kommerzielle Walfang ze beschléissen. D'Bestänn waren deemools dramatesch wäit erofgefall an e puer Aarte ware scho vum Ausstierwe bedroht.

Véier Joer huet et gedauert, bis de Moratoire a Kraaft getrueden ass, an nach ëmmer waren et Länner wéi Island, Norwegen a Russland, déi sech dorëm net en Deut gekëmmert hunn. Si si virugefuer mat hirem Ofschluechten, a si hu géint de Moratoire Protest ageluecht. Et muss een och bedenken, fir dee Moratoire ewechzekréie muss et eng Dräivéirel-Majoritéit vun alle Länner ginn. Déi derfir sinn an dergéint sinn, déi stounge sech deemools vis-à-vis.

Zënterhier sinn awer erëm 19 Joer an d'Land gaangen, a mir hunn eréischt eng éischt Schluecht gewonnen, awer nach laang net de Krich. Wéi ech ugedeit hunn, an de Jore 70 sinn ongeféier 10.000 Wale geschoss ginn. No dem Joer 1986 si mer dunn awer gefall op 1.000 Déiere pro Joer.

Hei nach e puer Zuelen iwwert d'Bestänn vun den Déieren eleng am Nordatlantik, deen eis jo relativ no läit. D'Bockelwale si gefall vun 240.000 op nach haut 10.000 Walen, an d'Finnwale vun 360.000 op 56.000.

Déi International Walfangkommissioun seet awer, fir en Ophiewe vum Moratoire misste mindestens erëm 72% vun der urspréngleche Zuel uleien, an dat dauert no heutege Kenntnisser nach 70 bis 100 Joer, bis mer erëm dohinner kommen.

Fir e puer Déiere kommen all dës Mesuren ze spéit. De Glattwal am Nordatlantik ass op haut nach 300 Stéck erofgefall, dat heescht et geet net méi duer, dass deen iwwerliewe kann. Ech wëll och ënnersträichen hei, dass am Indeschen Ozean e komplett Walfangverbuet besteet. Dat gëllt och mëttlerweil ëm de Südpol. An zurzäit lafen d'Diskussioune fir och am Südatlantik esou e Moratoire anzeféieren. Leider muss et duerfir awer eng qualifizéiert Majoritéit ginn…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Léif Kolleegen, ech bieden awer ëm e bëssen Opmierksamkeet wann ech gelift!

Une voix.- Jo, well et ass net léif!

(Interruptions)

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech hunn elo grad gesot gehat, mir hunn zurzäit zwee Bléck, déi sech vis-à-vis stinn, dat sinn déi, déi derfir sinn, an déi, déi dergéint sinn. Ënner anerem sinn Norwegen, Japan, Dänemark, Südkorea an Island déi, déi massiv nach ëmmer op de Walfang ginn. Dobäi awer d'USA, Neuseeland an Australien, déi dergéint stinn.

Interessanterweis, am Mee vun dësem Joer, do hate mer am éischte Grupp, dat waren déi, déi géint de Moratoire sinn, 31, an 29 ware fir de Moratoire. Also quasiment e Gläichgewiicht. Wann een dovun ausgeet, dass mir haut dës Walfangkonventioun stëmmen, da komme mer op 30, a wann Uruguay als nächst Land nach ënnerschreift, da si mer schonn zu 31. Och aner europäesch Länner sollte mer op dee Wee mathuelen, fir hei matzeënnerschreiwen, fir de Camp vun de Géigner ze verstäerken.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wa mir haut dës Konventioun ratifizéieren, dann dierf een awer net vergiessen, dass et ëmmer nach Mënsche gëtt, déi vun dësem Walfang liewen. Et ass elo grad gesot gi vum Marc Angel, d'Eskimoen, an notamment d'Tschuktschen, dat si Völker an Nordostsibirien bei der Beringstrooss, déi liewen nëmmen nach vum Walfang, an da muss ee bedenken, dass si vun eis gesot kréien, dass se eng ganz kleng Zuel dierfe joen. Mir selwer hunn eis während Jorzéngten amëséiert, d'Déieren dout ze maachen, a mir ginn deene Leit elo soen, wou et langgeet, fir hiert Iwwerliewen net méi ze garantéieren.

An da muss ee bedenken, dass eleng a japanesche Restauranten ee Kilogramm Walfësch mat 600 Euro de Kilogramm bezuelt gëtt. An deem Zesummenhang ass et och interessant drop hinzeweisen, dass d'Wale mëttlerweil ganz héichgradeg mat Schwéiermetallen, notamment Quecksëlwer, ver-

seucht sinn. Dat huet eng Etüd vun der Universitéit vun Hokkaido a Japan gewisen.

Une voix.- Dat ass vläicht eng Chance fir d'Walen.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Voilà, dat wollt ech och soen. Merci fir den Awand.

Mëttlerweil ass et esou wäit gaangen, dass d'Japaner dovun ofgesinn. Si iessen och elo kee Walfësch méi, well mëttlerweil d'Belaaschtung vun dem Walfësch 5.000-mol méi staark ass, wéi se iwwerhaapt dierft sinn, fir dat Fleesch ze iessen.

Wat elo den Handel vun deene Walprodukter ubelaangt, do ass och en Accord geschriwwe ginn. Vläicht e klengen Hinweis dozou: D'Growalen an d'Pottwale si ganz geschützt hei. Doniewent awer d'Orkaen, déi dierfe gejot ginn. En interessanten Hinweis vun dem däitsche Verbraucherschutzministère. Dee beweist u sech, wéi dramatesch d'Situatioun ass.

D'Norweger, déi massiv hei géint de Moratoire sinn, iessen awer selwer kee Walfësch. An hirem Land ass et net Usus, Walfësch ze iessen, mä et ass Usus, Walfësch ze joen. Am Joer 2002, well se en déif afréieren, wollten se dann dee Walspeck eng Kéier lassginn. Dunn hu se d'Japaner gefrot, ob si dat da wéilten. Den Handel ass net zum Droe komm, well d'Japaner festgestallt hunn, wéi se de Walfësch kritt hunn, dass dee ganz einfach héich belaascht wier. D'Japaner wollten dunn net, an d'Norweger hunn déi Gesamtmenge Walfësch an d'Mier getippt. Do gesäit ee jo, wéi wäit de Mënsch u sech iwwerhaapt nach déi Saach seriö suivéiert.

Et kann een och hei hannerfroen, wat déi Juegd nach brénge soll, wann ee bedenkt, dass et jo dach duerch d'Mieresfëscherei dausenden Déieren erwëscht, déi als Bäifang an den Treibnetzer matgefaange ginn. De World Wildlife Fong seet, am leschte Joer sinn ongeféier 100.000 Delfinen an aner Déieren agefaange ginn a sinn do elendeg gestuerwen.

A wann een dann iwwerleet, dass et an der Ostsee, déi jo virun eiser Hausdier läit, esou wäit komm ass, dass Schwéngswalen - heiansdo héiert een dovunner -, dass do deen een oder aneren sech an d'Elbe veriert, well si net méi wësse wou et hi soll goen. Mëttlerweil si si alleguerte vum Ausstierwe bedroht, et ginn nach 600 Stéck do.

Als een interessante Volet ass awer vläicht dann als positiivt Element hei ze soen, dass d'Mënsche gären Déiere gesinn, an de Whale Watching kann een, wann et seriö gemaach gëtt, als eng interessant Form vun enger nohalteger Ressourcennotzung gesinn.

Wann een den Handel kuckt, do hunn ech nogefrot gehat, weder d'Airlines Cargolux, nach KLM, British Airways, Lufthansa transportéiere Walprodukter. Dat ass e Code, deen se ënnerschriwwen hunn.

Wann een déi wëssenschaftlech Artikele liest, da muss ee staark hannerfroen, firwat nach esou eng Konventioun soll existéieren, nämlech de Moratoire. Duerch d'Erfuerschung vum Mieresbuedem no Ressourcen, Methanknollen, duerch d'Sichen no Äerduelech an Äerdgas um Mier, duerch d'Offshore-Förderung vun Uelech an Äerdgas, duerch d'Verschmotzung an d'Miereserwäermung muss ee sech froe mat de Wëssenschaftler, ob déi Mieresdéieren, grad d'Cétacéën, de Stress iwwerhaapt iwwerliewen, deem se ausgesat sinn.

Elo stelle mer souguer fest, dass d'Walfësch mat ganz grousse Problemer kämpfe wéi Kriibs, Sterilitéit a mat dem Zesummebrieche vun hirem Immunsystem. Leider gehéieren och mir an der westlecher Welt dozou, déi duerch eisen onersättlechen Energiehonger an duerch d'Miereserwäermung staark dozou bäidroen.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, vu mengen Ausféierungen, wëll ech hei ënnersträichen, dass mir eis awer sollte konsequent fir d'Weiderféierung vun dem Moratoire ausschwätzen.

Mir schéngt et och e bësse logesch, dass mer deen Numm Walfangkommissioun an eng Walschutzkommissioun sollten ëmdeefen. Domat géif se vläicht méi Poids op der Weltbühn kréien.

Och sollte mir een Appel maache bei eise Pays cibles an der Kooperatioun - et sinn der jo zéng -, dass déi och solle matmaachen. Well wann déi och jo matmaachen, wär de Camp vun de Befürworter scho méi grouss.

An dem Land Mali, engem Land an der Sahara, dat keng Miereskäst huet, deem sollte mer vläicht Bescheed soen: Komm och op d'Säit vun de Befürworter, well de Mali ass haut am Camp vun de Géigner!

De Bäitrëtt vu Lëtzebuerg zu der Konventioun zum Walfangverbuet kritt och doduerch eng ganz grouss Bedeitung, well mir dat haut maache virun der nächster Konferenz zu der Walfangkommissioun. Déi ass nämlech zu Ulsan a Südkorea vum 13. bis de 27. Juni. An dat ass nach während der Présidence vun onsem Land.

Dat gëtt e Signal no baussen! Et geet grad do ëm d'Iwwerschaffe vun der Konventioun a vun der Quoteregelung. Dee sou genannten „Revised Management Scheme", dat ass d'Rumm fir d'Ofschossquoten, soll iwwerduecht ginn.

Déi Leit an deene Länner, déi géint de Walfang sinn, fäerten, dass et hei zum Ophiewe vum Moratoire kéint kommen.

Ech kann nëmmen hoffen, an ech wënsche mer, dass, wa mer d'nächst Joer hei stinn, wann dann déi 58. Réunioun zu La Rochelle a Frankräich ass, mer da kënne soen, dass d'Zuel vun de Géigner méi kleng ginn ass, an d'Zuel vun de Befürworter fir de Moratoire méi grouss ginn ass.

Ech bréngen domat och den Accord vun onser Fraktioun eran a soe Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Oberweis. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel!

M. Xavier Bettel *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Här Angel Merci soe fir säi schréftleche Rapport. Ech wëll dem Här Oberweis Merci soe fir säi mëndleche Rapport. An ech wäert net hei insistéieren, ech mengen déi zwee woren esou komplett, dass et net nach Wäert huet - ech kann zwar och nach eng Véirelstonn iwwert d'Wale schwätzen, mä ech mengen…

(Hilarité et brouhaha général)

Dowéinster wéilt ech, Här President, heimat och den Accord vun eiser Fraktioun zu deem heite Sujet bréngen, well nach e chargéierten Ordre du jour haut um Programm ass.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel, fir Äre kuerze Rapport. Dann huet den Här Gira d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech kann och deem excellente Rapport vum Här Angel an där excellenter Interventioun vum sou genannten net Walspezialist näischt méi hinzufügen. A wa Lëtzebuerg och nëmme minimal kann dozou bäidroen, déi lescht Walen ze retten, da sinn déi Gréng selbstverständlech derbäi.

M. le Président.- Dann hu mer nach den Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Här President, och ech wäert kuerz sinn. Virun allem och, well meng Virriedner de Problem an allen Detailer an a bal alle Facetten duergeluecht hunn.

Hei geet et ëm en Deelaspekt vun der Problematik vun der Aartevielfalt, déi an allen Hinsichte bedroht ass. Mer gesinn, datt net nëmmen d'Walen, mä och de Fëschbestand generell an den Ozeaner ganz vill ofgeholl huet. Woubäi een natierlech bei de klenge Fësch den Auswee huet, datt een d'Fëscherei kann duerch Fëschziichterei ersetzen.

Dat ass bei de Walen natiirlech net méiglech. Trotzdem sollt een, wat awer nëmmen en Deelaspekt ass, fir déi Leit, déi effektiv dorop ugewise sinn, z.B. Eskimoen, a ganz begrenztem Ëmfang de Walfang nach toleréieren.

Fir de Rescht mengen ech sinn déi Zuelen, déi meng Virriedner duergeluecht hunn, esou, datt iwwerhaapt keen Zweifel kann dru bestoen, datt alles muss gemaach ginn, fir deem Ofschluechte vun deene leschte Walen, déi mer nach an de Mierer hunn, entgéintzetrieden.

Ech wollt just hei d'Fro opwerfen, wat fir eng Mëttelen hu mer fir déijéineg, déi sech där Philosophie net uschléissen, kënnen ze zwénge fir dach awer ëmzedenken. Et gesäit net esou aus, wéi wann d'Konventioun deementspriechend Mëttele géing enthalen.

Ech mengen do missten all déi Länner, déi sech eens sinn, fir de Walfang ze verbidden, oder wéinstens de Moratoire op onbestëmmten Zäit ze verlängeren, zu wirtschaftlechen Drockmëttele kënne gräifen. Et ass eng Problematik, där mer ganz generell och an anere Secteure begéinen, wou et net duergeet, datt déi, déi gudde Wëllens sinn, sech engagéiere fir eppes ze maachen, mä wou een och effektiv da muss de Courage hu géint déijéineg virzegoen, déi sech net drun halen a mengen, hinne wier alles erlaabt.

Dat gesot, bréngen ech selbstverständlech den Accord vun eiser Fraktioun.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung. Den Här Minister Lux!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll all deenen, déi an deene leschte Wochen dofir gesuergt hunn, dass et eis virun der nächster Woch, den 13. - méi speziell wann d'Konferenz vun der Konventioun a Korea ugeet -, nach gelongen ass fir de Projet haut kënnen ze stëmmen, Merci soen. Mir sinn domadder formell an d'Lag versat, fir kënnen déi nächst Woch an d'iwwernächst Woch matofzestëmmen. Doduerch kënne mir mat dozou bäidroen an deem sensiblen Dossier hei, wou mer vun enger ganzer Rei vu Länner, awer vun där enger Säit a vun där anerer Säit, kontaktéiert gi si fir matzehëllefen, engersäits déi knapp Majoritéit fir d'Ophiewe vum Moratoire ze stabiliséieren oder awer fir déi Majoritéit a Fro kënnen ze stellen.

Ech mengen et ass dofir gutt, dass mer an deem Dossier hei Solidaritéit a Sensibilitéit weisen, an ech kann nëmmen, besonnesch dem Rapporteur, awer virun allem dem Kolleeg Oberweis félicitéiere fir déi Ausféierunge vun haut. Och fir déi Aarbechten, déi mer an der Kommissioun gemaach hunn.

Ech hunn an der Tëschenzäit e Fonctionnaire vun eisem Ministère, den Här Claude Origer genannt als Kommissär fir eis ze vertrieden, am Rahme vun der Konventioun, a mir hunn déi grouss Chance hei zu Lëtzebuerg mat der Persoun vum Här Dokter Pierre Gallego e Spezialist ze hunn, ganz speziell a spezifesch am Beräich vun de Walen. Hie wäert Lëtzebuerg och vertrieden d'nächst Woch an d'iwwernächst Woch a Korea. An en huet de Mandat vun dem Ministère a vun der Regierung fir esou ofzestëmmen, dass de Moratoire kann agehale ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da kéime mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5466 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme bei 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Lucien Thiel), MM. Marcel Glesener (par M. Marco Schank), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Marcel Sauber), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Paul-Henri Meyers), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner (par M. Roger Negri) et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen) et Claude Meisch (par M. Emile Calmes);

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp (par M. Aly Jaerling) et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5376, en Zousazprotokoll zur EUROCONTROL-Konventioun. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Grethen an den Här Braz. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Negri. Här Negri!

3. 5376 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne „EUROCONTROL" du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002

Rapport de la Commission des Transports

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi huet als Objet e Protokoll vun der Europäescher Gemeinschaft ze approuvéieren, deen déi international Konventioun iwwert d'Kooperatioun an der Sécherung vum europäesche Loftraum duerch d'Loftnavigatioun reglementéiert. Déi dofir zoustänneg Organisatioun mat hirem Haaptsëtz zu Bréissel heescht EUROCONTROL.

Dës Konventioun ass den 13. Dezember 1960 gegrënnt ginn. Am Ufank waren nëmme State Member a keng Organisatiounen oder Supranationalen.

Bei enger Modifikatioun vun de Statuten ass et am Joer 1997 erméiglecht ginn, datt och Organisatioune wéi d'Europäesch Unioun EUROCONTROL kéinte bäitrieden. D'Verhandlungen dozou sinn 1999 ugelaf an déi definitiv Décisioun zum Bäitrëtt ass am Juli 2002 vum Conseil européen geholl ginn an offiziell den 8. Oktober 2002 ënnerschriwwe ginn.

Wat mécht EUROCONTROL dann elo konkret? EUROCONTROL regruppéiert 35 Staten an eng international Organisatioun.

D'Missioun vun EUROCONTROL ass, de Flugtrafic an Europa ze géréieren.

D'Objektiver si folgend:

- D'Sécherung vum Flugverkéier stäerken, duerch e sou genannte Loftverkéiersmanagement;

- den Espace aérien ze vergréisseren, well an Zukunft mat engem Plus vu 5% u Flugbewegunge gerechent gëtt, hei heescht et de Stau um Himmel wéi och um Buedem ëmmer esou kleng wéi méiglech ze halen, et schwätzt ee vun „capacity slot";

- d'Retardë beim Flugverkéier ze verréngeren;

- déi ekonomesch Effikassitéit vum Navigatiounssystem vum Flugverkéier ze verbesseren;

- esou wéi d'Répercussioune vun der Aviatioun op d'Ëmwelt esou kleng wéi méiglech ze halen.

Lëtzebuerg ass Grënnungsmember vun EUROCONTROL, dat ufanks, also 1960, als Organisation internationale civile-militaire pour contrôler le trafic aérien à l'échelon européen gegrënnt gouf.

EUROCONTROL huet sech dunn awer ganz séier als Virspriecher fir d'Promotioun vun der Entwécklung vun avancéierten Technologien am Beräich vun der Gestioun vum Flugverkéier ervirgedoen. Et geet hei dorëms fir en eenheetleche Loftverkéiersraum hierzestellen. An elo wou d'Europäesch Unioun als Ganzt Member ass, agéieren d'EU-State mat enger eenzeger Stëmm fir all EU-Memberstaten, an ëmgedréint wëllt EUROCONTROL nëmme méi mat engem Partner als Gesamt-EU ze dinn hunn.

EUROCONTROL schafft un enger Mise en place vun engem homogènë System wat d'Gestioun vum Flugverkéier ugeet, dem Single European Sky, oder och genannt Ciel unique européen, a couvréiert de ganzen europäesche Kontinent. Domat gi 60% vun den internationale Volen an der Welt vun EUROCONTROL kontrolléiert a gemanaged. Fir dës Missioun erfëllen ze kënnen, beschäftegt EUROCONTROL iwwer 2.000 Experten, déi verdeelt a siwen europäesche State sëtzen.

Här President, dëse Projet de loi ass de 7. September 2004 vum Ausseminister déposéiert ginn, mat engem Exposé des motifs an dem Protokoll vun der Adhésioun vun der Europäescher Communautéit

an déi international Konventioun vun der Sécherheetszesummenaarbecht am Flugberäich, wéi gesot EUROCONTROL.

D'Transportkommissioun huet an hirer Sëtzung vum 11. Mee 2005 mech als Rapporteur genannt. An därselwechter Réunioun sinn de Projet de loi souwéi och den Avis vum Statsrot examinéiert ginn. De Rapport ass an der Sëtzung vum 2. Juni 2005 virgestallt an och ugeholl ginn.

Här President, wann Der erlaabt soen ech nach e puer Wierder als LSAP-Fraktiounssprecher. EUROCONTROL huet hei zu Lëtzebuerg um Kierchbierg säin zentrale Centre de formation. Dësen hunn ech mer ugekuckt am Kader vun der Preparatioun zu dësem Projet de loi. Hei schaffe ronn 80 Fonctionnairen. An der Woch sinn tëschent 100 an 200 Studenten aus ganz Europa an Ausbildung zum Air Traffic Controller. Dat mécht ongeféier pro Joer ëm déi 4.000 Studenten. D'Formatioun vun de Contrôleurs am Air Traffic Management dauert dräi Joer.

Interessant ass och nach den ekonomeschen Aspekt, deen de Betrib vum Centre de formation vun EUROCONTROL, den Institute of Air Navigation Services, IANS, um Kierchbierg der Lëtzebuerger Ekonomie erabréngt. Et sinn eppes zéng Milliounen Euro, duerch ronn honnert Familljen, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, an zousätzlech 20.000 Hotelsiwwernuechtunge fir d'Leit, déi um Kierchbierg als Air Traffic Controllers ausgebilt ginn.

EUROCONTROL ass allgemeng a ganz Europa zoustänneg fir deen ieweschte Flugraum, also iwwer 28.500 Fouss, dat si 7.500 Meter héich, an huet näischt mat dem Starten a Lande vun de Fligeren ze dinn, wat jo vun deene respektive Flughäfe gemaach gëtt.

Am europäesche Flugraum gëtt et zum Beispill owes um 18 Auer, wat eng sou genannte Spëtzenzäit ass, iwwer 5.000 Flugbewegungen, an an engem ganzen Dag sinn dat der iwwer 30.000. Aner interessant Zuelen, déi ech bei der Visite vun EUROCONTROL um Kierchbierg gewuer gi sinn, sinn zum Beispill, dass an engem Dag ongeféier tëschent 350 a 500 Fligeren am ieweschte Flugraum, also iwwer 7.500 Meter héich iwwer eist Land fléien, déi mir net onbedéngt matkréien.

De Lëtzebuerger Loftraum am Sënn vun EUROCONTROL gëtt zu Maastricht gemanaged. Zu Maastricht huet EUROCONTROL 600 Beschäftegter, déi just zoustänneg si fir de sou genannte Maastrichter Flugraum, dat heescht fir d'Benelux-Länner an Norddäitschland. Während der Formatioun vun de Contrôleure muss een och e praxisorientéiert Joer zu Maastricht verbruecht hunn. De Maastrichter Raum huet am Joer ëm déi 1,4 Millioune Flugbewegungen.

EUROCONTROL huet mat Lëtzebuerg nach keng negativ Erfahrunge gemaach, an eise Flugraum gëllt als sou genannt onproblematescht Gebitt - dat war den Originaltoun via Videokonferenz op Bréissel, déi mer hate mat den Häre Gerhard Stadler, Direkter, a Peter Tannhäuser, Sous-Direkter.

Ech hu mer des Weideren erkläre gelooss, dass EUROCONTROL alles ënnerholl huet fir dass esou eng direkt Kollisioun vun zwee Fligeren, wéi dëst virun e puer Joer iwwert dem Bodensee geschitt ass, net méi méiglech ass. Opgrond vun deem Accident, wou et manifestement zu Malentenduen tëschent deenen implizéierten Towere komm ass, hunn d'Fligeren elo e Sécherheetssystem agebaut, deen en dernière instance tëschent zwee Fligeren, déi op Kollisiounskurs sinn, automatesch deen ee Fliger op méi en héije Kurs dréckt, an deen aneren obligatoresch erofdréckt, mat enger genau festgeluechtener Prioritéit fir deen een oder deen anere Fliger, en fonction vun hire respektive Vitessen, Gewiicht, an nach villen anere Parameteren.

Vun dëser Plaz aus wëll ech EUROCONTROL Merci soe fir hir prompt Informatiounen am Kader vun dësem Projet de loi. Heimat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Schank. Här Schank!

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, am Numm vun eiser Fraktioun wollt ech dem honorabele Kolleeg, dem Rosch Negri, Merci soe fir säin detailléierte Rapport an och fir dass en esou conscienciéis war fir sech um Terrain ze informéieren iwwert déi Problematik. Mir sinn iwwerzeegt, dass d'Zoustëmmung zu dësem Protokoll wäert zur Sécherheet am internationale Flugverkéier bäidroen, an duerfir wollt ech dann och den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet do ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Als nächste Riedner op der Lëscht ass den honorabelen Här Grethen.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, wéi mäi Virriedner däerf ech och den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet brëngen.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll och just d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun bréngen zu deem Projet an dem Här Negri Merci soe fir säi gewëssenhafte Bericht.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Regierung huet d'Wuert.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll der Chamber an deenen eenzelne Fraktioune Merci soe fir d'Ënnerstëtzung an de Vote, dee si de Mëtteg huelen, dee sécherlech dozou wäert bäidroen, dass virun allem d'Kommissioun iwwert de Wee vun dëser Konventioun eng méi uniform Applikatioun vun de Regele ka maachen, a sécherlech och zu enger Stabiliséierung vum Site vun EUROCONTROL hei um Kierchbierg wäert bäidroen.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. D'Ofstëmme fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 49 Jo-Stëmmen, bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, M. Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes, Charles Goerens, Henri Grethen et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen zum nächste Projet, dat ass de «Projet de loi concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration…»…

Plusieurs voix.- Neen!

M. le Président.- Ass et net zu deem Projet? Zu wéi engem komme mer dann?

Une voix.- 5396.

(Interruptions)

M. le Président.- Mir huele fir d'éischt de Projet 5396, eng Konventioun iwwert d'Homologatioun vun de Gefierer. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Ageschriwwe si bis elo: den Här Grethen an den Här Braz. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Marc Angel. Här Angel!

4. 5396 - Projet de loi portant approbation

- de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958, et approuvé par la loi du 1er août 1971 (Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions);

- de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998

Rapport de la Commission des Transports

M. Marc Angel *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, bei dësem Projet de loi 5396 geet et dorëms, d'Harmonisatioun ze verdéiwe vun den technesche Reglementer aus dem Secteur vun der Automobilindustrie. Mir sollen haut éischtens, déi zweet Revisioun vun engem Accord vum 20. Mäerz 1958 approuvéieren. Deen Accord ass eng éischte Kéier hei zu Lëtzebuerg den 1. August 1971 per Gesetz approuvéiert ginn. Déi zweet Revisioun vum Accord aus dem Joer 1958, déi mer haut unhuelen, ass en vigueur säit dem 16. Oktober 1995.

Konkret geet et dorëms, eenheetlech Bedingunge fir d'Homologatioun festzesetzen, an déi géigesäiteg Unerkennung vun der Homologatioun vun Equipementer a vu Stécker oder Ersatzstécker fir motoriséiert Gefierer.

Zweetens solle mer haut och den Accord huelen iwwert d'Opstelle vu weltwäiten technesche Reglementer, wou et, genau wéi am éischte Punkt, och ëm d'Equipementer a Stécker an Ersatzstécker fir d'Gefierer geet.

Dësen zweeten Accord gëtt och Accord parallèle genannt, well en niewent dem Accord vun 1958 a senger Revisioun zwee funktionéiert. Dësen Accord parallèle gouf néideg, fir dass all déi grouss Länner, wou Autoe produzéiert ginn, a wou och Autoe kaaft a verkaaft ginn, kënnen um Prozess vun der Harmoniséierung deelhuelen, an doduerch ginn och déi geographesch Grenze vum Accord de base vun 1958 op.

Dësen Accord parallèle, deen ënnert der Responsabilitéit vun der Commission économique pour l'Europe vun der UNO funktionéiert, gesäit e System vir, deen et erlaabt, technesch Reglementer an e Weltregister anzeschreiwen. D'Zil ass Reglementer ze kréien, déi et erméiglechen, bei der Produktioun vun Autoe Verschiddenes ze verbesseren: éischtens, d'Sécherheet vun den Autoen an de Gefierer, zweetens, hir Ëmweltverträglechkeet, drëttens, en optimalen, niddrege Bensinverbrauch, also e bessere Rendement énergétique, a véiertens och eng besser Sécherung vun den Autoe géint den Déifstal.

Erlaabt mer nach eng Kéier kuerz op den éischten Deel vum Projet zréckzekommen, also op d'Revisioun vum Accord vun 1958. Bei dëser Revisioun geet et dorëms, éischtens, de Wonsch fir nach méi ze harmoniséiere wat d'Sécherheet an d'Ëmweltverträglechkeet ubelaangt. Zweetens mécht dës Revisioun den Accord vun 1958 net nëmmen op fir individuell Länner, mä och fir Communautéite vu Länner. Drëttens gesäit déi Revisioun e puer Ännerunge vir wat de Conseil d'administration ubelaangt, deen dësen Accord an der Praxis géréiert. An déi lescht Ännerung ass am Fong den Intitulé. Dir fannt en am Dokument 5396, do steet deen neien Intitulé, deen ale steet nach a Klammeren hannendrun. Ech erspueren Iech fir dat elo virzeliesen.

Ofschléissend wollt ech awer nach eng Remarque maachen, déi ech iwwregens och a mengem schréftleche Rapport gemaach hunn. Ech wollt Iech just soen, dass eis SNCH, also eis Société Nationale de Certification et d'Homologation zu Sandweiler, weltwäit ënnert de fënnef éischten Organismes d'homologation figuréiert. Ech fannen dat gutt, ech wollt dat ënnersträichen, an ech wollt ganz zum Schluss den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Grethen.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Jo, Här President, ech wollt dem Rapporteur félicitéiere fir seng Ausféierungen an den Accord vu menger Fraktioun zu dësem excellentë Projet bréngen.

M. le Président.- Här Braz!

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Déi gréng Fraktioun gëtt och hir Zoustëmmung a seet dem Här Angel Merci fir säi komplette Bericht.

M. le Président.- Den Här Schank.

M. Marco Schank *(CSV).*- Jo, Merci un de Kolleeg Marc Angel fir säin detailléierte Rapport, an ech wollt am Numm vu menger Fraktioun den Accord ginn zu dësem Projet.

M. le Président.- Den Här Minister Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt virun allem op dee leschte Saz hiweisen, deen den Här Angel gesot huet, fir kloerzemaachen, dass dat eiser Gesellschaft zu Sandweiler nei Méiglechkeete gëtt, an där „success story", déi déi Gesellschaft op deem Gebitt huet, weider Méiglechkeete gëtt, an duerfir sinn ech frou, dass mer dee Projet hei relativ schnell konnte stëmmen.

Merci.

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister. Da komme mer zur Ofstëmmung vun dësem Projet. De Vote fänkt un.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5396 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei kenger Abstentioun a kenger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener (par M. Marco Schank), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Marc Angel);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet 5355 iwwert den «partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles». Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Negri. Här Negri!

5. 5355 - Projet de loi concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Häre, am Kader vun enger effikasser Naturschutzpolitik geet et bei dësem Projet de loi dorëms, dem Naturschutz hei am Land en zousätzlech wëssenschaftlechen Impuls ze ginn duerch d'Promotioun vun dem Partenariat tëschent dem Stat an de Gemengen, via déi respektiv Gemengesyndikater.

Op dësem Wee soll eng legal Basis geschafe ginn, fir den Naturschutz um Terrain besser ze koordinéieren, an dëst kann nëmme geschéie wann de Stat d'Gemengen op eng strukturéiert Manéier abënnt. Heifir gëtt e sou genannten Observatoire fir den Naturschutz vum Stat kreéiert. Den Observatoire huet als Missioun, tëschent dem Stat an den Naturschutzgemengesyndikater, déi jo am Numm vun deenen implizéierte Gemengen handelen, Konventiounen opzestellen, fir de Finanzement vun Naturschutzmoossnamen an de Gemengen ëmzesetzen.

Am Regierungsprogramm huet hei de regionalen Usaz déi absolut Prioritéit fonnt. Mat de regionale Gemengesyndikater kënnt déi „kritesch Mass" zesummen, fir multidisziplinär Equipen ze forméieren, déi à même sinn, komplex Problemer ze léisen. Den Naturschutz muss an Zukunft ëmmer méi op Basis vun enger regionaler Zesummenaarbecht organiséiert ginn. Domat kënnen d'Naturschutzgemengesyndikater regional um Terrain konkreten Naturschutz wëssenschaftlech studéieren, organiséieren an och duerchféieren, an dat Ganzt ënnert der Tutelle vum Ëmweltminister.

Här President, dëse Projet de loi ass den 10. Juni 2004 vum deemolege Statssekretär am Ëmweltministère, dem Här Eugène Berger, déposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot datéiert vum 28. September 2004. D'Ëmweltkommissioun huet an hirer Sëtzung vum 3. Mäerz 2005 mech als Rapporteur genannt. An därselwechter Réuniouun, souwéi och an der Sëtzung vum 21. Abrëll 2005, sinn de Projet de loi an och den Avis vum Statsrot vun der Kommissioun examinéiert ginn.

Verschidden direkt betraffen Acteuren, wéi de Mouvement écologique, d'Lëtzebuerger Natur- a Vulleschutzliga, d'NATURA souwéi d'Fierschterassociatioun, hate mir de 24. Mäerz 2005 an d'Ëmweltkommissioun agelueden, fir hir Meenung zu dësem Projet de loi ze héieren. De Rapport ass an der Sëtzung vum 10. Mee 2005 presentéiert ginn an dunn och gestëmmt ginn.

Här President, dëse Projet de loi schreift sech an an de Kader vun den Objektiver aus der Regierungserklärung vun 2004, déi virgesäit: «(…) le Gouvernement mettra en œuvre un partenariat avec tous les acteurs impliqués en la matière (communes et syndicats des communes, ONG, fondations, entreprises, etc.), tout en assurant une coordination nationale.»

De Projet de loi baséiert ebenfalls op enger Motioun, déi d'Chamber am Kontext vum Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 ugeholl huet. Heidranner gëtt d'Regierung invitéiert, e Projet de loi auszeschaffen, dee Folgendes virgesäit: «prévoyant l'association des communes à la mise en œuvre des objectifs de la future loi; prévoyant le renforcement et l'amélioration du travail scientifique en matière de protection de la nature avec tous les acteurs, tels que le Ministère de l'Environnement et l'Administration des Eaux et Forêts, le Musée d'Histoire naturelle,…»

Une voix.- Méi schnell!

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- …les communes et syndicats communaux et les associations agissant dans le domaine de la protection de la nature et de l'environnement».

Sou wéi et aus dem Exposé des motifs vum Projet de loi ervirgeet, berücksichtegt de Projet de loi och den Avis, deen de Statsrot de 17. Juni 2003 zum Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 gemaach huet. An dësem Avis hat de Statsrot sech géint d'Schafung vun engem Réseau vu regionalen, wëssenschaftleche Strukturen ausgeschwat. Et waren d'Artikele 64 a 65 vun deem Projet de loi, wat d'Naturschutzgesetz vum 19. Januar 2004 ginn ass, déi fir Oppositions formelles gesuergt hunn. Deemools ass dunn décidéiert ginn, fir dës zwee Artikelen aus dem Projet de loi erauszehuelen, auszebauen an doraus en neit Gesetz ze schafen, wat mer haut hei virleien hunn.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

De But vun dësem Projet de loi ass also duebel. Éischtens, d'Promotioun vun enger Partnerschaft tëschent dem Stat an de Gemengesyndikater. Et geet dorëms fir d'Gemengesyndikater a Saachen Naturschutz méi staark mat anzebannen. Sou soll eng Struktur geschafe ginn, déi d'Gestioun an d'Koordinatioun géréiert. D'Gemenge mussen a sollen, zesumme mat der Forstverwaltung, Partner vum Ëmweltministère a Saachen Naturschutz sinn.

De Virdeel bei de Gemengen a bei de Gemengesyndikater ass, dass si eng gutt politesch a verwaltungstechnesch Struktur hunn, déi no bei de Leit ass. Dës Partnerschaft gëtt konkretiséiert duerch Konventiounen tëschent dem Ëmweltministère an de Gemengesyndikater, déi am Naturschutzdomän schaffen. Et geet dorëms, fir déi regional Kooperatioun tëschent de Gemengen an der strategescher Planung a Saachen Naturschutz ze verstäerken.

En zweete But vun dësem Projet de loi ass de Renforcement vun der wëssenschaftlecher Démarche a Saachen Naturschutz. D'Entwécklung vun enger effikasser Naturschutzpolitik muss op wëssenschaftlechen Donnéeë baséiert sinn, wou d'Interpretatioun heivunner fir eng zukünfteg strategesch Orientatioun nëtzlech ass. D'Natura 2000 brauch um Terrain e gudden, wëssenschaftleche Suivi. Déi wëssenschaftlech Aarbecht muss verstäerkt an och verbessert ginn.

Tëschent all deene bedeelegten Acteuren an dësem Domän, dem Ëmweltministère, der Forstverwaltung, dem Naturmusée, de Gemenge via Gemengesyndikater an den Naturschutzorganisatiounen, muss eng verbessert Koordinatioun gemaach ginn. Dëse Projet huet als Zil, dës aktuell net esou gutt Situatioun ze verbesseren. Dozou soll deen nei ze schafenden Observatoire de l'Environnement naturel bäidroen. Dëst soll en Organe consultatif sinn, dat chargéiert ass fir d'Aktiounen am Naturschutzberäich ze promouvéieren.

Deen nei geschafenen Observatoire, deen eng jährlech Dotatioun aus dem Statsbudget kritt, huet folgend Missiounen:

- «de constater l'état de conservation de la diversité biologique;

- de proposer des recherches et études en matière d'environnement naturel;

- de proposer un programme d'actions concrètes à réaliser par l'État et les syndicats;

- d'évaluer les mesures réalisées par l'État et les syndicats;

- de rédiger tous les deux ans un rapport circonstancié sur la politique en matière d'environnement naturel et sur la mise en œuvre de cette politique au niveau étatique et communal;

- de suivre la mise en œuvre du plan national concernant la protection de la nature;

- de saisir le ministre des projets, actions et mesures susceptibles de promouvoir la protection de l'environnement naturel.»

Am Artikel 4 steet, dass d'Vertrieder am Observatoire jeeweils fir dräi Joer vum Minister genannt ginn. Dëst sinn all Kéiers zwee Vertrieder vum Ministère de l'Environnement, vun der Administration des Eaux et Forêts, dem Musée national d'Histoire naturelle souwéi ee Représentant vun der Université du Luxembourg, ee vun de Gemengesyndikater, an dann nach dräi Vertrieder aus den Naturschutzorganisatiounen an dräi Wëssenschaftler, déi an der Erhalung vun der biologescher Vielfalt spezialiséiert sinn.

D'Presidentschaft vum Observatoire gëtt ofwiesselnd vun engem Vertrieder aus dem Ministère an aus de Syndikater gemaach. D'Sekretariat gëtt vun engem Représentant aus dem Ministère aussuréiert. Déi genee Organisatioun an de Fonctionnement ginn an engem groussherzogleche Reglement preziséiert. D'Partenariat an Naturschutzprojete vum Stat mat de Gemengesyndikater dréckt sech wéi gesot a Form vu Konventiounen aus, déi vum Ëmweltminister ausgeschafft ginn.

Dës Konventioune kënne folgend Missiounen op kommunalem, awer virun allem och op regionalem Plang beinhalten:

a) «la collecte de données scientifiques et leur transmission aux autorités supérieures compétentes;

b) l'élaboration et la mise en œuvre de mesures de protection et de gestion de l'environnement naturel à partir des orientations de l'observatoire;

c) la promotion des programmes relatifs à la conservation de la diversité biologique;

d) la sensibilisation des communes membres et de leurs habitants.»

All déi Missiounen, déi duerch Konventiounen arrêtéiert ginn, ginn tëschent 50 an 100% vum Stat cofinanzéiert. Et gëtt am Ëmweltministère och e Comité de coordination geschaf. Dëse Comité huet d'Aufgab fir d'Kohärenz an d'Koordinatioun tëschent de Programmer an de realiséierten Aktivitéite vun de Syndikater am Kader vun de Konventiounen ze assuréieren.

Dëse Comité besteet aus:

- zwee Vertrieder aus dem Ëmweltministère, wouvun een de President stellt;

- zwee Vertrieder aus der Forstverwaltung, wouvun een de Sekretär stellt;

- engem Vertrieder aus dem Musée national d'Histoire naturelle;

- an engem Vertrieder aus deene respektive Gemengesyndikater.

Dës Vertrieder gi vum Minister op dräi Joer genannt.

Här President, ech hunn dëst am Detail gesot fir ze weisen, dass all d'Acteuren aus der Naturschutzzeen an dëse Projet de loi implizéiert sinn, an de Stat domat, wéi Der un der Zesummesetzung vun dësem Gremium gesitt, den Naturschutz net aus der Hand gëtt. Hei soll elo konstruktiv Aarbecht op där enger Säit tëschent dem Stat a senge Verwaltungen, an op där anerer Säit de Gemengesyndikater mat de Gemengeréit an de Gemengeverwaltunge gemaach ginn.

Och ass et wichteg, dass mer engersäits Naturschutz vun uewe maachen, via den Ëmweltminister an d'Forstverwaltung, mä op där anerer Säit soll a muss awer och Fräiraum bleiwen, fir den Naturschutz vun ënnen um Terrain ze maachen, dëst an enger Symbios ënner enger reglementéierter, mä räsonnabler Form. An deem Sënn ass dëst Partenariatsgesetz e wichtege Schrëtt zu engem méi kooperativen an zilorientéierten Naturschutz.

Dëst Partenariatsgesetz kreéiert also elo eng legal Basis fir esou finanziell Mëttele fir d'Gemengen an d'Gemengesyndikater fräizemaachen an domat hire Stellewäert fir den Naturschutz ze ënnermaueren. Domat zéien d'Gemengesyndikater an engem gewësse Sënn elo no, wat d'Fondatiounen aus dem Naturschutz schonn am Naturschutzgesetz vum 29. Januar 2005 via d'Artikele 54 an 63 kritt hunn an do kloer als Partner vum Stat definéiert gi sinn, an och déi finanziell Mëttele kréien. Ech hu mer am Detail déi verschidde Budgetsartikelen an Ënnerbudgetsartikelen erausgezunn, an ech mengen, do wär kee Grond sech ze bekloen.

Gradsou kloer muss awer d'Rolleverständnis vun deene verschiddenen Acteure gesi ginn, wou d'Décisiounskraaft bei der öffentlecher Hand läit, an un éischter Stell bei de gewielte Mandatairë vu Stat a Gemengen, am Zesummeschaffe mat deene respektive Verwaltunge vu Stat a Gemengen.

D'Stëftunge kënnen also net gläichgestallt gi mat der öffentlecher Hand vu gewielte Mandatairen, dëst am Sënn vum Subsidiaritéitsprinzip fir d'Grondsätz vun eiser Demokratie ze respektéieren. Dofir sinn d'Stëftungen awer an d'Décisiounsprozesser agebonnen. Et kritt also keen eppes ewechgeholl. Am Géigendeel, et kënnt elo méi op all d'Acteuren zou, well den Naturschutz méi konsequent a méi breet ugepaakt gëtt, woubäi awer d'Hierarchie an de Kompetenzen agehal gëtt.

Et ass also domat ze rechnen, dass elo am Naturschutz eng nei Dynamik entsteet, wou éischter méi Aarbecht an Opträg ufalen. Dofir sollen d'Bureau-d'étuden och dat positiv gesinn. Well et kann och net esou sinn, dass d'Leit mat akademeschen Diplomer fir d'Gemengesyndikater ënner A.s.b.l.-Form schaffen, wéi dat scho bal all bénévole Associatioun huet, dës Leit am Naturschutz hir wëssenschaftlech Aarbecht all Dag mat groussem Asaz maachen, ouni awer eng tant soit peu existenziell Ofsécherung fir sech an hir Familljen ze hunn.

Ech wëll awer och gradsou däitlech soen, dass mat dësem Gesetz eng konstruktiv Zesummenaarbecht tëschent de Leit am Naturschutz an an der Landwirtschaft onbedéngt muss opgebaut ginn. All implizéiert Leit mussen sech an engem „Forum" zesummefannen, an an aller Sachlechkeet sech de Froe stellen, wéi den Naturschutz an Zukunft soll hei am Land orientéiert ginn. An dëst awer och am Aklang mat den neien Erausfuerderunge vun de Baueren am Kader vun der sou genannter „cross compliance".

Dobäi soll net vergiess ginn, dass grad just d'Baueren et sinn, déi am meeschten dobaussen an der Natur schaffen, an dofir muss den Naturschutz och mat hinnen déi néideg an déi richteg Kompromësser sichen.

Heimat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Marco Schank.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt un éischter Stell, déi zweete Kéier fir haut, dem honorabele Kolleeg Roger Negri Merci soe fir säin detailléierte schréftlechen a mëndleche Rapport, ee Rapport, deen iwwregens eestëmmeg an der Kommissioun ugeholl ginn ass.

Här President, haut de Mëtteg stëmme mer iwwer e Projet de loi of, mat verschiddenen Dispositiounen, déi a mengen Aen d'lescht Joer, am Januar 2004, wéi mer d'Naturschutzgesetz gestëmmt hunn, den Agank schonn hätte kënne fannen an dat Gesetz. Deemools hate mer an der Ëmweltkommissioun zwee Amendementer ausgeschafft.

Éischtens, d'Zesummenaarbecht tëschent Stat a Gemengen a punkto Naturschutz. Zweetens, e wëssenschaftlechen Naturschutz mat alle concernéierte Partner. Also genau deen Objet, dee mer haut hei am Projet erëmfannen. Leider huet de Statsrot deemools eis Meenung - meng Meenung an Iddien - net gedeelt, an esou ass et dozou komm, dass déi héich Kierperschaft dës zwee Amendementer negativ aviséiert huet, mat enger Argumentatioun, déi ech perséinlech och haut nach nëmme schwéier kann novollzéien.

Well mer awer am Januar vum leschte Joer - de Rapporteur huet drop higewisen - d'Gesetz iwwert den Naturschutz wollten zur Ofstëmmung bréngen, hu mer aus Zäitknappheet - am Hibléck op den zweete Vote am Zesummenhang mat enger Opposition formelle - an der Ëmweltkommissioun décidéiert, dës zwee Artikelen op der Säit ze loossen.

Am Géigenzuch hu mer d'Regierung deemools iwwer eng Motioun invitéiert, d'Gemengen an d'Mise en oeuvre vun deem Naturschutzgesetz ze associéieren, ëmsou méi an dem Gesetz vun 2004 d'Gemengen net virkommen, a gläichzäiteg natierlech och de wëssenschaftlechen Naturschutz mat alle Partner virzegesinn. An ech muss soen, dass deemools den Ëmweltminister Charles Goerens an och de Statssekretär Eugène Berger Wuert gehalen hunn an nach virun de Chamberwahlen d'lescht Joer en entspriechenden Text virgeluecht hunn.

Här President, d'Resultat vun dëse Revendicatioune fanne mer haut, wéi gesot, an dësem Projet de loi erëm, mat deenen zwee prezisen Objektiver. Éischtens, d'Promotioun vun dem Partenariat tëschent Stat a Gemengen, Gemengesyndikater virun allem. Dat ass wichteg, déi Nuance. An d'Stäerkung vun der wëssenschaftlecher Virgehensweis a Saachen Naturschutz.

Schonns a menger Interventioun d'lescht Joer am Kader vum Naturschutzgesetz…

Une voix.- 2003.

M. Marco Schank *(CSV).*- … - 2003 hu mer nach gestëmmt, et war Dezember - …

Une voix.- Jo.

M. Marco Schank *(CSV).*- …hunn ech gesot, dass en integréierten Naturschutz zu Lëtzebuerg nëmmen da méiglech ass, wa virun allem de Stat an d'Gemengen zesummeschaffen. Duerch dëse Gesetzesprojet ginn deemno definitiv d'Gemengesyndikater an deen Objektiv do agebonnen. Dëst ass ëmsou méi wichteg, well et eis Gemengen an och eis Gemengesyndikater sinn, déi an de leschte Joren net eleng, mä virun allem och eng enorm Virreideraarbecht geleescht hunn, wat konkret den Naturschutz um Terrain ubelaangt.

Ech erënneren an deem Kontext och un déi fënnef biologesch Statiounen, déi no an no entstane sinn, déi an Zesummenaarbecht mat Gemengesyndikater eng gutt Aarbecht maachen, wat konkret den

Naturschutz, a virun allem och wëssenschaftlechen, fundéierten Naturschutz ubelaangt.

An de Konventiounen tëschent dem Ëmweltministère an deenesselwechte Gemengesyndikater sinn d'Missiounen an d'Prestatioune ganz däitlech festgeschiwwen. Ech ginn lech just véier, fënnef Beispiller:

- Naturschutzprojete fir déi jeeweileg Membergemengen, déi do geleescht ginn. Zum Beispill d'Exekutioun vu Plans verts, d'Konservatioun vun Espèces menacées, d'Revaloriséiere vun Terrainen;

- da virun allem awer och, wat a mengen Ae ganz wichteg ass, d'Sensibiliséierung vun der Bevölkerung op deem jeeweilegen Territoire;

- awer och d'Sensibiliséierung vun de Propriétairen an den Exploitantë vun Terrainen an der Zone Verte, well et ganz wichteg ass, dass Naturschutz e positiivt Bild huet no baussen;

- dernieft awer och schaffen déi Statioune fir Prestatioune fir de Ministère direkt mat zum Beispill der Kollekt vu wëssenschaftlechen Donnéeën;

- dobäi kommen d'Opstelle vu Régimes d'aide am Zesummenhang mat der Erhalung vun der Biodiversitéit;

- oder och d'Hëllefstellung bei Gestiounspläng am Kader vum Réseau Natura 2000.

Här President, ech wëll an deem Zesummenhang besonnesch nach eng Kéier op d'Virdeeler vun dëser Virgehensweis hiweisen. Et si virun allem d'Gemengen an hir Responsabel, déi ganz, ganz no bei hire Biergerinnen a Bierger sinn, Dag fir Dag, an domat och ganz no bei de Propriétairen a bei den Exploitanten, bei de Baueren, ënner anerem, wat e kontraktuellen an domat en effikassen an nohaltegen Naturschutz eréischt richteg méiglech mécht.

D'Partnerschaft tëschent Stat a Gemengen, Gemengesyndikater, gëtt duerch dëse Projet de loi gestäerkt, an zwar ënnert der Form, wéi ech gesot hunn, vu Konventiounen, déi de Ministère mat de jeeweilege Syndikater mécht. Den Naturschutz hält jo bekanntlech och net viru Gemengegrenze stall, mä e muss, wann e wëllt nohalteg sinn, regional gekuckt ginn.

Mir kréien deemno eng Kommunaliséierung vum Naturschutz a souguer eng Regionaliséierung vum Naturschutz, deen a mengen Aen eng zesummenhängend, wëllt soen interkommunal Aarbecht méiglech mécht, an domat eben d'Viraussetzung schaaft, fir en effikassen, flächendeckenden Naturschutz. Eenzel Gemenge kënne weider staatlech iwwert de „Fong fir de Schutz vun der Ëmwelt" ënnerstëtzt ginn, wa se nei Projeten a Saachen Naturschutz wëlle realiséieren.

Wat elo d'Konventiounen tëschent Stat a Gemengesyndikater ugeet, esou gëtt do ganz kloer festgehalen, wéi eng Missiounen dann eenzel um Niveau Naturschutz gemaach ginn, awer och wéi de Finanzement fir déi eenzel Missiounen do leeft. Fir dass d'Kohärenz an d'Koordinatioun tëschent de verschiddenen Aktivitéite geséchert ginn, déi d'Syndikater am Kader vun deene Konventiounen do ofwéckelen, gëtt e Comité de coordination agesat, wou d'Vertrieder vun alle Partner am Naturschutz vertruede sinn: Ministère, Eaux et Forêts, Naturmusée, Syndikater. Dëse Comité ass dem Ministère ënnerstallt a soll d'Ëmsetzung vun der Lëtzebuerger Ëmwelt- an Naturschutzpolitik iwwerwaachen.

Wichteg ass an deem Kontext nach eng Kéier ze soen, dass déi Partnerschaft iwwerhaapt net d'Kompetenzen an d'Missioune vun der Forstverwaltung a Fro stellt, mä am Géigendeel gëtt duerch hir Presenz am Comité de coordination hire Rôle, dee se jo an der Ëmsetzung vun der nationaler Natur- an Ëmweltschutzpolitik ze spillen huet, éischter nach gestäerkt. Ech wëll och ervirhiewen, dass duerch dëse Projet déi verschidde regional Initiativen, wéi gesot biologesch Statiounen, endlech eng legal Basis kréien. Deelweis fonctionnéieren se vun 2002 un. An deelweis sinn och an deene Gemengesyndikater Leit agestallt ginn, et sinn Infrastrukturen a Material ugeschaaft ginn.

En zweete Punkt vum Projet de loi 5355 betrëfft, wéi scho gesot, d'Stäerkung vun der wëssenschaftlecher Virgehensweis a Saachen Naturschutzpolitik. D'Ëmsetzung vun enger effikasser Naturschutzpolitik ass a mengen Aen nëmme méiglech, wa se op fiablen, wëssenschaftlechen Donnéeë baséiert. Den Naturschutz zu Lëtzebuerg kënnt definitiv - dat hu mer schonn des Öfteren hei uewe gesot - net derlaanscht, seng Politik a Prioritéiten opgrond vu wëssenschaftleche Fakten ze definéieren.

Et kënnt derbäi, dass mer eis verflicht hunn, bei der Ëmsetzung vum Réseau Natura 2000, den Erhalenszoustand vun deene verschiddenen Habitatszonen an och -aarten an Zukunft ze iwwerwaachen an an engem Sechsjoresrhythmus en detailléierte Rapport un d'Europäesch Kommissioun ze iwwermëttelen.

Dësen Obligatioune kënne mer awer nëmmen duerch d'Stäerkung vun esou enger wëssenschaftlecher Aarbecht am Beräich Naturschutz gerecht ginn, a virun allem och duerch eng verbessert Koordinatioun an Zesummenaarbecht mat alle concernéierten Acteuren, déi um Terrain aktiv sinn.

Fir elo an där aktueller Situatioun, wou mer eis befannen, méi effizient ze schaffen, gëtt ënnert der Autoritéit vum Ëmweltministère en Observatoire de l'Environnement naturel geschafen - dat ass virdru vum Rapporteur scho gesot ginn -, deem seng Missioun et ass, de wëssenschaftleche Suivi an d'Koordinatioun vun den Aarbechten a Saachen Environnement naturel ze iwwerwaachen an och ze begleeden. Ausserdeem kann en och konkret Aktiounsprogrammer proposéieren, déi da vum Stat an de Syndikater mussen ëmgesat ginn. Dir gesitt, duerch dësen Outil gewanne mer mat Sécherheet u Stäerkt am Lëtzebuerger Natur- an Ëmweltschutz.

Deen eenzege Schéinheetsfeeler an der Zesummesetzung vun dësem Observatoire ass deen, dass d'Syndikater insgesamt nëmmen ee Vertrieder doran hunn. Meng Fraktioun war awer der Meenung, wéi anerer och, dass een dowéinst net nach eng Kéier soll de Vote vun dësem Projet erauszögeren, well mer schonns vill Zäit verluer hunn an deem Kontext an een net weess, wat geschitt, wann een erëm vu vir ufänkt.

Här President, zum Schluss nach e puer Bemierkungen am Kontext vun enger Rei vun Ängschten, déi ech respektiv meng Fraktioun eigentlech net kënnen deelen. Et gëtt eng ONG, et gëtt der och nach vläicht méi, déi Angscht huet well se mengt, an dësem Projet net berücksichtegt ze sinn, Angscht huet fir Aarbecht ze verléieren ënner Ëmstänn.

Ech wollt dofir awer drun erënneren, dass am Projet vum Naturschutzgesetz, dee mer 2003 gestëmmt hunn, am Artikel 63 all déi relevant ONGen, déi am Naturschutzgesetz aktiv sinn, d'Méiglechkeet kritt hunn, un der Aktioun vun den öffentlechen Organismen, dat heescht Stat, awer och Gemengen, ze participéieren an och Suen duerfir kënne kréien. A mengen Aen ass et kloer an däitlech: Et gëtt duerch dëst Gesetz net manner Aarbecht am Naturschutz zu Lëtzebuerg, et gëtt der däitlech méi!

Och d'Forstverwaltung huet hir Ängschten ausgedréckt virun enger Zersplitterung vun den Zoustännegkeeten am Beräich Naturschutz, respektiv dass d'Gemengesyndikater an och privatrechtlech Ëmweltvereenegunge staatlech Befugnisser géifen iwwerdroe kréien. Den Artikel 11 am Gesetz gesäit iwwer Règlement grand-ducal d'Viraussetzung vir, dass d'Forstverwaltung e wichtege Rôle bei der Verdeelung vun deene Missiounen iwwerhëlt, mat a mengen Aen neie Befugnisser.

An esou fonctionnéiert et jo och an der Praxis bei de Stations biologiques, well déi Statiounen, déi fonctionnéiere jo schonns zënter e puer Joer, a si fonctionnéiere gutt zesummen, ech soen däitlech, zesummen, an nëmmen zesumme mat der Forstverwaltung. D'Beispill vun der Uewersauer, do wou d'Waasser nach méi propper ass,…

(Interruptions)

…do fonctionnéieren d'Stations biologiques vum Naturpark zesumme mat der Forstverwaltung,…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- ...Heischtergronn!

M. Marco Schank *(CSV).*- Ech invitéieren lech an de Stauséi schwammen ze kommen, Här Gira, deemnächst. Do kann een och mam Kanu fei fueren, am Stauséi.

(Interruption)

M. le Président.- Här Gira, wëllt Der eng Fro stellen, wann ech gelift?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, et ass alles gesot zu deem Thema.

(Hilarité)

M. Marco Schank *(CSV).*- Ech wollt awer duerfir nach eng Kéier ganz däitlech soen, dass d'Partenariat vun allen Acteure bis elo d'Stäerkt vum Lëtzebuerger Naturschutz war an och muss bleiwen.

Mäi Credo ass deen - ech hunn et ganz dacks scho gesot, net nëmmen an der Chamber -: Wierksamen Naturschutz kann nëmmen zesumme mat alle Partner geschéien. An dobäi huet och all Partner seng Roll ze spillen, well all Partner huet seng jeeweileg Stäerkten - dat ass och ganz wichteg ze soen -: de Ministère, d'Forstverwaltung an déi aner Administratiounen, d'Gemengen, d'ONGen, wéi de Mouvement, d'Natur- a Vulleschutzliga, d'Fondatiounen, den Naturmusée, an och d'Bureaud'études.

Ech wollt och eppes zu de Bureaud'étudë soen, déi am Naturschutzberäich schaffen, dass ech hir Angscht net deele fir Aarbecht ze verléieren, ganz am contraire. De Contraire wäert de Fall sinn, dass mat dësem Gesetz, dass mat där wëssenschaftlecher Démarche zousätzlech Aarbecht entsteet, an dass domat och zousätzlech Aarbechtsplazen entstinn. Ech hoffe just, dass duerch déi ganz Diskussioun ëm dëst Gesetz, déi mer jo och schonn d'lescht Joer haten, genau dëst Stäerkt vum Lëtzebuerger Naturschutz, nämlech d'Zesummewierke vun all de Partner, net a Fro gestallt ass. Ech mengen, dass definitiv keen dat ka wëllen.

Dofir, Här President, sinn ech der Meenung, dass mer haut de Mëtteg e gutt Gesetz stëmmen, an ech wollt zum Schluss den Accord vu menger Fraktioun dozou ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schank. D'Wuert huet elo den honorabelen Deputéierten Emile Calmes.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass bal alles gesot wat hei ze soen ass. Duerfir warnen ech lech elo schonn, datt meng Interventioun hei net ganz laang wäert daueren. Et ass och drop higewise ginn, datt dat Gesetz, wat mer haut hei diskutéieren, awer dach schonn e relativ laange Baart huet.

Richteg ass, datt et zréckgeet op de 5. November 2002, wéi mer an der zoustänneger Ëmweltkommissioun, där ech deemools d'Éier hat virzestoen, awer an enger relativ grousser Unanimitéit, zwar mat verschiddenen Nuancë säitens de Sozialisten an de Gréngen, deemools zwee Amendementer presentéiert hunn, ënnert der Form vun den Artikele 64 a 65, wou mer deemools de wëssenschaftleche Suivi am Naturschutz wollten an d'Gesetz materanhuelen, an dat neit Naturschutzgesetz, wat mer deemools grad diskutéiert hunn, an och de Partenariat tëschent dem Stat an de Gemenge wollte festegen.

Leider koum ee Joer méi spéit, dat heescht am November 2003, säitens dem Statsrot eng Opposition formelle op béiden Artikelen. Et ass gesot ginn, datt de Statsrot sengerzäit déi Opposition formelle do ervirbruecht huet, mä et huet een och an där Opposition formelle awer d'Handschrëft vun der Forstverwaltung vun deemools gelies, déi deemools eng grouss Solidaritéit mat der Associatioun vun de Fierschteren un den Dag bruecht huet, well si deemools - zu Onrecht, mengen ech dach awer - gefaart hunn, et géif een op hir Platebandes do trëppelen an hir Missiounen do streideg maachen. Missiounen, déi si awer ni esou an deem Sënn a mat aller Konsequenz duerchgezunn hunn, wéi si dat selwer gemengt hunn.

Et ass och net well mer deemools wollten de Schwanz bäizéien oder kal Féiss kritt hunn, fir déi zwee Artikelen net ze stëmmen. D'Ursaach war ganz einfach, well mer schonn als Lëtzebuerger Stat 1999 eng Mise en demeure kritt haten. 2001 hu mer een Avis motivé kritt, a schlussendlech si mer 2003 op den Europäesche Geriichtshaff zitéiert ginn, an et war du jo net méi fir ze spaassen. Dunn hu mer dann décidéiert, déi zwee Artikelen ewechzeloossen an d'Gesetz duerchzezéien, ënnert der Konditioun, datt mer bei den Debatten am Dezember hei 2003 eng Motioun gestëmmt hunn, mat där mer d'Regierung invitéiert hunn, nach virum Enn vun der Legislaturperiod e Gesetz ze presentéieren, wat deem géif Rechnung droen, wat mer deemools dach awer unanime an eiser Ëmweltkommissioun wollten.

D'Regierung - an de Rapporteur, mäi Virriedner, huet dat jo hei gesot -, den deemolege Minister huet den 10. Juni dat Gesetz hei presentéiert. Domadder ass dat e Gesetz vun der viregter Regierung, a kee besser wéi de Président-rapporteur, Member vun der LSAP-Fraktioun, hätt dës Argumenter kéinte besser virbréngen, wéi hien dat gemaach huet. Mir kënnen déi Argumenter nëmmen deelen, an domat wëll ech just ënnersträichen, datt hien domat Recht huet, datt et awer ganz wichteg ass, datt d'Gemengen e Rôle am Naturschutz hei spillen.

Kee besser wéi d'Gemengen, an net nëmmen am Naturschutz, och an anere Saachen, kann déi Aufgaben do gutt erfëllen, well si no beim Bierger dat kënne maachen, zesumme mam Bierger dës Aufgaben erfëllen. Ganz einfach well se d'Sensibilitéite kennen an oft net d'Belaaschtung vum Fierschter hu fir och musse Verbueder iwwer aner Gesetzer auszespriechen, wou dach awer de Fierschter Restriktiounen huet, well en och heiansdo Protokoller muss maachen. Mir als Gemengen hunn dat Recht net. Duerfir mengen ech ass et scho richteg, datt mer dee Wee hei ginn op där enger Säit, op där anerer Säit awer och de wëssenschaftleche Suivi garantéieren an deem Sënn, datt ee muss wësse wat ee schützt.

Ech mengen allze oft kréie mer dobausse vun deene Leit, déi um Terrain schaffen, virgeworf, datt mer net wëssen, wat fir Mouken oder Vullen oder wat och ëmmer mer do schützen. Ech mengen et ass wichteg, datt mer d'Evolutioun am Naturschutz kennen, wësse wat mer schützen. An deem Sënn sinn déi zwee al Artikelen, déi an deem Gesetz hei erëmgeholl gi sinn, dach scho ganz wichteg.

Et soll een awer och vläicht drop oppassen - op dat ass och schonn higewise ginn - wann déi Syndikater hei schaffen oder deen Observatoire hei schafft, dach awer elo net erëm nei Waasserkäpp ze produzéieren. Ech mengen et gëtt dach awer genuch Leit, déi d'Kenntnisser hunn. Et gëtt Privatfirmen, déi an deem Beräich schaffen. Et gëtt och ONGen, déi an deem Beräich schaffen. Mir sollen eis wierklech op hir Kenntnisser an hiert Wëssen zréckberuffen, ouni awer hei allze vill Leit an deene Syndikater, an deene Mouvementer elo anzestellen. Dat wier net gutt. Dofir och een Appel, och op d'Privatwirtschaft hei zréckzegräifen. Do sinn och Leit, déi dat kënne maachen a mir produzéieren net onnéideg Waasserkäpp.

(Interruption)

Här President, ech wollt dem Minister soen, datt d'Naturschutzgesetz, wat nach wie vor e gutt Gesetz ass, an der Zwëschenzäit iwwer ee Joer a Kraaft ass. Dat Gesetz schéngt jo an der Rei ze sinn, bis op eng Partie Artikelen, den Artikel 17 zum Beispill.

Et gëtt awer och nach aner Artikelen, wou de Ministère, mengen ech, sech ganz oft schwéier deet - net well et de Ministère ass -, fir Genehmegungen erauszeginn. Dat dauert awer ganz laang, ass dacks ganz komplizéiert, well de Minister do oft op seng Leit um Terrain ugewisen ass. Ganz oft mécht een d'Erfahrung, datt do ganz arbiträr Avisën zustane kommen, déi ganz einfach d'Meenung si vun eenzelne Leit.

Ech mengen, datt de Ministère dach awer eng Kéier - dat ass e Problem, dee schonn ural ass, deen net nei ass - gehalen ass, do eng Partie Regelen auszeschaffen a vläicht a Form vu Circulairë bekannt ze maachen, u wat datt en sech wëllt halen, fir d'Prozedur vun eiser Missioun dach awer méi kuerz ze maachen.

An de Gemenge wësse mer, datt oft Schwieregkeete sinn, do duerch de Bësch ze kommen, datt d'Leit dach awer d'Flemm kréien oder d'Nerve verléieren, wann dat esou laang dauert, an oft ganz gelungen Interpretatiounen do mussen hierhalen, fir eppes dann net ze genehmegen.

An deem Sënn wollt ech da selbstverständlech, well et jo eist Gesetz ass, och den Accord zu dësem Gesetz hei bréngen an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng haten d'Naturschutzgesetz am Dezember 2003 net gestëmmt, well hirer Meenung no an deem Gesetz zwee Problemer net zefridde stellend geléist waren: éischtens, d'Roll vum kommunalen Naturschutz an d'Feele vun enger gesetzlecher Basis, an zweetens, déi wëssenschaftlech Basis fir den Naturschutz insgesamt. Mat deem Gesetz vun haut ginn déi zwee Problemer geléist. Deen éischten zefridde stellend an eisen Aen, deen zweeten awer manner zefridde stellend.

Zum éischte Punkt. Mir sinn zefridden, dass endlech eng gesetzlech Basis fir de kommunalen Naturschutz geluecht gëtt. Als Vizepresident vum Sicona-Centre weess ech selwer, wéi eng wichteg Roll esou Strukture fir e systemateschen, flächendeckenden an op wëssenschaftlechen Donnéeë baséierenden Naturschutz spillen. An därselwechter Fonctioun verstinn ech och wierklech net déi Ängschte vun der Forstverwaltung, hei géing een op hir Plate-bandes trëppelen, hei kriten si d'Hoheitsrecht iwwert den Naturschutz ewechgeholl.

Ech si perséinlech der Meenung, dass et de Géigendeel ass, dass d'Aktivitéit vun der Forstverwaltung a vun de Fierschteren absolut complémentaire kann a muss sinn zu deem, wat esou Naturschutzsyndikater maachen. Duerfir mengen ech muss et och kloer ginn, dass déi Saache complémentaire sinn, an net een deem anere Steng an de Wee leet. Well esou vill Leit gëtt et insgesamt an deem Land hei net, déi iwwerhaapt der Meenung sinn, dass Naturschutz eng wichteg Roll ze spillen huet.

Ech géing och duerfir de Minister bieden, dass en hëlleft, dass dee Klengkrich, deen dobaussen an deem dote Beräich nach ëmmer existéiert, ophält. Elo wou mer definitiv eng kloer Situatioun hunn, mengen ech wier et dréngend noutwendeg, dass hie vläicht déi jeeweileg Partner un de ronnen Dësch rifft, fir dass mer ee fir alle Mol klären, dass hei keng Kompetenzschwieregkeete sinn, mä de Géigendeel, dass mer alleguerte kënnen zesummen am Intérêt vum Naturschutz an der Biodiversitéit e wichtege Bäitrag leeschten.

Manner zefridde si mer awer, Här President, mat der Manéier, wéi de Problem vun der wëssenschaftlecher Basis fir e kohärenten Naturschutz geléist ginn ass. Amplaz vun deem geplangten Observatoire hätte mir vill léiwer - an dat vun Ufank un, wëll ech awer och betounen - en Établissement public gesinn, mat engem kloren Organigramm, mat kloer zougewisene Kompetenzen, mat dezentralen, flächendeckende Strukturen, mat haaptamtleche Mataarbechterinnen a Mataarbechter, an do dernieft mat engem wëssenschaftleche Bäirot.

Mir ginn dat Gefill net lass, dass deen Observatoire, deen elo hei geschafe gëtt, awer eng Zwitterstruktur ass, a ganz rar huet een Zwitterstrukturen erlieft, déi wierklech herno gutt fonctionnéieren. Et schéngt eis wéi wann deen Observatoire hallef wëssenschaftleche Bäirot wier, hallef awer och Koordinatiounsorgan vun der nationaler Naturschutzpolitik.

Mir sinn der Meenung, dass et deem Observatoire net liicht wäert falen, seng villfälteg Aufgaben a Missiounen ze erfëllen, wann ee bedenkt, dass dat awer niewenamtlech Membere vun deem Gremium sinn. Déi Leit hunn nach wierklech vill aner Saachen an hirem Liewen ze dinn, wéi wierklech hei permanent an deem Observatoire ze tagen.

Et ass eis och net ganz kloer, wéi et elo kuerzfristeg soll geléngen, e flächendeckend Netz vu biologesche Statiounen opzebauen. Awer net nëmme flächendeckend, mä och Statiounen, déi wierklech ähnlech strukturéiert sinn, déi ähnlech organiséiert sinn, mat ähnlech gelagerte Fachleit. Wann ech gutt am Bild sinn, ass dat am Moment schonn net méi de Fall, a mir riskéieren, wat nach méi esou Statioune stinn, dass d'Disparitéit tëschent deem, wat do d'Usprécher sinn, an deem, wat geleescht gëtt, wierklech ausernee geet. Mir froen eis, ob et net eng Saach vun der Onméiglechkeet gëtt, dass éierenamtlech Leit eigentlech dësen haaptberuffleche Strukture solle soen, wat se sollen an hirem alldeegleche Beruffsliewe maachen. Hei sinn also nach eng ganz Rei Froen op.

Och si mer wierklech awer guer net frou, wéi d'Kompositioun vun deem Observatoire ass. Mir hunn intensiv duerfir plädéiert, fir dass awer wierklech méi wéi ee Représentant vun deenen Naturschutzsyndikater an deem Observatoire ass. Mir sti bestëmmt net am Verdacht, eppes géint d'ONGen ze hunn, mä ech fannen et awer net normal, wann et drëms geet, déi national a kommunal Naturschutzstrategie ze definéieren, dass mer e Gremium hunn, wou dräi ONGe sëtzen an awer nëmmen ee Représentant vun den Naturschutzsyndikater. Mir gesinn do eng Rei Problemer.

Éischtens kennen ech keng Prozedur, wéi ee legal soll dozou kommen, dass véier, fënnef Gemengesyndikater een eenzege Représentant sollen designéieren. Ech wier frou wann ee mer heibannen, oder vläicht de President vum Syvicol, mer kéint en Text bréngen, wou drasteet: Wéi komme fënnef Gemengesyndikater zu engem legale Représentant an engem Gremium. Ech kenne keng Prozedur. Vläicht kennt hien eng.

An da wëll ech awer och soen, dass d'Naturschutzproblematik dobaussen am Land deelweis ganz ënnerschiddlech ass. Et ass en Ënnerscheed, ob een am Réidener Kanton, engem intensiven Agrarland, schafft an Naturschutz wëllt bedreiwen, oder op den alen Dagebaugebidder am Süden. Et ass en Ënnerscheed, ob ech am Naturpark Our sinn, oder laanscht d'Musel.

Ech fäerten awer, dass, wann et elo drëms geet, eng national Naturschutzstrategie ze definéieren, op där enger Säit jo déi Acteuren um Terrain déi Naturschutzsyndikater brauchen, an da vun deene villen, aus ënnerschiddleche geographesche Géigende kommende Syndikater nëmmen ee Représentant do sëtzt.

Ech gesi schlecht wéi do déi ënnerschiddlech Aspekter vun enger ënnerschiddlecher Problematik um Terrain sollen afléissen. Esou dass do, mengen ech, dat keng gesond Situatioun ass. Mä vläicht fanne mer eng Kéier de Courage, wann dat hei emol e bëssen um Terrain sech etabléiert huet, fir mat engem klengen Amendement duerfir ze suergen, dass och all Syndikat eng Kéier an deem Observatoire do representéiert ass.

Mir hunn eis awer, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, schlussendlech als Gréng duerchgerongen, awer dat Gesetz ze stëmmen, well mer der Meenung sinn, dass awer grad an deem Aspekt vun der wëssenschaftlecher Basis hei am Land akuten Handlungsbedarf besteet.

Do gëtt et eng Rei Beispiller, déi weisen, wéi dréngend den Handlungsbedarf ass. Dat huet ee ganz däitlech erëm gespuert bei den heftegen Diskussiounen iwwert den Artikel 17. Dat gesi mer all Kéiers wann eng Impaktstudie op den Dësch kënnt. Wann do net akribesch, mengen ech, déi Donnéeën op enger wëssenschaftlecher Basis berouen, da gëtt d'Diskussioun direkt ganz emotional.

Ech brauch nëmmen hei un d'Diskussiounen iwwert d'Nordstrooss ze erënneren. Do ass et wierklech net mat wëssenschaftlechen Argumenter hin an hier gaangen, mä do ass wierklech emotional, an deelweis och mat Populismus operéiert ginn. Et gëtt Zäit, dass mer wierklech schwaarz op wäiss gesot kréien, wéi mer dann a puncto Biodiversitéit zu Lëtzebuerg stinn.

Dat gesi mer awer och, Här President, all Kéiers wann et an Diskussiounen ëm d'Landwirtschaft geet. A well awer hei nach esou vill Froen opstinn, wëll ech och vun der Geleeënheet profitéieren, fir an dësem Kontext dem Minister e puer Froen am Kontext Naturschutz ze stellen:

Éischtens, wou si mer dru mam Artikel 17? Hunn d'Gemidder sech dobausse berouegt? Hutt Der eng Léisung fonnt? Eng pragmatesch Léisung, wann ech emol esou däerf soen, déi op där enger Säit den Usprécher vun engem seriöen a konsequenten Naturschutz gerecht gëtt, déi et awer och nach méiglech mécht, eng seriö Landwirtschaft dobaussen ze bedreiwen?

Wéi steet et mat de Fleegepläng vun den Natura-2000-Gebidder? Wann ech richteg informéiert sinn, hätten déi misse fir d'Joer 2004 un d'EU-Kommissioun geschéckt ginn. Ass dat geschitt? Hu mer fir all eis Gebidder Fleegepläng opgestallt? Sinn déi bekannt? Ass et kloer, wéi eng Acteure mer a wéi engen Zonen hunn, fir och déi Fleegepläng ze erfëllen?

Schlussendlech, wat geschitt dann awer mat der Forstverwaltung als Verwaltung u sech? Kritt se méi e groussen Optrag am Beräich Naturschutz?

Ech verstinn deelweis och déi Froen, déi sech permanent an där Verwaltung gestallt ginn. Et sinn zwee Audite vu viregte Regierunge gemaach ginn. Eng Kéier iwwert den Naturschutz u sech, eng Kéier een iwwert d'Reform vun der Naturschutzverwaltung. Ech weess, dass do ganz vill Leit och aus där Verwaltung mat vill Energie an Zäit sech engagéiert hunn, fir dass eppes Valables aus deem Audit erauskënnt.

Duerfir meng Fro: Wéi sti mer do? Existéiert deen zweeten Audit nach fir dës Regierung? Wat soll geschéie mat der Forstverwaltung? Vläicht, wann do kloer Linnen och emol eng Kéier gezu sinn, berouegen sech déi Leit an där Verwaltung och wa se wëssen, wat dann elo ee fir alle Mol hir Roll an Zukunft soll sinn.

Wéi steet et mam „Plan national concernant la protection de la nature“? An eisen Aen e wichtegt neit Instrument fir endlech zu enger kohärenter Naturschutzpolitik zu Lëtzebuerg ze kommen. Ech weess, dass do deen een oder aneren Hearing war. Wéi wäit sinn déi Diskussiounen? Wéini ass virauszegesinn, dass dee Plang ka virgestallt a virun allem och ëmgesat ka ginn?

A schlussendlech: Ass et dem Ëmweltminister gelongen, d'Iddi vun engem flächendeckenden Naturschutz an déi lescht Reform vun der Agrarpolitik afléissen ze loossen? Mir wëssen alleguerten, dass et eng Saach ass, an enger Rei Naturschutzgebidder, wéi Natura-2000-Gebidder, wierklech intensiven Naturschutz, wann ech dat emol esou däerf soen, ze maachen. Mir wëssen awer och, wann et parallell dozou an der ganzer restlecher Agrarlandschaft zu enger totaler Banaliséierung kënnt, dann hëllefen eis schlussendlech och eng Kéier déi puer Reserven näischt méi, fir eis Biodiversitéit ze halen.

Duerfir meng Fro: Bei Geleeënheet vun der „cross compliance“ ass jo eng optimal Geleeënheet gewiescht, mengen ech, fir Iddië vun Naturschutz an déi nei Agrarpolitik afléissen ze loossen. Krut den Ëmweltminister do eppes ëmgesat, oder ass hei net méi dobäi erauskomm, wéi dass d'Baueren d'bestehend Gesetzer sollen anhalen?

Dat géing ech wierklech e bëssen dürfteg halen. Dat schéngt mer normal ze si fir jiddfereen am Land, dass e sech u bestehend Gesetzer hält. Ech menge mir kréie jo och net nach Geld eraus, wa mer mat 50 duerch d'Uertschafte fueren. Sou mengen ech och, wann ee vu Landschaftspflege schwätzt a vun „cross compliance“, da muss dat awer e bësse méi sinn, wéi sech just u bestehend Gesetzer ze halen. Duerfir wier ech frou, wann ech do eng Äntwert kéint kréien.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech mengen, dat misst jo elo méiglech sinn. Mir sinn elo endlech emol esou wäit, dass d'Primen an der Landwirtschaft net méi un d'Produktioun gebonne sinn. Da kann een, mengen ech, och vun der Landwirtschaft awer verlaangen, wa jo net méi hiert iewescht Zil e Maximum u Produktioun vu Mëllech, Kären a Fleesch ass, mä da kann een och e Maximum vläicht erwaarde vu Biodiversitéit. An deem Sënn misst et jo méiglech sinn, hei e Geste ze maachen, net nëmmen e Geste, mä wierklech eng nei Approche zum flächendeckenden Naturschutz.

Dir gesitt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, do sinn nach Froen iwwer Froen, déi beweisen, dass och nom Vote vun dësem Gesetz nach ganz vill Aarbecht op den Ëmweltminister duerkënnt, an dass mer insgesamt nach alleguerte vill musse schaffen, fir dass déi rout Lëschten zu Lëtzebuerg endlech méi kleng ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als leschte Riedner ass den Här Mehlen agedroen. Här Mehlen!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt och fir unzefänken dem Rapporteur Merci soen, deen de ganze Contenu an den Objet, d'Zilsetzung vun dësem Gesetz explizit duergeluecht huet. Ech kann och soen, datt dat meescht eigentlech gesot ass, wat zu dësem Projet ze soen ass. Ech wäert mech duerfir op e puer Punkte limitéieren, déi menger Meenung no, awer och aus eiser Siicht, derwäert si beliicht ze ginn.

Dëst Gesetz leet - an dat ass jo den Ausgangspunkt gewiescht - fir d'alleréischt emol déi legal Basis fir de Finanzement vun enger Partie Naturschutzaktivitéiten hei zu Lëtzebuerg, notamment wat déi Stations biologiques ubelaangt. Wichteg ass, datt eng Struktur geschafe gëtt, déi endlech fir méi Koordinatioun an der Zukunft soll suergen, an déi virun allem och fir d'Zesummenaarbecht tëschent staatleche Verwaltungen, staatlechen Instanzen, an de Gemengen, respektiv de Gemengesyndikater, suergt. Wichteg ass, ech wëll dat ënnersträichen, datt heiduerch d'Wëssenschaftlechkeet vum Naturschutz hei zu Lëtzebuerg och gewënnt.

Wa mer den Ëmweltschutz hei zu Lëtzebuerg kucken, da musse mer feststellen, datt ganz vill Leit begeeschtert sinn, fir sech ëm den Ëmweltschutz ze bekëmmere respektiv Ëmweltschutz ze bedreiwen. Dat muss ee positiv ervirsträichen. Mä do wou vill Leit sech ëm deeselwechten Objet, ëm datselwecht Zil këmmeren, do ass et evident, datt och vill Reiwereien an doraus resultéierend selbstverständlech och eng Partie Kompetenzgerangel entsteet.

Ech mengen, et ass och dat den Usaz an dësem Gesetz. Ob dat befriddegend geléist gëtt, dat wäert d'Zukunft eréischt weisen. Awer et ass den Usaz an dësem Gesetz fir do e bësselchen Uerdnung an och eng gewësse Struktur dranzekréien. Duerfir wëll ech och am Numm vun eiser Fraktioun grondsätzlech begréissen, datt dat elo geregelt gëtt.

Ech erspueren Iech d'Opzielung am Artikel 4 vun all deene Vertrieder, déi an dem Observatoire do opgezielt ginn, a gesinn awer, datt - an do ass jo am meeschten driwwer diskutéiert ginn - et Schwieregkeete gi sinn, well engersäits d'Gemengen - den Här Gira huet et elo grad ugesprach -, verlaangt hunn, all Syndikat misst säi Vertrieder do dran hunn.

Ech wëll generell soen, datt, wann een déi ganz Zuel do kuckt, ee kee gutt Gefill huet, wann dat der op eng Kéier ze vill ginn. Et si scho relativ vill Leit. Wann een dat elo ze vill opbléist, mir wëssen et alleguer, wa Waasserkäpp entstinn, da si se herno wéineg effikass a wéineg fonctionnel. Et kann een deen een oder anere Standpunkt vertrieden, Här Gira. Ech géing zwar mengen, et misst dach awer méiglech sinn, iergendee Modus vivendi ze fannen an eng Regelung anzeféieren, wou à tour de rôle all Kéiers en anere Vertrieder vun engem Syndikat do wär.

Eng aner Fro an deem Zesummenhang stellt sech natierlech och, wat d'Vertrieder, déi dräi Vertrieder vun den ONGen ubelaangt. Wat fir eng dräi ginn dat? Mir wësse jo net, ob d'Situatioun vun den ONGen hei zu Lëtzebuerg stabel bleift, ob dat ëmmer déiselwecht sinn, ob net neier derbäikommen, an esou. Do hätt ee sech eventuell och esou eng Regelung kënne virstellen, eng fix Zuel vu Vertrieder an dem Observatoire, a wou een dann à tour de rôle all Kéiers aner Leit do an engem bestëmmte Rhythmus dran hätt kënne siégéiere loossen. Dat hätt dann och vläicht dee Problem geléist, mat deem mer elo nach just virun der Sitzung konfrontéiert si ginn.

De wichtege Punkt awer an deem ganze Secteur hei ass - an ech wëll dat ënnersträichen -, datt mer d'Propriétairen, a virun allem déi, déi um Terrain schaffen, d'Baueren an d'Wënzer, an déi Démarche hei mat abannen, an zwar nom Prinzip vun der Fräiwëllegkeet. Et wär ganz vill dozou ze soen. Natierlech kann ee mat Strofen, mat Verbueden oder Gebueder, munches erreechen, mä et ass sécher de falschen Usaz. Dat huet déi ganz Diskussioun, dee ganze Sträit ëm d'Ausleeung vum Artikel 17 vum Naturschutzgesetz gewisen.

Här Minister, Dir hutt mer deemools, wéi ech hei déi Heure d'actualité initiéiert hat, virgeworf, ech géing Dausch maache mat engem Dokument, wou awer dobausse schonn d'Gedäisch war - ech hat den Hues net opgedriwwen -, awer ech géif hei Gedäisch maachen an dëser Enceinte mat engem Dokument, wat nëmmen eng Diskussiounsbasis wär.

Ech muss soen, an de Stellungnahmen, déi duerno komm sinn, war awer erauszeliesen, datt dat op jidde Fall an deene Gespréicher, déi tëschent deenen engen an deenen anere waren, net esou zum Virschäi komm ass. Oder d'Kommunikatioun war net gutt, esou datt et bei deenen, déi concernéiert waren, op jidde Fall net esou opgefaasst ginn ass. Wéi deem och ëmmer ass, och ech wär interesséiert, Här Minister, gewuer ze ginn, wou mer dann an där Matière do de Moment stinn.

Ech wëll och e Wuert zur neier Agrarpolitik an zur sou genannter „cross compliance“ soen. Et stéiert mech, Här Gira, wa gesot gëtt: Elo ginn déi Primë lassgekoppelt vun der Produktioun, d'Bauere kréie Bäihëllefen einfach esou. Déi Bäihëllefen sinn awer den Ausgläich fir d'Ofsenkung vun de Präisser. An do läit den Ënnerscheed.

Ech menge wann een d'international a besonnesch d'europäesch Agrarpolitik kuckt, da wësse mer, datt just duerch Contrainten an der Welthandelsorganisatioun, an der WTO, gesot ginn ass: Mir mussen dann d'Direkthëllefen op de Produkter ofschafen, fir datt mer den Handel no bausse kënne bedreiwen. Duerfir gëtt et elo direkt Akommesbäihëllefen. Esou ass et och dobausse vun de Bauere verstane ginn, an esou ass och d'Realitéit.

Ech wëll hei ënnersträichen, datt akommesméisseg fir d'Lëtzebuerger Landwirtschaft, déi ganz staark un d'Mëllechproduktioun gebonnen ass, e Minus erauskënnt. Dat heescht, datt dat, wat do un Direkt-

zahlungen un d'Bauerebetriber geet, héchstwahrscheinlech, esou wéi et elo ausgesäit, net duergeet, fir den Akommesverloscht, deen op där anerer Säit, an notamment op der Mëllechproduktioun, duerch de Präisverfall generéiert gëtt, wettzemaachen.

Duerfir ass d'Approche eigentlech net richteg fir ze soen, jo, mä wann awer elo scho Geld un d'Bauere bezuelt gëtt, da mussen se op där anerer Säit am Naturschutz eppes dofir maachen. Et ass e rengen Ausgläich fir Akommesausfall, deen am Kader vun der europäescher oder internationaler Agrarpolitik, wéi Der et och ëmmer wëllt, geschitt. Ech sinn awer domat d'accord, datt een de Maximum mécht, an ech deelen absolut déi Usiicht, datt een net soll Insele schafen, wou een elo intensiven Naturschutz mécht, an op där anerer Säit da gradsou mécht wéi wann näischt wär an intensiv Agrarproduktioun virubedreift.

Mir sinn awer leider an der Situatioun, a mir hunn et haut erëm héieren, déi lescht Resultater, déi de Statec erausginn huet, bei den Zählungen, datt mer all Joer iergendwou tëschent 50 an 100 Bauerebetriber verléieren hei zu Lëtzebuerg. Dat ass erschreckend vill. Et sinn ëmmer manner Leit um Terrain, déi déiselwecht Aarbecht musse maachen, an dat bedéngt automatesch ëmmer méi grouss Maschinnen, dat bedéngt ëmmer méi Zäitdrock, dat bedéngt, datt muss mat rationelle Methode geschafft ginn, déi einfach à l'encontre vun deem sinn, wat een esou generell ënner méi enger ëmweltfrëndlecher Bewirtschaftungsmethod versteet. Do si mer an enger Contrainte dran; déi ass wierklech net einfach.

Et kann een natierlech, an do kënnt d'Wëssenschaftlechkeet awer erëm an d'Spill, Anbaumethode bedreiwen, wou manner Chemie agesat gëtt, wou een dann eben e bësse méi mat mechanesche Mëttele schafft an esou weider. Selbstverständlech, do si mer eis wahrscheinlech eens, mä da mussen och deementspriechend an dësem Zesummenhang Mëttelen agesat ginn, fir datt een esou nei Procédéë kann entwéckelen, datt een se och un d'Leit erubréngt, datt ee gesäit, wéi dat ka fonctionnéieren, well ouni Iwwerzeegungsaarbecht geet et net.

A wann ech bei der Iwwerzeegungsaarbecht sinn, fannen ech, datt et och an de Schoule misst ugoen, an datt notamment an der Ackerbauschoul e groussen Effort misst gemaach ginn, fir datt och do d'Verständnis fir dat wat do passéiert scho bei deene Jonke waakreg geruff gëtt, an och bei der Berodung, déi evidenterweis ëmmer nach ekonomesch ausgeriicht ass, datt een do da vläicht deen ekologeschen Aspekt méi staark erabréngt.

Ech wollt zum Schluss, Här President, en anere Gedanken nach abréngen. Dat ass elo net duerch de grénge Brëll gekuckt, dat ass vläicht méi duerch de Brëll gekuckt vum Member vun der Budgetskontrollkommissioun. Hei ginn eng Partie öffentlech Mëttelen engagéiert. Mir gesinn am Projet, wéi do décidéiert gëtt oder wéi déi Repartitioun soll gemaach gi vun deene Programmer, déi do sollen exekutéiert ginn. Mir hunn awer als Chamber och en Interessi drun, fir en A drop ze hunn, wat dann do geschitt.

Normalerweis wär dat eng Aufgab, déi an de Kompetenzberäich vun der Cour des Comptes géing falen. Et ass awer hei zu Lëtzebuerg esou, datt d'Cour des Comptes, déi sech relativ strikt un en Aspekt vun der Legalitéit a vun der Regularitéit vun de Finanzoperatiounen hält, sech ganz wéineg ëm d'Effikassitéit an d'Effizienz vun den Ausgabe këmmert. Ech weess och net, et ass eng ganz komplex Fro, wéi een do erauskënnt. Meng grondsätzlech Haltung an all dee-ne Froen ass déi, datt een de Kompetenzberäich vun der Cour des Comptes misst auswäiten.

Wa si keng kompetent Leit hunn, da kënnen se sech der huelen. Et ass jo d'éinescht scho gesot ginn, am Privatsecteur gëtt et der genuch, déi kompetent sinn, mä datt een awer e bëssen och driwwer waacht, datt dat Geld, wat agesat gëtt, effizient agesat gëtt an am Intérêt vum Naturschutz, an datt do net n'importe quoi gemaach gëtt. Ech soen dat virum Hannergrond, datt de Moment eng Partie Saachen dobausse geschéien oder geschitt sinn, déi relativ staark an der Diskussioun sinn, wat hiren ëmweltschützereschen Impakt oder ëmweltschützeresche Wäert ubelaangt. Dir wësst alleguer wat ech mengen.

Dat ass ähnlech wéi an der Energiediskussioun. Wann ee seet, d'Kreditter si begrenzt, da musse mer och kucken, wéi mer se esou asetzen, datt mat deene Kreditter, déi mer hunn, och den Optimum erreecht gëtt. Vläicht, an dat wär e Wonsch, deen ech als Member vun der Environnementskommissioun géif ausdrécken, kënnt een dann op de Wee goen, datt mir och als Kommissioun eis um Lafende géifen halen iwwert dat, wat dann do um Terrain geschitt. Mir hu Buergermeeschteren hei, déi do ganz engagéiert sinn. Déi kréien dat vläicht méi mat, wéi déi, déi net an deem Fall sinn.

Här President, de Résumé ass deen: Mir maachen hei e Schrëtt no vir, an duerfir, och wa vläicht herno net alles perfekt ass, an och wa mer erëm iergendwann eng Kéier mussen nobesseren, gi mir selbstverständlech als ADR-Fraktioun den Accord zu dësem Projet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo den Här Minister Lucien Lux. Här Lux!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech dem Rapporteur an dem President vun der Ëmweltkommissioun e grousse Merci soe fir déi Aart a Weis, d'Aarbechten ze pilotéieren, fir relativ schnell dach awer zum Enn ze kommen. Haut schéngt dëst Gesetz jo mat engem unanimë Vote kënne gestëmmt ze ginn.

Ech wëll fir d'éischt op e Souci agoen, dee vun enger Rei vu Riedner expriméiert ginn ass, nämlech deen, dass et och meng Iwwerzeegung ass, dass där Diskussiounen elo genuch stattfonnt hunn. Mir kommen un d'Enn vun engem Prozess, dee mam Vote vum Naturschutzgesetz am Dezember 2003 a mam Akraafttrieden den 29. Januar 2004 elo endlech, mengen ech, de Wee fräi mécht fir dass mer, wéi mer an engem anere Secteur soen, Neel mat Käpp maachen.

An dass déi oft steril, an a mengen Aen onnéideg Diskussiounen ophéieren, an dass mer eis deem widmen ëm wat et schlussendlech hei geet, nämlech duerfir ze suergen, dass souwuel um nationale Plang wéi um regionalen an um kommunale Plang um Terrain naturschützleresch Aufgaben ëmgesat ginn, dass wëssenschaftlech Aarbecht gemaach gëtt.

A wann de Kolleeg Gira gefrot huet, dass ech soll duerfir suergen, dee Klengkrich, wéi hien et genannt huet, zu Enn ze bréngen, da sinn ech säit zéng Méint näischt aneschters amgaangen ze maachen. A wéinstens ee Succès war jo schonn deen…

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Et gëtt awer nach ëmmer geschoss, Här Minister!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement*.- Jo, d'accord, mä ech hunn awer d'Gefill, d'Polver gëtt ëmmer méi naass.

(Hilarité)

Ech denken, dass mir Ufank Dezember fir d'éischte Kéier an där Table ronde zu Beetebuerg zesummesouzen, an dass mer den 11. Juli, elo gläich also, erëm eng Kéier fir eng zweet Table ronde zesummekomme mat all deenen Acteuren do, fir effektiv ze diskutéieren, wéi mer konkret weiderfueren, an ech mengen eis Haaptaufgab ergëtt sech aus dem Gesetz vum Januar, nämlech fir d'éischt emol d'Ausschaffe vum nationalen Naturschutzplang, an da schlussendlech d'Ëmsetzung, déi muss gemaach ginn.

Ech wëll och elo net méi agoen op d'Gesetz en tant que tel. Ech mengen, dat ass vum Rapporteur a vun anere Riedner en long et en large gutt gemaach ginn. Ech wéilt vläicht just op eng Rei Froen, och op Polemiken, déi mer haten, zréckkommen.

Mir schéngt et och wichteg, an ech hunn dat 17 Joer laang a mengem fréiere Liewen erfueren, dass et net ka sinn, dass de Stat an och den Ëmweltministère während Joren nogekuckt hunn, wéi sech um Niveau vun de Gemengen Aufgaben ëmmer méi opgebaut hunn, Moyenen agesat ginn, Ressources humaines fräigemaach ginn, fir dann um Schluss vun esou enger Entwécklung ze maachen, wéi wann et dat net gi wär, et auszewëschen an erëm vu vir unzefänken.

Ech mengen, deen Acquis, deen do am Laf vun de Joren opgebaut ginn ass, verdéngt et, respektéiert ze ginn, respektéiert ze ginn doduerch, dass mer et haut an eng Base légale setzen, an dass mer och d'Relatiounen tëschent dem Stat an all deene Missiounen, déi do opgebaut ginn, haut propper an transparent dohinner leeën. Ech mengen, dat schéngt mer enorm wichteg ze sinn, an ech mengen, den Naturschutz kann nëmmen dobäi gewannen, wann d'Gemengen hei mathëllefen, doduerch dass se Geld investéieren, net nëmmen och do andeem se Stroosse bauen an andeem se Brécke bauen an aner Saachen, mä och dass se hëllefen, am Naturschutz Moyene mat anzesetzen. Dat kann nëmmen e Gewënn fir den Naturschutz sinn.

Duerfir ass et fir mech kloer, dass mer haut och, mengen ech, eng Unerkennung maache vun deene ville Gemengen, déi sech als Syndikater zesummegedoen hunn, déi Leit agestallt hunn, dass mer haut eng Unerkennung maache vun deenen hirer Aarbecht, andeem mer, wéi gesot, dat Gesetz hei an engem Gedanke vu Partnerschaft och ënnerstëtzen. Dat ass fir mech deen éischte Gedanken.

Elo ass et awer fir mech och kloer, dass mer et noutwendeg musse maachen, dass dat net an deem Wirrwarr, heiansdo an deem Géintenee stattfënnt, wéi et an deene leschte Joren oft de Fall war, an duerfir ass et noutwendeg, dass mer och eng Rei vu Regele setzen. An déi éischt Regel, déi mer ze setzen hunn, ass déi, dass fir d'Bestëmmung an d'Determinatioun vun der Naturschutzpolitik zu Lëtzebuerg un éischter Stell de Ministère de l'Environnement, an hannendrun, als seng Administratioun, d'Forstverwaltung dofir zoustänneg sinn.

D'Akzenter, mengen ech, musse vun där Säit gesat ginn am Rahme vum Naturschutzplang. Deen Naturschutzplang ass zesummen auszeschaffe mat allen Acteuren, déi mer hunn, an ass och ëmzesetze mat allen Acteuren, déi mer um Terrain hunn. Dat ass mengen ech dat wat d'Regel muss sinn.

Duerfir ass et fir mech och kloer, dass dëst Gesetz hei an déi Partnerschaft, déi mer hei asetzen, fir de Ministère a virun allem fir d'Forstverwaltung, e Gewënn ass. An ech soen et nach eng Kéier, och wann et schwéier ass déi Leit heiansdo ze iwwerzeegen, dass et esou ass: Et ass e Gewënn, well mer endlech déi Gremië kréien, esou wéi et jo an de Missioune vum Observatoire drasteet, déi duerfir suergen, d'Mise en oeuvre vun deem nationale Naturschutzplang ze suivéieren, ze verfollegen a seng Ëmsetzung ze kontrolléieren. An ech mengen do ass et dann un de Vertrieder, souwuel vum Ministère wéi vun der Forstverwaltung, duerfir ze suergen, dass dat an déi richteg Richtung geet.

Niewebäi wëllt ech dem Kolleeg Negri soen: Ech mengen net, dass een et esou einfach kann andeelen, dass d'Forstverwaltung do ass fir dat Nationaalt an d'Syndikater an esou virun um Terrain schaffen. Ech mengen och d'Forstverwaltung, fir dat awer net an engem péjorativë Sënn stoen ze loossen, huet an deene leschte Joren an hiren Aufgaben, an hirer Ëmsetzung enorm vill um Terrain geschafft. An ech mengen déi beschte Beispiller, déi ech an deene leschte Méint erlieft hunn, dat sinn déi wou all déi Acteuren hei, Forstverwaltung mat de Syndikater, mateneen Hand an Hand zesumme geschafft hu fir Projeten ëmzesetzen.

Ech mengen also, dass se alleguer eng Aufgab hunn, net nëmme wëssenschaftlech ze schaffen, mä och dofir ze suergen, dass déi Resultater, déi mer kréien, um Niveau vu besseren a méi räiche Kulturlandschafte vun der Verbesserung vun der Aartevillfalt, dass déi vun alleguer, souwuel uewe wéi och ënnen, um Terrain ëmgesat ginn.

Ech wëllt awer och warne virun zwou Entwécklungen, déi net gutt wären. Déi zwou Entwécklungen déi net gutt wären, an do verstinn ech de Souci vun der Forstverwaltung, dat wären déi, dass engersäits an der Verdeelung vun den nationale finanzielle Moyenen eng disparat Entwécklung entsteet tëschent deene Moyenen, déi d'Forstverwaltung kritt, iwwert de Budget, wou heiansdo ganz knausereg an deene Politike gekuckt gëtt, an op där anerer Säit dat wat mer um Niveau vun de Konventioune mat de Syndikater u finanzielle Moyenen, staatleche Moyenen an déi Richtung ginn. Déi Entwécklung, wéi sech do den Equiliber mécht, tëschent deene Moyenen, an déi eng oder aner Richtung, déi musse mer gutt am A behalen, well soss kënnte mer och hei eng kal Ënnerhielegung maache vun de Kompetenzen an de Missioune vun der Forstverwaltung.

Dat ass jiddefalls net dat wat ech wëll maachen an duerfir, am Laf vun deenen nächste Wochen, wa mer e bësse méi Rou hunn, sollte mer wierklech genau kucken, wéi déi Entwécklung vun de Moyenë fir deen ee Pilier a fir deen anere Pilier geet an oppassen, dass mer hei net an eng déséquilibréiert Entwécklung ginn.

An deen zweete Souci, dee mech op deem Gebitt dreift, ass deen, dass een och muss oppassen um Niveau vun de Ressources humaines, déi een zur Verfügung stellt. Well och hei ass eng Angscht, déi ee kann hunn, nämlech déi dass d'Forstverwaltung un den oft rigiden a contraignantë Konditioune vum Numerus clausus hänkt a keng Moyenë kritt oder net genuch Moyenë kritt an dass mer, fir d'Solution de facilité ze sichen, dann d'Personal astellen um Niveau vun de Syndikater oder anere Strukturen, an dann och doriwwer fir eng kal Ënnerhielegung vun den Aufgaben an de Capacitéite vun der Forstverwaltung géinge suergen.

Och dat ass eng Suerg, déi mer mussen hunn, dass mer net dee Wee ginn, well souwuel u finanzielle wéi och u Moyenë vun de Ressources humaines kënne mer op, wéi gesot, géing ech da mengen, engem indirekten oder kale Wee derfir suergen, d'Forstverwaltung an hirer Missioun ze schiedegen; an ech mengen dass keen heibannen dat wëllt.

Dofir gëllt dat Wuert, dass déi national Politik muss accentuéiert a koordinéiert ginn vun deene staatleche Stellen, déi dofir do sinn, de Ministère an d'Forstverwaltung, an dass dat muss geschéien a Partnerschaften, esou wéi mer et haut duerch d'Schafe vum Observatoire décidéieren, an dass et och an der Partnerschaft vun all deenen Acteuren do ka geschéien.

Ee Wuert och zu de Stëftungen, déi haut, wéi se et scho virdrun e puermol gemaach hunn, eis nach eng Kéier un d'Häerz geluecht hunn dofir ze suergen, dass och dat hei net däerf op Käschte vun hire Moyenen a vun hirem Wierke sinn. Dat wär besonnesch schued, well an deene Stëftungen oft Pionéier sinn, déi am Naturschutzberäich déi Éischt waren, déi dofir geackert hunn, do wou et nach net esou evident war, fir sech fir den Naturschutz anzesetzen. An ech mengen, duerfir däerf déi Pionéieraarbecht op kee Fall duerch dës Dispositiounen iergendwou a Fro gestallt ginn.

Dofir ass et fir mech wichteg hinnen ze soen, dass dat, wat de Kolleeg Schank hei schonn ausgefouert huet, dass natierlech hir Base légale am Artikel 63 vum Naturschutzgesetz ganz kloer determinéiert ass. Dass och am Artikel 4 vun den Dispositioune vum Fonds de protection de l'environnement, dem Fong also vum 31. Mee 1999 och d'Moyenen, déi si iwwert den Artikel 4 kënne kréien, ganz kloer sinn. An ech mengen, dass och am Artikel 10 vun dësem Gesetz déi Méiglechkeet jo besteet, dass d'Stëftungen zesumme mat de Gemengen, wat jo haut schonn de Fall ass, kënnen sech zesummendinn an da gemeinsam Konventiounen am Rahme vun dësem Gesetz kënnen artikuléieren an op den Dësch leeën. Ech mengen, dass d'Stëftungen hei hir Plaz behalen, wéi se se elo hunn, an och éischter méi wéi manner Aarbecht wäerte kréien.

Jiddefalls d'Vertrauen, souwuel an der Ëmweltkommissioun wéi och an dem Innenministère hir Aarbecht ass esou grouss, dass si weider e Partner an den Aarbechte wäerte bleiwen an dass hir Base légale an hir Moyenen och dovunner net wäerten touchéiert ginn. Jiddefalls kann ech hinnen hei soen, dass déi Moyenen, déi zur Verfügung stinn, wéi bis elo gradesou équilibréiert och un d'Richtung vun de Stëftunge wäerte goen, fir dass hir Basis an och dat Personal, wat si agestallt hunn, eng Zukunft kënnen hu fir hiert Schaffen.

Et sinn dann eng Rei vu Froe gestallt ginn, déi iwwert dat erausginn, wat direkt dëst Gesetz betrëfft, mä ech mengen an der Ëmsetzung kann een natierlech iwwer villes de Mëtten diskutéieren. Ech denken, dass eng Fro och déi ass, wann ech elo d'Zukunft kucken an déi Aufgaben, déi mer virun eis hunn, dann ass eng Aufgab ouni Zweifel déi, dass mer och e bësse musse kucken, wéi tëschent dem Observatoire an dem Conseil national vun der Protection de la nature sech d'Missiounen an d'Kompetenzen do apendelen.

Ech menge mir mussen och oppassen, ech wëll net soen dass déi wéineg Leit, mä dach awer zum Deel ëmmer déiselwecht Leit vu moies bis owes d'Kapen dräi-, véiermol wiesselen, fir a verschiddene Gremien ze sëtzen an zum Deel iwwert déiselwecht Saachen ëmmer erëm ze diskutéieren. Ech mengen dat ass heiansdo ermiddend fir jiddfereen, an dofir läit et mer e bëssen um Häerz, wa mer dëst Gesetz gestëmmt hunn, och kloer Profiler ze zeechnen, wat deenen eenzelne Gremien hir Aufgab ass, fir dass mer do net, wéi gesot, vu moies bis owes tagen,

amplaz dass mer och dobaussen dofir suerge fir Saachen ëmzesetzen a konkret ëmzesetzen an net nëmmen ze theoretiséieren an ze diskutéieren, wat mer menger Ansicht no souwisou an deem Beräich heiansdo e bëssen ze vill maachen.

Um Niveau vun deem, wat mer d'lescht Kéier diskutéiert hunn an der Froestonn…

M. le Président.- Här Minister, Dir musst sou lues zum Ofschloss kommen.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Däerf ech dann nach déi vill Froe beäntwerten? Aus Respekt virun den Deputéierten?

Ech hätt misse mat de Froen ufänken an dann net méi iwwert d'Gesetz schwätzen. Jo, et ass an der Rei.

(Interruptions)

Ech wëll dann zwou, dräi Saache just zum Schluss soen. Ech mengen engersäits den Artikel 17. Ech hu keng Virwërf gemaach, deemools wéi mer hei driwwer diskutéiert hunn, Här Mehlen. Ech hu just richteggestallt, dass dat Dokument vun der Forstverwaltung net en Dekret war, mä effektiv eng Diskussiounsbasis.

An der Tëschenzäit hunn déi meescht Acteuren hir Avisën dozou eraginn, esou dass mer an der Tëschenzäit an der Lag sinn, eis dat unzekucken. Et gëtt och do eng Rei vu Fiedem, déi sech zeechnen, fir méi an eng positiv Richtung eranzegoen, méi eng positiv Lëscht ze maachen, dat e bëssen ze entkrampfen, och vläicht ze entbürokratiséieren. Ech mengen dorobber hu mer am Ministère elo ze schaffen, an der Hoffnung, dass mer dann am fréien Hierscht kënnen eppes dohinner leeën, wat eng Circulaire da kënnt bedeite fir d'Acteuren alleguerten um Terrain.

Ech mengen och, dass, wat d'Forstverwaltung selwer ubelaangt, fir mat där Fro dann opzehalen, mir haten deemools eng Diskussioun hei. Ech hunn dem Kolleeg Charel Goerens gesot, dass wa mer an den Aarbechte vum Artikel 17 fäerdeg sinn, dass mer dann eng Kéier an d'Chamberskommissioun géife kommen, fir dat en long et en large ze diskutéieren. Ech mengen, dass ee bei där Geleeënheet dann och iwwert d'„cross compliance" ka schwätzen, wat jo am Moment beim Conseil d'État läit, och iwwert d'Fro, wéi et mat der Forstverwaltung weidergeet, wat den zweeten Audit ubelaangt, an ech menge wat d'Fro ubelaangt iwwert den Nährwäert vun deenen Naturschutzpläng, déi mer maachen.

Do géif ech mengen, dass d'Cour des Comptes wuel net déi richteg ass fir effektiv eis ze soen, wat um Niveau vum Naturschutz richteg oder falsch ass. Ech mengen dofir si Gremien do, sief et de Conseil supérieur, sief et den Observatoire, déi dat am beschte kënne maachen.

Jiddefalls ofschléissend, Här President, fir mech ass et gutt, dass mer an den Diskussiounen endlech un en Enn ukomm sinn an dass ech alles wäert duerfir maachen, fir dass mer sou schnell wéi méiglech souwuel dëst Gesetz, wéi och déi Dispositiounen, déi am Naturschutzgesetz nach dra sinn, wat virun allem den nationalen Naturschutzplang ubelaangt, ëmsetzen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann direkt zur Ofstëmmung vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener (par M. Marco Schank), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. John Castegnaro);

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum leschte Punkt vun eisem Ordre du jour, dem Projet de loi 5456 iwwert d'Revalorisatioun vum Site Höhenhof. Hei ass och d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht, dat heescht fir d'Regierung 10 Minutten. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, den Här Grethen, den Här Braz an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, nach eng Kéier den honorablen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

6. 5456 - Projet de loi relative à la revalorisation du site de Höhenhof

Rapport de la Commission des Transports

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Projet de loi huet als Objet d'Revaloriséierung vum Site Héienhaff, deen um Plateau vum Findel läit am sou genannte Fransousegronn, no bei den Hale vun der Cargolux. Dësen Dall vum Fransousegronn gëtt op enger Déift vu 25 Meter zougetippt, an zwar an deem Mooss dass verschidde Projete kënne realiséiert ginn. An dëse Projet de loi ass d'Extensioun vum Tarmac zwëschent dem Cargo-Center an der neier Aérogare fir de Garage an d'Parken, oder wéi een et wëllt nennen, vun de Fligeren ageschriwwen. De Coût total vun dësem Projet de loi beleeft sech op 61 Milliounen Euro.

Spéider Aménagementer vu verschiddenen Zonen, déi net an dësem Projet de loi ageschriwwe sinn, sollen et erméiglechen, dass an enger nächster Phas d'Kerosintanken fir den Approvisionnement vun de Fligere kënnen déplacéiert ginn. Des Weidere soll och d'Méiglechkeet oprechterhale gi fir en ënnerierdesche Parking de dissuasion, deen un d'Autobunn A1 raccordéiert kéint ginn an deen am Beräich och en Arrêt un den zukünftegen Train-tram kréie soll.

D'Virgeschicht vun dësem Projet ass folgend: Am Joer 1984 ass duerch d'Mise en service vun der Verlängerung vun der Pist um Flughafen, esou wéi och d'Konstruktioun vum Echangeur Senningerbierg, de Fransousegronn um Findel fir eng deelweis Buedemofschëddung gebraucht ginn. Am Zesummenhang mat dësen zwee Projeten ass dunn d'Iddi entstanen, fir am Fransousegronn eng Bauschuttdeponie ze schafen. Sou dass enges Dags deen natierlechen Dall vollgetippt wier, fir dann och spéider deen nei gewonnenen Terrain fir weider Aménagementer ze benotzen.

Dës Iddi ass awer net virukomm, well zu där Zäit et d'Leit waren, déi do wunnen, déi sech opposéiert hunn, an dëst aus folgende Grënn:

1. deen eenzegen Accès fir d'Camionen, déi Décharge do unzefueren, wier duerch d'Aktivitéitszon vum Senningerbierg gewiescht;

2. d'Dauer vun der Exploitatioun wier, esou wéi deemools d'Berechnunge waren, ëm déi drësseg Joer gewiescht, an

3. hätte missen eng Rei vu Waasser- a Kanalinfrastrukturen ënnen am Dall vum Fransousegronn, also 25 Meter méi déif, geschafen an déplacéiert ginn.

Enn vun den 90er Joren ass d'Iddi fir de Fransousegronn zouzetippen nees aus dem Tirang geholl ginn. Heifir hu geschwat:

- deen héije Besoin un Terrain fir engersäits d'Fligere kënnen ze parken an anerersäits fir d'Aktivitéite vum Airfret vun der Cargolux kënnen auszebauen

- an dann och, an dat ass jo an deene leschten Deeg eng grouss Aktualitéit, fir deen extreme Manktum u Bauschuttdeponien hei am Land kënnen ze verbesseren.

De Projet ass du vun engem Bureau d'études ausgeschafft ginn, ënnert der Supervisioun vun engem Aarbechtsgrupp mat Représentanten aus dem Landesplanungs- an Ëmweltministère, Verwaltunge vum Flughafen an de Ponts et Chaussées, sou wéi och aus der Gemeng Nidderaanwen.

De Projet Héienhaff ass dunn an zwee Deeler gespléckt ginn, an zwar an eng Zon fir de Flughafen auszebauen an an eng sou genannten Zone de récréation. Bei der Zon fir de Flughafen auszebauen handelt et sech ëm déi Surface, déi zwëschent dem aktuelle Frachtzenter an dem Tarmac en face vun der Aérogare läit.

D'Zoutippe vum Dall gëtt net ausschliesslech mat Bauschutt gemaach, mä et gëtt mat der sou genannter Sandwich-Method wéi dat genannt gëtt, geschafft. Dat heescht, dass tëschent dem Bauschutt och Couchë mat sou genannte Matériaux nobles kommen. Dëst ass Steematerial, dat haaptsächlech vu Chantierë vum Kierchbierg kënnt.

D'Sandwich-Method ass néideg fir deem opgeschottene Buedem engersäits eng Drainagefonctioun ze ginn an domadder d'Waasser ënnerierdesch säitlech ofleeden ze kënnen, an anerersäits awer och eng optimal Consolidatioun vum Buedem ze erreechen.

Déi aner Zon, also d'Zone de récréation, kritt keen ofgeflaachtenen Niveau, mä gëtt am Géigendeel esouguer nach gehéicht, sou datt do e kënschtlechen Hiwwel als Écran de protection entsteet, dee bis zu 25 Meter méi héich gëtt wéi d'Pist. Hei kënnen dann och nach Beem mat enger Héicht vun 20 Meter drop kommen.

Den neie Projet vum Zoutippe vum Fransousegronn dréit där rezenter Entwécklung vun den Aktivitéiten um Flughafe Rechnung. Sou kann een hei folgend Infrastrukturprojeten an d'A faassen:

- d'Vergréisserung vun der Tarmacsfläch fir de Garage vun de Fligeren; wéi mer elo schonn erkläert hunn;

- dann d'Liaisoun Train-tram zwëschent der Aérogare an dem Kierchbierger Plateau;

- dee sou genannten „Fuel Farm"-Dépôt fir de Kerosin fir d'Fligeren, dee muss déplacéiert ginn, mä fir dee muss awer nach e Projet opgestallt ginn; deen ass net an dësem Projet de loi dran;

- verschidde Stroossenubannungen am Kontext mat der neier Aérogare;

- d'Optioun vun engem Parking de dissuasion;

- d'Vergréisserung vun der Aktivitéitszon um Senningerbierg;

- an dann och déi genannten Écrans de protection, souwuel akustesch wéi visuell.

All dëst muss am Plan d'occupation du sol, dem sou genannte POS, «Aéroport et environs» nach genehmegt ginn.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

An dësem Kontext muss och gesot ginn, datt d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur den Ament just fir d'Décharge Héienhaff besteet, an net fir d'Extensioun vum Tarmac.

D'Décharge Héienhaff kann am Total 2,7 Millioune Meter Kibb Bauschutt lageren, dat entsprécht 5 Milliounen Tonne Bauschutt. Am Moment si schonn eng Millioun Meter Kibb Bauschutt dobannen. Den Zäitraum, fir d'Décharge opzefëllen, ass dowéinst relativ kuerz. Et gëtt dovunner ausgaang, wann et esou virugeet wéi bis elo, mat deem Manque vu Bauschuttdeponien, dee mir hei am Land hunn, datt dann an zwee bis dräi Joer d'Décharge Héienhaff voll ass.

Wat de finanzielle Volet vun dësem Projet ugeet, wëll ech nach eng Kéier soen, dass en sech op 61 Milliounen Euro beleeft. Dës Käschte verdeelen sech engersäits op de Remblaiement vum Fransousegronn, wéi gesot mat 22,5 Milliounen Euro, wou ënner anerem 12.210.000 Euro ufale fir den Ofwaasserréseau, dee getrennt no Iwwerflächewaasser a Schmotzwaasser op déi aner Säit vum Findel Richtung Birelerbaach gefouert gëtt. Ech wëll drun erënneren, dass dëst aus enger Déift vu 25 Meter, wéi mer virdru gesinn hunn, ze geschéien huet. An ech muss scho soen, dass, wéi ech mer d'lescht Woch dat Ganzt op der Plaz ugekuckt hunn, et schonn impressionant war ze gesinn, wat fir eng riseg Kanalisatiounsrouerduerchméisser do à fur et à mesure vum Opfëlle vum Fransousegronn verluet ginn.

Anerersäits verdeelt sech den Invest op d'Extensioun fir de Flughafe mat 38.500.000 Euro, mat als Haaptposten d'Extensioun vum Tarmac fir d'Fligeren, déi sech op 21.700.000 Euro belafen.

Säit dem Ufank vum Benotze vun der Décharge Héienhaff si schonn etlech öffentlech Fongen an dee Projet gefloss. En Décompte intérimaire vum 1. Oktober 2004 notéiert, dass schonns 13% vum globale Montant engagéiert woren.

Et gëtt also héich Zäit, dass dës Situatioun duerch dëse Projet de loi regulariséiert gëtt; eng Situatioun, déi scho säit Jore schleeft a woubäi et jo awer mëttlerweil bekannt ass, dass all öffentlech Projeten, déi méi deier wéi 7,5 Milliounen Euro kaschten, ee speziellt Gesetz brauchen, sou wéi dat an der Verfassung am Artikel 99 steet, baséiert op dem Artikel 79 vum 99er Statsbudgetsgesetz.

Här President, dëse Projet de loi ass de 5. Abrëll 2005 vun den Häre Transport- a Bauteministeren déposéiert ginn. Den Avis vum Statsrot datéiert vum 3. Mee 2005. D'Transportkommissioun huet a senger Sëtzung vum 2. Juni 2005 mech als Rapporteur genannt. An därselwechter Réunioun ass de Projet de loi sou wéi och den Avis vum Statsrot examinéiert ginn, deen ausser enger klenger redaktioneller Ëmännerung dem Projet de loi zougestëmmt huet. De Projet de rapport hate mir schonn direkt opgestallt a wéinst der Urgence vun dësem Gesetz dann och gläich ugeholl.

Heimat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi a soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Als éischte Riedner ass den Här Marco Schank agedroen. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech fir d'drëtte Kéier, mengen ech, haut dem Rapporteur, dem Kolleeg Rosch Negri, Merci soe fir deen excellente schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech wollt awer derbäi soen, ofgesi vun deem gudde Rapport vum Rapporteur, datt hien och um Terrain war fir sech déi Saach unzekucken. Dat weist wéi conscienciéis hien un déi Saach erugeet, an hie konnt eis an der Kommissioun eng ganz Rei interessant Detailer zum Beschte ginn, déi mer soss net gewosst hätten. Ech wollt och Merci soen an deem Kontext, datt mer eng Kaart kruten, dass ee sech mol ee Bild konnt maache vun deem Ausbau.

De Gesetzesprojet, dee mer haut diskutéieren, reit sech an eng Rei vu Projeten an, déi mer déi leschte Joren zu Gonschte vum Ausbau an der Moderniséierung vum Flughafen ugeholl hunn. Projete wéi zum Beispill iwwert den Assainissement, den neie Radar oder och iwwert den Train-tram.

Dëst ass natierlech e weideren, wichtege Projet, well e ganz sécher wäert dat zukünftegt Erscheinungsbild vum Flughafe wesentlech veränneren. Wéi mer schonns vum Rapporteur héieren hunn, steet dat och mat engem ganz wesentleche Käschtepunkt am Zesummenhank, well dee beleeft sech op net manner wéi 61 Milliounen Euro.

Dës Sue ginn haaptsächlech gebraucht fir den Tarmac tëschent dem Cargo-Center am deem zukünftegen neien Terminal A ze vergréisseren, wann, wéi mer elo grad héieren hunn, d'Bauschuttdeponie am Fransousegronn mol eng Kéier bis uewenhin opgefëllt ass. D'Vergréisserung beleeft sech op net manner wéi 156.000 Meter carré, wat ëmmerhin enger Fläch vu ronn 20 Futtballterrainen entsprécht.

Des Weideren ass och nach den Aménagement vu verschiddenen Zonen um Flughafe virgesi fir déi spéider Projeten, déi nach virgesi sinn am Kader vun der Moderniséierung vum Flughafen, ze erméiglechen. An deem Kontext ënner anerem den Déplacement vum Kerosinsdépôt, de Bau vun engem ënnerierdesche Park & Ride, mat der Ubannung un d'Autobunn, an och de Bau vum Arrêt fir den Train-tram, dee jo a ferner Zukunft d'Stad mam Flughafe wäert verbannen. De Käschtepunkt selbstverständlech vun dëse Projeten ass duerch dëse Projet de loi net ofgedeckt, dofir brauche mer dann nach aner Gesetzer an Zukunft.

Här President, ech wëll elo weder op d'Geschicht agoen, nach op den techneschen Aspekt, dat huet de Rapporteur mat ganz vill Kompetenz gemaach. Ech wëll kuerz nach op d'Wichtegkeet awer vun dësem Projet agoen. Am Joer 2004 goufen um Flughafe ronn 89.000 Mouvementer, Starts a Landungen, enregistréiert, Tendenz steigend. An dësem Zäitraum goufe méi wéi 1,5 Millioune Passagéier transportéiert, Tendenz och steigend.

Deeselwechten Zeenario stelle mer am Beräich vum Fret fest. Den Ton-

nage vu Gidder, déi am Joer 2004 um Lëtzebuerger Flughafe ran- a rausgeflu goufen, beleeft sech op net manner wéi ronn 713.000 Tonnen. Am Joer '95 waren dat 268.000 Tonnen, also d'Halschent ongefeier. Mir hunn also insgesamt eng Verdueblung an engem Zäitraum vun nëmmen zéng Joer.

Dës Zuele verdäitlechen also, datt den Trafic an d'Aktivitéiten um an ëm de Flughafen enorm zougeholl hunn an och an Zukunft selbstverständlech wäerten duerch den Ausbau zouhuelen. De Flughafe mat sengen Aktivitéiten ass ee ganz wichtegt Standbee vun der Lëtzebuerger Ekonomie, an duerfir wëlle mer a musse mer och déi néideg Moyenë ginn, fir an Zukunft dat wichtegt Standbeen net ze verléieren. Ee Schratt an dës Richtung maache mer duerch d'Ofstëmmung vun dësem Gesetzestext.

Duerch de Bau vum neien Terminal A an dem fäerdegen Terminal B geet d'Capacitéit vun de Passagéier, déi um Lëtzebuerger Flughafe kënnen ofgefäerdegt ginn, weider an d'Luucht. Dat brëngt natierlech mat sech, datt méi Fligeren an Zukunft de Flughafen usteieren. Fligeren déi méi Plaz brauchen, virun allem och fir ze parken. Plaz, déi am Moment um Site eben net disponibel ass.

Dat ass een éischt Argument fir d'Vergréisserung vum Tarmac. Et muss een awer direkt dobäi soen, datt alles gemaach muss ginn, fir d'Liewensqualitéit vun de Leit ze erhalen, déi ronderëm de Findel wunnen; de Rapporteur ass kuerz drop agaangen. Et muss alles wat méiglech ass gemaach ginn, fir de Kaméidi esou kleng wéi méiglech ze halen. Do ass dat Beispill virdrun ernimmt gi vun deem Ecran, dee ronderëm den Tarmac geplangt ass, fir eben eng visuell, respektiv eng akustesch Protektioun ze ginn.

Een zweet Argument, wat fir dësen Ausbau schwätzt, berout op deenen zukünftege Planunge vun der Cargolux. Cargolux ass deen drëttgréisste Cargotransporter an Europa, deen néngtgréisste vun der Welt, an zënter aacht Joer geet den Tonnage vu Gidder an d'Luucht, genau sou wéi d'Zuel vun Destinatiounen, déi ugeflu gi vun der Cargolux an alle Kontinenter.

Mir brauchen also zousätzlech Plaz um Findel; Plaz, déi duerch dëse Gesetzestext geschaf gëtt. Doduerch gëtt och assuréiert, dat kann een nach dobäi soen, datt d'Cargolux d'Maintenanceaarbechte vun hire Maschinnen zu Lëtzebuerg ka maachen, ouni mussen duerfir op Seattle ze fléien. Dëse Virdeel erspuert och zousätzlech Fraisën, zousätzlech Ëmweltbelaaschtung a bréngt sécherlech och eng Rei vun neien Aarbechtsplaze mat sech. Op jidde Fall gëtt duerch den Ausbau de Standuertvirdeel vum Lëtzebuerger Flughafen an Zukunft gestäerkt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat gesot wëll ech nach op ee Schéinheetsfeeler hiweisen - et ass virdrun och schonn ernimmt ginn -, dat ass datt de Gesamtkommodo fir de Flughafen net prett ass. Datselwecht gëllt fir de POS, op dee mer jo scho méi laang waarden. Ech ginn och dovun aus, datt den Tarmac fréistens da gemaach gëtt, wann de POS genehmegt ass.

D'CSV-Fraktioun huet och an der Kommissioun d'Urgence vun dësem Projet akzeptéiert. Mir hunn d'Analys vum Projet an d'Analys vum Avis vum Statsrot plus d'Unhuele vum Rapport an enger Sëtzung gemaach, wat an der Vergaangenheet jo scho mol virkomm ass, mä wat awer net üblech ass. Mir hunn eis dann och soe gelooss, an der zoustänneger Kommissioun, datt am Kader vun dësem Ausbau schonns 7,6 Milliounen Euro ausgi sinn, 5 Milliounen engagéiert sinn, an ech mengen datt et am Intérêt vun der Chamber ass, dann och déi Urgence do ze akzeptéieren, datt dee Projet am beschten elo geschwënn hei am Haus gestëmmt gëtt.

Dat gesot, näischtdestotrotz steet d'CSV-Fraktioun hannert dësem Projet, well an Zukunft d'Perspektive vum Lëtzebuerger Flughafen an engem ëmmer méi groussen internationale Konkurrenzkampf wesentlech gestäerkt ginn. Ech wollt zum Schluss dann den Accord vu menger Fraktioun zu deem Projet de loi hei bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Nächste Riedner ass den Här Henri Grethen.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, no deem ausféierleche Rapport vum Här Negri an no deem engagéierte Plädoyer fir de Flughafe Findel vum Spriecher vun der CSV-Fraktioun mengen ech, dass ech deem näischt brauch derbäizesetzen.

Ech si frou, dass e Versteesdemech fir d'Flugaktivitéiten hei zu Lëtzebuerg ass. Ech si frou, dass, nodeem d'Budgetskontrollkommissioun och mam Dossier befaasst war, esou séier e Projet konnt an d'Chamber kommen, dass mer elo rëm an der Legalitéit sinn an dass domadder dee Projet, dee wichteg ass fir d'Zukunft vun eisem Land, vun eiser Ekonomie, ka realiséiert ginn a bréngen d'Zoustëmmung vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Nächste Riedner ass den Här Félix Braz. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Ech wëll aganks direkt dem Här Negri Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Bericht, déi ganz komplett a ganz exakt waren.

D'Begeeschterung vun der grénger Fraktioun fir dëse Projet hält sech e bësse méi a Grenze wéi d'Begeeschterung vun de Virriedner. Dat huet och seng Ursaachen, an zwar haaptsächlech doranner, dass mir hei e gréissert Engagement aginn - och e finanziellt Engagement - mat enger Prozedur, déi net üblech ass. Mir si wuel domat d'accord, dass, wéi déi nei Regierung ugetrueden ass do eppes virfonnt ginn ass, a mir an enger Situatioun sinn, déi net evident ass.

D'Alternativ ass, dass een entweder elo op eemol alles stoppt, an da seet: „Sou, all d'Baggere bleiwe sechs Méint elo op der Plaz stoe bis mir sämtlech Prozeduren duerchlaf hunn, mat allen, och finanziellen Nodeeler, déi dat huet." An do ware mir, mengen ech och parteiiwwergräifend, eis alleguerten eens an der Kommissioun vum Contrôle budgétaire, dass ee mat där Situatioun, déi virfonnt ginn ass, elo muss probéieren dat Bescht doraus ze maachen, am Bewosstsäin, dass dat, wat geschitt ass an dat wat elo geschitt eigentlech net deen normalen an übleche Wee ass, wéi Projete solle geplangt ginn.

Et muss een och soen, déi Problematik do ass jo net nëmmen opgeworf ginn am Kontext vun dësen Aarbechten, mä mir hu méi Projete schonn hei am Plenum gehat, déi diskutéiert gi sinn deelweis wéinst Dépassementer, an hei si mir och eigentlech an der Logik vun engem Dépassement par rapport zum Artikel 99 vun der Verfassung.

Et gouf sech jo an der Kommissioun elo verstännegt op eng nei Prozedur, déi dem Parlament praktesch véiermol eng Matsprooch gëtt bei neie Projeten, fir an engem fréie Stadium eng prinzipiell Diskussioun ze féieren iwwert d'Opportunitéit, eng éischt Diskussioun ze féiere bei der Budgétiséierung vun deem Projet, eng nächst Diskussioun ze féieren, wann den Avant-projet oder de Projet ausgeschafft ass, an och an deene Joren duerno quasi nach e Suivi ze maachen iwwert d'Évolution budgétaire.

Mir mengen, dass mir mat där Prozedur, op déi sech parteiiwwergräifend an der Kommissioun gëeenegt ginn ass, déi heite Situatioun, déi mir elo musse virfannen, net kritt hätten, an och hoffentlech an Zukunft net méi an där doter Form musse kréien. Mir sinn dofir d'accord gewiescht - net ouni Bauchwéi -, fir ze hëllefen, dass et virugeet, fir dass mir relativ séier erëm op den Terrain vun der Legalitéit zréckkommen.

Dat heescht awer net, dass mir domadder averstan kënne sinn, wat de Fong vum Projet betrëfft. Dëse Gesetzesprojet huet jo eigentlech haaptsächlech eng budgetär Implikatioun. Hien definéiert eng budgetär Enveloppe fir eng Partie Aarbechten, déi verschidde Projete betreffen, déi an dësem Projet de loi och mat ënnerschiddlechen Déiften optauchen. Bei verschiddene Saache si mir scho méi am Detail, bei anere si mir nach méi um Prinzip. Ech soen emol d'Stéchwuert vum Parking de dissuasion, wou méi oder wéineger gewosst ass, wou dee soll hikommen, budgétiséiert ass deen awer mat dësem Projet nach net. Ass en opportun, ass en net opportun? Dat ass och hei net diskutéiert ginn.

Et ass eigentlech do, wou mir dann eise Problem hunn: Hei geschéien och iwwert de budgetären Ëmwee Saachen; et gi Faitë geschaf, déi eigentlech net ausdiskutéiert sinn, wou mir d'Enveloppe wuel festleeën, awer de Prinzip emol nach net konnten a senger Opportunitéit diskutéieren. Et sinn Elementer an deem Projet, déi elo budgétiséiert ginn, mat deene mir kënnen d'accord sinn. D'Ubannung beispillsweis un den Train-tram, fir de Flughafe mam Plateau vum Kierchbierg ze verbannen, ass sécher een Aspekt, dee mir kënnen ënnerstëtzen.

Aner Aspekter sinn awer méi ze diskutéieren, ier ee kann en Accord oder e Refus ausschwätzen. Dat ass, dass elo zum Beispill schonn en Deelausbau vum Findel stattfënnt mat 150.000 m². Beim Tarmac kommen an enger éischter Phas der 50.000 dobäi; et sinn der en fait ronn 200.000 m² Tarmac, déi solle bäikommen.

Dat ass eng Diskussioun, déi eigentlech sollt gefouert ginn am Kader vum gesamte Kommodo vum Findel, am Kader vum Règlement grand-ducal iwwert de Plan d'occupation du sol vum Findel. Déi Diskussioune sinn net zu Enn gefouert ginn! An dat sinn awer normal Diskussiounen. Dat misst eigentlech esou sinn, dass een dat dote kéint ausdiskutéieren, ier ee sech soll finanziell op eng Enveloppe scho festleeën. Dat ass zumindest eppes, wat de Fong betrëfft.

Mir hätten eis dofir och kënne virstellen, dass een déi noutwendeg Enveloppe budgétaire méi enk hält an op dat beschränkt, wat elo noutwendeg ass fir op de festen Terrain vun der Legalitéit zréckzekommen, an dass ee mat därselwechter Diligence, wéi mir déi lescht Wochen dat hei diskutéiert hunn, dann iwwert de Fong vun deenen anere Projeten diskutéiert hätt, fir kënnen an enger nächster Phas déi Differenz zu den 61 Milliounen och kënnen hei an der Chamber an engem Gesetz zum Vote ze bréngen.

Dat ass net geschitt a mir bedaueren dat. Dofir kënne mir och als Gréng dësem Projet net zoustëmmen, mä mir wäerten eis, wéi an der Kommissioun, bei dësem Projet aus deene Grënn enthalen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Henckes. Dir hutt d'Wuert, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt emol ee grousse Merci un den Här Negri fir säin explizite mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mat dësem Projet ginn aller Viraussiicht no wéinstens 61 Milliounen Euro um Findel investéiert. Wann ech soe wéinstens, dat ass, well mir leider an der Vergaangenheet ëmmer gemierkt hunn, datt déi Devisën éischter eng Tendenz hunn eropzegoe wéi erofzegoen.

Et ass ee Projet, deen am Kontext vun deenen zwee Projeten um Findel ze gesinn ass, déi mir net méi spéit wéi d'lescht Joer am Dezember hei gestëmmt hunn. Och d'ADR-Fraktioun hat deemools trotz enger Rëtsch Kritiken a Fuerderungen, besonnesch wat d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi am Ëmkrees vum Findel wunnen, ugeet, dësen Infrastrukturprojeten zougestëmmt.

Insgesamt beleeft sech elo den Invest, deen dëst Haus bannent net emol dräi Joer décidéiert huet an eise Flughafen ze stiechen - wann een den Ausbau vun der Aérogare matrechent -, op 455 Milliounen Euro. An Euroe kléngt dat e bëssen abstrakt, mä wann een awer dann de Montant an ale Frangen ausdréckt mat iwwer 18.355.000.000 Lëtzebuerger Frang, da gesäit een, datt mir hei ganz vill Suen an den Ausbau vum Findel investéieren an eis deen Invest, deen noutwendeg ass, och eppes kaschte loossen.

Bei esou engem milliouneschwéiere Projet, wéi mir en elo virleien hunn, a wéi mir der gestëmmt hunn, muss een, wa si bis endlech ausgeschafft sinn, natierlech bedaueren, datt si hei an der Chamber am Hauruck-Verfahren duerchgezu ginn. Mir haten an deem Sënn schonn am Dezember am Zesummenhank mam neie Radartuerm déiselwecht Prozedur kritiséiert. Beim virleiende Projet gouf an enger an därselwechter Réunioun vun der Kommissioun d'Gesetz gläichzäiteg mam Avis vum Conseil d'État presentéiert an de Projet de rapport war im vorauseilenden Gehorsam scho geschriwwe ginn a konnt direkt adoptéiert ginn.

Den ADR wäert konsequenterweis och dësem Projet zoustëmmen, besonnesch well et och an eiser verkéierskonzeptueller Visioun richteg ass, de Findel endlech un den Eisebunnsréseau unzeschléissen. Ze bemierken ass, datt mat dësem Projet éischt Jalone fir den Train-tram-Konzept gesat ginn, deen dem sou genannte „Modul K" vum Mobilitéitskonzept entsprécht.

Dir wësst, dass den ADR dësem „Modul K" oflehnend vis-à-vis stoung; net nëmme well mir dëse Modul, fir d'Verkéiersproblematik ronderëm d'Stad ze léisen, als absolut net prioritär ugesinn. Dat haten iwwregens och d'Sozialisten heibannen, ier si an der Regierung waren, esou gesinn. Dem Projet selwer haten si allerdéngs am Géigesaz zu eis zougestëmmt.

Erlaabt mir den deemolege Spriecher vun der LSAP ze zitéieren: „Mir sinn der Meenung, dass wat d'Prioritéiten ubelaangt, mir mat dësem Projet hei eigentlech net richteg leien. Wann et och sécherlech richteg ass, datt et fir de Kierchbierg ee Mobilitéitsbedürfnis gëtt, da bleiwe mir awer als Fraktioun der Iwwerzeegung, dass et och fir den Zentrum vun der Stad nach vill méi ee grousst Mobilitéitsbedürfnis gëtt wéi dat fir de Kierchbierg de Fall ass." Souwäit d'Zitat vum sozialistesche mandatéierte Spriecher.

Hien zitéiert hei als Beleeg eng entspriechend Etüd vun der ILReS. Ech zitéiere weider d'Sozialisten: „Mir stelle fest, dass e Projet hei gebaut gëtt, wou mir d'Leit op de Kierchbierg transportéieren, si awer um Kierchbierg net vill kënnen ufänken, wa si bis do sinn. Mir bleiwen also dofir als Partei weiderhin der Iwwerzeegung, dass d'Ubannung vum Zentrum vun der Stad Lëtzebuerg duerch d'Schinn eng absolut Prioritéit ass, an och eng absolut Prioritéit bei eis muss bleiwen."

Ech erënneren hei dorunner, datt den ADR dës falsch Prioritéitesetzung net nëmme kritiséiert hat, mä och eng alternativ Propositioun erabruecht hat; e Konzept fir d'Verkéiersproblematik vun onser Haaptstad ze léisen am Respekt vun der Liewensqualitéit vun hiren Awunner, ouni d'Stad ze verschandelen a mat deem den Zentrum nawell duerch d'Schinn erschloss gi wier: de Projet vum Ingenieur Schummer. Leider gëtt vun de Majoritéitsparteien an der Transportfro d'Päerd vun hannen opgezaimt.

Här President, a Verkéiersinfrastrukture wéi bei dësem Projet gëtt investéiert, well allgemeng den Trafic vu Gidder a Persoune gewuess ass a mat dem Wirtschaftswuesstum weider wiisst. Dës Entwécklung hat an huet awer och direkt Konsequenzen op d'Liewensqualitéit, wuessend Nuisancen zum Beispill duerch Kaméidi. Well d'Liewensqualitéit, wéi den ADR se versteet, ass vill méi wéi just en héije materielle Liewensstandard.

Ech wëll dofir d'Occasioun notze fir alt nees en Appel un d'Regierung ze lancéieren ugesiichts den zeg Milliounen, déi se hei bereet ass ze investéieren, och an d'Liewensqualitéit vun de Leit, déi am Ëmfeld vum Findel liewen, ze investéieren a bien entendu och generell esou Invester ze favoriséieren. Dat muss net onbedéngt vill kaschten.

Souwisou huet sech den Här Frieden jo och kierzlech erëm mat engem Iwwerschoss an de gesonde Statsfinanze gebretzt. Also schéngt d'Regierung jo dat néidegt Geld ze hu fir Investitiounen duerchzezéien. Do derbäi kënnt e Regierungspartner, d'LSAP, deen nach a sengem Wahlprogramm eng Sensibilitéit fir d'Kaméidisproblematik demonstréiert huet.

Ech erhoffe mer also vun der neier Regierung massiv Verbesserungen a Saache vun der Kaméidisbelaaschtung vun den Uwunner vum Findel. Finanziell wéi politesch dierft do jo näischt méi dergéint schwätzen. Et misst jo eng Selbstverständlechkeet sinn. Ech brauch hei just d'Ried vu mengem Fraktiounskolleeg, dem Här Jaerling, vum Dezember ze rappeléieren: Subsidie fir Lärmschutzinvestitiounen an den Haiser vun den Uwunner musse kommen!

Näischt kaschte géing et, vill méi konsequent wéi bis elo drop ze halen, datt den Nuetsflugverbot vun 23 bis sechs Auer och agehale gëtt. A leider muss ee feststellen, datt et ëmmer méi Ausnahme gëtt. D'Zäit tëschent sechs Auer an hallwer siwe gëtt vu villen Urainer als besonnesch nuisant ëmfonnt, well do besonnesch vill Flich a Richtung vun de Vakanzendestinatioune starten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Mir hunn eis soe gelooss, datt och dëse Problem relativ einfach ze léise wier. Déi Responsabel vun de Fluggesellschafte wieren duerchaus bereet mat den Destinatiounsaéroporten a Reesveranstalter aner Flughorairen auszehandelen. Et géing och näischt kaschten e Landeverbuet fir all Frachtmaschinnen, déi ze vill Kaméidi maachen, duerchzesetzen. Mir denken hei zum Beispill un déi al Antonoven. Et géing och näischt kaschten, sou genannt „refitted engines" duerchzesetzen, wat och manner Pollutioun mat sech brénge géing.

Ech erënneren hei awer och un d'Awunner vun der Rue Kohner oder iwwerhaapt der Cité Carmel, déi sech iwwer munnech Saache bekloen. Hinnen hätt scho laang

könne gehollef ginn duerch e Lärmschutzwall oder en Écran antibruit. Wien do kënneg ass, weess wat fir ee Kaméidi d'Maschinnen entwéckelen, wa se op de Startbunnen eropfueren. Bei dëse gewaltegen Zommen u Steiergelder, déi mer haut hei erëm décidéieren auszeginn, muss och Geld fir d'Liewensqualitéit vun dëse Steierzueler iwwreg bleiwen.

Also, nach eng Kéier: D'Politik muss bereet si fir méi an d'Liewensqualitéit vun de Leit ze investéieren, déi am Ëmfeld vum Flughafe sinn. Dorops insistéiert, wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Wuert huet elo den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux.

M. Lucien Lux, *Ministre des Transports.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ganz kuerz op déi Debatt hei agoen, well mer feststellen, dass mer dach awer mat enger grousser Majoritéit déi Investitiounen haut kënnen zréckbehalen.

Ech mengen, et ass richteg, dass dat hei engersäits e finanzpolitescht Gesetz ass, well mer effektiv, souwuel den Här Wiseler als Bauteminister wéi ech selwer, am September doriwwer informéiert gi sinn, dass mer hei bei engem Projet, deen e bësse an der Schneis louch tëschent dem Transportministère, deen d'Fongen zur Verfügung gestallt kritt huet, op deem d'Ponts et Chaussées geschafft hunn - wat vläicht och de Grond war, firwat datt dat hei e bëssen aus dem Rudder gelaf ass - schonn no um wann net iwwert dem Seuil wieren, bei deem mer effektiv verflicht wieren op Grond vum Artikel 99 vun der Verfassung e Gesetz ze stëmmen.

Et war dofir eis Suerg, engersäits, fir esou schnell wéi méiglech d'Chamber heiriwwer ze informéieren. Dofir mengen ech ass de Virworf, Här Henckes, vum Hauruck-Verfahren net ganz richteg, well d'Kommissioun vun der Exécution budgétaire jo awer scho mengen ech virun dräi Méint informéiert ginn ass vun den zwee Ministèren a si och hiren Aval unanime ginn huet fir déi Prozedur.

Ech mengen duerno ass et drëm gaangen e Projet auszeschaffen. Deen ass behandelt ginn an der Transportkommissioun an dat och an engem ganz grousse Konsens vun deene Memberen an Deputéierten, déi do matgeschafft hunn, fir haut zu engem Schluss ze kommen an effektiv déi Base légale erëm hierzestelle fir dee Projet, deen dann - an ech mengen dat wësst Der - op Grond vun de Montantë vun 61 Milliounen Euro jo nach eng ganz Rei vun Investitiounen hannendru mat sech bréngt.

Ech wëll dofir och dem Kolleeg Marco Schank soen, dass et mir evident schéngt, souwuel vum Fong hier, mä ech mengen och vum zäitlechen Oflaf, dass de POS Findel, op deen ech selwer och a mir am Ministère ganz drénglech waarden, fäerdeg soll sinn, ier déi definitiv Investitiounen, ech mengen also och déi éischt Phas vum Tarmac, solle gemaach ginn.

Gott sei Dank ass et esou, dass den zoustännege Ministère vum Aménagement du Territoire eis seet, dass en an der Lag wier fir am Juli de Conseil de Gouvernement mam POS Findel ze befaassen, deen duerno da bei de Conseil d'État ka goe fir an d'Prozedur, esou datt ech schonn dovunner iwwerzeegt sinn, datt mer de POS Findel wäerten hunn, ier mer zu deene leschten Investitiounen an deem hei Beräich wäerte kommen.

Et ass ganz richteg hei gesot ginn, dass no dem Projet vun der Aérogare, dee jo wäit fortgeschratt ass, no dem Projet aus dem Dezember 2003, deen d'Ubannung iwwert den Train-tram-Konzept vun dem Findel jo mat implizéiert - ech mengen do sinn also schonn Elementer, déi heimat ze dinn hunn, scho vun der Chamber diskutéiert an zréckbehale ginn, natierlech och dee grousse Projet vum Assainissement, dee mer hei gestëmmt hunn am Dezember 2004, an natierlech och de Radar, dee mer hei gestëmmt hunn - effektiv ganz vill Investitiounen an eise Findel lafen a gestach ginn. Ech mengen, dass dat noutwendeg ass.

Noutwendeg ass d'Aérogare mat Sécherheet. Ech mengen, et ass keen heibannen, deen net der Meenung ass, dass et héich Zäit gëtt, dass am 21. Jorhonnert Lëtzebuerg och e Gebai do kritt, wat alle moderne Gegebenheeten ugepasst ass, souwisou och vun der Gréisst hier. Ech menge beim Assainissement war jo wuel keen hei dergéint dofir ze suergen, dass mer um Niveau vun de Kanalisatiounen, vun der Waassersanéierung eppes géinge maachen, wat och endlech géing dem 21. Jorhonnert entspriechen.

Beim Radar mengen ech war keen heibannen, deen net mat d'accord war, dass op Grond vun den neie reglementareschen europäesche Bestëmmungen am Flugkontrollwiesen et noutwendeg ass fir deen neie Radar ze kréien. Schlussendlech maache mer hei eppes, wat et eis erlaabt eise Compagnien, déi um Findel täteg sinn, och nei Méiglechkeeten ze ginn, déi se ouni Zweifel wäerte brauchen, souwuel am Beräich vum Passagéiertransport, mä virun allem och am Cargoberäich, deen e Beräich ass, deen ekonomesch fir eist Land enorm wichteg ass, dass mer déi Disponibilitéite kënne kréie fir do weiderzekommen, esou datt ech mengen, datt wa Lëtzebuerg op der Kaart wëllt bleiwen, souwuel geographesch vu senger internationaler an europäescher Mobilitéit hier wéi och ekonomesch, da sinn déi Investitiounen do noutwendeg.

Mir hunn dann dofir ze suergen, dass mer déi aner Projete wéi d'Verréckele vun der „Fuel Farm", wou mer eis mat der Gewerbeinspektioun iwwer en neie Site eens gi sinn, fir de Kommodo ze maachen, wéi och mengen ech déi Aarbechten um Niveau vum Train-tram-Projet a schlussendlech och de Parking, deen noutwendeg ass am Rahme vum Modell vu „Mobilitéit.lu", dass mer déi Saachen iwwert d'Linn kréien.

Dofir sinn ech ganz frou, dass d'Chamber gehollef huet, souwuel an der Transportkommissioun wéi och an der Comexbu, fir dofir ze suergen, dass mer eng Base légale kréien an dass mer niewebäi - als Ëmweltminister da gesot - och hei eng legal Basis kréie fir um Niveau vun der Bauschuttdeponie Héienhaff weiderzefueren. Dat ass jo mol keen Niewenaspekt, mä e wichtegen Aspekt, well Der wësst, dass mer am Moment amgaange si jo iwwerall ze versichen nei Disponibilitéien ze kréien, fir de Problem vum Bauschutt an de Grëff ze kréien.

Ech mengen, och dat ass e ganz wichtegen Aspekt vun dësem Projet, wou ech virun allem dem Rapporteur an och der Kommissioun en häerzleche Merci fir hir konstruktiv Mataarbecht wëll ginn.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Debatt definitiv ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 51 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a siwen Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement (par Mme Nelly Stein), Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener (par M. Paul-Henri Meyers), Norbert Haupert (par M. Marco Schank), Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Sauber), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel et Lucien Weiler;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Fernand Diederich), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Claudia Dall'Agnol);

MM. Xavier Bettel (par M. Niki Bettendorf), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Viviane Loschetter), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm.

7. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vum 16. Juni, wou d'Chamber déi nächste Kéier taagt, ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz an hirer Réunioun vum 2. Juni Folgendes proposéiert:

- als éischte Punkt hu mer de second vote constitutionnel iwwert d'Proposition de loi 5414, eng Revisioun vu verschiddene Verfassungsartikelen;

- dann de Projet iwwert de Lycée technique Mathias Adam an der Annexe Jenker zu Déifferdeng an

- de Projet iwwert d'Liaison Micheville.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.14 heures)

JEUDI, 16 JUIN 2005

40E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président

Ordre du jour

1. Communications
2. Ordre du jour et dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen
3. 5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

   (Second vote constitutionnel)
4. 5457 - Projet de loi relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange

   (Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
5. 5464 - Projet de loi relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville

   (Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6. Motion de M. Gast Gibéryen relative à la campagne d'information du Gouvernement dans le cadre du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe

   (Discussion générale - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf et Claude Wiseler, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen.

Une voix.- Neen, Här President.

1. Communications

M. le Président.- Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et de règlement grand-ducal suivants ont été déposés au Greffe de la Chambre des Députés:

a) 5483 Projet de règlement grand-ducal - portant certaines modalités d'application du règlement (CE) N°850/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 concernant les polluants organiques et modifiant la directive 79/117/CE - modifiant l'annexe II du règlement grand-ducal modifié du 14 décembre 1994 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits phytopharmaceutiques

Dépôt: Monsieur le Ministre de l'Environnement, le 10.06.2005

b) 5484 Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux nécessaires à l'extension et à la modernisation de la station d'épuration de Bettembourg

Dépôt: Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 14.06.2005

c) 5485 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État

Dépôt: Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 14.06.2005

3) La pétition N°268 „Initiative Renten-Gerechtigkeit" a été remise en date du 8 juin 2005. Les pétitionnaires demandent un abaissement de l'âge de la pension pour les personnes ayant cotisé pendant 40 ans.

4) Par lettre du 6 juin 2005, le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 27 au 28 avril 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et la République fédérative du Brésil;

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et les États-Unis du Mexique;

- position sur la proposition de décision du Conseil sur la conclusion, au nom de la Communauté européenne et ses États membres, d'un protocole à l'accord entre la Communauté européenne et ses États membres, d'une part, et la Confédération suisse, d'autre part, sur la libre circulation des personnes, concernant la participation, en tant que parties contractantes, de la République tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovénie et de la République slovaque, à la suite de

leur adhésion à l'Union européenne;

- résolution sur le rapport annuel sur les droits de l'homme dans le monde en 2004 et la politique de l'Union européenne en matière de droits de l'homme;

- résolution sur la situation des Roms dans l'Union européenne;

- résolution sur la modernisation de la protection sociale et le développement de soins de santé de qualité;

- résolution sur la stratégie de l'Union européenne pour la Conférence sur les polluants organiques persistants qui se tiendra à Punta del Este.

2. Ordre du jour et dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen

Mir kommen dann zu der Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution.

Ech mierken, dass den Här Gibéryen d'Wuert freet zum Ordre du jour. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech géif mer erlaben eng Motioun hei ze deponéiere wou mer frou wiere wa mer déi haut kéinten op den Ordre du jour kréie well elo eng länger Zäit keng Chamberssëtzung méi ass.

Déi Motioun handelt iwwert d'Informatiounscampagne, déi d'Regierung am Zesummenhang mat dem Referendum vum 10. Juli mécht, wou ëmmer méi Leit bei eis intervenéieren, datt déi Campagne ganz eesäiteg vun de Spote gehale gëtt, an esou virun an esou weider. Mä ech wëll dat elo net erklären, dat géife mer da méi am Detail maachen, wann d'Motioun géif zur Diskussioun kommen. An déi Motioun hei hätt zum But d'Regierung ze invitéieren eng objektiv an neutral Campagne ze maachen am Zesummenhang mat der Informatioun zum Referendum vum 10. Juli.

Une voix.- Très bien.

Motion

La Chambre des Députés,

- considérant que dans le cadre de tout référendum le Gouvernement est obligé de fournir aux électeurs des informations objectives et neutres;

- considérant que la campagne d'information du Gouvernement dans le cadre du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe ne respecte pas les critères d'objectivité et de neutralité;

- considérant que cet état des choses est intolérable alors que la prédite campagne est financée par des deniers publics;

- considérant qu'il y a lieu de signaler que le Conseil d'État français, au vu de l'emploi de deniers publics, a invité le Gouvernement français de mener une campagne d'information n'influant pas le résultat du référendum et qu'il y a lieu de suivre un raisonnement identique au Luxembourg;

demande au Gouvernement

- d'arrêter la campagne «d'information» actuelle alors qu'elle ne respecte pas les critères d'objectivité et de neutralité;

- d'élaborer ensemble avec la Chambre des Députés une nouvelle campagne d'information objective et neutre mettant à disposition des électeurs toutes les informations nécessaires leur permettant à se décider en connaissance de cause;

- de lancer cette nouvelle campagne d'information dans les meilleurs délais.

(s.) Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Normalerweis géif ech elo déi Motioun hei an d'Presidentekonferenz verweise fir dann traitéiert ze ginn. Vu d'Demande vum Här Gibéryen dass déi Motioun haut schonn op den Ordre du jour soll kommen, géif ech gären d'Attitüd vun de Fraktiounen dozou wëssen.

Wie freet d'Wuert?

(Interruption)

Den Här Bausch!

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, ech mengen et muss ee vläicht awer den Text eng Kéier ze liese kréien, mä vum Prinzip hier sinn ech ëmmer dofir, dass, wann eppes d'actualité kënnt, wéi dës Motioun, een dann am beschten huet et évacuéiert een dat relativ direkt. Ech mengen, datt ee vläicht iergendwéi soll kucke fir dee Punkt vun de Kolleege vum ADR dertëschent ze setzen an dann duerno ze diskutéieren. Dat ass op alle Fall d'Propos vun eiser Fraktioun.

M. le Président.- Dat ass eng gutt Propos. Ech géif Folgendes proposéieren, dass mer déi Motioun hei elo géife fotokopéieren, ausdeelen an dann nom zweete Punkt vum Ordre du jour drop zréckkommen an décidéieren, ob mer déi an der Sitzung vun haut évacuéieren oder an enger spéiderer Sitzung. Voilà.

(Interruption)

Här Gibéryen, mir brauchen de Moment net méi iwwert den Ordre du jour ze diskutéieren, mir maachen dat zu engem spéideren Zäitpunkt vun der Sitzung.

Mir kommen da wéi gesot zur Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution.

3. 5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

De 15. Mäerz 2005 huet d'Chamber eng éischte Kéier iwwert dës Proposition de loi ofgestëmmt. D'Chamber ass haut opgeruff am second vote constitutionnel doriwwer ofzestëmmen. Bei dëser Proposition de loi ass laut Artikel 114 vun der Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Membren erfuerdert. De Vote par procuration ass net erlaabt. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht.

Ech weess net, ob elo de Rapporteur, sou wéi déi eenzel Fraktiounen nach eng Kéier wëllen zu dëser Propositioun Stellung huelen, mä ech mengen dat wier net de Fall, well mer dat jo de 15. Mäerz hei am Detail diskutéiert haten. Wann also kee sech zu Wuert mellt, da géife mer elo zur Ofstëmmung kommen.

Second vote constitutionnel

D'Proposition de loi ass am second vote constitutionnel mat 45 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm a bei kenger Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, MM. Emile Calmes, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour an dat ass de Projet de loi relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam zu Déifferdeng. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meisch, den Här Schreiner, d'Madame Loschetter an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nelly Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

4. 5457 - Projet de loi relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange

Rapport de la Commission des Travaux publics

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Stat huet d'Aufgab eise Schüler déi Infrastrukturen zur Verfügung ze stellen, déi se fir hir Bildung a fir hir Entfalung brauchen.

Une voix.- Très bien.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Et muss dat e permanenten Effort si fir déi schoulesch Infrastrukturen am A ze behalen, fir dann op Grond vun dëser Analys Mesuren anzeleede fir Gebaier ze renovéieren, a Stand ze setzen oder komplett nei ze bauen.

Sou wéi déi viregt Regierungen hélt och dës Regierung sech dëser Aufgab un an de Regierungsprogramm vum August 2004 enthält eng Partie Virgaben, déi op eng mëttel- a laangfristeg Qualifikatioun vun de Schoulinfrastrukturen hinzilen. D'Investitiounen an deene leschten 20 Joer loossen sech weisen an ënnermaueren d'Engagement vun de Regierungen. Am Zäitraum vun 1985 bis 1999 chiffréieren sech d'Investitiounen op 547 Milliounen Euro - dat sinn 22 Milliarde Lëtzebuerger Frang. Alleng an der leschter Legislaturperiod ënnert der Bauteministesch Erna Hennicot goufe 559 Milliounen an d'Schoulen investéiert - dat sinn 22,5 Milliarden; also an deene leschten 20 Joer am Ganzen zirka 45 Milliarde Lëtzebuerger Frang.

Den Objet vum virleienden Text ass op d'mannst e bëssen aus enger Nout eraus gebuer. Ech war mech op der Plaz selwer dovunner iwwerzeegen, datt d'Annexe Jenker schnell muss a Stand gesat ginn, well se sech an engem katastrophalen a fir d'Schüler an d'Enseignanten net zoumuttbarem Zoustand befënnt. Ech sinn dofir ganz frou, datt et net nëmmen zu enger Renovatioun kënnt, mä datt déi zwee bestoend Fligelen duerch en drëtte complétéiert ginn. Et ass virun allem d'Tatsaach, datt d'Schüler vum Enseignement préparatoire, dat heescht déi Schüler, déi e besonneschen Encadrement an eng besonnesch Ënnerstëtzung brauchen, elo an de Genoss vun neien Infrastrukture kommen.

Datt an dësem Gebai iwwerhaapt nach Schoul gehale ginn ass, dat verdanke mer dem gudde Wëllen, dem Engagement an der Ausdauer vun dem Léierpersonal an der Direktioun. Mä et kann ee sech allerdéngs d'Fro stellen: Wéisou koum et zu dëser Situatioun?

An do wëll ech just drun erënneren, datt dëst Gebai eng ganz laang Virgeschicht huet. Déi al Gemengeschoul Jenker gouf 1994 vum Stat iwwerholl an huet sech deemools schonn an engem schlechten Zoustand befonnt. Et gouf ee sech driwwer eens, datt nëmmen eng komplett a schnell Rehabilitatioun vum Gebai d'Sécherheet vun de Schüler kéint assuréieren.

D'Astandsetzung gouf deemools un den Erëmopbau vum Lycée Technique Mathias Adam geknäppt, mä gouf awer leschten Enns op Äis geluecht, well sech kee passende Site fonnt huet oder vläicht méi richteg, de Site vum Lycée Technique Mathias Adam huet sech net gëeegent, fir do och nach de Préparatoire drop ze bauen - a mir wësse jo wéi laang et fir de Lycée Technique Mathias Adam gedauert huet; un déi ganz Polemik kënne mer eis erënneren; mir kënnen eis erënnere wéi laang déi Terrainsfro gedauert huet, ier se iwwerhaapt geléist ginn ass.

D'Regierung ass awer elo zum Schluss komm, datt d'Infrastrukturen net méi de Bestëmmungen an de Standarden um Niveau vun der Sécherheet a vun der Salubritéit entspriechen. An et wier leschten Enns eng Fro vum Respekt virun deene Schüler, dat heescht deenen aus dem Préparatoire, déi just déi sinn, déi an eisem Schoulsystem déi meeschte Problemer hunn.

Här President, den Text, dee mer haut diskutéieren, gouf de 6. Abrëll 2005 vum Bauteminister Claude Wiseler an der Chamber erabruecht. De Statsrot huet den 3. Mee säi positiven Avis zu dëser Virlag ofginn an an de Kommissiounssëtzunge vum 2. a vum 24. Mee ass alles duerchdiskutéiert ginn. Mäi schréftleche Rapport ass den 1. Juni 2005 ugeholl ginn. Ech wëll just soen, dass d'Aarbechten an der Kommissioun ganz schnell konnten ofgeschloss ginn, well de Minister a seng Leit eis de Projet in extenso virgestallt hunn a well se eis op all Fro eng zefridde stellend Äntwert konnte ginn.

Wéi schonns erwähnt setzt sech d'Annexe aus zwee verschiddene Gebaier zesummen. Dat eent Gebai mat Klassesäll an dat anert mat den Atelieren a mat der Sportshal. D'Gebai mat de Klassesäll gëtt den Normen um Niveau vun der Fonctionnalitéit ugepasst; och wa sech géif eng Rundumerneierung imposéieren. Dat zweet Gebai muss ganz ofgerappt ginn, a sur place kann ee sech dovun iwwerzeegen, dass et dozou einfach keng Alternativ gëtt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et gëtt duerch en Neibau ersat, wou um Rez-de-chaussée déi verschidden Atelierë mat Annexen an d'Spezialsäll fir Chimie, Physik an Informatik ënnerbruecht ginn. Um éischte Stack kënnt de Sportssall mat de Vestiairen.

Déi zwee Gebaier ginn duerch en neie Fligel complétéiert, an dat laanscht d'Rue Pierre Frieden, mat Kantin a Kichen, engem Multimediasall, engem Konferenzsall an zwee Niveauë mat Klassesäll.

Déi funktional Conceptioun vum Projet bitt eng Partie Avantagen. Déi nei Gebailechkeete si méi sécher a méi polyvalent notzbar. Déi verschidden Deeler si besser vunenee getrennt, wat virun allem um akustesche Plang eng Rei Verbesserunge bréngt. D'Gebaier entspriechen allen Normen, an dat souwuel wat d'Accessibilitéit fir Handicapéierter wéi och d'Sécherheet betrëfft.

Och um ekologesche Plang beim Choix vun de Materialie léisst dëse Projet näischt ze wënschen iwwreg. An ech wéilt vun der Geleeënheet profitéieren, Här President, fir den Auteure vum Projet ze félicitéiere fir déi gutt Aarbecht, dee ville Wäert, deen si op d'Ekologie bei dësem Bau geluecht hunn.

Et ass virgesinn, ech zitéieren nëmme just, dass eng gutt thermesch Isolatioun virgesinn ass, wouduerjer Energie ka gespuert ginn. D'Reewaasser gëtt opgefaangen - et ass ëmmerhin dat, Här Mehlen; wann ee wëllt ekologesch bauen, fänkt een domadder un.

(Interruption)

D'Méiglechkeet vun der Holzheizung ass allerdéngs fale gelooss ginn, well se analyséiert gouf a well et sech erwisen huet, datt aus ekonomeschen a praktesche Grënn sech dat net kéint maache loossen.

Och fir d'Plantatiounen, wat fir lech vläicht erëm eng Selbstverständlechkeet ass, wëll ech awer kuerz erwähnen, dass et vu pedagogeschem Wäert ass, dass d'Auteure vum Projet virgesinn hunn, fir ronderëm d'Schoul nëmmen einheimesch Beem ze planzen.

De Projet gëtt an dräi Phasen, déi gutt preparéiert sinn, duerchgefouert, wat de Virdeel huet de Schoulfonctionnement mat e puer minimalen Aschränkunge weider ze garantéieren. Zu dësen Aschränkunge gehéiert ënner anerem de Recours op Préfabriquéën. D'Bauaarbechten, déi de meeschte Kaméidi verursaachen, konzentréiere sech virun allem op d'Méint vun de Vakanzen, wat de Kaméidi op en tolerabelen Niveau erofsetzt.

Et sief preziséiert, datt d'Duerchféiere vum Projet an e puer Phasen net zum Nulltarif ka geschéien - an dat weess jiddfereen, deen dat scho mol versicht huet a senger Gemeng -, mä datt dat e Surcoût vun 1,5 Milliounen Euro bedeit. Mä et lount sech awer fir de Projet an dräi Phasen ze maachen. De Projet kascht ronn 27 Milliounen Euro, bei engem Bauindex, dee sech op 600,88 Punkte beleeft.

Der Iddi vum Statsrot, fir d'Käschten dem leschte Bauindex unzepassen, ass d'Educatiounskommissioun net nokomm, déi sech an dësem Punkt der Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire vun der Chamber ralliéiert huet.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir de genauen techneschen Detail vun dësem Projet verweisen ech op déi administrativ an technesch Partie vum Document parlementaire. Ech si besonnesch frou iwwert dëse Projet, deen elo schnell Remedur schaaft, an enger ontragbarer Situatioun fir déi betraffe Schüler an Enseignanten. An deem Sënn kann ech och elo scho vun hei aus den Accord vun der CSV-Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Stein, fir Äre Rapport. Den éischte Riedner ass den honorablen Här Claude Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gesitt en zefriddenen Déifferdenger Buergermeeschter virun Iech, well ee vun deene Problemer, deen a senger Gemeng zanter enger ganzer Rei vu Jore bestanen huet, nämlech e Schoulgebai, e Secondairesgebai, dat net an deem allerbeschten Zoustand war, dann elo wierklech soll renovéiert ginn, an dat vu Grond op, mat deelweis ganz neien Annexen, déi dann do geschafe ginn.

D'Rapportrice - déi däerf ech félicitéiere fir hire schréftleche wéi och mëndleche Rapport - ass dorobber agaangen, weder d'Sécherheet nach d'Attraktivitéit vun deem Gebai hunn deem entsprach, wéi et haut soll sinn, a weider ass dat dote Gebai eben net ëmmer nëmmen duerch positiv Schlagzeilen opgefall. Esou datt et ze begréissen ass, datt elo wierklech hei d'Chamber dann iwwer esou ee Projet vun enger Renovatioun vum

Jenker, wéi mer en zu Déifferdeng nennen, ka befannen. An d'Hoffnung besteet, datt mer dann do sou schnell wéi méiglech och ukomme mat der Renovatioun. Mä mer wësse jo awer, datt dat net vun haut op muer herno och wäert exekutéiert ginn; datt déi Schoul soll renovéiert gi währenddeem de Schoulbetrib kann oprechterhale ginn, deelweis am Gebai, deelweis op d'mannst op deem Site a Préfabriquéën; an datt dat dann dozou bäidréit, datt mer eng laang Bauzäit och wäerten hunn, mä et wäert dat mat Sécherheet derwäert sinn.

Dir wësst, mäi Mea culpa kann ech do och soen, a menger Fonctioun als Déifferdenger Buergermeeschter, well dat Gebai, ëm dat et hei geet, de Jenker, dat d'Annexe ass vum LTMA vu Péiteng, huet an der Zäit der Gemeng Déifferdeng gehéiert an et ass eben net réischt an deen Zoustand do komm, wou et elo ass, nodeems de Stat Propriétaire ginn ass. Mä et war vläicht och schonn an engem net allze gudden Zoustand, wéi d'Gemeng nach Propriétaire war. Dat soll awer och der Eierlechkeet halber hei gesot ginn.

Dat Gebai befënnt sech an engem Quartier résidentiel. Et ass u sech net üblech, datt an esou engem Quartier wéi deem dote Schoulgebaier fonctionnéieren. Mä hei ass et jo och net e grousse Lycée, deen 1.000, 1.200 oder 1.500 Schüler unzitt. Et sinn der momentan 320, déi am Préparatoire oder am sou genannte Modulaire déi Schoul do besichen. An et wäerten der och no der Renovatioun net däitlech vill méi sinn.

Wann ech gesot hunn, Dir gesitt en zefriddene Buergermeeschter virun Iech, esou wëllt dat awer net heeschen, datt mer mat all Punkt och hei Satisfaktioun kritt hunn. D'Gemeng Déifferdeng hat u sech proposéiert fir ze kucken, ob amplaz eng komplett Renovatioun, virun allem wa se esou opwänneg ass wéi déi heiten, ob net d'Opportunitéit bestanen hätt fir gläich e ganz neit Gebai méi grouss op enger anerer Plaz ze bauen. Nun, dat ass op jidde Fall an dëser Phas nach net zréckbehale ginn.

Mä mer wäerten do allerdéngs, wann ech als Déifferdenger Buergermeeschter ka schwätzen, déi Hoffnung net opginn. Virun allem wann ee kuckt, wéi d'Awunnerzuel evaluéiert huet an eiser Gemeng. Virun allem wa mer awer och kucken, wéi d'Schülerzuel bei eis am Primaire evaluéiert huet, déi wierklech explodéiert ass am Laf vun deene leschten zéng, 15 Joer.

A wann een hei gesäit, datt jo hei e Gebai renovéiert gëtt, ouni datt awer d'Capacité d'accueil däitlech an d'Luucht geet. Wa mer och wëssen, datt zu Péiteng jo en neit Schoulgebai, e Lycée technique am Bau ass, mä awer dat eben en anert bestehend Gebai dann och soll ersetzen, also do och net däitlech méi zousätzlech Capacitéit wäert geschafe ginn am Kordall. Wa mer wëssen, datt déi demographesch Evolutioun, déi mer zu Déifferdeng kennen, mat Sécherheet och fir aner Gemengen an där Regioun do gëllt, da mengen ech soll d'Iwwerleeung nach wie vor derwäert sinn ze kucken, ob net d'Gemeng Déifferdeng e wierklech richtege Lycée als drëttgréisst Gemeng mat 20.000 Awunner verdéngt hätt; a mir wäerten déi Hoffnunge mat Sécherheet net esou schnell opginn.

Eng Hoffnung, déi ech och begrënne mat dem Plan sectoriel „lycées", dee jo vun der leschter Regierung opgestallt ginn ass, wou och kloer gesot ginn ass, datt, wann d'Evolutioun esou weidergeet mat de Schülerzuelen, wéi dat dee Moment prognostizéiert war, nach en zousätzleche Lycée an d'Regioun Süde sollt kommen; nieft deenen, déi scho geplangt an décidéiert, respektiv am Bau sinn, déi mer alleguerte kennen. Déi Décisioun ass jo nach net getraff an esou si mer der Meenung, datt et nach wie vor gutt Argumenter gëtt.

D'Gemengenautoritéiten hunn d'ailleurs och scho gekuckt an hirem PAG e Site ze reservéieren, deen dann och deementspriechend klasséiert gëtt, fir wann eng Kéier déi Décisioun do géing falen, datt mer net dann eréischt op d'Sich no engem Site misste goen. Mä mir hunn, nieft dem sou genanntene Plateau funiculaire op enger Friche industrielle, also matzen an Déifferdeng bei all de Verkéiersinfrastrukture vu Stroossen, Bus a Bunn, en Terrain reservéiert, deen dann och esou laang sollt reservéiert bleiwen, bis déi Décisioun dann do eng Kéier an déi eng oder an déi aner Richtung geholl gëtt.

An deem Sënn si mer zwar frou, datt hei dee Projet realiséiert gëtt. Et ass e Plus un Attraktivitéit fir dat Gebai. Woubäi d'Fro sech och stellt, an ech wär frou dann haut am Laf vun dëser Debatt eng Äntwert dorobber ze kréien, ob et herno nëmmen de Modulaire ass, dee weiderhin an dat dote Gebai wäert kommen oder ob do och aner Klasse kënnen dovunner profitéieren. Et wäert, egal wat fir eng Klassen do erakommen, méi een attraktiivt Gebai ginn. Et wäerten deelweis méi Schüler erakommen. Et wäert eng Opwäertung fir dee ganze Quartier ginn a fir all déi Leit, déi bis elo do Schoul gehalen hunn.

Mat Sécherheet wäerten si mat anere Viraussetzungen elo un hir Aarbecht kënnen erugoen, eng Aarbecht, fir déi ee se wierklech muss félicitéieren, wou se trotz deenen net allerbeschte Konditiounen am Laf vun deene leschte Joren dach hiert Bescht gemaach hunn am Interesse vum Enseignement am Jenker zu Déifferdeng.

An der Hoffnung, datt de Projet schnell kann ufänken, schnell ka realiséiert ginn ënnert deene Prémissen, déi mer alleguerte kennen, an datt dann herno e flott Gebai do steet, an datt, wat d'Schoulinfrastrukturen zu Déifferdeng am Kordall an an der Regioun Süden an Zukunft ugeet, nach dat eent oder dat anert Positives kann décidéiert ginn, wëll ech dann heimadder den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Schreiner ageschriwwen. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Här President, Madame an Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll fir d'alleréischt och mol domat ufänken, dass ech der Rapportrice, der honorabeler Madame Nelly Stein Merci soe fir hiren ausféierlechen…

(Interruptions diverses)

Une voix.- Très bien!

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Den Här Meisch huet dat och gemaach, awer do huet d'Madame Stein leider net nogelauschtert.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice*.- Dach, ech hat nogelauschtert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Kann ech weiderfueren?

M. le Président.- Madame Brasseur, loosst den Här Schreiner seng Ausféierunge maachen. Keng Privatgespréicher!

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Bon, ech soen da Merci fir deen ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. E Rapport, dee mengen ech ganz gutt erëmginn huet, wéi noutwendeg an urgent dat Gesetz ass, iwwert dat mer haut hei befannen a wéi wichteg déi Investitioune sinn, déi mer am Kader vun dësem Gesetz maachen.

Et kann ee soen, dass mat dësem Gesetz effektiv de laange Leidenswee vun dësem Gebai endlech en Enn fënnt an dass souwuel d'Direktioun wéi déi 48 Enseignanten an 320 Schüler, déi an deem Gebai do all Dag sinn, endlech Perspektive fir d'Zukunft opgezeechent kréien an no laangem Waarden elo d'Liicht um Enn vum Tunnel gesinn.

Ech wëll elo net hei an den Detail vum Projet agoen. Et ass e gudde Projet, dee vun der Rapportrice hei beschriwwe ginn ass an dee jo och am Gesetzestext an der technescher an an der administrativer Partie ganz explizit erläutert ginn ass, an deen och d'Zoustëmmung mengen ech vun alle Concernéierten, virun allem deenen, déi op der Plaz sinn, wäert fannen.

Ech wëll just soen, dass ech et gutt fannen, dass de Projet an dräi Phase realiséiert gëtt, fir esou parallell zu den Aarbechten de Fonctionnement vun der Schoul weider ze garantéieren. E Relogement vun de Schüler wier effektiv schlecht gewiescht. Ech fannen et och richteg a wichteg, dass bei dësem Projet versicht ginn ass - et ass och scho gesot ginn hei - allen heitege Kritären a puncto Sécherheet, ekologesche Standarden an och der Accessibilitéit vun den handicapéierte Persoune gerecht ze ginn, ouni dass et zu engem iwwerdriwwene Luxus kënnt. Esou dass ee ka soen, dass de Konzept fonctionnel ass, an dass déi 27 Milliounen Euro, déi hei investéiert ginn, gutt ugeluecht sinn, fir dass dat Gebai erëm an esou séier wéi méiglech an en Zoustand versat gëtt, dass en Enseignement ënner anstännegen a wierdege Bedingungen erëm do méiglech ass.

Haut ass dat op alle Fall net de Fall, a wann ee sech de Jenker mol eng Kéier ukucke geet, net nëmme vu baussen, och vu bannen, a grad wéi d'Madame Stein hunn ech dat och gemaach - mir waren awer net zesummen dohinner -, dann traut een effektiv sengen…

(Interruptions et hilarité)

Mir hätten dat jo kéinte maachen. Mä mir haten eis net ofgeschwat. Dat war Intuitioun, ne!

…dann traut een effektiv sengen Aen net an et stellt ee sech d'Fro, wéi et méiglech ass, dass mer haut an eisem Land nach Schoulgebaier hunn, déi an esou engem schlechten Zoustand sinn.

Wa mer elo grad héieren hunn, wéi vill Suen an deene leschte Jore vun deene jeeweilege Regierungen an eis Lycéeën, an eis Schoulgebaier investéiert gi sinn, dann ass dat richteg an dat ass och luewenswäert an dat ass och gutt esou, mä dat ass natierlech keen Trouscht fir all déi Leit, déi all Dag dat Gebai do zu Déifferdeng fréquentéieren. Zumindest fir dëst Gebai muss ech da soen, an och vläicht méi kritesch soen, hu mer dann eis Hausaufgaben net gemaach.

Ech wëll awer och do elo keng Scholdzouweisunge maachen a scho guer net dem heitege Minister, dee ganz sécher de Mérite huet deem Dossier eng bestëmmte Prioritéit zoukomme gelooss ze hunn, e Projet dee jo eigentlech schonn 2003 praktesch fäerdeg war. Hien huet awer de Verdéngscht, e weidergedriwwen ze hunn an en och elo finaliséiert ze hunn. A wann am Text vum Projet de loi jo selwer steet, an ech zitéieren - an Dir hutt et all gelies -: «L'état général des installations existantes, les conditions de sécurité, de salubrité et d'accueil sont déplorables à un point tel qu'une réhabilitation urgente ne devient pas seulement une question de sauvegarde d'espace scolaire, mais également une question de dignité à l'encontre des élèves qui sont les plus démunis dans notre système scolaire.», da seet dat eigentlech genuch aus.

Et muss ee wëssen an et ass och schonn hei gesot ginn, dass dat Gebai 1961 gebaut ginn ass an dass zënterhier net méi dran investéiert gouf. A schonn 1994, dat ass och hei gesot ginn, wou de Stat d'Gebai vun der Gemeng Déifferdeng ofkaaft huet fir d'Klasse vum Régime préparatoire vum Lycée technique Mathias Adam dran ze logéieren, war et an engem ganz schlechten Zoustand an deemools hunn d'Experte schonn drop higewisen, dass nëmmen eng schnell a komplett Rehabilitatioun vum Gebai d'Sécherheet vun de Schüler kéint garantéieren. Haut, 11 Joer duerno, si mer um Terrain nach ëmmer kee Meter virukomm, ausser enger Rei vu provisoreschen Aarbechten, déi gemaach gi sinn, déi awer éischter eng Drëps op e waarme Stee sinn.

Et muss een och soen, dass et an deene leschte Joren - an d'Madame Stein huet dat och schonn hei relevéiert - d'Schüler an d'Enseignante selwer waren, déi vill an hire Klassesäll gepléischtert hunn, geschafft hunn, mat de Moyenen, déi se haten, fir selwer e bëssen dat Néidegst ze maachen an an d'Rei ze setzen, fir dass ënner eenegermoossen akzeptabele Konditiounen iwwerhaapt do Schoul konnt gehale ginn.

Ech konnt mech selwer dovunner iwwerzeegen, dass virun allem déi gängegst Sécherheetsnormen net méi garantéiert sinn hautdësdags. De Joresbericht 2004 iwwert d'Préifung vun der Sécherheet am Gebai, dee vum saarländeschen TÜV opgestallt ginn ass am Oktober vum leschte Joer, weist och op eng Rei vu Mängel hin, wéi d'Sécherheetsluuchten, déi net ginn, Brandmeldeanlagen, déi net fonctionnéieren, Feierdieren, déi net installéiert sinn, Feierläscher, déi schonn 1999 hätte missen op hire Fonctionnement hin iwwerpréift ginn, oder Fluchtweeër, déi entweder guer net bestinn oder respektiv onlieserlech beschëldert sinn.

An der Äntwert op eng Question parlementaire huet de Minister mer de 15. Abrëll gesot, dass an Tëschenzäit eng Rei vu Moossnamen am Interesse vun der Sécherheet duerchgefouert gi wieren, wéi d'Mise en conformité vun de Feierläscher, d'Mise en conformité vun der Beliichtung an de Klassesäll an an den Atelieren, d'Elaboratioun vun Evakuatiounspläng, d'Verstäerkung vun den Dieren a Fënsteren oder d'Mise en conformité vun der Heizungsinstallatioun.

Ech muss allerdéngs soen, dass ech selwer de 24. Mee, also no där Äntwert vum Här Minister, op der Plaz war an awer do de Constat konnt maachen, dass an enger Rei vu Beräicher, déi ech elo hei opgezielt hunn, eng ganz Rei vu Mängel weiderbestinn an dass weider dréngend Handlungsbedarf besteet. Och déi Aarbechten, déi elo nach fir d'Rentrée programméiert sinn an enger Gréisstenuerdnung vu ronn 50.000 Euro si sécher néideg, mä awer nach laang net ausreechend.

Et ass sécher och net normal, dass zum Beispill, wat den Turnberäich ugeet, et eigentlech mol keng Vestiairë gëtt an deem Gebai. D'Jonge mussen sech un- an ausdoen an engem klenge Raum, wou d'Turngeräter normalerweis ofgestallt ginn, an d'Meedercher mussen dat am Sous-sol maachen a Raimlechkeeten, déi haut nach absolut insalubre sinn.

Och déi aner Sozialraim sinn absolut onzureechend. Zum Beispill hu mer eng Schoulkantin, déi aus e puer Dëscher besteet fir 320 Schüler a fir déi 48 Enseignanten. Do gëtt et eng eenzeg Toilett fir d'Häre an eng eenzeg Toilett fir d'Dammen.

Well et an dëser Struktur och 23 Klasse gëtt, awer nëmme 17 Klassesäll zur Verfügung stinn, sinn dann am Haff Containeren, fir verschidde Klassen ze logéieren, wou et dann am Wanter an am Summer zu extremen Temperature kënnt, wou d'Konditioune fir Schoul ze halen oder fir Schoul gehalen ze kréien, absolut anescht wéi agréabel sinn.

Da muss een och nach soen, dass d'Gebai weder surveilléiert ass, nach duerch eng Alarmanlag ofgesécher ass, wat jo och elo am Virfeld vun den Transformatiounsaarbechten awer nach nogeholl soll ginn.

Wann een all déi Mängel do gesäit, dann erkennt een, dass e ganz dréngenden Handlungsbedarf besteet, an et versteet een och e bëssen d'Direktioun, d'Professeren an d'Schüler, wa se d'Gefill hunn, si wieren an deene leschte Jore staark vernoléissegt ginn an am Ree stoe gelooss ginn. A wann ee weess - an dat ass jo och scho gesot ginn -, dass déi Schüler, déi hei de Préparatoire besichen, meeschtens Schüler sinn, déi aus engem soziale Milieu kommen, deen net onbedéngt zur ieweschter Schicht vun eiser Gesellschaft ze zielen ass, da kann een hinnen och net verdenken, wa se mol heiansdo soen: „Mat eis kënnen si et jo da maachen."

Mä gutt, alles dat soll jo elo en Enn kréien, e glécklecht Enn hoffentlech. Et wier ze wënschen, dass wann de Projet elo haut hei gestëmmt ass, d'Aarbechten an de beschtméiglechen Délaië kéinten ugoen. Si solle jo dräi Joer daueren. Am Budget vum Joer 2006 misste jo dann och déi éischt Kreditter dofir virgesi kënne ginn.

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, dass de Projet, esou wéi e konzipéiert ass, effektiv e gudde Projet ass, deen dem Jenker an och deem Type d'enseignement déi Plus-value bréngt, déi si brauchen an och verdéngt hunn, an dofir bréngen ech och hei d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Als nächste Riedner ass ageschriwwen d'Madame Loschetter. Madame Loschetter wann ech gelift.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Häre, villes oder souguer bal alles ass schonn zu dësem bluttnoutwennege Projet de loi gesot ginn. Et gëtt hei probéiert sou gutt a sou séier wéi méiglech der Annex Jenker eng nei Figur ze ginn, eng Figur déi mënschewierdeg oder vill besser gesot jugendwierdeg ass an déi den Numm vu Schoul verdéngt, sou wéi et och am Projet de loi steet: «une question de dignité à l'encontre des élèves qui sont les plus démunis dans notre système scolaire».

Erlaabt mir dofir, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir net méi op de Fong vum Projet de loi anzegoen, well mir eis heibanne jo alleguerten doriwwer eens sinn, mä op d'Form vun der Entstehung an de Wee vun dësem Projet de loi.

1994 ass de Régime préparatoire agefouert ginn. An ech géif just gäre kuerz dorun erënneren, well et ganz oft vergiess gëtt, datt dee Régime préparatoire eng Filière ass vum Cycle inférieur vum Enseignement secondaire technique, also de Préparatoire gehéiert zum technesche Lycée. Dat gëtt immens oft vergiess, well sech de Préparatoire eigentlech bal ëmmer a ghettosähnlechen Annexen erëmfënnt a bal ni oder nëmme ganz wéineg a sou gesote Mammegebaier mat integréiert ass.

De Lycée Technique Mathias Adam vu Péiteng huet Plaz gesicht fir déi nei Filière an esou koum et, datt eng al Gemengeschoul - wéi scho gesot ginn ass -, d'Jenker-Schoul vun Déifferdeng, an ech zitéieren: «déjà à l'époque le bâtiment se trouvait dans un état avancé de vétusté», als Deel vum technesche Lycée eng nei Missioun kritt huet.

Eigentlech sollt dëst just eng ongemittlech Iwwergangsléisung sinn, well en neit Gebai geplangt war wou all d'Filièrë sollte rassembléiert ginn. Mä et war schwiereg e passenden Terrain ze fannen an dofir gouf dann och am Joer 2001 décidéiert de Régime préparatoire aus deem Jenker vum Rescht vun dem Lycéesprojet lasszekoppelen a just fir d'Annex Jenker e Projet de loi an der Chamber ze déposéieren.

Awer hei musse mir dräi Fakte festhalen:

1. Obwuel et nach keen adequaten Terrain gouf, war awer e Projet do fir de ganze Lycée ze regruppéieren. Dëst hat och seng Ursaachen, pedagogescher ganz sécherlech, mä och anerer, déi mir zum Beispill am Plan directeur sectoriel „lycées" erëmfannen.

Ech zitéiere ganz kuerz doraus: «en ce qui concerne les formations sans contraintes de rareté,…», wat och de Cycle inférieur ass, «…qui englobent actuellement 81% des élèves, une répartition nationale homogène est envisagée, sachant qu'à l'heure actuelle ces formations sont déjà présentes dans la plupart des lycées techniques». E bësse méi wäit steet dann och do: «…qui viendront se greffer sur un tronc large formé par les cycles inférieurs complets du classique, du technique et du préparatoire. Ces formations ne nécessitent en effet guère d'infrastructures et d'équipements spécifiques». Hei ass awer trotzdeem décidéiert ginn, d'Annex Jenker getrennt vum Rescht vum Lycée ze halen.

2. Et huet nawel véier Joer gedauert tëscht der Décision d'urgence, déi sech dann och iwwer all Planifikatioun a pedagogesch Konzepter ewechgesat hat, an dem Vote vum Gesetz iwwert d'Zukunft vum Jenker, dat heescht, de Vote vun haut.

3. D'Schülerinnen an d'Schüler vum Régime préparatoire gi vun 1994 bis Juli 2006 - dat ass do wou d'Aarbechten am Jenker ufänken, respektiv Enn 2009, dat ass do wou déi Aarbechten am Jenker da fäerdeg sinn - an eng Schoul déi an engem desolaten Zoustand ass. 1994 bis 2009, dat si 15 Joer wou d'Schüler - wéi et esou baarmhäerzeg am Projet de loi steet: «des élèves qui sont les plus démunis dans notre système scolaire» - an eng Schoul ginn, déi ausgesäit wéi eng Schoul aus engem Land, dat an der Faillite ass.

2001 ass décidéiert gi fir dem Jenker en eegene Projet de loi ze maachen. De Projet de loi ass dunn de 6. Abrëll 2005 déposéiert ginn, den 3. Mee 2005 hate mir schonn den Avis vum Conseil d'État, de 24. Mee 2005 hu mir de Rapport an der Kommissioun gestëmmt an haut, de 16. Juni 2005, gëtt dee Projet gestëmmt.

Knapp zwee Méint huet déi ganz legislativ Prozedur gebraucht an doriwwer, Här President, Här Minister, si mir all frou heibannen.

Zwee Méint no 15 Joer waarden, dat ass schonn ee bemierkenswäerte Kontrast. An dëst huet alleng domadder ze dinn, dass no 15 Joer an enger Indifférence quasi totale, dës Schoul a virun allem déi Schülerinnen a Schüler „les plus démunis" elo endlech eng Lobby haten. An dës Lobby ass soss kee wéi eise Premier gewiescht, dee Gott sei Dank zum richtege Moment eng Kéier duerch Zoufall Zäit hat fir owes de Journal op der Tëlee ze kucken. Hien huet dank engem perseverante Journalist de Ras-le-bol vun de Schüler an Enseignantë via Biller vun der Vétustéit vum Gebai matkritt. A wéi dat dann och esou geet, dank dem Journalist oder dank dem Premier, gëtt op eemol bal alles méiglech.

Mä, Här President, och wann dës Geschicht gutt ausgeet, sou kann dat dach net de Wee si wéi eist Land seng Schoulinfrastrukture géréiert. Well wat maache mir da mat deenen anere Schoulen oder Annexen an eisem Land, déi ähnlech ausgesinn, wéi zum Beispill zu Gréiwemaacher, wéi zum Beispill zu Ettelbréck, wéi zum Beispill Annexen um Kierchbierg vum LTC, wou et era reent, wou d'Fënsteren net dicht sinn an esou weider; well där ginn et nach eng etlech am Land.

Misst et net esou sinn, Här President, datt de Bauteministère an engem globale Konzept an dësem Fall mam Educatiounsministère mat agebonne gëtt? Misst et net esou sinn, datt och Infrastrukturen sech un d'Konzepter halen? An der Educatiounspolitik ass et esou, datt d'Infrastrukturen eigentlech en Deel vum Konzept sinn. Oft mécht eng Infrastruktur eréischt d'Ëmsetze vun engem pedagogesche Konzept méiglech. Wann dann décidéiert gëtt, datt déi verschidde Filièrë vum Cycle inférieur notamment de Préparatoire sollen aus pedagogesche Grënn rassembléiert bleiwen, da missten d'Infrastrukturprojeten sech och drun halen. Zu Dummeldeng soll deemnächst eng nei Annex vum LTC gebaut ginn, déi och haaptsächlech wann net nëmme fir de Régime préparatoire virgesinn ass. Ass dat nach ëmmer déi Pedagogie, déi net soll sinn, oder ass dat eng nei Pedagogie?

Misst et net esou sinn, datt et net dierft virkommen, datt Kanner tëschent 12 a 15 Joer während engem Jorzéngt an enger Schoul ënnerbruecht sinn, déi éischter den Numm vun enger vermuuschter Barack géing verdéngen? Mengt Dir net, Dir Dammen an Dir Hären, dass - sou wéi d'Madame Stein et virdru gesot huet -, wa säit esou vill Joren, sou vill Milliarden aler Lëtzebuerger Frangen an d'Schoulen investéiert gi sinn, eigentlech dann déi Jugendlech, déi all Dag an déi Schoul ginn, missten en uerdentlecht Ëmfeld ronderëm sech hunn, well et ass awer déi Plaz wou si sech op hiert Liewe virbereeden.

Dass dëst méiglech ass huet ee Machtwuert vun eisem Premier gewisen, allerdéngs misst an engem normale Fonctionnement dëst och ëmsetzbar sinn, ouni esou hollywoodähnlech Anekdoten.

Dofir wollte mir, niewent dem soi-disant Happyend vun dëser Geschicht vun dësem Gebai, de Minister an d'Regierung drop hiweisen, datt et wichteg wier an Zukunft méi koordinéiert Bautepolitik mat dem konzeptuellen Inhalt vun den Infrastrukturen a Verbindung ze setzen. Schoulgebai a Schoul halen sinn an eisen Aen ee Ganzt. Dës Recommandatioun gemaach, Här President, wäert déi gréng Fraktioun dëse Projet aus verstännege Grënn matstëmmen an ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling agedroen. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President. Och der Madame Stein Félicitatioune fir deen explizite Bericht.

Wann ech d'Madame Loschetter elo richteg verstanen hunn, da musse mer alles maachen, dass eise Premier hei bleift, well mer hunn elo festgestallt, dass och am Schoulwiesen ouni hien näischt leeft.

(Interruptions diverses)

Här President, lifelong learning packen d'Schüler nëmmen, wann hinnen net am Secondaire am Virfeld de Plaffong op de Kapp fält. An dat war jo am Fong dat wat am Jenker bal geschitt ass.

Wann ech elo hei de Rapport héieren hunn, dass dee Lycée 1961 gebaut ginn ass an dass bis 1994 absolut näischt geschitt ass, dann hu mer jo scho mol deen éischte Responsabelen, dat war dann d'Gemeng Déifferdeng. Dann duerno, no '94 bis elo 2004, ass dann zéng Joer erëm eng Kéier näischt geschitt, do waren dann déi Responsabel déi dräi selwecht: DP, LSAP an CSV zesummen.

An ech géif mengen, dass déi sech awer elo mol hei hätte missen e bësse selwer a Fro stellen a sech hätte misse Gedanke maachen, firwat dass dat esou wäit huet misse kommen a wéi et méiglech ass, dass mer hu missen drop waarden, dass den „Nol op de Kapp" am Fong an dee Lycée gaangen ass, fir dass sech mol hei an dësem Land eppes beweegt. Well elo héchstwahrscheinlech, wann deen net dohinner gaange wär, da wäre geschwënn de Schüler d'Neel mat de Brieder drun op de Kapp gefall. An et ass jo scho wichteg, dass awer dann…

M. le Président.- Här Jaerling, erlaabt Der eng Zwëschefro vun der Madame Stein?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo.

M. le Président.- Madame Stein.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Här President, ech erënnere mech, den Här Jaerling ass jo schonn am sechste Joer hei an der Chamber. Mir hu vill Projeten hei gestëmmt. Ech hunn ni eng Stëmm héieren, déi gesot huet, firwat elo dëse Projet stëmmen, firwat net dee vum Jenker. Dat hunn ech ni heibannen héieren! Firwat huet hien dat dann ni hei gefrot? Dat ass meng Fro un den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Madame Stein, dat ass jo awer och net eis Aufgab. Deen, deen hei d'Prioritéiten…

(Brouhaha général)

Deen, deen hei d'Prioritéite setzt an deen e Regierungsprogramm opsetzt, dat ass d'Regierung. A wann Der Iech gutt kënnt drun erënneren hu mer jo awer zu deem Regierungsprogramm Stellung geholl. Do ware mer net dermat d'accord, well mer scho méi wéi eng Kéier hei gesot hunn, dass hei vun der Regierung déi falsch Prioritéite gesat ginn, dass méi an d'Prunkbauten hei am Land investéiert gëtt wéi an d'Schoulwiesen. An dat huet den Här Mehlen awer scho méi wéi eng Kéier hei op der Tribün gesot!

(Interruption)

Also kommt elo net heihin a sot mir hätten eis ni dozou geäussert, well dat do ass jo awer…

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Ech hunn awer och ni eppes héieren.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Madame Stein, ech wëll mech do net dozou äusseren, firwat dass Der näischt héieren hutt.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Loosst den Här Jaerling elo schwätzen!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Op jidde Fall ass awer gewosst, dass während deenen zéng Joer jo awer Stëmmen do waren, déi sech geäussert hunn zu deem desolaten Zoustand vun deem Lycée, an dass déi Stëmmen och un d'Regierung erugetruede sinn, mä dass awer leider keng Bewegung do komm ass. An et ass, wéi d'Madame Loschetter hei gesot huet, erstaunlech, dass elo op eemol, wou d'Reaktioun vun de Schüler, vun de Proffen a vun der Öffentlechkeet kënnt, dass dann awer op eemol et méiglech ass esou ee Projet innerhalb vun zwee, dräi Méint ze realiséieren.

Wat elo am Interesse vun deene Leit begréissenswäert ass, mä wou awer och bewisen ass, dass et also méiglech ass schnell ze reagéieren, dass et méiglech ass am Fong, besonnesch am Schoulwiesen, wann ee wëll Prioritéite setzen, dass een se da ka setzen, an dass et also nëmmen un der Trägheet vun der Regierung läit oder um net Wëlle vun der Regierung läit, fir ebe just do ze investéiere wou et am noutwendegsten ass an dass et méi einfach ass ze investéieren do wou ee grouss an Europa, grouss an der Öffentlechkeet kann do stoen. An dann, wann een awer hannert d'Kulisse kucke geet ass dat meescht faul, an dat ass an eise Schoulen.

Dofir géif ech soen, also déi Responsabel, déi hei sinn, déi sollten sech mat der Nues huelen a sollten an Zukunft dofir suergen, dass se aner Prioritéite setzen.

Selbstverständlech wäerte mir dee Projet hei awer stëmmen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung huet d'Wuert, den Här Bauteminister Claude Wiseler. Här Wiseler!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Ech sinn och ganz kuerz, well alles dat, wat zu deem Projet ze soen ass, ass zu engem ganz groussen Deel gesot ginn. An ech soe selbstverständlech och der Rapportrice, der Madame Stein, Merci fir dee gudde Rapport, dee se gemaach huet.

Et ass evident, wat hei vun deene verschiddene Fraktioune gesot ginn ass, datt dat Gebai an engem schlechten Zoustand ass. Et ass och evident, datt huet misse reagéiert ginn. An et ass gradesou evident, datt hallef Moossnamen an dësem Fall keng Solutioun gewiescht wären, mä datt een huet misse ganz un dat Gebai drugoen, datt een huet misse komplett Transformatioune maachen.

De Präis, deen hei drasteet, ass och 27 Milliounen Euro, wat net näischt ass, wat een awer brauch, wann een esou ee Gebai wéi dat hei wëllt an een Zoustand bréngen, sou wéi mer gär eis Schoulgebaier an Zukunft hätten.

D'Analys vun deem, wat gemaach ginn ass, huet och kloer gewisen, datt a sech zwee grouss Deeler do waren. Dat eent, dat ass den Deel vun den Atelieren, vun de Sportshalen, deen, an deem Zoustand wéi en ass, net méi gebrauchbar war; deen also huet missen ewechgeholl ginn. An op där anerer Säit dat wat haut d'Klassesäll sinn, déi mat enger ganzer Rei Transformatiounen awer kënnen esou gemaach ginn, datt se an Zukunft och kënnen normal ordentlech fonctionnéieren.

Ee vun deene wesentleche Punkten, an dat wëll ech nach dozou soen, well dat elo manner ervirgehuewe ginn ass, dat ass, datt mer hei an engem Gebai sinn, wat jo amgaang ass ze fonctionnéieren. An datt et e wesentleche Punkt och war an der ganzer Diskussioun, datt mer géingen de Bau esou organiséieren, datt e während de ganzen Transformatiouns- an Neibauaarbechten och kéint als Schoul weider fonctionnéieren.

Dat bedéngt dann och, datt natierlech déi Dauer vun deem Bau méi laang gëtt, wéi wa mer radikal hätte kënnen de Bau eidel maachen a wa mer hätte kënnen eng Transformatioun ganz maachen, ouni op déi verschidden Etappen, ouni op de Schouldéroulement, op de Schouloflaf opzepassen.

Dat bedéngt natierlech och, wann een esou virgeet, méi eng laang Zäit. Dat bedéngt och, datt de Käschtepunkt deem och muss Rechnung droen. An et ass kloer, datt hei 1,5 Milliounen Euro doranner investéiert ginn, datt mer och während deene Joren, wou gebaut gëtt, d'Méiglechkeet hu fir normal weider an - dat ass wichteg fir et ze soen - och a Konditioune vun enger Sécherheet, déi ee verantworte kann, an dësem Gebai Schoul ze halen.

Virdrun huet d'Madame Loschetter gesot, lo mussen d'Kanner bis 2009 waarden, bis se kënnen an dat neit Gebai eragoen. Dat ass wouer an och net wouer. Well mer eben hei an dräi Etappe schaffen, well mer och versiche fir dann esou ze schaffen, datt mer déi éischt Etapp am Juni 2006 ufänken, déi awer kënne fir d'Schouljoer 2007/2008 schonn ofschléissen. Sou datt en Deel vun de Schüler an déi nei Schoulgebaier scho kënne goe vun deem Schouljoer un. An dann eréischt déi nächst Etapp, d'Transformatioun vun deene Gebaier, déi elo bestinn.

Et ass also richteg, dass et 2009 eréischt fäerdeg ass, mä et muss een awer dozou soen, datt awer dat, wat nei gebaut gëtt, schonn éischter ka vun de Schüler profitéiert ginn. Dat ass sécherlech Ärer Meenung no nach net schnell genuch, domat sinn ech och d'accord, mä dat ass dat Schnellst wéi mer an dësem Moment kënne fueren.

Da wëll ech awer och nach hannendru soen, datt et och wichteg ass, datt een déi Zäit, déi een elo huet, an 2009, bis et ganz fäerdeg ass, dat ass jo nach eng Zäit, do ginn nach eng ganz Rei Schüler duerch déi Schoul hei, sou datt een do muss profitéieren, datt een do net ka soen, lo maache mer un deem Gebai, wou d'Schüler elo dra ginn, guer näischt méi.

Et sinn eng Rei Moossnamen, déi an de leschten Zäite geholl gi sinn: d'Evakuatiounspläng, d'Conformitéit vun de Luuchten, d'Conformitéit vum Chauffage, vun der Détectioun vum Gas, d'Luuchten am Couloir an an den Trapenhaiser, an och Saachen, déi elo nach wäerte kommen an déi zur minimaler Sécherheet awer an deem Schoulgebai bäidroen, déi gemaach gi sinn an déi och nach sollen an där nächster Zäit gemaach ginn.

Ech weess, datt dat och nach net duergeet. Ech weess, datt dat och net zefridde stellend ass. Mä mer probéieren et esou hierzestellen, datt een awer ka Schoul halen a Konditiounen, déi net déi sinn, déi ech gär hätt, déi akzeptabel sinn, an esou schnell wéi méiglech mat deem Neibau ufänken, esou schnell wéi méiglech dat wat mer nei bauen dann och kënnen a Betrib setzen an zur Verfügung stellen.

Virdrun ass vu Prioritéite geschwat ginn a vu Prioritéiten, déi dës Regierung huet. Well dat gesot ginn ass, wëll ech awer och just nëmmen eng Minutt doriwwer schwätzen.

Et ass a mengen Ae ganz kloer, datt dës Regierung als Prioritéit de Schoulbau huet an datt déi Projeten, déi mer op de Wee bruecht hunn, déi mer an deenen nächste Méint op de Wee bréngen, och esou prioritär Projeten an eisen Ae wäerte sinn.

An déi Projeten, déi elo gemaach ginn, wann een eng Kéier kuckt wat d'Regierung momentan amgaang ass ze bauen, ob dat elo Raemerech ass, wat ofgeschloss ass, Dikrech oder Gréiwemaacher. Et ass virdru Gréiwemaacher genannt ginn. Zu Gréiwemaacher ass een Deel frësch gebaut ginn. Mir hu leschte Freiden nach eng ganz nei Sportshal zu Gréiwemaacher ageweit. Mä et kënnt nach déi drëtt Etapp zu Gréiwemaacher, déi hänke mer elo do hannendrun. Et kann een awer net alles gläichzäiteg maachen. Hei gëtt och an dräi Etappe geschafft. Déi nächst Etapp gëtt elo gemaach um Kierchbierg. Mir sinn do amgaang de Lycée technique du Centre zu Dummeldeng eng Extensioun ze maachen, genau fir déi Schüler dohinner ze setzen.

Also, et kann ee villes soen, et muss een awer och dobäi soen, datt dat wat momentan amgaang ass gebaut ze ginn, wierklech net näischt ass. An ech fuere weider: dat ass den Nic Biever zu Didde-

leng; dat ass de Lycée Technique du Nord Wolz, d'Extensioun déi 2. Phas; dat ass de Lycée technique Mathias Adam zu Péiteng; dat ass deen neie Lycée zu Réiden, dee gebaut gëtt; dat ass de Lycée technique zu Dummeldeng, dee gebaut gëtt; dat ass och, wou mir elo amgaang sinn ze studéieren, de Lycée zu Lalleng.

Dat ass och, wou mir amgaang sinn Avant-projeten ze maachen: de Lycée Belval; den neie Lycée zu Jonglënster; de Lycée vun de Professions de santé; dat ass de Lycée Hubert Clement, wou gekuckt gëtt fir een Déplacement op d'Lentille Terres Rouges ze maachen; dat ass d'Europaschoul zu Mamer; dat sinn déi Pläng elo vum neie Lycée, déi amgaange si gemaach ze ginn, datt mir deen esou fréi wéi méiglech kënnen ufänken.

Also, ech soe kloer un all deene Beispiller, datt de Schoulbau eng Prioritéit vun dëser Regierung ass, an datt et net nëmmen eng Prioritéit um Pabeier ass, mä datt et och eng Prioritéit an der Realitéit ass.

An dee leschte Punkt, deen ech wëll soen, dat ass dee vun de Konzepter, déi do hannendru stiechen. Et ass wichteg, a mir maachen et elo schonn, a mir maachen et säit enger ganzer Rei Méint, datt d'Servicen vun den Travaux publics vun de Bâtiments publics zesumme mat deene vun der Éducation nationale an och zesumme mat deene vun de Finanzen u Standardisatioune vun de Pläng schaffen, esou wéi mir Schoule kënne bauen.

Ganz einfach, well et fir eis wichteg ass, éischtens, och ze kucken, déi Konzepten, déi mir an der Pedagogie hunn, fir déi och kënnen an de Steen ëmzesetzen, datt mir och déi Schoule kréien, déi mir brauchen, fir esou Schoul ze hale wéi mir wëlle Schoul halen. Dobäi ass een Nieweprodukt, wat fir mech awer och net onwichteg ass, datt mir méi schnell virukommen, an datt mir och méi präiswäert kënne bauen. Mä dat pedagogescht Argument ass an där Reflexiounsaarbecht, déi gemaach gëtt, och ee wichtegt Argument.

Dat waren déi puer Saachen, déi ech nach wollt zu dësem Projet soen, an da soen ech Iech zum Schluss nach villmools Merci fir déi grouss Zoustëmmung, déi mir fir dëse Projet kritt hunn.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister. Domadder ass d'Debatt ofgeschloss, mir kommen direkt zur Ofstëmmung vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar (par M. Lucien Clement), Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Marcel Oberweis), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Henri Grethen (par M. Emile Calmes), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zum Projet de loi 5464 iwwert d'Liaison Micheville. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meisch, d'Madame Mutsch, den Här Braz an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

5. 5464 - Projet de loi relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Madame Minister, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, viru genau zwou Wochen hate mir an dësem Haus eng Orientéierungsdebatt iwwert d'Industriebroochen am Süde vun eisem Land. Et goung ënner anerem drëm fir de Point ze maachen an dësem urbanistesche Mammutprojet, fir dës eemoleg Industriesiten an do an éischter Linn d'Frichen op Esch/Belval enger neier Bestëmmung zouzeféieren.

De Projet, dee mir haut de Mëtteg diskutéieren ass e Stéck dovunner, well domadder d'Haaptverkéiersschlagoder um Site vun Esch/Belval geluecht an eist Autobunnsnetz un dat franséischt ugebonne ka ginn. Et ass also ee Projet, deen ouni Zweifel eng national Envergure huet, well en ee vu ville wichtege Bausteng ass, fir d'Industriebroochen erëm ze revaloriséieren.

Ech muss soen, datt ech als een Deputéierten aus dem Norden scho ganz frou sinn, fir och e ganz klengt Stéck duerch d'Presentatioun vun deem Bericht hei kënnen dozou bäizedroen. Ech hoffe jo dann, datt d'Kolleegen aus anere Regiounen, wann et eng Kéier ëm den Norde geet, genausou dynamesch a genausou voll hannert deene Projete wäerte stoen.

De Projet vun der Ubannung, Dir Dammen an Dir Hären, vun eisem nationalen Autobunnsréseau un de franséische Réseau huet eng fofzénggjähreg Virgeschicht. Ufank den 90er Joren hunn déi franséisch Autoritéite schonn de Wonsch zum Ausdrock bruecht fir hiert Autobunnsnetz, dat heescht d'A30 vun Diddenhofen op Lonkesch un d'A4 op Lëtzebuerger Säit unzebannen. Deemools gouf gemengt, datt dës Iddi net realiséierbar wier, well d'Escher Autobunn schonn deemools d'Capacitéitsgrenzen erreecht hat. Et sollt vermidde gi fir dës Achs zu enger internationaler Autobunn auswuessen ze loossen.

Den 12. November 2001 um Sommet vun der Groussregioun zu Munneref ass awer Folgendes festgehale ginn, ech zitéieren: «Sur le plan transfrontalier, la liaison Micheville poursuit l'objectif de la création d'une liaison routière de haut niveau entre le bassin des agglomérations de Micheville, de Villerupt, de Russange et d'Audun-le-Tiche du côté français et l'autoroute Esch/Alzette-Luxembourg (A4) du côté luxembourgeois afin de permettre aux navetteurs de la Lorraine venant travailler chaque jour au Grand-Duché d'approcher la Ville de Luxembourg et ses zones périphériques par une route rapide, sûre et confortable.»

Dir Dammen an Dir Hären, dräi an en halleft Joer méi spéit, den 18. Abrëll 2005, ass de Gesetzesprojet 5464 vun eisem Bauteminister Claude Wiseler an der Chamber deponéiert ginn. Den Text ass den 8. Abrëll 2005 un de Statsrot verwise ginn, dee säin Avis den 3. Mee ofginn huet. D'Aarbechten an der zoustänneger Bautekommissioun vun der Chamber goufen den 2. Mee opgeholl, wou de Rapporteur designéiert gouf, an den Text vum Projet ënnert d'Lupp geholl ginn ass. Den Avis vum Statsrot gouf an der Réuniouun vum 24. Mee analyséiert an de schréftleche Rapport ass an der Sitzung vum 1. Juni adoptéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Sich no engem appropriéierten Tracé fir déi nei Strooss war net einfach, goung et dach dorëm fir verschiddene Kritäre Rechnung ze droen. Stoung op franséischer Säit relativ schnell fest, wéi a wou d'Streck soll verlafen, sou war dat op Lëtzebuerger Säit guer net esou einfach, an et ass guer net sou reibungslos iwwert d'Bühn gaangen.

E puer vun dëse Kritäre wëll ech kuerz hei opzielen: déi verbleiwend industriell Aktivitéit vun der Arcelor um Site vun de Frichen op Esch/Belval; d'Erhale vun de Killweier vun Arcelor beim Roint-point Raemerich; de Respekt vun der Liewensqualitéit vun den Awunner vun Esch-Raemerich; d'Obligatioun, fir d'Gemengen Esch/Uelzecht a Suessem net nach weider duerch déi nei Strooss auserneen ze trennen; d'Moossnam fir ee qualitativ héichwäertegen urbanistesche Projet um Site vun Esch/Belval ze garantéieren, wou ënner anerem d'Cité des Sciences ugesiedelt gëtt; d'Respektéiere vun der bestoender Schinneninfrastruktur um Site selwer, an net zulescht hunn déi zwou betraffe Gemenge Suessem an Esch/Uelzecht hir Zoustëmmung zu dëser zréckbehalener Léisung misse ginn.

Ech kann an dësem Kontext virausschécken, datt dëse Projet ee Kompromiss duergestallt huet, mat deem béid Gemenge kënne liewen, och wann nach eng Rei Reserven um urbanistesche Plang bestinn. Verschidde Solutioune sinn an net manner wéi 30 Projeten duerchgespillt ginn. Net zulescht aus budgetäre Grënn gouf ee Projet zréckbehalen, deen ënner anerem een Tunnel op enger Längt vu 735 Meter virgesäit.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Fir de Concours gouf awer initialement festgehalen, fir een Tunnel vu ronn 1.300 Meter ënnert dem ganze Site vun Esch/Belval ze bauen, deen hannert der Cité Raemerech soll erauskommen. Dës Optioun wier awer ze deier ginn. Dofir hunn d'Autoritéiten d'Léisung vun engem méi kuerzen Tunnel festgehalen, dee sech un der Liaison Micheville orientéiert.

Den Tracé entsprécht de virdrun opgezielten Ufuerderungen an dréit ënner anerem och dozou bäi, dem Site vum Crassier Éilereng neit Liewen anzehauchen, well de Site duerch een Echangeur un den neien Tracé ugebonne gëtt. Den Uschloss un d'Schmelze vun Esch/Belval gëtt duerch eng Verbindung zwëschent dësem Echangeur an dem Rond-point Raemerech assuréiert.

Déi lëtzebuergesch Partie vun der Liaison Micheville, déi u sech d'Verlängerung vun eiser Autobunn A4 duerstellt, fänkt um Echangeur Lankelz un a pénétréiert de franséischen Territoire hannert de Frichë vun Esch/Belval. Vun der Kräizung vum CR110 un verléisst dann d'Liaison Micheville d'Autobunn A4, gëtt nördlech, Richtung Crassier Éilereng déviéiert, passéiert laanscht d'Kogenerationsunszentral an ëmgeet d'Cité Raemerich, fir dann iwwert d'Nationalen 31 den Helleg-Geescht-Plateau ze passéieren an an de 735 Meter laangen Tunnel anzetauchen, deen an der Nord-Süd-Richtung de Site vun Esch Belval ënnerierdesch passéiert fir da schlussendlech op franséischer Säit erëm erauszekommen.

De franséischen Deel vun der Liaison Micheville steet ënnert der Autoritéit vum Conseil général de la Moselle. Fir d'Zesummenaarbecht mat de franséischen Autoritéiten ze koordinéieren, goufen de 6. Mee 2004 zwou Konventiounen ënnerschriwwen, déi zum engen d'Bedéngungen an d'Modalitéite vun der lëtzebuergesch-franséischer Zesummenaarbecht reglementéieren an zum aneren d'Realisatioun vum Projet selwer garantéieren, wat ganz wichteg ass.

Dee Punkt, deen ech awer an dësem Kontext erwähne muss, dat ass dee vun der Rektifikatioun vum franséisch-lëtzebuergesche Grenzverlaf fir de Projet kënnen ëmzesetzen a fir déi Surfacen ze kréien, déi fir de Bau vun deenen néidegen Transportinfrastrukturen um Site vun Esch/Belval noutwenneg sinn.

Fir den Objektiv vum sou genannte Modal split op de Frichë vu 40/60 - par rapport zu 25/75 op nationalem Plang - ze erreechen, sou sinn de Bau vun engem Park & Ride an de Bau vun enger neier Gare an de Frichë sécherlech zwee ganz interessant Usätz. D'Terrainë gehéieren am Moment nach ëmmer der Arcelor, esou datt een awer zouversiichtlech ka sinn, datt deemnächst mat dësem Projet kann ugefaange ginn, dat ëmsou méi, well déi franséisch Autoritéite schonn heizou hir gréng Luucht ginn hunn.

Wat de finanziellen Impakt vun dësem Projet ubelaangt, Dir Dammen an Dir Hären, sou belafen sech d'Käschten op ronn 76 Milliounen Euro. D'Kommissioun huet sech iwwert den Avis vum Statsrot vum 3. Mee ewechgesat, an deem virgeschloe gëtt fir de Montant un den aktuelle Bauindex unzepassen. De Montant, sou wéi en am Projet festgehalen ass, gëtt bäibehalen, dee sech op den Index vum 1. Oktober 2004 mat engem Punktwäert vu 600,88 baséiert.

Wat d'Fiche financière ubelaangt, sou huet de Minister eis wësse gedoen, datt déi annexéiert Fiche um virleiende Projet net déi ass, wéi se am Artikel 79 vum Gesetz vum 8. Juni 1999 verlaangt ass, mä nëmmen déi Käschten erëmspigelt, déi am Artikel 2 vum virleiende Gesetz ageschriwwe sinn. Am zweete Projet de loi, deen den effektive Bau vun der Liaison Micheville virgesäit, gëtt déi richteg Fiche financière dann nogereecht.

Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, an der Kommissioun hate mer d'Geleeënheet fir den Tour ze maachen iwwert déi Projeten, déi am Moment um Site vun de Frichë realiséiert ginn an do ass virun allem festgehale ginn, datt d'Rekonversioun lues awer sécher seng Formen unhëlt. E puer Beispiller verdäitlechen dat: D'Astandsetzung vun den Héichiewe leeft op vollen Touren, den CRP Gabriel Lippmann huet rezenterweis Fuerschungsaarbechten um Site opgeholl an d'Rockhal huet an e puer Deeg seng éischt Feierprouf ze bestoen.

Wat d'Nationalarchiven ubelaangt, esou gëtt de Bauprojet géigewäerteg réexaminéiert. D'Regierung plangt fir do iwwergangsweis eng Partie vun der Unisbibliothéik ënnerzebréngen. Mëttelfristeg wëllt d'Regierung d'Unisbibliothéik an d'Schumannsgebai op de Kierchberg ënnerbréngen an eng Antenn an der Cité des Sciences schafen, fir datt d'Studenten um Site an de Genoss vun hirer eegener Bibliothéik komme kënnen.

Doriwwer eraus gouf een Architekteconcours fir de Bau vun engem Lycée op Esch/Belval lancéiert, wougéint d'Pläng fir e Lycée Terres Rouges nach an der Ufangsphas sinn. Mir wëssen och, dass d'Dexia-BIL hire Sëtz wëllt op Esch/Belval verlageren, mä och eng ganz Rei aner potenziell Investisseuren hunn hir Interessen ugemellt, fir sech um Site vun Esch/Belval néierzeloossen.

Aus dësen Ursaachen eraus gewënnt de virleiende Projet u Bedeitung fir de Site, well en eng wesentlech infrastrukturell Viraussetzung schaaft, fir datt sech nei Investisseuren op Esch/Belval néierloossen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och nach preziséieren, datt den Accès op de Site vun Esch/Belval hannert dem Rond-point Raemerich net an dem Gesetzprojet enthalen ass, well nach eng ganz Rei vun Etüden iwwert de Kaméidi an och d'Verkéiersopkomme musse realiséiert ginn. Doriwwer eraus gëtt den interne Stroosseréseau um Site vun de Frichen duerch d'Agora realiséiert, wougéint de Stat sech drëm këmmert, fir den zweeten Nordaccès - an dat vun der N31 un - ze realiséieren.

Wéi scho gesot gëtt en Deel vun dësem Projet op franséischem Territoire realiséiert. No laange Verhandlungen ass finalement décidéiert ginn, datt eis Regierung den initiale Projet wäert realiséieren, woubäi d'Rektifikatioun vum Grenzverlaf zu engem spéideren Zäitpunkt vollzu gëtt.

M. le Président.- Här Rapporter, Dir misst zum Schluss kommen.

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Ech kommen zum Schluss, ech hunn nach dräi Sätz.

Et gouf och doriwwer eraus festgehalen, fir de Maximum un Trafic iwwert d'Liaisoun Micheville festzehalen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass sou wäit also alles gesot - an Dir gesitt, Här President, ech hale mech un Är Remarquen - a fir weiderféierend Detailer verweisen ech op de ganzen Text vum Projet de loi an op déi annexéiert Pläng, sou wéi op mäi schréftleche Rapport.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren an ech entschëllege mech, Här President, datt ech fir eng Nuance méi laang hat.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur, dem honorabelen Här Ali Kaes, villmools Merci fir de Rapport a ginn dann d'Wuert weider un den nächsten Diskussionsriedner, dat ass den Här Sunnen.

Discussion générale

M. Fred Sunnen *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka mech eigentlech nëmme wonneren, op wéi eng gutt a komplett Aart a Weis mäi Fraktiounskolleeg aus dem héijen Norden,…

(Hilarité)

…den Här Ali Kaes, der Chamber de Rapport gemaach huet iwwert dëse wichtege Projet aus dem Süde vun eisem Land.

Säi schréftlechen a mëndleche Rapport hunn déi wichtegst Elementer beliicht, wat mech dozou féiert him am Numm vun der Fraktioun e Merci auszeschwätzen an ech wëllt dann dofir och nëmme ganz kuerz op e puer Aspekter agoen.

De Minister Claude Wiseler hat rezenterweis an engem Revue-Interview d'Liaison de Micheville, niewent der Tangente Ouest an dem dräispueregen Ausbau vun der Deelautobunn Mamer bis Beetebuerg, als wichtegsten Zukunftsprojet bezeechent an en huet och gemengt, dass wa mer d'Zukunft net wëllen hypothekéieren, da

muss de Stat d'Mooss hale mat senge Gelder.

De finanziellen a budgetären Impakt vum Projet, dat heescht souwuel d'Viraarbechten, déi mer mat dësem Projet de loi stëmmen, wéi och déi effektiv Realisatioun vun der Liaison Micheville, si mat viraussiichtlech 206 Milliounen Euro agesat. De Gesamtkäschtepunkt wier mat engem Tunnel op enger Längt vun 1.300 Meter ëm 74 Millioune méi deier ginn.

Wéi scho gesot, duerch déi aktuell konjunkturell Situatioun vun eisem Land, ass op déi méi kuerz Variant zréckgegraff ginn, fir d'Käschten no ënnen ze revidéieren a substanziell Erspuernisser ze maachen. Déi etappeweis Ofstëmmung vum Gesamtprojet, wat u sech eng Première an dësem Haus duerstellt, kënnt dofir och der politescher Prémisse entgéint, fir déi finanziell Planifikatioun am heitegen ekonomesche Kontext an au vu vun de budgetären Dépassementer, déi mer an dësem Haus an de leschte Jore gestëmmt hunn, op eng zolidd Grondlag ze stellen.

D'Liaison Micheville mat viraussiichtlech sechs Joer Bauzäit ass e gutt Beispill fir ze illustréieren, datt sech d'Projeten iwwer e puer Joer hinzéien, wou et am Endeffekt schwéier ass fir de geneeën an definitive Montant vun de Käschten ze kennen. Duerfir ka meng Fraktioun déi nei Virgoensweis vum Bauteminister matdroen; an dat ëmsou méi well d'Parlament a senger Kontrollfunktioun iwwert d'Exekutiv gestäerkt gëtt.

Här President, de Rapporteur huet et virewech geholl, dass d'Gemengen sech zefridde weise kënne mat deem Kompromëss, dee mer fir den Tracé vun dëser Liaison Micheville festgehalen hunn.

Ech erënneren drun, dass mer am Ufank ëmmer fir en Tunnel vun 1.300 Meter plädéiert hunn, well mer eis Gedanke gemaach hunn iwwert de Kaméidi an den Impakt um Niveau vun der Loftverschmotzung bei engem Viaduc vu 400 respektiv 475 Meter, no de Varianten 1, 2 oder 3. Virun allem d'Awunner aus der Cité Raemerich si jo vun dësem Projet onmëttelbar betraff.

Mir hunn zesumme mam Ministère missen ofweien tëschent enger Partie Varianten, woubäi verschidde Kritären hu misse Rechnung gedroe ginn, déi ech a fënnef iwwergeuerdnet Kategorien andeelen: 1. d'Avantagen an d'Désavantagë fir de Benotzer; 2. d'Integratioun an de Paysage an den Impakt vun der Strooss op d'Ëmwelt; 3. d'Investitiounskäschten; 4. d'Contrainten, déi sech op d'Realisatioun vun der Strooss bezéien; a 5. d'Fonctionnementskäschten.

Wat déi éischt Kategorie ubelaangt, dat heescht d'Avantagë fir de Benotzer vun der Liaison Micheville, esou ass als éischte wichtege Punkt ervirzehiewen, datt de regionalen Trafic tëschent de Gemengen Esch a Suessem vum motoriséierte Pendlerverkéier getrennt gëtt. Wat deemno mat sech bréngt, dass keen Trafic op d'N31 erofgeleet gëtt. Des Weidere läit en anere Virdeel beim direkten Accès op d'Frichen aus nördlecher Richtung.

Wat elo den Ëmweltaspekt ubelaangt, esou hunn ech d'Konsequenzen um Niveau vum Kaméidi fir d'Awunner vun der Cité Raemerech schonn ervirgestrach.

De Rapporteur hat zu Recht drop higewisen, dass nach eng Rei urbanistesch Problemer ze léise wieren, wat d'Iwwerquéierung vun der N31 ubelaangt. Och um urbanistesche Plang ass de Bau vum Viaduc op der Héicht vun den Haiser sécherlech net dee glécklechsten. Och wa mer eis als Gemengen net kënnen driwwer beschwéieren, wat d'Consultatiounsphas zu dësem Projet ubelaangt, esou bleift ze kucken, a wéi engem Mooss mer d'Awunner vun der Cité Raemerech mat Lärmschutzwäll géint eng ze héich Ëmweltbelaaschtung, virun allem um Niveau vum Kaméidi, protégéiere kënnen.

Et muss een och op d'Virdeeler vun deem méi kuerzen Tunnel agoen, deen zum Beispill keng Cheminée brauch, fir den Damp am Fall vun engem Feier no baussen ze leeden.

De Ministère huet eis wësse gelooss, datt wann een de laangen Tunnel gebaut hätt, datt een dann och nach hätt misse Luuchte fir de Verkéier ze regelen op d'Escher Strooss, tëschent Bieles an Esch, setzen; déi virun allem an de Moies- an och an den Owesstonnen zu engem zolitte Verkéierschaos gefouert hätten. Wat deemno och net am Intérêt vun den Awunner aus dem Quartier gewiescht wär.

D'Vergläichsetüd zu deenen eenzelne Varianten huet och eng Partie aner positiv Aspekter vun dësem Projet un den Dag bruecht. Ervirzehiewen ass beispillsweis déi relativ problemlos technesch Ëmsetzung vum Tunnel. Och kann d'Eisebunn ouni Problem fir de Bau vum Tunnel ëmgeleet ginn.

Alles an allem huet déi zréckbehale Variante 2, bei der Bewäertung an am Verglach mat deenen anere Varianten, an den eenzelne Kategorien am beschten ofgeschnidden.

Ech denken, mat der Kompromissléisung, esou wéi se elo virläit, kënne mer gutt liewen. An deemno kann ech och den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet ginn.

Merci fir Är Opmierksamkeet.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Meisch *(DP)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt dem Rapporteur Ali Kaes ze félicitéiere fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport als Netminettsdapp. Ech mengen en huet déi Aufgab do ganz gutt bewältegt an et ass flott ze gesinn, datt och an anere Géigende vum Land sech mat enger dynamescher Entwécklung am Süde befaasst gëtt.

(Interruption)

Neen, dat gëtt eis guer net ze schaffen. Dat freet eis, Här Kaes.

Virun enger Rei vu Wochen hu mer hei eng laang an eng interessant Debatt gefouert iwwert d'Friches industrielles, iwwert d'Potenzial vun de Friches industrielles am Süde vum Land, dat dodranner stécht, iwwer u sech d'Perspektive vun där ganzer Regioun. An et ass natierlech kloer, datt de Volet Transport, Stroossebau do ee ganz wichtege Volet ass an an all deenen Diskussiounen do eng zentral Plaz anhëlt.

An et ass jo hei ugeklongen, déi Diskussioun iwwer eng Ubannung vum Lëtzebuerger Stroosséreseau, dat heescht vun der Escher Autobunn an deem doten Eck vum Land un de franséischen Autobunnsréseau, un dat franséischt Autobunnennetz, datt dat net eng nei Iddi ass. Datt laang doriwwer diskutéiert ginn ass, ob et noutwendeg wär oder net. Mä datt mer elo déi Décisioun dann endgülteg getraff hunn, dat awer ganz besonnesch och a Relatioun mat eben där Entwécklung, déi mer am Süde vun eisem Land kennen, mat de Friches industrielles, déi do développéiert ginn; mat zousätzlechen Aktivitéiten, déi dann och an déi ganz Regioun kommen.

Wou et dann och ebe grad an deem Sënn noutwendeg ass, den Autobunnsréseau auszebauen an eis haut d'Fro ze stellen, wa mar op Esch/Belval eng Kéier 20.000 Leit do schaffen, wann eng Kéier 6.000 Leit do wunnen, wann déi aner Frichë ronderëm wéi zum Beispill Éilereng, déi jo och direkt hei ugebonne ginn, wann do och nei ekonomesch Aktivitéite wäerten hir Plaz fannen, da musse mer kucken, wéi kommen d'Leit dohinner a wéi kommen se virun allem dohinner op hir Schaff, op hir Aarbechtsplaz, op déi Plaz wou se wëllen hir Fräizäit verbréngen, ouni mussen duerch déi aner Uertschafte ronderëm ze fueren. Et ass dat eben och hei een Hannergedanken.

Mer wëssen, datt mer am Land op ganz ville Plazen och doduerjer Trafic hunn, datt d'Frontalieren all Dag eran an d'Land schaffe kommen an owes erëm heemfueren. Frontalieren, déi zum groussen Deel eben och aus Frankräich kommen, a Frontalieren, déi herno sécherlech net nëmmen op Esch/Belval schaffe kommen, mä och där, déi an de Süde schaffe kommen, mä ganz besonnesch awer och an a ronderëm d'Stad schaffe kommen, datt déi do eng nei Verbindung hunn, eng Autobunnsverbindung, wou se direkt op hir Aarbechtsplaz komme respektiv owes och erëm heem. Dat nach e weidert Argument, firwat dës Stroosseverbindung, dës Autobunnverbindung hei ganz, ganz wichteg ass.

Wat wichteg ass, dat ass, datt hei zesumme geplangt ginn ass, datt net op där enger Säit e Konzept fir eng Friche industrielle Esch/Belval respektiv de Crassier vun Élereng geplangt ginn ass an op där anerer Säit separat en Autobunnuschloss u Frankräich gesicht ginn ass, mä et ass wierklech gekuckt ginn, dat Konzept eben och ze integréieren an dat ganzt Konzept vun der Rekonversioun vun der Friche industrielle Esch/Belval, wou jo eng ganz Rei vu Kritären hu missen afléissen, virun allem eben och urbanistesch Kritäre, fir deem Plang gerecht ze ginn, deen dann do am Endeffekt no laangen Diskussiounen och mat ganz ville Partner zréckbehale ginn ass.

Dëse Projet, deen hei virläit, oder deen Deel vum Projet, deen hei virläit, dee respektéiert déi dote Kritären. E respektéiert déi eenzel Interessen. Et ass och gesot ginn, datt et e Kompromiss ass tëschent deene ganz villfältegen Usprëch, déi un dës Autobunnverbindung gestallt ginn.

An deem Sënn kann ech Iech soen, datt d'Demokratesch Partei fir dëse Projet wäert stëmmen an datt mer doranner och e wichtege Schratt gesinn, fir déi weider Rekonversioun vun eiser ganzer Regioun vum Süde vun eisem Land.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Lydia Mutsch. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, streng geholl schwätze mer jo iwwer e Stroossebauprojet, mä manner streng geholl schwätze mer awer iwwer ee Projet, dee Répercussiounen op Themekomplexer huet, déi bei der Diskussioun ronderëm en normale Stroossebauprojet vläicht net an där Envergure erawierken.

Ech erkläre mech, awer ech brauch dat och net in extenso ze maachen, well déi dräi Virriedner dat schonn op eng ganz detailléiert Aart a Weis gemaach hunn, virun allem de Rapporteur, deen, wéi et hei scho virdru gesot ginn ass, bewisen huet, dass och een aus dem Norden sech ka fir d'Themeproblematik vun de Frichen interesséieren, zemools wou et jo och am Norde Frichë gëtt, wéi mer d'leschte Kéier geléiert hunn.

Wat sinn déi dräi Themekomplexer, wou et obligatoresch Ubannunge gëtt un déi Themekomplexer, fir dass dëse Projet e Succès gëtt? Majo, éischtens déi obligatoresch Ofstëmmung mam Réseau vum öffentlechen Transport nom Stéchwuert nohalteg Entwécklung.

Zweetens, déi obligatoresch Ubannung u gewuesse Strukture ronderëm, fir ze verhënneren, dass de Projet, deen als Projet phare soll an d'Geschicht agoen, net eng Insel gëtt an engem Ganzen; an drëttens d'Ubannung un d'Regioun mat der grousser Chance e grenziwwerschreidende Projet op d'Been ze bréngen, deen och fir d'Wirtschaftsentwécklung vum Land vu grousser Bedeitung ass.

Vläicht e puer Explikatiounen zu deenen dräi Themekomplexer, a firwat se esou enk mat dësem Stroossebauprojet verbonne sinn.

Éischtens Transport public: Mir hunn am Débat d'orientation iwwert d'Friches industrielles den 2. Juni - oder war dat deen Dag wou d'Motioun gestëmmt ginn ass, dat weess ech elo net méi esou genee - op alle Fall eng Diskussioun gefouert, déi zu enger Motioun gefouert huet, déi unanime hei ofgestëmmt ginn ass, an dunn hu mer eng Ausso gemaach iwwert dee Projet, wou mer haut e wichtege Stroosseprojet duerfir stëmmen.

Dat ass d'Ausso, dass de Projet Esch/Belval verbonnen ass mat der Grondausso, dass mer hei e Modal split vu 40/60 wëllen. 40 zu 60, dat ass net näischt, wa mer wëssen, dass mer am Moment e Modal split vun 12 zu Ongonschte vum öffentlechen Transport am Süden hunn. Dat heescht, mer mussen nach schéin opstocken. E Modal split vu 40/60 heescht, den öffentlechen Transport kritt eng Bedeitung vu 40% vis-à-vis vum Gesamttransport, also 60% ginn nëmme méi iwwert den Autosverkéier ofgewéckelt.

Firwat esou een héije Modal split? Majo, ganz einfach well mer wëllen op en nationale Modal split vu 25/75 kommen an domat d'Obligatioun verbannen, dass bei esou grousse Projetë wéi deem heiten méi een héije Modal split agesat gëtt.

Wéisou hänkt dat elo enk mat dësem Projet zesummen? Majo ganz einfach, well gekoppelt un dëse Stroossebauprojet d'Ausso ass, dass mer probéieren do en Tunnel hinzebréngen, wou mer aus urbanistesche Grënn dës Obligatioun hunn; wou mer awer gläichermoossen dem öffentlechen Transport déi Chance ginn, déi e brauch, fir am Land eng aner Bedeitung ze kréien, esou wéi mer et hei als Wonsch ausgedréckt hunn.

Mir waren dofir och ganz frou, dass den Transportminister eis confirméiert huet, dass d'Étude de faisabilité technique fir en Train-tram um Site ze assuréieren, gutt amgaangen ass, wat eis dann och d'Garantie fir eng Interconnexioun net nëmme mat de Stroosséreseauën, mä virun allem och mat de Réseauë vum öffentlechen Transport an där Regioun bitt. Dowéinst déi obligatoresch Ubannung vun dem neie Stroosséreseau un d'Netz vum Transport public, fir dass dëse Projet kann dat anhalen, wat en als Ausso gemaach huet, dass e wëllt e modellhafte Projet ginn.

Zweetens, d'Ubannung un déi gewuesse Strukturen, no de Kritäre vun der Nohaltegkeet an no de Kritäre vum Urbanismus. Firwat ass dat esou wichteg? Wuel ass et gutt, wann een e Projet phare fir d'Land huet. Nach besser ass et, wann en am Süden ass. Mä näischt notzt en eis, wann en net ofgestëmmt ass mat de gewuessene Strukture ronderëm, an ech mengen net nëmmen déi zwou Gengen, déi hei vläicht méi staark wéi anerer concernéiert sinn, mä et ass déi ganz Regioun gemengt.

Wann et eis nämlech net geléngt e Projet hinzekréien, deen an de Süden agebonnen ass, an domat och eng Bedeitung fir d'Land kritt, dann hu mer versot. Dowéinst ass et ëmsou méi wichteg, a meng Virriedner hunn dat gesot, dass och déi opbleiwend Froen, déi an dësem Projet nach net gekläert sinn, notamment wat d'Nordubannung a wat de Contournement Raemerech ubelaangt, gekläert ginn; an der Phas 2, dass dee Projet, deen unhängeg un den Detail am Norden an den Detail am Süden, deen eis d'Ubannung un d'franséischt Stroossennetz erméiglecht, dass dee Projet, wann et nëmmen iergendwéi geet, d'nächst Joer hei an d'Chamber kënnt, well e passt bei deen heiten an et ass e Ganzt, an dass mer domadder verhënneren, wat um Ufank gefaart ginn ass, awer eiser Meenung no net kënnt an net dierf kommen, dat ass, dass de Projet Esch/Belval eng Wuelstandsinsel am Süde vum Land gëtt, wou déi gewuesse Strukture ronderëm géingen ënnert d'Rieder kommen. Dat ass net de Fall bei der aktueller Planung, mä mir mussen dës Entwécklung awer ëmmer mat engem ganz opmierksamen A weiderverfollegen.

Dann drëttens, d'Ubannung un d'Regioun, d'Ubannung un d'Grande Région. Virun, mengen ech, eppes méi wéi anerhallwem Joer huet de Lëtzebuerger Stat eng Konventioun mam franséische Stat ënnerschriwwen, fir eng Grenzverschiebung virzehuelen, fir notamment déi Ubannung un d'franséischt Stroossennetz ze erméiglechen, an och fir e grousse Park & Ride ze erméiglechen, deen en Deel Opfänkstruktur géing gi fir de Verkéier opzefänke vun deenen, déi aus Frankräich eriwwerkommen.

Schonn elo hu mer ëm déi 14.000 Leit, déi all Dag iwwer Esch eragefuer kommen iwwert d'Grenz, fir an de Süde schaffen ze goen. D'Halschent vun hinne bleift zu Esch, déi aner Halschent verdeelt sech iwwert de Rescht vum Land, esou dass ee keng Zeechnung brauch ze maache fir Iech ze soen, dass deen dote Réseau schonn épuiséiert ass an net dierf nach méi belaascht ginn. Dat ass dofir ganz wichteg.

Et géing eis an deem Kontext och erënneren, wou mer dru si mat de franséischen Noperen, well si waarde jo och op d'Phas 2 vun dësem Projet, deen also nach net Partie intégrante vun deem heite Projet ass, an deen déi direkt Ubannung un d'franséischt Stroossennetz erméiglecht, an dorunner ugeknäppt, an och d'Fro, wou mer mam Park & Ride dru sinn, deen och eng gewësse Bedeitung am Zesummenhang mat dësem Projet huet, well en eis jo en aneren Ëmgang mam Verkéier soll erméiglechen a virun allem eng Entspanung vum bestoende Verkéier soll erméiglechen.

Dat ass besonnesch wichteg, a mir ware frou ze héieren, bei de leschten Diskussioune ronderëm d'Frichen, dass d'Pour-parlerë mat de franséischen Nopere virun allem ganz gutt viruginn, well mir hunn d'Hoffnung jo net opginn, dass déi franséisch Regierung d'Bereetschaft weist fir op en nationale Projet, deen Esch/Belval ass, net mat engem lokalen, mä mat engem nationalen, mindestens awer mat engem regionale Projet ze äntwerten; a ronderëm déi Thematik, déi mir ënner anerem mat Hëllef vun der Cité des Sciences a mat der Faculté des Sciences et des Technologies uginn, och d'Bereetschaft weist, fir op franséischer Säit un déi Wirtschaftsentwécklung, déi hei ugestrieft ass, unzeknäppen.

Dofir wiere mer frou, Här Minister, an da sinn ech och schonn um Schluss ugelaangt, wa mer kéinten e prezisen Echéancier kréien, wéini no deem heite Projet, dee wichteg ass an deen e wichtege Message un d'Investisseurë vu Belval an un d'Leit, déi an der Regioun wunnen, ass, dass mer en Echéancier kréie wéini de Rescht vum Projet kënnt, notamment wat d'Ubannung un dat franséischt Stroossennetz ubelaangt, notamment wat de Contournement vu Raemerich ube-

laangt mat de Kaméidisetüden a mat den urbanisteschen Etüden, déi do drunhänken.

A vun eiser Säit aus wëll ech d'Bereetschaft signaléieren, fir net nëmmen haut dëse Projet matzedroen - dat ass fir eis eng Selbstverständlechkeet -, mä fir doriwwer eraus, jiddereen op senger Plaz a mat senge Méiglechkeeten, och zu der Réussite vun deene Projete bäizedroen, déi nach no dësem ze kommen hunn; an dat sinn der nach eng ganz Rëtsch. An domat ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Als nächste Riedner ass den Här Félix Braz ageschriwwen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Strooss an deen Tunnel ëm deen et haut geet hu schonn eng relativ laang Virgeschicht an déi Diskussioun ass an enger éischter Phas sou gefouert ginn, dass et dorëms gaangen ass eng Ubannung vun der Escher Autobunn a Richtung Stad mam franséische Stroosseréseau ze realiséieren. Am Idealfall - huet et geheescht vu franséischer Säit - sollt dat och am beschte mat zwou Spuren op der ganzer Längt sinn, fir tatsächlech eng Zort Autobunn op deem dote Stéck realiséiert ze kréien.

Dat ass e Projet, dee vun eiser Säit aus critiquabel ass, an och dofir während laange Joren net esou richteg virugaangen ass. De Projet huet awer vu senger Natur hir geännert duerch d'Entwécklung vun de Frichen. Mat där Entwécklung vum Site vu Belval-Ouest, dee jo eng Kéier soll dagsiwwer bis zu 20.000 Leit en activité um Site hunn, krut déi Strooss, wat eng Ubannung vun enger Autobunn sollt sinn, en anere Charakter. Si krut de Charakter am wesentleche vun enger Desserte vum Site vu Belval-Ouest a si ass och domadder net nëmmen eng Méiglechkeet ginn, mä si ass doduerch eng Noutwendegkeet gi fir de Site vun der Friche kënnen ze erschléissen a fir d'Friche vu Belval-Ouest kënnen an Aktivitéit ze huelen.

Dee Projet, dee mer haut stëmmen, ass ënnert engem relativen Zäitdrock entstanen duerch déi Chantieren, déi schonn amgaange sinn um Site vun der Friche Belval-Ouest, a mir hu schlussendlech net wëllen déi initial Léisung, déi um Dësch louch, hei zum Vote bréngen - wat ee ka bedaueren.

Déi initial Léisung, déi um Dësch louch am Kader vun den Diskussioune ronderëm de Projet Belval-Ouest, war eng Léisung, déi an engem relativ fréie Stadium schonn d'Zoustëmmung fonnt hat vun enger ganzer Partie Intervenanten an deem Projet. Si ass awer op Dränge vun der Regierung, déi Suen aspuere wollt a fonnt huet, dass déi laang Tunnelvariant vun 1.300 Meter en ze héije Käschtepunkt implizéiert hätt, net zum Droe komm.

Mat deenen Argumenter ass sech ausenaner gesat ginn an et huet een no Diskussiounen an nom Préiwe vun enger ganzer Partie vun anere Variante schlussendlech kënne feststellen, dass et eigentlech esou misst sinn, dass een de Projet an zwee Deeler spléckt: ee südlechen Deel, dat ass deen, deen haut zum Vote kënnt, deen e Konsens kann duerstellen, a wou mir als Gréng och dofir wäerten eis Zoustëmmung bréngen an en zweeten Deel, dee méi nördlechen Deel, deen nach net ausgeräift ass, a wou d'Froen, déi am Raum stinn, nach net alleguerte beäntwert sinn.

Et geet do notamment ëm de Contournement vun der Cité Raemerich vun Esch, wou eng ganz Partie Froen sech stellen am Beräich vum Kaméidi, vum Verkéiersopkommen, vum Impact visuel vun deem dote Projet. An déi Froe mussen enger Äntwert zougefouert ginn, déi absolut iwwerzeegend ass, well ouni déi Äntwerte kann et och net zu enger Zoustëmmung vum nördlechen Deel vun deem Projet hei kommen.

De Minister huet eis zougesot, datt d'Regierung wéilt déi Remarquen, déi gemaach gi sinn, eescht huelen a seriö préiwen, fir Äntwerten op déi Froen ze bréngen, déi wierklech vun engem héijen Niveau sinn. Bei deem Wuert wëlle mer de Minister och huelen a mir si bereet eis awer iwwerzeegen ze loosse mat Fakten, dass déi Froen, déi gestallt sinn, och fir deen nördlechen Deel vum Projet eng zefridde stellend Äntwert schlussendlech wäerte kënne kréien.

Dëse Projet huet awer een noutwendege Complément. Et ass virdru scho gesot ginn, d'Friche Belval-Ouest ass op ville Punkten e virbildleche Projet fir d'ganzt Land. Et ass e reellen Testfall fir d'Land am Beräich notamment vun der Mobilitéit - awer och net nëmmen -, mä notamment am Beräich vun der Mobilitéit ass et mat Sécherheet deen éischten Testfall wou mer kënnen alleguerte beweisen, ob mer déi richteg Konklusioune gezunn hunn aus de Mobilitéitsproblemer vum Land an ob mer och déi richteg Léiere kënnen zéien aus den Iwwerleeungen, déi am IVL-Bericht drastinn.

D'Friche Belval-Ouest muss e Modal split kréie vu 40/60; dass also 40% vun allen Déplacementer net mam Auto sollen zréckgeluecht ginn. Dat ass awer nëmme méiglech wa mer och am Beräich vum öffentlechen Transport net nëmme mat der noutwendeger Ubannung un de Stroosseréseau, mä och mat der Ubannung un d'Schinn méi wäit komme wéi dat wat elo ugeduecht ass.

Mir hunn am Moment an de Planungen eng Ubannung iwwert d'Schinn nëmmen iwwert de südlechen Deel. Dat ass och absolut an der Rei an esou enger éischter Phas, wou d'Entwécklung um Site nach net esou stattfonnt huet, dass dat iwwert de Süden alleng geschitt, iwwert den Arrêt Belval-Usines an iwwert déi nei Gare, déi soll gebaut ginn. Mir halen et awer fir absolut noutwendeg, dass an enger zweeter Phas och déi Schinn muss an eng zentral Positioun op d'Friche Belval-Ouest dropkommen, wou se dann an enger Ost-West-Richtung de Site géing desservéieren, dass d'Leit, déi aus der Regioun wëllen dohinner kommen, net mussen ëmklammen um Site Belval-Usines, fir sech da mam Bus oder enger Navette iwwert de Site ze déplacéieren, mä wou ee kann aus der ganzer Regioun op de Site kommen, ouni sech musse mat engem Ëmklammen ze beschäftegen.

Dat steigert d'Qualitéit, dat steigert d'Attraktivitéit vum öffentlechen Transport iwwert d'Schinn an déi Noutwendegkeet ass an eisen Aen erwisen a si wäert och musse vun der Regierung realiséiert ginn.

Am Moment ass d'Regierung dobäi ze préiwen, ob et eng Méiglechkeet gëtt vun den CFL-Schinnen eriwwer op de Site ze kommen iwwert d'Arcelor-Schinnen andeems se sech géinge kräizen. Dat wier eng Alternativ zu dem sou genannte Fly-over, wou also da misst, wa sech déi doten Optioun vun der Kräizung um Niveau Null géing als net machbar erausstellen, mat enger Léisung geschafft ginn, fir vun den CFL-Schinnen iwwert d'Arcelor-Schinnen eriwwerzefueren, fir op de Site ze kommen.

Mir hoffen natierlech, dass déi Etüd vun der Regierung, déi am Moment amgaangen ass gemaach ze ginn, zur Konklusioun wäert kommen, dass déi méi bëlleg Variant vun der Kräizung vun de Schinne méiglech ass. Mir soen awer gradesou däitlech: Sollt bei där Etüd erauskommen, dass eng Kräizung um Niveau vum Embranchement unique vun der Arcelor net méiglech ass, dann insistéiere mer, dass dann eben d'Léisung vum Fly-over gepréift gëtt, fir um Niveau vun der Gare Belval-Usines op de Site ze kommen a méi am Westen op Bielesser Säit nees op déi bestoend Schinnen zréckzekommen.

Dat gëtt en Ouvrage, deen natierlech méi deier ass - dat ass eis bewosst -, mä do schwätze mer laut deenen Zuelen, déi op den Dësch geluecht gi sinn, vun ëm déi 20 Milliounen Euro. Wat awer, wann een den Notze kuckt vun deem Ouvrage par rapport zum Modal split, deen enorm wier, a wann ee kuckt par rapport zu deem wat beispillsweis am Projet Micheville konnt agespuert ginn, wann ee kuckt wat dat ausmécht par rapport zum Gesamtinvest iwwert de Fong Belval um Site Belval-Ouest - ech schwätzen do vun enger Milliard Euro - dann e Käschtepunkt ass, dee mat Sécherheet méi wéi justifiéiert ass par rapport zu deem Rendement, deen een da kann erreechen.

An dat ass dofir fir eis e Punkt wou mer onbedéngt der Meenung sinn, dass e muss realiséiert ginn, dass dat en noutwendege Complément ass och zu der Stroossenubannung, déi mer haut an hirem éischten Deel wäerte stëmmen a mat dëse Remarquë bréngen ech d'Zoustëmmung vun der grénger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Merci, Här President. Dat, wat mer als ADR hei scho méi wéi eng Kéier ugedeit hunn, ass och dat, wat ech scho bei deem viregte Projet gemaach hunn, dass bei der Diskussioun iwwert d'Prioritéiten, déi falsch gesat ginn, dass dat mat sech bréngt, dass da bei anere wierkleche Prioritéiten, wéi zum Beispill deem Projet hei, ugefaange gëtt ze strecken. An hei si mer an esou engem typesche Fall, wou dat ugeet.

Hei bei dësem wichtege Projet, deen initiale Projet mat deem Tunnel vun 1.300 Meter, deen am Fong virgesi war, a wou ech lech och hei kee Geheimnis verrode wann ech lech soen, dass mer eis am Escher Gemengerot eestëmmeg an enger Euphorie fir dee Projet ausgeschwat hunn - och déi, déi elo hei fir eng aner Variant plädéiert hunn - an dass et da richteg war, wéi den Här Braz gesot huet, dass se dann dunn eng Kéier bei d'Regierung getrëppelt sinn an do ass den Drock vun der Regierung komm an dass se dann do dräi Wochen drop schonns ëmgekippt sinn a mat enger anerer Motioun komm sinn a wou se sech da fir en anere Projet, fir eng aner Variant, entscheet hunn. Dat seet jo scho villes aus. Op jidde Fall kann ech et elo hei net gëlle loossen, dass duerch reng finanziell Ursaachen dee wichtege Projet do net nëmmen an zwee gedeelt gëtt, mä och seng Wichtegkeet fir d'Liewensqualitéit vun den Awunner, déi do ronderëm sinn, awer a Fro gestallt gëtt. An dass et elo hei awer an d'Richtung geet wou e Contournement soll gebaut ginn a wou mer ganz genau wëssen, wa mer e Contournement bauen, egal wou mer e bauen, da verlagere mer just de Problem vun enger Plaz op déi aner an dann ass de Problem verlagert, mä en ass net geléist. An hei wär mat deem Tunnel eng Méiglechkeet gewiescht, fir awer eng ganz Rei verkéierstechnesch Problemer bei deem Site…

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Här Braz, wann ech gelift. Dir hutt lech elo véiermol gedréint. Bleift elo roueg sëtzen.

(Interruptions)

Ech géif soen, dass mer…

(Interruption)

Gelift?

Jo, elo war en erëm do wou en hierkomm ass. Jo, ganz gutt.

M. le Président.- Här Jaerling, loosst lech net oflenken.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Jo. Ech si schonn esou depriméiert, wann ech dat do gesinn.

(Interruptions)

Op jiddfer Fall ass dat alt erëm eng Kéier typesch. An do stellen ech mer awer eng Rei Froen, wou effektiv déi wierklech Begrënnung ass. Well wa mer elo higinn a mer soen, dass mer deen Tunnel elo an enger éischter Phas maachen, dann ass jo d'Konsequenz dovun, dass wa mer deen Tunnel op 700 Meter reduzéieren, dann ass deen initiale Projet gestuerwen. Dann ass d'Konsequenz, bei där zweeter Phas ass dann dee Contournement.

An dat ass jo just dee gréisste Problem, wou dann och nach hei derbäi direkt zougi gëtt, dass da muss gekuckt gi mat Lärmschutzpanneauen, fir ze kucke fir d'Liewensqualitéit vun de Leit do ze erhalten.

Dat heescht, d'Problemer, déi kommen, si bekannt. Et gi schonn direkt Deelléisungen hannendrun. Well et gesäit ee jo iwwerall do, wou där Lärmschutzpanneauë sinn, wéi déi Landschaft ausgesäit. Hei huet einfach d'Geleeënheet bestanen, wann een de Courage gehat hätt, déi néideg Suen ze investéieren an d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi do wunnen, wat och liewenswichteg wär fir dee ganze Projet, well wa mer hei ufänken elo schonn am Ufank ze kierzen a Léisungen ze fannen op Drock vun deenen, déi do wëllen déckt Geld verdéngen, da soen ech lech, da wäerte mer an Zukunft och nach weiderfueren erëm schnell Deelléisungen ze fannen, fir de Rescht vum Projet ganz ze verstümmelen, an dann ass et net méi dat wat et war an dann ass et kee Modell fir d'Lëtzebuerger Land. Dat kann ech lech awer soen.

Dat wat et am Fong hätt solle ginn, dat stierft op jiddfer Fall schonn, wa mer hei ufänken elo schonn ze verstümmelen an ze zersplécken.

Dofir soen ech, dass mer net kënne mat deem Projet hei d'accord sinn.

D'Fro, déi sech awer einfach stellt, ass, wann een hei gesäit, dass eng Majoritéit sech awer elo dofir ausgeschwat huet, ouni awer iergendeng seriö Begrënnung ze ginn, firwat dass et noutwendeg ass dee wichtegen Tunnel do ze kierzen, an ech huele jo un, dass den Här Minister dann dat wäert elo hei versiche fir mir ze erklären, wéisou dass et elo noutwendeg war, dee fir d'Liewensqualitéit wichtegen Tunnel hei a Stécker ze schneiden a wat d'Konsequenz herno ass a wéi e gedenkt da spéider déi Liewensqualitéit, déi hei hätt mat deem Tunnel, wann en integral entstane wier, wéi en déi kann de Leit herno erëm ubidde mat engem Contournement. Dat ass eng Fro, déi mer awer hei musse beäntwert kréien.

Ech mengen dat gesot ass de Problem elo: Et ass richteg, dass mer musse virukommen. Mä wa mer awer um falsche Wee fueren, da froen ech mech wéi wäit dass mer kommen. Well wa mer elo séier e Stéck weiderkommen an da guer net méi weider an dass dann de Rescht vun där ganzer Phas do gestuerwen ass, da froen ech mech wat mer geschafft hunn. An dann ass fir déi nächst 20 Joer d'Liewensqualitéit vun deene Leit, déi do wunnen, gestuerwen. Dat ass de Problem!

An dann ass dat net nëmme fir déi Leit, déi dës Säit der Grenz wunnen, mä och fir déi, déi déi Säit der Grenz wunnen; well et geet jo net nëmmen ëm eis. Et gëllt och fir déi Leit vu Micheville. Et gëllt och fir déi Leit vu Villerupt a vu Russange a vun Audun-le-Tiche, déi och duerch deen Tunnel hei hätte kënnen eng grouss Entlaaschtung kréien.

Et geet och souguer iwwer Esch eraus, am Ëmkrees vun Esch, wou och duerch deen Tunnel hei an duerch déi Ubannung do och d'Collectrice du Sud hätt kënnen entlaascht ginn, wesentlech entlaascht ginn; an dat ass heimat net de Fall.

Well wann déi vun der Collectrice du Sud oder vun anere Stroossen eriwwerfueren duerch deen Tunnel a se huelen dann de Contournement oder déi Ëmgehungsstrooss, déi iwwert den - wéi nennt Der dat - Chemin repris, oder wéi dat heescht, 168 elo geet. Déi musse während véier, fënnef Joer doriwwer fueren, well dat ass jo d'Konsequenz dovun. Wann dat elo gebaut gëtt, gëtt jo dann, ier dat do fäerdeg ass, eng Ëmleedung do gemaach. Da sinn déi Leit do…

(Interruption)

Wat gelift?

(Interruption)

Ma neen. Dat ass jo net wouer. Wann Der dee ganzen Tunnel hutt, ass dat net de Fall. Wann Der deen Tunnel hutt, da braucht Der keng Ëmgehungsstrooss ze bauen. Wann Der deen Tunnel hätt, dann hätt Der déi Ëmgehungsstrooss guer net bräichten ze bauen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Deen ass an all Plang virgesinn, dee Contournement vu Raemerech.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Awer net do, awer net ronderëm Bieles, flatsch duerch Bieles.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- En ass um selwechten Tracé virgesinn. Den Ënnerscheed ass, datt deen een Tunnel 1.300 Meter hätt an deen hei der nëmmen 735 laang ass. Den Tracé awer ass genau d'selwecht virgesinn.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Op jiddfer Fall ass fir eis déi hei Propositioun net haltbar. Mir wäerten eis dofir bei dësem Projet enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Domat ass d'Debatt ofgeschloss an d'Wuert huet elo den Här Bauteminister Claude Wiseler. Här Wiseler!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Merci och all deenen, déi zu enger konstruktiver Debatt haut de Mëtte vun deem Projet hei bäigedroen hunn.

Mir haten d'lescht Woch hei op därselwechter Plaz eng extrem interessant Debatt iwwert d'Friches industrielles. Ech wëll och net méi dorobber agoen. Mä déi ganz Diskussioun, déi mer gefouert hu viru méi wéi enger Woch, déi huet fir mech u sech zwou Saache kloer an däitlech ënnerstrach.

Dat Éischt, dat ass dat konstant Engagement vun där viregter a vun dëser Regierung fir dat, wat ëmmer nach e Projet phare ass, ze realiséieren, fir deen an Délaien ze realiséieren déi korrekt sinn, an dat à l'unanimité quasiment vun deenen, déi heibanne geschwat hunn.

Dat waren och déi wesentlech Engagementer, déi an dëse Projet vun de Friches industrielles kommen. Ob dat am Kader vum Enseignement supérieur, vum Centre de recherche, vun de Lycéeën, vum Sport, vum Studenteliewen, vun der neier Ekonomie, de Startupen, der Administratioun, der Kultur oder dem Wunnengsbau ass, mat Projete wéi de Centre de musique, wéi d'Stabilisatioun vun den Héichiewen, wéi administrativ Projeten, wéi d'Lycées techniques vu Belval-Ouest, wéi de Centre de Conférences, wéi d'Archiven oder

wéi de Centre de recherche. Do muss ee soen, datt dat awer en Engagement ass, e Wëllen ass, wéi e kaum op enger anerer Plaz vum Land besteet, fir deen do Projet esou hinzekréien a fir dat hinzekréien, wat mer an där heiter Géigend am Süde vum Land brauchen an och wëllen.

An dat Ganzt, déi ganz Investissementer, déi brauchen natierlech och Infrastrukturen am Déifbau, soss fonctionnéiert dat net, fir op de Site eranzekommen, op där enger Säit, a fir sech um Site selwer ze bewegen.

Dëse Projet gesäit dann dofir net nëmmen dat, wat ee klassescherweis d'Liaison Micheville nennt, vir - dat heescht déi Liaisoun, déi duerch de ganze Projet geet, vu Frankräich aus, hannert dem Contournement Raemerech ronderëm, fir duerno op d'Escher Autobunn ze kommen -, mä awer och den Accès sud, deen also en aneren Accès op de Site soll sinn. An dann hu mer och nach op deem Site dee provisoreschen Accès nord, deen och gebaut gëtt, deen awer net an dësem Projet dran ass, well dee getrennt vun dësem Projet iwwert d'Kredittter vum Budget gemaach gëtt.

Och dat ass awer nach en Investissement, deen an deenen nächste Méint gemaach gëtt. Ech hunn do op mengem Büro d'Pläng leie fir ze ënnerschreiwen. Déi wäerten och elo erausgoen, esou datt mer direkt kënne mat deem Accès ufänken, dann dat hei ausschreiwen, fäerdeg maachen an an déi nächst Etapp goen. Esou datt mer esou schnell wéi méiglech, wann d'Chamber duerno Jo stëmmt - an ech hunn, nodeem ech Iech héieren hunn, eng grouss Hoffnung, datt dat wäert esou sinn -, och kënne mat dësem Projet ufänken.

Déi Diskussioun, déi mer haten an déi och hei bei deene meeschte Riedner erëm zréckkomm ass, dat ass déi vun haaptsächlech deene villen Tunnelvarianten. Villes an alles ass driwwer gesot ginn. An engem éischte Masterplang hate mer u sech dësen Tunnel, esou wéi en elo gebaut gëtt, virgesinn. Duerno, an enger zweeter Etapp, ass dee verlängert ginn, fir op der N31 duerchzefueren, an dëse Projet, déi Variant, déi mer haut hunn, ass dann erëm méi kuerz, kënnt virun der N31 eraus.

Mir hunn, op Basis vun deem längere Projet, deen nach eng Kéier duerchgekuckt ginn ass, eng Rei zousätzlech Variante virun enger Rei Méint studéiert, an dat net nëmmen, wéi et hei gesot ginn ass, wéinst dem Käschtepunkt an net nëmmen aus Käschtefroen, mä awer och aus Käschtefroen.

An ech mengen et ass och keng Schan fir dat ze soen, an dat soen ech net nëmme bei dësem Projet, mä dat probéieren ech an Zukunft bei alle Bauprojeten ze soen. Mir musse kucken, wéi mer déi Projeten an de Gréff kréien. Mir musse kucken, wéi mer eis Finanzen, déi mer hunn, esou maachen, datt mer och kënne Qualitéit bauen, mä datt mer net do Suen ausginn, wou mer se net brauchen auszeginn, mä datt mer dat korrekt maache fir esou vill wéi méiglech Infrastrukturen op den Terrain eriwwerzekréien.

Mir hunn net nëmmen nom Käschtepunkt gekuckt, mir hunn och no Punkte vun Accessibilitéit, vun akusteschen Nuisancen, vu Sécherheet, vu Separatiounseffekten, vun Zäit a vu Phasagen gekuckt a Variante studéiert. Mir haten d'Variant vum laangen Tunnel, zwou Variante vu méi engem kuerzen Tunnel an och eng Variant, vun deem wat mer e Boulevard urbain genannt hunn, dat heescht vun iwwerhaapt kengem Tunnel, wou de ganze Verkéier iwwert d'Surface gelaf wier.

Déi verschidde Präisser waren 280 Milliounen Euro fir dee laangen Tunnel, 205 bis 209 fir déi zwou Variante vum kuerzen Tunnel an 153 fir dat, wat mer de Boulevard urbain genannt hunn. D'Optioun vun deem kuerzen Tunnel ass ebe geholl ginn aus enger ganzer Rei Grënn, finanzieller sécher, mä awer och verkéierstechnescher, well en huet eng ganz Rei Avantagen: d'Sécherheet, d'Accessibilitéit an d'Phasagefroen hunn een zu dëser Solutioun higeleet.

Dëse Projet huet och - an dat muss ech soen - de ganz groussen Avantage, datt en e Phasage erméiglecht. En erméiglecht engem elo an dëser Etapp, dat, wat mer den Accès sud nennen, ze bauen. En erlaabt eis, zwar net iwwert dëse Gesetzesprojet, mä parallell den Accès nord ze bauen, an en erlaabt eis eng sou genannte Carcasse vum Tunnel an de Buedem ze leeën, déi awer dann net den Tunnel a senger ganzer Funktionalitéit ass, mä just momentan déi Structure porteuse, dat heescht déi Carcasse ass, déi am Buedem läit, déi eis dann erlaabt uewendriwwer déi Strooss ze bauen, déi d'Agora wäert bauen, fir d'Funktionalitéit vum Site esou schnell wéi méiglech ze erlaben. Well och dat ass eng wesentlech Fro. Mir sinn an esou engem Projet wéi deem hei ganz einfach verflicht a gewëssenen Délaien, déi kloer esou schnell wéi méiglech solle sinn, de Projet funktiounsfäeg ze maachen.

Mir si verflicht d'Accessibilitéit vun dësem Projet ze garantéieren an dat net nëmme wéinst deenen Investisseuren, wou mer frou sinn, datt si op dee Site investéieren, mä och fir déi Investisseuren, vun deene mer wëllen, datt si an Zukunft op deem Site do investéieren, well dat soll e Site sinn, wou net nëmme Structures publiques sinn. Dat soll e Site sinn, wou och Privatinvestisseuren dohinner kommen. Dat soll e Site sinn, wou duerno och Wunnengsbau besteet. Wou also e ganzt Liewen op deem Site ass an dofir kann een net einfach déi Saachen ofginn. Dat gehéiert zesummen an den Ensemble vun deem, wat op dee Site do soll kreéiert ginn.

Ech mengen, dass dat Gesetz haut stëmmen, esou schnell wéi méiglech den Accès nord maachen, esou schnell wéi méiglech den Accès sud maachen an déi Stroossen uewen um Site bauen, déi eis einfach de Verkéier intern vum Site erlaben, gëtt dësem Projet ee wesentleche Push, gëtt him eng Crédibilitéit an erlaabt em weiderzekommen an deenen nächste Méint. Dat ass extrem wichteg a mengen Aen.

Da soen ech och Folgendes, well dat gehéiert och zur Diskussioun, déi mer an der leschter Zäit iwwert déi Projeten haten, déi mer hunn an déi mer och nach iwwer notamment de Projet Nordstrooss kréien: Ech maachen dëse Projet an engem gewëssene Phasage. Ech hunn Iech deen och als Chamber esou presentéiert. Dat ass zum Beispill bei der Nordstrooss net geschitt. Do hu mer e Projet vun der ganzer Nordstrooss gemaach, mat deene Problemer finanztechnescher Natur, déi mer hunn, e Projet deen 1995, 1996 elaboréiert gouf, 1996 gestëmmt gouf, deen 2012 fäerdeg ass a vun deem et extrem schwiereg war 1994, 1995 schonn ze wëssen, wat en dann 2012 zum Schluss wäert kaschten.

Hei ass am Fong déi éischte Kéier, datt mer e Prinzip zu engem Deel uwenden, dee mer an der Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire esou laang duerchdiskutéiert hunn, datt mer am Fong e Projet, deen deier ass a Phase bréngen a vun deem mer an der éischter Phas awer soen, wat soll gebaut ginn a wéi de ganze Projet a senge Konturen ausgesäit, an datt mer dann déi finanztechnesch Projeten a Phasen do bréngen, wat mir einfach als responsabele Bauteminister erlaabt, de Käschtepunkt besser ze iwwerblécken an, ech hoffen, och an Zukunft besser am Gréff ze halen.

Dee System, fir et a Phasen ze bréngen, huet eis och erlaabt awer zu engem Deel eng Rei Garantien de Gemengen ze ginn. Mir hunn elo eng éischt Phas dohinner geluecht, déi doranner besteet fir eng Carcasse vum Tunnel ze setzen, a falls déi Gemengen eis net gegleeft hätten, wat se awer hunn, mä falls si eis net gegleeft hätten, mussen si wëssen, datt mer déi zweet Phas vun deem Projet musse stëmmen a musse maachen, fir den Tunnel funktiounsfäeg ze maachen, well hei hu mer déi ganz Elektromechanik net dran. Hei hu mer déi ganz Sécherheetssystemen am Tunnel momentan an dëser Etapp nach net virgesinn an déi ginn eréischt an der zweeter Phas vum Tunnel gebaut, sou dass ee kann einfach sécher sinn, datt déi zweet Phas muss kommen, mä si kënnt an enger Etapp, wou mer dann de Finanzvolume besser iwwersinn a wou ech ka mat méi Garantie virun Iech kommen an Iech soen, wat dat kascht.

Mir hunn eis och engagéiert net nëmmen an där leschter Motioun, déi hei während deem Débat vun de Frichë gestëmmt ginn ass, mä och scho virdru mat de Gemengen, datt mer iwwert déi zweet Phas vun deem Projet - an haaptsächlech dee ganz sensibele Punkt, deen haut och schonn ugeschwat ginn ass, vun där Phas, bei där mer mussen iwwert d'N31 fueren, ier mer dann iwwert de Contournement, dee bei alle Projete vum Masterplang virgesi war, fueren - mat hinnen zesummen diskutéieren, wéi mer déi dann definitiv gestalten, an dee Projet net eraginn, ier mer déi Diskussioune mat der Gemeng Esch, mat der Gemeng Suessem, déi Demandeurs sinn, gehat hunn.

Do hu mer eis och engagéiert, an dat si mer och amgaangen ze maachen, fir eng Rei Studien op de Wee ze bréngen, déi eis gradesou d'verkéierstechnesch Problematik sollen évoquéieren, déi eis d'akustesch Problematik iwwert d'Geräisch solle bréngen, an déi eis och déi Insertioun an d'Stadbild solle studéieren, ier mer do en connaissance de cause dann déi Décisioune kënnen huelen, déi mer brauchen, fir déi zweet Phas vum Projet esou ze maachen, wéi mer se alleguer gemeinsam wëllen.

Dat sinn déi Saachen, déi ech elo nach zur Diskussioun wollt derzoufügen. D'Madame Mutsch hat nach gefrot, wéi et da géing stoe mat där ganzer Fro vun dem Parking, dem Bau vum Parking, dem Phasage respektiv haaptsächlech dem Echéancier, dee mer solle maachen, an den Négociatioune mat de Fransousen.

Ech wëll soen, déi Négociatioune mat de franséischen Autoritéite si momentan nach ëmmer amgaangen. Et sinn eng Rei technesch Froen, déi momentan nach net geléist sinn an iwwert déi mer amgaange sinn ze diskutéieren. Et si wierklech technesch Froen. Eng dovunner ass d'Verleeë vum Gazoduc zum Beispill, iwwert dat do nach eng Rei Saache gekläert musse ginn. Duerno, wann déi technesch Problemer geléist ginn, da kann den CR168 verluecht ginn, da kann och d'Gare gebaut ginn an an der nächster Etapp de Parking, well de Parking brauche mer eréischt an där Etapp, an där u sech dat ganzt Stroossennetz da funktiounsfäeg ass.

Ech hunn ëmmer Schwieregkeete fir elo Datummen ze annoncéieren, well ech an där kuerzer Zäit awer scho kloer an däitlech geléiert hunn, datt een normalerweis, wann een als Bauteminister Datummen annoncéiert, derniewent läit an dat riskant ass. Ech kann Iech also d'Etappe soen, wéi se niewentenee sinn. Ech kann Iech och soen, an dat wäerte mer an den Diskussioune mat de Gemenge sécherlech méi prezis maachen, wéi mir eis déi verschidden Echéancen elo virstellen, mä sech fir déi Echéancen ze engagéieren, ass relativ schwéier.

Par contre, dat wou mer eis engagéieren heifir, dat ass, datt mer dës Etapp vum Projet, den Accès nord op där enger Säit, d'Carcasse vum Tunnel op där anerer Säit mat dem Stroossebau driwwer an den Accès sud esou schnell wéi méiglech, ech géing soen, an d'Produktioun ginn, esou schnell wéi méiglech kucken, datt mer mat der Realisatioun kënnen ufänken, well mir brauchen et,…

M. le Président.- Dir misst zum Schluss kommen.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- …datt dee Projet ka weiderlafen.

Ech soen Iech Merci, Här President, fir d'Nolauschteren, an halen dann op op där Sekonn, wou Der mech dat frot.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen, kenger Nee-Stëmm a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Claude Meisch), MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Wëllt een seng Abstentioun begrënnen?

(Négation)

Wann ech richteg gesinn, ass dat de Grupp vum ADR. Très bien.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zréck zur Motioun, déi ufanks vun der Sitzung vum honorabelen Här Gibéryen abruecht ginn ass, wou et ëm d'Campagne iwwert de Referendum geet. Ech mengen, ech hätt richteg verstanen, dass d'Fraktiounen alleguerten d'accord sinn, dass mer déi Motioun elo debattéieren. Da ginn ech dem Auteur vun der Motioun d'Wuert, dem Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

6. Motion de M. Gast Gibéryen relative à la campagne d'information du Gouvernement dans le cadre du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech menge Lëtzebuerg ass net dat Land, wat Traditiounen a Referendumen huet. Et ass en Neiland, wat mer domadder betrieden, mat enger relativ komplizéierter Prozedur, déi mer eis an deene leschte Méint hei ginn hunn, fir iwwerhaapt kënnen e Referendum ofzehalen. An anere Länner ass dat méi gängeg, datt Referendumen ofgehale ginn, si hunn och domadder méi Erfahrung, et ass méi eng grouss Organisatioun do a mir, wéi gesot, betrieden hei Neiland.

Eng vun deene grousse Suerge vun eisem Grupp, wéi mer dëse Referendum décidéiert hunn, war, datt vu Regierungs- a vu Chamberssäit déi Campagnen, déi mat Steiergelder finanzéiert ginn, missten objektiv an neutral sinn. Deenen eenzelne Persounen, Parteien oder Gewerkschaften oder Gott weess wat fir Sociétéiten ass et fräigestallt, déi Campagnen an déi Positiounen ze huelen, déi si fir richteg fannen. Déi vum Steierzueler bezuelte Campagnen awer mussen objektiv an neutral sinn.

An deene leschten Deeg a Woche kënne mer an der Press déi vun der Regierung organiséiert Campagne liesen an och am Radio kënne mer se héieren. An net wéineg Leit sinn net averstanen a fannen et net richteg, datt déi Campagne, déi vun der Regierung do gemaach a vu Steiergelder bezuelt gëtt, sou eesäiteg ausgeriicht ass an am Fong eng positiv Publizitéit mat dem Resultat fir Jo ze stëmmen zu dem Traité constitutionnel mécht.

Dat, wat gesot oder geschriwwe gëtt, ass wuel net falsch, alles dat ass eng Saach vun der Interpretatioun, mä se ass net objektiv, well et einfach eng eesäiteg Informatioun ass an d'Leit am Land mierken och elo lues a lues, datt déi Campagne esou tendenziéis ass.

Wann zum Beispill gesot gëtt, Lëtzebuerg behält selbstverständlech seng Stëmmrechter an och säi Vetorecht, dann ass et net falsch. Lëtzebuerg hält säi Stëmmrecht an och säi Vetorecht, mä et gëtt awer dobäi vergiess ze soen, datt mer eng ganz Rei vun Ofstëmmungsmodalitéite vun Unanimitéiten a qualifizéiert Majoritéiten eriwwerhuelen an esou virun an esou weider. Et ass also net falsch wat do steet, well mir behalen eist Vetorecht, mä et gëtt vergiess ze soen, datt mer an enger Rei vu Punkten, wou mer e Vetorecht haten, dat Vetorecht opginn; dat nëmme fir ee Beispill ze nennen, wéi alleguer déi Texter ganz tendenziéis sinn.

Ech kënnt Iech der elo e ganze Koup hei virliesen, mir hunn eis se eraus geprint, si si jo um Regierungssite an et kann een sech se jo eraus printen, mä alleguer si se tendenziéis a se beliichten ëmmer nëmmen den Text aus enger positiver Säit, aus enger Säit, déi invitéiert fir Jo ze soen...

(Interruption)

…, a mir fannen, datt dat net korrekt ass. Och a Frankräich huet de franséische Conseil d'État am Kader vun dem franséische Referendum der Regierung kloer gesot, datt déi Campagne, déi si mat Steiergelder mécht, misst eng Campagne sinn, déi neutral an objektiv ass. Mir stelle fest, datt dat hei zu Lëtzebuerg net de Fall ass, datt se ganz tendenziéis ass, datt se eesäiteg ass an datt se domadder de Kritäre vun der Neutralitéit an der Objektivitéit net entsprécht.

An duerfir hu mer dës Motioun deponéiert wou mer soen, d'Regie-

rung soll déi Campagne, wéi se elo virläit, stoppen an zesumme mat der Chamber eng nei Campagne maachen, wou mer da kéinten alleguer matschwätzen an datt dat dann och géif eng Campagne ginn, déi objektiv wier, déi déi Texter géif bei d'Leit droen, wou net nëmmen déi eng Säit, mä och déi aner Säit beliicht gëtt. Ech mengen, dat géif eis gutt zu Gesiicht stoen.

Well, wéi gesot, mir hu vun Dag zu Dag, ech weess net wéi et bei lech ass, mä mir hunn op jidde Fall ëmmer méi Leit, déi uruffen, souguer schreiwen an déi soen, si géifen dat ganz schlëmm fannen, datt hei vu Regierungssäit esou tendenziéis géif eng Informatiounscampagne gemaach gi mat Steiergelder.

Déi misst objektiv sinn an duerfir, wéi gesot, hu mer dës Motioun erabruecht, wou mer hoffen, datt jiddereen heibannen och der Meenung ass, datt d'Regierung misst an hiren offizielle Campagnen eng neutral an objektiv Campagne iwwert dësen Traité constitutionnel maachen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als Éischten huet d'Wuert gefrot, den honorabelen Här Fayot. Här Fayot!

Discussion générale

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech sinn der Meenung, dass d'Campagne vun der Regierung an der Press an an de Medien eng objektiv Campagne ass. Firwat? Well se d'Faitë prezis duerstellt, wéi se an deem Text vun der Verfassung, iwwert deen d'Leit ofzestëmmen hunn, sinn.

Si ass och objektiv, well se erklärt déi Rouagen, déi Zilsetzungen, déi Methoden, déi an dëser Verfassung dra sinn an déi ee muss verstoe fir och deen Text kënnen ze jugéieren. Si ass objektiv, well se trotzdeem och déi enorm Avantagen duerstellt, déi Lëtzebuerg duerch seng Memberschaft an der Europäescher Unioun huet, an déi kee kann niéieren, wann een och nëmmen e bëssen d'Geschicht vu Lëtzebuerg an deene leschte Jorzéngte bis haut mat kuckt. An ech fannen och, dass et eng objektiv Campagne ass, well se all Bierger d'Fräiheet léisst ze jugéieren, wéi en dann elo soll iwwert déi Verfassung ofstëmmen.

Et ass kee Matraquage an dëser Campagne. Et ass eng Presentatioun vun de Faiten an ech soen, dass dës Presentatioun objektiv ass.

Den Här Gibéryen huet, fir fir dës Motioun do ze argumentéieren, een eenzegt Beispill ginn, een eenzegt Beispill, firwat dass dës Campagne eventuell net objektiv wär. En huet gesot, dass net duergestallt gëtt, dass op enger Partie Gebidder d'Unanimitéit am Conseil duerch Majorité qualifiée ersat gëtt. Doraus wëllt en zéien, dass da Lëtzebuerg en Désavantage hätt an net en Avantage duerch déi verbessert Funktiounsfäegkeet vum europäesche Ministerrot, fir eben Décisiounen ze huelen, déi gemeinsam vun der Europäescher Unioun geholl ginn.

Ech mengen, dat ass e schlecht Beispill, dat ass e falscht Beispill, well Lëtzebuerg huet Intérêt dorunner, net dass d'Europäesch Unioun duerch vill Vetorechter blockéiert ass, mä et huet Intérêt drun, dass dës Europäesch Unioun duerch eng gutt Manéier, fir Décisiounen ze huelen, virukënnt.

Mir sinn also ganz kloer dofir, fir dës Motioun ofzelehnen.

Ech wëll dann drop hiweisen, den Här Gibéryen seet a sengem Dispositiv, dass dann d'Regierung an d'Chamber zesumme sollen eng nei Campagne determinéieren, mä ech wëll dann awer och drop hiweisen, dass d'Conférence des Présidents zesumme mam Ausseminister zu där Zäit, wéi den Här Gibéryen a seng Partei nach fir d'Verfassung waren…

(Interruptions et hilarité)

…, déi Campagne, déi mer an der Chamber an déi och d'Regierung gemaach huet, diskutéiert hunn an och d'Regierung encouragéiert hunn, fir eben eng objektiv Campagne ze maachen. Ech gesinn also wierklech net wat elo den ADR dozou beweegt, fir déi Campagnen esou erof ze maachen, wéi hien dat a senger Motioun mécht.

Ech menge schonn, dass souwuel d'Regierung, wéi och dës Chamber, insgesamt hir Informatiounsflicht voll a ganz erfëllt huet. Si huet och an hirer Campagne, ob dat an Auditioun hei ass oder an hire Versammlungen, Leit vum Nee wéi vum Jo zu Wuert komme gelooss. D'Regierung huet hir objektiv Campagne gemaach an ech mengen domat hunn déi Institutioune wierklech de Maximum gemaach wat ee ka maachen.

Natierlech kann een ëmmer méi maachen. Ech sinn och der Meenung, dass ee scho vläicht méi laang hätt kënnen déi Campagne ufänken, mä ech mengen, sou wéi se hei vun dem ADR ofgelehnt gëtt, kënne mir natierlech net domat d'accord sinn.

Mir encouragéieren au contraire d'Regierung op deem Wee weiderzegoen. Mir encouragéieren och d'Regierung de Leit dobausse kloer an däitlech ze soen, wat fir Avantagë Lëtzebuerg huet, doduerch dass et an der Europäescher Unioun ass, an och wat fir Avantagen dës Verfassung huet, wa se mol eng Kéier a Kraaft trëtt.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass eng Motioun virgeluecht ginn, wou eigentlech, vum Grond op gesinn, eng richteg Thematik opgeworf gëtt, nämlech déi, wann een e Referendum organiséiert, wéi gestalt een dann dee Referendum; wéi gëtt een de Befürworter an de Géigner zum Beispill d'Méiglechkeet, fir sech auszedrécke bei engem Referendum. Ech muss awer allerdéngs soen, datt d'Äntwerten, déi hei zum Deel opgeworf ginn, total falsch sinn an eigentlech mat der Fro, wat ass objektiv a wat ass net objektiv am Kader vun enger Campagne, vun engem Referendum, näischt ze dinn hunn.

Ech mengen, datt d'Regierung logescherweis als Fonctioun muss hu fir eng gewëssen Informatioun ënnert d'Leit ze bréngen, an dat huet d'Regierung gemaach. D'Regierung dierf net d'Leit incitéieren, weder fir esou oder esou ze stëmmen, oder hinnen eppes ze suggéréieren, ech mengen net, ech hunn op alle Fall keen Text gesi wou dat de Fall war. Et stelle sech eng ganz Rei aner Froen an deem Kontext, wann een driwwer diskutéiert, wéi ee mat engem Referendum ëmgeet.

Ech muss awer allerdéngs soen, meng Fraktioun hat sech iwwer mäi Kolleeg Félix Braz vill Méi gemaach, wéi mer d'Referendumsgesetz an der Kommissioun diskutéiert hunn, fir op déi Punkten anzegoen. Do huet de Vertrieder vum ADR net ganz vill an deem dote Beräich gesot.

Et stelle sech eng ganz Rei Froen, wann ee schonn hei aner Länner als Verglach elo erunzitt, wou effektiv eng grouss Referendumstraditioun ass, wéi zum Beispill an der Schwäiz, da muss een och wësse vu wat ee schwätzt. D'Fro, déi sech jo stellt, wann een e Referendum lancéiert, an da muss ee jo definéieren, ween ass do de Oui an der Gesellschaft a ween ass den Non; dat heescht et muss jo hannert iergendeppes eng gewëssé Représentativitéit bestoen.

An an der Schwäiz zum Beispill gëtt et do ganz kloer Kritären. Do muss ee fir d'éischt mol, ier een als Oui oder Non unerkannt ass, eng Hällewull vun Ënnerschrëfte sammelen, déi legal déposéiere goen an da gëtt vun offizieller Säit tranchéiert, datt een eng gewësse Représentativitéit an der Gesellschaft huet fir kënnen unerkannt ze ginn als ee Camp sou oder esou. An da kritt een eréischt och zum Beispill öffentlech Gelder, fir kënnen da Campagne ze maachen, entweder en faveur oder en défaveur.

Dat sinn alles Froen, déi hätt ee misse beim Referendumsgesetz diskutéieren a klären. Mir wëssen awer allerdéngs alleguerten, datt et do ganz schwiereg war, well mer ënner engem immensen Zäitdrock stoungen. Meng Fraktioun huet zumindest sech d'Méi gemaach déi Froen opzewerfen an der Kommissioun, am Contraire zum ADR, deen se do net weider interesséiert huet.

(Interruption)

Oh, Här Henckes, Dir hutt net vill insistéiert, fir datt déi hei sollten zur Diskussioun kommen.

Ech muss och soen, un engem Beispill, wéi wichteg datt déi Kritäre sinn, wann ee wëllt esou diskutéieren. An dëser Campagne hätt een zum Beispill gesot, mir ginn öffentlech Gelder fir déi, déi derfir sinn, a fir déi, déi dergéint sinn. Wann een dat net festmécht u genaue Kritären, dann hätt dat kënnen dozou féieren, zum Beispill, datt den ADR zweemol Sue kritt hätt. Déi éischt sechs Méint, well se derfir sinn, an déi zweet sechs Méint, well se dergéint sinn.

(Hilarité)

Duerfir, wéi gesot, wann ee sech hei beméit fir Motiounen eranzebréngen, da muss ee vläicht awer e bësselche kucken. Ech versti jo wat hei gemengt ass, et ass jo relativ duerchsiichteg. A leschter Sekonn versicht jiddfereen e bëssen innepolitesch, hei nach e bësse Kapital aus deem Ganzen ze schloen.

Kommt, Kolleege vum ADR, sidd dach éierlech!

Mä ech mengen, mir kréie wahrscheinlech nach Geleeënheet genuch, wa mer hei d'Gesetz diskutéieren, dann hu mer hei stonnelaang Zäit fir iwwert d'Positioune vun deenen eenzelne Parteien an deem heite Kontext ze diskutéieren an och iwwert de Schlingerkurs, deen den ADR hei gefuer ass, vun Ufank un.

Här President, ech menge méi ass net heizou ze soen, selbstverständlech aus deenen nämlechte Grënn.

(Interruption)

Mir sinn, Här President, fir eng objektiv Campagne beim Referendum. Mir sinn och der Meenung, datt een an Zukunft muss dat Gesetz - mir wëlle jo eng gréisser Traditioun och hei am Land an déi do Richtung aféieren -, datt mer eis musse Kritäre ginn, wéi ee mat deene Referendumen an Zukunft ëmgeet, fir datt Géigner a Befürworter uerdentlech zu Wuert kommen. Mä dat maache mer sachlech op där Plaz, wou et sech gehéiert, an net op polemeschem Niveau, wéi dat heiten de Fall ass.

Ech soen lech Merci.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Den Här Meisch huet d'Wuert nach gefrot. Här Mehlen, loosst elo den Här Meisch schwätzen. Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, den Här Gibéryen an den ADR hu Recht. Mir brauchen eng objektiv an eng neutral Campagne.

Wann een déi Campagne kuckt, déi gemaach ginn ass vun der Regierung a vun der Chamber, da kann een déi vläicht op deem engen oder anere Punkt kritiséieren. Ech mengen awer net…

(Interruption)

Ma, Här Mehlen, dofir hunn ech jo déi zwou genannt, als zwou separat Campagnen.

An ech sinn awer der Meenung, datt souwuel déi eng wéi och déi aner objektiv an neutral ass. Objektiv an neutral. Objektiv, well se sachlech ass, well Faitë presentéiert ginn. Den Här Gibéryen huet e Beispill genannt, där ee bestëmmt nach fënnt, well wann ee probéiert den Inhalt vu 400 Säiten op eng Zeitungsannonce ze reduzéieren, da ginn natierlech och Faiten an Detailer verluer. Soss brénge mer dat net fäerdeg a soss hätte mer eis an där Campagne, wann ee se vläicht hätt wëlle maache wéi Dir et dann hei proposéiert, drop beschränkt, fir 400-Säite-staark Dokumenter ze verdeelen. Ech mengen net, datt dat am Sënn vun der Saach gewiescht wär.

Se ass neutral, well jiddereen zu Wuert kënnt an där Campagne, déi d'Chamber mécht, wou deen een an deen anere vun eis heibanne mat um Tour ass, fir d'Leit informéieren ze goen. Fir se vu senger Meenung natierlech iwwerzeegen ze goen.

(Interruption)

Do ass et esou, datt souwuel déi eng wéi déi aner, souwuel déi, déi fir de Oui sinn, wéi déi, déi fir den Non sinn, d'Wuert kréien. Souguer déi Mouvementer, déi hei net parlamentaresch vertruede sinn. Déi Mouvementer, déi sech aus der Zivilgesellschaft zesummefonnt hunn, kréien do d'Wuert, an all Fraktioun, déi hei an der Chamber vertrueden ass…

M. le Président.- Ma da loosst en dach mol schwätzen. Dir schwätzt an engem Stéck dran, Här Mehlen.

M. Claude Meisch *(DP).*- Loosst e meckeren, Här President, dat wäert mech net aus der Rou bréngen.

All Fraktioun, déi hei an der Chamber vertrueden ass - an et ass jo och keen Zoufall, datt déi dann hei an der Chamber vertrueden ass, well d'Leit dat esou wollten -, déi kritt do d'Wuert, déi huet sech hir Meenung gemaach.

Ech brauch net nach eng Kéier drop anzegoen, well ech kéint et net esou gutt wéi den Här Bausch et gemaach huet, fir ze insistéieren an ze ënnersträichen, datt den ADR seng Meenung an där dote Fro geännert huet.

An ech mengen net, datt dat zur Objektivitéit an zur Neutralitéit vun der Debatt bäigedroen huet, well doduerjer sinn d'Leit net méi opgekläert ginn, wéi wann aner Parteien hir gradlinnesch Linn, déi se do haten, definéiert hu viru Méint, och probéiere bis zum Schluss wierklech duerchzehale fir d'Leit ze iwwerzeege vun hirer Meenung, opzeklären an ebe kloer ze weisen, datt et hei net ëm e Spill geet, datt et net drëms geet fir parteipolitesch ze probéiere Profit doraus ze schloen, mä datt et ëm Lëtzebuerg an Europa geet.

Aus deenen Iwwerleeungen, Här President, wäerte mir déi dote Motioun net kënne matstëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Dann nach den Här Wolter.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif mech deem wëlle ralliéiere wat meng Virriedner gesot hunn, besonnesch och deem wat de Fraktiounspresident vun der Sozialistescher Aarbechterpartei, den Här Fayot, gesot huet.

Wann een déi Campagne kuckt, déi vu Regierungssäit gemaach gëtt en vue vun dem Referendum vum 10. Juli, da zeechent déi sech duerch eng exemplaresch Objektivitéit aus, déi à tel point objektiv an exemplaresch ass, dass bei eis eng ganz Rei Leit intervenéiere fir der Meenung ze sinn, datt se ze vill neutral ass an datt d'Leit sech froen, wéi dann d'Neutralitéit an der Politik, wou et sech ëm en Zukunftsprojet vu Lëtzebuerg handelt, en fin de compte esou neutral ka gehale sinn.

Den Här Gibéryen huet och net ganz vill fonnt a senger Argumentatioun, well en huet ee Beispill bruecht mat knapper Méi an Nout. E fënnt der vläicht nach zwee, dräi anerer, wou opgrond vun deem, wat den Här Meisch elo just gesot huet, nämlech deem, dass et relativ schwiereg ass, wann ee Reduktioune mécht vun engem Dokument, wat 400 Säiten huet, och wann een déi op 50 Säite résuméiert an duerno op 20 Säite résuméiert an duerno op 5 Säite résuméiert, dass au fur et à mesure, wéi de Résumé méi kleng gëtt, selbstverständlech och d'Detailer dee Moment mussen ewechfalen.

Den Här Gibéryen ass dann och zur Konklusioun komm, dass dat, wat geschriwwe gëtt, net falsch ass. Ech géif en fin de compte dat Ganzt, wat den Här Gibéryen a seng Partei an deene leschte Wochen opféiert, ënnert dem Titel wëlle résuméieren: „Die wundersamen Wandelungen des Herrn G.".

Et ass eng weider Etapp an engem laange Buch, hin vun enger Persoun, déi am Konvent sech net ze schued war, sech mam Här Valéry Giscard d'Estaing als grousse Verfechter vun där Konventioun ofliichten ze loossen; enger Partei, déi an de Wahlkampf d'lescht Joer gezunn ass als eng Partei vum Fortschrëtt, also eng Partei, déi sech fir d'Ratifikatioun vum Traité géif ausschwätzen; déi an der Chamber itérativ fir d'Ratifikatioun vum Traité sech ausgedréckt huet; déi an engem nächste Kapitel duerch eng Interventioun vun engem Deputéierten aus der zweeter Rei, nämlech dem Här…

Une voix.- Dee réckelt no vir.

M. Michel Wolter *(CSV).*- Voilà, dee réckelt no vir.

(Interruptions diverses)

An dat ass ee vun den Haaptproblemer an deem décke Buch, an deem ech amgaange sinn elo ee Kapitel ze zitéieren, dat ass e relativ déckt Kapitel, nämlech dat, wat Är Partei dozou bruecht huet, vum ardente Verfechter vum Jo zu enger neutraler Partei ze ginn, déi en fin de compte de Leit de Choix géif loossen, wat si géifen décidéieren, bis hin zu enger Positioun, déi mir viru 14 Deeg du konnte bewonneren nom franséische Referendum, wou sech den ADR un d'Speerspëtzt vun allen Nee-Soer hei zu Lëtzebuerg lancéiert huet, an domadder ee ganz anere Wee gaangen ass, bis last but not least dat lescht oder virlescht Kapitel, wat mir da virgëschter Owend am Kader vun der Campagne vun der Chamber zu Wolz zerwéiert kritt hunn, wou deeselwechten Här G. dann am Numm vu senger Partei gesot huet, dass selbstverständlech, wa 24 Länner den Traité géife ratifizéieren, och seng Partei dee Moment d'accord wier fir den Traité ze ratifizéieren.

(Interruptions et hilarité)

Alles dat, Dir Dammen an Dir Hären, dat beweist wou mir hei dru sinn, an a wat fir eng Kategorie dass een dës Motioun soll aklassëieren. Mir erwaarde mat Spannung déi nächst Kapitelen, Här Gibéryen!

Dir wëllt elo héchstwahrscheinlech net verpassen direkt nees eent ze schreiwen an der wundersamer Geschicht vun de wundersame Wandlungen des Herrn G..

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Jo, Här Gibéryen, Dir kritt d'Wuert, net onbedéngt fir Fait personnel, mä well Är Fraktioun nach Riedezäit huet - dofir.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President.

Fir d'éischt sinn ech emol erstaunt, datt hei verschidde Leit esou Vermëschunge maachen. Amplaz konkret iwwert d'Campagne vun der Regierung ze schwätzen, gëtt iwwert d'Campagne vun der Chamber geschwat, wou mir absolut näischt drun auszesetze gehat hu bis elo. Mä et gëtt hei iwwert den ADR geschwat, wat awer Äert gutt Recht ass. Ech menge politesch si mir dat gewinnt, datt een sech mat deem aneren ausenaner setzt. An et gëtt gesot, ech hätt nëmmen ee Beispill. Ech kéint Iech déi…

M. le Président.- Här Gibéryen, entschëllegt mol, Dir hat d'Wuert gefrot fir Fait personnel…

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Ech sinn amgaang dat ze erklären.

(Hilarité)

M. le Président.- Neen, neen, dee Fait personnel, mä dat ass jo och op wat Dir eraus wëllt. Dir braucht eis elo net déi aner Beispiller ze ginn, déi gehéieren net zum Fait personnel.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dir hutt jo gesot, ech hätt nach e bëssen Zäit vun der Ried, dann hunn ech déi elo domadden och benotzt.

(Interruptions diverses)

An da kommen ech elo op de Fait personnel. Ech wëll dat, wat den Här Wolter hei gesot huet, dat vu Wolz, hei nach eng Kéier gären ernimmen. An ech hunn et net méi spéit wéi gëschter op der Chamber hirem TV-Kanal, an der Sendung, déi mar den Owend soll ausgestrahlt ginn, och nach eng Kéier gesot, well dat einfach eis Meenung war an eis Meenung bleift.

Wéi den Här Wolter dat elo hei zum Ausdrock bruecht huet, ass et net ganz richteg. Et ass een Deel.

(Interruptions diverses)

Neen, wat hie gesot huet, ass een Deel. Wat mir gesot hunn, dozou sti mir. Ech hu gesot, wa Lëtzebuerg dat 25. Land wier, wat géif ofstëmmen, an déi 24 virdrun hätte mat Jo gestëmmt, da géife mir als Lëtzebuerg an enger ganz anerer Positioun dostoen. Een Nee vu Lëtzebuerg hätt juristesch gesinn déiselwecht Valeur wéi een Nee vu Frankräich.

An ech hu gesot, politesch gesi géif Lëtzebuerg sech awer an deem Fall mat engem Neen, well et als eenzegt Land géif Nee soen, sou isoléieren, datt eis Leit, déi eis missten an Europa vertrieden, därmoosse géifen ënner Drock stoen, datt een sech dann och misst als Partei d'Fro stellen, ob een dee Risiko misst oder kéint agoe fir dann als 25. Land Neen ze soen; an do hunn ech gesot, dann hätt ee besser an deem Fall Jo ze soen.

An ech hu gesot, zënter datt den Neen…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Jo, jo! Soubal een Iech dat seet, dann ënnerbriecht Dir!

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Mir sinn net méi an där Situatioun. Et hunn zwee Länner Nee gesot, et hu verschidde Länner hire Referendum en suspens gesat, esou datt mir eis mat engem Neen haut net méi isoléieren a mir als Lëtzebuerg kënne roueg lo an dee Camp matgoen.

Eleng, an dat war eis Positioun ëmmer, Dir hutt ni héieren, datt mir virdrun eis fir een Neen no baussen ausgeschwat hunn, well mir dee Risiko net wollten agoen, fir dem Land mat engem Neen als eenzegt wëllen ee Schued ze maachen. Lo kann ee seng Meenung…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech wollt nach just eppes dozou soen, wat den Här Wolter ugeschnidden huet: Zënter virgëschter Owend zu Wolz an haut huet näischt geännert, a virgëschter zu Wolz huet och näischt geännert vis-à-vis vun eiser Positioun, déi mir an deem heite Punkt och elo halen.

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Dir eng Zwëschefro vum Här Braz?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Selbstverständlech, wann Dir mir nach Zäit gitt, fir ze äntweren, da kann hie roueg froen.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)*.- Eng ganz kuerz Fro, Här Gibéryen. Dir hutt elo erklärt, ënner wéi enge Konditiounen dass den ADR deem dann awer dann zougestëmmt hätt, contrairement zu senger aktueller Meenung. Net méi spéit wéi gëschter Owend huet awer Äre Fraktiounskolleeg, den Här Jaerling, zu Esch op enger Table ronde, also een Dag nëmmen no Wolz, just de Contraire behaapt. Hie sot, och an där do Hypothees géing hie perséinlech stur a radikal beim Nee bleiwen. Wat haalt Dir dann dovunner?

(Interruptions)

M. le Président.- Loosst den Här Gibéryen schwätzen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Braz, wësst Dir, mir hunn an eiser Partei eng Décisioun op engem Kongress geholl an ech respektéieren dee Kongressbeschluss an ech vertrieden dat, wat de Kongress décidéiert huet; an esou ass et bei eis an der Partei wéi bei Iech an der Partei: Ech mengen, den Här Huss huet och dergéint gestëmmt an den Här Huss huet eben och eng aner Meenung.

Ech hunn héieren, den Här Huss wier gëschter Owend net zu Esch gewiescht, obschonn déi Escher Leit mat Spannung gewaart haten, den Här Huss zu Esch ze héieren. Hie war och net do. Also an all Partei huet all Mënsch, dovu ginn ech jo aus, d'Recht seng Meenung ze vertrieden. Ech vertrieden d'Meenung, déi eis Partei geholl huet, an zu där Meenung sti mir.

M. le Président.- Voilà, domat si mir um Enn vun der Debatt ukomm, mir kommen elo zur Ofstëmmung vun der Motioun vum Här Gibéryen. Kënne mir dat par main levée maachen?

Den Här Gibéryen seet, hie géif een elektronesche Vote froen, da kritt hien deen.

Vote

D'Motioun vum Här Gibéryen ass ofgelehnt mat 55 Nee-Stëmme bei 5 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt (par Mme Martine Stein-Mergen), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Lucien Thiel), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. Jos Scheuer), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen (par M. Claude Meisch), Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Voilà, Dir Dammen an Dir Häre, domat si mir um Enn vun der Sitzung vun haut. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 28., 29. an 30. Juni. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.57 heures)

Ordre du jour

Déclaration des chefs d'État ou de Gouvernement des États membres de l'Union européenne sur la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe (Conseil européen des 16 et 17 juin 2005)

(Déclaration du Gouvernement - Débat - Résolution - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs et Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres; M. Nicolas Schmit, Ministre délégué; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

An hire Réunioune vum 17. a vum 20. Juni huet d'Presidentekonferenz décidéiert, datt d'Chamber haut an enger öffentlecher Sitzung siégéiert. Op Grond vun der Deklaratioun vum Europäesche Conseil vum 16. a 17. Juni, wat d'Ratifizéierung vum Traité iwwert déi Europäesch Verfassung ugeet, ass eist Parlament opgeruff iwwert d'Ofhale vun engem Referendum den 10. Juli ze debattéieren an ze befannen.

Mir héieren haut de Mëtteg zu deem Sujet eng Deklaratioun vun der Regierung. Uschléissend féiert d'Chamber eng Debatt. Deenen eenzelne Fraktioune steet eng Riedezäit vu 15 Minutten zou. D'Wuert huet elo fir d'éischt d'Regierung an der Persoun vum Här Statsminister Jean-Claude Juncker. Här Statsminister.

Déclaration des chefs d'État ou de Gouvernement des États membres de l'Union européenne sur la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe (Conseil européen des 16 et 17 juin 2005)

Déclaration du Gouvernement

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären. D'Chamber huet décidéiert, haut de Mëtteg eng Aussprooch ze halen an hirem Krees iwwert d'Fro, ob een dee fir den 10. Juli vun dësem Joer an d'An gefaasste Referendum ofhale soll oder ob een e verréckele soll. Dat ass wéi ëmmer, wann et ëm Wichteges geet, eng souverän Décisioun vum Parlament, vun deenen, déi gewielt gi si fir déi Leit, déi hei am Land wunnen, ze vertrieden. Ech war véier Deeg zu Bréissel, dunn annerhallwen Dag a Kanada an du gëschter zu Washington, an ech hu matkritt, esou wéi déi aner Leit hei am Land och, ouni dorop kënnen en décisiven Afloss ze huelen - d'Décisioun vum Parlament ass d'Décisioun vum Parlament -, dass déi, déi d'Parlament zesummestellen, der Meenung sinn, dee Referendum, dee mer geplangt haten, soll op deem Datum stattfannen, fir deen en ugesat war.

Déi Décisioun ass vun der Regierung ze respektéieren a vun der Regierung och net ze diskutéieren a vun der Regierung och net ze disputéieren a vun der Regierung och net ënner Kontrovers ze stellen. Mir kommen aus enger Zäit, an där muenches geschitt ass an Europa, eng Zäit, déi séier gelaf ass, eng Zäit, an där een Evenement dat anert gejot huet. Et war fir eist Land eng privilegéiert Zäit, well mer op villes konnten Afloss huelen a muenches hu mussen erdulden, well mer et net anescht konnten an d'Fassong kréien. Déi lëtzebuergesch Presidentschaft vun der Europäescher Unioun, déi an e puer Deeg schlofe geet, ass eng, déi an der Verlängerung vun den Traditioune vun de lëtzebuergesche Presidentschafte steet, nämlech eng, déi sech op ganz ville Pläng duerch grouss Fortschrëtter an der Europäescher Unioun auszeechent.

Mir waren ugetrueden, wann ech bei de grousse Kategorië bleiwe vun deem wat ze regele war, aus eiser Siicht eraus, aus der Siicht vun deenen aneren eraus, fir eng Rei grouss Dossieren a Richtung Léisung vun deeneselwechten ze beweegen. Dacks ass eis dat gelongen, heiansdo ass dat schief gelaf.

Mir waren ugetrueden am Beräich vun der Europäescher Wirtschafts- a Währungsunioun fir de Stabilitéits- a Wuesstemspakt ze reformëieren; dat ass eis gelongen, obscho kaum ee gemengt hat dat kënnt eis geléngen. Déi Reform, déi seet der wirtschaftlecher an der monäterer Stabilitéit net Awar, mä reconfirméiert se esou wéi och eist Parlament se confirméiert an exigéiert hat wéi et de Maastrichter Vertrag ratifizéiert huet. Mir léisen dee Stabilitéitspakt aus senger automatescher, mechanescher Applikatioun eraus a verweisen en an dee Raum, wou e vun Ufank un eigentlech higehéiert huet, nämlech dee vun enger breeder gesamtwirtschaftlecher Lecture.

An deem reformëierte Stabilitéitspakt introduzéiere mer de Prinzip, dee mam gesonde Mënscheverstand eppes ze dinn huet a mat der Lëtzebuerger Aart a Weis eppes ze dinn huet, wéi Finanzpolitik zënter ëmmer scho gemaach gëtt, nämlech dass een a gudden Zäite muss spuere fir a schlechten Zäiten déi Suen ze hunn, déi ee brauch fir net drastesch budgetär korrektiv Moossnamen, déi d'Konjunktur nach weider géife schwächen, virzehuelen.

Mir hunn d'Reform vun dem Lissabon-Prozess gemaach, Lissabon-Décisioun, Lissabon-Programm, Lissabon-Strategie, déi mer am Joer 2000 an därselwechter Stad ugeholl haten a vun där mer festgestallt hunn, bei der Zwëschebilanzéierung, dass se net all Erwaardungen erfëllt huet, déi ee konnt an deen europäeschen ökosoziale Reformprogramm stellen. Mir hunn déi Zwëschebilanzéierung gemaach a mir hu se anescht gemaach wéi d'Kommissioun a véier, fënnef Regierunge vun der Europäescher Unioun, déi net zu deene gehéieren, déi kleng Länner vertrieden, an net zu deene gehéieren, déi keen Afloss hunn, dat wollte maachen.

Well mir hu Suerg dofir gedroen, dass nieft der Noutwendegkeet, déi et gëtt, d'europäesch Wirtschaft méi kompetitiv ze maachen, gläichzäiteg d'Finalitéit vun der sozialer Cohésioun net ënnert den Dësch fält an d'Noutwendegkeet vun ekologescher Politik net an Oppositioun bruecht gëtt zu wirtschaftlechem a sozialem Fortschrëtt. Mir hunn den Equiliber gehalen, deen dee vun der Lissabon-Strategie war, deen Equiliber och, deen d'Politik vun dësem Land iwwer all déi Joren, onofhängeg vun der Kompositioun vun de Regierungen, ausgezeechent huet.

Den Drock war grouss dat Ekologescht ewechzedrécken. Den Drock war immens dat Soziaalt méi niddereg opzehänken. Mir hunn dat gemaach andeem mer déi Allianzen an der Europäescher Unioun organiséiert hunn - bei Regierungen, beim Europäesche Parlament -, déi ee brauch, fir dass Stroosse kënne viru riicht lafen. Eenzel Regierungen, notamment

déi englesch, waren iwwert déi Ausriichtung, déi Confirmatioun vun der Articulatioun vun der Lissabon-Strategie, net frou. Si waren och net fräi vu Revanchégelüsten op aneren Dossieren.

Mir hunn et bei eisem Mäerz-Sommet vun dësem Joer zu Bréissel, deen iwwert de Stabilitéitspakt gaangen ass an iwwert d'Lissabon-Strategie gaangen ass, och fäerdeg bruecht d'Bolkestein-Direktiv iwwert d'Liberaliséierung vun den Déngschtleeschtungen ze stoppen, se aus hirem normalen, sech harmlos duerstellende legislative Weiderverfolgungsprozess erauszeléise fir der Direktiv eng aner, nämlech méi eng sozial Direktioun ze ginn.

Dat sinn esou Saachen, déi um Enn vun enger Presidentschaft nawell gären a Vergiess geroden, mä déi d'Presidentschaft an eng quasi onméiglech Weiderféierungssituatioun gesat hätten, wa mer se net gemaach hätten. Nu gëtt et awer an der Europäescher Unioun vun deenen ale 15 an an der Europäescher Unioun vun deenen neie 25 der ganz vill, déi gären déi sou genannte Bolkestein-Direktiv esou duerchgezunn hätten an esou gestëmmt hätten an esou a Kraaft gesat hätten, wéi se ursprünglech geplangt war. Wann een zweemol verléiert, eemol bei Lissabon, an eemol mam Bolkestein, dann ass een a schlechter Stëmmung fir weider Kompromisser ze maachen. Mir hunn eis intensiv, well dat ass een Thema, wann och net dat iweraus grousst Thema, als dat et oft duergestallt gëtt, well d'Inzidenze vun deem Thema éischter marginal sinn, mä awer wichteg si fir déi, déi dovu betraff sinn, mat der Thematik vun den Delokaliséierungen ausernee gesat, de Bléck geschäerft fir d'Noutwendegkeet, déi et gëtt, och dee Prozess, esouwäit wéi en normativ gräifbar ass, duerch Regelwierker ze encadréieren.

Mech huet et durablement verdrësslech gemaach, dass dat Europa, wat mer an deene leschte Jore gemaach hunn, ganz dacks associéiert gëtt mat der Vokabel Delokaliséierung, esou wéi wa se gewënscht gewiescht wier oder awer esou, wéi wa se net ze verhënnere wier. Ouni de Vertrag vu Maastricht iwwert d'Währungsunioun, ouni de Vertrag vun Nice iwwer d'institutionell Reformen, ouni d'Perspektiv vun deem neie Verfassungsvertrag hätt d'Globaliséierung weltwäit an och an Europa an deemselwechte Mooss sech méi als wirtschaftlecht Gesamtkonzept duerchgesat wéi et et gemaach huet.

D'Europäesch Unioun, duerch déi verschidde Verträg, déi mer ofgeschloss hunn, duerch déi verschidde Politiken, déi mer probéieren ze alignéieren, stellt géint déi massiv, géint déi schiedlech Auswierkunge vun där Globaliséierung a vun där aus sozialer Irresponsabilitéit erwuessender Delokaliséierungswut, déi Eenzelner kënnen hunn, deen eenzeg zur Zäit ze besichtegenden Ofwiermechanismus an der Europäescher Unioun an an der Welt duer.

Dat Thema vun der Delokaliséierung huele mer selbstverständlech ganz eescht. Ech hätt just gären, dass mer virsiichteger mat deem Thema ëmginn. De Gesamtimpakt ass méi kleng wéi gesot gëtt, dat ass dat Éischt. Dat Zweet ass, dass ech gären hätt, dass mir Lëtzebuerger vläicht e bësse manner déck optrieden, wann et ëm dat Thema geet, andeem mer probéieren - e puer Deeg wäerte mer dat jo packen - an de Spigel ze kucken: Wien huet, zënter dem Zweete Weltkrich, a wien huet, zënter dass d'Sidérurgie krank ginn ass an Europa, méi vun Delokaliséierung profitéiert wéi de Lëtzebuerger Aarbechtsmaart, wéi d'Lëtzebuerger Wirtschaftsstruktur, wéi d'Lëtzebuerger Statsfinanzen, wéi d'Lëtzebuerger Land? Keen.

D'Goodyear ass eng Delokaliséierung aus Amerika op Lëtzebuerg. Dupont de Nemours och. Déi däitsch Banken, déi d'Stad zumindest architektonesch net besser gemaach hunn, sauf ee Sursaut am leschte Moment um Kierchberg, deen der Stad erlaabt dem Ordinairen ze échappéieren, wat ass dat anescht wéi eng Delokaliséierung vun Däitschland op Lëtzebuerg? Firwat ass aus dem Rescht vun Europa a Richtung Lëtzebuerg delokaliséiert ginn? Well d'Bedingungen hei besser waren. Firwat hu mer d'Bedingungen hei besser gemaach? Well mer wollten eng attraktiv Plaz si fir investiivt Kapital. Well mer wollten eng attraktiv Plaz si fir wirtschaftlech Tätegkeeten zouzeloossen, déi soss doruechter an där Form, wéi hei erlaabt, net erlaabt waren.

Loosst mer also méi douce optrieden, wann et ëm d'Delokaliséierung geet. Well d'Delokaliséierung, déi gutt verstanen, déi richteg organiséiert, déi propper opgesaten, war zënter éiweg a virun allem zënter den 80er Joren ee Meeschterstéck vu Lëtzebuerger Wirtschaftspolitik, zum Gudde vum Land an zum Gudde vun deene Betriber, déi heihinner komm sinn.

Mir hunn an eiser Presidentschaft - dat fënnt am Ausland, muss ech soen, méi Erwähnung wéi heiheem - eng Décisioun geholl, déi bunnbriechend ass, déi an allen Hinsichten eng spektakulär Décisioun ass, nämlech hu mer d'Europäesch Unioun gerëselt fir se drop opmierksam ze maachen, dass den europäesche Projet net nëmmen ee Projet fir Europa ass, mä dass et an der Welt esou eng grouss Demande no Europa gëtt. Esou vill grouss An, déi sech op Europa riichten, virun allem d'An vun deenen, déi näischt ze iessen hunn.

Mir hunn déi Europäesch Unioun opgerëselt fir a Saachen international Solidaritéit an Entwécklungshëllef vun der Plaz ze kommen. Mir hunn eng Décisioun erbäigefouert, an där confirméiert gëtt, während bis de Moment d'Tendenz ganz genau an déi aner Richtung geet, dass mer bis an d'Joer 2015 0,7% vum europäesche Räichtum mussen zur Verfügung stellen zu Zwecker vun der Ausradéierung vun der Aarmut an zu Zwecker vun dem wirtschaftlechen a sozialen Opbau vun deem Deel vun der Welt, deen sech iwwer eis Suergen eigentlech nëmme ka wonneren. Mir hu festgeluecht, dass bis an d'Joer 2010 mer an der Moyenne 0,56% vum europäesche Räichtum fir d'Entwécklungspolitik zur Verfügung stellen, wat mat sech brëngt, dass déi Länner, déi nach net do sinn, mussen an der Moyenne bei deene 15 ale Länner hiren Undeel op 0,51% vum nationale Räichtum eropsetzen an an deenen neie Länner den Undeel muss op 0,17% eropgesat ginn, wat eng ausseruerdentlech Ustrengung fir déi nei Länner wäert duerstellen, vun deenen d'Halschent haut nach keen entwécklungspolitesche Budget huet.

Fir domat däitlech ze maachen, dass mer eis deenen Aufgaben, déi mer an der Welt hunn, wëlle stellen, a fir d'Viraussetzung ze schafen, dass déi englesch Presidentschaft vum G8 Méiglechkeeten huet fir a Richtung Scholdennolooss vun deenen aarme Länner ze goen, wat och wäert gemaach ginn, wat dëst Land, eist Land net trëfft, well mer alt nees eng Kéier der Nues dee richtege Virsprong ginn hunn, well mer nimools sech aner Länner, deenen et méi schlecht geet wéi eis, sech bei eis verschëlde gelooss hunn, mä ëmmer anescht gehollef hu wéi duerch Kreditter, déi zréckzebezuele gewiescht wieren.

Déi Festleeungen, déi mer do getraff hunn, fannen ongedeelten Zoustëmmunge weltwäit an hunn eis en exzeptionelle Prestigegewënn ënner anerem um afrikanesche Kontinent abruecht, grad wéi och déi Festleeungen am Ëmweltberäich, heftegst ëmstridden ëmmer erëm iwwregens vun deeneselwechten, dass mer wëlle Suerg dofir droen, dass d'Erhëtzung vun der Welt héchstens zwee Grad méi héich däerf si wéi an der préindustrieller Zäit; gekämpft hu mer bis op dee leschte Millimeter op deem leschte Sommet fir dat kënnen duerchzesetze géint déi, déi fannen, dass dat am Beräich vun den ökoromantesche Phantastereien unzehänke wier.

Mä op engem Punkt si mer net zurand komm, si mer gescheitert - anescht kann ech dat net nennen - , an dat war bei der Festleeung vun der finanzieller Virausschauung, vun de finanzielle Perspektive fir den Zäitraum 2007-2013. Doriwwer ass jo déi lescht Deeg vill geschriwwe ginn. A wann een derbäi war, muss ee bei der Lecture vun deem, wat geschriwwe gëtt, soen: Dat meescht, wat geschriwwe gëtt, ass och richteg. Mä ech géif häerzlech drëm bieden, eescht Problemer an Europa net ze reduzéieren op Problemer tëscht den handelnde Persounen.

Ech hunn an der Europäescher Unioun - Wie wonnert dat? - méi substanziell Frëndschafte wéi déi, déi mech mam englesche Premier verbannen. Dat huet awer näischt mat deenen zwee Politiker u sech ze dinn. Dat huet eppes domat ze dinn, dass et fundamental Meenungsverschiddenheete gëtt wéi d'Europäesch Unioun sech soll an d'Zukunft eran entwéckelen. Mir wäerten heibanne jo iergendwann d'Geleeënheet kréien eng Kéier iwwert déi gesamt Presidentschaft ze bilanzéieren, dofir wëll ech op déi Episod, déi awer ee grousst Kapitel an der Europäescher Unioun opmécht, haut net weider agoen.

Just fir ze soen, dass et an engem aussergewéinleche Mooss beschämend war, um Enn vun där Verhandlung, an engem Moment wou déi Räich, déi näischt wollte gi fir alles ze behale wat se hunn a fir nach méi ze kréie wéi se eigentlech gären hätten, souguer verhënnere wollten, dass déi, déi näischt hunn, nach d'Wuert eng Kéier kritt hu fir ze soen, dass si op dat bëssen, wat se duerch d'Lëtzebuerger Presidentschaft géife bäikréien, gäre géife verzichten, wann dat deene Räiche géif erlaben sech ënnereneen ze verstännegen. Déi, déi alles hunn, sollen sech kräfteg schummen, dass déi, déi näischt haten an déi vun näischt hierkommen, bereet sinn, am Intérêt vum europäesche Kompromëss a fir den europäesche Projet um Liewen ze halen, op dee Minimum ze verzichten, op dee si op Grond vun hirer geschichtlecher kontinentaler Vergaangenheet eigentlech e Recht haten!

Elo hu mer dee Succès net kritt fir déi Finanzperspektiven do an d'Rei ze kréien, well d'Englänner net wollten. Vun Ufank un net wollten! Mä mir hunn een onwahrscheinlecht Kapital u Sympathie bei deenen zéng neie Länner gesammelt a bei deenen aarme Länner vun deenen ale Länner, déi gesinn hunn, dass et de Souci vun der Presidentschaft war, déi zur Verfügung stoend supplementar Geldvolumina a Richtung vun deene Regiounen an Europa ze drainéieren, wou déi Sue wierklech gebraucht ginn.

Nun ass eng ganz Geschicht entstan ronderëm déi gemeinsam europäesch Agrarpolitik. Den englesche Premier a mat him Epigone schlechtester Inspiratioun hu sech géint eng Regelung iwwert d'Finanzperspektive gewiert, well et ee Skandal wier, dass d'Europäesch Unioun esou vill Sue géif fir d'gemeinsam Agrarpolitik zur Verfügung stellen, an hunn no enger Neistrukturéierung vum Budget geruff.

Wéi mer am Dezember 2004 opgefuerdert gi sinn déi Finanzperspektiven ze regelen, huet keen dee Ruff erklénge gelooss. Wéi am Joer 2002 endgülteg bis an d'Joer 2013 d'Agrarpolitik an hir Finanzéierung festgeluecht gi sinn, huet kee gesot dat wier ee Problem. Wéi ech um Enn vum leschte Joer e Bréif kritt hu vun deene sechs Länner, déi d'europäesch Ambitiounen op 1% vun hirem Bruttosozialprodukt wëlle limitéieren, hunn ech mat Erstaune gelies, dass déi sechs, och den Här Balkenende aus Holland, och den Här Persson aus Schweden, och den Här Blair aus England geschriwwen hunn: 1% an net méi, mä et däerf näischt un der Agrarpolitik geännert ginn.

Ech liesen dat mar méi in extenso a mat spezielle Kommentaren no mengem Gusto am Europäesche Parlament nach eng Kéier vir, wou ech eng Bilanzried iwwert d'Europäescht Parlament muss halen. Elo ass dann d'Agrarpolitik dee grousse Problem an Europa. An et ass och ee Problem an Europa! Mä et muss een awer wëssen, dass et déi eenzeg Politik ass, déi eenzeg an alleng total communautariséiert, europäiséiert, vergemeinschaftet ass, dass et déi eenzeg Politik ass, déi ganz aus dem europäesche Budget bezuelt gëtt, während alleguer déi aner Politiken nëmmen à-point-Finanzementer sinn. Normal also, dass déi Politik méi Geld kascht wéi déi aner Politiken, déi gedeelt sinn tëschent den Nationalstaten an dem europäeschen Zentralmechanismus.

Fir dofir elo eng Demonstratioun dergestalt ze maachen, dass mer siwemol méi ausgi fir Fuerschung wéi fir Educatioun, wéi fir Kultur, wéi fir Sécherheet, ass natierlech eng insularesch Betruechtungsweis. Well wa mer zesummerechnen, wéivill Sue mer an Europa an an den Nationalstate fir Bildung, fir Fuerschung, fir Educatioun, fir Kultur a fir Kriminalitéitsbekämpfung ausginn, ass dat natierlech een onendlech méi grousse Betrag wéi dee klengen Deel Agrarpolitikfinanzéierung, deen am europäesche Budget steet. Dofir kann ech nëmme warne virun deene simplisteschen Duerstellungen.

Ech wëll just de Lëtzebuerger Baueren a Wënzer eppes soen, vun deenen ech héieren, si wieren an hirer Majoritéit éischter esou opgeluecht, dass se gäre géifen Nee soen zu deem Verfassungsvertrag: Maacht dat net! Maacht dat net! Well et ass haut scho schwéier, besonnesch well Frankräich geschwächt ass duerch säin Nee beim Referendum. Frankräich, dat ëmmer fir eng gemeinsam Agrarpolitik agetrueden ass, fir déi Maartreguléierungsinstrumenter ze retten, déi mer hunn, a fir déi elementar Solidaritéitsinstrumenter, déi mer a Richtung Landwirtschaft hunn, zum Beschte vun der Landwirtschaft an zum Beschte vun den allgemengen Equiliberen am Land um Liewen ze erhalen.

Deen Dag, wou d'Englänner sech duerchsetzen a wou Bréissel näischt méi bezilt, hu mir hei am Land net Sue genuch fir dat ze bezuele wat mer da bezuele mussen. Wann et ee gëtt, wann et eng Grupp Leit gëtt, déi am beschte Sënn vum Wuert vun der europäescher Politik a vun hiren Instrumenter profitéiert hunn, da mat Sécherheet d'Baueren an d'Wënzer, déi ech verstinn, dass se queesch ginn iwwert déi Blödelen zu Bréissel, déi se iwwerzéie mat enger administrativer Reguléierungswut, déi kaum erträglech ass, dass wann een, fir déi direkt Bäihëllefen ze kréien, muss 40 Säiten Text ausfëllen, wou deen, dee seng éischt Woch an engem wirtschaftleche Betrib verbréngt, direkt mierkt, dass deen, deen dee Formulaire opgestallt huet, nach ni een Dag an engem landwirtschaftleche Betrib war. Dass doriwwer Roserei entsteet, dat verstinn ech ganz gutt an doriwwer hunn ech een heftegt Gespréich och mam Kommissiounspresident an deene leschten Deeg gefouert.

Mä déi gemeinsam Agrarpolitik, just well dat gutt kléngt, zur Verfügung ze stellen, se ze eliminéieren, se platt ze walze well ee seet: „Dat profitéiert nëmme 5% vun de Leit.“, dat sinn déi Reflexer, déi mer mussen an Europa bekämpfen. Ass eng Politik eréischt richteg wa se 70% vun de Leit profitéiert? Da wier souguer d'Agrarpolitik richteg, well déi Suen, déi un d'landwirtschaftlech Betriber ginn an déi elo lassgekoppelt si vu reng betribleche Considérationen duerch déi Reformen, déi mer gemaach hunn, profitéieren an éischter Linn dem Konsument, profitéieren an éischter Linn der Sécherheet vun der Ernährung, vun der Alimentatioun an Europa.

Ech weess och, dass, wann zu Weltpräisser op eis Agrarmäert eragleiwert gëtt, dass dat méi bëlleg ass. Ech weess awer och, dass weltwäit d'Europäesch Unioun duerch déi Instrumenter, déi mer hunn, féierend ass wann et ëm d'Sécurité alimentaire geet a wann et ëm d'Qualitéit vun de Produkter geet, wann et ëm de ganze Secteur agro-alimentaire geet, deen an engem onwahrscheinleche Mooss - et ass een industrielle Beräich vun der Verfeinerung vun den Agrarprodukter - ofhänkt vun der gemeinsamer Agrarpolitik. Do unzesetzen ass Demagogie pur.

Ze verlaangen: „Dat muss geännert ginn!“, ier mer hei Budgetsperspektiven opstellen, ass d'Traditioun vum feste Wëllen, vun Ufank un et net zur Eenegung iwwert de Budget kommen ze loossen. An duerfir mussen d'Leit, déi soen: „Et ass jo alles gutt esou wéi et haut ass. Firwat brauche mer en neie Vertrag? Firwat brauche mer déi Verfassung? Firwat brauche mer dee Verfassungsvertrag?“, wëssen: Wa mer dat net hikréien an engem absehbaren Zäitraum - dee gëtt méi laang wéi deen, dee mer geplangt haten - da bleift et net esou wéi et ass. Da gëtt zréckgedréint. Déi, déi soen: „Et soll alles bleiwe wéi et ass a mir brauchen näischt Neies. Et ass jo alles gutt esou wéi et ass.“, déi liwweren d'Fudder an d'Munitioun fir déi, déi dat Europa, wat mer hunn a wat mir a villen Aspekter net gefält, wëllen zréckdréinen op déi europäesch Situatioun, déi mer haten ier mer déi Politike stoen haten, déi et eis erlaabt hunn an Europa virunzekommen.

Dat, wat ech iwwert d'Agrarpolitik soen a wat technesch kléngt, ass eng politesch Remarque. Mir hunn et hei mat zwou Virstellunge vun Europa ze dinn. Dat hu mer scho méi laang. Scho méi laang soe mer och: Dat explodéiert eng Kéier. An déi Diskussioun iwwert d'Finanzperspektiven, déi huet dat net verursaacht; si huet dat just gewisen.

Et gëtt déi, fir déi ass d'Europäesch Unioun soss näischt wéi e grousse Maart, ee grand magasin, wou een all Produits blancs ze kafe kritt, déi bëlleg sinn, déi näischt kaschten, vun deenen een net weess wou se hierkommen a vun deenen een net weess wat un Aarbecht an deene Produkter drastécht; eng grouss Fräihandelszon, esou wéi den amerikanesche Maart, deen awer net nëmme Fräihandelszon ass, mä och nach aner Elementer behält; ee grousse Marché.

An da gëtt et déi, déi deem Marché, dem Maart wëllen d'Solidaritéit ginn, dem Maart selwer, dem Maart alleng. D'Mateneen an d'Géinteneen an d'Niewentenee vu Betriber produzéiert keng Solidaritéit. En ass allergesch géint d'Solidaritéit. En däerf keng Solidaritéit wëllen, well e muss jo funktionéieren. An et muss esou sinn, dass deen, dee besser drun ass, dee besser kann, alleng Meeschter ass an déi aner dominéiert. Dat ass wat de Maart wëllt.

An da gëtt et déi - heiansdo kléngt dat archaesch, mä ech wëll schrecklech almoudesch sinn -, déi dem Maart wëlle Solidaritéitsinstrumenter ginn, déi d'normativ Kraaft vum politesche Wëllen, de-

mokratesch legitiméiert, der Rücksichtslosegkeet vum Maart wëllen opposéieren an imposéieren. De Maart alleng mécht der e puer frou. D'sozial Maartwirtschaft awer, déi aus Prinzip an deem neie Verfassungsvertrag fir d'éischt an der europäescher Geschicht ageschriwwe gëtt, déi gëtt dem Maart eréischt déi richteg Faarf, déi richteg Kräften, dee richtege Jus, dat Erträglechmaache fir d'Leit, déi mat dem Maartgeschéien ze dinn hunn an déi net nëmmen der renger Gesetzesméissegkeet vum exklusive Maart ënnerworf sinn.

Dat sinn déi zwou Konzeptioune vun Europa, déi sech géintiwwer stinn: Déi, déi d'Fräihandelszon wëllen an déi, déi d'politesch Integratioun wëllen. An ech soen Iech fräi a frank: Mir mussen eis wiere géint de rücksichtlose Maart. Mir mussen eis dergéint wieren, dass, falls mer dee Verfassungsvertrag net kréien, déi Recht behalen, déi en net wollten, déi de Maart alleng wëllen an deenen d'Solidaritéit ee Graus ass.

An ech hunn, net héieren, mä et ass mer gesot ginn, dass den englesche Premier gëschter am ënneschten Haus éischtens d'Lëtzebuerger Presidentschaft attackéiert huet, wat ech net direkt als Beleidegung emfannen, mä gesot huet, d'Verfassung wier dout. Mä den Här Blair seet, d'Verfassung wier dout, net well se dout ass, mä well déi, déi fir de Maart sinn, well déi, déi géint d'Solidaritéit sinn, well déi, déi keng Solidaritéitsinstrumenter vu Räich op Aarm, vu Staark op Schwach wëllen an Europa zouloossen, gären hätten, dass dee Verfassungsvertrag an déi Philosophie, fir déi dee Verfassungsvertrag steet, dout wieren. An dofir muss ee sech wieren, mat aller Energie, géint dee simpliziteschen Dialog iwwer eeschthaft europäesch Problemer.

Den europäesche Kontinent an deen organiséierten Deel vun deem Kontinent, d'Europäesch Unioun, dat ass een dramatesch komplizéierte Kontinent. An déi, déi mengen, dat mat der Zooss vun den einfache Regele kënnen ze iwwerdecken, wat keng Regele sinn, mä de Géigendeel vu Regele sinn, déi ieren sech fundamental. Nëmmen dat deeglech wuessend Netz vun transnationalen Intersolidaritéiten an alle Beräicher vum gemeinsame Liewe mécht deen europäesche Kontinent sécher an erträglech fir op deem Kontinent ze liewen.

Déi, déi nëmmen en Europa vun deene Staarke wëllen, nëmmen een Europa vun deene Performante wëllen, nëmmen een Europa vun deene Schéine wëllen, nëmmen een Europa wëlle vun deenen, déi grouss international Allianze ganz oft op Käschte vun der Europäescher Unioun schmieden, déi weisen net de Wee an déi berouegt europäesch Zukunft, déi mer brauche fir dass déi kleng Länner an déi kleng Leit an deem Europa kënnen eens ginn. An dofir geet et hei net ëm Konflikter tëscht Leit; et geet hei ëm zwou fundamental Philosophien, ëm zwee politesch Entwërf an zwou politesch Architekturen, ëm méi wéi europapolitesch Skizzen, déi openee stoussen a wou et gutt ass, dass se elo openee gestouss sinn, fir dass dee Konflikt eng Kéier däitlech gëtt.

Firwat sinn d'Leit - vill Leit! - eigentlech net frou mat der Virstellung, dass mer deen europäesche Verfassungsvertrag, deen europäeschen neie Vertrag solle kréien? Et brauch ee jo nëmme mat de Leit ze schwätzen, iwwer laang Joren, fir ze wësse wat net geet. Déi hei am Haus an an der Publizistik, déi iwwert d'Leit schreiwen a schwätzen ouni mat de Leit ze schwätzen, hu jo gemengt, déi Saach - deen neie Verfassungsvertrag - géif hei geholl gi wéi Hunneg. Dat war ni, wéi der vill heibanne wëssen, meng Meenung. Well d'Leit sinn net frou mat deem Europa wat mer hunn. A well se net frou si mat deem Europa wat mer hunn, lehnen se dat Europa of wat mer solle kréien a wat dee Verfassungsvertrag zeechent. Well si kënne jo nëmmen dat oflehnen. Si kënne jo net dat Europa oflehne wat mer hunn, well doriwwer huet jo keen se gefrot an doriwwer freet och keen se. Et gëtt iwwert d'Zukunft gefrot an et gëtt iwwert d'Géigewaart ofgestëmmt. Et gëtt een Text proposéiert an et gëtt ee kontinentale Kontext jugéiert. Dat ass d'Problematik, mat där mer et hei ze dinn hunn.

An dofir musse mer, nieft der noutwendeger Explikatioun iwwert déi Verfassung, fir déi ee méi oder manner laang Zäit brauch - déi politesch Parteien zu Lëtzebuerg menge mir hätten Zäit genuch bis den 10. Juli, an ech mengen, wa mer dat intensiv maachen, dann ass dat och vum Kalenner hier an der Rei -, dat Europa, wat mer hunn, vläicht nei erklären an nei begrënden. An do fält mer op, dass iwwert dat, wat essenziell ass, wat vital ass, wat existenziell ass fir den europäesche Kontinent, net geschwat gëtt. A wann een doriwwer schwätzt gesäit een aus wéi een, deen aus der däischterer Geschicht op d'Bühn vun der Aktualitéit gezu gëtt. Wann ee schwätzt iwwert déi éiweg europäesch Fro: Krich oder Fridden?, gesäit een aus wéi een, deen d'europäesch Geschicht net géif kennen.

Mä just déi, déi se kennen, déi se studéiert hunn, mä déi se selwer net erlieft hunn, déi awer mat deene geschwat hunn, déi se erlieft hunn, wëssen, dass déi Fro sech an Europa ëmmer erëm stellt. An déi, déi, wéi den Ausseminister, de Minister Schmit an ech, déi lescht Deeg erlieft hunn, wëssen: Dat hei ass ee Kontinent, deen een heftegt Konfliktpotenzial huet, wou et ganz séier, net a Richtung Krich geet, mä ganz séier a Richtung ongenéierte Retour zum Nationalstat an Opstelle vun deem engen Nationalstat géint deen aneren Nationalstat geet. Ongenéiert! Virdrun ass dat méi sophistikéiert probéiert ginn. Et ass elo ongenéiert wou dat geschitt, wou d'Leit engem soen: „Mir sinn net do - am Norde vu Schweden - fir ze bezuelen, dass et am Norde vu Griichenland besser geet. Mir sinn net do - an der Mëtt vun Holland - fir derfir ze suergen, dass déi lues entwéckelt Regiounen an de baltesche Staten op d'Bee kommen." D'Casse vun den europäesche Solidaritéitsinstrumenter, d'Ofkéiere vun deem wat Europa ausgemaach huet, well dee Solidaritéitsgedanken de Kontinent esou irrigéiert huet, dass d'Virstellung, d'Konflikter tëscht de State wieren anescht wéi friddlech an enger gutt gefügtener politescher Uerdnung ze léisen, konnt entstoen.

Ech hunn ni behaapt, ech géif et och ni behaapten, dass déi, déi fir den Nee zu deem Vertrag sinn, déi sinn, déi de Krich wëllen. Dat géif ech onerhéiert fanne fir déi Ënnerstellung ze maachen. Ech denken alt ëmmer u Biller, déi een esou huet, déi ee gekuckt huet. Kuckt emol, 1932 stoungen 80.000 franséisch an däitsch Zaldoten zu Versailles, hu sech d'Hand ginn an hu sech geschwuer: Dat do geschitt ni méi! 7 Joer duerno hunn se erëm openee geschoss. Mengt net, déi Gefore wiere fir ëmmer fort. Haut virun zéng Joer ass a Bosnien vergewaltegt ginn, si Kanner ëmbruecht ginn, si Kazetter opgeriicht ginn, ass an d'Haiser vu Sarajevo geschoss gi vun de Scharfschützen, déi ronderëm déi Stad, Olympiastad iwwregens, opgestallt waren. E puer Joer duerno ass et am Kosovo lass gaang, matzen an Europa, annerhallef, zwou Stonne Fliger vun hei ewech, a mir soen: Déi Gefor gëtt et net. Et gëtt se net tëscht Däitschland a Frankräich, et gëtt se net tëscht Lëtzebuerg an der Belsch, et gëtt se mol net tëscht Lëtzebuerg an England,…

(Hilarité)

…mä et gëtt se matzen an Europa. A wa mer déi Europäesch Unioun net als dee grousse kontinentale Projet onversehrt an onbeschiedegt an déi nächst 20, 30 Joer eriwwerbréngen, da gi mir där Gefor, där latenter kontinentaler Gefor, déi et an Europa gëtt, Konflikter anescht wéi mat de Mëttele vun der Politik a vu friddlecher Diplomatie ze léisen, net lass.

D'Leit kritiséieren d'Erweiderung a reege sech driwwer op - ech verstinn dat jo och e bëssen -, doriwwer wiere se net gefrot ginn. Ech géif zu där Erweiderung gären eppes soen, well ech mierken, dass dat ee Punkt ass, an deene Länner déi Nee gesot hunn, déi Nee gesot hunn aus dausend Grënn, mä op engem Punkt - Élargissement - enger Meenung waren, a well ech verstinn, dass och hei am Land Bedenke sinn. Ech géif, well ech domat eppes ze dinn hat, méi wéi een aneren hei am Haus, dat gären erklären. Dat hu mer jo net gemaach well mer d'Leit wollte rose maachen. Dat hu mer gemaach well mer keng aner Optioun haten. An heiansdo iergeren d'Leit sech jo - ech verstinn dat jo alles - iwwer esou Aussoe perspektivescher Natur, déi ech maachen.

Ech hunn 1997 dee Conseil européen presidéiert wou d'Erweiderung décidéiert ginn ass, no Ost- a Mëtteleuropa, no Zypern a Malta. Wat war dann d'Situatioun, déi mer '93, '94, '95 virfonnt hunn? Et waren an Europa 32 nei Staten entstan no 1989. Et sinn den 1. Mee 2004 sechs Staten an der Europäescher Unioun agetrueden, déi et viru 17 Joer nach guer net ginn ass: déi dräi Baltestaten Estland, Lettland a Litauen, Slowenien, dee räsonnabelsten Deel vun deem fréiere Jugoslawien, d'Tschechei an d'Slowakei, déi sech getrennt hunn; déi Länner huet et iwwerhaapt net ginn.

An an der Peripherie vun der Europäescher Unioun sinn onendlech vill nei Staten entstan, doduerch dass d'Sowjetunioun sech désagrégéiert huet. Do sinn déi sou genannte GUS-Staten entstan: d'Ukrain, Moldawien, Georgien, Kasachstan, Kirgistan; d'Zeitunge sti voll dovun. Wësst Der wéi wäit dass dat vun hei ewech ass? Et brauch een net dräi Deeg mam Fliger ze fléien ier een do ass. A véier Stonnen ass een do. Dat ass op eiser Hausdier; op eiser Hausdier an an eisem eegenen Haus sinn 30 nei Staten entstan. Hätt een déi sech selwer sollen iwwerloossen?

Déi Staten, déi Grenzproblemer mateneen hunn an haten, an historesch sech d'Käpp ageschloen hu wéinst deene Grenzproblemer, déi Staten, déi wirtschaftlech um Nullpunkt waren, well se aus engem System vun administréierter zentraldirigéierter Ekonomie iwwergewiesselt sinn, ënner dausend Affere vun de Leit, besonnesch vun deene klenge Leit a Systemer vu sozialgefaasstener Maartwirtschaft, hätt een deene Länner keng Perspektiv dierfe ginn? Hätt een deene Leit solle soen: „Kuckt dass Der eens gitt!"? „Mir hunn näischt mat Iech ze dinn. Mir hunn Iech zwar ëmmer gesot: Kuckt dass Der de Kommuniste lass gitt. Mä elo wou Der e lass gi sidd, lo kuckt no Iech, lo hu mir näischt méi mat Iech ze dinn."

Hätte mer deene Leit zu Budapest, déi 1956 virun de sowjetesche Panzeren hu misse wäichen, deenen zu Prag an zu Bratislava, déi 1968 niddergeknëppelt an niddergerullt gi sinn, deenen zu Warschau, déi sech am Krich dat Schlëmmst hu musse gefale loossen, an nom Krich sech näischt konnten erlaben, hätte mer deene Leit solle soen: „Kuckt dass Der eens gitt!"? Deene baltesche Staten, déi vun de Preise besat waren a vun de Sowjet annektéiert - honnertdausende Balte si bis 1988 an d'sibiresch Lageren ofgefouert ginn -, solle soen: „Klibbert eis! Mir hunn näischt mat Iech ze dinn!"? Hätte mer déi Länner sollen an der totaler wirtschaftlecher, sozialer an historescher Perspektivlosegkeet beloossen?

Wat wier da geschitt? Déi hätten ënnereneen aussergewéinlech vill Konflikter a Raibereie gehat. Déi hätte keng wirtschaftlech Perspektiv gehat. Een, dee militäresch op d'Prouf gestallt gëtt, an een, dee wirtschaftlech keng Perspektiv huet, een, deen dat soziaalt Aus als déi eenzeg Hoffnung huet - an dat ass keng Hoffnung -, dee setzt sech a Bewegung, dee bleift net do wou en ass.

Et gëtt iwwert d'Erweiderung sech geiergert, si hätt net solle sinn a si wier ze séier geschitt. Am Fall vun der Net-Erweiderung, am Fall wou d'Europäesch Unioun sech net op Invitatioun hin transportéiert hätt a Mëttel- an Osteuropa, hätte sech Milliounen Ost- a Mëtteleuropäer an de Westen transportéiert. Déi Problemer, déi elo beschriwwe ginn, sinn eng Folleg vun der Erweiderung, an déi, déi minim sinn, wiere maximal a grouss ginn am Fall vun enger Net-Erweiderung. Et ass zu där Erweiderung historesch keng aner alternativ Optioun gi wéi si selwer an dofir huet déi Erweiderung misse gemaach ginn.

Elo kommen 102 Milliounen Europäer an d'Europäesch Unioun. Dat ass 102 Millioune Mol Hoffnung, dat ass 102 Millioune Mol Energien, Talenter, Kënnen, Wëssen, historesch Erfahrung, Blutt an Tréinen och. 102 Millioune Mol! A mir soen: „Mir hätte gär eis Rou. Mir bleiwe gär alleng. Mir këmmeren eis gär ëm eis Saachen; bekëmmert Dir Iech ëm Är Saachen!"

De Kontinent, deen hätt een Äerdbiewen erlieft wa mer déi Erweiderung do net gemaach hätten. An dofir - dat soen ech als een, deen 1995 heibanne gesot huet, et géif keng politesch Entreprise ginn, déi esou onpopulär géif gi wéi déi vun der Erweiderung - soen ech, a wann nach esou vill Leit dogéint sinn: Et wier schlëmmer haut um europäesche Kontinent wa mer déi Erweiderung net gemaach hätten. A villerlee Hisiicht. Ech hunn een Deel dovu beschriwwen.

Mir hunn haut een Aussenhandel an Ost- a Mëtteleuropa mat deenen aacht Länner, mat deenen 102 Millioune Leit, deen ass méi grouss wéi deen Aussenhandel, dee Lëtzebuerg an iwwer 60 Joer Wirtschaftsgeschicht mat deenen 290 Milliounen Amerikaner opgebaut huet. Mir exportéieren haut méi no Ost- a Mëtteleuropa wéi no Amerika. Eisen Handel mat Ost- a Mëtteleuropa ass méi grouss wéi dee mat eisen traditionellen Handelspartner aus Iwwerséi. Eisen Undeel um Osteuropahandel ass dräimol méi séier geklomm wéi eisen Undeel um Welthandel insgesamt. Et gëtt haut méi Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg, déi vu Rumänien, vu Bulgarien, vun der Tschechei, vu Slowenien a vu Polen ofhänke wéi vun Amerika.

Hu mer eppes verluer och nach bei der Erweiderung, wa mer schonn net begräife wëllen, dass et noutwendeg war wéinst deenen 102 Millioune Mënschen, déi aus der Gefaangenschaft erauskomm sinn, an där se agespaart waren? Mir hunn och nach selwer esouguer dovu profitéiert. Wéi déi Länner opgaang sinn, wéi mer och an déi Länner eragesinn hunn, hu mer schrecklech Saache gesinn, zum Beispill déi total morod, antikéiert Atomkraaftwierker, déi an deene Länner stoungen. A Bulgarien, a Lettland, op anere Plazen, Modeller vu virun der Tschernobil-Zäit, iwwerhaapt net méi geséchert.

Wa mer déi Länner net an d'Europäesch Unioun opgeholl hätten, wa mer net déi Hëllefsprogrammer entwéckelt hätte fir den Ëmbau vun deenen Anlagen oder d'alternativ Ersetzung vun deenen Anlage kënnen ze finanzéieren, wat wier dann d'Resultat? Da géife mer op deenen Zäitbommen, vun deene mer guer net wossten, dass et se ginn huet, mä wat mer awer elo wëssen, nach ëmmer sëtzen. Soss fäerte mer alles - alles fäerte mer! -, mä mir huelen net zur Kenntnis, dass déi europäesch Perspektiv, dat lues a lues sech Erurobbe vun deene Länner un d'Europäesch Unioun et méiglech gemaach huet, dass och eng aner Energiepolitik an eng aner Energieversuergungspolitik, eng manner geféierlech Energieversuergungspolitik duerch déi Exigenzen, déi mer deene Länner gesat hu fir dass se kënnen an d'Europäesch Unioun kommen, imposéiert ginn ass a méiglech ginn ass.

D'Leit reegen sech op - héieren ech - iwwert den Euro. Jo wat ass dann elo? Ech gesinn d'Madame Flesch; déi war Wirtschaftsminister 1982. Ech héieren nach d'Debatten heibannen, no der Ofwäertung vum belsch-lëtzebuergesche Frang, ofgewäert ëm 8,5% ouni dass nëmmen een eng Kéier mat eis och nëmmen eng Minutt doriwwer geschwat hätt ob dat eis géif passen oder net, wou mer d'gesamt Politik ëmgestallt hu bis hin zu den Indexmodulatiounen, vun deenen anerer gesot hunn, et wiere Manipulatiounen. Et war esou eppes dertëschent.

Elo si mer de Copropriétaire vun enger vun deene stäerkste Währunge vun der Welt. Musse mer eis doriwwer wierklech bekloen? Ass et, soulaang wéi mer de belsch-lëtzebuergesche Frang haten, net emol heiansdo zu engem Uklamme vun der Inflatioun komm? Net emol heiansdo zu engem Uklamme vun de Präisser komm?

Vun un dass ech Politik maache streiden d'Leit manner iwwert d'Präisser, déi ëmmer an d'Luucht ginn, méi laang ënnert dem belsche Frang wéi elo ënnert dem Euro. Och deemools scho sinn d'Präisser geklomm. An ech gi jo och zou, dass eenzel Secteuren e bësse schamlos profitéiert hu vun der Euroaféierung fir hir Präisser no uewen ofzerënnen. Ënnert dem Strëch hu mer eng Inflatioun, déi ënner Kontroll ass. Wéi ech an d'Regierung komm sinn - et ass laang hier -, 1982, hate mer eng Inflatioun vu 14%. 14%! Hätte mer haut nach eng Inflatioun vu 14%, hätte mer och keng automatesch Indexupassung méi. D'automatesch Indexupassung hu mer duerchgesat 1991, wéi d'Währungsunioun agefouert ginn ass am Maastrichter Vertrag, géint de Wëlle vu jiddferengem.

Déi Virstellung, Lëtzebuerg kéint sech ni duerchsetze mat senge Spezifissitéiten, mat sengen Extrasaachen, ass eng falsch Virstellung; dat hu mer fäerdeg bruecht. Well mer och gesinn hunn, dass déi präisstabilitéitsorientéiert Politik zu manner Inflatioun géif féieren an d'Indexatioun vun de Léin an de Gehälter null kompetitivitéitsverzerrend Endkonsequenzen zu Lëtzebuerg hätt.

Wiere mer am belsch-lëtzebuergesche Frang bliwwen, am europäesche Währungssystem agespaart bliwwen, wat wier da geschitt déi lescht Joren? Well d'Leit jo dat Europa oflehnen, wat mer elo hunn. Da musse se sech emol froen: Wat ass dann duerch dat Europa, wat mer elo hunn, besser gi wéi déi Situatioun, déi mer haten, ier mer dat Europa, wat mer hunn, haten?

Mir haten ee Krich um Balkan, deen éischte Krich an Europa nom Zweete Weltkrich. Mengt Der, d'Währungen hätten dorop net reagéiert wa mer net amgaang gewiescht wären, den Euro ze kréien? Mir haten ee Krich am Irak - deen zweete Krich am Irak - 2003. Mengt Der, déi europäesch Währungen hätten net matenee geschwat, wann et net déi zwéngend Kraaft vun dem einheitlech organiséierten Euro ginn hätt?

Wie weess dann nach - Firwat vergiesse mer eigentlech esou séier? - wéi dat 1991 beim éischten Irak-

krich war? Tëscht 1991 nom Krich an '93 ass 14-mol an der Europäescher Unioun op- an ofgewäert ginn. De Finanzminister, deen ech deemools war, war all sechs Wochen zu Bréissel fir iwwer Réalignementer ze schwätzen. Bei der mexikanescher Finanzkris, bei der argentinescher Finanzkris, bei der russescher Finanzkris, bei all deene Kricher, déi mer haten, bei der Dollarkris, déi mer elo hunn, beim Uklamme vun de Pëtrolspräisser - 40%, a sechs Méint, déi mer elo hunn - hätten déi national Währungen, géif et se nach ginn, am Süde vun Europa ofgewäert an am Norde vun Europa entweder ofgewäert - belsche Frang - oder opgewäert - däitsch Mark. Den däitschen Export wier zréckgaang, eis Betriber wiere konkurrenzéiert ginn, op alle Mäert vun Europa, vun de südlännesche Betriber.

1992, wéi d'Italiener ofgewäert hunn, sinn dräi Firmen zu Lëtzebuerg Pleite gaang. Wie weess dat nach? Firwat weess eigentlech kee méi dat? Wou déi Betriber, déi op dräi Schichte geschafft hunn, dräi Joer laang nëmme méi op enger Schicht geschafft hunn. Dat Europa hate mer, an elo hu mer ee bessert Europa, well mer een Europa hu wat d'Währungsstabilitéit huet, wou eis Betriber an eng geséchert Planungszon kënnen eran investéieren, wou se net duerch d'Capricë vun nationale Regierungen, déi ofwäerten, kompetitiv ofwäerten, verdrängt gi vun de Mäert. Eis Aarbechtsplaze si méi sécher ginn duerch den Euro. De Bensin un der Pompel, deen hätt zweemol de Präis vun haut, wa mer net den Euro hätten a wa mer nach mam belsch-lëtzebuergesche Frang géife gestikuléieren.

Wat hätte mer gär? Dat Europa, wat mer haten, oder dat Europa, wat mer hunn a wat mer musse besser maachen? Dat Europa, wou d'Rakéiten zu Prag stoungen, déi op Bréissel an op Lëtzebuerg geriicht waren, dat Europa, wou mer Angscht hate virun der nuklearer Katastroph, dat total iwwergerüstet Europa, wou een deen anere gekuckt huet wéi Doudfeinden, dat Europa, wat seng beschte Kräfte gelähmt kritt huet duerch déi fanatesch Oppositioun tëscht zwee Gesellschaftsmodeller, sowjeteschkommunistesch a westlech-fräiheetlech, dat Europa, wou jiddferee seng eege Währung hat, wou jiddferee fir sech alleng war, dat Europa, wou d'Solidaritéit net organiséiert war oder dat Europa, wat mer haut hunn? Wat wëlle mer eigentlech?

Firwat si mer an enger Zäit, wou ee sech net méi freeë kann? Kënne mer eis net freeën iwwert dat, wat mer zesummen do fäerdeg bruecht hunn? Hei am Land a mat eisen europäesche Partner zesummen. Dat ass dach eppes Formidabeles. D'ganz Welt staunt doriwwer. Just mir soen: Dat ass alles näischt.

Mir stëmmen Nee géint eppes wat soll kommen, well mer mat deem net zefridde si wat mer hunn. A mat deem wat mer hu si mer net méi zefridden, well mer total vergiess hunn, wat mer virdrun haten. Dofir muss een heiansdo vläicht mol erëm beschreiwen, wat mer virdrun haten a wat mer elo eréischt kritt hunn, nodeem mer déi Europäesch Unioun op d'Bee gestallt hunn.

Elo solle mer dee Verfassungsvertrag do kréien. Ob dat ganz gescheit war - vill Kolleegen heibanne wësse vu menge Reserven -, deen neie Vertrag Verfassung ze nennen, ass eng aner Fro. Well fir d'Leit ass dat ee Begréff aus der nationaler Proximitéit, deen net einfach ze iwwerdroen ass op eppes, wat kee Stat ass a wat awer méi ass wéi eng politesch Organisatioun, méi onofhängeg vun de Wierder.

Firwat musse mer dee Verfassungsvertrag an der Saach wëllen hunn? E steet elo net zur Dispositioun. Den europäesche Rot huet gesot, de Ratifizéierungsprozess, dee geet virun. En huet gesot, déi Länner, déi Paus brauche fir nozedenken, fir ze schwätzen, fir ze diskutéieren, fir ze explizéieren, solle sech déi Zäit huelen. Ee Land, wat am Explikatiounsprozess - oh, et sinn nach vill Explikatiounen ze ginn a vill Ligen aus der Welt ze huelen a vill Onwourechten aus der Welt ze huelen a vill Fantasmen aus der Welt ze huelen - esou wäit fort ass wéi mir, ass mengen ech mat sech selwer an der Rei, well et an e puer Woche senge Bierger déi Fro stellt. Ob et duergeet fir alles ze éliminéieren, wat u falsche Saache gesot gëtt, do musse mer eis gutt druginn. A mir wäerten eis och gutt druginn, fir dat ze maachen.

Et gëtt e puer Parlamenter, déi nach an dësem Mount ratifizéieren - Malta, Zypern -; dat steet a kenger lëtzebuergescher Zeitung. Firwat solle mir eis och mat der Prozedur vun deene klenge Länner beschäftegen?

(Hilarité)

Malta an Zypern ratifizéiere virum Enn vun dësem Mount. Estland mécht dat och. Déi aner Baltestaten hunn et och gemaach. Mä loosse mer net no deene klenge Länner kucken, loosse mer eis schéi fixéieren op déi grouss, op déi, déi zu eis passen.

(Hilarité)

Mä déi Kleng, déi ratifizéieren. An et gëtt der e puer, déi froe sech Bedenkzäit, well se nach net esou wäit an hirer Explikatioun si wéi mir. A mat där Explikatioun musse mer virufueren.

Wann Der mech haut frot, ob ech 100%eg sécher sinn, dass déi Verfassung a Kraaft trëtt, da kann ech lech déi Fro net beäntwerten. Ech kann hei Theater spillen a soen: Dat geet schonn. Mat der Pudderdous duerch déi zwielef Kantone fueren: Maacht lech keng Gedanken, dat geet alles schonn an d'Rei.

Wann d'Fransousen an d'Hollänner net nach eng Kéier stëmme ginn, an dat maache se réischt nom Mee 2007, dann trëtt dee Vertrag net a Kraaft. A bis dohinner trëtt e mat Sécherheet och net a Kraaft.

Mä wann en a Kraaft trëtt, well déi déi Fro dann nach eng Kéier, no enger anerer Debatt, anescht beäntwerten, dann hätt ech gären, dass déi eleng si mat hirem Nee an dass mir bei deene sinn, déi zur Zäit Jo gesot hunn.

Mir hunn eis ëmmer an der Geschicht vun eisem Land zur Zäit richteg entscheet. Ech weess net wou mer dat Talent hierhuelen, mä mir hunn eis ëmmer richteg entscheet. Ëmmer.

Mir hunn eis richteg entscheet viru 60 Joer a méi, wéi mer Nee gesot hunn zum däitschen Okkupant, während anerer net Nee gesot hunn. Mir hu vun der éischter Sekund un Jo gesot zur europäescher Integratioun, wéi anerer nach iwwert de Wee gestridden hunn, ob se solle matmaachen oder net matmaachen, a wou der hei am Land vill gesot hunn, mir dierften net matmaachen. Eis Schmelze géifen zougemaach ginn no dräi Méint, wa mer d'CECA géife maachen.

Mir hu Jo gesot zu deem Courage, dee mer gebraucht hunn, nodeem eisen Agrarstat op een Enn komm war, fir een Industriestat ze maachen an, wéi dee krank ginn ass, mat neie Projeten, neien Iddien, neien Aktivitéiten, eng nei Wirtschaft opzebauen. Mir kënne jo, wa mer wëllen. A mir hunn eis ëmmer richteg geluecht, wann et wichteg war. Loosse mer eis och dës Kéier richteg leeën!

Well dat, wat mer do offréiert kréien, dat ass gutt. Dat ass gutt fir eist Land an dat ass gutt fir Europa. Wann d'Fransousen an d'Hollänner net d'Kraaft fannen eng Kéier Jo ze soen a wann dee Vertrag eng Kéier muss, wat ech net wënschen a kaum gleewen, renégociéiert ginn, wien négociéiert do aus enger Positioun vun der Stäerkt eraus: déi, déi de Vertrag ofgelehnt haten, oder déi, déi Jo gesot hunn zu deem Vertrag? Et négociéieren déi aus enger Positioun vun der Stäerkt eraus, déi in tempore non suspecto a matzen an enger Atmosphär vum kontinentwäiten Nee era Jo gesot hunn zu deem Vertrag. Déi sinn un der Spëtzt vun deenen, déi hir Vuen, déi gutt europäesch Vuen, déi et sinn, an déi gutt national Interessevertriedungen, déi et sinn, kënnen duerchsetzen.

Deen neie Vertrag, dee regelt d'europäesch Kompetenzuerdnung nei; dat hu mer ëmmer gefrot, als Land, dass Europa net alles soll regelen, mä sech nëmmen ëm dat soll bekëmmeren, wat Europa besser ka wéi den Nationalstat, sech ewechhale soll vun allem, wat mer selwer eleng besser kënnen. Déi Iwwerreguléierungswut, dee Programmrausch vun der Europäescher Kommissioun, déi mer virun 20 Joer a méi ëmmer erëm festgestallt hunn, muss gebremst ginn an ersat ginn duerch eng fein Opdeelung tëscht europäeschen an nationalen Aufgaben. Dat liwwert deen neie Vertrag als Äntwert. Da solle mer déi Äntwert huelen.

Mir wëllen dach net - Oder wëllt een dat? -, dass d'Europäesch Unioun, doduerch dass se déi Regel net festleet, iwwert d'Entwécklung vun der Jurisprudenz - där heiansdo megalomaner - vum europäesche Geriichtshaff an eist Schoulwiesen erandiktéiere kënnt, an eis Kulturinstituter, an eist Kulturbehuelen erandiskutéiert. Wëlle mer dat?

D'Kompetenze si festgeluecht elo, op Punkten och déi fir Lëtzebuerg, sou hat ech se wéinstens emol verstan, an der Vergaangenheet ëmmer wichteg waren a wouriwwer mer mat eisen Noperen ëmmer am Sträit stoungen: d'Steieren.

Wahrscheinlech sinn ech ee vun deene ganz wéinegen heibannen, déi sech iwwerhaapt theoretesch konnte virstellen, dass een do mat Majoritéit kënnt ofstëmmen. Soss ass mer ëmmer gesot ginn, vun all Mënsch: Bei de Steiere muss et bei der Eestëmmegkeet bleiwen. An deem neie Vertrag bleift et bei der Eestëmmegkeet. A mir wëlle jo och net, dass duerch ee mehrheitleche Beschloss vun den europäesche Regierungen driwwer décidéiert gëtt, wéi den normalen TVA-Saz zu Lëtzebuerg ass. Oder wëlle mer dat?

Wëlle mer, dass eng Majoritéit vun den europäesche Regierungen, déi keng Suen hu well se net op hir Suen oppassen, driwwer décidéieren, dass eisen TVA-Saz vun 3% op der Restauratioun, op de liewenswichtege Grondernährungsmëttelen, vun 3% op 25% gesat gëtt, just well d'Majoritéit vun de Regierungen dat wëllt? Wëlle mer dat?

Stoung dat, jo oder nee, am Entworf vum Konvent? An ass dat, jo oder nee, an der Regierungskonferenz ewechgeholl ginn? Wëlle mer dat oder wëlle mer dat net?

Wa frësch verhandelt gëtt, a well jo hei vill Leit Applaus kréien, a si ginn och nach an d'Land invitéiert fir hir Iddien duerzeleeën, déi ënnert dem Deckmantel vun engem Plädoyer fir e méi soziaalt Europa, kloer an däitlech - a wat fir enger Lëtzebuerger Zeitung stoung dat? - fir d'Majoritéitsdécisioune bei der Besteierung schwätzen: Stellt den Här Emmanuelli déi Fro, wann e kënnt, ob zu Lëtzebuerg d'TVA soll duerch Majoritéitsbeschluss vun anere Regierungen erbäigefouert ginn an ob mer selwer zoustänneg si fir d'Skulptéiere vun eiser Steierlandschaft a fir d'Sozialverhältnisser hei am Land?

Wa mer nei verhandelen, wie gewënnt bei där Verhandlung? Obwuel ech deen Ausdrock „gewanne" guer net gär hunn. Wien huet déi beschten Argumenter an där Verhandlung? Deen, dee Jo gesot huet zu där Verfassung, oder deen, deen Nee gesot huet zu där Verfassung an dee mol net ka soen, firwat dass en ee Land muss vertrieden, wat Nee gesot huet?

Mä wann een ee Land vertrëtt wat Jo gesot huet, weess een, zu wat dass d'Leit an engem Land Jo gesot hunn.

Wëlle mer een europäesche Vertrag? Dat wëllen der vill, déi Nee gesot hunn a Frankräich, wou duerch majoritäre Beschloss vun deenen anere Regierungen a vum europäesche Parlament an eise Pensiounsregime agegraff gëtt. Nëmme Gott weess jo, wéi vill Zodi mer hei scho mateneen iwwert d'Pensioune gehat hunn. Mä ech hunn awer léiwer mir streiden hei an dësem Haus mateneen, wéi dass anerer, andeem mir dogéint stëmmen, décidéieren, egal wat mir soe wéi d'Pensiounen hei am Land sollen organiséiert ginn; dat ass eis Décisioun.

Déi, déi am Frankräich Nee gesot hunn, dee sou genannte fortschrëttleche proeuropäeschen Deel vum Nee hätte gären, dass dat Majoritéitsdécisioune ginn, bei de Steieren, bei der Sécurité sociale, an anere Beräicher vun der Politik, wou mir mengen, mir kleng Lëtzebuerger, do wiere mir eleng Meeschter an och wëllen eleng Meeschter bleiwen. Wat jo net heescht, dass mer net am Gedanke vun der Solidaritéit, där interaktiver, mat deenen anere Länner zesumme schaffen.

Mir hu jo eestëmmeg eng Harmoniséierung vun der TVA an Europa gemaach, mam Accord vun alle Parteien heibannen, mat Ausnahm vun deene Gréngen - aus anere Grënn.

(Interruption)

Mir hu festgeluecht, dass de Mindestsaz an Europa 15% ass. Mir waren op 12%, mir hu mussen op 15% eropgoen. Mä mir sinn nach ëmmer op 15%.

An ech hätt och gären, dass mer kënnen deen niddregste Steiersaz an der Europäescher Unioun behalen, ouni dass een anenen eis duerch Mehrheitsbeschluss seet, dass en elo muss gehéicht ginn.

Mir hunn dach eng Harmoniséierung vun der Kapitalertragssteier zu Lëtzebuerg an an Europa gemaach, ouni dass mer eist Bankgeheimnis hu missen opginn, mä awer eng europäesch Léisung hikritt. Et geet also och eestëmmeg, wann een déi richteg Verhandlungspositiounen huet a versteet, se mat Geschéck ze vertrieden.

An deem neie Verfassungsvertrag geschitt eppes, wat mer ëmmer verlaangt hunn, jiddfereen heibannen, nämlech dass déi national Parlamenter eng Roll ze spille kréien. Elo steet dran, dass, wann déi national Parlamenter befaasst ginn an a genügend grousser Zuel sech wieren, dass d'Kommissioun, déi dat jo virschléit, eng Direktiv, déi an der Opfaassung vun eisem Parlament net de Regele vun der Subsidiaritéit géif entspriechen, wou eist Parlament also géif mengen, mir kënnen dat dote besser maachen, eleng, wéi dass mer dat an der Europäescher Unioun maachen, kann Asproch erhiewen.

Elo kréie mer dat europawäit Petitiounsrecht. Doriwwer gëtt de Geck gemaach. Firwat gëtt eigentlech doriwwer de Geck gemaach? Wou gëtt et dee Kontinent? Wou gëtt et dee Grupp vu 25 Länner an der Welt, wou d'Bierger, d'Interessegruppen, déi, déi eppes ze soen hunn, oder déi, déi eppes fäerten, sech kënnen un déi politesch Instanze wende fir ze soen: „Dat do wëlle mer net oder mir hätte gär dat doten."? Mengt Der wierklech, dass, wann d'Kommissioun zum Beispill am Aarbechtsrecht Reforme mécht, wéi den Här Blair se gären hätt a wéi ech se net wëll, an et si 50 Millioune Gewerkschaftler vum EGB, déi eng Ënnerschrëften-aktioun do dergéint maachen, mengt Der da wierklech da géif d'Kommissioun soen: „Mir maachen dat wéi d'Engländer et gären hätten a mir maachen dat net esou wéi d'europäesch Gewerkschaftsbewegung et gären hätt."?

Wann d'Ëmweltverbänn an Europa, déi iwwregens ganz zefridde si mat der Lëtzebuerger Presidentschaft, eng Petitioun maache géint d'Virpresche vun der Europäescher Kommissioun, mat deem se net averstan wier, mengt Der da wierklech d'Kommissioun kënnt soen: „Dat ass eis egal wat déi Leit, déi d'Ëmweltsensibilitéit duerstellen, zum Ausdrock bréngen."?

Dat europäescht Petitiounsrecht bremst alles, wat an déi falsch Richtung leeft, an erméiglecht alles un Initiativen, déi aus der eegener Verantwortung vun der Politik wahrscheinlech ni géife geholl ginn.

Deen neie Vertrag erlaabt et, an engem onwahrscheinleche Mooss besser géint déi grenziwwerschreidend Kriminalitéit virzegoen. Déi, déi jo maximal vun Europa profitéieren, dat sinn d'Gangster. Hätte mer gären, dass mer einfach nokucken? Oder solle mer net eis Instrumenter an d'Hand gi fir wierksam géint d'Kriminalitéit, géint den Terrorismus, géint d'Finanzkriminalitéit unzetrieden?

Déi nei Verfassung gëtt eis d'Méiglechkeet fir dat ze maachen. Asyl - mengt Der wierklech, eist klengt Land, dat klengt Frankräich, dat butzegt Frankräich, dat klengt Däitschland, dat butzegt Däitschland an der Weltkaart kënnt sech eleng wiere géint d'Problematik vun der Wanderung vun de Mënschen, géint d'Asylproblematik, géint d'Immigratiounsproblematik? Ronderëm d'Mëttelmier wunnen 350 Millioune jonk Afrikaner an 10 Joer, déi manner wéi 25 Joer al sinn. Menge mer wierklech, wa mer se aarm loossen - wat der vill wëllen, mir net - an déi setze sech a Bewegung, den Nationalstat eleng kënnt sech wieren oder kënnt déi Leit integréieren? E kann et net.

Mir brauchen europäesch Äntwerten op Froen, déi sech un de Gesamtkontinent a senger Breet an a senger Déift adresséieren. Woubäi souguer och nach an deem Verfassungsvertrag steet, dass, wat den Zougank zum Aarbechtsmaart ugeet, d'Länner selwer Meeschter bleiwen, wat ech fir eng wichteg Dispositioun halen.

Hätte mer gären eng Europäesch Unioun, déi sech zréckentwéckelt, och sozial? Wou lues a lues deen neoliberale Gedankegang, deen iwwerhaapt näischt mat Liberalismus ze dinn huet, sech duerchsetzt, an deen den onbefristeten Aarbechtsvertrag lues a lues, mä sécher, als eng absolut Ausnahm erschénge léisst, déi Zäitverträg zum normale Fall mécht? Oder wëlle mer eng Europäesch Unioun, déi d'sozial Maartwirtschaft an hir Verfassung geschriwwen huet? Déi an der Verfassung stoen huet, dass all Politik muss iwwerpréift ginn, ob se de sozialen Exigenzen entsprécht, déi bestëmmte Politik, déi do ugepeilt gëtt, duerch déi sou genannten horizontal Sozialklausel? Alles gëtt der Sozialexigenz ënnerworf a muss bewise ginn.

Wëlle mer dat oder wëlle mer einfach den Duerchmarsch vun deenen, déi den einfache Leit, déi schaffe ginn an déi net méi domm si wéi déi aner, all Rechter ewechhuelen, all Sécherheet ewechhuele wëllen, se bis an hir Dignitéit wëllen treffen, doduerch dass se sech net méi kënne wiere géint déi brutal Gewalt vun de Maartgesetzer? Wat wëlle mer? Dat wat mer an deem Verfassungsvertrag ugebuede kréien oder dat wat riskéiert ze geschéien, wann alles esou bleift wéi et ass a wann zwangsleefeg - dat huet dee leschte Sommet gewisen - déi europäesch Entwécklung sech haaptsächlech géint déi kleng Leit erëm no hannen entwéckelt?

Wëlle mer an eng Verhandlung eragoen, nodeem mer ee Vertrag gestëmmt hunn, wou mer sechs Deputéierten hunn, oder nodeem mer géint e Vertrag gestëmmt hunn, wou mer sechs Deputéierten hunn? Wëlle mer an eng Verhandlung eragoen, wou mer wéi déi grouss Länner d'selwecht behandelt ginn, wann et drëm geet e Kommissär op Bréissel ze schécken, oder wëlle mer mat enger Verhandlungspositioun eragoen, déi vum Vollek ofgelehnt gi wier? A wou een da misst erklären, dass se wuel do derfir waren, mä dass et aner Saache waren, wou se dergéint gewiescht wieren.

Wëlle mer eng wou d'Steieren, wou d'Sécurité sociale, wou de Kënnegungsschutz net kann ëmmoduléiert gi géint eise Wëllen, oder wëlle mer eng - an dofir solle mer se stëmmen, da kënne mer dat och staark vertrieden an der Zukunft -, wou déi Saachen do esou geregelt sinn, wéi et der Interesselag vum Kontinent an der Interesselag vun eisem eegene Land entsprécht?

Wëlle mer eng europäesch Uerdnung hunn, wou europäesch Aussen- a Sécherheetspolitik no europäeschem Muster, no europäeschem Zoustand gemaach gëtt, oder no dem Zouschnëtt vun den nationalen Interesselage vun deene grousse Länner? Wëlle mer a Richtung europäesch Verteidegung goen, jo oder nee?

Virun 10 Joer, hei an op villen anere Plazen, war grouss Opreegung, dass d'Europäer géifen nokucke wéi um Balkan d'Mënsche géife geschluecht ginn. An elo gi mer eis d'Instrumenter an d'Hand fir selwer, anstatt ëmmer op Washington mussen ze telefonéieren, déi Problemer, déi sech heiheem an eise Länner stellen, an de Gréff ze kréien. Net nokucke musse während sechs Méint, dass Frae vergewaltegt ginn; net nokucke musse wa Konzentratiounslager erëm um Balkan opgeriicht ginn, mä selwer eppes maachen, aktiv Solidaritéit weisen: Dat steet an där neier Verfassung.

An déi, déi se oflehnen, mat alle méiglechen Argumenter, an ech hu fir villes Verständnis wat un Ängschte formuléiert gëtt, bieden ech och emol Verständnis derfir ze hunn, dass et gutt Grënn gëtt fir Jo ze soen zu deem Entworf, iwwert deen den 10. Juli ofzestëmmen ass. Well dat ass een Entworf, deen zum Gudde vun de Mënschen ass an zum Gudde vun de Länner ass.

A wat hu mir als Land dann dobäi ze gewannen? A firwat applaudéiere mer deenen a Frankräich, déi Nee zur Verfassung soen? Well se gären eng eegestänneg Aussepolitik behalen? Wat ass dat dann, eng eegestänneg lëtzebuergesch Aussepolitik? Wat ass dat? Wat ass dat dann, eng eegestänneg lëtzebuergesch Aussepolitik, trotz allen Talenter, déi mer do zënter Joren an och elo alignéieren, fir eis diplomatesch Ambitiounen no baussen ze droen? Wat ass dat dann, déi lëtzebuergesch Äntwert op d'Konflikter vun eiser Zäit, wa mer eleng op eis gestallt sinn?

Begräife mer dann net - ech komme jo elo mam Här Asselborn aus Kanada an aus Amerika erëm, viru genau engem Dag war ech beim President Bush -, dass déi aner sech froen: Wat geschitt mat deem Europa do? Déi eng spiere sech op eemol méi staark, an déi aner fille sech verlooss. Amerikaner an anerer kënne sech méi staark spieren. Mir hunn dat zwar gutt gemaach dobannen, beim Här Bush, fir dass deen do dat richteg gesinn huet.

(Hilarité)

An d'Afrikaner, déi fille sech verlooss.

Mir mussen dach gesinn, dass d'ganz Welt op Europa kuckt. Mir sinn dach net fir eis eleng. Wee si mer dann, dass mer mengen, mir kënnten d'Geschécker vun der Welt no eise Regele festleeën, ouni Rücksicht ze huelen op aner Deeler vun der Welt?

Dee Verfassungsvertrag bréngt méi Demokratie, bréngt méi Transparenz, mécht et méiglech méi Sozialpolitik ze maachen, wa mer déi richteg politesch Majoritéiten an eise Länner hunn. Dat ass jo net eng Verfassung, déi virschreift, de Kënnegungsschutz misst ofgebaut ginn. Et ass eng Verfassung, déi seet: Alles muss de sozialen Exigenzen ënnerworf ginn.

D'sozial Exigenzen, wee befënnt doriwwer? Doriwwer befannen d'Regierungen an d'Europaparlament. Et ass eng Saach vun de politesche Gestaltungsmajoritéiten, déi mer an den eenzelne Länner opriichten, déi där Verfassung Liewe gëtt.

Eis Verfassung seet jo och net: Esou muss et gemaach ginn oder esou muss et gemaach ginn. Et sinn d'Regierungen an et sinn d'Parlamenter, déi décidéieren, wat de Gebrauch ass, wat den Ëmgank ass mat enger Verfassung.

An dofir gesinn ech mam allerbeschte Wëlle keng aner Méiglechkeet, wéi den 10. Juli de Referendum ze hunn, a keng aner Méiglechkeet, wéi den 10. Juli mat méiglechst grousser Zuel Jo ze soen.

Well ganz Europa kuckt op eis. Ech kommen aus Sitzunge mat Europäer a mat Amerikaner a mat Kanadier, fir Iech kënnen ze soen - den Här Asselborn bestätegt mech doran -, dass den 10. Juli net nëmmen Europa op Lëtzebuerg kuckt, mä d'Welt op Lëtzebuerg kuckt.

Nach ni hat ee klengt Vollek esou eng grouss Entscheedung ze huelen an Europa. Nach ni!

An dat klengt Vollek, dat ass eist. An ech sinn iwwerzeegt, dass dat klengt Vollek, wéi ëmmer a senger Geschicht, déi richteg Décisiounen trëfft. An dofir musse mer, ech maachen dat, mat Leidenschaft kämpfen, fir dass d'Lëtzebuerger den 10. Juli Jo soen, wéinst Europa a wéinst deem eegene Land.

Wéinst deem eegene Land fir d'éischt an da wéinst Europa; wéinst Europa fir d'éischt an da wéinst deem eegene Land. Et geet ëm eis Plaz an der Europäescher Unioun; et geet ëm eis Harmonie mat eis selwer. Et geet drëm ob mer eis versöhne mat deem, wat mer an der Vergaangenheet gehollef hunn opzebauen a wat mer wëlle mathuelen an d'Zukunft eran, eng Zukunft, déi vun deene wäert an 30 Joer dirigéiert ginn, déi näischt méi wësse vun deenen Ursaachen, déi dozou gefouert hunn, dass mer d'Europäesch Unioun an de 50er Joren hu musse maachen.

Den Hitler an de Stalin sinn an de Käpp vum Joer 2004 sou wäit ewech wéi de Wëllem II an de Clemenceau aus eisen Erënnerungskategorien. Haut scho wëssen 80% vun de jonken Éisträicher net méi wien de Goebbels an den Himmler waren. Haut schonn! Wie soll an 30 Joer dann nach wëssen, wou mer hierkommen a wat mer ze maachen hunn?

An dofir: Et ass eng Saach vum Häerz.

Plusieurs voix.- Très bien.

(Applaudissements)

M. le Président.- Ech soen dem Statsminister an Ärer aller Numm Merci fir seng engagéiert Deklaratioun, déi hien hei ofginn huet, a mir kommen dann zur Diskussioun vun deem, wat hie gesot huet. Als éischte Riedner ass den Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Kolleege vun der CSV-Fraktioun si sech eens, dass dat elo net einfach gëtt. De Statsminister huet aus eisem Häerz geschwat an en huet op seng Aart a Weis an enger Stonn an zéng Minutten de kompletten Tour vun der Fro gemaach, wéi se sech stellt.

Ech wollt am Numm vu menger Fraktioun - an och wa mer haut net de Bilan zéie vun der Présidence - eis Regierung ausdrécklech félicitéiere fir déi Aarbecht, déi se an deene leschte sechs Méint am Intérêt vun Europa gemaach huet. Dir hutt, léif Kolleegen, eist Land würdeg an Europa vertrueden. Ech hunn e Statsminister, en Ausseminister, en deleguéierten Ausseminister an eng ganz Équipe ronderëm gesi vu Politiker awer och vu Beamten, déi wierklech dat Allerlescht ginn, fir aus där Présidence, déi mer dës Kéier haten, deeselwechte Succès ze maachen, wéi déi Présidencen, déi mer an deene leschte Jorzéngten haten.

Dir hutt eist Land gutt vertrueden an d'Leit hunn dat och esou gesinn. An och wann de Sommet vun der leschter Woch net zu deem Erfolleg gefouert huet, ass dat contrairement zu deem, wat ee gëschter an engem Parlament gehéiert huet, net d'Schold vun der Présidence, mä d'Schold vun deenen, déi géint gutt Argumenter net bereet ware fir de Schong vun der Solidaritéit unzedoen an domat Europa virunzebréngen.

Mir wollten, Dir Dammen an Dir Häre, an dat ass mäin zweete Punkt, eng Diskussioun iwwer Europa kréien. An deem Moment wou mer dat zesummen décidéiert hunn, hate mer éischter un eng akademesch Diskussioun geduecht, eng akademesch Diskussioun am Stil, dass mer jo déi lescht 50 Joer an Europa net villes falsch gemaach hunn an dass ee sech net kënnt virstellen, dass aus där Diskussioun eng politesch Diskussioun kéint entstoen. Eng politesch Diskussioun, déi mer hunn, déi mer dobausse mat eisem Vollek féieren, engem Vollek wat Argumenter huet, engem Vollek wat Froen huet, engem Vollek wat Ängschten huet. An duerfir ass et gutt, dass mer déi Diskussioun hunn, mä et ass och gutt, dass mer déi Diskussioun elo den 10. Juli mat engem Vote ofschléissen.

D'Argumenter sinn amgaangen ausgetosch ze ginn am ganze Land, op de Manifestatioune vun der Chamber, op de Parteimanifestatiounen, déi déi eng an déi aner organiséieren. D'Leit stelle vill Froen iwwert d'Verfassung, awer net nëmmen iwwert d'Verfassung. Si stelle Froen iwwer Europa, si stelle Froen iwwert d'Roll vu Lëtzebuerg an Europa, si stelle Froen iwwer hir eegen Zukunft a wéi et virugeet. A mir als Politiker, mengen ech, hunn och eppes geléiert, nämlech dass een och op engem europa-politesche Sujet mat de Leit iwwer konkret Inhalter, och vun nationaler Politik diskutéiere kann a soll.

Eng Schwieregkeet, déi mer an deene leschte Méint haten - an et ass enger Rei vun eis opgefall -, ass déi, dass d'Leit dobausse mat der Prozedur Schwieregkeeten haten. Net ze schwätze vun deenen, déi der Meenung waren, dass een iwwerhaapt kee Referendum sollt ofhalen. Och där gëtt et der an eiser Bevölkerung, déi der Meenung sinn, dass d'Politik, déi se dohinner gestëmmt huet, dat en fin de compte hätt solle maachen, sou wéi se dat ëmmer an deene leschte Joren a Jorzéngte fir Lëtzebuerg gemaach huet.

Mä d'Leit hate Schwieregkeete mat dem Text, dee se virgeluecht kritt hunn. Manner, mengen ech, well se Schwieregkeeten hate mam Text, mä well se keng zwee Texter dohinner geluecht kritt hunn. D'Leit hu manifestement e Besoin, wa se fir eppes décidéieren, dat ze maache par rapport zu eppes anescht. An d'Schwächt vun dëser Diskussioun, an déi mer eis eragefouert hunn - an de Statsminister huet dat an där leschter Stonn op eng brillant Aart a Weis duergestallt -, war déi, dass et en Text war, dee kee Géigentext, keng Géigepropositioun géint sech do leien hat.

De Feeler, dee mer gemaach hunn, ass deen, dass mer dunn och nach zu fënnef - et si jo elo Gott sei Dank keng fënnef méi, mä nëmmen nach véier - de Leit gesot hunn, datt se deen Text och nach solle stëmmen. A spéitstens an deem Moment ware ganz vill Leit duerjerneen, well se gesot hunn: Dir hutt eis bis elo nach ni gefrot, Dir frot eis elo an en fin de compte loosst Dir eis keng Alternativ, well Dir der Meenung sidd, aus Äre Grënn, déi héchstwahrscheinlech vun Iech aus déi richteg sinn, dass ee mat Jo soll stëmmen.

De Jo konnt sech op eppes eenegen, et ass e Kompromiss tëschen engem Europa - an dat hunn déi lescht Deeg gewisen -, wat ganz vill verschidde Biller a ganz vill verschidde Komponenten huet. Et ass also selbstverständlech en Text, dee kengem individuell vun eis zu honnert Prozent gefält, mä et ass en Text, dee resolut an d'Zukunft kuckt an et ass en Text, dee fir Lëtzebuerg e gudden Text ass. Mir hunn d'nächst Woch den 28. Juni ausféierlech Geleeënheet op déi eenzel Dispositioune vun där Verfassung zréckzekommen an och op d'Avantagen an d'Erausfuerderungen, déi se fir Lëtzebuerg an Europa stellt.

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt ee Jo, mä et gëtt honnert Neenen. Honnert Neenen, déi de Beweis net hu missen untrieden, dass si sech ni op en Text gëeenegt hätten. Oder gitt Dir dovunner aus, dass a Frankräich den Här Fabius an den Här Le Pen, wa mer se zwee Méint géifen ewechspären, eraus géife kommen a sech op en Text géifen eenegen, an duerno mat deem Text d'Majoritéit vun de Fransousen hanneru sech géife kréien?

Ech ginn dovun aus, datt wa mer den Här Bossi aus Italien mam Här Blair aus England beienee setzen a mer soen zu deenen, si sollen en alternativen Text zu dëser Verfassung opschreiwen, dass déi zwee mat engem Text kommen, deen e Kompromiss géif ginn. A wa se, Här Henckes, zu engem Text géife kommen, da ginn ech Iech op eng Salztuut, dass deen Text esou wier, dass en zu Lëtzebuerg ni eng Majoritéit géif kréien, well déi Leit fir en anert Europa astinn wéi dat Europa, firwat dass mir do stinn.

Une voix.- Très bien.

M. Michel Wolter *(CSV).*- No dem Neen a Frankräich an an Holland ass an Europa eppes geschitt, wat vill Politiker sech an deem Sënn net erwaart haten. Vill méi schnell, wéi mer jeemools gemengt hunn, hu sech europawäit d'Leit an eng aner Richtung beweegt. Mir ware sécher, dass mer d'Leit hannerun eis hätte fir den europäesche Gedanken. A mir hu festgestallt an deene leschten zwou, dräi Wochen, dass op ville Plazen an eisen Ae ganz bedenklech national politesch Egoismen nees zuvirkomm sinn. Leit, déi Europa an eng ganz aner Richtung wëllen drainéieren, wéi mir dat gären hätten.

Et ass en Zécken duerch d'europäesch Politik gaangen. En Zécke wat däitlech ze spiere war op deem Sommet vun der leschter Woch, en Zécken, wat am Fong dozou bäigedroen huet, dass dee Sommet vun der leschter Woch net zu deem Succès konnt ginn, deen en en fin de compte verdéngt hätt.

An et huet ee villes héieren an Europa déi lescht zwou Woche vun Denkpaus, vun ophalen, vu virufféieren. Verschidde Leit hunn et fäerdeg bruecht an Europa an enger Woch zwee verschidde Messagë vu sech ze ginn. An duerfir ass op de Sommet gekuckt ginn. Och hei zu Lëtzebuerg, hu mer op de Sommet gekuckt, a mir hu gekuckt, wat d'Konklusioune sinn, déi aus deem Sommet erauskommen.

An dee Sommet huet en Zeeche gesat. Et war net dat Zeechen, wat sech déi eng oder déi aner heibannen erwaart haten. Dee Sommet huet net décidéiert, dass de Ratifizéierungsprozess géif opgehale ginn. De Sommet huet net décidéiert - wat eis Préférenz gewiescht wier -, dass ee sech elo op een Datum am nächste Joer gëeenegt hätt an dass een dann d'Ratifizéierungsprozedur europawäit ofgeschloss hätt op engem Datum.

De Sommet huet gesot, all Land muss nom beschte Wëssen a Gewëssen décidéiere wann, wéini an op wat fir enger Plaz dass et seng Ratifizéierungsprozedur wéilt ofschléissen. D'Regierung huet déi Responsabilitéit an d'Parlament ginn, net well d'Regierung sech hirer Responsabilitéit wollt entzéien, mä well d'Parlament eng Décisioun geholl huet, fir d'Leit ze convoquéiere fir den 10. Juli.

D'Parlament, Dir Dammen an Dir Hären, huet déi Responsabilitéit opgeholl. Et héiert een elo dobaussen, dat hätt dräi Deeg gedauert. Ech fannen, dass d'Parlament eng exemplaresch Aarbecht gemaach huet, fir an dräi Deeg innerhalb vun deenen eenzelne Fraktiounen, déi se composéiert, an duerno an der Conférence des Présidents zu enger Décisioun ze kommen, zu enger unanimer Décisioun ze kommen an net zu enger Décisioun, déi net unanime wier.

Et sinn an deenen eenzelne Parteien, wéi am Vollek, zwou Meenunge gewiescht, ob ee soll virufueren oder net, ob ee soll ausetzen, ob ee sech un enger Denkpaus soll bedeelegen, wéi se a gewëssene Länner jo och agetrueden ass, oder ob een dee Processus, dee mer ugefaangen hunn, zu Enn sollt bréngen.

Mir waren an eiser Fraktioun mat enger grousser Majoritéit der Meenung, dass een dee Processus op en Enn soll féieren. Sou wéi jo och d'Mënschen dobaussen, d'Leit dobaussen, an hirer Majoritéit der Meenung sinn, dass een dee Processus zu Enn soll féieren.

D'Verfassung ass dout, gëtt da gesot vun deenen, déi zwar elo soen, se géife gär virufueren, mä déi net nëmme gären hätten, datt se dout ass, mä se och nach gäre géife mam Lëtzebuerger Nee begruewen. D'Verfassung ass net dout, well d'Verfassung ass an enger Prozedur. Zéng Länner hu Jo gestëmmt, zwee Länner hunn Nee gestëmmt, an ier mir den 10. Juli ofstëmmen sinn nach een oder zwee Länner, déi hir Prozedur ofschléissen.

An et war esou gewollt, Dir Dammen an Dir Hären, et war gewollt, dass de Bilan géif gezu ginn, nodeem déi 25 Länner eent nom anere sech dofir oder dergéint ausgeschwat hätten. Si mir Lëtzebuerger da manner wéi d'Fransousen? Si mir Lëtzebuerger manner wéi d'Englänner? Si mir Lëtzebuerger manner wéi d'Spuenier, déi sech zu där Fro do ausgeschwat hunn?

Mir sinn der Meenung, dass d'Lëtzebuerger och d'Recht hunn zu där Verfassung hei hir Meenung ze soen. Ob se dann a Kraaft trëtt - de Statsminister huet et gesot - décidéiert sech spéider, wann de Bilan gezu gëtt. Mä mir si resolut der Meenung, dass et fir eist Land besser ass, wa mer, wann de Bilan gezu gëtt, op där Säit vun deene stinn, déi Jo zu där heiter Verfassung gesot hunn, well mer einfach net gesinn, wat fir eng Verfassung dann amplaz kéint kommen, wat fir een Text dann amplaz kéint kommen, dee fir eist Land eng besser Solutioun géif bréngen.

An dofir wëlle mer als CSV virufueren zu Lëtzebuerg mam Ratifizéierungsprozess, well e virugeet, well mer gären hätten, dass eis Stëmm gehéiert gëtt, well och nach anerer virufueren, well contrairement zu deem, wat ee jo dobausse permanent gezielt kritt, et der net nëmme gëtt, déi ophalen, mä och eng ganz Rei, déi virufueren. Well eis

Wahl ugefaangen huet a well, wann een eng Wahl ugefaangen huet an d'Leit zur Urn geschratt sinn, ee ganz, ganz gutt Argumenter an enger Demokratie muss hu fir dee Rendez-vous mam Wieler a leschter Sekonn nees ofzesoen.

Mir sinn der Meenung, dass d'Diskussioun gutt viru sech geet. Et ass jo net, wéi wa se eréischt gëschter ugefaangen hätt. Ech kennen der eng ganz Partie heibannen, déi si scho säit Wochen, säit Méint ënnerwee, fir mat de Leit ze diskutéieren. Et gëtt awer ee groussen Ënnerscheed: Virun dräi Méint hues de nach mat 20 Leit an engem Sall diskutéiert, wann s de haut iwwer Europa diskutéierst, sëtzen an deemselwechte Sall 200 an 250 Leit fir matzediskutéieren. Wann dat kee Beweis ass, dass d'Lëtzebuerger an deene leschte Wochen amgaange si sech hir Froen ze stellen an hir Meenung ze maachen, dann, mengen ech, gëtt et keen anere Beweis.

A schlussendlech, Dir Dammen an Dir Hären, si mer der Meenung, dass Europa en anere Message brauch wéi deen, deen amgaangen ass sech zur Majoritéit ze deklaréieren ouni datt e majoritär ass.

Mir géife gären als Lëtzebuerger e Message vun Hoffnung gi fir all déi nei europäesch Länner, déi fir e politesch integréiert Europa stinn an déi dat op der Basis vun enger sozialer orientéierter Maartwirtschaft wëllen opbauen, dass si wëllkomm sinn an deem Europa. Mir wëllen e Message erausginn, dass mir keen Europa wëllen, dat sech op d'Realisatioun vun enger Fräihandelszon beschränkt. Mir hunn nach dräi Wochen Zäit fir an engem rouege Gespréich mat de Leit doriwwer ze diskutéieren. Mir mengen, dass mir ganz gutt Argumenter hätten. Den 10. Juli sinn d'Leit souverän. Mir hu Vertrauen an d'Leit.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Als nächste Riedner ass ageschriwwen den Här Charles Goerens. Här Goerens, Dir hutt d'Wuert.

M. Charles Goerens *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Demokratesch Fraktioun félicitéiert d'Lëtzebuerger Présidence fir all déi Efforten, déi si an deene verschiddene Virsëtz, déi se gefouert huet an deenen diverse Composantë vum Conseil gemaach huet, si an hir Équipen, hir Beamten, alleguer déi Leit, déi sech an de leschte sechs Méint an och virdrun engagéiert hunn, fir datt Lëtzebuerg déi beschten Tromp konnt ausspillen, déi et ëmmer hat, nämlech déi vun der Crédibilitéit.

Wann e Land kleng ass an et gëtt klenglech, dann ass et verluer. Mä wann e Land kleng ass an et huet Crédibilitéit, da kann et engem groussen Ensembel Impulser ginn, an ech mengen, dat ass deene successive Présidencen an och dëser Présidence besonnesch gelongen.

Mir wëllen och duerfir déi Succèsen, déi d'Lëtzebuerger Présidence remportéiert huet, net schmäleren. Et ass doudsécher e grousse Succès, datt de Stabilitéitspakt konnt ënnerdaach gefouert ginn; wat net esou evident war a mir ginn och dem Statsminister do eis voll Unerkennung an eis Félicitatiounen.

Mir fannen och dat eng Revolutioun - an ech schwätzen elo vun engem Beräich, fir deen ech selwer fënnef Joer laang d'Responsabilitéit gedroen hunn -, datt mer konnten d'europäesch Partenairen iwwerzeegen, fir vun elo bis d'Joer 2015 vun 0,39 op 0,7% öffentlech Zouwendungen eropzekommen vun der nationaler Wäertschöpfung, fir et deenen Äermste vun deenen Aarmen zoukommen ze loossen. Dat ass eng Victoire fir d'Solidaritéit!

Mir sinn och frou, datt an deene verschiddene Relatiounen, déi Europa mam Rescht vun der Welt hat, d'Présidence - an do all déi, déi d'Responsabilitéit gedroen hunn - eng gutt Figur ofginn hunn. Ech mengen och, datt hei am Haus - ech wëll dat och soen als Vertrieder vun der Demokratescher Fraktioun - bal jiddfereen dozou bäigedroen huet, a mir och. Mir hunn eis zréckgehale mat lästege Froen oder Débaten. Mir hunn - net fir owes doheem erauszegoen, oder fir fir näischt ugestallt ze ginn - déi Zäit profitéiert, wou mer keng Question parlementaire virbereet hunn, fir bei d'Comptoiren erklären ze goen, wourëm datt et geet. A mir si paff iwwert dee Gruef, deen et engersäits tëschent den Aussoe gëtt an anerersäits tëschent deem, wat bis elo percevéiert ginn ass.

An de Michel Wolter huet Recht, wann e seet, do wou soss zéng Leit souzen, begéine mer der elo 120. Et ass awer net, datt do wou der soss zéng souzen, net iwwer Europa geschwat ginn ass. Et ass driwwer geschwat ginn, mä et huet keen interesséiert. Firwat interesséiere sech d'Leit elo op eemol? Mir hunn d'Gefill, datt et d'Leit haaptsächlech duerfir interesséiert, well et elo spannend gëtt. Et gëtt spannend an déi Tensioun wäert och nach zouhuele bis zum 10. Juli. An déi Spannung huet, quoi qu'on en dise, awer ee Virdeel, nämlech deen, datt mer alleguer ënner Zwang sinn, fir déi Obligation de résultat, fir den 10. Juli dat do eriwwerzekréien, voll a ganz ze assuméieren. Ech mengen, ech schwätzen do bal am Numm vu jiddferengem heibannen; bal am Numm vu jiddferengem, wann ech dat virun zwee Méint gesot hätt, dann hätt ech gesot, mir kënnten am Numm vu jiddferengem heibanne schwätzen.

Well et geet hei ëm schrecklech villes. Et geet ëm villes, wat net verstane ginn ass, et geet ëm villes, wat d'Leit plot a wat se dann - à tort mengen ech - mam europäeschen Integratiounsprozess assimiléieren. An et ass och esou, datt - op jidde Fall sou wäit wéi ech déi Rendez-vousë mat der öffentlecher Meenung an Erënnerung hu bis elo - et net drëm geet, fir sech doriwwer ewechzesetzen, mä deen, dee geplot ass mat engem Problem, dee muss och eng Äntwert fannen op dee Problem.

Een, dee seng Aarbecht viru kuerzem verluer huet oder dee soss vill Misère huet, dee kann een an där Phas doudsécher net fir Europa begeeschteren.

Et stëmmt och, datt et bei all Prozess Verléierer gëtt. Am europäeschen Integratiounsprozess gëtt et sécher enorm vill Gewënner, et gëtt och vläicht déi eng oder déi aner Verléierer. Mat deene musse mer och schwätzen an deene musse mer ganz kloer soen, datt d'Politik sech besonnesch muss mat deenen ofginn an net sech iwwert deenen hir Suergen ewechsetzen.

Et ass een tentéiert no den Ausféierunge vum Statsminister, fir elo grouss Wierder oder grouss Sätz ze beméien. Ech hat probéiert derlaanscht ze kommen. Mä ech wollt lech awer, wéi ech nogelauschtert hunn, och e puer Zitater an Erënnerung bréngen, déi mech perséinlech terribel beweegt hunn. 1990, kann ech mech erënneren, hunn ech mat engem Direkter vun enger Klinik am Oste vu Rumänien geschwat, an do sot deen, wéi mer erausgaange sinn, an engem perfekte Franséisch - an en hat d'Land ni verlooss, en huet dat niewebäi studéiert -: „Den Hitler huet mir eng hallef Generatioun confisquéiert. De Stalin an de Brejnev an den Tchernenko a wéi se alleguer heeschen, déi hu mer annerhallef Generatioune confisquéiert. Zwou Generatioune vu mengem Liewe sinn hin. Je suis arrivé au bout du rouleau."

De Mann ass och 14 Deeg drop gestuerwen.

E bësse méi wäit war eng Demonstratioun vu Studenten, an déi hunn den Uschloss un d'transatlantesch Sécherheetsstrukture gefuerdert, engersäits, an den Zougank zum europäeschen, politesche Wirtschaftsraum, anerersäits. An ech hunn och gesot, datt dat net esou evident wier, datt dat net esou séier géing goen.

Déi, déi deemools 15 Joer al waren, déi hunn der haut 32. Déi, déi 45 Joer al waren deemools, an deenen hir Eltere schonn hir Jugend confisquéiert kruten a si bis dohinner hiert Liewen, déi sinn haut an der Pensioun. An alleguer déi, déi mengen, den Elargissement wier ze séier gaangen, déi sollen eng Kéier mat deenen dote schwätzen. Déi hunn d'Gefill, datt et bei hinnen ze lues gaangen ass.

Si si privéiert gi vun den Zouwendunge vum Marshall-Plang. Do si 16 Milliarde fir 17 Länner - oder 17 Milliarde fir 16 Länner, ech weess et net méi - zur Verfügung gestallt ginn, a si waren alleguerten privéiert. Mir hunn nogekuckt, ouni iergendeppes ze ënnerhuelen, 1956 zu Budapest. Mir hunn nogekuckt, ouni eppes kënnen ze ënnerhuelen, 1978 zu Prag. Mir hu bei villem nogekuckt, wat mat Ënnerdréckung vu Mënscherechter a Minoritéiterechter ze dinn hat.

An da kënnt och dat zweet Zitat. Wéi dunn den eiserne Rideau gefall ass, du war zu Lëtzebuerg eng Konferenz. Do huet de fréiere polneschen Ausseminister Skubiszewski eng Ried gehalen an du sot en: „Mir sinn amgaang en attendant …" - 1990 huet nach kee vun Erweiderung no Polen geschwat - „…eis Relatioune mat den Nopeschlänner, well den Droit positif international esou aarm ass, anescht ze gestalten. A mir hu wëlles der däitschsproocheger Minoritéit a Polen wäitgehendst politesch a kulturell Rechter ze ginn. Deeselwechte Standard, dee mer do an deen Traité setzen, dee wëlle mer applizéieren an eisen Négociatioune mat Litauen. Well et do eng staark polneschsproocheg Minoritéit gëtt, deenen hir Rechter bafouéiert ginn, a mir hätte gär, datt dat lues a lues ëm sech gräift."

Spéider koumen d'Kopenhagener Kritären, an déi Länner hu sech alleguer dru gehalen. A wann een nëmmen ee Moment zréckdenkt: An engem Land wéi Rumänien, wann een do e Rattenfänger gehat hätt, deen nëmmen d'Halschent vum Talent gehat hätt vun engem Jean-Marie Le Pen, deen hätt bei deem Mosaik vu Kulturen a Minoritéiten dat Land do à feux et à sang gesat.

D'Rumänen haten d'Intelligenz, ënnert der Bannière vun de Bäitrëttskritären, fir un d'Spëtzt vun hirem Ministère, dee responsabel ass fir d'Gestioun vun de Minoritéiten, e Magyar ze setzen, wat en Zeechen no bannen an och en Zeechen no bausse war.

An et ass erstaunlech, an dat confirméiert och dat, wat mer de Mëtteg am Ufank hei héieren hunn, datt an all deenen do Länner, déi eng Perspektiv kruten, keen eenzegt sech tentéiere gelooss huet fir op dee Wee ze goen, deen esou laang virdrun an der Geschicht vun Europa begaange ginn ass.

A wann ee sech dat nëmmen ee Moment an Erënnerung rifft, fir et dann op déi Comptabel-Dimensioun vun der Politik ze reduzéieren, déi leider à l'origine ass vum Echec zu Bréissel, da stelle mer fest, datt mer de Präis bezuelt hu vun der Responsabilitéit. Dee Präis, deen ass esou lächerlech niddereg, datt mer eis bal musse schummen, datt mer iwwerhaapt mussen doriwwer schwätzen.

Do wou Dir Iech net konnt drop eenegen - an dat ass wéi gesot Är Schold net - dat sinn 0,05% Crédits d'engagement souwäit wéi ech verstanen hunn, dat si mol keng Crédits de payement. D'Crédits de payement sollen op 1% plafonnéieren. A souguer wann d'Crédits d'engagement alleguer duerno, am Fall wou déi Virschléi do eng Kéier ugeholl géifen, géife Crédits de payement ginn, da géife mer mat 5‰ - Mat 5‰! - dat bezuelen, wat déi do an Aussiicht gestallt kritt hunn. Et muss ee wierklech awer en Effort maachen, fir net mussen haart doriwwer ze laachen, datt iwwer esou eng minim Zomm muss gestolpert ginn.

Déi Kris, an där mer dra sinn, mécht eis Suergen, well et ass eng Kris vun der Solidaritéit. Eng Kris vun der Solidaritéit, déi praktesch esou al ass wéi d'Europäesch Unioun a si kënnt elo voll zur Explosioun. Grouss Divergenze si schonn um Haager Kongress vun 1947 mengen ech zur Sprooch komm, an déi hu bis haut ëmmer d'Europäesch Unioun net gespléckt, mä et ass maskéiert ginn duerch déi Accorden, déi komm sinn.

Mir hätte gär, datt mer an den nächste Wochen et fäerdeg bréngen, datt déi Dynamik, an där mer dra ware säit den Ufäng vun der europäescher Integratioun, net gebrach gëtt, an et ass och ee vun de Grënn, firwat datt mer fir den 10. Juli antrieden, datt mer dann dee Referendum kréien. Well den 11. Juli, wann dat den Dag nom Jo ass, dann huet Lëtzebuerg dem europäeschen Integratiounsprozess e formidabelen Impuls ginn.

Well d'ganz Welt - an dat stëmmt - déi kuckt op eis an op dat, wat mir deen Dag maachen. Well mir sinn dat éischt Land, wat no deene Katastrophen a Frankräich an an Holland duerch säi Vollek wiele léisst. An all déi, déi drun interesséiert sinn, dat sinn der ganz vill. Dat sinn der eng Partie an Europa, an ech hoffen, datt et déi meescht sinn, an et sinn der och eng Partie am Rescht vun der Welt.

Wa mer owes d'Verfassung erkläre ginn, da kréie mer ëmmer den Neoliberalismus an d'Gesiicht gehäit. Mä et ass ee Saz dran, dee vun Économie sociale de marché schwätzt. Wann een elo dat do verzielt hannert de Grenze vun der Europäescher Unioun, dann trëfft een zimlech op daf Oueren. Do wëllt keen eppes dovun héieren. Et ass awer Europa, doduerch datt mer engem oder zwee Kommissären de Mandat gi fir négociéieren ze goen um Welthandel, wat dat do diskutéiert. Et ass Europa, wat dat do an d'Debatten erabréngt. Et ass Europa, deem et geléngt, datt och déi Aarm eng Stëmm kréien an deene ganzen Ausenanersetzungen. Ech mengen, mir wiere gutt beroden, wa mer eis géifen op dat Wesentlecht konzentréieren.

En zweet Zitat, wat ech awer nëmmen zum Deel wëll hei erëmginn, well soss kënnt et Ulass ginn, wann ech den Original zitéieren, zu gewëssenen Irritatiounen. Duerfir ginn ech et nëmme just an ofgewandelter Form erëm, dat ass: „Wann ee mam Fanger op d'Zukunft…" - et ass eng Ofwandlung vun engem chinesesche Spréchwuert - „…weist, da gesinn déi eng nëmmen de Fanger an déi aner nëmmen d'Zukunft."

Et wier vläicht gutt, wa mer géifen an där Ausenanersetzung, déi elo op eis duerkënnt, méi wéi de Fanger gesinn. Zu Lëtzebuerg kënne mer jo alleguerten deene Leit, déi deen Text kritiséieren - an et sinn der jo, déi sech offusquéieren, wa se dann en Artikel virliesen, wou ech muss zouginn, datt een domat net eng Quinzaine du beau langage kënnt opmaachen, oder eng Semaine littéraire - wann déi Artikelen zitéieren, alleguer nach honnert aner Artikelen zitéieren, déi grad esou blöd kléngen, wann ee se aus dem Kontext eraushëlt.

Mä dat, wat wichteg ass, dat ass, datt mer en Text hunn, an dat schéngt allgemeng vergiess ze sinn, dee verbindlech ass fir déi aner. Hätte mer esou en Text gehat virun 61 Joer, dann hätte mer vläicht aner Argumenter gehat wéi nëmme just eis Verfassung deenen ze opposéieren, déi wollten op Besuch kommen an déi net hei erwënscht waren.

Dat, wat nämlech wichteg ass, dat ass net nëmmen, datt ee Regelen huet an datt een ee gescheiten Aufsaz schreift, mä dat ass datt déi Regele respektéiert ginn. Datt mer an engem politesche Gebaren dra sinn, wou Regelen hir Gültegkeet hunn, wou d'Rechter kënnen ageklot ginn a wou et och Justizorganer gëtt, déi, wa se befaasst ginn domadder, kënnen erëm eng Kéier fir d'Anhale vun deenen Texter do suergen.

Mir hu vum Präis vun der Responsabilitéit geschwat. De Statsminister huet vum Präis vun der Indifferenz geschwat, an ech mengen, et ass keen dee bereet wier, de Präis vun der Indifferenz ze bezuelen. Et ass kee Mënsch, dee géing drun denken, wat et géing kaschten, géing woen nëmmen drun ze denken, wat et géing kaschten, wa mer missten nach e puer sou Operatiounen duerchzéie wéi déi am Balkan. A wa mer wëllen hunn, datt mer als Lëtzebuerger an als Europäer eis nach nom 10.Juli kënnen an de Spigel kucken, da solle mer eis bewosst sinn, datt et net duergeet mat Sonndesrieden, wou mer ëmmer erëm kënne soen «Plus jamais ça.» Dat ass soss näischt wéi Monumenter vun Hypokrisie, wa mer net bereet sinn déi Responsabilitéiten unzehuelen, déi sech dorauser implizéieren.

De «Plus jamais ça.», dat hu mer no Auschwitz erlieft. De «Plus jamais ça.», dat hu mer no Srebenicza gesot. De «Plus jamais ça.» ass fir d'lescht gesot gi beim 10. Anniversaire vum Ruanda. De «Plus jamais ça.», dee wäerte mer och soen, wa mer nach e bëssen tatenlos nokucken, datt am Darfur honnertdausende Leit schonn dout sinn, dat sech nieft déi honnertdausenden nach eng Partie gesellen, wou och d'Frae violéiert ginn an duerno an de Pëtz geheit ginn an et gëtt Sand drop geheit, an duerno wäerte mer dann iergendwann erëm eng Kéier en Anniversaire feieren, den 10., wann dat eriwwer ass, dat Schluechtfest, da wäerte mer soen: «Plus jamais ça.»

De Verfassungsvertrag, iwwert dee mer den 10. Juli ofstëmmen, huet eng Partie Äntwerten op d'Ängscht, déi d'Leit beweegen. Am Beräich Justice et affaires sociales gëtt et Méiglechkeete fir méi wäit ze goen. An ech mengen, et geet net wäit, wann een, wat do drasteet, net kann uwenden.

Am Beräich wirtschaftlech a monetär Organisatioun gëtt en eng Partie Äntwerten, déi eis méi wäit bréngen. Am éischten Deel vun der Verfassung gëtt et ganz staark Signaler a Richtung Parlamentsrechter. An där ganzer verréckter Globalisatioun, an där mer haut dra liewen a wou d'Europäesch Unioun am Fong e Bouclier duerstellt, hannert deem mer eis kënnen organiséieren, fir déi Defië besser kënnen ze relevéieren, mengen ech stinn och Äntwerten op déi Zukunftsängscht, déi d'Leit beweegen. Dat ass e ganz staarke Signal fir déi jonk Leit, déi mer leider net esou masseweis an eise Versammlunge gesinn, wéi mer eis dat alleguer géinge wënschen.

Ech hoffen, dass et eis geléngt, dass mer d'Quintessenz vun där ganzer Démarche, déi Lëtzebuerg zu engem onwahrscheinleche Wuelstand, Prospéritéit a Prestige an der Welt verhollef huet, dat mer déi kënnen eriwwerretten an d'Zäit nom 10.Juli. Well wéi gesot, déi ganz Welt kuckt op eis. Et ass un eis fir mat Détermination, mat Courage, mat ganz vill Ausdauer an déi verschidden Owender ze goen, eis Frënn ze iwwerzeegen, eis Bekannten ze iwwerzeegen a besonnesch och déi ze iwwerzeegen, déi bis elo nach mat aneren Argumenter sech erëmploen. Een-

zel Argumenter muss ee sech zu Gemitt féieren. Anerer ginn duerch Widderhuelung net méi richteg. Dofir ass et un eis fir elo mat ganz vill Asaz dee Match do ze packen.

Mir sinn iwwerzeegt - an duerfir hu mer och gesot, datt mer den 10. Juli wëlle stëmme goen -, datt et déi beschte Regelung war, datt et net gutt gewiescht wier fir een demokratesche Prozess ze ënnerbriechen, datt déi Dynamik an déi opbauend Argumentatioun, déi konnt gefouert ginn, ka weider gefouert ginn, well se fänkt menger Meenung no un ze gräifen.

Et ass aus deene Considératiounen eraus, wou mer ohne Wenn und Aber mat ganz vill Détermination wäerten déi Épreuve do packen. Mir wäerten et gemeinsam maachen, a wa mer duerno de Bilan zéien, da kënne mer stolz sinn iwwert déi Ausenanersetzung an och déi Qualitéit vum Débat, déi mer dann an de leschte Wochen a Méint hei am Land haten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Goerens. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Chamber confirméiert haut, dass mer den 10. Juli wéi virgesinn de Referendum ofhalen an dann och déi parlamentaresch Ratifikatioun den 28. Juni ufänken, déi zwar och schonn haut remarquablement ugefaangen huet, mä den 28. geet et eigentlech eréischt richteg lass.

Här President, zu där Décisioun vun der Chamber wollt ech zwee Punkten ervirhiewen. Den éischte betrëfft den Objet vum Referendum, nämlech de Verfassungsvertrag u sech. Nom franséischen an hollännesche Referendum gouf jo allgemeng behaapt de Verfassungsvertrag wier dout. Dat stëmmt aus zwou Ursaachen net.

Engersäits huet jo de Conseil européen bestëmmt, dass d'Ratifikatioun virugeet. Wann de Verfassungsvertrag dout wier, hätt de Conseil européen d'Ratifikatiounsprozedur ofgebrach. Hien huet dat net gemaach. Hien huet au contraire gesot, déi Prozedur géif virugoen.

Op där anerer Säit an elo mol ofgesi vum Respekt fir déi Memberlänner, déi scho ratifizéiert hunn, gëtt et fir mech virun allem inhaltlech Ursaachen, firwat dee Verfassungsvertrag net dout ass. De Kompromiss iwwer Inhalter, iwwer Institutiounen a Politiken, deen an deem Text erreecht ginn ass, ass deen eenzeg méiglechen zwëschent de 25 Memberlänner an Europa.

Besonnesch déi lescht Deeg hu jo gewisen, wéi schwéier et ass trotz intensiven Ustrengungen Kompromisser an Europa erbäizeféieren. Déi Deeg hu gewisen, dass iwwer e Sträit iwwert d'Suen eng déif Zerrassenheet ënnert de Länner iwwert d'Natur vun Europa besteet.

Mir Lëtzebuerger sinn un engem integréierten Europa interesséiert, dat besser a méi demokratesch fonctionnéiert, dat méi staark den europäesche Gesellschaftsmodell mat dem Gläichgewiicht zwësche Wirtschaft, Sozialem an Ekologeschem verfollegt. De Verfassungsvertrag ass den Astieg an esou en Europa. En ass den Ufank fir aus enger reng wirtschaftlecher Logik vum Bannemaart an eng Logik vun der Nohaltegkeet, an eng sozial an eng ekologesch Logik eranzeklammen. A wa mer iergendeng Chance an der Zukunft wëllen hunn, dat politesch ze erreechen an Europa, ob zu alle 25 oder nëmmen zu e puer, da solle mer ophalen dee Verfassungsvertrag, deen dat erméiglecht, als dout ze erklären.

Da solle mer ophalen sou ze maachen, wéi wann elo duerch eng Neiverhandlung eppes Besseres an där Hisiicht erreecht kënnt ginn. Da solle mer ophalen ze maachen, dat wier alles näischt. Mir solle vill méi insistéieren op déi Perspektiven, déi am Verfassungsvertrag sinn, fir Europa besser fonctionnéieren ze dinn, fir Europa säi Modell an der globaler Welt ze stäerken, fir Europa a seng Sécherheet no bannen an no baussen ze stäerken. Fir déi politesch Eegestännegkeet vun Europa an der Welt och vis-à-vis vun de Vereenegte Staten ze affirméieren. Déi Perspektive gëllen och nach muer, esouguer wann de Vertrag formal net ratifizéiert géif. Fir dass déi Perspektiven zum Droe kommen, wann och vläicht dann nëmme mëttelfristeg, musse méiglechst vill Länner sech dofir ausschwätzen.

Dat ass déi inhaltlech Ursaach, firwat dass all Land sech par rapport zum Verfassungsvertrag situéiere soll a firwat och d'Biergerinnen an d'Bierger vu Lëtzebuerg hir Meenung soe mussen an dass dat och net däerf ausgesat ginn.

Här President, den zweete Punkt, deen ech kuerz sträife wollt, ass déi gemeinsam Décisioun vun der Chamber, de Referendum net ze verleeën, mä den 10. Juli wéi virgesinn ofzehalen. Déi fënnef Fraktiounen hunn dat zesummen décidéiert, no enger kuerzer an intensiver Phas vu Reflexioun a Consultatioun an de Parteien, an de Fraktiounen, och zwëschent de Parteien. Dës Phas huet e Freideg de Moien ugefaangen, nodeem d'Resultat vum Conseil européen bekannt gouf.

Mir haten ons éierlech gesot - et ass scho vu menge Virriedner ënnerstrach ginn - méi eng kloer Décisioun vum Conseil européen erhofft. Mir haten zum Beispill gehofft, de Conseil géif en neien Zeenario fir déi nach ausstehend Ratifikatioun virschloen, zum Beispill e gemeinsamen Datum fir all Referenden, eng europäesch Léisung éischter wéi eng reng national.

Déi europäesch Léisung gëtt an Zukunft onëmgänglech. Ganz einfach, well mer amgaange sinn aus dem nationalen an den europäesche politesche Raum ze trieden. De franséischen Débat huet vill Lëtzebuerger interesséiert an influenzéiert. Den Interesse vun der internationaler Press un deem, wat zu Lëtzebuerg vir sech geet, weist dat och. Mir sinn awer nach net an engem Espace public européen ukomm. Mir hunn dofir gesicht, eng gemeinsam Positioun zu Lëtzebuerg ze erreechen, well mer alleguer der Meenung waren, dass innenpolitesch Grabenkämpf iwwert den Datum vum Referendum der Ausenanersetzung iwwer Europa méi schuede wéi notze géif.

Et gouf och keen Hin an Hier, wéi dat mol behaapt ginn ass. Et gouf e responsabelt Virgoen. Et gouf an de Parteien an zwëschent de Parteien eng demokratesch Diskussioun an duerno eng Décisioun.

Wat sinn dann d'Ursaache fir den 10. Juli als Datum vum Referendum ze behalen? Déi éischt ass déi, dass kee richteg gesäit, wat weider sechs oder néng Méint Campagne nach géifen un Informatioun oder Diskussioun méi bréngen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech erënneren trotzdeem hei drun, an d'Chamber misst dat eigentlech wëssen, dass de Prozess vum Verfassungsvertrag direkt am Dezember 2000 ugefaangen huet. Dunn huet den europäesche Conseil no de batteren Nuechte vun Nice erkannt, dass déi intergouvernemental Method fir Verträg auszehandelen um Enn ukomm wier. En huet erkannt, dass Europa méi no zu de Bierger komme muss. Hien huet d'Länner opgefuerdert méi intensiv mat de Bierger iwwer Europa ze schwätzen, si méi anzebannen.

An där Logik huet d'Lëtzebuerger Chamber sech während dem Joer 2001 mat engem Questionnaire a mat e puer Versammlungen un d'Bierger gewant. Am Dezember 2001 huet den Europäesche Rot zu Laeken e Konvent aberuff an an deem Konvent all déi Froe gestallt, déi uechter ganz Europa iwwert d'Europäesch Unioun gestallt goufen.

Loosse mer och drun erënneren, dass schonn en éischte Konvent zwëschen 1999 an 2000 d'Charta vun de Grondrechter op eng offen an demokratesch Manéier ausgeschafft huet. Och do hu mer Auditiounen hei an der Chamber organiséiert an d'Zivilgesellschaft gefrot.

Den zweete Konvent huet vum Mäerz 2002 bis de Juli 2003 getagt, an aller Öffentlechkeet an Transparenz. All Kaarte goufen op den Dësch geluecht. Dëse Konvent war demokratesch an offen. En huet an alle Medie grouss Opmierksamkeet fonnt. D'Regierungskonferenz huet duerno bis zum Oktober 2004 de Verfassungsvertrag vum Konvent zu néng Zéngtel iwwerholl an d'Stats- an d'Regierungschefen hunn dat Dokument den 29. Oktober 2004 ënner grousser öffentlecher Opmierksamkeet ënnerschriwwen.

Fir keen aneren europäesche Vertrag ass esou vill an esou offen an der breeder Öffentlechkeet, mat der Zivilgesellschaft, mat den ONGen, mat de Gewerkschaften, mat den Acteuren aus der Wirtschaft diskutéiert ginn.

Et ass dunn an de leschte sechs Méint e groussen Effort vu Kommunikatioun an Diskussioun vun der Regierung, der Chamber, de Parteien, de sozialen a wirtschaftlechen Acteuren ënnerholl ginn.

Vill Mouvementer - mir wäerten dat d'nächst Woch gesinn an ënnersträichen - hunn Avisë virgeluecht, Positioune geholl, d'Beruffschamberen, d'Mënscherechtskommissioun, d'ONGen, d'Gewerkschaften, d'Parteien. D'Zivilgesellschaft huet sech zu Wuert gemellt. Ech erënneren un den Appel vun de 66 Personalitéite fir de Jo. D'Zeitunge si säit Woche voll vun Europa. Europa ass elo am Mëttelpunkt vum öffentlechen Interessi. Dat steigert sech an de leschten dräi Wochen. Ech mengen éierlech gesot net, dass mer méi maache kënnen, an dofir sinn ech der Meenung, dass d'Bierger sech elo ausdrécke sollen.

Dobäi kënnt och eppes, wouvun ech ëmmer iwwerzeegt war. Um Enn vun der Présidence ass et ganz sécher e Bonus fir de Jo fir de Verfassungsvertrag, dass déi Présidence esou sech entwéckelt huet wéi se sech entwéckelt huet. Mat all deene Succèsen, déi de Mëtteg hei duergeluecht gi sinn. Mat all deenen Unerkennungen, déi d'Lëtzebuerger Présidence uechter ganz Europa fonnt huet. Och esouguer den Echec op de Finanzperspektiven. Dee révéléiert no bausse wat ka geschéien, wann aner Virstellungen iwwer Europa sech duerchsetze wéi déi, déi mir an der Logik och vun der Europäescher Verfassung wëllen duerchsetzen an déi de Statsminister hei op eng ausgezeechent Manéier duergeluecht huet.

Ech menge schonn, dass déi Présidence e Sprangbriet ass fir ze rebondisséieren an dem Asaz fir den Europäesche Verfassungsvertrag an och de Lëtzebuerger ze soen, dass dësen Europäesche Verfassungsvertrag an der Logik vun där Présidence a vun där Politik, déi d'Lëtzebuerger Regierung do probéiert huet duerchzesetzen, ass.

Da stellt d'Fro sech, Här President: Gëtt et e Risiko? Sécher gëtt et ëmmer e Risiko, wann een eng Wahl mécht. Mir si jo hei an enger Demokratie. Mir sinn net hei an enger Volleksdiktatur. Esou dass et ganz kloer ass, dass och déi baussentlech Aflëss kënnen en Afloss dorobber hunn, wéi mer dat bei der franséischer Wahl gesinn hunn, déi déi Tendenz och zu Lëtzebuerg verstäerkt huet, an och déi vill Argumenter vum franséischen Débat, deen an de Lëtzebuerger Débat agefloss ass.

Ech sinn awer iwwerzeegt, dass dëse Risiko vun engem Neen zu Lëtzebuerg net reell ass.

Ech sinn iwwerzeegt, dass wat d'Wahl méi no kënnt, d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger sech hire Vote gutt iwwerleeë wäerten. Si wëssen nämlech, dass Lëtzebuerg net Frankräich ass. Si wëssen och, dass Lëtzebuerg an Europa eng aner Geschicht ass wéi Frankräich an Europa oder Holland an Europa. An nach ganz aner wéi Groussbritannien oder Schweden an Europa. Lëtzebuerg ass Europa.

Lëtzebuerg, zwëschent Däitschland a Frankräich agekeilt, kann ouni Europa net existéieren. Säi Räichtum, seng Méiglechkeeten, seng Zukunft vu senger Jugend sinn européesch.

Wann d'europäesch Länner ronderëm sech net verstinn, steet d'Existenz vu Lëtzebuerg als souveränt Land um Spill. Wann d'europäesch Länner zesummeschaffen, ass dat gutt fir Lëtzebuerg. Lëtzebuerg brauch Europa.

Et gëtt kaum e Land vun Europa wat esou enk mat dem Opbau vun Europa verwuess ass. Et gëtt kaum e Land wat esou vill politeschen, wirtschaftlechen, sozialen a kulturelle Profit aus dem europäesche Mateneen zitt.

Ouni Europa hätt Lëtzebuerg keng Bankplaz mat iwwer 20.000 Beschäftegten, mat villen Affekotenetüden, Fiduciairen an anere Servicebetriber, déi dorun hänken.

Ouni Europa hätt Lëtzebuerg, et ass scho gesot ginn, weder eng Goodyear, nach en DuPont de Nemours. An ouni Europa hätt ons Ekonomie net iwwer 100.000 héich qualifizéiert Beschäftegter aus dem Grenzgebitt zur Verfügung.

Ouni Europa hätte mer keng Währung, déi iwwerall an Europa ugeholl gëtt an onsen Exportbetriber Stabilitéit gëtt.

Villes vum moderne Lëtzebuerg gouf iwwer ons Zesummenaarbecht an Europa ugestouss. Et gëtt kee Land wat duerch seng geographesch Positioun, duerch seng Dimensioun an duerch d'Wiese vu senger Wirtschaft, déi no bausse geriicht ass a gréisser Mäert brauch, esou staark un Europa gebonnen ass wéi Lëtzebuerg.

Mir sinn och e Land op der Landkaart, mat sengem Ruff an Europa an an der Welt, an ons Sécherheet gëtt duerch déi aner Länner garantéiert no banne wéi no baussen, zesumme mat hinnen. Dat alles gëtt Europa ons.

An dofir sinn ech iwwerzeegt, dass d'Lëtzebuerger den 10. Juli massiv dem Verfassungsvertrag zoustëmme wäerten an domat natierlech och der europäescher Geschicht an der europäescher Zukunft vun onsem Land.

Mir wëllen als LSAP och an de kommende Wochen alles maachen, fir dass dat geschitt.

Här President, ech wollt zum Ofschloss och eng Resolutioun virleeën, an där d'Chamber confirméiert, dass se den 10. Juli dee Referendum wëllt halen an dass se also zu deem Vertrag steet. Déi Resolutioun ass vu véier Fraktiounen ënnerschriwwen, de Fraktiounschefe vun de véier Fraktioune vun dem Front du oui.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant les conclusions du Conseil européen des 16 et 17 juin 2005 appelant les États membres à poursuivre le processus de ratification du Traité constitutionnel sans autre précision que celle d'une éventuelle période de réflexion;

- considérant de ce fait que le projet de Traité constitutionnel, préparé par la Convention, négocié par la Conférence intergouvernementale et signé par les 25 chefs d'État et de gouvernement, reste acquis et constitue le seul compromis valable à l'heure actuelle pour faire avancer l'Europe;

- considérant l'affirmation du Conseil européen que «ce traité est le fruit d'un processus collectif, destiné à donner la réponse adéquate pour un fonctionnement plus démocratique, plus transparent et plus efficace d'une Union européenne élargie»;

- considérant que chaque État membre est et reste souverainement responsable pour fixer la date et le mode de sa ratification;

- considérant qu'au Luxembourg, c'est le mode référendaire qui a été retenu pour la ratification, que la date du référendum sur le Traité constitutionnel a été fixée par voie législative, que la procédure menant au vote du 10 juillet suit son cours et que les opérations de vote par correspondance ont d'ores et déjà commencé;

- considérant que le débat sur le Traité constitutionnel et sur la construction européenne s'est développé dans notre opinion publique depuis des mois et qu'il prend de l'ampleur à l'approche du scrutin;

- considérant que la Chambre confirme sa volonté de donner la parole aux citoyennes et aux citoyens luxembourgeois pour se prononcer sur ledit Traité;

décide

- de maintenir la date du 28 juin 2005 pour le vote en première lecture parlementaire du projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe et celle du 10 juillet 2005 pour le référendum sur le Traité constitutionnel.

(s.) Ben Fayot, François Bausch, Lydie Err, Charles Goerens, Michel Wolter.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Den nächste Riedner ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt fir déi gréng Fraktioun zwee Grënn, firwat de Referendum den 10. Juli soll stattfannen.

Den éischten ass dee vum Demokratieverständnis. Dat ass dee Grond, wou ech mech manner muss beméie fir en ze erklären, well e relativ kloer ass. Et ass esou, datt mer an deem Ratifizéierungsprozess sinn, wou 25 Länner dra sinn. Een Deel hunn en ofgeschloss, e groussen Deel schonn. E groussen Deel vun deem groussen Deel huet e positiv ofgeschloss an eng Minoritéit huet e bis elo negativ ofgeschloss. An et ass virgesinn, datt an deem Ratifizéierungsprozess d'Stëmm vun engem Land gradesou vill wäert ass wéi déi vun engem aneren. Dat ass iwwregens och an der Logik wéi d'Europäesch Unioun fonctionnéiert, wéi se sech opgebaut huet a wéi se och weider wäert fonctionnéieren.

Duerfir ass et och kloer fir eis als gréng Fraktioun, datt weder d'Fransousen, nach d'Hollänner d'Recht hunn de Lëtzebuerger virzeschreiwen, wéi een Europa datt si wëllen. Eréischt nodeem 25 Länner ausgedréckt hunn, wéi si zu deem Text do stinn, kann en definitive Bilan gezu ginn.

An duerfir ass et och nëmmen normal, datt den 10. Juli d'Lëtzebuerger Vollek souverän säi Wëlle soll ausdrécke par rapport zu deem Traité constitutionnel, deen elo virläit. An et ass och gradesou selbstverständlech, an dat huet dëst Parlament onmëssverständlech zum Ausdrock bruecht, an enger Resolutioun virun e puer Wochen, datt dëst Parlament de sou-

veräne Wëllen, deen den 10. Juli wäert ausgedréckt ginn, wäert respektéieren.

Domadder kann ech schonn iwwergoen zum zweete Grond. Nämlech dee politesche Grond, firwat een den 10. Juli onbedéngt muss bäihalen, a mat deem ech mech wëll e bësse méi laang beschäftegen.

Et gëtt jo elo behaapt, am Ausland am Moment nach méi wéi hei am Land, mä et wäerten der och gläich elo hei am Land doruechter lafen, déi dat behaapten, dësen Traité wär dout, en hätt keng Valeur méi an eigentlech géinge mer hei d'Lëtzebuerger doen iwwer eppes ofstëmmen, wat souwisou an där Form ni a Kraaft wäert trieden.

Bei deenen hei am Land, behaapten ech, déi dat verziele ginn, dat ass well se souwisou an hirem Schlingerkurs, dee se bis elo gefuer sinn, kaum besser Argumenter fannen, fir duerch den 10. Juli ze versichen innenpolitesch eppes fir sech erauszezéien. Bei deenen am Ausland, déi dat behaapten, gëtt et aner Grënn. Do gëtt et handfest a knallhaart politesch Grënn, firwat se de Moment behaapten, datt den Traité dout ass.

Mir brauchen eis nëmmen e bëssel chen op europäeschem Niveau unzekucken - an de Premierminister huet dat op eng brillant Aart a Weis och scho gemaach virdrun - an da festzestellen emol, wat fir eng Länner a wat fir eng Vertrieder vu wat fir enge Länner et dann elo sinn, déi eigentlech schonn nom éischten Nee schadenfro sech an d'Fauscht gelaacht hunn, nom zweeten Neen nach méi a spéitstens nom leschte Sommet, no deem Trauerspill, dat mer ronderëm d'Finanzéierungsfro och erlieft hunn, ass et däitlech ginn, wat fir eng Kräften an Europa eigentlech Interessen drun hunn, datt et net zu engem politeschen Europa kënnt.

Bei de Finanzéierungsperspektiven, déi d'lescht Woch vill diskutéiert gi sinn, do ass jo e virgeschobene Grabenkampf haaptsächlech an de Vierdergrond gestallt ginn, nämlech dee vun deem ominöse Briterabatt par rapport zu den Agrarsubventiounen. Mä ech behaapten awer ganz däitlech, datt dat e virgeschobene Grond ass, well wann ee mol kuckt an och tëschent den Zeile liest, wat do vun den Engländer probéiert ginn ass a wat gesot a behaapt ginn ass, a virun allem och elo wat nom Echec behaapt gëtt, och en vue vun der englescher Présidence, da gesäit ee ganz däitlech, datt net nëmme bewosst et net zu engem Accord hätt solle kommen, mä datt et hei wierklech ëm eng aner Konzeptioun vun Europa geet.

Wann een d'Kommentaren an deene leschten Deeg an den Zeitunge liest, gëtt et däitlech, wien am meeschte Profit aus dëser aktueller europäescher Kris zitt; an d'Engländer, déi iwwerhuelen elo d'Présidence.

An do muss ech soen, op Basis vun engem Tëscheruff, deen elo am Ufank hei gemaach ginn ass, an England regéiere jo leider net déi nei Gréng, mä déi nei Sozialisten.

(Interruption)

An dee Wee, deen den Här Blair, de Chef vun den neie Sozialisten, virzeechend, gëtt ëmmer méi däitlech an deem Kontext: manner Reguléierung a méi Wirtschaftsfräiheet. An et gëtt alles esou diskutéiert an op Basis vun där, eigentlech guer net neier, mä ganz ganz aler wirtschaftsliberaler Thees, déi soll heeschen: Méi Wuesstem bréngt automatesch méi Aarbechtsplazen, bréngt automatesch méi Wuelstand fir jiddereen.

Fakt ass awer, datt ee muss feststellen - a jiddereen, dee sech d'Méi mécht regelméisseg déi an an auslännesch Wirtschaftssäiten ze liesen an den Zeitungen, weess dat -, datt mer weltwäit an deene leschte Joren, eng kolossal Augmentatioun vum Räichtum kennen, eng Augmentatioun vum Gesellschaftsräichtum insgesamt, déi historesch ass. De Problem ass just, datt dëse Räichtum ëmmer manner gerecht verdeelt gëtt. A Fakt ass och, dass ee Wirtschaftssystem, deen ouni een öffentlecht Regelwierk fonctionnéiert, blann ass par rapport zu de Bedierfnisser vun der Allgemengheet.

Den Här Blair huet déi lescht Woch d'Konzeptioun vun deenen heitege Kohesiounsfongen insgesamt a Fro gestallt. An et misst een him och vläicht mol an Erënnerung ruffen, an iwwregens steet dat däitlech an deem neien Traité, wat d'Konzeptioun ass, déi sech hannendru verstoppt, hannert där Finanzéierungsperspektiv, hannert deene Kohesiounsfongen, ëm déi et jo eigentlech do geet.

D'Grondphilosophie vun dëse Fonge war, dass déi méi räich EU-Länner iwwert déi Fongen deene méi aarme Länner esou géingen hëllefen hire wirtschaftlechen a sozialen Entwécklungsstand méi schnell unzegläichen. Solidaritéit also zu Gonschte vun enger mëttelfristeg besserer a méi harmonescher Entwécklung am ganzen EU-Raum.

Wann een awer dem Här Blair senger angelsächsescher Theorie gleeft, da missten elo virrangeg vill méi massiv Gelder an d'Privatekonomie fléissen - et gëtt hei behaapt an d'Fuerschung an an d'Wëssensgesellschaft, mä am Endeffekt geet et hei drëms fir ze soen, direkt se an d'Privatekonomie fléissen ze loossen - an dass dëst da géing zum Wuesstem féieren, Wuesstem schafen an dann och automatesch de Wuelstand géing erbäiféieren an datt dann déi sozial Kohesioun, déi mer hei gär duerch déi Kohesiounsfongen hätten, géing automatesch passéieren. Laut där wirtschaftsliberaler Theorie bräicht een dann och keen esou ee verdéiftent politescht Europa, wéi dat, wat an dësem Traité constitutionnel festgehale ginn ass.

Déi Theorien, wéi gesot, sinn al an d'Konsequenzen dovunner sinn och gradesou däitlech. Mir hunn an Europa zwou Konzeptiounen - et ass scho virdrun ugeschnidde ginn -, eng dovun ass déi angelsächsesch Konzeptioun, déi liberal wirtschaftlech fräiheetlech Konzeptioun. An England gëtt et effektiv de Moment an den offizielle Statistiken e relativ niddrege Chômage. Mä an England gëtt et awer och eppes, wat een am englesche Jargon nennt „working poor", dat heescht Leit, déi zwou bis dräi Aarbechtsplaze mussen hunn, fir ee minimalen dezente Loun ze hunn.

An et muss een sech d'Fro stellen: Wéi wéineg hunn dës liberal Theoretiker aus der Geschicht geléiert? Et ass eigentlech eng Evidenz, wann ee sech fir fënnef Su mat Ekonomie beschäftegt an och mat der Geschicht vun den ekonomeschen Theorien, datt de Maart zwar e ganz gutt Instrument ass fir d'Schafung vu gesellschaftlechem Räichtum, mä datt de Maart blann ass par rapport zu der Verdeelungsgerechtegkeet.

Déi wirtschaftsliberal Virgoensweis, déi huet eis am 20. Jorhonnert zwee Mol an eng Katastroph gefouert. De Modell vun der sozialer Maartwirtschaft, sou wéi en nom Zweete Weltkrich opgebaut ginn ass, ass aus der Erkenntnis eraus opgebaut ginn, dass eng Gesellschaft net ka fonctionnéieren, wann een se den entfesselte Kräfte vun der Ekonomie einfach iwwerléisst, wann een se eigentlech einfach der Ekonomie esou iwwerléisst, dann ass déi net iwwerliewensfäeg an da geschitt dat, wat zwee Mol am leschte Jorhonnert passéiert ass. De Maart, wéi gesot, ass e fantastescht Instrument fir d'Erschafe vum gesellschaftleche Räichtum, mä en ass guer net gëeegent fir duerfir ze suergen, dass den erschafftene Räichtum och gerecht verdeelt gëtt.

An duerfir, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sinn déi Gréng der Meenung, datt een e politescht Europa brauch. Mir brauchen et an där globaliséierter Welt méi wéi jee. A grad dëse Verfassungsvertrag ass en éischten Usaz - an ech betounen éischten Usaz -, fir dëst politescht Europa ze kréien. Et ass an engem gewëssene Sënn och een neie Versuch, fir dass d'Politik erëm méi Handlungsspillraum kritt par rapport zu der Wirtschaft, fir datt se deen erëm zréckgewënnt.

Den duebelen Neen a Frankräich an an Holland huet Europa als solches net an eng Kris geworf, mä en huet déi politesch Kräften an Europa an d'Defensiv gedrängt, déi ebe genee dëst politescht Europa wëllen, fir dass duerno kënne Regelen entwéckelt ginn a fir dass aus deem EU-Wirtschaftsraum och een Europa gëtt, wou fir sozial Kohesioun an nohalteg Entwécklung gesuergt gëtt.

De Sommet vun der leschter Woch huet bewisen, dass d'Verfechter vun der EU-Fräihandelszon duerch déi franséisch-hollännesch Oflehnung däitlech un Uewerwaasser gewonnen hunn. Et wär duerfir och aus politesche Grënn, grad elo falsch gewiescht, fir de Referendum vum 10. Juli op Äis ze leeën. Den 10. Juli ass duerfir ganz kloer eng Richtungswahl hei zu Lëtzebuerg fir Europa. Zur Wahl steet eng Stäerkung vum Konzept vun der reguléierter Wirtschaft par rapport zum Konzept vun der EU-Fräihandelszon. Et geet net méi an net manner wéi dorëms.

Déi Gréng sti fir eng reguléiert Maartwirtschaft. Mir sinn der fester Iwwerzeegung, dass de virleienden Text zur EU-Verfassung bei all senge Mängel, déi en och huet, ee wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung ass. Et ass deen éischte Versuch, säit 1957, deen et wot Europa eng politesch Dimensioun ze ginn. An et ass effektiv e Paradox vun der europäescher Geschicht, datt grad bei deem éischte Versuch fir Europa déi politesch Dimensioun ze ginn, datt grad do dee gréisste Widderstand entsteet.

D'Erklärungen dovunner leien op der Hand a si si ganz um Ufank hei vum Premierminister beschriwwe ginn. Mä et ass esou, datt eigentlech all déi Leit, déi sech de Moment éierlech asetze fir dat politescht Europa, och hei zu Lëtzebuerg dat solle bedenken, wa se sech an deenen nächste Woche weider an d'Diskussioune ronderëm den 10. Juli wäerte geheien.

Mir wäerten als gréng Fraktioun duerfir ee sachlechen an awer, wéi an deene leschte Méint och, en engagéierte Kampf féieren, fir dass den 10. Juli ee Jo bei dësem Traité erauskënnt. Dëse Jo wäert eiser Meenung no - wann en da geléngt - een däitlecht Zeechen am Asaz sinn, fir datt d'Politik erëm primat par rapport zu der Wirtschaft zréckkritt.

Mir hoffen, datt d'Lëtzebuerger den historeschen Enjeu vun dësem Ratifizéierungsprozess erkennen an dass den 10. Juli ee positiivt Zeechen hei vu Lëtzebuerg eraus geet.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Den nächste Riedner ass den Här Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech am Numm vun eiser Fraktioun mech och de Wierder vu menge Virriedner uschléissen an d'Lëtzebuerger Présidence félicitéiere fir hir gutt Aarbecht, déi se an deene leschte sechs Méint gemaach huet; dat souwuel d'Regierung, wéi d'Fonctionnairë mat all hire Mataarbechter. Si hunn alles gemaach fir Accorden ze fannen, an datt et en Désaccord um Niveau vun de Finanzperspektive ginn ass, do weess jiddfereen, dass dat net d'Schold vun der Lëtzebuerger Présidence ass.

De leschte Weekend huet de Conseil décidéiert, datt d'Ratifizéierungsprozedure vum Traité constitutionnel solle verlängert ginn. Mir fannen et richteg, datt de Conseil net décidéiert huet, wéi déi eenzel Länner am Kader vun där Prozedur misste ratifizéieren, mä datt et deenen eenzelne Länner, am Respekt vun hire Constitutiounen an hire Gesetzer, iwwerlooss ass, déi Prozedur ze wielen, déi laut hire Gesetzer Constitutiounkonform ass, fir d'Traitéën nu mol eben ze ratifizéieren.

Ech wëll och dem Statsminister félicitéiere fir déi engagéiert Ried, déi en de Mëtten hei gehalen huet, déi mer a ville Punkten deelen, awer sécherlech net an alle Punkte wäerten deelen, an dat wäerte mer dann och d'nächst Woch, den 28. Juni, wa mer d'Debatt iwwert den Traité selwer heibanne féieren, iwwert déi Differenzen, déi mer hunn, hei diskutéieren.

Haut hu mer eis zur Missioun geholl, fir iwwert de Referendum vum 10. Juli ze diskutéieren. Et ass e parteiiwwergräifenden Accord fonnt ginn, fir un dem 10. Juli festzehalen.

Den ADR war nach ëmmer als Partei fir Referendumen. Mir hunn zum Beispill den 10. Mäerz '93, duerch mäi Fraktiounskolleeg Roby Mehlen, eng Proposition de loi hei am Parlament deponéiert, fir de Referendum hei zu Lëtzebuerg anzeféieren. Mir ware bei Maastricht fir de Referendum a mir hunn och den 13. Februar 2003 hei eng Motioun eraginn, fir iwwert den Traité constitutionnel e Referendum ofzehalen; deemools hu mer eleng missten derfir stëmmen. Mä e puer Méint méi spéit, den 1. Juli, huet de Kolleeg Fayot déiselwecht Motioun erabruecht, an d'Parlament huet dunn hei eestëmmeg décidéiert fir e Referendum iwwert deen Traité ofzehalen.

Eisen Nationalcomité an och eis Fraktioun hunn iwwert de Weekend getagt a mir hunn eestëmmeg festgehalen, bei eisen Décisiounen ze bleiwen, fir den 10. Juli dee Referendum ofzehalen. Et gëtt eng Rei vun Argumenter, déi dofir schwätzen.

En éischt, d'Wahlprozedur ass amgaangen. Vill Leit hu scho gestëmmt, hunn hir Stëmmziedelen am Kader vun der Bréifwahl schonn zréckgeschéckt.

D'Diskussioun mam Bierger iwwer Europa ass an deene leschte Wochen esou intensiv ginn, wéi mer se ni virdru kannt hunn, an et wier falsch fir déi Diskussioun ofzebriechen an ze mengen, mir géifen se iergendwann zu engem spéideren Datum erëm op deem Niveau lancéiert kréien.

A mir stelle fest, op deene Réuniounen, déi vun der Chamber organiséiert sinn, wou ganz vill Leit do sinn, och vun de Parteien, datt d'Leit sech fir déi europäesch Froen interesséieren a ganz selte fënnt een nationalpolitesch Themen, déi op deene Versammlungen owes zum Virschäi kommen, mä, a priori, d'europäesch Politik ass dat wat d'Leit interesséiert.

Mir hunn nei Momenter kritt, an et ass och duerfir wou déi Debatt esou intensivéiert ginn ass, wéi Frankräich an Holland Nee gesot hunn, England décidéiert huet auszesetzen an de Sommet elo décidéiert huet d'Ratifizéierungsphas ze verlängeren.

Ass den Traité dout? Dat ass eng vun deene Froen, déi haut de Mëtten och meng Virriedner hei opgeworf hunn. A mir mengen, mir misste mam Bierger éierlech sinn. Fir hinzegoen an einfach ze soen, den Traité, dee lieft, deen ass net dout, dat ass falsch. Et kann een net soen, datt e scho begruewen ass deen Traité, well et muss een d'Ratifizéierungsphas ofwaarden. Et ass kloer, datt déi 25 Länner e Recht hu fir sech ze expriméieren an datt een zum Schluss eréischt kann offiziell décidéieren oder soen, datt deen Traité net esou kann a Kraaft trieden.

(Interruption)

Här Braz, wann Der mir elo nolauschtert: Ech hunn elo eng Fro gestallt. Elo ginn ech lech d'Äntwert drop.

Deen Traité, dee mer hei hunn, deen, wësse mer, kann net méi agesat ginn oder ëmgesat ginn. Dat ass definitiv, an dëser Form net. Et sief, d'Fransousen oder d'Hollänner géifen en zweete Vote maachen a se géifen da Jo stëmmen. Mä mir wëssen awer alleguer, datt dat méi wéi onsécher ass. D'Chance ass éischter méi grouss, datt an anere Länner nach Neeë bäikommen, wéi datt déi zwee Länner sollten nach eng Kéier ofstëmmen, fir dann eben eng Korrektur ze maachen.

Et ass och hei gesot ginn, et géif elo einfach esou gemaach gi vu verschiddene Leit. Ech huelen un, datt mir domat gemengt waren, wéi ee Virriedner, ech mengen den Här Wolter war et, gesot huet, an duerfir wëll ech mol e puer Leit hei zitéieren, déi am Fong soen, datt deen Traité dout ass. Dat si mir net eleng, déi dat soen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Den Här Jack Lang, dee fir den Traité war, huet an der „Welt" geschriwwen: „Doch nun ist es wohl so, dass dieser Text kaputt ist, um es mit einem deutschen Wort zu sagen." An zwar stoung do: «La constitution reste à la morgue.» An der „Süddeutsche Zeitung" stoung: „Die Verfassung ist tot. Alle Bemühungen des Gipfels hätten sich zuletzt nur noch darum gedreht, wie man die Beerdigung organisiert." An der „Libération" stoung: «Une constitution quasi enterrée.» Am „Focus" stoung: „Öffentlich verkauft Juncker die Entscheidung als angemessene Antwort auf die Sorgen der Bürger vor dem Monstrum Europa, dem Euro und der Türkei. In Wahrheit weiß er genau, dass das historische Verfassungswerk damit gestorben ist." An déi belsch Dageszeitung „Le Soir" kommentéiert: „Die Verfassung liegt im Leichenhaus."

An ech kéint esou virufueren, säiteweis a säiteweis, déi lescht Deeg Kommentaren an Aussoen. Mä och Leit, wéi de fréieren däitsche Bundeskanzler, den Helmut Schmidt, dee geschriwwen huet: „Die EU-Verfassung, in Gestalt des bisherigen Entwurfs, wird niemals in Kraft treten."

Et sinn also vill Leit, déi déi Aussoen do maachen, an et sinn och ëmmer méi Leit, déi soen, datt deen Traité do keng Chance huet, an där Form duerchzegoen. An duerfir, mengen ech, sollt een och net einfach elo mordicus vis-à-vis vun de Leit soen, se geet esou duerch a se lieft, well dat - d'Leit wësse jo awer och d'Realitéit, wéi se ass - geet un d'Substanz, un d'Glafwierdegkeet vun der Diskussioun.

An d'Leit hätte léiwer, si kriten d'Wourecht gesot, wa gesot gi wier: Bon, deen Text do geet net duerch, mä trotzdeem solle mer eis iwwert deen Text expriméieren, fir datt mer wëssen, wéi d'Meenung vun de Lëtzebuerger ass. A wann déi 25 Länner herno fäerdeg sinn a mir stelle fest, datt do op d'mannst ee Land dobäi ass, dat den Text net ratifizéiert huet, da musse mer eben nei Verhandlunge maachen, Deeler oder ganz, fir een Text ze fannen, deen nu mol eben d'Zoustëmmung vun deene 25 Länner kritt.

Och den Här Juncker huet dat de 26. Mee elo gesot: «Et si nous n'ar-

rivons pas à trouver la bonne réponse, le traité n'entrera pas en vigueur.»

Ech mengen, et sinn also och aner Leit, déi soen, et ass eng Chance fir en Neiufank ze maachen, an: «La Constitution européenne, telle qu'elle a été présentée et gérée est finie», steet am „Figaro"; et ass also iwwerall, wou mer déiselwecht Argumentatioune bréngen.

Mä och an de Lëtzebuerger Zeitungen, ech zitéieren hei „d'Wort" vum 3. Juni, do stoung: „Verfassungsvertrag tot. Nach Frankreich, wo sich 55% der Franzosen gegen das EU-Grundgesetz aussprachen und es damit ebenfalls ablehnen, kann der EU-Verfassungsvertrag in der vorliegenden Form nun wohl ad acta gelegt werden." An och am „Tageblatt" steet an dem Leitartikel vun der Madame Danièle Fonck: «Oui, le traité constitutionnel est mort.»

Dat heescht also, et si vill Leit, déi dat schreiwen, an duerfir verstinn d'Leit och elo net dobausse wann d'Politik kënnt an einfach seet: Neen, dat ass net esou.

Mir sollen de Leit d'Wourecht soen, wéi et nu mol eben ass.

An och den Tony Blair, Här President, huet scho gesot, ier d'Fransousen ofgestëmmt hunn, datt wann d'Fransouse géife mat Nee stëmmen, datt et da kee Wäert méi hätt, datt si géifen ofstëmmen, well et kee Wäert méi hätt, iwwer eppes ofzestëmmen, wat net méi besteet.

An ech mengen d'Englänner hunn dat och duerno confirméiert, quitte datt se elo net ofgesot hunn, mä hire Referendum suspendéiert hunn. An net méi spéit wéi haut liese mer am „Tageblatt", datt de President vun der gréisster Gewerkschaft, de Jean-Claude Reding vum OGB-L schreift: „Ich verstehe nicht, dass man über etwas abstimmen soll was es nicht mehr gibt." Dat ass haut hei am „Tageblatt" ze liesen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir gesinn also, datt déi Diskussioun breet gefächert ass. An dofir sollt een éierlech vis-à-vis vun de Leit sinn, an deene soen: Hei den Traité, wann net all 25 Länner e ratifizéieren, dann trëtt en net esou a Kraaft, mä mir sollen awer eis Meenung zu deem Text do soen.

De Conseil, Här President, huet och geschriwwen, de Samschden a sengem Schlusstext: «Les citoyens ont toutefois exprimé des préoccupations et des inquiétudes dont il faut tenir compte.» Et ass net preziséiert ginn, wéi deem dann elo soll Rechnung gedroe ginn, mä d'Leit erwaarden sech awer, wann de Conseil esou eppes festschreift, datt deene Besuergnisser vun de Leit Rechnung gedroe gëtt.

An deem kann net esou Rechnung gedroe ginn, datt mir de Leit elo den Traité esou laang op de Kapp schloen, bis mir menge si géife Jo soen an dann hätte mir hire Bedierfnisser Rechnung gedroen, mä mir musse schonn op d'Suerge vun de Bierger agoen, déi berechtegt sinn an och mannegfalteg sinn. Et huet net jiddfereen déiselwecht Problemer mat deem Traité, mä mir mussen op déi verschidde Suergen agoen.

Wann ee Léisungen, déi novollzéibar sinn, net vag politesch Aussoen, mä novollzéibar Léisungen an Décisiounen de Leit virféiert, hinnen hir Suergen, hir Ängschten hélt, nëmmen da kritt een d'Meenung vun de Leit geännert. Am anere Fall kritt een d'Meenung vun de Leit net geännert.

Här President, zum Schluss, well mir hunn eng Zäit iwwer 15 Minutten, zu der Resolutioun, där Resolutioun, déi hei deponéiert ginn ass. Mir hunn zu fënnef Parteien een Accord fonnt, fir den 10. Juli festzehalen. Mir kënnen déi Resolutioun hei awer net ënnerschreiwen an och net stëmmen. Mir wäerten eis beim Vote enthalen, an ech soen och firwat.

Mir sinn domat averstanen, wéi gesot, datt mir um 10. Juli festhalen. Dat ass en Accord, deen iwwert d'Parteie gegraff huet, mä déi Resolutioun hei mécht och e politesche Message, quitte datt mir deen am Laf vum Dag elo e bëssen ofgeschwächt hunn.

An där éischter Versioun, déi mir de Moie kritt hunn, stoung dran, datt den Traité «est bien vivant». Haut de Mëtteg steet elo dran: «reste acquis…» - et ass also schonn eng Ofschwächung vun dem Text, wéi en an der éischter Propositioun war vis-à-vis vun elo - «…et constitue le seul compromis valable à l'heure actuelle» a seet, et wier déi adequat an eenzeg Méiglechkeet fir op d'Erausfuerderungen an Europa haut ze reagéieren. Déi Feststellung an där Resolutioun kënne mir net integral deelen, an dofir kënne mir och der Resolutioun net zoustëmmen.

Mir sinn domat averstan, an dat ware mir vun Ufank un ëmmer, datt den 10. Juli soll ee Referendum sinn. Et steet och dran, datt mir géife «maintenir la date» vum 28. Juli, och do hu mir eng aner Visioun: Mir waren als ADR dogéint, datt d'Parlament 12 Deeg virum Referendum hei eng Diskussioun mécht - d'accord -, mä och ee Vote mécht, deen am Fong als Zil huet fir de Bierger ze weisen, wat d'Parlament gäre beim Referendum hätt, also eng Beaflossung vum Referendum ass.

(Interruptions)

…eng Beaflossung vum Referendum ass!

(Interruptions)

Jo, jo, dat ka jiddferee maachen, mä et ass kee Land a ganz Europa…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Gibéryen, Dir hutt elo grad dauernd gesot, firwat datt Dir fir den Neen antriet, ass dat keng Beaflossung, neen?!

(Hilarité)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Bausch, jiddfereen argumentéiert esou wéi hie wëllt. Mä an enger Demokratie, Här Bausch, wann ech d'Bierger ofstëmme loossen…

(Interruptions)

Wann ech d'Bierger ofstëmme loossen, an ech soen, ech respektéieren de Vote vum Bierger, dann hätt dat heite Parlament och kënne genausou gutt higoen an den 12. Juli déi Diskussioun heibanne maachen, an dann hätte mir direkt kënnen de Vote vum Bierger respektéieren, sou wéi hien deen den 10. Juli zum Ausdrock bréngt.

Mä déi Debatt vum 28. Juni, an do si mir eis jo awer eens, an dat ass jo och vun lech aus gesot ginn, dat soll ee klore Message un d'Wieler sinn!

(Interruptions)

Maja! Da si mir eis jo eens. Et soll ee klore Message un de Wieler sinn.

(Brouhaha général)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Sou wéi Dir ganz kloer sot, dass Der fir den Nee sidd.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung live an integral

•

An der Stad
um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens
•
Zu Esch
um Kanal S24 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Déifferdang
um Kanal S29
•
An der Gemeng Diddeleng
um Kanal S32
•
An der Gemeng Nidderaanwen
Kanal S29
An der Gemeng Bartreng
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Walfer
um Kanal S29 / 367.25 Mhz
•
Zu Biwer an zu Wecker
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bous
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Bërmereng *um Kanal S40 / 455.25 Mhz*
•
An der Gemeng Konter
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Dippech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
An der Gemeng Dikrech
um Kanal S19 / 287.25 MHZ
•
Zu Iermsdref
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Esch-Sauer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Nidder- an Uewerfeelen
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Gréiwemaacher
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hieffenech
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Hesper
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem a Nouspelt
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Mamer
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Manternach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz
•
An der Gemeng Medernach
um Kanal S40 / 455.25 Mhz

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- …eng kloer Beaflossung vum Wieler duerch ee Vote, deen hei an der Chamber geholl gëtt. An do ware mir och dogéint, datt hei d'Chamber soll 12 Deeg virun engem Referendum e Vote maachen, wat jo lächerlech ass. Mir hätten och kéinten eng Woch no hanne réckelen an dräi Deeg virum Referendum dee Vote hei huelen, dat hätten d'Leit doudsécher net méi vergiess, well da wier et nach méi no dobäi.

Et ass jo awer lächerlech, datt mir als Parlament, als eenzegt Parlament 12 Deeg virun engem Referendum de Leit virmaachen, wéi mir et gären hätten.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Fannt Dir et fierchterlech, dass ee Parlament seng Meenung seet? Ass dat lächerlech? Abee jo!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Här Fayot, ech hu gesot, mir sinn dat eenzegt Land, wat virun engem Referendum ee Vote hélt fir de Wieler ze beaflossen. Dat ass Äert Recht! Ech soe just, datt mir net déi Meenung deelen. Dir kënnt dat jo roueg maachen. Dir hutt Är Argumenter fir et ze maachen, a mir hunn eis Argumenter fir dat ze contestéieren.

Op jidde Fall, Här President, aus deenen Ursaache kënne mir déi Resolutioun hei net stëmmen. Mir wäerten eis dofir bei der Resolutioun enthalen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Voilà, d'Wuert huet zum Ofschloss vun der Debatt nach den Här Ausseminister Jean Asselborn.

M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass rar effektiv, wéi elo grad e Kolleeg gesot huet, dass an der Lëtzebuerger Chamber a bei enger uerdentlecher Debatt spontan geklappt gëtt.

Ech wëll soen, dat Nämlecht ass virun e puer Deeg geschitt bei enger internationaler Pressekonferenz zu Bréissel, dat war um eng Auer nuets den 18. Juni, wéi och do d'international Press der Lëtzebuerger Présidence, eisem Premier spontan Bäifall geklappt huet no sengen Ausféierungen iwwer seng Iwwerzeegungen zu Europa. Ech mengen, dës Kraaft, dës Energie fir seng Iwwerzeegung ze vermëttelen ass scho remarquabel, an ech mengen, dat wat hien de Mëtteg hei gesot huet, dat ass eis alleguerte wierklech politesch aus dem Häerz komm.

De Fraktiounen aus der Chamber hir Astellung, den 10. Juli ee Referendum ofzehalen, ass a mengen Aen als courageis anzestufen. De Courage an der Politik ass de Géigendeel vun Irresponsabilitéit. Well Courage erfuerdert Asaz, a keng Gläichgültegkeet. An d'Lëtzebuerger wäerten den 10. Juli deeselwechte Courage hu wéi d'Chamber hei, an iwwert de Verfassungstext ewech - ech betounen iwwert de Verfassungstext ewech - beweisen, dass mir Lëtzebuerger Europäer sinn am Kapp, awer och am Bauch.

Am Kapp, well et am Avantage ass vun eisem Land, wann Europa eng Chance behält sech eng Verfassung ze ginn, déi seng Funktiounsfäegkeet verbessert. Ee Jo zu Lëtzebuerg - et ass e puer Mol de Mëtteg gesot ginn - gëtt nees Hoffnung a ganz Europa.

An och am Bauch, oder am Häerz wann Dir wëllt, well mir Jo soen, net eleng zur EU-Verfassung, mä zur Kontinuitéit vun der europäescher Integratioun op eisem Kontinent - dovunner sinn ech iwwerzeegt!

Nee-Positiounen, léif Leit, sinn et der jo dräi ginn eigentlech, zënter dem 29. Mee. Et war een Neen a Frankräich, et war een Neen an Holland an et war zu Bréissel de 17. Juni Neen. Lëtzebuerg kann a wäert den 10. Juli sech een Avantage verschafen an och der Europäescher Unioun dësen Avantage verschafen, een neien, frëschen Impuls ze ginn duerch ee Jo.

Mir kënnen hei vu Lëtzebuerg aus beweisen, dass d'Europäesch Unioun nach Bensin am Moto huet, fir hir Rieder vijenzech ze dréinen an net zréck. Mir kënne beweisen, dass et an der EU vill Bierger gëtt, deenen ass d'Taktéieren tëschent dem Check vun den Engländer oder der neier hollännescher EU-Nee-Phobie manner wichteg, vill manner wichteg wéi dat wierklecht Sichen nom Kompromiss, fir dat soziaalt Europa virunzebréngen, d'Europa a sengen Ëmweltfroe virunzebréngen, d'Sécherheetspolitik virunzebréngen, d'Kriminalitéit ze bekämpfen, den Terrorismus, de Mënschenhandel an esou weider.

D'EU ass awer, an däers musse mir eis bewosst sinn, an enger Vertrauenskris - et muss een dat soen -, seng Politiker, dat si mir jo alleguerten, déi och Nationalpolitik maachen, par rapport zu senge Bierger. Déi zwee Referenden hunn dat bewisen. Europa ass falsch oder net genuch explizéiert ginn. Wann et explizéiert ginn ass, ass et ëmmer wéi eng Schwéiermamm a ville State behandelt ginn.

Mä och d'Astellung vun den eenzelnen Nationalstate par rapport zu der EU-Essenz. Dës Essenz, léif Kolleegen, ass sech obeneen zoubewegen, net à tout prix virun deem anere fortlafen, wéi et de leschte Freiden zu Bréissel de Fall war, dat ass de Kompromëss um Altoer vun den nationalen Egoisme geaffert.

Net all Conseil européen, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, däerf ee Futtballsmatch sinn tëschent Liverpool a Bayern München oder tëschent Marseille an Ajax Amsterdam, do wou et dann all Kéiers muss ee Verléierer ginn an ee Gewënner.

Mir Lëtzebuerger hunn - wéi Dir wësst - alleguerten Nee gesot, wéi d'Nazien eis Lëtzebuerger Heemecht an eise Lëtzebuerger Charakter accaparéiere wollten a speziell jo duerch d'Volkszählung eis d'Lëtzebuergesch ausdreiwe wollten. Mir hunn och Nee gesot beim Referendum 1937, wéi eis politesch Fräiheeten hei am Land sollte beschnidde ginn. Mir hunn Nee gesot, hei an dësem Haus, deenen, déi uganks den 90er Joren de Maastrichter Vertrag als Ausverkaf vun eisem Land wollten duerstellen.

Den 10. Juli wäerten d'Lëtzebuerger beim Referendum Jo soe fir mat der Chamber a mat der Regierung den negativen Trend an der Europäescher Unioun ze stoppen. Et ass gesot ginn, vill Leit an Europa an doriwwer eraus kucken deen Dag op eis an eis Gréisst deen Dag läit an eiser Sensibilitéit, dat Richtegt am richtege Moment ze maachen. Am Fong hu mer zu Lëtzebuerg ëmmer un d'Equatioun: méi Europa ass gläich méi Lëtzebuerg, gegleeft. Den 10. Juli bleiwe mer zu Lëtzebuerg op dëser Linn, well dës Equatioun war jo eigentlech ëmmer de Motto vun eisem Wuelstand, ekonomesch gesinn, kulturell gesinn an och sozial gesinn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Ausseminister. Mir kommen dann zum Vote iwwert d'Resolutioun, déi vum honorabelen Här Fayot déposéiert ginn ass. Ech denken, dass jidderee Stellung geholl huet zu där Resolutioun an da kënne mer direkt zur Ofstëmmung kommen.

Vote

D'Resolutioun ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par Mme Nancy Arendt), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Patrick Santer), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Fernand Diederich), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel (par M. Claude Meisch), Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur (par M. Charles Goerens), M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss (par M. François Bausch), Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Domadder, Dir Dammen an Dir Hären, si mer um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzunge si virgesi fir den 28., 29. an den 30. Juni. Den Ordre du jour gëtt Iech schréftlech matgedeelt.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.35 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Sommaire des séances publiques

Communications pages 431-432

Dénomination de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire page 432

Ordre du jour page 432

5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 pages 432-449

Débat d'orientation sur la revalorisation des friches industrielles de la région Sud (suite) pages 449-450

5466 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et du Règlement, faits à Washington, le 2 décembre 1946

- du Protocole, fait à Washington, le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington, le 2 décembre 1946 pages 450-451

5376 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne „EUROCONTROL" du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002 pages 451-452

5396 - Projet de loi portant approbation

- de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958, et approuvé par la loi du 1er août 1971 (Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions);

- de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998 page 452

5355 - Projet de loi concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles pages 453-457

5456 - Projet de loi relative à la revalorisation du site de Höhenhof pages 457-459

Communications pages 459-460

Ordre du jour et dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen page 460

5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution (Second vote constitutionnel) page 460

5457 - Projet de loi relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange page 460-463

5464 - Projet de loi relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville pages 463-466

Motion de M. Gast Gibéryen relative à la campagne d'information du Gouvernement dans le cadre du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 466-468

Déclaration des chefs d'État ou de Gouvernement des États membres de l'Union européenne sur la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe (Conseil européen des 16 et 17 juin 2005) pages 468-477

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005, Chamber TV vous propose tous les **vendredis** *à* **19.00 heures** *un* **résumé** *de l'activité parlementaire de la semaine.*

L'émission est **rediffusée** *le même soir à 20.00, 21.00, 22.00 et 23.00 heures.*

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 11 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0417	M. Marcel Oberweis	Exploitation du laitier de la décharge sise entre les communes de Rumelange et Kayl par l'entreprise Intermoselle s.à r.l de Rumelange-Langengrund
0418	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Éducation physique à l'école primaire
0424	M. Xavier Bettel	Mise en place d'une législation «prévention et protection contre les incendies»
0425	M. Xavier Bettel	Propagation de la rage

Question 0417 (25.4.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant l'**exploitation du laitier de la décharge sise entre les communes de Rumelange et Kayl par l'entreprise Intermoselle s. à r.l. de Rumelange-Langengrund:**

La production de ciment de l'usine Intermoselle représente un des fleurons du tissu industriel de notre économie. Le produit de base pour la fabrication de ciment est le clinker, pour l'élaboration duquel on utilise comme matière première principalement du calcaire et de la marne. À l'usine de Rumelange ces matières naturelles sont extraites par tirage à l'explosif dans une carrière à ciel ouvert située à un kilomètre de l'entreprise.

Afin d'ajuster la composition chimique du mélange et d'obtenir un clinker de qualité optimale, des matières de correction supplémentaires sont ajoutées à l'entrée du four. Une des matières de correction consiste en du laitier concassé. Avant la fermeture des hauts-fourneaux luxembourgeois, l'entreprise Intermoselle a consommé environ 150.000 t de laitier granulé par an comme matière de remplacement.

Selon les informations obtenues auprès des responsables de l'usine Intermoselle, le laitier stocké dans la décharge située entre les communes de Rumelange et de Kayl constitue un des matériaux de remplacement idéal dans le processus de fabrication du clinker.

En cas d'exploitation du laitier de cette décharge d'une capacité de 700.000 t, située à deux kilomètres de l'entreprise Intermoselle, il ne faudrait plus acheminer cet apport alumineux nécessaire pour la production du clinker par camion de l'étranger ce qui entraînerait sûrement une amélioration dans notre bilan de réduction des gaz à effet de serre.

À titre d'information, l'usine Intermoselle s.à r.l. pourrait en reprendre jusqu'à 120.000 t par an.

L'utilisation de ce laitier comporterait donc plusieurs volets:

- le volet économique, voire la diminution des distances de transports, réduisant ainsi la consommation de carburant, et en aval, la réduction de l'émission des gaz à effet de serre;

- le volet écologique, voire l'assainissement de la décharge;

- le volet social, voire la création de nouveaux emplois primo par l'enlèvement et le concassage du laitier, secundo à travers la création éventuelle d'une zone horticole ou d'une cité jardinière sur ce terrain et tertio par l'implantation de nouveaux logements et de petites et moyennes entreprises.

Conscient du développement durable et de la nécessité de protéger notre environnement et les ressources naturelles, j'aimerais poser dans ce contexte les questions suivantes à Messieurs les Ministres de l'Environnement et de l'Économie:

- Est-ce qu'on pourrait entamer des pourparlers avec les responsables des communes de Rumelange et de Kayl ainsi qu'avec les dirigeants de l'usine Intermoselle s. à r.l. de Rumelange et le propriétaire de la décharge afin de discuter de ce dossier: mise à disposition du laitier?

- Ne devrait-on pas songer à moyen terme, après l'enlèvement du laitier, d'aplanir cette décharge pour revaloriser ce site?

Réponse (24.5.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

L'honorable Député s'interroge sur les possibilités d'utilisation des scories du crassier de Rumelange/Kayl comme correcteur de la composition chimique du mélange utilisé par la société Intermoselle de Rumelange afin de pouvoir produire du clinker.

Il faut en premier lieu rappeler que l'utilisation de matériaux par la société Intermoselle relève du domaine de l'économie privé et donc de sa propre compétence. Il s'agit de transactions commerciales où seuls les acteurs économiques directement intéressés sont compétents. L'État n'a aucun moyen d'influence afin de prescrire à Intermoselle l'utilisation de l'un ou de l'autre des matériaux. La compétence de l'État est d'assurer que toutes les activités, y inclus l'utilisation de matières premières et surtout de matières secondaires, se fassent dans un cadre légal.

En ce qui concerne plus particulièrement l'utilisation des scories, il faut mentionner que la société Intermoselle a utilisé ce matériel pendant de nombreuses années. C'est pour des raisons économiques qu'un choix a été fait en faveur d'autres matériaux secondaires.

Les scories quant à elles constituent des matériaux de construction précieux qui ont une importance pour l'économie luxembourgeoise dans le sens que le Luxembourg ne dispose que de peu de matières premières de construction. A défaut de scories, des matériaux minéraux de construction devraient être importés, augmentant ainsi les nuisances liées à leur transport.

C'est dans l'optique de la revalorisation des scories, fusse dans le secteur de la construction ou dans des procédés industriels tels que la production du clinker, que les crassiers luxembourgeois sont systématiquement exploités. Les analyses effectuées sur la base géologique de ces crassiers mise à nue ont montré que ces sols ne présentent en général pas de contamination. Dès lors, rien ne s'oppose à une revalorisation de ces terrains.

Question 0418 (25.4.2005) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** *(CSV)* concernant l'**éducation physique à l'école primaire:**

Dans l'enseignement primaire luxembourgeois on remarque que de plus en plus certaines branches ne sont plus assurées par le titulaire de classe mais par des tierces personnes. À titre d'exemple on peut citer les cours d'éducation physique ou de natation. Ces derniers sont fréquemment assurés par des chargés de cours ou d'autres intervenants qui ne disposent souvent pas d'une formation adéquate en la matière. Or, il existe au Luxembourg un certain nombre de personnes motivées et diplômées en éducation physique et sportive, notamment celles qui n'accèdent pas à la carrière de professeur d'éducation physique et qui seraient disposées à dispenser des cours d'éducation physique ou de natation dans l'enseignement primaire.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et à Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

- Quel est le nombre de personnes qui assurent des cours d'éducation physique ou de natation qui ne sont pas en possession d'un certificat d'études pédagogiques ou d'une formation spécifique y relative?

- Ne pourrait-on pas envisager de recruter des diplômés en la matière afin de garantir un encadrement pédagogique de qualité à nos enfants?

- Quel statut pourrait-on leur accorder en sachant que les personnes concernées disposent d'une formation universitaire?

Réponse commune (26.5.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

Il faut d'abord relever que beaucoup d'enseignants brevetés, et notamment ceux qui sont entrés en service au cours des dernières années, assurent eux-mêmes les cours d'éducation physique et sportive.

Toutefois, en raison de la pénurie d'enseignants brevetés dans l'enseignement primaire, un certain nombre de leçons doivent être prestées par des chargés de cours. Les autorités communales organisent l'école de manière que les chargés de cours enseignent principalement des branches secondaires et dès lors un certain nombre de leçons d'éducation physique et sportive sont assurées par des chargées de cours.

Il s'agit en tout de 56 chargés de cours, y compris ceux de la réserve de suppléants, qui assurent ces cours. Très souvent ils disposent d'une formation supplémentaire en éducation physique et sportive qu'ils ont acquise notamment dans le cadre de la formation continue offerte par l'ENEPS.

Les candidats à la carrière de professeur d'éducation physique de l'enseignement secondaire, qui n'ont pas réussi à se classer en rang utile pour être admis au stage, peuvent certes postuler pour un poste de chargé de cours. Dans ce cas ils doivent être détenteurs d'une attestation habilitant à faire des remplacements dans l'enseignement primaire ou dans l'éducation préscolaire. Ces chargés de cours sont classés au grade E2, conformément au règlement grand-ducal modifié du 28 juillet 2000 fixant le régime des indemnités des chargés de cours.

Ces mêmes candidats ne peuvent toutefois pas être recrutés comme instituteurs, étant donné qu'ils ne remplissent pas les conditions d'admissibilité au concours réglant l'accès à la fonction d'instituteur. La profession d'instituteur est seulement accessible qu'aux candidats détenteurs d'un certificat d'études pédagogiques ainsi qu'aux candidats détenteurs d'un diplôme étranger d'instituteur conforme aux dispositions de l'article 3 de la directive du Conseil 89/48/CEE du 21 décembre 1988.

S'ils souhaitent le faire, ils doivent s'inscrire dans une formation d'instituteur de l'enseignement primaire, où ils pourront demander une validation des crédits de leur formation universitaire initiale (ECTS) respectivement des acquis professionnels éventuels auprès de l'Université de Luxembourg.

Question 0424 (2.5.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **mise en place d'une législation «prévention et protection contre les incendies»:**

En date du 26 avril 2005 un reportage sur RTL - Télé Lëtzebuerg indiquait que le Luxembourg était un des seuls pays européens à ne pas disposer d'une loi prévoyant la prévention et la protection contre les incendies. Il semblerait également que les sapeurs-pompiers réclament depuis des années la mise en place d'une telle législation.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?

- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'une telle loi fait actuellement défaut?

- Enfin, dans le cas de figure où Monsieur le Ministre partagerait l'avis des professionnels de la prévention et de la protection contre les incendies, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire quand il estime pouvoir déposer un projet de loi allant dans ce sens auprès de la Chambre des Députés?

Réponse (23.5.2005) de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

La loi du 25 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours dispose en son article 10 que «les communes sont tenues d'organiser pour leur territoire un service assurant la prévention d'incendie». L'article 8 de cette même loi impose à la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des Services de Secours de «veiller à l'exécution des mesures prévues en matière de prévention (...) contre l'incendie».

Il est utile de rappeler à cet égard que la loi de 2004 se distingue sur ce point du projet gouvernemental qui avait préconisé d'habiliter le Grand-Duc «à réglementer, par mesure générale ou par des dispositions particulières par catégories de bâtisse, les mesures de prévention d'incendie qu'il y aura lieu d'observer et à définir les compétences y afférentes de la division d'incendie et de sauvetage». Cette proposition avait toutefois rencontré l'opposition du Conseil d'État qui avait estimé que «lesdites mesures de prévention font partie des pouvoirs de police administrative générale dont certains textes généraux investissent certaines autorités administratives et notamment les autorités communales». De l'avis de la Haute Corporation, la prévention des incendies devait donc rester une compétence communale, comme le prévoient d'ailleurs déjà le décret du 14 décembre 1789 relatif à la constitution des municipalités, les articles 1er et 3 du titre XI du décret des 16-24 août 1790 sur l'organisation judiciaire, la loi du 27 juin 1906 concernant la protection de la santé publique et, enfin, l'article 29 de la loi communale.

Enfin, il échet de rappeler à Monsieur le Député que la matière de la prévention contre les incendies est également réglée au Grand-Duché de Luxembourg par la loi du 19 mars 1988 concernant la sécurité dans les administrations et services de l'État, dans les établissements publics et dans les écoles ainsi que par la loi modifiée du 9 mai 1990 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes.

Il est donc inexact de prétendre qu'une législation relative à la prévention des incendies fait défaut dans notre pays.

Question 0425 (2.5.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant la **propagation de la rage:**

Dans le magazine allemand d'information «Der Spiegel» j'ai pu lire que l'on s'inquiète actuellement en Allemagne de nouveaux cas de rage que l'on aurait détectés chez les renards.

Il semblerait également que les autorités françaises se montrent inquiètes au vu de la rapidité de propagation de ce virus que l'on croyait endigué en Europe. En effet l'on estime que le virus se propage actuellement sur une distance de 30 kilomètres en dix jours.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

Est-ce que Monsieur le Ministre a connaissance des faits relatés ci-dessus?

Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre estime que le virus pourrait atteindre le Luxembourg?

Si tel était le cas, est-ce que Monsieur le Ministre peut me dire si le Luxembourg dispose d'un plan d'urgence pour empêcher la propagation de ce virus sur notre territoire?

Réponse (19.5.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

La lutte contre les maladies des animaux est de la compétence de l'Administration des Services vétérinaires du Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

Comme le renard est une espèce figurant comme gibier (un cas similaire se présente dans le cas de la peste porcine parmi les sangliers) des contacts étroits entre les deux administrations se sont formées au cours des dernières années.

Au cours de la session du Conseil supérieur de la Chasse du 10 mai 2005, le Directeur des Services vétérinaires a fourni les informations suivantes:

Le virus se trouve actuellement à une distance de 100 km des frontières de notre pays. Dans la même réunion il été décidé que l'Administration des Eaux et Forêts soumettra au Ministère de l'Environnement la proposition d'installer un monitoring des renards dans notre pays en profitant des installations techniques des centres de collecte pour sangliers. Les chasseurs seront invités à livrer environ 300 renards dans les centres de collecte. Conformément à la législation en vigueur cet engagement des chasseurs sera honoré par le payement de 25 euros par renard. Les cadavres des renards seront analysés dans le laboratoire des Services vétérinaires.

La décision éventuelle de vacciner les renards à l'aide d'appâts par voie aérienne et/ou terrestre appartient au Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural. Comme dans le passé cette campagne de vaccination éventuelle devrait se faire en étroite collaboration entre l'Administration des Eaux et Forêts, les Services vétérinaires et les chasseurs.

Compte rendu des séances publiques
N° 12 – Session ordinaire 2004-2005

43e séance, mercredi 29 juin 2005
44e séance, jeudi 30 juin 2005
45e séance, mardi 5 juillet 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Visite de parlementaires macédoniens

«La perspective d'une adhésion à l'Union européenne est pour nous d'une importance vitale»

Mme Karolina Ristova, Présidente de la Commission des Affaires européennes du Parlement macédonien, accompagnée d'une délégation parlementaire composée de M. Slobodan Chashule et M. Jusuf Arifi, membres de la Commission des Affaires européennes du Parlement macédonien, a été accueillie le lundi 27 juin 2005 par la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration à la Chambre des Députés.

Lors de l'entretien présidé par M. Ben Fayot ont notamment été évoquées les réformes que l'Ancienne République Yougoslave de Macédoine est actuellement en train de réaliser en vue d'un rapprochement vers l'Union européenne. La coopération entre parlements nationaux dans le cadre de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires) et le référendum luxembourgeois sur le Traité constitutionnel du 10 juillet 2005 étaient parmi les autres sujets abordés. La délégation parlementaire macédonienne a insisté sur l'importance vitale que représente pour ce pays la perspective d'une adhésion à l'Union européenne, ceci dans le but d'assurer la stabilité aux Balkans.



Les délégations macédonienne et luxembourgeoise

51e session ordinaire de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale

«L'Europe est et reste un instrument indispensable de paix, de stabilité, de liberté et de prospérité»

À la première partie de la 51e session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 13 au 15 juin 2005, le Luxembourg a été représenté par le président de la délégation luxembourgeoise, M. Marcel Glesener, et M. Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que Mme Anne Brasseur et M. Norbert Haupert, membres suppléants.

«Cette Assemblée et ses parlementaires constituent un lien privilégié entre la politique et le public. C'est donc ensemble qu'il faudra s'engager pour mieux communiquer, mieux faire passer le message que l'Europe est et reste un instrument indispensable de paix, de stabilité, de liberté et de prospérité et un modèle unique de développement économique et social.»

Avec ces mots M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, du Trésor, du Budget et de la Défense du Luxembourg, co-président du Conseil de l'UEO, représentant la présidence de l'UEO/UE, a terminé son discours qu'il a tenu devant l'assemblée, le premier jour de la session et lors duquel il a fait le bilan des activités de la présidence luxembourgeoise.



M. le Ministre Luc Frieden, co-président du Conseil de l'UEO, entouré des membres de la délégation luxembourgeoise, M. Charles Goerens, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert et M. Marcel Glesener.

Il a insisté entre autres sur le fait qu'il a tenu son engagement, donné en novembre dernier, à faire avancer la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Ce concept de gestion de crise, auquel le Luxembourg a attaché tant d'importance, a en effet progressé sous la présidence luxembourgeoise, ce que M. Frieden a illustré en insistant, d'une part, sur les opérations - assistance militaire, policière et surtout diplomatique - en Bosnie-Herzégovine, en République démocratique du Congo et prochainement au Soudan, et, d'autre part, sur la capacité de réponse rapide, basée sur treize groupements tactiques nationaux et multinationaux, capacité disponible à partir de janvier 2007.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- la mise en œuvre de la Décision no 27 et de la Directive no 120: l'octroi du droit de vote en commission aux délégations parlementaires des pays observateurs permanents et observateurs permanents assimilés

- la mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité - Réponse au rapport annuel du Conseil

- le projet de budget révisé de l'Assemblée pour 2005 - Avis du Conseil

- la coopération en matière de sécurité entre l'UE et son proche voisinage à l'Est avec l'intervention de Mme Govhar Bakhshaliyeva, Première Vice-Présidente de l'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan

- le développement de la coopération interparlementaire dans les Balkans

- le programme européen d'acquisition de technologie (ETAP) - Réponse au rapport annuel du Conseil

- les opérations réseau centrées: les capacités européennes

- la lutte contre le terrorisme international: aspects de défense

- le développement de la PESD et l'Objectif global 2010 - Réponse au rapport annuel du Conseil

- la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe: suivi parlementaire et orientation de l'opinion publique

- les développements dans le Grand Moyen-Orient

- la maîtrise des armements et la non-prolifération: les moyens satellitaires de vérification

- la présentation des Groupes interparlementaires européens de l'espace par le Sénateur François Roelants du Vivier, Président de la Commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat belge, Président du Groupe parlementaire belge de l'espace.

En outre, l'assistance a pu suivre au cours de la deuxième séance de mardi matin

- les discours de M. Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie, et de Mme Ioulia Timochenko, Premier Ministre de l'Ukraine,

au cours de la quatrième séance de mercredi matin

- le discours de M. Jack Straw, Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Président désigné du Conseil de l'UEO, représentant la présidence britannique entrante de l'UEO/UE (discours prononcé par Sir John Holmes, Ambassadeur du Royaume-Uni en France)

et au cours de la cinquième séance de mercredi après-midi

- le discours de M. Frank Asbeck, Directeur du Centre satellitaire de l'UE, Torrejón.

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette première partie de sa 51e session une décision, une résolution et huit recommandations au Conseil.

Session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN

Présentation interactive de l'«Aube noire» comportant la simulation d'une attaque terroriste nucléaire



(de gauche à droite) M. Fred Sunnen, Mme Lydia Mutsch, M. Marc Spautz, Mme Colette Flesch, M. Jean-Pierre Koepp

M. Marc Spautz, Président de la délégation, M. Fred Sunnen, Mme Lydia Mutsch, Mme Colette Flesch et M. Jean-Pierre Koepp ont représenté la Chambre des Députés lors de la session de printemps de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN, qui s'est déroulée à Ljubljana (Slovénie) du 27 au 31 mai 2005.

Lors de la séance plénière, près de 300 parlementaires, venant d'une quarantaine de pays, y compris des délégués de la totalité des 26 États membres de l'OTAN, des membres de 13 délégations associées auprès de l'AP-OTAN et de 11 autres délégations ayant le statut d'observateur parlementaire, ont participé à une présentation interactive de l'«Aube noire» préparée par le Center for Strategic and International Studies de Washington et comportant la simulation d'une attaque terroriste nucléaire.

Les parlementaires ont également profité de l'occasion pour poser des questions à M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'OTAN et Président du Conseil de l'Atlantique Nord, et ont suivi des allocutions de M. France Cujkati, Président de l'Assemblée nationale de la République de Slovénie, de M. Dimitrij Rupel, Ministre des Affaires étrangères de la République de Slovénie et de M. Janez Janša, Premier Ministre de la République slovène.

Les membres de l'Assemblée parlementaire ont adopté une déclaration sur la situation en matière de sécurité dans le Darfour (Soudan), saluant les efforts déployés par l'Union africaine pour mettre fin à ce conflit et soutenant vigoureusement l'action menée par la communauté internationale pour instaurer la paix au Darfour. L'Assemblée encourage en outre l'Union européenne et l'OTAN à travailler ensemble dans un esprit de coopération et de complémentarité pour fournir le soutien logistique et financier nécessaire dans des domaines tels que le transport aérien stratégique, la formation au commandement et au contrôle, la planification des opérations, l'utilisation du renseignement et la police.

Une autre déclaration approuvée par les parlementaires vise les récents événements en Ouzbékistan, les membres de l'Assemblée condamnant le recours disproportionné à la force par les unités de sécurité ouzbèkes contre des manifestations d'opposants et contre des civils à Andijan ou ailleurs.

Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe

Troisième partie de la Session ordinaire de 2005

Ont été présents à la troisième partie de la session ordinaire de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 20 au 24 juin 2005, M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs, MM. Norbert Haupert et Jean Huss ainsi que Mme Anne Brasseur, suppléants.

Après l'ouverture de la première séance de cette troisième partie par le discours du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il a été procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée.

L'Assemblée a encore adopté le procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Lisbonne en juin 2005 et approuvé le rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente présenté par M. Marcel Glesener avant de passer à l'ordre du jour, dont les points culminants des huit séances étaient les suivants:

- médias et terrorisme,

- l'environnement et les objectifs du Millénaire pour le développement,

- la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,

- contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD,

- situation au Proche-Orient,

- situation actuelle au Kosovo,

- disparition et assassinat de nombreuses femmes et filles au Mexique,

- respect des obligations et engagements de la Fédération de Russie,

- fonctionnement des institutions démocratiques en Azerbaïdjan,

- suivi de la Résolution 1359 (2004) sur les prisonniers politiques en Azerbaïdjan,

- contrôle démocratique du secteur de la sécurité dans les États membres,

- abolition des restrictions au droit de vote et

- pour une meilleure réponse aux besoins de santé mentale en Europe.

En dehors de la communication de M. Diogo Freitas do Amaral, Ministre des Affaires étrangères du Portugal et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté:

- les interventions de M. Chaudhry Amir Hussain, Président de l'Association des parlements asiatiques pour la paix (APAP), Président de l'Assemblée nationale du Pakistan, et de M. José de Venezia, Président du conseil consultatif de l'APAP, Président de la Chambre des représentants des Philippines,

- le discours de M. Adnan Terzić, Président du Conseil des Ministres de la Bosnie-Herzégovine,

- la déclaration de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe et

- le discours de M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Au cours de cette troisième session de 2005 se sont tenus un débat d'actualité sur la situation dans les Républiques d'Asie centrale, d'une part, ainsi que deux discussions selon la procédure d'urgence, d'autre part. Ces dernières ont eu pour sujet le suivi du Troisième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16 et 17 mai 2005) et le processus de réforme constitutionnelle en Arménie.

Reste à signaler qu'avant la reprise de la séance du mercredi après-midi, 22 juin, a eu lieu une cérémonie commémorative du 50e anniversaire du Prix de l'Europe. Ce prix, créé en 1955 par l'Assemblée parlementaire est la plus haute distinction décernée aux collectivités locales pour leur action européenne. Il est constitué d'un trophée itinérant, d'une médaille, d'un diplôme et d'une bourse pour un voyage d'études de jeunes de la commune lauréate. L'Assemblée parlementaire a souhaité donner un caractère symbolique à son choix de cette année-ci en distinguant pour la première fois une ville russe, à savoir Kaliningrad qui fêtera cette année son 750e anniversaire.

En tant que point culminant de cette 3e partie il faut retenir la célébration, le 23 juin 2005, du 50e anniversaire de la première session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui s'était tenue au Palais de l'Europe en 1955. Au cours de cette cérémonie officielle sont intervenus parmi bon nombre de personnalités, M. Marcel Glesener, en sa qualité de Président du groupe fédéré des démocrates-chrétiens et des démocrates européens, ainsi que M. Charles Goerens en tant que Président honoraire de cette Assemblée.

L'Assemblée a adopté dix recommandations et douze résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

Visite du «Kannerland» et de l'Internat Sainte Marie

Dans le cadre de visites dans les domaines des seniors, des enfants, de la jeunesse et des personnes handicapées, la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse, représentée par Mme Marie-Josée Frank, présidente, Mme Claudia Dall'Agnol, vice-présidente, et M. Marc Angel, s'est rendue le 24 mai 2005 au «Kannerland» et à l'Internat Sainte Marie pour s'informer sur place du fonctionnement de ces structures. Ces visites ont eu lieu sur proposition de la Ministre de la Famille pour compléter les travaux législatifs sur le plan pratique. Les responsables des institutions ont donné un aperçu de l'organisation de leur maison et ont invité les député(e)s à visiter les lieux suite à un échange de vues.



Une délégation de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse en visite au Kannerland…



… et à l'Internat Sainte Marie à Luxembourg.

Le Président de la Chambre des Députés a reçu le Secrétaire général de la CGFP et le Président de la Cour des Comptes



En date du 30 mai 2005, le Président de la Chambre des Députés Lucien Weiler a reçu le nouveau secrétaire général de la CGFP M. Romain Wolff. Lors de leur entretien, M. Wolff a exposé au Président de la Chambre la stratégie générale de la CGFP en tant que grand syndicat de la fonction publique luxembourgeoise.

Le Président et le Secrétaire général ont ensuite abordé quelques grands thèmes de l'actualité: le référendum en France, la présidence luxembourgeoise, la stratégie de Lisbonne, les négociations salariales dans la fonction publique, le projet de loi sur la double nationalité. Le Président de la Chambre s'est dit convaincu que le nouveau secrétaire général va continuer la politique de clairvoyance de son illustre prédécesseur.

* * *

M. Marc Gengler, le nouveau Président de la Cour des Comptes vient d'être reçu le 6 juillet 2005 par le Président de la Chambre des Députés, M. Lucien Weiler qui l'a félicité pour sa nomination et s'est dit convaincu qu'il assumera sa haute tâche avec compétence et engagement.

Les deux Présidents se sont ensuite entretenus sur les relations entre les deux institutions ainsi que sur le travail futur de la Cour des Comptes.



14e session annuelle de l'AP-OSCE

Trente ans depuis Helsinki: Défis à venir

La 14e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) placé sous le thème «Trente ans depuis Helsinki: Défis à venir» a eu lieu à Washington DC du 1er au 5 juillet 2005. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Paul Helminger, Mme Viviane Loschetter et M. Patrick Santer.

M. Paul Helminger, en sa qualité de chef de délégation, a assisté à la réunion de la Commission permanente. Dans son allocution de bienvenue, le président en fonction de l'AP-OSCE, M. Alcee L. Hastings a, en faisant référence au 30e anniversaire de la signature des documents d'Helsinki par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, souligné que les principes y inscrits sont aujourd'hui plus que d'actualité. L'orateur a estimé qu'il faut sérieusement œuvrer afin de mettre un terme à la crise politique que traverse actuellement l'OSCE. Il a insisté sur l'importance des missions d'observation d'élections où quelque 300 parlementaires originaires des États membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ont, en tant qu'experts, observé et commenté le déroulement des processus électoraux dans les différents États membres de l'OSCE.

Le trésorier M. Jerry Grafstein a souligné que l'Assemblée parlementaire a réussi à respecter les limites budgétaires et que 99,1% des contributions annuelles obligatoires ont été versées. L'orateur a précisé, suite à une intervention par le membre azerbaidjanais, que la gestion financière a été approuvée par les auditeurs de KPMG, même si la relation entre, d'un côté, les coûts et, de l'autre, les dépenses n'a pas été analysée.

Le Secrétaire général M. Spencer Oliver a souligné l'importance primordiale des missions d'observation d'élections organisées par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Il a informé les membres présents que le site informatique de l'AP-OSCE est quotidiennement mis à jour et comporte ainsi des informations toujours actualisées.

Le Comité permanent a examiné plusieurs rapports concernant des missions particulières (Biélorussie et le conflit du Haut-Karabakh) et l'observation d'élections (République du Kirghizistan et la République de Moldova).

Dans son exposé, M. Dimitrij Rupel, Ministre slovène des Affaires étrangères et président en exercice de l'OSCE, a identifié les nouveaux défis en matière de sécurité, notamment dus à l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, que l'OSCE doit pouvoir maîtriser pour assurer le rôle qui est le sien.

MM. Paul Helminger et Patrick Santer ont participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Y ont été analysés et soumis au vote un projet de rapport portant sur les défis de l'OSCE en matière politique sécuritaire, ainsi que des points additionnels sur le terrorisme suicidaire, la situation en Abkhazie (Géorgie), la République de Moldova et la nécessité de ne pas sacrifier les droits de l'Homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

À l'ordre du jour des réunions de la Commission des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, à laquelle a assisté Mme Viviane Loschetter, figuraient les interventions de plusieurs parlementaires notamment sur le blanchiment d'argent et la lutte contre la corruption.

Les travaux de la Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme ont porté sur la lutte contre la participation à la traite des êtres humains ou à l'exploitation et la violence sexuelles exercées par les forces internationales de maintien de la paix, la nécessité de renforcer le code de conduite applicable aux membres des missions de l'OSCE. Ont également été soumis au débat l'amélioration de l'efficacité des activités de l'OSCE en matière de surveillance électorale, ainsi que le financement du bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme.



(de gauche à droite) M. Paul Helminger, Mme Viviane Loschetter, M. Patrick Santer

Mme Viviane Loschetter a également participé à une séance de travail ayant eu pour objet le traitement égalitaire homme-femme.

La session annuelle s'est terminée par une réunion plénière au cours de laquelle a été adoptée la déclaration de Washington réitérant les principes fondamentaux de droit international public tels qu'inscrits dans l'acte final d'Helsinki de 1975. Y figurent également des recommandations d'ordre administratif et politique. L'assemblée parlementaire de l'OSCE a proposé finalement d'inviter l'autorité nationale palestinienne de pouvoir participer à ses travaux en tant qu'observateur.

M. Alcee L. Hastings a été réélu pour le terme d'une année aux fonctions de Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu

NOUVELLES LOIS

5251 - Projet de loi

sur les contrats de garantie financière portant

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;

- modification du Code de commerce;

- modification de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;

- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;

- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;

- abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie

Le projet de loi sur les contrats de garantie financière a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière (directive Collatéral).

Sans pour autant harmoniser le droit des sûretés en tant que tel, la directive Collatéral vise à assurer l'efficacité des sûretés financières en obligeant les États membres à modifier leur droit matériel afin de reconnaître l'efficacité des sûretés, tant en limitant les exigences formelles susceptibles d'être prévues par les droits nationaux au titre de conditions de validité ou d'opposabilité des contrats de sûreté qu'en prévoyant des procédures d'exécution rapides et non formelles.

Traditionnellement, le droit luxembourgeois permet le recours à des garanties sous la forme de sûretés réelles sans transfert de propriété (nantissement) principalement sous la forme d'un gage. Le mécanisme du gage présente toutefois un formalisme assez lourd pour sa constitution, nécessitant un acte écrit et une dépossession réelle du débiteur, ainsi qu'une certaine lourdeur dans la mise en œuvre (enchère, intervention du juge).

Une comparaison des dispositions nationales actuelles et de la directive montre qu'une très grande partie fait déjà partie de notre législation, allant parfois plus loin, parfois moins loin.

Les contrats de garantie financière ont connu un grand développement ces dernières années, parallèlement à la très forte croissance des transactions financières dont ils assurent la sécurité et garantissent la bonne fin.

Le présent projet de loi, tout en maintenant l'acquis de la législation luxembourgeoise lorsqu'elle présente un degré de modernité allant au-delà du minimum requis par la directive, vise à regrouper dans un seul acte juridique les aspects relatifs à l'efficacité des différents types de contrats de garantie financière et ce, quel que soit le type d'instrument financier qui en constitue l'assiette. Ceci remédie ainsi à l'inconvénient de la législation actuelle qui est dispersée à travers différents textes de loi avec pour conséquence un manque de transparence.

Les auteurs du projet de loi poursuivent les trois objectifs suivants:

le regroupement de toute la législation en matière de contrats de garantie financière en un seul texte,

le maintien de l'acquis de la législation luxembourgeoise en ce qui concerne les dispositions qui vont au-delà du contenu de la directive et

la création d'un niveau de sécurité et de solidité juridiques largement similaires pour les différents types de contrats de garantie financière en éliminant certaines «inégalités» entre les différents types dues à leur introduction à des époques différentes.

Le projet de loi a été avisé par la Chambre de Commerce, le Conseil d'État, ainsi que la Banque Centrale Européenne.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 25.11.2003

Rapporteur: M. Norbert Haupert

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

02.05.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
09.06.2005	Examen de l'avis de la Banque centrale
	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2005

5254 - Projet de loi

relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Le projet de loi sous rubrique a pour objet la transposition de la directive 1999/45/CE concernant le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres relatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses. Il vise également à transposer les rectificatifs à cette directive, ainsi que la directive 2001/60/CE de la Commission du 7 août 2001 portant adoption du progrès technique de la directive 1999/45/CE.

À noter que la directive 1999/45/CE du 31 mai 1999 vient abroger la directive précédente 88/379/CEE du Conseil du 7 juin 1988 concernant le rapprochement des dispositions législatives à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses qui a été, quant à elle, transposée en droit national par la loi du 10 juillet 1995 relative à la classification et à l'étiquetage des préparations dangereuses, loi que le présent projet de loi entend abroger par conséquent.

Bien qu'il existe des dispositions communautaires qui régissent certaines préparations dangereuses dans les États membres, il n'en demeure pas moins que certaines disparités en matière de classification, d'emballage ou encore d'étiquetage continuent d'exister, disparités que la directive à transposer entend lever garantissant ainsi un meilleur fonctionnement du marché intérieur de la Communauté européenne. En effet, ces disparités constituent une entrave aux échanges et créent des conditions inégales de concurrence affectant directement le fonctionnement du marché intérieur.

La directive que le projet 5254 transpose en droit interne entend éliminer ces entraves en rapprochant les législations des États membres en vigueur en la matière. Le projet contribue en outre à garantir un niveau de protection élevé en matière de santé, de sécurité, de protection de l'homme et de l'environnement en réglementant la classification, l'emballage et l'étiquetage des préparations dangereuses ainsi que de certaines préparations qui peuvent présenter un danger sans pour autant être classées comme dangereuses au sens de la directive lors de leur mise sur le marché.

Le projet prévoit entre autres des principes généraux de classification et contient des dispositions particulières relatives à l'étiquetage et à l'emballage applicables à certaines préparations.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, le 01.12.2003

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi

(Président: M. Marcel Glesener):

20.04.2004	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
12.01.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
06.07.2005	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2005

5293 - Projet de loi

portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002

Le projet de loi 5293 porte approbation de l'instrument d'amendement à la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002.

Lors de sa réunion d'avril 2002 à Copenhague, le Conseil du Bureau Européen des Radiocommunications a décidé la fusion du Bureau Européen des Radiocommunications et du Bureau Européen des Télécommunications en un seul organisme permanent appelé Bureau Européen des Communications (BEC).

La fusion des deux organismes correspond aux nouvelles données réglementaires en vigueur dans l'Union européenne, évite la création d'un troisième organisme compétent en matières postales et doit permettre d'importantes économies d'échelle.

Le Bureau Européen des Communications est un centre de compétences en matière de poste et de communications électroniques chargé d'aider et de conseiller la présidence et les comités de la Conférence Européenne des administrations des Postes et Télécommunications (CEPT), association regroupant depuis 1992 les administrations en charge de la réglementation P&T.

Le BEC est doté de la personnalité juridique et jouit de la pleine capacité nécessaire à l'exercice de ses fonctions et à la réalisation de ses objectifs et peut en particulier, conclure des contrats, ester en justice et passer des accords avec les États ou des organisations internationales.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 29.01.2004

Rapporteur: M. François Maroldt

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

19.10.2004	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
09.06.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2005

5297 - Projet de loi

transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts

En décembre 1997, sous l'impulsion de la présidence luxembourgeoise, un accord a pu être trouvé par les Quinze, accord portant sur un paquet de trois mesures de coordination fiscale comportant:

- la mise en place d'un code de conduite sur la fiscalité des entreprises,
- l'adoption d'une directive concernant les paiements d'intérêts et de redevances entre sociétés associées d'États membres et
- l'adoption d'une directive sur la fiscalité de l'épargne.

Au Conseil européen de Santa Maria da Feira des 19 et 20 juin 2000, le système de coexistence fut abandonné au bénéfice d'un système d'échange d'informations généralisé. Cependant, pendant une période transitoire un nombre limité d'États membres - en l'occurrence le Luxembourg, l'Autriche et la Belgique - seraient autorisés à remplacer le système de l'échange d'informations par un système de retenue à la source, sous condition de transférer une part appropriée des recettes provenant de son application à l'État de résidence des bénéficiaires de paiements d'intérêts.

Le 21 janvier 2003, les Ministres des Finances et de l'Économie de l'Union européenne sont finalement parvenus à un accord global sur la fiscalité de l'épargne. Cet accord des Quinze restait lié à l'adoption de mesures équivalentes par les pays tiers énumérés dans les conclusions du Conseil européen de Feira de juin 2000, à savoir la Suisse, le Liechtenstein, Andorre, Monaco, Saint-Marin et les États-Unis d'Amérique.

Les pays tiers ne souhaitant pas pratiquer l'échange d'informations se verraient obligés d'appliquer exactement les mêmes taux de retenue à la source que le Luxembourg, l'Autriche et la Belgique, et ceci pendant la même période et à partir du même moment.

Ce ne serait qu'au moment où le Conseil européen devrait constater à l'unanimité qu'il y a accord avec l'ensemble des pays tiers visés pour passer à l'échange généralisé d'informations entre autorités fiscales que le Luxembourg, l'Autriche et la Belgique renonceraient à l'application d'une retenue à la source et passeraient, eux aussi, à l'échange d'informations sur demande tel qu'il a été défini par la convention 2002 de l'OCDE.

La place financière luxembourgeoise s'est ralliée au contenu de la directive 2003/48/CE, dans la mesure où elle ne mettait pas en question, dans une première phase, le maintien du secret bancaire, et plaçait le Luxembourg à pied d'égalité avec les autres centres financiers d'envergure à l'intérieur de l'Europe ou au-delà de ses frontières.

Il convient encore de noter que le projet de loi de transposition comporte, à son article 9, une clause d'exemption de l'application de la retenue à la source. Effectivement, le bénéficiaire de paiements d'intérêts peut, soit fournir à sa banque un certificat de son autorité fiscale établissant qu'il y a eu déclaration et imposition de ses revenus dans l'État de sa résidence fiscale, soit donner mandat spécial à sa banque de procéder à la communication des revenus visés par la directive à l'autorité fiscale de son État de résidence. L'agent payeur, donc la banque, ne peut pas prendre elle-même l'initiative d'une telle communication: celle-ci ne peut être déclenchée que sur instruction spécifique du bénéficiaire du paiement d'intérêts. En même temps, la banque est tenue d'offrir à son client le choix entre l'application de la retenue à la source et au moins une des deux alternatives. C'est donc le bénéficiaire, et lui seul, qui décide de l'application de la retenue à la source ou de la transmission à son autorité fiscale des informations relatives à ses revenus de l'épargne.

Selon la directive 2003/48/CE, tous les États membres, sauf le Grand-Duché de Luxembourg, la Belgique et l'Autriche, appliqueront l'échange d'informations dès l'entrée en vigueur des dispositions de la directive. Afin de préserver l'anonymat des clients vis-à-vis des autorités fiscales, les trois pays précités appliqueront quant à eux une retenue à la source qui s'élèvera:

- à 15% pendant les trois premières années,
- à 20% pour les trois années suivantes, et
- à 35% par la suite.

Dépôt par M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances, le 09.02.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

03.01.2005	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
13.01.2005	Examen des articles
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen des divers autres avis
01.02.2005	Proposition et vote de plusieurs amendements
	Examen des articles
23.03.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.04.2005

Loi du 21 juin 2005

Mémorial A, N°86, page 1540

5334 - Projet de loi modifiant

1. la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

2. le Code des assurances sociales

3. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

4. la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi

5. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

6. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs

Le projet de loi 5334 et le projet de loi 5322 - ce dernier étant devenu la loi du 21 décembre 2004 modifiant 1. le Code des assurances sociales 2. la loi modifiée du 24 mars 1989 sur le contrat de travail - s'inscrivent dans le contexte du déficit des Caisses de maladies et des mesures à prendre pour remédier à cette tendance, surtout en ce qui concerne l'invalidité. Ainsi, la loi précitée a changé essentiellement les dispositions du Code des assurances sociales en exigeant par exemple pour la 10e semaine de maladie sur une période de référence de 20 semaines un avis motivé du médecin traitant sur l'état de santé de l'assuré. Cet avis, appelé formulaire R4, doit permettre au Contrôle médical de la sécurité sociale d'aiguiller l'assuré vers le système de prise en charge adapté: soit par l'assurance maladie, soit par l'assurance pension, soit dans le cadre des mesures de réinsertion professionnelle.

En cas d'incapacité de travail pour le dernier poste, interviennent alors les mesures proposées dans le présent projet de loi qui concernent surtout la procédure de reclassement.

Le projet entend améliorer le système de prise en charge mis en place par la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle en adaptant certaines dispositions qui se sont révélées inadaptées dans l'application pratique de la loi en question.

Les nouvelles dispositions contribueront à l'accélération des procédures prévues en matière de sécurité sociale en les coordonnant avec les règles protectrices du droit du travail. Par ailleurs, elles favoriseront la réinsertion professionnelle au profit des travailleurs qui se voyaient refuser la pension d'invalidité, tout en présentant une incapacité de travail pour exercer leur dernier poste de travail.

Pour remédier aux inconvénients qui se sont révélés dans l'application pratique de la loi précitée du 25 juillet 2002, le présent projet propose de découpler le déclenchement de la procédure de réinsertion professionnelle de l'introduction d'une demande en invalidité par le travailleur. Selon les dispositions actuellement en vigueur (Art. 1er de la loi du 25 juillet 2002) bénéficie d'un reclassement interne ou externe: «le travailleur (…) qui n'a pas été reconnu invalide au sens de l'article 187 du Code des assurances sociales mais qui (…) présente une incapacité pour exercer son dernier poste de travail.» La première innovation du présent projet de loi consiste en une reformulation de l'article 1er permettant à l'organe qui constate l'incapacité du travailleur, en l'occurrence le Contrôle médical de la sécurité sociale, de saisir sur base d'un avis motivé établi par le médecin traitant, la Commission mixte en vue de l'ouverture d'une procédure de reclassement.

Alors que le projet de loi dans sa version initiale avait prévu la saisine de la Commission mixte par le Contrôle médical, sans l'intervention du travailleur, un amendement de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale, visant un consentement éclairé des parties concernées, a introduit l'assentiment du travailleur pour ladite saisine.

La procédure à suivre se résume comme suit: si, sur base d'un avis motivé établi par le médecin traitant, le Contrôle médical de la sécurité sociale estime que le travailleur est susceptible de présenter une incapacité de travail pour son dernier poste de travail, il saisit le secrétariat de la Commission mixte du dossier en accord avec l'intéressé et envoie une copie à l'employeur. Le secrétariat vérifie les conditions d'ouverture de la procédure de reclassement et la Commission mixte saisit, le cas échéant, le médecin de travail compétent. Celui-ci convoque et examine l'intéressé dans un délai de 15 jours.

Trois cas de figure sont possibles:

Le médecin de travail retient une incapacité de travail pour le dernier poste de travail. Le dossier, avec l'avis motivé du médecin de travail, est transféré à la Commission mixte qui prend une décision relative aux mesures de réinsertion professionnelle applicables. L'employeur reçoit une copie du document de saisine de la Commission mixte. Au cas où la Commission mixte décide le reclassement externe, le travailleur est inscrit d'office comme demandeur d'emploi auprès de l'Administration de l'emploi à partir du jour suivant la notification de la décision.

Le médecin de travail retient une capacité de travail pour le dernier poste. Le Contrôle médical de la sécurité sociale et la Commission mixte en sont informés par avis motivé et l'indemnité pécuniaire est retirée au travailleur.

L'intéressé refuse de se soumettre à l'examen médical du médecin de travail dans le délai prévu. Le médecin de travail en informe la Commission mixte et le Contrôle médical de la sécurité sociale. Ce dernier informe la caisse de maladie compétente et l'indemnité pécuniaire est à nouveau retirée.

Une deuxième innovation du projet consiste dans la précision que la personne demandant le bénéfice des mesures de réinsertion professionnelle doit se trouver dans une relation de travail. Les conditions d'accès à ces mesures définies à l'article 1er sont précisées en ce sens. Cette référence au contrat de travail élimine les assurés volontaires, les bénéficiaires du RMG et les bénéficiaires de l'indemnité de chômage.

À noter que si le salarié refusait de donner son accord à la saisine de la Commission mixte, il serait tenu de reprendre le travail, sous peine de perdre tous les droits à indemnisation.

En cas de reclassement le projet prévoit également une limitation de la réduction du temps de travail: cette réduction ne peut dépasser 50% par rapport au temps de travail fixé au contrat en vigueur avant la première décision de reclassement. Exceptionnellement et sur décision de la Commission mixte cette réduction peut atteindre 75%, sur demande motivée de l'employeur et sur avis du médecin-conseil de l'Administration de l'emploi.

Le projet comporte encore diverses autres innovations ponctuelles concernant e.a. le calcul de l'indemnité compensatoire.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 28.04.2004

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

28.10.2004	Désignation d'un rapporteur
03.02.2005	Présentation et examen du projet de loi
17.03.2005	Présentation d'amendements par M. le Ministre de la Sécurité sociale
22.03.2005	Examen et adoption d'amendements parlementaires
26.04.2005	Présentation et adoption d'une proposition d'amendement
12.05.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Examen des propositions d'amendements introduites par le groupe ADR
01.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2005

Loi du 1er juillet 2005

Mémorial A, N°97, page 1718

5355 - Projet de loi

concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles

Le projet de loi 5355 constitue un complément indispensable à la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles qui, dans plusieurs de ses articles, élargit la compétence des communes dans le domaine de la protection de la nature et demande un renforcement de la démarche scientifique. Ainsi, ce projet de loi a un double objectif:

1. La promotion du partenariat entre l'État et les syndicats de communes dans le domaine de la protection de la nature. Les communes sont des partenaires incontournables pour le Ministère de l'Environnement dans la conduite de sa politique de protection de la nature. Elles présentent en effet de nombreux avantages, dont notamment une gestion de proximité et une structure politique et administrative proche de la population.

Ce projet de loi entend ainsi associer les syndicats de communes à la mise en œuvre des objectifs de la loi du 19 janvier 2004 en créant le cadre pour la mise en place d'un partenariat entre l'État et les communes et en se donnant une structure de gestion adéquate, le comité de coordination.

Ce partenariat est concrétisé sous forme de conventions à signer entre le Ministre de l'Environnement et les syndicats de communes œuvrant dans le domaine de la protection de la nature.

Il importe de noter que ce partenariat ne met aucunement en cause les missions de l'Administration des Eaux et Forêts en matière de protection de la nature. Bien au contraire, son rôle de coordinateur au niveau national de la politique de protection de la nature s'en trouve renforcé.

2. Le renforcement de la démarche scientifique dans le domaine de la protection de la nature. Étant donné que le développement d'une politique de protection de la nature efficace doit être basé sur des données scientifiques, ce projet de loi entend faire de la collecte de données scientifiques une priorité.

De plus, les obligations de suivi scientifique pour la mise en œuvre du réseau de zones protégées d'intérêt communautaire (réseau «Natura 2000») nécessitent une amélioration du travail scientifique tout comme une meilleure coordination entre tous les acteurs concernés: le Ministère de l'Environnement, l'Administration des Eaux et Forêts, le Musée National d'Histoire Naturelle, les communes, les fondations d'utilité publique, les organisations non gouvernementales, l'Université de Luxembourg, etc. Ce projet de loi vise donc également à créer un observatoire de l'environnement naturel, dont les principales missions seront le suivi et la coordination des travaux dans le domaine de la protection de la nature.

Dépôt par M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, le 10.06.2004

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement (Président: M. Roger Negri):

03.03.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi
24.03.2005	Entrevues avec des représentants de la LNVL, de NATURA, de l'Association des Forestiers Luxembourgeois et du Mouvement écologique
21.04.2005	Réexamen de l'article 4
10.05.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2005

5360 - Projet de loi

concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle

5361 - Projet de loi

relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Par le biais de la directive 2003/41/CE, un grand pas a été franchi vers la création d'un marché intérieur des retraites professionnelles. En soumettant les institutions de retraite professionnelle (IRP) à des conditions d'activité précises, la directive assure un degré élevé de protection des affiliés et des bénéficiaires des fonds de retraite tout en garantissant l'efficacité de l'investissement. Ces règles s'alignent autour des axes suivants:

1. assurer un degré élevé de protection des affiliés et des bénéficiaires des fonds de retraite,
2. permettre aux institutions d'accepter l'affiliation d'une société située dans un autre État membre et gérer un régime de retraite pour celle-ci,
3. permettre aux IRP d'appliquer une stratégie d'investissement adaptée aux caractéristiques de leurs régimes de retraite,
4. respecter les prérogatives des États membres en matière de protection sociale et de régime de retraite.

La technique de transposition de la directive 2003/41/CE

La transposition de la directive au Luxembourg concerne surtout trois textes légaux.

Les auteurs des projets de loi proposent de ne pas réunir l'ensemble des textes en une seule loi, mais de préserver l'autonomie des textes de loi existants tout en les coiffant d'une loi fixant un cadre général pour l'activité des IRP. Ce cadre général fait l'objet du projet de loi 5360 concernant les activités et la surveillance des IRP, tandis que le projet de loi 5361 relatif aux IRP sous forme de sepcav et d'assep propose une série d'adaptations au cadre légal applicable aux IRP sous forme de sepcav et d'assep.

L'objet du projet de loi N° 5360

Le projet de loi 5360 poursuit trois objectifs:

1. réglementer l'activité des IRP de droit luxembourgeois et de droit étranger,
2. renvoyer aux législations prudentielles pour le détail des conditions d'agrément et de

fonctionnement des IRP de droit luxembourgeois et

3. désigner les autorités luxembourgeoises compétentes pour faire fonctionner les mécanismes de coopération introduits par la directive.

Comme supports juridiques nationaux éligibles sont retenus les fonds de pension sous forme de sepcav et assep, ainsi que les fonds de pension soumis au contrôle prudentiel du Commissariat aux Assurances. En ce qui concerne les IRP de droit non communautaire, l'exercice au Grand-Duché est accepté si ces IRP sont soumis à une surveillance prudentielle jugée équivalente et si le respect de la loi sur les régimes complémentaires de pension est assuré.

Sont exclues du champ d'application du présent projet les activités de retraite professionnelle exercées par des entreprises d'assurances luxembourgeoises ou communautaire sous le régime prudentiel des entreprises d'assurances ou qui pourraient éventuellement être exercées par des banques, entreprises d'investissement ou OPCVM luxembourgeois ou d'origine communautaire.

Quant aux autorités de contrôle, il faut distinguer entre la situation où le Luxembourg est le pays d'origine et celle où le Luxembourg est le pays d'accueil. Pour ce qui est des sepcav et des assep, l'autorité de compétence est la CSSF, lorsque le Grand-Duché est l'État d'origine. En ce qui concerne les fonds de pension soumis au contrôle du Commissariat des assurances, c'est ce dernier qui est l'autorité compétente. L'Inspection générale de la Sécurité sociale (IGSS) est par contre l'autorité compétente en ce qui concerne les activités pouvant être exercées au Grand-Duché par des institutions d'autres États membres de l'Espace économique européen. Il appartient à l'IGSS de veiller au respect du droit social et du travail luxembourgeois par les régimes de retraite complémentaires gérés par des IRP étrangères pour des entreprises luxembourgeoises.

L'objet du projet de loi N° 5361

Le projet de loi 5361 adapte d'une part le cadre légal applicable aux fonds de pension (loi modifiée du 8 juin 1999 créant les fonds de pension sous forme de sepcav et d'assep) en vue de le rendre conforme aux dispositions de la directive à transposer et apporte d'autre part un certain nombre de modifications destinées à améliorer le fonctionnement des fonds de pension.

Le projet sous rubrique permet aux IRP de proposer leurs services, en dehors des entreprises, également directement aux professions indépendantes et dans certains cas même aux salariés, sauf si la législation sociale de l'État membre d'accueil ne permet pas cette forme d'épargne-retraite professionnelle.

Dépôts par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 01.07.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Laurent Mosar):

16.06.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation des projets de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Votes en séance publique: 29.06.2005

5363 - Projet de loi

portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes

Le lancement du premier Spoutnik par l'URSS en 1957 constituait une première tentative d'exploration de l'espace extra-atmosphérique. Il ouvrait la voie à d'autres possibilités d'exploration et suscitait en même temps des questions relatives à la conquête de l'espace et les perspectives qu'elle pourrait ouvrir, notamment sur le plan militaire. Consciente des dangers d'une éventuelle exploitation à des fins militaires et d'éventuels conflits provoqués par une concurrence internationale, l'Assemblée Générale des Nations Unies a, au courant de l'année 1963, adopté la Déclaration sur les principes légaux régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique. Celle-ci a jeté les fondements du traité qui fait l'objet du présent projet de loi. Ce Traité, appelé communément Traité de l'Espace, a été signé par le Luxembourg, mais à ce jour il n'a pas encore été ratifié.

Depuis la création de la Société Européenne des Satellites et la mise sur orbite du premier satellite géostationnaire, le Grand-Duché de Luxembourg doit être considéré comme un État spatial. L'hypothèse où les activités spatiales sont exercées non pas directement par le Gouvernement mais par une entité nationale non gouvernementale est d'ailleurs expressément envisagée par le Traité de l'Espace. L'article VI du Traité pose le principe de la responsabilité des États, que les activités dans l'espace extra-atmosphérique soient entreprises par des organismes gouvernementaux ou par des entités non gouvernementales. Les activités spatiales conduites par des entités privées sont donc autorisées, à condition toutefois qu'elles fassent l'objet d'une autorisation et d'une surveillance continue de l'État de la juridiction duquel relève l'entité en question.

Du fait des activités spatiales très importantes conduites par la SES, l'État luxembourgeois doit être considéré comme un État spatial et il est dès lors opportun de procéder à la ratification du Traité de l'Espace qui constitue le cadre juridique pour toute activité en matière d'exploitation de l'espace extra-atmosphérique. Non seulement il définit un certain nombre de principes qui sont en faveur des petites nations, mais il pose encore les fondements d'une responsabilité étatique et internationale dans le domaine des activités exercées dans l'espace extra-atmosphérique.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications, le 09.07.2004

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

09.06.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
07.07.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2005

5371 - Projet de loi

autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen

Le projet de loi a pour objet d'autoriser l'État à participer au financement d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques que l'a.s.b.l. Fondation du Tricentenaire projette de réaliser et d'exploiter à Bissen. Le nouveau centre d'activités de jour portera la dénomination «Centre Jean Heinisch» en mémoire de l'honorable Doyen de la gare, originaire de Bissen, et père fondateur de la Fondation du Tricentenaire.

Le centre projeté qui a une capacité d'accueil de 80 places pour personnes handicapées physiques a pour vocation d'offrir des services suffisamment larges pour correspondre au mieux aux attentes et aux besoins de ses futurs usagers et à leurs différents degrés d'autonomie.

L'atelier protégé constitue une activité économique au sens de la loi du 12 septembre 2003 relative aux personnes handicapées qui a reconnu un véritable statut de salarié avec tous les droits et obligations y attachés aux citoyens handicapés exerçant une activité salariale, y compris ceux occupés dans des ateliers protégés. Le service d'activités de jour qui est une unité à vocation thérapeutique intégrera des activités de soutien et de conseil en individuel et en groupe. De nombreuses professions, telles que l'ergothérapie, la kinésithérapie, l'art-thérapie, l'orthophonie et la psychologie y seront représentées. Ces services bénéficieront d'infrastructures appropriées comprenant une salle «snoezelen», une salle d'hydrothérapie, une salle de physiothérapie ainsi qu'une salle de gymnastique adaptée permettant de travailler la psychomotricité.

Le coût total du projet est évalué à 13.693.448,81 euros à la valeur 600,88 de l'indice semestriel des prix de la construction au 1er octobre 2004. La participation financière de l'État au coût des travaux, premier équipement compris, s'élève à 80% ou 10.954.759,05 euros, ce qui rend obligatoire l'autorisation du législateur en vertu de l'article 80 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État portant exécution de l'article 99 de la Constitution.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 26.07.2004

Rapportrice: Mme Marie-Josée Frank

Travaux de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

(Présidente: Mme Marie-Josée Frank):

14.10.2004	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
05.07.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.07.2005

5376 - Projet de loi

portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «EUROCONTROL» du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002

Le projet de loi vise l'approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de Coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «Eurocontrol» du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002. Les modifications apportées par le Protocole et l'Acte final permettent notamment l'adhésion de la Communauté européenne en tant que telle à l'organisation «Eurocontrol» fondée en 1960.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 07.09.2004

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports (Président: M. Roland Schreiner):

11.05.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2005

5395 - Projet de loi

portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA)

Le projet de loi 5395 portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA) a pour objectif:

1. d'instaurer des équipes stables et formées dans le domaine du handicap, les départs et les changements fréquents, provoqués par une situation de travail précaire, étant peu propices à un climat de travail serein,

2. de respecter la législation sur les contrats de travail,

3. de documenter la volonté politique de favoriser l'intégration d'enfants à besoins spéciaux, telle qu'elle est stipulée par la loi du 14 mars 1973 citée ci-dessus.

Pour atteindre ces buts, le projet propose donc de créer la base légale nécessaire pour convertir les contrats à durée déterminée de tous les agents temporaires du SREA actuellement en service en contrats à durée indéterminée.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 10.11.2004

Rapporteur: M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

28.06.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2005

5396 - Projet de loi

portant approbation

- de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958 et approuvé par la loi du 1er août 1971, (Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions);

- de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998

Le projet de loi a pour but d'approuver:

- une deuxième révision, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève le 20 mars 1958,

- l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et les Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998.

L'Accord de 1998, qui fonctionne sous l'égide de la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies (CEE/NU), porte sur l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés ou utilisés sur des véhicules à roues. Sa portée est donc la même que celle de l'Accord de 1958 en ce qui concerne le domaine d'application et il fonctionnera en parallèle. L'Accord introduit un système qui permet l'inscription de règlements techniques mondiaux à un recueil mondial. L'objectif en est d'arriver à des règlements assurant un niveau élevé de sécurité, de protection de l'environnement, de rendement énergétique et de protection contre le vol.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 15.11.2004

Rapporteur: M. Marc Angel

Travaux de la Commission des Transports

(Président: M. Roland Schreiner):

11.05.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2005

5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Les objectifs du projet de loi peuvent être résumés comme suit:

1) Le projet de loi a principalement pour objet de redresser les effets malencontreux générés par les interférences, pour partie neutralisantes, de la loi du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats, entrée en vigueur le 1er novembre 2004, et de la loi de même date modifiant 1. la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales; 2. le Code des assurances sociales, entrée en vigueur le 15 août 2004 par application des règles de droit commun.

Afin d'éviter une mise à néant des effets de la réforme de l'autorisation d'établissement en ce qui concerne le volet «sécurité sociale», le présent projet reprend les articles du Code des assurances sociales modifiés par les deux lois du 9 juillet 2004 et coordonne les modifications législatives respectives.

2) En deuxième lieu, le projet modifie l'article 293 CAS relatif aux délégués des juridictions sociales.

Conformément à des propositions de texte formulées par le Conseil d'État dans son avis relatif à un projet de règlement grand-ducal concernant les organes de l'Union des caisses de maladie, cet article est modifié afin d'y insérer le mode de nomination, le nombre et la durée des fonctions des délégués aux juridictions sociales.

3) Enfin, il est profité du présent projet pour procéder à un toilettage de texte de certains articles du CAS, de la loi du 3 août 1998 instituant les régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires et les communes ainsi que de la loi de coordination du 28 juillet 2000.

Dépôt par M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale, le 24.11.2004

Rapporteur: M. Romain Schneider

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

(Présidente: Mme Lydia Mutsch):

27.01.2005	Désignation d'un rapporteur
17.03.2005	Présentation et examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
26.04.2005	Examen d'amendements
	Présentation d'un projet de rapport
21.06.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2005

5409 - Projet de loi

portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Le présent projet de loi vise à transposer, dans la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances, la directive 2002/92/CE du Parlement Européen et du Conseil du 9 décembre 2002 sur l'intermédiation en assurance.

Cette directive a pour objet d'organiser le marché intérieur des intermédiaires d'assurances, notamment en leur permettant de fournir leurs services en régime de libre prestation de service ou en régime de libre établissement dans les autres États membres de l'Espace économique européen. En outre, la directive se propose de renforcer la protection des preneurs d'assurances en imposant des conditions financières, d'assurance ou de garanties aux intermédiaires ainsi qu'en accentuant les obligations d'informations précontractuelles à l'égard de leurs clients.

La directive établit également l'obligation pour les États membres d'enregistrer les intermédiaires d'assurances et de soumettre leur activité, en sus des conditions précitées, à des conditions de connaissances et d'honorabilité professionnelles.

Du fait que la législation luxembourgeoise reconnaisse, depuis 1853 déjà, les intermédiaires d'assurances, la transposition de la directive 2002/92/CE n'entraîne pas, comme c'est le cas pour certains États membres, des changements profonds dans l'organisation des professions d'intermédiation d'assurance. En fait, la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances soumet déjà les agents et courtiers d'assurances à l'obligation d'un agrément ministériel préalable, essentiellement national. La transposition des dispositions de la directive 2002/92/CE dans la législation luxembourgeoise modifie les dispositions relatives aux intermédiaires d'assurances contenues dans la loi susmentionnée.

Vu qu'au Luxembourg les connaissances professionnelles des candidats agents ou courtiers sont déjà vérifiées soit sur base de titres et d'expérience, soit sur base d'épreuves écrites, et comme l'honorabilité professionnelle est déjà vérifiée, notamment au regard de l'extrait du casier judiciaire du candidat et qu'aujourd'hui déjà une assurance couvrant leur responsabilité civile professionnelle est demandée aux courtiers d'assurances, la présente loi n'introduit que peu de nouveautés dans le droit national.

Les changements envisagés portent entre autres sur la création d'une nouvelle catégorie d'intermédiaires, à savoir les sous-courtiers d'assurances, et la création d'un registre accessible à distance renseignant tous les intermédiaires agréés. En plus, ces intermédiaires vont être obligés de fournir aux clients certaines informations précontractuelles. Une autre modification concerne l'extension de la mission du Commissariat aux Assurances. Ce dernier sera chargé dorénavant de recevoir et de traiter les réclamations et plaintes dirigées non seulement, comme l'exige la directive, contre les intermédiaires d'assurances, mais également contre les entreprises d'assurances.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 29.11.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

09.12.2004	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
12.05.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2005

5414 - Proposition de loi

portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution

Cette proposition de loi constitutionnelle a uniquement pour objet de remplacer, à la suite de la révision de l'article 114 de la Constitution par la loi du 19 décembre 2003, le renvoi, dans les articles 37, 51 et 107 de la Constitution, à l'alinéa 5 de l'article 114, par un renvoi à l'alinéa 2 dudit article.

En effet, la disposition sur la majorité qualifiée de deux tiers des suffrages des députés requise pour une révision constitutionnelle, qui dans l'ancienne version de l'article 114 figurait à l'alinéa 5, figure, sous une forme modifiée, à l'alinéa 2 de l'article 114 révisé.

Dépôt par M. Paul-Henri Meyers, Député, le 09.12.2004

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

(Président: M. Paul-Henri Meyers):

02.03.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
09.03.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Premier vote constitutionnel: 15.03.2005

Second vote constitutionnel: 16.06.2005

Loi du 21 juin 2005

Mémorial A, N° 87, page 1638

5416 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine en vue de l'exemption réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune dans le domaine de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, signée à Luxembourg, le 24 juin 2004

Contrairement à la plupart des conventions de non double imposition conclues par le Luxembourg, la Convention avec l'Argentine ne vise qu'un type particulier d'exploitations commerciales, à savoir l'exploitation d'aéronefs en trafic international. Cette restriction est due à la position adoptée par les représentants argentins qui ont été d'avis que les relations sont actuellement concentrées sur ce secteur.

Dépôt par M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration, le 09.12.2004

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

12.05.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
26.05.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 08.06.2005

5434 - Projet de loi

portant création d'un lycée-pilote

La présente loi a pour objet la création d'un lycée-pilote public. Elle doit permettre la mise en place d'une structure pédagogique disposant, par rapport aux établissements traditionnels, d'une autonomie accrue tant pour l'organisation de ses horaires que pour le regroupement des matières enseignées, les méthodes d'enseignement et d'évaluation et le mode de travail des enseignants.

Elle élargit ainsi, au niveau d'un projet pilote, l'éventail de l'offre et des moyens d'innovation dont dispose l'école publique.

Dépôt par Mme Mady Delvaux-Stehres, Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le 20.01.2005

Rapporteur: M. Jos Scheuer

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

16.03.2005	Présentation et examen d'un projet de règlement grand-ducal déterminant le fonctionnement du lycée-pilote
02.06.2005	Examen du texte du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
09.06.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
14.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.07.2005

5444 - Projet de loi

relative aux prospectus pour valeurs mobilières et

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

La directive 2003/71/CE, appelée aussi directive prospectus, vise à compléter la codification entreprise par la directive 2001/34/CE concernant l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle du point de vue du prospectus. Un prospectus est un document d'information contenant toutes les données nécessaires pour permettre aux investisseurs de porter un jugement correct sur l'actif et le passif, la position financière, les profits et pertes et les perspectives de l'émetteur, ainsi que sur les droits attachés aux titres offerts au public ou admis à la négociation sur un marché réglementé.

L'objectif poursuivi par la directive prospectus est de permettre aux sociétés de lever, plus aisément et à moindre coût, des capitaux dans toute l'Union européenne, sur la base de l'aval unique donné par l'autorité de l'État membre d'origine, ainsi que de renforcer la protection offerte aux investisseurs en assurant que tous les prospectus, où qu'ils soient émis et approuvés dans l'Union européenne, leur fournissent l'information claire et complète dont ils ont besoin pour prendre leur décision d'investissement.

La directive instaure un passeport européen unique pour les émetteurs, ce qui signifie qu'un prospectus, une fois approuvé pour l'offre publique ou l'admission à la négociation sur un marché réglementé par l'autorité compétente d'un État membre donné, devra être accepté partout dans l'Union

européenne. Cette approbation sera toutefois conditionnelle à la satisfaction de normes européennes communes relatives au contenu de l'information à publier et aux modalités de publication. La directive doit permettre une information de qualité aux investisseurs et un accès facile aux documents.

La Bourse de Luxembourg est la deuxième place de cotation dans le monde en matière obligataire, après le New York Stock Exchange, avec plus de 24.000 lignes de cotation obligataires. La part de marché de la Bourse de Luxembourg est estimée à 60% en Europe en matière de cotation d'obligations internationales cotées et à 30% si l'on considère tous les types de cotation, y compris les obligations domestiques. Il est donc essentiel que la place financière luxembourgeoise soit opérationnelle. Les concurrents se sont déjà manifestés pour essayer de reprendre les parts de marché que la Bourse de Luxembourg a accumulées depuis 40 ans. C'est notamment le cas de Londres, Zurich et Dublin qui misent sur une redistribution des cartes. Ces propos expliquent la transposition rapide et le travail accéléré de la Commission des Finances et du Budget afin d'être prêt au 1er juillet 2005.

Transfert de compétences

Le fonctionnement des institutions luxembourgeoises est fondamentalement bouleversé, puisque le projet de loi prévoit que c'est à la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF), et non plus à la Bourse de Luxembourg, que reviennent les nouvelles compétences introduites dans le domaine de l'approbation des prospectus, en ce qui concerne les dispositions de la première partie du projet de loi et pour les offres au public visées au chapitre I de la seconde partie, c'est-à-dire les offres au public de valeurs mobilières non couvertes par la partie I. Jusqu'à présent, les compétences de la CSSF en la matière se limitaient aux offres publiques sans cotation.

La Bourse de Luxembourg, pour sa part, restera l'entité compétente devant approuver les prospectus soumis aux dispositions du chapitre 2 de la partie II, c'est-à-dire les admissions de valeurs mobilières non couvertes par la partie I à la négociation sur un marché réglementé opéré par la Bourse. Quant aux admissions de valeurs mobilières sur un «marché alternatif» (partie III), c'est l'opérateur de ce marché qui sera compétent pour l'approbation des prospectus.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 22.02.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

16.06.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
22.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 29.06.2005

Loi du 10 juillet 2005

Mémorial A, N° 98, page 1726

5449 - Projet de loi

portant modification:

1. de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

3. de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;

4. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

La loi du 19 juillet 2004 a eu comme objectif de réformer la loi du 12 juin 1937, étant donné que les dispositions élaborées dans les années 30 en matière de développement urbain et d'aménagement communal n'ont plus répondu à une politique d'urbanisme moderne. De nos jours, cette dernière est en effet conditionnée par des concepts nouveaux, tel que le développement durable. En outre, il a fallu tenir compte des exigences découlant de ces concepts, telles que la mixité fonctionnelle et une densification compatible avec le contexte urbain donné.

La loi précitée a eu comme autre ambition de fournir aux futurs utilisateurs un instrument adapté à l'évolution actuelle en matière d'aménagement permettant une mise en valeur harmonieuse et durable de toutes les parties du territoire de chaque commune.

Le projet de loi 5449 a l'ambition de redresser un certain nombre d'insécurités juridiques ayant découlé de l'application de la loi, insécurités qui sont notamment subies par les communes ainsi que par certains corps de métier qui avaient prédit un blocage pur et simple des activités dans le secteur immobilier et du secteur de la construction.

Les principaux objectifs du projet de loi sous examen sont au nombre de deux. Premièrement, il s'agit de débloquer une situation dans laquelle nombre de communes ne se sont plus vues en mesure d'octroyer des autorisations de construire sur base des PAG «ancien régime» qui sont encore les leurs, par crainte d'enfreindre les dispositions contenues dans la loi du 19 juillet 2004 et relatives à l'obligation apparemment généralisée d'élaborer des PAP. Le deuxième objectif du présent texte, découlant du premier, est d'établir une différenciation claire et nette entre les anciens PAG et leur exécution, d'une part, et les PAG «génération 2004» et leur exécution, d'autre part. C'est en effet ainsi qu'il sera possible de relancer l'octroi d'autorisations de construire sur base des anciens PAG encore en vigueur dans l'ensemble des communes luxembourgeoises. En même temps, c'est ainsi que le mode d'exécution des deux générations différentes de PAG, reflétant des conceptions divergentes en matière d'urbanisme et d'aménagement, pourra être maintenu en accord avec le type de PAG auquel elles s'appliquent: le mode «ancien» pour les PAG «anciens», et le mode «2004» pour les futurs PAG élaborés sous l'empire de la loi du 19 juillet 2004.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.02.2005

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

06.05.2005	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
12.05.2005	Examen d'une nouvelle proposition de texte gouvernementale
18.05.2005	Continuation
24.05.2005	Continuation
17.06.2005	Désignation d'un rapporteur
	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
22.06.2005	Décision à prendre au sujet du point restant en suspens
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2005

5455 - Projet de loi

portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz

Le présent projet de loi a pour objet de réaliser la fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz, conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale. La nouvelle commune portera le nom de «Kiischpelt».

Ladite fusion est le résultat d'une longue concertation et coopération préalable au niveau des communes de Kautenbach, de Wilwerwiltz et d'Eschweiler. Cette coopération a pris son décollage en 1994 avec la création d'un syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire auquel la commune d'Eschweiler a adhéré en 1996. Le syndicat a entrepris la réalisation d'une école centrale à Wilwerwiltz et entend compléter l'infrastructure par un centre sportif, une restauration scolaire et une structure d'accueil. Cette collaboration fructueuse a incité les responsables communaux à étendre leur coopération à d'autres domaines et projets.

Par sa décision du 5 décembre 2002 le conseil communal d'Eschweiler s'est retiré des discussions en vue d'une éventuelle fusion entre les trois communes. Les pourparlers ont continué entre les deux communes restantes pour finalement aboutir aux décisions respectives de leurs conseils communaux des 28 mars 2003 et 14 mars 2003 de fusionner. Un programme commun des projets à réaliser prioritairement dans le cadre de la fusion a été élaboré. Ce programme a été présenté au Ministre de l'Intérieur lors d'une entrevue du 22 janvier 2004.

Conformément à l'article 5 de la Charte européenne de l'autonomie locale du 15 octobre 1985, ratifiée par la loi du 18 mars 1987, les conseils communaux ont organisé le jour des élections législatives nationales du 13 juin 2004 un référendum au sujet de la fusion des deux communes à la suite des élections communales ordinaires d'octobre 2005. La convention avec l'État relative à la fusion fut signée par les membres concernés du Gouvernement en date du 25 février 2005.

Il est à noter que le projet de fusion correspond, dans une large mesure, aux vues du Gouvernement, qui s'est prononcé favorablement au principe de la fusion volontaire de communes à taille réduite afin de pouvoir répondre aux défis en matière d'offre qui se posent aux communes.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 25.03.2005

Rapporteur: M. Marco Schank

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président: M. Marco Schank):

18.05.2005	Discussion reportée à une date ultérieure
24.05.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
08.06.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 30.06.2005

5456 - Projet de loi

relative à la revalorisation du site de Höhenhof

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'autoriser la revalorisation du site de Höhenhof afin de réaliser certains projets, conformément à l'article 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État. Sont ainsi prévus l'extension du tarmac entre le Cargo-Center et la nouvelle aérogare, et l'aménagement de certaines zones en vue de la réalisation ultérieure du déplacement du dépôt pétrolier ainsi que d'un parking de dissuasion souterrain raccordé à l'autoroute A1 et à l'arrêt du futur train-tram. Le coût total du présent projet de loi se chiffre à 61 millions d'euros.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics et M. Lucien Lux, Ministre des Transports, le 05.04.2005

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission des Transports

(Président: M. Roland Schreiner):

11.05.2005	Désignation d'un rapporteur
02.06.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 09.06.2005

5457 - Projet de loi

relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange

Le projet de loi a pour objet les travaux de rénovation nécessaires à la remise en état de l'annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange, annexe qui accueille les classes du régime préparatoire créé audit Lycée technique. L'ancienne école communale Jenker, reprise par l'État en 1994, se trouvait dans un état de vétusté à cette époque et seule une réhabilitation immédiate et complète était de nature à garantir la sécurité des élèves. La remise en état de l'annexe avait été initialement envisagée dans le cadre de la reconstruction même du Lycée Technique Mathias Adam, mais fut finalement abandonnée à cause des difficultés rencontrées dans la recherche d'un site approprié. Le Gouvernement s'est aujourd'hui rendu compte que l'état général des installations existantes, les conditions de sécurité, de salubrité et d'accueil sont déplorables à un point tel qu'une réhabilitation urgente ne devient pas seulement une question de sauvegarde d'espace scolaire, mais également une question de dignité à l'encontre des élèves qui sont parmi les plus démunis dans notre système scolaire.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 06.04.2005

Rapporteur: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

02.05.2005	Présentation d'amendements par M. le Ministre de la Sécurité sociale
	Désignation d'un rapporteur
24.05.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.06.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.06.2005

5464 - Projet de loi

relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville

Depuis le début des années 90, les autorités françaises ont cherché à relier leur région frontalière au réseau autoroutier luxembourgeois. Ce n'est qu'en novembre 2001 lors du sommet de la Grande Région à Mondorf-les-Bains que les parties ont retenu que «sur le plan transfrontalier, la liaison Micheville poursuit l'objectif de la création d'une liaison routière de haut niveau entre le bassin des agglomérations de Micheville, de Villerupt, de Russange et d'Audun-le-Tiche du côté français et l'autoroute Esch/Alzette-Luxembourg (A4) du côté luxembourgeois afin de permettre aux navetteurs de la Lorraine venant travailler chaque jour au Grand-Duché d'approcher la Ville de Luxembourg et ses zones périphériques par une route rapide, sûre et confortable.»

Par le présent texte, le Gouvernement luxembourgeois est autorisé à faire procéder à la réalisation de la première partie de la liaison Micheville comprenant la construction de la seule structure portante du tunnel sous la zone urbanisée du site de Belval/Ouest, de l'accès Sud au site de Belval-Ouest donnant sur le Square-Mile avec raccordement provisoire sur le CR 168, les déviations de réseaux d'infrastructures souterraines et aériennes y relatives, la réalisation des études nécessaires concernant ces parties du projet ainsi que celle des études concernant les ouvrages et les infrastructures à réaliser ultérieurement dans le cadre de la même liaison. La réalisation de l'ensemble de la liaison routière connaîtra un deuxième

projet de loi concernant le passage sous les voies ferrées, la partie en territoire français, la technique spéciale du tunnel, le contournement de la cité Raemerich, les nouveaux échangeurs autoroutiers d'Ehlerange et de Lankelz, les déviations des lignes de haute tension, le déplacement des voies ferrées ARCELOR et les autres déplacements de réseaux.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 18.04.2005

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président: M. Lucien Clement):

02.05.2005	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
24.05.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
01.06.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 16.06.2005

5472 - Projet de loi portant

1. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles Néerlandaises des 13 mai 2004 et 27 août 2004;

2. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba des 13 mai 2004 et 9 novembre 2004;

3. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

4. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

5. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

6. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Turks et Caïcos des 23 novembre 2004 et 1er avril 2005;

7. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Anguilla des 23 novembre 2004 et 21 janvier 2005;

8. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Cayman des 23 novembre 2004 et 31 mars 2005;

9. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le territoire d'outre-mer du Royaume-Uni, Montserrat des 23 novembre 2004 et 7 avril 2005;

10. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Vierges Britanniques des 23 novembre 2004 et 11 avril 2005;

11. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

En date du 3 juin 2003 le Conseil a adopté une directive en matière de fiscalité des revenus de l'épargne (directive 2003/48/CE du Conseil). Cette directive a pour objet de permettre que les revenus de l'épargne, sous forme de paiement d'intérêts effectués dans un État membre de l'Union européenne en faveur des bénéficiaires résidents fiscaux d'un autre État membre, soient effectivement imposés conformément aux dispositions législatives de ce dernier État membre.

Selon ce texte, tous les États membres, sauf le Luxembourg, la Belgique et l'Autriche, appliqueront un échange d'informations dès l'entrée en vigueur des dispositions. Afin de préserver l'anonymat des clients vis-à-vis des autorités fiscales, les trois pays précités appliqueront quant à eux une retenue à la source.

L'entrée en vigueur est conditionnellement subordonnée à la conclusion d'accords avec les pays tiers ainsi qu'avec les territoires dépendants ou associés, afin d'éviter le risque d'une délocalisation de l'épargne dans les enclaves fiscales ou en dehors du territoire de l'Union européenne.

La Chambre des Députés a voté en date du 12 avril 2005 le projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts. Parallèlement, elle a adopté une motion invitant le Gouvernement:

«à veiller au respect scrupuleux des dispositions de l'article 17 paragraphes 2 et 3 de la directive,

à différer la publication et, partant, l'entrée en vigueur de la loi de transposition de la directive jusqu'au moment où les dispositions précitées se trouvent remplies par l'ensemble des pays et territoires visées par la directive.».

Des accords avec la Suisse (signé le 26 octobre 2004), Andorre (signé le 15 novembre 2004), le Liechtenstein, Saint-Marin et Monaco (signés le 7 décembre 2004) ont été conclus directement avec l'Union européenne.

Dix accords avec des territoires dépendants ou associés font l'objet de la présente procédure de ratification.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 09.05.2005

Rapporteur: M. Lucien Thiel

Travaux de la Commission des Finances et du Budget

(Président: M. Laurent Mosar):

12.05.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
26.05.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 31.05.2005

Loi du 21 juin 2005

Mémorial A, N°86, page 1547

d'Chamber
online op

www.chd.lu

mat de Rubriken

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Ordre du jour
2. 5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et
   - portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;
   - portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;
   - portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;
   - portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;
   - portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
   - portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;
   - portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale)
3. 5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale)
4. 5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle

   5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

   (Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale)
5. 5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et
   - portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;
   - portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;
   - portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;
   - portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;
   - portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;
   - portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;
   - portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (suite)

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)
6. 5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (suite)

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (suite)

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. 5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite)

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)
9. Interpellation de M. Jean Huss au sujet du projet de réglementation «REACH» proposé par la Commission européenne

   (Discussion générale - Motions - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden, Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.32 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice.*- Neen.

M. le Président.- Merci, Här Minister.

1. Ordre du jour

Wat eisen Ordre du jour vun haut de Mëtteg ubelaangt, wollt ech op de Wonsch vun der Regierung hiweisen, fir d'Projet-de-loie 5444, 5409, 5360 an 5361 virum Här Huss senger Interpellatioun ze évacuéieren.

Ass d'Chamber domadder d'accord?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Ech géif proposéieren, dass mer déi zwee éischt Projeten der Rei no huelen, déi zwee lescht mateneen. D'Regierung kann awer en bloc herno, wa mer se all diskutéiert hunn, op se alleguerten zesummen äntwerten.

Voilà, mir kommen dann zum éischte Projet, dem Projet 5444 iwwert d'Valeurs mobilières. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meisch, d'Madame Mutsch an den Här Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Lucien Thiel, an déi aner si gebieden, wann den Här Thiel bis d'Wuert ergraff huet, fir dann och nozelauschteren.

Une voix.- Jo, Här President.

Une autre voix.- Ha!

2. 5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sollen haut e puer Gesetzer stëmmen, déi eis Finanzplaz interesséieren - awer ausser hir kaum een an dësem Land, huelen ech un. Dat obwuel mir säit engem Véirelsjorhonnert e gudden Deel vun eisem Wuelstand de Banken an hirem Ëmgeréits verdanken. Et huet mech dofir och weider net verwonnert, wéi de Journalist, dee gëschter Moien de Chambersprogramm vun dëser Woch um Radio virgestallt huet, kee Pipjeswuert iwwert d'Dagesuerdnung vun haut verluer huet,…

(Hilarité)

…esou wéi wann et iwwerhaapt keng Sëtzung um Krautmaart géing ginn.

Wéi dat esou am Liewen ass, geet dat Gutt a Virdeelhaft mat der Zäit nun eemol an d'Normalitéit iwwer. Et gëtt zu enger Selbstverständlechkeet, déi héchstens dann d'Éier vun der Press an hire Schlagzeile kritt, wann eemol eppes schif geet oder wann déi Selbstverständlechkeet op eemol kippt, well ee vergiess hat, och heiansdo no hir ze kucken. Dann ass et awer dacks gär ze spéit fir nach d'Kéier ze kréien.

Deen éischte Projet, iwwert dee mer haut ze befannen hunn, soll déi Europa-Direktiv, déi europäesch Direktiv ëmsetzen, déi prezisiéert, wat alles an deem Prospekt ze stoen huet, dat all Kéiers dann opgeluecht muss ginn, wann e Wäertpabeier émettéiert, also op de Maart bruecht gëtt an op d'Bourse geet, fir offiziell gehandelt a cotéiert ze ginn.

Dës Direktiv aus dem Joer 2003 ass net déi éischt wat de Prospekt ubelaangt. Si ersetzt vill méi eng aner Direktiv vun 1989, mat där zwar en éischten Ulaf fir en europäesche Pass geholl gi war, ouni datt een awer deemools vun enger wierklecher Prospekt-Harmoniséierung schwätze konnt. Dernieft bréngt déi Direktiv eng Rëtsch vu Prezisiounen zu enger Direktiv vun 2001, notamment wat déi verschidde Kategorien, souwuel vun Emetteure wéi och vu Clienten, ugeet.

An alleréischter Hisiicht geet et ëm den EU-Pass fir d'Prospekter, déi, wa se an engem Land vun den zoustännegen Autoritéiten approuvéiert sinn, vun elo un automatesch fir d'ganz Unioun gëllen. Bis haut war et esou, datt de Prinzip vun der géigesäiteger Unerkennung gespillt huet, wat natierlech bedeit huet, datt déi sëllechen national Bestëmmungen an den Eenzelstaten hu misse vu jiddfer Emetteur berücksichtegt ginn. Domat ass et elo mam europäesche Pass fir d'Prospekter Gott sei Dank eriwwer.

Dat huet zwee grouss Virdeeler. Eng Kéier fir deen, dee sech un de Kapitalmaart wennt, fir sech Sue fir seng Entreprise ze verschafen, andeem hien Obligatiounen, also Scholdverschreiwungen erausgëtt, déi dann op der Bourse gehandelt kënne ginn. Duerch déi eenheetlech Regelung geet an Zukunft een an datselwecht Prospekt duer fir Zougang zu sämtleche Finanzmäert an Europa ze kréien - wat natierlech vill manner Opwand an domat eng seriö Käschtenerspuernis fir d'Emittente bedeit.

Dann awer och e Virdeel fir de Client, fir deen de Marché a seng Produiten elo mat deem standardiséierte Prospekt vill méi iwwersiichtlech a méi transparent ginn.

Mä net jiddfer Entreprise, déi sech um Kapitalmaart iwwer Obligatioune finanzéiere wëllt, ass gehalen, esou e Prospekt ofzefaassen a virzeleeën. Wann et sech ëm Empruntë vu wéineger wéi 2,5 Milliounen Euro iwwer e Joer handelt, brauch ee kee Prospekt, wat natierlech e Virdeel fir d'PMEen a fir déi sou genannte Start-ups ass, déi jo net grad ëmmer an de Sue schwammen.

Eng ähnlech Distinctioun gëtt um Niveau vun de Clienten, also vun den Investisseure gemaach. Nieft dem Client tout court, wéi Dir an ech, hoffen ech fir Iech,…

(Hilarité)

…erkennt d'Gesetz och de sou genannten „qualifizéierten Invester" un, bréngt et deen elo an d'Spill, dee gewësse Virrechter huet, well hien e Finanzprofi muss sinn an domat censéiert ass, ze wëssen, wat hien op der Bourse keeft. Dofir gëtt hien dann och op enger spezieller Lëscht bei der zoustänneger Iwwerwaachungsinstanz, dat heescht bei der CSSF gefeiert.

Ervirzehiewe bleiwen nach zwou Neierungen, déi sech speziell op Lëtzebuerg bezéien.

Engersäits bréngt d'Aféierung vum Europapass fir d'Emissiounsprospekter eng Kompetenzverlagerung bei eis mat sech, asoufern net méi wéi bis elo eis Bourse selwer fir d'Approbatioun vun de Prospekter zoustänneg ass, mä d'CSSF, op d'mannst wat d'Prospekter mam europäesche Pass ubelaangt. Dat ënnersträicht natierlech vis-à-vis vun dobaussen d'Seriositéit, mat där Lëtzebuerg un déi Sujeten erugeet, a verstäerkt domat ouni Zweifel d'Vertraue vun den internationalen Opérateuren an eis Finanzplaz.

Op där anerer Säit gëtt eng zousätzlech Kategorie, nämlech déi vun dem „alternative Maart" als spezifesch Lëtzebuerger Regime agefouert, mat där dem internationale Charakter vun eiser Finanzplaz Rechnung gedroe soll ginn. Wat heescht dat? Déi Sektioun, oder deen alternative Maart ass fir all déi Opérateure geduecht, notamment déi japanesch, déi eenzel Konditioune vum Pass net erfëlle kënnen, well bei hinnen aner Regelen zum Beispill a puncto Kontabilitéit gëllen. Géif hinnen dës Dier net opgemaach, missten si sech eng aner Finanzplaz fir hire Marché sichen, amplaz hir Emissiounen op eiser Bourse handelen ze loossen.

Och wann, wéi ech éinscht bedauert hunn, den Interessi fir dës Direktiv an hir Ëmsetzung an der Öffentlechkeet net ganz grouss ass, sollt een awer wëssen, datt se vun enger ganz besonnescher Bedeitung, grad fir eis Finanzplaz ass. Vläicht ass et net weider bekannt, datt eis Bourse mat déi éischt Gei weltwäit bei der Cotatioun vun internationalen Obligatioune spillt. Iwwer 24.000 Titren, dat sinn der e ganze Koup, ginn an der Neipaart gehandelt. Domat ass Lëtzebuerg Nummer zwee weltwäit an Nummer eent an Europa. Oder a Maartundeel ausgedréckt, eis Bourse huet zwee Drëttel Parts de marché an Europa an e gudden Drëttel weltwäit mat hiren Obligatiounen. Do kann ee scho verstoen, firwat ebe just an där Neipaart op dës Ëmsetzung gegammst ginn ass.

Wann een esou eng Spëtzestellung wéi eis Bourse bei den Obligatiounscotatiounen huet, huet een net nëmme Frënn, mä virun allem Konkurrenten. Kee Wonner, datt déi drop laueren, datt deen Éischten aus der Klass e Feeler mécht, fir sech da selwer dem Maart als Alternativ ubidden ze kënnen. Dir kënnt et gleewen, datt se zu London, zu Zürich an och zu Dublin ganz genee verfollegen, wat sech bei eis a puncto Prospekt deet, an ob mir et géife fäerdeg bréngen, déi Direktiv nach virum Summer ëmzesetzen. D'Gerumouers, mir wieren net amstand

dozou, koum net vun ongeféier op deene Plazen op an ass bestëmmt net ouni Hannergedanke vun deenen um Brutschele gehale ginn, déi hire Maartundeel ganz gären op eis Käschte vergréissere géifen.

An anere Wierder, et geet hei ëm e Stéck, ëm eist Stéck vun engem Kuch, un deem net nëmmen eis Bourse, mä eis ganz Finanzplaz ziert. Dofir ass dat, wat mir haut maachen, esou wichteg fir eis Zukunft. Dofir huet de Statsrot matgespillt, wéi et drëm goung, déi lescht Amendementer nach séier duerchzebréngen, woufir hie vun hei aus e spezielle Merci verdéngt. Dofir recommandéieren ech Iech dëst Gesetz ze stëmmen, zu deem ech fir mäin Deel d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun heimat abréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den éischte Riedner ass den honorabelen Här Meisch. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt dem honorabele Rapporteur, dem Här Lucien Thiel, villmools Merci ze soen an him ze félicitéiere fir déi Explikatiounen, déi en hei ginn huet, awer och scho fir säi schréftleche Rapport, dee ganz detailléiert war an dee probéiert huet, a kuerze Wierder ze resüméieren, ëm wat et hei geet.

Et geet jo ëm d'Ëmsetzung vun enger Direktiv aus dem Joer 2003, déi nach eng Kéier zréckkënnt op d'Aart a Weis wéi déi Prospekter mussen ausgesinn. Do hate mer schonn eng Direktiv 2001, déi ass elo nach eng Kéier affinéiert ginn a komplettéiert ginn, an d'Zil dovunner ass et eben och, nach eng Kéier méi Transparenz ze kréien, awer och, wéi et richteg gesot ginn ass, d'Käschte fir d'Emetteuren erofzedrécken, andeems mer kloer Konditiounen hunn euopawäit wat am Prospekt muss stoen. Op där anerer Säit awer och, wann de Prospekt vun engem Memberstat bis ewell unerkannt ass, datt dann déi separat Unerkennung eben net méi noutwenneg ass, datt se dann eben och automatesch an all deenen anere Memberstaten unerkannt ass.

Dat ass ze begréissen, ganz besonnesch eben och aus där Ursaach eraus well mer wëssen, datt ganz vill Obligatioune grad hei zu Lëtzebuerg placéiert ginn. Et ass hei op d'Wichtegkeet vum Marché obligataire fir d'Finanzplaz higewise ginn an och op dee grousse Volumen, deen hei traitéiert gëtt, och am Verglach zu Europa, respektiv weltwäit.

An duerfir kënne mer frou sinn, datt mer déi Direktiv do, zwee Joer nodeems se ugeholl gouf, hei zu Lëtzebuerg kënnen ëmsetzen. Dat erméiglecht eiser Bankplaz do mat Zäiten drop kënnen ze reagéieren an eventuell nach fir do vun engem gewëssene kompetitive Virdeel op aner Länner kënnen ze profitéieren.

Dat gesot, wëll ech am Numm vun der DP-Fraktioun hei och eis Zoustëmmung abréngen an ech hoffen, datt mer fir dëse Projet dann eng grouss Majoritéit och an dësem Haus wäerte kréien.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

(Brouhaha général)

Da komme mer direkt zum honorabelen Här Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, ech wollt just nëmmen den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet de loi ginn, dee ganz wichteg ass, well en eng etlech Prezisioune gëtt. An ech wollt och dem Rapporteur Merci soe fir säi gudde Bericht.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Domat ass d'Diskussioun vun dësem Projet de loi ofgeschloss. Mir kommen dann direkt zur Diskussioun vum Projet 5409. D'Wuert huet de Rapporteur, nees den honorabelen Här Lucien Thiel.

3. 5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, och bei dësem zweete Projet geet et ëm d'Ëmsetzung vun enger europäescher Direktiv, och bei dësem Projet geet et ëm d'Verdéiwung vum Bannemaart an ëm de sou genannten europäesche Pass, deen den Exercice vun enger bestëmmter Aktivitéit queesch duerch Europa erlaabt. An och bei dësem Projet geet et ëm de Finanzsecteur, mä méi prezis ëm den Assurancëberäich an ëm déi Aktivitéit, déi an der offizieller Sprooch „Intermédiatioun" heescht.

Den Zweck vun der Direktiv ass et dem Tëschenhandel am Assurancëgeschäft en ähnleche Statut ze ginn, wéi den Assurancë selwer, déi scho säit geraumer Zäit hiren EU-Pass hunn an déi op Grond vun där besonnescher Natur vun hirem Geschäft enger Rëtsch vun nationalen an europäesche Regelen ënnerworf sinn, mat deenen aner Métieren sech net erëmzeklappe brauchen.

D'Ëmsetzung vun der Direktiv iwwert d'Assurancenintermédiatioun geschitt iwwer eng Ofännerung vum 91er Gesetz, dat d'Versécherungswiese bei eis reglementéiert. Alles wat intermédiaire an deem Beräich ass, also Agenten a Courtieren an elo neierdéngs och Souscourtieren, all déi kréien elo d'Dier zu Europa grouss opgemaach an däerfen sech an Zukunft de ganzen EU-Maart ënnert den Nol räissen, insofern se Loscht drop hunn.

Eppes weltbewegend Neies bréngt déi Ëmsetzung eigentlech net, well all déi Oploen, déi d'Direktiv den Agenten a Courtieren um europäesche Plang mécht, gëtt et scho laang um nationalen Niveau heiheem. Schliesslech kenne mir dës Aktivitéit vum Courtier a vum Agent noweislech scho säit iwwer 150 Joer an eisem Land, Zäit genuch fir dee Métier schréttweis ze reglementéieren an zum Beispill dofir ze suergen, datt déi, déi sech him verschreiwen och déi néideg Honorabilitéit a virun allem déi néideg Fachkenntnisser hunn, wa se op d'Cliente lassgelooss ginn.

Dofir ännert dës Direktiv eigentlech net ganz vill un deem wat mir scho längst kennen. Wierklech nei ass, ausser der Schafung vun der Kategorie vun de Sous-courtieren, datt éischtens an der Zukunft dee Register, deen et scho laang bei eis gëtt, muss op Distanz kënnen agesi ginn, och aus dem Ausland.

Zweetens, datt d'Agenten an d'Courtieren hire Clienten eng Rëtsch vun Informatioune musse liwweren, éier déi eng Police bei hinnen ënnerschreiwen.

An drëttens, datt d'Iwwerwaachungsinstanz vum Secteur, de Commissariat au Contrôle des Assurances d'Roll vum Ombudsmann fir den Assurancëberäich iwwerhuele muss, wéi et jo scho méi laang de Fall fir d'CSSF am Bankesecteur ass.

Doduerch datt och elo d'Agenten an d'Courtieren, déi eng fir hir Versécherungsgesellschaft, déi aner fir déi Assurancen, deenen hir Produkter si un de Mann oder un d'Fra brénge wëllen, iwwert d'Grenzen ewech a ganz Europa aktiv kënne ginn, soll de Bannemaart e Stéck weider Realitéit ginn. Dat ass op alle Fall den Haaptbut vun der Operatioun. An engems soll awer och dofir gesuergt ginn, datt de Client vu sengem Assurancen-Démarcheur ronderëm informéiert a gutt berode gëtt, dat souwuel wat d'Assurancëprodukter ubelaangt, wéi och d'Versécherungsgesellschaft selwer, déi dës Produkter ubitt.

Allerdéngs geet déi Direktiv net esou wäit, datt si total harmoniséiert. Si beschränkt sech op eng Rëtsch europäesch Basisregelen a léisst den Nationalstaten dernieft e gewëssene Sputt, wann et drëm geet, den Zougang zum Métier am Detail ze regelen an nach méi streng Oploen zum Beispill a puncto Informatioun vum Client ze maachen. A si erlaabt virun allem den Eenzelstaten - mam Argument vum sou genannten „intérêt général" - auslänneschen Intermédiairen, déi am Kader vun der „libre prestation de service" (LPS) op hirem Territoire operéieren, zousätzlech Contrainten opzeerleeën.

Esou vill Spillraum huet natierlech säi Gudds, well en der Konkurrenz tëscht den eenzelne Länner Plaz léisst. Hie kann awer och dozou féieren, datt versicht gëtt mat allerhand Schikanereien ënnert dem Virwand vum Knätschgummisbegréff „intérêt général", d'Protektiounsbarrièrë géint d'Konkurrenz vun dobaussen opzeriichten. Et wär jo net fir d'éischt, datt op esou Tricken zréckgegraff géif ginn.

Op jiddfer Fall heescht dat fir d'Intermédiairen, also d'Agenten an d'Courtieren, déi vun hirem europäesche Pass Gebrauch maache wëllen, datt si sech permanent um Lafenden hale mussen, och a virun allem iwwert dat, wat esou ronderëm geschitt, ier dass si sech da bei hiren LPS-Virstéiss richteg uleeë kënnen.

Op déi Aart a Weis dierft dëst Gesetz dozou bäidroen, datt de Professionalismus och am Beräich vun dem Assurancentëschenhandel nach méi Opdriff kritt, wat um Enn natierlech nëmmen dem Client zegutt komme kann.

Dofir an och well heimat en neien aus eiser Perspektiv zwar klengen awer dach ëmmerhin e Schrëtt weider a Richtung Integratioun vum europäesche Wirtschaftsraum gemaach gëtt, recommandéieren ech Iech dës Ëmsetzung ze stëmmen, geneesou wéi meng Fraktioun dat och wäert maachen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Claude Meisch ageschriwwen. Här Meisch!

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach eng Kéier dem Rapporteur Lucien Thiel villmools Merci soe fir säi schréftlechen an och säi mëndleche Rapport hei zu engem Gesetzesprojet, dee jo wéineg Neierunge fir déi national Législatioun mat sech bréngt, mat Ausnahm, datt eben d'Kategorie vum Sous-courtier hei kloer definéiert gëtt, mat enger Rei vun Extensioune fir d'Missioune vum Commissariat aux Assurances. Ech fannen dëst e gudde Projet an d'Demokratesch Partei wäert deem zoustëmmen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Dann déi honorabel Madame Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Här President, am Numm vun eiser Fraktioun géif ech och dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz prezise Rapport. Och mir kënne mat dësem Projet d'accord sinn, zemools wou déi Recommandatioune vum Statsrot jo vun en alleguerte respektéiert gi sinn. Ech wéilt dann och am Numm vun eiser Fraktioun de positiven Accord zu dësem Projet mat op de Wee ginn.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Dann den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President,...

M. le Président.- Här Henckes, Dir wësst Är Zäit ass kuerz bemiess.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Leider. Ech wäert dofir versichen et kuerz ze maachen.

Ech liesen am Rapport, datt d'Iddi vun de Pensiounsfongen zu Lëtzebuerg net vill Succès fonnt huet, an dat gëtt och mat dësem Projet de loi net besser. Ech bedauere just nëmmen, datt zum Beispill am Artikel 6-3 an am Artikel 26-2 Modalitéite virgesi sinn iwwert d'Statuten, wou d'Actionnairen, dat heescht d'Compagnies d'assurances, elo solle mat integréiert ginn, wa se de Règlement de pension…

Une voix.- 't ass schlëmm, wann een en Dag net hei war!

(Interruptions)

Une autre voix.- Dir sidd am falschen Text

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Wat? Nach een.

Une troisième voix.- Dir sidd am falsche Film, Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- 't ass gutt, da wäert ech mer elo erlaben…

(Interruptions et hilarité)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Här Henckes, dat ass wann een en Dag net hei ass, da kënnt een nawell gären duercherneen.

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Dir musst méi oft an d'Chamber kommen, Här Henckes!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Ech entschëllege mech, Här President.

(Interruptions)

Dir musst mech e bësselchen entschëllegen, dat war elo e bëssselche séier gaangen, mä vu datt mer hei am Zwou-Minutten-Takt all méiglech Gesetzer stëmmen, kann dat emol virkommen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Et ass näischt, Här Henckes, dat kënnt jiddferengem passéieren.

Sout, domat ass d'Diskussioun…

(Interruption)

Huet d'Regierung d'Wuert gefrot?

(Interruption)

Méi spéit, d'accord.

Domat ass d'Diskussioun vun dësem Projet de loi och ofgeschloss a mir kommen zum nächste Projet de loi an - wei kënnt et anescht sinn - och do ass den honorabelen Här Lucien Thiel Rapporteur.

4. 5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle

5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll dem Här Henckes säin Äifer fir d'Pensiounsfongen net bremsen, duerfir maachen ech et da kuerz och mat deem leschten.

(Hilarité)

Fir den Triptyque voll ze maachen, wëllte mer dann eng drëtt Direktiv haut ëmsetzen. Dat ass vun deenen dräi, iwwert déi mer haut diskutéieren, wuel déi, déi am meeschte weit, an dat net nëmme well mer gläich zwee Gesetzer brauchen, fir se ze implementéieren.

Är Finanz- a Budgetskommissioun, Här President, huet sech erlaabt, déi zwee Gesetzesprojeten an engem an deemselwechte Rapport ze behandelen, well et sech och ëm een an deeselwechte Sujet handelt. Datt ee gläich zwee Gesetzer duerfir brauch, ass méi eng Formsaach an ännert näischt um Fong, wéi mer elo gläich gesi wäerten.

Mir hu laang missen hei zu Lëtzebuerg op dës Direktiv iwwert „d'Aktivitéiten an d'Iwwerwaachung vun den Ariichtunge fir d'berufflech Altersversuergung" - dat ass dee schrecklechen Titel - waarden. Dee ganzen Titel ass e bëssen trapech an der Bréisseler Bürokratesprooch, an duerfir, wann Der erlaabt, géif ech fir de Rescht vu menger Interventioun nëmme méi vu Pensiounsfonge schwätzen, och wann dat net ganz richteg ass, well et gëtt och Produkter, déi keng Fonge sinn an déi deemselwechten Zweck déngen.

Et gouf e ganz spezielle Grond, datt grad mir op déi Direktiv hei gegammst hunn. Scho säit Mëtt den 90er Joren, wéi sech d'Währungsunioun a mat hir d'Harmoniséierung vun de Spillregelen, notamment deenen am steierleche Beräich, ofgezeechent hunn, stoungen d'Pensiounsfongen op der Lee vun de Projete vun eiser Finanzplaz. Där hir Responsabel waren sech bewosst, datt d'EU-Dampfwalz deen een oder anere vun hire Créneauë platt maache kënnt, an datt Ersatz misst geschafe ginn, wann een de Fortbestand vun der Finanzplaz ofséchere wéilt.

Eng vun deene Pisten, déi deemools an d'A gefaasst goufen, war déi vun de Pensiounsfongen. Et war ee sech bewosst, datt d'Vereelzung vun eiser Gesellschaft fréier oder spéider e Problem fir eis traditionell Altersversuergung géif ginn, an datt ee mat Zäit no Léisunge misst sichen, fir dat Lach, dat sech do opdeet, ze stoppen.

Deemools koum d'Iddi op, fir vun der Presenz vun deene sëllechen auslännesche Banke bei eis ze profitéieren, fir Lëtzebuerg zu engem Zentrum fir Pensiounsfongen ze maachen - an zwar Pensiounsfonge fir Entreprisen am europäeschen Ausland, deenen hir Pensiounsreserven dann hei géifen administréiert, verwalt ginn. Schliesslech ass eis Finanzplaz mat ganz Europa vernetzt, huet iwwerall e gudden Numm als héich professionelle Geldcenter a steet am Ruff, méi séier a méi flexibel wéi anerer ze sinn, wann et drëms geet, sech un nei Maartkonditiounen unzepassen.

Duerfir ass am Juni 1999, e puer Deeg virun de Chamberwahlen, e Gesetz gestëmmt ginn, dat eemoleg wäit a breet war - an nach haut ass -, well et quasi all Formë vun Zousazpensioune méiglech mécht.

A well och eis Assurancen e Stéck vum grousse Kuch wollten hunn, kruten si och hiren eegene Pensiounsvehikel deemools, esou datt schliesslech all Mënsch op der Plaz parat fir dat grousst Pensiounsgeschäft war.

Do huet just nach eppes gefeelt, ier mer konnte lassleeën, an dat war de Maart. D'Ouvertür vum europäesche Wirtschaftsraum, mat där 1999 fest gerechent gi war, huet op sech waarde gelooss, an zwar ganz genau véier Joer laang. Eréischt am Juni 2003 koum déi Direktiv, déi de Marché opmaachen a paneuropäesch Pensiounsfonge méiglech maache sollt. Et ass déi Direktiv, ëm där hir Ëmsetzung et haut hei geet.

Am Mëttelpunkt vun der Direktiv steet alt erëm eng Kéier den EU-Pass, dës Kéier fir d'Pensiounsfongen an ähnlech Bank- oder Versécherungsprodukter. Et geet drëms, éischtens de Fournisseure vun Zousazpensiounen hir Aktivitéit um europäesche Plang ze reglementéieren, zweetens hinnen ze erlaben, europawäit hir Produkter unzebidden, an drëttens eng maximal Iwwerwaachung vun hiren dach awer méi delikaten Aktivitéiten zum Gudde vun deenen ze assuréieren, ëm deenen hir Altersversuergung et schliesslech geet.

Et kann net weider verwonneren, datt grad d'Bénéficiairë vun de Pensiounsfongen eng zentral Roll an der Direktiv spillen, well souguer dann, wa si selwer net direkt zu deem Kapital bäigedroe sollten hunn, aus deem hir Zousazpensiounen herno bezuelt ginn, handelt et sech dach awer ëm Suen, déi fir si meeschtens vun hiren Entreprisen op d'Säit geluecht gi sinn an déi domat hinnen zoukommen. Et ass dës Eegenaart, déi aus de Pensiounsfongen e ganz besonnescht Finanzprodukt mécht, nämlech eng kommerziell Wuer mat enger sozialer Dimensioun.

Duerfir och déi strikt Regelen, souwuel wat d'Informatioun vun de spéidere Pensiounsempfänger wéi och d'Précautioune bei der Verwaltung vun de Fongen an dem Beuechte vun de jeeweilege Pensiounsusancen an den eenzelne Länner ubelaangt.

Wann een all déi sëllechen Oploen erfëllt, déi an dësem spezielle Fall ganz bestëmmt berechtegt sinn, kann een als Opérateur seng Fongen iwwert d'Grenzen ewech a ganz Europa vermaarten. Dat heescht, eng Lëtzebuerger Bank oder Assurance ka Clienten - an der Regel Entreprisen, déi Zousazpensioune fir hir Belegschafte schafe wëllen - queesch duerch ganz Europa zerwéieren, an déi ugesammelt Kapitalien hei zu Lëtzebuerg verwalten. Dat hate mir schonn deemools mat dem 99er Gesetz an der Nues, an dat soll elo definitiv duerch dës Direktiv ofgeséchert ginn.

Datt mir gläich zwee Gesetzer brauchen, fir déi Direktiv ëmzesetzen, huet wuel wéineger mat där hirer evidenter Wichtegkeet fir eise Finanzsecteur, wéi mat formale Contrainten ze dinn. Mir hunn, wéi gesot, schonn eng zimlech ausgefeilte Gesetzgebung iwwert „d'Pensiounsfongen a Form vu sepcav an assep", wéi d'Gesetz vun 1999 heescht.

Fir déi, déi net esou kënneg si mat deenen Ofkierzungen, „sepcav" steet fir „société d'épargne-pension" a bezeechent déi Pensiounsfongen, déi vun hirer Ausriichtung hier méi un Investmentfongen erukommen a sech virun allem fir de Modell vun der „defined contribution" prêtéieren, bei där d'Zousazpensioun net fixe ass, mä sech no dem abezuelte Kapital riicht. „assep" steet fir „association d'épargne-pension", déi méi op eng Versécherung erausleeft an déi en „defined benefit", also eng am Viraus festgeluechte Rent versprécht.

An d'Gesetz vun 1999 hat dës Direktiv, déi véier Joer duerno koum, souzesoe virewechgeholl. Haut geet et drëms, dat Gesetz un déi Direktiv unzepassen. D'Regierung huet sech duerfir entscheet, net an deem alen Text erëmzepiddelen, mä der besserer Iwwersiicht halber en duerch en neien ze ersetzen.

Dat wëllt heeschen, de Projet 5361 léist also eist 99er Pensiounsfongegesetz of, derbanst de Projet 5360 éischter op e méi breet Kadergesetz erausleeft, dat iwwert de renge Beräich vun „assep" an „sepcav" erausgeet an zum Beispill och déi Assurancëprodukter ofdeckt, déi deemselwechten Zweck dénge wéi d'Pensiounsfongen.

An deem Kadergesetz gëtt dann och preziséiert, wéi eng Instanz fir wéi eng Zort vun Opérateure bei eis zoustänneg ass. Déi Kontrollinstanze spillen eng wichteg Roll, well d'Direktiv dach nach munchen Detail den Nationalstaten, an domat deenen hiren Iwwerwaachungsorganen iwwerléisst.

Zoustänneg si bei eis gläich dräi Instanzen: d'Iwwerwaachungskommissioun vum Finanzsecteur, d'CSSF, fir d'„assepen" an d'„sepcaven", déi zu Lëtzebuerg a vu Lëtzebuerg aus operéieren; dann d'Assurancëkontrollkommissariat, fir déi Pensiounsprodukter, déi duerch e groussherzogleche Reglement vun 2000 agefouert goufen; a schliesslech d'Inspektioun vun der sozialer Sécherheet, besser bekannt ënnert dem Kierzel IGSS, fir all Zousazpensioun, déi vu baussen eran, dat heescht vun auslännesche Fournisseuren enger Lëtzebuerger Clientèle offréiert ginn.

Vläicht stellt elo deen een oder deen anere vun Iech sech d'Fro, ob et net méi einfach géing an ob en eenzelne Kontroller et net och géif doen. Déi Fro ass berechtegt a si spillt och an dat eran, op wat ech elo ofschléissend nach wëll agoen, nämlech op déi Grënn, firwat et eiser Finanzplaz trotz allen Effortë bis elo net gelongen ass, sech als Pensiounsfongeplaz international ze positionéieren an ze imposéieren.

Ganzer 13 Pensiounsfonge vun éischter bescheidenem Ausmooss ass alles, wat mer bis elo opzeweisen hunn. Dat bleift wäit hannert den Hoffnungen an Erwaardungen zréck, déi sengerzäit un d'99er Gesetz geknëppt goufen, an duerfir gëtt et eng Rëtsch vun Erklärungen.

Et läit op der Hand, datt d'Feele vun engem EU-Pass fir Zousazpensiounen all déi Joren eng grenziwwerschreidend Fongenaktivitéit quasi onméiglech gemaach huet. Op d'mannst dee Steen ass elo mat dëser Direktiv aus dem Wee geraumt, an de Maart ass elo op - wann och vläicht nëmmen an der Theorie, well an der Praxis wäerte mir eis nach un esou munch protektionistesche Barrièren an deenen eenzelne Länner stoussen.

Mä et wär falsch, d'Ursaache fir dee mëssgléckten Départ an dat grousst Pensiounsfongegeschäft eleng deene luesen Europäer an d'Schong ze schubsen, oder deene protektionisteschen Noperen, déi natierlech probéieren, d'Kapital vun den Zousazpensioune fir hir national Ekonomien ze reservéieren, amplaz se an d'Ausland offléissen ze loossen.

E bësse musse mer d'Schold och scho bei eis selwer sichen - virun allem bei eiser zimlech zweegeplécktener Astellung, déi deemools zum Virschäi koum, wéi mir deeselwechten Dag d'Pensiounsfongegesetz an d'Gesetz iwwert d'Zousazpensioune gestëmmt hunn, déi jo bezeechnenderweis och ënner zwee verschidde Ministèrë gefall sinn.

Wéi et nämlech drëm goung de Mammenhaiser vun eise Banken hei zu Lëtzebuerg, Lëtzebuerg als dee Standuert fir d'Pensiounsfongeverwaltung ze verkafen, an d'Mammen doropshin hiren Duechtere gesot hu si sollten dann emol ee Modell bei sech selwer bastelen, hunn eis Banken net grad dat néidegt Versteesdemech bei eisen Autoritéite fonnt. Déi haten offensichtlech Schwieregkeeten sech alleng…

Une voix.- Dat kann dach net sinn!

M. Lucien Thiel *(CSV), rapporteur.*- Dach. Här Grethen, an Dir wësst et och.

Déi haten offensichtlech Schwieregkeeten sech alleng scho mam Prinzip vun de Pensiounsfongen unzefrënnen, an hunn esou vill Oplage gemaach, datt schliesslech kaum nach ee Loscht hat e Fong fir sech op d'Been ze setzen.

Hei knuppe ganz kloer zwou ënnerschiddlech Mentalitéiten openeen. Op där enger Säit déi europäesch, déi nach zu engem gudden Deel vum Bismarck senger Sozialversuergung geprägt ass, an op där anerer Säit den angelsächsesche Modell, dee méi op déi individuell Ofsécherung an domat op fräiwëlleg Virsuerg setzt. Mä déi Kulturkollisioun ass eis jo net friem; an dat net eréischt, säitdem datt den Här Blair versicht huet dem europäesche Sozialmodell de Fouss ze setze fir en duerch seng sou genannt liberal Moderniséierung vun Europa ze ersetzen.

Wéi gesot, nach sinn net all Barrièren heiheem an och dobaussen aus dem Wee geraumt sinn, mä op d'mannst gëtt mat der Ëmsetzung vun dëser Direktiv en entscheedende Schrëtt an déi Richtung gemaach fir déi mir eis schonn deemools décidéiert haten, wéi mir 1999 eist Pensiounsfongegesetz gemaach hunn. Elo kënnt et dorop un déi Ouvertür voll fir eis ze notzen a Profit doraus ze schloen, datt eis Finanzplaz sech a puncto Pensiounsfongen dach iergendwéi scho waarm gelaf huet.

Ëmmerhi si mer amgaang eis an der Fachwelt als Standuert fir eng ganz speziell Variant vu Pensiounsfongen ze positionéieren, déi sou genannt „pension pooling funds", bei deene méi Pensiounsfongen, beispillsweis vun engem Grupp, hiert Kapital zesummeleeën en vue vun enger méi effikasser Gestioun.

Grouss Multinationale sinn op der Sich no deem richtege Standuert fir hir eenzel national Pensiounsregimer ze regruppéieren. Mir leien do am Moment net schlecht an der Course, mä mir hunn awer mat redoutabele Konkurrenten ze dinn, wéi zum Beispill mat eisem Erzrival Dublin. Eng vun de Konditiounen, fir datt mir dat Renne maachen, ass och datt mir um leschte Stand vun der europäescher Législatioun sinn. Dofir ass et esou wichteg, datt mir dës Direktiv elo ëmsetzen.

Eng aner Pensiounsfongespezialitéit vun der Plaz schéngt eise Modell vun de „fonds multi-employeurs" ze ginn, deen an deem neie Gesetz verankert gëtt. Déi „fonds multi-employeurs" ergänze gewëssermoossen d'„pooling funds" no ënnen. Si sinn op déi méi kleng Entreprisen zougeschnidden, déi, wa si sech zu méi zesummendinn, duerch eng gemeinsam Gestioun vun hire Pensiounsfongen hire Leit ähnlech Leeschtungen offréiere kënne wéi déi grouss.

Et ass also net wéi wann nach guer näischt a puncto Pensiounsfonge geschitt wier. Mir si parat, fir de grenziwwerschreidende Pensiounsfonge-Maart unzegoen, deen dat wuel gréisste Geschäft an der Zukunft fir d'Finanzmäert wäert ginn.

Déi Direktiv, déi mer haut ëmsetzen, mécht eis d'Paart e gutt Stéck méi wäit op. Un eisen Opérateure läit et elo dat Bescht doraus ze maachen; dat Bescht fir sech, fir eis Finanzplaz an domat och e bësse fir eis alleguer. An dofir wäert Dir och net weider verwonnert si wann ech den Accord vu menger Fraktioun zu deenen zwee Gesetzer hei abréngen an Iech Merci soen, datt Dir nogelauschtert hutt. Op d'mannst deenen, déi nogelauschtert hunn.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Thiel. Den Här Meisch ass den éischte Riedner. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir wëssen, a mäi Virriedner huet et gesot, datt op Grond vun der demographescher Entwécklung, op Grond vum Fait, datt mer ëmmer manner aktiv an ëmmer méi pensionéiert Leit hunn, datt dat Verhältnis sech zu Gonschten ebe vun deene Pensionéierten entwéckelt, datt do eng ganz Rei vu Problemer op d'Länner duerkommen, déi an eisem Entwécklungsstadium si wéi a Westeuropa, an datt mer eis do musse Froe stellen, datt mer eis Froe musse stelle fir d'Zukunft an d'Ofsécherung an d'Sécherheet am Allgemenge vun eisem Pensiounsystem.

Et gëtt mat Sécherheet do keng Allheelmëttel, mat Sécherheet keng Solution miracle, mä datt mer awer musse kucke vläicht méi onofhängeg ze gi par rapport zu där demographescher Entwécklung, eis méi resistent dozou ze maachen, an do kann een Deel Eegeversuergung, een Deel Zousazversuergung och duerch de Patron nëmmen hëllefen, fir eis Zukunft do besser ze preparéieren.

Et ass net, datt mir dat alleng hei zu Lëtzebuerg maachen, et ass sou, datt déi Diskussiounen do queesch uechter Europa an uechter aner Länner lafen an dofir ass et jo och esou, dass ee grousse Marché eben opgaangen ass an an Zukunft nach wäert opgoen, dee vun eben de sou genannte Pensiounsfongen, an dofir ass et ze begréissen, datt mir dat Gesetz, wat 1999 hei gestëmmt ginn ass…

M. le Président.- Här Jaerling, wollt Dir eng Fro stellen?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Neen.

M. le Président.- Dann ass et gutt. Ech hat gemengt, well Dir lech esou haart…

M. Claude Meisch *(DP).*- Ech géing dem Här Jaerling awer gären op d'Fro äntweren.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech hunn den Här Meisch gelueft.

M. Claude Meisch *(DP).*- Ma dat ass gutt, dat kënnt Dir méi oft maachen. Maacht et net nëmmen hei am Haus, maacht et och dobaussen, Här Jaerling.

(Hilarité)

Ech wëll nach eng Kéier ënnersträichen, datt et wichteg ass, datt mir dat Gesetz vun 1999 hei punktuell nach eng Kéier adaptéieren. Wat nämlech ganz besonnesch wichteg ass, dat ass, datt mir de Leit Vertraue ginn, datt wa si fir sech selwer virsuergen, datt wann hire Patron zousätzlech virsuergt, datt dat e séchere Wee och ass, fir seng eegen Altersversuergung kënnen ze garantéieren. An et ass jo och ee vun den Haaptpunkten an dësem Projet de loi de Schutz vun deene Mechanismen, awer och vun deene Versécherte selwer.

Wat och gutt ass a wat zousätzlech Chancë fir d'Bankplaz Lëtzebuerg ka bréngen, dat ass, datt hei de Marché an engem gewëssene Sënn harmoniséiert gëtt, datt mer och do gréisstendeels déi Spillregelen, déi gëllen, net nëmme fir Lëtzebuerg definéieren, mä datt mer déi upassen un déi an anere Länner. Dat kann, mat deem Know-how gekoppelt, dee mir hei op eiser Bankplaz hunn, awer och mat deenen Ambitiounen an deenen Efforten, déi mat Sécherheet hei op der Bankplaz och nach amgaange sinn entwéckelt ze ginn, dozou féieren, datt dee Secteur do, dee vläicht wéi de Rapporteur gesot huet nach net sech esou développéiert huet wéi hei 1999 am Haus och gehofft ginn ass a gemengt ginn ass, datt mer awer déi Entwécklung do net wäerte verpassen an nach déi nächst Jore kënnen nohuelen.

Dat gesot, wëll ech dem Rapporteur Merci soen an d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun bréngen, an och nach eng Kéier hoffen, datt dëse Projet dann och hei wäert eng Majoritéit fannen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den honorabelen Här Negri huet d'Wuert.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dem Rapporteur Lucien Thiel Merci soe fir seng excellent Aarbecht, hien huet wierklech ee gudde Rapport gemaach an „just in time", fir dass mir do nach fäerdeg ginn elo fir den 1. Juli. Ech hoffen, dass mir op deem Wee och dann elo hei wierklech zu Lëtzebuerg een Zentrum kréie fir Pensiounsfongen. An deem Sënn wëll ech den Accord vun eiser Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Den honorabelen Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Mir sinn och mam Projet d'accord.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Här Henckes, elo ass Ären Tour.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Loosst elo den Här Henckes schwätzen!

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt en Extrait vun dem Rapport virliesen: «L'idée des fonds de pension à la luxembourgeoise n'a pas connu le succès qu'on avait pu espérer. Les quelques fonds de pension qui existent n'ont pas la masse critique permettant d'établir à Luxembourg un savoir-faire et une renommée. La question se pose dès lors quelles étaient les raisons de ce relatif échec.»

Et muss een hei festhalen, datt de Projet de loi vun der Iddi hier zwar gutt ass, well mir mussen eng Transpositioun vun enger Direktiv virhuelen, mä datt mir erëm hei d'Konditioune vum Echec mat aprogramméiert hunn. Wann een nämlech vergläicht wat an Holland, an England, a Portugal oder an der Belsch zum Beispill leeft, da gesäit een, datt mir hei eng Iwwerreglementatioun hunn, déi een an anere Länner net fënnt, a wou dann natierlech och den Echec bei de Commerciaux wäert zimlech flagrant ginn.

Ech wëll nure kuerz e puer Artikelen nennen, déi net an der Rei sinn, déi een a soss kenger Législatioun fënnt ënnert där Form: dat ass den Artikel 6-3 a 26-2, wou d'Statuten, d'Modalités d'établissement et de modification du règlement de pension virgesi sinn. Mir verstinn net, firwat datt d'Assurancen, déi meeschtens Actionnaire hei sinn, musse gefrot ginn an Accorde ginn, do wou den Employeur an d'Salariat en Accord fonnt hunn. Dat gëtt et a kengem anere Land.

Da sinn déi Artikelen 68 bis 71 iwwert de Règlement de pension net kloer, vill ze vill komplizéiert an der Prozedur. Do gesäit een och, datt

am Ausland déi Saache vill méi einfach duerchgezu gi sinn.

Et muss een och bedaueren, datt bei der Exekutioun Strofbestëmmunge virgesi sinn, souguer bei enger Erreur matérielle. Och dat fënnt een a kengem anere Land.

Den Artikel 100 zum Beispill weist där Infractioune vir, an et misst ee scho bal Masochist si fir zu Lëtzebuerg ënnert deene Konditioune Gestionnaire vu sengem Fong ze ginn.

Et kann dach net sinn, datt dat, wat mer zum Beispill am Blanchiment virgesinn hate fir Affekoten, wou d'Intentioun muss virleien, hei net berücksichtegt ginn ass, an datt eng einfach Erreur matérielle duergeet.

Da muss ee beim Artikel 108-2 virgesinn, datt do anscheinend déi non communautaire Fonge viséiert sinn. Ech froen de Rapporteur, firwat déi communautaire Fongen an dësem Gesetz op dësem Punkt excluéiert sinn.

Deen drëtte Punkt, dat ass d'Mise en œuvre, dat ass den 23. September 2005 vun dësem Joer. Dat ass ee relativ kuerzen Délai - en ze vill kuerzen Délai a mengen Aen -, fir kënnen hei sech konform zum Gesetz ze setzen. Zumools mat deene ville Prozeduren an Dokumenter, déi mussen erstallt ginn.

Aus deem Grond kënne mer mat dësem Projet net d'accord sinn. Mir wäerten ons dofir enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Dann huet d'Regierung d'Wuert. De Budgetsminister, den Här Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt zu deene véier Projeten zesumme schwätzen, well am Fong gehéieren déi véier zesummen.

Déi véier verstäerken d'Gesetzgebung vun eiser Finanzplaz. Dat ass gutt fir d'Finanzplaz, dat ass gutt fir eist Land, well d'Finanzplaz ass ee vun den Haaptpiliere vun der Lëtzebuerger Ekonomie an et ass och eng vun de groussen Einnahmequelle vum Lëtzebuerger Stat. An duerfir mengen ech ass et gutt, datt ee sech ëmmer rëm mat deem Sujet ofgëtt.

Et ass duerfir net d'Minuttenzuel, Här Rapporteur, déi ausschlaggebend ass fir d'Wichtegkeet vun de Projet-de-loien, mä et ass de Contenu vun deene Projet-de-loien. An duerfir géing ech gären Iech, Här Rapporteur Thiel, an och deenen anere Kolleegen aus der Finanzkommissioun, Merci soe fir déi Sujete seriö behandelt ze hunn.

Ech géing och bei de Mercië wëllen dem honorablen Här Huss Merci soen, datt en d'accord war, datt mer seng Interpellatioun no dëse Projet-de-loien huelen, well ech muss ee Fliger huele fir op eng Sitzung vun der europäescher Agence vun der Sécherheet vun de Baussegrenzen ze goen. A vu datt de Fliger geschwë flitt, sinn ech frou, datt mer konnten déi Projeten hei am Ufank vun der Sitzung huelen. An duerfir wollt ech him fir dat Versteesdemech Merci soen.

Déi Projeten haut beweisen och d'Diversitéit vun der Finanzplaz. Et ass ee Projet iwwert déi international Pensiounsfongen, et ass ee Projet iwwert d'Assurancen, an et ass ee Projet, deen d'Kapital ass fir eis Bourse, nämlech dee vun de Prospekter vun de Valeurs mobilières. An et ass och grad déi Diversifizéierung vun der Finanzplaz, déi d'Regierung wëllt weiderdreiwen. Well wann een op vill Standbeener déi Finanzplaz opbaut, dann ass se manner vulnérabel an da kréie mer se weider ausgeweit, wéi mer dat gären hätten.

Mir hätte gären op dëser Finanzplaz Rechtssécherheet fir nei Produkter; Rechtssécherheet, wat mer heimadder och schafen, mä déi awer net ausschléisst, datt ee Flexibilitéit an déi Gesetzgebungen abaut, do wou verschidden Optioune méiglech sinn.

An ech deelen absolut net déi Analys, déi zum Schluss elo den Här Henckes gemaach huet, andeem en hei vun lwwerreglementéierung schwätzt. Et kann een alles am Liewen natierlech, wéi dat beim ADR net ontypesch ass, pessimistesch gesinn. Et si sécherlech eng Rei Problemer, fir datt mer déi Gesetzgebung esou développéiert kréie wéi mer dat gären hätten, mä ech si vläicht méi optimistesch. Ech liesen zum Beispill an der „Neue Zürcher Zeitung" vum 25.6., dat war viru véier Deeg: „boomendes Fondsgeschäft in Luxemburg". Do ginn dann dräi hollännesch, belsch Banken zitéiert, déi bal all hir Fongen aus Holland op Lëtzebuerg bruecht hunn. „Luxemburg wieder die Nummer 1."

Ech ginn Iech gären deen Artikel. Et gesäit een, datt de Wuesstum vum Nettoverméige vun de Fongen zu Lëtzebuerg méi schnell geklommen ass wéi an anere Länner. Dat ass och d'Resultat vun enger gudder Gesetzgebung, vun enger Gesetzgebung, déi mer permanent adaptéieren. An do wou mer Schwieregkeete feststellen, do musse mer kucken, datt mer déi Schwieregkeeten dann duerch erëm eng Kéier Adaptatioune vu Gesetzgebunge verbesseren.

Eis Gesetzgebung ass gutt. Duerch dës Gesetzer vun haut gëtt se nach besser. Mir kréien elo nei Méiglechkeeten, déi sech zesumme musse gesinn am Secteur vum „private banking", wou iwwermar déi europäesch Quellesteierregelung ufänkt, déi also och eist Bankgeheimnis bäibehält. An all déi Saachen zesummen, dee ganze juristesche Kader, deen erlaabt et elo der Regierung fir op eng méi aktiv Aart a Weis d'Promotioun, d'Explikatioun vun der Finanzplaz op de Marchéen dobaussen ze maachen.

Mir sinn eng international Finanzplaz. Mir mussen also kucken, datt mer internationaalt Geschäft op Lëtzebuerg kréien, an duerfir hu mer eis och engagéiert, och ech perséinlech, fir an deenen nächste Méint selwer mat den Akteure vun der Finanzplaz d'Vermaarte vun der Finanzplaz dobaussen ze maachen. Dat geet schonn u mat zwou Promotiounsreesen am Hierscht, déi eng an Amerika, déi aner an d'Vereenegt Arabesch Emirater, fir do och ze erkläre wat mir als Lëtzebuerg kënnen ubidden.

Et ass e Marché mat enger haarder Konkurrenz an duerfir muss een erkläre wat ee mécht, an dat kann d'Regierung zesumme mat den Akteure vun der Finanzplaz. Dës Instrumenter hëllefen eis dobäi. An duerfir soen ech der Chamber Merci, datt se hei schéngt eng ganz breet Zoustëmmung zu dëse Projeten ze ginn.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun deene véier Projets de loi, déi mer bis elo diskutéiert hunn.

5. 5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (suite)

Fir d'éischt de Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières; dat ass d'Nummer 5444.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Also dat hei ass net dee Projet, wou den Här Henckes sech wollt enthalen.

(Hilarité)

De Projet de loi 5444 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par Mme Martine Stein-Mergen), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein (par M. Lucien Clement), Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens (par M. Claude Meisch), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

6. 5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances (suite)

Da komme mer zum Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; dat ass d'Nummer 5409. Et dauert ee Moment, bis mer d'Elektronik um Stand hunn.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5409 ass mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein (par M. Norbert Haupert), Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Henri Grethen), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Carlo Wagner), MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

7. 5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (suite)

Da komme mer zum Vote iwwert de Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle; dat ass den 5360.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5360 ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Nancy Arendt), Mmes Nelly Stein (par M. Lucien Clement), Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Gre-

8. 5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu (suite)

Da komme mer zur Ofstëmmung vum leschte Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle; dem 5361.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmme bei 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Marie-Josée Frank), Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Marco Schank), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Romain Schneider), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Ben Fayot);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens (par M. Henri Grethen), Henri Gre-

then, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen (par M. Gast Gibéryen).

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass d'Interpellatioun iwwert de Projet REACH vum honorabelen Här Huss. Bei dëser Interpellatioun ass d'Riedezäit nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Negri an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo den Interpellant, den honorabelen Här Jean Huss.

9. Interpellation de M. Jean Huss au sujet du projet de réglementation «REACH» proposé par la Commission européenne

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir hu gëschter hei iwwer Europa diskutéiert, haut diskutéiere mir dann nach eng Kéier iwwer Europa...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech bieden ëm Opmierksamkeet fir den Här Huss.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- ...awer méi spezifesch iwwert déi nei europäesch Chemikaliëgesetzgebung, an dat ass eng ganz vaste an eng ganz komplex Problematik. Et ass wahrscheinlech eng vun deene gréisste Gesetzgebungen, déi jee an Europa gemaach gi sinn.

Et geet dobäi, wa REACH duerchgesat gëtt, an engem positive Sënn dorëmmer, fir engersäits d'Ëmwelt ze schütze viru Chemikalien, anerersäits awer och d'Leit, déi op der Aarbechtsplaz sinn, ze schützen. Et geet also och ëm d'Aarbechtsplazsécherheet viru Chemikalien. An drëttens geet et ëm Gesondheetsschied, déi duerch Chemikalië kënne verursaacht ginn, an déi een also misst preventiv vermeiden, andeem een eng gutt Chemikaliëpolitik géif maachen.

Ech wéilt dës Interpellatioun zum Thema REACH aleede mat folgendem däitschen Zitat: „Zum ersten Mal in der Weltgeschichte ist nun jedes menschliche Wesen vom Augenblick der Empfängnis bis zum Tode der Berührung mit gefährlichen Stoffen ausgesetzt. In den nicht ganz zwei Jahrzehnten, in denen die synthetischen Mittel zur Schädlingsbekämpfung im Gebrauch sind, haben sie sich so gründlich über die ganze belebte und unbelebte Welt verteilt, dass sie eigentlich überall vorkommen. (...) Man hat diese chemischen Stoffe in Fischen weltabgeschiedener Bergseen gefunden, in Regenwürmern, die im Boden wühlen, in Vogeleiern und im Menschen selbst, denn sie werden jetzt von der überwiegenden Mehrheit der Menschen gleichgültig welcher Altersstufe im Körper gespeichert, sie sind bereits in der Muttermilch und wahrscheinlich auch in den Geweben des ungeborenen Kindes vorhanden."

Dëse kuerzen Text, Dir Dammen an Dir Hären, staamt aus der däitscher Iwwersetzung vun engem Buch ënnert dem Titel „Silent Spring", op Däitsch „Der stumme Frühling" - hei ass dat Buch - aus dem Joer 1962, an dat ass publizéiert ginn an den USA.

D'Autorin vun dësem Buch war déi amerikanesch Biologin Rachel Carson, a si huet doranner gewarnt virun den negative Folge fir Ëmwelt a mënschlech Gesondheet, déi vun nei entwéckelte synthetesche Chemikalien, haaptsächlech vu Pestizide géingen ausgoen.

Si hat deemools gewarnt virun Aartestierwen an Aarteschwund; si hat gewarnt viru Krankheeten, wéi Allergien, Kriibs, Fertilitéitsproblemer an neurologesch Erkrankungen, déi vun dëse synthetesche Chemikalië kéinten ausgoen, a wann een d'Realitéit vun haut objektiv kuckt, da muss ee leider soen, datt si mat hiren deemolege Warnungen net ganz onrecht behalen huet.

Zënter 1962 awer si vun der chemescher Industrie onzähleg nei synthetesch Substanzen a Substanzklassen entwéckelt an am Bauwiesen, a Konsumartikelen an esou virun, op de Marché bruecht ginn. Kee weess haut genau wéi vill, mä et sinn der offiziell iwwer 100.000, an no de Schwéiermetaller an de Pestizide sinn 1962 bis haut zum Deel genausou problematesch Substanzen entwéckelt ginn, vu Léisemëttel iwwer Holzschutzmëttel an Insektiziden, bis hin zu sou genannte Weichmacher, Flammschutzmëttel an esou virun.

An d'Ausbreedung vun all dëse Chemikalië bis an déi entleeënsten a verstoppsten Ecker vun eiser Welt, vun den Amazonasflëss bis an d'Gletscherséie vun Alaska, ass also zënter 1962 monter weitergaangen, an och mir Mënschen als lescht Glidd vun der Nahrungskette sinn haut alleguerte vun der Uräicherung vun esou Substanzen an eisem Organismus betraff.

Am Joer 2004 haten sech beispillhaft eng Partie Europaparlamentarier an duerno och 14 europäesch Ëmwelt- a Gesondheetsministeren zu Budapest Bluttanalysen op verschidde Chemikalië maache gelooss, an d'Resultater dovunner waren alles mä net berouegend!

An hirem Blutt si vu ronn 100 ënnersichte Substanzen der an der Moyenne tësche 40 a 50% erëmfonnt ginn, an dat obschonn d'Bluttanalys eleng sécher net dat bescht Instrument ass fir d'Uräicherung vu Chemikalien am Kierper ze moossen.

Och hei zu Lëtzebuerg hu sech op Initiativ vu Greenpeace e puer Leit, dorënner eisen Ëmweltminister, ënnersiche gelooss, an och bei dësen Analyse konnten eng Partie vun esou problematesche chemesche Réckstänn opgedeckt ginn.

Ass dës Uräicherung an eisem Organismus geféierlech, a wa jo, wéi geféierlech ass si dann? Wat fir Krankheete kënnen eventuell doraus entstoen? Entweder chronesch Erkrankungen, vläicht esouguer Kriibs oder aner Erkrankungen? Ech wäert herno dorobber zréckkommen.

An de Medien an an der öffentlecher Meenung gëtt vu Problemer mat der Chimie meeschtens just geschwat, wann et zu chemesche Katastrophe komm ass, wéi zum Beispill an de 50er Jore Minamata a Japan, Seveso an de 70er Joren an Italien, an den 80er Jore Bhopal an Indien, oder zum Beispill nach d'lescht Joer oder d'virlescht Joer zu Toulouse a Frankräich, wou et zu enger Explosioun do an der chemescher Industrie komm ass.

E gewëssent Interesse, Opmierksamkeet a Bekanntheetsgrad an de Medien an an der Öffentlechkeet kruten och nach esou Skandaler wéi zum Beispill den Holzschutzmëttelskandal an Däitschland, deen haut och nach undauert, virun allem fir déi betraffe Leit undauert, déi haut nach krank sinn, oder zum Beispill de Jorzéngte schonn undauernde Skandal vum Asbest, deen an de kommende Joren nach wäert 10.000 wann net 100.000 vun Doudegen an Europa fuerderen, oder zum Beispill och d'Affäre vun den FCKWen, déi laang Joren zur progressiver Verdënnung vun eiser Ozonschicht gefouert hunn, an doduerjer zu vermehrtem Hautkriibs oder sou genannte Melanomen.

An all dëse bekannte Fäll aus der Vergaangenheet hunn déi betraffe Fabrikanten a chemesch Industrië laang Zäit oder souguer bis haut wéi am Fall vum Bhopal absolut onverantwortlech an deelweis kriminell reagéiert. Si hu sech domm gestallt, si hunn evident a bekannt Risike verniedlecht, si hu jorelaang gemauert, zum Deel well si hir Produkter einfach nach e puer Joer profitabel wollten ofsetzen, oder well si grouss finanziell Entschiedegungsprozesser gefaart hunn. Bref, si hunn oft einfach jorelaang weidergemaach bis si endlech vun der Politik gestoppt goufen, an dat ganz kloer op Käschte vun Ëmwelt an Déierewelt an op Käschte vun der Gesondheet vu ville betraffene Leit.

E lescht aktuellt a rezent Beispill, Dir Dammen an Dir Hären, ass d'Land Nicaragua, an doranner d'Stad Chinandega mat senge Bananneplantagen, wou elo virun dräi Deeg an der internationaler Press ze liese war - ech weisen lech dat hei -, vu Méindeg, dem 27. Juni, wou do zu Dag komm ass, datt 20.000 Leit, déi do an deene Bananneplantagë geschafft hunn, op eng schwéierst Aart a Weis duerch de Pestizid Nemagon an hirer Gesondheet geschiedegt gi sinn. Zum Beispill kënnt do 30-mol méi oft Uteruskriibs vir bei Frae wéi soss a ganz Nicaragua, si Feelgebuerten, Doutgebuerten, Mëssgebuerten, Sterilitéit, Hautproblemer, an 1.000 Leit vun deenen 20.000 si bis haut scho gestuerwen.

Mä och do erëm eng Kéier ass datselwecht Verhale vun de grousse chemesche Multien, an dësem Fall Dow Chemical, Occidental Chemical, Shell an esou virun, an och vun de Bananneplantagëbesëtzer Chiquita an esou virun: Si maache guer näischt; si maachen, wéi wann et si guer näischt géif ugoen, an dat ass eng Affär, déi um Niveau vun esou Saache wéi deenen doten absolut skandaléis ass.

Souwäit, Dir Dammen an Dir Hären, just ee kuerze Résumé an e puer Stéchwierder iwwer e puer méi vergaangen oder rezent Skandaler vun der chemescher Industrie, déi an der Öffentlechkeet, an de Medien eng gréisser Roll gespillt hunn.

Vill manner, nach vill ze vill wéineg bekannt ass awer haut de Risiko, sinn Ëmwelt- a Gesondheetsgefore vun eisem alldeeglechen Ëmgank mat Chemikalien, déi all Dag a ganz niddrege Konzentratioune vun eis iwwert d'Haut, iwwert d'Ootmung oder iwwer eis Ernährung noweisbar opgeholl ginn, an zum Deel noweisbar och an eisem Organismus gespäichert ginn.

Iwwert dësen allgemenge mä och individuelle Gesondheetsrisiko kann engem haut keen Aarbechtsmedeziner an och keen Toxikolog, dee sech e bësse seriö hëlt, eng sécher a berouegend Informatioun ginn. Éischtens, well et iwwer dausende vu Chemikalien, déi haut um Marché sinn, déi a Baumaterialië sinn, déi a Konsumartikele sinn, keng oder héchstens ongenügend Informatiounen an Date gëtt, oder d'chemesch Industrie, wa si esou Daten huet, si bis haut net öffentlech gemaach huet.

E puer Zuele just iwwert dat heitegt Feele vun Informatiounen an Daten: Fir déi wäit verbreetste Substanzen, déi all Joer zu iwwer 1.000 Tonnen hiergestallt a vermaart ginn, sinn et just 14% wou e sou genannte Basisdatensatz öffentlech bekannt ass. Iwwerhaapt keng Informatioun, dat heescht guer keng Daten iwwert d'Chemikalië gëtt et fir ronn 15% dovun. Virun allem iwwert déi sou genannten Altstoffer, dat heescht zéngdausenden, déi virun 1981 schonn hiergestallt a vermaart goufen, gëtt et haut nach nëmme ganz wéineg Informatiounen, an eng ähnlech desolat Situatioun ergëtt sech op der Aarbechtsplaz an der Praxis vum Ëmgank mat sou genannte Gefahrstoffer an de Betriber, wou sou genannte Sicherheitsdatenblätter d'Belegschafte vun de Betriber solle schützen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat nach de leschte Weekend d'Geleeënheet zu Würzburg an Däitschland un engem internationale Kongress iwwer REACH deelzehuelen an do Zuelen ze héieren iwwert d'Qualitéit vun dëse sou genannte Sicherheitsdatenblätter. Vu qualifizéierten Ëmwelt- an Aarbechtsmedeziner ass do gesot ginn, datt just ronn 20% vun deene Sécherheetsdateblieder gutt wieren, 40% géife Feeler enthalen a 40% wiere carrément ongenügend.

A souguer en däitschen Aarbechtsmedeziner vun der chemescher Industrie vun der BASF huet op deem Kongress vu schätzungsweis 20% feelerhaften Informatioune geschwat, an, wat nach méi problematesch ass, hien huet op Statistiken higewisen, wouno an Däitschland just 12% vun de Firmen, déi mat esou Gefahrstoffen ëmginn, doriwwer iwwerhaapt seriö informéiert wieren.

Eng Fro: Sinn dann esou Zuelen eventuell eng Erklärung dofir, firwat datt grad och haut europawäit esou vill Leit op hirer Aarbechtsplaz krank ginn, chronesch krank ginn, eventuell Kriibs kréien, an ëmgekéiert awer europawäit prozentual nëmme ganz wéineg Leit als beruffskrank oder invalid unerkannt ginn, well de Lien zur Expositioun mat Chemikalien net gemaach gëtt oder net ka gemaach ginn? Sinn déi wéineg chemesch bedéngte Beruffserkrankungen, déi als solch unerkannt ginn - hei a Lëtzebuerg sinn et der 2 bis 3%, no de Statistiken -, eventuell nëmmen d'Spëtzt vun engem Äisbierg?

Et muss een ëmmerhi wëssen, datt an Europa ronn 23% vun de Salariéen, dat sinn 32 Millioune Leit, eleng kriibserregende Chemikalien op der Aarbechtsplaz ausgesat sinn. Wéi vill dramatesch Eenzelschicksaler - ech denken zum Beispill un d'Asbestproblematik - si sécherlech domadder verbonnen, mä och wéi vill onnëtz Ausgaben am Gesondheetssecteur a wéi vill Belaaschtunge fir d'Krankekeesen, well et si grad esou chronesch schwéier Erkrankungen, déi an der Behandlung am deierste sinn.

Mä, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net nëmme bei Chemikalien, déi op der Aarbechtsplaz eenzel oder a Kombinatiounscocktailen zum Asaz kommen, wou haut de Schong dréckt. Ech hat am Ufank drop higewisen, datt allgemeng, dat heescht insgesamt an eiser Ëmwelt, an der Otemloft, de Biedem, de Gewässer, Nahrungsmëttel, Kleeder, Baumaterialien, Miwwel, Kosmetik, ëmmer méi Chemikalien am sou genannte Niedrigdosisberäich enthale sinn, ënner anerem och an eise Wunnengen, am Hobbyberäich an esou virun.

A well dës Chemikalien doranner net permanent festgebonne bleiwen, trieden se ënner bestëmmte Konditiounen, Temperaturbedingunge beispillsweis, aus, a féieren zur Belaaschtung vun allem, wat mir zu engem gesonde Liewen awer bräichten, nämlech eng gesond Loft fir ze ootmen, eng gesond Ernährung an esou virun. An dës Belaaschtung erkläert och déi Uräicherung mat esou Substanzen an eisem Organismus, wou haut kee seriöen Toxikolog méi ka behaapten, esou Chemikaliecocktaile wieren absolut onbedenklech. Héchstens kann haut dozou gesot ginn, datt mer iwwert déi Gesondheetsrisiken ze wéineg wëssen.

Zwee Aspekter erlaben haut awer dovunner auszegoen, datt déi emfaassend Presenz an Uräicherung vu Chemikalien negativ Konsequenzen op eis Gesondheet huet. Éischtens epidemiologesch Daten, op déi sech och d'Europäesch Kommissioun baséiert huet, fir REACH auszeschaffen, an déi noweisen, datt zum Beispill Asthma an Allergien an deene vergaangenen zwee, dräi Jorzéngte ganz staark zougeholl hunn a weider nach zouhuelen.

Datselwecht gëllt fir verschidde Kriibszorten, zumools fir hormonell bedéngte Kriibszorte wéi Broschtkriibs, Hodekriibs, Prostata an esou virun, déi mat hormonell wierksame Chemikalien, de sou genannten „endocrin disrupters", a Verbindung bruecht ginn. Dozou gehéiere vill Pestiziden an aner chloréiert oder broméiert Substanzen, déi eis ëmginn.

Et gëtt an dëser Ëmweltepidemiologie och nach higewisen op eng Zounahm vun Hirntumoren a Leukämie, virun allem bei Kanner, all Joer ëm 1 bis 1,5%. Et ginn och haut ëmmer méi Liene gesinn tëschent der chronescher Expositioun mat Chemikalien an neurodegenerativen Erkrankunge wéi Alzheimer oder Parkinson oder neuropsychiatreschen Entwécklunge wéi Depressioun, Hyperaktivitéit bei Kanner, Autismus bei Kanner an esou virun. Schliesslech schéngt och d'Chimie eng gréisser Roll dobäi ze spillen, datt haut ronn 15% vun alle Koppelen an Europa keng Kanner méi kënne kréien.

Zweete Punkt: Niewent epidemiologeschen Date gëtt et och ëmweltmedezinesch Erfahrungen an och Schätzunge vu kritesche Wëssenschaftler, an do spillen natierlech keng Grenzwäerter aus der Aarbechtsmedezin oder aus der Akuttoxikologie eng Roll, mä do gëtt als Ausléiser vu Krankheete virun allem e Mix aus immunologesche Mechanisme genannt, haaptsächlech Inflammatioun, genetesch ongënschteg Konstellatiounen, individuell Susceptibilitéite vun den eenzelne Leit, altersgeschwächt an esou virun.

Laut Ëmweltmedeziner, déi zum Beispill och vum 13. bis de 15. Juni bei eiser Lëtzebuerger Konferenz iwwer Ëmwelt a Gesondheet hei zu Lëtzebuerg dobäi waren, géifen ëmmer méi Leit ëmmer méi empfindlech op niddreg Konzentratioune vu Wunngëfter, Pestiziden, Schwéiermetaller an esou viru reagéieren, an eng Partie vun hinnen, déi sou genannt MCS-Krank, „multiple chemical sensitivity", géife souguer op extrem niddreg Konzentratioune vun all deene Produite reagéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, wat synthetesch-chemesch Substanzen alles bei der Gesondheet kënnen uriichten, sief un engem leschten, mä beonrouegende Beispill erläutert, an zwar um Beispill vun Intelligenz- a Gehirproblemer vun eise Kanner. Do misste vläicht grad och emol d'Schoulpolitiker hei am Sall e wéineg nolauschteren.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

D'lescht Joer am Juni huet eng Etüd vum WWF, dem World Wide Fund For Nature, nei wëssenschaftlech Etüden zesummegefaasst, déi noweisen, datt neurotoxesch, dat heescht gehirschiedegend an nerveschiedegend wierkend Chemikalien d'Intelligenz vun de Kanner géifen aschränken. Vum Bläi ass dat bekanntlech schonn zënter 20 Joer mindestens bekannt, mä zum Beispill och PCBen, déi extrem laanglieweg sinn, a vun deene mer scho virun dräi Joer hei geschwat hunn, well d'Fësch an eenzelne Flëss domadder belaascht sinn, oder zum Beispill och broméiert Flammschutzmëttel, déi sech an Televisiounsapparater, Computeren, Videoen an esou viru befannen a vun do kënnen ausgasen, oder an Autossëtzer, a Polstermiwwel, oder souguer a Matratzen, gehéieren nieft villen aneren zu neurotoxesch wierksame Chemikalien.

An, Dir Dammen an Dir Hären, kuckt lech emol am Rapport d'activité vum Ministère vun der Santé a vum Statslabo un, wéi oft vun eiser Lëtzebuerger Ëmweltambulanz, déi mat beschränkte Mëttel awer eng ganz gutt Aarbecht mécht, zum Beispill esou neurotoxesch Flammschutzmëttel a Kannermatratzen oder a Polstermiwwel fonnt ginn.

An déi Ëmweltambulanz gëtt bekanntlech just vum Dokter an en Haus bestallt fir ze moossen, wann onerklärlech an net therapéierbar Gesondheetsproblemer, zum Beispill stännegen Houscht, Asthma oder bestänneg Infektiounen, virleien, déi dann awer, wann déi Analyse gemaach gi si vun der Ëmweltambulanz a wann eppes fonnt ginn ass, a ganz ville Fäll verschwannen, wann déi inkriminéiert Miwwelstécker oder zum Beispill déi Kannermatratzen duerch onbelaaschtener ersat gi sinn.

Do kënnt Der nofroen an der Praxis vun der Ëmweltambulanz. Si huet eng ganz Rëtsch vu Fäll, wou beispillsweis Kannermatratzen zu Asthma an zu Otemweeproblemer gefouert hunn, a 14 Deeg nodeem déi Matratzen ewechgeholl gi sinn an duerch onbelaaschtener ersat gi sinn, sinn op eng Kéier och d'Otemweeproblemer bei deene Kanner fortgaangen.

Wat awer seet eis déi WWF-Etüd méi genau iwwer neurotoxesch Chemikalien an eventuell Gehirschied bei Kanner? Ech zitéiere just kuerz dorauser: „Die Erkenntnisse offenbaren in erschreckender Weise, dass Chemikalien, denen wir alle ausgesetzt sind, die Gehirnentwicklung und die Motorik von Kindern schädigen können, und zwar schon in Konzentrationen, die bereits im menschlichen Blut nachgewiesen wurden."

Et gëtt do geschwat vu weltwäite Beobachtungen u Kanner, an niewent méi schwaache Gedächtnisleeschtungen, verminderte visuelle Erfahrungscapacitéiten a méi niddregen Intelligenzquotiente gëtt do och bericht iwwer neuropsychiatresch Verhalensstéierungen, wéi zum Beispill wat ech gesot hunn, Autismus, Hyperaktivitéit, Opmierksamkeetssyndromer, bei deene gläichfalls also eng Belaaschtung schéngt mat eng Roll ze spillen.

En héichkarätege Wëssenschaftlergremium aus den USA huet geschat, datt ronn 10% vun allen neurologesche Stéierunge ganz oder deelweis duerch Chemikalië verursaacht wieren. An an engem Presseinfo vun deemselwechte WWF vum 8. Juni 2004, ënnert dem Titel „Verdummen Chemikalien unsere Kinder?", warnt also dës grouss weltwäit täteg Ëmweltorganisatioun virun der Neurotoxicitéit vu villen alldeeglech presente Chemikalien a verlaangt, datt d'chemesch Industrie déi geféierlechst vun esou Stoffer endlech aus de Produkter eraushëlt, an datt déi europäesch Politik méi schnell wéi bis elo misst virsiichteg handelen nom Principe de précaution, fir esou Substanzen ze verbidden an duerch manner problematescher ze ersetzen.

Dir Dammen an Dir Hären, wann ech elo gläich méi konkret op den techneschen Inhalt vu REACH ze schwätze kommen, well REACH wëllt vum Prinzip hier jo déi negativ Konsequenze vun all deene Chemikalien op Ëmwelt a Gesondheet besser an de Gréff kréien, an dat Zil ënnerstëtze mir als Gréng selbstverständlech, da muss ech op dëser Plaz awer gläich aschränkend soen, datt engersäits bei REACH dës neurotoxesch Gesondheetsrisiken iwwerhaapt emol net matconsidéréiert ginn, wat eng vun de grousse Schwächten ass vu REACH, an datt zum Zweete bei REACH och zum Beispill déi virdrun erwähnten, nei wëssenschaftlech Methode bei der Risikoanalys, zum Beispill immunologesch Analysen, genetesch Analysen, individuell Susceptibilitéitsanalysen an anerer iwwerhaapt net zum Droe kommen, wat och eng weider entscheedend Schwächt vum REACH-Programm ass.

Esou datt trotz REACH, an och wann an zwielef Joer, am Joer 2017, de Registréierungsprozess endlech ofgeschloss soll sinn, bis dohin an och nach duerno weiderhi Gesondheetsproblemer duerch synthetesch Chemikalië wäerte viru bestoen; ofgesinn emol vun der Tatsaach, datt den Délai fir eng ofschléissend Registréierung eréischt an zwielef Joer, am Joer 2017, och net grad eng attrayant Perspektiv ass. Op dësen zwee Punkten ënner anerem misst REACH, wann et dann hoffentlech en dynameschen a lernfäege Prozess soll sinn, op jidde Fall nogebessert ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, trotz dëse méi fundamentalen aus Siicht vum Gesondheetsschutz wichtege Kritiken un där virleiender Versioun vu REACH ass et urgent, datt de REACH-Prozess endlech ufänkt an a Gang kënnt.

Fir déi heibannen oder dobaussen, déi elo net wësse wat REACH genau heescht, sief kuerz erwähnt, datt REACH ofgeleet ass vun den englesche Wierder „registration" also Enregistrement, „evaluation" also Risikoaschätzung an „authorisation of chemicals" also der Maartzouloossung vu Chemikalien.

Vereinfacht ausgedréckt ass REACH also eng nei oder iwwerhaapt emol eng méi emfaassend europäesch Chemikaliëgesetzgebung, wou et also un éischter Plaz emol ëm den Enregistrement geet, dat heescht ëm eng Bestandsopnahm vun de Chemikalien, virun allem vun deene ronn honnertdausend, déi scho virun 1981 um Marché waren. Nom schrëttweisen Enregistrement soll et dann - wann néideg -schrëttweis zur Evaluatioun, dat heescht zur Risikoaschätzung an dann eventuell zur definitiver Zouloossung oder awer zu Aschränkungen oder eventuell zu Verbueder kënne kommen. D'Zilsetzung vu REACH kënne mir also nëmme begréissen.

Wat de genauen definitiven Inhalt vu REACH ubetrëfft, deen eréischt am Joer 2006 ënner éisträichescher Présidence wahrscheinlech wäert ofgeschloss kënne ginn, sou wëlle mer do awer ofwaarden, wat finalement bei REACH erauskënnt. Virun allem fir ze gesinn, ob et der chemescher Industrie geléngt REACH nach weider ze verwässeren, wéi dat bis haut schonn de Fall ass, oder awer ob et ëmgekéiert den ONGe vun Ëmwelt a Gesondheet an den europäeschen Dokteschorganisatiounen, de Gréngen an de fortschrëttlechen anere Kräften am Europaparlament geléngt, déi elo virleiend verwässert REACH-Versioun erëm op- oder nozebesseren, datt dat Ganzt iwerhaapt e Sënn mécht.

Wa REACH wierklech an de kommenden zéng an 20 Joer endlech e wesentleche bessere Schutz vun Ëmwelt a mënschlecher Gesondheet soll garantéieren, da si mir do als Politiker alleguerte gefuerdert a virun allem och eis sechs Europapolitiker. An dann dierft et eigentlech net sinn, datt en Deel vun hinne reng industrieorientéiert Amendementer, wéi se zum Beispill vun engem CDU-Représentant, dem Här Nassauer vun der hessescher CDU virubruecht ginn, och nach ënnerstëtzt.

Dir Dammen an Dir Hären, de REACH-Prozess ass mat dësem Dag, mat dëser Interpellatioun zu REACH nach laang net eriwwer. Eis Lëtzebuerger Présidence mat hirer Equipe ëm den Här André Weidenhaupt a mat der Madame Joëlle Welfring huet u sech bis elo eng wäitgehend ganz gutt an zolidd Aarbecht gemaach. Mä elo an de kommende sechs bis zwielef Méint komme mer an déi leschte Ligne droite virun der Entscheedung. A mir wäerten als Gréng genauestens verfollege wat sech an den zoustännege Kommissioune vum Europaparlament wäert dinn a mir wäerten op jidde Fall och genauestens d'Ofstëmmverhale vun eise sechs Europaparlamentarier verfollegen, fir an der Öffentlechkeet duerzestellen, wien aktiv fir Ëmwelt a Gesondheet antrëtt a wien ëmgekéiert just d'Positioune vu grousse chemesche Konzerner op Käschte vun Ëmwelt a Gesondheet énnerstëtzt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat dës Interpellatiounsdemande scho virun e puer Méint agereecht, fir ze wësse wéi d'Lëtzebuerger Présidence den Dossier REACH iwwerhaapt wéilt ugoen. Wa se elo eréischt um Schluss vun der Lëtzebuerger Présidence haut hei an der Chamber ka stattfannen, sou ass dat awer u sech guer kee Problem, well éischtens déi décisive Endphas vun den Debatten am Europaparlament an am Conseil eréischt am Hierscht an am Wanter wäert stattfannen an zweetens well et wichteg ass, datt d'Lëtzebuerger Regierung och no senger Présidence am Europäesche Conseil weiderhin eng fortschrëttlech an eng responsabel Haltung anhëlt.

Dofir wäert ech zum Schluss vu menger Interventioun och e puer Motioune virleeën, déi engersäits sollen hëllefen déi aktuell Versioun vu REACH erëm e wéineg ze verbesseren oder nozebesseren an déi anerersäits sollen dofir suergen, datt Lëtzebuerg sech uerdentlech virbereet op déi Situatioun wa REACH definitiv a Kraaft trëtt, well dann op eis Regierung eng ganz Partie vun Evaluatiounen, dat heescht vu Risikoaschätzungsfuerderungen, mä och vu Berodungsufuerderunge vu Lëtzebuerger Entreprisen, haaptsächlech vu klengen a mëttleren Entreprisen, vu PMEen, wäerten zoukommen.

Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach e puer lescht Zuelen a Meenunge virzeweise firwat REACH längst iwwerfälleg ass, firwat et am Fong e risege Skandal ass, datt domadden net scho viru 25, 30 Joer oder méi Joren ugefaange ginn ass.

Laut den Aussoe vun der OCDE - an dat si bekanntlech jo net onbedéngt Ökofundamentalisten - vum Programme sur les produits chimiques aus dem Joer 2000 - dee Programm huet 74 Säiten - gëtt et «des milliers de produits chimiques utilisés dans le monde dont les risques n'ont pas fait l'objet d'une évaluation approfondie». Do gëtt geschwat vu ronn 4.000 chemesche Substanzen, déi weltwäit a Quantitéit vun iwwer 1.000 Tonne pro Joer géife vermaart ginn an ech zitéieren nach eng Kéier: «À la fin de 1999» also viru knapp fënnef Joer «quelque 150 évaluations de substances chimiques produites en grande quantité étaient terminées, 250 autres étaient en cours.»

Also vun deene 4.000 weltwäit am meeschte verbreete Substanze si just 150 Risikoaschätzungen do. An esou kënnt et dann och zur Konklusioun vun der OCDE, d'selwecht wéi bei REACH, ech zitéieren nach eng leschte Kéier: «Les données sur la toxicité des substances pour l'environnement et la santé publique devraient être disponibles en 2020.» Dat heescht vum Datum vum OCDE-Bericht aus dem Joer 2000 a ronn 20 Joer.

Datt dës onhaltbar Situatioun esou laang, dat heescht bei REACH bis mindestens den Zäitraum 2016-2017 kann undaueren, ass sécherlech skandaléis vu Säite vun de grousse chemeschen Industrien, mä och vu Säite vun der virherrschender Politik europa- a weltwäit, well d'Rachel Carson a sengem Buch „Der stumme Frühling" 1962 scho virun deenen negative Folge gewarnt huet; a si war net déi Eenzeg. Déi ganzen Zäit - iwwert déi lescht 20, 30 Joer - hunn och aner Leit, Wëssenschaftler, Toxikologen, Biochemiker, Biologen an och ONGen ëmmer erëm do virdru gewarnt, mä déi chemesch Konzerner sinn einfach ëmmer erëm gewäerde gelooss ginn, si konnten ëmmer weider an ëmmer nei synthetesch Substanzen entwéckelen an op de Maart bréngen, egal ob se ëmwelt- a gesondheetsschiedlech waren oder net.

Well dat bis haut esou war - an dat seet souguer d'Europäesch Kommissioun an enger Iddi méi diplomatesche Wierder, wéi ech elo hei, an hirem Wäissbuch iwwert d'Chemikalië vum Februar 2001, an dëst Wäissbuch ass jo bekanntlech d'Grondlag vum REACH-Prozess -, dofir ginn haut ëmmer méi Krankheeten a Verbindung bruecht mat onkontrolléierten sech ausbreedende Chemikalien.

Am Anhang I vun dësem Kommissiounswäissbuch gëtt beispillsweis méi genau op eng Krankheet higewisen, nämlech op Allergien, déi bekanntlech ëmmer méi zouhuelen. Zitat aus deem Wäissbuch vun der Europäescher Kommissioun: „Allergiekosten werden in Europa auf 29 Milliarden Euro pro Jahr geschätzt. Chemikalien dürfen hier durch direkte Auslösung von Allergien oder durch Erhöhung der Empfindlichkeit gegenüber natürlichen Allergenen, zum Beispiel Pollen, eine wichtige Rolle spielen. Eine US-Studie hat gezeigt, dass die Häufigkeit von Asthma seit den 70er Jahren um 40% gestiegen ist. Wenn dank der neuen REACH-Strategie nur ein Bruchteil dieser 29 Milliarden Euro an Allergiekosten gespart werden kann, wären die Kosten der Strategie bereits gedeckt."

A mir wëssen alleguerten, datt bis viru kuerzem an deelweis bis haut nach vu munche Chemiehiersteller geklot gëtt, REACH wier fir si vill ze vill deier; eng Ausso, déi awer spéitstens no enger kierzlech vun der Industrie selwer gesponsorter Etüd, der KPMG-Etüd, absolut onseriö ginn ass.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hat virdru gesot, datt ëmmer scho Wëssenschaftler gewarnt hunn, mä haut ginn déi Warnungen ëmmer méi haart an ëmmer méi emfaassend. Esou ass net méi spéit wéi d'lescht Joer zu Paräis en dramateschen Appel vun internationale Wëssenschaftler lancéiert ginn, de sou genannten „Appel de Paris" an hei ass deen Appel, ech hunn e matbruecht, an en heescht „Déclaration internationale sur les dangers sanitaires de la pollution chimique".

Doranner gëtt nach eng Kéier schärfstens gewarnt virun dëse Geforen an de bisherege Laisser-aller a Saache Vermaartung a Verbreede vu Chemikalië gëtt verueerteelt. Et gëtt do gewarnt virun ëmmer méi Kriibs, ëmmer méi Sterilitéit an ëmmer méi Missbildungen, virun ëmmer méi Allergien an Otemwee-Erkrankunge wéi Asthma. Et gëtt do gewarnt virun enger weiderer Zounahm vun den neurodegenerativen Erkrankungen an Erkrankunge vum Imunsystem. Et gëtt och gewarnt viru Gefore fir Ëmwelt a fir eise Klima an et kënnt dann zum Schluss vun dësem Appel de Paris zu folgender Deklaratioun an dräi Artikelen, déi ech lech wëll zitéieren; si si ganz kuerz:

«Nous, scientifiques, médecins, juristes, humanistes, citoyens, convaincus de l'urgence et de la gravité de la situation, déclarons que,

Article 1: Le développement de nombreuses maladies actuelles est consécutif à la dégradation de l'environnement

Article 2: La pollution chimique constitue une menace grave pour l'enfant et pour la survie de l'homme

Article 3: Notre santé, celle de nos enfants et celle des générations futures étant en péril, c'est l'espèce humaine qui est elle-même en danger.»

Dir Dammen an Dir Hären, dat kléngt ganz dramatesch, mä déi éischt Ënnerzeechner vun dësem Appel waren nëmme Wëssenschaftler a Medeziner, dorënner bis haut ronn eng Dosen Nobelpräisträger, dorënner och de Kofi Annan, an dorënner den Daachverband vu sämtlechen europäeschen Dokteschorganisatiounen. Nodréiglech hunn och vill besuergte Politiker, ONGen an esou viru, sech dësem Appel vum Mee 2004 ugeschloss, esou dass am Moment praktesch eng Millioun Leit deen Text schonn ënnerschriwwen hunn.

Niewent hiren dräi Deklaratiounen, an dat huet grad och mam virleiende Projet REACH ze dinn, verlaangen dës Wëssenschaftler a Medeziner e puer konkret Mesuren, vun deenen ech just déi wichtegst hei ka résuméieren:

Éischt Mesure: De sofortege Verbot vun alle Substanzen, déi wëssenschaftlech nogewise kriibserreegend sinn, déi zu genetesche Veränneruge féieren oder déi d'mënschlech Fruchtbarkeet a Fro stellen, an d'Uwendung vum Substitutiounsprinzip bei all deene Substanzen.

Zweet Mesure: D'Uwendung vum Principe de précaution bei alle chemesche Produkten a Substanzen, déi ganz laanglieweg, dat heescht persistent sinn, déi sech uräicheren an déi toxesch sinn. An evidenterweis och vis-à-vis vun deene Substanzen, déi héich persistent an héich uräicherungsfäeg sinn, an dëst ouni nach länger ze waarde bis 100%eg oder 101%eg sécher nogewisen ass, datt dat esou ass. Well et géing drëm goe fir preventiv irreversibel Gefore fir Ëmwelt a Gesondheet ofzewieren.

D'Risikoaschätzung, dat heescht d'Evaluatioun an déi eventuell Festleeung vu Grenzwäerter, wann net direkt op all dës Substanze kéint verzicht ginn, misst sech dann awer op jiddfer Fall orientéieren un den empfindlechste Liewewiesen, an dat wiere kleng Kanner an de Fötus während der Schwangerschaft.

An enger drëtter Mesure gëtt gefuerdert, datt europawäit schnellstens konkret chiffréiert Réductiouns- a Substitutiounspläng missten erstallt ginn, esou wéi dat zum Beispill Schweden, Dänemark an Norwegen viru Jore scho gemaach hunn, par rapport zum Asaz vu Pestizidien. An datt schnellstens Alternative missten erschafft an op de Marché bruecht ginn.

Si plädéiere weiderhi fir eng méi grouss an emfaassend penal a finanziell Haftung vun de grousse chemeschen Entreprisen a fir eng international Juridictioun an dësem Sënn.

An enger sechster a leschter Mesure plädéieren se am europäesche Kader vu REACH fir eng drastesch Verschäerfung a Verstäerkung vun der virleiender Versioun vu REACH a fir eng absolut Prioritéit vum Virsuerge- a vum Substitutiounsprinzip.

Esouwäit, Dir Dammen an Dir Hären, dësen Appel.

Ech hat virdru schonn erwähnt, datt REACH eng ganz emfaassend komplex a komplizéiert Matière ass, an ech mengen, datt et hei op dëser Tribün net nëmmen aus Zäitgrënn net Plaz ass an och net méiglech ass, op all Detailer, op all Zuelen an op all méi technokratesch Beschreiwungen anzegoen. Ech wëll an ech kann dat dofir just a ganz groussen Zich hei erklären.

Eleng scho fir d'Komplexitéit an den ëmstriddene Charakter vu villen eenzelnen Dispositiounen ze illustréieren, wéilt ech drop hiweisen, datt nodeem d'chemesch Industrie et fäerdeg bruecht huet, mat Hëllef vu Blair, Schröder a Chirac, déi éischt Versioun vu REACH ofzeschwächen an op wichtege Punkten ze verwässeren, elo par rapport zu dëser Versioun, zu dëser verbesserter Versioun nach weiderhi ronn 5.000 Amendementer am Europaparlament virleien, déi an 20 Sprooche mussen iwwer-

sat ginn. Eleng an der Ëmweltkommissioun vum Europäesche Parlament sinn et der ronn 1.200. Datselwecht gëllt fir d'Industriekommissioun. An der Kommissioun fir de Binnemarché leien 900 Amendementer vir, an der Kommissioun fir d'Ekonomie sinn et der 450, an da kommen der och nach aus fënnef oder sechs weidere Kommissiounen.

Wat finalement dobäi wäert erauskommen, ass am Moment nach guer net ofzegesinn. Mä dat wäert ofhänke vun de majoritäre Positiounen an deene verschiddene politesche Fraktiounen. Woubäi haut scho kloer schéngt, leider, datt déi Haaptbremser vu REACH aus de Reie vu konservative Chrëschtdemokraten an Deeler vun de Liberale kommen. Esou huet zum Beispill eleng deen Här Nassauer, vun deem ech virdru scho geschwat hunn, vun der CDU, 267 industrieinspiréiert Amendementer erabruecht, während ëmgekéiert den Här Sacconi, de sozialistesche Rapporteur am Ëmweltausschuss, eng Verstäerkung a Verbesserung vun där aktueller REACH-Versioun wëllt erreechen.

Wat ass ëmstridden? Ëmstridde bleiwen haut esou wichteg Froe wéi d'Virsuergeflicht vun de Chemiehiersteller par rapport zu all hire Produkter oder de Prinzip vun der noutwendeger Autorisatioun a Substitutioun, wann Alternative verfügbar sinn.

Ëmstridden ass och de Stellewäert vun Déiereversich, fir de Gesondheetsrisiko beim Mënsch kënnen anzeschätzen. Vu ville Säiten, och vun de Gréngen, gëtt verlaangt, datt et do schnellstens zu enger drastescher Miniméierung an zum Iwwerhuele vun alternative Methoden, zum Beispill vu mënschlechen Zellkulture muss kommen. A grad och hei zu Lëtzebuerg duerch d'Efforte vun der ALPA an deene leschten zéng Joer sinn do interessant Entwécklungen amgaangen, wouzou een d'ALPA muss félicitéieren.

Ganz ëmstridde bleift och d'Fro, awéiwäit wat fir oder wéi vill Date musse geliwwert gi bei enger Substanz, déi quantitativ net grad esou an d'Gewiicht fält, vun där „just" 1 bis 10 to pro Joer a Produzent op de Marché kënnt. An eisen Ae missten och do, well et sech och do ëm problematesch Stoffer kann handelen, zumindest seriö Basisdaten op den Dësch kommen.

Deeselwechte Sträit gëtt et och par rapport zur Dateliwwerung a Risikoaschätzung vu Substanzen, déi niewent aneren a fäerdege Produkter a Konsumartikelen enthale sinn, an dat och wa se zum Beispill an d'Europäesch Unioun importéiert ginn.

Ëmstridde bleiwe bei der Registréierung och déi zäitlech an déi substanzbezunne Prioritéiten, a finalement gëtt et och nach Sträit doriwwer, awéiwäit d'chemesch Industrie d'Recht soll behalen, bestëmmten Daten däerfe geheim ze halen, oder inwiewäit ëmgekéiert d'Uwender an och d'Ennverbraucher, dat heescht de Konsument, d'Recht op Informatioun, dat heescht op e seriöen Etiquetage vun alle Produkter soll zougestane kréien.

Vum Spéitsummer un a virun allem am September sollen d'Décisiounen an deene wichtegsten, an de fiederféierende Kommissioune vum Europaparlament falen. Am Oktober soll dann eng éischt Liesung an der Plénière vum Europaparlament stattfannen, an duerno wäert dann Enn des Joers och nach den Europäesche Conseil Stellung bezéien, duerno d'Europäesch Kommissioun versichen eng nei Versioun ze maachen, ier et dann 2006 méiglecherweis zur definitiver REACH-Versioun wäert kommen.

Am Résumé also nach eng Kéier: Déi wichteg Zilsetzunge vu REACH, esou wéi dat am Kommissiounswäissbuch gefuerdert gouf, ënnerstëtzen déi Gréng selbstverständlech, well si an eisen Aen elementar Viraussetzunge fir eng endlech besser Ëmwelt- a Gesondheetspolitik sinn.

Et si virun allem zwee grouss Prinzipien, déi do vu Wichtegkeet sinn: Éischtens datt esou schnell wéi méiglech all Informatiounen iwwert d'Risikopotenzial vun de chemesche Substanzen a Produkter mussen op den Dësch kommen an datt d'Beweislaascht am Konfliktfall och ëmgekéiert gëtt.

Bis elo hunn d'Behörde misse beweisen, ob eng Substanz schiedlech wier oder net; elo soll hei d'Beweislaascht ëmgekéiert ginn. Dat ass u sech eng gutt Saach, wann dobäi allerdéngs nach eng onofhängeg drëtt Kontrollinstanz ageschalt gëtt, fir och esou Saachen ze kontrolléieren.

An deen zweete Prinzip, dee bei REACH soll gëllen, deen och ganz gutt ass, dee mer och ënnerstëtzen, deen ass, ech wëll mol soe wéi en op Englesch genannt gëtt: „no data - no market", wat fir eis e ganz wichtege Prozess ass. Dat heescht, wa vun de chemeschen Industrië keng oder keng zefridde stellend Informatioune geliwwert ginn, kann et och net zur Evaluatioun an zur Genehmegung vun enger Substanz kommen. Dat sinn déi zwee wichtegst Prinziper vu REACH, déi mer also ënnerstëtzen, an déi wierklech e Fortschrëtt sinn.

Déi grouss chemesch Industrie hat am Ufank - e kuerzen Historique - eng Zäit laang heftegst Lobby-Aarbecht gemaach fir REACH ganz zu Fall ze brëngen, wat dunn awer net méiglech war. Duerno huet se mat der Erpressung vun Delokalisatioun an Ofbau vun Aarbechtsplaze versicht Drock ze maachen, fir de REACH-Projet op wichtege Punkten ze verwässeren. An dës Lobby-Aarbecht geet och haut nach virun, fir méiglechst wéineg Informatiounen ze liwweren a fir méiglechst wéineg gefäierlech Substanze mussen ze substituéieren a vum Maart ze huelen. E wierklechen Ëmwelt-, Verbraucher-a Gesondheetsschutz schéngt do häerzlech wéineg eng Roll ze spillen.

Et muss een allerdéngs ëmgekéiert och positiv ervirhiewen, datt net all Industrie, net all Firma esou stur ass. Sou huet sech während de REACH-Diskussiounen erausgestallt, datt eng Partie, zum Beispill nordeuropäesch Firmen, oder och asiatesch grouss Firmen duerchaus opgeschlosse waren, fir direkt ze reagéieren a gefäierlech chemesch Substanzen aus hire Produiten erauszehuelen.

Och vun Uwenderfirmen, deene sou genannten „down users", déi vun de grousse chemesche Firme beliwwert ginn, komme lues a lues positiv Signaler. Esou huet zum Beispill kierzlech nach déi europäesch Bauindustrie, déi an Europa ronn 26 Milliounen Aarbechter beschäftegt, an engem rezente Positiounspabeier REACH begréisst a gefuerdert, datt d'REACH erëm misst opgebessert ginn, fir ze garantéieren, datt gefäierlech Substanzen a Produitë géife substituéiert an duerch Alternativen ersat ginn. An och d'kosmetesch Industrie aus Europa, d'Colipa, huet REACH begréisst a fäert souguer, datt hir Produiten net ënnert d'REACH-Veruerdnung géife falen.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass wichteg, datt d'Uwender, d'Utilisateursfirme vu Chemikalien a Produkter, also déi Firmen, déi tëschent der chemescher Industrie an dem Endverbraucher mussen operéieren, ufänken ze erwächen. Ënnert hinne gëtt et gréisser Firmen, mä grad och vill Mëttel- a Klengbetriber, a grad si geroden a Konflikt mat de Verbraucher, wa gefäierlech Substanzen an Alldagsproduiten oder a gängege Konsumartikele virkommen. An dat ass jo leider haut ëmmer méi heefeg de Fall, esou wéi mer dat duerch d'Aarbecht vun eiser Ëmweltambulanz hei zu Lëtzebuerg eleng kënne feststellen.

Wa REACH a Kraaft ass, da misst an eisen Aen op jidde Fall eis Regierung eng Zort „task force", eng Cellule de compétence asetzen, déi sech domadder géif beschäftegen, fir engersäits dësen Uwenderbetriber, virun allem de PMEe berodend ze hëllefen, a fir gläichzäiteg all aner Froen och ze behandelen, déi vun där neier europäescher Chemikalienagence zu Helsinki herno wäerten op eis zoukommen, zum Beispill eis Presenz an europäeschen Expertëgruppen an d'Mataarbecht mat dëser Agence, oder och déi eventuell Evaluatiounsflichte vu chemesche Substanzen, déi kéinten op eis zoukommen.

An dësem Sënn wëll ech och hei eng Motioun abréngen, déi ech bis elo eleng ënnerschriwwen hunn, wou ech aner Fraktioune gefrot hunn, ob se da bereet wieren se ze ënnerstëtzen. Ech hunn hinnen och eng Kopie dovunner ginn. Hei ass also déi Motioun, Här President.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'évolution en cours du processus REACH et que le vote définitif sur REACH aura lieu probablement en 2006;

- considérant que notre pays devra alors faire face dans l'après-REACH à de nouveaux défis non négligeables;

- considérant que les firmes utilisatrices de produits chimiques et notamment les PME auront besoin d'informations détaillées et de conseils adéquats;

- considérant, d'autre part, que la collaboration prévue de notre pays avec l'Agence européenne pour les produits chimiques située à Helsinki exigera de la part de nos administrations un engagement sérieux relatif à la participation dans les comités d'experts et dans le travail d'évaluation de produits chimiques;

- considérant que dès maintenant un «Practical Preparation Programme» pour REACH vient de commencer ses travaux et que le Luxembourg a intérêt à y collaborer dès le début;

invite le Gouvernement

- à se donner de suite les moyens budgétaires et de personnels compétents nécessaires afin d'être à même de répondre à ces nouveaux défis;

- à mettre en place une «cellule de compétence» travaillant activement dans ce sens.

(s.) Jean Huss.

Dir Dammen an Dir Hären, an enger zweeter Motioun wéilt ech nach eng Kéier op déi wichtegst Punkten zréckkommen, wou mir mengen, datt déi aktuell REACH-Versioun misst nogebessert ginn. Ech hunn do just e puer Punkten erausgeholl - et hätt een nach vill méi kënnen erwähnen - an ech hu versicht, déi an enger Motioun festzehalen, an där d'Regierung invitéiert gëtt, an deem zukünftege Prozess an deenen nächste Méint sech um europäesche Plang dofir anzesetzen, fir datt wierklech déi gefäierlechst Produkter verbuede ginn, wann Alternativen do wieren, oder datt mindestens hiren Usage an der Zäit misst limitéiert ginn.

Fir och eng Partie Substanze mat an den Evaluatiounsprozess eranzehuelen, zum Beispill Substanzen, vun deenen ech scho virdru geschwat hunn, neurotoxesch Substanze beispillsweis, an och fir datt de Public wierklech e seriöt an emfaassend Informatiounsrecht kritt. Sou Saachen hunn ech do dragesat. Ech hunn der e puer nëmmen erausgeholl. Dat ass also och eng Motioun, déi an déi Richtung soll goen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que les substances préoccupantes devraient être interdites si des alternatives plus sûres sont disponibles;

- considérant qu'un grand nombre de substances toxiques, neurotoxiques ou allergènes ne sont toujours pas répertoriées dans la catégorie des substances extrêmement préoccupantes;

- considérant que la sûreté des produits chimiques importés n'est pas toujours garantie;

- considérant que le public n'est pas suffisamment informé sur les produits chimiques existants, ne permettant pas de porter un jugement avisé, de comparer les produits aux alternatives disponibles et d'effectuer un acte d'achat éclairé;

- considérant qu'un certain nombre d'informations indispensables, notamment le nom des auteurs de l'enregistrement, les catégories de tonnage et les données concernant l'exposition ou encore les fiches de données de sécurité permettant de tracer les produits préoccupants tout au long de la chaîne de fabrication, restent confidentiels;

invite le Gouvernement

- à agir au niveau européen afin:

d'interdire les substances préoccupantes si une alternative plus sûre est disponible;

de limiter l'usage des substances préoccupantes dans le temps;

de soumettre un plus grand nombre de substances à la procédure d'autorisation, notamment celles contenant des allergènes cutanés et respiratoires puissants ou affichant une neurotoxicité et immunotoxicité;

de garantir la sûreté de tous les produits, y compris les produits importés;

de renforcer le droit à l'information du public sur l'usage de substances dangereuses dans les produits par un étiquetage adéquat;

de faire appel à des stratégies limitant strictement l'expérimentation animale et promouvant des méthodes alternatives;

de lancer une campagne d'information sur les risques réels des produits préoccupants.

(s.) Jean Huss.

A schliesslech hätt ech och nach eng drëtt Motioun, eng Motioun, déi méi praktesch op eis Lëtzebuerger Praxis gemënzt ass, an déi virun allem dofir antrëtt, eng breet offiziell, dat heescht vun der Regierung offiziell gesteiert, Informatiounscampagne ze lancéieren, fir besonnesch eis Kanner - well d'Kanner reagéieren am sensibelste par rapport zu esou chronesche Chemikalienexpositiounen - ze schütze virun esou negative Konsequenze vun Alldagschemikalien.

Hei ass, Här President, och déi Motioun, déi wéi gesot och op ass, wann aner Fraktiounen déi wëllen ënnerstëtzen.

Motion 3

La Chambre des Députés,

- considérant que les enfants sont une catégorie de la population particulièrement sensible aux substances préoccupantes;

- considérant que les enfants peuvent être exposés aux sources de pollution à l'intérieur des logements et dans les différents établissements qu'ils fréquentent, notamment les crèches, écoles, cantines, halles de sport, etc.;

- considérant qu'un grand nombre de produits de consommation courante destinés aux enfants, notamment les jouets, couleurs, friandises, etc., peuvent contenir des substances préoccupantes;

- considérant que certaines études démontrent que les enfants exposés à certains polluants courent deux fois plus de risques de maladies des voies respiratoires;

invite le Gouvernement

- à lancer une campagne d'information pour sensibiliser les parents et les institutions aux risques de l'indoor pollution et de certaines substances préoccupantes.

(s.) Jean Huss.

M. le Président.- Jo, ech stelle fest, et ass eng Ënnerschréft drop; et stinn awer fënnef Nimm drop. Da sinn et also…

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Also, et ass esou: Wann aner Fraktioune bereet sinn dat ze ënnerstëtzen, dann huele mir déi Nimm vun der grénger Fraktioun ewech; wann dat net de Fall ass, da sinn et natierlech déi gréng Kolleegen, déi dat da wäerte maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen elo zum leschte Punkt vun dëser Interpellatioun, e Punkt, dee ganz kloer mam Projet REACH ze dinn huet, deen awer de Kader vun der aktueller Diskussioun iwwer REACH eng kleng Iddi sprengt, well en eng aner Problematik mat an d'Spill bréngt.

Aus deem, wat ech bis elo gesot hunn, geet jo ganz sécher ervir, datt fir déi Gréng de Substitutiounsprinzip vu gréisserer Wichtegkeet ass, well gëfteg Substanze ganz einfach aus Grënn vum Ëmwelt- an Aarbechtsschutz an aus Gesondheetsgrënn musse verbuede ginn an duerch Alternativen ersat ginn.

Wie seet Alternativen, dee seet Alternative mussen entwéckelt ginn, dee seet och Fuerschung an Innovatioun, an domadder och Kreatioun vun neie sënnvollen Aarbechtsplazen. Ob et ëm d'Erfuerschung oder d'Weiderentwécklung vun neien Testmethoden, medezineschen Testmethoden, toxikologeschen Testmethode geet, fir zum Beispill Déiereversich drastesch ze miniméieren, oder ob et ëm méi global Produktinnovatioune geet, all dës Entwécklunge schafen nei Tätegkeeten, nei Produkter, nei Techniken, nei Déngschtleeschtungen an domadder och nei Aarbechtsplazen.

Eng Partie Beispiller aus der Vergaangenheet: Zum Beispill de Verbuet vun de PCBen, de Verbuet vun den FCKWen, vu kuerzkettege Chlorparaffinen oder vum Holzschutzmëttel PCP hu gewisen, datt et méiglech ass, wann et da gewollt ass, manner problematesch Solutiounen ze sichen an ze fannen.

Just e klengt, e ganz rezent Beispill aus dem Beräich vun den Holzschutzmëttel, vun deene souwisou duerch d'Biozidrichtlinie vun 1998 déi meeschte sollen ab 2008 verbuede ginn. Do huet elo zum Beispill viru kuerzem e Laboratoire zu Toulouse a Frankräich en neit Holzschutzmëttel entwéckelt ënnert dem Numm Asam, wat d'Ofkierzung ass fir «Anhydride succinique d'alkénoate de méthyle» - e schwéieren Numm. Dës Substanz gëtt hiergestallt aus Raps a Sonneblummenuelech, ass 100% planzlech, 100% ontoxesch, mä ganz wierksam. D'Europäesch Kommissioun ënnerstëtzt dës Entwécklung am Intérêt vun Ëmwelt a Gesondheet, mä och am Intérêt vu ville Kleng- a Mëttelentreprisen.

Et kéint een och op aner Beispiller an aner méiglech Alternative verweisen. Et gëtt der an der Tëschenzäit ëmmer méi an op ëmmer méi Gebidder. An dës Entwécklung ass hoffentlech just den éischten Deel vun enger Entwécklung hin zu enger méi nohalteger, zu enger méi ekologescher, ofbaubarer a manner toxescher Chimie.

Mä net nëmme wéi gesot aus Ëmwelt- a Gesondheetsgrënn ass esou eng Entwécklung onverzichtbar, mä och aus energiepolitesche

Grënn. Wann ee weess, wéi vill vun der aktueller Chimie nach ëmmer op Pëtrol oder Kuel opgebaut ass, a wann ee virun allem beim Pëtrol viraus ka gesinn, wéi schnell et do zu Versuergungsenkpäss, zu Mängel an zu ëmmer méi héije Präisser riskéiert ze kommen, da misst een eleng och schonn aus deem Grond ufänken ëmzedenken, an no alternative Léisungen an deem just geschilderte Sënn vu méi Naturchimie ze sichen.

REACH, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng vun deene wichtegsten, wann och äusserst komplexen europäesche Gesetzgebungen. Den Usaz dovunner am Wäissbuch war ganz richteg. Ob allerdéngs ab deenen nächste Joren Ëmwelt a Gesondheet besser viru geféierleche Chemikalië kënne geschützt ginn, hänkt vun eis all of, hei zu Lëtzebuerg an Europa virun allem och vun den Entwécklungen am Europaparlament an de kommende Méint.

Bleift déi aktuell scho verwässert Fassung, dann ass et héchstens e klengen, mä ongenügende Schrëtt no vir. Gëtt duerch d'Industrielobby de Projet nach weider verwässert, da muss ee leider soen: „Außer Spesen nichts gewesen."

Nëmme wann et geléngt iwwer positiv Amendementer déi aktuell Versioun erëm ze verbesseren, ka REACH wierklech e gréissere Succès ginn, e Succès deen eng Partie Plus-valuë géif mat sech bréngen: zum Éischten e bessere Verbraucherschutz, zum Zweeten e besseren Ëmwelt- an Aarteschutz, zum Drëtten e bessere Gesondheetsschutz an doduerch eng verbessert Situatioun vun de Krankekeesen, an zum Schluss zum Véierten eng nei, modern, innovativ a responsabel Chemikaliëpolitik, déi eigentlech och an haaptsächlech am global verstanenen Intérêt vun der europäescher Chemieindustrie selwer misst sinn an déi qualitativ nei Vermaartungschancen op sämtleche Weltmäert géif opmaachen.

Dir Dammen an Dir Hären, dat war eng laang Interpellatioun. Ech gesinn, dat waren elo 45 Minutten. Ech soen lech Merci, datt Der mer nogelauschtert hutt, an ech si gespaant, wat déi aner Fraktiounen, awer och wat d'Regierung dozou ze soen huet.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Huss. Den éischte Riedner ass den Här Oberweis. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären. D'chemesch Produkter begleeden eis, mir brauchen se. Duerch hir Produktioun an hiren Asaz belaaschten si awer eis Atmosphär, eise Buedem an eist Waasser. Mir Mënsche liewen awer an där Biosphär, an duerfir ass et nëmme richteg an och wichteg, dass elo eppes ënnerholl gëtt, fir dass eben déi dräi Liewensressourcë méi geschount ginn.

Dëse Projet de réglementation, dee mer elo grad an enger exemplarescher Virliesung vum honorabele Jean Huss erkläert kritt hunn, stellt eng Suite vun dem Wäissbuch zur Strategie iwwert déi zukünfteg europäesch Politik am Beräich vun der chemescher Substanzindustrie duer. E Beweis méi, wéi néideg et ass, Europa ze hunn, well ouni Europa kënnte mer do näischt erreechen. REACH ass e Beweis, dass Europa lieft. Déi REACH-Direktiv soll dann, wa se a Kraaft trëtt, déi méi wéi 40 aktuell Direktiven a Veruerdnungen ersetzen.

D'Kärstéck vun dem REACH ass et, en integréierte System zur Registréierung, zur Evaluatioun an zur Zouloossung vun de chemesche Substanzen opzebauen. De Problem besteet awer doranner, dass et zurzäit kaum Informatiounen zu de Gesondheets- an Ëmweltrisike vun den agesate chemesche Substanzen an der Europäescher Unioun gëtt. Am Moment gëllt 1981 als Stéchdatum, also e Joer vun hei aus 24 Joer zréck. Déi bis 1981 op de Maart bruechte Chemikalië gëllen als „present", all déi, déi no 1981 agefouert goufen, als „nei".

Den Ënnerscheed tëschent deenen éischten an deenen zweete läit doranner, dass nëmmen déi nei Substanzen, dat sinn der ronn 3.000, virun hirer Aféierung op de Maart op eventuell Risike fir Mënsch an Ëmwelt getest goufen. Wéi d'Handhabung vun deenen ale Chemikalien ass, dat sinn der ëmmerhi bal 100.000, ass bis haut nach net geregelt! Dat huet mat sech bruecht, dass déi Substanze vu virun 1981 weider ongepréift am Handel sinn a keng nei entwéckelt ginn - dat misst jo de Fall sinn -, déi dann och méi ëmweltfrëndlech wieren.

Nodeems awer am Joer 1993 eng Veruerdnung iwwert d'Registréierung vun neie Substanzen agefouert gouf, goufen der 141 vun deenen 3.000 Substanzen ausgewielt, fir méi eng seriö Risikobewäertung. 141 vun 3.000! An da muss ee bedenken, dass vun 141 der haut genau 27 de ganze Wee vun der Bewäertung duerchlaf hunn! Do gesäit een also, wéi wichteg dat hei ass, an dass déi europäesch Gesetzgebung fir chemesch Produkter net méi up-to-date ass; duerfir besteet Handlungsbedarf.

Ee fundamentaalt Element vun dem REACH ass et sécherlech, dass elo d'Entreprisen, déi chemesch Substanzen hierstellen oder importéieren, an d'Responsabilitéit geholl ginn. Si mussen déi mat der Notzung verbonne Risike fir de Mënsch an d'Ëmwelt bewäerten an déi Mesuren ergräifen, fir deene vun hinnen erkannte Risike virzebeugen. Well am Moment läit d'Entscheedung, ob d'Substanze solle gepréift ginn oder net, ganz bei de Verwaltunge vun den eenzelne Länner, an net bei de Produzenten.

Dës Prozedure vun de Produzenten oder vun de Verwaltunge sinn an der Regel laangwiereg an och käschtenintensiv. Mat REACH muss net méi de Stat, d'Verwaltungen, mä ëmgedréint elo mussen dann déi eenzel Produzente fir d'Sécherheet vun hire Substanzen, déi op de Maart gesat solle ginn, den Noweis erbréngen.

Vun deenen 100.000 chemesche Substanzen, déi um Maart sinn, sollen dann déi 30.000, déi am meeschte gebraucht ginn, nei bewäert ginn. Dat sinn déi, déi am Moment ouni ausreechend Gesondheets- an Ëmwelttester am Ëmlaf sinn an déi mir alleguer och benotzen. Déi restlech 70.000 sollen nëmmen da bewäert ginn, wa sech eventuell Gesondheets- oder Ëmweltrisikoen astelle kéinten.

Fir dës Bewäertung hunn dann d'Produzente jee no Substanz dräi, sechs oder eelef Joer Zäit. Duerno gëtt evaluéiert, wéi eng Substanzen da vum Maart definitiv erofgeholl musse ginn. De Grondgedanken ass also deen, dass et elo un der chemescher Industrie ass, an net méi un de Verwaltungen, fir d'Onbedenklechkeet vun der Weiderveraarbechtung vun hire Substanzen nozeweisen. Eréischt dann dierf weider produzéiert an och verkaaft ginn. Duerno mussen dann déi Substanzen, déi gëfteg sinn, aus dem Verkéier gezu ginn.

Awer nach di mir eis immens schwéier, well vill Entreprisen argumentéieren, de REACH kéint zu enger héijer Aarbechtslosegkeet an Europa féieren. Si schwätze souguer vum Doud vun der europäescher chemescher Industrie. Deem ass awer net esou. REACH stellt fir déi europäesch Industrie, chemesch Industrie wuelverstanen, eng eemoleg Geleeënheet duer, d'Vertraue vun de Konsumenten erëm zréckzegewannen.

Och wa REACH Supplementarkäschte fir d'chemesch Industrie bedeit, esou fält dat awer net an d'Gewiicht, wann ee weess, dass déi Industrie en Ëmsaz vun honnerte vu Milliarden Euro am Joer huet. Dës Méikäschte muss een och da volkswirtschaftlech emol eng Kéier gesinn. Dat heescht jo, dass duerch Nieweneffekter ganz vill Sue kënne gespuert ginn, notamment am Gesondheetsberäich.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an dësem Projet de réglementation REACH stiechen e puer Virdeeler ervir. Den Här Huss huet der genuch erzielt, ech huelen der just zwee, dräi hei eraus.

D'Registréierung vun de chemesche Substanze gëllt als e wichtegt Element vun dem REACH. Chemikalien, déi a Mengen iwwer eng Tonn pro Fabrikant oder Importateur an och pro Joer hiergestallt oder importéiert ginn, mussen an enger zentraler Datebank erfaasst ginn. Déi soll zu Helsinki geschafe ginn, an do sollen och all déi Daten dann dem Konsument vermëttelt ginn, fir dass hien, wann en eng Substanz asetzt, weess, wat en dann an de Grapp hëlt.

D'Ëmsetze vum Substitutiounsprinzip, eng fundamental Iwwerleeung vun Europa. Wann eng geféierlech Substanz duerch eng manner geféierlech ersat ka ginn, da soll dat geschéien.

D'Beweislaascht, dat ass schonn e puermol hei ugeklongen, soll ëmgedréint ginn. Elo sollen net méi d'Verwaltungen, mä d'Produzenten dës Beweislaascht erbréngen.

REACH geet och net zu Laaschte vun der Industrie. Dat huet d'Etüd vun der KPMG gesot. D'Käschte vun der Bewäertung vun den 30.000 Substanzen, déi mer elo grad ugesprach haten, belafen sech op ongeféier 1,9 bis 3,2 Milliarden Euro. Dat entsprécht manner wéi 0,05% vum Joresëmsaz aus dem Joer 2001 vun de 50 gréissten europäesche Chemiekonzerner. Also ech géif do bal soen, Peanuts.

Amplaz nei a besser a méi ëmweltfrëndlech Produkter ze entwéckelen, halen d'Produzenten awer léiwer un den ale vu virun 1981 fest. Hei muss gesot ginn, REACH geet méi wäit. Haut gëtt relativ wéineg an d'Fuerschung investéiert, awer dat wäert sech ännere mussen. Duerch REACH gëtt méi investéiert fir méi ëmweltfrëndlech Substanzen ze entwéckelen, well d'Industrien sech doduerch sécherlech och nei Wettbewerbsavantagen op der Weltebene verschafe kënnen.

D'Vergaangenheet beweist eis, dass d'Substitutioun vun anere Produkter dacks mat engem Verbuet verbonne war, an duerno huet sech awer erausgestallt, dass et de richtege Schrëtt war. Huele mer de Fall vun der Ozonschicht, vun den ozonschichtzerstéierend Aerosolen. Dee Moment wou en Ersatz do war, dunn ass et op der Front vun der Ozonschicht besser ginn. Mir kréien de Problem vun der Ozonschicht lues awer sécher an de Grëff. Wou e Wëllen ass, do ass och e Wee. An hei muss ech och soen, dass d'Universitéit mat hirer Faculté scientifique agebonne muss ginn. Do läit Potenzial an dat ka staark agebonne ginn.

Am Bauwiesen, an der Holzveraarbechtung, an der Automobilbranche, an der Textilindustrie, an der Landwirtschaft, am Ëmwelt- an och am Gesondheetssecteur wéi och am Computerberäich, iwwerall kommen d'Mënsche mat chemesche Substanzen a Kontakt. Vum klengste Kand bis zu der eelster Bomi komme mer alleguerten all Dag mat Chemikalien a Kontakt. A mir wësse just net, wat mer deelweis an der Hand hunn, wat mer anootmen a wat ons Ëmwelt belaascht.

Duerch déi nei Reglementatioun REACH, wa se dann a Kraaft triede soll an een, zwee Joer, kënne vill finanziell Mëttel duerch den Asaz vu manner geféierleche Substanzen agespuert ginn. De Risiko fir ons Gesondheet gëtt vill méi kleng. Ech hunn e puer Etüden nogelies gehat, déi behaapten, bis 2030 kéinte mir an der Europäescher Gemeinschaft bis zu 50 Milliarden Euro eleng am Gesondheetsberäich aspueren. D'Krankheeten, déi op de Kontakt mat gëftege Chemikalien zréckzeféiere sinn, kënnen däitlech zréckgoen.

Mëttlerweil kënnen am mënschleche Kierper ongeféier 300 Substanzen nogewise ginn, déi viru 50 Joer nach mol guer net bekannt waren. Och eisen Ëmweltminister huet dat jo a sengem eegenen Aderlass gesot kritt, wat alles a sengem Blutt schwëmmt. Dës Substanze kënne beim Mënsch zu engem erhéichte Kriibsrisiko, zu méi Allergien an zu Entwécklungsstéierunge féieren.

Duerch REACH kënnen dës Risike bedeitend verklengert ginn. Mir kréien alleguerten ee verbesserten Ëmweltschutz duerch manner gëfteg Chemikalien, déi eis Ëmwelt belaaschten. Sécherlech klëmmt och domadder eis Liewensqualitéit - an dat ass jo eppes, wat mer als eppes Wäertvolles ugesinn -, well mer jo manner Pestiziden asetzen.

Dat alles féiert zu enger méi grousser Transparenz. D'Leit kréien déi néideg Informatiounen iwwert dat wat se kafen a kënnen och dann hire Choix treffen, wa se an engem Geschäft sinn. Si mussen sech da keng Gedanke méi maachen, ob déi verschidde Produiten, déi se kafen, an der Rei sinn, also vun der europäescher Agence zu Helsinki getest gi sinn.

Als een Nodeel - dat musse mer awer unerkennen - kéint eventuell drop higewise ginn, dass de bürokrateschen a finanziellen Opwand vun de Betriber kéint wuessen. Grad déi Kleng- a Mëttelbetriber, deene musse mer dann zur Hand goen andeems mer hinnen dann hëllefen dee Prozess ze erliichteren.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge wëll ech awer ënnersträichen, dass d'CSV-Fraktioun dëse Projet de réglementation REACH ganz an der Logik vun der Lissabon-Strategie gesäit an och vum Kyoto-Protokoll.

Firwat? Do geet et jo awer ganz eendeiteg ëm dat vernetztent Zesummespill tëschent de sozialen, de wirtschaftlechen an och den ëmweltpolitesche Komponenten. A mengen ugeféierte Virdeeler gesäit een, dass et erëm d'Europäesch Unioun ass, déi am Beräich vun dem Schutz vum Mënsch an der Biodiversitéit staark Akzenter setzt.

A mir sinn eis sécher, dass wa mir et elo aféieren, déi aner Wirtschaftsbléck an den nächste Joren och en Ëmdenke wäerte matmaachen. D'Mënsche verlaangen alleguerten no méi Schutz fir hir Gesondheet an och fir hir Biosphär. Laut den Ëmfroen ënnerstëtzen 72% vun de Leit dobaussen déi europäesch Ëmweltpolitik. Souguer 80% vun de gefrote Mënschen halen d'Ëmweltpolitik als ee wäertvollt Element vun hirem Alldag.

Mir hunn dat gesi bei der Entschwiefelung vun de Kuelekraaftwierker, beim Asaz vun dem onverbläite Bensin an dem propperen Diesel, wéi och bei der Aféierung vum Katalysator oder elo beim Partikelfilter oder bei dem Bau vu Kläranlagen a Recyclingparks. De Mënsch wëllt einfach sech selwer geschützt gesinn an och seng Ëmwelt. A grad dat seet jo den europäeschen Traité am Kapitel III am Beräich Ëmwelt. Do gëtt kloer an däitlech op den europäesche Volet higewisen, deen hei ugesprach ginn ass.

D'CSV-Fraktioun wëllt dann awer och nach eng Kéier der Lëtzebuerger Présidence vun der Europäescher Unioun vun deene leschte sechs Méint e grousse Merci ausschwätzen. Si huet et fäerdeg bruecht, no heftegen an och kontroversen Diskussiounen am Dossier REACH, eng gutt Viraarbecht ze leeschten. Dat beweist einfach, dass och e klengt Land an der Europäescher Unioun ka ganz Grousses bewegen. Elo mussen da Groussbritannien an Éisträich beweisen, dass déi Steilvorlage vun eis, bei hinnen ëmgesat ka ginn an dat am Sënn vum Schutz vum Mënsch a vu senger Ëmwelt.

Ech soen lech da Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Emile Calmes ageschriwwen. Här Calmes, wann ech gelift.

M. Emile Calmes *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sou wéi mäi Virgänger dat hei elo gesot huet, ass et richteg, datt et sech beim REACH ëm eng Proposition de règlement handelt vum Europäesche Parlament a vum Conseil, wou et ëm den Enregistrement, d'Evaluatioun an d'Autorisatioun vu chemesche Substanze geet, esou wéi ëm d'Restriktiounen, déi sech op dës Substanzen sollen uwennen an ëm d'Schafung vun enger Agence européenne vun dëse chemesche Produkter.

Dës Proposition de règlement baséiert sech op d'Wäissbuchstrategie pour la future politique dans le domaine des substances chimiques aus dem Joer 2001.

D'Zil vun där Strategie hei ass selbstverständlech - wéi esou oft an dësen Domänen hei - eng nohalteg Entwécklung.

Et gëllt och en Iwwerbléck iwwert déi Onmass vu chemesche Substanzen ze behalen, den Impakt op d'Gesondheet an d'Ëmwelt ze evaluéieren an da schlussendlech och op ee Minimum ze reduzéieren.

Säit 1981 muss all nei chemesch Substanz - éier se op de Maart kënnt - op hire Risiko fir Ëmwelt a Gesondheet iwwerpréift ginn. Sou goufe säit 1981 insgesamt iwwer 2.700 dëser Neisubstanze kommerzialiséiert. Déi sou genannten „substances existantes", dat heescht déi, déi et virun 1981 gi sinn, an dat maachen awer ëmmerhin 99% vun alle chemesche Substanzen aus, ënnerleien hirersäits awer dann net dëse Virschréften, sou dass hir respektiv Gefor op d'Gesondheet oder fir d'Ëmwelt oft am Däischtere leie bleift.

D'Wäissbuch vun 2001 proposéiert deemno eng Strategie, déi an deem Beräich soll méi Transparenz schafen, e bessere Schutz fir d'Gesondheet an d'Ëmwelt ustrieft, gläichzäiteg d'Déiereversich reduzéiere wëllt, ouni awer op där anerer Säit d'Kompetitivitéit vun der europäescher Chemiesindustrie op d'Spill wëllen ze setzen. Et muss een nämlech wëssen, dass 1,7 Milliounë Leit an dësem Domän hei schaffen, also insgesamt iwwer 3 Milliounen Aarbechtsplazen hei drun hänken. Et däerfe bei där ganzer Strategie och keng nei Hindernisser am Kader vun der OMC opgebaut ginn, dat sinn alles Ziler, mengen ech, déi Sënn maachen an déi een op d'mannst, och wann een se net deelt, awer ka verstoen.

Et handelt sech deemno ëm eng relativ schwiereg Aufgab, well d'Ziler hei dach awer relativ héich gestach si ginn, de Pensum, dee bevirsteet, enorm ass a well hei muss mat verschiddenen an oft entgéigegesaten Intérête jongléiert ginn. Dat alles a villes méi mécht REACH zu engem relativ komplizéierten Dossier, deen haut - véier Joer nom Wäissbuch - nach ëmmer kontrovers diskutéiert gëtt.

Dat Wäissbuch gesäit ënner anerem vir, d'Industrie fir d'Sécherheet responsabel ze maachen, eng Erlaabnis fir all als geféierlech agestufte Substanz ze verlaangen - an

et gëtt geschat, datt et där eng 1.500 wäerte sinn -, d'Substitutioun, also den Ersatz vun deene Risikosubstanzen duerch manner geféierlecher ze ersetzen an eng adequat Informatioun vun der Bevölkerung an ee weltwäite séchere Gebrauch vun de chemesche Substanzen.

Säit Oktober 2003 läit dës Proposition de règlement REACH elo um Dësch an d'Reaktiounen hunn och net op sech waarde gelooss, virun allem säitens vun der Chemiesindustrie. Et ass vill iwwert de finanziellen Impakt spekuléiert ginn: d'Kommissioun rechent mat engem Käschtepunkt zwëschent 2,8 a 5,3 Milliarden Euro. Verschidden Etüden hunn dann awer och een Horrorzeenario beschriwwe bei deem d'Käschte géife bis op 180 Milliarden Euro eropklammen! Déi allerrezentst Etüden, déi vu mengem Virriedner hei ugefouert gi sinn, hunn dann erëm eng gewësse Rou an d'Spill bruecht a sinn zur Schlussfolgerung komm, datt allgemeng déi Dépensen dach awer ze verkraafte wieren. Déiselwecht Etüd verheemlecht awer net, datt besonnesch Kleng- a Mëttelbetriber duerch déi nei Contrainte seriö finanziell Schwieregkeete kënne kréien.

De Minister Lux, deen déi Etüd hei den 12. Mee als Argument geholl huet, fir all finanziell Ängschte vum Dësch ze raumen, soll sech bewosst sinn, dass d'Chemiesindustrie net nëmmen - wéi mir dat oft alleguer mengen - aus grousse Multinationale besteet, mä och aus enger ganzer Rei vu Kleng- a Mëttelbetriber. Sou gëtt gesot, datt an Europa nieft deene grousse Multien eng ronn 36.000 Kleng- a Mëttelbetriber sinn, déi 96% vun de chemeschen Entreprisen ausmaachen an déi awer dann zwar nëmmen op där anerer Säit 28% vun der Gesamtproduktioun leeschten. Déi Betriber einfach esou ze ignoréieren, mengen ech, kann net am Sënn vun der Kompetitivitéit sinn.

Et muss ee sech awer och an dëser Situatioun bewosst sinn, datt hei net nëmme Produzente vu chemesche Substanze betraff sinn, mä och eng ganz Rëtsch vu Betriber, déi dann erëm dës Substanz als Matière première verschaffen.

Eng aner vun den Haaptpréoccupatioune vun der Chemiesindustrie ass déi vun der Confidentialitéit vun hiren Donnéeën. Wëlle mir eis Betriber hei an Europa konkurrenzfäeg halen, esou muss ee Mëttelwee tëscht der totaler Transparenz an dem Secret de production fonnt ginn. Hei wäert d'Roll vun der virgenannter Agence européenne de produits chimiques vu wesentlecher Bedeitung sinn.

REACH wërft nach eng ganz Rei aner Froen op, esou ass gemengt a gefaart ginn, datt déi finanziell Mëttel, déi d'Betriber an Zukunft mussen an d'Applicatioun vun deem Reglement stiechen, der Fuerschung herno wäerte feelen; mäi Virriedner huet dat hei bemierkt. Och mir wësse wéi wichteg d'Fuerschung ass, wëlle mer an der Zukunft kompetitiv sinn. Eiser Meenung no däerf hei net iwwert d'Zil erausgeschoss ginn an et muss opgepasst ginn, d'Betriber net iwwerzebelaaschten.

D'Importateure vu chemesche Substanzen an d'EU mussen ebenfalls d'Sécherheet vun deene Substanzen iwwerpréiwen.

Am Allgemengen ass et esou, datt eng Substanz muss enregistréiert ginn, wa méi wéi eng Tonn pro Joer dovu produzéiert an importéiert gëtt. Eng speziell Prozedur ass virgesi fir den Enregistrement vu chemesche Substanzen, déi sech a fäerdege Produkter befannen. Nëmmen déi Substanzen, déi als geféierlech gëllen an déi normalerweis fräigesat ginn, mussen enregistréiert ginn. Hei besteet allgemeng nach Opklärungsbedarf wat d'Definitioun vun där natierlecher Fräisetzung konkret an der Praxis dann och bedeit.

Den Enregistrement betrëfft deemno eng ganz Palette vu chemesche Substanzen, woubäi mer haut nach net wëssen, wéi vill dat der duerstellen. Et gëtt geschwat vun 30.000, vu 70.000 oder souguer, wéi mäi Virriedner dat hei gesot huet, vun 100.000 verschiddene Substanzen. Net heivu betraff sinn da Substanzen, déi fir Forschungszwecker gebraucht ginn. Polymere sinn an enger éischter Phas ebenfalls ausgeschloss.

Expertë sinn der Meenung, datt och Metaller, d'Alliagen, d'Mineralien, den Offall oder recycléiert Produitë misste vum obligatoreschen Enregistrement ausgeklamert ginn. Et gëtt gefäert, datt d'Metallindustrie, déi op grouss Volumë vun importéierter Matière première ugewisen ass, kéint geschwächt ginn. Dëst kéint och de Fall fir d'Pabeierindustrie zum Beispill sinn, déi säit der Erfindung vun der Press ouni gréisser Stéierfäll grouss Quantitéite vu Substanzen zu engem apparemment harmlose Produkt verschaffen.

Allgemeng kann ee sech d'Fro stellen, ob ee systematesch all méiglech Substanze soll oder muss enregistréieren, onofhängeg vum Risiko, deen et duerstellt. Mussen da bis zu 100.000 Substanzen enregistréiert ginn, wat anscheinend da bis zu eelef Joer wäert daueren, fir déi all ze enregistréieren? Ass d'Quantitéit, eng Tonn pro Joer, dee pertinentste Kritär, oder misst net den estiméierte Risikofacteur méi ausschlaggebend sinn? Ech mengen et misst sech op alle Fall an enger éischter Phas op déi Substanze konzentréiert ginn, wou gefäert gëtt, datt een negativen Impakt op d'Gesondheet oder d'Ëmwelt besteet. Dee Kritär gëtt jo an der nächster Phas, nämlech där vun der Evaluatioun, ugewennt.

D'Prozedur vum Enregistrement riskéiert eng zäitopwändeg ze ginn, ouni de Käschtepunkt ze vergiessen. Eng Léisung, déi virgeschloe ginn ass, ass déi vun der „one substance - one registration", OSOR genannt. Deemno kéinten d'Betriber Donnéeën iwwer eng an déiselwecht Substanz, déi se verschaffen, austauschen. Dat géif déi ganz Prozedur rationaliséieren, d'Käschte senken, wat deene Kleng- a Mëttelbetriber géif zegutt kommen, an och Zäit gewannen. Natierlech misst dann een Accord tëschent deene concernéierte Betriber bestoen, notamment wat d'Opdeelung vun de Käschte betrëfft. Ech mengen dat wier eng Méiglechkeet, déi een net soll ignoréieren, an et wier interessant emol kloer d'Meenung vun der Regierung zu dësem OSOR-System ze héieren.

No der Etapp vun dem Enregistrement kënnt dann déi vun der Evaluatioun. Hei kéint ee virun allem op d'Roll vun der Agence européenne des produits chimiques zréckkommen, déi hei eng ganz grouss Roll ze spille kritt, an där hirer Relatioun mat de Memberstaten. Ech erënneren drun, datt et zwee Typë vun Evaluatioun ginn; déi vun den Dossieren, déi vun de Memberstate gemaach solle ginn, an déi vun de Substanzen. Fir ze verhënneren, datt an deenen eenzelne Memberstaten ënnerschiddlech Kritären ugewannt ginn, wat zu enger Distorsioun vun der Konkurrenz innerhalb vum Bannemaart géif féieren, brauche mer eng staark Agence, déi och ee Wuert bei der Evaluatioun vun den Dossiere muss kënne matschwätzen. An der Koordinatioun muss d'Agence eng zentral Roll spillen.

REACH gesäit am Moment vir, datt all Memberstat sech eng Verwaltung muss ginn, déi déi néideg Kompetenzen a Ressourcen huet, fir den Obligatiounen nozekommen. Dat heescht, datt mir eng Verwaltung bräichten, déi déi vun der Chimiesindustrie agereechten Dossieren evaluéiert. Ass Lëtzebuerg dorop virbereet a wie géif dës Evaluatiounen hei zu Lëtzebuerg maachen? Mir hu jo eng Partie Verwaltungen, déi hei a Fro kommen.

Déi drëtt Etapp ass déi vun der Autorisatioun. Nëmmen déi Substanzen, déi als geféierlech anzestufe sinn, wéi kriibserreegend, bioaccumulativ oder mutagène Substanzen, brauchen eng Autorisatioun, fir kënnen ënner gewësse Konditiounen op dem Maart zougelooss ze ginn. Et gëtt geschat, datt eng ronn 1.500 Substanzen a Fro kommen. D'Autorisatioun besteet awer net einfach doran, datt no der Evaluatioun ee Stempel einfach nëmmen dodrop gedréckt gëtt. Neen, et ass dëst och eng relativ laangjähreg Prozedur wou notamment gekuckt gëtt, wéi sécher d'Risike bei där virgesinner Utilisatioun ënner Kontroll sinn, ob et Ersatzméiglechkeete ginn an esou weider. Et wäerten all déi Jore plus ou moins 25 nei Substanze pro Joer op d'Lëscht vun deene Substanze bäikommen, déi enger Autorisatioun ënnerleien.

De Moment gesäit REACH nach eng Partie Onzoulänglechkeete vir. Sou kann eng Substanz, déi sech op där Lëscht befënnt, déi also eng Autorisatioun bräicht, fir an der EU op de Maart ze kommen, ouni Autorisatioun exportéiert ginn. Dëst kann, mengen ech, net am Sënn vum Respekt vun der Ëmwelt sinn, wat jo eng global Démarche a sech awer misst sinn.

Den Import aus engem Drëttstat vun engem fäerdege Produit, deen dann esou eng Substanz enthält, déi wa méiglech nach an der EU produzéiert gëtt a virdrun exportéiert ginn ass, ënnerläit dann och kenger Autorisatioun. Ech mengen, dat ass kee Modell, deen Europa kann ustriewen. Mir produzéiere Substanzen, déi eis ze geféierlech si fir domat ze schaffen, exportéieren se dann an Drëttlänner wéi China, Indien, Sudan, oder wat weess ech, déi sei da verschaffen. Mir importéieren dann erëm déi fäerdeg Produkter hei zréck, déi da genau déi Stoffer enthalen.

M. le Président.- Här Calmes, erlaabt Der eng Fro vum Här Huss?

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Et ass keng Fro. Ech mengen et ass just ee kuerzt Beispill, fir dat ze illustréieren, wat Der elo gesot hutt, wat wichteg ass.

Hei an Europa ass schonn zënter 20 Joer DDT verbueden. Déi chemesch Firmen, déi en hei hiergestallt hunn, däerfen en hei also net méi vermaarten, mä si vermaarten en awer nach a Länner vum Tiers-Monde.

Wat geschitt dann? An de Länner vum Tiers-Monde ginn dann - a verschiddene Länner vum Tiers-Monde - Teppecher domadder behandelt, géint d'Insekten. Déi Teppecher, Orientteppecher beispillsweis, déi kommen dann op de fräie Weltmaart an déi lande bei eis an eisen Zëmmeren. An eis Ëmweltambulanz, déi moosse geet an d'Haiser a munche Fäll, déi fënnt an deenen Teppecher genau deen DDT erëm, deen hei schonn zënter 30 Joer verbueden ass, deen do awer nach däerf ugewannt ginn. Et lant erëm alles bei eis, wéi gesot, an eisen Haiser oder op eisen Telleren.

M. Emile Calmes *(DP).*- Ech mengen déi Problematik, déi den Här Huss hei usprécht, ass allgemeng bekannt. An déi hu mer jo och am Kader vum Montréal-Protokoll diskutéiert, wou et ëm d'CFCe geet, déi mir dann an deene Länner, déi Signataire si vun deem Protokoll, eis hei selwer verbidden, a wou mir jo awer ëmmerhin um gudde Wee sinn, dëse Problem ze léisen, wou awer nach esou vill Reserven a Stocken do sinn, déi dann nach an anere Länner wéi Indien an Drëttweltlänner kënne gebraucht ginn.

Chinandega hutt Dir hei genannt. Ech war selwer do an dat wat ech do ze héiere krut - ech kann dat nëmme bestätegen, wat Dir hei gesot hutt. Dat wat an de Bananneplantagë vu Gëfter ugewannt gëtt, dat ass dramatesch fir déi Leit, déi domat musse liewen. An net nëmme fir déi Leit, déi domat musse liewen, mä wann Der gesitt, wou iwwerall Bananne geplanzt si ginn a wou 20 Joer duerno näischt méi geschitt, well de Buedem herno an engem Ausmooss verseucht war an och ni méi eppes wäert wuessen, dann ass dat scho besuergniserreegend.

An duerfir géif et dann och nach feelen, wa mir ënner Ëmstänn dann déi Produiten, déi bei eis hei net erlaabt sinn, an dat wollt ech hei soen a mengem nächste Saz, och nach an der Drëtter Welt iergendwou géifen entsuergen. Dat wier eng Suerg, déi dann nach ënner Ëmstänn géif dobäikommen. Ech mengen, datt dat net de Modell ass, deen eis europäesch Ministere gären hätten. Duerfir sinn ech iwwerzeegt, datt si och op deem Niveau hir Aarbecht wäerte maachen. Duerfir kéint een u sech d'Fro stellen, ob dee leschte Freiden um Conseil vun den europäeschen Ëmweltministeren iwwert dee Sujet hei geschwat ginn ass an ob déi Diskussioun opgeworf ginn ass, fir eventuell Paradoxen hei kënnen ze vermeiden.

Wéi gesot, eent vun den ultimativen Ziler vu REACH ass natierlech d'Substitutioun, dat heescht déi geféierlech Substanzen duerch manner geféierlech Substanzen ze ersetzen, wann et nëmme geet. De Minister Lux, mengen ech, an hien huet dat jo bekannt ginn, ass ee ferventen Unhänger vun esou enger Mesure. Mir alleguer ënnerstëtzen hien an där Démarche.

Ofschléissend kann een da soen: D'DP deelt voll a ganz d'Objektiver, sou wéi se am Wäissbuch vun 2001 opgestallt goufen, mat un éischter Stell dem Schutz vun der Gesondheet an der Ëmwelt. D'DP erënnert drun, datt och d'Erhale vun der Kompetitivitéit, awer och vun der europäescher Chimiesindustrie, eent vun den Objektiver war. Mir sinn der Meenung, datt mat REACH en Ëmdenke bei der Chimiesindustrie a bei anere Produzenten erbäizeféieren ass. Mir sinn awer och der Meenung, datt am Sënn vun der nohalteger Entwécklung déi wirtschaftlech Kompetenz net aus den Ae verluer soll ginn, zumools de finanziellen Impakt op Kleng- a Mëttelbetriber net ze ënnerschätzen ass.

Wéi bereet Lëtzebuerg sech op déi Défien hei vir? Wéi wëlle mir konkret eis Kleng- a Mëttelbetriber op REACH virbereeden? Ech wier frou wann den Här Krecké eis kéint genau erklären, wéi se déi national „helpdesks" wäerten duerstellen, wéi se wäerte funktionéieren a wéi wäit se eis Kleng- a Mëttelbetriber kënnen ënnerstëtzen. Sinn déi „helpdesks" nach am Stadium vun der Iddi oder ass déi Iddi an der Zwëschenzäit schonn op iergendeng Manéier ausgeräift? Ech mengen et wier falsch ze waarden, bis REACH dann eng Kéier a Kraaft ass. Mir mussen eis am Virfeld virbereeden, fir am Moment vum Akraafttriede vu REACH prett ze sinn.

Mir sinn och der Meenung, datt de Succès vu REACH och vun enger staarker Agence européenne des produits chimiques wäert ofhänken. Selbstverständlech däerf d'Fuerschung net vernoléissegt ginn, well dat d'Léisung jo vun alle Problemer ass.

Et soll een och den OSOR, „one substance - one registration", net verwerfen. Wéi ass d'Haltung vun der Regierung hei derzou?

Et muss ee sech bei REACH, wéi déi Proposition de règlement am Moment ausgesäit, sécherlech nach e puer aner Froe stellen. Zum Beispill déi, ob de Kritär vun der Quantitéit, eng Tonn pro Joer, ee pertinente Kritär ass. Bréngt et eppes, praktesch alles wëllen ze enregistréieren? Misst net méi gezilt op d'Risikofacteure gekuckt ginn?

Riskéiere mer net iwwert d'Zil erauszeschéissen, wa mer dat alles wëlle maachen, wat mer eis virhuelen? Misst net och méi global gekuckt ginn a probéiert ginn, op internationaler Basis, méi fir d'Gesondheet an d'Ëmwelt ze erreechen a vläicht an internationale Programmer mat anere Länner net nëmmen um europäeschen Niveau eleng ze schaffen? Ech hunn hei en Numm stoen, „Global HPV Portal". Ech weess elo net wat et heescht, mä dat schéngt esou eppes wéi Kyoto ze sinn um Niveau vun de chemesche Substanzen.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här Calmes, Dir hutt gesot, ob et néideg wier fir all déi Substanzen ze enregistréieren, ob et net géif duergoe fir déi geféierlechst ze ënnersichen. De Problem ass, ier ee ka soen, datt eppes geféierlech ass, muss ee wëssen, wat dran ass. Dat heescht, et muss ee fir d'éischt emol den Enregistrement maachen. Et muss ee wëssen, wat fir eng Substanzen do sinn, ier ee kann evaluéieren, ob ee Risiko besteet oder net, an dofir ass dee Prinzip do geholl ginn.

M. Emile Calmes *(DP).*- Dat ass richteg. Ech mengen, dat soll ee systematesch bei neie Produkter maachen, mä mir hunn nach esou vill opzeschaffen aus der Vergaangenheet, datt ech fäerten, datt wa mir alles wëlle matenee maachen, mir riskéieren iwwerhaapt net virunzekommen. Dofir sinn ech folgender Meenung: Wann ee weess, wéi vill Produkter nach an der Vergaangenheet zustane komm sinn, déi virun dëser Reglementatioun hei leien, fäerten ech, datt mir déi Aufgab net kënnen erleedegen. Dofir mengen ech, muss ee sech awer op eng Haaptpartie Saache konzentréieren.

Et sti jo also nach eng Partie Froen hei op, an et wier interessant der Regierung hir Meenung gewuer ze ginn, wat mer jo elo wäerte maachen, net nëmmen déi vum Ëmweltminister, dee sech an d'Blutt kucke gelooss huet, mä selbstverständlech - esou wéi ech dat scho virdrun hei gesot hunn - och déi vum Wirtschaftsminister, dem Här Krecké.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den Här Roger Negri. Här Negri wann ech gelift.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, op der „Agence Europe" vu gëschter, dem 28. Juni 2005, konnt een noliesen, datt um Débat d'orientation vum Conseil européen de l'environnement de 24. Juni ënnert der Présidence vun eisem Ëmweltminister Lucien Lux ee Konsens konnt fonnt ginn am Kader vun der REACH-Diskussioun iwwert déi geféierlechst chemesch Produiten.

Hei soll d'Genehmegungsprozedur renforcéiert gi fir d'Ëmwelt besser ze schützen an zugläich d'Innovatioun an dësem Secteur ze promouvéieren. Dat Ganzt gëtt koordinéiert iwwer eng Agence européenne des produits chimiques. Des Weidere gouf sech op eng Lëscht vu 1.500 vun deene geféierlechste chemesche Produitë gëeenegt, déi genehmegungsflichteg ginn. Dëst misst elo och d'Industrie méi rassuréiere fir am Dossier REACH an nächster Zäit Neel mat Käpp ze maachen.

Ech wëll eisem Ëmweltminister vun dëser Plaz félicitéieren, net nëmme fir dëse Succès am Dossier REACH, mä och fir seng excellent

Aarbecht während der gesamter Présidence.

Här President, REACH heescht - wéi meng Virriedner schonn erkläert hunn - „Registration, Evaluation and Authorisation of Chemicals“, also d'Registréierung, d'Bewäertung an d'Zouloossung vu chemesche Stoffer.

Ee kuerzen Historique: Säit 1967 gëtt et Gesetzer am Chemikaliërecht, also d'Gesetzgebung fir geféierlech Substanzen, wat an der Praxis heescht, dass op geféierleche Produiten een Doudekapp oder een anert Zeechen drop ass.

1976 koum d'Direktiv 76/769/CEE vum 27. Juli eraus iwwert d'Mise sur le marché et de l'emploi de certaines substances et préparations dangereuses vu chemesche Substanzen. Dobäi geet et dorëm ze verhënneren, dass geféierlech Substanzen ouni weideres ënnert d'Leit kommen, zum Beispill Plastikweichmacher a Spillsaachen, wat zurzäit diskutéiert gëtt.

Enn der 80er Joren, Ufank der 90er Joren ass entscheet ginn, dass ier nei chemesch Produiten op de Marché kommen, dës solle getest ginn. 1993 ass décidéiert ginn, datt dat jo net nëmme fir nei Produitë ka gëllen, mä och fir déi al Produitë soll gëllen. Dobäi huet ee virun allem déi erausgewielt, an dat ass essentiel, déi an héijem Volume produzéiert ginn, High Volume Production Chemicals - HVPCen.

2001 ass d'Wäissbuch, de Livre blanc zur zukünfteger europäescher Chemikaliëpolitik publizéiert ginn. Hei geet et ëm Folgendes: De Vorsorgeprinzip - principe de précaution - ass méi staark verankert. D'Industrie ass verantwortlech an huet d'Charge de preuve. De Schutz fir Mënsch an Ëmwelt gëllt als Prioritéit. Een neien Elan fir d'Wettbewerbsfäegkeet fir d'EU-Chemiesindustrie gëtt ugestrieft. D'Ewechkomme vun Déiereversich muss erreecht ginn. D'WTO-Kompatibilitéit gëllt als Zil. Dat heescht, datt d'EU-Reglementéierung vun Importer esou muss sinn, datt si wettbewerblech Handelskonflikter vermeit.

Am Oktober 2003 koum ënnert der italienescher Présidence der EU-Kommissioun hire REACH-Virschlag op den Dësch. Dëse gouf vun Ufank u souwuel am Conseil Compétitivité wéi och am Conseil Environnement behandelt. Dowéinst ass ee Groupe ad hoc Produits chimiques gegrënnt ginn.

Am Europaparlament gëtt et néng Kommissiounen, déi sech mat REACH beschäftegen. Dovunner sinn der dräi en coopération renforcée: d'Ëmwelt, d'Industrie an de Marché intérieur. Dovunner huet d'Commission de l'Environnement de Chef de file. De Conseil ass relativ positiv zu REACH agestallt. Et kann ee soen, dass eng Majoritéit vu Länner dofir sinn.

Wat ass dann elo REACH genee? Am Débat iwwert déi nei EU-Chemikaliëveruerdnung geet et oft just ëm kuerzfristeg Käschten, déi mat REACH op d'Firmen duerkommen. Virun allem gëtt et Bedenke bei den Industrië virum Hannergrond vun der momentaner wirtschaftlecher Stagnatioun an Europa. Dëst huet dozou gefouert, dass dee fréiere Kommissiounsentworf schonn ofgeschwächt gouf.

Trotzdeem huelen d'Kontroversen ëm d'Chemikaliëpolitik net of, mä ginn ëmmer erëm genährt vu methodesch fragwürdegen Industriestudien, déi REACH als wirtschaftsfeindlech oder iwwerdriwwe bürokratesch ofstempelen. Aus deene leschte respektiven Etüde geet ervir, an dat ass och nach vun der EU-Kommissioun um Lëtzebuerger Workshop vun der EU-Présidence confirméiert ginn, dass d'Hiersteller vu Substanzen, déi a klengen Tonnagë produzéiert ginn, méi Problemer mat REACH wäerten hunn.

Bei REACH geet et ëm eng Informatioun, déi et erméiglecht, fir d'Notzung vu Chemikalië méi sécher ze maachen. REACH ass ee flexible System, mat deem bestoend Informatiounslücke bei Altstoffen op eng käschteneffizient an harmoniséiert Aart a Weis zougemaach kënne ginn.

De potenzielle Risiko vu chemesche Stoffer an hiren Ofbauproduiten fir Mënsch an Ëmwelt ass säit Jorzéngten een Dauerbrenner. Regelméisseg sinn nei Stoffer oder hir Wierkungen am Bléckfeld vum Débat public. E puer Beispiller: Heiansdo geet et ëm allergieausléisend Duftstoffer am Kosmetikgeschir oder hormonell wierksam Weichmacher a Kunststoffproduiten oder fortpflanzungsschiedegend Mëttel a Frigoen. Een zukunftsfäegen Ëmgang mat Chemikalië géif also virun allem dem Usager, dem Aarbechtnehmer an dem Environnenemt zegutt kommen.

REACH schaaft ee méi staarken Ureiz, fir dass Firmen sech mat der sécherer Uwendung vu Stoffer ausernee setzen. D'Kommunikatioun tëschent deenen Zwee, nämlech dem Hiersteller an dem Uwender vu Chemikalien, gëtt däitlech verbessert. Do doniewent ginn och déi verschidde Responsabilitéitsschnëttstelle méi kloer geregelt.

Heieraus ergi sech folgend Virdeeler: manner Haftungsrisike fir d'Entreprisen, manner Imageverloscht, kee Wettbewerbsvirdeel méi fir Stoffer, deenen hir Geféierlechkeet net ka beuerteelt ginn, d'Vermeide vu Schied op der Aarbechtsplaz an och am Privatberäich, Käschtenaspuerungen am Gesondheetsberäich an am Ëmweltschutz.

Aus enger däitscher Etüd an dësem Kontext geet ervir, dass d'Käschte vun de Schied duerch Chemikalië pro Awunner zwëschen 0,5 a 5 Euro pro Joer leien.

Wat kascht REACH, a wat bréngt REACH? D'Käschte maachen net méi wéi een hallwe Prozent, 0,5% vum Ëmsaz aus vun der Chemieindustrie pro Joer. Si belafen sech insgesamt op 2,3 Billiounen, dat sinn 10^9 Euro. D'Käschte kënnen nach erofgesat ginn, zum Beispill duerch alternativ Testmethoden - QSARs - ëm ronn 0,9 Billiounen Euro, oder duerch esou Virschléi wéi OSOR - „one substance - one registration” -, déi ee Minus vu 4 bis 24%, jee no Zeenario, kënne bréngen. Dat heescht, dass fir ee Produit europawäit eng eenzeg Registréierung néideg ass.

D'Argumentatioun vun der Industrie géint REACH war: D'Produitë verschwannen um Marché an d'Chemieindustrie verlagert sech ausserhalb vun Europa. De Géigendeel schéngt de Fall ze sinn, wéi déi lescht KPMG-Etüd bestätegt, déi d'Secteure vun der Automobil-, der Elektronik- an der Verpakungsindustrie a Beräicher wéi Zement-, Pabeier-, Zénk- an Eisenindustrie analyséiert huet.

REACH wäert sech positiv op d'Wettbewerbsfäegkeet auswierken, an zwar éischtens: REACH gëllt och fir importéiert Stoffer, dat heescht, datt déi europäesch Stoffhiersteller, déi scho vill Daten iwwer hir Produiten hunn, sech doraus ee Wettbewerbsvirdeel kéinte vis-à-vis vun Importateure verschafen.

Zweetens, den „first mover“-Virdeel. Op dem Sommet vu Johannesburg 2002 ass décidéiert ginn, dass gesondheets- an ëmweltschiedlech Auswierkunge vu Chemikalië bis 2020 miniméiert solle ginn. Mëttelfristeg besteet doduerch weltwäit souwisou d'Noutwendegkeet vun enger verbesserter Chemikaliëkontroll.

Wat ass dann elo d'Envergure vun der Registréierung vu Chemikalien duerch REACH? Duerch d'REACH-Reglement, dat an der Virbereedung ass, soll dat europäescht Chemikaliërecht grondleeënd reforméiert ginn an de REACH-System soll agefouert ginn. De Kär vun dëser neier Politik ass den Ëmgang mat den Altstoffer, zu deenen ee bal keng Informatiounen huet. An deene leschte 50 Joer si méi wéi 100.000 nei Chemikalien op de Marché komm, déi nach ni op hir Ëmwelt- a Gesondheetsverträglechkeet getest gi sinn. Dovunner gëtt et der 30.000, déi iwwer eng Tonn pro Joer produzéieren. Nëmmen nei Stoffer sinn op hir Ëmwelt- a Gesondheetsproblemer getest ginn. Dat sinn ongeféier 3.500 Stoffer.

De REACH-System verlaangt vum jeeweilegen, deen de Stoff an de Verkéier bréngt, also dem Hiersteller oder dem Importateur, dass hie fir d'Sécherheet vu senge Chemikalië selwer verantwortlech ass, an dass hien déi fir d'Bewäertung dofir néideg Daten och selwer beschaaft. Am Däitschen heescht dat „Beweislastumkehr“ oder am Franséischen „renversement de la charge de la preuve“.

Registréierungsflichteg an domadder vum REACH-System grondsätzlech erfaasst sinn d'Chemikalien, déi ab enger Tonn pro Joer produzéiert ginn. Den Empfang vun den Daten, dee bei der Registréierung néideg ass, riicht sech no der Quantitéit, dem Volume vum produzéierte Stoff. Sou ergëtt sech, dass an enger Quantitéit vun zéng Tonne pro Joer d'Flicht besteet, fir Stoffsécherheetsberichter opzestellen (CSR, Chemical Safety Reports). Doranner stinn ënner anerem och Virschléi fir d'Risikominimiséierung. Duerch dës „risk-based approach“ soll d'ganz Industrie, ob kleng oder grouss, ob se vill oder wéineg produzéiert, mat deenen nämlechten Daten, dem sou genannte Grunddatensatz, virregistréiert ginn. Et ass kloer, datt déi kleng Industrien e groussen Opwand musse bedreiwen, fir déi néideg Daten ze kréien.

Et gëtt an där Hisiicht zwou Zorte vu Chemieindustrien:

D'Hiersteller an d'Importateuren, déi mussen d'Registréierung maachen an déi néideg Informatiounen zur Verfügung stellen.

Dann zweetens, d'Downstream-users, dat sinn d'Uwenner. Si kréien duerch REACH méi Informatiounen a kënnen dowéinst méi sécher mat Chemikalien op der Aarbechtsplaz ëmgoen, hir Mataarbechter besser informéieren a méi sécher a manner geféierlech Produiten dorauser maachen.

D'Agence européenne des produits chimiques fir d'Evaluatioun vu chemesche Produiten, doriwwer muss europawäit an och hei zu Lëtzebuerg nogeduecht ginn. Wéi geschitt dann dës Evaluatioun vun de Chemikalien an Zukunft nom REACH-Reglement? Et gëtt eng europäesch Chemikalienagence geschaf. Si kritt hire Sëtz zu Helsinki, kritt 250 Mataarbechter, an hir Missioun ass d'Harmoniséierung vun de Chemikalien europawäit ze regléieren.

Wat heescht dann elo d'REACH-Direktiv fir Lëtzebuerg? Hei zu Lëtzebuerg gëtt et bal keng Industrien, déi als Hiersteller ënner REACH falen. Et gëtt allerdéngs e puer Importateuren, also Downstream-users. Esou wéi REACH haut definéiert ass, wäerten allerdéngs awer och eis Glas-, Zement- an Eisenindustrie als Hiersteller vu Stoffer betruecht ginn. Dat muss een a Fro stellen, well déi stelle jo am Prinzip keng geféierlech Produiten hier.

Hei gëllt et, elo de Perimeter vu REACH esou ze délimitéieren, dass nëmmen déi Produiten erageholl ginn, déi och Sënn maachen. Fir de Kader vu REACH richteg anzeschätzen, soll gesot ginn, dass chemesch Stoffer, déi eng echt geféierlech Nuisance fir Mënsch an Ëmwelt hunn, an dëst Reglement kommen. De Bensin an den Diesel, d'Plastik-Polymeren, d'Medikamenter, d'Kosmetika an d'Nahrungsmëttelzousätz sinn net a REACH.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Déi hunn eege Reglementer.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Eege Reglementatiounen.

M. Roger Negri *(LSAP).*- Okay.

D'Agence zu Helsinki huet niewent dem feste Personal verschidde Comitéën, déi sech mat der Evaluatioun vu Chemikalië beschäftegen. Déi Comitéë si mat Leit aus de Memberstate besat. Hei ass et wichteg, dass de Lëtzebuerger Stat de Lien zwëschent der Industrie an der europäescher Agence hierstellt. Am Chemikaliëberäich besteet zu Lëtzebuerg den Ament ee Comité interministériel, aus der Santé, dem Environnement, dem Travail an der ASTA.

Des Weidere brauche mir hei zu Lëtzebuerg eng Produktgesetzgebung. Lëtzebuerg huet am Moment eng Prozessgesetzgebung, an dëst duerch d'Kommodo-Inkommodo-Gesetz. Mir brauchen eng Cellule fir d'Berodung, fir dass d'Betriber sech net fir alles op Helsinki wenne mussen, wat jo an der Praxis och net méiglech wäert sinn. Et wier denkbar fir déi Agence, déi sech hei zu Lëtzebuerg ëm REACH bekëmmert, an eng bestehend Verwaltung oder an een CRTE ze integréieren, ënnert der Form vun enger Agence des produits chimiques, esou wéi am Energiesecteur, wou d'Agence de l'Énergie besteet.

Här President, um Niveau vun der EU-Kommissioun lafe momentan déi sou genannte REACH Implementation Projects. Lëtzebuerg ass hei leider net aktiv an net representéiert. En Accord politique op europäeschem Niveau zu REACH wäert an der leschter Halschent 2005 ënnert der englescher EU-Rotspresidentschaft um Niveau vum Conseil kommen. Da läit et un den Éisträicher oder un de Finnen, fir dat Ganzt ofzeschléissen. Dëst geet elo séier, a mir si gefuerdert hei zu Lëtzebuerg ze handelen a mat Zäit déi richteg Akzenter ze setzen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Negri. Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling ageschriwwen. Här Jaerling!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech wëll dem Här Huss emol félicitéiere fir seng Initiativ, dëst wichtegt ëmweltpolitescht Thema haut hei kënnen ze debatéieren.

Dat hei ass en Thema, wat am Fong an d'Kompetenze vu mengem Parteikolleeg Roby Mehlen fält, dee leider haut verhënnert ass. Dofir fält dës Ried och vläicht net esou ausféierlech aus, wéi dat normalerweis de Fall wier.

Une voix.- Ooohhh!

Une autre voix.- Ech hunn en awer gesi gëschter.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Gelift, Madame?

La même voix.- Ech hunn e gesinn.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech och nach, ech hunn en och gëschter gesinn.

Une autre voix.- Aahh!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- E war gëschter scho verhënnert.

M. le Président.- Loosst den Här Jaerling ufänke mat senger Ried!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Nodeem eng Rei Experten hei dat Thema kloer ëmrass hunn an och méi an den Detail gaange sinn, wëll ech versichen, mat menge bescheidene Kenntnisser dat Wesentlecht iwwert de Projet REACH hei virzebréngen an aus eiser Siicht virzedroen.

Et geet jo also hei haaptsächlech ëm d'Umeldung, d'Préifung an d'Zouloossung vu Chemikalien, vun ëm déi 30.000 chemesch Stoffer, déi um Maart sinn. Bei 90% vun deene Produite leien absolut keng Risikodate vir, dat heescht si sinn am Fong guer net iwwerpréift ginn,...

Une voix.- Et gëtt der vill méi!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- ...an déi aktuell europäesch Chemiegesetzgebung geet beileiwen net duer fir déi Geforen ofzewenden, déi vun dëse Produiten op d'mënschlech an d'déierlech Gesondheet, awer och op d'Ëmwelt iwwerdroe kënne ginn.

REACH ass en Dokument vun ëm déi 1.200 Säiten. Déi Texter, déi doranner verfaasst sinn, solle 40 verschidde bestehend gesetzlech Veruerdnungen ersetzen, fir e bessere Schutz vu Mënsch an Natur kënnen ze garantéieren. REACH soll och schlussendlech keng EU-Richtlinn ginn, mä eng Veruerdnung, déi an deene 25 Länner soll Gültegkeet kréien.

Wéi wichteg dëst Thema ass, gesi mer dorunner, datt eleng am EU-Parlament sechs Kommissioune méi oder wéineger mam REACH-Projet beschäftegt sinn, ënner anerem d'Ëmweltkommissioun, d'Kommissioun fir de Verbraucherschutz, mä och d'Kommissioun fir d'Industrie an d'Kommissioun fir de Bannemaart. Dës Tatsaach eleng ënnermauert net nëmmen, datt de Projet REACH wichteg ass, mä och datt verschidden Interessegebidder vun dësem Projet betraff sinn.

Deen neie System gëtt eis eng besser Kontroll iwwert d'Produktioun, den Import an d'Benotzung vu Chemikalien. Et ass awer e System, deen op d'Informatioun iwwert dës chemikalesch Stoffer opgebaut ass an op den Zougang zu dësen Informatiounen. Dat ass e Projet, deen op d'Preventioun opgebaut ass, also op de Précautiounsprinzip. Ze vill oft hu mer eréischt hannendrun oder ganz oft souguer vill ze vill spéit erausfonnt, wéi geféierlech deen een oder deen anere vun deene chemesche Stoffer ass. Elo mussen déi méiglech Konsequenze fir Mënsch an Natur virdrun esou wäit wéi méiglech ënnersicht ginn, an dës Informatioune mussen dann och hannerluecht ginn.

Et feelen eis haut vill Informatiounen iwwert déi chemesch Produkter, déi schonns am Ëmlaf sinn, a souguer eng Rei vun hinne si guer net zougänglech. Dofir ass déi Informatiounsflicht net nëmme fir déi nei Produiten, déi op de Maart kommen, wichteg, mä och fir déi Produiten, déi schonns um Maart sinn.

Am Zesummenhang mat der Analys iwwert d'Konsequenze vu chemesche Stoffer fir Mënsch an Natur muss sech och d'Fro gestallt ginn, ob do, wou se agesat ginn, dës Stoffer net duerch manner schiedlech Mëttel kënnen ersat ginn. De REACH-Projet ka laangfristeg dozou féieren, datt manner schiedlech Stoffer an der Industrie agesat ginn. Mä wéi bei all Projet, dee Mënsch an Natur betrëfft, däerfe mer net d'Konsequenze vergiessen, déi de REACH-Projet fir d'Wirtschaft huet.

Ouni Zweifel mussen d'Betriber e groussen Effort bréngen, wann dëse Projet soll ëmgesat ginn. Dofir muss gekuckt ginn, dass dësen Effort esou kleng wéi méiglech fir d'Betriber ass, besonnesch och, fir dass e fir déi Kleng- a Mëttelbetriber finanzéierbar bleift.

D'Schwieregkeet besteet wéi ëmmer doranner eng Balance ze fannen tëschent den Intérêtë vun de Betriber an dem Ëmwelt- a Verbraucherschutz. Mir plädéieren dofir an dësem Zesummenhang fir de Précautiounsprinzip. Dem Schutz vu Mënsch an Natur muss awer d'Prioritéit erhale bleiwen.

Do derniewent däerfen déi Klenga Mëttelbetriber awer net iwwerfuerdert ginn an och wa mer dësen neie System fir noutwenneg halen, sollt hien dach esou ausgeluecht ginn, dass dës Betriber sou mann wéi méiglech Problemer kréien, fir déi nei administrativ Belaaschtung kënnen ze verkraaften.

Här President, ech wëll elo nach op zwee méi spezifesch Punkten agoen, déi eis um Häerz leien.

Als Éischt däerfe mer net vergiessen, datt den neie System eis nei Informatioune soll liwweren. Dës Informatioune musse mer jo dann awer och iergendwou hierkréien.

Et misst vun der EU also fir d'éischt versicht ginn, op bestoend Informatiounssystemer an Informatiounsmaterial aus deene verschiddene Staten zréck kënnen ze gräifen a se dann an engem Datekonzept ze sammelen, fir e Maximum vun Donnéeën zur Verfügung ze hunn.

Fir ze wëssen ob e Produit schiedlech ass fir Mënsch an Natur, muss dëse Produit fir d'éischt getest ginn. Dës Produkter kann een natierlech net um Mënsch testen, wat mat sech bréngt, dass normalerweis op Déiereversich muss zréckgegraff ginn.

Mir sinn der Meenung, datt Déiereversich souwäit wéi méiglech ageschränkt wann net souguer verbuede musse ginn. Leider ass an deem Zesummenhang d'Reglementatioun, déi vum REACH-Projet virgesinn ass, net konkret an net konsequent genuch.

Déiereversich mussen op jidde Fall da verbuede ginn, wann et eng alternativ Méiglechkeet gëtt chemesch Stoffer ze teste wa keng Date virleien.

Nëmmen eng strikt a konkret Reglementatioun kann Déiereversich op e Minimum reduzéieren, respektiv ganz verbidden. Dës Reglementatioun muss direkt an de REACH-Projet integréiert ginn a bindend sinn.

En anere Punkt, deen ech an dësem Kontext opwerfe wëll, ass deen, datt am Zesummenhang mat dësem Projet eng eenheetlech Kennzeechnung fir Chemikalien europawäit agefouert hätt kënne ginn. Esou eng eenheetlech Kennzeechnung géif eng besser Informatioun vum Bierger a Konsument sécherstellen.

Des Weidere wëll ech drun erënneren, datt et wichteg ass, dass de Grondprinzip vun der Responsabilitéit vum Hiersteller vu Chemikalien net däerf a Fro gestallt ginn. Souwuel de Verursacherprinzip wéi d'Beweislaaschtëmkéierung däerfen duerch den neie REACH-System net a Fro gestallt ginn.

Nëmmen duerch e responsabiliséierte Betrib kann de Risiko duerch chemesch Stoffer fir Salariéen, de Konsument an d'Ëmwelt esou kleng wéi méiglech gehale ginn; awer och iwwert de Wee vu gutt informéierte Bierger a Konsumenten. Et ass also wichteg fir déi Informatioun och dem Konsument weider ze reechen. An e Maximum un Informatioun kann nëmmen dozou hëllefen den Ëmgang mat deene Produiten ze regléieren an och de Mënsch virdrun ze warnen.

Wichteg ass och déi europäesch Agentur fir chemesch Stoffer, där hir Aufgaben awer kloer ofgegrenzt musse ginn, fir ze garantéieren, dass duerch eng enk Zesummenaarbecht vun allen Akteuren eng praktikabel kloer ëmweltorientéiert awer och betribsfrëndlech Ëmsetzung vun der Chemiepolitik garantéiert ka ginn.

An och national gesinn, muss déi Datenerfaassung iwwert d'Chemikalië fonctionnéieren. Si muss koordinéiert ginn an hire Contenu muss zu all Moment iwwerpréifbar sinn.

D'Recommandatioune vu REACH missten awer och op hir Vereinbarkeet mat de Grondsätz vun der Subsidiaritéit iwwerpréift ginn.

Datt se ëmgesat solle ginn, oder musse ginn, ass kloer, d'Aart a Weis awer misst deenen eenzelne Länner iwwerlooss ginn am Kader vun deenen hire gesetzleche Bestëmmungen. An do wou keng Bestëmmunge sinn, missten der onbedéngt geschaf ginn am Interesse vum Mënsch, dem Déier an der Ëmwelt.

Wat elo dem Här Huss seng dräi Motiounen ubelaangt, esou ginn déi an déi Richtung wou mir och geduecht hunn. An ech mengen et ass déi richteg Richtung. Et ass dat, wat am Fong erwënscht ass, wat an dësem Kontext mat der Ëmsetzung vu REACH soll festgehale ginn an dofir hu mir och kee Problem fir déi dräi Motiounen ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet elo d'Regierung d'Wuert. Den Här Ëmweltminister Lucien Lux.

Schwätzt den Här Wirtschaftsminister och?

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Ech maachen Iech déi Freed, Här President.

M. le Président.- Ech freeë mech och drop, Här Minister.

(Interruption)

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Dem President géif ech eng Freed maachen, Dir géif ech keng Freed maachen.

(Interruptions et hilarité)

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Kolleeginnen a Kolleegen, ech wäert versichen, zesumme mat dem Kolleeg Jeannot Krecké, kuerz op dës Debatt anzegoen, ouni dem Versuch ze erleien am Detail op déi eenzel Punkten, déi souwuel vum Interpellant wéi och vun deenen anere Riedner hei skizzéiert gi sinn.

Ech wëll awer net vergiessen, fir dem Kolleeg Jean Huss ze félicitéiere fir déi Debatt hei, déi sécherlech, sou wéi hien et gewënscht hat, hätt kënnen am Ufank vun eiser Présidence stattfannen, mä ech mengen, si ass och elo nach utile, well u sech déi entscheedend Momenter vun der Reglementatioun REACH, déi stinn eréischt virun der Dier. An ech menge kënnen ze soen, ouni dass de Kolleeg Jean Huss mech wäert dementéieren, dass den Esprit, souwuel wat de Fong wéi och d'Method ubelaangt, déi mer an deene leschte sechs Méint geschaf hunn, gréisstendeels deem entsprécht, wat säi Souci war.

Wann ech haut de Moien d'Zensur kritt hu vu dem Europäesche Büro vun den Ëmwelt-ONGen iwwert d'Lëtzebuerger Présidence, déi, mengen ech, muer public gemaach gëtt an deem ech net wëll virgräifen, well dat hir Aufgab soll sinn, da wëllt ech awer just ee Saz virliesen, dee se an der Konklusioun soen zu der Aarbecht vun der Lëtzebuerger Présidence am Zesummenhang mat der Reglementatioun REACH: „Finally, the Luxembourg Presidency did an excellent job in achieving transparency in its work, combined with good technical capacity and by setting the right priorities and keeping a fair balance."; ech mengen et ass dat déi Aarbecht.

An ech wëll virun allem och eise Fonctionnairen, déi am REACH-Grupp an am Virfeld an och während de Conseile mat eis geschafft hunn, dee Saz do gäre weiderginn, well et weist, mengen ech, dass mer vun Ufank un, wat déi grouss Prinzipien ubelaangt, de richtege Wee gaange sinn.

Mir hunn och, wat d'Method ubelaangt - an dat huet eis allen zwee, dem Här Krecké a mir, vun Ufank u wichteg geschéngt -, op jidderee gelauschtert.

Et gëtt där Présidencen - an ech fäerten och e bëssen déi, déi elo virun der Dier steet -, do geet et mam Kapp riicht doduerch. An et gëtt därer - an déi Lëtzebuerger Présidence war eng dovunner -, déi all Säite nogelauschtert huet, souwuel deene Memberslänner, déi mat eis wollte schwätzen zu deem Thema, wéi awer och den ONGen, wéi och der Industrie, wéi och an deem Workshop, dee mer gemaach hunn hei zu Lëtzebuerg, wou jiddereen zu Wuert komm ass.

An ech mengen, dass dat vun der Method hier wichteg ass fir zu engem ausbalancéierte Resultat ze kommen, dat souwuel déi wichtegst Zilsetzung vu REACH ass, nämlech de Gesondheetsschutz fir d'Konsumenten awer och fir déi Leit, déi an der Chemieindustrie schaffen, an awer och op där anerer Säit d'Praktikabilitéit, dat heescht, dass mer näischt maachen, wat komplett niewent de Realitéite läit a sech och net an d'Froe vu Kompetitivitéit a Finanzéierbarkeet areit.

Ech géif och mengen, dass et eis am Laf vun deene Wochen a Méint wichteg war - an déi lescht Wochen hunn eis do gutt Resultater bruecht -, kloer ze maachen, dass REACH net den Doud vun der Chemieindustrie géif bedeiten an dass et vun de Prinzipien hier wichteg war kloer ze maachen, dass am Géigendeel eng moderniséiert, eng op Gesondheetsschutz an op de Précautiounsprinzip bauend Chemieindustrie an eisen Ae mëttel- a laangfristeg e „gain de productivité", e „gain de compétitivité" géing bedeiten an dass mer duerch esou eng Richtlinn Virreider um Niveau vun de chemesche Produiten an der Welt kënnte ginn.

Ech mengen déi Asiicht do hu mer ëmmer erëm marteléiert op all deene Plazen, wou mer dat maache konnten. Souwuel déi Studien, déi vun der Kommissioun gemaach gi sinn - de Kolleeg Negri ass drop agaangen -, wann ee gesäit, dass de Coût vun der REACH-Reglementatioun op 0,1% vum Joresëmsaz vun der EU-Chemieindustrie an enger Studie vun der Kommissioun berechent ginn ass, a wann een dann dergéint gehalen huet déi 50 Milliarden Euro, déi gerechent gi sinn, déi an deenen nächsten 30 Joer kënnen eleng um Niveau vum Gesondheetswiese gespuert ginn, ech mengen da war deen Débat wichteg.

Hien huet zu Recht d'KPMG-Etüd nach eng Kéier dohinner geluecht, déi jo ausgerechent, géif ech bal soen, vun der Chemieindustrie selwer kommen ass, dofir net konnt verréideresch sinn an deem Mooss, dass et elo de Prinzip gewiescht wier: Wie mech bezilt, dee kritt dat, wat e gären héiert.

Hei mengen ech ass och kloer gemaach ginn an deene Secteuren, déi hei studéiert gi sinn, dass d'Horrorzeenarien, déi eng Zäit gezeechent gi sinn, kënnen ad acta geluecht ginn.

Fir dat wat fir eis an deenen nächste Méint um Spill steet, ass zu Recht gesot ginn, dass mir hei zu Lëtzebuerg eis elo relativ schnell mussen zesummesetze fir ze kucken, wat mer aus der Reglementatioun national maachen. Eng Rei vun Décisioune stinn do aus an et ass zu Recht gesot ginn: Wa mer et fäerdeg bréngen, am Conseil, nom Avis vum Europaparlament Oktober-November, wa mer dann am Dezember am Conseil ënnert de Briten, déi sech dat fest virgeholl hunn, zu engem Accord kommen, dann, wéi gesot, no den technesche Iwwersetzungen an anere Saachen, déi ze maache sinn, kéint et ënnert den Éisträicher oder de Finnen zu enger definitiver Position commune kommen. Et ass ëmmer kloer ze wëssen, dass dat hei e Reglement ass, wat d'application directe ass, esou dass mer also scho misste kucken, dass mer fir den 1.1.2007 missten déi do Décisiounen huelen.

An ech géif och mengen, dass mer an deenen zwou Kommissiounen, souwuel där vun der Ekonomie wéi vun der Ëmwelt, eis sollten à Réunion-jointen dann heiansdo gesinn, fir praktesch ze kucken, wat dat heescht. Mir sinn haut net an der Lag fir ze soen, wat déi national Autoritéit ass, déi sech dann drëm këmmert. Schafe mer eng nei Agence, déi sech dann zesummesetzt op enger interministerieller Ebene vun deene Ministèren, déi betraff sinn? Dat sinn net nëmmen déi zwee, déi haut de Mëtten hei vertruede sinn. Dat ass och d'Santé, dat ass och den Travail, dat ass och den Här Boden mat de Classes moyennes, respektiv och mat der Agriculture. Dat ass also mengen ech eng Décisioun, déi mer dann an deenen nächste Wochen ze huelen hunn. Baue mer, wéi gesot, op eng nei Agence? Setze mer op bestoend Verwaltungen, Ëmweltverwaltungen oder anerer?

Ech mengen déi Décisioune sinn dann ze huelen, wéi och déi finanziell Moyenen, déi mer brauchen. Ech mengen dat ass jo an der zweeter Motioun och nach eng Kéier ervirgehuewen, déi finanziell Moyenen, déi mer brauchen, fir dat dann an d'Wee ze leeden.

Mir hunn, wann ech gesot hunn, vum Fong hier, a wat den Esprit war vun deem wat mer gemaach hunn, souwuel de Wirtschaftsminister an de Kompetitivitéitsconseil, déi jo praktesch parallell ëmmer getagt hu par rapport zum Conseil Environnement, am Environnementsconseil virun allem gesat op de Prinzip vu Précautioun an de Prinzip vun der Substitutioun. Ech mengen dat war e bëssen déi Method, déi mer haten, dass mer do haaptsächlech déi Saache beaarbecht hunn, während am Kompetitivitéitsconseil - an de Wirtschaftsminister wäert drop agoen - méi op déi Froe vun der Praticabilitéit, vun der Aart a Weis wéi d'Agence soll schaffen, wat fir eng Wierkung dass se soll hu par rapport zu den nationalen Autoritéiten an esou weider, agaangen ass.

Iwwert de Précautiounsprinzip mengen ech ass alles hei gesot ginn. Dat ass ee vun deene wichtegsten. Dofir mengen ech wëlle mer eng nei Richtlinn um Niveau vun de Chemikalien hunn. Si ass d'Basis eleng schonn am Artikel 1, wou den Objet definéiert gëtt. Si, mengen ech, ass ee vun den haaptsächleche Prinzipien an der Politik vum Livre blanc vun 2001 gewiescht. Si gëtt dokumentéiert duerch d'Beweislastumkehr, déi mer hei maachen, dass d'Preuve bei der Industrie läit. Si ass mengen ech wichteg opgrond vun der Responsabilitéit, déi d'Industrie kritt, fir all déi Informatiounen, déi se dohinner leet, an och déi Gestioun vun de Risquen, déi proposéiert sinn. All déi Punkte ware fir eis wichteg.

Schlussendlech ass de Prinzip vun der Substitutioun ee vun deene Prinzipien, déi natierlech méi an der Diskussioun stinn, déi och mengen ech méi contestéiert sinn. Ech mengen, dass de Substitutiounsprinzip d'Konsequenz selwer ass vun deem wat de Regime vun der Autorisatioun bedeit. An et ass och op deem Niveau do wou d'Propositioune vun der Kommissioun sécherlech net esou wäit ginn, wéi mer dat alleguer mengen a wéi et och um Niveau vun dem Conseil Environnement vu ville Länner nach eng Kéier dohinner geluecht ginn ass.

Mir wëllen also weider encouragéieren, dass de Prinzip vun der Substitutioun verstäerkt soll ginn, innerhalb vum Autorisatiounsregime. Ech mengen dat ass déi Aufgab, déi mer kritt hunn, och e Freiden am Ëmweltconseil an deem Débat d'orientation, dee mer haten.

Zu der Situatioun zu Lëtzebuerg, wéi gesot, hunn ech gesot, dass déi zwee Ministèrë bis elo dat gutt zesumme pilotéiert hunn, eis Fonctionnairë gutt zesummegeschafft hunn. Dat wëlle mer och weider maachen. Et soll do kee Broch elo entstoen, doduerch dass d'Lëtzebuerger Présidence eriwwer ass, dass et erëm gëtt wéi et e bësse virdru war, wou u sech zu Bréissel kee sech esou richteg ëm REACH gekëmmert huet. Mir hunn also wierklech en catastrophe missen do eis Equipe, d'Ressourcehumainen dohinner setzen, an ech mengen et soll net e Broch ginn, dass mer elo mar erëm ufänken opzehalen.

Et ass richteg bemierkt ginn, dass mer an der Interimstrategie net aktiv mat derbäi sinn. Ech mengen, dat ass eng Fro, déi sech elo muss stellen, ob mer net, esou wéi zum Beispill déi däitsch Regierung et gemaach huet, et fäerdeg bréngen, fir en Accord wierklech elo schonn ze fannen, an dësem Moment, tëschent der Regierung op där enger Säit, der Chemieindustrie an och der IG Chemie op där anerer Säit.

Dat heescht d'Fro ass, ob mer net am Hiersch oder Ufank d'nächst Joer eis schonn zesummesetzen, souwuel mat der Industrie, déi betraff ass, awer och mengen ech mat de klengen a mëttleren Industrien, op déi den Här Calmes zu Recht higewisen huet, an natierlech och mat de Gewerkschaften, fir ze kucken inwieweit dass mer hei zu Lëtzebuerg e Modus vivendi, eng Plattform fannen, fir déi Ëmsetzung do esou gutt wéi méiglech iwwert d'Bühn ze kréien. Mir haten ee ganz interessanten Hearing gehat och bei dem europäesche Gewerkschaftsbond, deen all déi Froen aus der Siicht vun de Salariéen opgeworf huet. Ech menge mir sollten si also net op der Säit loossen, wa mer elo eis nach eng Kéier zesummesetzen.

Wat elo d'Motiounen ubelaangt, wëllt ech nach kuerz op déi agoen. Här Huss, wat déi éischt Motioun ugeet, déi eis invitéiert eng ganz Rei vu Saachen ze maachen, fir déi mer an deene leschte Wochen a Méint geschafft hunn. Villes, wat hei steet, mengen ech huet zu deenen Zilsetzungen an Orientéierunge gehéiert, déi à la base ware vun der Aarbecht, déi mer gemaach hunn.

Dofir géingen de Jeannot Krecké an ech proposéieren, dass een déi Motioun géif souwuel an d'Ekonomies- wéi an d'Ëmweltkommissioun verweisen. Mir géingen hei d'Verspriechen ofginn, dass am Oktober, wa mer erëm an déi zwee Conseilë ginn, wou ech unhuelen, dass d'britesch Présidence, am Virfeld vläicht vun engem Accord politique am Dezember, en Débat wäert féieren, dass mer virun deene Conseilen an déi zwou Kommissioune kommen oder eng Commission jointe maachen, wat mengen ech nach méi intelligent wier, fir ze soen: Wou si mer drun? Wéi wëlle mer eis an deene Conseilen do positionéieren?

Mir haten dat iwwregens, jiddefalls an der Ëmweltkommissioun, och schonn am Virfeld vun deenen anere Conseilë gemaach, wou mer informéiert hunn iwwert déi Aarbechten an iwwert déi Positiounen, déi mer géingen huelen. Esou dass mer also déi Motioun géingen dohinner verweisen, net wëlle froen, dass se soll ofgelehnt ginn, well ech mengen et sinn eng Rei vu Saachen dran, déi ganz richteg sinn.

Et sinn awer eng Rei vun anere Saachen dran, déi een hannerfroe kann. Ech mengen, et ass och fir eis schwéier eis haut esou prezis op Saachen ze positionéieren, wann een net weess wéi d'britesch Présidence elo wëllt un d'Saach erugoen. Ech mengen en imperatiivt Mandat géing et eis och vläicht schwéier maachen an deenen Diskussiounen, déi mer elo an deenen nächste Wochen a Méint nach ze féieren hunn.

Déi zweet Motioun, do géinge mer der Chamber proposéieren se ze akzeptéieren, well dat mengen ech richteg ass. Mir sinn am Zesummenhang hei, ëmmer erëm muss een dat soen, vun engem Règlement d'application directe. Et gëtt also net nach eng laang Diskussioun vun nationaler Transpositioun a vu fréckelen hei a fréckelen do. Ech mengen dat ass hei net méi erlaabt. Esou dass mer eis scho mussen am Laf vum nächste Joer preparéieren, fir d'Saachen zu Lëtzebuerg och a Gang ze kréien.

Dat Eenzegt, Här Huss, wat mer géinge proposéieren, dat wier beim zweeten Tiret amplaz vun enger «cellule de compétence» en Term ze huelen, dee méi generell wär, en attendant dass mer eis definitiv do fixéieren; ze soen also: «à mettre en place une coordination interministérielle».

Ech mengen dat léisst alles op wat noutwendeg ass a wat mer brauchen an deenen nächste Wochen a Méint hei zu Lëtzebuerg.

Schlussendlech déi drëtt Motioun. Mer géinge proposéieren déi un d'Gesondheetskommissioun, un d'Kommissioun vun der Sécurité sociale an der Santé ze verweisen. Dat ass nämlech eng Kompetenz vum Gesondheetsminister. Deen ass awer de Mëtten net hei. Ech mengen et wär onfair elo hei eppes unzehuele wat eng Aufgab ass, déi sech un hie wennt. Dofir géinge mer mengen, dass de Gesondheetsminister d'Geleeënheet soll kréien an der Kommissioun, bei Geleeënheet vun enger vun deenen nächste Sëtzungen, dann och zu där Motioun seng Meenung ze soen an ze kucken, inwieweit dass hien dat wëllt ëmsetzen.

Ech mengen, „indoor pollution" an och d'Ëmweltambulanz, dat ass eng Kompetenz vum Gesondheetsminister, an et soll een him also och d'Geleeënheet ginn, fir kënnen dann zu där Motioun do an der Kommissioun, a vläicht herno bei enger anerer Geleeënheet, déi sech sécherlech bitt, nach eng Kéier drop zréckzekommen.

Fir eis wär et sécherlech interessant no deem Débat vun de Mëtteg, dee wéi gesot net deen Esprit vu Précautiounsprinzip dementéiert huet, vu wierklech der Noutwendegkeet vun enger Moderniséierung, vun der Noutwendegkeet net all deenen Däiwel-un-d'Wandmole-Strategien, déi gemaach gi sinn, deenen Horrorzeenarien, déi gemaach gi sinn, ze erleien, mä wierklech riicht weider ze goen an eiser Attitüd, an och de Substitutiounsprinzip, sou wäit en ëmmer technesch praktikabel ass, sou wäit en ekonomesch verstänneg ass - et ass kloer, dass do net alles geet -, mä esou no wéi méiglech un d'Wahrung vun deem Prinzip ze kommen. Ech mengen, dass deen Esprit de richtege war.

Ech mengen, dass mer op sinn, fir souwuel an eng Commission jointe wéi och hei an de Plenum - dee Moment wou et wierklech da fir en Accord politique am Conseil am Dezember interessant gëtt - eng Kéier zréckzekommen an ze soen, wéi mer eis als Regierung zu deene Froen, déi dann nach opbleiwen, wëlle positionéieren.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Wuert huet dann de Wirtschaftsminister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen et kuerz, leet Äert Gewëssen direkt a Rou.

Ech wollt awer soen, dass den Här Huss mech net enttäuscht huet. Hien huet éischtens e Sujet opgegraff, deen him um Häerz läit - dat weess ech säit längerem duerch déi Aarbecht, déi hie mécht. Hien huet och mat moult détails gewisen, dass hie sech ëm esou Saache bekëmmert. Och wann ech net ëmmer konnt mat him d'accord sinn, huet hien awer a ville Beräicher och eng Kenntnis, déi méi wäit geet wéi meng - dat muss ech éierlech agestoen -, sou dass ech fannen, dass deen Débat awer utile war.

Déi meescht froe mech jo awer: „Wat ass REACH?" Ech mengen, Dir hutt et op alle Fall fäerdeg bruecht deen Dossier, wat e ganz wichtegen Dossier ass op europäeschem Plang, awer hei zu Lëtzebuerg mol e bëssen op d'Kaart ze setzen. Dee Mérite muss een lech wierklech loossen.

Ech mengen, et ass och e Paradebeispill op zwee Punkten. Den éischten ass deen: Hei gesi mer richteg, wéi dat Verhältnis vun deenen dräi Pilierë bei Lissabon ka sinn. Hei hu mer wierklech en Zesummespill vu Froe vu Santé, Environnement, mat Wirtschaftlechkeet, an dat huet domadder mat Aarbechtsplazen ze dinn.

Dofir fannen ech, well et e Beispill ass, dass mer och dofir musse kucken, dass mer propper erauskommen - och op europäeschem Plang. Et ass net egal, wéi mer dat do meeschteren. Ech kommen op deen zweete Punkt herno zréck.

Ech mengen och, dass, sou wéi et ugepaakt ginn ass vun eiser Säit aus, et eng Trame hat, mat där och wierklech probéiert ginn ass déi zwee Voleten esou ze beliichten; wann Der esou wëllt, andeem dass ech den Deel Emploi e bësse mat ofgedeckt hunn.

Dir wësst, dass dat doten eng Propositioun ass, déi vun zwou Direction-généralë komm ass, déi eng Entreprise, déi aner Environnement, an dass mer dat dann och an zwee Conseilë maachen. Deen een huet méi eng wirtschaftlech Ausriichtung, deen anere méi eng Ëmweltausriichtung.

Mir hunn eis och dofir als Ministeren déi Aarbecht opgedeelt. Wat mer och gemaach hunn, dat ass, mir hunn déi Leit, déi do uewe sëtzen, déi dräi Stéck, zu enger Équipe jointe zesummegefaasst. Dat heescht, déi Equipe huet als Block geschafft an et ass net eng Equipe vum…

Une voix.- Et sinn der véier!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Pardon, ech hat deen een net gesinn.

(Hilarité)

Une voix.- Entschëllegt!

M. Jeannot Krecké, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.*- Et ass net esou, dass deen ee Minister seng Leit geschéckt huet an deen anere seng, wéi dat oft de Fall ass, mä mer hunn awer an dësem Fall probéiert eng Equipe ze maachen, déi zesummeschafft an op déi mir och allen zwee zréckgegraff hunn.

Ech hu gesot, dass et e Paradebeispill ass an zweefacher Hisiicht, och wat d'„better regulation" ubelaangt. Also, ech muss soen, wat hei dobäi erauskënnt, doru gëtt déi ganz Diskussioun «mieux légiférer» en Europe jugéiert.

Wann hei eppes erauskënnt, wat net praticable ass; wann hei eppes erauskënnt, wat sech herno als absurd an der Praxis weist, da soen ech lech, da war déi ganz Diskussioun, déi mer gefouert hunn elo während Méint ënner eiser Présidence haaptsächlech, mä déi awer elo nach weidergeet, sënnlos.

Ech mengen, een éischte wichtege Schrëtt ass, dass een eng Transparenz kritt, doduerch dass ee mol een Text huet, op deen ee sech beruffe kann, an net déi 40 Texter wéi et bis elo war. Et muss ee bei deem doten Dossier - wat e ganz komplizéierten Dossier ass, an deem een op widderspréchlech Informatioune stousse kann - wierklech Effikassitéit weisen.

Här Huss, Dir hutt eng Rei Saachen zitéiert, eng Rei Wëssenschaftler zitéiert, bei deenen dat de Fall ass. Den Här Calmes huet et och ënnerstrach: Do ass dat eent bewise ginn a säi Contraire. Dir hutt haaptsächlech - an dat verstinn ech - aus deenen Etüden, déi lech méi sachlech schéngen aus Ärer Siicht, zitéiert. Mä Dir kritt genau datselwecht zitéiert aus aneren Etüden.

Et hat ee wierklech d'Impressioun bei iwwer 50 Études d'impact - 50 études d'impact! - dass deen, dee bezuelt huet, och gesot huet, wat drasteet, well et war esou wäit ausenaner heiansdo, dass een un der Objektivitéit muss zweiwelen, esou dass een och mengen ech en anere Wee muss fannen. Ech mengen, do huet net nëmmen eng Säit d'Wouerecht gepacht. Ech mengen, d'Wouerecht läit iergendwou an der Mëtt.

Dat Eenzegt, wat ech fonnt hunn a wat ech och schonn als Ausso gemaach hunn, dat ass: „better regulation" gesäit jo och vir, dass am Virfeld soll gekuckt ginn ëmmer Études d'impact ze maachen, an net dass elo Direktiven einfach an d'Landschaft gesat ginn an herno gëtt gekuckt, ob dat dote praticable ass, mä ech mengen, mir si bei 50 ukomm, an ech hunn d'Ausso gemaach an hu gesot, dass et elo duergeet.

Ech mengen, déi nächst Etüd hëlt eis d'Décisioun net ewech, déi politesch Décisioun, déi mer ze huelen hunn. Dofir soen ech, et wieren der elo genuch um Dësch vun där enger a vun där anerer Säit.

Et kann een och net soen, hei wier laanscht d'Leit ewech geschafft ginn. Ech hunn nach seelen eppes gesinn, wou esou vill Dialog gefouert ginn ass. Ech weess net, Dir hutt dat wahrscheinlech verfollegt.

Ech muss soen, d'Europaparlament huet ganz vill Aarbecht gemaach. Et sinn néng Kommissiounen, néng Stéck, déi sech dorëm bekëmmeren. Ech hunn dat do nach ni an engem Dossier gesinn. Ech selwer war dräimol present a Kommissiounen. Dräimol! Dat kënnt Der och nofroen. Dat ass seelen. An de Lucien Lux ass natierlech op senger Säit och nach gaangen. Mä ech war eleng dräimol do, plus am Workshop wou ech present war, esou dass ech mengen, dass mer mat der Société civile, mat der Industrie, mat jiddferengem wierklech probéiert hunn ze schwätzen.

Ech mengen, do huet déi Lëtzebuerger Présidence als Grupp, also Block e risege Mérite doranner. Dee Mérite hunn net déi Ministeren, well mir hunn déi Gespréicher net gefouert. De Mérite huet déi Equipe; déi Equipe, déi och am Europaparlament, wéi ech op alle Fall do war, an der Wirtschaftskommissioun, also an der Industriekommissioun an deem Fall, ganz staark gelueft ginn ass fir déi Sachlechkeet, mat där se geschafft huet. Ech mengen, dat soll een einfach zur Kenntnis huelen.

Et ass sécher, dass et muss praticable sinn. Et ass gradesou sécher, dass eng Rei staark gesondheetsschiedlech Elementer eben net kënnen herno gebraucht ginn.

Bon, ech hu gesot, et gëtt e Mëttelwee fonnt. Hei muss opgepasst ginn, wat mat de PMEë geschitt. Den Här Calmes huet sech Suergen dorëms gemaach, an dat ass richteg. Dir hutt gefrot, wat mat den Helpdesken ass. Ech gesinn déi Helpdesken um Niveau, an ech hunn hinnen et ugekënnegt, vun deenen zwou Chamberen, der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, ugesiedelt. Wéi ech dat probéiere mat hinnen ze organiséieren, weess ech nach net, mä ech gesi se op alle Fall do ugesiedelt.

Wann et sech erausstellt, dass och déi vun der Landwirtschaft noutwendeg ass, da soll een déi mat abauen, well déi huet och hei zu engem Deel matzespillen. Dofir mengen ech, misst een hinnen d'Moyenë ginn. Et misst ee sech och eens ginn, wéi een do virgeet. Et huet kee Wäert, dass mer do sechs verschidde Berodungsgremië schafen.

Mir probéieren dat op enger Säit ze maachen, mä mir sinn nach net esou wäit, Här Calmes, dass ech lech definitiv soe kann, wéi sech dat do fënnt. Dir hutt eng Rei Saachen ugeschwat. Wann ech soen, et dierf net zu enger onméiglecher Bürokratie kommen, dann ass et och, well mir heirobber jugéiert ginn. Hei si vill Discoursë gehale ginn, wéi gesot, iwwer „better regulation". Dat hei muss herno och esou sinn.

Där Geschicht vun OSOR sinn ech ganz favorabel gesënnt, well ech fannen, et kann net sinn, dass do all Kéiers all Eenzelnen deemselwechten Dénge muss follegen. Mä do sinn eng Rei administrativ Elementer, déi gekläert musse ginn. Ech mengen, do si mer zwar op engem gudde Wee.

Ee lescht Wuert iwwert d'Agence. Dir hutt et ënnerstrach, déi Agence soll op Helsinki kommen. An eisem Conseil ass wierklech gesot ginn, dass déi renforcéiert soll ginn. Mä mir hunn awer drop gehalen, dass déi national Capacitéiten och missten erhale ginn. Dat heescht, et war jo ëmmer e bësse gefrot ginn, wourobber d'Gewiicht am meeschte geluecht gëtt, a wéi een awer kéint kucken, dass eng Regelung erauskënnt, déi an alle Länner d'selwecht applizéiert gëtt, dass een net besser huet an enge Länner den Enregistrement ze maache wéi an aneren. Dofir ass gesot ginn, dass e Renforcement vun der Agence zu Helsinki soll geschéien, mä dass een déi Capacité nationale soll oprechterhalen, an dat probéiere mer ze maachen.

Dofir hu mer lech dee Wuertlaut och proposéiert, deen den Här Lux an Är Motioun wollt eraleeën. Et wier elo am Moment och wierklech net fair lech ze soen, mir hätte schonn eng Solutioun. Mir hu se nach net! Mä Dir hutt Recht, vu dass et ee Règlement ass d'application tout de suite, kënne mer net waarden. Et ass net wéi bei enger Direktiv, bei där een dann nach ee Joer huet, ier een et ëmsetzt.

Ech menge schonn, dass hei eng propper Aarbecht vun eise Leit geleescht ginn ass, och am Sënn, wéi - mengen ech - Dir et kënnt verstoen, wa mer och net an alle Punkten lech vläicht Satisfaktioun ginn hunn. Mir kommen och gären erëm, wéi gesot, an déi zwou Kommissiounen, fir och am Laf vun der Zäit ze kucken déi Décisiounen, déi dann ustinn op europäeschem Plang, mat lech ofzeschwätzen. Dat hei soll elo an totaler Transparenz geschéien, esou wéi mer dat ugefaangen hunn, a mir hu kee Problem fir dat och esou weiderzeféieren.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder wier d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen dann zu de Motiounen.

Motions

Op deenen dräi Motiounen hu mer eng Ënnerschrëft, Här Huss!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, dat sinn also dräi Motiounen. Den éischte Punkt, dee mer effektiv musse maachen, dat ass ze regulariséieren, dass se iwwerhaapt akzeptabel sinn.

Ech hat virdrun a menger Ried gefrot, ob Kolleege vun anere Fraktioune bereet wieren, hir Ënnerschrëft op déi Motiounen ze setzen. Wann dat net de Fall wier, da géife meng Kolleegen hei selbstverständlech déi Motiounen ënnerstëtzen. Dofir géif ech dat gäre wësse vun deenen anere Fraktiounen. Wann d'Motiounen 1, 2 oder 3 ënnerstëtzt ginn, da sollen déi Kolleegen sech mellen, fir datt se recevabel sinn.

M. le Président.- Ech wollt datselwecht froen, Här Huss, ob Leit aus anere Fraktiounen d'Motiounen ënnerstëtzen andeem se hir Ënnerschrëft ginn. Ech widderhuelen nach eng Kéier d'Propositioune vum Minister: Déi éischt Motioun soll an d'Kommissioun verwise ginn, déi zweet Motioun ass akzeptéiert vun der Regierung, an déi drëtt Motioun, déi soll och an d'Gesondheetskommissioun verwise ginn.

Voilà, an d'Fro un déi aner Fraktiounen, ob se da bereet sinn, déi Motioun ze ënnerstëtzen?

Une voix.- Et ass déiselwecht wéi mir eng haten.

Une autre voix.- Jo.

M. le Président.- Här Grethen!

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, ech hunn eng Fro zur Motioun Nummer 2. Do gëtt d'Regierung invitéiert fir sech «de suite les moyens budgétaires et de personnels compétents nécessaires» ze ginn. Ech hunn héieren, dass den Här Minister Lux hei gesot huet, hie géif déi Motioun unhuelen.

Duerfir wollt ech den Här Minister da froen, wat senger Evaluatioun no déi Moyens budgétaires wieren, wat déi Moyens en personnels compétents wieren, a wou déi ugesiedelt ginn, a wéini dat dann de Fall ass, well ech ginn dovun aus, Här President, wa mer hei de l'accord vun der Regierung eng Motioun stëmmen, dass d'Regierung och schonn hei de festen Engagement kann huelen, dass am nächste Budget souwuel d'Finanzen do sinn, wéi awer och am Numerus clausus déi noutwendeg Personaldécisioune geholl ginn.

M. le Président.- Här Minister, Dir sidd ugeschwat.

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Ech mengen an deenen Ausféierungen, déi ech virdru ginn hat, kloer gesot ze hunn, dass, wann ee sech den Timing ongeféier virstellt vun der Reglementatioun REACH, da kann een dovun ausgoen, dass mer net virum 1. Januar 2007 mussen hei zu Lëtzebuerg kucken, wéi mer éischtens d'Kompetenz situéieren an eng bestehend Verwaltung - ech hu gesot zum Beispill d'Ëmweltverwaltung - oder ob mer eng Agence kreéieren, andeem mer eenzel Ministerë vereedegen.

D'Fro ass och, ob mer do Chambres professionnelles oder net mat dranhuelen an déi Agence, esou dass also net am Budget 2006 déi Noutwendegkeet ass, mä virun allem am Budget 2007…

M. Henri Grethen *(DP).*- Ah!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- …déi Noutwendegkeet ass, an ech mengen, dass et och à ce stade onméiglech ass ze soen, ier ee weess wéi d'Reglementatioun definitiv ausgesäit, wat een u Ressources humaines an der Fro vun der Autorisatioun, zum Beispill am Régime d'autorisation brauch. Et weess een och net, wéi

definitiv a wéi schnell d'Agence européenne zu Helsinki ka situéiert ginn.

Dat, mengen ech, wat dës Motioun seet, a wat mir als Regierung ënnerstëtzen, dat ass, dass mer an deenen nächste Méint mussen déi national Hausaufgaben esou schnell wéi méiglech maachen, an dass mer den Engagement hei als Regierung iwwert déi Motioun wäerten huelen an déi Garantie och ginn, fir duerfir ze suergen, dass am Budget 2007 d'Froe gekläert sinn, fir dass an där Verwaltung, déi mer dann definitiv mat der Aufgab wäerte beoptragen, déi néideg Moyenen, souwuel finanziell Moyenë wéi en personnel do sinn, fir dat kënnen ze maachen.

M. le Président.- Är Äntwert schéngt kloer ze sinn. Här Grethen?

(Interruptions)

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, esou kloer ass se net,…

Une voix.- Neen!

M. Henri Grethen *(DP).*- …well ech hunn elo verstanen, dass dat do eréischt den 1. Januar 2007 fréiestens muss en place sinn. Duerfir géif ech proposéieren en ordre principal, dass een dës Motioun géif an d'Budgetskommissioun verweisen, en ordre subsidiaire misst een am éischten Tiret vum Dispositif soss schreiwen, «à se donner le moment venu les moyens nécessaires», well «de suite», dat ass direkt, «le moment venu», dat ass dann eben den 1. Januar 2007. Mä et wier vläicht am beschten, et géif een dat hei un d'Budgetskommissioun verweisen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Huss huet d'Wuert.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, mir hunn als gréng Fraktioun kee Problem, souwuel de Virschlag vum Minister vun der «coordination interministérielle» do emol dranzesetzen als provisoreschen Term, a mir hunn och kee Problem, dee Virschlag vum Här Grethen unzehuelen, fir ze soen, «le moment venu».

M. le Président.- Da géif déi zweet Motioun folgendermoossen ausgesinn: Am éischten Tiret, «à se donner le moment venu les moyens budgétaires», an am zweeten Tiret géife mer déi «cellule de compétence» ersetzen duerch «cellule de coordination interministérielle». Da ginn ech och, ech hu weider keng Bereetschaft gesinn, fir…

Här Oberweis?

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, am Numm vun der CSV-Fraktioun géif ech proposéieren, mäin Numm op déi Motiounen dropzesetzen.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Meisch *(DP).*- Bei eis ënnerschreift den Här Calmes.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. Emile Calmes *(DP).*- Selbstverständlech.

Une voix.- Krrrrrrrrr!

Une autre voix.- Här Jaerling!

M. le Président.- Dir ënnerstëtzt déi dräi Motiounen, esou wéi se virleien? Déi zwou, déi an d'Kommissioun iwwerwise ginn, an déi aner, déi mer dann unhuelen, an den Här Negri…

Une voix.- …ënnerschreift…

M. le Président.- …fir d'Sozialistesch Aarbechterpartei. Här Negri?

M. Roger Negri *(LSAP).*- Jo, ech hunn déi zweet Motioun schonn ënnerschriwwen.

M. le Président.- Merci.

Domat géife mer dann awer iwwert déi zweet Motioun ofstëmmen, déi bleift dann nach.

Motion 2 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant l'évolution en cours du processus REACH et que le vote définitif sur REACH aura lieu probablement en 2006;

- considérant que notre pays devra alors faire face dans l'après-REACH à de nouveaux défis non négligeables;

- considérant que les firmes utilisatrices de produits chimiques et notamment les PME auront besoin d'informations détaillées et de conseils adéquats;

- considérant, d'autre part, que la collaboration prévue de notre pays avec l'Agence européenne pour les produits chimiques située à Helsinki exigera de la part de nos administrations un engagement sérieux relatif à la participation dans les comités d'experts et dans le travail d'évaluation de produits chimiques;

- considérant que dès maintenant un «Practical Preparation Programme» pour REACH vient de commencer ses travaux et que le Luxembourg a intérêt à y collaborer dès le début;

invite le Gouvernement

- à se donner le moment venu les moyens budgétaires et de personnels compétents nécessaires afin d'être à même de répondre à ces nouveaux défis;

- à mettre en place une «cellule de coordination interministérielle» travaillant activement dans ce sens.

(s.) Jean Huss, Emile Calmes, Aly Jaerling, Roger Negri, Marcel Oberweis.

Ass de Vote électronique gefrot?

(Négation)

Oder kënne mer duerch en Handzeechen ofstëmmen? Här Huss!

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Här President, just eppes wat ech och nach wëll soen: Wa mer déi zweet hei elo unhuelen, dat ass jo da ganz gutt, mat deenen aneren zwou Motiounen hu mir och kee Problem. Also besonnesch déi éischt Motioun, et si jo eng ganz Rei vu Fuerderungen do dran. Ech mengen, d'Kolleege sollen d'Méiglechkeet hunn, dat ze diskutéieren, an déi soll duerchaus da kënnen an déi zoustänneg Kommissioun, an eng Commission jointe am beschten, verwise ginn.

Ech kann och Verständnis dofir hunn, wat den Här Lux hei gesot huet, datt déi drëtt Motioun sech éischter un de Gesondheetsminister riicht, datt mer déi an der Santéskommissioun da solle behandelen, an datt mer da kucken, mam Minister zesummen do déi beschte Léisung ze sichen.

M. le Président.- Stellt Der déi zweet Motioun zum Vote?

Une voix.- Jo.

M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG), interpellateur.*- Jo, jo, jo!

Vote

M. le Président.- Gutt. Kënne mer dat iwwer Handzeeche maachen?

(Assentiment)

Wien dermat d'accord ass, deen hieft d'Hand an d'Luucht.

Plusieurs voix.- Aaahhh!

M. le Président.- Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

Domadder ass déi zweet Motioun ugeholl.

Sou, mir kommen dann zum nächsten a leschte Punkt um Ordre du jour, nämlech zur Question avec débat vum Här Marco Schank.

Plusieurs voix.- Déi ass muer, Här President.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Dann ass den Dossier net zortéiert ginn, wéi ech erakoum.

(Hilarité)

Domadder ass dann dës Sëtzung um Enn a si ass opgehuewen.

Ech soen Iech Merci.

(Fin de la séance publique à 17.35 heures)

JEUDI, 30 JUIN 2005

44E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président

Ordre du jour

1. Question urgente N°488 de M. Gast Gibéryen concernant la réunion d'information dans l'enceinte du Lycée technique des Arts et Métiers sur le traité établissant une Constitution européenne
2. Question avec débat N°3 de M. Marco Schank relative aux eaux de baignade au Luxembourg
3. 5449 - Projet de loi portant modification:
   1. de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;
   2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;
   3. de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;
   4. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

   (Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)
4. 5455 - Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz

   (Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres et M. Jean-Marie Halsdorf, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Mir si befaasst mat enger Question urgente vum honorabelen Här Gast Gibéryen. Dës Fro ass adresséiert un d'Madame Minister vun der Éducation nationale. D'Madame Minister huet sech d'accord erkläert fir direkt op déi Fro ze äntwerten. Deementspriechend ginn ech dem Här Gibéryen d'Wuert fir seng Fro ze presentéieren. Här Gibéryen!

1. Question urgente N°488 de M. Gast Gibéryen concernant la réunion d'information dans l'enceinte du Lycée technique des Arts et Métiers sur le traité établissant une Constitution européenne

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, ech si frou, datt d'Madame Minister direkt bereet war fir de Mëtten heihinner ze kommen, fir déi Fro ze beäntwerten. Esou wéi mir, hutt och Dir wahrscheinlech gëschter Owend op der Televisioun am „Journal" kënnen an engem Reportage gesinn, wéi eng lëtzebuergesch Europadeputéiesch an enger Klass vum Lycée des Arts et Métiers eng Informatiounsversammlung iwwert den Europäesche Verfassungsvertrag ofgehalen huet, mat dem Opruff, do mat Jo ze stëmmen, an och dementspriechend Informatiounsmaterial do verdeelt huet.

Mir sinn der Meenung, datt an enger öffentlech-rechtlecher Schoul dat net däerft sinn, oder wann et wier, datt dann déi Informatioun misst équilibréiert sinn, an et sinn och vill aner Leit där Meenung. Dir wësst, datt mir d'lescht Woch schonn eng Motioun eraginn hunn, an där mer wollten dokumentéieren, datt déi Campagne, déi vun der Regierung gemaach gëtt, och eesäiteg fir de Jo ass, wat mer och net richteg fannen. Et ass eng politesch Majoritéit, déi dat aneschters gesäit,…

(Interruptions)

…mä mir hunn awer hei och eis Problemer domat, well mer dat net fir richteg fannen.

Duerfir wollte mer d'Fro un d'Madame Minister stellen, ob si Kenntnis vun dëser Aktioun huet, an ob den Educatiounsministère och esou Informatiounsversammlungen da seng Erlaabnis ginn hätt? An ob d'Politiker dierfe Reklamm maache fir e Jo zum Traité constitutionnel, an ënner wat fir enge Konditiounen? Mussen déi Vertrieder net da vun alle politesche Stréimungen an Ausriichtunge gläich behandelt ginn? An ob nach weider esou Aktiounen an deem Genre a Schoule mat Bedeelegunge vu Vertrieder vu Parteien an deenen nächsten Deeg bis zum Referendum geplangt sinn? Wa Jo, wéi eng datt dat sinn?

Ech wier frou, wann d'Madame Minister…

(Interruptions)

…eis géif dann eng Äntwert dorobber ginn, fir datt dat net soll bal emol stëmmen, wat haut an enger däitscher Zeitung steet, am „Handelsblatt", déi elo dëser Deeg hei zu Lëtzebuerg waren a gekuckt hunn, wéi der Regierung hir Campagne leeft, an haut da schreift dat däitscht „Handelsblatt": „Im Radio laufen stündlich Werbespots, die - unterlegt von Beethovens Neunter Symphonie - in ihrer Dramatik an die Propaganda der Nazis erinnern."

Plusieurs voix.- Oooohhhh!!! Huuiii!!!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat steet haut am „Handelsblatt"!

(Brouhaha général)

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Wann esou eppes an enger däitscher Zeitung steet, dat ass nawell ganz interessant!

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Dat steet haut am „Handelsblatt"!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Ech wëll dat hei zitéieren, fir déi eesäiteg Campagne, déi hei zu Lëtzebuerg gemaach gëtt, an duerfir fannen ech et net gutt, wa mer och géifen an de Schoulen eng eesäiteg Campagne maachen. Ech wier duerfir frou wann d'Madame Minister mer géif dorobber äntwerten.

(Interruptions)

M. Ben Fayot *(LSAP).*- Här President, ech fannen dat eng schlëmm Ënnerstellung, a besonnesch wann dat vun engem däitsche Blat op Lëtzebuerg eragedroe gëtt!

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. le Président.- Sou, d'Madame Minister vun der Éducation nationale, Madame Delvaux.

(Brouhaha général)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President,…

(Brouhaha général)

M. le Président.- Kommt, elo bleiwe mer beim Thema.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Ech beäntwerten och ganz gären eng Fro, hunn och eng Meenung zur Verfassung, wollt awer elo hei keng Reklamm maachen. Ech fannen dat och en ellent Wuert fir Informatioun a fir dee Fait, deen hei beschriwwen ass, wou ech eigentlech d'Opreegung net verstinn, well de Lycée technique des Arts et Métiers huet säit Joren d'Traditioun, dass en all Joer all Europadeputéierten uschreift a se freet, ob se wéilten an d'Schoul kommen. Dat ass eng Initiativ vun engem Enseignant, fir d'Instruction civique méi anschaulech ze presentéieren. An dat ass all Joer, wou dat leeft, an dat leeft dëst Joer och.

An deem Kader war gëschter esou eng Europadeputéiert do, an d'nächst Woch sinn och nach Europadeputéierten am Lycée technique des Arts et Métiers fir op d'Froe vun de Schüler ze äntwerten. Dass elo dëst Joer Froen iwwert d'Verfassung gestallt ginn, dat ass jo eigentlech net erstaunlech. Wa keng géife gestallt ginn, da géif dat mech wonneren. Dass d'Televisioun do war - déi aner Jore war d'Televisioun och net do -, och duerfir kann een d'Schoul elo net responsabel maachen.

Ech wéilt och soen, dass fir esou Aktivitéiten an de Schoule keng extra Autorisatioun vum Ministère muss virleien. Ech denken och net drun, esou eng ze froen, well mir wëlle jo just d'Schoulen encouragéieren, sech opzemaachen an Intervenantë vu baussen eran an d'Schoulen ze invitéieren, fir eben d'Schoul méi lieweg ze maachen. Et ass méi interessant, et léisst ee sech vun engem Jurist erklären, wéi d'Justiz fonctionnéiert. Mir encouragéieren, dass d'Betriber sollen an d'Schoul kommen, fir Ried an Äntwert ze stoen, wéi eng Entreprise fonctionnéiert, Resistenzler, fir de Kanner ze erzielen, wéi et am Krich war.

An ech fannen et dann och normal, dass, wann een iwwer Politik schwätzt - Instruction civique soll jo eis Institutioune beschreiwen -, se dann, wann d'Schoule wëllen an d'Enseignantë wëllen, Parlamentarier do invitéieren, an ech géif dat och net als Reklamm bezeechnen, mä ech mengen dat ass d'Aarbecht vun eis alleguerte fir eis Aarbecht ze erklären an de Schüler dat och méi no ze bréngen a méi ze illustréieren.

Ech hat och elo keng Zäit, an hunn och éierlech gesot net d'Absicht fir an de 27 Lycéeën elo unzeruffen, fir ze froen, wéi eng Leit si nach invitéiert hunn an d'Schoulen ze kommen, an hire Programmen, déi normal lafen. Dat Eenzegt wat ech weess, dass also am Lycée technique des Arts et Métiers déi Campagne do weiderleeft. D'nächst Woch sinn nach zwee Europadeputéierte vun anere Parteien am Lycée technique des Arts et Métiers.

Eppes anescht, wat ech weess, dat ass, dass d'Conférence nationale des élèves Versammlungen organiséiert, allerdéngs ausserhalb vun der Schoulzäit, mä an Infrastrukture vun der Schoul, mam Premier, wou d'Schüler de Premier froen iwwert d'Verfassung. Dat ass de 5., 6. an de 7. Juli.

Vun aneren Aktiounen hunn ech keng Kenntnis, an ech muss éierlech soen - an ech denken, dass déi Meenung jo hei vum Haus gedeelt gëtt -, dass ech et wichteg fannen, dass d'Schüler sech fir Politik interesséieren a fir politesch Froen, an dass ech och der Meenung sinn, dass dat an d'Schoul gehéiert, à condition dass an deenen Informatiounsversammlunge keng xenophob oder rassistesch oder géint d'Mënscherechter Meenunge vertruede ginn. Mä an deem anere Fall hunn ech domadder kee Problem.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zum zweete Punkt vun eiser Dagesuerdnung, dat ass d'Question avec débat N°3 vum Här Marco Schank iwwert d'Waasserqualitéit. Dem Auteur vun der Fro sti fënnef Minutten zou fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousazfro virzedroen. Voilà, dann huet den Här Schank d'Wuert.

2. Question avec débat N°3 de M. Marco Schank relative aux eaux de baignade au Luxembourg

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, iwwert d'Problematik vun eise Badegewässer hei zu Lëtzebuerg ass an deene leschte Woche vill diskutéiert ginn, och an de Medië gewälzt ginn. D'Europäesch Kommissioun huet an hirem Rapport vum 26. Mee 2005 d'Resultater vun 2004 virgestallt a gesot, datt déi Situatioun éischter schlechter gëtt, an datt den Taux de conformité vun eise Gewässer weider erofgaange wier.

Fir ze rappeléieren: Hei zu Lëtzebuerg ginn 20 Zones de baignade gekuckt; vun deene Sitë respektéiere 50% déi méi strikt Qualitéitsnormen, 65% déi virgeschriwwen Normen, 20% vun de Sitë sinn net konform, a 15% sinn als Badegewässer net erlaabt!

Am Verglach zu deenen anere 24 EU-Memberlänner ass dat effektiv net genial. Et muss een awer fairerweis soen, datt duerch d'Inkohärenz vun den Texter d'Länner sech deelweis och laanscht hir Verantwortung drécken an einfach belaaschte Flëss mitunter net als Badegewässer deklaréieren an domat och kee Verbuet verhänke mussen, wéi dat zum Beispill un der Ënnersauer geschitt.

Dat heescht, op däitscher Säit kënnen dann an deemselwechte Floss d'Leit schwamme goen, ouni datt dat Waasser do besser ass. Ëmgekéiert besteet an der Musel, déi méi belaascht ass wéi d'Sauer, kee Verbuet fir dran ze schwammen. Wat Lëtzebuerg ubelaangt, däerf een awer weider an der Uewersauer um Stau, an der Our zu Wäisswampech an zu Rëmerschen an de Baggerweiere schwamme goen.

Fir d'Ënnersauer heescht dat awer, datt een och dëse Summer tëschent Ettelbréck a Waasserbëlleg net an d'Waasser däerf, an dat ass selbstverständlech kee gutt Signal weder fir den Assainissement insgesamt zu Lëtzebuerg nach fir eis Renommee am Tourismussecteur, wann dat Verbuet fir schwammen ze goen zënter 1989 an der Ënnersauer besteet.

Engersäits gëtt gesot, datt do d'Kläranlag op der Bleesbréck de Problem géif duerstellen, anersäits huet den Innenminister an engem Interview gesot, datt virun allem d'Uelzecht der Sauer Problemer mécht. Ech wëll awer zur Kläranlag op der Bleesbréck soen, datt ech weess, datt do am Moment technesch Anlage moderniséiert ginn, respektiv e Konzept fir eng drëtt Stuf erstallt gëtt.

Bis 2015 muss laut der europäescher Direktiv d'Waasser an eise Flëss a Baache propper sinn, chemesch an ekologesch. Besser wier sécher, wa mer dat och schonn éischter hikriten.

Ech wollt da meng Froe stellen un de Minister, deen zoustänneg ass fir d'Waassergestioun: Wéi wäit si mer insgesamt mat eisem Programm fir de Bau, d'Renovéieren, d'Moderniséiere vun de Kläranlagen zu Lëtzebuerg? Ginn déi Moyenen duer, déi de Moment d'Waasserwirtschaftsamt zur Verfügung huet, dat och am Kontext mat der Belegschaft, mat de Ressources humaines?

Dann, wéi wäit si mer mat der Ëmsetzung vun der Directive-cadre vum 23. Oktober 2000, déi jo eng ganz Palette vu konkrete Schutzmoossname virgesäit fir d'Bannegewässer propper ze halen, respektiv d'Ekosystemer an der Riicht ze halen.

An dann zum Schluss: Misst net d'Waasserwirtschaftsamt mam Ministère, zesumme mat den zoustännegen Ofwaassersyndikater, offensiv op déi eenzel Gemengeféierungen duergoen, fir méi Dynamik an den Dossier ze kréien, respektiv geschitt dat net schonn?

Ech soen lech Merci.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schank. D'Wuert huet elo den zoustännege Minister, den Här Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Marco Schank huet d'Situatioun vun eise Badegewässer hei zu Lëtzebuerg vum Joer 2004 ugeschwat op Basis vun engem Rapport vun der Europäescher Kommissioun. Tatsächlech waren an deem Joer an der Ënnersauer d'Gewässer net wéi et soll sinn. Et muss een och wëssen, dass et dat Joer vill gereent huet, an et deelweis och waarm war, dat heescht, et ware Konditiounen, déi dozou gefouert hunn, dass d'Gewässer net esou gutt an net an esou engem gudden Zoustand waren.

Et muss een awer och feststellen, wéi d'Traditioun et wëllt, dass wann en neit Joer ufänkt, och dëst Joer 2005, ëmmer e Prélèvement gemaach gëtt, an dëst Joer kann ech lech matdeelen, ass bei deenen 20 Statiounen hei am Land, déi gekuckt gi sinn, just bei enger Statioun e Problem gewiescht, esou dass ee feststellt, dass fir d'Joer 2005 eis Badegewässer besser si wéi dat Joer virdrun. An dat ass notamment drop zréckzeféieren, well d'Kläranlag vun Iechternach a Betrib ass, well do déi drëtt Stuf deelweis fonctionnéiert an doduerch hu mer dann e besseren Zoustand.

Une voix.- Très bien!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Wann een en dynamesche Buergermeeschter zu Iechternach huet wéi den Här Jos Scheuer, kann et just besser ginn. Ech wëll him da félicitéiere fir déi Initiativ, dass en déi Kläranlag frëschgemaach huet, well et ass jo net de Stat, deen d'Kläranlage baut, mä et sinn d'Gemengen, déi se bauen. Dat muss een ëmmer wëssen!

D'Gemengen hunn d'Kompetenz vun dem Assainissement vum Waasser, an d'Gemenge kréien 90% gehollef vum Stat. Esou gëtt d'Geschicht geschriwwen an esou musse mer déi ganz Problematik och verstoen, an dofir kann de Stat zesumme mat de Gemengen ëmmer nëmmen dat maachen, an och d'Waasserwirtschaftsamt, wat d'Gemengen an d'Weeër leeden. An dat ware fir den Exercice 2004 25 Milliounen, déi do verschafft gi sinn, an d'nächst Joer sinn et der 35 Milliounen Euro, fir déi d'Demanden do leie vun de Gemengen. Ech kommen awer nach dorop zréck.

Eis Gewässer sinn also amgaange besser ze ginn. Ech kann lech och soen, dee Bilan, deen elo zu Mondorf gemaach ginn ass, Här President, vun der Commission de l'Intérieur, wou Dir och Leit gefrot hat, se sollen dohinner goe fir nozelauschteren, war positiv. Ech weess net, wien dohinner gaange war. Ech weess awer, datt een Drëttel vun eise Gewässer schonn deene Kritäre vun 2015 entspriechen a chemesch an ekologesch propper sinn. Dat ass jo net schlecht, mä bei deenen anere mussen nach Analyse gemaach ginn an d'Problemer si bekannt.

Ech mengen, d'Problemer dat sinn: Mer musse méi Renaturéierung kréien, dat dréit vill zur Qualitéit vum Waasser bäi. Mer musse kucken, dass déi eenzel Gemengen och kleng Kläranlage kréien, well déi och eng ganz grouss Roll spillen. Deen drëtte Facteur, deen een net däerf vergiessen, dat sinn déi diffus Infiltratiounen an de Buedem, déi duerch d'Landwirtschaft kommen oder duerch Schwéiermetaller, déi och dobausse sinn.

Wann een déi dräi Aspekter léist, wann een déi méi no ugeet, mengen ech, kann een déi Saach an de Gréff kréien. Also, de Bilan ass net schlecht, wëssend och dass d'Musel ëmmer kanaliséiert bleift, mä gréisstendeels, mengen ech, si mer nach laang net déi Schlechtst.

Souwisou ass de Kritär, ob een e Badegewässer huet oder net, net drop zréckzeféieren, dass ee Gewässer am Fong geholl an engem besseren Zoustand wär, mä dat ass einfach eng Klassifizéierung, déi dat eenzelt Land mécht. Mir hunn d'Ënnersauer als Badegewässer klassifizéiert; eis däitsch Noperen hunn dat net gemaach. Mir hätten dat och kënne maachen. Et ass esou, mä ech sinn iwwerzeegt an ech sinn optimistesch, dass mer dës Situatioun an de Gréff wäerte kréien.

Dir hutt och dann ugeschwat, wou déi eenzel Projeten dru sinn a wéi déi am Fong geholl weiderginn. Ech hunn do e puer Chifferen nokucke gelooss. Ech kann lech matdeelen, dass am Joer 2004 am Ganzen 122 Dossiere vun deenen eenzelne Gemengen oder Syndikaten an den Intérieur erakomm sinn, an d'Waasserwirtschaftsamt erakomm sinn. Déi stellen e Montant vun Engagement vun 98 Milliounen duer. Op deenen Demandë gëtt dann elo geschafft. Dat dauert net méi wéi ee Joer fir déi ze traitéieren, bis se nees erausginn.

Esou kann een da feststellen, dass am Joer 2004 94 Dossierë favorabel ofgeschloss goufen. Dat waren net déiselwecht wéi déi, déi dat Joer erakoumen, dat waren der och scho vun deem Joer virdrun. An dofir läit och dee Montant, deen do elo engagéiert gëtt iwwert d'Joer 2004, bei 156 Milliounen. Dat ass scho Geld. Also, dat ass elo dat, wat op eis zoukënnt.

Et kann een och kucken, wéi dat an den eenzelne Bassinë sech erëmspigelt. Do muss ee feststellen, dass fir d'Uelzecht 7,2 Milliounen Euro virgesinn sinn. 2004 sinn ausgi ginn: Fir d'Chiers waren et 467.000 Euro; fir d'Musel 3,9 Milliounen; fir d'Sauer 13,3 Milliounen a fir Divers nach 65.000 Euro. Ech ventiléieren dat a soen déi Chifferen nach eng Kéier hei, dann hunn d'Leit se och dobaussen: Fir d'Sauer mécht dat 53%, fir d'Uelzecht 29, fir d'Musel 16 a fir d'Chiers oder d'Kor 2%. Bei der Musel si mer eréischt bei 16%, well déi Kläranlagen nach net mat dra sinn.

Wann ech da kucken, wéi déi eenzel Aarbechten am Detail ausgesinn, stellen ech fest, dass d'Aarbechte fir de Kollekter fir d'Atertdall zesumme mat der Statioun, also mat der Kläranlag, fäerdeg sinn.

Ech stelle fest - dat wësst Dir -, dass de Projet vun der Kläranlag vu Beetebuerg hei an der Chamber ass, an dee wäert deemnächst och gestëmmt ginn. Ech stelle fest, dass d'Statioun vun Esch/Schëffleng säit zwee Joer fäerdeg ass. Wann ech déi kucke vun Hesper, déi mer d'lescht Joer hei gestëmmt hunn, da sinn do 14,9 Milliounen Euro engagéiert, an do hunn d'Aarbechten elo ugefaangen a ginn Enn 2006 fäerdeg.

Da kommen ech op Iechternach, wou ech jo scho virdru gesot hunn, déi ganz Aarbechten, déi si fäerdeg, an doduerch hu mer schonn e klenge Qualitéitssprong kritt an der Ënnersauer. Dann d'Kläranlag zu Betzder, do sinn ongeféier 7 Milliounen, déi engagéiert solle ginn. Do si Problemer juristescher Natur, well déi Kläranlag um Territoire vun der Gemeng Biwer läit, do hoffen ech awer, dass mer do erauskommen. Dann ass et déi vum Heischtergronn, do solle 65 Milliounen engagéiert ginn. D'Konstruktioun huet do ugefaangen, an dat wäert wierklech eng Plus-value brénge fir dee ganze Stauséi an all déi Gemengen do ronderëm.

Bei der Stad Lëtzebuerg ass och en décke Batz engagéiert. Wann een do kuckt, da maachen d'Kläranlag plus Kollekteren am Ganze 94 Milliounen aus. D'Kläranlag ass déi vu Begge plus d'Kollekteren, an déi Aarbechte sollen Enn 2005 ufänken. Dir gesitt also, zwee Projete si mateneen an der Chamber gestëmmt ginn. Hesper huet schonn ugefaangen. Beggen huet nach net ugefaangen, do kommen heiansdo Verzögerungen.

Datselwecht, wann ech vu Verzögerunge schwätzen, gëllt fir d'Kläranlage vun eiser Musel, wou zu Mäertert, Waasserbëlleg, Gréiwemaacher fir déi Kläranlag 30 Milliounen engagéiert sinn. Do soll Ufank 2006 ugefaange ginn.

Wat d'Ënnermusel ugeet, wou 25 Milliounen emol veruschlaagt gi sinn, esou si mer do elo an eng Phase décisive komm an deem Sënn, dass fir déi Kläranlag, déi mat eisen däitsche Frënn vu Perl iwwert den Entsorgungsverband Saarland gebaut gëtt, elo d'Konventioun deemnächst ënnerschriwwe gëtt, an zwar den 18. Juli um fënnef Auer, zesumme mat dem Ëmweltminister aus dem Saarland, dem Här Mörsdorf. Dat soll dann do geschéien an dann hunn d'Gemenge Réimech, Wellesteen a Rëmerschen och eng Kläranlag. Da muss een och nach ervirhiewen, dass fir d'Modernisatioun vun de Kollekteren an och vun deenen eenzele Bassinë vum SIAS 13 Millioune veranschlaagt sinn.

Dir gesitt also, et ass vill Geld, wat ausgi gëtt. An och wann een an d'Zukunft kuckt, op fënnef oder zéng Joer, stellt ee fest, dass do nach vill am Fong geholl muss gemaach ginn. Den Här Schank huet dat schonn ugeschwat. Fir d'Statioun vu Bleesbréck sinn 22 Milliounen emol engagéiert, fir déi Kläranlag och méi grouss ze maachen an ze moderniséieren. Datselwecht gëllt och fir Miersch, Bierenger-Miersch, och do sollen et ongeféier 22 Millioune sinn.

Fir d'Äischdall musse mer och eppes maachen, do sinn 12 Millioune virgesinn. A fir d'Ourdall och nach 22 Milliounen. Dir gesitt also, dass mer an deenen eenzelnen Dossierë gutt weiderkommen.

Et musse jo am Ganzen 800 Millioune nach engagéiert ginn. Dat ass ee Chiffer, deen ëmmer avancéiert gëtt. Bis dato sinn ongeféier 250 bis 300 Milliounen engagéiert, déi de Moment dra sinn, déi also da sollen am Fong geholl an deenen nächste Jore verschafft ginn.

Dir gesitt also, d'Waasserwirtschaftsamt huet do eng ganz gutt Aarbecht gemaach, zesumme mat deene Gemengen. Mä ech widderhuelen et nach eng Kéier, d'Gemenge mussen eis Projete bréngen, soss kënne mir näischt maachen.

Déi zweet Fro, déi Dir stellt, dat ass déi iwwert d'Moyenen, déi d'Waasserwirtschaftsamt huet, ob mer do nei Postë bräichten, oder wéi do d'Problematik ass. Dozou kann ech lech Folgendes soen: Dir wësst, 1999 ass déi Iddi vum Waasserwirtschaftsamt op den Teppech komm, an 2004 ass d'Gesetz

gestëmmt ginn. Do sollten am Fong geholl theoretesch, den Effectif théorique, deen deemools ausgerechent gi war, dat waren 92 Leit. Zum Schluss sinn awer nëmme 57 Posten zréckbehale ginn, esou dass 57 Leit beim Waasserwirtschaftsamt schaffen.

Et kann een och feststellen, dass zwëschen 2001 an 2003 eelef Leit bäikomm sinn iwwert den Numerus clausus. 2004 an 2005 sinn awer keng Leit bäikomm. Fir dëst Joer hu mer awer elo gefrot - dat ass ëmmer eng Prozedur beim Stat, dass ee freet wéi vill Leit ee brauch an deenen eenzelne Servicer - an do hu mir 20 Leit ugefrot. Da musse mer kucke wat dobäi erauskënnt.

Wat ech feststellen ass, dass am Fong geholl d'Waasserwirtschaftsamt sech konsolidéiert huet. Mir hunn et hei fäerdeg bruecht, d'Kompetenzen ze bündelen ënnert der Direktioun vum Här Paul Hansen, deen elo vum 1. September un an d'Pensioun geet, a vun deem ech muss hei ganz kloer soen, dass deen eng gutt Aarbecht gemaach huet, mat all senge Leit.

En huet et fäerdeg bruecht, déi Zoustännegkeet, déi mer do kritt hunn, richteg ze artikuléieren, an en huet et och fäerdeg bruecht, déi intellektuell technesch Capacitéiten oder den Know-how - loosse mer emol esou soen - esou an d'Weeër ze leeden, dass am Fong geholl eng performant Aarbecht kann an eisem Waasserwirtschaftsamt gemaach ginn.

Sou dass ech, éierlech gesot, fir d'Zukunft awer mengen, wa mer nach e bësse Personal, verschidden Hëllefen do kënne kréien, dass mer do där wichteger Roll, déi mer musse spillen an deem Beräich, an déi mer och wäerte spillen an deem Beräich, kënne gerecht ginn. Wann ech soe wäerte spillen, dann ass et doduerch, well mer jo, wéi all Land an Europa, déi Directivecadre oder déi Waasserrichtlinn mussen ëmsetzen, an déi hutt Dir jo och als drëtte Punkt an Ärer Fro ugeschwat.

Do kann ech Iech soen, dass mer virum Hierscht wäerten am Regierungsrot domat passéieren. Den État des lieux ass gemaach ginn. Ech hunn e virdrun ugeschwat. An ech hunn Iech och gesot, dass mer eng maximalistesch Ëmsetzung wëlle maachen, besonnesch och wat dee quantitativen Aspekt vun der Direktiv ugeet. Dee qualitativen, deen ass an eisem Land aktuell. Deen aneren, d'Hydrologie an all déi Elementer, déi sollen elo ëmgesat ginn, dat wäert net einfach ginn. Dat sinn och Gesetzgebungen aus de Joren 1929 a 1669, also do kéinte mer och, géif ech mengen, an deenen nächste Jore Kloertext schwätzen an och do eis modern Mëttel ginn, fir där grousser Erausfuerderung vun engem proppere Waasser an engem gudden Assainissement méi gerecht ze ginn.

Voilà, dat war dat, wat ech Iech wollt soen, Här Schank. An dofir soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat heescht zum Projet de loi 5449 «portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain». D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Schank, d'Madame Flesch, d'Madame Mutsch, den Här Gira an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fred Sunnen. Här Sunnen, Dir hutt d'Wuert.

3. 5449 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

3. de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;

4. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, e bësse méi wéi virun engem Joer hate mer an der Chamber hei iwwert de Projet de loi 4486 iwwert d'Gemengenan d'Stadentwécklung debattéiert. Dësen Text, dee spéiderhin d'Gesetz vum 19. Juli ginn ass, war ee vun deene wichtegsten an der leschter Legislaturperiod.

No laanger Viraarbecht, an d'Betounung läit hei wierklech um Adjektiv laang, well mer eréischt no etlechen Avisën…

(Interruption)

…a Kommissiounssëtzungen de Pak zoumaache konnten, ass en Text adoptéiert ginn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Scheuer!

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- …deen dat veraaltend 1937er Gesetz reforméiert huet, andeems déi urbanistesch Planifikatioun vun eise Gemengen a Stied dem heitege Kontext…

(Interruption)

…vun enger nohalteger Entwécklung an engem modernen Urbanismus ugepasst gouf.

Et geet bei dësem neie Gesetz virun allem drëm, eng rationell an eng nohalteg Flächennotzung an eise Stied a Gemengen ze realiséieren, déi den neie Konzepter, déi sech eis Regierung am Beräich vun der Landesplanung ginn huet, an ech denken hei un den IVL, entsprécht. Dobäi huet d'Gesetz vum 19. Juli 2004 déi eenzel Planifikatiounsdokumenter vereinfacht an harmoniséiert, eng kloer Hierarchie zwëschent dësen Instrumenter etabléiert an d'Prozeduren entschlackt a reforméiert.

Mam virleienden Text ginn eng Rei Problemer aus der Welt geschaf, déi sech virun allem bei der konkreter Applikatioun bei de Gemengen a bei verschidde Beruffssparte gestallt hunn an déi virun allem e Blocage am Bausecteur erbäigefouert hunn. An et huet missen zu verschidde Rektifikatiounen am Gesetz vum 19. Juli 2004 kommen.

Et goung beim virleienden Text deemno drëm, fir eng Situatioun an de Gemengen ze deblockéieren, déi keng Baugenehmegungen op Basis vun den ale PAGe méi konnten ausstellen, well se gefaart hunn, géint d'Gesetz vum 19. Juli ze verstoussen. Des Weidere geet et drëm, fir eng kloer Distinctioun zwëschent dem alen an dem neie PAG ze maachen, respektiv bei hirer jeeweileger Ausféierung.

Domadder gëtt et de Gemengen erëm erméiglecht, fir Baugenehmegungen auszestellen, an dat op Basis vun deene sëlleche PAGen, déi am Land nach en vigueur sinn. Dat heescht och, datt déi verschiddenaarteg Ausféierung un deenen zwou Generatioune vu PAGen, déi allen zwee zwou verschidden Approchen an der Landesplanung an am Urbanismus erëmspigelen, oprechterhale ka ginn.

Op verschidde Schwieregkeete bei der Uwendung vun dësem Gesetzestext vun 2004 hat de Statsrot a sengem Avis vum 3. Mee 2005 schonn higewisen. Ech wëllt duerfir gären e puer Iddien aus dësem Avis zitéieren: «C'est donc à bon escient que le Gouvernement s'est résolu à remettre du moins partiellement sur le métier un texte qui manifestement place les décideurs communaux et les promoteurs immobiliers devant de grandes difficultés pour ce qui est de l'interprétation du régime légal applicable et du maniement des instruments réglementaires que la nouvelle loi met à leur disposition.»

Et bestoung also Handlungsbedarf an dësem Beräich, deen d'Regierung och mat dëser Gesetzesvirlag opgegraff huet. De 25. Februar 2005 huet den Innenminister Jean-Marie Halsdorf dësen Text an der Chamber deponéiert. Den 1. Mäerz 2005 ass den Text an de Statsrot geschéckt ginn, deen den éischten Avis den 3. Mee ofginn huet. De 26. Mee ass de Statsrot op en Neits mat enger Serie Amendementer befaasst ginn, déi an der Kommissiounssëtzung vum 24. Mee adoptéiert goufen.

Den Avis complémentaire vum Statsrot ass de 14. Juni agaangen. An der Sitzung vum 17. Juni 2005 huet déi parlamentaresch Innenkommissioun mech als Rapporteur bestëmmt. Den Text, wéi och déi respektiv Avisë goufen an enger Partie Réuniounen op Häerz an Niere gepréift, wat schlussendlech den 22. Juni 2005 zur Adoptioun vum schréftleche Rapport an zu dësem Text gefouert huet.

Här President, d'Schlësselelementer vun dësem Text loosse sech an dräi Kategorien andeelen:

Éischtens, et goung drëm fir d'Incompatibilitéit zwëschent dem PAG aus deem ale Regime an der Uwendung vun den neien Dispositiounen iwwert d'PAPen an d'Baugenehmegungen opzehiewen, andeems eng weider Iwwergangsbestëmmung an d'Gesetz agebaut gëtt, déi et de Gemengen elo erlaabt, fir hir al PAGen no den Dispositiounen, wéi se am Plang an am jeeweilege Bautereglement ageschriwwe sinn, ze exekutéieren. Dës Moossname betreffe virun allem d'Artikele 26 a 27, dat heescht déi gesetzlech Dispositiounen, déi d'Ausschaffe vun engem PAP, mat verschidden Ausnahmen, virgesinn.

Déi PAGen, déi am ale Regime entworf goufen, sinn am Kontext vun der neier Gesetzgebung um grapheschen an um technesche Plang net méi zäitgemëiss. Méi genee heescht dat, datt déi al PAGe ganz prezis Virschréften ze respektéieren haten, wat dem Buergermeeschter d'Méiglechkeet ginn huet, fir Baugenehmegungen auszestellen ouni missen op e PAP zréckzegräifen.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Très bien!

M. Fred Sunnen *(CSV), rapporteur.*- Am Gesetz vum 19. Juli ass de PAP awer als Prinzip festgehale ginn, wat sech deemno schlecht mat der viregter Praxis op een Nenner brénge léisst.

Aus dësem Grond huet missen eng Iwwergangsléisung fonnt ginn, déi sech um Gesetz vun 1937 inspiréiert. Datselwecht gëllt och fir d'Bautereglementer. D'Gemenge sinn opgeruff, bis den 8. August 2010, also a fënnef Joer, hir PAGen ze iwwerschaffen. D'Iwwergangsbestëmmunge falen ewech, wann déi jeeweileg Gemengen hir PAGe reforméiert hunn an hire legalen Obligatiounen nokomm sinn. Déi Iwwergangsbestëmmunge sinn am Artikel 108bis an 108ter formuléiert ginn.

Duerch den 108bis hunn d'Auteure versicht d'Méiglechkeet ze schafen, fir déi al Generatioun vu PAGen no den ale Modalitéiten ofzeänneren, ouni datt sech dës Modifikatiounen op d'Gesetz vum 19. Juli bezéie mussen. Fir ze verhënneren, dass déi PAGen nom allgemenge Gutdünken während der Iwwergangsphas, wou d'Gemengen hir PAGe mat der neier Legislatur konform setze kënnen, ofgeännert ginn, gouf initialement festgehalen, datt dës Modifikatiounen nëmmen am sou genannten Intérêt général gemaach dierfte ginn. Am Kader vum Gesetz vun 1937 war et ëmmer Usus gewiescht, fir d'PAGen iwwert de Wee vun engem PAP ofzeänneren. Aus dëser Ursaach eraus hunn d'Auteure vum virleienden Text versicht eng Dispositioun an d'Gesetz anzefügen, dat heescht de Paragraph 3 vum Artikel 108bis, dee virgesäit, datt och dës Modifikatioune sech nëmme maache loossen, wa se dem Intérêt général entspriechen.

Dës Approche, Dir Dammen an Dir Hären, konnt de Statrot net deelen an en huet sech duerfir formell opposéiert, andeems e virun allem de Respekt an der Hierarchie vun de legalen Instrumenter am Beräich vum Aménagement communal ugemahnt huet. Wann d'Auteure vun dëser Dispositioun, an dat war an dësem Fall déi parlamentaresch Kommissioun vum Intérieur, gemengt hunn d'Flexibilitéit um Niveau vun de PAGen an de kommunale Bautereglementer, sou wéi se am Kader vum 1937er Gesetz ausgeschafft goufen, nëmme kënnen ze garantéieren, andeems d'Méiglechkeet an d'Liewe geruff gëtt, fir se punktuell ofzeänneren, ier se definitiv no den Normen aus dem neie Gesetz iwwerschafft ginn, da kann dës Ofännerung nëmmen toleréiert ginn, wa se sech un deene Modalitéiten orientéiert, déi bei der initialer Mise en vigueur gegollen hunn.

D'Optioun, fir d'PAGen iwwert de Wee vu Modifikatiounen un de PAPen ofzeänneren, ass ze vermeiden, well se, laut Statsrot, nei Rechtsonsécherheeten zur Folleg hätt. D'Kommissioun huet sech dëser Interpretatioun ugeschloss an deemno dës Dispositiounen aus dem Text erausgeholl.

Den Artikel 108ter beseet u sech, datt wann d'PAGen net reforméiert ginn, esou wéi et am éischte Paragraph vum Artikel 108 virgesinn ass, datt dann de Buergermeeschter eng Baugenehmegung ausstelle kann, fir Bau-, Rénovations- an Transformatiounsaarbechten, déi konform zum PAG, zum PAP oder zum Projet de PAP, déi en cours d'approbation sinn, an dat am Moment vum A-Kraaft-Triede vum virleiende Gesetz.

Dës Formulatioun ass absichtlech esou explizit formuléiert ginn, fir d'Opportunitéit an d'Nécessitéit ze ënnersträichen, fir weiderhi Baugenehmegungen op Basis vun ale PAGen auszestellen, wann de Projet konform zu dësem PAG ass. Dat waren d'Ausféierungen zu den Iwwergangsbestëmmungen, wou ech hoffen, datt se explizit genuch waren.

Den zweete wichtege Punkt an dëser Virlag ass d'Ofschafe vun der Expertëlëscht fir d'Ausschaffe vun engem PAP. All Geometer, all Ingenieur oder Architekt kann elo e PAP ausschaffen, ouni datt eng speziell Qualifikatioun duerfir noutwendeg ass. D'Lëscht vun de Spezialiste fir d'PAGe bleift awer bestoen, wat der Philosophie vun engem modernen an nohaltegen Urbanismus, sou wéi si am Gesetz vum 19. Juli 2004 ugeduecht ass, weiderhin entsprécht.

Drëttens gëtt dovunner profitéiert, fir eng Partie weider Modifikatioune redaktioneller Natur am Text vum Gesetz vum 19. Juli 2004 unzebréngen.

(Hilarité)

Op déi wëll ech net am Detail zréckkommen, well se explizit an den Documents parlementaires zu dëser Gesetzesvirlag beschriwwen an erkläert sinn.

Op alle Fall si meng Fraktioun an ech frou, datt mer zu engem dach glécklechen Ofschloss vun dëser dach munchmol onnéideger polemescher Debatt kommen. Ech denken, datt déi Léisung, déi mer mat dësem Text erbäiféieren, eng viabel Léisung ass, déi d'Aarbechten an de Gemengen a bei de betraffene Corps-de-métieren erëm ukuerbelt.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Sunnen. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorablen Här Marco Schank. Här Schank, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marco Schank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur, dem Fred Sunnen, fir säin excellente schréftlechen a mëndleche Rapport.

Ech wollt domat ufänken drun ze erënneren, datt mer d'lescht Joer eng Reform vun dem sou genannten 1937er Gesetz gemaach hunn, d'Gesetz vum 19. Juli 2004. An ech wëll och drun erënneren, datt déi Reform sech deemools opgedrängt huet, ënner anerem well mer haut eng integréiert Virgehensweis am Urbanissem brauchen. Mir hunn ee Gesetz gebraucht, dat nei Funktiounen a Missioune matenee verbënnt. An doriwwer eraus ass och de Gedanken, dat war och e ganz wichtegen Objektiv, vun der nohalteger Entwécklung an dat Gesetz vun 2004 agefloss.

D'Entwécklung vun eise Gemengen a vun eise Stied muss sech haut verännerte Rahmebedingungen upassen, an eben och engem modernen Urbanissem. Dozou gehéiere souwuel déi ekonomesch, déi sozial, déi kulturell Funktioune vun enger Stad oder Gemeng, wéi och déi ëmwelttechnesch Aufgaben, déi sech eng modern Gemeng haut muss zu Eege maachen.

Wunnen a Verkéier beispillsweis sinn haut enorm wichteg Beräicher, op déi eis Gemengeverantwortlech eng ganz grouss Emprise hunn.

Dat neit Gesetz vun 2004 harmoniséiert - de Rapporteur huet och nach eng Kéier dorun erënnert - déi verschidde Planungsdokumenter. Dobäi kënnt, datt d'Gemengeverantwortlech hir PAGen all Joer mussen iwwerschaffen, fir ebe gegebenenfalls déi PAGen neien Entwécklungen unzepassen. Wichteg ass zum Beispill dee Moyen vun der préalabler Etüd am neie Gesetz, well déi ënner anerem analyséiere muss, ob sech de PAG an déi generell Politik vum Aménagement du territoire apasst. Oder och, datt all PAG, dee kuerz virun der Adoptioun steet, muss begleet gi vun engem sou genannte Rapport de présentation, deen all Verännerunge vum PAG genaustens dokumentéiert an eventuell neien Handlungsbedarf dann opzeechent.

An dann etabléiert dat neit Gesetz vun 2004 och eng logesch, eng kloer Hierarchie zwëschent deenen eenzelne Planungsinstrumenter op kommunalem Niveau; och dat ass scho gesot ginn.

An da loosst mech nach ee Punkt soen: Mir hu mat deem neie Gesetz nei Moyenë kritt, nei Instrumenter kritt, fir d'Ëmsetzung vum PAG. Ech erënneren zum Beispill un d'Zones de développement, d'Zones à structurer, déi virun allem als Intérêt général kënnen definéiert ginn. Mir hunn ee Moyen nei formuléiert, deen et virdru scho ginn ass, dat ass de Remembrement urbain. Haut gëtt et de Remembrement conventionnel, de Remembrement

légal, mat enger Rei neie Moyenen. Da gëtt et d'Rectification des limites de fonds, et gëtt d'Réserves foncières; alles Instrumenter, déi mer duerch dat neit Gesetz kruten.

Ech wollt einfach nach eng Kéier un déi wichteg Objektiver vun deemools erënneren, well déi lescht Méint ganz vill iwwer scheinbar oder tatsächlech Problemer geschwat ginn ass bei der Ëmsetzung. Mä déi Saachen, déi gutt sinn um Gesetz, déi d'Philosophie ausmaachen, déi wollt ech kuerz nach eng Kéier hei an Erënnerung ruffen.

Här President, am Résumé: D'Gesetz vun 2004 ass een innovatiivt Gesetz, well et den Acteure vill nei Méiglechkeete gëtt, zukunftsorientéierten Urbanismus ze maachen. Et ass awer och ee komplext an domat ee komplizéiert Gesetz, well et eben eng komplex Matière ass.

Op jiddfer Fall ass et esou, datt d'Philosophie vum Gesetz vun 2004 stëmmt. Dat gouf unisono elo vun alle Chamberfraktioune confirméiert.

Derbäi kënnt, a mengen Aen, datt d'Gesetz vum 19. Juli 2004 dringend noutwendeg war - ech hu probéiert dat schonn ze soen -, fir déi éischter planlos Entwécklung a groussen Deeler vum Land an de Grëff ze kréien.

An net alles un deem neie Gesetz ass richteg verstane ginn an ech hat och d'Impressioun, wéi wa vill Leit, déi driwwer geschwat oder driwwer geschriwwen hunn, et och net richteg gelies, respektiv iwwerhaapt net gelies haten.

Et ass an deene leschte Méint vill Veronsécherung ze spiere gewiescht an dat ass schued. An et huet souguer op eemol geheescht, et gëtt net méi gebaut. Ech wëll och soen, datt souguer polemesch vu verschidden Deeler aus dem Bausecteur argumentéiert gouf.

An trotzdeem - den Här Innenminister wäert herno dorop ze schwätze kommen, dovunner ginn ech aus -, wann een deenen Zuele ka gleewen, déi bei deem Sondage erauskomm sinn, dann ass kaum oder iwwerhaapt keen Abroch an de Baugenehmegunge gewiescht.

Ech selwer hu bei mir an der Gemeng ganz normal Baugenehmegunge fir Eenzelobjeten erausginn, sou wéi ëmmer, sou wéi d'Gesetz et och virgesäit, souwäit d'Pläng eben eisem PAG entsprach hunn. An an deenen anere Fäll ass genee wéi bis elo och e PAP verlaangt a gemaach ginn, a bis elo gouf et och do keng Reklamatiounen. Gutt, ech ginn awer gären zou, datt et um ländleche Raum net ëmmer grad sou komplizéiert ass wéi an de Stied, virun allem um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg.

Ech ginn d'Gefill och net lass, datt eng Rei vu Problemer mat deem neie Gesetz vun dohier koumen, datt dat aalt 1937er virdrun net ëmmer korrekt ugewant gouf, vläicht och well et manner prezis war wéi dat neit elo.

Här President, de Projet de loi 5449, deen eis haut zur Ofstëmmung virläit, steet an der Logik ganz däitlech vun der Transitioun, vun der Transitioun vun deem alen 1937er op dat neit Gesetz, wat mir d'lescht Joer hei gestëmmt hunn.

De Rapporteur huet déi wesentlech Veränneruge vum Gesetz erausgeschielt, an domat brauch ech dat och net ze widderhuelen. Virun allem si wéi gesot nei Iwwergangsbestëmmunge gemaach - oder besser gesot - d'Iwwergangsbestëmmungen nei definéiert ginn.

Zum Beispill hunn d'Auteure versicht am Artikel 108bis d'Viraussetzungen ze schafen, fir déi al Generatioun vu PAGen no deene fréiere Modalitéiten ofzeänneren, dat heescht d'Artikele 26, 27, 105 an 106 net applicabel sinn, bis dee Moment wou e PAG neier Prägung virläit, entspriechend dem Artikel 108.

Ursprénglech war am Text virgesinn, datt d'Modifikatiounen nëmme kéinten am Fall vun engem Intérêt général gemaach ginn, y compris de caractère économique, social et écologique. Dat ass schlussendlech fale gelooss ginn, aus Angscht viru juristeschen Zweedeitegkeeten, déi virun allem de Statsrot opgeworf huet. De Statsrot huet ënner anerem d'Fro gestallt, wien ausserhalb vun de Geriichter a leschter Analys kompetent wier, fir ze soen, wat d'intérêt général ass a wat net.

An der Kommissioun ass, ënner anerem, als Konklusioun gemengt ginn, datt souwisou bei all Modifikatioun vum PAG d'Artikelen 10 bis 18 jo spille mat deem entspriechende Règlement grand-ducal, a vun dohier géif den Intérêt général souwisou da gekuckt ginn.

Am Artikel 108ter gëtt dann eppes ganz däitlech gemaach, wat menger Meenung no zwar souwisou am Artikel 37 vum Gesetz vun 2004 däitlech stoung, nämlech datt de Buergermeeschter oder d'Buergermeeschtesch eng Baugenehmegung ka ginn, wann déi entspriechend Aarbechte konform zum PAG respektiv dem PAP, déi en vigueur sinn, sinn.

De Rapporteur huet déi wichtegst Änneruge gesot. D'Philosophie vum Gesetz 2004 bleift, wat se ass. Ech erënneren och drun, datt d'Gemengen insgesamt méi Responsabilitéit kréie fir déi kommunal Bebauung. Eenzel Artikele vun deem neie Gesetz, zum Beispill deen ëmstriddenen Artikel 27, ginn an der Iwwergangsphas net ugewant.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

D'Ausaarbechtunge vu PAGe sinn am 2004er Gesetz Experten iwwerlooss. Datselwecht gëllt de Moment nach fir d'PAPen. Fir d'PAGe bleift alles beim Alen. Dëse Projet gesäit awer vir, d'Lëscht vun Experten, fir d'PAPen auszeschaffen, ofzeschafen. Jiddferee respektiv jiddfer Büro, deen am Beräich vum Architekt, Ingenieur a Geometer schafft, kann elo deemnächst, wa mir dat Gesetz stëmmen, e PAP maachen.

Perséinlech hätt ech mir eng Iwwergangsléisung gewënscht, zum Beispill d'Suspensioun vun der Lëscht, bis eng Gemeng e PAG neier Prägung huet. Dat wier a mengen Aen eng gutt Léisung gewiescht! D'Kommissioun huet sech do aneschters décidéiert. Ech wëll awer dobäi soen, datt d'Büroen dobausse sech ganz séier beweegt hate fir entspriechend forméiert an experimentéiert Leit ze verflichten.

Här President, e komplext Gesetz wéi dëst, dat muss regelméisseg ergänzt ginn. Nei Uerteeler wäerten et och weider ausleeën an ergänzen. Och beim Virgängergesetz gouf et ganz vill Prozesser. An Däitschland gouf d'Flächennotzungsgesetz ëm 1970 erneiert, an et ass bis elo zirka 40-mol ëmgeännert ginn. Nei Problemer si selbstverständlech net auszeschléissen. Wéi gesot, dëst Gesetz ass ee komplext, an et geet ëm ganz vill Suen. An dofir wäerten no an no och weider Uerteeler vum Verwaltungsgeriicht kommen a wuel och nëtzlech sinn.

Dee virleiende Projet de loi schalt d'Interpretatiounsproblemer aus, souwäit wéi si elo siichtbar sinn. Ech hoffen och, datt mir mat dësem Gesetz déi Veronsécherungen an de Gemengen an am Secteur vun deenen, déi ech virdrun ugeschwat hunn, ausgeschalt kréien.

De Gemengeresponsabele wëll ech nach soen, datt et absolut sënnvoll an noutwendeg ass, méiglechst séier e PAG neier Prägung ausschaffen ze loossen; eréischt dann entfaalt d'Gesetz vun 2004 säi ganzen Innovatiounsimpakt.

Zum Schluss wollt ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn. Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schank. Nächst Riednerin ass d'Madame Colette Flesch. Dir hutt d'Wuert, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, mam Gesetz vum 19. Juli 2004, dat d'DP matgestëmmt huet, ass d'1937er Gesetz iwwert den Aménagement communal wäit gehend reforméiert ginn, an un déi heiteg Gegebenheeten adaptéiert ginn. D'Zil vun deem Gesetz, dat den deemolegen Innenminister Michel Wolter ausgeschafft huet, war notamment méi Harmonie an den Aménagement vun onse Gemengen an an ons Gemengen ze bréngen, een Aménagement, deen der nohalteger Entwécklung méi gerecht soll ginn.

D'DP huet deemools déi Opfaassung gedeelt, an deelt se haut wéi deemools, a kann op deem Punkt an an där Approche dem fréieren Innenminister Recht ginn. Den Här Schank huet elo just dorun erënnert, dass mir an der Kommissioun, och wann d'Diskussiounen heiansdo e bëssen hefteg waren, ons awer alleguerten an deem Punkt eens waren.

Mä, dëst Gesetz, grad ewéi all Gesetzer, besteet fir d'éischt um Pabeier, a wann een et dann uwent, da gesäit een - Gott sei Dank net oft, mä leider heiansdo -, dass et bei der praktescher Uwendung Schwieregkeete gëtt, an et ass am Fong net verwonnerlech, dass dat just bei dësem Gesetz de Fall war, well eng Transitioun huet mussen organiséiert ginn, an och well et ee Gesetz ass, wat vu senger Natur hier eng ganz komplizéiert Matière ass.

Ech däerf vläicht dorun erënneren, dass d'Gesetz vun 1937, wat bis d'lescht Joer gegollt huet, während 30 Joer eigentlech net ugewant ginn ass. Déi éischt Uwendung vun deem Gesetz war de Vago-Plang an der Stad Lëtzebuerg 1967. Virdru si wuel Perimetere gezu ginn an de Gemengen, mä een echte Bebauungsplang ass et net ginn. Also, ech mengen, dat beweist zur Genüge, dass dat eng Matière ass, wou d'Gemenge sech taaschtend musse weiderbewegen.

D'Philosophie vun deem Gesetzestext kann nach esou luewenswäert sinn; et kënnen ëmmer erëm also Schwieregkeete bei senger praktescher Uwendung optrieden, wéi gesot besonnesch an sou engem schwieregen Domän wéi dem Aménagement communal. Dat war bei dësem Gesetz de Fall, a vu dass d'Gesetzer alleguerte jo net an de Marber gravéiert sinn, kann ee jo dann nobesseren, wann et muss sinn, do, wou d'Praxis weist, dass ee Problem besteet.

Dës Nobesserung kann um Niveau vun der Regierung gemaach ginn duerch e Projet de loi oder um Niveau vun der Chamber duerch eng Proposition de loi. Dat ass och hei geschitt. Et ass souwuel e Projet vun der Regierung komm wéi och déi eng oder déi aner Proposition de loi vun Deputéierten. A ganz besonnesch wat d'Problematik vun engem prinzipiellen Erstelle vun engem PAP fir quasi all Construction immobilière ugeet, konnten duerch eng gutt Zesummenaarbecht tëscht Innenministère an zoustänneger Chamberskommissioun hei Problemer geléist ginn an ass finalement eng Léisung fonnt ginn. Iwwert d'Resultat vun deenen Aarbechten, zu deene jo och de Statsrot säin Deel bäigedroen huet, an deen Deel ass net négligeabel, iwwert dat Resultat vun deenen Aarbechte stëmme mir haut of.

Ech wëll hei dem Rapporteur Merci soe fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport. Et war sécherlech keng einfach Tâche, vu d'Meenungsverschiddenheeten, vu d'Schwieregkeete vun der Matière, vu och dat politescht Ëmfeld, an deem sech dës Diskussioun ofgespillt huet.

Ech wëll also dem Rapporteur Merci soen, an ech wëll ganz besonnesch dem Innenminister félicitéiere fir seng Asiicht an dësem Dossier. Et muss een him Merci soe fir säin Asaz, seng Gedold a seng Persévérance.

Wéi gesot ware mir a si mir averstan mat der Grondphilosophie vum fréieren Innenminister sengem Text. Nach muss een déi an der Praxis opgetauchte Problemer, déi reell sinn an net vun iergendengem aus der Loft gegraff goufen, gesinn. Et däerf een net laachen an de Kapp rëselen iwwert déi Leit, déi um Terrain mat Problemer konfrontéiert sinn, an dësem Fall Gemengen, Baufirmen, Privatleit, an et muss ee versichen, Léisunge fir déi Problemer ze fannen. Dat huet meng Partei, a Gott sei Dank dat hunn och déi aner Parteie gemaach, an dat mécht och elo d'Chamber.

Perséinlech muss ech soen hätt ech bei dësem Projet eng Preferenz gehat fir dem Statsrot seng allgemeng Approche, déi doranner besteet, sech op déi onbedéngt noutwendeg Ännerungen ze limitéieren, déi e reibungslose juristeschen Iwwergang tëschent dem Regime vum 1937er Gesetz an deem vum Gesetz vum Juli 2004 erméiglecht hätten. Bei esou enger limitéierter Approche wär d'Nécessitéit vun enger méi déif gräifender, besser duerchduechter - well ee méi Zäit huet - Reform méi evident bliwwen.

Mä mir hunn ons dem Text, deen hei presentéiert ass, ralliéiert, an ech wëll confirméieren, dass mer deen Text wäerte stëmmen. Ech verstinn och dem Auteur vun dësem Projet de loi an der Majoritéit an der Chamberkommissioun hir Approche, fir also eng aner Solutioun ze huele wéi déi, déi de Statsrot préconiséiert huet, och wéi gesot wann ech se selwer net deelen. Ech soen nach eng Kéier, mir hunn ons där Approche do schliesslech, à notre corps défendant géing ech soen, ralliéiert, a mir bleiwen och bei deem Ralliement.

An dësem Fall hu misse Léisunge fonnt ginn, fir eng Situatioun ze deblockéieren, déi et am Moment nach net ass, an zwar déi vun de Baugenehmegungen, an dat géing ech mengem honorabele Kolleeg Gira wëlle soen: Net nëmmen an der Stad Lëtzebuerg.

Ech sinn och dem Här Schank dankbar, dass hien dorop higewisen huet, dass Problemer, déi sech bei de Baugenehmegungen am ländleche Raum stellen, e bëssen anescht si wéi déi, déi sech op engem urbanen, an engem städteschen Territoire stellen, an et ass och vläicht keen Zoufall, dass d'Stad Lëtzebuerg déi éischt Gemeng war, déi mat Problemer an deem Beräich konfrontéiert war. Déi éischt, mä net déi eenzeg.

De Blocage ass entstan wéinst Incompatibilitéiten tëschent dem neien 2004er Gesetz an den Aménagementspläng, déi nach ënnert dem 1937er Gesetz approuvéiert oder lancéiert goufen. Leidtragend vun dëser Situatioun waren a sinn d'Gemengen, d'Baubranche, d'Privatpersounen, déi baue wëllen, an déi, déi eng Wunneng wëlle fannen. Leidtragend ass och ons Ekonomie, an déi Situatioun géif sech nach zouspëtzen, géinge mer nach méi laang waarden. Ronn 15.000 Aarbechtsplaze sinn am Bausecteur betraff, an esou hunn d'Fédération des Artisans an déi ganz Baubranche sech an der Lescht berechtegt Suerge gemaach.

Ech erënneren un d'Ordonnance vum President vum Tribunal administratif vum 7. Dezember 2004 bei enger Baugenehmegung, déi d'Stad Lëtzebuerg erausginn hat. Et ass wéi gesot net dat eenzegt Uerteel, wat an deem Domän a leschter Zäit gesprach ginn ass, mä et ass deemools, dass d'Diskussioun wierklech ugaangen ass, an haut gi mir se mat onsem Vote dann deblockéieren.

Kucke mer emol wat déi positiv Punkte sinn, déi de Projet de loi, dee mer haut stëmmen, bréngt. Et ass sécher luewenswäert, dass kloer a prezis Bestëmmungen agefouert ginn, déi eng Transitioun tëscht de Gesetzer vun 1937 an 2004 erméiglechen. Positiv ass, dass d'Obligatioun, e PAP fir all Bauprojet opzestellen, en suspens gehale gëtt, doduerch dass d'PAGen ancien régime bäibehale kënne ginn, an dass d'Artikele 26 a 27 net méi mussen applizéiert ginn. Ech maachen hei Referenz un den Artikel 108bis.

Déi zwee Artikele 26 a 27 hu jo eng Obligatioun virgesinn, e PAP mat sengen Ausnahmen opzestellen, an dat well d'PAG ancien régime mat hirer Partie graphique an écrite nëmmen deelweis den Exigencë vum neie Gesetz géife gerecht ginn. Ze begréissen ass och d'Ofschafe vun der Lëscht mat deene Leit, déi e PAP dierfen opstellen, also d'Erweiderung vun der Zuel vun de Leit, déi däerfen e PAP opstellen, an dass an Zukunft all Member vum OAI a vum Ordre des Géomètres e PAP duerf opstellen, Artikel 1 Paragraph 3. Dat gëllt och fir déi Leit, déi e Rapport justificatif a Plan-directeuren dierfen opstellen, Artikel 1 (4).

Wat den Artikel 108 betrëfft, sou ass et sécherlech e Virdeel, dass d'Délaien, fir en neie PAG an en neit Bautereglement opzestellen, harmoniséiert goufen, Paragraph 1 an 3 vun deem Artikel. Et ass wichteg, dass eng punktuell Ëmännerung vun engem PAG ancien régime ka gemaach ginn, dat ass den Artikel 108bis (1).

Onser Meenung no ass et och wichteg, wéi de Conseil d'État et proposéiert huet - an de Rapporteur huet dorun erënnert -, dass aus juristesche Sécherheetsgrënn d'Aschränkunge fir d'Ursaachen d'intérêt général, sief et vum ekonomeschen, ekologeschen a soziale Charakter, ofgeschaf goufen, well do wär effektiv eng juristesch Onsécherheet entstan. Déi kann domadder dann eben net méi virkommen.

Kloerheet konnt geschafe ginn iwwert d'Marche à suivre am Fall wou d'Ofgrenzung vun enger Gréngzon virgeholl gëtt, an dat ass dann an Zukunft d'Missioun vum Innenminister. Dat zu de positive Punkten.

Et bleiwen trotzdeem am Gesetz vum 19. Juli 2004 nach Bestëmmungen, déi Problemer opwerfen oder nach net prezis genuch sinn. Sou ass et ze bedaueren, dass d'Lëscht vun deene Leit, déi eleng däerfen e PAG opstellen, bäibehale gouf. Mir hätten do léiwer gesinn, dass een do méi wäit gesinn hätt.

Ech géing gäre vum Innenminister wëssen, ob hie mir hei expressément dat ka bestätegen, wat en ons an der Kommissioun gesot huet, dat heescht, dass d'Lëscht mat deene qualifizéierte Leit gemäss Artikel 7 (2) vum Gesetz vum 19. Juli 2004 eng oppe Lëscht ass. Eng Lëscht, déi also opbleift, an op déi zu all Moment iwwer en Arrêté ministériel nei Leit kënnen derbäigesat ginn. An ech wär natierlech och frou, wann hien ons kéint soen, ob en effektiv wëlles huet, déi Lëscht an Zukunft ze erweideren.

Eng Circulaire ministérielle ass publizéiert ginn, déi soll Kloerheet iwwert den Artikel 34 bréngen. Déi Circulaire ass do, an ech mengen dat ass och gutt. Mir schéngt et awer, dass esou eng Circulaire net déi néideg zolidd Base juridique gëtt, fir dass effektiv d'Interpretatioun déi ass, déi de Minister a senger Circulaire ministérielle ginn huet. Mir hätten et léiwer gesinn, wann den Artikel 34 am Sënn vum Minister senger Circulaire modifizéiert gi wär. Dann hätte mer eng

ganz zolidd Base juridique gehat, déi net hätt kënnen a Fro gestallt ginn.

Et hätt een och misse kloer preziséieren, dass punktuell Modifikatioune vu bestehende PAGe gemäss de bestehende Légendes vun deene PAGe gemaach ginn, an dass d'Applikatioun vun deem betreffende Règlement grand-ducal vum 25. Oktober 2004 verluecht gëtt bis zu deem Zäitpunkt, wou déi nei PAGen op Basis vum 2004er Gesetz a Kraaft trieden.

Et hätt och misse kloer preziséiert ginn, dass punktuell Modifikatioune vu bestehende PAGe kéinten op déi gewinnten Aart a Weis gemaach ginn, dat heescht vun de Services techniques vun de Gemengen a vun deene Leit, déi PAPen opstellen. En Zréckgräifen op qualifizéiert Leit, déi sech op der PAG-Lëscht befannen, schéngt an deene Fäll eng iwwerdriwwe Précautioun. Et wär och nëtzlech gewiescht ze preziséieren, datt Études préparatoires a Rapports justificatifs net néideg wäre fir punktuell Modifikatioune vu bestehende PAGen.

Dat sinn also déi Punkten, wou onser Meenung no nach Handlungsbedarf an der Zukunft läit, mä ech sinn och iwwerzeegt, dass d'Realitéit um Terrain ons deen Handlungsbedarf wäert méi no bréngen. Quoi qu'il en soit si mer der Meenung, dass dee Projet, deen elo virun ons läit, e groussen Deel vun deene Problemer, déi mer säit Juli 2004 kennen, aus der Welt schaaft, an dofir begréisse mer expressément deen neie Projet de loi.

Leider war en A-Kraaft-Triede vun dësem Text fir den 1. Juli net méi méiglech. Et gëtt also virgesinn, dass dësen Text den 1. August a Kraaft trëtt. Et hätt ee kënnen a misse méi séier vläicht handelen, mä bon, d'Haaptsaach ass, elo gëtt eppes gemaach, an zesummen droe mer zu engem Déblocage vun dëser Situatioun bäi, och wann nach net alles perfekt ass. Och dëst Gesetz muss nach duerno an der Praxis seng Preuvë maachen, a mir wäerte gesinn, dass et sécherlech nach Verbesserungsméiglechkeete gëtt.

Onser Meenung no misst an enger éischter Phas elo den Innenministère sech mat de Gemengen an deene concernéierte Secteuren - Bau an Immobilien - zesummesetzen, fir eng kohärent Applikatioun vun deem amendéierte Gesetz iwwert den Aménagement communal ze erméiglechen an all Interpretatiounsdivergenzen sou wäit wéi méiglech aus der Welt ze schafen.

Weider misst gekuckt ginn, awéiwäit den Artikel 28 vum 2004er Gesetz misst réexaminéiert ginn.

Ech si weider der Meenung, dass dat ganzt Gesetz iwwert den Aménagement communal misst fréier oder spéider dans son ensemble an en profondeur gekuckt a wahrscheinlech iwwerschafft ginn.

An deem Sënn bréngen ech eng Motioun, Här President, am Numm vun onser Fraktioun. Si ass elo vu mir ënnerschriwwen, well mir wollte Plaz loosse fir aner Leit, déi sech vläicht nach wéilten dëser Initiativ uschléissen. Wann dat net sollt de Fall sinn, Här President, si selbstverständlech aner Kolleege vu menger Fraktioun bereet déi Motioun ze ënnerschreiwen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

- relevant les difficultés qui se sont manifestées lors de l'application de la loi du 19 juillet 2004;

- notant que les communes ainsi que certains acteurs du secteur de l'immobilier et de la construction doivent faire face à un blocage de leurs activités dû aux difficultés résultant de l'application de la loi du 19 juillet 2004;

- saluant le projet de loi N°5449 portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain permettant de débloquer cette situation intenable pour les communes et les acteurs du secteur de l'immobilier et de la construction;

- constatant cependant que le projet de loi susmentionné ne permet pas d'écarter toutes les imprécisions et insuffisances de la loi du 19 juillet 2004;

invite le Gouvernement,

- à se concerter avec les communes et les acteurs du secteur de l'immobilier et de la construction afin d'agir dans le sens d'une application cohérente de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

- à procéder à brève échéance à une analyse d'ensemble des dispositions en vigueur en vue d'une probable initiative législative supplémentaire qui permettra aux autorités communales de disposer d'une base légale solide et précise pour l'élaboration de leurs futurs PAG;

- à réexaminer notamment les dispositions de l'article 28 de la loi du 19 juillet 2004 qui posent problème dans la mesure où les personnes privées se voient clairement désavantagées;

- à modifier l'article 34 de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain relatif à la cession des fonds réservés à des aménagements publics dans le sens de la circulaire ministérielle relative à l'application dudit article.

(s.) Colette Flesch, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Anne Brasseur, Emile Calmes.

Ofschléissend also si mir der Meenung, dass dësen Text e wichtege Schrëtt an déi richteg Richtung markéiert, dass dësen Text kann zu engem, vläicht nëmmen deelweis, mä sécherlech wäit gehenden Déblocage féieren. Mir soen dofir dem Minister fir seng Initiativ Merci a mir wäerten dee Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. D'nächst Riednerin ass d'Madame Mutsch.

Dir hutt d'Wuert, Madame Mutsch.

Mme Lydia Mutsch *(LSAP).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi viru ronn engem Joer d'Gesetz iwwert den Aménagement communal gestëmmt gouf, huet d'sozialistesch Fraktioun sech enthalen. Dobäi hate mir deemools keen Zweifel drun, dass et noutwendeg wier fir d'Gesetz vun 1937 ze reforméieren.

Ze villes huet sech hei zu Lëtzebuerg an deene leschte 70 Joer verännert. Den Territoire, iwwert dee mer verfügen, ass begrenzt, an de Bedarf u Bauland, Stroossen, Industriezonen an esou weider gëtt ëmmer méi grouss. Mir mussen deemno déi Ressourcen, déi mer hunn, méiglechst rationell notzen an esou plangen, dass eis Infrastruktur net nëmmen de Besoine vun haut gerecht gëtt, mä och un d'Bedürfnisser vun deene kommende Generatioune kann ugepasst ginn.

Eis Fraktioun war dofir d'accord mat den Ziler, mat der Ausriichtung vum Gesetz vun 2004 a mir waren och d'accord, dass e Kader misst geschafe ginn, an deem sech den IVL kéint développéieren. Mä obwuel mir eis heibannen alleguerten, oder bal alleguerten iwwert d'Objektiver eens waren, hate mir Bedenken an hu se behalen. Et pour cause!

Engersäits hu mir gefaart, dass dat neit Gesetz negativ Répercussiounen op d'Gemengenautonomie hätt. Mir hunn et net gutt fonnt, dass a verschiddenen Artikelen eng Rei vu ganz allgemeng gehalenen Ziler zwar wuel festgehale gouf, mä doduerch awer d'Méiglechkeet opgoung fir d'Opportunitéit vun eenzelne Projeten a Fro ze stellen an domat sech carrément, a schlecht novollzéibar an d'Gemengegeschäfter anzemëschen.

Mir ginn haut - ee Joer duerno - dovunner aus, dass dat an der Praxis net esou geduecht ass an och net virkënnt, doduerch dass d'Démarchë méi transparent an d'Argumenter besser novollzéibar sinn.

Déi aner grouss Suerg, déi mer haten, betrëfft déi praktesch Ëmsetzung vun deem neie Gesetz. Zu deem Zäitpunkt, wou mer doriwwer ofgestëmmt hunn, waren eiser Meenung no ze vill Froen ongekläert. Et konnt deemools keen eis mat Bestëmmtheet soen, wéi déi ongefeier Auswierkungen op d'Gemengen an hir Servicer wieren, wat fir en zousätzlechen Aarbechtsopwand erfuerderlech wier oder wat fir e finanziellen Impakt duerch zousätzlech Contraintë géingen entstoen. E grousse Problem hu mer och doranner gesinn, dass d'Iwwergangsmodalitéiten an deem neie Gesetz net kloer geregelt waren.

Well et virun engem Joer op all dës Froe keng befriddegend Äntwert ginn ass, ware mir der Meenung, dass ee sech méi Zäit misst loosse fir dat heite Gesetz, dat ëmmerhin ee Gesetz soll ersetzen, wat bal 70 Joer gutt war, an dat och deementspriechend muss esou ausgeschafft ginn, dass et net bannen e puer Méint erëm misst amendéiert ginn. Leider ass genee dat geschitt, an dofir musse mer elo haut dat nohuelen, wat deemools versäumt ginn ass.

Tatsächlech huet dat neit Gesetz bei eise Gemengen an och bei de concernéierte Milieue fir Onsécherheet gesuergt. An deenen éischten dräi Méint gouf dat och nach doduerch verstäerkt, dass e Règlement grand-ducal gefeelt huet. De Problem war zwar schonn am November geléist - dat wëll ech hei och ganz däitlech soen -, mä et huet awer fir Polemik gesuergt an d'Skepsis an de Gemenge vis-à-vis vun deem neie Gesetz nach weider oprechterhalen.

Onsécherheet gouf et och an de Gemengen, wat d'Interpretatioun vu bestëmmte Formuléierungen am Gesetz ugeet. Dass et sech dobäi net ëm Eenzelfäll vu schlechtem Wëllen handelt, weist ënner anerem eng Circulaire, déi am Mäerz un d'Gemenge goung an déi probéiert huet méi Kloerheet ze schafen. Eng weider Circulaire, déi d'Gemengen am Abrëll kritt hunn, war néideg fir Mëssverständnisser an Iertümmer bei der Prozedur ze verhënneren.

De gréisste Problem haten eenzel Gemengen awer fir schonn unzefänken - well de Wëllen ass wuelverstanen do -, hir nei PAPen an Aklang ze brénge mat PAGen nom ale Modell, déi nach Bestand hunn. Mir denken, dass dëse Problem mat de Modifikatiounen, iwwert déi mer elo haut ofstëmmen, behuewen ass, genee wéi vill aner Froen, déi mer eis deemools gestallt hunn.

Dëse Projet gëtt eng ganz Rëtsch Prezisiounen an enthält virun allem déi Iwwergangsbestëmmungen, déi mir gefuerdert haten an déi och noutwenneg sinn, fir dass d'Gemenge kënnen am Kader vun hiren aktuelle PAGe schaffen, bis se e PAG hunn, deen nom Modell vum Gesetz vun 2004 nei ausgeschafft gëtt.

Et gëtt festgehalen, dass d'Gemenge sechs Joer Zäit hunn, fir e PAG auszeschaffen, deen de Kritäre vum Gesetz vun 2004 entsprécht. Eréischt wann deen Délai, deen ënner Ëmstänn mat Genehmegung vum Minister nach kann ëm ee Joer verlängert ginn, ofgelaf ass, verléieren d'PAGen, déi nach no alem Modell ausgeschafft gi sinn, hir Gültegkeet. Déiselwecht Délaie gëllen och fir d'Règlements communaux sur les bâtisses, déi ersat musse ginn.

Déi PAGen a PAPen, déi zu deem Zäitpunkt, wou dat hei Gesetz a Kraaft trëtt, an d'Prozedur ginn, kënnen nach an engem Délai vun zwee Joer approuvéiert ginn. Ausserdeem kënnen d'PAGen, déi nach ënnert de Bestëmmunge vum Gesetz vun 1937 entstane sinn, respektiv schonn an der Prozedur sinn, punktuell verännert an ergänzt ginn.

Hei ass d'Notioun vum Intérêt général erausgeholl ginn, esou wéi de Statsrot dat proposéiert hat. Hien hat drop higewisen, dass dësen Terme net genau definéiert ass an dass et hei zu engem Konflikt kéint kommen, wa sech den Intérêt communal an den Intérêt général géigeniwwer stinn.

An der Kommissioun hu mer laang iwwert dëse Punkt diskutéiert a mir sinn zum Schluss komm, dass den Intérêt général eng Charakteristik ass, déi dat neit Gesetz wéi e roude Fuedem duerchzitt an dass een dofir op dëser Plaz kann drop verzichten, dës Notioun explizit als zousätzlech Befugnis an der Iwwergangszäit an d'Gesetz anzeschreiwen.

Déi nei Iwwergangsbestëmmunge gesi vir, dass d'Gemengen, déi nach keen neie PAG hunn, nei PAPe kënnen ausschaffen oder aler verännere an upassen, ouni sech mussen un d'Dispositioune vun den Artikele 26, 27, 105 an 106 mussen ze halen, déi mat deenen ale PAGe kaum ëmzesetze sinn.

De Buergermeeschter kann och direkt eng Baugenehmegung ginn, wann dës Aarbechte konform si mam bestoende PAG respektiv PAP.

Doriwwer eraus kënne PAPe weiderhin - an dat ass ganz wichteg - vun Architekten, Ingenieuren an esou weider ausgeschafft ginn. Eng méi strikt Lëscht vun agrééierte Leit soll nach just fir d'PAGe gëllen. Dat schéngt eis e ganz wichtege Punkt ze ginn. Mir wëlle positiv ervirsträichen, dass duerch professionell Büroen urbanistesch Qualitéitskritäre garantéiert sinn. Woubäi een awer muss soen, dass et net einfach ass bei eis am Land Fachleit ze fannen, déi déi néideg Qualifikatioun, souwuel am Urbanismus wéi och an der Landesplanung hunn.

Schued ass et awer, dass gréisser Gemengen net méi, wéi bis elo, kleng PAG-Upassunge mat hire spezialiséierte Servicer virhuele kënnen, mä direkt op en externe Büro zréckgräife mussen. Hei gëtt den Know-how vun héichqualifizéierten an erfahrene laangjährege Mataarbechter aus de Gemenge leider net genotzt, wat och aus Käschtegrënn bedauerlech ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Am Allgemengen ass et wichteg, dass d'PAGe vu Fachleit ausgeschafft ginn - fir dat hei ganz kloer ze soen - fir kënnen ze garantéieren, dass d'PAGen am Aklang si mat den Ziler vum Gesetz iwwert den Aménagement du territoire vun 1999 an dass spéider och den IVL kann dorobber opbauen. Wann d'PAGe vun deenen eenzelne Gemenge méi staark harmoniséiert sinn a vun därselwechter Grondiddi geleet a geprägt sinn, da wäert et och méi einfach sinn, en integratiivt Konzept ze entwéckelen, fir datt eng Reform vum Territoire sech och an der Praxis ka bewähren, well soss gëtt et jo näischt.

Et ass dofir wichteg, dass scho vun deem Moment un, wou dëst neit Gesetz en vigueur ass, garantéiert ass, dass déi nei PAGe konsequent an der Philosophie vum Gesetz vun 2004 ëmgesat ginn, well un der Grondiddi vun deem Gesetz solle mer festhalen.

De Statsrot hat a sengem Avis vum 3. Mee virgeschloen, an enger éischter Etapp just déi néideg Iwwergangsbestëmmunge festzeleeën, an huet och proposéiert, an enger zweeter Etapp nach eemol d'Gesetz als Ganzt ze iwwerschaffen. D'Chamberskommissioun ass net deen dote Wee gaangen a mir sinn och der Meenung, dass dat richteg ass. Eis ass et virun allem dorëm gaangen, d'Detailmodalitéite bei der Ëmsetzung vun dësem Gesetz ze klären, Iwwergangsbestëmmunge kloer festzeleeën an dobäi d'Grondphilosophie vum Gesetz vun 2004 ze respektéieren an hir Mise en oeuvre richteg ze begleeden.

De Gesetzesprojet, wéi en elo hei virläit, wäert verhënneren, dass et zu engem Blocage kënnt, deen nom Vote vum Gesetz vun 2004 net nëmme vun deene concernéierte Beruffskummere virausgesot gouf.

Dir Dammen an Dir Hären, eng positiv Haltung vis-à-vis vun engem neie Gesetz mat dëser Envergure ass essentiel. Well bei allen Diskussiounen däerfe mer net vergiessen, dass mer de qualitative Sprong a Richtung Nohaltegkeet, dee mir mat dësem Gesetz maachen, bei eis am Land dréngend brauchen. D'Gesetz vun 1937, op dat eenzel Leit am léifste géifen zréckkommen, entsprécht einfach net méi den Ufuerderunge vun enger moderner Urbanisatiounspolitik. E Konzept wéi dat vun der Nohaltegkeet gouf et viru knapp 70 Joer einfach nach net. Eist Land huet sech an deene leschte Jorzéngte wesentlech verännert a wäert sech och an deenen nächste Jore weider verännere.

Dës Entwécklung musse mer genee analyséieren an eis déi richteg Instrumenter ginn, fir se kënnen aktiv ze gestalten an ze begleeden. Wa mer vun Nohaltegkeet schwätzen, da musse mer en Equiliber fannen tëscht deene verschiddenen Intérêten. Dobäi musse souwuel sozial wéi och ekologesch an ekonomesch Aspekter berücksichtegt ginn. Dofir leet jo dat neit Gesetz esou vill Wäert op d'Mixité fonctionnelle, eng gutt Mëschung vun deenen diversen Notzungen a wéi se op eisem Territoire kënnen optimal harmoniséiert ginn.

Mir sinn op alle Fall haut frou, dass duerch dat modifizéiert Gesetz an duerch déi Kloerheet, déi geschaf gouf, den éischte Schrëtt konnt gemaach ginn a Richtung Nohaltegkeet oder e weidere wichtege Schrëtt a Richtung Nohaltegkeet, vun där ganz oft geschwat gëtt an déi et awer elo gëllt um Terrain och ëmzesetzen.

Ech géing ofschléissend dem Rapporteur fir säin detailléierten an interessante Rapport Merci soen an den Accord vun eiser Fraktioun zu dësem Projet mat op de Wee ginn.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Mutsch. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Camille Gira. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass schonn en eemolege bemierkenswäerte Virgank, deen haut hei stattfënnt. Ech probéiere mech ze erklären.

Do gëtt hei an der Chamber am Juli 2004 en neit kommunaalt Aménagementsgesetz ugeholl. Ouni Géigestëmm, wëll ech betounen. Am Virfeld ass et wuel eng Rei Kritike ginn, souwuel an der Chamber vun deenen, déi sech enthalen hunn, mä och souguer vun deenen, déi dofir gestëmmt hunn. Et huet ni ee behaapt, dat Gesetz wier perfekt. Et sinn och eng Rei Kritike vun Avisë vu bausse komm.

Mä all déi Kritike waren éischter punktueller wéi prinzipieller Natur. Mä keng - an ech betoune keng - vun all deene Kritike beschäftegt sech mat deenen Artikelen, déi herno ëmmer erëm an der Diskus-

sioun stoungen. D'Artikele 26, 27, 34, 105, 106. Wann ech d'Avisen all duerchginn zu deenen Artikelen: de Statsrot, sans observation. D'Stad Lëtzebuerg, kee Kommentar an hirem Avis zu deenen Artikelen. De Syvicol, keng Remarquen zu deenen doten Artikelen.

Ech mengen, Kolleeginnen a Kolleegen, Dir sidd mat mer d'accord, dass dat kee Gesetz war an ass, wou d'Fronte kloer gewiescht wieren, wou d'Positiounen immens polariséiert gewiescht wieren.

Richteg ass awer, dass eng Rei Lobbye mat hire Fuerderungen am Virfeld vun den Diskussiounen net duerchkomm waren. Dat Gesetz war awer nach keng dräi Méint a Kraaft, dunn ass aus volle Réier op et geschoss ginn. Vun de Promoteuren, vun den Architekten, vun den Ingenieuren, vun de Bauentreprisen. An du koum eng Ordonnance vum Dezember vum Geriicht, datt eng eenzel Baugenehmegung suspendéiert wier. En alldeegleche Phenomeen, wéi et der x an der Vergaangenheet ginn huet a wéi et der och an der Zukunft wäert ginn.

An aus där Ordonnance sinn déi ënnerschiddlechst Konklusioune gezu ginn. Den Här Helminger huet fir d'Stad Lëtzebuerg e Baustopp verhaangen, en erstaunleche Phenomeen, muss ech soen, wat eigentlech total onkonform ass zum Gemengegesetz. E Buergermeeschter ka jo net, wann en um Geriicht verléiert, soen: „Sou, lo applizéieren ech dat Gesetz net méi wou ech verluer hunn." En Uerteel um Geriicht ass ëmmer nëmme gülteg fir dee Cas spécifique, an et huet ee jo vill Rechter als Buergermeeschter, awer bestëmmt net fir dann ze soen: „Sou, lo maachen ech mol e Moratoire a menger Gemeng."

D'DP an der Oppositioun wollt näischt méi wësse vun deem Gesetz, wat se an der Majoritéit nach gestëmmt hat. An d'Lobbyen hunn eng gutt Geleeënheet geroch a gesinn, all dat an déi Ordonnance ze interpretéieren, wat se schonn ëmmer anscheinend virdru gesot haten.

D'Press huet zu engem gudden Deel, muss ech soen, a bedauerlecherweis, all dës Aussoen onkritesch iwwerholl an esou huet d'Saach sech héichgeschaukelt. Du koum de 24. Mäerz dat Uerteel, wat net méi gemaach huet wéi d'Ordonnance ze bestätegen, an obwuel nach eng Kéier dëst Uerteel just an engem spezifesche Fall gesprach gouf, ass vu ville Leit doraus en definitive Beweis erausgelies ginn, dass d'Gesetz vun 2004 zum allgemenge Chaos am Bausecteur géing féieren. Esou si schlussendlech aus allgemenge Behaaptunge lues a lues onëmstéisslech Wourechte ginn, déi ëmmer erëm gebetsmühlenaarteg widderholl si ginn. Et waren der virun allem siwen, déi ëmmer erëm komm sinn. Ech probéieren déi hei Punkt fir Punkt ze widderleeën.

Éischt Behaaptung, dat Gesetz vum 19. Juli 2004 wier iwwert de Knéi gebrach ginn.

Kolleeginnen a Kolleegen, muss ech drun erënneren, dass dat Gesetz dräi Joer um Instanzewee war? Muss ech drun erënneren, dass d'Parlamentskommissioun net manner wéi 13 Sitzunge mat deem Gesetz verbruecht huet? Dat ware keng Sitzunge vun zéng Minutten. Dat ware Sitzunge wou mer stonneweis zesummesouzen. Muss ech drun erënneren, dass déi parlamentaresch Kommissioun net manner wéi 15 Ännerungsvirschléi zu dësem Gesetz erabruecht huet?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn elo eelef Joer an där Chamber hei. Mat Ausnahm vum Kommodosgesetz vun 1999 kann ech mech net erënneren, dass mer an enger Chamberskommissioun, wou ech derbäi war, eis sou intensiv a sou seriö mat engem Gesetzesprojet ausernee gesat hu wéi deem vum 19. Juli 2004.

Et sinn Entrevuë gewiescht mat Vereenegungen, OAI, CTF. Et si schrëftlech Avisë ginn, Mouvement écologique, Syvicol, Stad Lëtzebuerg. Ech hu kee vun deene sechs Vertrieder a Vertriederinne vun der Stad Lëtzebuerg, déi deemools hei an der Chamber souzen, ee Piipcheswuert héiere soen, weder an enger vun deenen 13 Sitzungen nach hei am Plenum. Wou waren d'Vertrieder an d'Vertriederinne vun der Stad Lëtzebuerg, déi zu sechs un der Zuel aus dem Schäfferot an där leschter Legislaturperiod hei souzen, wou ware si bei der Virbereedung vun dësem Gesetz?

De Statsrot huet nieft sengem éischten Avis zwee Zousazavisë formuléiert, wou en, wéi ech scho gesot hunn, keng fundamental Bedenken zu deenen Artikelen hei hat. Ech wëll och nach eng Kéier ganz kloerstellen, dass den 28. Abrëll, also méi wéi sechs Woche virum Vote vum Gesetz, sämtlech Règlements grand-ducaux der Kommissioun virlouchen an dem Syvicol weidergeleet gi waren. Ech géing Merci soen, wa bei méi Gesetzer dat de Fall wier, dass mer beim Vote vum Gesetz och géinge wëssen, wat iwwer Règlements grand-ducaux géing ëmgesat ginn.

Zweet Behaaptung: Déi 25%-Klausel am Artikel 34 géing d'Baupräisser héijen a wier net uwendbar.

Dozou muss ee soen, dass et déi Klausel schonn zënter 1937 gëtt. Mä ech hunn dat Gefill, dass se op deene wéinegste Plazen ëmgesat ginn ass. Dat Eenzegt wat geännert huet, an och doriwwer - dat kënnt Der an de Rapportë vun de Kommissiounen noliesen - hu mer stonnelaang diskutéiert, an dat wat do drageschriwwe ginn ass, ass ganz bewosst dragesat ginn, fir ze soen, mir mussen endlech eng Gläichheet tëscht de Promoteure schafen. Et kann net sinn, dass e Promoteur, deen d'Chance huet zoufälleg e groussen Terrain laanscht eng bestehend Infrastruktur ze hunn, näischt brauch ofzeginn, dee brauch keng Infrastrukturen ze bezuelen. An en anere Promoteur, deen eventuell déiselwecht Fläch, awer méi konzentréiert an der Mëtt vun enger Uertschaft huet, dee muss seng Infrastrukture selwer bezuelen an e muss 25% ausginn.

Net méi an net manner ass déi Bestëmmung vum Artikel 34, an esou war se geduecht, also soll se och ëmgesat ginn. Do war iwwerhaapt keen Zweifel drun, wat domat sollt geschéien.

Mä et ass natierlech kloer, dass Leit, déi déi al Klausel vum 1937er Gesetz net ugewant hunn, och natierlech massiv Problemer kréien, fir se an deem neie Gesetz ëmzesetzen.

Drëtt Behaaptung: Et géing net genuch qualifizéiert Büroe ginn. Bei 117, elo haut géif ech vun 116 Gemengen zu Lëtzebuerg ausgoen, wieren dat iwwer sechs Joer verdeelt 20 Bebauungspläng iwwert d'Joer. Natierlech si mer eis eens, dass dee vun der Stad Lëtzebuerg e bësse méi Zäit hëlt wéi dee vun der Gemeng Néngsen, mä mir wäerten awer jo och net mengen, dass mer sechs Méint bräichte fir dee vun der Gemeng Néngsen opzestellen.

Ech mengen, bei momentan 14 Büroen an natierlech enger oppe Lëscht, kann ech wierklech d'Fro vun der Madame Flesch net verstoen. Et war evident vun Ufank un, dass dat doten eng oppe Lëscht ass. Wou géing da stoen, dass se zou wier? Et ass evident, dass all Büro, dee sech esou eng Fachkraaft uneegent, d'Demande ka maachen, an da gëtt déi Lëscht wéi och aner Lëschten, déi zu Dosenden am Lëtzebuerger Stat existéieren, ugepasst.

Ech wëll net leugnen, dass bei de PAPen an enger Iwwergangszäit et effektiv kann oder kéint zu engem klengen Enkpass kommen. Dat ass richteg. Ech kommen herno och nach dorop zréck. Dofir si mir och mat gewëssen Ännerungen averstane gewiescht. Mä ech menge fir d'PAGe kann een haut scho soen, dass d'Zuel vun de Büroen net de Problem wäert sinn, fir déi Reform duerchzeféieren.

Véiert Behaaptung: Et wier keen Ënnerscheed tëscht Architekten a Landesplanung. Dat ass d'selwecht, wéi wann ee géing soen, e Metzler kann och Brout hierstellen, well béid si Liewensmëttel. Esou vill wäert ass dee Verglach. Ech mengen, en Architekt baut eenzel Gebaier, an en Urbanist an e Landesplanger maachen eng ganz aner Approche.

Ech si fest iwwerzeegt, dass, wann eist Land plazeweis esou grujelech ausgesäit, dann huet dat grad domat ze dinn, dass an der Vergaangenheet vill ze vill oft reng Architekte probéiert hunn Urbanismus a Landesplanung ze bedreiwen.

Fënneft Behaaptung: Et wier bal onméiglech ginn iwwerhaapt nach Baugenehmegungen erauszeginn.

Déi meescht Buergermeeschteren, Här President, hunn zënter dem August Dag fir Dag, Woch fir Woch, Mount fir Mount Baugenehmegungen erausginn. An ech kommen herno nach op d'Zuel vun de Baugenehmegungen zënter dem August d'lescht Joer zréck, esou dass ech mengen, dass déi Behaaptung absolut net richteg ass.

Natierlech si fir eng ganz Rei Baugenehmegunge PAPen noutwendeg. Si waren awer och schonn zënter 1937 noutwendeg. Dat ass eppes, wat ëmmer erëm ënnerschloe ginn ass bei der Geschicht vun de PAPen. Do geet et jo net nëmmen drëm fir d'Leit ze emmerdéieren; do geet et ëm e fundamentaalt Matsproochrecht vun den Noperen, wann esou e PAP opgestallt gëtt. Dat ass an der Diskussioun ëmmer erëm vergiess ginn. Et geet net nëmmen ëm urbanistesch Bestëmmungen. Et geet ëm e Matsproochrecht, dass Noperen, wa Saache vu gréisserem Ausmooss an hirer Noperschaft gebaut ginn, dass déi Leit eng Chance kréien iwwert déi Prozedur vun de PAPe matzeschwätzen.

Sechst Behaaptung: Dat Uerteel vum 24. Mäerz géing wierklech beleeën, dass dat Gesetz vum 19. Juli 2004 net uwendbar wier. Tatsaach ass, wann ee sech mol d'Méi mécht dat Uerteel ze liesen: D'Uerteel seet genau de Géigendeel! D'Uerteel seet, dat Gesetz wier kloer a prezis. An d'Uerteel seet och ganz kloer, firwat dass d'Stad Lëtzebuerg dee Prozess verluer huet: Ma well se sech net un dat Gesetz gehalen huet an notamment un den Artikel 106, deen einfach seet, dass ee bei engem Relotissement misst e PAP maachen. Ech wëll awer soen, dass an eisen Aen deen do Fall och schonn ënnert dem Gesetz vun 1937 esou gewiescht wier, an anscheinend wëllt den Här Helminger jo, wann dat hei Gesetz a Kraaft ass, den Dag drop deem Promoteur do erëm eng Genehmegung ginn. Ech weess awer och, dass d'Nopere gradesou séier erëm wäerte Recours aleeën.

Ech soen lech haut, Här President, ech si ganz zouversiichtlech, dass d'Stad Lëtzebuerg och mat deem Gesetz vun haut, wou mer awer dee Paragraph drastoe gelooss hunn, dass een, wann et méi Haiser sinn, dass een dann awer muss e PAP maachen - dat soen ech hei -, dass d'Stad Lëtzebuerg nach eng Kéier wäert deen do Prozess verléieren.

Well wann an enger Strooss, wou lauter Eefamilljenhaiser stinn, op eemol zwou, dräi Parzellen zesummegeholl gi fir Appartementshaiser mat no bei 30 Appartementer ze maachen, wa mer do kee PAP méi maachen, léif Kolleeginnen a Kolleegen aus de Gemengen, da froen ech mech: Wéini musse mer iwwerhaapt nach e PAP maachen?

Siwent a lescht Behaaptung: Dëst Gestz géif zu enger Hällewull vu Prozesser féieren. De Marco Schank huet et scho vidru gesot. Wann een d'Jurisprudenz am Gemengesecteur kuckt, dann ass dat 80 bis 90% Jurisprudenz am Beräich vum Gesetz vun 1937. Dat ass kloer. Dat ass eng komplizéiert Matière. Do geet et ëmmer méi dacks ëm ëmmer méi Geld, esou dass, mengen ech, dat och keen neie Phenomeen ass.

Ech wëll och betounen, Här President, well och heiansdo gemaach ginn ass, wéi wa mir hei d'Rufer in der Wüste wieren, dass mir beileiwen net eleng waren a si mat eiser Meenung. Do sinn eng Rei Juristen a Spezialisten, déi eis Recht ginn hunn.

Ech kann en Artikel aus dem „Lëtzebuerger Land" vum Mee 2005 zitéieren, wou en Här Kneip schreift: «La loi est claire et complète (…) par contre elle est mal lue et surtout mal comprise.»

Ech kéint och de fréieren Innenminister Michel Wolter als Alliéierten hei zitéieren. Ech mengen, dass een him awer kéint zoutrauen dat Gesetz ze kennen an och ze wëssen, wéi et ze applizéieren ass, an hien deelt gréisstendeels eis Aschätzungen.

An da schlussendlech, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ginn d'Zuelen eis jo Recht. Wann ech richteg informéiert sinn, da sinn zënter dem A-Kraaft-Triede vun deem neie Gesetz 5.100 Baugenehmegungen erausgaangen, respektiv Baugenehmegunge fir 5.100 Wunnengen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, iwwer zéng Méint 5.000 Genehmegungen, dat ass keng Genehmegung méi an dat ass keng Genehmegung manner wéi 2003, wou der iwwer zwielef Méint 6.000 erausgaange sinn.

Do muss ee sech awer froen, Kolleeginnen a Kolleegen: Ass dat de «moratoire partiel» am Bausecteur, vun deem d'Madame Flesch an hirer Proposition de loi schwätzt? Ass dat de Blocage, vun deem d'ALOC op hirer Pressekonferenz am Januar geschwat huet? Ass dat d'Kuerzaarbecht, mat där d'Fédération des Artisans am Abrëll gedrot huet?

Dofir hoffen ech, Dir Dammen an Dir Hären, Dir gitt mer Recht, wann ech gesot hunn, et ass schonn en eemolegen, e bemierkenswäerte Virgang, deen hei stattfënnt! En eemolegen, e bemierkenswäerte Virgang, wann dës Chamber e Gesetz ëmännert, obwuel et keng objektiv, ech betounen, keng objektiv Ursaache gëtt, déi dat géingen zwéngend erfuerderen.

Et ass bemierkenswäert, wann ee Buergermeeschter, dee sech manifestement an engem Fall net un dat neit Gesetz gehalen huet, méi nogelauschtert kritt, wéi Dosenden anerer, déi iwwer 5.000 Baugenehmegungen an deem Joer, Dag fir Dag, verdeelt hunn.

(Interruptions diverses)

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Dir sidd supergescheit.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Dir ännert de PAG selwer, dat ass natierlech méi liicht.

Une voix.- Dat deet wéi, Här Bettendorf, gell Diert?!

M. Niki Bettendorf *(DP)*.- Dir sidd supergescheit.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Et waren nach aner Gescheiter do, well et si jo 5.000 Baugenehmegungen erausgaangen. Dat heescht, et war also net den Här Gira, deen déi erausginn huet.

(Interruptions)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Also, ech weess d'Zuel vun de Baugenehmegungen, déi zu Biekerech an deem leschte Joer erausgaange sinn, net auswendeg. Dat sinn der vläicht eng gutt Dosen. Mä…

(Interruptions)

Här Bettendorf, dann haalt Der all déi aner Buergermeeschteren, déi de Gros vun deene 5.000 Baugenehmegungen erausginn, och fir net gescheit. Mir aktéieren dat haut a wäerten dem Vollek dat dobausse matdeelen.

Wéi ass et dann awer méiglech, dass et iwwerhaapt zu esou enger geckeger Situatioun komm ass? Eiser Meenung no gëtt et eng Rei Ursaachen.

Éischt Ursaach. Dat neit Gesetz huet wierklech e Paradigmewiessel an enger komplexer Matière bruecht. A mir sinn der Meenung, dass den Innenministère net genuch Efforte gemaach huet, fir de Gemengen d'Ausmooss vum Changement kloer ze maachen. An eisen Ae ginn do e puer Circulairen a véier Regionalversammlunge wierklech net duer.

Zweet Ursaach. De Wiessel am Ministère huet sécherlech och zur Veronsécherung bäigedroen. Et ass an eisen Aen net ze iwwersinn, dass deen neie Minister net esou hannert deem Gesetz steet wéi deen alen, a wann een nun eemol net esou hannert eppes steet, dann huet een och vläicht méi Problemer, fir et dobausse glafwierdeg ze vertrieden.

Drëtte Punkt. Den neien Innenminister huet eiser Meenung no de Moment verpasst, wéi nach Zäit gewiescht wier dobaussen, fir kloer Verhältnisser ze schafen. Amplaz eng Rei Buergermeeschteren op hir gesetzlech Flichten opmierksam ze maachen, huet hie sech vun deeneselwechte beaflosse gelooss. Amplaz iwwer Land ze zéien an d'Gesetz ze verteidegen an nach eng Kéier ze erklären, huet hie sech ënnert dem Dësch verstoppt.

Ech stellen hei d'Fro, léif Kolleeginnen a Kolleegen: Firwat ass net mat deenen Dosende Buergermeeschtere geschwat ginn, déi Dag fir Dag, Woch fir Woch ouni Problem Baugenehmegungen ausgedeelt hunn? Firwat ass sech nëmme mat deene Leit concertéiert ginn, déi mat alle Moyenë probéiert hunn dat neit Gesetz ze torpedéieren?

Véierte Punkt. Et kënnt effektiv elo eréischt zum Virschäin, dass eng Rei Gemenge jorelaang d'1937er Gesetz entweder net ganz oder deelweis falsch applizéiert hunn. Ech hu mech renseignéiert bei Leit aus der Stad Lëtzebuerg aus dem Service de l'architecte, an déi hu mer confirméiert, dass d'Stad Lëtzebuerg zur Zäit vum Innenminister Spautz eng mëndlech - ech kann net soen Autorisatioun -, mä dass den Här Spautz d'accord war, dass fir klenger PAPen, Lotissementer, Relotissementer, d'Stad Lëtzebuerg däerf, well se dann ee Geometer an en Architekt hätt, déi selwer maachen. Dat war vläicht gutt gemengt vum Här Spautz, mä dat ass awer manifestement géint d'Gesetz vun 1937, an da kann ee just soen, dann hat d'Stad Lëtzebuerg verdammt Chance, dass se net schonn des Öfteren an net schonn éischter op d'Nues gefall ass, wa se esou Saache selwer gemaach huet, obwuel se hätt missen d'Prozedur vun engem PAP maachen.

Ech menge wierklech, dass e gudden Deel vun de Mëssstänn a vun dem Duerchernee vun där do Tatsaach hierkënnt, wann eng Verwaltung gewinnt ass, jore-, jorzéngtelaang op eng gewësse Manéier ze operéieren, a sech net bewosst ass, dass se do vläicht net ganz korrekt ass vis-à-vis vun engem ale Gesetz, an da kënnt en Uerteel, an da verstinn ech, dass do vill Duercherneen ass. Ech mengen,

dass dat awer net kann d'Ursaach sinn, fir elo esou vill Opwand ze bedreiwen.

Ech hu mech schonn erkläert zur 25%-Klausel. Mir kënne gären iwwer Land zéien, an ech sinn iwwerzeegt, dass mer x Beispiller gesi wou an der Vergaangenheet och Buergermeeschteren, leider muss ech soen am Intérêt vun hire Leit, net déi 25%-Klausel applizéiert hunn, mä éischter - wéi soll ech soen? - d'Partie vun de Promoteure gehalen hunn, an dann natierlech elo ganz kloer Schwieregkeete kréien, fir konsequent den Artikel 34 ëmzesetzen.

An ech muss Iech soen, ech weess och x Gemengen, déi zum Beispill bei zwee Haiser kee PAP gefuerdert hunn. Mir hunn an eiser Gemeng dat konsequent duerchgezunn, well et einfach am Artikel 1 vum Gesetz vun 1937 steet. Wann een dat ni gemaach huet, da gëtt een natierlech mat deem neien 2004er Gesetz iwwerhaapt net eens, wann een dat aalt Gesetz net korrekt ugewant huet.

Fënneften a leschte Punkt: Ech menge schonn, dass eng Rei aflossräich Lobbye vun der Onsécherheet, der allgemenger Onsécherheet profitéiert hunn, fir nodréiglech dat duerchzesetzen, wou se am Virfeld vum Gesetz vun 2004 gescheitert waren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an eisen Ae schafe mer hei e geféierleche Prezedenzfall. Geet et an Zukunft duer, dass een oder e puer Buergermeeschtere refuséieren e Gesetz ëmzesetzen, fir dass mer et nei schreiwen? Geet et an Zukunft duer, dass eng Lobby mam Broutkuerf wénkt, fir dass ganz Fraktiounen ëmfalen a grad gestëmmte Gesetzer erëm op d'Kopp geheien? Mir fannen als Gréng dës Virgehensweis wierklech ganz bedenklech, an duerfir wäerte mir och géint dëst Gesetz stëmmen.

Géing dëst Gesetz sech drop begrenzen, eng Rei juristesch Prezisiounen ze formuléiere bei deene Punkten, wou dann anscheinend Onkloerheet besteet, hätte mir eis souguer nach duerchgerongen, dat Gesetz matzestëmmen. Wa mer domat aus deem Schlamassel, dee verschidde Leit verursaacht hunn, erauskomm wieren, hätte mir dat am Interesse vun de Leit, déi baue wéilten, och nach akzeptéiert.

Mä wat haut geschitt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat geet vill méi wäit an huet näischt méi mam Deblockéiere vun enger anscheinend verfuerener Situatioun ze dinn. Hei gëtt ouni akute Grond d'Obligatioun fir Urbanist a Landesplaner ze sinn, fir e PAP ze maachen, definitiv opgehuewen. Dat ass eng wesentlech Neierung gewiescht vum Gesetz vun 2004 fir endlech méi Qualitéit an den Urbanismus an an den Aménagement du territoire zu Lëtzebuerg ze kréien.

An dobäi wëll ech awer drun erënneren, Här President, an der Kommissioun louch e Kompromiss um Dësch, dee mir eis och souguer nach hätte kënnen duerchréngen matzedroen, an deen dra bestanen hätt, an der Iwwergangszäit, esou laang wéi déi al PAGen a Kraaft gewiescht wieren, wou effektiv méi PAPen dann ze maache sinn, déi do Bestëmmung ausser Kraaft ze setzen. Mä et gëtt, léif Kolleeginnen a Kolleegen, keng Ursaach, fir elo schonn eppes ausser Kraaft ze setzen, wat bei deenen neie PAGen eréischt an dräi, véier, fënnef, sechs Joer a Kraaft trëtt.

Neen, hei ass e Kouhandel tëscht deenen dräi ale Parteie gemaach ginn! Hei hu Lobbyen an de Kulissen dat duerchgesat, wat se 2004 net duerchgesat kritt haten, an dat ass an den Ae vun deene Gréngen e Skandal an dat gëtt eng Katastroph!

Elo kënnen erëm Promoteuren, Dir Dammen an Dir Hären, mat hiren Hausarchitekte ganz Quartiere plangen, elo kënne souguer Geometeren - dat musst Der Iech virstellen - Urbanismus bedreiwen. Wat dat gëtt, dat kënnt Der elo schonn iwwer Land kucken, an ech fäerten, dass elo massiv wäert profitéiert gi vun deenen nächste fënnef, sechs Joer, esoulaang déi nei PAGen nach net a Kraaft sinn, fir wierklech nach ewell alles ënner Dach und Fach ze kréien, wat nach iergendwou am Tube louch.

Domat gëtt an eisen Aen e wichtege Steen aus der Festung erausgeléist, eng Festung, déi d'Gesetz vun 2004 géintiwwer de Privatinteresse vun de Promoteuren opgeriicht hat, eng Festung, déi duerfir suerge sollt, dass d'Gemengen erëm déi wieren, déi d'Entwécklung vun hiren Uertschaften an den Hänn hätten.

Mä, Här President, et ass nach net gedoe mat haut. Dës Festung soll weider geschlaff ginn. Dat geet ganz kloer aus dem gemeinsamen Avis vun der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce ervir, déi dëse Projet, dee mer haut solle stëmmen, net approuvéieren. Dat geet och aus der Pressekonferenz vun der Fédération des Artisans ervir, déi kloer gesot huet, dass dës Nobesserunge bei wäitem net wäit genuch ginn.

Dat geet an eisen Aen och kloer aus der Motioun vun der DP ervir, déi hei zwar seet, si géing d'Philosophie vun deem Gesetz vun 2004 deelen, awer mat all Saz, dee se an där Motioun schreift, kloer seet, dass se eigentlech net domat averstane wier an esou séier wéi méiglech wëllt dës Festung, d'neit Bebauungsgesetz schläifen.

Här President, déi Gréng bedaueren dëst zudéifst! Wéi wëlle mer hunn, dass mer zu Lëtzebuerg endlech eng kohärent Landes- a Kommunalplanung kréien, wann d'Politik beim éischte Géigewand zréckruddert? Wéi wëlle mer en IVL mat grondleeënde Reforme jee eng Kéier ëmsetzen, wa beim éischte klenge Widderstand d'Politik kleng bäigëtt?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis ass dee Virgang vun haut kee gutt Zeeche fir d'Zukunft. Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Nächste Riedner ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Merci, Här President. Erlaabt mer fir d'éischt op dem Här Bausch seng Fro ze äntwerten, dee mech gefrot huet, wou ech wunnen. Här Bausch, ech sinn zu Esch gebuer, ech wunnen zu Esch an ech wäert och zu Esch wunne bleiwen. A wann Der iergendee Problem…

(Interruption)

Déi kënnt Der bei Ärem Kolleeg Braz froen, déi gitt Der zu Esch um Biergerbüro gewuer, Här Bausch. A wann Der soss nach iergendee Problem mat mir hutt, sinn ech gär bereet, deen ënner véier Aen ze klären, wann Der dozou fäeg sidd!

(Interruptions diverses, hilarité et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Kommt elo, keng perséinlech Diskussiounen! Här Jaerling, kommt zu Ären Ausféierungen.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Ech hunn déi perséinlech Diskussioun net ugefaangen, ech wollt just dem Här Bausch drop äntwerten, wat e wollt wëssen, a wann e méi gewuer wëllt ginn, sinn ech gär bereet mat him driwwer ze schwätzen. Mä e soll sech da waarm undoen.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Här President, dem Här Rapporteur wëll ech félicitéiere fir säin explizite Rapport. Bedéngt duerch déi vill Interessevertriedungen, déi mat dësem Projet verbonne sinn, war et fir d'Kommissioun sécherlech net einfach, en allgemeng akzeptabele Kompromiss ze fannen. Den Ursprong vun dëser Gesetzesännerung war, datt dat Gesetz vum 19. am Heemount 2004 praktesch net ëmsetzbar war, engersäits well et Dispositiounen enthalen huet, déi ofhängeg ware vu Reglementer, déi eréischt Méint duerno verfaasst gi sinn, an anerersäits well Dispositiounen dra waren, déi et der gängeger Praxis onméiglech gemaach hunn, se ze akzeptéieren.

Den ADR hat scho bei der Lecture vum Gesetz vum 19. am Heemount 2004 seng Bedenken ugemellt; eise Bedenke gouf leider keng Rechnung gedroen. An och déi Leit aus der Praxis si Stuerm gelaf géint dat Gesetz, an och si, déi jo awer den Terrain kennen, sinn net gehéiert ginn. De Risiko vun engem Baustopp ass ëmmer méi flagrant ginn an d'Baubranche huet Alarm geschloen. Den ADR huet all deene Bedenke Rechnung gedroen a versicht, opgrond vun enger Gesetzesinitiativ den Haaptproblempunkt, dee sech gestallt huet, ze revidéieren.

Dës Gesetzesinitiativ ass de 16. am Spierkel 2005 deponéiert ginn. Et war besonnesch déi verlaangt rapid Ëmsetzung vum Gesetz vum 19. am Heemount 2004, déi den Administratiounen an de Leit um Terrain Problemer gemaach huet. Zumools well déi groussherzoglech Reglementer, wat de Contenu vum PAG a PAP ubelaangt, an déi noutwendeg ware fir d'Exekutioun vun deem Gesetz, eréischt den 18. am Wantermount 2004 publizéiert gi sinn.

De Statsrot huet dat och a sengem Avis bemängelt. Fir d'Exécuteure war et also praktesch onméiglech, e PAP auszeschaffen. An och fir d'Gemenge war et praktesch onméiglech, fir nei PAPen ze entwéckele respektiv déi bestehend PAGen den neie gesetzleche Bestëmmungen unzepassen.

D'Diskussiounen aus de leschte Méint hunn erginn, datt net nëmmen d'Ëmsetze vun deem neie Gesetz ze vill iwwerstierzt war, mä och d'Finaliséierung vum Gesetz selwer. Wann och am Gesetz vun 2004 gutt Dispositiounen drastoungen, wéi zum Beispill d'Verstäerke vun der Autonomie communale am Bezuch op den Aménagement du territoire, esou huet sech awer eng exzessiv Schwéierfällegkeet erausgestallt, wat d'Prozeduren iwwert d'Baugenehmegung ubelaangt, oder d'Erfaasse vun engem PAP fir d'Particulieren.

D'Gesetz weist och eng Rei Kontradiktiounen op, déi musse revidéiert respektiv preziséiert ginn. Verschidden Artikele mussen integral iwwerduecht ginn, wéi zum Beispill d'Oftriede vu 25% vun der Gesamtsurface vun engem PAP. An deem Zesummenhang huet den Här Minister an der Kommissioun jo matgedeelt, dass eppes an där Richtung misst geschéien, an datt ee misst méi Flexibilitéit an déi Dispositioun abauen.

En anere Problem, dee sech gestallt huet, war d'Applikatioun vum Artikel 108 (1) vun deem aktuelle Gesetz. Dësem Artikel no hunn d'Gemengen en Délai vu sechs Joer fir en neie PAG ze erstellen. Während där Zäit applizéieren déi eng Gemengen also nach e PAP nom Gesetz vun 1937 an déi aner een no deenen neien Dispositiounen. Et sinn also während där Period zwou Gesetzgebungen, déi parallell applizéiert ginn.

Här President, dem ADR seng Gesetzesinitiativ hat de But, all Bierger virum Gesetz gläichzestellen, an dee Parallelismus do ze verhënneren, andeem d'Applikatioun vun all PAG eréischt sechs Joer nom A-

Kraaft-Triede vum Gesetz vum 19. am Heemount 2004 soll Gültegkeet kréien. Dann hätt jiddfereen - souwuel d'Gemenge wéi och déi Particuliers - Zäit, sech op déi nei Dispositiounen ze preparéieren. Dësen Zäitraum hätt dann och kënne genotzt gi fir eng Rei Interpretatiounsschwieregkeeten am Gesetz ze revidéieren. An et hätt dem Législateur och déi néideg Zäit ginn, fir déi diskutabel a staark contestéiert Dispositiounen ze klären. Well d'Applikatioune vun de PAGen eréischt a sechs Joer a Kraaft trieden, misst datselwecht dann och fir d'PAPe gëllen. Dat hate mer als ADR proposéiert. De Statsrot stoung der Propositioun vum ADR positiv géigeniwwer. En huet sech awer och fir eng global Reform vum Gesetz vum 19. am Heemount 2004 ausgeschwat.

Här President, d'Chamberskommissioun huet dëst Gesetz sou schnell wéi méiglech évacuéiert, woumadder mir als ADR kënnen d'accord sinn. Mir bedaueren awer, datt dem Statsrot seng Amendementer iwwert dat Oftriede vu 25% vun der Surface globale vum PAP souwéi manner selektiv Kritären am Zesummenhang mam PAG a PAP net berücksichtegt gi sinn.

D'Fro, déi sech prinzipiell gestallt huet, ass, ob de Prinzip vun enger qualitativer Ausriichtung vun de PAGen an de PAPe géif a Fro gestallt ginn, wann ee weider Qualifikatiounen zouléisst fir e PAP auszeschaffen. D'Fro stellt sech, ob déi qualitativ Philosophie vum Gesetz vun 19. am Heemount 2004 nach spillt, wann ee Geometeren an Ingénieurs techniciens dotés en urbanisme e PAP ausschaffe léisst. An d'Fro, déi sech stellt, ass och déi, ob een d'Ausschaffe vun de PAGen a PAPe just op déi Qualifikatioune soll beschränken, déi an der offizieller Lëscht stinn, an ob dann och nach d'Garantie ginn ass, fir all de Besoine gerecht ze ginn.

Déi Leit vum Terrain an och d'Chamberskommissioun sinn der Meenung, dass dës restriktiv Lëscht vu qualifizéierte Leit net duergeet. Dofir ass och majoritär festgehale ginn, dass dës Lëscht soll erweidert ginn op Geometeren an Ingénieurs techniciens dotés en urbanisme.

Et schéngt eis als ADR och de richtege Wee ze sinn, fir aus dëser verzwéckter Situatioun erauszekommen, well de Risiko vun engem Baustopp besteet, a mir kënnen eis dat an dëser Zäit wierklech net leeschten.

Et geet hei also net ëm ideologesch oder prinzipiell Iwwerleeungen; et geet hei just drëm ze verhënneren, datt mer nach méi Betriber an Aarbechtsplazen an d'Précaritéit geheien.

Och wann et Gemenge gëtt, déi mengen, mat deenen neien Dispositioune gutt ze fueren, ass de Risiko vun där enger oder anerer Plainte awer net auszeschléissen, well d'Gesetz einfach ze vill Interpretatiounsspillraum zouléisst.

Här President, mir kënnen deemno mat deem haut hei virleiende Gesetzesprojet d'accord sinn, well e Moyenë schaaft fir virunzekommen an hëlleft eng Rei Interpretatiounsschwieregkeeten aus der Welt ze schafen, iwwerdeem en d'Artikele 26, 27, 105 an 106 och enger déif gräifender Analys ënnerwerft an och den Artikel 34 iwwert d'Oftriede vu 25% vun der Gesamtsurface vun de PAPen enger Revisioun ënnerwerft, an domadder de qualitative Geescht, deen d'Gesetz vum 19. am Heemount 2004 priméiert huet an och weider soll priméieren, trotzdeem net a Fro stellt, an eng Ouverture do ass, fir eventuell zousätzlech Ongereimtheeten, déi eis d'Praxis weise wäert, och ze revidéieren.

Bleift fir eis als ADR nach drun ze erënneren, datt, sollt eng gréisser Revisioun vun deem Gesetz innerhalb vun deenen nächste Jore kommen; och nach eemol muss iwwert déi onsënneg Enteegnungsklauselen diskutéiert ginn, fir och déi ze revidéieren. Et war dat nämlech ee vun de Grënn, firwat datt den ADR d'Gesetz vum 19. am Heemount 2005 net gestëmmt hat.

Dat gesot, Här President, kann ech d'Zoustëmmung vum ADR zu dësem Gesetz ginn an der Hoffnung, datt domadder endlech Kloerheet um Terrain geschaf ka ginn an dass weider ka geschafft ginn. Wat d'Motioun vun der DP ubelaangt, esou kënne mer eis och mat där d'accord erklären.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als leschte Riedner ass den Här Alex Bodry ageschriwwen. Den Här Bodry huet d'Wuert.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, e puer Wuert nach vu menger Säit an dëser Diskussioun. Ech muss soen, et ass haaptsächlech d'Interventioun vum gréngen Spriecher, déi mech dozou bruecht huet, fir mech nach an d'Riednerlëscht hei anzeschreiwen. An zwar well ech e bësse Problemer hu mat senger Schwaarz-Wäiss-Molerei, mat senger dach liicht simplistescher Duerstellung vun der Realitéit.

Ech kann net akzeptéieren - dat soen ech ganz éierlech -, dass Leit sech hei de Kostüm vum wäisse Ritter undinn…

Une voix.- Très bien.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …an sech dann als Schoulmeeschter vun all deenen aneren hei am Parlament a vun alle Gemengeverantwortlechen uechtert d'Land ginn, a maachen, wéi wa si eleng richteg géife leien an déi aner beschtefalls vun näischt eppes verstinn a schlëmmstefalls korrupt sinn an Affer si vun obskure Wirtschaftslobbyen, a si déi Eenzeg wären, déi schéi, grued, an ouni no aneren Interessen ze kucken, hei géifen hire Wee goen.

Ech wëll drun erënneren, dass deen Text, deen 2004 hei gestëmmt ginn ass vun der…

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

…CSV, vun der DP a vun deene Gréngen, a bei deem eis Partei sech mat gudde Grënn enthalen huet - mä mir hu Recht kritt duerch d'Entwécklung, déi déi Méint drop komm ass -, dass dat Gesetz dräi Objektiver hat. Et sollt alles méi einfach; et sollt alles méi schnell an et sollt alles méi kloer ginn.

Ech géif elo ganz objektiv bieden no engem Joer mol de Fazit ze zéien,…

Une voix.- 5.100! 5.100!

(Interruptions)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- …ob d'Prozeduren dann elo wierklech mat deem heiten Text méi schnell oflafen. Ech soen Neen. Ob d'Prozeduren da mat deem heiten Text elo méi einfach ginn. Ech soen Neen. A scho guer net méi kloer, well wat geschitt ass, dat ass eng relativ grouss Rechtsonsécherheet. Woubäi ech och ganz kloer soen, dass ech net mat allem averstane sinn, wat d'Stad Lëtzebuerg hei gemaach huet.

(Interruption)

Ech hunn als Diddelenger Buergermeeschter meng Responsabilitéite geholl an ech hu weider Baugenehmegungen ausgestallt, mä ech soen awer ganz éierlech, ech si mer net sécher, ob ech ëmmer nom Buschtaf vum Text gehandelt hunn. Well Diddeleng zum Beispill bei deene Gemenge war, déi praktesch vun haut op mar hätte missen en Architekt engagéieren, wat mer awer net am Summer 2004 gemaach hunn, an theoretesch praktesch alles zu Diddeleng hätt mis-

sen iwwer e PAP lafen. Wann ech mech dorunner gehalen hätt, wat de Buschtaf, net onbedéngt de Geescht, vum Gesetz ass, wären zu Diddeleng net e puer honnert Autorisatiounen erausgaangen, mä et wär net eng erausgaangen an deem Zäitraum vun engem Joer. Dat wëll ech mol kuerz soen.

Dat gesäit ee vläicht zu Biekerech net esou, mä wann een dat e bësse vun Diddelenger Säit aus kuckt - an et sinn nach aner Gemengen an deemselwechte Fall -, gesäit een, dass d'Welt vläicht e bësse méi komplizéiert ass, wéi dat op den éischte Schäin esou schéngt.

Sou dass ech wierklech der Meenung sinn, dass deen Text u sech richteg ass, mat ville Grondprinzipien, déi e probéiert anzeféieren, mä eigentlech deen Text vun 1937, wa mer awer och éierlech sinn, net d'Katastroph selwer duerstellt.

A wat fir ee Gesetz bréngt dat praktesch fäerdeg? Nennt mir mol Gesetzer hei zu Lëtzebuerg, déi all Dag applizéiert ginn, an déi praktesch 70 Joer laang Bestand hunn!

Une voix.- D'Schoulgesetz! D'Schoulgesetz!

(Interruption)

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Sou schlecht sinn déi Texter net. Wann ee vernünfteg mat Texter ëmgeet - an ech mengen dat ass d'Absicht vun deene meeschten, déi an der Gemeng Verantwortung droen -, da kann ee mat deenen Texter eng ganz gutt urbanistesch Politik maachen, well een eigentlech awer do eng ganz Rëtsch vun Handhaben huet. Wann s de wëlls als Buergermeeschter, da kanns de déi asetzen, an da mengen ech, da kriss de och eng geuerdnet Entwécklung vun denger Uertschaft.

Sou dass ech also mengen, dass een hei net sollt blann sinn - op kengem A! Et soll een erkennen, dass dat Gesetz vun 2004 an déi richteg Richtung geet an e logeschen Agencement mécht vun eenzelne Regelen, wat an der Praxis an der Vergaangenheet sécherlech net ëmmer an alle Fäll esou respektéiert ginn ass, mä datt et sécherlech kee perfekten Text ass. An dat geet jo schonn dorauser ervir, dass ee scho musst no e puer Méint eng Circulaire erausginn, fir deen een oder deen aneren Artikel ze explizéieren, wat eng völleg onüblech Prozedur ass hei zu Lëtzebuerg, fir esou Texter ze explizéieren.

De Fait, dass während deene Versammlungen, déi gemaach si gi mat Gemengen, nodeem den Text natierlech scho gestëmmt war, do eng Rei vu Froe gestallt si ginn, wou am Fong keng eenheetlech Äntwert komm ass vun de Responsabele vum Ministère, ënnersträicht, dass am Ministère selwer an eenzelne Punkten eng Interpretatiounsdivergenz bestanen huet.

Alles dat si jo awer Problemer, déi een net hei däerf verkennen an erofspillen, a maachen, wéi wann hei nëmme Wirtschaftslobbye géifen aktiv ginn. Ech kann Iech berouegen, et ass net ee Promoteur u mech erugetratt, fir mat mir ze diskutéieren, ob deen heiten Text soll weider bestoen, Jo oder Neen.

Mir spiere ganz einfach an der Praxis, wat en um Terrain vun Onsécherheet bewierkt a wat ee selwer Problemer huet, an déi technesch Servicer an de Gemengen och, fir d'Applikatioun dagdeeglech vun deem heiten Text ze maachen.

Och wann ech sécherlech gären agestinn, datt alles, wat nei ass, eng Gewöhnungszäit brauch, a verschidde Leit sécherlech léiwer am alen Train-train virufuere wéi onbedéngt da mat neien Texter sech erëmzeploen an nei Konzepter sech unzëeegnen. Mä ee Manko ass ganz kloer: Woumadder sech déi viregt d'Chamber net genuch beschäftegt huet an herno och den zoustännege Ministère, dat ass déi Transitiounsphas. Dat ass eigentlech dee Punkt, dee mer haut diskutéieren.

Déi Transitioun, déi abrupt komm ass am August d'lescht Joer, nodeem am Mee, an der leschter oder an der zweetleschter Sitzungswoch vun der Chamber, deen heiten Text mat engem gewëssenen Drock nach probéiert ginn ass duerchzedrécken. Dat wësse mer jo awer och. Ech war jo selwer dobäi. Et weess ee wéi dat jo awer trotzdeem gaangen ass, sengerzäit, a wéi eigentlech dann d'Wahle komm sinn an duerno keng Preparatioun gemaach ginn ass.

Op eemol ass deen Text an de Summerméint publizéiert ginn am Mémorial, an dat Bescht war, d'Applikatiounsreglementer, déi awer indispensabel sinn, fir kënnen dräi Deeg drop deen Text och ze applizéieren, déi sinn emol dräi an en hallwe Mount méi spéit komm! An nach haut sinn net all Règlement-grand-ducalë publizéiert, déi awer wichteg sinn, fir deen heiten Text kënnen ëmzesetzen.

Dat beweist jo awer, dass do haselech gehandelt ginn ass, an dass do net mat der néideger Suergfalt eigentlech op déi Mise en pratique an déi ganz Fro vun der Transitioun vun engem agefleeschtene System, dee während 60, 70 Joer fonctionnéiert huet, an e komplett neie System mat enger neier Philosophie geuecht ginn ass. An dat ass jo grad dee Punkt, deen elo kritesch ass. An et ass dee Punkt, wou hei emol probéiert gëtt, mengen ech, dat Uergst ze verhënneren an erëm méiglech ze maachen, dass een a Rou kann déi Transitioun vun deem engen an deen anere System maachen. Net méi an net manner ass hei gewollt mat deem heiten Text.

Mir sinn der Meenung, dass dat heiten eigentlech awer e gudden Text ass. Wa mer also d'Gesetz u sech net stëmme konnten, kënne mer selbstverständlech Jo soen zu där heiter Modifikatioun, wat eng Modifikatioun vu bon sens ass a soss näischt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Den Här Gira nach.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG)*.- Jo, Här President, Dir verstitt, dass ech gewëssen Aussoe vum Här Bodry net esou kann am Raum stoe loossen. Ech mengen, en huet mer wierklech net gutt nogelauschtert, well soss kéint en net a meng Wierder interpretéieren, ech hätt hei och nëmmen am wäiteste Sënn Undeitunge gemaach, hei géing vu Korruptioun Rieds goen!

En huet mer och net nogelauschtert, soss hätt en héieren, dass déi Gréng no deem ganze Schlamassel, dee komm ass, bereet gewiescht wieren, e Gesetz ze stëmmen, wat reng déi Iwwergangsregelunge géing regelen. Wann Der mer nogelauschtert hätt, dann hätt Der dat missen ad acta huelen.

Mä wat ech awer gesot hunn, an dozou stinn ech, well ech et live an der Kommissioun matkritt hunn, dat ass, dass, wat d'Ofschafe vun der PAP-Lëscht ubelaangt, do e Kouhandel gemaach ginn ass tëscht deenen dräi ale Parteien.

An, Här Bodry, Dir misst et jo awer am beschte wëssen. Dir hutt an där enger Sitzung selwer - selwer! - d'Propos gemaach, dass mer déi Bestëmmung nëmme géinge maache fir d'Iwwergangszäit. Et ass well effektiv nom ale Regime ganz vill PAPen ze maache sinn, a well do kéint en Enkpass kommen, dass een do géing soen, do kann déi al Qualifikatioun gëllen. Mä Dir hutt selwer gesot, dass et awer nëtzlech wier, déi Bestëmmung stoen ze loossen.

A wa mir haut dat Gesetz net stëmmen, hunn ech gesot, wann Der mer nogelauschtert hutt, da wéinst dem Ofschafe vun deem doten Artikel, well mer guer net gesinn, wou de Lien ass vun engem eventuellen Déblocage, elo, mam Ofschafe vun enger Lëscht a véier, fënnef Joer, wann déi nei Regimer kommen. An dozou stinn ech, dat ass e Kouhandel, well et kritt ee jo awer alt e bësse mat, wat och an de Kulisse leeft, well déi Sitzung duerno wollte weder Dir nach Är Fraktioun nach iergendeen aneren eppes vun där Iwwergangsléisung wëssen.

A mir wësse jo och, dass bis dohin d'CSV op där Richtung war, an dass den Innenminister Wolter bis zu där Sitzung an de Sitzunge war, an aus guddem Grond ass hien an deene Sitzungen duerno net méi opgetaucht, genee well do déi richteg Leit um Wierk waren, fir déi do Bestëmmung da schlussendlech eranzekréien.

Dat hunn ech gesot, Här Bodry, net méi an net manner, a mir wiere kompromissbereet gewiescht, mä wéi mer dat do Schauspill erlieft hunn, dat wollte mer wierklech net matdroen.

An nach eng Kéier: Ech kann nëmme soen, dass d'Zuelen eis awer net grad Onrecht ginn. Dat musst Der awer zouginn, Här Bodry, wann an zéng Méint 5.100 Baugenehmegungen erausgi ginn, dann ass dat genee datselwecht wéi am Joer 2003, 6.000 an zwielef Méint.

(Interruption)

Ech hoffen, Här Henckes, an ech huele jo un, dass Der esou vill kënnt rechnen: 5.100 Genehmegungen an zéng Méint ass genauesou vill wéi 6.000 an zwielef Méint, esou dass een net hei vu Schwaarz-Wäiss-Molerei ka schwätzen.

Ech stinn net eleng hei mat deem, dee keng Problemer mat deene Genehmegungen huet. Et geet och net nëmmen ëm Biekerech an d'Stad Lëtzebuerg, et si vill Gemengen dertëscht, déi méi urban si wéi Biekerech, déi och kee Problem hu mat deem Gesetz.

A schlussendlech, wat d'schoulmeeschterhaft Aussoen ubelaangt, Här Bodry, do kann ech Iech just op Är Pressekonferenz vum 19. Mee verweisen. Wann een do schoulmeeschterhaft mat deenen aneren ëmgaangen ass, da sidd Dir et!

(Interruption)

Liest „d'Wort" nach eng Kéier vum 20. Mee, da kënnt Der gewuer ginn, wéi schoulmeeschterhaft Aussoe sinn.

Ech soen Iech Merci.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Streit elo net nach weider mateneen! D'Wuert huet nämlech elo den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf. Här Halsdorf!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, am Joer 1985 hu vill Leit iwwert den deemolege Statsminister Pierre Werner gewitzelt, wéi hien décidéiert huet, fir hei zu Lëtzebuerg finanziell Mëttel opzebrénge fir Satelliten op Orbit ze setzen. An dësen Deeg, wou den 20. Anniversaire vun der SES GLOBAL gefeiert gëtt, muss jiddfereen agestoen, dass d'Geschicht vun engem Satelittebedreiwer hei zu Lëtzebuerg eng eenzeg „success story" ginn ass.

Dat neit Gesetz iwwert den Aménagement communal huet och schonn zu villen, ganz ville kontroversen Diskussioune gefiert, an duerfir erlaabt mer wierklech, dass ech esou wäit ausgeholl hunn. Well hei, an dat huet een de Mëtteg nach gesinn, sinn, dobausse wéi och hei an der Chamber, d'Kommentaren, d'Interpretatiounen an d'Erklärunge ganz kontrovers. Mä gleeft mer, déi Politiker, déi Deputéiert, déi Ministeren, déi nei Weeër ginn, stelle sécherlech domat munches a Fro, an dat ass scho méi wéi eng Kéier hei am Land an de leschten 30, 40 oder 50 Joer geschitt. Dat wëllt awer net heeschen, dass se wëllen alles zerstéieren.

Hir Iwwerleeunge bedeite kengesweegs e Broch mat der Vergaangenheet oder eng Negatioun vum all deem, wat geleescht gouf. D'Politik hei zu Lëtzebuerg hat an huet nach ëmmer op hir Aart a Weis nom Lëtzebuerger Modell versicht, spezifesch Äntwerten ze fannen op déi schwiereg Froe vum Mateneen op engem klenge Raum vun 2.586 km², an dat an deem groussen Europa ouni Grenzen. An dat politescht Wierke vun der Regierung vu gëschter an och där Regierung vun haut läit am kontinuéierleche Wëllen, sech den Erausfuerderunge vun eiser Zäit ze stellen.

Dofir sinn och weider politesche Courage a Wäitsiicht ugesot; dofir ass et och net einfach dat neit Gesetz - iwwert dat haut och kontrovers diskutéiert gëtt, ech hunn et scho gesot - iwwert den Aménagement communal ze verstoen, well mat dësem Gesetz am Fong geholl och eng gewësse Wäitsiicht verankert ass, e Paradigmewiessel an der Urbanisatioun vun eise Gemengen heimat stattfënnt, en Exercice, dee mer fir d'lescht am Joer 1937, also virun 69 Joer, gemaach hunn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…a wou d'Madame Flesch jo virdru gesot huet, dass och do 30 Joer laang gedoktert ginn ass, bis dat Gesetz sech richteg etabléiert huet.

Mä dëse Paradigmewiessel, dee kënnt och net vun ongeféier. Op där enger Säit sinn am Kader vum 1937er Gesetz eng Partie Dérapagen um Niveau vum Aménagement communal geschitt, dat wësse mer all, an op där anerer Säit leie mer awer an der logescher Konsequenz vun eisem Landesplanungsgesetz vun 1999, vum Programme directeur vum Aménagement du territoire vun 2003, oder och vum politesche Modell IVL. Dës Instrumenter a Prozesser, déi beinhalten Nohaltegkeet, dat heescht wirtschaftlech, ekologesch a sozial Iwwerleeunge fir eist Land méiglechst optimal a performant ze organiséieren.

Dës Prozesser fanne mer jo am politesche Konzept erëm, oder mir stellen se esou duer, dass mer eis d'Fro stellen: Wou schaffen, wou wunnen, wou bewegen? An dat mat engem jährleche Wuesstëm vu 4% an enger Zilsetzung vun enger Verdueblung vum öffentleche Verkéier vun duerchschnëttlech 12,5 op 25%, also en „modal split" op den Horizont 2020.

An, Här President, dëse Kontext, dës Iwwerleeungen, déi muss een am Hannerkapp hunn, wann een d'Philosophie vun deem neien Aménagement-communal-s-Gesetz wëllt verstoen. Wann een doriwwer eraus och weess, dass den Dram vu ville jonken an och manner jonke Matbierger hei zu Lëtzebuerg an och doriwwer eraus deen ass, sech en Eegenheem unzeschafen, a wann ee schliesslech mat dëser Problematik vill Aarbechtsplazen a vill Geld verbënnt, da versteet een a gesäit een déi gesellschaftlech Wichtegkeet vun dësem Gemengeplanungsgesetz, esou datt et fir mech sécherlech a fir anerer och net verwonnerlech ass, dass dësen Dossier politesch ganz waarm gouf a méi wéi eng Kéier vu Blocage am Bausecteur geschwat gouf.

Mat dësem Gesetzesentworf wëllt den neien Innen- a Landesminister och net méi helleg si wéi de Poopst. Hie wëllt och net d'Rad nei erfannen. Hie wëllt vläicht eppes maachen, wat am bon sens ass - wéi den Här Bodry elo grad gesot huet. Mä wat hie besonnesch wëllt, dat ass Rou hei am Land hunn an engem Secteur, deen zum Räichtum a Wuelstand wéi och zur Liewensqualitéit vun eise Matbierger bäigedroen huet.

Et war och net einfach, muss ech soen, e Kompromiss ze fannen, deen den Iwwerleeunge vun deenen, déi behaapten, et géif näischt méi goen, a vun deenen aneren, déi soen, et ass iwwerhaapt kee Problem, fir do am Fong geholl an engem gewësse Sënn deenen zwou Tendenze Rechnung ze droen.

Fir mech an och fir vill aner Leit ass net relevant, wie Recht huet. Relevant ass, dass hei an eisem Land ka gebaut ginn, an zwar esou, dass déi héich urbanistesch Usprëch vum Gesetz vun 2004 garantéiert bleiwen. An eppes ass kloer: Mat dësem Gesetz ass dat de Fall. Ech hat dat Wuert Blocage virdrun an de Mond geholl, an et sinn nach méi Leit, déi et och schonn haut de Mëtten hei gesot hunn. Duerfir hat ech dann nofroe gelooss op de Gemengen iwwert d'Distriktskommissären, wéi vill Baugenehmegungen erausgaange sinn an der Zäit vum 8. August 2004, also vun deem Dag un, un deem d'Gesetz a Kraaft getrueden ass, bis den 30. Abrëll 2005, also just virum 1. Mee.

Do muss ee feststellen, den Här Gira huet et richteg gesot, dass - ech sinn nach e bësse méi prezis - 5.173 Baugenehmegunge erausgaange sinn. Et muss een natierlech nuancéieren, well et weess een net, dat konnt ech leider net erauskréien, wéi vill et dat Joer virdru waren, oder déi Jore virdru waren. Dofir kann een déi 5.173 schwéier par rapport zu deene Jore vidru vergläichen. Et kann een awer soen, dass et der vill méi waren, wéi ech geduecht hat. Ech weess awer och, dass der vill dovunner kleng Baugenehmegunge sinn, wéi een déi nennt.

Ech weess och, dass d'Stad Lëtzebuerg, ech weess de Chiffer net genau, mä méi wéi 300 Baugenehmegungen och erausginn huet an där Period. Ech weess, dass et am Süden, dat hunn ech verhalen, d'Gemeng vum Rapporteur, dem Här Sunnen, ass, déi déi meescht Baugenehmegungen erausginn huet. Et waren der 222. Dofir hunn ech et gutt verhalen, well dat déi meescht sinn. An déi zweetvillst ware beim Här Bodry zu Diddeleng. Déi Chifferen hunn ech am Kapp.

(Interruption)

Esou dass sech also eppes gedoen huet an et also schwéier ass an esou engem Kontext vu Blocage ze schwätzen.

Et muss een awer och kucken, wéi et weidergaangen ass mat de PAPen, well dat jo u sech déi Baugenehmegunge sinn, wou vill gebaut gëtt, also wou vill Geld verschafft gëtt - loosse mer et mol esou soen. Do hunn ech och nokucke gelooss an där Zäit, wou ech Minister si vum 1. August, am Fong geholl war et den 31. Juli, mä vun deem Dag un bis op de 24. Juni dëst Joer. Also, an eelef Méint ongefeier sinn 283 PAPen hei am Land approuvéiert ginn, sinn duerch eis Servicer gaangen an och duerch d'Kommissioun. Dat representéiert - dat hu mer nogekuckt am Ganzen - 2.080 Lousen. An 2.080 Lousen, dat seet och net alles.

Dofir hu mer gekuckt, wéi vill Unités de logement dat sinn, also wéi vill Haiser respektiv Appartementer. Nun, an dëser Period vun eelef Méint sinn am Fong geholl och zwee Méint dobäi, wou Stillstand war am Bausecteur, well do jo de Congé collectif war an Intempériën, während deenen net geschafft ginn ass. Et kann een also soen, an néng Méint missten elo um Maart 3.483 Unités de logement sinn. Dat ass jo awer net schlecht, well wann een dat duerch

déi 270 Deeg ongeféier deelt, kënnt een op fofzéng Unités de logement pro Dag. Also, wann ech deen Aspekt kucken, kann een net vu Blocage schwätzen, an ech mengen, et wier iwwerdriwwen, wann een dat seet.

Wat een och ka soen, dat ass, dass den Intérieur net geschlof huet. Et ass vill geschafft ginn, an ech wëll och dofir souguer hei profitéieren, fir de Leit Merci ze soe fir déi konsequent Aarbecht, déi se gemaach hunn, fir dass op d'mannst net ka gesot ginn, d'PAPe géifen am Intérieur leie bleiwen. Mä do ass wierklech konsequent geschafft ginn.

En anere Problem, deen ech muss abordéieren an dee gesäit net esou gutt aus, ass deen, wat an deenen eelef Méint erakomm ass vun neie PAPen. Do ass et och esou, dass ech perséinlech mech méi schwéier gedoen hunn, fir eng Lëscht erauszeginn. Dat huet praktesch bis an de Februar gedauert. Mä vum Februar u war eng Lëscht do. Dat si véier, fënnef Méint. Mä do hu mer bis elo awer nëmmen am Ganzen zwee PAPen, déi aviséiert konnte ginn. An dat ass e Problem. Dat ass wierklech e Problem an dee muss een och gesinn.

Dat ka vläicht dat sinn, wat den Alex Bodry gesot huet, nämlech dass eng gewësse Komplexitéit do ass, mä et sinn der nëmmen zwee, déi wierklech konform waren, wann een esou wëllt. Well bei deene meeschten, wa se erakomm sinn, war den Architekt net konform, respektiv waren d'Konditioune vum Règlement grand-ducal net alleguerte ginn, esou dass dat wierklech e Problem ass.

Eben all dëst, alles mateneen, wat ech elo gesot hunn, huet dozou geféiert, dass eng Onsécherheet bei de Gemengen entstanen ass an och am grousse Ganzen hei am Land. Dofir ass et och gutt, dass mer eis haut an esou engem, ech géif mengen kontroversen, mä trotzdeem konstruktiven Dialog hei zesummefannen, fir dass mer et fäerdeg bréngen hoffentlech dëst Gesetz ze verabschiden, fir eben an der Iwwergangszäit déi néideg Rechtssécherheet ze kréien. An d'Iwwergangszäit, dat heescht jo déi Zäit, wou d'Gemengen nach hir al Bebauungspläng hunn, déi aus dem Gesetz vun 1937, wëssend, dass dat neit Gesetz vun 2004 awer schonn a Kraaft ass.

A well sech hei d'Geeschter esou scheeden a well déi Philosophien esou verschidde si vum 1937er Gesetz a vun deem vun 2004, hu mer décidéiert mat dësem Projet am Fong geholl Bëton ze maachen an dëser Iwwergangszäit. Déi eng soen, et ass es ze vill; déi aner soen, et ass es net genuch. Ech mengen, et geet drëm eppes fäerdeg ze bréngen, dass mer Rou kréien, an dat - wat wichteg ass - ouni d'Philosophie vum Gesetz vun 2004 a Fro ze stellen. Dat ass fir mech déi fundamental Ausso.

Déi Zilsetzungen, déi mer eis ginn hunn iwwert déi lescht Joren - nach eng Kéier, wat ech virdru scho gesot hunn - iwwert den IVL, iwwert de Programme directeur d'aménagement du territoire, och iwwert d'Gemengegesetz a souguer iwwert déi Konventioun vum Südweste vun der Stad Lëtzebuerg, déi mer virun e puer Deeg ënnerschriwwen hunn, all dës Zilsetzunge gi mat dësem Gesetz net a Fro gestallt.

Dofir mengen ech, ass dat, wat den Här Gira virdru gesot huet, och wierklech iwwerdriwwen, fir ze soen, hei géif zréckgeruddert gi mat dësem Gesetz. Och op dee Punkt kommen ech nach zréck.

Ech fannen, dass hei net zréckgeruddert gëtt, an ech kann och direkt dorop kommen. Wann Der schwätzt vum Ofschafe vun de PAPen, dann ass dat jo fir lech ee Casus belli, wann ech dat elo richteg verstinn. Mä u sech ass dat awer a mengen Aen nëmmen e politeschen Argumentaire, well um Fong ännert dës Tatsaach vun der Ofschafung an der Iwwergangsperiod vun der Lëscht näischt. Glat näischt! Well mer am Fong geholl déi richteg definitiv Äntwert eréischt kënne kréien, wa mer gekuckt hunn, wat e PAP mat engem neie PAG heescht, da kënne mer dat soen.

Mä elo ass et esou, dass am Fong geholl hei net ka vu Kouhandel a mengen Ae geschwat ginn, well sech näischt ännert an der Iwwergangsperiod. Ob mir déi Lëscht elo ofschafen oder ob mer se suspendéieren, dat mécht der Kaz kee Bockel. Ech kommen herno nach eng Kéier dorobber zréck, firwat ech an déi Richtung gaange sinn.

Richteg ass, wien e PAP ënnert deem neie Regime, also no der Iwwergangsperiod maachen däerf a wien net, dat wäerte mer an deenen nächste Méint erausfannen.

Mir hate jo gesot an der Kommissioun, ech wéilt bis 2007, an zwar Enn 2007, déi Froe beäntwerten, déi elo gestallt ginn an op déi mer de Moment nach keng Äntwerten hunn. Wat ass da ganz vill d'Ursaach dofir, dass mer keng Äntwerten hunn? Dat muss een awer och soen: Well d'Gesetz bis elo nach keng Chance krut a Rou ze fonctionnéieren. Dat muss ee soen.

An dofir wëll ech och an deem hei Dossier eng ofwaardend Haltung hunn, Madame Flesch, an dofir géif ech och proposéieren, déi Motioun net ze stëmmen. Wa mer déi Motioun, déi Der gemaach hutt, stëmmen, dann ass dat net gutt, well mer da keng ofwaardend Haltung hunn.

Dir sot zum Beispill: «à modifier l'article 34…». Da soe mer elo schonn, dass mer e modifiéieren. Ech kommen nach dorop zréck. Ech fannen, et ass net gutt, wann een dat elo scho seet. Et ass och net gutt, wann ee seet: «à réexaminer notamment les dispositions de l'article 28…». Ech gesinn dat anescht. Ech fannen, do soll een net méi dru goen, an esou weider.

Et soll een all déi Diskussioune féieren an da soll ee sech e Wee ginn an dat zesumme maachen, dat, wéi Der sot, an engem Mateneen; do sinn ech d'accord.

Ech soen och, mir wäerten een Tour dréine bei déi Concernéiert, wéi Der dat gesot hutt, mä ech géif lech bieden déi heite Motioun also net ze stëmmen. Mir wäerten eis, dat soen ech kloer, un d'Recommandatioune vum Conseil d'État halen. Mir wäerten eis och un déi Recommandatioune vun der Chamberskommissioun, déi och implicite waren, halen. Ganz kloer droe mer och deem, wat d'Beruffskummere gesot hunn, Rechnung. Also, mir hu wëlles wierklech informell, loosse mer soen, déi ganz Weeër ze maachen. Mir dréinen déi Tier, wéi Der dat och gesot hutt.

Mä, dat muss ech hei elo scho soen, zwee Punkte si ganz kloer an un deene gëtt och net méi gerüttelt. Éischte Punkt, d'Basisphilosophie vun deem Ganzen, déi sech reflektéiert oder am Programme directeur de l'aménagement du territoire, mat de Plans sectoriels, de Plans régionaux, mam POS, dee jo eist Land territorial e regional soll organiséieren, an och d'Hierarchie vum PAG par rapport zum PAP, déi kënnen net méi a Fro gestallt ginn. Dat soll mol eng Kéier hei kloer gesot ginn.

Deen zweete Punkt, dee fir mech och kloer ass - an dat ass eben den Artikel 28 -: D'Gemengen am Speziellen an d'öffentlech Hand am Generelle mussen an Zukunft hei zu Lëtzebuerg d'Urbanisatioun an eisen Dierfer an an eise Stied an d'Hand huelen an och steieren. Fir mech ass also hei kee Spillraum. Wa mer alleguerten enges Bessere beléiert ginn an den nächste Méint, da weess ech et net, mä dat ass meng politesch Haltung. Do soll net méi dru gefummelt ginn, näischt méi dru geännert ginn.

Wat den Artikel 27 ugeet, do musse mer, unhand vu Fallbeispiller a Simulatiounen, déi mer deklinéieren, kucken, wat dat genau heescht. An dat ass och ee vun de Problemer, déi mer am Gesetz haten, an, wat deen Aspekt ugeet - den Alex Bodry huet et jo och virdru gesot -, ass dat relativ séier komm. Et konnt net richteg getest ginn, wéi d'Gesetz fonctionnéiert oder net fonctionnéiert. Dat ass awer ee vun deenen eenzege Reprochen, déi een deem Gesetz hei ka maachen, wann een do vun engem Reproche ka schwätzen, well wa gudde Wëllen do wier, kritt een och munches gemaach! Ech muss och soen, dass mer do am Fong geholl an enger Situatioun sinn, déi net einfach ass.

Well, an dat ass och kontrovers diskutéiert ginn: Wat heescht e PAP an engem Bebauungsplang vun der Stad Lëtzebuerg? Wat heescht e PAP an engem Bebauungsplang vun der Stad Esch oder vun der Nordstad, déi jo eng aner Approche hunn, oder anescht - loosse mer mol esou soen - configuréiert sinn? Wat heescht e PAP an engem sou genannte Centre de développement et d'attraction, wéi mer der zwielef an eisem Programme directeur hunn? Do kann ech jo Klierf nennen, ech ka Stengefort nennen, ech ka Jonglënster nennen. Wat heescht am Fong geholl e PAP am Bebauungsplang vun enger mëttelgrousser Gemeng wéi Beetebuerg oder wéi Schëffleng oder wéi Hesper? Wéi spillt dëse Mechanismus am neie Gesetz? Kréie mer méi PAPe wéi par rapport zum 1937er Gesetz oder kréie mer manner PAPe par rapport zum 37er Gesetz? Dat ass elo ganz schwéier ze beäntwerten.

Wat sécher ass, an do ass och iwwerdriwwe ginn, mir brauche kee PAP fir all Gaardenhaischen, wéi Verschiddener dat gemengt hunn, dat ass ganz kloer. Kloer ass awer och zum Beispill, dass mer Problemer hunn, dat soll een net verstoppen, mam Règlement grand-ducal iwwert d'Bautereglementer. Do hu mer Problemer. Mir hunn doriwwer en Avis kritt vum Statsrot. Dat ass e problematesche Règlement grand-ducal, an dee Problem musse mer och an deenen nächste Méint léisen.

Mä de Fonctionnement vum Artikel 27, dee festleet, wéini kee PAP muss gemaach ginn, soll een och net vergiessen. Dat ass haut net gesot ginn, mä dat muss een a Verbindung gesi mat den Artikelen 105 an 106, well déi Artikelen, déi bestëmmen, wéini e Lotissement gemaach gëtt, wéini e Relotissement gemaach gëtt, wéini e Morcellement gemaach gëtt. Dat muss een also als Ganzt kucken.

Wéi mir eis do Äntwerten erwaarden, erwaarde mir eis och Äntwerte vun deem Artikel, dee vill de Mëtten ugeschwat ginn ass: den Artikel 34. Wann een deen Artikel liest, muss een e liese wéi dat ganzt Gesetz ze liesen ass, nämlech mat där Méi-Responsabiliséierung vun de Gemengen. Eng Méi-Responsabiliséierung vun de Gemengen, esou muss een e liesen. Wat seet dësen Artikel?

Et ass gesot ginn, bei engem PAP muss ee 25% oftrieden. D'Lecture vum Ministère ass déi, dass dëse Prinzip fir ofzetrieden nëmmen applicabel ass, wann et ëm eng Baulanderschléissung geet, dat heescht also wa lotisséiert gëtt. Dës Klausel kann a mengen Aen, am Ministère sengen Aen, och a munchen anere Leit hiren Aen net spillen, wann al Haiser zum Beispill ofgerappt gi fir Residenzen ze bauen, well hei keen Neiland am Spill ass.

D'Oftriede vun Emprisen, wat och emol muss stattfannen, däerf net esou verstane ginn, dass an deem Fall d'25%-Klausel applicabel wier.

Dat gesinn ech och ganz kloer esou. Also, just eng nuancéiert Approche, wéi ech se elo gesot hunn, well wa mir eng onnuancéiert Approche maachen, eng generell Approche vum 25-Prozent-Prinzip, dat heescht kloer an däitlech - an dat ass schonn oft dobausse gesot ginn an dat ass richteg - eng Hausse vun de Baupräisser, wat mir alleguerten awer, mengen ech, net wëllen.

Dofir musse mer elo ofwaarde wéi d'Lokalpolitik hei hir Responsabilitéit iwwerhëlt. Dem Innenministère seng Vuë sinn am Mäerz, dat ass jo gesot ginn, an enger Circulaire un d'Gemenge gaangen, si sinn am Mémorial B veröffentlecht ginn, an elo kucke mer, wéi dat weidergeet. Mä dëse Gedanken ass jo awer näischt Neies! Dëse Gedanke stoung jo awer schonn am 1937er Gesetz, wou och 25%, oder bis 25% konnten applizéiert ginn. Do ass et d'Méiglechkeet ginn, 1% bis 25%.

Do war et och esou: Déi eng, déi hunn 1% kritt, déi aner 22, déi aner 25, mä et war kee generellen an obligatoresche Charakter bei dëser Dispositioun. Haut ass dat esou, dass jiddfereen d'selwecht behandelt gëtt, an dofir mengen ech ass et gutt, dass ee soll an déi Richtung denken. Wa manner wéi 25% gebraucht ginn, et ass och haut gesot ginn, oder mussen ofgetruede kënne ginn, dann hunn d'Gemengen d'Méiglechkeet ze kompenséieren.

De Pourcentage vum Terrain, deen ofgetruede gëtt, gëtt jo dann iwwer eng Indemnité compensatoire ausgeglach, an d'Héicht gëtt jo iwwert den Dagespräis pro Ar, wou de PAP an d'Prozedur agereecht gëtt, festgeluecht an dann un d'Gemeng ausbezuelt. An déi Gelder - dat ass jo fir mech och fundamental wichteg -, déi hei am Spill sinn, déi d'Gemenge sou kréien, déi mussen an d'Infrastrukturen, déi mat dem PAP direkt oder indirekt a Verbindung stinn, investéiert ginn. Dëst sinn also, wéi mir dat och am Intérieur nennen, affektéiert Recetten, an däers muss ee sech ëmmer bewosst bleiwen.

Här President, ech wollt nach e lescht Wuert soen iwwert d'Ofschafe vun der PAP-Lëscht. Laut Gesetz vun 2004 Artikel 7 kënne jo nëmme Leit e PAP oder e PAG maachen, déi Experienz, Qualifikatioun a Spezialisatioun a Raumplanung a Städteplanung hunn. Et gëtt also keen Ënnerscheed gemaach tësche PAP a PAG. Dass dës Approche restriktiv ass, dat beleeë folgend Zuelen; déi sinn nämlech och nach net haut gesot ginn, a si ware gefrot ginn, mengen ech, och vun der Madame Flesch.

No deem éischten Arrêté, dee mer am Land geholl hunn iwwert déi Leit, déi op déi Lëscht laut Artikel 7 kommen, hu mer am Land 19 Personnes physiques et morales, déi op dëser Lëscht waren.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ware 14 Personnes physiques a fënnef Büroen oder fënnef Personnes morales. Elo, deemnächst, hunn ech en neien Arrêté, an da geschitt Folgendes: D'Zuel vun de Personnes physiques geet vu 14 op 22 erop; et kommen also aacht Personnes physiques bäi, an d'Büroen oder d'Personnes morales gi vu fënnef op zéng erop. Hei kréie mer also dann zéng Büroen, sou dass mer am Land 32 Personnes physiques a morales hunn, déi där Obligatioun vum Artikel 7 entspriechen. Déi kënnen also da Bebauungspläng maachen. Dat wollt ech och hei soen. Déi eng wäerte soen, dat geet duer; déi aner wäerte soen, dat geet net duer, mä et sinn der 32.

Duerch d'Ofschafe vun der PAP-Lëscht, déi jo haut vill am Gespréich war, gëllt also dës Exklusivitéit vum Artikel 7 net méi fir d'PAPen, fir d'Deelbebauungspläng, an ech gesinn dëst Ofschafen, ech wëll dat och emol eng Kéier hei soen, als en „good will act" mat deene concernéierte Leit. Ech gesinn am Fong geholl dat esou, dass et eng Aart a Weis ass fir mateneen a Rou ze schwätzen, ze diskutéieren, fir Rou am Secteur ze behalen, an et ass fir mech a kengem Aspekt, wéi den Här Gira dat wollt ee Moment soen, e Knéifall virum Lobbyismus. Ech gesinn et wierklech net als Knéifall virum Lobbyismus, ech wëll dat hei kloer an däitlech soen!

Dëse Schratt bréngt an der Iwwergangsphas iwwerhaapt näischt. Dës Dispositioun stellt d'Gesetz, dat aalt Gesetz, oder dat Gesetz vun 2004, wat elo en aalt gëtt, a kengem Aspekt a Fro, an dofir war dat fir mech kee Problem dee Wee do ze goen. Wa mir wéi versprach bis 2007 e Monitoring maachen, wäerte mer gesinn, wat e PAP an der Philosophie vum Gesetz vun 2004 ass, wat dat genau heescht a wat dat implizéiert, wat esou eng Lëscht bréngt…

(Coups de cloche de la Présidence)

…oder wat esou eng Lëscht och net bréngt. Eis Geriichter wäerten eis och deemnächst soen, wat de Prinzip vun der Lëscht bréngt, fir d'Qualifikatiounen ze garantéieren. Well mir hunn zwou Kloe viru Geriicht. Wéi d'Qualifikatioun festgeluecht gëtt, fir e PAG respektiv e PAP ze maachen, déi Äntwert wäerte mer also deemnächst kréien.

Dem Législateur an der Regierung kann et awer a sech nëmmen dorëms goen, fir Garantien ze kréie fir d'Urbaniséiere vun eisem Land, fir am Fong geholl dësen urbanistesche Qualitéitssprong ze kréien, fir deen domat ze garantéieren. Dat ass dat, wat mer wëllen. Dofir wëlle mer och e Master an eng Formation continue op der Uni Lëtzebuerg organiséieren, fir alle Professionellen d'Méiglechkeet ze ginn, fir sech Kenntnisser an der Raumplanung unzëeegnen.

Här President, ech kommen zum Schluss. Ech hunn nach zwou Saachen, déi ech wollt soen.

M. le Président.- Jo, Dir musst och zum Schluss kommen!

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Fir d'alleréischt, dass de Rapport vum Här Sunnen sachlech a gutt war. Ech hunn och déi ganz Diskussioun an der Rei fonnt, an ech sinn der Meenung, dass et duerch déi Aart a Weis, wéi mer haut hei funktionéiert hunn a wéi mer eist Land wëllen organiséieren, méiglech gëtt, de Paradigmewiessel vun deem neie Gesetz iwwert den Aménagement communal besser ze verankeren, méi konkret ze verstoen.

Déi 117 Gemenge wäerten an Zukunft landesplaneresch als Ganzt gesi ginn. Mir wäerten eist Land besser organiséiere kënnen, an esou wäerte mer déi Zilsetzungen, déi mat Nohaltegkeet an der Landesplanung verankert sinn, méi konkret kënnen ëmsetzen. Mir kréien also net nëmme politesch Parole mat eidele Wierderhülsen, mä mir kréien en Alldag, wou dës Wäerter gelieft a praktizéiert ginn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5449 ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen, bei 6 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert

Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Laurent Mosar), Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. John Castegnaro), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Motioun, déi vun der Madame Flesch déposéiert ginn ass. Huet se fënnef Ënnerschréften?

Motion 1

M. Xavier Bettel *(DP).*- Hell ewech!

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo, scho gëschter.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President!

M. le Président.- Jo, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, Merci dass Der mer d'Wuert gitt. Ech wollt zu der Motioun e puer Wuert soen. Ech wollt awer fir d'éischt dem Minister Merci soe fir déi Statistiken, déi hien ons geliwwert huet, an déi beweisen, dass d'Urempelungen, déi den Här Gira gemengt huet missen ze maachen à l'égard vun der Stad Lëtzebuerg a vun hirem Buergermeeschter, net begrënnt sinn! De Minister huet ons jo ganz kloer gesot, wéi vill Baugenehmegungen an där Zäit an der Stad Lëtzebuerg erausgaange sinn.

Ech huelen och Akt vum Minister senger Deklaratioun, dass hie gewëllt ass, déi Konsultatiounen ze maachen, déi mir recommandéiert hunn, dass hie gewëllt ass, an aller Serenitéit d'Applikatioun vum Gesetz ze examinéieren, an ech mengen, de Projet, dee mer haut diskutéieren, ass de beschte Beweis dofir, dass hien och gewëllt ass, wann ee Problem sech stellt, dee Problem ze léisen.

Wat d'Klausel vun de 25% betrëfft, Här President, ass hei ëmmer erëm gesot ginn, déi hätt och am Gesetz vun 1937 gestan. Dat stëmmt. Mä 25% waren do de Maximum. An hei si 25% eng Obligatioun.

Ech wëll och do, Här President, den Här Gira berouegen. Säit Jorzéngten applizéiert d'Stad Lëtzebuerg déi Klausel vun de 25%. Hei geet si souguer doriwwer heiansdo ewech, andeem si dann de Leit eng Kompensatioun gëtt, well mir der Meenung sinn, dass et wichteg ass bei gréissere Projeten och dofir ze suergen, dass net nëmmen Édifices publics kënne gebaut ginn, mä dass och genügend Gréngzon geschafe gëtt.

Ech huelen awer och Akt, ausser vun deenen Deklaratioune vum Minister, déi ech begréissen, vu senger Deklaratioun am Zesummenhang mam Artikel 28, wou hie gesot huet, do géing fir hien iwwerhaapt kee Spillraum bestoen an dat wier fir hien eng politesch Positioun. Dat ass säi gutt Recht, mä ech mengen dat soll dann och wierklech esou gewosst sinn.

Här President, no den Deklaratioune vum Minister si mir dovunner ausgaangen, dass d'Parteie vun der Majoritéit wahrscheinlech net wéilten eis Motioun ënnerschreiwen. Vun deene Gréngen, déi mengen et misst ee Politik maachen, andeem ee Festunge baut, si mir scho virdrun dovunner ausgaangen, si wéilten net ënnerschreiwen. Dofir hunn ech véier Kolleege vu menger Fraktioun gefrot, si sollen déi Motioun matënnerschreiwen. Dat hunn déi Hären an Damme Bettel, Bettendorf, Brasseur a Calmes gemaach an ech iwwerreechen lech nach eng Kéier déi ënnerschriwwe Motioun.

M. le Président.- Merci, domat mengen ech ass alles gesot zu där Motioun, a mir kommen dann zur Ofstëmmung dovun.

(Brouhaha général)

Ass de Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Vote

D'Motioun ass ofgelehnt mat 45 Nee-Stëmmen a 15 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Anne Brasseur), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber (par M. Laurent Mosar), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Fernand Diederich);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

M. Xavier Bettel *(DP).*- Dat do war knapp!

M. le Président.- Wann Dir dat do knapp nennt, Här Bettel, da fannen ech awer, dass dat e ganz kloert an däitlecht Signal war.

(Hilarité)

Sou, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, d'Diskussioun iwwert de Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht an ageschriwwen sinn den Här Calmes, den Här Schneider, den Här Gira an den Här Koepp.

Plusieurs voix.- Oh!

(Interruptions diverses)

M. le Président.- D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Marco Schank.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Ech géif ëm Opmierksamkeet fir de Rapporteur bieden.

4. 5455 - Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz

Rapport de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

M. Marco Schank *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, dee Projet, dee mir haut an der Chamber elo nach virleien hunn, huet als Objet d'Fusioun vun zwou Gemengen am ländleche Raum, nämlech Kautebaach a Wëlwerwolz an eng nei Gemeng, an déi Gemeng wäert sech an Zukunft Kiischpelt nennen.

Dës nei Gemeng wäert ongefëier eng dausend Awunnerinnen an Awunner kréien - ech hat leschte Freideg genee nogefrot an et waren der dunn 957, déi zwou Gemengen zesummen - an déi Gemeng wäert och eppes ëm déi 3.400 ha grouss sinn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Zënter 1978 gouf et keng Fusioun méi hei am Land, bis mir viru kuerzem op dëser Plaz d'Gesetz iwwert d'Fusioun vun de Gemenge Baastenduerf a Furen gestëmmt hunn. Deemno hu mir no 27 Joer, wann een esou wëllt, an enger ganz kuerzer Zäit zwou Fusiounen hei am Land an och am Norden. An dës Fusioun setzt sech och an de Kontext vun deem Pabeier, dee mir amgaange sinn ze diskutéieren an där Spezialkommissioun iwwert d'Réorganisation territoriale zu Lëtzebuerg, mat Recommandatioune fir d'Fusiounen awer och fir sou genannte Communautés de communes.

Fir kuerz op de Werdegang vun där Fusioun anzegoen: De 25. Mäerz 2004 huet den Innenminister de Projet 5455 an der Chamber déposéiert an dee leschte 24. Mee huet déi zoustänneg Kommissioun sech mat dësem Projet befaasst. D'Fusioun vun de Gemenge Kautebaach a Wëlwerwolz ass d'Resultat vun enger laanger Kooperatioun - dat ass net vun haut op mar, datt déi Fusioun sech gedoen huet, et gouf och eng laang Concertatioun am Virfeld - op internationalem Niveau tëschent de Gemengen; an et waren urspréinglech dräi Gemengen: Kautebaach, Wëlwerwolz an Eschweiler. Dat heescht, et ass schonn 1994 richteg ugaangen, doduerch dass d'Gemenge Kautebaach a Wëlwerwolz ee Syndicat intercommunal gegrënnt hu fir de Bau an d'Funktionéiere vun enger regionaler Schoul zu Wëlwerwolz, dee sou genannte Schoulkauz, an d'Gemeng Eschweiler ass 1996, also zwee Joer méi spéit, do dobäi gestouss.

Am Mäerz 2002 hunn dann déi dräi Gemengen sech zesumme mam Innenminister getraff, fir iwwer eng eventuell Fusioun ze schwätzen. An duerch seng Décisioun vum 5. Dezember 2002 huet dunn d'Gemeng Eschweiler sech aus dësen Diskussiounen zréckgezunn.

Tëschent de Gemenge Kautebaach a Wëlwerwolz sinn d'Verhandlungen awer virugaangen, mat dem Resultat, datt déi zwee Gemengeréit de 14. respektiv 28. Mäerz 2003 décidéiert hu fir ze fusionéieren. De 27. Mee 2004 gouf dunn eng Informatiounsversammlung organiséiert mat de Biergerinnen a Bierger aus deenen zwou Gemengen, wou den deemolegen Innenminister dobäi war an och d'Avantagë vun esou enger Fusioun explizéiert huet.

An dann e bësse méi spéit war dunn och zäitgläich mat de Chamberwahlen, den 13. Juni 2004, ee Referendum, wou d'Bevölkerung vun deenen zwou Gemengen d'Méiglechkeet hat, fir sech fir oder géint déi Fusioun do auszeschwätzen; an ëmmerhin hunn 2/3 vun de Leit gesot, datt si dat eng gutt Initiativ fannen.

Op dat positiivt Resultat hin hunn dunn déi zwee Gemengeréit sech definitiv en faveur vun der Fusioun ausgedréckt a si hu gréng Luucht ginn - iwwer sou genannt Délibérations concordantes -, fir eng Konventioun mat der Regierung ze ënnerschreiwen en vue vun enger Fusioun. Dat ass dann net méi spéit wéi de 25. Februar 2005 geschitt; Dir gesitt, datt dee ganze Prozess relativ séier virugaangen ass.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

De Conseil d'État hat keng Awänn zu dësem Projet an déi zoustänneg Chamberkommissioun huet wéi ëmmer ganz schëtzeg geschafft. Ech wollt just op eng Remarque agoen, déi am Kontext vun den Aarbechte vun der Kommissioun gemaach ginn ass, an zwar am Kader vun der Réorganisation territoriale - vun där ech virdru kuerz Rieds hat. Et ass e bëssen de Problem opgegraff gi vun där Masse critique, déi jo an deem Pabeier gefrot gëtt vun 3.000 Awunnerinnen an Awunner an Zukunft an am Zesummenhang mat deenen Awunner hei wou der da ronn soe mer 1.000 beienee kommen, an dat och am Zesummenhang mat deenen 2.500 Euro pro Awunner, déi déi nei Gemeng als Starthëllef kritt.

De Minister huet iwwregens am Kader vun där Diskussioun gesot, hie géif eng Backgroundmap a relativ kuerzer Zäit presentéieren, sou eng Aart Schema, wéi hien déi zukünfteg Zesummeschlëss gesäit - ech soe bewosst Zesummeschlëss, well dat jo net nëmme Fusioune wäerte sinn, mä wéi gesot och ënner Ëmstänn Communautés de communes.

À propos 2.500 Euro, ech wollt kuerz eppes zum Artikel 8 soen: Et ass sou, datt déi zwou Gemengen oder déi zukünfteg Gemeng Kiischpelt déi 2.500 Euro net einfach esou kritt, si kritt déi étaléiert iwwer zéng Joer. A mat deene Suen däerf een och net egal wat maachen. Et steet am Gesetz, datt déi Suen eigentlech fir dräi Objete geduecht sinn, éischtens, fir de Bau respektiv den Ausbau vum Centre scolaire et sportif, wou mir viru kuerzem och dobäi ware wéi déi Aweiung war, zweetens fir de Redressement vun der Voirie vicinale vun Alschent an drëttens vun der Voirie vicinale vu Pënsch.

Déi Fusioun mécht sech net beieneen, mä si mécht sech no an no - ech hunn dat virdru scho gesot - an esou ass och virgesinn, datt bis d'Gemengewahle vun 2017 et zwou Wahlsektioune wäert ginn, d'Sektioun vu Kautebaach, fréier Gemeng mat zukünfteg véier Conseilleren, an d'Sektioun vu Wëlwerwolz mat fënnef Vertriederinnen oder Vertrieder. Duerno wäert et dann eng eenzeg Sektioun ginn.

Vläicht zum Schluss nach zwee, dräi Sätz zu verschiddenen Artikelen. Am Artikel 2 ass däitlech festgeschriwwen, datt de Siège vun der neier Gemeng zu Wëlwerwolz wäert sinn. Am Artikel 3 (2) steet, datt deen éischte Gemengerot vun néng Gemengeréit vun där neier Gemeng den 9. Oktober 2005 gestëmmt gëtt. Am Artikel 4, dat ass och nach vläicht wichteg am Kontext mat de Gemengereglementer, déi bleiwen esou laang bestoen um Territoire vun deenen zwou Gemengen a gëllen och esou laang, bis dann an där neier Gemeng deen neie Gemengerot nei Reglementer entspriechend stëmmt. An dann ass nach beim Artikel 5 vläicht interessant ze soen, datt d'Gemengebeamten, d'Privatbeamten, d'Aarbechter an och d'Léierpersonal vun där neier Gemeng en charge geholl ginn.

Dat ass dat, Kolleeginnen a Kolleegen, wat ech wollt als Rapporteur viruginn, d'Kommissioun hat net vill Misère mat dësem Projet.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Um Enn wollt ech déi zwou Gemenge félicitéiere fir hir Initiativ, an ech wollt zum Schluss och nach den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schank. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Calmes. Här Calmes!

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, innerhalb vun engem hallwe Joer ass et fir d'zweet, datt mer hei iwwer eng Fusioun kënnen diskutéieren. Wéi gesot, dat hate mer scho laang net méi. Iwwer 25 Joer hu mer net iwwer Fusiounen diskutéiert. Ech erlabe mer dann och, dem Rapporteur hei fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport ze félicitéieren.

Dat erlaabt mer natierlech ganz kuerz ze sinn, ouni awer ze vergiessen an hei zum Ausdrock ze bréngen, datt ech mech zesumme mat menger Fraktioun selbstverständlech mat de Buergermeeschteren, de Schäffen an de Conseilleren an der grousser Majoritéit vun deenen zwou Gemenge freeën iwwert dat, wat hei zustane komm ass, iwwert dee Schrëtt, dee si hei geholl hunn, fir zesummenzegoen.

Firwat datt si dat gemaach hunn, dat wëssen si am beschten, an et ass och net un eis hei ze jugéieren, ob dat fir si gutt ass oder net. Wéi gesot, si wëssen dat am beschten, si hunn dat aus fräie Stécker gemaach, a voller Autonomie, a virun allem, esou wéi mäi Virriedner, de Rapporteur, dat hei gesot huet, ass dat gewuess. Dat ass net vun engem Dag op deen anere geschitt.

Wann dann elo zwou Gemengen hei fusionéieren, zwou kleng Gemenge fusionéieren, da géif een u sech erwaarden, datt dobäi e bësse méi eng grouss Gemeng géif entstoen. Dat ass net de Fall. Par contre zu der leschte Kéier, wou zwou kleng Gemenge fusionéiert hunn an eng mëttelgrouss entstanen ass, ass dann dës Kéier awer eng kleng derbäi erauskomm. An d'Zuel vun deene klenge Gemengen, déi déi leschte Kéier vun 30 op 28 zréckgaangen ass, hëlt dës Kéier da just ëm eng of.

Et ass och net d'Schold u sech vun deenen zwou Gemengen, datt hei eng kleng Gemeng, eng Gemeng ënner 1.000 Leit derbäi erauskomm ass. Mir wëssen - an de Rapporteur huet dat gesot -, datt eng drëtt Gemeng, d'Gemeng Eschweiler, sollt matfusionéieren. Déi hu sech dat, wéi et eescht ginn ass, awer aneschters iwwerluecht, an ech hu gelies, datt si den 9. Oktober bei Geleeënheet vun de Gemengewahlen iwwer e Referendum wëllen nach eemol doriwwer befannen. Soll dat da positiv ausgoen, da wäert dann déi definitiv virausgesate Fusioun zustane kommen.

Dat hëlleft hinnen och vläicht, zweemol vun deenen 2.500 Euro pro Kapp ze profitéieren, an da geet d'Rechnung ganz sécher op. Ech weess net wat d'Reglementatioun do am Innenministère ass, mä et ass jo elo esou, datt wann zwou Gemenge fusionéieren, dës Gemengen 2.500 Euro op de Kapp kréien. D'Gemeng Wëlwerwolz an d'Gemeng Kautebaach kréien déi elo. Wa se dann elo nach eemol fusionéieren, da geet d'Diskussioun da vläicht un, ob se déi dann nach eemol kënne kréien. Ech wënschen hinnen op jidde Fall bonne chance do derbäi.

Egal wat hei geschitt, déi Fusioun kënnt net un déi 3.000 Leit erun,

déi a verschidde Pabeieren als Masse critique ëmmer eis virgehale ginn. Mä och wann een dës Fusioun an déi vun der leschte Kéier an nach mat Eschweiler derbäizielt, da kënnt een nach ëmmer net op 3.000 Leit.

A géif een dann nach ëmmer op 3.000 Leit kommen, da wier et esou, datt dës fënnef kleng fusionéiert Gemengen dann nach ëmmer net kéinte vu sech aus eleng existéieren a missten nach ëmmer an enger Partie Syndikater bleiwen, wéi zum Beispill an der DEA fir d'Waasserversuergung oder am SIDEC fir den Offall lasszeginn oder am Ofwaassersyndikat vun der Bleesbréck an nach munch aner, esou datt déi Gemengen hei och nach an Zukunft wäerten op déi regional Zesummenaarbecht ugewise sinn.

Et soll ee sech dat awer, mengen ech, relativ schnell iwwerleeën, ob een déi regional Zesummenaarbecht net soll méi ënnerstëtzen, well dat mécht laangfristeg dach awer vill méi Sënn wéi einfach kuerzfristeg de Gemenge Suen ze ginn, fir ze fusionéieren, déi da kuerzfristeg an Infrastrukturen investéiert ginn.

Et freet mech speziell als Buergermeeschter vun enger Gemeng, déi e Lëtzebuerger Numm huet, de Préizerdall, datt sech eng zweet Gemeng där Gemeng zougesellt an och e Lëtzebuerger Numm huet, dee vun der Gemeng Kiischpelt. Ech ka mech erënneren, datt dat zu menger Zäit a beim deemolegen Innenminister dach eng relativ schwéier Aufgab war dat ëmzesetzen. Et huet munch Joer gedauert, a mir hu missen an d'Regierung kommen, fir datt dat konnt wouer ginn.

(Interruptions diverses)

Et freet mech speziell, datt dat an dësem Fall hei dach awer vill méi einfach ass.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Tatsaach, datt déi Gemeng hei wëllt fusionéieren, huet näischt domat ze dinn, datt déi Leit, d'Bierger aus deenen zwou Gemengen, an der Vergaangenheet keng Liewensqualitéit solle gehat hunn. Ech mengen, datt déi zwee Buergermeeschteren, déi Schäffen an déi Conseilleren, déi bis elo do waren, virun allem dee vu Wëlwerwolz, dee schonn 30 Joer dëst Joer do ass, all hiert Bescht gemaach hunn, fir hire Leit déi Liewensqualitéit ze bidden, déi se och an deenen anere Gemenge kennen.

Op jidde Fall ass et net de Gemenge Wëlwerwolz a Kautebaach hir Schold, datt an der ënneschter Sauer net ka gebuet ginn, well menges Wëssens dës Gemengen an d'Localitéite vun dëse Gemengen alleguer mat Kläranlagen ausgeriicht sinn. Et kann och nëmmen dat an hirem Sënn sinn, wa se fusionéieren, datt si hire Leit an Zukunft nach méi Liewensqualitéit wëlle bidden, wéi dat an der Vergaangenheet schonn de Fall war.

Duerfir ass et selbstverständlech, datt mir als Fraktioun vun der Demokratescher Partei eis Zoustëmmung zu dësem Projet wäerte bréngen, an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider. Här Schneider, Dir hutt d'Wuert.

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'éischt emol dem Rapporteur, dem honorabelen Deputéierte Marco Schank, fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport.

No der Fusioun vun de Gemenge Baastenduerf a Furen zur Gemeng Tandel stëmmt d'Chamber haut iwwer eng weider Fusioun am Norde vum Land of. D'Fusioun zwëschent der Gemeng Kautebaach an der Gemeng Wëlwerwolz ass e weidere Schrëtt zu enger legaler Kooperatioun vun zwou sou genannte klenge Gemengen.

Dëst war Enn de 70er Joren ënnert dem Impuls vum deemolegen Innenminister a Pionéier an dëser Matière, dem Jos Wohlfart, net anescht, och wann territorial, mat der Unzuel vun den Dierfer souwéi de Bierger, eng aner Dimensioun bei der Fusioun vun de Gemenge Rammerech a Wëntger bestoung.

Déi nei Gemeng mam traditiounsgebonnenen Numm Kiischpelt ass menges Wëssens déi klengste Fusioun bis haut. Mat am Moment 960 Awunner an enger Surface vun 3.400 ha wäert si awer bis den 1.1.2006 déi magesch Zuel vun den 1.000 Bierger erreechen, dat duerch nei Lotissementer, déi genehmegt sinn, souwéi enger gesonder Loft a jonke Leit, déi an dëser Gemeng liewen.

D'Basis vun dëser Kooperatioun war wéi a ville Fäll e Schoulsyndikat. De Schoulkauz, deen 1994 an d'Liewe geruff ginn ass, huet an der Praxis der Zukunft vu senge Bierger a virun allem senge Kanner nei Perspektive gebueden am Interessi vun enger Verdéiwung vun der Kooperatioun zwëschent deenen zwou Gemengen.

D'Gemeng Eschweiler, déi niewent deenen zwou genannte Gemengen och am Schoulkauz ass, wäert hire Bierger den 9. Oktober 2005, anlässlech vun de Gemengewahlen, an engem Referendum zwou Froe stellen: Éischtens, sidd Dir domat averstanen, dass d'Gemeng Eschweiler eng Zesummenaarbecht mat der neier Gemeng Kiischpelt ustrieft? An déi zweet Fro: Soll dës Zesummenaarbecht Ärer Meenung no spéider an eng Fusioun vun deenen zwou Gemengen iwwergoen?

Den Ausgang vun dëser Befroung ass d'Basis vun der Décisioun vun de Gemengeverantwortleche fir eng Kooperatioun mat der neier Gemeng Kiischpelt unzestriewen. D'Méiglechkeet vun der Struktur „communauté de communes" gouf an Erwägung gezunn, an et soll een an deem Kontext, no der Décisioun vun der Gemeng Eschweiler, dës Gespréicher viruféieren.

Fir déi nei Gemeng Kiischpelt heescht et awer elo, dass d'Fusioun do ass an dass se elo a Musek ëmzesetzen ass. Net nëmmen heescht et, déi 2.500 Euro pro Awunner op deene Projeten, déi am Gesetz opgezielt sinn, anzesetzen, mä et heescht och de Surplus vun enger méi grousser Masse critique ze notzen. Dat heescht, déi zwou Exgemenge Wëlwerwolz a Kautebaach däerfen net weider ouni Changementer niewenteneen an der neier Gemeng Kiischpelt fonctionnéieren, mä mussen zesummen den Challenge ugoen, och an deenen aneren Domäner eng Kooperatioun ze fannen. Ech denken hei un d'Kulturliewen, d'Gesellschaftsliewen, d'Sécherheet, fir nëmmen déi ze nennen.

Andeem ech selwer aus dem Kanton Wolz kommen, weess ech, dass dës Erausfuerderung wäert realiséiert ginn. Kompetent an engagéiert Politiker, souwuel Buergermeeschtere wéi Schäffen a Gemengeréitsmemberen, experimentéiert a motivéiert Gemengebeamten a Gemengenaarbechter, wéi och all Kautebaacher a Wëlwerwëlzer Bierger si Leit mat offenem an zukunftsorientéiertem Geescht, wou d'Klengkaréiertheet net méi am Hannerkapp ze fannen ass.

Une voix.- Ganz richteg! Et ass den Éisleker Geescht.

(Hilarité)

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Bravo vu menger Säit aus fir dëse richtege Wee ze goen an anere Gemengen d'Beispill ze ginn, duerch eng effikass an organiséiert Zesummenaarbecht d'Leeschtunge fir hir Bierger ze verbesseren!

E spezielle Bravo un déi zwee Buergermeeschteren, de Romain Kaiser an den Armand Mayer, mat hire Gemengerotsmemberen! Den Armand Mayer, deen - wéi schonn ugeklongen ass vum Emile Calmes - zënter laange Jore Buergermeeschter ass an deem seng Experienz och an dësem Domän gewisen huet, dass bei deenen zwee Buergermeeschteren eng grouss Wäitsiicht an Zukunftsorientatioun besteet.

An dësem Kontext ass een aneren dynameschen an innovative Schoulsyndikat, de Sispolo, ze bemierken, an deem an der Praxis excellent Viraarbecht geleescht ginn ass, fir spéider och eng Kooperatioun zwëschen neie Gemengen unzestriewen.

Awer och mir als Parteie sollten aktiv bleiwen an d'Usätz an d'Iddie vun där neier Commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» kommentéieren, an nei Virschléi maachen, wéi mir eis an Zukunft Lëtzebuerg, seng Gemengen, seng Regiounen a grondsätzlech déi Organisatioun virstelle kënnen. Et wäerten hei interessant an engagéiert Diskussiounen a Schlussfolgerungen op eis waarden.

Zum Schluss wëll ech der Gemeng Kiischpelt mäi Respekt ausdrécke fir hire Mutt dës Fusioun ze maachen. D'Bierger aus där neier Gemeng kënnen sech op nach méi Liewensqualitéit freeën.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wëll ech och a mengem perséinlechen Numm an am Numm vu menger Fraktioun den Accord ginn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Den nächste Riedner ass den Här Camille Gira. Här Gira!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gréng di sech scho ganz e bësse schwéier fir den Accord zu dësem Gesetz ze bréngen; schwéier, well de Message, dee mat dësem Gesetz no bausse geet, schwéier ze vermëttelen ass.

E puer Wochen nodeems den Innenminister d'Zuel vun 3.000 Awunnerinnen an Awunner als kritesch Mass no bausse gedroen huet, gëtt hei eng Fusioun mat ronn 2.500.000 Euro ënnerstëtzt, déi herno awer knapp 1.000 Awunner huet. Mir stellen eis e bëssen d'Fro, wéi den Innenminister an Zukunft nach seng 3.000 Leit wëllt argumentéieren, a wéi een Drock- oder besser gesot Ënnerstëtzungsmëttel hien nach am Grapp huet, fir an Zukunft dofir ze suergen, dass als Resultat vu weidere Fusioune vu Gemenge mindestens 3.000 Leit derbäi erauskommen.

Wat soll eng Backgroundmap, vun där de Minister jo scho vill geschwat huet, fir d'Reorganisatioun vum Land, wa sech awer net brauch dru gehalen ze ginn? Hei ware jo eigentlech dräi Gemenge virgesinn op d'mannst, fir déi Fusioun ze maachen. Et ass e bësse schued, dass et net dozou komm ass.

Et gëtt awer trotzdeem, Här President, an eisen Aen zwee ganz gutt Grënn, fir dann awer Jo zu dësem Projet ze soen. Éischtens mengen ech, waren d'Diskussiounen iwwert déi Fusioun hei scho laang amgaangen, ier de Chiffer vun 3.000 bekannt ginn ass. Zweetens mengen ech, wier et wierklech irresponsabel vis-à-vis vun deenen zwee Referenden, déi ofgehale si ginn a wou d'Leit aus deenen zwou Gemenge wierklech ganz kloer gesot hunn, wat se wëllen. Wann een deenen zwee Referenden net géif Rechnung droen, wier dat, mengen ech, wierklech net ze toleréieren. An dofir och den Accord vun eiser Fraktioun.

Mir wieren awer frou, wann et déi lescht Fusioun wier, déi ganz substanziell finanziell ënnerstëtzt gëtt, obwuel se manner wéi 3.000 Leit huet.

Ech soen lech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Gira. Den nächsten a leschte Riedner ass den honorabelen Här Jean-Pierre Koepp. Här Koepp, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Pierre Koepp *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem honorabele Marco Schank Merci soe fir säin ausféierleche Rapport zu dësem Projet. Mir sinn haut befaasst mat engem Projet betreff enger weiderer Gemengefusioun am Norde vun eisem Land. An zwar mécht et mer Freed, dass et meng Nopeschgemenge sinn, d'Nopeschgemenge vu Konstem, mat deenen ech scho vu Jugendjoren u vill ze dinn hat.

Et ass eng weider Fusioun am Norden, an zwar vun der Gemeng Wëlwerwolz mat der Gemeng Kautebaach. Et sinn dëst zwou kleng Landgemengen, déi sech elo an enger Gemeng vereenegen. Et ass vläicht schued, datt d'Gemeng Eschweiler, déi jo och am interkommunale Schoulprojet vun dësen zwou Gemengen, genannt „De Schoulkauz", ass, bei der Fusioun awer net derbäi ass. De Wonsch vun der Gemeng Eschweiler ass awer selbstverständlech ze respektéieren. Et wier awer ze wënschen, datt si sech esou wéi och am Schoulsyndikat vläicht dëser Fusioun sollt spéider uschléissen. Wéi ech elo grad héieren hunn, ass dat jo eigentlech scho geschwënn de Fall, wa se doriwwer wëllen ee Referendum maachen.

Dee leschte Projet betreff enger Gemengefusioun ass hei diskutéiert a gestëmmt ginn de 17. November vum leschte Joer, an dat ass déi nei Gemeng Tandel. Déi vu virdrun war am Joer 1978, a vun do u bis 2004 war leider keng Fusioun méi ze vermelden. Kuerz, et war ganz roueg ëm dëse Beräich ginn, obschonns véier erfollegräich Fusioune vidru gemaach gi sinn. An deenen nächste Joren dierft nach vläicht déi eng oder déi aner Fusioun an d'Haus stoen, awer soss schéngt d'Land relativ roueg oder begrenzt ze sinn, wat d'Gemengefusiounsbegeeschterung ubelaangt.

Eleng dëst muss ons awer mol ze denke ginn, wa mer wëllen de Fusiounsgedanke verwierklechen, esou wéi dat ganz oft a leschter Zäit ze liesen an ze héiere war. Et dierft dës op ville Plazen och e Generatiounsproblem sinn.

Mä, wat wichteg ass, ass, dass d'Fusioun muss vun de Leit gedroe ginn, an an dësem Fall ass dat jo geschitt iwwer e Referendum, deen déi zwou betreffend Gemenge gemaach hunn, a wou d'Leit sech ganz positiv ausgedréckt hunn: 93,19% zu Wëlwerwolz an 71,5% zu Kautebaach, wann ech ganz gutt informéiert sinn.

Eng jorelaang Zesummenaarbecht hat och ville Leit déi sou genannten Angscht virun enger Fusioun geholl, well op eppes Neies reagéiert d'Vollek bekanntlech ëmmer e bësse skeptesch, kritesch oder mat Virsiicht. An dëst ass och gutt esou a mir mussen dëst och respektéieren. Dësem Wonsch soll och an eiser Politik Rechnung gedroe ginn. Iwwerhaapt ass et ee schwieregen Terrain, wat d'Gemengefusiounen ubelaangt. An dësem dierft ee vläicht méi wierkungsvoll entgéintwierken, wann d'Gemengen iwwer Jore mol méi intensiv a verschiddene Beräicher matenee schaffen. Dëst schéngt mir déi beschte Medezin ze sinn - wann een dat esou wëllt nennen -, fir spéider Fusiounen op fräiwëlleger Basis anzeleeden.

Och dës Fusioun berout op enger jorelaanger gudder Zesummenaarbecht, dëst am Schoulwiesen zënter 1994. Kuerz, et ass eng Politik, wou d'Leit direkt vun ënne matbestëmmt hunn, wéi künfteg hir Gemeng soll ausgesinn. Dat beschte Beispill ass an dësem Beräich d'Gemeng Wëntger, déi éischt Fusiounsgemeng aus dem Land. Hei hunn d'Veräiner ewell matenee geschafft, respektiv eng ganz Rei Wëntger Veräiner haten sech ewell gegrënnt, ier iwwerhaapt d'Gemengefusioun ageleet ginn ass.

Wann emol an engem Gemengeberäich, an zwar engem ganz wichtege wéi deem heiten - dem Schoulberäich - matenee geschafft gëtt, da komme mir méi liicht och an deenen aneren Domäner beieneen, zum Beispill Kläranlagen, Sportsinfrastrukturen an esou weider. An da läit de Fusiounsgedanken iergendwéi fréier oder spéider op der Hand.

Déi ganz Bevölkerungsexplosioun vun deene leschte Jore krute gréisstendeels d'Gemenge finanziell gesinn ze droen, an hei wier eng finanziell Neiopdeelung vu Wichtegkeet, fir datt d'Gemengen där ëmmer gréisserer Aarbecht, déi se kréien, kënne Rechnung droen.

An deene leschte Joren hunn d'Gemengen ëmmer méi Aufgabe kritt. Ech denken do zum Beispill un de Service administratif wéi och den technesche Service, ouni vun de sozialen, kulturellen oder sportleche Wënsch ze schwätzen. Kuerz gesot, duerch d'Liewensveränneren an deene leschte Jore gëtt ëmmer méi ee grousse Wäert op Liewensqualitéit geluecht. Dësem mussen d'Gemenge Rechnung droen a si mussen och déi Méiglechkeete kréie fir déi Fusiounen ze ënnerstëtzen, well dat kascht si jo vill Geld.

D'Iwwerganksbestëmmungen huet de Rapporteur jo haut virgedroen a mir Lëtzebuerger hu jo ewell an dësem Beräich eng Rei Erfahrungen an domadder ass dëst fir eis keen Neiland méi, an duerfir wäerte mir och keng Problemer domadder hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den ADR ass selbstverständlech mat dësem Projet averstanen an ech bréngen och d'Zoustëmmung vu menger Partei.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Koepp. Den Här Michel Wolter huet sech nach zu Wuert gemellt. Här Wolter!

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif och ausdrécklech d'Fusioun begréissen, déi elo gläich wäert stattfannen, a just wëllen, well ech d'Diskussioun suivéiert hunn an als een, dee ganz no derbäi war bei den Diskussiounen, nach vläicht op dräi Punkten agoen.

Dat Éischt, dat ass dat dass den Här Gira gesot huet, jo och wann déi zwou oder déi dräi beienee ginn, da komme mer net op d'Richtlinn vun 3.000, also ass dat am Fong net esou richteg dat, wat ee sollt maachen. Et muss ee wëssen, dass mer, wéi mer ugefaangen hunn iwwert d'Fusiounen ze diskutéieren, dat net gemaach hunn, well mer onbedéngt gäre Fusioune gehat hätten, mä well mer der Meenung waren an der Meenung sinn, dass et noutwendeg ass, fir eis administrativ Strukturen ze ginn, déi am 21. Jorhonnert kënne Bestand hunn.

Déi éischt Regioun, mat där mer diskutéiert hunn, war d'Regioun Norden, 16 Buergermeeschteren, déi mer x-mol beienee geruff hunn, fir mat hinnen driwwer ze diskutéieren, wéi si sech dann déi zukünfteg Gestaltung vun hirer Regioun kéinte virstellen. An an deene Gespréi-

cher, wat ganz konstruktiv Gespréicher waren, si mer eis relativ eens driwwer ginn, dass déi Regioun Norden, wann dann de Prozess ofgeschloss wier, vu 16 Gemengen haut an Zukunft op sechs Gemenge wäert goen.

Mir hunn am Fong mat de Buergermeeschteren aus der Regioun Norden deen Exercice gemaach, deen ee landeswäit misst maachen, fir an engem konstruktive Gespréich ze kucken, opgrond vun enger Rei vu Kritären, déi mer gesat hunn, eng Kaart ze entwéckelen, wéi een dann an déi nei Gemengenorganisatioun kéint kommen.

Am Kader vun deenen Diskussiounen ass et relativ kloer ginn, opgrond vun den Zesummenaarbechten, déi d'Gemengen haut schonn hunn, opgrond vun de Strukturen, déi an deene leschte Joren a Jorzéngte gewuess sinn, dass déi zwou Gemenge Wëlwerwolz a Kautebaach zesumme mat der Gemeng Eschweiler predestinéiert wieren, fir zesummenzeschaffen. Esou wéi beim Här Koepp senger Gemeng Konstem mat Housen, zesumme mat Houschent, zesumme mat Pëtschent eng aner Zesummenaarbecht machbar wier.

(Interruption)

Zesummenaarbechten, déi sech am Norde vum Land haaptsächlech ronderëm d'Schoulkomplexer, Zesummenaarbecht am Kader vun de Schoulsyndikater, gemaach hunn. An dofir war et fir eis och net esou wichteg, quitte dass een e Kritär soll hunn an dass een eng gewësse Mindestsubstanz muss hunn, war et fir eis kloer, dass am Eenzelfall, wann een driwwer diskutéiert huet, een och muss dozou bereet sinn, dass déi eng oder aner Unitéit manner wéi 3.000 oder 3.500 Unitéiten herno ausmécht, wann et am Kader vun enger Gesamtkonzertatioun an der Regioun da géif geschéien.

Dofir sinn ech och frou, wann ech den Här Calmes richteg verstanen hunn, dee jo ganz gutt Informatioune muss hunn, dass och d'Bierger aus der Gemeng Eschweiler dann den 9. Oktober elo sollen doriwwer kënne befannen, ob si där Fusioun nach wëlle bäitrieden.

M. Emile Calmes *(DP).*- Ech hunn dat am Rapport gelies.

M. Michel Wolter *(CSV).*- War dat am Rapport? Ech hunn lech héieren dat soen. Dat géif ech eng ganz gutt Initiativ fannen, well eben déi Volksbefragung bis elo nach net stattfonnt huet, dee Referendum nach net stattfonnt huet, dass mer an eiser Initiativ fir déi dräi Gemenge beieneen ze bréngen en fin de compte un der Politik, dat heescht um Gemengerot vun Eschweiler gescheitert sinn, ouni dass d'Leit aus där Gemeng sech bis elo konnten zu deem Sujet ausloossen.

Mir hunn nämlech festgestallt an der Diskussioun op där heiter Plaz, wéi op villen anere Plazen, dass ganz oft d'Leit, wat d'Bereetschaft vun der Zesummenaarbecht an de Gemengen ubelaangt, vill méi wäit si wéi verschidde Politiker dat sinn, an ech kéint mer virstellen, dass, wann ee mat de Leit vun Eschweiler dat eng Kéier an engem rouege Gespréich géif diskutéieren, esou wéi mer dat zu Kautebaach an zu Wëlwerwolz mat der Populatioun gemaach hunn, och do eng grouss Majoritéit vun de Leit d'accord wieren, fir zu där Gemeng hei zouzestoussen, fir domadder eng besser Masse critique ze kréien, an en fin de compte da mat deene Gemengen, déi zesummegehéieren - an do ass jo all Mënsch sech eens driwwer, a si kommen och iergendwann eng Kéier beieneen -, am Fong dann den Tableau esou séier wéi méiglech zouzemaachen.

Déi Gemengen, déi gehéiere beieneen an enger gemeinsamer Fusioun, an ech wier besonnesch frou, wann een dat esou séier wéi méiglech géif hikréien.

Wat d'Suen ubelaangt, kann ech den Här Calmes och berouegen, dass mer deemools schonn an den Diskussioune gesot hunn, dass een net zweemol ka profitéieren. Et ass net esou, dass ee fir d'éischt zu zwee fusionéiert an da kënnt deen Drëtten derbäi an da geet een nach eng Kéier komplett an d'Keess. Et ass selbstverständlech esou, dass, wann deen Drëtten…

M. Emile Calmes *(DP).*- Jo, dat berouegt.

M. Michel Wolter *(CSV).*- …derbäikënnt, dann nach de Prorata kann héchstens derbäikommen, an och an deem Sënn wier et gutt, wann déi Gemeng Eschweiler esou séier wéi méiglech géif zu deenen aneren zwou Gemengen an déi nei Gemeng Kiischpelt stoussen, well een dann déi Suen och kéint au prorata vun deenen eenzelne Projeten, déi domadder solle financéiert ginn, ausginn.

An deem Sënn hoffen ech, dass déi zwee Beispiller, déi Fusioun vu Furen a Baastenduerf, wat och eng Fusioun ass en vue vun eppes, wat eventuell spéider, wann d'Leit dann esou wäit sinn an de Wëllen hunn, nach zu eppes aneschters ka féieren, wéi och déi Fusioun hei nëmmen en Tëschesték sinn an engem gesamte Puzzle, dee mer zesumme mat de Gemengeresponsabelen ausgeschafft hunn an deen a mengen Ae richtungsweisend ass fir d'Virgehensweis och an aneren Deeler vum Land.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, tatsächlech ass et bei dëser Fusioun esou, dass een zwee Campë kritt, oder op d'mannst, wann een d'Saach einfach ugeet, déi eng, déi soen, déi Fusioun hei bréngt näischt, et si manner wéi 1.000 Leit - dat ass jo och de Mëtteg deelweis ugeklongen -, well d'Masse critique vun 3.000 net erreecht ass.

Ech sinn awer éischter der Meenung, dass dat heiten ee klengen, wichtegen a richtege Schrëtt war an déi richteg Richtung, an ech muss ganz kloer soen - an deen Aspekt ass haut nach net ugeschwat ginn -, dëse Schrëtt ass och den Ausdrock vun engem politesche Courage, deen déi Politiker, déi Lokalpolitiker haten an deenen zwou Gemengen, fir sech zesummenzedinn.

Si stellen de Bierger an de Mëttelpunkt. Si stellen d'Leeschtungen, déi se fir hir Bierger wëlle maachen, an de Mëttelpunkt, a si bréngen esou am Fong geholl e besseren, méi e staarke Partner fir hir Bierger, wéi wa se dat géife jiddfereen eleng maachen. An deen interkommunale Syndikat, déi Zentralschoul, déi am Fong geholl den Ufank vun der Geschicht vun dëser Fusioun duerstellt, do verweisen ech och drop, wéi déi Grënnung stattfonnt huet, dat war 1994, dass Eschweiler eréischt 1996 bäigetrueden ass; an ech gesinn dat als ee positiivt Omen.

Duerfir kann ech och hei kloer an däitlech soen, och un d'Adress vum Här Wolter, dass ech an dësem Fall mam Buergermeeschter vun Eschweiler geschwat hunn, duerno mam Schäfferot vun Eschweiler an och dem Gemengerot. Si sinn d'accord, si hu sech bereet erkläert, den 9. Oktober, bei Geleeënheet vun de Gemengewahlen, sech ze prononcéieren zu där Fusioun hei, well se et eng ganz positiv Saach fannen.

A konstruktive Gespréicher mat deene Responsabele si mer an déi dote Richtung komm, an ech mengen, dat wier och dee richtege Wee. Den Här Gira huet…

(Coups de cloche de la Présidence)

…déi Backgroundmap ugeschwat, a grad iwwert dee Wee kënne mer jo dann déi Packagen zesummekréien, dass mer kënnen am Land méi performant Gemenge kréien. D'Regierung steet och haut nach ëmmer zu deem Beschloss vum Conseil de Gouvernement vun där leschter Mandatsperiod, dee volontär Fusioune vu klenge Gemengen ënnerstëtzt.

De Modell ass jo u sech relativ einfach oder d'Prozedur ass einfach, si ass kloer, si ass demokratesch a si ass transparent, an d'Inhalter, déi brénge wierklech och keng Nodeeler. Ech wëll net méi am Detail drop agoen. Ech mengen, den Här Schank huet dat gemaach a sengem gudde mëndlechen a schréftleche Rapport.

Mä wat ganz wichteg ass, dat ass, dass dat Ganzt am Fong geholl „tailor-made" ass, wéi een haut seet. Dat heescht, eng Fusioun gëtt net blann gemaach. Et gëtt gekuckt: Wou si Problemer, wat kënne mer maachen? Et ginn Derogatioune geholl. Déi sinn hei zum Beispill gefall am Beräich vum Gemengerot, wou bis 2017 néng Leit am Gemengerot sinn anstatt siwen.

D'Gemengereglementer ginn esou ugepasst ouni zäitlech Délaien. D'Gemengepersonal huet keng Nodeeler, do ass de Status quo, an esou weider. Et gëtt e Fusiounsprogramm opgebaut, deen aus dem Fonds pour la Réforme communale gespeist gëtt. Do si jo dann déi eenzel Elementer, wéi d'Voirie vun Alschent oder vu Pëtscht, wéi de Centre sportif an déi Saache mat dran. Esou dass am Fong geholl d'Aart a Weis fir Fusiounen ze maache ganz demokratesch ass a fir jiddferee kloer an däitlech ass.

Mä d'Fusioun muss a mengen Aen ëmmer nach eng Initiativ vun de concernéierte Gemenge bleiwen, an d'Gemengen an d'Bevölkerung mussen dem Wëllen Ausdrock ginn, et däerf een se net forcéieren. D'Lokalautonomie muss spillen, an d'Charte iwwert d'Autonomie locale, déi mer am Mäerz 1987 ënnerschriwwen hunn, déi musse mer respektéieren.

Fir ze soen, wann een eng Fusioun mécht, d'Identitéit vun der Gemeng géif da fleete goen, domat sinn ech net d'accord. Well d'Identitéit, déi gëtt net un enger Gemeng gemooss, mä déi gëtt un den Uertschafte vun enger Gemeng gemooss. Eng Uertschaft huet eng Identitéit an net onbedéngt eng Gemeng.

Mir sinn eis bewosst als Regierung, dass déi kleng Gemengen net déi Finanzcapacitéiten hunn, déi se missten hunn, fir verschidde Servicer ze prestéieren. Mir sinn eis bewosst, dass d'Fusioun eng Léisung ass, an duerfir hu mer jo an där Spezialkommissioun iwwert d'Réforme territoriale ee Reformprojet virgeluecht, fir deene Gemengen entgéintzekommen, déi net de Wëllen hu fir ze fusionéieren an net prett sinn.

Dofir hu mer déi Communautés de communes an de Raum gestallt, well dat och eng Méiglechkeet ass fir zesummenzeschaffen.

Ech wëll se eng Kéier kuerz hei virstellen an dann och d'Konklusiounen zéien doraus. Et geet jo drëm, dass mer op 100% vun eisem Territoire gäre Servicer hätten, déi d'selwecht si fir all Bierger, ob een zu Knapphouschent wunnt, ob een zu Schëffleng wunnt, ob een zu Schengen wunnt - egal - d'Basisservicer fir d'Bierger mussen déiselwecht sinn.

D'Basisleeschtunge mussen déiselwecht sinn um ganzen Territoire an dofir wëlle mer dann esou eng Backgroundmap maachen, wou mer déi eenzel Gemengen zesumme kënne kucken, wéi se zesumme matenee schaffen, fir dass déi Servicer garantéiert sinn.

Duerch esou eng Communauté de communes kréie mer u sech nei Perspektiven an der Zesummenaarbecht vun de Gemengen. D'Gemenge behalen eng gewësse Fräiheet, mä si mussen dann obligatoresch Kompetenzen, déi mer dann iwwer e Gesetz wéilte festleeën, wouerhuelen an dësem Gremium. An zwar ass dat d'Zone d'activités économiques an och d'Raumplanung.

An doriwwer eraus gëtt et nach véier aner Kompetenzen. Do hu se de Choix dann zwou sech erauszesichen, an zwar sinn dat op där enger Säit d'Sportinfrastrukturen, d'Stroossennetzer an d'Réseauen, an d'Kanalisatioun an all déi Saachen. An déi véiert, dat sinn dann d'Schoulinfrastrukture mam Accueil a wat alles domat ze dinn huet.

Do mussen d'Gemengen sech dann eens ginn, wat se an déi Communauté de communes huelen a wat net. An dës Communauté de communes géif dann duerch d'Gemenge gespeist ginn, duerch finanziell Contributiounen, duerch am Fong geholl eng Tarifautonomie, déi se hätte fir déi eenzel Servicer, déi se prestéieren, an och duerch Subsidien, déi se vum Stat kéinte kréien oder vun der EU an déi Subsidie kéinten dann och an dës Communauté de communes afléissen.

D'Iddi ass also déi, op där enger Säit d'Fusioun an op där anerer Säit d'Communauté de communes. An ech stelle mer vir, dass een do muss e Kompromëss fannen, dass déi Communauté de communes an enger gewëssener Zäit an eng Fusioun eriwwergeet. Dat kënnen zwou oder dräi Periode sinn, wou déi Gemengen, déi dann niewenteneen an enger Communauté de communes schaffen, sech kenneléieren, matenee schaffen, esou wéi dat och hei geschitt ass, an dann herno eng Fusioun en toute sérénité maachen, zesumme mat hire Bierger.

Ech mengen dat wier dee Modell, dee mer fir déi nächst Jore misste fir eist Land parat hunn, fir dass mer effizient a gutt Gemenge kréien, well si sinn nieft dem Stat deen eenzege Partner, dee mer hu fir eist Land ze organiséieren.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun där Debatt a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet vun der Fusioun vun de Gemenge Kautebaach a Wëlwerwolz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Domadder ass de Projet de loi mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt (par M. Marc Spautz), M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Ali Kaes), Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Marc Angel), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Xavier Bettel), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domat ass dann d'Hochzäit tëscht Wëlwerwolz a Kautebaach perfekt.

(Hilarité)

Mir sinn elo, Dir Dammen an Dir Hären, um Schluss vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Séance publique ass virgesi fir en Dënschden de 5. Juli um dräi Auer mat folgendem Ordre du jour:

Fir d'éischt de Projet de loi iwwert de Lycée-pilote, dann e Projet de loi iwwert de Service rééducatif ambulatoire an e Projet de loi iwwert de Code des assurances sociales.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)

«Chamber aktuell»

Depuis le 21 janvier 2005,
Chamber TV vous propose
tous les **vendredis** *à* **19.00 heures**
un **résumé** *de l'activité*
parlementaire de la semaine.

L'émission est **rediffusée**
le même soir à 20.00, 21.00,
22.00 et 23.00 heures.

Ordre du jour

1. Communications
2. Retrait du rôle des affaires
3. 5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote

   (Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale)
4. 5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA)

   (Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale)
5. 5403 - Projet de loi modifiant
   1) le Code des assurances sociales;
   2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;
   3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

   (Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale)
6. 5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote (suite)

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)
7. 5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA) (suite)

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)
8. 5403 - Projet de loi modifiant
   1) le Code des assurances sociales;
   2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;
   3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension (suite)

   (Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo et Lucien Lux, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eis eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

1. Communications

Da wëll ech der Chamber folgend Matdeelunge maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 30 juin 2005, le projet de loi 5486 modifiant et complétant a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État, b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005, c) la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État, d) la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État.

2. Retrait du rôle des affaires

Wat de Rôle des affaires ubelaangt, huet op Ufro vun der Regierung d'Presidentekonferenz sech domat averstanen erkläert, d'Projets de loi 5223 an 5224 iwwert d'Organisatioun vun der Primärschoul vum Rôle ze sträichen, well se duerch nei Projeten ersat ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. 5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Häre, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Neie Lycée, dat ass een Numm dee sech séier agebiergert huet. En ass vun der Press iwwerholl ginn, en ass och vun de Syndikater iwwerholl ginn. Een Numm, mat deem sech programmatesch Erwaardunge verknëppen, an ech mengen esou sinn och d'Diskussiounen an der Chamberskommissioun gefouert ginn.

De Kolleeginnen a Kolleegen, aus Majoritéit an aus Oppositioun, wëll ech Merci soe fir d'Aarbecht an där Kommissioun. Ech drécken et mol esou aus, d'Diskussioune si gefouert ginn ouni Préjugé défavorable. Se si gefouert gi mat enger gespaanter Erwaardung, mat enger ofwaardender Haltung vläicht, an dat un d'Adress vum Här Maroldt a vum Här Sunnen, mat enger gewësser Ongleewegkeet, datt se net esou vu viraus iwwerzeegt waren, intellektuell iwwerzeegt waren, mä de Glawe feelt hinnen net; mir wäerten dat ganz bestëmmt och nach an der Diskussioun héieren. An de Rapport ass ouni Géigestëmm ugeholl ginn. Dat als Virspann.

Zum Projet de loi elo, dem Projet de loi 5434, iwwert deen e Lycée-pilote geschaf gëtt, an ech hunn nogekuckt am „Petit Robert", wat d'Definitioun vu „pilote" ass. „Pilote" ass eppes wat esou definéiert ass: «qui sert de modèle» oder «qui sert de champ d'expérimentation pour de nouvelles méthodes», a genau déi Definitioun klappt, stëmmt iwwerenee mam Objet vun dësem Projet de loi.

Ech hunn ee schréftleche Rapport gemaach, mengen ech, in extenso, mat ville Säiten. En Text mam Projet de loi vun 22 Säiten, relativ laang also, awer och detailléiert, a mäi mëndleche Rapport soll net dat widderhuelen, wat am schréftleche steet.

Den 20. Januar 2005 ass de Projet deponéiert ginn. De Rapport ass de 14. Juni 2005 majoritär ugeholl ginn an de Conseil d'État huet säin Avis de 24. Mee 2005 ofginn, sou datt d'Kommissioun ganz zügeg schaffe konnt; och dofir e Merci.

D'Charakteristiken da vun deem Lycée-pilote, ganz kuerz, awer d'Essenz soll ervirgestrach ginn.

Éischtens d'Offer am neie Lycée-pilote. D'Offer fir de Secondaire classique bezitt sech op d'Septième bis Quatrième, duerno geet d'Spezialisatioun a Sektiounen un, an déi Spezialisatioun gëtt am traditionelle Lycée weidergefuer. Zweetens dann, fir de Secondaire technique a fir den Enseignement préparatoire, ginn am Lycée-pilote Klasse gemaach vu Septième bis op Neuvième. De Lycée mécht dann d'Dieren op de 15. September 2005 mat aacht Sektiounen, an am Joer 2008-2009 soll dann de Lycée komplett si mat engem Total vu ronn 600 Elèven.

Zweete Volet, d'Stonnepläng an den Encadrement vun de Schüler. De Lycée ass eng Ganzdagsschoul, an zwar eng richteg Ganzdagsschoul, sou wéi se deelweis, mat Differenzen allerdéngs, an anere Lycéeë scho realiséiert ass a bestëmmte Beräicher. D'Elèvë mussen obligatoresch also, vun 8 Auer moies bis 16.30 Auer vu méindes bis freides an der Schoul sinn. Dat heescht si liewen zesummen, si iessen zesummen, si spillen zesummen, si studéieren zesummen, si maachen Aktivitéiten zesummen.

Dee Schouldag ass a Phasen agedeelt, an zwar virun allem an dräi Phase vu Schoulcoursen, déi duerch eegestännegt respektiv guidéiert Léieren, oder awer duerch Entspanen a relax Aktivitéite vunenee getrennt sinn. Während där Zäit, wou keng Coursë sinn, ginn d'Schüler vun Educateure betreit, déi souwuel an der Grupp wéi och individuell mat den Elèvë schaffen, widderhuelen, d'Elèvë virbereeden oder hinnen hëllefe Recherchen ze maachen. De Lycée bitt de Schüler zousätzlech Aktivitéiten, an zwar a folgenden Domänen, déi iwwert dat erausginn, wat am normalen, traditionelle Lycée gebuede gëtt, am Handwierk, am Zirkus, an der Gäertnerei an och am Theater.

Drëtte Volet dann, wat nei ass un dësem Lycée: de Regroupement vun de Matièren, de Regroupement vu Lerninhalter. Den éischten Objektiv vum Neie Lycée muss dee si fir d'Elèven esou virzebereeden, datt se an deem traditionelle Schoulsystem, an dee se jo och nees erakommen, no der Neuvième oder no der Quatrième, ouni besonnesch Problemer weider studéiere kënnen. Mä doriwwer eraus sollen se och nach Kompetenze kréien, déi iwwert dat reng klassesch schoulescht Wëssen erausginn, an dës Kompetenze mussen an engem Règlement grand-ducal definéiert ginn. Dat sinn d'Kompetenzen, déi iwwert d'Widderhuelen erausginn, iwwert d'Erëmginn vun deem, wat een an engem Cours geléiert huet.

Dat soll erreecht ginn duerch d'Zesummeleeë vu Fächer, duerch eng Vernetzung vun de Matièren a vun de Fächer, an zwar a siwe Sparten. Déi Sparte ginn am Text vum Gesetz „Branchen" genannt.

Ech zielen se op:

1. d'Sproochen - Franséisch, Däitsch, Latäin, Lëtzebuergesch an Englesch, an zwar Englesch vun der Septième un -;

2. d'Spart Mathematik;

3. Konscht a Gesellschaft, wou all déi sou genannt Niewefächer zesummegefaasst sinn, déi - nenne mer se mol sou - méi geeschteg wëssenschaftlech orientéiert Niewefächer;

4. Wëssenschaft an Technik mat aneren och sou genannten Niewefächer, Physik a Chimie;

5. eng interessant Kombinatioun vu Sport a Gesondheet;

6. - ech hunn déi zwou lescht Branchë fir zum Schluss gehal - d'Branche „Perfektionéierung", wou all déi geléiert Fächer verdéift kënne ginn, wou déi geléiert Fächer erweidert kënne ginn a wou d'Elèven dann entweder widderhuelen, dat verdéiwe wat se haten, oder och Neies derbäiléiere kënnen; a

7. - e Fach, wat och fir Diskussioune gesuergt huet - d'Erzéiung zu Wäerter an d'Erzéiung iwwert d'Wäerter - Éducation aux valeurs. Ech mengen dee Begréff „aux" kann een „zu" an „iwwer" ëmschreiwen op Lëtzebuergesch.

D'Programmer an d'Stonnepläng ginn dann iwwer Règlement grand-ducal detailléiert.

Véierte Volet dann, wat nei ass, d'Bewäertung vum Wëssen a Kënnen a vun der Orientatioun vun den Elèven. Sécher ass dat hei en Eckstee vun dem neie Konzept, niewent de systematesch fächeriwwergräifende Programmer. An zwar bleift d'Contrainte wéi an alle Schoultypë bestoen, d'Contrainte fir eng objektiv, eng verlässlech Bewäertung vun de Schoulleeschtungen ze ginn.

De Lycée-pilote geet an en traditionelle Schoulsystem iwwer, also mussen och d'Leeschtunge vun den Elèvë vergläichbar si mat deene Leeschtungen, déi vun den Elèven am traditionelle System verlaangt ginn; also brauche mer eng objektiv novollzéibar Zertifikatioun. Doriwwer eraus sollen awer och nach d'Kompetenze vun den Elèven erfaasst ginn, déi een net mat plakegen Zuele moosse kann. D'Kompetenzen, déi musse beschriwwe ginn.

Eng Bewäertung muss also deenen zwou Exigenze Rechnung droen. Als Instrument do dofir gëtt ee Portfolio - dat ass den Term aus dem Gesetz -, souzesoen ee Carnet fir all Elève geschaf, un deem d'Schüler, d'Professoren an d'Educateure schaffen, een Dossier, deen all Renseignementer iwwert d'schoulesch Carrière an iwwert d'Kënnen a Wësse vum Elève enthält.

D'Orientatioun an d'Promotioun gi vum Conseil de classe gemaach; dee setzt sech zesummen, net nëmmen aus de Professeren, wéi am traditionelle System, mä och aus den Educateuren. D'Eltere mussen déi Promotiounsproposen net onbedéngt unhuelen - och dat ass nei - a si kënnen hiert Kand an eng aner Klass aschreiwen, mä an deem Fall ass dës Admissioun nëmme bedéngt méiglech a gëllt bis zum Schluss vum éischten Trimester, wou dann eng Revisioun gemaach gëtt.

Beim Iwwerwiesselen an den traditionelle Schoulsystem nom Cycle d'orientation, also beim Passage vun enger Neuvième op eng Dixième oder vun der Quatrième op eng Troisième, trëtt ee Jury zesummen. An zwar ee Jury - an dat ass interessant -, dee besteet aus véier Professeren aus engem anere Lycée, déi mussen an deem anere Lycée Schoul halen an aus engem Member vun der Direktioun aus dem Lycée-pilote. Den Avis d'orientation erfollegt op der Basis vum Dossier vum Elève an ëmmer ënner Berücksichtigung vum Avis vun den Elteren.

Dat kléngt alles revolutionär, ass et en fait net. Vergläicht nëmmen de Passage aus der Primärschoul eriwwer an de Secondaire, wou mer duerch d'Ofschafe vum Opnahmexamen och aner Modalitéite geschaf an aner Instrumenter en place gesat hunn, déi de Passage méiglech maachen.

De fënnefte Volet dann, deen nei ass, ass d'Schaffensweis vun de Professeren. D'Professere schaffen am Lycée-pilote am Kader vun Equipen a si betreien hir Klass während dem ganze Cycle d'orientation, dat heescht während dräi, respektiv véier Joer.

Déi Equipe besteet aus siwen Enseignanten, zwee Educateuren, déi fir jeeweils véier Klassen zoustänneg sinn; véier Klasse vum selwechte Joergang. Dës Equipe betreit och den eenzelne Schüler an organiséiert och de fächeriwwergräifenden Unterrecht, virun allem Projeten an Themen op deene geschafft gëtt an déi Equipe fleegt och d'Relatioune mat den Elteren.

D'Professeren halen an deem Lycée-pilote 18 Stonne Schoul an der Woch, si sinn awer nach zwielef Stonnen am Lycée, fir un deenen anere schouleschen Aktivitéiten deelzehuelen an d'Elèven ze betreien; 30 Stonne Presenz ginn also vun de Professeren an deem dote Lycée verlaangt. D'Educateuren hu 44 Stonne Presenz an der Woch an iwwert déi 44 Stonne ginn dann och zum Deel d'Vakanze mat opgeschafft, wou jo de Lycée net funktionéiert.

Sou funktionéiert de Lycée-pilote a groussen Zich, d'Detailer fannt Dir am Règlement grand-ducal an am schréftleche Rapport.

Ech wëll ganz kuerz nach op verschidde Punkten aus dem Commentaire des articles zréckkommen. Ee Commentaire des articles, wou ech versicht hunn op d'mannst d'Äntwerten ze beschreiwen, zréckzeginn, déi d'Regierung ginn huet op d'Froe vun den Deputéierten, respektiv op d'Diskussiounen, déi do gefouert gi sinn, ouni datt duerno grouss Konklusioune gezu gi sinn.

Am Artikel 2 steet: «Les élèves y reçoivent une formation générale qui leur permet d'accéder à la fin du cycle d'orientation à une formation qui correspond à leurs capacités et à leurs aspirations...».

De Statsrot huet déi Formuléierung net gutt fonnt an hien huet gefrot fir dat ze sträichen, well hei éischter eng Absichtserklärung virläit wéi ee konkret moossbaart Zil vun der Schoul.

D'Kommissioun huet de Statsrot net suivéiert an huet den Text bäibehalen, dat ass asoufern interessant, well mir just wollten duerch déi Formuléierung demonstréieren, datt dee Projet eng Experienz duerstellt, datt eng Absicht do ass, fir déi Ziler, déi do genannt sinn, och ze erreeche mat deene Methoden, déi am Gesetz an am Reglement enthale sinn. Et war also eng absichtlech Formuléierung, déi mir iwwerholl hunn.

An d'Kommissioun notéiert och, datt de Verglach mat dem traditionelle Schoulsystem eréischt nom Ofschloss vum Cycle d'orientation gemaach gi kann an dass sech net schonn en cours de route definitiv ka festgeluecht ginn iwwert d'Valeur vun där enger oder anerer Method oder deem engen oder aneren Zil oder Virgoen aus dem Lycée-pilote.

Zum Artikel 3. D'Kommissioun huet diskutéiert, ob - interessant! - d'Iessen an der Kantin sollt oder misst gratis sinn oder net - sécher een Diskussiounspunkt, dee vill Leit interesséiert a garantéiert d'Eltere vun de Kanner, déi an déi Schoul ginn -, a si huet sech dem Conseil d'État ugeschloss. De Conseil d'État huet e salomoneschen Text virgeschloen a festgehalen, datt fir d'Kantinsiesse kann eng Participatioun vun den Elèvë verlaangt ginn, mä d'Elèvë kënnen awer och hiert eegent Iesse mat an d'Schoul bréngen. An ech weisen op een Avis hi vun engem Syndikat, ech mengen et ass den SEW, deen dorop gepocht huet, datt dat Iessen awer aussergewéinlech gutt misst sinn, well d'Elèvë jo aacht Stonnen dann net un d'Schmier vun der Mamm erukommen.

Mä virun allem am Artikel 1.5 vum Règlement grand-ducal ginn d'Tâchë vun den Educateuren definéiert. A mir hunn och festgehal a betount, datt de Lycée zéng Stonnen am Dag op ass, wat eng enorm Zäit ass, wou d'Diere vun enger Schoul op si fir d'Utilisateure vun deem ganzen Apparat, deen do en place ass, dem Dispositif an den Infrastrukturen.

Am Artikel 4 geet da Rieds vun de Fächer selwer, déi geléiert ginn. Diskutéiert ass ginn op der Basis vum Avis vum Conseil d'État, haaptsächlech iwwer zwee Fächer.

Éischt Fach, natierlech d'Éducation aux valeurs. An dësem Fach sollen déi wichtegst philosophesch a reliéis Stréimungen an Ideologien objektiv duergestallt ginn, hei kann och Appel u Spezialiste vu bausse gemaach ginn, och u Professere fir Relioun, och u Professere fir Éducation morale.

Zweetens dann am Fach Perfectionnement kënnen esouwuel Defiziter opgeschafft ginn, wéi och Kompetenzen a Wësse vermëttelt ginn, déi iwwert den normale Programm erausginn. Hei kann zum Beispill och weider Zäit op d'Léiere vu Sproochen applizéiert ginn, dat hu mir betount an dat hu mir gesot kritt, de Sproochenunterricht fënnt nämlech transversal statt an zu deem transversale Léiere gehéieren och déi Coursen, déi ënnert dem Fach Perfectionnement stattfannen.

Am Artikel 6 dann ass op Interventioun vum Conseil d'État d'gesetzlech Basis geschaf gi fir d'Dispositiounen, déi an där éischter Versioun an engem Règlement grand-ducal sollte stoen. Dunn hu mir dem klasseschen Awand vum Statsrot noginn, mir hu missen, et ass evident, de Statsrot, dee sech op déi konstitutionell Basis berifft fir ze soen, datt d'Schoul iwwer Gesetzer bestëmmt gëtt an net iwwer Reglementer.

Am Artikel 7 ginn d'Educateurs gradués an de Conseil d'éducation an de Conseil de classe genannt. Dat ass aussergewéinlech a gëllt net fir den traditionelle Lycée.

Am Artikel 10 gëtt d'Roll vum Jury externe bei der Promotioun vun den Elèvë behandelt. Den Elève kann iwwer seng Promotioun mat deem Jury diskutéieren.

Am Artikel 11 huet de Statsrot e puer interessant Remarquen a Virschléi gemaach an déi Virschléi si vun der Kommissioun iwwerholl ginn. Nëmmen als Beispill, de Statsrot weist op d'Schwieregkeet hi fir am Kader vun dësem Schoulsystem an iwwerhaapt am Kader vun der Schoul vum Secondaire technique an de Secondaire classique iwwerzewiesselen oder fir vun enger Cinquième op eng Troisième iwwerwiesselen. Dat ass, wann een d'Erfahrunge kuckt, nëmmen an aussergewéinleche Fäll een Diskussiounspunkt, ech behaapten, datt dat bal Theorie ass, mir loossen eis vum Géigendeel iwwerzeegen, déi Fäll wäerte mir dann notéiert kréien a mir wäerten doriwwer informéiert ginn.

De Statsrot wëllt, datt een Elève och d'Recht kritt, fir eng Klass ze doubléieren, an och dat hu mir an d'Gesetz ageschriwwen.

D'Kommissioun hëlt och zur Kenntnis, datt d'Regierung net geplangt huet, fir nees de Passage-Examen anzeféieren. Am Artikel 13 gëtt eng Referenz op d'Schoulgesetzer vun 1989 an 1990 gemaach, wou d'Funktioune vum Schoulpersonal festgehale ginn. Mir maache keng Referenz op de Gesetzesprojet, deen d'Chamber den 1. Juni 2005 gestëmmt huet, well dat Gesetz eréischt am September 2005 a Kraaft trëtt.

Zum Artikel 15, an deem d'Lëscht vum Kaderpersonal opgestallt gëtt: Besonnesch ervirzesträiche bleift hei, datt déi Roll vun den Éducateurs gradués eng ganz wichteg ass an deem ganze System.

Am Artikel 17 gëtt den Zousaz…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech géif ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden!

M. Jos Scheuer *(LSAP), rapporteur.-* …zum Budget fir d'Joer 2004 duergestallt. Et ass diskutéiert ginn iwwert de Präis vum Lycée-pilote an d'Fro ass gestallt ginn, ob deen Neie Lycée net méi deier géif gi wéi deen traditionellen. D'Äntwert war kloer: Et ass evident, datt deen neie System méi e groussen Opwand bedeit wéi deen traditionelle System, mä chiffrabel ass et net, a sécher ass och, datt et net an deem Mooss ze erwaarden ass, wéi ee sech dat kënnt duerch den Engagement vu 14 Educateuren erwaarden.

14 Educateuren no véier Joer, well, graff ausgedréckt, d'Professere ginn an deem dote Lycée méi bëlleg wéi d'Kolleegen aus deenen anere Lycéeën. D'Regierung soll awer, an dat ass de Wonsch vun der Kommissioun, sou séier wéi méiglech Chiffere virleeën, fir de Budget vum Neie Lycée eng Kéier kënnen ënnert d'Lupp ze huelen.

Den Artikel 18 ass och e wichtegen Artikel. Do gëtt sech mat der Auswäertung vum Lycée-pilote als Experienz beschäftegt. D'Kommissioun ënnersträicht, datt de Verglach mat deenen anere Lycéeën, mat de Resultater an deenen anere Lycéeë muss gemaach ginn. Si ënnersträicht, datt d'Experienz selwer och muss kritesch gekuckt ginn. Si ënnersträicht, datt aus där Experienz dat muss erauskristalliséiert ginn, wat eriwwergeholl ka ginn a wat eriwwergeholl gi muss an den traditionelle Schoulsystem. De Lycée-pilote ass also e Laboratoire, deen, och dat ass de Wonsch vun der Kommissioun an eng Zouso vun der Regierung, duerch d'Uni Lëtzebuerg suivéiert a kontrolléiert an och eventuell korrigéiert ka ginn.

Den Artikel 20: Iwwert dësen Artikel gëtt d'Englesch op Septième am Neie Lycée agefouert. D'Sproocheproblematik ass diskutéiert ginn. D'Sprooche ginn net nëmmen a spezifesche Sproochecoursë geléiert, mä och an deenen anere Branchen, virun allem an de Niewefächer. Et gëtt also eng transversal Approche am Sproochenunterrecht geholl. Op Propositioun vum Conseil d'État ginn d'Artikelen, déi viregt Artikelen 21 an 22, fale gelooss.

Här President, ech hunn, wéi ech de schréftleche Rapport gemaach hunn, och d'Avisë vun de Beruffsvertretungen ënnert d'Lupp geholl, a virun allem d'Avisë vun de Syndikater, quitte datt se net zu den Documents parlementaires gehéieren. Ech ginn net op déi eenzel Avisën an - vum Statsrot hunn ech jo scho munches gesot -, ech wëll se awer zesummefaassen.

Och déi Avisë sinn esou wéi d'Memberen aus der Schoulkommissioun kritesch, si sinn ofweisend, ofwaardend, pardon, net ofweisend, si sinn deelweis zentréiert op d'Acquis-professionnelen, wou d'Syndikater soen: Dat wat mer erreecht hunn, dat wat mer erkämpft hunn, soll net elo a Fro gestallt ginn duerch eng Experienz. A si schwätze virun allem vun den Déchargen a si schwätze vun de Koeffizienten. Déi Avisën hunn ech mat Pro a Kontra am schréftleche Rapport zesummegefaasst. Ech wollt d'Konklusiounen awer trotzdeem op déi do Aart a Weis och am mëndleche Rapport ervirsträichen.

Den Neie Lycée, Dir Dammen an Dir Hären, ass eng Erausfuerderung fir verschidden Acteuren, fir all Acteuren, déi do involvéiert sinn. Si ginn zu Partneren iwwert dëst Gesetz. Et gëtt do sechs haaptsächlech Acteuren, déi en cause sinn.

Fir d'éischt ass dee Lycée-pilote eng Erausfuerderung fir d'Direktioun. Si muss d'Verwaltung vun enger reeller Ganzdagsschoul opbauen. Et gëtt kee Modell do dofir.

Zweetens, eng Erausfuerderung fir d'Professeren an d'Educateuren. Si sinn doduerch gefuerdert, datt iwwer Gesetz a Reglement d'Aarbecht an enger Equipe régléiert gëtt, e Partenariat mat Elteren an Elèven en place gesat gëtt. Si musse Programmer entwéckelen, si musse Methoden entwéckelen a si mussen eng Presenz vun 30 Stonnen an deem Schoulgebai an deem ganzen Ambiente assuréieren.

Drëttens, eng Erausfuerderung fir d'Elèven, duerch hir Presenz vun aacht Stonnen an der Schoul an duerch eng nei Approche zu Programmer an och zum Léieren.

Véiertens, eng Erausfuerderung fir d'Elteren, déi agebonne ginn an d'Décisiounen, a reell agebonne ginn an d'Décisiounen iwwert d'Promotioun vun hire Kanner.

Fënneftens, an dat ass eis immens wichteg virkomm, eng Erausfuerderung fir déi Equipe, déi evaluéiert, déi aus der Experienz Lycée-pilote déi richteg, dat heescht déi objektiv Konklusiounen zéie muss, an zwar fir de Projet selwer ze verbesseren, awer och virun allem fir dat erauszefilteren, wat sech op den traditionelle System iwwerdroe léisst. Nëmmen dann, a wierklech nëmmen da kritt de Projet Lycée-pilote säi richtege Sënn a säi richtege Wäert, sou wéi ech e probéiert hunn ze definéieren am Ufank vu menger Interventioun.

A sechstens dann, dee leschten Défi, déi lescht Erausfuerderung, déi ergëtt sech natierlech fir d'politesch Décideuren, déi hir Verantwortung iwwerhuele mussen, an déi da kucke mussen, wéi déi positiv Aspekter méiglechst gutt via Gesetz a via Reglement generaliséiert kënne ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, et war mer e Plëséier fir dee Rapport kënnen ze maachen. Ech soen nach eng Kéier Merci un d'Kolleegen aus der Kommissioun fir déi fair Mataarbecht.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Als éischte Riedner ass ageschriwwen den honorabelen Här Maroldt. Här Maroldt, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. François Maroldt *(CSV).-* Här President, un éischter Plaz wëll ech eisem President a Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech sinn natierlech och impressionéiert, an do schwätzen ech och am Numm vum Här Sunnen, vun deem Matgefill wat hie fir seng Memberen an der Kommissioun ëmmer erëm beweist.

(Hilarité et interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei senger Regierungserklärung vum 4. August 2004 huet eise Statsminister kloer Zilsetzunge vun der neier Koalitioun a Saache Schoulpolitik definéiert: D'Schoul moderniséiere mat Hëllef vun engem Dialog mat all de Concernéierten, den Enseignanten, de Schüler, den Elteren an de Sozialpartner. Den Erfolleg hänkt vum Erfolleg vun Eenzelnen of. Den Erfolleg soll esou breet gefächert wéi méiglech sinn.

Jiddfer Schüler, dee fréizäiteg de System verléisst, ass en Echec fir eis all an e Verloscht fir d'Gesellschaft. Ob een d'Ziler an dësem Domän erreecht, hänkt vill dovunner of, ob een den offensichtlechen Antagonisme tëschent perséinlechen a gemeinschaftlechen Interessen dépasséiert. An dësem Kader sinn d'Aféierung vun enger Ganzdagsschoul an Ännerungen um Niveau vun der Evaluatioun virgesinn. Well wéi gesot, dat steet am Regierungsprogramm vum leschte Summer.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'CSV steet natierlech zu dësen Aussoen, an dofir wëlle mir dem Projet Neie Lycée, dee mer haut an dësem Sall debattéieren, eng Chance ginn, trotz aller Diskussioun a Polemik, déi bei der Presentatioun vun dësem Projet entstane sinn, well mir iwwerzeegt sinn, datt et e Schrëtt an déi richteg Richtung ass.

De Ministère bitt eis un, en transparente Suivi ze maachen. Dat heescht, an zwee Joer kréie mer eng éischt Evaluatioun, a wann dës positiv ausfält, wat mer hoffen, da kënnen dës Erfahrunge benotzt ginn, fir weider Reformen um nationale Plang anzeleeden.

An engem gewësse Sënn ass déi Diskussioun, déi mer haut ëm de Projet vun engem Neie Lycée féieren, eng Fortféierung vum Débat, dee mer am Mäerz am Kontext vun der PISA-Etüd gefouert hunn. Mir waren eis deemools eens, datt Handlungsbedarf besteet an datt eppes geschéie misst. Et goufen deemools och schonns vun alle Säiten eng ganz Rei vu Virschléi gemaach, déi sech deelweis an dësem Projet erëmspigelen.

Lycée-pilote, Ganzdagsschoul oder einfach alles nëmmen Zirkus? Schonns bei der Dénominatioun vun dësem Projet hu sech vill Leit schwéier gedoen. Menger Meenung no wär et falsch, dëse Projet op vereenzelt Aussoen iwwert den Horaire oder iwwert d'Opstelle vun engem Zirkuszelt nieft der Schoul ze reduzéieren.

Et geet hei ëm vill méi wéi d'Verlängerung vun de Schoulstonnen, oder wéi finalement d'Fächer Sport an Expression corporelle ugepaakt ginn. De Lycée-pilote soll virun allem inhaltlech nei Weeër goen. Mir sinn eis eens, datt mer net einfach nëmmen e Copy-paste vun engem Modell wëllen, dee mer a Fro gestallt hunn an dee mer mat Hëllef vun dësem Projet updaten, dat heescht verbessere wëllen.

D'Elteren, déi hir Kanner an den Neie Lycée wäerte schécken, musse sech bewosst sinn, datt si sech an hir Kanner domat fir eng länger Zäit engagéieren. Déi véier Joer, déi hiert Kand an dësem Lycée wäert verbréngen, bilden e Ganzt. Et geet also net, dass een tëschent deenen zwou Lycéesformë willkürlech hin an hierwiesselt. Déi eenzeg Garantie, déi si kréien, ass déi, datt hir Kanner sech nom Ofschloss vun hire Studien am Neie Lycée problemlos an hirer neier Schoul kënnen integréieren.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Initiateurë vun dësem Projet maachen sech et net liicht. Beim Opstelle vun hirem éischte Stonneplang wäert et méi wéi eng Noss ze knacke ginn. Dräi Unitéiten Unterrecht, dertëschent Studiephasen a Relaxatioun mat engem begrenzte Kader; dat wäert net einfach ginn. An dach ergëtt dat Sënn, well doduerch méi en équilibréierte Stonneplang fir d'Schüler kann entstoen. Doduerjer datt d'Enseignantë vill méi disponibel sinn a kengerlee Contrainten ënnerworf sinn, wéi beispillsweis d'Wiessele vun enger Schoul an eng zweet Schoul oder d'Participation au stage pédagogique. Ech ginn nämlech dovunner aus, datt am Ufank den Neie Lycée haaptsächlech mat nominéierten Enseignantë wäert ufänken. Wat net ausschléisst, dass spéider au fur et à mesure wéi d'Schoul wiisst och Stagiairen do kënnen ausgebilt ginn.

Doduerch kënnen déi Matièren, wou d'Schüler am meeschte gefuerdert ginn, op déi beschte Plagë geluecht ginn, wat zu enger wesentlecher Verbesserung vum aktuelle System bäidroe wäert.

De Fait, datt d'Enseignantë méi eng grouss Disponibilitéit hunn, bréngt automatesch mat sech, datt praktesch keng Stonne méi wäerten ausfalen, wat ouni Zweifel en faveur de l'élève wäert sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, e wesentleche Punkt an dësem Projet ass d'Tatsaach, datt een de Grondprinzip vun de sou genanntene Cycles scolaires, déi och am Primaire sollen agefouert ginn, iwwerhëlt. Déi véier Joer am Neie Lycée bilden e Ganzt.

D'Équipe pédagogique décidéiert zesummen iwwert de Rhythmus, mat deem enseignéiert gëtt. Aus Erfahrung weess een, datt a verschiddene Branchen d'Programmer hoffnungslos iwwerluede sinn an anerer duerchweegs ze bewältege sinn, an datt esouguer genuch Fräiraim entstinn. Iwwert d'Jore gesi kënnen doduerch enorm Retarden entstoen oder wäertvoll Zäit onbenotzt bleiwen. Ech gesinn dëst als e sécheren Atout vun dëser Method.

Wann ee vu Programmer schwätzt, denkt een och virun allem u Schoulbicher, an déi änneren hei zu Lëtzebuerg mat grousser Regelméissegkeet. Déi meeschte Schoulbicher, well am Ausland verfaasst, sinn net onbedéngt eise Bedürfnisser ugepasst, an deementspriechend gi se och ugewannt. Mir sollten awer virun allem d'Finalitéit vun eisem Enseignement am A behalen.

Wat wëlle mer erreechen?

D'Kompetenze vun engem Schüler, déi mer entwéckele wëllen, si villsäiteg. Net nëmme Grammaire, d'Erëmbrénge vun Daten a Wëssen, mä och d'Problembewältegung a sech erëmschloen an enger moderner Welt si gefuerdert.

D'Iddi vun engem Travail en équipe erlaabt et och, datt an engem Fach méi wéi een Enseignant kann intervenéieren. Dëst erschéngt mer besonnesch interessant ze sinn an de Sproochen. Och wann de Programm vum Neie Lycée nach keng intensiv Literaturstudië virgesäit, esou ergëtt dat awer besonnesch an dësem Fall e gewësse Sënn. Deen ee kennt sech besser aus an enger Period wéi an där anerer. Ass et net esou, datt eng Damm munchmol eng aner Approche zur Literatur huet, wéi hire männleche Kolleeg? Dëst nëmmen als Beispill, well dëst gëllt och fir aner Sproochen a Branchen.

Mat der konsequenter Aféierung vun der Interdisziplinaritéit läit dës Schoul och ganz am internationalen Trend. Well am Ausland ginn dës Methode systematesch préconiséiert. Methoden, déi och am Kader vun der Formatioun vun eise Stagiairen enseignéiert ginn.

Deen eenzege Problem, deen ech am Moment gesinn, ass de Recrutement vun dem Personal oder d'Zesummesetzung vun de sou genannten Équipes pédagogiques. Et gëtt gesot, datt en Enseignant méi wéi ee Fach soll op enger Klass enseignéieren. Dëst mag wuel fir deen een oder deen aneren zoutreffen, déi méi wéi eng Spezialitéit hunn. Ech denken do un d'Biologiesproffen, déi och ganz oft Geographie enseignéieren. Mä dat ass net ëmmer de Fall.

Ech hunn an der PISA-Debatt gefrot, ob et net Sënn géif maache fir „native speakers" an de lëtzebuergeschen Enseignement ze integréieren. Dat heescht also eng weider Spezialiséierung. Dëst erschéngt mer als just de Contraire. Mir fannen, datt ee besonnesch bei dem Recrutement vun dem Enseignant op dëse Punkt eng besonnesch Suergfalt sollt leeën.

Dat mag eng perséinlech Meenung sinn, mä de Succès oder den Echec vun dësem Projet hänkt vill vun der Qualitéit an de Kompetenze vun hire Leit of. Nieft hirem grousse Wësse musse si och als Equipe zesumme schaffe kënnen. Der Direktioun fält eng besonnesch wichteg Roll zou, well si muss mat diskreter, awer fester Hand déi verschidden Equipë leede kënnen.

De Punkt Activités complémentaires fanne mer ganz interessant, obwuel mer deen zu dësem Zäitpunkt als net definitiv ugesinn an als weider ausbaufäeg betruechten. Här Schreiner, mir si frou, datt den Emplacement, deen de Ministère fir den Neie Lycée fonnt huet, wäit genuch vun Esch a Schëffleng ass, well soss hätt wuel näischt aus der Offer Jardinage kënne ginn. Bekanntlech däerf dat Geméis, wat an eise Gäert produzéiert gëtt, am Moment net konsuméiert ginn.

Zirkus, oder besser gesot Expression corporelle, ass eng flott Saach, kann awer wuel kaum de Programm vun engem ganze Joer fëllen an dierft wuel als eng Offre complémentaire betruecht ginn. Souwisou hunn eis Kanner hautdësdags ganz genee Virstellungen, wat fir Sportsaktivitéite prioritär exercéiert wëlle ginn.

De ganzen Dag zesumme liewen a studéieren, dat heescht, datt och d'Moolzechten zesummen ageholl ginn. Am éischte Joer, bei enger begrenzter Zuel vu Schüler, dierft dat net zu allze grousse Problemer féieren. Mä au fur et à mesure, wou de Lycée wäert wuessen, wäerten sech eng Partie organisatoresch Problemer astellen, wou ee Service beileiwen net méi wäert duergoen.

Déi meescht Lycéeën hei am Land léisen dëse Problem, andeem se een An zoudrécken an hir Schüler an d'Peripherie auswäiche loossen. D'Imbissstuben, d'Kebab- an d'Pizzasleit reiwe sech d'Hänn. Mä ass dat d'Léisung? Op verschiddene Plazen hei am Land gouf versicht, d'Schüler an der Philosophie vun enger Nutrition et vie saines ze begleeden. Dëst däerft also net scheiteren.

Oft gëtt gesot, den Transport décidéiert iwwert den Horaire an de Schoulen. Am Moment trëfft dëst, wat eng gesond Ernährung an eise Schoule betrëfft, leider och op de Service Restauration scolaire zou. Mir hu vill Versteesdemech fir hir budgetär Contrainten, déi leider ze oft als Excuse ugefouert ginn, fir de Manktum u Flexibilitéit a gudde Wëllen ze iwwerdecken.

Et kann dach net sinn, datt eng Diététicienne de Schüler erkläert, wat se iesse kënnen a sollen, an datt d'Kichen dann net déi néideg Moyenen huet, fir dës Wueren anzekafen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, muncheree mengt, ouni seng 01 oder 60, déi dach kaum ee kritt - «la perfection n'est pas de ce monde-ci» -, kënnt een net liewen. D'Englänner fuere mat Buschtawen A+, B+ oder B++. Am Ufank brauch een Zäit fir sech drun ze gewinnen, mä et fonctionnéiert. Ech ka mat deenen zwee liewen, mä wat ech virun allem begréissen, ass déi méi detailléiert Bewäertung vum Schüler, déi sech net op eng «réussite douteuse» oder «doit faire des efforts en…», «remarque 1 oder 2» limitéiert.

Déi kontinuéierlech Evaluatioun vum Schüler erlaabt et der Équipe pédagogique, en detailléierte Profil vum Schüler opzestellen an esou en objektiven a fiablen «Avis d'orientation» um Enn vum Zyklus ze offréieren. Amplaz datt ee gesot kritt, «l'élève peut choisir toutes les sections», kritt ee genau gesot, wat fir hien dat Bescht ass. Ob een dat elo unhëlt oder net, dat ass eng aner Saach.

Den «Avis d'orientation» no der Quatrième gëtt finalement vun neutralen Expertë jugéiert. Trotz allem Respekt fir d'Direktioun vun der neier Schoul, fannen ech perséinlech, datt och en Délégué vun der leschter Équipe pédagogique dobäi soll sinn. Well menger Erkenntnis no, an domat wëll ech kengem ze no trieden, ass et bis elo nëmmen dem Direkter vum Athenäum gelongen, all seng Schüler perséinlech, an dat sinn der eng Partie, mam Numm ze nennen.

De Fait, datt den neie Lycée seng Dieren opmécht an extern Experten ufreet fir seng Schüler um Enn vum Zyklus ze evaluéieren, fannen ech luewenswäert. Duerch déi gewonnen Transparenz an den Dialog, deen doduerjer entsteet, kënne Malentenduen a Beréierungsängscht ofgebaut ginn. Well och an anere Lycéeë gëtt gutt an innovativ Aarbecht geleescht. Et gëtt vill genial Projeten, vun deene leider an der Press net ëmmer geschwat gëtt. Dës Leit, déi dës Projete lancéiert hunn, fille sech berechtegterweis virun de Kapp gestouss.

Loosse mer also dës Kéier aus der Vergaangenheet léieren an déiselwecht Feeler vermeiden. Loosse mer also e kontinuéierlechen Dialog mat deenen anere Schoule sichen, versichen, si mat an d'Recherche, an d'Aarbecht anzebannen, net géint si, mä zesummen. Doduerch kënnen och wäertvoll Leit an anere Lycéeën, déi ähnlech Weeër wëlle goen, sech bestätegt fillen an déi néideg Ënnerstëtzung, déi se fir hir Aarbecht brauchen, fannen.

Lëtzebuerg ka gutt méi wéi ee Modell offréieren, a mir sollte vun engem eegleisege System ewechkommen, well och an de Privatschoule gëtt gutt Aarbecht geleescht. Da brauchen eng ganz Rei Schüler net onbedéngt op Bastnech oder op Metz ze fueren.

Dann zu gudder Lescht ass et wichteg, datt d'Schüler beim Passage vun hirer Schoul an eng aner Schoul no der Quatrième net onnëtz op Viruerteeler a Widderstand stoussen. Sot net neen, well c'est du déjà-vu, ech wëll bewosst keng Nimm nennen.

Dir Dammen an Dir Hären, meng positiv Astellung zu dësem Projet kritt awer e klengen, mä oniwwerhéierbare Bémol. Viru kuerzem huet meng Fraktiounskolleegin, d'Nelly Stein, de Projet Jenker zu Déifferdeng virgestallt. Et gëtt haut nach vill Schoulen, déi hei am Land ongedëlleg op eng Réadaptation oder eng Mise en conformité vun hiren Infrastukture waarden. Besonnesch well hinnen eréischt doduerch erméiglecht gëtt, ënner zäitgeméissen a würdege Konditiounen ze schaffen. De Minister Wiseler hat eis an der Debatt iwwert d'Annexe Jenker verséchert, datt d'Regierung dëse Problem wëllt ugoen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Also och wann an dësem Moment alles den Uschäin huet, datt dëse Projet eng gewësse Prioritéit genéisst, esou däerfe mer, trotz aller Begeeschterung, dobäi déi aner Schoulen an hir Problemer net vergiessen, soss kënnen onnéideg Ressentimenter entstoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer zum Schluss vu menger Interventioun nach kuerz drop anzegoen, wat mech besonnesch motivéiert huet, an dës Diskussioun anzegräifen. Ech sinn als virsiichtege Mënsch bekannt, an am Ufank bei der Presentatioun vum Projet stoung ech dësem éischter skeptesch géigeniwwer. Mä jee méi ech mech mat dem Projet ausenaner gesat hunn, hunn ech d'Begeeschterung, den Enthusiasmus an déi héich Motivatioun vun de Leit, déi dohannert stinn, gespuert. An all déi Joren, wou ech an der Schoul war, hunn ech esou Leit ënnerstëtzt, och wann ech heiansdo insgeheim meng Douten hat. Si setzen awer schlussendlech Energië fräi, déi eise Schoulsystem onbedéngt brauch. Aus dësem Grond wëll ech zu deene gehéieren, déi soen, komm mir ginn hinnen eng Chance, et ass et wäert.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Maroldt. Als nächste Riedner ass déi honorabel Madame Anne Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei war, ass a bleift d'Educatioun déi éischt Prioritéit. Fir d'Demokratesch Partei muss d'Schoul sech permanent weiderentwéckelen, fir d'Kanner an déi Jugendlech op d'Erausfuerderunge vu muer ze preparéieren. Dëst gëtt ëmsou méi wichteg, well mer an engem Europa liewen, dat resolut op d'Wëssensgesellschaft setzt. D'Kompetitivitéit ass ee vun de Schlësselen zum Erfolleg. Fir dat Zil ze erreechen, dofir däerfe mer ons awer net mat Mëttelmooss zefridde ginn. D'Médiocritéit ass net nëmmen eng Brems fir d'Entwécklung vun onser Gesellschaft, mä d'Médiocritéit bréngt ons och dozou, dass mer zréckginn.

Dat kënne mir ons einfach net leeschten! Éischtens, wéinst ons selwer. Zweetens, wéinst där nächster Generatioun, a virun allem wéinst där Generatioun, déi virun ons do war, wou d'Leit d'Äerm eropgestrëppt hunn an ënnert schwieregste Konditiounen d'Land zu deem gemaach hunn, wat et haut ass. „Mir sinn ze vill bequem ginn", huet de Wirtschaftsminister a senger Ried bei der Ouverture vun der Foire gesot. Mir hätten d'Flemm, huet de Premierminister sech geiergert. Or dat däerf net sinn, well soss hu mer an deem Europa vu muer keng Chance!

Fir deem entgéintzewierken, eben dass mer ze vill bequem sinn, musse mer et dach fäerdeg bréngen, dass mer agesinn, dass mer nëmmen eppes kënnen erreechen, wa mer ons druginn a wa mer den Effort als eppes Positives ugesinn, wann den Effort als eppes Positives duergestallt gëtt. D'Schoul muss net nëmmen hir Kontributioun dozou bäibréngen, mä d'Schoul muss de Grondstee fir eng positiv Attitüd vis-à-vis vum Effort a vis-à-vis vum Schaffe leeën.

Dobäi däerf d'Schoul awer net vergiessen, sech dem Wandel vun der Gesellschaft a vun der Familljestruktur unzepassen, ouni awer hir Haaptmissioun ze vernoléissegen, nämlech d'Wëssensvermëttlung virunzedreiwen an den Zougang zum Wëssen ze favoriséieren. Ganz oft gëtt iwwert d'Schoul geschwat, iwwer all dat wat ronderëm ass, mä net iwwert déi Haaptmissioun. Or doriwwer muss ee sech Gedanke maachen. D'DP ass der Meenung, dass d'Offer nieft der Schoul a ronderëm d'Schoul muss ausgebaut ginn, fir esou de Besoinë vun de Kanner a vun der Famill entgéintzekommen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir schloen dofir konkret vir, dass fir den Ufank an all Regioun ee Lycée oder Lycée technique geschaf gëtt, wou nieft der Schoul eng ganz Partie vun Opfangstrukture wéi Accueil moies an Hausaufgabe mëttes ugebuede ginn. Dat besteet och schonn zum Deel, zum Beispill am Lycée Josy Barthel zu Mamer, wou moies en Accueil ass, an d'Schoul dauert bis 20 op zwou. D'Kanner kënnen awer bis véirel op véier all Dag bleiwen a si kréien do Hausaufgabenhëllef, Cours d'appui oder Fräizäitaktivitéiten ugebueden. Dëse Modell gëtt et och an anere Schoulen.

Wat ech gären hätt, dat wier, dass d'Schoulen d'Moyene kréichen, dës Offer qualitativ a quantitativ auszebauen. Dës Regierung awer mëssbraucht a mengen Aen d'Besoinë vun der Ganzdagsschoul, fir eng nei pedagogesch Approche ze wielen, eng pedagogesch Approche, déi a mengen Aen ideologesch ass. A mat där Virgehensweis kann ech net d'accord sinn!

Wann een hei de Modell vun deem Neie Lycée kuckt, da kënnt een, wann een e Raccourci hëlt, vu verstaatlechter Waldorfschoul schwätzen. D'DP kann net mat deem Konzept vum Neie Lycée d'accord sinn, aus dräi Ursaachen: éischtens, wéinst der Prozedur, zweetens, wéinst der Vermëschung vun alternativer Pedagogik mat Ganzdagsbetreiung, an drëttens, an dat ass wuel dee wichtegste Punkt, wéinst der pedagogescher Approche.

Éischtens, d'Prozedur. D'Iddi vun der Ganzdagsschoul steet am Regierungsprogramm. De Projet ass dunn op den Instanzewee komm ouni wellech Consultatioun mat iergendengem vun de Concernéierten. Et si fënnef Leit fräigestallt ginn, déi sinn, ganz oder deelweis, vun hirer Tâche d'enseignement fräigestallt ginn, fir un dësem Projet ze schaffen. Et sinn enorm finanziell Moyenen an iwwerhaapt Moyenen zur Verfügung gestallt ginn, fir d'Iddi vum Neie Lycée ze propagéieren. Esou sinn eng ganz Partie Ausstellungen, Konferenzen organiséiert ginn. Et ass en Zirkuszelt um Glacis opgeriicht ginn, an de Rez-de-chaussée vum Ministère ass ëmgebaut ginn, just en Deel vum Rez-de-chaussée, just fir Reklamm ze maache fir deen Neie Lycée.

Ech wier frou gewiescht, wann ech en Deel vun deene Moyenë gehat hätt, fir d'Gebai e bëssen an d'Rei ze setzen. Dofir sinn ech alt frou, dass d'Madame Delvaux dann déi Moyenen zur Verfügung gestallt krut, fir esou déi Entrée vum Gebai kënnen ze sanéieren. Aner Schoule kënnen awer nëmme vun esou Moyenen dreemen.

Wat d'Infrastrukturen ubelaangt, an den Här Maroldt huet et a sengem Rapport elo grad ugeschwat, do muss ee sech awer wierklech Froe stellen. Am Ufank sollt den Neie Lycée jo op de Kierchbierg kommen, an d'Primärschoulgebai wat der Stad Lëtzebuerg gehéiert, an dunn hu mer héieren, dass en neit Gebai soll opgeriicht ginn um Site vum Paul Wurth, an dat geschitt elo bannent dräi Méint. Do koumen dann och nach Infrastrukturen dobäi, nieft de Klassesäll, wéi Sportsinfrastrukturen, Theater an eng Zirkusarena.

Firwat gëtt dëse Lycée - an dat ass meng Fro - privilegéiert par rapport zu anere Lycéeën? Mir hunn hei eng Debatt gehat iwwert d'Infrastrukturen a mir hu méi wéi eng Kéier festgestallt, dass mer aacht Joer brauche fir en neie Lycée ze bauen. Hei brénge mer et fäerdeg an dräi Méint eng Infrastruktur zur Verfügung ze stellen. Mir kréien ëmmer gesot ons Prozedure géifen et eis net erlaben, esou séier ze fueren. Hei brénge mer et fäerdeg aner Prozeduren unzewenden, nämlech déi, dass en Drëtten d'Schoulgebai opriicht an dass de Stat da Locataire gëtt vun deem Schoulgebai.

Wann dat hei méiglech ass, firwat ass dat net op anere Plaze méiglech?

Wann ech bedenken, de Lycée technique du Centre, do sollt eng Annexe gebaut ginn zu Dummeldeng; e Projet de loi, dee mer viru Joren hei gestëmmt hunn; do hunn d'Aarbechten elo just eréischt ugefaangen.

De Lycée pour professions de santé, déi woren ni an eegene Gebaier ënnerbruecht, déi woren ëmmer nëmmen a Provisorien oder a gelounte Gebaier ënnerbruecht. Do ass den Architekt designéiert gi viru Joren, et ass e Concours d'architectes gemaach ginn. Den Terrain gehéiert dem Stat, de Programm ass fäerdeg, de Projet de loi ass mol nach net déposéiert.

Zu Ettelbréck komme mer net virun, well de Stat keen Terrain huet, fir dem Lycée technique adequat Infrastrukturen ze bauen.

A wann ech dann den Zoustand vum Jenker kucken, wou mer Gott sei Dank d'lescht Woch konnten e Projet hei stëmmen, nämlech de Lycée technique zu Déifferdeng, als Annexe vu Péiteng, da muss ee sech am Fong schummen, dass mer Infrastrukturen hunn, déi nach an esou engem schlechten Zoustand sinn.

Hei brénge mer et fäerdeg an dräi Méint eng fuschnei Infrastruktur opzeriichten, an dofir géing ech wëllen, dass de Stat sech dann d'Moyenë gëtt, fir bei anere Lycéeën och esou Prozedure virzegesinn.

Wat d'Prozedur vum Text ubelaangt, esou ass den éischten Text am Januar 2005 déposéiert ginn an am Abrëll krute mer e ganz neien Text virgeluecht, wou de Règlement grand-ducal am Text mat incorporéiert wor. D'Conférence nationale des élèves seet an hirem excellenten Avis och, si géinge fannen, dass dat eng certaine Hâte gewiescht wier a si proposéieren, dee Projet ëm e Joer auszesetzen. An ech mengen, dat wier och net schlecht gewiescht. Dat zur Prozedur.

Zweete Punkt, dee mer kritiséieren, ass, dass et hei eng Vermëschung gëtt vun Offer vu Ganzdagsschoul an alternativer Pedagogie. Elteren, déi wëllen hir Kanner an eng Betreiungsstruktur ginn, déi dee ganzen Dag fonctionnéiert, ginn heihinner, obwuel se vläicht hei eng Pedagogie gebuede kréien, mat där se net d'accord sinn, well se, deemno wou et ass, iwwerhaapt kee Choix hunn. An dofir wier et besser gewiescht, mir wieren higaangen a mir hätte flächendeckend an all Regioun vum Land eng Struktur opgeriicht, wou mer eng Ganzdagsbetreiung an der Schoul gehat hätten, an dass d'Elteren eng Alternativ gehat hätten.

Ech froe mech och, wéi een duerno d'Evaluatioun vun dësem Projet mécht, well et ganz schwiereg ass, déi zwee Punkten auserneen ze

halen, wat d'Influenz ass vun der Ganzdagspresenz a wat d'Influenz ass vun der neier pedagogescher Approche. Esou dass ech mech wierklech froen, wëssenschaftlech, wéi een déi Evaluatioun maache kann.

Wéi gutt d'Ganzdagsbetreiunge fonctionnéieren, gesäit ee jo awer bei verschiddene Gemengen. A wann ech d'Stad Lëtzebuerg beispillsweis kucken, do sinn an de Foyers scolaires 47% vun de Schüler vum Territoire vun der Stad Lëtzebuerg, déi dovu Gebrauch maachen. Dat ass enorm. An ech hunn zum Beispill elo an der Press gelies, dass d'Steeseler Gemeng och eng Ganzdagsbetreiung mat engem Accueil opriicht, fir de Préscolaire an de Précoce. Dat si menger Meenung no Weeër, an d'Gemeng Steesel mécht do der Stad Lëtzebuerg et no. An dat si Weeër, an déi Richtung soll een effektiv goen, an net Ganzdagsbetreiung mat der Pedagogie vermëschen.

Dann den drëtte Punkt, dat ass d'pedagogescht Konzept. Ech muss Iech soen, dass ech wierklech net kann domat d'accord sinn a Schwieregkeeten hunn ze verstoen, wéi eng Schoul soll fonctionnéieren, déi keng Programmer huet, déi keng Schoulbicher huet, wou et keng spezialiséiert Enseignantë gëtt, déi keng fest Stonnenzuel pro Fach huet, déi ouni Prüfungen auskënnt, wou et keng Punkte ginn, wou een u sech net kann duerchfalen a wou et och keng Hausaufgabe ginn.

Dat kléngt alles ganz gutt, wann een dat esou annoncéiert. Mä ech muss Iech soen, ech froe mech, wéi dat besonnesch fir méi schwaach Schüler soll fonctionnéieren, déi dach strukturéiert musse guidéiert ginn. Besonnesch jonk Schüler, déi nach net déi Maturitéit hunn, do froen ech mech wierklech wéi déi an esou engem System sech zurechtfannen, à moins dass se extra douéiert sinn.

Ech fäerte ganz, dass d'Schüler an hir Elteren hei den Iwwerbléck an den Duerchbléck verléieren.

Éischtens, hunn ech gesot, eng Schoul ouni Programmer. Hei gëtt jo vun den Auteurë vum Projet gesot, dass d'Schüler géingen d'Programmer selwer erstellen, no hirem Centre d'intérêt. Zum Schluss da muss ee verschidden Ziler erreechen, an déi Ziler, déi ginn erreecht, andeem d'Kompetenzen definéiert ginn; an déi Kompetenzen, déi ginn erëm a Facetten ënnerdeelt, dat sinn zéng Facetten; an déi Facetten, déi ginn erëm duerch eng Rei vun Aptitudë beschriwwen.

Ech muss Iech soen, ech verstinn dat net. Et kann ee soen, wann ech dat net verstinn, dat wier net schlëmm, well ech net muss domat eens ginn. Mä ech froe mech, wéi dann d'Eltere sollen domat eens ginn a wéi d'Schüler sollen domat eens ginn, an och eng Rei vun Enseignanten. Dat ass eppes, wou ech mech wierklech froen, ob d'Leit domat net iwwerfuerdert sinn.

Wat ech besonnesch bedaueren: Hei gëtt vu Kompetenzen a vu Facetten a vun Aptitudë geschwat, mä et gëtt net vu Wësse geschwat. Menger Meenung no ass d'Wëssen awer eppes, wat nieft der Kompetenz onbedéngt muss am Vierdergrond stoen. Well Kompetenz eleng kritt een net, wann d'Wëssen net à la base ass. A wat mécht ee mat Kompetenz, wann een zum Beispill d'sozial Kompetenz huet an et geet ee sech fir en Job virstellen, da mécht ee vläicht gutt Impressioun, mä duerno, iwwert d'Proufzäit kënnt een net eraus, wann een dat néidegt Wëssen à la base net huet.

Dann zweetens: Gëtt et eng Schoul ouni Schoulbicher? Den Auteurë vum Projet no steet do, et wiere keng Manuels scolaires obligatoires virgesinn an d'Schüler géinge sech hir Bicher selwer zesummestellen. Si hätte Referenzwierker an Noschlowierker an hirem Klasseraum a géingen esou schaffen. Or, do froen ech mech och, wéi ee sech da kann orientéieren, wann dat terribel variéiert vu Klass zu Klass, wéi een domat zurechtkënnt.

Drëttens, d'Enseignantë ginn als Équipe pédagogique zesummegeschloss, an déi Fächer, déi se enseignéieren, mussen net onbedéngt där Grondausbildung entspriechen, déi se au départ hunn. Den Enseignant gëtt, an dat ass ons an der Kommissioun gesot ginn, och net méi ugesinn als een, dee Wësse vermëttelt, mä als een, deen d'Missioun huet, d'Kanner ze guidéieren, fir dass d'Kanner selwer sollen Äntwerte fannen op déi Froen, déi se sech solle stellen. Ech fannen dat an der Theorie ganz schéin. Mä éier ee Froe stellt, muss ee fir d'éischt e Grondwëssen hunn, an et ass fir déi ganz douéiert, wou dat do ka klappen. Mä ech fäerte ganz, dass aner Kanner an deem dote System iwwerfuerdert sinn.

Dann de véierte Punkt. Et gëtt hei diversifizéiert Stonnepläng. Wann een de Stonneplang vergläicht, deen hei proposéiert gëtt, mat de Stonnepläng an deenen anere Lycéeën, sou ass d'Gesamtzuel vun Unterrichtsstonnen 30 Stonnen, wéi an deenen anere Lycéeën och.

Mä ech muss Iech soen, ech wor erféiert wéi ech gesinn hunn, dass et am Sproochenunterricht eng enorm Differenz gëtt. Op Septième am Moment am Lycée gëtt et sechs Stonne Franséisch a véier Stonnen Däitsch. Am Neie Lycée stinn op Septième nëmmen insgesamt aacht Stonnen zur Verfügung, an do kënnt d'Englesch nach derbäi. Ech weess net, wéi een da soll d'Sprooche vermëttelen an do an d'Déift goen.

Op Sixième stinn am Moment 16 Stonnen zur Verfügung fir Englesch, Däitsch a Franséisch. Am Neie Lycée sinn et nëmmen aacht Stonnen. Dat heescht, do ass et nëmmen d'Halschent vun deem wat mer am Moment am Sproochenunterricht hunn. An op der Cinquième sinn et bis elo 15? Stonnen; am Neie Lycée nëmmen aacht.

D'Sprooche sinn esou wichteg fir ons a si sinn en Atout, fir deen ons anerer beneiden. Dann däerfe mir dach do net zréckgoen. Mir hunn zwar d'Explikatiounen elo grad vum Här Maroldt héieren, wéi och virdru vum Här Rapporteur, dass och an deenen anere Fächer an de Sprooche geschafft gëtt, dass transversal geschafft gëtt. Mä dat besteet och schonn am Moment. Et gëtt eng Langue véhiculaire fir déi sou genannt Niewefächer, an dofir muss een drop pochen, dass déi och do gebraucht gëtt. Mä domat kann een awer net wettmaachen, wat hei u Stonne verluer geet fir de Sproochenunterricht.

D'Sprooch ass - wou mer an engem Europa liewen, wou d'Kommissioun wëllt d'Langue maternelle plus zwee propagéieren - eppes wat mir hunn. Da musse mer dach probéieren doran nach méi Effort en ze maachen an net manner, esou dass menger Meenung no dat do an déi falsch Richtung geet. Et ass wuel esou, dass et véier Stonne Perfectionnementscoursë ginn, a wann ee schwaach ass an engem Fach, da kann een dat perfectionnéieren. Mä d'Halschent vun de Wochestonnen, déi een hei an dësem Lycée huet an de Sprooche par rapport zum normale Lycée, kann een och net mat deene véier Stonnen do opfänken.

Fënneftens, et gëtt eng Schoul ouni Prüfungen. An engem vun deene villen Dokumenter, déi mer kruten - an ech muss soen, mir krute vill Informatiounsmaterial -, do hunn ech gelies dass am Fong d'Korrektioun vun Devoiren an och Notë ginn, dat wier eng Obsession permanente vum Enseignant. Ech hoffen awer, dass dat net de Fall ass an dass dat net och d'Ursaach ass, firwat datt hei elo d'Noten ofgeschaf ginn an d'Prüfungen.

Et ass jo esou, dass an dësem Lycée de Schüler e Portfolio kritt wou all dat, wat en erschafft huet a senger Schoulzäit, zesummegedroe gëtt an dann iwwert dem Schüler seng Aarbecht, seng Attitudë renseignéiert. Wéi d'Enseignanten awer d'Kompetenzen da bescheinegen, dat ass dem Enseignant selwer iwwerlooss. Dee kann dat duerch Prüfunge maachen. E kann dat duerch Tester maachen. E kann dat och opgrond vu Produktioun vun Aarbechte maachen. Et ass also net wéi bis elo, dass eng gewëssen Zuel vu Prüfunge virgeschriwwen ass. D'Prüfunge sinn iwwregens och an engem vun deenen Texter, déi mer kruten, als Contrainte ugesi ginn.

Dann ass et esou, dass et och zu kenger Emulatioun tëschent de Schüler kënnt, wann ee keng Prüfungen an der Klass mécht. An d'Emulatioun ass awer a mengen Aen enorm wichteg fir déi eng unzespornen, nach en zousätzlechen Effort ze maachen.

Ech mengen also net, dass et de richtege Wee ass, Kompetenzen ze bescheinegen, ouni dass een awer à la base Prüfungen huet, déi fir jiddferee mussen d'selwecht sinn.

Da sechste Punkt. Et gëtt eng Schoul ouni Punkten. Op der Zensur stinn da Commentairen an och Appréciatiounen. Dat ass e System, deen et an anere Länner gëtt. Mä den Här Maroldt, deen huet zum Beispill vun England geschwat, do gëtt et verschidde Levelen. An der Schwäiz a verschiddene Kantonen hu se dee System vun der Beschreiwung erëm ofgeschafen a si sinn erëm op de Punktesystem zréckkomm, well se gemierkt hunn, dass et awer net an déi richteg Richtung gaangen ass. Ech froe mech, musse mer elo dohinner goen, wou déi aner schonn dovun erëm sinn?

Wat d'Evaluatioun ubelaangt, do seet d'Conférence nationale des élèves, dass dat «pas nécessairement bénéfique aux élèves» ass. Also d'Schülerkonferenz selwer seet, dat ass net onbedéngt am Intérêt vun de Schüler. Da froen ech mech wierklech, firwat déi hei Approche gewielt ginn ass.

Da seet d'Schülerkonferenz nach weider, den Neie Lycée, an ech zitéiere se an hirem Avis: «n'est pas une île qui peut se permettre de négliger ce qui se passe dans les autres lycées». Recht hu se, well duerno musse si jo erëm mat deem herkömmleche System eens ginn.

Siwente Punkt. Dëse Lycée ass e Lycée, wou een am Fong net kann duerchfalen. Et ass jo esou, dass um Schluss vum Joer de Conseil de classe da Propositioune mécht, wat mam Schüler soll geschéien. E kritt recommandéiert an eng aner Klass ze goen, déi a sengem Ordre d'enseignement ass, oder e kritt gesot, e soll réorientéiert ginn, oder e kritt recommandéiert, d'Klass ze widderhuelen. Wann d'Elteren awer net domat d'accord sinn, da kënnen se eng aner Décisioun huelen.

An do, mengen ech, gi mer wierklech e Schratt ze wäit. Quitte dass dann, wann d'Elteren eng aner Décisioun geholl hunn an dass dann am nächste Joer et och net geet, nom éischten Trimester d'Kanner da réorientéiert ginn. Mä dat ass dach vill méi schlëmm. Dann hu se an enger neier Klass ugefaangen an op eemol, nom éischten Trimester, gëtt gesot: Neen, elo gees du an d'Klass niewendrun, well hei gëtt et näischt. Oder: Du gëss eng Klass zréckversat.

Dat fannen ech psychologesch vill méi schlecht an dofir sinn ech der Meenung, dass dat wierklech kee gudde System ass an dass een do den Elteren d'Méiglechkeet gëtt, déi Décisioun, déi geholl ginn ass, opgrond vun de Resultater vun de Kanner, wou et zwar keng Punkte ginn, an dofir ass et eben esou schwiereg dat och ze appréciéieren, mä dass d'Elteren hir Kanner aus gutt verstanenen, gutt gemengte Grënn op eng aner Voie bréngen. Mä meeschtens ass dat net am Intérêt vun de Kanner, well ganz oft gi se domat iwwerfuerdert oder an eng Sakgaass gefeiert, aus där se net erauskommen.

Och do seet d'Conférence nationale des élèves, dass dat net onbedéngt am Intérêt vun de Schüler ass, an d'Schüler selwer fannen, dass d'Elteren do net däerften ze vill Matsproochrecht hunn.

Um Schluss da vun deenen dräi Joer, respektiv véier, gëtt gekuckt, wou d'Kanner sollen higoen, an dat maache jo dann net méi d'Proffen aus der Klass, déi se betreit hunn, mä dat ginn der dann aus anere Schoulgebaier, déi opgrond vun enger ganzer Rei vu Kritären dat do da solle kucken. Déi Schüler, déi am Classique sinn, kënne jo och dann nach d'Quatrième iwwersprangen.

Ech froe mech, firwat dat net méiglech si soll an anere Schoulgebaier a firwat dat esou hei betount gëtt, well d'Iwwersprange vun enger Klass ass ëmmer méiglech, well en Direkter kann eng Admission conditionnelle an eng Klass ginn. Mä hei gëtt dat esou betount, wéi wann dat hei e Lycée wier, wou ee soll higoen, well hei kéint een e Joer gewannen. Mä an deenen anere Lycéeën ass et och am Fong méiglech. Dofir froen ech mech, firwat dat hei esou betount gëtt.

An dann een aachte Punkt, eng Schoul ouni Hausaufgaben. Well d'Kanner jo méi Stonnen an der Schoul sinn, ginn d'Hausaufgaben an där Zäit, déi se an der Schoul verbréngen, mat am Horaire integréiert. Wéi een et awer domat fäerdeg bréngt, de Lien mat doheem duerzestellen, froen ech mech wierklech. Wéi soll dat goen? Well d'Kanner mussen dach d'Méiglechkeet hunn, och doheem awer eppes fir d'Schoul ze maachen. D'Méiglechkeet hu se ëmmer, also fräiwëlleg däerf een alles maachen. Mä där gëtt et der awer net ganz vill, déi dat maachen.

Wéi een d'Elteren da ka matabannen, wéi déi solle suivéieren, Intérêt weisen un deem, wat an der Schoul ass, wann d'Kanner heemkommen an d'Aarbecht ass scho ganz gemaach. Dat ass besonnesch schwiereg bei Kanner, déi aus engem defavoriséierten, kulturelle Milieu kommen, déi d'Chance net hunn an engem Milieu opzewuessen, wou d'Schoul eng ganz grouss Roll spillt. An dofir sinn ech och der Meenung, dass déi Approche hei net gutt ass.

Dat sinn also aacht Punkten, mat deene mer an der Approche pédagogique net kënnen d'accord sinn. An et ass och meng intim Conviction, Här President, dass dat net esou ka fonctionnéieren an dass et besonnesch fir déi schwaach Schüler net ka fonctionnéieren, déi e strukturéierten Unterricht mussen hunn, wou se ganz kloer guidéiert ginn, wou se ee Wee nom aneren, ee Schrëtt nom anere gewise kréien, wou een da kann drop bauen. A mengen Ae ginn hei d'Schüler wierklech - a besonnesch déi schwaach Schüler - iwwerfuerdert.

An dann, wa se dräi Joer an deem System waren, wéi brénge si et da fäerdeg an engem anere Lycée Fouss ze faassen? An ech muss Iech soen, do maachen ech mir echt Suerge wat mat deene Kanner duerno geschitt. Well ech froe mech - an d'Schülerkonferenz seet et selwer, et géing sech hei ëm Cobayen handelen -, ob mir hei net Versuchskanéngercher hunn, an dass déi, déi net esou staark sinn, Schong an Huesen duerno verléieren.

Här President, déi aacht Punkten hunn ech vun der Approche pédagogique hier opgegraff. Positiv fannen ech, dass probéiert gëtt an der Éducation aux valeurs aner Weeër ze goen. Ech war ëmmer der Meenung, dass mir keng Schoul kënnten hunn, déi kee Werteunterricht géing vermëttelen. Mir kënnen net Kanner ënner onser Responsabilitéit hei zu Lëtzebuerg hunn, déi kee Werteunterricht kréien.

An dofir ass och d'Dispens, nodeem se an der Primärschoul virdru schonn ofgeschafe ginn ass, duerno am Secondaire ofgeschafe ginn, well weder an eng Éducation morale ze goen oder an de Reliounsunterricht, huet mir net de richtege Wee geschéngt, well mir musse méi wéi jee de Kanner Wäerter mat op de Wee ginn. Dass probéiert gëtt dat hei an engem Unterricht ze maachen, ass ze begréissen.

Ech wëll awer drun erënneren, dass een hei net ganz Neiland betrëtt, mä dass op der Deuxième am Classique de Reliounsunterricht virun e puer Joer ofgeschafe ginn ass. Dat ass net ville Leit opgefall, mä dee Reliounsunterricht ass ersat ginn an der Philosophie duerch en obligatoresche Cours vun Histoire des religions. Well et och wichteg ass, dass d'Schüler matkréie wellech Reliounen et ginn an dat gehéiert zu der Culture générale an och déi Facette soll jo elo vu Septième un an dëse Cours mat integréiert ginn.

D'Fro stellen ech mer allerdéngs, wéi et mat der Formatioun vun dëse Leit ass, well mir hu jo dach guer keng Leit, déi fir dat neit Fach ausgebilt sinn. D'Leit vun der Formation morale et sociale hunn an deene leschte Joren enorm Efforte gemaach, fir eng Formatioun fir Philosophiesprofesseren ze kréien a mir hunn dat jo och an engem Gesetz elo festgehale wat mir viru 14 Deeg hei gestëmmt hunn, dass dat och eng Spezialitéit soll ginn, mä menger Meenung no muss een hei wierklech drop pochen, dass déi Leit beschtens preparéiert sinn an ausgebilt sinn, well dee Cours ass esou wichteg an et muss dach wierklech am Intérêt vun de Kanner eppes Positives dobäi erauskommen.

Net positiv ass awer an dësem Projet, dass d'Kanner, doduerch dass se de ganzen Dag an der Schoul sinn, net kënnen un de Fräizäitaktivitéiten an hirem Quartier, an hirer Gemeng deelhuelen. Si hu keng Zäit, well déi Aktivitéite sinn nun eben un deene schoulfräien Nomëtteger, un de Scoutsaktivitéiten, un de Pompjeeën, um Gesang, un der Musek deelzehuelen, wat bedauerlech ass, well déi non formal Educatioun, déi se do kréien, ass och enorm wichteg.

Et ass och schwiereg fir d'Schüler vun dëser Schoul, wann net onméiglech, un de LASEL-Aktivitéiten deelzehuelen, well an der LASEL jo an deene schoulfräien Nomëtteger Sportsaktivitéiten ugebuede ginn an eng Schoul géint déi aner untrëtt, wat och dann d'Zesummebrénge vu Schüler vu verschiddene Lycéeë vill méi grouss mécht. Dës Schüler kënnen dann net matmaachen, well dat an hire Schoulprogramm fält, esou dass ech mer wierklech d'Fro stellen, ob ee se net domat ausgrenzt par rapport zu hire Matschüler, déi an aner Schoule ginn?

An ech stelle mer och d'Fro, ob doduerch, wann dat hei géing Schoul maachen, net op eemol d'Jugendveräiner och Problemer mam Nowuess kréichen, well d'Kanner einfach keng Zäit méi hätten un deenen Aktivitéiten deelzehuelen; d'Fräizäitaktivitéite gi jo dann an der Schoul ugebueden. An den Här Maroldt huet elo grad vum Jardinage geschwat, deen do ugebuede gëtt; et sinn also Gaardenaarbechte virgesinn, handwierklech Aarbechten, Theater an Zirkus.

Ech bedaueren, dass an deene Fräizäitaktivitéiten net extra och nach de Sport virgesinn ass an ech wier frou gewiescht, wann de Sportsminister dozou seng Attitüd hätt kënne soen, well mir soen

dach ëmmer, et muss méi Bewegung gemaach ginn. Mir hunn zwar ee Fach, dat heescht Sport et santé, awer an der Fräizäitaktivitéit an dem Neie Lycée ass näischt Extraes fir Sport virgesinn.

Zum Schluss, Här President, wëll ech nach eng Kéier betounen, dass mir bedaueren, dass de Besoin vum Encadrement vun de Kanner - wat wierklech een enorme Besoin ass a wou mir mussen als responsabel Politiker um nationalen oder um kommunale Plang den Elteren an de Schüler entgéintkommen, en adequaten Encadrement ginn, mat Hausaufgabenhëllef - hei vermëscht gëtt mat enger neier pedagogescher Approche, mat där ech net kann d'accord sinn.

Dofir wëll ech widderhuelen, dass mir verlaangen, dass an all Regioun vum Land fir den Ufank op d'mannst ee Lycée zur Verfügung steet wou eng Ganzdagsbetreiung, dat heescht en Accueil an no der Schoul Hausaufgabenhëllef, ugebuede ginn, wou d'Kanner da kënne guidéiert an encadréiert ginn.

Mir bedaueren, dass d'Educatioun an eng Richtung geet, déi onser Meenung no d'Kanner net op d'Erausfuerderunge vu muer preparéiert. Well mir liewen an enger Welt vu Konkurrenz, mir liewen an enger Welt, wou ee sech deem anere muss stellen a mir bilden se awer hei an engem System aus, wou se dee Gedanken net mat op de Wee kréien.

An hei gëtt am Fong, fir bei der Terminologie vum Zirkus ze bleiwen, Här President, de Schüler an hiren Elteren eppes virgegaukelt, wat awer dann net ass. D'Schoul ass nun awer emol keen Zirkus. Ech hu mer wierklech d'Fro gestallt, wann ech Kanner an deem Alter hätt, ob ech se géing an dee Lycée schécken; an ech hu mech vill mat der Matière ausernee gesat. Ech muss Iech soen, Här President, meng Äntwert wier do kloer Neen.

Mir als Fraktioun vun der DP kënnen net fir dëse Projet stëmmen an dat well mir fannen, dass éischtens dëse Projet iwwert de Knéi gebrach ass; zweetens, well déi pedagogesch Approche an déi falsch Richtung geet; drëttens, well d'Schüler net op d'Erausfuerderunge vu muer preparéiert ginn; véiertens, well d'Schüler net geléiert gi sech der Konkurrenz ze stellen an dofir spéider sech um Aarbechtsmaart net wäerten zurechtfannen; fënneftens, well schwaach Schüler riskéieren de richtegen Tratt ni ze fannen; sechstens, well den Elteren an de Schüler eppes virgegaukelt gëtt a siwentens, well d'Schüler riskéieren hei an eng Sakgaass ze geroden.

Déi nei Unterrichtspolitik ass drop ausgeriicht, dass mir sollen eng Schoul kréien, déi Spaass mécht. Jo, et wier formidabel wann een all dat, wat een duerno am Liewe mécht, mat Freed a mat Spaass kéint maachen. Et ginn awer och Contrainten an et muss een och vu klengem u léiere mat deene Contrainten eens ze ginn. Et muss een och léieren Echecen ze bewältegen, en Apprentissage vum Echec gehéiert och zum Apprentissage, well ee soss riskéiert duerno am Liewen net eens ze ginn.

Dat Essentiellt an der Schoul awer ass, nieft all deenen anere Facteuren, déi wichteg sinn, an onsen Aen - an dat däerf een net vergiessen - d'Missioun vun der Wëssensvermëttlung, déi an der Schoul muss bleiwen. An d'Wëssensvermëttlung ass d'Basis op déi een dann duerno eppes kann opbauen. Wa mir déi Missioun net duerchbréngen, dann hu mir wierklech net am Intérêt vun de Kanner geschafft a well mir all déi Zweifel hunn, kënne mir dëse Projet net stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Als nächste Riedner ass den honorabelen Här Diederich ageschriwwen. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no deem excellenten ausféierleche Rapport vum Rapporteur a Kommissiounspresident an den Ausféierunge vum Här Maroldt, ass et fir mech méi einfach, ech ka mech méi kuerz faassen. Ech wëll awer e puer Punkten erwähnen.

Vu dass d'Enseignanten an enger Équipe pédagogique schaffen, siwe Proffen an zwee Educateuren, déi véier Klasse vun engem Joergang aus deenen dräi verschiddenen Ordres d'enseignement prinzipiell während dräi Joer begleet, ass eng besser Différenciatioun vun den eenzelnen Ordres d'enseignement méiglech. Si kennen d'Schüler besser a kënne méi eng individualiséiert Betreiung garantéieren, am Géigesaz zu deem, wat viru kuerzem ee Geschichtsprof aus der Stad an engem Lieserbréif geschriwwen huet, dee mindestens aacht Klasse vu bis zu 30 Schüler zweemol d'Woch während engem Joer gesinn huet an zougëtt, déi meeschte Schüler net emol mam Numm kannt ze hunn.

(Interruption)

Dës individuell Betreiung erlaabt et, dem perséinleche Rhythmus vum Schüler besser Rechnung ze droen. Schüler mat Problemer an engem bestëmmte Fach kënnen duerch besonnesch Hëllef hir Retarden oder hir Defiziter opschaffen. Anerer, déi an hiren Interessegebidder méi staark sinn, kënnen iwwert déi festgeluechte Programmer erausgoen an hiert Wëssen erweideren.

Wichteg ass d'Kooperatioun vun den Enseignanten ënnerteneen an hir Verantwortung de Schüler géigeniwwer. Déi eenzel Enseignantë stinn net eleng virun den Erausfuerderunge vun hirem Beruff, mä kënnen sech permanent austauschen a géigesäiteg beroden, besonnesch wann et drëm geet, ze differenzéieren an d'Sockelkompetenze festzeleeën. Hei geet et drëm, keen Nivellement vers le bas ze maachen, mä de Schüler op sengem héchstméiglechen Niveau ze qualifizéieren.

Mir mussen awer och wëssen, datt mer ons an engem europäeschen Ëmfeld befannen an un eis Schüler an eise Schoule keng iwwerdriwwen an domat ongerecht Fuerderunge par rapport zum Ausland däerfe stellen. D'Kompetenze sinn net ëmmer dat wat ee weess, mä virun allem dat wat ee kann.

Der Schoul gëtt jo och oft de Virworf gemaach vun der renger Wëssensvermëttlung mat där de Schüler gréisstendeels eng passiv Roll anhëlt. Wichteg ass et virun allem, d'Motivatioun vum Schüler ze verbesseren. Dëst ass zum Deel méiglech andeem de Schüler méi eng aktiv Roll am Unterrecht anhëlt, sech méi engagéiert a méi autonom fonctionnéiert.

D'Kooperatioun tëschent de Schüler erméiglecht et dem Eenzelnen, seng Iddien a seng Interessen auszetauschen, säi Wëssen anzebréngen, vun deem aneren ze léieren, Saachen zesummen ze entdecken, Ënnerscheeder ze erfaassen an als Beräicherung ze erliewen, Toleranz ze léieren a sech géigesäiteg ze hëllefen. Doriwwer eraus ass d'Fäegkeet, am Grupp schaffen ze kënnen, eng wichteg Kompetenz am Beruffs- an am Privatliewen.

D'PISA-Etüd huet bewisen, datt Schüler dat wat se geléiert hunn och net richteg kënnen applizéieren. D'Schüler hunn an Ëmfroe geäntwert, datt si an der Mathematik oft net wëssen, wat se mat der Theorie ufänke kënnen. Duerch interdisziplinär Themeprojekter soll dëst verbessert ginn. Déi rigid Fächerandeelung erweist sech oft als Hindernis wa se der Komplexitéit vun der Erfahrungswelt vum Schüler, dee méi abezu gëtt, net gerecht gëtt. Déi disziplinär Fächer, déi d'Sproochen an d'Mathematik behandelen, behalen hir Wichtegkeet wat d'Acquisitioun vun alle weidere Kenntnisser ugeet.

D'Projete sinn zweesproocheg organiséiert a förderen déi mëndlech a schréftlech Sproochfäerdegkeet. D'Sproochen an d'Mathematik ginn net op reng Technik reduzéiert, mä am Kontakt kënnen d'Schüler d'Bedeitung vun Texter souwéi d'Auswierkunge vun de mathemateschen Applikatioune besser begräifen a léieren de Wäert am Alldagsbezuch vun de Sproochen an der Mathematik anzeschätzen.

Wichteg ass ausserdeem, datt d'Schüler ausserhalb vun de Coursen ënnert der Zoustännegkeet vun Éducateurs gradués zesummeschaffen a -liewen an un enger ausgläichender Aktivitéit deelhuelen, wou déi traditionell Fräizäitgestaltung wéi Sport a Musek duerch handwierklech Betätegung ergänzt gëtt. D'Zil ass eng Schoulgemeinschaft, déi dës Bezeechnung och verdéngt, wou all Bedeelegt zu Solidaritéit, Toleranz an Engagement encouragéiert ginn. Déi Themen, déi am Wäertunterrecht ugesprach ginn, sollen iwwert d'Unterrechtsstonnen eraus am Schoulliewen erfuer ginn.

D'Hausaufgabe ginn am Kader vun der Schoul gemaach, woubäi d'Schüler iwwert d'Dokumentatiounsmaterial aus Bibliothéike kënne verfügen an op d'Hëllef an de Rot vun den Éducateurs gradués kënnen zréckgräifen, mat dem Haaptzil, dem Schüler bäizebréngen, wéi ee léiert, fir spéider autonom un déi gestaltend Aufgaben erugoen ze kënnen.

E weidere wichtege Punkt ass d'Orientatioun vun de Schüler, déi méi Bedeitung kritt wéi d'Selektioun. Et soll verhënnert ginn, datt déi selektiv a vergläichend Versetzungskritären dat eenzegt Zil vun der schoulescher Laufbahn sinn.

D'Evaluatioun vum Schüler geschitt duerch d'Aschätzung vu sengen Aarbechten, sengem Kënnen a sengem Wëssen duerch den Team pédagogique, deen noutgedrongen den eenzelne Schüler besser kennt an opgrond vun all den Donéeën, iwwert déi e verfügt, eng besser, eng méi geziilt a méi schnell Orientatioun vum Schüler ka garantéieren, wéi dat ënnert den aktuelle Konditiounen de Fall ass. Ausserdeem ginn d'Eltere méi enk a méi regelméisseg an d'Strukturen an an de Fonctionnement vun der Schoul agebonnen, gläichzäiteg awer och méi responsabiliséiert.

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, datt den Encadrement, deen ech hei opgezeechent hunn, an all déi Mesuren, déi mer hei opgefouert hunn, et wäerten erméiglechen, eis Kanner besser ze encadréieren an d'Offres scolaires esou ze gestalten, datt mer net méi an Zukunft déi Faillite mussen erliewen, datt mer 4.000 Kanner an d'Ausland schécke mussen, wat mer och an der PISA-Etüd gesot hunn.

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

An deem Sënn wëll ech de Projet hei nach eng Kéier vun eiser Fraktioun als positiv duerstellen an den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme le Président.- Merci, Här Diederich. Den nächste Riedner ass den Här Adam. Dir hutt d'Wuert, Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Madame Presidentin, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 5434 iwwert d'Schafung vun engem Lycée-pilote ass an enger éischter Versioun den 20. Januar 2005 déposéiert ginn. Den 28. Abrëll sinn eng ganz Rei Amendementer komm, an net där klengster. De 24. Mee huet de Statsrot säin Avis ginn. Den 2. an den 9. Juni huet d'Unterrechtskommissioun ënnert dem Virsëtz vum honorabelen Här Scheuer de Projet diskutéiert an de 14. Juni ass de Rapport ugeholl ginn.

Do wier et jo elo einfach fir als Oppositiounspolitiker ze behaapten, dat Gesetz wier iwwert de Knéi gebrach ginn a géing elo ganz schnell, vill ze schnell duerch d'Chamber gedréckt ginn. Ech maachen dat awer net. Ech sinn der Meenung, datt mir hei e gutt Gesetz hunn, an datt dat Gesetz och gutt ausgeschafft ass.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Villes, wat mir am éischte Projet vermësst hunn, hu mir am definitive Projet erëmfonnt. Och deen am Gesetzestext ugekënnegte Règlement grand-ducal läit als Projet vir. Natierlech gëtt et Zäit, datt mer deen Text elo stëmmen. Et ass schonns eng gelunge Situatioun, datt Elteren hir Kanner an eng Schoul umellen, déi et nach guer net gëtt.

Une voix.- Très bien.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Natierlech gëtt et och nach aner Problemer an eise Schoulen, déi scho laang viru sech hischleefen an déi net mat därselwechter Vitesse behandelt ginn. Natierlech wonnert ee sech, wa verschidde Gesetzesprojeten an der Educatioun éiweg dauere bis se zu engem glécklechen Enn fannen. Mir hu jo haut och nach de Projet de loi iwwert d'Astelle vun de SREAs-Leit um Ordre du jour, a wéi laang de Projet Jenker ënnerwee war, weess heibannen och jiddfereen.

An trotzdeem an am Géigesaz zu menger Virriednerin vun der Demokratescher Partei fanne mir et immens flott, datt mer dëst wichtegt Gesetz esou séier an esou gutt kënnen ëmsetzen. Et weist, datt och an der Politik gëllt, wann een eppes wierklech wëllt maachen, da geet et och. Net just d'Madame Minister wollt, déi ganz Regierung huet mat gewollt. Et war jo net nëmme Virbereedungsaarbecht, et hunn och missen iwwerall déi néideg Finanze bereetgestallt ginn. Dat léisst eis hoffen, datt mat deemselwechte Wëllen elo un déi nächst Projeten erugaange gëtt. Et stinn der jo nach genuch an der Rei.

Mir Gréng freeën eis op alle Fall, haut de Projet Neie Lycée kënne matzestëmmen. Fir d'éischt wëll ech dem honorabelen Här Scheuer Merci soe fir säi gudde Rapport an an engems säin Historique e bëssen ergänzen.

De 15. November 2000 hat de Gréngen-Deputéierte Robert Garcia…

Plusieurs voix.- Aaahhh! Très bien!

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- …am Kader vun enger Interpellatioun iwwert d'schoulesch Inhalter hei an der Chamber eng ganz Serie vu Motiounen déposéiert.

(Interruption)

An der Motioun 10 hat déi Gréng Partei d'Regierung invitéiert fir e Lycée-pilote ze schafen. Ech zitéieren: «La Chambre des Députés invite le Gouvernement à mettre en œuvre des dispositifs visant à initier l'expérience d'un lycée coopératif à plein temps comme offre scolaire ciblée dans un établissement de l'enseignement postprimaire.»

An der Motioun gouf de Grupp Lycopa ausdrécklech ernimmt. Dës Motioun gouf, genau wéi vill aner gréng Motiounen, déi sech mat inhaltleche Schoulerneierunge befaasst hunn, hei am Haus refuséiert. Ëmsou méi freet déi gréng Fraktioun sech, datt dës refuséiert Motioun haut realiséiert gëtt. De Projet de loi erméiglecht et eiser Meenung no, déi Kritären, déi an der Regierungserklärung opgezielt sinn, ze erfëllen. Mir hätten zwar léiwer am Primär mat enger Ganzdagsschoul ugefaangen, mä dat ass keen Argument géint dëse Projet de loi. Mir mengen, datt een an dësem Fall och kann deen zweete Schrëtt virun deem éischte maachen, ouni onbedéngt op d'Nues ze trëllen.

Ech wëll net alles widderhuele wat hei scho gesot ginn ass. Ech loosse mer awer d'Freed net huelen, déi aus grénger Siicht wichtegst Argumenter fir de Projet a selbstverständlech och déi Kritike géint de Projet hei virzedroen.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech an den Detail ginn, zielen ech lech eng Kéier kuerz eis Grondgedanken zu dësem Projet op.

Déi gréng Fraktioun bedauert virun allem, datt keng Filière unique geschaf gouf, well mir mengen, dat wier eng logesch Konsequenz aus der Philosophie vun dëser Schoul gewiescht.

Mir bedaueren och, datt d'Englesch op Septième als Fach agefouert gëtt, well dës Décisioun eiser Meenung no net genuch preparéiert gouf an d'Aarbecht onnëtzerweis méi komplizéiert mécht.

Déi gréng Fraktioun wäert dëse Projet awer matstëmmen, well en däitlech positiv Akzenter setzt.

D'Offer vun enger Ganzdagsschoul ass eng Noutwendegkeet.

Déi pedagogesch Schwéierpunkte si richteg: Schaffen am Team vun Enseignanten an Éducateurs gradués; méi Participatioun vu Schüler an Elteren; eng nei Form vun Evaluatioun vun de Schüler; d'Léieren orientéiert sech méi staark no de Schüler a manner no fixë Programmer.

Mir fannen et gutt, datt een neit Fach „éducation aux valeurs" amplaz vun zwee Fächer, dem Reliouns- an dem Moralunterrecht, déi an deenen anere Schoule parallell lafen, kënnt. Duerch dës Mesure hu mir an dëser neier Schoul keng Leit méi, déi vum Bistum ofhängeg sinn, mä just nach Enseignanten, déi dem Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ënnerstallt sinn.

Mir begréissen et, datt den Neie Lycée Schüler vum Secondaire classique, vum Secondaire technique a vum Préparatoire ophëlt. De Lycée classique ass mat 45% vun der Schülerpopulatioun ëmmer nach liicht iwwerrepresentéiert. D'Statistike vum Ministère soen, datt an der Moyenne knapp 32% vun de Schüler op Septième an engem Lycée classique ufänken. Ëmmerhi si mer awer vill méi no bei enger Schoul, wéi mir eis se virstellen, eng Schoul wou all Schüler dra ginn, net no Schooltyp getrennt, wéi dat an anere rezente Projeten de Fall ass. Ech denken do un den Alima, wou bei sechs Secondaire-classique-Klassen grad mol dräi Technique-Klassen an eng Modulaire-Klass sinn. Oder un den neie Péitenger Lycée, wou de Modulaire ëmmer nach zu Déifferdeng ausgesonnert bleift.

Och wa mir et positiv fannen, datt déi dräi Regimer anstänneg am Neie Lycée vertruede sinn, fanne mir et schued, datt den Neie Lycée un den dräi Regimer festhält. A senger eegener Philosophie vun engem méi individualiséierten Unterrecht an enger positiver Evaluatioun, hätten déi dräi Regimer missen ofgeschaf ginn an zu enger Filière unique verschmolt ginn. Wéi steet esou schéin am Dossier de presse vum Neie Lycée: «Nous préférons orienter plutôt que sélectionner (…) Dans une société mar-

quée par la classification et par la concurrence, il faut que l'école réagisse au mesurabilisme et à l'étiquetage des personnes.»

Schued, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, datt do de politesche Courage gefeelt huet an déi praktesch Konsequenzen net aus deenen theoreteschen Iwwerleeunge gezu gi sinn.

Déi nei Zäiten, wou déi verschidde Leit am Neie Lycée present sinn, si schonns bal revolutionär. D'Professere sinn 30 Stonne present, woubäi se 18 Stonnen Unterrecht hunn. Dat ass richteg nei, a mir mengen och richteg gutt. Mir wënschen eis, datt d'Professere gutt Aarbechtskonditioune gesat kréien, datt se hir Zäit, déi se net mat ënnerriichte verbréngen, sënnvoll nëtze kënnen. Dat schéngt eis eng Grondviraussetzung ze sinn, fir datt iwwerhaapt eréischt Teamaarbecht méiglech gemaach gëtt.

D'Schüler gi plein temps während fënnef Deeg an der Woch an d'Schoul an hunn eng obligatoresch Presenz vun aacht Auer bis hallwer fënnef. Dat sinn 8,5 Stonne pro Dag, oder 42,5 Stonnen an der Woch. Dat ass vill. Ech verstinn allerdéngs och net d'Virriednerin vun der Demokratescher Partei, déi seet, si hätt gäre Ganzdagsschoulen, an déi dann awer an engems bedauert, datt déi Kanner net kënnen an de fräien Nomëtteger an d'Veräiner goen. Ech mengen, et kann een net déi zwou Saache mateneen hunn.

(Interruption)

D'Presenz vun 42,5 Stonne vun de Kanner, déi gëtt nach just getoppt vun den Educateurs gradués, déi eng Presenz vu 44 Stonnen an der Woch ugebuede kréien. Bei den Educateurs gradués sinn déi 44 Stonnen allerdéngs net revolutionär, mä Alldag.

D'Schüler kënnen d'Zuel vun hire Presenzstonnen nach däitlech eropsetzen, wa si vun der Offer vum Encadrement, wat iwwert déi obligatoresch Presenz erausgeet, wëlle Gebrauch maachen. Dat ginn ënner Ëmstänn laang Deeg an déi packen d'Schüler nëmmen, wann tëschent studéieren, relaxéieren, léieren, jo, a vläicht och nach e bësse spillen ofgewiesselt gëtt.

D'Wichtegkeet an de Rôle vun den Educateurs gradués kann net oft genuch betount ginn.

Datt Handwierk, Zirkus, Theater an dobausse schaffe mat an de Programm ageplangt ginn, ass fir verschidden Hinterwäldler oder Hinterwäldlerinnen eng Ursaach, fir domm Witzer ze maachen. Mir fannen dat allerdéngs eng excellent Iddi, déi och ouni Problemer pedagogesch kann argumentéiert ginn.

Et wier bestëmmt richteg gewiescht, fir fir d'éischt iwwert d'Inhalter an d'Schwéierpunkter vun deenen eenzelne Fächer an all eise Schoulen ze schwätzen, an dann eréischt ze konzentréieren, ze gruppéieren, ze eliminéieren.

Trotzdeem, d'Gruppéieren a siwe Branchë mécht Sënn. Mir sinn net am Leed, datt d'Schüler an d'Schülerinnen net genuch léieren an net genuch bäiléieren. Ëmmer virausgesat, d'Zesummeschaffe vun den Equipë klappt an der Realitéit esou gutt, wéi et um Pabeier proposéiert gëtt.

E bësse Suerge mécht mir allerdéngs dee gewaltegen Usproch, deen d'Auteurë vum Projet un hir Enseignantë stellen: «Les branches sont essentiellement enseignées par projets à thèmes transdisciplinaires.»

Dat ass u sech eng excellent Iddi. Projektunterrecht ass déi schwieregst an usprochvollst Form vu methodeschem Handelen an der Schoul. Deen - ech gi mol dovun aus, datt hien et gëtt - neien Direkter vum Neie Lycée huet an der Chamberskommissioun och keng Zweifelen dru gelooss, datt hien et eescht mengt mat de Projeten.

Eng intensiv Diskussioun ass am Ufank vun all Projet. Et gi praktesch keng Schoulbicher benotzt, d'Schüler schreiwen zum Deel hir eege Bicher. Alles wonnerbar!

Mä, dat kascht extrem Energie bei alle Bedeelegten. Wa méi oder wéineger permanent mat Projetë vu wéinstens sechs Woche geschafft gëtt, heescht dat sech Gedanken iwwert den neie Projet maachen, wann deen ale grad an der Endphas ass. Mir ass kee Schoulmodell bekannt, wou d'Projetsaarbecht esou ambitiéis ausgeluecht gëtt. Ech vertrauen drop, datt d'Équipe pédagogique an eng gewësse Routine, déi sech mat der Zäit astelle wäert, méiglech idealistesch Exzesser opfänke wäert.

Net frou si mir och mat der Iddi, schonns op Septième Englesch ze enseignéieren. Ech hunn dat an der Unterrechtskommissioun och däitlech gesot a bei deem Punkt dem Projet net zougestëmmt.

Eis Sproochesituatioun hei zu Lëtzebuerg ass eng komplizéiert. Hei an der Chamber ass schonn öfters op eisen Trilinguisme higewise ginn. Hei an der Chamber waren och schonns verschidden Débats d'orientation, zum Beispill 1983 iwwert d'„problématique enseignement-immigration", oder 2000 iwwer „une école de l'intégration". Vun deene 40 Mesuren, déi 1991 festgehale goufe fir d'sproochlech Situatioun vun all eise Schüler ze stabiliséieren a wa méiglech ze verbesseren, ass keng déi drop hiweist, datt een Englesch soll op Septième aféieren.

Mir menge festzestellen, datt ëmmer méi Schüler a Schülerinnen hire Secondairesofschloss kréien, an awer nach däitlech Defiziter an de Sproochen hunn. Menges Wëssens sinn déi Defiziter net méi däitlech am Englesche wéi am Däitschen an am Franséischen. Ech froe mech also, op wéi engen Erkenntnisser d'Décisioun berout, dem Englesche méi Gewiicht ze ginn.

Ee Joer éischter ufänken heescht jo, ee Joer méi Zäit hu fir eng Sprooch. Well näischt anescht ewechfält, riskéiert dës Mesure op Käschte vun iergendeppes anescht ze goen, zum Beispill vum Däitschen oder Franséischen.

Mir sinn also net ganz sécher, datt et gutt ass Englesch méi fréi an der Schoul ze maachen. Ech ginn dovun aus, datt d'Iddi dohier kënnt, datt d'Importenz vun der englescher Sprooch weltwäit zouhëlt an datt de Ministère mengt et wier richteg, méi fréi Englesch ze léieren. Dat mécht awer net all Sënn.

Et ass haut keng geséchert Erkenntnis, datt een eng Sprooch ëmmer da besser léiert, wann een se méi fréi léiert. Beim Léiere vun enger Sprooch gëtt et nach eng ganz Rei aner Facteuren, déi eng wichteg Roll spillen. Wéi gefestegt ass d'Mammesprooch? Wéi gefestegt ass déi éischt Friemsprooch an déi zweet Friemsprooch? Wéi vill Zäit gi mer enger Sprooch? Méi oft a méi laang an enger Woch, während zwee Joer, dat bréngt ënner Ëmstänn méi, wéi véier Joer mat manner Wochestonnen.

Am Neie Lycée gi vill Neierungen ageféiert, a mir begréissen déi allermeescht. Hei froe mir eis, ob d'Décisioun, fir Englesch op Septième anzeféieren, iwwerhaapt genuch analyséiert gouf an, wa mir dat da wëlle maachen, ob mir dat dann net besser an engem traditionnelle Lycée hätte maache sollen. Hei wier et méi einfach gewiescht, eng Evaluatioun vun esou enger punktueller Mesure ze maachen a mir hätten dem Neie Lycée eng Schwieregkeet, déi a kengem relevanten Zesummenhang vum ganze Konzept steet, ewechgeholl.

Bal richteg revolutionär gëtt eise Projet wann et ëm d'Evaluatioun vum Wëssen a Kënnen an ëm d'Orientatioun vun de Schüler a Schülerinne geet. An hei hunn ech och mat Erstaunen a Schrecke festgestallt, datt d'Demokratesch Partei sech kloer als Partei vun der Erzéiung vum 20. Jorhonnert festschreift an net op de Wee vun neie Mesurë wëllt matgoen.

Mir schwätzen eigentlech vun zwee Prozesser vun Evaluatioun an Orientatioun. Orientatioun an Evaluatioun während der Zäit, wou d'Schüler an d'Schülerinnen am Neie Lycée an d'Schoul ginn - dat ass deen éischten Deel. Hei ass déi gréng Fraktioun begeeschtert.

D'Schüler ginn net méi eleng mat deene sou genannten objektive Punkte bewäert. Frot dach emol Ärem Kand säin Turnprof, firwat hatt 46 an net 36 huet oder ëmgedréint. Firwat hunn ëmmer erëm Schüler an engem Fach dat eent Joer excellent Noten an dat anert Joer bei engem aneren Titulaire komme se net aus der Datz eraus; sou vill zu den objektive Punkten.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Fir dass d'Schüler, d'Elteren an d'Proffen sech e bessert Bild kënne maachen, sollen d'Schüler eng Aart Tagebuch féieren, hir Prüfungen, Texter, Referater an engem Dossier zesummenhalen a vun der Équipe pédagogique kritesch begleet ginn. An dann - o mei o mei - däerfen d'Elteren och nach matschwätzen. Dat ass effektiv revolutionär an et ass ganz wichteg, datt keng Méi gescheit gëtt, dass dës Revolutioun geléngt.

Well d'Kanner nach net déi voll Verantwortung fir hire Bildungsprozess kënnen iwwerhuelen, well mer d'Elteren net kënnen an och net wëlle vun hirer Verantwortung fir d'Erzéiung vun hire Kanner lassspriechen, si mir der Meenung, datt Schoul an Elteren hiren Erzéiungsoptrag gemeinsam sollen ausüben.

D'Schoul huet zu Lëtzebuerg nach ëmmer dozou tendéiert, hire Bildungsoptrag ouni d'Bedeelegung vun den Elteren ze entwéckelen. Eng partnerschaftlech Gestaltung vum Erzéiungsoptrag kann nëmme geléngen, wann et gemeinsam Diskussiouns- an Entscheedungsstrukture gëtt, déi sech op déi ganz Schoul- an Unterrechtsgestaltung bezéien.

D'Enseignantë sinn op esou eng Kooperatioun oft net virbereet. Et gëtt Elteren, déi si wéineg kooperatiounsbereet an et gëtt och Elteren, déi eng grouss Distanz zu all Bildungsbeméiungen hunn. Mir trieden duerfir an, datt Elteren an Enseignantë sech géigesäiteg respektéieren. D'Enseignantë sinn Experten an hirem Fach, an hirem Beruff, d'Eltere sinn hirersäits Experte vun hire Kanner. Dat gemeinsaamt Zil, eng optimal Bildung an Erzéiung vun de Kanner a Jugendlechen, verflicht zu enger Zesummenaarbecht am géigesäitege Respekt.

Den Neie Lycée mécht däitlech e Schratt a Richtung responsabiliséiere vun den Elteren an der Schoul. Dat geet ënner anerem aus dem Artikel 3 vum Projet de règlement grand-ducal iwwert de Fonctionnement vum Neie Lycée ervir. Dat ass ee schwieregen, mä awer een noutwennege Schratt.

Mir deelen dem Statsrot seng Bedenken net, datt duerch d'Abezéiung vun den Elteren an Décisiounsprozesser d'schoulesch Autoritéit opgeweecht gëtt. Mir mengen, datt de Respekt virun der Institutioun Schoul scho laang keen Automatismus méi ass an datt d'Schoul hir Autoritéit duerch fachlech Kompetenz muss ausbauen.

En zweete Prozess vun Evaluatioun an Orientatioun ass virgesi wann d'Schüler den Neie Lycée verloossen; am Prinzip also, wa se d'Orientéierungsstuf hannert sech bruecht hunn. Datt déi eng Schüler no dräi Joer erausorientéiert ginn an déi aner eréischt no véier Joer, dat ass net nëmme fir den Ombudscomité fir d'Rechter vum Kand schwéier verständlech, mä dat steet eben elo net zur Debatt. Mir begréissen et, datt zu dësem Zäitpunkt een externe Jury ageschalt gëtt an eng Décisioun huele soll.

Mir begréissen och, datt den Neie Lycée vun Ufank u mat der Uni Lëtzebuerg (Campus Walfer) zesummeschafft. Mir begréissen, datt am Artikel 18 de Fonctionnement vum Lycée enger Évaluation continue ausgesat ass a fir eis heescht dat och kloer, datt ee Bilan net eréischt no fënnef Joer ka gezu ginn.

Et ass wichteg, datt d'Erkenntnisser vum Neie Lycée, d'Erfolleger an d'Mësserfolleger, op enger breeder Basis kënnen diskutéiert ginn, zu Konsequenze fir den Neie Lycée féieren an awer och en Afloss kréien op de ganzen Enseignement secondaire.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dësem Projet pilote kënnt frësche Wand an den Enseignement secondaire. Et ass en Ufank vun enger Reform an d'Reformbestriewunge musse weidergoen: am Interesse vun eiser Jugend, am Interesse vun eiser Schoul a vun eiser Gesellschaft.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, PISA I a PISA II waren zwee Schocken, déi duerch d'Welt vum Enseignement gaange sinn, bei den Eltere, bei de Schüler, an hunn d'logesch Konsequenz gehat, datt no enger Reform vum Enseignement primaire geruff ginn ass a mir erwaarden och do, datt d'Regierung e puer Initiativen hëlt, fir deem entgéintzetrieden.

Mä et huet natierlech och bedéngt, datt ee soll nei Weeër goen am postprimairen Unterrecht, d'autant plus wou ee weess, datt eng ronn 20% vun de Schüler, déi op eng Septième kommen, spéider hiren Ofschlossexamen net maachen; dat ass ee Schüler vu fënnef; an dowéinst muss een nei Weeër goen.

Et ass evident, datt wann een och nei Weeër wëllt goen, datt da mat all méigleche Moyenë versicht gëtt, déi traditionell Force d'inertie, déi ee speziell bei Reformen am Enseignementsgebitt notéiert, a Bewegung ze setzen. Mir mengen awer, datt et just gutt ass, datt ee muss nei Weeër goen, fir kënne virunzekommen a fir besser Resultater kënnen erauszeschloen.

Wann een nun déi Propositioune gesäit, déi um Pedagogeschen, um Organisatoreschen hei am Projet vum Lycée-pilote virgesi sinn, da muss ee soen, datt se effektiv ganz nei Weeër aginn. Ech wëll net an all d'Detailer goen, déi am excellente Rapport vum Här Scheuer virdrun ugeschwat gi sinn, mä et muss een awer e puer Saachen erviirsträichen.

Sou den Travail en équipe pédagogique vun den Enseignanten an den Educateuren, wat mir als eng positiv Saach ugesinn a wou mir och als ADR gefrot hunn, datt esou ähnlech Konzepter sollten um Niveau vun de Primärschoule lafen. Mir begréissen och, datt d'Zesummenaarbecht mat den Eltere soll gefleegt ginn. Vun eiser Säit gesi mir awer, datt d'Elteren sech sollen - déi zwee Elterendeeler, gescheet oder net gescheet - hei implizéiert fillen a sech ëm hir Kanner këmmeren. Ech mengen et ass dat, wat wichteg ass, dass d'Kanner gesinn, dass se integréiert ginn an dass se vun hiren Elteren - ob déi nach zesummeliewen oder net - suivéiert ginn.

Dann ass och ee Punkt, dee vill an der Diskussioun war, de Problem vun der Evaluatioun vun de Schüler. Et ass evident, datt hei och op nei Weeër gaange gëtt. E gudden Deel vun deene Problemer, déi an der Diskussioun sinn, fannen sech vläicht net hei am Gesetz erëm, mä an deem Règlement grand-ducal, wat ausgeschafft ginn ass. An et ass evident, datt d'Chamber hei nëmmen de grousse Kader setzt an deem sech déi Reform vum Lycée-pilote soll erëmfannen, mä datt een duerch de Règlement grand-ducal an duerch d'Ausféierung vum Règlement grand-ducal a gegebenenfalls duerch rapide Ëmännerunge vum Règlement grand-ducal kann eventuellen Iertümmer oder Problemer auswäichen.

Mä et ass kloer, datt sech do en Défi stellt a mir hoffen, datt dee ganze Prozess, sou wéi en eis erkläert ginn ass, effektiv réusséiert. Mä et ass en Défi wou ee muss kucken, ob sech d'Theorie an der Praxis effektiv esou ausweist. Mä mir sinn awer confiant, datt et esou réusséiert, well et jo bien entendu och op engagéierten Enseignantë baséiert, déi sech hei op fräiwëlleger Basis an esou ee Lycée mellen.

An entgéint mengem Virriedner begréisse mir och, datt mir elo Englesch direkt als éischt Sprooch mat kënnen integréieren. Mir hu gesinn, datt et an anere Schoulsystemer ganz gutt fonctionnéiert, datt dräi Sproochen zesummen enseignéiert ginn. Ech wëll nëmmen drop hiweisen, datt dat de Fall ass an der Waldorfschoul, datt et just do méi lues geet, dat heescht den Temps d'enseignement ass méi laang, et gëtt e bësselche méi lues geschafft an et gëtt net a Stonnen, mä an Epoche geschafft, mä et réusséiert.

Et ass also eng Méiglechkeet fir op dee Wee do ze goen. Et muss ee just hei och kucken, datt déi Équipe pédagogique déi richteg Weeër fënnt, fir dat mat erunzebréngen. Et ass en Défi wäert, a mir géingen och begréissen, datt bien entendu den Enseignement vum Engleschen op Septième och an den normale Lycéeë géing gemaach ginn.

Et wäerten sech e puer praktesch Problemer stellen, Madame Ministerin. Dat eent ass, wann ech déi lescht Zuelen an Erënnerung hunn, da sinn et eng 600 Schüler, déi sollen hei integréiert ginn. Mä viraussiichtlech wäert d'Demande méi grouss si wéi d'Plazen, déi zur Verfügung stinn. Dofir wollt ech och d'Madame Ministerin froen, datt se hei op der Tribün soll soen, wéi se dann elo déi Selektioun wëllt virhuelen, ob dat iwwert d'Lous ass oder iwwer aner Weeër.

Da stellt sech och e Problem vum öffentlechen Transport, well et ass jo evident, datt déi Schülerinnen a Schüler hei aus dem ganze Land kommen, an datt, wa se mat 600 Autoen oder ech weess net wat soss op eng Plaz sollen zesummegefouert ginn, dat géing Problemer bréngen. Do wäert sech also och e klengen organisatoresche Problem stellen, deen awer geléist muss ginn, a wou ee muss kucke mat der zoustänneger Gemeng a mat soss dem öffentlechen Transport, datt een awer Léisunge fënnt.

Wat ons positiv zu dësem Gesetzesprojet, dee mer virleien hunn, an zu dësem Lycée-pilote stëmmt, ass, datt mer eng Evaluatioun maache vum Fonctionnement vum Lycée, an dat all Joers, an datt um Schluss och nach e Bilan gezu gëtt vun där Experienz. Dat si mer net esou gewinnt, well mer an anere Projeten a Projet-piloten zwar ëmmer gesot hunn, dat géing gemaach ginn, mä mir hunn et ni gesinn, wéinstens net an der Chamber. Vläicht hunn d'Ministèren déi Evaluatiounen, mä hei an der Chamber hu mer se net ze gesi kritt. Dofir wiere mer och frou, wann dat géing generaliséiert ginn.

Mir begréissen och, datt déi Evaluatioun hei gemaach gëtt zesumme mat der Uni Lëtzebuerg, datt Étude-comparativë solle gemaach ginn, well et ass wichteg, datt een dee Projet-pilote richteg steiere

kann. Well et geet jo hei awer ëm d'Existenz vu 600 Schülerinnen a Schüler, déi een net kann an eng Sakgaass goe loossen an hinnen dann no fënnef Joer seet: Et ass domm gaang!

Dat Wichtegst ass, datt de Ministère kuckt, datt hien déi Evaluatioune kritt, datt ee gesäit, wou eventuell Korrekturen noutwendeg sinn, fir datt de Projet-pilote, datt déi Expérience pilote eng Réussite gëtt. An et ass evident, huelen ech un, Madame Ministerin, datt Dir déi zoustänneg Chamberskommissioun wäert informéieren iwwert d'Evaluatiounen, déi do virgeholl ginn.

Wat d'Tâche vun den Enseignanten an den Éducateurs gradués ugeet, esou bleift een hei am Traditionelle wat d'Éducateurs gradués ugeet, dat heescht si kréien eng Moyenne vu 40 Stonnen d'Woch, mä déi bësselchen anescht gerechent gëtt duerch d'Vakanzen. Mä bei den Enseignanten ass et evident, datt déi 30-Stonne-Presenz en neie Wee ass. An dat ass en neie Wee, deen natierlech vun de Professesch-Gewerkschaften e bësselche contestéiert gëtt a wou se sech vill Froe stellen.

Mä et ass awer och e Wee, deem sech an onsen Ae muss d'Regierung an den Erzéiungsministère stellen, well fir déi zahlräich Enseignanten, déi mer brauchen an der Zukunft, net nure fir dëse Projet, mä fir d'ganzt Land als sollech, fir de ganze Postprimaire, muss et bien entendu entweder esou goen, no deenen Donnéeën, déi mer zur Verfügung hunn, datt een entweder d'Tâche vun den Enseignanten héicht, oder méi Leit aus dem Ausland muss hei erunzéien, fir den Enseignement un d'Goen ze kréien, respektiv e Mix vun deenen zwee. Mir hunn och als ADR ëmmer gefuerdert, datt méi Presenz an de Schoule vun den Enseignantë soll sinn, an ech mengen, dat heite geet och an déi richteg Richtung.

Da gëtt et héchstwahrscheinlech e Problem, e richtegen Défi fir déi Equipe, déi d'Animatioun vum Lycée wäert maachen, dat ass fir d'Schüler - vun aacht bis 16 Auer 30, mengen ech, ass et fir se an der Schoul ze halen -, ze motivéieren an zu Aktivitéiten ze bréngen. Dat ass en Défi. Well wann ech e bësse bei Jugendlecher vu 15, 16 Joer esou nolauschteren, huelen ech un, datt dat net grad wäert esou einfach sinn. An dofir mengen ech, misst ee sech och iwwerleeën, Madame Ministerin, ob et net gutt wier, datt ee Veräiner oder soss Leit an d'Schoul mat eranhëlt, fir justement déi Aktivitéite mat virzegesinn. Do gëtt et Méiglechkeeten, déi sécherlech wäerten an der Praxis fonctionnéieren, fir datt déi Animatioun, deen Encadrement réusséiert an och zum Réusséiere vun der Schoul bäidréit.

Da gëtt et ee Punkt, deen ech och schonn an der zoustänneger Kommissioun opgeworf hat, dat ass dee vum Käschtepunkt, vum Surcoût vun dësem Projet par rapport zum traditionelle Lycée. Am Rapport vum honorabele Rapporteur, dem Här Scheuer, gëtt drop higewisen, datt am Projet de loi elo vun engem Montant, vun de Frais d'exploitation courants vu 50.000 Euro geschwat gëtt. Et ass evident, datt dat nuren e Chiffre indicatif ass.

Mä et ass awer och evident, datt dëse Lycée-pilote méi Personal brauch, sief et nuren um Niveau vun den Educateuren. E wäert och, wéi dat hei explizéiert ginn ass, doduerjer, datt méi Presenzen do si vun den Enseignanten, datt verschidden Iwwerstonnen ufalen, bref, datt eng ganz Abberzuel vu finanziellen Implikatiounen hei an dëse Projeten dra sinn, a vu datt ech den 9. Juni gefrot hat, ob d'Madame Ministerin ons kënnt e bësselche méi prezis Chiffere ginn, an datt si mer gesot hat, dat wier an nächster Zukunft méiglech, froen ech, ob dat elo scho kënnt méiglech sinn, datt mer méi Informatioune kéinte kréien iwwert dee Käschtepunkt, iwwert de Surcoût, dee gefuerdert ass.

Well et ass och eng wichteg Fro an deem Sënn, datt ee muss kucken, wann een herno de Bilan vun der Expérience pilote kuckt, ob de Surcoût a Relatioun ass mat dem Resultat, wat ee schlussendlech kritt huet. Well wann et dofir ass, fir herno datselwecht Resultat méi oder wéineger ze kréien, da wier d'Konklusioun, datt d'Expérience pilote ratéiert wier. Et mussen also besser Resultater erauskommen. An doduerjer wiere mer frou, wa mer kënnten e puer Donnéeë kréien.

Dann, Madame Ministerin, eng lescht Bemierkung, eng lescht Fro. Dat ass, datt am Lycée-pilote de Bilan soll gezu ginn no fënnef Joer. Wann dat dann heescht, datt eréischt da versicht gëtt, fir déi Experienzen, déi mam Lycée-pilote gemaach gi sinn, op aner Lycéeën auszeweiten, da mengen ech, datt vill Leit, déi gehofft haten, datt an dëser Legislatur méi Lycéeë mat Journée continue géingen entstoen, batter enttäuscht wieren. An dofir wollt ech d'Madame Ministerin froen, ob se, onofhängeg elo vun de Resultater vum Lycée-pilote, wëlles huet, och an anere Lycéeë Journée-continuen anzeféieren, quitte datt een deen Ablack de Conseil pédagogique, deen hei am Lycée-pilote ass, net géing zréckbehalen, mä datt een einfach eng Journée continue als sollech géing virgesinn.

Dat gesot, Madame Ministerin, wëllt d'ADR-Fraktioun dësem Projet de loi zoustëmmen, well et wichteg ass, datt mer op nei Weeër ginn. Mir wënschen och all deenen, déi heidru participéiert hunn, all den Enseignanten, den Elteren, de Schüler dee Succès, deen dëse Projet méritéiert. Ech hoffen, datt mer herno no fënnef Joer déi richteg a positiv Bilanz kënnen zéien.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Als lescht Riednerin ass agedroen déi honorabel Madame Marie-Thérèse Gantenbein. Madame Gantenbein!

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, als lescht Riednerin ze schwätzen ass net esou einfach. Ech wäert och duerfir oppassen, datt et net ze laang gëtt an net onnëtzlech Widderhuelungen hei virhuelen. Ech wëllt awer e puer Saachen ënnersträichen.

Mir setzen haut mat dësem Gesetzesprojet iwwert de Lycée-pilote sécherlech ee vun deene wichtegste Projeten aus dem Koalitiounsprogramm vum August 2004 ëm. Et ass och ouni Zweifel ee vun deene wichtegste Projeten an der Post-PISA-Ära, well et en Text ass, deen eng Rei nei Elementer ëmfaasst, déi an där gesotener Etüd ugefouert goufen. Ewech vum Frontalunterrecht, hin zu enger op Verständnis baséierender Wëssensvermëttlung; wat jo ee vun deene Punkten ass, deen der Philosophie vum sou genannten Neie Lycée an engem besonnesche Mooss entsprécht.

Et geet also haut drëm fir mam heitege Vote engem neie Schoulmodell mat engem innovative pedagogesche Konzept op d'Spréng ze hëllefen an ze kucke mat Hëllef vun enger déif gräifender Evaluatioun, wat mer als politesch Verantwortlech aus dësem Pilotprojet fir eise gesamte Schoulsystem erausdrainéiere kënnen.

Fir eis als Fraktioun ass et kloer, datt dëse Projet e wichtegt Element ass an engem Reformprozess, dee mer mat dëser Debatt net ofgeschloss hunn. PISA I, PISA II an d'Recommandatioune vun der OECD huelen eis do an d'Flicht.

Mäi Merci geet awer un eise President, den honorablen Här Scheuer, fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport.

Léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, de Pilotprojet vun der Ganzdagsschoul am Secondaire ass e Projet, deen en innovatiivt pedagogescht Konzept als Zilsetzung huet, an d'Ganzdagsschoul als Mëttel fir dohinner. Sou steet et am Regierungsaccord. D'Ganzdagsschoul, esou wéi se an der Öffentlechkeet awer wouergeholl gëtt, oder gouf, ass eng ganzdeegeg Betreiung mat engem anere Schoulmodell, mam Numm Neie Lycée, wat dobaussen zu Confusioun gefouert huet, well u sech misst een dem Projet net den Numm ginn „Neie Lycée", mä „deen anere Lycée".

Scho säit Jore schwätze mer iwwer Reformen am Enseignement. Dat heescht an enger Matière, déi sech iwwer Jorzéngten zu engem immobilen an och deelweis opaquë Konstrukt entwéckelt huet. Keng gutt Entwécklung, well et muss een d'Echecen an och d'Ofwanderung vu ville Schüler an d'Ausland jo interpretéieren. Vläicht ass eise Bildungssystem haut am 21. Jorhonnert no PISA I a PISA II op seng Grenze gestouss, datt ee sech déif gräifend Gedanke maache muss iwwert d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Bildungssystem.

Wa mer wëlle reforméieren, dat heescht wa mer eiser Schoul wëllen eng aner Form ginn, da muss ee sech eens iwwert d'Form sinn. Meng Fraktioun an ech, mir gesinn dëse Projet als Reaktioun op e Schoulsystem, dee ganz uniform ass; vläicht ze vill uniform. An dee ganz vertikal strukturéiert ass. A wou d'Wëssen am Frontalunterrecht triichterweis an ze vill saucissonnéiert vermëttelt gëtt, a wou jiddfer Enseignant op sech selwer gestallt ass. Wann ech dat dote soen, da soen ech et, well ech et och perséinlech deelweis esou erlieft hunn.

Dëst innovatiivt Konzept gëtt dem Neie Lycée eng horizontal Struktur, an dat esouwuel bei den Inhalter, bei de Programmer, bei de Methoden an esouguer beim Personal. Mir gesinn dëse Projet net als Reform, mä éischter als en experimentelle Schoulmodell. Zu Lëtzebuerg kenne mer d'experimentell Schoul net. Am Ausland gëtt et se wuel. An all Experiment dréit a sech de Risiko vum Echec, awer och d'Chance vun der Réussite. A réusséiere kann een awer nëmmen, wann een de Courage huet fir ze probéieren.

D'Aféierung vun enger Ganzdagsschoul entsprécht u sech enger Fuerderung vu villen Elteren. Dat ass keen Zoufall, wann een deen heitege familiären, sozialen a gesellschaftleche Kontext méi no betruecht. Aus dësem Kontext léisst sech deemno och schléissen, dass dee virleiende Projet kengem kuerzliewegen Zäitgeescht entsprécht, mä éischter enger reeller gesellschaftlecher Demande.

Dat bedeit och eng Ëmstellung vun den elo bestoende Gewunnechten. Schoul vun 8 Auer moies, respektiv 7.30 Auer, bis 16.30 Auer, respektiv 18 Auer, an dat fënnef Deeg an der Woch während dräi, respektiv véier Joer am Ganzen, ass e Schoulmodell, deen d'Kanner an d'Eltere musse fir sech verinnerlechen an un dee se sech musse gewinnen. De jonke Mënsch brauch awer doriwwer eraus och e gewëssene Fräiraum am Kader vu sengem Aacht- bis Zéng-Stonnen-Dag. An deen ze erméiglechen, dëse Fräiraum, ass och ee vun den Défien, deen den Neie Lycée muss opgräifen.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, ech hat ufanks d'Iddi opgegraff fir den Neie Lycée „den anere Lycée" ze nennen, dofir wëllt ech gäre vu menger Riedezäit profitéieren, fir kuerz déi fënnef wichtegst Elementer an dësem Projet nach eng Kéier ze ënnersträichen, déi mir essentiell an deem neie Konzept erschéngen, a wou ech awer déi eng oder aner Reserv vläicht unzemellen hunn.

Deen éischte wichtegen Aspekt ass dee vum Projektunterrecht a vun der Interdisziplinaritéit. De Projektunterrecht orientéiert sech an éischter Linn um Vécu vum Schüler. Fréier war dat anescht. Theme ginn a Klassen an/oder a Gruppenaarbecht erschafft an d'Interdisziplinaritéit garantéiert just déi horizontal Dimensioun vun der Wëssensvermëttlung, dat heescht e selwecht Thema gëtt a verschiddene Fächer gläichzäiteg behandelt. Wou ech mer ka virstellen, dass d'Fach „éducation aux valeurs" och seng Plaz ka kréien.

Béid Approchë kommen dem Schüler sécherlech entgéint. Et muss awer Suerg gedroe ginn, dass d'Enseignanten op dës Method ze schaffe gutt virbereet sinn, déi néideg Formatioun hunn an deen néidege Savoir-faire matbréngen.

Déi zweet wichteg interessant Neierung ass dee sou genannte Portfolio. Et handelt sech hei ëm e Journal de bord, wéi en am Artikel 5 beschriwwen an definéiert ass, deen de schoulesche Parcours vum eenzelne Schüler dokumentéiert. E wichtegt Element heibäi ass d'Autoévaluatioun, wou esou munchereen awer Zweifel huet, ob de Schüler senger Verantwortung vis-à-vis vu sech selwer gerecht ka ginn. Ech mengen awer, et soll een d'Schüler net ënnerschätzen. Hei ass ouni Zweifel eng gewësse Selbstdisziplin erfuerdert, awer och déi néideg Hëllefstellung vum Personnel encadrant.

Een drëtte wichtegen Aspekt ass dee vun der Kooperatioun zwëschent den eenzelnen Enseignanten. D'Enseignantë schaffen a sou genannte pluridisziplinären Equipen, während dräi, respektiv véier Joer. Déi véier Klasse gi vu siwen Enseignanten an zwee Educateuren enseignéiert, respektiv encadréiert. Wann ech eng richteg Lecture vum Text gemaach hunn, da sinn déi véier Klasse souwuel aus dem Classique wéi och aus dem Secondaire technique an aus dem Préparatoire.

Fir d'Rentrée géing dat folgend Opdeelung ginn: Eng Equipe fir eng Klass aus dem Secondaire, zwou aus dem Secondaire technique an eng Klass aus dem Préparatoire; a fir déi zweet Equipe zwou Klassen aus dem Secondaire, eng aus dem Technique an eng aus dem Préparatoire. Ech gesinn dat als e wichtegt an och e positiivt Signal. Woubäi ech mech awer da froen, grad wéi den Här Adam, firwat dee strikte Cloisonnement tëschent deenen dräi Enseignementer esou strikt bäibehale gëtt.

E véiert Element ass dat vun der Evaluatioun vum Cycle d'orientation duerch en externe Jury. Och hei denken ech, datt dat eng courragéiert Dispositioun ass, déi awer och d'Determinatioun vun den Initiateure vum Projet dokumentéiert.

E wichtegen Akzent soll op déi wëssenschaftlech Begleedung vum Projet duerch d'Uni Lëtzebuerg geluecht ginn, sou wéi et beispillsweis vu verschiddene Beruffschamberen an Organisatiounen ugeduecht ginn ass.

Fënneftens léisst et sech driwwer streiden ob et sënnvoll ass Englesch am Secondaire obligatoresch an am Technique fakultativ ab Septième ze maachen; mä d'Zukunft wäert eis enges Dags d'Äntwert heirop ginn. D'Argument, d'Englesch géif och am Ausland esou fréi agefouert ginn, deem kann een entgéinthalen, datt alleguer eis Kanner ab sechs Joer a bis zum Schluss vun hirer Ausbildung an enger Friemsprooch scolariséiert ginn. Englesch ass in, gewëss, mä dat geet awer vläicht net duer, fir et esou fréi anzeféieren; mä wéi gesot, déi Äntwert kréie mer an der Zukunft.

Ech erlabe mer och drop hinzeweisen, léif Kolleeginnen a Kolleegen, datt a ville Lycéeën interessant Projeten duerchgefouert gi sinn an duerchgefouert ginn. Dësen neie Lycée wäert d'Opmierksamkeet vun der Öffentlechkeet an der Press op sech zéien. Et wier wënschenswäert, wann all dat, wat ënnert dynameschen a wäitsiichtegen Direktiounen initiéiert ginn ass, och Beuechtung géif fannen. De virleiende Projet gëtt eis duerfir och d'Chance eise Bléck op déi Experienzen a Projeten ze riichten, déi an anere Lycéeë lafen a vun deenen net esou vill geschwat gëtt; dat géif nämlech d'Diskussioun ëm den Enseignement dynamiséieren an den Dialog tëschent traditionelle Lycéeën an dem Neie Lycée favoriséieren.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech kommen zum Schluss. Dëse Projet de loi huet et a sech. E beinhalt eng Hällewull Neierungen, déi d'Kanner an d'Personal musse verinnerlechen an an d'Praxis ëmsetzen an déi d'Direktioun méiglech maache muss. Et ginn aner Denkscheme verlaangt, well d'Approche an d'Philosophie eng ganz aner ass. D'Kooperatioun tëscht Schüler, d'Kooperatioun tëscht Enseignanten, d'Disponibilitéit vun den Équipes pédagogiques, déi psychologesch a sozial Betreiung - wann néideg -, d'Orientation scolaire am direkte Kontakt mat der Beruffswelt, dat alles kënnt engem gehéierege Kraaftakt gläich. Mä an dësem Fall muss een et mam Spréchwuert halen: «Le succès n'est pas quelque chose qu'il faille attendre, le succès est quelque chose qu'il faut rendre possible.»

Heimadder schléissen ech mäi Credo fir den Neie Lycée, deem ech bonne chance wënschen, ginn den Accord vu menger Fraktioun a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Domat ass d'Debatt eriwwer. D'Wuert huet elo d'Madame Minister vun der Éducation nationale, d'Madame Delvaux.

Ech wëll nach soen, dass op Grond vun den Obligatioune vu verschiddene Kolleegen, notamment an der Stad Lëtzebuerg an op anere Plazen, d'Votë vun alle Projets de loi, déi mer haut debattéieren, um Enn vun der Sitzung stattfannen.

Madame Delvaux!

Une voix.- A wéini ass dat?

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Dat hängt dovun of, wéi laang ech schwätzen.

M. le Président.- Wa mir fäerdeg si mat debattéieren. Mir hunn no der Madame Delvaux nach zwee Projeten a wa mir déi fäerdeg hunn, da stëmme mir iwwert déi dräi Projeten of.

Une voix.- Dat do gëtt et awer och nëmmen an der Stad.

(Hilarité)

M. le Président.- Madame Delvaux, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Här Bettel, et ass elo un der Madame Delvaux.

À moins datt si net wëll.

(Hilarité)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, wann Der mer d'Wuert gitt, dann huelen ech et.

M. le Président.- Ech hu probéiert dat ze maachen.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Villmools Merci.

Ech si frou, dass dee Projet haut gestëmmt gëtt. Et wonnert jo sécher keen, dass ech och meng Freed hei ausdrécken. A wann dat méiglech ass, dass mir en haut kënne stëmmen an och dass déi Schoul kann dëse 15. September ugoen, da kënnt Der Iech denken, dass ganz vill Leit ganz vill dofir geschafft hunn. Ech wëll se net opzielen, mä ech wëll deenen alleguerte Merci soen.

Une voix.- Très bien.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- An da wëllt ech natierlech der Kommissioun Merci soen, déi och ee vun deene Gruppen ass, déi geholl hunn, dass et weidergeet, an hirem President an dem Rapporteur fir déi interessant Diskussioun, déi mir haten an där Kommissioun, an och fir dee Rapport, deen zu dësem Gesetzesprojet hei virläit.

Ech wëllt och vläicht direkt soen, dass, wann de 15. September d'Schoul ugeet, an d'Gesetz eréischt de 5. Juli gestëmmt gëtt, eng gewëssen Onsécherheet bei deenen interesséierte Schüler an Eltere geherrscht huet, ob déi Schoul dann och wierklech géif opgoen oder net, sou datt déi éischt Fro wor, déi ech gestallt kritt hunn, wéi mir dann elo géifen d'Selektioun maache vun de Schüler, wa sech der géifen ze vill mellen. Op déi Fro brauch ech eigentlech net ze äntwerten, well de Moment jiddefalls hunn d'Leit nach gezéckt fir sech unzemellen an eng Schoul, fir déi et nach kee Gesetz gëtt an nach kee Gebai do ass.

An och do muss ech soen, dat ass zwar alles immens schnell gaangen, mä dat ass eng provisoresch Infrastruktur, an déi deen Neie Lycée zu Hollerech kënnt. Et ass eng Locatioun, déi de Stat mécht, an et ass och kee Luxusgebai. Et ass effektiv e Container, well mir an esou kuerzer Zäit - an dat kënnt Der Iech jo denken - keng nei Infrastruktur erbäizaubere kënnen, net fir den Neie Lycée an och net fir eng aner Schoul. All Schoulinfrastruktur brauch seng Zäit a säi Wee an och den Neie Lycée kritt eng Kéier eng definitiv Bleif; e kritt e feste Bau dohinnergesat, mä e fänkt un an enger provisorescher Infrastruktur.

Wa mir déi Léisung vun der Rue des Maraîchers, déi an der Diskussioun war, mat där mir gesot hunn, den Neie Lycée géif an enger Primärschoul vun der Stad Lëtzebuerg ufänken, net zréckbehalen hunn, dann ass et aus där einfacher Ursaach, dass déi Infrastruktur duergaange wier fir dat éischt Joer an dann hätt missen direkt geplënnert gi fir dat zweet Joer. Dofir hu mer gemengt, da wier et awer och méi bëlleg, wa mir souwisou eng provisoresch Infrastruktur brauchen, fir direkt an eng ze goen, an där dee Lycée awer fënnef Joer - wann et muss sinn - ka bleiwen.

Sou vill zu där Eile, déi mer hei reprochéiert gëtt an dass et eng Hetz gewiescht wier, fir dee Projet do duerchzekréien. Et ass eng Hetz fir eng Infrastruktur dohinner ze kréien, mä d'Diskussioun ronderëm de Projet, mengen ech, konnte mir approfondéiert féieren, well sou vill Leit eben dru geschafft hunn. A wa keng gréisser Consultatioun zu dësem Projet stattfonnt huet, dann ass et ebe just, well et e Lycée-pilote ass mat engem pedagogesche Konzept, dee sech ëmsetzt an enger Ganzdagsschoul, an et gëtt natierlech schwéier mat Leit doriwwer ze diskutéieren, déi dat vu virera refuséieren.

Ech gesinn net, wou een de Kompromiss fënnt zwëschent deenen, déi fir e Konzept sinn, an déi, déi soen, mir sinn domadder net d'accord. Fir en halleft Konzept ëmzesetze fir e Lycée-pilote, do gesinn ech net wéi et geet. An dat erkläert, firwat bei deem heite Projet entweder d'Leit dofir oder radikal dogéint sinn. Ech mengen net, dass et eng Mëtt gëtt. Dat ass den Ënnerscheed mat anere Gesetzer, iwwert déi mir laang Consultatiounen hunn, well mir probéieren e Kompromiss ze fannen, well et d'Totalitéit vun der Schoul u sech ugeet an da muss een natierlech e gemeinsamen Nenner fannen.

An dësem Fall ass et jo, wéi scho vun all menge Virriedner gesot ginn ass, eng École expérimentale; an där hate mir bis elo hei an eisem Lëtzebuerger System net eng! Et ass also déi éischte Kéier. Ech mengen net, dass een elo do ka soen: Elo huele mer d'Halschent vun deem enge sengem Konzept an d'Halschent vun deem anere sengem. Well da geet et bestëmmt net op.

Dofir ass dat also effektiv ee Konzept, wat hannendru stécht. Dat assuméiere mir, an dat muss och esou sinn, well all Literatur, déi ech gelies hunn, weist, dass ee muss ee pedagogesche Konzept hunn, fir eng Ganzdagsschoul och ëmzesetzen. Wat net verhënnert, dass ee soll - wat ech och begréissen - Opfaangstrukturen an Encadrement ronderëm déi traditionell Schoule maachen, fir dass déi eng Offer hunn, déi et erméiglecht, dass d'Schüler méi laang an de Schoulinfrastrukture kënne bleiwen, ouni dass dat dann eng Ganzdagsschoul gëtt. Dat gëtt eng Schoul plus Encadrement, wat eppes anescht ass wéi e pedagogescht Konzept vun enger Ganzdagsschoul.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Ech wëll awer soen, dass dat Element Schoul iwwert de ganzen Dag erauszéien, mat Unitéite vu Schoul, déi alternéiere mat laange Pausen a mat Offres complémentaires vu moies bis am spéiden Nomëtteg, och u sech schonn ee Konzept ass.

Ech si perséinlech kee ferventen Unhänger, fir d'Schoulzäit ëmmer ze reduzéieren. An deene leschte Joren ass d'Schoulzäit compriméiert ginn, ouni dass d'Programmer compriméiert gi sinn. Dass mir d'Schoul domadder an eng schwiereg Lag bréngen, dat schéngt mer jo evident. Ech soen och all Enseignanten an all Elteren an all Schüler, deen et wëllt héieren: Mat mir gëtt et keng Reduzéierung vun der Schoulzäit. Ech mengen, dass dat net dee richtege Wee ass an där Zäit, an där mir haut liewen, an där d'Ufuerderungen un d'Schoul, un d'Enseignanten an un d'Schüler ëmmer méi grouss ginn. Dofir ass eleng schonn d'Ganzdagsschoul ee Konzept, wat sech u sech dréit.

Une voix.- Suergt emol dofir, dass d'Schoulzäit ganz genotzt gëtt!

(Interruptions)

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Wat ech dann awer och wëllt hei ënnersträichen, dat ass, dass deen Neie Lycée selbstverständlech och en Numm kritt. Deen heescht elo Neie Lycée. Well et eng partizipativ an eng kooperativ Schoul ass, fannen ech et och richteg, dass déi Communauté scolaire vun deenen Enseignanten an deene Schüler vum Neie Lycée sech zesummen en Numm gëtt, deen och dann en Emblem ass vun där Schoul. Dofir wollt ech soen, dass ee vläicht net eppes an deen Numm soll eraninterpretéieren, wat net draläit. Mä ech fannen déi Communauté scolaire soll sech selwer en Numm siche fir déi Schoul, déi si do zesummen opbauen.

Da wëllt ech soen, dass dat eng Schoul ass! Dat Déngen do, wat mer elo haut stëmmen a wat de 15. September ugeet, dat ass eng Schoul!

Une voix.- Ah jo!

Une autre voix.- Jo!

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Mat Enseignanten, déi ausgebilt sinn, déi déiselwecht Qualifikatioun hu wéi d'Enseignanten an deenen anere Lycéeën. Dat ass eng Schoul, déi e Programm huet, deeselwechte Programm wéi déi Parallellklasse Septième, Sixième, Cinquième, Quatrième respektiv Septième, Huitième, Neuvième. Et ass also net, dass déi am loftleere Raum do fonctionnéiert. Déi hunn e Wëssen ze vermëttelen, wat dat ass vun deene Parallellklassen an anere Lycéeën.

Also, et ass elo net fir eng Konfusioun hei ze maachen, déi zwar heefeg gemaach gëtt, net nëmme vun de Politiker, mä och nach vu villen anere Leit, an déi doranner besteet ze soen, e Buch ass gläich e Programm. Et gëtt e Programm, an da sicht ee sech dat Material, fir dee Programm do ëmzesetzen. Oft, vill ze oft ass et an eiser Schoul jo esou, dass mer e Buch hunn, a wa mer d'Buch gemaach hu vun der Säit eent bis d'Säit 250, dann hu mer gutt Schoul gehalen. Wéi d'Kompetenze si vun de Kanner, déi duerch dee Programm do geschleist gi sinn, wéi vill se dovunner verhalen hunn, wéi vill se dovunner verdaut hunn a verschafft hunn, dat ass jo net esou interessant, dat moosse mer net esou oft.

Mä wann ee säi Buch fäerdeg gemaach huet, dann ass een e gudden Enseignant. Dofir mengen ech, déi Fixatioun op Schoulbicher, dat ass e gudden Outil fir d'Enseignanten an och fir d'Kommunikatioun, mä et ass awer elo net, dass, wa kee Buch do ass, da kee Programm do ass. Ech mengen och net, dass een dat eeschthaft heibannen esou gemengt huet.

Da wat d'selwecht ass wéi an anere Lycéeën - an dat gëtt jo vu verschidde Säite bedauert -, dat ass, dass déi Schüler erakomme mat enger Orientation classique, technique a préparatoire. Ech verstinn, dass d'Leit dat bedaueren. Ech wëll awer soen, dass, wa mer déi Programmer, vu dass et een Axiom ass, dass mer dee Programm halen, deen an den anere Lycéeën ass, a vu dass vun der Sixième un d'Programmer relativ wäit auserneen ginn, an déi verschidde Filièren, huet et eis de Moment, an deem Stadium wou mer sinn, mat eise Programmdiskussiounen hei zu Lëtzebuerg, an eise Lycéeë schwéier geschéngt, fir op déi Andeelung an de Classique, Technique a Préparatoire ze verzichten.

Allerdéngs doduerch, dass vill Offeren iwwer ee ganzen Dag ginn, dass déi Kanner e ganzen Dag zesummeliewen, dass Ateliere kënne gemeinsam ugebuede ginn, ass natierlech dee Passage vun enger Filière an déi aner sécher méi einfach wéi an anere Schoulen.

Wat ass anescht am Lycée? Dat Éischt ass natierlech d'Organisatioun vum Dag. Evident. Ech mengen, dorobber brauch ech net weider anzegoen.

Dat Zweet, wat anescht ass, dat ass, dass dee Lycée eng Fräiheet kritt, wat d'Gestaltung vun de Fächer ugeet, déi déi aner Lycéeën net hunn. Dat heescht - dofir hu mer jo missen e Gesetz maache fir verschidden Exceptiounen ze schafen -, si kënne vill méi fräi mat de Schoulstonnen, a wéi déi op Fächer agedeelt sinn, ëmgoe wéi aner Lycéeën. Dat ass jo deen Élément-pilote, deen an dësem Lycée dran ass, fir eben och effektiv op engem Terrain experimentéieren ze kënnen.

Vu dass dat eng kleng Equipe ass, déi zesummeschafft, a motivéiert ass a sech regelméisseg gesäit - duerfir si se jo laang an der Schoul, dass se kënnen deen Échange organiséieren -, ass dat een Element, vun deem ech soen, wa mer do schlësseg Konklusiounen erauskréien, wéi mer déi Fächeropdeelung, déi traditionell ass, anescht kënnen organiséieren, da wier dat ganz hëllefräich fir déi ganz Schoul.

Mir solle jo net vergiessen, dass eise Schoulsystem eigentlech 200 Joer al ass. Dee baséiert op dem Humboldt sengem Kanon vu Fächer. Dat ass 200 Joer al! Ech mengen net, dass mer am drëtte Jordausend nach musse mat Rezepter vu virun 200 Joer schaffen. Allerdéngs ass et schwéier, eppes Neies anzeféieren, an dofir ass jo d'Iddi vun engem Lycée-pilote fir ze kucken, wou dann déi Piste sinn, wou mer déi nei Saachen, déi ee brauch - ee Schüler, deen haut aus der Schoul erausgeet, ass mat ganz aneren Erausfuerderunge konfrontéiert wéi virun 200 Joer -, kënnen erabréngen.

Dat ass déi Fräiheet, déi dee Lycée hei huet, fir doranner ze innovéieren, fächeriwwergräifend d'Saachen ze mixen ouni selbstverständlech d'Objektiv, dat ass de Programm erfëllen, aus den Aen ze verléieren. Mä si kënnen zwëschent deene strikten Trennungen, déi mer soss an der Schoul opgebaut hunn, méi flexibel agéieren.

Dat Drëtt, wat anescht ass… Ah, ee Wuert zu de Sprooche vläicht an deem Kontext, well dat jo wierklech e wichtege Punkt ass: Wéi ass et elo méiglech, wa se esou vill manner Sproochen hunn, dass se awer gutt sinn an de Sproochen? Dat ass jo eng wichteg Fro, déi mir och net egal ass. Also, ech menge schonn, dass d'Sproochekompetenz eppes ganz, ganz Wichteges ass, wat mer eise Kanner musse mat op de Wee ginn. An esou vill Sproochekompetenz wéi nëmme méiglech. Dat ass jo och den Objet vun där Etüd, déi mer maache loosse vum Conseil de l'Europe, vun där mer um Enn dëses Joers d'Resultat kréien an iwwert déi mer dann eng grouss Debatt kënne féieren.

Just, et muss ee wëssen, dass hei elo d'Fräiheet geholl ginn ass, fir effektiv déi Zuel vun deem, wat mer klassesche Sproochenunterrecht nennen, erofzesetzen, an dass déi Schüler, déi et brauchen, véier Stonne Perfectionnement eventuell kënne ganz op eng Sprooch setzen, fir de Retard opzeschaffen, dee se hunn. Dat ass emol dat éischt Element.

Dat Zweet ass, dass mer hei wierklech wëlle probéieren, dass Enseignanten, déi motivéiert sinn, dat maachen, wat mer eigentlech an all eise Schoule missten hunn, dat heescht, dass all Enseignant, deen d'Langue véhiculaire gebraucht, déi a sengem Fach virgeschriwwen ass, net nëmmen déi Langue véhiculaire gebraucht, mä dass hie sech eigentlech als Sprooche prof gesäit. Dass an deene Stonnen an der Geo, an der Bio, an der Mathé, am Zeechnen, an der Konscht, am Sport, wou eng Langue véhiculaire virgeschriwwen ass, net nëmmen déi Sprooch gebraucht gëtt, mä dass am Fong och Suergfalt drop geluecht gëtt, dass se richteg gebraucht gëtt.

An deene Projeten, wou d'Schüler mat hiren Enseignanten zesummen Themen erschaffen, do gëtt jo eng Produktioun gemaach. Déi gëtt jo op enger Sprooch gemaach. An déi schreiwe se selwer, a waméiglech, an dat ass d'Iddi vum Projet, ëmmer bilingue, dat heescht, en däitschen an e franséischen.

Domadder géife mer jo am Fong deen Exercice, dee mer brauche fir d'Sprooch ze applizéieren an net nëmme Grammairesregelen ze léieren, mä dat ze applizéieren, wat mer geléiert hunn, an deene Projeten esou ëmsetzen, dass ech der Meenung sinn, dass, wann dat alles klappt, eis Sproochekompetenz méi héich misst ginn, wann d'Kanner, d'Schüler aus deem Cycle d'orientation erauskommen.

Déi drëtt grouss Differenz ass d'Organisatioun duerch Equipen, dass also net all Proff nëmme säi Fach huet, mä dass ronderëm eng Klass Equipë vu siwen Enseignantë mat zwee Éducateurs gradués gebilt ginn, déi déi Schüler dann och begleede während hirer Scolaritéit. Dat heescht, ech hunn déiselwecht Equipe op der Septième, op der Huitième an op der Neuvième, à moins, dass et organisatoresch net méiglech ass, wat och eng Neierung ass an och eng grouss Erausfuerderung, well dat heescht jo, dass ech als Equipe Verantwortung hu vum éischten Dag un, wou déi Schüler a menger Schoul sinn, fir se ze begleede bis se erausginn.

Ech kann net soen, et ass dee vum Joer virdrun, deen d'Aarbecht, de Programm net fäerdeg gemaach huet. Mä déi Equipe ass eigentlech wéi den Trainer vun engem Sportler, an déi begleet e bis en da virun dee Jury kënnt oder säin Dossier virun de Jury kënnt. Dat ass eng ganz aner Approche an implizéiert natierlech, dass déi Equipen zesummeschaffen, dass se sech échangéieren iwwert d'Schüler, dass si hir Schüler gutt kennen an dass se déi regelméisseg begleeden.

Dat implizéiert och - an dat ass och zur Genüge gesot ginn -, dass d'Aarbechtszäit vun deenen Enseignanten an deem Lycée anescht ass wéi an anere Lycéeën, an dat implizéiert natierlech, dass sech alleguerten déi, déi sech do gemellt hunn, fräiwëlleg mellen, well se méi Presenz an der Schoul hunn. An ech sinn immens frou an ech soen all deene Merci, déi sech gemellt hunn, a mir hunn der genuch, fir dëst Joer a fir d'nächst Joer, an ech soen deenen alleguerte Merci, déi sech voller Energie a Begeeschterung an dee Projet do geheien.

Déi véiert grouss Differenz, wahrscheinlech déi gréisst, ass déi vun den Zensuren. Dat ass jo och hei laang diskutéiert ginn. Elo gëtt et keng Prüfunge méi a keng Punkten, an dat ass dann den Untergang vun eisem Schoulsystem. Also, ech wëll d'Leit berouegen: Et ginn och Prüfunge gemaach am Neie Lycée, well selbstverständlech och Wësse muss ofgefrot a getest ginn. Et ginn awer net nëmme Prüfunge gemaach, an ee vun de groussen Ënnerscheeder ass, dass anescht gepréift gëtt; esou stellen ech mer dat emol vir, ech gi jo net dohinner enseignéieren, mä ech ka mer et awer ganz gutt virstellen, wéi et fonctionnéiert.

Dat heescht, wann ech an enger klassescher Schoul eng Prüfung maachen, huele mer emol un iwwert den Accord vum Participe passé, an ech hunn doranner eng Datz, an dat ass jo heefeg, well dat ass op jidde Fall meng Erfahrung, den Accord vum Participe passé ass ongeféier dat Schwéierst, wat een am Franséische kann üben, an et kann een esou vill Schwieregkeeten drasetzen, dass keen eng Genügend an der ganzer Klass kritt, an dann hu mer dat Kapitel awer fäerdeg, an da kucke mer, bon, dann haten ebe 15 Kanner vun 20 oder 25 eng Datz, an da gi mer un dat nächst Kapitel. Domadder kënnen d'Kanner awer den Accord vum Participe passé nach net besser!

Hei misst et jo esou sinn, dass een, wann een deen Test do, dee soll d'Kompetenz definéieren, gemaach huet, soe kann, dee kann elo den Accord vum Participe passé. Da gëtt e Schwieregkeetsgrad festgeluecht. Wann deen dat net kann, muss en déi Prüfung nach eng Kéier maachen. Et huet jo kee Wäert da weiderzegoen.

Et ass awer esou, dass dat net limitéiert gëtt op déi Tester, mä u sech ass dat grousst Element vun deem Portfolio jo déi Produktiounen, déi d'Kanner an der Schoul maachen zesummen, entweder an den Equi-

pen oder individuell, an dat alles kënnt an deen Dossier fir éischtens de Progrès - Wat sinn d'Progrèsë vun de Schüler? Wat kënne se? - ze dokumentéieren. An dat gëtt dann duerch déi Produktiounen, déi an de Portfolio kommen, gemaach. An et ass och dat, wat iwwer Joren opgebaut gëtt, wouvunner um Enn vun all Schouljoer den Enseignant mam Schüler zesummen en Tri mécht a seet: „Dat do loosse mer dran, dat dokumentéiert am Fong gutt däi Wëssensstand vum Moment." An et ass dat, wat dann herno bei de Jury geet.

Doniewent ass et jo esou, dass deen Neie Lycée selbstverständlech déi Épreuves communes, déi op der Neuvième respektiv op der Cinquième an alle Klassen, an alle Schoule gemaache gëtt, och mécht, an dat ass jo och een Element vum Dossier, wat jo da weist, wéi de Schüler sech situéiert par rapport zu deenen anere Schüler am Lëtzebuerger Land.

An da kënnt déi grouss Innovatioun. Dat ass déi, dass de Jury dann herno d'Orientatioun décidéiert, an dass mer also kloer déi Equipe dovunner trennen, déi Schoul hält an déi de Schüler begleet, déi am Fong eben hir Roll huet als Trainer. Si maachen eng Recommandatioun. Si soen: „Mir mengen dat do ass e Schüler fir eng Troisième B, an dat do ass ee fir eng Dixième paramédicale." Mä de Jury muss dat analyséieren a soen, esou ass et, oder esou ass et net.

Déi fënneft grouss Neierung, dat ass effektiv, wéiwäit d'Elteren do mat era kënne schwätzen. Dat ass jo och hei vun deenen engen als ganz gutt fonnt ginn, an déi aner fannen dat eng Katastroph. Och dat ass mengen ech een Element, duerch dat mer soen, mir hätte gären, dass d'Elteren ganz enk mat der Schoul zesummeschaffen. Ech mengen, dat ass wichteg. An ech mengen dat net nëmmen: All d'Experimenter weisen och, dass, wann eng gutt Zesummenaarbecht zwëschent der Schoul an dem Elterenhaus besteet, dat fir d'Kanner immens wichteg ass fir hir Entwécklung, well se gesinn, dass do e gemeinsaamt Zil an e gemeinsaamt Objektiv ass.

Dofir sinn ech frou, dass mer hei och eng Manéier fannen, fir auszeprobéieren, wéi et dann ass, wa mer d'Eltere méi no bei d'Orientatioun, bei d'Evaluatioun associéieren a wa mer se matschwätze loossen.

Ech ginn dovunner aus, dass wann do e regelméissegen Echange stattfënnt a wann d'Elteren ëmmer erëm Zensure kréien, wou eng Descriptioun drop ass, wou beschriwwen ass, wat effektiv dem Kand seng Progrèsë sinn, wou seng Schwieregkeete sinn, wou seng Stäerkte sinn, dass et da vill méi einfach gëtt fir zesummen eng Décisioun ze huelen, wéi dass dat all Kéier - net all Kéier, mä a ville Fäll - eng dramatesch Konfrontatioun gëtt zwëschent der Schoul an den Elteren.

An ech froe mech oft: Wou hu mer de Kanner dann do en Déngscht geleescht, wa mer déi Konfrontatioun solle komme loossen? An eigentlech wëllt jo jiddfereen, dass dat Kand sech an der Schoul gutt entwéckelt. Dat ass jo d'Objektiv, an ech sinn esouguer dovunner iwwerzeegt, dass doriwwer eigentlech keen Désaccord besteet. Mir hätte jo gären, dass eis Schüler sou vill wéi méiglech vun der Schoul profitéieren, fir esou wäit wéi méiglech ze kommen a sou héich wéi méiglech Kompetenzen ze entwéckelen. An do gëtt et dach eigentlech keng Divergence de vue.

D'Fro ass just: Wéi brénge mer et fäerdeg, d'Schüler an d'Enseignanten esou ze motivéieren, dass se dat Objektiv wëllen zesummen erreechen?

Wann een de Kanner eng Offer mécht a seet, dir däerft oder dir musst - jee wéi een et dréit - vu moies aacht bis hallwer fënnef all Dag an der Schoul sinn, da mengen ech schonn, dass d'Schoul sech muss Méi gi fir eng interessant Offer unzebidden, fir dass d'Kanner gären dohinner ginn, dass se motivéiert sinn, well soss kann dat net fonctionnéieren. Wann een an deene Stonne mat motivéierten Enseignanten a motivéierte Kanner keng formidabel Resultater erauskritt, da weess ech net méi, wat mer mussen an der Schoul asetzen, fir dass et fonctionnéiert.

Dee leschte Punkt, deen dann nei ass bei dësem Lycée, mä deen awer Retombéeën huet op all déi aner Schoulen, dat ass d'Evaluatioun duerch d'Uni Lëtzebuerg.

Ech mengen, dat wär e wichtegt Element. Et ass fir eis wichteg ze wëssen, wa mer eng experimental Schoul maachen, dass mer déi vun Ufank un evaluéieren. Et ass awer grad esou wichteg, wa mer wëllen e Verglach hunn a wa mer wëllen Aussoen hunn, déi och iwwert den Dag eraus eppes wäert sinn, dass mer dann École-témoinen hunn. Dat heescht, dass déi Evaluatioun net nëmmen am Neie Lycée gemaach gëtt, mä dass se och parallell an anere Lycéeë gemaach gëtt, fir dass ee ka vergläichen. Sou dass mer vum September un am Neie Lycée mat der Uni Lëtzebuerg eng Evaluatioun maachen an nach an anere Lycéeën, fir ee Verglach ze hunn iwwert d'Joren, wéi dat soll fonctionnéieren.

Oft ginn ech gefrot: Wat gëtt dann elo? Wat ass do pilote a wat ass unique an där Schoul?

Ech mengen, dass ech déi Ausso haut net esou ka maachen. Dat Eenzegt, wat ech ka soen, dat ass: Et ass net geduecht de Modell vun enger Ganzdagsschoul iwwert d'ganzt Land ze generaliséieren. Dat wäert wuel unique bleiwen an dëser Schoul. Wann nach aner Schoulen déi Demande maachen, fir hir Horairen anescht ze organiséieren, dann hunn ech domadder kee Problem. Dass an all Regioun soll eng Offre scolaire bestoen, wou d'Kanner no de Schoulstonnen nach kënne bleiwen, schéngt mer richteg, ouni dass doduerch awer hire ganzen Horaire muss a Ganzdagsschoul ëmgewandelt ginn.

Wou ech grouss Erwaardungen dru knüpfen, dat ass dat Probéiere vun enger neier Evaluatioun. Ech ka mech erënneren, dass mer iwwer Joren hei soen: „Déi Punkten, dat ass jo schwiereg. Zwar si mer dru gewinnt, awer vläicht misst een nach accessoire Saachen offréieren." Ier mer dat kënne soen, mengen ech, solle mer deem Neie Lycée eng Chance ginn, fir déi Saachen auszeprobéieren, se ze evaluéieren, se ze dokumentéieren, se ze diskutéieren, ier ee kann dohinner goen a soen, dat eent oder anert Element vun där Schoul do sollte mer generaliséieren.

Hei ass e puermol d'Suerg ausgedréckt ginn, dass ech iwwert dem Neie Lycée déi aner Schoulen net soll vergiessen. Also, ech weess net, ech fannen et normal, dass en Unterrechtsminister fir alleguerten d'Schoulen do ass. An ech fannen et och normal, dass d'Politik dofir suergt, dass all Schoulen eng convenabel Infrastruktur kréien, an dat ass jo dee Programm, un deem mer mam Bauteminister zesummen amgaang sinn ze schaffe fir weiderzekommen.

Dat Zweet ass, dass mat deem Vote vun engem Neie Lycée a mam Ufank vun enger Schoul, déi dann eng experimentell Schoul hei zu Lëtzebuerg ass, d'Reformen an der Éducation nationale net zu Enn sinn. Deen éischte groussen Dossier, dee mer elo diskutéieren, ass dee vun de Sproochekompetenzen, iwwert déi mir eben déi Expertise vum Conseil de l'Europe ofwaarden. Dat ass sécher eppes, wat sämtlech Schoulen ugeet, vun de Primärschoulen iwwert d'Lycéeën, an iwwer wat mer eng grouss Diskussioun mat hinne musse féieren.

Mir haten dëst Joer fir d'éischt am Mee eng Journée des projets vun de Lycéeën, an ech muss soen, et war immens interessant, wéi all Lycée seng Projete virgestallt huet. Mir wëllen déi Traditioun och weiderféieren a se ausdehnen, fir dass eben en Echange entsteet an dass mer och dokumentéieren, wat vun Initiativen an de Lycéeë besteet, fir dass net all Lycée alles nei ausprobéiert, mä dass mer dat dokumentéieren, échangéieren an eventuell generaliséieren, wat sech bewäert - jee wéi déi Dokumentatioun dann ausfält.

Ech hunn nach eng Fro kritt zum Transport. Den Här Henckes hat mech gefrot. Den Transport ass organiséiert zesumme mam Ministère vum Transport, an zwar mëttels enger Navette vun der Gare bis op Hollerech, respektiv vum Geesseknäppche bis op Hollerech zu deene Stonnen, wou déi Kanner mussen dohinner kommen.

Wat de Coût ugeet, sou ass dat natierlech ganz schwéier ze soen. Sous toute réserve hu mer probéiert deen auszerechnen. Verglach mat engem comparabele Lycée, wann dee bis fonctionnéiert, mat ongefeier 600 Schüler, hu mer ausgerechent, dass mer da 4,6 Enseignantë manner brauche wéi an engem comparabele Lycée; par contre hu mer jo dann awer Educateuren. Mir hu jo 13 Educateure fir de Lycée. No där Berechnung, déi ech do virleien hunn, entspriechen déi 4,6 Enseignanten dem Coût vun néng Educateuren, sou dass mer nach e Surcoût vu véier Educateuren hätten.

Dat ass awer alles äusserst hypothetesch a just fir ze soen, dass mer eis beméit hunn, fir där Demande do entgéintzekommen. Vu dass mer jo och, besonnesch wa mer d'Offre scolaire, den Encadrement ausserhalb vun de Schoule wëllen ausdehnen, an anere Schoulen Educateuren mussen astellen, mengen ech, soll ee vläicht déi Schoulen eng Rei Jore fonctionnéiere loossen an dann d'Evaluatioun maachen, fir ze kucke wéi et mam Coût ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll nach eng Kéier soen, dass ech immens frou sinn, och fir dee Support, deen den Neie Lycée hei an der Chamber fënnt. Et ass normal, wann esou eppes diskutéiert an gestëmmt gëtt, dass déi eng Leit dat mat immensen Erwaardungen ukucken an déi aner mat enger riseger Skepsis. Ech kann dat alles verstoen. Ech huelen un, deemno wéi een Dag dass een huet, dass deeselwechten deen een Dag Skepsis huet an deen aneren eng riseg Hoffnung.

Mir bleift, Iech Merci ze soen. Ech wëll där Equipe, déi den Neie Lycée iwwerhëlt, soen, dass op si eng ganz riseg Erwaardung laascht, an ech wënschen hir vill Asaz. An ech wëll hinnen alleguerten och just soen, dass mir alleguerte wëssen, dass et een immensen Défi ass, dee mir uginn. E puer vun den Défië sinn opgezielt ginn - Projektunterricht, Teamteaching, nei Horairen - also, deen Défi fir d'Equipe ass riseg.

Ech wënschen hinnen an eis alleguerten, dass si där Saach gewuess sinn, an ech sinn iwwerzeegt, dass dat och esou ass.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir bleiwe bei deem, wat ugekënnegt ass. D'Votë gi gruppéiert zum Schluss vun dëser Sëtzung.

Une voix.- Dat ass mir ganz nei!

(Interruptions)

M. le Président.- Dat war virdru vum éischte President proposéiert ginn an och esou ugeholl ginn.

(Brouhaha général)

Mir kommen dann zum nächste Projet de loi, an zwar zum Projet de loi 5395 iwwert d'Personal vum Service rééducatif ambulatoire. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen, als éischt Riednerin d'Madame Gantenbein, d'Madame Brasseur, den Här Adam an den Här Henckes. D'Wuert huet dann den Här Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här John Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

4. 5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA)

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Madame Minister, Här Minister, Kolleeginnen a Kolleegen, mir sollen haut dem Projet de loi 5395 betreffend dem SREA (Service rééducatif ambulatoire) eis Zoustëmmung ginn. Dëst, nodeem déi zoustänneg Parlamentskommissioun den 28. Juni dëst Joer, de Statsrot de 24. Juni - zwar mat enger Opposition formelle, där mir awer Rechnung gedroen hunn -, an déi zoustänneg Beruffschamber schonn den 12. Dezember 2004 hir Zoustëmmung ginn hunn.

Et ass kee grousst Gesetz - et geet ëm een Artikel -, mä et ass e Gesetz, wat bedeitend ass fir déi 107 Beschäftegt, dovun 105 Fraen, déi elo endlech gesinn, dass hiert prekäert Aarbechtsverhältnis an e festen Aarbechtsvertrag als „employé de l'État à durée indéterminée" ëmgewandelt gëtt.

An et kann ee soen: Net ze fréi a souwisou war et iwwerfälleg, well et eigentlech eng noutwendeg Regulariséierung vum Artikel 13 vum Gesetz vum 24. November 1989 iwwert den Aarbechtsvertrag respektéieren deet, an domat dann, well mir dann awer extra légiféréiere mussen, enger peinlecher Situatioun een Enn gesat gëtt.

Et muss een och soen, dass dëst mat vill Verspéidung eng Unerkennung ass fir eng bedeitend Aarbecht am Interesse vun der Integratioun vu Kanner an eise Primärschoulen. Vu Kanner, déi zu deene Schwächste gehéieren an déi just dofir een Usproch op dës Integratioun an domat och op Chancëgläichheet an Zukunftsperspektiven duerch eng geziilte professionell Ënnerstëtzung kréien.

De SREA ass 1994 gegrënnt ginn, wat méiglech war duerch d'Basisgesetz iwwert d'Éducation différenciée vum 24. Mäerz 1973 an ass mat ronn zéng Educateure gestart ginn. Déi positiv Resultater vun der Aarbecht an déi unerkannten Noutwendegkeet vun enger geziilter Begleedung vun deene Kanner, déi zu deene Schwächste gehéieren, huet zu engem permanenten Ausbau vun deem Service gefouert an och zu enger Reorganisatioun vun där Déngschtstell, ouni dass - leider soen ech - gläichzäiteg déi noutwendeg Regulariséierung ageleet gouf.

Et huet een zënter 2003 erkannt, dass et endlech eng politesch Zoustëmmung géif ginn, fir déi prekär Situatioun an een normaalt Aarbechtsverhältnis ëmzewandelen. An dach huet et bis den 10. November 2004 gedauert, bis d'Schoulministerin Mady Delvaux-Stehres dee Gesetzesprojet deponéiert huet an dass mir et fäerdeg bruecht hunn, ebe vum Statsrot de 14. Juni 2005 een Avis ze kréien an et als Kommissioun den 28. Juni eestëmmeg verabschide konnten.

Erlaabt mir, Kolleeginnen a Kolleegen, awer e puer zousätzlech an och kritesch Bemierkungen.

Ech gi jo dovun aus, dass dëst héicht Haus haut seng Zoustëmmung gëtt, wéinst der Regulariséierung an awer och der Tatsaach, dass mir domat endlech eng kloer Situatioun fir d'Rentrée scolaire 2005 an 2006 hunn. Dat ass ee positive Punkt an domat verschwënnt en onnéidege Schéinheetsfleck.

Mä, mat dësem Gesetz - an dat muss een och ënnersträichen - maache mir eigentlech nëmme Vergaangenheetsbewältegung an nëmmen e klenge Schrëtt a Richtung Zukunft an dat, well de Stat a senger starrer, onflexibler Organisatioun, echten, erkannten a festgestelltene Bedierfnisser nëmme schwéierfälleg an da mat Jore Verspéidung nokënnt an net ëmmer senger Responsabilitéit, besonnesch de Bedierfnisser vun deene Schwächsten an eiser Gesellschaft géigeniwwer, gerecht gëtt.

Dann, een aneren negative Punkt: Dee bestoenden Numerus clausus, deen oft en héije Schiedlechkeetseffekt huet, well e reell Besoinen net oder nëmme ganz spéit erkennt a befriddegt, respektiv da Léisungen iwwer Ëmweeër gesicht ginn, wéi an dësem Fall, wou d'Gemengen, souwäit si déi finanziell Moyenen hunn an och déi politesch Responsabilitéit, parallell Déngschtstelle schafen, déi nëtzlech sinn a mat Sécherheet gutt Aarbecht maachen, mä déi net onbedéngt an de System integréiert sinn.

Mir dierfen a kengem Fall vergiessen, Kolleeginnen a Kolleegen, dass et och hei, wéi bei allem, wat mat der Schoul ze dinn huet, ëm d'Interesse vun eise Kanner geet an do sollt eis keng Ustrengung ze vill sinn, respektiv musse mir bereet sinn - a mir hunn dat jo virdrun an dem Projet Neie Lycée festgestallt - ëmzedenken an ze innovéieren an domat och bestoend Gesetzer an deem Sënn ze moderniséieren.

An dofir soen ech: Firwat sollt een net bei der ustehender Reform vum Schoulgesetz vun 1912 en neien a méi e breede Kader setzen, fir all deenen Usprëch, déi eis Gesellschaft och un d'Schoul stellt, an deenen Erausfuerderungen, déi d'Zukunft un eis alleguer stellt, gerecht ze ginn?

Dat géing bedeiten, dass d'Schoul an hirer Organisatioun méi villfälteg, an domat menger Meenung no méi effikass kéint ginn, duerch zum Beispill wéi an dësem Fall eng enk Zesummenaarbecht vu Schoulmeeschterinnen a Schoulmeeschter an Educateuren, an dat géing am Endeffekt och bedeite méi effikass souwuel fir d'Léierpersonal wéi och - a besonnesch - fir d'Kanner. Ass dat Zukunftsmusek? Neen, soen ech. D'Reform vum Schoulgesetz, och am Sënn vun eiser aller Interpretatioun vun deene PISA-Etüden, muss eng éischt Prioritéit hunn an deenen Erausfuerderungen an och där heiter Rechnung droen.

Wann ech gesot hunn, dass dëst Gesetz virrangeg Vergaangenheetsbewältegung bedeit, dann ass dat, fir dorop hinzeweisen, dass mir zur Zäit 135 Unitéiten un Assistenz am Asaz hunn, an zënter 2001 op 2.377 Stonne begrenzter Assistenzaarbecht kommen, e Problem, deen eigentlech entstanen ass aus der Précaritéit vun der Situatioun an duerch d'Noutwendegkeet, dass iwwert de Statsbudget jo all Joer huet misse e gréngt Liicht kommen, fir iwwerhaapt kënnen dee Service do unzebidden.

Mä déi Begrenzung, déi eng Flucht no vir war, fir eppes a Bewegung

ze setzen, dréit natierlech net der Realitéit, der wierklecher Realitéit um Terrain Rechnung. Am Kloertext heescht dat, dass d'Zuel vun de Kanner, déi betreit musse ginn, permanent an d'Luucht geet, an dass domat déi 2.377 Stonne längst net méi duerginn. Dat heescht mat anere Wierder ausgedréckt, et besteet also nach ëmmer e groussen Handlungsbedarf.

Nach eng Kéier, Kolleeginnen a Kolleegen, dëse Gesetzesprojet soll eng definitiv Ustellung vum SREA-Personal erméiglechen an domat éischtens, fest, permanent, geschoulten Equipen, déi duerch e fest Aarbechtsverhältnis och d'Rou an d'Ausgeglachenheet kréien, fir weiderhi wäertvoll, nëtzlech an noutwendeg Aarbecht leeschten ze kënnen; zweetens, ginn iwwert dëst Gesetz - ech widderhuele mech - d'Aarbechtsverträg endlech regulariséiert an d'Gesetz respektéiert; an drëttens, mat dësem Gesetz gëtt onmëssverständlech, wann och leider mat Verspéidung, de politesche Wëllen erneiert an dokumentéiert, deene Kanner, déi Hëllef brauchen, déi och zoukommen ze loossen, esou wéi et de Législateur am Basisgesetz iwwert d'Éducation différenciée vum 14. Mäerz 1973 virgesinn, awer nëmmen hallefhäerzeg ëmgesat huet.

Erlaabt mer alle Kommissiounsmitglieder Merci ze soe fir déi gutt an déi schnell an effikass Aarbecht, an och all deenen aneren, déi un der Virbereedung vun deem Ganzen deelgeholl hunn. Ech bieden lech ëm Zoustëmmung an ech benotzen d'Geleeënheet, fir och d'Zoustëmmung vun der LSAP-Fraktioun elo schonn unzemellen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Als éischt Riednerin ass d'Madame Gantenbein ageschriwwen.

Discussion générale

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV).*- Här President, léif Kolleeginnen, léif Kolleegen, fir d'éischt un éischter Stell e grousse Merci un den Här John Castegnaro, dee säi schréftlechen a mëndleche Rapport mat Engagement virgedroen huet. Hien huet am Fong geholl alles gesot, wat et iwwert dëse Projet ze soe gëtt. Et ass sécherlech a senger parlamentarescher Envergure kee ganz grousse Projet, awer e ganz nëtzlechen, a fir déi Betraffen e wäertvollen. Ech denken och, datt dësen Text eng gewësse Signalwierkung huet, souwuel fir déi Leit, déi an dësem Beräich schaffen, wéi och fir déi Kanner, déi an der Éducation différenciée ënnerbruecht sinn, a fir hir Familljen.

De Rapporteur, an och de Statsrot hu korrekterweis dorobber higewisen, datt déi Betraffen an dësem Secteur opgrond vum Gesetz vum 24. Mee 1989 iwwert den Aarbechtsvertrag schonn de facto en onbefristete Vertrag hunn. Duerch de virleienden Text gëtt u sech dës Situatioun regulariséiert, wat fir déi, déi am socio-éducativë Secteur schaffen, sécherlech eng Unerkennung an eng Valorisatioun vun hirer Aarbecht duerstellt. Wie sech e bëssen an dësem Beräich auskennt, weess, datt et grad dës Kanner a Schüler sinn, déi op e motivéiert an engagéiert Personal mussen ziele kënnen, an de Rapporteur huet dat jo och ganz ausdrécklech ënnerstrach.

Wa mir haut déi berufflech Situatioun vun deene sëllechen Educateuren, Infirmieren, Infirmièren, Ergotherapeuten, Kinésithérapeuten, Orthophonisten, Psychologen, Psychomotriciennen an esou weider am SREA regulariséieren, dann dréit dat sécherlech zur Motivatioun bäi, déi sech schlussendlech och op d'Aarbecht mat de Kanner wäert néierschloen. Duerch dës Regulariséierung ass et méiglech, an deene verschiddene Secteuren Equipen op d'Been ze stelle mat spezifesch ausgebiltem Personal, déi stabel sinn. Eng ganz wichteg Viraussetzung fir gutt edukativ Aarbecht kënnen ze leeschten. Mat dëser Regulariséierung signaliséiert d'Politik awer och, datt se d'Integratioun vun de Kanner mat Besoins spéciaux ganz eescht hëlt an hir Integratioun an den normalen Unterrecht wëllt favoriséieren.

Ech wëllt awer och nach eng Kéier op dëser Plaz dorun erënneren, datt d'Madame Minister am Kontext vun der Debatt vum 1. Juni 2005 iwwert de Gesetzesprojet 5275 iwwert de personelle Kader an eise Lycéeën an Aussiicht gestallt huet, fir de Chargéën am Secondaire eng ähnlech gelagert Léisung virzeleeë wéi déi, déi mer an der leschter Legislaturperiod am Primär ausgeschafft haten. Meng Fraktioun an ech hoffen, datt mer am Hierscht dësen Text kënnen op de parlamentaresche Leescht huelen.

D'Problematik ass nämlech ähnlech gelagert wéi déi beim SREA. Den Enseignement secondaire ass an deenen nächste Joren nach op Chargéën ugewisen. Dat gëllt virun allem am Cycle inférieur vum Technique, am Préparatoire an am Modulaire. Et sinn dat Klassen, wou d'Schüler eng besonnesch Opmierksamkeet brauchen. Et si Klassen, déi dacks vu Chargéë betreit ginn. Och hei kann eng Regulariséierung e positiven Effet hunn op d'Motivatioun vum Léierpersonal.

Wann ech richteg an der Debatt nogelies hunn, ass de Projet sou wäit fäerdeg a kann zesumme mat dem entspriechende Règlement grand-ducal iwwert d'Konditioune vun der Formatioun an de Regierungsrot.

Dëst gesot, Dir Dammen an Dir Häre, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun a soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Als nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur ageschriwwen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, bei dësem Projet kann ee soen „endlech"! Mir hunn hei e Fall vum Fonctionnement vum Stat, wou mer ons all musse Froe stellen. 1973 ass d'gesetzlech Basis geschaf ginn, fir esou Interventioune vu spezialiséierte Leit an de Schoulen ze erméiglechen, wann de Besoin sech bei Kanner géing stellen. Dat huet da bis 1994 gedauert bis dat an d'Praxis ëmgesat ginn ass a bis dee Service rééducatif ambulatoire geschaf ginn ass, well de Besoin effektiv do war.

De Problem war awer, dass de Stat engersäits de Besoin erkannt huet, e Service geschaf huet, sech d'Moyenen an de Ressources humaines awer net ginn huet, fir deem Besoin nozekommen. An dann ass op en Trick zréckgegraff ginn, an dat hunn déi sukzessiv Regierunge gemaach. Ech attackéieren hei keen, mä et muss ee sech d'Fro stellen: Funktionéiere mer richteg, esou wéi mer organiséiert sinn?

Et ass nämlech iwwert d'Loi budgétaire dann all Joers eng Stonnenzuel festgesat ginn, déi dee Service zur Verfügung hätt, fir kënnen ze funktionéieren. Dat heescht, d'Dépense ass vum Stat getätegt ginn, mä op där anerer Säit sinn awer keng Leit fest agestallt ginn, obwuel mer se gebraucht hunn. Dat ass menger Meenung no e Wee, dee mer an Zukunft net méi däerfe goen.

Mir hunn nach aner Beispiller vu Servicer, déi de Stat schaaft duerch e Gesetz, well e Besoin do ass, an op där anerer Säit gëtt hie sech net d'Ressources humaines, an da gëtt probéiert iwwer Zäitkontrakter oder hei iwwer Stonnenzuelen iwwert d'Ronnen ze kommen. An dat éischtens au détriment vun deene Leit, déi esou beschäftegt ginn. Et ass jo och konträr zum Aarbechtsgesetz, an ech wëll dem Rapporteur félicitéiere fir déi kritesch Téin, déi hien och ugeschloen huet.

Et ass och net gutt fir de Service selwer a fir d'Kanner, déi betreit ginn, well ëm déi geet et jo schliesslech hei. Et huet een nämlech festgestallt, dass an deem Service e ganz groussen Turnover war. Well déi Leit, déi do geschafft hunn, an enger prekärer Situatioun waren, hu se da probéiert eppes aneschters ze fannen, a soubal si an engem anere Secteur e richtegen Aarbechtskontrakt kruten, si se fortgaang, wat mat sech bruecht huet, dass dauernd Fluktuatiounen an deem Service waren, wat net gutt war fir de Service, mä et war virun allem net gutt fir d'Kanner.

Duerfir musse mir ons iwwerleeë bei all neiem Gesetz, wat mer stëmmen, dass mer do zur Situatioun kommen, dass mer ons dann och d'Ressources humaines ginn, quitte dass dann de Numerus clausus muss an d'Luucht goen. Well, mir léien ons an déi eegen Täsch a mir fuddelen am Fong, well d'Dépense fir de Stat, déi bleift awer iwwert de Budget, well déi Leit musse rémunéréiert ginn. Mir contournéieren d'Aarbechtsgesetz a mir dreiwen d'Leit an eng Prekaritéit, déi mer awer wierklech net kënnen zouloossen.

Dofir sinn ech frou, dass dee Projet endlech op den Ordre du jour kënnt, well, gleeft mer et, et ass eng Situatioun, mat där ech och konfrontéiert war, an et war net esou einfach - legislativ gesäit et einfach aus, well et ass just een Artikel -, mä et war net esou einfach, dat hei deblockéiert ze kréien, fir dass een déi Stonnenzuel, déi am Budget steet, a Poste géing ëmwandelen.

2001 - an de Rapporteur huet dat och ervirgestrach - ass d'Stonnenzuel agefruer ginn, an dat war net well kee Besoin do war, mä, wéi de Rapporteur et och gesot huet, fir net virunzefueren nach méi Leit an déi prekär Situatioun ze bréngen, well ee soss als Arbeitgeber net seng Responsabilitéit iwwerholl hätt. An ech wor der Meenung, dass fir d'éischt misst de Problem geléist ginn am Intérêt vun de Leit, am Intérêt vum System an am Intérêt vun de Kanner, déi betreit ginn.

De Projet de loi, dee konnt eréischt finaliséiert ginn no de Wahlen, dass e prett wor, an no de Wahle konnt ech kee Projet méi déposéieren. Dofir sinn ech frou, dass dat dunn am November duerch d'Madame Delvaux geschitt ass an dass mer elo dee Projet hei um Ordre du jour hunn.

Menger Meenung no solle mer ons dat hei och virun Aen halen, wa mer aner Servicer beim Stat schafen, och an aneren Domänen, dofir riicht et sech un all d'Deputéierten, dass mer oppassen, dass dat do net nach eng Kéier passéiert.

D'Madame Gantenbein huet zu Recht de Problem opgeworf vun de Chargés de cours, am Secondaire, do hu mer eng ähnlech Situatioun. Mir haten se am Primaire. Mir hunn do Leit gebraucht. Mir hunn awer refuséiert hinnen e Statut ze ginn, eng Aarbechtssécherheet. Wann de Stat Leit brauch, da muss en och als Patron, wéi de Privatpatron dobaussen och, sengen Obligatiounen nokommen an net soen: „Der Mohr hat seine Schuldigkeit getan, der Mohr kann gehen." Dofir musse mer och eng Solutioun am Secondaire fir d'Chargés de cours fannen.

Mä erlaabt mer, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir nach ee Wuert ze soen iwwert de Service vum SREA an d'Éducation différenciée. Eng Zäitchen ass déi Diskussioun net gutt gelaf. Et wor nämlech eng Spannung, dass gesot ginn ass: Hei sinn d'Centres d'éducation différenciée an do sinn déi integréiert Kanner. An da goufen et Leit, déi hu gemengt, all handicapéiert Kand misst onbedéngt integréiert ginn an et misst alles gemaach ginn. An aner Leit hu gesot: Ah neen, dat geet dann au détriment vun der Éducation différenciée.

Mir hunn awer nëmmen eng Zort vu Kanner, déi Problemer hunn, an déi sinn heira regruppéiert. Dofir ass et menger Meenung no net e Richtungssträit, deen ee muss féieren - Muss integréiert oder deelintegréiert ginn? -, mä et muss een ëmmer vun der Situatioun vum eenzelne Kand ausgoen. A wann au départ d'Integratioun bei klenge Kanner sech vläicht relativ liicht mécht, well do d'Differenze mat deenen aneren net esou grouss sinn a well se do nach akzeptéiert ginn am Grupp, an opgrond vun hire Capacitéiten och vill kënne mat ewechhuelen, a well déi aner Kanner an der Klass och ganz vill kënnen dobäi léieren, esou ass dat awer, wann d'Kanner e bësse méi al ginn, net onbedéngt de Fall.

Dofir muss een differenzéieren a fir all Kand e Projet maachen, deen dauernd muss ugepasst ginn, an dass een dat muss als Léisung fannen, wat dat Bescht vum Kand ass, an net drun erugoe mat den Aen, dass gesot ginn ass: „Dat do ass ee fir eng Ediffsklass", an ze maachen, wéi wann déi Aarbecht net esou gutt wier.

Ech si frou, dass déi Diskussioun elo Gott sei Dank e bëssen nogelooss huet. Well ech ka mech erënneren, dass mer an der leschter Legislatur eng Kéier eng Visite gemaach hunn an e Centre d'éducation différenciée. Ech hat gefrot dat kënnen ze organiséieren, well ech der Meenung wor, dass d'Deputéierte mol solle kucken, wat do mat de Kanner geschafft gëtt. Do gëtt jo ebe just fir Kanner, déi Schwieregkeeten hunn, spezifesch op hir Schwieregkeeten e Programm développéiert an doduerch maachen se Progrèsen, mä et ass ee Moment duergestallt ginn, wéi wann déi Kanner um Ofstellgleis wieren. Or, dat ass op kee Fall richteg.

Dofir sinn ech frou, dass déi ganz Diskussioun sech elo, Integratioun oder net Integratioun, méi entkrampft huet. Menger Meenung no musse mer ons virun d'Moyenë ginn an dat hei ass ee Schrëtt an déi Richtung fir déi Kanner, wou et méiglech ass, kënnen ze integréieren. Mä wann een se wëllt sënnvoll integréieren, da muss een och deen néidegen Encadrement hunn.

Wat den Encadrement ubelaangt, esou géing ech mer wënschen, dass, nodeem de Problem hei geléist ass, ee géing fäerdeg brénge Equipen ze schafen - et si jo scho regional Strukturen elo geschafe ginn -, mä dass kënne gréisser Schoulgebaier op stabelt Personal zréckgräifen, déi ganz an d'Gebai och integréiert ginn an esou sënnvoll als Ressourcë fir d'ganzt Gebai kënnen ugesi ginn.

Ech wëll och hei ënnersträichen, dass déi Aarbecht, déi déi Leit leeschten a geleescht hunn, souwuel am SREA wéi an de Centres d'éducation différenciée, eng formidabel Aarbecht ass. Eng Aarbecht, déi net liicht ass. Eng Aarbecht, wou een och heiansdo u seng Limitë stéisst a wou ee gesäit, dass een net alles kann erreeche mat deene Kanner, wat ee sech virgestallt huet, wou et Réckschléi och gouf. A wann ech dann déi Leit kucken, ënnert deene schwieregste Bedingungen, a beim SREA och nach ënner prekäre Bedingunge schaffen, an ech froen se: „Wéi maacht Der dat, Är Aarbecht mat esou engem Engagement ze maachen?" Da soe se: „Mir kréien enorm vill vun deene Kanner erëm."

An ech mengen dat muss een erliewen. Et muss ee gesinn, wéi esou Centrë fonctionnéieren. An ech wëll hei meng Unerkennung all deenen ausdrécken, déi an deem Secteur schaffen a sech enorm asetze fir d'Scolarisatioun vun deene Kanner, déi d'Chance net hunn esou kënnen ze evoluéiere wéi all déi aner Kanner.

No deene puer Remarquen, Här President, Dir Dammen an Dir Häre, wollt ech den Accord vun der DP-Fraktioun ginn an nach eng Kéier en Appel un ons maachen, wa mer an Zukunft Servicer schafe beim Stat, egal a wellechem Domän, da musse mer och dofir suergen ons d'Moyenen ze ginn en ressources humaines, fir dat kënnen nozevollzéien. Well soss si mer muer an engem aneren Domän erëm op deemselwechte Punkt wéi hei, an dat ass net gutt, weder fir de Fonctionnement vum Stat, nach fir déi Betraffen, nach besonnesch fir de Service, dee mer um Bierger musse leeschten.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Dann huet den Här Claude Adam d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorablen Här Castegnaro huet et scho gesot fir unzefänken: Mir maachen haut e Stéck Vergaangenheetsbewältegung.

Als gréng Fraktioun bedauere mir et selbstverständlech och, datt dat esou laang gedauert huet, bis datt mer endlech esou wäit sinn, datt déi Leit, déi beim SREA schaffen, kënne fest agestallt sinn.

Ee Service schafen a géréieren, wou een de Leit keng fest Ustellung ka ginn, ass en Nodeel fir deen, deen e Service géréiert. Et ass en Nodeel fir déi Leit, déi do schaffen. Et ass dovu geschwat ginn, datt ganz vill Leit, déi, wa se d'Méiglechkeet haten an en anere Service ze kommen, wou se besser Konditioune kritt hunn, dann och dovu Gebrauch gemaach hunn. A schlussendlech ass dat och fir déi Kanner, déi vun deem Service profitéieren, net glécklech.

Duerfir: Gutt, datt mer haut dee Projet hunn. Mir wäerten als gréng Fraktioun dee Projet selbstverständlech och mat Jo stëmmen.

Erlaabt mer just kuerz ze soen, an den Här Castegnaro huet dat och schonn ugeschnidden: Et ass awer nach keng Äntwert op déi zukünfteg Entwécklung. An ech mengen, och do misst ee sech Gedanke maachen. Et ass ugeschwat ginn, ob een dat vläicht am neie Schoulgesetz kéint mat verschaffen. Op alle Fall ass dat eng gutt Geleeënheet fir ze diskutéieren.

Firwat? Majo et gëtt um Terrain ganz vill Servicer. Et gëtt scho laang de Service de guidance de l'enfance an et gëtt de SREA, an da gëtt et och nach esou eppes wéi en Appui communal, deen op ënnerschiddleche Gemenge ganz wäit geet, fir dann net iwwert d'Logo an esou weider nach ze schwätzen.

An ech mengen, do misste mer eis och nach Gedanke maachen, wann een d'Entwécklung vum SREA kuckt, wou ee seet, si hu '94 ugefaange mat 135 Unitéiten, 2001 ass et agefruer ginn op 2.377 Unitéiten, da kann et jo elo net sinn, datt dat een exponentiellë Wuesstum gëtt. Dat heescht, mir mussen eis schonn iwwerleeën, wéi eis Servicë fir d'Enfants à besoins spécifiques an de Schoulen an Zukunft organiséiert ginn.

Ech freeë mech op déi Diskussioun a soe Merci fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Gibéryen freet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Merci, Här President. Mäi Kolleeg Jacques-Yves Henckes sollt am Fong zum Projet schwätzen, mä en ass an enger Sitzung, mengen ech, an der Gemeng Lëtzebuerg. Dofir wëll ech am Numm vun eiser Fraktioun awer d'Zoustëmmung zu dësem Projet bréngen.

(Interruption)

Et ass schwéier hien ze ersetzen, mä ech versichen et awer.

Ech wëll d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun bréngen. Ech wëll dem Kolleeg Castegnaro Merci soe fir säi gudde Rapport, deen en hei gemaach huet. An et ass, mengen ech, vu menge Virriedner alles, wat am Zesummenhang mat dësem Projet ze soen ass, gesot ginn.

Ech mengen et ass wichteg, nodeem datt mer bei de Chargéen am Primaire, wou mer eng ähnlech Situatioun haten, am Secondaire besteet se nach, datt mer hei déi Onsécherheet eraushuelen an duerch dëst Gesetz d'Situatioun vun deene Leit regelen. Ech mengen, dat wat mer dem Privatsecteur am Fong mat Recht virschreiwen, datt d'Leit mussen a festen Aarbechtsverhältnisser sinn, do misst de Stat am Fong och bei sech esou eng Situatioun schafen.

Et ass ëmmer ongesond, wa mer virun allem an der Educatioun op verschiddenen Niveauen déi Situatioun hunn an haten, wou Leit keng fest Aarbechtsverträg hunn. Ech mengen dat ass net gutt fir eng Situatioun an der Schoul. Déi Leit hunn eng grouss Responsabilitéit, virun allem déi heite Leit, an duerfir soll een och deene Leit déi Garantië ginn, déi se brauchen, fir esou eng Aarbecht kënnen ze maachen. Duerfir ass dat hei e gudde Projet, deen eis Zoustëmmung fënnt.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet elo d'Madame Unterrichtsministerin d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech haut fir d'zweet,…

(Hilarité)

…well mer dat Gesetz vum SREA haut stëmmen, well och déi grouss Unanimitéit hei an der Chamber besteet a wat jo u sech net erstaunlech ass, well dee Projet ass iwwerzeideg an et ass héich Zäit, dass déi Leit, déi als Chargés iwwer Joren am SREA agestallt sinn, e feste Kontrakt kréien.

Ech muss soen - ech huelen u menger Virgängerin ass et esou gaangen a mir geet et och esou -, dass ee sech schummt, wann een deene Leit begéint a wann ee weess, dass hir Aarbechtskontrakter net an der Rei sinn, an ech si frou, datt ech hinnen elo ka mat manner Gêne begéinen, well se dann endlech regulariséiert sinn.

Ech sinn och mat all deenen d'accord, dass mer eis musse Moyenë gi fir esou Situatioune wéi där do an Zukunft ze vermeiden an awer déi Servicer, déi mer brauchen, kënnen unzebidden - a mir brauchen déi Servicer!

Wa mer elo soen, mir sinn um Niveau vun 2001 - do hu mer eigentlech d'SREAs-Stonnen agefruer - a mir sinn elo 2005, an deemools sinn eigentlech Kanner betreit gi bis an d'sechst Schouljoer, dat heescht, et war geduecht vun 1994 un, wou de SREA gegrënnt ginn ass, fir dat dann ëmmer wuessen ze loossen, dass een dann eng Kéier dee ganze Curriculum vun de Kanner, sou laang wéi se schoulflichteg sinn, dat wär also bis 15, 16 Joer, géif gesinn, wat ongefeier de Besoin wär an dann hätt een eng Iddi vum Ordre de grandeur.

Vu dass 2001 aus verständleche Grënn d'Stonnenzuel agefruer ginn ass, si mer eigentlech ni op deen Niveau komm, wou mer genau wossten, wat d'Besoinë wäre fir eng Population scolaire donnée. En plus wësse mer jo, dass mer all Joer méi Kanner an eis Primärschoule kréien a mir kréien och Kanner, deenen hir Besoinen och wahrscheinlech an d'Luucht ginn. Et ass net esou, dass d'Zuel vun den Enfants à besoins spécifiques proportionell zu eiser Population scolaire ofhëlt; si bleift pour le moins constant. Dat heescht, ech ginn dovunner aus, dass mer elo eng Situatioun regulariséieren - wouriwwer ech frou sinn -, mä dass mer an Zukunft awer nach Leit brauche fir all déi Servicer, déi déi Enfants à besoins spécifiques do à charge huelen.

Déi Diskussioun, wéi mer déi Servicer sollen organiséieren, wäerte mer am Hierscht féieren am Kader vun deem neie Schoulgesetz, wou ech déi Servicer gäre géif dran integréieren.

D'Madame Gantenbein huet gefrot, fir et ähnlech bei de Chargés de cours am Enseignement postprimaire ze maachen, wat elo net direkt eppes heimadder ze dinn huet, mä wat awer eng ähnlech Problematik ass, wou d'Zuel och immens ugeklommen ass a wou mer och fir den Hierscht e Projet an d'Regierung ginn, fir deenen och eng Solutioun unzebidden, dass se e feste Kontrakt kënne kréien.

Fir op d'Kanner à besoins spécifiques zréckzekommen. Ech hunn eigentlech déi Iwwerleeung net richteg verstanen, mä fir mech ass et awer kloer, dass Kanner mat Besoins spécifiques Kanner sinn, déi der Obligation scolaire ënnerleien an deene mer mussen an der öffentlecher Schoul eng Scolarisatioun bidden, déi hinnen et erlaabt och hir Potentialitéiten esou ze entwéckelen, well och fir Kanner à besoins spécifiques oder enfants à handicap muss et e Förderplang ginn, muss et en Enseignement ginn, deen se esou wäit bréngt, wéi et méiglech ass.

An elo weess ech net ob et ubruecht ass iwwert déi bescht Manéier, wat ass den Avantage vun där enger Form vu Scolarisatioun par rapport zu där aner, ze streiden. Fir mech ass et zimlech kloer, de Prinzip ass d'Integratioun. Nëmme wann d'Integratioun schwiereg ass, da musse mer kucke Léisungen ze fannen, an an all Fall musse mer Léisunge fannen, déi op d'Besoinë vun all Kand zougeschnidden sinn an em déi an eiser Schoul offréieren.

Ech soen Iech alleguerte Merci, dass Dir dat Gesetz hei stëmmt.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5403 iwwert de Code des assurances sociales. Et sinn ageschriwwe bis elo den Här Wagner an den Här Jaerling. D'Wuert huet de Rapporteur, den honorabelen Här Romain Schneider.

5. 5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

M. Romain Schneider *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Ofschloss vun dësem Schouldag nach e klengen technesche Projet vun der Sécurité sociale. Dat ass de Projet de loi 5403 iwwert d'Modifikatioun vum Code des assurances sociales, awer och vum modifizéierte Gesetz vum 3. August 1998 iwwert d'spezial Pensiounsregimer vun de Statsbeamten, vun de Gemengen a vun de Beamte vum CFL, an derniewent d'modifizéiert Gesetz vum 28. Juli 2000 iwwert d'Koordinatioun zwëschent deenen eenzelne Regimer vun de Pensiounswesen.

Dëse Projet de loi gouf vum Securité-sociale-s-Minister Mars Di Bartolomeo de 24. November 2004 an der Chambre des Députés déposéiert. De Conseil d'État huet een éischten Avis den 22. Februar ginn an een zweeten Avis, nodeem d'Parlament dräi Amendementer eragereecht hat, de 14. Juni. D'Kommissioun huet iwwert dës Avisën an och iwwert de Projet de loi befonnt an an enger Sitzung vum 21. Juni eestëmmeg de Rapport ugeholl.

Ëm wat geet et elo an dësem Projet de loi, deen een am Prinzip an dräi Punkte kann zesummefaassen?

Den éischte Punkt ass deen, de Projet de loi probéiert virun allem fir eng Rei vun Effets malencontreux, déi generéiert goufen duerch Interferenze vun zwee Gesetzer, ze klären, ze redresséieren. Dat ass éischtens d'Gesetz vum 9. Juli 2004 iwwert d'Effets légaux vun dem PACS-Gesetz, dat en vigueur getrueden ass den 1. November 2004, an zweetens d'modifizéiert Gesetz vum 28. Dezember 1988 iwwert d'Reglementatioun vun dem Accès op verschidde Professiounen: Artisan, Commerçant, Industriel, awer och liberal Professiounen an déi natierlech och Agréff haten an de Code des assurances sociales. E Gesetz, dat also gestëmmt gouf den 9. Juli 2004, mä dat en vigueur getrueden ass de 15. August 2004.

Virun allem viséiert an dësem Projet de loi sinn eng Rei Punkten, an dat sinn d'Punkten 1), 2), 7), 8), 13), 14), 16), 18), 19), 20) an 21), déi direkt iwwerholl ginn am Code des assurances sociales an déi do Bezuch hunn op d'Artikelen 1, 5, 85, 95, 171 an 180, an déi eis also erlaben déi Problemer, déi opgetaucht sinn, d'Effeten dovun, wat d'Loi d'établissement ubetrëfft, de Volet sécurité sociale virun allem, ze évitéieren, fir datt net eng Mise à néant vun deenen zwee Gesetzer an dësem Volet géing geschéien. Dës Modifikatiounen erlaaben et eis aus där doter Situatioun erauszekommen.

Am zweete Fall ass et dann och den Artikel 293 vum CAS, deen ëmgeännert gëtt an dat wat d'Delegéierte vun de Juridictions sociales ubetrëfft, dat virun allem och no engem Avis vum Conseil d'État, deen hei kloer an engem Projet de loi gesot huet, datt d'Organer vun der Union des Caisses de Maladie misste modifizéiert ginn an dat mécht deen heite Projet de loi andeem en de Mode de nomination, virun allem och d'Zuel an d'Durée vun de Funktioune vun dësen Delegéierten, determinéiert.

An dann drëttens gouf profitéiert vun dësem Gesetz, fir en Toilettage ze maache vun enger Rei vun Artikele vum CAS.

Dëse Projet de loi, wéi gesot, gouf analyséiert vum Conseil d'État, deen eng Rei Propositiounen hat, déi d'Kommissioun iwwerholl huet. An zu deenen dräi zousätzlechen Amendementer, déi nach eng Kéier eragereecht goufen de 26. Abrëll 2005, wou bei deenen zwee éischten Amendementer, wou et sech ëm eng Erreur d'interligne gehandelt huet, wou am Prinzip dee ganzen Text eng aner Bedeitung kritt hätt, keen Asproch war vum Conseil d'État.

Och am drëtten Amendement, wou mer een Artikel 5 bäigefügt hunn, fir och hei ze évitéieren, datt d'A-Kraaft-Triede vum Gesetz Changementer géing bréngen op bestehend Affiliatiounen, och hei gouf dat transitoire dra gesat, datt et keng Ännerungen däerft op bestehend Affiliatiounen hunn, ausser wann d'Persounen dat géinge selwer froen, respektiv wa Circonstances juridiques do wieren, déi deem géifen entgéint goen.

An deem Sënn, no mengen éischter techneschen Erklärunge vun deem wierklech technesche Projet hei, géing ech mäin Accord ginn zu dësem Projet de loi an an engems och dee vun eiser Fraktioun erdeelen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Als éischt Riednerin ass d'Madame Stein-Mergen ageschriwwen. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Martine Stein-Mergen *(CSV).*- Merci, Här President. Ech géif wëllen am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur villmools Merci soen, dass hien dat effektiv eminent technescht Gesetz esou gutt rapportéiert huet an och hei erkläert huet an ech géif wëllen den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Stein. Den Här Wagner!

M. Carlo Wagner *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och selbstverständlech dem Rapporteur, dem honorabelen Här Romain Schneider, félicitéiere fir säi mëndlechen an och schréftleche Rapport. Esou wéi e richtegerweis gesot huet, ass dee Projet de loi hei essentiellement technescher Natur. Ech muss awer soen, dass en trotzdeem eng Rei vun Ongereimtheeten an Incompatibilitéiten zwëschent verschiddene Gesetzer an och dem CAS, dem sou genannte Code des Assurances Sociales, aus der Welt schaaft an dofir ouni Zweifel ganz utile ass.

Dofir ginn ech och am Numm vu menger Fraktioun, der Demokratescher Partei, den Accord zu dësem Projet de loi.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wagner. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Jaerling ageschriwwen.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, och vun eiser Säit aus dem Rapporteur Merci fir säin detailléierte Rapport. Ech géif mengen, den éischte Schrëtt a Richtung Rentegerechtegkeet ass eng gutt Koordinatioun emol tëschent de Regimer, an nodeem dass mer elo hei all Artikelen dohinner placéiert hunn, wou mer se gäre gehat hätten a wou se och higehéieren, kënne mir och nëmmen eis Zoustëmmung zu deem Gesetz ginn.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann ass d'Diskussioun ofgeschloss. D'Wuert huet nach d'Regierung, den zoustännege Minister, den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech géif dem Rapporteur Merci soe fir déi effikass Aarbecht, grad wéi der gesamter Kommissioun.

Hei handelt et sech net ëm e spektakuläert Gesetz, mä awer e wichtegt Gesetz, dat Inélégancen an net gewollten Zesummewierke vun anere Gesetzer erëm op déi richteg Schinn bréngt. Dofir wollt ech der Chamber e grousse Merci soen, dass se esou schnell geschafft huet, an ech stelle mat Freed fest, dass bei allen Intervenanten Unanimitéit hei bestanen huet.

Merci, Här President.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zu de Voten.

6. 5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote (suite)

Mir stëmme fir d'éischt of iwwert de Projet de loi 5434 iwwert d'Schafung vum Lycée-pilote.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Une voix.- Passt op, ech hunn hei dee Knäppche fir d'Schleidersëtzer! Déi zweet Rei, dee mam orangen Déngen…

M. le Président.- De Projet de loi 5434 ass mat 50 Jo-Stëmmen, bei 10 Nee-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Marie-Josée Frank), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Marcel Sauber), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roland Schreiner);

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

(Interruption)

Här Bettel?

M. Xavier Bettel *(DP).*- Eis Fraktioun gëtt d'Dispens net, Här President!

M. le Président.- Hmmm!

7. 5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA) (suite)

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi «portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire».

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5395 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marcel Oberweis), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Marc Spautz), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Fernand Diederich), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Xavier Bettel), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par Mme Anne Brasseur), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par M. Henri Grethen) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

8. 5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension (suite)

Sou, da komme mer zur Ofstëmmung vum leschte Projet de loi, zum 5403, iwwert de Code des assurances sociales.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5403 ass mat 59 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers (par M. Marco Schank), Laurent Mosar (par Mme Nancy Arendt), Marcel Oberweis, Patrick Santer (par Mme Marie-Josée Frank), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel (par M. Marc Spautz), Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Roland Schreiner), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Roger Negri);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Carlo Wagner), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Camille Gira);

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Aly Jaerling), Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Voilà, Dir Dammen an Dir Hären, da si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Chambersitzunge si virgesi fir den 12., 13. a 14. Juli. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.26 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op **www.chd.lu**
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Sommaire des séances publiques

Ordre du jour page 478

5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pages 478-479, page 481

5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances page 479, page 481

5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle

et

5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 479-481, pages 481-482

Interpellation de M. Jean Huss au sujet du projet de réglementation «REACH» proposé par la Commission européenne pages 482-490

Question urgente N°488 de M. Gast Gibéryen concernant la réunion d'information dans l'enceinte du Lycée technique des Arts et Métiers sur le traité établissant une Constitution européenne pages 490-491

Question avec débat N°3 de M. Marco Schank relative aux eaux de baignade au Luxembourg pages 491-492

5449 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

3. de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;

4. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 492-499

5455 - Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz pages 499-501

Communications page 502

Retrait du rôle des affaires page 502

5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote pages 502-510, page 512

5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA) pages 510-512, page 513

5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension page 512, page 513

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 12 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0356	M. Marc Spautz	Délivrance des permis de travail
0370	Mme Vera Spautz	Indemnité de formation
0378	M. Jacques-Yves Henckes	Le cycle universitaire complet dans le cadre du processus de Bologne
0388	Mme Colette Flesch	Expulsion de familles et ressortissants kosovares
0398	M. Aly Jaerling	Allocations familiales
0403	M. Jean Huss	Mise à disposition de l'église d'Ernster au culte orthodoxe serbo-croate
0404	M. Alex Bodry	Listes électorales
0406	M. Jacques-Yves Henckes	Regroupement de la Bibliothèque nationale et de la Bibliothèque universitaire
0408	M. Félix Braz	Rapport du «European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia» (EUMC)
0409 cf. 0411	M. Marc Spautz	Transposition de la directive européenne sur le temps de travail du personnel roulant
0410	M. Aly Jaerling	Réaménagement du virage du CR110 entre Bascharage et Clemency
0411 cf. 0409	M. John Castegnaro	Transposition de la directive 2002/15/CE relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier
0412	M. Jacques-Yves Henckes	Annulation de l'autorisation de bâtir des dépôts pétroliers à proximité de la zone d'activité «Bourmicht»
0414	M. Ben Fayot	Incapacité de travail et réinsertion professionnelle
0420	M. François Bausch	État de l'enquête dans l'affaire «Bommeleeër»
0422	M. Ben Fayot	Harcèlement moral sur les lieux de travail
0426	Mme Françoise Hetto-Gaasch	Déchets en bordure de route
0427	M. Robert Mehlen	Circulation interdite sur le CR188 entre Canach et Schuttrange
0429	Mme Viviane Loschetter	Création d'une cellule de compétence en genre
0430	M. Marcel Oberweis	Site unique pour les facultés universitaires
0431	M. Marco Schank, M. Jean-Paul Schaaf et M. Ali Kaes	Construction d'un lycée pour le canton de Clervaux
0433	M. Jean Huss	Irradiation des aliments
0434	M. Jean Huss	Commission Internationale de la Protection Radiologique (CIPR)
0435	M. Jean Huss	Codex alimentarius
0439	Mme Claudia Dall'Agnol	Création de commissions consultatives à l'égalité des chances au niveau communal
0452 urgente	Mme Anne Brasseur	Bâtiment scolaire du «Neie Lycée»
0459	M. Jean-Pierre Koepp	Formation des animateurs touristiques
0466	M. Aly Jaerling	Compétences du Grand-Duc
0476	M. Aly Jaerling	Référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe

Question 0356 (15.3.2005) de M. Marc Spautz *(CSV)* concernant la délivrance des permis de travail:

Selon la loi du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, aucun travailleur non communautaire ne peut occuper un emploi salarié, manuel ou intellectuel sans y être autorisé. Suite à l'accord de coalition 2004, l'arrêté grand-ducal du 7 août 2004 portant constitution des ministères a transféré les compétences de la délivrance de ces permis de travail du Ministère du Travail et de l'Emploi vers le Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration.

Tout en sachant que la mise en service du Service des Permis de Travail au sein du Ministère des Affaires étrangères et de l'Immigration a nécessité un certain temps, il me revient qu'une bonne centaine de dossiers sont toujours en suspens. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration:

1. Combien de demandes de permis de travail émanant de citoyens communautaires et non communautaires ont été reçues?
2. Combien de permis de travail ont déjà été accordés par le nouveau service?

Réponse (8.6.2005) M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration:*

Le nombre de demandes de permis de travail émanant de citoyens communautaires et non communautaires n'est pas déterminable, alors que les demandes sont adressées à l'Administration de l'Emploi conformément au vœu du législateur et que bon nombre sont retournées à l'expéditeur quand elles ne sont pas complètes.

Parmi celles qui sont complètes et avisées par l'Administration de l'Emploi, le Service des permis de travail a pris, depuis son déplacement matériel vers la direction de l'Immigration, c'est-à-dire depuis le 15 février 2005, quelque 1.369 décisions, dont 1.189 constituent des décisions d'octroi, 75 des décisions de refus, 105 des décisions de dispense du permis de travail.

Des 1.369 décisions, 159 se rapportent aux ressortissants communautaires des nouveaux États membres, dont 128 se sont vu octroyer un permis de travail.

Question 0370 (23.3.2005) de Mme Vera Spautz *(LSAP)* concernant l'indemnité de formation:

Depuis le début des années 90, une indemnité de formation a été payée aux demandeurs d'emploi inscrits au CNFPC. À part un arrêté du Ministre du Travail, ce paiement n'avait pas de base légale. Notons qu'en moyenne entre 450 et 500 personnes assignées par l'ADEM à une mesure de formation bénéficiaient d'une indemnité de formation.

Aujourd'hui, l'article 2, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi du 19 décembre 2003 portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du Plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 prévoit la disposition suivante: «Une indemnité de formation respectivement un complément de formation peut être attribué aux demandeurs d'emploi qui participent à une mesure de formation (…). Les modalités d'attribution ainsi que le montant de l'indemnité seront déterminés par règlement grand-ducal.»

Le règlement grand-ducal en question suscitait des difficultés: Alors qu'il n'était pas encore en vigueur en janvier 2004, les montants et les dispositions y insérés furent appliqués afin de garantir le paiement des indemnités. Or, en juin 2004, les avis du Conseil d'État

et des Chambres professionnelles étaient disponibles et rien ne s'opposait à l'entrée en vigueur du règlement grand-ducal. Tel n'est malheureusement pas le cas, de sorte qu'actuellement environ 330 personnes concernées ne profitent plus ou pas de l'indemnité qui leur était promise.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quels sont les éléments qui expliquent les difficultés liées au règlement grand-ducal susmentionné?
- Quelles sont les raisons qui expliquent que le paiement de l'indemnité de formation a été suspendu?
- Est-ce qu'il est exact que les personnes concernées n'ont pas été informées des raisons du non-paiement?
- Qu'est-ce que Monsieur le Ministre entend faire pour remédier à cette situation et dans quels délais est-ce que les demandeurs d'emploi continueront à bénéficier de cette indemnité?

Réponse (31.5.2005) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Par sa question N°0370, l'honorable Députée Vera Spautz voudrait avoir certaines précisions sur les difficultés rencontrées pour continuer le paiement des indemnités de formation revenant à des demandeurs d'emploi inscrits au CNFPC.

Je voudrais tout d'abord relever que la question me laisse perplexe alors que l'honorable Députée est certainement au courant des problèmes rencontrés par mes services en la matière alors qu'elle se trouve engagée dans des projets financés par le Fonds pour l'Emploi.

En effet, comme elle le souligne dans sa question parlementaire, l'article 2, paragraphe 2, alinéa 4 de la loi du 19 décembre 2003 portant modification de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en œuvre du Plan d'action national en faveur de l'emploi 1998 dispose qu'une «indemnité de formation respectivement un complément de formation peut être attribué aux demandeurs d'emploi qui participent à une mesure de formation (…). Les modalités d'attribution ainsi que le montant de l'indemnité seront déterminés par règlement grand-ducal.» C'est d'ailleurs par le Ministre du Travail que cette modification a été proposée.

Or, un tel règlement grand-ducal n'existe pas encore alors qu'un consensus sur le champ d'application personnel et le niveau des indemnités de formation à charge du Fonds pour l'Emploi n'a pas encore été trouvé. Un groupe de travail est entrain de réviser un projet de texte qui a d'ailleurs fait l'objet d'un avis du Conseil d'État.

Quant aux indemnités de formation, il est à noter que leur paiement n'a pas été suspendu, mais que la proposition d'engagement budgétaire a fait l'objet d'un visa de la part du contrôle financier. Contrairement à l'allégation erronée relatée dans certains organes de presse, l'opposition de paiement n'a donc pas son origine dans l'attitude du Ministre du Travail ni d'un quelconque fonctionnaire de ce Ministère. L'honorable Députée devrait savoir que dans un tel cas soit il n'y a pas de paiement, soit le Ministre doit faire usage de la procédure dite du «passer outre».

Comme en l'espèce le Ministre du Travail et de l'Emploi n'est que le dernier maillon dans la chaîne et que sa fonction se limite à celle d'un ordonnateur, il voulait explorer toutes les pistes possibles avant de recourir à cette procédure ultime qui l'oblige d'ailleurs à se justifier devant la commission compétente de la Chambre des Députés. J'entends d'ailleurs en référer à la Comexbu du Parlement sous peu.

Malheureusement, malgré tous pourparlers, notamment avec la direction du Contrôle

financier, la situation n'a pu être débloquée que moyennant un «passer outre» afin de permettre la continuation du paiement des indemnités de formation jusqu'à la fin de l'année scolaire, c'est-à-dire jusqu'au 15 juillet 2005.

Pour cette date le groupe de travail ministériel est appelé à déposer ses propositions. Sans vouloir anticiper les conclusions de ce groupe, il me semble cependant nécessaire de limiter dorénavant l'indemnité de formation à ceux qui en ont vraiment besoin et qui sont disponibles pour le marché de l'emploi. En effet, la mesure en question n'est pas une mesure de soutien social, mais une mesure visant à renforcer l'employabilité, donc la disponibilité des personnes en question pour le marché de l'emploi.

Entre-temps les indemnités de formation du premier trimestre de 2005 ont été ordonnancées.

Question 0378 (23.3.2005) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant le cycle universitaire complet dans le cadre du processus de Bologne:

Actuellement le Règlement grand-ducal du 27 février 1987 portant organisation des examens-concours pour l'admission au stage des fonctions administratives de la carrière supérieure des administrations de l'État et des établissements publics exige dans son article 3 que les candidats à l'examen d'aptitude générale doivent être titulaires d'un diplôme universitaire délivré après un cycle d'études d'au moins quatre années.

Or dans le cadre du processus de Bologne un cycle universitaire complet correspond à un degré master avec 300 crédits ECTS. Les exigences de la législation en vigueur au Luxembourg ne se situent cependant qu'au niveau de 240 crédits ECTS.

La législation relative au recrutement et au statut des fonctionnaires devrait être modifiée par ailleurs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1. Le Gouvernement ne devrait-il pas exiger dans le cadre des examens-concours pour le recrutement dans la carrière supérieure que les candidats à l'examen d'aptitude générale soient titulaires d'un diplôme universitaire délivré après un cycle d'études d'au moins cinq années (correspondant à un degré master de 300 crédits ECTS) conformément aux dispositions du processus de Bologne?
2. Dans l'affirmative, est-ce que le Gouvernement procèdera à la modification du Règlement grand-ducal du 27 février 1987 portant organisation des examens-concours pour l'admission au stage des fonctions administratives de la carrière supérieure des administrations de l'État et des établissements publics et aux lois relatives aux conditions de recrutement et au statut des fonctionnaires?

3. À partir de quelle date ces nouvelles dispositions légales et réglementaires seront-elles applicables alors que les étudiants qui s'engagent actuellement dans des études universitaires doivent pouvoir prendre leurs dispositions de même que les administrations concernées qui risquent de devoir reporter d'une année le personnel à recruter durant l'exercice concerné?

Réponse (10.6.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

En réponse à la question parlementaire posée par Monsieur le Député Jacques-Yves Henckes, il y a tout d'abord lieu de rappeler que le classement dans une carrière déterminée auprès des administrations et services de l'État ne dépend pas seulement de la formation ou des études que les candidats ont accomplies, mais également des attributions attachées aux fonctions à exercer et des sujétions particulières auxquelles sont soumis les fonctionnaires classés dans cette carrière.

Dans ce contexte il n'est pas inutile de mentionner que le Gouvernement a institué un groupe d'experts appelé à faire une analyse générale, entre autres, du recrutement du personnel de l'État. Il est évident que ce groupe d'experts devra englober dans ses réflexions les conséquences que le processus de Bologne pourra notamment avoir sur le recrutement dans la carrière supérieure des administrations de l'État. Le Gouvernement attendra les conclusions du groupe de travail à ce titre avant toute décision de changer la réglementation actuelle en matière de recrutement pour tenir compte du processus de Bologne.

Le Gouvernement tient encore à préciser qu'indépendamment des conséquences à attacher au processus de Bologne, la réglementation en matière de recrutement a déjà dû être adaptée plus récemment pour prendre en considération certaines évolutions qui se sont dégagées au niveau européen en matière de diplômes d'études universitaires ou supérieures. C'est ainsi que la pratique en Europe consiste désormais à ne plus exiger un cycle complet d'études universitaires dans une spécialité précise, mais il suffit que le diplôme final obtenu par le candidat sanctionne un cycle d'études complet quel que soit le cursus universitaire suivi par le candidat. De même sont dorénavant admis aux examens-concours de la carrière supérieure des lauréats pouvant se prévaloir d'études d'enseignement supérieur de très haut niveau sans qu'il ne s'agisse d'études universitaires proprement dites, sous la réserve de remplir des conditions très précises quant à la durée des études et quant à la valeur du diplôme.

Ces nouvelles dispositions relatives à la formation exigée pour les candidats aux emplois de la carrière supérieure sont fixées par le règlement grand-ducal du 30 janvier 2004 portant organisation des examens-concours pour l'admission au stage des fonctions administratives et scientifiques de la carrière supérieure des administrations de l'État et des établissements publics. En effet, le Gouvernement entend assurer un suivi régulier de l'évolution des formations au niveau européen dans la mesure où ce domaine se trouve en constante évolution.

Il est entendu qu'au moment où la réglementation sera adaptée aux nouvelles données issues du processus de Bologne, une solution transitoire devra être mise en place pour les étudiants déjà engagés dans un cursus universitaire respectivement pour les candidats aux examens-concours ayant accompli leurs études avant la mise en place du nouveau système d'études.

Question 0388 (5.4.2005) de Mme Colette Flesch *(DP)* concernant l'expulsion de familles et ressortissants kosovares:

Un député a critiqué dans la presse (Le quotidien, 2 et 3 avril 2005) les expulsions de familles et ressortissants kosovares faisant observer que «même l'accord de coalition gouvernementale n'est plus observé» qui «préconise un traitement cas par cas et prévoit de nombreuses situations d'exception en faveur des personnes à expulser» et donne au Ministre et au Ministre délégué «tous les moyens pour faire appliquer une politique de manière généreuse» et que «tout a été fait pour éconduire» les responsables politiques venues assister les expulsés à l'aéroport.

Dans ce contexte j'aimerais donc savoir de Monsieur le Ministre:

- Le Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration partage-t-il cette analyse?
- Est-il d'avis que les expulsions du 1er avril 2005 ont été effectuées conformément aux dispositions de l'accord de coalition gouvernementale et que toutes les possibilités de traitement cas par cas et de situation d'exception en faveur des personnes à expulser ont été épuisées?
- Peut-il préciser les situations de famille (y compris scolarité) des intéressés et les circonstances exactes motivant chacune des expulsions?

Réponse (8.6.2005) de M. Nicolas Schmit, *Ministre délégué aux Affaires étrangères et à l'Immigration*:

En complément à mes réponses données aux questions de l'honorable Député lors de la séance de la Chambre des Députés en date du 12 avril 2005, j'aimerais lui confirmer:

1. qu'a priori il ne m'appartient pas de commenter des articles de presse mais que je ne peux pas partager les affirmations de l'extrait cité;
2. que les rapatriements entrepris début avril l'ont été en pleine conformité avec les dispositions de l'accord de coalition gouvernementale et après réexamen au cas par cas des situations des familles en cause;
3. que le Gouvernement reste dans l'obligation de respecter la logique de la loi qui veut que des demandeurs d'asile déboutés doivent quitter le pays si le statut de réfugié ne leur a pas été reconnu, et ce même de manière forcée s'ils refusent, contrairement à la majorité d'entre eux, d'accepter l'aide de l'État pour un retour assisté et sans escorte.

Question 0398 (12.4.2005) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les allocations familiales:

Mengen Informatiounen no schéngt et Problemer ze gi beim Ausbezuele vum Kannergeld. Sou hätte Leit hiert Kannergeld vum November an Dezember nach net kritt.

Wann ee versicht, bei der Kannergeldkeess nozefroen, da leeft do e Band, wat een opfuerdert hinnen ze schreiwen oder laanschtzekommen.

Wann een awer bei der Kannergeldkeess virsprieche wëllt, ass de Wartesall esou voll, datt een alt eréischt no Stonnen un den Tour kënnt, an och déi zoustänneg Beamte schénge mat der Situatioun iwwerfuerdert ze sinn.

Duerfir dës Froen:

1. Gëtt et Problemer beim Ausbezuele vum Kannergeld, a wa jo, wéi eng respektiv firwat mussen d'Leit op hiert Kannergeld bis zu zwee oder dräi Méint waarden?
2. Wat gedenkt d'Madame Ministesch ze ënnerhuelen, fir datt ee wéinstens kann op d'Kannergeldkeess telefonéiere respektiv net méi esou laang brauch ze waarden, wann een do virspréicht?
3. Gëtt et Personalproblemer an der Kannergeldkeess, a wa jo, wat gedenkt d'Madame Ministesch ze ënnerhuelen, fir datt d'Dossiere méi séier kënne behandelt ginn?

Réponse (9.6.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 1.

Op Ufo un d'Kannergeldskeess hunn ech matgedeelt kritt, datt keng extra oder speziell Problemer an dem Établissement public opgetaucht sinn. D'Bezuele vum Kannergeld, dat iwwert d'Chaîne de traitement vum Centre informatique de la Sécurité sociale leeft, huet och keng besonnesch Problemer dokumentéiert. Dat normaalt Kannergeld fir e Montant vu 44,5 Milliounen Euro fir den November ass de 17. November vun der Keess ausbezuelt ginn an et goung u 96.185 Familljen. Ech hunn also keng Erklärung, wéisou verschidde Leit hiert normaalt Kannergeld vum November eréischt am Dezember kritt hätten.

Ad 2.

Wat besonnesch d'Kommunikatioun mam Public ubelaangt, sou ass dat scho säit Joren e grousst Uleies vun der Keess, déi an deem Domän vill Effortë gemaach huet. Besonnesch d'Tëlefonszentral an dat laangt Waarden, ier ee verbonne gëtt, hunn der Keess grouss Suerge gemaach. Nieft Verbesserungen am Accueil vun de Leit, ass d'Keess momentan drun, e Serveur vocal mat hirer neier Banque de données ze verbannen. Dësen Déngscht erlaabt de Leit Informatiounen op 24 Stonnen ofzefroen, och iwwert hiren Dossier, nodeems se sech speziell identifizéiert hunn. D'Keess kann net egal wiem, deen urifft, Informatiounen oft vu perséinlecher Natur iwwer Tëlefon erausginn, ouni kënnen ze iwwerpréiwen, dass de Géigeniwwer och deen ass, fir deen hie sech ausgëtt. Dëst wäert deelweis mam Serveur vocal geschéien. Ech hoffen also, dass dann de Problem mam Tëlefon zu engem gudden Enn kënnt.

Wat d'Waarde bei de Guicheten ubetrëfft, sou passéieren an deene fënnef Guicheten zesummen en moyenne a pro Dag 218 Leit, awer mat Spëtze vu bis iwwer 300 Leit. D'Keess befënnt sech momentan an Négociatioune mat dem Propriétaire vum Gebai, fir nei Raimlechkeeten um Rez-de-chaussée ze kréien an esou d'Zuel vun de Guicheten ze erhéijen a méi e schnellen Oflaf ze erméiglechen.

Ad 3.

Wat e Personalproblem bei der Keess betrëfft, sou weisen ech drop hin, datt 1998 eng Evaluatioun stattfonnt huet, déi der Keess deemools eng Produktivitéit bescheinegt huet, déi méi héich louch wéi beim Finanzsektor. An der Zwëschenzäit ass d'Zuel vun den Dossiere kontinuéierlech geklommen, mä och d'Effortë vun de Leit vun der Keess, well d'Zuel vum Personal ass ganz lues eropgaang, net awer mat der Zuel vun den Dossiere gewuess. Mat den Erneierungen an der Informatik wäert d'Keess ugangs dem nächste Joer eng nei Evaluatioun vum Personalstand/Aarbecht maachen, an da wäert et sech weisen, op Personal doriwwer eraus néideg ass. Momentan stellt d'Direktioun fest, dass generell keng Verspéidungen an den Dossiere sinn.

Q 103

Question 0403 (14.4.2005) de M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)* concernant la mise à disposition de l'église d'Ernster au culte orthodoxe serbo-croate:

Suite à la décision de la paroisse d'Ernster de mettre à la disposition de l'église orthodoxe serbo-croate, entre-temps officiellement reconnue par la signature d'une convention avec l'État luxembourgeois, les locaux de l'église d'Ernster tout autant que l'exposition d'icônes de ce culte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

1) Quelle est la base légale de cette décision, compte tenu du fait que la législation actuellement en vigueur sur les fabriques des églises, qui sont responsables de l'administration des églises, parle exclusivement du culte catholique?

   (article 76 de la convention du 26 messidor an IX, «Il sera établi des fabriques pour veiller à l'entretien et la conservation des temples…», la loi du 18 du germinal an X relative à l'organisation des cultes, respectivement le décret du 30 décembre 1809 sur les fabriques des églises)

2) Qui devra prendre en charge les frais découlant de cette «sous-location» sachant que les frais pourront, selon la législation actuellement en vigueur, être à charge des communes (articles 37 et 92 du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises)?

Réponse commune (31.5.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire* et de M. François Biltgen, *Ministre des Cultes:*

L'Église catholique étant chez soi dans tout édifice religieux affecté au culte catholique, il revient tout naturellement à ses représentants compétents de déterminer le bon usage qui sera fait de ces bâtiments.

Renseignements pris auprès de l'Archevêché de Luxembourg, il convient de retenir, dans le cas particulier de la mise à disposition temporaire et partielle de l'église d'Ernster à la communauté orthodoxe serbe, la volonté de l'autorité ecclésiastique compétente de faire bénéficier l'Église orthodoxe serbe d'une aide que l'Église catholique est tenue d'offrir à ses Églises sœurs conformément aux principes d'hospitalité et de collaboration œcuménique qu'elle s'est donnés.

L'usage conforme de l'église d'Ernster étant en l'occurrence établi, il y a lieu de présumer que les frais en découlant seront pris en charge par application des dispositions du décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises.

Question 0404 (18.4.2005) de M. Alex Bodry *(LSAP)* concernant les listes électorales:

Comme plusieurs échéances électorales se dessinent à l'horizon, les administrations communales sont confrontées à des demandes émanant de partis politiques pour obtenir copie en tout ou en partie des listes électorales.

D'après l'article 20 de la loi électorale, «chacun peut prendre inspection et copie des listes électorales (...) au secrétariat de la commune».

Il est encore prescrit que préalablement les listes provisoirement arrêtées sont déposées à l'inspection du public du 1er au 10 mai inclusivement.

- J'aimerais savoir si le Gouvernement estime que le droit d'inspection et de copie implique le droit de se voir remettre une liste partielle ou complète des électeurs inscrits par les services communaux compétents?
- Qu'en est-il si une telle demande de copie émane d'un particulier? Le Ministre n'envisage-t-il pas de veiller à une interprétation uniforme de la loi à travers la communication d'une circulaire aux administrations communales?
- Ne faudrait-il pas préciser le texte de loi sur le point évoqué par la présente question?

Réponse (2.6.2005) de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les deux dispositions mentionnées par Monsieur le Député Alex Bodry figurent depuis longtemps déjà dans notre loi électorale. Pour en interpréter correctement la portée il convient de les mettre dans le contexte dans lequel elles sont placées par la loi électorale. En effet, les deux dispositions sont inscrites aux articles 11 et 20, au chapitre intitulé «De la révision annuelle des listes (électorales)». Leur finalité consiste donc à servir la tenue régulière des listes électorales.

L'article 11 de la loi électorale vise les listes provisoirement arrêtées par le collège des bourgmestre et échevins le 30 avril. Ces listes sont déposées à l'inspection du public du 1er au 10 mai inclusivement. Ce dépôt a pour but de permettre aux citoyens de prendre connaissance des listes électorales afin de présenter ensuite au collège échevinal toutes réclamations auxquelles ces listes peuvent donner lieu. En ce qui concerne les listes provisoires la loi ne prévoit d'ailleurs pas que les citoyens peuvent en prendre copie. Ceci n'est pas non plus nécessaire étant donné que le seul but du dépôt à l'inspection du public de ces listes est de donner à toute personne intéressée la possibilité de consulter les listes pour être en mesure par la suite de formuler des réclamations contre une ou plusieurs inscriptions ou omissions d'inscription d'électeurs.

Lorsque les listes électorales sont définitivement arrêtées, l'original de ces listes est retenu au secrétariat de l'administration communale. L'article 20 de la loi électorale dispose que chacun peut prendre inspection et copie des listes actualisées ainsi que des pièces justificatives au secrétariat de la commune. Cette disposition a pour but de permettre à toute personne intéressée de prendre connaissance des listes définitivement établies après la révision annuelle. Ce droit à l'information est d'ailleurs le complément - ou même le préliminaire - indispensable au droit reconnu par l'article 22 de la loi électorale à toute personne jouissant des droits civils et politiques d'exercer, quant aux listes de sa commune, un recours contre les inscriptions, radiations ou omissions de noms d'électeurs. Mais l'article 20 ne limite pas la prise d'inspection et de copie aux personnes envisageant éventuellement de faire un recours. Il ouvre le droit à l'information à chaque personne intéressée.

On peut déduire des considérations qui précèdent que les deux textes visés de la loi électorale confèrent aux listes électorales un caractère public. Il découle de leur formulation que pendant les heures d'ouverture normales des bureaux de l'administration communale l'inspection des listes ne peut être refusée à personne. Il en va de

même de la prise de copie des listes actualisées visée par l'article 20.

La loi accorde ainsi au public le droit de prendre inspection - et copie dans le cas visé par l'article 20 - des listes électorales. Il faut cependant préciser que l'initiative de prendre copie conformément à l'article 20 appartient à celui qui souhaite obtenir la copie. L'article 20 n'oblige pas l'administration communale - et donc non plus le personnel communal - à confectionner et à délivrer des copies de tout ou partie des listes électorales à des tiers, qu'il s'agisse de partis politiques ou de personnes privées. La seule obligation de l'administration communale est de mettre les listes à la disposition des personnes qui veulent exercer leur droit de consultation. Celui qui veut également faire usage de son droit de prendre copie doit le faire par ses propres moyens au lieu où l'administration communale tient les listes à l'inspection du public. Au cas où une administration communale est disposée de son propre gré à fournir les copies de tout ou partie des listes lui demandées dans le cas visé par l'article 20 de la loi électorale, elle est en droit de réclamer pour ce service une taxe appropriée que son conseil communal aura fixée au préalable dans un règlement-taxe dûment approuvé.

Pour être complet il faut préciser encore une fois que l'inspection par le public des listes électorales s'inscrit dans la procédure prévue par la loi électorale pour garantir la tenue régulière des listes électorales. Sa finalité ne consiste certainement pas à servir de fichier d'adresses à quelque fin que ce soit. Aussi convient-il de veiller lors de la prise de copie de ces listes à ne pas enfreindre la législation relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Au cas où des difficultés d'interprétation concrètes des textes concernés me seraient signalées, je ne manquerais pas de prendre les mesures qui s'imposent pour tirer les choses au clair.

Question 0406 (18.4.2005) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant le regroupement de la Bibliothèque nationale et de la Bibliothèque universitaire:

En février 2002, le Conseil de Gouvernement PCS-DP avait décidé que toutes les activités de la Bibliothèque nationale seraient regroupées sur un site unique, le bâtiment Robert Schuman à Kirchberg.

Le programme gouvernemental du nouveau Gouvernement prévoit pour sa part que les «travaux de planification d'une nouvelle Bibliothèque nationale avec Bibliothèque universitaire seront poursuivis». Afin de tenir compte de cette nouvelle orientation un concours international d'architectes a été organisé en vue de l'adaptation du bâtiment Robert Schuman. Le jury du concours a élu un bureau d'architectes allemand.

Selon une réponse de Monsieur le Ministre de la Culture (février 2005) à une question parlementaire, un groupe de travail serait actuellement en train de finaliser l'avant-projet y relatif.

Pourtant, selon mes informations la Direction générale (DG8) du Parlement européen devrait, en raison de travaux d'extension effectués au bâtiment Konrad Adenauer, déménager sous peu dans le bâtiment Robert Schuman et ce pour une durée prolongée ce qui mettrait - de facto - à plat le projet gouvernemental d'un site unique pour la Bibliothèque nationale et la Bibliothèque universitaire à réaliser dans un proche avenir. Or, une solution doit être trouvée d'urgence.

Par ailleurs, l'idée de réunir Bibliothèque nationale et Bibliothèque universitaire est de plus en plus contestée par les étudiants universitaires.

Dès lors les questions suivantes s'imposent:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer et préciser mes informations quant au déménagement de la DG8 du Parlement européen au bâtiment Robert Schuman? Si oui, quelle sera la durée prévisible d'occupation?
2. Est-ce que le Gouvernement entend maintenir dans ces conditions son idée d'un site unique au bâtiment Schuman ou est-ce qu'il optera, vu l'urgence, pour une autre solution au niveau bibliothèques, telle un site unique pour la Bibliothèque nationale et des sites de Bibliothèque universitaire plus proches des étudiants?

Réponse commune (31.5.2004) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics* et de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Selon les informations de l'honorable Député Jacques-Yves Henckes «la Direction générale (DG8) du Parlement européen devrait, en raison de travaux d'extension effectués au bâtiment Konrad Adenauer, déménager sous peu dans le bâtiment Robert Schuman et ce pour une durée prolongée ce qui mettrait - de facto - à plat le projet gouvernemental d'un site unique pour la Bibliothèque nationale et la Bibliothèque universitaire à réaliser dans un proche avenir. Or, une solution devrait être trouvée d'urgence.»

Par conséquent, l'honorable Député voudrait savoir en l'occurrence si Monsieur le Ministre peut confirmer et préciser ces informations quant au déménagement de la DG8 du Parlement européen au bâtiment Robert Schuman et la durée prévisible d'occupation, ainsi que si le Gouvernement entend maintenir dans ces conditions son idée d'un site unique dans le bâtiment Schuman ou s'il optera, vu l'urgence, pour une autre solution au niveau bibliothèques, telle un site unique pour la Bibliothèque nationale et des sites de Bibliothèque universitaire plus proches des étudiants.

En premier lieu, il échet de préciser que le bâtiment Schuman est actuellement occupé par le Secrétariat général du Parlement européen. Or, au motif que le Service de la DG8 du Parlement européen a été renforcé de 30 personnes, son déménagement vers le bâtiment Schuman s'imposait, faute d'espace dans le bâtiment Konrad Adenauer qui ne pourrait plus assurer l'hébergement de la totalité du service en question. Le personnel en question occupera ce bâtiment jusqu'à son déménagement vers le bâtiment Konrad Adenauer dont l'extension est déjà programmée.

En deuxième lieu, il échet de noter que le Conseil de Gouvernement, en sa séance du 4 juin 2004, a confirmé la décision de principe prise à l'époque par le Conseil de Gouvernement en date du 22 février 2002, en se prononçant en faveur d'un site unique pour l'institution de la Bibliothèque nationale. D'ailleurs, cette position a déjà été confirmée par le Gouvernement en date du 24 février 2005 à l'occasion de la question parlementaire posée par Madame la Députée Claudia Dall'Agnol. En effet, il s'avère judicieux de combiner des services Bibliothèque nationale et universitaire en vue de réaliser davantage de synergies, notamment dans l'intérêt des étudiants de l'Université de Luxembourg. À cet effet, la Bibliothèque nationale et universitaire à créer sera dotée du statut d'établissement public qui aura son siège sur la Place de l'Europe, à l'emplacement de l'actuel bâtiment Robert Schuman. Le site de la Place de l'Europe assurera la double mission de Bibliothèque nationale et de Bibliothèque universitaire centrale. En outre, des bibliothèques de proximité seront installées sur les sites des Facultés de l'Université de Luxembourg à Luxembourg-ville et à la Cité des Sciences à Esch-Belval. Les sites de la Bibliothèque nationale et universitaire travailleront en réseau, notamment par l'utilisation de systèmes de gestion électroniques communs, par le recours systématique à la documentation numérique et à la consultation et la communication en ligne.

Question 0408 (19.4.2005) de M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG)* concernant le rapport du «European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia» (EUMC):

Le European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia (EUMC) vient de publier un rapport duquel il ressort que le Luxembourg fait partie des pays de l'Union européenne enregistrant le moins de plaintes pour discrimination à caractère raciste et/ou xénophobe.

S'il est vrai qu'il faudrait a priori se réjouir de ces chiffres, il semble ne pas être moins vrai qu'ils pourraient s'expliquer - en partie du moins - par une certaine réticence dans le chef des victimes de ces actes à déposer plainte.

- Quelle est l'analyse faite par le Gouvernement des chiffres publiés par l'EUMC?

L'article 13 point 2 (Chapitre III - Organismes de promotion de l'égalité de traitement) de la directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique stipule que «Les États membres font en sorte que ces organismes (= organismes chargés de promouvoir l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race ou l'origine ethnique) aient pour compétence (…) d'apporter aux personnes victimes d'une discrimination une aide indépendante pour engager une procédure pour discrimination».

Un projet de loi (N°5248) portant transposition de cette directive a été déposé en décembre 2003 par le Gouvernement précédent. Ce projet de loi ne prévoit pas la création d'une structure indépendante pour répondre aux exigences de l'article 13 de la directive précitée.

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage de prendre afin d'écarter toutes les entraves pratiques et psychologiques au dépôt d'une plainte par les victimes d'actes de discrimination à caractère raciste ou xénophobe?
- Ne faudrait-il pas créer une structure indépendante chargée d'apporter une aide aux personnes victimes d'une discrimination conformément aux dispositions de l'article 13 de la directive 2000/43/CE?

Réponse commune (9.6.2005) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice* et de M. Jean Asselborn, *Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration*:

1. En matière de discrimination le Parquet de Luxembourg a été saisi durant l'année 2004 de dix-huit plaintes, rapports ou procès-verbaux.

Dans l'une de ces affaires l'auteur de l'infraction a été condamné à une amende de police.

Dans deux affaires le Parquet a décidé de citer les auteurs de l'infraction à comparaître à l'audience du tribunal correctionnel, citation non encore émise à ce jour (étant donné que des faits remontant à 2004 sont utilisés dans les statistiques demandées en février 2005).

Le Parquet a procédé dans trois affaires à l'ouverture d'une information judiciaire auprès de l'un des juges d'instructions.

Une affaire a été classée pour cause de doute.

Dans deux autres affaires l'auteur et la victime de l'infraction ont eu recours à la médiation pénale, moyen qui semble bien avoir porté ses fruits dans les deux cas.

Aucune décision n'a encore été prise au niveau du Parquet dans quatre dossiers.

Dans trois affaires l'identité de l'auteur de l'infraction n'a pu être déterminée à ce jour.

Enfin, le Parquet a procédé au classement de deux affaires qui, en raison des circonstances particulières qui les entouraient, ne justifiaient pas de poursuites pénales.

En ce qui concerne les actes de racisme, le Parquet de Luxembourg a été saisi en 2004 de treize plaintes, rapports ou procès-verbaux.

Une affaire s'est soldée par un jugement de condamnation à une peine correctionnelle.

Trois affaires se trouvent en cours de fixation à l'audience.

Dans le cadre d'un dossier le Parquet a eu recours à un rappel de la loi à l'encontre de l'auteur de l'infraction.

Grâce à la médiation, deux affaires ont pu être réglées avec succès.

L'identité de l'auteur de l'infraction n'a pu être établie dans deux affaires.

Le Parquet a procédé au classement d'une affaire pour cause de trouble minime. L'auteur a cependant reçu une lettre d'avertissement.

Finalement, aucune décision n'avait encore été prise par le Parquet au sujet de trois affaires au moment de l'établissement des statistiques.

Il résulte de ces données que les personnes qui se sont senties lésées du fait d'un acte discriminatoire ou raciste ont recouru à la possibilité de saisir le Parquet et ont déposé plainte.

2. En ce qui concerne la structure indépendante prévue par la directive 2000/43/CE, le Gouvernement a décidé de la créer par la voie d'un amendement au projet de loi N°5248 dont la Chambre des Députés est actuellement saisi.

Question 0409 (19.4.2005) de M. Marc Spautz *(CSV)* concernant la transposition de la directive européenne sur le temps de travail du personnel:

La directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier a pour objectif de fixer des normes minimales afin de protéger la santé et la sécurité des travailleurs routiers, d'éviter les distorsions de concurrence au sein de la Communauté et d'améliorer la sécurité routière. Selon mes informations, les États membres devaient se conformer aux nouvelles dispositions pour le 23 mars 2005 au plus tard.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports et à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Au vu de l'importance de la directive en la matière, quel est l'état d'avancement du processus de transposition y relatif?
- Existe-t-il déjà un avant-projet?
- Dans l'affirmative, la date de dépôt à la Chambre des Députés est-elle déjà arrêtée?

Question 0411 (20.4.2005) de M. John Castegnaro *(LSAP)* concernant la transposition de la directive 2002/15/CE relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier:

La directive 2002/15/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier n'a pas encore été transposée en droit luxembourgeois. Or, selon l'article 14, les États membres auraient dû se conformer aux dispositions législatives, réglementaires et administratives nécessaires à la prédite directive au plus tard le 23 mars 2005. Cette situation désagréable pour les personnes exécutant des activités mobiles de transport routier pèse lourd, notamment sur les discussions du renouvellement des conventions collectives de travail du secteur du transport professionnel de marchandises par route et du secteur des entreprises d'autobus privées et risque fortement de déstabiliser la paix sociale dans notre pays.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

1. Le Gouvernement a-t-il entamé la procédure de transposition dans la législation luxembourgeoise de la directive en question?
2. Quel est l'état d'avancement de ces travaux?
3. Quand et comment le Luxembourg entend-il donner suite à cette directive?

Réponse commune (16.6.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre des Transports* et de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

À titre préliminaire il y a lieu de souligner que la présente constitue une réponse unique aux deux questions parlementaires émargées étant donné que toutes les deux concernent les travaux de transposition de la directive 2002/15/CE du Parlement et du Conseil du 11 mars 2002 relative à l'aménagement du temps de travail des personnes exécutant des activités mobiles de transport routier.

Dans une première étape, suite à une réunion tripartite dans laquelle les partenaires sociaux ont exprimé leur souhait de voir transposer ladite directive par un texte de loi, un groupe de travail interministériel composé de représentants du Ministère des Transports et du Ministère du Travail et de l'Emploi, plus précisément de l'Inspection du Travail et des Mines, a été constitué.

Ce groupe a élaboré un avant-projet de loi qu'il a communiqué aux partenaires sociaux pour information et en vue d'une réunion de consultation.

En janvier 2005 ont eu lieu deux réunions entre l'ITM et respectivement les syndicats concernés et le Groupement Transports.

Suite à ces entrevues, les parties intéressées ont fait parvenir des positions écrites au groupe de travail dont ce dernier a essayé de tenir compte dans la mesure du possible.

Ainsi a été élaborée une deuxième version du texte qui vient d'être

discutée au sein du Ministère du Travail et de l'Emploi et au sujet de laquelle les deux Ministres compétents se rencontreront, avec leurs agents concernés respectifs, dans les prochains jours.

Lors de cette entrevue interministérielle, un avant-projet de loi portant transposition de la directive 2002/15/CE sera arrêté pour être soumis une deuxième fois aux partenaires sociaux pour consultation.

Après cette consultation un projet de loi sera déposé à la Chambre des Députés.

Question 0410 (20.4.2005) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le réaménagement du virage du CR110 entre Bascharage et Clemency:

D'Strooss (CR110) tëscht Käerjeng a Kënzeg ass als «gefëierlech» bekannt. Et ass virun allem eng Kéier, bei der «am Schack» genannter Plaz - tëscht der Vëlospist PC12 an der Kräizung CR110/CR111 -, wou et regelméisseg zu deelweis schwéieren Accidenter kënnt. Gëscht ass leider nees e ganz schwéiert Accident geschitt - eng jonk Fra huet hiert Liewe gelooss, eng aner Fra gouf schwéier blesséiert.

Iwwregens gouf an dëser Saach schonns virun engem Joer vun engem Süddeputéierten intervenéiert.

Den deemolege Minister hat do ënnert anerem geäntwert:

«...l'Administration des Ponts et Chaussées a déjà réalisé un levé topographique de ces lieux pour étudier la faisabilité d'un éventuel réaménagement de ce virage. Cette étude est en cours d'élaboration. Il est d'ores et déjà acquis que si cette étude est concluante, le réaménagement sera réalisé, présupposant toutefois l'acquisition des emprises nécessaires.»

Dofir dës Froen:

1. Ass déi genannt Etüd antëscht ofgeschloss a wat huet se erginn?
2. Wier et net héich Zait, fir datt dës Plaz prioritär réaménagéiert gëtt, fir weider Accidenter ze verhënneren a firwat goufe bis haut keng aschneidend Mesuren ergraff?
3. Wat gedenkt de Minister konkret ze ënnerhuelen, fir datt weider Onglécker op der genannter Plaz an Zukunft kënne verhënnert ginn?
4. Sinn an dësem Kontext weider Mesurë virgesinn, fir déi kéiereräich a gefëierlech CR110-Streck, Käerjeng-Kënzeg-Grass, ze entschäerfen?

Réponse (31.5.2005) de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

D'Etüd fir déi gefëierlech Kéier «op der Schack» op der Streck zwësche Käerjeng a Kënzeg ze erneieren ass ofgeschloss an ass am Moment an der Genehmegungsprozedur.

Et ass eis Absicht, direkt wann all Genehmegunge virleien a wann d'Gemeng zesumme mam Stat déi néideg Emprisen hunn, mat den Aarbechten unzefänken.

Wann de Réaménagement vun der Kéier ofgeschloss ass, hoffe mir, datt esou schwéier Accidenter der Vergaangenheet ugehéieren.

Et ass och richteg, datt net nëmmen d'Kéier «op der Schack» gefëierlech ass, mä datt ee groussen Deel vun der Streck Kënzeg-Grass net de leschte Sécherheetsnormen entsprécht.

An dësem Sënn wäert d'Verwaltung vun de Ponts et Chaussées een neie Projet ausschaffen an esou séier wéi méiglech op den Instanzewee ginn.

Question 0412 (20.4.2005) de M. Jacques-Yves Henckes *(ADR)* concernant l'annulation de l'autorisation de bâtir de dépôts pétroliers à proximité de la zone d'activité «Bourmicht»:

Les divers Ministères concernés et la commune de Bertrange ont accordé en 2001 une autorisation de bâtir d'un bâtiment administratif à proximité immédiate de la zone d'activité «Bourmicht» et de ses réservoirs d'essence et de fuel.

En date du 5 février 2002 le Ministre du Travail et de l'Emploi a pris un arrêté annulant son autorisation du 18 février 2001 et refusant l'autorisation de construire et d'exploiter l'immeuble administratif projeté. Le conseil communal de Bertrange dans sa séance du 14 juin 2002 a admis également l'existence de risques liés à la présence des dépôts pétroliers.

Par arrêt du 23 mars 2005 la Cour d'Appel a retenu la responsabilité solidaire du Grand-Duché de Luxembourg et de la commune de Bertrange dans cette annulation. Il est relevé dans cet arrêt que tant les Ministères et administrations concernées que la commune de Bertrange ne pouvaient ignorer les risques courus par l'immeuble autorisé et qu'ils n'auraient jamais dû de ce fait autoriser ladite construction.

L'État et la commune de Bertrange risquent d'être condamnés à la somme de 30 millions d'euros si l'on prend en compte le principal (27.117.137,30 euros) demandé par la société lésée, les intérêts courus et les frais judiciaires sans parler des frais d'avocats.

Dans ce contexte j'aimerais, Monsieur le Ministre, vous poser les questions suivantes:

1. L'État entend-il accepter l'arrêt et ses conséquences et chercher un arrangement amiable entre les parties concernées quant au montant du dommage à payer et quant au paiement du montant retenu par l'État respectivement par la commune de Bertrange, ou bien entend-il poursuivre la procédure judiciaire?
2. Le montant afférent sera-t-il répercuté au projet de budget de l'État pour l'année 2006 ou peut-il être imputé au compte de l'exercice 2005?
3. L'État peut-il expliquer le dysfonctionnement constaté alors bien qu'il était en possession dès 2001 de toutes les données et expertises pour refuser en 2001 l'autorisation de bâtir demandée et d'éviter ainsi la condamnation au paiement d'un montant élevé résultant du dommage causé?
4. Quelles mesures le Gouvernement entend-il prendre pour éviter à l'avenir une telle méconnaissance du dossier?

Réponse (6.6.2005) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

L'État s'est entre-temps pourvu en cassation dans l'affaire «Baumeister Haus c/État du Grand-Duché de Luxembourg».

Les réponses aux questions soulevées sont depuis lors entre les mains de la Justice.

Question 0414 (22.4.2005) de M. Ben Fayot *(LSAP)* concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle:

Le chapitre 1er de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle se consacre au reclassement interne respectivement externe des travailleurs incapables à exercer leur dernier poste de travail. Alors que le reclassement interne consiste dans un reclassement au sein de l'entreprise, éventuellement à un autre poste ou à un autre régime de travail, le reclassement externe se traduit par un reclassement sur le marché du travail.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Combien de salariés ont fait l'objet d'un reclassement interne jusqu'à cette date? Combien de ces reclassements internes ont entraîné une diminution de la rémunération, de sorte que le Fonds pour l'Emploi a dû payer une indemnité compensatoire?
- Quel est le nombre de reclassements externes qui ont pu être réalisés depuis l'entrée en vigueur de la loi susmentionnée? Combien de personnes concernées ont pu trouver un nouvel emploi sur le territoire du Grand-Duché, respectivement combien de salariés ont été reclassés à l'étranger?

Réponse (9.6.2005) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle et jusqu'au 30 avril 2005, la commission mixte a pris 723 décisions de reclassement interne.

Dans le cadre de ces reclassements internes, l'indemnité compensatoire est payée à 423 personnes.

Pendant la même période la commission mixte a pris 1.491 décisions de reclassement externe.

Parmi les personnes bénéficiaires d'une décision de reclassement externe, à la date du 30 avril 2005:

- 1.107 restaient inscrites comme demandeurs d'emploi à l'Administration de l'Emploi;

- 109 bénéficiaient de la pension d'invalidité ou de la pension de vieillesse;

- 110 avaient trouvé un nouvel emploi auprès d'un employeur établi au Grand-Duché de Luxembourg.

Il y a lieu de retenir que les chiffres concernant l'engagement de personnes par des patrons établis hors du territoire du Grand-Duché de Luxembourg ne peuvent, pour l'instant, être fournis par l'Administration de l'Emploi.

Dans le cadre du reclassement externe, l'indemnité compensatoire est payée à 52 personnes.

Question 0420 (28.4.2005) de M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)* concernant l'état de l'enquête dans l'affaire «Bommeleeër»:

Un reportage à la Télé luxembourgeoise au sujet de la série d'attentats à la bombe des années 1985 et 1986 a relevé certains nouveaux aspects dans cette affaire.

Comme l'enquête des dix-neuf attentats à l'explosif est toujours en cours, Monsieur le Ministre de la Justice peut-il me confirmer:

1. Que des perquisitions ont été effectuées auprès de hauts responsables de la Force publique, à savoir le directeur de la Police judiciaire et le directeur général de la Police?
2. Que des perquisitions ont aussi été effectuées auprès du Service de Renseignement?
3. Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons de la délocalisation de l'équipe d'enquête «Bommeleeër» au Centre-ville?

Réponse (31.5.2005) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice:*

Selon les informations qui m'ont été transmises par les autorités judiciaires, il est exact que dans le cadre de l'affaire de la série d'attentats à l'explosif des années 1985 et 1986 des perquisitions ont été opérées il y a plus d'un an auprès de la Direction générale de la Police, de la Direction du Service de Police judiciaire et auprès du Service de Renseignement.

Ces perquisitions ont déjà eu lieu en décembre 2003 et ne concernent pas les dirigeants actuels de ces organes. Elles ont été ordonnées par le juge d'instruction afin de rechercher certaines informations relatives à la réaction de ces organes dans les années quatre-vingt.

Pour des raisons d'organisation du travail, il a été jugé plus rationnel de regrouper les bureaux des enquêteurs en un seul endroit, comme cela a été le cas par le passé dans certaines autres affaires d'envergure.

Question 0422 (28.4.2005) de M. Ben Fayot *(LSAP)* concernant le harcèlement moral sur les lieux de travail:

En date du 4 juillet 2002, l'ancien Député socialiste Lucien Lux avait déposé une proposition de loi relative à la protection contre le harcèlement moral à l'occasion des relations de travail. L'objet en était d'instaurer un cadre législatif pour ce phénomène qui touche bon nombre de salariés.

Dans sa prise de position du 4 novembre 2002, le Gouvernement n'excluait pas de légiférer en la matière, mais voyait cette intervention comme étape finale d'un processus s'étalant dans le temps: «Le Gouvernement proposerait donc, au lieu de légiférer sans délai, et surtout, sans avoir dûment ‚labouré' auparavant le terrain (...), un plan d'action à quatre étapes: sensibilisation, prévention, médiation, répression.»

Apparemment, en 2002, «le Ministre était en train de travailler, voire de mettre en oeuvre pratiquement les premières phases de ce plan d'action».

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut m'informer sur la situation actuelle du harcèlement moral sur les lieux de travail? Est-ce que des chiffres et statistiques fiables existent?
- Est-ce que la mise en place des trois phases précédant la répression a été achevée? Sinon, à quel stade se trouve le plan d'action susmentionné?

Réponse (13.6.2005) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi:*

En ce qui concerne la situation actuelle du harcèlement moral sur les lieux de travail le Ministère du Travail et de l'Emploi dispose uniquement de données chiffrées relatives aux activités de l'Inspection du Travail et des Mines.

Dans ce contexte il y a lieu de relever que l'ITM a enregistré sept réclamations concernant le harcèlement moral durant les années 2002, 2003 et 2004. Ces demandes ont été traitées de concert avec la Division de la santé au travail.

Comme l'honorable Député l'a fait remarquer dans sa question parlementaire le Gouvernement avait proposé un plan d'action en quatre étapes pour combattre toute forme de harcèlement sur le lieu de travail, à savoir la sensibilisation, la prévention, la médiation et la lutte répressive.

Les deux premières étapes étant de la compétence du dialogue social national et/ou interprofessionnel, la loi du 30 juin 2004 sur les relations collectives de travail stipule que toute convention collective de travail doit obligatoirement prévoir l'inscription des modalités concernant la lutte contre le harcèlement sexuel et moral, dont le mobbing, dans le champ d'application de la convention collective de travail et des sanctions notamment disciplinaires qui peuvent être prises dans ce cadre.

De même, la loi précitée a introduit la possibilité de conclure des accords en matière de dialogue social interprofessionnel qui permet aux partenaires sociaux de conclure des accords notamment nationaux ou interprofessionnels qui peuvent porter entre autre sur les mesures à prendre contre le harcèlement moral et sexuel au travail.

Ces accords peuvent également être déclarés d'obligation générale pour l'ensemble des entreprises légalement établies sur le territoire national et les travailleurs y occupés.

En matière de prévention il y a lieu de retenir en outre qu'en date du 18 novembre 2004 le projet de loi N°5241 modifiant la loi modifiée du 17 juin 1994 a été déposé à la Chambre des Députés. Ce projet de loi tend à définir le harcèlement moral comme toute conduite, qui, par sa répétition ou sa systématisation, porte atteinte à la dignité ou à l'intégrité psychique, sociale ou physique d'une personne.

Le projet prévoit également que l'employeur devra élaborer un concept visant à sensibiliser et former le personnel respectivement à organiser les relations de travail afin que l'entreprise soit exempte de risques de harcèlement moral.

En ce qui concerne la médiation je tiens à renvoyer au projet de loi N°5242 portant création d'un comité permanent du travail et de l'emploi et d'une instance de médiation tripartite, déposé à la Chambre des Députés en date du 18 novembre 2004.

Ce projet prévoit l'institution d'une instance de médiation pour tout litige individuel, relevant du droit du travail ou de la sécurité et de la santé des travailleurs, et susceptible d'être porté en justice.

Par ailleurs et également dans le contexte de la médiation, une convention lie depuis deux années le Ministère du Travail et de l'Emploi à «Mobbing asbl» qui a pour objet de soutenir des victimes du harcèlement moral et du stress au travail.

Parallèlement le Ministère de la Santé a signé une convention avec «STRESS asbl» ayant le même objet que l'association visée ci-dessus.

Concernant la quatrième étape, à savoir celle de la répression, je tiens à rappeler les propos déjà tenus lors de la réponse à une question parlementaire précédente, dans laquelle le Gouvernement mettait en garde contre un traitement du phénomène se limitant à la répression alors qu'une telle approche risque d'avoir les conséquences suivantes:

- L'adoption d'une loi risque d'épuiser simplement le sujet. Ainsi par exemple, tout en continuant d'exister, le harcèlement sexuel a quasiment disparu du débat public depuis l'adoption de la loi du 26 mai 2000.

- La répression ne commence à jouer que quand le mal est fait. En effet, même un droit à réintégration n'aidera guère la victime lors de sa réapparition sur son lieu de travail. Certes, une loi pourrait avoir un potentiel dissuasif, mais notre but doit

être de prévenir le phénomène et ses conséquences comme notamment le licenciement ou la démission.

- Il y aura systématiquement des discussions sur la définition du phénomène et la qualification des faits, notamment devant les juridictions. Il en résultera des procédures difficiles et des jugements de débouté ce qui va davantage décourager les victimes à saisir les tribunaux.

Finalement et de manière plus générale, je me permets de souligner que je suis tout à fait disposé à rediscuter le sujet de la présente à l'occasion de la future «loi anti-discrimination» portant transposition de la directive 2000/43/CE relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et la directive 2000/78/CE du Conseil du 27 novembre 2000 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail.

Question 0426 (2.5.2005) de Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV)* concernant les déchets en bordure de route:

Il me revient par voie de presse que le problème de la multiplication des déchets dans notre environnement proche s'est accentué ces derniers temps. À titre d'exemple, le personnel de l'Administration des Ponts et Chaussées a ramassé dans le canton de Capellen près de 40 tonnes d'ordures et de déchets sur un réseau routier d'à peine 200 kilomètres. Les espaces publics et les fossés le long des routes sont les endroits les plus touchés par ce phénomène inacceptable. Les contrevenants trouvent ainsi une solution de facilité pour se débarrasser de leurs déchets.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Quel est le volume total des déchets enlevés le long des routes par les services régionaux de l'Administration des Ponts et Chaussées?
- Notre législation érige-t-elle de tels comportements en infraction?
- Dans l'affirmative, quelles sont les peines éventuelles encourues par leurs auteurs?

Réponse (6.6.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement:*

ad 1: L'Administration de l'Environnement ne dispose pas de chiffres concernant le volume total de déchets enlevés le long des routes par les services régionaux de l'Administration des Ponts et Chaussées.

ad 2: L'article 7 de la loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets stipule entre autre que le détenteur de déchets est obligé de remettre les déchets à un collecteur privé ou public ou à une entreprise qui exécute les opérations de valorisation et d'élimination des déchets en se conformant aux dispositions de la loi.

Par ailleurs, il est précisé à l'article 1 que la valorisation ou l'élimination des déchets sont à effectuer notamment de façon à ne pas porter atteinte aux paysages et aux sites.

L'abandon de déchets le long des bords des routes n'est pas conforme à ces exigences légales et constitue donc une infraction.

ad 3: La loi modifiée du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets fixe dans son article 35 les sanctions pénales. Toute infraction aux dispositions de cette loi est punie d'un emprisonnement de huit jours à six mois et d'une amende de 62 € à 123.947 € ou d'une de ces peines seulement.

Il faut cependant remarquer qu'il est difficile voire impossible de déterminer leurs responsables et par conséquent de les citer en justice.

Question 0427 (2.5.2005) de M. Robert Mehlen *(ADR)* concernant la circulation interdite sur le CR188 entre Canach et Schuttrange:

An der Äntwert vun der Madame Minister vun den öffentleche Bauten op meng parlamentaresch Fro vum 20. Juni 2002 betreffend den CR188 tëschent Kanech a Schëtter, dee mëttlerweil zënter iwwer véier Joer fir de Verkéier gespaart ass, huet et geheescht, datt d'Bauverwaltung Enn 2002 e Projet géing op den Instanzewee brénge fir d'Bréck iwwert d'Albaach zu Kanech ze erneieren *(cf. compte rendu N°11/2001-2002)*.

Et géif da vum Ëmweltminister an de verschiddene Propriétairen ofhänken, wéini dëse Projet kënnt realiséiert ginn. An der Tëschenzäit wier et och net méiglech, den CR188 provisoresch opzemaachen. Bis haut ass awer nach net mat den Aarbechten ugefaange ginn.

Duerfir dës Froen un déi Häre Ministeren:

1) Wéini ass de Projet fir d'Erneierung vun der Bréck iwwert d'Albaach zu Kanech op den Instanzewee bruecht ginn a wou ass dee Projet mëttlerweil drun?
2) Wéi ass dee betreffende Projet vum Ëmweltminister aviséiert ginn?
3) Fir wéini ass mam Ufank vun den Aarbechten un dëser Bréck ze rechnen a wéi laang wäerten dës Aarbechte viraussiichtlech daueren?
4) Beschränke sech d'Aarbechten op dës Bréck oder ass doriwwer eraus eng komplett Erneierung vum CR188 geplangt?

Réponse commune (16.6.2005) de M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement* et de M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics:*

De Projet fir d'Erneierung vun der Bréck (déi net iwwert d'Albaach zu Kanech, mä iwwert d'Bauschebaach geet) ass Mëtt Abrëll 2004 op den Instanzewee bruecht ginn.

Déi neideg Ufroen un den Ëmweltminister sinn am Kader vum Projet agereecht ginn.

D'Genehmegung vum Ëmweltminister ass de 14. Februar 2005 ausgestallt ginn, mat deenen normalen Oploe fir e Projet vun där Gréissenuerdnung.

D'Eröffnung vun der Soumissioun war den 23. Mäerz 2005, an d'Aarbechte fänken Enn August 2005 un.

Deen éischten Deel vun den Aarbechte betrëfft nëmmen den Neibau vun der Bréck iwwert d'Bauschebaach an den Neibau vun der Strooss bis op d'Kräizung tëschent dem CR188 Kanech-Schëtter an dem CR144 tëschent Éiter a Kanech.

De Projet fir d'Instandsetzung vum CR188 tëschent der Bréck iwwert d'Bauschebaach a Schëtter gëtt am Laf vun dësem Joer als Avantprojet un déi zoustänneg Autoritéite geschéckt.

Question 0429 (4.5.2005) de Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)* concernant la création d'une cellule de compétence en genre:

Dans le programme gouvernemental sous le chapitre «Ministère de l'Égalité des chances» il est écrit: «Il (le Gouvernement) se propose de renforcer l'action du Comité interministériel pour l'égalité entre les femmes et les hommes par la création d'une cellule de compétence en genre dans chaque département ministériel».

J'aimerais poser les questions suivantes relatives aux cellules de compétence en genre à Madame la Ministre:

- Où en est la formation de ces cellules de compétence?
- Quelles sont les compétences de ces cellules?
- Quelle est la composition de ces cellules?
- Quel est le fonctionnement de ces cellules?

Réponse (8.6.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances:*

Lors du Conseil de Gouvernement du 27 mai il a été décidé de créer dans chaque département ministériel une cellule de compétence en genre. Ces cellules participeront à l'analyse des actions politiques sous l'aspect du genre ainsi qu'à l'élaboration du plan d'action national d'égalité des femmes et des hommes. Le Gouvernement avait déjà initié une première série de formation pour quatre Ministères pilotes, à savoir le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, le Ministère de la Famille et de l'Intégration, le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative et le Ministère de la Santé et de la Sécurité sociale.

Ces formations seront poursuivies en octobre par une deuxième offre de formation à l'intention des autres Ministères. Elles sont organisées par l'Institut National de l'Administration Publique (INAP) en collaboration avec le Ministère de l'Égalité des chances.

La mission des cellules de compétence en genre est:

- d'établir un état des lieux de la situation des femmes et des hommes dans les Ministères;
- d'analyser les actions politiques sous l'aspect du genre;
- d'élaborer un plan de travail (pluriannuel) d'égalité des femmes et des hommes.

La cellule de compétence en genre sera composée de supérieur-e-s hiérarchiques, de membres des sous-départements des Ministères, d'expert-e-s en genre et de délégué-e-s à l'égalité.

Concernant le fonctionnement des cellules de compétence en genre, les critères suivants ont été retenus:

- coordination assurée au plus haut niveau hiérarchique,
- définition de la périodicité des réunions,
- obligation de rapport,
- collaboration interne et externe.

La mise en place des cellules de compétence en genre dans les Ministères se fera en collaboration avec le Ministère de l'Égalité des chances.

Question 0430 (4.5.2005) de M. Marcel Oberweis *(CSV)* concernant le site unique pour les facultés universitaires:

L'accord de coalition d'août 2004 dispose dans son chapitre relatif à l'enseignement supérieur qu'«à côté du site de la Cité des Sciences à Belval-Ouest, le Gouvernement s'efforcera, dans un souci d'optimisation des ressources, de rassembler à moyen terme sur un site unique, situé sur le territoire de la Ville de Luxembourg, la Faculté de Droit, d'Économie et de Finance ainsi que la Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'éducation». Il me semble en effet que la création d'un site unique pour les facultés réparties sur le territoire de la Ville de Luxembourg et de la commune de Walferdange contribue indubitablement à augmenter l'atmosphère universitaire et à rationaliser l'organisation administrative de l'UdL.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre de l'Enseignement supérieur:

- Quel est l'état d'avancement des travaux préparatoires en vue d'un site unique pour l'UdL sur le territoire de la Ville de Luxembourg?
- Est-ce que le Gouvernement a déjà détecté un site potentiel qui pourrait rassembler les facultés susmentionnées?

Réponse (24.5.2005) de M. François Biltgen, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

En réponse à la question parlementaire N°0430 de Monsieur le Député Marcel Oberweis concernant l'implantation de l'Université du Luxembourg, j'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants:

Lors de sa réunion du 20 décembre 2004, le Gouvernement en Conseil a décidé de mettre en place un groupe de travail relatif à la recherche d'un site unique pour l'Université du Luxembourg sur le territoire de la Ville de Luxembourg, à côté de celui d'Esch-Belval.

Le groupe de travail, dont la mission est d'identifier les différents emplacements possibles, d'en analyser les avantages et les inconvénients et d'évaluer l'impact financier des différentes solutions, est composé de représentants du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère des Travaux publics, du Ministère de l'Intérieur, Direction de l'Aménagement du Territoire, de la Ville de Luxembourg, du Président de la Commission des Loyers et du Recteur de l'Université du Luxembourg.

Le groupe de travail en question a entamé ses travaux et est en train d'analyser l'impact urbanistique que l'implantation d'une ou de deux facultés pourrait avoir sur un certain nombre de sites possibles sur le territoire de la Ville de Luxembourg.

Question 0431 (4.5.2005) de MM. Marco Schank, Jean-Paul Schaaf et Ali Kaes *(CSV)* concernant la construction d'un lycée pour le canton de Clervaux:

Le plan sectoriel «Lycées» a découpé le pays en quatre grands pôles - Nord, Centre, Est et Sud - qui, chacun, devrait offrir l'ensemble des formations qui ne sont pas soumises à des contraintes de rareté, telles que des formations spécialisées. L'idée du principe de «lycées de proximité» a été de désengorger les centres scolaires actuels, tels que Luxembourg-Limpertsberg, Campus Geesseknäppchen, Esch ou Echternach et de faciliter le transport scolaire.

Le plan sectoriel prévoit entre autres qu'«il faudrait ainsi prioritairement implanter dans une première phase des lycées dans les zones de Junglinster, de Redange et d'Esch-Belval. Ensuite ce serait dans une deuxième phase, avec deux ans de décalage au tour du vide scolaire relatif du Sud-est fortement peuplé en termes d'élèves, de recevoir un lycée. Cette implantation devrait précéder celle d'un lycée dans le vide scolaire relatif de l'extrême Nord, qui est probablement à écarter pour cette décennie du fait du double désavantage de sa faiblesse démographico-scolaire en termes absolus et de son large empiètement sur l'aire de recrutement du LN. Néanmoins au vu de l'estimation des futurs besoins en infrastructures réalisée plus haut, un lycée pourrait y être implanté pour l'horizon 2011, à condition toutefois que l'actuel accroissement démographique continue dans la moitié septentrionale du pôle Nord.»

Dans la réponse à une question parlementaire du 13 octobre 2000, l'ancienne Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle Anne Brasseur a compté 956 élèves pour le canton de Clervaux fréquentant l'enseignement secondaire et secondaire technique *(cf. compte rendu N°4/2000-2001 - question parlementaire N°0753)*.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Est-il prévu de faire construire dans les années à venir un lycée d'enseignement secondaire pour des élèves qui sont aujourd'hui obligés de se rendre à Diekirch, Wiltz, Ettelbruck ou Luxembourg pour poursuivre leurs études secondaires?

Réponse (9.6.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Selon les dispositions du plan directeur sectoriel, la création de trois nouveaux lycées dans les zones de Junglinster, de Redange et de Belval-Est est prioritaire.

Une deuxième phase prévoit l'implantation de trois lycées supplémentaires dans les vides scolaires de l'extrême Nord et du Sud-est ainsi que dans le pôle Sud, sous condition cependant que l'évolution démographique des régions concernées le justifie.

En ce qui concerne la région de Clervaux, on compte à l'heure actuelle 990 élèves provenant de la région en question qui fréquentent un établissement d'enseignement postprimaire du pôle Nord (Lycée du Nord, Lycée technique d'Ettelbruck, Lycée classique Diekirch).

En novembre 2000 le comptage des élèves effectué pour préparer la réponse à une question analogue du Député Georges Wohlfart avait atteint 956 ce qui ne constitue pas une différence significative *(cf. compte rendu N°4/2000-2001 - question parlementaire N°0753)*.

Je vous informe également qu'à l'heure actuelle le dossier est soumis au groupe de travail interministériel chargé d'assurer le suivi continu de la mise en œuvre du plan directeur sectoriel à moyen et à long terme.

Question 0433 (4.5.2005) de M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)* concernant l'irradiation des aliments:

Lors de l'irradiation alimentaire, des aliments sont exposés à de hautes doses de radiation ionisante qui suppriment les bactéries et insectes présents sur les aliments. Cette technique permet ainsi d'allonger la durée de conservation des aliments, mais détruit parallèlement une grande partie des vitamines et nutriments. D'autres effets indésirables, surtout au niveau moléculaire des aliments, sont encore mal connus, mais des tests sur des animaux ont déjà montrés que l'ingestion d'aliments irradiés peut provoquer des maladies génétiques, des problèmes de reproduction et une mortalité précoce.

Au Luxembourg les aliments qui peuvent être irradiés sont limités à trois catégories de produits: herbes aromatiques séchées, épices et condiments végétaux. Or, huit États membres de l'UE autorisent nettement plus de catégories et notamment la France et nos partenaires du Benelux.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Quels sont les produits que nos différents pays voisins autorisent pour l'irradiation?
- Est-ce que les produits irradiés non conformes aux trois catégories susmentionnées peuvent être commercialisées à Luxembourg?
- Comment est-ce que le Gouvernement contrôle la commercialisation ainsi que l'obligation d'étiquetage des aliments irradiés au Luxembourg? Et à quelle fréquence?
- Est-ce que la «Présidence» n'est pas une occasion de choix pour relancer le débat sur l'irradiation alimentaire au niveau européen, pour appliquer le principe de précaution et pour une harmonisation accrue?

Réponse (2.6.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Les aliments «irradiés» sont des aliments qui ont subi un traitement ionisant. Des faisceaux d'électrons sont produits par des générateurs électriques. Ces électrons hautement énergétiques constituent un rayonnement ionisant de type bêta ou gamma. Le temps d'exposition est très bref et la dose absorbée est exprimée en kilo Gray (kGy).

Ce traitement peut avoir pour but d'inhiber la germination d'un produit, de prolonger la durée de conservation en éliminant partiellement les microorganismes qui provoquent la décomposition, de réduire voire d'éliminer la contamination microbienne.

Le Luxembourg ne dispose à ce jour pas d'installation permettant un tel traitement. Au Luxembourg, le traitement ionisant est régi par le règlement grand-ducal du 17 juillet 2000 relatif aux denrées et ingrédients alimentaires traités par ionisation. En terme de produits traités par ionisation, seuls les herbes aromatiques séchées, les épices et les condiments végétaux peuvent être commercialisés et à condition que la dose moyenne absorbée ne dépasse pas 10 kGy. Tout autre produit ayant subi un tel traitement ne peut pas être commercialisé au Luxembourg. Cela étant la réglementation nationale n'autorise pour l'irradiation que le strict minimum de produits imposés par la directive communautaire en la matière.

La situation de nos pays voisins est quelque peu différente et est résumée sur le tableau ci-dessous:

Depuis le 20 mars 2001 toutes les denrées alimentaires irradiées disponibles sur le marché doivent être conformes aux dispositions de la directive 1999/2/CE du 22 février 1999. En vertu de son article 7, paragraphe 3, les États membres transmettent chaque année à la Commission les résultats des contrôles effectués dans les unités d'irradiation et les résultats des contrôles effectués au stade de la commercialisation des produits.

La division du Contrôle des denrées alimentaires du Laboratoire national de santé a contrôlé aux fins susvisées en 2004 50 échantillons prélevés dans les commerces du Luxembourg. Il s'agissait de vérifier si seules les denrées visées par la réglementation luxembourgeoise avaient subi une irradiation, et cela dans les conditions de dosage et d'étiquetage réglementaires.

Ces 50 échantillons se composaient de dix échantillons d'épices, dix échantillons de thé et infusions, dix échantillons d'oignons, dix échantillons de pommes de terre et dix échantillons de crevettes. Les 50 analyses ont révélé qu'aucun de ces produits n'avait subi un traitement ionisant.

À titre indicatif on peut lire dans le rapport de la Commission relatif à l'année 2002 que la Belgique, l'Espagne et l'Italie n'avaient pas communiqué de données pour cette période.

L'Autriche avait effectué 60 analyses et la Suède cinq analyses; aucune de ces analyses n'avait mis en évidence un traitement par ionisation. L'Allemagne avait quant à elle effectué 3.351 analyses, dont 0,8% avaient révélé un traitement ionisant.

Quant à l'opportunité d'œuvrer en vue d'une réglementation communautaire plus contraignante en la matière, la Commission a traité du sujet dans un avis C 241/6 publié au Journal officiel du 29 août 2001, résumé au tableau ci-après. Comme l'honorable Parlementaire peut s'en rendre compte il y a des arguments dans les deux sens.

Arguments pour	Arguments contre
Destruction des organismes nocifs dans les aliments.	L'irradiation pourrait être utilisée pour remplacer des mesures d'hygiène.
Remplacement de la fumigation des fruits et légumes pour éliminer les organismes nuisibles.	L'irradiation visant à freiner la germination et à retarder le mûrissement pourrait tromper le consommateur quant à l'âge et à la fraîcheur des produits.
Substitution à des traitements chimiques.	Manque de confiance du consommateur.
Soutien de nombreuses associations et institutions du Groupe consultatif international OAA/OMS.	Diverses études non prises en compte dans cet avis, qui font état d'études réalisées sur des animaux de laboratoire.

Aliments pouvant subir un traitement ionisant

	France	Belgique	Pays-bas	Allemagne[1]
Herbes aromatiques séchées, épices, condiments	+	+	+	(+)
Pommes de terre crues non épluchées		+		(+)
Oignons, aulx, échalotes	+	+		(+)
Fraises fraîches	+	+		
Gomme arabique	+	+	+	
Légumes/fruits déshydratés ou séchés	+	+	+	(+)
Crevettes cuites, épluchées, surgelées	+	+	+	
Cuisses de grenouilles congelées	+	+	+	
Viande de volaille désossée surgelée	+	+		
Viande de poulet			+	
Blancs d'œufs	+	+	+	
Flocons et germes de céréales	+		+	
Farine de riz	+			
Abats de volailles	+			
Sang animal séché	+			
Caséine	+			
Camembert au lait cru	+			

[1] Des produits ayant subi un traitement ionisant peuvent être commercialisés sur le territoire après obtention d'une autorisation exceptionnelle et sous condition que l'étiquetage en fasse clairement mention.

Question 0434 (4.5.2005) de M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)* concernant la Commission Internationale de la Protection Radiologique (CIPR):

Dans ses recommandations 2005, la Commission Internationale de la Protection Radiologique (CIPR) suggère entre autres l'instauration de «seuils d'exclusion» en dessous desquels la contamination de notre environnement ne serait plus prise en compte. Le terme «environnement» se rapportant ici à tout ce qui nous entoure, nos aliments sont également concernés. En dessous de ces seuils, les aliments seraient donc considérés comme non radioactifs et consommables sans restriction. En vue de ce scénario, le laboratoire indépendant du CRIIRAD (France) a effectué des calculs qui montrent que la consommation chronique de tels aliments exposerait les consommateurs dans certains cas à des doses de 1.000 à 10.000 fois supérieures au seuil à partir duquel les autorités considèrent qu'une exposition n'est plus négligeable.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Comment le Luxembourg participe-t-il à l'élaboration des recommandations de la CIPR?
- Quelle est la position du Gouvernement face aux recommandations de la CIPR d'instaurer des seuils d'exclusion?
- Est-ce que ces recommandations ne violent pas le principe de précaution?

Réponse (2.6.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

La CIPR (Commission Internationale de la Protection Radiologique) est une commission internationale d'experts en matière de radioprotection. Cette commission est indépendante des Gouvernements et elle coopte ses nouveaux membres, qui sont indépendants. Il n'y a pas de ressortissant luxembourgeois au sein de cette commission. La Commission européenne a un statut d'observateur auprès de la CIPR.

La CIPR émet des recommandations à l'attention de toute personne, institution ou Gouvernement. C'est ainsi que la Commission européenne est attentive aux travaux de cette Commission.

Le document évoqué par l'honorable Parlementaire n'est pas encore définitivement arrêté par la CIPR. Le groupe d'experts prévu à l'article 31 du traité EURATOM a remis à la Commission européenne un avis critique sur le projet de recommandation en question. La CIPR a prévu de finaliser le document pour 2007.

Il faudra voir si les recommandations de la CIPR seront reprises par la Commission dans un projet de révision des normes de base, qui en principe ne devrait pas intervenir avant 2010. C'est à ce moment que le Luxembourg sera de toute façon officiellement appelé à prendre position.

Question 0435 (4.5.2005) de M. Jean Huss *(DÉI GRÉNG)* concernant le Codex Alimentarius:

La Commission du Codex Alimentarius, une structure placée sous la double responsabilité de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) et de l'Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), fixe les normes sur les denrées alimentaires destinées au commerce international. Cette Commission du Codex est actuellement en train de décider des seuils de contamination radioactive à tolérer dans les produits alimentaires importés ou exportés. Jusqu'ici la norme est l'absence de contamination et l'anomalie la présence de polluants radioactifs, bien qu'en 1989 - suite à la catastrophe de Tchernobyl - des seuils de contamination postaccidentels et limités dans le temps (un an) furent décidés.

Or, selon mes informations, un projet de modification datant de juillet 2004, entend transformer ces seuils de tolérance exceptionnels et temporaires en seuils permanents. La norme alimentaire ne serait donc plus l'absence de contamination, mais une contamination décrétée acceptable. En outre, dû à un changement de la méthode de calcul, ces seuils seraient sensiblement augmentés par rapport aux seuils exceptionnels actuels et pouvant se situer entre 1 Becquerel/kg et 10.000 Bq/kg.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que le Ministre peut confirmer ces informations?
- Comment le Luxembourg participe-t-il à l'élaboration des normes du Codex Alimentarius? Quels Ministères sont concernés?
- Est-ce que les consommateurs luxembourgeois sont consultés avant et après les réunions de la Commission du Codex?
- Quelle est la position de la «Présidence luxembourgeoise de l'UE» quant à la révision des normes susmentionnées?
- Est-ce que le Gouvernement n'entend pas s'opposer à un changement de normes alimentaires contraire au principe de précaution, voire qui légalisera de fait le commerce avec des aliments radioactivement contaminés?
- Quelle fut la position luxembourgeoise lors de l'adoption du projet de modification en juillet 2004 à Genève?
- Quand est-ce que ces nouvelles normes seront définitivement adoptées par la Commission du Codex?

Réponse (2.6.2005) de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Lors de la 35e session du Comité du Codex sur les Additifs Alimentaires et Contaminants (CCFAC) en mars 2003, il a été proposé sous l'initiative de l'IAEA de réviser les niveaux de référence de contamination dans les denrées alimentaires suite à un accident nucléaire. En juillet 2003 la Commission du Codex Alimentarius a approuvé cette proposition. Or, il est entendu qu'il s'agit d'harmoniser sur le plan mondial les niveaux de contamination qui ne s'appliquent qu'en situation de crise nucléaire et sur une durée limitée. Donc l'absence de contamination restera aussi dans l'avenir la norme et la présence de polluants radioactifs artificiels une anomalie, dont il faut chercher l'origine. Les discussions concernant le projet de modification des normes du Codex Alimentarius se sont poursuivies dans les réunions suivantes:

- réunion d'un groupe d'experts en janvier 2004 organisé par l'IAEA,
- 36e session du CCFAC en mars 2004,
- 27e session de la Commission du Codex Alimentarius en juin 2004,
- 37e session du CCFAC en avril 2005.

En conclusion il ne s'agit pas d'un changement du principe de précaution ou de protection du consommateur. L'initiative quant à la révision des normes dans le cadre de la Présidence a été cédée aux Pays-Bas qui suivent ce dossier pour le Luxembourg. Actuellement un nouveau texte est en préparation au niveau communautaire en collaboration avec l'IAEA. Ce texte sera proposé aux États membres au mois d'octobre 2005.

Question 0439 (11.5.2005) de Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)* concernant la création de commissions consultatives à l'égalité des chances au niveau communal:

Dans sa prise de position du 14 mai 2004 relative à la proposition de loi 5252 concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988, le Gouvernement s'est exprimé contre l'obligation d'instituer une commission à l'égalité des chances dans chaque commune, soulignant ainsi sa préférence pour la voie consensuelle.

Le Gouvernement s'est par ailleurs prononcé pour la promotion de l'information et de la sensibilisation des administrations communales sur le bien-fondé des commissions consultatives à l'égalité des chances et sur l'importance de leur composition paritaire. Dans ce contexte la prise de position dispose que «les Ministres de l'Intérieur et de la Promotion féminine

adresseront une circulaire commune aux bourgmestres des 118 communes. Ils leur exposeront encore une fois l'opportunité de créer une commission consultative à l'égalité des chances et leur proposeront des voies et moyens pour aboutir à une composition de l'ensemble des commissions consultatives communales qui apporte un meilleur équilibre entre membres féminins et membres masculins.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre et Monsieur le Ministre:

- Est-ce que cette circulaire est parvenue à toutes les communes? Dans l'affirmative, quel en a été le contenu? Serait-il possible d'en recevoir une copie?
- Quelles ont été les réactions des responsables communaux, respectivement est-ce que des commissions supplémentaires ont été instituées?
- Pour le cas où ladite circulaire n'aurait pas été adressée aux communes, quelles sont les raisons qui expliquent cet état des choses et dans quel délai est-ce que ce courrier leur sera envoyé?

Réponse commune (8.6.2005) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances* et de M. Jean-Marie Halsdorf, *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Étant donné que des élections communales auront lieu le 9 octobre 2005, le Gouvernement se propose d'envoyer une circulaire aux bourgmestres des communes avant les vacances d'été pour leur communiquer des recommandations en vue de la mise en œuvre de la politique d'égalité des femmes et des hommes dans les communes. Les bourgmestres seront invités à communiquer cette circulaire à toutes les candidates et à tous les candidats aux élections. La circulaire renseignera notamment sur l'institution dans les communes de commissions consultatives à l'égalité des chances et sur la parité entre femmes et hommes à aspirer dans la composition des commissions consultatives communales.

Question urgente 0452 (24.5.2005) de Mme Anne Brasseur *(DP)* concernant le bâtiment scolaire du «Neie Lycée»:

Il me revient qu'il ne serait plus envisagé d'implanter le «Neie Lycée» dans un bâtiment scolaire appartenant à la Ville de Luxembourg et situé au Kirchberg, mais qu'il serait prévu de faire ériger un nouveau bâtiment abritant le «Neie Lycée» d'ici la rentrée scolaire 2005.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

- Ces informations sont-elles exactes?
- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons?
- Où exactement se trouve le site d'implantation de ce bâtiment?
- Quelles procédures seront invoquées pour aménager un bâtiment scolaire en seulement quelques mois, alors que pour d'autres projets, il faut compter jusqu'à huit ans?
- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que d'autres priorités auraient dû être fixées alors qu'il existe des urgences en matière d'infrastructures scolaires?
- Quel est le coût estimé de cette construction?
- Est-il envisagé de recourir aux mêmes procédures pour la construction d'autres bâtiments?

Réponse (25.5.2005) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Il n'est pas exact de dire que l'État a l'intention d'ériger un nouveau bâtiment pour abriter le lycée-pilote «Neie Lycée» à la rentrée 2005.

L'État a plutôt saisi l'opportunité qui s'est présentée de prendre en location des bâtiments appartenant à la société Paul Wurth, sis sur un terrain verdoyant clos dans la rue de l'Aciérie, à Luxembourg-Hollerich. Une partie des bâtiments sera transformée suivant les besoins du lycée. D'autres, les pavillons (containers) qui abritaient des bureaux seront remplacés, opération qui s'avère être moins onéreuse qu'une transformation. À la fin du bail les pavillons (containers) et les équipements deviendront la propriété de l'État et pourront être utilisés ultérieurement.

Pour ceux qui s'inquiéteraient de voir un établissement scolaire implanté sur un terrain qui dans le temps a accueilli une activité industrielle, il convient de préciser que les analyses du sol, de l'air ambiant et de l'eau ont été effectuées. Il en ressort que le site se prête à accueillir des infrastructures scolaires, tout comme cela est le cas pour d'autres implantations telles que:

- le nouveau bâtiment du Lycée technique Mathias-Adam;
- le nouveau lycée à construire à Esch-Belval;
- la nouvelle construction pour le Lycée Hubert-Clement sur la lentille Terre Rouge;
- le nouveau bâtiment pour le régime préparatoire du Lycée technique du Centre à Dommeldange à 100 mètres de l'ancienne usine ARBED;
- le terrain choisi au cours de la législature précédente pour implanter un nouveau lycée pour professions de santé sis à l'intersection de la Rocade de Bonnevoie et de la route de Thionville jumelé avec le terrain industriel de l'entreprise Comptoir des Fers et Métaux.

Initialement il était prévu d'implanter le lycée-pilote dans un bâtiment scolaire sis à Kirchberg, appartenant à la Ville de Luxembourg. Ce projet est maintenant abandonné pour les raisons suivantes:

- Le site permet de loger les classes du lycée-pilote au plus pour une année scolaire;
- l'espace à Hollerich est beaucoup plus grand; il inclut des infrastructures sportives, multifonctionnelles et des infrastructures d'accueil;
- les classes du régime préparatoire du lycée technique du Centre qui fonctionnent au Kirchberg ne doivent pas être transférées.

Concernant les priorités en matière de création d'infrastructures scolaires, il faut dire qu'il existe deux types d'urgence. La première résulte de la croissance continue des effectifs scolaires. Elle exige de créer le plus rapidement possible des espaces scolaires supplémentaires. Au regard de cette urgence, toutes les solutions pour trouver dans les années à venir un espace scolaire supplémentaire doivent être envisagées. Les infrastructures dans lesquelles le lycée-pilote sera logé créent donc un espace scolaire supplémentaire. Rappelons que le dernier espace scolaire supplémentaire a été créé avec le Lycée Josy-Barthel à Mamer en 2003 et que le prochain espace scolaire supplémentaire sera créé en 2007 avec le lycée de Redange.

La deuxième urgence consiste à réhabiliter un certain nombre de bâtiments qui se trouvent dans un état déplorable. Très souvent il s'agit de bâtiments où sont logées des classes du régime préparatoire. La mise en œuvre du lycée-pilote n'entrave en rien les programmes de reconstruction et de réhabilitation qui ont été décidés. Avec le Ministre des Travaux publics je me suis mise d'accord sur l'urgence de réhabiliter le bâtiment du Jenker dans lequel est logé le régime préparatoire du Lycée technique Mathias-Adam. Le projet de loi afférent, que le Gouvernement précédent n'avait pas jugé opportun d'engager dans la procédure, a été déposé à la Chambre des Députés le 23 mars 2005.

En ce qui concerne la question du coût, il est estimé à 7.400.000 € répartis sur cinq années.

La location d'infrastructures est une pratique utilisée par l'État pour les besoins urgents en infrastructures telles que les salles de classe pour le Lycée pour Professions de Santé au CHL à Luxembourg, les locaux pour l'Institut d'études éducatives et sociales à Livange, l'école de la rue des Maraîchers à Luxembourg-Kirchberg pour les besoins du Lycée technique du Centre, un hall industriel pour le Lycée agricole à Colmar-Berg.

Question 0459 (31.5.2006) de M. Jean-Pierre Koepp *(ADR)* concernant la formation des animateurs touristiques:

Een Element am alljährlechen Empfang vun eisen Touristen ass d'Animatioun vun eise Gäscht op de Campingen, an de Foussgängerzonen asw. Fir dëst ze erméiglechen, stellt den Tourismusministère de jeeweilegen Ententen oder anere Vereenegungen eng ganz Rei vu Studenten all Joer zur Verfügung, fir dës Animatioun ze gestalten, wat ganz flott an nëtzlech ass.

Dës Studente bräichten awer och all Joer eng deementspriechend Ausbildung, well d'Weiderbildung ass och e ganz wichtegt Schlëssselelement am Tourismus, ee Beruffszweig, an deem et haut schwéier genuch ass nach weider ze bestoen.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill Studenten hunn hei zu Lëtzebuerg d'Touristen an de leschte fënnef Joer begleet a wéi verdeelen déi sech op déi verschidde Regiounen an op déi eenzel Ententen?
2) Firwat gouf an de leschte Joren (mat Ausnahm vum leschte Joer) dës Ausbildung vun de Studenten net vum Ministère finanziell wéi och organisatoresch iwwerholl, dat besonnesch well déi eenzel Ententë leider net iwwert déi néideg finanziell an organisatoresch Mëttele verfügen?
3) Ass de Ministère bereet, an Zukunft dës Ausbildung ze iwwerhuelen, fir am Tourismus méi Professionalismus ze kréien?

Réponse (15.6.2005) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

1) Tëschent de Joren 2000 an 2004 huet den Tourismusministère allen touristesche Regiounen am Gesamte 463 Studenten zur Verfügung gestallt. Dovunner hunn 71,5% an der Regioun vum Norden (26,1% vun alle Studente ware fir d'Entente vum Norden, 24,2% fir d'Entente vum Uewerstausee an 21,2% fir d'Entente vun der Mëttelsauer an der Our), 13,4% an der Regioun vum Mëllerdall, 8,6% an de Regiounen Zentrum a Süden a 6,5% an der Regioun vun der Musel gehollef, d'Animatioun ze organiséieren. Fir dëst Joer sinn et nach eng Kéier am ganzen 122 Studenten, déi de Coordinateure wäerten hëllefen, Animatioun an allen touristesche Regioune während der Saison unzebidden.

2) Den Tourismusministère huet sech nach all Joer un den Ausbildungskäschte vun de Studente bedeelegt. D'Ausbildung vun de Studenten ass bis am Joer 2002 um a vum Institut National des Sports organiséiert ginn. Dës war fir déi eenzel Regiounen net mat Käschte verbonnen, well den Tourismusministère d'Iwwernuechtungsfraisën (dëst waren och déi eenzeg Fraisën, déi ugefall sinn) integral iwwerholl huet. Op Wonsch vun de Regiounen ass ab 2003 awer eng méi spezifesch, op d'Animatioun zougeschnidde Formatioun fir Studenten offréiert ginn. Bei dëser méi professioneller Ausbildung, déi vu privaten Entreprisen organiséiert gouf, huet den Tourismusministère sech och finanziell bedeelegt. Niewent der finanzieller Participatioun un den Ausbildungskäschten huet de Stat an de Joren 2000 bis 2004 awer och nach am ganzen 100% vun de 510.332,38 € u Salaireskäschten an 100% vun den 51.305,83 € un Déplacementskäschte vun de Studenten iwwerholl.

3) Den Tourismusministère war an ass nach ëmmer der Meenung, datt eng gutt a professionell Ausbildung e Plus um Niveau vum touristeschen Accueil duerstellt. Och an Zukunft ass den Tourismusministère, am Kader vu senge finanzielle Méiglechkeeten, weider bereet, sech fir eng professionell touristesch Animatioun an den eenzelne Regiounen anzesetzen.

Question 0466 (7.6.2005) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant les compétences du Grand-Duc:

Haut war op enger Pressekonferenz vun enger Lëtzebuerger Partei gewuer ze ginn, datt de Grand-Duc d'Iescht Woch eng Rei Lëtzebuerger Führungspersonalitéiten, dorënner d'Presidente vun de béide gréisste Lëtzebuerger Gewerkschaften, bei sech invitéiert hat a se opgefuerdert huet, «alles, awer och alles» ze maachen, fir datt d'Lëtzebuerger beim Referendum den 10. Juli mat Jo stëmmen. Domadder huet hien net nëmme Partei fir de Camp vum Jo ergraff, mä sech aktiv an eng politesch Sträitfro agemëscht.

Dëst verstéisst géint eis Constitutioun, déi eisem Statschef eng kloer délimitéiert Roll zouweist. Als Symbol vun der Unitéit vun eisem Stat huet hien iwwert de Parteien ze stoen. Den Artikel 33 bestëmmt: «Le Grand-Duc est le chef d'État, symbole de son unité et garant de l'indépendance nationale. Il exerce le pouvoir exécutif conformément à la Constitution et aux lois du pays.»

Den Artikel 45 hält fest: «Les dispositions du Grand-Duc doivent être contresignées par un membre du Gouvernement responsable.» De Sënn vun dësem Artikel ass fir dem Grand-Duc am Exercice vu senge Fonctiounen «toute action personnelle» ze verbidden «qui ne serait pas couverte par son Gouvernement». Schonns mat senger leschter Chrëschtusprooch hat de Grand-Duc iwwer seng Impartialitéit an der Fro vum Referendum iwwert de Verfassungstraité Zweifelen opkomme gelooss, an dat an éischter Linn mat folgender Ausso: «An deem Geescht soen ech lech, léif Matbierger, datt ech um Referendum deelhuele wäert. Domat wëll ech menger Iwwerzeegung fir en dynamescht a respektéiert Lëtzebuerg an dem neien Europa Ausdrock ginn.»

Dofir folgend Froen:

1. Stëmmt dës Informatioun iwwer e geheimt Spëtzentreffe beim Grand-Duc?
2. Wa jo, war dës Aktioun vum Grand-Duc «couverte par son Gouvernement»?
3. Wa jo, op Basis vu wéi enge Kritäre gouf deen elitäre Krees vu Personalitéite fir déi genannt Geheimréunioun beim Grand-Duc ausgewielt?
4. Wéi eng legal Basis hunn esou Geheimtreffen op héchstem Statsniveau mat den Dirigente vu grousse Lëtzebuerger Organisatiounen, wei deenen zwou gréisste Gewerkschaften?
5. Wourëms ass et bei der genannter Geheimréunioun an éischter Linn gaangen?
6. Gouf bei dësem Geheimtreffen op d'Gewerkschaftsdirigenten a Saache Referendumscampagne Drock ausgeübt?
7. Firwat huet de Grand-Duc d'Gewerkschaften opgefuerdert, alles ze maache fir hir Memberen, an d'Lëtzebuerger allgemeng, aktiv zu engem Jo ze drängen?
8. Stellt de Grand-Duc mat dësem aktiven Agréff an déi lafend politesch Campagne net seng Positioun als Statschef, deen iwwert dem «Parteiesträit» ze stoen huet, selwer a Fro a gouf hie vun der Regierung op dëse Risiko a seng eigentlech Verfassungsroll higewisen?

Réponse (8.6.2005) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

1. Comme tout chef d'État, le Grand-Duc reçoit régulièrement en audience des personnalités du monde politique, économique et social.
2. Le contenu des entretiens entre le chef de l'État et ses invités ne fait pas l'objet d'une communication au public.
3. Conformément aux principes qui régissent le fonctionnement de nos institutions, le Gouvernement assume la responsabilité des actes et des propos du chef de l'État.

Question 0476 (14.6.2005) de M. Aly Jaerling *(ADR)* concernant le référendum sur le traité établissant une Constitution pour l'Europe:

An der internationaler Press war gëscht ze liesen, datt de Lëtzebuerger Premier weider Referenden iwwert den EU-Verfassungsvertrag stoppe wëllt.

«Juncker will die EU-Referenden stoppen», war den entspriechenden Artikel am «Handelsblatt» vum 13. Juni iwwerschriwwen. Do heescht et: «Zu Junckers Motiven bei dem Vorsto? gehört nach EVP-Angaben auch, dass die Beliebtheit der Verfassung bei den Dänen rapide schwindet.» A weider: «Die EVP-Fraktion im Europaparlament hatte sich am vergangenen Mittwoch erstmals für eine Aussetzung der noch bevorstehenden zwölf Referenden und parlamentarischen Abstimmungen über die EU-Verfassung ausgesprochen (…) Vor dem überraschenden Meinungsumschwung habe Juncker im Hintergrund die Fäden gezogen, hie? es von EU-Parlamentariern.»

Dofir folgend Froen:

1. Stëmmen déi zitéiert Informatiounen?
2. Wa jo, bedeit dat, datt de Referendum vum 10. Juli zu Lëtzebuerg ofgesot oder ausgesat gëtt - a wa jo, aus wat fir enge Grënn?

Réponse (16.6.2005) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Ech weisen drop hin, datt déi Informatiounen, déi an deem vum honorabelen Deputéierten zitéierten Artikel am «Handelsblatt» vum 13. Juni drastinn, net stëmmen.

Richteg ass, datt eng Rei vu Memberstate vun der Europäescher Unioun de Ratifizéierungsprozess temporaire wëllen aussetzen, ouni en awer wëllen ze stoppen.

Compte rendu des séances publiques
N° 13 – Session ordinaire 2004-2005

46e séance, mardi 12 juillet 2005
47e séance, mercredi 13 juillet 2005
48e séance, jeudi 14 juillet 2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Conseil parlementaire interrégional (CPI)

Le tourisme, l'eau, la culture et la sécurité des citoyens à l'ordre du jour de l'assemblée plénière

Le 1er juillet 2005, le Conseil parlementaire interrégional, regroupant des parlementaires de la Lorraine, du Luxembourg, de la Rhénanie-Palatinat, de la Sarre ainsi que de la Wallonie s'est réuni à Trèves.

La Chambre des Députés y fut représentée par son Président, M. Lucien Weiler, ainsi que par MM. les Députés Ali Kaes, Marcel Oberweis et Roland Schreiner. La délégation fut assistée par M. Claude Frieseisen, secrétaire général de la Chambre, et par M. Tun Figueiredo du Service international.



(de gauche à droite) M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, M. Ali Kaes, député, M. Claude Frieseisen, secrétaire général, M. Roland Schreiner, député

1. Vers une promotion poussée du tourisme dans la Grande Région

Lors de sa réunion d'été le Conseil a souligné l'importance de la promotion du tourisme dans la Grande Région. Ce secteur économique en plein essor nécessite une coopération interrégionale plus intense, ceci pour donner de nouvelles impulsions, aux effets durables, destinées à accroître l'intérêt porté à la Grande Région, en particulier dans l'espoir d'impacts positifs dans le domaine de la politique du marché de l'emploi.

Les parlementaires ont cependant dû constater que les recommandations précédentes n'ont guère été suivies d'effets.

Ils ont invité encore une fois – avec force – tous les acteurs à donner la priorité à l'installation d'une agence centrale du marketing touristique et à mettre sur pied une stratégie de commercialisation orientée sur l'expansion qui exige une interconnexion des acteurs et des produits touristiques des diverses régions. Ils ont par ailleurs rappelé les objectifs antérieurs qui restent d'actualité, à savoir: une présentation commune à l'occasion des foires, l'édition de cartes, la diffusion de brochures et catalogues en plusieurs langues, toutes choses qui confèrent à la Grande Région son caractère unique à l'intérieur de l'Europe, sans oublier l'image de marque touristique, réalisation commune.

2. L'eau, un héritage qu'il s'agit de protéger durablement

Les parlementaires de la Grande Région ont soutenu unanimement une gestion durable de l'eau à travers une politique de concertation dans un cadre international qui devra servir de modèle dans la Grande Région. Une politique qui comprend la limitation de la pollution à la source, le long du cours d'eau ainsi qu'à son embouchure par la mise en place de taux limites d'émissions et de normes de qualité écologiques.

Ils ont estimé que la protection de l'environnement aquatique passe par une meilleure intégration des différentes politiques, notamment de l'agriculture et de la pêche, de l'énergie, de la recherche, de l'éducation, des transports voire du tourisme et de l'industrie et ont soutenu par ailleurs vivement le principe du pollueur-payeur.

Le Conseil parlementaire interrégional a par ailleurs lancé un appel unanime aux autorités compétentes dans la Grande Région de manière à élaborer et à mettre en œuvre dans les plus brefs délais des normes de qualité écologiques et des procédés d'analyse biologique cohérents ainsi qu'aux responsables politiques pour qu'ils accordent une priorité absolue au principe de prévention et d'économie des ressources.

3. Pour la constitution d'un fonds culturel commun pour la Grande Région

Tout en ayant souligné que le projet «Luxembourg et la Grande Région: Capitale européenne de la Culture 2007» est une contribution importante pour faire évoluer la vie et la conception culturelles transfrontalières dans la Grande Région Saar-Lor-Lux, le Conseil parlementaire interrégional a fait savoir qu'il voulait voir maintenu un fonds culturel commun au-delà de 2007. Ce fonds aurait comme finalité de financer des projets d'envergure transfrontalière et serait alimenté par les cotisations des partenaires de la Grande Région.

4. Exigence d'une meilleure information en cas d'incidents

Suite à un incident chimique survenu en France, les partenaires de la Grande Région ont dû constater qu'ils n'ont été informés qu'insuffisamment.

Ce comportement n'est pas dans l'intérêt de la sécurité des habitants de la Grande Région et est en contradiction avec une coopération basée sur la confiance et le partenariat.

C'est pour cela que le CPI demande à tous les partenaires de la Grande Région d'assurer une politique d'information plus rapide et plus efficiente entre les régions partenaires sur tous les incidents susceptibles de produire des effets nocifs au niveau transfrontalier, et ce notamment grâce au concours des responsables desdits incidents.

Réunion des Présidents auprès de la COSAC

Période de réflexion concernant le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, programme de travail annuel de la Commission européenne et subsidiarité

Le 18 juillet 2005 s'est déroulée à Londres une réunion des Présidents des Commissions des Affaires européennes des Parlements nationaux des États membres de l'Union européenne, des pays adhérents, des pays candidats et du Parlement européen.

La Chambre des Députés était représentée par M. Ben Fayot, Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Lors de ladite réunion de la COSAC (Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires), les parlementaires ont discuté notamment sur la période de réflexion décidée par le Conseil européen et sur l'avenir du mécanisme d'alerte précoce dans le cadre du contrôle du respect du principe de subsidiarité par les Parlements nationaux.

Les membres des différentes commissions ont également envisagé une analyse plus approfondie du programme de travail annuel de la Commission européenne et ont profité de l'occasion pour procéder à un échange de vues avec Mme Margot Wallström, Vice-Présidente de la Commission européenne, en charge des relations institutionnelles et de la stratégie de communication.

À noter que la réunion des Présidents des délégations prépare traditionnellement la réunion plénière de la COSAC qui sera organisée les 10 et 11 octobre 2005 à Londres.



Assemblée parlementaire de la Francophonie

«L'apport de la Francophonie à la diversité culturelle dans le mouvement de mondialisation»

L'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est réunie à Bruxelles du 4 au 9 juillet 2005. Ses travaux ont porté sur «l'apport de la Francophonie à la diversité culturelle dans le mouvement de mondialisation» ainsi que sur les situations de crise que traversent certains pays de l'espace francophone.

Répondre à l'invitation du Parlement de la Communauté française de Belgique/Wallonie-Bruxelles l'année où la Belgique, symbole de la coexistence de plusieurs cultures et langues, fête le 175e anniversaire de son indépendance et ses 25 ans de fédéralisme est un acte fort. L'APF affirme ainsi, une nouvelle fois, sa vocation à défendre la diversité culturelle et le plurilinguisme, valeurs fondatrices de la Francophonie.

Elle a examiné les situations de crise que connaissent certains pays de l'espace francophone tels que les Comores, la Guinée Bissau, Haïti, la République démocratique du Congo et la République centrafricaine qui s'est d'ailleurs vu lever la mesure de suspension prise en juillet 1998.

La session s'est déroulée en présence de M. Abdou Diouf, Secrétaire général de l'OIF, et de quelque 200 parlementaires de 45 parlements régionaux et nationaux. Le Luxembourg fut représenté par MM. les Députés Henri Grethen et Jos Scheuer.

Les parlementaires ont reçu M. René Van der Linden, Président de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe, et ont auditionné, entre autres, M. Louis Michel, Commissaire européen en charge du développement et de l'aide humanitaire. Les auditions ont été suivies d'un débat général.

Par ailleurs, il a été procédé au renouvellement du Bureau de l'APF et à la nomination de son nouveau président. M. Bernard Patry, député de la Chambre des Communes du Canada, a succédé à M. Mahamane Ousmane, Président de l'Assemblée nationale du Niger, tandis que, dans la longue tradition des trésoriers luxembourgeois de l'APF, M. Jos Scheuer, Vice-Président de la Chambre des Députés, a été confirmé à son poste, occupé jusqu'en 1999 par M. Henri Grethen.



M. Jos Scheuer, Trésorier international de l'APF

Le Trésorier présentait les comptes de l'exercice 2004, adoptés à l'unanimité. M. Grethen, Vice-Président de la section luxembourgeoise, a pour sa part participé aux travaux de la commission politique à l'issue desquels plusieurs résolutions ont été adoptées, notamment sur les situations de crise évoquées ci-dessus.

Attachée à former de jeunes francophones au processus de la démocratie parlementaire et à la responsabilité civique, l'APF a organisé, parallèlement, le IIIe Parlement francophone des Jeunes (PFJ) regroupant environ 80 jeunes venus des quatre coins du monde.



(de gauche à droite) M. Jos Scheuer, Melle Nora Janah Iglesias, Melle Anne Soisson, M. Henri Grethen

Le PFJ constitue un des programmes du chantier «paix, démocratie et justice» de l'Agence intergouvernementale de la Francophonie. Il a été créé par les Chefs d'État et de Gouvernement réunis lors du Sommet de Moncton en septembre 1999 et confirmé par la Conférence ministérielle de la Francophonie tenue à Paris en janvier 2002.

Mlles Nora Janah Iglesias et Anne Soisson ont représenté le Grand-Duché lors de cette manifestation. Au sein de la commission des affaires parlementaires respectivement de la commission de la coopération et du développement, elles ont réfléchi sur les thèmes «La participation des jeunes à la vie politique» et «Jeunesse, pauvreté et développement durable». Les travaux ont été clôturés par l'adoption d'un livre blanc qui sera déposé devant les Chefs d'État et de Gouvernement de la Francophonie lors du prochain Sommet qui se tiendra à Bucarest (Roumanie) en 2006.

Lors du dîner officiel du vendredi 8 juillet, il a été procédé à la remise des insignes de l'Ordre de la Pléiade en vue de reconnaître les mérites de personnalités qui se sont distinguées en servant les idéaux de l'APF. À cette occasion, le député Henri Grethen a été fait Grand Officier.

La prochaine réunion de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie aura lieu à Marrakech (Maroc) en 2006.



M. Henri Grethen, Vice-Président de la section luxembourgeoise de l'APF, et M. Mahamane Ousmane, Président sortant de l'APF

Remise de décorations

À l'occasion de la Fête nationale, M. le Premier Ministre Jean-Claude Juncker a remis des distinctions honorifiques à des membres, des anciens membres (promotion 2004) et au secrétaire général de la Chambre des Députés.

Ont été décorés:

Ordre de la Couronne de Chêne

Commandeur: Mme Lydie Err, députée; M. Jean-Paul Rippinger, ancien député (promotion 2004).

Officier: M. Camille Gira, député (promotion 2004).

Ordre de mérite

Commandeur: M. Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés, M. Emile Calmes (promotion 2004), M. Marcel Glesener (promotion 2004), M. Jacques-Yves Henckes et M. Jean-Pierre Koepp (promotion 2004), députés; M. Claude Frieseisen, secrétaire général de la Chambre des Députés.

Officier: M. Marco Schank (promotion 2004), Mme Nancy Arendt et M. Patrick Santer, députés.



1re rangée (de g. à dr.) Mme Lydie Err, M. Jean-Claude Juncker, Mme Nancy Arendt
2e rangée (de g. à dr.) M. Jean-Paul Rippinger, M. Emile Calmes, M. Niki Bettendorf, M. Jacques-Yves Henckes
3e rangée (de g. à dr.) M. Patrick Santer, M. Claude Frieseisen, M. Camille Gira
(Photo: Tessy Hansen / d'Wort)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

NOUVELLES LOIS

4513 - Projet de loi

portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998

Ce projet de loi se propose d'approuver la Convention d'Aarhus du 25 juin 1998 sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement. La Convention d'Aarhus se compose de trois volets:

1. L'accès à l'information: L'article 4 concerne l'accès à l'information sur l'environnement; il stipule que chacun a le droit de demander des renseignements en matière d'environnement, que ces informations doivent lui être fournies dans le mois de leur demande et que l'autorité publique sollicitée qui ne dispose pas des renseignements demandés doit en avertir le requérant et lui communiquer les coordonnées de l'autorité à laquelle il faut s'adresser pour obtenir satisfaction. L'article 5 oblige les États à rassembler et à diffuser des informations générales sur l'état de l'environnement. Ce premier volet est transposé au niveau européen par la directive 2003/4/CE concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et abrogeant la directive 90/313/CEE du Conseil et fait l'objet, au niveau national, du projet de loi 5217.
2. La participation du public au processus décisionnel: L'article 6 fixe le cadre pour la participation du public aux décisions relatives à des activités particulières. L'article 7 porte sur la participation du public en ce qui concerne les plans, programmes et politiques relatifs à l'environnement. L'article 8 se rapporte à la participation du public durant la phase d'élaboration de dispositions réglementaires et/ou d'instruments normatifs juridiquement contraignants d'application générale. Le public sera désormais appelé à collaborer à la prise de décision dès le début de la procédure décisionnelle. Ces trois articles constituent le deuxième volet de la Convention d'Aarhus, transposé en droit européen par:
   - la directive 2001/42/CE relative à l'évaluation de certains plans et programmes sur l'environnement et ceci pour ce qui est des plans, programmes et politiques relatifs à l'environnement. La transposition de cette directive nécessite la mise au point d'une législation spécifique, actuellement en cours d'élaboration;
   - la directive 2003/35/CE prévoyant la participation du public lors de l'élaboration de certains plans et programmes relatifs à l'environnement et modifiant les directives 85/337/CE et 96/61/CE. La transposition de cette directive nécessite une adaptation des législations existantes en la matière (en l'occurrence la législation commodo-incommodo). En outre, elle modifie les directives dites «Études d'impact» et «IPPC».
3. L'accès à la justice: L'article 9 de la Convention prévoit, dans le cadre du recours devant une instance judiciaire que «la personne concernée ait également accès à une procédure rapide établie par la loi qui soit gratuite ou peu onéreuse, en vue du réexamen de la demande par une autorité publique ou de son examen par un organe indépendant et impartial autre qu'une instance judiciaire». Le même article introduit un recours en réformation en matière d'environnement. Ce troisième volet sera transposé en droit européen par une directive relative à l'accès à la justice en matière d'environnement. Cette directive n'est pour l'instant qu'une proposition de directive et fait l'objet de vives discussions, sans que l'on ne soit, à ce jour, parvenu à trouver un consensus.

Dépôt par M. Jacques F. Poos, Ministre des Affaires étrangères, le 26.01.1999

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission de l'Environnement

(Président: M. Emile Calmes):

07.02.2001	Désignation d'un rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.03.2001	Procédure proposée par le président-rapporteur

(Président: M. Roger Negri):

17.01.2005	Présentation par M. le Ministre de l'Environnement des volets 2 et 3 de la Convention d'Aarhus
	Désignation d'un nouveau rapporteur
07.07.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2005

4766 - Projet de loi

concernant le sport et portant

a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;

b) modification du code des assurances sociales;

c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

L'ancienne loi concernant l'éducation physique et le sport, communément appelée «loi sportive», date de 1976.

Le nouveau texte est conçu «dans l'optique d'une loi-cadre … d'une grande souplesse permettant d'en adapter l'exécution facilement aux situations qui ne manqueront pas d'évoluer dans l'avenir», la loi sportive de 1976 a servi, dans une très large mesure, jusqu'à ce qu'il soit apparu que les potentialités de développements importants s'épuisaient et que l'adoption de mesures supplémentaires requérait un nouveau dispositif législatif, le projet sous rubrique en l'occurrence.

Afin de ne pas répéter des dispositions identiques dans deux textes légaux distincts, il est profité du nouveau projet pour y regrouper et insérer en un même corps de texte tout l'ensemble des dispositions souhaitées.

Les responsabilités et missions des différents acteurs privés et publics sont déterminées. L'obligation des pouvoirs publics étatiques et communaux de contribuer activement à l'émergence de conditions favorables au développement des activités sportives est affirmée avec force. Le mouvement sportif privé est officiellement reconnu et son indépendance consacrée.

Ces questions de principe mises à part, le projet de loi permet de pérenniser un certain nombre d'initiatives de soutien au sport développées au courant des dernières années, essentiellement sur base de la loi budgétaire.

Les formulations retenues gardent un caractère de flexibilité indispensable pour permettre à l'avenir des adaptations nécessaires aux mesures en place, voire la création d'initiatives nouvelles.

Le texte du projet de loi adopte délibérément un vocabulaire et une conception du sport en phase avec l'évolution de la société. Au moins dans ses origines, le projet de loi résultait en grande partie d'une concertation étroite entre le Gouvernement et le mouvement sportif organisé. Il est souhaitable que cet esprit de partenariat entre les autorités publiques et le mouvement sportif (C.O.S.L.; fédérations et associations sportives) puisse prévaloir à l'avenir lorsqu'il s'agira de mettre en œuvre les nouvelles dispositions légales.

Même si d'aucuns avaient souhaité des avancées plus substantielles, il y a lieu de relever que, par rapport au texte existant et au vu de la pratique des dernières années, la nouvelle loi apporte des plus-values réelles dans plusieurs domaines.

Il s'agit notamment des points suivants:

1. La reconnaissance et la protection renforcée des fédérations agréées (article 2)
2. La consécration légale de l'autonomie du mouvement sportif et du rôle essentiellement subsidiaire et complémentaire des pouvoirs publics en matière de sport (article 3)
3. Le caractère obligatoire de l'organisation d'activités motrices dans l'éducation précoce et l'éducation préscolaire (article 4)
4. L'introduction de mesures spéciales relatives aux programmes et à l'organisation des études pour jeunes sportifs dans l'enseignement post-primaire (article 4)
5. La consécration légale de programmes de préservation de la santé par le sport (article 5)
6. La possibilité de créer des sites spéciaux et des installations appropriées dans la nature en vue de permettre la pratique de certaines activités sportives dans des conditions environnementales acceptables (article 7)
7. La priorité accordée au sport scolaire et au sport de compétition dans l'utilisation des infrastructures publiques (article 3)
8. La consécration légale de la contribution annuelle de l'État pour les activités sportives, l'encadrement technique et l'administration du sport (article 9)
9. L'extension de l'assurance responsabilité civile et de l'assurance contre les risques d'accident aux collaborateurs bénévoles occasionnels (article 12)
10. L'introduction d'un statut spécial dans l'intérêt de l'élite sportive qui se compose d'une panoplie de mesures d'appui particulières (article 13)
11. La possibilité d'un horaire aménagé pour sportifs d'élite dans le secteur public au sens large (article 14)
12. L'introduction d'un droit de priorité pour les sportifs d'élite pour des emplois non soumis à un examen-concours dans le secteur public (article 14)
13. La prise en charge par l'État des charges sociales pour sportifs d'élite sans revenu ou à faible revenu (article 15)
14. La reconnaissance d'un régime de faveur pour les sportifs d'élite et de ceux qui se sont engagés dans des modèles spéciaux de préparation dans le cadre de la réglementation du congé sportif (article 15)
15. La consécration légale de la lutte contre le dopage et l'introduction d'un nouveau délit comportant des sanctions sévères en relation avec le phénomène du dopage (article 16)
16. La fixation de l'objectif de régler les litiges sportifs par la voie de l'arbitrage (article 17)
17. L'engagement de lutter contre la violence et la xénophobie dans le sport (article 18)
18. La mise en place de règles légales particulières concernant les relations de travail des entraîneurs et des sportifs (article 19).

À cette liste impressionnante d'avancées il y a lieu d'ajouter le fait que les commissions parlementaires successives confirment la position du Conseil d'État en s'opposant à la disposition du projet de loi imposant le remboursement de frais de service d'ordre aux organisations de manifestations à but commercial.

En ce qui concerne les mesures de soutien au bénévolat, la commission en reconnaît la nécessité.

Elle donne cependant à considérer que de telles mesures législatives, surtout dans le domaine fiscal, devraient être d'application générale et non pas se limiter au seul domaine du sport.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 13.02.2001

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

(Présidente: Mme Agny Durdu):

20.02.2001	Désignation d'un rapporteur
	Présentation du projet de loi
18.02.2004	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
02.03.2004	Présentation du projet de loi
11.03.2004	Échange de vues avec les représentants du COSL
16.03.2004	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Échange de vues avec des représentants de l'Administration des Contributions directes sur les articles du projet concernant les dispositions fiscales
23.03.2004	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
30.03.2004	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
20.04.2004	Examen des propositions d'amendements
13.05.2004	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État

Travaux de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

(Président: M. Alex Bodry):

24.03.2005	Échange de vues sur l'état d'avancement du dossier
	Désignation d'un nouveau rapporteur
14.04.2005	Examen des propositions d'amendements
14.06.2005	Examen du 2e avis complémentaire du Conseil d'État
05.07.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.07.2005

5338 - Projet de loi

portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales

Le projet de loi a pour objet la création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales. À l'heure actuelle, l'Institut d'Études Éducatives et Sociales (IEES) regroupe dans une même structure à la fois la formation de l'éducateur, de niveau secondaire, et celle de l'éducateur gradué, de niveau supérieur. La loi du 12 août 2003 portant e.a. création de l'Université du Luxembourg et modifiant la loi du 6 août 1990 portant organisation des études éducatives et sociales, prévoit l'intégration de la formation de l'éducateur gradué, correspondant à une formation universitaire initiale sanctionnée par le grade de bachelor professionnel, dans la nouvelle Faculté des Lettres, des Sciences humaines, des Arts et des Sciences de l'Éducation.

Un maintien de la formation de l'éducateur dans un institut qui n'assure désormais plus qu'une partie des formations pour lesquelles il a été créé aurait le désavantage que cet établissement serait le seul à fonctionner en dehors du cadre général avec des règles particulières concernant le recrutement des enseignants, l'admission et la promotion des élèves. La création d'un lycée technique pour professions éducatives et sociales permet de s'appuyer sur l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires en vigueur pour l'enseignement postprimaire et plus particulièrement pour l'enseignement secondaire technique. Elle permet de sauvegarder l'expérience pédagogique acquise

pendant les dernières décennies et d'optimiser les études actuelles.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 04.05.2004

Rapporteur:
M. John Castegnaro

Travaux de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

(Président: M. Jos Scheuer):

10.05.2005	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
24.05.2005	Échange de vues avec M. le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative sur certaines questions touchant plus particulièrement le domaine de la Fonction publique
25.05.2005	Échange de vues sur une série de propositions d'amendements
	Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
06.07.2005	Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
14.07.2005

5408 - Projet de loi

portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Le projet de loi 5408 a pour objet d'augmenter le plafond de l'autorisation du Gouvernement à participer au financement de l'enseignement musical à charge des communes et syndicats de communes. Le montant qui a été initialement fixé à 190.000.000.- LUF et inscrit dans l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal; b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail; c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État sera porté à 7.367.000.- euros à compter de l'exercice budgétaire 2005. Ce plafond est adapté annuellement dans le cadre du budget pour être relié à l'évolution de la masse salariale de l'État.

L'augmentation du plafond, en dehors des adaptations liées à l'évolution de la masse salariale de l'État, est devenue nécessaire du fait des conséquences financières résultant de la reconnaissance du statut de «conservatoire de musique» à l'enseignement musical organisé par le syndicat intercommunal des villes de Diekirch et d'Ettelbruck ainsi qu'à la reconnaissance du statut d'«école de musique» à l'enseignement musical organisé par la ville de Differdange.

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 29.11.2004

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire, le 29.11.2004

Rapportrice: Mme Nelly Stein

Travaux de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

(Président: M. Fred Sunnen):

30.06.2005	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État
05.07.2005	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Travaux de la Commission des Affaires intérieures et de l'Aménagement du Territoire

(Président:
M. Marco Schank):

30.06.2005	Présentation et examen du projet de loi
	Examen de l'avis du Conseil d'État

Vote en séance publique:
14.07.2005

5476 - Projet de loi

modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg

Par la loi du 6 avril 1999, le Gouvernement a été autorisé à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur le plateau du St-Esprit à Luxembourg. À l'époque, les dépenses occasionnées ont été estimées à un montant total de 99.250.000.- euros. Le présent projet de loi modifie l'article 2 de la loi du 6 avril 1999 en portant les dépenses occasionnées à 125.200.000.- euros, soit une augmentation de 25.950.000.- euros. Cette augmentation s'explique par des adaptations et remaniements nécessaires afin de garantir une intégration plus harmonieuse dans le tissu urbain de la Ville de Luxembourg.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 23.05.2005

Rapporteur:
M. Marcel Sauber

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président:
M. Lucien Clement):

01.06.2005	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
29.06.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
14.07.2005

5477 - Projet de loi

relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

L'objet du projet de loi consiste à adapter les dépenses inscrites à l'article 7 de la loi du 27 juillet 1997 autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck, dépenses qui s'élevaient à l'époque à la somme de 14.800.000.000 francs luxembourgeois (environ 370.000.000 euros), y compris huit cent cinquante millions de francs qui étaient réservés aux mesures compensatoires prévues à l'article 5, paragraphe b). Ces adaptations qui se chiffrent à 229.000.000.- euros sont notamment dues à l'évolution du chantier et à des dépenses supplémentaires non couvertes par l'enveloppe financière autorisée par la loi du 27 juillet 1997.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre des Travaux publics, le 23.05.2005

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Travaux publics

(Président:
M. Lucien Clement):

01.06.2005	Présentation du projet de loi
	Désignation d'un rapporteur
29.06.2005	Examen de l'avis du Conseil d'État
07.07.2005	Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
14.07.2005

5486 - Projet de loi

modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Le Gouvernement et la CGFP ont signé le 31 mai 2005 un accord salarial pour l'ensemble du personnel de l'État et des secteurs assimilés, accord qui couvre les années 2005 et 2006 et dont les dispositions sont les suivantes:

A:

- augmentation de l'indice de base des traitements des agents publics de 1% avec effet au 1er janvier 2005;
- augmentation de l'indice de base des traitements des agents publics de 0,80% avec effet au 1er janvier 2006;

B:

- proratisation de l'allocation de repas compte tenu de la durée du service à temps partiel;
- refixation de l'indemnité kilométrique pour voyages de service à 0,40 euros;
- augmentation du congé de circonstance en cas d'accouchement de deux jours ouvrables;
- adaptation de l'indemnité d'habillement pour tenues de service à l'évolution de l'indice des prix;
- introduction, dans les cas où en raison d'une pyramide d'âge asymétrique ou d'effectifs réduits, l'avancement normal est bloqué, de la possibilité, après 12 années sans avancement, de pouvoir bénéficier d'un mécanisme d'avancements en traitement;
- modification de l'article 33 de la loi modifiée du 16 avril 1979 se rapportant au droit de réclamation des fonctionnaires de façon à prévoir un délai uniforme d'un mois;

C:

- révision des dispositions relatives aux conditions de changement de carrière de façon à mieux les harmoniser et à les lier plus étroitement à une formation continue individualisée;
- introduction de la notion de fonctionnaire stagiaire à temps partiel et adaptation en conséquence des conditions de recrutement;
- précision de l'interprétation à donner aux dispositions relatives au droit à un congé de récréation en cas de maladie de longue durée;

D:

- transfert ou réaménagement de l'actuelle cantine de la Fonction publique installée au rez-de-chaussée de l'immeuble Sainte-Sophie;

E:

- réactivation de la commission prévue par l'accord salarial de mai 2000 et ayant pour mission d'examiner la possibilité de créer un régime de pension complémentaire, sur base volontaire, en faveur des agents recrutés après le 31 décembre 1998;
- mise en place d'un groupe de travail avec pour mission d'analyser la possibilité de l'application des dispositions relatives à la computation intégrale des périodes de congé sans traitement accordées pour élever un ou plusieurs enfants à charge, la possibilité de recrutement dans leur carrière d'origine et au niveau de traitement atteint au moment de leur départ de certains agents publics rentrant au service après interruption de leur qualité d'agent public ainsi que la possibilité de l'attribution d'une allocation de famille intégrale aux parents qui tous les deux travaillent à mi-temps pour se vouer à l'éducation de leurs enfants;
- étude de l'adaptation du statut du personnel de la Force publique compte tenu de la réforme du Statut général des Fonctionnaires de l'État.

Le Gouvernement souhaite transposer rapidement l'ensemble des mesures contenues dans ce nouvel accord salarial. C'est ainsi que le présent projet de loi se propose d'inscrire les mesures contenues aux points A, B et C de cet accord, à l'exception de celle relative au mécanisme du changement de carrière qui devra faire encore l'objet d'un examen plus détaillé.

L'introduction de la notion de fonctionnaire stagiaire à temps partiel a également été inscrite comme principe dans le statut général. Certaines modalités techniques d'organisation du stage devront cependant faire l'objet d'une concertation entre parties.Pour ce qui est du point D, le Gouvernement a chargé la Commission des Loyers de trouver de nouveaux locaux pour y installer la cantine de la Fonction publique.

Finalement, les trois groupes de travail prévus au point E ont été mis en place et ont commencé avec leurs travaux respectifs.

Afin de permettre la transcription de toutes les mesures inscrites à l'accord salarial aux points A, B et C dans un seul et unique projet de loi, le Gouvernement a dû procéder à la modification de plusieurs lois, tout en accompagnant le texte du projet de loi proprement dit d'un certain nombre de projets de règlements grand-ducaux indispensables à son exécution.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 30.06.2005

Rapporteur:
M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

(Président: M. Lucien Thiel):

07.07.2005	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
	Désignation d'un rapporteur
	Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique:
14.07.2005

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi

2. Communications

3. Ordre du jour

4. Débat au sujet du résultat du référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe

(Débat - Motion - Vote)

5. 5251 - Projet de loi sur les contrats de garantie financière portant

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;
- modification du Code de commerce;
- modification de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;
- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;
- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;
- abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5371 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen

(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. 5252 - Proposition de loi de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 - Présentation conformément à l'art. 60 du Règlement

(Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse - Discussion générale)

8. 5254 - Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

(Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

9. 5293 - Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

10. 5363 - Projet de loi portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean Asselborn, Vice-Premier Ministre; Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Lucien Lux, Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler et Jean-Louis Schiltz, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.01 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Interruption)

Den Här Gesondheetsminister Mars Di Bartolomeo huet d'Wuert.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.*- Merci, Här President. Ech wollt de Mëtten am Numm vun der Regierung, no Autorisatioun vum Grand-Duc, de Projet de loi, deen de Placement vu psychesche Kranken an zouenen Institutiounen nei regelt, deponéieren. Dee Projet gëtt noutwendeg, nodeem mer vum 1. Juli un den Iwwergang vun der akuter Psychiatrie vum CHNP an d'akut Spideeler vollzunn hunn.

- Projet de loi N°5490 modifiant - la loi modifiée du 26 mai 1988 relative au placement des personnes atteintes de troubles mentaux dans des établissements ou services psychiatriques fermés; - la loi modifiée du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police; - la loi communale modifiée du 13 décembre 1988.

Merci, Här President.

M. le Président.- Ech ginn lech Akt vum Dépôt vun dësem Projet de loi. Mir wäerten dëse Projet de loi un déi zoustänneg Chamberskommissioun weiderleeden.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les dépôts suivants ont été faits au Greffe de la Chambre des Députés:

a) **5487** Projet de loi relatif à la participation du Grand-Duché de Luxembourg - à la 14e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement - à la 8e reconstitution des ressources du Fonds Asiatique de Développement

Dépôt: Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005

b) **5488** Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2004

Dépôt: Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, le 05.07.2005

c) **5489** Projet de loi sur l'application des normes comptables internationales dans le secteur des assurances et portant modification: de la loi modifiée du 8 décembre 1994 relative: - aux comptes annuels et comptes consolidés des entreprises d'assurances et de réassurances de droit luxembourgeois - aux obligations en matière d'établissement et de publicité des documents comptables des succursales d'entreprises d'assurances de droit étranger: de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances

Dépôt: Monsieur le Ministre du Trésor et du Budget, le 07.07.2005

3) À la première partie de la 51e session de l'Assemblée le l'Union de l'Europe Occidentale qui a eu lieu à Paris du 13 au 15 juin 2005, le Luxembourg a été représenté par le Président de la délégation luxembourgeoise, Monsieur le Député Marcel Glesener, et Monsieur le Député Charles Goerens, membres effectifs, ainsi que les Députés Madame Anne Brasseur et Monsieur Norbert Haupert, membres suppléants.

«Cette Assemblée et ses parlementaires constituent un lien privilégié entre la politique et le public. C'est donc ensemble qu'il faudra s'engager pour mieux communiquer, mieux faire passer le message que l'Europe est et reste un instrument indispensable de paix, de stabilité, de liberté, de prospérité et un modèle unique de développement économique et social.»

Avec ces mots M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, du Trésor, du Budget et de la Défense du Luxembourg, Coprésident du Conseil de l'UEO, représentant la présidence de l'UEO/UE, a terminé son discours qu'il a tenu devant l'assemblée, le premier jour de la session et lors duquel il a fait le bilan des activités de la présidence luxembourgeoise.

Il a insisté entre autres sur le fait qu'il a tenu son engagement, donné en novembre dernier, à faire avancer la politique européenne de sécurité et de défense (PESD). Ce concept de gestion de crise, auquel le Luxembourg a attaché tant d'importance, a en effet progressé sous la présidence luxembourgeoise, ce que M. Frieden a illustré en insistant, d'une part, sur les opérations, assistance militaire, policière et surtout diplomatique, en Bosnie-Herzégovine, en République démocratique du Congo et prochainement au Soudan, et, d'autre part, sur la capacité de réponse rapide, basée sur treize groupements tactiques nationaux et multinationaux, capacité disponible à partir de janvier 2007.

Les principaux thèmes figurant à l'ordre du jour de la susdite session ont été:

- La mise en œuvre de la Décision no 27 et de la Directive no 120: l'octroi du droit de vote en commission aux délégations parlementaires des pays observateurs permanents et observateurs permanents assimilés
- La mise en œuvre de la stratégie européenne de sécurité - Réponse au rapport annuel du Conseil
- Projet de budget révisé de l'Assemblée pour 2005 - Avis du Conseil
- La coopération en matière de sécurité entre l'UE et son proche voisinage à l'Est avec l'intervention de Mme Govhar Bakhshaliyeva, Première Vice-Présidente de l'Assemblée nationale de la République d'Azerbaïdjan
- Le développement de la coopération interparlementaire dans les Balkans
- Le programme européen d'acquisition de technologie (ETAP) - Réponse au rapport annuel du Conseil
- Les opérations réseau-centrées: les capacités européennes
- La lutte contre le terrorisme international: aspects de défense
- Le développement de la PESD et l'Objectif global 2010 - Réponse au rapport annuel du Conseil
- La ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe: suivi parlementaire et orientation de l'opinion publique
- Les développements dans le Grand Moyen-Orient
- Maîtrise des armements et non-prolifération: les moyens satellitaires de vérification
- Présentation des Groupes interparlementaires européens de l'espace par le Sénateur François Roelants du Vivier, Président de la Commission des Affaires étrangères et de la Défense du Sénat belge, Président du Groupe parlementaire belge de l'espace.

En outre, l'assistance a pu suivre au cours de la deuxième séance de mardi matin

- les discours de M. Stjepan Mesić, Président de la République de Croatie, et de Mme Ioulia Timochenko, Premier Ministre de l'Ukraine,

au cours de la quatrième séance de mercredi matin

- le discours de M. Jack Straw, Ministre des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni, Président désigné du Conseil de l'UEO, représentant la présidence britannique entrante de l'UEO/UE (discours prononcé par Sir John Holmes, Ambassadeur du Royaume-Uni en France)

et au cours de la cinquième séance de mercredi après-midi

- le discours de M. Frank Asbeck, Directeur du Centre satellitaire de l'UE, Torrejón.

L'Assemblée a adopté lors des cinq séances de cette première partie de sa 51e session une décision, une résolution et huit recommandations au Conseil.

4) Ont été présents à la troisième partie de la session ordinaire de 2005 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe qui s'est tenue à Strasbourg, du 20 au 24 juin 2005, M. Marcel Glesener, Président de la délégation, Mme Lydie Err, Vice-Présidente, et M. Charles Goerens, membres effectifs, MM. Norbert Haupert et Jean Huss ainsi que Mme Anne Brasseur, suppléants.

Après l'ouverture de la première séance de cette troisième partie par le discours du Président de l'Assemblée, M. René van der Linden, il a été procédé à la vérification des pouvoirs des nouveaux membres de l'Assemblée.

L'Assemblée a encore adopté le procès-verbal de la réunion de la Commission permanente à Lisbonne en juin 2005 et approuvé le rapport d'activités du Bureau et de la Commission permanente présenté par M. Marcel Glesener avant de passer à l'ordre du jour, dont les points culminants des huit séances étaient les suivants:

- médias et terrorisme,
- l'environnement et les objectifs du Millénaire pour le développement,
- la Banque mondiale, le Fonds monétaire international et la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement,
- contribution de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) au développement économique en Europe centrale et orientale avec l'intervention de M. Jean Lemierre, Président de la BERD,
- situation au Proche-Orient,
- situation actuelle au Kosovo,
- disparition et assassinat de nombreuses femmes et filles au Mexique,
- respect des obligations et engagements de la Fédération de Russie,
- fonctionnement des institutions démocratiques en Azerbaïdjan,
- suivi de la Résolution 1359 (2004) sur les prisonniers politiques en Azerbaïdjan,
- contrôle démocratique du secteur de la sécurité dans les États membres,
- abolition des restrictions au droit de vote et
- pour une meilleure réponse aux besoins de santé mentale en Europe.

En dehors de la communication de M. Diogo Freitas do Amaral, Ministre des Affaires étrangères du Portugal et Président du Comité des Ministres, l'Assemblée a écouté:

- les interventions de M. Chaudhry Amir Hussain, Président de l'Association des parlements asiatiques pour la paix (Apap), Président de l'Assemblée nationale du Pakistan, et de M. José de Venezia, Président du conseil consultatif de l'APAP, Président de la Chambre des représentants des Philippines,
- le discours de M. Adnan Terzić, Président du Conseil des Ministres de la Bosnie-Herzégovine,
- la déclaration de M. Terry Davis, Secrétaire général du Conseil de l'Europe et
- le discours de M. Jaap de Hoop Scheffer, Secrétaire général de

l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

Au cours de cette troisième session de 2005 se sont tenus un débat d'actualité sur la situation dans les Républiques d'Asie centrale, d'une part, ainsi que deux discussions selon la procédure d'urgence, d'autre part. Ces dernières ont eu pour sujet le suivi du Troisième Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement du Conseil de l'Europe (Varsovie, 16 et 17 mai 2005) et le processus de réforme constitutionnelle en Arménie.

Reste à signaler qu'avant la reprise de la séance du mercredi après-midi, 22 juin, a eu lieu une cérémonie commémorative du 50e anniversaire du Prix de l'Europe. Ce prix, créé en 1955 par l'Assemblée parlementaire est la plus haute distinction décernée aux collectivités locales pour leur action européenne. Il est constitué d'un trophée itinérant, d'une médaille, d'un diplôme et d'une bourse pour un voyage d'études de jeunes de la commune lauréate. L'Assemblée parlementaire a souhaité donner un caractère symbolique à son choix de cette année-ci en distinguant pour la première fois une ville russe, à savoir Kaliningrad qui fêtera cette année son 750e anniversaire.

En tant que point culminant de cette 3e partie il faut retenir la célébration, le 23 juin 2005, du 50e anniversaire de la première session de l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale qui s'était tenue au Palais de l'Europe en 1955. Au cours de cette cérémonie officielle sont intervenus parmi bon nombre de personnalités, M. Marcel Glesener, en sa qualité de Président du groupe fédéré des démocrates-chrétiens et des démocrates européens, ainsi que M. Charles Goerens en tant que Président honoraire de cette Assemblée.

L'Assemblée a adopté dix recommandations et douze résolutions en rapport avec les sujets à l'ordre du jour.

5) La 14e session annuelle de l'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (AP-OSCE) placé sous le thème «Trente ans depuis Helsinki: Défis à venir» a eu lieu à Washington DC du 1er au 5 juillet 2005. La Chambre des Députés y a été représentée par M. Paul Helminger, Mme Viviane Loschetter et M. Patrick Santer.

M. Paul Helminger, en sa qualité de chef de délégation, a assisté à la réunion de la Commission permanente. Dans son allocution de bienvenue, le président en fonction de l'AP-OSCE, M. Alcee L. Hastings a, en faisant référence au 30e anniversaire de la signature des documents d'Helsinki par la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, souligné que les principes y inscrits sont aujourd'hui plus que d'actualité. L'orateur a estimé qu'il faut sérieusement œuvrer afin de mettre un terme à la crise politique que traverse actuellement l'OSCE. Il a insisté sur l'importance des missions d'observation d'élections où quelque 300 parlementaires originaires des États membres de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE ont, en tant qu'experts, observé et commenté le déroulement des processus électoraux dans les différents États membres de l'OSCE.

Le trésorier M. Jerry Grafstein a souligné que l'Assemblée parlementaire a réussi à respecter les limites budgétaires et que 99,1% des contributions annuelles obligatoires ont été versées. L'orateur a précisé, suite à une intervention par le membre azerbaidjanais, que la gestion financière a été approuvée par les auditeurs de KPMG, même si la relation entre, d'un côté, les coûts et, de l'autre, les dépenses n'a pas été analysée.

Le Secrétaire général M. Spencer Oliver a souligné l'importance primordiale des missions d'observation d'élections organisées par l'Assemblée parlementaire de l'OSCE. Il a informé les membres présents que le site informatique de l'AP-OSCE est quotidiennement mis à jour et comporte ainsi des informations toujours actualisées.

Le Comité permanent a examiné plusieurs rapports concernant des missions particulières (Biélorussie et le conflit du Haut-Karabakh) et l'observation d'élections (République du Kirghizistan et la République de Moldova).

Dans son exposé, M. Dimitrij Rupel, Ministre slovène des Affaires étrangères et président en exercice de l'OSCE, a identifié les nouveaux défis en matière de sécurité, notamment dus à l'élargissement de l'Union européenne et de l'OTAN, que l'OSCE doit pouvoir maîtriser pour assurer le rôle qui est le sien.

MM. Paul Helminger et Patrick Santer ont participé aux travaux de la Commission des Affaires politiques et de la Sécurité. Y ont été analysés et soumis au vote un projet de rapport portant sur les défis de l'OSCE en matière politique sécuritaire, ainsi que des points additionnels sur le terrorisme suicidaire, la situation en Abkhazie (Géorgie), la République de Moldova et la nécessité de ne pas sacrifier les droits de l'Homme dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

À l'ordre du jour des réunions de la Commission des Affaires économiques, de la Science, de la Technologie et de l'Environnement, à laquelle a assisté Mme Viviane Loschetter, figuraient les interventions de plusieurs parlementaires notamment sur le blanchiment d'argent et la lutte contre la corruption.

Les travaux de la Commission de la Démocratie et des Droits de l'Homme ont porté sur la lutte contre la participation à la traite des êtres humains ou à l'exploitation et la violence sexuelles exercées par les forces internationales de maintien de la paix, la nécessité de renforcer le code de conduite applicable aux membres des missions de l'OSCE. Ont également été soumis au débat l'amélioration de l'efficacité des activités de l'OSCE en matière de surveillance électorale, ainsi que le financement du bureau des institutions démocratiques et des droits de l'Homme.

Mme Viviane Loschetter a également participé à une séance de travail ayant eu pour objet le traitement égalitaire homme-femme.

La session annuelle s'est terminée par une réunion plénière au cours de laquelle a été adoptée la déclaration de Washington réitérant les principes fondamentaux de droit international public tels qu'inscrits dans l'acte final d'Helsinki de 1975. Y figurent également des recommandations d'ordre administratif et politique. L'assemblée parlementaire de l'OSCE a proposé finalement d'inviter l'autorité nationale palestinienne de pouvoir participer à ses travaux en tant qu'observateur.

M. Alcee L. Hastings a été réélu pour le terme d'une année aux fonctions de Président de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE.

6) Par lettre du 4 juillet 2005, le Secrétaire général du Parlement a fait parvenir au Président de la Chambre des Députés le texte des documents adoptés au cours de la période de session du 26 au 27 mai 2005:

- position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et la République du Chili sur certains aspects des services aériens,

- position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion du protocole fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues dans l'accord entre la Communauté économique européenne et la République de Côte d'Ivoire concernant la pêche au large de la Côte d'Ivoire, pour la période allant du 1er juillet 2004 au 30 juin 2007,

- décision sur la révision de l'accord-cadre entre le Parlement européen et la Commission, résolution sur les relations UE-Russie,

- résolution sur la promotion et la protection des droits fondamentaux: le rôle des institutions nationales et européennes, y compris de l'Agence des droits fondamentaux,

- résolution sur la recommandation de la Commission relative aux grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté dans le cadre des lignes directrices intégrées pour la croissance et l'emploi (période 2005-2008).

D'autre part, le Parlement européen a adopté une résolution sur les armes légères et de petit calibre.

Mir kommen dann zu eisem Ordre du jour vun dëser Woch.

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet Folgendes virgeschloen:

Haut hu mer op der Dagesuerdnung:

1) de Projet de loi 5251 iwwert d'Contrats de garantie financière;

2) de Projet de loi 5371 iwwert de Bau vun engem Centre d'activités fir handicapéiert Leit zu Biissen;

3) d'Proposition de loi 5252 iwwert d'Chancëgläichheet tëscht Mann a Fra op kommunalem Niveau;

4) de Projet de loi 5254 iwwert d'Kennzeechnung vu gefëierleche Preparater;

5) de Projet de loi 5293 iwwert de Bureau européen des Radiocommunications; a

6) de Projet de loi 5363 iwwert d'Notzung vum extra-atmosphäresche Raum.

Mar hu mer folgend Projeten um Ordre du jour:

1) de Projet de loi 4766 iwwert de Sport;

2) de Projet de loi 4513, eng Ëmweltkonventioun;

3) de Projet de loi 5338 iwwert d'Schafung vun engem technesche Lycée fir erzéieresch a sozial Beruffer; a

4) de Projet de loi 5408 iwwert den Enseignement musical.

En Donneschdeg de Mëtte steet op eisem Ordre du jour:

1) de Projet de loi 5486 iwwert d'Statsbeamtegehälter;

2) de Projet de loi 5476, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Bau vun der Cité judiciaire;

3) de Projet de loi 5477, eng budgetär Upassung vum Bau vun der Nordstrooss; a

4) d'Naturalisatiounen.

Dann hu sech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Fraktiounschefen derfir ausgeschwat, dass mer haut de Mëtten uganks der Sitzung eng Debatt iwwert d'Resultat vum Referendum vum leschte Sonnden sollen ofhalen.

Ass d'Chamber mat dësem liicht modifizéierten Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Wéi elo grad ugedeit, hëlt d'Chamber da fir d'éischt Stellung zum Resultat vum Referendum vum leschte Sonnden iwwert den europäesche Verfassungsvertrag. De Fraktiounen an der Regierung sti jeeweils zéng Minutte Riedezäit zur Verfügung. Et si bis elo ageschriwen: déi Häre Wolter, Meisch, Fayot, Bausch a Gibéryen.

Als éischte Riedner ass den Här Michel Wolter agedroen. Här Wolter, Dir hutt d'Wuert.

4. Débat au sujet du résultat du référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe

M. Michel Wolter *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte Sonnden hunn d'Lëtzebuerger sech an deem éischte Referendum säit 68 Joer zu engem fundamentale Sujet auszedrécke gehat. Et war eng Debatt, déi passionéiert a passionnant war. Et war eng Debatt, déi grouss, breet, déif gefouert ginn ass. Fir vill vun eis, déi scho méi laang derbäi sinn, war et déi éischte Kéier, dass iwwer esou e Sujet esou déif eran an eis Gesellschaft esou eng breet Debatt stattfonnt huet.

1. Et war eng Debatt iwwer Europa. Et war eng Debatt iwwert d'Stellung vun eisem Land an Europa. Et war eng Debatt iwwert d'Zukunft vun eisem Land, wéi mer eis se virstellen. Et war also eng gutt Debatt, et war eng positiv Debatt an et war gutt, dass déi Debatt an dësem Stadium an zu dësem Zäitpunkt stattfonnt huet.

Et huet ee mat ville Leit kënnen diskutéieren, deenen ee fréier net begéint ass an der Politik. Et ass een ugesprach ginn. Perséinlech huet mech extrem interesséiert, dass wann een op der Strooss stoung, bei Braderien an esou weider, dass et erstmaleg war, dass een net op d'Leit huet missen zougoen, mä dass d'Leit bei ee selwer komm sinn, fir mat engem iwwert d'Politik ze diskutéieren.

Alles an allem war et also ganz interessant, kollektiv an och individuell, fir ze gesinn, wou mer do stinn. Dat d'autant plus well jo net nëmmen iwwer Europa diskutéiert ginn ass a schonn nëmme ganz marginal iwwert den Traité, mä en fin de compte iwwer ganz vill Froen, déi d'Leit hei zu Lëtzebuerg beréieren.

2. Den Ausgank vum Referendum entsprécht dem éischte Vote vun der Chamber. Eng grouss Majoritéit vu Lëtzebuerger huet déiselwecht Meenung ausgedréckt wéi d'Chamber den 28. Juni hei an engem éischte Vote.

D'Lëtzebuerger hunn d'Wichtegkeet vun der Roll vun der Plaz vu Lëtzebuerg an Europa erkannt an hu sech demokratesch ausgedréckt.

3. Et war an eisen Ae wichteg virunzefueren. Dir erënnert Iech un déi Debatt, déi mer virun engem Mount gefouert hunn iwwert déi auslännesch Aflëss, déi mer an eis Debatt erakruten, nom duebelen Nee vu Frankräich a vun Holland, iwwert d'Zécken dat duerch d'Land gaangen ass, duerch d'Bevölkerung, zum Deel och duerch déi eenzel Parteien. Mir hunn zesummen an engem Akt, deen der Chamber zur Éier gereecht, kollektiv décidéiert virunzefueren. An et huet sech gewisen, dass dat déi richteg Décisioun am richtege Moment war.

4. Lëtzebuerg huet en Zeeche gesat. Et ass vun deenen engen a vun deenen aneren e bëssen esou lächerlech gemaach ginn, déi leschte Wochen, ob oder ob net Lëtzebuerg dann iwwerhaapt nach soll ofstëmme goen; ob eise Vote eng Influenz hätt oder ob e keng Influenz hätt.

Abee, d'Kommentaren an der auslännescher Press, net nëmmen an der Lëtzebuerger Press, an deene leschten Deeg hu gewisen, dass dee Vote vu Lëtzebuerg keen inutilë Vote war; dass dat e Vote war, deen an engem Processus stattfënnt; dass elo 13, a virun der grousser Vakanz 15 vun deene 25 Länner den Traité ratifizéiert hunn; an dass mer voll Zouversiicht kënne kucken, wann déi magesch Barrière vun 20 iwwerschratt ass, wou dann d'Problemer sech stelle bei deenen, déi ratifizéiert hunn, oder an deem Fall bei deenen, déi net ratifizéiert hunn.

Mir sinn op jiddfer Fall frou an zefridden, dass Lëtzebuerg a seng Leit sech op déi richteg Säit an där Debatt geschloen hunn an dass mir am Camp vun deene Länner sinn, déi am éischten Tour vun der Froestellung direkt mat Jo geäntwert hunn.

5. Als CSV, an dat huet een de Moien och an de Presseanalysë gesinn, si mer selbstverständlech net onzefridden driwwer, dass besonnesch bei de Wieler och vun eiser Partei e ganz gudde Report vun de Stëmme koum. Dass déi Argumenter, déi mer développéiert hunn, bei eise Wieler akzeptéiert gi sinn. Dass déi Campagne, déi mer als Partei iwwer Woche gemaach hunn, hir Friichte par rapport zu deem Deel vun der Bevölkerung, déi mir kënnen erreechen als Partei, och gedroen huet.

6. Et bleiwe selbstverständlech nach eng Rei vu Froen. Et ass elo schwiereg an zéng Minutten déi ganz Panoplie vu Froen duerchzegoen, déi sech stellen, vun Interrogatiounen, vu Bémolen, déi een an déi ganz Diskussioun muss setzen. Duerfir just d'Stéchwuert aarteg, an, en attendant dass mer méi eng fundamental Analys vun der ganzer Situatioun maachen, vläicht zwee, dräi Punkten.

Éischtens huet ee festgestallt, dass, jee méi wäit mer an där ganzer Debatt komm sinn, jee méi wäit mer en fin de compte vun der initialer Fro ewechkomm sinn. Wou sech am Ufank drop konzentréiert ginn ass, besonnesch vum Camp vum „Oui“, fir ze probéieren de Leit ze explizéieren, wat an deem Verfassungsvertrag stoung, hu mer am Laf vun der Debatt misse mierken, dass d'Froen, déi d'Leit sech gestallt hunn, wäit iwwert dee Verfassungsvertrag erausgaange sinn, an dass se sech en fin de compte haaptsächlech artikuléiert hu mat der Fro, wéi deen eenzelne Bierger sech a seng Positioun an der Gesellschaft, sech a seng Positioun hei zu Lëtzebuerg a sech a seng Positioun iwwer Lëtzebuerg an Europa virstellt.

Mir hu vill Perséinleches héieren an all deene Debatten, déi mer gefouert hunn. Dat ass eppes, wat eis interpelléiert a wat mer sécher och wäerte vum Hierscht un an déi nationalpolitesch Diskussiounen, déi mer zwar seit Jore scho gefouert hunn a wou mer och net näischt gemaach hunn an deene leschte Joren, mä wou mer trotzdeem deen een oder aneren Aspekt dovun an d'Nationalpolitik musse mat iwwerhuelen.

Zweetens bleiwen ech derbäi wat ech schonn e puermol gesot hunn, dass d'Froestellung vun dësem Referendum extrem problematesch war. Duerch de Fait, dass een de Leit keng Alternativ ginn huet, dass een en Text virgeluecht huet, dee just mat Jo a mat Neen ze beäntwerte war, doduerch dass een en fin de compte gemengt huet, dass ee sech hei an enger akademescher Sëtzung mat de Leit géif erëmfannen, sinn eng Rei vu Mechanismen déclenchéiert ginn, déi zu där Diskussioun gefouert hunn, wéi mer se kennen.

Drëttens, vill vun eis sinn iwwerrascht, anerer manner, iwwer verschidden Aussoen, déi mer an där Diskussioun héieren hunn: Elargissement, Türkei, d'Fro vun den Auslänner hei zu Lëtzebuerg, d'Fro vun den Auslänner, déi eise Lëtzebuerger géifen hir Aarbechtsplazen ewechhuelen, sinn an enger Däitlechkeet, an enger Intensitéit gestallt ginn, déi Verschiddener vun eis net erwaart hunn. Och dee Phenomeen mussen a wäerte mer analyséieren an op dee musse mer Äntwerte fannen.

Deen nächste Punkt ass d'Grondastellung vun deene jonke Leit. Jonk Leit ënner 30 Joer, déi majoritär Neen zum Verfassungstraité gestëmmt hunn. Et ass net un eis, fir mam erhuewenen Zeigefanger elo duerch d'Land ze lafen an deenen ze soen: Du, du, du, dir hutt elo net déi richteg Décisioun geholl! Mä et muss ee sech d'Fro stellen, wat d'Basis vun där Décisioun war.

Ass et d'Onkenntnis vun der Geschicht, vun de geschichtlechen Zesummenhäng, vun de geschichtleche Realitéiten? Ass et de Fait, dass zu Lëtzebuerg ganz oft d'Geschicht beim Zweete Weltkrich ophéiert an duerno net méi weidergefouert gëtt, och net an der öffentlecher Ausenanersetzung an an der öffentlecher Diskussioun?

Ass et de Fait, dass ee bei ville jonke Leit awer trotzdeem och an der Diskussioun mierkt, dass hinnen d'Basiskenntnisser vum Fonctionnement vun enger Gesellschaft zum Deel net méi esou present sinn, wéi dat vläicht bei de fréiere Generatiounen de Fall war? Dass een nëmmen dat ka verdeelen, och als Gesellschaft, wat een erakritt, an dass deen Eenzelnen en Effort muss maachen, fir zum Gesamtprodukt vun enger Natioun ze kontribuéieren? Alles dat si Punkten, déi mer an deenen nächste Wochen a Méint zesumme mussen analyséieren.

Ech wéilt schléisse mat engem Punkt, dee mech, fir et fein ze soen, zimlech énervéiert. Dat ass deen een oder deen aneren, deen elo aus deem Deel vum Vollek, dat jo just kommentéiert, mengt elo missen ze soen, et wär en därmoossen déiwe Gruef tëschent der Politik an de Leit, a wou sech déi akademesch Fro gestallt gëtt, ob déi Chamber hei iwwerhaapt nach representativ wär fir d'Lëtzebuerger Vollek.

Ech wëll deene Leit soen, wou deen een oder deen aneren d'ailleurs probéiert hat, emol eng Kéier an dat Haus hei eranzekommen - dat war hinnen net gelongen -, a vläicht ass och deen een oder deen anere méi bëssege Kommentar aus där Liewenssituatioun eraus ze verstoen, dass, wann eng Chamber zu engem Traité eng Décisioun hëlt, an deen eenzelne Politiker an déi eenzel Parteien eng Décisioun mussen huelen, se verflicht sinn, duerch d'Verfassung, déi ze huelen am Intérêt national. Dass ee perséinlech Gedanken an och perséinlech Appréhensiounen op d'Säit muss leeën, dass ee muss kucken, no Ofweiung vun den Argumenter fir de Jo oder fir den Neen, an der Zomm vun deem, wat ee gehéiert huet, eng Décisioun ze huelen.

An déi Décisioun konnt, fir de Gros vun de Lëtzebuerger Deputéierten, nëmme mat engem klore Jo ausgoen, well einfach d'Zomm vun deem, wat deen Traité eis bréngt, par rapport zur Zomm vun deem, wat deen Traité eis net bréngt, eis dozou bruecht huet, iwwer eenzel Bedenken, iwwer eenzel Schwieregkeeten an iwwer eenzel Appréhensiounen eraus e klore Jo fir dës Verfassung ze soen.

Deen eenzelne Bierger, deen de leschte Sonndeg gewielt huet, muss sech net nécessairement déiselwecht Froestellung stellen. Deen eenzelne Bierger, dee sech e Sonndeg d'Fro gestallt huet, huet ganz oft par rapport zu sech selwer räsonnéiert, zu senger sozialer Situatioun, zu senger Situatioun an enger Gesellschaft. Déi zwee sinn net ëmmer deckungsgläich. Déi zwee stelle sech déiselwecht Froen. Et ass jo verréckt fir ze mengen, dass d'Politiker, déi ënnert dem Vollek sinn, sech déi Froen net géife stellen. Déi Fro kritt awer net ëmmer déiselwecht Äntwert.

Ech fannen, dass eis Chamber mëtten am Land steet, mëtten ënnert de Bierger steet. Mir wëssen och wou de Schong dréckt, an et ass dorunner wou mer déi nächst Wochen a Méint a Jore wäerte weiderschaffen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Wolter. Als nächste Riedner ass den honorablen Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch!

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de leschte Sonndeg hunn d'Lëtzebuergerinnen an d'Lëtzebuerger Jo gestëmmt, Jo zu enger gemeinsamer Europäescher Verfassung, Jo zu deem Traité, deen déi Verfassung soll a Kraaft setzen. Dat no enger laanger, enger breeder an enger gutt gefouerter Diskussioun, an och enger kontrovers gefouerter Diskussioun, a glécklecherweis och kontrovers gefouerter Diskussioun, well dat huet dozou gefouert, datt sech ganz vill Leit, vläicht net fir d'éischt, mä awer emol ganz intensiv mat der Europäescher Unioun, mat deem Projet vun engem gemeinsamen Europa, mat deem Wee, dee mer bis ewell zesummen zréckgeluecht hu mat anere Länner, an awer och nach deem Stéck vum Wee, dat nach virun eis wäert oder kéint leien, ausenaner gesat hunn.

Dee Jo, dat ass eng responsabel Haltung vu Lëtzebuerg, eng responsabel Haltung, well mer um Ufank vun deem europäesche Wee stoungen a well mer doduerjer och deen europäesche Wee weider mat wëlle goen, a well mer awer och deen europäesche Wee doduerjer weider erméiglecht hunn, well mer dat an enger ganz schwiereger europäescher Situatioun gemaach hunn, an där et mat Sécherheet net einfach war, kloer Jo ze soen, mä d'Lëtzebuerger hunn dat gemaach.

Dat no enger Campagne, déi vu ganz villen Acteure gefouert ginn ass. Enger Campagne fir de Jo, wou der ganz vill dru bedeelegt waren, wou net Eenzelner dat eleng gemaach hunn, a wahrscheinlech och Eenzelner et eleng net gepackt hätten, mä wou jiddfereen d'Äerm mat eropgestréppt huet. Dat ware Parteien, och Parteien, déi hei am Haus vertruede sinn, dat ware Gewerkschaften, dat waren ONGen, dat ware ganz, ganz vill Privatleit, déi och hiren Numm an d'Fënster gestallt hu fir de Jo. An ech mengen, all déi, déi gehofft hunn, datt et Jo géing ginn, déi sollen och all deene Merci soen, datt si Engagement iwwer Wochen a Méint ewech gewisen hunn, fir datt mer dat dote Resultat zesumme konnten erreechen.

Haut - an et ass gesot ginn - musse mer awer och wëssen, datt net jiddferee Jo gesot huet, datt 43% vun de Leit Nee gesot hunn. Dat bestëmmt net nëmmen aus enger oder aus e puer Ursaachen eraus, mä deen Neen - a mir wëssen et, a mir hunn et gemierkt an der Campagne - ass ganz, ganz heterogen, mä trotzdeem musse mer probéieren, déi Messagen ze verstoen, déi d'Leit och der Politik domadder wollte mat op de Wee ginn, well bestëmmt net jiddfereen, dee Nee gestëmmt huet, ass géint Europa, ass fundamental géint d'Europäesch Unioun a géint den europäesche Prozess.

Et ass gesot ginn, et gëtt e puer Gruppe vu Leit, e puer Iddien, déi mer eis kënne maachen, firwat d'Leit Nee gestëmmt hunn a wat se dozou beweegt huet, an déi Messagë solle mer eescht huelen, déi Messagë solle mer net an en Tirang leeën, mä mir mussen se par contre an der aktiver Politik déi nächst Wochen a Méint an och nach Joren diskutéieren a kucken, wat d'Beweggrënn wierklech waren, an ob se net vläicht éischter Problemer och an hirem Alldag haten, ob net éischter och déi national Politik gefuerdert ass, fir deene Problemer Rechnung ze droen, an doduerjer och e weidert Vertrauen deene Leit an d'Politik ze erméiglechen, awer och e gréissert Vertraue par rapport zum europäesche Prozess doduerjer erëm hierzestellen.

Et ass gesot ginn, datt gewësse Regioune vum Land, virun allem de Süden, méi skeptesch gewiescht wären e Sonndeg, méi Nee gesot hunn. Ech mengen net, datt mer eis nëmmen op déi geographesch Opdeelung do solle konzentréieren, mä och emol kucken, wéi kënnt déi zustanen, ob net do och éischter sozioprofessionell Ursaache sinn. A wa mer den Neen an de Jo matenee vergläichen, fanne mer wahrscheinlech éischter eraus, dass et sozioprofessionell Ursaache sinn, wéi elo reng geographescher. An et ass och net esou, datt se an deene Gemengen - an ech weess vu wat ech schwätzen -…

(Interruption)

…majoritär Nee gestëmmt hunn, datt do lauter schlecht Europäer géinge wunnen. An och an deenen anere Gemengen, déi majoritär Jo gestëmmt hunn, ass et bestëmmt och esou, dass der do och mat Nee gestëmmt hunn an do waren also och nach Leit, déi Froen haten, déi skeptesch waren an déi sech Suerge gemaach hu wou Europa géing hifféieren.

Nun am Süde vum Land ass et bestëmmt esou, datt nach eng Rei vun anere Problemen existéieren oder verstäerkt existéieren. Mir wëssen, datt de Chômage a ville Gemengen, a villen Uertschaften do méi héich ass. Mir wëssen, datt mer an engem Strukturwandel dra sinn, deen nach net bewältegt ass. Mir wëssen, datt mer an deem Strukturwandel aus der Industriegesellschaft erauskommen an an eng Déngschtleeschtungsgesellschaft eraginn an datt dat natierlech fir de Süden aner Froen opwerft, méi Froen opwerft, ganz perséinlech Froe bei deem Eenzelnen opwerft, schéngt mer och kloer ze sinn.

Da gëtt gesot déi Jonk wieren och besonnesch skeptesch gewiescht par rapport zu Europa generell a par rapport zu deem Traité an hätten dann och mat grousser Zuel Nee gestëmmt. Vläicht hu mer och net déi richteg Argumenter fonnt, fir déi Jonk ze iwwerzeegen. Fridden ass eng Selbstverständlechkeet mëttlerweil ginn, oppe Grenzen ass eng Selbstverständlechkeet, den Euro ass eng Selbstverständlechkeet fir vill Jonker, well se u sech d'Zäit wou d'Grenzen nach zou waren, wou een op der Grenz huet misse stoe bleiwen an d'Mall opmaachen an huet misse weise wat een dann alles dran hätt, net méi kennen.

Jonker hunn awer vläicht och aner Zukunftsängschten a méi Zukunftsängschte wat si perséinlech erëm ubelaangt. Wou fannen se muer nach eng Aarbecht? Wéi ass et mat der sozialer Sécherheet? Wéi ass et mat hire Pensiounen? A si hunn och vläicht all déi Froen an Zukunftsängschten an dee Jo oder an deen Neen do eraninterpretéiert.

Dann ass e weideren Aspekt, dee mer schéngt wichteg ze sinn, net ze négligéieren, obschonn e schockéiert, dat ass, datt net wéineg Lëtzebuerger och gesot hunn, ma mir hu schonn ze vill Auslänner bei eis an et kommen der doduerjer vläicht nach méi, wa mer eis méi opmaachen zu anere Länner, wa mer den europäesche Wee nach e Stéck méi ginn, déi eis dann d'Aarbechtsplazen ewechhuelen oder eis Betriber ginn an aner Länner.

Och wann dat eng Fro ass, déi bestëmmt net direkt eppes mat dësem Traité ze dinn huet, huet een dach do e gewëssene Malaise gespuert an d'Konklusioun mengen ech ass déi, datt déi Integratioun nach net bewältegt ass, datt u sech nach ëmmer vill ze vill Communautéiten hei am Land niewentenee liewen an net richteg mateneen an datt mer do weider Effortë musse maachen.

Fir d'Konklusiounen definitiv ze zéien, mengen ech, dann ass dat sécherlech zwee Deeg nom Vote ze frél, mä trotzdeem kann een der haut schonn zéien. Wa mer grad déi Fro do kucke vun der Integratioun, déi ville Leit nach Suerge mécht, d'Presenz vu villen Ausländer hei am Land, déi ville Leit Suerge mécht, da musse mer déi Effortë verstäerken, fir d'Integratioun réusséieren ze loossen. Dat ass en Appel, sécherlech net nëmme un d'Politik, mä u jiddereen, u Lëtzebuerger an och un net Lëtzebuerger hei am Land. Et gëtt mat Sécherheet och do nach ze iwwerleeën: Wéi ass d'Participatioun vun den net Lëtzebuerger? Wéi kënne mer déi verstäerken? Wéi kënne mer hinnen nach méi Ureizer gi mat deelzehuelen an en Deel och ze gi vun der Lëtzebuerger Gesellschaft? A mir hunn eng Rei vun Iwwerleeunge gemaach an dësem Haus.

Am Regierungsaccord steet zum Beispill och fir d'double Nationalitéit anzeféieren, fir och deenen, déi e Schratt wëllen op eis duerkommen an eis Nationalitéit wëllen unhuelen, et e Stéckelchen nach méi einfach ze maachen an och d'Integratioun méi einfach ze maachen. A vläicht solle mer eis och nach eng Kéier iwwerleeën an eis déi Fro stellen, déi mer eis am Ufank vun der Campagne gestallt hunn, nämlech: Hätten net awer sollen d'EU-Auslänner hei mat wiele goen? An ass dat net eng Fro, déi mer och elo nach eng Kéier sollen op den Ordre du jour huele vläicht fir zukünfteg Referenden, fir se dann an aller Rou a mat där néideger Zäit, dat och wa mer wëssen, datt eng Verfassungsännerung do noutwenneg ass, kënnen ze tranchéieren?

Wéi komme mer besser un déi Jonk erun? Ech mengen net, datt déi Jonk verluer si fir den europäesche Prozess, fir den europäesche Gedanken, mä mir mussen Effortë maachen. Mir mussen Effortë maachen an de Schoulen. Mir musse vläicht aneschters argumentéieren an Europa aneschters engem Jonken erklären. D'Opklärung muss weidergoen. D'Opklärung, déi mer an dëser Campagne gemaach hunn - a wou der vill vun eis bei deene Jonken ware, bei Jugendveräiner an an de Schoulen -, mengen ech, musse mer weiderféieren a vläicht nach méi systematesch maachen a mir mussen och deene Jonke kloer maache wéi se konkret kënnen d'Europäesch Unioun erliewen.

Ech wëll nach eng Kéier op eng Motioun hiweisen, déi ech am Kontext vun de leschte Budgetsdebatten am Dezember 2004 erabruecht hat, déi awer leider mat de Stëmme vun der Majoritéit ofgelehnt ginn ass, a wou et grad drëms gaangen ass: Wéi kënne mer déi Jonk fir Europa begeeschteren? Wéi kënne mer kucke fir déi Jonk an déi Campagne do mat anzebannen? Wéi kënne mer kucke fir mat de Jugendassociatiounen zesummen esou eng Campagne ze féieren, fir datt mer déi Jonk da wierklech direkt kënnen uschwätzen?

An dann eng aner, ganz wichteg Konklusioun, dat schéngt mer awer déi ze sinn, datt den europapolitesche Débat muss weidergoen hei am Land. Déi positiv Erfahrung, déi mer alleguerte gemaach hunn andeems mer op d'Leit duergaange sinn, an d'Leit matdiskutéiert hunn, well se gehale ware sech bis den 10. Juli eng Meenung ze maachen, well se och gehale ware fir Jo oder Neen zu deem Traité do ze stëmmen, si se an ee breeden Débat mat agetrueden, eppes wat mer bis ewell hei am Land - op jidde Fall fir europapolitesch Froen - nach net kannt hunn, an deen Elan solle mer notzen a mir sollen e weiderféieren.

Deen Débat däerf hei net op en Enn goen, deen Débat muss weidergoen an e soll och déi nächst Jore weidergoen. An dofir wëll ech och nach eng Kéier op eng Propositioun vun der Demokratescher Partei zréckkommen, fir d'Europawahlen an d'Chamberwahlen ze trennen.

Mäi Fraktiounskolleeg, den Henri Grethen, huet zesumme mam Lydie Polfer 1999 eng deementspriechend Proposition de loi hei agereecht. Mir sollen déi nach eng Kéier op den Ordre du jour huele fir d'Chamberwahlen dräi Méint no vir ze réckelen. Et ass een Artikel, deen an der Proposition de loi do steet an et ass net ganz schwéier fir doduerjer et ze erméiglechen, datt mer no all fënnef Joer e regelméissegen Europawahlkampf kréien, dann eng europapolitesch Debatt hei kënne féiere wou mer ugehale sinn, deen Effort ze widderhuelen, dee mer elo déi lescht Wochen a Méint gemaach hunn, fir mat de Leit am Land iwwer Europa ze schwätzen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot!

M. Ben Fayot *(LSAP)*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Jo huet gewonn a mat him all déi Lëtzebuergerinnen a Lëtzebuerger, déi wëlle mat Europa weiderfueren, wéi mer dat säit 50 Joer opgebaut hunn. Ech mengen, et muss een hinnen alleguerte Merci soe fir deen Entscheed, dee wichteg ass fir onst Land a fir d'Zukunft vun onsem Land.

De Jo vum leschte Sonndeg bestätegt och wat eng grouss Majoritéit vun dëser Chamber an de leschte Méint décidéiert huet.

Éischtens war et richteg e Referendum ze organiséieren. Dëse Referendum huet fir d'éischt an onser rezenter Geschicht zu enger ëmfaassender Diskussioun iwwert d'europäesch Integratioun an hir Politik gefouert; an dat war gutt esou.

Zweetens war et richteg de Referendum op den 10. Juli 2005 festzeleeën. Kuerz no der Présidence, net zesumme mat de Gemengerotswahlen an och net ze laang mat der Applikatioun ze waarden, sech awer Zäit gi fir mat de Leit ze diskutéieren.

Drëttens war et richteg och no dem Neen a Frankräich an an Holland, ons Ratifikatioun wéi virgesinn duerchzezéien an un deem Datum festzehalen, dat ëmsou méi wéi den Europäesche Rot vum 17. Juni 2005 keng kloer Décisioun dozou geholl huet. Am Oktober 2005 kënne mer dann elo ons parlamentaresch Ratifikatioun mat der zweeter Lecture zu Enn bréngen an domat offiziell a formal dat bestätegen, wat d'Lëtzebuerger Vollek décidéiert huet.

Här President, déi Parteien, déi sech fir dës Démarche décidéiert hunn an och dorunner festgehalen hunn, hu Recht behalen dat et esou ze maachen, wéi se dat décidéiert haten. Alles dat gesäit elo ganz einfach aus, et war awer bekanntlech guer net esou einfach.

An ech wëll nach eng Kéier hei soen, dass d'Chamber während all deene Méint hir Roll voll a ganz erfëllt huet. Si huet den 28. Juni hir parlamentaresch Aarbecht iwwert den Traité gemaach. Si huet mat hire Mëttelen Auditiounen organiséiert, déi all Meenung zum Ausdrock komme gelooss hunn. All Meenung an dëser Chamber gouf duerch d'Chamber-TV iwwerdroen. Si huet Versammlungen uechtert d'Land organiséiert, ass op d'Biergerinnen an d'Bierger zougaang, huet hinne Ried an Äntwert gestan an huet hinnen Informatioune verdeelt an Explikatioune ginn; kee Matraquage, mä Informatiounen an Explikatiounen.

Vill vun onsen Deputéierten, ech wëll dat och hei soen, hunn dobäi ee groussen Asaz gewisen. D'Chamber huet dobäi hir eege Mëttelen agesat, a besonnesch

och d'Aarbecht vun hire Mataarbechter, deenen een nach eng Kéier hei muss Merci soen.

Och d'Parteien hunn aus hirer Täsch eng Campagne organiséiert, déi alles anescht wéi eng Materialschluecht war. D'LSAP zum Beispill huet eng Affiche, een Autocollant, ee klengen Dépliant produzéiert; dëst war e Budget vun ëm déi 5.000 Euro; dogéint hat den Neen aner Mëttelen. Annoncë fir den Nee goufen aus dem Ausland bezuelt. Wann ech de Materialopwand vum Nee kucken, deen d'ganzt Land mat Affichen iwwerschwemmt an iwwerklieft huet, da war dat, wat de Jo u Material hat, lächerlech wéineg.

Här President, ech wollt déi puer Remarquë fir d'éischt lassginn, well een direkt no dem Referendum d'Impressioun hat, an och nach zum Deel huet, et hätt net de Jo, mä den Nee gewonn. Dat wëllt awer net soen, dass een elo selbstzefridde soll sinn an dat Resultat, a virun allem dat, wat elo kënnt, net offen a kritesch sollt ugoen.

Iwwert d'Resultat u sech, d'Analys dovunner, wëll ech hei net spekuléieren. Mä et ass sécher falsch, an et ass scho gesot ginn, wa behaapt gëtt dobaussen, d'Chamber hätt mat 55 vu 60 Stëmmen d'Verfassung gestëmmt, dat wier awer wäit ewech vun deene 55% vum Jo am Referendum. Do wier also ee Broch zwëschent dem Pays légal an dem Pays réel.

Ech wëll awer hei soen, dass d'Logike vun der representativer Demokratie a vun der direkter Demokratie ganz verschidde sinn. An der direkter Demokratie heescht et, eng Entscheedung mat Jo oder Neen ze fällen, an dat oft iwwer komplex Themen. An dofir drécken sech am Jo wéi am Nee vill verschidde Meenungen aus. Et ass also elo un de Sozial- an de Politikforscher fir erauszefannen, wat de Jo an den Neen eigentlech bedeiten.

Ons Sozialisten interpelléiert natierlech d'Wahlverhale vun de Jonke vun 18 bis 30 Joer. Wann den ILReS-Sondage da stëmmt, solle 60% vun dëser Wielerschaft géint d'Verfassung gestëmmt hunn. Ech wéisst wierklech gär firwat. Ech constatéieren awer och zugläich - dat däerf een och net vergiessen ëmmer bei deenen Diskussiounen -, dass vill politesch bewosst Jonker aktiv an dës Campagne agegraff hunn, fir de Jo.

Ons als Sozialisten interpelléiert och, wat an de Südgemenge geschitt ass. Et ass net anescht iwwregens a verschidde Quartiere vun der Stad, vun der Haaptstad, wou Nee gestëmmt gouf, oder och an eenzelne Gemengen um Land. Et kann ee sécher unhuelen, dass et déi sozial Onsécherheet, d'Angscht virum Chômage, d'Angscht virun der Iwwerfriemung a virun der Konkurrenz vum Ausland ass.

Den Neen ass sécher den Ausdrock vun engem soziale Malaise an onser Gesellschaft, deen d'Europäesch Verfassung als Sënnebock geholl huet; déi Verfassung, déi awer näischt mat deem Malaise direkt ze dinn huet.

Dofir, wat kënnt elo no dem Referendum?

Ech menge fir d'éischt muss Europa op der Agenda vun der Lëtzebuerger Politik bleiwen, a fir mech geet et do ëm zwou Prioritéiten. Déi éischt ass, déi dagdeeglech europäesch Politik an d'Lëtzebuerger Politik eran ze droen. Mir hunn hei schonn oft doriwwer geschwat, mir mussen elo endlech domat weiderkommen. All Politiker, all Eenzelnen heibannen, muss sech bewosst sinn, dass europäesch Gesetzer onst Liewe matbestëmmen. Mir mussen also vun Ufank u matbestëmmen, der Regierung op d'Fangere kucken, déi europäesch Gesetzgebung vun Ufank u kritesch beliichten.

Och d'Europawahle mussen endlech de Stellewäert an der Lëtzebuerger Politik kréien, déi si verdéngen. Dëst wäert sécher net esou einfach ginn - Dir kennt meng Meenung doriwwer -, wéi verschidde Leit sech dat elo virstellen. Et muss awer probéiert ginn.

Déi zweet Prioritéit ass, iwwer eng Partie Punkten an der europäescher Politik aus dem Vagen erauszekommen. Ech hu bei dëser Campagne observéiert, wéi wéineg d'Leit allgemeng iwwer Europa wëssen, dat heescht wat Europa kann oder däerf. Fir mech ass eng vun den Ursaache vu munchem Nee d'Onkenntnis vun Europa.

Wann en héichrangege Politiker an der Referendumscampagne soe konnt, hie wier géint eng Europäesch Verfassung, well hie géint en europäesche Superstat wier, dann ass dat eigentlech lächerlech; well weder d'Verfassung, nach iergendee Land an Europa esou e Superstat wëllt.

Wann zum Beispill dat Argument vun der Militariséierung a vun der Oprüstung vun der Europäescher Unioun, oder d'Angscht, et géif erëm den obligatoresche Militärdéngscht zu Lëtzebuerg agefouert ginn, wann dat Argument esou gutt ukomm ass, dann och aus der Onkenntnis eraus iwwert dat, wat d'Europäesch Unioun op deem Plang däerf an net däerf.

Datselwecht gëllt fir de Sproch vun deem sou genannten neoliberale Charakter vun der Europäescher Unioun, an dofir och iwwert d'allgemeng Konzeptioun vun Europa. Ech wëll net op den Detail agoen.

Här President, d'LSAP ass frou, dass de Jo kloer an däitlech zu Lëtzebuerg gewonnen huet. Dat ass net d'Enn vun der Geschicht, mä eng weider Etapp op dem Wee vun engem besseren, méi demokrateschen a méi sozialen Europa. Et ass eng wichteg Etapp op dem Wee vun der europäescher Ratifikatioun vun der Verfassung an op jidde Fall eng wichteg Bestätegung fir d'Iddien, déi an dëser Verfassung dra sinn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Fayot. Nächste Riedner ass den honorablen Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir déi Gréng ass et kloer, de Referendum huet ee gudde Jo erausbruecht, 56,52%. Et muss ee wëssen, datt dee Referendum hei stattfonnt huet ënner extrem schwierege Bedéngungen, well net nëmmen déi national Diskussioun huet de Referendum an d'Leit beaflosst. Et si ganz vill Aflëss vu bausse komm. Mir waren an engem schwieregen europäesche Kontext. An ënnert all deenen dote Konditiounen ass dat Resultat vu 56,52% sécherlech e ganz gutt Resultat.

Ech deelen och dem Här Fayot seng Aschätzung, datt d'Chamber virun allem hir Roll ganz gutt erfëllt huet an deene leschte Méint. All déi Initiativen, déi d'Chamber geholl huet, huet se geholl an engem pluralistesche Geescht. An deenen Hearingen hei an der Chamber - deenen dräi, déi stattfonnt hunn; wou d'Press present war; déi iwwert d'Chamber-TV iwwerdroe gi sinn - hu gréisstendeels d'Zivilgesellschaft, gréisstendeels esouguer d'Géigner, kann ee soen, kënnen d'Wuert kréien; d'Deputéierten hu sech grouss Retenue operluecht, fir an deenen Debatten hei net anzegräifen, fir ebe grad déi zu Wuert kommen ze loossen. Mir hu 14 öffentlech Versammlungen organiséiert, wou all Kéiers och e Géigner vun dem Verfassungstext mat um Podium souz, a virun allem awer och der vill am Sall d'Wuert kritt hunn, fir datt deementspriechend eng kontrovers Debatt konnt gefouert ginn.

Ech wëll mech awer net ze vill laang méi domadder ophalen, well méi wichteg ass et, fannen ech, haut eng Rei Saachen, eng Rei Messagen ze ginn, déi an d'Zukunft geriicht sinn.

Et ass fir eis als Gréng op alle Fall kloer, datt elo net usteet, eng Interpretatioun ze maachen, am Sënn datt hei de Jo iwwert den Nee gewonnen hätt. Well den 10. Juli war keng politesch Wahl, wou Parteien zur Dispositioun stoungen, oder Persounen; den 10. Juli stoung zur Diskussioun eng komplex an historesch Fro, nämlech d'Europäesch Unioun an ob d'Europäesch Unioun endlech sollt eng politesch Dimensioun kréien oder net. An datt natierlech bei esou enger komplexer an historescher Fro e knappt Resultat, zumools an deem schwieregen Ëmfeld, géing erauskommen, dat war eigentlech nëmmen normal.

Duerfir ass et och relativ kloer fir eis, datt esou gutt beim Jo wéi beim Neen d'Interpretatiounen, déi d'Leit dozou beweegt hunn, fir Jo oder Neen ze stëmmen, ganz villfälteg sinn, ganz ënnerschiddlech sinn, an datt et einfach net seriö ass fir elo haut schonn, zwee Deeg no deem Referendum, groussspureg Konklusiounen ze zéien oder Interpretatiounen ze maachen, wat dann am Detail wierklech d'Leit beweegt huet, sech esou oder esou ze décidéieren. Et gëtt vill Aspekter, déi een do nach muss analyséieren, fir genau erauszefannen, firwat eng Majoritéit Jo gestëmmt huet an eng Minoritéit Nee gestëmmt huet.

Et muss een awer och derbäi soen, datt et ganz geféierlech ass, op der Nee-Säit zum Beispill, well et jo do eigentlech elo ee Grupp gëtt, dee sech déi 43%...

(Interruptions)

…op säi Fändel wëllt schreiwen an no bausse mécht, wéi wann et eigentlech säi Mérite oder seng Aarbecht gewiescht wär, déi dozou gefouert hätt, datt sech 43% fir Neen ze stëmmen décidéiert hätten.

Ech géing do virdru warnen, well wéi gesot et gëtt villfälteg Interpretatiounen, oder villfälteg Beweggrënn, firwat datt d'Leit Nee gestëmmt hunn. Et kéint emol nach esou wäit kommen, wa mer emol d'genau Detailer an d'Analysen hunn, datt vill Leit, déi aus engem éierlechen Engagement - am Comité pour le Non zum Beispill - aktiv waren, vläicht nach béis Iwwerraschunge kënnte kréien an deenen nächste Wochen a Méint, wa se emol d'Detailanalysë kréien, firwat datt dann zum Beispill och e gudden Deel vun de Leit Nee gestëmmt hunn.

Fir eis ass et wichteg, datt mer elo net, wéi dat awer e bësselchen d'Tendenz ass an deene leschten Deeg, am Kaffissaz liesen, wéi een op gutt Lëtzebuergesch seet, oder aus der Hëft eraus ganz schnell Analysen oder Interpretatioune maachen, mä datt ee sech Zäit dofir hëlt, datt ee sech dat Zuelematerial, wat mer zur Verfügung hunn, genau ukuckt an dann doraus eng uerdentlech politesch, eng wëssenschaftlech begrënnten, am beschte politesch Analys mécht.

Duerfir hunn ech an der aussepolitescher Kommissioun am Numm vu menger Fraktioun d'Propos gemaach, datt d'Regierung onbedéngt dat villt Zuelematerial zum Beispill, wat mer zur Verfügung hunn, vun Oktober bis haut, a wat jo wahrscheinlech och nach virugeet, dat heescht all déi Enquêten, déi vun der ILReS zum Beispill gemaach gi sinn, soll verdéift auswäerte loossen, an dann awer och um Schluss der Uni Lëtzebuerg en Optrag ginn, fir eng verdéifte Studie ze maachen iwwert d'Beweggrënn vum Jo an och vum Neen an dësem Kontext.

Eréischt da kritt een herno dat eraus, wat ee wahrscheinlech och brauch als Politiker, fir kënnen ze kucken, wou ee muss politesch agéieren an Zukunft. Zum Beispill dann op där enger Säit bei de Leit, déi Nee gestëmmt hunn, fir deene bei hiren Ängschten a Suergen entgéintzekommen, oder awer och op där anerer Säit bei deene Leit, déi Jo gestëmmt hunn, fir deenen hirem Wonsch, deen ëmmerhin awer mat 56,52% zum Ausdrock bruecht ginn ass, Rechnung ze droen.

Här President, wat eis als Gréng natierlech och besonnesch besuergt mécht, dat ass dat generellt Onverständnis iwwert den europäesche Prozess an iwwert d'europäesch Institutiounen, wat ee konnt feststellen op deene ville Versammlungen, déi een ofgehalen huet. Ech muss och soen, et mécht mech heiansdo e bëssen nervös, wa mer als Politiker Léieren ausgedeelt kréien, elo op deene villfältegste Plateauen, déi et dann an der Gesellschaft gëtt, wat dann elo wierklech an der Bevölkerung diskutéiert gi wär, an oft déi Leit, déi déi Interpretatiounen do maachen, net mat eis an de Säll waren an deene leschten zwee Méint, wann d'Diskussioune waren.

Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, op alle Fall fir mech war dat eng interessant Erfahrung, fir an deem leschten annerhallwe Mount e puer dausend Leit ze begéinen aus dem Vollek an den öffentleche Versammlungen. Ech mengen, wat mech awer do besonnesch erschreckt huet, dat ass de Fait, datt den europäesche Prozess an d'europäesch Institutiounen an och wéi d'Décisioune falen an Europa kaum verankert sinn an de Käpp vun de Leit, wat ganz vill zu Mëssverständnisser féiert.

Besonnesch erschreckend ass natierlech do éischtens d'Feele vun där Kategorie 18 bis 25 Joer an den öffentleche Versammlungen, obscho mer als Parteien Effortë gemaach hunn, fir och Versammlunge ganz spezifesch op d'Jugend auszeriichten. An zweetens awer och dat wat een héieren huet, zumindest déi Echoen, déi ech kritt hu vun eisem Europadeputéierten, deen a Schoule gaangen ass, dat wat do 18- bis 25-Jähriger deklaréiert hu wat hir Beweggrënn wären, firwat si géingen Nee stëmmen.

An do muss ee soen, wat eis net erschreckt als Gréng, dat ass, datt déi jonk Leit do hiert eegent Schicksal an d'Hand huelen an décidéieren, bei enger Décisioun Neen ze soen. Et ass duerchweegs normal an och berechtegt natierlech an enger Demokratie, datt een och däerf Neen zu eppes soen. Mä wat eis erschreckt huet, dat sinn d'Argumenter an d'Beweggrënn, déi dozou gefouert hunn, fir datt et zu deem Neen, haaptsächlech bei Jugendlechen, komm ass.

Eiser Meenung no ass et relativ kloer, do ass eng riseg historesch Lacune bei deene Jugendlechen tëschent 18 a 25 Joer. Awer net nëmmen eng historesch Lacune, mä och iwwert d'Kenntnis vum Fonctionnement vun eisen Institutiounen, souwuel national wéi och europäesch oder international. Do muss een einfach e Constat maachen, datt eis öffentlech Schoul e risegen Echec ze verzeechnen huet par rapport zu där doter Diskussioun.

An, Här President, well dat dee Volet ass, dee mir als eng vun deene wichtegste Konklusioune gesinn, déi een elo direkt aus där ganzer Diskussioun ronderëm de Referendum kann zéien, an deen eis ganz wichteg ass, hu mer eis als gréng Fraktioun erlaabt, eng Motioun ze verfaassen, déi déi dote Problematik beschreift, a wou mer d'Regierung opfuerderen, duerfir ze suergen, datt an der Schoul eng nei Dynamik entsteet, fir datt mer déi ganz europäesch Dimensioun an d'Schoulen erakréien, fir datt d'Schoulbicher net bei 1945 ophalen, mä datt se dann do weiderginn, an datt och déi Diskussioune musse gefouert ginn, zemools wa mer wëssen, datt an deenen nächste Joren a Jorzéngten ëmmer méi Jonker an d'Schoule wäerte kommen, déi einfach logescherweis…

(Coups de cloche de la Présidence)

…kee Wësse méi hunn zu deem, wat 1945 geschitt ass.

Ech wëll déi Motioun heimadder déposéieren, Här President.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que de nombreux élèves arrivent à la fin de leur scolarité avec une connaissance approximative du fonctionnement de nos institutions nationales et européennes;

- considérant que la formation des jeunes à la vie politique constitue une condition indispensable à l'intérêt de ceux-ci pour la vie publique ainsi qu'au bon fonctionnement d'une démocratie;

- considérant que l'éducation civique des jeunes n'est actuellement pas assurée de façon satisfaisante dans les écoles;

- considérant que nous vivons une époque de grands bouleversements, marquée par la remise en question des certitudes et la recherche de nouveaux rapports sociaux et que l'éducation est souvent au coeur du changement social;

- considérant que le programme de la plupart des cours étudiés dans notre enseignement postprimaire, notamment l'histoire et la littérature française, n'exprime pas ou peu l'évolution opérée lors des dernières décennies;

- considérant que le regard historique doit permettre de mieux comprendre le contexte actuel, principalement depuis 1945;

invite le Gouvernement

- à impulser une nouvelle dynamique pédagogique dans le but de promouvoir efficacement la dimension européenne à travers les différents cours qui s'y prêtent, et de la sorte, favoriser l'esprit civique et les valeurs du pluralisme et de la tolérance auprès de nos élèves.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ee weidere Punkt, Här President, deen ech wëll uschneiden, dat ass, datt mer eigentlech an den nächste Méint wäerten d'Geleeënheet kréien, als Politik an der Praxis ze beweisen, datt et niewent dem wirtschaftlechen Europa och e politescht Europa gëtt. Dat heescht, datt et en Europa gëtt, wat déi sozial, déi ekologesch an demokratesch Dimensioun eescht hëlt.

Mir wëssen alleguerten, datt mer am Hierscht mussen en Aktiounsplang zu Bréissel erareechen am Kontext vum Lissabon-Prozess, a mir wëssen och alleguerten, oder zumindest misste mer et elo wëssen, datt d'Ae vun der ganzer Zivilgesellschaft op eis wäerte geriicht sinn, wéi deen Aktiounsplang do wäert ausgesinn, an datt mer et do net verpassen, fir duerfir ze suergen, datt déi dräi Saile vum Lissabon-Prozess, nämlech déi wirtschaftlech, déi sozial an déi nohalteg, respektéiert ginn.

Dat heescht, mir kënnen als national Regierung, als Parlament, als Parteie beweisen, duerch eng Aarbecht vun deenen nächsten dräi Méint ganz konkret am Oktober, datt et eis eescht gemengt ass mam politeschen Europa. Ech hoffen duerfir, datt mer an deenen Diskussiounen, déi am Moment an där zoustänneger parlamentarescher Kommissioun stattfannen, an och

am Hierscht bei der Rentrée parlementaire, wa mer definitiv de Lëtzebuerger Aktiounsplang arrêtéieren, d'Leit net wäerten enttäuschen.

An dann dee leschte Punkt ganz kuerz, Här President. D'Europawahle mussen effektiv vun den Nationalwahle getrennt ginn. An ech wëll och hei soen, déi Fuerderung ass net d'Fuerderung vun enger Partei an och net nei, déi gëtt schonn zënter Joren diskutéiert, ech géing soen zënter bal datt d'Europäescht Parlament déi méi grouss Dimensioun kritt huet, déi et haut eben huet an och ëmmer nëmme weider wäert kréien.

Mir mussen eis natierlech relativ séier als Parteien zesummesetze fir ze kucken, do Neel mat Käpp ze maachen, eppes Konkretes erauszehuelen. Mä ech mengen - mir hunn an der aussepolitescher Kommissioun schonn driwwer diskutéiert -, mir sollen eis awer bewosst sinn, datt mer eng Léisung solle sichen, déi och wierklech alle Problemer an allen, loosse mer soen, Ufuerderlisten a Suerge vun de Leit an deem Kontext gerecht gëtt.

Mir sollen net aus der Hëft schéissen an elo mengen, et wär eng Proposition de loi do, déi direkt „das Ei des Kolumbus" wär. Mir hunn an der Kommissioun och schonn iwwert déi diskutéiert. Et gëtt eng ganz Rei Iddien, och vun anere Parteien. Mir sollen déi all zesummen diskutéieren an da geschlossen am Hierscht relativ séier eng Décisioun an déi do Richtung huelen. Ech mengen, dat ass am Intérêt vun eis alleguerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bausch. Leschte Riedner ass den honorablen Här Gibéryen. Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Resultat vun dem Referendum e Sonndeg hei zu Lëtzebuerg huet mat 56,5% Jo an 43,5% fir den Neen den Traité constitutionnel fir d'Europäesch Unioun vum Vollek ratifizéiert.

Une voix.- Jo!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- D'Chamber respektéiert dee Vote, esou wéi d'Chamber dat eestëmmeg virun e puer Wochen an enger Motioun hei festgehalen huet.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Oh!

(Interruption)

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Madame Flesch, d'Chamber huet eestëmmeg festgehalen, dee Vote ze respektéieren, genausou gutt wéi an der Chamber, wann de Referendum mat Neen ausgaange wier, véier aner Parteien, déi fir de Jo opgeruff haten, den Traité jo dann och net ratifizéiert hätten.

Une voix.- Dir hutt Iech isoléiert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Et ass jo also an zwou Richtungen, wou et gaangen ass. Et ass gesot ginn, d'Chamber…

(Interruptions diverses)

Mir waren eis eens heibannen, datt mer aus Respekt vis-à-vis vum Bierger de Referendum…

(Brouhaha général)

…, datt mer de Referendum géife respektéieren, egal a wat fir eng Richtung datt e géif ausgoen. Dat hu mer eestëmmeg beschloss, a selbstverständlech sti mir zu deem, wat mir hei décidéiert hunn.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Wann ech gelift!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, dat gesot, wiere mir awer och Demandeur, fir datt mer eis Constitutioun géifen änneren, fir datt an Zukunft Referenden einfach géifen eng Décisioun definitiv erbäibréngen an datt net méi no engem Referendum d'Chamber nach eng Kéier misst doriwwer décidéieren. Ech mengen och doriwwer sollt een eng Kéier seriö heibannen diskutéieren.

(Interruption)

56,5% sinn an engem internationale Verglach sécherlech e ganz gutt Resultat. Wa mer et awer reng national kucken, mengen ech, wier jiddereen heibannen eens, datt mer viru Méint oder annerhallwem Joer, wéi mer de Referendum décidéiert haten, aner Prozenter an de Raum gestallt hunn. Deemools hu mer ënnert eis alleguer vun 80%, vu 85% geschwat an elo, wéi gesot, ware mer awer frou wéi um Schluss e positiivt Resultat - op jidde Fall béi deenen, déi Jo gesot hunn - erauskomm ass.

(Interruptions)

Vu 56,5%.

Här President, wann een d'Campagne kuckt, wéi se gelaf ass - an do sinn ech mat dem Här Fayot net ganz d'accord wat hie virdrun hei gesot huet, obschonn ech dem Här Fayot mäi Respekt wëll entgéintbréngen, well keen anere wéi hien huet hei an dëser Campagne deen Asaz bruecht, wat een och soll eng Kéier heibanne soen, och wann een net mam Fong averstanen ass…

M. le Président.- Här Gibéryen, erlaabt Der eng Tëschefro vum Här Bausch?

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wann et net op meng Zäit geet, jo.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Neen, neen, neen.

M. le Président.- Neen. Dann huele mer déi also, Här Bausch. Dann eng kuerz a prezis Fro.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Bon, dann erlaben ech et selbstverständlech.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, ech wollt dem Här Gibéryen eng kuerz Fro stellen. Hien huet gesot, wéi mer déi Motioun deemools hei ofgestëmmt hunn, eigentlech an der Konsequenz wann dës 55 Deputéierten, déi Jo stëmmen, an de Referendum géing Neen ausgoen, da missten se hir Demissioun ginn an dësem Parlament. An der nämlechter Konsequenz froen ech hien dann elo, dee jo deemools dat hei fir eis gesot huet, vu datt et elo Neen ass, ob dann den ADR och kollektiv demissionéiert am Parlament.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Dat ass eng ganz kloer Fro vum Här Bausch, Här President.

M. le Président.- An dann eng kloer Äntwert.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Wat sech och ganz kloer beäntwere léisst. Den ADR huet virum Referendum net hei am Parlament mat Nee gestëmmt.

(Brouhaha général et hilarité)

Den ADR huet kloer gesot, datt mer eis virun de Wahlen net géifen un enger Wahlmanipulatioun vum Bierger bedeelegen. An Dir waart déi, déi heihinner komm sidd an zu de Leit gesot hutt, hei mir maachen Iech et vir, wéi Der musst wielen, an do hu 55 Jo heibanne gestëmmt a wann de Wieler elo Nee gesot hätt, da wieren déi 55 kloer désavouéiert gewiescht. Mir hu gesot, mir maachen déi Wielermanipulatioun…

(Interruption)

M. le Président.- Här Spautz.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här Spautz, wann ech gelift, déi Schëfflenger musse ganz roueg sinn an där heiter Fro.

M. Marc Spautz *(CSV)*.- Si hunn awer wéinstens eng Meenung.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi Schëfflenger…

(Interruption et brouhaha général)

M. le Président.- Här Spautz, wann Der wëllt eng Fro stellen, da stellt se. Am anere Fall ass et elo um Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Déi Schëfflenger musse ganz roueg sinn an dëser Fro, well déi kéinten och iwwert Demissiounen nodenken.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Dir vläicht awer och!

Une autre voix.- Dir hat awer Jo gestëmmt.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, jo.

Här President, déi Campagne - ech wëll just soen, dass da meng Zäit elo erëm weiderleeft -, déi hei gemaach ginn ass fir de Jo, do muss ee wëssen, datt véier Parteie fir de Jo waren, datt Gewerkschafte fir de Jo waren, virun allem den LCGB war fir de Jo, et ware Baueregewerkschaften dofir, Gewerkschafte vun de Patronater an datt d'Regierungspropaganda eesäiteg mat Steierzuelergelder finanzéiert ginn ass, d'Lëtzebuerger Press, virun allem „d'Wort", nëmmen eesäiteg informéiert huet, eng Erpressung vum Statsminister bis hin zu enger Amëschung vun eisem Statschef, alles dat zum Jo. A wann een dat mat an d'Iwwerleeungen eranhëlt, da muss ee soen, dass dee Jo mat 56,5% awer e bescheidene Jo ass.

(Interruptions)

A wann déi Campagne, Här President, ausgeglach gewiescht wier, weess een net ob den Neen hätt kënne gewannen.

(Interruption)

Madame Flesch, Dir sidd jo an der Demokratescher Partei, an déi steet dem „Journal" jo ganz kloer no, an haut steet am „Journal" ze liesen op der zweeter Säit: „Wäre da nämlich nicht die Erdrutsch-Einheitsfront der Ja-Sager gewesen und deren Propaganda-Tsunami, das Neinchen hätte zum Nein werden können." Dat steet haut an Ärer Zeitung, just fir dat ze ënnermaueren, wat ech hei gesot hunn.

Här President, dofir menge mir och et wier wichteg, datt mer an Zukunft géifen niewent dem Gesetz wat de Referendum organiséiert och géifen e Gesetz maachen, wat d'Campagne bei engem Referendum géif organiséieren; d'Finanzéierung vun dem Referendum fir déi eng a fir déi aner Säit an d'Konditiounen och fir déi eng an déi aner Säit.

Et ka jo net richteg sinn, datt 10 oder 15 oder 20 Leit kommen a soen hei mir sinn dofir oder dergéint, datt déi solle Sue kréien. Mä ech mengen och do misste mer kloer Kritäre maachen, wéini datt ee ka soen, datt ee fir déi eng oder fir déi aner Säit ass, an da misst een och deene finanziell Mëttel zur Verfügung stellen, fir datt een och kéint iwwert dee Wee eng objektiv Campagne maachen, déi ausgeglach ass, souwuel fir de Jo wéi fir den Neen, wéi dat iwwregens och an anere Länner ass wou de Referendum d'Regel ass.

D'Diskussioun, déi mer mam Wieler an deene leschte Méint gefouert hunn, war ganz positiv. Ech mengen et war scho wichteg, datt mer de Referendum décidéiert hunn an och bäibehalen hunn an et war och wichteg fir eis, well mir ënner Politiker hunn och an der Vergaangenheet net esou intensiv iwwert d'europäesch Politik diskutéiert, wéi mer dat an dësem Fall gemaach hunn an och dat sollt een als positiv gesinn; och wa mer verschidde Meenungen hunn, dat ënnermauert nun emol eben dat demokratescht Spill, an dofir muss déi Diskussioun heibannen an dobausse weidergoen.

Et kann natierlech net esou sinn, datt mer elo soen, mir musse mam Bierger schwätzen an da mengen, mir missten dem Bierger eis Meenung octroyéieren. Mä mir solle mam Bierger schwätzen iwwer seng Suergen, déi hien huet. Suergen, firwat datt esou e massiven Neen - och fir Lëtzebuerger Verhältnisser - bei dësem Referendum erauskomm ass. D'Leit hunn Angscht virum Sozialdumping, virum Chômage, Problemer am Wunnengsbau, mat den europäesche Grenzen, mat der Erweiderung, mat der Iwwerfriemung, och e ganz sensibelen Thema, dee mer och solle ganz sensibel upaken.

Dofir soe mir, deen Traité hei war virum 10. Juli dout an e bleift och no dem 10. Juli dout an et wäerten Neiverhandlunge kommen. A wa mer déi Neiverhandlungen eescht huelen a mir huelen och eescht, datt mer wëlle mam Bierger iwwer seng Suergen diskutéieren a se unhuelen, da musse mer och am Kader vun den Neiverhandlungen dofir suergen, datt deene berechtegten Ängschte vun de Bierger och Rechnung gedroe gëtt. Dofir soen ech, esou een neie Vertrag, dee kann net méi Verfassung heeschen. Den zweeten an den drëtten Deel sollen net méi dra sinn, et solle sozial novollzéibar Kritären a Strukturen agebaut ginn, wou d'Leit wierklech Garantië kréien, an Europa soll seng Grenzen kréien. Ech wäert elo net méi déif op déi Themen agoen.

Mir wäerten och an Europa ni méi en Traité duerchkréien an deem de Suerge vun de Bierger net Rechnung gedroe gëtt. Wa mir also en neien Traité kréien - a mir brauchen en neien Traité, fir datt Europa a senge Strukture fonctionnéiert -, da muss och deene Froen do Rechnung gedroe ginn, soss kréie mir an enger Rei vu Länner an Europa ni méi en Traité duerch. An dofir ass et och gutt, datt deen Traité hei an dëser Form net duerchgeet, datt e muss nei verhandelt ginn, well wann dësen Traité duerchgaange wier, wier all deenen dote Suergen net Rechnung gedroe ginn, da wieren se nimools an den Traité erakomm. Elo hu mer d'Chance, fir datt se erakommen an et wäert och an déi Richtung goen.

Här President, zum Ofschloss nach e puer Wierder iwwert d'Wielerverhalen, well esou vill vum Süden a vum Zentrum geschwat ginn ass. Et ass richteg, datt am Süden an de grousse Südgemenge mat Nee gestëmmt ginn ass. Mä et däerf een net elo esou maachen, wéi wann am Süden ebe vill méi Aarbechter wieren an dofir wier et am Süden en Nee ginn. Mä och am Zentrum, muss ee wëssen, hu bis zu 40% Nee gestëmmt, an och am Zentrum gëtt et, och hei an der Stad Lëtzebuerg, Wahlbüroe wou den Nee souguer gewonnen huet. Et ass also net, datt een elo eng Differenz ka maache wou ee seet: 51% okay, 49% Neen.

Et muss ee wëssen, datt déi Deelung vun de Meenunge queesch duerch d'Land geet, ob dat elo 52% oder 48% sinn, och 40% am Zentrum muss eis ze denke ginn an datt et dann also net nëmmen Aarbechter waren oder kleng Privatbeamten, déi dergéint gestëmmt hunn, mä datt et queesch duerch d'Schichte vun der Bevölkerung Leit gëtt, déi Problemer mat deenen Texter, mat deenen Iddien, mat deenen Ausriichtungen hunn an dofir hu se Nee gestëmmt.

A wann d'Jugend och majoritär mat Nee gestëmmt huet, da solle mer och elo net mengen, d'Jugend géif näischt dovu kennen. D'Jugend war och informéiert an huet sech och informéiert. Si kuckt et vläicht duerch en anere Brëll. Si si jo och déi, déi d'Zukunft viru sech hunn. Dësen Traité maache mer jo net oder hätte mer jo net fir ons gemaach, mä et ass do wou d'europäesch Politik fir déi nächst 20, 30, 40 Joer definéiert gëtt. Et ass also hir Zukunft an dofir ass et och berechtegt, dass si sech Suergen ëm hir Zukunft maachen. A wa si als Jonker net konnten heivunner iwwerzeegt ginn, da solle mer dat als eescht unhuelen an op hir Suergen agoen an net mengen, mir missten dann higoen a mir missten si vun anere Meenungen iwwerzeegen.

A genausou gutt wéi duerch d'Schichte vun eiser Bevölkerung d'Meenungen ausernee ginn, ass dat och parteiintern de Fall. Ech mengen all d'Parteien, déi eng méi, déi aner manner, hu gedeelte Meenungen. Et sinn am Fong d'CSV a mir, als ADR, déi am nooste bei eisem Elektorat sinn, well d'ILReS…

(Hilarité)

Jo, dat ass awer nun emol eben esou. D'CSV, mengen ech, läit bei iwwer 70 oder 80%, mir leie bei 90%, d'Sozialisten, bei deenen ass et fifty-fifty. Do géif ech am Fong soen, wann ech hire Kongress kucken, op hirem Kongress, mengen ech, war nëmmen een dergéint, sou datt am Fong hir Delegatioun wäit vun hirer Basis ewech ass. Datselwecht hu mer…

(Interruption)

Mir haten de Courage fir op eisem Kongress geheim ofzestëmmen a mir hu majoritär e Resultat fir den Nee kritt a mir hunn dat, wéi dat an enger Demokratie an an enger Partei üblech ass, respektéiert.

An och eis gréng Kolleege si gedeelt. Dofir soll kee mengen, en hätt alles fir de Jo oder alles fir den Nee gedoen. An alle Parteien, wéi an der Bevölkerung, gëtt et déi zwou Meenungen, an duerfir sollt een och déi zwou Meenunge fir seriö huelen.

M. le Président.- Här Gibéryen, Dir musst awer esou lues zum Schluss kommen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären - ech kommen zum Schluss -, de Referendum huet bewisen, dass d'Lëtzebuerger, trotz massiver, eesäiteger Beaflossung,…

(Interruptions)

…hir Selbstkritik bei sech behalen hunn an awer e staarken Neen zum Ausdrock bréngen. D'Politik muss deem Rechnung droen, wa mer eis wëllen an Zukunft seriö huelen, a virun allem wa mer eis Bevölkerung wëllen eescht huelen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. Dann huet d'Regierung d'Wuert an der Persoun vum Vize-Premier Minister, dem Här Jean Asselborn. Här Asselborn!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Schëffleng, mat zwee Europadeputéierten an dräi Deputéierten, déi Jo gesot hunn, däerft ni Nee stëmmen,…

(Interruptions)

…a wann, da wär ech roueg!

Une voix.- Ma déi hunn awer hir Meenung gesot a keng Politik vun den eidele Still gemaach, Här Gibéryen!

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Jo, jo. Da weess ech, et ass kee méi désavouéiert gi wéi déi Schëfflenger Politiker.

(Hilarité)

Une autre voix.- An déi Fréisenger?!

M. Gast Gibéryen *(ADR).*- Zu Fréiseng ass et net esou kloer wéi zu Schëffleng.

(Hilarité et brouhaha général)

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gibéryen, d'Wuert huet elo den Här Jean Asselborn!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Dir Dammen an Dir Hären, ënner ganz schwierege Konditiounen huet Lëtzebuerg e Sonndeg Jo gesot. Schwiereg an deem Sënn, dass den Trend an der EU jo op Nee fixéiert war.

Lëtzebuerg huet Jo gesot, an als Regierung kann ech Iech soen, dass dëst psychologesch gesi vun enger ganz grousser Wichtegkeet ass fir eist Land, awer och fir d'Europäesch Unioun. An ech soen direkt hei, och am Numm vun eiser Regierung, dass mer net d'accord sinn, weder mat deenen, déi menge si kéinte vu Spaltung duerch d'Bevölkerung nom Referendum schwätzen, nach mat deenen, déi den Impakt vum Resultat vu Lëtzebuerg fir Europa carrément erofspillen an esouguer niéiere wëllen.

Léif Kolleegen, Här President, Frankräich huet, wa mer eis erënneren, 1992 bei Maastricht mat 50,5% Jo gesot, géint also 49,5%. Frankräich war no deem ganz serréierte Vote duerno iwwerhaapt net gespléckt, mä glécklech, dass ee positiivt Resultat erauskomm ass. A wann een déi jéngste Geschicht vu Frankräich kuckt an der Europäescher Unioun, war dat net zum Nodeel vun 100% vun de Fransousen.

Europa däerf, soll a muss Matière à discussion sinn, selbstverständlech och bei eis. Mä ech soen awer och direkt, dass no dësem Referendum net all Geste, dee gemaach gëtt, net all Reflex, net all Reform, net all Décisioun um politesche Plang däerf a soll als Repère um Resultat vum Referendum gesi ginn.

Lëtzebuerg ass kee Vollek vu 55% op där enger Säit a 45% op där anerer Säit. Dat ass net eleng eng iwwerflächlech Analys. Si ass och mat Viruerteeler duerchwuess, déi ierféiere kënnen.

Lëtzebuerg huet de Sonndeg eng kloer majoritär Meenung ervirbruecht. Dat ass gutt esou an et ass esouguer nach besser, dass déi Meenung positiv ass. Dat heescht och net, dass den Nee vum Jo muss ausradéiert ginn. Déi Lëtzebuerger, déi Nee gesot hunn, si keng schlecht Lëtzebuerger, sinn och keng schlecht Europäer, si stellen sech selwer mol, un éischter Plaz, mä och eis an der Regierung, och an der Chamber hei, Här President, Froen. Zum Beispill déi virun allem, ob d'Akzenter, d'Démarche vun der europäescher Politik déi richteg ass.

D'Substanz vun der Politik vun der Europäescher Unioun muss net eleng verstane ginn, si muss och akzeptéiert ginn. Dëst ass e Message un all Europapolitiker, selbstverständlech och hei am Land. Mä am Contraire zum Jo, och dat musse mer kloer gesinn, ass den Nee jo kee kohärente Projet. Déi eng hunn Nee gesot, well et ze wäit an ze séier gaangen ass. Déi aner hunn Nee gesot, well et net wäit genuch an net séier genuch gaangen ass.

Europa huet Lëtzebuerg villes ginn an deene leschte Jorzéngten. A kucke mer vläicht déi materiell Wäerter och, Här Bausch. Mir mussen dat jo och maachen. D'Bankplaz, d'Agrarpolitik, d'Ëmweltpolitik, d'Stolindustrie, d'Satellittegeschäft, d'Diversifikatiounspolitik, dat sinn alles Gebidder, wou mer ouni Europa net do stéinge wou mer haut sinn, mä, ech ginn Iech komplett Recht, d'EU huet eis awer och eng Skala gi vu Wäerter an der Gesellschaft, déi onbedéngt positiv duerch Europa beaflosst gi sinn. D'Solidaritéit zum Beispill, Respekt, internationaalt Recht sinn Notiounen, déi selbstverständlech net perfekt sinn, mä déi an enger ganz offener Astellung an Europa diskutéiert gi sinn.

An duerfir musse mer eis asetzen, duerfir musse mer kämpfen alleguerten, duerfir musse mer oppassen, dass eise Modell, dee mer hei zu Lëtzebuerg kennen, eis Philosophie vu sozialer Sécherheet an och vun Aarbechtsmaartpolitik net ënnergruewe ginn. Kompetitivitéit engersäits, Lounindexéierung anerersäits. Zum Beispill Wuesstum engersäits a Sécherheet vun der Aarbechtsplaz anerersäits. Diversifikatioun engersäits, Matbestëmmung anerersäits. Dat musse Begréffer bleiwen, déi sech net ofstoussen, mä déi sech complétéieren.

Mir hunn als Land, Här President, Jo gesot, well mer wëllen, wa gezielt gëtt am Hierscht 2006, bei deene mindestens 20 Länner sinn, déi prett sinn. Prett sinn aus der Europäescher Unioun eng Entitéit ze maachen, déi op der Weltbühn eng Stëmm huet, déi zielt. Een Europa, wat sech och politesch strukturéiert huet.

Nun, wann et stëmmt, dass 60% vun de jonke Leit Nee sollte gesot hunn, dat wier effektiv grave. Dat wier grave, och an deem Fall, wéi den Här Fayot gesot huet, ënnert dem Gesiichtspunkt, dass vill jonk Leit sech trotzdeem, dat hu mer jo gesinn, an där Campagne engagéiert hunn.

D'Europäesch Unioun ass kee Modell vu gëschter, keng Konzeptioun aus der Vergaangenheet, déi der Zukunft net gewuess wier. Hu mer vläicht de Feeler gemaach och hei am Land, d'EU ze dacks als de Prellbock fir national Problemer duerzestellen, obscho se dat iwwerhaapt net verdéngt hat? Oder d'EU als ee Modell ze verkafen, wou déi Grouss ënner sech mat jeeweilege mëttleren a klengere Staten am Wandschiet just politesch Konkurrenz schüren, souguer och heiansdo ganz bewosst national betounten Egoismen an de Vierdergrond setzen?

D'Europäesch Unioun ass doudsécher net perfekt, loin de là, mä si ass awer d'Heemecht vun de jonke Leit vun haut, och de jonke Lëtzebuerger am 21. Jorhonnert. Duerfir musse mer Europa mat dëse jonke Leit vun haut gestalten, net géint se, net laanscht se, mä mat hinnen. Duerfir ass et eng absolut Obligatioun, géif ech mengen, op déi jonk Leit zouzegoen an, wann Der erlaabt, géif ech och soen, net eleng mam Geschichtsbuch, mä och virun allem mat de grousse Froe vun der Zukunftsgestaltung, déi onweigerlech iwwert d'Schinn vun der Europäescher Unioun lafen.

Dësen Débat iwwer Europa war - fir ofzeschléissen, Här President - nëtzlech, doudsécher interessant, war passionnant. En ass mat Engagement, mat Begeeschterung an och mat Dignitéit gefouert ginn, mat enger Ausnahm, wann Der mer dat erlaabt.

(Hilarité)

Hei an der Chamber, Här President, wëll ech Iech, Här Weiler, grad wéi och dem President vun der aussepolitescher Kommissioun, dem Ben Fayot, an alle Kolleegen, déi matgehollef hunn an dëser Campagne, ausdrécklech am Numm vun der Regierung ee grousse Merci soen. Dat war een Novum, dat war immens vill Engagement vun der Chamber, an ouni deen Asaz, kann ee soen, wier dat Resultat, dat positiivt Resultat net zu Stane komm.

Mir sinn ee Land dat weess, wat Solidaritéit ass, materiell gesinn, wéi awer och wäertpolitesch gesinn. Mir hunn d'EU-Verfassung e Sonndeg, dat muss ee soen, net gerett, mä mir hunn awer deene Staten an der Europäescher Unioun, déi nach net ratifizéiert hunn, mindestens Courage gemaach an d'Assurance och ginn, dass den Trend vum Negative keng Fatalitéit ass, déi net opzehale wier. An, wann Der mer dee Saz och erlaabt, wéi 1937 huet d'Lëtzebuerger Vollek bei engem Referendum gewosst, d'Weiche richteg ze stellen.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat si mer um Enn vun dëser Debatt ukomm. Mir sinn nach saiséiert mat der Motioun, déi den honorablen Här François Bausch erabruecht huet, fir d'Regierung opzefuerderen eng nei pedagogesch Dynamik an d'Coursen ze kréien, fir d'Dimension européenne ze promouvéieren. Ech denken…

(Interruption)

Jo, Här Bausch.

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- …an ech fannen déi ass berechtegt. Et steet hei «notamment l'histoire et la littérature française». Et soll een einfach schreiwen «la littérature». Et ass jo net nëmmen d'Littérature française. Also «française» eraushuelen.

(Interruption et hilarité)

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- considérant que de nombreux élèves arrivent à la fin de leur scolarité avec une connaissance approximative du fonctionnement de nos institutions nationales et européennes;

- considérant que la formation des jeunes à la vie politique constitue une condition indispensable à l'intérêt de ceux-ci pour la vie publique ainsi qu'au bon fonctionnement d'une démocratie;

- considérant que l'éducation civique des jeunes n'est actuellement pas assurée de façon satisfaisante dans les écoles;

- considérant que nous vivons une époque de grands bouleversements, marquée par la remise en question des certitudes et la recherche de nouveaux rapports sociaux et que l'éducation est souvent au coeur du changement social;

- considérant que le programme de la plupart des cours étudiés dans notre enseignement postprimaire, notamment l'histoire et la littérature, n'exprime pas ou peu l'évolution opérée lors des dernières décennies;

- considérant que le regard historique doit permettre de mieux comprendre le contexte actuel, principalement depuis 1945;

invite le Gouvernement

- à impulser une nouvelle dynamique pédagogique dans le but de promouvoir efficacement la dimension européenne à travers les différents cours qui s'y prêtent, et de la sorte, favoriser l'esprit civique et les valeurs du pluralisme et de la tolérance auprès de nos élèves.

(s.) François Bausch, Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Très bien.

Sou, kënne mer bei där Motioun par main levée…

Jo, den Här Minister Asselborn!

M. Jean Asselborn, *Vice-Premier Ministre.*- Ech mengen, déi Motioun ass am Sënn vun deem, wat jo och elo gesot ginn ass heibannen an der Chamber, wat d'Regierung och deelt, esou dass mer déi Motioun och kënnen an där Fassung hei matdroen.

M. le Président.- Voilà.

Kënne mer par main levée ofstëmmen?

Plusieurs voix.- Jo.

Vote

M. le Président.- Wie fir d'Motioun ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

D'Motioun 1 ass domadder eestëmmeg ugeholl, Här Bausch.

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, et misst een Eenzelnen awer e Crashcours ginn am Franséischen!

M. le Président.- Här Grethen, wéi ass Är Propositioun?

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, et misst een Eenzelnen, den Auteuren op d'mannst, e Crashcours am Franséische ginn.

Plusieurs voix.- Ooohhh!

M. le Président.- Den Här Bausch hélt dat…

M. François Bausch *(DÉI GRÉNG).*- Ech huelen dat zur Kenntnis. Ech wäert Är Motiounen an Zukunft och méi genau kucken, Här Grethen!

(Interruptions)

Ech sinn iwwerzeegt, ech fanne bei lech och franséisch Feeler.

Une voix.- Op alle Fall!

M. le Président.- Loosse mer elo net iwwert d'Form streiden. D'Haaptsaach ass, mir hunn de Contenu eestëmmeg akzeptéiert.

Da kéime mer zum nächste Punkt respektiv zum éischte Punkt vun eisem richtegen Ordre du jour, zum Projet de loi sur les contrats de garantie financière. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Meisch an d'Madame Mutsch. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, den honorabelen Här Norbert Haupert. Här Haupert, ech géif lech bieden.

5. 5251 - Projet de loi sur les contrats de garantie financière portant

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;

- modification du Code de commerce;

- modification de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;

- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;

- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;

- abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Haupert *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet 5251 ass e Projet, dee wéinst senger Komplexitéit an och wéinst senger Technicitéit net vill Leit heibannen an och net dobausse wäert vum Stull rappen. Duerfir wäert ech mech och a mengem mëndleche Rapport zimlech kuerz faassen. Dir fannt alles wat wichteg ass an den Documents parlementaires an an dem Rapport vun der Kommissioun.

Dee Projet gesäit d'Transpositioun vun der europäescher Direktiv iwwert d'Finanzgarantie-Kontrakter an eis national Gesetzgebung vir. Dës Direktiv huet haaptsächlech als Zil, éischtens, déi juristesch Sécherheet vun de Garanties financières ze verstäerken; zweetens, d'Konditioune vun der Gëltegkeet vun de Garanties financières an d'Opposabilitéit besonnesch géintiwwer Drëttpersounen ze harmoniséieren; an drëttens, méi eng grouss Flexibilitéit am Gebrauch vun de Garanties financières ze erlaben an doduerch de Gebrauch ze vereinfachen, an dat besonnesch a grenziwwerschreidenden Transaktiounen.

D'Mechanismë vun de Garanties financières, besonnesch hir Effikassitéit an hir Verléisslechkeet, spillen eng wichteg Roll fir d'Sécherheet vun de Wirtschaftsopérateuren, ëmsou méi wou haut déi Transaktiounen op der Finanzplaz schnell vir sech ginn. Dofir mussen déi Garanties financières einfach si bei hirer Gestaltung, flexibel während hirem Bestoen a besonnesch effikass bei dem Schutz vun de Bénéficiairë géintiwwer anere Créancieren, besonnesch am Fall vun enger Procédure collective.

Well eis Finanzplaz esou eng wichteg Roll an eiser Wirtschaft duerstellt, ass dëse Projet och vun esou enger héijer Wichtegkeet fir eist Land. Mä zënter Jore schonn huet eise Gesetzgeber versicht, eis Gesetzer de Besoine vun der Finanzplaz unzepassen, esou datt eng Rei vun den Dispositioune vun där Direktiv schonn haut an eiser Gesetzgebung enthale sinn. Eis Gesetzgebung geet souguer a verschiddene Punkte méi wäit. Dësen Acquis vun enger méi strenger Ausleeung vun der Direktiv huet de Projet iwwerholl, fir d'Sécherheet vun den Opérateuren op eiser Finanzplaz ze festegen an esou d'Attraktivitéit vun eiser Finanzplaz och fir auslännesch Investisseuren ze assuréieren.

Bis elo waren déi eenzel Dispositiounen iwwert d'Garanties financières bei eis a verschiddene Gesetzer niddergeschriwwen. De Projet regruppéiert an engem an an deemselwechte Gesetz sämtlech Dispositioune fir d'Garanties financières, wat eis Gesetzgebung méi transparent an hir Ausféierung méi sécher mécht.

Wat d'Sachkompetenz vum Projet betrëfft, esou bezitt de Projet sech op d'Garantiekontrakter vu sämtleche Créancen a Finanzinstrumenter, esou wéi de Contrat de gage, d'Operatioune vun engem Transfert de propriété à titre de garantie an d'Operatioune vun enger Mise en pension de biens.

Wat d'Persounekompetenz vum Projet ubelaangt, geet de Projet vill méi wäit wéi d'Direktiv, andeems datt en nieft den übleche Professionelle vum Finanzsecteur och déi kommerziell an Industriebetriber viséiert, déi en Accès op de Finanzmaart hunn, an dernieft och d'Pensiounsfonge souwéi d'Organismes de titrisation.

Wichteg Neierunge vum Projet leien, éischtens, an der Aféierung vun engem klore Régime juridique

iwwert de Gage vun engem ënnergeuerdnete Rang; zweetens, an dem Ofschafe vun der Obligatioun vun der Mise en demeure préalable bei der Realisatioun vun engem Gage; drëttens, an der Onofhängegkeet vun der Manéier vun der Realisatioun vum Gage, vu senger Natur; véiertens, an dem Ofschafe vun der Obligatioun, datt déi net cotéiert Wäertpabeiere bei der Realisatioun vum Gage musse versteet ginn; a fënneftens, wat ganz wichteg ass, an der Aféierung vun der Méiglechkeet vun enger Mise en gage vun de Gesellschaftspartë vun enger Société à responsabilité limitée.

D'Chambre de Commerce, de Statsrot an déi Europäesch Zentralbank hunn alleguer e positiven Avis zu dësem Projet ofginn. D'Chamberskommissioun huet souzesoen alle Remarquë vun deenen Avisë Rechnung gedroen a se an hir Amendementer zum Projet afléisse gelooss. De Statsrot huet och dës Amendementer positiv aviséiert, an d'Chamberskommissioun huet de Rapport eestëmmeg ugeholl a schléit och der Chamber vir, de Projet, esou wéi en hei virläit, ze stëmmen.

Ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun, an ofschléissend wéilt ech besonnesch de Fonctionnairë vun der Commission de Surveillance du Secteur financier a vum Finanzministère, besonnesch dem Här Jean Guill, Direkter vum Tresor, villmools Merci soe fir seng Ënnerstëtzung bei der Analys vun dësem Gesetzesprojet, déi net einfach war.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Meisch.

Discussion générale

M. Claude Meisch *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'alleréischt dem Här Haupert ze félicitéiere fir seng mëndlech Erklärungen, grad wéi fir säi schréftleche Rapport. Och d'Demokratesch Partei stëmmt dësem Projet de loi zou, mat deem jo déi Directive collatérale ëmgesat gëtt, wou mer vun der Geleeënheet och profitéiert hunn, fir dann een eenzegen Text ze kréien, wat elo d'Matière en contrats de garantie financière ubelaangt.

Datt mer do och méi Transparenz drakréien, datt mer wëssen, wou mer dat kënnen noliesen, datt mer eng ganz Rei vun Dispositiounen awer och hei bäibehalen hunn, déi iwwert den Text vun der Direktiv erausgaange sinn, datt mer also net zréckgaange sinn, an datt eben och elo fir eng ganz Rei vun Typë vu Contrats de garantie financière déiselwecht Regele gëllen, dat dréit sécherlech zur Transparenz an deem dote Secteur bäi.

Duerfir sinn dat eng Rei vun Argumenter - et géingen nach anerer ginn -, déi dozou féieren, datt d'Demokratesch Partei deem dote Projet de loi hir Zoustëmmung gëtt.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Meisch. Dann d'lescht Riednerin, d'Madame Mutsch. Madame Lydia Mutsch!

Mme Lydia Mutsch *(LSAP)*.- Här President, ech wéilt och am Numm vun eiser Fraktioun dem Rapporteur fir säin ausféierlechen a ganz prezise Rapport Merci soen a mech där résuméierter Unerkennung vum Virriedner uschléissen an domat och den Accord vun eiser Fraktioun mat op de Wee ginn.

M. le Président.- Voilà.

D'Regierung huet dann d'Wuert. Den Här Budgetsminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget*.- Jo, Här President, och Merci am Numm vun der Regierung fir den honorabelen Här Haupert an déi aner Kolleegen aus der zoustänneger Chamberskommissioun. Dat hei Gesetz muss ee gesinn zesumme mat deenen dräi, déi mer viru ganz kuerzem hei am Haus gestëmmt hunn, déi erëm eng Kéier de juristesche Kader ronderëm dës Finanzplaz verbesseren. Hei schafe mer méi Rechtssécherheet.

Et muss ee wëssen, datt d'Finanzplaz Lëtzebuerg eng féierend Roll huet am Kontext vun de Garanties financières, an duerfir mengen ech ass et gutt, datt mer hei déi Direktiv transposéiert hunn, mä zugläich - an dat ass elo grad och ugeklongen - méi wäit gaange sinn an domadder eng Rei Operatioune besser ofsécheren, wéi dat op anere Finanzplazen ass. Duerfir ass dat hei e ganz klore Plus fir déi Finanzplaz an et ass gutt, dass dëst Gesetz nach konnt virum Summer an dëser Chamber zur Ofstëmmung kommen.

Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann direkt zur Ofstëmmung vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber (par M. Lucien Thiel), Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Claude Meisch), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour, dat ass de Projet de loi iwwert de Bau vun engem Centre d'activités fir handicapéiert Leit zu Biissen. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Bettel, den Här Diederich, den Här Adam an den Här Jaerling. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dësem Projet de loi, déi honorabel Madame Marie-Josée Frank.

Madame Frank, Dir hutt d'Wuert an d'Tribün ass fir Iech.

6. 5371 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, dee virleiende Gesetzesprojet 5371 erlaabt dem Stat en Opbau vun engen Centre d'activités de jour, mat engem Atelier protégé fir behënnert Leit, deen d'Fondation du Tricentenaire zu Biissen wëllt realiséieren an exploitéieren, mat ze finanzéieren. Dëse Projet sollt eigentlech schonn ufanks dës Joers gestëmmt ginn. Mä deemools war den definitive Programm vun de Servicer, déi ugebuede sollte ginn, nach net finaliséiert.

Op Wonsch vun der Familljeministesch ass an der Sitzung vum 17. November 2004 décidéiert ginn, de Projet de rapport zum virleiende Gesetzentworf nach net unzehuelen an ze waarden, ob d'Ännerungen Inzidenzen hätten op de Projet. Eréischt d'viregt Woch hu mer déi néideg Prezisioune kritt zu den organisatoreschen an architektoneschen Ëmännerungen. De Projet de rapport ass de 5. Juli an der Familljekommissioun unanime ugeholl ginn.

Am éischte Projet sollten d'Services de jour an den Atelier protégé gemëscht an op zwee Stäck sinn. Déi praktesch Ëmsetzung vum Gesetz vum 12. September 2003 iwwer behënnert Leit huet eng Trennung vun dësen zwou Aktivitéite mat sech bruecht. D'Pläng hunn also missen iwwerschafft ginn. D'Ateliere sinn elo vergréissert ginn. Wann een d'Pläng kuckt, gesäit een, datt déi raimlech Organisatioun op eng horizontal an net méi vertikal Ënnerdeelung baséiert. D'Ofännerunge sinn an enker Kollaboratioun mat deene betraffene Ministèren ausgeschafft ginn.

Dëse Projet ass eng logesch Suite vum Gesetz vum 12. September 2003 fir behënnert Leit. Ech erënneren Iech drun, datt dat Gesetz ënner anerem e Mindestakommes fir Behënnerter agefouert huet, déi kenger Beruffstätegkeet nogoe kënnen. Dësen Text huet och d'Aarbecht am Kader vun engem Atelier protégé reglementéiert. Behënnerter, déi an engem Atelier protégé beschäftegt sinn, kruten de Statut vun engem Salarié unerkannt a mat alle Verflichtungen a Garantien, wéi zum Beispill d'Recht op eegent Gehalt.

Esou Moossname sinn noutwenneg fir d'Selbstbestëmmung an déi aktiv Participatioun vun eise behënnerte Bierger ze promouvéieren; d'Gesetz vun 2003 wat d'Weiche gesat huet, fir d'finanziell Onofhängegkeet an d'sozioökonomesch Ofsécherung vun deene Behënnerte ze promouvéieren.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Dee virleiende Gesetzesprojet setzt dës Objektiver, déi iwwregens um europäeschen Niveau zu Lissabon, wou den Europäesche Rot sech fir d'Integratioun fir all sozial schwaache Bierger ausgeschwat huet, festgehal gi sinn, an der Tat ëm. Et läit op der Hand, datt wa mir Wäert op d'Onofhängegkeet an d'Selbstverwierklechung vun de Behënnerte leeën, datt mir hinnen dann och mussen hëllefen a se begleeden an hir Famill ënnerstëtzen, fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn eng Aarbecht ze kréien.

Wat ass d'Aufgab vun deem Atelier protégé? Mir wëssen, datt vill Behënnerter net kënnen um reguläre Aarbechtsmaart beschäftegt ginn. Anerer mussen als alleréischt un de gewéinlechen Aarbechtsmaart ugepasst ginn. Och dat ass d'Aufgab vun dem Atelier protégé. Vill Behënnerter, déi zum Beispill aus der Éducation différenciée erauskommen, brauchen intensiv Ënnerstëtzung, Guidance an Orientatioun.

Ech mengen op deem Wee muss nach Etleches verbessert ginn. Et muss een dobäi awer realistesch bleiwen a sech bewosst sinn, datt de Prozentsaz vun deene behënnerten Aarbechter, déi et fäerdeg brénge sech op deem gewéinlechen Aarbechtsmaart ze profiléieren, relativ niddereg ass, sou dass den Atelier protégé fir vill déi eenzeg Plaz ass wou si kënne beschäftegt ginn.

D'Aarbechtskonditiounen an deem Atelier protégé ginn un d'Besoine vun de Behënnerten adaptéiert. Den Atelier protégé, sou wéi en am Gesetzestext virgesinn ass, soll eng wirtschaftlech Produktiounsunitéit sinn am Sënn vum Gesetz vun 2003 an där de behënnerte Mënsch schafft a seng Capacitéiten unerkannt kritt. A Wierklechkeet wësse mer alleguerten, datt dat net esou einfach ass, deen ekonomesche Volet an der Realitéit ze garantéieren.

Den Atelier protégé, deen zu Biissen wäert entstoen, wäert virun allem sech an deene Secteuren usiedlen, déi sech duerch eng staark Valeur ajoutée kennzeechnen. Et ass geduecht, datt op där enger Säit d'Produktiounsaarbecht enger bestëmmter Nofro entgéintkomme wäert an op där anerer Säit d'Kreativitéit vun den Aarbechter soll förderen.

Nieft deem Atelier protégé gesäit d'Fondation du Tricentenaire vir, datt de Centre och verschidden Aktivitéiten dagsiwwer de Behënnerte soll ubidden. Dës Aktivitéite sollen, wéi den Atelier protégé, zum Bien-être vun deene betraffene Leit bäidroen.

Ech begréissen et, datt vill Wäert op den individuelle Programm geluecht gëtt. Et geet nämlech net duer héich usprochsvoll Infrastrukturen ze bauen. Mir brauche genuch an engagéiert qualifizéiert Personal. D'Programmer, d'Aktivitéiten, déi een deene behënnerte Leit an esou Strukturen ubitt, sollen och op déi jeeweileg individuell Besoinen an Aspiratioune von deene betraffene Leit geschnidde ginn. Eng modern Prise en charge vu Behënnerten ëmfaasst vill Aspekter, déi iwwert déi reng infrastrukturell Approche erausgeet. Dat ass och jiddefalls d'Ausso vun dem Direkter Christophe Lesuisse.

De Service d'activités de jour, deen nieft dem Atelier protégé entsteet, huet eng therapeutesch Vokatioun. Verschidden Aktivitéiten, mam Objektiv behënnert Leit ze ënnerstëtzen an ze beroden, ginn am Kader vun dëser therapeutescher Unitéit ugebueden, déi ee kann an zwee verschidden Ënneruitéiten opdeelen. Den Atelier thérapie an den Atelier thérapie-kiné. E Bain thérapeutique, e Snoezelensall, e Sall fir Physiotherapie, souwuel wéi en Turnsall, vervollstännegen déi infrastrukturell Offer.

An deem éischte Projet war virgesinn, datt eng Piscine thérapeutique sollt dohinner kommen. Dat ass awer net zréckbehale ginn, well mer wëssen, datt dat mat engem enorme Käschtenopwand verbonnen ass.

De Centre, deen eng Capacitéit vun 80 Plaze wäert hunn, dovunner 48 am Service thérapeutique an 32 am Atelier protégé, ass geduecht fir Leit mat mëttelschwéiere bis schwéieren Handicapen. Nieft dem Atelier production oder thérapie, sinn och eng Rei vu gemeinsame Raimlechkeete virgesinn, wéi eng Salle à manger, e Coiffeur, souguer eng Esthéticienne ass hei virgesinn. Ech begréissen och dës Iddi, well och si hunn d'Recht no hirer Aarbecht sech ze fleegen a sech schéin ze maachen.

Wat den urbanisteschen Aspekt ugeet, ass et ervirzehiewen, datt de Centre an der Zone artisanale a commerciale um Klengbusbierg zu Biissen gebaut gëtt. Et ass vill Wäert op d'Topographie vum Terrain geluecht ginn, deen iwwregens einfach zougänglech ass. E weidere Punkt, dee fir déi betraffe Parzell geschwat huet, ass d'Méiglechkeet, dass dës Parzell, sou wéi se läit, eventuell zukünfteg kann ausgebaut ginn.

D'Gebailechkeeten, déi aus dräi Deeler wäerte bestoen, ee Süd- an een Nordflügel, plus en Haaptgebai a Form vun engem Hallefkrees, integréiere sech gutt an dee ländleche Raum. D'Fassade vun de Gebailechkeete si gréisstendeels verglaast. Domadder ass eng optimal Luminositéit geséchert an erlaabt ënner anerem de Pensionnairen eng direkt Vue no baussen ze hunn.

Dës Elementer si wichteg Facteuren, déi och zum Wuelbefanne vun de Pensionnairen am Centre bäidroe wäerten. Den Accès zu dem Centre befënnt sech am Haaptgebai. En zweeten Accès ass awer nach virgesinn um Niveau vun der Glasgalerie, déi déi zwee Fligele matenee verbënnt. Dësen Zougank ass virun allem fir behënnert Leit mat reduzéierter Mobilitéit geduecht.

D'Gestioun vun der Energie wäert och maximal rationaliséiert ginn, wat fir effektiv méi en ëmweltfrëndlechen Energieverbrauch steet an doriwwer eraus och manner Käschte wäert bedeiten. De ganze Projet dréit sécher der nohalteger Entwécklung Rechnung, an déi technesch Installatiounen entsprieche souwuel den europäesche wéi och den nationalen Normen. A mir wëssen et alleguerten, datt mer mat all eisen Normen, déi mer hunn, horrend héich Käschtepunkte kréien, wou een och an Zukunft eng Kéier emol muss doriwwer nodenken.

Wat elo den Detail vum Projet ugeet, verweisen ech Iech op de Gesetzesprojet respektiv op d'Pläng.

Nach e puer Wierder zur Finanzéierung vum Centre, deen nom Père fondateur vun der Fondation du Tricentenaire, dem Här Chanoine Jean Heinisch, gebierteg vu Biissen, benannt wäert ginn. Ech fannen, datt dat ganz richteg a gutt esou ass, well den Här Jean Heinisch, deen hat d'Häerz op der richteger Plaz, an hien huet ganz, ganz ville behënnerte Leit a sengem Liewe vill a gutt Aarbecht geleescht. Dofir huet hien och den Numm vun deem Centre verdéngt!

Plusieurs voix.- Très bien!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV), rapportrice*.- Eng Parenthèse: D'Fondation du Tricentenaire zu Walfer ass zënter hirem Bestoen am Joer 1978 am Beräich vum Accueil fir behënnert Leit ganz aktiv. Déi wäertvoll Aarbecht, déi säit där Zäit vun deem ville Fleegepersonal geleescht ginn ass, huet och e grousse Merci verdéngt. Am Laf vun de Joren hu se hir Servicer ausgebaut. Zënter 1996 géréiert d'Fondatioun eng Residenz fir behënnert Erwuessener zu Heeschdref, déi ee Joer méi spéit, 1997, och Leit dagsiwwer opgeholl huet.

Vu datt d'Demande esou grouss war wat elo den Accueil de jour ugeet, sollt dësen Accueil an enger neier Struktur ausgebaut ginn. Eng éischt Konventioun tëschent der Fondatioun an dem Stat mam Objet, dës nei Struktur zu Heeschdref ze bauen, ass schonn am Juni 2001 ënnerschriwwe ginn. Mä aus techneschen a finanzielle Grënn ass de Site vun Heeschdref net zréckbehale ginn an duerch dee vu Biissen ersat ginn.

Op deem Punkt ass ervirzehiewen, datt de Statsrot sech freet, ob dësen neie Site awer net riskéiert am Endeffekt méi deier ze gi wéinst der geographescher Lag an deenen domadder verbonnene méi héijen Transportkäschten. Dës Kritik huet awer d'Kommissioun net gedeelt. D'Pensionnairë vum Centre zu Biissen wäerten net aus der Stad an och net aus dem Minett kommen. Ech denken, datt si

méi aus der Regioun vum Norde wäerten dohinner kommen.

Well, mir wëssen et alleguerten, datt eng grouss Nofro am Norde besteet, an haut scho ganz vill Leit 30 bis 40 km musse fueren, fir an engem Atelier protégé oder an engem Centre d'accueil de jour am Dag kënne betreit ze ginn. An ech mengen, wann d'Nordstreck emol fäerdeg ass, wäert dat sécher och e positiven Effekt hunn.

No dem Avenant vum 4. November 2003 soll de Stat also 80% vun de Konstruktiounskäschten, déi sech op ronn 13,7 Milliounen Euro belafen, droen. Dat mécht ronn 10,7 Milliounen Euro aus, wann ee sech op dee leschte bekannten Index bezitt. Déi aner 20% vun de Käschte gi vun der Fondation du Tricentenaire iwwerholl. Ech kann och nach ervirhiewen, datt de Regierungsrot déi staatlech Participatioun op Basis vum Artikel 13 vum ASFT-Gesetz décidéiert huet, an datt dee virleiende Bauprojet engem urgenten, nationalen a regionale Besoin u spezifeschen Infrastrukture fir behënnert Leit entsprécht.

Nach e Wuert wat den Detail zum Bail emphytéotique ugeet. De Statsrot huet regrettéiert, datt de Bail net am Dossier louch, an huet op Problemer higewisen, déi kéinten optauchen, wann de Maître de l'ouvrage net d'Garantie hätt, den Terrain, op deen de Centre gebaut gëtt, ze besëtzen. Mä ech weess awer, datt d'Gemeng eng gutt Relatioun mat dem Centre huet, an datt si och den 12.10.2004 e Certificat ausgestallt huet, wou si dem Centre deen Terrain gratis zur Verfügung stellt.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de virleiende Projet de loi ass e weidert Beispill vun integrativer Behënnertepolitik, wou de behënnerte Mënsch, seng perséinlech Entfalung a seng gesellschaftlech Integratioun am Mëttelpunkt stinn. Zil ass et, esou vill wéi méiglech behënnert Matmënschen an d'Beruffswelt ze integréieren an déi psychologesch Barrièren nohalteg ze bekämpfen. Ech wier frou, wa jiddfereen haut heibannen dësem Projet de loi géing zoustëmmen, a ginn domadder den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Dann ass als éischte Riedner ageschriwwen den Här Xavier Bettel. Här Bettel, Dir hutt dann och d'Tribün.

Discussion générale

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Här President, ech soen Iech Merci. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt wëll ech der Madame Frank Merci soe fir hire Rapport, dee si hei virun eis gehalen huet.

Op verschiddene Punkte kann een eens sinn oder net. Wann de Conseil d'État seet, zum Beispill, dass et, well et zu Biissen ass an net zu Steesel, wéi am Ufank geplangt war, vläicht kéint méi deier ginn, do steet am Rapport, dat wier vläicht net wouer, well eben net bewise gi wier, dass déi meescht Leit aus der Stad oder aus dem Bassin minier géife kommen.

Et ass awer eng Tatsaach, dass am Bassin minier an am Zentrum, dat heescht ënner Biissen, méi Leit wunne wéi iwwer Biissen, dat ass geographesch bedéngt, et steet am Rapport. Mä do kann ee vläicht dem Conseil d'État net direkt d'Kritik verwerfen a soen, hien hätt do Onrecht, mä ech mengen, mir sinn elo net do fir ze kucken, wou a wéi a fir do e puer Suen ze spueren, wann et drëms geet, fir 80 Plazen ze kreéiere fir handicapéiert Leit.

De Projet ass selbstverständlech ganz interessant, well et éischtens eng Méiglechkeet gëtt fir déi handicapéiert Leit ze schaffen, eng Schaff ze kréien, en Atelier protégé an en Encadrement ze hunn, déi adequat sinn an déi immens personaliséiert sinn. Et ass net esou, dass do déi 80 Leit keen hunn, dee sech ëm si bekëmmert, mä au contraire, et gëtt eng ganz Equipe vu Leit, déi do sinn an déi mat deene verschiddene Moyenen, déi se hunn, sech ëm si bekëmmeren. Ech hu virdru scho gefrot, d'Dagestherapie zum Beispill an eng ganz Rëtsch vu Saachen, déi nach net an engem Text stoungen, déi hei applizéiert ginn.

Et kéint ee sech och d'Fro stellen, d'Rapportrice sot virdrun, et ass och e Coiffer an eng Esthéticienne do, an dat ass flott fir déi Leit, déi do sinn. Selbstverständlech mengen ech och, dass et flott ass fir déi Leit vu Biissen, dass e Coiffersalon an esou enger Installatioun do ass. E wäert jo net zou si fir déi Leit, déi net an der Gemeng wunnen. Dat heescht et wäert och e Va-et-vient an deem Centre sinn. Ech mengen et ass ganz wichteg fir déi Leit, déi do sinn, fir déi handicapéiert Leit, och Kontakter ze kréien.

Mir hate jo zum Beispill schonn e Centre hei gestëmmt, wou mer eng Crèche, wou mer Kanner haten, an ech mengen, dass et ganz wichteg ass, deene Leit, déi do an deene Centrë sinn, d'Méiglechkeet ze ginn, och Leit ze gesinn, a Kontakt ze kommen, ob dat elo mat Kanner ass, wéi mer dat an deem Text haten, deen d'Madame Ministesch eis scho stëmme gedinn huet, op jidde Fall deen elo realiséiert gëtt, oder ob dat elo haut ass mat Installatiounen, déi och fir d'Leit vu baussen do sinn, wou och dann e Passage do ass, a wou een da vläicht eng Frëndschaft oder op jidde Fall e Kontakt mat der Bausewelt ka kréien.

Deen heiten Text, wéi gesot, ass ganz wichteg. Ech erlabe mer, Madame Ministesch, an Dir wësst et, et ass eng éternel Leier, ech hat et och schonn an der Kommissioun gesot, dofir erlaabt mer, dass ech et hei nach eng Kéier soen: Ech si ganz frou, dass mer ganz vill fir déi handicapéiert Leit maachen. Ech mengen et soll ee ganz vill hëllefen, esou vill wéi ee kann. Et soll een och ganz vill fir déi eeler Leit maachen - do maache mer jo och ganz vill. Mir hu jo regelméisseg e Centre fir Personnes âgées hei.

Mä et wier wichteg, och eppes fir déi Jonk ze maachen, Madame Minister. Ech hunn et schonn e puermol gesot, dofir kennen ech och schonn Är Äntwert, mä ob et net méiglech ass, Struktursplazen ze hu fir jonk Leit, déi op der Strooss sinn. Ech hunn Iech eng Question parlementaire elo gestallt, och iwwert d'Fuguen. Et wier och wichteg, dass mer hei eng Kéier eng Debatt hätten iwwert d'Situatioun vu jonke Leit, iwwer Strukture fir déi jonk Leit.

Ech schwätzen elo net vu Centres de vacances. Et geet net hei ëm Tourismus oder ëm déi Leit, deenen et gutt geet, mä et muss een och eng Kéier no deene jonke Leit kucken, deenen et net gutt geet, wat mer vu Strukturen hu fir déi, ob dat jonk Toxicoe sinn, ob dat jonk Leit sinn, déi op der Strooss sinn, jonk Leit, déi Problemer hu mat Medikamenter, oder jonk Leit, déi sexuell abuséiert gi sinn an op déi falsch Plazen herno placéiert ginn.

Op jidde Fall, mat där klenger Ouverture zur Debatt, fir en anert Thema unzepaken, well ech einfach mengen, dass et e wichtegt Thema wier, wäert ech och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu deem heite Projet bréngen.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Dann ass ageschriwwen den Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Tribün.

M. Fernand Diederich *(LSAP)*.- Här President, Madame Minister, Merci fir d'éischt emol der Rapportrice fir de Projet, fir de Rapport, deen si gemaach huet. Erlaabt mer méi kuerz ze sinn. Ech wëll just op zwee Punkten agoen.

Un dëse Projet de loi N°5371 gi mer als Deputéiert mat gréisserer Sensibilitéit erun, wéi wa mer e Projet solle stëmmen, wou et ëm Stroossen oder ëm Brécke geet, déi och zwar wichteg sinn, mä awer net déi mënschlech Dimensioun opweise wéi mer se hei virfannen, wou et direkt ëm Mënsche geet, a besonnesch ëm Mënschen, déi dagdeeglech mat engem Handicap musse liewen an op d'Hëllef an d'Solidaritéit vun der Gesellschaft a vun der Politik mussen ziele kënnen.

Duerfir si mer frou, datt mat dësem Projet modern, adequat Infrastrukture geschafe ginn, wou an engem individualiséierte Programm, mat Hëllef vun engem qualifizéierte Personal, deenen eenzelne Leit, nom relativen Niveau vun hirer Ofhängegkeet, dee beschtméiglechen Encadrement kann offréiert ginn.

Niewent dësem Center fir Dagesaktivitéiten, kënnen déi behënnert Leit awer och an engem Atelier protégé enger wirtschaftlecher Aktivitéit nogoen. Si hunn am Sënn vum Gesetz vum 12. September 2003 iwwert déi handicapéiert Persounen de Statut vum Salarié. Dës Beschäftegung erlaabt et hinnen, sech ze engagéieren, Dag fir Dag Efforten ze maachen, sech selwer duerch de Prozess vun der Aarbecht wéi och duerch dat hiergestallt Endprodukt ze realiséieren, doniewent awer och zäitweis enger méi kreativer Beschäftegung nozegoen.

Frou sinn ech, datt bei dësem Projet dem Prinzip vun der Dezentralisatioun Rechnung gedroe gouf an datt net nëmmen Infrastrukturen, wéi d'Superdreckskëscht a Bauschuttdeponien dezentral ugesiedelt ginn, well se anerwäerts keng Akzeptanz fannen.

De Site Biissen läit an der neier Regioun vum Aménagement du territoire, déi heescht Centre-Nord, direkt un der N7, no beim Contournement, esou datt och keng Problemer sinn, fir dee Site ganz gutt un d'Verkéiersnetz unzebannen. Vill Leit kommen och bestëmmt aus der Regioun Nordstad - Ettelbréck, Dikrech a Miersch -, esou dass déi Bedenke vum Conseil d'État mengen ech awer net deementspriechend kënnen zréckbehale ginn.

Um Schluss wëll ech soen, datt mer dëse Projet begréissen, an ech wëll heimat den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet ginn.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. Dann ass den Här Adam ageschriwwen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt soen ech der Madame Frank Merci, déi ganz ausféierlech war an hirem Rapport. Esou ausféierlech, datt ech am Fong geholl net méi vill bäidroe wëll.

Dass hei e Centre d'activités de jour mat Atelier protégé fir Mënsche mat engem kierperlechen Handicap oder mat multiple Behënnerunge gebaut gëtt, an dat zu Biissen, ass eng gutt Saach. Déi gréng Fraktioun ënnerstëtzt dëse Projet och. Mir kréien hei déi néideg Infrastruktur, fir 80 Leit opzehuelen.

Zu deenen zwou Bemierkunge vum Statsrot wëll ech als ale Biissener soen: Biissen läit net um Enn vun der Welt, mä zimlech zentral am Lëtzbuerger Land. An ech mengen, datt et do absolut keng Schwieregkeeten dierft ginn, fir och fir d'Leit accessibel ze sinn.

An déi zweet Saach, wat de Bail emphytéotique oder den Droit de superficie ugeet, do ass et esou, d'Gemeng Biissen waart am Fong geholl just drop, datt mir dee Projet hei stëmmen, an dann dierft dat ouni Problemer an d'Rei goen.

E lescht Wuert nach vläicht zum Jean Heinisch, deen 1998 gestuerwen ass an och zu Biissen begruewen ass. Dat ass effektiv dann e Biisser Jong, deen aus enger industrieller Famill komm ass; si haten eng Seeërei. En huet als Kaploun, Paschtouer, duerno als Dechen an der Stad Lëtzebuerg gewierkt. E war Matbegrënner net nëmme vun der Fondation Tricentenaire, mä och vun der Fondation Maison de la porte ouverte. An ech fannen dat am Fong geholl ganz flott, datt dann deen Center zu Biissen eben och den Numm vum Här Heinisch kritt.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech géif mengen, no all deenen Explikatiounen, déi hei scho gemaach goufen, kënne mir och vun eiser Säit aus nëmmen d'Zoustëmmung zu dësem Projet ginn. Ech géif mengen, all Invest an de Mënsch ass ee wichtegen Invest an deem kann een nëmmen zoustëmmen, an duerfir ass dat heiten och e gudde Projet.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Regierung d'Wuert. Madame Minister Marie-Josée Jacobs, wann ech gelift.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*.- Merci, Här President. Ech géif fir d'éischt och wëllen der Rapportrice, der Madame Marie-Josée Frank, villmools Merci soen. Si huet dat wierklech hei esou explizit gemaach, datt ech, gradesou wéi d'Kolleegen, déi virausser hei geschwat hunn, dat ganz kuerz ka maachen. Ech géing vläicht just wëllen ee Wuert soen och iwwer Biissen.

Dir verdenkt mer näischt, datt mer awer e liicht Lächeln iwwert d'Gesiicht geet, wa Biissen elo op eemol um Enn vun der Welt géing leien. Ech fanne jo nach ëmmer, datt Maarnech matzen am Zentrum vun der Welt läit. Da ka Biissen awer net esou aus der Welt sinn.

Dofir mengen ech, dat muss een och wëssen, datt awer och am Moment eng ganz Partie Infrastukturen och ewell am Minett bestinn. Et ass also och méi richteg, fir e bëssel chen ze dezentraliséieren a fir domadder e bësse méi an d'Mëtt vum Lëtzebuerger Land ze goen, fir datt och déi Leit, déi vun do kommen, och wann et der manner sinn, dann awer och d'Méiglechkeet hunn, net musse vun enger Säit op déi aner gefouert ze ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech géing mech och wëllen deene Mercien uschléissen, sougutt vis-à-vis vun der Aarbecht, déi am Tricentenaire gemaach gëtt, mä awer och vis-à-vis vun der Gemeng Biissen, déi wierklech mustergülteg an där heiter Fro ass. Et ass och haut nach net an alle Gemengen automatesch esou, datt an d'Hänn geklatscht gëtt, wann een dohinner kënnt a seet, mir wëllen eppes do maache fir Behënnerter. Si sinn nach méi wäit gaangen, fir och nach do deen Terrain an der Emphytéose zur Verfügung ze stellen, mat symboleschen Euroen, déi se do kréien.

An ech géing och wëllen déi Aarbecht, déi de Claude Adam hei ervirgestrach huet, vum Här Heinisch éieren. Ech weess net, wee vun lech den Här Heinisch nach kannt huet, mä eng Kéier am Joer ass en, an der Zäit, bei mech komm an en hat ëmmer nei Iddien, en hat ëmmer nach iergendwou aarm Leit, déi e fonnt hat, fir déi en eppes wollt maachen. Ech denken, datt et och schéin ass, fir dee Mann heimadder ze éieren an dat och hei ze soen.

Ech si selbstverständlech och der Chamber dankbar, wa se haut dee Projet hei stëmmt. Et geet drëm, fir fir 80 Leit, déi behënnert sinn, entweder an den Atelieren eng Aarbechtsplaz ze fannen oder awer dann an enger Structure de jour; fir och deene Gesetzer Rechnung ze droen, déi mer an där leschter Regierung hei gestëmmt haten. Wou et eng Kéier drëm gaangen ass, fir en Akommes ze schafe fir déi Leit entweder, déi um fräie Maart schaffen oder awer an engem Atelier thérapeutique, oder awer deenen, déi eben d'Méiglechkeet net hunn, opgrond vun hirem Handicap, datt se an engem Centre de jour sinn, an elo do d'Méiglechkeet kréien, fir e Revenu de remplacement ze kréien an der Héicht vum RMG.

Wann een déi eng Gesetzer stëmmt, da muss een och kucken, datt déi aner nokommen, well soss gëtt dat kee Sënn.

Ech géing vläicht just wëllen eppes soen, e bësselche wéinst deenen Diskussiounen, déi an deene leschten Deeg gefouert gi sinn. Mir hunn an deene leschte Jore vill investéiert, villes gemaach am Behënnerteberäich, an ech mengen net, och bei all deene vun lech, déi hei an der Chamber ewell méi laang sinn, datt ech géing verdächteg ausgesi fir wëllen do de sozialen Ofbau ze bedreiwen. Soss hätte mer besser gehat, mir hätten dat do alles net gemaach, da bräichte mer elo net lues ze maachen. Mir hunn net wëlles, och net an deenen nächste Joren, fir do wëllen zréckzegoen, mä fir och do eise Responsabilitéiten nozekommen, fir ze kucken, datt jiddfereen - an dat steet och am Rapport dran - déi individuell an déi perséinlech Hëllefe kritt, déi fir hien am beschte sinn.

Ech géing vläicht just och wëlle soen, datt selbstverständlech déi Kanner a Jugendlech, vun deenen hei geschwat gouf, datt mer deene Situatioune wëlle Rechnung droen a mer och do amgaange si verstäerkt Efforten ze maachen, fir och nei an zousätzlech Plazen ze schafe fir Kanner, déi net d'Chance hu fir kënnen doheem ze bleiwen, fir fir déi eng Méiglechkeet ze fannen, fir se kënnen ze placéieren.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5371.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5371 ass eestëmmeg ugeholl mat 60 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Marcel Oberweis), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel (par M. John Castegnaro), Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par Mme Lydie Err);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par

Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Emile Calmes), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Proposition de loi concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal. Auteur war d'Madame Dagmar Reuter-Angelsberg, Rapportrice ass d'Madame Viviane Loschetter. Dem Rapporteur an de Fraktioune sti jeeweils zéng Minutte Riedezäit zur Verfügung. Bis elo sinn ageschriwwen: d'Madame Frank, den Här Grethen an d'Madame Dall'Agnol. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vun der Proposition de loi, déi honorabel Madame Viviane Loschetter. Madame Loschetter!

Une voix.- Den Här Jaerling wollt och nach schwätzen.

M. le Président.- Den Här Jaerling kënnt als véierte Riedner hei op d'Lëscht stoen.

7. 5252 - Proposition de loi de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 - Présentation conformément à l'art. 60 du Règlement

Rapport de la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, de 27. November 2003 huet déi gréng Parlamentarierin Dagmar Reuter-Angelsberg eng Proposition de loi hei an der Chamber déposéiert mam Titel «concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988».

Dës Propositioun beinhalt zwee Artikelen. Den éischten Artikel préconiséiert eng paritéitesch Opdeelung tëscht Fraen a Männer an de Gemengekommissiounen. Dat heescht, all Partei oder Gruppement mécht eng paritéitesch Propos vu Kandidatinnen oder Kandidate fir den Ensembel vun de Posten, déi ze besetze sinn.

En zweeten Artikel préconiséiert d'Schafung vun enger zousätzlecher, enger véierter obligatorescher Kommissioun, nieft der Commission des Étrangers, der Commission scolaire an der Commission des Loyers. Also eng obligatoresch Kommissioun à l'Égalité des chances, déi als Aufgab huet, d'Förderung vun der Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer um Gemengenniveau ze förderen. Dozou soll e Règlement grandducal d'Organisatioun an de Fonctionnement vun dëser neier obligatorescher Kommissioun definéieren.

Esou kéint ee sech zum Beispill virstellen, datt eng Kommissioun dann obligatoresch gëtt, wann eng Gemeng eben eng gewëssen Zuel vun Awunner an Awunnerinnen huet, an d'Aarbecht vun där Kommissioun och ëmsetzbar ass, souwuel um Niveau vun der politescher Organisatioun wéi och um Niveau vun der praktescher Organisatioun um Terrain.

Dës Proposition de loi huet hir Inspiratioun bei de Revendicatioune vum Conseil national des Femmes du Luxembourg fonnt, wouzou ze bemierken ass, datt d'Propositioune vun engem Gesetzestext vum Conseil national des Femmes du Luxembourg méi wäit ginn, wéi d'Proposition de loi vun der grénger Fraktioun.

De 14. Mee 2004 huet d'Regierung hir Prise de position bekannt ginn. Déi deemoleg Regierung beschreift hir Positioun als eng am vollen Aklang mat den Objektiver vun dëser Proposition de loi. Si ernimmt eng Rei vun Engagementer, déi se ënnerschriwwen huet, ënner anerem d'CEDAW-Konventioun, d'Deklaratioun an d'Plattform vu Peking, den Amsterdamer Traité, d'Charte sociale européenne, de Plan d'action 2000 an de PAN fir d'Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer.

Trotzdeem fillt déi deemoleg Regierung sech bestätegt an hiren Effortë vu Sensibilisatioun op dësem politeschen Niveau a gesäit dofir den Zweck net an, ebe fir aus enger consensueller Politik eng contraignant Politik ze maachen, fir d'Chancëgläichheet tëschent Fraen a Männer ze förderen. Den deemolege Ministère de la Promotion féminine an den deemolegen Innenministère wollten zesummen eng Circulaire commune un déi 118 Buergermeeschtere schécken, fir si drun ze erënneren, wéi wichteg datt e paritéiteschen Equiliber tëschent Fraen a Männer unzestriewen ass, an dofir sech Mëttele ginn, wéi zum Beispill ënner anerem eng Chancëgläichheetskommissioun oder ebe weiblech Kandidatinnen ze förderen.

Den 13. Abrëll 2005 huet de Conseil d'État säin Avis ofginn, an de Statsrot ralliéiert sech am grousse Ganzen un d'Regierung. De Conseil d'État gesäit den éischten Artikel, also dee vun der paritéitescher Propos vu Kandidaten a Kandidatinne vun deene verschiddene politesche Gruppementer, eben als e consensuellen, well d'Kandidature vun de Parteien oder Gruppementer jo net d'office nominéiert sinn, mä duerch de Vote am Gemengerot ebe votéiert ginn oder och eben net votéiert ginn. D'Obligatioun bleift also de facto bei de politesche Gruppementer.

De Conseil d'État proposéiert den zweeten Artikel iwwert d'Aféiere vun enger véierter obligatorescher Kommissioun ze sträichen, well d'Justifikatioun vun enger obligatorescher Chancëgläichheetskommissioun senger Meenung no net gerechtfertegt ass par rapport zu aner potenzielle Revendicatiounen, wéi zum Beispill eng obligatoresch Finanzkommissioun oder eben eng obligatoresch Ëmweltkommissioun.

Doriwwer eraus gesäit de Conseil d'État d'Féminisatioun vun der Sprooch als net kompatibel mat de Reglementer vun der Académie française. Ech muss zwar do allerdéngs soen, datt souwuel de Conseil d'État wéi och d'Académie française zwou wäertvoll an och respektabel Institutioune sinn, wou d'Fraen allerdéngs drastesch ënnervertruede bleiwe bis haut.

De 25. Mee 2005 huet d'Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse sech eng éischte Kéier mat dëser Proposition de loi befaasst. An do waren all Membere sech eens iwwert d'Wichtegkeet an d'Noutwendegkeet vum Inhalt vun där Proposition de loi. Allerdéngs ware majoritairement d'Memberen der Iwwerzeegung, datt dee consensuelle Wee iwwer Campagnen, iwwer Sensibilisatiounen an iwwer Publikatiounen dee besseren an och dee richtege Wee wier, fir eng reell Chancëgläichheet, sprich Paritéit, tëschent Männer a Fraen um Gemengenniveau ze erreechen.

D'Argumenter fir e consensuelle Wee bäizebehalen, waren ënner anerem, datt e contraignantë Wee, dat heescht e Wee och iwwer Gesetzestext wéi deen heiten, géif op Käschte vun der iwwerzeegter Politik goen a kéint sech eventuell souguer als kontraproduktiv erweisen. E contraignantë Wee wier och en Agréff an d'Gemengenautonomie.

Et ass sech och d'Fro gestallt ginn, ob net allgemeng eng Reform vun der Organisatioun an dem Fonctionnement vun de Gemengekommissioune misst an d'A gefaasst ginn. An et ass sech d'Fro gestallt ginn, ob eng Gemeng iwwerhaapt eng Chancëgläichheetskommissioun hautdësdags nach brauch, déi oft als Alibikommissioun ka beschriwwe ginn, oder ob d'Chancëgläichheetspolitik net iwwert deen direkte Wee vun der Déclaration échevinale an dem Schäfferot kéint mat der Schafung direkt vun engem Service à l'Égalité des chances ëmgesat ginn.

D'Partei, déi d'Proposition de loi déposéiert huet, huet sech de Wierder vum Conseil d'État an och vun där deemoleger Regierung ugeschloss, nämlech datt d'Regierung schonn en etlech Engagementer ënnerschriwwen hätt, an de Gemengenniveau an d'Gemengekommissiounen eng ganz wichteg Roll an der Basisdemokratie spillen, an datt d'Ustriewe vun der paritéitescher Besetzung noutwendeg ass.

Dofir huet d'Vertriederin vun der grénger Fraktioun als eenzeg Member vun der Kommissioun plädéiert, datt et un der Zäit wier, vu datt eng Verbesserung vun de weiblechen Effektiven an der Gemengepolitik nëmme ganz lues virugéing, fir duerch ebe contraignant Mesurë méi proaktiv ze ginn op engem Gebitt, wou jiddfereen d'Wichtegkeet an d'Noutwendegkeet ënnersträicht.

An enger zweeter Sëtzung, dat war den 9. Juni 2005, huet d'Kommissioun sech kuerz nach eng Kéier getraff, fir eestëmmeg eng Rapportrice ze nennen, an an der Sëtzung vum 29. Juni 2005 huet d'Kommissioun de Rapport unanimement ugeholl a sech majoritairement géint eng Poursuite vun dëser Proposition de loi ausgedréckt.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Als éischt Riednerin ass agedroen d'Madame Marie-Josée Frank. Madame Frank!

Discussion générale

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'absolut Gläichheet tëschent Mann a Fra an eiser Gesellschaft ass nach ëmmer net erreecht. Dat wësse mer alleguerten. Et gëtt nach ganz grouss Ënnerscheeder wat den Undeel vu Fraen a Féierungspositioune betrëfft, den ënnerschiddlechen Taux d'activité vu Mann a Fra, an net ze schwätze vum Ënnerscheed am Gehalt.

Dës Feststellung gëllt awer och fir d'Participatioun vun de Fraen an der Politik, sief et um nationale wéi och um kommunalen Niveau. Am Moment sëtzen hei an der Chamber 14 Fraen, wat 23% vun allen Deputéierten ausmécht. Och wa par rapport zu der letzter Legislaturperiod zwou Frae bäikomm sinn, esou sinn dach d'Fraen an dësem Haus nach largement ënnerrepresentéiert.

Wann ech mer dann d'Participatioun vun de Fraen um Gemengenniveau ukucken, esou ass dësen Taux nach méi schlecht: 15% sëtzen nëmme Fraen am Gemengerot, 10% Fraen am Land hei si Buergermeeschter an 13,7% Frae sinn an de Schäfferéit. Aus enger Etüd vum Conseil national des Femmes geet ervir, dass nëmmen 28% vun de Membere vun de berodende Gemengekommissioune Frae sinn. Dës Chiffere beweisen, dass eng egalitär Participatioun vu Fraen um politesche Liewen an eise Gemengen nach laang net erreecht ass. Duerfir ass all Initiativ, déi als Zil huet, dass méi Frae sech aktiv an der Gemengepolitik bedeelegen, begréissenswäert.

Här President, d'Proposition de loi, déi mir haut de Mëtteg hei diskutéieren, soll an dës Richtung goen. D'Haaptzil vun dësem Text ass d'Gläichheet tëschent Mann a Fra um Niveau vun der Participatioun vun der Gemengepolitik ze promouvéieren. Ech ginn elo net méi an den Detail vun der Proposition de loi an, well dat huet ganz detailléiert d'Madame Loschetter gemaach.

D'CSV-Fraktioun ass der Meenung, dass d'Obligatioun, paritär Lëschten opzestellen, net de richtege Wee ass. D'Fro, déi sech nämlech stellt, ass déi: Wat geschitt wann eng Partei et net fäerdeg bréngt, eng équilibréiert Lëscht opzestellen? Och besteet duerch dës Mesure de Risque, dass d'Parteie méi domadder beschäftegt wiere fir Quoten anzehalen, wéi op d'Qualitéit vun hire Kandidaten, ob Mann oder Fra, ze uechten.

Une voix.- Très bien.

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Wat bréngt et nämlech, wa Leit op enger Lëscht sinn an awer net am Häerz dobäi si fir guttwëllend matzeschaffen. D'CSV-Fraktioun, wéi iwwregens och d'Regierung, ass der Meenung, dass den aktuellen Artikel 15 am Gemengegesetz net soll ëmgeännert ginn. Duerch dësen Artikel hunn d'Gemenge jo schonns d'Méiglechkeet konsultativ Kommissiounen ze schafen a mat Leit ze besetzen, ob Männer oder Fraen, déi hirer Meenung no déi néideg Qualitéiten hunn, fir si an hirer Gemengenaarbecht ze ënnerstëtzen. D'Obligatioun paritär Lëschte fir d'Besetzung vun de konsultative Kommissiounen opzestellen, féiert eiser Meenung no net dozou, dass sech doduerch méi Fraen aktiv an der Gemengepolitik géifen engagéieren.

Här President, den zweeten Deel vun der Proposition de loi gesäit vir, dass an all Gemeng am Land eng Commission consultative à l'égalité des chances entre hommes et femmes muss geschafe ginn. Och wa mir d'Wichtegkeet vun esou enger Kommissioun ënnersträichen, sou stellt d'CSV-Fraktioun sech awer d'Fro, firwat si obligatoresch an all Gemeng misst agefouert ginn.

Haut schonn hu Gemengen duerch den Artikel 15 d'Méiglechkeet eng Commission à l'égalité des chances an hire Gemengen anzesetzen. Deene leschten Zuelen no hu 40 Gemengen hei am Land schonn eng Commission à l'égalité des chances. De Fait, dass mir géint eng obligatoresch Ariichtung vun esou enger Kommissioun an all Gemeng si berout dorobber, dass virun allem an deene klenge Gemengen ee seriöe Risque kéint bestoen, dass dës Kommissioun zu enger Alibikommissioun verkënnt, déi nëmmen um Pabeier existéiert an a Wierklechkeet net fonctionnéiert.

D'Kommissioun huet sech majoritairement géint d'Iddi vun der obligatorescher Schafung vun enger Commission à l'égalité des chances ausgeschwat an ass der Meenung, dass een ëmmer iwwert de Wee vun enger volontaristescher Politik an der Gemeng méi eng grouss Bedeelegung vu Mann a Fra an der Gemengepolitik kann erreechen.

Bei mir zum Beispill an der Gemeng hu mir 13 Kommissiounen, a wann ech do d'Moyenne kucken, da sinn do 43% vun de Memberen an eise Kommissioune Frae. An a menger Gemeng selwer schaffen 68% Fraen, dat heescht, dat ass also vill méi een héijen Undeel wéi Männer a souguer ab deem nächste Joer iwwerhëlt eng Fra de Poste vum Secrétaire communal an eiser Gemeng. Do wou ee Wëllen ass, do ass e Wee, a wou e Wee ass, do fanne mir interesséiert Leit, déi sech eben an de Kommissiounen, respektiv och an der Gemeng engagéieren.

Ech si mir awer bewosst, datt et a ville Gemengen uechtert d'Land, wat d'Bedeelegung vu Fraen an der Gemengepolitik ugeet, net esou roseg ausgesäit wéi a menger Gemeng.

Dofir ass et wichteg, dass och weiderhi sensibiliséiert an informéiert gëtt, firwat an aus wéi enge Grënn, zum Beispill d'Schafe vun enger Commission à l'égalité des chances wichteg ass, an op wéi eng Aart a Weis een e besseren Equiliber tëschent Mann a Fra an deene verschiddene konsultative Kommissioune kann erreechen.

An dëser Hisiicht ass och eppes Konkretes um Terrain geschitt, an zwar de leschten Dënschdeg hu mir an eiser Gemeng eng Lettre circulaire kritt, déi ënnerschriwwe war vun eiser Familljeministesch, vum Innenminister a vum President vum Syvicol, deen heibanne sëtzt.

Plusieurs voix.- Ah!

Mme Marie-Josée Frank *(CSV).*- Do hunn d'Gemengen eng Circulaire kritt an aus där Circulaire geet ervir, d'Gemengen ze sensibiliéieren fir eng Commission à l'égalité des chances entre hommes et femmes ze schafen. All politesch Entscheedung huet iergendwéi Influenz op Mann oder Fra, dofir kann eng Politique d'égalité des femmes et des hommes op kommunalem Niveau aktiv dozou bäidroen, dass déi verschidden Diskriminatiounen tëschent de Geschlechter ofhuelen an dass et zu enger méi gerechter Gesellschaftsform kënnt. D'Buergermeeschteren, déi och dës Note un all déi Kandidate solle weiderginn, déi an deenen nächste Gemengewahle wëlle kandidéieren, sollen sech mat dëser Circulaire beschäftegen.

D'Gemengen, déi bereet sinn sech fir eng besser Gläichberechtegung vu Mann a Fra an hirer Gemeng anzesetzen an op ënnerschiddlech Besoine vun deenen zwee Geschlechter anzegoen, kréie Pisten opgezeechent wéi si dës Erausfuerderunge meeschtere kënnen. Et gëtt gewise wéi eng Instrumenter de Gemengen zur Verfügung kënne gestallt ginn, wa si d'Politique à l'égalité des hommes et femmes um lokale Plang wëllen ëmsetzen.

D'Schafung vun enger Commission consultative à l'égalité des chances oder d'Kreatioun vun engem Service à l'égalité des femmes et des hommes sinn och e puer Instrumenter op déi d'Gemenge kënnen zréckgräifen.

An ech kéint mir do zum Beispill virstellen, datt een a méi klenge Gemenge vun der Communauté des communes kéint profitéieren a sech esou ee Service kéint organiséieren. Bei där Circulaire handelt et sech souzesoen ëm eng Gebrauchsanweisung, wou d'Gemenge berode ginn awer net forcéiert ginn, wéi een d'Iddi vum Gender mainstreaming um Gemengenniveau kann aféieren an ëmsetzen.

Här President, d'Gemengen encouragéieren a si net zwéngen, dat ass de Wee dee mir musse goen, wa mir zu enger méi grousser Participatioun vu Mann a Fra an der kommunaler Politik solle kommen. Dëst Zil kënne mir nëmmen erreechen duerch eng geziilte Sensibilisatioun an eise Gemengen a wa mir hinne bei der Ëmsetzung mat Rot an Hëllef zur Säit stinn.

Fraen, déi an der Politik sinn, sollen och ee Beispill si fir d'Fraen ze sen-

sibiliséieren an hinne Goût ze maache fir sech politesch ze engagéieren. Well eng Politik, déi vu Fraen a vu Männer gemaach gëtt ass einfach anescht, well Frae ganz oft aner Prioritéite setzen, wéi zum Beispill den Accueil parascolaire an de Gemengen - nëmme fir ee Beispill ze zitéieren.

Här President, de Wee, deen d'Proposition de loi virzeechent, ass menger Meenung no de falsche Wee, well een d'Gemeng obligéiert d'Iddi vun der Chancëgläichheet ëmzesetzen. Dofir an aus deene Grënn, déi ech elo genannt hunn, ass eis CSV-Fraktioun net fir dës Proposition de loi.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Frank. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Henri Grethen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, fir d'éischt wollt ech der Rapportrice Merci soe fir dee Rapport, dee si hei presentéiert huet, dee komplett war, deen neutral war, an et war jo sécherlech net ee liichten Exercice, well si op där enger Säit eng Proposition de loi vun enger Kolleegin ze verteidegen hat, op där anerer Säit awer huet missen hei den Avis majoritaire erëmginn.

An deem Zesummenhang, Här President, géif ech och der Ministesch fir d'Égalité des chances - oder wéi och ëmmer een dat elo soll nennen - mol d'Suggestioun maachen, dass mir wat d'Franséisch ugeet eis eens maache wéi mir dat dann elo maachen. Well d'Académie française, déi hei zitéiert ginn ass, déi ass nach ëmmer der Meenung, ob Mann oder Fra, et wier een ëmmer Rapporteur vun engem Projet oder vun enger Proposition de loi.

(Interruptions)

Elo gëtt et awer och Leit, déi méi progressiv soi-disant sinn, an déi da fir Dammen déi Fonctioun féminiséiere wëllen. Do gëtt et déi eng, déi nennen se Rapportrice, dat geet bei engem Rapporteur nach gutt, bei enger Trainerin ass dat schonn e bësse méi komplizéiert.

Mä, Här President, et gëtt och, besonnesch bei eise walounesche Frënn - an ech kommen nach heihinner, Här President, ënnert dem Afloss vun där leschter, vun der 31. Assemblée générale vun der Assemblée parlementaire vun der Francophonie -, wou och de weiblechen Term fir Rapporteur gebraucht gëtt, an do ass et net Rapportrice, mä et ass Rapporteure mat engem „e" hannen um Enn. Sou dass een och vläicht eng Kéier hei zu Lëtzebuerg kéint eenheetlech, wéi soll ech soen, kucke wéi een dat Wuert da soll am franséische Sproochgebrauch benotzen - mä dat nëmmen a Klammeren, fir dorun ze erënneren, Här President, dass elo d'lescht Woch déi wichteg Assemblée vun der Francophonie war.

An dann, Här President, hate mir jo leschte Sonndeg dee Referendum mat all deem, wat sech do ofgespillt huet ronderëm a während deem Referendum, an ech wëll emol hei op dëser Tribün ënnersträichen, dass ouni Europa mir nach laang net esou wäit wieren an dem Mouvement fir gläich Chancen zwësche Männer a Fraen net nëmmen an der Politik, mä iwwerhaapt am deegleche Liewen ze erreechen. Et ass haaptsächlech duerch déi Mesuren, déi um europäesche Plang initiéiert gi sinn, déi Mesures antidiscriminatoires, dass mer haut schonn déi Fortschrëtter par rapport zur Vergaangenheet gemaach hunn, déi mer kennen.

Här President,…

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Et ass och haaptsächlech duerch d'Fraen, dass mer e „oui" kritt hunn am Referendum. 60% vun de Frae waren dofir.

Une voix.- Virop zu Schëffleng.

Mme Nancy Arendt *(CSV)*.- Och zu Schëffleng.

(Interruptions diverses)

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, während den Debatten iwwert de Referendum huet ee sech heiansdo gefrot, ob een als Liberale misst an Deckung goen. Well de Liberalissem ass permanent verdaamt ginn, an et ass haaptsächlech och vun Neoliberalissem geschwat ginn. Wann ee mol eng Kéier dat Wuert Neoliberalissem auserneen hëlt, dann heescht et net méi an net manner wéi neie Liberalissem. Dobäi gëtt et fir mech keen neien a keen ale Liberalissem.

Et gëtt einfach nëmmen am politesche Mouvement de Liberalissem, deen eigentlech soss ëmmer als Wuert positiv besat ass. Wann an der kathoulescher Kierch zum Beispill d'Leit e bësse méi oppe ginn, da seet een, si gi méi liberal. Wann ee vun engem seet, dass en net méi esou engstireg ass, da gëtt gesot, e wier liberal.

Duerfir, Här President, fannen ech, dass een och an dëser Debatt soll un d'Valeure vum Liberalissem erënneren, an déi grouss Prinzipië sinn déi vun der Egalitéit, vun der Fräiheet a vun der Bridderlechkeet, an d'Egalitéit ass an dëser Debatt e ganz wichtegen Aspekt. Mä Egalitéit, Gläichheet, dat heescht gläich Chancen. Dat heescht awer net Gläichmaacherei!

An ech hunn heiansdo d'Impressioun, Här President, dass ënnert dem Deckmantel vun der Gläichheet oder vun der Egalitéit an der Chancëgläichheet och versicht gëtt, Gläichmaacherei ze maachen.

Här President, ech huelen elo e bëssen en absurd Beispill, mä dat awer fir d'Frae schwätzt: Am Premièresexamen dëst Joer, mä och déi Jore virdrun, hunn d'Meedercher wesentlech besser ofgeschnidde wéi d'Jongen. Et géif jo keen op de Gedanke kommen, fir ze soen am Premièresexamen dierften nëmmen esou vill Jongen duerchkomme wéi Meedercher, sou vill Meedercher wéi Jongen. Dat wier jo absolut absurd. Hei geet et einfach nëmmen dorëms: Jiddfereen, deen d'Chance huet an e Lycée ze goen, Lycée technique oder Lycée classique, dee sech dem Premièresexame stellt, jiddferee soll déiselwecht Chance hunn, déiselwecht Ausgangskonditiounen, et que le meilleur gagne. Och an der Politik.

Mä ech weess, dass d'Rahmebedingunge fir Politik ze maachen, fir sech öffentlech ze engagéieren, fir déi Zäit opzebréngen, dass dat fir d'Männer vill méi einfach ass haut an eiser Gesellschaft och nach trotz allen Efforten, déi gemaach gi sinn, vill méi einfach ass wéi fir d'Fraen.

Mir mussen also dru schaffen alleguer gemeinsam, dass d'Fraen déi Rahmebedingunge kréien, déi se brauche fir sech enger politescher Aktivitéit ze consacréieren. Dat kréie mer net duerch Gesetzer gemaach. Dat kréie mer net doduerch hiergestallt, dass mer soen, et muss elo per Gesetz esou gemaach ginn. Dat bréngt mer nëmme fäerdeg alleguer zesummen, wa mer wierklech déi Konditioune schafen, déi de Fraen et erlabe sech an der Politik ze engagéieren.

Meng Virriednerin huet gesot, Frae bréngen e wichtegen Apport an d'Debatten eran. Ech gesinn, dass et net nëmmen oft méi ziviliséiert hiergeet, wat méi Dammen am Raum sinn, mä awer och dass eng aner Sensibilitéit a ganz oft eng manner grouss Aggressivitéit an den Debatten ass, ob dat intern an der Partei ass oder och no baussen.

Dofir ass meng Partei, ass d'Demokratesch Partei e resolute Verfechter vu méi Engagement vun de Fraen an der Politik. An dat hu mer jo och bewisen: Mir hate schonn e puer Mol eng Fra, déi Presidentin vun eiser Partei war. Bei eis an der Partei kënne Fraen déi héchste Fonctiounen, an der Partei an och am Stat oder an de Gemenge bekleeden, mä dat ëmmer an engem Esprit vu Gläichheet mat hire männleche Kolleegen an och Konkurrenten.

Duerfir, Här President, war ech och frou, dass d'Kommissioun an hirer Majoritéit déi Proposition de loi hei ofgelehnt huet, och wa sympathesch Elementer do dra sinn. Dës Regierung wéi déi viregt Regierung huet op deem Wee scho villes gemaach an et bleift nach en Deel vum Wee ze maachen, dee solle mer zesumme maachen an duerch e konsequenten Engagement nach méi sensibiliséiere fir d'politesch Aufgaben, fir de politeschen Engagement. Ech mengen, dass mer dann ouni Zwang dat erreechen, wat an dëser Proposition de loi, déi net ugeholl gëtt, soll mat Zwangsmesuren erreecht ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Nächst Riednerin ass déi honorabel Madame Dall'Agnol. Madame Dall'Agnol, Dir hutt d'Wuert.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Minister, Dir Dammen an Dir Hären, well déi Proposition de loi mer eigentlech op den éischte Bléck éischter sympathesch war, hunn ech du probéiert de Pour an de Contre dach e bësse méi genau ënnert d'Lupp ze huelen. An als Gemengepolitikerin an awer och als Presidentin vun enger Fraenorganisatioun, mécht ee jo am Laf vun der Zäit verschidden Erfahrungen, där gudder mä awer och där schlechter. An och déi hunn ech da probéiert a meng Iwwerleeunge mat eranzebréngen.

Ech kann aus Zäitgrënn, Här President, hei awer elo leider nëmmen e puer vun deenen Iwwerleeungen ufëieren, déi mech dann awer op den zweete Bléck dozou bruecht hunn, déi Proposition de loi, esou sympathesch se mer op den éischte Bléck dann awer och war, ofzelehnen.

Eng éischt Iwwerleeung zu den obligatoresche Gläichstellungskommissiounen. Solle mer net higoen an d'Fraen eigentlech nach méi verstäerkt wéi bis elo encouragéieren an net forcéieren iwwerall matzeschaffen? A solle mer dann net kucken, datt eben an alle Kommissiounen interesséiert Fraen erëmzefanne sinn? A wa mer dat wëllen, da mengen ech ass fir jiddfer Eenzelne vun eis no den nächste Gemengewahlen eben den Zäitpunkt do, fir ze kucken a senger eegener Gemeng genuch gutt an interesséiert Fraen an d'Kommissiounen eranzekréien.

Wat dann awer elo d'fräiwëlleg Aféiere vun esou enger Gläichstellungskommissioun ubelaangt, géing ech dann awer och de Wee ënnerstëtzen, deen d'Madame Minister zesumme mam Innenminister a mam Syvicol gaangen ass, nämlech emol fir Informatioun, via eng Circulaire an de Gemengen, ze suergen.

Ech mengen, datt een déi Leit emol muss dozou bréngen, datt se iwwerhaapt de Sënn an den Zweck vun der Gläichstellung verënnerlechen, well och dat ass leider nach ëmmer net op alle Plazen an de Gemengen de Fall. Ech sinn awer net mat allem eens, wat soll de But vun där Circulaire sinn a wat an deem Zesummenhang och an der Press stoung.

Ech mengen, datt et illusoresch ass eng Gläichstellungsdelegéiert an déi verschidde Kommissiounen ze schécken, well wann ee weess, wéi vill Kommissiounen tagen, da sinn ech iwwerzeegt, datt déi dat eleng guer net géing fäerdeg brénge.

An der Circulaire steet, datt eng Gläichstellungskommissioun eng Analyse comparative vun der Situatioun vun de Fraen a Männer aus hirer respektiver Gemeng soll maachen. Aus Erfahrung weess ech awer, datt dat a gréissere Gemengen net vun enger Kommissioun ze realiséieren ass. Well wien huet Zougang, éischtens emol zu deenen Donnéeën? Wie verschafft déi Donnéeën? A wéini verschafft en se? Dat ka menger Meenung no nëmmen eng Persoun sinn, déi vun de Gemengenautoritéiten autoriséiert ginn ass an och agestallt ginn ass, a schlussendlech och den Optrag krut fir esou eng Etüd ze maachen, an net ee bénévolë Member aus enger Kommissioun, dee weder d'Kompetenzen huet nach Zäit fir esou eppes ze maachen.

Eng Kommissioun kann à la rigueur, an dat och nëmme wa se gutt besat ass, Richtungen uginn. Mä fir ze gleewen, datt se kann Analysë maachen an och nach Projeten ausschaffen, dat ass, Här President, an dat wëssen all déi Leit, déi schonn an esou enger Kommissioun getaagt hunn, eng Illusioun.

Iwwregens ass déi Proposition de loi an engem gewëssene Sënn vill ze vill bescheiden, an ech erkläre mech: Frae stellen ëmmerhin hei zu Lëtzebuerg méi wéi d'Halschent vun der Populatioun, also firwat sollen se sech eigentlech mat esou wéineg wéi enger konsultativer Kommissioun, also enger Kommissioun, wou een zwar däerf diskutéieren an och soll Pisten opzeechnen, mä wou awer kee Mënsch deem muss Rechnung droen, zefridde ginn.

Bei allem Respekt, Här President, mä esou bescheide sinn ech perséinlech dann awer net.

Une voix.- Dat wonnert een och net.

(Hilarité)

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Kéint Dir, Här President, lech eng Gemeng virstellen, déi zwar eng Bauten- an eng Verkéierskommissioun hätt, mä wou awer kee Fonctionnaire sech géing ëm de Suivi këmmeren?

(Mme Lydie Err prend la Présidence)

Madame Presidentin, kënnt Dir lech am Eescht hautdësdags eng Gemeng virstellen, wou kee professionell op den Themen Ëmwelt an Nohaltegkeet géing schaffen?

Abee, ech net. Mä ech kennen awer vill Gemengen, wou kee fir d'Gläichstellung zoustänneg ass a wou och keen dofir d'Kompetenzen, respektiv d'Ausbildung huet.

Sou wéi awer zënter Jore kee méi d'Daseinsberechtegung vun engem Service technique a Fro stellt, sou däerft eigentlech och e Gläichstellungsservice keen Tabuthema fir e Schäfferot sinn. Well menger Meenung no gëtt d'Gläichstellung am Schäfferot realiséiert, oder awer och net. A wann de Schäfferot bereet ass Geld an Aarbecht heiran ze investéieren, da kënnt och eppes Konkretes dobäi eraus.

Wann awer de politesche Wëlle feelt, da kann och déi beschte Kommissioun oder dee beschte Service näischt opweisen. An hei soll och mol ugesat ginn, well ech sinn iwwerzeegt dovunner, datt et Buergermeeschterinnen a Buergermeeschtere gëtt, déi gäre géingen e Service à l'Égalité des chances entre femmes et hommes aféieren, mä déi der Meenung sinn, zu Recht oder och zu Onrecht, se kéinte sech dee vläicht net leeschten.

An hei, mengen ech och, läit den Hues am Peffer. Kommt mir kucken, datt se sech e kënne leeschten an noer Zukunft, a kommt mir kucke verschidde Modeller auszeschaffen, déi mer dann de Gemengeresponsabele presentéieren, wéi zum Beispill e puer Gemengen zesumme kéinte schaffen. A kommt mir kucken, wéi mer esou Gemengen da logistesch an och finanziell besser kéinten ënnerstëtzen.

Ech wëllt dann hei och nach eng Kéier kloerstellen, datt et sech an dëser Proposition de loi, entgéint deem, wat ech och déi lescht Wochen hu missen an der Press liesen, net ëm d'obligatorescht Aféiere vu Servicer handelt, mä ëm konsultativ Kommissiounen, an dat ass dann awer trotzdeem fir mech e wesentlechen Ënnerscheed.

Zum Schluss, mengen ech, wier et awer och nach wichteg d'Realitéiten um Terrain vun alle Kommissiounen ze kucken. No de Chifferen, déi de Mouvement écologique an enger rezenter Etüd veröffentlecht huet, hu 40% vun deene Gefrotenen - a 40% ass jo awer keng Quantité négligeable - gesot, datt d'Kommissiounen hirer Meenung no eigentlech guer net méi zäitgemäss sinn. Gefrot goufe bei där Etüd mam Titel „Gemeindepolitisches Engagement fördern", 304 Membere vu Gemengeréit; eng fir eist Land also ganz representativ Zuel.

Mech perséinlech huet deen héijen Taux do eigentlech guer net iwwerrascht, well ech d'Chance hat d'Kommissiounen aus dräi Vuë kennen ze léieren, nämlech als Member, als Sekretärin, mä awer och als Presidentin, an datt ech och op d'Limiten an op d'Contraintë vun esou Kommissioune selwer scho gestouss sinn. Duerfir mengen ech misste mer eis fir d'éischt emol Gedanke maachen iwwert déi bestehend Kommissiounen, ier mer géingen anerer obligatoresch dobäi fuerderen.

Ech si perséinlech ganz gäre bereet heibäi matzehëllefen, mä aus deene Grënn, déi ech elo opgefouert hunn, ka meng Fraktioun dës Proposition de loi net ënnerstëtzen.

Ech wëll awer trotzdeem - Här Grethen, wéi ass et, Rapportrice? - der Rapportrice da Merci soe fir hir Aarbecht an ech géif lech dann alleguerten och Merci soe fir Är Opmierksamkeet.

Merci.

Mme le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Den nächsten a leschte Riedner...

(Interruptions)

Entschëllegt, ech hu geduecht, dat wier en double emploi. Madame Loschetter, Dir hutt d'Wuert nach eng Kéier; dës Kéier dann als Spriecherin vun Ärer Partei.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Dat nennt een eng duebel Belaaschtung, Madame Presidentin.

Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, well ech elo schlecht kann der Rapportrice fir hire mëndlechen a schréftleche Rapport félicitéieren, wëll ech dofir awer dem Dagmar Reuter-Angelsberg, gréng Deputéiert am Joer 2003-2004, félicitéiere fir hir excellent Proposition de loi, déi si hei an dësem Haus déposéiert huet.

Pour la petite histoire, géif ech gär am Ufank beschreiwen, datt e bëssen Onrou an d'Couloire vun der Chamber komm war, wéi op eemol dës Proposition de loi um Ordre du jour vun der zoustänneger Kommissioun war. An zwar aus engem symptomatesche Grond.

Well all Fra an all Mann hei an der Chamber, Madame Presidentin, all Fra an all Mann an der Regierung soen an der Öffentlechkeet, datt et wichteg, richteg an noutwendeg ass, datt d'Politik eng besser, souguer eng paritéitesch Représentatioun tëscht Fraen a Männer ustrieft. An déiselwecht Leit soen och alleguerten, datt et schued ass, datt bei deene leschten dräi Nationalwahlen de Pourcentage vun de gewielte Frae bei 20% stagnéiert. An dass et och schued ass, datt trotz Sensibiliséierungscampagnë bei deene leschte Gemengewahlen d'Zuel vun de gewielte Frae vun 10 op 15% eropgeklommen ass.

Wann awer Tacheles geschwat gëtt a konkret verbindlech Moossname proposéiert ginn, esou wéi der an all Séance plénière op allen aneren Domäner hei an der Politik an dësem Haus gestëmmt ginn, wann et awer ëm d'Thema geet Chancëgläichheet tëschent Männer a Fraen, da gi vill Leit nervös an der Politik. Well da geet et drëms, vu schéine Sonndesrieden op konkret pragmatesch Förderung eriwwerzegoen.

Wa mir all sechs Joer, mat Hëllef vun de wichtegen an noutwendege Sensibilisatiounscampagnen, de Pourcentage vun de gewielte Fraen an de Gemengen ëm 5% erhéijen, dann dauert et bis d'Gemengewahle vum Joer 2041, bis mir d'Paritéit um Gemengenniveau erreecht hunn. Dofir, a wa mer eis jo eens sinn iwwert d'Objektiver, déi ze erreeche sinn, huet déi gréng Fraktioun am November 2003 eng Proposition de loi an deem Sënn agereecht.

Madame Presidentin, et ass näischt Revolutionäres. Och déi Gréng hunn et verstanen, datt bei sensibelen Themen et besser ass, d'Politik vun deene klenge Schrëtt ze proposéieren.

An dëser Proposition de loi geet et drëms 1. eng Chancëgläichheetskommissioun ënner verschidde Bedingungen, déi per Règlement grand-ducal festgeluecht ginn, als véiert obligatoresch Gemengekommissioun anzeféieren, an 2. all Partei oder Gruppement an engem Gemengerot dozou ze féieren, och Fraen, an zwar esou vill Frae wéi Männer, ze proposéiere fir an d'Kommissiounen.

Dëst sinn zwou konkret Moossnamen, déi op deem Niveau vun der Politik, wou een am noosten ass bei der Alldagsgestaltung, dat sinn zwou Mesuren, déi sech am beschten eegne fir Fraen, iwwregens och fir Männer, fir d'Politik ze motivéieren.

Déi meescht Politiker, männlech a weiblech, fänken iwwregens an der Gemengepolitik un. Déi meeschte Frae sinn och an der Chancëgläichheetskommissioun erëmzefannen. Dofir sinn d'Chancëgläichheetskommissiounen e wichtegt Instrument, fir engersäits d'Fraen ze förderen an der Politik, an anerersäits Fraepolitik a Chancëgläichheetspolitik an de Gemengen ze förderen. Déi zwou Saachen zesummen droe wesentlech zu enger besserer Ëmsetzung vu fraen- a chancëgläichheetssensibeler Politik bäi.

De Chancëgläichheetsministère souwuel wéi de Conseil national des Femmes ënnerstëtzen dës Chancëgläichheetskommissiounen op ville verschiddene Punkten an assuréieren och nach eng kontinuéierlech Formatioun. Regelméissegen Austausch, Echange vu „best practices", Aktivitéiten a Projete bréngen eng interessant an eng wäertvoll Dynamik an d'Gemengepolitik.

Haut schwätze mer zum Beispill vun „gender mainstreaming", „gender budgeting", „gender"-sensibel Approche bei der Ausschaffung vun neie PAGen, „gender"-sensibel Ausbildung fir d'Personal um Gemengenniveau.

Eng zweet petite histoire ass déi, datt de Fait, datt mer géinge geschwënn iwwert dës Proposition de loi hei an der Chamber debattéieren, dës Regierung drun erënnert huet, datt si an hirer Prise de position erklärt hat, eng Circulaire erauszeginn.

Viru genau enger Woch ass dunn, mat engem zimlech grousse medialen Opwand - d'Pressekonferenz vun zwee Ministeren a vum President vum Syvicvol -, dës Circulaire erauskomm. An ech wëll hei soen, datt déi gréng Fraktioun dëst ausdrécklech begréisst. Éischtens de medialen Opwand, esou wéi och den Inhalt am grousse Ganze vun dëser Circulaire.

Well all Visualisatioun vun der Chancëgläichheetspolitik ass eng politesch Aktioun en faveur vu méi Gläichheet tëschent Fraen a Männer, an dofir war et eiser Fraktioun och esou wichteg, dass dës Proposition de loi hei an der Chamber debattéiert gëtt, virun de Gemengewahlen am Oktober.

Well e Rapport presentéieren an an enger Chambersdebatt iwwert d'Gläichheet tëschent Fraen a Männer schwätzen, ass eng Sensibilisatiounsaarbecht. Ob et awer duergeet, an ech zitéieren den Innenminister bei senger Pressekonferenz, „de Gemengen eng gewëssse Paritéit, zum Beispill 40% Fraen ze suggéréieren", woe mir ze bezweifelen. An all déi, déi schonns eng Zäitche mat Gläichheet tëschent Fraen a Männer sech hu missen ausenaner setzen, missten eigentlech éierlech sinn an och Zweifelen hunn, eis Chancëgläichheetsministesch eigentlech un éischter Stell. Si an hir Partei si schonns zur Konklusioun komm, datt ouni eng gewëssse verbindlech Paritéit, nämlech en Drëttel Fraen, et net méi méiglech ass d'Fraeförderung éierlech ze promouvéieren.

Obwuel, ech wëll bemierken, datt et eigentlech just eng eenzeg Paritéit gëtt, den Numm seet et, 50/50, mengen ech, fir eben an der Politik vun de klenge Schrëtt ze bleiwen, datt d'Sensibiliséierung eleng net méi duergeet. A méi adequat wier et, an et wier och elo dee richtege Moment fir unzefänke mat contraignantë Mesuren, esou wéi eng etlech aner Länner dëst schonns längst erkannt hunn.

Mir musse jo net ëmmer an alle progressistesche Politiken, déi eist 21. Jorhonnert definéieren, d'Lanterne rouge sinn! Finnland huet säit 1995 e Gesetz wat eng minimal Quot vu 40% an alle lokalen an nationale Gremien imposéiert. Schweden huet säit 1987 eng progressiv Quot agefouert, dëst waren 30% fir 1992, 40% fir 1995 an d'Paritéit am Joer 1998. An effektiv, Schweden huet haut eng paritéitesch politesch Representatioun, an et geet de Schwedinnen an de Schwede ganz gutt dobäi. Eis belsch Noperen hunn 1998 per Gesetz eng Zweedrëttel-Quot an all hire Conseils consultatifs et provinciaux agefouert.

Mme Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, de Wëssenszoustand, dee mir hunn iwwer Statistiken, Etüden an Analysë vun der Situatioun tëschent Männer a Fraen an der Politik, déi zahlräich Engagementer, déi eis Regierung ënnerschriwwen an och ratifizéiert huet, déi Motiounen a Resolutiounen, déi schonns adoptéiert gi sinn, fir d'Chancëgläichheet tëschent Männer a Fraen ze förderen, déi verschidde Wahlprogrammer vu verschidde Parteien, fir e besseren Equiliber tëschent Fraen a Männer wëllen hierzestellen, an zu gudder Lescht och déi Suen, déi a Fraeförderungsprogrammer gefloss sinn, erlaben et net méi, datt mir weider zefridde si mat Sensibiliséierungscampagnen an Explikatiounscampagnen. Mir mussen, esou wéi an deenen aneren europäesche Länner, op eng nächst Mesure iwwergräifen, eng legislativ Mesure.

Mir sinn a ville Fraepolitiken hannen op der Lëscht, souguer ganz hannen op der Lëscht, wéi, ech zitéieren der just e puer, de Pourcentage vun de Fraen, déi schaffe ginn, de Pourcentage vun de Fraen, déi a Führungspositioune sinn, de gläiche Salaire fir déi gläich Aarbecht, d'Zuel vun de Structures d'accueil, d'Fiscalitéit an d'Rente vun de Fraen. Do gëtt et eng kloer Korrelatioun tëschent dëse politeschen Defiziter fir d'Fraen an der Unzuel vun de Fraen an der Politik. All dës Déséquilibrë kënne wahrscheinlech nëmme geännert ginn, wa mir fir d'éischt méi Fraen an d'Politik kréien. Well si si ganz einfach déi, déi dovunner concernéiert sinn, Dag fir Dag.

De Wee iwwert d'Gemengepolitik, Gemengekommissiounen, ass deen éischte Wee, deen nooste Wee, fir Frae fir politesch Aarbecht ze sensibiliséieren. Dës Sensibiliséierung muss haut duerch legislativ Mesurë gestäerkt ginn, well de gudde Wëllen eleng geet einfach net méi duer.

An zum Schluss wëll ech lech vläicht nach dat wichtegst Argument ginn, firwat et eis Aufgab heibannen ass, mat legislative Mesuren d'Presenz vun de Fraen an der Politik ze förderen an eng Gläichheet tëschent Mann a Fra ze realiséieren. Et gëtt 51% Fraen an eiser Gesellschaft, et gëtt der 15% um Niveau vun der Gemengepolitik, dat ass en Ecart vu 36%. Et ass schlicht eng Saach vu Basisdemokratie, an et ass un der Politik fir déi noutwendeg Mesuren ze schafen, fir eng gerecht Representatioun hierzestellen.

Dës Proposition de loi ass en éischte klenge Schrëtt an dës Richtung, an dofir invitéieren ech lech am Numm vu menger Fraktioun, dëser Proposition de loi Suite ze ginn, a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

Mme le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Jaerling. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions diverses)

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Madame President,…

Mme le Président.- Wann en d'Wuert hätt.

Une voix.- Schhhhhh!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Madame President,…

(Hilarité)

Une voix.- Wann Der d'Wuert kritt, Madame Presidentin!

Une autre voix.- Schhhhhh!

Mme le Président.- Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- …no deenen engagéierte Virträg hei vun de Fraevertriederinnen, déi absolut ze respektéiere sinn, a wou mir och ganz kloer all Frae respektéieren, déi sech fir hir Rechter asetzen, däerf een awer an där ganzer Diskussioun eppes net vergiessen, an dat ass nach ëmmer d'fräi Wiel vun der Fra selwer. Ech géif awer mengen, dass emol un alleréischter Stell soll stoen, wat d'Fraen u sech selwer wëllen. Et ka jo net sinn, dass d'Politik ëmmer erëm, oder verschidde Politiken ëmmer erëm higinn a versichen, de Fraen eppes ze octroyéieren, wat si vläicht selwer guer net wëllen!

Une voix.- Bravo!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- An dofir wär et schonn emol net schlecht, bei allem Engagement fir d'Rechter vun de Fraen, och alt emol erëm eng Kéier hinzegoen a Politiken ze maachen, wou d'fräi Wiel vun der Fra selwer am Mëttelpunkt steet. D'fräi Wiel vun der Fra selwer, wéi si hiert Liewe wëllt organiséieren, d'fräi Wiel vun der Fra selwer, wéi si hir Famill wëllt organiséieren, an d'fräi Wiel vun der Fra selwer ob se wëllt schaffe goen oder net, an net einfach emol higoen, wéi Verschiddener et maachen, an de Fraen och nach e schlecht Gewëssen arieden, wa se net wëlle schaffe goen oder wa se wëllen doheem bleiwen, fir hir Kanner ze erzéien.

(Interruption)

Ech géif mengen, wann een iwwert d'Fraen diskutéiert an iwwert den Engagement vun de Fraen diskutéiert, egal wou si sech engagéieren, wier emol un alleréischter Stell d'fräi Wiel vun der Fra ze respektéieren! Dat misst eng Prioritéit hunn, an net iergendeng Politik oder iergendeng Ideologie, déi hei einfach soll duerchgebaatscht ginn.

Wat elo déi Kommissioun vun der Chancëgläichheet betrëfft, do kennt Der jo meng Astellung iwwert d'Chancëgläichheet. D'Chancëgläichheet ass net nëmmen d'Chancëgläichheet tëschent Mann a Fra. Chancëgläichheet brauche mer an alle Strukturen an eiser Gesellschaft, Chancëgläichheet brauche mer iwwerall. An et ass schonn, wéi den Här Grethen gesot huet, och ganz richteg, dass international Bewegungen sech effektiv agesat hu fir d'Rechter vun de Fraen, ier se hei a Lëtzebuerg komm sinn. Et ass och richteg, dass déi Bewegung hei a Lëtzebuerg muss weidergoen.

Mä et däerf een awer och eppes net vergiessen, dat ass, dass all Gesetz wat mer hei maachen, wat jo awer vun enger Majoritéit vu Männer hei an der Chamber gestëmmt gëtt, am Interessi vu jiddferengem ass, ass Chancëgläichheet fir jiddfereen, fir Mann a Fra.

An de Problem, dee mer hunn, dat ass net de Problem tëschent Mann a Fra, dat ass de Problem vun der Ëmsetzung an der Praxis. D'Ëmsetzen an der Praxis ass de Problem, dat ass dat wat net fonctionnéiert. Et ass och do wou mer den Hiewel mussen usetzen, dass mer déi Gesetzer, déi gutt Gesetzer, déi mer hei am Interessi vun der Fra stëmmen - an ech muss och emol soen, dass dat eent oder dat anert Gesetz souguer, wat mer hei am gudde Wëlle gestëmmt hunn, kontraproduktiv um Aarbechtsmaart ass fir d'Fra -, dass mer musse kucken, dass déi Gesetzer endlech emol an der Praxis ëmgesat ginn.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech ginn lech ee Beispill, an ech hunn lech dat och schonn an der Kommissioun gesot: Wann ech da gesinn, dass mer 2.000 Delegéierten an de Betriber hu fir Chancëgläichheet, an dass do 90% emol net wëssen, firwat dass se do sinn, ech mengen da wësse mer, wou mer den Hiewel mussen usetzen, dass déi Leit an de Betriber, do wou dat wat hei gestëmmt gëtt an der Praxis soll ëmgesat ginn, emol musse forméiert ginn, fir dass dat, wat de Gesetzgeber wëllt, och an der Praxis fonctionnéiert.

A genausou geet et mat där Kommissioun iwwert d'Chancëgläichheet an de Gemengen. Ech menge praktesch all Gemeng huet kee Problem domat, fir eng Kommissioun fir Chancëgläichheet anzesetzen. Mä déi Kommissioun, déi muss awer selwer, do muss awer d'Méiglechkeet bestoen, fir jiddferengem d'Fräiheet ze iwwerloossen, ob e sech wëllt an där Kommissioun engagéieren oder net, ob dat Mann oder Fra ass.

Et kann net sinn, dass elo einfach octroyéiert gëtt, dass gesot gëtt, elo musse Lëschten opgestallt ginn, déi paritéitesch sinn, an déi an d'Richtung vun enger Quoteregelung ginn. Ech mengen, dat Ondemokrateschst, wat et gëtt, ass eng Quoteregelung. Iergendwéi eppes ze forcéieren, wat am Fong déi Leit, déi et betrëfft, selwer iwwerhaapt net wëllen. Dat ass de Problem.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et gëtt souguer Gemengen, déi méi wäit gaange sinn, déi e Service à l'Égalité des chances kreéiert hunn, wat e ganz wichtege Service ass, wou da professionell Leit sech ëm de Problem këmmeren. Dat schéngt mir éischter d'Léisung ze sinn, de Gemengen dat ze suggéréieren an ze soen, gitt an d'Richtung vun engem Service à l'Égalité des chances. Mä dann awer e Service à l'Égalité des chances, dee sech net nëmmen ëm Fraen a Männer këmmert, mä sech ëm all Problemer vun der Ongläichheet këmmert, wéi zum Beispill och ëm déi Behënnert.

Dass dee sech dorëm këmmert, dass d'Gemengen emol endlech dee legale Prozentsaz vun de Behënnerte beschäftegen, wou se nach wäit hannendra sinn. Ëm déi Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, ëm déi Leit, déi exclus sinn. Ech mengen, dat ass Égalité des chances!

A wann ee schonn higeet a seet, mir hätte gär eng Commission à l'Égalité des chances, da musse mer awer all Problemer an der Ongläichheet mat do behandelen. Da muss dat eng Kommissioun sinn, déi awer effektiv dann och esou opgebaut ass an och déi néideg Aufgabe kritt, fir an déi Richtung ze goen. An dat ass dat, géif ech mengen, wat mir ënner Égalité des chances verstinn. Well, mir hunn d'Gesetzer gemaach, alleguerten am Interessi vun der Fra, déi gutt sinn, mä wéi nach eng Kéier gesot, déi musse mer kënnen an der Praxis ëmsetzen, an do, do läit de Problem.

Esou eng Kommissioun, wéi mir se hei einfach wëllen octroyéieren, an och dann nach wëllen octroyéieren, wien dann do däerf dran a wien net do dran däerf, ech mengen, dat kann net fonctionnéieren. An all Gemengekommissiounen, déi am gudde Glaf vun de Gemengepappen oder -mammen dohinner gesat ginn, dat si konsultativ Kommissiounen, déi d'Gemenge beroden. An och wa mer géifen eng gesetzlech Kommissioun hei schafen, esou wéi se hei steet, dann hätt se nach ëmmer nëmmen e konsultative Charakter, dat heescht, si wär ëmmer nach nëmmen do fir d'Gemengen ze beroden, se kënnt also net méi maache wéi eng aner Kommissioun.

Also schéngt et mer sënnlos ze sinn, hei elo iergendenger Kommissioun e gesetzleche Kader ze ginn, iwwer aner Kommissiounen ze setzen; sou wéi de Statsrot och a sengem Avis gesot huet, déi gradesou wichteg sinn, wéi Finanzkommissiounen oder wéi aner Kommissiounen. Dat heescht also, et huet kee Sënn hei enger Kommissioun e gesetzleche Kader ze ginn, déi net méi Pouvoir huet wéi all déi aner konsultativ Kommissiounen, dat heescht e konsultative Charakter.

(Interruption)

D'Auslännerkommissioun ass vum Gesetz hier festgeluecht. D'Mietkommissioun ass och vum Gesetz hier festgeluecht.

(Interruption)

Mä do ass awer net dra festgeluecht, dass esou vill Prozent Männer oder Frae mussen dra sinn.

(Interruptions)

M. le Président.- Ma da reizt och net ëmmer den Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- An der Auslännerkommissioun ass just eng Paritéit zwësche Lëtzebuerger an Auslänner an net zwësche Männer a Frae festgeluecht. Dat schéngt mer awer logesch ze sinn. Et ass awer net festgeluecht wéi vill Männer a Fraen, dass mussen do dra sinn. Dir kënnt awer net hei Äppel mat Bire vergläichen. Also, ech soen lech just,…

(Interruptions)

M. le Président.- Wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- …egal wéi et ass, d'Fraen oder d'Männer, egal ween et ass, musse fräi Wiel behalen, wat se wëlle maachen an a wat fir eng Richtung, dass et geet. Ech kann nëmmen un e Spréchwuert erënneren: „Et kann een e Kaméil bis bei d'Waasser féieren, mä drénke muss et selwer."

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien, excellent.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Jaerling. Dann huet nach d'Wuert d'Madame Minister Marie-Josée Jacobs. Madame Jacobs, Dir hutt d'Wuert.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing fir d'éischt wëllen der Madame Dagmar Reuter-Angelsberg Merci soen, déi sech zu hirer Zäit als Deputéiert hei déi Aarbecht gemaach huet fir eng Proposition de loi op den Instanzewee ze ginn, an och selbstverständlech mech de Félicitatiounen uschléisse fir de Rapport vun der Madame Loschetter, déi deen elo am Numm vun der grénger Fraktioun gemaach huet, an dann denken ech sécher och am Numm vun der Madame Reuter-Angelsberg.

Dës an déi viregt Regierung - den Här Grethen huet dat elo grad gesot - geet net op de Wee vun der obligatorescher Aféierung vun esou enger Kommissioun. Ech géing och wëllen hei ervirhiewen, den Här Grethen hat gefrot, wéi dat mat deene Féminisatioune vun den Nimm do wier, an ech géing mer eng Freed doraus maachen, dem Här Grethen e Guide zoukommen ze loossen, deen hei zu Lëtzebuerg erauskomm ass - ewell méi laang, et ass ewell déi zweet oder déi drëtt Oplag, déi besteet - a wou déi verschidden Nimm a Fonctiounen drastinn. Ech sinn awer och ganz frou, datt den Här Grethen, als Fraktiounschef vun der DP, an där Kommissioun do dran ass. Et ass och wichteg…

M. Henri Grethen *(DP)*.- Nëmme fir deen Aspekt.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Nëmme fir den Aspekt vun der Egalitéit zwësche Männer a Fraen.

Et ass wichteg, datt och Männer op deene Plazen do sinn an net nëmme Fraen, sou wéi ech och frou sinn, datt sou vill Kolleegen den Owend hei sinn, fir dëser Debatt bäizewunnen, dat ass alles den éischte Wee bei der Ënnerstëtzung vun de Fraen, fir dat dann alles fäerdeg ze kréien, wat mer eis wënschen.

Mir hunn de 5. Juli eng Circulaire virgestallt, déi mir, den Innenminister, de President vum Syvicol an ech selwer, de Gemenge geschéckt hunn - iwwregens och op Wonsch vun der Kommissioun - a wou och gefrot ginn ass, datt déi eenzel Buergermeeschteren deenen neie Kandidate sollen déi Circulaire zur Verfügung stellen.

Mir hunn domadder awer net ugefaangen. Ech wëll just soen, datt 1995 de Conseil national des Femmes - déi jo de Mëtten an der Chamber ware fir nach eng Kéier hir Revendicatiounen ze ënnersträichen am Kader vum drëtten europäesche Programm fir Chancëgläichheet vu Fraen a Männer a fir de Projet politique et communal à l'égalité des chances ze lancéieren - ënnerstëtzt ginn ass vum Ministère du Travail, vum Syvicol a vun deem nei geschafenen deemolege Ministère vun der Promotion féminine. Dat ass jo ëmmer eng Fro, ob een e Glas hallef voll oder hallef eidel gesäit.

Mir hate Succès an deene leschten zéng Joer, wann ech bedenken dass mer 2005 74 Chancëgläichheetsdelegéierten haten, 41 Kommissiounen an de Gemengen an och aacht Servicer an de Gemenge Beetebuerg, Suessem, Esch, Déifferdeng, Diddeleng a Schëffleng. An och zwee regional Servicer, déi am Kader vun dem Leader fonctionnéieren, eng Kéier d'Genderhaus zu Réiden an och eng Kéier de Mouvement pour l'égalité des femmes et des hommes am Osten. Ech hoffe just, datt déi Servicer och iwwert déi Leader-Programmer eraus bestoe bleiwen an net erëm verschwannen, wann eng Kéier déi Gelder do net méi vun Europa zur Verfügung stinn.

Selbstverständlech mussen déi Campagnen an Informatiounsversammlungen, déi d'Delegéierten ënnerstëtzen, och vum Conseil national des Femmes virugefouert ginn, wou semestriel, regional Réunioune gemaach ginn, wou Austausch vun Erfahrung a vu Wësse gemaach gëtt a wou och déi nei Delegéierten dohinner kënne kommen. An ech ginn awer gären zou, datt de Prozentsaz vun 10 op 15%, net terribel grouss war an ech géing wierklech hoffen, datt en dës Kéier vu 15 wéinstens op 30% géing eropgoe bei deenen nächste Gemengewahlen, ouni datt ech mer awer do allze vill Illusioune maachen.

De Conseil national des Femmes huet och e Réseau zwëschent deene professionelle Servicer an d'Liewe geruff, an zënter 1997 besteet fir de Service à la politique communale d'égalité des hommes et des femmes eng Konventioun zwëschent dem Ministère an dem Conseil national. Dës Servicer ginn de Gemengen technesch Hëllef beim Plange vun neie Strukturen an och vun Aktivitéiten, an ech denken och, datt si hëllefen, deen Gender mainstreaming och ëmzesetzen.

D'Regierung selwer hat de 27. Mee ugeholl, datt mer an all Ministère eng Genderkompetenzzell aféieren a mir wäerten och e Plan d'égalité fir Fraen a Männer hei an der Chamber virleeën, dee selbstverständlech och mat den ONGen an och mat dem Comité du travail féminin vervollstännegt gëtt.

Mir mussen 2006 erëm eng Kéier bei d'UNO goe fir eise fënnefte Rapport Seda virzestellen an ech géing wierklech en eindringlechen Appel un d'Chamber maache fir eis ze hëllefen, net nach eng Kéier mussen erklären ze goen, mir hätten nach ëmmer eis Verfassung net ëmgesat, wat Egalitéit zwëschent Männer a Frae géing ubelaangen an datt mer och beim Gesetz iwwert den Numm vun de Kanner kënnte soen, och dat hätte mer aus der Welt geschaf. Da géinge mer als Lëtzebuerger Land e bëssel chen e bessert Bild maachen, wéi datt ech fir d'drëtte Kéier dohinner kommen an erklären, mir maachen dat elo direkt an dat kënnt elo, an an zwee Joer steet erëm deeselwechten do a seet erëm eng Kéier, mir sinn net esou wäit, also ech wier lech ganz dankbar, wann Dir mech dobäi géingt ënnerstëtzen.

Une voix.- Mir ënnerstëtzen lech.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Merci villmools.

Fir awer op de Gemengenniveau zréckzekommen ass et och kloer, datt mat dem INAP - an duerfir ass et och gutt, datt de Minister vun der Fonction publique hei ass - genügend Formatiounen ugebuede ginn, och fir an de Gemengen den Gender mainstreaming als Aarbechtsmethod unzegesinn an och alle Fonctionnairen dat ze vermëttelen.

Une voix.- Dat gëtt schwiereg!

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Dat bedeit, datt mer kucke wéi d'Gesetzer an d'Reglementer sech auswierken op Männer an op Fraen, ob se sech d'selwecht auswierken oder aneschters auswierken, Projeten a Programmen ënnersichen op hir ënnerschiddlech Auswierkung op déi zwee Geschlechter, fir wann Differenzen do wieren deem dann do entgéintzewierken an och datt ee soll kucken an der Duerstellung an de Publikatiounen, datt een do och gesäit, wou d'Männer a wou d'Fraen do dra sinn.

Wichteg sinn awer selbstverständlech och d'Statistiken. An ech war eigentlech verwonnert, wéi dës Kéier d'Leit esou erstaunt waren, a gesot gouf, hei d'Meedercher hu besser ofgeschnidden am Premièresexamen.

Fir déi, déi sech ewell e bësse méi laang dorëm gekëmmert haten, war dat eigentlech keng grouss Neiegkeet,…

(Interruption)

…mä et ware mol Statistiken, déi doriwwer komm sinn an et ass awer heiansdo gutt, wann een dat dann och ka beleeën. An trotzdeem, datt d'Meedercher ewell méi laang besser Resultater hunn, Madame Brasseur, stelle mer awer fest, datt mer se an der Ekonomie awer nach ëmmer net op deenen héchste Plazen a genügendem Mooss virfannen. Esou datt mer denken, datt mer och do déi Efforten, déi mer gemaach hunn, och an Zukunft musse viruféieren.

Mir haten elo hei d'Diskussioun iwwert den Genderbudget, an ech mengen och dat ass deen, dee wahrscheinlech am schwéiersten ëmzesetzen ass, an och do si mer amgaangen ze kucke fir Coursen ze organiséieren, fir datt och d'Leit esou gutt beim Stat, wéi och an de Gemengen, wësse wéi se sech do mussen organiséieren an no wat se do musse kucken; an am Oktober/November ginn déi éischt Coursen doriwwer och ofgehalen.

D'Objektiver vun där Circulaire, déi mer geschéckt hunn, ware selbstverständlech d'Ëmsetze fir Chancëgläichheet a Gläichstellung vu Fraen a Männer, déi selbstverständlech net soll Gläichmaacherei sinn, Här Grethen, an Dir kennt mech gutt genuch fir ze wëssen, datt ech dee Leschte wier, deen d'selwecht wëllt si wéi…

(Interruption)

Ech weess dat, ech weess dat.

…ee Mann. Ma Dir hat gesot, Dir wiert géint d'Gläichmaacherei, ech si selbstverständlech och géint d'Gläichmaacherei, well mer géingen eis selwer ganz villes ewechhuelen, wa mer alleguerten d'selwecht wieren, also dat wëlle mer sécher net.

(Interruptions et hilarité)

Responsabilitéit awer selbstverständlech och op dem lokalen Niveau an do hunn och déi lokal Responsabel eng Aufgab ze maachen. Si stinn am enke Kontakt mat de Gemengen an der Populatioun a se hunn en direkten Afloss op dat alldeeglecht Liewe vun de Leit. Si schafen d'Rahmebedingunge fir ze bauen, fir d'Schoulen, d'Schoulweeër, de Schoultransport, mä awer och d'Veräinsliewen an d'Sécherheet.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif ëm e bëssen Opmierksamkeet bieden.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Si beaflossen d'Transportverbindungen, d'Schafe vu Servicer fir Kanner, Jugendlecher an och fir eeler Leit, an och do geet et dorëms fir ze kucken, ob déi richteg Auswierkungen esou gutt fir Frae wéi fir Männer do sinn. Männer a Frae ginn aneschters a sinn aneschters sozialiséiert. Si hunn aner Rollen. Si kréien och anerer vun eiser Gesellschaft zougeduecht. Trotzdeem gesi mer, datt dat awer och ëmmer erëm changéiert.

Wichteg ass, datt an der Gemeng selwer de Schäffen- an de Gemengerot an der Deklaratioun d'Chancëgläichheet zwësche Männer a Fraen aschreiwen. Dofir hu mer och gemengt, dat wier e gudde Moment, fir elo dorobber opmierksam ze maachen. Ech hunn déi Iddi vum Här Klein eng gutt fonnt, fir ze soen, et wier wichteg, datt net een eenzege Chancëgläichheetsdelegéierten a sämtleche Kommissioune wier - ech verstinn och, dass dat net méiglech ass -, mä déi Leit, déi an der Kommissioun do dra wieren, datt och een, net wéi gesot ëmmer deeselwechten, mä een awer och kënnt an déi aner Kommissioun lauschtere goen, fir domadder och d'Informatioun ze kréien, wat do geschitt, mä awer och, fir d'Informatiounen do virunzeginn.

D'Schafe vun engem Service professionnel Berodung bedeit och professionell Berodung fir de Schäffen- an de Gemengerot an d'Analys vun der Situatioun vun de Fraen a vun de Männer an der Verwaltung, mä och an der ganzer Gemeng an duerno en Aarbechtsplang fir d'Verwaltung an och déi ganz Gemeng.

Mir hunn esou ee Pilotprojet de Moment an der Gemeng Péiteng an do hu mer e Questionnaire standard erausginn, fir d'Situatioun an d'Besoine vum Personal ze kennen. Eng Offer vu Coursen iwwert d'Grondkenntnisser vun der Gläichstellungspolitik ass wichteg fir d'Gemengepersonal, well si jo e Multiplicateur sinn op dem Terrain. Mä awer och Offere vu Coursë fir spezifesch Besoine si wichteg, an hei hu mer vun der Gemeng Péiteng gesot, datt dat besonnesch fir d'Kommunikatioun gëllt, an do hu mer eng éischt Etapp gemaach mat Formatioune fir d'Beamten, eng zweet fir d'Aarbechter, déi am September ugeet, an déi drëtt Etapp wäert no de Wahle virugefouert ginn. Déi Circulaire gëtt de Gemengen Unhaltspunkter.

Dat, wat alles an deene leschte Jore gemaach ginn ass, steet an de Broschüre vum Conseil national des Femmes, an international Beispiller gëtt et och iwwert den CCRE, wat dem Syvicol seng europäesch Aarbechtsgrupp ass. Ech denken, datt een och muss gesinn an enger Gemeng, datt niewent dem Fait, datt et an der Schäfferotserklärung dran ass, och wichteg ass, datt verschidde Plazen ontypesch besat ginn, zum Beispill mat Gäertnerinnen, mat Ingenieurinnen, mat engem Telefonist oder mat engem Botzmann, datt ee geziilt Männer…

M. le Président.- Madame Minister, Dir musst esou lues zum Schluss kommen, Är Zäit ass eriwwer.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de l'Égalité des chances*.- Ech halen direkt op, Här President.

D'Gemeng schreift geziilt Fraen a Männer an de Circulairen an och an de Bréiwer un, oder fördert d'Gläichstellung doduerch, datt se Plazen no bekannte Fraen nennt. Ech denken och, datt et wichteg ass, bei allem, wat mat dem Bauen ze dinn huet, och do déi ënnerschiddlech Besoine vu Fraen a Männer ze gesinn, wéi familljefrëndlech Stroossen, Spillplazen, Rouzonen, Akafsméiglechkeeten an esou virun.

Ech muss mech tommelen, well den Här President seet mer, ech hätt keng Zäit méi.

Ech denken, dass och d'Maisons relais e wichtege Punkt doranner sinn, well et ass ee wichtegen Deel, an och dat ass hei ervirgehuewe ginn, wa mer gären hätten, datt Leit kënnen a Famillje kommen, décidéiere wéi se hiert Liewen organiséieren, da musse genügend Structures d'accueil do sinn, déi flexibel genuch sinn, fir dass och d'Eltere kënnen hirer Aarbecht nogoen.

Op där anerer Säit gëtt et awer och ze kucken, wéi déi nei Liewensverhältnisser sinn, ze kucken zum Beispill, wa während dem Dag d'Familljen net méi doheem sinn, well se schaffe ginn, da muss een och kucken, datt d'Gemengeservicer méi laang op sinn. Et muss een och kucken, datt een owes zum Beispill, wann de Bus kënnt, een deem och ka soen: „Hei hal bei menger Dier stall, aus Sécherheetsgrënn, net dass ech muss bis op deen nächsten Arrêt fueren."

Et gëtt also ganz vill praktesch Moossnamen, déi een och ka maachen, fir de Leit, de Bierger an de Biergerinnen domadder hiert Liewe méi liicht ze maachen. Et ass also net nëmmen eng theoretesch Diskussioun, déi mer hei féieren, mä eng ganz praktesch. Ech hoffen op jiddfer Fall, datt, wa mer eis am Oktober hei erëm gesinn an d'Gemengewahlen eriwwer sinn, en anert Bild an eise Gemengen ass wéi dat vun de 15% vu Fraen, déi bis elo do mat dobäi waren.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Minister. Domadder ass dëse Punkt ofgeschloss. Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5254 iwwert d'Kennzeechnung vu geféierleche Preparater. D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorabelen Här Ali Kaes.

8. 5254 - Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses

Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur*.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet, dee mer haut den Nomëtteg hei an der Chamber wäerten ofstëmmen, huet u sech keng grouss politesch Bedeitung, wat awer net wëllt heeschen, datt et en onwichtegen Text ass.

Dëse Projet betrëfft eng Matière, déi eng grouss Wichtegkeet huet, speziell fir déi Leit, déi mat geféierleche Substanzen a Produkter respektiv Preparatioune musse schaffen oder dagdeeglech domadder mussen ëmgoen.

Chemesch Produkter, Dir Dammen an Dir Hären, sinn an eisem Alldag omnipresent, well mir gräife praktesch all Dag op esou chemesch Preparater zréck. Och wann net all Preparatioune geféierlech si fir de Mënsch respektiv fir d'Ëmwelt, esou stelle mer awer fest, datt eng Rei vun hinnen u sech eng reell Gefor fir de Mënsch duerstellen oder zu engem Risiko kënne ginn, wa se net richteg benotzt ginn, respektiv wa se regelméisseg iwwer eng länger Zäit net richteg agesat ginn.

Et ass dofir wichteg iwwer eng kloer Reglementatioun vun dëse Produkter ze verfügen, an dat fir éischtens eng Kontroll ze hunn, wat schlussendlech op de Maart kënnt, an zweetens fir sécher ze sinn, datt de Benotzer och beschtméiglech iwwert d'Risike vu geféierleche Produkter informéiert ass.

D'Mise sur le marché vu geféierleche Preparater ass um europäeschen Niveau staark reglementéiert. D'Evaluatioun vun de Risiken, déi esou Preparater fir d'Gesondheet a fir d'Ëmwelt kënnen duerstellen, wéi och déi noutwendeg Informatioun fir de Benotzer vun esou Preparater si Géigestand

vun enger ganzer Rei vun europäeschen Direktiven, déi zum Deel an eis national Gesetzgebung ëmgesat goufen. Esou kënnt et, datt mer an dësem Beräich och zu Lëtzebuerg iwwer eng strikt Reglementatioun verfügen.

De virleiende Gesetzesprojet huet zum Zil déi bestehend Gesetzgebung iwwert d'Klassifikatioun, d'Verpackung an och d'Beschréftung vu geféierleche Preparater vum 10. Juli 1995 ausser Kraaft ze setzen a se duerch en neien Text ze ersetzen. Dës Moossnam ass noutwendeg, well d'Direktiv, déi dem Gesetz vun 1995 zu Grond louch, duerch eng aner Direktiv, nämlech déi vum 31. Mee 1999 ersat ginn ass. Den europäesche Législateur war der Meenung, et misst een d'Direktiv vun 1988 komplett iwwerschaffen, fir déi onduerchsiichteg Situatioun um Terrain ze klären, well et an de Memberstate vun der Europäescher Unioun ze vill grouss Ënnerscheeder gëtt, wat d'Klassifikatioun, den Emballage an och den Etiquetage vu geféierleche Preparatioune betrëfft.

Déiselwecht Iwwerleeungen hunn d'Auteure vum Gesetzesprojet dozou beweegt d'Direktiv vun 1999 ze transposéieren an doriwwer eraus d'Gesetz vun 1995 iwwert d'Klassifikatioun, d'Verpackung an d'Beschréftung vu geféierleche Preparatiounen ze abrogéieren an et duerch de virleienden Text ze ersetzen.

Erlaabt mer vläicht eng Bemierkung nach. De virleienden Text setzt net nëmmen d'Direktiv vun 1999 an eist nationaalt Recht ëm, mä och nach verschidde Rektifikatiounen zu dëser Direktiv, esou wéi eng Direktiv vum 7. August 2001.

D'Direktiv vum 31. Mee 1999 huet als Zil déi verschidde Reglementatiounen, déi et um Niveau vun der Klassifikatioun, der Verpackung an der Kennzeechnung vu geféierleche Preparatiounen innerhalb vun der Europäescher Unioun gëtt, ze harmoniséieren an dat am Sënn vun enger méi grousser Sécherheet fir de Mënsch an och fir d'Ëmwelt.

Trotz verschiddenen europäeschen Dispositioune bleift et leider eng Realitéit, datt et an dësem Beräich nach vill Ënnerscheeder zwëschent den eenzelne Länner an der Unioun gëtt. Eng eenheetlech Linn soll a muss geschafe ginn, well ouni dës Linn den europäesche Maart net optimal ka fonctionnéieren. Och kéint ënner anerem de Prinzip vun der fräier Konkurrenz net respektéiert ginn.

Ech wëll hei net op déi verschidden Detailer weder vun der Direktiv nach vum Gesetzesprojet agoen, et sinn immens technesch a prezis Texter. Ech wëll a menger Interventioun awer nach deen een oder deen anere Punkt ervirhiewen.

D'Direktiv gesäit generell Prinziper vir, wat d'Klassifikatioun vun de geféierleche Preparatiounen ugeet. Deemno gëllen als geféierlech Preparatiounen all Mëschungen a Léisungen, déi aus zwou oder méi Substanze bestinn, vun deenen op d'mannst eng als geféierlech agestuuft gëtt, respektiv all déi Preparatiounen, déi eng Gefor fir d'Gesondheet oder fir d'Ëmwelt duerstellen, oder déi geféierlech si wéinst hire physeschen oder chemeschen Eegeschaften.

Geféierlech Preparatioune ginn no enger bestëmmtener Evaluatiounsmethod a verschidde Risikostufen agedeelt. Den Detail vun där Klassifikatioun gëtt am Kader vun engem Projet de règlement grand-ducal, dem Projet 5243, geregelt. Dëse Projet setzt ënner anerem d'Klassifikatiounskritäre fest.

Fir datt d'Preparatiounen, déi op eise Maart kommen, och konform zu den neie Virschréfte sinn, muss besonnesch op d'Kennzeechnung Wäert geluecht ginn. Verschidden Indikatioune mussen d'office op der Verpackung stoen. D'Etiketten oder d'Beschréftung musse kloer an däitlech de Benotzer vun esou Preparatiounen iwwer zum Beispill de chemeschen Numm vun de Substanzen, aus deenen d'Mëschung besteet, informéieren.

Och wann d'Kennzeechnung immens wichteg ass, well se dem Benotzer u sech eng éischt Informatioun liwwert, bleift dës Informatioun awer zimlech generell gehalen. Dëse System muss complétéiert ginn, an zwar duerch e speziellen Informatiounssystem, iwwert de Wee vu sou genannte Fiches de données de sécurité.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Verpackung vun esou Produkter muss och aus Sécherheetsgrënn bestëmmten Usprëch gerecht ginn. D'Verpackung dierf zum Beispill weder wéinst senger Form, nach wéinst engem graphesche Muster opfälleg, respektiv unzéiend fir Kanner sinn. Si muss och mat engem extraë Sécherheetsverschluss versi sinn.

Wéi fir d'Klassifikatioun solle groussherzoglech Reglementer d'Konditioune vun der Verpackung a vun der Kennzeechnung festhalen. E Projet ass an deem Sënn deponéiert ginn, et ass dat de Projet 4245.

D'Regelen, wéi de speziellen Informatiounssystem soll fonctionnéieren, ginn och iwwer e Règlement grand-ducal festgeluecht, an zwar de Projet 5246 iwwert d'Fiches de données de sécurité.

Doriwwer eraus gesäit d'Direktiv vun 1999 och vir, datt d'Memberstate gewëssen Obligatiounen a Verflichtungen hunn. Nëmmen d'Preparatiounen, déi konform zur Direktiv sinn, kënnen op de Maart kommen. Déi zoustänneg national Autoritéite kënnen all Informatiounen iwwer geféierlech Preparatioune bei deene Persounen ufroen, déi fir d'Mise sur le marché vun de Preparatioune responsabel sinn.

Verfeelungen zu de virleienden Texter kënne mat Prisongsstrofe bis zu engem Joer a maximale Geldstrofe bis zu 200.000 Euro bestrooft ginn.

Fir den Detail vum Gesetzesprojet verweisen ech op de Projet selwer, respektiv op de Rapport vun der Kommissioun an de Commentaire des articles.

Ech wëll e puer Wierder soen iwwert d'Positioun vum Statsrot an iwwert déi parlamentaresch Aarbechten.

De virleienden Text ass a senger initialer Versioun op verschidde Kritike beim Statsrot gestouss. Sou huet de Statsrot gläich dräi Oppositions formelles ausgeschwat.

Déi éischt Oppositioun betrëfft den Artikel 10 vum Gesetzesprojet, dee sech op déi Organer bezitt, déi virgesi si fir d'Informatiounen iwwert d'Risike vu geféierleche Preparatioune fir d'Gesondheet zesummenzedroen. Den initialen Text huet virgesinn, datt de Minister dës Organer iwwer e groussherzoglecht Reglement kann nennen. A sengem Avis vum 30. Mäerz 2004 war de Statsrot der Meenung, datt eng einfach Designatioun duerch de Minister géif duergoen. E war awer der Meenung, datt d'Kritären, déi dës Organer mussen erfëllen, fir kënnen eventuell designéiert ze ginn, am Kader vum Gesetzesprojet misste fixéiert ginn.

De Statsrot huet sech och géint d'Bäibehale vum Artikel 15 ausgeschwat. Dësen Artikel huet a senger originaler Versioun virgesinn, datt ënner anerem d'Beamten aus der Ëmweltverwaltung, respektiv aus der Gesondheetsdirektioun Zougang hunn zu den Installatiounen, Siten oder aneren Etablissementer, déi mat der Produktioun oder dem Stockage vu geféierleche Preparatiounen ze dinn hunn. Dem Statsrot no brauch ee keng speziell Dispositioun wat den Accès ugeet virzegesinn, am Fall vun engem flagranten Delikt. Hei applizéiert sech einfach den Droit commun. Wann een net an dëser Hypothees ass, sollen nom Statsrot d'Offizéier vun der Police judiciaire net eleng de Pouvoir hunn, d'Opportunitéit oder d'Dauer vun de Perquisitiounen an de Saisien ze applizéieren.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Rapporteur, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Jo, ech hunn och déi Zäit vun der Fraktioun zegutt, well et ass soss keen, dee vun eiser Fraktioun schwätzt, Här President.

(Interruption)

Här Calmes, ech loossen Iech och ëmmer hei schwätzen.

Déi drëtt Opposition formelle betrëfft den Artikel 17, neien Artikel 16. Dës Dispositioun bezitt sech op d'Sanktiounen. Den initialen Text huet sech op verschidden Dispositioune bezunn, ouni déi verschidden Hypotheesen ze beschreiwen, déi strofrechtlech kéinte sanktionéiert ginn. De Statsrot verlaangt op dësem Punkt Prezisioun an den Text eranzebréngen.

Déi parlamentaresch Kommissioun huet eng Rei vun Amendementer zu dësem Text virgeschloen, déi se an hirer Sëtzung vum 20. Abrëll 2004 ugeholl huet. Bal all Propositioune vum Statsrot si vun der Kommissioun iwwerholl ginn, ausser déi, déi de leschten Alinea vum Paragraph 2 vum éischten Artikel betrëfft.

A sengem Avis complémentaire vum 7. Dezember 2004 huet de Statsrot seng Opposition formelle net opgehuewen, wat den Artikel 17 respektiv 16 ugeet. Et hätt een net um Niveau vum Artikel 7 preziséiert, wien d'Informatiounsflicht hätt. Or, dës Persoun fält ënnert den Artikel 16, fréieren Artikel 17, a ka sanktionéiert ginn, sou datt et immens wichteg ass, dës Persoun ze identifizéieren.

D'Kommissioun huet en neien Amendement a senger Réunioun vum 12. Januar 2005 ugeholl a preziséiert, datt et de Responsabele vun der Mise sur le marché ass, deen a sech déi Persoun duerstellt. Dësen Amendement ass du schlussendlech vum Statsrot approuvéiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen, datt de virleiende Gesetzesprojet, deen an dëser Matière fir eng gréisser Harmonie um europäeschen Niveau wäert suergen, an och am Interesse vum Schutz vun de Leit an der Ëmwelt ass, eng breet Zoustëmmung an dëser Chamber wäert fannen.

Ech ginn och als mandatéierte Spriecher vu menger Fraktioun heimadder den Accord vun der CSV zu dësem virleiende Gesetzesprojet a soen Iech villmools Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Rapporteur. Éischte Riedner ass den honorablen Här Emile Calmes. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ganz kuerz wollt ech dem Rapporteur hei awer félicitéiere fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen e war ganz komplett, an dat erlaabt mer relativ kuerz ze sinn.

Ech menge mir sinn eis all eens, datt de Projet quant au fond dach eppes fir de Schutz, d'Gesondheet an d'Sécherheet vum Bierger mat sech bréngt, virun allem fir déi Leit, déi all Dag mat deene Substanzen iwwert déi mer hei schwätze musse schaffen.

Aus deem Gesetz hei geet ervir, datt d'Inspection du Travail et des Mines u sech zoustänneg ass fir d'Gérance vun der Klassifikatioun, den Emballage an den Etiquetage vun dëse geféierleche Preparatiounen.

Net méi spéit wéi d'lescht Woch hu mer awer hei an enger Interpellatioun iwwer eng nei Proposition de règlement diskutéiert, ëm dee sou genannte REACH-Programm, wou dann och an deenen eenzelne Länner sollen Helpdesken installéiert ginn.

Souwäit wéi ech dat matkritt hunn, misst dat an de Beräich vum Ëmweltministère falen. Dat ass vläicht eng éischt Remarque, datt mer, en vue vun deem wat do viraussteet, eis Hausaufgaben dach am Virfeld solle maachen a vläicht solle kucken, wien dann hei am Land duerfir zoustänneg ass, ob dat déi eng oder déi aner oder déi zwou Verwaltunge sinn. Ech mengen dach, datt do relativ grouss Erausfuerderungen op eis duerkommen, a mir sollen awer versichen, dat gutt ze managen.

Och an där Debatt vun der leschter Woch ass hei Rieds gaang iwwert d'Kompetitivitéit vun där Industrie, déi sech mat deene Produkter do ofgëtt.

Et ass jo alles schéin a gutt, datt mir eis als Europäer doriwwer ganz vill Gedanke gemaach hunn. Mir sinn awer och der Meenung, datt dat Ganzt op enger breeder internationaler Basis, e bëssen ähnlech dem Kyoto-Protokoll, misst gekuckt ginn, fir déiselwecht Objektiver ze verfollegen, fir esou eng Distorsion de concurrence awer an dësem Beräich hei ze vermeiden. Et mécht nämlech kee Sënn, datt déi eng Länner immens Effortë maachen, fir déi Problematik hei an de Gréff ze kréien, an op där anerer Säit aner Länner iwwerhaapt näischt maachen a virufueren, ouni Rücksicht op d'Gesondheet vum Mënsch an op d'Ëmwelt, wéi wann näischt gewiescht wier.

Quant au fond, mengen ech, si mer awer mat deem Gesetz hei d'accord, an ech wollt am Numm vun eiser Fraktioun den Accord zu deem Gesetz hei bréngen an Iech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Schneider. Här Schneider!

M. Romain Schneider *(LSAP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géing och fir d'éischt dem Rapporteur, dem Ali Kaes, Merci soe fir säi schréftlechen a virun allem ganz explizite mëndleche Rapport, deen e ginn huet.

Ech mengen, d'Ëmsetzung vun der Direktiv an dem Projet de loi gëtt eis hei e weidere Schutz fir eis Gesondheet, souwuel fir eis wéi och fir eis Ëmwelt, an derniewent mengen ech och, dass d'Bezeechnung vun deenen eenzelnen Emballagen, déi genau geregelt ass, och e grousse Schutz fir d'Kanner ass, déi ganz dacks a Kontakt mat esou Produite kommen. Ech mengen och dat ass en zousätzleche Facteur derbäi, deen eis als Fraktioun och dëse Projet ënnerstëtze léisst.

Duerfir géif ech och am Numm vun eiser Fraktioun elo schonn den Accord erdeelen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schneider. Domat ass d'Debatt ofgeschloss. D'Wuert huet nach d'Regierung, den Här Minister…

Plusieurs voix.- Den Här Jaerling!

(Interruption)

M. le Président.- Jo, mä Här Jaerling, da musst Der Iech aschreiwen! Ech kann awer net wëssen, wann Der net ageschriwwe sidd, datt Der och nach gären d'Wuert hätt!

(Interruptions)

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Et ass heiansdo net einfach, Här President.

M. le Président.- Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, ech hunn am Fong mat dësem Projet zwee Problemer. Deen éischte Problem ass dee vum Responsabelen de la mise sur le marché. Aus dësem Gesetz geet net kloer ervir, wien dat ass. Menger Usiicht no misst dat ganz eleng den Hiersteller sinn, a keen aneren. Dat geet aus dësem Gesetz net kloer ervir. An et kann net sinn, dass mer musse waarde bis eng Jurisprudenz hei eng Kéier geschafe gëtt, fir festzestellen, wien dee Responsabelen dann elo ass, wann eppes mat deene geféierleche Produite geschitt.

Deen zweete Punkt, wou ech perséinlech e Problem hunn, dat ass mat deenen Derogatiounen, déi hei drastinn. Wann e Produit…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Ech bieden Iech!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Wann e Produit do ass…

M. le Président.- Och wann den Här Jaerling net ageschriwwe war, musse mer him awer nolauschteren.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Wann e Produit do ass, dee wéinst dem sou genannte Betribsgeheimnis oder wéinst Substanzen, déi am Fong an engem Produit dra sinn, déi geheim solle sinn an déi net duerfe veröffentlecht ginn, dass do an dësem Gesetz Derogatioune geschafe ginn, also, ech kann Iech soen, ech perséinlech kann net domat d'accord sinn, dass, wann et ëm de Schutz vu Mënsch, Déier an Natur geet, dann an iergendengem Gesetz Derogatioune sinn, déi Problemer kënne schafen, wa Substanze verheemlecht ginn, déi an iergendengem Produit sinn.

Dat geet och ganz kloer géint d'Philosophie vum REACH-Programm, deen awer kloer duergeluecht huet, dass mer sollen an d'Richtung goen, fir all chemesch a geféierlech Produiten ze enregistréieren, och ze etikettéieren, dass de Consommateur e kloert Bild huet wat en dann elo do huet. Duerfir kann ech net domat d'accord sinn, dass an dësem Gesetz Derogatiounen drastinn, déi einfach kënne verhënneren, dass alles, wat an engem Produit dran ass, op der Etikett soll stoen. Duerfir wäert ech mech perséinlech bei dësem Gesetz enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Dann huet d'Wuert nach d'Regierung, de Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*- Jo, Merci, Här President. Ech wëll emol fir d'éischt den Deputéierten a virun allem dem Rapporteur, dem Ali Kaes, Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi hei gemaach gouf. Et ass eng Direktiv, déi mer scho laang hätte sollen ëmsetzen. A wéi vill technesch Direktiven ass dat net ëmmer ganz einfach, well déi Ëmsetzung och ëmmer jee no Land verschidden ass. Dat ass notamment de Problem hei mat de Mises sur le marché an de Responsabele vun der Mise sur le marché, dat ass zu Lëtzebuerg aneschters wéi an engem grousse Land. Ech kommen nach eng Kéier op déi Fro zréck.

Mir hu laang hei dru geschafft, fir eng uerdentlech Solutioun ze fan-

nen, déi dem Statsrot och konnt eng Opposition formelle entzéien. Dat ass am drëtten Ulaf geschitt, an ech sinn och duerfir frou, dass mer haut kënnen dee Projet evakuéieren. Dat erlaabt eis och dräi Reglementer, déi scho vun der Conférence des Présidents vun der Chamber aviséiert sinn, gläichzäiteg a Kraaft ze brëngen, esou dass mer engersäits manner Rechtsonsécherheet hunn am Land, an op där anerer Säit komme mer och bei eisem Scoreboard mat der Ëmsetzung vun den Direktiven, notamment vum Marché intérieur an aneren, weider.

Den Här Jaerling huet zwou Froe gestallt, déi éischt ass déi iwwert de Responsabele vun der Mise sur le marché. Do ass einfach de Problem an engem klenge Land, dass een deen net ka vun uewen erof fixéieren. Wann de Producteur hei am Land ass, dann ass et deen, wann et awer een aneren ass, deen importéiert, dann ass et en aneren, an duerfir musse mer eis hei Latitude ginn, fir dass d'Gewerbeinspektioun Fall fir Fall dat heite ka kontrolléieren, fir do de Leit entgéintzekommen.

An ech mengen de Statsrot huet jo och do juristesch Problemer gesinn. De Statsrot huet sech hei d'Saach net einfach gemaach. En huet seng Opposition formelle opgrond vun eisem leschten Amendement, dee mer an der Kommissioun zesumme gemaach hunn, levéiert, an da mengen ech, dann hätte mer d'Rechtsonsécherheet och levéiert.

Wat richteg ass, dat ass, dass eng nei Generatioun vun Direktiven amgaang ass ze kommen, d'REACH-Direktiven, wou während der Lëtzebuerger Présidence vill dru geschafft gouf. Déi sinn awer nach net fäerdeg, dee Pak REACH. Duerfir solle mer elo emol déi heiten Direktiven ëmsetzen, well och d'Kommissioun dat esou vun eis verlaangt. An ech menge mir sollen se esou ëmsetzen, dass mer se och elo kënnen à ce stade hei zu Lëtzebuerg uerdentlech ëmsetzen.

Duerfir géing ech Iech bieden, déi heiten Direktiv esou unzehuelen, also d'Gesetz iwwert d'Ëmsetzung vun der Direktiv unzehuelen, an doduerch eis ze erlaben, eng Partie Rechtsonsécherheet aus der Welt ze schafen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domat ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5254 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen, bei 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Laurent Mosar), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank (par M. Lucien Thiel), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Paul-Henri Meyers), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri (par M. Roland Schreiner), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Niki Bettendorf), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Dat hunn ech gemaach.

(Hilarité)

M. le Président.- Très bien. Da froen ech d'Chamber, ob se d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel gëtt?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen dann zum nächste Projet de loi, dat ass de Projet 5293, eng Konventioun iwwert de Bureau Européen des Radiocommunications. Rapporteur ass den Här François Maroldt. Här Maroldt, et ass un Iech.

Une voix.- Très bien.

9. 5293 - Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Projet ass sécherlech keen absoluten Highlight beim Ofschloss vun eisem parlamentaresche Joer. Ech denken awer, dass dësen Text iwwert déi administrativ Zesummeleeung vum Bureau Européen des Radiocommunications, kuerz BER, an dem Bureau Européen des Télécommunications, kuerz BET, zum nei geschafene Bureau Européen des Communications, kuerz BEC genannt, sécherlech zu enger Verbesserung vun der Koordinatioun an den Aarbechte vun dëse Gremien an engem Beräich, dee fir Lëtzebuerg als Mediestanduert besonnesch wichteg ass, bäidréit.

De virleiende Projet ass den 29. Januar 2004 vun der deemoleger Ausseministesch Lydie Polfer an der Chamber deponéiert ginn. Den Text ass den 20. Januar an de Statsrot verwise ginn, an de 4. Mee 2004 aviséiert ginn. An der Kommissiounssëtzung vum 19. Oktober 2004 huet d'Kommissioun hire Rapporteur designéiert. An därselwechter Sëtzung souwéi an der Sëtzung vum 9. Juni 2005 ass den Text zesumme mam Avis vum Statsrot analyséiert ginn. De schréftleche Rapport ass an der Sëtzung vum 30. Juni 2005 ugeholl ginn.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

D'Conférence Européenne des Postes et Télécommunications, kuerz CEPT, ass 1959 vun 19 Staten an d'Liewe geruff ginn. Et ass haut eng Organisatioun, déi net manner wéi 45 Staten emfaasst, queesch iwwert den europäesche Kontinent. Dës Organisatioun befaasst sech an alleréischter Linn mat de reglementareschen Aspekter am Beräich vum Post- a Kommunikatiounswiesen. Bis 2001 huet sech d'Organisatioun an dräi Comitéen opgedeelt: de Comité Européen des Régulateurs Postaux, CERP, de Comité Européen des Radiocommunications, CER, de Comité Européen pour les Affaires de Réglementation des Télécommunications, CEART.

(Hilarité)

Dës zwee lescht genannte Comitéen hunn an den 90er Joren zwee Büroen an d'Liewe geruff, déi als Begleetorganer bei den Aarbechte vun dësen zwee Comitéë fungéieren. Dat eent ass de Bureau Européen des Radiocommunications, kuerz BER, an dat anert ass de Bureau Européen des Télécommunications, kuerz BET. Am September 2001 ass d'CEPT sech eens ginn, fir Reformen an hirer Aarbechtsweis anzeleeden, déi sech un den Entwécklungen am Beräich vun den Informatiounstechnologien orientéieren. Dozou gehéiert och d'Fusioun vum BER a vum BET,…

(Interruptions)

…déi elo an ee Büro, dem BEC, zesummegeluecht ginn. Dësen neie Büro assistéiert elo souwuel de Comité des Communications électroniques wéi och de Comité des Affaires postales an d'Présidence vun der CEPT.

D'CEPT huet d'Konventioun iwwert d'Kreatioun vum BER vum 23. Juni 1993 amendéiert,...

(Interruption)

...fir d'Kompetenzen aus dem BET dem BER ze iwwerdroen an de BEC an d'Liewen ze ruffen. Dëst Instrument ass den 8. an den 9. Abrëll 2002 duerch de Conseil vum BER bei senger 14. ordinärer Réunioun adoptéiert ginn, esou wéi et am Artikel 20 Paragraph 1 an der Konventioun iwwert d'Schafung vum BER vu La Haye virgesinn ass.

De BEC ass also haut de permanenten an eenzege Büro vun der CEPT,...

(Hilarité)

...wat zu enger Vereinfachung vun de Strukturen a vum Fonctionnement vun der CEPT gefouert huet.

Une voix.- Ah!

(Interruptions diverses)

M. François Maroldt *(CSV), rapporteur.*- Et vereinfacht och d'Relatioun zwëschent den Instanze vun der CEPT an aneren internationalen Organisatiounen, wéi beispillsweis d'Europäesch Unioun oder den Institut européen de Normalisation.

Op verschidde juristesch Krokelegkeeten huet de Statsrot a sengem Avis vum 4. Mee 2004 higewisen. Duerch dat amendéiert Instrument vun der Konventioun iwwert d'Schafung vum Bureau Européen des Radiocommunications gëtt déi initial Konventioun vum 23. Juni 1993 ersat an d'Konventioun vum 8. Abrëll 1999 zur ETO oder dem Bureau Européen des Télécommunications abrogéiert, an deem Moment wou d'Ratifikatiouns-, d'Akzeptatiouns- an d'Approbatiounsinstrumenter vun de Vertragsënnerzeechner op d'mannst zu 80% vun de Parts contributives um neien Organismus un de Gouvernement dépositaire vun der Konventioun iwwert de BEC gaange sinn.

Fir Lëtzebuerg stellt sech deemno d'Fro, ob eist Land weiderhin un déi ze ersetzend Konventioune liéiert ass, obwuel dës auslafe wann all d'Konditioune fir d'Akraafttriede vun der neier Konventioun rassembléiert sinn.

De Statsrot huet sech des Weideren dofir ausgeschwat fir den Artikel 2, esou wéi en am initialen Text virgesi war, erauszehuelen, well d'Konventioun iwwert de BET vum 8. Abrëll 1999 ausleeft, soubal d'Konventioun iwwert de BER a Kraaft trëtt. Dëser Observatioun ass d'Kommissioun nokomm an huet de besoten Artikel aus dem Projet erausgeholl.

Här President, ech denken ech hätt a mengem Rapport d'Haaptpilierë vun dësem Projet de loi duergeluecht. Dëse Projet huet an der Kommissioun zu kenge gréissere politesche Verwerfunge gefouert, an dofir géif ech Iech bieden, dësem Projet Är Zoustëmmung ze ginn, esou wéi dat d'CSV-Fraktioun mat hirem Accord virmécht.

Ech soen Iech Merci fir d'Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Maroldt Merci fir säi kloren an däitleche Rapport. Als éischte Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Här Bettendorf, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Niki Bettendorf *(DP).*- Här President, ech wollt Iech soen, dass ech och dem Rapporteur villmools Merci soe fir säin ausféierleche Bericht. A kuerze Wierder: Mir haten de BER, mir haten de BET an elo hu mer de BEC.

(Hilarité)

Wat ze soen ass, dat ass dass de BEC d'„personnalité juridique" huet, dass e ka Kontrakter signéieren, dass e kann „ester en justice", dass e kann Accorden ofschléisse mat de Staten an internationalen Organisatiounen.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Eise Rapporteur huet eis dat ganz ausféierlech duergeluecht. Mir soen him nach eng Kéier Merci an ech iwwerbréngen heimadder den Accord vun eiser Fraktioun, vun der Demokratescher Partei.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Bettendorf. Den Här Diederich fir déi sozialistesch Fraktioun.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Nom excellentë Rapport vum Här Maroldt an och den zousätzlechen Erklärunge vum Här Bettendorf...

(Hilarité)

...bleift mer just eppes iwwreg: den Accord vun eiser Partei ze ginn.

Plusieurs voix.- Très bien! Aaahhh! Bravo!

M. le Président.- Den honorabelen Här Braz huet d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll dem Här Maroldt och just Merci soe fir dee Bericht. Et war net einfach, mat esou vill Ofkierzungen e Bericht ze halen, mä hien huet dat op eng korrekt Aart a Weis gemaach, och an der Kommissioun. Dofir Merci, a vun de Gréngen dann och dofir d'Zoustëmmung zu dësem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Minister Jean-Louis Schiltz huet d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications.*- Jo, Här President, ech mengen, datt meng Virriedner praktesch alles gesot hunn. Ech wëll just vläicht eng Kéier drop hiweisen, datt et hei drëm geet fir datt dee Büro, deen neie fusionéierte Büro, deen eng Vereinfachung ass, Avisë gëtt an Etüde realiséiert an den Domäner vun den elektronesche Kommunikatiounen a vun der Post.

Ech wollt dem Här Maroldt vun dëser Plaz Merci soe fir säi Rapport an och de Kolleegen aus der Kommissioun. Ech mengen et bleift soss näischt deem Projet bäizefügen.

M. le Président.- Merci, Här Minister, fir déi kuerz a prägnant Stellungnahm. Da komme mer direkt zur Ofstëmmung.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5293 ass eestëmmeg mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par Mme Martine Stein-Mergen), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. John Castegnaro), MM. Roger Negri (par M. Roland Schreiner), Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz (par M. Romain Schneider);

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Xavier Bettel);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zum leschte Punkt vum Ordre du jour vun haut, der Diskussioun vum Projet iwwert d'Notzung vum extra-atmosphäresche Raum. D'Wuert huet den honorabelen Här Patrick Santer. Här Santer!

10. 5363 - Projet de loi portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an de 50er, 60er a 70er Jore vum leschte Jorhonnert hat d'Raumfahrt nach Symbolcharakter am Kale Krich. Esou ass haut awer d'Conquête spatiale virun allem méi op eng friddlech Notzung ausgeriicht an och eng méi kommerziell Notzung. An internationale Konsortië mat Participatioun vu Staten aus alle Kontinenter gëtt och virun allem um Niveau vun der Satellitentechnologie zesummegeschafft.

Et ass kloer, dass eist Land als Medieninformatiouns- a Kommunikatiounsstanduert e wichtegen Acteur an dësem Secteur ass, a mat der SES dee gréisste private Satellitebedreiwer op der Welt, deen och mëttlerweil eng Stäip vun eiser Ekonomie duerstellt an ouni Zweifel ee vun den Aushängeschëlder vun eisem Land an Europa an an der Welt duerstellt.

Mam virleienden Text gëtt de sou genannten Traité de l'Espace guttgeheescht. Den offiziellen Terminus ass «Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes». Wat och ëmmer dat heescht.

(Interruptions)

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Sinn se eenzel all opgezielt?

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Si sinn net all opgezielt. Si sinn och net am schréftleche Bericht opgezielt. Mä, Här Mehlen, Dir kënnt dat roueg eng Kéier nohuelen.

Dësen Traité definéiert d'Regelen, déi ee brauch fir e friddlecht Mateneaner tëschent de Staten am Beräich vun der Exploitatioun vum Weltraum ze garantéieren.

Dësen Text ass den 19. Dezember 1967, also am Kale Krich, vun der UNO-Vollversammlung ugeholl ginn an ass och eng logesch Suite vun enger anerer Deklaratioun vun der UNO-Vollversammlung aus dem Joer 1963 iwwert déi Prinzipië vun de staatlechen Aktivitéite bei der Exploratioun vum Weltraum. Déi zwee Texter, also deen Traité an dës Deklaratioun, hunn d'Jalonë geluecht fir déi friddlech Notzung vun deem sou genannten Espace extra-atmosphérique, well se niewent aneren...

(Coups de cloche de la Présidence)

...internationale Konventioune kloer duergeluecht hunn, datt et net ka sinn, datt de Weltraum u sech e rechtsfräie Raum ass, wou alles méiglech ass.

Et bedierf klorer Regele bei senger Exploratioun, bei senger Exploitatioun, déi virun allem déi international Zesummenaarbecht an déi friddlech Notzung an de Vierdergrond stellen. Beispiller heivunner sinn ënner anerem den Austausch vun Informatiounen, d'Definitioun vu generellen Norme fir d'Sécherheet ze assuréieren oder d'Notzung vun der Nuklearenergie am Weltraum.

Niewent dësem Traité de l'Espace gëtt et aner Traitéen, déi e ganz generelle juristesche Kader an dëser Matière stellen. Fir d'éischt gëtt et en Accord iwwert d'Rettung vun den Astronaute vun 1967, och den 19. Dezember 1967. Lëtzebuerg huet deen Text ënnerschriwwen, mä nach net ratifizéiert. Een Deel dovunner gëtt och an dësem Text scho geregelt.

En zweeten Text ass d'Konventioun iwwer eng international Responsabilitéit bei engem Schued, duerch e Satellit zum Beispill. Et ass eng Konventioun vum 29. November 1971. Déi hu mer duerch e Gesetz vum 9. Juni 1983 approuvéiert.

En drëtt Instrument ass eng Konventioun vun 1974 iwwert d'Immatrikulatioun vu Satelliten an aneren Objeten, déi esou am Weltraum ronderëm fléien.

Ee véiert Instrument - och nach net vu Lëtzebuerg ënnerschriwwen - ass een Accord iwwert d'Aktivitéite vu Staten um Mound an aneren Himmelskierpere vun 1979. Do gesäit een awer, datt scho verschidden…

Une voix.- Mir kéinten och e Referendum maachen.

M. Patrick Santer *(CSV), rapporteur.*- Mir kéinten och ee Referendum doriwwer maachen, an déi Leit, déi mat Nee gestëmmt hunn, kéinten och op de Mound fléien, fir ze kucken, wéi et do ausgesäit.

(Hilarité et interruptions diverses)

A sengem Avis vum 7. Dezember 2004 huet sech de Statsrot hannert dës Zilsetzung gestallt an dëse Projet guttgeheescht. En huet awer gläichzäiteg gemengt, datt déi aner Texter, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

De Statsrot huet awer gemengt, datt Lëtzebuerg misst déi aner Konventiounen, déi Lëtzebuerg ënnerschriwwen huet an déi awer nach net ratifizéiert sinn, esou séier wéi méiglech ratifizéieren, fir d'Kohärenz vun deem ganze juristesche Kader hierzestellen.

Am schréftleche Rapport schlussendlech wäert Dir och dann déi Basisregelen erëmfannen, well och eng Diskussioun an der Kommissioun doriwwer war, wéi et mat der Responsabilitéit vum Stat ass, wann ee Satellit eroffält; wou d'Responsabilitéit vum Lëtzebuerger Stat ass, wann een zu Lëtzebuerg immatrikuléierte Satellit vun der SES an engem anere Land géif eroffalen, wéi de Schued do ass, wéi d'Regele sech hale mam Konventiounsvertrag.

Et wier e bësse laang, fir dat hei opzelëschten an ze explizéieren. Dir kënnt dat an deenen zwee Abschnitter, déi ech dozou consacréiert hunn am schréftleche Bericht, noliesen. Dann ass dat alles fir de schréftlechen an de mëndleche Bericht.

Wat d'Fraktioun ugeet, sou wäert d'CSV-Fraktioun mat grousser Begeeschterung dësem Text d'Zoustëmmung ginn.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Santer. Éischte Riedner ass den honorabelen Här Grethen.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP).*- Här President, am Numm vu menger Fraktioun däerf ech dem Rapporter félicitéiere fir säin ausféierleche mëndlechen a schréftleche Rapport. Ech däerf der Chamber soen, dass mäi Kolleeg Charles Goerens déif impressionnéiert ass iwwert déi detailléiert Fachkenntnisser, déi de Rapporteur hei exposéiert huet. Dee Projet ass jo wichteg fir d'Mënschheet. Dofir wäert et lech net wonneren, Här President, wa meng Fraktioun deem Projet hir Zoustëmmung gëtt.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den Här Diederich huet d'Wuert.

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- No den ausféierlechen Erklärunge vum Rapporteur…

(Hilarité)

…wëll ech och dann den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- An als leschte Riedner huet den honorabelen Här Félix Braz d'Wuert.

M. Félix Braz *(DÉI GRÉNG).*- Ech wëll och just kuerz dem Här Santer Merci soe fir säi Bericht. Mir brénge selbstverständlech och eis Zoustëmmung zu dësem Text.

M. le Président.- Fir d'Regierung huet den Här Jean-Louis Schiltz d'Wuert.

M. Jean-Louis Schiltz, *Ministre délégué aux Communications.*- Här President, fir d'éischt Merci dem Rapporteur fir säin ausféierleche Rapport iwwert déi wichteg Froen, déi och juristesch heiansdo komplizéiert sinn. De Rapporteur ass am Detail op den Text agaang.

Lëtzebuerg benotzt den Espace extra-atmosphérique, well et ass dat, wouvunner mer hei schwätzen. Doduerjer datt d'SES, wéi de Rapporteur richteg gesot huet, déi haut e Pilier vun eiser Ekonomie ass, eng Satellitteflott exploitéiert, bréngt déi Exploitatioun eng Verantwortung mat sech. Mir ginn där Verantwortung hei haut de Kader. Et ass eng gutt Saach, datt mir do Regelen hunn, an ech géif d'Chamber also bieden de Projet ze stëmmen.

M. le Président.- Domadder ass d'Debatt ofgeschloss. Mir kéimen dann zum Vote vum Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass mat 59 Jo-Stëmme bei kenger Nee-Stëmm an ouni Abstentioun ugeholl.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen (par M. Patrick Santer), MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par M. Marcel Oberweis), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch (par M. Romain Schneider), MM. Roger Negri (par M. John Castegnaro), Jos Scheuer, Romain Schneider et Roland Schreiner;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Charles Goerens), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Henri Grethen), Claude Meisch et Carlo Wagner (par M. Emile Calmes);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Mëtten um hallwer dräi.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.36 heures)

MERCREDI, 13 JUILLET 2005

47E SÉANCE

Présidence: M. Lucien Weiler, Président
M. Jos Scheuer, Vice-Président
M. Niki Bettendorf, Vice-Président
M. Laurent Mosar, Vice-Président

Ordre du jour

1. 4766 - Projet de loi concernant le sport et portant
   a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;
   b) modification du code des assurances sociales;
   c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

   (Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motions)

2. 4513 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998

   (Rapport de la Commission de l'Environnement - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales

   (Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle - Discussion générale)

4. 5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant
   a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;
   b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;
   c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

   (Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture - Discussion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Jeannot Krecké et Lucien Lux, Ministres; Mme Octavie Modert, Secrétaire d'État.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet den Här Krecké am Numm vun der Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports.*- Nach net, mä wann et Äre Wonsch ass, ech hu vill Saachen um Häerz.

M. le Président.- Mir wäerten lech opmierksam dee ganze Mëtten nolauschteren, Här Minister.

Mir kommen direkt zur Diskussioun vun dem éischte Projet de loi, dee mer haut de Mëtten um Ordre du jour hunn, an dat ass de Projet 4766 iwwert de Sport. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Hetto, d'Madame Flesch, den Här Kox, den Här Jaerling an den Här Haupert. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Alex Bodry. Här Bodry, d'Tribün ass fir lech.

1. 4766 - Projet de loi concernant le sport et portant

a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;

b) modification du code des assurances sociales;

c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

Rapport de la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Sports

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat dëser Diskussioun a mat dësem Vote haut den Nomëtteg gëtt Lëtzebuerg sech en neit Sportsgesetz. Dat bestehend Gesetz wat de Sport regelt dréit den Datum vum 26. Mäerz 1976.

No also bal 30 Joer ass sécherlech eng allgemeng Revisioun vun der Législatioun iwwert de Sport ubruecht. Well de Sport sech verännert huet an deene leschten 30 Joer, d'Ufuerderungen, d'Mis-

sioune vum Sport an och d'Ausübung vum Sport an och d'Problemer, mat deenen de Sport sech ausenaner ze setzen huet, net méi déiselwecht si wéi an de 70er Joren.

An och wann d'Grondkonzeptioun vun 1976 net komplett falsch ass, och haut nach net, muss awer Folgendes festgestallt ginn:

1. De Vocabulaire an dat allgemengt Ausriichte vun deem Text sinn deelweis net méi zäitgemëiss.

2. Eenzel Dispositioune vun deem Gesetz vu '76 sinn ni ugewannt ginn, a knapp 30 Joer Applikatioun.

3. Verschidde méi rezent Aspekter vum heitege Sportswiese ginn an deem 76er Text net ugeschnidden.

D'Fortschrëtter, an et sinn der eng ganz Partie ginn, an der Förderung vum Sport, an den 80er a besonnesch an den 90er Joren, wéi zum Beispill d'Hëllefe fir d'Federatiounen am administrativen, am technesche Beräich, d'Schafe vun der ENEPS, d'Centres de formation, d'Sportsmodeller, eenzel Hëllefe fir Spëtzesportler an esou weider.

Dat sinn am Fong eng ganz Rëtsch Initiativen, déi mer haut scho bal als selbstverständlech ugesinn, déi net duerch d'Sportsgesetz vu '76 komm sinn, mä déi eigentlech, mat Ausnahm vum Congé sportif, niewent deem Gesetzestext vu '76 entstane sinn.

Si sinn entstanen duerch de politesche Wëlle vun deene sukzessive Responsabelen, duerch Initiativen, déi de Comité olympique, respektiv d'Federatioune geholl hunn, an déi schlussendlech zu deene politeschen, administrativen Décisioune gefouert hunn, déi da gréisstendeels iwwert déi jeeweileg Budgetsgesetzer hir Assise fonnt hunn an déi néideg Kreditter fonnt hunn, fir kënnen ëmgesat ze ginn.

Déi eenzeg Ausnahm, wou légiféréiert ginn ass, ass eigentlech d'Arméigesetz vun 1997 gewiescht, wou iwwert dat Gesetz d'Schafung vun enger Sportssektioun fir Elitesportler an d'Liewe geruff ginn ass. Eng Dispositioun, déi mer jo och an deem heiten neie Sportsgesetz wëlle mat iwwerhuelen.

Dësem Gesetzesprojet kann een eigentlech dräi Ambitiounen zouschreiwen. D'Ambitioun eng Grondlag duerzestellen, e Kader ze bidde fir d'Promotioun a fir d'Ausübung vum Sport hei zu Lëtzebuerg. D'Ambitioun déi bestehend positiv Modeller an Experienze vu Sportsförderung ofzesécheren an definitiv ze verankeren. A schlussendlech d'Ambitioun och, duerch eng Rei vun Neierungen, en nach méi positiivt Ëmfeld fir d'Ausübung vum Sport am Allgemengen a fir de Leeschtungssport am Speziellen ze schafen.

Wann een elo deen Text hei analyséiert, da mengen ech soen ze kënnen, dass am grousse Ganzen deen Text hei där dräifacher Ambitioun eigentlech Rechnung dréit, zum gréissten Deel zumindest. Sécherlech hunn net all Fuerderunge vun der Sportswelt oder vun deenen engen oder anere Kreeser, déi sech am Laf vun der laanger Gestatioun vun deem heiten Text zu Wuert gemellt hunn, kënne berücksichtegt ginn.

Besonnesch den COSL hat och am Laf vun deene leschte Joren déi eng oder aner stramm kritesch Bemierkung ervirbruecht. Ech stellen awer fest, dass och hien haut um Standpunkt steet an et war eigentlech jo och de Standpunkt vun der zoustänneger Kommissioun vun dëser Chamber, dass elo de Moment komm wier fir de Projet zouzeschnüren, en ze stëmmen an dann och natierlech Suerg ze hunn, dass déi Bestëmmungen, déi dra sinn, an déi Neierungen, déi e beinhalt, an déi nei Pisten, déi en opweist, dann och kënne konkret an deenen nächste Joren ëmgesat ginn. An dozou, natierlech, brauch een de politesche Wëllen an déi néideg Kreditter, fir dat ze maachen.

Mat dësem Projet geet et e bëssen esou wéi mam EU-Verfassungsvertrag, wann ech eng leschte Kéier dee Verglach däerf beméien. Eigentlech schreift e munches fest, wat elo scho besteet, an an eenzelne Punkte bréngt en e Plus vun deem wat mer haut hunn.

Ech hunn awer keen Domän fonnt, wou deen Text hei géif eng Regressioun duerstelle par rapport zum Gesetzestext vun 1976.

Well grad wéi dat Gesetz vun 1976 ass deen heiten Text och a gewëssen Aspekter éischter e politeschen, éischter ee programmateschen Text, an nëmmen deelweis e juristesch wierklech verbindlechen, e reng normativen Text.

D'Philosophie also an och den Opbau entspriechen duerfir a grousse Zich deem, wat mer haut am Sportsgesetz vun 1976 stoen hunn. Mat allerdéngs, grad wat dat Normatiivt ugeet, dräi wesentlechen Ännerungen, déi eigentlech den normative Charakter verstäerke vun deem heiten Text par rapport zu deem, wat mer haut vu Gesetzestext hunn.

An zwar och op dräi Punkten.

Éischtens emol d'Aféierung vun enger neier Strofbestëmmung, d'Aféierung vun engem Delikt vum Doping an d'Lëtzebuerger Recht. Dat ass eng fundamental Neierung. Do si mer am normative Beräich voll dran.

Zweetens och Ofännerunge vum Code des Assurances sociales, fir, wat d'Sozialofsécherung vun de Spëtzesportler haaptsächlech ugeet, kënnen eng Rei vun Erliichterungen ze bréngen. Och dat ass normativ.

An déi drëtt wesentlech normativ Ännerung an deem heiten Text par rapport zu dem bestehende Gesetz, dat sinn och déi wichteg Ausnahmebestëmmungen, déi hei dra si par rapport zu eiser Législatioun iwwert den Aarbechtsvertrag, respektiv d'Ofännerung vum Gesetz vu '37 iwwert d'legal Bestëmmunge vun den Déngschtleeschtunge vum Employé privé.

Alles dat sinn also Dispositiounen, déi nei sinn; Dispositiounen, déi e reng normative Charakter hunn. Déi also och de juristesche Wäert, deen dëse Projet huet, ganz kloer verstäerken.

Et bleift awer, dass dëse Gesetzestext, wéi dat bestehend Gesetz a wéi och vill aner Gesetzer an anere Beräicher, eng Rei vun Zilsetzunge festleet, eng Rei vu Missioune vum Stat, vum organiséierte Sport, vun de Gemenge festleet, Verflichtungen, ouni dass direkt bei all Verflichtung Sanktioune virgesi sinn, ouni dass déi Verflichtungen direkt vläicht alleguerten aklobar si viru Geriicht.

Et ass eben déi méi programmatesch Ausriichtung, déi deelweis an deem heiten Text dran ass, déi zu där enger oder anerer Kritik Ulass ginn huet am legislative Prozess. De Statsrot an och eng ganz Rëtsch vu Beruffschamberen hunn dorobber higewisen.

Mä wéi gesot, ech wëll nach eng Kéier drop hiweisen, dass déi Kritik a mengen Aen nëmmen deelweis berechtegt ass, well besonnesch elo an deene leschte Joren a ganz ville Beräicher: am Ëmweltberäich, am Beräich vun der Famill, am Beräich vum Konsumenteschutz, eng Rei Texter vun der Chamber als Gesetzer guttgeheescht gi sinn, déi och éischter eng programmatesch Ausriichtung haten, déi also net onbedéngt an alle Punkten direkt juristesch verbindlech waren.

Mä och d'Zilsetzunge sinn heiansdo wichteg, an och d'Zilsetzunge kënnen an engem Gesetzesprojet hiren Nidderschlag fannen, wa se natierlech gekoppelt si mat enger ganzer Rëtsch vu konkreten, normative Festleeungen.

E reng normativen Text hätt a mengen Aen och bedeit, dass een deem Ganze sécherlech méi eng dirigistesch Ausriichtung hätt misse ginn. Dat wollte mer jo ausdrécklech net, an dat war eng Fro, déi ofgeschwat gi war 1994/95 mat de Responsabele vum COSL, fir vu virera kloerzemaachen, dass et net d'Absicht vun der Regierung vun deemools war, a sécherlech och net d'Absicht vun deene Regierungen duerno, fir hei an iergendenger Form dirigistesch an de Sportsbetrib anzegräifen.

Hei soll jiddferee seng Roll spillen am Kader vun enger rationaler, gerechter Opdeelung vun den Zoustännegkeeten an am Respekt virun der Autonomie vun deem engen a vun deem aneren. Hei gouf also net an déi Richtung geduecht, dass mer e statsdirigéierte Sportsbetrib sollten hei zu Lëtzebuerg kréien, an duerfir kann, wann dat d'Haaptoptik war, eigentlech net en Text erauskomme mat reng normativem Charakter.

E puer Wuert iwwert d'Entstehungsgeschicht an d'Entwécklung vun där Iddi vun engem neie Sportsgesetz. Et ass eigentlech 1994 lassgaange mat enger Table ronde vum deemolege Sportsminister, dem Johny Lahure, organiséiert mat de Federatiounen, mat eenzelne Spëtzesportler, fir gemeinsam ze kucken, wéi kënnt de Sport, besonnesch de Leeschtungssport, hei zu Lëtzebuerg weiderentwéckelt ginn. An eng vun de Konklusiounen, déi deemools an där Table ronde am Fréijoer 1994 erauskomm war, war déi, dass ee sech misst iwwerleeën eng Rei vun Neierungen an engem neie Sportsgesetz virzegesinn.

Déi Iddi ass vun där nächster Regierung 1994/95 erëm opgegraff ginn. Ech selwer hat d'Éier, während dräi an engem hallwe Joer de Sportsressort ze verwalten, an ech ka mech gutt drun erënneren, den Här Haupert sécherlech och, deemools waren eng Rei vu Virgespréicher. Dat war deemools keng esou einfach Affär wou jiddferee gesot huet: Hurra, elo kréie mer en neit Sportsgesetz! Do waren eng Rei vu Virgespréicher. Mir waren zwee-, dräimol zesummen, wou mer déi prinzipiell Fro fir d'éischt emol diskutéiert hu mat de Responsabele vum COSL, ob eng Noutwendegkeet besteet, en neit Sportsgesetz ze maachen, a wat d'Grondorientéierung vun engem neie Sportsgesetz kéint sinn.

D'Suerg vun den deemolege Responsabele vum COSL war fir effektiv gewährleescht ze kréien, dass net sollt an iergendenger Form eng Mainmise vun dem öffentleche Pouvoir op de fräi organiséierte Sport hei zu Lëtzebuerg kommen. A wéi déi Préalabele gekläert waren, ass och versicht ginn, an engem partnerschaftleche Geescht virunzekommen. Et ass en Aarbechtsgrupp agesat ginn, mat Responsabele vum Sportsministère, mat de Responsabele vum Conseil supérieur vum Sport a vum COSL, wou gekuckt ginn ass, fir sech dann ze eenegen op en éischten Entworf vun engem Text.

Deen doten Entworf ass nach eng Kéier am Ministère iwwerschafft ginn an huet dann zu engem Avant-projet de loi gefouert, deen 1998 eng éischte Kéier am Regierungsrot virgestallt ginn ass. Dat war, mengen ech, meng lescht Amtshandlung, déi ech als Sportsminister gemaach hunn. Ech mengen ech war souguer e puer Deeg schonn net méi a Funktioun, ech hunn awer nach d'Presentatioun vum Projet de loi sengerzäit am Regierungsrot gemaach.

Duerno ass festgehale ginn, dass elo all déi aner Departementer a Verwaltungen, déi mat Deelaspekter vun deem Projet do ze dinn hunn, géifen hiren Avis ofginn. An dunn ass ganz kloer e bësse Sand an d'Getriebe erakomm. Et kann een net grad behaapten, dass onbedéngt en Excès de zèle gemaach gi wär vun deenen aneren Départements ministériels, fir u sech hir Stellungnahm zu deem Ganzen eranzeginn.

Dat huet sech da gezu bis iwwert den Terme vun där Legislaturperiod 1999 eraus, bis da schlussendlech am Februar 2001 vun der Madame Brasseur als Sportsminister den Dépôt vun engem Projet de loi konnt gemaach ginn, deen am Wesentlechen d'Iddië bäibehalen huet, bis op eng oder déi aner Ausnahm, déi am Fong och schonn an deem Virprojet mat dra waren. Och do ass et relativ lues virugaangen, et si méi kritesch Stellungnahme komm, offizieller an offiziöser.

Dat huet dann och déi viregt Regierung dozou bruecht, fir nach eng Kéier eng Rei vun Amendementer zum éischte Projet eranzereechen, dat war am Mee 2002. An duerno huet et dann erëm eng Kéier bal zwee Joer gedauert - mä dat ass awer net der Regierung hir Schold gewiescht - bis de Conseil d'État säin éischten Avis zum Projet gemaach huet, dat war am Februar 2004, en Avis wou u sech de Prinzip guttgeheescht ginn ass, wou eigentlech och déi meeschte Moossname Gnod fonnt hunn an den Ae vum Statsrot, mä wou awer och dräi Opposition-formellen an deem Avis vum Statsrot dra waren.

Déi deemoleg zoustänneg Chamberskommissioun huet dann hir Aarbechten intensivéiert an deene Fréijorsméint vun 2004. Et ass zu enger Rëtsch vun Amendementer komm, erëm eng Kéier d'Stellungnahm vum Statsrot, erëm eng Kéier Amendementer, an dunn ass da schlussendlech vun där Kommissioun awer am Mee décidéiert ginn - et war just zum Ofschloss vun der leschter Legislaturperiod -, net méi elo dee Projet do duerchzedrécken an där leschter Sitzungswoch praktesch an elo e bësse Rou erakommen ze loossen, esou dass eigentlech dann dës Chamber an déi nächst Regierung deen heite Projet mat iwwerholl hunn als Ierfschaft.

Am Regierungsprogramm vun 2004 steet dran, dass dat Sportsgesetz soll esou schnell wéi méiglech verabschit ginn, an den neie fir de Sport zoustännege Minister, den Här Jeannot Krecké, huet sech dann och beméit, fir esou schnell wéi méiglech mat deem Projet elo an deem éischte Joer virunzekommen, doduerjer dass en och relativ schnell an déi zoustänneg Chamberskommissioun komm ass, och nach eng Rei vun Iddië matbruecht huet, wéi een op deem engen oder deem anere Punkt nach kënnt deen Text hei verbesseren.

Mir hunn déi diskutéiert, hunn och nach déi eng oder aner eegen Iddi vun der Kommissioun mat erageholl, an a véier, fënnef Sitzungen - ech hunn net genau nogezielt - hu mer dann iwwert deen heite Projet diskutéiert, an no, wéi gesot, enger Rei vun Amendementer als Kommissioun, no engem leschten Avis vum Statsrot konnte mer eis da schlussendlech op en Text eenegen. Dee Rapport vun der Kommissioun ass och da bal eestëmmeg vun der Kommissioun ugeholl ginn, bei der Enthalung vum ADR-Vertrieder.

Dat war - wéi gesot - de Werdegang vun deem heite Projet. Wann een alles rechent, da sinn dat méi wéi zéng Joer, bal eelef Joer. Ech muss soen, et ass ganz kloer, et ass sécherlech e Projet, dee global gesi positiv ass. Ech gestinn awer gären an, dass et kee Projet ass mat engem revolutionäre Charakter, an déi laang Gestatiounsperiod steet net onbedéngt an engem direkte Verhältnis zu der Envergure,…

(Interruption)

…déi deen heite Projet huet.

Mä et bleift awer, mengen ech, dass en a ganz ville Punkten dat verankert, wat elo vu Joer zu Joer iwwert de Budget weidergeschriwwe gëtt. Dat Bestehend kann also definitiv gefestegt ginn.

Et sinn awer eng ganz Rëtsch vu Punkten dran, déi eng Neierung duerstelle par rapport zu haut an déi dem Sport sécherlech an deem engen oder aneren Aspekt hei zu Lëtzebuerg och wäerte weiderhëllefen an deenen nächste Joren, wann déi Texter seriö geholl ginn, a wa jiddfereen de feste politesche Wëllen huet, se och an der Praxis an deenen nächste Joren ëmzesetzen.

Ech sinn eng Kéier iwwert den Text geflunn an ech hunn a mengem schréftleche Rapport eng 18 Punkte festgehalen, déi eng Neierung duerstelle par rapport zu deem, wat mer net nëmmen am Gesetz vun 1976 stoen hunn, mä och an der Praxis vun haut eigentlech Gültegkeet huet, wat also wierklech Neierunge sinn.

Dat geet vun der Roll vun de Federatiounen iwwert déi ganz kloer Festschreiwung vun der Autonomie vum Sportsmouvement a vun der subsidiarescher Roll a komplementarer Roll vun den öffentleche Pouvoiren am Sportswiesen, bis hin op esou eng Neierung, déi eréischt elo viru kuerzem duerch en Amendement drakomm ass, fir och um Niveau vun der Éducation précoce a vun de Spillschoulen obligatorescherweis sou genannt motoresch Aktivitéite fir déi Kanner ze organiséieren.

Dann ass och eng nei Iddi drakomm duerch eng Suggestioun vum heitege Sportsminister, fir e Konzept, wat sech och am Regierungsprogramm elo vun 2004 niddergeschloen huet, an deem Text hei verankert ze kréien, dat heescht méi staark ze setzen op eng proaktiv Politik tëschent der Gesondheet an dem Sport, an d'Gesondheet duerch Sport als Iddi eigentlech méi staark ze pousséieren.

Et ass och ugeschnidden an deem heiten Text - an als fréieren Ëmweltminister weess ech, dass dat en akute Problem war, an ech mengen nach ëmmer bleift - d'Noutwendegkeet, fir och gewësse Sportaarten, déi en Impakt op d'Ëmwelt hunn, fir déi net zu Lëtzebuerg auszeschléissen, mä awer duerch eng geziilten Implantatiounspolitik ze erreechen, dass déi och d'Chance hunn hei zu Lëtzebuerg sech kënnen ofzeweckelen, awer dat wéi gesot an enger geuerdneter Form, net diffus verspreet iwwert d'ganzt Land, mä op verschiddene Plazen, wou sech dann tëschent den Departementer muss eens gesat ginn, wou dat ka sinn, wou also do den Impakt am klengste bleift.

Dann natierlech och d'Utilisatioun vun de Sportsinfrastrukturen. Och dat ass interessant hei awer, dass d'Iddi dra verankert ass. Ech mengen, dass besonnesch och dem COSL um Häerz louch, datt, wat d'Utilisatioun vun deene Sportsinfrastrukturen ugeet, do haaptsächlech an éischter Linn déi sollen dem Schoulsport an dem Compétitounssport déngen, an natierlech och fir eng aner öffentlech Notzung vun de Leit sollen op sinn, soufern déi zwou aner Utilisatiounen dat nach méiglech maachen.

Da sécherlech och e wichtege Punkt, dat ass u sech déi legal Ofsécherung vun der jährlecher Hëllef, déi de Stat gëtt fir d'Sportsaktivitéiten an och fir den techneschen Encadrement a fir den administrativen Encadrement vum Sport, sief dat um Niveau vum Sportsmouvement, sief dat um Niveau vun deenen eenzelne Federatiounen.

Dat sinn och ganz nei Iddië par rapport zum Text vun 1976, déi een haut sécherlech schonn erëmfënnt, mä wou et awer wichteg ass, dass een op Grond vun der Situatioun am Sportswiesen do net verkennt, dass mer do net um Endpunkt ukomm sinn an dass do och nach méi Besoine sécherlech sech ganz kloer bemierkbar maachen. Mir

kommen net laanscht eng gewësse Professionaliséierung vum Sportswiesen, wa mer hei wëlle Resultater opzeweisen hunn an deem ganze Sportsberäich.

Dann eng Iddi, déi mer an der Kommissioun an enge vun de leschte Sitzungen zréckbehalen hunn, dat ass, dass mer u sech déi Versécherung, wat d'Haftung ugeet, d'Zivilhaftung ugeet respektiv d'Ofsécherung géint Accidenter, dass mer déi net nëmmen aféieren respektiv confirméiere fir Leit, déi lizenzéiert sinn, fir Sportler, also respektiv déi Leit, déi eng Lizenz bei enger Federatioun hunn, mä dass mer do och déi sou genannte geleeëntlech fräiwëlleg Mataarbechter mat eranhuelen. Dat sinn also déi Leit, déi spontan erugezu ginn, wann et drëm geet eng Sportsmanifestatioun ze organiséieren. Dat kënnen déi Leit sinn, Pompjeeën oder anerer, déi de Verkéier versichen ze reglëieren, an déi Leit, déi fir Sécherheetszwecker mat erugezu ginn.

M. le Président.- Här Bodry, ech mengen den Här Minister wëllt lech eng Fro stellen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports.*- Neen, neen!

M. Alex Bodry *(LSAP), rapporteur.*- Dat hätt mech jo gewonnert, wann de Minister mer hätt wëllen eng Fro stellen!

(Hilarité)

Déi Leit, déi een also nach muss mat erunzéien, wat oft d'Eltere sinn zum Beispill, déi eng Hand mat upaken, wann et drëm geet fir eppes ze organiséieren. All déi Leit falen an Zukunft also hei ënnert déi obligatoresch Versécherung a ginn an Zukunft mat ofgeséchert. Dat ass och ee konkrete Schrëtt fir dem Éierenamt, der fräiwëlleger Mataarbecht, entgéintzekommen.

Da wéi gesot d'Aféiere vun engem Spezialstatut am Interesse vun de sou genannten Elitesportler, den Héichleeschtungssportler, wou eng ganz Rëtsch vu Moossnamen hei verankert sinn, fir deene kënnen entgéintzekommen.

Dat betrëfft de schoulesche Beräich mat dem Horaire aménagé, mat der Méiglechkeet fir d'Exame kënnen och getrennt duerchzefëieren; dann déi vill diskutéiert Prioritéit bei den Astellunge beim Stat respektiv am öffentleche Secteur - ech soen herno nach e puer Wuert méi am Detail dozou -, wéi och d'Prise en charge vun der Säit vum Stat vun engem Deel vun de soziale Chargë fir déi doten Héichleeschtungssportler, déi keen Akommes oder nëmmen e ganz klengt Akommes hunn. Alles dat sinn, mengen ech, wichteg Neierungen, déi an deem heiten Text verankert sinn, par rapport zu der Versioun vun 1976.

Dann natierlech, an dat hunn ech schonn ervirgestrach, e ganz wesentleche Volet, deen erakomm ass, dat ass d'Aféierung vun engem Delikt fir den Doping ze bekämpfen.

Dat hu mer bis dato zu Lëtzebuerg net kannt. Hei hätt ee missen eigentlech op aner Texter zréckgräifen, fir strofrechtlech géint Doping virzegoen, a wou also an deem heiten Text virgesinn ass, dass haaptsächlech déi Leit, déi esou Dopingsprodukter beschafen, dass déi u sech hei mat ganz staarke Strofen ze rechnen hunn, mat Geldstrofen, héije Geldstrofen an och mat héije Prisongsstrofe vun dräi Joer an deem enge Fall a bei enger Rezidiv mat bis zu fënnef Joer Prisong. Hei ass schonn de politesche Wëllen an deem heite Gesetzestext mat dran, fir wierklech mat staarke Geschützer eigentlech virzegoen, fir dem Phenomeen Doping probéieren Här ze ginn.

Wat opfält an deem heiten Text, dat ass eng Optioun, déi d'Regierung bei der Ausaarbechtung vun dësem Projet de loi sengerzäit geholl huet, nämlech déi, dass de Sportler selwer eigentlech net direkt ënner Strof gestallt gëtt. Dee kéint à la rigueur iwwert d'Complicitéit respektiv als Coauteur vun engem Delikt mat a Fro kommen. Mä de Sportler u sech, dee sech dopt, gëtt iwwert deen heiten Text net ënner Strof gestallt. Dat ass eng Optioun, déi geholl ginn ass.

Doriwwer kann ee gedeelter Meenung sinn. Dat wëll ech ganz kloer och hei a mengem perséinlechen Numm zum Ausdrock bréngen. Mä hei huet Lëtzebuerg eben déi doten Optioun geholl. Et muss ee gesinn, wéi gesot, wéi sech dat doten an der Praxis elo da wäert bewähren.

Dann en aneren, e wesentleche Punkt, deen och der Suerg vun der Sportsbewegung eigentlech entsprécht, ass, fir munches, wat de Sport betrëfft, aus de Geriichtssäll erauszehalen. Well u sech den normalen Oflaf vum Sport dach awer duerch eng Lawin vu Geriichtsprozesser sécherlech net virugedriwwe gëtt, mä éischter behënnert gëtt, war ëmmer d'Suerg fir ze kucken, fir esou wäit wéi méiglech Problemer, déi am Zesummenhank mat dem Sport entstinn, net virun déi ordinär Geriichter ze bréngen, mä wa méiglech iwwert de Wee vun engem Arbitrage, vun enger Schlichtung eigentlech op e gutt Enn ze féieren. Déi Iddi fënnt een och an deem Gesetzestext hei erëm.

Natierlech ass d'Sportswiesen och kee rechtsfräie Raum. Dat wëll ech och soen. Dorobber hunn ech ëmmer als Jurist higewisen, dass dat net ka sinn. Wann een net zu sengem Recht kënnt, muss een och engem Sportler oder wien et och ëmmer ass d'Recht zougestoe fir virun déi uerdentlech Geriichter ze goen. Mä virdru soll ebe probéiert gi sech am Gudden ze eenegen an eng Léisung ze fannen, déi dann all Sträitparteien zefridde stellt. Déi Iddi fënnt sech an deem heiten Text erëm.

Gradesou och wéi d'Iddi fir gemeinsam géint Gewalt an och géint de Friemenhaass am Sport virzegoen, engem Phenomeen, dee méi e rezente Charakter huet, mä deen een net däerf ënnerschätzen. Dofir och hei déi méi programmatesch Ausso, dass ee gemeinsam wëllt dergéint virgoen.

Da schlussendlech als leschte Punkt - ech hu jo schonn am Virfeld dorop higewisen - déi Ofännerungen am Aarbechtsrecht, déi Ausnahmbestëmmungen, déi fir de Sport elo hei agefouert ginn, wat den Aarbechtsvertrag ugeet, wat d'Méiglechkeet ugeet fir e Contrat à durée déterminée kënnen ze maachen, respektiv och déi Méiglechkeet, déi hei elo agefouert gëtt, wann et sech ëm Aarbechtsverhältnisser zu Trainere respektiv zu Sportler handelt, dass déi net onbedéngt mussen iwwer e regelrechten Aarbechtsvertrag geregelt ginn, wann dat nëmmen eng Niewentätegkeet vun där Persoun, deem Trainer oder deem Sportler, ass. Do ginn also gewëssen Assouplissementer gemaach fir d'Sportswiesen, wat sécherlech och deem Ganzen zegutt kënnt.

Voilà, dat si grosso modo déi wesentlech Ännerungen, déi deen heiten Text bréngt. E puer Wuert nach zu enger Kritik, déi oft geäussert ginn ass, haaptsächlech och vum COSL an och vun eenzelne Chambres professionnelles: Firwat gëtt net méi fir de Bénévolat gemaach? Dat ass eng Diskussioun, déi och schonn an deene leschte Jore gefouert ginn ass, besonnesch: Firwat gëtt net méi am fiskalesche Beräich gemaach?

D'Kommissioun war der Usiicht, dass een à ce stade fir de Sport eleng deen Dossier net méi sollt opmaachen, well u sech jo och de Bénévolat an d'Stëtzung vun der éierenamtlecher fräiwëlleger Tätegkeet keng Affär nëmme vum Sportssecteur ass, mä mir brauchen de Bénévolat an alle gesellschaftleche Beräicher. Mir hunn en och glécklecherweis nach an alle gesellschaftleche Beräicher.

Dofir war d'Kommissioun der Meenung, dass et eis net wäit géif bréngen, eleng fir de Sport hei speziell Bestëmmungen an deem dote Beräich anzeféieren, mä dass eng méi global Reflexioun vun der Regierung misst gemaach ginn iwwer zousätzlech Ënnerstëtzungsmoossname fir d'éierenamtlech Tätegkeet, an dozou och natierlech d'Fro soll gekuckt ginn, ob sech net am fiskalesche Beräich do Méiglechkeeten erginn, woubäi ee sech muss bewosst sinn, dat ass ganz kloer, dass, wann een de Leit wëllt um steierleche Plang entgéintkommen, dat nëmmen deene Leit eppes bréngt, déi och Steiere bezuelen.

Leit, déi keng Steiere bezuelen, well se an deenen ënneschten Akommeskategorië leien, deenen hëlleft een net mat steierlechen Ofschreiwungsméiglechkeeten an Ähnlechem, well déi scho souwisou keng Steiere bezuelen. Do misst ee sech dann also och fir déi eng Kategorie aner Hëllefsmoossnamen afale loossen, wann ee wëllt an deem ganze Beräich do eppes maachen. Mir waren der Meenung, dass ee wéi gesot net méi wäit à ce stade kéint komme wéi dat, wat elo an deem Gesetzestext hei drasteet.

Verschwonnen aus deem Text ass eng onglécklech Bestëmmung, déi an de Projet eragerutscht war, déi virgesinn hat, dass bei gewëssene Sportsmanifestatioune vu gréisserem Charakter, wou och eng kommerziell Iddi hannendru wier, dat heescht wou Benefiss géif erausprangen, d'Organisateure gehale wieren, fir ze participéieren un de Mehrkosten, déi dat dote fir d'öffentlech Hand mat sech bréngt, zum Beispill wat d'Polizeiorganisatioun ugeet. Do war eng Opposition formelle vum Statsrot a souwuel déi viregt Kommissioun wéi dës Kommissioun waren der Meenung, dass een effektiv esou een Text net kënnt hei bestoe loossen, well do géint d'Gläichheet virum Gesetz verstouss gëtt.

Well wa sech déi dote Fro stellt, an déi ka sech stellen, sécherlech net nëmmen am Sport, mä och an anere Beräicher, wou grouss Manifestatioune stattfannen a wou Mehrkoste fir d'öffentlech Hand ufalen, a wann een esou eng Regelung mécht, da misst dat selbstverständlech gëlle fir sämtlech Sektoren, an et misst een natierlech och am Detail d'Kritäre festleeën, no deenen déi dote Regelung soll spillen. Dat war en anere Kritikpunkt, deen de Conseil d'État mat Recht geäussert huet, a wou d'Chamber der Meenung ass, dass effektiv een esou en Text net kann dra bestoe loossen.

Eng Meenungsverschiddenheet hate mer mat engem niewesächleche Punkt, de Sportsmusée, wou mer trotz reegem Bréifwiessel mam Conseil d'État op kee Konsensus komm sinn. Do war eppes falsch verstane ginn. Mir hunn et awer net fäerdeg bruecht, dat erëm riichtzebéien, sou dass mer dee Passage iwwert de Sportsmusée hei erausgeholl hunn. Wéi gesot ech mengen, dass doduerch awer den Text u sech net u Wäert verléiert. Voilà, dat zum Inhalt vun deem Text.

En Text ass dat eent, d'Ëmsetze vun engem Text ass eppes Zweetes, an d'Suerg, déi mer an der Kommissioun haten, dat war och, dass mer d'Regierung gäre géife gesinn, an och déi nächst Regierunge gäre géife gesinn, dass se mat dozou bäidroen, wéi d'Gemengen och, wéi de Sportsmouvement och, fir deen heiten Text mat Liewen ze erfëllen, och déi néideg Budgetsmëttel zur Verfügung ze stellen. Ouni déi geet et net, fir dass eenzel nei Dispositioune vun deem heiten Text och wierklech kënnen um Terrain gräifen. Wann dat geschitt, mengen ech, dass mer haut en uerdentleche Gest gemaach hunn am Sënn vum Lëtzebuerger Sport.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Bodry. Als éischt Riednerin ass d'Madame Françoise Hetto ageschriwwen. Madame Hetto, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Françoise Hetto-Gaasch *(CSV).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut bal véier an en halleft Joer nom Dépôt an der Chamber ass dann dat sou genanntent Sportsgesetz endlech op der Ligne d'arrivée ukomm. De Werdegang vum Gesetzesprojet, iwwert dee mer haut de Mëtteg ofstëmme wäerten, ass bekannt a gouf och elo grad nach eng Kéier vum Rapporteur, dem honorabelen Här Alex Bodry, beschriwwen, deem ech op dëser Plaz och am Numm vu menger Fraktioun wëll félicitéiere fir säi kompletten an excellentë schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Här President, och wann d'Leit schonn am leschte Jorhonnert sportlech aktiv waren, sou ass de Stellewäert vum Sport an eiser heiteger Gesellschaft awer e ganz anere ginn. Gouf virun honnert Joer de Sport nach méi als eng Fräizäitbeschäftegung ugesinn, sou ass de Sport vun haut méi wéi nëmmen en Zäitverdreif an och en Amusement.

Sport ass haut eng Plaz vu sozialer Kommunikatioun an Interaktioun, Ausdrock vun engem moderne Liewensstil, en Zeeche vu Liewensqualitéit an awer virun allem ee Facteur vun engem preventive Gesondheetssystem. Wéi mer allegueerte wëssen, leide ganz vill Leit an eiser moderner schnellliweger Gesellschaft, ob dat elo Jonker oder Aler sinn, u verschiddenen Zivilisatiounskrankheeten, zum Beispill Häerz-Kreeslaf-Krankheeten, Bluthéichdrock oder chroneschem Iwwergewiicht. Et ass erschreckend festzestellen - an dat sollt eis wierklech alleguer e bësselchen ze denke ginn -, dass am Moment uechtert d'Welt méi Mënschen duerch verschidde Krankheete stierwen, déi eng direkt Konsequenz vu Fettleibegkeet sinn, wéi et Mënsche gëtt, déi duerch Ënnerernährung ëm d'Liewe kommen.

Falsch Ernährung op där enger Säit an e Mangel u Bewegung op där anerer Säit droe ganz sécher dozou bäi, dass eis Gesellschaft ëmmer méi zu enger kranker Gesellschaft verkënnt. Eng krank Gesellschaft, déi also och ëmmer méi zur Laascht vun eisem Gesondheetssystem an eise Krankekeese gëtt. Fir deem entgéintzewierke gëtt et zum Beispill an Däitschland zënter dem Abrëll 2003 d'Initiativ „Deutschland bewegt sich für ein gesünderes und längeres Leben". Dës Initiativ gëtt ënner anerem vun der BARMER, der gréisster däitscher Krankekeess gedroen an huet als ganz kloert Zil, d'Gesondheetspreventioun an de Käpp vun der Bevölkerung ze verankeren.

Duerch Televisiounsspotten a Reklammen an der geschriwwener Press ginn d'Leit iwwer verschidde Sportaarte wéi Walking, also ganz einfach Sportaarten, oder Vëlofueren informéiert an opgeklärt an niewebäi gi se awer och dozou opgeruff fir sech méi ze bewegen. Dat Ganzt mam Hannergedanke vun enger aktiver Gesondheetspreventioun. Dass hannert dëser Initiativ déi gréissten däitsch Krankekeess steet, verwonnert net, well och si wäerten erausfonnt hunn, dass duerch de Sport de Risiko fir zum Beispill u Bluthéichdrock oder Obésitéit ze erkranke verringert gëtt. De positiven Niweneffekt vun dëser Initiativ spigelt sech dann och sécherlech an de méi niddregen Dépensë vun der Krankekeess erëm.

Ech sinn der Meenung, dass mir och hei zu Lëtzebuerg sou eng ähnlech Initiativ misste starten. Dat Ganzt an enker Kollaboratioun mat eise Sportsfederatiounen, dem Sportsministère an dem Gesondheetsministère.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, menger Meenung no ass de Sport eng, wann net déi Äntwert fir eiser ëmmer méi kranker Gesellschaft ze hëllefen. Well d'Leit dacks eréischt da sportlech aktiv ginn, wa se bis gesondheetlech Problemer verspieren, musse mer preventiv handelen an och duerfir suergen, dass si sech ëmmer méi an ëmmer méi fréi sportlech betätegen. Dat zielt och fir eis Kanner a Jugendlecher.

Dëser Revendicatioun, wéi se och am Koalitiounsaccord vum Juli 2004 festgehale gouf, gëtt duerch dat neit Sportsgesetz Rechnung gedroen. Gesondheetserzéiung fänkt duerfir net - wéi dat fréier de Fall war - eréischt am Préscolaire un, mä gëtt elo ausgeweit op de Précoce. Elo geet et awer hei net dorëms fir elo déi kleng Däbbessen doe komplizéiert Übungen ze maachen, mä et geet am Fong geholl méi dorëms fir se ze begeeschteren, fir hiren Defizit u Bewegung auszegläichen a fir déi motoresch Bewegungsofleef ze verfeineren. D'Mesure fir de Sport schonn am Précoce unzebidde gouf iwwregens och vum Statsrot ganz staark begréisst.

Sport an der Schoul déngt net nëmmen der Gesondheet vun eise Kanner, mä léiert si och wichteg mënschlech Wäerter an Normen. De Sport kann dës Roll bei eise Kanner awer nëmmen dann erfëllen, wa si e qualitativ héichwäertege Sportsunterrecht ugebuede kréien. An duerfir sollten d'Gemengen am Kader vun hirer Schoulorganisatioun och versiche qualifizéiert Personal am Sportsunterrecht anzesetzen, an d'Sportsunitéiten esou ze gruppéieren, dass d'Kanner beschtens kënnen dovunner profitéieren, an net wéi dat dacks de Fall ass, dass wierklech wäertvoll Zäit verluer geet duerch vill ze vill laang Bustrajeten.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, net nëmmen eis Kanner, och de Rescht vun eiser Populatioun huet Urecht op eng adequat Sportsoffer a Sportsinfrastrukturen. Dëser ëmmer méi grousser Demande an der Bevölkerung gëtt elo Rechnung gedroen. Am neie Gesetz steet geschriwwen, dass Sportsinfrastrukturen nieft der Schoul an dem Leeschtungssport och dem breede Public mussen zougänglech gemaach ginn, dat virun allem ausserhalb vun de Schoulstonnen, also och während de Vakanzen.

Ausserdeem sollen d'Gemengen, esou wéi de Statsrot et och recommandéiert huet, spezifesch Sportsprogrammer fir hir Bierger ausschaffen an ubidden. Dat ganz besonnesch awer fir d'Kanner a fir déi Jugendlech. Hei sinn also eis Gemenge gefuerdert, fir sech déi néideg Mëttel ze ginn, fir den Erwaardunge vun hire Bierger an Awunner gerecht ze ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en anere wichtege Punkt, deen ech wierklech wëllt ervirhiewen, ass d'Ausweitung vun der Assurance sportive. Nei ass nämlech, dass net nëmmen d'Sportler an déi Dirigents sportifs, mä an Zukunft sämtlech Bénévolen, Collaborateure vun de Veräiner, och déi, déi wierklech nëmme geleeëntlech aushëllefen, duerch eng ganz nei staatlech Assurance ofgeséchert ginn, déi de Stat mat engem oder méi Assurancenorganisme kann ofschléissen.

Ech mengen, mir sinn dat och eise ville Bénévolë schëlleg, well ouni si ka kee Sportsclub effikass fonctionnéieren a keng Sportsveranstaltung mat Succès iwwert d'Bühn

bruecht ginn. Dëst ass ganz kloer eng Unerkennung fir hir wäertvoll Aarbecht, déi si fir de Veräin Woch fir Woch leeschten.

Ech denken an deem Kontext am Besonneschen un déi vill Elteren, déi sech an de Sportsveräiner engagéieren, fir Chauffeur fir d'Equipe vun hirem eegenen Kand an och där vun deenen anere Kanner ze spillen.

Ech hätt awer elo an dësem Kontext eng Fro un de Minister iwwer eppes, wat nach net ganz kloer ervirgaangen ass aus dem Projet de loi: Gëllt dës Assurance elo nëmmen, wéi dat beschriwwen ass «lors des activités sportives», oder och während där Zäit virdun an duerno, wou se muss preparéiert ginn?

Ech ginn elo just e puer Beispiller: Zum Beispill, wann d'Elteren d'Trikotë musse siche fueren; wann d'Kanner um Rendez-vous eng Stonn waarde virum Match; wann d'Eltere mat hire Kanner mat hirem eegenen Auto op Matcher oder Tournéieren an d'Ausland fueren an hir eege Kasko net onbedéngt wëllen op d'Spill setzen; wann een duerch e Mëssgeschéck engem Kand de Fanger a senger Autosdier quëtscht; oder wann de Sand virum Beachvolleyball scho muss um Terrain verdeelt ginn an, an, an.

Ech mengen, do gëtt et eng ganz Partie Beispiller, wou et fir déi Concernéiert wichteg ass ze wëssen, ob se an deem Fall dann elo mat verséchert sinn duerch dës nei Assurance oder net. Ech wär frou, Här Minister, wann Dir mir herno dorobber kéint eng Äntwert ginn.

Dës Mesure, fir déi bénévole Mataarbechter an eng Assurance mat anzeschléissen, war iwwregens och e Wonsch vum Comité olympique, deen hien a sengem Avis mat erabruecht huet.

Mir begréissen natierlech och de Fait, dass de Stat weiderhin eis Elitesportler ënnerstëtzt, eis Spëtzesportler vun haut, sief dat elo de Benoît Joachim, de Kim Kirchen, d'Gebridder Schleck am Cyclissem, d'Liz May am Triathlon, d'Tessy Scholtes am Karate oder eis Tennis-Crackë Muller, Kremer, Schaul a Minella fir nëmme si ze nennen. Si beweisen eis op alle Fall, Dag fir Dag, zu wéi enge Leeschtungen eng spezifesch a laangjähreg Förderung ka féieren.

All eis Elitesportler droen ausserdeem duerch hir gutt Leeschtungen dozou bäi, eist Land an der Welt ze representéieren an och méi bekannt ze maachen. Si sinn awer net nëmmen ee positiivt Aushängeschëld vun eisem Land an der Welt, mä heiheem sinn a bleiwe si Virbiller, Idoler an Idealer vun eise Kanner, déi versichen hinnen et nozemaachen. Duerfir ginn a mussen si och weiderhi mat den néidege Mëttel vum Stat ënnerstëtzt ginn.

Här President, ech kommen esou lues zum Schluss. De Motto „mens sana in corpore sano", also de gesonde Geescht an engem gesonde Kierper, ass haut an eiser aggressiver, schnelllieweger a gestresster Gesellschaft méi wéi jee aktuell, an de Sport verdéngt dohier och e besonnesche Stellewäert.

Net nëmmen dass déi Jonk an hire Veräiner léieren sech mat Gläichaltregen ze moossen a sech ze défouléieren, si kréien hei jo och Wäerter vermëttelt, wéi Toleranz, Respekt, Fairplay, Zesummenhalen - Wäerter ouni déi eng Gesellschaft net fonctionnéiere kann.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat neit Sportsgesetz mat deem laange Baart ass doudsécher net perfekt, mä et huet awer vill positiv Aspekter an et ass och schlussendlech e Schratt an déi richteg Richtung. D'Experienz wäert eis da sécherlech weisen, wou an op wéi enge prezise Punkten nach muss a kann och vläicht nogebessert ginn. Domadder wëll ech schléissen.

Ech soen Iech Merci fir Är Opmierksamkeet a bréngen och heimadder den Accord vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Hetto. Als nächst Riednerin ass ageschriwwen déi honorabel Madame Colette Flesch. Madame Flesch, Dir hutt d'Wuert.

Mme Colette Flesch *(DP)*.- Merci, Här President. Här President, léif Kolleegen, eng gewësse Fatalitéit schéngt op de Sportsgesetzer hei am Lëtzebuerger Land ze laaschten: Si ginn duerch eng ganz laang Period vu Preparatioun, da falen se an administrativ Tergiversatiounen, da kënnt eng ganz laang Period vu Consultatiounen, an domadder lafe mer de Risque, dass bis zu deem Moment, wou de Projet an d'Chamber kënnt, e scho wäitgehend zerriet ginn ass.

Dat war 1920 de Fall bei enger Proposition de loi, déi dunn agereecht ginn ass, an déi Proposition de loi ass schliesslech 1939 verworf ginn. Dat war och de Fall fir d'1976er Gesetz, dat kann ech aus perséinlecher Erfahrung bezeien. Ech war deemools dobäi, an ech weess, wéi vill et hin- an hiergaangen ass, a wéi laang et gedauert huet. An dat ass och wouer fir dat Gesetz, wat mer haut diskutéieren.

Gëschter hat eng Dageszeitung zwou Säiten iwwert dat neit Sportgesetz an huet d'Ahnengalerie vum Sportgesetz publizéiert. Fënnef Ministeren, huet „d'Wort" geschriwwen, haten deen Text op hirem Büro leien: den Här Johny Lahure, den Här Alex Bodry, den Här Georges Wohlfart, d'Madame Anne Brasseur an den Här Jeannot Krecké.

Et ass effektiv wouer, an de Rapporteur huet drun erënnert, dass d'Iddi gebuer ass 1994 zur Zäit vum Minister Johny Lahure. Deen éischten Avant-projet ass virgeluecht ginn am Conseil de Gouvernement 1998; et ass awer dunn zu kengem Projet komm. D'Consultatiounen interministerieller Aart hu gedauert vun 1998 bis 2000. De remaniéierte Projet ass dunn den 13. Februar 2001 déposéiert ginn. Du sinn déi extern Consultatiounen ugaange mat de Chambres professionnelles, dem COSL, dem Syvicol, an hu bis 2002 gedauert. De Projet ass zimlech fundamental vun der Regierung amendéiert ginn den 12. Juni 2002, an d'Aarbechten an der Chamber sinn ënnerbrach ginn duerch d'Wahle vum 13. Juni 2004.

Wa mer haut also kënnen dee Projet diskutéieren, géing ech soen, da sinn et haaptsächlech dräi Leit, déi de Mérite dovun hunn. Fënnef Ministeren haten de Projet op hirem Büro leien; ee Minister huet de Projet fäerdeg gestallt, boucléiert an déposéiert 2001, an dat war d'Anne Brasseur, Minister vun der Éducation nationale, vun der Formation professionnelle a vum Sport. D'Madame Brasseur huet weider am Joer 2002 de Projet relativ fundamental amendéiert, fir gewësse Kritike Rechnung ze droen. An deen Text, dee mer haut stëmmen, ass guer net wäit entfernt vun deem, deen deemools déposéiert an dunn amendéiert gouf.

De jëtzege Sportsminister, den Här Jeannot Krecké, huet d'Aarbechten direkt reaktivéiert no der Prise de fonction vun der neier Regierung, an den Alex Bodry als Rapporteur huet d'Kommissioun musse leeden duerch en aussergewéinlech voluminéisen Dossier. Et ass seelen, dass mir an der Chamber esou vill Grammen u Pabeier hunn, wou mer eis mussen derduerchwullen.

Also, deenen dräi e ganz spezielle Merci, dass mer haut kënnen zu engem Ofschloss vun deem Projet kommen.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

De But dovun ass ganz kloer: Den Text, deen 30 Joer alen Text vum Sportsgesetz soll moderniséiert ginn; e soll adaptéiert ginn un d'Evolutioun vum Sport an der moderner Welt, un d'Exigenze vum Sport, un d'Evolutioun vun der Gesellschaft och, an och un d'Evolutioun vum internationale Kontext, sief dat de Conseil de l'Europe, sief dat d'Union européenne, sief dat och de Comité International Olympique.

Esou wéi d'Deeler II bis IV vum Rapport vun der parlamentarescher Kommissioun et beweisen, sinn déi eenzel Objektiver an dësem Gesetz erfëllt an erziilt ginn.

Ganz perséinlech wéilt ech zwar eng Remarque bäifügen an déi wär, dass ech mam Rapporteur d'accord sinn an deem wat en op Säit 6 vu sengem Rapport gesot huet a wat en awer net méi ganz geschéngt huet ze deelen a sengem mëndleche Rapport, dass den Text, dee mer haut diskutéieren, éischter - an ech zitéieren en «d'essence programmatique» ass an net «à caractère strictement normatif».

Am Souci vun enger gudder legislativer Prozedur hätt ech mer gewënscht, dass mer e bësse méi normativ virgaange wieren. Ech halen dobäi fest, dass et sécher keen Zoufall ass, wa véier vun deene fënnef Beruffschamberen, déi en Avis zum Gesetz ofginn hunn, eben och bedaueren, dass et éischter eng Déclaration d'intention ass wéi en Text de loi, dee kloer juristesch Normen etabléiert.

Mä wann ech dat soen, dann ass dat einfach e Bedaueren zur Form a guer net zum Fong vum Gesetz, well effektiv stellt dëst Gesetz e wesentleche Fortschrëtt duer par rapport zum Text vun 1976. Déi Fortschrëtter, déi enregistréiert gi sinn oder déi Plus-valuen - wéi de Rapporteur se nennt -, et sinn der 18, dat sinn déi, déi hien a sengem Rapport opgezielt huet. Ech mengen et sinn der wéinstens 19 oder 20. Mä dat kann een alles fannen op Säit 6 a 7 vum Rapport vun der parlamentarescher Kommissioun.

Déi Fortschrëtter sinn all wichteg, mä menger Meenung no gëtt et der vläicht, déi méi an d'Woschuel fale wéi anerer, an do zielen ech der siwen. Dat ass d'Tatsaach, dass an dësem Gesetz d'Federatiounen unerkannt ginn an, wéi soll ech soen, protégéiert ginn, legal protégéiert ginn, dass an dësem Gesetz d'Autonomie vum Mouvement sportif rechtlech festgeschriwwe gëtt, an dass och rechtlech festgeschriwwe gëtt, dass d'öffentlech Hand beim Sport eng subsidiaresch Roll ze erfëllen huet.

Weider schéngt et mer ganz wichteg, dass hei och festgeschriwwe gëtt, dass de Stat dozou beruff ass, de Sport ze ënnerstëtzen. Et ass also net nëmme méi eng Saach vun enger jährlecher Décisioun beim Budget, mä hei gëtt ee fir alle Mol festgeschriwwen, dass de Stat hei muss intervenéieren. De Montant vun der Dotatioun hänkt dann natierlech all Joer vun de Budgetsdiskussiounen an -décisiounen of.

Et ass och wichteg, dass mer e Statut spécial fir ons Elitesportler am Gesetz festschreiwen. Et ass enorm wichteg, dass mer de Kampf géint den Doping hei rechtlech consacréieren an dass mer soen, sans préjudice vun deene Moossnamen, déi um private Plang vun der Sportswelt à l'égard vun de Sportler geholl ginn, sollen an Zukunft Sanctions pénales, streng Sanctions pénales ugewannt gi géigeniwwer deenen, déi mat Drogen handelen, se verschreiwen oder de Sportler se verpassen. Dat ass menger Meenung no e ganz wesentleche Punkt, deen normative Charakter huet an deen enorm wichteg ass an dësem Gesetz.

Schliesslech ass och dat Engagement wichteg, géint d'Violence a géint d'Xénophobie am Sport ze kämpfen, an dann, last but not least, déi spezifesch Regelen, déi virgesi si fir d'Aarbechtsrelatioune vu souwuel Trainere wéi och Sportler mat de Verbänn ze regelen. Dat ass jo e Problem, deen ëmmer erëm opgeworf ginn ass, och an den Assembléeë vum COSL, a wou endlech elo hei eng kloer Sprooch geschwat gëtt.

Dat sinn also alles Dispositiounen, déi der Evolutioun vun der Gesellschaft Rechnung droen, déi der Evolutioun vun der Roll vum Sport an der moderner Welt Rechnung droen an déi - a leider ass dat och néideg - Garde-fouen opriichten, fir déi Dériven ze bekämpfen, déi leider hautdësdags och mam Sport verbonne sinn.

D'parlamentaresch Kommissioun - an de Rapporteur huet dat gesot - huet allgemeng unerkannt, dass ee misst eppes virgesinn, fir de Bénévolat ze ënnerstëtzen, esou wéi de COSL dat a sengem Avis vum 25. Abrëll gefrot hat. D'parlamentaresch Kommissioun war aus deenen Ursaachen, déi de Rapporteur opgezielt huet, awer der Meenung, dass déi Mesurë sech net kéinten op de Sport beschränken, mä dass se missten d'application générale sinn.

Et kann ee sech ganz gutt virstellen an et weess een, dass de Bénévolat eng ganz wichteg Roll och an der Kultur spillt, an och bei deenen, déi sech Suerge maachen iwwert d'Erhale vun onsem Environnement. Et soll hei ganz allgemeng iwwert de Bénévolat nogeduecht ginn, an d'Kommissioun huet d'Regierung opgefuerdert, eng global Reflexioun zu deem Sujet ze féieren.

Ech wär dem Minister also dankbar, wann hien ons kéint soen, wéi hien d'Äntwert zu där Fro vun der parlamentarescher Kommissioun gesäit. Ech wëll en passant, wat de Bénévolat betrëfft, awer och festhalen, wéi de Rapporteur, dass d'Kommissioun, entgéint dem Conseil d'État an entgéint anere Kritiken, déi komm waren, der Meenung war, dass d'Assurance sportive accidents och soll gëlle fir déi, déi, wéi soll ech soen, occasionnel dem Sport Déngschter leeschten. Also net nëmme fir déi, déi voll engagéiert sinn, mä och fir déi, déi bei dëser oder där Geleeënheet bénévole dem Sport eng Hand upaken.

Här President, den Avis vum Syvicol werft bei mir wéinstens eng Fro op. De Syvicol insistéiert, a menger Meenung no zu Recht, op d'Autonomie communale, mä freet awer dann, dass de Stat soll d'Frais de fonctionnement et d'entretien vun de kommunale Sportsinstallatioune mat begläichen. Dat schéngt mer eng Fuerderung ze sinn, déi a Contradictioun ass mam Prinzip vun der Autonomie communale. Wann et sécherlech legitim ass, dass de Stat soll eng Hand mat upaken, fir Sportsinstallatiounen ze bauen, esou wéi dat och bei der Kultur de Fall ass, da schéngt et mir, dass d'Gemengen awer sollen hir Installatiounen esou konzipéieren, dass se an der Lag sinn, duerno se och ze verwalten.

De Conseil d'État huet dat ganz kloer gesot a mir hunn dat an dëser Chamber och gesot, wéi mer zwee Kulturprojeten an d'Participatioun vum Stat bei deene Kulturprojeten diskutéiert hunn. Dat waren d'Centres culturels zu Ettelbréck an zu Iechternach. Et ass nach guer net esou laang hier, dunn hu mer gesot, d'Gemenge sollen sech awer Gedanke maachen, wéi déi Installatiounen duerno kënnen, sollen a musse fonctionnéieren.

Här President, de Conseil d'État huet och bei dësem Projet méi Avisë gi wéi mer gewinnt sinn - et sinn der véier insgesamt - an huet domadder wesentlech zu der endgülteger Form vun dësem Projet bäigedroen. D'Kommissioun ass bei deenen Awänn vum Conseil d'État meeschtens de Suggestioune vum Conseil d'État nogaangen, voll oder deelweis, an net nëmme wann eng Opposition formelle vum Conseil d'État komm ass. Och a Fäll wou de Conseil d'État einfach eng Suggestioun gemaach huet, ass d'Kommissioun higaangen an huet déi Suggestioun mat an den Text erageholl.

Nëmme bei dräi Froe war dat net de Fall. Dat war bei den Artikelen 2, 4 a 16 vum Projet. Beim Artikel 2 hat de Conseil d'État zweemol gefrot, et soll een d'Raison sociale vum COSL aus dem Gesetz erausloossen. D'Kommissioun war net där Meenung, well se zu Recht a mengen Ae gemengt huet, dass et scho wichteg wär, dass dat och am Gesetz verankert wär, also d'Vokatioun vum COSL als Daachorganisatioun vum organiséierte Sport.

D'parlamentaresch Kommissioun huet och de Conseil d'État net suivéiert wéi en am Artikel 4 kritiséiert huet a gemengt huet, dass d'Roll vun de Gemengen net prezis genuch ëmschriwwe wär an dass een do misst méi wäit goen. D'Kommissioun huet gemengt - an ech deelen déi Meenung -, dass d'Mise à disposition vu sportlechen Infrastrukturen effektiv ënnert d'Missioune vun de Gemenge fält an dass een do net weider misst vill a laang Explikatiounen zum Gesetz ginn.

Beim Artikel 16 huet de Conseil d'État gemengt, et soll een net mat enger allgemenger Notioun operéieren am Kampf géint den Dopage a sech référéieren op «un organe représentatif sur le plan national». Hien huet gemengt, et soll een explicitement déi Institutioun mam Numm nennen. Or, déi rezent Erfahrung weist, dass domadder Gefore verbonne sinn. Am Laf vun deene leschte Méint a Joren huet déi Institutioun geännert, souwuel wat hir Statute betrëfft wéi och wat hir Dénominatioun betrëfft. Esou dass d'Kommissioun der Meenung war, dass mer solle bei der allgemenger Definitioun bleiwen, déi d'Situatioun ofdeckt, egal wéi dann den Numm vun där Institutioun duerno ka sinn.

Et gëtt eng aner Bestëmmung, déi och schonn erwähnt ginn ass, an dat ass den Artikel 18, deen d'Violence dans le sport betrëfft. Do war d'Kommissioun mam COSL an och mam Conseil d'État der Meenung, dass déi Dispositioun, déi virgesinn huet, am Ufank, dass d'Organisateure vu Manifestations sportives à but commercial missten d'Frais de service d'ordre rembourséieren, an déi do schonn ofgeännert gi war als eng Kann-Bestëmmung, fort misst. Déi ass dann och ganz aus dem Text erausgeholl ginn.

Schliesslech, wat den Artikel 5 betrëfft, huet d'Kommissioun den Text komplettéiert, andeem si virgeschloen huet, dass bei deene Mesuren, déi am Artikel 5 stinn, d'Ënnerstëtzung vun deene Programmer soll virgesi sinn, déi dozou déngen d'Gesondheet duerch de Sport ze préservéieren.

Ech weisen dorop hin, dass de Conseil d'État sech deem Amendement ralliéiert huet mat der Bedingung, dass d'Regierung misst de Gemengen d'Méiglechkeete ginn déi Programmer utile ze organiséieren. Ech wier also och do frou, wann de Minister ons kéint soen, wat seng Iddië sinn, fir där Bedingung vum Conseil d'État entgéintzekommen.

Dann, Här President, ier ech ofschléissen, wollt ech d'Fro opwerfe vum Sport an der Schoul. Dat schéngt mir vun äusserster Wichtegkeet ze sinn, well d'Schoul besser wéi all aner Institutioun kann dozou féieren, dass d'Kanner an déi jonk Leit effektiv Sport maachen. Sécherlech ass et gutt, wa si vun de Familljen hier mat op de Wee kréien, si solle Sport maachen, mä déi, déi dat doheem net matkréien, déi sollen et da wéinstens an der Schoul matkréien.

D'parlamentaresch Kommissioun huet an hirer drëtter Serie vun Amendementer vum Abrëll vun dësem Joer virgeschloen, dass d'Éducation précoce soll mat abezu gi bei deene pedagogeschen Domäner, fir déi eng Activité motrice obligatoresch ass. Also net Éducation sportive, mä Activité motrice, wat, mengen ech, dem Alter vun de Kanner besser entsprécht. Et ass eng gutt Saach.

Sengersäits huet de Conseil d'État gemengt, dass d'Reglementatioun iwwert de Sport bei der Uni net soll ënnert d'Sportsgesetz falen, mä soll geregelt ginn am Gesetz iwwert d'Uni Lëtzebuerg, sou dass de rechtleche Rahme vum Sport an der Schoul an deem Gesetz, wat mir haut diskutéieren, sech beschränkt op engersäits d'Éducation précoce an de Préscolaire, wou d'Activités motrices obligatoresch sinn, an dann de Primaire, de Secondaire, de Secondaire technique, wou d'Éducation sportive obligatoresch ass an och bewäert gëtt an der Schoulzensur. De Minister vun der nationaler Erzéiung soll de Volume an de Contenu vun deem Enseignement definéieren.

Wéi de Sportsminister, den Här Krecké, seng Fonctiounen opgeholl huet, do huet hien ee Changement de cap préconiséiert, eng Tendenzwende beim Schoulsport. An ech hunn him doropshin eng Fro gestallt, an ech hunn eng ähnlech Fro un de Minister vun der Éducation nationale geschéckt. D'Ministerin vun der Éducation nationale huet mir den 3. September 2004 geäntwert, si hätt nach net den Detail vun de Propositioune vum Sportsminister, a si géing sech virbehale spéider op déi Initiativen zréckzekommen, notamment wa si d'Konklusiounen hätt vun enger Etüd iwwert d'Mobilitéit vun de jonke Leit zu Lëtzebuerg.

An enger Äntwert, an engem blumege Stil, also dans „un style fleuri", huet de Sportsminister de 26. Oktober 2004 mir geäntwert, hie wier gedriwwe vun der Suerg - an ech zitéieren - «de mettre un terme à des pratiques courantes si elles révèlent un certain laisser-aller, de définir les problèmes qui se posent et d'aller à la recherche de solutions vivables».

Hien huet mech weider dorop higewisen, dass de Sport net méi an den direkte Kompetenze vum Minister vun der Éducation nationale wier, an dass doduerjer et inéluctable wier «un dialogue permanent et une relation de complicité avec la Ministre de l'Éducation nationale» ze hunn, an hien huet an deem Zesummenhang eng Referenz gemaach op de Pilotprojet Ganzdagsschoul.

Hien huet mir schliesslech gesot, dass gewësse Servicer vu sengem Departement dee Moment, dat war also am Oktober vum leschte Joer, amgaang wiere Consultatiounen ze féiere mat allen implizéierte Partner a mat dem Zil «d'identifier les pistes à suivre notamment au profit du sport scolaire».

Bon, Här President, d'Regierung ass elo bal ee Joer am Amt. D'Gesetz iwwert de Lycée-pilote ass gestëmmt. D'Chamber ass drop an drun d'Gesetz iwwert de Sport ze stëmmen. Et géing mech also interesséieren ze wëssen, wat déi konkret Resultater sinn, zu deenen d'Relation de complicité vum Sportsminister mat der Educatiounsministerin geféiert huet.

(Interruption)

Wat sinn d'Konklusioune vun deene Consultatiounen, déi d'lescht Joer engagéiert si ginn? Wat sinn d'Pisten, déi de Minister identifizéiert huet au bénéfice vum Sport an der Schoul? Wat sinn d'Mesuren, déi hie préconiséiert, an d'Virschléi, déi sollen ëmgesat ginn? Well ech si mam Rapporteur d'accord: D'Gesetz ass eng Saach, mä nach muss een duerno kucken, wéi et ëmgesat gëtt, a wat do geschitt. Mir wieren also frou ze wëssen, wat d'Iddien, wat d'Vision vum Minister an deem Zesummenhang ass.

Dat gesot, Här President, si mir als demokratesch Fraktioun der Meenung, dass dëse Projet wierklech ee Fortschrëtt bedeit par rapport zum Gesetz vun 1976, dass de Projet de bestehenden Text verbessert a moderniséiert, dass hien ons sportlech Gesetzgebung adaptéiert un d'Evolutioun vun der Gesellschaft an un d'Exigenze vum Sport an och un d'Evolutioun vum internationale Kader. Mir wäerten also dee Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch, ier den Här Kox d'Wuert kritt, huet den Här Bodry nach d'Wuert gefrot.

M. Alex Bodry *(LSAP)*.- Jo, Här President, ech hat just nom Rapport vergiess d'Kap als LSAP-Spriecher unzedoen. Ech géif natierlech dann och am Numm vu menger Fraktioun den Accord zu dësem Text ginn.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Xavier Bettel *(DP)*.- Mir hate schonn Douten; mir hunn dru gezweifelt.

M. le Président.- Mir huelen dat zur Kenntnis, mat Freed. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President. Bon, och vu menger Säit wëll ech fir d'éischt dem Rapporteur nach eng Kéier Merci soe fir deen ausféierleche schréftleche wéi mëndleche Rapport. Mir haten zwar e bësse Problemer, well mir eng Rei vu Rapporten hannereneen do iwwerkucken an unhuelen hu missen.

Als fréiere Sportsminister a President vun enger grousser Sportsfederatioun ass de Rapporteur jo perfekt mat der Matière vertraut, sou dass scho bal alles méi oder manner iwwert d'Zustanekomme vun dësem neie Gesetz souwéi déi eenzel Neierunge par rapport zum ale Sportsgesetz vun 1976 gesot gouf.

Dofir wollt ech och direkt am Ufank vu menger Interventioun den Accord vu menger Fraktioun zu dësem neie Sportsgesetz ginn.

Et hätt ee sécherlech an deem engen oder anere Punkt vun dësem Gesetz vill méi wäit kënne goen, besonnesch wat den obligatoresche respektiv normative Charakter vun dësem Gesetz ugeet. Sou berout de Rôle vum Stat a ville Punkten éischter op enger allgemenger Absichtserklärung, déi gläichzäiteg och nach relativ vag gehalen ass, wéi op enger aktiver Gestaltung vum Stat innerhalb der Sportswelt.

Dëst gouf och praktesch vu sämtleche Chamberen an deene respektiven Avisë bemängelt. Dass deem esou ass, schéngt jo hei zu Lëtzebuerg historesch sou gewuess ze sinn a berout op dem Wonsch vun enger staarker Autonomie säitens de sportlechen Institutiounen an Organisatiounen. Wat awer noutgedrongen zu munchen net vermeidbare Konflikter tëschent konkurréiernde Federatioune féiert, déi net ëmmer am Intérêt vum Sportler beziehungsweis vum Sportsmouvement am Allgemenge sinn.

Wann d'Aufgabe vum Stat nach am Gesetz vun 1976 als Missioune vun der allgemenger Orientatioun, der Koordinatioun, der Ënnerstëtzung an dem Encouragement definéiert goufen, esou huet de Stat sech awer an der Tëschenzäit ëmmer méi vun dësen Aufgabe verabschit an huet sech progressiv a méi komplementär Beräicher ëmorientéiert. A Beräicher, wou natierlech déi méi oder manner autonom Sportswelt noutgedrongen aus finanzielle Grënn net kann aktiv ginn. Besonnesch an deene Beräicher, déi mam Bau a mam Ënnerhalt vu Sportsinfrastrukturen ze dinn hunn.

Dëst féiert awer dozou, wéi dat esou oft hei zu Lëtzebuerg de Fall ass, dass mer éischter an de Bëton wéi a mënschlech Ressourcen investéieren. E gutt Beispill heifir ass sécherlech d'Coque um Kierchbierg. Näischt géint déi excellent baulech wéi architektonesch Leeschtung. Et erweist sech awer bei ville prakteschen Uwendungen an der leschter Zäit, déi do waren, dass dës monumental Sportsinfrastrukturen net ëmmer den eigentleche sportleche Bedürfnisser gerecht ginn.

Dës Kritik zielt awer net nëmme fir d'Infrastrukture vum Stat, mä och fir d'Sportsinfrastrukturen an de Gemengen. Hei kënnt een och eng ganz Rei vu rezente Beispiller opzielen, wou d'eigentlecht Zil, nämlech eng breet a villfälteg sportlech Notzung, net ëmmer erreecht gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz bitt deemno éischter, esou wéi scho vu ville vu menge Virriednerinnen a Virriedner hei développéiert, nëmmen e Kader mat enger Rei vun néidegen Adaptatiounen, déi dat un déi jëtzeg Praxis e bëssen upassen. De Stat probéiert also esou gutt wéi méiglech, sech aus der Sportswelt erauszehalen a just nom Prinzip vun der Subsidiaritéit ze handelen. Ob dëse Prinzip awer de richtege Wee ass, wëll ech elo hei net weider développéieren.

Duerfir wäert ech och nëmmen op e puer Aspekter vun dësem Sportsgesetz agoen, déi, mengen ech, awer essenziell fir de Sport, mä net nëmmen eleng fir de Sport sinn.

D'gesellschaftlech Entwécklung vun de leschte Joren hei zu Lëtzebuerg weist, dass de Stat eng ëmmer méi wichteg Roll a bestëmmte Beräicher vum Sport muss iwwerhuelen. De Stat muss duerfir seng Aufgaben nei iwwerdenken. Ewech vun der normaler staatlecher Verwaltung hin zu méi enger aktiver staatlecher Gestaltung, ouni awer, an dat ass wichteg, och hei zu Lëtzebuerg, déi sensibel Autonomie vun de sportleche Veräiner a Federatiounen op d'Spill ze setzen. Duerfir brauche mer u sech och keen neit Sportsgesetz, mä de Wëllen, do wou de Stat muss a kann aktiv ginn, dëst mat der néideger Seriositéit och unzepaken an duerchzeféieren.

Dës wichteg Aufgab als Gestalter gesinn ech fir d'éischt a besonnesch an der Schoul, speziell beim Schoulsport a bei de parascolairë Sportsaktivitéiten. Dësen Engagement ass net nëmmen en Engagement fir der Sportswelt eng Hëllefstellung bei der Talenterkennung unzebidde respektiv Brécken ze bauen tëschent der Schoul, de Veräiner an de Federatiounen, mä virun allem déi staatlech Verflichtung fir zu enger ausgeglachener Entwécklung vun eise Kanner respektiv Jugendleche bäizedroen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Schoulsport huet eng ganz wichteg Roll bei der Entwécklung vun eise Kanner a Jugendlechen ze iwwerhuelen. Bei der Entwécklung vun eise Kanner a Jugendleche mussen all méiglech Facettë vum mënschleche Wiesen ugesprach an développéiert ginn. D'Bewegung ass a bleift e Grondbesoin vum Mënsch, ganz besonnesch vum Kand, well se vital ass fir seng physesch, motoresch, psychesch, intellektuell a sozial Entwécklung. Dëse Bewegungsprozess hëlleft mat, dass seng Perséinlechkeet besser entwéckelt, geformt a stabiliséiert gëtt.

E weidere ganz wichtege Punkt vum Sport ass d'Betätegung an d'Deelhuelen um kulturellen a gesellschaftleche Liewen. Wien net derbäi ass, riskéiert ausgeschloss ze sinn. De Sportsunterrecht soll deemno hei jiddferengem d'Viraussetzung schafen, fir kënnen derbäi ze sinn. E soll een zolitten a villfältege Grondbagage bei jidder Kand a Jugendlechen entwéckelen, fir dass se sech duerch d'Matmaachen um Sport kënnen integréieren.

E weideren Aspekt, an deen ass scho vu menge Virriednerinnen ugeschwat ginn, dee leider ëmmer méi an de Vierdergrond réckelt, ass dee vun der Gesondheet vun eise Kanner a Jugendlechen. Dëse Phenomeen spigelt sech besonnesch am Iwwergewiicht vun eise Kanner zréck. Déi kierzlech duerchgefouert Ënnersichung vum Service médical des écoles huet erginn, dass och hei zu Lëtzebuerg schonn 19,1% vun de Schoulkanner an der Primärschoul un Iwwergewiicht respektiv Fettsucht leiden. Ech mengen, e katastrophale Befund. An Däitschland ass mëttlerweil all fënneft Kand an all drëtte Jugendleche mat Iwwergewiicht geplot.

Et schéngt sech ze bestätegen, dass d'Iwwergewiicht an d'Fettsucht an hir Folgen op d'Gesondheet sech zu enger grousser Problematik vun eiser moderner Gesellschaft vum 21. Jorhonnert entwéckelen. Eis Gesellschaft gëtt ëmmer méi zu enger prononcéierter Bewegungsmangelgesellschaft mat dramatesche Folge fir d'Gesondheet an deemno och fir eis Krankekeesen. Déi alarmant Etüd weist op, dass eng dramatesch Verschlechterung, wat de Gesondheets- a Bewegungszoustand vun eise Kanner betrëfft, festzestellen ass.

De Schoulsport - an do muss, Här Minister, onbedéngt aktiv ugepaakt ginn - huet deemno fir mech eng dräifach preventiv Missioun:

1. duerfir ze suergen, dass bei de Kanner eng positiv Astellung zum Kierper, zur kierperlecher Ustrengung a sportlecher Betätegung opgebaut a fixéiert gëtt;

2. esou ze handelen, dass och d'Viraussetzung geschafe gëtt, dass keng Schied do weider optrieden, wat natierlech op e qualifizéiert Personal muss zréckgefouert ginn an

3. duerch d'Kombinatioun mat Ernährungsprogrammer zu méi enger staarker Sensibilitéit, zu enger gesonder an ausgeglachener Lesskultur bäizedroen.

Et gëtt nämlech eng ganz kloer a staark Korrelatioun tëschent dem Bewegungsmangel engersäits an der falscher Ernährung op där anerer Säit. Duerfir ass et immens wichteg, dass de Stat endlech op deem Plang aktiv gestalteresch virgeet. Et ass duerfir begréissenswäert, dass dës Problematik an dësem Gesetz och behandelt gëtt. Mä och hei geet d'Gesetz fir mech net wäit genuch an net méi wéi eng Absichtserklärung kann een an deem ganzen Text sichen.

Zréck awer nach eng Kéier zum Schoulsport. Aus menger 14-jähreger Tätegkeet als Prof an engem Lycée technique weess ech, dass de Sport oft net mat der néideger Seriositéit éischtens emol respektéiert gëtt an zweetens och duerchgefouert gëtt. Hei mengen ech si mer och net wäit ewech vun engem sportleche PISA-Debakel. Duerfir musse mer och endlech an deem Beräich eng seriö Debatt iwwert de Stellewäert vum Sport an der Schoul féieren.

Une voix.- Très bien!

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Dës souwuel an der Primärschoul wéi an de Lycéeën.

Duerfir hunn ech mer erlaabt, am Numm vun der Grénger Partei eng Motioun auszeschaffen, déi d'Regierung opfuerdert, de Stellewäert vum Schoulsport nei ze iwwerdenken an de preventive Charakter vum Schoulsport, besonnesch am Zesummenhang mam Bewegungsmangel an dem Iwwergewiicht vun eise Kanner a Jugendlechen, nei ze evaluéieren an entsprechend Handlungsfelder ze definéieren an ëmzesetzen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant que l'activité physique est élémentaire pour permettre le développement physique, moteur, psychique et intellectuel chez l'enfant;

- considérant que le sport est un excellent moyen d'intégration qui favorise la cohésion sociale et engendre des sentiments d'appartenance à la collectivité;

- considérant qu'une hausse sensible de l'obésité peut être constatée chez les jeunes et que ce phénomène risque de devenir un des plus grands problèmes de santé du 21e siècle;

- considérant que notre culture d'alimentation couplée à une sédentarisation importante des loisirs des jeunes conduit effectivement à la surcharge pondérale;

invite le Gouvernement

- à reconsidérer l'importance du sport à l'école et à réévaluer le caractère préventif du sport sur la santé des enfants et des adolescents;

- à redéfinir et à mettre en œuvre les domaines d'activités qui créeront les conditions qui permettent de lutter contre l'inactivité physique et l'obésité chez les jeunes.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

M. le Président.- Merci.

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer nach zum Schluss op e weideren Aspekt vum Sport am Zesummenhang mat der Schoul anzegoen, méi speziell déi parascolaire Aktivitéite wéi d'LASEP an d'LASEL. Dës parascolaire Aktivitéite sinn e ganz wichtegt Instrument fir de Kanner an de Jugendlechen iwwert den normale Schoulsport eraus weider interessant sportlech Aktivitéiten unzebidden an de Goût, fir Sport ze maachen, weiderzeentwéckelen. Des Weidere stellen déi Aktivitéiten eng ganz wichteg Bréck tëschent de Veräiner hier a bidden en idealen Terrain, fir talentéiert Sportler ze entdecken a vläicht weiderzevermëttelen an ze förderen.

Dësen Idealfall gëllt awer leider net fir all Gemenge respektiv Lycéeën. Et ass oft dem Zoufall iwwerlooss, ob eppes an enger Gemeng leeft oder net. Mat engem optimalen, flächendeckenden, deels regional organiséierten Ugebot u parascolairen Aktivitéite kéint de Kanner wéi der Sportswelt e groussen Déngscht geleescht ginn, ouni déi sensibel Autonomie vun der Sportswelt unzetaaschten.

Duerfir bitt dëst neit Sportsgesetz och hei d'Geleeënheet, zesumme mat den Acteuren um Terrain, déi jo oft och am Bénévolat déi Aktiounen duerchféieren, de Rôle vum Stat bei der Orientatioun, der Koordinatioun, der Ënnerstëtzung an dem Encouragement am Zesummenhang vun de parascolairen Aktivitéiten ze evaluéieren an och hei nei Handlungsfelder ze definéieren an ëmzesetzen.

Duerfir erlaabt mer, dass ech eng zweet Motioun déposéieren, fir grad och do d'Regierung opzefuerderen, sech zesumme mat den Acteuren un en Dësch ze setzen an d'Evaluatioun vun de parascolairen Aktivitéiten ze ënnersichen.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant le rôle important que jouent la LASEP et la LASEL auprès des enfants et des adolescents en organisant et en développant la pratique des sports à travers leurs activités parascolaires;

- considérant leur position privilégiée, entre l'école et les associa-

tions sportives, pour détecter d'éventuels talents sportifs parmi les jeunes et ensuite les orienter vers les disciplines sportives qui leur conviennent le mieux;

- considérant que de grandes disparités existent dans l'offre d'activités sportives à travers les différentes communes ou régions de notre pays;

invite le Gouvernement

- à évaluer le rôle de l'État dans l'orientation et la coordination des activités parascolaires sportives;

- à redéfinir et à mettre en oeuvre, avec l'ensemble des acteurs du terrain, les domaines d'activités sportives afin de détecter les nouveaux défis sportifs parascolaires.

(s.) Henri Kox, Claude Adam, François Bausch, Camille Gira, Viviane Loschetter.

Bon, domadder sinn ech um Schluss vu menger Interventioun ukomm. Wéi schonn am Virfeld gesot, bréngen ech den Accord vu menger Fraktioun zum Sportsgesetz heimat eran. Ech freeë mech schonns, nom Triathlon vu Remerschen an nom Gesondheetslaf vun Iechternach op déi nächst sportlech Kompetitioun mat eisem Sportsminister an op eng nächst sportlech Kompetitioun tëschent all de Memberen hei aus der Chamber.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Nom Här Kox huet dann den Här Jaerling d'Wuert. Här Jaerling, wann ech gelift.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Mäi léifst Thema!

M. le Président.- Dir sidd fir 30 Minutten ageschriwwen, Här Jaerling.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo, déi packen ech gutt.

(Interruption)

Une voix.- En ass duerchtrainéiert.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer och fir d'éischt dem Här Bodry fir säin ausféierleche Rapport Merci ze soen.

Den Haaptgesiichtspunkt, no deem mer dat heite Gesetz gesinn, ass sozialpolitescher Natur, mä mir gesinn et awer och ënnert dem wichtegen Aspekt vun der öffentlecher Gesondheet. Leider leet dëst Gesetz säi Schwéierpunkt haaptsächlech op d'Förderung vum sou genannten Elitesport. Et ass och just do, wou et säi gréisstendeels deklarative Charakter opgëtt a konkret gëtt. Do leien och déi wesentlech Neierungen. Dat meescht, wat par rapport vum 1976er Gesetz ännert, gëtt iwwregens schonn haut am Alldag vum Sport praktizéiert.

Här President, déi Europäesch Kommissioun huet alarméiert festgestallt, dass ronn 200 Millioune Bierger an der Unioun un Iwwergewiicht leiden. Wann d'Haapturssaach dovunner nieft enger net adaptéierter Ernährung de Bewegungsmangel an eiser moderner Sëtzgesellschaft ass, dann hu mer als Politik eis eiser Verantwortung ze stellen. Ech weess, vu wat dass ech schwätzen! Dëst ëmsou méi, well och ëmmer méi Kanner ënnert de genannte Problemer ze leiden hunn.

Ech denken, datt wann et eleng ëm Erwuessener géif goen, da kéint een doriwwer streiden, ob d'Allgemengheet, also de Stat sollt sech do aktiv amëschen. Mir sinn eng fräi Gesellschaft, an als Erwuessene misst ee grouss an al genuch sinn, fir ze wëssen, wéi ee gutt lieft oder wéi ee muss liewen. Ech sinn e liewegt Beispill dovun, wéi een et net soll maachen.

(Hilarité)

Et gëtt awer nach deen een oder deen anere Sumo-Ringer weider heibannen. Ech sinn net deen eenzegen!

(Interruption)

Bei de Kanner awer handelt et sech ëm d'Zukunft vun eiser Gesellschaft, a si kënnen net wielen. Si ginn eragebuer an eng Gesellschaft, déi a villem net méi ganz gesond ass. Eis Kanner wäerte mat de Konsequenze vun deem ongesonde Liewensstil, an dee si eragebuer ginn, musse liewen an a spéidere Joren nach ellen ze kämpfen hunn, fir dat riichtzebéien, wat mir a mat eisem deelweis onverantwortleche Liewensstil un hinne verbrach hunn.

Une voix.- Sou ass et!

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Et mécht eis besonnesch Suergen, dass hautdësdags bei Kanner a Jugendlecher Krankheeten zouhuele wéi Blutthéichdrock, Häerzerkrankungen, Deformatioune vum Bewegungsapparat a virun allem Diabetes vum Typ 2, eng Krankheet, déi fréier als Altersdiabetes bezeechent ginn ass. Dozou gesellen sech nach wuessend motoresch Defiziter a Koordinatiounsproblemer.

Aus der Fuerschung iwwert d'Léiere wësse mer jo ganz kloer, datt tëscht Kierperbeherrschung, kierperlechem Wuelbefannen a Léierverméigen en enken Zesummenhank besteet.

Mir wëssen awer och, an dorobber wëll ech hei explizit opmierksam maachen, datt et sech beim wuessende Bewegungsmangel och ëm e soziale Problem kann handelen. Obésitéit a Bewegungsmangel ginn oft zesumme mat Aarmut a schlechte Bildungsviraussetzungen aus dem Elterenhaus verbonnen. Mat dëse Gesondheetsproblemer gëtt en zousätzleche Problem vu sozialer Exclusioun geschafen a grad bei Kanner weien esou kierperlech Benodeelegunge ganz schwéier. Hei sti mer als politesch Verantwortlech vun eiser Gesellschaft virun enger grousser gesondheetspolitescher Erausfuerderung.

Dowéinst begréisst den ADR ausdrécklech, datt dëst Gesetz och fir d'Éducation préscolaire an d'Éducation précoce, déi sech jo ëmmer méi an eiser Gesellschaft duerchsetzt, d'physesch Aktivitéit obligatoresch mécht. An eiser Sëtz-, Computer-, Video- an Tëleesgesellschaft heescht et schonns bei deene Jéngsten den Hiewel preventiv…

(Interruption)

An Autosgesellschaft! Do hutt Der och Recht.

D'Bewegung a virun allem d'Freed u sportlecher Aktivitéit muss schonn a jéngste Joren intensiv gefördert ginn. Dofir begréisse mer och déi nei Obligatioun hei ausdrécklech. Besonnesch och well déi gewielte Formel flexibel genuch ass fir mat de personellen an infrastrukturelle Realitéiten an eise Gemenge gutt eens ze ginn.

Virum aganks ernimmte gesondheetspoliteschen Hannergrond begréisse mer och de Fait, datt am Artikel 5 vum Gesetz Stat a Gemenge verflicht gi gesondheetlech preventiv Programmer duerch de Sport ze ënnerstëtzen.

Dat war eng traditionell Fuerderung vum ADR an déi hat mam Dokter Jean Colombera hire ferventeste Verfechter. Mir bedaueren awer, datt et just bei dëser Deklaratioun am Gesetz bleift an datt se net konkretiséiert ginn ass.

Wat heescht dat zum Beispill konkret, dass de Stat an d'Gemengen «soutiennent des programmes de préservation de la santé par le sport»? Wéi soll dat geschéien? Duerch wat fir eng Organer an Institutiounen? Bis zu wat fir engem Käschtepunkt? Firwat gëtt dofir net an Zukunft e konkrete Budgetsposten agesat oder eng Kommissioun, déi esou Programmer kënnt ausschaffen?

An et kéint ee weider esou Froen opwerfen. Dëst Gesetz gëtt op esou Froen awer keng Äntwert. Do hätt ee vill méi wäit kënne goen, jo souguer vill méi wäit misse goen!

Wann een däitsch Statistiken hei op Lëtzebuerg kann iwwerdroen, da bewegen sech d'Bürosmënschen hautdësdags aktiv nëmmen 20 bis 25 Minutten den Dag. Dobäi réit de Sportsmedeziner dëser Kategorie Leit zu zwou- bis dräimol d'Woch bis minimum 30 bis 45 Minutten Ausdauersport wéi lafen, Vëlofueren oder schwammen oder soss Sportaarten.

Bei eisem däitschen Noper ginn d'Käschte vun der moderner Sëtzgesellschaft, wéi ech se nennen, op zeg Milliarden Euro geschat. Dës duerch Bewegungsmangel provozéiert Käschte fir d'Allgemengheet entstinn duerch bestëmmte Forme vun Diabetes, Réckeproblemer, Iwwergewiicht- an Häerz-Kreeslaf-Problemer.

Ech sinn der Iwwerzeegung, datt, wa mer den Artikel 4 (1) vun dësem Gesetz iwwert d'Obligatioun vu Sport am Précoce an am Préscolaire effektiv notzen an ëmsetzen, dëst e grousse Schrëtt fir d'Preventivmedezin bedeit, esou wéi den Dokter Colombera dat hei ëmmer erëm gefuerdert hat, a wéi hien dat och an enger Proposition de loi am Spierkel 2003 konkretiséiert huet.

Une voix.- Très bien!

(Interruption)

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Jo, Leeschtungssport ass net esou einfach.

Här President, datt sech e gesonde Liewensstil, zu deem regelméisseg kierperlech Aktivitéite gehéieren, rentéiert, dat hu Laangzäitetüde beluecht. Ech zitéieren hei just eng Etüd vun der Stanford University, wou den James Fries zwou Gruppe suivéiert huet. Um Ufank vum Pensiounsalter huet d'Grupp vun den iwwergewiichtege Fëmmerte mat Bewegungsmangel duebel esou heefeg Hëllef am Alldag gebraucht, wéi d'Grupp vun de schlanken, Sport dreiwenden net Fëmmerten. Altersbedéngt Aschränkunge sinn an der Sport dreiwender Grupp och eréischt bis sechs Joer méi spéit fir d'éischt agetratt.

An dat muss och d'Zil vun der Preventivmedezin duerch de Sport sinn: D'Leit zu engem Liewensstil animéieren, dee se esou laang wéi méiglech gesond hält. Dofir begréisse mir och ausdrécklech den Artikel 1 vum Gesetz, deen ee fir alle Mol festhält, dass de Sport d'intérêt général ass an datt jiddfereen d'Recht op seng Ausübung huet, mam Zousaz awer leider «dans la limite des facilités matérielles existantes».

Ech mengen, et ginn eis ëmmer duerch finanziell Contraintë Grenze gesat, wa mer wëllen an de Mënsch investéieren.

Dësen Zousaz féiert mech awer och dozou, alt erëm eng Kéier op e gravéierende Mangel an de Lëtzebuerger Sportinfrastrukturen hinzeweisen. Ech hunn hei an deem Sënn schonns den Hierscht 2002 intervenéiert an och eng Motioun zur Ofstëmmung bruecht. Meng Fraktioun huet doranner d'Regierung opgefuerdert am Programme directeur d'équipements sportifs e Keelen- a Bowlingcenter virzegesinn. 2004 hat ech an enger Question parlementaire nach eng Kéier nogehaakt.

De leschte Samschdeg huet den Här Sportsminister um Kongress vun de Keelesportler bei 500 Leit eng kleng Ouverture gemaach, eng Ouverture fir e Keelesportcenter an de Plan quinquennal vun de Sportinfrastrukture mat nach aneren Infrastrukturen ze integréieren.

Den internationale Keelesport gehéiert engersäits zu enger sportlecher Disziplin, déi am COSL unerkannt ass. De Keelesport ass och déi Sportaart, déi hei am Land déi meeschte Weltmeeschtertitele mat heembruecht huet, an dat souwuel am individuelle wéi am Mannschaftssport.

(Interruptions)

Wat gëtt et fir e Land méi Wäertvolles am Sport wéi e Weltmeeschtertitel?

Et gëtt do derniewent awer och näischt méi Aarmséileges wéi e Land, wat dës Titelen net emol offiziell unerkennt.

Den Hobbykeelesport ass eng sportlech Distraktioun fir vill Leit, déi sech déi méi deier Sportaarten net leeschte kënnen. Et ass do derniewent nach e kulturellt Zesummentreffe vu Leit aus allen Natiounen, wat och hëlleft den Integratiounsprozess ze förderen.

De Bowling, eng aner Aart Keelesport, deen och an d'Keelefederatioun integréiert ass, ass drop an drun olympesch ze ginn. Och an deem Beräich hu mer eng Rei ausseruerdentlech Sportler, déi, wann et esou wäit ass, och prett si fir eis eng zweet Medail vun den Olympesche Spiller mat heemzebréngen. Dofir brauchen se awer deen néidegen infrastrukturellen Encadrement an déiselwecht Viraussetzungen, wéi all aner Sportler och.

Här President, och op aner Defiziter an der sportlecher Fräizäitinfrastruktur, grad am dicht bevëlkertste Süde vum Land, weisen ech och schonn zënter Joren hin. An ech denken hei besonnesch un d'Offer vun oppene Schwemmen. Dat huet sech eréischt dëst Joer mat der jorelaanger erwaarter Réouverture vun der Rodanger Schwemm e bësse geännert.

Ech kommen awer elo zu Punkten, a besonnesch Exceptiounen, déi dëst Gesetz schaaft, mat deenen ech net d'accord ka sinn. Dat sinn éischtens emol d'Derogatiounen zum Aarbechtsrecht an zweetens eng oppen Atteinte vum Prinzip vun der Gläichheet vun de Bierger virum Gesetz. An dat och nach, nodeems der Opposition formelle vum Statsrot méi oder wéiniger Rechnung gedroe gouf.

Zu Punkt 1: Mat sengem 22. Artikel versicht dëst Gesetz de sou genannte legale „flou", dee bis elo am Beräich vun de bezuelten Traineren a Sportler geherrscht huet, ze léisen. Dat gëtt gemaach, andeems formell Exceptiounen zum Aarbechtsrecht legaliséiert ginn. An dat ass fir mech inakzeptabel.

Et gëtt hei erméiglecht, Aarbechtskontrakter à durée déterminée ze maachen, déi eng Lafzäit vu méi wéi 24 Méint hunn an déi och méi wéi 2-mol erneiert kënne ginn. Dat ass elo schonn déi siwent legaliséiert Atteinte vun de Regele vum 1998er Gesetz iwwert d'befrist Aarbechtskontrakter.

Befrist Aarbechstverträg solle just, a mussen dat och bleiwen, Verträg fir aussergewéinlech Situatioune sinn. De Contrat à durée déterminée ass per Definitioun schonns den Ausdrock vun engem prekäre Beschäftegungsverhältnis.

Ech stelle fest, dass dës prekär Beschäftegungsverhältnisser zu Lëtzebuerg zouhuelen. An ech stelle fest, dass dëst Gesetz e weideren Nol am Sarg vum exceptionnellë Charakter vu befristeten Aarbechtsverträg ass.

Mat dësem Gesetz wäert de Contrat à durée déterminée d'Regel am Sportssecteur ginn. Dat, nodeems e schonn am Schoulsecteur vum Préscolaire bis an de Supérieur duerch esou legal Derogatiounen omnipresent ginn ass. An ech erënneren drun, datt och fir de Pool vun Educateuren, déi e psychosozialen Encadrement vu Chômeuren assuréiere sollen, esou Exceptiounen zougelooss goufen.

Déi kloer Philosophie vum 1989er Gesetz iwwert d'Aarbechtskontrakter gëtt an der Praxis grad op staatlecher Säit ëmmer méi opgeweecht. Dat ass Sozialofbau am Konkreten. Dat ass ee vun deene Grënn, firwat ech dësem Gesetz net einfach esou zoustëmme kann.

Dobäi besteet a mengen Ae fir esou Exceptiounen och am professionelle Sportsberäich keng wierklech Noutwendegkeet. Och Kontrakter, déi à durée indéterminée ofgeschloss goufen, kënnen de Particularitéite vun deem Secteur gemäss flexibel gehandhaabt ginn.

E Contrat à durée indéterminée kann ëmmer de commun accord gekënnegt ginn. Wann en eesäiteg gekënnegt gëtt, da mussen déi gesetzlech Kënnegungsfriste respektéiert ginn an da mussen déi spillen, a soss näischt anescht.

Här President, ech schléissen of mat eisem zweeten Haaptkritikpunkt; e Punkt, wou de Statsrot mat enger Opposition formelle gedréit huet. Dëst wéinst der Violatioun vun engem fundamentale Prinzip an engem Rechtsstat.

Eng generell Astellungsprioritéit soll mat dësem Gesetz fir sou genannten Elitesportler geschaf ginn. Dat trëppelt de Prinzip vun der Gläichheet vun de Bierger virum Gesetz mat Féiss. Och wann dunn den Zousaz koum, datt dat net fir Plaze gëllt, wou en Examenscconcours am Virfeld muss gemaach ginn.

De jure gesäit dat elo vläicht besser aus, mä de Wëllen, datt se par rapport zu Gläich- an esouguer Besserqualifizéierte Prioritéit genéissen, bleift kloer bestoen.

A mir wësse jo och, wéi dës Examens-concours beim Stat heiansdo gehandhaabt ginn. Dass do de Kandidate gläich Chancë just virgegaukelt ginn. Mä datt de Mérite, d'Plazéierung guer näischt doriwwer seet, wien da schliesslech eng Plaz kritt.

De wichtegste Kritär ass oft d'Parteikaart, respektiv geleeschten Déngschter fir eng vun deene jeeweilege Regierungsparteien. A wann een dat weess, da weess een och wou ee sech deen Zousaz, deen op Drock vum Statsrot hei erakoum, hei zu Lëtzebuerg kann histiechen.

Frot Iech just emol, wou verschidden Attachéë vun enger bestëmmter Fraktioun no de Wahlen hi verschwonne sinn. Deelweis scho virun dem leschte Statsexame waren se a verschiddene Ministèren en place. Den Exame war just nach eng Formalitéit. Dat nennt een Onrechtsstat, dat nennt een net Rechtsstat.

D'Ongläichheet virum Gesetz hei zu Lëtzebuerg kënnt an deem Gesetz hei och onverschimmt zum Virschäin. Iwwerhaapt ass d'Gesetz och völleg onkloer, wat dann elo en Elitesportler soll sinn. E gëtt net kloer definéiert. Et gëtt just op de COSL higewisen, wann deen engem seng sportlech Qualifikatioun unerkennt.

(Interruption)

Ech hunn de COSL net a Fro gestallt. Ech wëll just soen, dass hei an dësem Gesetz d'Kritären, wien en Elitesportler ass, net kloer virgesi sinn, an och beim COSL kënnt dat net esou kloer zum Virschäin.

Dann ass een en Elitesportler, wann ee vum COSL unerkannt gëtt, an da kann ee vun deenesellwechten Avantagen, déi dëst Gesetz fir dës bestëmmte Minoritéit schaaft, profitéieren. Dat ass alles anescht wéi ee gudden Text.

Op deem Punkt kann et nach garantéiert sëllech Contestatioune ginn.

Dës arbiträr, eesäiteg, elitär a favoritistesch Ausriichtung vum neie Sportgesetz ass einfach net akzeptabel.

Och wat de Bénévolat am Sport ugeet, deen iwwregens net definéiert gëtt a wou et just heescht, de Stat géing deen ënnerstëtzen, gesi mer e gewaltegen Defizit an dësem Gesetz.

Bis op de Congé sportif. Dat ass déi eenzeg konkret Mesure, déi fir d'Bénévoler an deem Gesetz dran ass a wou d'Bénéficiairë vun dëser Mesure definéiert ginn.

An och hei ass den elitäre Charakter net ze iwwersinn. Et gëtt dëse Congé just fir Jugen an Arbiteren um internationale Plang. Dat ass fir Elitesportler an hiert Encadrementspersonal och net grad e Fortschrëtt. Den Asaz fir de Sport um lokalen an nationale Plang zielt net.

Ech kann hei just d'Regierungsparteien zu Folgendem opfuerderen: Si sollen de Bénévolatsproblem, wa schonn net spezifesch fir de Sport an dësem Gesetz, da wéinstens awer allgemeng an en anert spezifescht Gesetz apaken. An dofir wëll ech dann och hei eng Motioun deponéieren, fir d'Regierung opzefuerderen, an déi Richtung ze goen.

Motion 3

D'Volleksvertriederkummer,

- gesäit am Bénévolat en onverzichtbaart Element vum gudde Fonctionnement vun eiser Gesellschaft an alle Beräicher;

- begréisst, datt dat neit Sportsgesetz d'öffentlech Hand verflicht de Bénévolat am Sportsberäich ze ënnerstëtzen;

- ass iwwerzeegt vun der Noutwendegkeet, d'éierenamtlech Aarbecht am associativë Beräich ganz allgemeng, an net nëmmen am Sportsberäich, duerch e favorabele sozialen a legale Kontext ze förderen;

- erënnert un d'«Proposition de loi portant institution d'un congé associatif» vum 6. am Chrëschtmount 2000;

fuerdert d'Regierung op

- der Volleksvertriederkummer e kohärent Konzept fir d'Förderung vum Volontariat virzeleeën;

- den associativë Secteur als legitime Gespréichspartner am politeschen Entscheedungsprozess ze berücksichtegen;

- eng öffentlech Promotiounscampagne op d'Been ze stellen, déi den éierenamtlechen Engagement vun de Bierger valoriséiert;

- e sou genannten «congé associatif» anzeféieren, vergläichbar dem «congé sportif»;

- de legislativen, fiskalen a budgetäre Kader vum éierenamtlechen Engagement ze verbesseren, haaptsächlech duerch Infrastrukturen, déi zur Verfügung gestallt ginn, duerch d'sozial Ofsécherung vu Bénévolen an duerch d'Réckerstattung vun de Käschten, déi hinnen an hirer Tätegkeet entstinn.

(s.) Aly Jaerling, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepp, Robert Mehlen.

Här President, wann och eng Rëtsch gutt Intentiounen an dësem Gesetz ze erkenne sinn, kann ech dëst Gesetz dach net esou einfach matstëmmen. Dëst Gesetz weist eng sëlleche Lacunen op, net nëmme wat de Bénévolat oder d'Förderung vum Breedesport ugeet; et ass a ville Punkten onkloer an onprezis. Et violéiert esouguer de fundamentale Rechtsprinzip vun der Gläichheet virum Gesetz bei Astellunge beim Stat. An et legaliséiert alt erëm Derogatiounen zum normalen Aarbechtsrecht.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Ech stëmme kee Gesetz, wat Derogatiounen zum Aarbechtsrecht mat sech bréngt, an ech stëmmen och kee Gesetz, wou d'Chancëgläichheet um Aarbechtsmaart bradéiert gëtt.

Et kann net sinn, datt gesond an deelweis scho verhätschelt Athleten och nach de Virrang kréie virun all deenen aneren Demandeurs d'emploi, déi keng Zehnkämpfer sinn.

Et ass scho schlëmm genuch, datt a verschiddene Beräicher d'Parteikaart an d'Dozougehéieren zu engem Sportsveräin méi en héije Wäert hu wéi Leeschtung a Qualifikatioun.

Mir hunn an eiser Arméi eng Sportssektioun, an déi sech all Elitesportler ka mellen an doduerch schonn eng Rei Virdeeler kritt. Dofir brauche mer net nach weider Privilegien ze schafen.

Mir schwätzen an dësem Haus ëmmer méi oft vu Chancëgläichheet. Mat dësem Gesetz gëtt d'Chancëgläichheet mat Féiss getrëppelt. Wann Der vu Chancëgläichheet schwätzt, da wann ech gelift fir jiddfereen. An da mengt och wann ech gelift dat, wat Der sot. Soss sot wann ech gelift hei näischt méi iwwer Chancëgläichheet.

Ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Den Här Haupert huet nach d'Wuert gefrot. Honorablen Här Haupert, Dir hutt d'Wuert.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Här President, ee Gléck datt ech nach nom Här Jaerling hei ka schwätzen, soss hätten d'Leit dobaussen op eemol d'Impressioun, wéi wann een Héichelitesportler an den Elitesport wierklech bei eis am Land verpönt géife ginn. Mä nodeem datt den Här Jaerling awer wierklech op den Detail vum Gesetz agaang ass, kann ech mech mat e wéineg méi allgemenge Considératiounen iwwert dat Gesetz hei ofginn.

Ech mengen, ech wéilt awer ufanks dem Rapporteur, dem Här Bodry, félicitéiere fir deen ausféierleche Rapport an him besonnesch Merci soen, well en a senger Fonctioun als fréiere Sportsminister wesentlech och zu deem Gesetz hei bäigedroen huet, an datt mer och zu där Zäit eng flott Kollaboratioun, wat d'Elaboratioun vun dësem Text ubelaangt, haten.

De Projet 4766 gesäit ee Kadergesetz fir de Lëtzebuerger Sport vir. Wéi dat bestehend Gesetz, an den Här Bodry huet drop higewisen, et staamt scho vun 1976, baséiert dëse Projet och op zwee wichtege Prinzipien, wat d'Organisatioun vum Sport an eiser fréier Gesellschaft ubelaangt: de Prinzip vun der Autonomie vun dem Mouvement sportif an de Prinzip vun der Subsidiaritéit, wat d'Roll vun den öffentlechen Instanzen am Sport ubelaangt.

De Mouvement sportif mat senge Veräiner, de Federatiounen an och mat sengem Daachverband, dem COSL, soll d'Sportgeschehen an eisem Land eegestänneg féieren an och organiséieren. De Stat an d'Gemenge sollen nëmmen do intervenéieren, wou dem Mouvement sportif seng Kompetenzen a Mëttel net méi duerginn, an dat nom Prinzip „esou vill Stat wéi néideg an esou wéineg Stat wéi nëmme méiglech".

De Projet 4766 iwwerhëlt och verschidden Dispositiounen, déi schonn am Gesetz vun 1976 enthale sinn, bréngt awer och eng Rei vu wichtegen neien Elementer an eis Gesetzgebung eran, wéi zum Beispill déi vum Kampf géint den Doping, vum Tribunal arbitral fir de Sport, der Regelung vum Aarbechtsrecht vun de professionellen Trainer a Sportler, déi an eise Veräiner täteg sinn, a spezifesch Ënnerstëtzungsmoossname fir d'Elitesportler.

Här President, och wann den Elitesport d'Aushängeschëld no bausse vum Sport duerstellt, well hien déi grouss Mass begeeschtert an d'Schlagzeile vun der Sportsrubrik vun de Medie monopoliséiert, esou muss een awer, wann ee vu Sportspolitik schwätzt, de Sport ënner all senge Facetten an an all sengen Dimensioune betruechten. Dëst sinn de Sport als gesondheetsfördernde Facteur, wann e mat Mooss bedriwwe gëtt, de Sport a senger sozialer Dimensioun, an dat souwuel wat den aktive wéi och de passive Sport ubelaangt, de Sport als Integratiouns- a Resozialisatiounsfacteur, de Sport als Erzéiungsfacteur, a last but not least de Sport a senger wirtschaftlecher Dimensioun wat d'Schafung vun Entreprisen an Aarbechtsplazen ubelaangt.

Une voix.- Très bien.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Här President, an eiser Gesellschaft, déi duerch en iwwerméissege Sédentarisme - a verschidde vu menge Virriedner, d'Madame Flesch an den Här Kox a souguer den Här Jaerling hunn drop higewisen -, also eis Gesellschaft…

Une voix.- Besonnesch, net souguer.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Ben, hie besonnesch.

Also an eiser Gesellschaft, déi duerch dee Sédentarisme geprägt ass, muss de Sport als Erzéiungsfacteur eng méi grouss Roll spille wéi dat bis elo de Fall war. Wann de Sportsminister och keng direkt Kompetenzen huet, wat de Schoulsport ubelaangt, esou muss hien als responsabele Regierungsmember fir de Sport säi ganzt Bestriewen asetzen, fir datt an Zukunft eis Jugend duerch de Sport zu gesonde Bierger eropwiisst, déi hir Roll an eiser Gesellschaft meeschtere kënnen a besonnesch d'Interesse vun eisem Land an der globaliséierter Welt vertriede kënnen.

D'Kolleegin Françoise Hetto an och den Här Kox hu virdrun op dat chronescht Iwwergewiicht vun eise Kanner higewisen. Dëst kënnt zum Deel duerch eng falsch Ernährung, awer och a besonnesch duerch e Manktum u Bewegung. Eis Kanner hu gréisstendeels verléiert, an der fräier Natur ze spillen an ze Fouss oder mam Vëlo an d'Schoul ze goe respektiv ze fueren. No der Schoul sëtzen se allze oft a vill ze laang virun der Televisioun oder dem Computer.

Une voix.- Dat ass wouer.

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Sécher fanne mer nieft der Schoul och am privat organiséierte Sport a souguer a kommerzielle Betriber an an öffentleche Strukturen e breet Angebot fir physesch Betätegungen, awer net all Kand mécht fräiwëlleg vun deem Angebot Gebrauch, an déi am wéinegsten, déi et am néidegsten hätten. Hei ass d'Schoul gefuerdert fir dee Manktum u Bewegung vun eise Kanner ze kompenséieren.

Ech weess, datt eis Schoulprogrammer schonn iwwerlaascht sinn, an d'Enseignantë vun all Fach mengen, hiert Fach misst nach méi Plaz an de Schoulprogrammer kréien. Hei musse mer awer wësse wat mer wëllen. Ass eise Kanner genotzt, wa se zwar vill Wësse mat op de Wee kréien, awer keng Energie fannen, fir dat Wëssen oder fir hiert Wësse wäertvoll ëmzesetzen? Och an de Schoulprogrammer musse mer verstoen, Prioritéiten ze setzen, wa mer aus eise Kanner selbstänneg Bierger wëlle maachen. Et geet jo ëm eis Kanner an net ëm déi verschidde Fächer.

An deem Sënn muss och am Kader vun enger Ganzdagsschoul oder Ganzdagsbetreiung - an d'Madame Flesch huet och schonn drop higewisen - eng besser Zesummenaarbecht tëschent Schoul a private Sportsassociatiounen, besonnesch am Primärunterrecht ugestrieft ginn. Esou eng Kollaboratioun kéint mat Sécherheet dozou bäidroen, de Sport an der Schoul ze revaloriséieren, de Veräiner an hirer Aktivitéit entgéintzekommen, a besonnesch eise Kanner hëllefen zu gesonde Bierger eropzewuessen. Op dësem Plang ziele mer besonnesch op eise Sportsminister, fir datt an Zukunft de Sport an der Erzéiung vun eise Kanner déi Plaz anhëlt, déi fir hir kierperlech Entwécklung onerlässlech ass.

Esou eng Zesummenaarbecht vu Schoul a Sportsveräiner kéint och deelweis dozou bäidroen, dee leidege Problem vum Bénévolat am Sport ze léisen. Mir sinn eis all bewosst, datt dee Problem sech op anere Pläng vun eiser Gesellschaft stellt. Och den Här Jaerling huet a senger Ried dorop higewisen. Eent steet fest: Ouni de Bénévolat kéint eist Zesummeliewen an der Gesellschaft bal net méi fonctionnéieren. Eleng déi dausenden an dausende Stonnen, déi vun den Dirigente vun eise Veräiner onentgeltlech geleescht ginn, stellen eng onschätzbar Kontributioun vun de Fräiwëllegen zu eisem Gesellschaftsliewen duer, déi, wa se misste vu Professionelle geleescht ginn, eng schwéier Belaaschtung fir d'Budgete vun eisem Stat a vun eise Gemenge géing duerstellen.

Esou eng Professionaliséierung géing zwar nei Aarbechtsplaze schafen, wat awer net onbedéngt de Problem vum Bénévolat géing léisen, deen awer fir d'Gedeie vun eisem Gesellschaftsliewe vu grousser Wichtegkeet ass. Och eng forfaitaire Ofschreiwung vum besteierbaren Akommes vun den Onkäschten, déi dem Bénévolë bei der Ausübung vu senger Tätegkeet am Veräin operluecht ginn, hätt menger Meenung no - an do sinn ech mam Här Bodry d'accord - zu kenger valabler a scho guer net zu enger équitabler Léisung vum Problem gefouert, well jo nëmmen déi Leit dovu profitéiert hätten, déi Steiere bezuelen, an dat si mat Sécherheet net all eis Bénévoler. Nieft dem administrativen Opwand, deen esou eng Moossnam mat sech bruecht hätt, hätt se och nach zu onnëtzen Ongerechtegkeeten an Onzefriddenheete gefouert, wat dem Bénévolat mat Sécherheet net gedéngt hätt.

Här President, a puncto Bénévolat wëllt ech hei awer och nach op e Mëssstand hiweisen, dee sech besonnesch an enger Sportaart breet gemaach huet. Hei sti Leit Stonnen a Stonnen, Woch aus, Woch an, hirem Veräin onentgeltlech zur Verfügung fir Geld duerch Baler, Tombolaen an de Verkaf vun Thüringer an d'Keess ze bréngen, fir Sportler kënnen ze bezuelen, déi fir hire Plëséier zwee- bis dräimol an der Woch trainéieren a sonndes och nach eng Kompetitioun spillen. An anere Sportaarten trainéieren d'Sportler all Dag ouni nëmmen een Euro ze kréien, an hir Leeschtunge sinn och nach international gesi vill besser wéi déi vun deenen Eischtgenannten.

Hei hu Mëssstänn sech agebiergert, well deen een oder anere Veräin vorübergehend e Sponsor fonnt huet, dee säi perséinlechen Ego beim sportlechen Erfolleg vu senger Equipe befriddege konnt, deen awer, wann e säi Sponsoring agestallt huet, de Veräin mat eidelen Hänn oder besser gesot mat eideler Keess zréckgelooss huet, an deen da mat zousätzlechem Bénévolat huet misse versichen, dat Lach ze stoppen. Och esou Mëssstänn droen net zur Förderung vum Bénévolat bäi. Déi Mëssstänn kënnen awer net duerch e Gesetz geléist ginn. Hei muss de privat organiséierte Sport a besonnesch déi zoustänneg Federatioun selwer fir Uerdnung suergen.

Wann een allgemenge Problem vu Bénévolat an eiser Gesellschaft besteet, da muss versicht ginn, an Zesummenaarbecht tëschent öffentlechen Instanzen a private Veräiner - an ech mengen, den Här Kox huet och schonn drop higewisen -, eng Léisung hei erbäizefëieren. Hei huet de COSL an enger vu senge Publikatiounen, dem „Flambeau", e wichtegt Basisdokument ausgeschafft, dat valabel zu enger konstruktiver Diskussioun iwwert dee Problem kéint bäidroen.

Här President, eng wesentlech Neierung a Verbesserung vum Gesetz bréngen déi nei Moossnamen zu Gonschte vum Héichleeschtungssport mat sech, déi den Här Jaerling awer vu sengem Standpunkt aus hei e wéineg kritiséiert huet. Duerfir muss ech dat e wéineg erëm riichtbéien.

Den Héichleeschtungssport huet sech an deene leschte Joren ëmmer méi professionaliséiert - ech mengen dat ass e Fait, do hunn och scho meng Virriedner drop higewisen -, awer net an alle Sportaarte besti professionell Strukturen, a besonnesch net all Elitesportler ass gewëllt fir säi Studium oder seng Aarbecht länger Zäit opzeginn, fir eng professionell Sportscarrière anzeschloen.

Dofir ass et och ze begréissen, datt duerch dat neit Gesetz de Statsech nach méi un de Moossname vum Mouvement sportif associéiert, fir den Elitesportler d'Méiglechkeet ze bidde während hirer sportlecher Carrière hire Sport op eng quasi professionell Manéier ausüben ze kënnen, an hir sozial a berufflech Aglidderung no hirer sportlecher Carrière hëlleft virzebereeden an ze assuréieren. Dës berufflech a sozial Rekonversioun muss awer och fir de professionelle Sportler zielen. Dës Dispositioune mussen awer nach mat Inhalter gefëllt ginn.

Net all Beruffssportler a schonns guer net all Héichleeschtungssportler verdéngt a senger kuerzer sportlecher Carrière genuch, fir sech duerno an d'Pensioun zréckzezéien. Neen, déi meescht mussen sech no enger Aarbecht ëmkucken, fir hire Liewensënnerhalt an dee vun hirer Famill assuréieren ze kënnen. Hei huet d'Allgemengheet eng moralesch Verflichtung. Schliesslech huet den Héichleeschtungssportler och zum positiven Image vum Land bäigedroen a ville Leit an eiser Gesellschaft während Joren zu grousser Begeeschterung gehollef.

Wat déi aner Dispositiounen zugonschte vum Leeschtungssport ubelaangt, esou si meng Virriedner am Detail op déi Moossnamen agaangen, esou datt ech net nach eng Kéier hei brauch dorobber zréckzekommen.

Här President, als weider Erneierung hält de Projet de verstäerkten Engagement vun dem Stat an dem Mouvement sportif sengem Kampf géint de Gebrauch vum Doping am Sport fest. Bis elo huet de Stat an de COSL am Kader fir d'éischt vum Comité national de lutte contre le dopage dans le sport, deen duerno Agence luxembourgeoise antidopage genannt ginn ass, e gemeinsame Kampf géint den Doping gefouert. De Stat huet d'Logistik fir den Dépistage vun den Dopingssënner gestallt an de Mouvement sportif huet iwwer seng eegen Instanze Strofe fir den erwëschte Sportler no der Strofeskala vun de jeeweilegen internationale Verbänn ausgesprach.

De COSL huet sech ëm d'Iwwerwaachung vun dem Verhängen a vun der Ausféierung vun de Strofe gekëmmert an esou fir eng équitabel Ausleeung vun den Anti-Doping-Dispositiounen tëschent de Sportler vun alle Sportaarte gesuergt. Fir déijéineg, déi dem Sportler den Doping verschaaft oder administréiert hunn, ware keng direkt Strofe virgesinn. Si sinn ënnert d'Dispositioune vun dem Gesetz iwwert d'pharmazeutesch Produkter gefall.

De Projet, dee mir hei virleien hunn, gesäit zolidd Strofe - a meng Virriedner, d'Madame Flesch an den Här Bodry, hu schonn drop higewisen - fir déijéineg vir, déi onerlaabt Dopingprodukter hiergestallt, verkaaft oder transportéiert hunn, fir d'Dokteren, déi Doping fir de Ge-

brauch am Sport verschriwwen hunn, a besonnesch fir d'Soigneuren, déi de Sportler Dopingsproduiten administréiert hunn.

D'Gesetz gesäit awer keng Strofe fir de Sportler vir, deen an enger Kontroll erwëscht gëtt. De COSL war ëmmer der Meenung, datt dat eng Ugeleeënheet vum Sport wier, wou de Stat sech net soll amëschen. Well net nëmmen am Sport gëtt gedoppt, och an anere Beräicher vun eiser Gesellschaft, ouni datt déi Leit bestrooft ginn, an et geet jo schliesslech ëm hir Gesondheet.

Am Sport ass et awer esou, datt deejéinegen, dee sech dopt, net nëmme senger Gesondheet schuet, mä och d'Resultat vun der sportlecher Compétitioun an direktem Vergläich mat senge Konkurrenten, déi sech net gedopt hunn, verfälscht.

Une voix.- Très bien!

M. Norbert Haupert *(CSV)*.- Well et sech also ëm eng sportlech Ugeleeënheet handelt, war de COSL och ëmmer der Meenung, datt d'Dopingssënner am Sport misste sanktionéiert ginn, awer iwwert déi eegen Instanzen an no den eegene Regele vum Mouvement sportif.

Fir datt d'Sportler vu sämtleche Sportaarten am Fall vun engem Dopingverstouss d'selwecht behandelt kéinte ginn, huet déi international Agence am Kampf géint den Doping versicht gläich Regele fir all Sportaarten opzestellen.

Dat huet net all internationalem Verband an de Krom gepasst a si wollten sech hir eege Regele ginn. Bei Geleeënheet vun der Assemblée vun der internationaler Agence am Fréijoer a Kanada huet den deemolege President vum Sportministeschrot vun der Europäescher Unioun - eise Sportsminister - eng onmëssverständlech Positioun vun der Europäescher Unioun an dëser Ugeleeënheet vertratt, an deenen internationale Verbänn, déi gemengt hunn de Luussert kënnen ze spillen, de Krich ugekënnegt, woufir ech hien hei vun dëser Plaz aus och wéilt félicitéieren.

Här President, dat sinn e puer Bemierkungen, net nëmmen zum Sportsgesetz, awer doriwwer eraus zum Sport am Allgemengen, déi ech hei développéiere wollt. Och wann dat neit Gesetz an Zukunft net all Problemer an dem Sport wäert regelen, esou bréngt et dach eng Rei wesentlech Ännerungen an Erneierunge fir de Sport, esou datt ee begréisse muss, dass no esou enger laanger Zäit de Projet endlech accouchéiert, woufir ech besonnesch de Sportsminister, awer och seng Mataarbechter an all déi Leit, déi bei der Ausschafung vum Projet eng Hand ugepaakt hunn, vun dëser Plaz wëll félicitéieren.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Haupert. Dann ass als leschte Riedner virgesinn den Här Sportsminister Jeannot Krecké. Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, nodeem dass e fréiere bekannte Sportler, och nach President vum COSL an Deputéierten hei eng Rei Saache riichtgebéit huet, fält et mir méi einfach dat eent oder dat anert un Iech ze bréngen.

Dir hutt et selwer gesinn, d'Madame Flesch huet et retracéiert an den Här Bodry ass drop agaangen: Déi Diskussioune hunn 1994 ugefaangen, mat engem Dépôt Februar 2001 ass et weidergaangen, fënnef Ministeren hunn un deem Gesetz do geschafft, plus all déi vill Mataarbechter.

Wéi ech ugetruede sinn, hat ech a mengem For intérieur d'Décisioun geholl, et misst elo duergoe mat diskutéieren an duergoe mat verhandelen. Ech hunn eng Optioun geholl, déi mer och net Leed deet, ech hunn nämlech gesot ech géing mat der Chamberskommissioun zesummeschaffen an ech géing mam Rapporteur enk zesummeschaffen, fir ze kucken dann zu engem Resultat ze kommen, nodeem dass mer laang, laang op e Resultat gewaart hunn.

An dofir muss ech soen, dass mer eis décidéiert haten déi Entscheedungen ze huelen. Duerch den Avis, deen de Conseil d'État eis dohinner geluecht huet, duerch Opposition-formellen, déi hie gemaach huet, hu mer missen Entscheedungen huelen an déi eng oder aner Richtung. Mir hu gesot, dass mer seng Propositiounen, déi e gemaach huet, an och Saachen, déi a mengen eegene Kompetenze sinn, haaptsächlech mol nach géife kucken, an dann alles, wat doriwwer erausgeet a wat erëm aner Administratioune betraff hätt, erauszehalen. Net ze vergiessen, dass mer an enger Presidentschaft waren, an ech awer mäi Versprieche, dat doten an engem Joer ze maachen, trotzdeem wollt duerchzéien.

Ech muss soen, et ass garantéiert méiglech wéi bei all Gesetzer nach e besseren Text ze kréien. Dir wësst, dass ech schonn eng Kéier gesot hunn - d'Madame Flesch huet et selwer gesot -, et wier vill schonn zerriet ginn. Meng Angscht war, et géing nach zerriet ginn. Et wier besser mol eng Rei Saachen, déi Besserungen déi dra sinn, ze festegen, déi mol festzeschreiwen an da kann een duerno iwwer Saache schwätzen.

Ech war elo zu Andorra an hunn do e Fall erlieft vun engem Spëtzesportler, dee verletzt gouf, deen Indépendant ass an deen elo an enger Situatioun ass, wou hie keen Akommes huet - an deem Mooss! Do sinn doudsécher Lacunen, déi mer de Moment hunn an déi ee misst opfëllen.

Stellt Iech awer elo vir, ech hätt elo gesot, okay, dat do hunn ech elo erkannt, elo fänke mer nach eng Kéier un iwwert d'Sozialversécherungen ze schwätzen. Da wiere mer erëm fir dräi Joer fort gewiescht! Ech hu gemengt, mir sollen dat mol festegen, wat elo do ass an déi Problemer net vergiessen, déi hei ugeschnidde gi sinn an déi sécherlech - muss ech soen - och hire Stellewäert hunn.

Den Här Jaerling ass net do, mä ech wollt him awer soen…

(Interruption)

Neen, neen, Dir sot em dat. Dat ass léif. Ech hunn dat net béisaarteg gemengt; ech hat dat net gesinn.

Mä hien huet esou vill géint Spëtzesportler geschwat. Ech kënnt him ganz vill Beispiller vu Leeschtungsa Spëtzesportler weisen, déi awer wierklech hu misse leiden dorënner, dass si eist Land vertrueden hunn, dass si sech agesat hunn, fir an engem National-Equipe-s-Tricot unzetrieden. Zu Andorra hu se am Numm vun eisem Land dee Sport gedriwwen, dee si sech eben erausgewielt haten, a mam Resultat, dass se elo perséinlech Aboussen hunn.

Dofir gesinn ech net dee risegroussen Avantage, deen den Här Jaerling huet wëllen ausmaache bei de Spëtzesportler, deen déi hätten.

Wéi gesot, ech hunn déi Démarche mat der Chamber an haaptsächlech och mam Rapporteur gemaach, well ech wousst, dass hien och à la base dovunner war. D'Foto weist jo, dass dat laang gedauert huet. Am Artikel, deen Der gewisen hutt, si jo zwou Fotoen. Dass dat laang gedauert huet, dat gesäit een e bëssen - en ass mir net béis - un de Fotoen!

(Hilarité)

Ech war frou, dass vu mir net déi Foto vun haut an dann déi Foto vun deemools dra war, deemools wéi ech och schonn eng Kéier eppes mat deem Sportsgesetz ze dinn hat, nämlech dem Sportsgesetz vun 1976, wéi ech am Ministère geschafft hunn, war ech domat beoptraagt eng Rei Saachen ëmzesetzen, wat dat dote Gesetz beinhalt. Ech si frou, dass déi Foto net do ass, esou dass dat Vorher-Nachher mat mir net noutwendeg war.

(Interruption)

Ech wollt op e puer Punkten agoen, déi hei awer ervirgestrach gi sinn, an nach eng Kéier kloer ënnersträichen, dass fir mech et dräi, vläicht véier Beräicher gëtt, déi wichteg sinn an op déi ech mech och wäert achséieren. Dir sot mir: „Mir mierken nach net genuch dovunner." Dat eent ass awer de Schoulsport, well do alles ugeet, well do d'Basis geschafe gëtt vun deem, wat soll geschéien.

Et ass net fir näischt, an ech kommen awer nach op e puer Elementer zréck, dass mer och elo am Gesetz déi Éducation précoce, iwwert déi mer awer hei e bësse locker driwwer ewech ginn, dass do festgeschriwwe gëtt, dass mer eng Aufgab hunn, déi sou fréi wéi méiglech muss ufänken. Nämlech déi, déi Bewegungsméiglechkeeten de Kanner ze ginn, déi hinnen op anere Plaze feelen. A maacht lech näischt vir, och wa mer dat maachen, da brénge mer knapps fäerdeg dat ze redresséieren, wat se verluer hunn, doduerch dass se haut net déi Méiglechkeeten hunn, déi mir alleguerten haten, wéi mer jonk waren.

Dass dobäi Spaass muss entstoen, ass essentiel. Well mir kënnen net méi dekretéieren, dass ee weiderhi Bewegung mécht, dass ee weiderhi Sport mécht, dass ee Spëtzesport oder Leeschtungssport mécht. Mir kënnen em just Spaass ginn. An ech mengen et war d'Françoise Hetto, wat gesot huet: Et ass wichteg, dass déi Leit dobäi sinn, dass se eppes maachen.

Dat ass ass dat wat mer musse fäerdeg bréngen, nämlech dass se duerno weiderfueren. An eis Gesellschaft ass nun eben esou opgebaut, dass vill, loosse mer soe Vakanzen, vill Loisirë ronderëm de Sport dréinen. Wann een do beispillsweis net ka schwammen, dann ass een ausgeschloss vun enger ganzer Rei Aktivitéiten, déi nun ebe stattfannen, wou d'Schwammen d'Basis ass.

An Dir dierft net vergiessen, dass do ronderëm dee Breedesport, vu Schoulsport eriwwer op Breedesport, dass do och ganz villes entstanen ass, wat mëttlerweil eng wirtschaftlech Aktivitéit duerstellt.

A schlussendlech ass de Leeschtungssport, an ech loosse mer dat net vermiesen, trotzdeem och fir eis ënnerstëtzenswäert. Ënnerstëtzenswäert aus deene Schwaachpunkten, déi ech virdrun unhand vun engem Beispill gewisen hunn, mä awer och well et d'Lokomotiv ass. Et ass d'Lokomotiv, fir dass aner Leit och dat do maachen. Déi beschte Reklamm ass sonder Zweifel, wa mer gutt Leeschtungssportler hunn. Besonnesch an eenzelne Sportaarte gesäit een, dass dann automatesch och vill Leit an déi Richtung ginn.

Ee Wuert zum Stellewäert, Här President. De Stellewäert ass net dee vum Sport hei am Lëtzebuerger Land, trotz ville gudden Interventiounen, déi ech haut héieren hunn hei. Ech mengen, en ass gepréegt duerch keng Polemik an duerch wierklech déif gräifend gutt argumentéiert Rieden, mä de Problem ass, dass dat dobausse vläicht a Sonndesriede ganz oft esou gesot gëtt, mä wann et drop ukënnt - an am Schoulsport hu mer et heiansdo gesinn -, da sinn aner Saachen op eemol méi wichteg. An et ass richteg, wa mer an enger Zäit liewen, wou mer soen, iwwert de Lissabon-Prozess hu mer eis eng ganz Rei Aufgabe ginn, dann ass de Sport vläicht net déi allerieweschte Prioritéit.

Mä wa mer e vernoléissegen, bezuele mer et iergendwann, an dat sinn ech sécher, ganz deier. An ech hoffen, dass dee Stellewäert, deen ech awer gehofft hat, an nächster Zäit kënnen ze verbesseren, duerch d'Aart a Weis, wéi mer och d'Sportspolitik gestalten, dass dee kéint besser ginn.

Ech hat och gehofft, deen Traité iwwert dee mer glécklecherweis hei zu Lëtzebuerg zumindest eis positiv ausgedréckt hunn, dass mer iwwert dee Wee och de Stellewäert vum Sport kéinten hiewen. Et ass net ze vergiessen, dass den Artikel 282 do endlech de Sport als eegestännege Beräich consacréiert, an net als Unhängsel an Annexe vun iergendengem anere Beräich. Vill Leit hunn dat vergiess. Vill Leit hunn net dorunner geduecht.

Letztendlech hänkt et och dovun of, ob een erkläert kritt, dass dee Stellewäert mëttlerweil och en ekonomesche Stellewäert huet. Dat ass net nëmme well d'Saache sech professionaliséieren, mä well ronderëm de Sport eng ganz Rei Beruffer entstane sinn, induzéiert de Sport jo eng ganz Rei Aktivitéiten, déi haut gréisser Ausmoossen hunn. Well ech muss Iech soen, ech weess net ob ee Robinson Club oder Club Méditerranée, ob een dat an den Hotelsberäich eriwwer muss maachen oder ob een dat net zum Beräich Sportsaktivitéite muss zielen, well dat eent ouni dat anert géing mat Sécherheet net fonctionnéieren.

Dann ee Wuert, Här President, zur Fro: Hätt ee solle méi wäit goen hei an deem Gesetz? Ech hu verstanen, dass den Här Kox gemengt huet, éischtens dat Gesetz wier an deem Mooss net esou noutwendeg an zweetens wann, da misst ee vläicht méi incisiv Elementer dran erëmfannen.

Sécherlech schreiwe mer hei haaptsächlech déi Punkte fest um Niveau Autonomie, déi gefrot sinn. Ech hat verstanen, an ech wollt dat net grondleeënd ëmänneren, well et och meng Iwwerzeegung ass, dass d'Sportspolitik vu Säite vun der Regierung an och vun den Autoritéiten op lokalem Plang soll komplementar sinn, baséierend op dem Subsidiaritéitsprinzip. Mir hunn ee grousse Partner do, deen och representativ ass, dat ass de COSL, an dee wollte mer och hei iwwert dat Gesetz consacréieren, op déi do Aart a Weis.

An ech ginn Iech ee Beispill: Beim leschte Kongress vum Handball war op eemol ze liesen an deenen hirem Rapport, ech hätt gesot, déi missten obligatoresch een Nationaltrainer kréien. Ma ech denken am Dram net drun, hinnen dat ze soen. Dat steet an hirem Rapport. Wat ech awer gesot hunn ass: Wann der gär bénéficiéiert vu Mesures spéciales, an déi Mesures spéciales sinn opgebaut op eng Nationaléquipe, da musst der och eng Nationaléquipe hunn, ergo en Nationaltrainer, deen iwwert d'ganzt Joer schafft, an net een, deen nëmme véier Wochen hei an nach eng Kéier zwou Wochen do eppes mécht.

Dat muss een dann esou gesinn an dozou stinn ech. Ech wëll also hinnen net soen, dass se dat musse maachen - dat ass e gutt Beispill fir ze illustréieren -, mä op där anerer Säit soen ech, d'Mesures promotionnelles, déi hänken awer drun, ob dee Cadre A, ob déi Nationaléquipe och funktiounsfäeg ass an deementspriechend och organiséiert ass. A wann dat a mengen Aen nëmmen ze erreechen ass iwwert den Nationaltrainer, da muss d'Federatioun selwer décidéieren, ob se een Nationaltrainer astellt an ob se dee ganz astellt, an dee Moment kritt si e subsidiéiert wéi anerer och, zu deem Tarif, deen do virgesinn ass.

Ech hale mech do eraus, ob se et maachen oder net, sou wéi ech mech och eraushale mat de Resultater, déi heiansdo dobäi erauskommen. De Sportsminister ass och weiderhin net responsabel fir d'Resultater, déi bei där enger oder anerer Federatioun erauskommen.

Wat d'Gemengen ubelaangt, fir déi ze berouegen, déi vläicht op dee Gedanke géinge kommen, besonnesch haut. Ech muss soen, déi Gemengen, déi déi Aufgaben hunn, et ass hei gefrot ginn: „Jo, wat hutt Der da wëlles?", ech mengen et war d'Madame Flesch: „Wat wëllt Der da genau domadder maachen?"

(Interruption)

Jo, jo. Ech muss éierlech soen, Madame Flesch, deen do Passus kënnt jo net vu mir. Ech wollt jo net dat Gesetz hei nach grondleeënd ëmänneren. Ech hunn dat Gesetz geholl, esou wéi et ausgeschafft ginn ass vun der Madame Brasseur, well ech dat e gudde Fong fonnt hunn, an ech hat kee Grond fir mech dorunner reiwen ze goen. Ech hu mer näischt drënner virgestallt direkt, mä ech war awer d'accord mat deem wat d'Madame Brasseur an deen Text do erageschriwwen huet.

Ech muss allerdéngs soen, a mir haten déi Diskussioun um Rand mat Momenter, d'Gemengen hunn och eng Aufgab heiranner. Wa mir soen, de Sport ass wuel fräi, mä mir wëssen awer, dass mer et deier bezuelen, wa mer et net fäerdeg bréngen déi sportlech Aktivitéiten, haaptsächlech am Breedesport, oprechtzëerhalen, da soen ech, dann huet de Stat do eng Aufgab, an domat d'Regierung, mä dann huet d'Gemeng awer och eng. Well do kënne mer net ufänken ze soen, jo wann der gär hätt, dass mer eppes maachen, da musst der eis subsidiéieren dofir.

Do huet eng Gemeng, an do sinn ech awer formell, och eng eegen, ureegen Aufgab fir dofir ze suergen, dass dat do méiglech ass an dass si iwwert dee Wee och d'Gesondheet vun hire Leit am A behält. Well ech hunn Iech gesot, dat do bezuele mer eng Kéier ganz deier muer an de Krankekeesen, an dat gesi mer am Moment kommen. Ech kommen nach op déi Etüd zréck.

An da schlussendlech wollt ech soen, dass et e véierte Beräich gëtt, beispillsweis och fir ze weisen, dass ech net nëmme mech mat Leeschtungssportler ausenaner setzen, a fir och ze weisen, wéi een d'Autonomie léisst an awer kann awierken. Ech hu festgestallt, dass et am Handicapéierteberäich ee Grupp gëtt, dee ganz aktiv ass, gutt funktionéiert; do wäert ech mech och mat Sécherheet net amëschen. Et gëtt een anere Grupp, dee funktionéiert am Moment guer net, sou dass den Handicapéiertesport op deem Beräich flaachläit.

Do geschitt guer näischt. Ech hunn do Initiative geholl. Ech hunn eng Fra, d'Ginette Krings, genannt, déi am Fong geholl mäi Représentant e bëssen an deem Milieu soll sinn. Eng Fra, déi och do eng Kompetenz huet an och do scho bekannt ass. A si soll mer e bëssen hëllefen an Ureegung ginn. A si ass déi Fra, déi ech identifizéiert hunn, fir déi Ureegunge bei mech weiderzereechen, déi mer kënne maachen. Ech wäert am September mat Propositiounen erauskommen an deem dote Beräich.

Dat weist, wann eng Kéier iergendwou eppes ass, wat ech essenziel a wichteg fannen, dass ech dann agräifen, doduerch dass ech probéieren Initiativen ze huelen. Ech wäert net selwer déi Federatioun als Sportsminister erëm eng Kéier op d'Bee bréngen. Mä ech wäert probéieren, dass awer ee sech drëm bekëmmert, dass een aneren dat erëm eng Kéier mécht. Sou gesinn ech de Rôle vum Sport. An ech wäert och an de Budget spe-

ziell Kreditter abauen, fir hinnen ënnert d'Äerm ze gräifen, fir eppes unzeleieren, an duerno muss et erëm vum selwe rullen. Sou gesitt Dir op alle Fall, wéi deen aktuelle Sportsminister déi do Aarbecht gesäit.

Well et ass gesot ginn, dass mer besser - normalerweis a Gesetzer, ech mengen ech hunn der genuch erlieft, ech war 15 Joer hei - méi normativ Elementer hätten. Ech mengen den Alex Bodry huet wierklech excellent gewisen, firwat dat nu wierklech hei an dësem Fall schwiereg ass.

Madame Flesch, ech ka mer net virstellen, wann dat eent d'Basis ass, Autonomie, komplementar, subsidiaresch, an ech wollt datselwecht och dem Henri Kox soen, dass een da vill normativ Elementer dra mécht.

Well normativ Elementer sinn déi, déi si contraignant. Déi sinn herno déi, déi imposéieren. Wann een dat net wëllt, dann ass d'Konsequenz déi, dass een dat och an deem Mooss net kann abauen.

Mir hunn et agebaut op e puer Plazen, wéi notamment wat den Doping an haaptsächlech d'Liwwerung vun Dopingselementer ubelaangt. Jo, do si mer ganz contraignant. Mir waren op een, zwee aner Punkten et och, wou et mengen ech vertrietbar ass. Mä ech menge fir méi wäit ze goen, do ännert een total d'Philosophie an der Zesummenaarbecht mat de Sportsverbänn, mat de Sportsautoritéiten, déi et par ailleurs ginn, an dat war u sech net mäin Optrag, deen ech mer ginn hat.

Dat Gesetz ass noutwendeg - fir déi, déi dorunner zweifelen -, well ech soen Iech, et ass éischtens net méi zäitgemäss, dat vu '76. Ech kennen et, wéi gesot, gutt; d'Madame Flesch kennt et vläicht nach besser. Mä mir hu just iwwert d'Arméigesetz bis elo eppes gemaach. Fir de Recht hu mer eng Rei Saachen agefouert, déi gutt waren, mä déi net déi Basis hunn, dass d'finanziell Ënnerstëtzung och mol kann iwwer ee Gesetz ofgeséchert sinn. D'Héicht ass selbstverständlech net ofgeséchert, mä awer de Prinzip ass domadder emol unerkannt.

Da war ee wichtege Punkt, wann ech richteg verstanen hunn, dee vum Bénévolat, wou den Alex Bodry schonn eng ganz Rei Äntwerte ginn huet, an och den Här Haupert huet gewisen, firwat dass mer am steierleche Beräich nun décemment et net kënne maachen. Ech mengen do sinn nach aner Elementer, déi mat eraspillen, et kann een dat net begrenzt just op een Deel bezéien.

Ech muss Iech soen, ech war ëmmer dergéint fir fiskalesch Mesuren ze huelen, fir de Bénévolat ze ënnerstëtzen, well Dir musst wëssen, dass 40% - et sinn der muer vläicht 45 oder 35, mä an der Moyenne 40% - vun de Leit iwwerhaapt keng Steiere bezuelen. Da rechnen ech nach net déi, déi der net vill bezuelen. Wann een net vill Steiere bezilt, kann een och net vill vun Abattementer hunn. Also ass dat eng Mesure, déi déi meescht Leit net betrëfft.

Si ass menger Meenung no net gutt, well se nëmmen dann op de Sport bezu wier an aner Associatioune kéimen direkt hannendrun. An et ass souwisou eng Iwwerbelaaschtung vun eisem Steierrecht. Ech hätt léiwer mir géingen eis aner Saachen afale loossen, an duerfir, Här Jaerling, wollt ech Iech soen, dass ech déi Motioun, déi Der hei hutt, mam beschte Wëllen an där Form net unhuele kann, och wann ech vill Saachen hei kann akzeptéieren. Also ech hu kee Problem och, ech wëll net soen, ech géing der Chamber recommandéieren Neen ze soen. Hei si Saachen dran, déi si gutt, mä déi iwwersteigen awer meng Kompetenzen, Här Jaerling.

Wann ech hei gesinn, den associativë Secteur ass legitime Gespréichspartner, da froen ech: Wien ass dat dann, deen associativë Secteur? Wann Dir mer sot, d'Förderung vum Volontariat, dat geet largement iwwer meng Kompetenzen eraus, dat geet an de Sozialberäich, an de kulturelle Beräich.

Wat ech Iech also ka virschloen, Här Jaerling, dat ass, dass mer déi Motioun do mat an d'Regierung huelen, well hei sinn awer masseg Dispositiounen, wou de Sportsminister sech net umiesst ze soen, ech huelen un oder ech huelen net un. Wann Dir also domat d'accord sidd, da géing ech einfach froen, ob ech se dierf mat an d'Regierung huelen, well e Congé associatif décidéieren ech jo net haut de Mëtteg hei beim Mikro, och wann ech Loscht hätt dat ze maachen, mä dat ass net a menger Kompetenz. Wann Dir also domat d'accord wiert, géing ech dann an deem Moment se mat…

M. le Président.- Här Minister, erlaabt Der eng Zwëschefro vum Här Jaerling?

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Selbstverständlech!

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Här Minister, ech wëll Iech just drop opmierksam maachen, dass dat do eng Motioun ass, déi d'LSAP, wéi se nach an der Oppositioun war, hei eraginn huet.

(Interruption)

Da misst Der awer och dem Här Bodry säin Avis froen, well et ass nämlech eng Motioun vun him, déi ech just op Lëtzebuergesch iwwersat hunn,…

(Interruptions diverses)

…an ech wollt Iech nach eng Kéier d'Méiglechkeet ginn, fir se elo, wou Dir an der Regierung sidd, dann awer hei an d'Realitéit ëmzesetzen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Här Jaerling, wéi war dann elo Är Fro? Dir hat d'Wuert gefrot, fir eng Fro ze stellen.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Här President, ech ginn him eng Äntwert op eng Fro, déi en net gestallt huet. Ech soen Iech ganz einfach, Dir hutt mech jo héieren, ech ginn net Nee soen, well ech dat hei…

(Interruption)

Ech hu jo net Nee gesot zu deem doten, ech wousst dat do emol net méi. Mäin Erënnerungsverméigen ass net esou grouss, an ech sinn och net esou schlecht un esou eppes ze denken, wéi Dir.

(Interruptions)

Mä ech hu jo gesot, et sinn awer Saachen, déi stinn net am Regierungsprogramm. Sti se net am Regierungsprogramm, da kann ech dat net hei maachen - och wann et engem an der Regierung heiansdo kribbelt fir selwer Décisiounen einfach ze huelen. Duerfir hunn ech Iech proposéiert, ech huelen se mat an d'Regierung an dann diskutéiere mer doriwwer.

(Interruption)

Wat de Bénévolat ubelaangt, muss ech Iech soen, dat Dokument vum COSL, wat excellent ass, ass ugesprach ginn, mä ech hunn op eenzelne Punkten nach net méi Saachen eraginn. Dat huet zum Deel mat deem ze dinn, wat ech dem Här Jaerling elo gesot hunn. Do sinn aner Gruppéierungen och betraff. Mä ech muss Iech soen, dat gëllt och fir déi Gruppéierungen, déi déi Saache froen. Mä hei am Besonneschen och wat de COSL freet.

Do gi beispillsweis steierlech Avantagë fir Federatiounen a fir Clibb gefrot. Dat hu mer haut schonn! D'Fro ass: Hu mir dat Instrument iwwerhaapt ëmmer gebraucht? Huet d'Keelefederatioun, där Dir virgestanen hutt, huet déi dat Instrument vun de steierlechen Ofschreiwungen an deem Mooss gebraucht? Sot mir dat, Här Jaerling, an da sinn ech domat d'accord fir doriwwer ze schwätzen.

Mir hunn haut eng ganz Rei Hëllefsstellungen, déi méiglech sinn an déi haut A.s.b.l.en zoukommen. Déi meescht vun de Federatioune mussen a sinn och alleguerten A.s.b.l.en. D'A.s.b.l.en hunn eng ganz Rei Avantagen, déi se kënnten ausspillen. Ech stelle fest, dass dat an deem Mooss bis elo net geschitt ass. Dat gëllt garantéiert och fir Är.

Huele mer de Congé-éducation als Beispill, anstatt elo erëm en neie Congé hannendrun ze hänken. Dee Congé-éducation, ass deen esou ausgenotzt ginn, wéi e bis elo auszenotze war? Ech woen et ze bezweifelen. Et geet also drëm, besser ze kucken dat ze gebrauchen, wat haut do ass, anstatt vill Neies derbäizemaachen.

Wat d'Versécherungen, wat de Bénévolat ubelaangt, wëll ech der Madame Hetto soen, déi sech do ganz vill Suerge mécht:

Éischtens, dat ass e ganz allgemenge Prinzip. Ech hätt net gär, wa mer géingen d'Leit hei op d'Iddi bréngen, dass se bei allem wat se maachen, och am Loisirsberäich, ofgeséchert si bis un d'Liewensenn. Ech muss soen, e bësse muss an deem Land hei nach geschéien, ouni dass een d'Fro stellt vun der Ofsécherung! Well soss si mer vir bäi an hanne widder. Also wa mer elo jiddferee bis op d'Allerlescht mussen ofsécheren, dat ass einfach e Prinzip, et huet näischt mam Sport ze dinn, dat ass eppes wat ech perséinlech muss lassginn: Ech fannen, dass mer ze vill a Watt apaken an net méi déi eege Responsabilitéit nach selwer spille loossen.

Mä fir de Rescht, Madame Hetto, versécheren ech Iech eent: Meng Mataarbechter sinn amgaangen, d'Diskussioun mat där Assurance ze féieren, an där mir sinn, fir dass sech déi Ausbesserungen a Verbesserungen, déi do virgesi sinn, exakt wäerten applizéieren, fir déi dote Leit wéi fir all déi aner Leit, déi haut schonn ënnert déi Versécherungsbestëmmunge falen. Exakt déiselwecht, do gëtt et keng Diskriminatioun, weder positiver nach negativer Natur.

Dir kënnt Iech net virstellen, dass mer awer fir déi Leit, déi net lizenzéiert sinn an nëmmen heiansdo fueren, op eemol eppes ganz aneschters maache wéi dat, wat mer fir déi Leit, déi Joer an Dag aktiv sinn, maachen. Mir probéiere genau datselwecht fir déi ze maachen, an duerfir ass et och am selwechten Abschnitt wou et ass.

Ee Wuert zum Doping. Beim Doping hunn ech ëmmer gesot - mä och meng Virgängerin huet dat gesot - Toleranz zéro. Ech fuere mat deem weider wat si engagéiert huet. Do trennt eis iwwerhaapt guer näischt, wéi an eenzelnen anere Punkte selbstverständlech och net. Mä hei hu mer säit kuerzem eng eegen Agence, an duerfir war et och gutt, dass mer net drageschriwwen hunn, dass et dee Comité sollt sinn, well mir hunn eng Agence misse grënnen opgrond vun eiser Zesummenaarbecht mat der internationaler Agence, déi zu Montréal ass. Mir hu se Alad genannt, et ass d'Agence luxembourgeoise antidopage. Duerfir kënne mer esou eppes net aschreiwen. Mir stinn dozou, dass ee ganz anere Wand am Dopingberäich, am Antidopingberäich - komm, mir maachen et esou - am Moment amgaangen ass opzekommen.

Am Oktober wäerte mer eng Konventioun unhuelen zu Paräis bei der UNESCO, déi da sämtlech Länner liéiert, déi Konventioun, déi aus der WADA, dat haut déi international Agentur ass, kënnt. Dat Instrument plus de Code, deen Antidopingcode, deen dorunner hänkt, mécht och dann d'Applikatioun an alle Länner, wou et also tëschent dem privat organiséierte Sport, där Antidopingagence an de Regierungen zu enger Zesummenaarbecht kënnt an enger mutueller Unerkennung vun den Dispositiounen. Dat gëtt e risege Fortschrëtt, menger Meenung no.

Den Här Haupert huet sech Suerge gemaach iwwer eng Federatioun haaptsächlech, déi do nach en Alleingang gemaach huet. Ech hunn et net dobäi belooss, dass ech eng Kritik ausgesprach hunn, ech hu se och hei empfaangen, hu mer dat ugehéiert, hu fonnt, dass se op engem Punkt Recht haten, op zéng anerer net, hunn hinne proposéiert, déi zéng aner Punkte falen ze loossen, an op deem enge géing ech probéiere mat der WADA ze verhandelen. Ech waarden op d'Resultat.

Op alle Fall huet d'FIFA meng Mediatiounsproposen ugeholl, déi ech hinne sengerzäit hei gemaach hat, an ech hoffen, dass dat zu engem gudden Enn gefouert gëtt. Ech waarden nach op d'Äntwerte souwuel vum Här Rogge wéi och vum Här Pound a kucken an hoffen, wéi gesot, dass domat da Schluss ass.

Ee Wuert zum Här Jaerling senge Kritiken un den Aarbechtskontrakter. Här Jaerling, ech ka mer net virstellen, dass et Iech virschwieft, dass elo alles texto am Sport esou ugewannt gëtt. Ech hat gemengt, eng Spezifissitéit am Sport kënnt et ginn. Wéinstens eng Rei Saachen. Et gëtt een, deen d'Exception sportive schonn eng Kéier als Journalist préconiséiert huet. Ech nennen et Spezifissitéit.

Ech ginn Iech e Beispill. Wa mer dat do applizéiere bei den Traineren, déi e Salariésstatut dann hunn, da kréie se emol all Sonndeg wou se op den Terrain gi 70%. Dat ass de Minimum, dee se nämlech méi kréien. D'Feierdeeg kréie se dann 100%! Kënnt Der Iech virstellen, dass dat do fonctionnéiert? Dat kann net fonctionnéieren! An all Spiller, deen e Kontrakt huet, géing dann och dodrënner falen, vu dass mer vun déterminé an non déterminé schwätzen. Dat géing op all déi aner…

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- An d'Contrats à durée déterminée och, Här Minister.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Majo! Ech weess…

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Et gëtt keng Exceptioun.

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Ech weess dat. Mä ech soen Iech, et gëtt eng Rei Spezifissitéiten doranner, a wann Der déi net wëllt unerkennen, dann ass dat Äert gutt Recht, mä erkläert awer dann de Federatiounen, wa se owes erausginn, da mussen se jo och extra Zäiten hunn. Ech huelen un, dass dann och an den Aarbechtskontrakt drastoe kënnt, bis wéini dass se ze schaffen hunn. Ech géing awer gär deen Aarbechtskontrakt op där doter Dispositioun gesinn, sou dass ech mengen, dass dat hei schonn eng gutt Regelung ass, dass mer déi eng oder aner Spezifissitéit hei agebaut hunn.

A gleeft mer et, bei der Astellungspolitik, déi relativ restriktiv wäert sinn, wäerte mer eis un den Definitioune vum COSL orientéieren, an et deet mer Leed, do si keng Parteikaarte gewënscht. Hutt Dir de COSL am Verdacht, dass hie Propositioune wäert maache mat Parteikaarten?

M. Aly Jaerling *(ADR)*.- Neen, neen, neen! Ech hunn déi Richteg am Verdacht!

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Jo, jo, jo! Ben, ech hunn e bëssen d'Impressioun, dass Der Är Chancëgläichheetspunkten op deem doten op alle Fall falsch ubruecht hutt.

Ech wëll dann e Wuert zu den Infrastrukture soen. Et ass richteg, mir hunn am Infrastrukturprogramm fir de Vëlo eng Pist virgesinn, déi mer mat engem Partner wäerte maachen. Do sollen och souwuel d'Keele wéi de Pétanque berücksichtegt ginn. Den INS gëtt ausgebaut. Dee gëtt elo ugefaangen. Lëlz gëtt ganz frësch gemaach do uewen, an et gëtt och eng nei Maison des Sports erausgesicht. Ech kann Iech awer och soen, dass an nächster Zäit um Niveau vun den Infrastrukturen doudsécher Aménagement-du-territoires-Aspekter wäerte mat eraspillen.

Ee Wuert dann zu der Madame Flesch hirer Fro, fir de Schoulsport méi viabel ze maachen. Dat, wat ech do wëlles hunn, méi viabel ze maachen, dat ass…

(Interruption)

Wéi?

Une voix.- Vivabel steet do!

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Jo! Ech hat net gesot, ech géing dann einfach der Madame Delvaux virschloen, si soll erëm dräi Stonnen aféieren. Dat wier dat Einfachst, wat ech kënnt maachen. Mir hunn eis zesummegesat a mir hunn doriwwer geschwat. An ech soen Iech, Dir wäert net elo ongedëlleg ginn, wann ech Iech soen, dass am September, Oktober Proposë vu Säite vun der Madame Delvaux, vum Här Di Bartolomeo a vu mir selwer wäerte kommen, déi an eng Richtung wäerten zéien. Do wäerte vill ganz flott a ganz vill Neierungen dra sinn, an ech géing Iech also just bieden nach vläicht eng Zäit ze waarden. Ech wëll nach eng Rei Diskussiounen ofwaarden.

A wat déi Complicitéit betrëfft, déi Der dann nach eng Kéier ugeschwat hutt: Tëschent eis zwee besteet eng grouss Complicitéit. Ech hoffen, dass zwëschent der Madame Brasseur an hir selwer och eng grouss Complicitéit sengerzäit bestanen huet.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Ech hat ni e Problem mat mir selwer, Här Minister. Och haut net!

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports*.- Ah bon! Ech huelen och un, dass Dir eng grouss Complicitéit mat Iech selwer hat. Da vergläiche mer, wat an deem engen an an deem anere Beräich erauskomm ass.

Dir hutt Recht dobäi gehat - ech mengen, et war den Här Kox, deen drop higewisen huet -, dass d'Fro vum Parascolaire ganz wichteg ass. An ech wollt der Madame Delvaux souwisou eppes virschloen.

Madame Delvaux - Dir waart net hei -, hei sinn zwou Motiounen, déi ech awer wollt an d'Kommissioun verweisen, fir dass Dir Iech kéint dozou ausdrécken, well ech d'Impressioun hunn, dass se sech éischter un Iech riichten an ech net wëll op Är Platebanden trëppelen.

Op alle Fall sinn ech total mat Iech d'accord, dass, och wa mer dat Bescht an der Schoul organiséieren, wa mer net d'Bréck fäerdeg bréngen, dass se dann a privat organiséierte Sportaarten oder Veräiner herno schaffen - an do kënnt souwuel déi Neigestaltung vun der Schoul wéi och d'LASEL, d'LASEP eng Roll spillen -, ech mengen, dann hu mer versot.

Wéi gesot, dat dote sinn e puer Elementer. Ech kënnt och op d'Rechercheelementer agoen, déi ech, wat de Sport ubelaangt, och hei wëlles hunn eranzebréngen. Ech loosse mer dat awer fir eng aner Kéier a soen Iech Merci, dass Der alleguerten esou positiv, mat enger Ausnahm, Iech ausgedréckt hutt

zu deem Sportsgesetz. Dat Gesetz fannen ech noutwendeg. Et ass fir mech elo mëttlerweil erëm eng Kéier méi wéi zäitgeméiss. Ech mengen och, dass d'Sportswelt gréisser Avantagen dovunner huet, awer net nëmmen d'Leeschtungssportler, mä d'Leit alleguerten.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 4766 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an 1 Abstentiouns.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Marco Schank), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf, Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Roland Schreiner), Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par M. Emile Calmes), Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens (par M. Xavier Bettel), Henri Grethen, Paul Helminger (par Mme Colette Flesch), Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Aly Jaerling.

Här Jaerling, wëllt Dir Är Abstentiouns begrënnen?

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech hunn dat ausreechend gemaach, Här President.

M. le Président.- Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Voilà, mir kommen dann zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour.

Pardon, et sinn nach Motiounen do. Fir d'éischt komme mer zur Motioun Nummer 1, déposéiert vum Här Henri Kox. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Interruptions diverses)

M. Henri Kox *(DÉI GRÉNG).*- Här President, majo den Här Minister huet proposéiert, dass déi zwou Motioune sollten an d'Kommissioun vun der Educatioun kommen. Ech géif dat dann akzeptéieren a mengen, dass mer dann do nach eng Kéier drop zréckkommen.

M. le Président.- Bon, da ginn déi zwou Motiounen, déi vum Här Kox déposéiert gi sinn, an d'Educatiounskommissioun verwisen.

Vun der Motioun vum Här Jaerling huet den Här Minister gesot, dass hien déi wëllt mat an d'Regierung huelen. Normalerweis verweise mer d'Motiounen an d'Kommissiounen. Mä wa mer dës elo an d'Regierung verweisen, dann denken ech, dass een dat ka maachen, mä et misst een awer och wëssen, dass se dann awer eng Kéier erëmkënnt.

(Hilarité)

M. Jeannot Krecké, *Ministre des Sports.*- Här President, Dir kënnt awer verstoen, dass sech hei eng Rei Froe stellen, déi queesch duerch e puer Ministèrë ginn.

M. le Président.- Här Minister, mir hunn Är Explikatiounen héieren; mir verstinn déi och. Ech froe just den Här Jaerling, ob hien d'accord ass, datt mer déi Motioun hei elo mol un d'Regierung verweisen, wann d'Regierung eis versprécht, dass se deemnächst eng Kéier erëmkënnt.

M. Aly Jaerling *(ADR).*- Ech mengen, et ass eng ganz nei Prozedur. Mir loossen eis mol iwwerraschen. Mä et ka jo awer da sinn, wann d'Regierung dann hir Décisioun geholl huet, dass mer dann eventuell eng Question avec débat dorauser maachen.

M. le Président.- Très bien. Da si mer eis och do eens. Den Här Minister Krecké mellt eis, wat d'Regierung iwwert dës Motioun délibéréiert huet.

Voilà, da komme mer zum nächste Punkt vun eisem Ordre du jour. Dat ass d'Diskussioun vum Projet 4513, enger Konventioun iwwert den Ëmweltschutz. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Oberweis, den Här Calmes, den Här Gira an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo den honorabelen Här Rapporteur Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

2. 4513 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998

Rapport de la Commission de l'Environnement

M. Roger Negri *(LSAP), rapporteur.*- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de 25. Juni 1998 huet Lëtzebuerg zesumme mat 39 Staten déi sou genannten Aarhus-Konventioun ënnerschriwwen, dëst an der Persoun vum deemolegen Ëmweltminister Alex Bodry, dee sech speziell dofir op Aarhus an Dänemark déplacéiert huet.

(Interruptions)

Dëst Ofkommes geet vun der Iddi aus, datt mir méi Fortschrëtter am Ëmweltberäich kréien, wann d'Leit méi staark fir d'Ëmweltproblemer sensibiliséiert sinn a wann alleguerten d'Bierger d'Méiglechkeet kréien d'Ëmweltpolitik aktiv matzegestalten. Eng Grondiddi vun der Konventioun ass, dass all Mënsch e Recht drop huet an engem Environnement ze liewen, an deem hie sech wuel fillt an deen e Bäitrag zu senger Gesondheet leescht. Dat gëllt net nëmme fir d'Bierger vun haut, mä och fir déi Generatiounen, déi no eis kommen.

Nohaltegkeet ass ee Begréff, deen hautdësdags esou oft fir all Méigleches benotzt gëtt, dass e kaum nach eppes auszesoe schéngt. An dësem Kontext ass en awer genau richteg, well d'Aarhus-Konventioun eng nohalteg Ëmweltpolitik zum Zil huet.

Ëmweltschutz ass kee Luxus. All Mënsch brauch proppert Drénkwaasser, propper Loft, gesond Liewensmëttel an e Liewensraum, dee fräi ass vun Ëmweltgëfter. Trotzdeem setzt d'Politik oft aner Prioritéiten a stellt kuerzfristeg Interessen iwwer e konsequenten Ëmweltschutz, deen dofir suergt, dass eis Kanner a Kanneskanner genausou selbstverständlech kënnen op vital, natierlech Ressourcen zréckgräifen, wéi mir dat maachen.

De Schutz vun der Ëmwelt geet jiddfereen eppes un, an d'Aarhus-Konventioun gesäit vir, dass alleguerten d'Bierger an deene Staten, déi se ënnerschriwwen hunn, e reellen Afloss op d'Ëmweltpolitik solle kréien. D'Signataire sollen dofir an dräi verschiddene Beräicher aktiv ginn an hire Bierger méi Rechter zougestoen.

Den éischte Volet betrëfft d'Informatioun. All Bierger soll en direkten Zougank zu Ëmweltinformatiounen hunn. De Stat huet d'Flicht dësen Accès zur Informatioun net nëmmen ze erméiglechen, mä aktiv ze förderen. Zwar gesäit d'Konventioun och Situatioune vir, an deenen de Stat d'Recht huet Informatioun zréckzebehalen, dës Fäll sollen awer d'Ausnahme sinn. D'Regel ass, dass de Stat schnell an ouni ëmständlech oder deier Prozeduren Ëmweltinformatiounen erausgëtt. Doriwwer eraus ass e gehalen, vu sech aus wichteg Informatiounen an dësem Beräich ze publizéieren, woubäi dem Internet eng wesentlech Roll zoukënnt.

En zweete Volet vun der Aarhus-Konventioun betrëfft d'Participatioun. D'Öffentlechkeet muss bei wichtegen Décisiounen, déi en Impakt op d'Ëmwelt hunn, vun Ufank u mat agebonne ginn. Dat betrëfft ënner anerem d'Genehmegungsprozeduren. Hei mussen d'Bierger vu vireran informéiert ginn an d'Méiglechkeet kréien aktiv um Entscheedungsprozess deelzehuelen. Dat heescht och, dass d'Délaië vun de Prozeduren esou festgesat sinn, dass dës Participatioun reell fonctionnéiert an net nëmmen um Pabeier besteet.

D'State verflichte sech iwwert d'Aarhus-Konventioun och hir Bierger ze encouragéieren sech ze engagéieren, wa politesch Konzepter, nei Gesetzer oder Reglementer ausgeschafft ginn, déi d'Ëmwelt betreffen.

Den drëtte Volet vun der Aarhus-Konventioun betrëfft den Accès zur Justiz. D'Bierger sollen d'Méiglechkeet kréie fir nei Rechter, déi aus dësem Accord entstinn, och anzekloen. Wann deemno eng Verwaltung sech weigert, d'Informatiounen erauszeginn, oder berechtegt Ufroen einfach ignoréiert, kann deen, deen d'Demande gemaach huet, viru Geriicht goen. Datselwecht gëllt wann d'Recht op Participatioun net berücksichtegt gëtt. Op dës Manéier soll séchergestallt ginn, dass déi Rechter, déi um Pabeier sou schéin ausgesinn, och an d'Realitéit kënnen ëmgesat ginn.

Ausserdeem sollen d'Bierger kënne viru Geriicht goen, wa Privatleit oder öffentlech Verwaltungen eppes maachen, wat géint dat bestehend Ëmweltrecht verstéisst.

Här President, Dir gesitt, dass d'Aarhus-Konventioun vill méi ass wéi een Ofkommes iwwert den Ëmweltschutz. Et ass en Accord deen d'Demokratie ënnerstëtzt; d'State verflichten sech am Ëmweltberäich transparent ze handelen an dem Bierger eng méiglechst grouss Participatioun zouzegestoen.

Demokratie, Transparenz, Rechenschaftsflicht vis-à-vis vun de Bierger a politesch Participatioun si Grondwäerter vun deenen d'Europäesch Unioun gedroe gëtt. Et ass deemno logesch, dass net nëmmen d'State vun der Europäescher Unioun, mä och d'EU selwer dës Konventioun ënnerschriwwen huet.

D'EU huet sech verflicht Direktiven auszeschaffen, déi sécherstelle sollen, dass d'Aarhus-Konventioun an all Memberstat ëmgesat gëtt. Onofhängeg vun der Tatsaach, dass Lëtzebuerg 1998 ënnerschriwwen huet, musse mir d'Grondsätz vun der Konventioun an eis national Gesetzgebung eranhuelen, souwéi déi entspriechend EU-Direktiven a Kraaft trieden. Et leien haut schonn dräi EU-Direktive vir, déi déi zwee éischt Voletë vun der Aarhus-Konventioun couvréieren. Eng véiert Proposition de directive iwwert den Accès zur Justiz gëtt am Moment diskutéiert.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Lëtzebuerg ass eent vun deene leschte Länner, dat d'Aarhus-Konventioun nach net ratifizéiert huet. Just Däitschland, Irland a Griichenland sinn am selwechte Fall wéi mir, woubäi d'Slowakei als eenzege vun deene 25 Memberstaten d'Aarhus-Konventioun nach net ënnerschriwwen huet.

Och wat d'Ëmsetze vun den EU-Direktiven ugeet, huet Lëtzebuerg e Retard. D'Direktiv 2003/4/EG, iwwert den Accès zur Informatioun hätt misse bis de 14. Februar 2005 ëmgesat ginn, d'Frist fir d'Direktiv 2003/35/EG iwwert d'Participatioun vun der Öffentlechkeet un den Décisiounen am Ëmweltberäich ass de 25. Juni 2005 ofgelaf. Am Réckstand si mir och fir d'Direktiv 2001/42/EG ëmzesetzen, déi am Kader vun der Espoo-Konventioun gemaach gouf. Bei dëser Direktiv steet zwar d'Evaluatioun vu Pläng a Programmer am Ëmweltberäich am Mëttelpunkt, mä et geet hei awer och ëm d'Informatioun an d'Participatioun vun de Bierger. Dës Direktiv hätte mir bis den 21. Juni 2004 missen an nationaalt Recht ëmsetzen.

Dat heescht, dass mir eis net endlos Zäit loosse kënne fir eis national Gesetzgebung ze adaptéieren, och wann dat konkret net ëmmer ganz einfach ass.

Här President, d'Aarhus-Konventioun ass wéi gesot de 25. Juni 1998 vum Kolleeg Alex Bodry als Ëmweltminister ënnerschriwwe ginn. De respektive Projet de loi ass de 26. Januar 1999 an der Chamber deponéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis de 14. November 2000 erstallt. De 7. Februar 2001 gouf de Kolleeg Emile Calmes als Rapporteur bestëmmt, an den 20. Mäerz 2002 huet d'Ëmweltkommissioun iwwert de Projet de loi debattéiert, ouni dem Dossier weider Suiten ze ginn.

An der aktueller Legislaturperiod hu mir als Ëmweltkommissioun d'Aarhus-Konventioun erëm op den Ordre du jour geholl an de 17. Januar 2005 mech als Rapporteur bestëmmt. De 7. Juli 2005 hu mir als Ëmweltkommissioun de Rapport zu dësem Projet de loi unanime ugeholl.

Eigentlech war et virgesinn, fir haut zesummen iwwer e weidere Projet de loi ofzestëmmen, deen d'Aarhus-Konventioun betrëfft. Niewent dem Projet de loi, deen Dir elo hei virleien hutt, ass dat de Projet de loi 5217 iwwert den Accès zur Ëmweltinformatioun, dee jo deen éischte Volet vun der Aarhus-Konventioun betrëfft.

Leider huet sech am leschte Moment nach ee Problem a Relatioun mat bestehende Gesetzer erginn, sou dass mir an der Kommissioun eestëmmeg beschloss hunn, de Rapport an enger nächster Sëtzung vun der Ëmweltkommissioun nach eng Kéier am Detail ze diskutéieren, an net einfach aus sou genanntem falschen Zäitdrock e Projet de loi hei an der Chamber stëmmen ze loossen, dee sech da ganz schnell als net richteg erweise kéint.

Trotzdeem verflichte mir eis déi lescht Detailer, déi de Projet de loi 5217 iwwert den Accès zur Ëmweltinformatioun betreffen, schnell ze regelen an dëse Projet och direkt am Hierscht virun d'Chamber ze bréngen.

Als Ëmweltkommissioun hu mir awer unanime dru festgehale fir haut schonn iwwert d'Ratifizéierung vun der Aarhus-Konventioun ofzestëmmen. Éischtens, wéi gesot, well d'Konventioun schonn zënter dem 30. Oktober 2001 a Kraaft ass a Lëtzebuerg souwisou schonn eent vun deene leschte Länner ass, dat se nach net ratifizéiert huet. An zweetens wëlle mir ee kloert Signal setzen, dass mir dës Konventioun eescht huelen an hir Ëmsetzung net wëllen esou laang wéi méiglech erausschieben; de politesche Wëlle géif dozou feelen anerefalls.

Dëst gouf och esou am Koalitiounsprogramm festgehalen: «Le Gouvernement accordera une priorité à la transposition à court terme en droit luxembourgeois de la convention d'Aarhus».

Dëst anzehale wäert net ëmmer ganz einfach sinn. Mir sinn eis an der Kommissioun bewosst, datt et sech net ëm eng vun deene ville politeschen Deklaratiounen handelt, an deenen iwwer éiergäizeg Ziler geschwat gëtt, wou a Wierklechkeet awer hannendrun net vill passéiert. Iwwer eisen Engagement an iwwer eis Verflichtungen, déi d'EU agaangen ass, si mir gehal an där nächster Zäit Neel mat Käpp ze maachen.

De Statsrot hat schonn a sengem Avis vum 14. November 2000 ënnerstrach, dass eenzel Veränerungen, déi d'Aarhus-Konventioun mat sech bréngt, fir Lëtzebuerg carrément revolutionär sinn. Et wäert net domat gedoe sinn, e puer Gesetzer nozebesseren an un d'EU-Recht unzepassen.

Mir wäerten eis ganz Approche am Ëmweltberäich mussen änneren, fir déi Form vu Participatioun kënnen ze erreechen, déi d'Konventioun virgesäit. Well déi Direktiv betrëfft jo net nëmmen Naturparken an Ëmweltprojeten, mä sämtlech Projeten, déi een Impakt op d'Ëmwelt hunn. Dat betrëfft d'Genehmegungsprozeduren an eis Bebauungspläng, wou mir jo an der Lescht gesinn hu wéi schwiereg et ka si fir an deem Beräich eng Reform duerchzezéien. Dat betrëfft awer och den Aménagement du territoire als Ganzt, wou dem Ëmweltschutz muss Rechnung gedroe ginn.

An der Praxis bréngt dat sécher Problemer mat sech. Gefrot ass deemno politesche Courage an e fermet Engagement. Am Numm vu menger Fraktioun wëll ech soen, datt mir bereet sinn dës Erausfuerderung unzehuelen, well mer der Meenung sinn, dass et derwäert ass fir sech am Kader vun der Aarhus-Konventioun ze engagéieren.

Ënner Ëmstänn wäert et eng Zäit daueren, bis sämtlech Aspekter vun der Aarhus-Konventioun zu Lëtzebuerg zum Droe kommen. Mä wann et eng Kéier esou wäit ass, wäert Lëtzebuerg e Fortschrëtt gemaach hunn; ee Fortschrëtt am Sënn vu méi Demokratie, méi Transparenz a méi direkter Participatioun vun de Bierger. A virun allem e Fortschrëtt fir den Ëmweltschutz, deen ëmmer méi u Bedeitung gewënnt, wann een un d'Entwécklung vun eiser Gesellschaft denkt a sech Gedanken iwwert d'Liewensqualitéit vun deene Generatioune mécht, déi no eis kommen.

Här President, am Numm vu menger Fraktioun wëll ech domat den Accord fir d'Ratifizéierung vun der Aarhus-Konventioun ginn.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Negri Merci. Als éischte Riedner ass den Här Marcel Oberweis agedroen. Här Oberweis, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Här President, Madame Ministesch, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, am Ufank, wéi ëm-

mer, muss ech dem Rapporteur, dem honorabele Roger Negri, Merci soe fir de schréftlechen an och de mëndleche Rapport zu der Aarhus-Konventioun. Vläicht direkt virausgeschéckt, dat ass e wichtegt Instrument, well se vun der UN-Wirtschaftskommissioun fir Europa, der UNECE, ausgeschafft ginn ass.

D'Aarhus-Konventioun konnt, no der Ratifikatioun vun dem 16. europäeschen ënnerzeechende Land, den 30. Oktober 2001 a Kraaft trieden. Heibäi handelt et sech ëm den éischte völkerrechtleche Vertrag, deen alle Persoune wäitgehend Rechter am Ëmweltschutz zougesteet. Den Zougang zu den Ëmweltinformatiounen ass eng eminent Viraussetzung, fir dass sech iwwerhaapt Mënsche mat an dee gesamte Meenungsbildungsprozess zu engem Projet mat Ëmweltimpakt abanne loossen.

Dat erlaabt natierlech och dann de Verwaltungen, de kommunalen an de staatlechen, hir Décisiounen ze huelen, an dat vill méi berouegt. Duerch d'Matënnerzeechnung duerch d'Europäesch Unioun kritt dës Konventioun awer grad haut am Globaliséierungsprozess vill méi eng grouss Bedeitung.

D'Konventioun selwer huet dräi Pilieren. Deen éischte Pilier soll dem Matbierger den Zougang zu den Informatiounen iwwer seng Ëmwelt erlaben, wat haut jo duerch déi modern Technologien zur Informatioun relativ einfach ass. Dozou gehéieren den Zoustand vun eise Liewensraim, de Liewensressourcen, de Kaméidi, d'Energiefroen, d'Gesetzer an d'Pläng zu Projeten.

Nei ass awer an där Konventioun, dass den Interesse fir eng Ëmweltinformatioun net begrënnt muss ginn. Jidder natierlech oder juristesch Persoun, eng ONG oder en Interessegrupp, déi sech an den Ëmweltschutz erabrénge wëllt, kann hei da Reglementer a Gesetzestexter agesinn a Froen dozou stellen. Den Délai fir eng Fro vum Bierger ze beäntwerten ass op ee Mount festgesat ginn, ausser et ass eng Fro, déi relativ komplex ass, da kann ee bis zu zwee Méint op seng Äntwert waarden. Dës Äntwert läit dann a schréftlecher oder elektronescher Form vir.

Wann eng Autoritéit awer net iwwert d'Informatioune verfügt, da ka se déi Ufro un eng aner Verwaltung weiderreechen, déi méi kompetent ass, an da kritt een awer seng Äntwert. Ënner bestëmmten Ëmstänn ka keng Äntwert op eng Fro geliwwert ginn, wann zum Beispill den Intérêt public priméiert oder wa Betribsgeheimnisser am Spill sinn. Dee Refus, dee muss awer da kloer begrënnt ginn. An et muss och drop higewise ginn, wellech juristesch Weeër an dësem Fall ageleet kënne ginn.

Den zweete Pilier ass méi interessant. Dee favoriséiert de Public, sech an den Décisiounsprozess eranzebréngen, a grad an deene Projete wou den Ëmweltimpakt ganz grouss ass. Vu grousser Importenz, an dat ass de revolutionäre Geescht vun där Konventioun, ass et, dass de Public opgeruff gëtt, vun Ufank un an den Décisioune vun de Prozedure matzemaachen, also ex ante. An dat ganz am Géigendeel vun haut, wou oft d'Bierger jo im Nachhinein zougelooss ginn, also ex post agebonne ginn.

An dësem Zesummespill läit déi grouss Innovatioun, déi sécherlech och bei eis am Land Répercussiounen op eis Gesetzgebung en matière vun der Ëmwelt wäert kréien. Ënner anerem kann an de Projete matdiskutéiert ginn, zum Beispill beim Bau vun enger Autobunn, Eisebunnstrassen, Héichspannungsleitungen, an der Offallwirtschaft oder awer am Aménagement du territoire.

Den drëtte Pilier leet dann d'Konditioune vum Accès zur Justiz fest an deene Fäll awer, wou en Demandeur fir eng Ëmweltinformatioun sech am Onrecht spiert, wou en also keng Äntwert op seng Froe konnt kréien. D'Reklamatiounen an d'Klorechter fir eenzel Persounen an Ëmweltverbänn ginn och an deene Fäll geregelt, wou d'Autoritéiten an hiren Décisioune géint d'national Gesetzgebung verstouss hätten. D'Haaptzil ass ganz eendeiteg: D'Öffentlechkeet muss e breeden Zougang zur Justiz kréien.

Et ass op enger vun de Konferenze vun der Aarhus-Konventioun gesot ginn, dës Dispositioun, notamment deen drëtte Pilier, mécht den Accès zur Justiz méi einfach. Et kënnt hei zu enger méi grousser Transparenz an doriwwer eraus dann zu enger Demokratisatioun vun den Décisiounsprozeduren. Dat gëllt besonnesch an deene Länner, déi d'Aarhus-Konventioun ënnerschriwwen hunn, a wou et mat de Mënscherechter net esou wäit hier ass wéi bei eis am Land.

Dës Konventioun bedeit och, dass d'Décisiounen am Beräich zum Beispill vum Kommodo-Inkommodo an engem neie Liicht musse gesi ginn. D'CSV-Fraktioun gesäit an der méiglecher Ëmsetzung vum drëtte Pilier, dee jo iergendwann da wäert kommen, awer e gewëssene Risiko, well an dësem Beräich d'Gesetz vum 10. August 1992 schonn den Droit d'agir virun der Justiz garantéiert. Hei muss mat der néideger Virsiicht geschafft ginn. Dat sot jo och de Statsrot a sengem Avis.

D'Aarhus-Konventioun kann awer och am Liicht gesi gi vun der Lissabon-Strategie. Do gëtt jo vum Opbau vun enger performanter Wëssensgesellschaft geschwat. A grad d'Wëssen an engem komplexen Thema wéi der Ëmwelt ass vun héijer Bedeitung.

An doriwwer eraus gewënnt d'Konventioun och Bedeitung an der Duerchsetzung vun den allgemenge Mënscherechter. Den honorabele Mill Calmes an ech hunn un der zweeter Aarhus-Konferenz zu Almaty a Kasachstan partizipéiert. Wann een do mat de Leit geschwat huet, dann huet ee festgestallt…

(Interruptions)

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Wéi hutt Der da mat deene geschwat? Kasachstanesch, oder wéi?

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Zum Beispill. Mir hunn dat gemaach. Mir hunn dat séier geléiert.

Do hu mer festgestallt, dat ass grad a Länner…

(Interruptions)

M. le Président.- Den Här Oberweis huet ganz eleng hei d'Wuert!

Une voix.- Ouh?

Une autre voix.- Mir kommen e bësse vum Sujet hei ewech.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- Ech wollt just soen, dass mer mat de Leit geschwat hunn, an och an deene Länner, wéi z.B. de GUS-Staten ass d'Thema vun de Mënscherechter am Zesummenhang mat den Ëmweltiwwerleeungen een Haapthema. Mir gesinn also hei, d'Gesondheetsemfannen an d'Wuelbefanne vun de Mënschen ass ee vun deene wichtegen Elementer vun der Aarhus-Konventioun.

An deem Zesummenhang rappeléieren ech och wat de Generalsekretär vun der UNO, de Kofi Annan, gesot huet: „Dat aktiivt Engagement vun de Bierger ass d'Viraussetzung fir e bedeitende Fortschrëtt a Richtung vun der nohalteger Entwécklung."

Une voix.- Da sot, mir hätten dat och gesot.

M. Marcel Oberweis *(CSV).*- An déi kréie mer awer ereischt dann, wann een dee Volet an d'Schoul bréngt. D'Ausbildung an d'Weiderbildung kënnen hei vill leeschten. Dat ausgemaacht Zil an dëser laangfristeger Strategie läit awer eendeiteg an deem erhéichte Schutz vun eiser Ëmwelt, an do sécherlech och am Schutz vum Mënsch.

Zum Schluss vu mengen Ausféierunge kann ee sech awer froen, firwat da grad d'Ëmwelt als éischt Matière politique an d'partizipativ Demokratie gestallt ginn ass. Do muss ech e bësse méi wäit aushuelen.

Um Enn vun de 60er Joren huet sech an Europa e groussen, komplexen Thema gestallt, nämlech d'Bëschstierwen. A Skandinavien an an de Länner vum fréieren Ostblock hunn d'Bëscher dramatesch gelidden. Dat koum duerch d'Emissioun vum Kuelendioxid a Schwefeldioxid aus eise Géigenden. Fir dëse Problem deemools an de Gréff ze kréien am nach gedeelten Europa, ass dunn iwwert d'UNO versicht ginn, eng Léisung erbäizefëieren.

1979 konnt sech zu Genf op eng éischt Konventioun iwwert d'grenziwwerschreidend atmosphäresch Ëmweltbelaaschtunge gëeenegt ginn. Schonn zéng Joer méi spéit, wéi de Rido an Europa gefall ass, hu mer dann an enger éischter Operatioun, der sou genanntener paneuropäescher Kooperatioun zum Schutz vun der Ëmwelt, weider verhandelt an aus deenen Iwwerleeungen eraus ass d'Konventioun vun Aarhus gebuer ginn. Mir gesinn also, dass e ganze Prozess duerchlaf ginn ass.

Wa mer haut dës Konventioun ratifizéieren, da gëtt et nach just dräi Länner, déi déi Aufgab net an der Europäescher Gemeinschaft gemaach hunn. Leider huet d'Slowakei se net ënnerschriwwen, a vläicht sollte mir d'Regierung opfuerderen oder froen, dass een d'Slowakei kënnt invitéieren, och matzemaachen. Well d'Slowakei genau wéi d'Tschechei si Länner, wou een dee Bëschschued nach gutt gesäit.

D'CSV-Fraktioun steet zu där Konventioun hei, an ech bréngen den Accord zu dësem Gesetzesprojet eran a soen da Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Oberweis Merci. Als nächste Riedner ass den Här Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

M. Emile Calmes *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, meng zwee Virriedner waren esou komplett, datt dat et mir erlaabt, dach relativ kuerz hei ze sinn. Ech wollt dem Rapporteur awer félicitéiere fir säi gudde schréftlechen an och mëndleche Rapport, grad ewéi mengem Virriedner, deen dat nach komplettéiert huet, wat gefeelt huet.

Ech menge mam Fong vun där Aarhus-Konventioun si mer eis jo alleguer eens heibannen. Datt et ee Schrëtt zu méi Nohaltegkeet ass, ass ganz richteg, an et ass och richteg, datt een nieft dem wirtschaftleche Pilier an dem soziale Pilier och dem Ëmweltpilier am Sënn vun der Nohaltegkeet méi e grousst Gewiicht gëtt.

De Rapporteur huet drop higewisen, datt dat Gesetz hei scho virun der leschter Legislaturperiod déposéiert ginn ass, an datt mer an der leschter Ëmweltkommissioun net virukomm sinn, obschonn ech do Rapporteur war, bedéngt doduerch, datt juristesch Onsécherheete bestan hunn an datt d'Juristen aus dem Ëmweltministère eis da geroden hunn, virsiichteg hei virunzegoen an deem Sënn, datt mer solle versichen, gläichzäiteg eng europäesch an national Législatioun mat hei ëmzesetzen. Et geet ëm de sou genannten Effet direct oder net Effet direct.

Et muss een awer soen, datt mer deemools u sech Zäit hate fir dat ëmzesetzen, well wéi mer doriwwer diskutéiert hunn, war deemools just ee Land wat déi Konventioun ënnerschriwwen hat vun deene 25 europäesche Länner, et sinn der jo och an Zentral- an Osteuropa e ganze Koup Länner, déi dat hei ënnerschriwwen hunn, mä deemools war Dänemark dat eenzegt Land, wat déi Konventioun hei ënnerschriwwen hat an dofir ware mer net presséiert.

An der Zwëschenzäit ass d'Problematik déiselwecht; d'Fro vum Effet direct ass nach ëmmer gestallt, an d'Äntwerte sinn nach ëmmer ënnerschiddlech. An ech mengen, mir selwer waren eis jo och an der leschter Kommissiounssitzung nach net honnertprozenteg op alle Punkten eens, well soss hätte mer dat Gesetz iwwert den Accès à l'information, wat mer haut hätte solle mat hei stëmmen, jo net zréckgestallt, an net décidéiert am Hierscht drop zréckzekommen.

Méi komplizéiert gëtt et selbstverständlech, wa mer elo op d'Klorecht kommen, dem drëtte Volet vun dëser Konventioun hei. Mäi Virriedner huet jo schonn drop higewisen. Mä och do wäerten eis dann d'Zäit an d'Zukunft d'Äntwerte liweren.

An der Zwëschenzäit - an de Rapporteur huet et gesot - si mir bal dat eenzegt Land, wat déi Konventioun hei nach net ëmgesat huet, an dofir mengen ech, gëtt et awer Zäit dat ze maachen. Dofir wäert dann och eis Fraktioun deem Gesetz hei zoustëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Ech soen dem Här Calmes Merci. Als nächste Riedner ass elo den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi Gréng begréissen natierlech och, dass Lëtzebuerg dës Konventioun endlech - dat muss ech och soe wéi mäi Virriedner - an nationaalt Recht wäert ëmsetzen.

Mä eis als Gréng wonnert et awer och net därmoossen, dass mer esou spéit u sinn. Déi eenzel Regierungen zu Lëtzebuerg hu sech nach ëmmer schwéier gedoe bei dësem Thema. Si hu sech schwéier gedoe beim Recht op Informatioun fir d'Bierger an d'Biergerinnen an d'Ëmweltorganisatiounen. Si hu sech schwéier gedoen, fir deeneselwechte Leit an Organisatiounen e Matsproochrecht an deem Beräich ze ginn, an ech hunn haut jo confirméiert kritt, dass an deem Haus hei nach ëmmer ganz vill Leit sinn, déi sech och an Zukunft wäerte schwéier doen, fir d'Klorecht fir all dës Leit ze erweideren.

(Interruption)

Glift?

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Hutt Dir elo un e bestëmmten Exminister geduecht?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Jo, ënner anerem. Ech kommen nach op deen ze schwätzen. Hien ass jo ëmmer flott, fir Beispiller ze ginn. Nach jorzéngtelaang wäerte mer un deem kënnen zieren.

Här President, muss ech drun erënneren, dass 20 Joer - Dir hutt richteg héieren! - 20 Joer, nodeem déi éischt Impaktstudiendirektiv vun der EU hätt missen ëmgesat ginn, se zu Lëtzebuerg nach ëmmer net ëmgesat ass fir de Beräich Stroossen?

Ech weess net, ob déi méi jonk Kolleegen a Kolleeginnen, déi hei an deem Haus sëtzen, sech dees iwwerhaapt bewosst sinn, dass mer nach ëmmer net eng Direktiv vun der EU vun 1985 ëmgesat hunn!

Muss ech drun erënneren, dass d'Ëmweltschutzorganisatiounen zwar iwwer eenzel Gesetzer e gewësst Klorecht kritt hunn, fir sech als Partie civile ze constituéieren, mä dass se awer nach ëmmer net géint eenzel Autorisatioune kënne viru Geriicht zéien, mat der cocasser Situatioun, dass zum Beispill e Mouvement écologique konnt a Frankräich géint Cattenom kloen an an der Belsch géint den Ikea, dass dat awer zu Lëtzebuerg de Moment nach ëmmer net méiglech wier, fir dat och u ganz konkrete Beispiller ze illustréieren?

Dofir menge mir, dass dee Vote vun haut zwar schéin a gutt ass, mä dass awer nach ganz villes ze maachen ass. Mir hu laang spekuléiert an der Ëmweltkommissioun, ob dann déi Konventioun hei elo direkt applikabel wier. Vläicht weist deen een oder anere Prozess an Zukunft, wat et dann domat op sech huet. Mä zumindest, wat den drëtte Volet ubelaangt, ware mer eis awer alleguerten eens, mengen ech, dass awer wierklech an deenen eenzelne Gesetzer nach villes misst geschéien.

Fir den éischte Volet ware mer jo bal fäerdeg gi fir de Projet de loi 5217 iwwert den Droit à l'information ëmzesetzen. Ech sinn och do zouversiichtlech, dass eis dat am Hierscht wäert geléngen.

Wat d'Matsproochrecht ubelaangt, wëll ech awer wierklech hei nach eng Kéier insistéieren, dass endlech, endlech, Här President, dës Impaktstudiendirektiv fir de Beräich Stroossen och ëmgesat gëtt.

Fir d'Klorecht huet zumindest mol den Ëmweltminister eng Dier opgemaach a gesot, hie wëllt awer op dee Wee goen. Ech sinn zwar elo schonn e bësse méi skeptesch ginn no den Aussoe vum Här Oberweis hei. Do schéngen sech awer déi zwou Parteien an der Regierung nach net ganz eens ze sinn, wéi wäit dass dann do elo déi Ouverture soll kommen. Ech géing op jiddfer Fall…

Une voix.- Den Här Oberweis ass nach net an der Regierung.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Oh, et ass awer e wichtege Mann an der CSV-Fraktioun, an ech weess jo, wéi d'CSV ganz oft…

(Interruptions)

D'CSV-Fraktioun huet sech schonn des Öfteren esou Leit aus der Fraktioun…

M. le Président.- Den Här Gira huet ganz eleng d'Wuert.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, et wier jo net déi éischte Kéier, dass d'CSV géing ee vun hire Leit aus der Parlamentsfraktioun virschécken, fir dem Land dann awer lues a lues unzekënnegen, wou d'Richtung da géing higoen. Mä kucke mer mol, wou et hei higeet.

Une voix.- Dir schéngt Iech Illusiounen iwwert d'Séparation des pouvoirs ze maachen!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Also, ech mengen net, dass dat nach richteg ass, wat ech an engem gewësse Cours an der Instruction civique am Lycée geléiert hunn. Ech menge besonnesch hei am Land sinn do gréisser Problemer an der Tëschenzäit.

Här President, Dir Dammen an Dir Häre, déi Politiker an déi wirtschaftlech Kreesser - wéi ee virun allem erëm konnt an den Avisë vun der Chambre de Commerce liesen -, déi Leit also, déi menge méi Recht op Informatioun, méi Matsproochrecht an e bessert Klorecht fir d'Bierger an d'Biergerinnen an d'Société civile géing all Projeten

an der Gesellschaft blockéieren a géing wierklech zu enger endloser Hällewull vu Prozesser féieren, déi ieren sech. Genau de Géigendeel ass de Fall.

Et kann ee roueg nokucken, dass an deene Länner, déi eng progressiv Gesetzgebung an deem Beräich hunn, méi Innovatioun entsteet, méi Kreativitéit, an do gi besser Léisunge fonnt. Am Ufank vun dem Décisiounsprozess mag et tatsächlech sinn, dass eppes e bësse méi laang dauert. Mä duerno ass awer dann d'Akzeptanz an der Populatioun vill méi grouss, an déi Léisungen, déi fonnt sinn, gi ganz oft och méi nohalteg wéi dat, wat mer heiansdo bei eis gesinn.

An do kommen ech, Här Mehlen, bei deen Här, deen Dir éinescht schonn, mengen ech, ugeschwat hutt. Mir hu jo hei am Land wierklech zwee absolut ofschreckend Beispiller, wéi een et net soll maachen.

Dat éischt ass d'Saarstrooss. Wann d'Prozedure bei der Saarstrooss agehale gi wiere vun deene responsabele Politiker, da wier déi Situatioun längst gekläert. A wa mer haut e Blocage hunn, dee bedauerlecherweis muss ee soen, och schonn zu Doudegen an Tëschenzäit gefouert huet, dann ass et net, an ech wëll dat nach eng Kéier kloer soen, dann ass et net, well d'Leit hiert Recht gesicht hunn, mä dee Blocage ass nëmmen do, well d'Ministeren sech iwwert d'Recht ewechgesat hunn. Dat ass méi wéi eemol virum Tribunal administratif an der Cour administrative confirméiert ginn, souguer virum Europäesche Geriichtshaff.

An dat zweet…

(Interruptions)

An dat zweet Beispill, wéi kéint et anescht sinn, dat ass d'Nordstrooss.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir kréie jo muer de Mëtteg hei awer wierklech in extenso d'Rechnung presentéiert fir dem Här Goebbels seng Method mam Kapp duerch d'Wand ze fueren.

Wier deemools eng seriö Impaktstudie gemaach ginn, da wieren eng ganz Rei vun deene Problemer, déi elo op eemol optauchen, deemools schonn erkannt ginn. An et waren och Leit genuch, déi gewarnt haten deen doten Tracé ze huelen, a mat esou engem Tunnel duerch déi do Geologie ze fueren.

Et muss een net Geolog sinn, fir ze wëssen, dass wann een esou e risegen Tunnel duerch de Lëtzebuerger Sandstee buert, dass een da virun allem Waasser begéint. Ech wëll der Diskussioun vu muer net virgräifen, mä ech sinn hei iwerzeegt, dass - an ech maachen eng Wett haut mat Iech - dat muer net déi leschte Rallonge fir d'Nordstrooss wäert sinn. Mä wa mer wierklech emol am Gréngewald oder ënnert dem Gréngewald mat de Baggeren an de Buerer amgaange sinn, da wäerten nach ganz aner Iwwerraschunge komme wéi déi, déi elo scho kommen.

Wier eng seriö Impaktstudie gemaach ginn, ech mengen, da wier schonn am Virfeld offensichtlech ginn, dass et verréckt ass dee Projet do duerchzezéien. A wier och op eng Rei ONGe gelauschtert ginn, da wier op jidder Fall net déi do Variant gebaut ginn. Eng Variant, vun där d'Verwaltung selwer scho seet, dass se verkéierstechnesch näischt bréngt, a bei där haut scho sécher ass, dass de Chaos um Kierchbierg virprogramméiert ass, wann dës Strooss vläicht eng Kéier am nächste Jorzéngt hir definitiv Versioun kritt, an och Autoen a Camionë kënnen driwwer fueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss sinn déi Gréng der Meenung, dass d'Problemer mat deenen eis Gesellschaft haut konfrontéiert ass a grad d'Problemer am Ëmweltberäich vill ze vill komplizéiert sinn, fir hir Léisung just e puer Politiker an Technokraten ze iwwerloossen.

Mir brauchen den Know-how, d'Phantasie an d'Kreativitéit vun de Leit vun der Strooss, vun den Ëmweltschutzorganisatiounen, vun der Société civile en général, fir nohalteg Léisungen zu dëse Problemer ze fannen.

Déi Gréng wënschen sech, dass dës Erkenntnis sech endlech och zu Lëtzebuerg a politesche Kreesser an och a wirtschaftleche Kreesser duerchsetzt, well et gëtt an eisen Aen héich Zäit dofir.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Gira. Als leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen agedroen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Dee Projet de loi, mat deem mer haut befaasst sinn, huet selbstverständlech e groussen ëmweltpoliteschen Impakt. Mä wann ee sech e bëssen an d'Matière eraknéit, da gesäit een, datt e virun allem e juristeschen an e prozedurale Volet huet, wou et ganz schwéier ass derduerch ze kommen.

Ech si mat all deenen, déi viru mir geschwat hunn, d'accord, datt et wichteg ass an eiser heiteger Welt, wou esou vill haaptsächlech industriell Aktivitéiten, awer och aner Aktivitéite sinn, datt d'Leit fir d'alleréischt Accès un d'Informatiounen ëmweltpolitescher Natur hunn, fir kënnen ze jugéieren, wat passéiert oder wat geplangt ass, a fir dann och d'Méiglechkeeten ze hunn, fir do kënnen aktiv ze ginn.

Dat ass jo den Inhalt vun dëser Konventioun, déi mer haut solle stëmmen. An et muss een drop hiweisen, datt dat jo wäit iwwert déi national Grenzen erausgeet, normalerweis, an datt et duerfir och gutt ass, datt esou vill Länner gläichzäiteg där Konventioun hei bäigetratt sinn. Och wann ee ka bedaueren, datt mir dann elo eent vun deene leschte Länner sinn.

Et ass scho gesot ginn, datt et am Fong geholl dräi gréisser Piliere sinn. Deen een ass dee vum Accès un d'Informatioun, deen zweeten ass dee vun der Participation directe vum Public un den Décisiounen, un deene Projeten, déi e groussen Impakt op d'Ëmwelt hunn, an deen drëtten, den Accès à la justice, huet virun allem den Aspekt, datt deen Accès à la justice soll esou wäit wéi méiglech gratis sinn, fir datt net d'Leit opgrond vun hirer vläicht prekärer finanzieller Situatioun dovun ofgehale si fir kënnen en justice virzegoen, wa se mengen, dat wier noutwendeg.

Mir als ADR-Fraktioun si grondsätzlech mat där Ausriichtung d'accord.

Et ass eng Konventioun, dat heescht mir mussen se huelen oder mir mussen se stoe loossen. Mir kënnen um Inhalt vun där Konventioun näischt änneren. Mir hu keen Afloss op déi eenzel Dispositiounen, an trotzdeem sief et vläicht erlaabt e puer Remarquen iwwert de Contenu ze maachen.

Mir gesinn zum Beispill, datt d'Chambre de Commerce Suergen ausdréckt, datt beim Accès à l'information kéinten Informatiounen divulguéiert ginn, déi een ënnert de Secret commercial et industriell kéint klasséieren, an datt doduerch Entreprisë kéint e Schued entstoen. Ee vu menge Virriedner huet drop higewisen, datt selbstverständlech d'Administratioun, wann esou e Fall do wier, d'Recht huet dat ze refuséieren an datt een dann natierlech och erëm d'Recht op e Recours huet. Sou datt dat awer normalerweis an der Praxis lo keng direkt Bedrohung fir d'Entreprisë géing duerstellen.

Dat Zweet ass, an dat ass eng Suerg, déi een natierlech deele kann. Wann ee gesäit wéi schwéierfälleg datt mir hei zu Lëtzebuerg gi sinn, wann et ëm Autorisatioune geet an et stellt ee sech dann d'Fro, ganz besonnesch an engem Ëmfeld vu Rechtsonsécherheet, an ech kommen nach dorop ze schwätzen, datt eventuell d'Prozeduren nach vill méi laang gi fir eng Autorisatioun duerchzekréien, dann ass dat eppes mat deem mer eis mussen intensiv ausernee setze bei der praktescher Ëmsetzung.

De Conseil d'État weist och - warnend, géing ech soen - dorop hin, well e feststellt, datt déi Konventioun wäit iwwer eis bishereg Législatioun an där Matière erausgeet. An e seet och, datt eng Partie Gesetzer an der Folleg missten iwwerschafft ginn, virun allem d'Gesetzer: vum 21. Mee '90 iwwert den Aménagement du territoire, dat vum 19. Januar '04 iwwert den Naturschutz, an och Ofännerunge vun anere Gesetzer, dat vum 10. August '93 iwwert d'Naturparken an dat vum 10. Juni '99 iwwert de sou genannte Kommodo-Inkommodo.

Trotzdeem setze mer dës Konventioun ëm, an et ergëtt sech effektiv, wann een d'Konventioun an hiren Texter kuckt, de Risiko vu Rechtsonsécherheet. Dat war och en Thema an der Kommissioun, an d'Fro ass natierlech gestallt: Wat priméiert dann elo am Zweifelsfall, déi national Législatioun oder d'Konventioun?

Do ass den ieweschte Prinzip, datt d'international Konventioun priméiert.

D'Fro vum Effet direct vun där Konventioun ass gestallt ginn. Do hu mer eng - a mengen Aen, ech si kee Jurist - excellent Note vum Ministère geliwwert kritt, déi eis awer och nach deelweis an Onkloerheet léisst. Well wann een d'Konklusioun, an ech erlabe mer se kuerz virzeliesen: «Au regard de ce qui précède, il est permis d'affirmer que la question de l'effet direct de la convention d'Aarhus est réelle et non pas purement théorique. Il est permis de dire qu'en France on se prononce plutôt pour l'effet direct de certaines dispositions de la convention d'Aarhus. Il se peut que les tribunaux luxembourgeois aient une vue similaire.» Dat ass awer net sécher. «Cependant des incertitudes subsistent.» An dat ass eigentlech e bëssen de Schwaachpunkt vun der aktueller Situatioun.

Et ass noutwendeg, a mir sinn och domat d'accord, datt mer endlech dee Schratt maachen, datt mer d'Konventioun ëmsetzen. Mä mir mussen awer och wëssen, datt et an der Folleg dovun dach awer zu Schwieregkeete kënnt.

Mer wäerte souwisou jo nach länger Zäit un deene verschiddene Voletë vun dëser Konventioun musse schaffen an, Här Minister, ech drécken hei eng Suerg aus, ech mengen et ass d'Suerg vu ville Leit dobaussen: Mir hei als héicht Haus, mir kréien heiansdo gesot mir wieren net extra fläisseg, an dat vu Leit, déi eis mat engem Oeil malveillant kucken. Anerer soen, mir wieren ze vill fläisseg, mir géingen ze vill Texter produzéieren.

Ech neigen éier derzou fir ze soen, mir géingen ze vill Texter, déi heiansdo och net allze vill gutt openee koordinéiert sinn, produzéieren.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Et wier gutt, wa mer dee ganze Prozess hei ofgeschloss hunn, wa mer dann eng uerdentlech koordinéiert an iwwersiichtlech Gesetzgebung an där ganzer Matière hätten. Ech weess net wéi mer et technesch ëmgesat kréien, mä et ass awer eng vun de grousse Suergen, déi ech hei wëll ausdrécken.

Ech bréngen, wéi ech et schonn ugekënnegt hunn, domat den Accord vun eiser Fraktioun.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Dann huet d'Regierung d'Wuert, den zoustännege Minister, den Här Lucien Lux. Här Minister!

M. Lucien Lux, *Ministre de l'Environnement.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëllt fir d'éischt mol meng Freed ausdrécken, dass souwuel all Fraktiounen hei an der Chamber haut hire Wëlle bekunt hu fir déi Konventioun hei wa méiglech unanime ze ratifizéieren, gradewéi iwwregens och de Statsrot dat virdru gemaach huet.

Dat war méiglech, well de Regierungsprogramm vun der CSV-LSAP-Regierung sech kloer dofir ausgeschwat huet, déi Ratifizéierung esou schnell wéi méiglech virzehuelen; zesummen iwwregens mat deem Projet de loi, dee jo vun der viregter Regierung do louch, wat den éischte Volet vum Accès à l'information betrëfft; wat mer och, mengen ech, am Hierscht direkt kënne maachen, wa mer dee klenge Problem do nach geléist hunn.

Ech mengen dat weist iwwregens och, dräi Deeg nom Traitésreferendum kann een dat jo vläicht nach soen, dass munches am Ëmweltberäich op Drock vun den europäeschen Initiativen an Direktive kënnt. Ech mengen, dass mer feststellen a ville Beräicher, zumools wat d'Wäerter, d'Seuilen, déi mir bei der Loft, dem Waasser an anere Qualitéite geliwwert kréien, just vun europäeschen Direktiven a Reglementer aus kommen. An ech mengen an där heiter Fro gëllt, wéi a villen aneren, dass mer engersäits mussen dofir suergen, an ech mengen déi Suerg ass vun e puer Riedner ausgedréckt ginn, dass mer näischt maachen, wat onnëtz Zäitverloschter an der Ëmsetzung vun néidege Projete mat sech bréngt, mä dass mer dat awer déifgrënneg an eeschthaft mat eise Bierger kënne maachen an dass mer d'Effeten, déi eenzel Projeten op d'Ëmwelt hunn, seriö kucken.

Deen Equiliber do, ech mengen dee musse mer fäerdeg bréngen. A wann hei vun eenzelne Riedner, och vum Här Gira, gesot ginn ass, Rechtsonsécherheet, da muss ech soen, ech selwer sinn der Meenung, dass déi Konventioun, mat all sengen dräi Voleten, déi mer hei ofstëmmen, dass mer domadder soen, dass mer déi dräi Voleten och wierklech wëllen an dass mer fir d'Klorecht vun den individuelle Persoune wéi och vun den Associatioune sinn. An de Problem ass net onbedéngt d'Rechtsonsécherheet.

De Problem, dat sinn d'Lenteurs judiciaires, déi mer hunn. Mir hunn heiansdo Angscht op dee Wee ze goen, well mer fäerten, dass doduerjer Jore verluer ginn, well Saachen op Geriichter hänke bleiwen an domat net viruginn.

Dat ass also de Problem. Esou hunn ech et jiddefalls verstanen an den Aussoen, och an de Programmer vun deenen eenzelne Parteien, an eisen Aarbechten an der Kommissioun, dass mer fir de Prinzip d'accord sinn, mä dass mer net wëllen hunn, dass doduerjer Lenteuren entstinn, déi, egal bei wat fir enge Projeten och ëmmer, ob et am Stroossebau wier oder an aneren, mengen ech, dach awer net gutt wieren. Dofir ass deen Equiliber tëschent Effikassitéit an eeschthafter, demokratescher, seriöer Diskussioun a Beaarbechtung vu Projeten dat, wat mer mussen erreechen.

Ech mengen, dass de Kolleeg Oberweis hei eis gesot huet, wat de Stand vun der Ratifizéierung ass, an dat ass jo net onbedéngt en Uerden, dee mer do verdéngt hunn, wa mer feststellen, dass mer haut elo dat drëttlescht Land vu 24 sinn, wat zur Ratifizéierung kënnt, nodeem mer dat 1998 gestëmmt hunn an 1999 hei deponéiert hunn. Ech mengen, dass dat no baussen d'Ouverture zu enger demokratescher, oppener Gesellschaft ass an och der Exekutiv, der Regierung, an allen anere seet, dass, wa se Projete maachen, se dat mat verstännegen, responsabele Bierger solle maachen, a wéi gesot da schnell zu Décisioune solle kommen.

Ech géif och mengen, Här Gira, dass mer an der Ëmsetzung vun deenen eenzelne Punkten net esou schlecht dostinn, wéi et heiansdo gemaach gëtt. Éischtens si mer am éischte Volet vum Accès à l'information an der Kommissioun esou gutt wéi prett. Ech hoffen, dass mer et fäerdeg bréngen, nach bis zum Enn vun dësem Joer dat Gesetz kënnen ze stëmmen.

Zweetens, wat d'Ëmsetzung ubelaangt vun deem zweete Volet, deen also d'Participatioun vun de Bierger un de Pläng an de Programmer ubelaangt, dat betrëfft jo dann eng Rei vun Domäner. Wat d'Loft ubelaangt läit de Règlement grand-ducal, dee geännert ginn ass, dee vum 17. Mäerz 1998, bei eisem Statschef, dem Grand-Duc, zur Ënnerschrëft. Dann ass dee Beräich ëmgesat, alles wat d'Loft ubelaangt.

Fir dat wat d'Décheten ubelaangt ass d'Gesetz am Prinzip fäerdeg fir an eis Kommissioun, nodeem de Conseil d'État jo, mengen ech, d'lescht Woch säin Avis ofginn huet. Iwwert d'Amendementer kënne mer dat, wann de President et op d'Dagesuerdnung setzt - an ech mengen et ass scho geschitt fir de 27. September -, do kucken. Dem Conseil d'État säin Avis ass éischter redaktioneller Natur, esou dass ech mengen, dass mer politesch keng Problemer däerften hunn. Dann ass och dee Beräich vun den Décheten ofgedeckt.

Wat den Accès à la justice an deem Volet zwee, wou jo Elementer si fir d'IPPC…

(Interruption)

Jo, ech schwätzen elo emol fir dat, wou ech zoustänneg sinn, an dat betrëfft also emol dat doten. Dir wësst, dass dat e Projet ass, dee beim Bauteministère läit, an et muss een also mam Bauteminister schwätzen, wou seng Aarbechten dru sinn. Ech zweifelen awer net drun, dass deen och bereet ass fir déi Aarbechte weiderzedreiwen.

Ech wëll awer soen, wat den Accès à la justice ubelaangt, e Volet also wou mer vu Rechtsonsécherheet schwätzen, dass d'Regierung e Projet ugeholl huet, wou all déi Betriber, IPPC-Betriber, wou d'Klorecht, den Accès à la justice dra virgesinn ass. Dee Projet ass un de Conseil d'État virun zwee Méint gaangen, esou dass mer also och do als Regierung weisen, dass mer deen drëtte Volet Accès à la justice eescht huelen an net nëmmen hei Rieden hale kommen, well fir déi Betriber - an dat ass jo schonn e gudden Deel, wéinstens all déi grouss Betriber, déi an den IPPC-Betriber leien, - läit de Projet beim Conseil d'État, esou dass also mat deem Projet schonn en Deel vun deem drëtte Volet, wat den Accès zur Justiz ubelaangt, och kann ëmgesat ginn.

Da schlussendlech wat deen drëtte Volet ubelaangt hat ech d'Geleeënheet hei bei enger anerer Diskussioun ze soen, dass dat, wat mer während eiser Présidence erlieft hunn innerhalb vum Conseil, eis gewisen huet, dass just zwee Länner, dat waren, wann ech et gutt am Kapp hunn, Griichenland an d'Belsch, déi eenzeg waren, déi sech ausgeschwat hu fir eng europäesch Direktiv an der Ëmsetzung vun dem Volet dräi.

Lëtzebuerg huet sech do als Présidence neutral verhalen, mä wéi gesot all déi aner Länner, dat waren also der 22 un der Zuel, hu sech dergéint ausgeschwat, esou dass et net unzehuelen ass - an ech hu mer de Programm ugekuckt vun der britischer Présidence, do steet et emol guer net méi op hirem Programm -, dass déi en Excès de zèle wäerte maachen, fir déi Problematik weiderzedreiwen. Et

wäert also ofzewaarde si bis zu den Éisträicher an och vläicht de Finnen duerno fir ze kucken, dass mer op deem Gebitt weiderkommen.

Mä dat soll eis - an do sinn ech mam Rapporteur d'accord - net drun hënneren, fir no deem Beschloss, dee mer haut gemaach hunn, esou wéi elo scho fir d'IPPC-Betriber, och weider an eiser Gesetzgebung ze kucken, wat fir eng Punkten dass mer do mussen upaken an déi Aarbechten do weiderzedreiwen, fir deem Beschluss vun haut net nëmmen e symbolesche Charakter ze ginn, dee mer net wëllen, mä och mat deem Vote vun haut der Regierung den Optrag ze ginn, fir iwwerall do, wou nach Grozone sinn oder wou nach guer keng Ëmsetzung ass a Gesetzgebungen, dat vun haut un ëmzesetzen.

Ech mengen, dass dat fir all d'Ministeren a fir all d'Ressortë gëllt, an deementspriechend sinn ech u sech optimistesch, dass mer et wäerte fäerdeg bréngen, fir souwuel de Volet eent Informatioun wéi d'Bedeelegung vun de Bierger wéi den Accès à la justice esou schnell wéi méiglech weiderzedreiwen, well ech mengen et gehéiert no deenen Debatte vun deene leschte Wochen, déi mer hei am Land och haten, zu enger Gesellschaft, déi sech vis-à-vis vun hire Bierger responsabel an offe verhält, an dat virun allem hei am Beräich vun der Ëmwelt, dass een - an do sinn ech mam Här Mehlen d'accord - um Schluss vun där Diskussioun fir jiddfereen, souguer heiansdo fir d'Fonctionnairen an de Ministèren, déi all Dag domadder schaffen, um Schluss vun där Prozedur eng Kéier muss zu enger koordinéierter Gesetzgebung kommen, fir dass jiddferee sech doranner erëmfënnt, virun allem och d'Entreprisen an d'Agenten, déi domadder ze schaffen hunn. Dat schéngt mer op der Hand ze leien.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 4513 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener (par M. Laurent Mosar), Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Marco Schank (par M. Patrick Santer), Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Marcel Oberweis), MM. Fred Sunnen (par M. Lucien Thiel), Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roland Schreiner), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Ben Fayot), M. Ben Fayot, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider (par M. John Castegnaro), Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

M. Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch (par M. Henri Grethen), MM. Charles Goerens (par M. Emile Calmes), Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Xavier Bettel) et Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn nach zwee Projeten um Ordre du jour fir haut de Mëtteg. Nach dräi Projeten.

Une voix.- Zwee!

M. le Président.- Zwee Projeten, pardon. Mir wäerte bis ongeféier hallwer aacht brauchen, fir déi Projeten evakuéiert ze kréien. Mir sinn eens gi fir d'Sitzung esou laang ze halen. Mir stëmmen allerdéngs muer de Mëtteg am Ufank vun der Sitzung of iwwert déi zwee Projets de loi, déi mer elo diskutéieren. Et sinn eng ganz Rei vu Kolleegen, déi Obligatiounen hunn, an dofir maache mer dat esou.

Mir diskutéieren elo de Projet iwwert d'Schafung vun engem Lycée technique fir erzéieresch a sozial Beruffer. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: d'Madame Gantenbein, d'Madame Brasseur, d'Madame Loschetter an den Här Henckes. Aus organisatoresche Grënn schwätzt d'Madame Brasseur virun der Madame Gantenbein, wann Der domat d'accord sidd. Elo huet d'Wuert de Rapporteur, den honorabelen Här Castegnaro. Här Castegnaro, Dir hutt d'Wuert.

3. 5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales

Rapport de la Commission de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, Madame Minister, Här Minister, an dësen Deeg a Wochen ass op dëser Plaz hei, och anerwäerts, a mat Recht mengen ech, oft iwwer historesch Momenter vun der Welt, Europa an an der nationaler Geschicht geschwat ginn. Wa mer haut de Projet de loi 5338 verabschiden, wat jo dann no den Aussoe vum President muer definitiv soll geschéien, da geet et jo drëm fir aus dem IEES, dem Institut d'Études Éducatives et Sociales, e Lycée technique pour professions éducatives et sociales ze maachen.

An da bezitt sech déi historesch Bedeitung eigentlech dorop, dass an eisem Schoulsystem d'Ëmwandlung vun dësem Institut an e Lycée technique e Prozess ofschléisst, deen dann dozou féiert, dass mer an eisem Enseignement postprimaire nach just Lycéeën hunn.

Ofgesi vun der Noutwendegkeet, endlech kloer Verhältnisser a Gläichrangegkeet am bestehende Schoulsystem ze schafen, bedeit dëse Schrëtt och eng Unerkennung fir d'Leeschtung a fir d'Pionéieraarbecht, déi den IEES gemaach huet, a gläichzäiteg och eng Opwäertung fir dës Schoul, souwuel fir d'Léierpersonal vun där Schoul wéi fir d'Schüler.

(M. Jos Scheuer prend la Présidence)

Den IEES respektiv muer de Lycée technique vu Fenteng, oder méi richteg vu Léiweng, huet eng Geschicht, déi op 1973 zréckgeet, wou en am Kader vum Gesetz iwwert den differenzéierten Unterrecht an do mat Recht op déi beschtméiglechst Schoulausbildung fir behënnert oder schwaach Kanner an enger éischter Etapp den IFEM, den Institut de Formation pour Éducateurs et Moniteurs d'éducation différenciée, geschafe ginn ass, an da mam Gesetz vum 6. August 1990 den IEES, duerch dee bis haut - et ass ëmmerhin interessant ze wëssen - ronn 2.000 Schüler gaange sinn, also ausgebilt si ginn, wouvu ronn 1.600 en Diplom de fin d'études secondaires techniques kritt hunn.

Eng aner bedeitend a wichteg Etapp an deem Kontext ass d'Grënnung vun der Uni Lëtzebuerg am Joer 2003 an d'Décisioun vum Transfert vun der Ausbildung vun den Éducateurs gradués de niveau supérieur an déi Uni.

De Rapport vun der zoustänneger Parlamentskommissioun - ech soen direkt hei alle Matglidder vun där Kommissioun an dem Sekretariat en décke Merci - ass de 6. Juli eestëmmeg verabschiet ginn. Et kann een an deem Rapport ganz vill Eenzelheeten am Zesummenhank mat deem Projet de loi noliesen.

Dir wësst, dass dee Projet de loi de 4. Mee 2004, esou laang ass dat also och net hier, deponéiert ginn ass, dass mer vun der Privatbeamte-Chamber den 9. Juli 2004 en Avis kritt hunn, deen zwar grondsätzlech d'Schafe vum Lycée begréisst huet, mä kritiséiert huet, dass dat eng monopolistesch Décisioun wier, dass si léiwer gehat hätten, dass déi Formatioun op all Lycéeë verdeelt gi wier, mä grondsätzlech war se d'accord.

D'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics huet den 19. November 2004 hiren Accord ginn. De Conseil d'État huet en éischten Avis, den eigentlechen Avis den 22. Mäerz 2005 an en Avis complémentaire de 5. Juli 2005 ginn.

Eis Kommissioun huet ugefaange mat schaffen den 10. Mee 2005. Ech soen dat, fir dass ee weess, wéi d'Ofleef waren, fir awer och drop hinzeweisen, dass de Statsrot eng Opposition formelle ausgedréckt hat an och gefrot hat, dass eng Rei vun Texter géinge verännert ginn. Mir hunn deem Rechnung gedroen, ouni awer grondsätzlech um eegentlechen Text eppes ze veränneren.

Mir waren eis bewosst, dat muss een ënnersträichen, dass mer eng Prioritéit hei gesinn hunn, fir dass ab dem Schouljoer 2005/2006 dës Ëmwandlung geregelt ass, an dass mat deem Ëmwandelen d'Regele vum Fonctionnement an de generelle Kader vum postprimairen Unterrecht am Allgemengen a vum techneschen Unterrecht am Spezifeschen erapasse sollen.

Vu Bedeitung ass och an deem Zesummenhank, datt dat vun dësem héijen Haus hei den 1. Juni verabschiet Kadergesetz fir d'Personal vum Enseignement secondaire a vum Enseignement secondaire technique seng Uwendung fënnt.

En neie Lycée technique op der Basis ze schafe vu méi wéi 30 Joer Erfahrung an Erfolleg, bedeit och eng Chance fir dat, wat gutt war, nach besser ze maachen, dat heescht d'Optimiséiere vun den aktuelle Studien.

Mä et gëtt och hei, Kolleeginnen a Kolleegen, Här President, e puer Schéinheetsfeeler, déi een offen uschwätze soll. Et sinn déi eigentlech klassesch Problemer, déi mer, wa mer iwwer eise Schoulsystem schwätzen, ëmmer erëm fannen an ëmmer erëm nennen. Ech nennen do virun allem de Problem vun de Chargés de cours an de Problem vun de Gebailechkeeten, also vun den Infrastrukturen. Vläicht erliewe mer eng Kéier an der Zukunft, dass mer en neie Lycée grënden an en neit Schoulgebai scho fäerdeg do stoen hunn, fir dass dat eigentlech an der Logik dee richtegen Oflaf hätt.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, däerf ech d'Wuert kréien, wann ech glift?

M. le Président.- Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Wann den Här Castegnaro d'accord wier, wëllt ech him just soen, dass mer an där Situatioun waren an déi awer net gutt war. Et war e Schoulgebai fäerdeg um Geesseknäppchen, mä et gouf nach kee Gesetz fir et fonctionnéieren ze dinn. Dat war de Lycée Aline Mayrisch. Dat war eng Situatioun, an déi mer awer och net méi däerfe kommen. Do war iergendwéi en Décalage entstanen, dee wierklech net ze begréisse war, esou dass mer e Schoulgebai haten, an de Lycée konnt net fonctionnéieren.

M. John Castegnaro *(LSAP), rapporteur.*- Madame Brasseur, mir hunn elo eng nei Regierung, en neie Minister, an et kann een et nach just besser maachen.

(Interruptions)

Ech géing et méi logesch fannen, wa mer Schoulgebaier an Infrastrukturen hätten, fir all eis Schoulprobleme geléist ze kréien. Ech bleiwen där Meenung, dass dat méi logesch wier wéi de Contraire.

Den IEES vun haut, dat si 95 Beschäftegt, dovun 80 Enseignanten. Dat sinn de Moment 665 Schüler am Beräich Educateur - eng Zuel, déi mam Schouljoer 2005/2006 op 715 an d'Luucht klëmmt. Da wëll ech trotz allem nach eng Kéier d'Précaritéit vun de bestehende Schoulinfrastrukturen op zwee Siten - Léiweng a Fenteng - ervirsträichen, woubäi Fenteng fir de 15. November vun dësem Joer verlooss muss ginn an dann zu Léiweng e grousse Raum opgedeelt gëtt, fir zousätzlech Schoulsäll ze maachen, ouni dass awer genügend Capacitéit entsteet.

A wann ee weess, dass déi dräi Joergäng, déi do geléiert ginn, oft mateneen do sinn, dann ass dat Gebai, wou dat elo alles ofleeft, einfach ze enk. An eng provisoresch Containerléisung, déi gesicht ginn ass, war bis elo och net méiglech. Dat, wat elo noutwendeg ass a prioritär ass, ass eng Grondsazentscheedung fir e staatlecht Gebai ze bauen, fir dat an de Plan directeur betreffend dem Bau vu Schoulen opzehuelen. Ëmsou méi, dass mer wëssen, dass mer awer bal aacht Joer brauchen, fir en neit Gebai ze realiséieren.

Da wëll ech dobäifügen, dass nieft dem Prinzip selwer och d'Standuertfro eng Bedeitung huet. Ech sinn der Meenung, dass vu dass d'Mass vun de Schüler aus dem Zentrum an aus dem Süde kommen, de Standuert sech och do sollt erëmfannen.

Mir sinn also gefuerdert, well déi bescht Schoul ass déi, wou all d'Viraussetzunge fir en optimaalt Zesummeliewen an Zesummeléiere gi sinn.

En aneren typesch Lëtzebuerger Problem, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ass dat vun de Chargés de cours. Och wann et am IEES e bëssen aneschters ass, dann dofir well déi Betraffen - et sinn der ronn 30 un der Zuel - ab dem Joer 2000 an deem Sënn regulariséiert gi sinn, dass hiren Aarbechtsvertrag an en dauerhafte Vertrag, also e Contrat à durée indéterminée ëmgewandelt ginn ass. E Fortschrëtt, mä keng Léisung, wéi se zum Beispill fonnt gi war bei der Verstaatlechung vun der Infirmiersschoul, wou et eng total Regulariséierung ginn ass.

Hei ass eng Chance verpasst ginn am Interesse vun deene Betraffenen, an dat wëll ech ënnersträichen, déi zu de Pionéier vun der Schoul gehéieren an déi et menger bescheidener Meenung no verdéngt hätten, eng definitiv Regulariséierung ze kréien. Mä et ass dru gescheitert, well mer iwwert d'Haltung vum Ministère de la Fonction publique déi Léisung net fonnt hunn, an et ass erëm eng Kéier drop higewise ginn - mir hunn dat déi lescht Wochen hei e puermol am Zesummenhank mat Schoulprojete gesot -, dass eng global Léisung fir déi ronn 500 Chargés de cours soll ugestrieft ginn, déi et nach am Enseignement secondaire an am Enseignement secondaire technique gëtt.

D'Argumenter sinn ëmmer déiselwecht. Et soll kee Prezedenzfall geschafe ginn, an et misst een där komplexer Personalkaderstruktur beim Stat Rechnung droen.

Da soen ech mat vill Vehemenz, dass ech hoffen, an ech gleewe jiddfereen heibannen, dass mer déi Regulariséierung, déi global, dann endlech kréien, och am Interesse vum Schoulfridden, well och do vill Energie an Zäit fir näischt verluer geet.

Ech wëllt awer och op eng aner Veränneru an deem neie Gesetz hiweisen, eng Veränneru par rapport zum IEES, nämlech déi, dass déi bis elo festgeschriwwe Formation continue am Lycée nach just op Beschloss vum Minister ka méiglech sinn. Och do gëtt erëm eng Kéier drop higewisen - wéi dat elo méi oft de Fall war -, dass do an engem spezifesche Gesetz misst légiferéiert ginn.

An do soen ech, och dat presséiert, well mer jo net nëmmen a Sonndesrieden, mä och haut a bei villen anere Sitzungen ëmmer am Kontext vum „lifelong learning" vun der Lissabon-Strategie vu Kompetitivitéit a schlussendlech vu Vollbeschäftegung iwwert déi Saache schwätzen, a se dann och mussen ëmsetzen an all Viraussetzunge schafen, datt dat kann an alle Situatioune stattfannen.

An nach eng lescht Iwwerleeung. Eigentlech brauch ech net méi op alles aus dem Rapport anzegoen, mä wou ech wëll drop hiweisen, well et mer um Häerz läit, dat ass nämlech dat, dass d'Sozialberuffer bei eis zu Lëtzebuerg zënter de 70er Joren un Attraktivitéit gewonnen hunn. Wann et fréier Rekrutéierungsproblemer an dësem Land gouf, well mer net genuch Leit haten, déi déi Formatiounen haten, sou ass dat haut net méi de Fall.

Ech hu gesot 715 Meedercher a Jongen, haaptsächlech Meedercher, sinn ab 2005/2006 an der Schoul. A wann ech drop hiweisen, dass iwwer 80% weiblech Schüler sinn, da fir och op deen Aspekt hinzeweisen, deen dat herno um Aarbechtsmaart fënnt, nämlech dass een e relativ héijen „turnover" huet, dass also besaten Aarbechtsplazen och mat Momenter fräi gesat ginn an erëm kënnen nei besat ginn.

Mä wichteg ass et, an dofir soen ech et, dass ee muss Suerg droen, dass mer déi beschtméiglechst Beruffsorientéierung hunn an dass mer och Transparenz um Aarbechtsplazbedarf hunn, fir dass mer net an eng Situatioun géingen eragerode vun Iwwercapacitéiten, an dass mer och net an eng Situatioun era géinge geroden, elo duerch d'Trennung vun der Formatioun vun de Graduéë par rapport zu den Educateuren, dass do eng Kéier e falschen an onnéidege Konkurrenzkampf um Aarbechtsmaart géing entstoen.

Ech wollt awer och, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, drop hiweisen, dass ee just elo muss oppassen net duerch falsch politesch Signaler d'Interesse vun eiser Jugend un dëser Ausbildung verluer goen ze loossen an et esou ze maachen, dass jonk Leit keng Zukunftsperpektive méi gesinn. Ech denken un déi politesch Signaler vun Ëmännerungen an der Finanzéierung a gewëssene Beräicher. Mir wëssen, dass mer laang gebraucht hunn - ech hunn dat scho gesot - fir déi Villfalt u Sozialberuffer hei zu Lëtzebuerg ze erméiglechen. An dozou huet och gehéiert, dass mer et fäerdeg bruecht hu

gutt Loun- an Aarbechtsbedingunge fir e schwéieren, mä en noutwendege Beruff ze schafen, an domat an allen Hisiichten attraktiv ze maachen.

Dofir soen ech, d'Diskussiounen iwwer eventuell Veränneruge vum Finanzéierungsmodus bei der Behënnerten-, bei der Jugend- a Kannerbetreiung, riskéieren net nëmmen e Qualitéitsabroch, mä en Attraktivitéitsverloscht an domat vläicht dann awer an Zukunft erëm en neie Mangel un héich qualifizéiertem a motivéiertem Fachpersonal ze schafen, an domat erëm e verstäerktene Réckgréff op Grenzgänger auszeléisen, an domat à la rigueur dann och erëm eng Kéier de Konkurrenzkampf um Aarbechtsmaart zwëschent Résidanten a Grenzgänger ze relancéieren.

Mir sollten also déi Attraktivitéit kengem Risiko aussetzen. A mir sollten déi Qualitéit vun där Schoul benotzen, fir méiglechst vill jonk Mënsche gutt auszebilden, hinnen awer a kengem Moment och nach nëmmen d'Undeitung vun enger Iwwercapacitéit zoukommen ze loossen. Dat wier net de richtege Wee.

Mä dozou gehéiert et, dass een niewent dem Schafe vun engem neie Lycée och dofir suergt, dass d'Ëmfeld stëmmt. An dozou gehéiert dann eben dee politesche Wëllen, fir en optimaalt Ugebuet am Sozialberäich, mä och an allen anere Beräicher, wou haut Educateuren an Éducateurs gradués schonn agesat ginn, an nach kéinten a missten agesat ginn, fäerdeg ze bréngen. Dat géing dozou bäidroen, dass mer besser, méi sozial a méi gerecht Ofleef am Interesse vun allen, déi an eis Schoule ginn, déi Problemer hunn, déi de Stat brauche fir eng Iwwerliewenschance an eng Zukunftsperspektiv ze hunn, kéinte garantéieren.

Ech soen nach eng Kéier menge Kolleeginnen a Kolleegen aus der Kommissioun Merci, dem Sekretariat Merci. Ech bieden dat héicht Haus dëse Projet de loi ze akzeptéieren an ech wëll och gläichzäiteg den Accord vu menger Fraktioun hei matdeelen.

Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Castegnaro. Dann huet d'Wuert d'Madame Gantenbein. Well mer ëmdisponéieren, wann d'Madame Brasseur d'accord ass. Madame Gantenbein, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

Mme Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen *(CSV)*.- Här President, Madame Minister, Dir Dammen an Hären, als Biergerin vun der Gemeng Hesper am Allgemengen a vu Fenteng am besonneschen kennen ech d'Geschicht vum IEES vu Fenteng wéi meng Jackettentäsch. Et ass eng „success story", sou hu mer se erlieft, an et gouf och zur Zäit, wéi nach déi zwou Formatiounen do waren, alt emol gelächelt an et gouf gesot „d'Fentenger Universitéit". Mä mir waren houfrech drop. Den IEES huet eiser Gemeng ee gewëssene Cachet ginn an en huet der Sektioun Fenteng zu enger Visibilitéit an zu enger Plaz op der Lëtzebuerger Landkaart verhollef, déi se virdrun net hat.

Dir Dammen an Dir Hären, de wierklech excellenten an déifgrënnege Rapport vum Här Castegnaro huet d'Problematik an och d'Weite vun deem Projet de loi, ech géif och soen d'Déift vun deem Projet de loi dokumentéiert. Meng Interventioun haut de Mëtten, dat ass eng kleng aner.

Et ass gewosst, datt mam Universitéitsgesetz vum 12. August 2003 et zu gréisseren Ëmwälzungen am Lëtzebuerger Héichschoulwiese komm ass, déi och virum IEES net Halt maachen an op déi et gëllt Äntwerten ze fannen, fir och nach weiderhin eng gutt Formatioun am socio-éducativë Beräich kënnen ze garantéieren.

Et muss een dës Formatioun vum Educateur a vum Éducateur gradué, oder besser d'Entwécklung vun dëser Formatioun, virum Hannergrond vun der gesellschaftlecher Evolutioun an de leschte véier Jorzéngte gesi fir ze verstoen, wéi wichteg dës Formatioun haut am Joer 2005 ass.

Wann ee sech fir de Beruff vum Educateur entscheet, dann ass dat kee Choix wéi een aneren. Et ass e bewosst Engagement, fir sech haaptberufflech an den Déngscht vu Kanner, Jugendlechen, Handicapéierten, eeleren an demente Leit ze stellen, also an den Déngscht vun deene vermeindlech Schwaachen an eiser Gesellschaft. Si huelen eng grouss Responsabilitéit op sech fir déi Leit, déi se betreien, an och fir sech selwer, well se dagdeeglech mat Situatioune konfrontéiert sinn, déi fir den Normalbierger an enger schnellliweger Gesellschaft oftmools aus dem Bléckfeld geroden.

Dofir ass d'Formatioun an deem Beräich déi wichtegst Komponent, fir de beschtméiglechen Encadrement ze offréieren.

De Rapporteur vum Gesetzesprojet 3144 iwwert d'Organisatioun vun de socio-éducativë Studien, wat herno d'Gesetz vum 6. August 1999 ginn ass, aus dem och den IEES ervirgaangen ass, war deemools de fréieren a leider vill ze fréi verstuerwenen CSV-Deputéierten a Vize-President vun der Chamber Willy Bourg, deen an der Chamberdebatt vum 12. Juli 1990 gesot huet, ech zitéieren en net, ech weise just drop hin, dass a senger Ausso deemools d'Besoinë vun enger Gesellschaft duergeluecht gi sinn, déi vläicht haut en anere Cachet hunn.

Deemools ass vill a praktesch nëmme vun Defiziter geschwat ginn, déi an der Gesellschaft optrieden an op déi d'Politik sollt Äntwerte fannen. Haut, géif ech soen, huet d'Betätegungsfeld vum socio-éducativë Personal sech geännert an ech géif och soen, dass d'Problematiken, wa se och deelweis déiselwecht si wéi deemools, haut trotzdeem e wéineg anescht sinn.

Et war an et ass haut e Secteur, dee vill Aarbechtsplaze geschaf huet an och nach ëmmer schaaft, well d'Besoinen ëmmer méi grouss ginn a well déi Besoinen haut och nach zousätzlech anerer Natur sinn. Ech denken do un d'Presenz vun den Educateuren an der Éducation précoce, an de Structures d'accueil an/oder an de Maisons relais. Dat ass de Kontext vun dësem Gesetzesprojet iwwert den technesche Lycée fir Beruffer am socio-éducativë Beräich, dee mer haut an dësem Haus wëllen diskutéieren.

Här President, ech wëllt awer e Bléck zréckwerfen op d'Entwécklung vum Secteur socio-éducatif hei zu Lëtzebuerg. Nom Enn vum Zweete Weltkrich bis Enn de 60er Jore war d'Action éducative et sociale, mat Ausnahm vun den Enseignanten am Primaire an de Proffen am Secondaire, nach an hire Kannerschong. Eng professionaliséiert Aarbecht mat hëllefsbedierftege Kanner duerch e speziell geschoultent Personal op verschiddenen Niveaue gouf et net.

En éischte Germe vun engem méi professionellen Ëmgang mat dëse Kanner ass 1973 ervirgaange mam Gesetz vum 14. Mäerz 1973 iwwert d'Schafung vun Instituter a Servicer an der Éducation différenciée. D'Schafung vum Institut an de 70er Joren huet sech an eng Zäit integréiert, wou Foyers de jour, Crèchen, Maisons d'accueil a Jugendhaiser ëmmer méi zu Konstanten an eise Gemenge gi sinn. Eng Entwécklung, déi sech och op d'Besoinen u qualifizéiertem Personal iwwerdroen huet an déi däitlech gemaach huet, datt sech de socio-éducativë Beräich huet missen opmaachen, fir sech op aner Beräicher, wéi beispillsweis Jugendbetreiung, schwéier erzéibar Kanner an esou weider ze erstrecken.

Et ass eng Entwécklung, déi sech an de gesellschaftleche Wandel vun der Zäit afügt, e Wandel, dee bis haut nach net definitiv ofgeschloss ass. D'Programmer an der Formatioun hunn deem misse Rechnung droen, andeems se un dës nei Demanden hu missen ugepasst ginn.

An den 80er Joren hunn d'Moniteuren an d'Educateuren an Institute fir handicapéiert Kanner geschafft souwéi an de Centres de propédeutique professionnelle, a Kanner- a Jugendhaiser, a Crèchen, a Maisons d'éducation, am Prisong, an Internater am Postprimaire, wat beleet, datt sech de Secteur ëmmer weiderentwéckelt huet, ouni datt d'Politik dësen Trend ausreechend erkannt an encadréiert hat. D'Physiognomie vum socio-éducativë Secteur hat sech innerhalb vun zwee Jorzéngte grondleeënd geännert, wat de politeschen Handlungsbedarf ëmmer méi ënnerstrach huet.

Mam Gesetz vum 6. August 1990 goufen déi socio-éducativ Studien nei organiséiert an den IEES an d'Liewe geruff, also deen Institut, dee mer mat dësem Gesetz ofschafen. Aus der Appellatioun vum Moniteur ass déi vum Educateur ginn, an aus dem Educateur ass den Éducateur gradué ginn. D'Dauer vun de Studië gouf verlängert an d'Missioun vun der Formation continue gouf offiziell an dëse Gesetzestext integréiert. Domadder gouf eng wichteg Trendwend agelaut an engem Beruff, deen an de kommende Joren ëmmer méi beléift sollt ginn. Den Här Castegnaro huet dat jo och mat Zuele beluecht.

1995 hu sech erëm eng Rei Adaptatiounen opgedrängt, dës Kéier um Niveau vun den Etüde vum Educateur. D'Chamber hat an der Debatt zum viregt genannte Gesetz vun 1990 eng Motioun adoptéiert, wou d'Regierung ënner anerem invitéiert gouf, an ech zitéieren, «à réaliser, en cas d'expertise positive, l'équivalence des diplômes du secondaire technique et de la formation du personnel socio-éducatif».

Dat ass schlussendlech 1995 am Kader vum Gesetz iwwert d'Reorganisatioun vun den öffentlechen a privaten Infirmièresschoule geschitt, andeems d'Studien zum Educateur u sech och op Héichschoulstudië sollte virbereeden. Et war also eng weider Unerkennung vum Secteur an hat op d'Noutwendegkeet higewisen, fir sech weider an dësem Beräich am Kader vun engem Héichschoulopenthalt ze spezialiséieren.

Mam Universitéitsgesetz vum 12. August 2003 sinn d'Éducateur-gradué-Studien an d'Uni Lëtzebuerg integréiert ginn, woubäi d'Etüde vum Educateur mam virleiende Projet an den neien technesche Lycée fir Beruffer am socio-éducativë Beräich integréiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no dësem historeschen Exkurs an d'Geschicht vum socio-éducativë Secteur, zréck zu eiser Gesetzesvirlag. Ech hunn d'Gefill wéi wann déi Responsabel vum IEES eng gewësse Besuergnis iwwert déi rezent Entwécklung hätten, déi engersäits duerch déi nei geschafen Uni Lëtzebuerg hiren Ufank an duerch den neien technesche Lycée hiren Ofschloss fënnt. Op hirer Homepage steet nämlech ënner anerem nozeliesen, an hei muss ee vläicht tëschent den Zeile liesen:

«Depuis 2003, une nouvelle étape importante a été franchie. Les études d'éducateur gradué ont été intégrées dans l'Université du Luxembourg, et la section des études d'éducateur est progressivement intégrée en un nouveau Lycée technique pour professions éducatives et sociales. En d'autres termes, l'Institut d'Études Éducatives et Sociales (IEES), qui a été officiellement créé en 1990 et s'est très solidement développé depuis lors, cessera au cours de l'année 2005 ses missions; institutionnellement parlant, il n'aura pas atteint ‚l'âge de la majorité'.»

Et steet ausser Zweifel, datt den IEES eng Experienz, en Erfahrungsvolumen entwéckelt huet, déi am Kontext vum neien technesche Lycée net dierfe verluer goen. An et huet een e gewëssent Verständnis, wann déi Enseignanten a Professeren, déi mat vill Engagement während Jorzéngten dësen Institut opgebaut hunn, sech Gedanke maachen iwwert d'Zukunft vun hirer Formatioun. D'Dispositions transitoires, denken ech, garantéieren den Transfert vum Wëssen, vum Know-how a vun Erfahrungswäerter. Ech mengen, datt d'Approche vun der Regierung eng verstänneg ass, well den Know-how souwuel op Universitéitsniveau wéi och um Niveau vum Lycée einfach récupéréiert gëtt.

D'Experienz fléisst mat a beim Opbau vun deenen zwee Enseignementer. D'Formatioun vum Educateur eegestänneg fonctionnéieren ze loossen, onofhängeg vum generelle Kader vum Lëtzebuerger Enseignement, mat besonnesche Regele beim Recrutement vun den Enseignanten, der Admissioun an der Promotioun vun de Schüler, wier, an dat war och d'Meenung vun der Kommissioun, net de richtege Wee gewiescht. Duerfir menge mir als CSV-Fraktioun, datt et besser ass - an dat gëtt jo och mat dësem Gesetzestext elo Realitéit -, datt dës Formatioun an de Kader vum Enseignement secondaire technique gesat gëtt, wat jo, wéi ech gesot hunn, mat dësem Gesetz geschitt.

Zum Schluss, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Fro un d'Ministesch. Madame Minister, am Artikel 3 gëtt drop higewisen, datt et méiglech ass, d'Formation en cours d'emploi ze maachen, an datt dat géif geregelt ginn duerch Règlement-grand-ducalen. Meng Fro ass, wéi wäit datt et mat dësem Règlement grand-ducal ass a wéi déi Formation en cours d'emploi géif ausgesinn, well hei am Land huet se jo praktesch d'duebel Zäit wéi dat wat d'Schüler am Ausland ugebuede kréien. Ech mengen hei am Land sinn et sechs Joer. An der Belsch kann een déi Formation en cours d'emploi an dräi Joer maachen.

An dann zum Schluss, trotz enger Tréin am Knapplach, wéinst dem Départ vum IEES fort aus eiser Gemeng, net well mer se fortjoen, mä well mer d'Haus musse récupéréiere fir eis Besoinen am Primärschoulunterrecht, wënschen ech dem Lycée technique pour professions éducatives et sociales séier en neit Doheem an e geglécktene Start am Hierscht, an ech ginn och heimadder selbstverständlech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Gesetz.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Gantenbein. Dann huet elo d'Wuert d'Madame Brasseur. Madame Brasseur, wann ech gelift.

Mme Anne Brasseur *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et muss ee sech freeën, dass et elo nach een Dag éier d'Parlament ophält zum Vote hei kënnt iwwert d'Schafung vum Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Wann ech soen, et muss ee sech freeën, dat ass well et eng Nécessitéit ass. Well ech froe mech, ënner welleche Bedingungen am Hierscht d'Schoul hätt kënne weider fonctionnéieren, wa mer dee Projet de loi, dee viru méi wéi engem Joer déposéiert ginn ass, haut net hätte kënne stëmmen. Dat ass eng prinzipiell Remarque, déi ech wollt maachen.

Wann et laang dauert bis mer Schoulgebaier opriichten, esou dauert et awer och an der Procédure oft laang vum Dépôt vun engem Gesetz bis zu dem Ofstëmmen, an dat ass net gutt, well hei si mer an der Situatioun, dass - an de Rapporteur huet et gesot a meng Virriednerin huet et gesot - mer duerch d'Schafung vun der Uni Lëtzebuerg déi ganz Struktur vum Institut, deen d'Formatioun vun den Educateuren an Éducateur-graduéë gemaach huet, op d'Kopp gehäit hunn. An dat ass jo eppes, mat deem mer jo all d'accord waren. Mä da muss eppes amplaz kommen!

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech wëllt hei net an den Detail goen, well den Här Castegnaro huet dat als Rapporteur a sengem mëndleche Rapport wéi och a sengem schréftlechen excellent gemaach, an d'Madame Gantenbein ass elo grad op d'Geschicht agaange vun deem Ganzen, vun der Formatioun vun den Educateuren hei zu Lëtzebuerg, esou dass ech dat och net brauch ze widderhuelen.

Mä mir sinn hei an engem Kader, dass, wéi mer d'Gesetz vun der Uni Lëtzebuerg gestëmmt hunn, sech do d'Fro gestallt huet: Wat geschitt elo mat den Educateuren, déi jo net zum Supérieur gehéieren? Do ware véier Optiounen, déi sech ginn hunn.

Déi éischt Optioun wier déi gewiescht, den Institut esou wéi e bis elo bestanen huet, minus d'Formatioun vum Éducateur gradué, als Institut virubestoen ze loossen. Dat hätt awer als Désavantage gehat, dass all déi Problemer, déi sech stellen, wat d'Personal ubelaangt, wat d'Strukturen ubelaangt, domat net geléist wieren, an dass mer hei en Institut weider à part gehat hätten, deen nieft all deenen anere Formatiounen hei zu Lëtzebuerg gelaf wier, esou dass dat net déi beschte Solutioun gewiescht wier.

Eng zweet Léisung wier gewiescht, dass déi Formatioun, déi fir d'Educateure gemaach gëtt, un en anere Lycée technique oder un aner Lycée-techniquen als zousätzlech Formatioun ugehaange gi wier. Wann een dat gemaach hätt, da wier een zu enger Regionalisatioun komm vun de Formatiounen. Eng Léisung, déi net gutt gewiescht wier, well mer hei eng Spezifissitéit hunn, Personal hunn, wat en Know-how brauch an eng extra Organisatioun vun enger Schoul, esou dass dat och net d'Léisung gewiescht wär.

Da wär eng drëtt Méiglechkeet gewiescht, dass mer de Lycée technique pour professions de santé an zwee gespléckt hätten, engersäits d'Ausbildung vun den Infirmieren an Infirmièren an anerersäits d'Ausbildung vun den Educateuren an Educatricen. Mä och do huet een awer séier gesinn, dass dat net déi beschte Léisung wier, well d'Ausriichtung vun deenen zwou Formatiounen awer eng ganz aner ass, esou dass déi véiert Léisung, hei en eegene Lycée technique ze kreéieren, zréckbehale ginn ass.

De Conseil d'État seet a sengem Avis, dat wier keng gutt Léisung, mir hätten elo hei esou eng Formation à part, an da weist hien awer drop hin, dass dat och an anere Schoulen de Fall ass. E weist op d'Professions de santé hin; e weist och op d'Hotelschoul hin, an da weist en zum Beispill op de Lycée technique des arts et métiers hin. Ech weess net, wat de Conseil d'État domat gemengt huet. Ech mengen, do ass eng kleng Confusioun gewiescht, wéi dat geschriwwe ginn ass.

Et schéngt mir wichteg, dass een hei en extrae Lycée technique fir d'Formatioun schaaft, well een - an d'Madame Gantenbein huet dat gesot - hei op d'Expériencë konnt opbaue vun all deene Joren, déi hei ugesammelt gi sinn, fir eng spezifesch Schoul draus ze maachen, déi awer ënnert deeneselwechte Regele fonctionnéiert wéi déi aner Lycée-techniquen.

Dat ass jo 1973 ugaangen deemools mat dem IFEM, dem Institut de Formation pour Éducateurs et Moniteurs, ier dann d'Gesetz 1990 gestëmmt ginn ass vum jëtzegen IEES. Et war awer eng Schoul, zu där vill Idealissem gehéiert huet, well et eng Schoul war, déi geschafe ginn ass ouni e Personalkader nach eng Infrastruktur. A wann och duerch d'Gesetz vun 1990 verschidde Personalprobleme geléist gi sinn, esou sinn anerer awer derbäikomm, an de Problem vun der Infrastruktur ass bis haut leider net geléist ginn.

D'Formatioun, déi do ugebuede ginn ass, ass natierlech op eng enorm Résonance bei de jonke Leit gestouss. Éischtens, well et eng attraktiv Formatioun ass, mä och well duerch de Gesellschaftswandel Leit mat där dote Formatioun dobausse gebraucht gi sinn an all deenen Domänen vum socio-éducativë Beräich.

Am Gesetzesprojet steet jo och, dass een d'Formatioun kënnt ausbauen op verschidden Niveauen. Well et brauch ee Leit am socio-éducativë Beräich, déi a verschidde Sparten an Niveauen ugesiedelt sinn.

Ech hu gesot, dass bis elo deen Institut Schwieregkeeten hat, well d'Personalstruktur net geklappt huet. Si hate verschidde Leit duerch d'Gesetz zougestane kritt. Mä wat den Enseignement général ubelaangt, stoung am Gesetz iwwert den Institut, et géingen Enseignanten aus anere Schoulgebaier détachéiert ginn. Dat ass eng Léisung gewiescht, déi bis elo fonctionnéiert huet, mä déi net glécklech war - fir kee vun deene Bedeelegten. Besonnesch net fir d'Schoul, well d'Schoul domat net hiren eegene Corps konnt rekrutéieren an esou zu engem Corps maache konnt.

Dann ass derbäikomm, dass mer all déi Leit als Chargés de cours haten, déi en onséchere Statut haten. Gott sei Dank kruten si am Joer 2000 méi Sécherheet, mä och dat huet de Problem net geléist. An ech hat d'lescht Woch hei gesot, wa mer eppes schafen, da musse mer ons als Stat och d'Moyenë ginn, fir dat duerno fonctionnéieren ze dinn, an da kann een net soen, wéi mer dat gemaach hu beim SREA, beim Service rééducatif ambulatoire, dass mer da Crédits d'heures iwwert de Budget huelen, an da ginn doriwwer Leit bezuelt an dat geet während Joren esou virun, mat där Onsécherheet, déi dat fir d'Leit bedeit, an och mat där Fluctuatioun, déi dat beim Personal bedeit.

Hei hu mer eng Situatioun gehat, déi net esou grave ass wéi am SREA, mä awer och eng Situatioun, déi alles aneschters wéi glécklech war. Schwiereg ass et, wann ee Personalstrukture schaaft am Enseignement, wat net déi typesch traditionell Enseignementsfächer sinn, an dass een nei Fonctiounen do schaaft, schéngt mer awer wichteg ze sinn, well hei gi jo och aner Matièren enseignéiert wéi dat an engem typesche Lycée technique ass.

De Conseil d'État hat eng Opposition formelle ugemellt, well e gesot huet, et geet dach net, dass hei e Lycée technique och kann nom Bac technique Spezialisten ausbilden. An och do mengen ech, dass de Conseil d'État awer a senger Attitüd net ganz richteg louch a sengem Avis, well bei de Professions de santé ginn och nom Bac technique an nom Infirmiersdiplom Spezialisten ausgebilt.

De Conseil d'État schreift a sengem Avis, dat géing an den Enseignement supérieur gehéieren. Mä mir sinn hei an enger Weiderbildung, an enger Beruffsweiderbildung. Dat ass eppes ganz aneschters. Ech gesi wierklech net an, wéi d'Uni Lëtzebuerg beispillsweis soll Hiewammen ausbilden, fir e Beispill ze huelen aus dem Santésberäich, an hei brauche mer och nom Educateur Spezialisten, an et wier gutt gewiescht, wa mer dat kënnten an deem Beräich vum Lycée technique effektiv maachen, déi den Know-how hunn, déi wëssen, wou d'Besoinen um Terrain sinn an déi d'Personal hunn.

Menger Meenung no muss ee sech nach eng Kéier iwwerleeën, wéi dat da virugeet, well déi weiderbildend Beruffsausbildung kann ee menger Meenung no jo awer net am Enseignement supérieur usiedelen. Ech sinn och frou, dass d'Madame Modert hei ass. Si kann dat da mat der Madame Delvaux klären, wou do d'Trennlinn ass. Mä menger Meenung no besteet eng Confusioun tëschen Enseignement supérieur, wat eng akademesch Ausbildung ass, an enger weiderbildender professioneller Formatioun, wéi se hei ugestrieft ass. Menger Meenung no muss een dat nach eng Kéier analyséieren.

Da wollt ech nach, Här President, ee Wuert soen zu der Infrastruktur. Ech hunn am Ufank gesot, et huet vill Courage dozou gehéiert déi Schoul opzebauen, vun 1973 un. Ech wëll wierklech all deene Leit, déi do geschafft hunn, e grousse Merci soe fir hiren Engagement an dass si un hir Iddi gegleeft hunn, wéinst de Schwieregkeeten, déi do woren, a bei der Infrastruktur, an ech mengen d'Madame Gantenbein ass am beschte placéiert gewiescht fir iwwert déi Problematik ze schwätzen, mä, de Rapporteur huet et och ugeschwat, déi Infrastrukturprobleme konnte leider net geléist ginn.

An den Här Castegnaro huet elo grad gesot, mir géinge wëssen, dass e Schoulgebai géing aacht Joer brauchen. Ech froe mech, ob een hei net soll op eng Léisung zréckgräife wéi beim Neie Lycée, deen awer an dräi Méint ka realiséiert ginn. Well hei schéngt et effektiv…

(Interruption)

Also, wann ech d'Situatioun kucken, wéi se elo am Moment zu Léiweng ënnerbruecht sinn, dat ass wierklech kee Palais. An ech froe mech, ob een net kann awer op en anere Wee an der Prozedur goen, quitte dass et Containere sinn - well Containere kënnen och haut vu ganz gudder Qualitéit sinn -, mä wou een eng Infrastruktur huet, déi awer appropriéiert ass. Well déi zu Léiweng, déi do ass, entsprécht wierklech net deene Konditiounen. Et ass nun eemol esou, dass d'Gemeng Hesper dat do brauch.

Ech wier frou gewiescht, muss ech éierlech soen, an ech riichten hei kee Reproche u keen, wann déi Léisung schonn éischter hätt kënne fonnt gi fir eng definitiv Infrastruktur. Mä et ass jo beim Neie Lycée eng nei Prozedur ageschloe ginn. Dofir froen ech mech, ob een net kéint hei op dee Wee goen, fir dass mer awer méi séier virukéimen.

Den Här Castegnaro huet och gesot, et misst ee kucken, wann een eng Schoul géing schafen, dass dann och de Bau misst prett sinn. Mir haten eng Kéier eng Motioun hei ugeholl, vrun e puer Joer, wou d'Chamber d'Regierung opgefuerdert huet, dass all Kéiers beim Beschloss vun engem Bau och gläichzäiteg de Lycée geschaf gëtt, fir dass béides ka matenee wuessen. Dat ass zu Mamer net geschitt, well do wor de Bau amgaang.

Mä déi éischte Kéier, wou dat virgeholl ginn ass, dat ass fir de Réidener Lycée. An dat wor, menger Meenung no, och déi Prozedur, déi ee sollt maachen. Well da kann een direkt e Responsabelen, en Direkter nennen, deen dee Bau da vun Ufank u mat ka begleeden, wat enorm wichteg ass, fir dass och en Interlocuteur, en Haushär op der Plaz ass. An déi Experienzen, déi gemaach si ginn, an den Här Calmes, deen Noper ass dovun, dee kann dat nëmme bestätegen, dass dat och op der Plaz ganz wichteg ass fir d'Abanne vun deem Lycée an d'Ëmfeld, an d'Noperschaft, an dass dat de richtege Wee ass. Sou dass mer an Zukunft och dee Wee musse goen.

Hei si mer awer an enger ganz anerer Situatioun. Hei hu mer en Institut wat soll ëmfonctionnéiert ginn, als Lycée technique. Menger Meenung no ass dat de Wee deen ee muss goen, fir dass mer Personalstrukture kréien an dass mer och eng Struktur kréien, déi deene gläichgestallt ass, mat deenen anere Lycées techniques, an dass mer net hei eppes à part hunn.

Et bleiwen nun natierlech Problemer déi opstinn. Dat ass dee vum Klassement, an do hate mer eng Entrevue mat der Fonction publique, mä dat geet aus dem Kader eraus vun der Éducation nationale. An déi Problemer, déi sinn op jiddfer Fall nach ze léisen. Ech hoffen awer, dass och à terme eng Léisung fonnt gëtt fir déi Personalfroen. Well et ass enorm wichteg, dass eng Stabilitéit an deene Schoulstrukturen och ass, well dat ass am Intérêt finalement vum Enseignement selwer an domat am Intérêt vun deene jonke Leit, déi do hir Ausbildung fannen.

No deene Remarquen, Här President, wollt ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet bréngen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Loschetter. Dir hutt d'Wuert, Madame Loschetter.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG)*.- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass hei scho gesot ginn, dëse Projet de loi, deen haut gestëmmt gëtt, ass eng weider Etapp, eng wichteg, déi erreecht ginn ass, an deem eigentlech mouvementéierte Parcours vun dëser Schoul.

Dobäi geet d'Geschicht vun der Ausbildung vun de soziale Beruffer nach vill méi wäit zréck, an ech géif mer gären erlaben e bësselche méi wäit zréckzegoen, bis 1973, fir herno kënne verschidde Parallèlen zu haut ze zéien.

Et war effektiv esou, wéi der schonn e puer gesot hunn: Am Joer 1973 ass d'Éducation différenciée entstanen, an an dësem Gesetz iwwert d'Éducation différenciée war dann och Rieds vum Éducateur de l'éducation différenciée a vum Moniteur vun der Éducation différenciée.

Et gouf awer keng Schoul fir dës nei Beruffer, et gouf keng Formatioun, et gouf keng Carrière, et gouf eigentlech guer näischt. Et gouf och nach keen oder ganz wéineg soziale Secteur zu der Zäit. Déi Institutiounen, déi et gouf, wéi zum Beispill d'Rumm oder d'Kannerland oder Betzdorf, oder soss Altersheimer, waren haaptsächlech vun de Congrégatioune geleet oder vun der Croix-Rouge oder vun der Ligue, déi ufanks vum 20. Jorhonnert entstane sinn, mat där deemoleger Missioun fir haaptsächlech d'Tuberculose ze bekämpfen. Vun do komme mer also hier.

Déi éischt Kandidaten a Kandidatinnen, fir Educateur oder Moniteur ze ginn, hunn am Institut pédagogique zu Walfer eng Plaz fonnt; si kruten nämlech den ieweschte Stack ënnert dem Daach, deen ass fir si fräigemaach ginn. An dës éischt Educateuren a Moniteuren hunn och haaptsächlech en cours d'emploi hir Formatioun gemaach, well se ebe parallell zu hirem Studium schaffe gaange sinn, sprich de Secteur lues a lues opgebaut hunn.

De Virdeel vun där Zäit war deen, datt d'Studenten an d'Studentinnen aus dem Enseignement scolaire a préscolaire an d'Studenten an d'Studentinne fir Moniteur an Educateur, déi Zäit, all Dag sech begéint hunn. Déi haten all Dag mateneen ze dinn, well se am selwechte Gebai waren, an zum Deel haten se och gemeinsam Coursen.

1985 ass dunn dee Staff vun dësen neie Formatiounen op Fenteng geplënnert, wou si dann d'Primärschoul vun der Fentenger Gemeng zur Verfügung gestallt kruten; dat ass jo hei schonn esquisséiert ginn. Dunn huet dës Schoul IFEM geheescht, offiziell - méi oder wéineger - Institut de Formation des Éducateurs et des Moniteurs; dat ass och scho gesot ginn, awer och nach ëmmer eigentlech ouni en eegent Gesetz. Ouni een eegent Gesetz wat d'Organisatioun, wat d'Planifikatioun, wat d'Gestioun an esou weider ugeet; alles wat zu enger Schoul gehéiert, vun den Enseignanten engersäits, awer och vun de Studenten a Studentinnen. Näischt war definéiert. Duerno huet de Stat nach eng Hal an enger Zone industrielle et commerciale zu Léiweng gelount, well d'Fentenger Schoul eben aus allen Néite geplatzt ass. An et ass och déi Hal do, déi eigentlech elo dee Lycée technique soll ginn.

Am Joer 1990 war de soziale Secteur a voller Expansioun. Net nëmmen eng nei iwwerduechte Philosophie vu Kannerheemer war entstanen, mä de ganze Behënnertemilieu hat souwuel Schoulen, Beruffsausbildungen, Atelier-protégéën, wéi Heimbetreiung, Fräizäitgestaltung an esou weider. Déi éischt Structures d'accueil fir Klengkanner, Crèchen, Foyers; all déi Saache sinn och lues a lues entstanen.

Am Joer 1990, dat ass och scho gesot ginn, ass dunn endlech dat éischt Gesetz komm, a wat net gesot ginn ass, dat ass dass dat 17 Joer duerno war. Et kann een et ausrechnen, voller 17 Joer duerno koum dat éischt Gesetz wat déi Schoul an déi Formatioun eigentlech definéiert huet an aus deem Fenteng a Léiweng ass den IEES ginn, dat ass och scho gesot ginn.

D'Formatioune sinn dunn och ëm ee Joer verlängert ginn. Aus dem Educateur ass den Éducateur gradué ginn an aus dem Moniteur ass den Éducateur diplômé ginn. Mä all déi schonns diplomiéiert schaffend Leit, dat waren der jo vill, déi an deene 17 Joer duerch déi Schoule passéiert sinn an déi an deene Strukture geschafft hunn an déi opgebaut hunn an déi d'Formatioun professionaliséiert hunn, all déi diplomiéiert schaffend Leit am soziale Secteur hunn dunn nach misse fënnef Joer waarden, bis e Règlement grand-ducal endlech definéiert huet, wat dann hir Mesures transitoires, déi Mesuren da wieren, déi si missten huele fir hire Studium weiderzeféieren a fir och kënnen dann dësen neien Titel ze droen.

Dëst alles - Dir kënnt Iech et denken - ouni Changementer op der Beruffscarrière, weder fir den Éducateur diplômé, deen dann domadder eng Première huet, e Bac technique; nach fir den Éducateur gradué, deen domadder e Bac+3 huet.

Haut am Joer 2005 soll dann d'Uni Lëtzebuerg, dat ass och scho widderholl ginn hei e puermol, sech ëm den eigentleche Bachelor vun dem/der Éducateur(trice) gradué(e) këmmeren. A well den Éducateur diplômé mam 90er Gesetz gläichgestallt ginn ass mam Bac technique, gëtt dann elo endlech - endlech! - aus dem IEES e richtege Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Awer, an dofir ebe mäi klengen Historique, aus enger Traditioun eraus - vun 1973 bis haut - ass de socio-éducativë Secteur trotzdeem e bëssen d'Stéifkand vun der Natioun bliwwen. D'Beruffscarrière vum Educateur, den Éducateurs diplômés, berücksichtegt hir dräi Joer Ausbildung an dësem spezifesche Lycée technique net, de facto gëtt hire Bac technique net unerkannt. Wa se elo beim Stat oder am konventionéierte Secteur agestallt ginn, gi se agestuuft wéi een, deen eigentlech seng Troisième oder seng Onzième huet, also gläich e bësselchen engem Expéditionnaire.

Dem Éducateur gradué geet et net besser. De facto kritt hie seng dräi Joer Héichschoul, seng dräi Joer Éducateur-gradué-s-Studien no der Première net ugerechent, mä si ginn och erëm eng Kéier parallell zum Stat mam Ufangsgehalt vun engem Redakter agestallt.

Och bei dësem neie Lycée technique ass net grad alles esou wéi bei deenen anere Lycéeën, an dat ass och schonn hei ugeklongen. Datselwecht gëllt eigentlech och fir déi Éducateur-graduéen, déi an dëser Schoul ausbilden. Si si praktesch all säit Jorzéngten derbäi, hu matgehollef, dee Secteur opzebauen an d'Ausbildung ze professionaliséieren. Vu datt et jo bis 1990 gedauert huet, bis dann e Gesetz gesot huet, wat da Saach wier an där Formatioun.

Si kréien haut d'Méiglechkeet, hir Carrière als Maître de cours spéciaux an hirer Schoul weiderzefëieren. Hinne bleift awer trotz hirem Bac+3 an dem Fait, dass si ausschliesslech am Cycle supérieur vun deem Lycée technique enseignéieren, den Titel vum Professeur d'enseignement technique verspaart.

Et ass schonn erstaunlech wéi d'Regierung respektiv de Ministère vun der Fonction publique et fäerdeg bréngt, deem Éducateur gradué wëllen ze erklären, firwat den Éducateur gradué an engem Cycle supérieur, mat engem Bac+3, net Urecht huet op déiselwecht Carrière wéi en Infirmier gradué Bac+3 am Lycée des professions de santé. Wat fir deen ee gëllt, misst jo eigentlech och fir deen anere gëllen.

Bon, ouni wëllen deen ee géint deen aneren auszespillen, sou muss ee feststellen, datt et, obwuel et eigentlech eng komplett analog Situatioun gëtt, souwuel bei de Studië vun deenen enge wéi vun deenen aneren, obwuel déi zwou Schoulen op deemselwechten Niveau scolaire ausbilden, nämlech ausschliesslech Cycle supérieur vum Secondaire technique, et dach awer symptomatesch ass, datt et grad déi sozial Beruffer sinn, déi ënnerbewäert ginn.

Et ass eigentlech e flagrant Beispill méi an enger ganzer Linn vun Ënnerbewäertunge vun deene socio-éducativë Beruffer. Wat e gudde Moossstab ass, nämlech den Infirmier gradué a sengem Lycée technique pour professions de santé mat sengem Gesetz aus dem Joer 1995, gëllt am Gesetz vum Joer 2005 net fir den Éducateur gradué am Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Dobäi, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ass de soziale Secteur e Secteur, deen haut net méi ewechzedenken ass, gradesou wéi eben déi Professiounen aus dem Santéssecteur. Wann de soziale Secteur aus där enger oder där anerer Ursaach eng Kéier géing komplett ausfalen - ugeholl si géingen emol eng Kéier radikal alleguerte matenee streiken, aus wat fir engem Grond och ëmmer, - da wier eis Gesellschaft méi behënnert, wéi wann zum Beispill den Transportsecteur oder d'Schoulpersonal géing streiken. Da géing näischt, awer guer näischt méi hei funktionéieren: keng Crèche, keng

parascolaire Infrastrukturen, keng Structures d'accueil fir eeler Leit, fir behënnert Leit, an nach villes méi. Keen normalen Dagesoflaf fir bal jiddereen an eiser Gesellschaft wier da méi méiglech.

Dat ass d'Envergure vun der geleeschter Aarbecht am soziale Secteur. Just fir sech dat emol eng Kéier virzestellen. An dofir verdéngt si eng besser an eng méi respektvoll Ausbildungsplaz a besser Ausbildungskonditiounen, wéi dat de Fall ass a wéi dat eigentlech nach ëmmer de Fall war. Dëst muss och emol eng Kéier hei kloer op dëser Plaz gesot ginn. Well vill ze vill oft gëtt d'Qualitéit wéi d'Ampleur vun där geleeschter Aarbecht säit iwwer 30 Joer net richteg gesinn. A well se net richteg gesi gëtt, gëtt se och net richteg ageschat.

Et ass eigentlech um sozialen Aspekt vun engem Land wou een de soziale Fridden an och de mënschleche Räichtum vun engem Land moosst. Dofir ass et d'autant plus regrettabel wann engersäits mir net wëssen, ob een iwwerhaapt vläicht kann herno eng Äntwert ginn, ob mer iwwerhaapt e soziale Bachelor wäerten d'nächst Joer op där neier Uni kréien, an et ass nach méi regrettabel, datt een nach ëmmer, no 30 Joer Bestehen, de Lycée technique pour professions éducatives et sociales muss an enger Hal siche goen a gesinn, datt ënner onméigleche Konditiounen dës Formatioun muss ofgehale ginn.

E Lycée technique pour professions éducatives et sociales misst sengem Numm no um Niveau CATP ausbilden. Obwuel mir dës nei Méiglechkeet vum CATP begréissen, déi jo elo soll kommen d'nächst Joer, sou musse mer awer bedaueren, datt net oder eben nach net deen neie Lycée technique fir dës Formatiounen zoustänneg ass. Ech muss soen, dass d'Organisatioun vun deem neie CATP dach e bësselchen iwwerstierzt schéngt.

Engersäits gëtt elo e spezialiséierten technesche Lycée kreéiert, dee mat laangjährege qualifizéierten Enseignantë gestaffelt ass, an da gëtt parallell eng nei Formation CATP „auxiliaire de vie" agefouert, déi vu ganz anerem Personal ofgehale gëtt, déi - an do och erëm eng Kéier wëll ech wierklech kengem ze no trieden - dach awer net iwwert déiselwecht Kompetenze verfüge wéi am neien technesche Lycée. An dat alles dréit sécherlech net zur Klarifikatioun um sozialen Terrain a senge Beruffer bäi.

Och misst dësen neie Lycée iwwert d'Méiglechkeete verfügen, fir Weiderbildung unzebidden - dat ass och schonn hei gesot ginn -, souwuel fir déi Leit, déi do hiren Diplom kritt hu wéi awer och fir Leit, déi vläicht an engem ganz aneren Domän schaffen, awer punktuell eng Weiderbildung an engem socio-éducativë Fach brauchen. Eng Zesummenaarbecht mat der Uni Lëtzebuerg imposéiert sech praktesch an dësem Kontext. En Austausch mat aneren Institutiounen am Land oder am Ausland ass onëmgänglech, wann ee wëllt dëser wichteger Formatioun hire richtege Stellewäert ginn.

Dësen neie spezialiséierte Lycée misst e Point de rencontre si wou ausgetauscht gëtt, wou kreativ Brainstorminge méiglech sinn a wou op d'Aktualitéit am socio-éducativë Kontext ka reagéiert ginn. Eis schéngt et dofir wichteg a richteg, datt sech dës Aarbecht op engem eenzege geographesche Punkt konzentréiert, an dofir ass et wichteg, dass sou séier wéi méiglech dëse Lycée seng definitiv Plaz fënnt op engem geographesche Punkt, deen zentral läit a gutt mam öffentlechen Transport accessibel ass.

Ech wëll eigentlech net ze vill pathetesch iwwert dës socio-éducativ Beruffer schwätzen, well et ass scho schwéier genuch fir dës dach awer nei Beruffer, nodeem se jo am leschte Jorhonnert meeschtens vun der Charitéit bezuelt gi sinn a meeschtens vun den Uerdensschwëstere gemaach gi sinn, sech duerchzesetzen als Beruff mat deselwechte Revendicatioune wéi all aner Beruff. Ëmmer erëm spillt dach awer trotzdeem e bësselchen d'Engagement vum eenzelnen Erzéier vis-à-vis vu senge Matmënschen, déi e betreit, eng Roll. An ëmmer erëm gëtt vun engem schéinen a schwéiere Beruff geschwat, wou een am Déngscht vun de mannerbemëttelte Mënsche schafft.

Ech géif awer gär soen, datt et Zäit gëtt e bësse manner schéi Komplimenter fir en nobele Beruff auszedrécken, an dësen neie Beruffer déiselwecht Gläichstellung ze gi wéi all deenen anere Beruffer. Dat heescht am Kloertext, eng kloer Ausbildung, kloer Beruffsbiller, kloer Kritären an Aarbechtsverhältnisser, eng Schoul, déi der Ausbildung an hirer Wichtegkeet Rechnung dréit. Vläicht geet et souguer bei der Schoul an der Beruffsausbildung un, well si ass schlussendlech d'Visitëkaart fir all déi Beruffer, déi herno um Terrain schaffen.

Dofir wëll ech hei zum Schluss am Numm vu menger Fraktioun d'Noutwendegkeet ënnersträichen, fir dass dësen neie Lycée prioritär vun der Regierung considéréiert gëtt, fir engersäits eng Infrastruktur ze kréien an anerersäits dat noutwendegt Personal kënnen anzestellen, fir souwuel den Éducateur diplômé wéi den CATP „auxiliaire de vie" auszebilden, all Forme vu Weiderbildung am socio-éducativë Beräich unzebidden, wéi och Seminären, Colloquen a Konferenzen ze organiséieren.

A well dat jo och elo hei vu jiddergengem bal ugeschwat ginn ass, freeën ech mech dann och, Här President, fir Iech kënnen eng Motioun ofzegi vun der grénger Fraktioun, déi dann och seet, datt d'Regierung soll prioritär considéréieren, datt deen dote Lycée en uerdentlecht Gebai brauch. Voilà.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant

- que la création d'un Lycée technique offrant exclusivement des formations dans le domaine éducatif et social par l'adoption du projet de loi portant création d'un Lycée technique pour Professions Éducatives et Sociales permet d'optimiser les études actuelles;

- que depuis le début des années soixante-dix, le secteur éducatif et social a connu un développement substantiel au Luxembourg;

- que les établissements dans lesquels la formation a été offerte pendant ces 32 années ont été loués pour des périodes déterminées et ne correspondaient aucune fois aux critères exigés pour garantir les meilleures conditions de formation;

- que quelque 720 élèves sont inscrits pour l'année scolaire 2005/2006 au Lycée technique pour Professions Éducatives et Sociales;

- que le nouveau Lycée ne bénéficie pas d'infrastructures propres et adaptées à ses besoins;

invite le Gouvernement

- à accorder une priorité à l'acquisition d'un bâtiment adéquat avec des infrastructures spécifiques et adaptées, notamment des ateliers, des salles d'expression, des salles de conférence, pour garantir une formation de qualité au Lycée technique des Professions Éducatives et Sociales.

(s.) Viviane Loschetter, Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Henri Kox.

Mir wäerten dëse Projet de loi, deen de Schüler a Schülerinnen d'Méiglechkeet gëtt, fir d'Educateursformatioun an engem richtege Lycée technique pour professions éducatives et sociales ze maachen, duerfir matstëmmen.

Ech soen Iech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, den honorabelen Här Castegnaro huet mat Recht op zwee wichteg Problemer higewisen, op déi ech nach wëll agoen. Meng Virriedner-innen a Virriedner hunn och de Projet de loi an allen Hisiichte beliicht. Mä nach schéngt et mer, datt zwee Punkte mussen diskutéiert ginn, wou ech Befierchtunge wëll ausdrécken. Eng Befierchtung ass déi, datt mer riskéieren hei eng éducativ Sakgaass ze schafe fir verschidde vun deene Leit, déi mer hei ausbilden.

Woufir? Mir hunn am Laf vun de leschte Jore ganz vill investéiert an de socio-éducativë Beräich. Mir hu ganz vill do gemaach, sief et um Niveau vum Stat, sief et um Niveau vun de Gemengen, sief et och privat Initiativen, déi uechtert d'Land entstane sinn a wou ganz vill Leit gebraucht gi sinn als Educateuren oder als Éducateur gradué fir an deene Beruffer déi Plazen auszefëllen, déi gefuerdert waren.

Mä et huet een natierlech doduerjer ganz vill jonk Leit recrutéiert an engagéiert. An déi jonk Leit bleiwen am Prinzip 20 oder 30 Joer an deem Beruff, wann net méi laang. E gudden Deel huet vläicht och aner Flichten oder aner Prioritéiten, well se op eng Kéier wëllen sech méi op hir Famill konzentréieren, mä nach muss ee sech bewosst sinn, datt et héchstwahrscheinlech net méi esou wäert virugoen, wéi et bis elo war. Dat heescht, datt 100% vun deenen, déi aus där Schoul, aus deem Lycée erauskomm sinn, datt déi och zu 100% eng Plaz kruten. Dat riskéiert am Laf vun de Jore méi schwiereg ze ginn. Mir riskéieren, datt vun deene 715 Elèven, déi mer elo hunn - do kommen der d'Joer also eng 230, 240 eraus, also en Drëttel -, do mat der Zäit eng 40, 50, 60 op eng Kéier keng Plaz fannen.

Dat ass eppes, wou ee mengen ech misst éischtens déi Schülerinnen a Schüler, déi sech op dee Wee do engagéieren, awer drop opmierksam maachen, respektiv een och muss kucken als Regierung, datt et keng Sakgaass gëtt, mä datt ee mat der Zäit kuckt, datt och do Equivalenze geschafe ginn, datt gekuckt gëtt, datt déi jonk Leit iwwer eng zousätzlech Formatioun oder e Recyclage oder duerch Equivalenzen awer kënnen sech engem anere Beruff vläicht higi wéi deem, deen se elo just studéiert hunn.

Dat ass eng Préoccupatioun, op déi ech d'Regierung wollt opmierksam maachen, well se ganz reell ass en vue vun deenen Donnéeën, déi engem bis elo zur Verfügung stinn.

Den zweete Problem, dee mat Recht ugeschwat ginn ass, ass dee vun de Chargé-de-coursen. Ech ginn et net midd, Madame Ministerin, bei all Interventioun, déi mer hei zu engem Projet de loi hunn, dorop hinzeweisen, datt d'Regierung muss Léisunge fannen, wat d'Problemer vun de Chargé-de-coursen ugeet, egal a wat fir engem Type d'enseignement se bestinn. Mir mussen do eng Léisung fannen, déi sech a mengen Aen dem Aarbechtsrecht ënnerwerft.

Mir musse kucken, datt déi Leit dat aktiivt an dat passiivt Wahlrecht kréien, well Dir wësst, datt d'Employé-privéën, déi fir de Stat schaffen, net d'Recht hunn, fir d'Delegéierten ze wielen oder fir als Delegéierte gewielt ze ginn. Et ass net gutt, dass alleguerten déi Leit dann och net däerfen hiren Avis ofginn, wann et ëm schoulesch Problemer geet a wann et ëm schoulesch Organisatioun geet.

Dat gesot, mengen ech, hu mer hei awer e Projet de loi, deen noutwendeg ass, deen och déi richteg Zilsetzunge gëtt. Mir wënschen och, datt de Lycée natierlech an engem Gebai ënnerbruecht gëtt, wat dezent ass. Ech hoffen, Madame Ministerin, datt Dir Iech do bei dem Här Bauteminister kënnt duerchsetzen.

Dat gesot, wëll ech den Accord vun der ADR-Fraktioun zu dësem Projet de loi bréngen.

Une voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Här Henckes. D'Regierung huet d'Wuert. Madame Minister, wann ech gelift.

Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech freeë mech iwwert déi Unanimitéit fir dëse Projet, dee vu menger Virgängerin, der Madame Brasseur, am Mee 2004 déposéiert ginn ass. Si huet jo och ganz am Detail den Historique gemaach an d'Argumentatioun, firwat dee Projet esou ausgesäit, wéi en ausgesäit, an net anescht. Ech ka mer dat also a menger Interventioun spueren.

Ech wëll just déi Unanimitéit hei begréissen, well ech se gesinn als eng Unerkennung vun där Ausbildung, déi bis elo gemaach ginn ass um IEES. An ech hoffen, dass alleguerten déi Leit, déi do schaffen, dat och esou gesinn. An hinne wëll ech och e Merci soe fir déi Opbauaarbecht an déi Pionéieraarbecht, déi do gemaach ginn ass.

Ech gesinn et och als eng Unerkennung vun der Wichtegkeet vun dem Beruff vum Educateur. An ech denken, d'Madame Loschetter huet dat hei ganz däitlech gemaach, wat fir eng Importenz dee Profil vum Educateur kritt huet an der Zäit an an de Joren.

Och muss ee vläicht ënnersträichen, dass dat Bild vum Educateur och vläicht duerch deen Numm, deen déi Professioun dréit, kënnt drop hiweisen, dass en haaptsächlech mat Kanner ze dinn huet. Et ass ee Beruff, dee ganz polyvalent ass, an deem ee souwuel mat Kanner, mat Jugendlechen, mat eelere Leit a mat Leit mat Handicap ka schaffen. Et ass also ee Beruff, deen a ville Beräicher vum Liewen immens wichteg ass, dee gefrot ass. De Succès, déi grouss Zuel vu Schüler, Studenten, déi sech aschreiwen am IEES, deen et jo da vun haut un net méi gëtt, beweist jo och, dass dat jiddefalls vun deene jonke Leit erkannt gëtt.

Ech maache mer elo de Moment jiddefalls net immens vill Suerge fir d'Ënnerkomme vun deene Leit, déi déi Studien hunn, well et e Beruff ass, an dat bedaueren ech trotzdeem e bëssen, deen haaptsächlech vu Fraen ausgeübt gëtt. Ech si frou, dass d'Fraen do aktiv sinn, mä ech denke fir all Beruff wär et gutt, wann eng besser Verdeelung wär zwësche Männer a Fraen. Mir mussen eis nach Saachen afale loossen, wéi mer dee Beruff och fir Jonge méi attraktiv kënne maachen. Mä doduerch dass vill Fraen an deem Beruff aktiv sinn, sinn natierlech vill Interruptioune vun der Carrière an doduerch ass den „turnover" vun deene Leit och ganz grouss.

Ech deelen alleguerten déi Iwwerleeungen, déi gemaach gi sinn, dass et wichteg ass an all Beruff, awer och a soziale Beruffer, well dat eben e Secteur ass, deen esou changéiert, dass mir eis Iwwerleeunge maachen, wéi een d'Weiderbildung respektiv eng opbauend Ausbildung kann un déi initial Ausbildung drunhänken. Ech denken, dat ass den Défi vun deenen nächste Méint a Joren, deen ech mer selwer gestallt hunn. Mir schwätze vill vum „lifelong learning"; mir mussen eis awer och d'Moyenen an d'Strukture ginn, fir dass dat sech och an der Praxis erëmfënnt.

Ech kann also der Madame Gantenbein soen, dass et dee Règlement grand-ducal nach net gëtt iwwer «en cours d'emploi», mä dass mer am Ministère amgaange sinn eis allgemeng Gedanken ze maachen, wéi eng Strukture mer kënnen opbauen, fir ebe just méi Encours-d'emploi-s-Offeren ze maachen.

Ech wëllt ee grousse Merci nach lassginn, an zwar un de Rapporteur fir säi Rapport. Och fir d'Rapiditéit, mat där geschafft ginn ass. Zwar ass de Projet virun engem Joer déposéiert ginn, mä et sinn nach am Mee Amendementer gemaach ginn.

De Conseil d'État huet säin Avis gemaach, an ech si frou, dass mer dee Projet haut kënne stëmmen, well jo, an dat ass aus all den Explikatioune virdrun erausgaangen, doduerch dass d'Gesetz iwwert d'Uni gestëmmt ginn ass, dem IEES ee Standbeen ewechgeholl ginn ass, a mer eigentlech och en Délai hunn, vu wéini u muss eng nei Struktur fir den IEES bestoen, an dat ass de September fir dës Rentrée. Et ass also kaum een Dag ze frél, dass dat Gesetz hei gestëmmt gëtt. Duerfir wollt ech der Kommissioun an och dem Rapporteur villmools Merci soen.

Fir mech wéi fir Iech bleiwen zwee Schéinheetsfeeler an deem Gesetz. Deen éischten ass dee vun den Enseignanten, deene Leit, déi am IEES ugestallt sinn, déi do den IEES mat opgebaut hunn, déi do Schoul gehalen hunn an déi zwar, an dat ass net den allgemenge Problem vun de Chargés de cours wéi bei deenen aneren, e feste Kontrakt hunn. An deem heite Fall ass e feste Kontrakt do! De Problem, dee sech stellt, ass dee vum Aklasséieren, an ech wëllt soen, dass mer do de Moment eigentlech keng Léisung ze proposéieren hunn, dass mer awer an der Regierung, an den Här Wiseler huet gesot, hie géif sech eeschthaft, an e mécht dat och, drëm këmmeren, dass mer eng gobal Léisung kréien, wéi mer an där neier Architektur vun de Studië vun dem Bologna-Prozess, wou mer e Bachelor a Master kréien, dass mer do eng global Léisung musse kréie fir alleguerten déi Leit, déi op deem Niveau ausgebilt sinn, an dass et also aus där Ursaach dës Kéier net virentscheet ginn ass an dësem Projet de loi.

Ech bedaueren et och, et ass ee Schéinheetsfeeler. Mä ech muss soen, deen allergréisste Schéinheetsfeeler, dee mer hunn, dat ass dass mer keng Infrastruktur hu fir deen neie Lycée technique pour professions éducatives et sociales. Ech sinn dat Éischt, wat doriwwer net frou ass. Ech ginn awer hei mäin Engagement an, fir meng Energie drunzesetzen, fir do eng Léisung ze fannen. An ech denken, dass mer der zwou musse fannen.

Mir mussen eng provisoresch fannen, eng Containerléisung fir direkt, a mir brauchen en definitive Site mat engem richtege Lycée, mat engem richtege Gebai fir dee Lycée technique pour professions éducatives et sociales, deen am Zentrum vum Land läit.

Ech sinn éierlech gesot och net sou pessimistesch, dass mer ganz geschwënn eng Léisung fannen, an ech hunn duerfir och guer kee Problem fir déi Motioun vun deene Gréngen hei unzehuelen.

Ech soen Iech alleguerte Merci, fir dass dat Gesetz gestëmmt gëtt, an ech wënschen deem neie Lycée technique pour professions éducatives et sociales ganz vill Erfolleg an haaptsächlech geschwënn eng

Infrastruktur, déi hinnen et och erlaabt all déi Formatiounen unzebidden, déi se kënnen ubidden.

An ech wëll do, dat als lescht, just nach op der Madame Loschetter hir Remarquen iwwert d'CATP-Ausbildung kommen: Also ech fannen et wichteg, dass mer eng nei CATP-Ausbildung sou séier wéi méiglech offréieren. Et ass awer esou, dass et mam beschte Wëllen an där Infrastruktur, an där Capacitéit, déi den IEES de Moment huet, net méiglech ass, do déi Ausbildung unzebidden. An duerfir hunn ech awer fonnt, et wär awer keng Ursaach fir deen CATP net unzebidden. An ech denken och d'Madame Loschetter war mat mir do d'accord, duerfir also: Eis Prioritéit an den nächste Méint ass eng definitiv Bleif ze fanne fir deen neie Lycée vun de Professions éducatives et sociales.

Merci fir dee Vote a bonne chance fir de Lycée.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Minister.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5408 iwwert den Enseignement musical. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Nelly Stein. Madame Stein, Dir hutt d'Wuert.

4. 5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

Rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Statssekretär, Madame Minister, soll ech waarde bis déi Leit, déi net méi wëlle bleiwen…

(Hilarité)

Da kënne mer och an aller Rou an an aller Intimitéit eise Projet duerchschwätzen.

Une voix.- Dann ass et méi harmonesch!

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Et huet alles seng Avantagen. Da si mer alt roueg heibannen.

(Coups de cloche de la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen, bei dem Projet 5408, dee mer haut duerchhuelen, geet et just ëm eng Ännerung vum Artikel 12 vum Gesetz vum 28. Abrëll 1998 iwwert den Enseignement musical. Mer wëssen nach ganz gutt, datt d'98er Gesetz e Kompromiss war, mä, ech betounen, e gudde Kompromiss, deen d'Madame Erna Hennicot-Schoepges fonnt huet, fir all méiglech an esouguer géigesätzlech Interessen a Sensibilitéiten an engem Gesetz zesummenzefaassen.

An dësem Gesetz gouf nämlech de Plaffong vun der finanzieller Bedeelegung vum Stat op 190 Millioune Lëtzebuerger Frang festgeluecht. Mat dem Projet de loi vun haut setze mer dëse Betrag op 7.367.000 Euro erop, ech hunn lech dat ausgerechent, zirka 300 Milliounen, ganz genau 297.182.043. Wann Der 300 Milioune verhaalt, da leit Der richteg.

D'Erhéijung vum Plaffong ass engersäits bedéngt duerch d'Evolutioun vun de Gehälter, déi, esou wéi d'Gesetz vun 1998 et festgeluecht hat, zu engem Drëttel vum Kulturministère, zu engem Drëttel aus dem Fonds communal de dotation financière an zu engem Drëttel vun de Bedreiwergemenge selwer bezuelt ginn, an do dernieft mussen déi och nach all Fonctionnementskäschte selwer droen. Anerersäits gëtt et awer eng aner Ursaach fir d'Eropsetze vun dësem Betrag: Well am Joer 2002 de Museksunterrecht, dee vun dem Gemengesyndikat Dikrech an Ettelbréck ugebuede gëtt, de Statut vum Conservatoire de musique kritt huet, gradesou wéi de Museksunterrecht vun der Gemeng Déifferdeng de Statut vun enger École de musique kritt huet.

Dës Décisiounen, wouriwwer déi Gemenge selbstverständlech frou sinn, bréngen awer noutgedronge finanziell Konsequenze mat sech, sou datt Upassunge vum Gesetz fälleg ware fir de Budget 2005. Dat heescht, d'Zomm vum Joer 2004, do stoungen am Budget 6.836.000 Euro; dës Zomm geet ëm 360.806 Euro erop, wéinst der Promotioun an d'Grade vun engem neie Conservatoire de musique an och vun enger neier Musekksschoul. Mä ganz besonnesch - an dat wëll ech betounen, d'Leit aus dem Ministère hunn eis dat erkläert - aus der Suerg eraus, fir datt déi aner Gemengen net benodeelegt oder geschiedegt géife gi mat dëser Mesure.

Vun dësen 360.806 Euro geet déi eng Halschent zu Laaschte vum Kulturministère an déi aner Halschent zu Laaschte vum Ministère de l'Intérieur iwwert de Fonds communal de dotation financière.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet ass den 29. November 2004 vun den Häre Ministere Biltgen an Halsdorf - ech muss lech jo lo net soen, wellech Ressortë se hunn; wann een heibannen ass, deen et net weess, dann zielen ech d'Ressorten op -; Biltgen an Halsdorf hunn dee Projet hei an der Chamber deponéiert.

De Statsrot huet säi positiven Avis den 21. Juni 2005 ofginn. An den 30. Juni hat d'Kommissioun vum Enseignement supérieur, vun der Recherche a vun der Kultur eng gemeinsam Réunioun mat der Kommissioun vun den Affaires intérieures a vum Aménagement du Territoire, wou ech dann als Rapporteur vun dësem Gesetzestext bestëmmt gouf.

An dëser Réunioun goufen de Projet de loi an den Avis vum Statsrot analyséiert. Hei koumen eng ganz Partie Froen op den Dësch, an zwar Froen iwwert d'Organisatioun vum Museksunterrecht an de Gemengen an an de Gemengesyndikater.

De Punkt, iwwert deen awer am meeschten diskutéiert gouf, a sécher an Zukunft och am meeschten diskutéiert wäert ginn - et ka jo net aneschters si wann et ëm Gemenge geet -, dat ass dee vun der finanzieller Bedeelegung tëschent Stat a Gemengen.

Och de Statut vum Personal bleift e Problem, well d'Personal an deene verschiddene Museksschoule gradesou verschidden ass wéi d'Offer vum Museksunterrecht selwer. Et gëtt nämlech Museksproffen aus der Carrière E7, et gëtt Chargés de cours mat enger hallwer Tâche, et gëtt Chargés de cours mat enger ganzer Tâche, et gëtt Chargéë mat dräi, véier, siwe Stonne pro Woch. Déi eng hunn en Zäitkontrakt, déi aner hunn e Contrat à durée indéterminée an anerer sinn als Employé privé agestallt an esou weider an esou fort.

Fir deen Drëttel, deen d'Gemenge vum Ministère de l'Intérieur aus dem Fonds communal de dotation financière kréien, leie prezis Kritäre vir, an zwar wat d'Héicht vun de Gehälter betrëfft, wat d'Qualifikatioun vum Personal an d'Ancienneté vum Personal betrëfft. All dës Facteure spillen eng ganz wichteg Roll an all dat bréngt mat sech, datt d'Subventionéierung vu Gemeng zu Gemeng verschidden ass.

Gradesou verschidden ass logescherweis och d'Reaktioun vun de Gemengeverantwortlechen. An dat hu mer och gelies am Avis vum Syvicol, dee sécher dorobber wäert zréckkommen, gradesou wéi vill Gemengeverantwortlech op dës Fro wäerten zréckkommen, och - an dat wëll ech betounen haut, wou mer zum Schluss vun enger laanger Sitzung sinn - wann dës Fro net den direkten Objet vun dësem Projet de loi ass.

Ech wëll awer hei der Madame Statssekretärin Octavie Modert an hirem Fonctionnaire aus der Kultur, dem Här Schmoetten, wéi och dem Fonctionnaire, deen zoustänneg ass fir d'Finanzen am Intérieur, dem Här Leonhard, e grousse Merci soe fir hir Gedold…

(Hilarité)

…a fir hir Kompetenz, mat där si op déi vill Froe geäntwert hunn, a besonnesch fir d'Bereetschaft, eis bei Geleeënheet, dat heescht wa si d'Analys iwwert de wierkleche Käschtepunkt vum Museksunterrecht ofgeschloss hunn, weider Detailer ze ginn.

Dofir hu mer an der Sëtzung vun der Kulturkommissioun vum 5. Juli op Propositioun - an ech bedaueren, den Här Gira huet mech elo virun enger Véirelstonn drop opmierksam gemaach, dass déi Kommissioun eleng getagt huet. Ech muss soen, Här Gira, mir hätte gradesou gutt kënnen zu deenen zwou Kommissiounen tagen. Et hätt sécher näischt geännert, a wann dat en Oubli war, dann entschëllegen ech mech. Et hätt een deen anere kënne vläicht drop opmierksam maachen. Mä op jidde Fall war et net esou gewollt.

Mir hunn op jidde Fall an der Sëtzung vun der Kulturkommissioun vum 5. Juli op Propositioun vun der Kolleegin Claudia Dall'Agnol unanimement beschloss, mir sollten dës Analys vun de respektive Ministèren ofwaarden an dann eventuell, eventuell nei diskutéieren. Haut geet et jo eigentlech just drëm, ob mer d'accord sinn, fir de Plaffong vun der finanzieller Bedeelegung vum Stat zum Museksunterrecht eropzesetzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss. D'Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture huet dat an der Sëtzung vum 5. Juli gemaach, wéi si mäi schréftleche Rapport mat grousser Majoritéit ugeholl huet, an ech wier lech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech misst deenen et och nach soen, déi muer de Mëtteg kommen, dankbar, wa jiddfereen datselwecht géif maachen an d'Gesetz stëmmen. An domadder géif ech ofschléissen, awer net vergiessen, den Accord vu menger Fraktioun, dat heescht vun der CSV ze ginn.

Ech soen lech Merci fir Är aussergewéinlech Opmierksamkeet!

(Hilarité)

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci villmools, Madame Stein. Esou wéi mer dat zesummen ofgemaach hunn, gi mer elo ausnahmsweis dem Här Gira d'Wuert, deen och nach eng wichteg Réunioun a senger Gemeng huet. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Här President, merci am Ufank de Kolleegen a Kolleeginnen, déi mer de Virtrëtt hei loossen, wat mer effektiv erlaabt, nach zur Zäit op enger öffentlecher an domat schlecht verréckelbarer Réunioun den Owend ze sinn. Ech probéieren dann och mech esou kuerz wéi méiglech ze halen.

Ech fannen et schonn e bëssen erstaunlech, dass mer wéinst enger Erhéijung vu just 360.806 Euro vun engem Kredit am Statsbudget hei de ganzen Opwand bedreiwen, fir en extrat Gesetz op den Instanzewee ze ginn. Duerfir bedauere mir als Gréng e bëssen, dass mer net vun dësem Opwand profitéiert hunn, fir eng méi substanziell Evaluatioun vum Gesetz iwwert d'Museksschoule vun 1998 ze maachen.

Duerno hätt een dann och vläicht kënnen a solle méi eng substanziell Upassung vun dësem Kredit maachen. Well ech mengen, an d'Rapportrice huet dat och schonn ugedeit, d'Diskussiounen an der Réunion jointe, awer och den Avis vum Syvicol weisen, dass d'Problemer um Terrain awer nach wierklech net alleguerte geléist sinn an dass déi finanziell Répercussiounen, virun allem op d'Gemengebudgeten, sech awer trotzdeem méi oder wéineger esou entwéckelt hunn…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Gira!

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Pardon.

M. le Président.- Här Gira, d'Rapportrice wëllt kuerz eppes soen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Jo.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Jo, Här President, ech géif dem Här Gira awer wierklech gäre soen, et geet ëm méi wéi 306.000 Euro! Déi 306.000 Euro, déi si geduecht als Kompensatioun, dass déi zwee, de Syndikat vun Dikrech an Ettelbréck, en neie Statut kréien, esou wéi d'Gemeng Déifferdeng. Mä et geet am Ganzen ëm eng Erhéijung vu méi wéi 100 Milliounen.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, dat ass awer net richteg, Madame Rapportrice. Déi aner Sue gi souwisou all Joer erhéicht.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Jo, mä wie rechent dat esou?

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Neen, dat steet am Gesetz an dofir bräichte mer kee Gesetz ze maachen. Dat ass en Artikel, deen am Gesetz steet. Dat geet mat der Masse salariale vun de Statsbeamten. Dee Montant ass automatesch an d'Luucht gaangen, an dowéinst hätte mer haut net bräichten unzetrieden.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Jo, wann Dir dat mengt, da geet dat.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Mä ech mengen, fir dass mer awer an der Chamber, Här President, eng Kéier eng seriö Evaluatioun vun dësem Gesetz kënne maachen, awer och fir gewuer ze ginn, als Deputéierten, wéi d'Regierung an dësem Dossier wëllt weidergoen, erlaben ech mer lech eng Demande d'interpellation ze iwwerreechen zu deem dote Sujet.

(M. Camille Gira dépose une demande d'interpellation sur le bureau de la Chambre des Députés)

Mir schéngen dann do, och ouni dass ech an där Sitzung war, awer méi oder wéineger jo déiselwecht Vuë gehat ze hunn, dass et un der Zäit wier, siwe Joer nodeem dat Gesetz gestëmmt ginn ass, eng Kéier zesummen a Rou an der Chamber kënnen driwwer ze diskutéieren.

Ech ginn lech Recht, Madame Rapportrice, dass haut net d'Geleeënheet dofir do ass. Dofir hoffen ech dann, dass dës Interpellatioun iwwert den Enseignement musical ugeholl gëtt. Da kënne mer am Hierscht, nodeem dann och all Informatiounen, mengen ech, vun de Ministèren, wéi mer dat versprach kritt hunn, virleien, eis eng Kéier en Nomëtteg huelen, fir dann d'Vuë vun deenen eenzelne Fraktiounen zu dëser Thematik gewuer ze ginn. Mä da vläicht an hoffentlech och d'Vuë vun der Regierung.

Ech mengen, dass awer opgrond och vun ëmmer méi kleng ginnende Gemengebudgeten et dréngend noutwendeg ass, fir eng Kéier ze kucke wou mer do stinn.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Gira.

M. Camille Gira *(DÉI GRÉNG).*- Ech wollt nach just soen, dass mer awer selbstverständlech déi Erhéijung och hei wäerte stëmmen.

Une voix.- Soss wär et awer schlëmm!

M. le Président.- Merci villmools. Ech ginn dann elo der Madame Flesch d'Wuert, fir zu dësem Projet ze schwätzen.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, léif Kolleegen, fir d'alleréischt wëll ech der Rapportrice Merci soen, a vu dass mer jo an engem musikalesche Kontext hei sinn, géing ech wëlle soen, si schéngt mer eng richteg Femme orchestre ze sinn,…

(Hilarité)

…well viru kuerzem huet si ons e Rapport gemaach iwwert d'Moossname vun der UNESCO «pour interdire le transfert de propriétés illicites de biens culturels». Haut schwätze mer vum Enseignement musical communal. Si mécht déi Transitioun mat enger Facilitéit, fir déi ech se nëmme ka félicitéieren.

Mme Nelly Stein *(CSV), rapportrice.*- Merci, Madame Flesch.

Mme Colette Flesch *(DP).*- Här President, wéi dat scho gesot ginn ass, de Projet de loi huet zum Zweck, de Plaffong vun der Autorisatioun, déi d'Regierung huet fir um Finanzement vum Enseignement musical communal ze participéieren, ze erhéijen, fir zwou Tatsaache Rechnung ze droen: Éischtens, dass den Enseignement musical zu Dikrech an Ettelbréck elo de Statut vun engem Conservatoire huet, an zweetens, dass den Enseignement musical zu Déifferdeng de Statut vun enger École de musique huet. Mir wäerten dee Projet stëmmen a mir sinn absolut mat deene Propositiounen hei d'accord.

Et bleift awer trotzdeem, dass ee kaum kann iwwert d'Gesetz vun 1998 schwätzen, ouni e puer méi allgemeng Froen ze stellen. Och wa mir keng Interpellatioun ukënnegen, wëll ech awer op e puer Punkten agoen.

Wéi scho gesot ginn ass, d'Gesetz vun 1998 ass elo siwe Joer an Applikatioun. Et misst ee kënnen eng Evaluatioun maache vun deem, wat et bruecht huet, a vun deene Lacunen, déi vläicht dra sinn, an et misst ee kënne gewëssen Adaptatioune proposéieren. D'UGDA huet dat gefrot bei verschiddene vun hire Kongresser an an anere Réuniounen.

De Conseil supérieur de la musique huet deem Problem säin Avis vum 17. Abrëll 2004 gewidmet. De Syndicat des villes et communes luxembourgeoises huet an engem Avis datselwecht gefrot, an engem Avis vum 17. Mee 2005. Verschid-

de Stied a Gemengen, inklusiv déi Gemeng, déi ech am beschte kennen, hunn dem Kulturminister geschriwwen, fir eng Partie Problemen opzezeechnen, déi d'Applikatioun vum Gesetz vun 1998 mat sech bréngt.

Déi Froen, déi do opgeworf gi sinn, gi vum Contenu vum Enseignement musical, vun der Aart a Weis wéi d'Coursen organiséiert sinn, wéi den Enseignement sech mécht bis zu dem Finanzement. Ech wëll elo net hei op all déi Froen agoen, déi sech an deem Kontext stellen, mä ech wëll nëmmen déi puer Froen erwähnen, déi am Fong verbonne si mat deem Projet de loi, dee mer haut stëmmen, also mat deene Saachen ze dinn hunn, déi mer versichen haut fir Déifferdeng a fir Dikrech/Ettelbréck ze léisen. Dat ass also de Statut vun den Institutiounen, d'Organisatioun vum Enseignement musical an d'Participatioun vum Stat um Finanzement vun deem Enseignement.

Bei den Institutions d'enseignement musical schéngt et esou ze sinn - esou ass ons an der Kommissioun gesot ginn -, dass fir vum Statut vu Cours de musique an de Statut vun École de musique eriwerzegoen ee muss eng Période probatoire vu fënnef Joer duerchstoen. Ech wier frou, wann d'Madame Statssekretärin ons kéint soen, wat d'Base légale oder réglementaire vun där Dispositioun ass, a wa se ons weider kéint soen, woufir just deen Délai vu fënnef Joer gewielt ginn ass. Et hätt ee kënnen dräi Joer soen; et hätt ee kënne siwe Joer soen. Woufir fënnef Joer?

Wat nun d'Finanzparticipatioun vum Stat un dem Finanzement vun deem Enseignement musical betrëfft, drängen sech awer eng Partie Froen op. Et ass eng Tatsaach, dass d'A-Kraaft-Triede vun deem Gesetz vun 1998 de Käschtepunkt vum Enseignement musical bedeitend an d'Luucht gesat huet, och wéinst der Qualifikatioun, déi vun 1998 u beim Personnel enseignant verlaangt war. Or, zwee Drëttel vun deem Coût bleiwen à charge vun de Gemengen an de Stat leet dann een Drëttel bäi. Nach ass déi Participatioun plafonnéiert.

Et ass ganz kloer, dass dee Plaffong de Moment en contradiction ass mat der Dispositioun vum Artikel 12 Alinea 2, déi virgesäit: «L'État participe au financement de l'enseignement musical à raison d'un tiers des rémunérations brutes du personnel enseignant de ces institutions.» Duerch dee Plafonnement si mer guer net méi bei «un tiers des rémunérations brutes du personnel». Mir si bei engem Montant, dee verdeelt gëtt no Kritären, déi déi meescht vun ons net kennen. A mir sinn op jidder Fall net méi am Kader vum Artikel 12 vum Gesetz. Mir sinn am Kader vum Plafonnement, mä duerch de Plafonnement gëtt d'Participatioun vum Stat erofgesat.

De Syvicol weist zu Recht drop hin, dass eng zousätzlech Inkohärenz an deem Gesetz ass oder an de Modalités d'application vun deem Gesetz, well den Artikel 1 vum Règlement grand-ducal vum 14. Abrëll 1999 fixant les conditions et modalités d'exécution de la participation d'État et de l'ensemble des communes au financement de l'enseignement musical virgesäit, dass d'Kreditter vum Stat verdeelt ginn op der Basis vun de Coursen, déi an deene verschiddenen Ordres d'enseignement dispenséiert ginn. Et ass also net méi den Artikel 12, an deem gesot gëtt «sur la base des rémunérations brutes du personnel enseignant». Mä hei hu mer da schonn direkt an de Modalités d'application en anere Kritär.

Also, d'Disparitéite si mat esou Texter préprogramméiert. D'Feele vun Transparenz ass komplett. D'Gemenge wëssen iwwerhaapt net no wat fir enge Kritären déi Fonge verdeelt ginn, an den Imbroglio ass perfekt. Mä vläicht ass dat gewënscht. Dat sief dohigestallt.

Fir eng gewëssen Illustratioun vun deem ze ginn, wat ech elo gesot hunn, wollt ech op déi eenzeg prezis Chifferen zréckgräifen, déi ech kennen: Fir de Conservatoire vun der Stad Lëtzebuerg, deckt d'Participatioun vum Stat no esou engem Modus 38% vum Käschtepunkt vum Personnel enseignant. An ech soen derbäi, dass zwee Drëttel vum Personnel enseignant am Conservatoire vu Lëtzebuerg Professere sinn, also am E7. 38% vun deem Käschtepunkt ginn hei gedeckt, a 26% vum Käschtepunkt vum Fonctionnement vum Conservatoire.

No den Donnéeën ze jugéieren, déi d'Madame Erna Hennicot-Schoepges an hirer Eegeschaft als Kulturminister am Joer 2002 hei an dësem Haus op eng Fro vum Här Scheuer ginn huet, ass deen Taux vun 38% deen niddregsten, deen eng Gemeng am Land kritt. D'Stad Diddeleng zum Beispill kritt fir hir École de musique en Taux de participation vun 72%.

Also, Här President, ech wëll der Stad Diddeleng net hir 72% ewechhuelen. Mä ech géing awer gäre wëssen, wéisou bei hirer École de musique, vun där mer kënnen unhuelen, dass méi Chargé-de-coursë si wéi Professeren, den Taux de participation vun 72 erreecht gëtt, während an engem Etablissement, an deem zwee Drëttel vum Personal am E7 ass, mir en Taux de participation vun 28% hunn? Dat als Illustratioun vun deem, wat ech virdru gesot hunn.

No de Renseignementer, déi d'Madame Statssekretärin ons an der Kommissioun ginn huet an déi och hei erwähnt si gi vun der Rapportrice, sinn all déi concernéiert Ministèren elo derbäi ze kucken, wat de Käschtepunkt vum Enseignement musical effektiv ass a wat à charge vun de Gemengen ass. Ech géing mengen, dat wier eng gutt Saach, mä et soll ee mat deenen Aarbechte virumaachen an et soll ee gemäss och der Demande vum Syvicol engersäits de ganze Modell vun der Répartitioun tëschent de Gemengen erëm op de Métier huelen, an et soll een anerersäits och, wéi de Syvicol et freet, d'Enveloppe globale vum Stat an der Zouwendung fir den Enseignement musical renégociéieren.

Et muss een och, an dat ass fir mech nach bal méi wichteg, dofir suergen, dass d'Répartitioun tëschent de Gemengen équitabel ass, no objektive Kritäre virgeholl gëtt, an no Kritären, déi vu jiddfereengem kannt sinn, also a voller Transparenz.

En zweeten duebele Problem, Här President, deen ech wëll opwerfen, stellt sech fir eng Partie Gemengen, déi Schwieregkeeten hu bei der Organisatioun vun engem Enseignement musical an notamment beim Recrutement vu Chargé-de-coursen. D'Stad Lëtzebuerg ass net betraff, dofir schwätzen ech ganz - wéi soll ech soen? - gelassen iwwert deen dote Problem. Verschidde Gemenge bekloe sech, datt se net méi kënne Museker vun der Militärmusek astellen, fir déi Musekscoursë bei hinnen ze ginn, an datt se also mussen Enseignantë siche bis an d'Ausland. A wa se dat da maachen, da stoussen se sech un där Dispositioun, déi virgesäit, dass net nëmmen d'Professeren, mä och d'Chargé-de-coursen déi dräi administrativ Sprooche vum Land musse kënnen, dat heescht Franséisch, Däitsch a Lëtzebuergesch.

Natierlech, wann Der e Professer oder e Chargé de cours importéiert vun Namur oder vu Virton, dann ass et net evident, dass hien och ka Lëtzebuergesch schwätzen. E kann awer vläicht ganz gutt Flûte spillen a sengen Elèven dat mat op de Wee ginn, wat se brauchen, fir am Enseignement musical weiderzekommen. Ech géing also d'Statssekretärin biede mat Bienveillance engersäits mat dem Kolleeg vun der Fonction publique de Problem vun den Autorisatioune vun den Heures supplémentaires bei de Museker vun der Militärmusek ze préiwen, an anerersäits sech ze iwwerleeën, ob et wierklech onëmgänglech ass, dass e Chargé de cours deen dräi Stonne laang Gei oder Piano oder Flûte traversière enseignéiert an enger Gemeng, onbedéngt muss déi dräi administrativ Sproochen aus dem Land schwätzen.

Wann do Léisunge géinge fonnt ginn, géing ech mengen, géinge mer ville Gemengen entgéintkommen.

Här President, ofschléissend, mir ënnerstëtzen d'Propositioun vum Rapporteur, dass mer sollen, wann déi Finanzetüd vun de Ministèren ofgeschloss ass, op déi Fro zréckkommen an aller Serenitéit. Anersäits si mer awer och der Meenung, dass et gutt wier, wann d'Regierung op déi vill Demandë géing agoen, dass d'Applikatioun vum Gesetz vun 1998 soll evaluéiert ginn, dass ee soll kucken, ob a wou vläicht nach eppes ze verbesseren ass, an dass een dann eng objektiv Evaluatioun mécht an, wann et sech opdrängt, Adaptatioune proposéiert.

En attendant, Här President, wäerte mir dëse Projet stëmmen.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Flesch. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Dall'Agnol.

Mme Claudia Dall'Agnol *(LSAP)*.- Merci, Här President. Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Rapportrice an och meng Virriedner sinn op munches schonn agaangen, an esou wëll ech lech oder besser gesot deene puer, déi zu dëser spéider Stonn nach hei sinn, a mir selwer dann och d'Widderhuelung dovunner erspueren.

Ech mengen och, datt et zu dësem Projet de loi - wéi d'Madame Rapportrice jo och schonns sot - net méi vill Neies ze erziele géing ginn, an ech sinn dann och iwwerzeegt, datt si dat Wichtegst och scho gesot huet, an datt och de schréftleche Rapport däitlech, ausféierlech an och méi wéi compréhensibel ass.

D'Gesetz selwer, wat mer haut wäerten ënneren, an och dat gouf jo schonns gesot, datéiert awer vun 1998. Eng Zäit also, an där ech leider nach net d'Éier hat an dësem héijen Haus ze siégéieren, sou datt ech déi deemoleg Diskussioune just noliese konnt.

Ech kann awer op d'Lecture hi soen, datt déi Leit, déi deemools en cause waren, sech ganz vill Méi ginn hunn, fir e gutt an och e kohärent Gesetz ze maachen.

D'Zäit ass allerdéngs net stoe bliwwen an och den Enseignement musical huet sech verännert. Et sinn ëmmer méi Kanner an och ëmmer méi Erwuessener, déi heivunner wëlle Gebrauch maachen. Doduerch ass dann och d'Offer méi vaste ginn, wat alles an allem jo eigentlech eng gutt Saach ass.

Wann een dann och weess, datt schonns virun 1998 bal 20 Joer un engem Gesetz fir den Enseignement musical geschafft gouf, ouni Erfolleg, da mengen ech weist dat och, wéi komplex eigentlech d'Matière ass.

Wann een dann nach dobäi weess, datt dat Gesetz vun '98 bal zweeanenhalleft Joer um Instanzewee war, da gesäit een nach méi staark wat un Diskussiounen néideg war, fir dat Gesetz iwwerhaapt deemools zustan ze bréngen. An och wann et e gutt Gesetz ass, wat schlussendlech gestëmmt gouf, esou ass et elo dach siwe Joer al, an et kann een duerchaus drun denken, wéi och scho meng Virriedner hei ënnerstrach hunn, fir ze kucken, ob et nach ëmmer zäitgeméiss ass, an, wann dat net sollt de Fall sinn, wat et dann ze veränneren, respektiv ze verbessere géing ginn.

An dës Meenung, déi ass jo och vun aneren Acteure scho geäussert ginn, ënner anerem och vum Syvicol a sengem respektiven Avis.

An och den deemolege Rapporteur vun deem Projet hei an der Chamber hat a senger Interventioun gesot, datt si sech deemools deem schonns bewosst waren, ënner anerem well se mat deem Projet Neiland betratt haten an datt se also keng Erfahrungswäerter haten, op déi se konnten zréckgräifen.

Wann een d'Interventioune vun de Kommissiounsmemberen an der Diskussioun vum Projet 5408 matkritt huet, an och dann hei d'Interventioune vu menge Virriedner, da weess een, datt der och do der Meenung sinn, datt et Zäit gëtt, d'Analys vum Gesetz vun 1998 ze maachen. Haaptsächlech natierlech, an dat ass jo och méi wéi däitlech hei schonn ugeklongen, zum Volet Finanzéierung.

D'Gesetz selwer gesäit, wann ech mech net verzielt hunn, och net manner wéi zéng Règlements grand-ducaux vir, a vläicht kéint een, wa mer dann d'Gesetz géingen iwwerschaffen, och drun denken, fir déi Bestëmmungen, déi doranner festgehal goufen an déi sécher och néideg waren, fir kuerzfristeg Remedur ze schafe bei opgetauchtene Problemer, eventuell och da mat an den definitiven Text vun deem Gesetz mat eranzekréien.

Am initiale Projet vum 98er Gesetz, dat jo wéi gesot da schonns '95 déposéiert gouf, stoung iwwregens de Montant, dee mer haut da mam Projet 5408 no uewen adaptéieren, nach mat nëmmen 170 Milliounen aler Lëtzebuerger Frangen dran. Deemools scho sot awer d'Commission des Affaires communales et de l'Urbanisme an hirem Rapport, dee se pour avis ofginn hat, datt déi Zomm net géing duergoen. Déi Meenung gouf och vun der Commission des Média an dem Statsrot gedeelt, esou datt dee Montant da schlussendlech op 190 Milliounen eropgesat gouf.

De Statsrot vun deemools an och d'Kommissiounsmembere louchen also richteg, wann ee gesäit wéi mer de Montant dann haut no uewen adaptéieren. A genau doweinst, well dee Chiffer net ofhélt, mä bien au contraire wahrscheinlech mat méi interesséierte Leit an doduerch och mat nach méi Coursen an Zukunft nach wäert an d'Luucht goen, drängt sech also dann och eng Reform vum Gesetz an notamment der Finanzéierung op.

Mir wëssen, an och dat hu meng Virriedner jo schonns gesot, datt de Museksunterrecht d'Gemengen eng ganz Staang Geld kascht. Mä mir sinn eis awer sécherlech all heibannen eens, datt jiddereen, ob jonk, ob al, ob aarm, ob räich, eng qualitativ héichwäerteg musikalesch Ausbildung soll kënne kréien, wann en dat wënscht.

Dat heescht am Kloertext, datt d'Gemengen net kënnen higoen a Coursen zu Präisser ubidden, wou nëmmen nach bestëmmte Schichten, wéi dat ganz fréier mol de Fall war, sech eng Musekksschoul oder awer och e Conservatoire kënne leeschten. A wann ech als Beispill d'Präisser fir d'nächst Schouljoer aus menger Gemeng, also vun Diddeleng huelen, da gesäit een, datt déi och méi wéi sozial sinn. Als Beispill: E Cours collectif fir Kanner kascht 20 Euro pro Joer an ee fir Adultë 75 Euro.

Déi Präisser ënnermaueren also och meng Bemierkung vu virdrun, nämlech d'Recht op musikalesch Ausbildung fir jiddereen.

Hei stinn awer menger Meenung no net nëmmen d'Gemengen an der Flicht, mä och de Stat; also rëm en Argument méi fir d'Gesetz an d'Finanzéierung ze iwwerkucken.

Mir waren eis an der Kommissioun och eens, datt et wichteg war de Projet 5408 elo ze stëmmen, an d'Madame Rapportrice huet et jo och schonns ugedeit, datt mer dem Ministère mat op de Wee ginn hunn, mol fir d'éischt am klenge Krees mat de Concernéierten ze kucken, wou d'Gesetz vun '98 reformbedürfteg ass an duerno eréischt eng Detaildiskussioun hei an der Chamber driwwer ze féieren.

Heibanne wäerte mer eis sécher och eens driwwer sinn, datt d'Gemengenautonomie beim Enseignement musical net a Fro gestallt soll ginn an datt d'Gemengen nach ëmmer selwer am beschte wëssen, wéi si op hirem Terrain de Museksunterrecht, respektiv eng Musekksschoul fonctionnéiere solle loossen. Och dëst soll ee beim Iwwerschaffe vun deem Gesetz awer net aus den Ae verléieren.

Och déi eenzel Responsabel vun de Musekksschoulen an de Conservatoirë si bestëmmt, genau wéi dat '98 de Fall war, rëm bereet matzeschaffen, an duerfir soll een dann och si kontaktéieren, ier ee géing konkret Virschléi maachen, wat schlussendlech da bei deem Gesetz elo ze ännere wär.

D'Gesetz vun '98 ass am Fong eng Kompromëssléisung zwëschent dem Originaltext gewiescht, den Avisën an och den Iwwerleeunge vun den deemolege Kommissiounsmemberen. A wann een deemools bei esou enger grousser Neierung e Kompromëss fonnt huet, da sinn ech och iwwerzeegt, datt dat bei neien Diskussiounen iwwert dëst Gesetz sécherlech och méiglech wäert sinn.

Dee Kompromëss vun deemools erfëllt sécherlech, wéi dat bei all Kompromëss ass, net d'Wënsch vu jidderengem, mä en huet awer an de leschte siwe Joren de Museksunterrecht hei zu Lëtzebuerg net nëmmen harmoniséiert, mä och den Niveau verbessert, an ech mengen dat eleng ass schonn e grousse Mérite fir dëst Gesetz.

Här President, Madame Statssekretärin, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur sot 1998 um Schluss vu senger Interventioun, an ech zitéieren: „Mir sinn eis bewosst, datt dëst Gesetz en éischte wichtege Schrëtt um Wee vun enger Harmoniséierung am Museksunterrecht hei am Land ass, an ech bieden Iech duerfir am Numm vun der Kommissioun, am Interessi vun der musikalescher Kultur an eisem Land, dëst Gesetz ze stëmmen. Well mat dësem Gesetz kritt endlech d'musikalesch Kultur an Ausbildung hei zu Lëtzebuerg déi Unerkennung an dee Stellewäert, déi se verdéngen."

Fir datt dat esou bleift, ënnerstëtzt meng Fraktioun natierlech de Projet de loi 5408 an ënnerstëtzt och d'Regierung wa se op de Wee wäert goen, zesumme mat allen Acteuren um Terrain, dat ganzt Gesetz vun der Harmonisatioun vum Museksunterrecht ze iwwerschaffen.

Domat soen ech Iech Merci fir Är Gedold zu dëser spéider Stonn an natierlech vergiessen ech net der Rapportrice Merci ze soe fir hir vill Méi beim Rapport. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Dall'Agnol. Als leschte Riedner ass den Här Roby Mehlenageschriwwen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll déi Kolleeginnen a Kolleegen, déi bis elo ausgehalen hunn, berouegen; ech si ganz kuerz. Eigentlech sollt de Kolleeg Gibéryen hei schwätzen. En huet mech gebieden a senger Plaz e puer Wuert hei ze

soen, well en net konnt hei sinn. Hien huet sécher bedauert, net den excellente mëndleche Rapport vun der Madame Stein hei kënnen ze suivéieren, mä duerfir huet e mir awer gesot, datt si en excellente schréftleche Rapport verfaasst gehat hätt.

Ech hunn allerdéngs elo an der Diskussioun misse feststellen, datt et zwar en excellente Rapport war, Madame Stein, mä datt mer awer nach eng ganz Partie Problemer an deem Secteur behalen. Dat heescht, datt dat, wat da mar soll gestëmmt ginn, bei wäitem d'Problemer, déi mer an dem Enseignement musical hunn, net wäert léisen.

D'Problematik, déi hei ëmmer erëm ukléngt, ass jo zu engem groussen Deel déi vun der Käschtendeelung am Enseignement musical tëscht dem Stat an de Gemengen. An d'Madame Flesch huet hei drop higewisen, zu wat fir enge komesche Situatiounen datt dat féiere kann. Ech mengen do, an dat féiert wäit iwwert dëse Projet eraus, mä et misst ee sech trotz allem mol eng Kéier Gedanke maachen, och wann een dat am historesche Kontext gesäit, wéi den öffentlechen Enseignement hei zu Lëtzebuerg gewuess ass, wéi en dès le départ an der Verantwortung vun de Gemenge war, mä, wann een dat haut awer e bëssen distanzéiert kuckt, ee sech wierklech d'Fro muss stellen: Ass dat nach ganz richteg, och wat den Engagement vum Léierpersonal ubelaangt?

Ech schwätzen elo a mengem perséinlechen Numm, dat ass och bei eis an der Fraktioun nach net ausgeräift, mä ech froe mech ob et haut nach richteg ass, datt den Enseignement primaire esou staark op d'Gemengen achséiert ass. Déi Fro, mengen ech, wär, wann ee schonn eng Kéier un déi ganz Reform do drugeet, sécher iwwerleeënswäert. Dann hätt een op d'mannst déi bësse bizarr Situatioun aus der Welt geschaf. Virun allem virum Hannergrond, wéi hei ganz richteg gesot ginn ass, datt den Enseignement musical e Recht fir all Kand, wat wëll Musek maachen, och soll sinn.

Mäi perséinlecht Gefill seet mer, datt et da vläicht gradesou gutt wär, et géing een dat komplett op de Stat iwwerdroen. Mä wéi gesot, dat ass eng generell Diskussioun an der Aufgabendeelung tëschent Stat a Gemeng.

Ech wëll, Här President, éier ech - wat keen iwwerrasche wäert - soen, datt mir deem Projet hei zoustëmmen, nach eng aner Remarque maachen, och wa se net direkt am Kontext mat dësem Projet de loi ass, an dat ass de Museksunterrecht an eise Primärschoulen, wou jo Zäit derfir virgesinn ass, wou mer awer musse leider feststellen, datt häerzlech wéineg qualifizéiert Personal do ass.

A wann een dat dann esou e bësse riets a lénks héiert, déi eng dat mat e bësse méi Fachkenntnis a méi Engagement maache wéi déi aner; dann ass dat eppes wat ze bedaueren ass. D'Musek ass eppes ganz Wichteges. Si gehéiert zur Allgemengbildung. Wann ee Leit, déi sech méi intensiv domadder ofginn, däerf gleewen, dann dréit se souguer an engem net onbeträchtleche Mooss zur intellektueller Entwécklung vun deene jonke Mënsche bäi, esou datt ee menger Meenung no och de Problem wierklech ganz vir um Enn misst ufänken, vläicht scho virum Primaire.

Ech soen dat mat e bëssen Häerzblutt derbäi als een, dee laang bénévole an deem Secteur wat de Gesank ubelaangt e bëssen täteg war an och haut nach täteg ass, awer leider gesäit, datt d'Begeeschterung och bei deene jonke Leit, fir selwer a Gesanksveräiner oder a Museksveräiner ze goen, dach awer staark nogelooss huet, an datt mer a ville Secteure Rekrutéierungsschwieregkeeten hunn, wat vläicht drop zréckzeféieren ass, datt et vu klengem un net méi vermëttelt gëtt, datt mer vill méi konsuméiere wéi selwer Musek maachen. Bei de Museken ass eng positiv Entwécklung Gott sei Dank och duerch dat Gesetz hei komm. Bei de Gesanksveräiner ass et leider Gottes e bësselche méi schwiereg.

Ech wollt dat awer als Ureegung trotzdeem matginn, och wann et net direkt am Kader vun dësem Gesetz ze gesinn ass. Dat gesot, soen ech lech och - ech mengen, d'Madame Minister oder Statssekretärin wäert nach schwätzen - als deen zweetleschten Orateur Merci fir Är Gedold, a mir wäerten dëse Projet och stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Elo huet dann d'Regierung d'Wuert. Madame Statssekretärin Modert, et wier elo un lech. Ech ginn lech d'Wuert.

Mme Octavie Modert, *Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche.*- Merci. Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech wëll vläicht fir unzefänke froen, wat Der elo am léifsten hätt: Soll ech kuerz sinn oder soll ech op all Fro äntwerten?

(Interruption)

Vu datt jo net méi vill Leit hei kënne sinn, huelen ech un, datt déi, déi et nach kënne sinn, léiwer hätten, ech géif op d'Froen äntwerten.

Ech sinn emol fir d'alleréischt ganz frou iwwert déi allgemeng an eestëmmeg Zoustëmmung, déi Der hei zu dësem Gesetz wëllt ginn, a soen dofir Merci. Et kënnt ee jo scho bal mengen, dat wär orchestréiert, net? Ech stoung schonn eng Kéier hei wéi d'Gemengen…

(Interruption)

Ech sinn och ganz frou doriwwer, datt, wann de Stat de Gemengen zousätzlech Sue gëtt, Der dann domadder eestëmmeg zefridde sidd – vläicht net ganz zefridde sidd, awer jiddefalls zoustëmmt. Ech stoung schonn eng Kéier hei virun e puer Méint, du war och esou e Gesetzestext wou de Stat de Gemenge Sue bäiginn huet. Do waart Der och eestëmmeg domat d'accord. Also hu mer jo schonn emol ganz vill Gemeinsames an deem dote Kontext.

Da géif ech gäre feststellen, datt de Géigestand vun deem Gesetzestext, iwwer dee mer haut schwätzen, eigentlech just eenzeg an eleng deen ass, fir de Gesamtbetrag eropzesetzen, deen de Budget vum Kulturministère iwwerhëlt am Käschtepunkt vum Gemengemuseksunterrecht, deem Museksunterrecht, deen d'Gemengen ubidden, an dat vun 2005 un. Dat ass bedéngt doduerch, wéi scho gesot ginn ass - an nach eng Kéier villmools Merci, Madame Rapportrice, fir dee gudde Rapport, a Merci fir Är Aarbecht alleguer -, datt zwee Instituter en neie Statut kritt hunn, an datt dorophin de gesetzleche Plaffong net soll déi aner Gemengen ze vill benodeelegen.

Ech wëll just soen, datt dee Gesamtbetrag, deen an dësem Gesetz drasteet, jo net alles ass wat bezuelt gëtt, mä datt nach eng Kéier en Drëttel derbäigeluecht gëtt iwwert de Fonds communal de dotation financière.

Da kënnt derbäi, datt mer d'Gesetz vun 1998 elo effektiv déi éischte Kéier hei ganz punktuell änneren. Dat ass ëmmerhi mat engem Deel Sue verbonnen, well virun 1998 de Stat näischt bäigeluecht huet beim kommunale Museksunterrecht. Vun näischt op haut, wéi d'Madame Stein géif soen, bal 300 Milliounen aler Frang, ass jo alt schonn e klenge Sprong.

Déi zweet Saach, déi een, mengen ech, heizou muss soen, dat ass, datt ganz vill Aspekter matspillen. Éischtens ass et e fakultatiivt Ugebuet vun de Gemengen. Och wa mer natierlech frou sinn, datt dat ëmmer méi flächendeckend gemaach gëtt, an natierlech sinn ech och ganz frou doriwwer, datt gesot ginn ass, datt d'Musek éischtens wäertvoll ass, zweetens scho bal e Grondrecht ass. Mä mir sinn am Beräich vun engem fakultativen Ugebuet an net wéi am Enseignement primaire, dat obligatoresch ass.

En aneren Aspekt: d'Autonomie communale. Do hu mer net agegraff, an dat war och deemools 1998 weder gewollt vun der Regierung nach vun der Chamber. D'Autonomie communale spillt also a mécht aus, firwat esou vill Ënnerscheeder sinn ënnert de Gemengen, wat déi eng erëmkréien a wat anerer erëmkréien.

Verschidden Aart a Weise fir ze organiséieren, verschiddenaarteg Qualifikatiounsugebueder, Qualifikatioun vun den Enseignanten, en anert Bezuelen, aner Paien, aner Definitioune vun den Tâchen, op där enger Plaz Déchargen, op deenen aneren net, en anere Statut vum Personal, Niewenaktivitéite vun den Enseignanten, déi mat erageholl ginn an dee ganze kommunale Museksunterrecht oder net, déi déi eng iwwert déi normal Tâche lafe loossen, déi aner net, den Niveau vum Unterrecht selbstverständlech als solchen, an dann natierlech verschiddenaarteg Koeffizienten, déi iwwert d'Gesetzer respektiv iwwer Reglement festgeluecht ginn, fir erëmzebezuele jee nodeem ob Museksschoulen oder Conservatoiren organiséiert Coursen ubidden.

Also d'Autonomie vun de Gemenge fir hir Coursen ze organiséieren, fir hir Leit anzestellen, fir hir Leit ze bezuelen, dat bedéngt, datt et keng homogen Situatioun ass an et och guer keng vergläichbar Situatioune gëtt a ka ginn tëschent de Gemengen. Déi kombinéiert Applikatioun vun der Autonomie a vum Plaffong mécht och, datt et esou grouss Ënnerscheeder gëtt vun enger Gemeng op déi aner am Betrag deen se erëmkréien.

Dobäi muss ee soen, datt déi Gemengen, déi hei ugeschwat gi sinn an déi wäit iwwert deenen zwee Drëttel leie vum Remboursement, hire Museksunterrecht aneschters organiséiert hunn, an déi Gemengen, déi wäit ënnert deenen zwee Drëttel leie wat se erëmkréien, manifest och déi sinn, déi ganz kloer do aner Kritären usetze bei der Organisatioun vun hirem eegenen Enseignement musical.

Ech wëll nach eng Kéier soen, datt virun 1998 keng direkt staatlech Bedeelegung do war, mat Ausnahm vun e puer Subsidë beim Museksunterrecht. Ech wëll och nach eng Kéier soen, datt, wa gesot gëtt, datt de Museksunterrecht méi deier ginn ass zënter dem Gesetz vun 1998, wéi wann do eng Kopplung géif bestoen, ech natierlech da froe muss: Ass et da wierklech gutt wa mer de Plaffong systematesch nach weiderhi géifen unhiewen an dat vläicht e Risiko wier, datt d'Spiral nach weider géif dréinen, et nach weider méi deier géif ginn?

Ech wëll och vläicht soen, wann ee seet, firwat hu mer en extrat Gesetz gemaach fir e puer dausend oder Milliounen Euro, dann ass dat op déi eng Aart wouer, mä op déi aner Manéier huet et erméiglecht, dat hei nach eng Kéier alles unzeschwätzen an och dee Moment eng Demande d'interpellation anzebréngen. Déi Demande d'interpellation, do géif ech eigentlech virschloen, datt een déi mécht wa mer ausgewäert hu wat mer an deem Aarbechts- a Reflexiounsgrupp, deen nom Hierscht agesat gëtt - sou wéi mer et schonn ugekënnegt haten an der Chamberskommissioun - wann do éischt Resultater do sinn. Ech mengen, et ass déi nëtzlechst Aart a Weis fir et dann ze maachen.

Ech muss awer soen, datt déi Aarbechten do och nach net kënnen direkt esou ulafe wéi mir dat wëllen, well mer net vun alle Plazen a vun alle Gemengen d'Statistiken hunn, déi mer brauchen. Ënner anerem zum Beispill ass de Syndikat vu Réiden ee wou mer net all Donnéeën eran hu wéi mer dat bräichte fir eis Aarbechten.

(Interruption)

Ech muss awer och soen,…

(Interruptions)

…datt all déi Froen hei, déi Dir berechtegterweis stellt, och alleguerte schonn an der Kommissioun ugeschwat gi sinn a mir se och alleguerten do, oder bal alleguerte beäntwert hunn, esou datt ech sécherlech iwwer vill Saachen elo ka méi séier driwwer ewechgoen. Berouegt lech also, ech wäert net méi esou laang schwätzen.

Période probatoire, Madame Flesch, do hutt Der Recht. Déi fënnef Joer, déi si weder am Gesetz nach am Reglement drageschriwwen. Déi fënnef Joer hu mer éischtens gemaach fir datt een eng gewëssen Experienz kritt, fir datt ee ka kucke wéi et geet, an dann entscheeden, ob een et zougesteet oder net. Dat ass och am Accord mat deene Gemengen, déi selwer den neie Statut froen, ofgemaach ginn. Fënnef Joer sinn agesat ginn, well dat déi normal Dauer ass vun der Division moyenne.

(Interruption)

Ech weess, Dir hutt vill Froe gehat, mä vläicht net onbedéngt vill Loscht fir Äntwerten op se all ze kréien,…

(Interruptions et hilarité)

…mä wann een dann nach just d'Activités accessoires vun de Militärmuseker uschwätzt, ass et esou, datt se déi kënne maachen, datt se awer als Statsbeamten och un de Statut vum Statsbeamte gebonne sinn, an duerfir ass déi Zuel vun den zousätzleche Stonnen a Coursë beschränkt. Allerdéngs wann ee Coursë muss ubidden, fir déi net genuch Enseignanten disponibel sinn, da kann een och eng Derogatioun kréie fir méi Stonnen.

An d'Saach mat den dräi Langues administratives gëtt esou behandelt, wéi dat fir de ganzen Enseignement gemaach gëtt: Et besteet och do eng Méiglechkeet vun Dispens vun enger vun de Sproochen.

Da wëll ech soen, datt mer mat eise puer Aussoe schonn an Uecht huelen, wéi eng komplex Matière et ass, iwwert déi een natierlech laang kënnt diskutéieren, iwwert déi mer och méi laang geschwat haten an der Kommissioun, wou mer och en Deel Saache gekläert haten; datt duerfir déi Grupp agesat gëtt, an déi och de Syvicol wäert mat agebonne ginn, an anerer déi Coursen ubidden, fir alles ze iwwerkucken.

Ech wëll domadder just zousätzlech, fir ofzeschléissen, soen, datt mer alleguerten eens sinn, datt d'Gesetz vun 1998 positiv Auswierkungen hat. A wann dat de Fall ass, da war et och néideg, gläichzäiteg, fir datt et net sollt ausuferen, e Plaffong dranzesetzen. A wann een de Gesamtbetrag hëlt, deen elo am Gesetz steet, dee jo schliesslech héich ass, wou nach en Drëttel op engem anere Wee dobäikënnt, da muss ee jo awer deelweis Uecht doen, wéi een dat Ganzt organiséiert, fir datt et net ze vill explodéiert.

Mir wëllen net an d'Gemengenautonomie heibäi agräifen an déi a Fro stellen. Dat ass wéi gesot elo net viséiert, an dat war et och net 1998. Ech kënnt mer och virstellen, datt et nach zousätzlech Finanzéierungsquelle gëtt. Do kann een eegestänneg op Gemengenniveau virgoen. Et sinn nach verschidden aner Méiglechkeeten do.

Dozou muss een nach bemierken, datt et natierlech flott wär, wann an der Primärschoul vill méi Akzent op de Museksunterrecht géif gesat ginn, dee jo zum Deel souwisou soll gemaach ginn, deen awer leider net ëmmer gemaach gëtt oder mat ënnerschiddlecher Qualitéit. Do wär natierlech och eng Méiglechkeet fir d'Gemengeverantwortlech, fir do nach e bëssen nozehëllefen.

An da wëll ech - fir definitiv ofzeschléissen - soen: D'Gemengenautonomie wëlle mir respektéieren. Ech denken, datt et awer och wichteg ass, déi dräifach Motivatioun vum Gesetz vun 1998 oprechtzeerhalen, nämlech ze förderen, datt een an de Museksunterrecht soll kënne goen, entweder einfach aus Spaass un der Musek, oder fir sech eventuell op eng professionell Carrière virzebereeden, an datt drëttens d'Museksausbildung fir Erwuessener viséiert ass.

Och dat bedéngt erëm, datt natierlech extrem grouss Ënnerscheeder sinn zwëschen dem Ugebuet, zwëschen dem Zweck vun der Saach, zwëschen dem Käschtepunkt. Dir gesitt also elo schonn, datt et net einfach wäert si fir eng aner Léisung ze fannen oder fir eng Léisung ze fannen, déi fir jiddfereen d'selwecht géif kënnen applikabel sinn.

Trotzdeem mengen ech, datt mer hei e ganz grousse Konsens hunn, net nëmmen doriwwer, datt de Stat hëlleft bezuelen, mä och iwwert d'Nëtzlechkeet an iwwert d'Wichtegkeet vum Ugebuet, vum Museksunterrecht a vun der Museksausbildung. Also denken ech, datt mer och op villen anere Punkte wäerten Accordë fannen.

Merci villmools.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Statssekretärin. Domadder si mer fir haut fäerdeg. Eis nächst a lescht Sëtzung vun der Sessioun 2004-2005 geet mar de Mëtten um hallwer dräi un. Ech soen lech Merci, dass Dir et esou laang ausgehalen hutt.

D'Sëtzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 19.56 heures)

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op **www.chd.lu** mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Londres en date du 7 juillet 2005

2. 5486 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

(Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

3. 5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel - Motion - Vote)

4. 5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

(Vote et dispense du second vote constitutionnel)

5. 5476 - Projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

6. 5477 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Vote et dispense du second vote constitutionnel)

7. Discours de M. le Président Lucien Weiler

8. Demandes en naturalisation

Au banc du Gouvernement se trouve M. Claude Wiseler, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative.*- Neen, Här President.

1. Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Londres en date du 7 juillet 2005

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, leider heefe sech a leschter Zäit déi méi wéi traureg Geleeënheeten, bei deenen d'Chamber, stellvertriedend fir d'Lëtzebuerger Awunner, hir Trauer, hir Indignatioun a fir net ze soen hir Roserei vis-à-vis vun engem Akt vun terroristescher Barbarei zum Ausdrock bréngt.

Leschten Dënschdeg de 7. Juli huet déi ziviliséiert Welt mat Fassungslosegkeet missen erfueren, dass dës Kéier London d'Zilscheif vu krimineller Energie ginn ass, déi eis Welt bal dagdeeglech bedroht.

Ouni Récksiicht op onschëlleg Affer ass zu London nees zougeschloe ginn, géint déi fundamental Wäerter, déi eis Gesellschaft héichhält, a méi wéi jee musse mer eis virun Aen halen, datt dësen Uschlag, dee London getraff huet, leedeglech ee Glidd an enger Ketten ass, déi schlussendlech eis Visioun vun Demokratie a Mënscherechter zu Fall bréngen soll.

Fir Terrorismus gëtt et keng - awer och guer keng - Rechtfäerdegung. Deene fanatesche Géigner vun eise Wäertvirstellungen däerft net entgaange sinn, datt duerch hir Schandtaten eis Entschlossenheet fir d'Verteidegung vun eiser Fräiheet méi staark, méi resolut a méi déterminéiert gëtt.

Et ass haut d'Uleies vun der Chamber, dem Britesche Vollek d'Gefiller vun Trauer, vu Bestierzung a vu Solidaritéit auszedrécken. Jidderee vun eis fillt an dëse Momenter mat de Famillje vun den Affer a mat deenen, déi nach ënnert hire Verletzunge leiden.

Ech géif lech bieden opzestoen, fir eng Minutt am Stëllen un d'Affer ze gedenken.

(Minute de silence)

Ech soen Iech Merci.

Mir kommen dann zum éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtten; et ass dat d'Diskussioun vum Projet de loi iwwert d'Statsbeamtegehälter. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Grethen, den Här Schreiner, den Här Adam an den Här Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Paul-Henri Meyers. Här Meyers, Dir hutt d'Wuert.

2. 5486 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

Rapport de la Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative, des Media et des Communications

M. Paul-Henri Meyers *(CSV), rapporteur.*- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 5486, dee mer haut diskutéieren, soll een Deel vun deene Moossnamen ëmsetzen, déi am Accord salarial stinn, deen den 31. Mee vun dësem Joer tëschent der Regierung an der CGFP ënnerschriwwe ginn ass.

Ech mengen et wier gutt wann een déi Moossname géif kuerz rappeléieren, fir och d'Bedeitung vun deem Accord an de Vierdergrond ze stellen.

Et sinn eigentlech dräi Kategorië vu Moossnamen, déi an deem Accord salarial dra sinn. Et si fir d'éischt mol déi Moossnamen, déi duerch ee Gesetz mussen ëmgesat ginn. Et sinn zweetens Moossnamen, déi duerch Règlement grand-ducal kënnen ëmgesat ginn. An et sinn dann eng Rei vun Engagementer - dat ass déi drëtt Kategorie vun deem Accord salarial -, déi de Stat geholl huet, fir am Intérêt vun der Fonction publique ëmzesetzen.

Fir d'éischt mol d'Moossnamen, déi duerch Gesetz ëmgesat ginn; et sinn dat eigentlech véier verschidde Moossnamen. Et ass fir d'éischt d'Erhéijung vum Punktwäert vun de Gehälter; 1% vum 1. Januar 2005 un, an ëm 0,8% vum 1. Januar 2006 un.

Et ass zweetens d'Méiglechkeet vun engem Avancement en traitement fir déi Beamten, déi während 12 Joer vu kengem Avancement konnte profitéieren. Sief et well se an enger Verwaltung si mat engem ganz niddregen Effectif, an där Carrière wou se dra sinn, oder awer well duerch eng sou genannt asymmetresch Alterspyramid d'Méiglechkeet vun engem normalen Avancement an där Verwaltung net besteet.

Et ass dann drëttens d'Aféierung vun engem eenheetlechen Délai vun engem Mount bei dem Reklamatiounsrecht vun de Beamten, deen am Artikel 33 vum Statut virgesinn ass.

An et ass véiertens d'Aféierung vun engem Stage à temps partiel vu 50 oder 75%.

Zweet Kategorie vu Moossname sinn déi, déi duerch Règlement grand-ducal kënnen ëmgesat ginn. Dat sinn der och véier. Et ass fir d'éischt d'Proratisatioun vun der lessenszoulag no der Aarbechtszäit, mat Pallierë vu 25, 50 a 75%.

Et ass zweetens d'nei Festsetzung vun der Indemnité kilométrique op 0,40 Euro.

Et ass drëttens d'Upassung vun der Indemnité d'habillement, der Kleedermass, no dem Index.

An et ass zu gudder Lescht d'Eropsetze vum Congé de circonstance vun zwee op véier Deeg. Dat ass de Congé vun deem Pappe kënne profitéieren, wann hir Fraen ee Kand kréien. Et ass also am Sënn vun enger méi grousser Gläichberechtegung, schéngt et mir.

Déi drëtt Kategorie sinn eenzel Moossnamen, vun deene sech de Stat engagéiert huet ze huelen; ech wëll déi net eenzel hei opzielen. Et geet dat vun der Aféierung oder vun der Neibeliewung vun Aarbechtsgruppen a Kommissioune bis hin zu dem Engagement vum Stat, fir och nei Lokaler ze siche fir d'Statsbeamtekantin, déi duerch den Erfolleg, dee se och an de leschte Jorzéngte kannt huet, net méi den Erfuerdernisse vun haut entsprécht.

Den Accord salarial vum 31. Mee 2005 war noutwendeg ginn, well dee viregten Accord salarial vum 21. Mäerz 2002 ofgelaf war mat dem leschten Dezember 2004. Et huet also een neien Accord missen ausgehandelt ginn. D'Statsbeamtegewerkschaft, d'CGFP, huet dofir um Enn vum leschte Joer, schonn am November, ee Katalog vu Fuerderungen un d'Regierung eraginn. D'Verhandlunge sinn am Laf vun dem November bis Ufank vun dësem Joer gelaf an, wéi gesot, den 31. Mee 2005 konnt dann een neien Accord ofgeschloss ginn. Dee leeft iwwert d'Joren 2005 an 2006, sou dass, wann en Enn 2006 zu Enn geet, nei Verhandlungen um Enn vun deem Joer mussen ugefaange ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Accord salarial vum 31. Mee vun dësem Joer schreift sech och an an déi kontinuéierlech a moderéiert Gehaltspolitik, sou wéi dat an der Regierungserklärung vum 4. August 2004 virgesinn ass.

Am Exposé des motifs vum Regierungsprojet, deen iwwregens den 30. Juni an der Chamber deponéiert ginn ass, mä och am schréftleche Rapport vun der Kommissioun sinn déi Eckwäerter, déi Elementer, déi derzou geféiert hunn, dass deen heiten Accord zustane komm ass, mat där Erhéijung, déi fir se virgesinn ass, mat deene Moossnamen, wéi si virgesi sinn. Do sinn déi Motiver répétéiert, sou dass ech haut an hei net méi nach eng Kéier op déi Elementer brauch anzegoen; déi si bekannt. An et ass jo jiddereen och senséiert, déi Dokumenter, déi eis virleien, gelies ze hunn.

Här President, léif Kolleegen a Kolleeginnen, den Text vum Gesetzesprojet ass vun der Beruffschamber aviséiert ginn, an déi huet och deem Text hiren Accord ginn.

De Statsrot, deen den 28. Juni mam Projet befaasst ginn ass, huet a sengem Avis vum 5. Juli nëmmen d'Artikelen I, II a V begutacht. Hien huet mat der Motivatioun, et wier em net genuch Zäit zur Verfügung, d'Artikelen III a IV net aviséiert.

Dat sinn déi Artikelen, déi déi Mesurë betreffe wat den Avancement ugeet an esou weider.

D'Artikelen I an II sinn éischtens d'Gehaltserhéijung an zweetens d'Matadaptatiounen um Budget, esou dass, well de Statsrot keen Avis ofginn huet, d'Kommissioun déi zwee Artikelen, déi de Statsrot net aviséiert huet, och net konnt zréckbehalen. Well Dir wësst, dass mer, wa mer dat gemaach hätten, hätte missen den Text un de Statsrot zréckginn. Mir hätten dräi Méint misse waarden. Domat wär och den éischten Artikel dann ëm déi Zäit zréckgeworf ginn. Dofir ware mer och der Meenung, a mir bedaueren dat, dass mer nëmmen d'Artikelen I an II kënnen zréckbehalen.

Mir hunn derniewent awer och den Artikel V gekuckt. Den Artikel V huet als Zil, den Datum vum Akraafttriede vum Gesetz festzesetzen, an zwar ass do den Datum vum 1. September vun dësem Joer virgesinn. Deen Datum ass haaptsächlech an d'Gesetz ageschriwwe gi wéinst de Mesurë vun den Artikelen III a IV.

Well awer déi Artikelen ewechfalen, well op där anerer Säit am Artikel I kloer festgeluecht ass, dass d'Erhéijung vun 1% vun de Gehälter réckwierkend op den 1. Januar vun dësem Joer geschitt, an dass d'Erhéijung vun 0,8% am Januar 2006 geschitt, well zweetens den Artikel II eng Ännerung vum Budget bëinhalt, déi op d'ganzt Joer zoutrëfft, ware mer der Meenung, dass den Artikel V an där Form net bräicht zréckbehalen ze ginn. Well esou wéi e virlouch, hätt en héchstens zu Ambiguïtéite gefouert, well een dann net kloer gewosst hätt, ob dann d'Regierung schonn den 1. September hätt missen ausbezuelen oder zu deem Datum, deen zréckbehale gi wär.

Op jidde Fall war d'Kommissioun der Meenung, dass et net méi noutwendeg wär fir deen Artikel an där Form zréckzebehalen. Dofir fält deen Artikel och ewech. Dat bedeit, dass d'Gesetz a Kraaft trëtt no deem normalen Délai, dat heescht dräi Deeg no der Publikatioun am Mémorial. Et hänkt also elo un der Regierung fir dass deen Text, dee mer haut stëmmen a wou mer unhuelen, dass de Conseil d'État d'Dispense du second vote gëtt, och séier kann a Kraaft trieden.

Dir Dammen an Dir Hären, dee méi kuerzen Text vum Gesetz ass e gudden Text. Dofir géif ech och d'Chamber bieden, deen an där Form ze stëmmen, an ech kann heimat och den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Meyers. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Henri Grethen ageschriwwen. Här Grethen, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Henri Grethen *(DP)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wollt ech dem Rapporteur Merci soen, souwuel fir säi schréftleche wéi fir säi mëndleche Bericht. Mat him bedaueren ech, dass mer haut net kënne sämtlech Elementer vum Accord salarial ëmsetzen. Dat wéinst der Haltung vum Conseil d'État, deen aus zäitleche Grënn net dozou komm ass, dee ganzen Text ze aviséieren.

Ech gesinn et als e positiivt Zeechen, Här President, dass et zu engem Accord salarial komm ass. Dat war jo net ëmmer de Fall, a bis 1999 hu mer eng laang Period kannt wou et net zu engem Accord komm war, an et ass eréischt no 1999 wou meng Kolleege Lydie Polfer a Jos Schaack et fäerdeg bruecht hunn, erëm Accords salariaux auszehandelen.

Dofir sinn ech frou, dass de Minister Claude Wiseler an deem Geescht weidergeschafft huet, an ech sinn och frou an ech félicitéieren ausdrécklech deene verschiddene Verhandlungspartner, dat heescht der Regierung op där enger Säit an der CGFP als déi representativ Gewerkschaft am öffentleche Secteur op där anerer Säit, dass se déi Verhandlungen an engem Klima vun, wéi soll ech soen, an engem gudde Klima wuel, mä awer net op der Place publique gefouert hunn. Well et weess ee jo wéi vill Näider d'Fonction publique huet a wéi et dann ëm esou Verhandlunge gestallt ass, wann, entschëllegt den Ausdrock, Jänni a Männi mengt e misst sech op där enger an op där anerer Säit do amëschen.

Dat Resultat, wat erziilt ginn ass, 1% fir d'Joer 2005 réckwierkend op den 1. Januar also an 0,8% fir

d'Joer 2006, kann a muss een als moderat bezeechnen, wann ee weess, dass mer d'lescht Joer e Wirtschaftswuesstum vu 4,5% haten. Däerf ech awer drun erënneren, Här President, dass am Joer 2004, um Ufank vum Joer, wéi ech gewot hat an enger Ried ze soen, dass d'Prévisioune fir de Wirtschaftswuesstum, déi d'Regierung an de Statec virausgesot haten, mengem Gefill no e bëssen ze moderat wären, an dass ech géif mengen, dass mer géifen e Wirtschaftswuesstum vun op d'mannst 2,5, jo souguer vläicht 3% erreechen, mer deemools Electoralissem virgeworf ginn ass. Deemools hunn ech gesot kritt, am Hibléck op d'Wahle wéilt ech d'Situatioun schéirieden. Elo, 2005, stelle mer fest, dass et 4,5% sinn, an am Liicht vun deenen Zuelen ass deen Ofschloss hei absolut ze verteidegen.

Här President, mir brauchen eng modern Fonction publique. Mir brauchen an der Fonction publique motivéiert, engagéiert Mataarbechter. Dofir huet och déi viregt Regierung gekuckt, dass sollte Passerellë kommen zwëschent dem Privatsecteur an dem öffentleche Secteur. An ech muss Iech soen, Här President, vläicht net bei deenen ënneschte Gehälterkategorien, mä bei deenen ieweschte Gehälterkategorië gesäit ee jo wéi schwéier et ass fir aus dem Privatsecteur gutt Leit ze rekrutéieren. Eenzel Ministeren an dëser Regierung hu jo misse praktesch den Hochstand drécken, wéi se deen een oder deen anere vun hire Conseillere wollten engagéieren.

Dat beweist, dass dat Mäerche vum Iwwerbezuelen an der Fonction publique op alle Fall net iwwerall richteg ass. Mir hunn och aus dem Rapport Fontagné erausgelies, een dee wollt dat liesen, wéi wichteg den öffentleche Secteur fir d'Kompetitivitéit wär, e gudden, performanten öffentleche Secteur fir eis Ekonomie wär. Ech hoffen, Här President, dass bei deene Reformen, déi an deene leschte Joren initiéiert gi sinn, an deemselwechte Geescht weidergefuer gëtt.

Ech ka mech nëmme félicitéiere fir dësen Accord, deen zwëschent der Regierung an der CGFP erreecht ginn ass, an ech däerf, Här President, den Accord vun der Demokratescher Partei zu dësem Accord bréngen, verbonne mam Wonsch, deen aneren Deel vum Accord salarial esou séier wéi méiglech ëmzesetzen.

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Grethen. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Schreiner. Här Schreiner, Dir hutt d'Wuert.

M. Roland Schreiner *(LSAP)*.- Merci, Här President. Här President, Här Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt och emol vu menger Säit aus e ganz häerzleche Merci un de Rapporteur, de Paul-Henri Meyers, fir säin ausféierleche schréftlechen a mëndleche Rapport, dee jo ganz kuerzfristeg huet missen erstallt a verfaasst ginn, fir dass mer dëse Projet de loi, oder wéinstens en Deel dovun, haut nach kënne virun der Vakanz evakuéieren.

Ech erënneren drun, an et ass scho gesot ginn, dass jo de Gehälteraccord eréischt den 31. Mee, dat ass jo nach net esou laang hier, ënnerschriwwe ginn ass, an dass déi Prozedur - Statsrot, Avisë vun de Chambres professionnelles - a relativ kuerzer Zäit huet misse gemaach ginn.

Wéi de Rapporteur och scho gesot huet, beschränkt sech dëse Projet just op d'Augmentatioun vum Punktwäert a seng Inzidenzen op de Budget. Op déi aner Elementer vum Accord salarial, déi an e Gesetz musse gekleet ginn, dorop kréie mer jo dann d'Geleeënheet an enger zweeter Etapp zréckzekommen, och wann ech, grad wéi mäi Virriedner, bedaueren, dass et eis eben aus deenen techneschen, organisatoresche Grënn net méiglech war, dee gesamte Package elo nach ze evakuéieren - mä dat wëlle mer jo dann an enger zweeter Etapp esou séier wéi méiglech nohuelen.

Gehälterverträg hunn an der Vergaangenheet des Öfteren Ulass gi fir vill Diskussiounen an der Öffentlechkeet; och ech begréissen, dass dat u sech dës Kéier méi roueg ofgelaf ass.

Et ass awer selbstverständlech nëmme logesch a wichteg, dass Accord-salarialen an der Fonction publique musse gesi ginn am Kontext vun der finanzieller Lag vum Stat, well et eben hien ass, deen d'Gehälter vu seng Beamte bezilt a se och muss finanzéiere kënnen, dass se awer och musse gesi ginn am Kontext vun der Kontinuitéit vun der Besoldung vun den öffentleche Bedéngschteten.

Kontinuitéit ass wichteg, well wa mer e modernen an en effiziente Stat wëllen, deen am Déngscht vum Bierger steet, da brauche mer och gutt forméiert a motivéiert Beamten. Dofir ass et wichteg, dass e gesond Vertrauensverhältnis besteet tëscht dem Patron a senge Leit, an dozou gehéiert och Vertrauen an eng gesond Gehälterpolitik.

Natierlech muss esou en Ofkommes och an de Kader vun der wirtschaftlecher Dynamik an eisem Land gestallt ginn. Wann et dem Stat gutt geet, wann en iwwer ausräichend finanziell Ressourcë verfügt, da kann e sech gewësse Générositéite géintiwwer vu senge Beamte leeschten an erlaben. Wann dat net esou ass, da gesinn d'Gehälteraccorden och emol anescht aus. Dat hu mer an der Vergaangenheet jo och schonn erlieft.

Dat hu mer zum Beispill Mëtt den 80er Jore gesinn, wéi eng Period vu gréisserer Zréckhalung opgrond vun enger wirtschaftlecher Flaut op en Enn gaangen ass, an en Accord, dee 4% Augmentatioun iwwer zwee Joer virgesinn huet, konnt applizéiert ginn. Vun deem Moment un hu sech all nofolgend Accorden, wann et dann Accordë waren, op engem méi héijen Augmentatiounsniveau ugesiedelt, well dat gesamtwirtschaftlech gekuckt och da gerechtfertegt war.

D'Abettung vun de Gehälter am öffentleche Secteur an de Kontext vun der wirtschaftlecher Leeschtungsfäegkeet vum Land, an domat och der Leeschtungsfäegkeet vum Stat, ass e wichtege Kritär. Et ass sécher richteg, dass mir de Moment net méi an därselwechter Boomlogik dra sinn an eiser Ekonomie wéi dat nach virun e puer Joer vläicht de Fall war, och wann eng gewësse Reprise jo net ze verkennen ass, an och Deeler vun der Privatwirtschaft déck Gewënner de Moment nach ëmmer verzeechnen.

Mir leie fir d'lescht Joer - an den Henri Grethen huet et gesot - bei engem Wuesstum vu 4,5%. Am Joer 2000 waren et der nach ronn 8,5%. Et muss een och wëssen, dass am Privatsecteur jo ganz virsiichteg de Moment och verhandelt gëtt, well d'Verhandlungskontexter vläicht net ëmmer déi gënschtegst an och oft ganz kriddelech sinn.

Wa mer d'Virgabe vun der Regierungserklärung kucken, an dat ass och schonn hei gesot ginn, da kann ee roueg behaapten, dass dësen Accord de Statsfinanze souwéi de Prinzipien, déi fir dës Legislaturperiod a Saache Gehälterpolitik opgestallt goufen, Rechnung dréit. Kontinuitéit a Saache Besoldung vun den öffentleche Beamten, moderat Moossnamen, an och Respekt virun de budgetäre Contrainten. Ech wëll elo hei net doriwwer spekuléieren, ob den Accord dann och deem méi zolitte 4,5%ege wirtschaftleche Wuesstum bis zum Schluss elo Rechnung dréit.

Grondsätzlech, mengen ech, si mir och als LSAP der Meenung, an ech mengen dat ënnerscheet eis och net vun deenen anere Parteien, dass d'Fonctionnairen, d'Beamten, d'Aarbechter beim Stat, de Gemengen an och aus den assimiléierte Secteuren e Recht hunn, un där allgemenger dach gudder wirtschaftlecher Lag während der Period, op déi sech den Accord berifft, ze participéieren. Ech wëll och elo hei keng Stee opmaachen a soen, den Accord hätt quantitativ nach missen oder kënne besser ausgesinn. Den Impakt op d'Statsfinanzen - an déi Zuelen, déi mer jo och am Rapport konnten noliesen, ënnermaueren dat - ass jo awer och substanziell, och wann ee muss wëssen, dass iwwert de Wee vun de Steieren en Deel nees zréckfléisst an och de positiven Impakt op d'allgemeng Ekonomie net ze ënnerschätzen ass. Et kann ee global feststellen, dass dësen Accord eng gutt Mëschung duerstellt tëschent deene finanzielle Capacitéite vum Stat op där enger Säit an de legitimen Usprëch vum Personal op där anerer Säit.

Här President, grondsätzlech ass et jo esou, dass déi staatlech Lounpolitik net fundamental anescht ka si wéi déi am Privatsecteur. An der Vergaangenheet war et des Öfteren esou, dass d'Regierung d'Verhandlunge mat der Statsbeamtegewerkschaft opgrond vun enger Etude comparative iwwert d'Evolutioun vun dem Akommes am Privatsecteur an am öffenleche Secteur gefouert huet. Dës Kéier ass déi doten Etüd net gemaach ginn, mä d'Regierung huet sech beruff op eng ganz Rei vu komparativen Etüde sektorieller Natur, och wat d'Evolutioun am konventionéierte Secteur zum Beispill ugeet.

An der Kommissioun hu mer eigentlech déi doten Elementer net esou diskutéiert bis an den Detail, an och den Exposé des motifs gëtt wuel ganz chiffréiert an étoffëiert Informatiounen iwwer eis national, europäesch an och Weltwirtschaft, mä e léisst eis awer dach e bëssen am Onkloeren iwwert déi eigentlech Parameteren, op déi d'Regierung sech bei de Verhandlungen nach beruff huet, niewent de Prémissë vun der Regierungserklärung. Vläicht kann de Minister eis herno doriwwer nach e bësse méi prezis Informatioune liwweren.

Ech hu gesot, den Accord entsprécht de Virgabe vun der Regierungserklärung. Ech wëll mech och dofir net ze vill inhaltlech domat ausernee setzen. E gouf jo och vun de Verhandlungspartner als en zefridde stellenden Accord beschriwwen, wat jo beleet, dass de Patron Stat mat de Vertrieder vu senge Beschäftegten eens ginn ass.

Et sief mer awer d'Feststellung erlaabt, dass mer et hei, wéi mer et eigentlech och aus der Vergaangenheet scho gewinnt sinn, mat engem eigentlech klasseschen, linéairen Accord ze dinn hunn, dee wuel quantitativ korrekt ass, deen awer qualitativ och anescht hätt kënnen agencéiert ginn, fir vläicht de Sensibilitéite vu verschiddene Kategorien, besonnesch méi an deenen ënneschte Beräicher, besser Rechnung ze droen. Hei soll och vläicht d'Regierung sech iwwerleeën, ob bei zukünftege Verhandlungen net op esou e Wee och ka gaange ginn.

Dann ass et och esou, dass laut der Fiche d'évaluation d'impact, déi jo partie intégrante vum Projet de loi ass, dësen Accord salarial sech direkt applizéiert op ronn 20.000 bis 21.000 Statsbeamten, -employéen an -aarbechter, an doriwwer eraus zousätzlech och op ronn 21.000 Leit aus deene sou genannten assimiléierte Secteuren. D'Regierung verhandelt jo traditionell mat där bei wäitem stäerkster a representativster Gewerkschaft aus dem Secteur, wat u sech e politesche Choix ass, deen déi jeeweileg Regierungen an der Vergaangenheet ëmmer gemaach hunn.

Bon, ech bleiwen der Meenung, dass dat och kéint anescht fonctionnéieren. Wichteg ass awer, dass - an dat entsprécht, mengen ech, dem allgemengen demokratesche Versteesdemech - och déi aner Gewerkschaften am Secteur zumindest hir Meenung an d'Verhandlunge kënnen afléisse loossen an hir Sensibilitéite kënnen zur Sprooch bréngen. Wa se da schonn net un den eigentleche Verhandlunge kënnen deelhuelen, da solle se zumindest gehéiert, consultéiert an och informéiert ginn.

Ech muss soen, dës Kéier huet dat jo och emol besser geklappt wéi dat schonn emol an der Vergaangenheet de Fall war, wou och déi Gewerkschaften oder déi Vertrieder vun hire Kategorien d'Verhandlungsresultat aus der Press hu missen erfueren. Zumindest op deem Plang ass dat schonn als e Fortschrëtt ze verzeechnen.

Ech wëll awer do mech net weider avancéieren op deem Thema. Ech wëll just ofschléissend soen, compte tenu vun all deem, wat scho virdru gesot ginn ass, a vun deem, wat ech och elo hei gesot hunn, a compte tenu och vun där grousser Eenegkeet déi besteet tëschent deenen zwee Verhandlungspartner, soll d'Chamber dann och sech dëser allgemenger Eenegkeet uschléissen an dëse Projet guttheeschen. Op alle Fall wäert meng Fraktioun dee Projet och esou hei stëmmen.

Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Schreiner. Nächste Riedner ass den honorabelen Här Adam. Här Adam.

M. Claude Adam *(DÉI GRÉNG)*.- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et ass scho ganz villes gesot ginn. Ech wëll dat och net widderhuelen, et war och näischt derbäi wou ech menge Virriedner net bäigeflicht hätt. Et ass och fir déi gréng Fraktioun selbstverständlech, datt mir eisen Accord ginn zu deem Accord salarial, dee vun der Regierung an der CGFP ausgehandelt an den 31. Mee ënnerschriwwe gouf.

Eng Augmentatioun vun 1% ab dem 1. Januar 2005 a vun 0,8% ab dem 1. Januar 2006 ass an eisen Aen eng moderat Lounentwécklung. Mir hätten och kënne mat e bësse méi liewen, mä mir hätten och kënne mat e bësse manner liewen. Dat wëll ech awer erklären.

Mir sinn der Meenung, vläicht wier dat eng Iddi fir emol an Zukunft och esou ze verhandelen. Mir hätten eis och kënnen eng Nullronn virstellen an der Pai, an dann hätt een de Beamten de Choix gelooss, ob se vläicht anstatt 1% méi an der Pai gär 1% méi Congé gehat hätten. Wier dat net eng Méiglechkeet, fir och emol eng Kéier op esou e Wee ze goen an esou eng Iwwerleeung ze féieren?

(Interruption)

All déi Accorden, wéi gesot, sinn eiser Meenung no e gutt Resultat vun enger Verhandlung. Mir sinn eis och bewosst, datt dat Resultat hei, dat ass ëmmerhin de Stat, dee gréissten Employeur aus dem Lëtzebuerger Land, dat heescht dat ass schonn en Accord salarial vun enger ganz grousser Bedeitung. Op déi eenzel Mesuren, op déi och den Här Paul-Henri Meyers agaang ass, wëll ech elo net méi am Detail agoen.

Ech begréissen awer nach ausdrécklech zwou familljepolitesch Mesuren, déi och an deem Accord stinn. Dat eent ass, datt de Congé de circonstance ëm zwee Deeg eropgesat ginn ass. Ech mengen dat ass eng Mesure, déi den zukünftegen Elteren et erlaabt, wann och nach kleng Kanner am Haus sinn, fir sech besser ze organiséieren.

E ganz wichtegen Detail an en zweete Punkt, deen eigentlech nach kee Resultat viraussoe léisst, ass, datt e Groupe de travail sech wëllt domat beschäftegen, datt d'Allocation de famille integral un déi Elteren ausbezuelt gëtt, wou déi zwee Elteren décidéiere fir hallef schaffen ze goen. Dat war bis elo oder dat ass nach ëmmer am Moment eng Ongerechtegkeet, datt, wann zwee Leit hallef schaffe ginn, se nëmmen eng hallef Allocation de famille kréien. Ech fannen et awer flott, datt dat och als Problem erkannt ginn ass an datt ee sech wëllt domat ausernee setzen.

Ech bréngen dann den Accord vun eiser Fraktioun an ech soen Iech Merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Adam. Den nächste Riedner ass den honorabelen Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen.

M. Gast Gibéryen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus dem Rapporteur, dem Här Paul-Henri Meyers, Merci soe fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport iwwert dëst Gesetz, wat zesummegeschrumpft ass opgrond vum Avis vum Conseil d'État an am Fong nëmme méi nach d'Artikelen I an II huet, déi eng Gehaltsopbesserung an der Fonction publique virgesinn den 1.1.2005 vun 1% an den 1.1.2006 vun 0,8%.

Et ass vu menge Virriedner gesot ginn, datt d'Lëtzebuerger Land, de Stat, d'lescht Joer e Wirtschaftswuesstum hat vu 4,5%, wat mer, mengen ech, alleguer begréissen. Et ass normal, wann e Wirtschaftswuesstum ass, datt dann och déi Leit, déi gehollef hunn, souwuel am private wéi am öffentleche Secteur, datt dee Wuesstum zustane kënnt, och e Recht op en Undeel vun deem Wuesstum hunn.

Et ass en Accord vun 1,8% op zwee Joer. Wa mer e mam Privatsecteur vergläichen, gëtt et am Privatsecteur Betriber, wou mer op zwee Joer ähnlech Resultater a Kollektivverträg hunn. Mir hunn awer allerdéngs och leider an der leschter Zäit Kollektivverträg am Privatsecteur, déi net méi déi doten Augmentatioun erauskréien. Mir hunn och déi leschte Kéier bei engem gréissere Betrib gesinn, datt wuel am Kader vun de Kollektivvertragsverhandlunge bei den Aktiven eng liicht Progressioun ass, mä datt déi Leit, déi nei an déi Betriber erakommen, awer mat méi niddrege Gehälter ufänke wéi dat bis elo de Fall war.

D'Fro, déi ee sech insgesamt ka stellen, dat ass ob et richteg ass, datt mer ëmmer eng linéaire Augmentatioun beim Stat maachen, an ob een net sollt versichen, och am Kader vun där Enveloppe vläicht méi punktuell ze reagéieren, well mer jo awer och wëssen, datt mer beim Stat eng Rei vu Carrièren hunn, wou mer Problemer hu fir Leit ze fannen - et ass net bei alle Carrièren, mä et si spezifesch Fäll do -, ob een net do misst vläicht méi selektiv virgoen, fir eben déi Gehälter oder déi Carrièrë méi attraktiv ze maachen.

Et ass kloer, wann ee beim Stat géif elo direkt e Verglach maachen tëschent den eenzelne Carrièren am Privatsecteur, da géif ech mengen, datt ee kéint global gesi soen, datt déi ënnescht Carrièren eventuell, oder beim Stat an der Moyenne gesinn, méi héich bezuelt si wéi am Privatsecteur. Wann ee méi eropgeet, kann een allerdéngs am Privatsecteur Carrièrë fannen, déi do besser bezuelt sinn - net alleguer, awer zum Deel -, wéi dat am öffentleche Secteur de Fall ass. Et ass och do wou ee gréisstendeels Problemer huet, fir eben déi Topleit ze kréien, déi ee brauch.

Ech géif mengen, datt een éischter misst an esou eng Richtung goe wéi déi, déi de Kolleeg Adam elo hei gesot huet, woubäi ech dovunner ausginn, datt hien, wéi e gesot huet 1% Lounaugmentatioun oder 1% Congé, domadder déi Masse

salariale gemengt huet, de Coût gemengt huet vun deem enge Prozent. Well soss wier et nämlech relativ schwaach wat do géif u Stonnen, u Congé erausfalen.

Mä ech mengen op där anerer Säit musse mer och oppassen, datt mer eng Fonction publique behalen, déi awer och fonctionnel bleift, an datt mer net sollte vläicht ze vill an déi Richtung goen, well mer dann och wëssen, datt ëmmer méi Leit op hire Fonctioune feelen, wat sécherlech dann och erëm aner Problemer mat sech bréngt, esou datt ee menger Meenung no awer besser läit, datt een um Gehalt eppes mécht, wéi datt ee sollt d'Reduktioun vun der Aarbechtszäit beim Stat virgesinn.

Wann d'Regierung higeet a si akzeptéiert dësen Accord, da gi mer och dovun aus - an dat ass am Fong eppes wat eis positiv stëmmt -, datt d'Regierung der Meenung ass oder der Iwwerzeegung ass, datt d'Statsfinanzen dësen Accord kënnen duerchaus verkraaften.

Här President, da si mer der Meenung, wann d'Regierung zu där Konklusioun komm ass, datt mer dann och sécher, well dëse Vertrag eben elo ëmgesat gëtt, eng gewësse Garantie kréien, datt mer net an den nächste Méint oder an den nächsten zwee Joer däerften iergendwéi vun dëser Regierung Moossname proposéiert kréien, déi op där anerer Säit géifen e sozialen Ofbau bedeiten. Mä dat hei gëtt eis dann och eng gewësse Garantie, datt de Stat eis hei seet, d'Finanzen erlaben et fir d'Gehälter ze erhéijen, an dat bedeit da gläichzäiteg, datt mer net och brauchen op anere Plazen e sozialen Ofbau ze maachen.

Insgesamt, Här President, mengen ech ass et awer d'Missioun vun engem Stat, vun enger Regierung, fir ëmmer ze kucken, datt e gesonden Equiliber tëschent dem privaten an dem öffentleche Secteur besteet. Mir wëssen, datt eng Rei vun eise Betriber, virun allem mëttelstänneg a kleng Betriber am Land, haut Problemer hunn, well si en duebele Konkurrenzdrock hunn. Eis Betriber hunn engersäits de Konkurrenzdrock vun de Betriber aus der Grenzregioun, déi massiv op eise Maart hei erakommen, wou se musse mat deene konkurrenzéieren, an noutgedronge spillen dann och d'Gehälter, déi an de mëttelstännegen a klenge Betriber bezuelt ginn, eng Roll mat fir konkurrenzfäeg vis-à-vis vun de Betriber aus der Grenzregioun ze bleiwen.

Op där anerer Säit hunn déi Betriber dann awer och d'Konkurrenz vum Secteur public, well ganz vill Leit am Privatsecteur schaffen, mä - an dat ass och mënschlech -, soubal wa se eng Plaz kënne kréien am Secteur public, dann an de Secteur public eriwwerwiesselen. Et ass emol vläicht net ëmmer esou, mä d'Gehälter, déi am Secteur public bezuelt ginn, sinn och eng Ursaach. Mä et ass awer och virun allem d'Garantie d'emploi, déi mer am Secteur public hunn, a mat de steigenden Zuele vum Chômage gewënnt déi Garantie d'emploi, déi mer am Secteur public hunn, u Valeur.

D'Leit sinn natierlech gären ofgeséchert, a wann een natierlech eng Plaz kritt, op där een ofgeséchert ass, ass een natierlech frou, wann een déi ka kréien, an ech géing souguer mengen - wat zwar net de Fall ass -, wa souguer d'Gehälter e bësse méi niddreg wiere wéi am Secteur privé, géifen d'Leit éischter nach an de Secteur public goen, fir eben déi Garantie d'emploi ze hunn. Elo hu se eng Garantie d'emploi a si hunn op där anerer Säit och, wéi gesot, Gehälter, déi duerchaus comparabel mam Secteur privé sinn.

Deen Accord salarial huet eng aner weider positiv Beaflossung, an zwar vun eisem Rentenajustement. Mir wëssen, datt mer zënter 1989 en eenheetlechen Ajustement hunn, wou mer d'Gehälter aus dem privaten an dem öffentleche Secteur considéréieren, wat d'Evolutioun ubelaangt, fir den Ajustement vun de Pensiounen, dee fir de privaten an den öffentleche Secteur spillt, ze berechnen. A wann eben d'Masse salariale an d'Luucht geet, da wësse mer och, datt mer doduerch sämtlech Pensioune beim nächsten Ajustement an enger ähnlecher Héicht wäerte kënnen opbesseren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi puer Iwwerleeunge vun eiser Säit aus zu dësem Accord, wou ech och vun eiser Säit aus wëll d'Zoustëmmung zu dësem Gesetzesprojet bréngen.

M. le Président.- Merci, Här Gibéryen. De leschte Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den honorabelen Här Mehlen.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hu grad héieren, an ech deelen dat och, datt eng moderat Erhéijung hei zréckbehale ginn ass, datt déi am Aklang ass mat der Croissance économique, datt se fir d'öffentlech Finanze finanziell tragbar ass, wéinstens esou wéi d'Situatioun de Moment ausgesäit, an et liest een och, datt aus dem private sozioekonomeschen Ëmfeld dës Kéier keng Reaktioune komm wären, déi negativ gewiescht wären. Et däerf ee sech d'Fro stellen: Ass alles okay?

Ech géif soen, oberflächlech gekuckt vläicht jo. Mä et muss een awer d'Gehälterpolitik beim Stat - a mäi Virriedner, de Gast Gibéryen, ass schonn deelweis drop agaangen - am gesamtekonomesche Kontext kucken, an ech wëll mech explizéieren.

E Stat respektiv eng Ekonomie ka laangfristeg nëmmen iwwerliewen, wann all Secteuren zuëneen an engem gewëssene Gläichgewiicht stinn, wat hire Status, hiren Développement, hir Atouten an hir Attraktivitéit ubelaangt. Et muss een d'Fro stellen: Ass dat zu Lëtzebuerg nach de Fall? Ech woen et ze bezweifelen.

Aus Ëmfroe geet ervir, datt bal 80% vun deene Jonken hei am Land eng Plaz am öffentlechen Déngscht ustriewen a bal 90% vun hiren Eltere wëllen, datt hir Kanner sollen an den öffentleche Secteur schaffe goen. Ganz besonnesch de Mëttelstand huet ënnert dëser Tatsaach ze leiden. Engersäits stinn déi mëttelstänneg Betriber a Konkurrenz mam Stat um Aarbechtsmaart, anerersäits musse si an engem klenge Land wéi Lëtzebuerg, wat e Grenzland ass, mat den auslännesche Betriber konkurréieren. Ëmmer méi mëttelstänneg Betriber sinn och doduerch ouni Successeur, well d'Kanner vun dësen Entrepreneuren et virzéien, bei de Stat oder d'Gemeng schaffen ze goen.

D'Handwierkerfederatioun beklot dës Entwécklung ganz offen a vehement. A ganz besonnesch wa si déi jonk Leit forméiert hunn a se bis produktiv kënne schaffen, dann dauert et meeschtens net laang bis si eng Plaz beim Stat oder der Gemeng hunn. Datselwecht ass bei de Baueren- a Wënzerbetriber festzestellen, wou der vill oder ëmmer méi net wéinst Manktum un Nowuess, mä duerch Ofwanderung vun de Kanner an den öffentlechen Déngscht ophalen.

Här President, eng Gesellschaft, där hiert eenzegt Zil et ass, sech an de sécheren Hafe vum öffentlechen Déngscht ze flüchten, amplaz sech dem Défi vum Maart a vun der Konkurrenz ze stellen, ass laangfristeg zum Ënnergang condamnéiert. D'Regierung huet dëse Problem erkannt. Si beklot bei all Geleeënheet de Verloscht vun eisem Esprit d'entrepreneur, deen eis an eiser Geschicht zum Erfolleg, dee mir all kennen, verhollef huet.

Ech erlabe mer, de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké ze zitéieren, deen elo viru kuerzem - nämlech den 9. Juli war et am „d'Wort" ze liesen - gesot huet: „Neben der Forderung, dass die Verwaltung flexibler und schneller reagiere", vis-à-vis vun de Betriber, „forderte der Minister ein Umdenken in der Bevölkerung. Der Wunsch, in der Verwaltung zu arbeiten, müsse verändert werden in Richtung auf die Privatindustrie." An hien huet zesumme mat dem Mëttelstandsminister eng grouss Campagne gestart fir déi Jonk ze encouragéieren, sech selbstänneg ze maachen ënnert dem Motto „Trau dech".

D'Regierungsvertrieder fuerderen déi jonk Handwierker bei der alljährlecher Diplomverdeelung all Kéiers op, sech als selbstänneg Patronen ze etabléieren an net bei de Stat oder bei d'Gemeng ze goen. Mä et funktionéiert net wann d'Viraussetzungen net stëmmen, mir wëssen dat. An duerfir si mer frou wann Auslänner net nëmmen als Salariéen an eis Handwierksbetriber schaffe kommen, mä sech selwer als Indépendantë respektiv Entrepreneuren hei etabléieren oder eis buedemstänneg Betriber iwwerhuelen a weiderféieren, well eis eege Jugend dat net méi mécht.

D'Lëtzebuerger bei de Stat, d'Auslänner am Privatsecteur, ass dat d'Visioun, déi mir fir eis Zukunft hunn? Et kann een d'Gehälterpolitik am öffentlechen Déngscht net lassgeléist vun dëse Considératioune kucken a jugéieren. Et ass och - an dat muss ee soen - laangfristeg am Intérêt vun der Fonction publique, datt dës beängschtegend Situatioun redresséiert gëtt, well nëmme wann de Privatsecteur, an dozou gehéiert prioritär de Mëttelstand, gutt funktionéiert, ass och den öffentlechen Déngscht ofgesécher.

Ech bedaueren doriwwer eraus, datt et der Regierung um néidege Courage feelt, am öffentleche Secteur eng selektiv Gehälterpolitik ze maachen, déi manner op de Géisskaneprinzip, mä dofir awer méi op d'Unerkennung vu Kompetenz, Leeschtungsbereetschaft an Disponibilitéit ausgeriicht ass. Et war dat och ee vun de wesentleche Punkte vum ADR-Wahlprogramm vun 2004.

Aus all dëse Grënn, déi net géint eng adequat Besoldung - an ech wëll dat hei ënnersträichen - am öffentlechen Déngscht schwätzen, mä am allgemengen Interessi vum Land a senger ganzer Bevölkerung, doen ech mech, Här President, schwéier, trotz där Moderatioun, déi draläit, dësem Projet meng Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen Iech Merci.

(Interruption et hilarité)

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Zum Ofschloss vun där Debatt huet de Minister vun der Fonction publique, den Här Claude Wiseler, d'Wuert. Här Wiseler.

M. Claude Wiseler, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*.- Merci, Här President. Ech hu mech gewonnert wéi den Här Gibéryen fäerdeg war, datt dat Ganzt den ADR esou positiv sollt gestëmmt hunn. Dofir huet den Här Mehlen elo déi noutwendeg Nout do hannendrun awer gesat.

Ech fänken un andeem ech selbstverständlech dem Rapporteur Merci soen. Et war net einfach fir an deene Konditiounen ze schaffen, well mer den 31. Mee u sech deen Ofschloss hei gemaach hunn; de 14. Juli, haut, gëtt deen Text schonn ofgestëmmt. Dat ass iwwert déi verschidden Instanzeweeër gaang, schnell gaang, an all déi Leit, déi matgeschafft hunn, hu schnell matgeschafft, wat och noutwendeg war, fir datt mer nach virun der Vakanz konnten un dësen Text kommen.

Mir hunn en zwar net ganz gemaach, sou wéi dat am Ufank virgesi war, mä trotzdeem wäert e wichtegen Deel dovun haut ofgestëmmt ginn. Déi Négociatiounen, déi sinn awer scho vill méi laang amgaang. Mir hunn 2004 a sech ugefaangen, wou en Dossier revendicatif, e Fuerderungskatalog vun der CGFP un d'Regierung erakomm ass, an am Dezember d'lescht Joer war schonn eng éischt Concertatiounsronn. Am Ganze si sechs Concertatiounsronne gemaach ginn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass och esou - an den Här Schreiner huet déi Froe gestallt -, no der éischter Concertatiounsronn, datt effektiv op Basis vun deem Fuerderungskatalog, deen erakomm ass, gekuckt ginn ass, gerechent ginn ass, probéiert ginn ass, eng Rei Donnéeën op den Dësch ze huelen. Notamment ass gekuckt ginn, wat an deenen eenzelne Contrat-collectifë vum Privatsecteur an deene leschte Jore gestanen hätt, a wéi sech am assimiléierte Secteur d'Situatioun géing presentéieren. Et ass awer net méi déi Etude comparative gemaach ginn, sou wéi se alt an deene viregte Verträg gemaach gouf.

D'ailleurs wëll ech soen, datt déi och schonn am Joer 2002 net méi gemaach gi war, an déi Zäit ass se schonn net méi gemaach ginn, well ee festgestallt huet, datt extrem vill Diskussiounen, Contestatiounen iwwert d'Method an iwwer alles dat, wat ronderëm sech ofgespillt huet, war, an datt d'Utilitéit vun där Etüd par rapport zu dem Asaz, deen huet misse bruecht gi fir se hierzestellen, net dat bruecht huet wat duerno sënnvoll gewiescht wier. Duerfir ass och dës Kéier keng Etüd méi gemaach ginn.

Ech hunn och drop gehalen, datt mer, sou wéi mer dat engagéiert haten, am Abrëll géingen eng Consultatiounsronn mat deene fënnef anere Syndikate maachen, net eng Négociatiounsronn, mä eng Consultatiounsronn, mat der FGFC, dem OGB-L, dem LCGB, dem Landesverband an dem Syprolux, ganz einfach well et och wichteg war ze héieren, wat si dozou ze soen hätten; an och eng Informatiounsronn, éier den Text definitiv ofgeschloss ginn ass. Ech fanne Consultatioun, Informatioun ass sécherlech eppes Wichteges. Et war en Engagement, wat d'Regierung ginn hat; et ass en Engagement, wat an dëser Prozedur och d'Regierung gehalen huet.

Ech wëll dann nach dozou soen, datt déi séchs Concertatiounsronnen, déi mer hate mat der CGFP als Partner, an enger extrem korrekter Atmosphär gelaf sinn. Et war sécherlech net ëmmer einfach als Négociatioun - Négociatioune sinn net ëmmer einfach, dat ass normal -, mä ech mengen datt een et zesumme fäerdeg bruecht huet, zu engem Resultat ze kommen, wat deen een an deen aneren zefridde stellt, vläicht deen een an deen aneren am gläiche Mooss onzefridde stellt, mä d'Mooss ass d'selwecht, an eens si mer eis duerfir ginn.

Ech wëll och net méi all déi Saache widderhuelen, déi an deem Accord hei opgelëscht an accordéiert gi sinn. De Paul-Henri Meyers als Rapporteur huet dat virdrun am Detail gemaach. Ech wëll just soen, datt, wat déi linéaire Augmentatioune vun 1% op den 1. Januar 2005 an 0,8% op den 1. Januar 2006 ugeet, dat Augmentatioune waren, déi esou gefrot gi sinn, déi net anescht gefrot gi sinn, mä déi als linéaire Augmentatioune gefrot gi sinn.

Pour le reste wëll ech soen, all déi aner Diskussiounen, déi ee ka féiere wat déi eenzel Carrièren ugeet, sinn a sech net Diskussioune fir den Accord salarial hei, mä sinn Diskussiounen, wann een iwwert d'Revisioun vun den Traitementer schwätzt, déi dann do musse gefouert ginn, an net op dëser Plaz. Ech fannen, datt mir och den Equiliber fäerdeg bruecht hunn zwëschent deene Moossnamen, déi dann en aarbechtspoliteschen, familljepoliteschen Aschlag hunn, an datt dat sech hei an dësem Accord an engem gudden Equiliber zréckspigelt.

Et sinn och - an dat ass vläicht manner gesot ginn - eng Rei Aarbechtsgruppen zréckbehale ginn, déi d'Problemer a Froen,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…wou d'Technicitéit esou grouss ass, datt een an der direkter Ronn dat net konnt maachen, wou déi festgehale gi sinn a wou mir och wäerten elo am September, Oktober mat deenen Aarbechtsgruppen ufänke fir ze kucken, och op deene Sujete Léisungen ze fannen, falls der dann ze fanne sinn, mä dat misst sech jo dann aus den Négociatiounen erausstellen.

Den Här Adam huet virdru gesot, datt hie sech och hätt kënnen imaginéieren, eng Nullronn ze maachen an duerno méi Congé ze ginn. Et ass evident, datt op där anerer Säit dat eent an dat anert gefrot ginn ass, an net dat eent oder dat anert. Mä dat eent an dat anert, a mer eis da schlussendlech op dat hei eens gi sinn, well et och der Regierung hir Meenung ass, datt dat hei e sënnvollen Accord ass.

Wat de gesamte Package ugeet, do wëll ech soen, datt et mir natierlech och Leed deet, datt mer dat elo momentan net kënne ganz ëmsetzen. Mä dat ass esou an ech mengen, et muss een och gesinn, datt den 31. Mee dat hei ofgeschloss ginn ass an datt déi Zäit effektiv ganz kuerz ass.

Mir hunn eis als Ministère de la Fonction publique forcéiert fir de ganze Pak op den Dësch ze leeën. Mir hunn e Gesetzesprojet op den Dësch geluecht, deen e groussen Deel vun de legislative Moossname scho bëinhalt, déi eben elo nach net vum Conseil d'État konnten aviséiert ginn, a mir hunn alleguer déi Règlement-grand-ducauxen, déi hannendru sinn an déi dat Ganzt bekleede respektiv complétéieren, och scho mat eraginn. An ech denken, datt mer dat dann als zweete Pak heivunner kënnen am Oktober, November hei an der Chamber ofstëmmen a weiderféieren.

Et ass och nach d'Fro gestallt ginn, wéini dat Ganzt dann elo a Kraaft trëtt. Ech menge mir hate jo effektiv den Artikel V virgesinn, dee kloer gesot huet: 1. September 2005. Mir haten doriwwer eng Diskussioun an der Chamberskommissioun an deen Artikel ass erausgeholl ginn, well e sech effektiv zu engem groussen Deel dann op déi aner Artikele bezunn huet, déi elo net am Text hei mat konnten iwwerholl ginn.

Nach stellt sech d'Fro, wéini dat elo ausbezuelt gëtt. Praktesch wäert et esou goen, datt mer am September - dat heescht d'Oktoberpai - dat Ganzt kucken hinzekréien an dann och dat alles, wat geschélt ass, wat d'Rétroaktivitéit bis den 1. Januar ugeet, probéiere matzebezuelen.

Als Konklusioun wëll ech soen, datt mer hei en Accord hunn, deen zefridde stellend ass fir béid Säiten. Béid Säiten, mengen ech, ware sech bewosst, datt Accorden, sou wéi se an deene leschte Jore gemaach gi sinn, wou mer ganz aner Wuesstumsprognosen haten, wou och de Wuesstum am Ausland e ganz anere war, wou och d'Froe vun der Kompetitivitéit sech anescht gestallt hunn, wou de Chômage och net dee war, dee mer haut hei am Land hunn, net méi méiglech waren. Et war net méi méiglech en Accord vun 2,5%, wéi en 2000 war, 1% wéi en 2001 war oder elo dräimol 1,6% ze maachen. Et war jiddferee sech bewosst, datt d'ekonomesch Situatioun dat net méi hierginn huet.

D'ailleurs stellen ech mat Zefriddenheet fest, datt och am Privatsecteur d'Kommentaren iwwert dësen Accord salarial - an dat ass awer trotzdeem ze bemierken an ze ënnersträichen -, souwuel vun der Patronatssäit wéi vun der Salariatssäit, en als Accord dohinner

gestallt hunn, deen net zu Contestatioune féiert an deen ok fir jiddereen ass. Ech sinn op jidde Fall iwwert déi Zorte Remarquë vun deenen engen a vun deenen anere Säite selbstverständlech ganz zefridden.

Et ass also en Accord, dee sech och am Kader vun de Kollektivverträg beweegt, sou wéi se an deene leschte Joren am Privatsecteur gemaach ginn. An ech menge kënnen ze soen, datt et schlussendlech en Accord ass, deen esou ass, wéi en am Regierungsprogramm definéiert ass: kontinuéierlech a moderat, en ass der ekonomescher an der finanzieller Situatioun vum Land ugepasst, an ech géing soen, et ass e responsabelen, et ass e räsonabelen an et ass en ekonomesch veräntwertbaren Accord, wou Dir haut een Deel ofstëmmt.

Ech soen all deene Fraktiounen, déi hir Zoustëmmung ginn hunn - dat si se alleguer -, villmools Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Diskussioun ass domat definitiv ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert dëse Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5486 ass ugeholl mat 57 Jo-Stëmme bei 1 Abstentioun.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marcel Oberweis), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen et Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen).

S'est abstenu: M. Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

3. 5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales (suite)

Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5338 portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5338 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Marc Spautz), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marco Schank), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Fernand Diederich), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Colette Flesch) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Robert Mehlen), Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Motion 1

Gëschter huet d'Madame Loschetter eng Motioun zu dësem Projet déposéiert. Mir stëmmen elo iwwert dës Motioun of. Kënne mer par main levée ofstëmmen?

(Assentiment)

Vote

Wien ass d'accord mat der Motioun vun der Madame Loschetter?

(Interruptions)

Jo. Ween d'accord ass, deen ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Déi Motioun ass mat écrasanter Majoritéit ugeholl.

4. 5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État (suite)

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 5408 iwwert d'Harmonisatioun vum Enseignement musical dans le secteur communal.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5408 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch (par M. Lucien Thiel), MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marco Schank), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Xavier Bettel), Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par Mme Anne Brasseur) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen);

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz (par M. Claude Adam), Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes (par M. Gast Gibéryen), Aly Jaerling (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5476, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert de Bau vun der Cité judiciaire. Bis elo sinn ageschriwwen: den Här Clement, d'Madame Brasseur, den Här Scheuer, d'Madame Loschetter an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marcel Sauber. Här Sauber.

5. 5476 - Projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Marcel Sauber *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Lëtzebuerger Justiz waart zënter Joren, fir net ze soe schonn zënter Jorzéngten, op Aarbechtskonditiounen, déi am Fong engem drëtte Pouvoir hei am Land kënnte gerecht ginn.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Ech géif bieden dem Rapporteur nozelauschteren.

M. Marcel Sauber *(CSV), rapporteur.*- „Ein langer und extrem komplizierter Weg" huet eng Dageszeitung den 30. Juli 2003 tituléiert an dann och déi ganz Geschicht vun der Cité judiciaire, wéi mer se elo hei kucken, retracéiert.

Den Hierscht 2003 ass et da schlussendlech ugaangen an elo gesäit een, dass déi Gebailechkeeten ufänke konkret Form ze kréien. Ech weess net ob et Sënn mécht, déi ganz Debatten, Propositiounen a Géigepropositiounen nach eng Kéier hei ze widderhuelen oder ze thematiséieren. Op alle Fall ass et esou, datt duerch d'Gesetz vum 6. Abrëll 1999 d'Regierung habilitéiert ginn ass, d'Cité judiciaire op dem Site vum Hellegt-Geescht-Plateau opzeriichten. Och duerno ass dëse Site scho méi wéi eng Kéier a Fro gestallt ginn, wat awer net den Objet vu mengem Rapport soll sinn.

Elo, no méi wéi sechs Joer, sinn d'Aarbechte scho relativ wäit gediehen a wäerten och - wann elo alles riicht viruleeft - fir 2007 ofgeschloss kënne ginn. Wiem dësen Zäitraum wéi eng Éiwegkeet virkënnt, dee wëll ech drop hiweisen, datt schonn 1902 festgestallt gouf, datt de Palais de Justice vill ze kleng ass, fir de ganze Justizapparat ënnerzebréngen. Deemools waren doriwwer eraus nach eng Partie Schied um Gebai festgestallt ginn, dat jo am 16. Jorhonnert als Gouverneurspalast gedéngt huet an och, wann ech mech gutt erënneren, Palais de Berlaymont genannt gëtt. An der Kommissioun konnte mer gewuer ginn, datt d'Regierung am Moment nach näischt décidéiert huet, wat mat deem ale Justizpalast soll geschéien.

(M. Laurent Mosar prend la Présidence)

Den Objet vum virleiende Gesetzesprojet ass u sech eng Rallonge budgétaire vu 25.950.000 Euro, déi awer net als Rallonge duergestallt gëtt, mä a Form vun engem neien Devis, deen dee ganze Projet erëm nei iwwerkuckt. Dat heescht den originale Projet war ugesat mat 99.250.000 Euro, elo hu mer en Devis virleie vun 125 Milliounen Euro. Eng Zomm, déi sech doduerch erkläre léisst, datt eng ganz Partie Neierungen hu misse virgeholl ginn un dem Projet, dee ganz iwwerholl ginn ass, nodeems d'UNESCO, de Conseil international des monuments et des sites - kuerz ICOMOS genannt - an d'Stad Lëtzebuerg deene Bedenke Rechnung gedroen hunn.

Den Haaptkritikpunkt loung virun allem doranner, datt de Projet u sech ze kompakt wier a sech géif negativ op d'Silhouette vun der Stad Lëtzebuerg auswierken. Dobäi koum dann och nach d'Découverte vun enger archeologescher Krypta, oder vun engem Klouschter aus dem 13. Jorhonnert, wou ICOMOS gemengt huet, déi misste virun erhale bleiwen.

Dat Ganzt huet da mat sech bruecht, datt wesentlech substanziell Ännerungen un de Baupläng komm sinn, a fir eng Iddi ze ginn, ouni se elo am Detail hei ze skizzéieren, wëll ech der kuerz e puer opzielen:

D'Gebai vum Parquet vum Bezierksgeriicht ass ganz iwwerschafft ginn.

D'Gebai vum Service central d'Assistance sociale ass ganz aus de Baupläng erausgeholl ginn a soll an d'Gebai vun den Nationalarchiven transféréiert ginn.

D'Nationalarchivë komme jo bekanntlecherweis op Esch/Belval, mä en attendant, fir dann do genügend Plaz ze hu fir ze stockéieren, gëtt dann en Deel vum Parking als Zwëscheléisung geholl fir ze stockéieren.

Déi Ëmännerunge brénge mat sech, datt am Kader vun de Parkingsméiglechkeeten och huet misse geschnëppelt ginn op déi eng Manéier an op déi aner Manéier erëm weider ausgebaut ginn. Elo si mer bei 310 Parkingen amplaz vu 440.

D'Jugendgeriicht gëtt op eng aner Plaz higesat.

D'Friddensgeriicht erfiert liicht Ëmännerungen.

Dat Gebai vun de Locaux communs gëtt réaménagéiert, esou datt ee genügend Distanz zum Kanounenhiwwel behält.

De Projet vun der Tour des vents gëtt komplett fale gelooss.

An déi aachteckeg Tour vum Bezierksgeriicht gouf vergréissert, fir haaptsächlech och d'Cogénératiounszentral mat ënnerzebréngen.

Déi wichtegst Ännerung um Projet ass awer d'Schafung vun der Crypte archéologique, wéi eben d'UNESCO an d'ICOMOS sech dat geduecht hunn. Do fält natierlech en Deel och vun deem geplangte Parking dann ewech.

Déi Krypta, déi dann aus dem 13. Jorhonnert d'Iwwerreschter mat sech eriwwer bréngt, huet eng Surface vu 60 op 46 Meter. Dat bedeit dann och déi grouss Distanz. Dat bedeit dann och, datt e Système porteur, deen aussergewéinlech ass, huet missen do eragezu ginn. An zwar gëtt eng Dalle mat enger Déckt vun 1,3 Meter do duerchgezunn, also 1 Meter 30, wat relativ grouss ass, wat relativ och kostspilleg ass. Mä déi awer noutwendeg ass, net nëmmen eleng fir déi Crypte do ze iwwerdecken, mä deen och noutwendeg ass fir déi Gebailechkeeten, déi verréckelt gi sinn, oder déi dorobber stoe kommen, kënne matzedroen.

Iwwert déi nei Répartitioun vun de Surfacë géing ech dann op de schréftleche Rapport vun der Kommissioun hiweisen, respektiv och op den Exposé des motifs, deen dem Projet bäiläit, deen explizit op deem dote Gebitt ass.

Ech wëll just an dësem Kontext vläicht nach ervirhiewen, datt d'Surface de réserve, déi '99 virgesi war op 3.400 m², elo praktesch verschafft gëtt, an deem Sënn datt dem Personalzouwuess an der Justiz Rechnung gedroe gëtt, an dee sech soll bis 2009 schlussendlech op 400 Unitéite belafen.

De Projet lant dann deementspriechend op 125 Milliounen. Dat heescht 26 Millioune méi wéi deen éischte Projet, dat bei engem Bauindex vu 501,34 Punkten, datéiert op den 1. Abrëll 1998.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, dat sinn am Fong d'Eckpfeiler vun dësem Projet, deen natierlech och eng Partie Observatioune vun dem Statsrot nogezunn huet.

Eng éischt Kritik vum Statsrot ass déi wou e seet, de Projet wär net genügend duerchduecht gewiescht, e wär net seriö géréiert ginn an et wären ze vill Modifikatiounen a Réaménagementer komm.

Bon, ech mengen do muss ee feststellen, datt effektiv eng ganz Partie Réaménagementer komm sinn, déi awer vu baussen eran diktéiert gi sinn - ICOMOS, Stad Lëtzebuerg, UNESCO -, wat mat sech bruecht huet, datt de Projet komplett eng aner Form kritt huet wéi virdrun, well och der Silhouette vun der Stad anescht Rechnung gedroe ginn ass wéi am éischte Projet. D'Kommissioun ralliéiert sech do also un de Projet selwer vun dem Minister.

Da seet de Statsrot, fréier oder bis elo an deene meeschten Dépassementsprojeten ass eng Rallonge budgétaire gestëmmt ginn. Hei kënnt elo en neien Devis, wou de Statsrot dann och mengt, et hätt ee solle bleiwe bei deem ale System.

Bon, d'Kommissioun ass net där Meenung, well se seet, dee Projet hei ass u sech praktesch bal en neie Projet an et gewënnt un Transparenz, wann een dohinner geet an effektiv dann den Devis nei opzitt. Esou datt do d'Kommissioun der Propositioun vum Statsrot och net nokënnt.

Eng weider Kritik ass, wou de Statsrot sech d'Fro stellt, ob et net besser gewiescht wär, wat dat Klouschter aus dem 13. Jorhonnert ubelaangt, eng méi bëlleg Solutioun ze fannen. Wou en dann drop hiweist, vläicht hätt een dat kënne maache mat informateschen oder didakteschen Utensilien.

Bon, d'Kommissioun ass net där Meenung, well eben och ICOMOS an UNESCO gemengt hunn, dat do misst kënnen erhale bleiwen. An et gesäit och ganz gutt aus, als Vestige vun der Lëtzebuerger Vergaangenheet. Mir haten d'Méiglechkeet de Chantier besichen ze goen an dat ass relativ impressionant.

(Interruption)

Well de Moment nach e Meter Sand drop läit, deen duerno dann effektiv mam Läffelche muss erausgeholl ginn. Mä dat sinn eben d'Tücke wann ee soll bauen op esou engem Site.

De Statsrot kënnt dann och un déi Käschte vun der Ariichtung vun der Crypte archéologique, wou e seet, et wär besser gewiescht, wann een och déi Käschte mat an den Devis erageholl hätt, amplaz datt déi de

Moment am Budget vun dem Kulturministère stinn.

D'Kommissioun follegt do och net dem Statsrot, well se der Meenung ass, et wieren zwou verschidde Saachen. Dat Eent ass d'Konstruktioun an dat Anert ass da méi wat de Fonctionnement soll ubelaangen.

Mä à propos Fonctionnement, do huet de Statsrot eng Opposition formelle mat erabruecht a säin Avis, well eben am Projet op enger gewëssener Plaz e Poste steet, Frais de location de parking. An do ass de Raisonnement vum Statsrot, dat do si keng Dépenses en capital, et si keng Dépenses d'investissement also, mä et sinn Dépenses de fonctionnement, an déi géingen net an de Projet hei erageheieren. Sous peine d'opposition formelle, nach eng Kéier.

D'Kommissioun huet sech länger Zäit doriwwer ënnerhal an do ginn et pour le moins zwou Philosophien. Dat Eent ass déi, déi de Statsrot geholl huet, wou e seet, déi Frais de location, dat si keng Frais d'investissement. Déi aner Philosophie ass déi, wou ee kann awer och soen: Majo, dat do sinn net richteg Locatiounsfraisën, mä et ass am Fong eng Compensation pour pertes de revenu fir den Exploitant vum Parking, well eben hei de Commettant huet missen dohinner goen an dee Parking deelweis besetzen, fir kënnen déi nei Konstruktioun ze bauen.

Et ass also eng Dépense, déi noutwendeg ass fir den Investissement ze maachen. An aus där Optik eraus géing et scho passen, datt déi Dépensen hei mat drastinn.

Elo kann een iwwert déi zwou Approchë streiden, mä et muss een awer net driwwer streiden. An d'Kommissioun huet geduecht, si géing net driwwer streiden, well de Betrag ass relativ geringfügeg. Et geet ëm 215.000 Euro an et si genügend Suen op engem Budgetsposte bei de Finanzen, fir dat do kënnen als Locatioun ze bezuelen.

Aus där Optik huet dann och d'Kommissioun der Vue vum Statsrot Rechnung gedroen a se huet dann och deementspriechend dee Betrag vun der Locatioun erausgeholl aus dem definitive Betrag vun dem Projet de loi, esou datt dee sech elo op 125 Milliounen Euro beleeft.

Dir Dammen an Dir Hären, wat nach vläicht wichteg ass an dësem Kontext ze soen, dat ass datt déi Ännerungen do net en vase clos geholl gi sinn, mä datt regelméisseg déi zoustänneg parlamentaresch Kommissiounen, ob dat déi vun de Bauten, vun der Kultur oder vun der Justice sinn, a Kenntnis gesat gi sinn. Doriwwer eraus huet och d'parlamentaresch Konten- a Budgetskontrollkommissioun de 6. Dezember 2004 Kenntnis kritt vun deenen neien Optiken.

Och wann de Bauteminister Claude Wiseler wichteg Ëmännerunge bei der Prozedur vun der Approbatioun vun de Projeten ugekënnegt huet, déi an hirer Philosophie e Plus un Transparenz mat sech bréngen, sou bleift awer ze soen, datt sech dës Prozeduren net retroaktiv op Projete bezéie kënnen, déi amgaange si realiséiert ze ginn. Aus dësem Grond kann d'Kommissioun d'Approche, wéi se am Kader vun dësem Text virgesinn ass, weiderhi matdroen.

Et ass och esou, wann ee sech dat iwwerleet, déi heiteg Prozedur vun de Marchés publics, op jidde Fall bei Aarbechten, déi eng gréisser Envergure hunn, déi muss forcément oder praktesch an all Fall bal op Dépassementer ausaarten. Well am Fong geet et jo esou, datt opgrond vun engem Devis sommaire e Gesetzesprojet gestëmmt gëtt, an duerno, wann d'Autorisatioun da vum Législateur do ass, da ginn d'Etüde gemaach, da kommen eng Partie Facteure vu baussen oder vu bannen an da kënnt eréischt den definitiven Devis. Mä am Gesetzesprojet ass awer den Devis sommaire dran.

Déi nei Prozedur, déi de Bauteminister viru kuerzem der Chamberskommissioun, déi zoustänneg ass fir d'Kontroll vun der Exekutioun vum Budget, presentéiert huet, dréit dëse Kritiken, déi un de System vun haut geriicht sinn, Rechnung. Méi Transparenz, méi Informatioun, méi Kontroll, ugefaange beim Accord politique fir e Projet ausschaffen ze loosse bis hin zur Ausaarbechtung vun engem detailléierten Avant-projet, deen et erlaabt e seriöen Devis auszeschaffen, deen dann och eréischt dee Moment an engem Gesetz verankert gëtt, bis hin zu enger permanenter Finanzkontroll an och der Regel, wéini datt d'Chamber muss bei Zwëschenetappen informéiert ginn oder mat Zousazgesetzer befaasst ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, dat Beispill vun der Cité judiciaire illustréiert wéi en Devis, no der jëtzeger Prozedur, ganz séier dérapéiere kann, an dat net opgrond vu politeschen oder administrativen Interventiounen, mä duerch Awierkungen - souguer berechtegter - vun dobaussen. Hei wier et also falsch vun engem Dérapage ze schwätzen. Mä dat wonnert net, datt d'Mise en musique vun der neier Prozedur esou séier wéi méiglech sech imposéiert.

Schlussendlech nach e Wuert zu de Locatiounskäschten. D'Kommissioun schléisst sech do dem Statsrot un, fir eben der Opposition formelle aus de Féiss ze goen, a si hëlt dat schlussendlech aus dem Text eraus, aus dem Devis eraus, déi 215.000 Euro, vun deenen ech lech virdru geschwat hunn. Fir zousätzlech Informatioune weisen ech op de schréftleche Rapport, mä awer och op de Projet selwer hin, dee genügend Detailer bréngt, fir datt ee sech kann e konkret Bild do maachen.

Ech ka mat Recht behaapten, datt mer an der Kommissioun, wou mer zu engem majoritären Avis komm sinn, an engem konstruktive Geescht konnte matenee schaffen. Ech hoffen, datt d'Debatten zu dësem Projet gradsou verlafen, an an dësem Sënn soen ech Iech Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Rapporteur Marcel Sauber Merci. Als éischte Riedner ass den Här Lucien Clement agedroen. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Clement *(CSV)*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, budgetär Dépassementer vu grousse Bauprojete si leider heefeg, fir net ze soen ze heefeg, an ëmmer nees féiere se dozou, datt mer hei am Haus Rallongë musse stëmmen, fir déi zousätzlech an dacks schonns getätegt Ausgaben im Nachhinein ze autoriséieren.

Datt awer och ganz vill Bauprojeten, déi iwwerwältegend Majoritéit eigentlech, an hirem initiale Finanzkader ofgeschloss ginn, a wou et da jo och, par la force des choses, keng Dépassementer gëtt, ass natierlech, soen ech emol, manner spektakulär wéi déi dacks ganz héich Zousazkreditter, deenen d'Parlament a regelméissegen Ofstänn fir gréisser Objete muss seng Zoustëmmung ginn.

Meeschtens sinn déi Adaptatiounen, déi mer hei stëmmen, reng finanzieller Natur, esou wéi haut och dee Projet, deen elo kënnt, d'Nordstrooss. Bei der Cité judiciaire hu mer et awer emol eng Kéier mat engem relativ ganz neie Projet ze dinn, och mat zum Deel neien Inhalter, déi zousätzlech im Nachhinein hu missen an en neie finanzielle Kader gepaakt ginn.

De 6. Abrëll 1999 ass deen éischte Projet Cité judicaire gestëmmt ginn. Haut solle mer e komplett nei iwwerschafft Konzept unhuelen, wat mat engem Surplus vu bal 26 Milliounen Euro par rapport zum initiale Projet zu Buch schléit. De finanziellen Dépassement vun där éischter Enveloppe ass deemno ronn ee Véirel vun deem urspréngleche Volumen.

Zwar gëtt et, wéi eigentlech ëmmer, duerchaus Erklärunge fir déi nei Entwécklung. Déi Erklärunge fanne sech erëm virun allem an den Avisë vun der UNESCO, dem internationale Rot vun de Siten a Monumenter, awer och an der Haltung, déi d'Stad Lëtzebuerg an dëser Affär ageholl huet oder par la force des choses huet missen anhuelen.

Mäi Kolleeg, de Marcel Sauber, huet all déi Ursaache ganz am Detail opgelëscht, an ech soen him dofir och am Numm vun der CSV-Fraktioun Merci fir deen ausféierleche schréftlechen an och mëndleche Rapport.

Mä wann et och Erklärunge fir déi Dépassementer a fir déi Ëmännerunge vum Konzept vum Projet gëtt, esou seet d'Evolutioun vum Dossier Cité judicaire eis dach a virun allem, wéi mer et an Zukunft wierklech net méi solle maachen. D'Schold fir dës Evolutioun a fir den Ëmstand, datt mer haut alles mussen ëmbauen, läit sécherlech net eleng beim Bauteminister a bei senger Verwaltung. Och mir hei an der Chamber mussen en Deel Schold bei eis selwer sichen. Mir musse siche bei deene Prozeduren, déi mer an der Chamber selwer fir den Ëmgank mat grousse Bauprojeten hunn oder besser gesot net hunn.

Zwar gouf d'Chamber iwwert d'Entwécklunge vun dësem Dossier - an de Marcel Sauber huet dat scho gesot - vun deenen zoustännege Ministeren dauernd um Lafende gehalen, mä d'Comexbu ass awer der Meenung, datt et domat net méi duergeet. Well leider - an dat muss een esou gesinn - beschränkt sech déi parlamentaresch Begleedung vun Investissementer, déi op eemol hir Richtung änneren, bis haut dorop, datt d'Chamber après coup hir Zoustëmmung zu Ännerunge gëtt, déi entweder längst geschitt sinn oder amgaange sinn ze geschéien.

Et ass deemno wichteg, datt d'Chamber selwer sech esou organiséiert, datt se méi fréi an op eng méi konsequent a méi konkret Manéier an d'Planung vu grousse Projeten agebonne gëtt, an datt se dës Projeten en cours de route och kann am A behalen - wann et muss sinn, andeems se mat Zäit per Gesetz déi Adaptatiounen unhëlt, déi sech als néideg erweisen. Am Idealfall awer musse mer eis esou uleeën, datt et ganz einfach an Zukunft - an dat ass wichteg - net méi zu deenen enormen Ännerunge finanzieller an och konzeptueller Aart kënnt, wéi mer se bis haut kannt hunn.

Mir wäerten am Hierscht deementspriechend eng Resolutioun hei an der Chamber stëmmen, déi esou eng nei a méi effizient parlamentaresch Prozedur festleet. Dat maache mer elo net am Kader vun dësem Gesetz, well ech mengen et soll een eng propper, objektiv Debatt iwwert déi nei Prozedur féieren, déi d'Chamber sech gëtt am Ëmgank mat deene grousse Bauprojeten. Trotzdeem wëll ech awer a grousse Linnen, well den Text jo scho virläit, dës Prozedur elo beliichten.

Mir hunn den Artikel 99 an eiser Verfassung, dee beseet, datt all gréisser Ausgab vum Stat parlamentaresch muss autoriséiert ginn. Deemno muss d'Chamber sech mat all eenzelne Bauprojet, dee méi wéi 7,5 Milliounen Euro no aktuellem Stand soll kaschten, ausernee setzen. An all Kéier wann déi ursprénglech Finanzrumm gesprengt gëtt, kënnt de Bauteminister zréck an d'Parlament, fir weider oder zousätzlech Dépassementer autoriséiert ze kréien.

Dem Bauteminister selwer, der Verwaltung, de Membrë vun der Kontrollkommissioun an der ganzer Chamber sinn dës Exercicer dacks méi oder wéineger penibel gewiescht. Elo endlech, mir schwätze jo schonns méi laang driwwer, hu mer et fäerdeg bruecht an der Kontrollkommissioun - a mam Bauteminister Claude Wiseler zesummen - eis eng Prozedur ze ginn, mat där an Zukunft Dépassementer vu Baukreditter solle spierbar méi rar ginn. Mir wëllen do esou virgoen, datt um Prinzip vum parlamentareschen Accord zu groussen Ausgaben u sech näischt geännert gëtt. Wat awer ännert ass d'Aart a Weis wéi e Projet virbereet a wéi e Projet duerchgefouert gëtt.

All Joer soll an Zukunft de Bauteminister um Enn vum éischte Semester der Chamber eng Lëscht virleeë mat deene Projeten, déi e Käschtepunkt vu 7,5 Milliounen Euro iwwerschreiden an déi dat Joer drop iwwer Gesetz autoriséiert solle ginn. Déi opgefouert Projete sinn all déi, déi de Stat an Eegeregie wëllt duerchféieren, dat heescht net déi zu deenen de Stat just e Subsid gi soll a wou de Bauhär dann och en aneren ass wéi de Stat selwer. Op dëser Lëscht soll de Präis vun deene verschiddenen Investissementer just summaresch berechent ginn. Bei der Analys an der Préifung vun de Projete vun dëser Lëscht geet et der Chamber ëm de Prinzip a virun allem awer och ëm d'Opportunitéit vun de geplangten Investitiounen, an nach net ëm hir definitiv finanziell Enveloppe.

D'Bautekommissioun examinéiert dës Lëscht an hëlt d'Avisë vun deene parlamentaresche Kommissiounen an, déi vun deenen eenzelne Projete betraff sinn. Zum Beispill vun der Educatiounskommissioun wann et ëm Schoulen, Lycéeë geet; vun der Familljekommissioun wann et ëm Altersheimer geet; oder der Transportkommissioun wa Stroossen oder Schinnen ustinn.

D'Bautekommissioun bereet dann an engem eegenen Avis eng Debatt hei an der Chamber vir. Eng Debatt, déi an der Chamber am Laf vun der zweeter Woch am Oktober vun all Joer soll iwwert dem Stat seng Investissementsprojete gefouert ginn. D'Chamber stëmmt dann eng Motioun an där se déi Projeten oplëscht, déi se wëllt zréckbehalen. Ech géif soen, am beschte géife mer souguer eng Motioun pro Projet, also fir all eenzelne Projet stëmmen, fir datt all eenzel Fraktioun sech dann och géint oder fir déi verschidde Projeten ausschwätze kann.

Et ass op Basis vun dëser oder dëse Motiounen, wou de Bauteminister dann déi detailléiert Virbereedung vun all Investissement bis hin zum Projet de loi d'autorisation virhuele kann. Déi Projeten, déi per Motioun de Feu vert kruten, ginn an engem Artikel zum Budgetsgesetz opgelëscht, an et ass dann och opgrond vun dësem Artikel, deen et dem Bauteminister erlaabt, Dépensë fir déi méi detailléiert Planung ze engagéieren.

Uschléissend ginn dann - wéi bis elo och - der Chamber déi eenzel Gesetzprojete virgeluecht, déi all Investissement prezis erfaassen, dokumentéieren an och ëmräissen. Wann d'Chamber esou Gesetzer gestëmmt huet, da muss se nodréiglech allerdéngs och mat all gréisserem Dépassement vun der Kreditrumm oder Ännerung vun dem Konzept vum Bau befaasst ginn. En neie Gesetzprojet gëtt eréischt néideg, wann den Dépassement vun deem Projet 5% vun deene virgesinnene Kreditter iwwerschreit. Dépassementer, déi manner héich si wéi dës 5%, ginn am Kader vum Statskont régularisëiert, an zwar an deem Joer, wou de finalen Décompte vun deem Projet dann och virgeluecht gëtt.

Dës nei Prozedur soll et der Chamber erlaben, all Joer en Iwwerbléck iwwert déi geplangte gréisser Investissementer vum Stat ze kréien an de Bauteminister fir all Projet eenzel ze autoriséieren, eng detailléiert Planung ze maachen an duerchzeféieren. Déi fundéiert Detailplanung léisst haut dacks zu deem Moment, wou d'Chamber e Gesetz zu deem Projet stëmmt, sécherlech nach ze wënschen iwwreg. Mat där neier Prozedur soll dat anescht ginn an domat hoffe mer och gréisser Dépassementer an Zukunft ze verhënneren, well d'Planung u sech méi prezis gëtt, wéi dat haut dacks de Fall ass oder wéi et haut iwwerhaapt méiglech ass.

Kënnt et dann awer zu Dépassementer vun enger bestëmmte Gréissenuerdnung, muss sech d'Kontrollkommissioun vun der Chamber mat deene wahrscheinleche Méikäschte beschäftegen. Déi, déi da méi wéi 5% vun der ursprünglecher Finanzrumm ausmaachen, musse selbstverständlech iwwer en neit Gesetz zousätzlech autoriséiert ginn. Wann ee beispillsweis e Projet vun 100 Milliounen Euro huet, heescht dat, wann d'Dépassementer méi héich si wéi 5 Milliounen Euro, muss en neit, en zousätzlecht Gesetz duerfir gemaach ginn.

Ech sinn iwwerzeegt, datt mat dëser Prozedur an Zukunft éischtens méi prezis wäert geplangt ginn, zweetens datt et doméinst och manner finanziell Dépassementer gëtt an drëttens datt doduerjer kee Bauprojet onnéideg an Zäitdrock kënnt. D'Chamber kritt ausserdeem d'Méiglechkeet, fir ganz am Ufank vun der Planung vun deem Projet dësen u sech ze refuséieren, wa se deeselwechten net fir opportun hält. Domat ginn onnéideg Planungsausgabe verhënnert an am Bauteministère gëtt sech am Detail just mat deene Projete beschäftegt, déi da schonn eng prinzipiell parlamentaresch Zoustëmmung kritt hunn.

Wa mer manner dacks hei mussen zesummekomme fir Rallongen ze stëmmen, ass dat e wichtege Schrëtt a virun allem och e richtege Schrëtt zu engem méi effizienten a méi zilorientéiere Plangen a Bauen zu Lëtzebuerg. An dat ass am Sënn vun deene groussen noutwendegen Investitiounen hei am Land, mä virun allem awer och am Sënn vun engem méi transparenten Ëmgang mat de staatleche Gelder.

Ech denke mol, datt nodeems d'Comexbu op Suggestioun vun hirem President dem Här Grethen nach e juristeschen Avis zu dëser geplangte Prozedur wäert ageholl hunn, mir - dat heescht u sech d'Chamber - am Hierscht dës Resolutioun stëmme kënne mat där mer dës Prozedur dann och endgülteg op d'Schinn bréngе wäerten.

Zum Schluss wëll ech nach soen, datt d'Bautekommissioun kierzlech an op Initiativ vun der Madame Brasseur de Chantier vun der Cité judiciaire besichtegt huet. Dobäi konnte mer alleguerte gesinn, datt d'Projete vun där Gréissenuerdnung mat Sécherheet net einfach ze plangen a scho guer net einfach ze realiséiere sinn. Ech mengen net, datt déi Leit, déi dru schaffen, net hiert Bescht ginn; an ech wëll se och vu menger Säit aus duerfir ausdrécklech félicitéieren. Mat där neier Prozedur, denken ech, wäerte si an Zukunft awer méi genee plange kënnen an de finanzielle Volet vun de Projeten och besser aschätze kënnen. Wann en cours de route Konzeptännerungen, wéi bei der Cité judiciaire, ufalen, da kann deenen hir finanziell Implikatioun nun eemol awer schlecht am Viraus ageschat ginn.

Duerfir, Här President, géif ech soen, brauche mer déi nei Prozedur, fir datt mer méi Planungssécherheet a méi Transparenz kréien. Dat gesot, soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren a ginn zum Schluss nach den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Ech soen dem Här Clement Merci an als

nächst Riednerin ass d'Madame Brasseur agedroen. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn als Chamber alt nees - kann ee soen - befaasst mat engem Dépassement vu Kreditter bei engem Bauprojet.

E Bauteminister, deen huet verschidden Avantagen, an dee groussen Avantage ass deen, dass en normalerweis Bännercher kann duerchschneiden a Gebailechkeeten oder Ouvragen aweien, déi seng Virgänger op de Chantier ginn hunn. Dat ass déi freedeg Säit. Déi manner freedeg Säit, dat ass awer déi, mat där mer ganz oft konfrontéiert sinn, an dat ass wann et zu Dépassementer kënnt vun de Kreditter. An dat ass an der Lescht ganz oft virkomm, sou dass den Här Wiseler elo hei muss geruet stoe fir Dépassementer, déi vu senge Virgänger, dem Här Goebbels an der Madame Hennicot, op d'Schinn gesat gi sinn. An den Här Clement, deen ass elo grad en détail op d'Prozedur agaangen, sou dass ech dat hei net wäert nach eng Kéier widderhuelen.

Eng Fro, déi ee sech allerdéngs muss stellen, ass: Wat géing geschéien, wann d'Chamber esou e Projet net géing stëmmen? Mir kënnen elo soen, mir änneren d'Prozedur, da kënnt dat net méi vir. Mä wat géing geschéien, wa mer haut géinge soen, mir stëmmen Nee zu deem Projet um Helleg-Geescht-Plateau? Da misst de Projet deelweis gestoppt ginn, et géinge verschidde Saachen - sou wéi d'Suen nach do wieren - fäerdeg gestallt ginn, mä dann hätte mer keng Cité judiciaire. An et ass natierlech grad esou, dass d'Chamber iwwerhaapt kee Choix huet. Wa mer wëllen, dass eise Stat an eis Institutioune fonctionnéieren, da musse mer am Fong mat deenen Dépassementer d'accord sinn. An duerfir sinn ech frou, dass mer awer an d'Richtung ginn, dass mer eng nei Prozedur hei kréien.

Mir hu jo eréischt viru kuerzem e Supplément gestëmmt vun 30 Milliounen Euro, fir de Concertssall fäerdeg ze stellen. Hei stëmme mer elo e Supplément vu 26 Milliounen Euro, sou dass mer op ee Gesamtkäschtepunkt vun der Cité judiciaire komme vu ronn 125 Milliounen Euro. Dat si fënnef Milliarde Lëtzebuerger Frang. Mir hunn en Dépassement hei gehat vun enger Milliard Lëtzebuerger Frang. Wann een an Euro schwätzt, da gesäit dat net esou gewalteg aus, mä mir mussen eis awer bewosst sinn, wéi gewalteg et ass.

Deen Dépassement, dee mer haut hei hunn, huet Ursaachen, wéi och aner Dépassementer, an déi sinn och all an den Dokumenter gutt beluecht. Hei sinn d'Ursaache vum Dépassement haaptsächlech op Oploen zréckzeféieren, déi souwuel d'Stad Lëtzebuerg wéi d'UNESCO wéi och ICOMOS gemaach hunn. An ech wäert duerno dorop zréckkommen.

Ech wäert net op d'Virgeschicht vun deem Bau agoen. Mä et ass schonn awer bezeechnend, dass Lëtzebuerg bis elo nach ni eegen Infrastrukture fir d'Geriichter hat. Et ass op bestehend Gebailechkeeten ëmmer zréckgegraff ginn. A wann de Palais Berlaymont, dat heescht do wou den Tribunal elo dran ass, och e representatiivt schéint Gebai ass, sou kann een dat awer wierklech vun deenen anere Gebailechkeeten net soen. Wann ech d'Gebai huelen an der Casinosgaass, wou d'Cour supérieure dran ass, an de Parquet général, dat ass einfach indigne fir d'Justice, an dofir ass et ëmsou méi néideg an Zäit, dass mer eegen Infrastrukture fir ons Geriichter kréien.

Dass d'Iddi vun engem neie Palais de Justice net nei ass, dat huet de Rapporteur, deem ech wëll félicitéiere fir säi schréftlechen a mëndleche Rapport, och gesot. Hien ass op d'20er Joren zréckgaang. Eng Etapp sinn och nach d'50er Joren, wéi de Victor Bodson deemools Projeten hat fir en neit Gebai opzeriichten; an do wor d'Iddi vum Site d'Stäreplaz. 50 Joer drop hu mer erëm iwwert deeselwechte Site diskutéiert.

De Choix vum Site ass ëmmer eng Controverse an ech sinn nach ëmmer der Meenung, dass de Choix vun deem Site, dee mer gewielt hunn, an ech kommen duerno nach mat Detailer drop zréck, net gutt ass. Ech hätt léiwer gehat wa mer um Plateau du St-Esprit de Musée d'Arts modernes opgeriicht hätten, dann hätte mer deen no beim Stater Musée gehat - beim Musée vum Stat um Fëschmaart a beim naturhistoresche Musée -, dann hätte mer e Chapelet vu Muséeën no beienee gehat an dat hätt dee Site bestëmmt net esou belaascht wéi am Moment.

Mä d'Décisioun fir de Site, um Plateau du St-Esprit do eng Cité judiciaire ze bauen, ass nun eemol geholl gi vun der vir-viregter Regierung.

Mir sinn also frou, dass d'Justice elo endlech awer nei, oder iwwerhaapt appropriéiert Raimlechkeete kritt. Allerdéngs, wann ech kucke wat elo amgaangen ass do ze entstoen, da muss ech soen, dass ech alles anescht wéi frou sinn. Iwwert de Goût léisst sech streiden, dat ass och '99 an den Debatten hei gesot ginn. A mengen Aen ass dat, wat awer am Moment amgaang ass do ze entstoen, alles anescht wéi schéin. Ech fannen dat gräisslech wat am Moment um Plateau du St-Esprit gebaut gëtt.

Do ginn Arcadë gebaut. Ech héieren hei en Echo vun engem Kolleeg dee seet et wier fuerchtbar; dat ass een Term deen een och ka gebrauchen, also sinn ech mol schonn net eleng iwwert d'Appréciatioun.

(Interruption)

Den Här Bettel seet „moche". Et kann een also eng ganz Partie vun Terme gebrauchen.

(Interruptions)

Wat mech stéiert, dat ass, dass dee ganze Projet op engem Site ganz gedronge beieneen ass. Déi Arcaden, déi sinn disproportionnéiert, déi erdrécken alles. A wann ech eent vun deene wéinege Gebailechkeete kucken, wat jo erhale bliwwen ass, nämlech d'Vaubanskasär, wat erviirstécht duerch seng Schlichtheet an Einfachheet, dat ass e schéint Gebai wat équilibréiert ass; dat gëtt einfach duerch deen hei Projet erdréckt.

Ech muss lech soen, dass een net kann houfrech sinn, dass een esou eppes matzeverantworten huet. Nach stinn ech zu menger Responsabilitéit, mä ech wollt awer hei soen, wéi meng perséinlech Appréciatioun iwwert d'Ästhetik ass. Ech fannen nämlech, dass déi Cité judiciaire am Fong en onzoumuttbaren Agréff an d'Silhouette vun der Stad ass. A wann een d'Auteure vum Projet deemools gewäerde gelooss hätt, da wier deen Agréff nach vill méi schlëmm ginn.

Deemools si schonn Awänn och hei an der Chamber komm, an am Virgespréich och bei der Stad Lëtzebuerg, mä hei an der Chamber huet deemools d'Madame Polfer gesot, dee Projet misst onbedéngt iwwerschafft ginn, well e wier ze vill dense. Dat wor de 17. Mäerz 1999. An déi Tour des vents, déi däerft op kee Fall gebaut ginn. D'Tour des vents wor en Tuerm, dee virgesi wor vu 37 Meter héich; dee wier op déi Plaz komm, wou elo d'Entrée ass fir an de Lift fir an de Gronn ze fueren. Déi Tour des vents hat iwwerhaapt keng Fonctionnalitéit, mä dat sollt e Punkt ginn, deen d'Cité judiciaire vu wäitem géing weisen.

De Spriecher vun der LSAP deemools, den honorablen Här Metti Greisch, huet gemengt, an ech zitéieren: „et wier e monumentaalt Wierk, wat géing entstoen, an de Wandtuerm, dee kéint zu engem Wahrzeeche vun der Stad Lëtzebuerg ginn".

Gott sei Dank ass dat net agetrueden a Gott sei Dank ass dat net gebaut ginn. A Gott sei Dank huet d'Madame Polfer deemools schonn hir Awänn als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg ugemellt, mä och hei op der Tribün als Deputéierten.

Den Här Goebbels huet awer gemengt dee Choix wier gutt, hie géing och zu deem Choix stoen, och vun den Architekten, an en huet gesot, an ech zitéieren den Här Goebbels: „Eng Justice, déi offen ass, wou d'Bierger dotëscht kënnen zirkuléieren, wou d'Touriste kënnen dertëschent spadséiere goen an dee wonnerschéine Site, deen de Plateau du St-Esprit duerstellt, kënne besichtege goen, an doduerch dagsiwwer fir Animatioun suergen."

Ech muss lech soen, dass ech dat, wéi ech dat elo nogelies hunn, e schreckleche Saz fannen, an ech probéiere mer dat elo virzestellen, wéi d'Touristen elo do spadséiere ginn, wann et fäerdeg gestallt ass. Et ass jo awer bestëmmt net, dass eng Cité judiciaire esou soll sinn, dass dat e Point d'attraction fir d'Touriste sollt duerstellen. Au contraire fannen ech, dass et wierklech der Silhouette vun der Stad Lëtzebuerg näischt Positives bréngt. Au contraire!

Eng ähnlech Architektur, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sollte mer och hei virun d'Dier kréien. Den Här Goebbels hat deemools als Bauteminister och verschidde Projete vum selwechten Architekt ufäerdege gelooss fir d'Chamber ze transforméieren; dat woren déi Haiser Richard a Printz. Dat sollt eppes ganz anescht ginn. Et sollt empiétéieren och op dee ganz schéinen Haff, deen d'Stad Lëtzebuerg elo a säi Musée incorporéiert huet; dee sollt mat verbaut ginn. Hei sollten och esou Arcaden entstoen an déi Gebaier sollte matenee verbonne ginn duerch eng Bréck - mir kréien och elo eng Passerelle, Här President -; mä eng Bréck, dat huet ausgesi wéi de Pont des soupirs. Op enger anerer Plaz ass dat vläicht schéin, mä hei zu Lëtzebuerg wier et net schéi gewiescht.

An ech si wierklech frou, dass deemools op d'Hartnäckegkeet vu verschidde Leit zréckzeféieren ass, dass dat net realiséiert ginn ass, an ee vun deene Leit, dee sech vehement dogéint gewiert huet, wor d'Madame Polfer deemools als Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, an dunn hu mer en anere Projet finalement développéiert.

Dëse Projet werft nieft der Fro vun der Ästhetik, an ech mengen dozou hunn ech meng Meenung gesot, och d'Fro vum Fonctionnement vun der Justice op a vun der Plaz, déi elo zur Verfügung steet.

Am éischte Projet ass gesot ginn, et géing duer mat der Plaz. De Procureur général huet dat och an der Kommissiounssitzung deemools gesot, de President vum Tribunal huet dat an engem Interview widderholl an den Här Goebbels, wéi och den Här Rapporteur, dat wor den Här Jean Schiltz deemools, deen huet hei op der Tribün gesot, et wier eng Reserv vun 20 bis 25% dran. Wann ech awer elo kucken, de Projet ass remaniéiert ginn; d'Surface exploitable ass awer an d'Luucht gaang an nach ass net Plaz genuch, well de Service central d'Assistance sociale fënnt hei keen Ënnerdaach.

An ech muss lech soen, dass ech dat schued fannen, well dat ass e Service dee Partie intégrante ass vun deem ganze System. Et ass enorm wichteg, dass déi awer do lokaliséiert sinn. Dee Service central d'Assistance sociale huet ugefaang an der Casinosgaass; op Franséisch ass dat d'Côte d'Eich. Wéi dee Service nach wierklech am Ufank wor, en huet sech duerno développéiert, et sinn ëmmer aner Raimlechkeete gesicht ginn. Elo sollt en endlech bei d'Justice kommen an elo muss en do erëm wäichen; well bis deen eng Kéier an den Archives nationales ënnerdaach kënnt, dat wäert nach ganz laang daueren, ier d'Archives nationales transféréiert ginn.

Wéi et mat der Plaz soss ass, froen ech mech och, well mer wësse jo dass zousätzlech Jugen agestallt gi sinn - wat wichteg ass - an dass et e Plan de recrutement gëtt fir zousätzlecht Personal nach anzestellen. Mir brauchen onbedéngt do méi Plaz. Dofir bedaueren ech et, dass zum Beispill net op d'Iddi zréckgegraff ginn ass, op der Rocade de Bonnevoie deemools dat ze développéieren. Mä deen Zuch, deen ass elo fort.

Wat den Timing ubelaangt, Här President, ass et och interessant nozeliesen, wat de 17. Mäerz 1999 hei gesot ginn ass. Den Här Goebbels sot Folgendes: „Ech hoffen, dass mer et fäerdeg bréngen, dee Projet de loi an dräi, spéitstens dräi an en halleft Joer ze exécutéieren, esou dass d'Lëtzebuerger Justice ënner beschtméigleche Konditiounen ab dem Joer 2003 fonctionnéiere kann." Den Här Goebbels hat also gemengt, vun 2003 u kënnt d'Justice op deem neie Site fonctionnéieren.

Elo kann ee soen, et si Retarde komm wéinst den Oploen. Mä da soen ech, Gott sei Dank sinn déi Oploe komm vun der Stad Lëtzebuerg, Gott sei Dank sinn déi Oploe komm vun der UNESCO a Gott sei Dank sinn déi Oploe komm vun ICOMOS. Wann déi Oploen net komm wieren, da wier de Projet nach vill méi important ginn, da wier dee Site nach vill méi belaascht am richtege Sënn vum Wuert, de Volume wier ze grouss gewiescht, an dat wier wierklech au détriment vun der Stad Lëtzebuerg gewiescht. Mir hätten och riskéiert, Här President, oder mir wiere bal sécher gewiescht, den Titel vu Patrimoine mondial architectural ze verléieren, wat jo awer fir d'Stad Lëtzebuerg en onheemleche Verloscht gewiescht wier.

Nach e puer Remarquen zum Schluss. Et gëtt hei geschwat vun deene Méikäschten, déi entstane sinn duerch d'Erhale vun där Crypte archéologique. Dass do Iwwerreschter vum Klouschter sinn aus dem 13. Jorhonnert, ass net verwonnerlech, well et wosst een, dass et do géing e Klouschter ginn, wat ënnert der Ermesinde gebaut ginn ass - d'Abbaye du St-Esprit ass do gebaut ginn - an dass do Iwwerreschter waren. Dat konnt ee sech virstellen; wéi dat iwwerall iwwregens an der Festung vun der Stad Lëtzebuerg ass.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Well an der Stad Lëtzebuerg ass, wéi an all anere Festungsstied och, wann eppes ofgerappt ginn ass, eppes anescht an d'Plaz gesat ginn, an hei ass et jo fir militäresch Zwecker duerno benotzt ginn. Dann ass dat op dat anert dropgesat ginn, well se keng aner Méiglechkeeten haten. Esou dass et net verwonnerlech ass, dass, egal wou ee baut, een op Iwwerreschter stéisst, déi awer musse préservéiert ginn. Dofir sinn ech frou, dass dat och hei geschitt.

Eng zweet Remarque, déi ech wollt maachen, dat ass déi vum Parking. Et war mir net bewosst, dass elo schonn en Deel vum Parking gebraucht ginn ass fir d'Archiven, an dat ass jo och fir d'Archiven esou ëmfonctionnéiert ginn. Dat war mir net bewosst, an et ass am Fong schued, dass Raimlechkeeten, déi fir Autoe virgesi sinn, déi mer awer brauchen, fir d'Attraktivitéit vum Stadzentrum a vum Geschäftszentrum ze gewährleeschten, gebraucht gi fir eppes net Lieweges, dat heescht wierklech Pabeier ze stockéieren. En ass zwar gutt do ënnerbruecht, mir waren dat och kucken, mä ech mengen net, dass dat déi beschten Iddi war.

Da wollt ech dem Minister eng Fro stellen, wéi et mat de Statsarchiven ass, wéi et mam Timing ass, wéi e sech virstellt, wéini déi nei Gebailechkeeten da kéinte gebaut ginn, a wéini dann dës Gebailechkeete fräi ginn, fir dass déi kënnen der Justice zur Verfügung gestallt ginn.

Ech wollt och eng Fro stellen, ech mengen awer net, dass de Minister dorop kann eng Äntwert ginn, mä mir mussen ons awer all Gedanken doriwwer maachen: Wat geschitt mam Palais Berlaymont? Do wou elo d'Geriicht am Moment dran ass, dee jëtzege Palais de Justice, e representatiivt Gebai. Ech weess, dass dat zum Fonds de la Vieille Ville gehéiert. Nach muss ee wëssen, wellech Affektatioun een deem representative Gebai gëtt.

An da wëll ech nach e Wuert soen zum Délai, Här President. Wéini rechent den Här Minister domat, wa mer elo haut dee Kredit stëmmen, dass d'Aarbechte viruginn a wéini ass mat engem Ofschloss vun deem Bau ze rechnen? Ech wëll net, dass hien esou eng optimistesch Ausso mécht wéi säi Virvirgänger, well soss wier dat Gebai jo schonn zwee Joer laang a Fonctioun, mä et muss een awer kënne raisonnablement, elo wou de Chantier awer esou wäit gediehen ass, soen, wéini een do endlech kann der Justice eng definitiv Heemecht ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass ons dru geleeën, dass mer eng Justice kréien, déi fonctionnéiert, op engem Site, deen digne ass, och wa mer deen hei net schéi fannen, mä dass mer elo endlech virukommen, an dofir, trotz all deenen Onzoulänglechkeeten, besonnesch um ästhetesche Plang, wäerte mer awer als DP-Fraktioun dëse Projet stëmmen; well wann een den Accord net dozou gëtt, dann entzéie mer ons onser Responsabilitéit.

Als Oppositiounspartei muss een och wëssen, dass een och déi désagréabel Projete muss matdroen - dëse gehéiert mat Sécherheet dozou - an dass mer dat och wäerte maachen. Well nach eng Kéier, wa mer dat net géinge stëmmen a wann eng Majoritéit heibannen dat net géing stëmmen, da wier de Schued, dee mer den Institutiounen, dem Lëtzebuerger Land géingen zoufügen, an der Justice zoufügen, vill méi grouss. Aus där Ursaach ginn ech den Accord vun der DP-Fraktioun zu dësem Projet.

Ech soen lech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Brasseur. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Scheuer. Här Scheuer.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Merci, Här President. Ech wollt just am Virspann drun erënneren, datt d'DP och deen éischte Projet gestëmmt hat…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Jo!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- …an datt et also an der Logik ass, datt se och deen zweete Projet stëmmt.

Fir d'éischt wëll ech der Madame Brasseur eppes soen: Si huet enger ganz negativer Meenung iwwert den Architekt an iwwert d'Architektur vum Rob Krier hei Ausdrock ginn. Däerf ech just drun erënneren, datt de Rob Krier als ee vun deene bedeitendsten Architekten an anere Länner ugesi gëtt, datt en Universitéitsprofesser ass, datt e Büroen huet an Däitschland, datt e Büroen huet a Frankräich, datt e mat sengem Brudder eng Coryphée vun der moderner Architektur ass. Firwat kann een dermat…

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Neen, neen, guer net! Dat ass keng modern Architektur!

(Interruptions diverses)

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Et kann een dozou stoe wéi ee wëllt,

dat gestinn ech Iech zou. Derhannert stécht eng Philosophie, an dee Mann ass op d'mannst capabel, fir déi Philosophie ze artikuléieren. Domadder ass een d'accord…

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Aner Architekten hu keng Philosophie!

M. le Président.- Stëppelt elo net déi ganzen Zäit wou den Här Scheuer schwätzt!

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- Ech wëll Iech just drun erënneren, ech hat déi redoutabel Éier fir de Rapport ze maachen iwwert de Pei-Musée. Do hate mer genau déiselwecht Diskussioun iwwer eng Architektur, déi awer iwwerhaapt näischt ze dinn huet, guer näischt ze dinn huet mat där Architektur, déi vun deenen zwee Architekte Krier realiséiert gëtt. Des goûts et des couleurs, an dësem Fall,…

(Interruption)

…an dobäi wëll ech et beloossen, fir d'Éier vun den Häre Krier, déi Lëtzebuerg vertrieden am Ausland, op hir Aart a Weis a mat groussem Succès, och an der Chamber hei zurechtzerécken.

(Interruptions diverses)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat hei gëtt en deieren Nomëtteg, e ganz deieren Nomëtteg. 125 Milliounen Euro fir d'Cité judiciaire, e Surplus vu 26 Milliounen Euro, an da komme mer duerno bei d'Nordstrooss mat engem Total vun 229 Milliounen Euro, déi mer also stëmmen. Ech wëll just e puer Wuert zur Cité judicaire soen a just zur Virgeschicht vun der Cité judicaire, well se awer och fir déi nächst Diskussioun, déi mer féieren, fir esou Dérapagen ze verhënneren, menger Meenung no ganz wichteg sinn.

Fir d'éischt e Kompliment un de Rapporteur, deen op eng sachlech, nüchtern Aart a Weis alles opgeschafft huet, wat nom Gesetz vun 1999 entstanen ass, an all Ëmännerungen opgewisen huet, déi zu deem Surcoût gefouert hunn. Ech soen och Merci, félicitéieren och dem Minister mat senge Servicer, déi dat dote Spill duerchgemaach hunn. Ech mengen dat hei ass en Dossier wou elo hoffentlech - ech mengen awer, et wär esou - näischt méi opsteet.

Et ass ouni Zweifel e Fait, datt en däregen Dossier opgeschafft ginn ass, en Dossier wou ee sech am Fong nëmme mat Faits accomplis ze befaassen hat. Déi technesch Aspekter, déi engendréieren dann en immense finanziellen Impakt, an de Statsrot huet sech deementspriechend och ganz kritesch geäussert.

D'Aarbechten an der Kommissioun, déi ware ganz konstruktiv an ech mengen, wéi den Här Clement gesot huet - ech hu mer dat séier opgeschriwwen -: „d'Schold läit sécher net eleng bei deem heite Bauteminister". Deen heitege Bauteminister huet a senger Funktioun als Bauteminister absolut keng Schold ze droen un deem, wat deemools entstanen ass, mä et misst ee mol kucken, wéi d'Stad Lëtzebuerg deemools zu deem Projet gestanen huet.

Fait ass, datt, wéi mer d'Gesetz vum 6. Abrëll 1999 hei gestëmmt hunn, mer ee Projet ofgeseent hunn, deen net fäerdeg war. Deen - an ech menge bal fatal schonn zu deem doten Zäitpunkt - vill Froen opgelooss huet a Froen, déi een deemools virum Ofstëmme vun deem Projet scho bestëmmt zu engem gewëssenen Deel hätt kënne beäntwerten, an dee Projet hei ka schonn exemplaresche Charakter kréien; en huet es schonn.

Ech hunn och déi Interventiounen nogelies vun de Kolleegen am Joer 1999. D'Diskussiounen hu sech deemools haaptsächlech gedréit ëm den Emplacement vun de Geriichtsgebaier, den Hellege-Geescht ass duergestallt gi vun enger Säit als ideale Site mat engem Terrain vun engem Hektar 79 Ar, an ech hat awer d'Impressioun, datt an den Diskussiounen an an der Approche, déi verschidde Leit zu deem Projet haten, nach ëmmer d'Alternativen eng grouss Roll gespillt hunn.

Zum Beispill huet den CSV-Spriecher, den Här Mosar, och vun aneren Alternative geschwat, mä virun allem den Här Rippinger huet déi Alternativen opgezielt, déi fir d'Stad Lëtzebuerg an deem dote Fall déi besser gewiescht wären an d'Madame Brasseur huet se och genannt, et war fir d'éischt de Kierchbierg a si huet wuertwiertlech gesot: „Dat wär eng gutt Léisung gewiescht."

Den Här Rippinger huet och vun der Stäreplaz geschwat, hien ass kaum agaangen op déi historesch Komponent vun deem Projet, mä dat huet den Här Mosar gemaach. Den Här Mosar huet ganz däitlech opgezielt, wéi wichteg déi do Plaz fir d'Geschicht vun der Stad Lëtzebuerg wär. Hien huet vum Klouschter geschwat an ech stelle mer ganz eeschtlech d'Fro bei deem Site do - wou am Fong d'Wéi vun der Stad Lëtzebuerg oder e gudden Deel dovu war -, ob een do net hätt kënne Sondagë maachen an deemools scho festleeën, fir dat Klouschter ze erhalen. An d'Madame Polfer war guer net esou negativ vis-à-vis vun deem dote Projet agestallt. Si huet - ech zitéieren - gesot, si huet ugekënnegt: „datt gegebenefalls Adaptatioune virgeholl géifen". Dat ass wuertwiertlech esou; also et war keng katastrophal Vernichtung vun deem Projet duerch d'Madame Polfer.

Nom Vote vum Gesetz ass dann dunn de Projet nodréiglech an d'Mille komm - a verschidde Millen -, éischtens vun der Stad Lëtzebuerg, déi mat der Envergure vun deem Ganzen net d'accord war. D'Stad Lëtzebuerg ass - soulaang ech an där Travaux-publics-Kommissioun sinn, ëmmer en onbequeme Verhandlungspartner souwuel fir de Stat wéi och fir d'Chamber. Ech erënneren un déi Etüden, déi operluecht gi sinn, wéi mer d'Maison Printz als Siège vun der Chamber bestëmmt hunn, wéi mer d'Étude fine gemaach hunn. An och hei mussen im Nachhinein d'Konsequenze gedroe ginn, déi ee vläicht am Virfeld hätt kënnen aus der Welt schafen. D'ICOMOS ass opgetrueden, d'UNESCO ass komm. Wien hat se geruff, wien hat se esou spéit geruff?

M. Jacques-Yves Henckes *(ADR).*- De Bauteminister.

M. Jos Scheuer *(LSAP).*- De Site war bekannt, jidderee wosst, wat do wär a jidderee wosst, wat de Patrimoine mondial wäert ass fir Lëtzebuerg, fir d'Stad Lëtzebuerg a fir d'Lëtzbuerger Land iwwerhaapt. D'UNESCO ass ganz einfach vill ze spéit ageschalt ginn. Déi Kettereaktioun gëtt dann och vum Statsrot opgewisen a wann een de Projet 2005 kuckt, huet en am Ganzen nëmme 650 m² méi par rapport zu deem Projet vun 1999; e kascht 25 Milliounen Euro méi.

Wouduerch? Éischtens - de Rapporteur huet et gesot -, datt de Projet net huet dierfen iwwert d'Zone protégée oder op d'Zone protégée erausgräifen. Et huet alles misse kondenséiert ginn, nei iwwerschafft gi mat neien techneschen Implikatiounen. An drëttens dann, d'Vestigë vum Klouschter sinn integréiert ginn an de Projet.

Ech wëll prinzipiell dat hei festhalen: Et ass jo esou, datt den Denkmalschutz zu Lëtzebuerg eng immens Roll gespillt huet an eng immens Roll spille muss, mä wann een esou Projeten huet wéi deen heien - an et ginn der och op den Dierfer an et ginn der och op anere Plaze vum Land -, da muss ee sech d'Fro stellen, ob net am Virfeld verschidde Froe gekläert musse ginn, an ob de Musée, respektiv Sites et Monuments am Virfeld musse kontaktéiert ginn. A wann dat iwwert d'Kompetenze vu Lëtzebuerger Instanzen erausgeet, datt een um Niveau mondial, um Niveau UNESCO muss operéieren. An dann ass et ëmsou méi wichteg, datt d'Prozeduren ageleet ginn, well da kënnt een esou Dérapagen, wéi dat hei, an d'Fro nom Oflaf, d'Fro nom Verloscht vun der Zäit vermeiden.

Ech mengen et kann een dem Robert Goebbels alles ënnerstellen, mä awer net e gesonde Realismus.

(Interruptions)

An dësem Fall war et scho realistesch fir eng Bauzäit virzegesinn. Allerdéngs konnt hien net virausgesinn, datt déi nei Erkenntnisser an déi nei Décisiounen eben zu deem Zäitverloscht hu missen noutgedronge féieren.

(Interruption)

Et ass Zäit verluer gaangen, et kascht ganz vill Geld an et bleift zum Schluss dann de Wonsch, datt si awer och am Joer 2007 fäerdeg gëtt - déi grouss Cité judiciaire - an datt se grouss genuch ass fir alles opzehuele wat am Kader vun der Lëtzebuerger Justiz muss fonctionnéieren an optimal muss fonctionnéieren.

An zum Schluss dann d'Fro, déi an der Kommissioun gestallt ginn ass, eng wichteg Fro fir d'Stad Lëtzebuerg, eng wichteg Fro awer och fir de Lëtzebuerger Stat: Wat geschitt mat deem ale Justizpalais, dee jo net nëmmen historesch wäertvoll ass, mä garantéiert awer och architektonesch wäertvoll ass?

Firwat ass en architektonesch wäertvoll? Well en e puer Jorhonnert oder 150 Joer virun der Cité judiciaire gebaut ginn ass.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Scheuer. Éier ech der Madame Loschetter d'Wuert ginn, wollt ech rappeléieren, datt d'Gesetz vum 6. Abrëll 1999 iwwert d'Cité judiciaire gestëmmt ass an datt et a Kraaft ass, an datt mer haut e Projet stëmme wou et drëm geet den Artikel 2 vun deem Gesetz ofzeänneren. Dat gesot, géif ech der Madame Loschetter d'Wuert ginn.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Wat wollt Der domat soen, Här President?

(Interruption)

M. le Président.- Iwwerleet mol eng Kéier ganz schaarf, Här Mehlen!

Sou, d'Madame Loschetter huet d'Wuert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President, duerfir wëll ech mech och op dat beschränken…

M. le Président.- Dat ass ganz luewenswäert.

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Voilà.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass Iech bestëmmt och schonns eng Kéier geschitt, datt Dir an d'Vakanz gefuer sidd, well Dir eppes gebucht hat, an da kommt Dir do un an Dir kritt net dat, wat eigentlech gebucht war. Stellt Iech eng Famill vir mat véier Kanner, déi an den Hotel kënnt, dräi duebel Zëmmer gebucht hat, der awer nëmmen zwee kritt, an dann nach muss e ganzen Dag waarden, bis se dann endlech kann an hir zwee fräi Zëmmere goen. Genau dat geschitt - an enger anerer Versioun - op der Cité judiciaire um Helleg-Geescht.

De ganze Projet huet missen e bëssen eriwwer gedréckt gi fir aus der Zone tampon erauszekommen. De SCAS kritt eréischt e Gebai an den Archiven, wann d'Archiven op Esch/Belval kommen, dofir ginn d'Archiven an de Parking, an de Parking gëtt e Stack méi déif vergréissert zu gudder Lescht, well zu gudder Lescht d'Vestigen aus engem Klouschter aus dem 13. Jorhonnert och nach do entdeckt ginn sinn, wou eigentlech virdun de Parking sollt kommen.

Voilà, dat alles e bësselchen iwwerspëtzt - ech ginn et gären zou -, mä esou ongefeier ass dee gestëmmte Projet readaptéiert ginn an eben och seng Adaptatioun oder säi Budget - et ass eigentlech effektiv keng richteg Adaptatioun. An esou ongefeier gesäit och d'Situatioun um Chantier de Moment aus, wou een nëmme kann hoffen, datt d'Aarbechte gutt a séier viruginn, ouni dass engem eppes geschitt, well dee Chantier ass extrem enk, well alles extrem enk do ass an d'Aarbechten an d'Maschinne si quasi een op deem aneren.

Just eng ganz kuerz Bemierkung: Mir waren als Gréng och ëmmer der Meenung, datt den drëtte Pouvoir endlech misst adequat Aarbechtskonditioune kréien an dass déi aktuell Situatioun onerträglech wier. Mä mir waren ni ganz waarm fir dee Site um Hellege-Geescht, net nëmme wéinst de Schwieregkeete betreffend dem Patrimoine mondial. Mir fannen och nach haut, datt et eng schlecht Planung ass, fir eng vun deene leschte grousse Plaze vun der Stad zouzemaachen.

Et ass schued dass et déi Plaz ass, déi elo mat Büroe gefëllt gëtt, déi um sechs Auer eidel sinn. A virun allem ass et eng Plaz, an dat ass eppes wat eigentlech och deen heite Projet de loi eppes ugeet, déi net ausbaubar ass. Nom Avis vun der UNESCO recommandéiert ee vun hiren Experten - an ech zitéiere just dat hei, Här President, wann Der erlaabt -, den Här Jantzen: «la solution la plus compatible avec l'inscription sur la liste du patrimoine mondial serait la recherche d'un autre emplacement pour la construction de cette cité judiciaire. Le plateau St-Esprit pourrait alors connaître un développement en rapport avec ce qu'il représente dans l'histoire de la ville, ceci dans le respect des vestiges qui s'y trouvent et des récentes découvertes archéologiques révélées par les fouilles.»

D'Stad Lëtzebuerg an de jëtzege Buergermeeschter, de Paul Helminger, haten en alternative Site proposéiert op der Rocade de Bonnevoie, an de gréngen Deputéierte Robert Garcia hat souguer zu dëser alternativer Propositioun eng Proposition de loi an deem Sënn eragereecht.

D'Propositioun vum Site op der Rocade de Bonnevoie wier eng eigentlech „win-win"-Situatioun gewiescht. Si wier direkt ëmsetzbar gewiescht. D'Plaz wier ausbaubar gewiescht. Et hätt sënnvoll zu enger iwwerluechter Stad- a Landesplanung bäigedroen. An den drëtte Pouvoir wier nëmme knapps 300 Meter vun deenen aneren zwee Pouvoiren ewech. A mir hätten d'Plaz um Hellege-Geescht kënne behalen, fir eng flott a convivial Plaz draus ze maachen.

Mä et sollt net esou kommen. Et sollt komme wéi deen deemolege Bauteminister dëst an der Chamber zur Ofstëmmung eragereecht hat, esou wéi de President hei elo schonn drun erënnert huet.

De Projet ass esou ëmgeännert gi mat der eenzeger Suerg, aus der Zone tampon erauszekommen an eben och eng Léisung fir d'Krypta ze fannen. An doduerch ass dann och dee Präis ëmgeännert ginn.

An engem Sënn vu Logik, esou wéi dat och scho virdrun hei ugeklonge war, wäert déi gréng Fraktioun sech dann och haut enthalen, well se sech - aus deene Grënn, déi ech dofir kuerz rappeléiert hunn, Här President - och bei deem éischte Vote enthalen hat, an domadder soen ech Iech Merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. Den nächste Riedner ass den honorablen Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR).*- Merci, Här President. Ech hu gemengt aus enger vun Äre Remarquen erauszehéieren, datt Der ongedëlleg wäert fir bei de Projet vun der Nordstrooss ze kommen. Et léisst sech awer net évitéieren, e puer Wuert zu dësem Projet a virun allem zu den Ursaache vun dësem Projet ze soen.

Et ass ee vun deene Projeten, wann net de Modellprojet, deen ee kënnt als Beispill huelen dofir, wéi een et net soll maachen.

Mir hunn hei eng Iwwerschreidung, rëm eng Kéier méi, déi notabel ass; wann ech richteg gerechent hu 26,15% par rapport zum Projet initial. 26 Milliounen Euro oder 104 Millioune Frang, fir déi déi nach méi gewinnt si mat de Frangen ze rechnen.

D'Erklärunge fanne mer am Rapport. Ech wëll dem Rapporteur bei där Geleeënheet och Merci soe fir seng Explikatiounen. Mä d'Ursaachen, fir aus de Feeler ze léieren - et ass bekannt an ech wëll net bis an d'ganz Genèse vun deem Projet hei erëm zréckgoen; do kéint ee wahrscheinlech e Buch driwwer schreiwen. De politeschen Hick-hack tëscht Parteien, och vläicht tëscht politesche Responsablen, iwwert de Standuert Plateau St-Esprit, et ass elo grad gesot ginn, Rocade de Bonnevoie, Stäreplaz - den ADR hat deemools éier eng Preferenz fir op d'Stäreplaz ze goen, och fir deen Deel vun der Stad doduerch opzewäerten. Et ass awer herno de Site vum Plateau St-Esprit zréckbehale ginn.

Här President, Dir sidd mer net béis wann ech awer hei aus där Sitzung d'Ministesch vun den öffentleche Bauten zitéieren. Et war eng Heure d'actualité, déi op Initiativ vu mengem Fraktiounskolleeg Jacques-Yves Henckes gefrot gi war, an zwar den 10. Oktober 2001. Do huet d'Madame Bauteministesch gesot: „D'Chamber hat an deem Ablack, wéi d'Gesetz gestëmmt ginn ass, schonn eng kritesch Approche zum Projet. Mä si huet awer, trotz der kritescher Approche, de Projet gestëmmt. D'Deputéierten hunn expressiv verbis gesot, de Site géif hire Virstellungen zwar net entspriechen, mä si géifen de Projet awer stëmmen." Dat ass effektiv d'Realitéit. Et war aus enger Situatioun vun Zäitnout eraus - well jiddferee gesinn huet, datt eppes misst geschéien -, wou gesot ginn ass: Jo, da musse mer alt zoustëmmen, och wa mer net frou domat sinn.

Mir gesinn haut, wéi falsch datt et war. Ech kann nëmmen ënnersträiche wat anerer viru mir och scho gesot hunn: Wann een op esou eng Plaz geet, da weess een, datt een op Vestigë stéisst. Wann een op esou eng Plaz geet, déi deelweis scho verbaut ass - ech erënneren un de Parking -, da weess een, datt een zousätzlech op Schwieregkeete stéisst. Mir hunn dat elo gesinn, wéi mer de Site besicht hunn. Wéi do gewullt gëtt, wéi do getässelt gëtt, fir iergendwéi laanschteneen ze kommen.

Mir mussen elo a Kaf huelen, datt de Parking net esou grouss gëtt wéi e geplangt war, wat herno ganz sécher, wann dat Ganzt bis fonctionnéiert, och nach zousätzlech zu Schwieregkeete féiert.

Et ass um falsche Site gebaut ginn. Et koum derbäi déi Affär vun der UNESCO, wat als Folgen hat, datt d'Plange komplett hu missen, zum gréissten Deel, ëmgeännert ginn.

Et si Contrainten duerch bestehend Gebaier an duerch d'Parkingen, wéi gesot. An dann, fir mech awer e ganz iergerleche Punkt, an deen eis och vill Geld kascht, déi Conservatioun vun deene Vestigë vun deem Klouschter.

Wann een dat alles zesummen hëlt, da versteet een de Conseil d'État wann e seet, eng Kéier méi - ech mengen et ass déiselwecht Formule, déi ëmmer erëm kënnt -: «Le Conseil d'État, s'il peut admettre à la rigueur le caractère imprévu de

certaines dépenses, doit cependant remarquer que le projet sous avis n'est guère compatible avec une conception, préparation et planification sérieuses d'un projet de construction d'une telle envergure.» Dat kann een hei nëmme mat zwou Hänn ënnersträichen.

Ech wollt just zu engem vun deene ganz décke Punkten, déi de Surcoût hei generéiert hunn, e puer Froen opwerfen, an dat ass dat vun där Crypte archéologique.

Ech weess net, wann et fäerdeg ass a mir gesi wierklech wat do läit - wéi gesot, de Moment ass et mat Sand zougeschott -, da muss awer herno - dat meescht wäert jo mam Bagger ewechgeholl ginn -, mä wann et dann erëm un dat Rengt geet, da muss erëm mam Läffelchen do geschafft ginn. Mir hunn alt gemengt, vläicht wieren e puer Riichter esou gnädeg, deen een oder deen aneren en pénal dozou ze condamnéiere fir do mam Läffelchen zäitweileg ze wudderen. Da wier déi Aarbecht net och erëm eng Kéier op Käschte vum Contribuable.

Mä de Spaass op d'Säit, et muss ee sech mam Conseil d'État d'Fro stellen: War dat do wierklech néideg? Wann ee gesäit, wat fir e baulechen Opwand datt dat bedéngt, fir datt een herno e puer Grondmaueren - well vill méi ass net do - gesäit.

Hätt een do net awer kënne mat Opnahmen a mat virtueller Duerstellung, wéi et fréier war - dat mag och elo nach geplangt sinn, ech weess et net -, trotzdeem deene Leit, déi dat hätte wëlle kucken, wierklech alles weise wat fonnt ginn ass an en och eng Impressioun ginn iwwert dat wéi et fréier mol war, ouni dee gewaltegen Opwand? Well deen Drock vun deene Gebaier, déi uewen eriwwer stinn, dee muss jo op de Fiels ënnen ofgedroe ginn, ouni datt dat, wat dann archeologesch do sollt en valeur sinn, däerf tangéiert ginn; an dat ass eng onméiglech Geschicht.

Et ass eppes, wann déi Obligatioun net bestanen huet, an aus der Dokumentatioun, wann een dat noliest, geet ervir, datt keng Obligatioun bestanen huet. D'Madame Hennicot seet: „Et ass nämlech esou, déi Avisë vun der ICOMOS sinn Avisën, déi fir d'UNESCO gemaach gi sinn."

Et huet awer kee vun där doter ONG d'Kompetenz fir amplaz vun der UNESCO ze schwätzen. An et geet och ganz kloer doraus ervir, datt et keng Obligatioun war fir dat doten ze erhalen.

An deem Punkt, a besonnesch well et esou deier gëtt, fanne mir et jiddefalls net richteg, datt d'Chamber net am Virfeld gefrot ginn ass, ob et misst konservéiert ginn oder net. Well, éierlech geschwat, et bréngt wahrhafteg net vill.

Ech wëll och nach drop hiweisen - an dat ass och eppes, wat eis stéiert -, datt mäi Fraktiounskolleeg Jacques-Yves Henckes den 23. Juli 2001 eng Question parlementaire gestallt hat, wou en op eng Fro iwwert den Avis vun der UNESCO, wat fir eng Suiten dass dat hätt, als Äntwert kritt huet: «L'avis de l'UNESCO est un avis consultatif, le Plateau du St-Esprit étant situé dans la zone tampon de la délimitation du patrimoine mondial. Il n'en découle pas de conséquences financières.» Esou ass nach de 7. August 2001 geäntwert ginn. Dat stëmmt net! Deen huet enorm «conséquences financières», an och do muss een da soen, datt d'Regierung vis-à-vis vun der Chamber, oder engem Vertrieder vun der Chamber, net éierlech war.

Här President, och mir gesinn, datt hei muss den zousätzleche Kredit gestëmmt ginn. Dee Projet muss fäerdeg gemaach ginn. Mir sinn nach wie vor net glécklech driwwer. Et ass net déi richteg Plaz. Et wäert, wann d'Justiz weiderhi Plaz brauch, ganz geschwë schonn erëm enk do ginn. Et ass verkéierstechnesch net glécklech. Mä et ass ugefaangen, et muss fäerdeg gemaach ginn.

Awer Compte tenu vun deem, wat ech elo gesot hunn, vun där deelweiser net Korrektheet vun der Regierung vis-à-vis vun der Chamber, wäerte mir eis, fir eise Protest dergéint auszedrécken, trotzdeem bei dësem Projet enthalen an der Majoritéit d'Verantwortung iwwerloossen, fir hei dee Kredit ze stëmmen.

Ech soen Iech Merci.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. D'Wuert huet elo d'Regierung, de Bauteminister Claude Wiseler. Här Wiseler!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Merci, Här President. Wéi ech virun e puer Méint an deem Büro vun den Travaux publics ugefaangen hunn, hunn ech effektiv de Point gemaach wou mer op deenen eenzelne Projete géingen dostoen a gemengt, et wär wichteg, direkt, esou schnell wéi méiglech mat der Chamber dee Kontakt ze kréien, deen ech och wëll an deenen nächste Jore mat der Chamber hunn, an do d'Analys vun deene grousse Projeten ze maachen.

Mir haten der eng Rei, déi Problemer gestallt hunn. Mir hunn der och schonn eng Rei an der Chamberskommissioun duerchdiskutéiert an och eng Rei hei am Plenum gestëmmt. Dat sinn: de Rond-point Märel, Gaasperech, d'Concertshal. Mir hunn elo d'Route du Nord an d'Cité judiciaire haut nach um Programm. All déi Diskussiounen an déi Konklusiounen, déi mer doraus gezunn hunn, hu mer an enger Diskussioun gezunn, déi ech awer an deene leschte Méint appréciéiert hunn, well se konnt eng ganz konstruktiv Diskussioun ginn, gradesou wéi haut. Dofir wëll ech souwuel der Travaux-publics-Kommissioun wéi der Commission de l'Exécution budgétaire an dem Här Marcel Sauber als Rapporteur villmools Merci soe fir déi Aarbecht, déi se fir haut gemaach hunn.

D'Madame Brasseur huet esou léif virdru gesot, datt een als Bauteminister Freed hätt, vill Bännercher duerchzeschneiden, op där anerer Säit awer heiansdo dann och déi schwéier Tâche huet, esou wéi haut an d'Chamber ze kommen. Ech muss awer soen, ech schneide vill méi Bännercher duerch wéi ech esou Texter an der Chamber maachen, an domat wëll ech soen, datt eng ganz Rei vun deene Projeten, déi mer maachen, déi mer exécutéieren, och Projete sinn, wou mer net brauchen erëmzekommen, Projete sinn, déi am Kader vum Budget lafen, a Projete sinn, déi korrekt an der Exekutioun esou lafe wéi se solle lafen.

Dat wollt ech awer eng Kéier soen, well et kënnt ëmmer d'Impressioun op heibannen, an der Press, wéi wann all Projet aus dem Rudder géing goen. Dat ass net richteg! Dat sinn déi, déi mer elo hei genannt hunn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Schhhhh!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- …an et sinn haaptsächlech Projeten - an dat muss een awer och gesinn -, déi en exzeptionelle Charakter hunn. D'Concertshal ass net egal wat fir ee Gebai. Esou eent hu mer nach net gebaut, esou eent baue mer och net méi. D'Cité judiciaire, déi mer elo hei hunn, ass trotzdeem eng aussergewéinlech Konstruktioun op enger aussergewéinlecher Plaz. Datt mer esou eng an deenen nächste Jore maachen, géing mech wonneren. Dir géingt Iech jo souwisou iergere wa mer nach eng esou géinge maachen, mä ech mengen, souwisou maache mer keng esou méi, well et ass exzeptionell, et ass en uniquë Bau, an d'Nordstrooss brauch ech net ze beschreiwen an do schwätzen ech duerno och nach eng Kéier driwwer.

D'Zuel vun deene Projeten, déi korrekt ausginn, ass onwahrscheinlech vill méi grouss wéi déi, wou mer Problemer hunn, an ech soen nach eng Kéier hannendrun, ech denken, och wa mir eis nei Prozedure ginn, wou ech nach gären e Wuert duerno driwwer soen, ass dat net esou, datt mer net am Bau Problemer wäerte kréien. De Bau ass nun einfach eppes wat een esou vill Joer am Viraus net ka mathematesch ausrechnen, op den Euro près wat et kascht, sou datt déi Diskussioune wäerten an der Chamber och nach an Zukunft opkommen.

Ech menge just, datt mer hinnen an Zukunft mussen e Kader ginn, wou se an engem anere Rhythmus, op eng aner Aart a Weis ofgewéckelt ginn, wou d'Diskussioun kann anescht lafen a wou mer se kënnen anescht an de Gréff kréien. Dat ass mäi Wonsch, an dat ass och dat wat ech mengen datt mer kënnen erreeche mat deene Propositiounen, déi mer zesummen ausgeschafft hunn.

Et muss ee wëssen, datt dee Projet vun der Cité judiciaire, esou wéi en do läit, 1994 ausgeschafft ginn ass, an datt mer do d'Finalisatioun vum Programme de construction gemaach hunn. 1994, mir sinn elo 2005! Den Avant-projet sommaire ass 1998 gemaach ginn, an de 6. Abrëll 1999 ass de Gesetzesprojet gestëmmt ginn.

De President huet virdru gesot, mir géingen net méi iwwert dee Gesetzesprojet schwätzen, mä just iwwert d'Ëmännerungen dovunner. Dat ass richteg. Dofir ginn ech och net haut op all déi Diskussiounen an, déi den Emplacement uginn. Mir sinn haut amgaangen do ze bauen. Wann Der erausgitt an Dir kuckt et, wéi héich mer do sinn, dofir mengen ech sinn dat Diskussiounen, déi haut zwar ëmmer nach kënne gefouert ginn, wou déi eng et regrettéieren, déi aner et gutt fannen, mä ech féieren se net, well dat ass net meng Missioun.

Meng Missioun ass, esou schnell wéi méiglech, esou bëlleg wéi méiglech an esou korrekt wéi méiglech dee Bau hei fäerdeg ze kréien. Dofir wëll ech net iwwert d'Philosophie vun den Architekte schwätzen. Ech menge par contre, datt all déi Diskussiounen, déi mer drëm hate sengerzäit an déi zu dësen Ännerunge gefouert hunn, an déi och haut dann den Objet vun deem Projet sinn, all déi Diskussiounen, déi Diskussioune mat der UNESCO, déi Diskussiounen, déi mer mat der Stad Lëtzebuerg gefouert hunn,…

(Coups de cloche de la Présidence)

…de Projet awer verbessert hunn, an datt mer haut an engem Projet sinn, wou ech muss soen, datt en, mat deenen Oplagen, déi d'UNESCO gemaach huet, op där Plaz awer Sënn mécht.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et muss een och soen, datt mer dee Projet hei - an ech ka mech drun erënneren, well ech déi Zäit souwuel an der Stad Lëtzebuerg am Schäfferot war wéi an der Commission de l'Exécution budgétaire -, datt mer déi Diskussiounen hei matenee gefouert hunn. Ech ka mech erënneren un déi Sëtzunge vun dem 25. September 2001, dem 17. Dezember 2001, wou meng Virgängerin, d'Madame Hennicot, an der Chamber war an am Detail mat enger grousser Powerpoint-Presentatioun genau virgestallt huet, wat dann elo d'Demandë vun der UNESCO waren, wat dann elo d'Demandë vun der Stad Lëtzebuerg waren, wat huet misse geännert ginn, fir den Accord ze kréien, a wéi dee Projet an Zukunft géing ausgesinn.

Also Informatiounen, muss ech soen, un d'Chamber an där ganzer Prozedur, an deene ganzen Ëmännerungen, ware schonn do, déi dann zu deem Projet gefouert hunn an déi och dem Bau, deen den 3. Dezember 2002 ugefaangen huet, zugrond geluecht si ginn.

Elo ass et natierlech esou, datt haut gesot gëtt, all déi Diskussiounen do, dat ware just Informatiouns-, mä keng Décisiounsdiskussiounen. Ech wëll awer nach drun erënneren, datt déi Zäit déi ganz Diskussioun ganz anescht gelaf war, well een nach keng Modalitéiten hat, wéi een da géing no engem Gesetz Décisiounen huelen, déi dee Projet géingen esou ëmänneren. Dat war trotzdeem eppes anescht, trotzdeem eppes Neies, d'Prinzipië waren net do, wéi et soll lafen, war net décidéiert, war net definéiert.

Well ech déi Problemer jo awer gesinn a well ech och déi Schwieregkeeten, déi eng Commission de l'Exécution budgétaire kann hunn, duerchaus verstinn, hunn ech einfach drop gehalen, datt mer eis géingen zesummen eng Prozedur ginn, wéi mer an esou Fäll handelen, an datt ee weess wat dann elo soll gemaach ginn, muss gemaach ginn, wéini wat fir eng Décisioun vun der Regierung, vun der Chamber soll geholl ginn, fir datt mer dat alles an Zukunft an engem korrekten, an engem uerdentleche Kader wëllen a kënnen oflafe loossen.

Mir hunn och aus deem Projet hei eng Rei Saache geléiert. Ech weess just net, ob déi Léieren duerno eis esou an der Realitéit ëmmer all Problem aus dem Wee raumen. Mä wat hu mer doraus geléiert? Mir hunn doraus geléiert, datt déi grouss Transformatiounen, wa mer se maachen, nodeem datt e Gesetzesprojet gestëmmt ass, eis ëmmer wäerte finanziell Problemer bréngen. D'Léier ass also kloer déi: All déi Etüde musse virdru gemaach ginn, all déi Autorisatioune musse virdru gefrot ginn, an dofir muss de Gesetzesprojet net an där doten Etapp, mä vill méi spéit gestëmmt ginn, fir datt mer genau wëssen, datt mer net an déi dote Problemer kënnen erakommen, nodeem datt mer e Gesetzesprojet gestëmmt hunn. Dat wäerte mer och probéieren ze maachen.

Ech soen awer och, ech sinn net sécher, ob dat do ëmmer esou geléngt. Well ech ka mer ganz gutt virstellen, datt, nodeem datt e Bau ugefaangen huet, awer Froen, Problemer nach ëmmer kënnen optauchen - wat ënnert dem Buedem läit, wësse mer jo net ëmmer, dat ass ee Beispill -, déi awer nach déi eng oder déi aner Décisioun wäerten a Fro stellen, an déi eng oder aner Décisioun muss kënnen nei geholl ginn. An da soen ech, wa mer probéieren dat esou vill wéi méiglech ze évitéieren, da muss een dee Moment, wou een et net kann évitéieren a wou eng Noutwennegkeet do ass, awer och kloer sech sinn, wéi een dann an der Chamber handelt fir ze kucken, datt een dat normal a korrekt op de Wee kritt.

An dofir hu mer jo an deene Prozeduren, déi mer eis definéiert hunn, festgeluecht, datt mer géingen higoen an an engem fréie Plang, da wann d'Décisioun nach net definitiv ass, d'Informatioun vun der Chamber maachen an dann och der Chamber d'Méiglechkeet ginn, zu engem Moment wou den Neen nach méiglech ass, Jo oder Neen zu deenen dote Saachen ze soen.

Dat ass also och eng méi grouss Responsabilisatioun vun der Chamber an enger Etapp wou Décisiounen nach méiglech sinn. An ech sinn u sech e Befürworter vun där doter Prozedur, well se eng Transparenz an déi ganz Prozeduren erabréngt a well se eis eng Kollaboratioun zesumme mécht wou duerno dat alles kann an engem ganz anere Kader oflafen. Dat waren déi puer Saachen, déi ech heizou wollt soen.

Et sinn e puer Froe gestallt ginn, zum Beispill déi vun de Statsarchiven, wou mer do dru sinn. Well d'Statsarchiven, wa se frësch zu Belval gebaut gi jo dann och eng Influenz hunn iwwert déi Extentiounsméiglechkeeten, déi mer wäerten hu fir d'Cour hei. Do ass, hoffen ech, d'Äntwert, datt mer och kënnen am Joer 2006 mat de Statsarchiven op Belval ufänken; dee Projet de loi ass fäerdeg.

Et muss ee just wëssen, datt mer gefrot hu fir ze kucken ob et méiglech wier, well déi Statsarchiven eng relativ grouss Extensioun hunn a se geplangt si fir 15, 20 Joer, an enger éischter Etapp nach en Deel vun der Universitéitsbibliothéik, déi sur place ass, dran ze bréngen oder net. Dat ass gekuckt ginn. Déi Décisioun ass nach net geholl, mä déi Décisioun ass elo prett fir geholl ze ginn. Soubal mer déi Décisioun geholl hunn, kann dann och dee ganze Projet hei an d'Chamber kommen, hei an der Chamber décidéiert ginn an dann och weiderlafen.

Wéi gesot, dat ass eng Décisioun, déi nach hei an d'Chamber kënnt an déi dann och hei an der Chamber kann diskutéiert, kommentéiert an zu engem Deel sécherlech mat influenzéiert a mat décidéiert ginn. Dat ass déi éischt Äntwert.

Ech sinn awer - well ech net esou si wéi den Här Goebbels, Optimist - éischter ganz virsiichteg a mengen Aussoe vun Datumen a wëll hei den Datum net virgi wéini déi Gebaier dann elo fäerdeg sinn. Ech soen Iech, ech hoffen, datt mer se am Joer 2006 mam Fonds Belval kënnen ufänken an da brauch dat déi normal Baudauer, déi een ebe muss hunn, ier een esou e Gebai ka fäerdeg stellen, wann dann näischt virkënnt, wat eis géing Problemer stellen.

(Interruption)

Méi wëll ech net soen, well ech einfach virsiichteg sinn a well net nëmmen déi Problemer kënne virkommen, déi mer hu wann am Buedem eppes läit, mä well mer och bei all Soumissioun, déi mer erausginn, hoffen, datt dann net ee reklaméiert an datt mer net eng Geriichtsprozedur kréien, also datt mer net gebremst ginn an dofir ass et bal onméiglech definitiv Datumen an deenen dote Projeten ze ginn.

Et ass en aneren Délai, deen hei gefrot ginn ass, deen awer direkt mat der Cité judiciaire zesummenhänkt, dat ass deen, wéini dann déi Cité judiciaire fäerdeg ass. Mir denken, datt mer Enn 2007 esou wäit sinn. Awer ëmmer nëmmen - an da maachen ech och do d'Klammer -, wann all Soumissioune richteg lafen, wa mer net op aner Problemer stoussen, ass dat deen normalen Terminkalenner, dee mer elo hunn, esou datt ee kann dovunner ausgoen, datt d'Plënneraktioun kann am Joer 2008 stattfannen, mat alle Reserven, déi ech ëmmer umelle fir all Imprévuen, déi ebe beim Bau dra sinn.

An dann déi lescht Fro, déi Der hat: Wat ass mat dem Palais vun der Cour de Justice geplangt? Einstweilen ass nach keng definitiv Décisioun doriwwer geholl, wat mat deem Palais dann ze geschéien huet. Déi Décisioun ass nach op. Déi muss nach geholl ginn.

Voilà, ech mengen ech hunn elo op déi Froe geäntwert, déi gestallt waren. Ech soen Iech alleguer nach eng Kéier villmools Merci fir déi konstruktiv Décisioun an deen hoffentlech positive Vote, deen dann elo kënnt. Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen dann zur Ofstëmmung vun dësem Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen an 12 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank

(par M. Marcel Oberweis), Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer, Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par Mme Martine Stein-Mergen), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen, MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. John Castegnaro), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer, Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes, Mme Colette Flesch, MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger, Claude Meisch (par M. Emile Calmes) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen).

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Jacques-Yves Henckes), Jean-Pierre Koepp (par M. Gast Gibéryen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum leschte Projet de loi fir haut, déi budgetär Upassung beim Bau vun der Nordstrooss. Et si bis elo ageschriwwen: den Här Calmes, den Här Diederich, d'Madame Loschetter an den Här Mehlen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Ali Kaes.

6. 5477 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Merci, Här President.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer de Bléck zréck an de Juli 1997 riichten, da blécke mer och zréck op den Ofschloss vun enger dach emotionaler Debatt. Eng Debatt, déi schonn Enn der 60er Joren, genau gesot 1967, hiren Ufank fonnt hat. Et géing u sech elo ze wäit féiere wa mer nach weider an der Lëtzebuerger Stroossebaugeschicht zréckbliedere géifen, mä just vläicht zur Informatioun, et gouf schonn an der Zäit virum Zweete Weltkrich an etlechen Etüden driwwer nogeduecht, wéi een eng Stroossenubannung an den Norde kënnt realiséieren.

Am Fonds-des-Routes-Gesetz vum 16. August 1967 ass ënnert dem deemolege sozialistesche Bauteminister Albert Bousser festgehale gi fir eng Strooss ze bauen, déi ëner anerem Lëtzebuerg mat Ettelbréck soll verbannen. Spéiderhin am Programme directeur vum 6. Abrëll 1978 mam Titel «Aménagement du territoire et développement du réseau routier» ass nozeliesen:

«L'autoroute Luxembourg-Ettelbruck-Diekirch est nécessaire à l'amélioration et au développement de la région nord du pays, au soutien du centre de développement et d'attraction d'ordre moyen Ettelbruck-Diekirch, au pôle Bissen-Colmar-Berg ainsi qu'à l'amélioration des conditions de trafic et de résidence dans la zone urbaine et dans la vallée de l'Alzette.»

A bei der Revisioun vun dësem Programme directeur am Joer 1988 ass weiderhi festgehale ginn:

«La Route du Nord a toujours été considérée comme l'épine dorsale du trafic entre l'Oesling et le Centre…»

Wat duerno komm ass, Dir Dammen an Dir Hären, waren an den 80er an an den 90er Joren eng Rei vun Etüden, déi verschidde Varianten duerchgespillt haten an déi der Regierung virgeluecht gi sinn. Den 19. Mäerz 1992 huet d'Chamber sech mat enger 2/3-Majoritéit fir d'Ostvariant vun der Nordstrooss décidéiert, wat schlussendlech zum Dépôt vum Gesetzesprojet 4037 gefouert huet iwwert d'Ëmännerung vum Fonds-des-Routes-Gesetz an dunn zum Projet de loi 4263, deen den 9. Juli 1997 an der Chamber gestëmmt ginn ass an deen d'Regierung habilitéiert huet, fir déi sou genannten Nordstrooss ze bauen; mat engem Käschtepunkt, dee sech deemools op ronn 15 Milliarden aler Frang belaf huet.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Et wat eng hëtzeg Diskussioun an der Öffentlechkeet, déi eist Land riskéiert huet ze dividéieren zwëschent Norden a Süden, Osten a Westen. Dat geet och aus deenen interessante Chambersdebatte vun deemools ervir, wou zum Beispill bei engem fréiere Member aus der CSV-Fraktioun zum Gesetz vum 27. Juli 1997 iwwert de Bau vun der Nordstrooss nozeliesen ass:

„Ech mengen, jiddereen, deen heibannen ass, muss verstoen, dass eis Matbierger aus dem Norden, mä net nëmme si, och d'Awunner aus dem Uelzechtdall, net kënnen novollzéie firwat d'Nordstrooss ëmmer annoncéiert awer ni gebaut ginn ass. Ech wëll hei souguer behaapten, datt déi betraffe Leit heiansdo d'Impressioun haten, datt grad just hir Revendicatiounen net eescht geholl gi sinn.

An deenen 30 Joer, wou iwwert d'Nordstrooss geschwat ginn ass, ass hei zu Lëtzebuerg e modernt Stroossennetz geschafe ginn, wat alle Regiounen zegutt komm ass. Et stellt ee fest, datt do wou en développéiert Stroossennetz besteet, d'Wirtschaft e Sprong no vir gemaach huet. Et däerf een drun erënneren, datt an deene leschte Joren d'Collectrice du Sud fäerdeg gestallt ginn ass, eng Autobunn op Arel an eng op Tréier gebaut gi sinn, eng Schnellstrooss op Saarbrécken hei an der Chamber gestëmmt ginn ass an am Moment a Konstruktioun ass. Un dëse Stroossen, déi jo mat Statsgelder finanzéiert goufen, hu sech och d'Awunner aus dem Norden an aus dem Uelzechtdall finanziell bedeelegt.

An dësem Kontext mengen ech, datt d'Solidaritéit och a Richtung Norde muss spillen. Mir ass net bekannt, datt an der Zäit, wou dës Stroosse gebaut goufen, am Norden an am Uelzechtdall de Sënn an den Zweck vun dëse Stroossen a Fro gestallt gi wier. Dat wier och net richteg gewiescht, well jiddereen hiren Notzen haut kann erkennen."

Dat war en Auszuch aus enger ganz engagéierter Ried vun dem Nico Loes hei op dëser Plaz.

Et war 1997, wéi gesot, eng héich emotionaliséiert Debatt iwwer e Projet, deem seng Nëtzlechkeet haut awer iwwerwiegend net méi a Fro gestallt gëtt. Och wa sech d'Gemidder nach ëmmer net ganz berouegt hunn. D'Nordstrooss bleift eng wichteg Komponent am Entwécklungsprozess vun enger Regioun, déi nach ëmmer eng Rei Strukturschwächten opweist. D'Nordstrooss ass a bleift e Projet mat enger nationaler Envergure, déi sech fir d'Entwécklung vum Land am Allgemengen, mä awer am Norden am Besonnesche wäert ausbezuelen. Déi zügeg Fäerdegstellung vun dësem Projet muss duerfir eng Prioritéit am nationale Stroossebau kréien a behalen.

Dëse Projet gëtt méi deier, an duerfir debattéiere mer haut de virleiende Projet iwwert d'Rallonge budgétaire vun der Nordstrooss, deen den 23. Mee 2005 vum Här Bauteminister Claude Wiseler an der Chamber deponéiert gouf. Den Text ass den 12. Mee un de Statsrot verwise ginn, deen den 21. Juni säin Avis ofginn huet. An der Sëtzung vun der Bautekommissioun vum 1. Juni ass dunn de Rapporteur designéiert an d'Elementer vum Projet analyséiert ginn. Den Avis vum Statsrot konnt an der Sëtzung vum 29. Juni dunn ënnert d'Lupp geholl ginn. Den ofschléissende Rapport vun der Kommissioun ass an der Sëtzung vum 7. Juli 2005 adoptéiert ginn.

Här President, léif Kolleeginnen a léif Kolleegen, mam virleienden Text gëtt d'Regierung autoriséiert fir weider Aarbechten ze tätegen, déi sech op ronn 229 Milliounen Euro belafen. Et sinn dat Méiausgaben, déi sech an der Haaptsaach duerch d'Evolutioun vum Projet u sech erkläre loossen an déi sech op déi véier Sektioune vum Projet bezéien. An erlaabt mer kuerz fir op déi eenzel Adaptatiounen anzegoen.

D'Dépassementer an der Sektioun 1 resultéieren aus Ëmännerunge bei der Jonctioun Gréngewald mat supplementare Bauaarbechten a virun allem aus der Verbreederung vun der A1 zwëschent dem Echangeur Kierchbierg an dem Sennengerbierg. Dat heescht Aarbechten, déi am initiale Projet net an där Form virgesi waren.

D'Méikäschte vun der Sektioun 2 loossen sech virun allem duerch déi zousätzlech Voie am Tunnel Grouft an duerch deen zousätzleche Sécherheetstunnel op enger Längt vun 80 Meter erklären. Dëst ass ënner anerem d'Äntwert op zousätzlech Sécherheetsmoossnamen, wat ouni Zweifel zu enger verbesserter Sécherheet am Tunnel selwer bäidréit. Zousätzlech Käschten, Dir Dammen an Dir Hären, ginn och duerch Moossnamen op der Héicht vum Grondwaasserspigel an duerch weider elektromechanesch Equipementer verursaacht.

Bei der Sektioun 3 gëtt eng speziell Beliichtung installéiert, fir eng optimal Integratioun an d'Landschaft sécherzestellen.

D'Dépensë vun der Sektioun 4 ginn duerch weider noutwendeg Aarbechten am Génie civil am Gousseler Tunnel complétéiert, an dat virun allem an der Galerie 8. Dobäi kommen och nach d'Käschte vun den elektromechaneschen Equipementer, déi wéinst enger Rei vun europäeschen Direktive mussen adaptéiert ginn, esou wéi se haut virgeschriwwe gi vun deene respektiven Direktiven.

Schlussendlech sief nach drop higewisen, datt d'Etüden zu deenen eenzelne Sektioune leschten Enns alleguerte méi deier gi sinn, vis-à-vis vun den initiale Käschten, déi virgesi waren. Den neien Devis dréit dëse Käschten deemno och Rechnung.

De Gesetzesprojet modifiéiert awer och nach den Artikel 5 aus dem Gesetz vum 27. Juli 1997 iwwert d'Nordstrooss, deen u sech d'Mesures compensatoires festhält. Et huet sech nämlech erausgestallt, datt de Passage fir Wëld iwwert d'Nationalstrooss N11 technesch schwéier realiséierbar ass, dat virun allem duerch d'Topographie vum Terrain.

Och um cynégétesche Plang, dat heescht um Plang vun der Juegd, ass bezweifelt ginn, ob esou eng Moossnam iwwerhaapt déi néideg Effikassitéit huet. Doriwwer eraus weisen 13 vun deene 14 ënnerierdesche Passagë fir klengt Wëld ënnert der Nordstrooss technesch Schwieregkeete bei der Realisatioun op, wat d'Experten zur Konklusioun komme gelooss huet, datt sech déi agespuerten Zomme bei der Suppressioun vun dëse Kompensatiounsmoossname sënnvoll kéinte fir d'Modifikatioune beim Bau vun der Nordstrooss asetze loossen.

Dat beträfft deemno virun allem den Elargissement vum Tunnel Grouft an d'Suppressioun vum Bëschgebitt op enger Surface, déi leschten Enns och méi grouss ginn ass, wéi et initialement geplangt war.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat sinn u sech d'Haaptelementer aus dësem Gesetz. Wat den Avis vum 21. Juni 2005 vum Statsrot ubelaangt, esou ass d'Tounlag u sech eng ähnlech wéi bei anere grousse Bauprojeten, déi eng Rallonge budgétaire gebraucht hunn. Déi héich Kierperschaft lëscht an deem Kontext eng ganz Partie vu Bauprojeten op, fir dann zum Schluss ze kommen, datt se duerchaus kéint verschidden Dépassementer beim Bau vun der Nordstrooss novollzéien. Bei aneren Dépensen huet sech de Statsrot awer d'Fro gestallt, ob de gesamten Dépassement vu ronn zwee Drëttel vum initialen Devis nach enger seriöer Konzeptioun, Preparatioun a Planifikatioun vu groussen Infrastrukturprojete géif entspriechen.

De Statsrot huet sech och gewonnert, dass een sech där technescher Problemer beim Bau vum Passage fir Wëld a vun den ënnerierdesche Passagë fir Klengwëld net vun Ufank u bewosst war. Déi héich Kierperschaft huet op alle Fall ugekënnegt sech formell ze opposéieren, wann déi agespuerten Zommen op Aarbechten un der Nordstrooss verwendt ginn, am Fall wou dës Aarbechten net an de Champ d'application vum Artikel 5 vum Gesetz vum 27. Juli 1997 géife falen. De Statsrot mengt, datt all nei Affektatioun vu Suen iwwert de gesetzleche Wee misst geregelt sinn an deemno misst den Artikel 5 an dësem Gesetz an dësem Geescht ëmgeännert ginn.

De Bauteministère huet eis versécher déi disponibel Kreditter duerch d'Suppresssioun vun de Passagë fir Wëld nëmmen no den Dispositioune vum Artikel 5 vum Gesetz vun 1997 ze verwenden. En entspriechend Schreiwe mat den néidege Garantien ass un de Statsrot gaangen, adresséiert mat Datum vum 4. Juli, a Kopie un d'Bautekommissioun, fir dem drohende Refus vun der Dispens vum zweete Vote constitutionnel entgéintzetrieden. De Statsrot huet heizou eng positiv Äntwert ginn.

D'Memberen an der Kommissioun hunn den Avis vum Statsrot natierlech an all sengen Eenzelheeten duerchgeackert. D'Kritik, datt de virleiende Projet net de richtege Montant vun den Dépassementer uféiert, konnt dohigehend entkräft ginn, datt sech un zwee verschidde Bauindexen orientéiert gouf. De Montant, deen an där initialer Versioun vum Projet ageschriwwen ass, ass schlussendlech dee richtegen an definitiven.

D'Kommissioun huet sech op verschidde Froe konzentréiert. Et ass vum Ministère ënner anerem präzisiéiert ginn, datt déi 14 Passagë fir Klengwëld u sech no reng theoretesche Considératiounen am Projet développéiert goufen. Eréischt no an no hu sech déi technesch Problemer bei enger eventueller Realisatioun bemierkbar gemaach, wat schlussendlech zur Décisioun gefouert huet, fir dës Passagen aus de Baupläng ze sträichen.

Des Weideren ass dorobber higewise ginn, datt d'Aarbechten de Grondwaasserniveau nach net erreecht hunn. Iwwert de Wee vun enger Konventioun soll de Gratisapprovisionnement vun Drénkwaasser fir d'Gemeng Luerenzweiler séchergestallt ginn, wou ënner anerem d'Quantitéite festgehale ginn, déi d'Gemeng duerch de SEBES kompenséiert kritt, am Fall wou bei den Aarbechte Waasser aus de Luerenzweiler Quelle verluer geet.

Wat de Fortgang vun den Aarbechte vun de sou genannten „mesures compensatoires" ubelaangt, sou ass festgehalen, datt nach eng Rei Problemer bei der Acquisitioun vun den Terrainë bestinn.

Och wann nach ëmmer Onstëmmegkeeten zwëschent dem Stat an enger Entreprise iwwert d'Stabilisatiounsaarbechten am Gousseler Tunnel bestinn, sou konnten d'Aarbechten awer ofgeschloss ginn. D'Experte sinn amgaang, d'Fro iwwert d'Responsabilitéiten ofschléissend ze klären, wat awer net verhënnert huet fir d'Entreprise ze bieden, d'Aarbechten dach zu hirem Ofschloss ze féieren, an dat no de Konditioune vun der Administration des Ponts et Chaussées, déi an engem Avenant zum Marché initial festgehal goufen.

Et sief an deem Kontext nach eng Kéier dorop higewisen, datt no verschiddene Problemer, déi sech beim Bau vum Tunnel Goussel gestallt hunn, d'Verwaltung vu Ponts et Chaussées huet missen nei Prozeduren ausschaffen, fir de Suivi vum Bau vum Tunnel Grouft ze garantéieren. Dës Prozedure goufen an enker Zesummenaarbecht mat auslänneschen Experten definéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken, datt ech Iech an de Memberen hei am Parlament déi néideg Informatiounen iwwert dëse Gesetzesprojet ginn hunn. Ech mengen, datt och dëse Projet net vu Kritik vun deem engen oder vun deem anere verschount bleift. Ech wëll awer dorun erënneren, datt de Bauteminister an dësem Dossier mat aller Transparenz operéiert huet. Ech denken doriwwer eraus, datt déi Pisten, déi vun him an der Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire et des Comptes opgezeechent gi sinn, e richtegt Signal duerstellen, fir an Zukunft déi finanziell Enveloppe vun esou grousse Projete besser kënnen ze evaluéieren. Ech bleiwen awer dobäi, datt d'Nordstrooss e wichtege Projet fir eist Land a fir den Norden duerstellt.

Dëst gesot, soen ech Iech als Rapporteur Merci fir Är Opmierksamkeet.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, datt ech awer nach am Numm vu menger Fraktioun an a mengem perséinlechen Numm hei op en anert Stéck vun der Nordstrooss aginn.

Mme Anne Brasseur *(DP).*- Elo hu mer schonn „très bien" gesot!

(Hilarité)

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Et handelt sech ëm dat Stéck tëschent dem Contournement vu Schieren an dem Rond-point Friedhaff.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo grad e Projet de loi expliziéiert wou et dorëm geet, zousätzlech Finanze fir en Deelsteck vun der Nordstrooss ze accordéieren. Dee gréissten Undeel vun deenen zousätzleche Käschten ass op zousätzlech Mesuren zréckzefëieren, déi d'Nordstrooss nach méi sécher solle maachen. Zum Beispill, eng drëtt Pist am steigenden Tunnel Grouft, e Säitentunnel vun 80 m als Fluchtwee an anerer. Ech kann dëst nëmme begréissen, well d'Sécherheet vun den Automobilistë muss eis alleguerten e ganz besonnescht Uleies sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Sécherheet ass awer manifestement net um Contournement Schieren-Ettelbréck ginn, well dëst Stéck einfach net méi den heitege Verkéierssituatiounen ugepasst ass.

Éischtens ass de Contournement op enger ganzer Rei vu Plaze vill ze schmuel.

(Coups de cloche de la Présidence)

Zweetens, et gëtt net déi geréngsten Auswäichméiglechkeeten

op dësem Contournement. Drëttens, am Fall vun engem Accident ass alles blockéiert, well deen oder déi accidentéiert Autoen op der Fahrspur musse stoe bleiwen, well et awer och guer keng Plaz um Rand gëtt. Véiertens sinn d'Op- an d'Offahrte ganz geféierlech, sou zum Beispill d'Offahrt fir op Ettelbréck, wou een aus der Haaptspur - et gëtt awer nun nëmmen eng Spur an déi Richtung - ouni Verzögerungsspur muss an engem schlechte Wénkel op enger dach oniwwersiichtlecher Plaz ofbremsen, fir an de Säitentunnel Richtung Ettelbréck ze fueren.

D'Opfahrt vun Ettelbréck Richtung Lëtzebuerg ass och net vill besser an ass alles aneschters wéi sécher.

Une voix.- Très bien.

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- De stännege Wiessel tëschent zwou an dräi Spuren op deem ganze Stéck bis op de Rondpoint Friedhaff dréit och net zur Sécherheet an zur Iwwersiicht op dëser Streck bäi. Et ass dofir och net verwonnerlech, datt ganz vill, jo, Dir Dammen an Dir Hären, iwwerduerchschnëttlech vill Accidenter hei geschéien.

Zënter dem 1. Januar 2002 - an dat ass nach net allze laang hier - bis haut gouf et méi wéi 50 Accidenter op dëser dach kuerzer Distanz mat enger ganzer Rei vu liichten a schwéiere Blesséierten. Leider hunn an deene leschten zéng Joer och x Leit hei hiert Liewe verluer.

(M. Lucien Weiler reprend la Présidence)

Dir Dammen an Dir Hären, wat notzen deene Bierger an Automobilisten aus dem Norden all déi Beméiungen op deem neie südlechen Deel vun der Nordstrooss, déi schonn en Accident um Contournement Ettelbréck-Schieren hunn ier se op den neien a sécheren Deel vun der Nordstrooss kommen? Et wier vun dréngender Noutwendegkeet wann d'Nordstrooss bis op de Rond-point Friedhaff als Autobunn géif verlängert ginn, sou wéi déi ursprünglech Pläng dat laut menger Informatioun virgesinn. Op där enger oder där anerer Plaz goufen d'Fondatioune souguer scho matgebaut, fir eng zweet Bréck ze realiséieren.

D'Realisatioun vun enger drëtter Spur op zirka engem Kilometer laanscht Ettelbréck an deene leschte Jore beweist ganz gutt, datt d'Problemer hei beschtens bekannt sinn. Hei ass awer a mengen Aen nëmme Fléckaarbecht gemaach ginn a keng ganz Aarbecht.

Ech wëll och nach bemierken, datt den IVL der Nordstad eng ganz grouss Wichtegkeet zouerkennt. An deem Kontext wier et och vu grousser Wichtegkeet, wann d'Autobunn bis hannert dës Agglomeratioune géif féieren, wat eng besser an eng direkt Ubannung vun der Nordstad un d'Autobunnsnetz géif erméiglechen, sou wéi een dat och am Ausland bei ähnleche Situatiounen ëmmer méi ka feststellen.

Une voix.- Bis op Baastenduerf.

(Hilarité)

M. Ali Kaes *(CSV), rapporteur.*- Zu gudder Lescht…

(Coups de cloche de la Présidence)

…wëll ech nach ze bedenke ginn, datt den IVL och virgesäit, datt Zones d'activités sollen an Zukunft no engem Gesamtkonzept geschafe ginn.

De Friedhaff ass zënter längerer Zäit schonn als méigleche Site fir esou eng Zone um interkommunale Plang an der Diskussioun, gradsou wéi datt d'Gemengen Dikrech, Ettelbréck an Ierpeldeng e gemeinsame Centre d'intervention an dësem Raum wëlle realiséieren. Béides wier fir de Raum Dikrech-Ettelbréck ganz sécher vu grousser Wichtegkeet a géif zum Développement vun der Nordstad an der ganzer Regioun bäidroen. Och hei géif d'Autobunn bis op de Friedhaff absolut Sënn maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, no all deene ville schwéieren an déidlechen Accidenter, wéi dat erëm virun e puer Deeg um Lieu-dit Klosdällt de Fall war, muss an Zukunft generell och eng Kéier iwwert déi geféierlech dräispureg Nationalstrooss N7 Richtung Wämperhaart nogeduecht ginn, fir dës nu wierklech méi sécher ze kréien a virun allem se laanscht d'Uertschaften ze féieren, déi op där Streck leien. Eng Véierspuregkeet géif sécher d'Zuel vun den Accidenter op dëser Streck reduzéieren. Och misste geféierlech Kräizungen, wéi déi um Schinker, duerch eng Unterführung entschäerft ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, nëmmen esou kann ee vun engem gesamte Projet Nordstrooss schwätzen, deen dann a senger Integralitéit den heitege Besoinen ugepasst ass. An deem Sënn wëll ech nach eng Kéier Merci soe fir d'Nolauschteren an den Accord zu dësem Projet vu menger Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Kaes. Als éischte Riedner ass den Här Emile Calmes agedroen. Här Calmes, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

M. Emile Calmes *(DP).*- Majo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Projet de loi, dee mer haut hei wäerte stëmmen, huele mer nach eng weider vun deene sëlleche budgetären Adaptatioune bei de Bauprojete vir, déi leider scho laang keng Ausnahm méi duerstellen, mä villméi schonns an deem Haus hei zur Regel gi sinn.

D'Tatsaach, datt elo eng nei Prozedur ausgeschafft ginn ass fir déi grouss Bauteprojeten, täuscht awer net iwwert d'Gefill ewech, wéi wann an der Vergaangenheet zimlech oft blannemännechers geplangt gi wier, no dem Motto après moi le déluge, woubäi den après moi jo fir op d'mannst een Deel vun de Verantwortleche bis elo nach net emol ganz agetratt ass, fir en aneren Deel iwwerhaapt ni agetratt ass an och ni wäert antrieden, well déi einfach net méi do sinn oder awer zu Stroossbuerg sëtzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, deem ech un dëser Stell fir säi mëndlechen a schréftleche Rapport wëll Merci soen, ass am Detail net nëmmen op den Historique vun dësem Projet agaangen, mä och op déi eenzel Punkten, déi gespillt hunn, firwat mer elo eng Enveloppe nostëmmen, déi gutt 60% vun der initial virgesinnener Enveloppe vu 14 Milliarden ausmécht, an enger Héicht also vun 10 Milliarden aler Frang. Et soll ee sech dat emol eng Kéier gutt duerch de Kapp goe loossen! 10 Milliarden, dat ass kee Spaass!

A wann ech dem Rapporteur hei nogelauschtert hunn, da si mer nach guer net um Enn, an da kommen nach ganz vill där Milliarden hei derbäi, ouni dass mer dat Stéck emol huelen, dat laanscht Schieren féiert. Dat gehéiert zwar net zu dësem Projet hei. Ech fannen et och zimlech onglécklech, wann ee scho muss 10 Milliarden nostëmmen an een dann nach an Aussiicht stellt, datt nach e Sak vu Milliarden hei wäert nokommen. Wann een da kuckt, firwat déi zousätzlech Enveloppe esou héich ausgefall ass, da liicht engem dat alles an. Mä déi Enveloppe schéngt awer einfach ze héich ze si fir ze maachen, wéi wann dat einfach esou normal wier.

Duerfir kann ee sech pour le moins awer net félicitéieren, datt elo op eemol festgestallt gëtt, datt d'A1 méi breet gebaut muss ginn. Och d'Tatsaach, datt beim Echangeur vum Gréngewald grouss Modifikatioune par rapport zum initialë Projet komme mussen, fir dem Verkéiersopkomme méi Rechnung droen ze kënnen, mécht een awer stutzeg. Konnt een net duerch Etüde virausplangen, wéi grouss d'Verkéiersopkommen op deene Plazen do kéint sinn?

Wat d'Mesures compensatoires ubelaangt, déi och vum Rapporteur hei ugeschwat gi sinn, wou elo net nëmmen een iwwerierdesche Passage à gibier ewechfält, mä och 13 ënnerierdesch Passage-à-gibieren, kréie mer da gesot, dat wier an der Theorie esou schéi gewiescht, an der Praxis wier dat net realisabel. Do dernieft kënnt ee jo da soen, da misst de Projet méi bëlleg ginn. Mä wann ech dat emol esou hei nodenken, wat dann hei steet, da froen ech mech wat de Juegdpiechter dann elo seet, deen dat Lous do huet, wann herno seng Lousen an zwee gespléckt wäerte ginn, wann dat do dann net realiséiert gëtt.

All déi Saachen, mengen ech, sollen een op jidde Fall net dovun ofhalen, am Gréngewald an iwwerhaapt op der Nordstrooss déi Mesures compensatoires ze realiséieren, déi sech hei imposéieren. Net méi spéit wéi dës Woch hu mer eng Note vum Ëmweltministère kritt. Wann een déi richteg duerchliest, dann huet een awer d'Impressioun wéi wann nach net ganz vill dovu realiséiert wier. Mir wëssen net - an et ass kee méi, dee sech engagéiert -, wéini datt d'Nordstrooss fäerdeg ass, mä ech weess net ob nach een heibanne wäert d'Enn vun der Realisatioun vun de Mesures compensatoires erliewen.

Schliesslech wat den Tunnel Grouft ubelaangt, huet ee Versteesdemech fir déi Mesuren, déi geholl gi si fir d'Sécherheet vun deem Tunnel do optimal ze gestalten; Stéchwuert Galerie d'accès de secours. Et freet ee sech just, ob een awer net am Projet initial de Waassertuerm schonn hätt kënnen aplangen, well den Approvisionnement vum Tunnel mat Waasser huet jo esou oder esou misse virgesi ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee wéi gesot eng ganz Rei vu Mesuren novollzéie kann, esou werft dëse Projet de loi awer eng ganz Rei vu Froen op iwwert d'Planung vun esou engem enorme Projet, deen d'Nordstrooss nun eemol duerstellt. Do sinn eng ganz Rei vu Saachen, mengen ech, dach awer net esou duerchduecht ginn, wéi se dat vun Ufank un hätte solle ginn. Mir hunn eis mam Ministère elo eng nei Prozedur ginn. Ech hoffen, datt an Zukunft och dat, wat ouni déi nei Prozedur hätt kënne seriö virgeplangt ginn, mat där néideger Seriositéit geplangt ka ginn.

Ofschléissend wëll ech dann awer den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi hei ginn an lech Merci soe fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Calmes. D'Wuert huet dann den honorabelen Här Diederich.

Une voix.- Dat geet schnell!

M. le Président.- Dat war excellent!

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen iwwert d'Noutwendegkeet vum Bau vun der Nordstrooss tëschent Lëtzebuerg an Ettelbréck gëtt et en allgemenge Konsens, och wann doriwwer vill diskutéiert a gestridde gëtt a ginn ass. Ech wëll zum Beispill soen, datt de Contournement vu Schieren an och vu Kolmer - ech weess dat zimlech genau - eis ganz vill bruecht huet. Ech géif soen, datt de Verkéier do zu 90% aus der Uertschaft erausgeholl ginn ass, esou datt mir op alle Fall gutt mat där Situatioun de Moment kënne liewen.

Et kann een och bedaueren, datt et vläicht esou laang gedauert huet bis d'Nordstrooss ugefaange ginn ass. Ech mengen ech sinn Enn der 60er Joren op Nanzeg gefuer. Du war och nach d'Zirkulatioun déi, wéi Verschiddener hei se kannt hunn, duerch Pont-à-Mousson, duerch all déi Dierfercher bis op Nanzeg. 1970 war déi Strooss fäerdeg. Dat si méi grouss Länner, et gëtt aner Gegebenheeten do vläicht, fir grouss Regiounen unzebannen, mä trotzdeem sinn och déi Zäit schonn Uertschafte wéi Wittlich a Bitbuerg an Däitschland contournéiert ginn.

D'Situatioun ass och hautdësdags intenabel, wann ech nëmme kucke moies um Véierel op siwen, beim Kleins Jempy hei zu Heeschdref um Carrefour geet et un, oder de Mëtteg um hallwer zwou fir heihinner zu Koplescht,…

Plusieurs voix.- Ooohhh, aaahhh!

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- …do kann ee wéi gesot annerhallef Stonn rechne bis een hei an der Stad am Zentrum ass.

Datselwecht gëllt fir d'Schläichweeër. Ech brauch der nëmmen e puer opzezielen, déi meescht kennen se entre-temps. Vu Miersch geet et net méi iwwert d'National 7, mä et geet iwwer Gousseldeng, Pretten, Hënsdref, Mëlleref, Steesel, erëm bei den Här Klein, et geet duerch d'kromm Längten zu Walfer bis op Eech, Dummeldeng, an et geet laanscht fir op de Stafelter, wou een nom anere kënnt, wou de Moment kee Mënsch méi um Stafelter erauskënnt.

Une voix.- Den Här Klein fiert awer och duerch d'kromm Längten.

(Hilarité)

M. Fernand Diederich *(LSAP).*- Grouss Problemer gëtt et och zu Walfer. Mir hunn eng Petitioun do leie gehat viru kuerzem an der Petitiounskommissioun vu Leit, déi an där Strooss wunnen, vum Stafelter erof a Walfer, wou wierklech de Moment onméiglech Zoustänn herrschen.

Och op der Stäreplaz zu Miersch geet näischt méi. Déi riets Pist ass dauernd blockéiert, d'Camione kënnen net do fueren, well se mussen zwou Piste besetze fir d'Kéier ze kréien op der Place de l'Étoile.

Ech wëll keng Diskussioun féiere wéi déi, déi viru kuerzem nach zu Luerenzweiler gefouert ginn ass iwwer Ost- a Westvariant. Ech menge wann ee weess, datt d'Camione bis op Schëndels fueren, dann de Bierg aus op Keespelt, sou ass dat och keng Léisung fir déi nächst zéng oder 15 Joer, awer do muss, wéi gesot, eng Léisung fonnt ginn, och wa se iwwert d'Tangente Ouest leeft oder egal wéi.

Et gëtt och Rivalitéiten, aner Usiichte vun enger Gemeng op déi aner. Ech mengen ech kann et roueg hei soen: Déi Mierscher hätte gäre wa muer géif de Contournement bis op Luerenzweiler opgoen, fir datt se hir Stäreplaz an och den Zentrum entlaascht kréichen. Luerenzweiler a Lëntgen soen, hoffentlech bleift Walfer nach laang zou, fir datt mer net all de Verkéier duerch eng N7 gedréckt kréien.

Ech wëll awer och de Ponts et Chaussées Merci soe fir déi nei Mesuren, déi de Moment geholl si ginn an der Konstruktiounsphas zu Luerenzweiler. Esou hu se zum Beispill opgepasst, fir de Leit do entgéintzekommen, fir verschidde Mesuren ze huelen, fir de Kaméidi ze begrenzen. Si hunn e Quai ageriicht op der Eisebunn, fir och den Transport ze reduzéieren. Si hunn och mat de Leit gekuckt fir, wéi gesot, États des lieux ze maache vun hiren Haiser, wou d'Leit Angscht haten, datt bei Sprengungen do kënnte Schied un hiren Haiser entstoen.

Et bleift ee Problem awer och fir d'Zukunft. Ech war op enger Réunioun op der Base nationale zu Lëntgen, wou en Exposé gehale ginn ass iwwert d'Sécherheet herno an den Tunnelen, an do war eng grouss Suerg vun de responsabele Leit, souwuel vun de Pompjeeën aus dem Kanton, wéi gesot Miersch, der Vallée de l'Alzette bis op Walfer, awer och der Protection nationale, wien iwwerhaapt do zoustänneg ass. D'Jongen hu gemengt si kéinten net d'Verantwortung iwwerhuelen, fir Leit vun de Pompjeeën do eranzeschécken, an et muss ee kucken, datt eventuell eng Équipe spéciale muss fir déi Zwecker do bereetgestallt ginn.

Ech wëll net agoen op den Avis vum Conseil d'État; et ass alles vum Här Rapporteur gesot ginn, an allen Detailer, iwwert dat wat de Conseil d'État zu deem Projet hei ze soen huet.

D'Ursaache sinn och bekannt. Déi héich Dépassementer si vum Rapporteur erkläert ginn. Ech wëll just drop opmierksam maachen, dass awer dee gréissten Deel op Sécherheetsmoossnamen zréckzeféieren ass, am Tunnel besonnesch, no Accidenter déi am Ausland geschitt sinn, a Frankräich an an Italien, sou dass do och nei Erkenntnisser komm sinn. An ech mengen d'Sécherheet huet hire Präis a mir mussen d'accord si fir déi drëtt Voie do mat bäizehuelen an och aner zousätzlech Sécherheetsmesuren nach anzeplangen.

Erlaabt mer nach kuerz en Detail: Zu Blaaschent ass et een Aschnëtt vun dem Viaduc an dem Paysage, an ech mengen och do ass eng adequat Beleuchtung wichteg, fir eng besser Integratioun vun dem Bauwierk an d'Landschaft ze erméiglechen.

Erlaabt mer zum Schluss nach e Wuert iwwert d'Mesures compensatoires. Do informéiert eng Note vum Ëmweltminister iwwert den Avancement vun de Mesuren. Éischtens sollen déi Surfacen, wou de Bësch suppriméiert gëtt, ganz duerch nei Plantatioune kompenséiert ginn, an dëst op enger Gesamtfläch vu 70 ha. Doniewent gesäit d'Gesetz vu '97 de Prinzip vum Aménagement vun engem Fiichtgebitt, Zone humide, am Uelzechtdall vir, dëst op enger Surface vu 64 ha, tëschent dem Viaduc an den Uertschafte Pretten a Lëntgen. Ausserdeem informéiert d'Note iwwert de Programm vun natierleche Liewensraim am Mamerdall, de Passage à gibier bei Réngelbour iwwer eng Längt vun 150 Meter, sou wéi eng Lëscht vun deene verschiddenen Etüden, déi am Kader vun der Route du Nord realiséiert gi sinn.

Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen zum Schluss an hoffen, datt bei der Realisatioun vum leschten Tronçon keng weider Komplikatiounen optriede wäerten, datt d'Aarbechten an den Délaier kënnen ofgeschloss ginn, datt déi supplementar Enveloppe, déi mer haut stëmmen, net wäert dépasséiert ginn, an ech wëll heimadder den Accord vu menger Fraktioun zu deem wichtege Gesetz ginn.

Ech soe Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Diederich. D'Madame Loschetter huet elo d'Wuert. Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi 14 Kilometer Nordstrooss, déi d'Stad Lëtzebuerg mat Miersch verbannen, gehéieren an d'Guinnessbuch vun de Rekorder. Si ass déi deierste Strooss vun der Welt, mat engem Kilometerpräis vu 40 Milliounen Euro. Dës 14 Kilometer kaschte bis elo 560 Milliounen Euro, iwwer 24 Milliarden aler Frangen; et ass eng Adaptation budgétaire vu plus 52%. Hei bei der Nordstrooss gi mer ganz kloer net de séchere Wee, mä den deiere Wee.

Et ka sinn, datt dës Strooss eis erlaabt vläicht de Weekend méi séier

an d'Éislek ze fueren, oder vun enger Nordstad an d'Stad. Et kann och sinn, datt verschidden Dierfer oder Klengstied aus dem Uelzechtdall an enger éischter Phas vum Duerchgangstrafic wäerten entlaascht ginn.

Och wann dës zwou Verbesserungen eng sécher Saach wieren, dann nach stelle mir eis seriö d'Fro, ob de Stat an déi jeeweileg Regierungen déi richteg Entscheedung getraff hu fir 559 Milliounen Euro, also en Total vu 25 Milliarden aler Frangen, esou eng Schnellstrooss ze bauen. A mir stellen eis d'Fro, ob mir an dësem Land soss keng Prioritéite gehat hätte wéi 25 Milliarden aler Frange fir 14 Kilometer Strooss auszeginn.

Hätt een net kënne mat aneren Décisiounen Dierfer am Uelzechtdall vum Trafic entlaaschten a fir Miersch, Schieren oder Ettelbréck eng aner Form vu Contournement entwerfen? Fir zwee Drëttel vun dëse Suen hätte mer haut dee komplette BTB-Programm de Bierger an de Biergerinnen ze proposéieren a mir wieren dobäi e Mentalitéitswandel a puncto Fortbewegungspolitik ze beobachten.

Et ass awer net esou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, datt mer op där enger Säit d'Baue vun der Nordstrooss hunn, mat deenen zwee oder dräi eventuelle Virdeeler, an notamment fir d'Gemengen, an datt mer op där anerer Säit d'Fro vun der Rechtfertegung vum Präis hunn. Et geet hei praktesch genau aacht Joer nom éischte Vote vun dësem Tronçon Lëtzebuerg-Miersch nach ëm vill méi dramatesch Saachen.

Vill vun Iech heibannen, an et ass scho gesot ginn, erënnere sech un déi beweegten Diskussiounen ëm de Bau vun der Nordstrooss, an och de Grond firwat déi gréng Fraktioun de Courage hat, als eenzeg Partei géint dëse Projet ze stëmmen. Haut mierke mer, datt mir mat eiser Wäitsiicht Recht haten, souwuel um verkéierspolitesche Plang wéi och um ëmweltpolitesche Plang.

Um verkéierspolitesche Plang stousse mer tatsächlech um Niveau vun der Stad Lëtzebuerg op eng Sakgaass. Et ass haut schonns gewosst, dass d'Osttangente net déi erwaarte Verkéierserliichterunge wäert bréngen. Dofir gëtt elo ganz seriö, no der Osttangente, och elo zousätzlech konkret un enger Westvariant geschafft, an de Bauteminister schwätzt och schonn an der Chamberskommissioun vun enger Décision de principe.

D'Nordstrooss léist de Mobilitéitsproblem an dësem Land net. D'Zuele weisen, datt den Trafic net ofhëlt op där Streck, mä zouhëlt. De „modal split" stagnéiert a mir sinn nach wäit ewech vun deenen ugestriefte 25/75.

Den öffentlechen Transport war och an deene leschten aacht Joer keng Prioritéit fir déi lescht Regierungen a mir wäerte genau an déi Situatioun kommen, wou mer eng Schnellstrooss wäerten aweien, parallell awer zäitgläich keng verbessert a méi performant Offer vum öffentlechen Transport wäerten unzebidden hunn. Obwuel e verbesserten öffentlechen Transport en Deel vum Projet war; e Ganzt ass deemools gesot ginn an och festgehale ginn; e Ganzt.

Gemeinsam, och mat de Mesures compensatoires, si mer haut an der Situatioun wou den öffentlechen Transport säi Réckstand par rapport zum Stroossebau net méi wäert kënnen ophuelen. Eng Nordstrooss geet vu Miersch an d'Stad, duerch de ganzen Uelzechtdall an duerch de Gréngewald; déi vill ernimmte Bahnhybrid bleift op der Streck.

Mir mussen haut feststelle bei dëser eigentlech skandaléiser Adaptation budgétaire, datt de politesche Wëllen, ausdrécklech an eenzeg deen ass, fir dës Strooss ze bauen, ouni awer eng seriö Politik ze maachen, souwuel a puncto öffentlechen Transport wéi am Ëmweltschutz, an dat gesi mer och an der Adaptation budgétaire; ech kommen nach dorop zréck.

An deem vum deemolege sozialisteschen Ëmweltminister wéi och sozialistesche Bauteminister geluefte Package vum Stroossebau, Ëmweltschutz an öffentlechen Transport bleift genau aacht Joer duerno am Package eenzeg an eleng de Stroossebau.

Här President, nom Vote vun der Nordstrooss virun aacht Joer am Juli 1997 hu Projete vun nationaler Reform am öffentlechen Transport fir vill politesch Akrobatië gesuergt. Obwuel zu dëser Zäit de Stat déi finanziell Méiglechkeete gehat hätt, fir nieft dann eben dëser onëmgängleche Nordstrooss eng fantastesch Offer un öffentlechem Transport ze realiséieren, huet de politesche Courage gefeelt fir eng konkret Ëmsetzung.

D'Wahle sinn um Bockel vum öffentlechen Transport gewonnen a verluer ginn, mä schlussendlech sinn déi grouss Verléierer de Bierger an d'Biergerin, well si sinn et, déi haut déi deierst Strooss vun der Welt bezuele mussen, ouni awer déi versprache Kompensatiounen ze kréien. Ech kommen och nach eng Kéier drop zréck. Keng performant Verkéiersalternativ a keng Rücksicht op d'Ëmwelt.

Den öffentlechen Transportprojet huet e puermol den Numm gewiesselt, mä bis haut ass nach net kloer, wat da schlussendlech konkret wäert realiséiert ginn. Mir bleiwen an enger Verkéierspolitik, déi ausschliesslech hir Prioritéiten - an de Budget beweist et haut - op de Stroossebau setzt. Dat ass e politesche Choix, deen ass geholl ginn, demokratesch, dat akzeptéiere mer och. Mä mir wëllen awer hei ënnersträichen, datt et net stëmmt, datt gradesou vill an den öffentlechen Transport investéiert gëtt.

Dëst stëmmt eréischt, Dir Dammen an Dir Hären, Här President, wann déi noutwendeg Budgeten dofir, an hir eben eventuell Adaptations budgétaires dozou, fir den öffentlechen Transport dann och hei gestëmmt ginn.

An ech kommen elo gären zum zweete Volet vun deem Package, zu de Mesures compensatoires am Beräich Ëmweltschutz. Do waren an deem éischte Projet 850 Milliounen aler Lëtzebuerger Frange virgesi fir Mesures compensatoires. Dëst waren déi schwéier erkämpfte Bedingungen, fir datt iwwerhaapt eng Schnellstrooss duerch en Naherhuelungsgebitt, duerch e Quelleschutzgebitt an duerch den Uelzechtdall dierft gebaut ginn, iwwregens och duerch de Gréngewald.

Et ass vill polemiséiert ginn iwwert dës Moossnamen - trotz engen etlechen Etüden, déi gemaach gi sinn. Extra Gesetzer sinn ausser Kraaft gesat ginn an duerch nei Reglementer ersat ginn. All dëst hat awer eng an eng eenzeg Ursaach, nämlech „de limiter les dégâts". „Limiter les dégâts" war effektiv de Motto an dëser Chamber virun aacht Joer, well gewosst war, datt mat dem Bau vun der Nordstrooss Ëmweltschied géingen entstoen, déi net méi réckgängeg ze maache wieren.

Eng sëllechen Etüde si gemaach ginn an och bezuelt ginn, net fir ze evaluéieren, ob de Projet iwwerhaapt ëmsetzbar wier; Etüde si bezuelt a gemaach ginn - e bëssen esou wéi ee sonndes e puer Sou an den Afferstack gehäit -, fir mat beschtem Gewësse kënnen dann déi Nordstrooss ze bauen. Fir den deemolege sozialistesche Bauteminister waren d'Ëmwelt an den Ëmweltschutz wierklech keng Prioritéit. Hie war zwar och gläichzäiteg Ekonomie-s-Minister, mä hien hat ebe keng gréisser Kompetenze fir Ekologie an Ekonomie glécklech mateneen ze verbannen.

Ech zitéieren: „Das vorliegende Projekt, insbesondere aus Sicht von Fauna und Flora, von Erholung und Tourismus, der Land- und Forstwirtschaft sowie aus landschaftsschützerischen Überlegungen, muss als nicht umweltverträglich beurteilt werden." Dat war d'Konklusioun vun der Baseler Etüd, vum Bauteminister staark relativéiert, mä déi eben dozou gefouert huet, datt eng Rei Mesure-compensatoiren an eigentlech strikt Regele beim Bau vun der Nordstrooss festgeschriwwe gi sinn.

Ech muss och soen, datt effektiv déi Reglementer, a si heeschen «déterminant les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels», zimlech prezis, detailléiert an och komplett sinn. Haut, aacht Joer duerno, ass awer séier wéineg geschitt mat deenen 850 Millioune Lëtzebuerger Frangen, an e gudden Deel vun de Mesure-compensatoirë sinn net ëmgesat ginn a wäerte wahrscheinlech oder zum Deel och sécher net ëmgesat ginn.

Am Projet de loi vun haut huet d'Regierung och wéineg Skrupel, fir einfach am Paragraph iwwert d'«dispositions relatives aux mesures compensatoires» ze schreiwen, an ech muss et wierklech zitéieren, well doriwwer huet eigentlech bis elo nach kee Mënsch geschwat: «Il s'est avéré que la construction d'un passage à gibier sur la route nationale N11 est techniquement très difficile voire impossible à réaliser en raison de la topographie du terrain.» Eng Topographie, déi awer déi lescht aacht Joer net wesentlech geännert huet.

An da weider: «Par ailleurs, les experts en matière de chasse sont d'avis qu'un tel ouvrage très coûteux» - très coûteux! - «n'apporte pas les résultats escomptés sur le plan cynégétique alors qu'il serait aménagé parallèlement à la nouvelle autoroute.» Ouni engem wëllen heibannen an dobaussen ze no ze trieden, verstinn ech awer net richteg, firwat «experts en matière de chasse» déi kompetent Leit sinn, fir ze jugéieren, ob en «passage à gibier» dann, ofgesinn dovunner, ob en «très coûteux» ass oder net, e Sënn huet fir gebaut ze ginn oder net. Dat ass eppes, Här Minister, do wär ech frou, wann Dir eis herno kéint zu deenen Experten an zu där Etüd vun deenen Experten eng Explikatioun ginn.

Datselwecht gëllt: «Pour ce qui est des 14 passages souterrains pour petit gibier, 13 passages seront irréalisables sur le plan technique en raison du profil en long de l'autoroute» an esou weider. «Le comité interministériel chargé du suivi des mesures compensatoires (…) partage cette façon de voir.» Esou e Paragraph an esou engem Projet de loi, wann een d'Antécédenten an och d'Konditioune vun der Stee - hat deemools deen deemolegen Ëmweltminister gesot -, wann ee weess wat do alles festgesat gi war, fir datt iwwerhaapt eng Strooss dierft gebaut ginn, ass haut an enger Adaptation budgétaire e Skandal!

Ech hu mer an där zoustänneger Chamberskommissioun soe gelooss, datt deemools scho gewosst war, datt dës Mesurë schwéier ëmsetzbar wieren. Et hunn Ëmweltschützer deemools och gesot, si géingen drun zweiwelen, ob dës Mesuren ëmsetzbar wieren. Ech muss soen, datt ech dat eigentlech net ganz seriö fannen!

Entweder sinn esou Mesuren net ëmsetzbar an da schreift een se net an ee Règlement grand-ducal an net an ee Gesetz, oder, wann et an engem Règlement grand-ducal oder an engem Gesetz steet, Här President, Här Minister, da mussen se och ëmgesat ginn! Soss brauche mer jo iwwerhaapt keng Reglementer a keng Gesetzer méi hei ze schreiwen! Wann ech géif zynesch ginn, géif ech soen, da brauche mer och net hei ze sëtzen.

Ech géif och gäre wëssen, wéi et ass mam Fiichtgebitt am Uelzechtdall. Et gëtt verschidde Questionparlementairen aus de Majoritéitsparteien zu deem Sujet, déi verdächteg ouni Äntwert bleiwen. Och do schéngt eng wichteg Mesure compensatoire net ëmgesat ze ginn.

All déi virgesinne Mesure-compensatoirë musse laut Gesetz vun 1997 Artikel 6, also d'Gesetz vun der Nordstrooss, bannen zéng Joer realiséiert ginn. Et bleiwen also elo nach genee zwee Joer. Et ass praktesch nach keng realiséiert, Här Minister. Wéi soll dat elo virugoen?

An dann ass nach eppes Interessantes, wat ech erëmfonnt hunn: Beim Vote vun der Nordstrooss 1997 ass eng Motioun an der Chamber gestëmmt ginn, déi eragereecht gi war vum Här Scheuer. Den Här Scheuer war deemools de President vun der Commission des Travaux publics, an déi Motioun war ënnerschriwwe vu Membere vun der LSAP a vun der CSV, dat heescht deenen deemolege Majoritéitsparteien. Ech hunn déi Motioun hei. Déi seet ënner anerem och an engem Tiret «à saisir annuellement la Chambre d'un rapport portant sur l'évolution et l'exécution des travaux, ainsi que sur la mise en oeuvre des mesures compensatoires».

Wéi oft ass hei e Rapport annuel an der Chamber presentéiert gi mat de Mesure-compensatoiren? An, Här Minister, wéi gedenkt Der elo, wou Dir jo Bauteminister sidd, mat deene Mesure-compensatoiren zesumme mat Ärem Kolleeg aus dem Environnement dee Rapport annuel hei eis virzebréngen?

Här President, eigentlech fannen ech et net akzeptabel, datt am Parlament Texter gestëmmt ginn, sief et Reglementer, sief et Gesetzer, sief et och Motiounen, déi schlicht vun der Regierung net exekutéiert ginn! Ech hat mer déi Aarbecht heibannen eigentlech net esou virgestallt.

Ech hunn och an der zoustänneger Chamberskommissioun no engem detailléierte Plang gefrot, wou all Mesure-compensatoiren opgelëscht wieren an de Kategorien „realiséiert", „engagéiert" an „geplangt", an all Kéiers mam jeeweilege Budget dofir. Ech muss awer och soen, dee Plang, dee mer da gëschter, mengen ech, kritt hunn, ass zimlech nichts sagend. Et ass eng einfach Oplëschtung vun Etüden, et ass keng Zäit dra virgesinn, et ass och keng Budgetiséierung dra virgesinn, esou datt ech unhuelen, mä ech ka mech ieren, datt de Suivi, deen do virgesinn ass, vläicht net grad esou gutt fonctionnéiert, an ech wollt Iech froen, Här Minister: Wéi oft gesäit sech dee Comité interministériel?

Ech wollt och froen, deen deemolegen Ëmweltminister hat beim Vote hei an der Chamber vun der Nordstrooss ënnerstrach, datt géife Leit agestallt ginn, déi sur place géingen dat Ganzt Dag fir Dag suivéieren. Sinn do Leit agestallt ginn? A wéi engem Ministère? A suivéieren déi Dag fir Dag dat wat op der Nordstrooss geschitt?

Och de Conseil d'État hat mat enger Opposition formelle gedroht, falls déi virgesi Mesure-compensatoiren net géinge mat de Suen, déi dofir virgesi sinn, finanzéiert ginn. Ech muss awer bäifügen, datt et eis net nëmmen ëm e quantitativen Aspekt vun de Mesure-compensatoirë geet. Elo gëtt haut an der Adaptation budgétaire gesot, majo, dat ass kee Problem, och wa mir déi Passages à gibier, déi iwwerierdesch, déi ënnerierdesch an esou weider, net kënnen ëmsetzen, da planze mer einfach e bësselche méi Bësch dohinner. Et gëtt awer och e qualitativen Aspekt vun de Mesure-compensatoiren, soss hätt een net brauchen an deem Gesetz vun 1997 eng ganz Oplëschtung vu verschiddene Mesure-compensatoiren opzeschreiwen.

Zum Schluss géing ech nach gären op den Tunnel Grouft agoen. Den Tunnel geet duerch eng Plaz, Här Minister, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wou d'Réimer schonns Waasserquellen entdeckt haten. Wéi komplizéiert datt déi Aarbechte wäerte ginn a wat fir ee Schued fir d'Waasser an d'Grondwaasser wäert entstoen, ass nach net virauszegesinn, zumools wou déi Reglementer an déi Moossnamen, déi virgeschriwwe sinn, jo net esou genee gelies oder ëmgesat ginn.

Ech muss Iech soen, an deene Reglementer iwwert d'Mesure-compensatoirë steet eng Hällewull vu Saachen, wou ee muss oppassen, wann ee schafft, wat mam Waasser geschitt, wat verbrauchtend Waasser ass, wat erof an d'Grondwaasser geet an esou weider. Elo hoffen ech, datt dee Passage vun de Reglementer agehale gëtt. Mä vläicht kënnt Dir mech berouegen.

Op jidde Fall huet Luerenzweiler seng Waasserquell missen opginn, déi bis elo, obwuel kleng Problemer do waren, mä egal, komplett dat Duerf mat Waasser versuergt huet. Dat heescht, Luerenzweiler huet eng Quell manner an de SEBES huet e Client méi.

D'Geschicht vum Bau vun der Nordstrooss ass eigentlech, Här President, eng traureg Geschicht. Si ass eng traureg Geschicht fir d'Ëmwelt, eng traureg Geschicht wéi mir mat eise Ressourcen ëmgi wéi Waasser, Fauna a Flora, wat mer vläicht net direkt haut a muer gesinn, obwuel mer d'Strooss gesinn, mä vläicht a fënnef, zéng, 15 Joer, eng traureg Geschicht fir déi kommend Generatiounen, déi net wäerte verstoen, firwat mir eis hartnäckeg verkrampft hunn, fir prioritär all eis Mobilitéitsgestaltung an hire Budget a Stroossen ze investéieren.

Hätte mer eng Impaktstudie duerchgezunn, esou wéi se virgesinn ass an deem Projet de loi, deen nach ëmmer um Instanzewee ass an deen eng Direktiv vum Mäerz 1997 muss ëmsetzen, wier dës Nordstrooss ni esou gebaut ginn. Meng Kolleegen aus der Fraktioun, och aus där viregter Fraktioun, hu sech leider oft a vill misse fir d'Limitation des dégâts an dësem Dossier asetzen. Si hu konkret, ëmsetzbar a bezuelbar Alternative proposéiert. All Joer, wat elo vergeet, gëtt hinnen ëmmer e bëssel che méi Recht an dësem Dossier.

Dat ass awer bei wäitem keen Trouscht fir eis, well hei geet et och ëm dem Steierzueler seng Suen. De Camille Gira hat viru fënnef Joer an dësem Haus zu deem Thema d'Fro gestallt, ob d'Chamber sech eng Kéier wëllt de Virworf gefale loossen, si hätt 15 Milliarde regelrecht an de Sand gesat. Haut kann ech déiselwecht Fro stellen: Wëllt d'Chamber sech eng Kéier de Virworf gefale loossen, si hätt 23 Milliarde regelrecht an de Sand gesat?

Dëse Projet a seng Ausmoosse si fir eis net ze veränderten, an duerfir wäert déi gréng Fraktioun géint dëse Projet stëmmen. Ech soen Iech Merci fir Är Gedold a fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Merci, Madame Loschetter. De leschte Riedner ass den honorabelen Här Mehlen. Här Mehlen, Dir hutt d'Wuert.

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Merci, Här President. Ech hunn net wëlles, hei eng generell Diskussioun iwwert d'Verkéierspolitik unzefänken. Ech hunn och net wëlles, hei iwwert de Sënn an d'Noutwendegkeet vun der Nordstrooss nach eng Kéier ze diskutéieren. Mir waren der Meenung, datt den nördlechen Deel, och en zentralen Deel vum Land, dozou eng anstänneg Stroosseverbindung bräicht a mir hunn déi Meenung zënterhier nach net geännert.

Allerdéngs muss ee feststellen, och bei dësem Projet - an ech

géing en nennen, dat hei wär de GAU, den absolut „größter anzunehmender Unfall“ vun der finanzieller Säit hier, dee mer bis elo am Secteur vun den Travaux publics haten -, wann ee gesäit, datt mer vu 15 Milliarde Frang deemools ausgaange sinn, datt mer elo 9,2 Milliarde Frang derbäisetzen, wat eng Augmentatioun vun 62% ausmécht, déi een dann, wann een d'Kredittер adaptéiert un de Bauindex, op 52% muss zréckféieren, da muss ee vläicht trotzdeem soen, bei esou engem deiere Projet wéi deem heiten, iwwer 50% Iwwerschreidung, do ass eppes schif gelaf.

Et gesäit een och relativ séier wou dat hierkënnt, well déi ganz Streck bal nëmmen aus Tunnelen a Brécke besteet. Déi, déi deemools hei derbäi waren, wëssen, wat fir e Kampf a wat fir e Krampf datt et war. Ech muss och soen, wat eis méi wichteg gewiescht wär wéi eng detailléiert Impaktstudie wär eng Etüd iwwer Streckevariante gewiescht, mat engem realistesche Käschtepunkt derbäi, datt een hätt kënne jugéieren, wat zum Beispill eng Westvariant kascht hätt, souguer wann ee beim Briddel och hätt misse streckeweis ënnert de Buedem goen, well dat jo anscheinend den Haaptproblem war.

Et ass deemools, an enger Psychos kënnt ee bal soen, décidéiert ginn, mir huelen dann d'Ostvariant, well et jo net anescht geet. A well mer agetriichtert kritt hunn, wa mer géingen duerch de Gréngewald fueren, da wär de Gréngewald definitiv futti, waren eng Partie Leit net d'accord fir déi Streck ze huelen, dees et géing een ënnert de Buedem goen. Et ass dat wat eis elo schrecklech wéideet.

Här President, d'Westvariant wär eigentlech déi logesch Variant gewiescht, a wéi gesot, mir hunn deemools keng alternativ Streckeféierungen dohinnergeluecht kritt an och net den entspriechende Käschtepunkt opgezeechent kritt.

Wann ee kuckt wou de Surcoût hierkënnt, da stéisst ee praktesch ëmmer op Tunnelen. Op der Sektioun 2: «Construction d'un château d'eau après l'élaboration d'études plus détaillées en ce qui concerne le ravitaillement en eau des tunnels. Tunnel 'Grouft', dépassement très substantiel dû à la 3e voie». Mir wëssen, datt dat komm ass opgrond vun deenen Accidenter, déi am Ausland waren, datt zousätzlech Sécherheet komm ass, eng ganz Partie Mesuren, wou mer elo net méi derlaanscht kommen, vu datt mer eis fir en Tunnel décidéiert hunn.

Dann eppes wat ech net verstinn: «Le devis détaillé du tunnel Stafelter dépasse le devis estimatif de 1996 de façon significative (…)» Déi Präisser gi jo ugepasst un de Bauindex, esou datt ee sech trotz allem muss froen: Wéisou ass déi Aschätzung do initialement esou falsch gewiescht? Éclairage spécifique, erëm op der Bréck, Tunnel de Gosseldange, wou mer woussten, datt do eng ganz krokeleg Geologie wär, déi héchstwahrscheinlech géing Problemer bereeden.

Här President, ech weess net ob et ee Land op der Welt gëtt, wat, wann eng Streckeféierung topographesch méiglech ass ouni Tunnel, esou eng Autobunn zu 50 oder wéi vill Prozent mat Tunnele géing aleeën, wann et net noutwendeg ass. Lëtzebuerg huet et gemaach, fir de Gréngewald ze retten. Woubäi all déi Leit, déi e bësse mat de Féiss um Buedem stinn, deemools och der Meenung waren, datt de Gréngewald duerch de Bau vun där Autobunn, wann een déi néideg Précautioune geholl hätt, net signifikativ geschiedegt gi wär, an et hätt ee ganz sécher mat deem, wat mer elo méi musse bezuelen, esou vill Mesures compensatoires duerch Uplanzungen an esou weider kënne maachen.

Ech wëll bei deem Kapitel 1 soen, eppes wat am Gesetz steet ass net gutt. Dat ass, datt déi Replantatiounen an där Gemeng oder an den ugrenzende Gemenge musse geschéien.

Une voix.- Très bien!

M. Robert Mehlen *(ADR)*.- Dat ass eng Bestëmmung, déi een eigentlech misst änneren, well et leschten Enns net esou schrecklech wichteg ass, ob dat elo direkt an der Noperschaft replantéiert gëtt oder e bësse méi wäit ewech.

Här President, mir hunn deemools zougestëmmt, well mer och keen anere Choix gesinn hunn. Mir mussen awer haut verschidde Saache bekloen. Éischtens, datt mer wierklech déi Tunnelléisung do gewielt hunn. Dat anert ass eng Verkéiersplanung, déi relativ chaotesch ass.

An ech wëll dat nach drunhänken, well et och deelweis dozou gehéiert: Mir wëssen, datt, wann de Verkéier aus dem Norden eng Kéier uewen ukënnt an der A1, et da ganz schwiereg do gëtt, an datt dat, wat ursprünglech geplangt war a wat gutt war, wat net onbedéngt hätt missen als Autobunn bestoe bleiwen, nämlech iwwert de Kierchbierg an d'Rout Bréck d'Verbindung eriwwer op Stroossen, duerch eng Décisioun, déi emol guer net vun dëser Chamber geholl ginn ass, elo futtigemaach ginn ass, esou datt mer elo obligéiert sinn, op Ëmweeër dann och nach eng Westtangent ze bauen, woumat mer jo och schonn deelweis amgaange sinn.

Wat een nach kënnt im Nachhinein maachen - a mir hunn et verschiddentlech gefrot -, dat ass sech ze iwwerleeën, ob mer dann den Tunnel Stafelter, dee mer net missten hunn, wou mer einfach an de Buedem ginn, well verschidde Leit gemengt hunn, et wär eng Katastroph wann ee géing uewen driwwer fueren, net kënnte suppriméieren. Mir kënnte mat deem Geld awer villes, villes an der Ëmwelt besser maachen.

Gleeft mer ës, déi Bëscher ginn net geschiedegt doduerch, datt emol eng Strooss muss doduerch gebaut ginn. Ech erënneren drun, datt de Moment scho véier Stroossen duerch de Gréngewald lafen. Si gi geschiedegt duerch aner Aflëss, chemesch Aflëss, atmosphäresch Aflëss, wou mer alleguer dru musse schaffen, fir datt mer déi Aflëss reduzéiert kréien, wou mer jo och deelweis domat amgaange sinn.

Mir hu wéi gesot dat verschiddentlech gefrot. Mir hunn dat bis elo ëmmer refuséiert kritt. Hei och nach eng Kéier: Mir gesinn d'Noutwendegkeet an, datt dee Crédit supplémentaire muss gestëmmt ginn, datt dat muss virugoen. Mä vu datt d'Regierung och hei keng Bereetschaft weist, fir wéinstens mol dat seriö an d'A ze faassen a mol ze soen: „Wat wär dann, wa mer deen Tunnel do net géinge bauen? Wéi vill géinge mer spueren? Wat fir een Impakt hätt dat?”, duerfir wäerte mer eis och bei dësem Projet enthalen.

M. le Président.- Merci, Här Mehlen. Domat si mer um Enn vun der Diskussioun ukomm. Ech si frou mat lech alleguer gemeinsam kënne festgestallt ze hunn, datt d'Debatt gewisen huet, datt - séileg - den Albert Bousser net responsabel ass um definitive supplementare Käschtepunkt, dee mer haut hei diskutéieren.

(Hilarité)

Dat gesot, huet awer elo den Här Minister Claude Wiseler d'Wuert.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Merci, Här President. Ech mengen ech hu festgestallt, ausser elo bei den Aussoe vun der Madame Loschetter, vun de Gréngen, datt d'Nordstrooss eng Strooss ass, déi mer brauchen. An ech mengen, datt mer se net nëmme brauche fir de Weekend an d'Éislek ze fueren, Madame Loschetter. Mä mer brauchen se fir den Territoire vun eisem Land esou ze organiséieren, datt och den Norde gutt kann desservéiert ginn duerch den Auto an datt déi Leit, déi do uewen am Norde wunnen an all Dag erof an d'Stad schaffe kommen, och d'Méiglechkeet kréie fir dat a Konditiounen ze maachen, déi korrekt a sécher sinn.

Ech wëll och, well mer haut net iwwert dat Gesetz vu virun aacht Joer schwätzen, mä iwwert dat Gesetz schwätzen, wat mer haut stëmmen, net nees eng Kéier op déi Diskussioun agoen - d'selwecht wéi virdru bei der Cité judiciaire -, wat fir ee Wee een hätt sollen, misse wielen oder net wielen. Well dat sinn alles Diskussiounen, déi sou iwwerflëssig sinn, wéi ech mer nëmmen iwwerflëssig Diskussioune ka virstellen, well se einfach dépasséiert sinn a well mer jo net d'Tunnelen erëm zouschëdden, déi mer gemaach hunn, egal zu wat fir enge Konklusioune mer géinge kommen.

Wéi ech virun néng Méint all déi Dossieren do krut, war et hei wéi an all deenen aneren Dossiere fir mech enorm wichteg, den Iwwerschlag ze maachen, fir genau ze kucke wou mer do stinn. An hei ass zum Beispill awer een Dossier, wou ech soen: Mir kommen an dëser Etapp heihinner, do wou nach Méiglechkeeten do sinn oder d'Liquiditéiten nach do sinn, och par rapport zum alen Text, a mir probéieren, esou wäit wéi mer et haut kënne gesinn, alles dat op den Dësch ze leeën, wat een elo ka gesinn, wat ee brauch fir dës Strooss dohinner ze kréien, fir se fäerdeg ze kréien, fir se vu Luerenzweiler bis op d'Tréierer Autobunn weidergebaut ze kréien.

Déi Käschten, déi mer hei zousätzlech hunn, si begrënnt gi vun deene verschiddenen Orateuren, hei explizéiert ginn. Et muss ee ganz kloer soen, datt d'Käschte sengerzäit ënnerschat gi sinn, well mer keng Erfahrungen haten am Tunnelbau a well den Tunnelbau eppes ass, wat d'Administratioun hei net kannt huet, op där enger Säit ënnerschat ginn ass, op där anerer Säit awer och an de Prévisiounen, esou wéi se gemaach gi si sengerzäit, net dat war, wat haut realiséiert ginn ass.

Mir haten, et ass schonn e puermol gesot ginn - ech insistéieren drop, well et fir mech wichteg ass -, an Zwëschenzäit eng ganz Rei grouss Accidenter an europäeschen Tunnelen. Doraus si Konklusioune gezu ginn, doraus si Moossname virgeschloe ginn, an déi Moossnamen hu mer hei ugeholl. Well mer einfach gesot hu sengerzäit, an ech fannen dat richteg, wa mer esou en Tunnel bauen, wa mer esou vill Leit all Dag duerch deen Tunnel iwwert déi Strooss fuere loossen, ma da musse mer awer kënne mat fräiem Gewësse soen, datt déi ënner Sécherheetskonditioune fueren, déi fir eis verantwertbar sinn.

Une voix.- Très bien!

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics*.- Et ass eng Pist méi gemaach ginn. Déi Pist kascht méi wéi just eng Pist méi, méi wéi just en Drëttel méi, well een einfach muss wëssen, datt wann een eng Pist méi wäit baut, einfach de Bou vill méi grouss gëtt an de Käschtepunkt méi wéi en Drëttel méi héich ass.

Dat hu mer gemaach aus Sécherheetsgrënn. Mir hunn deen Tunnel an der Mëtt gedeelt, aus Sécherheetsgrënn, an en Ausfahrtstunnel gemaach, fir datt mer am Fong, am Grouft, mat zwee Tunnelen ze dinn hätten. Einfach och do well mer erëm gesot hunn: D'Sécherheet muss garantéiert ginn a mir kënnen eis net erlaben, eppes anescht ze maachen.

Elo hätt ee kënne soen, et kann een dat virplangen. Et hätt een dat alles, déi do Saachen, kënne virausgesinn.

Ech weess et net. Vläicht, vläicht awer och net.

Et war einfach esou '96, datt mer eng ganz aner Situatioun haten, datt ganz anescht geduecht ginn ass. A wann een déi Tunnele kuckt, déi an de 70er, 80er Jore gebaut gi sinn, an déi déi haut och am Ausland gebaut ginn, ma da stellt ee ganz einfach fest, datt dat sengerzäit och aner Tunnele waren.

Mir hunn eis, wéi geplangt ginn ass, un d'Konditiounen, u Baumethoden, u Bau-Aart-a-Weise gehalen, déi déi vun där Zäit waren, an déi sinn elo ganz einfach anescht ginn.

Mir haten och e Rutschen am Tunnel. Hätt een dat kënne virausgesinn? Ech weess et net. Ech mengen net. Et ass geschitt, et ass onglécklech geschitt, mir haten net gär dass et geschitt ass, mä et ass awer geschitt. Et muss een dat einfach esou gesinn. Et muss een et aplangen.

Wéi gesot, wann den Här Calmes seet, et hätt alles misse virgeplangt ginn. Et hätte kënne vläicht eng Rei Saache virgeplangt ginn, wann ee méi Erfahrung gehat hätt am Tunnelbau. Mir haten awer net méi Erfahrung am Tunnelbau. Mä et hätt een awer sécher net kënnen alles virausgesinn, wat un Norme geännert huet a wat och op deem Chantier, au fur et à mesure wou de Chantier avancéiert ass, geschitt ass.

Et sinn och eng Rei Saache gemaach ginn, déi effektiv net virausgesi gi si sengerzäit, well een aner Konzeptiounen hat. Déi Opfahrt vun der Tréierer Autobunn op déi Streck ass ganz anescht concevéiert ginn, ass vill méi breet concevéiert ginn. Dir fuert all Dag, wann Der op d'Tréierer Autobunn fuert, driwwer. Déi Streck ass vill méi breet gemaach ginn. Déi Opfahrten an déi Ausfahrten an d'Stad Lëtzebuerg sinn elo méi sécher. Dat war och net esou am Initialprojet virgesinn.

Ech mengen dat ass elo, mat der Quantitéit vum Verkéier, dee mer all Dag op deenen Autobunnen hunn - a mengen Aen e wesentlechen Aspekt vun där ganzer Diskussioun -, awer eppes, wat net schlecht ass.

Dee Luuchtesystem op der Luerenzweiler Bréck war anescht virgesinn. Do ware klassesch Luuchte virgesinn. Déi sinn elo méi dekorativ, well se agebaut gi sinn an d'Gelännere vun der Pist selwer, well einfach au fur et à mesure festgestallt ginn ass, datt déi Bréck awer en extrem groussen Effekt op deen Dall do hätt, géing aschneiden, an datt een eben aner Méiglechkeeten hätt fir déi Luuchte kënnen hinzesetzen, wat dann eng vill méi grouss Integratioun vun där Bréck an déi Landschaft do méiglech mécht.

Et kann ee soen, et hätt een et kënne virausgesinn. Et ass awer elo eng Décisioun, déi geholl ginn ass, déi een net soll regrettéieren, datt se geholl ginn ass, well mëttel- a laangfristeg se awer vill dozou bäidréit fir déi Strooss an d'Landschaft ze integréieren.

Ech hunn e puer Lektiounen aus där ganzer Saach hei gezunn, an och d'Konsequenzen doraus - niewent deem wat mer virdru scho geschwat hunn, wat mer an deene Prozeduren, déi mir eis, Regierung a Chamber, hei zesumme ginn -, fir déi Saachen do ze évitéieren, do hunn ech eng Rei aner Konklusiounen heiraus gezunn.

Eng vun deene Konklusiounen ass a mengen Ae kloer. Mir hunn hei '96 e Gesetz gestëmmt, an dat och an deene Jore virdru geplangt, a mir hate jo laang virdrun Diskussiounen. Mir hunn e Gesetz gestëmmt a mir kréien dat, wat mer an der Zäit gestëmmt hunn, 15 Joer duerno: 2010, 2011, 2012 fäerdeg. An ech soen, ech hunn et schonn op ville Plaze gesot, an ech soen et nach eng Kéier hei: Ech mengen, datt et einfach net méiglech ass, 15 Joer am Viraus ze gesinn, wat ee Projet wäert kaschten, datt dat finanziell net méiglech ass, well d'Techniken änneren, well d'Soumissiounen änneren, well d'ekonomesch Situatioun ännert, well d'Präisser änneren a wat och nach alles an där Zäit do ka geschéien. Dat kritt Der net iwwerbléckt!

Dofir hu mer jo - an Dir waart dee Moment, wéi mer dat virun engem, zwee Méint gestëmmt hunn, domadder d'accord - de Projet Micheville zumindest an zwee, wann net duerno an dräi Deeler agedeelt. Well mer einfach soen, mir mussen eng Iwwerbléckbarkeet kréien. Mir mussen eis Délaië méi kuerz kréien a mir mussen eng Iwwerbléckbarkeet iwwer eis ganz Projete kréien. Dat erlaabt et eis d'Technik ze iwwerblécken an dat erlaabt et eis duerno och de finanzielle Volume ganz anescht unzegoen.

Mir mussen also, wa mer eng Nordstrooss nach eng Kéier ze stëmmen hätten, déi mer awer net nach eng Kéier ze stëmmen hunn, mä wa mer se nach eng Kéier ze stëmmen hätten, dann, mengen ech, misst een elo haut higoen an et misst ee sech eens ginn, wat fir een Tracé een huet, an et misst een deen och an engem Avant-projet sommaire kloer an däitlech definéieren, deen op den Dësch leeën, an da misst een higoen an deen Deel fir Deel, Tunnel fir Tunnel - oder wéi Der et och ëmmer wëllt - hei stëmmen; an dann hätte mer ganz aner Diskussiounen, déi sech hei géinge stellen, a mir kéinten op engem ganz aneren Toun matenee schwätzen.

D'Madame Loschetter huet gesot, dat hei wier déi deierst Strooss, déi jee gebaut ginn ass...

(Interruption)

…op der Welt.

Ech kann dat net novollzéien. Ech weess net.

(Interruptions)

Also et ass evident, wann Der e puer Tunnelen an enger Strooss hutt, datt déi Strooss sécherlech méi deier gëtt wéi 14 Kilometer Strooss, déi Der ouni Tunnel do hutt.

Mir hunn awer nogekuckt, wou mer an de Präisser do leien, wann d'Tunnele gebaut ginn, well mer eis elo wollten ofsécheren, wéi mer deen hei Projet an d'Chamber ginn hunn, datt mer hei d'Präisser awer géingen uginn, déi méi oder wéineger an deenen Normen wären esou wéi an Europa Tunnele gebaut ginn. Mir hu beim Centre d'Études des Tunnels nogefrot, mir hu beim Bundesministerium für Verkehr nogekuckt, mir hu beim President vun der Commission vum RABT - wat déi däitsch Tunnelsnorm ass - nogekuckt.

A mir stelle fest, datt mer mat deenen heite Präisser, déi mer elo fir déi Tunnelen asetzen - ech hoffen natierlech, Madame Loschetter, datt mer se elo an deem Präis gebaut kréien, mä mam Gousseldenger si mer jo fäerdeg, do hu mer d'Erfahrung, also kënne mer do scho soen, dass mer an deene Präisser dra sinn -, duerchaus mat deem Tunnelsbau, mat deenen dräi Pisten, mat deene Sécherheetsmoossnamen, do leien, wou mer eis kënne mat europäeschen Tunnele vergläichen. Et muss een ëmmer vergläichen, wat vergläichbar ass, esou dass ech déi Ausso op jidde Fall net kann esou deelen, wéi Dir se elo gemaach hutt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Wat dann d'Kompensatiounsmoossnamen ugeet, do muss ech soen, ech kann net op all Fro esou am Detail äntweren, well dat en fin de compte en Dossier vum Environnementsministère ass, deen net vun den Travaux publiques géréiert gëtt. Ech probéieren awer op déi eng oder déi aner Fro esou gutt wéi méiglech ze äntwerten.

Wat déi Passagë vum petit gibier ugeet, déi mer suppriméieren, wou der 14 drastoungen a mer just ee maachen an 13 net gemaach ginn,

do gëtt da gesot: Jo Dir hätt dat jo awer technesch kënne wëssen, ob se machbar sinn oder net.

An do ass d'Äntwert awer ganz kloer: Wann Dir am Avant-projet sommaire den Tracé vun enger Strooss maacht, dann hutt Dir nach net onbedéngt - an ech kennen net déi technesch Termë genau - déi Déift an déi déi Strooss dann an den Terrain leie kënnt. Déi ass net definéiert am Viraus. Déi gëtt eréischt duerno, wann de Projet definitiv gëtt a wann d'Pläng definitiv ginn, da gëtt u sech déi genau Déift op deene verschiddene Plazen definéiert. Hei hu mer festgestallt, datt déi Strooss, wann ech mech gutt erënneren, 6 oder 7 Meter an den Terrain eraleie kënnt, wat et u sech onméiglech an iwerflësseg mécht, datt mer nach dann ënnendrënner där Passages pour petit gibier maachen.

Wat dann de Passage pour gibier ugeet, do gëtt mir gesot, datt et cynégétesch net sënnvoll wär dat ze maachen, well wann een iwwert d'RN11 dat lafe géing loossen, géing een u sech déi Déieren, déi iwwert d'Strooss ginn, an eng Zort Poche erandreiwen aus där se duerno net méi géingen erauskommen. Dat ass d'Explikatioun firwat deen do net sënnvoll ass.

An dann dat Fiichtgebitt am Uelzechtdall, no deem Dir gefrot hutt, ass a sech effektiv amgaange studéiert ze ginn. Déi Etüde sinn och eraus fir ze kucke wou een do kann e Fiichtgebitt maachen. Mä wéi gesot, alles dat leeft ënnert der Tutelle vum Ministère de l'Environnement.

Mä do stellen sech natierlech och alleguer déi Froen, déi sech och op aneren Terrainë stellen, an dat ass de Grond firwat och nach net an deem Sënn bei all deene Kompensatiounsmoossnamen esou vill gemaach ginn ass, wéi ech mer kënnt wënschen a virstellen datt gemaach gi wär, well mer ganz grouss Problemer hunn, fir Terrainen ze kréien. Dat steet och an där Note, déi den Här Lux lech erageschéckt huet. Et ass net einfach Terrainë fir déi do Moossnamen ze kafen, och well een à l'amiable net alles ze kafe kritt mat räsonnabele Präisser. Duerfir muss een eventuell op en anere Wee goe fir déi Terrainen ze kréien, iwwert de Wee vun den Expropriatioune goen. Dat ass awer momentan nach net gemaach ginn.

M. Charles Goerens *(DP).*- …een Deel vun de Renaturatiounen, déi scho gemaach gi sinn am Uelzechtdall, zum Beispill zu Steesel an zu Walfer, gëlle loosse fir Kompensatiounsmoossnamen. Dat ass och dat wat e Virriedner gesot huet, datt jo net alles muss an därselwechter Gemeng kompenséiert ginn. En plus wëll ech drun erënneren, datt den Office national du Remembrement eng Partie Terrainë kaaft huet. Et ass net wéi wann nach näischt geschitt wier bis elo.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Absolut richteg, et ass jo och dat wat den Här Lux a senger schréftlecher Note eraginn huet. Mä ech wëll just soen, wa mer wëlle weiderkommen, da musse mer wahrscheinlech an déi aner Prozedur eriwwergoen. Et ass sécher net esou wéi wann näischt geschitt ass. Ech weess awer net wéi mer déi Moossnamen, déi mer awer wichteg sinn an déi och gesetzlech festgehale sinn, wéi mer déi sollen zu engem Schluss féieren, well et ass net evident all déi Terrainen à l'amiable ze kréien, obwuel ech absolut d'accord mat lech sinn, dass schonn eng ganz Rei Effortë gemaach gi sinn.

Ech wëll awer just soen, wat all déi Froe vum Comité interministériel ugeet - ech weess net a wat fir enger Regelméissegkeet en zesummekënnt, well en net ënner menger Tutelle steet -, do huet den Här Lux mer gesot, datt hie ganz gär, wann dat Reglement elo geännert gëtt, an dat musse mer jo zu engem Deel upassen un d'Gesetz vun haut, datt hien da ganz gär an d'Environnementskommissioun dat mat den Deputéierten duerchdiskutéiere kënnt, fir do an allem Detail an an aller Kloerheet op déi Punkten an op déi Froen, déi an deem Kader op sinn, lech ze äntwerten.

Wat d'Waasserquellen ugeet am Tunnel Grouft, do ass et esou, datt ee selbstverständlech sech där dote Problematik bewosst ass, an datt e ganz enke Contrôle vun der Nappe phréatique gemaach gëtt, vun all deene Quelle gemaach gëtt, datt déi och vum Service géologique vun de Ponts et Chaussée scho suivéiert ginn. An ech wëll net soen: Eng Quell manner, dann huet d'SEBES en neie Client. Et gehéiert nun einfach zur ganzer Politik, datt mer probéieren, datt d'Waasserversuergung vu verschiddene Quellen, vun der SEBES an anere Quellen, hierkënnt, well et een einfach méi ofséchert wann een zwou verschidde Sourcë vu sengem Waasser huet.

A wat déi Opposition formelle vum Conseil d'État ugeet, do ass et esou, datt mer jo esou wéi mer dat an der Kommissioun ofgemaach haten, de Conseil d'État informéiert hunn, datt déi Moossnamen, déi geholl ginn, an Zukunft ënnert den Artikel 5 falen, esou wéi se haut énumeréiert sinn am Gesetz. Esou datt aus deem Grond u sech déi Opposition formelle, déi ugedroht gi war, falls net all déi Moossname géingen dodrënner falen, och sech hei an dësem Fall net stellt. De Conseil d'État huet eis och geäntwert, datt hien dat zur Kenntnis geholl hätt.

(Coups de cloche de la Présidence)

An da wëll ech nach soen, datt schlussendlech wat d'Délaien ugeet, deen hei Text jo virgesäit, datt déi compensatoire Moossnamen, déi den Text an d'Reglement virgesinn hunn, datt do den Délai fir se ze realiséieren deen ass, datt bis zu dräi Joer no der Fäerdegstellung vun der Route du Nord dat ka gemaach ginn, well mer einfach gesinn hunn, datt an deenen Délaien, esou wéi se am initialen Text virgesi waren, et net méiglech wier. A well et awer selbstverständlech eng Bestriewung ass vun der Regierung fir déi Texter hei anzehalen, hu mer deen Délai och an deem Sënn ëmgeännert, fir datt mer eis och nach kënnen an deem legale Kader an Zukunft bewegen.

Da wëll ech zum Schluss nach eng Remarque maachen zu deem wat den Ali Kaes gesot huet, wat awer net, muss ech soen, an den Text hei erapasst, well mir schwätzen hei iwwer ganz grouss Dépassementer op der Nordstrooss an den Här Kaes freet mech direkt fir dann och un déi iewescht Pist vun der Nordstrooss nach eng Kéier eppes zousätzlech dobäi ze bauen.

Ech wollt elo dat hei emol maachen. Ech mengen dat hei kascht an dësem Kader elo emol genuch Suen, an da musse mer kucke fir dëst esou schnell wéi méiglech hinzekréien. Ech weess awer och, datt do uewe bei Ettelbréck eng ganz Rei Problemer sinn, ech krut jo schonn eng Rei Question-parlementairen dodriwwer gestallt, mä ech soen lech just, Här Kaes, mir probéieren déi Problemer mat deene Moyenen, déi mer hunn, esou gutt wéi méiglech an de Gréff ze kréien.

Mir exekutéieren elo emol dat heite Gesetz, wann Dir mer déi Finanzmëttel gitt, déi ech brauch fir d'Nordstrooss esou fäerdeg ze maachen, an da musse mer kucke wat duerno kënnt. Mä ganz kloer an däitlech: Mir kënnen net alles zesumme maachen, well mer alles zesummen net packen!

M. le Président.- Merci, Här Minister. D'Madame Loschetter wëllt lech nach eng Fro stellen. Madame Loschetter!

Mme Viviane Loschetter *(DÉI GRÉNG).*- Jo, Merci. Ech wollt just eng Bemierkung maachen.

Här Minister, Dir sot, dat fält net ënner Är Tutelle, mä de Comité interministériel, do ass wuel de Ministère des Travaux publics mat agebonnen, also misst dat jo och zu engem Deel ënner Ärer Tutelle sinn. Dofir wonnert et mech, dass Dir awer net genuch informéiert sidd, fir mir hei elo op verschidde Froen ze äntwerten, déi notamment och Mesures compensatoires am Ëmweltschutz ubelaangen.

Dann hat ech lech och gefrot, wuerfir an deem Gesetzestext, dee mir elo hei sollen ofstëmmen, wéi et dozou komm ass, dass Experts en chasse eigentlech konnten iwwert dee Passage à gibier en Uerteel ofginn. Dat war eng Fro, déi ech lech gestallt hat. Wéi ass dat zustane komm? An dann hat ech lech am Fong geholl gefrot: Wéi oft gesäit sech dee Comité interministériel? An do sinn ech der Meenung, datt dat wuel och ënner Är Tutelle fält, well de Ministère vun den öffentleche Bauten och do mat dran ass.

M. Claude Wiseler, *Ministre des Travaux publics.*- Also ech weess net wien déi Expertise gemaach huet vun der Route nationale 11. Dofir soen ech lech nach eng Kéier wat ech lech virdru scho gesot hunn: Ech géing mengen, datt Dir sollt hei de Minister froe wann dat Reglement geännert gëtt an Dir hien an d'Kommissioun rufft, fir déi do Explikatiounen ze ginn.

Wat de Comité interministériel ugeet, esou muss ech soen, ass deen ënnert der Tutelle vum Environnement, quitte datt et kloer an däitlech ass, datt Vertrieder vun den Travaux publics an deem Comité do sinn, well mir jo och déi ganz Fonge géréieren. Wat wesentlech hei ass ze wëssen, a wat eng Garantie gëtt, dat ass, datt mer amgaang sinn un der Ëmsetzung vun deem ganzen Dossier, wat d'Mesures compensatoires ugeet, ze schaffen, dat ass datt d'Gesetz kloer an däitlech e Volume financier reservéiert fir déi do Mesuren.

Et kann also net sinn, datt dee Volume, deen hei gestëmmt gëtt an dee reservéiert ass fir d'Mesures compensatoires, an deen och vun deem Comité interministériel suivéiert gëtt, datt dee gebraucht gëtt fir aner Moossnamen ze maachen, déi näischt mat de Mesures compensatoires ze dinn hätten, déi net am Gesetz géinge stoen an déi net am Reglement definéiert gi wieren.

Ech kann lech awer elo net stante pede hei soen, wéi oft dee Comité interministériel an deene leschte Méint zesummekomm ass. Ech weess, datt en eng Rei vu Kéieren zesummekomm ass, mä déi Regelméissegkeet kann ech lech elo net op der Minutt hei soen.

Voilà. Merci.

M. le Président.- Voilà. Merci, Här Minister. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert den „Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck".

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

De Projet de loi 5477 ass ugeholl mat 48 Jo-Stëmmen, bei 7 Nee-Stëmmen a 5 Abstentiounen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mmes Christine Doerner, Marie-Josée Frank, Marie-Thérèse Gantenbein-Koullen, MM. Marcel Glesener, Norbert Haupert, Mme Françoise Hetto-Gaasch, MM. Ali Kaes, François Maroldt, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Patrick Santer (par M. Marc Spautz), Marcel Sauber, Jean-Paul Schaaf (par M. Marco Schank), Marco Schank, Marc Spautz, Mmes Nelly Stein, Martine Stein-Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Fred Sunnen, Lucien Thiel, Lucien Weiler et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Romain Schneider), John Castegnaro, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Jos Scheuer (par M. Fernand Diederich), Romain Schneider, Roland Schreiner et Mme Vera Spautz;

MM. Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Mme Anne Brasseur, M. Emile Calmes (par M. Charles Goerens), Mme Colette Flesch (par Mme Anne Brasseur), MM. Charles Goerens, Henri Grethen, Paul Helminger (par M. Niki Bettendorf), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel) et Carlo Wagner (par M. Henri Grethen).

Ont voté non: MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira (par M. Henri Kox), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Gast Gibéryen), Jean-Pierre Koepp (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass et esou décidéiert.

7. Discours de M. le Président Lucien Weiler

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir sinn elo bal um Enn vun der leschter öffentlecher Sitzung virun der Summervakanz an et ass Traditioun, datt de President e kuerze Survol mécht iwwert dat wat an deem Joer geschitt ass.

Déi parlamentaresch Sessioun war fir muncher heibannen eng Première. Konnt een nach no deenen extraordinäre Sessioune vum Juli a vum August vum leschte Joer en éischt Kucken an Taaschte feststellen, esou huet den Engagement, den Dynamismus an d'Sachkenntnis vun eisen neien Deputéierte séier dozou bäigedroen,…

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- …fir e reibungslosen Iwwergang vun der leschter op déi nei Legislaturperiod ze garantéieren.

No deenen zwou extraordinäre Sessiounen am Juli an am August hate mer d'Éier, datt de Groussherzog Henri, a Begleedung vun der Grande-Duchesse Maria Teresa, déi éischt ordinär Sessioun no den Neiwahlen, en l'occurrence d'Sessioun 2004-2005, opgemaach huet. Et war dëst sécherlech ee staarke Moment an eiser Demokratie, well et déi enk Lienen zwëschent dem Statschef an der Chamber dokumentéiert.

Ufanks Januar huet eis dann awer déi traureg Noriicht vum Haff erreecht: No laanger Krankheet huet d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte eis verlooss. De 14. Januar hu mir hir an enger Gedenkzeremonie heibannen „au revoir" gesot, an ech wëll soen, och wa si net méi bei eis ass, vergiess hu mer si net. Si huet eng Éiereplaz an eisen Häerzer.

Vergiess hu mer och net déi, déi viru 60 Joer dem Occupant d'Stir gebueden hunn. Mir, déi meescht, praktesch all Deputéierten hu sech virun hinne vernäipt, well mir sinn déif an hirer Schold. An dësem Zesummenhang mécht et mech nodenklech, datt et e ganze Koup vu jonke Mënsche gëtt, déi sech haut net méi schénge bewosst ze sinn, vu wou aus mer fortgaange sinn a wat e friddlecht a vereenten Europa eis alles bruecht huet. Et beweist, datt et vläicht wichteg ass, datt mer méi intensiv Rendez-vousë mat der Geschicht mussen organiséieren.

Dës Sessioun sollt nieft där normaler parlamentarescher Aarbecht awer och duerch zwee aner Evénementer gekennzeechent ginn, nämlech d'Lëtzebuerger Presidentschaft an der Europäescher Unioun an de Referendum iwwert d'EU-Verfassung. Ech wëll behaapten, datt Europa nach ni esou present an eisem Parlament war, wéi an de leschte siwe Méint.

Vill Leit dobaussen associéieren d'Présidence vun der Unioun ledeglech mat den Aarbechte vun der Regierung a vergiesse ganz oft, datt d'Parlament och säi Rôle am Kader vun der Présidence ze spillen hat. Esou wëllt ech haaptsächlech erënneren un déi Réuniounen hei zu Lëtzebuerg vun de Presidente vun den aussepolitesche Kommissiounen aus dem Europäesche Parlament, un d'Réunioun vun de Presidente vum COSAC a virun allem un d'Plenarsitzung vum COSAC.

Doriwwer eraus hu mer an Zesummenaarbecht mam Europaparlament jeeweils en interparlamentaresche Forum iwwert d'Strategie vu Lissabon, iwwert d'europäesch Wirtschaftspolitik an iwwert d'Finanzperspektive vun der Unioun organiséiert. Et war dat déi éischte Kéier an der Geschicht vun der Europäescher Unioun, wou sech d'Parlamentarier aus sämtleche Memberstate mat Vertrieder vum Europaparlament zesummefonnt hunn, fir sech an engem Gedankenaustausch ze beroden, wéi si an Zukunft an dëse fir d'Unioun esou wichtegen Dossiere solle virgoen. Et waren dëst Paradebeispiller wéi déi national Parlamenter an Zukunft och un der Gestaltung vun Europa bedeelegt kënne ginn.

D'Présidence bréngt dann awer och mat sech, datt interparlamentaresch Kontakter duerch eng grouss Zuel vu Visitë vun auslänneschen Delegatiounen zustane kommen. Mir haten d'Éier, net manner wéi 31 Delegatioune vun auslännesche Parlamentarier an der Chamber wëllkomm ze heeschen, dat vis-à-vis vu 14 Visiten an där leschter Sessioun. All dës Réuniounen a Visitë waren, wann een eis auslännesch Gäscht héieren huet, e vollen Erfolleg.

Dëst koum net vun ongeféier. Et war mat vill politescher Preparatioun a logistescher Organisatioun verbonnen. Duerfir wëll ech hei e grousse Merci ausspriechen un all déi Deputéierten a Mataarbechter vum Greffe, déi um Succès vun dëse Réunioune bedeelegt waren.

Mäi Merci gëllt och all deenen, déi matgeschafft hu bei der Informatiounscampagne vun der Chamber am Zesummenhang mam Referendum iwwert d'EU-Verfassung. Hei huet d'Chamber e feelerfräie Parcours duerchlaf. D'Auditioune mat der Zivilgesellschaft a mat der Bevölkerung ware gutt besicht, an datselwecht trëfft zou fir déi 14 Informatiouns- an Diskussiounsréuniounen, déi d'Chamber queesch duerch d'Land organiséiert huet. D'Chamber huet hir Responsabilitéit an dësem Dossier voll a ganz iwwerholl.

Nieft dësen aussergewéinlechen Aktivitéiten an der Chamber sinn awer och déi, wann ech mech däerf esou ausdrécken, méi normal parlamentaresch Aarbechten net ze kuerz komm. An der auslafender Sessiounsperiod huet d'Chamber bis elo net manner wéi 48 Plenarsitzunge gehat a 425 Kommissiounssitzungen. An deene leschten néng Méint hu mer iwwer 105 Gesetzestexter ofgestëmmt.

Och huet d'Chamber sech an dëser Sessioun mat den aktuelle gesellschaftleche Problemer ausernee gesat. Mir haten néng Heures d'actualité, mir hate sechs Questions avec débat, mir haten zwou Orientatiounsdebatten an dräi Interpellatiounen. Net ze vergiessen déi bis elo 53 mëndlech an 385 schréftlech Froen un d'Regierung. Een Aarbechtspensum, dat deem vun deene vergaangene Joren an näischt nosteet.

Duerfir wëll ech vun der Geleeënheet profitéieren, fir der Regierung, dem Statsrot, de Chambres professionnelles, de Mataarbechter vun dësen Institutiounen an Administratiounen, de Mataarbechter vun de

Fraktioune souwéi all deenen, déi um legislative Prozess bedeelegt waren, meng Unerkennung auszedrécke fir déi Aarbecht, déi se geleescht hunn.

Ofschléissend wëll ech Iech alleguerte Merci soe fir Är grouss Disziplin, déi Der an der vergaangener Sessioun un den Dag geluecht hutt.

(Interruptions diverses et hilarité)

Dir hutt mer d'Liewen net schwéier gemaach, an et ass och net verbueden, fir an Zukunft esou weiderzefueren!

Une voix.- Très bien!

(Interruptions)

M. le Président.- Erlaabt mer dann um Enn vun dëser Sitzung, Iech alleguerte mat Äre Familljen, awer och eisem Personal, der Press an de Sécherheetsorganer eng schéi Vakanz ze wënschen.

Domat, Dir Dammen an Dir Hären, wäre mer beim leschte Punkt vun eiser Sitzung ukomm, den Naturalisatiounen, fir déi ech de Huis clos wëll a muss ausspriechen. Voilà.

Plusieurs voix.- Très bien!

8. Demandes en naturalisation

M. le Président.- De Huis clos ass ausgesprach.

(Le huis clos est prononcé à 18.29 heures.)

* * *

(Le huis clos est levé à 18.39 heures.)

De Huis clos ass opgehuewen an déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Chamber huet an hirer net öffentlecher Sitzung 65 Demandes en naturalisation mat Dispens vum zweete Vote constitutionnel ugeholl. Esou wéi d'Gesetz vum 7. Juni 1989 iwwert d'Nimm an d'Virnimm vun de Persounen, déi d'Lëtzebuerger Nationalitéit kréien, et virgesäit, huet d'Chamber sech ebenfalls mat dräi Änneruge vun Numm a Virnumm averstanen erkläert.

Liste des nouvelles demandes en naturalisation adoptée par la Chambre des Députés le 14 juillet 2005

1. ALIJAJ Florim, né le 22 octobre 1966 à Dujakë (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
2. ALLERS Ursula, née le 3 octobre 1970 à Uitenhage (Afrique du Sud), demeurant à Tétange
3. ARNOLD Andreas, né le 24 novembre 1958 à Magdeburg (Allemagne), demeurant à Schifflange
4. BAHTIJARI Nefka, née le 11 janvier 1971 à Radesa (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
5. BILSKA Malgorzata Iwona, née le 31 décembre 1984 à Gdansk (Pologne), demeurant à Roodt-sur-Syre
6. BOUMANSOUR Wafae, née le 28 août 1971 à Rabat (Maroc), demeurant à Strassen
7. BUYL Roland Jean Georges, né le 12 décembre 1949 à Messancy (Belgique), demeurant à Schifflange
8. CHEVET Catherine Nicole, née le 17 juin 1967 à Saint-Mard (Belgique), demeurant à Rambrouch
9. CHINI Mina, née le 5 avril 1958 à Téhéran (Iran), demeurant à Luxembourg
10. COHEN Howard Jay, né le 24 août 1962 à Jersey City (États-Unis d'Amérique), demeurant à Howald
11. CORDEIRO DE ALMEIDA Célio Fernando, né le 27 août 1972 à Sobral/Mortagua (Portugal), demeurant à Blumenthal (Bech)
12. CORREIA FERNANDES FURTADO Gilberto, né le 17 décembre 1981 à Nossa Senhora da Graça (Cap-Vert), demeurant à Dudelange
13. CVJETKOVIĆ Vojislav, né le 1er juin 1983 à Beograd (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
14. DA SILVA RAMOS Lucia Maria, née le 13 septembre 1973 à Mortagua (Portugal), demeurant à Blumenthal (Bech)
15. DAUDBASIĆ Mirnes, né le 18 juin 1983 à Jelovo Brdo (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Luxembourg
16. DUELHOLM Mikael, né le 18 novembre 1953 à Fakse (Danemark), demeurant à Mertert
17. EBERT Lars, né le 6 juillet 1978 à Würzburg (Allemagne), demeurant à Dudelange
18. FABER Hans Walter, né le 15 novembre 1950 à Boos (Allemagne), demeurant à Echternach
19. FALJIĆ Nisvet, né le 3 août 1971 à Zavidovici (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Kehmen
20. FORMAN Charles Joseph Marie Bernard, né le 1er juillet 1958 à Arlon (Belgique), demeurant à Eischen
21. FRETZ Martine Ghislaine Albertine, née le 30 avril 1959 à Arlon (Belgique), demeurant à Eischen
22. FORMAN Kevin, né le 4 mars 1984 à Messancy (Belgique), demeurant à Eischen
23. GONÇALVES DE ALMEIDA Maria Antonia, née le 10 novembre 1960 à Buarcos/Figueira da Foz (Portugal), demeurant à Ingeldorf

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de DE ALMEIDA Tonia Maria.
24. GRÜN Yitshak, né le 19 septembre 1957 à Clug (Roumanie), demeurant à Strassen
25. TISHLER Nirit, née le 2 juin 1960 à Tel-Aviv (Israël), demeurant à Strassen
26. HAVENITH Jean Marie Pierre, né le 1er décembre 1953 à Dison (Belgique), demeurant à Knaphoscheid
27. SARAGA Marie-Claire, née le 2 décembre 1958 à Athus (Belgique), demeurant à Knaphoscheid
28. HEDWIG Klaus, né le 7 mars 1970 à Kronstadt-Brasov (Roumanie), demeurant à Medernach
29. IDMOUSSA Amal, née le 31 août 1973 à Casablanca (Maroc), demeurant à Luxembourg
30. JESIĆ Danijela, née le 18 janvier 1967 à Nis (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Luxembourg
31. KAMLACH Jiří, né le 29 septembre 1978 à Prague (République tchèque), demeurant à Heffingen
32. KARTHÄUSER Alexandra Maria, née le 3 avril 1971 à St. Vith (Belgique), demeurant Hobscheid
33. KHAZIMEH Jamshid, né le 24 mars 1936 à Birjand (Iran), demeurant à Helmsange
34. KNOLLE Erich Ernst Ulrich, né le 4 avril 1956 à Halle (Allemagne), demeurant à Luxembourg
35. KRATZ Véronique, née le 30 août 1969 à Creutzwald (France), demeurant à Kahler
36. LIMA FONSECA Francisca, née le 20 août 1965 à São João Baptista/Porto Novo (Cap-Vert), demeurant à Luxembourg

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénom de LIMA Francisca.
37. MARTINS COSTA Daniel Filipe, né le 12 décembre 1980 à Vila Verde (Portugal), demeurant à Esch-sur-Alzette
38. MASURA Blazej, né le 18 juin 1957 à Bratislava (Slovaquie), demeurant à Tétange
39. MEIER Hans David, né le 5 février 1979 à Saarbrücken (Allemagne), demeurant à Luxembourg
40. MLLOJA Samir, né le 21 juillet 1964 à Shkoder (Albanie), demeurant à Diekirch
41. VINJARI Majlinda, née le 9 février 1967 à Shkoder (Albanie), demeurant à Diekirch
42. MOELTER Theresia Erna, née le 3 août 1973 à Waimes (Belgique), demeurant à Grevenmacher
43. MUJAGIĆ Emir, né le 22 septembre 1969 à Kozarac (Bosnie-Herzégovine), demeurant à Differdange
44. MUSLIĆ Sead, né le 4 août 1972 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Dudelange
45. NISKOWSKI Krzysztof Adam, né le 10 mars 1966 à Malbork (Pologne), demeurant à Moersdorf (Wasserbillig)

    La personne préqualifiée est autorisée à porter les nom et prénoms de NISKOWSKI Christof Adam.
46. NYANTE Veronica Yaa, née le 13 mars 1973 à Terna (Ghana), demeurant à Mersch
47. PANDACAN Riza, née le 2 février 1971 à Pila/Laguna (Philippines), demeurant à Belvaux
48. PARULYTE Gintare, née le 20 mars 1985 à Vilnius (Lituanie), demeurant à Mamer
49. PECOVSKA Gorica, née le 8 mars 1980 à Vinica (Macédoine), demeurant à Howald
50. PECOVSKA Suzana, née le 26 septembre 1981 à Kocani (Macédoine), demeurant à Howald
51. QUINTARD Pascal Fabrice, né le 21 mars 1964 à Cognac (France), demeurant à Roeser
52. RADICHEVSKAIA Natalia, née le 11 novembre 1977 à Moscou (Russie), demeurant à Luxembourg
53. RASTODER Arnela, née le 4 mai 1980 à Berane (Serbie-et-Monténégro), demeurant à Differdange
54. RICHTARIK Roman, né le 20 mars 1982 à Bratislava (Slovaquie), demeurant à Luxembourg
55. RICHTARIK Stefan, né le 9 août 1961 à Nova Bana (Slovaquie), demeurant à Luxembourg
56. SCHACKMANN Johann, né le 15 novembre 1961 à Prümzurlay (Allemagne), demeurant à Luxembourg
57. FLESCH Gabriele Maria, née le 26 mars 1959 à Neumagen-Dhron (Allemagne), demeurant à Luxembourg
58. SHAGIDULLIN Albert, né le 1er mai 1966 à Novo-Soubaevo/Bashkiria (Russie), demeurant à Sandweiler
59. KOTOVA Svetlana, née le 17 octobre 1960 à Doubna/Moscou (Russie), demeurant à Sandweiler
60. STRUCK Rainer, né le 7 décembre 1964 à St. Vith (Belgique), demeurant à Schouweiler
61. THEISS Karin, née le 11 décembre 1967 à St. Vith (Belgique), demeurant à Schouweiler
62. TAVARES VALENTE Vasco, né le 15 octobre 1972 à Roge/Vale de Cambra (Portugal), demeurant à Dalheim
63. VAN TOLEDO Wouter, né le 1er janvier 1967 à Heemskerk (Pays-Bas), demeurant à Boevange-sur-Attert
64. VON RESTORFF Mirko Bernd Michael Wilfried, né le 20 octobre 1939 à Staniszow (Pologne), demeurant à Bereldange
65. YANG Ao, née le 4 octobre 1973 à Changzhou/Jiangsu (Chine), demeurant à Rumelange

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.40 heures)

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi page 514

Communications pages 514-515

Ordre du jour page 515

Débat au sujet du résultat du référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 515-519

5251 - Projet de loi sur les contrats de garantie financière portant

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;
- modification du Code de commerce;
- modification de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;
- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;
- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;
- abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie pages 519-520

5371 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen pages 520-522

5252 - Proposition de loi de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 - Présentation conformément à l'art. 60 du Règlement pages 522-525

5254 - Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses pages 525-527

5293 - Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002 page 527

5363 - Projet de loi portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes pages 527-528

4766 - Projet de loi concernant le sport et portant

a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;

b) modification du code des assurances sociales;

c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 528-537

4513 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998 pages 537-540

5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales pages 540-544
page 550

5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 544-546
page 550

Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Londres en date du 7 juillet 2005 page 547

5486 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 pages 547-550

5476 - Projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg pages 550-555

5477 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck pages 555-559

Discours de M. le Président Lucien Weiler pages 559-560

Demandes en naturalisation page 560

TABLE ANALYTIQUE SESSION 2004-2005

Compte rendu N°1

Paroles de bienvenue de M. Lucien Weiler, Président de la Chambre des Députés, entouré par M. le Vice-Président Jos Scheuer et M. le Vice-Président Niki Bettendorf à LL.AA.RR. le Grand-Duc et la Grande-Duchesse page 1

Clôture de la 2e session extraordinaire 2004 et ouverture de la session ordinaire 2004-2005 et discours de S.A.R. le Grand-Duc Henri pages 1-2

Composition du Bureau et renouvellement du mandat du Secrétaire général page 2

Composition des commissions parlementaires page 2

Délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales page 2

Présidence d'honneur et octroi du titre honorifique de leur fonction à des anciens députés page 2

Communications pages 2-4

Retraits du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 4

Ordre du jour page 4

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG relative à l'avenir de la Société Nationale des Chemins de Fer (SNCFL) pages 7-10

4754 - Proposition de loi portant

1. révision des articles 11, paragraphe (6), 32, 36 et 76 de la Constitution;

2. création d'un article 108bis nouveau de la Constitution - Second vote constitutionnel pages 10-12

Ordre du jour pages 12-13

5336 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins pour personnes atteintes de troubles psycho-gériatriques à Erpeldange/Ettelbruck pages 13-16

5320 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction et à la transformation du centre intégré pour personnes âgées au Centre du Rham à Luxembourg-Ville pages 16-18

5165 - Projet de loi relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme portant transposition de la directive 2001/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 décembre 2001 modifiant la directive 91/308/CEE du Conseil relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et modifiant: 1. le code pénal; 2. le code d'instruction criminelle; 3. la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire; 4. la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier; 5. la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier; 6. la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances; 7. la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat; 8. la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat; 9. la loi modifiée du 28 juin 1984 portant organisation de la profession de réviseurs d'entreprises; 10. la loi du 10 juin 1999 portant organisation de la profession d'expert comptable; 11. la loi modifiée du 20 avril 1977 relative à l'exploitation des jeux de hasard et des paris relatifs aux épreuves sportives; 12. la loi générale des impôts („Abgabenordnung") - Second vote constitutionnel pages 18-20

5236 - Projet de loi relative à l'affectation du résultat du compte général de l'exercice 2002 pages 20-21

4938 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2000 pages 21-24

Composition des commissions parlementaires page 25

5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux pages 26-27

5176 - Projet de loi portant approbation des amendements au paragraphe 7 de l'article 17 et au paragraphe 5 de l'article 18 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants du 10 décembre 1984, adoptés par la Conférence des États Parties, le 8 septembre 1992 et approuvés par l'Assemblée Générale en sa quarante-septième session par la Résolution 47/111 du 16 décembre 1992 pages 27-28

4691 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas, d'une part, et le Gouvernement de la Roumanie, d'autre part, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Bucarest, le 6 juin 1995, et de ses Annexes I et II;
- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Bulgarie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 7 octobre 1998;
- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 3 février 1999;
- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lituanie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;
- de l'Accord entre les Gouvernements des États du Benelux (le Royaume de Belgique, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas) et le Gouvernement de la République de Lettonie relatif à la réadmission des personnes en séjour irrégulier (Accord de réadmission) et de son Protocole d'application, signés à Bruxelles, le 9 juin 1999;
- de l'Accord entre les Gouvernements du Royaume de Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg et du Royaume des Pays-Bas et le Gouvernement de la République de Croatie, relatif à la réadmission des personnes en situation irrégulière, signé à Zagreb, le 11 juin 1999 et de ses Annexes I et II pages 28-30

5364 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement de la «Croix de Gasperich» avec reconstruction de l'ouvrage d'art 216 sur l'A6 et réaménagement du carrefour formé par la route nationale 4 et le chemin repris 186

et

5365 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de réaménagement du carrefour formé par l'A4 (route d'Esch-Alzette à Luxembourg) et la rue de Merl moyennant construction d'un giratoire avec passage souterrain à 4 voies pages 30-35

Ordre du jour page 35

Compte rendu N°2

Dépôt d'un projet de loi page 36

Communications page 36

Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés page 36

Interpellation de M. Henri Kox relative à la politique agricole, la sécurité alimentaire, la santé et le bien-être des animaux pages 40-50

Ordre du jour page 50

Déclaration sur la politique de coopération et d'action humanitaire présentée par M. Jean-Louis Schiltz, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

Débat sur la politique de coopération et d'action humanitaire pages 50-60

5343 - Projet de loi portant fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren pages 60-64

Dépôt d'un projet de loi page 65

Communication page 65

Dépôt d'une motion page 65

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la récente décision de la Commission européenne de recommander l'ouverture de négociations d'adhésion de la Turquie pages 65-69

Discours de M. le Président de la Chambre des Députés pages 69-70

Discours de M. Josep Borrell, Président du Parlement européen pages 70-71

Compte rendu N°3

Communications page 72

Ordre du jour page 72

5353 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget pages 72-77
- Exposé du Ministre du Trésor et du Budget, M. Luc Frieden pages 77-81
- Discussion générale pages 99-114
- (suite - compte rendu N°4) pages 115-127 pages 128-134

4965 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2001 pages 81-83

5344 - Projet de loi portant approbation du Protocole portant amendement à la Convention européenne pour la répression du terrorisme, fait à Strasbourg, le 15 mai 2003 pages 83-84

Communication page 85

5260 - Projet de loi modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales

et

5173 - Proposition de loi portant modification de l'article 22 du Code des assurances sociales pages 85-90

5373 - Projet de loi modifiant la loi du 27 juillet 1994 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'une École de Musique avec Centre culturel à Ettelbruck et modifiant la loi du 25 septembre 1997 autorisant le Gouvernement à participer au financement d'un Centre culturel et touristique régional à Echternach pages 90-94

5342 - Projet de loi sur la mise en conformité de l'assainissement de l'Aéroport

et

5385 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à procéder à la construction d'une tour-radar à l'aéroport de Luxembourg, y compris l'acquisition et l'installation des équipements techniques, ainsi que les aménagements extérieurs pages 94-98

Ordre du jour page 99

Communications page 99

Compte rendu N°4

Communications page 115

Dépôt d'une proposition de loi page 128

5410 - Proposition de révision de l'article 51, paragraphe (7) de la Constitution
- Déclaration de recevabilité page 128

Résolution de M. François Bausch relative à l'institution d'une convention sur l'avenir du Luxembourg

et

Résolution de M. Michel Wolter relative à l'institution d'une Commission spéciale chargée de mener un débat sur la structure administrative du pays pages 134-137

Motion de M. Aly Jaerling relative au carnet électoral pages 137-138

Ordre du jour page 138

Communications page 138

Composition des commissions parlementaires page 138

Ordre du jour pages 138-140

Heure d'actualité demandée par le groupe DP relative aux problèmes rencontrés par les communes lors de l'application de la loi concernant l'aménagement communal et le développement urbain pages 140-142

5327 - Projet de loi

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 142-154

Ordre du jour page 150

5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004 pages 154-159

5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 159

5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum pages 159-165

5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003 pages 165-168

Compte rendu N°5

5322 - Projet de loi modifiant

1. le Code des assurances sociales

2. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 169-175 pages 177-178

5345 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'État à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers pages 175-176

5321 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'une maison de soins à Clervaux page 176

5327 - Projet de loi

1. établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre;

2. créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto;

3. modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés pages 176-177

5406 - Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume des Pays-Bas et le Grand-Duché de Luxembourg en matière d'intervention policière transfrontalière, signé à Luxembourg, le 8 juin 2004 page 177

5391 - Projet de loi modifiant et complétant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée page 177

5399 - Projet de loi modifiant l'article 14 de la loi modifiée du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum page 177

5401 - Projet de loi portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2003 page 177

Discours de fin d'année de M. le Président page 178

Communications page 179

5414 - Proposition de loi de M. Paul-Henri Meyers portant révision des articles 37, alinéa 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution - Déclaration de recevabilité

et

5428 - Proposition de loi de M. Claude Meisch portant réglementation de l'activité d'assistant maternel - Déclaration de recevabilité page 179

Ordre du jour page 179

Déclaration du Gouvernement sur le programme de la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne et débat pages 179-187

Institution et composition de la commission spéciale «Réorganisation territoriale du Luxembourg» page 188

Dépôt d'une proposition de loi page 188

5370 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la transformation et à l'extension de la maison de soins St Joseph à Pétange;

5372 - Projet de loi portant modification de la loi du 20 décembre 2002 autorisant la participation de l'État à la construction par la Commune de Mamer d'un Centre Intégré pour Personnes Âgées à Mamer

et

5369 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Junglinster pages 188-194

5413 - Projet de loi relative à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une salle de concert à Luxembourg-Kirchberg pages 194-199

5132 - Projet de loi relative au référendum au niveau national

et

3762 - Proposition de loi tendant à instituer un référendum d'initiative populaire pages 199-206

Compte rendu N°6

Communications page 207

Admission à la retraite du Président de la Cour des Comptes page 207

5433 - Proposition de loi de M. Félix Braz relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics - Déclaration de recevabilité;

5436 - Proposition de révision des articles 9, 51(7), 52 et 53 de la Constitution de M. Félix Braz - Déclaration de recevabilité;

5438 - Proposition de loi de Mme Colette Flesch portant modification de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain - Déclaration de recevabilité

et

5441 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain - Déclaration de recevabilité page 207

Rôle des affaires page 207

Ordre du jour pages 207-208

5394 - Projet de loi autorisant l'acquisition d'un avion de transport militaire A400M pages 210-216

5362 - Projet de loi portant:

1. transposition de la décision du conseil du 28 février 2002 instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité, et

2. modification:

   - de la loi du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire,

   - du code d'instruction criminelle pages 216-218

5324 - Projet de loi portant approbation de la Convention européenne sur la protection des animaux en transport international (révisée), ouverte à la signature, à Chisinau, le 6 novembre 2003 pages 218-220

Communications pages 220-221

Rôle des affaires page 221

Composition des commissions parlementaires page 221

Motion de la Commission des Transports au sujet de la mise en oeuvre du rapport d'audit de McKinsey & Company sur l'organisation des autorités aéronautiques luxembourgeoises pages 222-225

Motion de M. Camille Gira relative au phénomène dit «Tanktourismus» pages 225-226

5096 - Projet de loi relative au fonctionnement et au financement de l'action SuperDrecksKëscht pages 226-229

5270 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la science, des mass médias, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République de Turquie, signé à Ankara, le 9 juin 2003

et

5287 - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération dans les domaines de la culture, de l'éducation, de la recherche scientifique, des mass media, de la jeunesse et des sports entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam, signé à Luxembourg, le 21 mai 2003 pages 229-232

Communications page 232

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le plan d'action 2000-2004 élaboré par le bureau du coordinateur national „Drogues“ pages 232-236

5312 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 décembre 1975 créant un établissement public dénommé Centre hospitalier de Luxembourg groupant la maternité Grande-Duchesse Charlotte, la Clinique pédiatrique fondation Grand-Duc Jean et Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte et l'hôpital municipal pages 236-239

Résolution de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire concernant les comptes de l'exercice 2003 de la Cour des Comptes page 239

Ordre du jour page 240

Communications page 240

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur la politique de la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la production d'énergie de sources renouvelables pages 240-243

5308 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la Communauté d'État Serbie et Monténégro en matière de sécurité sociale, signée à Belgrade, le 27 octobre 2003;

5326 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Suède sur la sécurité sociale, signée à Bruxelles, le 1er décembre 2003

et

5341 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République de Turquie en matière de sécurité sociale pages 243-244

5393 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne concernant les demandes d'indemnités présentées par un État membre à l'encontre d'un autre État membre en cas de dommages causés aux biens lui appartenant, qu'il utilise ou qu'il exploite, ou de blessure ou de décès d'un membre du personnel militaire ou civil de ses services dans le cadre d'une opération de gestion de crises menée par l'Union européenne, fait à Bruxelles, le 28 avril 2004 pages 244-245

5417 - Projet de loi portant approbation de la Décision des Représentants des Gouvernements des États membres, réunis au sein du Conseil du 28 avril 2004 concernant les privilèges et immunités accordés à ATHENA page 245

5392 - Projet de loi portant approbation de l'Accord entre les États membres de l'Union européenne relatif au statut du personnel militaire et civil détaché auprès des institutions de l'Union européenne, des quartiers généraux et des forces pouvant être mis à la disposition de l'Union européenne dans le cadre de la préparation et de l'exécution des missions visées à l'article 17, paragraphe 2, du Traité sur l'Union européenne, y compris lors d'exercices, et du personnel militaire et civil des États membres mis à la disposition de l'Union européenne pour agir dans ce cadre (SOFA UE), signé à Bruxelles, le 17 novembre 2003 pages 245-246

5397 - Projet de loi portant approbation

- de l'Amendement à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination, adopté à Genève, le 21 décembre 2001;

- du Protocole relatif aux restes explosifs de guerre à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination (Protocole V), fait à Genève, le 28 novembre 2003 page 246

5348 - Projet de loi portant création

a) d'un Comité directeur pour le Souvenir de l'Enrôlement forcé;

b) d'un Centre de Documentation et de Recherche sur l'Enrôlement forcé pages 246-251

5407 - Projet de loi modifiant la loi du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour études supérieures pages 251-253

5042 - Projet de loi portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992 pages 253-254

5340 - Projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'entreprise des postes et télécommunications pages 254-257

Compte rendu N°7

Communications page 258

Ordre du jour page 258

Intervention de M. Claude Wiseler, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 258

Débat de consultation sur la mission de l'école luxembourgeoise et le renforcement de ses moyens d'action (PISA) pages 258-272

5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution pages 272-273

Communications page 274

5450 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers page 274

Composition des commissions parlementaires page 274

Ordre du jour pages 274-275

Dépôt d'une résolution page 275

5387 - Projet de loi modifiant la loi du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé «centre hospitalier neuropsychiatrique» pages 279-283

5379 - Projet de loi modifiant la loi du 24 décembre 2002 relative aux produits biocides pages 283-286

Dépôt de deux projets de loi page 286

Ordre du jour page 286

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR concernant l'interprétation et l'application pratique de l'article 17 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 288-291

Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG sur le gender budgeting, c.-à-d. l'établissement du budget de l'État selon la perspective du genre pages 291-295

5171 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2002 pages 295-297

5166 - Projet de loi modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant création et réglementation des professions de géomètre et de géomètre officiel et portant modification de la loi modifiée du 28 décembre 1988 réglementant

l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales pages 297-298

5306 - Projet de loi concernant l'assistance administrative entre les États membres de la Communauté européenne en matière de taxes sur les primes d'assurance page 298

5298 - Projet de loi portant approbation du Protocole d'amendement à la Convention internationale pour la simplification et l'harmonisation des régimes douaniers, fait à Bruxelles, le 26 juin 1999 page 298

Ordre du jour pages 298-299

Compte rendu N°8

Hommage à la mémoire de M. Jos Brebsom, Député honoraire page 300

Communications page 300

Dépôt d'une motion et ordre du jour pages 300-301

Heure d'actualité demandée par le groupe ADR sur la politique d'expulsion du Gouvernement de demandeurs d'asile déboutés pages 301-306

Ordre du jour page 306

5443 - Projet de loi portant organisation d'un référendum national sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe, signé à Rome, le 29 octobre 2004 pages 306-310

Question préalable de M. Jacques-Yves Henckes page 310

5297 - Projet de loi transposant en droit luxembourgeois la directive 2003/48/CE du 3 juin 2003 du Conseil de l'Union européenne en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts pages 310-318

Communications page 318

Rôle des affaires page 318

Ordre du jour pages 318-319

Motion de M. Robert Mehlen relative à la levée de l'embargo sur les ventes d'armes en Chine pages 319-322

Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Conseiller à la Cour des Comptes page 322

5231 - Projet de loi portant modification de l'article 1er de la loi modifiée du 31 juillet 1929 sur le régime fiscal des sociétés de participations financières (Holding companies) pages 322-324

5402 - Projet de loi portant approbation du Protocole établi conformément à l'article 34 du Traité sur l'Union européenne, modifiant, en ce qui concerne la création d'un fichier d'identification des dossiers d'enquêtes douanières, la Convention sur l'emploi de l'informatique dans le domaine des douanes, signé à Bruxelles, le 8 mai 2003 pages 324-326

5262 - Projet de loi portant approbation:

a) de la Convention établie sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, relative à la lutte contre la corruption impliquant des fonctionnaires des Communautés européennes ou des fonctionnaires des États membres de l'Union européenne, signée à Bruxelles, le 26 mai 1997;

b) du deuxième Protocole établi sur la base de l'article K.3 du Traité sur l'Union européenne, à la Convention relative à la protection des intérêts financiers des Communautés européennes, signé à Bruxelles, le 19 juin 1997;

c) de la Convention pénale sur la corruption, signée à Strasbourg, le 27 janvier 1999;

d) du Protocole additionnel à la Convention pénale sur la corruption, signé à Strasbourg, le 15 mai 2003; et modifiant et complétant certaines dispositions du Code pénal pages 326-328

Résolution de M. Claude Meisch relative à l'instauration d'une commission spéciale chargée de l'étude de la problématique relative à la recherche sur les cellules embryonnaires humaines en vue de l'élaboration de propositions législatives en la matière pages 328-329

Communications page 329

Composition des commissions parlementaires page 329

Règlement de la Chambre des Députés page 329

Ordre du jour pages 329-330

5277 - Projet de loi modifiant et complétant la loi du 9 novembre 1990 portant approbation de certaines conventions internationales en matière maritime pages 330+331

5384 - Projet de loi portant modification de la loi du 18 avril 2004 relative aux délais de paiement et aux intérêts de retard pages 330-331

Débat sur l'application du principe de subsidiarité dans le cadre du troisième paquet ferroviaire pages 331-340

Compte rendu N°9

4902 - Projet de loi portant approbation du Deuxième Protocole relatif à la Convention de La Haye de 1954 pour la protection des biens culturels en cas de conflit armé, signé à La Haye, le 26 mars 1999 pages 341-342

5178 - Projet de loi sur les réseaux et les services de communications électroniques;

5179 - Projet de loi portant organisation de la gestion des ondes radioélectriques;

5180 - Projet de loi portant:

1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation;

2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État

et

5181 - Projet de loi

- relatif aux dispositions spécifiques de protection de la personne à l'égard du traitement des données à caractère personnel dans le secteur des communications électroniques et
- portant modification des articles 88-2 et 88-4 du Code d'instruction criminelle pages 342-352

Ordre du jour page 352

Communications page 352

Ordre du jour page 352

Interpellation de M. Lucien Clement au sujet de la politique de gestion des crues et des inondations pages 357-364

Heure d'actualité demandée par le groupe LSAP sur le rapport d'activité 2004 du Comité de surveillance du sida pages 364-367

5419 - Projet de loi portant approbation de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte anti-tabac, faite à Genève, le 21 mai 2003 pages 367-373

Dépôt d'un projet de loi page 373

5432 - Projet de loi portant approbation - de la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne, faite à Paris, le 30 mai 1975 - de l'Accord entre les États parties à la Convention portant création d'une Agence spatiale européenne et l'Agence spatiale européenne concernant la protection et l'échange d'informations classifiées, fait à Paris, le 19 août 2002 - de l'Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et l'Agence spatiale européenne relatif à l'adhésion du Grand-Duché de Luxembourg à la Convention portant création de l'Agence spatiale européenne et des clauses et conditions s'y rapportant, fait à Paris, le 6 mai 2004 pages 373-375

Compte rendu N°10

Communications pages 376-377

Ordre du jour et dépôt d'une motion page 377

Dépôt d'une proposition de loi page 377

Motion de Madame Anne Brasseur relative aux devoirs à domicile pages 381-383

5472 - Projet de loi portant

1. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est des Antilles Néerlandaises des 13 mai 2004 et 27 août 2004;

2. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume des Pays-Bas pour ce qui est d'Aruba des 13 mai 2004 et 9 novembre 2004;

3. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Jersey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

4. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Guernesey des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

5. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et l'Île de Man des 13 mai 2004 et 19 novembre 2004;

6. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Turks et Caïcos des 23 novembre 2004 et 1er avril 2005;

7. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et Anguilla des 23 novembre 2004 et 21 janvier 2005;

8. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Cayman des 23 novembre 2004 et 31 mars 2005;

9. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et le territoire d'outre-mer du Royaume-Uni, Montserrat des 23 novembre 2004 et 7 avril 2005;

10. approbation de l'Accord sous forme d'échange de lettres relatif à la fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiements d'intérêts entre le Grand-Duché de Luxembourg et les Îles Vierges Britanniques des 23 novembre 2004 et 11 avril 2005;

11. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 383-384

Débat de consultation sur l'évolution du chômage au Luxembourg pages 384-398

5275 - Projet de loi portant

a) fixation des cadres du personnel des établissements d'enseignement secondaire et secondaire technique;

b) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État;

c) modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

d) abrogation de la loi du 25 août 1971 portant création de la fonction de professeur de sciences économiques et sociales aux établissements d'enseignement secondaire;

e) modification de la loi du 22 juin 1989 portant modification de la loi modifiée du 10 mai 1968 portant réforme de l'enseignement;

f) modification de la loi modifiée du 4 septembre 1990 portant réforme de l'enseignement secondaire technique et de la formation professionnelle continue;

g) modification de la loi du 25 juin 2004 portant organisation des lycées et lycées techniques;

h) modification de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 399-402

Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2003 - N°5470 pages 402-403

Présentation d'une liste de trois candidats pour le poste de Président de la Cour des Comptes page 403

Nomination d'un réviseur d'entreprises pour l'Entreprise des Postes et des Télécommunications page 403

Débat d'orientation sur la revalorisation des friches industrielles de la région Sud pages 404-416

(suite - compte rendu N°11) pages 449-450

Communications page 416

5480 - Proposition de loi de Monsieur Ben Fayot portant modification

a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;

b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs - Déclaration de recevabilité page 416

Ordre du jour et dépôt d'une résolution par M. Ben Fayot sur la décision de procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution pour l'Europe page 416

Résolution de M. Ben Fayot sur la décision de procéder à un second vote constitutionnel qu'en cas d'approbation populaire du Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 416-418

5454 - Projet de loi arrêtant un programme pluriannuel de recrutement dans le cadre de l'organisation judiciaire pages 418-422

5416 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Argentine en vue de l'exemption réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune dans le domaine de l'exploitation d'aéronefs en trafic international, signée à Luxembourg, le 24 juin 2004 page 423

5334 - Projet de loi modifiant

1. la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle

2. le Code des assurances sociales

3. la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail

4. la loi modifiée du 21 février 1976 concernant l'organisation et le fonctionnement de l'Administration de l'emploi et portant création d'une Commission nationale de l'emploi

5. la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds de chômage; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet

6. la loi modifiée du 24 décembre 1996 portant introduction d'une bonification d'impôt sur le revenu en cas d'embauchage de chômeurs pages 423-430

Compte rendu N°11

Communications pages 431-432

Dénomination de la Commission des Comptes et du Contrôle de l'exécution budgétaire page 432

Ordre du jour page 432

5442 - Projet de loi portant approbation du Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Protocoles annexés au Traité établissant une Constitution pour l'Europe, des Annexes I et II et de l'Acte final, signés à Rome, le 29 octobre 2004 pages 432-449

5466 - Projet de loi portant approbation

- de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, et du Règlement, faits à Washington, le 2 décembre 1946

- du Protocole, fait à Washington, le 19 novembre 1956, à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, faite à Washington, le 2 décembre 1946 pages 450-451

5376 - Projet de loi portant approbation du Protocole relatif à l'adhésion de la Communauté européenne à la Convention internationale de coopération pour la sécurité de la navigation aérienne «EUROCONTROL» du 13 décembre 1960, telle qu'amendée à plusieurs reprises et coordonnée par le Protocole du 27 juin 1997 et de l'Acte final, signés à Bruxelles, le 8 octobre 2002 pages 451-452

5396 - Projet de loi portant approbation

- de la révision 2, entrée en vigueur le 16 octobre 1995, de l'Accord concernant l'adoption de conditions uniformes d'homologation et la reconnaissance réciproque de l'homologation des équipements et pièces de véhicules à moteur, fait à Genève, le 20 mars 1958, et approuvé par la loi du 1er août 1971 (Accord concernant l'adoption de prescriptions techniques uniformes applicables aux véhicules à roues, aux équipements et aux pièces susceptibles d'être montés ou utilisés sur un véhicule à roues et les conditions de reconnaissance réciproque des homologations délivrées conformément à ces prescriptions);

- de l'Accord concernant l'établissement de règlements techniques mondiaux applicables aux véhicules à roues, ainsi qu'aux équipements et pièces qui peuvent être montés et/ou utilisés sur les véhicules à roues et des Annexes A et B, faits à Genève, le 25 juin 1998 page 452

5355 - Projet de loi concernant le partenariat entre les syndicats de communes et l'État et la restructuration de la démarche scientifique en matière de protection de la nature et des ressources naturelles pages 453-457

5456 - Projet de loi relative à la revalorisation du site de Höhenhof pages 457-459

Communications pages 459-460

Ordre du jour et dépôt d'une motion par M. Gast Gibéryen page 460

5414 - Proposition de loi portant révision des articles 37, alinéas 2 et 6, 51, paragraphe (3) et 107, paragraphe (4) de la Constitution (Second vote constitutionnel) page 460

5457 - Projet de loi relative à la transformation et à l'extension de l'Annexe Jenker du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange pages 460-463

5464 - Projet de loi relative aux mesures constructives préparatoires de la liaison Micheville pages 463-466

Motion de M. Gast Gibéryen relative à la campagne d'information du Gouvernement dans le cadre du référendum sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 466-468

Déclaration des chefs d'État ou de Gouvernement des États membres de l'Union européenne sur la ratification du Traité établissant une Constitution pour l'Europe (Conseil européen des 16 et 17 juin 2005) pages 468-477

Compte rendu N°12

Ordre du jour page 478

5444 - Projet de loi relative aux prospectus pour valeurs mobilières et

- portant transposition de la directive 2003/71/CE du Parlement européen et du Conseil du 4 novembre 2003 concernant le prospectus à publier en cas d'offre au public de valeurs mobilières ou en vue de l'admission de valeurs mobilières à la négociation, et modifiant la directive 2001/34/CE;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier;

- portant modification de la loi du 23 décembre 1998 concernant la surveillance des marchés d'actifs financiers;

- portant modification de la loi du 30 mars 1988 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif;

- portant modification de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque;

- portant modification de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales pages 478-479 page 481

5409 - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances pages 479+481

5360 - Projet de loi concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle

et

5361 - Projet de loi relatif aux institutions de retraite professionnelle sous forme de société d'épargne-pension à capital variable (sepcav) et d'association d'épargne-pension (assep) et portant modification de l'article 167, alinéa 1 de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu pages 479-481 pages 481-482

Interpellation de M. Jean Huss au sujet du projet de réglementation «REACH» proposé par la Commission européenne pages 482-490

5449 - Projet de loi portant modification:

1. de la loi du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain;

2. de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988;

3. de la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire;

4. de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles pages 492-499

5455 - Projet de loi portant fusion des communes de Kautenbach et de Wilwerwiltz pages 499-501

Communications page 502

Retrait du rôle des affaires page 502

5434 - Projet de loi portant création d'un lycée-pilote pages 502-510 page 512

5395 - Projet de loi portant engagement à durée indéterminée du personnel du Service rééducatif ambulatoire (SREA) pages 510-512 page 513

5403 - Projet de loi modifiant

1) le Code des assurances sociales;

2) la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des chemins de fer luxembourgeois;

3) la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension page 512 page 513

Compte rendu N°13

Dépôt d'un projet de loi page 514

Communications pages 514-515

Ordre du jour page 515

Débat au sujet du résultat du référendum du 10 juillet 2005 sur le Traité établissant une Constitution pour l'Europe pages 515-519

5251 - Projet de loi sur les contrats de garantie financière portant

- transposition de la directive 2002/47/CE du Parlement européen et du Conseil du 6 juin 2002 concernant les contrats de garantie financière;

- modification du Code de commerce;

- modification de la loi du 1er août 2001 concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles;

- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;

- modification du règlement grand-ducal du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1er du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation de valeurs mobilières;

- abrogation de la loi du 21 décembre 1994 relative aux opérations de mise en pension;

- abrogation de la loi du 1er août 2001 relative au transfert de propriété à titre de garantie pages 519-520

5371 - Projet de loi autorisant la participation de l'État à la construction d'un centre d'activités de jour avec atelier protégé pour personnes handicapées physiques à Bissen pages 520-522

5252 - Proposition de loi de Mme Dagmar Reuter-Angelsberg concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 - Présentation conformément à l'art. 60 du Règlement pages 522-525

5254 - Projet de loi relative à la classification, à l'emballage et à l'étiquetage des préparations dangereuses pages 525-527

5293 - Projet de loi portant approbation de l'instrument amendant la Convention relative à la création du Bureau Européen des Radiocommunications (BER), fait à Copenhague, le 17 décembre 2002 page 527

5363 - Projet de loi portant approbation du Traité sur les principes régissant les activités des États en matière d'exploration et d'utilisation de l'espace extra-atmosphérique, y compris la Lune et les autres corps célestes pages 527-528

4766 - Projet de loi concernant le sport et portant

a) modification de la loi modifiée du 7 juin 1937 ayant pour objet la réforme de la loi du 31 octobre 1919 portant règlement légal du louage de service des employés privés;

b) modification du code des assurances sociales;

c) dérogation aux articles 5 et 9 de la loi modifiée du 24 mai 1989 sur le contrat de travail pages 528-537

4513 - Projet de loi portant approbation de la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement, faite à Aarhus (Danemark), le 25 juin 1998 pages 537-540

5338 - Projet de loi portant création d'un Lycée technique pour professions éducatives et sociales pages 540-544 page 550

5408 - Projet de loi portant modification de l'article 12 de la loi du 28 avril 1998 portant

a) harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal;

b) modification de l'article 5 de la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail;

c) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État pages 544-546 page 550

Hommage en signe de deuil et de solidarité envers les victimes des actes terroristes perpétrés à Londres en date du 7 juillet 2005 page 547

5486 - Projet de loi modifiant et complétant

a) la loi modifiée du 22 juin 1963 portant fixation de la valeur numérique des traitements des fonctionnaires de l'État ainsi que des modalités de mise en vigueur de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'État,

b) la loi du 21 décembre 2004 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2005 pages 547-550

5476 - Projet de loi modifiant la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg pages 550-555

5477 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet de construction d'une route reliant Luxembourg à Ettelbruck pages 555-559

Discours de M. le Président Lucien Weiler pages 559-560

Heures de questions au Gouvernement:

Compte rendu N°1

- Question N°1 du 26 octobre 2004 de Monsieur Marco Schank relative aux installations photovoltaïques en zone verte et l'établissement d'un plan sectoriel pour parcs éoliens, adressée au Ministre de l'Environnement page 4

- Question N°2 du 26 octobre 2004 de Monsieur Niki Bettendorf relative à la lutte contre le tabagisme au niveau national, adressée au Ministre de la Santé page 5

- Question N°3 du 26 octobre 2004 de Monsieur Henri Kox relative à la promotion et aux primes en faveur des énergies renouvelables, adressée au Ministre de l'Environnement pages 4-5

- Question N°4 du 26 octobre 2004 de Madame Anne Brasseur relative aux infrastructures sportives, adressée au Ministre des Travaux publics et au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 5-6

- Question N°5 du 26 octobre 2004 de Monsieur Robert Mehlen relative aux travaux de la route du Nord, adressée au Ministre des Travaux publics page 6

- Question N°6 du 26 octobre 2004 de Madame Viviane Loschetter relative aux droits de pension en cas de divorce, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 6

- Question N°7 du 26 octobre 2004 de Monsieur Gast Gibéryen relative à un rapport annuel sur les subventions de l'État, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 6-7

Compte rendu N°2

- Question N°8 du 15 novembre 2004 de Madame Martine Stein-Mergen au sujet de l'information des parents en matière des infections au molluscum contagiosum, adressée au Ministre de la Santé pages 36-37

- Question N°9 du 16 novembre 2004 de Monsieur Xavier Bettel au sujet de la mise en œuvre pratique de la loi sur le partenariat, adressée au Ministre de la Justice page 37

- Question N°10 du 12 novembre 2004 de Monsieur Roger Negri au sujet des conditions à respecter et des mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (route du Nord) prévues par la loi du 27 juillet 1997, adressée au Ministre de l'Environnement et au Ministre des Travaux publics pages 37-38

- Question N°11 du 16 novembre 2004 de Monsieur Aly Jaerling au sujet des pensions dans le secteur privé, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 38

- Question N°12 du 16 novembre 2004 de Monsieur Marcel Glesener au sujet de la professionnalisation accrue de l'armée luxembourgeoise, adressée au Ministre de la Défense page 38

- Question N°13 du 16 novembre 2004 de Monsieur Niki Bettendorf au sujet du réaménagement sécuritaire de l'échangeur Helfenterbruck, adressée au Ministre des Travaux publics pages 38-39

- Question N°14 du 12 novembre 2004 de Madame Claudia Dall'Agnol concernant les démarches futures du Gouvernement au sujet des décisions prises par l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre de la Sécurité sociale page 39

- Question N°15 du 16 novembre 2004 de Monsieur Emile Calmes concernant l'adhésion de la commune de Bastendorf au Syndicat du Crématoire de Luxembourg, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 39

- Question N°16 du 16 novembre 2004 de Monsieur Laurent Mosar au sujet des répercussions budgétaires des récentes décisions de l'Assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie, adressée au Ministre du Trésor et du Budget page 39

- Question N°17 du 15 novembre 2004 de Monsieur Ben Fayot au sujet d'une introduction éventuelle d'une taxe sur l'occupation de logements destinés à l'habitation et utilisés à des fins commerciales, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 39-40

- Question N°18 du 15 novembre 2004 de Monsieur Jos Scheuer au sujet des mesures de sécurité au bâtiment scolaire «Jenker» du Lycée Technique Mathias Adam à Differdange, adressée au Ministre des Travaux publics page 40

Compte rendu N°6

- Question N°19 du 22 février 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie d'un appareil médical d'électrostimulation TENS et les électrodes respectives, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 208

- Question N°20 du 21 février de Madame Anne Brasseur relative au «Neie Lycée» et à sa présentation sur le site Internet, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 209

- Question N°21 du 21 février 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative au virus de la grippe, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 209

- Question N°22 du 21 février 2005 de Monsieur Jean-Pierre Klein relative au bilan au niveau de la psychiatrie et les démarches futures du Gouvernement, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale (Art. 78-1) page 209

Compte rendu N°7

- Question N°23 du 21 mars 2005 de Monsieur Fernand Diederich relative aux infrastructures scolaires, adressée au Ministre des Travaux publics pages 275-276

- Question N°24 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'Université de Luxembourg, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 276

- Question N°25 du 21 mars 2005 de Monsieur Ben Fayot relative aux rotondes de Bonnevoie, adressée à la Secrétaire d'État à la Culture, à l'Enseignement supérieur et à la Recherche page 276

- Question N°26 du 21 mars 2005 de Monsieur Camille Gira relative au plan d'intervention d'urgence en cas de pollution de l'eau potable, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire pages 276-277

- Question N°27 du 21 mars 2005 de Madame Vera Spautz relative au «gender mainstreaming» dans les ministères de l'État, adressée au Ministre de l'Égalité des chances page 277

- Question N°28 du 22 mars 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à l'introduction d'une interdiction de fumer dans les restaurants, adressée au Ministre de la Santé pages 277-278

- Question N°29 du 21 mars 2005 de Monsieur Roland Schreiner relative aux négociations salariales dans le secteur public, ainsi que sur la révision des salaires, adressée au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative page 278

- Question N°30 du 22 mars 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'action de sauvetage de la CEPAL, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 278-279

- Question N°31 du 21 mars 2005 de Monsieur John Castegnaro relative au remboursement des analyses médicales, adressée au Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale page 279

- Question N°32 du 22 mars 2005 de Monsieur Jacques-Yves Henckes relative à la politique d'aménagement du Territoire, adressée au Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire page 279

Compte rendu N°9

- Question N°33 du 3 mai 2005 de Monsieur Roger Negri relative à l'extension du tracé Luxembourg-Gouvy-Liège, adressée au Ministre des Transports page 353

- Question N°34 du 3 mai 2005 de Monsieur Camille Gira relative à la réduction des participations de l'État à accorder aux communes et syndicats intercommunaux par le biais du fonds pour la protection de l'environnement, adressée au Ministre de l'Environnement page 353

- Question N°35 du 3 mai 2005 de Monsieur Marco Schank relative à la réduction des émissions de polluants atmosphériques, adressée au Ministre de l'Environnement pages 353-354

- Question N°36 du 3 mai 2005 de Monsieur Félix Braz relative aux dépassements réguliers des teneurs maxima en métaux lourds et dioxines dans les légumes-feuilles cultivés dans les jardins exposés aux émissions de l'industrie sidérurgique (Differdange, Esch-sur-Alzette, Schifflange), adressée au Ministre de la Santé page 354

- Question N°37 du 29 avril 2005 de Monsieur Ben Fayot relative au génocide arménien, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration pages 354-355

- Question N°38 du 3 mai 2005 de Monsieur Claude Meisch relative au diplôme d'ingénieur industriel, adressée au Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche page 355

- Question N°39 du 3 mai 2005 de Monsieur Laurent Mosar relative au résultat d'élection présidentielle au Togo, adressée au Ministre des Affaires étrangères et de l'Immigration page 355

- Question N°40 du 3 mai 2005 de Monsieur Robert Mehlen relative à l'étude initiée par le Ministère de l'Agriculture concernant le secteur de viande au Luxembourg, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural pages 355-356

- Question N°41 du 2 mai 2005 de Monsieur Claude Adam relative à la circulaire de printemps adressée au personnel enseignant et aux administrations communales, adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle page 356

- Question N°42 du 3 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative à l'actuel CATP «auxiliaire économe» qui serait transformé en «auxiliaire de vie», adressée au Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle pages 356-357

Compte rendu N°10

- Question N°43 du 31 mai 2005 de Madame Marie-Josée Frank relative au remboursement par les caisses de maladie des substituts nicotiniques et du bupropion utilisés dans le cadre du sevrage tabagique, adressée au Ministre de la Santé pages 377-378

- Question N°44 du 31 mai 2005 de Monsieur Claude Meisch relative à la création d'un statut pour les «assistants éducatifs à domicile», adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 378

- Question N°45 du 30 mai 2005 de Monsieur Marc Angel relative aux domiciliations de secours, adressée au Ministre de la Famille et de l'Intégration page 378

- Question N°46 du 30 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative aux «enseignants vacataires» décrits dans l'article 39 de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, adressée au Ministre de l'Égalité des chances page 379

- Question N°47 du 31 mai 2005 de Madame Lydia Mutsch relative aux mesures décidées dans le cadre de l'assemblée générale de l'UCM en novembre 2004, adressée au Ministre de la Sécurité sociale pages 378-379

- Question N°48 du 31 mai 2005 de Monsieur Aly Jaerling relative au paiement des indemnités auprès du Centre national de formation professionnelle continue, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 379-380

- Question N°49 du 30 mai 2005 de Madame Viviane Loschetter relative à la proposition de directive concernant l'aménagement du temps de travail, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi pages 380-381

- Question N°50 du 31 mai 2005 de Monsieur Aly Jaerling relative à l'indemnité de réemploi, adressée au Ministre du Travail et de l'Emploi page 380

Questions avec débat:

Question avec débat N°1 de M. John Castegnaro relative à l'évolution du chômage (compte rendu N°7) pages 286-288

Question avec débat N°2 de M. Claude Adam relative à la création et au fonctionnement du lycée pilote (compte rendu N°9) page 357

Question avec débat N°3 de M. Marco Schank relative aux eaux de baignade au Luxembourg (compte rendu N°12) pages 491-492

Questions urgentes:

Question urgente N°205 de Mme Lydie Err relative au projet de Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains (compte rendu N°4) page 128

Question urgente N°314 de M. Robert Mehlen relative à la fermeture de la fonderie VALFOND à Mersch (compte rendu N°6) pages 221-222

Question urgente N°463 de M. Aly Jaerling relative à la fermeture du département «Anesthésie-Réanimation» de la Clinique Sainte Marie à Esch-sur-Alzette (compte rendu N°10) page 404

Question urgente N°488 de M. Gast Gibéryen concernant la réunion d'information dans l'enceinte du Lycée technique des Arts et Métiers sur le traité établissant une Constitution européenne (compte rendu N°12) pages 490-491

Questions parlementaires:

Question parlementaire N°14 de M. Aly Jaerling relative à l'augmentation de capital chez Arcelor (compte rendu N°1) pages 25-26

Question parlementaire N°212 de M. Xavier Bettel relative aux mesures de sécurité au Centre pénitentiaire (compte rendu N°7) page 291

Demandes en naturalisation:

Demandes en naturalisation (compte rendu N°2) pages 64-65

Demandes en naturalisation (compte rendu N°3) pages 98-99

Demandes en naturalisation (compte rendu N°5) pages 178-179

Demandes en naturalisation (compte rendu N°6) pages 239-240

Demandes en naturalisation (compte rendu N°7) page 273

Demandes en naturalisation (compte rendu N°8) page 340

Demandes en naturalisation (compte rendu N°10) pages 403-404

Demandes en naturalisation (compte rendu N°13) page 560

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 13 / 2004-2005

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
0256	M. Laurent Mosar	Retrait du permis de conduire (chauffeurs professionnels)
0407	M. Aly Jaerling	Attributions des services de sécurité privés
0419	M. Henri Kox et M. Camille Gira	Projet de réduction active des nitrates dans l'eau
0421	M. Ben Fayot	Étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg
0423	M. Marcel Oberweis	Trajet futur de la PC15, piste cyclable de l'Alzette
0428	M. Xavier Bettel	Terrain d'aviation de Noertrange
0432	M. Marco Schank, M. Ali Kaes et M. Jean-Paul Schaaf	Réalisation de nouvelles infrastructures scolaires au Lycée technique agricole à Ettelbruck
0436	M. Lucien Thiel	Exécution des travaux d'études et de réalisation de projets ferroviaires
0438	Mme Christine Doerner	Construction d'un nouveau centre intégré pour personnes âgées à Rumelange
0440	M. Jacques-Yves Henckes	Introduction d'un jour férié légal «Journée de l'Europe»
0441	M. Claude Meisch	Extension de la décharge «Pafewee»
0442	M. Ali Kaes	Réaménagement du CR377 entre Brandenbourg et Kippenhof
0443	M. Aly Jaerling	Contrat de travail ATI
0444	M. Robert Mehlen	Suppression du carrefour dangereux entre E29 (Luxembourg-Echternach) et CR137 (Bech-Consdorf)
0445	M. Marcel Oberweis	Création du Conseil supérieur pour le développement durable
0446	M. Claude Meisch	Gestion de l'enseignement préscolaire et primaire par les communes
0448	M. Ben Fayot	Formation de spécialisation de 3e cycle en art thérapie (musique, arts plastiques, arts de la scène)
0449	M. Félix Braz	Valorisation des wagons de marchandises du type GS de la S.N.C.F.L.
0450	M. Marc Angel	Établissement d'une pharmacie dans le quartier «Fetschenhaff-Cents»
0451	M. Jean-Pierre Koepp	Tracé ferroviaire «Luxembourg-Gouvy-Liège»
0453	M. Marcel Oberweis	Rénovation du Château de Schoenfels
0454	M. Carlo Wagner	Gestion et organisation du Musée du Vin d'Ehnen
0455	M. Carlo Wagner	Congé sportif
0456	M. Marcel Oberweis	Renaturation de l'Alzette dans le cadre de la construction de l'A7
0457	Mme Claudia Dall'Agnol	Reconnaissance des diplômes de fin d'études secondaires
0458	M. Jacques-Yves Henckes	Port obligatoire d'un gilet de sécurité fluorescent (Code de la Route)
0460	M. Gast Gibéryen	Contrôle médical des pilotes
0461	M. Roger Negri	Transport combiné accompagné (autoroute ferroviaire/autoroute roulante)
0462	M. Jean-Pierre Koepp	Canotage sur la Sûre
0465	M. Carlo Wagner	Administrateur délégué auprès de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l.
0467	Mme Nancy Arendt	Lutte antitabac
0469	M. Marcel Oberweis	Programme agro-environnemental national
0470	M. Patrick Santer	Numérisation des livres sur support informatique (bibliothèque)
0471	M. Patrick Santer	Institut de médecine légale

Question 0256 (21.1.2005) de **M. Laurent Mosar** *(CSV)* concernant le **retrait du permis de conduire (chauffeurs professionnels):**

Les chauffeurs de bus qui, suite à une infraction commise contre le Code de la Route, ont écopés d'un retrait de leur permis de conduire suite à une décision judiciaire ou administrative ne sont actuellement pas dans l'obligation d'en informer leurs employeurs. Cela n'est pas sans poser des problèmes à ses employeurs qui, en méconnaissance de cause, risquent de laisser conduire leurs bus par des chauffeurs ayant fait l'objet d'un retrait du permis de conduire. Or, au vu des énormes responsabilités qui incombent aux employeurs, une information relative à un tel retrait de permis de conduire m'apparaît être dans l'intérêt du bon fonctionnement des transports publics et dans l'intérêt de tous les usagers.

Pour ces raisons j'aimerais poser la question suivante aux Ministres des Transports et de la Justice:

N'y a-t-il pas un moyen d'instaurer une information automatique transmise, soit par les autorités judiciaires, soit par le Ministère des Transports, qui renseigne les employeurs de toute mesure de retrait du permis de conduire affectant un de leurs chauffeurs professionnels?

Réponse commune (7.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Dans sa question, l'honorable Député s'enquiert sur la possibilité par respectivement les autorités judiciaires ou le Ministère des Transports d'informer d'office les employeurs de toute mesure de retrait du permis de conduire encourue par leurs employés, chauffeurs professionnels.

Les données personnelles des titulaires de permis de conduire, y compris celles relatives à une éventuelle mesure de retrait, de suspension ou de restriction du droit de conduire, sont reprises dans la banque de données nominatives des titulaires et demandeurs de permis de conduire, autorisée par règlement grand-ducal du 10 juillet 1995. Le Ministère des Transports est responsable du traitement de ces données alors que le Centre informatique de l'État agit en tant que sous-traitant.

Ce même règlement grand-ducal limite la communication de certaines de ces données au Parquet général et à la Police grand-ducale, pour autant qu'ils justifient d'un intérêt légitime et que ces données les concernent directement dans l'accomplissement de leurs missions légales.

En conséquence, il échet de constater que le cadre réglementaire actuel ne permet pas de communiquer des informations contenues dans la banque de données en question à d'autres personnes que celles reprises expressément au règlement grand-ducal du 10 juillet 1995, précité.

Toujours est-il qu'en vertu du droit d'accès établi par l'article 28 de la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel, toute personne concernée peut solliciter auprès du responsable du traitement, en l'occurrence le Ministère des Transports, l'accès aux données la concernant ainsi que la communication de ces données.

Cette pratique est déjà établie au Ministère des Transports par la communication aux personnes qui en font la demande des données les concernant, en particulier celles relatives au statut de leur droit de conduire dont elles auront besoin, le cas échéant, dans leurs relations avec l'employeur.

Un automatisme de communication des données dont question à des tierces personnes autres que celles visées expressément par le règlement grand-ducal du 10 juillet 1995 précité nécessiterait pourtant une modification législative.

Les ministres concernés estiment qu'il y a lieu d'examiner une telle modification législative. Dans ce cadre, les réflexions suivantes doivent toutefois être menées:

- une communication des décisions en matière pénale, telle qu'envisagée dans la question parlementaire, pose le problème plus général de la transmission de décisions de justice, en toutes matières, à des personnes physiques ou morales, de droit privé ou de droit public, qui prétendent avoir un intérêt légitime à les obtenir;
- de nouvelles dispositions législatives prévoyant la transmission de données judiciaires à des tiers doivent respecter les critères de légitimité et de proportionnalité inscrits dans la loi du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;
- la communication de condamnations pénales aux employeurs de certaines catégories de salariés devra être examinée au regard des règles du droit du travail et du principe constitutionnel d'égalité de traitement.

Question 0407 (18.4.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant les **attributions des services de sécurité privés:**

An der Lescht gouf ech a menger Fonctioun als Volleksvertrieder méi oft vu Matbierger mat der Fro befaasst, wéi wäit d'Recht vu Verkeefer(innen) oder private Sécherheetsdéngschter geet, Clienten op Déifstallverdacht hin ze ënnersichen an esouguer festzehalen. Kuerz: Awéiwäit se Police spillen däerfen.

Mir goufe Fäll rapportéiert, déi ech als un der Limite vun der Verletzung vu verfassungsméisseg garantéierten individuelle Rechter gesinn. D'Leit ware meeschtens och entspriechend opbruecht. Wie sech nähmlech weigert seng Privatsaachen duerchwullen ze loossen, setzt sech automatesch dem Verdacht aus, eppes geklaut ze hunn. Et kënnen awer och hei gutt perséinlech Grënn bestoen, firwat eng Persoun sech esou enger Fouille verweigert (Schimt, Houfert, etc.).

Duerfir bieden ech den Här Minister zu folgende Froe Positioun ze bezéien:

1. Ass e Supermarché oder eng Akafsgalerie op privatem Terrain oder si soss Geschäftsraim als öffentleche Raum ze wäerten oder handelt et sech hei ëm e reng private Raum?
2. Hu Verkeefer oder privat Sécherheetsdéngschter d'Recht an dësem Raum Privatpersounen, déi sech weigere sech op geklaute Wuer hin ënnersichen ze loossen, festzehalen, bis datt dëi erbäigeruffe Police kënnt?
3. Ass e Bierger verflicht seng Akafstut, Poschen, oder Akafstuten aus anere Geschäfter opzemaachen a se vun deem dat froende Personal ënnersichen ze loossen? Wa jo, wéi wäit géing an esou engem Fall dëst Ënnersichungsrecht vun einfache Bierger (rspektiv frieme Statsbierger) u Matbierger (z.B. och d'Gezai, dat se unhunn?) goen?
4. Wann eng Persoun widerrechtlech festgehale gouf, wéi huet d'Police sech an deem Fall par rapport zum Propriétaire respektiv dem zoustännege Personal vun deem Geschäft ze verhalen - kann dee festgehalene Bierger Plainte géint dës Fräiheetsberaubung aleeën?
5. Wéi oft gouf d'Police 2004, landeswäit, fir esou Situatiounen an d'Geschäfter geruff a wéi oft huet sech an dëse Fäll de Verdacht vum Verkafspersonal oder de private "Sécherheetsleit" als berechtegt erwisen?

Réponse (17.6.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

En Akafszentrum ass keen öffentlechen, mä e private Raum, dee fir de Publikum wärend de Geschäftszäiten op an zougänglech ass.

Den Artikel 43 vun der Kriminalprozessuerdnung bestëmmt, datt am Fall wou een in flagranti dobäi erwëscht gëtt, e Verbriechen oder en Delikt ze begoen, all Persoun berechtegt ass de Schëllegen ze ergräifen an hie bei en Officier de Police judiciaire ze féieren. Am Fall vun engem Déifstall gëllt dësen Artikel 43.

Wat d'Iwwerpréiwe vum Inhalt vu Poschen an Handtäschen ugeet, ass kee verflicht, dës op Ufro vum Geschäftspersonal ze maachen. Et ass nämlech de Policeagente virenthalen, eng Duerchsichung duerchzeféieren, an nëmmen dann, wann déi legal Konditiounen erfëllt sinn. Et ass awer ze bemierken, datt wann eng Persoun säin Accord gëtt fir sech vun engem Drëtten duerchsichen ze loossen, dorauser keng Illegalitéit entsteet.

Fir eng Persoun déi der Meenung ass, zu Onrecht oder géint hire Wëlle festgehale ginn ze sinn, besteet d'Méiglechkeet, eng Plainte bei der Police oder bei der Justizbehörde anzereechen, gemäss den Dispositioune vum Strofgesetzbuch.

2004 hunn d'Servicë vun der Police 1.187 Kloe wéinst Ladendéifstall an 22 wéinst Déifstallversuch agedroen.

Question 0419 (27.4.2005) de **MM. Camille Gira** et **Henri Kox** *(DÉI GRÉNG)* concernant le **projet de réduction active des nitrates dans l'eau:**

Lors d'une conférence publique le 15 mars à la SEBES à Esch-sur-Sûre, le Dr Peter Manusch de l'organisation Naturland a illustré le programme de protection de l'eau de la Ville de Munich et leur coopération avec les agriculteurs pour une amélioration sensible de la qualité de l'eau potable.

Depuis 1992, la Ville de Munich a favorisé financièrement la conversion volontaire des agriculteurs de la région du «Mangfalltal» - région qui comprend 80% des ressources d'eau potable de Munich - vers l'agriculture biologique pour diminuer les effets nuisibles de l'agriculture classique sur l'eau potable (nitrates et résidus de pesticides). Aujourd'hui, après que 110 agriculteurs représentant 88% de la surface cultivée se sont reconvertis dans l'agriculture biologique, les nitrates ont diminué d'un tiers (de 15 à 10 mg/l NO_3) et les résidus de pesticides sont tombés en-dessous du seuil de détection.

Le Ministre de l'Intérieur, présent lors de cette conférence, a déclaré qu'un tel projet serait également envisageable chez nous et qu'il était en faveur d'un tel projet. Ceci nous semble d'autant plus souhaitable que le taux de nitrates est en constante augmentation et dépasse régulièrement les 20 mg/l.

Dans ce contexte nous aimerions poser les questions suivantes:

- Le Ministre de l'Agriculture partage-t-il l'avis du Ministre Halsdorf en ce qui concerne la faisabilité d'un tel projet à Luxembourg?
- Est-ce que le Ministre Boden commencera un dialogue sérieux avec les acteurs de l'agriculture pour mettre en route de tels projets au Luxembourg?
- Est-ce que les Ministres Boden et Halsdorf supportent l'idée d'un projet de conversion vers l'agriculture biologique pour le bassin-versant du Lac d'Esch-sur-Sûre? Qu'en est-il pour d'autres régions et sources?
- Combien d'agriculteurs appliquent actuellement les règles de l'agriculture biologique (cahier de charge sur l'agriculture biologique EG 1992/91) dans le bassin-versant du lac d'Esch-sur-Sûre et plus particulièrement dans les zones de protection?
- Combien d'agriculteurs sont en cours de conversion dans les mêmes zones?

Réponse commune (1.7.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

Les honorables Députés se réfèrent à un programme de protection des eaux potables par le biais de l'agriculture biologique, initié par la ville de Munich et exposé lors d'une conférence publique dans les locaux du SEBES à Esch-sur-Sûre, pour s'enquérir sur les possibilités de réduction active des nitrates dans l'eau par la reconversion vers l'agriculture biologique.

Avant de répondre aux questions posées, il importe de rappeler brièvement que depuis une quinzaine d'années déjà, une multitude d'efforts et de projets pour propager des pratiques agricoles améliorées dans des zones tributaires des ressources en eau potable ont été soutenus par le Ministère de l'Agriculture et ses services concernés. D'ailleurs, le monde agricole lui-même est parfaitement conscient de l'enjeu de la protection des eaux potables et n'a pas manqué de développer des initiatives dans ce domaine, dont notamment la création d'un service de vulgarisation agricole auprès de la Chambre d'Agriculture qui s'occupe prioritairement des zones de captage des eaux du Syndicat des Eaux du Sud (SES), des communes de Redange, Bech, Vichten/Bissen, et de Junglinster. À noter que les conseillers agricoles de ce service, ainsi que ceux de l'Oeko-Fonds/Jongbaueren-Jongwënzer et du Naturpark Öewersauer sont largement cofinancés par le Ministère de l'Agriculture.

Le travail pratique de ces conseillers repose essentiellement sur les travaux analytiques et de recherche initiés par le SES et coordonnés par le «groupe nitrates» lequel réunit des spécialistes du SES, de l'Administration de la Gestion de l'Eau, de l'Administration des Ponts et Chaussées (service géologique), de l'Administration des Services techniques de l'Agriculture, de la Fondation universitaire luxembourgeoise d'Arlon et de la Chambre d'Agriculture. Les travaux de ce groupe avec les enseignements des projets de l'Oeko-Fonds/Jongbaueren-Jongwënzer à Schuttrange, Contern et Redange, ainsi que ceux du conseiller agricole oeuvrant dans la zone du Lac de la Haute-Sûre ont abouti à un régime d'aides agro-environnementales spécifique. Ce régime d'aides - qui se situe dans le cadre du plan de développement rural (PDR) comme élément de la PAC (politique agricole commune) - prévoit un soutien financier pour des pratiques agricoles améliorées et mieux compatibles avec les exigences de la protection des eaux potables, y compris l'agriculture biologique. Il existe, partant, déjà actuellement un instrument performant destiné à soutenir les efforts dans le domaine de la protection des eaux.

Ceci dit et en guise de réponse aux trois premières questions, il importe avant tout d'analyser l'impact qu'un projet tel que visé par les honorables Députés est susceptible d'avoir sur la qualité des eaux potables dans la zone du Lac de la Haute-Sûre. En effet, on doit constater que pendant les cinq dernières années, les concentrations en nitrates du Lac de la Haute-Sûre n'ont pas progressé et une légère tendance à la baisse a même été observée. Cette tendance doit certainement être vue dans le contexte du succès non négligeable du régime d'aides agro-environnementales dans la région du Lac de la Haute-Sûre.

De plus, il importe de ne pas oublier que les 2/3 du bassin-versant du Lac de la Haute-Sûre sont situés sur le territoire de la Belgique.

Finalement, il y a lieu de remarquer que le projet proposé ne constitue pas l'unique méthode pour assurer la protection des eaux potables et que de tels projets ne sont réalisés que très sporadiquement dans les pays germanophones. En tout état de cause, il importe au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et au Ministre de l'Intérieur de soutenir tout projet adéquat susceptible de contribuer à améliorer la qualité des eaux potables dans la zone du Lac de la Haute-Sûre.

Quant aux questions 4 et 5, elles appellent la réponse suivante:

Actuellement, il y a cinq exploitations entièrement converties à l'agriculture biologique qui exploitent des parcelles dans le bassin-versant du Lac de la Haute-Sûre et deux exploitations en phase de conversion à l'agriculture biologique.

À noter par ailleurs que dans cette zone quelque 65 exploitations participent à des mesures agro-environnementales visant la préservation de la qualité des eaux potables.

Question 0421 (28.4.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant l'**étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg:**

Il y a deux ans, une commission spéciale a été instaurée auprès de Monsieur le Premier Ministre pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg.

Après un départ prometteur dans un domaine du plus haut intérêt pour la clarification d'un aspect douloureux de l'histoire de notre pays, il apparaît que cette commission bute depuis quelque temps sur un obstacle de nature technico-financière.

En effet, pour avancer dans ses travaux, la commission pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg a besoin de consulter les archives de l'ancien Office des dommages de guerre.

Ces archives avaient été déposées dans les caves de l'Athénée et s'étaient fortement dégradées au fil des années de sorte qu'elles ne sont toujours pas consultables. Elles doivent être nettoyées et remises en état. Or, cette opération qui est toujours en cours a été retardée suite à la diminution des crédits nécessaires à cette fin au budget 2005.

Si ce n'est pas la première fois que l'on constate la misère des archives publiques dans notre pays, malgré le grand engagement des Archives nationales et de son personnel, peut-on espérer, dans le cas présent, que la remise en état des Archives des dommages de guerre soit enfin menée à bonne fin dans les meilleurs délais?

Réponse (18.7.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Le Fonds des dommages de guerre comprend:

- 190 liasses concernant la Première Guerre mondiale (+/- 32 m linéaires);
- environ 90.000 dossiers concernant la Deuxième Guerre mondiale (+/- 662 m linéaires);
- 1.180 dossiers administratifs ayant trait à la période de la Deuxième Guerre mondiale;
- plusieurs fichiers portant sur les dossiers de la Deuxième Guerre mondiale.

Comme le fait remarquer Monsieur le Député Fayot dans sa question parlementaire, le Fonds en question a été stocké pendant des années dans des conditions peu satisfaisantes dans deux caves de l'Athénée et nécessitait une remise en état urgente.

La décontamination du Fonds a été commencée en 2001. Dans une première étape, l'ensemble des documents relatifs à la Première Guerre mondiale a été traité. Ce traitement est achevé et les dossiers en question sont désormais conservés dans les dépôts des Archives nationales. L'assainissement des fichiers et du mobilier a été terminé au courant de l'année 2004.

Le traitement des dossiers portant sur la Deuxième Guerre mondiale a débuté fin 2003. Il n'a pu être achevé en 2005 faute de moyens financiers. Les Archives nationales ont cependant inscrit la somme de 140.000 euros sur leur budget 2006. Cette somme devrait permettre d'achever définitivement les travaux en cours.

Jusqu'à présent, une somme totale de 239.000 euros a été investie dans l'opération de décontamination des fonds visés.

Qu'il me soit permis de souligner que, depuis sa création, la commission pour l'étude des spoliations des biens juifs au Luxembourg a réalisé un travail de recherche important.

Étant donné que les travaux de la commission ne pourront être continués et menés à bien qu'après que les travaux de décontamination du Fonds des dommages de guerre auront abouti, la commission émettra un rapport intermédiaire au début de l'automne afin de documenter les travaux effectués jusqu'à présent. Il est évident que ce rapport ne contiendra que des résultats partiels et provisoires qui demandent à être confirmés sur base des informations qui pourront être puisées dans le Fonds des dommages de guerre.

Question 0423 (2.5.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **trajet futur de la PC15, piste cyclable de l'Alzette:**

Il est prévu que les travaux sur le tronçon de la route du Nord entre le «Mierscher Kannerduerf» et l'échangeur au lieu-dit «an der Kleck» à Lorentzweiler seront achevés pour la fin de l'année 2006. Au moment de l'inauguration du nouveau tronçon, il est également prévu de réouvrir la circulation sur le CR123 entre Prettingen et Hunsdorf qui momentanément ne peut être emprunté qu'en sens unique. Cette même route comporte aussi une partie de la piste cyclable de l'Alzette qui, selon mes informations, va disparaître au moment de l'ouverture du nouveau tronçon de l'A7.

Or une telle décision va interrompre la liaison Prettingen-Hunsdorf de la piste cyclable PC15, telle qu'elle a été retenue dans le cadre de la loi du 6 juillet 1999 portant création d'un réseau national de pistes cyclables.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- Peut-il me confirmer le projet susmentionné?
- Dans l'affirmative, est-il prévu d'élaborer un tronçon alternatif reliant les localités de Prettingen et de Hunsdorf voire joindre les pistes cyclables existantes à Lorentzweiler et à Lintgen? Des études y relatives sont-elles déjà entamées?
- Quel en serait alors l'itinéraire éventuel?

Réponse (21.7.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

Avec l'ouverture du chantier relatif à la construction du tunnel de Gosseldange dans le cadre de l'autoroute du Nord, un problème de sécurité en relation avec les poids lourds circulant sur le CR123 en direction du portail Sud de ce même tunnel se posait dès le départ des travaux.

En effet, vu le gabarit très réduit de cette route, l'aménagement d'un sens unique s'imposait pour réduire le risque d'accidents pour tous les utilisateurs de cette route, y compris les cyclistes.

Une piste cyclable au droit du CR123 d'une largeur d'un mètre en direction Hunsdorf-Prettingen fut aménagée par la suite.

Cet aménagement est à considérer comme provisoire étant donné que le gabarit du CR123 entre Hunsdorf et Prettingen est trop étroit pour y construire une piste cyclable définitive répondant aux critères de sécurité déterminés à l'article 1 du règlement grand-ducal du 1er août 2001 portant exécution de l'article 3 de la loi du 6 juillet 1999 sur la création d'un réseau national de pistes cyclables.

L'Administration des Ponts et Chaussées vient d'élaborer un projet pour la construction d'une nouvelle piste cyclable empruntant les voies d'accès utilisées actuellement par les agriculteurs dans la vallée de l'Alzette entre Lintgen et Lorentzweiler longeant à une distance plus ou moins importante l'Alzette.

La piste qui pourrait servir aux agriculteurs de chemin agricole pour accéder aux propriétés devrait s'intégrer dans le projet de renaturation de la vallée de l'Alzette à réaliser dans le cadre des travaux de construction de la route du Nord. La faisabilité du projet dans ce contexte est actuellement soumise à l'avis des services du Ministère de l'Environnement.

Par la suite un avant-projet de ce dernier maillon de la piste cyclable entre Mersch et Dommeldange sera soumis à l'approbation des communes concernées.

Question 0428 (3.5.2005) de **M. Xavier Bettel** *(DP)* concernant le **terrain d'aviation de Noertrange:**

Le Gouvernement précédent réuni en conseil avait décidé d'acquérir la totalité du terrain d'aviation de Noertrange et de procéder à certains aménagements du site afin d'en garantir notamment la sécurité et l'utilisation par l'aviation légère luxembourgeoise. Aujourd'hui, l'État est propriétaire du terrain sans que toutefois la réouverture du terrain à des fins d'exploitation de sports aéronautiques ait eu lieu. En effet, la Commune ne peut délivrer, faute d'une approbation ministérielle, les autorisations nécessaires ce qui met déjà actuellement, pour des raisons financières, notamment liées à l'entretien d'un avion, en péril l'existence même du club de parachutisme basé à Noertrange.

D'autre part, il me revient que le bourgmestre de la Commune de Winseler s'est adressé au mois de décembre à vos services pour remédier d'un commun accord à la situation. Cependant, cette lettre est restée sans réponse à ce jour.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut me confirmer les faits relatés ci-dessus?
- Dans l'affirmative, est-ce que Monsieur le Ministre n'estime pas qu'il est nécessaire d'entreprendre les démarches appropriées afin que l'on puisse procéder dans les meilleurs délais à la réouverture du terrain d'aviation de Noertrange permettant ainsi aux clubs aéronautiques y basés, dont notamment le club de parachutisme, de reprendre leurs activités ce qui leur éviterait des pertes financières supplémentaires?

Réponse (27.6.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Le règlement ministériel du 5 avril 1995 réglementant l'exploitation de l'aérodrome de Noertrange, modifié par un autre règlement ministériel du 24 avril 2001 désigne la Commune de Winseler comme exploitant de cet aérodrome.

La Commune de Winseler est autorisée à exploiter, sous sa propre responsabilité, ledit aérodrome. Elle est secondée dans l'exploitation de ses tâches administratives par une commission d'exploitation dans laquelle sont représentés, à raison d'un délégué, la Commune elle-même, le Ministère des Sports et le Ministère du Tourisme.

À noter par ailleurs que l'État s'est porté acquéreur de l'ensemble des terrains faisant partie de cet aérodrome, sauf deux parcelles qui feront dorénavant l'objet de baux à long terme.

L'Administration de l'Aéroport que j'ai chargée du suivi du dossier me confirme que la sécurité aérienne relative à l'exploitation du site est en tout point garantie.

Suite à la réunion de concertation du 24 mai 2005 de toutes les par-

ties concernées qui avait été convoquée à ma demande par l'Administration de l'Aéroport les difficultés en lice ont pour la plupart pu être aplanies.

Par la suite j'ai notamment informé la Commune de Winseler de ma décision de demander l'inscription dans le budget de l'État pour 2006 des crédits nécessaires pour l'aménagement d'une clôture sur le pourtour du site, pour le remblaiement partiel du terrain permettant de réorienter la piste en vue de réduire les incommodations des riverains à l'atterrissage et au décollage des avions ainsi que pour la réfection du chemin d'accès et le déplacement de la route longeant la piste.

J'estime que dans ces conditions rien ne devrait plus s'opposer à un retour à la normale.

Question 0432 (4.5.2005) de **MM. Marco Schank**, **Ali Kaes** et **Jean-Paul Schaaf** *(CSV)* concernant la **réalisation de nouvelles infrastructures scolaires au Lycée technique agricole à Ettelbruck:**

Dans la réponse à la question parlementaire N°0274 du 1er février 2005 *(cf. compte rendu N°8/2004-2005)*, la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi que le Ministre des Travaux publics ont confirmé, à la plus grande satisfaction de toute la communauté scolaire du Lycée technique agricole à Ettelbruck, la réalisation de deux nouveaux projets de construction facilitant ainsi l'organisation scolaire dudit lycée.

Il s'agit notamment de remplacer les quatre salles de classe préfabriquées, insalubres suivant les services de la Santé et datant de plus de 15 ans, par une nouvelle structure comprenant 14 nouvelles classes provisoires ainsi que les anciennes serres par de nouvelles serres amovibles. En effet les anciennes serres (tunnels en plastique) ne peuvent plus être réparées et ne sont plus normalement utilisées depuis printemps 2005. Sur demande, les responsables du LTA nous ont confirmé que la réalisation à court terme de ces travaux s'avère indispensable pour le fonctionnement du lycée sinon l'organisation scolaire pour la rentrée 2005/2006 s'annoncerait très difficile voire impossible à effectuer, surtout au détriment de plus de 200 élèves de la section horticole. Pour ces élèves la réalisation s'avère être d'une grande urgence.

Au vu de l'importance du dossier en question nous aurions aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Travaux publics:

- La procédure de soumission publique pour ces travaux est-elle déjà ouverte?
- Quel est le timing prévu pour la réalisation de ces projets?
- Est-ce qu'il y a moyen d'accélérer les procédures de telle sorte que les sections concernées du LTA soient en mesure de commencer leur enseignement dès le début de l'année scolaire 2005/2006 dans les nouvelles infrastructures?

Réponse (18.7.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

La procédure de soumission relative à la construction de 14 salles de classe provisoires a été lancée le 25 mai 2005. Le début des travaux est prévu pour novembre 2005 avec une durée des travaux de 90 jours ouvrables sous condition qu'aucun retard n'intervienne dans le déroulement de la procédure d'adjudication des travaux.

La procédure de soumission relative à la construction d'une serre professionnelle a été lancée le 12 mai 2005. Le début des travaux est prévu pour novembre 2005 avec une durée des travaux de 65 jours ouvrables.

En réponse à la question relative à la possibilité d'accélérer la procédure, il y a lieu de préciser que la procédure par voie de marché négocié - initialement prévue -, permettant un gain de temps effectif, s'est avérée inopérable pour le cas d'espèce. Dès lors il ne restait à l'Administration des Bâtiments publics que de procéder normalement par voie de mise en adjudication publique avec tous les délais que cela comporte.

Question 0436 (9.5.2005) de **M. Lucien Thiel** *(CSV)* concernant l'**exécution des travaux d'études et de réalisation de projets ferroviaires:**

Par la voie d'annonces de presse, la Société nationale des Chemins de Fer a lancé des offres d'emploi pour plusieurs ingénieurs diplômés et un ingénieur-technicien en vue «des travaux d'études et de réalisation de projets ferroviaires» avec la perspective «à terme d'une fonction à responsabilité».

1. Les études pour les grands travaux d'infrastructure envisagées par l'État ayant été entamées depuis un certain temps déjà par des bureaux spécialisés du secteur privé, quels sont les motifs ayant amené les responsables à ce volte-face qui aura pour conséquence un déplacement des travaux et donc un transfert de personnel du secteur privé vers le secteur parapublic?
2. Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications quant au transfert de la responsabilité des travaux d'étude du propriétaire du réseau ferroviaire qu'est l'État vers l'exploitant du même réseau que sont les CFL?

Réponse (27.6.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans leur qualité de gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, les CFL ont confié un volume important de travaux d'études à des bureaux spécialisés du secteur privé en vue de la réalisation des projets ferroviaires de grande envergure. Si ce montant se chiffrait en 1999 à 853.930 euros, des études d'un montant de 5.595.334 euros ont été adjugées à des bureaux d'études privés en 2004.

Comme par le passé, les CFL entendent aussi faire appel dans le futur aux prestations des bureaux d'études privés. Un transfert de personnel de ce secteur vers le secteur parapublic n'est donc pas à craindre.

Le renforcement envisagé par les CFL servira à encadrer les bureaux d'études et les entreprises du secteur privé dans le cadre de la réalisation du projet de raccordement ferroviaire du plateau de Kirchberg et de Findel. En effet, ce projet de grande envergure est sur le point de passer de la phase d'avant-projet détaillé (APD), pilotée par mes services, à la phase d'exécution, mission que j'ai confiée aux CFL conformément au contrat de gestion de l'infrastructure ferroviaire signé entre l'État et les CFL en date du 22 novembre 1999 et approuvé par règlement grand-ducal du 20 décembre 1999. En effet, les CFL assument la responsabilité de la gestion du projet d'exécution et de sa réalisation.

Une publication à un appel de candidatures pour le project-management a eu lieu au JOCE et dans les journaux nationaux.

Finalement, il m'importe de préciser que le transfert de la responsabilité de l'exécution du projet a eu lieu de l'État, propriétaire, vers le gestionnaire de l'infrastructure ferroviaire, conformément au contrat de gestion précité, et non pas vers l'exploitant du réseau ferré.

Question 0438 (10.5.2005) de **Mme Christine Doerner** *(CSV)* concernant la **construction d'un nouveau centre intégré pour personnes âgées à Rumelange:**

Si mes informations sont bonnes, le Gouvernement luxembourgeois prévoit de faire remplacer dans les années à venir le Centre Intégré pour Personnes Âgées (CIPA) de Rumelange, actuellement situé 7, rue Nicolas Pletschette, par la construction sur le même site d'un nouveau CIPA plus grand et plus moderne.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes aux deux ministres concernés:

1) Quand est-il prévu de déposer un projet de loi autorisant l'État à faire construire un nouveau CIPA à Rumelange?
2) Quelle pourrait être la date probable pour le commencement des travaux?
3) Quelle sera la solution transitoire proposée pour les habitants du CIPA actuel?

Réponse commune (22.6.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

ad 1) À ce jour les études de l'avant-projet sommaire son terminées. Le projet a été présenté à la Commission d'analyse critique le 24 mai 2005. Suivant les nouvelles procédures proposées par le Gouvernement à la Chambre des Députés, le projet de loi pourra être finalisé après la réalisation des études de l'avant-projet définitif. En règle générale, l'élaboration de ces études prend plus ou moins six mois. Le projet sera ensuite soumis à la procédure législative pour le déroulement de laquelle on ne peut pas avancer de délai.

ad 2) Les travaux pourront commencer dans un délai de douze mois après le vote de la loi.

ad 3) Pour autant que les dates et délais de construction des deux chantiers le permettront, les résidents du CIPA de Rumelange seront transférés vers le bâtiment plus récent de l'actuel CIPA de Dudelange; en effet ce bâtiment n'est pas visé par la démolition contrairement au bâtiment plus ancien destiné à être démoli dès la finition de la phase 1 du nouveau CIPA à Dudelange.

Question 0440 (12.5.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant l'**introduction d'un jour férié légal «Journée de l'Europe»:**

Les fonctionnaires européens fêtent depuis longtemps la Journée de l'Europe (Journée Schuman) et ils bénéficient d'un jour de congé légal afférent.

L'article I-8 du traité établissant une Constitution pour l'Europe stipule que:

«La Journée de l'Europe est célébrée le 9 mai dans toute l'Union.»

Comme cette journée doit être célébrée j'aimerais savoir si, dès l'entrée en vigueur dudit traité, la Journée de l'Europe deviendra un jour férié légal supplémentaire au Grand-Duché de Luxembourg de sorte à ce que la population entière puisse participer à la célébration?

Le Gouvernement entend-il soumettre durant la Présidence aux autres États membres l'idée de célébrer la Journée de l'Europe en faisant du 9 mai un jour férié légal dans tous les pays de l'Union européenne?

Réponse (17.6.2005) de **M. Jean-Claude Juncker,** *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Concernant la première question, à savoir si, dès l'entrée en vigueur du traité établissant une Constitution pour l'Europe, le 9 mai, Journée de l'Europe, deviendra un jour férié légal supplémentaire au Grand-Duché de Luxembourg, je tiens à vous informer qu'un tel projet n'est pas à l'ordre du jour du Gouvernement.

De même, la Présidence luxembourgeoise n'envisage pas de soumettre aux autres États membres de l'Union européenne l'idée d'un jour férié légal commun, le 9 mai. En effet, le Gouvernement juge qu'il ne serait pas opportun de faire une proposition dans ce sens à l'heure actuelle où certains de nos partenaires européens envisagent une réduction du nombre des jours fériés légaux.

Question 0441 (27.5.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant l'**extension de la décharge «Pafewee»:**

Il me revient que, lors d'une prise de position de Monsieur le Ministre de l'Environnement concernant la pénurie de décharges pour déchets inertes, une extension de la décharge «Pafewee» vers la friche industrielle «Crassier Differdange» serait projetée.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Une telle extension est-elle réellement prévue?
- Dans l'affirmative, quand est-ce que cette décharge agrandie commencera à être exploitée?
- Quelles seront les limites de cette décharge?
- Cette démarche tient-elle compte, en ce qui concerne plus particulièrement le «Crassier Differdange», du concept d'aménagement «Kordall» élaboré en 2003 par le Ministre de l'Intérieur et les communes de Bascharage, Differdange, Pétange et Sanem et visant un développement de la Vallée de la Chiers?

Réponse commune (11.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement* et de **M. Jean-Marie Halsdorf,** *Ministre de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire:*

L'honorable Député Claude Meisch s'interroge sur une éventuelle extension de la décharge pour déchets inertes «Pafewee» vers la friche industrielle «Crassier Differdange».

Il faut en premier lieu préciser qu'une extension de la décharge pour déchets inertes «Pafewee» n'est pas prévue. Une telle extension ne figure d'ailleurs pas au Projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le plan directeur sectoriel «décharges pour déchets inertes» tel qu'il a été soumis aux communes pour avis conformément à la procédure de consultation prévue par la loi du 21 mai 1999 concernant l'aménagement du territoire et tel qu'il a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 10 juin 2005.

Il est cependant vrai que les services de l'Administration de l'Environnement sont actuellement saisis d'une demande d'autorisation pour la réalisation d'un remblai par la société Cloos S.A. sur le site du crassier de Differdange. L'objectif de ce remblai est de constituer trois plates-formes en vue de l'installation future des installations de traitement et de recyclage des scories des fours électriques des aciéries de ProfilARBED ainsi que des freintes provenant du déchargement de la ferraille.

Ce remblai projeté, adjacent à l'installation actuelle de traitement des scories du SIDOR également exploité par la société Cloos, a un volume de 320.000 m³. Il couvre une surface de 6,91 ha. Sa durée de réalisation est fixée à huit mois.

Vu le fait que la durée maximale requise pour la réalisation du remblai est inférieure à un an, l'autorisation est soumise à une procédure d'instruction sans enquête publique conformément aux dispositions de l'article 13 (2) de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés.

Il faut constater que le concept d'aménagement «Kordall» tel qu'il a été élaboré en 2003 par le Ministre de l'Intérieur et les communes concernées et le présent projet de remblai tel qu'il a été soumis dans le cadre de la demande d'autorisation ne sont pas incompatibles. En effet, ce concept d'aménagement prévoit à l'endroit en question une surface pour l'implantation d'entreprises. Cette surface a des niveaux ascendants dans la direction Nord-ouest vers le Sud-est. La hauteur maximale indiquée pour cette surface est de 315 m NN. Cette topographie n'existe pas encore et devrait donc être constituée tôt ou tard moyennant un remblaiement. Le projet de remblai de la société Cloos suit sensiblement dans ses cotes cette planification.

Il faut aussi dire que le concept d'aménagement «Kordall» tient compte des activités de la société Cloos en cet endroit et ne prend en considération l'aménagement final de cette surface qu'à long terme.

Question 0442 (13.5.2005) de **M. Ali Kaes** *(CSV)* concernant le **réaménagement du CR377 entre Brandenbourg et Kippenhof:**

Le tronçon du CR377 entre la localité Brandenbourg/Kippenhof et la RN7 est extrêmement dangereux. Afin de désamorcer le caractère dangereux de cette partie, l'élargissement du CR377 ainsi que l'aménagement d'un passage souterrain seraient deux mesures efficaces. Ce passage permettrait notamment aux automobilistes de traverser en toute sécurité la RN7 en direction du rond-point Friedhaff. Telle est également une revendication des autorités communales de Putscheid récemment formulée dans une lettre du 2 mai 2005 adressée au Ministère des Travaux publics. Rappelons finalement que ce point figure entre autres dans les accords portant sur la fusion des communes de Bastendorf et de Fouhren.

- Dans ce contexte j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Travaux publics s'il voit une possibilité de faire réaménager le CR377 à court et moyen terme dans le sens décrit ci-dessus?

Réponse (20.6.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

L'Administration des Ponts et Chaussées est occupée actuellement avec l'établissement d'un contrat d'ingénieur en vue de l'élaboration d'un projet de réaménagement de la jonction du CR377 à la N7 au lieu-dit «Këppenhaff». Il

est prévu de faire élaborer plusieurs variantes avec leurs coûts respectifs. Ce n'est qu'au vu de ces études qu'une décision quant à la variante à retenir pourra être prise en toute connaissance de cause et que les crédits nécessaires au financement des travaux pourront être inscrits au programme d'exécution du Département des Travaux publics.

Question 0443 (17.5.2005) de **M. Aly Jaerling** *(ADR)* concernant le **contrat de travail ATI:**

Ech krut matgedeelt, datt am öffentlechen Etablissement SERVIOR, dat haaptsächlech Alters- a Fleegeheimer verwalt, ëm déi 400 Persounen iwwer en ATI-Vertrag beschäftegt sinn. Des Weidere gouf mer matgedeelt, datt et souguer Leit gëtt, déi jorelaang iwwer en ATI-Vertrag an dësem Beräich beschäftegt sinn, andeems hire Vertrag Joer fir Joer erneiert gëtt.

Et schéngt also, datt an deem Sektor e Manktum u Personal besteet, dee systematesch duerch ATI-Verträg kompenséiert gëtt. Et kann dach awer net sinn, datt Persoune während Joren iwwer en ATI-Vertrag an enger Entreprise beschäftegt ginn, an dat permanent mam Mindestloun, ouni Perspektiv op eng Opbesserung.

Wann an engem Betrib während méi wéi zwee Joer e Posten duerch ATI-Verträg besat gëtt, dann ass do eng Plaz vakant an da muss se och fest besat ginn. D'ATI-Verträg däerfen op kee Fall dozou déngen, d'Schafung vu festen Aarbechtsplazen ze ëmgoen.

Duerfir dës Froen:

1. Wéi vill Pesoune ginn am Privatsektor iwwer ATI-Verträg beschäftegt, wou a wéi laang schonn - a wéi vill am öffentleche Sektor a wou?
2. Wat ass déi duerchschnëttlech Beschäftegungsdauer ënner ATI-Verträg?
3. Wéi vill Leit beschäftegt SERVIOR iwwer ATI-Verträg?
4. Wéisou gëtt zougelooss, datt ATI-Verträg iwwer zwee Joer eraus verlängert ginn?
5. Wat gedenkt den Här Minister ze ënnerhuelen, datt déi Persounen, déi méi laang wéi zwee Joer iwwer en ATI-Vertrag an enger Entreprise beschäftegt ginn, och mussen en Urecht op e feste Poste kréien, mat der deementspriechender Entlounung?
6. Ass et net och esou, datt eng Persoun, déi fënnef oder zéng Joer deeselwechte Job mécht, laut Gesetz vum Mindestloun Urecht op de qualifizéierte Mindestloun huet, oder zielt dat net fir d'ATI-Personal?

Réponse (17.6.2005) de **Mme Marie-Josée Jacobs,** *Ministre de la Famille et de l'Intégration:*

Ad 1) D'RMG-Gesetz gesäit dräi Aglidderungsmoossname vir:

1. eng aktiv an assistéiert Preparatioun a Recherche während maximal dräi Méint no enger bezueltener professioneller Aktivitéit oder no enger vun deenen zwou anere méiglechen Aglidderungsmoossnamen;
2. eng zäitlech begrenzten Affektatioun u gemengnëtzlech Aarbechte beim Stat, Gemengen, Établissements publics an d'utilité publique oder bei all aner Organisatioun, déi kee Gewënn bréngend Zil verfollegt;
3. eng zäitlech begrenzten Affektatioun un e Stage en entreprise.

Déi gemenkerlech sou genannten ATIe gëtt et also nëmmen ënnerhalb vun den Trägeren, déi am zweete Punkt opgelëscht sinn, dat heescht, ënnerhalb vu staatlechen a parastaatlechen Organisatiounen.

Am Privatsektor kann et also keng ATI-Verträg ginn, mä nëmme Stage-en-entreprise-Verträg.

Am Juni 2005 gouf et 1.070 ATI-Verträg an 135 Stage-Verträg. Et ware siwe Leit an der Moossnam, déi am Punkt 1 opgelëscht ass.

D'Panoplie vun den öffentlechen a paraöffentleche Beschäftegungsträger geet vun de Gemengen iwwert d'Ministerien, de Spideeler an Altersheimer wéi iwwer all net lukrativ Associatioun, déi Persounen dës Aglidderungsmoossnam ubidde wëllen. Am Privatsektor sinn et Entreprisen an alle kommerzielle Beräicher.

Ad 2) En ATI-Vertrag kann ni méi laang wéi ee Joer sinn, well dëse Vertrag un déi legal Dispositoun vum Aglidderungskontrakt gebonnen ass, deen ee Joer net däerf iwwerschreiden. D'Dauer vun deene Moossnamen, déi an de Punkten 2 an 3 opgelëscht sinn, ka ganz variabel sinn an ass Funktioun vum individuelle Profil vun der Persoun a vum Beschäftegungsträger.

Ad 3) Am Juni 2005 ware keng 400, mä 189 Persounen ënner ATI-Vertrag bei SERVIOR beschäftegt.

Ad 4) D'Objektiv vun den Aglidderungsmoossnamen, déi am RMG-Gesetz virgesi sinn, ass ganz kloer eng professionell a sozial Reintegratioun iwwer Aarbechtsmoossnamen.

D'Zilsetzung vun den ATI-Verträg ass et, Demandeure vun enger Aglidderungsmoossnam eng Aarbecht ze ginn, déi hire professionellen, sozialen an och physesche Kompetenzen entsprécht. Dës Aarbecht soll de Persounen d'Méiglechkeet ginn, sech souwuel professionell wéi awer och sozial ërem ze integréieren. Den Akzent op déi sozial Komponent gëtt an den ATI-Verträg nach méi berücksechtegt wéi dëst vläicht an engem Stage-Vertrag de Fall ass.

Et muss ee sech bewosst sinn, datt eng Rei Persounen, déi den RMG ufroen, opgrond vun hirem Alter oder soss perséinleche Grënn oft wéineg Chancen hunn, um éischten Aarbechtsmarché integréiert ze ginn. Et kann awer och sinn, dass dës Integratioun nach méi laang kann daueren.

Opgrond vun den ënnerschiddleche Profiler vu Persounen, déi an de Moossname sinn, ass et dohir och néideg, d'Aglidderungsmoossnam inhaltlech an zäitlech esou ze gestalten, datt se d'Persoun ganzheetlech erfaasst. Dohir ass et dann och méiglech, datt esou en Aglidderungsprojet méi laang kann dauere wéi ee Joer an d'Moossnam verlängert muss ginn, well d'Persoun entweder nach net prett ass, fir den éischten Aarbechtsmarché ze integréieren, oder well dës Aussiicht vläicht och guer net méi méiglech ass.

Ad 5) D'Gesetzesännerung vun 2004 huet eng nei Dispositioun, déi grad an déi Richtung eng Verbesserung bréngt.

Den Artikel 13, 3. Alinea, seet:

«Si une entreprise du secteur privé ou un organisme visé au premier alinéa qui précède, fonctionnant sous le droit privé, engage un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion moyennant un contrat de travail à durée déterminée ou à durée indéterminée, le Fonds national de Solidarité, sur déclaration certifiée sincère et exacte par le service national d'action sociale, peut participer aux frais de personnel occasionnés par cet engagement. Cette participation ne peut pas dépasser le produit du salaire social minimum brut pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans, augmenté de la part patronale et multiplié par le nombre de mois que dure l'engagement à durée déterminée ou à durée indéterminée, sans toutefois dépasser le nombre de trente-six mois en ce qui concerne le contrat de travail à durée indéterminée. Cette durée est portée à quarante-deux mois si l'engagement concerne un bénéficiaire de l'indemnité d'insertion du sexe sous-représenté dans le secteur d'activité en question et/ou dans une profession déterminée.»

Falls also e Betrib oder eng aner Organisatioun, déi ënner Privatrecht gefouert gëtt, e Bénéficiare vun enger Aglidderungsmoossnam astellt, kann de Fonds national de solidarité d'Lounkäschten an Héicht vum Mindestloun, inklusiv Part patronale, bis zu 36 Méint iwwerhuelen. Och SERVIOR kann dovunner Gebrauch maachen an huet och schonn Ufroen un de SNAS eragereecht, fir ATI-Vertäg mat dëser Méiglechkeet an Aarbechtsverträg «ëmzewandelen».

Dës néi Mesure ass am September 2004 konkret ugelaf an et si schonn iwwer 50 Persounen iwwer dëse Wee agestallt ginn, mat Tendenz steigend.

De SNAS informéiert zentral an iwwer seng regional Büroen all «lieu d'affectation» wou dës Moossnam méiglech ass, iwwer déi nei Dispositioun a sensibiliséiert d'Träger fir esou vill wéi méiglech dovunner Gebrauch ze maachen. Dës Moossnam ass en integraalt Instrument vun der Aglidderungspolitik vum SNAS ginn an ass bei individuellen Décisiounen eng Méiglechkeet, déi een ëmmer muss an d'A faassen.

Ad 6) D'Bezéier vun enger Indemnitéit falen net ënnert d'Dispositioun vum Aarbechtsrecht, mä ënnert d'RMG-Gesetz. Si hu kee Contrat de travail, mä e Contrat d'insertion (Artikel 8 vum RMG-Gesetz). Dëst gëllt also och wat déi aarbechtsrechtlech Dispositoun vum Mindestloun ugeet. Folglech kritt déi Persoun, déi un enger Aglidderungsmoossnam deelhëlt, och kee Loun (am Sënn vu salaire), mä eng indemnité d'insertion, déi esou héich ass wéi de Montant vum Mindestloun.

Question 0444 (18.5.2005) de **M. Robert Mehlen** *(ADR)* concernant la **suppression du carrefour dangereux entre E29 (Luxembourg-Echternach) et CR137 (Bech-Consdorf):**

De 6. September 1999 hat ech well eng Fro betreffend d'Eliminatioun vun der geféierlecher Kräizung E29 Lëtzebuerg-lechternach an CR137 Bech-Konsdref un Är Virgängerin gestallt. Deemools war mir geäntwert ginn, déi zoustänneg Verwaltung wär amgaang, verschidde Variante vun enger Kräizung op ënnerschiddlechen Niveauen ze studéieren. No deenen neierlechen Accidenter op där Plaz erlaben ech mer duerfir folgend Froen ze stellen:

1. Wat fir eng Prioritéit gëtt der Entschäerfung vun dësem Geforepunkt säitens der Regierung bäigemooss?
2. Wéisou ass no op d'mannst fënnef Joer Etüden nach ëmmer kee Fortgank an dëser Saach ze gesinn?
3. Wéi wäit ass d'Regierung mat dem Ukaf vun dem néidegen Terrain?
4. Fir wéini ass mat dem Ufank vun den Aarbechten ze rechnen?
5. Fir bis dohin no Méiglechkeet Accidenter ze verhënneren, wär et net ubruecht, fir kuerz virun de Stoppschëlder um CR137 «Rubbelsträifen» aus rauem Belag op der Strooss unzebréngen, fir d'Chauffeuren zousätzlech op déi géierlech Plaz opmierksam ze maachen?

Réponse (1.7.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics:*

1. D'Entschäerfung vun der geféierlecher Kräizung E29 Lëtzebuerg-lechternach an CR137 Bech-Konsdref ass vun enger éischter Prioritéit fir de Ministère vun den öffentlechen Aarbechten. Dofir sinn och déi néideg Kreditter am Budget 2005 an an de Propositioune fir 2006 virgesinn.

2. Eng ganz Rei Varianten an Ënnervarianten hu missen ausgeschafft ginn bis datt no laangen Diskussioune mat deenen zwou Gemengen an den Urainer eng Léisung fonnt ginn ass, déi vun all de Parteien ugeholl ginn ass. Dës Léisung gesäit vir, den CR137 Bech-Konsdref ënnert der lechternacher Strooss erduerchzefëieren an duerch Rampen dorun unzeschléissen.

3. Den Emprisendossier gëtt vun der Stroossebauverwaltung zesummegestallt a soubal en am Ministère ass, gëtt en un de Comité d'Acquisition weidergereecht.

4. Et kann een dermat rechnen, dass bis den Hierscht all Autorisatioune vun deene verschiddene Ministèren ausgestallt sinn. Soubal déi néideg Emprisen zur Verfügung stinn, kënnen d'Aarbechten an d'Stee gesat ginn.

5. Obwuel et just en Deel vum Problem ass, bréngt d'Stroossebauverwaltung e puer «Rubbelsträifen» virun de Stoppschëlder um CR137 un.

Question 0445 (19.5.2004) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **création du Conseil supérieur pour le Développement durable:**

La loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable prévoit au chapitre II article 3 la création du Conseil supérieur pour le Développement durable. La composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur sont déterminés par règlement grand-ducal. En tant que forum de discussion sur le développement durable, des représentants du Gouvernement, des communes, des syndicats de salariés, des chambres professionnelles, du patronat, des ONG, du monde scientifique et du Comité national d'Éthique siègeront au Conseil supérieur.

Le développement durable constitue une valeur montante au niveau sociétal international. Il repose sur le maintien en équilibre de trois piliers, à savoir l'équité sociale, l'environnement et l'économie. Le développement durable implique une vision élargie du bien-être humain, une perspective à long terme des conséquences des activités actuelles et une coopération globale pour parvenir à des solutions viables pour l'ensemble de la société et de ses acteurs ainsi que pour le milieu naturel.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Le Conseil supérieur pour le Développement durable tel qu'il a été institué par la loi du 25 juin 2004 est-il déjà opérationnel?

Réponse (27.6.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

Dans sa séance du 25 mars 2005, le Conseil de Gouvernement a approuvé le règlement grand-ducal concernant la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur pour le Développement durable. Le texte a été soumis au Conseil d'État.

L'objectif de ce règlement est de préciser sur base des dispositions de la loi du 25 juin 2004 relative à la coordination de la politique nationale de développement durable la composition et l'organisation du Conseil supérieur pour le Développement durable, qui en tant que forum de discussion aura la mission d'initier des recherches et études ayant trait au développement durable et de susciter la participation de la société civile à ce processus.

Question 0446 (20.5.2005) de **M. Claude Meisch** *(DP)* concernant la **gestion de l'enseignement préscolaire et primaire par les communes:**

Dans le document élaboré par le Ministère de l'Intérieur et de l'Aménagement du Territoire et intitulé «Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché de Luxembourg» on peut notamment lire que «l'enseignement préscolaire et primaire sont par essence une mission locale à gérer par la population concernée. Or, il faut constater aujourd'hui que bon nombre de communes n'ont plus la masse critique pour subvenir de leurs propres moyens à cette mission élémentaire leur dévolue par la loi.»

Et plus loin: «Bon nombre des communes actuelles ne sont pas à même de remplir ces missions notamment scolaires de manière efficace et qualitativement convenable en régie propre faute de masse critique et de moyens financiers qui en résultent, si bien qu'il importe de prévoir un seuil critique de population que devrait atteindre toute commune pour s'acquitter correctement de ces obligations élémentaires.»

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Madame la Ministre partage-t-elle ce point de vue?
- Dans l'affirmative, quels seraient selon Madame la Ministre les moyens à préconiser afin de remédier à une telle situation?
- Quelles communes se trouvent actuellement dans l'impossibilité de remplir leurs missions scolaires de manière efficace et qualitativement convenable?
- Les syndicats communaux ne permettent-ils pas d'aider les communes à remplir ces missions?

Réponse (11.7.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Ad 1: Suivant mes informations toutes les communes réussissent actuellement à s'acquitter de leur mission d'instruction.

Ad 2: Jusqu'à présent beaucoup de petites communes se sont organisées en syndicats ou travaillent ensemble en pratiquant des échanges d'élèves entre les communes. Cette collaboration et cette division du travail fonctionnent à la satisfaction de tous les concernés.

Ad 3: Je ne saurais vous citer une commune qui ne serait à même de remplir ses missions scolaires de manière efficace. Il est vrai que l'offre d'encadrement des petites communes ne peut souvent égaler en quantité et en variété celle des grandes communes ou des syndicats scolaires, qui, s'adressant à un nombre plus élevé d'élèves et disposant de plus de personnel, ont la possibilité d'organiser leur action pédagogique de façon plus ciblée en fonction des besoins des enfants.

Ad 4: Je peux répondre par l'affirmative: La création de syndicats scolaires aide à remplir les missions qui sont attribuées aux communes par la loi scolaire et je ne puis qu'encourager ces initiatives.

Question 0448 (23.5.2005) de **M. Ben Fayot** *(LSAP)* concernant la **formation de spécialisation de 3e cycle en art thérapie (musique, arts plastiques, arts de la scène):**

Il me revient qu'une formation de spécialisation de 3e cycle en art thérapie (musique, arts plastiques, arts de la scène) est organisée depuis quelques années par le CRP Santé, sous les auspices du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du Luxembourg, en collaboration avec les universités de Paris V et de Metz.

Depuis que cette formation existe, un certain nombre d'étudiants ont terminé avec succès les cours mais attendent toujours leur diplôme de master.

- Monsieur le Ministre peut-il me dire quand ce diplôme universitaire sera enfin créé, étant entendu que les perspectives professionnelles pour les étudiants en question en dépendent?

Réponse (29.6.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Le règlement grand-ducal du 25 mai 2005 relatif à l'obtention du grade de master de l'Université du Luxembourg permet à l'Université de délivrer un master en art thérapie.

Conformément à la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, le grade de master sanctionne la réussite d'études de deuxième niveau.

Les modalités de coopération entre l'Université du Luxembourg et le CRP Santé doivent faire l'objet d'une convention entre ces deux établissements publics.

Question 0449 (23.5.2005) de **M. Félix Braz** *(DÉI GRÉNG)* concernant la **valorisation des wagons de marchandises du type GS de la S.N.C.F.L.:**

Les wagons de marchandises du type GS de la S.N.C.F.L. ont longtemps servi au transport des vieux vêtements, des vieux textiles et des vieilles chaussures collectés par l'association sans but lucratif Kolping et valorisés par la suite dans un but humanitaire.

Malheureusement, faute d'entretien et de moyens, les wagons du type GS sont progressivement abandonnés par la S.N.C.F.L. Cette situation et la récente fermeture de plusieurs gares contraint la société Kolping à recourir de plus en plus aux camionnettes, délaissant ainsi le rail pour la route.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur Lucien Lux dans sa qualité de Ministre des Transports mais aussi dans celle de Ministre de l'Environnement:

- Pourquoi les wagons du type GS ne sont-ils pas entretenus au profit d'associations sans but lucratif?
- Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il de prendre afin de permettre à cette association de pouvoir continuer à privilégier le rail par rapport à la route dans le cadre de son action humanitaire?

Réponse (1.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

En réponse à la question de l'honorable Député Félix Braz, je puis confirmer que les CFL sont en train de réduire le nombre de leurs wagons fret du type GS. En effet, ces wagons, datant de 1965, ont largement dépassé leur durée de vie théorique de 25 ans. Afin de garantir l'état technique de ces wagons en trafic international, une grande partie de ces wagons nécessitent une révision entraînant des coûts très élevés. Le nombre limité des wagons de ce type encore en service auprès des CFL ne permet cependant plus une mise à disposition gratuite de dix-huit wagons à la société Kolping dans le cadre de leur action «Aktioun Alt Gezai».

Néanmoins les CFL restent toujours prêts à mettre à disposition de la société Kolping dix-huit wagons d'un autre type à titre gratuit. Dans cet ordre d'idées les CFL ont proposé en date du 15 avril 2004 à ladite société une solution logistique alternative basée sur l'emploi de conteneurs ACTS. Or, les CFL n'ont pas encore reçu à ce jour de réaction de la société précitée.

Question 0450 (23.5.2005) de **M. Marc Angel** *(LSAP)* concernant l'**établissement d'une pharmacie dans le quartier «Fetschenhaff-Cents»:**

Au Grand-Duché de Luxembourg, l'établissement de pharmacies est soumis aux dispositions prévues par la loi du 4 juillet 1973 concernant le régime de la pharmacie. Le nombre de pharmacies par localité est quant à lui fonction du nombre d'habitants.

Le quartier «Fetschenhaff-Cents» à Luxembourg-ville a connu un développement important de la part de promoteurs publics et privés.

- Dans ce contexte Monsieur le Ministre pourrait-il me faire savoir si, compte tenu de ce développement, l'établissement d'une pharmacie dans ce quartier n'est pas jugé opportun?
- Dans l'affirmative, dans quel délai est-ce que les habitants du «Fetschenhaff-Cents» pourraient-ils jouir d'une telle offre de services?

Réponse (20.6.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

Je puis faire savoir à l'honorable Parlementaire qu'après avoir recueilli les avis favorables du Collège médical et de la Ville de Luxembourg j'ai effectivement créé une nouvelle concession de pharmacie au Cents par arrêté ministériel du 31 mai. La vacance de cette concession vient d'être publiée au Mémorial B du 7 juin.

Plusieurs raisons m'ont amené à procéder à cette implantation d'une nouvelle concession. Il y a tout d'abord la croissance démographique récente, qui, vu les projets en cours, se poursuivra. Le Cents figure en effet parmi les quartiers de la ville de Luxembourg présentant les taux de développement les plus élevés. Il y a ensuite la situation topographique du Cents, situé sur un plateau qui l'isole quelque peu des autres quartiers de la ville disposant d'une officine. Il faut noter finalement que le quartier dispose d'un certain environnement médical avec la présence de trois médecins généralistes et d'un médecin dentiste et d'un environnement commercial de proximité.

Suite à l'appel de candidatures et après la désignation du concessionnaire la date d'ouverture de la pharmacie dépendra avant tout de la question de savoir si le concessionnaire trouve un local pouvant convenir dans le quartier du Cents ou s'il devra procéder à une nouvelle construction.

Question 0451 (24.5.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **tracé ferroviaire «Luxembourg-Gouvy-Liège»:**

An den 80er Joeren ass d'Moderniséierung an d'Elektrifizéierung vun der CFL Nordstreck ageleet ginn, wat et mat sech bruecht huet, datt Lëtzebuerg sech och finanziell un der belscher Elektrifizéierung tëschent Gouvy a Léck bedeelegt huet.

Dës Aarbechten op der belscher Säit goufen eréischt am Joer 2000 offiziell ofgeschloss. Elo zeechne sech awer um Horizont ewell donkel Wolleken of wat d'Zukunft von dëser Linn ubelaangt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wat fir Géigeleeschtunge goufen an der Konventioun festgehalen, wéi Lëtzebuerg sech finanziell un der Elektrifizéierung un der belscher Säit bedeelegt huet?
2) Mat wéi vill Geld huet Lëtzebuerg sech bis elo insgesamt un der Elektrifizéierung vun der Streck Ëlwen-Gouvy-Léck bedeelegt?
3) Bedeelegt sech Lëtzebuerg och um normalen Ënnerhalt vun dëser Streck, a wa jo: Wéi ass déi finanziell Bedeelegung pro Joer un dem normalen Ënnerhalt vun dëser Streck, a wat ass déi finanziell Bedeelegung wat de Fonctionnement ubelaangt?
4) Gëtt et Statistiken iwwert d'Benotzung vun der Eisebunnslinn vu Lëtzebuerg op Léck respektiv vu Léck op Lëtzebuerg?
5) Wéi wäit ass et mat de momentane Gespréicher tëschent der Lëtzebuerger an der belscher Eisebunnsgesellschaft wat d'Zukunft vun dëser Streck ubelaangt?

Réponse (27.6.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Am Hibléck op belsch Intentioune fir d'Eisebunnsstreck tëschent Lëtzebuerg a Léck op belscher Säit ze degradéieren, wollt den Här Deputéierte Jemp Koepp vum Här Transportminister wëssen, awéiwäit sech Lëtzebuerg finanziell gesinn un der Elektrifizéierung vun der genanntener Streck an den 90er Joeren engagéiert hat.

De Memorandum of understanding vum 3. Mäerz 1997 gesäit vir, datt d'SNCB an d'CFL den Hären Transportministere vun der Belsch a vu Lëtzebuerg eng Propos maachen, wéi ee kéint d'Zuchstreck Lëtzebuerg-Léck exploitéieren. Haut fueren aacht Zich all Dag tëschent Lëtzebuerg a Léck op an of a leeën dës Streck an 02.27 Stonnen zréck. Am Februar 2001 huet en Aarbechtsgrupp, dee sech aus Vertrieder vun der SNCB an den CFL zësummesetzt, festgehalen, datt dës Linn eréischt hir eigentlech Roll spille kann, wann déi nei Héichgeschwindegkeetslinn vu Bréissel iwwer Léck op Köln ganz realiséiert ass. Während der leschter Réunioun den 10. Mäerz 2005 gouf ofgemaach, datt am September 2005 eng Etüd gemaach wäert ginn, fir d'Uschlossméiglechkeeten aus Richtung Lëtzebuerg zu Léck fir virun op Bréissel oder Maastricht ze verbesseren.

Am Kader vun der Elektrifizéierung vun der Streck vu Lëtzebuerg bis op Léck huet Lëtzebuerg mat engem Montant vu 14,3 Milliounen Euro un den Aarbechten op belscher Säit tëschent Gouvy a Rivage participéiert. Dës Zomm enthält och e Subsid vun zéng Milliounen Euro vun der Europäescher Kommissioun. Bis dës Linn och op belscher Säit vollstänneg elektrifizéiert war, haten d'CFL net grad 45,5 Millioune LUF an d'Gare Gouvy investéiert. Mat der Fäerdegstellung vun der Elektrifizéierung op der ganzer Streck war d'Konventioun, déi d'CFL verflicht huet, finanziell mat um Entretien ze participéieren, ausser Kraaft getrueden, sou datt d'CFL net méi fir d'Entretienskäschte brauch opzekommen.

Haut benotzen all Joer 65.000 Clienten d'Zuchverbindung vu Lëtzebuerg op Léck.

Wat elo d'Zukunft vun dëser Eisebunnsstreck ugeet, sou huet d'SNCB net wëlles, fir d'Reeszäit op belscher Säit duerch verschidden Aarbechten un der Streck ze verbesseren. Déi haut aacht Aller-et-Retouren tëschent Lëtzebuerg a Léck wäerten erhale bleiwen. Dorunner wäert sech wéinstens bis 2008 näischt änneren. D'SNCB huet wëlles, en Hallefstonnentakt tëschent Léck a Bréissel anzeféieren, sou datt d'Clienten, déi aus Richtung Lëtzebuerg zu Léck ukommen, gläich eng vertrietbar Verbindung fir op Bréissel wäerten hunn.

Question 0453 (26.5.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **rénovation du Château de Schoenfels:**

Le parc et le château de Schoenfels, classés «monuments historiques», font partie de notre patrimoine national. En 1993, il a été décidé que le domaine du château de Schoenfels serait affecté à l'Administration des Eaux et Forêts et que la sauvegarde de la substance architecturale serait assurée par les services du département des Travaux publics. Or, force est de constater qu'aujourd'hui le château est endommagé à plusieurs endroits et se dégrade de jour en jour à vue d'œil.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes aux deux Ministres concernés:

- Jusqu'à présent, quels ont été les travaux de restauration et de rénovation réalisés au château de Schoenfels?
- Afin de sauvegarder la substance architecturale du domaine, des mesures conservatrices urgentes sont-elles prévues?
- Dans le cas contraire, de telles mesures ne s'imposent-elles pas?

Réponse commune (6.7.2005) de **M. Claude Wiseler,** *Ministre des Travaux publics* et de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Il y a lieu de remarquer préalablement que le domaine du château de Schoenfels se compose, d'une part, du château et du parc, classés «monuments historiques» et, d'autre part, de l'ancienne ferme.

De commun accord avec les responsables du Service des Sites et Monuments, il a été décidé que l'intervention de l'Administration des Bâtiments publics se limiterait à l'ancienne ferme qui fera l'objet d'un projet de réaménagement portant a) sur l'implantation de trois services de l'Administration des Eaux et Forêts, b) l'intégration de salles polyvalentes et d'exposition pour le Centre d'accueil de la réserve naturelle Mamerdall et c) l'installation du projet d'un atelier thérapeutique. À noter que l'atelier thérapeutique sera financé par le «Fonds de lutte contre le trafic des stupéfiants».

En ce qui concerne, en premier lieu, la ferme qui a été libérée en 1998, il échet de signaler qu'en attendant la réalisation du projet prémentionné, dont le début des travaux est prévu pour 2006, l'Administration des Bâtiments publics a procédé chaque année à diverses mesures conservatrices telles que le renouvellement et la stabilisation partiels de la charpente, la mise en place d'une étanchéité provisoire, l'enlèvement de planchers vétustes et autres.

En deuxième lieu, quant au parc, il a été décidé que l'aménagement en sera assuré par l'Administration des Eaux et Forêts suivant des principes écologiques et dans le cadre de ses activités didactiques.

En dernier lieu, concernant le château, les principaux travaux de sauvegarde ont été entrepris par l'Administration des Bâtiments publics déjà depuis la fin des années 80. Ainsi, la toiture du château de Schoenfels, mesure de conservation essentielle, a été entièrement refaite il y a douze ans. En outre, d'autres travaux comme la remise en état des quatre tourelles ou la démolition des terrasses en escalier vétustes situées derrière la tour ont été poursuivis dans le passé avec le décapage de l'enduit intérieur, la stabilisation de la clé de voûte etc.

Au niveau du donjon, des mesures de conservation mineures s'imposent. Elles peuvent être réalisées à peu de frais et à brefs délais par le Service des Sites et Monuments nationaux. Leur efficacité risque cependant de rester peu importante, étant donné que les vitres du donjon sont fréquemment cassées par des jets de pierre de sorte que ce vandalisme permet évidemment à l'humidité de pénétrer à l'intérieur du bâtiment.

Il y a lieu de constater enfin que, comme plusieurs ministères sont concernés par les travaux à faire au château de Schoenfels et de ses mitoyennetés, la Commission des Sites et Monuments nationaux (COSIMO) a sollicité l'élaboration d'un plan d'ensemble afin que les travaux puissent débuter dès que possible. À noter d'ailleurs que cette Commission se rendra également sur place pour émettre l'avis requis conformément à la loi du 18 juillet 1983 concernant la conservation et la protection des sites et monuments nationaux.

Question 0454 (27.5.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant la **gestion et l'organisation du Musée du Vin d'Ehnen:**

Il me revient que le Musée du Vin d'Ehnen est resté fermé depuis le week-end de Pentecôte. En effet, il semble que le responsable du musée se trouve en congé de maladie prolongé. Toutefois, il serait indiqué dans une telle situation de trouver un remplaçant, ce qui hélas ne semble pas être le cas.

Estimant qu'il est inadmissible que le Musée du Vin reste fermé en pleine saison touristique, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:

- Comment les responsabilités pour la bonne gestion et l'organisation du Musée du Vin sont-elles réparties?
- Quelles sont les raisons pour lesquelles le responsable du musée ne peut actuellement pas être remplacé?
- Quand le Musée du Vin sera-t-il rouvert aux visiteurs?
- Comment sera-t-il procédé pour garantir à l'avenir un fonctionnement, une organisation et une gestion adéquats dudit musée?

Réponse (1.7.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le bâtiment actuel est propriété de l'État.

Un contrat de gérance signé le 28 juillet 1976 entre l'État luxembourgeois et l'Association pour la Promotion et la Gérance du Centre mosellan et du Musée du Vin à Ehnen en confie la gestion à celle-ci.

Une participation aux frais de l'association de gérance du Musée est

inscrite au budget ordinaire annuel du département du tourisme.

Entre le 12 mai et le 10 juin 2005, le Musée est resté fermé en raison d'un congé de maladie du concierge et faute de pouvoir trouver, à court terme, un remplaçant adéquat à plein temps.

Durant cette période, l'accueil sur rendez-vous de groupes a toutefois pu être assuré.

De même, les réservations du cellier pour l'organisation de soirées et de banquets ont pu être maintenues et le déroulement en a été assuré grâce au concours bénévole des membres de l'association de gérance.

Étant donné que l'État a acquis la maison Linden, adjacente à l'actuel Musée du Vin et qu'il est de son intention de joindre les deux bâtiments en vue de les affecter à une destination commune y regroupant des organisations représentatives de la vie culturelle, vitivinicole et touristique de la région mosellane, le contrat de gérance actuel nécessitera une profonde révision quant au fonctionnement, à l'organisation et à la gestion, révision qui ira de pair avec la transformation de l'ensemble des bâtiments.

Pour ce faire, un groupe de travail a été institué il y a quelques mois par le Ministère du Tourisme ayant comme objectif de concevoir et de définir les orientations du futur Centre mosellan. Ce groupe de travail se compose de représentants:

- du Ministère du Tourisme;
- de l'Administration des Bâtiments publics;
- de la Confrérie St Cunibert;
- de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise;
- de la Commission de Promotion des Crémants et Vins luxembourgeois;
- de l'Organisation professionnelle des Vignerons indépendants;
- de la Commune de Wormeldange;
- du GAL LEADER+ Moselle luxembourgeoise.

Sur proposition du groupe de travail, l'Administration des Bâtiments publics vient par ailleurs de charger un bureau d'études d'élaborer, de concert avec un bureau d'architectes, une étude de concept en vue de la réalisation du Centre mosellan. Vu que ceci ne pourra se réaliser que par étapes successives, des mesures provisoires seront prises afin de permettre à l'Entente touristique de la Moselle d'y établir leur siège dès à présent et d'en assumer la gestion journalière.

Question 0455 (27.5.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant le **congé sportif:**

La 56ème édition de la «Flèche du Sud» a eu lieu du 5 mai 2005 au 8 mai 2005. Ce rendez-vous annuel permet à nos coureurs cyclistes de se mesurer à bon nombre de coureurs de renommée internationale. Cependant, il semble qu'un de nos meilleurs coureurs cyclistes amateurs, travaillant pour la Société Nationale de Contrôle Technique, a dû se désister avant la fin de la compétition parce qu'un jour de congé lui aurait été refusé. Il va sans dire que dans ces conditions tous les efforts pour soutenir nos sportifs sont sérieusement remis en question.

Ainsi j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres des Transports et des Sports:

- Messieurs les Ministres ont-ils connaissance des faits relatés ci-dessus?
- Messieurs les Ministres n'estiment-ils pas que les services au sein de la Fonction publique ou encore dans des entreprises privées dans lesquelles l'État détient de très importantes participations devraient être organisés et soutenus de façon à permettre à des sportifs de haut niveau de participer à des compétitions sportives importantes?
- Monsieur le Ministre des Sports peut-il me dire quelles mesures il entend entreprendre afin qu'une telle situation ne se reproduise plus à l'avenir?

Réponse commune (18.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports* et de **M. Jeannot Krecké,** *Ministre des Sports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert du refus de congé à un sportif de haut niveau travaillant pour compte de la Société Nationale de Contrôle Technique (SNCT).

D'après les renseignements fournis par la SNCT, la présence de l'intéressé en date du 6 mai 2005 était indispensable pour assurer l'impératif d'un service impeccable à la clientèle en matière d'immatriculation des véhicules.

La gestion du personnel, même dans une entreprise para-étatique ou à forte participation étatique, doit rester de la compétence exclusive de la direction de l'entreprise au risque de compromettre son autorité. C'est à cette direction qu'appartient la faculté d'accorder, dans toute la mesure du possible, les jours de congé spécifiques de convenance personnelle, aussi dans l'intérêt du sport.

Pour ce qui est du droit à un congé sportif, celui-ci n'intervient qu'au moment où une décision formelle afférente du Ministre des Sports est prise. Les procédures en question sont consignées dans la loi du 26 mars 1976 concernant l'éducation physique et le sport, ainsi que dans le détail par le règlement grand-ducal du 30 avril 1991 concernant l'octroi d'un congé sportif.

Il est important de se référer au prédit règlement parce qu'il prescrit des délais pour l'introduction des demandes. Le cas échéant, les employeurs peuvent ainsi prendre à temps les mesures requises dans l'intérêt du fonctionnement de leurs services.

Dans le cas qui fait l'objet de la présente question, aucune demande de congé sportif n'a été introduite et le Ministre des Sports n'a donc pas pu intervenir. S'il n'est pas saisi, il ne pourra pas non plus le faire à l'avenir.

Question 0456 (30.5.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant la **renaturation de l'Alzette dans le cadre de la construction de l'A7:**

Le règlement grand-ducal du 27 août 1997 déterminant les conditions à respecter et les mesures à prendre en matière de protection de la nature, de restauration et de compensation des milieux naturels dans le cadre de la construction de la route reliant Luxembourg à Ettelbruck (route du Nord - tronçon Luxembourg-Mersch) prévoit la renaturation de la vallée de l'Alzette par l'aménagement de zones amphibiennes et de zones humides entre les P.K. 42.149 et 48.242.

En date du 9 mai 2005, le collège des bourgmestre et échevins de Lorentzweiler avait convié la population à une réunion d'information sur le déroulement du chantier de la route du Nord lors de laquelle Monsieur le Ministre des Travaux publics avait présenté le projet en détail. Au cours de la même soirée plusieurs plans concernant les travaux à effectuer sur ce chantier ont été présentés au public, dont entre autres celui relatif au futur trajet de la piste cyclable PC15 et de la renaturation de la vallée de l'Alzette.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer la réalisation de la renaturation entre les P.K. 42.149 et 48.242 suivant le plan présenté lors de la soirée d'information?
- Dans la négative, existe-t-il d'autres projets - variantes sur la renaturation de la vallée de l'Alzette?
- Quelles seraient alors les alternatives envisagées par rapport à la variante présentée au public?

Réponse (18.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre de l'Environnement:*

1) L'Administration des Eaux et Forêts m'informe qu'elle n'était pas invitée à cette soirée d'information et ignore donc quels plans ont été présentés. Elle peut par contre confirmer qu'elle a fait élaborer des plans de la renaturation de l'Alzette entre Lorentzweiler et Lintgen en vue de l'exécution des mesures compensatoires de la route du Nord.

   Ces plans ont établi la faisabilité technique du projet ainsi que ses effets écologiques. Le projet prévoit la restauration du tracé naturel du cours d'eau dans la partie la plus basse de la vallée et partant la réactivation de la dynamique naturelle de la plaine alluviale. Le projet se ferait suivant le principe, arrêté au règlement grand-ducal, que «la zone humide est réalisée par le rehaussement de la nappe phréatique et par la libre évolution de la dynamique naturelle de l'Alzette renaturée et des autres cours d'eau mineurs traversant la zone».

   Après l'exécution des travaux de renaturation, l'ensemble de la future zone humide ferait l'objet d'une exploitation agricole extensive. Le fait que le cours d'eau serait remis dans la partie la plus basse de la vallée, qui est déjà humide en l'état actuel, permet de valoriser la partie plus haute et plus sèche en vue d'une exploitation agricole conventionnelle.

   Il importe de noter que suivant ce projet toute la surface des mesures compensatoires resterait sous exploitation agricole. Une étude agricole, qui sera élaborée en concertation avec les exploitants agricoles, établira les modalités d'exécution pratiques de l'extensification et les effets économiques de celle-ci sur le bilan de chacune des entreprises agricoles. Cette étude pourrait devenir une base de discussion en vue d'un accord avec les exploitants agricoles.

2) Le projet visant de restaurer la dynamique de la plaine alluviale, est déterminé par les conditions du terrain naturel. Le projet est dicté par la configuration de la nature et du paysage: il n'existe donc pas, du moins en ce qui concerne le principe, une multitude de solutions.

3) S'il devait s'avérer que le projet de renaturation et le projet d'exploitation extensive ne sont pas réalisables faute d'accord avec les propriétaires et exploitants, il faudrait revenir à une lecture textuelle du règlement grand-ducal selon lequel la renaturation serait limitée au nord du viaduc, mais alors à la condition que «dans les parties les plus humides, les terrains sont abandonnés à la succession végétale naturelle». Les terrains seraient donc destinés à se couvrir d'une forêt alluviale. Dans ce cas la plus grande partie de la zone située au nord du viaduc ne pourrait plus faire l'objet d'une exploitation agricole. Pour la partie située au sud du viaduc, le règlement grand-ducal prévoit que les terrains feraient l'objet d'une exploitation extensive. Enfin la loi dispose que les surfaces nécessaires à la réalisation des mesures compensatoires sont déclarées d'utilité publique et font partie des plans d'emprises.

Pour l'heure aucune décision sur une variante quelconque n'a été prise.

Question 0457 (30.5.2005) de **Mme Claudia Dall'Agnol** *(LSAP)* concernant la **reconnaissance des diplômes de fin d'études secondaires:**

D'après un article paru dans la presse luxembourgeoise commentant la réunion de Bergen relative à l'application du processus de Bologne, les diplômes de fin d'études secondaires type bac seraient désormais automatiquement reconnus au Luxembourg, si la personne dispose d'un diplôme supérieur validé, obtenu dans un État membre de l'Union européenne.

À cet égard Madame et Messieurs les Ministres pourraient-ils me faire savoir:

- si la reconnaissance automatique dont question ci-avant est d'ores et déjà d'application;
- si cette reconnaissance automatique est également prévue pour les personnes disposant d'un diplôme supérieur validé, obtenu dans un État membre de l'UE, et qui ont pu accéder aux études supérieures sans être en possession d'un diplôme de fin d'études secondaires type bac.
- Et enfin, si cette reconnaissance automatique sera également prise en compte pour l'accès aux épreuves de l'examen «carrière supérieure» de la Fonction publique, puisqu'il est stipulé dans les règlements afférents que les personnes titulaires d'un diplôme étranger de fin d'études universitaires non soumis à l'homologation doivent, entre autres, «être détenteurs d'un certificat de fin d'études secondaires, luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur».

Réponse commune (18.7.2005) de **Mme Mady Delvaux-Stehres,** *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de **M. Claude Wiseler,** *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:*

La reconnaissance des diplômes de fin d'études secondaires étrangers se fait sur base d'une des deux Conventions internationales réglementant l'accès à l'enseignement supérieur, à savoir la Convention de Lisbonne du 11 avril 1997 ou la Convention de Paris du 11 décembre 1953. Lorsque le pays d'origine a signé et ratifié une de ces conventions, une reconnaissance du diplôme de fin d'études secondaires peut être prononcée.

Au Luxembourg, il existe également depuis peu une possibilité de reconnaissance pour des requérants d'un État non signataire d'une des deux conventions. Le règlement grand-ducal du 4 avril 2005 qui précise les modalités de reconnaissance des diplômes de fin d'études secondaires de ces pays tiers stipule que l'équivalence peut être accordée dans les deux cas suivants:

1. si le requérant peut se prévaloir, outre de la détention de son diplôme de fin d'études secondaires, d'un diplôme délivré par un institut d'enseignement supérieur reconnu et situé dans un État membre de l'Union européenne sanctionnant un cycle d'études supérieures d'une durée de trois années sanctionné par le grade de bachelor. On considère que le fait d'avoir accompli dans l'Union européenne des études universitaires avec succès est une indication que les requérants ont réussi une formation secondaire d'un bon niveau, équivalent à celui de l'enseignement correspondant au Luxembourg;
2. si le requérant peut se prévaloir d'une inscription à une université européenne et s'il remplit certaines conditions notamment une scolarité de douze années et un programme d'examen de fin d'études portant sur au moins deux langues dont une doit être le français ou l'allemand, et trois des cinq domaines suivants: les mathématiques, les sciences humaines, les sciences naturelles, la technologie et les beaux-arts/musique.

Sur base des dispositions de la réglementation précitée, le ministre compétent établit un arrêté de reconnaissance des diplômes visés ci-dessus.

Cet arrêté de reconnaissance est pris en compte en vue de l'accès à toute profession réglementée du service public.

Ces reconnaissances de diplômes de fin d'études secondaires se font indépendamment du processus de Bologne qui lui concerne les diplômes d'enseignement universitaire/supérieur et qui réorganise la structure de ces diplômes en vue de la simplifier et de la rendre plus homogène.

Question 0458 (31.5.2005) de **M. Jacques-Yves Henckes** *(ADR)* concernant le **port obligatoire d'un gilet de sécurité fluorescent (Code de la Route):**

Fir am Fall vun enger Autospann op enger Autobunn oder enger villbefuerener Strooss d'Sécherheet an d'Visibilitéit vum Fuerer ze verbesseren, ass elo a véier Länner vun der EU (Italien, Spuenien, Portugal an Éisträich) d'Droe vun enger fluoreszenter West an esou Fäll obligatoresch. Beim Erausklammen aus dem Auto op esou enger Strooss am Fall vun enger Pann muss dës West obligatoresch ugeluecht ginn.

Am Fall vum Netanhale vun dëser Regel ass eng zolidd Geldstrof virgesinn. Esou eng Geldstrof ass och ze bezuele wa sech am Auto keng dëser Weste befannen, och wann den Auto keng Pann huet.

Am September 2004 hat den Här Minister ugekënnegt iwwerpréiwen ze loossen, ob d'Droe vun enger Warnwest, am Fall vun enger Autospann, hei zu Lëtzebuerg och soll obligatoresch gemaach ginn.

An dësem Zesummenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi wäit sinn hei zu Lëtzebuerg d'Iwwerleeunge fir esou en obligatorescht Droe vu fluoreszente Westen am Fall vun enger Pann mam Auto op villbefuerene Strecken anzefëieren?

2) Sinn an där Hisiicht schonns konkret Schrëtt ënnerholl ginn, a wa jo, fir wéini ass mam Aféiere vun esou enger Regel ze rechnen?

Réponse (11.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Dans sa question l'honorable Député s'enquiert sur l'état d'avancement des travaux en vue de l'introduction au Luxembourg du port obligatoire d'un gilet de sécurité fluorescent en cas d'un véhicule tombé en panne sur une autoroute ou une route à grand trafic.

Tout en réitérant le bien-fondé d'une telle mesure qui va dans le sens d'une amélioration de la sécurité routière, je tiens à informer l'honorable Député que les modalités en vue de l'introduction d'une telle obligation lors d'une prochaine modification du Code de la Route sont en train d'être examinées au sein de la Commission de Circulation de l'État.

À cette occasion, il sera tenu compte des initiatives pareilles qui ont déjà été prises dans certains États membres de l'Union européenne ainsi que de celles qui sont au stade d'étude dans d'autres pays.

Question 0460 (31.5.2005) de **M. Gast Gibéryen** *(ADR)* concernant le **contrôle médical des pilotes:**

Zënter dem tragesche Luxair-Accident sinn och hei zu Lëtzebuerg d'Sécherheetsbestëmmungen an d'Kontroll vun de Fluglizenzen an der Diskussioun. Eng besonnesch wichteg Roll fir de Flugbetrib zu Lëtzebuerg kënnt an deem Kontext der medezinescher Kontroll vun de Piloten zou.

An dësem Zesummenhang hunn ech dofir folgend Froen un den Här Transportminister:

1) Wéi ass déi medezinesch Kontroll vun de Piloten hei zu Lëtzebuerg organiséiert?
2) Wéi vill Doktere si fir dës Kontroll hei zu Lëtzebuerg agréiert an hunn dës Dokteren alleguerten eng Praxis hei zu Lëtzebuerg?
3) Ass et d'Praxis hei am Land, datt auslännesch Doktere mat enger fester Praxis am Ausland hei zäitweileg Büroe bei Fluggesellschaften hunn, konform zu den internationale Regelen (FAA, ICAO a JAR) an dëser Matière?
4) Wann neen, wat fir Konsequenzen zitt dat no sech?
5) Iwwer wéi vill «Centres d'Expertise de Médecine Aéronautique (CEMA)» verfügt Lëtzebuerg? U wéi eng Spideeler sinn dës CEMAen ugeschloss an iwwer wéi vill Doktere verfügen dës Centren?

Réponse (13.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Fir op d'Froe vum honorablen Deputéierte Gast Gibéryen ze äntwerten hunn ech den Avis ageholl vun der Direction de l'Aviation civile an där hiren Zoustännegkeetsberäich dësen Dossier fält:

1. D'Pilotelizenzen an déi medezinesch Strukture sinn hei zu Lëtzebuerg durch zwee «règlements grand-ducaux» definéiert.

a) De «règlement grand-ducal du 13 janvier 1993 réglementant les licences et qualifications du personnel de conduite des aéronefs» fir d'Privat- an d'Sportpiloten. An dësem System sinn zéng Dokteren agrééiert.

b) De «règlement grand-ducal du 6 février 2004 réglementant les licences et qualifications du personnel de conduite d'avion» beschäftegt sech an der Haaptsaach mat de Lizenzen an der medezinescher Struktur vun de Beruffspiloten an e baséiert sech op d'Dispositioune JAR-FCL vun den «autorités conjointes de l'aviation» (JAA). Déi medezinesch Struktur aus dësem Reglement gesäit folgend Instanze vir:

i. Section de Médecine Aéronautique (SMA); si ënnersteet der Direction de l'Aviation civile an déi Fonctioun gëtt vum Ministère de la Santé, Direction de la Santé au Travail ausgefëllt.
ii. Centre d'Expertise de Médecine Aéronautique (CEMA). Hei zu Lëtzebuerg ass de CEMA am Hôpital Kirchberg agrééiert.
iii. Médecins Examinateurs Agréés (MEA); déi verantwortlech si fir d'Erneierung vun deene respektiven «Certificats médicaux».

2. Ausser dem CEMA si sechs Dokteren agrééiert fir d'Kontrolle vun de Piloten ze zertifiéieren. All dës Doktere sinn hei zu Lëtzebuerg etabléiert.

3. Et ass net d'Praxis hei zu Lëtzebuerg. Eis ass just ee Fall bekannt vun engem däitschen Dokter, deen an Däitschland seng Praxis huet a bei enger lëtzebuergescher Fluggesellschaft medezinesch Kontrolle vun de Piloten ofgehalen huet. Hie war dozou vun der däitscher Autoritéit autoriséiert, allerdéngs mat der Oplo, datt hien dat nëmme kéint sou laang maache bis Lëtzebuerg d'Dispositioune JAR-FCL a seng national Reglementatioun ëmgesat hätt. Entre-temps ass déi Autorisatioun vun den däitschen Autoritéite widderruff ginn.

4. Dat huet keng Konsequenzen op déi lëtzebuergesch Struktur wéi se an den Äntwerten 1 an 2 beschriwwe ginn ass.

5. Mat senge knapps 60 lëtzebuergesche Beruffspilotelizenze verfügt Lëtzebuerg zurzäit iwwer een «Centre d'Expertise en Médecine Aéronautique» (CEMA), wat sech an der Praxis als ausreechend erwisen huet, well jo nom «règlement grand-ducal» vum 6. Februar 2004 just déi éischt Kontrolle fir den «Certificat médical» an engem CEMA gemaach musse ginn. D'Erneierunge vun den «Certificats médicaux» ginn, wéi virdru beschriwwen, vun de Médecins Examinateurs (MEA) gemaach. D'Equipe vum Lëtzebuerger CEMA besteet aus 18 Dokteren.

Question 0461 (31.5.2005) de **M. Roger Negri** *(LSAP)* concernant le **transport combiné accompagné (autoroute ferroviaire/autoroute roulante)**:

Depuis quelques années il existe dans certaines régions européennes des projets-pilotes concernant le transport combiné accompagné, encore appelés «autoroute ferroviaire» ou «route roulante».

Les principaux avantages de ce système sont notamment les suivants:

- Les transporteurs routiers peuvent, sans acquérir de matériel spécifique, profiter de tronçons ferroviaires en substitution à des tronçons routiers difficiles [autoroutes saturées, franchissement d'obstacles naturels (montagnes) ou urbains (grandes agglomérations)].
- L'utilisation de l'autoroute ferroviaire en chargeant le camion complet avec le chauffeur permet à celui-ci de prendre son temps de repos dans le train en parcourant plusieurs centaines de kilomètres plutôt que de rester arrêté sur un parking.
- L'allègement de la circulation des poids lourds sur les autoroutes réduira la consommation en énergie fossile. Ce système permet en effet d'effectuer la partie la plus longue du transport par rail et les tractions terminales par route, pour une meilleure efficacité du matériel, du service et des hommes.
- La politique visant à transférer une partie de la croissance du fret routier vers le rail correspond également aux objectifs formulés dans le cadre européen du protocole de Kyoto.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Transports:

- Qu'elle est la position du Gouvernement luxembourgeois quant à cette innovation?
- Le Gouvernement entend-il encourager des initiatives pareilles? Dans l'affirmative, un tel projet pourrait également relancer l'idée d'une mise en place d'un «Freight Village» à Bettembourg-Dudelange, qui vise à promouvoir le fret ferroviaire en créant une interactivité avec le transport routier. Ceci favoriserait notamment l'implantation de beaucoup d'entreprises du secteur du transport et des marchandises et pourrait être considéré comme un effet positif sur le marché de l'emploi.

Réponse (6.7.2005) de **M. Lucien Lux,** *Ministre des Transports:*

Par sa question parlementaire du 31 mai 2005 Monsieur le Député Roger Negri voulait savoir la position de Monsieur le Ministre des Transports quant à une mise en service éventuelle d'une «route roulante» à partir du Triage de Bettembourg comme elle existe déjà dans d'autres régions européennes.

Les CFL étudient déjà depuis un certain temps la mise en service d'un système de transport combiné accompagné, appelé «route roulante», sur l'axe Nord-Sud, c'est-à-dire entre les ports de la mer du Nord et l'Espagne ou l'Italie.

Le site de Bettembourg est particulièrement intéressant pour y prévoir un point de relais pour les camions étant donné qu'il est situé à environ trois heures et demie par route des ports de la mer du Nord, d'une part, et au cœur de la grande région «Saar-Lor-Lux», d'autre part.

Au début de l'année en cours ces études sont devenues plus concrètes de par des contacts avec des promoteurs du concept «Modalohr». Ce concept est fondé sur l'utilisation de wagons surbaissés et articulés permettant le transport de semi-remorques standard. En plus, le système de chargement latéral des camions permet un chargement en moins de trente minutes pour un train entier.

Les terminaux nécessaires pour la mise en service d'un tel service sont constitués d'une surface bitumée de part et d'autre de la voie ferrée et de systèmes d'ouverture à poste fixe installés à la même voie.

L'avantage du système «Modalohr» décrit ci-dessus est décisif vu que le client transporteur peut toujours choisir entre transport accompagné et transport non accompagné.

La souplesse de ce système devrait entraîner une plus grande souplesse dans l'utilisation du transport combiné rail-route et devrait de ce fait faciliter la décision de recourir à ce mode de transport.

En effet, ce système pourrait appuyer la politique visant le transfert d'une partie du fret routier vers le rail et aider à atteindre les objectifs formulés dans le cadre européen du protocole de Kyoto.

L'investissement principal à prévoir au Grand-Duché de Luxembourg serait un investissement dans l'infrastructure terminale qui se chiffrera dans l'ordre de grandeur d'un terminal classique avec grue.

Question 0462 (1.6.2005) de **M. Jean-Pierre Koepp** *(ADR)* concernant le **canotage sur la Sûre:**

Betreffend de Canotage op der Sauer huet den Här Ëmweltminister op d'parlamentaresch Fro N°0306 mer folgend Äntwert ginn *(cf. compte rendu N°9/2004-2005)*:

Déi beoptragten Etüde wären zur Konklusioun komm fir während verschiddene Méint (Mäerz bis Mee) de Canotage op der Sauer ganz ze verbidden a während de Summermeint staark ze beschränken. Den Ament ass de Canotage op lëtzebuergescher Säit am Summer verbueden an op däitscher Säit erlaabt.

Interesséiert Kreesser aus dem Tourismus vun däitscher wéi och vu Lëtzebuerger Säit hunn dee Problem vun deenen zwou verschiddene Législatioune behandelt well dës hate geplangt, grenziwwerschreidend Animatioun mat Canoé-Kayak unzebidden, fir an dëser Regioun och duerno dës Sportaarten ze promouvéieren. D'Nofro fir Canoé-Kayak ass grouss, a verschidde spezialiséiert Geschäfter bidde Coursen un.

Et muss ee sech och d'Fro stellen, ob dee komplette Verbuet, fir d'Flora an d'Fauna ze schützen, haut nach ubruecht ass, net nëmme well déi ugesprachen Etüd am Summer just eng Aschränkung proposéiert, mä well och déi nei Generatioun vu Booter guer net méi déif am Waasser leien an domadder d'Natur net belaascht gëtt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi ass d'Haltung vum Tourismusminister an dëser dach fir den Tourismus an dëser Regioun ganz wichteger Fro, a wär den Här Minister bereet, sech dofir anzesetzen, de Canotage am Intérêt vum Tourismus an dëser Regioun am Summer hei zu Lëtzebuerg ze erlaben?
2) Hu schonn oder wäerten nach Gespréicher stattfanne mam Ëmweltminister fir am Interesse vum Tourismus an am Respekt vun der Natur eng allsäits zefridde stellend Regelung respektiv eenheetlech Léisung an dëser Problematik ze fannen?

Réponse (1.7.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

D'Reglementatioun vum Kanu- a Kayakfueren op der Sauer ënnerläit dem Règlement grand-ducal vum 14. Juni 1994 ënnert der Verantwortung vum Ëmweltministère. Et ass also net den Tourismusministère, deen eng Derogatioun zur bestehender Législatioun däerf ginn.

Laut deem Reglement ass de Canotage tëschent dem 16. Juli an dem 30. September op deem gréissten Deel vun der Sauer verbueden.

D'Zesummenaarbecht mat den zoustännegen Instanzen aus Rheinland-Pfalz en vue vun enger «gleichlaufenden Verordnung» op däitscher a lëtzebuergescher Säit, déi den Här Innenminister Halsdorf a senger Äntwert uschwätzt, kéint also nëmmen a Richtung vun enger manner restriktiver lëtzebuergescher Législatioun goen. Den Tourismusministère kéint esou enger voll a ganz zoustëmmen, virausgesat, dass prezis Bestëmmungen dës Aktivitéite reglementéieren an dass dës Bestëmmungen och an der Praxis ugewannt an iwwerwaacht kënne ginn.

Question 0465 (6.6.2005) de **M. Carlo Wagner** *(DP)* concernant l'**administrateur délégué auprès de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l.:**

Dans sa réponse à ma question parlementaire N°0415 du 22 avril 2005 *(cf. compte rendu N°10/2004-2005)* concernant le poste d'administrateur délégué auprès de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l. Monsieur le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement avait remarqué ce qui suit:

«Celui-ci a également soulevé la question de principe du risque d'un éventuel conflit d'intérêt pouvant résulter d'un cumul de postes entre un employé rémunéré dans une structure à caractère intercommunal et celle d'une fonction politique dans une des communes membres.

En effet, l'article 194 (2) de la loi électorale du 21 février 2003 précise que ‚…ne peuvent faire partie du conseil communal d'une commune déterminée toute personne qui reçoit rémunération, fixe ou variable, de la commune ou d'un établissement subordonné à l'administration de la commune ou d'un syndicat intercommunal dont la commune fait partie'.

Même si ce texte ne fait pas ‚expressis verbis' référence aux associations sans but lucratif dont font partie les communes, il n'en reste pas moins que d'un point de vue déontologique un cumul de fonctions de ‚contrôlé' et de ‚contrôleur' est contestable.»

Cette réponse de Monsieur le Ministre m'amène à lui poser les questions suivantes:

a) Monsieur le Ministre approuve-t-il le cumul d'un mandat communal avec un poste à responsabilité au sein d'un groupe d'action locale Leader + d'une région dont la commune concernée fait partie?
b) Dans le passé, Monsieur le Ministre a-t-il déjà donné son aval à un tel cumul de mandats?

Réponse (29.6.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* et en sa qualité de *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:*

Le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural partage l'opinion exprimée par le Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement dans sa réponse à la question parlementaire N°0415 du 22 avril 2005 concernant le poste d'administrateur délégué auprès de l'Entente touristique de la Moselle luxembourgeoise a.s.b.l. Le texte cité par l'honorable Parlementaire ainsi que d'autres réflexions faites dans cette réponse me semblent mutatis mutandis également valables dans le cas de cumul de postes mentionné dans la question parlementaire N°0465.

Si une personne concernée par un tel cumul de postes demandait mon avis à ce sujet - et une personne l'a d'ailleurs fait récemment -, je lui recommanderais vivement de ne pas aspirer au cumul d'un mandat communal avec un poste à responsabilité au sein d'un groupe d'action locale Leader + d'une région dont la commune concernée fait partie. En cas de cumul d'un tel poste avec un mandat de bourg-

mestre ou d'échevin, mon avis serait encore plus formel.

Sachant qu'il n'est pas de la compétence du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural de procéder à l'engagement du personnel d'un groupe d'action locale ou d'avaliser un tel engagement, il appartient en fin de compte aux personnes et organismes concernés par de tels cumuls de postes de prendre leurs décisions.

Question 0467 (8.6.2005) de **Mme Nancy Arendt** *(CSV)* concernant la **lutte antitabac:**

Les facteurs qui prédisposent les jeunes au tabagisme sont complexes et interdépendants et ils varient selon les individus et les populations. Des années de recherche ont néanmoins permis d'identifier certains facteurs courants dans l'amorce du tabagisme. Parmi ceux-ci figurent, à des niveaux élevés, l'acceptabilité sociale des produits du tabac et l'exposition et la vulnérabilité par rapport aux méthodes de commercialisation.

Avec les cigarettes en sucre ou en chocolat, un enfant a pour la première fois l'occasion d'imiter le comportement des adultes à l'égard du tabac, et ce type de cigarettes diffuse un message tout à fait inadéquat. Il faudrait décourager chez les enfants le souhait d'imiter le comportement des adultes en faisant semblant de fumer à l'aide de ces confiseries qui leur sont spécialement destinées.

La convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, ratifiée récemment par une loi luxembourgeoise, prévoit par le biais de son article 16, paragraphe 1, point d), «l'interdiction de la fabrication et de la vente de confiseries, en-cas, jouets ou autres objets ayant la forme de produits du tabac attrayants pour les mineurs». Certains pays ont déjà suivi cette recommandation.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Quelle est la législation actuelle en cette matière?
2. Est-ce que Monsieur le Ministre entend suivre la recommandation de l'article 16, paragraphe 1, point d) de la convention-cadre de l'OMS?
3. Quelles mesures législatives et pratiques sont prévues?

Réponse (6.7.2005) de **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:*

À ce stade la législation luxembourgeoise ne prévoit aucune interdiction de vente de produits de confiserie et autres objets ayant la forme de produits du tabac et susceptibles d'attirer les mineurs.

D'après mes informations une interdiction de vente de ces produits est actuellement projetée en France au moyen d'un amendement que l'Assemblée nationale propose d'insérer au projet de loi pour la confiance et la modernisation de l'économie. Cette interdiction est prévue non seulement à la convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac, ratifiée par le Luxembourg, mais encore à une recommandation du Conseil (2003/54/CE). En d'autres mots l'entrave aux échanges qu'elle pourrait constituer est considérée comme étant couverte au niveau communautaire par des intérêts de santé publique.

Cela étant, une mesure d'interdiction de ces produits sera intégrée dans le projet de loi renforçant les mesures antitabac existantes dont le Conseil de Gouvernement vient d'approuver le principe.

Question 0469 (8.6.2005) de **M. Marcel Oberweis** *(CSV)* concernant le **programme agro-environnemental national:**

Le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel comprend 14 mesures différentes en faveur de pratiques agricoles extensives ou respectueuses de l'environnement.

Le régime d'aides en question est basé sur le règlement (CEE) 1259/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole qui définit le cadre communautaire pour le soutien de mesures agro-environnementales.

Malgré le grand intérêt et succès qu'a connu ce régime d'aides auprès des agriculteurs, le nombre de demandes introduites auprès du Ministère de l'Agriculture ne cesse de diminuer.

À titre d'exemple, pour la période culturale 2002, environ 403 exploitations ont introduit 689 demandes distinctes au total. Cependant pour la période culturale 2005, seulement 137 exploitants ont introduit 172 demandes distinctes auprès du Ministère de l'Agriculture.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture.

- Quelles sont les raisons de cette baisse substantielle de demandes?
- En vue d'une transposition adéquate de la PAC, quels moyens sont envisagés afin d'inciter les agriculteurs à mieux profiter des opportunités qui leurs sont offertes?

Réponse (18.7.2005) de **M. Fernand Boden,** *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:*

L'honorable Député se réfère aux mesures agro-environnementales prévues par le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001 instituant un régime d'aides favorisant les méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel et s'interroge sur les motifs d'une baisse substantielle des demandes d'aides qu'il a cru constater.

Les données sur lesquelles se base Monsieur le Député figurent au rapport d'activité annuel du département de l'agriculture. Or, ces données renseignent uniquement les nouvelles demandes introduites au titre de l'année concernée et non le nombre d'engagements cumulés. La particularité de ce régime d'aides est que chaque demande engage le demandeur pour une période de cinq ans. Il est donc parfaitement normal que lors de la mise en vigueur du régime d'aides le nombre des demandes introduites est à son apogée, pour régresser ensuite chaque année et pour rebondir après cinq ans lors du renouvellement des engagements.

Ceci dit, je peux confirmer que ce régime d'aides connaît un franc succès et qu'actuellement plus de sept cents exploitations participent à une ou plusieurs mesures prévues par le règlement grand-ducal du 9 novembre 2001.

Question 0470 (9.6.2005) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant la **numérisation des livres sur support informatique (bibliothèque):**

Un certain nombre d'États membres de l'Union européenne, dont la France, la Pologne, l'Italie et l'Allemagne, ont lancé un projet visant à numériser des livres sur support informatique de façon à pérenniser, du moins pour les livres anciens et précieux, leur accessibilité, protéger la diversité culturelle et sauvegarder un patrimoine intellectuel inestimable.

Un projet concurrent a été institué en Grande-Bretagne qui, à la différence du premier projet, est financé par une société privée.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Culture:

- Est-ce que le Luxembourg, et plus particulièrement la Bibliothèque nationale, participe ou veut participer à l'un ou l'autre de ces projets?

Réponse (11.7.2005) de **M. François Biltgen,** *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Grâce au programme e-Luxembourg la Bibliothèque nationale de Luxembourg a pu lancer un programme de numérisation ciblée de ses fonds patrimoniaux. 23.000 pages numérisées sont dès maintenant accessibles en ligne via le site www.bnl.lu. 57.000 pages sont en cours de traitement et seront mises en ligne en 2005. Ce programme sera poursuivi au cours des années à venir. Pour des raisons de conservation du patrimoine, il s'attachera prioritairement, mais non exclusivement, à la numérisation de la presse luxembourgeoise. Il ira de pair avec un programme de restauration et de désacidification de cette source d'information de toute première importance pour ceux et celles qui s'intéressent à l'histoire de notre pays sous toutes ces formes. Ce projet s'inspire de programmes analogues que d'autres bibliothèques nationales européennes sont en train de réaliser.

La BnL a signé, en avril dernier, avec 18 autres bibliothèques nationales d'Europe, le manifeste lancé à l'initiative du Président de la Bibliothèque nationale de France pour «appuyer une initiative commune des dirigeants d'Europe visant à une numérisation large et organisée des œuvres appartenant au patrimoine de notre continent» et pour appeler l'Union européenne à organiser la concertation des ambitions nationales et à «développer un programme énergique de recherche dans le domaine des techniques qui serviront ce dessin». La British Library, la bibliothèque nationale du Royaume-Uni, a apporté son soutien explicite à cette initiative, sans pour autant signer la motion.

Le Président de la République française, le Président de la République de Pologne, le Chancelier de la République fédérale d'Allemagne, le Président du Conseil italien, le Président du Gouvernement espagnol et le Premier Ministre de la République de Hongrie se sont fait l'écho de cette initiative en demandant le 28 avril 2005 à l'Union européenne de «fournir le cadre d'une concertation entre les institutions concernées» et d'«apporter sa contribution à la solution des problèmes à surmonter».

Cette proposition a été accueillie favorablement par le Président en exercice de l'Union, le Premier Ministre Jean-Claude Juncker et par le Président de la Commission, José Manuel Barroso, lors des Rencontres pour l'Europe de la Culture, les 2 et 3 mai 2005 à Paris.

La Bibliothèque nationale de Luxembourg compte participer activement à ce projet de création d'une bibliothèque virtuelle européenne qui bénéficie de l'appui du Gouvernement luxembourgeois.

Question 0471 (9.6.2005) de **M. Patrick Santer** *(CSV)* concernant l'**institut de médecine légale:**

Dans le rapport d'activité du Ministère de la Justice pour l'année 2004, les autorités judiciaires ont souligné les problèmes journaliers inhérents à l'absence au Luxembourg d'un institut de médecine légale. Dans sa prise de position, Monsieur le Procureur général d'État indique que, faute d'un institut de médecine légale, le Luxembourg «continue à vivre d'expédients ou de recours, au cas par cas, à des institutions et experts étrangers avec tous les inconvénients que cela comporte».

Pour cette raison j'aimerais poser à Monsieur le Ministre de la Justice les questions suivantes:

- Comment fonctionne le système actuel? À quels institutions et experts a-t-on recours en matière de médecine légale? Qui prend la décision de choisir les experts ou instituts étrangers?
- Est-il prévu de fonder un institut de médecine légale propre au Luxembourg?

Réponse (13.7.2005) de **M. Luc Frieden,** *Ministre de la Justice:*

Depuis près de 25 ans les autopsies sont pratiquées par des médecins légistes étrangers, plus particulièrement de Hombourg/Sarre et occasionnellement de l'Université de Liège.

Les analyses chimiques, biologiques, histologiques, toxicologiques et autres comprises dans le volet médico-légal sont effectuées pour partie au sein du Laboratoire national de Santé, mais par des experts qui effectuent ces analyses à côté de leur travail proprement dit.

Par ailleurs un nombre toujours croissant d'analyses s'effectue à l'étranger.

Le choix des experts ou instituts appartient aux autorités judiciaires.

Suite aux débats relatifs à la Police scientifique lors de la réforme du Service de Police judiciaire et sur initiative du parquet général, il y a eu des réunions de concertation avec les responsables concernés sur la création d'un institut médico-légal et de Police scientifique au Luxembourg.

Les différents corps judiciaires ont émis des avis sur l'état de la situation et les besoins en la matière.

Le parquet général a par ailleurs organisé une réunion à Luxembourg en 2003 avec les préposés de l'Institut médico-légal du Bundeskriminalamt qui ont proposé la visite d'un Institut médico-légal d'un Land allemand de la dimension du Luxembourg, à savoir celui de Brême. Cette visite a eu lieu en avril 2004.

Suite à ces réunions de concertation et à la visite à Brême les conclusions suivantes ont été retenues:

1° Il est proposé de conclure une convention avec l'Institut médico-légal de Hombourg portant sur la réalisation des autopsies ordonnées au Luxembourg, ceci en contrepartie d'une allocation forfaitaire annuelle. La convention aura pour objet de garantir que les autopsies soient effectuées dans des délais appropriés à une bonne administration de la justice. Elle devrait permettre à l'Institut de Hombourg d'engager un collaborateur scientifique qui serait à la disposition prioritaire des autorités judiciaires luxembourgeoises. La formation d'un médecin légiste luxembourgeois est envisagée à moyen terme.

2° Les autorités judiciaires essaieront, en concertation avec les autorités médicales, de mettre sur pied un service de permanence ayant pour but de garantir la présence rapide d'un médecin sur le lieu d'un crime éventuel aux fins d'y procéder en temps utile aux premières constatations en rapport avec l'état du corps de la victime. Les médecins disposés à collaborer à cette cellule de permanence seront formés à cet effet.

3° Les examens toxicologiques continueront à être effectués pour l'essentiel à Luxembourg (Laboratoire national de Santé). Les procédures entre les instances impliquées seront révisées et leur application améliorée.

4° Les analyses ADN seront effectuées au Luxembourg dès que le Laboratoire national de Santé disposera de l'accréditation afférente (probablement fin 2006 ou milieu de 2007). Dans l'attente de cette accréditation, les analyses ADN continueront à être effectuées à l'étranger avec possibilité pour le LNS de procéder aux mêmes analyses «en double», en tant que test.

Chambre des Députés
LUXEMBOURG

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:
d'Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:
Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg